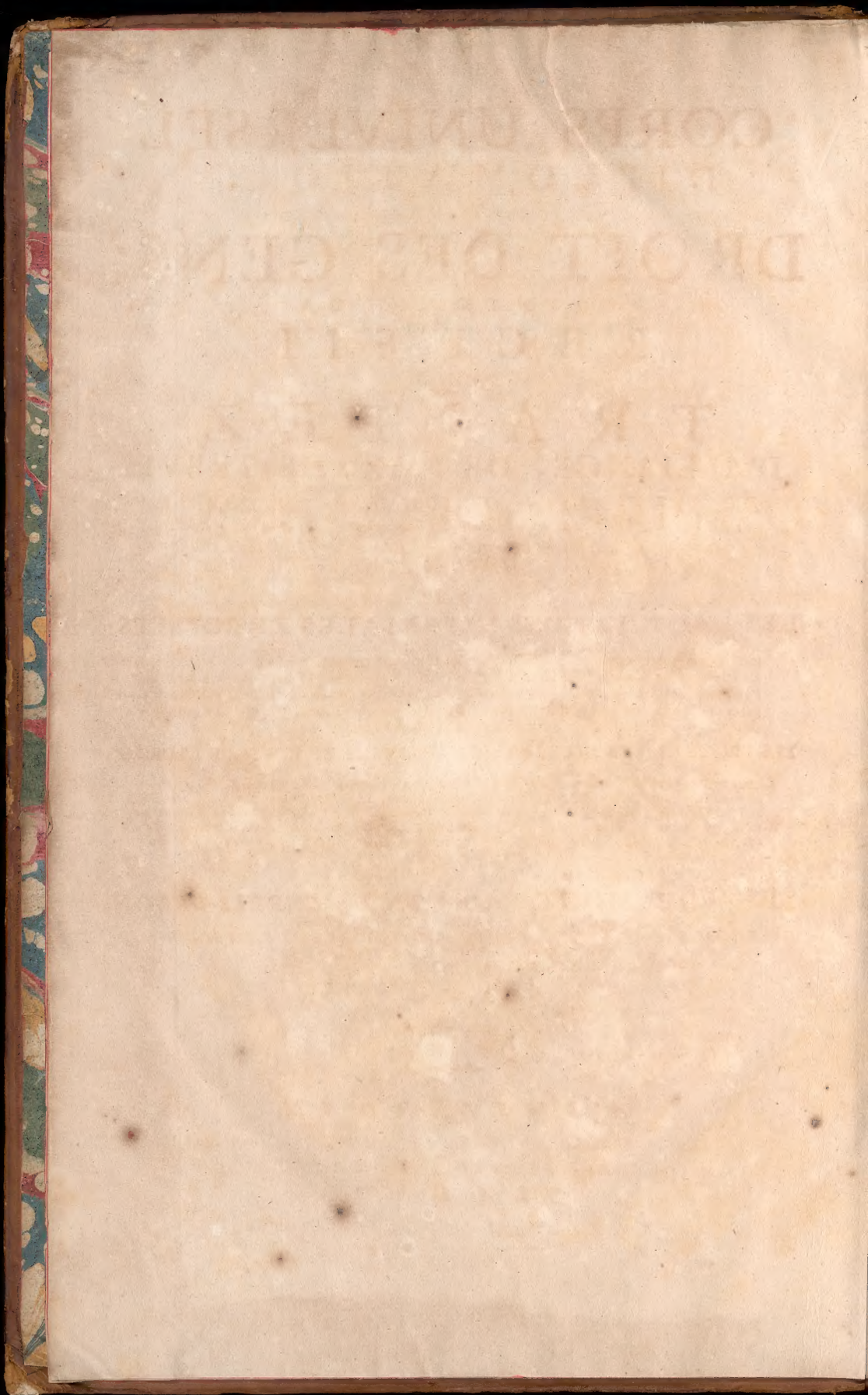


C.C.

$XX + 452 + XX + 95 \text{ p.}$



CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;

CONTENANT UN
RECUEIL
DES

TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Paëtes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE, jusques à présent;*

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs, sur tout, des Actes de RYMER; & enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE I.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A Y E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

M D C C X X X I.

AVERTISSEMENT

DES LIBRAIRES

Sur l'Edition du

SUPPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS.



A Justice que le Public a rendu au *Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens*, nous dispense d'en faire l'éloge. Son utilité est généralement reconnue de tous les Ministres, de tous les Ambassadeurs, & de tous ceux qui sont employez dans les Affaires Politiques.

Nous avons déjà fourni aux Souscripteurs les six premiers Volumes de ce grand Ouvrage, & nous publions à présent les deux derniers, qui vont jusqu'en 1730, en sorte que par-là tous nos engagements sont entièrement accomplis.

Nous espérons que les Négociateurs nous sauront gré de leur avoir procuré un si précieux Trésor, & qu'ils seront bien aises d'apprendre que nous leur en préparons encore un autre non moins utile. Voici ce que c'est.

Feu Mr. Du MONT avoit divisé le *Corps Diplomatique* en deux Collections, dont nous donnons aujourd'hui la première en huit Tomes *in folio*; la seconde, qu'il devoit nous envoyer après que la première seroit achevée d'imprimer, & que ses Héritiers nous ont remise selon le Contrat que nous avions fait avec lui, est celle que nous annonçons maintenant. Elle consiste en deux Parties, dont la première sera un Supplément au *Corps Diplomatique*, & la seconde un *Corps Cérémonial Diplomatique*. Ce Corps Cérémonial contiendra une infinité de Diplomes, de Privilèges, de Traitez, de Réglemens, & d'Actes publics, concernant les Dignitez Titulaires, & les Prééminences des Rois, & des Princes, les Traitemens accordez dans les Cours aux Ambassadeurs, aux Envoyez, & aux autres Ministres Publics, les Immunités qui leur appartiennent, les Différens survenus entre eux au sujet du Cérémonial, & la manière dont ces Différens ont été quelquefois accommodés. Il contiendra pareillement les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plupart des Ordres de Chevalerie, qui ont été, ou qui sont encore aujourd'hui en *Europe*, tout ce qui regarde les Disputes qu'ont eu quelques Puissances depuis un Siècle touchant les Saluts de Mer; & enfin tout ce qui appartient aux Affaires d'Honneur, de Dignité, & de Cérémonie. Nous insérerons dans ce CÉRÉMONIAL DIPLOMATIQUE le Traité du Cérémonial de la Cour de France dressé par feu Monsieur de SAINCTOT Introduceur des Ambassadeurs, pièce précieuse, qui n'a jamais été imprimée.

Cette seconde Collection sera encore enrichie d'un Ouvrage du célèbre Mr. BARBEYRAC, auquel il travaille depuis long-tems, & qui est presque achevé. Il a pour titre: *Introduction & Supplément au Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & il sera divisé en trois Parties.

La Première traitera de l'antiquité & de l'origine des Traitez Publics, de leurs différentes sortes, de la manière dont on les faisoit, de leur nécessité & de leurs usages; de leur interprétation, de leur observation & d'autres choses semblables. On y parlera aussi des Traitez, dont il est fait mention dans les Auteurs sacrés.

La Seconde, la plus longue & la plus considérable, sera un Recueil de Traitez, tel
Tome VII. Part. I. *

que

A V E R T I S S E M E N T.

que personne que l'on sache, n'avoit encore pensé seulement à entreprendre rien de semblable, mais qui sera parfaitement bien assorti avec le *Corps Diplomatique*, qu'il accompagnera. Cette vaste Collection commence au tems de CHARLEMAGNE, & ainsi il n'y a que des Traitez du *Moyen Age*, & du *Dernier*. On n'y voit rien de ce qu'on appelle par excellence l'*Antiquité*. Une partie des tems, si longue, & si considérable, ne devoit pas être négligée, & peut-être ne l'a-t-elle été qu'à cause de la difficulté d'une telle entreprise. On n'a pas ici à beaucoup près les mêmes secours & les mêmes ressources qu'en rassemblant les Pièces des tems postérieurs qui sont repandues dans les Archives, & dans les Bibliothèques, ou dans des Recueils déjà tout faits. Il faut parcourir un grand nombre de Livres, où quelquefois, après avoir bien cherché, on ne trouve que peu de choses & très-souvent hors de leur place, ou dites seulement par occasion. Toutes ces difficultez capables d'effrayer tout autre que Mr. BARBEYRAC, ne l'ont point rebuté. Son zèle pour le bien public les lui ont fait surmonter avec un courage héroïque, & il en est venu si loin que le plus difficile est déjà fait, & que le reste sera achevé dans peu de tems, ainsi qu'il nous le fait espérer.

Il a donc ramassé de toutes parts tous les Traitez tant soit peu importants, qui se trouvent ou entiers, ou en partie, ou rapportez seulement en substance dans tous les Anciens Auteurs, *Grecs & Latins*, qui nous restent, & dans les Auteurs Modernes qui ont publié les *Inscriptions* originales des Marbres de l'Antiquité, dont le tems a épargné quelques-uns jusqu'à nos jours. Il seroit à souhaiter qu'il n'en eût pas détruit autant qu'il a fait, & que l'on pût en déterrer beaucoup plus qu'il n'y a lieu de l'espérer. Ce seroient-là les Monumens les plus authentiques, & les plus curieux d'une Antiquité reculée, où les Marbres étoient comme les Archives Publiques. Cet usage des anciens tems est cause, du moins en partie, que la plupart des Historiens ne se mettoient guères en peine d'insérer dans leurs Ouvrages ce que chacun pouvoit aller voir, quand il vouloit; & qu'ils croyoient devoir durer jusqu'à la dernière Postérité. On trouve seulement dans quelques Historiens, comme THUCYDIDE, POLYBE &c. un petit nombre de Traitez, que l'on peut regarder comme *Originaux*. Mr. BARBEYRAC n'a laissé échapper aucun des Traitez de cette sorte, en quelqu'endroit qu'ils se trouvent, soit entiers ou mutilés. A l'égard des autres, il a été obligé quelquefois, pour ne pas laisser de grands vuides, de mettre en ligne de compte des Traitez dont on ne fait presque rien, sinon qu'ils ont été faits, ou que ce sont des *Traitez de Paix*, d'*Alliance* &c. Il en a usé ainsi, afin de montrer, autant que cela se pouvoit, par la suite & par la liaison des Traitez, la suite des Affaires ou générales, ou particulières, entre les Peuples célèbres de l'Antiquité, ce qui, comme on voit, ne sert pas peu à l'intelligence des Traitez mêmes.

Au reste, il n'a rien négligé de ce qui étoit nécessaire pour mettre au fait les Lecteurs, & principalement ceux qui n'ont pas toujours le tems ou les moyens de s'éclaircir de bien des choses qu'il importe de savoir, comme, par exemple, ce qui regarde les personnes, les tems, les lieux, les Coûtumes &c. Pour cet effet il a parsemé son Ouvrage de Notes, où l'on trouvera d'ailleurs quantité de choses, qui n'auroient pu entrer commodément dans le Texte, de la manière qu'il est tourné.

Il est remonté, aussi loin qu'il a pu, dans l'Antiquité, même jusqu'à ces tems obscurs où la Fable est mêlée avec l'Histoire, & il poussera le Recueil jusqu'à CHARLEMAGNE, où commence le *Corps Diplomatique du Droit des Gens*.

Cha-

A V E R T I S S E M E N T.

Chaque *Traité* fait ordinairement un Article à part. Mr. BARBEYRAC en indique, autant qu'il le peut, l'occasion & les suites. Les *Traitez*, ou entiers ou mutilés, qu'on a lieu de tenir pour originaux, seront mis sur deux colonnes, dont l'une contiendra l'Original, & l'autre la Traduction. Pour les autres, il se contente de rapporter les Passages mêmes des Anciens Auteurs *Grecs & Latins*, où se trouve ce qui y a du rapport, & il indique exactement les endroits où chacun pourra trouver ce dont il fouhaitera de s'instruire plus amplement. Tout cela lui donne lieu de faire quelques remarques en passant, qui pourront avoir leur utilité à divers égards. Il ne s'est pas même borné aux Historiens, à prendre ce terme dans sa plus grande généralité. Il a fouillé dans d'autres sortes d'Auteurs de l'Antiquité, & il a cherché dans leurs Ecrits tout ce qui pourroit s'y trouver, dont il y avoit lieu de faire usage.

Ce n'étoit pas une petite difficulté, de ranger les *Traitez* en ordre Chronologique. Mr. BARBEYRAC l'a pourtant fait, autant qu'il lui a été possible, en suivant les meilleurs Chronologistes, qui indiquent ou l'année même des *Traitez*, ou ce qui arrive le plus souvent, celle des événemens antérieurs ou postérieurs, par lesquels il lui a fallu ensuite déterminer la date qu'il cherchoit. Au fond, la dernière précision n'étoit pas absolument nécessaire, pour le but de cet Ouvrage. Il suffisoit d'éviter les Anachronismes dans l'ordre des *Traitez* dont on parle, & de ne pas mettre un *Traité* postérieur avant celui qui l'a précédé. Cependant Mr. BARBEYRAC a fait beaucoup plus. Il a consulté avec soin tous les Auteurs Modernes, qu'il a pu trouver; & qui pouvoient lui fournir des lumières, pour fixer au plus juste, la Chronologie des *Traitez*, aussi bien que pour tout le reste. Mais il n'en a rien emprunté, sans l'examiner, & sans avoir recours aux Originaux, de l'autorité desquels ils se servent. Il marque aussi les diversitez qui se trouvent entre les Anciens Auteurs qui parlent du même *Traité*, & il supplée quelquefois ce qui manquoit aux uns, par d'autres qui circonscrit mieux certaines choses. A l'égard de quelques *Traitez*, & même des plus originaux, dont le temps ne fauroit être en aucune façon déterminé, il a été contraint de les placer au hazard, & de les laisser sans date.

La *Troisième & dernière Partie* roulera sur le *Corps Diplomatique*, qui a donné occasion aux deux premières. Monsieur BARBEYRAC rapportera à certaines Classes en général toutes les Pièces qui composent ce grand Recueil. Il fera voir l'usage qu'on en peut tirer, il indiquera les secours dont on doit se munir pour les bien entendre, il y joindra des remarques sur quelques endroits. En un mot, il n'oubliera rien de ce qu'il jugera capable de contribuer à l'intelligence du *Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & à le faire lire avec fruit.

Tel est en gros le Plan de Mr. BARBEYRAC. Comme il rendra lui-même exactement compte en son tems, de la manière qu'il s'est conduit dans cet Ouvrage, & de la méthode qu'il a suivie, nous ne nous étendrons point davantage là-dessus. Ce que nous en avons dit suffit pour en donner une idée générale. Au reste le mérite, & la Réputation de l'Auteur sont de sûrs garands qu'il ne promet rien qui soit au-dessus de ses forces.

Tous ces Ouvrages que nous annonçons, seront six gros volumes *in folio*, à la fin desquels nous mettrons une ample & exacte Table Alphabétique des Matières contenues tant dans le *Corps Diplomatique* que dans le Supplément. La Presse roule déjà & nous espérons les pouvoir imprimer avec beaucoup plus de promptitude que nous n'a-

A V E R T I S S E M E N T.

vons fait les huit premiers, parce que nous ne ferons point exposer aux incidens, qui ont accompagné la précédente Collection. Nous avons remis le soin de cette Edition à Mr. ROUSSET connu par son *Recueil Historique des Traitez, Mémoires, Actes &c.* Ouvrage dans le goût de ceux de Mrs. DU MONT & LAMBERT I, auxquels il semble avoir succédé dans cette sorte d'étude.

Les Conditions de la Souscription étoient, que l'on payeroit pour 1600. feuilles, f 68, & qu'au cas que le nombre des feuilles excédât celui de 1600, on payeroit pour chaque feuille du surplus 1. fou, & s'il y en avoit moins on rabattrait de même un fou par feuille.

Or tout l'Ouvrage faisant 2031. feuilles, sans compter les figures, Titre-Planche, les Médailles, les Titres, il s'ensuit qu'il y a 431. feuilles par dessus les 1600, lesquelles 431. feuilles font f 21: 11.

A quoi il faut ajouter les deux florins dont les Souscripteurs restent redevables, n'ayant payé pour les VI.

premiers Volumes que f 66: au lieu de 68 . . . f 2:

Ainsi il leur resteroit à payer . . . f 23: 11:

Mais on leur délivrera les Tomes VII. & VIII.

en payant . . . f 22: 10: pour le petit papier.

Et pour le grand . . . f 33: 10:

Ceux qui n'ont point souscrit payeront pour les

VIII. Volumes la somme de . . . f 125:



T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la I. Partie du Tome VII.

ANNO 1667.				ANNO 1667.
14. Janv.	R Eds entre ADOLPHE JEAN Duc des DEUX-PONTS, & PHILIPPE Comte de LINANGE, pour la Vente du Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. <i>A Saverne en Alsace le 14. Janvier 1667.</i>	1	Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars 1667.	17
30. Janv.	Inducie ad XIII. Annos initæ inter JOAN-NEM CASIMIRUM Regem Polonie, & ALEXIUM MICHAYLO-WITZ Czarum & Magnum Ducem totius Russiæ, quibus Contragressæ circa Li-mites aliasque res quam plurimas, compo-nuntur & Smolensko ac Principatus Se-veriæ Czaræ Majestati relinquuntur. <i>Actum Denewne Andrusowia die 30. Janua-rii 1667.</i>	1	Conclusion de l'Empire sur les Monnoyes d'or & d'argent, le Titre & valeur dont elles doi-vent être, & le prix auquel on doit les re-cevoir; Comme aussi touchant la suppres-sion des Monnoyes fausses ou legeres, & la Conservation de celles qui sont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documents appartenans à la même Conclusion. <i>A Ra-tisbonne le 19-29. Avril 1667.</i>	19
14. Fevr.	Accord entre l'Electeur de COLOGNE, & les Seigneurs Estats Generaux des PRO-VINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant Rhynberg. <i>A la Haye le 14. Fevrier 1667.</i>	4	Quittance de FREDERIC GUILLAU-ME, Duc de Saxe-Altenbourg pour la Somme de 7500. Florins que la Ville d'Erford lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'exception de Non-nume-rata pecunia. <i>A Altenbourg le 3. Mai 1667.</i>	19-29. Avril.
7-17. Fevr.	Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suede, dans le different entre l'Electeur de MAYENCE & ses Alliez d'une part, & l'Electeur PALATIN, d'autre au sujet de divers Droits & pretensions. <i>A Heilbron le 17. Fevrier 1667.</i>	9	Convention faite entre LOUIS XIV. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flottes. Faite à la Haye le 5. Mai 1667.	3. Mai.
28. Fevr.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de Fran-ce, & l'Electeur de MAYENCE, fait à Wirtzbourg le 28. Fevr. 1667.	10	Traité pour la Continuation & Renouvel-lement de la Paix entre CHARLES II. Roi d'Espagne, & CHARLES II. Roi d'Angleterre. <i>Fait à Madrid le 23. Mai 1667. Avec la RATIFICATION de la Reine d'Espagne donnée à Madrid le 21. Septembre 1667. Et les POUVOIRS des deux Parties, celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le 15. Juin 1667. & celui du Roi d'Angleterre de Westminster le 16. Fevrier 1665.</i>	27
3. Mars.	Acceptatio FERDINANDI CARO-LI Ducis Mantuæ Bonorum quorundam ab Imperatore LEOPOLDO ad dies vite ipsi & Matri sue concessorum; Cum ea de causa Remissione 58500. Florenorum, quos Camera Oenipontana prædicte Domine Matri ejus vi delegatæ Dotis de-bebat. <i>Datum Mantuæ die ultima Februa-rii 1667.</i>	13	Transaction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE & la Maison Ducale de SAXE, pour l'elucidation & Execution du Traité conclu entre les mêmes le 20-30. Decembre 1666. touchant la Ville d'Er-ford. <i>A Erford le 16-26 Mai 1667.</i>	13-23. Mai.
31. Mars.	Uteriore Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEOR-GE & BERNARD, Ducs de Saxe-Weimar, sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la re-ception des Relegués & sur divers autres Points qui n'avoient pas été suffisamment réglés par les précédents Accords, & qui par celui-ci sont éclaircis ou changés. <i>A Wei-mar dans le Château de Wilhelmsbourg le 3. Mars 1667.</i>	14	Protestation de JOACHIM Duc de Hol-stein-Ploen contre la prise de possession des Comtés d'Oldenbourg & Delmenborst faite par ANTHOINE Comte d'Altenbourg au Nom du Roi de Danemarck & du Duc de Holstein-Gottorp. <i>A Ploen le 2. Juillet 1667.</i>	16-26. Mai.
	Traité de Ligue Offensive & Defensive entre les Serenissimes & Puissants Princes, le Roi LOUIS XIV. & ALPHONSE VI. Roi de Portugal, contre le Roi de Tom. VII. PART. I.	15	Patra prævia inter CAROLUM XI. Regem Suecorum & Ordines Generales Fœderatarum Belgii PROVINCiarum conventa su-per designatione Mercium que pro vetitis sive Contrabandis habenda sunt. <i>Dar. Hage-Comitum die 6-16. Julii 1667.</i>	2. Juill.
			Traité de Convention & de Paix entre CHAR-LES XI. Roi de Suede & les Etats Ge-neraux	6-16. Juill.
				18. Juill.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1667.	neraux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye le 18. Juillet 1667. 39	Traité & Accord entre PADUCCA SIRI, Sultan HASSAN-LOUDIN Roi de Macassar & CORNEILLE SPEL- MAN Ancien Gouverneur des Côtes de Ceramandel &c. au Nom de JEAN MAETZUYKER Gouverneur General des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novemb. 1667. 61	ANNO 1667. 18. Nov.
21-31. Juill.	Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'An- gleterre, par lequel Sa Majesté T. C. res- titué aux Anglois la Partie de l'Isle de St. Christophe qu'ils possédoient avant l'an- née 1665. Comme aussi les Isles d'Antigoa & M. ntarat, & toutes les autres Isles & Terres priées & occupées pendant la Guerre; en échange de quoi Sa Majesté Britannique restitué au Roi T. C. l'Acadie, & toutes les Isles & Forteresses qu'il possédoit avant l'année 1665. Fait à Breda le 21-31. Juil- let 1667. Avec le POUVOIR du Roi T. C. donné à Versailles le 15. Avril 1667. celui du Roi de la Grand' Bretagne donné à Westminster le 15. Avril 1667. La RA- TIFICATION du Roi T. C. donnée à Audenarde le 8. jour d'Août 1667. & l'Ac- te de la Publication de la Paix, fait à Bre- da le 14-23. d'Août 1667. 40	Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PRO- VINCiarUM, quo in securitatem mu- tuam Pacificatio Bredæ inter eosdem die 31. Julii 1667. pacta Legesque Naviga- tionis & Commerci, eo spectantes confir- mantur, atque specialis sit auxiliorum mu- tuo præstandorum designatio. Hagæ-Comi- tum die 13-23. Januarii 1668. Cum MANDATIS seu Procuratoribus hinc inde datis, nempe, Westminsterii die 8. Januarii 1667-1668. & Hagæ-Comitum die 19. Januarii 1668. 66	1668. 13-23. Janv.
21-31. Juill.	Traité de Paix & d'Alliance entre CHAR- LES II. Roi de la Grande Bretagne & des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Breda le 21-31. Juillet 1667. 44	Triplex Fœdus, sive Tractatus Fœderis inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales FOED- ATARUM BELGII PROVIN- CIARUM, accedente CAROLO XI. Sueciæ Regæ, pro Pace inter Reges Christi- anissimum, & Catholicum, communibus officiis promovenda iniit. Datum Hagæ-Comitum die 13-23. Januarii 1668. Cum Articulis Secretis, circa difficultates ex RENUN- CIATIONE Regniæ Christianissimæ or- tas, uti & circa Pacem inter Reges Gallia & Lusitanie fiendam. Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1668. 68	13-23. Janv.
31. Juill.	Traité de Paix entre FREDERIC III. Roi de Dannemarc & CHARLES II. Roi d'Angleterre. Avec les DECLA- RATIONS des Ambassadeurs de Fran- ce sur quelques Articles dudit Traité, con- clu à Breda le 31. Juillet 1667. 53	Traitado de Paz entre el muy alto Serenissimo Principe Don CARLOS II. Rey Cat- hólico, y el muy alto y Serenissimo Princi- pe Don ALONSO SEXTO Rey de Portugal, por Mediacion de el muy alto y Serenissimo Principe CARLOS II. Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los 13. de el mes de Febrero de 1668. Con los PODERES de los Señores Reyes en fecha de los 5. de Enero 4. y 6. de Febrero 1668. Y la RATIFICACION de el Serenissimo Rey Cathólico. Dada en Ma- drid a 23. de Febrero 1668. 70	13. Fevr.
22. Août.	Traité d'Alliance défensive entre divers Prin- ces du Cercle de WESTPHALIE, & autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de COLOGNE, l'Electeur de BRANDEBOURG, les Princes de BRUNSWICK & LUNE- BOURG &c. Fait à Brunswick le 22. Août 1667. 57	Traité de Commerce entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES- UNIES des Pais-Bas, fait à la Haye, le 17. Fevrier 1668. 74	17. Fevr.
27. Août.	Accord entre les Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG, au sujet de la Fabrication de la petite Monnoye appelée Schiede-Muntz. A Zinnen le 27. d'Août 1667. 58	Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs de la COMPAGNIE O- RIENTALE HOLLANDOI- SE, & PADUCCA Sultan HA- ROUNARRA CHIT Roi de Tello dans le Roiaume de Macassar, par lequel ce Prince Indien se range sous la Protection de ladite Compagnie avec ses Freres, ses Sœurs, ses Enfants & ses Sujets, promet- tant de lui être fidèles &c. Fait au Fort Tello le 9. Mars 1668. Avec les LET- TRES DE MAMALYANG Roi de Gbinrana Lingues, Frere du Roi de Tel- lo, par lesquelles il accede au même Traité, & se range sous la même Protection, lui, ses Enfants, ses Sujets & son Pays. Fait le 13. Mars 1668. S'en suivent les AR- TICLES NOUVEAUX auxquels le Roi	le 9. & 13. Mars.
12. Octob.	Traité d'Accommodement entre FREDE- RIC III. Roi de Dannemarc, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, sur leurs anciens differents au sujet de l'Electio à l'Evêché de Lu- bec, de la Regence commune de Sunder- bourg, & de la Forteresse de Friederichs- Orth, à Glückstad le 12. Octobre 1667. Avec la RATIFICATION du Roi de Dannemarc, à Glückstad le 23. Octobre 1667. ibid.		
18. Octob.	Articles de Paix conclus entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI Maréchal de l'Armée, au Nom du Roi & de la Republique de POLOGNE d'une part, & le Sultan GALGA au Nom du Cham & de tous les TARTARES de la CRIMEE d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens pro- pres, en consideration dequoy on lui devra payer la Pension accoutumée. A Podjabeec le 18. Octobre 1667. Avec QUATRES autres ARTICLES conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjabeec le 19. Octobre 1667. 60		

DE LA I. PART. DU TOM. VII.

ANNO
1668.

le Roi de Tello, & le Roi de Lingues ont été receuf admis à l'Alliance de la Compagnie du 15. Juillet 1669. Et enfin l'ACCESSION des Rois & des Peuples de Goa, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Admiral Hollandois le 27. Juillet 1669. 76

15. Mars. Bref de dispense, accordé par Monsieur le Cardinal de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT IX. en France, pour le Mariage du Prince DOM PEDRO de Portugal, avec la Princeſſe MARIE FRANCOISE ELISABETH de Savoye. Donné à Paris le 16. Mars 1668. 78

16. Mars. Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maison de LUNEBOURG, par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes ausdites Provinces-Unies à certaines Conditions. Fait à la Haye le 16. Mars 1668. 79

27. Mars. Capitulation & Contrat de Mariage, entre le Serenissime DOM PEDRO Prince de Portugal, & la Serenissime Princeſſe MARIE FRANCOISE ELISABETH de Savoye, Duchesse de Nemours & d'Amale; Conclu par le Marquis de Niza Comte de Vidiguera, Admiral des Indes, Conseiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse, & son grand Ecuier, & par le Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conseiller d'Etat, & le Marquis de Marialva, Comte de Cantanedo, aussi Conseiller d'Etat & Directeur des Finances comme Procureurs de ladite Serenissime Princeſſe. Sans date, mais les Pouvoirs sont du 27. Mars 1668. 81

9. Avril. Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour un Prest de 2000000. Livres que Leurs Hautes Puissances seront à Sa Majesté ou lui feront faire, à cinq pour Cent d'Interest sur l'engagement de diverses Places, Villes & Forts, savoir Argentcau, Navagne, Stevenswaart, Venloo avec le Fort situé de l'autre côté de la Meuse, Gueldres, Isabelle, St. Thomas &c. A la Haye le 9. Avril 1668. Avec l'ARTICLE SEPARÉ par lequel Leurs Hauts. Puiss. déclarent par précaution qu'elles ne seront pas obligées à fournir cet Argent à Sa Majesté ni le faire fournir avant que certain Contrat, dont il est fait mention, ait été signé par le Gouverneur & Capitaine General des Pais-Bas Espagnols, ou par quelqu'un de sa part. 82

15. Avril. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne. Fait à St. Germain en Laye, le 15. Avril 1668. 88

2. Mai. Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de Mai 1668. 89

25. Avril. Fœdus Triplex, sive Accessio Regis SUECIAE ad illud, die 23. Januarii proxime præteriti inter Regem MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordines Generales FOE-

DERATI BELGII initium, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hispaniarum, Adjectis certis Articulis de mutua Guarantia invicem suppeditanda, in casu, quod eorum amico proposito in finis partem accepto, Bellum cuiuspiam ex iis fuerit motum. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis 1668. 91

Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande appelées SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au sujet des Depenses publiques & communes du Pais, portant en general qu'à l'égard des Consentements & Depenses ordinaires, & communes de l'Etat de Guerre, la Portion du Sud-Hollande sera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande seulement de dix-huit & un quart; on y convient aussi de certains soulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au surplus chaque Quartier portera seul ses propres & particulieres Depenses; Fait à la Haye le 21. Juillet 1668. 97

Articles convenus sub spe Ratificationis entre les Ministres du Roi de la GRANDE BRETAGNE, du Roi de SUEDE, & des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour assurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en assurant le payement des Subsidies promis à la Suede. A la Haye le 5. Octobre 1668. Avec l'APPROBATION de Leurs Hautes Puissances, par Resolution du 20. Decembre 1668. 101

Fœdus defensivum inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM & Electorem Saxonie JOHANNEM GEORGIIUM, ad Decennium initum. Viennæ die 30. Novembris anno 1668. Cum RATIFICATIONE ejusdem Fœderis defensivi ex parte Electoris. Data Dreide die 4. Decembris 1668. 102

Traité d'Alliance, entre LOUIS XIV. Roi de France, & MAXIMILIEN HENRI DE BAVIERE, Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Fevrier 1669. 103

Accord entre JEAN GEORGE II. Electeur de Saxe, & ses Freres AUGUSTE, CHRISTIAN, & MAURICE Ducs de Saxe, au sujet des Statures de leurs Etats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer aussi chacun sa part & portion des Dettes, dont elles sont chargées. A Dresde le 16. Fevr. 1669. 104

Declaracion de la Reyna Governadora de España, para que los Sujetos del Rey de Francia en conformidad de los Tratados de Paz ayen de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleses, y Olandeses, y los Habitantes de las Ciudades Anseaticas, que traffican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6. de Marzo 1669. 106

Convention faite entre les Ministres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, & de SUEDE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la GUARANTIE de tous les Etats de

ANNO
1668.

21. Juill.

5. Octob.

30. Nov.

1669.
16. Fevr.

16. Fevr.

6. Mars.

7. & 9.
Mai.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1669.	Sa Majesté Catholique en quelque partie du monde qu'ils soient situés, conformément au Traité de la Triple-Alliance, & au septième Articles de la Paix conclue à Aix-la-Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669. Avec l'ACCEPTATION de l'Ambassadeur d'Espagne au nom de la Reine Regente, & Promesse de payer à la Couronne de Suède une Somme de 482. mille Ryxdaalders. A la Haye le 9. Mai 1669.	107	tes Provinces-Unies, dans celles de France & lesdites Villes cédées, entre THOMAS CARPATRY, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, Commis de Monseigneur le Marquis de Louvois & de Courtanvaux, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand-Maitre des Couriers, & Sur-Intendant General des Postes de France, LEON PAJOT & LOUIS ROUILLE, Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, autorisés par ledit Seigneur Marquis de Louvois, pour l'effet des Presentes, d'une part, & CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPE Secrétaire de l'Ambassade de Messieurs les Etats d'Hollande, aiant charge & pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaitres & Regence de la Ville d'AMSTERDAM, & d'autres Villes d'HOLLANDE, d'autre part; lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des presens Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669.	ANNO 1669.
7. Juin.	Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE d'autre, au sujet de la Justice; avec l'enregistrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669.	109	Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britannie Regem, & FREDERICUM III. Danie Regem, ad majorem securitatem Regnorum suorum & libertatem Commercii Subditis per Terram, Mare, Flumina & Aguas dulces, tam in Europa quam extra Europam conservandam. Apud Westmonasterium die 29. Novembris 1669.	19. Nov.
14. Juin.	Lettres d'Investiture accordées par l'Empereur LEOPOLD, à JULES FRANÇOIS Duc de Saxe-Lavembourg pour le Duché de ce Nom avec ses Dependances & Appartenances, & pour les Seigneuries y denominées. A Vienne le 14. Juin 1669.	113	Revers donné par les Deputez des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, à Don ESTE VAN DE GAMARRA. Ambassadeur d'ESPAGNE, au sujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devoit servir au payement des Subsidies promis à la SUEDE. Fait à la Haye le 1. Mars 1670.	1670. 1. Mars.
15. Juill.	Articles nouveaux, par lesquels le Roi de TELLO, & le Roi de LINQUES, ont été derechef admis à l'Alliance de la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise, & du Roi de Tello dans le Royaume de Macassar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juill.	114	Puncta Approbatæ Pacificationis Andrusovienfis de Anno 1667. inter Regnum POLONIÆ & Imperium MOSCHOVITICUM per utriusque Magnos cum plenaria Potestate Legatos & Commissarios conclusa. Añum Radzini 17. Martii Anno 1670.	17. Mars.
27. Juill.	Accession des Rois & des Peuples de GOA & SADREBONNE, à l'Alliance conclue le 9. Mars 1668. entre la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise & le Roi de Tello dans le Royaume de Macassar. Faite le 27. Juill.	119	Testamentum Serenissimi Electoris Palatini CAROLI LUDOVICI, qui Sereniss. Ducissæ AURELIANENSIS Serenissimo Electorali CAROLO Fratri in universa Bona Allodialia, si sine liberis decesserit, substituitur. Añum, lectum & approbatum 4. April. 1670.	4. Avril.
30. Juill.	Traité d'Alliance & de Commerce entre le PORTUGAL & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 30. Juill.	122	Traité de Paix entre le CHAM de la Petite Tartarie & ALEXIS MICHAELWICZ Grand Duc de Moscovie. Fait au Mois de Juill.	Juill.
5. Sept.	Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. & la Republique de VENISE. Fait le 5. Septembre 1669.	123	Articles d'Alliance & de Commerce entre le Serenissimo & très-puissant Prince CHARLES SECOND, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Deffenneur de la Foy &c. & le Serenissimo & très-puissant Prince CHRISTIAN CINQUIEME, par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwege, &c. Conclu à Copenbague le 11. jour de Juill.	11. Juill.
19. Sept.	Traité d'Amitié & de Commerce entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne &c. & le Serenissime Prince CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoie. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre 1669.	124	Traçatus & Amica Compositio inter CAROLUM II. Regem Magnæ Britannie, & CAROLUM II. Regem Hispanie, ad bonam correspondentiā in America interruptam rursus instaurandam, & depredationes, injuriasque omnes coercendas.	18. Juill.
9. Octob.	Traité Provisionnel entre le Serenissimo Electeur de Cologne Prince & Evêque de LIEGE, autorisé de Sa Majesté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de LIEGE d'une part, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'autre, au sujet de la Suprême Jurisdiction sur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669.	125		
24. Octob.	Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre le Prince Evêque de MUNSTER & la Ville d'EMBDEN. A Assendorp le 24. Octobre 1669.	126		
	Articles & Conditions accordées pour le Port & Transport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles qui ont été cédées au Roy par les Traités des Pirentes & d'Aix-la-Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pais-Bas, que des Villes desdi-			

DE LA I PART DU TOM. VII.

ANNO 1670. *das. Aßum Matritti die 18. Julii 1670.*
Cum RATIFICATIONE Regis ac Regine Hispaniarum nec non urisque Partis Procuratoribus. 137

16-26. Août. *Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illustres Maisons de HANAU-LICHTENBERG & de HANAU-MUNTZENBERG, y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques intérêts & differents, tant au sujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interposition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à Hanau le 16-26. Août 1670. Avec la CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD I. Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671. 139*

6-16. Octobr. *Recès conclu par les Subdelegués des Commissaires Imperiaux à ce requis, entre le Serenissime Duc de LORRAINE d'une part, & les Comtes de NASSAU-SAARBRUG d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de Hombourg & du Comté de Sarwerden & de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrug le 6-16. Octobr. 1670. 144*

7. Nov. *Assignatio Regis Poloniae MICHAELIS, ELEONORÆ Regina Consorti suæ, LEOPOLDI Imperatoris Sorori, facta, qua in assicurationem Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias, certis denominati Loci, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniae de consensu Ordinum, eidem Serenissime delegantur &c. Varavia die 7. Novembris 1670. 144*

1671. 7. Avril. *Alliance Defensve, entre FRIDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, CHRISTOPHLE BERNARD Evêque de Munster, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, pour la Defense du Cercle de WESTPHALIE & des Parties Contractantes, pour six ans. A Bielefeldt le 7. d'Avril 1671. 145*

5-15. Avril. *Traité conclu entre CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster & RODOLPHE AUGUSTE Duc de Brunswick-Lunebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de MAYENCE & de COLOGNE, & de GEORGE GUILLAUME & JEAN FRIDERIC, aussi Ducs de Brunswick-Lunebourg, sur les differens qu'ils avoient au sujet de la Ville de HOEXTER, le 5-15. Avril 1671. 147*

10. Juin. *Articles accordez aux Bourguemaitres, Conseil & Bourgeoisie de la Ville de BRUNSWIC, par le Duc RODOLPHE AUGUSTE. Au Camp à Ridagsbausen le 10. Juin 1671. 147*

17. Juill. *Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munster, pour la Defense de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Westphalie. A Sassenberg le 17. Juillet 1671. 149*

23. Octob. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & ERNEST AUGUSTE Duc*

de Brunswick & Lunebourg, & Evêque d'Osnabrug. Fait à Cologne le 23. Octobre 1671. 150

Premier Instrumet du Contrat de Mariage entre PHILIPPE Duc d'Orleans, Fils de LOUIS XIII. Roi de France, & Frere de LOUIS XIV. & ELISABETH CHARLOTTE Princesse Palatine du Rhyn, Fille de CHARLES LOUIS, Electeur, & Sœur de CHARLES, aussi Electeur Palatin. A Strasbourg le 22. Octobre 1671. Avec la RENONCIATION de ladite Princeesse à tous Droits successifs sur tous les Biens Paternels & Maternels, tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680. 151

Traité entre l'Empereur LEOPOLD & LOUIS XIV. Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671. 154

Acte d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. 155

Traité entre l'Electeur de COLOGNE, & la Ville de même Nom. Fait à Cologne le 2. Janvier 1672. 156

Recès conclu entre les Deputez Conseillers du Cercle de la BASSE-SAXE, & ceux de la Ville de HAMBOURG, au sujet du Commerce & de la Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyens necessaires & convenables pour les rétablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672. 159

Alliance defensiva entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES GASPAR, Electeur de Trêves, pour le maintien de la Paix de Westphalie, & la seureté de leurs propres Sujets, Terres & Provinces, avec stipulation du nombre de Troupes dont ils se devront assister reciproquement en cas de besoin. A Coblenz le 18. Fevrier 1672. 161

Acte entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les PROVINCES-UNIES, par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevr. 1672. 162

Declaration de Guerre de CHARLES II. Roi d'Angleterre contre les PROVINCES-UNIES. Faite au Mois de Mars 1672. 163

Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France par laquelle Sa Majesté, après avoir résolu de faire la Guerre aux Etats de HOLLANDE deffend à tous ses Sujets d'avoir Commerce ni Communication avec eux. Au Mois d'Avril 1672. 164

Traité de Paix entre ALEXIS MICHAŁOWITZ, Grand Duc de Moscovie, & MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril 1672. 165

Renouvellement, Prorogation, & Explication de l'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XI. Roi de Suede. A Stockholm le 14. Avril 1672. 166

Convention Religieuse entre FREDERIC

ANNO 1671. 22. Octob. 1. Nov. 17. Dec. 1672. 2. Janv. 27. Janv. 18. Fevr. 22. Fevr. Mars. 6. Avril. 9. Avril. 14. Avril. 26. Avril.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1672.	GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle ensuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666 au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &c. ils conviennent aussi d'une maniere fort étendue & fort spécifique de tout ce qui regarde l'état de la Religion & de toutes les choses Ecclesiastiques, savoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Mark & au Comté de Ravensberg, & en faveur de ceux de la Confession d'Ausbourg, & des Reformez, dans les Duchez de Juliers & Bergue, soumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672. Avec le TRAITE' SEPARÉ du même jour, & la RATIFICATION du Duc. Donnée à Düsseldorf le 11. Juin 1672.	Votum d'Eisenach, qui lui appartenait dans les Diètes & Assemblées Circulaires. A Altenbourg le 16. Mai 1672.	ANNO 1672.
		Fœdus Defensivum inter Sacrum Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM, & Electorem Brandenburgicum, FREDERICUM WILHELMUM, in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defensivi inter eosdem die 9. Februarii 1658. conclusi, & 10. Martii 1666. ad alios decem annos post elapsum primum Decennium confirmati & extensi, atque ad Pacem Westphalicam illam servandam, ad Decennium de novo initum. Berolini die 13—23. Julii 1672.	198 13—23. Juin.
		Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, & la Ville & le Roiaume de TUNIS, fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Marset Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majesté au Levant.	201 28. Juin.
		Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & le Roiaume d'ALGER. Fait en 1672.	205
		Demandes & Conditions sous lesquelles LOUIS XIV. Roi de France consentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672.	ibid.
		Demandes & Conditions sous lesquelles CHARLES II. Roi d'Angleterre consentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des PROVINCES UNIES. Faites en 1672.	206
		Capitulation de la Noblesse d'OVER-ISEL, avec CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster, par laquelle ladite Noblesse se soumet à lui, & le reconnoit pour son Prince Territorial; en échange de quoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Réformée & promet de les y maintenir; il consent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Noblesse que des Villes soient choisis, pour regler avec eux les Points restés indecis; & il declare qu'il admettra indistinctement les personnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maison Scheren le 5. Juillet 1672.	207 5. Juill.
		Traité d'une étroite réunion d'Intérêts entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES II. Roi d'Angleterre, contre les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Trêve que d'un commun accord. Fait au Camp de Hesurick le 16. Juillet 1672.	208 16. Juill.
		Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye le 25. Juillet 1672.	25. Juill.
		Alliance Defensive entre LEOPOLD Empereur des Romains, JEAN PHILIPPE Electeur de Mayence, CHARLES GASPARD Electeur de Trèves, JEAN GEORGE Electeur de Saxe, CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster, & CHRISTIAN ERNEST Margrave de Brandebourg-Bareith, pour la Conservation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour celle	ibid. 10. Octob.
26. Avril.	Traité d'Assistance & defense mutuelle entre le très-illustre Prince & Seigneur FREDERIC GUILLAUME, Marc-Grave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puissants Seigneurs, Messigneurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672.	194	
	Sauvegarde de l'Empereur LEOPOLD accordé à la Ville de Dortmund, à l'occasion des mouvemens de Guerre qui se font sur le Rhyn & dans le Cercle de Westphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. Avril 1672.	196	
27. Avril.	Reglemens & Articles de LOUIS XIV. Roi de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à St. Germain en Laye le vinti-septieme Avril 1672. Avec l'ACCEPTATION du Duc de Savoye du susdit Reglement fait par Sa Majesté. Donnée à Turin le treizieme Aout 1672.	197	
16. Mai.	Traité d'Accommodement entre ERNEST le Pieux Duc de Saxe-Gottha d'une part, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Weimar, JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach, & BERNARD Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés d'ALTENBOURG & de COBOURG devenues vacantes par la mort du Duc FRÉDERIC GUILLAUME, par lequel ils conviennent que lesdites Principautés appartiendront au Duc de Gottha; en sorte néanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg, les Châteaux, Bailliages & Villes de Dornbourg, & Altzer, Roslau, Burge, & Heusdorff, la quatrième partie du Droit de conduite d'Erford, la Haute Jurisdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute Jurisdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Bailliage de Hardisleben, & la Terre de Schwabsdorf. Le même Duc de Saxe-Gottha leur cede aussi d'ailleurs le Bailliage de Freyenberg, & la part du		

DE LA I. PART. DU TOM. VII.

ANNO 1672. celle de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Westphalie. Fait au Château de Mariebourg à Wurtzbourg le 10. d'Octobre 1672. 210

18. Octob. Traité de Paix entre MICHEL KORI-BUT WIESNOWISKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 18. Octobre 1672. 212

10. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & JEAN FREDERIC de Brunswick & Lunebourg, Duc de Hanover; par lequel ledit Duc s'oblige de mettre sur pied au plutôt un Corps d'Armée de 10000. Hommes, pour la levée desquels Sa Majesté lui payera la moitié des Frais, & lui donnera 30000. Ecus par Mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le 10. Decembre 1672. ibid.

12. & 13. Decemb. Testament de JEAN CASIMIR Roi de Pologne, par lequel il institue ANNE DE GONZAGUE, & de Cleves, Princesse Palatine pour son Heritiere & Legataire universelle. A Nevers le 12. & 13. Dec. 1672. 214

1673. Sentence Arbitrale prononcée pour LOUIS XIV. Roi de France sur les differents entre Monfr. le Duc de SAVOYE, & la Republique de GENES. A St. Germain en Laye le 18. Janv. 1673. Avec la RATIFICATION du Duc de Savoye. Fait à Turin le 25. Janvier 1673. 215

21-31. Janv. Recès du CERCLE DE FRANCONIE, portant conclusion de mettre sur pied & de tenir prêts les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformément à ses Lettres Abhoratoires. Comme aussi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fournissement des Mois Romains. A Nuremberg le 21.-31. Janvier 1673. 217

10. Fevr. Traité d'Alliance & d'Assistance reciproque entre FERDINAND MARIE Eleveur de Baviere, & EBERHARD Duc de Wurtemberg, pour la Conservation & maintien de la Paix de Westphalie, & pour leur propre defense, contre les dangers qu'ils apprehendent, à l'occasion de la Guerre qui s'est allumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673. 219

1. Mars. Traité d'Assistance entre Sa Majesté Imperiale, LEOPOLD I. & l'Eleveur de Saxe JEAN GEORGE II. pour la Defense reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les secours sont réglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majesté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Eleveur. A Vienne le 1. Mars 1673. 220

11. Mars. Testament de la Emperatriz Dona MARGARITA MARIA de Austria que fue Hija de D. PHELIPPE IV. Rey d'España, Muger del Augustissimo Emperador LEOPOLDO PRIMERO. Fecho in Vienna de Austria a 11. de Março de 1673. 221

22. Avril. Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour terminer quelques differens au sujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye le 22. Avril & 2. Mai 1673. 222

10-20. Mai. Traité d'Alliance entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc, & les Etats Generaux

des PROVINCES-UNIES, des Pais-Bas pour une reciproque Assistance. A Coppenhague le 10. & 20. Mai 1673. 223

26. Mai. Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUIS XIV. Roi de France, & par le Comte de Horns de la part des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 26. Mai. 1673. 231

5. Juill. Les Capitulations renouvelles entre LOUIS XIV. Empereur de France, & MEHEMET IV. Empereur des Turcs. Par l'entremise de M. Charles François Olier, Marquis de Nointel, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & son Ambassadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquième Juiln 1673. ibid.

6. Juin. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg. Fait au Camp de Vossin le 6. Juin 1673. 234

1. Juill. Traité d'Alliance entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'une part, & le Duc de LORRAINE de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673. 235

20. Juill. Seconde Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME, Comte Palatin du Rhyn Duc de Neubourg, au sujet des changemens arrivés dans les Villes de Wesel, Rees, Emmerick, Orsoy & Boderick, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans, par l'Armée de France. Faite à Dusseldorp le 20. Juillet 1673. Avec la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673. 237

30. Août. Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel Sa Majesté s'engage à se declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: les Traitez de Munster & d'Aix-la-Chapelle, y sont confirmés & garantis, avec promesse reciproque de ne faire ni Paix ni Trêve sans une restitution entiere des Places prises sur l'un & l'autre. Messieurs les Etats y promettent de plus la restitution de Mistricht à Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août 1673. Avec les Articles séparés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne. 240

30. Août. Traité fait entre LEOPOLD & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. A la Haye du trentième Août 1673. 242

15. Sept. Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE & Evêque de MUNSTER, avec les PROVINCES-UNIES, dressez à Cologne le 15. Septembre 1673. 243

6. Octob. Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES II. Roi Catholique d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, & CHARLES Duc de Lorraine d'autre part, contre la France. b 2

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1673.	France. Fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673. Avec ia. RATIFICATION dudit Duc. 244	ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux & 1000. Dragons, & les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunswick le 14—24. Avril 1674. 261	ANNO 1674.
19. Octob.	Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre les ESPAGNOLS. neuvième Octobre 1673. 245	Declaratio CAROLI CASPARI Electoris Trevirensis, quod quidem Pacificationis inter Cæsarem & Electorem Coloniensem nullum impedimentum injicere velit, atamen ratione damnorum Archi-Diacesi Trevirensi per Milites Colonienfes illatorum, se Cæsaream Majestatem implorare, ut ei aliqua satisfactio obtineatur. 262	
5. Nov.	Testamentum Serenissimi Regis Poloniæ MICHAELIS I. quo de Sepultura sua, Serenissimæ suæ Conjugis satisfactio, in adeunda possessione bonorum reformatorium à Senatu & Equestri Ordine præstanda, debitorum solutio, bonorum Hereditate aliisque disponit. Leopoli die 5. Novembris. 1673. ibid.	Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & MAXIMILIEN HENRI Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le 11. Mai 1674. ibid.	Mai.
1. Dec.	Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. Roi de Suede & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 1. Decembre 1673. 246	Traité de Confédération, d'Assistance, & de Défense, entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, & les Seigneurs GEORGE GUILLAUME & RUDOLPHE AUGUSTE Ducs de Brunswick & Lunebourg, pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cèl le 10—20. Juin 1674. 263	11. Mai.
1674.	Articles d'Alliance proposez entre LEOPOLD Empereur, & l'Electeur PALATIN. A Vienne le 14. Janvier 1674. 250	Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Espagne, les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'une part, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 21. Juin—1. Juill. 1674. 267	10—20. Juin.
14. Janv.	Alliance Défensive entre LEOPOLD I. Empereur des Romains, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le 12. & 22. Septembre 1672. entr'eux mêmes, & avec quelques autres Princes. A Copenhague le 16—26. Janvier 1674. 251	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, d'autre part; contenant que Sa Majesté Danoise tiendra sur pied pendant la presente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes, savoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de Pied & 1000. Dragons, pour l'entretien desquels, il lui sera payé 14. mille Ecus par Mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majesté Catholique & de L. H. P. & payables à Amsterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. Avec un ARTICLE SECRET & SEPARÉ contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majesté Danoise & Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. 269	1. Juill.
9—19. Janv.	Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Westminster le 9—19. Janv. 1674. 253	Traité de Protection, & d'Assistance, entre CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, d'une part, & les Confederés des Provinces de GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINE, & PROVENCE, par le Ministère du Comte de Sardan, leur Député, d'autre part. A Madrid le 23. Juillet 1674. 277	21. Juill.
4. Avril.	Traité d'Alliance pour la Defense du Palatinat du Rhyn entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & le Serenissime CHARLES LOUIS Electeur Palatin. A Vienne le 4. Avril 1674. 255	Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britannia, & CAROLUM XI. Suecia Reges, pro mutua Defensione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Westmonasterii 30. Septembris. S. P. & 10. Octobris. S. N. 1674. 280	10. Juill.
22. Avril.	Traſſatus inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM ab una, & Illustrissimum Principem CHRISTOPHORUM BERNARDUM, Episcopum Monasteriensem ab altera parte, quo memoratus Episcopus Federi cum Rege Gallie contra unitum Belgium inito, renuntiat, ac pollicetur se in debita fidei & obsequii constantia erga Sacram Cæsaream Majestatem perſuturum, Fœdus cum Cæsarea Majestate initum exacte observaturum, nec non que in Comitibus Ratisbonensibus in favorem oppressorum Imperii Statuum statuta sunt, præstiturum fore; Vicissim Cæsarea Majestas memoratum Episcopum in specialem suam Gratiâ & Protectionem suscipit, Fœdusque reciprocè observaturum pollicetur. Colonia Agrippinæ 22. Aprilis 1674. Cum hujus Tractatus RATIFICATIONE ex parte Sacrae Cæsareæ Majestatis. Laxenburgi 20. Mai 1674. 258		23. Juill.
22. Avril.	Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril 1664. 259		
14—24. Avril.	Recès particulier entre LEOPOLD Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswick-Lunebourg, GEORGE GUILLAUME & RODOLPHE AUGUSTE, par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour,		30. Sept. 10. Octob.

DE LA I. PART. DU TOM. VII.

ANNO 1674.
10. Octob. Diplome de l'Empereur LEOPOLD, par lequel il eleve **ALBRECHT ERNEST** Comte d'Oettingen, à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui & toute sa Postérité legitime Mâle & Femelle, avec substitution, en cas qu'elle vienne à defaillir, en faveur de son Frere **JOACHIM ERNEST**, & de sa Ligne, & à son defaut en faveur de son autre Frere **CHRISTIAN AUGUSTE** & de sa Ligne. A Vienne le 10 Octobre 1674. 281

1--10. Decemb. **Traité de Navigation & de Commerce** inter **CAROLUM II.** Regem Angliæ & **Ordines Generales UNITI BELGII**, per Commissarios sex ab utraque Parte, in sequelam Articuli VIII. **Traité de Pacis**, initus, quo certis Legibus, Terræ Marique observandis cautum est, ut in posterum Discordiæ & simulacris omnimodis cessent ac penitus extinguantur. Aium Londini 1. Decembris 1674. 282

1675. 26. Janv. **Traité de Confederation, Secours & Defense**, entre l'Empereur **LEOPOLD**, **CHARLES II.** Roi d'Espagne, les Seigneurs Estats Generaux des **PROVINCES-UNIES**, & le Duc **ERNEST AUGUSTE** Evêque d'Osnaabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg. A la Haye le 26. Janvier 1675. Avec les **ARTICLES SEPARÉS**, dont les uns portent que les trois Puissances ci-dessus mentionnées payeront d'abord après ce Traité signé la Somme de 50000. Rixdalers, à Monfr. l'Evêque d'OSNABRUG. A la Haye le 26. Janvier 1675. Et les AUTRES que notwithstanding la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Monfr. l'Evêque d'OSNABRUG, seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier 1675. 285

8--18. Mars. Article conclu entre **CHARLES II.** Roi d'Angleterre & les Etats Generaux des **PROVINCES-UNIES** des Pais-Bas, touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande; Fait à Londres le 8. Mars 1675. 288

9. Mars. **Traité d'Alliance Defensive** pour trois ans entre **CHARLES XI.** Roi de Suede, & **FERDINAND MARIE** Electeur de Baviere, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich le 9. Mars 1675. 289

25. Avril. **Traité de Renouveaulement d'Alliance** entre **LOUIS XIV.** Roi de France, & **CHARLES XI.** Roi de Suede. Fait à Versailles le 25. Avril 1675. 291

21. Mai. Cartel ou **Traité** entre la **FRANCE** & la Republique des **PROVINCES-UNIES** du Pais-Bas, pour l'Echange, & la Ranson des Prisonniers de Guerre. Fait à Maftricht le 21. Mai 1675. Avec les **PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS** de part & d'autre. 292

7. Juin. **Traité** entre **LEOPOLD** Empereur des Romains, & **CHRISTOPHLE BERNARD**, Evêque de Munster pour 5000. Hommes, lesquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weser & la Moselle, pour la sureté du Cercle de

TOM. VII. PART. I.

Westphalie, contre tous Ennemis présents & futurs, en consideration dequoi Sa Majesté Imperiale, lui promet un certain Subside en argent, & lui assigne des Quartiers d'Hiver pour ses Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg, Residence Episcopale le 7. Juin 1675. 295

Paix de Rendsburgen inter **CHRISTIANUM V.** Danie Regem, & **CHRISTIANUM ALBERTUM** Sleswici & Holsatie Ducem, quibus Regie Majestati Dux liberum transitum pro militibus suis, per Terras suas, atque jus Presidii in suis Munimentis usque ad redactam Pacem concecit, nec non Prefectura Schwaßfadt cum dimidia parte Capituli Sleswicensis & Ecclesie Cathedralis restituit. Suoventitatioque super Ducatu Sleswicensi & Insula Formerie renouciat &c. Rendsburgi 10. Julii 1675. 296

Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre **MAHOMET IV.** Sultan des Turcs & **CHARLES II.** Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations accordées du tems de la Reine **ELISABETH**, & des Rois **JAQUES I.** & **CHARLES I.** sont rappelées & confirmées, Article par Article, avec une Addition considerable. Donnée à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. qui étoit au Mois de Septembre 1675. 297

Traité de Neutralité entre **CHARLES V.** Roi de Danemarck, **FREDERIC GUILLAUME** Electeur de Brandebourg, & **CHRISTOPHLE BERNARD** Evêque & Prince de Munster d'une part, & **JEAN FREDERIC** Duc de Brunswick-Lunebourg Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'opposera point aux Armes des trois Princes Confederés contre la Suede, de quelque costé qu'elles se tournent, & qu'en échange ils auront soin que leurs Expéditions, Passages, & Campements ne causent aucun dommage à ses Terres, Pais & Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le 11--21. Sept. 1675. 305

Accord particulier entre les mêmes Serenissimes Princes, le Roi de **DANNEMARCK**, l'Electeur de **BRANDEBOURG**, & l'Evêque de **MUNSTER** d'une part, & le Serenissime Duc de **BRUNSWIG-LUNEBOURG-HANOVER** d'autre, ils lui promettent non seulement des Quartiers d'Hiver, mais aussi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden, quand ils seront conquis. A Hanover le 11--21. Septembre 1675. 306

Traité entre **CHRISTOPHLE BERNARD**, Evêque & Prince de Munster d'une part, **GEORGE GUILLAUME** & **RODOLPHE AUGUSTE**, Ducs de Brunswick-Lunebourg d'autre part, pour le partage des Lieux conquis par eux sur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Waltröde le 4. & 14. Octobre 1675. 307

Traité d'Alliance entre les Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux des **PROVINCES-UNIES** des Pais-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur **CHRISTOPHLE BERNARD**

ANNO 1675:

10. Juill.

Sept.

11--21. Sept.

4--14. Octob.

16. Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1675.	NARD Evêque & Prince de Munster d'autre part, contre tous ceux qui durant cette présente Guerre, sont ou seront en inimitié avec lesdits Hautes Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675. 308	Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre le Roi de DANEMARC. Du vingt-huitième Août 1676. ibid.	ANNO 1676.
18. Octob.	Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi de France, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick & Lunebourg, fait à Linsbourg le 18. Octobre 1675. 312	Recès ou Traité entre le Reverendissime CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & les Serenissimes Ducs de Brunswick-Lunebourg, GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le 19-29. Août 1676. 324	28. Août. 19-29. Août.
25. Octob.	Traité pour le rétablissement du Commerce entre les Sujets de LOUIS XIV. Roi de France, & ceux de CHARLES II. Roi d'Espagne dans les Pais-Bas Espagnols. Fait au Château de Frey sur la Meuse le 25. Octobre 1675. 313	Traité de Paix entre JEAN Roi de Pologne, & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676. 325	
29. Octob.	Traité d'Alliance entre CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munster, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick-Lunebourg, pour la Defense de la Liberté Germanique & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme aussi de leurs Alliez & Confederes contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675. 314	Declaration sur le Traité de Marine arresté en l'an 1650. entre CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, provisionnellement arresté à Bruxelles le 25. Novembre 1676. ibid.	16. Octob. 25. Nov.
Nov.	Manifeste concernant les affaires de MESSINE, publié en Italie de la part de LOUIS XIV. Roi de France, au commencement de Novembre 1675. 316	Traité d'Alliance entre Sa Majesté de DANEMARC, & Son Altesse Electorale de BRANDEBOURG, contre la Couronne de SUEDE, & tous ses Assistans & Adherans. A Coppenhague le 23. Decembre 1676. 326	23. Dec.
26. Nov.	Traité de Commerce entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Stockholm le 26. Novemb. 1675. Avec la RATIFICATION des Etats Generaux, & du Roi de Suede, & une CONVENTION postérieure touchant la Forme des Passports. ibid.	Traité entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & le Bassa & Divan d'ALGER. Fait audit Alger en 1677. 327	1677.
30. Dec.	Declaration qui sert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclus entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 17-27. Fevr. 1667-68. & 1-10. jour de Decembre 1674. Fait à la Haye le 30. Decembre 1675. 319	Traité du Commerce entre les Couronnes de FRANCE & d'ANGLETERRE. Du vingt-quatrième jour de Fevrier 1677. ibid.	24. Fevr.
1675.	Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Serenissime Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs HALI Bacha, IBRAÏM Dey, Aga, Divan & Gouverneurs de la Ville & Royaume de TRIPOLI en Barbarie, le 5. de Mars, vieux stile, l'an de Jhesus-Christ 1675-76. & le dernier jour du Mois Zelhedga l'an de l'Hegire 1086. 319	Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & Son Altesse Electorale de Cologne MAXIMILIEN HENRI, par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sa Majesté Imperiale, contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimègue le 8. Mars st. n. anno 1677. 330	8. Mars.
1676.		Fœdus inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, & JOANNEM III. Regem Poloniae, quo priora Fœdera inter Poloniam atque Austriam inita renovantur, mutuum sibi invicem auxilium perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur. Actum in Civitate Viennae & Arce Regia Varsoviensi die 24. Aprilis 1677. Cum RATIFICATIONE Regis Poloniae, data Varsaviae anno 1677. 332	24. Avril.
5-15. Mars.		Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, Voisins de la Colonie Angloise de la Virginie, savoir la Reine de PAMUNKEY, la Reine de WAO-NOKE, le Roi de HOTTOWAYS & le Roi de NANEYMOND, par lequel ils se reconnoissent tous dependants & tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promesse de lui donner tous les Ans, chacun trois Flèches Indiennes pour marque de leur sujétion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai 1677. Avec un MEMORIAL de la Solemnité observée dans la Signature de ce Traité, & de l'exclusion de PÉRICHTAH Roi des Appomatus. 335	29. Mai.
Mars.	Fœdus Defensivum inter Regem HISPANIÆ, & Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII ab una, & PHILIPPUM WILHELMUM Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neoburgicum, parte ab altera. Actum mense Martio 1676. 321		
23. Mai.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paderborn, pour detacher ce Prince du Part des Alliez, & pour l'engager dans ses Interêts. Fait le 23. Mai 1676. 322		
24. Juin.	Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, de Formula Passportuum hinc inde concedendorum. Holmiæ die 24. Junii 1676. 323		

DE LA I. PART. DU TOME VII.

ANNO 1677.
14. Juin.

Traité entre PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn Duc de Neubourg, & CHRISTOPHE BERNARD Evêque & Prince de Munster, sur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Espagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.

Sept.

Instrumentum Turcicum Papis renovatæ & confirmatæ inter MAHOMETUM IV. Turcarum Sultanum & Regem ac Republicam POLONIÆ, quæ Podolia & Ukraina Turcis relinquuntur; Munus vero annuum 22. millia aureorum, Portæ Ottomanicæ olim penitus ab ipsâ Poloniâ condonatur. Datum in Campo Danovæ Basse in plenilunio Septembris anno 1098.

Dec.

Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre D. MANUEL DE LIRA Envoyé Extraordinaire d'Espagne, & Messieurs les Deputés de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour l'Envoy d'une Escadre dans la Mer Méditerranée.

31. Dec. 1677.

Fœdus inter Regem Angliæ CAROLUM II. & Præpotentes Ordines Generales UNITI BELGII, ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pæctis & Conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum cedere possint. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677. — 10. Januarii 1678. Cum DECLARATIONE & Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispanis restituendorum, Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam sequitur ARTICULUS SEPARATUS in Puncto restitutionis Ducis Lotharingæ in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Dato.

26. Fevr. 8. Mars.

Alliance faite & conclue entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, pour la Defense de leurs Terres, Paix Dominations & Sujets, contre tout injuste Agresseur quel qu'il puisse être; par laquelle, sans rien changer aux Traitez faits à l'occasion de la presente Guerre, ils conviennent des secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de nécessité. A Cologne sur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678. Avec un ACTE SEPARÉ par lequel l'Eleveur eode & remet à L. H. P. diverses pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.

15. Mars.

Paix Hereditaire renouvelle, entre JULES FRANCOIS Duc de Saxe Lauenbourg d'une part, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la survivante lui succedera en tous ses Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.

26. Juill.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye le 26. Juillet 1678.

ibid.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi

de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas; portant que chacun demeurera saisi des Paix, Villes, & Places qu'il possede, à la reserve de la Ville de Mastricht, avec la Comté de Vronoff, & les Paix de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc; que Sa Majesté T. C. rendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimègue le 10. d'Août 1678. Avec les RATIFICATIONS & les PLEINPOUVOIRS d'une part & d'autre, comme aussi un ARTICLE SEPARÉ touchant le Prince d'Orange, du même jour 10. d'Août 1678. S'ensuivent DEUX LETTRES d'Explication sur l'Article XII. du Traité, concernant la Neutralité promise par les Etats Generaux, & la Garantie des Obligations où l'Espagne entrera au regard de la Neutralité, du 17. d'Août 1678. La RATIFICATION du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le 5. Septembre 1678. L'ARTICLE SEPARÉ concernant l'Amnistie pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances.

Traité de Commerce & de Navigation entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre & avec les mêmes Franchises, dont jouissent les propres Sujets. Le Roi T. Ch. y promet aussi que le Droit d'Aubaine ne sera point exercé en son Royaume sur les Hollandois. Fait à Nimègue le 10. d'Août 1678. Avec insertion des POUVOIRS de part & d'autre, comme aussi les Formules des Lettres de Mer. S'ensuivent les RATIFICATIONS & l'ARTICLE SEPARÉ, concernant l'Imposition de cinquante sols par Tonneau que le Roi T. C. se reserve sur les Navires Hollandois, comme sur les autres étrangers. A Nimègue le 10. d'Août 1678.

Inducia ad tredecim annos prolongata, inter Legatos JOANNIS III. Regis & Reipublicæ POLONIÆ, nec non Magni Ducis MOSCHOVIAE. Actum 17. Augusti anno 1678.

Convention entre les Commissaires du Roi TRES-CHRETIEN, ceux du Roi CATHOLIQUE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour Cessation d'Armes & des toutes hostilités entre les Armées au Pais-Bas, jusqu'à l'arrivée & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons, le 19. d'Août 1678. Avec les APPROBATIONS & Signatures des Generaux & Commandants en Chef &c.

Compromis entre les Ambassadeurs de FRANCE & d'ESPAGNE à la Paix de Nimègue au sujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la conclusion du Traité, & dont ils remettent la Decision à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Nimègue le 11. Septembre 1678.

ANNO 1678.

10. Août;

10. Août;

17. Août;

19. Août;

11. Sept;

Traité

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO			ANNO
1678.	Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Espagne & LOUIS XIV. Roi de France, par lequel Sa Majesté Très-Christienne rendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cédées en 1668. retient en échange pour elle & ses Successeurs à perpétuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, & Cambresis, Aire, St. Omer, Ipres avec sa Châtellenie &c. Fait à Nimègue le 17. Septembre 1678. Avec les POUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. 365	Paris includendorum atque designatione à Gallia restituendorum. 376	ANNO 1679.
27. Sept.	Declaration du Nonce Apostolique BEVILAQUA, faisant à Nimègue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'est en quelque maniere une nouvelle Protestation contre la Paix de Munster, en ce qui regarde les Interêts des Protestants. A Nimègue le 20-30. Octobre 1678. 374	Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, nomine suo & IMPERII, & CAROLUM XI. Sueciae Regem, qua Pace Westphalica pro Basi & norma omnimodo accepta, de futuris discordiarum causis contingentibus, quantum fieri potest, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Caesaræ, circa Articulis tertium & quintum Tractatus, uti & de Telonio Warnemundensi ac de Juribus Ducum Mecklenburgensium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur RATIFICATIONE Suecica. Data in Castris Suecicis Luingby die 3. Martii 1679. 389	5. Fevr.
1679.	Accord entre le Reverendissime Evêque & Prince de CONSTANCE d'une part, & les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Possesseurs du Comté de BADE, ZÜRICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALD, ZUG, & GLARIS, d'autre part, touchant la Jurisdiction haute & basse de Keyserstuhl & Klingnau. A Bade l'an 1679. 375	Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, & les Serenissimes Ducs de BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, & WOLFFENBUTTEL, d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majesté Suedoise, par le Ministère du Sr. de Rebenac son Envoyé Extraordinaire. A Zell le 26. Janv. 5. Fevrier 1679. Avec les ARTICLES SEPARÉS, contenant diverses Cessions & Restitutions entre la Couronne de Suede & lesdits Princes, comme aussi une Somme de 300. mille Ecus, que Sa Majesté T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour 26. Janvier 5. Fevrier 1679. Item deux ARTICLES SECRETS pour servir d'Assurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an. S'en suivent les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS. 391	26. Janv. 5. Fevr.
	Articuli Fœderis inter Electores FERDINANDUM MARIAM Bavariae, & JOANNEM GEORGIIUM II. Saxonie, pro reducenda præmissis Pace in Sacro Romano Imperio, defensione utriusque Ditionum, nec non advertendis cuscunque generis, exactionibus, perniciosis Militum transitibus & Hybernis, atque pro restabilienda Pace Westphalica conclusi. Actum de Anno 1679. Cum ARTICULIS SECRETIS. Ubi præterea se invicem obligant, de adigendo eos conjunctis Armis suis, qui dictæ Paci obtinende se opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæsaream Majestatem instare volunt, quatenus Pacem cum Christianissimo Rege & cum Corona Sueciae reintegrare velit, pro quo Sæc Majestati certis Copiis in auxilium adesse offerunt. 375	Obligation donnée par le Gouverneur General des PAYS-BAS ESPAGNOLS, pour le payement des Contributions qui étoient encore dûes à la France au tems de la Paix de Nimègue, avec soumission à toute Execution Militaire en cas de non-payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679. 396	17. Fevr.
5. Fevr.	Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, suo & IMPERII nomine, & LUDOVICUM XIV. Regem Gallie pro se, & Confœderatis ejus, Qua Pace Westphalica pro firma Basi & norma utrinque posita, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæsari, Friburgum vero Regi ceduntur, Restitutio Ducis LOTHARINGIÆ certis sub Conditionibus stipulatur, Negotium Ducatus Bullionensis amicabili Compositioni remittitur; Nec non omnia quæ per Pacem Monasteriensem de Causa Montisferrati cauta sunt confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæsareæ Instrumenti Pacis Legatis Mediatoribus consignata, pro conservacione Jurium Imperii in Civitates Decem unitas & Nobilitatem immediatam Alsatie. Data 3. Februarii 1679. Et PLENIPOTENTIIS atque Ratificationibus utriusque Partis, uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non inclusionibus nomine Cæsaris includendorum atque designatione à Gallia restituendorum. 376	Declaration du Roi de France LOUIS XIV. en execution des Articles XXI. XXII. XXIII. du Traité d'ESPAGNE, & V. Article du Traité d'HOLLANDE. Donnée à St. Germain en Laye le 27. Fevrier. 397	27. Fevr.
		Traité fait du consentement du Très-Haut Empereur de FRANCE, Entre les tres-Illustres Bacha Divan & Milice d'ALGER, & le Sieur Denis Dufault, pour le retablissement du Negoce & Pêche de Corail. Du onzième Mars 1679. 397	11. Mars.
		Declaratio LUDOVICI XIV. Gallie Regis de Inclusionem Electoris BAVARIÆ in Tractatu Pacis Noviomagensis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluso, perinde ac si expresse in eo nominatus fuisset. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis 1679. 398	12. Avril.
		Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paderborn, dans lequel le Traité de Paix fait & signé le même jour entre Sa Majesté Suedoise, & ledit 398	29. Mars.

DE LA I. PART. DU TOM. VII.

ANNÉ
1679.

ledit Prince Evêque est rappelé & censé compris, de même que l'Article cinquième du Traité de Paix fait le 5. Fevr. entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté T. C. ledit Prince Evêque promettant au surplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 20. Mars 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre.

19—29.
Mars.

Pax inter CAROLUM XI. Regem Suecie, & FERDINANDUM Episcopum Monasteriensem, & Paderbornensem; Quâ Princeps Episcopus obstringitur Regi prefato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremensi & Werdensi, armis suis occupata, restituere; Rex vero centum millia Talerorum tanquam impensarum compensationem et solvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Cesareo-Suecica, die 5. Februarii sancite, omnimodo satisfacere pollicetur; Actum Norimagi 19—29. Martii 1679. Cum RATIFICATIONIBUS non solum Regis Suecia & Principis Episcopi, sed etiam Capituli Cathedralis Monasteriensis.

21—31.
Mars.

Articles & Conditions de suspension d'Armes entre Sa Majesté Très-Chrétienne LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, & le Roi de DANEMARC & l'Electeur de BRANDEBOURG d'autre part; Concluz & signez à Nimegue le 31. Mars 1679.

30. Avril.

Traité de Paix & de Commerce entre les Très-Hauts, & Très-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & le Très-Excellent & Très-Illustre Prince d'ORANGE d'une part; & les Très-Illustres Seigneurs, ISMAEL BACHA HADGI MAHOMET, Dai, Baba Hassan, Gouverneur Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'ALGER, d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs Thomas Hees & Jacob de Paer, Commissaires desdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril 1679.

3. Mai.

Articles signez entre les Ambassadeurs de FRANCE & celui de BRANDEBOURG, par lesquels Wesel & Liphad sont remis aux Troupes de Sa Majesté LOUIS XIV. Roi de France; Avec Prolongation de l'Armistice pour le tems de 15. jours. Fait à Zanten le 3. Mai 1679.

25. Avril.
5. Mai.

Declaration des Ambassadeurs de France pour la Prolongation de l'Armistice avec le Roi de DANNEMARC pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679. Avec une autre semblable DECLARATION, de l'Ambassadeur de Sa Majesté Danoise. A Nimegue le 25. Avril—5. Mai 1679.

29. Avril.
9. Mai.

Lettres d'Hommage par lesquelles les Officiers de la Basse-Hesse reconnoissent CHARLES Land-Grave de Hesse-Cassel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obéissance & fidélité. A Cassel le 29. Avril—9. Mai 1679.

16. Mai.

Acte conclu entre les Ambassadeurs de FRANCE & BRANDEBOURG

TOM. VII. PART. I.

pour faire cesser les hostilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679.

Traité pour l'Assemblée de Lunden entre le Roi de SUEDE, & le Roi de DANEMARC. Fait à Lunden le 16. Juin 1679.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede, d'une part, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg d'autre part; Sa Majesté T. C. agissant & faisant non seulement pour elle, mais aussi pour son Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Son Altesse Electorale, comme aussi un ARTICLE SE-PARE concernant l'assistance promise par le Roi T. C. aux Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg en certains Intérêts, contraires à ceux de Son Altesse Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679.

Traité pour l'Execution de la Paix entre le Serenissime & Très-Puissant Prince LEOPOLD Empereur des Romains, & le Serenissime & Très-Puissant Prince LOUIS XIV. Très-Chrétien Roi de France & de de Navarre. Fait à Nimegue le 17. Juillet 1679.

Lettre de Monfr. JENKINS Mediateur Anglois, écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale au sujet du rétablissement de la Paix entre l'ESPAGNE & la SUEDE, en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour être accepté & publié de part & d'autre à certain jour. Avec un CERTIFICAT des Ambassadeurs de S. M. Imperiale, sur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambassadeurs d'Espagne; mais dont l'Original restoit entre leurs mains.

Protestatio nomine CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem BEVILAQUA facta, de reservato sibi & Domui Tremollianæ jure competentis in Regnum Neapolitanum, Noviomagi die 16. Augusti 1679.

Contrat de Mariage, de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec la Princesse MARIE LOUISE, Fille du Prince PHILIPPE, Fils de France, Frere Unique de LOUIS XIV. Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau le 30. Août 1679.

Armistice conclu entre les Rois de SUEDE & de DANNEMARC pour durer jusqu'à l'execution de la Paix, on y convient non seulement d'une Cessation de toutes hostilités, mais aussi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permission aux Garnisons des Places fortes de se pourvoir, en payant, des Vivres qui leur seront nécessaires. Le Roi de Suede s'y oblige aussi à faire payer au Roi de Danneemar 2400. Ecus par Mois jusqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cause des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Août 1679.

Pax inter LUDOVICUM XIV. Fran-

ANNÉ
1679.
16. Juin.

29. Juini

17. Juil.

6—16.
Août.

16. Août.

30. Août.

2. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO 1679.	cia & Navarra Regem suo & CAROLI XI. Succorum Regis nomine agentem ab una, & CHRISTIANUM V. Dania Regem ab altera partibus; Qua Pacificationes Roschildensis, Hafnienfis, & Westphalica pro fundamento hujus admittuntur; Ablata durante hoc Bello omnia inter Reges Daniae scilicet & Sueciae utrinque restituantur; Controversiae vero inter eosdem circa Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, & Fretis Baltico concessas, ortae remittuntur ad proximam Compositionem amicabilem instituendam. Actum Fontibella quae die 2. Septembris 1679. Cum	Roi de SUEDE & CHRESTIEN V. Roi de DANEMARC. Fait à Lunden en Scanie le 26. Septembre 1679. 425	ANNO 1679.
	ARTICULO SEPARATO de praefensionibus, quas Rex Daniae contra Duces Brunsvicensis obtentas habet, amice per interventionem Christianissimi Regis componendis. Actum die 2. Septembris 1679. Nec non TRACTATU peculiari de Restitutione Ducis Holstae - Gottorpiensis intra duarum septimanarum spatium. Actum die 2. Septembris 1679. Accedunt	Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. Roi de Suede & CHRESTIEN V. Roi de Dannemarc. Fait à Lunden en Scanie le 7. Octobre 1679. 431	7. Octob.
	PLENIPOTENTIA & RATIFICATIONES utriusque partis. 419	Traité de Paix entre CHARLES XI. Roi de SUEDE, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Nimègue le 12. Octobre 1679. 432	2. — 12. Octob.
27. Sept.	Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE, VICTOR AMELEE, & GUILLAUME tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince EMANUEL LEBRECHT d'une part, & CHARLES GUILLAUME, tant pour lui que pour les Princes ses Freres ANTHOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUIS, d'autre part; sur les differents survenus entr'eux au sujet de la Religion & des Revenus Ecclesiastiques. A Zerbst le 27. Septembre 1679. Avec la GARANTIE de l'Electeur de BRANDENBOURG sur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril 1680. 422	Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI Roi de Pologne, & MAHOMET IV. Fait en l'année 1679. 435	
	Traité de Paix entre CHARLES XI.	Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Nimègue le 12. Octobre 1679. 437	
		Traité Provisionnel entre CHRESTIEN V. Roi de Dannemarc, & la Ville de HAMBOURG. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre 1679. 443	1. Nov.
		Traité d'Alliance & d'Amitié entre LOUIS XIV. Roi de France, & Monsieur l'Electeur de SAXE. Fait à St. Germain en Laye le 15. Novembre 1679. 445	15. Nov.
		Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au sujet de la Monnoye, FRANCONIE, BAVIERE, & SUABE, par lequel ils conviennent de la Reforme de diverses méchantes espèces, & de la forme du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le 12. — 22. Decembre 1679. Avec l'EDICT publié par lesdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg ledit jour 12. — 22. Decembre 1679. 445	12. — 22. Dec.
26. Sept.	Traité de Paix entre CHARLES XI.	Contrat de Mariage, de LOUIS DAUPHIN de France, avec la Princesse Electorale de BAVIERE. Fait & passé à Munich le 30. Decembre 1679. 449	30. Dec.

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VII.





CORPS DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
O U
R E C U E I L
D E S
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, DÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO Reces, welcher zwischen Pfalz-Gräf Adolph Johann
1667. zu Zweibrücken/ und Grafen Philippen zu Leiningen/
wegen Verkaufung der Grafschaft Rixingen und Herrschaft Mörsberg getroffen worden. Ge-
14-Janv. schehen Zweibrücken den 14. Januar. 1667. [LONDORP II, *Acta publica* Tom. IX. pag. 681. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung der von Pfalz-Gräf Adolph Johann publicirten beantwortung den überfall des Schlosses und Fleckens Oberbronn belangend/ inter Docum. sub Lit. A. in Append. Diarii Europ. Contin. XIX. & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 726.]

C'est-à-dire,

Recès entre ADOLPHE JEAN Duc des DEUX-PONTS, & PHILIPPE Comte de LINANCE pour la Vente du Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. A Saverne en Alsace le 14. Janvier 1667.
TOM. VII. PART. I.



und und zu wissen sey hiemit/ daß heut zu Ende-
benannten dato zwischen dem Durchlauchtigsten
Kaiser und Herrn / Herrn Adolph Johann/
Pfalzgrafen bey Rhein/ in Weipen/ zu Gütlich/
Clare und Berg/Hertzogen/Grafen zu Weibentz/
zu Ravensstein/ &c. an einem; So dann dem Hochgebornen Grafen
und Herrn / Herrn Philippen / Grafen zu Leiningen und
Rixingen/ Herrn zu Weibenburg/ Schaumburg/ Forbach und
Mörsberg/ des Heil. Röm. Reichs Semper- Freyen/ &c. andern
theils/ ein aussprechlicher/ redlicher Kauff geschlossen worden/ nehm-
lich über die vom Bischoff von Metz schenckung/ sonsten aber dem
H. R. Reich unmittelbar unterworfenen Grafschaft Rixingen und
Herrschaft Mörsberg/ welche beiderseits allen zugehörigen Schatz-
kassen/ Häusern/ Flecken/ Dörffern/ Kirchhöfen/ wald- und weid-
gerechtigkeiten/ Beyer/ Waldungen/ Reuthen/ und Gefällen/ ge-
samte und ungesamte/ nichts davon ausgenommen/ vor höchsten-
bachter 3. Fürstl. Durchl. alach Hocherwählter Herr Graf Phi-
lipps zu Leiningen/ &c. nummero eigenthümlich und wie derselbe
berühret Graf- und Herrschaft selbst besessen und eingehabt/
übergibt/ und ist solcher Kauff geschehen vor und umb Ein-
hundert ein und zwanzig tausend und fünfshundert Reichsthaler/
guter gangbarer Reichs-Münz/ also und vergesetz/ daß mehr
höchsterwähnte seine Fürstl. Durchl. gleich bey vollendeter Ent-
nehmung der Possession (welche dieser Taggen erfolgt solle) nur
Angab entweder zu Oberbronn oder Rixingen/ zwölftausend
Reichsthaler/ so dann in der nächstkünftigen/ Frankfurter Dietze
mehr Neun und vierzig tausend und fünfshundert Reichsthaler.
Neun in der Dietze/ daß mit Gott hoffenden sechs- und hundert
acht und sechzigsten Jahres/ zwanzig tausend Reichsthaler/ For-
ner um gleichmässig bestimmte Zeit des sechs- und hundert neun
und sechzigsten Jahres/ und dann endlich in der Dietze/ 1670.
die

ANNO
1667.

ANNO
1667.

die letzte Summ von zwanzig tausend Reichshaler bezahlen

Es übergeben und cediren auch seine Hochfürstl. Durchl. des Herrn Grafen zu kein. H. Gräfl. Gn. zugleich in diesem Kauf unterthänig an die Kron Frankreich habende ansehnliche Schuldforderungen / gehalten bey dieser und Abstattung der ersten 12000. Reichshaler / alsobalden die Hauptverpflichtungen und Originalia zu Oberbronn sollen aufgehängt werden; dagegen J. Hochfürstl. Durchl. noch eine absonderliche discretion (welche gleichwohl zu dero selbst belieben gestellt ist) zu geben verwilliget. Man verzeihet sich hiernächst an H. Gräfl. keining. Seiten aller Rechtlichen Exceptionen, wie die Statuten haben mögen / sonderlich enormissime lésionis, verspricht hingegen gewöhnliche und in Rechten zugelassene eviction und Bekehrung.

Endlich ist von beyden Theilen abgetretet und bedungen worden / daß weilen wegen Enge der Zeit diesmal kein formlicher Kaufbrief können verfertigt werden / dieser gleich nach folgender Weisheit respective Nötigung und Befriedigung nicht angeregter Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg aufgeführt werden; und in demselben alle sonst übliche Clausulen eingezeichnet werden sollen: unterdessen dieser nur generaliter abgefaßte Reces zu beider Theilen besser Versicherung und fleißiger Haltung der geschlossenen und unablässlichen Kaufs in duplo aufgesetzt; auch so wol von oft hochseligbed. J. F. D. als hochvermelten Herrn Graf Philippen Herrn Sohn den gleich Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn zu Bessersburg / Schaumburg / Forbach und Mörsberg / des H. Röm. Reichs Semper-Freym / auch Röm. Kais. Maj. Rath / und dero höchstl. Cammergerichts zu Eger Präsidenten, verinög des extradirten Gewalts unterschreiben und gesiegelt worden / so geschähen Morgens den 14. Januar, des verflausenden 1667ten Jahrs.

(L. S.) Adolph Johann Pfalzgraf.

(L. S.) Ludwig Eberhard Graf zu kein. und K.

Obligatio Reciproca, so Pfalzgraf Adolph zu Zweibrücken an Graf Philips zu Leiningen wegen der von diesem erkauften Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg ausgestellt. Geben den 14. Febr. 1667.

[LONDORP II *Acta publica* Tom. IX. pag. 683. d'où l'on a tiré cette pièce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 26. & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 730.]

C'est-à-dire,

Obligation reciproque d'ADOLPHE JEAN Duc des Deux-Ponts à PHILIPPE Comte de Linange sur l'Achat du Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. Donnée le 14. Fevrier 1667.

W On Gottes Gnaden Wir Adolph Johann Pfalzgraf bey Rhein in Bagen / zu Gilsch / Elve und Berg / Graf zu Weiden / Spanheim / der Mark und Ravensburg / Herr zu Ravensstein etc. Bekennen und thun kund allermänniglich hiemit / und in Krafft dieses Briefs: / Demnach wir ohnängig von dem Hochwohlgebornen unserm Fr. lieben Vetter / Philippen Grafen zu Leiningen und Nüringen / Herrn zu Bessersburg / Schaumburg / Forbach und Mörsberg / des H. Röm. Reichs Semper-Freym / die von dem Bischoff von Metz lehenswürdige Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg / mit allen ihren appertinentiis und anhängenden Recht und Gerechtigkeiten / wie solche Hochwohlgebohrte unser lieber Vater und seine Vorfahren ingeholet / gekauft und genossen / oder von Vetterwegen gekauft und messen hätten können / sollen und mögen / eines vollständigen Kaufs an uns erkaufen / sollen und dürfen zu einem pretio und gemäßen Kaufschilling / 125000. oder Einhundert ein und zwanzig tausend fünf hundert Reichshaler / den Reichshaler zu anderthalb Gulden oder 90. Kreuzer gerechnet, auf des gewisse Termin und Fristen: Nächst nach erfolgt und bezahlter vorgedachter Anlag der 12000. Reichshaler auf Ostern dieses inschenden 1667. Jahrs / das erste Ziel mit 99500. Reichshaler an guten ganzbaren Sorten / und dann auf Ostern in anno 1668. das letztere Ziel mit 10000. Reichshaler zu bezahlen / Uns verinög darüber angerichtete und verfertigte Kaufverpflichtung / rechtlichlich obligirt und verbunden haben: Damit dann zum Hochwohlgebornen Herrn Verkaufte und dessen Erben der pacht und erscheinenden Forderungen / besto gewisser habhaft und mächtig werden / und erwandten Kaufschillings vorbelegter massen desto besser versichert sey /

so wollen wir darauß offte Hodyernselbsten Herrn Verkaufte das Jus hypothecae generalis & specialis auff bemeldte Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg / Krafft dessen sie sich bis auf den letzten Heller daran zu halten / hienit eingeräumt / und reservirt haben / also und dergestalt / daß im Fall der unverschen retardirter exolution und vergütlichen richtigen Bezahlung / dem Herrn Verkaufte / dessen Erben / lebenden Erben und Nachkommen / freye Zeit und Genalt gegeben seyn solle / Ihre Unterthänig die Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg / ohne unsern Vorwand ab executione non esse incipiendum, durch executions-Mittel / mit oder ohne Recht / anzugreifen / und damit als ihrem wahren verhaften Unterpfand zuverfassen / so lange und viel / als der Herr Verkaufte / oder seine Erben und Inhaber dieses Briefs alleine des Kaufschillings und Interesse auch verurtheilten Kosten und Schäden wol verinög und bezahlt seynd. Getreulich und ohne Gefährde: Desse alles zu wahrer Irtund Stet- und Bestehaltung / haben wir Herzog Adolph Johann / als künftiger Possessor der erkauften Grafschaft Nüringen und Mörsberg diese obligationem recipiam an halt einer accusation, deren wir paratissimam executionem in hienit tribuimus, nur eigenen Händen unterthänig / und mit unsern ansehnlichen fürgerichteten Fürstl. Secret confirmirt und bekräftigt. So gegeben und geschähen den 14. Tag Monats Febr. im Jahr nach Christi Geburt 1667.

(L. S.)

Reces, welcher zwischen Pfalzgraf Adolph Johann zu Zweibrücken und dem Grafen Philips von Leiningen wegen der Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg anderweit aufgerichtet worden. Geschähen Straßburg den 22. Juny 1667. [LONDORP II *Acta publica* Tom. IX. pag. 684. d'où l'on a tiré cette pièce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 27. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 731.]

C'est-à-dire,

Recès ultérieur conclu entre ADOLPHE JEAN Duc des Deux-Ponts, & PHILIPPE Comte de Linange, au sujet de la Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. A Strasbourg le 22. Juin 1667.

Zwischen sey hiemit / demnach zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Adolph Johann / Pfalzgrafen bey Rhein / in Bagen / zu Gilsch / Elve und Berg / Herzogen / Grafen zu Weiden und Spanheim / der Mark / Ravensburg und Nüringen / Herrn zu Ravensstein und Mörsberg an einem: So dann dem Hochgebornen Grafen und Herrn Herrn Philippen / Grafen zu Leiningen / Herrn zu Bessersburg / Schaumburg und Forbach / des H. Röm. Reichs Semper-Freym / Röm. Kaiserl. Maj. Rath / etc. Anders Theils an verwichenen 14. Jan. dieses laufenden Jahrs über die Grafschaft Nüringen und Herrschaft Mörsberg / demselben aller dazü gehörige / ein aufrichtiger und reiblicher Kauf geschlossen worden / vor und um ein hundert ein und zwanzig tausend und fünf hundert Reichshaler / mit dieser Bedingung: daß erst Hochseligbedachte Fürstl. Durchl. bey einnehmung der Possession in vorerwähnten Graf- und Herrschaften alsobalden zwölftausend Reichshaler / anfolgendes bey letzter Frankreichter Ostermesse neun und vierzig tausend und fünf hundert / und einbliden in den dreien nachfolgenden Ostermesssen / jedesmal zwanzig tausend Reichshaler und damit die ganze Summa ablösen und sollen sich / wie ein solches auß dem ersten Reces klärl. zu ersehen.

Wieweil aber seine Hochfürstl. Durchl. nachgehends bey Verfertigung des ordentlichen Kaufbriefs folgende conditionen freywillig geändert und nach erfolgter Bezahlung der ersten zwölftausend Reichshaler nicht nur in Schweden vier und fünfzig tausend acht hundert vier und dreissig Reichshaler angewiesen / sondern auch bey dem Herrn Herzogen in Lothringen Hochf. Durchl. gehentausend Reichshaler und bey der Universität Gießen zwey und fünfzig tausend Gulden Rheinl. Währung unterzählen liehennommen / also nicht mehr als rechenaufend Reichshaler im Rest verbleiben / deren Erlösung gegen die Ostermesse künftigen Jahrs beliebt worden / hingegen so wol Ihre Hochf. Durchl. in Lothringen als erwählte Universität Gießen auf die erste Abzahlung als anderzeyer 50000. thannen fertig erzeugeten: Als haben der Herr Kaufte Herrf. Durchl. mit dem Herrn Verkaufte sich auf das neue dahin verhalten / daß seine Hochf. Gnaden / von denen Schwedischen Gulden vier und fünfzig tausend acht hundert vier und dreissig Reichshaler beide Pforten entrichten sollen / dagegen jene verprochen / die mehrbedachte Summe 20000. fl. als eine Jahrs pension, nicht weniger die über-

ANNO
1667.

ANNO

1667.

Calendarium nostrum convenimus, eaque ab utroque consilium.

I. Ut Induciae ab anno currenti, à Nativitate Filii Dei computando, hoc est, ab Anno 1667. à conditio vero Mundo 7175. à Mense Junio per annos tredecim sine interruptione sibi succedentes usque ad Annum à Nativitate Filii Dei 1680. à conditio vero Mundo 7188. similiter ad mensem Junium firmæ sint. Atque per hos Induciarum ab initio nostri Tractatus & Conventionis annos, usque (quod Deus præstet.) ad perpetuum eliminationem omnium discordiarum (quæ ad hoc tempus & diem, ad conclusionem præsentium Induciarum, ab initio præteriti Belli, per arma & quascunque alias similitates intervererunt) utraque Pars plene pacificata, ab omni vindictarum & injuriarum memoria abstinere: & præsentii firma Induciarum constitutione inter Serenissimum Magnum Dominum ejusque Regiam ac Magni Domini Czarem Majestatis, interque Magnarum Dominia, Terras, & Arces, tam inter illas quæ antiquitus ad quancunque partem pertinebant; quam inter Bello acquisitas, quæ in præsentii Induciarum Tractatu cuicunque obigerint, interque Subditos & homines utriusque Partis renovata, stabilita & confirmata inviolabilis Amicitia, juxta præsens Compromissum & Statutum, integrè absque ulla diminutione per hos omnes Induciarum Annos superius expressos firmiter & constanter conservari: & sicut Sacra Regia, ita & Czarea Majestas inter se in omnibus modis mutuum bonum velle & Frater Fratri meliora querere, atque in omnibus sincere secum agere & procedere debent.

II. Serenissima vero ac Sacra Regia Majestatis, sicut & Magni Ducis Czarea Majestatis personales Dignitates & Jurisdictionis Tituli, ad utrumque in eorum propriis Literis ac quibuscunque Scripturis scribi debent juxta formam ab initio hujus Instrumenti & Cautionis exaratam, sine diminutione & immutatione tandem donec, auxiliante Deo, perpetua Pax stabilatur. Similiter Senatores Palatini, Duces Exercituum, & quascunque Magistratus, ac Conditionis homines, in limitaneis Dominiis & Arcibus habitantes, quorum, & ubi scire interit. Ex alia quoque parte Nobiles & Palatini & Indices ex Mandato suorum Magnorum Principum personales eorumdem titulos in quibuscunque Scripturis, juxta præsentem Constitutionem, ut ab initio expressum est, scribere debent; ut caveant, ne ulla inimicitiarum præbeat occasio. Singule quoque expeditiones ex Cancellaria S. R. Majestatis & aliorum in Confinijs Regni Poloniae & Magni Duc. Lithuanie habitantium non Ruthenico, uti fiebat ante Bellum, sed Polonico Idiomate, uti hæcenus per modernum Belli tempus observabatur, prodire debent.

III. Quæ porro Arces, Terræ hoc proximo Bello à Regno Poloniae & Magni Ducatu Lithuanie sunt avulsæ, & remanent in possessione & sub Jurisdictione Czarea Majestatis, hoc est Smolenscum cum universo Severiensis Ducatu, cum Arcibus & particularibus locorum atinentiis, quæ sunt ex hac parte à Vitepscenfibus, Polocenfibus, ex parte vero Livonia à Lucinenfibus locaibus atinentiis, Smolenscum usque uti Dohorobuzium, Biala, Nevelium, Sebezia, Krasno, etiam Wielizia (quamvis antiquitus ad Palatinatum Vitepscenfem pertinuerit) cum suis item particularibus locis ac atinentiis: ex alia vero parte, in qua sunt Arces Severiensis, circa Czernihoviam omnes Arces & Terræ quibuscunque nominibus nuncupata, omnes relinquere debent in forte Czarea Majestatis. Ad sortem vero S. Regia Majestatis à Borythene sub Kijovia, & per omnem Regionem ad limites Putiulenses, nulla Arx, nec Civitas nec Latifundium pertinebit. Non prætergrediendo tamen limites Palatinatum Vitepscenfem, Polocenfem, & Misislensium; Similiter Districuum, Ortensium, Mozyrenfium, Rzeczyce, Braclavienfium, uti & limites Livonia, cum ea, quæ ab antiquo confinebantur, circumferentia cum omnibus particularibus atinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Borythensis ac Dunæ & aliorum sitis; ad Palatinatum & Districtum in possessione S. Regia Majestatis remanentes pertinentibus; excepto Wielizia, quæ Pacis Sanctæ causa à Palatinatu Vitepscenfem avulsæ, in forte Czarea Majestatis præsentii Tractatu ad annos Induciarum collocata est. In superiori vero parte Borythensis, quæ comprehenditur titulo Zaporohorum seu limum Borythensis, & ejus loci Cofaci, in quibuscunque eo loco præfidiis, munitionibus, septimentis, & sedibus degant, pertinere debent ad obedientiam & protectionem utriusque Magni Principis nostri ad commune illorum obsequium contra

imminentem (quam Deus avertat) Brisurmaneam potentiam. Omnibus tamen cuicunque conditionis Indigenis in forte Czarea Majestatis & in locis, quibus per hos Tractatus ad certum tempus cessimus, manfuris, liberum ubique debet esse Religiosis Catholicæ exercitium, sine ulla, de præfata in domibus propriis devotione, molestia. Similiter omnibus, cuicunque conditionis hominibus, in forte Sac. Reg. Majestatis in locis per præfentes Tractatus concessis, manfuris, liberum debet esse Religionis Græcæ Exercitium, sine ulla expeditorum Pietatis officiorum præpeditione.

IV. Cavemus & hoc, ne ulla de Cofacis Ukrainensibus ex hac parte Borythensis à Percaslavia habitantibus, vindicta fumatur, ea de causa: quia aliqui in partem S. Regia Majestatis & Reipublicæ transire soliti erant. Cofacos vero omnes ex altera ripa Borythensis à Kiovia habitantes, Czarea Majestas à juramento fidelitatis absolvit: neque eos in suam protectionem recipiet, neque ad Civitates & Arces sua Jurisdictionis admittet, aut admitti permitter per totum tempus Induciarum. Similiter S. R. Majestas Cofacos ex altera ripa Borythensis à Percaslavia degentes in protectionem suam non recipiet, neque ad Civitates & Arces sua Jurisdictionis per hoc Induciarum tempus admittet, aut admittere jubebit.

V. Civitas Kiovia cum Monasterio, dicto Pieczary, cum sua circumferentia ac circumjacentibus & vicinioribus Monasteriis & cum pascuis, quæ Incola Monasteriorum in campis habent, & cum ingressu pro omni domesticæ necessitate, in eam Borythensis, ripam in qua sita est Kiovia, non ultra milliare, ut integre cum satisfactione in Latifundiis & Sylvis, pro Arcis & Monasteriorum habitatoribus, tam à circumjacentibus, quam à pauperibus conservetur per tempus inferius de deducendo Præsidio Czarem Majestatis ex eadem Arce Kioviensis, & de restitutione ejusdem cum fidei locis expressis in sortem S. R. Majestatis, conditum & descriptum.

VI. Ex occupatis vero Bello Arcibus & Terris restituenda sunt in sortem S. R. Majestatis Arces & Civitates, Polocia, Vitepscum, Duneburgum, Lucinum, Rzeczyca, Margenhaustum, cum tota Livonia Meridionali; cum omnibus omnium Arcium prænominationum Arcentiis, antiquis ad easdem spectantibus excepta Wielizia. ab antiquo Vitepscum pertinente: Ex his autem Arcibus, in quas recentior post earum occupationem, Græcarum Ecclesiarum Apparatus, Imagines, Libri & alia; item Tormenta, Ammunitiones, varii generis Arma, item homines Aulici, Incola ex Russia adventitii; item pecuniarum Theasauri, Victualia ex Moschovia invecata fuerunt; ad Arces Czarea Majestatis, in vicina sitas, per vecturas publicas, ad Confinitia harum atinentiarum deportari debent. Antiqua vero harum Arcium Tormenta, Instrumenta munitionum seu Ammunitiones, Arma, quæ nunc sunt in eisdem, similiter & earum Indigenæ ac Nobiles in suis sedibus, tempore cessionis & traditionis harum Arcium relinquere debent. Hæc supra nominata ac restituentia Arces, Polocia, Vitepscum, Duneburgum cum Livonia & alia superius expressæ, cum aliis locis & atinentiis Usviatâ, Surazâ, Jerzerzâ, debent tradi in sortem S. R. Majestatis & Reipublicæ, in Anno à Nativitate Christi currenti 1667 mensis Maji 10. die juxta novum Calendarium, per Commissarios tam à S. Regia quam à Czarea Majestate deputatos. Hujusmodi vero hominibus, qui publicas vecturas facuri sunt, aut eorum jumentis, nulla vis & iniuria à Subditis Czarea Majestatis fiet. Nobilibus in his restituendis Atinentiis, statim post conclusionem Tractatum præsentium, sua bona occupare liberum erit: in quibus pacificam habere habitationem debent, sine præpeditione à Subditis Czarea Majestatis in Fortalitiis usque ad earum evacuationem, reliquis. Similiter Subditi Czarea Majestatis relictii in Fortalitiis, quoad omnia à Subditis S. Reg. Majestatis donec ex eisdem deducantur Fortalitiis, in pacifica & securâ possessione permanebunt.

VII. Ipsa Kiovia Arx cum iisdem Monasteriis, Pieczarii dictis, & cum aliis penes Kiovienses relictis adjacentiis, similiter cum omni veteri armatura, cum qua olim Kiovia in partem Czarea Maj. accepta; cum provisione rum temporis ibidem inventa, in sortem S. R. Majestatis & Reipublicæ restitui & evacuari mundarie debet, ante primam de perpetua Pace commissionem, in his Induciarum annis, hoc est, post duos annos à præsentii Tractatu computando in Anno Deo dante 1669. in mense Aprili die 15. juxta novum Calendarium occurrente; tandem ante hanc emundationem & evacuationem

ANNO

1667.

ANNO
1667.

tionem Kiovia, ejusque restitutionem in fortem S. Regie Majestatis & Reipublice debet fieri à Magnis Dominis Nostri mutua per Internuncios, per Confidentiales Literas denunciatio; ut uti Partì de traditione, alteri vero de receptione conflet. Et quamvis hac denuntiatio non fieret: tamen Arx Kiovia in fortem S. Regie Majestatis & Reipublice in termino nunc designato restitui, ejusque cessio fieri debet. Quæ quidem Arx Kiovia per hos duos Annos, per quos in possessione Czareæ Majestatis permanebit, debet habere robustum ex Exercitu Czareæ Majestatis præsidium tam contra Paganos, quam contra discipulos Cossacos: quo tempore necessaria, tam in commatu quam in ammunitione. Czareæ Majestatis, ministrari præcipiet. Et pro hoc, restituendo & cedendo Kiovia, nullam compensationem à S. Regia Majestate & à Republica requirit. Quod verò attinet ad amorum genera ex diversis Arcibus, & Civitatibus, tam S. Reg. Majestatis, & Reipublice, quam privatorum Indigenarum Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuania per hoc Bellum & in variis conflictibus ab utroque occupatorum, hanc materiam ad Tractatum de perpetua Pace differimus.

VI. Omnia Scripta publica, sicuti & Libri Castrenses, Tribunalitii & Magdeburgenses, eorumque Acta; præterea Munimenta, Privilegia, Metricæ Bibliotheca, & libri Ecclesiasticum tam Romanæ quam Græcæ; Vilnæ & in aliis Civitatibus & in variis Locis Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuania per hoc Bellum accepti, quicquid eorum inveniri poterit tam privatorum quam publicorum, præsertim à Districtibus & Palatinatibus tempore Belli ad suam Czaream Majestatem cum promissione subjectionis & fidelitatis expeditorum (qui per præsentem Tractatus cassantur, & annihilantur in perpetuum) nullos penes se retinendo restituere ac omnes collectus summum intra sex menses, vel quàm primum colligi possunt, in Confinia sua Czareæ Majestatis retinere mandabit: præmonita S. Regia Majestate, per proprias Literas, ut pro his omnibus recipiendis suum expediat Commisariatum. Monumenta verò & libri omnes Palatinatum Smolensensis, Czernihowiensis, & Districtus Starodubensis, non expectando tempus Induciarum, intra 12. septimanas post jurata Pacta, quicunque inveniri poterunt, collecti, Deputatis à S. Regia Majestate Commisariis, in Confiniis, sicut & Palatinatus Kioviensis Munimenta & Libri, præmissis à S. Regia Majestate Monitoriis Literis, restitui & tradi debent.

IX. Quod autem spectat supellectilem, & res Ecclesiasticam, tam Romanæ quam Græcæ, Deo ad honorem consecratas & dicatas, uti sunt varii generis Vasa, Reliquiæ, præcipue partes Ligni S. Crucis Lublini acceptæ, diversæ Imagines, ac Ornamenta Ecclesiastica: hæc omnia quicquid eorum in Dominis Czareæ Majestatis colligi poterit, summum intra unum annum præmissa mutua Magnorum Dominorum nostrorum denuntiatio restituatur. De Campanis externis S. Regie Majestatis & Reipublice, in Moschoviam & Terras Czareæ Majestatis erectis, in prima Commisione per Magnos utriusque & cum plena Potestate Legatos agatur.

X. Et quia inter nos, S. Regie Majestatis & Reipublice ac Czareæ Majestatis Magnos Legatos non exigua intercedebat difficultas de liberatione Captivorum; & hanc tali modo facilitavimus & constitimus. Imprimis omnes Agricolas additos, ex Terris S. R. Majestatis tam Regno Poloniæ, quam M. D. Lithuania in captivitatem abductos manere debere sub Dominio & in partibus Czareæ Majestatis per omnes annos Induciarum aut viciniores, si maturius, auxiliante Deo, perpetua Pax in quacunque ex inferius nominatis Commisione, conclusa non fuerit. Quod verò alios captivos attinet, scilicet omnis generis Cives, qui recenseri inter homines Aulicos non possunt, ex diversis Civitatibus ac Oppidis S. R. Majestatis; similiter Judæos qui Religionem Græcam susceperunt, per hoc Bellum ab eisdem initio in Moschoviam abductos; ita inter nos convenit: Quandoquidem Czareæ Majestatis Magni Legati non poterant modo de eliberandis ejusmodi hominibus quidquam nobiscum concludere. Nobis etiam S. Regie Majestatis Legatis & Commisariis difficile fuit concedere, ut hæc difficultas juxta requisitionem Czareæ Majestatis Magnorum Legatorum nunc complanaretur. Igitur Magni & cum plena Potestate Legati S. Regie Majestatis, pro confirmatione præsentium Tractatum ad annos Induciarum per nos conclusarum, ad Czaream Majestatem juxta Conventionem nostram

expedendi, id negotium in Metropoli Moschoviae, in præsentia & coram Czareæ Majestate periculis componere, & uti oportet, pacifice.

XI. Omnes verò alii captivi, ab initio præsentis Belli abducti, tam Ecclesiastici quam Seculares, Equitibus ac Militaribus conditionis, seniores ac juniores, lxxa militares, omnis conditionis, sexus & Religionis homines, similiter Cossaci Ucrainenses, Tartari S. Regie Majestatis Subditi, Nobiles privati, & omnes alii Aulici, etiam in Magno Ducatu Lithuania in Bonis vel domibus seu in confilio, in Arcibus, Civitatibus, & ubicunque captivati; (quamvis nunc carceribus hærent inclusi, aut in obsequio Czareæ Majestatis ac D. D. Nobilium hæreant: quamvis in Terris Czareæ Majestatis cum Ruthenicis personis Matrimonia contraxerint, vel Religionem Græcam receperint; aut in Aulis Ducum ac Principum sub Jurisdictione Czareæ Majestatis degentium, aut apud Cives in Civitatibus operas suas locaverint: Similiter Judæi, qui fidem suam Religioni Ruthenicæ non addiderunt) omnes cum Uxoribus ac Liberis, cum rebus eorum mobilibus, nemine celato, neque ad manendum coacto, bona fide in Terras S. Reg. Majestatis liberari & dimitti à Czareæ Majestate jubebuntur. Qui verò ultra in forte Czareæ Majestatis manere velint, liberum eis erit. Quæ autem Polonica & Lithuanicæ Nationis femina & Juæa copulata est Matrimonio Viro Ruthenico, omnes penes suos Maritos manere debent in Terris Czareæ Majestatis. Similiter omnes captivos ex partibus Czareæ Majestatis, omnis conditionis & sexus homines qui in Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuania ex vario confilio ducti, abducti, & in Arcibus Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuania hærent, item eos, qui tempore Belli Turcici transibant in Poloniam, & nunc in Regno Poloniæ in obsequio S. R. Majestatis; vel in domibus aut Bonis Senatorum Nobilium, & in Civitatibus apud Cives laboribus exercentur: hos omnes S. R. Majestatis in Terris Czareæ Majestatis in Moschoviam neminem celando, aut ad remanendum adigendo, bona fide liberos abire, & dimitti præcipiet. Qui verò sub Jurisdictione S. Reg. Majestatis ultra manere cuperint, liberum eis debet esse. Hæc eliberatio & manumissio utrique præstari debet vicinioribus captivis, non expectando remotiores ex Civitatibus Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuania, scilicet ex vicinioribus Civitatibus expeditur ad continentes Arces Czareæ Majestatis intra duas Septimanas: ex remotioribus intra Mensem vel duos; longius & remotius adhuc abducti intra medium annum à conclusione præsentium Tractatum. Similiter ex Ducatu Moschoviae; ex Arcibus Smolensco, Vitepsco, Polocæ, Dneburg, & aliis proximioribus, etiam Ucrainensibus intra duas septimanas: & Metropoli Moschoviae intra mensem; ex ultra Moschoviciis propriis Arcibus, intra duos Menses, & remotioribus Arcibus intra quatuor menses: ex Astrachania intra medium annum, à conclusione horum Tractatum computando. Ex Sibiria verò, & remotissimis Sibiricæ Arcibus colligi ad dimittendum debent intra annum vel quam primum fieri poterit. Per fines autem præmissa ad continentes Palatinos & Præfectos denuntiatio, omnibus sine detentione liber præstari transitus debet. Eodem modo si captivi Moschoviticæ Nationis in Regno Poloniæ, vel M. Ducatu Lithuania Fidem Catholicam receperint, & Matrimonia contraxerint: nihilominus velint in Moschoviam redire; tunc illis liber sicut ad Patriam Terram reditus absque ulla difficultate cum Uxoribus & Liberis, & cum omnibus mobilibus concedetur.

XII. Et in his Induciarum annis, juxta inclinationem Magnorum Dominorum nostrorum, eorumque fraternam charitatem ac utriusque Nationis perpetuæ Pacis desiderium convenimus & conclusimus: ut utrique ad mutuos Congressus militantes Magni & cum plena Potestate Legati & Commisarii cum Instructionibus plenam Potestatem continentibus, numerando à Mense Junio præsentis anni in futuro, Deo dante à Nativitate Christi 1669 Mense Junio; juxta vero vetus Calendarium Anno 7177. Quod si in hoc primo Conventu & Commisione perpetua Pax propter occurrentes difficultates concludi non posset, tunc altera Commisso & Conventus institui debet, intra quinquennium: scilicet Anno à Nativitate Christi 1674. in Mense Junio, & juxta vetus Calendarium Anno 7182. Si vero neque in hac secunda Commisione perpetua Pax concludi posset: tunc non desperando de perpetua Pace, ambo Magni Domini per suos Legatos, Principes Christianos invitare pro Mediatoribus debent

ANNO
1667.

ANNO
1667.

debet qui tunc utrique Magno Domino videbuntur necessarii: idque vel ex mutuo consensu; vel si alicui ex illis ex sua parte ab iisdem Christianis Principibus videantur, Magni Legati ad discernendam & sapiendam perpetuo controversiam, pro tertia Commissione, scilicet in anno 1678. juxta novum Kalendarium in Mense Junio, juxta verò vetus in Anno 1786. impetrandi. Quod si (quod Deus avertat) & tertia Commissio cum Mediatoribus in conclusione perpetuæ Pacis suum non consequeretur effectum; & ex occurrentibus difficultatibus videretur Dominis Mediatoribus differendus tractatus: tunc utrique Magni & cum plena potestate Legati, Mediatres cum omni honore expedient: ipsi verò cum bona spe different Commissionem ad Annum 1680. juxta novum Kalendarium & juxta vetus ad Annum 1788. Mensem Junium, & in his ultimis duobus annis Magnis Principibus & Dominis nostris liberum erit studium & conatus circa renovandam per Legatos, aut etiam prorogandam ad ultiores annos temporaneam Pacem. Bellum verò & effusio sanguinis, & devastatio terrarum utriusque Monarchæ, adhibita omni tacita industria, permitti non debet: imo Pax omni Christiano conatu & diligentia teneri; Bellum verò, adhibitis Internunciis ad ulla Limitaneorum querelas, quas componi oportet, nullatenus excitari.

XIII. Conveniunt etiam est, quia per prolongatum præsentis Belli tempus, limitaneorum Arcium Incolæ, antiquos transgressi limites, in Antientis earundem Sylvas exciderunt, earumque terminos deleverunt; ut huic incommodo provideatur, utrique in præsentis anno confirmaturam ab utroque Monarcha Induciarum, bini & bini Limitum Judices & Commissarii, nimirum Smolensco & Vitepsko aliisque Arcibus & Terris, cum Literis plenæ Potestatis mittentur: atque in Mense Septembris, post mutuum de loco Conveniunt denunciationem congregati, viros provecia ætatis, Limitumque peritos, ex quibus Civitatum, Pagorum, Terrarum, Sylvarum antiquos terminos destructos intelligant, advocabunt. Quosque illi assignaverint lesos terminos iidem Commissarii jubeant emendari & novos erigi, imperantibus severe loci illius Incolis, ne ulla ex parte limites & termini amplius violentur.

XIV. Quæcumque autem ex parte discolori & inobedientes inventi fuerint, si ad proximos Limitum Palatinos, vel vices eorum gerentes, deferantur, quibus post factam inquisitionem absque ulla dilatione poena infligi debet. Id ipsum altera ex parte, nimirum Kioviæ inter & Czernikoviæ, & Percaslaviæ, in altera ripa Danubii, facient: delegabunt Commissarios factisque hac de re incolis certioribus, Limites & terminos constituent, quoad usque vi Pacorum Magnus Dux his Terris imperabit; cum hac tamen cautela, ne supra unum miliare Kiovia de Terra quidemque usurpent.

XV. Id quoque constitutum est, ut secuta Pacorum confirmatione in spem & majus robur Pacis (quod etiam in ordine ad perpetuam Pacem inviolabiliter observari debet) per publicos vel privatos Delegatos, Principibus externis, cum quibus æterna, vel ad tempus sancita sunt Fœdera, hujus Pacis Confirmatio denuncietur ad publicam notitiam; ut in posterum inter Mercatores cum extraneis Regionibus Mercatura incrementum accipiat.

XVI. Licebit quoque Mercatoribus, tam Magnæ Russiæ, quam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithaniæ, in limitaneis Arcibus, Civitatibus, Locis, in quibus & ante præsens Bellum licebat, Merces exponere cum Literis passus: his Mercibus exceptis, quæ in utraque Regione prohibita sunt; per solito tamen, juxta utriusque Gentis Statuta, vectigali. Molestia verò, exactiones & damna nulli Mercatorum inferri debent, neque his impediuntis alienari. Eadem libertas Mercatoribus Smolensco per Dunam Fluvium cum non prohibitis Mercibus Rigam navigantibus concedi debet. Vectigal tamen consuetum in loco consueto ab hujusmodi Mercibus ad Thesaurum S. Reg. Majestatis & Reipublicæ pendetur, tantum ad tempus ultimæ, quæ cum Mediatoribus celebrabitur, Commissionis, scilicet ad annum 1678. Mensem Junium.

XVII. Debita, quæ adhuc ante Bellum certis obligationibus & conditionibus, etiam per Contractus Mercatorum, promissive inter homines cujuscumque conditionis, tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithaniæ, quam Moschovitice Nationis, etiam inter eos, qui sub Belli tempus in partes Magni Ducis transiverunt, contra facta sunt utrinque, exhiberi & iustis argumentis probari debent: atque cultibus injuriarum passio secundum Cautiones, Chirographa, Contractus Mercato-

rios ex utraque parte sine ulla dilatione, juxta leges, & ANNO rei exigentiam iustitia administrabitur, & fiet satisfactio. 1667.

XVIII. Et id decrevimus, ut tam S. R. Majestas, quam Dux Moschoviæ, Hanum Crimenensem de hac confirmata Pace per Literas certificent: ut vicinatis motivo Hanus Crimenensis cum suis copulis, tam S. Reg. Majestati quam Magno Duci mutuam conservet amicitiam & confidentialem correspondentiam; & à Bello penitus abstineat, quandoquidem tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux jam secum in fraternam conveniunt unionem. Quod si Hanus Crimenensis id & communem in vicinatis amicitiam sprevit, neque à Bello efficaciter destiterit, utrique Gentis communis erit hostis. Quare Ukraina Kioviæ, in Zaporovia, aliisque in Ukraina munitionibus, ex utraque ripa Boristhenis, Exercitus tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithaniæ, quam Magni Ducis cum incolis Ukrainæ contra Tartarorum & Hani potentiam in excubiis parati esse debent, eumque tanquam communem hostem unitis viribus repellent. Eadem quoque communes & mutue excubiæ in Zaporovia, & in Dono contra Turcas vigabunt. Quod si Hanus Crimenensis de Nostra instructus amicitia, eidem textus uniri voluerit: tunc de mediis Pacificationis in occurrentibus differendis, tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux inter se mutuo conferent; & communem amicitiam seria diligentia promovebunt: ut Imperator Turcarum, confirmata communis amicitia Hano Crimenensi imponat mandatum, quatenus ab omni Belli occasione abstineat. Quod si data à Tartaris occasione, res inter Hanum Tartarorumque, atque inter S. Reg. & Czarem Majestatem ad Bellum spectaret; atque Porta Ottomanica in defensionem Tartarorum contra Sac. Reg. & Czarem Majestatem vim pararet, vel contra illorum alterutrum, tunc communibus viribus ac Exercitibus utrinque tam Sac. Regia, quam Czarea Majestas in omni occasione vim Bisturmanicam repellent.

XIX. Ad meliorem autem horum Pacorum notitiam tam à S. Reg. quam à Czarea Majestate expedientur ad Imperatorem Turcarum Legati, qui ei tanquam limitaneo vicino conclusam Pacem denuncient. Id quoque utrinque cautum & constitutum est, ut Magni & Minores Legati, atque privati Internuncii, utrinque acceptentur & recipiantur cum debito honore juxta cuiusque dignitatem: quibus tam ingressus, quam reditus liber, sine ulla impeditioe & detentione permitti debebit. Porro Majorum Legatorum adventus constabit centum virorum & 150. equorum comitatu: Minorum Legatorum adventus habebit in comitatu viros 30. equos 50. Internuncios comitantur 10. homines, equi 14. Pro hoc universo comitatu, currus, & vituli necessaria subministrabuntur. Cum vero Legatos & Internuncios ad S. Regiam & Czarem Majestatem ire contingeret, & post præmissam denunciationem, juxta morem Legationum, expedientur obviam, qui eos cum comitatu & omni satisfactioe excipiant: Legatos Parafatis, seu Deductori, vulgo Pryzlanowi tradet tam virorum quam Equorum Regestrum, & quidquid supra præscriptum, tam in hominibus, quam in Equis numerum abundabit, horum omnium sicut nomina, ita & computus colligetur, ac à finibus suis impensis proficietur, & transibunt. A Parafatis autem, seu Deductoribus, vulgo Pryzlanow, quoquoque illi fuerint, juxta morem Legatorum, sua præstabit observatio; neque fas erit in minimo eos, tam in adventu, quam in reditu, ad ipsos usque limites ledere.

XX. Licetum verò erit Mercatoribus Legatos comitantibus Merces suas invehere tam in Regnum Poloniæ & M. Ducatum Lithaniæ, quam in Moschoviam, in Civitates eorum Varfaviam & Moscoviam. Merces verò eas invehent, quæ Statutis Regionum non prohibentur: easque palam, non clandestine distrabant & permutabunt. Qui Mercatores tandiu morabuntur, quamdiu Legati illorum suo munere fungentur; qui expedito, illi quoque nulla interposita mora una cum Legatis excedent. Nullus autem ex his, qui sunt in Legatorum comitatu, cujuscumque Nationis hominem sollicitare & clandestine secum evehere audebit. In quo si aliquis deliquisse fuerit deprehensus, ex eo efficax satisfactio, tam pro hac, quam pro quacunque alia culpa, præstari debet.

XXI. Decretum etiam est, & cautum utrinque, ut in limitaneis Arcibus Palatini, & Administratores, rem & comoda utriusque vicinatis sollicite procurent, in Latrones Pacisque publicæ turbatores serio animadvertant, eosque inquirent; & secundum utriusque Nationis

ANNO
1667.

nis Statuta ac criminis exigentiam puniant: ne eorum culpa Pax publica laedatur. Si verò aliqua damna fuerint illata, in rebus praesentibus mobilibus, & divisione distringantur: ad restitutionem secundum posse tenebuntur: sociique criminis arguerent: & ut in posterum similia non attentent, admonebuntur.

XXII. Quod si Parte ex utraque suscitabuntur aliqua differentia & dissidia, Pars laesa in Palatinis, in finibus autem eorum Substitutis denunciabit, ubi & in qua Terra id continget. Cumque conventum fuerit, si ad quos pertinet; sine ulla dilatione de excessu judicabunt, & fraterne decernent: atque ita horum occasione, conclusa Pacia nullo modo violabuntur.

XXIII. Si verò Magni Ducis Subditi, petulanti collecta manu, S. Reg. Majestatis Terris & Subditis damna intulerint, Czarea Majestati incumbet, armata eos quære manu ac captivare; & parem crimini penam, sine ullo respectu, infligere, atque pro damnis illatis restitutionem juxta vires imperare. Similiter si S. Reg. Majestatis Subditi sediciose congregati, Czarea Majestatis Terras ac Subditos in aliquo violaverint; culpæ illorum par poena respondere debet, damnis juxta debitum satisfieri, ac omnis exhiberi quàm primum satisfactio. In ultionem verò damnorum, armare Exercitus, Bellum auspicari, aut quacunque ex causa præsentem turbare & evertere Pacem non licebit.

XXIV. Quod si casus aliqui contigerint, qui à consensu Palatinis componi non poterunt, eos tam S. Regia quam Czarea Majestas Legatorum Congressui referabit. Quos autem utraque ex parte supremi ambo Principes ad hanc Legationem deputabunt, hi in limitibus collatis Consiliis, remotis omnibus controversiis ac prolongationibus, Justitiam decernent: Neque ideo Pactis contravenire licebit.

XXV. Per idem tempus Induciarum, tam S. Regia, quam Czarea Majestatis, Dominia, Terræ, Arces, Subditi, eo nexu Pacis inter se mutuo connectuntur, ut nullus Magnatum, neque Civis contra Civem tam publice quam privatim & occulte inimicitiam præ se ferre audeat: nemoque tam per se quam per alios, quicquam mali alteri inferat aut procurat.

XXVI. Singulariter verò, Serenissimus Poloniarum Rex, ejusque in Regno & Magno Ducatu Lithuanie Successores, publicos & occultos Czarea Majestatis, & ejus Dominiorum hostes non recipiunt: neque illis tam pecuniis quam copiis ullum præbent auxilium: nec ullam tam ad inimicitias, quam ad Bellum tum per se ipsi, tum per subordinatas personas, occasionem offerunt; neque illam præcipiunt. Similiter Czarea Majestas, ejusque in Magno Ducatu Successores, Magni Duces Moschoviae invigilabunt, ut nec per sese neque per alias instructas personas, publicos vel privatos Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae hostes sub suo foveant patrocinio, aut eis consilium, ferrum, thesaurum per hos omnes initorum Pactorum annos ministrant, aut ministrare præcipiant, vel aliquid malum inferre. Imo utrinque tanquam Frater Fratri, omnia bona & quidquid fraternam Unionem decet præstabit, ne novæ gliscant inimicitia & causa Bello præbeatur.

XXVII. Id etiam stabilium est; ut tam à S. Reg. quam à Czarea Majestate Magni & cum plena Potestate Legati, ad utrumque Monarcham pro Induciarum conclusione cum Confirmationis Literis expediantur. Qui quidem Legati à præsentis tempore confirmationis nostræ intra sex menses convenire debent, facta prius utrique Monarchæ per Internuntium denunciatione de loco Conventus. Ac imprimis hi magni utrinque Legati, missi cum Confirmatione, ubi ad limitaneas Arces pervenerint, de Adventu suo certos se invicem reddent: deinde ubi convenerint, tanquam Frater Fratri exhibebunt suorum Monarcharum Confirmationis Literas: quæ concordare debebunt præsentis Tractatui, verbumque verbo correspondere, munite suorum Principum Sigillis. Illis verò perlethitis tradent sibi utrinque mutuo quatuordecim copias, ex quibus consistet prædictas Confirmationis Litteras per omnia præsentis Tractatui esse conformes: cum illisque Magni utrinque Legati ad designatos Monarchas profecti fuerint. Quas tam S. R. quam Czarea Majestas personaliter coram Sancto E-

vangelio juramento confirmabit. Rotam verò Juramenti Literis Confirmationis adscriptam, tam in Regno Poloniae, quam in Magno Ducatu Lithuaniae utriusque Gentis Cancellarii subscribent nominibus propriis: uti & in Metropoli Moschoviae Magni Legationis Cancellarius, ad perpetuam memoriam & stabilitatem.

XXVIII. In hoc etiam inter nos conventum est: ut post nostrum ad utrumque Monarcham nostrum cum præsentis Pacis conclusione reditum, fidem Magni Legati, qui cum Confirmationis Literis utrinque ad supremos Monarchas nostros deputabuntur, habeant plenam Potestatem ad tractandum de conservanda utraque Ukraina, & Zaporovia & contiendendum rationum media mutui Subditi, tam contra Hanum Tartarorum, ejusque populos, quam contra Imperatorem Turcarum, si forte Ucrainenses Cossacos communibus Exercitibus ad suam obedientiam & subjectionem cogere deberent: sicuti & de aliis agendis, quæ ad omnimodam securitatem, fortunam utriusque Gentis & ad augmentum fraternæ inter S. Regiam & Czaream Majestatem charitatis pertinerent.

XXIX. Punctum verò, quod S. Reg. Majestatis Magni Legati Magnis Czarea Majestatis Legatis de numeranda aliqua convenienti Summa contentandæ Nobilitati, ex his Palatinibus, Districibus, & ex parte Ukraine quam in forem Czarea Majestatis concessimus, exultant, propositum: nimirum, ut dignaretur Czarea Majestas ex fraterna erga S. Reg. Majestatem charitate, ad alliciendo in constantem amicitiam utriusque Nationis populos ejus quantitatem determinare: in hunc modum à Magnis Legatis Czarea Majestatis nomine resolutum est: De hac satisfactione exulibus Nobilibus tam Regni Poloniae, quam M. Duc. Lithuaniae præstantibus, in prima Legatione, quæ cum Literis Confirmationis ad S. Reg. Majestatem infunderetur, futuram consentiam & mutuum consilium. Atque ita hoc negotium Czarea Majestatis in adventum differt Legatorum.

XXX. Quod si, juvantibus Superis, alterutri horum duorum Monarcharum placeat, causâ firmiter conservandi aut stabilendi hujus Induciarum Tractatus, alterum Monarcham per suos Legatos reddere certiorum, & de sua amicaliter propensione significare: id invicem postea alter Monarcha eidem præstare debet: atque hunc Induciarum Tractatum ambo Monarchæ suis Literis confirmare erunt obligati, ut ita omnia ad magis firmandam Pacem ordinentur.

XXXI. Ad extremum si aliquo insperato infortunio hunc Induciarum Tractatum, ratum & scripto confirmatum in aliqua horum Populorum Cancellaria contingat interire, aut ante traditionem ad Cancellariam amitti: tunc eadem firmitas hujus Tractatus in uno Dominio conservari, ad utrumque Monarcham, eorumque Populos pertinebit: & æqualiter utrumque ad conservandam præsentem Pacem obligabit.

Ut autem majori & solida securitati consulatur; hæc omnia, quæcunque à nobis S. Regiæ & Czarea Majestatis Magnis & cum plena Potestate Legatis & Commissariis facta, conventa, constituta & definita sunt; à Serenissimo & Magno Domino nostro Joanne Casimiro, Dei gratia Rege Poloniae & Suecie, Magno Duce Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Masoviae & ab omnibus S. Reg. Majestati subiectis Terris, & à tota Republica, tam Regno Poloniae, quam Magno Ducatu Lithuaniae, pariter à Magno Domino Czaro & Magno Duce Alexio Michajlowicz, totius Magnæ & Parvæ Albæ Russiae Autocratore & multorum Dominiorum ac Terrarum, Orientalium, Occidentalium, & Severienium Hærede, Successore Domino & Dominatore in omnibus Punctis observabuntur: & nunc conclusa, rata, & fixa erunt. Quem Tractatum & Cautionem nos S. R. Majestatis Magni & cum plena Potestate Legati & Commissarii manu nostra subscripsimus & Sigillis munivimus. Demum communi nostro Juramento utrinque stabilivimus, atque his Induciarum munimentis ac Cautionibus, cum Czarea Majestatis Magnis ac cum plena Potestate Legatis egimus. Scripta est hac Confirmatio in loco Conventus Derewna Andrusovia Anno à Nativitate Christi Domini 1667, mensis Januarii, die trigesima, à condito Mundo 7175.

ANNO
1667.

DU DROIT DES GENS.

ANNO
1667.

III.

14. Fev. *Accord tusschen syne Keurvorstelijke Doorluchtigheyt van CEULEN, ende Haer Ho. Mog. de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, raeckende de Stadt Rhynberck. Gedaen in s'Gravenhage, die 14. Febr. 1667. [AITZEMA, Saacken van Staat en van Oorlogh. Tom. XIII. pag. 723. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve aussi dans le Diarium Europ. in Append. Cont. XX. pag. 166. en Allem. dans LUNIG, Teutsches Reichs Archib. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. III. Absatz III. pag. 108. en Holland. & dans GASTELIUS de Statu publico Europæ Novissimo. pag. 407. en Allemand.]*

Ersttelijck, dat de Parochiale Kercke tot Rhynberck voornoemt, met de appendenten van die, sal gelaten worden aen haer Ho. Mog. gevende daer voor eens tot Recognitie drie duysent Rijksdaelders ofte seiven duysent vyf hondert Guldens Hollandts geldt, om in de selve Kercke den Gereformeerde Godts-dienst geoeffent te worden, gelijk tegenwoordigh geschiet, ende sal aen de Roomsgefinden vry staen haere Doden in de selve Kercke, ofte op 't Kerckhof, indien sy luyden daer eenige Graven souden mogen hebben, te begraven, de welke oock met geen meerdere onkosten van luyden, ofte andersints sullen bewaert ofte belast worden, als die van de Gereformeerde Religie werden gedaen.

De Capelle van Kampen, tegenwoordig geappropriert tot de wooninge van de Commandeur, sal tot ghebruyck van de tegenwoordigen Commandeur ghelaten worden, ende in 't toekomstende aen syne Successeurs, tot dat de Stadt den succederenden Commandeur, met een ander bequaem Huys ende Logement sal hebben voorlefen.

Dat aen den Roomsgefinden Pastoor sullen verblyven alle foodanige inkomsten, als hy sal konnen bewyzen tot de Pastorie aldaer te behooren, des sal den Gereformeerden Predicant het Pallorie-huys syn leven lang geduyrende gebruycken.

Gelijk den Abt van Kampen sal blyven ontlast van foodanige Subsidie, als hy tot noch toe aen de Gereformeerde Predicanten heeft betaelt.

Ende dewyle het Huys dat men seyt den Vicarius toe te komen, in het Jaer seshonderd ses en dertich door den Blissem verbrandt, ende naderhand op hare Ho. Mog. kosten weder van de grond af is opgetimmerd, so wert tot optie van sijn Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt geselt, het Huys te laten aen hare Ho. Mog. of wel de aengewende kosten te refunderen.

De Parochie Kercke van Issum, met de annexe Prebenden, gelaten werdende aen de Roomsgefinden Pastoor, sal het aen de Heeren van Issum, als oock de opgeteuten daer ontrent vry staen, op, by, ofte omtrent het Huys van Issum te maken, ende te gebruycken, een bequame plaetse tot exercitie van de Gereformeerde Religie, sulcx die selve tegenwoordigh in de voorschreve Kercke ghepleecht werdt.

De Electie van de Magistraet, Schepen ende Raden, sal geschieden volgens de Privilegien, Handvesten, Gewoonten, ende Usantien, daer van zijnde, en sal die geene de welke de Electie competeert, ende daer toe gequalificeert is, syne Stem vry gelaten werden, sonder dat yemant anders sich daer mede sal hebben te bemoeven, directelijck ofte indirectelijck; Soo nochtans, dat altydt de Magistraet, Schepenen ende Raed, sal bestaen half uyt Luyden van de voorsz. Gereformeerde Religie, ende half uyt de Roomsche gefinden.

Hare Ho. Mog. sullen geen belet doen aen syne Keur-Vorstelijke Doorluchtigheys Tol-bedienden, in het ontfangen van des sels Lands-Tol, sullende tot dien eynde de Tolberden by hare Ho. Mog. bedienden in het Ampt Rhynberck opgerecht, weghgenomen werden.

De Mark-Schipper op Wesel, Lucas Vonck, sal voor sijn leven in het bedienden van het voornoemde Ampt TOM. VII. PART. I.

III.

ANNO
1667.

Accord entre l'Electeur de Cologne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant Rhynberg. La Haye le 14. Fevrier 1667.

14. Fev;
LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
COLOGNE,

PRemierement que l'Eglise Paroissiale de Rhinberg, avec ses dependances sera laissée à leurs Hautes Puissances, donnans une seule fois, pour recognoissance la Somme de trois mil Risdaalers, ou sept mil cinq cens Livres de Monoye de Hollande, pour pouvoir exercer la Religion Reformée dans ladite Eglise, comme cela se fait à present, & il sera loisible aux Catholiques Romains d'enterrer leurs morts dans ladite Eglise, ou dans le Cimetiere, s'ils y ont des fosses, lesquels ne seront chargez de plus grands frais de sonnerie ou autrement que ceux de la Religion Reformée le sont.

La Chapelle de Campen appropriée présentement pour la demeure du Commandeur sera laissée à l'usage dudit Commandeur, & à l'avenir de ses Successeurs, jusques à ce que la Ville ait pourvû le Commandeur qui lui succedera d'une autre Maison ou Logement propre.

Qu'il sera laissé au Pasteur des Catholiques Romains tous & tels revenus qu'il prouvera appartenir à la Pastorie de ce Lieu, & le Ministre des Reformez jouira sa vie durant de la Maison Pastorale.

Semblablement l'Abbé de Campen demeurera déchargé du Subside qu'il a payé jusques icy aux Ministres des Reformez.

Et comme la Maison qu'on dit appartenir au Vicair a été embrasée en l'année mil six cens trente six par le tonnerre, & réedifiée depuis jusques au fondement aux depens de L. H. P. il est remis au choix de sa Serenité Electorale de laisser ladite Maison à leursd. H. P. ou de rembourser les depenses.

L'Eglise Paroissiale d'Issum avec les Prebendes y annexées étant laissée au Pasteur des Catholiques Rom. il sera libre au Seigneur d'Issum, comme aussi aux Habitans, de faire auprès ou es environs de la Maison d'Issum un lieu propre, & s'en servir pour l'exercice de la Religion Reformée, comme elle est exercée présentement dans ladite Eglise.

L'Electio des Magistrats, Eschevins & Conseillers se fera suivant les Privileges, Coutumes & Usances qui en sont, & celui à qui l'Electio apartiendra & qui sera qualifié pour cela donnera sa voix librement sans que personne s'en mêle directement ou indirectement. En sorte néanmoins que les Magistrats, Eschevins ou Conseillers seront choisis la moitié d'entre les Reformez & la moitié d'entre les Catholiques Romains.

Leurs H. P. ne donneront aucun empêchement aux Officiers de la Douane de sa Ser. El. dans la recette des Droits du Pais, & seront à cet effect les Bureaux établis par les Officiers de L. H. P. dans l'Officialité de Rhinberg.

Lucas Vonck Battelier du Batteau Marchand sera continué dans sa charge sa vie durant, & B la

ANNO
1667.

werden gecontinueert; Sullende naer syn overlyden, de dispositie daer van gelaten werden aen syne Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt.

Soo wanneer de Haven, de welcke syne Keur-Vorstellicke Doorluchtigheyt van meeninge is te maecten, sal zijn voltrocken, ende volcomen tot het ghebruyck gesplieckert, sullen de Schippers hare Ho. Mog. Onderdanen, het Havengelt gehouden zijn, nevens andere, soo wel syn Keur-Vorstellicke Doorluchtigheys Onderdanen, als andere, doch hooger niet, te betaelen.

Ende sal voortaan niemant sonder behoortick daer toe van syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ghequalificeert te zijn, in het Ampt van Rhijnberck mogen jagen, veel min de Boffchen aldair met hounen of anderlindts mogen beschaigen.

Eyndelick, verclaren haer Ho. Mog. niet te sullen gedoogen, dat door die van het Guarnisoen van Rhijnberck, ofte eenige andere, 't zy politick ofte Militaire Persoonen, van wat staet die zijn, Syne Keur-Vorstellicke Doorluchtigheyt enige indracht geschiede in des selfs Regalien, Hoeden, Jurisdicctien, Rechts ofte Gerechtigheden, Domeynen, Tollen, Goederen, Revenues, Boffchen, Wiltbanen, ofte oock syne Keur-Vorstellicke Doorluchtigheys Beampten ende Justiciaren in de executie van haere Ampten enige hindernisse aengedaen, veel min dat des selfs Onderdanen met eenige exactien, ofte extorsien souden gequelt worden.

Alle welcke Poincten aen den Commandeur van de Stadt Rhijnberck tot des selfs naerichtinge sullen werden bekent gemaect:

Gelijck oock dit alles mede wegens syne Keur-Vorstellicke Doorluchtigheyt sal werden bekent gemaect aen den Amptman . . . ende de Magistrat van de meergenoemde Stadt Rhijnberck, om insgelijcx te strecken tot haere naerichtinge.

Desse Poincten ende Articulen sullen niet prejudicieren, nochte oock derogeren aen de Capitulation, ende Conventien, die voor date deses, souden mogen syn oogericht, anders ofte verder, dan voor soo veel die selve hier mede uydruckelick souden mogen verandert zijn.

De voorsz. Poincten ende Articulen, hier vooren verhaelt, sullen ten wederlyden ter goeder trouwe ende onverbreckelick onderhouden worden, ende tot meerder vastigheyt van dien, syn hier van gemaect twee gelijcklydende Instrumeten, ende by de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter cenre, ende den voornoemen Agents van syne Keur-Vorstellicke Doorluchtigheyt ter andere zyde, met handt ende Zegel bevestight, ende sullen de Ratificatien daer op binnen den tijt van een maendt naer dato deses, ofte wel eerder, is doenlick, in besfendige ende behoortlicke forme werden uytwisselt. Aldus gedaen in 's Gravenhage den veertiensten February seftienhonderd seven en seftich.

(L.S.) J. Braeckel.	(L.S.) Jan van Nijl-
(L.S.) B. de Asperen.	myden.
(L.S.) Johan de Wit.	(L.S.) H. Gockinga.
(L.S.) M. van Crommon.	(L.S.) Henrick van
(L.S.) Johan van Reede.	Lochteren.
(L.S.) E. van Botsma.	(L.S.) J. van Borss-
	le van der Hooge.
	(L.S.) C. Burgh.

la disposition en sera laissée après sa mort à sa Ser. Elect.

ANNO
1667.

Quand les Ports que S. Ser. El. est dans le dessein de faire seront achevez & qu'on s'en pourra servir, les Bateliers Sujets de L. H. P. seront obligez de payer le Havengelt à sa Ser. El. comme les autres, mais pas davantage.

Et personne à l'avenir ne pourra chasser dans l'Officialité de Rhinberg, sans être convenablement à ce qualifié de S. Ser. El. & encore moins couper ou autrement endamager les Bois.

Enfin L. H. P. déclarent, qu'ils ne consentiront point que ceux de la Garnison de Rhinberg ou quelques autres, soit Politique ou Militaire, de quelque condition qu'ils soient, donnent aucune atteinte aux Regales, Prerogatives, Jurisdicctions, Droits, ou Justices, Domaines, Peages, Biens, Revenus, Bois, Parcs, de sa Ser. El. ni d'apporter aucun empeschemment à l'exécution des Charges de ses Officiers & Justiciers, & beaucoup moins que ses Sujets soient molestés par aucune exaction ou extorsion.

Tous lesquels Points seront notifiés au Commandeur de Rhinberck pour son instruction.

Comme aussi ils seront notifiés de la part de sa Ser. El. à l'Official . . . & Magistrat de la susdite Ville de Rhinberg, pour leur servir aussi d'instruction.

Les Points & Articles ne prejudicieront ni ne dérogeront aux Capitulations & Conventions qui peuvent avoir été faites avant la date des présentes, si non en tant qu'il pourroit y être changé quelque chose par cédites présentes.

Lesdits Points & Articles cy-dessus seront de part & d'autre inviolablement & de bonne foy observés, & pour plus grande fermeté de ce, en a été fait deux Instrumens de même teneur, & ont été signés & confirmés du Sceau des Deputés de leurs Hautes Puissances d'une part, & de l'Agent de sa Serenité Electorale, d'autre part, & en seront les Ratifications en bonne & due forme échangées dans le temps d'un mois ou plutôt si faire se peut. Ainsi fait à la Haye le quatorzième Février mil six cens soixante sept.

(L.S.) J. Brackel.	(L.S.) Jean d'Yssel-
(L.S.) B. d'Asperen.	myden.
(L.S.) Jean de Wit.	(L.S.) H. Gockinga.
(L.S.) M. de Crommon.	(L.S.) Henri de
(L.S.) Jean de Reede.	Lochteren.
(L.S.) E. de Botsma.	(L.S.) J. de Borsele
	van der Hooge.
	(L.S.) C. Burgh.

IV.

7. Fevr
MAYENCE
ET PALA-
TIN.

Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suède dans le Différent entre l'Electeur de MAYENCE & ses Alliez d'une part, & l'Electeur PALATIN d'autre, au sujet de divers Droits & prétentions. A Heilbron, le 17. Février, 1667. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 323, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. Absatz I. pag. 424. en Latin & en Allemand; dans LONDORPPI

(1) *Aha Publica* Tom. IX. pag. 480. en Latin; & dans *GASTELIUS de Statu publico Europae noviss.* Cap. IX. pag. 447.]

Poſquam Sereniffimi ac Potentiſſimi Reges, utpote in controverſis circa Wildfangiatum, Conductum & Telonia, indeque dependia Jura, inter Eminentiſſimos Principes, Joannem Philippum Moguntinum, tanquam Episcopum Heribipolenſem, & Wormatiensem, Carolum Casparum, Trevirensem, Maximilianum

(1) La Copie de *Londorpius* diffère assez des autres dans les termes, quoi qu'elle ne s'en éloigne pas dans le sens. Il semble que ce ne soit qu'une Traduction de quelque autre Traduction. Celle-ci est tirée du *Theatrum Pacis*. La même Pièce se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum*, Tom. X. pag. 454. [D U 36.]

ANNO
1667.

num Henricum, Colonienfem, Archi-Epifcopos Sacri Romani Imperii per Germaniam, Galliam, Regnum Arelatenfe, & Italiam, Archi-Cancellarios & Electores, Sereniffimum Carolum, Lotharingæ Ducem, & Barri Marchionem, ut & Reverendifsimos Principes, Lotharium Fridericum & Francifcum Egonem, Spirenfem & Argentinenfem Epifcopos, fimiliter Comites Rheingravios, & Immediatam Sacri Romani Imperii Nobilitatem in Tractu Rheni, Suevæ, Franconia, & appertinentibus locis, ex una; Tum Sereniffimum Principem, Dominum Carolum Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thefaurarium & Electorem, ex altera parte, nunc per aliquot annos durantibus controverfis electi ac recepti Arbitri, vigore delati, receptique Arbitrii, fuos propterea delegatos & fpecialibus Mandatis inftructos Miniftros & Confiliarios, Honoratum Courtin, Sereniffimi ac Potentiffimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Galliarum & Navarra Regis Chriftiffimiffimi ac fecretoribus Confiliis, nec non Libellorum fupplicum Magiftrum, per Circulos Superiores & Inferiores Rheni Legatum Extraordinarium; Davidem Mevium, Sereniffimi ac Potentiffimi Principis ac Domini, Domini Caroli XI. Sueviæ, Gothorum & Vandalorum Regis ac Confiliis fecretoribus, & Supremi Tribunalis quod Wismariæ eft Vice-Prefidem, ut & Martinum Bockel, eufdem Regia Majeltatis Confiliarium Auficum, tanquam ad hanc caufam Legatos Extraordinarios, Heilbronniæ (qui locus ad hosce Tractatus aptiffimus vilus fuit) miferant, coram quibus etiam deinde vi Compromiffi, die 1. (XL) Novembris, Anno MDCCLXVI. ab utrifque controvertentium Partium Plenipotentiariis fubfcripti & fubfignati, poftea quoque ac Principalibus ipsis ratificati, intra præfixos in eodem Compromiffio terminos, gratiffima, exceptiones, Replice, una cum adiunctis Documentis Literariis exhibita, Documenta hinc inde bonâ fide, partim recognita, partim pro recognitis acceptata fuerunt, tandemque Partes concluserant, atque Proceffus ad Laudi promulgationem ufque deductus fuiffet, perpenfis deinde eâ quâ decet diligentia Actis, ponderatis caufarum circumftantiis & momentis, de prædictis controverfiis, vi compromiffiorialis hujus Laudi, arbitrantur & pronuntiant.

Primo quoad Wildfangium. Quod omnes Perfonæ peregrinae, vires & feminae, persequentem corpus suum suorum Dominum non habentes, nemine excepto, tanquam Wildfangii, si quando in Palatinatu non solum, sed etiam in adjacentibus Episcopatibus, Dominiis, Oppidis, Pagis, & Ditionibus, de quibus præfens controverfia vertebatur, Domitium constituerint, Domus Electoralis Palatinae, juxta tenorem Privilegii, & in eo memoratum antiquiorem consuetudinem facti sunt, & in posterum fient, & quod sub hoc indefinito nomine peregrinorum, non tantum ii peregrini, qui planè extra Germaniam exiftunt, sed omnes adventitii homines, undecunque venerint, qui in Ditione illa, ad quam veniunt, indigene non sunt, secundum proprietatem vocis (Peregrini) prout illa respectu Ditionum accipitur, & ex usu anteriorum temporum comprehenduntur, & ad illos verò extendi non possit, qui, cum jam ante alicujus Episcopatus, vel Ditionis Subditi, & liberi homines sunt, ab uno loco ad alium, aut ex Opido vel Pago quopiam ad alium Pagum ejusdem Ditionis migrare, & Domitium suum mutare voluerint; nec etiam ad illa loca, in quibus fpecialim Wildfangians ab Imperatoribus Romanis aliis concessus est, præfentem in Comitibus Wildt- & Rheingravium, Danti & Kührburgi, nec minus Steini, usque dum antiquus Planus & usus ejusdem hoc illorum Privilegio, illic locorum planum reddetur.

Quoad Jus in ejusmodi proprios homines & Wildfangios exercendum, quod discrimen fieri debeat inter Jura personalia, quæ ipsi personæ seu corpori adherent, atque Territorialia Jura, quæ à Superioritate & Jure Territoriali derivantur; ut illa una cum mancipatione (Electorum Palatino) vi Privilegii competant, at quod juxta antiquiora Jura & Consuetudines proprios homines concurrentia, fit de iis statuendum. Proindeque facultas illiusmodi homines adventitios, & ex his descendentes, in numerum propriorum hominum recipiendi & continentendi censum corporalis, in pecunia vel gallingis, opera præstari solita, sic tamen ut opera illa tolerabiles sint, & debitis Subditorum præstationibus non officiant, census de defunctis, Mortuarium dictus, pecunia pro introitu, census pro receptione, redemptio

TOM. VII. PART. I.

à proprietate hominibus, Jus succedendi in bona vacantia, Jus Devastationis, nisi Dominus Territorii id fpeciali ex Privilegio vel ex usu acquisiverit, Homagium & Juramentum Fidelitatis & Obedientia (sive præjudicio tamen Homagii illius, quod Domino Territoriali debetur,) Constitutio Officialium, vulgò *Ausfante* dictorum, qui ista observent & exigant, Jus mandandi & vetandi, in quantum hoc illorum debita officia, servitia & quicquid eos præstare convenit, juxta consuetudinem, quâ hæcenus in fingulis locis id exercitum fuit, Palatinis Comitibus relinquuntur. Cætera verò Territorialia Jura, quorum Dominus Fœderati in Libello mentionem faciunt, non solum ea, quæ Sereniffimus Elector Palatinus sibi Jure Wildfangians attribuisse diffinitur, nempe Collectæ, Censûs, Gabellæ, pecunia pro itinerantibus Principibus Junioribus, & educatione Filiarum Principum, Citationes, Evocationes, Cognitiones, Executiones, Appellationes in Ecclesiasticis & Secularibus, Criminalibus pariterque Civilibus, realibus nec non personalibus Causis, Confirmationes Contractuum, Transactionum, Testamentorum, Pactorum fponfialiorum & Matrimonialium, dispositiones Hereditatum, Jus Venandi feras majores minoresque, Forestale, Piscandive; Hospitatura, Albergaria tunc quoad personas quàm quoad canes equosque, melioramenta, Advocatû Ecclesiasticæ, affilio & publicatio Palatinorum Edictorum, Mandatorum, Receptorum, Juliorum, Citationum, Jus Metarum & hospitium Militum, ut & expense bellicæ, præstatio currum & equorum pro impedimentis militaribus, Judorum receptio, estimatio bonorum, finium & limitum descriptio, pariterque alia hujusmodi Jura, quæ adhuc præceduntur, veluti præter fervitia personalia, Jus Angarium, finieris & fequelæ, armorum distributio, Introitu Militum, Jus ordinatæ & extraordinariæ collectandæ, & alii Tutores, earumque rationes examinandi, Invenaria (extra casum bonorum vacantium) conficiendi, juxta tenorem Privilegii Wildfangiarum concernentis in Territoriis Confœderatorum eadem haud compertur, sic ut in posterum sub hoc titulo ea exercere abintest; Exceptis tamen iis locis, in quibus per Transactiones tale quid concessum est, sicuti quoad præfentia hæc Jura eorumque exercitum id observetur, quod Transactiones & Pacta Conventa inter Sereniffimos Comites Palatinos Electores, & Reverendissimum Episcopum Spirensem, diversis temporibus, nempe Anno MCCCCXC1. & Anno MDXX. inita continent, similiter quoque inter altememoratum Domum Palatinam & Comitem Falckensteinium Conventa, anno MDXXXVII. vigorem suum obtineant & serventur; Sic tamen ut in casu apertè Feudi & consolidationis Domini utilis cum directo, (restituti antea omnibus in Pagis & Locis, ad dictum Feudum pervenientis, eum in statum, in quo tempore Inveftitura ipsis Comitibus Falckensteinis facta erat) Dominus Feudi Transactione illa nullatenus nocere aut præjudicare possit; Eodem modo in Pagis Greichovia quoque Centena obnoxiiis Pagis cum Nobilitate, ratione collectationis propriorum hominum Palatinorum Transactiones inter illos tantum observentur, nec ulterius extenduntur. Quicquid autem in Actis de aliis Conventionibus, nominatimque cum quibusdam Nobilibus, allegatur, quandoquidem ea producta non fuerint, id in medio relinquatur.

Præterea etfi Sereniffimus Comes Palatinus Elector ex certo quodam Jure Superioritatis Territorialis sibi plura arroget, attamen quoad hæc nihil ei attribui possit, priusquam fpecialim ea in Locis vel Pagis exercita fuiffe demonstretur; Quod ad præfens Compromiffum non pertinet, sed ordinario Judio reservetur, e i etiam præfentem Jus Territoriale in Pago *Muchenloch*, ut & quod de quibusdam Nobilibus locis asseritur, relictum esto.

Omnia verò Jura, quæ prædicto modo Serenissimo Electori Palatino ex causâ Wildfangians competent, æquitate ipsa id postulant, sic conserventur & exerceantur, ut Dominorum Territorialium sua Superioritas, Regalia, Jurisdicção, & cætera Territorialia Jura in Ditiones & Subditos, quæ per Invefturas & Privilegia Cæsarum acquisiverit, vel longius usu obtinere, in cæteris illafsa sint, nec impediuntur, aut perturbentur.

Propterea cum his pugnantes evocationes, interdictiones, prædictio, præscriptio formularum Homagii Provincialis, ut & Mandatorum vel Interdictorum Domini Territorialis, Religionis & Jurisdiccionis interpellatio, intermittentur. Et si in posterum controverfia eandem

B 2

ANNO
1667.

ANNO
1667.

existent, esse non vi, sed amicabiliter vel Jure fopientur: e contrario Serenissimus Elector Palatinus ejusque Officiales circa Mandata & exactionem ejus, quod Electori Palatino tanquam hominum propriorum Domino debetur, nulla remora injiciunt. Et si Jurisdictionis Territorialis auxilio ad executionem eorum opus fuerit, id ad instantiam, à cujusvis loci Sculteto promptè, eo verò denegato, aut ad octiduum à tempore Requisitionis protracto, ipsismet permiffum esto exequi.

Et cum deprehendatur ea, quæ nunc in controversiam deducta sunt, non adeo ex Juribus, eorumque competente exercitio, quam ex Officialium excessibus provenisse, & quod Pacis & bonæ vicinitatis gratiâ expedit non parum: ut in posterum it in- & cohibeantur ipsi. Ideo conducere visum fuit, ut ad evitandam personalium & Territorialium Jurium collisionem & præventas ob eam metuendas difficultates & contentiones tam ratione officii, quam quoad modum in exercitatione eorum Jurium servandam, & Instructiones huic Laudo convenientes concipiuntur, & has nunquam, sine conligna pena transgredi fas sit.

Quoad secundum Compromiffi Articulum Jus conducendi, & quæ de eo dependunt, concernentem, Juri congruit, ut Transactiones & Conventiones desuper initæ, inter utrasque Partes inprimis juxta ipsarum tenorem, fervarentur. Quandoquidem verò vi Conventionis, Præfectura Lauja, quæ Episcopatus Herbipolenfium cum omnibus Juribus, cum iis & Jus quoque conducendi, quemadmodum ea Ludovico ab Hutten vendita erat, cessâ fuit, & nil quicquam ex eo reservabatur, propterea illud jam dicto Episcopatu sine impedimento relinquere imperturbatum, nec Electori Palatino integrum sit, sibi ratione ejusdem quicquam arrogare.

Similiter ea quæ inter Serenissimos Electores & Reverendissimos Episcopos Spirenfes, diversis vicibus de Jure conducendi transacta sunt, oblinebant, & fervent, & ea, quæ contra illa facta sunt, emendantur. Inter quæ etiam, quæ Edickhovenfis Recessus deservit, in usu maneat, & valeant: quod si verò nihilominus Reverendissimus Episcopus putaverit, sibi non obstante Antecessorum suorum factâ approbatione, ab hoc recedere, Jus fasque esse, sibi juxta Leges & Consuetudines in locis competentibus id planum faciendi, ut tamen dictus Recessus, prout in aliis punctis, ita quoque, in specie quantum Salvum Conductum & aperturam Deidesheimensem concernit, usque ad aliam Judicalem decisionem, porro observetur. Et reliquent ipsi etiam Jus conducendi, quod per Privilegia & Investitura obtinuit, & hæcenus exercuit. Cætera quod attinet, quibus in Conventionibus certus modus haud præscriptus aut definitus, & à Dominis Confederatis gravaminis loco prolatus est, & in controversiam deductum fuit, Juri atque Consuetudinibus Imperii convenientes censentur.

Primo, ut Serenissimus Elector Palatinus in Ditionibus Confederatorum Jure conducendi non alteretur, quam in transitu Principum, aut simili aliarum dignitate illustrium Personarum, Copiarum equestrium vel pedestrium, Mercatorum ad solemnes Nundinas proficiscentium, aut etiam Jædæorum, Zingarorum & similiarum personarum, quibus juxta Leges & Consuetudines absque conductu securitas non competit.

Secundo, ut non exigatur aut exerceatur Jus conducendi, quando Domini Territoriorum & Viarum ipsarum, nec non ipsorum Officiales, Milites & Subditi per eas vias commeant: sed innoxio & Constitutionibus Imperii congruenti, libero & non impedito transitu in Ditionibus suis utentur, quemadmodum & Electores Palatini, eorum Ministri, Milites & Subditi vicissim eadem libertate sine conductu alio, simili modo gaudeant.

Tertio, Processiones Religiosæ liberæ, & conductui nulli adstrictæ sunt.

Quarto, ut non in aliis quam Viis Regiis conducendi Jus exerceatur: Cum autem nondum omnino in paratulo sit, quæ pro talibus habenda erunt, interim verò tam æquitate, quam tranquillitati atque concordia non parum conferret, si illæ denominentur & deferbantur exacte, ut & terminis à quo, per quas Ditiones, & quo usque Salvus Conductus fieri exerat, designentur. Ipsa necessitas postulat, ut ab utraque parte tales peritocorum nominentur, à quibus designatio Viarum, quæ pro publicis hæcenus habite vel in futurum habenda sunt, exeat, secundum quam in posterum Palatini Jus illud exerceant, eâ tamen lege, ut Do-

mini Territoriales coadunatis viribus sedulo curent, Anno
1667. aut denum deficiant, si aliâ viâ incedere necessitas exigit.

Quinto, ut Jus conducendi intra ea se continueat, quæ eidem in alienis Ditionibus per Leges & Consuetudines Imperii, præsertim sui illorum, conveniunt: si quando autem ex Privilegiis appareat ad securitatem & custodiam viarum Jus conducendi Electoratu Palatino concessum esse, virtute ejusdem competet eidem infimul ad id commodiâs exercendum, inspecto viarum & exploratio securitatis earundem, constituto & sustentato Equitum Conductorum, indagatio & persecutio Latronum, Prædonum & similiarum hominum, per quos Via publice infestantur, (das Recht des Aufstreifens / ut vocant,) talium qui in ejusmodi Viis inventurum abductio & panisio, ut tamen quicquid eo nomine fit intra terminos Viæ Regalis consistat, & ut ab iis custodia Viarum præpositi non deficiant, multo minus vicinis Provincialibus molesti vel prægraves sint, sed suis sumptibus sine horum damno & onere, illa omnia expendant. Quod si in persecutione facinorosi à publica Via ad vicinas vel alia loca adiacentium Territoriorum profugerint, persecutoribus quidem permiffum sit, eos protequi, & etiam in fuga sistere & apprehendere, non verò abducere, quin potius iis, in quorum locis capiuntur, extradendi erunt, ut ab iis puniantur.

Sexto, ut Animadversio in delinquentes & eorum pena tam quoad illos, qui conducuntur, & qui in eorum comitata sunt, quam Equitum conductum ipsos, penes Serenissimum Electorem fit: quicquid autem aliis Jurisdictionis seu Civilis seu Criminalis erit, ex titulo Salvi Conductus non competit, sed ad hos pertinebit, quorum vel Jus Via publice, vel huic adiacens Territorium est, quibus & in via delinquentium panisio, ut & cadaverum sublatio, sine impedimento, relinquatur, & oportet, ut Literis Investiturarum & Privilegiorum, per quæ illud obtentum, quoad id infestetur, hisque non existentibus, consuetudo & possessio, quæ hæcenus viguit, observabatur, donec super ea aliquid plenus in Foro competente deductum & Sententiâ definitum erit.

Septimo, ut, quando captivi ob crimen ab ipsis commissum ad carceres, vel damni ad locum supplicii ex una Præfectura in aliam, vel ex uno Pago in alium per Viam publicam deducuntur, conductus opus non esto, sed quibus Jus Via publice aut ratione vicinitatis ejusdem liber usus competit, cum velint, illud deducere eos, liberum relinquatur.

Tertium Compromiffi Caput, nempe Telonia quod attinet, æquitas postulat, ut quæ antea eorum gratiâ conventa fuerunt, in posterum quoque observentur, proinde ex usu sit & firmiter teneantur, quæ inter Serenissimum Electorem Palatinum & Reverendissimum Episcopum Spirensem in Anno MDXXI. ut & inter illum, & Comitum Falkensteinium Anno MDXXX. desuper transacta sunt, ut nihilominus quoad hæc etiam Dominio Feudi in Comitatu Falkensteinensi, ratione Feudali Bonorum in casum caducitatis Feudi, Jus suum, quod tempore Investituræ ipsi competiit, reservatum sit.

Porro incumbit quoque Serenissimo Electori Palatino, vi tenoris Tractatum cum Reverendissimo Episcopo Wormatiensi, Anno MCCCCLXXXV. initiorum, ratione Telonii in Heimbach, vias, sine onere Subditorum, nisi ab antiquo inde ita observatum fuerit, quod Subditi operas ad hoc præstare debeant, rescire, bonaque & res Episcopales, hand verò perinde Subditos & Merces in Præfectura existentes & quæ in illam asportantur vel exinde exportantur, cum vel maxime de iis Pacta expressam mentionem non faciunt, immunes dimittere. Si verò à parte Episcopatus Jus hoc ab alio capite porro pretendatur, desuper in Judicio ordinario contendere ipsi integrum sit: ut tamen interim præsens possessio continuetur, & eo usque non inhibeatur, ut ille cippus Telonarius erectus habeatur.

Ratione partitionis Telonii in *Ladenberg*, *Lampertheim*, *Hofheim*, *Weinheim*, *Dirpsheim*, sicut & in *Landeck*, quandoquidem Conventiones de communione ejusdem nullam mentionem nomine illorum præterdunt, & hæcenus perceptum est, porro oblinebit, donec à Parte adversa evincatur, quod tempore translationis Domini Telonia in iis locis communia, & translationem in Electoratum Palatinum non aliter factam

ANNO factam fuisse, vel quod temporibus his durantibus, in quibus Juri Vestigialia exigendi præscribitur, injuste percepta fuerint, de quo ordinarius Judicium cognoscat.

1667.

Querelas de introductis novis Vestigialibus quod attinet, cum Partes in merè contradictoriis versentur, atque una quoddam nova, altera verò quoddam antiqua & longissima inde temporibus introducta sit, firmiter asserat, reperiri tamen hucusque hujusmodi talis non potuit probatio, ex qua liquidò & verè appareret, illa in tantum contra Leges Imperii noviter introducta esse, ut statim abrogari debeant, sed quod ulteriori inquisitione, probatione, & discussione opus habeant, antequam imprimis in re tanti momenti certi aliquid statueretur. Quandoquidem autem in Capitulatione Casarea quoad nova Vestigialia, & ratione illorum existentium gravaminum, procedendi & judicandi modus præscriptus est, oportet ut propterea omnia in statu, in quo hæcenus fuerunt, relinquuntur, & contra varias ulteriori inquisitioni & determinationi eò remittantur, cui similiter querela de Teloniis Subsidiiis (*Wehr-Zoll*) jungetur. Ut nihilominus interim hæc declaratio locum habeat, tanquam appendix Vestigialium, quod per hæc Vestigialia quantitas quas in consueto Telonii loco solvenda est, nequaquam multiplicetur, aut onus ejusdem ullo modo augeatur, nec in posterum talia sine præfatis & voluntate Dominorum Territorialium introducantur, sed solummodo quando his opus fuerit, cum illorum voluntate secundum Privilegium Casarum ad hæc procedatur. Quod si etiam Territoriorum Domini avari & peregrinantium defraudationes tales cautiones interponere vellent & possent, ut Telonium, quod alibi solvitur, per has factum rectumque maneat, eo eas merito ab onere Teloniorum subsidium liberabuntur, cum vel maxime hoc modo finis erectionis eorumdem è medio tollatur. Ubi & usque quod Electoratus Palatinus Vestigialium possessionem retinet, eidem liberum esto, Cippos Telonarios tanquam eorum signa in locis his, in quibus Telonia exiguntur, in aliis verò locis eo nomine minime, erigere.

Telonarii quotquot illorum Serenissimo Electori Palatino in Ditionibus Dominorum Confederatorum in Vestigialibus exigendis operas suas præstant, ratione officii merito à Jurisdictione, ut & ab oneribus personalibus, exemptionem suam retineant, de cætero verò, ubi Domicilium suum collocaverint, Domino Territorii Homagium consuetum ratione casuarum, actionum & delictorum, quæ officium illorum non concernunt, præstent, & ad instar aliorum Incolarum eorum Forum sortiantur, nec non realia & mixta onera subeant. Telonium in alterius ejusdem Territorio sic exigeretur, ut præter illud alia Jurisdictio sibi non arrogetur, & quoddam extra locum, in quo ordinariè Vestigial penditur, vi haud invadatur, sed si contingit, ut ab aliquo Subdito aut Peregrino fraus committatur, eum in flagranti delicto persequi, sistere & solvendum ab eo solutionem exigere permittitur sit, cum tamen, si non solverit, inventum non abducatur, sed vel tunc vel postea illum coram Judice loci de defraudatione convenire, & ejus Judiciale auxilium implorent. Id quod sine mora intra octiduum tam ratione Teloniarum, quam præmissa defraudationis, impediatur, aut si diutius protrahatur, delinquentem ut & Bona sua, si ad locum Vestigialis revertentur, si quando sub Jurisdictione Palatina deprehenderentur, arrestare, detinere, & coercere in potestate illorum situm esto.

Quantum immunitatem à Teloniis attinet, censetur, quod omnia, quæ Episcopi & Clerici, ut & Rheingravii, nec non immediata Imperii Nobilitas ex Proventibus, redditibus & fructibus suorum Dominiorum percipiunt, si ea usus sui & consumptionis gratia in loca ubi degunt, devehant, exempta sint, ut tamen cura adhibeatur, ne vestigialibus fraus fiat.

De cætero, autem, ut exemplo ipsis, secundum ipsorum Privilegia, sic restituatur & relinquatur, quatenus vel notorium vel probabile est, olim ea per longum usum gavissimè fuisse, quod tamen, cum ex Actis nihil certi de eo appareat, hæc vice determinari non potuit, præterquam quod id, quod ratione exemptionis Nobilium in allegata Confederatione Dominorum Electorum Rhenensium definitum reperitur, inviolabiliter servandum fore videatur.

Quicquid priori observatione, ut & secundum mentem vel usum Privilegiorum incertum & controversum, speciatim etiam id quod cum Episcopatu Spirensi, in causa Mandati, in Aula Casarea sub lite pender, decisioni Judiciali in loco competente relictum esto.

Quoad Vestigial Udenhelmsen, quod Reverendissimus Episcopus Spirensis vi Privilegii & Decreti Casarei, cum concessione, illud, quo velit, erigere, obtinuit, ut id ad alia loca transferat, non impediat, sed in ejusdem libero arbitrio sine interurbatione ullà sit, illud in Territorio, ubicunque ipsi placebit, erigere, consequenter eidem loca certa præfigere, dummodo exactio non multiplicetur, sed semel tantum juxta tenorem Privilegii fiat.

Quamvis præter hæc in superiori Laudo determinata, alia plura gravamina & inconvenientia in Libello atque Actis fuerint prolata, attamen cum ad Compromissum, quod tribus memoratis Capitibus, eorumque dependentiis adstrictum, ea non pertineant, idcirco nihil de iis statui potuit, sed Foro competenti relicta sunt.

Præsens hoc Laudum S.S.R.R. Majestatum nomine & ex Mandato Earundem Regii ad hæc causam missi Legati Extraordinarii & Ablegati, prout in Compromisso concordatum & conventum fuit, manibus & Sigillis nostris subscripsimus & subsignavimus. Adum Heilbronnæ XVII. (Novi.) & VII. Februarii Styli Veteris Anno MDCLXVII.

(L.S.) HONORATUS COURTIN, *Regis Christianissimi Legatus Extraordinarius.*

(L.S.) DAVID MEVIUS, *S. Reg. Maj. Suecic Ablegatus Extraord.*

(L.S.) MARTINUS BOECKEL, *Sac. Reg. Maj. Suecic Ablegatus Extraord.*

V.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & l'Electeur de MAYENCE, fait à Wirtzburg le 28. Février 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

28. Fevr.

FRANCE

17

MAYENCE.

LE ROI Tres-Christien aiant témoigné jusques ici dans toutes les occasions qui s'en sont présentées, combien il avoit à cœur l'exacte observation du Traité de Munster & le repos de l'Empire, & voulant aller au devant de tout ce qui pourroit altérer l'un & l'autre, s'il arrivoit quelque rupture entre les Couronnes de France, & d'Espagne, Sa Majesté a jugé à propos de s'informer d'aucuns des Electeurs & Princes du Rhin ses Alliez, quelle resolution ils prendroient de prendre en cas d'une pareille rupture, & si on venoit à leur demander des quartiers ou des passages dans leurs Etats, contraires aux Constitutions de l'Empire & à l'instrument de la Paix, afin qu'elle pût prendre des mesures certaines pour le bien & la sûreté de ses affaires.

Monsieur l'Electeur de Mayence a fait entendre à Sa dite Majesté qu'étant persuadé que le maintien dudit Traité de Munster en toutes ses Parties, estoit le véritable moyen de conserver le repos & la tranquillité dont sa Patrie jouissoit depuis la conclusion, il vouloit non-seulement l'observer ponctuellement de son côté, mais s'opposer de tout son pouvoir à ceux qui voudroient y contrevenir, de quelque manière & sous quelque pretexte que ce pût estre; que quelques différens qui pussent arriver entre les Couronnes de France & d'Espagne, son intention estoit de demeurer neutre, & de faire effort que l'Empire ne se meslat point des Guerres Etrangères: que pour cet effet il estoit sur le point de convenir avec quelques autres Electeurs & Princes déjà ses Confédérés, par l'Alliance du Rhin, d'une nouvelle déclaration pour une plus étroite observation de la même Alliance, en vertu de laquelle ils veulent empêcher dans leurs Etats toutes sortes de levées, de quartiers & de passages contraires aux Constitutions de l'Empire, afin que par ce moyen ils pussent non-seulement se conserver dans une parfaite Neutralité, & détourner de leurs Etats les maux qu'ils pourroient attirer en favorisant les uns ou les autres des Princes leurs voisins qui seroient en Guerre, mais encore se mettre par cette Neutralité en état eux mesmes de pouvoir estre Mediateurs de leurs différens.

Sa dite Majesté après avoir meurement considéré la fin que se proposent ledit Sieur Electeur, & les autres Electeurs & Princes dans cette plus étroite Alliance qu'ils prétendent contracter ensemble, n'a pu s'empêcher de louer leur sage conduite, & le zèle qu'ils témoignent pour le bien de leur Patrie; & quoi qu'elle ait jugé qu'il pourroit se présenter diverses occasions, où cette pensée & resolution dudit Sieur Electeur & des

B 3

autres

ANNO 1667. autres Princes, de ne permettre aucunes levées de Gens de Guerre dans leurs Etats, comme étant contraire à ce qui est porté par l'Alliance du Rhin, seroit de grand préjudice aux affaires de Sa Majesté; néanmoins comme elle a toujours eu autant à cœur les Intérêts des Princes ses Amis & Alliez que les siens propres, & que d'ailleurs elle trouve cette Union non moins utile & avantageuse au reste de la Chrétienté qu'à leur Patrie, Sa Majesté a pris aussi de sa part la résolution, non seulement d'y concourir & de s'y conformer, mais encore de s'unir pour la même fin avec ledit Sieur Electeur, qui a agréé d'autant plus volontiers l'honneur qu'il plaît au Roi vouloir lui faire; qu'il a sçu que quoi qu'il pût arriver des Guerres qui pourroient se faire entre la France & l'Espagne, à l'occasion du Cercle de Bourgogne, lequel doit en vertu du Traité de Munster demeurer Membre de l'Empire, Sa Majesté Tres-Christienne declare, que son intention est que l'Empire n'en receive aucune diminution, préjudice ni dommage, & que toutes choses, sans y rien innover ni alterer, demeurent en la disposition où elles ont été mises par l'Instrument de la Paix.

Surquoi le Sieur Abbé de Gravel, muni d'un plein Pouvoir de Sa Majesté, aiant eu plusieurs Conférences avec Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, ils font enfin convenus du présent Acte aux conditions qui ensuivent.

I. Que l'Alliance du Rhin au terme de son expiration, sera prorogée encore pour trois années consécutives, avec les mêmes Princes qui la composent aujourd'hui & qui y voudront demeurer, si non avec les autres & aux mêmes conditions des Instrumens precedens.

II. Sa Majesté promet & s'engage audit Sieur Electeur, & aux autres Princes, de ne leur demander à l'avenir aucunes levées, quartiers ni passages pour ses Troupes dans leurs Etats, à moins qu'elle ne se trouve obligée de le faire pour protéger & assister quel'un d'entr'eux, en conformité de ladite Alliance du Rhin.

III. Ledit Sieur Electeur s'engage réciproquement & promet à Sadite Majesté, de n'accorder aucunes levées, quartiers ni passages de Troupes dans ses Etats & Pais, sous quelque prétexte que ce puisse être, à aucun Potentat ou Prince, de quelque dignité qu'il puisse être, soit de l'Empire ou Etranger, à moins que lesdits passages se fassent exactement selon les Constitutions dudit Empire, & pour servir & assister quel'un de leurs Alliez compris dans ladite Confédération du Rhin.

IV. Afin d'être toujours en état d'effectuer, autant qu'il dépendra d'un chacun desdits Alliez, la résolution qu'on a prise de s'opposer ausdits quartiers, levées, & autres violences qui pourroient leur être faites, ledit Sieur Electeur mettra en vertu de cette nouvelle Alliance de bonnes Troupes sur pied, lesquelles ne pourront être moindres en tout tems de deux mille fantassins & de trois cens Chevaux que Son Altesse Electorale promet & s'engage d'entretenir en bon état durant trois années, qui commenceront du jour que lui & les autres Princes auront conclu ensemble le Traité de leur Union, pour ne permettre aucun passage sur le Rhin.

V. En cas que quelque Potentat ou Prince voulut prendre lesdits passages par force, & que ledit Electeur ne se trouvât pas assez fort avec quelques autres Princes Alliez pour l'en empêcher, Sa Majesté s'engage aussi & s'oblige de joindre de ses Troupes à celles dudit Sieur Electeur & des autres Princes, en nombre suffisant pour les soutenir & s'opposer conjointement ausdits passages, & d'entretenir à ses frais & dépens lesdites Troupes, aussi long-tems qu'elles séjourneront dans les Etats de son Altesse Electorale & desdits Princes Alliez.

VI. Le présent Traité sera obligatoire de part & d'autre jusqu'à la fin de l'année 1670. qui sera le terme de sa durée, après quoi il sera permis à un chacun des Alliez, ou de le renouveler, ou de s'en retirer tout à fait.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus énoncés, ont été ainsi convenus & accordés de part & d'autre, entre Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, & le Sieur Abbé de Gravel au nom du Roi, qui a promis d'en fournir dans un mois la Ratification de Sa Majesté Tres-Christienne à Son Altesse Electorale, qui s'engage aussi de donner au même tems une Déclaration qui confirme la signature qu'elle aura faite des mé-

mes Points & Articles avec ledit Sieur Abbé. En foi de quoi ils ont signé le preient Traité de leurs propres mains, & à celui fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Wirtzburg le 28. jour de Fevrier 1667. Ainsi Signé, JEAN PHILIPPES, Electeur. L'ABBE DE GRAVEL.

VI.

Acceptatio FERDINANDI CAROLI Ducis 28. Febr.

Mantua Bonorum quorundam ab Imperatore LEOPOLDO ad Dies vite ipsi & Matri sue concessorum; cum, ea de causa, Remissione 58500 Florenorum, quos Camera Oenipontana predictae Dominae Matri ejus, vi delegate Dotis, debebat.

Datum Mantuae die ultima Februarii 1667.

[Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Fasc. 43.]

NOS FERD. CAROLUS, Dei gratia, Dux Mantuae, & Montiserrati, &c. Hisce notum facimus, Postquam Sacra Caesarea Majestas Leopoldus &c. ad nostram, & dilectissimam Dominae Matris nostrae Clarae Isabellae, natae Archiducissae Austriae &c. instantiam clementissimè concessit, ut nos illis Bonis stabilibus, & mobilibus, quae laudatissima Sua Majestas velut Haeres & Successor Universalis defunctae Serenissimae Annae Archiducissae Austriae, natae Principissae Hetruriae, in Territorio Ducatus nostri Mantuani, Titulo locationis mentionatae nostrae Dominae Matri concessit, post obitum dictae Dominae Matris nostrae, toto vite nostrae tempore uti, frui possimus, quod nos non solum submissio & grato animo, omne debitum obsequium & devotionem Augustissimae Imperatori spondentes, hanc Concessionem acceptemus, & remissionem, quam memorata Domina Mater nostra, pro Capitali Florenorum quinquaginta octo millium, & quingentorum, quae ipsi Camera Oenipontana debet, fecit, omni meliori modo approbemus, salva substantia, sine ulla deterioratione, dictis bonis, in memoratum casum uti, frui promittamus, sed & insuper Haereditarios nostros ad restitutionem dictorum Bonorum post mortem nostram obligemus, concedendo, ut Sua Majestas Caesarea, vel Ejusdem Successores, memorata Bona post obitum nostrum propria Auctoritate apprehendant, nec nostros Successores, aut Haereditibus, sub quocunque pretextu aut ratione, aliquod Jus retentionis competat, aut dictorum Bonorum restitutionem impedire, aut tardare liceat, obligantes Haereditas, aut Successores nostros, sub generali Hypotheca nostrorum, & eorum Bonorum specificè ad restitutionem omnium illorum tam stabilium, quam mobilium, quae in Inventario tam Dominae Matris nostrae, tanquam moderna Conductrice continerentur. Cujus in rei fidem & chirographum, & Sigillum nostrum subjunximus, Datum in Civitate Mantuae, ultimo Februarii, Anni millesimi, sexcentissimi, sexagesimi septimi.

FERD. CAROLUS,

(L.S.)

VII.

Uderweiterter Bröderlicher Vergleich zwischen denen 3. Mars.

Herrn zu Sachsen-Weimar/ Johann Ernst/ Adolph Wilhelm/ Johann Georg/ und Bernhard; Wodurch sie ferners der Criminal- und Civil-Sachen/ ingleichen auch der maleficanen und wider-ameinung der Relegirten halber übereinkommen/ und anbey auch einige in denen vorigen Verträgen abgehandelte Punkten theils erlessen/ theils auch verändern/ wie nicht weniger den modum procedendi so wohl in criminalibus quam civilibus vorschlagen. Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg den 3. Martii anno 1667. [L. UNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. II. pag 571.]

C'est-

ANNO
1667.

C'est-à-dire,

Ulteriore Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE, & BERNARD Ducs de Saxe-Weimar sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la reception des Relegues, & sur divers autres Points qui n'avoient pas été suffisamment reglés par les précédents Accords, & qui par celui-ci, sont ou éclaircis, ou changés. A Weimar dans le Chateau de Wilhelmsbourg le 3. Mars 1667.

ON Dites Graden Wir Johann Ernst / Adolph / Wilhelm / Johann George / und Bernhard / Churfürst / Herzog zu Sachsen / Sächsis / Cleve und Berg / Land-Graven in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / Churfürstliche Statten zu Remberg / Statten zu der Mark und Ravensberg / Herren zum Ravensberg / etc. verbunden und befohlen hierdurch. Obwohl durch die Fürstliche väterliche Disposition, auch darauß gegründete Verträge / zwischen uns Fürstl. Gebrüdern allerseits eine solche Verfassung der Landes-Fürstl. Regiments-Administration halber / Zeit während Landes-Gemeinschaft / bis andern gemacht / daß man der gütlichen Hofnung gelebet / es würde unser gesambtes und eines jeden sonderbares Besugniß in eine beständige Nichtigkeit und Gewisheit gesetzt werden seyn. Nachdem aber / bey Gelegenheit der so unterschiedenen Fälle und Umstände / zu verständen / daß zu desto mehrerer Befriedigung Fürst-Brüderlichen alten Vertrauens und Vernehmens / auch möglichster Vorzorge auf alle künftige Haupt-Fälle beyder Pforten / theils deroer bisheriger Verträge respective Erläuter- und in gewissen Dingen Veränderung / theils noch ferner hinzuthung neuer Verträge / von nöthen seyn wolte / daß wir Herzog Johann Ernst uns mit Hochgedacht unsern Herren Brüdern / id. id. id. aus derselben vorhergegangene anderweite Erinnerung und widerholtes freund-Brüderliches Ansehen / darob sich noch einstim mit einander vertraulich vernommen / unterredet / und nach reifler der Sachen erwägung / ferner vereinbart und gelieben.

Und zwar vor allen Dingen geloben und versprechen wir Fürstl. Gebrüder allerseits / bey unsern wahren Worten und Treuen / und versprechen uns gegen einander. Ob wohl wir von ein- und dem andern / was vorhin auch zwischen uns allerseits verzeichnet und verglichen gewesen / nummehr gewünscht / und darinnen nachfolgender ungen ein anders beliebt / und vor gut befunden / daß es doch hinlänglich / so lange bey ißiger Landes-Gemeinschaft gegenwärtige im Fürstl. Haupt-Vertrag des Anno 1639. und angelegte Fürstl. Väterl. Disposition fundirte Regiments-Form und Verfassung bestehet / bey uns und unsern Fürstl. Nachkommen / allerdings bey dem was uns als neue veraccordiret / und an dem vorigen nicht geändert worden / beständig und unveränderlich verbleiben / auch darwider von uns den jüngeren Herren Brüdern allerseits / oder einem unter denselben / nicht das geringste / auf keinenley Weg oder Weise / (es wäre dann / daß wir vier Fürstl. Gebrüder allerseits / oder unsere Nachkommen uns künftige / aus höchst ringender unermesslichen Noth / um gemeinen Nutzen und Wohlthat unser gesambten Fürstl. Häuser / auch Land und Leuthe willen / unumgänglich / und mit einmüthigen Willen / ein anders vergleichen müssen /) weiter movirt / gehöret gehandelt werden soll. Worauß wir uns also wie schon erwähnet / stänlich und einiglich / nachfolgender Massen vereinigt und vertragen.

Anfänglich und zum Ersten erinnern wir uns guter Massen / welcher gestalt / vermöge Fürstl. väterlicher Disposition / jeden Herrn seine Portion mit denen Gerichten / Hoch und Niedrig / so viel zur ersten Instanz gehörig / nebens andern zukommen. Und damit folche so wohl in Criminalibus / als Civilibus / dergestalt ist und künftigh administrirt werden möchten / daß eins theils Recht und Gerechtigkeit / wie es gegen GOTT und der erhabnen Welt / und in eigenem Gewissen zu verantworten / gehandhabet / die Frommen geschicket / die Bösen gestrafft / auch Land und Leuthe auf keinen Fall zur Ungelübde beförwret / andern Theils aber den Directorio sein gegenwärtig Respekt conservirt / und die höhere Instanz davon zuziehen / so sich gravet oder beschwert zu seyn erachten / zu ihrer Nothdurfft jederzeit offen seyn und erhalten werde / ist in dem darauß Ao. 1661. getroffenen Fürstl. Brüderlichen Haupt-Vertrag / §. Damit aber zum Sechsten vers. zu mehrere Zubundung des Executis halber / und zwar / so viel zupörderst die Criminalia betrifft / ein gewisser Modus dergestalt verglichen worden / daß nemlich der Process von der Fürstl. gesambten Regierung alhier und zu Eisenach dirigirt / auch die Befehle / inwieviel in jedes Herrn der Portion Namen / darob sich abgetheilt werden solten / Dieviel aber solches uns jüngern Gebrüdern nicht allein wegen des Hm- und Brüderlichen Verwaltens der Processen und mehrern Aufwands der Kosten / etwas beschwerlich fallen / sondern auch an

unserm Fürstl. Respect fast nachtheilig scheinen / und denen / so unsers gesambten Hauses Verfassung und Zustand nicht une haben / in die Länge vertheilich vorzukommen wolten / so seynd wir doch dahero bezogen worden / diese Inconvenienzen unsers abzesse und regierenden Hm. Brüders id. nachmalig freund-Brüderlich vorzustellen / auch nicht destoßelben auf Mittel und Wege zu denken / wie man hierinnen eine anderrung / ohne Abbruch des seiner Eid. oder aber des künftigh regierenden Herrn Bräders oder Vaters unständigen Landts-Fürstl. Directoris / billigen Dingen nach / getroffen / gleichwohl oder dachey vorbedeuteter gemein-nütziger hoch-nothwendiger Zweck nicht auffre Abtheilung gelassen / sondern einen Weg als den andern beständig fortsetzt / bleiben und erhalten werden möchte.

Und seynd demnach nummehr wir vier Fürstliche Herren Gebrüder solcher gestalt diffusall mit einander einig und schließig worden / daß hinfort / an statt dessen / was bis anhero mit aufsehung deroer Befehle in Criminalibus wider gedachter unsrer gesambten Heimathlichen Regierung und Camerley zu Eisenach obgelegen / solche Direction des punctlichen Inquisition Processus uns jüngern Fürstl. Gebrüdern / durch die unsrerseits hierzu qualifizierte zu verrichten / überlassen seyn solte. Jedoch behalten wir Herzog Johann Ernst uns hierbey nicht unbillig ausdrücklich vor / wenn etwa / Zeit während Inquisition / einiger Inquisitor / beedes in Person / als andern Vernehmungss-Böden / in seinen obliegenden bekräftigen an uns / als ißigen in gemeinen Namen regierenden Landes-Fürsten suppliciren / oder auch von uns außer dem zuweisen vor nöthig befunden würde / den Zustand der in denen Continen angefallen Inquisition ex officio zu erlumbigen / und bezuegen nebst einführung der Acten der Beamten Bericht zu erforschen / daß uns in beiden Fällen / unser Landes-Fürstl. Directoril hiermit zu gebühren / auch die Nothdurfft durch unsere gesambte Regierung alhier und zu Eisenach diffusall zu besorgen / allerdings mitgenommen verbleibe. Welches nicht allein wir / die obigen Fürstl. jüngere Herren Gebrüder / unsern obangezogenen Fürst-Brüderlichen Haupt-Vertrag allerdings gemäß zu seyn erachtet / sondern wir seynd auch noch hierüber des Ertheilens / die in Criminal-Acten erlangene Acten vor der Vernehmung zum end-littel / zumahl in schweren Fällen / welches wir / es betrefte gleich Leibes und Lebens oder andere Straffen an / nach widrigkeit der Umstände / oder da sich sonst Difficultäten darbey ereignen / vernünftig zu juchieren / unser gesambten Regierung oder dem Ober-Aufsicht nach Eisenach zu übersenden / und darob ihr pflichtmäßiges befehlen zu vernehmen. Da sich auch alsdenn / oder sonst nach gehend befunden würde / daß im Process verfahren / und sonst etwas Unrecht vorgangen wäre / wolten wir ohne einig Bedenken geschehen lassen / und gerne nachgeben / daß bezuegen notwendige Reformation fürzunehmen / der Beamte / besunden Dingen und Umständen / so ex Actis und sonst vorher wohl zu erkumbigen / auch allenfalls nomine Directoris / in beseyn jemanden von dem Herrn der Portion / um beobachtung dessen Particular-Interesse / dem Beamten Tituluss-welche vorzuhalten / wenn er zupörderst mit seiner vernemten Defension gehöret / dem verfahren gemäß / jedoch mit vorbehalt des Herrn der Portion / einiglich gestrafft werde.

Zum andern / als wohl in unserm Fürst-Brüderlichen Haupt-Reces. de dato den 20. Septembris Anno 1661. §. Damit aber zum sechsten / vers. Es ist auch weiter zu seyn wohl dem darauß erfolgeten Nach-Reces. de dato den 17. Maji Anno 1663. §. Ob zwar hierüber und zum vierten it. klar verfahren / wie es mit begnadigung der Maleficanten zu halten / so seynd doch wir Fürstl. Gebrüder allerseits nummehr schließig / und des einwilligen sinnes worden / daß hinfort in Leib- und Lebens-Straffen / wie auch insonderheit in Cala adulteri und Gottes-Lästern / was gleich vor Straffen bezuegen zuerkannt werden möchten / über begnadigung / wenn sie von dem armen Elinde nach eingeklungen littel geschick wird / von dem Herrn der Portion mit dem regierenden Herrn communicirt werden / und da sie stat findet / die ankündigung derselben auch in seinem Namen allein / jedoch mit vernichtung der fürgezogenen freunds-Brüderlichen Communication geschehen soll. Wenn aber die begnadigung vor einführung des littels gebeten / oder aber mit zugleich einverleibter eigener benennung einer mildern Straffe / und wie hoch sich dieselbe noch endlichen erfresen soll / durch die lirtelskasser ultro / und in specie umgesezt in die Senz gegeben würde / ist bezuegen die Communication nicht von nöthen / sondern es wird die lirtels-Sache ersten falls nur in genere / ob / und wie weit die begnadigung von Rechts und Gewissen wegen stat haben könne / eingesehen. Da nun das entkommene lirtel / ohne / oder auf vergeltliche Besuegen / einige gütliche Remission / oder auch nur Umänderung der Straffe / jedoch mit gewissem derselben Determination / in sich hält und bringt / wird solde bloß im Nahmen des Herrn der Portion / ohne Meldung einiger Communication / publicirt / und dem lirtel vergleichet Special-Determination nicht einverleibt / soll folche Communication einen Weg als den andern mit dem Directorio amodig gepflogen werden.

Anleiden haben wir sämtliche Fürstl. Gebrüder / der Regierten oder des Lands-Nemien widervernehmung halber / uns nicht minder dahin verglichen / daß zwar solche in gemein verordnungen jedem Herrn in seiner Portion alleine zu überlassen / jedoch daß er dabey beifam und nicht ohne Rath ver-
fahre.

ANNO
1667.

ANNO
1667.

sapre. Wenn aber die Delinquenten das Leben bereits vernichtet hätten / und solche Todes-Strafe nachgehends in die Relegation verwandelt worden / als dann in Calu Adulterii und andern geschehen kan / soledienfalls soll der Herr der Portion die Abahl haben / und in dessen Willkühr stehen / sich daffalls entweder rechtlich informieren zu lassen / oder aber ohne einholung dergleichen Urtheils / es mit dem Fürstl. Directorio zu communiciren / und mit denselben ab und welcher gestalte der Herr wiesene / mit zulassung der Rechte / wieder eingenommen werden könne / sich zu vergleichen / welches letztere auch gleichfalls in acht zu nehmen / wenn in dem eingelangten Urtheil kein Gewissses vor die Reception determinirt worden.

Wie nun dieses alles / was in diesem andern und vorhergehenden ersten Punct begriffen ist / von uns allerseits Fürstl. Gebrüderm beliebet und acceptirt worden; also wollen wir auch / in Kraft dieser Verpflichtung / und zwar jeder an seinem Orth / uns darnach / auch dem / was sonst in hirauff folgendem dritten Punct / wegen der ersten Instanz in Civil-Sachen / wissen uns allerseits einmüthig vergleichen / darbey erinnet und be dinget worden / jederzeit zu richten / und es treulich in acht zu nehmen / selbigh und verbindlich seyn.

Was denn hiernächst zum dritten die erste Instanz in denen Aemtern / ratione Civium, anbelanget / bleibet uns allerseits Fürstl. Herren Gebrüderm / auch unsern Fürstl. Erben und Nachkommen / so lange diese Landes-Gemeinschaft währet / dieselbe nachmahls nicht umbillich.

Und obwohl bezogen die höhere Instanz durchgehend zum Directorio gehörig / und dahero demjenigen / so sich über einen Amtes-bescheid / oder sonstigen eine andere von denen Beamten gethane verordnung / oder auch über ein in dem Aemtern eingeholtes Urtheil / es möge gleich interlocutorie oder definitive seyn erlaubt worden / beschworet / oder sonstigen seine Nachschiff bey unserer gesanten Regierung abliehet / oder der Eingang in Erbschach / nachdem die Sach ein oder andern Orts hingehört / in solchen besug ist / von daraus dann jedesmal / so oft es nöthig / Directorio nomine gebührende und rechtmäßige verordnung weiter gethan werden soll; So können wir / der älteste regierende Bruders / auch dergleichen lassen / wenn künftigh ein Unterthan oder Pathe nicht alsobald an das Directorium / (welches doch ihm jederzeit frey und allerdings ungewehrt seyn soll /) sondern lieber Anhangen / in denen in die erste Instanz gehörigen Civil- und Lags-Sachen an den Herrn der Portion seine Supplication einrichten / und sich darin über den Beamten wegen verpörrichte oder verweigerte Justiz / erwiesener Partheygehalt / bygenomene Uterung und sonstigen beschwerten wolte / daß soledienfalls einen von Herrn in seiner Portion frey stehen möge / entweder den Supplicanten mit seinem suchen so balden zur gesanten Regierung oder Eingehen zu weisen / oder vor sich / und durch die feinen / in- und obersteinstlich dem Beamten zu befehlen / sein Amt / bey Administration der Justiz in den belagten Handel / demassigen gebührend zu beobachten / damit es keines erweisen einsehn wider ihn beschaffen möge.

Gleiche Meinung soll es auch haben / wann ein Beamter von dem Herrn der Portion / oder den feinen / etwa vor ertheilung eines gewöhnlichen Amtes-Urtheils / wie er sich bei dessen Abfassung zu verhalten / wann derselbe im Stand Rechtens passiren könne / sich informieren lassen wolte / daß neulich alsdenn solches ebenmäßig obgehörig getheilt werden möge. Jedoch daß in beiden diesen Fällen die Resolution und verordnung / aus gewissen erheblichen Ursachen / keines wegen zu den Aem gebracht werde. Und wiewohl sich nicht fügen mit die Gütliche Handlung erst nach ertheiltem Amtes-bescheid / oder publiciren Urtheil / in alsdamm gedreht ersten Instanz / aufs neu wieder zu versuchen; So ist doch jedem Herrn in seiner Fürstl. Portion / nach Inhalt des Fürstbrüderlichen Haupt-Vertrags de Anno 1662. §. zum stehenden vers. So auch überdies zu ungewehrt / che es zum bescheid kommt / oder auch vor dem Rechtlichen Verfahren / und zwar alleine in calu lesionationis / solche gütliche Handlung nach Befehdung / und wenn sich umhören die Partheyen gutwillig darzu verstehen wolten / selbigh zu vermitteln / und durch die feinen vögen zu lassen. Im übrigen bleibet die andere oder höhere Instanz / es vertheile gleich eine Sach im Process oder nicht / dem lands-Fürstl. Directorio nachmahls nicht umbillich / und sollen dahero die in erster Instanz vor denen Aemtern und Gerichten ergangene bescheide und andere verordnungen / wann die gesamte Regierung oder Eingehen einen Irrthum und unredmässige Procedur aus denen eingeschickten Actis und Berichtin befinden wird / des Directorio Reformation und contrari Verfügung unbindenlich unterworfen / denen Partheyen auch vorher die gewöhnlichen remedia supplicationis & appellations nachmahls vorbehalten seyn und bleiben. Demnach die Beamten kein oder können desto weniger mit der Unwissenheit / als wenn sie von diese unsern neuen einmüthigen / es ist-brüderlichen Vergleichung keine Nachricht erlangt / sich zu entschuldigen haben mögen. So sollen dieselben beides aliter zur gesanten Regierung / als auch draussen zur Eisenachischen gemeinen Eingeleit / fürderlich erforderlich / ihnen in bespelen jedes Herrn der Portion habenden Particular-Raths / oder wenn der sonst darzu verordnet wil / der eigentliche Inhalt deutlich erkläret / jeder aber dachen ausdrücklich verwarnt werden / sich nach demselben in allen stricke in reguliren / und in Administration der Justiz demassigen zu bezeigen / damit der Regierung Herr nicht irtlich nehmen müßte / genaue Visitation und erkundigung in denen Aemtern diffals angestellen / und auf vor-

hergangene fremd-brüderliche Communication; wider der ANNO
Beamtin befundene Mißbräuche und überführung einsehnliche und nachbrüderliche Animadversion in gesanten Statuten anzun- 1667.
ordnen.

Hierauf thun wir Jüngere Fürstl. Gebrüder / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / wie auch vor Herrsch Johann Ernst / alsdenn einmüthig versprochen und verbinden / daß / da Zeit während unserer jetzigen gesanten Reiments-Verfassung / die hierinnen begriffene Modification und Veränderung von ein- oder dem andern Fürstlichen Interessenten / theils in Criminalibus / als Civilibus / mißbraucht / und die Unterthanen oder Lagen den wider unversicht mit ihrer Nachburch nicht gnugfam gehöret / sondern überall verfürhet / oder sonst auf einseitigen Weise und Wege über Gehilf / und unsern Verträgen zu eingezogen / beschworet werden solten / wir die jüngere Bruders unsern ältesten Herrn Bruders / oder künftigen Directorin / um dergleichen künftigh nachdrücklich vorzubauen / und dasselbe abzuwenden / gegen den überfahrenden Theil / da der Excess ausfindig zu machen / getreuliche Assistance leisten wollen.

Sonsten hat es auch hierbey son herenden / daß / denen Verträgen junder / hiernächst seine Völicher / Confissorial-Synoden / und andere dem Directorio überlassene und untommeten Sachen / sie mögen unsere Intraden und absonderliche Jura zugleich mit be rühren oder nicht / (da zwar keinesfalls vor der Decision und einschließung aus dem Directorio mit den Herrn der Portion nicht umbillich Communication zu pflegen /) von uns jüngeren Fürstl. Gebrüderm angenommen / sondern da dergleichen einkommen / selbigh an mehr gemeltes Directorium allerdings remittirt werden solten. Und zwar dieses und alles vorige mit dem fernern Anhang / daß der jense / so darwider handeln wil / nach befehlung / und da es die übrige Fürstl. Herren Gebrüder oder Beamter / auf erfolgte Fremd-Brüder- oder Vöterliche Communication / und der Sachen treue erwägung / als ertheilen werden / dieses vergleich verfürhet / und zu vorigen in diesem Passa wieder verbunden seyn solle.

Nachdem auch zum vierten / wegen belangung der Beamten / Zweifel vorfallen wolten / wo solche geschehen solte / so hat man hierinnen sich etwas eigentlicher zu bedenken und zu vergleichen / vor rathsam erachtet.

Da nun über einen Beamten seines Amtes / der vermalung halber / beschwörung geführt würde / und solche betrefte Intraden oder andere jedem Herrn absonderlich zukommende Jura / so verbleibet es nachmahls bei dem Fürstbrüderlichen Haupt-Receß / §. 7. welcher lare Masse giebt. Und da die beschwörung ob non vel male administratum aut proactam iustitiam / oder wegen verdächtige Partheygehalt wäre / so ist deswegen bereits im vorhergehenden andern Punct gemein verordnung geschehen / worbey es dem billig nicht weniger sein bendenden.

Wenn aber ein Beamter nicht wegen seines Amtes / und dessen Administration / sondern seiner Privat-Handel belangt / belange würde / geschieht solches pro ratione circumstantiarum / nach verordnung der Rechte / in foro Domicilii / und also nicht umbillich vor dem Herrn / in dessen Portion er in diensten und besug ist / medicinalis derselbe eine unpartheyische Commission vor sich anzuordnen befügt seyn soll / oder aber in foro Delicti rei sitae & Contractus / und bleiben hiernach einen jeden in seinen Rechten gebührende Beneficium und Competentia fort / innehmen / und da / künftigh auch in dergleichen Commission / nicht legitime solte procedirt werden / soll den Gravato allerdings frey stehen / sich entweder per modum supplicationis vel appellations bey dem Directorio darwider zu beschweren / und selbigh darauf gemessene verordnung commun nomine zu machen haben.

Ferner und zum Fünftten ist zwar wegen Annehmung der Beamten in oft angezogenen Haupt-Receß bereits gute Versicherung geschehen / jedoch ansto noch diese Erläuterung hinzu zu thun / vor gut befinden worden: Daß nemlich / so viel die jense ge Beamte betrift / welche zugleich mit gemeinlichkeithen Sachen und der Justiz zu thun haben / bey den Decimation bey dem Domino Portionis bestehen / und Jura daren vom Herrn Directorio / ohne erhebliche Ursachen / seine hindering gethan / sondern in ihren beeden / folcher der Beamten annehmung halber / Fremd-Brüder- oder Vöterliche Communication gepflogen werden / nach gemachten Schluß aber der Dominus Portionis alleine die besallungen zu unterschreiben haben / sonst aber es bey der bisherigen Eydes-Notul und andern ungewandert bleiben / und solche gesamte Willkür auf verordnung des Directorio / in unserer gesanten Regierung zu Weimmar oder Cunsfeld zu Ehren / in gemannt dem Herrn der Portion Particular-Raths / oder eines andern darzu Deputirten / von dem neuen Beamten abgelegt / auch eine beständige besallungs-Formul abgesetzt und begriffen / und dann die Initialie- und unterschreibung gesanten Beamten / beides in des regierenden / als des andern jüngern Herrn Statuten / welcher / nach belieben / auch jemand von den feinen mit beyzuhorden hat / zu werf gerichtet werden solle.

Zu übrigen und zum sechsten ist / wegen herer in denen Portionen geleanten / und mit gewissen Jurius verwendeten / an sich aber Schriftfälligen Städte / nicht geringer Zweifel vorgefallen / wie weit demselben so wohl schrift / als mündlich von dem Herrn der Portion / respectu solcher Jurius und dahero rühenden Prælationen / befohlen werden könne / in dem die jün- gere

ANNO 1667. gere Herrn Brüder darauf bestanden, daß ratione derofelben / und so weit sich solche Iura erstrecken / nicht allein bloss Montoria, welche gerne gestanden werden / sondern auch / bey versprochenen Ungewissen / Unschlüssigkeit in dieser Art der Geschehnisse / und Leistung ihrer Schlichtigkeit / penalis Mandata ertheilt / und endlich gar die Execution vollstreckt werden könnte / und dazwischen solches in gegenwärtigen Vergleich mit zu bringen / unrichtig / dazwischen aber ein und andere wichtige Consideration vorkommen / daß wir der älteste und jetzt regierende Herr / darin zu willigen / uns noch zur Zeit nicht resolviren können.

Und weil nun hochgedacht unser fr. geliebten Brüder ed. d. d. bey denen ersten berühren möchten / sol ihnen auf dero blossen Anmelden / so weit sich ihre bequamschaft erstreckt / solche Allseitig geleistet werden / daß dero Respect angänglich gerettet / und wider die Ungewissheiten behauptet werden könne.

Nein auch hierüber und zum sichern von nöthen seyn wil / daß in Zeiten auf künftige Fälle gedacht und Verordnungen gemacht werde / Als haben wir eingangs benannte Fürstl. Erbherren uns einmüthig bedacht und verglichen / daß nach unserm oder der Unserigen tödtlichen Hintern / im Fall unumgängliche junge Herren / und deren weise denn einer / aber nicht alle besaumen wären / der älteste von denen anwesenden das Votum nomine communi, ohne Communication mit denen abwesenden / führen / und damit deren Herren Gebürde Interesse desso besser beobachtet / auch misstrauen und freit verbiethet werde / der gesamtene Raths freyen Raths sich hierunter gebrauchen / wöten sie aber besaumen und alle zugehen / die Communication nach denen alten und neuen Verträgen gestehen sollte.

Da auch unumgängliche junge Herren vorhanden / soll dem Herrn Vater zwar wegenbestellung der Vormundschaft / so weit frey hand gelassen seyn / daß er solche entweder einem Herrn Bruder und Herrn von diesem Hause / oder aber / nach belieben / einem fremden auftragen möge / jedoch / daß er bey dem letzten solche Verordnungen mache / daß derselbe allein bey Administration dero Ertraden und getheilten Jurium verbleibe / nicht aber er / sondern ein ander vom Hause / in Publicis & Secretis Domus, das Votum, auch da hierüber die Majora auf dessen Person kommen sollten / dazwischen die gesamte Regierung zu führen hätte / Wären auch theils mündige / theils unumgängliche / soll es mit beiden auf bisherige gebührende weise gehalten werden.

Nicht wenige und zum achten hat auch / wegen der nach unserm oder der Unserigen tödtlichen Abgang hinterbleibenden Fräulein Fürstl. Erbherren / und ausstattung / die Nothdurft zu bedenken seyn wollen. Was nun erstlichen dero Alimentation und Unterhalt betrifft / steht solche / auf dem Fall / wenn neben den nehmlichen zugleich Junge Herrn vorhanden sind / auf Väterliche Disposition, oder / da solche ermanget / auf dero Herren Brüder Erblicher und standmäßiger Versorgung / worbey man sich nach dem Lauff der Zeiten / instand des Landes und der einkünften / und auch da anzahl der Personen zu achten / und das weis / der billigkeit nach / alsdann darauf zu verordnen haben wird. Wenn aber eine Junge Herren oder Erbherren vorhanden / sollen denen Fürstl. Fräuleinen insgemein / bey jeder Einnahme oder Portion, auf eine bis drei inclusive / Theilch / Gülden / und auf vier bis sechs inclusive / Gülden / do auch dero noch mehr / auf jedes Theilch / Gülden / getheilt / und gewisse einkünften darzu angewiesen und präbiret werden. Was denn dero ausstattung anbelangt / haben wir uns gesamt / diesen Passum an noch unverändert / und auf die Zeit und Zustand / wenn sich Casus ereignen möchten / gestellt bleiben zu lassen / im weiten nachsehen vor nachsinner besinnen. Damit aber / auf begührende Fälle / desto weniger zweifeln entstehen möge / ob unsere Herrzog Johann Ernst Fürstliche Kinder und Nachkommen dessen / was unserer freundlich geliebten Brüder ed. d. d. und dero Nachkommen / durch diese respective erläuter / und anänderung voriger Verträge erlanget / gleichergestalt theilhaftig / und darbey ruhig zu lassen / Als haben wir solches zum überflüssig expresse hienunt erinnen und bedingen wollen.

Itzweilich und zum neunten lassen wir Herrzog Johann Ernst zu Castell / uns nicht zu entgehen sein / daß unsere fr. geliebten Brüder / ed. d. d. so oft es die gemeinsame anlegenheiten und der gemeinschaftlichen Sünden und Geschäfte Nothdurft erfordert / zur mündlichen unterredung und Deliberation anhero kommen / wie denn solches Vermöge Fürstl. Väterlichen Teilnahmen und getroffener Verträge / ohne das Vorn ed. d. d. eben sey und bevor steht. Und obwohl letzthin verglichen / daß in solchen Fällen jeder Herr die anzahl zu seinem Unterhalt vor sich / auf seine eigene absonderliche Kosten und Privat-Mittel machen soll / So können wir doch / widrige Gedanken zu vermeiden / gesehen lassen / daß in Fällen da Vire & d. d. sich zu obbedeuten ender allmählich besinne / die anforderung aus unserer gesamtene Cammer / und auf dessen Kosten / gehen / und hienzu unser gesamtene Cammer-Verwaltung oder ein ander qualifizierte Cammer- oder Raths-Verwaltung / wie auch unsere dort künftigen Directoris Leute / oder aber unsere Particular-Beamte / wie wir es jedes mal / vor thumlich und nöthig befinden werden / jedoch / daß die Kosten jährlich zum höchsten über / fl. sich nicht belaufen / und deswegen Vire & d. d. jedes mal mit gar wenigem Comit, als dero eigenen anverwandt nach / jeder zum meisten mit 8. Personen und 10. Pferden einlangen / und die Quersir und Pferde vor sich verpögen / oder da einer von denen Herren Erbherren dazwischen besondere Unkosten verurursachen würde / denen andern / je nachdem so viel aus gesamtene Cammer an Gelde gereicht werden /

TOM. VII. PART. I.

solches auch nur / wie schon gemeldet / bey denen zur gemeinen Deliberation angesehenen Conferenzen / sonst aber bey Privat-Conferenzen nicht statt haben sollte.

Endlich und zum zehenden / obwohl im Fürstl. Väterlichen Teilnahmen / und darauf geschlossenen Verträgen / unter andern verordnet / daß unsern weiland hochgeachteten / in Gde. ruhenden Herrn Vaters Erb. Cabinet, wie auch die Drehesten / und was in beiden gehört / aus sonderbarsten Absehen unvertheilt bleiben / und bey hiesiger Residenz besaumen gehalten werden sollte / wir auch der älteste Bruder / solchen nachzukommen / und hienunne keine anänderung zu treffen / vor uns jederzeit gesonnen gewesen / wir jüngere Fürstl. Erbherren auch allseits ebenmäßig anfangs und eine Zeitlang in solcher meinung gestanden / So ist doch aus allerhand wichtigen Considerationen endlich vor gut gefunden / und durch einmüthig von uns allerseits gemachten schluß beliebt worden / daß solche Sachen / als welche ohne das in die Länge nicht zu erhalten / sondern nach und nach Schaben nehmen / und dazwischen vertragen / zu gebrauchen seyn dürften / sonderlich aber die Bücher / kostbare Uhrwerke / Mathematische Instrumente, Mathematiche Sachen / schöne Gemälde und dergleichen / vertheilt / und von einem jedweden / zu Hochged. unsern älteste weiland hochgeachteten Herrn Vaters Erb. Christl. abh. anbedenkens sonderbarsten Ehren / wohl in acht genommen / und unverändert erhalten / dasjenige aber / was an verfertiger Hefenbeiner und anderer künstlerlichen arbeit vorhanden / in ein absonderlich zum erbenlich gestellt werden / und in gedachter hiesigen Residenz der gesamtenschaft verbleiben / jedoch die Drehesten-Bücher und dazwischen gehörige Instrumente, wozu sie nicht fähig / von einander zu separiren / auch zu deren Conservation je länger je mehr unkosten aufgeben möchten / entweder ein oder andern von uns Erbherren / so dazu belieben trägt / oder einer andern Fürstl. Hohen Person / um billigmäßigen werth überlassen / und zugesprochen werden soll.

Itzweilich / auch um steter / besser und unverbrüchlicher haltung willen / haben wir eingangs erennete vier Fürstliche Herren Gebürde diesen anderweit verabhandelten / freundschaftlichen Vertrag eigenhändig unterschrieben / und mit unsen Fürstlichen hand-Secreten versehen lassen. Es geschah hien Beymrat zur Wilhelmus-Burg / den 3. Martii, im Jahr 1667.

VIII.

Traité de Ligue Offensive & Defensive entre les 31. Mars. réunites & Puissans Princes le Roi Louis XIV. & ALONSE VI. Roi de Portugal, contre le Roi de Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPPII Aha Publica, Tom. IX. pag. 728. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 304. dans les Memoires de LIONNE, pag. 79. dans le Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers, pag. 505. & dans GASTELIUS, de Statu publico Europa noviss. pag. 290. en Allemand.]

Après que le Roy Tres-Christien d'une part, usant des moyens doux & amiables, n'a pu réduire le Roi de Castille à ce que par la Justice de la cause, il lui rendit les Places & Etats qui appartiennent par Succession à la Reine Tres-Christienne son Epouse, ni d'autre part le Roi de Portugal après plusieurs Victoires, & avec l'intervention du Roi de la Grande Bretagne, n'a pu obtenir du Roi de Castille une honorable & feure Paix, comme finalement il se connoît par infinies experiences, que la seule force des Armes peut obliger les Castillans à ce qu'ils consentent que chacun jouisse de ce qui lui appartient, Nous Melchior de Heron, Baron de S. Romain, Chevalier de l'Ordre de S. Lazare, Abbé de Saint Leonard de Corbinace, Commissaire ayant pouvoir, Deputé pour le present Traité pour Sa Majesté Tres-Christienne d'une part; & de l'autre Don Vasquez Louis d'Agames, Marquis de Nisse, Comte de Lardiquiere, & Admiral des Mers des Indes Orientales, & Don Juan de Sylve, Marquis de Gauve, Comte de Portalegre, &c. Grand Maître de la Maison du Roi, & Don Antoine Louis de Menelles, Marquis de Marialve, Comte de Castagnede, &c. & Francisco de Melio de Torres, Marquis de Sande, Comte de Ponte, &c. Louis de Vasconcellos, de Souffe, Chastelmelhor,

ANNO 1667. ANNO melior, &c. Antoine de Souffe, Maqueda Sieur de Liste Grande, Secrétaire d'Etat, tous Deputez de la part de Sa Majesté de Portugal, avec pouvoir pour faire ledit Traité : après l'examen fait des Pouvoirs, & Procurations de l'un & de l'autre desdits Seigneurs Rois, & avoir meurement examiné tous les Points d'icelui, avoir fait & contracté par ordre desdits Seigneurs Rois, en vertu desdits Pouvoirs, la suivante Ligue Offensive & Defensive, & les Articles d'icelle, afin que par son moyen on oblige les Castillans à une juste, seure & honorable Paix.

I. Au même instant que la Paix qui se traite présentement entre la Couronne de France, ses Alliez & l'Angleterre sera conclue, le Roi Tres-Chretien declarera la Guerre à la Castille, & la fera par Mer & par Terre.

II. Si contre l'esperance & les desirs des deux Rois, la Paix d'Angleterre ne se concluoit pas présentement, ni dans l'espace de 30. mois d'aujourd'hui, lesdits 30. mois passez, nonobstant la Guerre d'Angleterre, le Roi Tres-Chretien declarera la Guerre à Castille, & s'observera religieusement le present Traité pour dix ans entiers, à compter de ce jour; & si pour quelque raison importante Sa Majesté ne declaroit pas la Guerre à Castille, après l'espace desdits trente mois passez, néanmoins se gardera encor ce present Traité jusques à la fin desdits dix ans exactement en toutes choses, comme aussi la continuation de la subvention de neuf cens mille Crusados, en la forme convenüe en l'Article suivant, jusques au jour que le Roi Tres-Chretien declarera la Guerre au Roi de Castille.

III. Du jour auquel le present Traité sera signé, jusques au jour que la France declarera la Guerre, soit que pendant l'espace de 30. mois, ou moins, la Paix d'Angleterre se fasse ou non, le Roi de Portugal fera la Guerre avec toutes ses forces, & ne fera Paix ou Treves aucune de peu ou de long-temps avec la Couronne de Castille; & afin que le Roi de Portugal puisse plus commodement foltenir les frais de la Guerre jusques à ce que le Roi Tres-Chretien la declare à Castille, Sadite Majesté Tres-Chretienne accorde à Sa Majesté de Portugal par chacun an, un million & huit cens mille Livres, Monnoye de France, laquelle reduite en Monnoye de Portugal fait la Somme de neuf cens mille Crusados, de laquelle Somme six cens mille Livres seront employez à l'entretien des Troupes Françaises, par l'ordre de Noble Homme Pierre Gravé, ou son Successeur, comme il s'est pratiqué jusques à cette heure, & les douze cens mille restantes, qui font six cens mille Crusados, se payeront à Lisbonne au Roi de Portugal en trois payemens de 400000. Livres chacun, le premier dans deux mois après la Ratification du present Traité, le second quatre mois après, & le même se fera tous les ans, de quatre en quatre mois.

IV. Dès l'instant que la Guerre sera declarée par le Roi Tres-Chretien, à celui de Castille, Sa Majesté Tres-Chretienne demeurera delivree du paiement d'un million huit cens mille Livres: & seulement payera pour subsistance un million de Livres, desquels en sera employé six cens mille Livres, comme il est dit ci-dessus, pour l'entretien des Troupes Françaises, & le surplus à l'ordre de Sa Majesté de Portugal: comme aussi il a été dit, declarant que si Leurs Majestez de France, & de Portugal, font retirer les Troupes Françaises, ladite Somme se delivrera entièrement au Roi de Portugal, pour les frais de la Guerre.

V. Et afin que ladite Somme se paye en Lisbonne, le Roi de Portugal fera mettre sa marque à deux cens soixante mille Patacons, sans aucuns frais & dépens, tant pour la folde des Troupes Françaises, que pour les salaires que le Roi Tres-Chretien donne aux Chefs & Conducteurs de Guerre qui servent en Portugal par son ordre, le surplus de la Somme promise avant ou depuis la Guerre declarée se payera en Lisbonne, & le Roi de Portugal recevra la moitié en Monnoye d'Argent Française, appellées Ecus blancs, en Espagne vulgairement dits Patacons, pour la valeur de six cens Rez chacun, & l'autre partie en Pistoles d'Espagne, ou Louis d'Or François, pour la valeur de deux mille Rez chacun.

VI. Le present Traité s'observera le temps de dix ans, & pendant les trente premiers mois dudit temps, & avant qu'ils soient passez, s'il est possible, le Roi Tres-Chretien declarera la Guerre au Roi de Castille, comme il est dit au deuxième & troisième Article; &

pendant: il y aura Alliance & Ligue Offensive & Defensive, contre les Rois & Roiaumes de Castille, & ses Alliez, exceptez les Rois d'Angleterre, & de Suède, jusques à ce qu'il se puisse conclure une bonne & commune Paix, par laquelle demeurent respectivement satisfaits les Rois Confederez; Scavoir, le Roi Tres-Chretien sur les Places & Estats qui appartiennent à la Reine son Epouse par Droit de Succession, & le Roi de Portugal sur la reconnoissance & rétablissement de sa Couronne Royale, sous la declaration que la Paix se traite directement, & par écrit entre les Rois de Portugal & de Castille, nommément comme il est accoustumé de se faire entre Roys égaux, de bonne foi, & hors de toutes doutes & surprises, & que le Roi de Portugal recoive toutes les Places de Portugal & Algarves que les Armes Castillanes auront occupées, & de la même maniere le Roi Tres-Chretien les siennes en France.

VII. Durant l'espace desdits dix ans, il ne sera licite à aucun des Rois de traiter de Paix ou Treves, & moins de les conclure sans un commun, express & mutuel consentement, & agiront en cecy l'un & l'autre Roi, tellement de concert & union, qu'on soit à l'Ennemy toute l'esperance que les affaires des Confederez se puissent accommoder par Traitez differens, ni se diviser, ni se separer par aucun artifice, & promettent mutuellement lesdits Rois de le declarer en temps & lieux aux Ministres du Roi de Castille, & accordent entr'eux, qu'ils ne traiteront ni concluront aucune chose, sinon conjointement reciproque.

VIII. Et afin que l'Ennemi commun soit obligé de faire la Paix, le Roi Tres-Chretien lui fera tous les ans la Guerre avec toutes ses forces par tous les endroits par où il pourra, nommément en Espagne, par Catalogne ou Biscaye; & le Roi de Portugal lui fera la Guerre qu'il lui sera possible, aussi avec toutes ses forces, & avec une Armée Royale de douze mil Hommes d'Infanterie, & cinq mil Chevaux; & en chaque année fera deux Campagnes, l'une avant, & l'autre après la rigueur des chaleurs, & si pour quelque difficulté irreparable, il ne se pourroit faire une desdites Campagnes, se fera au lieu d'icelle au moins quatre invasions dans le Pais Ennemi, chacune d'elle avec 4000. Hommes.

IX. Le Roi de Portugal donnera, comme il a fait jusqu'à present aux Troupes Françaises, Chevaux, Pain, Orge, & Paille, & leur payera ponctuellement le vert selon la coutume; & le Corps de Milice Française sera commandé & gouverné, comme il a été jusqu'à present, par l'Excellentissime Comte de Schomberg ou autre General expérimenté & agreeable au Roi de Portugal, qu'enverra Sa Majesté Tres-Chretienne, s'il estoit necessaire d'en mettre un autre en son lieu, lequel ainsi comme ledit Comte de Schomberg ou son Successeur, obeiront au Gouverneur des Armes de la Province, en laquelle ils feront la Guerre aux Mestres de Camp Generaux, & de la même sorte aux Generaux de la Cavallerie, & Generaux d'Artillerie, & aux Gouverneurs des Places où il y a Garnison: Et afin que la Guerre se fasse plus commodément, il a été arresté qu'entre les François & Portugais de même Poste, les plus modestes, suivant les Patentes, obeiront aux plus anciens: & que les Mestres de Camp & de Cavallerie Française seront estimez égaux aux Lieutenans Generaux de Cavallerie Portugaise, & aura Sa Majesté Tres-Chretienne Droit de pouvoir les postes qui vaqueront au Corps de la Milice Française.

X. Le Roi de Portugal confirmera les Privileges & Immunitiez accordéz par ses Predecesseurs à la Nation Française, & de la même sorte le Roi Tres-Chretien aux Portugais. Les Sujets du Roi Tres-Chretien, principalement les Marchands de Portugal, de deça & delà la Ligne jouiront de toutes les commodités, Libertés & Privileges, Droits, Exemptions & Prerogatives, qui par les derniers Traitez ont été concedez aux Nations Angloises & Hollandoises, que nous tenons par expressez declarées au present Traité, comme si elles estoient inferées en icelui, & de la même sorte, que les Portugais jouiront dans les Lieux sujets de la Couronne de France, des mêmes Privileges, commodités & Prerogatives, qui par ce present Traité se concedent aux François.

XI. Les Consuls de la Nation Française jouiront en tous les Lieux sujets à la Couronne de Portugal, principalement à Lisbonne, de tous les Privileges, Droits & Honneurs dont jouissent les Consuls des Nations

ANNO 1667. tions Angloises & Hollandoises, & de même chose jouiront les Consuls Portugais en tous Lieux dépendans de la Couronne de France.

XII. Sa Majesté Portugaise ordonnera qu'on recoive en tous les Ports & Côtes les Navires François, & particulièrement ceux qui sont aux Compagnies d'Orient & d'Occident, favorisera autant qu'il pourra le Commerce desdites Compagnies, & de la même sorte se recevront en tous les Ports Sujets de France les Navires Portugais; mais pour éviter les tumultes qui peuvent arriver, est accordé qu'il ne se recevra plus grand nombre de Navires de Guerre, que celui qu'on a accoutumé d'admettre des Anglois, suivant le Traité fait avec eux.

XIII. En ce Traité seront admis tous les Rois & Princes qui voudront y entrer, avec des conditions utiles aux deux Peux, principalement au Roi de la Grande Bretagne, le désir du Roi de Portugal étant non seulement de garder les Accords & Amicitiez fraternelles qu'il a avec Sa Majesté Britannique, mais s'il est possible les accroître par les deux Rois en faveur du Roi de Suède.

XIV. Quand & après la conclusion de la Paix avec l'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien procurera par toutes sortes de bons offices d'accommoder les différends qui sont entre le Portugal & les Etats Generaux d'Hollande, afin que les Villes Cochín & Cananor soient restituées, & sur cette matière se fera un Article special dans le Traité de la Paix d'Angleterre & de Hollande; & de la même sorte le Roi Tres-Chrestien intercedera envers le Souverain Pontife, afin que non-seulement il confirme les Evêques de Portugal, comme avoit accoutumé de faire les Pontifes envers les Rois ses Predecesseurs.

XV. Sera permis au Roi de Portugal de lever Gens de Pied & de Cheval, s'il lui est nécessaire en France & Alsace à ses depens, conduire Ingenieurs & Mariniers acheter Chevaux & toutes sortes d'Armes pour sa defense, & offense de ses Ennemis, Munitions & Vires pour le même prix, pour lequel l'acheteur le Roi Tres-Chrestien, moyennant que les Commissaires qui seront commis à cela donnent un état du nombre des Soldats, & des Mariniers, & autres choses à l'Illustré Seigneur du Terron à la Rochelle, & aux autres Ministres des autres Places & Villes.

XVI. Toutes les fusdites choses ainsi arrêtées, & conclus entre les fusdits Rois de France & de Portugal se remettront par Traité ratifié à Paris dans 15. jours, après l'arrivée à la Cour du Roi Tres-Chrestien, de celui qui portera la Ratification de la part du Roi de Portugal, & le présent Traité ne sera manifesté en aucune sorte, jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien ait déclaré la Guerre à Castille; & en foy de quoy & force de cedit Traité nous avons signé de nos mains & sceings à Lisbonne le dernier Mars 1667. *Signé*, Melchior de Heron, Deputé du Roi Tres-Chrestien, le Marquis de Nisse, Admiral des Indes, le Marquis Grand Maître, le Marquis Marialve, le Marquis de Sande, le Comte de Chastelmethor, Antoine de Souffe de Maqueda.

IX.

13. Avril. Reichs-Conclufum über das Münzwesen / erklärend was für Guldene und Silberne Münden und in was für Preis solche zu nehmen / ferner wie den falschen Münden und schlechten zu wehren / die Güten aber zu erhalten seyen / mit denen darzu gehörigen Beylagen. Negenburg den 19-29. April 1667. [LONDORPII Acta Publica, Part. IX. Lib. X. Cap. CLIX. pag. 540.]

C'est-à-dire,

Conclufion de l'Empire touchant les Monnoyes d'Or & d'Argent, le titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir, comme aussi touchant la suppression des Monnoyes fausses ou legeres, & la conservation de celles qui sont de bon poids & de bon alloy, avec quelques Documents appartenants à la même Conclufion. A Ratisbonne le 19-29. d'Avril 1667.

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1667. Der Röm. Kayf. Maj. unfers allergnädigsten Herrn / zu gewöhnlichem Reichs-Tag bevollmächtigten hoch ansehnlichen Camerario, dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn Herrn Guicobaldo, der xxi. Röm. Ruchen Cardinalen / Erzbischoffen zu Salzburg / Bisten des Erbs zu Rom, und Bischoffen zu Bamberg / geben des Heil. Röm. Reiches Characteren und Schanden an die Reichs-Rathschaften und Stände hiennt geschriben zu vernehmen / demnach auf allerhöchster Kayf. Maj. unferm Vermögen Seine Hochseel. Cammer / unterm 11. May des verwichenen Jahres / ertheilte Resolution, erfolgte allergnädigste Approbation, das Münzwesen in allen dreien Reichs-Ständen vorgenommen / in sieben Puncten abgetheilt / und Deliberation gezogen worden / als nachfolgend.

I. Was für silberne Zin- und Ausländische sorten / und in was Valor und Gehalt sie vor Behrschaft annehmen.

II. Wie den verbotenen Nachfolagen / Behrschaften / und unnothwendigen Verschmähen der silbernen Münz-sorten vorgekommen und zu begegnen.

III. Was für Fälschung zu thun / same die aut Reichs-Münz zu Reich behalten und keine Ausländische schlechte und zugrunde haltende herein geführt werde.

IV. Was für Schied-Münz und in was vor einem Werth und Gehalt der Behrschaft sie annehmen.

V. Wie den allzuhäufigen Gepräg der Schied-Münz zu begegnen.

VI. Welche Zin- und Ausländische goldene Münden / und in was Valor und Gehalt vor Behrschaft annehmen.

VII. Wie das Verschmähen der goldenen Münden zu vermeiden. Gleich wie man nun auch die General-Charaktere der dreien bevolmächtigten correspondierenden / als der Spanischen / Bayerischen und Schwedischen Ständen mit ihrem Einschreiben / vermisge deren den 15. und 16. 26. Junii, auch 27. 31. Juli des verwichenen Jahres dictirten Beschlüssen sub lit. A. B. und C. nachzusehen / vor eine Nothdurft befinden auch solches alles / nach und nach resoluiren erweisen / Also hat man nicht selten / daß es forderist durchgehend bey den vorien Reichs-Configurationen und Ordnungen / so weit denkselben durch gegenwärtigen Reichs-Erßluß nicht derogirt oder dinstlich nach jenen künftigen eingezogen und geändert werden / insonden.

Denn zu Folge und was so viel den ersten Punct anbelangt / nemlich was für silberne Zin- und Ausländische arabe Sorten / und in was Valor und Gehalt sie Behrschaft annehmen / in specie verordne der Münz-Ordnung Ferdinand II. de Anno 1579. und des R. A. de Anno 1566. der Reichs-Gulden und Reichs-Thaler für eine allgemeine Reichs-Münz zu halten und solle auf eine Goldmünze Markt der Reichs-Gulden achten o. und ein halb Stück / und sein halten / 14. Loth / 16. Gran / bei welchem es nochmalis / wie auch bey dem alten Markt des Reichs-Thalers / deren nach laut bemelten R. A. de Anno 1566. auf eine Goldmünze Markt / acht Stück achten / und sein halten sollen / 14. Loth / 4. Gran zu verbleiben. Dieringelst: Ausländische arabe Sorten ansehe / und wie es damit zu mal an haben die bey Schönen Collegia solches an die Größe zu sein zu mal, doch daß in den Grenzschlüssen die Reichs-Configurationen nicht dinstlich geändert werden / vor gut angesehen das Reichs-Erßluß / aber / solche Revision vor bebenlich / und darzu gehalten / daß der Ausländische Thaler diermalis mit zu dervahren / sondern der Reichs-Thaler entweder in bonitate intrinseca zu tragen oder in valore extrinseco zu steigen sey. Im übrigen und gleich wie man befindet / daß denen bisher eingeworfenen Münz-ger. d. u. und Ordnungen anderer Gehalt nicht verachtet / noch geheimer werden kan / es sey dann vorher durchgehend ingewen und überofft ein gewisser Maß / wornach die Zin- und Ausländische grobe Sorten so viel / als auch die Schied-Münz geprägt und valvire werde / gestellet und verglichen / Als wurde derselbe / nach Meinung aller dreien Reichs-Collegen, nicht tuglicher als nach dem Reichs-Thaler vorgenommen werden können / und insondenheit dahin zu sehen sein / damit der Silberzant auf einen gewissen Werth regulirt, und wosfen derselbe so viel / als auch die Behrung des Reichs-Thalers / diermalis nicht in perpetuum und beständig gemacht werden könne, dennoch wenigst provisorialiter hartver statuir werden möge / und solle man auch mit den angrenzenden fremden Kronen und Republiken, so viel wegen angemeltem Silberkaufs / als Gleichheit der Münzen communiciren, massen mit Theils deren / auf hochbedachten Schlüssel, Commissarii ersolten Consens, allbereit geschriben.

So viel den II. und VII. Puncten / als welche beyde wegen ihrer Connexität in eine Deliberation gezogen / bereits vornehmlich den verbotenen Nachfolagen / Behrschaften / und unnothwendigen Verschmähen der goldenen und silbernen Münz-sorten vorkommen und zu begegnen: Hat man sich hiennt dergestalt entschlossen: Als:

Erstens und demnach in der peinlichen Halsgerichts-Ordnung Kayfers Caroli des V. Art. 5. deut- und heiltsamlich vorgesehen / wie die Münzfälscher / auch diejenige / so ohne habende freysheit münden / zu bestrafen: Als solle folgende Ordnung von neuem confirmirt und erholet / und wider die Verweigerung ernstlich exequirt und vollstreckt werden.

II. Darnach auch in viel andere Bege unmittellicher Gewin in den Münden gesucht / falscheit und Betrug diermit abgetrieben wird / und dahero in der Münz-Ordnung Kayfers Ferdinandi des I. de Anno 1559. §. 162. Hierauff seyen / ordnet und wollen

ANNO
1667.

wollen Wir/zt. Und in den darauf folgenden dreien §. 8. §. 9. §. 10. klärlieh geordnet, daß die Granalirer / Körner / Seiger / Xingere / B-schneider / Schwäcker / Wäcker / Schmölger / Auf-schärer / Abseiger / Aufwäger / Aufseher / Aufwähler und Ge-fälliger / an Gut / Leib und Leben / nach Gelegenheit und Ge-falt des Verbrechen / zu straffen / und hierinnen niemanden zu verfehlen / auch dem Thäter an der verurtheilten Thun ein Drit-theil: Die andere zwey Thail aber der Obrigkeit / darunter die Übersehung geschieden / abzulösen / und so diese klünnig wären / die Straff durch die Müng-gewerkselbigen Crayfes / und wann auch diese nachlässig / durch den Käyßer / Fiscal fleißig einzufor-bern / und so gar der jenne / so diese und andere verbotene Miß-brände / Verzug und Jälsche der Müng gewußt / selbe aber der Obrigkeit / also das delictum vorgegangen / oder also der Ver-brecher zu berechnen / nicht angezeiget / mit gewisser Geldstraff / als zwey Mark löbliches Goldes zu belegen sey: Als wird solches alles / wie auch / was wegen des Körners und Seigerers in gedachter Müng-Ordnung §. 171. Wir ordnen / sehen und wol-len auch ferner /zt. auch die Granalirer und Seigerer / zugleich der klünnigen oder sich selbst der Sachen schuldhaftig zu verurtheilen / Obrigkeit / Crayfes und Gerichten halber / in den X. A. u. Aufspurg d. Anno 1666. §. 168. Was dann der Müng halber /zt. und wiederum §. 169. Wir ordnen und wollen auch /zt. der klünnig nicht entkommen / außer deutlich und ausdrücklich wiederholte und von neuem bekräftigt / so dann auch darob zu halten seyn / daß vermög mehrgedachten Müng-Edicts die Verjährung / auch auf den Silbernen Münzen / so mit dem Reichs-Thaler seyn / der Valor jedesmal mit aufgeschriebte werde / und insonderheit die grobe Sorten / in gehöriger Breite / circulo und circumferenz ausgehen / keine Kappen / Schnitt oder Et nicht haben / zu welchen Ende denen special- und General - Garbei-nen zu injungiren / da sie dergleichen Müng gleich Anfangs bey Aufschlag / auch auf die Silbernen Münzen / so mit dem Reichs-Thaler seyn / sonder mit Aufzeichnung und Veraploirung der Obrigkeit / den Müngmeister dahin anzuweisen und anzuhalten / und be-gleich /zt. denselben hienieder zu verschmücken und in gehöriger Form aufgehen zu lassen.

III. Damit auch ferner /zt. um so viel weniger die in dem Müng-gewerk gemachte treßliche Ordnungen übersehen werden / und die Obrigkeit wider die jenne so etwan verächtlich / mit ge-zeimender Inquisition fleißig verfahren mögen / Als solle nicht al-lein auf die jenge / so mit verächtlichen / und ihrer Nahrung nicht gemäßen Instrumenten unbesonnen / fleißig acht gegeben / son-der auch die Handwerker in Städten und Gerichten / welche die zum Müng / Geräthe abhandelt / erforderliche Instrumente an Ma-erils verkaufen / kn /zt. ihrer unnachlässigen arbitrai Straff schalten / so /zt. ohne Verweisung ihrer Obrigkeit / solch / als in specie die Stöck / Schneid und Druckwerk sampt den Präghosen nicht zu machen noch auszubereiten / wieweil dann eine Handlung treiben / sondern wann bedenkend an sie geschie-nd / es alsobald ihrer Obrigkeit zu referiren und dem / was sie hienunter befehlet / nachzukommen. So sollen auch gedachte Stöck / schneid- und Druckwerk sampt den Präghosen nicht in der Müngmeister freien Händen gehalten / sondern entweder in der Obrigkeitliche Besorgung hienunter / oder doch wenigst unter Obrigkeitlicher Besorgung denen verordneten Crayf - Garbei-nen anvertraut / oder /zt. sonst /zt. zu Bestimmung alles Miß-branches / den Orts Obrigkeit vor gut befinden wird / die Gebühr in nicht genommen werden.

IV. Dann und nach dem die Erfahrung bezeugt / daß son-derlich die Juden sich an der Müng auff eine und andere Weg oftmal verzeihen / und wider die Reichs - Constitutiones fre-ventlich handeln; So seyn demnach die Stände / in deren Ge-biet sich diese aufhalten / ersündlich zu erinnern / auf dieses Jahr gutes und emßiges Aufsehen zu tragen / und ihnen / wann sie aufgenommen werden / der formal des Eids oder Pflicht / so sie abzulegen haben / ausdrücklich einzuverleihen / daß sie sich alle ungebühr hierinnen entmischen wollen: Den jenen aber / so sich bereits in der Ständen Territorien befinden / solches bey ersgedachter Ihrer Pflicht vorgehalten / wie es dann in dem X. A. zu Reinburg d. ann. 1572. Tit. 7. üblich geordnet / daß Jerschaften / also die Juden gesessen / einsehen tra-gen / und Ordnung machen sollen / damit niemand beschwert werde.

V. Alsdann auch die Müng-Gerechtigkeit kein Mercanz fort-dern ein Kayserl. Regal / dessen sich die Stände nicht zu ihrem selbst gesuchten Vortheil / sondern dem Reich zu Ehren und Wohl-fahrt / bedienen sollen / und darumb in dem X. A. d. ann. 1570. §. 172. Alsdann auch /zt. statuiert / daß keiner seine Müng-Gerechtigkeit oder Müngschafft verkaufen / verleihen / verpfänden oder verlegen lassen / wiewohl auch mit dem Müngmeister / wegen Theilung des Gewinns / einiges Gedöng oder pactum tractum sollt: Als wird es bey solch beistehen und in mehr andern Reichs Ak-tiven / sonderlich aber in ann. 1594. §. 102. wir ordnen / wol-len und gebieten /zt. beschloßenen und bestätigten Reichs-schulden gelassen / und alle Pacta de quota laci, sie betreffen gleich einen Fleinen oder großen Gewinn / gänzlich verboten / und mehr nicht / als dem Müngmeister eine gebührende Besoldung / aber nicht per modum quotæ zu bestimmen erlaubt / auch der Verkäufer / Verleiher / Verpfänder / oder der / so seine quotam des Gewinns verpfänden / oder das Münglein verlegen läßt / seiner Müng-recht verlustig seyn / und noch darzu den Kauff- oder Pande-schuldung was er mittels solchen verbotenen Contracts an sich ge-

bracht / verfallen / und hierinnen mit Fiscalischen Proceßten der-gestalten / als wie im gemachten X. A. de Anno 1594. §. 102. wir ordnen / wollen /zt. vorgehen / verfahren werden solle / da-fern aber der jenne / so sich abgemühter massen verzeihen / dem Reich ohne Mittel nicht unterwerfen wider: Es solle des Lande-gebihrnde Bestatigung / wider dergleichen Ubertreter vorge-nommen ernstlich auferlegt seyn. Gleich wie nicht weniger die Käuf-fer / Conductores / und alle / so da mit jenen / zu Müng-Gren-zen haben wider das Verbot der Reichs - Satzungen contra-hiren und handeln / nicht allein / so viel das Kauffgeld oder Pfandschilling / oder den zugesagten Besand - Zins anbetrifft / verurtheilt / sondern noch darzu mit einer arbitrai poen / so der Ubertreter / wann er ohne Mittel dem Reich unterwerfen / dem Kayserlichen Fisco / konnen aber dem Domino Territorio / ober / wann dieser sich des Verbrechen auch theilhaftig gemacht / be-richtem Kayserlichen Fisco zu bezahlen / angesehen werden / und des dann auch in specie von den Müng-Meistern zu verurthei-len / so nach Gelegenheit ihres unanständigen Verhaltens auch unan-ständig und ungebührlich erklärt und zu keinen Erben zugelassen werden sollen. Massen und damit diese um so viel mehr schen tragen / sich hienunter auf einen Theil zu verzeihen: So ist ihr der Müng-Meister dieses Formal / davon hernach mehrere Meldung geschichte / bezeugen: daß sie in keiner vertriehen / verkaufen oder verpfänden Müngschafft arbeiten / oder mühen / oder auch durch ihre Gesellen dergleichen nicht arbeiten oder mü-nen lassen / auch bestreuen vor Zinnehmung der Arbeit / sich angeeignet erfinden wollen / gehalten auch sie die Gesel-len / so wesentlich in dergleichen Müng-Schäden sich gebunden lassen / ebenfalls / nach Beschaffenheit ihrer Ubertretens / zu bestrafen / und die Obrigkeit und Crayfes hienunter die fleiß-figen Aufsehen haben / und nach besage verordneter X. Ak-tive / darob / und daran seyn sollen / damit in allem in diesem Werck mit Ernst und ohne Verschömmung wider die Delinquenten verfahren werde.

VI. Nach dem ferner mit großem Schaden der Ständen und ihrer Unterthanen / das Reich mit bestimmten Müng-Sorten / sonderlich mit den bestimmten Gemeiner Silber - Cronen ganze und halbe Philips Thaler auch Koppflitz bezeugen werden: Als solle erstens jemand solche bestimmte Müng-Sorten ohne Ab-zug des an dem Gewichte erscheinenden Abgangs / anzunehmen schuldig seyn / zu dem Ende man in dem Werck begreifen / was nach proportion des schiedlichen Abgangs / abzugeben an gewiss / noch bey gegenwärtigen Reichthum / zu determiniren / nach dem das solle jedem Crayf bevorzugen / da er nöthig oder nöthig zu seyn bedirft / dergleichen bestimmte Müng bey Straff zu verzeihen / doch daß hingen in selbigen Crayf die Verluste ge-macht werde / daß ein jeder die habende bestimmte Müng-Sor-ten gegen Leistung des Abgangs und Müngschillings / aufzuweisen kömme / welche hienach der jenne Müngschill / so diese an sich lö-set in gute und meistentheils grobe Reichs - Müng zu verwenden schuldig sein solle.

VII. Einemahlen die gute Reichs-Müng umzubringen / oder wiederum in Ueget zu bringen / und dergleichen Schiedsmüngen zu machen / in verschicken / und das letzte mal in dem Anno 1603. gemachten X. A. §. 50. seyn / ordnen und wollen wir /zt. verbotnen worden: Als sey auch solch Ordnung zu inhaer-iren und die wider die Müng-Herren / Müng-Meister und Ge-sellen in casum transgressionis gestift poen in allemwege zu wie-derholen.

VIII. Hat man gleichfalls eine hohe Nothdurft / zu seyn er-messen / daß dem X. A. zu Excerpt de Anno 1570. §. 124. dar-umb zu weiterer /zt. fleißig nachgeleitet und mit den Müngmeistern / als wie allort geordnet / es in den Crayfen gehalten und dar-über hin sie die Müngmeister von ihnen den Crayf - Ständen und ihren Müng-Herren der Reichs-Müng-Ordnung und Ab-schreiben / bey Verpfändung ihrer Hand und Geir nachzukommen verpflichtet werden sollen / auch sich selbst / auf jedes Erfor-bern / einzustellen und Noth und Antwort zu geben / zu welchem Ende / eine ordentliche Special Instruction / wie sich die Müng-meister zu verhalten / von Reichswegen abzufassen und derselben in specie / daß sie keine gangbare Müng verzeihen sollen / be-zugsetzen / dem künftigen X. A. einzutragen / worauf dann ein je-der Müngmeister zu schwören / massen die vorhandene alle In-structionen revidirt und ad praesentem statum / auch denen der-mahlen hiezu kommenden Satzungen applicirt werden solle / welche Meynung es dann auch

IX. Mit Garanden hat / daß nämlich diese / nach Junalte gedachten Excerpten X. A. de Anno 1570. §. 125. was dann aber von Zinnehmung /zt. auch des Abschicks de Anno 1594. §. 102. mit ordnen / wollen / und gebieten /zt. angenommen werden verpflichtet / und ihnen / so wohl / als den Müngmeistern / ein special Instruction verfaßt werden solle.

X. Obwollet auch / in vor allegirter Müng-Ordnung de Anno 1599. §. 102. verglichen / ob die Goldschmied /zt. erlaube wird dem Goldschmied / die Gold- und Silberne Müng / wann sie das Gold und Silber zu Nothdurft ihres Handwerks nicht bekom-men mögen / so weit zu verzeihen / so viel sie zum Verlaß gedach-ten ihres Handwerks bedürftig / doch daß sie es nicht verfaufen oder verzeihen / oder /zt. solches mit Verweisung ihrer ordentli-chen Obrigkeit befehlen solle. Nachdem aber gleichwohl die Ge-fährlich seigt / daß geborene Säkung mehrer Limitationen und einschränkungen / wenig verabschiedet / sondern die guldene silber-

ANNO
1667.

ANNO
1667.

silberne Sorten von befagten Goldschmieden / allerdings nach gesetzten gebrochen werden; Als bald man / das ihnen / wie auch denen Goldschläger / bloß und allein die ausländische Müntz-Sorten / auch anderer nicht als mit dem Aussehen der Obrigkeit einzuwechseln und zu ihrem Gebrauch zuverlassen / verlästet werden solle / wie dann die Obrigkeit zu weiser Nachsehung dieser neuen Ordnung die Anstalt und Verfügung zu thun / daß sie die Goldschmiede und Goldschläger / (wann sie in die Zunft / oder da keine am selben Ort sich befinden / zu Würgern oder Zinwohnern auf und angenommen werden) zuverlassen und geloben lassen / wider solche Ordnung und Gesetz nichts vorzunehmen / bey Verlust der Zunft / und respective Bürgerlichen Gerechtigkeit / auch ihres ehelichen Namens / darauf dann gebachte Obrigkeiten zuhalten und nach Gelegenheit des Verfahrens / wider die Übertreter ernstliches Einsehen vorzunehmen haben: Gleich wie auch die Gesellen / wann sie bey einem Meister arbeiten wollen / murreiß des Handwerks sich gegen die Obrigkeit verbunden sollen / dieser Ordnung nachzusehen / auch so ihre Meister darüber handeln / es gebachter Obrigkeit alsobald anzeigen / bey peen der Gefängnis / oder anderer arbitrar Straff / und solle obige wider die Goldschmiede und Goldschläger gesetzte peen auch stat haben / wann ihnen inländische gemünzte und silberne gute und geachtete Sorten / von andern zum brechen und verschmelzen zuge stellt und eingeschmugelt werden / und dieweil die solches thun / angezeuete Müntz güldene und silberne Sorten verurtheilt haben / und die Obrigkeit selbigen Ders befragt seyn / diese als verfallen und confiscirt / zur Hand zu nehmen und einziehen / nicht weniger und ob schon etwan einige das Handwerk nicht erlernen / doch aber ermahnt inländisches gemünztes Gold und Silber verschmelzen und hiemit die Maßstam den Goldschmieden und Goldschlägern anstellen: So solle doch so wol der Verschmelzer als der Goldschmied oder Goldschläger der herum des Wessenshaft gehabt / dero wegen dann genaue Nachtrag zu halten / gestrafft / und auch angezeuete maßen in commissum / wie oben gemeldet verfallen seyn. Damit auch in der mit Vorbenennung und Zulassung der Obrigkeit verlästeter Verbrechen der ausländischen Sorten / nicht excedirt werde / haben die Chur- und Fürstliche Collegia vor dienfalls erachtet / daß jeder Stand / von halben zu halben Jahren / eine ordentliche Specification / wie viel von dergleichen ausländischen Müntzen in seinen Gebiet / vorgebracht worden / gebrochen worden / denen Grenz- aufsehernden Fürsten einreichen und hiemit solche Specification von einzelnen Grenz- aufsehernden Fürsten neben den übrigen auf den Müntz- Probations- Tügel producirt / und also / nach befinden den excessen / remedirt werden solle. Ex parte der Reichs- Städte aber hat man solche Specificationen vor bedenklich / und davor gehalten / daß die Aufsicht über die einwand in Verrechnung dergleichen Sorten / befahrende excessen der Sorgfalt und Vigilanz eines jeglichen Drets Obrigkeit anzuvertrauen. Und als ferner vor kommen / daß an theils Orten sich eine allfongliche Menge der Goldschmiede und Goldschläger befinden / und daß es allerdings eine Nothdurft wäre / die Anzahl zu restringiren / so sind die Obrigkeiten zu erinnern / darauf bedacht zu seyn / wie solcher Orten / also obgedachte Handwerk übersezt / die Restriction entweder durch unzulässige Annehmung neuer Meister / an stat der absterbenden / oder auch andere sältliche und billige Wege möchte zur Beseitigung gebracht werden. Nachdem auch hie und da an geringen Orten sich Goldschmied und Gold- Arbeiter niedersetzen / und dabeisthen ihres freyen Willens pflegen: Als wären dergleichen Goldschmied und Gold- Arbeiter nicht zu gedulden / sie seynd dann auf sonderbare den Reichs- Satzungen ähnliche Ordnung an und durch gebachte Obrigkeiten verbanden.

So viel aber XI. die Gold- und Silberdrathscher und Posamentierers anderseits / sey beschreiben das einwischeln und Verbrechen der gangbaren Müntz-Sorten wie auch der Silberkauff / ihnen und allen andern Privats in gemein / insonderheit aber den Zurechtgänglich zu verwehren / auch sie die Drathscher und Posamentierers / daß sie darwider nicht handeln wollen / absonderlich zu bezeugen. So dann derüßter Silberkauff anderseits nicht / als mit Bewilligung eines jeden Drets Obrigkeit / welche dabey in acht nehmen solle / daß derselbe über den Preiß / wie das rohe und Bruch- Silber / den Reichs- Satzungen und diesem Concluso nach / vermindert werden kan / nicht gestattet werde / zu verlasten / und zu jeglicher Obrigkeit disposition zu setzen / wenn sie solchen Silberkauff publica autoritate committiren wolle.

XII. Einemahl am man befinden / zu Vorcommen und Abwendung in den Müntzen einsehender Unordnung / sehr vortheilhaft zu seyn / daß jedes Jahres die in der Müntz- Ordnung bestimmte Probations- Täge / als 1. May und 1. Octobris / oder wenigst einer / unfehlbarlich gehalten werde: Als seynd die aufsehende Chur- und Fürsten ihrer Obiegenheit in alledwegen zu erinnern / massen also jenes / so dero wegen in verschiednen Reichs- Abschieden entkommen / eholet wird.

XIII. Und nachdeme in denen Reichs- Abschieden de anno 1570. 1571. 1576. und 1594. auf wichtigen Ursachen verordnet worden / in jedem Grenz- aufseher einen Anzahl der Müntz- Schützer in welchen und keinen andern zu münzen / zu bezeugen / hingegen also hin und wieder einflussige Hecken- Müntzen abzufahren: Als seynd solche Reichs- Constitutionen / doch mit dem Unterschied / so darinnen und in specie den Dep. Abschied zu Frankfurt d. ann. 1571. §. 20. wiewohl in mehrangeregten unsern Speyerischen Abschied 12. wegen derjenigen so Bergwerck haben /

berührt wird / zu wiederholen / und so viel es immer möglich / zur Execution zu bringen / oder da es in einigen Grenz- aufsehern die difficultat nicht zu überwinden / auff ein ander Expediens einzusehen und auf allen Fall dahin zu sehen / damit wider die Verfehr und das herkommen das Müntz- Geld nicht erseiget wird. Worbey jedoch das Churfürstl. Collegium / das jenige so in der güldenen Bull Tit. 10. enthalten / anders wiederholt und bedingt / dahingegen aber das Fürstliche Collegium in solchen Zufall nicht willigen wollen / sondern es bey vorangegegent Reichs- Constitutionibus allerdings verbleiben lassen.

XIV. Solle auch bey vernehmung derjenigen Straffen / die in den Rechten und Reichs- Satzungen wider die Aufschmelzer und verschmelzer statuir / niemand sich vernehmen / die schwere Grobheit / halbe Drogen und andere gute Gedenkmütz auszuweichen / oder zu begierung der groben Sorten zu gebrauchen.

XV. Hält man auch vor dienlich / daß die gesammte Goldschmied und Silberarbeiter / dahin zu halten / daß das Silber / so verarbeitet wird / wenigst 12. Loth sein nach dem kölnischen Gewicht / und das Gold 18. carat halten / auch alle solche Arbeit mit den Wapen und Zeichen / so wohl des Ortes / da sie gemacht / als des Goldschmieds der sie verfertigt / gemerckt / und die zu solchem Ende notwendige Beschau in loco publico & a peris publico nomine deputatis vorgenommen / ingleichen zu verbindung allerhand Gefährlichkeiten von den Goldschmieden keine Silberarbeit geringer / als sie seyn solle / wann ihnen auch schon dergleichen / von wem es immer seyn möchte / angenommen und aufgetragen würde / verarbeitet werden solle / auch bey denjenigen Straffen / so heroben wider sie die Goldschmied und Silberarbeiter bestimpt seyn.

So solle auch XVI. bey schwerer arbitrar Straff den Jubelieren / Drathschern / Rauff- und Handelsleuten / auch allen und jeden / jedoch die Guarden und verpächte Goldschmied ausge nommen / eigene Schmeltz- und Probiere-Ofen zu haben oder zu gebrauchen verboten seyn.

XVII. Werden auch die Obrigkeiten erinnert / wann Goldschmied und Silberarbeiter / oder auch Rauff- und Handelsleute Gold- und Silbergeschüt / so ohne Probe gemacht / auf die Märkte bringen / die Beschau geschicklich zu beordnen und die Probe ordentlich zu nehmen und darauf zu notiren: Alsso aber schon / die nota publica probationis darauf bestimlich seyn / dieselbe doch mit Vorbehalt jedes Orts Probe / mit der Noth zu bekräftigen / doch dabey die Behutsamkeit zu gebrauchen / damit die Obrigkeitliche ordentliche Proben / ohne sonderbare Noth / oder augenscheinlich befundene Fälscher / nicht verworffen oder doppelte Proben / ohne sonderbare Noth / oder Augenzeugen / zu mercklicher Beschwerde oder Ungelegenheit der Handwerker / einzuführen werde / dagegen aber die Obrigkeiten desto behutsamer / mit ausdrückung ihrer Wapen und Zeichen zu verfahren / und wann sie zuvor darauf geschickte seyn / mit gerecht befinden / gegen dergleichen / die Reichen und Wapen mißbrauchen / eine ernstliche remonstration vorzunehmen.

III. Verbleibend den dritten Haupt- Punkten / nemlich / was für Vorsehung zu thun / damit die Reichs- Müntz im Reich behalten und keine ausländische schlechte und zu gering- haltige hinein geführt werden / da erinnert man sich / so viel das erste Membrum dieses Punktes anbelangt / was gehalten in den Reichs- Abschieden / insonderheit aber de An. 1570. §. 146. und zu fernern 12. und §. 117. und auch sonderm notwendig 12. & seqq. wie auch dem Depur. Abschied / de anno 1571. §. 10. seyn / da diese nachmahln / 12. bestimlich vorgesehen / daß keine Reichs- güldene oder silberne Müntz oder rohe und ungeschmettes Silber auf dem Reich geführt werde / und daß darauf die Churfürsten / und Stände in gemein / wie auch die Churfürsten am Rhein neben den Kayser. Commissarien zu Frankfurt / Eadsen und Brandenburg aber in ihren Städten auf den Messen und Jahrmärkten / gute achtung geben / und inquiriren lassen sollen / wie dann auch das Kayserl. Mandat / so dem Franzes- fursichen Deput. Abschied de anno 1571. beigelegt / klar anzeigt / daß die Aufschmelzung der Reichs- Müntz bey Verlust Leib und Guts verboten und Chur- Fürsten / und Ständen aufgelegt und befohlen worden / in deren Chur- und Fürstenthum / Gebieten und Obrigkeiten / auf solche bing / sonderlich aber bey den Jahrmärkten und andern Versammlungen der Kaufleute und Handwerker / fleißige Aufsicht zu halten und bey denen einnehmenden Land- Vögten / Zoll- Vögten / Eadsen und 22. seyn / damit / wie gehört / kan. Nach diesem auch silberne Müntz / noch auch rohe und ungeschmettes Silber auf dem Reich zu verfahren oder zu Land verführt werde / mit allem Ernst anzuvernehmen oder nachfragen zu lassen / und da jemand / wer der auch seyn möchte / darob betreten würde / denselben ohne allen Absezt der Person / auch unangetastet einzeln & c. / oder anderer Vernehmung / zu geistlicher Straff anzuvernehmen / und gegen ihm / seinen Leib / Naab und Güter / neben fürnehmend- & werclichen Confiscation lossen / wider das Verbot verführerlicher Geldes und Silber / insofern viel berührter Ordnung / zu verfahren / werden es dann / der Reichs- Müntz halber sein Verbleibend hat.

Was aber die ausländische Sorten betrifft / wird dasselbe gehalten / daß in Fällen / da es die Nothdurft der Commercien fordert / die Aufseherm derselben zu gestatten: Damit aber auch aller Betrug und so viel meyers verführt bleibe: So sollen diejenige / welche dergleichen Müntzen auf dem Reich verführen /

ANNO
1667.

ANNO
1667.

führen / von des Orts Obrigkeit gewisse Urkunden / daß sie des
für benötigt / sonst aber der / so Baaren und Güter an der
Orts verfahren / daß demselben kein Geld eingekauft oder
imballirt sey / begehren / und an Urkunden dann auch / wann
andere selbige von des Orts obrigkeit Obrigkeit erhebt / und
die Stellen darinnen specifice und besetzt sein / ohne an-
derweitige Variation ganz zu glauben / dann aber ein von der
Orts verachtet eines Betrages wäre / haben die begehre höher /
Legia beschließen / und vorzulegen / daß solchen Falls die Vi-
sitation / ohneachtet besagter Urkunden / obdenominant sein sollte.
Reichs-Erbschaften Theils aber / hat man mehr gedachte: an-
den / und Attestata vor sufficient halten / und zu erwählter Vi-
sitation nicht willigen wollen; Im übrigen aber / und so viel die
jenige / welche nur ad captandum lucrum und Gold mit Geld
anzuwenden / die Münzen zu verführen sich unterstehen / an-
behalten / hat es bey obgedachten Reichs-Satzungen / sein ehe-
geordnetes Verbleiben / zu welchem Ende auch / dieselbe Kon-
krete Mandat hierbey zu publiciren und aufzusetzen und die
neue verfassung Münz-Ordnung / zu wann dieses Obsequi-
um wenigstens zu verstehen; Was man und damit dergleichen
Satzungen ihren gebührenden Vollzug desto besser erreichen;
So solle den Anzeigen oder dem Denuncianten / neben dem
daß er unvermuthet verbleiben sollte / ein dritter Theil / nach laut
der Münz-Ordnung Ferdinandi I. folgen / und wann die Obri-
keit hierunter mit nachlässig / gegen ihnen auch mit Straff / wie
sie gebührt / versehen werde / und dann zu mehrer Versicherung
die Kaufleute ihren Obrikeiten angeloben / wider gedachte Dro-
hung auf gewisse Beträge und Wege nicht zu handeln / noch ihren
Ducaten daß sie solches thun / zu gestatten / welche Kaufmanns-
Ducate dann auch / wann sie an Dienst eintreten / gegen des Orts
Obrigkeit sich verpflichten sollen / dann also / so in solcher Dro-
hung begriffen / nachzufinden / auch wenn sie ein solches Verwe-
nung erfahren / der Obrigkeit / bey Verlust ihres ehelichen Na-
mens / und anderer arbitrari Straff / anzuziehen. Was auch
hieoben und in dem Reichs-Abchied wieder die Aufwechslung
geordnet / das solle auch obsonderlich wider diejenige verstanden
seyn / so da die gute Reichs-Münz gegen einen Gewinn und
Aufschlag / er sey gleich klein oder groß / um- oder außer lands-
andern und fremde Münz verwechseln / jedoch / daß hie-
unter die Kaufmanns-Abchluß auch andere notwendige Ge-
werbs-Geld wozu verstanden haben / aufgenommen seyn
sollen.

Was aber das 2. Membrum dieses dritten Haupt-Puncten
betrifft / wozu von den beiden höchsten Collegiis die Valvierung
der schlechter oder geringhaltigen ausländischer Münzen / abge-
dacht massen an die Grasse verwiesen worden; So läßt man
es auch dabey bewenden / und werden gedachte Grasse / auch dis-
falls die Nothdurft zu entschließen / darob zu halten / und die
Gebühr jedesmal bey den Münz-Probations-Tagen zu beo-
achten wissen; Jedoch entzweyten und unbenommen der durch die
Reichs-Satzungen einen jeden Stand in particulari zukommende
der Valvierung und Beibehaltung / hingegen aber / bleibe man
Reichs-Erbschaften Theils / bey der ad primum Ponctum dis-
falls ansonsten Meinung / daß nemlich vernünftliche Devalvierung
der ausländischen Thaler / bey jetziger Zeiten / man nicht ver-
echnlich erweisen könne; Ferners und demnach dem Königlich
seiner hauptsächlich an dem gelegen / daß alle güldene und sil-
berne Münzen / sie seyen nun- oder ausländisch / in dem Reich /
so viel es immer möglich / verbleiben: Als sollen die güldene
und silberne Spitzten und Porten / wie auch die güldene und
silberne Knöpfe / wie nicht weniger die güldene und silberne Läu-
ber / auch die mit Gold und Silber gestickte Kleider / jedoch mit
Vorbehalt dessen / was bey Abhandlung der Politen-Ordnung
disfalls etwan weiters möchte verordnet werden / zu tragen und
das unnötige Pergamen / in Krafft dieses / verboten seyn /
auch alle Thur-Fürsten und Stände strenglich darauß halten /
daß der Kleider-Veracht in ihren Gebieten abgerafft halten /
fremde kostbare Zeug und Lächer und ad luxum dienende Manu-
facturen / nicht zuzulassen und zu dem Ende durch Thur-Fürsten
in ihren Ländern ihren Gehörh / eine gewisse Policy-Ordnung
begriffen / und annehmlich auch die Handelschaften in ihren Lan-
den / da es anders seyn kan / dahin eingerichtet werden / daß die
jenige notwendige Baaren / welche im Reich nicht zu bekom-
men / die ausländische Kaufleute nicht mit baarem Geld / son-
dern gegen ausländische Baaren / Kaufschweiß an sich erhandeln /
nicht weniger sollen sich Thur-Fürsten und Stände beschließen / in
ihren Ländern solche Meister und Arbeiter zu halten / welche die
im Reich notwendige Manufacturen / auch deutsche Baaren
und Materialia / als Woll / Leber / Kuyser / und dergleichen /
selbst verfertigen und verarbeiten / denen sie dann gewisse Pri-
vilegia und Freiheiten in ihren Ländern ertheilen können / auch solche
Meister oder Arbeiter und ihre Gesellen und Jungen wider an-
andere Handwerker / so dieselben etwas Hinderung und Ein-
trag unthun / oder sie wider die klare Reichs-Constitutionen
aufzuführen / sich unterlegen werden / ferner und schließlich
auch die Widerstände in solchen und dergleichen Fällen / sowie
dies / so viel es immer möglich / vermeiden / und dahin sehen sollen /
denn die Thur-Fürsten und Arbeiter / nicht desto besser zu Hand
zu bringen / nicht dergleichen / wie an vielen Orten im Schwanz
im Widerspruch mit dem neuen / der ausfindung-Kosten und
andern Exceß übernommen / zuweilen gehalten und gehindert /
sondern die Abtreiber mit Exemplarischer Straff angehen ver-
mehren.

den: Altemassen alle dasjenige so wider ihr / der Handwerker
Handwerk und deren Aufheben und Beschaffung haben in der
politen-Ordnung zu Augsburg An. 1548. Art. 37. insofern in
den Roes zu Frankfurt de an. 1594. Art. 10. Item 1. Abhand-
lungen / als erhebt / und in genere auf alles unmaßliche
ganz / den / Aufschlag und Beschaffung der Handwerker
Gehalts anlegen und beschreyt abhangig und / das zu Recht
und Abordnung gehörte / freibarer Weisheit und Willens
einen Stand dem andern die hülfliche Hand zu bieten / schül-
dig seyn solle.

IV. Bey dem IVten Haupt-Puncten / was nemlich vor
Schied-Münz / in was vor einem Reich und Schiedliche Ver-
schafft anzuordnen.

V. Item bey dem Vten betreffend wider den allzu häufigen Ge-
brauch der Schied-Münz zu begangen: Hat man sich also ent-
schlossen. I. Daß so viel erstens / die Sorten und Gattung der
Schied-Münzen ansehet / den Graden es zu überlassen / wel-
che passet und angemessen werden sollten. II. Den Zahl der
schicklichen Schied-Münzen betreffend / solle die Proportion
der Güte / von den Reichs-Abchluß genommen / und in der er-
sten Abtheilung dahin gerathen werden / daß die Münz-Sorten
über Abzug des nöthigen Koffers so wenig an Gewinns-Ver-
lustrung der Schied-Münzen / als bey Aufschüttung der Reichs-
Thaler haben. III. Was das zulässigste A. zu seyn ge-
halten / dem überflüssigen Betrag der Reichs-Münzen ge-
kommen / daß hierinnen den Reichs-Abchluß nachgelasse
werde / und ohne des Grases oder der Grasen / wie es hie-
ratione modi personam gewesen / gebenden erlaubt / welche
aber sehrmäßig / und mit der in gemeinen Reichs-Abchluß
enthaltenen Beschaffenheit zu ertheilen / solle niemand sich hin-
halten zu lassen begehren / auch da einem Stand ein gewis-
ses Quantum der Schied-Münzen zu schenken erlaubt wird /
dieselbe nach Proportion solcher Summen und Determination
der Grasse oder der Grasen gleichfalls grobe silberne Sorten
münzen lassen / sonst aber jeglicher Obrigkeit die unmaßliche
und überhäufte Schied- und Land-Münzen nach Gut-Befinden
zu verurtheilen bester sehen sollen.

VI. Anlangend den Vten Haupt-Puncten / nemlich / welche
Zun- und Ausländische güldene Münz / und in was Valor und
Schalt für Reichs-Satzungen anzuordnen / ist man der Meinung /
daß i. in der Münz-Ordnung Ferdinandi I. d. an. 1559.
auch in andern Reichs-Abchluß benannt und passire Gulden-
Sorten / noch fürnehmlich / wie auch andere Ausländische güldene
Münzen anzuordnen: 2. und so viel den Zahl / oder die inner-
liche Güte der Goldgulden / Ducaten und Kronen ansehet /
läßt man bey vorgedachter Münz-Ordnung Ferdinandi I.
gänzlich verbleiben / daß nemlich jeder Goldgulden 2. Stück
eine Goldscheide Markt wegen und an fast halben solten 3. Carat
6. Gran / das ist 12. Loth 6. Gran / der Ducaten aber solten
67. Loth aufgetreuter Schick / eine Goldscheide Markt wegen und
sein halber halten 83. Carat. 6. Gran: An Kronen aber / solle
ein Goldschick Markt 70. Stück halten / wie solches alles auf ge-
dachte Münz-Ordnung S. 64. Ferner die güldene Münzen be-
langend / S. 146. Ferner das Ausländische fremde Gold /
zu ertheilen / so viel nun aber die zu geringhaltigen Ducaten
ertheilt / da ist das Churfürstliche Collegium der Meinung / daß
selbige ohne Unterredung / mit desaction des an dem Gewichte
bedinglichen Mangels ebenmäßig für gute Bezahlung zu passiren:
Die Fürstliche und Reichs-Erbschaften Collegia aber halten das
für / das nur diejenige Ducaten / so das Kronen-Gewicht ha-
ben / jedoch ebenmäßig mit Nachtrag des Abgangs / für Be-
zahlung annehmen: Die übrige aber / so darunter wegen / nach
verlorenen acht Monaten gänzlich zu verbleiben seyn. 3. Ob
man zwar in etwas angeschanden / ob den Ducaten ein durch-
gehender Valor / im Königlich Reich / noch demnach zu be-
stimmten / hat man jedoch geschlossen / daß selbiger / bis auf weitere
Verordnung / abge- und 3. Gulden / aber höher nicht genom-
men werden / wie dann auch den andern güldenen Münzen ihre
Bezahlung nach Valor des Ducaten / so herunter als eine
Reichs-Schick zu bezeichnen / laut vorerörterter sub lit. B.
und C. angelegener Bezeugen / angelegt und in specie wegen
der Goldgulden auch die von obgedachten Churfürstlichen
disfalls ebenmäßig erkannte und an 25. Martii und 19. April.
dehnten sub lit. D. E. und F. bezeugten Gutachten ver-
glichen werden / daß diejenige / welche der Reichs-Münz-
Ordnung d. an. 1559. an Erbsort und Korn gemäß seyn /
2. Gulden 10. Kr. so lang der Ducaten bey den 3. Gulden ver-
bleibe / gelten sollen.

VII. Der folgende Haupt-Punct wie das Verschmelzen der
güldenen Münzen zu verbinden / ist allbereit bey den andern
Puncten / wie hieroben gemeldet / erledigt und erledigt. Du-
mit nun aber dasjenige / was in dem Münzbesen also abgehan-
delt und verglichen / zur Execution gebracht / und in unvorn-
derer Oberhand gehalten werde / hat man geschlossen / daß vor-
berstehen in der Münz-Ordnung de anno 1559. und folgenden
Reichs-Abchluß und Münz-Edicten / auch dieser neuen
Münz-Ordnung gegen die übertreter angelegten Straffen /
sichlich zu inhaeriren und bevorat den Denuncianten oder An-
zeigern / wo der dem Münzwesen einer Verletzung verurtheilt wird /
wie allbereit in unterertheilten Special-Fällen abhandelt worden /
der dritte Theil von dem Woll-Kauf zu zuzugan und hingegen die
Beschaffung auf diejenige / welche wissenschaftlich zu dergleichen Ver-
brechen / schuldig sind / und dieselbe nicht gehöriger Orten an-
melden.

ANNO
1667.

ANNO
1667.werden / was sie vor Silber erkauffen / und eintauschen / nicht
Nacht hinnen auß dem Reich zu führen.

Der Vierte Punct.

Was vor Schied-Münzen in was vor einem Werth
und Gehalt / vor Wehrschafft anzunehmen?

Die Schied-Münzen betreffend / wegen dero Werths / und wie solche anzunehmen / wissen wir: (Nasser was in den Hochlöbl. dreien als Fränkischen / Rader- und Schwäbischen Crayssen gangbar:) nicht beständig zu geben / als belegen wir solchen vierten Punct mit diesem löblichen Mandat, welches Anno 1659. den 11. Maji publicirt und verglichen / wie auch Anno 1665. den 11. Maji wiederum zu Augsburg auf dem gehaltenen Münzprobations-Tag ist widerholt und bestätiget worden / daß der hoch obgedachten dreier Crayssen ihrer halben Bagen nicht mehr auff die raube Mark Collnisch gehen sollen / als 200. Stück / und sein halten 7. Loth / wird demnach die feine Mark sammt allen Unkosten hinauß vermindert / per 11. fl. 14. Kr. Die alte Kayserliche Groschen aber / welche mit der Jahrgahl von Anno 1623. an bis Anno 1659. durchgegangen und probirt worden / welche durch und durch sein gehalten 7. Loth 9. Gran / und 12. Stück auff die raube Mark Collnisch gangen ist / die feine Mark hinaus vermindert worden / pro 15. fl. 8. und ein halben Kr. und ein Stück in Bezahlung für gut befunden worden pro 3. Kr. bey welchem Valor man auch nebenst gedachten halben Bagen biß dato in Bezahlungen verbleiben / und weiter keine andere Sorten unsers Wißens zu geben.

Der Fünfte Punct.

Wie dem allinhäuffigen Gepräg der Schied-Münzen
zu begegnen?

Daß sich der Reicher die Schied-Münzen ziemlicher massen gehäufft / ist die Ursache / daß keine grobe Sorten ohne Schaden wegen des theuren Silber-kauffs hat können gemünzt werden / dann gestet / wann die Mark fein Silber pro 14. fl. 20. Kr. welches allbereit der gemeine Kauff ist / und begehrt wird / wie kan ein Reichs-Stand solche wieder hinauß vermindern ohne alle Unkosten pro 13. fl. 30. Kr. Also ist in der Schied-Münz nicht wol Aenderung zu verschaffen / wie aus dem vierten Punct mit mehreren zu ersehen es werde dann die Mark fein Silber auf 13. und ein halben fl. wiederum herab gebracht / daran das meiste gelegen.

Der Sechste Punct.

Welsche Inn- und Außländische güldene Münzen und
in was Valor und Gehalt vor Wehrschafft anzu-
nehmen.

Weilen nun vor vielen Jahren hero der gute Ducaten im Reich ist auf dritthalb fl. gesetzet worden / und endlich durch das üble Kriegs-Wehen / biß dato auf 3. fl. und anderer Orten nummehr auf 3. und einseinstheil fl. hinauf gestiegen worden / und zu besorgen / ein Vöhlten / zu Wendig und mehr Orten / mochten aus Mangel Gelds / noch höher steigen / ist von andern güldenen Sorten noch zur Zeit bey so gestalteten Sachen nicht wohl zu schmeiren / oder zu gebenden / indem sie sich auch in Schrot und Korn sehr ungleich befinden / zumahlen / weiln es auch mehrertheils keine Reichs-Sorten / sondern lauter Italiänische / Französishe / Englische und Holländische Sorten seynd / biß einmalts gegen den guten Ducaten / ein anderer Satz bescheyen.

Der Siebende und letzte Punct.

Wie das Verschmelzen der güldenen Münzen zu ver-
hüten?

Daß die güldene Münz-Sorten mochten unverschmeltz bleiben / das geschieht viel durch die Gold- und Drat-Arbeiter / welche an vielen Orten so schlechte Gold verarbeiten / mandymahl und meistens 15. oder 16. Grad / da doch die Probe aller Orten 18. Grad seyn solte / dahero werden die Goldmünzen von ihnen viel gebrochen / als wäre hochnothwendig und vor gut gehalten / daß man solche Gold- und Drat-Arbeit mit schweren Pflichten be-
laste / und ohnfehlbar dahin halten solle / daß sie nicht geringer als 18. Grad verarbeiten dürfften / damit die Leute für ihre gute Bezahlung nicht so angegriffen werden. So werden durch dieses Mittel die güldene Sorten viel ungebrosen verbleiben.

Neben-Bedencken.

Wegen des hohen Silberkauffs über etliche Inn- und
Außländische grobe Silber-Sorten / wie auch we-
gen Groschen und halben Bagen.

Weilen dann nun auch die gesampte Chur- und Fürstlichen Stände verlangen zu vernemen wegen des hochgestiegenen Sil-

berkauffs / als nemlich die feine Mark pro 14. Gulden 15. in 20. Kr. darauf der Reichs-Daler soll wie auch andere Münzen gerechnet werden / als kompt der gute Reichs-Daler obbenelichten hohen Silberkauff nach pro 1. fl. 36. Kr.

Eine Genußer Kron / so sein Gewicht völig hat / 2. fl. und

an halben Kr.

Eine Silberkron / so dergleichen sein Gewicht / 1. fl. 50. Kr.

Die Französische Louis-Thaler / 1. fl. 31. 7. Kr.

Dergleichen die gewichtige Philips-Thaler / 1. fl. 46. Kr.

Die im Anfang gestet funffserley Sorten Thaler / als neue

Collnische / Pfälzer / Burgunder / Schweizer und Holländi-

sche Thaler / ist das Stück werth / wie obbenelicht / obigem Kauff

nach / ohne den Münzlofen 1. fl. 29. und ein viertheil Kr.

Ingleichen die alte Kayserliche Groschen nach obigem Kauff /

sampt dem Münzlofen ist ein Stück werth / 3 Kr.

Wie auch die halbe Bagen / so bey denen dreien correspon-

dierenden Crayssen / verglichenen massen / seynd vermindert wor-

den / ist ein Stück werth / 2. Kr.

Es ist auch noch ferne zu beobachten / weiln der Silberkauff

so hoch gestiegen / und schwerlich wieder herunter zu bringen seyn

möchte / dann man von Anfang des Münzwesens der genugsam-

men Bericht hat / daß Gold und Silber immer in einen höhern

Preiß kommen / Als werden wir bey diesen Zeiten / da der Gold-

Mangel so groß / als jemahlen gewesen ist / es schwerlich dahin

bringen / dann es ist zu besorgen / wann man die grobe Sorten

wied auf den Werth des guten Reichs-Dalers setzen / daß auf übel

noch derges möchte erfolgen / Als haben wir verminderte Münz-

Wardenen unsere einkündige Meinung wollen beyden setzen / daß

welche die Mark fein Silber nummehr kostet 14. fl. 20. Kr. wenn

man will Reichs-Daler davon münzen / die Schrot und Korn

behalten / als nemlich 24. Loth 4. Gran / und 8. Stück auf die

raube Mark Collnisch gehen / kompt das Stück pro 1. fl. 36.

Kr. dadurch würden alle andere grobe Sorten in ihrem Werth

nebenst dem guten Reichs-Daler umgebrosen verbleiben.

Daß dieses alles obgedriebener massen / unseren geleisteten

Eyds-Pflichten / und darauf gerichteten Chur-Majest. Erinne-

rung gemäß bescheyen / Verstanden und bekennen wir hiemit und

in Kraft dieser unsrer eignen Hand und Unterschriften und

vorgedruckten Pettschaften. Bescheyen Regenßburg den 1. 11.

Juni 1666.

Wir Excell. Hochw. und Gn. und unserer Hoch-

gelehrten Herren.

Gehorsame und Dienstfertige.

Des Hochlöblichen Fränkischen Craysses verpflich-

teter General-Münz-Wardein.

Leonhard Holseder. (L. S.)

Des Hochlöblichen Bayerischen Craysses verpflich-

teter General-Münz-Wardein.

Friederich Hunger. (L. S.)

Des Hochlöblich. Schwäbischen Craysses verpflich-

teter General-Münz-Wardein.

Jeremias Pfaffenhausen. (L. S.)

Lit. B. Der Fränk-Bayer- und Schwäbischen Craysses
General-Münz-Guardeinen Butachten.

Erslich folgen die Außländische güldene Münz-Sorten / dero Schrot / Korn und Werth / bey Ducaten noch zu 3. fl. gerechnet / wie hernach mit mehrern zu ersehen ist.

N. 1. Portugalese / so einer am Gewicht 10. Ducaten wiegt / hält die Mark fein 23. Carat. 10. Gran / ist ein Stück werth 30. fl. 12. und ein halben Kr.

N. 2. Rosenobel gehen der 30. und drey viertheil Stück auf ein Collnisch Mark / halten fein 23. Carat. 10. Gran / ist ein Stück werth 6. fl. 24. und ein halben Kr.

N. 3. Schiffmobel / gehen 35. und ein halb Stück auf die Collnische Mark / halten an drey viertheil Kr.

N. 4. Englische Jacobiner gehen drey auf eine Collnische Mark 26. und ein sechende theil Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth 7. fl. 8. und drey viertheil Kr.

N. 5. Dergleichen seynd auch die Englische Caroliner denen Jacobinern am Schrot / Korn und werth gleich.

N. 6. Genußische doppelte Duplonen / gehen auf die Collnische Mark 17 7/8. Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth 10. fl. 48. und ein viertheil Kreuzer.

N. 7. Ingleichen seynd die Genußische einfache Duplonen denen hieneben gedachten Doppelten am werth gleich 5. fl. 24. und ein achtfteheil Kr.

N. 8. Französische Duplonen unter des Königs Ludovici des XIV. Gepräg / gehen auf die Collnische Mark Stück / halten an fein - - - Carat / Gran / ist ein Stück werth -

N. 9. Spanische einfache Duplonen / gehen 35 1/2. Stück auf die Collnische Mark / halten fein 22. Carat / ist ein Stück werth / 5 fl. 12. und ein halben Kr.

ANNO
1667.

N. 10. Brabantische Gold-Münzen Saiverin genannt / gehen derer 21. und ein zehntel Stück auf die Colnische Mark / halten an sein 22. Carat 2. Gran / ist ein Stück werth / 8. fl. 50. Kr.

N. 11. Dergleichen dito halbe / ist ein Stück werth / 4. fl. 25. Kr.

N. 12. Engelotten / welche für einen Doppeltten Gold-Gulden aufgegeben werden / gehen derer 40. Stück auf eine Colnische Mark / halten an sein 23. Carat 8. Gran / ist ein Stück werth / 4. fl. 22. Kr.

N. 13. Holländische Goldene Münz / unter der Stadt Amst. geprägt / ist auf einer Seiten ein Kreuz mit dem Schwerdt / und auf der andern ein Löw / in einem Schild / mehr dergleichen Holländische Münz unter der sieben Provinzen geprägt / ist auf einer Seiten auch ein Kreuz mit dem Schwerdt / und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild / welcher hält einen Pfeil / dieser beiden Sorten gehen 40. Stück auf die Colnische Mark / halten insgesampt an sein 22. Carat / ist ein solches Stück werth / 3. fl. 53. und ein halben Kr.

NB. Dieser Stück eines / wird für vier und ein halben Gulden aufgegeben.

N. 14. Creutz-Ducaten / gehen auf die Colnische Mark 67. Stück / halten 22. Carat 3. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 49. und drey theil Kr.

N. 15. Französische Kronen / wiegen eine Colnische Mark 70. Stück / halten 22. Carat 3. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 41. und drey theil Kr.

N. 16. Neue Polnische Doppelte Ducaten / mit der Jahrszahl 1661. gehen auf die Mark Colnisch 32. und ein halb Stück / halten an sein 23. Carat 4. Gran / ist das Stück werth / 5. fl. 54. und ein halben Kr.

N. 17. Englische Doppelte Ducaten der Königl. Maj. in Polen / und unter der Stadt Thorn geprägt / mit der Jahrszahl 1665. sind denen oben gedachten mit N. 16. an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 18. Einfache Ducaten / unter der Stadt Zürich geprägt / mit der Jahrszahl 1662. gehen auf die Colnische Mark 69. Stück / halten an sein 23. Carat 6. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 51. Kr.

Nun folget der großen Silbern-Münz-Sorten Schrot / Korn und Werth / welche auf anständiges Begehren unterschiedlicher Jahrszahl und geprägt seynd zusammen gezeogen / und zum guten Ncht. nach / zu halben Gulden calculirt worden.

MS: N. 1. Garbe Thaler / unter Ihrer Königl. Maj. in Dänemarc geprägt / mit der Jahrszahl 1647. wiegen 8. Stück nach dem Colnischen Gewicht 1. fl. 23. Kr. 3. Gran / halten sein 14. loth / 3. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. Kr.

N. 2. Polnische Thaler / unter Ihrer Königl. Maj. Sigismund III. geprägt / mit der Jahrszahl 1630. wiegen 8. Stück 15. loth / 2. Gran / 1. Heller / halten an sein 13. loth / 17. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 26. und ein theil Kr.

N. 3. Wiederum dergleichen Polnische Thaler mit der Jahrszahl 1629. wiegen 8. Stück 15. und ein halb loth / halten an sein 13. loth / 13. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 24. Kr.

N. 4. Französische Louis Thaler / mit der Jahrszahl 1662. wiegen neunthalbe Stück eine Colnische Mark / halten an sein 14. loth / 10. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 26. und ein halben Kr.

N. 5. Eursfürst. Colnische Reichs-Thaler mit der Jahrszahl 1662. gehen auf die Mark Colnisch neunthalbe Stück / halten an sein 13. loth / 15. Gran / ist einer werth / 1. fl. 22. und ein theil Kr.

N. 6. Auftragsische Thaler mit der Jahrszahl 1665. wiegen 8. Stück 16. und drey theil loth / halten an sein 14. loth / ist ein Stück werth / 1. fl. 27. und drey theil Kr.

N. 7. Siebenbürgische Thaler mit der Jahrszahl 1666. wiegen 8. Stück 15. und ein halb loth / halten an sein 13. loth / 9. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 17. und ein halben Kr.

N. 8. Englische solche Siebenbürgische Thaler / mit der Jahrszahl 1663. wiegen 8. Stück / nach dem Colnischen Gewicht 15. und ein halb loth / halten sein 13. loth / 2. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 20. und ein theil Kr.

N. 9. Der Stadt Wisang ganze Thaler / mit der Jahrszahl 1661. gehen auf die Colnische Mark 8. und ein theil Stück / halten an sein 14. loth / ist ein Stück werth / 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 10. Burgundische Thaler mit der Jahrszahl 1639. wiegen 8. Stück 15. und ein theil loth / halten sein 13. loth / 15. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. und ein halben Kr.

N. 11. Mehr dergleichen Sorten mit der Jahrszahl 1652. 53. und 56. wiegen 8. Stück 15. loth / 1. Gran / 2. Pf. halten sein 13. loth / 12. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. Kr.

N. 12. Wiederum dergleichen Burgundische Thaler / mit der Jahrszahl 1657. wiegen 8. Stück 15. und ein halb loth / halten an sein 13. loth / 13. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 24. Kr.

N. 13. Der Stadt Zürich Thaler / mit der Jahrszahl 1646. wie auch 1663. wiegen 8. Stück 15. und ein halb loth / halten

TOM. VII. PART. I.

ten an sein 14. loth / ist ein Stück werth / 1. fl. 26. und drey theil Kr.

N. 14. Colnische Thaler mit der Jahrszahl 1628. gehen auf die Colnische Mark 8. Stück / halten an sein 13. loth / 15. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 27. und ein halben Kr.

N. 15. Der Stadt Basel Thaler / mit der Jahrszahl 1638. 39. 40. sein alle drey im Schrot / Korn gleich / wiegen demnach 8. Stück 15. und ein halb loth / halten an sein 13. loth / 16. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 16. Der Stadt Genf Thaler / mit der Jahrszahl 1640. wie auch der Stadt Schaffhausen Thaler / mit der Jahrszahl 1623. diese beide Sorten seynd denen Basler Thaler an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 17. Geldersche Thaler / mit der Jahrszahl 1662. wiegen 8. Stück 16. loth / 7. Gran / 3. Pf. halten an sein 13. loth / 14. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. und ein theil Kr.

N. 18. Holländische Thaler mit der Jahrszahl 1664. gehen auf die Colnische Mark 8. und ein theil Stück / halten 13. loth / 14. Gran / sein / ist einer werth / 1. fl. 24. und ein theil Kr.

N. 19. Seeländische Thaler / mit der Jahrszahl 1649. Holländische Thaler / mit der Jahrszahl 1650. Geldersche Thaler mit der Jahrszahl 1650. Westfälische Thaler / mit der Jahrszahl 1652. Diese vier Sorten / welche auf der einen Seiten einen Mann mit dem halben Brust-Bild / und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild / haben / wiegen 8. Stück 15. und drey theil loth / und halten an sein 14. loth / ist demnach ein solcher Thaler werth / 1. fl. 27. Kr.

N. 20. Holländische / Geldersche und Camper Thaler / alle mit der Jahrszahl 1664. gehen dieser Sorten auf die raube Mark Colnisch 8. und ein zehntel Stück / und seynd gleiches Haltes / nemlich 13. loth / 25. Gran / ist jeder solche Thaler werth / 1. fl. 24. Kr.

N. 21. Genueser Kronen / gehen auf eine Mark Colnisch / 62. theil und 24 theil Stück / halten an sein 15. loth / 2. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 6. und ein halben Kr.

N. 22. Niederländische Ducatonen mit der Jahrszahl 1649. unter dem Königs in Spanien Philipp des IV. geprägt / welches Stück für fünf theil Thaler aufgegeben wird / wiegen 7. 1/2. Stück / eine Colnische Mark / halten an sein 14. loth / 17. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 45. und ein halben Kr.

N. 23. Wiederum dergleichen Sorten / mit der Jahrszahl 1639. seynd denen mit N. 22. an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 24. Münchische Silberkronen ohne Jahrszahl / gehen derer auf Colnisch Mark 7 1/2. Stück / halten an sein 15. loth / 31. Gran / ist eine würdige / 1. fl. 45. Kr.

N. 25. Venedianische Silberkronen / 27. Stück eine Colnische Mark / halten an sein 15. loth / 1. in 2. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 44. Kr.

N. 26. Mantuanische Silberkronen / gehen 7 1/2. Stück auf eine Colnische Mark / halten 15. loth / sein / ist eine werth / 1. fl. 40. und drey theil Kr.

N. 27. Römische Silberkronen mit der Jahrszahl 1643. gehen auf die Colnische Mark 7 1/2. Stück / halten an sein 14. loth / 17. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 39. und drey theil Kr.

N. 28. Savoyische Silberkronen / mit der Jahrszahl 1632. seynd denen Venedianischen Silberkronen an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 29. Spanische Matten gehen auf die Colnische Mark - - - Stück / halten - - - loth / - - - Gran / ist ein Stück werth - - -

N. 30. Französische halbe Thaler / mit der Jahrszahl 1662. wiegen 17. Stück eine Colnische Mark / halten sein 14. loth / 8. Gran / ist ein Stück werth / 43. Kr.

N. 31. Der Stadt Basel halbe Thaler / mit der Jahrszahl 1638. wiegen 16. Stück 15. und ein halb loth / halten an sein 14. loth / ist einer werth / 41. und sieben theil Kr.

N. 32. Der Stadt Basel halbe Thaler / mit der Jahrszahl 1638. wiegen 16. Stück 15. und ein halb loth / halten sein 13. loth / 13. Gran / ist ein Stück werth / 41. und sieben theil Kr.

N. 33. Der gemündigen Philips Thaler / nach einmal zu genehen / welche aber schwerlich zu finden seyn / gehen derer auf die Mark Colnisch 6. und sieben theil Stück / halten an sein 13. loth / 4. Gran / ist das Stück werth / 1. fl. 40. Kr.

N. 34. Der ungemündigen Philips Thaler / seynd zu merken / weil dieselbe sehr ungleich im Gewicht / können nicht anders als gezeogen und dem nach für 40. Kr. angenommen werden.

N. 35. Englische gemündige Koppflügel ohne Jahrszahl / gehen auf die Mark Colnisch 40. Stück / halten an sein 14. loth / 12. Gran / ist ein Stück werth 18. und ein halben Kr. dergleichen ist ein 10. Kreuzer werth / 9. und ein theil Kr.

N. 36. Spanische Koppflügel der gemündigen / gehen 39. Stück auf die Colnische Mark / halten sein 13. loth / 4. Gran / ist ein Stück werth 17. Kr. und ein halbes dito / so dergleichen sein Gewicht hat / ist werth 8. und ein halben Kr.

Weil nun der ganzen halben Koppflügel sehr wenig gefunden werden / die ihr volles Gewicht haben / seynd solche auch nicht anders zu nehmen als den loth nach für 40. Kr.

Endlich zum Beschlus / ist ferne anhängig anbegehrt worden / den Kreuzer zu gebeneden / brachten hiemit unterthänig / daß in Augsburg Anno 1625. den 18. 28. Juni von denen drey Correspondenten / als Frankreich / Bayern und Schwaben /

ANNO
1667.

Cray

ANNO
1667.

Erasmen verglichen und geschlossen worden / daß nemlich auf die raube Marck Colmisch 287. Stück gehen / und an sein 5. Loth halten sollen / daran ist die feine Marck gleich denen halben Ducaten für 15. fl. hinaus vermindert worden / welche also biß dato darbey vertrieben / und also seiner besten Kräfte unser Wissen zu gedanken ist. Beilich dann Anno 1559. unter Ihrer Kaiserlichen Maj. Ferdinando I. der Reichs-Thaler auf 68. Kr. gesetzt worden / als seind damahlen 243. und ein halb Erkt der Krone auf die raube Marck Colmisch gangen / und haben an sein gehalten 6. Loth / 4. Gran / ist die feine Marck hinaus vermindert worden / pro 10. fl. 26. Kr. ist also dieser gute Krone gegen den neuen gedachten Kr. werth / 1. Kr. 1. und ein 16theil Pf. und der neue gangbare Kr. gegen den Alten 3. und ein 8theil Pf.

Auf dieses alle obbeschriebener massen unsern geleisteten Eidschwören / und darauf gerichteten Chur-Mäynß. Erinnerung gemäß beschreiben / urkunden und bekennen wir hiermit und in Kraft dieser unsern eignen Hand und Unterschriften. Geschehen Regensburg den 15/25. Junii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unserer Hochgeehrten Herren /

gehorsame und Dienfertigkeit

Der drey im Mäynß-Wesfen correspondirenden / als
Fränk. Bayer- und Schwäbischen Erasmen ver-
pflichtete General-Mäynß-Wardeinen.

Leonhard Nohleber.
Friedrich Hunger.
Jeremias Pfessenhäuser.

Lit. C. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäynßische Directorium denen Mäynß-Guardeinen ist gnädigst anbefohlen worden / allerhand güldene und silberne Mäynß-Sorten zu calculiren / und bey ihren Pflicht- und Eiden / den Halt und Werth eines jeden anzugeben / weils aber deren mehrer Theil Ansländische Mäynß-Sorten / und wir unterschriebene nit von allen / wegen des Haltes / Bericht gehabt. Als haben wir 14. güldene Mäynß-Sorten von neuem aufgezogen und probirt / Ingleichen 12. silberne Sorten. Dieweil aber solches nicht kan geschehen ohne Vergängung und Abgang / Als ist an jeder güldenen Sorte wegen Abgang zu rechnen 36. Kr. und an den silbernen 18. Kr. Thut an güldenen Sorten / 8. Gulden 24. Kr. und an silbernen 3. fl. 36. Kr.

Und an allem 12. fl.

Datum Regensburg den 21/31. Julii An. 1666.

Friedrich Hunger / Mäynß-Guardein.
Jeremias Pfessenhäuser / Mäynß-Guardein.

Lit. D. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäynßische Directorium denen Mäynß-Wesfen zweyen Erasmen-Bardeinen / als Bayerisch- und Schwäbischen / mehrmalen wegen unterschiedlicher güldenen Mäynß-Sorten ist gnädigst anbefohlen worden / solche / nach unsern Pflicht- und Eiden / den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / aufzugeben / zu probiren und zu calculiren / und dann anzugeben / wie ein jedes sich in Schrott und Korn befindet. Als wird solches hierbey aus schonerley Sorten mit mehrern zu vernehmen sein.

N. 1. Nöthische Duplonen gehen 3577. Theil stück auf eine Colmische Marck / halten sein 22. Carat / ist ein stück werth / 5. fl. 134. Kr.

N. 2. Nöthische Duplonen seind den obigen just gleich.

N. 3. Venetianische Duplonen gehen 3477. Theil stück auf eine Colmische Marck / halten sein 22. Carat / ist ein stück werth / 5. fl. 21. und ein halbes Kr.

N. 4. Parmesische Duplonen gehen 3577. Theil stück auf eine Colmische Marck / halten sein 21. Carat / 9. Gran / ist ein stück werth / 5. fl. 12. und ein 4theil Kr.

N. 5. Mantuanische Duplonen gehen auch 3577. Theil stück auf eine Colmische Marck / halten sein 21. Carat / 9. Gran / ist ein stück werth / 5. fl. 11. und ein 6theil Kr.

N. 6. Venetianische Zehn gehen 67. stück auf die Colmische Marck / halten sein 23. Carat / 10. Gran / ist ein stück werth / 3. fl. 137. Kr.

Auf dieses alles obbeschriebener massen / unsern geleisteten Eidschwören / und darauf gerichteten Chur-Mäynßischen Erinnerung gemäß / beschreiben / urkunden und bekennen wir hiermit und in Kraft dieser unsern eignen Hand und Unterschriften. Geschehen Regensburg den 21/31. Junii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unserer Hochgeehrten Herren /

gehorsame und Dienfertigkeit

Der Hochlöbl. Bayerisch- und Schwäbischen Erasmen verpflichtete General-Mäynß-Wardeinen.

Friedrich Hunger.
Jeremias Pfessenhäuser.

Lit. E. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäynß. Reichs-ANNO
Directorium mit zu Ende unterschriebenen / als des Hochlöbl. 1667.
Bayerischen Erasmen verpflichteten Mäynß-Wardeinen anbefohlen worden / Bericht zu geben / was der gerechte gute Goldgulden gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / werth sein möchte / wie hernach folgend zu vernehmen: Der gerechte gute Goldst. sollen auf die Colmische Marck 72. stück gehen und an sein halten 18. Carat / 6. Gran / an Silber 3. Carat / 8. Gran / an Kupfer 1. Carat / 10. Gran / ist also der Goldst. gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / würdig ohne Zusatz des silbers : 2. fl. 11. Kr. 3. und ein halbes Pfenn.

Der Zusatz des silbers thut auf ein stück 1. Kr. 2. und ein halbes Pfenn.

Ist also der Goldst. werth / 2. fl. 12. und ein halbes Kr.

Es ist aber bewußt / daß Anno 1623. der Ducaten auf 2. und ein halbes Gulden gewürdigt worden / und eine geraume Zeit darbey vertrieben / Also ist der Goldst. gegen den Ducaten zu 2. und ein halbes fl. gerechnet / weiches nicht werth / dann 1. fl. 50. und dreypfennig Kr. ohne Münzschlag und Kupferzuschlag.

Beiden Bericht auf Begehren ich in unterthänigkeit / meinen Pflichten nach übergeben wollen / den 14/24. Mart. Anno 1667.

Friedrich Hunger / Mäynß-Guardein.

Lit. F. Unsern Gnädigsten Fürsten und Herrn /c. auch löbl. Schwäbischen Erasmen verpflichteten Mäynß-Guardeinen Jeremia Pfessenhäuser wird hiermit gnädigst anbefohlen / unverzüglich / und noch vor Ablauf nicht bevorstehender Ordinar / seinen unterthänigsten begnadeten Bericht / zum Fürstl. Geheimen Regiments-Rath zu erstatten / daß darauß sicherlich zu fassen / und es an höhere Ort gelangen zu lassen / den Eids halten möge / was der gerechte gute Goldst. gegen den Ducaten / in ihrem Werth zu 3. fl. gerechnet / eigentlich werth sein möchte / dessen wollen sich Ihre Fürstl. Durchleucht zu geschweh / zu verlässig versehen. Decretum Kirchbach den 26. Martii Anno 1667.

Eberhard H. zu Württemberg.

Auf oben angeregten gnädigsten Fürstl. Bericht / berichte ich in unterthänigkeit / daß der gute Goldgulden der Reichs-Bezahlung gemäß / 12. stück / auf Colmische Marck gehen / und sein halten 18. Carat / 6. Gran / gegen den Ducaten / deren 67. stück auf ein Colmische Marck / und sein halten 23. Carat / und 8. Gran / werth ist / nemlich 3. fl. 10. Kr. 2. und ein sieben 9theil Pf.

Lit. F. Unterthänigster und tüchtigster Bericht / was der gerechte / nach Kayser Ferdinandi I. in Anno 1559. zu Aufhebung publicirten Mäynß-Ordnung requirire Goldst. gegen den jetzigen Valor des Ducaten zu 3. fl. und dann gegen der feinen Marck Goldes / darunter das Silber auch mit hinein gerechnet ist / nach dem Schrott und Korn welches das rechte Fundament im Mäynß-Wesfen ist / und besticht / werth sein möchte.

I. Der guten Ducaten gehen auf die raube Marck Colmisch 67. stück / halten an sein 23. Carat / 8. Gran Gold / und gilt das stück 3. fl. darauß wird die raube Marck hinaus gebracht pro 201. fl. ist ein solcher gerechter Goldst. gegen den Ducaten calculirt / mehr mit werth als 2. fl. 10. Kr. 3. und ein 3theil Pfenn.

II. Wann man die gute Goldst. der feinen Marck-Goldes nach (weiche an denen Ducaten und 203. fl. 42. Kr. 34. Pf. hinaus vermindert wird) rechnet. So befindet sich / daß in einer Marck der 72. Goldst. (weiche 18. Carat / 6. Gran Gold / und 3. Carat / 8. Gran fein Silber halten) lauter Gold / 12. Loth / 1. Gran / 1. und ein 3theil Pf. sein thut an Mäynß 157. fl. 7. Kr. 03. Pf. so ist auch 2. Loth / 1. Gran / 3. und ein 9theil Pf. fein Silber darinnen / die feine Marck / 9. Thaler oder 13. und ein halbes fl. gerechnet / thut 2. fl. 3. Kr. 3. Pf. Summa / so viel ist das Gold und Silber / so in den 72. stücken Goldst. ist / zusammen werth / 159. fl. 10. Kr. 35. Pf.

Ist also ein solcher gerechneter Goldst. nach der feinen Marck Goldes werth / 2. fl. 12. Kr. 2. Pf.

III. Wird die feine Marck Goldes an dem Goldst. summe dem Silber und 204. fl. 26. Kr. 33. Pf. hinaus gebracht / ist demnach ein solcher Goldst. den Schrott und Korn nach calculirt / werth 2. fl. 11. Kr. 2. und ein sieben 8theil Pf.

N. Dabey ist zu wissen / daß diese Goldst. welche nach der Mäynß-Ordnung Anno 1559. ihr Schrott und Korn haben / und die zuvor benannte bequere Valor annehmen sein / und werden hierbey die Metzger / Schachthäuser / Thurer / Erbsitzer und andere Goldst. welche sich an Schrott und Korn unterschiedlich zu gering befinden / nicht damit verstanden / sondern muß ein Unterschied gemacht / geprobirt und aufgerechnet werden.

Des Hochlöbl. Fränkischen Erasmen General-Mäynß-Guardein

Leonhard Willibard Hofmann.

X. Quir

ANNO
1667.

X.

5. Mai. *Quittung Herzog Friedrich Wilhelm zu Sachsen-Altenburg/ an die Stadt Erfurt/ wegen abgeführten Erb-Schutzgeldern der 7500. gulden/ mit verzeihung der Exception non numerata pecunie. Goltcheben zu Altenburg den 3. Maii 1667. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abt. II. pag. 576.]*

C'est-à-dire,

Quittance de FRIDERIC GUILLAUME Duc de Saxe-Altenbourg, pour la Somme de 7500. Florins que la Ville d'Erford lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'Exception de non numerata pecunia. A Altenbourg le 3. Mai 1667.

3 On Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm/ Herzog zu Sachsen/ tot. tit. hienmit thun kund und bekennen: Demnach vermuhe des/ durch Vermittelung des Herrn Churfürsten zu Sachsen und Burggrafen zu Brandenburg etc. zwischen dem Hochwürdigsten Herrn Johann Philippen/ Erzt-Bischoffen zu Mayntz/ tot. tit. unsern besonders geliebten Herrn und Freunds/ auch Herrn Gevatter/ und seiner Erben Erzt-Erbsitz/ an einem/ und unserm Fürstl. Hause/ am andern Theil/ zu Leipzig am 20/30. Dec. 1665. aufgetretenen Haupt-Vergleichs/ unter andern verabhandelt worden/ daß der vor langen Jahren mit der Stadt Erfurt erwirkte Erb-Schutz gegenmelter Massen Forstgehindnis/ solches löschung auch an Seiten unsers Hauses angenommen/ und die Schutz-Gelder durch Compensation oder anderweitige Befriedigung gut gethan werden sollten; Und aber der Rath zu Erfurt durch ein am 3/12. Martii 1666. datirtes Schreiben angestrichene löschung des Erb-Schutzes werckfellig gemacht/ auch darneben ein quädigge Gegen-löschung unterthänigst gebeten; Darauß wir am 20. Martii dieses Jahres sie mit Antwort versehen/ und die gebetene Gegen-löschung ihnen widersehen lassen/ da sie dann hiernächst/ so viel die Schutz-Gelder betrifft/ des unsers Fürstl. Hauses insonderheit zukommenden Theils der 7500. fl. Haupt-Summa halber/ vermittelst ihrer Key unser Altenburgisch- und Coburgischen Cammer habenden Schuld-forderung/ Minderstet getroffen/ und deswegen Cassen und Quittung ausgehasset/ bezeugt dann nichts mehr übrig ist/ als daß ebenfals unser Theil hierrüber gehörige Quittung erfolge: Als wollen wir erwehnten Rath zu Erfurt wegen nimmere abgeführter Schutz-Gelder der 7500. fl. mit Verzeihung der Exception non numerata vel accepta pecunia/ hienmit Rechts-befähig quittieren haben/ mit Versprechung/ daß weder von uns noch unsern Nachkommen sie solchen Erb-Schutzes und Erb-Schutz-Gelder halber in einigen fernern Anspruch nicht genommen werden sollen/ treulich ohne Gefährde. Hiervon haben wir diese Quittung mit Unterzeichnung unsers Fürstlichen Secretes eigenhändig unterschrieben. So geschien zu Altenburg/ den 3. Maji, Anno 1667.

XI.

5. Mai. *Convention faite entre Louis XIV. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flotes. Faite à la Haye, le 5. Mai, 1667. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 232. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 178. & dans le Diar. Europ. Contin. XX. Append. pag. 23. en François & en Allemand.]*

FRANCE
ET PRO-
VINCES-
UNIES.

I. Que de costé & d'autre l'on fera un dernier effort pour mettre en Mer une Flotte aussi considerable ou plus puissante que celle que l'on y a mis l'année passée.

II. Que pour prevenir l'Ennemy les Etats Generaux feront tous devoirs possibles à mettre leur Flotte en Mer environ le 25. de ce mois, ou plutost s'il se pourra faire.

III. Que pareillement le Roy de France aura devant ou en ce temps-là sa Flotte en estat d'entrer dans la Manche au moment qu'elle aura appris que la Flotte

TOM. VII. PART. I.

des Etats sera en Mer & approchera la Riviere de Londres ou le Pas de Calais.

IV. Que la Flotte des Etats estant en Mer devant celle de l'Ennemy, le vent estant au Ouest elle se portera vers le Pas de Calais, ou bien entre la Riviere de Londres & le Pas, & celle de Sa Majesté s'avancera à la faveur du mesme vent dans la Manche, pour joindre celle des Etats.

V. Mais si en mesme cas le vent se met à l'Est, au moment que la Flotte des Etats aura avis, que celle de Sa Majesté sera sortie du Port de Brest, elle entrera plus avant dans la Manche, & ira au devant de la Flotte de Sa Majesté jusques à la hauteur de Pontericux, ou environ, jusqu'où Sa Majesté en ce cas fera avancer la sienne, afin que la jonction estant ainsi faite, par la grace de Dieu, l'on puisse conjointement aller chercher l'Ennemy & le combattre.

VI. Et seront toutes les actions desdites Flottes, estant jointes, dirigées & conduites de concert entre les deux Admiraux, ou ceux à qui Sa Majesté & leurs Hautes Puissances respectivement auront confié la direction supreme de leurs Armées navales, lesquels de part & d'autre seront pleinement autorisés pour cela & particulièrement aussi pour aider à assurer, le cas échéant, par tous les moyens possibles & raisonnables, le retour de la Flotte de France jusques dans les Havres de Sa Majesté, afin d'éviter tous les dangers qu'elle pourroit apprehender alors dans la Manche, ou ailleurs, autant que la constitution du temps & des affaires le pourra aucunement permettre.

VII. Mais si la Flotte Angloise est en Mer plutost que celle des Etats, quoy qu'il sera bien difficile d'esquiver alors le combat devant la jonction, néanmoins l'on l'évitera autant que l'honneur & la reputation de l'Etat le pourra permettre, & en ce cas-là l'on advertira fort soigneusement les uns les autres, tant par Mer que par Terre, de tout ce qui se passera de temps en temps, & de ce que les uns & les autres pourront faire & entreprendre pour tascher de faciliter la jonction.

VIII. Si en l'un ou l'autre cas il se presente quelque occasion favorable au Roy ou aux Etats pour attaquer la Flotte Angloise, ou une partie d'icelle, ou incommoder l'Ennemy commun en aucune maniere notablement & sensiblement, l'on ne manquera pas de s'en servir & de le faire vigoureusement. Fait à la Haye en Hollande le 5. May 1667.

XII.

(1) *Traité pour la continuation & renouvellement 13. Mai.*

*de la Paix entre CHARLES II. Roi d'Espagne, & CHARLES II. Roi d'Angleterre. L'ESPA-
FAIT à Madrid, le 23. Mai, 1667. Avec la GNE ET
RATIFICATION de la Reine d'Espagne don- L'ANGLE-
née à Madrid le 21. Septembre 1667. Et les TERRE.*

POUVOIRS des deux Parties; celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le 15. Juin 1667. & celui du Roi d'Angleterre de Westminster le 16. Février 1665. [Copie Manuscrite d'où cette Pièce est tirée. Elle se trouve aussi dans HENR. BREWER Tractatum Historico-Politicorum Part. V. pag. 225. en Latin; dans LONDORPII Acta publica Tom. IX. pag. 529. en Allemand; dans le Theatrum Europaeum Tom. X. pag. 707. par extrait en Allemand, & daté du 15. Mai; & dans AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 636. en Flamand.]

Dom Charles second par la grace de Dieu Roi d'Espagne, &c. & Marie Anne d'Autriche aussi Reine d'Espagne, &c. sçavoir faisons par ces presentes nos Lettres d'approbation, Ratification & Confirmation que le 23. May de la presente année mil six cents soixante sept, a été fait, accordé & conclu en notre Palais à Madrid, le Traité de Paix, Commerce & de plus ferme

(1) On a vu & lu toutes les Copies imprimées que l'on cite ici, & après les avoir attentivement comparées, on a été obligé d'en revenir à la Copie manuscrite qu'on avoit, comme à la plus entiere & la plus correcte, quoi qu'il se soit, aussi bien que les autres, qu'une simple Traduction, [D u m.]

D 2

ANNO 1667. ferme amitié entre nous susdits Serenissimes & Puissants Roi & Reyne d'Espagne, d'une part, & le Serenissime & Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne, &c. notre Frere, Neveu, & digne ami, d'autre part, dont la teneur s'ensuit.

Comme il a plu à Dieu que par la mort du Serenissime & Tres-Puissant Prince Philippe quatrième d'heureuse memoire Roi Catholique des Espagnes, Dom Charles second son Fils lui ait succédé es Royaumes, Etats & Domaines de sa Royale Monarchie, la Serenissime Dame Marie Anne d'Autriche Reine Catholique demeurant pour sa Tutrice & Curatrice, pendant la Minorité pour le Gouvernement d'iceux, lesdits Serenissimes & Tres-Puissants Roi & Reine Catholique & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne ont par une egale & reciproque inclination renouvelé & confirmé avec nouvelle augmentation la bonne correspondance & l'amitié reciproque, qui d'ancienneté ont été entre les Couronnes d'Espagne, & de la Grand' Bretagne, jusques à ce que les revolutions des choses terrestres ont troublé l'amitié & le repos qui étoient entre ces deux Nations; & comme la frequentation, & la communauté de Commerce, aussi bien que l'affection des deux Nations, demande un parfait rapport de sentimens & d'intérêt, le susdit Roi de la Grand' Bretagne a député à cette fin l'Excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Bargaive de Hinckinbrook, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de la grande Garderobe du Roi, Conseiller du Conseil d'Etat & Chevalier du Tres-Excellent & Noble Ordre de la Jarretiere, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Leurs Majestés Catholiques, pour non seulement renouveler les anciens liens d'amitié qui ont été rompus par l'iniquité des tems, mais aussi la renouer par des neuds d'une nouvelle force & qui puisse durer de longues années, & a le susdit Ambassadeur, pourvu d'un tres-ample Plein-pouvoir, dont Copie est icy inserée, été reçu favorablement & avec affection à la Cour Catholique, aussi bien que sa negociation, c'est pourquoi la Serenissime Reyne l'utrice & Gouvernante du Roy Catholique, a trouvé bon de nommer les Tres-Excellents Seigneurs Jean Everard Nidhard son Conseiller & Inquisiteur General, Conseiller au Conseil d'Etat, Don Ramire Philippe Nannes de Gusman Duc de St. Lucar la Mayeure, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat, & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte & Gusman, Comte de Penaranda Conseiller au Conseil d'Etat & President des Indes, pour ajuster & conclure un Traité avec lui, auxquels a été accordé Plein-pouvoir & Commission dont la teneur sera inserée ci-après.

I. Premierement, il a été accordé & conclu qu'à l'avenir à commencer du jour & date des presentes, il y aura entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Espagne une generale, bonné, sincere, veritable, ferme & parfaite Amitié, Confederation & Paix, qui durera à jamais, & sera inviolablement observée, tant par Terre, que par Mer & Eaux douces: comme aussi entre les Terres, Pais, Royaumes, Seigneuries & Territoires appartenans à l'une ou à l'autre d'icelles, ou qui seront sous leur obéissance, & que leurs Sujets, Peuples, & Habitans respectivement, de quelque qualité & condition qu'ils soient, aideront, assisteront, & témoigneron dorénavant l'un à l'autre, toute sorte d'affection, de bons offices & d'amitié.

II. Que ny l'un ny l'autre desdits Roys, ni leurs Peuples, Sujets, ou Habitans respectifs dans l'étendue de leurs Domaines ne pourront sous quelque pretexte que ce soit, en public, ni en particulier, faire ni procurer estre faite aucune chose contre l'autre, en aucun lieu, par Terre ou par Mer, ni dans les Ports, & Rivières l'un de l'autre, mais se traiteront l'un l'autre avec toute sorte d'amitié & d'affection: & qu'ils pourront librement & surement passer par Eau, & par Terre, aux Confins, Pais, Terres, Royaumes, Isles, Seigneuries, Citez, Villes, Villages fermes de murailles, fortifiés ou non fortifiés, leurs Havres & Ports, ou on a accoutumé jusqu'ici de negocier, & trafiquer, & y trafiquer & vendre aux Habitans des lieux respectifs & acheter d'eux comme ceux de leur propre Nation, ou de quelque autre Nation que ce soit qui y sera, ou qui y viendra.

III. Que lesdits Roys de la Grande Bretagne & d'Espagne, prendront soin que les Peuples & Sujets respectifs s'abstiennent dorénavant d'user d'aucune force ny violence & de faire aucun tort, & s'il arrive

qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre desdits Roys, ou par leurs Peuples, ou Sujets de l'un ou l'autre d'iceux aux Peuples ou Sujets de l'autre, contre les Articles de la presente Alliance, ou contre le Droit commun, il ne sera pas pour cela donné des Lettres de représailles, de marque ou de contremarque, par aucun des Confederés jusqu'à ce qu'on ait eu recours à la Justice ordinaire; mais au cas que la Justice soit retardée, ou déniée, alors le Roi dont les Peuples, ou Habitans auront reçu du dommage, la demandera à l'autre par qui, comme dit est, la Justice aura été déniée ou dilayée, ou aux Commissaires qui seront Deputez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir & ouïr les demandes, afin que tous les differens puissent estre accommodez à l'amiable ou suivant la Loy, mais arrivant qu'il y eust encore du delay, ou que Justice ne fust pas faite, ni satisfaction donnée dans six mois apres l'avoir ainsi demandée, en ce cas-là on pourra donner des Lettres de représailles, de marque, ou de contremarque.

IV. Qu'il y aura, entre le Roy de la Grande Bretagne, & le Roy d'Espagne, & leurs Peuples, Sujets ou Habitans respectifs tant par Terre que par Mer, & Eaux douces en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Pais, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Isles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivières, Cales, Bayes, Détroits & Courans où on a accoutumé d'exercer jusqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere liberté de Trafic & de Commerce, de telle sorte & maniere que sans Passeport, & sans permission generale ou particuliere les Peuples & Sujets l'un de l'autre puissent librement naviger & aller tant par Terre que par Mer, & Eaux douces dans leursdits Pais, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, Détroits, & autres lieux d'iceux; & puissent entrer dans quelque Port que ce soit, avec leurs Navires chargez ou vuidés, charroy ou charrois, pour y apporter leurs Marchandises & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plaira, comme aussi se pourvoir à justes & raisonnables prix de Vivres & autres choses nécessaires pour la subsistence de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puissent reparer leurs Navires & Charrois, Denrées, Marchandises & Biens pour retourner en leurs Pais, ou en quelque autre lieu qu'ils adviseront bon estre, sans aucune molestation, ny empeschement, en payant les Droits & Doilanes qui seront deués & en conservant l'un à l'autre les Loix & Ordonnances de leurs Pais.

V. Item il est pareillement accordé, que pour les Marchandises que les Sujets du Roy de la Grande Bretagne acheteront en Espagne, ou en d'autres Royaumes, & Seigneuries du Roy d'Espagne, & les porteront sur leurs propres Navires ou sur des Navires qu'ils auront loïés, ou qu'on leur aura presté, ou ne prendra pas de nouvelles Doilanes, Tolles, Dixmes, Subsidies ou autres Droits ou Peages quelconques, que ceux que les natifs du Pais en payent, & que tous les autres étrangers sont obligés de payer en pareil cas: & les Sujets susdits, en achetant, vendant, & contractant pour leurs Marchandises tant à l'égard des prix, que de tous les Droits qui seront à payer, jouiront des mêmes Privilèges qui sont accordés aux Sujets naturels d'Espagne, & ils pourront acheter, & changer leurs Navires avec de pareilles Denrées & Marchandises, lesquels Navires étant chargez & les Doilanes payées, pour les Marchandises ne pourront estre detenus dans le Port, sous quelque pretexte que ce soit, & les chargeurs Marchands ou Factors, qui auront acheté & chargé les Marchandises susdites, ne pourront estre recherchés apres le départ desdits Navires pour quelque cause ou sujet que ce soit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Ministres, de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre ne puissent, ny demander, ny prendre des Marchands & Peuples respectifs de plus grandes Taxes, Droits, Salaires, Recompenses, dons ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du present Traité: & que lesdits Peuples & Marchands puissent connoître & entendre avec certitude, ce qui est ordonné en toutes choses touchant cela: il a été accordé & conclu, qu'il y aura des Pancartes & Listes attachées aux Portes des Bureaux de la Doilane, & Barrières de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre Roy, où ces Droits, Peages ou Doilanes sont ordinairement payez, dans lesquelles on mettra en écrit, com-

ANNO 1667.

ANNO
1667.

combien on doit payer de Droits de Doüanes, de Subsidies & d'impositions, soit aux Rois ou audits Officiers, déclarant les espèces de ce qui sera apporté, ou transporté: Et si quelque Officier ou quelqu'autre personne en son nom sous quelque pretexte que ce soit, en public, ou en particulier, directement ou indirectement, demande ou reçoit d'aucun Marchand ou autre personne respectivement quelque Somme d'Argent, ou autre chose sous le nom de droit, redevance, salaire, frais ou recompense, quoique ce soit par voye de don gratuit, autre & par dessus ce que dit est, ledit Officier, ou son Député, se trouvant coupable du fait & convaincu devant un Juge compétant du Pais, où le crime aura été commis, sera mis en prison pour trois mois & payera trois fois la valeur de la chose ainsi reçue, moitié de laquelle Somme appartiendra au Roy du Pais, où le crime aura été commis, & autre moitié au Denoncateur, pour laquelle il lui sera permis de poursuivre son droit pardevant un Juge compétant du Pais où cela arrivera.

VII. Qu'il sera permis aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne d'apporter, & voiturner en Espagne, & en toutes les Terres & Seigneuries du Roi d'Espagne, où jusqu'icy il auront exercé le Traffic, & Commerce, & y traffiquer avec toute sorte de Marchandises, Draps, Manufactures & Denrées du Royaume de la Grand' Bretagne, & avec les Manufactures, Biens, Fruits & Denrées des Isles, Villes & Colonies qui lui appartiennent, & de qui aura été acheté par les Facteurs Anglois en deça ou par delà le Cap de Bonne Esperance, sans être contraincts de déclarer à qui, & pour quel prix ils vendront lesdites Marchandises & Provisions, ny être molestés pour les Erreurs des Maîtres de Navires ou autres en la declaration des Marchandises, & pourront partir quand bon leur semblera des Etats du Roi d'Espagne, avec le tout ou partie de leurs Biens, Denrées & Marchandises, pour retourner en quelques Terres, Isles, Etats, & Pais que ce soit du Roi d'Angleterre ou tel autre Lieu que ce soit, en payant les Droits & Tributs mentionnés aux Chapitres precedents: & à l'égard du reste de toute leur Cargaison qu'ils n'auront pas débarqué à Terre, ils pourront le retenir, garder, & remporter pour leurdit Navire ou Navires, Vaisseau, ou Vaisseaux, sans pour ce payer aucun Droit, ou imposition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ny Port du Roy Catholique, & toutes les Denrées, Biens, Marchandises, Navires, ou autres Vaisseaux, avec quelques choses que ce soit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou Places de la Couronne de la Grande Bretagne, comme prises & adjugées pour telles, dans lesdits Domaines, & Places, seront prises & réputées pour Biens & Marchandises de la Grande Bretagne, ainsi comprises par l'intention & disposition du present Article.

VIII. Que les Sujets & Vaisseaux du Serenissime Roy de la Grande Bretagne, pourront porter & voiturner en tous & chascuns les Etats du Roi d'Espagne, tous Fruits & Denrées des Indes Orientales, en faisant apparoir par le témoignage des Deputés de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles sont des Conquestes, Colonies, ou Factoreries Angloises ou qu'elles en sont venues, avec le même Privilege & conformément à ce qui est permis aux Sujets des Provinces-Unies par les cédules Royales de contrebande datées des 27. Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30. Juin & 4. Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner, tant les Indes qu'aucuns autres endroits que ce soit, la Couronne d'Espagne accorde & octroie au Roi de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets, tout ce qui a été accordé & octroie aux Etats Unis des Pays-Bas & à leurs Sujets par le Traité de Munster de l'année 1648. point pour point, en aussi pleine & ample maniere, que s'ils étoient intéressés en particulier en ces provinces, les mêmes regles que celles auxquelles les Sujets desdits Etats Unis sont obligés devant être observés, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne traffiquant, achetant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernemens, Isles, Ports, ou Terres, dudit Roi d'Espagne, auront, usent & jouiront de tous les Privileges & Immunités que ledit Roi a accordés aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalousie par ses Cedules Royales, ou Ordonnances datées du 19. jour de Mars du 26. jour de Juin, & du 9. jour de Novembre 1645. Sa Majesté Catholique les confirmant,

comme une partie du present Traité entre les deux Couronnes: & afin que ce soit une chose notoire à toutes personnes, il a été contenu, que lesdites Cedules, à l'égard de toute la substance d'icelles soient intéressés dans le corps desdits Articles, au nom & en faveur de tous & chascuns les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, demeurant & traffiquants en quelques Lieux que ce soit de l'étendue des Etats de Sa Majesté Catholique.

X. Que les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans au Roy de la Grand' Bretagne, ou à ses Sujets navigans dans les Etats du Roy d'Espagne, ou en aucuns de ses Ports, ne seront point visités par les Juges de contrebande, ou par quelque autre Officier, ou personne que ce soit par son autorité ou quelqu'autre autorité que ce soit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun desdits Navires ou Vaisseaux, aucuns Soldats, Hommes, Armes, aucuns Officiers, ny autres personnes, ny les Officiers du Bureau de la Doüane, de l'une ou l'autre Partie, ne pourront visiter aucuns Vaisseaux ou Navires appartenans aux Sujets de l'une ou de l'autre, qui entreront dans leurs Pais, Etats ou Ports respectifs, jusqu'à ce que leursdits Navires, ou Vaisseaux aient été déchargés, ou jusqu'à ce qu'on ait porté à Terre toute la charge, & toutes les Marchandises qu'ils déclareront avoir resçu de débarquer dans lesdits Ports, & le Capitaine, le Maître, ny aucun autre des Hommes de l'Equipage desdits Navires ne pourront être emprisonnés, ny eux, ny leurs Chaloupes retenues à Terre, mais cependant des Officiers du Bureau de la Doüane, pourront être mis à bord desdits Vaisseaux, ou Navires, de telle sorte qu'ils n'excèdent pas le nombre de trois pour chaque Navire pour voir & prendre garde qu'il ny ait point de Denrées, ny de Marchandises débarquées desdits Navires ou Vaisseaux sans avoir payé les Droits que chaque Partie est obligée par lesdits Articles de payer: Lesquels Officiers ne pourront pretendre, ny demander aucuns frais au Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, leurs Commandans, Mariniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou Proprietaires, & arrivant que le Maître, ou le Proprietaire de quelque Navire declare que toute la Cargaison de sondit Navire doit être débarquée en quelque Port, la declaration de ladite Cargaison sera faite au Bureau de la Doüane en la maniere accoutumée, & si apres que la declaration aura été faite, on trouve quelques autres Marchandises de plus que ce qui sera contenu en ladite declaration, on leur accordera huit jours ouvrables durant lesquels ils puissent travailler, qui seront contez du jour qu'on aura commencé à décharger, afin qu'on puisse déclarer les Marchandises qui auront été recelées, & qu'on en puisse prevenir la Confiscation, & au cas que dans le tems limité, la declaration on exhibition, n'en soit pas faite, alors il n'y aura que les Marchandises seulement, qui se trouveront n'avoir pas été déclarées comme dit est, qui seront confisquées quoique la décharge de celles qui auront été déclarées, ne soit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ny le Proprietaire du Navire, n'encourront point d'autre trouble ni punition: & apres que les Navires, ou Vaisseaux auront été déchargés, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le Navire, ou Navires appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs Peuples & Sujets respectifs, qui entreront en quelques Ports, Terres, & Etats de l'un ou de l'autre & déchargeront quelque partie de leurs Denrées & Marchandises dans quelque Port ou Havre que ce soit qui soient destinées avec le reste d'icelles, pour d'autres Lieux du dedans ou dehors desdits Etats, ne seront point obligés de faire enregistrer, ny de payer les Droits d'autres Denrées & Marchandises que celles qu'ils déchargeront dans lesdits Ports ou Havres; & ne seront point contraincts de donner des obligations pour les Marchandises qu'ils transporteront en d'autres lieux, ny aucune caution, à moins que ce ne soit en cas de félonie, dette, trahison, ou de quelque autre crime capital.

XII. Comme la moitié de la Doüane de toutes Denrées & Marchandises étrangères qu'on apporte en Angleterre doit être rendue à ceux qui les apportent, au cas que lesdites Marchandises soient transportées hors dudit Royaume, dans l'espace de douze mois apres qu'elles auront été descendues à Terre la premiere fois, en prêtant Serment que ce sont les mêmes Marchandises qui auront payé la Doüane en entrant: & qu'au cas qu'elles ne soient pas rechargées dans l'espace desdits

* Le Privilege du 19. Mars dont il est ici parlé se peut voir e. de vant sous sa propre date.

ANNO
1667.

douze mois elles pourront neantmoins être transportées de l'un sans payer aucune Doüane, ni Droit de sortie: pour cette cause, il a été accordé, que si quelques Sujets du Roi de la Grand' Bretagne déchargent ci-après quelques Denrées & Marchandises de quelque créu, ou de quelque nature qu'elles soient, dans les Ports de Sa Majesté Catholique, & qu'après les avoir déclarées, & avoir payé les Droits qui doivent être payez conformément au présent Traité, & desirant après les transporter ou quelque partie d'icelles, en quelque autre lieu que ce soit, pour les mieux vendre, il leur sera permis de le faire librement, sans payer, ou qu'on leur puisse demander aucuns autres Droits, ny Doüanes pour icelles, en quelque manière que ce soit, en prestant Serment s'ils en sont requis que ce sont les mêmes Marchandises, pour lesquelles on a payé la Doüane en les débarquant: & au cas que les Peuples, Sujets & Habitans des Etats de l'un ou l'autre partie déchargent ou aient en aucune Cité, Ville, ou Village respectivement quelques Denrées, Marchandises, Fruits ou Biens, & qu'ils en aient payé les Doüanes qui en étoient deus, conformément à ce qui a été déclaré, & qu'après cela, n'ayant pas pu en disposer, ils prennent résolution de les envoyer en quelque autre Cité, Ville, ou Village desdits Etats, ils le pourront non seulement faire sans difficulté, ny empêchement & sans payer d'autres Droits que ceux qui étoient deus lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore lesdites Marchandises ne payeront plus derechef ni Doüanes, ni autres droits, en quelqu'endroit que ce soit desdits Etats, en représentant des Certificats des Officiers du Bureau de la Doüane, qu'ils ont été payez en bonne & due forme, & les principaux Fermiers & Commissaires des Revenus du Roi d'Espagne en tous lieux, ou quelqu'autre Officier ou Officiers qui devront être établis pour cet effet permettront & souffriront en tout tems le Transport de toutes lesdites Denrées & Marchandises d'un lieu à l'autre, & donneront un Certificat valable aux Propriétaires d'icelles, ou à leurs ayens cause, portant qu'elles ont payé la Doüane à leur premier débarquement, par le moyen duquel elles pourront être transportées & déchargées en quelqu'autre Port ou lieu de ladite Jurisdiction que ce soit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainsi que dit est, sauf toujours le droit de quelque tierce personne que ce soit.

XIII. Qu'il sera permis à tous Navires appartenans aux Sujets de l'un ou de l'autre Roi, de mouiller l'ancre dans les Rades ou Bays de l'autre, sans être contraincts d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils soient necessitez d'y entrer à cause du mauvais tems, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelqu'autre accident que ce soit, au cas que lesdits Navires ne soient pas destinez pour quelque Port des Ennemis pour y porter des Marchandises de contrebande, dont ils ne feront point recherchez, sans une preuve certaine, il sera permis ausdits Sujets de retourner librement en Mer quand bon leur semblera, avec leurs Navires & Marchandises: de telle sorte qu'ils n'entament pas la Cargaison, ou qu'ils n'en exposent pas aucune chose en vente; & qu'après qu'ils auront jeté l'ancre, ou qu'ils seront entrez dans les Ports susdits, ils ne pourront être molestez, ni visitéz, & il suffira qu'en ce cas-là, ils représentent leurs Passeports, ou Lettres de Mer, lesquelles ayant été vües par les Officiers respectifs de l'un ou l'autre Roi, lesdits Navires pourront retourner librement en Mer sans aucune molestation.

XIV. Et au cas que quelques Navires appartenans aux Sujets, & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les Bays, ou étant en pleine Mer soient rencontréz par les Navires desdits Rois, ou d'Armateurs particuliers qui soient leurs Sujets, lesdits Navires ne viendront pas à la portée du Canon, afin de prévenir tous les desordres, mais ils enverront leurs Barques longues, ou Pinnaces à bord du Navire marchand avec deux ou trois Hommes seulement, ausquels le Maître, ou Propriétaire du Navire représentera son Passeport, & Lettre de Mer suivant le Formulaire qui sera inséré à la fin du présent Traité: par laquelle on puisse faire apparoir non-seulement de la Cargaison, mais encore du Lieu d'où le Navire est, comme aussi du nom du Vaisseau & de ceux qui en sont le Maître & les Propriétaires, & par ce moyen la qualité du Navire, & le Maître & les Propriétaires en seront suffisamment connus, comme aussi les Marchandises dont il sera chargé, soit qu'elles soient de contreban-

de, ou non: ausquels Passeports, & Lettres de Mer on adjoutera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Espagne, on donnera de certains contre-seings, au cas que cela se trouve nécessaire, par lesquels on puisse d'autant plus connoître qu'ils sont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune manière falsifiez.

XV. Arrivant que des Marchandises defenduës soient transportées des Royaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre desdits Rois, par les Peuples ou Sujets respectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas-là, il n'y aura que les Marchandises defenduës qui seront confisquées, & non pas les autres Biens: & le Delinquant n'encourra point d'autre punition, à moins que ledit Delinquant ne transporte des Royaumes ou Etats respectifs du Roi de la Grand' Bretagne, de l'argent monnoyé & fabriqué au coin desdits Royaumes, ou des Laines & de la Terre à Foulon: & des Royaumes & Etats respectifs dudit Roi d'Espagne, de l'Or, & de l'Argent fabriqué, ou non fabriqué, en l'un ou l'autre desquels cas, les Loix des Pais respectifs seront exécutées.

XVI. Qu'il sera permis aux Peuples & Sujets des deux Rois d'avoir accès dans les Ports respectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non seulement avec leurs Navires & autres Vaisseaux pour le Commerce, & Traffic, mais encore avec leurs autres Navires équipés en Guerre, armez & disposez pour résister aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivant par nécessité de la Tempête, pour y reparer & radoubier leurs Navires, ou se pourvoir de Vivres de telle sorte qu'ils ne donnent point de juste sujet de soupçon, & pour cette fin, ils ne pourront excéder le nombre de huit, ni demeurer plus longtems dans & autour de leurs Havres & Ports qu'ils en auront juste cause, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des Vivres, & autres choses necessaires, & bien moins encores, qu'ils fussent cause de l'interruption du libre Commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui seroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & si par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre entroient en quelque Port, il ne leur sera pas permis d'entrer dans lesdits Ports ou Havres, sans en avoir obtenu auparavant la permission du Roi auquel lesdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs desdits Ports, au cas qu'ils ne soient pas contraincts d'y relacher par nécessité de la Tempête, pour éviter le péril de la Mer; auquel cas ils seront incontinent savoir au Gouverneur ou principal Magistrat du Lieu, le sujet de leur venue: & ils ne pourront pas y demeurer plus longtems que ledit Gouverneur ou Magistrat jugera convenable, ny commettre dans lesdits Ports, aucun Acte d'hostilité qui pût porter préjudice à l'un ou l'autre desdits Rois.

XVII. Que le susdit Roi de la Grand' Bretagne, ni le Roi d'Espagne, ne pourront par aucun Mandement general ni particulier, ni pour quelqu'autre cause que ce soit, arrêter, ni retenir, empêcher, ni prendre pour leurs services respectifs aucun Marchand, Maître de Navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandises, Habits, ou autres Biens appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs Ports, ni Rivières, à moins qu'ils n'en aient été advertis auparavant, soit par lesdits Rois ou par les personnes à qui les Navires appartiendront & qu'ils en soient demeurez d'accord, pourveu que cela ne se fasse pas pour interrompre le cours ordinaire de Justice, & des Loix dans leurs Pais.

XVIII. Que les Marchands & Sujets de l'un & de l'autre Roy, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi leurs Navires ou Maîtres, ou Mariniers, pourront porter & se servir de toute sortes d'Armes offensives & defensives tant en allant qu'en venant, sur Mer, ou sur les Eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre respectivement, sans être obligez de les faire enregistrer, comme aussi, d'en porter, & de s'en servir par Terre, pour leur défense suivant la coutume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers & Mariniers des Navires appartenans aux Peuples & Sujets de l'un ou l'autre Partie, ne pourront intenter Procès ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Pais, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou salaires, ou sous quelqu'autre

ANNO
1667.

pre-

ANNO
1667.

pretexte que ce soit, & ils ne pourront pas se mettre, ni être repés au service, ni sous la protection du Roy d'Angleterre, ou du Roy d'Espagne, ou sous leurs Bannières, ou Armes sous quelque prétexte, ou occasion que ce soit, mais au cas qu'il arrive quelques différends entre Marchands & Maîtres de Navires ou entre des Maîtres & Mariniers, l'accordement de ces différends fera laissé au Consul de la Nation, & néanmoins de telle sorte qu'au cas qu'il ne veuille pas se soumettre à la Sentence arbitrale du Consul, il n'en puisse pas appeler au Juge ordinaire du lieu, auquel il est sujet.

XX. Et afin qu'on puisse lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Aventuriers des Royaumes de la Grande Bretagne puissent avoir permission de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pays-Bas de l'obéissance du Roy d'Espagne, autant qu'il a été jugé à propos que toutes & chacune des Loix, Edits & Actes par l'entree de Draps ou de quelque sorte que ce soit de Draps, ou de quelque autre sorte de Manufactures de Laines que ce soit, teintes ou non teintes, faites au Moulin ou non, a été défendu, sera révoquée & annulée; & que s'il y a quelques Droits, Tributs, Impositions, ou Sommes d'argent imposées par permission ou autrement, sur les Draps ou sur aucune desdites Manufactures de Laines susdites, ainsi apportées, à l'exception des anciens Tributs, sur chaque pièce de Draps, & ainsi à proportion, sur chaque autre Manufacture de Laine conformément aux anciens Traitez & Conventions, entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pays-Bas, ces mêmes Droits demeureront entièrement éteints & abolis, & on n'imposera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs sur lesdits Draps ou Manufactures, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & que tous les Marchands Anglois trafiquans dans lesdites Provinces, leurs Facteurs, Serviteurs ou Commis jouiront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunités & Benefices qui ont été ci-devant donnés & octroyés par lesdits anciens Traitez, & Conventions entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & Gouverneurs des Pays-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Députés nommés par le Roy de la Grande Bretagne, qui s'assembleront avec le Marquis de Castell-Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pays-Bas, qui sera en charge, ou avec d'autres Ministres du Roy d'Espagne, à ce faire dûment autorisés, qui conféreront & traiteront à l'amiable là dessus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunités & Exemptions nécessaires, & convenables à l'Etat présent des affaires pour avancer le Commerce desdits Marchands & Aventuriers & pour la sûreté de leur Trafic & Commerce, dont on conviendra par un Traité particulier, qui sera fait entre les deux Roys touchant cette affaire.

XXI. Les Sujets & Habitans des Royaumes & Etats des Serenissimes Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, respectivement pourront en toute liberté & sûreté, naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pays, qui sont ou seront en Paix, Amitié, ou Neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et si ne seront point troublez ny inquiétez en cette liberté par les Navires, ou Sujets desdits Roys, respectivement, à raison des hostilités qui sont ou pourront arriver ci-apres entre l'un ou l'autre desdits Roys, ou desdits Royaumes, Pays & Etats ou aucuns d'iceux qui seront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens susdits, on trouve sur lesdits Navires respectivement, des Marchandises de contrebande & défendues ci-apres nommées, elles en seront tirées & confisquées par l'Amirauté ou des Juges compétens, mais le Navire, ni les autres Marchandises libres & afranchées, qui se trouveront à bord du même Navire, ne seront pas pour cela saisies ni confisquées en quelque manière que ce soit.

XXIV. Il a été en outre déclaré & accordé que pour mieux prévenir les différends, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandises défendues, & de contrebande, que sous ce nom là seront comprises toute sorte d'Armes à feu, comme d'Artillerie, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sautées, Boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Mèche, Salpêtre, Balles, comme aussi que sous le nom de Marchandises défendues, seront com-

prises, & entendues toutes autres sortes d'Armes, comme Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, & toutes autres sortes d'Armes; & que sous ce nom, on défend encore le transport de Soldats, de Chevaux, leurs Harnois, Pistolets, Fourreaux, Baudriers, & autres affortissemens servans à l'usage de la Guerre.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé que pour prévenir toute sorte de disputes & de contestations sous le nom de Marchandises défendues & de contrebande, ne seront point compris les Fromens, Blés, Orges & autres Grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais qu'ils demeureront libres, comme pareillement, toutes autres Marchandises non comprises en l'Article précédent & le transport en sera libre & permis, mêmes aux Villes & Places Ennemies, à l'exception des Villes & Places assiégées, bloquées, ou investies.

XXVI. Il a été aussi accordé que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets ou Habitans des Royaumes & Etats de l'un ou l'autre desdits Roys d'Angleterre, & d'Espagne, à bord des Navires des Ennemis de l'autre, quoique ce ne soit pas Marchandise défendue, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera sur lesdits Navires, sans aucune exception ni réserve.

XXVII. Que le Consul qui demeurera à l'avenir dans les Etats du Roy d'Espagne, pour le secours & protection des Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, sera nommé par le Roy de la Grand' Bretagne, & qu'après qu'il aura été ainsi nommé, il aura & jouira du même pouvoir & autorité, en l'exercice de sa charge, qu'aucun autre Consul ait eu auparavant dans les Domaines dudit Roy d'Espagne: Et le Consul Espagnol qui demeurera en Angleterre, jouira d'autant d'Autorité & de pouvoir, qu'aucun Consul de quelque autre Nation que ce soit ait eu jusqu'icy en ce Royaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenues par la Paix ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit si les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne étoient molestés pour le cas de Conscience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats ou Seigneuries du Roy d'Espagne pour y exercer le Commerce ou autrement: Pour cette cause afin que le Commerce soit sûr & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Roy d'Espagne donnera les ordres nécessaires pour faire que les Sujets dudit Roy de la Grand' Bretagne, ne soient pas molestés, contre & au préjudice des Loix du Commerce, & que pas un d'eux soit inquiet ni trouble pour sa conscience, aussi long-tems qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique. Et ledit Roy de la Grand' Bretagne fera pareillement en sorte que pour les mêmes raisons les Sujets du Roy d'Espagne ne soient pas troublez ni molestés pour raison de leurs consciences contre les Loix du Commerce, tant & si longuement qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique.

XXIX. Que les Peuples & Sujets des Royaumes respectifs ne seront point contraincts, sur les Etats, Territoires, Pais ou Colonies de l'autre, de vendre leurs Marchandises pour de l'argent monnoyé de cuivre, ni de les troquer pour d'autres Monnoyes, ou autres choses contre leur gré: ou après les avoir vendus d'en recevoir le paiement en d'autres espèces que celles dont on est convenu en les marchandant, non obstant toutes Loix, & Coutumes contraires au présent Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, Commis, ou autres personnes par eux employées: Comme aussi les Maîtres de Navires, Pilotes & Mariniers pourront demeurer librement & sûrement dans lesdits Etats, Royaumes & Territoires de l'un & l'autre desdits Roys, comme aussi dans leurs Ports & Rivières, & que les Peuples & Sujets d'un Roi pourront avoir, & en toute liberté & sûreté jouir sur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres Maisons pour y demeurer; de leurs Magasins, & Celliers, pour leurs Denrées & Marchandises qu'ils posséderont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en devront jouir, & qu'ils en seront convenus sans aucun empêchement.

XXXI. Les Sujets & Habitans desdits Roys Alliez, pourront se servir & employer tels Avocats, Procureurs,

ANNO
1667.

ANNO
1667.

32

CORPS DIPLOMATIQUE

reurs, Ecrivains, Agens, & Solliciteurs, qu'ils adviseront bon être dans toutes les Terres & Lieux de l'obéissance de l'autre, ce qui sera laissé à leur choix, & à quoi les Juges ordinaires consentiront toutes fois & quantes qu'il leur sera besoin, & ils ne seront point contraincts de montrer, ni représenter leurs Registres & Livres de Comptes à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour éviter les Procès & contestations, & ils ne pourront être embarquez, retenus ou pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roy, dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs Livres de Comptes, de Traicté & correspondance en telle Langue qu'il leur plaira soit en Anglois, Espagnol ou Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison dequoi ils ne seront point molestés ni suivis à l'Inquisition. Et quelque autre chose que ce soit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des Parties, à aucune autre Nation, concernant ce point là sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit fût sequestré, ou fait par quelque Cour ou Tribunal de Justice que ce soit, de l'étendue des Royaumes & Etats de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques Debtes ou Biens soient entre les mains des Delinquans appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, lesdits Debtes ou Biens ne seront pas confisqués par aucun desdits Tribunaux, mais ils seront rendus, & restitués en espèces aux véritables Propriétaires, s'ils y sont encore en espèces, sinon la valeur d'iceux conformément au Contract & Accord, qui aura été fait entre les Parties, sera rendu & restitué trois mois après ladite sequestration.

XXXIII. Que les Biens & Marchandises des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decedera dans les Pais, Terres & Etats de l'autre seront confez pour les Heritiers & Successeurs legitimes du defunt, sauf le Droit de quelque autre Personne Tierce que ce soit.

XXXIV. Que les Biens & Marchandises des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, qui decederont sur les Terres du Roi d'Espagne, seront inventoriés avec leurs Papiers, Escritures & Livres de Comptes, par le Consul ou autre Ministre public du Roi de la Grand' Bretagne, & depozé entre les mains de deux ou trois Marchands qui seront nommez par ledit Consul ou Ministre public, pour être gardez & conservez, pour les Propriétaires & Cranciers : & ni le Cruzada ni quelque autre Juge que ce soit n'en pourra prendre aucune connoissance, ce qui sera pareillement observé en pareil cas en l'Angleterre, à l'égard des Sujets du Roi d'Espagne.

XXXV. Qu'on accordera, & assignera un lieu convenable pour enterrer les corps des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui decederont dans les Etats du Roi d'Espagne.

XXXVI. Si quelque differend arrivoit ci-après (ce qu'à Dieu ne plaise) entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi d'Espagne par lequel le Commerce reciproque, & la bonne correspondance pussent être en danger de cesser, les Sujets & Peuples respectifs de chaque Partie en auront avis en tems & lieu, c'est-à-dire qu'on leur donnera six mois de tems pour transporter leurs Marchandises & effets sans que pendant ce tems-là on leur puisse donner aucun Trouble, ou molestation, ni detenir & arrêter leurs Personnes, ou Biens.

XXXVII. Tous Biens & Droits cachez, ou arreztez, Meubles, Immeubles, Rentes, Faits, Debtes, Credits, & autres choses semblables qui n'auront pas esté portez à la Tresorerie, au tems de la conclusion du present Traicté, demeureront en la pleine & libre disposition des Propriétaires, leurs Heritiers ou ayant cause, avec tous les Fruits, Rentes, & Emolumens d'iceux, & ceux qui auront caché lesdits Biens, ni leurs Heritiers ne pourront être molestés pour ce sujet, par les Chambres des Comptes respectivement, & les Propriétaires, leurs Heritiers, ou ayant cause, auront liberté de se pourvoir par les voyes de la Loy & de la Justice pour le recouvrement de leursdits Biens & Droits comme pour leurs propres Biens & effets.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les Peuples & Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, & du Roi d'Espagne auront & jouiront dans les Terres,

Mers, Ports, Havres, Rades, & Territoires l'un de l'autre, & en quelques autres Lieux que ce soit, des mêmes Privileges, Senrez, Libertez & Immunitiez soit à l'égard de leurs Personnes ou Biens, avec toutes les Clausés & Circonstances avantageuses, qui ont été ou seront ci-après accordées au Roi Tres-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces Unies, aux Villes Hanſatiques, ou à quelque autre Royaume ou Etats que ce soit d'une maniere aussi ample, entiere, & utile comme si elles avoient été particulièrement spécifiées & inferées dans le present Traicté.

XXXIX. Au cas qu'il arrivât quelque different de part ou d'autre touchant les presens Articles de Traffic & de Commerce, soit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres Personnes en l'un ou l'autre Royaume, après que la plainte en aura été faite par la Partie interessée à Leurs Majestez, ou à quelques Personnes de leurs Conseils, Leursdites Majestez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choses, ainsi qu'elles ont été cy-dessus accordées, & au cas que par la suite du tems on découvrit quelques fraudes, & inconveniens dans la Navigation & Commerce, entre les deux Royaumes contre lesquels on n'auroit pas suffisamment pourveu par les presens Articles, on pourra ci-après convenir d'autres remedes tels qu'on les jugera convenables, le present Traicté demeurant en sa pleine force & vertu.

XL. Il a été pareillement accordé & conclu que les Serenissimes & tres-renommez Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, garderont & observeront sincerement, & fidelement & feront garder & observer par leurs Sujets & Habitans respectivement toutes & chacunes les Capitulations accordées & conclues par le present Traicté, & qu'ils ne le violeront point directement ny indirectement, ny ne consentiront point qu'il soit violé par aucuns de leurs Sujets, ou Habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacunes les Conventions ci-dessus accordées par des Lettres Patentes reciproquement, en plaine, suffisante, & efficace forme, & qu'estant fautes, & expedies ainsi, elles seront reciproquement delivrees, ou fautes delivrer fidelement & reellement dans l'espace de quatre mois, à compter du jour & date de ces presentes, & qu'apres cela ils seront publier le present Traicté de Paix, le plutôt que faire se pourra, en tous Lieux & en la maniere accoustumée.

Pour assurance de toutes & chacune des choses ci-dessus nous Commissaires des Serenissimes Roi & Reine d'Espagne & Ambassadeur Extraordinaire du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne soussigné avons signé ce present Traicté de nos mains & l'avons scellé de nos Sceaux. Fait à Madrid le 23. Mai. Ille nouveau, & le 13. Ille ancien mil six cens soixante & sept, Signé, JEAN EVERARD NIDHARD, le Duc & Comte d'ONATE, le Comte de PENRANDA, SANDWICK.

Lequel Traicté ici écrit & inferé, comme il est dit ci-dessus, nous ayant été présenté par mon fuisdit Commissaire & après l'avoir vu & qu'il a été murement examiné mot pour mot dans mon Conseil. Moi, pour moi-même & pour le Serenissime Roi d'Espagne Charles second, notre tres bien aimé Fils & pour ses Heritiers & Successeurs, comme aussi pour les Vauxs Sujets & Habitans de nos Royaumes, Pais & Seigneuries, approuvons & tout le contenu en icelui & en tous ses Points & par ces presentes les tiens pour bons & vallables; promettant en foi & parolle de Reine & au nom & place du Serenissime Roi mon Fils & ses Heritiers & Successeurs de l'observer, & en suivre tout de même & de la même maniere que si je l'avois fait moi-même, sans rien faire aucunement ni permettre être rien fait allencontre & en quelque maniere que ce soit, & s'il se faisoit quelque contravention au contenu du fuisdit Traicté je la ferai reparer effectivement sans difficulté ni delay, punissant & faisant punir les contravenans, obligant à l'effect fuisdit pour ledit Roi Catholique mon Fils & pour ses Heritiers & Successeurs tous & un chacun leurs Royaumes, Pais & Seigneuries, & tous nos autres Biens presens & avenir, sans en rien excepter, & pour l'effect de cette obligation je renonce à toutes Loix, Costumes & autres Conventions à ce contraires; En témoin de tout ce que dessus j'ai fait expedier ces presentes signées de ma main, scellées de mon Seau privé, & contre-signées par mon Secrétaire d'Etat: donné à Madrid le vingt & unième Septembre mil six cens soixante & sept, signé MOI LA REINE, & contre-signé P. PETRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

For.

ANNO
1667.

ANNO

1667.

Formulaire des Lettres, qui doivent estre données par les Villes, Ports de Mer, aux Navires & Vaisseaux qui en sortiront.

A Tous ceux à qui ces présentes viendront, nous Gouverneurs, Consuls, ou principal Magistrat, ou Commissaires des Douanes de la Cité, Ville, ou Province de N. certifions & sçavoir faisons que N. N. Maître du Navire N. a déclaré sous Serment solennel, que le Navire N. de - - (Tonnes plus ou moins) duquel il est à présent le Maître appartient aux Habitans de N. dans les Etats du Serenissime Roy de la Grand' Bretagne: & nous requérons que ledit Maître puisse estre aidé en son voyage & affaires. Prions toutes personnes en general & en particulier qui le rencontreront & ceux de tous les Lieux où ledit Maître arrivera avec sondit Navire, & la Marchandise qui est dessus, de l'admettre favorablement, le traiter amiablement & recevoir ledit Navire dans leurs Ports, Bayes, Havres, Rivières, & Domaines, lui permettant d'y naviger, passer, frequenter, & negocier paisiblement ou en tels autres lieux que bon semblera audit Maître, en payant toujours la Tolle, & Douane qui sera due de Droit, ce que nous reconnaitrons avec gratitude: en témoin dequoi nous avons signé ces présentes & y avons fait apposer le Sceau de notre Ville. *Signé, GUILLAUME GODOLPHIN, DON PETRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.*

Plein-pouvoir de Sa Majesté Catholique.

DOM CHARLES par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Toléde, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardagne, de Cordoue, de Corcège, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algerie, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Océan, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molin, &c. & la Reine Dame Marie sa Mere Turrice & Curatrice de sa personne Royale & Regente des susdits Royaumes & Seigneuries; comme il est nécessaire d'assoupir les différens des affaires communes d'entre les deux Couronnes d'Espagne & de la Grand' Bretagne qui se sont trouvez s'être éloignez de l'observation des Capitulations accordées dans les anciens Traitez de Paix d'entre lesdites Couronnes: Nous avons trouvé bon de donner Plein-pouvoir à Jean Everard Nitard mon Conseiller, Conseiller au Conseil d'Etat & Inquisiteur General, Dom Ramire Philippe Nunnez de Gusman Duc de St. Lúcar la Majore, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte, & Gusman Comte de Penaranda, Conseiller au Conseil d'Etat, President des Indes, à cause des Prerogatives & grandes qualitez qui se rencontrent en leurs personnes, & de leur prudence, experience, zele, & affection qu'ils ont à mon service & particulièrement pour la confiance & le plaisir avec lesquels ils m'assistent & sont tout ce qui peut être avantageux au public, c'est pourquoy en vertu de ce Plein-pouvoir je les autorise, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Serenissime Roy mon tres-cher & bien-aimé Fils, & en son nom Royal représentant ma propre personne, de pouvoir entendre, conférer, traiter, ajuster & conclure avec le Comte de Sandwick, Conseiller au Conseil d'Etat du Serenissime Prince Charles second Roy d'Angleterre mon bon Frere & Neveu & son Ambassadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de son Plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de Paix, & leur donne aussi Plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le susdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande autorité & le Pouvoir qui reside en ma personne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le susdit Roy mon Fils en foy & parole Royale, d'approuver & ratifier le tout par Serment, & autres solennitez requises, & qui seroient trouvées nécessaires en tel cas, dans le terme qui sera convenu, sans en rien diminuer. Pour sçavoir dequoy

TOM. VII. PART. I.

il ayt fait depêcher ces présentes, signées de ma main, ANNO
1667. & scellées du Sceau privé, & contreignées par mon
Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le quinziesme Juin,
mil six cens soixante sept. *Etait signé, MOY LA
REINE & contre-signé, DON PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.*

Plein-pouvoir de Sa Majesté Britannique.

CHARLES second par la grace de Dieu Roy de la Grand' Bretagne, France & Irlande, Deffenseur de la Foy, &c. A tous & à chacun qui ces présentes Lettres verront, Salut; comme le malheur de ce siècle, semble consister principalement en ce que plusieurs Princes & Etats ne pensant qu'à leurs passions, profit & intérêt, fouillent au pied toute amitié & droits de voisinance, voulant même détruire toutes les affaires quand elles ne sont pas conformes à leur opinion, & à ce qu'ils se sont proposéz par leur legereté & injustice, d'autant plus doivent travailler le peu de Roys que le Seigneur Dieu a uni par amitié & bonne affection; à faire des Alliances pour l'entretenir, afin que ceux qui ont des inclinations contraires puissent par cet exemple se porter à la concorde; Vû donc que l'humour des Anglois & des Espagnols a toujours été si conforme qu'aussi-tost qu'il y a eu quelque dissension entre eux ils se sont aussitôt reconciliés, & que quand ceux qui tenoient le Gouvernement cherchant la Paix l'ont affermie de part & d'autre, & l'ont finement observée, on a vu les deux Royaumes fleurir; le tout bien considéré, & étant sollicité par la Serenissime Reine Dame Marie Anne d'Autriche, Mere, Turrice & Curatrice du Serenissime & puissant Roi d'Espagne, &c. & Gouvernante de ses Royaumes & Pais, de renouveler, non-seulement les anciens Traitez d'entre nos Couronnes, mais de les reserver encore par de plus forts & plus fermes liens que ceux de cy-devant, il nous a semblé que pour executer un si saint ouvrage, nous devions choisir une personne digne & proportionnée à l'importance de la chose, & qui étant revêtu de la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire près de la susdite Serenissime Reine Regente d'Espagne, ornât ce caractère de ses vertus; c'est pourquoy nous avons jugé à propos de nommer entre autres personnes, notre cher & tres-fidèle Cousin Edouard, Comte de Sandwick, Burgrave de Hünchingbrooke, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de notre grande Garderobe, Conseiller privé & Chevalier du fameux & ancien Ordre de la Jarretiere: c'est pourquoy sçachant tous que nous confians en sa fidelité, diligence, jugement, & prudence avons icellui établi, ordonné, & député pour notre véritable Commissaire & Plenipotentiaire ayant charge & pouvoir suffisant de dresser, communiquer, traiter, accorder & conclure entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Espagne une plus forte Alliance, comme aussi touchant la liberté du Commerce & Navigation, & cy-après d'une Alliance defensiva & offensive entre les susdites Couronnes & Royaumes, de la maniere la plus utile & convenable, faire tout ce qui pourra amener les choses à une bonne fin, en dresser Articles, Lettres & autres Instrumens nécessaires, & enfin de demander & recevoir de l'autre Partie tout ce qui pourra être utile & convenable à ce sujet, promettant en bonne foy & Parole de Roy de tenir pour agreable, & valable tout ce qui aura été fait, accordé & conclu entre ladite Serenissime Reine Regente d'Espagne, ses Députés Plenipotentiaires, & Commissaires, & notre susdit Ambassadeur extraordinaire, & de n'aller jamais au contraire en quelque maniere que ce soit, mais plutôt d'observer & s'yre inviolablement observer tout ce qui aura été promis en notre nom; en témoin dequoy nous avons signé ces présentes de notre main & y avons fait attacher notre grand Sceau d'Angleterre. Donné en notre Palais de Westminster le seiziesme Février mil six cens soixante cinq. Et le dix-huitiesme de notre Regne *Signé, CHARLES R.*

XIII.

Vergleich zwischen Chur-Maynz und dem Churfürst. z. Mat.
Hanse Sachsen/ wodurch der zu Leipzig sub dato
den 20-30. Decembr. 1666. Zwischen ihnen wegen
der Stadt Erfordt gettoffene Vergleich mehrers erde-
tert

ANNO
1667.

tert und vollzogen worden. Geschehen den 16-26.
May 1667. in Erford. LUNIGS Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. III. Abtatz
I. pag. 418.]

C'est-à-dire,

Transaction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE, & le Maison Ducale de SAXE, pour l'élucidation & l'exécution du Traité conclu entre les mêmes le 20-30. Decemb. 1666. touchant Erford. A Erford le 16-26. May 1667.

Wissen: Als zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn Johann Philippen / Erzbischoffen zu Mayntz / des Heiligen Röm. Reichs durch Germanien Erzbischoffen und Churfürsten / Bischoffen zu Würzburg und Bamberg und Hertogen zu Francken / u. u. und seiner Churfürstl. Gnaden Erztz Mayntz an einem / So dann dem Fürstl. Hause Sachsen / am andern Theil die bey der Stadt Erfurt und sonst von gemeinsamer Part her obgeschriebten Fürsten und Herrn Johann Georg des Heil. Röm. Reichs Erztz-Marschallen und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-sächsischen Burggrafen zu Magdeburg / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zum Ravensstein / u. u. mit allerseits Interessenten Verleihen und Gutsbehaltenen / besage des in leipzig den 20. (30.) Decemb. Anno 1665. aufgerichteten und ratificirten Recesses / hin und begelget / welche hantw. be- griffene Puncten aber zu mehrer Unterthut / und wirksamen Aus- führung ausgesetzet / und in solchem Ende eine Zusammenkunft allerseits geordneter Tag in Erfurt erschienen / das Heret unter die Hand genommen / allerseits vorbrachte Erinnerung gegen obverordneten leipziger Reces gehalten / überleget und reiflich erwogen / daß darauf nachbenannte praesentia prä- sentir / dasjenige / so weiterer Handlung bedürft / erörtert / und darüber gegenwärtiger Executions-Reces abgefaßt und voll- zogen worden.

Und zwar (1.) hat es bey dem vornahm abgehandelten Ter- ritorial-Punct über die Stadt Erfurt / das eigene und dem Fürstl. Hause Sachsen lehnbar gewesen / auch eigenthümliche Chur-Mayntzische Dörfer / Schloßer / Dörfer und Güter / Inhalts obgenannten leipziger Recess / allerdings sein be- stehen.

2. Nachdem auch die Fürstl. Schloß. Praetensionen der Noth- fälle / Nothleuer / Evocation vor das Hoffgericht zu Jena / Annehmung der Appellationen von Erzmichl. Gerichten / Erför- rung in Land-Tagen / Information der Patenten und deroelben Zuschläge / Bestellungen zu Aufwartungen / Haltung der landes- trauer / und alles anders / was vom Territorial-Rechte / und Landes-Fürstl. Nothheit dependirt / hinweggefallen: Als hat das Fürstl. Haus Sachsen nicht allein an dero gesamtes Hoff- gericht zu Jena / sondern zu fürstlich in allen dergleichen Fällen u. u. Concurrenz / das in ihren Expeditionen darnach achten sol- len / bereits gehörige Verrückung ergeben lassen.

3. So ist fernere auf des Reichs in Erfurt / besage Lit. A. geltend geschene kostföhrigung des Erzbischoffs / auch denen Fürstl. Schloß. Altenburg-Coburg und Weimar. Rent-Cammer Lit. B. ertheilte Cessionen, derselbe und gemeine Stadt samt aller Zugehör / von der Erbthut-Verbindung und lehn- schuldig entlehret / quittirt / und daß hinfürho kein Schutz-Geld gefordert werden solle / versichert worden / wie Lit. C. und D. aus- weisen.

Hertog Ernstens zu Sachsen-Gotha Fürstl. Durchl. aber sind wegen 5270. fl. Schuld-Geld / und 1714. fl. 6. gr. der Stadt gleichem Geldes / also zusammen 6984. fl. 6. gr. Capitals auf die Gütliche der Dörfer Klein Renthau und Mörsburg dergestalt vertheilt / daß derselben jährlichen 243. fl. 4. gr. 6. pf. als der Zins von bester Summa / von denen Unterthanen / so hierzu wirklich angewiesen werden sollen / geliefert / und vermög leip- ziger Recess / durch die Voigten ohnfehlbar angehal- ten / zu fordern / aber der 3. jährige Zins-Nachstand von der Cam- meriey befriediget / und deshalb / wie auch gegen vorbeachtete An- weisung / so wohl / als ersinnliche Abführung des Capitals / und Eventual-Absignation in die Fürstl. Weimarische Cammer / kein special-Vergleich getroffen solle: Darneben hat das Fürstl. Haus Sachsen in einem Schreiben an Ihre Kaiserliche Majest. befohlen / daß in künftigen Schreiffen das- jenige / so in den vorigen der Stadt Erfurt Erbtztes halber / enthalten gewesen / aufzulassen werden möge.

4. Obwohl die Güter-Güter halben / soweit sich der Erf- fürstliche District erstreckt / zwischen dem Erztz-Mayntz / und denen Fürstl. Hause Sachsen auf gewisse mass / laut leip- ziger Recess Handlung zu prägen verglichen worden: So hat man dennoch verschiedener vorkommender difficultäten halber /

darzu nicht gelangen mögen. Derwegen solches Güter-Geld dem Fürstl. Hause Sachsen verbleibet / damit aber / weil das Straffen-Recht und lehn-Geld jedem Chur- und Fürstl. Theil in seinem Territorio zukommet / gleichwohl bey Vertheilung des- selben / und in andern Fällen / zwischen den Chur-Mayntzischen Gerichten und Fürstl. Schloß. Geleits- Bedienten kein Streit entstehen / auch die Fuhrlente / der Handlung und Commercien zu Schaden / nicht übernommen noch aufgehalten werden: So hat man sich der Straff-Tafel verglichen / und solte der Geleits- Tafel beugefüget / die wider Chur-Mayntz. Zoll-Ordnung de anno 1521. und Churfürstl. Schloß. Geleits-Tafel de anno 1447. eingelassene Mißbräuche abgehasset / und / daß es bey solchen beyderseits Ordnungen / weil sie besage der durchsehenen Register im Jahr 1618. also in Observanz gewesen / bleiben solle / be- schlossen / auch wer von beyderseits wirksamen Bedienten Zoll- und Geleits-frey seyn soll / den Schloß-Geleits-Geleits ausgenommen / abgeleitet / benennet / und der Zoll- und Geleits-Tafel beuge- füget / jedoch darüber beyderseits beibehalten / da künftig ein- oder andern theils mehrertheils wirksame Bediente angenommen werden möchten / daß dieselben so wohl in Geleits als Zoll freier Befreyung genießen sollen. Ob auch schon wegen des Fürstl. Schloß. Wapens am Geleits-Hause älther im leipziger Reces / einige Veränderung beibehalten: So sind jedoch Ihre Churfürstl. Gn. zu Mayntz gütlich davon abgesehen / und verbleibet demnach solches Schloß-Geleits-Geld / wie es bis her ge- wesen ist / auch hinfürho.

Die Cession des Dominii directi deroer Dörfer und Güter / so die Stadt Erfurt vom Fürstl. Hause Sachsen / entweder zu lehn / oder After-lehn / hinfürho getragen / ist Ihre Churfürstl. Gn. zu Mayntz / besage obverordneten Reces sub Lit. E. würk- lich geschene / und erklärt sich Ihre Churfürstl. Gnaden in Mayntz samt dero Chur-Capitul / daß sie das Erbtzliche Haus Schwarzburg mit demjenigen lehn / so von denselben der Rath zu Erfurt / und die Grafen zu Schwarzburg von dem Fürstl. Hause Sachsen hinfürho recognoscirt / beibehalten wollen / und von ihnen gemelter Rath folge Städte / mit dem Predicant: siehe Gereue / zu lehn empfangen solle / es möge dann ins künftige mit beyderseits Verleihen ein andrer Vergleich getroffen werden. Es hat sich auch das Fürstl. Schloß. Weimar. Theil erbothen / wann sich jemand zur Erhaltung ihres Kayserlichen Ritter-Guthes in Erfurtischen Territorio zu Vertheilung ge- legen / angeboten würde / denselben solches erbothen zu überlassen.

6. Gleichergestalt haben Ihre Churfürstliche Gnaden zu Mayntz und dero Erztz-Stift nicht allein auf alle die im leipziger Reces angeordnete lehn- und Erbtzrecht an Gotha / Soloth und Stadt Weimar / Amt Tanneberg / Waltershausen / Altenburg und den Hoff Altenborff / deren zwar das Fürstl. Haus Sachsen sich nicht erinnern wollen / sondern sich auf Käyfel. Bezeichnung berufen / auch da sich künftig dero andere / so das Haus Sachsen vom Erztz-Stift Mayntz vornahm zu lehn getragen wäre / oder tragen sollen / finden würden / besage Weplage Lit. F. und G. son- dertlich schriftliche Renunciation gethan / sondern auch sich der Wieder-Kaufs / Anwerter Lichtenberg und hals Seltsungen samt aller Zugehör / besage Lit. H. dergestalt begeben / daß hinfürho ohne einige Einlösung behalte / und Ihre Churfürstl. Gnaden zu Mayntz und dero Erztz-Stift darselbe daber vertreten / auch sie beyderseits vor einem Mann stehen sollen / mit Versprechen / insofern sich bey dem Chur-Mayntzischen lehn-Hof noch ein und andere briefliche Urkunden von vorhergehenden lehn- und Wie- deraufs-Contracten finden würden / solche gegen Quittung aus- antworten / auch / was dieser wegen denen lärer / und lehn-Büchern eingetragten / als mortificirt notiren / und bedevgen aus der Chur-Mayntzischen Registratur einen beglaubigten Schein ausstehen- den zu lassen / gehalt dann selbige hiermit und Kauff dets gänzlich mortificirt seyn und bleiben sollen. Inmassen auch wegen des Amts Expenditorss / und dero vom Haus Sachsen hinfürho daber eingehender Dörfer / sie mögen Mayntz / lehn seyn oder nicht / so wohl wegen der Bestellungen Biegelan und Jaguar der Rath zu Erfurt / wie weniger nicht derselbe und das Stift Beate Mariae Virginis / wegen des Dorffs Großen-Ruhfeldt sol- dergestalt / wie die Weplagen Lit. I. K. und L. ausweisen / Ver- siche gethan / und alle Documenta / so sich jetzt finden / aus- geantmortet / auch da sich dero nicht finden mögen / gegen Quit- tung extrahirt werden / und hiermit ebendamig abgethan und mortificirt seyn sollen.

7. Wegen deroer auf dem verpündet gewesenen Chur- Mayntz. Amt Mühlberg abgefallenen 2215. fl. haben Ihre Churfürstl. Gn. zu Mayntz nach Empfang der Fürstl. Schloß. Altenburgischen Cession Lit. M. sich sowohl mit denen Herren Grafen zu Schwarzburg / als jetzigen Inhabern gemeldeten Amtes / denen Gerechtigen von Mühlberg / in gewisse Maß ver- gleichen / auch dardoben dem Fürstl. Hause Sachsen die 125. fl. 7. gr. 6. pf. so vermög Melchior Zeandens / dardamigen Fürstl. Schloß. Rentmeisters zu Weimar / in original vorgelagerter Cam- mer-Verrechnungen für unrichtigkeide zu dem Amt Mühlberg erkaufte Zinsen und liegende Gründe bezahlt worden / wider- erstattet. Und weil man auch der Fürstl. Schloß. Schloß- Cammer / wegen deroer dem verpündet-gekauften Amt Zeun- dorf gestandener 5177. fl. 16. gr. 4. pf. vertheilt 100. fl. für den Geleiten ausgezahlten Kauf- / schuldig baaren Erstattung / wie den Geleiten abgethanen Kauf- / schuldig baaren Erstattung / wie nicht weniger / was wegen der von Ihre Fürstl. Durchl. zu Gotha geforderten Rent-Kassen in Zeundorff / sowohl wegen

ANNO
1667.

ANNO
1667.

des Heringischen heimgefallenen Lehn-Guths zu Mühlberg durch des Fürstl. Lehngerichts Recesse vollzogene einge Compromiss erkannt werden möchte / zusehen / was der Jahres-Recesse halben verglichen wird / Warum zu thun erdörfte ist: So soll alsdenn von dem Fürstl. Haufe Sachsen / sowohl dieses Amt als Mühlberg / Jhro Fürstl. Gnaden zu Mayntz cum omniao Juribus, durch hierzu deputirte Commissarios gänzlich wieder eingeräumt / auch die Pfand-Verpflichtung samt der Kayserl. Confirmation zurück gegeben werden / wie auch dem Fürstl. Haufe Dresden der Revers, welchen Herzog Friedrich Wilhelm der Chur-Sachsen Administrator, und Herzog Johannes in Sachsen / beiderseits theilhablichen Antheils / bey Aufschichtung dieser Wiederkaufs-Handlung von sich gestellt / wiederum ausgeantwortet werden sollte. Alsobald er sich aber nicht finden / ausgeantwortet werden sollte. Alsobald er sich aber nicht finden / ausgeantwortet werden sollte.

8. Als man auch wegen der hohen Jagden in dem Erbkürfürstlichen District alles zu guter Nützlichkeit stellen wollen / und sich befinden / daß auf solche Weise / wie in dem Haupt-Recess enthalten / künftigen Mißverständnisse nicht gerichtlich würde abgeholfen werden; So haben beyde hierunter absonderlich interessirte Chur- und Fürstl. Theile einen andern weiten Vergleich begehrt / und zwar dergestalt: daß Jhro Fürstl. Gnaden zu Mayntz auf dem Steiger- und Wege und der Waage-Rechte samt den daran stossenden Kloster-Junkerey / auch Maltersleber- und Mörsburger- und Röder-Junkerey und Jäbber / und was barinnen angeschlossen / bis an den Weg / welcher in dem Grunde des Jäbber- und Jäbber-Grundes sich anfängt / und bis auf Castele geht; die hohen und Nieder-Jagden alleine: Jhro Fürstliche Durchl. zu Weimar / dero Erben und Nachkommen aber von diesem Wege an / welcher auf beyde Theile Kosten verfertigt werden soll / in allen andern auch der Wild- und Gesehe / mit allen / was in der Gesehe-Röder-Hofhäuser- und Gesehe-Fluren angeschlossen ist / auch denen Feldern die hohen Jagden alleine haben / und wie bisher / also auch in künftige exerciren. Hierdurch aber werden Jhro Churfürstl. Gnaden an dero Jure Territorial und Forestal, nach ihrem und andern Gerechtigkeiten / wie sie die Wilder in Wilden genießen / nichts benommen / so auch die Nieder-Jagd einen jeden / wie und wo er solche herbrachte / fordern / also bleiben soll; Auch haben Jhro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz dem Fürstl. Haufe Sachsen zu freundschaftlichen Gefallen sich erklart / nicht allein den wegen des Domini direct der hohen Jagden im Erbkürfürstlichen District, dessen sie samt dero Erbkürfürst sich hierdurch in hoc passu gütlich begeben / vom Haufe Sachsen verwilligen Lehn-Revers / sowohl die jährlichen vier Cent Wildes / und die fünf Jagden fallen / sondern auch Jhro Fürstl. Durchl. zu Weimar dero Erben und Nachkommen neben der hohen Jagd in Holz und Felsen / auch die Nieder-Jagden in dem Eschpeter- und Weichsel-Hof / also daß sich auf 300. Schwinde in viele Gölze nehmen als fünfzig Sächt. Jäger oder Schützen / oder dergleichen zu schiefen befähigt seyn sollen / alleine zu lassen und zu übergeben. Wie dann der Herr Praeator des Klosters S. Petri gegen ein von Jhro Churfürstl. Gnaden ihm versprochenes Äquivalent seine gedachte Nieder-Jagd-Gerechtigkeit / dem Fürstl. Haufe Sachsen cedirt und abgetreten. Worbey auch abgesehen / daß die Rehe unter das hohe Wild zu rechnen / und die Folge beydenfalls auf 24. Stunden folcher gestalt zu erlassen / daß derjenige / so etwas geflossen / seinen Grund-Nachbar bey der Folge den Anstus anzuweisen schuldig seyn solle.

9. Hiervon Jhro Churfürstl. Gn. zu Mayntz noch zur Zeit von dem Jähre Georgsdorfer und Reinhardtsbrunnener Hege zur Fortification keinen gebrauchet / so ist derselben dennoch die bedingte Anstausung / in dem im künftigen Recesse benannten Fall ferner vorbehalten; Entwischen aber der jetzige Besitzer des Reinhardtsbrunnener Hofes zur schuldigkeit / jedoch ohne Nachtheil der darauf nachstehenden Chur-Mayntzischen Frey-Zins-Gerechtigkeit / angewiesen worden.

10. Wegen des Landes-Fürstl. und Lehnsherrl. Rechten / auch Ober- und Nieder-Gerichten zu Jheroba hat das Fürstl. Haufe Sachsen so viel Documenta, als sich gefunden / ausgemerket. Alldieweil aber wegen bekannten gewis Unvermögens der Chur-Mayntz. Unterthanen dergleichen Unterstützung der dem Fürstlichen Haufe Sachsen für die bisherige genossene Ordinar- wie auch Extraordinar- Land- und Trans-Steuer verwilligten jährliche einhundert Gulden sich bedürftige Beschwerden jüttragen indochten / ist verglichen / daß ein vor allemal 2000. fl. Capital der Fürstlichen Sachl. Weinrainischen Cammer an Erbkürfürstlicher Activ-Schuld cedirt werden soll; Inmassen aus Jnhals Lit. N. beschreiben ist.

TOM. VII. PART. I.

11. Bey Gleichen / Blandeburg und Nieder-Grannitz bleibt das Fürstliche Haufe Sachsen in possessione vel quasi Jure Territorialis, cum omnibus commodis et emolumentis, so weit es solche bisher exercirt und im Brauch gehabt. Zugleich wird auch der Graff von Hatzfeld bey der Berehr seiner Gerechtigkeit / so weit dieselbe hergebracht / und sonst habenden Größt. Reichs-Stände gelassen. Es ist aber Jhro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / Jnhals künftigen Recesse gehörend ersucht worden / das Exerctium actuum superiomaticis, bis zu Austrag der Haupt-Sache / auf Mayntz und Weichsel in letztgenanntem Recesse enthalten / zu stehen / und wiederum / so viel solche Haupt-Sache betrifft / daß selbige auf glückliche Wege hingeleget werden möchte / vorgefallen; So hat es doch wegen Kürze der Zeit vor diesem nicht geschehen können / sondern wird man deswegen ehesten zusammen setzen / und fernere Handlung pflegen; Und hat wegen der 500. fl. davon Sachsen-Gotha 117. fl. 17. gl. 11. pf. und Sachsen-Weimar 382. fl. 2. gl. 1. pf. zugehörig / die der Graff von Hatzfeld dem Fürstl. Haufe Sachsen interim-weise zur recognition durch die Unterthanen jährlich zu liefern gewilliget; das dem / was hiervon im künftigen Recesse abgehandelt werden soll benommen. Weil auch eventualiter die bey der Fürstlichen Sachl. Weinrainischen Cammer der Stadt Erfurt gehörige Schuld dafür haften / hat gemeiner Rath deswegen sub Lit. O. eine schriftliche Versicherung von sich gestellt; und nachdem von Rat des künftigen Recesse das Fürstliche Haufe Sachsen-Weimar an Steuern gedachte Orthen nichts erhoben / sondern dieselben an 500. fl. 7. gl. 1. pf. annoch zurück stehen. So erwartet dasselbe jützobst dero Bezahlung. Könnte aber jützgedachter Fürstlicher Haufe wegen obiger 500. fl. andere angemessene Versicherung gemacht werden / würde es auf fernere Vergleichung. Es sind auch Jhro Fürstliche Durchl. zu Sachsen-Gotha und die Herren Grafen zu Schwarzburg / vermögte hergebrachten Stems sub Lit. P. daß ihnen die Dörfer Gintersleben / Ingelsleben und Schilkeleben verbleiben / und die Unterthanen deren Dörfer keine Frohnen zu Banderleben hinjützo zu thun schuldig bleiben sollen / jützmal verfertigt worden / und bleiben demnach solche Frohnen denen Herren Grafen zu Schwarzburg alleine zu gebrauchen / wohnt sie wollen.

Hingegen haben Jhro Fürstliche Durchl. zu Sachsen-Gotha nicht allein auf das Jus Feudalitäts dero künftige zu Banderleben und Freudenenthal / trafft dieses Verzicht gethan / sondern auch die aus Banderleben gefallene und auf beschäne Fürstliche Anordnung / verwahrtte Plukungen dem Herrn Grafen von Schwarzburg die Erb- und Hof-Rechte / auch andere Documenta, so viel deren vorhanden / extrahirt / die Unterthanen zu Banderleben der Pflicht erlassen / selbige hingegen dem Graff von Hatzfeld / nach Beschreyung / die bey ihren Ärdern und Gerechtigkeiten verbleiben zu lassen / unforgonnen; Und nachdem nunmehr vermögte künftigen Recesse die Taxation des Vormerger zu Banderleben wertlich gemacht worden / so steht dem Herrn Grafen von Hatzfeld frey / binnen dato und Michaelis des 1669. Jahres die Zahlung des durch die taxation bestimmten pretii an 1668. fl. 10. gl. 6. pf. dergestalt haften zu leisten / daß davon der Herr-Grunde die Ablösung erfolgte / der Herr Graff von Hatzfeld die fructus naturalis, und die Herren Grafen zu Schwarzburg die fructus industrialis samt der Waage-Messungen bis Michaelis nächster Zeit-Grunde die Einkünfte eigene / die Herren Grafen zu Schwarzburg / neben den industrialis ebenfalls die fructus naturales behalten / und darüber den Samen und das Arelch derer auf das künftige Jahr bestellten Acker / so weit solche Bestellung nicht mit des Dorfs Banderleben hergekommenen Frohnen verrichtet worden / vom Herrn Grafen von Hatzfeld erhalten werden sollte; Und soll nach erfolgter Einlösung der Graff von Hatzfeld angeregtes Vormerger gleich dem Dorf Banderleben vom Erbkürfürst Mayntz zu Mann-Lehn zu erkennen schuldig seyn. Trüge sich dann zu / daß der Herr Graff von Hatzfeld die auf Michaelis 1669. geköfte Frist vorher gehen ließe / und also das Vormerger zu Banderleben und das taxirte pretium mit dero Zahlung nicht an sich bringen möchte; So wäre alsdann dergleiche hier weiter nicht zu jütassen / sondern die Herren Grafen zu Schwarzburg behielten solches Vormerger Erb- und eigenthümlich; Jedoch daß sie dasselbe von Jhro Chur-Fürstl. Gnaden zu Mayntz gleichfalls zu rechten Mann-Lehn trügen / es würde aber solchen falls die Frohne dero Unterthanen im Dorf Banderleben / welche bis dahin zum Vormerger zu leisten ist / den Herren Grafen von Hatzfeld verbleiben; damit auch vorerwähnte bitten solcher zur Einlösung gestellten Zeit sich casus fortuiti ereigneten / aller bejützlicher Streit und Mißverständnisse verjützt werde / so ist dahin verglichen / daß solche casus fortuiti, wenn sie nicht aus beneplacito culpa beider Herren Grafen zu Schwarzburg und der Jützen sich begeben / der Herr Graff von Hatzfeld gelte / und dero ungeachtet das vollständige pretium der 1668. fl. ablegen und entrichten sollte. Was auch die Frohnen betrifft / welche die Unterthanen des Dorfs Banderleben interim zum Vormerger leisten / haben die Gräfliche Schwarzburgische Bediente solche von den Leuten zu erfordern: Im Fall aber dieselbe ungehorsamlich aufstehen / und sich dessen weigern würden / denen Hatzfeld. Bedienten / oder in deren Abwesenheit dem Schulzen des Dorches und Hilfe anzuwenden / so dem die Hatzfeldischen Bedienten haben denen Schwarzburgischen unweigerliche Hand bieten / oder auf weiten vorgehenden Ungehorsam die Her-

ANNO
1667.

ANNO
1667.

ten Geassen zu Schwartzburg propria autoritate durch Scher-
men-Zwang die unterthanen zur Gehör anhalten mögen. Im
übrigen sollen die Unterthanen des Orthe der Religions-Alle-
cation halber alles dessen angesehen haben, was dießfalls an-
dern zum besten im teüßiglichen Recels Art. 17. verordnet
und disponirt ist; und darwider von niemanden beunruhiget wer-
den; gesalt dann auch der Pfarre daselbst die Besoldung, wie
den Vorstehern zur Zeit der Geassen von Gienchen solch ge-
habt, noch mehr bepalten; und dessen hiedurch verschert sein soll.

Ubrige Geistl. und Ehrs. und Zerstörten in Ertzgrünung Schickte
 in und um Ertzgrün hat das Fürstl. Saßz. Gerecht. und zwar
 Saßzen-Gerecht. als heilige Inhaber des Obersten Rechts/
 vermittelst Seins zu Lit. Q. Jtzo Durch Gnaden in Wap-
 abgereten/welche dann diejenige/ so die Singul. inne haben dem
 Herrn Graffen von Saffsz zu Ertz. Beholdung ferner conferi-
 ren. und sollen von den Herren Graffen in Ertzwarburg die
 Ertz-leute ihrer befalls getragenen Pfaffen erlassen/ und damit
 zesh. an Jtzo Durch Fürstl. Gnaden und Herrn Graffen von Saffz-
 schick gewiesen werden. Da auch wohl das Jtztz. Ertz. vermore
 des Ertzliche Recesseß gegen ein gleichmäßige Ertz. Jtzo Durch.
 Gnaden in Wapung/ um omni loco bleiben solte/ so feind sie
 jedoch Jtzo Fürstl. Durch. zu Saßzen-Gerecht. zu fremdbildem
 gehalten/ hiervon gutwillig abgeben/ und werden nicht weniger
 die Herren Graffen zu Ertzwarburg bei ihren bis dato dafelbst
 gehaltenen Receten allebeides gelassen.

So wird auch bey dem von Hro. Durchl. Gnaden in
Mannig/ ratione der Manttensien schuldteßigen Verzuge
derß Wilhelm in Sachßen Administrator, Chrißliß An
denkens Anno 1591. von Hoff Carl von Gleichen sel.
erkauft/ Krafft desß künfftig Recedess in solde Alienation und
desß gemelten Hro. darüber außgerichteten Sausßtriffes abtrei
gegebenen Consens nochmals beständig gelassen/ und bedevogen
absonderlicher Consens-Briefß vñ Lit. R. außantwortet/
daß dießelbe Hro. Hülff wegen der Grannschfelder See
und dießelb. Hülffschiffen/ und dießelb. Hülffschiffen
derß Grannschfelder Hagen-Jagden/ wohn in Hertz Jo
Sachßen-Gotha und Weimar/ freywillig erlattet hat/ an
denen mit vorgangen: So soll solche auf desß Herrn
Stauffens von Hatzfeld erwartenden Nachschien und Vorflagen un
ter die Hand genommen werden.

Hiermit hat den Fürstl. Hauße Sachen der Herr Craff von Hartzels gegen Empfangung seines Pfandschillings / welcher sich auff 27000. fl. befunden, das Dorff Wilderoda abzutreten sich erkläret; und soll auch das Fürstl. Hauß in possessione vel quasi des Dorffs Neuenborn verbleiben biß an Eurt. Maytagl. seiten das Dominium Directum erwiehen werden wird; Jedoch daß solches binnen 4. Jahren geschehe / in Verbleibung essen aber das Fürstliche Hauß Sachen fernern Anspruchs enthalten seyn solle.

Das Gräffliche Gleidl. Archiv. betreffend / hat sich dasselbe
 dem Fürstl. Hauße Sachsen nicht finden wollen; Jedoch wird
 nach Fürstlicher Seid. seiten der Regierungen und Hoff. Gerichte
 übersehen / daß die von Worbzburg contra Hohenlon ventilirte
 Sack dem Hrn. Grafen von Hartfeld auff ansuchen mögen vor ge-
 leet / und so viel daraus vonnothen / in copia abgefolet werden

12. Weil vom fürstl. Haufe Sachsen-Weimar deo Beirath in der Döriggen Brennbach und Groffen-Döriggen gemiffer Commiffions-Beirath ertheilt / und die Carthaus in ihre dafelbft habende Güter und Zinsen würcklichen immitiret werden; daß dieffelde ratione fructuum perceptorum & expensarum ab Lit. S. fürnehmliche Beirathe ausgehändiget.

12. Die zu demselben Hofort ausschließend, 13. Die zu demselben in Fürstl. Saßf. Territorio gelegenen/ ländlicher Seßligkeiten/ gleichmählich insessenden Erbthünen/ und Gärten zu Forst- und Jagd- Nutzen/ stiftet/ auf Ihre Fürstl. Gnade/ an Mannet begeben/ und/ ihnen/ zu Nutz/ und/ Befriedung/ dessen/ daß/ die Besitzer/ der Acker- und/ Gärten/ ohne/ daß/ die Steuern/ wie/ bisher/ zu/ entrichten/ von dem/ Fürstl. Hause/ Saßf. gleich/ vorhin/ von/ Sachleuten/ gebühren/ dergestalt/ moderiret/ daß/ sie/ ins/ insbesondre/ einen/ großen/ Theil/ aller/ dergleichen/ Erbthünen/ und/ Gärten/ an/ flach/ der/ Steuern/ zurück/ lassen/; Jedoch/ die/ Fürstl. Bediente/ die/ für/ die/ Steuer/ bestimmten/ Antheil/ Zinsen/ nicht/ an/ einem/ Theil/ von/ den/ andern/ sondern/ jedes/ Drees/ abschließend/ erheben/ zu/ abgeben/ und/ darneben/ daß/ annehmliche/ Frucht/ geliefert/ werden/ beobachtet/ und/ jedwemal/ die/ Stifte-/ Bediente/ daß/ der/ Antheil-/ Zinsen/ an/ flach/ der/ Steuer/ verglichen/er/ müssen/ getragen/ werden/ quiren/ der/ Seßligkeit/ und/ in/ denen/ noch/ dergleichen/ Zinsen/ nicht/ möglich/ nach/ vertheilen/ selbige/ zu/ erlangen/ Antheil/ und/ nicht/ bezugeler/ und/ so/ wohl/ angere/ als/ ungangbare/ Zinsen/ von/ allen/ extraordinär-/ Antheil/ 1/3/ Inhalts/ des/ Haupt-/ Reccesse/ freigegeben/ werden/ sollen.

14. Bey dem 14. Articul ist kein præstandum vor / sondern es
dem Vertrag de Anno 1553. gelassen worden.

15. Wie auch so viel den 15. Articul betrifft/ es bey dem Leipz.
Recess sein Verwenden hat.

Seind die zusehender Wasserleber und Kingleber/dann
vorn und Vippacher/ wie auch klein Brembacher Führen
gewesene stützgersten/ vermittelt zusammengegeschert Weam-
und bedienten auf vorhero genommenen Linsenstein/ auch
gezogene Lumbfahst meistens gütlich hin- und begebenet
den/ und soll auch das übrige gleichergestalt ehistens vorge-
nommen/ und erörtert werden.

7. Und ob zwar durch den Westphälischen Friedensschluß die

Stadt Gefirren und alle dazugehörigen ihrer Religions-Freiheit
 worin gemüthlich verfähret; so haben dennoch Ihre Durchl. Gnaden
 zu Maynz und der Erzbischoff zu dem Rheine, und die Bischöf-
 ften des Fürstl. Hauses Sachsen; die unterthanen, auch
 Unabehelbte; Geistl. und Weltliche in dem Gefirrenen District,
 wie auch denen Pfarren-Amten Zombroden und Mühlberg/eben-
 engerfallt Jheroda/ auch Glanitzchen und allen andern in diesem
 Vergleich berührten und abgetreten Dörfern; da das Exe-
 cutum Augspurgischer Confession in Kirchen und Schulen jezo
 nicht mehr in dem 17. Artikel des Augspurgischen Bekennt-
 nisses enthalten, und die Confession ohne Entzug zu lassen/
 begehrende Verordentlich mit Consens des Röm. Capituli aus
 Lüt. T. endlich ertheilt.

178. S. 204. 205. Wegen völliger Administration der Justiz in künftigen Zeiten, wegen Ehre - Maynst, und Gerecht. Sächß. Intendanten/bedenktes Requisition auf alle Præsentationen, und gegen den künftigen Reich laufender Anreden/and bekandtes stetswährender ewiger Freundschaft hat es allerdings bey erschienenem Reich und die dardum beschwunden modo procedendi sich Vermenden; Und soll die Kayserl. May. ebenfalls zu mehrer Befräftigung dieses Actes/als mit allernädigste Confirmation gebührend erschiedt werden.

Zu Inbuddt dessen ist gegenwärtig Reich aufgerichtet; und biß zu Erlöschung deren künftigen Ehre - und Justizlichen Herren Principalen und Interessenten Subscription und Besigkungen, welche innerhals Monatszeits/von dato an/ von einem jeden Jhro Ehrwürdtl. Durchl. zu Gschäft als Mediatoren obidardt angeschicket werden soll/von denen anwesenden Rätchen und Abgesandten Kraft habender Vollmadraten vollzogen wurden/ als zeitlich und sonder Gefehrdt. Es geschähen den 26. (16.) May/ Anno 1667.

Friedrich Greiffenclau von Döhrath wegen Chur-Maynß.

Gercon Molitoris D. Thur-Mannzeischer Rath.

Wolff Conrad von Thumbshirn / wegen Sach-
sen - Altenburg.

Hannß Dietrich von Schönberg / wegen Sachs-
sen = Altenburg.

Rudolph Wilhelmus Krause / wegen Sachsen-
Weimar.

XIV.

Protestation und Contradiction Herzogs Joachim 2. Juil:

Ernst zu Holstein-Pöln; wider die von Graff Antonio zu Altenburg vor und im Namen Ihro Königl. Majest. in Dänemark und des Herrn Herzogs zu Holstein-Gottorf Durchl. ergriffene pollektion der Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst. Gegeben Pöln den 2. July 1667. [Vorstell. des nähern Successions-Rechts Herzogs Joachim zu Schleswig - Holstein zu den Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst vor Ihro Königl. Majest. zu Dänemark etc. sub NUM. III. in Append. *Diar. Europ. contin. XIX. pag. 117.*]

C'est-à-dire,

*Protestation de JOACHIM Duc de Holstein-Ploen
contre la prise de Possession, des Comtés d'Oid-
denburg & Delmenhorst, faite par ANTHOINE
Comte d'Altenbourg au nom du Roi de Danne-
marc, & du Duc de Holstein-Gottorp. A Ploen
le 2. Juillet 1667.*

In Den Edlsten Gnaden Rich. Joachim Ernst/ Erbs/ Erbe zu Dorn-
 burg Herrzog in Schleswig/ Holstein/ Stormarn und der
 Dänmarck/ Graue zu Oldenburg und Delmenhorst/ etc. etc.
 vor Uns und Unseren Rathschonnen hienit funt an mündlich
 fragen auch fernen weisung/ & werde allen denen jungen/ we-
 chen von des H. Röm. N. Arch. Actis publicis etatis weisfichig/ be-
 dempfort/ allbereit zur genüge funt fepn/ was gefandt von S. S.
 Kayf. Kayf. Maj. Maximiliano II. und Ferdinando III.
 Unvergüldigk anerkennen/ denen Herrzogen zu Schleswig/ Hol-
 stein/ Stormarn und Hagen die Anwartsung auf die
 Graffschafft Oldenburg/ und die in denselben an der
 Agnatis erforsgigk ertheilt/ und in demselben außser aufgefes-
 steter Kayf. Expedanz/ Briefen es all verordnet worden/ abge-
 ben der Graff. Oldenburgischen Linien von/ und zu den
 Herrzogen zu Schleswig/ Holstein der proximior gradus/ oder wann
 die bestfalls parn wären/ der Senior vor allen andern/ in beyde
 abgeannte Graffschafften succedere solte.

Wann es nun dem Allerhöchsten gefallen / uns biß in dem
böchlichen Hincit des am 19. des verwichenen Monaths seel. ver-
schie-

ANNO
1667.

schiedenen letzten Herrn Grafen zu Oldenburg das Leben zu fristen/ und wir demnach unter allen jeziger Zeit lebenden Herzogen zu Schleswig-Holstein/ u. an erlebten Jahren/ nicht allein der älteste/ sondern auch noch um einen Grad des vor hochwürdigsten letzten Herrn Grafen zu Oldenburg sed. Gedächtnus/ nachstehender sind/ so hätten wir verhoffet/ man würde der ex proximioritate sanguinis uns allein zumommenber/ und in denen Kayserl. Expectantz-Processen vest fundirter Successions-Gerechtigkeit/ ihren visor gefassen/ uns in keinem wege eingegriffen/ und demnach die künftliche Gräfl. Oldenburg- und Delmenhorst'sche Land-Gründe/ summa si se unferre notorische und im ganzen Reich fundoblyre Jura/ als höchst interessirte Personen/ unumöglich ignoriren können/ sich keiner andern Herrschaft verschüget/ und unterthänig gemacht haben. Wir sind aber wider alle solche gute Zuversicht/ mit nicht weniger verwunderung in Erfahrung gekommen/ daß also fort des andern Tages/ nach obbesagten Gräfl. Todesfall/ Herr Graff Antonius zu Oldenburg vor und im Namen Ihrer Königl. Majest. zu Denmark/ u. und des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf/ u. Ebd. eine vermeintliche possession dero Gräffschaften sich angemasset/ und die Übergabung von denen unterthanen bey geschlossenen Thüren gefordert und eingemommen. Gleich wie nun solches thätliche vorgehen/ nicht allein denen flaren Kayserl. Verordnungen/ und Reichs unanwendbarlich widerlauffet/ wir auch und alle unsere Erben und Nachkommen/ als ein jeder verständiger leicht zu ersehen hat/ hierdurch an unsern wohlgebrachten Rechten/ mit unersetzlichen Schäden geküßet worden/ Also müssen wir billich/ vor Uns und unser Nachkommen/ allen solchen attentatis fernerlich contradiciren/ wie wir denenselben hiemit nachmahls in optima forma widerprechen/ und sie vor eigenmächtig und nichtig halten/ auch darüber Uns und unsern Nachkommen alle rechtliche Hülfsmittel und competerende Jura wollen reserviren/ und dabey expresse protestiren haben/ daß unser bißheriges Still-schweigen (indem wir wegen Einseitigkeit des Urtheils von der Gerechtigkeit gründlich nicht überzungen hätten) auch alles andern maß in diesen Successions-fall/ vom hohen Gehörte bis anhero de facto geschehen/ oder noch künftünftig vorgenommen mödt werden/ niemanden zu Erlangung oder Beweiß einiger Rechten dienen/ noch irgend zu einem Beheß wider Uns/ und unsere Nachkommen/ angezogen werden solle. Zu mehrern Urfund und Kräftigen Valor haben wir diese offenhöhere Proclamation eigenhändig unterschrieben und mit unserm Kaysrl. Secret besiegelt lassen. So geschehen auf unserm Haupt Ploemden 2. Julij Anno 1667.

XV.

21. Juill. *Pacta prævia inter CAROLUM XI. Regem Suecorum & Ordines Generales Fœderatarum BELGII PROVINCIARUM conventa, super Designatione Mercium que pro vetitissive Contrabandis habenda sunt. Dat. Hagæ Comitum die 28. Julii 1667.* [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de Charles II. & meilleure que celle de la premiere Edition, de ce Grand Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 203.]

Pacta prævia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem & Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Elsoniæ, Livoniæ, Careliæ, Brème, Verda, Sielini, Pomeraniæ, Cassubie & Vandalis, Principem Rugiæ, Dominum Iugriæ & Wismariæ, Nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Ducem, & Cæsar ac Præpotesentis Dominus Ordines Generales Fœderati Belgii, super Mercium que pro vetitissive Contrabandis habenda designantur aliisque eo pertinentibus negotiis, communi consensu placita, protenus quidem ad amissum præstanda atque adimplenda, debinc autem solemnè de re maritima Tractatus inter Sereniss. Regiam Majest. Suecicæ, & Celsitudinem D. D. Ordinum sanciendo, inferenda.

I. Subditis ac Incolis Sueciæ, simul ac Fœderati Belgii, plena Commercio atque Navigationis hinc inde libertas erit per Regna, Status, Ditiones & Provincias, quæ cum Seren. Regia Majest. Sueciæ, aut cum Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Pacis, Amicitia aut Neutralitatis jure five jam nunc exerceant, five exercebunt in posterum. Eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrum Partis ejusve Subditorum navigia ex occasione

Inimicitiarum, quæ illi ejusve Successoribus intercedant forte, vel de futuro sint intercedenda, cum Regnis, Statu, Ditionibus, quibuscum Parti alteri jux Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercessurum sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit, Subditis, Incolisve Ditionis alterutris Fœderatorum prohibitis Mercibus (quas *Contrabandis* vocant) importare in Regna vel Regiones, quibuscum quidem ipse ex sua parte aut Amicitiam, aut Neutralitatem colat, sed ad verum quos alter l'œderatorum Bello vel jam implicetur, vel implicandus sit de futuro.

III. Ut verò evitentur penitus atque amoveantur Controversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam Mercem de *Contrabanda* oriri aliquando possent, convenit utrinque ac pro re rata habitum est, hoc in numero duci & censeri oportere Arma quævis ad vim tam propulsandam quam inferendam apta, præsertim quæ ignem concipiunt pulvere tormentario, quem dicunt, admoto, aliæque eodem pertinentia, ejus verò generis intelligentur *Tormenta Bellica majora & minora* omnis generis, quæ *Canones & Scelopetarie* vulgo dicuntur, *Mortaria, Petardæ, Bombæ, Granatæ, Sarcissæ, Coronæ Picæ, affiatæ, Furcæ Scelopetarie, Bandelariæ, Pulvis Tormentariæ, Fomites sive Lonten, Glan der Tormentaria tam ferrea quam plumbeæ, Nitrum sive Salpetre, Enses, Lanceæ, Hastæ, Hellebardæ, Bipennes, Flagella armata, Cuspides, & reliqua id genus Arma ad vim inferendam apta. Tum Cassides, Galeæ, Lorice, Thoraces aenei ferreique, Clipes, aliæque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum instrumentum utilis quæcumque, nempe *Equi, Ephippia, Scelopetorum Equisprimi recanatoriæ*, & quicquid denique utile aut necessarium ad inferendos equos tam Turmarum equitatum, quam rei tormentaria, nisi numero sint admodum exigui, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum sed ad alios usus esse destinata.*

IV. Mercis prohibitiæ nequaquam accensebuntur, *Pecunia, Frumenti ac leguminis* genus omne, *Sal, Vinum, Oleum*, nec quicquid ad victum aut alimentum refertur, sed nec *Ferrum, Cuprum, Styr*, nec quicquid ad Navis construendas, instruendasve, necessarium est, ejus nota sunt *Cannabii, Lintheamen velis nauticis aptum, Piceis tam liquide quam aride omne genus, Mali, Trabet, lignum incurvum, Tabula navales, rudentes, anchoræ, vel ancorarum partes qualibet*, hæc in numero habebuntur, nec aliæ Mercēs, quæ pro terrestri vel maritimo Bello formam non acciperunt, maiò minus hæc, quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ ac conformatæ sunt, nec aliud Mercimonii genus quodcumque, quod præcedenti paragrapho designatum non sit. Sed id omne transportari huc illuc licebit, etiam ad illas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam nunc involutus est, aut postmodum involvi possit.

V. Attamen nec *Pecuniam* nec *Commeatum* aut quicquid vitæ per alimentum sustentandæ conducit, quod jam supra paragrapho quarto inter licitam Mercem sit numeratum, nec Militem nec quid aliud ex hisce rebus, quæ Hosti in commodum vel adjuvamentum modo quocumque cedant, submitti hinc inde fas esto ad Munimenta, Oppida vel loca præsidio militari instructa, quamdiu ea ipsa per Militem Fœderati alterutris, respectu locorum in Oris maritimis sitorum, tam Terra quam Mari, oblidione cingi vel manu armata assideri continget, animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Mercēs in illicitis jam designatæ ad Hostem Fœderati alterutris subvehantur, vel etiam ne, sub hoc ipso subvectionis impediendæ prætextu, libertas securitatis Navigationis & Commercio detrimentum quid capiat, ab Incolis, Subditisque Ditionis alterutris ubivis locorum, tam in Portu atque Statione navali alterutris Fœderati, quam in aperto Mari, nihil omnino requirit aut exigi jux esto, præter exhibitionem talis Diplomaticæ, quæle utrimque usus hæctenus confirmavit, aut quæle deinceps per Pacta rei maritimæ utrimque inenda ratum habebitur; Exhiberi ad hæc necessum erit Literas *Passportibus*, in quibus quantitas qualitasque Mercis, quæ Navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publicæ auctoritate constitutis illis locorum, unde Merx ipsa transportatur, & juxta quas Jura, quæ per Mercimonii transportandis debebantur, persoluta sunt; quod si Navis hæc non nihil Mercium veterum, quas de *Contrabanda* vocant, vehit, oportebit in Literis *Passportibus* exprimi, atque designari ea loca, ad quæ id ge-

ANNO
1667.

nus Merces devehendæ sunt; post quam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves, Mercesque non subijciuntur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ iisdem, quocumque fide prætextu obijciuntur.

VII. Quod si consistit Naves ad Subditos alterutrius Federati pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujuscemodi oneratae sint, ad Portum quem hostilem aut ad loca inimicæ Ditioni subiecta destinari, Merx omnis ejuscemodi prohibita per Judicem competentem Fisco addicitur. Naves ipsæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, tutum à Fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona five Merx quæcumque pertinet ad Subditos Federatorum alterutrius, etiam illa, quam ex superiorum Paragrophorum Auctoritate permissam ac neutiquam prohibitam esse constabit, in Navibus inimicis fortè deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, ulla sine exceptione; Contra tutum omnino & immune à Fisco habeatur quicquid Navibus ad Federati alterutrius Subditos pertinentibus concrederetur, utcumque sit Partii alterutrius inimicorum, excepta solummodo Merce de Contrabanda ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & vectores quoscumque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius, tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquo in Navi Partis Federatae hujus vel illius, nec eos inde avelli aut auferri licebit, exceptis tantum Ducibus five Officialibus hostilibus.

IX. Denique D. D. Ordines statim post subscriptionem harum Tabularum mandabunt, ut Naves Merxque omnis ad Subditos Suecane Ditionis pertinentes, atque ex auctoritate Paragrophorum superiorum pro licitis habenda, quas in potestate occupantium, aut in Custodia Admiraltatis Belgicæ liquet etiamnum detineri, nec Fisco hæcenus additas esse, quasve occupari, postquam Pactis hisce jam subscriptionem erit, continget, quantocius Proprietariis restituantur.

X. Quantum verò attinet ad restitutionem Navium Merxque quarundam Suecanarum, quas per Sententiam solemnem Collegiorum rei maritimæ five Admiraltatis per Federatum Belgium pro Jure captis habitas, ac proinde Fisco additas esse constabit, cum nomine Regiæ Majestatis Suecicæ contendatur, urgenturque solemnes hæc Sententias sub fundamento minus stabili solidoque ac parum validis de causis, quæ per Patronos Fiscus Admiraltatis in rem suam sint allegatae. Jatas fuisse, curæ erit D. D. Ordinibus ut ejuscemodi Sententiæ secundum Leges & Statuta Federati Belgii per Revisionis, quam vocant, formam, altiori, attentione indagini permittantur, Judicibusque Admiraltatis Ordinariis, alii extra ordinem, ut fieri consuevit, Judices periti, quique in partibus non sint, adjungantur. Quod si rationes nonnullas solidas in causam continget proferri, quæ conducant ad revocandum satisfactionem revisionis, aliorumve defectuum neglectumve decursus; post elapsum jam liti persequendæ tempus præscriptum, iis locum haud quamquam defore D. D. Ordines pollicentur.

Hisce Pactis subscriptionem est per nos Legatum & Ablegarum Extraordinarios S. Reg. Majestatis Suecicæ ab una parte, à parte verò altera per nos Commissarios Celsitudinis D. D. Ordinum Federati Belgii Generalium, & de Pactis iisdem utrimque debitum in modum convenit. Promittentes nos hinc inde hæc ipsa Pacta per Regiam Majestatem Suecicæ, ac Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium ratihabenda, ratihabitionemque hinc inde exhibendam ac tradendam fore intra spatium trium mensium. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque Sigillo hoc Diploma sancimus. Actum Hagæ-Comitum Anno 1667, die 18. Julii.

(L. S.) Christoph. Delphicus (L. S.) J. van Gent.
B. ac Comes à Dbona. (L. S.) B. d'Asperen.
(L. S.) Haraldus Appelboom. (L. S.) Johan de Witt.
(L. S.) J. Crommon. (L. S.) J. Hooch.
(L. S.) E. van Bootsma.
(L. S.) W. Royer.
(L. S.) J. Isebrandts.

Articuli separati.

Quandoquidem Paragrapho quarto Conventionis præviæ, hodie inter Dominos Legatum & Ablegarum Reg. Majest. Suecicæ extraordinarios, Cel-

stidinisque D. D. Ordinum Generalium Federati Belgii Commissarios conclusa generatim statutum sit, in veltitarum Mercium, quas Contrabandas vocant, numerum referendum non esse, quicquid ad Naves confluentibus instruendisve conducti, cuius sunt notæ, Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Pici, tam liquide quam aride omne genus, Mali, Trabes, lignum incurvum, Tabule navales, rudentes, anchoræ earumque partes quælibet, sed ea omnia à Federati alterutrius Subditis liberè transportari posse, etiam ad eas Nationes quibuscum Federatorum alter Bello jam implicitis est, vel cui posthac Bello implicari forte continget. At verò quando R. Majest. Suecicæ plena jam nunc gaudet pace, nec ulla omnino depræliatur cum Gente, contraque Federati Belgii Respublica cum Britanniarum Rege Bello decertat navali, atque hanc ob causam D. D. Ord. declarant durante hoc rerum statu permitti aut indulgeri abs sese nequaquam posse, ut ne inter Mercem illicitam habeatur, ac proinde Fisco prædæque non sit obnoxium omne id, quod ad construendas instruendas Naves bellicas referri potest, ut sunt Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Pici, tam liquide quam aride omne genus, Mali majores, Trabes majores, lignum incurvum, Tabule navales quæcunque, rudentes majores generis, majores anchoræ, earumque partes quælibet, quotiescunque hæc omnia aut singula devehentur in loca Ditionis Britannicæ, utpote Instrumenta præcipua, per quæ à Britannicæ Federato Belgio damnum vel maxime infertur. Itaque ut de vero ac genuino istius Paragraphi quarti sensu constet, invicem placuit atque decretum est, licetium nullatenus fore, modo designatas Merces, quæ ad Naves bellicas construendas instruendasve requiruntur, in Portos aliave loca sub Imperio Magnæ Britannicæ Regis constituta per omne Belli hujusce Britannici tempus subvehere, ac D. D. Ordinibus Jure potestatemque manere, earum quamlibet, quancumque illuc devehit deprehenderetur, interceptiendi ac Fisco addicendi. Ad quascunque autem alias Gentes, quibuscum Federatorum uterque Pacis, Amicitiae vel Neutralitatis jura exercet, Merces hæcæ ipsas & Navale Instrumentum omne liberè ac tuto devehere permissum erit.

Et Cum autem nomine S. Reg. Majest. Suecicæ expositum sit, hæc præsentis Belli Anglo-Belgici occasione evenire frequenter, Naves Suecicæ in Federati Belgii Ditionem appulsas Sociis Navalibus privati, qui innumeris forte aut stipendiis mensuribus aliquanto largioribus invitati alii operam suam addicant, unde incommodi non parum ad Suecanarum Navium Magistros, discessum molientes redundet, cum haud liceat illis per edicta D. D. Ordinum, novos ex Federati Belgii incolis Socios Navales loco elabentium deligere, sibi que adfiscere; Ea propter D. D. Ordines, quo palam faciunt R. S. M. affectum suum Suecicæ Navigationis commoda promovendi, promittunt, si quando Navium Suecanarum Magistri offenderint, Socium Sociosve suos Navales fugitivos operam suam Federato Belgio addixisse, ac sub hujus vel istius Navis Belgicæ Præfecto reipsa stipendia mereri, de rigore Editorum suorum remissuros, Naviumque Suecanarum Magistris potestatem faciuros, Socios Navales alios pari numero in locum fugitivorum horum deligendi, obsequisque suis addicendi.

III. Præterea ne impensæ Judicii Revisionis, quod beneficio Paragraphi decimi modo dictæ Conventionis præviæ institui poterit, eorum, quorum interest singulis nimis graves sint, vel quoniam à persequendo Jure suo deterreant, promittunt iidem D. D. Ordines sese Causas eorum omnes, quibus Diplomata Revisionis indulerunt, iisdem Judicibus extra ordinem deligendis Judicibusque Admiraltatis Ordinariis adjungendis, junctim decidendas commissuros.

Pacta hæc ejusdem roboris fore cum reliquis modo dicta Conventione præviæ comprehensis, eademque fide præstanda, ac eodem tempore à Dominis Superioribus respectu nostris ratihabenda spondemus. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque Sigillo Tabulas hæcæ sancimus. Actum Hagæ Comitum die 16. Julii 1667.

(L. S.) Christoph. Delphicus (L. S.) J. van Gent.
B. ac Comes à Dona. (L. S.) B. d'Asperen.
(L. S.) Haraldus Appelboom. (L. S.) Johan de Witt.
(L. S.) M. van Crommon. (L. S.) G. Hooch.
(L. S.) E. van Bootsma.
(L. S.) W. Royer.
(L. S.) J. Tibrants.

XVI

ANNO
1667.

ANNO
1667.

XVI.

18. Juill. *Traité de continuation de Paix entre CHARLES XI. Roi de Suède, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, Fait à la Haye, le 18. Juillet, 1667.* [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 485. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Diarium Europæum*. Contin. XX. Append. pag. 39.]

SUEDE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis & Principis Hæreditarii, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stettini, Pomeraniæ, Cassubici & Vandalici, Principis Rugiæ, Domini Ingrici & Wismariæ, nec non Comitissæ Palatini Rheni, Bavarici, Juliaci, Clivici & Montium Ducis, Legatus extraordinarius, Campi Marcescallus, Consiliarius Bellicus *Christophorus Delphicus*, Burgavicus & Comes in *Dhona*, Hæreditarius Dominus in *Carwinden*, *Schlobitten*, *Borgdorf*, *Stockenfelts*, & *Fischbach*, S. R. M. Sueciæ Ablegatus extraordinarius, & Consiliarius Aulicus *Haraldus Appelboon*, Hæreditarius de *Soderbii*; Nec non Celsiorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hunc actum specialiter Deputati Commissarii *Johan Baro de Gens*, *Philippus Jacobus van den Boeselaer*, *Baro d'Alperen*, *Johan de Wit*, Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, *Joannes Kien*, *Gysbertus vander Hooek*, Senator ex Consul Ultrajectinus, *Egenu Bootma*, *Evertuy van Bentheim* J. U. D. & *Johan Ybrant* Senator Groninganus, respectivo Deputati Ordinarii ad Consensum Ordinum Generalium Fœderati Belgii nomine Provinciæ in *Geiriz*, Hollandiæ, West-Frisiæque, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transilvaniæ, & Groningæ Omlandicæ. Notum testatumque facimus, quod sicuti S. Reg. M. Prædecessoribus Regibus Sueciæ, & Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii constans semper fuit propositum, ac propensissima voluntas stabilendi atque promovendi veterem illam amicitiam atque necessitudinem quæ à multis retro annis inter eos viguit, ac magno utriusque Subditorum commodò ædificandæ aliquot Fœderum vinculis firmata fuit; Nec non in herba opprimendi atque componendi omnes difficultates atque controversias, quæ prout variæ sunt rerum humanarum vicissitudines, subinde enatæ fuerunt, quo fuis in perpetuum dictæ Amicitie, Fœderibusque vigor constaret atque conservaretur, ita etiam impræsentiarum Domini ac Superioris respectivo nostri laudabili majorum atque Prædecessorum suorum instituto insistere decreverint, nobisque in mandatis dederint, ut examinatis probeque perpensis omnibus his, quæ S. R. M. Sueciæ ac Celsitudo D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii, pro Jure Amicitie ac vigore Fœderum à sese invicem desiderare profecturus, cō consilia nostra dirigeremus, quò dictis Dominorum atque Superiorum nostrorum votis satisfecisset atque ut statueremus & decerneremus omne id, quod in turbato hocce rerum statu bono communi conducere judicarem. In eum itaque finem congressi, maturâ instituta deliberatione, & exhibitis Procuratoris vigore Potestatis nobis per ea concessa, in sequentia Capita consensus & convenimus.

I. Inprimis quidem sit ac maneant in perpetuum inter Serenissimum ac Potentissimum Regem Sueciæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respectivo Regna, Ditiones, Provincias, ac Subditos, sublati & aboliti omnibus controversiis & similitudibus, pristina, vera, fida, ac constans amicitia & necessitudo æquissima; sint itidem ac maneant in plenissimo vigore antiqua Fœdera & Pacta inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii annis respectivo 1640. *Holmiæ*, 1645. *Suderoeci*, & 1665. *Elbingæ* in Borussia conclusa, cum omnibus eorundem Articulis, tanquam præcipuum & immortem istius amicitie & necessitudinis ædificiorum fundamentum & vinculum.

II. Quo autem de fide istius amicitie, & confidentiæ sincere serioque servandæ cultu, deque effectu & reali præstatione eorum, quæ in supradictis Fœderibus invicem promissa sunt, Serenissimus ac Potentissimus

Rex Sueciæ, & Celsi ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii omnino certi esse possint, declarant, nulla sese habere cum quovam Fœdera, aliasve Conventiones, quæ supradictis Fœderibus, Pæctive præsentibus adveniant, vel quovam modo impedimento sint, quo minus ea in omnibus suis Articulis & Capitulis bona fide adimplere possint.

III. Quandoquidem vero super dicto Fœdere inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, die 1. Septembris Anni 1656. *Elbingæ* in Borussia factito, Tractatus vulgo dictus *Elucidationum* *Heltingoræ* die 29. Novemb. Anni 1659. conclusus fuerit, ejusque abrogationem dicta S. R. M. postea mutuo consensu decerni petierit, Celsique ac Præpotentes D. D. Ord. jam Anno 1666. proxime elapso placuerit desiderii Regis annuere, adeoque inter Sæ. Majest. Commissarios ac Fœderati Belgici tempore in Sueciam extra ordinem Deputatum, ea de re jam tum conveniri; idcirco quo isthac Fœderatorum utriusque Consilia scopum quo collimaverant, omnino assequantur, placuit Conventione hæc mutua eadem sancire, istumque Tractatum *Elucidationum* Fœderis *Elbingensis*, die 29. Novemb. Anni 1659. conclusum, abrogare, dissolvere, & effectum ejusdem plane & in perpetuum rescindere, extinguere, irritumque & omnino nullum declarare, quemadmodum idem vi ac vigore præsentium abrogatur, dissolvitur, visque & effectus ejusdem plane & in perpetuum rescinditur, extinguitur, irritumque & omnino nullus declaratur. Ita tamen ut ipsimet Tractatus *Elbingensis* nihilominus vigor suus in omnibus illius atque illiuslibus constet atque conservetur, prout verus ac genuinus verborum ejus sensus dicitur atque prescribitur.

IV. Viget præterea liber Navigationis ac Commercialium usus, juxta priorum Fœderum tenorem Pactaque nupera de *vetitarum Mercium*, quas *Contrabandas* vocant, designatione, aliisque eò pertinentibus negotiis die 6. Julii sc. vt. proxime elapso conclusa, eaque de quibus pleniori de re maritima Tractatu quam primum sanciendo specialius convenietur.

V. Controversiæ autem quæ inter S. Reg. Majest. Sueciæ ejusque Privilegio instructam Societatem *Sueco-Africanam* & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque itidem Privilegio munitam Societatem *Indiæ Occidentalis* ejusque Fœderati Belgii obortæ fuerunt de proprietate quorundam locorum & nominatim *Fortalitiæ Cabo Corso* in *Guinea* *Africæ* Littore sit, & de Commerciali quæ itidem in *Locis* exercentur, nec non de Navi quadam *Christina* nuncupata, in dictis Oris capta ac subhastata, compositæ atque sopite sunt modo & conditionibus sequentibus.

Ac primo quidem Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ, ejusdemque Societas *Sueco-Africana* quo quisque nomine renunciabant, quemadmodum hisce præsentibus renunciant omnibus omnino actionibus & præsentionibus, quæ ab his in hunc usque diem in Societatem *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii, circa dictum *Fortalitiu Cabo Corso*, & dictam Navim *Christinam* institutæ vel motæ sunt, qualescunque illæ sint aut quo nomine institutæ fuerint, vel institui possint; sicut ab altera quoque parte Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, & eorum Privilegio munita Societas *Indiæ Occidentalis* renunciant etiam omnibus actionibus & præsentionibus, quæ ab his aut ab ea in dictam Societatem *Africanam* motæ sunt aut moveri possent, qualescunque eæ sint, sine ulla exceptione.

Secundo summè memoratus Rex Sueciæ distaque ejusdem Societas *Sueco-Africana* altermemoratis D. D. Ordinibus Generalibus, distaque Societati *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii cedunt, & in eos transferunt omne Jus, possessionem, actiones & Præsentiones, quas S. Reg. Maj. Sueciæ aut ejusdem Societas *Sueco-Africana* aut re vera haberunt, aut se habere putaverunt in *Fortalitiu*, situm in Promontorio *Cabo Corso* nominato, ut & omne Jus ab eo dependens, nec non omnia reliqua *Fortalitiæ* & receptacula in *Guinea* in *Africæ* Littore sita, cum omnibus Juribus ab his dependentibus, cum hac renunciatione speciali, quod nec altissimè memorato Regi, nec ejusdem Societati *Africanæ*, nec etiam reliquis ejusdem Coronæ Subditis ad dictum *Fortalitiu* distaque receptacula, locaque ab his dependentia, navigare, aut ibidem Commercialium gratia appellere licebit, directè vel indirectè, & quod S. Reg. Majest. distaque Societas *Sueco-Africana* nemini omnino nec Subditis nec advenis, ut ad dicta *Loca* navi-

ANNO
1667.

ANNO
1667.

navigent, neque auctores erunt, neque permittent, neque etiam eos protegent.

Tertio, quod Navis dicta *Christina* cum suo onere, & cum suis Dependentiis cedet dictæ Societati Indiarum Occidentalis *Federati Belgii*, & eum in finem dicta S. Reg. Majest. renunciat tam suo nomine, quam nomine dictæ Societatis *Sueco-Africane*, & reliquorum omnium quorum interest, & quibus in dictam Navem, & in Merces, quibus onerata erat, cum omnibus Dependentiis, aliquod Jus erat, commodo & usui dictæ Societatis *Indiarum Occidentalis Federati Belgii*.

Quarto & postremo hac de causa persolvuntur *Amstelodami* ei vel iis, quos dicta Regia Majest. ad id constituit, centum & quadraginta milia Imperialium in specie, vulgo de *Banca* dictorum, simul ac hisce Tabulis subscriptum, & earum Rathabitationes in debita forma exhibitæ & commutatæ erunt.

VI. Controversias autem, quæ inter Societatem *Sueco-Africanam* & Indiarum Occidentalis *Federati Belgii* intercedunt, ratione damnorum quæ sibi à sese invicem in *America* illata esse præstunt, secundum Justitiæ & æquitatis regulas cum dictæ S. R. M. Ablegato *Hagæ Comitum* quanticus examinandas, de seipso transigendum, Partique lætæ consensum, & sine mora satisfaciendum esse, statutum atque decretum est.

VII. Quod attinet *Subsidia* quæ Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ* tenore Pactorum superioribus temporibus initorum hæcenus à *Federato Belgio* postulavit, aliasque prætenfiones quasquæ quæ eodem vel quocunque alio sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, S. R. M. evidenti signo testari desiderans, quanti faciat amicitie antiquæ cum *Federato Belgio* restaurationem & coalitionem, obinde declaravit, sicuti & hoc ipso declarat sese dictis postularis & prætenfionibus omnibus renuntiaturam, quemadmodum his omnibus vigore præsentium pro se & Successoribus suis, penitus & in perpetuum renunciat, ita ut nullo modo in posterum à parte Regis Regni que *Sueciæ* urgeri possint vel debeant.

VIII. Vicissim quod attinet *auxilia*, quæ Celsi ac Præpotentes *Domini Ordines Generales Federati Belgii* à Serenissimo ac Potentissimo Rege *Sueciæ* hæcenus efflagitaverunt, aliasque prætenfiones quasquæ, quæ eodem vel alio quocunque sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, *Domini Ordines* consimili evidenti testari desiderantes, quanti faciant amicitie antiquæ & necessitudinis æstioris, cum S. R. M. Regno que *Sueciæ* nexum, obinde declaraverunt, sicuti & hoc ipso declarant, sese dictis postularis & prætenfionibus omnibus renuntiaturam, quemadmodum iis omnibus vi ac vigore præsentium penitus & in perpetuum renunciant, ita ut nullo modo in posterum à parte *Federati Belgii* urgeri possint vel debeant.

IX. Quamvis autem, ut omnem omnino in futurum dissidentiam anam præcederent, amoverentque omne id quod pristinæ confidentiæ reducendæ, quoquo modo obesse posset, Serenissimo ac Potentissimo Regi *Sueciæ*, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus *Federati Belgii*, proxime præcedentibus. Paragraphis renunciare placuerit omnibus in universum prætenfionibus, quæ quocunque sub titulo aut prætextu urique moveri vel institui possent, mentem tamen suam neutiquam esse declarant generali ista hac renunciatione præjudicium ullo modo facere privatis Subditorum utrique suorum actionibus, Juribusque, siive, quæ nomine publico vel privato iisdem legitime debentur, ac vero promittunt, iisdem quam primum sese satisfacturos, & ut à Subditis suis satisfiat curatores: Jus quoque iisdem secundum Leges & Pacta sine ambiguis, ullove respectu integre ut reddatur, redditumque sine ulla procrastinatione aut mora executioni ut mandetur, operam daturos. In negotio autem inter *Groot Jaanem & Crispijs* controverso terminando, observabitur id, de quo partim jam convenit, & posthac conveniet ulterius.

Pacta hæc bona fide præstanda, atque à S. R. M. *Sueciæ*, & Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium *Federati Belgii* rata habenda, rathabitionesque hinc inde intra *fortium mensium* exhibendas atque tradendas fore promittunt. In cujus rei fidem maiorem nos supranominati Serenissimi ac Potentissimi Regis *Sueciæ* Legatus & Ablegatus extraordinarius; Nosque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium *Federati Belgii* Com-

missarii manu nostra, nostroque Sigillo Tabulas hæc sancivimus. Actum *Hagæ Comitum* Anno 1667. die 18. Julii.

(L. S.) *Christophorus Delphicus B. ac Comes in Dbona.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.*

(L. S.) *J. van Gent.*
(L. S.) *B. d'Asperen.*
(L. S.) *Johan de Wits.*
(L. S.) *Johan Kien.*
(L. S.) *G. Hoolek.*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *E. van Bentheim.*
(L. S.) *J. Tibrants.*

XVII.

Traité (1) de Paix entre Louis XIV. Roi de France & Charles II. Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majesté T. C. restitué aux Anglois, la partie de l'Isle de St. Christophle qu'ils possédoient avant l'année 1665; comme aussi les Isles d'Antigoe & Montserrat, & toutes les autres Isles & Terres, prises & occupées pendant la Guerre; en échange dequoi Sa Majesté Britannique restitué au Roi T. C. l'Acadie, & toutes les Isles & Forteresses qu'il possédoit avant l'année 1665. Fait à Breda le 31. Juillet 1667. Avec le Pouvoir du Roi T. C. donné à Versailles le 15. Avril 1667. Célui du Roi Britannique donné à Westminster le 15. Avril 1667. La Ratification du Roi T. C. donnée à Audenarde le 8. jour d'Août 1667. Et l'Acte de la Publication de la Paix, fait à Breda le 3. d'Août 1667. [Recueil de LEONARD TOM. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 395. dans ALTREMA, Saaken van Staat en Oorlogh. Tom. XIII. pag. 155. en Latin, dans le Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 452. en Latin & en Allemand; dans le Diarium Europæum Continuatum. XX. in Append. pag. 62. en Latin; & dans LONDORPII Asia publica Tom. IX. pag. 518. en Allemand.]

A Tous ceux en general, & à chacun en particulier, qui sont intéressés, ou qui le pourront être en quelque façon que ce soit. L'on fait à sçavoir; Qu'après que la Guerre s'est allumée entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grande Bretagne, d'autre, à l'occasion de la Guerre qui estoit entre lui Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, les affaires ont esté enfin reduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conceu des pensées de faire la Paix, le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles Roi de Suede, des Goths & Vandales ayant interposé les bons & sincères offices de sa Mediation, porté d'un amour & affection particuliere qu'il a pour les Rois susnommez qui se faisoient la Guerre & pour leurs Royaumes, & aussi poussé du zele qu'il a pour le salut de la Chrétienté, & pour y rétablir & conserver le repos & la tranquillité: Et que pour parvenir à cette fin, les Parties d'un mutuel consentement & accord, ont pris & nommé la Ville de Breda pour le lieu de l'Assemblée des Ambassadeurs & Plenipotentiaires. Pour l'avancement de laquelle affaire & negotiation, & pour la conduire à la perfection tant

(1) Ce Traité fut fait en Latin, mais deux raisons ont fait préférer la Copie Française qu'on en donne aux Copies Latines du Theatrum Pacis & d'Altremas l'une qu'ayant été publiée à Paris par ordre du Roi, & imprimée avec privilège chez son Imprimeur ordinaire, elle est par conséquent authentique; & l'autre qu'après l'avoir comparée à une Copie manuscrite, qui se gardoit dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, on l'a trouvée entièrement semblable. [DUM.]

ANNO
1667.

ANNO tant souhaitée, les Ambassadeurs extraordinaires de la
1667. Sacrée Royale Majesté de Suède, le Sr. GEORGE FLEMINGH, libre Baron de Liebelits, Seigneur de Nornaas & Lydinge, Sénateur de la Sacrée Royale Majesté & du Royaume de Suède, & Conseiller de la Chancellerie; & le Sr. CHRISTOPHE DELPHIQUEZ, Bourgrave & Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Carintien, Schlobitten, Bourgsoff, Stocckenfels, & Fitchbach, Maréchal de Camp dans les Affaires de la Guerre; & encore le Seigneur PIERRE JULES COVET, Seigneur Hereditaire de Bengsboda & Lyangebygard, Chevalier, Conseiller d'Etat Aulique de la Sacrée Royale Majesté & de la Chancellerie (qui toutefois peu de tems après son arrivée en ce lieu a esté prévenu de mort inopinée, lors qu'il estoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage si saint) ont employé avec promptitude & sincerité toute leur industrie, adresse & prudence. Et pareillement les Rois ci-dessus nommez regardant à une si bonne fin, ont commis & député pour traiter l'accommodement & la Paix leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; à favoir le Roi Tres-Chrétien, le Sr. GONDEBOV D'ESTRADES, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerke, Maire perpétuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amérique, Chevalier des Ordres de la Sacrée Royale Majesté; & le Sr. HONORE COURTIN, Conseiller d'Etat de la Sacrée Royale Majesté, & Maître des Requestes: Et le Roi de la Grande Bretagne, le Sr. DENZEL HOLERS, Baron d'Isfeld, Conseiller de la Sacrée Royale Majesté & le Sr. HENRY COVENTRYE, Fils de Tres-honoré Seigneur Thomas Coventrye, vivant Garde du Grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre de la Sacrée Royale Majesté, Sénateur dans le Conseil suprême ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres du Royaume d'Irlande. Lesquels après avoir échangé & communiqué entre eux les Lettres de leurs Plein-Pouvoirs, dont les Copies font inférées de mot à mot à la fin du present Traité, ont d'un commun accord & consentement fait le Traité d'Amitié & Confédération aux conditions suivantes.

PREMIEREMENT. Il y aura Paix universelle, perpétuelle, vraye & sincere amitié entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi Tres-Chrétien, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, leurs Heritiers & Successeurs, & aussi entre leurs Royaumes, E tats & Sujets; laquelle Paix sera sincerement & inviolablement gardée & observée, en sorte que l'un falsse ci qui sera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voisins qui ont confiance reciproque; & qu'enfin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. Toutes les inimitiez, hostilités, discordes, & Guerres entre les fusnommez le Roi Tres-Chrétien, & le Roi de la Grande Bretagne, cesseront & demeureront abolies: en sorte que l'un & l'autre s'abstiendront à l'avenir de se piller, dépredier, de se faire tort ou injure, de se molester & inquieter en quelque maniere que ce soit, par Terre ou par Mer, ou dans les Rivières en quelque part du Monde que ce puisse être, & principalement dans l'étendue & détroit de leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Lieux quels qu'ils puissent être.

III. Seront oubliées toutes les offenses, injures & dommages que le fusnommé Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Sujets, ou le fusnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ses Sujets, auront receus & soufferts l'un de l'autre pendant cette Guerre. De façon que pour quelque cause que ce soit, l'un ou l'autre & leurs Sujets ne se feront à l'avenir, ni ne commanderont ou souffriront qu'il se falsse aucuns Actes d'hostilité & d'inimitié, & qu'on se donne de l'empêchement ou du trouble.

IV. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets des deux Seigneurs Rois, comme auparavant durant la Paix, & avant la declaration de la dernière Guerre: en sorte que tous puissent librement & sans aucun trouble, aller avec leurs Marchandises dans les Royaumes de l'un ou de l'autre, leurs Provinces, Places de Commerce, Ports & Rivières, & y demeurer & negocier.

V. Les Prisonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils soient, seront sans aucun retardement delivrez, sans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils paye-

TOM. VII. PART. I.

ront ce qu'ils pourront devoir légitimement pour leur nourriture ou pour autre chose.

VI. Tous les Edits & Arrêts que l'une des Parties aura publiez contre la liberté de la Navigation ou du Commerce, au prejudice de l'autre, à raison de la presente Guerre, seront abrogez de part & d'autre.

VII. Le Roi Tres-Chrétien rendra au Roi de la Grande Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandement de lui, deüement scellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'Isle S. Christophe, que les Anglois possédoient le premier jour de Janvier 1665, avant la declaration de la dernière Guerre, & la restitution s'en fera le plutôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans six mois, à compter du jour de la signature du present Traité: Et pour cet effet le fusnommé Roi Tres-Chrétien, incontinent après qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au fusnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Officiers qu'il commettra pour cela tous les Actes & Mandemens nécessaires, expédiez en bonne & deüé forme.

VIII. Si toutefois quelqu'un des Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a vendu les Biens qu'il possédoit en cette Isle, & qu'il ait recu le prix de la vente, il ne rentrera point en possession en vertu du present Traité, & ils ne lui seront restitués, qu'après qu'il aura réellement & de fait remboursé & rendu l'argent qu'il aura recu pour le prix.

IX. Que s'il estoit arrivé (ce qui toutefois n'a point esté sceu jusques icy) que les Sujets du Roi Tres-Chrétien eussent esté chassés de cette Isle de S. Christophe par les Sujets du ci-dessus nommé Roi de la Grande Bretagne, avant la signature du present Traité, ou depuis; les choses toutefois seront rétablies au même estat qu'elles estoient au commencement de l'année 1665. (c'est-à-dire avant la declaration de la presente Guerre qui se termine) & le Roi de la Grande Bretagne, à l'instant que la chose sera venue à sa connoissance, mettra sans différer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Tres-Chrétien, ou de ses Officiers qui seront par lui commis, tous les Actes & Mandemens expédiez en bonne & deüé forme, nécessaires pour faire executer la restitution.

X. Le ci-devant nommé Seigneur le Roi de la Grande Bretagne, restituera aussi & rendra au ci-dessus nommé Seigneur le Roi Tres-Chrétien, ou à ceux qui auront charge & Mandement de sa part, scellé en bonne forme du grand Sceau de France, le Pays appelé l'Acadie, siué dans l'Amérique Septentrionale, dont le Roi Tres-Chrétien a autrefois joui. Et pour executer cette restitution, le fusnommé Roi de la Grande Bretagne, incontinent après la Ratification de la presente Alliance, fournira au fusnommé Roi Tres-Chrétien, tous les Actes & Mandemens expédiez deüement & en bonne forme, nécessaire à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ses Ministres & Officiers, qui seront par lui deleguez.

XI. Si quelques-uns des Habitans du Pays appelé l'Acadie, preferent de se soumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en sortir pendant l'espace d'un an, à compter du jour que la restitution de ce Pays sera faite; & de vendre & aliéner leurs Fonds, Champs & Terres, Esclaves & en general tous leurs Biens, meubles & immeubles, ou en disposer autrement à leur discretion & volonté: Et ceux qui auront contracté avec eux seront tenus & obligés par l'autorité du Serenissime Roi Tres-Chrétien, d'accomplir & executer leurs Passions & Conventions. Que s'ils aiment mieux emporter avec eux leur Argent comptant, Meubles, Usfances & emmener leurs Esclaves, & généralement tous leurs Biens meubles, ils le pourront faire entierement sans aucun empêchement ou trouble.

XII. Le Roi Tres-Chrétien restituera aussi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-dessus déclarée, les Isles appellées Antigua & Monfarrat, si elles font encore à present entre ses mains; & encore toutes les Isles, Pays, Fortereses, & Colonies, qui peuvent avoir esté conquises par les Armes du Roy Tres-Chrétien, devant ou après la signature du present Traité, & qui estoient possédées par le Roi de la Grande Bretagne, avant qu'il eût commencé la Guerre (qui se termine par ce Traité) contre les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. Et reciproquement le Roi de la Grande Bretagne restituera & rendra au Roi Tres-Chrétien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les

F

Ides,

ANNO 1667. Isles, Païs, Fortereſſes & Colonies, en quelque part du Monde qu'elles ſoient ſituées, qu'il poſſédoit avant le premier jour de Janvier de l'an 1667. & qui auront pu être priſes par les Armes du Roi de la Grande Bretagne devant ou après le preſent Traité ſigné.

XIII. Si quelques uns des Eſclaves, qui ſervoiſent aux Anglois, ſiſtoient de la partie de l'Iſle S. Chriſtophe, qui appartenoit au Roi de la Grande Bretagne, & auſſi des Iſles d'Antigua & Monſerrat, qui ont été priſes par les Armes du Roi Tres-Chretien, veulent retourner une autre fois ſous la domination des Anglois (ſans toutefois qu'ils y ſoient forcez ou contraints) il leur ſera permis de le faire dans le tems de ſix mois, à compter du jour que ces Iſles ſeront rendues. Que ſi les Anglois avant que d'en fortir avoient vendu quelques Eſclaves, & qu'ils euſſent reçu le prix de la vente; ils ne ſeront point rendus & remis entre leurs mains, ſi ce n'eſt en remboursant & rendant le prix qu'ils en auroient reçu.

XIV. Semblablement, ſi quelques uns des Sujets du Roi de la Grande Bretagne (qui ne ſont point de la condition d'Eſclaves) s'étoient obligés comme Mercenaires à ſervir de Soldats, ou de Colons & Laboureurs, ou en quelque autre qualité, ſoit au Roi Tres-Chretien, ſoit à quelqu'un de ſes Sujets demeurans dans ces Iſles, moyennant des gages payables par années ou par mois, ou à la journée; Telles Paſſions & Conventions d'obligation & de loiage ceſſeront après la reſtitution des Iſles, en payant les gages à ceux qui ſe ſeroient engagés de la ſorte, à proportion de leur peine & travail. Et ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur Nation, & de vivre ſous la domination du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne.

XV. Tout ce qui a été conclu & arrêté touchant les Iſles ci-deſſus nommées, & les Sujets qui les habitent, eſt auſſi entendu pour conclu & arrêté touchant toutes les Iſles, Fortereſſes, Païs, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y ſont leur demeure, que le Roi Tres-Chretien aura pris & conquis, ou dont il ſe rendra le Maître par ſes Armes, avant ou après que le preſent Traité aura été ſigné, pourveu que le Roi de la Grande Bretagne en ait été le Poſſeſſeur, avant qu'il commençât la preſente Guerre (qui finiſt par le preſent Traité) contre les Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas. Et reciproquement le même eſt entendu au regard des Iſles, Païs, Fortereſſes, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y demeurent, qui auront été en la poſſeſſion du Roi Tres-Chretien avant le premier Janvier 1667. & dont le Roi de la Grande Bretagne ſe ſera rendu Maître, ou ſe rendra avant ou après la ſignature du Traité.

XVI. Toutes Lettres, tant de repreſailles, que de marque ou contremarque, qui juſques ici, pour quelque cauſe & ſujet que ce puiſſe être, ont été delivrées de part & d'autre, demeurent nulles, caſſées & ſans effet, & ſeront tenues pour telles; & à l'avenir nul des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de ſemblables contre les Sujets de l'autre, ſi au préalable il n'apparoit manifeſtement du deni de Juſtice: Ce qui ne pourra apparaitre & être tenu pour conſtant & indubitable, ſi la Requeſte & ſupplication de celui qui demande telles Lettres de repreſailles n'a été montrée & preſentée au Miniſtre ou Officier, qui ſe trouve ſur le lieu de la part du Roi, contre les Sujets duquel il en pourſuit l'obtention, afin que dans le tems de quatre mois, ou plutôt, celui-ci puiſſe informer au contraire, ou faire en ſorte que le Deſendeur ſaſiſſe au Demandeur & pourſuivant. Que ſi en ce lieu-là il ne ſe trouve aucun Miniſtre ou Officier du Roi, contre les Sujets duquel on demande Lettres de repreſailles, l'on n'en donnera point qu'après les quatre mois expirés, à compter du jour que la Requeſte tres-humble aura été preſentée & montrée au Roi, contre les Sujets duquel on les demande, ou à ſon Conſeil Privé.

XVII. Et pour retrancher toute matiere de contention, Procez, & débats qui pourroient être mèdés à cauſe de la reſtitution des Vaiſſeaux, Marchandiſes, & autres choſes qui tiennent nature de meubles, qui après la Paix conſeſſée & ſignée & avant qu'elle puiſſe parvenir à la connoiſſance de ceux qui ſont en des Pays & Coſtes de Mer tres-éloignées ſeront priſes & enlevées ſur l'une des Parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte: Tous Navires, Marchandiſes & autres Biens meubles, qui après a ſignature & Publication du preſent Traité pourront être pris de

part & d'autre, demeureront à ceux qui ſ'en ſeront ſaiſis dans le tems de douze jours, dans les Mers proches & voiſines; & dans les prochaines Mers juſques au Cap S. Vincent; & dans l'eſpace de dix Semaines au delà de ce Cap, & au delà de la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant dans l'Océan, Mer Méditerranée qu'ailleurs: & finalement dans l'eſpace de ſix mois au delà des limites de la même Ligne par toute la Terre, ſans aucune exception, ou plus ample diſtinction de tems & de lieu, & ſans que l'on ait égard à aucune reſtitution ou compenſation.

XVIII. Que ſ'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſſe) que les meſintelligences & inimitiez ſe renouvellaſſent entre les deux Rois, & qu'ils en vinſſent à une Guerre ouverte, les Vaiſſeaux, Marchandiſes, & tous les Biens meubles de l'une des Parties qui ſe trouveront dans les Ports & Lieux de la domination de la Partie adverſe, ne ſeront point conſeſſez ni endommagés; mais l'on donnera aux Sujets de l'un & l'autre des Seigneurs Rois ci-deſſus nommez, le terme de ſix mois entiers, pendant leſquels ils pourront, ſans qu'il leur ſoit donné aucun trouble & empêchement, enlever ou transporter où bon leur ſemblera leurs Biens de la nature ci-deſſus exprimée, & tous leurs autres effets.

XIX. Seront compris dans le preſent Traité, ceux qui avant l'échange des Ratifications d'iceſui, ou ſix mois après, ſeront nommez du commun conſentement de l'une & de l'autre des Parties. Cependant, comme celles qui traitent enſemble, reconnoiſſent avec gratitude, les offices ſincères & le zèle conſtuel du Sereniſſime Roi de Suède, qui a par ſa Médiation, aſſiſté de l'aide Divine, avancé cet ouvrage ſalutaire de la Paix, & l'a conduit à l'heure ſouhaitée & deſirée; ainſi pour lui témoigner une pareille affection, toutes enſemble d'un commun conſentement ont reſolu & arrêté, que ſa Sacrée & Royale Maſteſté de Suède ci-deſſus nommée ſoit comprise dans le preſent Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il ſe peut, avec tous ſes Royumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la concluſion finale du preſent Traité & Alliance, les Ratifications ſolemnelles expédiées en bonne & dâc forme, ſeront repreſentées de part & d'autre en cette Ville de Breda, & reciproquement & de bonne foi échangées dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour que le Traité aura été ſigné, ou plutôt, ſ'il eſt poſſible.

En foi de toutes & chacune des choſes ci-deſſus, & pour leur donner plus de force & d'autorité, Nous Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires conjointement avec les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Ambaſſadeurs extraordinaires & Médiateurs avous ſousſigné le preſent Acte, & y avons apoſſé les Cacheurs de nos Armes. Fait à Breda, le trente-un du mois de Juillet nouveau ſtile, & le vingt-un ſtile ancien, l'an 1667.

(L. S.) Flemmingh. (L. S.) d'Eftrades. (L. S.) Holles.
(L. S.) Ch. Delphique. (L. S.) Courtin. (L. S.) Henry Coventrye.

Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de France.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ſe preſentent Lettres verront, Salut. Entre tous les Biens temporels dont l'immenſe Bonté divine beſtit les Hommes & les Etats, celui de la Paix eſtant ſans doute le plus précieux, Nous nous ſeſtons non moins conſervé par notre Amour envers nos Peuples, qu'obligés par notre devoir à pratiquer tous les moyens qui peuvent dépendre de Nous, pour faire ceſſer les malheurs d'une Guerre, dans laquelle nous ne ſommes entrez qu'avec un extrême regret, & par le ſeul motif de l'aſſiſtance que nous avous crûs être obligés en vertu de nos Traitez de donner au ſoldat de nos Allies, ſans que dans cette reſolution nous ayons eu aucun autre intereſt particulier qui nous fuſt plus propre. Et comme il a plu à cette même Bonté divine, de toucher également dans un même tems les cœurs de toutes les Parties intereſſées en ladite Guerre, pour leur faire ſouhaiter ardemment d'en voir finir les maux, & que par l'entremiſſe, & les dignes ſoins des Miniſtres de notre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de Suède, leſdites Parties ont convenu d'envoyer inceſſamment leurs Ambaſſadeurs ou Miniſtres, avec Plein-Pouvoir, dans la Ville de Breda,

ANNO 1667. Breda, pour y traiter des moyens de parvenir à une bonne Paix & la conclure; Il est nécessaire de députer de notre part des Personnages de la suffisance, zèle & fidélité desquels nous puissions nous reposer d'une si grande affaire, qui embrasse les intérêts de tant de Potentats. SÇAVOIR FAISONS; Que pour les bonnes & grandes qualitez qui se rencontrent dans les personnes de nos tres-chers & bien amez, le Sieur Comte d'ESTRADES, Chevalier de nos Ordres, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, nôtre Lieutenant Général dans nos Armées, nôtre Vice-Roi en Amerique, Maire de nôtre Ville de Bordeaux, & Gouverneur de Danquerque; & du Sieur COURTIN, aussi Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, & Maître des Requetes ordinaire de nôtre Hostel, en qui nous avons une pleine & entiere confiance, pour les importants services qu'ils nous ont rendus en divers emplois considérables, tant au dedans qu'au dehors du Roiaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons de l'avis de nôtre tres-cher & tres-ami Frere unique le Duc d'Orléans, & de plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nôtre Couronne, & autres grands & notables Personnages de nôtre Conseil, lesdits Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN commis, ordonné & député, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leurs avons donné & donnons Plein-Pouvoir, commission, autorité & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Breda en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conférer avec les Ambassadeurs aussi & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-ami Frere & Cousin le Roi de la Grande Bretagne, munis d'un pareil Pouvoir, des moyens de terminer & pacifier les différens qui ont causé la Guerre, en traiter & convenir ensemble, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix. Comme aussi avons donné & donnons à nos Ambassadeurs, pouvoir de donner tels Passeports & Sauf-conduits qui seront nécessaires, pour la liberté des personnes qui iront & viendront pour le fait dudit Traité, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, par le moyen de nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou l'un d'entre eux en l'absence, maladie, ou autre empêchement de l'autre, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous serions & pourrions faire nous-mêmes, si nous y étions présens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en lesdites Presentes, promettant en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous nos Biens presens & à venir, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par eux aura esté ainsi stipulé, promis & accordé, CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites Presentes. Données à Versailles le 15. jour d'Avril l'an de grace 1667. & de nôtre Regne le 24. Signé, LOUIS. *Es sur le repli: Par le Roi, DE LIONNE, & scellé du grand Sceau de cire jaune.*

Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires d'Angleterre.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques différends entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'où s'est entenu une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: Sur quoi étant arrivé que le Serenissime & Tres-puissant Roi de Suede, Ami commun, eut offert la Mediation, qui Nous est tres-recommandable, & en même temps lesdits Etats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nôtre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Deputez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-puissans Princes les Rois Tres-Chrétien & de Danemarck; pour travailler ensemble à apaiser ces différends, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligez & comme contraints, malgré Nous, de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces différends par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons

TOM. VII. PART. I.

volontiers consenti au desir de la proposition des Etats Généraux pour le Traité de Paix. A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire; Sçavoir, nôtre tres-fidèle & tres-aimé Conseiller DENZEL HOLLES, Baron de Iseid; & nôtre ami & fidèle HENRY COVENTRYE, Fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du Grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Sénateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conférer, traiter & conclure ladite Paix, avec les Commissaires & Deputez des susdits Rois & Etats Généraux.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent expérimenté la prudence, intégrité, fidélité & industrie de nos susdits Ambassadeurs extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonné & deputez, & par ces presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnons pleine puissance & autorité, & Mandement general & special en nôtre Nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses nécessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Rois & Etats sus-mentionnez, ayans suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à ôter tous les différends susdits, sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu: & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens nécessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront résolues entre nosdits Ambassadeurs extraordinaires & ceux desdits Etats Généraux, mais au contraire d'exécuter & observer inviolablement & religieusement, tout ce qui sera promis en nôtre Nom sur ce sujet. En témoignage de quoi Nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Données à Westminster le quinziesme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neuvieme de nôtre Regne. Ainsi signé, CHARLES, Roi.

Ratification du Traité donné par le Roi Tres-Chrétien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme les Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN; & les Sieurs Baron HOLLES & COVENTRYE, dès le trente-un Juillet nouveau stile, & le vingt-un selon l'ancien, en vertu des Pouvoirs & Mandemens donnez de part & d'autre, par Nous & par le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, nôtre tres-cher & tres-ami Frere & Cousin, auroient conclu, le Traité de Paix & de Reconciliation dans la Ville de Breda, & l'auroient soussigné dont la teneur s'ensuit, &c. . .

AYant agreable le present Traité & Alliance, & tous les Articles qui y sont compris, Nous les avons tant en nôtre Nom, que de nos Heritiers, Successeurs de nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, approuvez, confirmez & ratifiez, les approuvons, confirmons & ratifions, & Nous promettons en foi & Serment de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous & chascuns nos Biens, tant presens qu'à venir, que nous les garderons & accomplirons, & que jamais nous ne serons rien au contraire, ni n'attenterons directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons signé les presentes de nôtre main, & avons commandé qu'elles fussent scellées de nôtre grand Sceau. Donné à Audenarde le huitiesme jour d'Aoust mil six cens soixante-sept, & de nôtre Regne le vingt-cinq. Signé, LOUIS. *Et plus bas: Par le Roi. DE LIONNE.*

Acte de la Publication faite à Breda. De par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France.

ON fait à sçavoir que Paix, Alliance & bonne Confédération a esté conclue & signée le trentesme

ANNO
1667.

un du mois de Juillet dernier selon le nouveau stile, et le vingt un du même mois selon le stile ancien: Entre Tres-Haut, Tres-Excellent, et Tres-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France et de Navarre, nostre Souverain Seigneur; et Tres-Haut, Tres-Excellent, et Tres-Puissant Prince CHARLES par la même grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, leurs Royaumes, Pays et Terres de leur obéissance: la liberté du Commerce rétablie entre les Sujets desdits Royaumes, ainsi qu'elle estoit avant la declaration de la dernière Guerre. Et que la publication faite d'un commun consentement, servira de regle à l'avenir pour commencer les termes, pendant lesquels, suivant la disposition du dix-septième Article dudit Traité de Paix, il n'y aura point de réparation pour les Vaisseaux qui auront été pris. Desquels termes le premier écherra le cinquième Septembre suivant le nouveau stile, et le vingt sixième Aoust selon le stile ancien de l'année présente, si les Mers prochaines; ce qui s'étend du Canal de la Mer entre l'Angleterre et l'Irlande, et de la Mer Septentrionale et Baltique: Le quatrième Octobre du nouveau stile et le vingt quatrième Septembre du vieux, depuis lesdites Mers prochaines jusques au Cap de S. Vincent: Le premier Novembre du nouveau, et le vingt-deuxième Octobre de l'ancien stile, depuis ledit Cap de S. Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans la Mer Occéane que dans la Méditerranée: Et le 24. Février, selon le nouveau stile, ou le quatorzième selon l'ancien, au delà de ladite Ligne Equinoxiale, et dans tout le reste du Monde. Fait à Breda le vingt-quatrième Aoust suivant le stile nouveau, et le quatorzième selon le stile ancien de l'année 1667. *Signé*, d'ESTRADES et COURTIN, et scellé du Cachet de leurs Armes.

XVIII.

44. Will.

ANGLE-
TERRE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

*Traité de Paix & d' Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grand Bretagne, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Bréda, le 31. Juillet, 1667. [Recueil des Traitez faits entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & divers Princes. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 343. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans AITZMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 108. dans LONDORPÍ *Mita publica*, Tom. IX. pag. 506. & dans GASTELIUS, de *Statu publico Europe noviss.* Cap. XXVI. pag. 417. en Allemand; dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES, Tom. IV. pag. 407. en François sans annexes.]*

N^otum sit univērsis & singulis quorū interest, aut quomodo libet interesse potest. Cum anni proximi clavis orta sit quædam diffidat inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolū*, ejus nominis secundum Magnæ Britanniæ Regem ab una; & Cælos ac Pæpotes Dominos Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eoque inereverunt, ut non modo in apertum & acre Bellum exaristerit, sed & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Ludovicum 1^{um}*, Galliarum & Navarræ Regem Christianissimum, ut & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Fredericum 3^{um}*, Daniæ & Norvegiæ Regem, ratione Fœderatæ, quæ iis cum præfatis Dominis Ordinibus interdebant, in partes traxerunt, unde multa Christiani sanguinis effusio cum ingenti utriusque Partis dispendio secuta est, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut Serenissimum ac Potentissimum Principe ac Domino, Domino *Carolo*, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege, pro singulari sui amore & affectu, quæ belligerantes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, eorumque respectivæ Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ fœlicitatis & quietis in Christiano Orbe redintegrandæ ac conservandæ studio, Mediationis fœ amicæ & sincera officia interponente, de Pace sit susceperit cogitatio, in eamque finem ex mutua Partium Conventione Bredæ Congressui Legatorum & Plenipotentiariorum locus constitutus sit, quæ in negotio ac

nem optatum revocando, cum altissimè memoratæ
 Sacre Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii,
 Illustrissimi atque Excellentissimi Domini, Dominus
 Guillelmus Fleminghæ, liber Baro in Libellith, Dominus
 in Norraås & Lydinge, Sacra Regiæ Majestatis Reipub-
 licæ Sueciæ Senator, & Contiliaris Cancellarius, ut &
 Dominus Christoph. Delphicus, Baggravius & Comes
 in Dona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlo-
 vitten, Burghsdorf, Struckens & Hietta etc, Sacra
 Regiæ Majestatis Sueciæ Campi Marchialis & Con-
 siliaris Bellicus; Nec non Dominus Petrus Julius
 Coyer, Hæreditarius in Bengsboda & Långebayard,
 Eques Sacre Regiæ Majestatis Sueciæ Cancellarius &
 Status Consiliaris Aulicus, (qui tamen haud diu post
 suum ad hanc locum adventum, dum pio hujus negotii
 simul infudat, inopina morte præventus est) nomine
 Clementissimi Regis ac Domini sui omnem industriad,
 dexteritatem atque prudentiam funderè, & absque tardio
 impenderint, pariterque altissimè memoratæ Magnæ
 Britannicæ Rex, atqueque memorati Domini Ordines
 Generales ad tam bonam metam collimates ad pacifi-
 cationem hancce petrastrandam commiserint & deputa-
 rint Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentios
 Dominum Denzel Holles, Baronem de Isfeld, &c.
 Consiliarium Regium, & Dominum Henricum Conventrye,
 Magni Angliæ Sigilli quondam Custodis Filium, &
 Cubiculis Regis intimis, in supremo Angliæ Consilio
 sive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad
 res agrarias adjudicandas Commissarium, ad una, & in
 Consilio Dominorum Ordinum Generalium à parte
 Provinciarum Gæliæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ,
 Groningæ & Omlandæ Deputatos, prius quidem
 Dominum Hieronymum van Beverningk, &c. Domi-
 num Petrum de Huybert, Dominum de Rengersstede,
 Everswaert, &c. Consiliarium & Syndicum Domi-
 norum Ordinum Zelandiæ, & Dominum Alardum
 Petrum Jongestaf, supremæ Historiarum Curie Consilia-
 rium Primum, qui quinto die Maii proximè elapsi expeditæ,
 in ipsius tractatum ingressi extradite fuerunt: Et
 postea eisdem Dominum Adolphum Henricum de Rip-
 perda a Bours, Dominum de Heer-Jans-Dam; &
 Dominum Ludolphum Tharda de Steenckborg, Domi-
 num de Weeste, Sur-Jach, Nyencooler, ad soleni-
 pienter eundem tractatum signationem secundis
 Plenipotentiarum Tabulis vigesimo octavo hujus mensis
 Deputatos, ad altera parte, post mutas Plenipoten-
 tiarum Tabulas (quarum Apographa sub finem hujus
 Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt) rite
 commutatas in mutuas Pacis, Amicitie & Confe-
 derationis Leges consensum & conventum esse, tenore
 sequenti.

1. Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma & inviolabilis Pax, Amicitia fœderior, intimior atque æquior Cœdederatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, atque Celso & Præpotentes Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciæ, Terras, Regiones Civitatesque sub utriusque Ditione sine distinctione locorum positas, earumque Subditos & Incolas cujuscuque demum gradus fuerint.

II. Item, ut in futurum omnes inimicitiae, hostilitates, discordiae & Bella inter dictum Dominum Regem, & praedictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas cessent & aboleantur : Et utraque Pars ab omni direptione, depredatione, laesione iniurisque ac infestatione quacunque tam Terra, quam Mari & Aquis dulcibus, ubique gentium, ac maxime per omnes alterutrum Difonis tractus, Domina, loca & Praefecturae, quuscunque demum illa sint conditionis, temperet abstinere proflus.

111. Item, ut omnes offensæ, injuriæ, damna, dispendia, que dictus Dominus Rex ejusque Subditi, vel prædicti Dominici Ordines Generales eorumque Subditi atquefructus, durante hoc Bello, vel anteaq, quibuscunque retrò temporibus, quacunque de causa aut quocunque fide prætextu alter ab altero pertulerint, eas obliuioni tradant, et de memoria eradant plane, ac si nullæ unquam intercessissent: Sed et ut prædicta Pax, Amicitia & Confederatio firmis atque inconcussis fundamentis innitatur, utque ab ipso hoc die omnes novis diffidiis & altercationis alia præcedantur: Conveniunt præterea esse, ut utraque jam designatum Partium cum plenario Jure summi Imperii, proprietatis & possessionis, omnes ejusmodi Terras, Insulas, Urbes, Munimenta, Loca & Colonias, teneat & possideat in posterum, quotquot durante hoc Bello aut ante hoc Bello

ANNO
1667.

ANNO
1667.

Bellum ullis retro temporibus vi & armis aut quoquo modo ab altera Parte occupavit aut retinuit, eum propterea in modum, quo ea 12. diei Maii proxime elapsi occupaverat & possedit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV. Quin etiam Naves omnes cum suis armamentis, Mercimoniisque & bona cuncta mobilia, quæ durante hoc Bello, vel antehac ullis retro temporibus in potestatem unius vel alterius altè memoratarum Partium vel ad eorum Subditos pervenerunt, sine ulla compensatione vel restitutione occupantur sint & maneant; sic ut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, sine ulla controversia, locive aut temporis aut rerum exceptione, fiat, maneantque Proprietarius & possessor in perpetuum.

V. Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætenfiones, qualescunque demum illæ sint, aut quocunque modo ullis jam ante Pacis aut Fœderum Tabulis, specialiter etiam Articulo 15. eorum, quo anno 1662. subscriptæ sunt, restituta, circumscriptæ, definitæ aut reservata fuerint, quas dictus Dominus Rex & dicti Domini Ordines Generales eorumque Subditi sibi invicem ultro citrove intentare, insinuare, aut movere possent aut vellent, de ejusmodi negotiis aut rebus, quæ durante hoc Bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam post prædictum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præsentis Confederationis inite acciderunt, irritæ, obliteratæ, cassæ nullæque sint & maneant; Quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarabunt, sicuti & hoc ipso declarant se omnibus ejusmodi actionibus & prætenfionibus, pro se & Successoribus suis, vigore præsentium, in perpetuum & penitus renunciavisse, quemadmodum & hoc ipso renunciant, ita ut eorum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit aut debeat.

VI. Sin autem post diem 12. Maii Articulo tertio superiore expressum, vel post instantam Pacem aut subsignatas hujus Confederationis Tabulas Pars alterutra, Terrarum, Insularum, Urbium, Munimentorum, Coloniarum, aliorumque Locorum quocunque alterutri Parti interceptæ & occupatæ, omnia & singula horum absque ulla loco temporis distinctione, bona fide in eodem plane statu confectum restituantur, quo tum temporis reperitur, quocunque de instantata Pace in hisdem locis constabit.

VII. Sed ad evitandam porro omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri interdum solet ex causa restitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in locis & oris longe distitis, post conclusam Pacem & priusquam ea ipsa Pax ibidem innovetur, captas aut occupatas fuisse, utraque Pars aut alterutra causari possit. Convenit est, ut omnes ejusmodi Naves, Merces aliæque bona mobilia, quæ post conclusionem & publicationem præsentis Instrumenti occupari possent, intra spatium duodecim dierum in Fretis Britannico, atque in Mari Boreali; intra spatium sex septimanarum ab Ostio dicti Fretis Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra spatium decem hebdomadarum ultra prædictum Promontorium & cis Lineam Æquinoctialem vel Æquatorem, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi: tum inde intra spatium octidies trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem, sine aliqua exceptione vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave restitutionis aut compensationis ratione habitâ, occupantur sint & maneant.

VIII. Item, convenit est quod in prædictæ renunciationis & stipulationis partem venire quoque debeant quæcunque Repressalium, Marcæ ac Contramarçæ, quas vocant, tam generales & particulares aliæque ejus generis Litteræ, quarum vi & tenore hostile quid in futurum exerceri queat, eaque publicæ utrinque hujus Fœderis auctoritate inhibeantur ac revocentur; Quod si qui nihilominus ex alterutra Gente post talem revocationem sub prætextu vel auctoritate talium Litterarum vel Diplomatum jam revocatorum, post confectam jam Pacem & elapsa tempora Articulo septimo superiore definitæ, res novas machinabuntur, & hostile quid agent, eos, tanquam Pacis publicæ perturbatores, secundum Jura Gentium plectendos esse, præter integram directæ rei restitutionem, aut plenum damni illati rescaramentum, quo tenebuntur, non obstante clausula quacunque etiam contrariâ, quæ prædictis Litteris revocatis inserta fuerit.

ANNO
1667.

IX. Cumque in Regionibus longe distitis, ut in Africa & America, præcipue in Guinea, Protestationes & Declarationes quædam aliæque ejus generis Scripta à Gubernatoribus & Officialibus, nomine Superiorum suorum, hinc inde emissæ & promulgatæ sint, Commertii & Navigationis libertati adversa; itidem conventum est, ut omnes & singule ejusmodi Protestationes & Declarationes, Scriptæque prædictæ aboleantur, & pro nullis & irritis in posterum habeantur, eademque Commertii & Navigationis libertate, tam in Africa, quam in America, utraque ante memoratarum Partium, eorumque incolæ & Subditi gaudeant & fruantur, quæ gaudebant & fruebantur, aut de jure gaudere & frui poterant id temporis, quo Tractatus Anni 1662. subscriptum est.

X. Item, ut Captivi utrinque ad unum omnes, quoscunque demum dignitatis aut fortis sint, absque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem asserantur, dum persolvatur ab his id æris alieni, quod pro victu aut aliâ de causâ legitima debebat.

XI. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales maneant amici, Confœderati, necessitudine & amicitia conjuncti & adstricti, ad Jura atque Immunitates Subditorum alterutrius contra quoscunque demum tendas, qui utriusve Status Pacem, Terræ Marive disturbare conabuntur, vel qui infra alterutra Dominia degentes, publici utriusque Status Hostes denunciabuntur.

XII. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adversus alterutrum vel Subditos alterutrius quocunque in loco, five Terrâ, Mari, Portibus, Districibus, Sinibus & Aquis dulcibus quacunque occasione, nec eorum alter vel Subditi alterutrius, dabit, præstabit vel subministrabit ullum auxilium, consilium seu favorem, nec quicquam agi, tractari vel attentari ab alio quoviscunque assensum in damnum aut præjudicium alterius, vel Subditorum alterutrius, sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus infra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt, uterque expressè & cum effectu contradicet, renitetur atque impedimentum realiter præstabit.

XIII. Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Respublica, neve ullus ex Subditis alterutrius, incolis, aliisve in eorum Ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio fovebit & adjuvabit, sed expressè contradicet atque efficaciter obstat, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex Subditis, incolis aut commorantibus in alterutrius Dominis fuerit, ullis istiusmodi Rebellibus prædictis, seu sint Viri, Naves, Arma, bellicus apparatus, aliaque bona interdicta, neque etiam pecuniæ aut comestus seu Victualia, Mari vel Terrâ submittantur aut suppedientur, atque omnes Naves, Arma, bellicus apparatus, aliaque bona interdicta, etiam pecuniæ & comestus aut quæcunque personam vel personarum pertinentia, quæ contra sensum hujus Articuli submittentur aut suppediantur, eidem Parti (ubi personæ contravenientes fuerint) addicentur & in Fiscum cedent, quin & ii, qui scientes & volentes quicquam contra sensum hujus Articuli fecerint, commiserint, attentaverint, consiliisque dederint, utriusque Partis Hostes judicabuntur, atque ibi perditionis penas luent, ubi id commissum aut perpetratum fuerit: De specificatione autem earum Mercium, quæ prohibita aut Contrabandæ censentur, postea provum erit.

XIV. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales sibi mutuo, sincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, Terrâ, Marique operam ferent, Viris & Navibus, eâ proportionem, eoque modo, & lisque conditionibus, de quibus postmodum convenierint, prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius Partis, quæ auxilium rogaverit.

XV. Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Respublica, Subditive alterutrius Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius vel declaratos vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, Portus, Sinus aut Districus, eorumve aliquod recipiet, neque his vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus aut Districus, Auxilium, Consilium, Hospitium, Milites, Naves, Pecuniâ, Arma, Apparatum bellicum vel Comestum concedet, præstabit aut ministrabit, neve alteruter istius

ANNO
1667.

modi Rebelles, Profugos à quacunque Persona vel Personis recipi permittit in sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Districus, nec istiusmodi Rebellibus, Profugis ullum Auxilium, Consilium, Hospitium, Favorem, Arma, Apparatum, Milites, Pecunias aut Commectum prestari, ministrari aut concedi permittit, sed expresse & cum effectu contradicere, oblatit atque impedimentum realiter prestabit.

XVI. Item, quod si alteruter aliquem vel aliquos suum vel suos fuisse vel esse Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Districus, vel eorum aliquid receperit vel receptos esse, vel ibidem commorari, latitare vel profugium sibi querere per Literas suas publicas & authenticas significaverit & declaraverit. Tunc illa Pars quæ ejusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum vel declaratum fuerit, intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ significationis proximè & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Districus & eorum quodlibet singuli exeant & recedant: Et si quis prædictorum Rebellium aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte & amissione prædiorum & bonorum multabuntur.

XVII. Item, quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britannie in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districus vel alia Loca, seu Privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua persona cujuscumque status & Dignitatis existat vel existet, infra Dominia & Territoria Federatarum Provinciarum quocunque Jure vel titulo tenet vel possidet, vel deinceps tenebit vel possidet, recipiet, nec in ea per aliquam personam cujuscumque status & Dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittitur aut tolerabitur: Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commectu, aut alio quocunque modo Auxilium, Consilium vel favorem per aliquam personam, cujuscumque status aut Dignitatis fuerit, de cætero dari aut prestari permittit aut tolerabitur, verum id publicè & discretè prohibent atque efficaciter impediunt: Et si aliqua Persona vel Persona cujuscumque status aut Dignitatis fuerit, manens vel degens, manentes vel degentes infra Dominia Federatarum Provinciarum earumque Potestates, contra hujusmodi Conventionem aliquid fecerit seu fecerint, quod tunc omnes & singula persona taliter facientes, omnes hujusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque Jure aut titulo se habere prætendent vel prætent, pro termino vite sue exentur & privantur: Pariter nullus Rebellis dictorum Dominorum Ordinum Federatarum Provinciarum in Castra, Oppida, Portus cæteraque loca, eorumque aliquid, seu Privilegio donatum, seu non donatum, quod quolibet Persona vel Personæ cujuscumque status aut Dignitatis existat aut existant, quocunque Jure aut titulo tenet aut tenent, possidet aut possidebant, infra Regna vel Dominia dicti Domini Regis Magnæ Britannie recipietur vel à quacunque Persona vel Personis recipi, inibi que versari permittitur: Neque dictus Dominus Rex Magnæ Britannie alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commectu, aut alio quocunque modo Auxilium, Consilium aut favorem per aliquam ejusmodi Personam vel Personas cujuscumque gradus sit, de cætero dari aut prestari permittit aut tolerabit, sed publicè & discretè prohibebit, & efficaciter impedit. Et si quis è dicti Domini Regis Subditis vel degentibus infra illius Dominia contra hujusmodi Conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & singula persona taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet vel quocunque Jure aut titulo se habere prætendent aut prætent, pari modo pro termino vite sue exentur & privantur.

XVIII. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britannie, Subditique ejus omnesque Majestatis sue Dominiorum Incolæ, Item prædictæ Federatæ Provincie earumque Subditi & Incolæ, cujuscumque ordinis & conditionis fuerint, ad sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amicè tractandum obligabuntur, uti Terræ vel Aquæ alterutrius Regiones, Oppida, Pagos, seu muro cincta, seu non cincta, seu munita seu non

munita, Portus etiam & universam Partis utriusque Ditionem in Europa liberè & securè adire possint, in iisque versari & commorari quamdiu voluerint, ibique sine ullo impedimento Commectum suis usibus, quantum necesse erit, coëmere, atque etiam negociari & Mercaturam facere, quocunque Mercium genere ipsi videbitur, easque advehere suo arbitrio aut exportare, dummodo quæ statuta sunt, Portoria solvant, salvis etiam alterutrius Domini Legibus ac Statutis omnibus; ita tamen, ut Subditi & Incolæ utriusque Partis, Commectum suum exercentes, in alterutrius Regionibus & Ditionibus non obligentur in posterum plus Portorii, Censui, Vectigalium aut aliorum Tributorum solvere, quam pro rata proportionè, quàm alii extranei solvant, in iisdem locis Mercaturam exercentes.

XIX. Item, quod Naves & Navigia dictarum Federatarum Provinciarum tam bellica & ad Hostium vim propulandam instructa, quàm alia, quæ alicui è Navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britannie in Mariibus Britannicis obviam degent, Vexillum suum è mali vertice detrahent & supremum velum demittent, eo modo, quo ullis retrò temporibus unquam observatum fuit.

XX. Item, in majorem Commerci & Navigationis libertatem conventum & conclusum est, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britannie, dèdicti Domini Ordines Generales in Portus suos, Urbes & Oppida non recipiant neque fient, ut ullus ex Subditis alterutrius recipiat Piratas aut Prædones, siue Hospitium, Auxilium aut Commectum præbent, verum operam dabant, ut prædicti Pirata & Prædones, eorumque piraticæ participes, confecti & adtores in aliorum terrorem investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur: Omnesque Naves, Bona & Merces piraticæ ab iis capte atque in Portus alterutrius Domini advectæ, quæ quidem inveniri poterant, inò etiam si venditæ sunt, iustis Dominis restituentur, aut satisfactio dabitur vel eorum Dominis, vel iis, qui per Literas Procuratoris eas res vindicaverint, modo Jus Domini debitè ex lege probationibus in Curia causarum maritimarum appareat.

XXI. Item non permittum erit Subditis Regis Majestatis & Incolis Regnorum aut Terrarum, illi obediendum, aut Incolis & Subditis Federati Belgii hostile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, siue Mari, siue Terra, nullo pretextu aut colore, & per consequens non sictum erit dictis Subditis aut Incolis ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Federatarum discordia aliqua aut Bellum apertum est, Literas patentes, (quas Commissiones vocant) aut Representas impetrare, & multo minus vi istarum Literarum Subditos alterutrius Federatarum aliqua molestia aut damno afficere: Neque etiam permittum erit, Armatoribus extraneis non Subditis uni aut alteri Confederatarum, habentibus Commissiones ab aliquo alio Principe aut Statu, ut in Portibus unius aut alterius Partium prædictarum Naves suas intruant, ea, quæ ceperunt, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutant tam Naves, Mercimonia, quam alia onera quocunque, & ne quidem Victualia coëmere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ad perveniendum ad Portum proximum illius Principis, à quo Commissiones obtinuerunt: Et si fortè aliquis Subditorum Regis Majestatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo sibi acquisiverit ejusmodi Navem aut Mercimonia, quæ à Subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo casu dictus Subditus tenebitur dictam Navem, Bona aut Mercimonia restituere Proprietariis sine ulla dilatione & sine ulla compensatione aut refusione pecunie, pro dictis rebus solutæ aut promissæ, modo coram Consilio Regis Majestatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint sese eorum rerum Proprietarios esse.

XXII. Item, si dictus Dominus Rex Magnæ Britannie, dèdicti Domini Ordines Generales Federati Belgii, ullum Fœdus, Amicitiam, Confederationem aut necessitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebus publicis, Principibus aut Statibus contrahant, ut paciscuntur, alter una alterum ejusque Dominia in iis eorumque quolibet comprehendit, si comprehendit voluerit, atque de omnibus istiusmodi Amicitia & Confederationis Tractatibus alterum certiore reddet.

XXIII. Item, quod si acciderit, ut quamdiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex Subditis aut Incolis alterutrius Partis contra hoc Fœdus aut ullum ejus Membrum, Mari, Terræ aut Aquis dulcis bus quicquam fiat aut tentetur, Amicitia hæc, Fœdus & So-

ANNO
1667.

ANNO
1667.

& Societas inter has Nationes non ideoque interrumpitur aut infringitur, verum integra nihilominus persistant, vique suam plenariam habebant, tantummodo illi ipsi, qui contra Fœdus prædictum commiserunt, & singuli puniuntur & nemo alius, iustitiam reddetur, & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab his omnibus qui Terra, Mari aut Navibus, Fluminibus, ulivise in locis cis Caput Bonæ Spei intra anni spatium, quam Iustitia postulat, in omnibus autem (uti supra dictum est) ultra prædictum Caput, locis intra menses octodecim, quam Iustitia prædicto modo poscitur. Quod si vero Fœderis ruptores non comparuerint, neque se iudicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis spatium pro loco longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque Partis Hostes iudicabuntur, eorumque bona, facultates & quicunque redditus publicatim plenaeque ac iuste satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipsis illatæ sunt, ipsique præterea, cum in alterutris Partis potestate fuerint, his penis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commoverit.

XXIV. Item, quod dicti Domini Regis Subditi, quicunque sub ejus Ditione fuerint, possint libere, tuto ac securè in Federati Belgii Provinciis, & singulis suis Ditionibus in Europa, perque eas Terræ vel Aquæ ad ultra in his loca vel ultra eas iter facere, perque ullas Oppida, Prædia, Munimenta transire, quæ ullis in locis Federatarum Belgii Provinciarum aut alibi in earum Ditionibus in Europa sunt vel erunt, Mercatorem in omnibus illis locis facientes, eorumque Negotiatores, Infitiores Familivæ, armati sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) tam sine bonis suis & Mercimoniis, quam cum his quocunque ire voluerint: Poterit item populus & Incolæ Federatarum Belgii Provinciarum eadem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa, dammodo in hujusmodi Commercio & Mercatura singuli alterutris Domini Legibus & Statutis utrimque pareant moremque gerant.

XXV. Item, si Naves Mercatorie unius aut alterutris Subditorum per tempestatem vel Piratas, vel aliam quancunque necessitatem Portum unius aut alterutris Domini intrant, inde securè & libere recedant cum Navibus & Mercimoniis absque aliqua Vestigialium aut aliorum Jurium solutione, ita tamen, ut onus non distrahant aut dividant aut venale quicquam proponant, nec molestiæ qualicunque aut visitationi subiciantur, modo nec personas aliquas, nec Mercas in Navem receperint aut quicquam egerint contra Leges, Statuta aut Consuetudines ejus loci, ubi Portus (ut præmissum est) intraverint.

XXVI. Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernatores & Nautæ alterutris Partis, eorumque Navis, bona aut Mercimonia in Terris, Portibus, Navium Stationibus aut Fluminibus alterutris non prehendantur, vel sub arresto detineantur ex Edicto quovis generali aut speciali, sive ad Bellum, sive ad alium quemlibet usum, nisi summa necessitate id cogente, iustâ etiam satisfactione ob id data, ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus quæ ex Jure & Legibus alterutris Domini rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XXVII. Item, uti Mercatores utrinque, eorumque Infitiores & Famuli, atque etiam Naucleri, alique Nautæ tam cundo quam redeundo Navibus per Mariæ aliasque Aquas, quam in Portibus alterutris aut in Terra egressi sui fuorumque bonorum defendendi causa, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva, gestant, utanturque, verum ubi ad sua quisque hospitium ac diversoriam pervenerint, ibi arma sua deponet ac relinquunt, donec rursus ad Navem se receperit aut eo commeari velit.

XXVIII. Item, quod Naves Præsidiales seu Bellicæ alterutris Partis quancunque in Mari Navem aut Navem Mercatorie quæ ad alterum vel alterius Subditos aut Incolas pertinerint, quæ eundem cursum tenerint, idem iter fecerint, obviam habentes aut affluentes his præsidio esse, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenerint, contra omnes & singulos qui eas vi adoriuntur.

XXIX. Item, si qua Navis aut Naves quæ Subditorum aut Incolarum alterutris Partis aut neutralis ali-

cujus fuerint in alterutris Portibus à quovis tertio capiuntur qui ex Subditis & Incolis alterutris Partis non sit, illi quorum in Portu aut ex Portu aut quancunque Ditione prædictæ Naves capte fuerint, pariter cum altera Parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, verum hoc totum fiet Dominorum impensis aut eorum quorum id interest.

XXX. Item, quod Scrutatores, cæterique id genus Officiales ex utraque parte ad normam Legum alterutris Domini sese dirigant, neque plus imponent exigentæ quam per auctoritatem sui committam & accepta mandata licuerit.

XXXI. Item, si qua injuria ab alterutro Domino ejusve Subditis aut Incolis alterutris Subditis aut Incolis illata sit, sive contra ullos hosque Fœderis Articulos, sive contra Jus commune, uti nullæ Literæ represalia, Mercæ aut Contra-Mercæ ab alterutro concedantur, donec Iustitia prius juxta Leges ordinarias possitetur, sin autem illic Iustitia vel denegetur vel in longum detrahatur, tum ut dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales aut Delegati ejus Domini, ejus Subditi & Incolæ injuria affecti sunt, ab altero in quo Iustitia, (uti prædictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate quæ hujusmodi postulata constituta erit, publicè Iustitiam possitetur, ut omnes hujusmodi lites vel amice componantur vel ordinario Legum processu terminentur; Sin autem mora adhuc interposita erit, neque Jus reddere neque satisfactio dabitur intra tres menses quam hujusmodi postulata lata fuerint, tum demum uti Literæ represalia, Mercæ vel Contra-Mercæ concedantur.

XXXII. Item, conventum est: si aliquando, quod omen Deus Optimus Maximus clementer avertum velit, sopitas simulantes inter dictum Dominum Regem dictosque Dominos Ordines Generales contingeret, atque in apertum Bellum denuo erumperet contingat, ut ex Navibus, Mercas ac Bona quævis mobilia Partis alterutris quæ in Portibus atque in Ditione Partis adversæ hinc inde hære atque extare deprehenderentur, Fisco nihilominus haud quaquam addicantur, aut alio incommodo afficiantur: Sed Subditis Civibusque alterutris, spatium semestris integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus suis quo visum libitumque fuerit omni fine molestiæ inde translantur eant.

XXXIII. Item, quod illi qui specialia Diplomata aut Commissiones ab alterutra Parte obtinuerint priusquam illa Diplomata accipiant coram eo iudice qui ea ipsi exhibebit, sufficientem fiduciarum cautionem interponant per ejusmodi homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus Navis Socii aut participes, se nullum dampnum aut injuriam alterutris Subditis aut Incolis illaturos.

XXXIV. Item, conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditi & Incolis ad Portus utriusque liber semper sit accessus, in hisque commorari, ac inde rursus recedere liberum eis licitumque erit non solum cum Navibus Mercatoris & oneratis, sed & cum Navibus Bellicis sive ad dictum Dominum Regem dictosque Dominos Ordines Generales spectent, sive eorum sint qui specialia Diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris periculo intraverint, sive Naves reparent aut Commearum coëmant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portibus aut circa Portus hæreant quam ad Navium reparationem, coëmenta Victualia aliasve necessitates fuerit necesse; Et si major Navium Bellicarum numerus data occasione ad ejusmodi Portus nisi prius impetrata ab his venis ad quos Portus illi pertinerint, nisi tempestate aut vi aliqua aut necessitate compulsi fuerint, quo Maris pericula effugerent. Quod cum accidit Præfectum ejus loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiores faciant, nec diutius ibi hærebunt quam illis à Præfecto aut summo Magistrato permiffum erit, nec in his Portibus commorantes hostile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV. Item, conventum & conclusum est, quod utraque Pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniæque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem ab alterutris Subditis & Incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXXVI. Item, ad majorem cautelam & securita-

ANNO
1667.

ANNO
1667.

tem Tractatus hujus & Confederationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Federatarum Provinciarum eorumque Populi sincere & bona fide præstanda, conventum & conclusum est, sicut & dicti Domini Ordines Generales his præsentibus conveniunt seque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quem vel ipsi vel Ordines Provinciarum quocunque demum tempore eligant, constituent aut præficient Capitaneum Generalem, Gubernatorem seu Præsidentem primum five Stadtholder, Imperatorem Exercituum seu Militiæ in Terra vel Admirallum seu Prætozem Classium, Navium, Copiarumve Marinarum obligabuntur & devinciuntur hunc Tractatum & omnia ejus Capitula, Juramento confirmare, itaque sanctè & cum Juramento spondere, se quantum possint, omnia ea religiose observaturos & executioni, quoad eos spectat, mandatos, & curaturos ut ab aliis observentur & executioni mandentur.

XXXVII. Sub hoc præfenti Pacis Tractatu comprehenditur illi qui ante Rathabitionum permutacionem vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur, interim tamen quemadmodum Partes paciscentes gratè agnoscunt sincerè officia & indefessa itudia, quibus Serenissimus Rex Sueciæ, interposita suâ mediacione, hoc salutare Pacificacionis opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit, ita ad testandum parem affectum communi Partium omnium consensu sancitum & conventum est, ut altissime memorata Sacra Regia Majestatis Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis ac Juribus huic Tractatui sit inclusa, & præfenti Pacificacione omni meliori modo comprehendenda.

XXXVIII. Item conventum, conclusum & concordatum est, quod præfens Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britannie, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Federatarum Provinciarum, per patentes utriusque Partis Literas Sigillis magno munitis debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè insequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & rathabebuntur, mutaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extrahentur, nec non & Tractatus hic & Confederatio statim à traditis & permutatis Instrumentis forma & loco solitis publicabuntur. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti sacre Regiæ Majestatis Magnæ Britannie Legati, & Plenipotentiarii, cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus huic Pacis Instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum Bredæ trigésimo primo Julii, anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L.S.) Georgius Flemmingh.
(L.S.) Christophorus Delphicus
in Dbona.

(L.S.) Holles.
(L.S.) Henricus
Coventry.

Articulus separatus.

Si forte aliqua tapeta, peristromata, aulæa, pictura vel supellectiles cujuscunque generis vel Lapides pretiosi, Glenodia, Monilia, Gemmae, vel alia quaecunque Bona mobilia, ad Regem Magnæ Britannie spectantia penes dictos Ordines Generales aut aliquem Subditorum suorum jam nunc sunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt sese nullo modo protectores Possessores aliquorum mobiliam ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ eis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injustitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa sua sponte restituere, dictique Ordines promittunt sese modo quam efficacissimo operam duros, ut de plano & summarie in isto negotio procedatur sine ordinaria forma & modo procedendi in Curis usitato & Justitia administraretur, quâ satisfiat dictæ Regiæ Majestati, quantum fieri poterit, absque læsione alicujus.

Item, quod si qui eorum, qui rei sunt illius nefandi paricidii in Regem Carolum primum beatissimæ memoriæ admitti ac legitime de eodem scelere atincti, condemnati aut convicti vel jam sunt in Dominis dictorum Ordinum Generalium, vel postea illuc advenient, statim, quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officialis suis innotuerit, vel relatum fuerit, prehensi in custodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britannie iis custo-

diendis domumque revehendis præfecerit. In quorum fidem, & quod præfens Articulus separatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris est cum eo, qui 14 die mensis Septemb. 1662. apud Whitehal conclusus est eodemque vigore observandus cum his, qui Tractatui principali inserti sunt. Nos prædicti Sacre Regiæ Majestatis Magnæ Britannie Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii illi subscripsimus & Sigilla nostra appolimus: Actum Bredæ trigésimo primo Julii anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L.S.) Georgius Flemmingh.
(L.S.) Christophorus Delphicus
in Dbona.

(L.S.) Holles.
(L.S.) Henricus
Coventry.

Cum iis Pacis, Unionis & Confederationis Articulis, qui hodie inter Serenissimum Magnæ Britannie Regem, & Cæsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii, conclusi sunt, præcipue cautum & provissum sit, ut quanto ocius funefici omnes & calamitosi Bellorum effectus cessent, desiderata autem & omnium votis expectata Pax in omnibus utriusque Partis Regnis & Ditionibus omnibusque earum Subditis & Incolis restitueretur, & proinde temporis, & negotiorum ratio non permitteret, æqua lance & ad amissum omnia & singula ponderare & adquare, quæ circa prædictos Articulus animadvertenda & consideranda fuerant, circa eos præferti, qui ad libera Navigationis liberique Commericii Statuta pertinent; Et verendum tamen sit, ne in novas altercationes, novaque dissidia utriusque Partis Incolæ & Subditi reincidant, & inde similes jam sopite recrudescant, si non certis quibusdam Legibus circa ea quæ Navigationem & Commericii usum concernunt coercerentur; Ita inter prædictas alte memoratas Partes, mediantibus, amittentibus, & operam suam conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ extra ordinem Legatis, & ad Tractatus Pacis Mediatoribus, separatim hisce Articulis porro conventum & sancitum est.

I. Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus consulta quæ ratione hujus Belli alia pars in præjudicium alterius, contra libertatem Navigationis & Commericii promulgavit, hinc inde abrogentur.

II. Secundò ut ad elucidationem ejus Edicti quod à parte Magnæ Britannie Regis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo promulgatum fuit, ei Gentii excitande & invitandæ ad rem Navalem promovendam, quo Peregrini alias in Angliam Mercēs invessere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque Terris enata aut manum opera elaboratae sunt, licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis suis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata, aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terram vel per Flumina ad Portus maritimos plerumque commodius & usitatius subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.

III. Tertiò, cum jam pridem insisteret Magnæ Britannie Rex, ut in certam commodamque normam Mercēs & Mercatura hinc inde redigerant, Domini autem Ordines Generales in eum etiam scopum semper collimarint; Ut certis quibusque perpetuoque observandis Legibus eadem circumfcribantur, & tamen ea res prolixioris videatur esse laboris, quam ut consensum ad utriusque Partis naturam absolvat, in opportuniorum occasione hoc negotium ita differre utrimque placuit, ut Commissarii quanto ocius fieri poterit, post conclusam hanc Pacem, utrimque conveniant, qui super designandis & certo limite circumfcribendis Mercimoniorum speciebus, Navigationisque Legibus aliquid certi statuunt, novisque & mutis Conventionis Tabulis designent; Ne tamen interea in suspensio hæreant, & in ambiguo teneantur utriusque Partis Incolæ & Subditi, incerti quas Mercimonii species in modum aut formam Bellici Apparatus vel suppetiarum, aut sub titulo, aut prætextu Commerciolorum Hosti Partis alterutrius subvehere aut subministrare aut licitum aut vitium sit: Itidem conventum & sancitum est, ut ille Navigationis & Commerciolorum Tractatus, qui Dominis Ordinibus Generalibus cum Rege Christianissimo intercedit, incipiendo ab Article vigesimo sexto ad Articulum usque quadragesimum secundum inclusivè, eo modo & tenore, quo Gallico idiomate inserti sequuntur, provisionaliter pro regula & norma sit, & ad uberiores de Commerciis maritimis Tractatum,

ANNO
1667.

ANNO tum, intra alte preememoratas Partes perficiendum viam
1667. fieri.

Sequitur prædicti Articuli.

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute liberté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Païs & États, qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France, sans qu'ils puissent être troublés ou inquiétés d'une certaine liberté par les Navires, Gallères, Fregates, Barques ou autres Bâtimens de Mer, appartenans auxdits Seigneurs États ou aucun de leurs Sujets, à l'occasion des hostilités, qui pourroient se rencontrer cy-apres entre lesdits Seigneurs États Generaux, & les susdits Royaumes, Païs & États, ou aucun d'iceux qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France.

XXVII. Ce Transport & ce Trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement être compris toute sorte d'Armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Moriers, Petards, Bombes, Grenades, Saucilles, Cercles poizés, Affûts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mesche, Salpêtre, Balles, Piques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistoles, Baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XXIX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ny généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées non comprises en l'Article precedent, & en sera le Transport permis, mesmes aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs États, sans aux Villes & Places assiegées, bloquées ou investies.

XXX. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la manière suivante, que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté étant entrés en quelques Havres desdits Seigneurs États, & voulans de là passer en ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs États d'où ils partiront leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires, attelés & marquez du Seal & Scing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoustumée, apres laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ny rechercher, detenus ny retardés en leurs voyages, sous quelque pretexte, que ce soit.

XXXI. Il en sera usé de mesme à l'égard des Navires & Barques Françaises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs États, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eût soubçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs États des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXXII. Et audit cas de soubçon apparent, lesdits Sujets de Sa Majesté seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus spécifiée.

XXXIII. Que s'ils estoient entrés dedans les Rades, ou estoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs États, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces Unies pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françaises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron du Navire François, en la maniere cy-dessus spécifiée selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inséré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire mesme, afin que par ces deux moyens on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il s'apparoisse suffisamment tant de la qualité

TOM. VII. PART. I.

audit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foy & créance; & à la fin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contrefeins de Sadite Majesté & desdits Seigneurs États Generaux.

XXXIV. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françaises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs États, se trouve, par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont cy-dessus déclarées de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées par devant les Juges de l'Admirauté des Provinces Unies, ou autres compétens, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au mesme Navire, puissent être en aucune façon saisies ny confisquées.

XXXV. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs États, bien que ce ne fût Marchandise de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roy Tres-Chrestien, encor que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs États, sans les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces Unies jouiront reciproquement des memes Droits, Libertés & exceptions en leurs Traffics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers & États de Sadite Majesté, ce qui vient d'être dit que les Sujets de Sadite Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs États, & en haute Mer, fe devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & mesme en cas que ci apres lesdits Seigneurs États fuient en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Roys, Princes & États, qui deviendront Ennemis de Sadite Majesté, chacun des deux Parties devant être reciproquement des memes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regardent le Traffic & le Commerce.

XXXVII. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs États qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait offense à tous Capitains des Vaisseaux du Roy & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sous peine d'être punis & tenus en leurs personnes & Biens des dommages & interêts soufferts & à fournir jusqu'à la due restitution & réparation.

XXXVIII. Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges compéens de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour respondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité, & aux Ordonnances & Edicts de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & conformement à la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité desdites Commissions & Congez, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs États Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fût pris d'un Vaisseau, chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, ou autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger & autrement aliéner, qu'elles n'aient été descendues en Terre en la presence des Juges de l'Admirauté, & apres Inventaire par eux fait desdites Marchandises, trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les Marchandises de Contrebande ne fassent qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du Navire trouvant bon & agreant de livrer lesdites Marchandises de Contrebandes audit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XL. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs

ANNO
1667.

ANNO
1667.

gneurs Estats Generaux soient traités dans tous les Pays de son obéissance, aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires, pour faire que les Jugemens & Arrêts, qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer; soient donnez avec toute Justice & équité, par personnes non suspectes ny intéressées au fait dont sera question, & donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces à fin que tous les Arrêts, Jugemens & ordres de Justice desia donnez & à donner soient promptement & deüment exécutez selon leurs formes.

XLII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats Generaux, ou quelqu'autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plaintes desdits Jugemens qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenues au present Traité auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir selon la raison, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus, & neanmoins avant le premier Jugement ny apres lequel pendant la Revision, les Biens & effets qui seront reclamés ne pourront estre vendus ny dechargés, si ce n'est du consentement des Parties intéressées pour éviter le deperissement desdits Marchandises.

XLIII. Quand Proces sera esmen en premiere ou seconde instance entre ceux qui auront fait des Prises en Mer & les interessez en icelles, & que lesdits interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution sous Caution, nonobstant l'Appel de celui qui aura fait la Prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux precedents pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies sur les Prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Estats Generaux à l'égard des Prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XLIII. Item, conventum est, quod superscripti separati Articuli & omnia & singula in iis contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, didisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per Patentes utriusque Partis Literas, Sigillo magno munitis debita & authentica formâ intra quatuor septimanas proximè sequentes, (aut citius, si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradrentur nec non à traditis & permutatis Instrumentis, formâ & loco solitis publicabuntur. In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentarii cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hisce separatis Articulis subscriptis, illosque Sigillis nostris signavimus. Actum Bredæ 31. Julii Anno 1667.

(L.S.) Georgius Flemming.

(L.S.) Holles.

(L.S.) Christophorus Delphicus

(L.S.) Henricus

in Dbona.

Cowventry.

S'ensuivent les Passeports de Mer.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Admirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du present Traité.

CÉSAR, Duc de Vendosme, Pair & Grand-Maître, Chef & Sur-Intendant de la Navigation & Commerce de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur de Navire, nommé de la Ville de du Port de Ton-neaux ou environ étant de present au Port & Havre de de s'en aller à charge de apres que vifitation aura été faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction de causes maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté dont il sera mis Acte au bas des presentes comme aussi de garder & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Reglement de la Marine, & mettra au Greffe le Roole signé & certifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son Equipage & de tous ceux

qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present congé, & leur fera fidele rapport de ce qui se fera fait & passé durant son voyage, & portera les Pavillons, Armes & Enseigne du Roy & les nobles durant son voyage; en tesmoyn dequoy nous avons fait apposer nostre seing & le Seal de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secrétaire de la Marine le jour de mil six cent Signé, CÉSAR DE VENDOSME. Et plus bas, Par Monsieur MARTEL. Et cacheté du Seal des Armes dudit Seigneur Admiral.

Formulaire de l'Abbe contenant le Serment.

Nous de l'Admirauté de Certifions que Maître du Navire, nommé au Passeport cy-dessus, a presté le Serment mentionné en iceluy. Fait à la le jour de mil six cent &c.

L'autre Formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

Aux Serenissimes, Tres-Illustres, Tres-Puissants, Tres-Nobles, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places tant Ecclesiastiques, que Seculiers, lesquels ces presentes verront, ou liront, Nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville de Sçavoir faisons, que Maître de Navire comparant devant nous, a déclaré le Serment solemnel, que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux habitants des Provinces-Unies, Ainsi Dieu le veut. Et comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aydé dans les justes affaires. Nous vous requérons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Deurées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benigne-ment, & traiter deüment, le souffrant sur les Droits accoustumés des Peages & frais dans, par, & apres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviguer, passer, fréquenter & négocier là où il trouvera à propos. Ce que volontiers Nous reconnaitrons. En témoyn dequoy, nous y avons fait apposer le Sceau de nostre Ville, &c.

Sequitur tenor Commissionis ex parte Serenissimi Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis hasce Literas inspecturis, Salutem. Cum differentis quibusdam inter Nos, & Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii pridem exortis, Bellum inde exarsit, quod jam ultra biennium acerbis animis & magno utrinque dispendio gestum est; Cumque Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ communis amicus, suam in hac parte mediationem obtulerit (quæ plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales à nobis tandem petierint, ut idoneos ex parte nostra Ministros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipsorum Commissariis ac Deputatis (Adjunctis etiam Serenissimorum ac Potentissimorum Principum Regis Christianissimi Regisque Daniæ Ministris) Congressu habito isdem differentiis componendis, Bello extinguendo ac Paci demum restituendæ operam darent. Nos qui ad arma capefenda invitæ admodum pertracti sumus & controversiis quasconque rationis arbitrio, quam hostili contentione terminare semper maluimus, huic Ordinum Generalium desiderio & propositioni de Pacis Tractatu protinus incedendo libenter annuimus, eumque in finem viros præstantes & ad hujusmodi negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Consiliarium nostrum Denzel Holles, Baronem de Iseild, Et dilectum nobis ac fidelem Henricum Cowventrye, Honoratissimi Thomæ Baronis Cowventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Cuthosis, Fihum, nobis à Cubiculis intimis, in supremo Angliæ Consilio sive

ANNO
1667.

ANNO 1667. five Parlamento Senatorem, & in Hibernia Regno ad res agrarias adjudicandas Commiffarium, Legatos nostros Extraordinarios elegimus. Qui cum predictorum Regum atque Ordinum Generalium Commiffariis ac Deputatis congressi de predicta Pace tractent, conveniant & concludant.

Scitis igitur quod nos prudentiam, integritatem, fidem & industriam dictorum Legatorum nostrorum extraordinariorum fœpius experti, fisdemque ipsorum virtutibus plurimum confisi, ipsos veros & indubitatos Commiffarios, Procuratores ac Plenipotentiarios nostros fecimus, ordinavimus ac deputavimus, ac per præfentes facimus, ordinamus, deputamus: Dantes iisdem & committentes plenam & omnimodam Potestatem atque autoritatem, pariter & mandatum generale & speciale, nomine nostro cum præfatis Ordinibus Generalibus ipsorumque ac præfatorum Regum respectivè Commiffariis, Deputatis ac Procuratoribus ad hoc sufficientem Potestatem habentibus de & super differentiis prædictis tollendis, & Pace inter Nos & Partes respectivè, utilissimis & maxime convenientibus Articulis & Conditionibus restituenda ac stabilienda, communicandi, conveniendi & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad prædictum finem faciant & conducant, atque super his Articulis, Literas & Instrumenta necessaria conficiendi, & ab alteris respectivè Partibus petendi & recipiendi; denique omnia ea, quæ ad præmissa vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi; Promittentes bonâ fide & in verbo Regio Nos omnia & singula, que inter dictos Legatos nostros extraordinarios atque Ordines Generales, ipsorumque ac præfatorum Regum Procuratores, Deputatos aut Commiffarios respectivè in præmissis seu præmissorum aliquo erunt facta, pacta & conclusa, rata, grata, & firma habituros, nec unquam contra ipsorum aliquid aut aliqua contraveniuros. Quin potius quicquid nominis nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos. In cuius rei testimonium, hæcse Literas fieri, manque nostra signatas Magnæ Angliæ Sigillo communih fecimus. Quæ dabantur apud West-Monasterium, decimo quinto die mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo, Regniqûe nostri decimo nono. Signatum erat.

CAROLUS R.

Sequitur tenor Commissionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.

LES États Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, A tous ceux, qui ces présentes Lettres verront Salut. Comme devant la Guerre qui se fait depuis quelque temps entre l'Angleterre, & cet Etablissement, Nous avons toujours témoigné, que nous n'y étions entrainés, qu'avec répugnance; aussi désirons Nous faire connoître à toute la Chrétienté le Zele ardent, avec lequel Nous Nous portons à la Paix dès que l'occasion s'en présente: C'est pourquoy le Serenissime Roy de la Grande Bretagne Nous ayant fait sçavoir, qu'il envoyeroit au premier jour dans la Ville de Brèda ses Ambassadeurs Plenipotentiaires, pour y traiter la Paix avec cet Etablissement, & avec ses Alliés: Nous avons bien voulu de nostre costé répondre à une si sainte resolution, voulans bien apporter tout ce que l'on peut désirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé nécessaire, de commettre pour la Negociation de ce Traité de Paix des Personnes du Corps de nostre Assemblée; dont la sagesse & le mérite aussi bien que l'affection pour le bien de l'Etablissement, sont à la dernière épreuve; & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des Personnes des Sieurs Hieroine de Beverningk, & Pierre de Hubert, Seigneur de Rengerskerck, Everswaert, à Burg, & Haemstede, Conseiller Pensionnaire de la Province de Zelande, & Alard Pierre de Jonghsal, Premier Conseiller President en la Cour de Justice de Frise, Deputés en nostre Assemblée de la part des Provinces de Hollande, Zelande & Frise, qui en plusieurs autres emplois très-importants ont donné des preuves de leur fidélité, & de leur adresse au maniement des Affaires publiques. A ces causes & autres à ce nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces présentes auxdits Sieurs de Beverningk, de Hubert, & de Jonghsal, & à aucuns de entre eux si par maladie ou par d'autres empêchements ils ne pouvoient tous être présents audit Traité, Plein-pouvoir, Autorité, Pouvoir, & Mandement special de conférer, négocier & traiter en nostre nom, en

TOM. VII. PART. I.

qualité de Deputés Plenipotentiaires, conjointement & de concert avec les Ministres des Roys Alliez de cet Etablissement, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, munis de Pouvoirs suffisants, ladite Paix, aux conditions les plus utiles, & avantageuses au bien de cet Etablissement, d'en convenir, les refouder, arrester, conclure, & signer le Traité, & d'en passer les Actes & Instrumens en bonne & due forme, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand mesme pour cela il seroit besoin de Mandement plus special. Promettans en sincerité & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Nos Deputez Plenipotentiaires aura ainsi esté négocié, promis, accordé & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & exécuter inviolablement en tous ses Points, sans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque maniere que ce puisse estre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traité.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Seau & sous, le Seing & Paraphse ordinaire de nostre Greffier, le cinquiesme jour de May, l'an 1667. I. v. Reigersberg, v. Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. N. Raychb.

LES États Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, A tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Pour répondre au désir, que le Serenissime Roy de la Grande Bretagne Nous tesmoigna il y a quelque temps, de vouloir faire cesser l'effusion de tant de sang Chrétien, qui se repand depuis quelques années, & de finir cette Guerre par une bonne Paix. Nous afin de ne retarder point une œuvre si sainte & Chrétienne nommasmes dès le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs de Beverningk, de Hubert, & de Jonghsal, pour en nostre nom en qualité de Deputez Plenipotentiaires, aller dans la Ville de Brèda, y conférer, négocier, & traiter conjointement, & de concert avec les Ministres, des Roys Alliez de cet Etablissement, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, en attendant, que Nous puissions nommer à loisir un plus grand nombre de Deputez pour se trouver à l'Assemblée de ladite Ville de Brèda, Et d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & sage conduite de nosdits Deputés Plenipotentiaires & desdits Ministres des Rois Alliez de cet Etablissement, leur Negociation se trouve tellement avancée; que nous ne pouvons plus douter de la conclusion du Traité.

Nous pour rendre la signature plus solennelle, & pour faciliter autant qu'en nous est ce qui peut estre n'est pas encores adjut, avons nommés & deputés, nommés & deputons par les présentes les Sieurs Adolph Henry de Ripperda a Beurle, Seigneur de Heerjans-Dam, Jean de Schrieck, Bourguemestre de la Ville de Deventer, & Ludolphe Tiarde de Sterckenborgh, Sieur de Weede, Surdijck, & Nyenchooter, tous Deputés Ordinaires en nostre Assemblée de la part de Gueldre, & de la Ville de Groningue, & Pais Circonvoisins respectivement, auxquels & à aucuns d'entre eux, si par la maladie ou par d'autres empêchements ils ne pouvoient pas tous être présents. Nous avons donné & donnons Plein-pouvoir, Autorité, & Mandement special de traiter en nostre nom en qualité de Deputés Plenipotentiaires conjointement avec lesdits Sieurs Beverningk, de Hubert, & de Jonghsal, & avec les Ministres desdits Seigneurs Roys Alliez de cet Etablissement, ladite Paix, aux conditions les plus utiles & avantageuses, au bien de cet Etablissement, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne d'adjuter, regler, refouder, arrester, conclure, & signer le Traité, & d'en passer les Actes & Instrumens en due forme, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand mesme sur cela il seroit besoin un Mandement plus special; Promettans en sincerité, & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs Ripperda a Beurle, & de Sterckenborgh, conjointement avec lesdits Sieurs de Beverningk, de Hubert, & de Jonghsal, aura esté ainsi négocié, promis, accordé, & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & exécuter inviolablement & ponctuellement en tous ses

G 2

Points,

ANNO 1667.

ANNO
1667.

Poinde, sans jamais aller au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere, que ce puisse estre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire de paratra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traité.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Sceau, & sous le Seing & Paraphe ordinaire de nostre Greffier, le vingt-huitiesme jour de Juillet, l'An mille six cent soixante sept. *J. van Gent, v. Par* Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. *N. Ruyfch.*

*Sequuntur Instrumenta Ratificationis Domini
Regis Magnæ Britannie.*

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britannie, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentis Litteras inspecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Heller & Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiaris dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda, Hieronymo van Beverningk, Petro de Huybert, Alardo Petro Jongestel, & Ludolpho Tiarda de Sterckenborg*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima ejusdem mensis Anni præsentis, Tractatum Pacis & Reconciliationis Bredæ concluderint & subscripserint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud, singulosque Articulos in eo comprehensos gratos, acceptosque habentes, eos tam nostro, quam Heredum, Successorum Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratosque habemus, totumque fide & Jurejurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum Bonorum tam præsentium, quam futurorum, Nos servaturos & impleturos pollicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè, aut alio quovis modo. In cuius rei fidem præsentis propria manu subscripsimus, easque Magnæ Angliæ Sigillo munivi jussimus. Datum apud Westmonasterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ Salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo; Nostris vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britannie, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentis Litteras inspecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Heller & Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiaris dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda, Hieronymo van Beverningk, Petro de Huybert, Alardo Petro Jongestel, & Ludolpho Tiarda de Sterckenborg*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima die ejusdem mensis Anni præsentis, præcedentem Articulum separatim Bredæ concluderint & subscripserint.

Nos dictum Articulum separatim acceptumque habentes, eum tam nostro, quam Heredum, Successorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum ratumque habemus. In cuius rei fidem præsentis manu subscripsimus, easque Magnæ Angliæ Sigillo munivi jussimus. Datum apud Westmonasterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ Salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. Nostris vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

*Sequitur Instrumentum Ratificationis Dominorum
Ordinum Generalium.*

Ordines Generales Fœderati Belgii, Consilare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut

quomodo libet interesse poterit. Quoniam post Belli adeo cruenti incendium, quod aliquot retrò annis inter Coronam Angliæ, atque hunc Statum tantopere flagravat, iusto desiderio ac propensâ voluntate moti sumus ad extinguendum illud Bellum, cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO, Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Rege, contrahere sinceram Pacem & inire strictam, firmam mutamque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendenda & conservanda libertate ac Jure utriusque Nationis & Commercii; Et desiderantes hujus salutaris operis progressum, necessarium duximus Bredam, locum ad Pacis Tractatum destinatum, deputare atque eo alegare Extraordinarios Deputatos & Plenipotentiaris nostros, ut cum summæ memoratæ Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiaris, ibidem convenirent de strictâ, firmâ, sincerâ & mutâ Amicitia, Unione & Confœderatione utrimque colenda & observanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis, nomine utriusque Partis, Fœdus mutuum pepigerunt & concluderunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem conveniunt, quorum tenor is est, qui hic & infra verbotenus sequitur insertus.

Proinde prædictum ac supra hic insertum Pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Instrumentum, cum Serenissime Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiaris, per dictos Deputatos & Plenipotentiaris nostros in ordinem redactum in omnibus Punctis & Clausulis approbavimus & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præsentium, illud approbamus & ratum habemus, spondentes Nos dictum Instrumentum in omnibus Punctis & Articulis suis inviolabiliter servaturos, ac Impleturos, neque passuros esse ut à quoquam ullo modo infringatur, ledatur vel violeatur. In quorum fidem & robur hæcæ per nostri Confessus Præsidentem signari, à Graphiano subscripti, & majori Sigillo Nostro muniti fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum die 20. Augusti 1667. *Et sua Clausura*. Ad Mandatum athenememotarium Dominorum Ordinum Generalium: *N. Ruyfch.*

Comme ainsi soit, que durant la Negotiation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, il y ait eu question & debat sur l'application des Articles 6, 7, & 8 de leur Traité de l'An 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui se pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous subsignez Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de Suede, & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, declarons que l'on est convenu que lesdits Articles 6, 7, & 8 dudit Traité de l'An 1662. seront mis dans le Traité conclu ce jourd'uy sans aucune alteration ou addition, ainsi qu'ils ont esté interez dans celui de l'An 1662. Et addeurons en outre les Sieurs Deputez des Seigneurs Estats Généraux de par les Sieurs Ambassadeurs d'Angleterre, que ce n'est ni sera jamais l'intention du Roi de la Grande Bretagne de se vouloir servir du contenu desdits trois Articles au préjudice d'aucuns Officiers ou Soldats ou de quelques autres Personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, pour avoir suivi la partie contraire, durant cette Guerre, ou de les appliquer contre aucun Ministre de la Parole de Dieu ou des autres Gens qui au regard de la Religion, du Culte Divin, ou de la non-conformité dans les ceremonies d'icelui se sont déjà retirés ou se pourroient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obéissance de Messieurs les Estats, pourveu qu'ils s'y comportent en des autres choses modérément & paisiblement, & qu'ils ne soient pas coupables de quelque crime contre l'Etat qui les rende sujets à la peine que portent ces Articles.

En foi dequoy nous avons signé le present Acte à Breda ce trente unième Juillet 1667.

(L.S.) *George Flemmingh.* (L.S.) *Christophe Delphique de Dbona.*

Comme ainsi soit que sur l'extension de l'Article deuxième de l'Acte séparé, contenant un interim & une provision sur le fait des Placards du Commerce dont Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO
1667.

ANNO 1667. gneurs Etats Généraux des Provinces-Unies sont con-
venus ce jourd'hui, il y ait en difficulté sur les mots
suivants : *inferre vasia & navia Mercenaria que in*
Germania inferiore vel superiore producia, eas aut
manus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones
Usi Belii vel per Terras vel per Flumina ad Por-
tus Marium s' subvehi solent, ut inde per Mare trans-
portentur : A sçavoir si ceux de non nisi y seroient in-
ferrez ou non : Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre
ayants soutenu qu'ils ne pouvoient consentir qu'ils fus-
sent rayez, parce qu'ils sont conformes au texte du Pla-
cart de l'encouragement de l'an 1660. publié de par
Sa Majesté de la Grande Bretagne avec connoissance
de son Parlement.

Et Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des
Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies ap-
prehendans que l'on pourroit donner telle application
à cette période, que par là on renverroient toute la vi-
gueur dudit Article, sous pretexte que les Marchandises
venantes & descendantes de l'Allemagne haute &
basse le long des Rivières ou par la voye de Terre jus-
ques aux Pays des Provinces-Unies peuvent aussi com-
modement estre transférées par des autres endroits ou
par des autres Ports.

Nous sousignez Ambassadeurs Extraordinaires de
Sa Majesté de Suede & Mediateurs pour les Affaires
de cette Negotiation, attestons & declaron pour plus
grande feureté des Seigneurs les Etats susdits, que ce
n'a nullement esté l'intention de Messieurs les Ambas-
sadeurs d'Angleterre de tirer cette conséquence de cette
Clause ou desdits mots non nisi, mais qu'au contraire
ils se sont declarés iterativement en nostre presence de
bouche & en effect aussi dans le Project d'un Aste
qu'ils avoient minuté pour cette fin, qu'ils ne pretendent
pas, que les Sujets desdits Seigneurs les Etats Généraux
puissent être inquiétez par aucune dispute de cette natu-
re, mais qu'au contraire ils auront la faculté & la li-
berté toute entiere pour le transport de toutes les Mar-
chandises venantes & descendantes comme dessus pour
les porter & debiter dans leurs Vaisseaux en Angleter-
re, & ainsy qu'il y eust moins d'obscureté ou de contra-
diction dans ladite période, qu'après les mots *ad Portus*
Maritimos on a fait insérer de commun accord & con-
cert les mots *plurimum commodius & usitatus*, &
qu'ainsy l'Article est demeuré dans les termes suivans :
hactenus sive Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Sub-
ditis suis Navibus in Angliam pratero etiam inferre
omnia quavis Mercenaria, que in Germania inferiore
vel superiore producia, eas aut manus elaborata non
nisi per Territoria ac Ditiones Usi Belii, vel per
Terras vel per Flumina ad Portus Maritimos, plurimum
commodius & usitatus subvehi solent, ut inde per
Mare transportentur. En témoin de quoi nous avons
signé la presente Declaration. Fait à Breda le treute
unième Juillet 1667.

(LsS.) Georgius Flemmingh

(L.S.) Christophorus
Delphicus B. ac C.
in Dhona.

XIX.

31 Juill. *Traité de Paix entre FREDERIC III. Roi de*
Danemarck & CHARLES II. Roi d'Angleterre. Avec les DECLARATIONS des Am-
bassadeurs de France sur quelques Articles dudit
Traité. Conclu à Breda le 31. Juillet, 1667.
[FREDERIC LEONARD. Tom. V. En
Latin, mais plus abrégé dans AITZEMA,
Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. XIII.
pag. 402. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 467.
LONDORPII Alia publica Tom. IX. pag.
520 en Allemand. GASTELIUS, de Statu
publico Europæ noviss. pag. 270. en Alle-
mand.]

A TOUTS en general, & à chacun en particulier,
qui y ont intérêt, ou qui peuvent y en avoir.
L'on fait à sçavoir & l'on certifie : Qu'après la Guerre
survenue entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince
Frederic III. Roi de Danemarck, de Norwegue, des
Vandales & des Goths ; & le Serenissime & Tres-Puis-
sant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne &

d'Irlande, à l'occasion de celle qui depuis quelques
années s'étoit allumée entre lui Roi de la Grand' Bre-
tagne, & Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Géné-
raux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par la grace de
Dieu qui a beni l'ouvrage, & par la Mediation du Se-
renissime & Tres-Puissant Prince Charles XI. Roi de
Suede, des Vandales, & des Goths, qui excité par l'a-
mour & affection singuliere qu'il porte aux deux Rois
qui se faisoient entr'eux la Guerre, & aussi à leurs
Royumes, & de plus poussé par le zèle & le desir qu'il
a de travailler au salut de la Chreienté, & à y rétablir
& conserver le repos, s'est interposé comme Media-
teur, & a employé les offices de sincere ami, l'on a
penti de part & d'autre au rétablissement de la Paix, &
que pour y parvenir l'on est convenu de la Ville de
Breda, pour le lieu de l'Assemblée & des Conférences
des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires
entr'eux. Et afin de conduire cete affaire à la perfec-
tion désirée ; Que les Ambassadeurs Extraordinaires
de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, les Très-
Illustres & Tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur
George-Flemmingh libre Baron de Liebelitz, Seigneur
de Nornaas & Liding, Conseiller de sa Royale Majesté
Serenissime de Suede, Senateur du Royaume & Con-
seiller de la Chancellerie ; le Seigneur Christophile van
Delt Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Cor-
winden, Schobiffen, Borgdorff, Slakels & Stibelach,
Mareschal de Camp de sa Royale Majesté-Serenissime
de Suede, Conseiller en son Conseil de Guerre ; & le
Seigneur Pierre Jules Coyer Seigneur Hereditaire de
Bengsboda, & Liengebjord, Chevalier, Conseiller de
la Chancellerie de sa Royale Majesté Serenissime de
Suede, & de son Conseil Aulique, prevenu toutefois
de mort inopinée peu de tems après son arrivée en ce
lieu, pendant qu'il contribuoit par ses Travaux à l'ac-
complissement d'une œuvre si sainte, ont avec sincerité
& promptitude, au nom de leur tres-clement Roi &
Seigneur, employé toute leur industrie, dextérité &
prudence. Comme aussi que les Rois, ci-dessus nom-
mez, se portant à une fin si salutaire, ont commis &
deputé, pour travailler au Traité de la Pacification pre-
sente, leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipo-
tentiaires : c'est à sçavoir le Serenissime & Tres-Puis-
sant Roi de Danemarck & de Norwegue, &c. le Se-
igneur Paul Klingenberg Seigneur Hereditaire de Bus-
trog, Hauroro, & Tollrup, Conseiller de sa Royale
Majesté Serenissime en son Amirat, & Maître
Général des Postes, & le Seigneur Pierre Castius
son Conseiller en ses Conseils ; & le Serenissime &
Tres-Puissant Prince Roi de la Grand' Bretagne, &c.
le Seigneur Denzel Holles Baron d'Yield, Conseiller
de sa Royale Majesté Serenissime en ses Conseils, &
le Seigneur Henri Coventrye, Fils du défunt tres-ho-
noré Thomas Coventrye Garde du grand Sceau d'An-
gleterre, Gentilhomme Privé de sa Chambre, Sena-
teur dans l'Assemblée ou Parlement Souverain d'An-
gleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Ter-
res dans le Royaume d'Irlande, qui après avoir mu-
tuellement & de bonne foi communiqué entr'eux les
Lettres de leurs Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies
sont insérées de mot à mot à la fin du present Traité)
sont convenus des Articles de Paix & d'amitié ci-après
declarez.

I. L'on est convenu, & il a esté conclu & accor-
dé, qu'à l'avenir, à commencer de ce jour, il y au-
ra Paix perpetuelle, ferme, & inviolable entre le Se-
renissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de
Danemarck, de Norwegue, &c. Et le Serenissime &
Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bre-
tagne, entre leurs Heritiers & Successeurs ; comme
aussi entre leurs Royumes, Principautés, Comtez,
Isles, Villes, Fortereffes, leurs Sujets, & les Hab-
itans, de quelque qualité & condition qu'ils soient.
En telle sorte que l'un conserve & procure le bien
& l'avantage de l'autre, comme le sien propre ; &
aussi que l'un empêche & détourne avec toute son in-
dustrie, le dommage & la ruine de l'autre. En con-
sideration dequoy, la liberté de la Navigation & du
Commerce demeure mutuelle & reciproque aux Sujets
de l'un & de l'autre Roi ; comme aussi d'entrer, se-
journer, & négotier avec leurs Marchandises dans les
Places de Commerce, Havres & Rivières de l'un & de
l'autre.

II. Tous Actes d'inimitié, de Guerre & d'hostilité
cesseront en vertu du present Traité, tant par Mer que
par Terre, entre les Rois ci-dessus nommez, leurs
Royumes, Principautés, Sujets, & Habitans : c'est à
sçavoir

ANNO
1667.

sevoir dans la Mer Boreale ou du Septentrion, dans la Mer Baltique, comme aussi dans le Canal (ou Manche) d'Angleterre, dans le vingt-unième jour; & depuis l'entrée du Canal ou Détroit jusques au Cap de S. Vincent, dans le terme de six semaines. Et cesseront pareillement dans l'espace de six semaines, depuis ce même Cap, jusques à la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant à la Mer Océane, qu'en la Mer Méditerranée. Et finalement dans l'espace de huit mois ils cesseront au delà de l'Equateur par toute la Terre sans aucune exception, ou distinction plus étendue de tems ou de lieu. Tous les jours, les semaines, & les mois exprimez se comptant du jour de la signature du présent Traité, & de la Publication qui en sera faite en cette Ville de Breda. Et les jours ci-dessus préfix étant passez, tout ce qui aura été pris & occupé par l'un ou l'autre des Rois, ou par ceux qui sont à leur service, à qui l'on aura donné des Commissions pour aller en cours, sera rendu le même, & entier à icelui, ou à ceux à qui il aura été pris; qui seront pleinement dédommages des pertes, dépenses & frais qu'ils auront faits pour ce sujet. Et ceux qui commettront quelque attentat en cette partie, seront punis chacun d'eux selon le merite du délit.

III. Il a été aussi accordé & conclu, que de part & d'autre toutes les discordes, soupçons, desiances & mauvaises intentions, tant de la part du Serenissime Roi de Danemarck, que de celle du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne, comme aussi en ce qui touche leurs Ministres, Officiers & Sujets, demeureront supprimées & ensevelies dans un oubli, ou amnistie perpétuelle. Mais en outre par le présent Traité la mémoire sera pour jamais abolie & effacée de tous les dommages, offenses & injures qu'ils ont faites l'un à l'autre tant de fait que de paroles, ou par écrit, incontinent après la Guerre commencée jusques à ce jour, & terme de tems prescrit & limité: auquel toutes diffusions, discordes, différends, mesintelligencez, & inimitiez, cesseront & demeureront assoupies; notamment l'attaque & défense qui furent faites dans le Port de la Ville de Berghes en Norwege, & généralement de ce qui s'y passa, ou qui peut dépendre de cet événement. En sorte que l'une des Parties ne cause aucun trouble ou empêchement à l'autre sous quelque prétexte que ce soit, tant s'en faut qu'elle attente ou entreprenne de faire aucun Acte d'hostilité, pour raison de quelque perte, offense, ou dépense soufferte en suite de cet accident.

IV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront mis en liberté sans payer aucune rançon.

V. Tous les Navires, Biens & autres choses semblables, qui ont été prises réciproquement par l'un sur l'autre pendant l'embrasement & les troubles de la Guerre faite entre les deux Rois susmentionnez & leurs Sujets: ou les Biens & prétentions qui ont été confisquées par l'une des Nations sur les Sujets de l'autre, ou qui ont été prises & enlevées; comme encore tous les frais de la Guerre faits de part & d'autre, demeureront également compensés, sans que l'on en fasse jamais question ou demande. Comme aussi sont comprises dans cette compensation les Dettes actives des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui ont été confisquées par le Roi de Danemarck. S'entend, que toutes les Dettes de cette nature, qui depuis le dixième Mai vicié stile, & vingtième du nouveau, auront été payées par ses Sujets; & par lui reçues en vertu de la confiscation & des Lettres de représailles, demeureront éteintes, comme ayant été acquittées. Et qu'à l'avenir il ne soit point permis aux Creanciers de telles Dettes, de prétendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au paiement; moins encore par autre raison sous quelque prétexte que ce soit. Mais il sera licite & permis aux Sujets du Roi de la Grand' Bretagne de demander & poursuivre par les voyes de Droit & ordinaires de la Justice, le payement de telles Dettes confisquées qui n'auront point encore été payées & reçues au jour ci-dessus déclaré. Excepté toutefois la Somme de six-vingt mille Risdales plus ou moins, qui provient de certains différends survenus entre le Roi de Danemarck & de Norwege Christian IV. de glorieuse mémoire, & le Parlement d'Angleterre, à cause du secours qu'il envoya au défunt de glorieuse mémoire Charles I. Roi de la Grand' Bretagne; pour laquelle Somme le Serenissime Roi de Danemarck & de Norwege, s'est obligé, & en a donné son obligation à la Compagnie de certains Marchands Anglois, qui nego-

cient à Hambourg, & qui présentement y sont leur demeure, ou l'y ont ci-devant faite. Laquelle prétention de six-vingt mille Risdales, plus ou moins, étant détruite par la confiscation, demeurera par le présent Traité annulée, éteinte & abolie, en sorte, que les Creanciers de telle Dette ne pourront en cette qualité, présentement ni à l'avenir, demander ou prétendre quoi que ce soit. Comme aussi l'on est convenu & demeuré d'accord par paroles tres expressees, que l'on ne fera point revivre, ni l'on ne renouvellera aucune prétention pour raison des Navires & Biens pris & enlevés de la sorte, & pour les Dettes deues aux Creanciers, abolies & supprimées par la confiscation, selon qu'il vient d'être déclaré ci-dessus. Mais que toutes soient réputées & tenues pour annulées, éteintes & abolies de part & d'autre au moyen de la compensation solennelle qui s'en fait. S'entendant toutefois, que les Terres & Biens Immeubles ne sont point compris dans cette annulation & extinction, mais qu'ils soient sans difficulté & empêchement quelconque restitués à ceux qui en étoient Possesseurs & Propriétaires avant la Déclaration de la présente Guerre.

VI. Il a été aussi accordé, & l'on est convenu, que sous la compensation ci-dessus, l'on n'a point entendu y comprendre les Paix, Villes, Forteresses, ou les Ports, ni autres Lieux de cette nature. Et au cas qu'il se trouvât que l'une des Parties durant le cours de la Guerre se fût emparé de quelque'un de cette qualité, soit au dedans de l'Europe ou au dehors, ou qu'il s'en rendit le maître dans le tems limité par le second Article; il sera incontinent, sans aucun délai, tergiversation, ni allegation d'aucun prétexte, restitué tel qu'il soit à qui il appartenait auparavant; avec toutes les plus petites choses qui en dépendent, & au même état qu'il étoit, lors qu'il a été pris, sans qu'il puisse être retenu par forme de compensation ou de dédommagement.

VII. Seront compris dans le présent Traité ceux qui devant l'échange des Ratifications, ou après dans les six mois suivans, seront nommez du consentement de l'une & de l'autre des Parties. Et comme elles, qui traitent ensemble, reconnoissent avec gratitude les sinceres offices, & continuel zèle & affection, avec lesquels le Roi Serenissime de Suede, assisté du secours & aide divine, a avancé ce salutaire ouvrage de Pacification; pour lui témoigner réciproquement une pareille affection, il a été ordonné par le consentement commun de toutes les Parties, que la Royale Majesté Serenissime, ci-dessus nommée, soit comprise & incluse dans le présent Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il se peut; avec tous ses Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

VIII. Il a été finalement conclu, arrêté, & accordé, que les ci-dessus nommez, Serenissimes & Tres-puissans Rois, garderont & observeront avec sincérité & de bonne foi, le contenu du présent Traité, & qu'ils le seront inviolablement garder & entretenir par leurs Sujets & Habitans de leurs Paix, & qu'ils n'y contreviendront directement ni indirectement; & ne permettront qu'il y soit contrevenu en aucune manière par leurs Sujets, ou par ceux qui sont leur demeure dans leurs Royaumes: & qu'ils en ratifieront & confirmeront tous les Points & Articles, comme ils sont ci-dessus accordez, par Lettres Patentes souscrites de leurs propres mains, & scellées de leurs grands Sceaux, conquis & écrites en forme suffisante pour leur donner autorité, & faire sortir effet. Lesquelles Lettres Patentes, seront réciproquement échangées dans le tems de quatre semaines prochaines, ou plutôt si faire se peut, après la date des Présentes, & les donneront dans cette Ville de Breda, ou les y feront donner de bonne foi, réellement, & de fait.

Et pour faire foi de toutes les choses ci-dessus & de chacune d'elles, & pour leur donner plus de force & d'autorité: Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons sousigné de nos mains le présent Traité & Acte, avec les Illustrißimes & Excellentissimes Seigneurs les Ambassadeurs Extraordinaires Mediateurs à Breda, le trente-unième Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) George Flemmingh.

Holles.

(L.S.) Henry Coventrye.

Christophe Delphique de Dhona.

Paul Klingenberg.
Pierre Carlsius.

Cov-

ANNO
1667.

ANNO
1667.*Commission des Plenipotentiaires du Serenissime Roi
de Danemarck.*

FREDERIC III. par la grace de Dieu Roi de Danemarck, de Norwege, des Goths, & Vandales, Duc de Sleswick, de Holstein, de Stormar & de Dithmarke, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorst. Notre intention est que tous en general & chacun en particulier, sçachent que la Guerre s'étant émue entre Nous, le Serenissime Tres-Puissant, Tres-Christien Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre; & les Hauts & Puissans Seigneurs, les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. d'autre part; & que des Traitez solennels ayant esté commencez dans la Ville de Breda; pour accommoder les différens qui ont esté jusques ici entre les Parties: Nous avons constitué, député & commis, comme par ces Presentes Nous constituons, deputons & commettons pour y assister. Nobles & honnestes nos sincerement & fidelement bien-amez Paul Klingenberg Conseiller de nostre Admirauté, & Maître General des Postes; & Pierre Carisius nostre Conseiller & Resident près les susnommez Seigneurs Estats Généraux; ausquels Nous donnons plein & entier Pouvoir de negocier & traiter en nostre nom avec le Commisfaire député ou Commisfares deputez par le ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, garnis de Pouvoirs suffisans pour le même effet, de tous les différens que nous avons avec lui; de les accorder, terminer & conclure, & de faire en outre toutes les choses qui peuvent contribuer à assoupir & éteindre les mesintelligence & inimitiez secretes qui pourroient estre entre Nous & le susmentionné Roi de la Grand' Bretagne; & qui sembleront pouvoir rétablir l'ancienne amitié & concorde. Nous obligeant & promettant en parole de Roi, de confirmer & ratifier tout ce que les dénommez ci-dessus, nos Plenipotentiaires auront traité, négocié & conclu; & de ne rien faire de nostre part, & de ne fournir qu'il soit fait aucune chose, qui en quelque maniere que ce puisse estre y repugne, & puisse y estre contraire: en foi dequoi Nous avons signé les Presentes de nostre main, & pour les autoriser avons commandé, qu'elles fussent scellées de nostre Sceau Royal. Donné en nostre Château de Copenhague, le sixième jour d'Avril mil six cents soixante sept. *Signé, FREDERIC. Et plus bas, BIERMAN.*

Les soussignez Plenipotentiaires de sa Royale Majesté Serenissime de Danemarck & de Norwege, après avoir exactement collationné, certifié que les Lettres de Procuration & Pouvoir ci-dessus transcrites, conviennent avec l'Original en tous les Points & toutes les périodes. Fait à Breda le 21. Mai 1667. PAUL KLINGENBERG. P. CARISIUS.

*Procuration de la part du Serenissime Roi de la
Grand' Bretagne.*

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grand' Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques différens entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: sur quoi étant arrivé que le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Suede, ami commun, eût offert sa Mediation qui Nous eût tres-recommandable, & en même-tems lesdits Estats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nostre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commisfares & Députez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-Puissans Princes les Roys Tres-Christien & de Danemarck, pour travailler ensemble à appaiser ces différens, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligé, & comme contrainct malgré Nous de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces différens par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir & à la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix: A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs Extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables

de nous servir en cette affaire, sçavoir nostre très-fidèle & tres-ami Conseiller *Denzel Holler*, Baron de Hleid, & nostre ami & fidele *Henry Coventry*, Fils de respectable Thomas Baron de Coventry; autrefois Garde du grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Sénateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commisfaire déstiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conférer, traiter & conclure ladite Paix avec les Commisfares & Députez des susdits Roys, & Estats Généraux.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent expérimenté la prudence, intégrité, fidélité & industrie de nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Nous confians entièrement en eux, Nous les avons ordonné & député, & par ces Presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commisfares, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement général & special en nostre nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses nécessaires, pour avec les Commisfares respectifs des Roys & Estats susmentionnez, ayant suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à ôter tous les différens susdits sous les Articles & conditions reciproques de rétablir & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu, & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens nécessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront résolues entre nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & ceux des Estats Généraux, mais au contraire d'exécuter & observer inviolablement & religieusement tout ce qui sera promis en nostre nom sur ce sujet. En témoignage dequoi nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Donné à Westminster le quinzeième du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neufième de nostre Regne. *Ainsi signé, CHARLES, Roy.*

*Ratification du Roi de Danemarck du Traité de Paix
conclu à Breda le 31. Juillet stile nouveau 1667.
entre luy & le Roy de la Grand' Bretagne.*

FREDERIC III. par la grace de Dieu, Roi de Danemarck & de Norwege, des Goths & des Vandales, Duc de Sleswick, de Holstein, Stormar & de Dithmarke, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst: A tous ceux qu'il appartient, ou pourra appartenir pour leur intérêt, & chacun en particulier. Nous desirons par ces Presentes donner à connoître, témoigner & certifier, que s'étant tenu depuis peu dans la Ville de Breda une Assemblée solennelle, pour éteindre l'embrasement de la funeste Guerre qui avoit esté allumée entre Nous, le Serenissime, Tres-Puissant & Tres-Christien Prince Louis XIV. Roy de France & de Navarre, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part; Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, d'autre part: Nous avons envoyé à cette même Assemblée Nobles & honnestes nos chers & bien-amez Paul Klingenberg Conseiller en nostre Admirauté, & Maître Général des Postes, & Pierre Carisius aussi nostre Conseiller, afin qu'ils entraissent en Conference avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires du ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, & qu'ils traitassent pour accommoder & accorder les différens & diffensions qui étoient entre Nous. Ce qui par la benediction de Dieu a reüssi, de sorte que l'Accord s'en est ensuivi, & l'on a consenti à la Paix de part & d'autre, & sous certaines conditions, dont l'Acte est conçu de mot à mot, comme il ensuit, &c.

*Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France sur
le cinquième Article du Traité entre l'Angleterre &
le Danemarck.*

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, declaronz que dans l'Article V. du Traité fait & conclu ce jourd'hui entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi de Danemarck, on n'a entendu parler que de l'abolition de la Dette de six vingts mille Richedales; plus ou moins, pour lesquelles

ANNO
1667.

ANNO
1667.

quelles ledit Seigneur Roi de Danemarck s'est obligé envers la Compagnie des Marchands Anglois, établie à Hambourg, sans prejudice des autres Dettes pour lesquelles ledit Seigneur Roi se pourroit être obligé envers d'autres Sujets de Sa Majesté Britannique, lesquelles on n'a point entendu éteindre & abolir par le present Traité. En témoin dequoy nous avons signé la presente Declaration. Fait & passé à Breda le 31. Juillet 1667.

(L.S.) d'Estrades. (L.S.) Courtin.

*Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France
touchant le Droit du Sund.*

Nous ci-dessous denommés, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roy de France, Godefroy, Comte d'Estrades, Lieutenant General dans les Armées de Sa Majesté, & Chevalier de ses Ordres, Gouverneur de Dunkerque, Maitre perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maitre des Requestes; & conjointement Nous les Députés, Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas, pour les présents Traitez de Paix, Jérôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everwerdt, &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Etats de Zelande, & Allard Pierre Jonghtal premier Conseiller & Président de la Cour Souveraine de la Province de Frise, faisons à sçavoir, certifions & attestons qu'à cause du différent & contestation survenu dans ces Traitez de Paix; qui déjà ont été conclus en ce lieu entre le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarck, & le Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne; pour raison du payement du Peage & Droit d'Entrée que les Sujets de l'un des deux Rois feront à l'avenir tenus de payer pour raison de leurs Navires & Marchandises, dans les Ports & Rivières de l'autre; & à cause aussi que de la part du Roy de Danemarck dans le Projet donné par ses Plenipotentiaires aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre, la période suivante avoit été inserée à la fin du premier Article en ces termes.

„Et comme l'un & l'autre Roi a le Pouvoir Souverain & le Droit entier sans qu'on le puisse mettre en controverse ou le disputer, de disposer & ordonner des Impositions & Peages dans leurs propres Seigneuries & Terres de leur Domination; pareillement aussi les Sujets de l'un payeront autant de Peages & d'impositions dans les Royaumes, Principautés, Isles, Villes, Havres & Rivières de l'autre, que chacune des Parties pour son regard trouvera à propos qu'il se peut faire pour son service, utilité & profit; & en la même manière que les autres Nations Estrangeres avec lesquelles il n'y a point de Conventions particulieres pour ce sujet, sont obligées de payer. Toutefois au passage du Sund l'on n'exigera point des Vaisseaux Anglois, & des Marchandises dont ils seront chargez, & ils ne payeront point de Peage & d'imposition plus grande que celle qui estoit exigée d'eux, & qu'ils payoient en l'an mil six cens cinquante.”

Mais que de la part d'Angleterre l'on n'a pas voulu mettre cette clause, sinon avec cette condition: Qu'au regard du Peage qui se paye au passage du Sund, au lieu de l'année mil six cens cinquante l'on appoist l'an mil six cens cinquante-deux. Ce que toutefois l'on n'a pu persuader aux Plenipotentiaires de Danemarck, quelle raison qu'on leur ait apportée, assurant & affirmant que dans leurs Instructions il n'y avoit rien qui touchast ce point. C'est pourquoy on leur a proposé cet expedient pour temperament; Que l'on retranchast entierement de cet Article la période qui seroit quelque mention des Peages & Imposts; à quoy enfin les ci-dessus nommez Plenipotentiaires Danois ont consenti, principalement induits par le desir de rétablir la Paix tant souhaitée. A condition toutefois, que Nous susnommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires rendissions témoignage que la Negociation s'est faite & passée de la sorte, comme nous l'attestons & certifions par le present Acte souscrit de nos mains, avec l'apposition du Cachet de nos Armes pour l'autoriser d'autant plus. Fait à Breda le trente unième Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) d'Estrades. (L.S.) Courtin.

*Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France
touchant les Orcades.*

ANNO
1667.

Nous ci-dessous dénommez, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roi de France, Godefroy Comte d'Estrades, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majesté, & Chevalier des Ordres de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerque, Maitre perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maitre des Requestes; & conjointement Nous les Députés Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas pour les présents Traitez de Paix, Jérôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everwerdt, &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Etats de Zelande, & Allard Pierre Jonghtal premier Conseiller & Président de la Cour Souveraine de la Province de Frise; Faisons à sçavoir, certifions, & attestons, que dans les présents Traitez de Paix faits & conclus en ce lieu, entre le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarck & de Norwege Frederic III. & le Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne Charles II. l'on a demandé de la part de Danemarck avec des instances tres-pressantes la restitution des isles appelées Orcades & de Hitland; pour laquelle fin Messieurs les Plenipotentiaires de Danemarck ont inseré l'Article suivant dans le Projet de leur Traité, qu'ils ont communiqué à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre.

„D'autant que l'on a prouvé suffisamment par des Titres, que depuis plusieurs siecles les Isles Orcades ont appartenu au Royaume du Norwege par une subjection inseparable & inalienable, & luy appartenent encore; & qu'elles ont été engagées & hypothéquées au Roy d'Escoffe pour une certaine Somme d'argent, à condition qu'elles seroient rendues & restituées, en remboursant & payant la même Somme, & qu'elles retourneroient & seroient reunies au Royaume de Norwege; & bien que de la part de Danemarck le remboursement de cette même Somme ait été souventes fois offert; & que nonobstant cela la restitution n'en ait point été faite; l'on est demeuré d'accord ensemble, & l'on est convenu, par desir & affection principalement, que l'on a d'obvier aux troubles & dissensions & de les empêcher, qu'à l'occasion de ce différend pourroient naître entre les Serenissimes Rois de Danemarck & d'Angleterre, que les susnommées Isles appelées les Orcades & Hitland, soient restituées & rendues au Roi de Danemarck; ou à tel autre à qui il donnera Pouvoir de les recevoir, en l'estat qu'elles se trouvent à present sans en rien retenir, & sans retardement.”

A laquelle proposition Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre ont répondu de leur part: Qu'ils n'avoient aucune Instruction sur cette affaire, & qu'ils desiroient que cet Article fust rayé & effacé du Projet, veu principalement qu'il ne touchoit en rien le present Traité de Paix, & que l'on ne pouvoit pas l'insérer, ni lui donner place entre les autres.

Ce que Nous soussignez avons pareillement reconnu. C'est pourquoy les Seigneurs Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarck & de Norwege, portez sur tout d'affection pour la Paix si ardemment souhaitée, & afin que cette affaire si salutaire ne souffrist de retardement de ce côté-là, ont finalement consenti, que cet Article touchant les Orcades & Hitland fust rayé & effacé de leur Projet. A condition toutefois que la suspension & surseance de la demande de restitution de ces Isles soit entendue, sans qu'elle porte prejudice aux Droits de leur Seigneur Roi Serenissime, & sans qu'elle déroge en quoy que ce soit à ses pretentions; qui subsistent entieres & manifestes, jusques à une plus favorable occasion, soit qu'elle se presente plutôt ou plus tard, afin d'en demander la restitution, suivant telles pretentions.

Surquoy l'on est demeuré d'accord, & l'on a promis que Nous ci-dessous dénommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, conjointement avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Serenissime Roi de Suede, donnerons attestation de ce que dessus pour certitude plus ample de la vérité du fait, comme la donnons de bonne foy par le present Acte signé de nos mains, auquel pour donner plus d'autorité

Nous

DU DROIT DES GENS.

57

ANNO 1667. Nous avons apposé le Cachet de nos Armes. Fait à Breda le trente-unième jour de Juillet l'an mil six cent soixante sept.

(L.S.) D'ESTRADES. (L.S.) COURTIN.

Acte de la Publication de la Paix de la part des Plénipotentiaires de Danemarck.

Nous Paul Klíngenberg & Pierre Carissus Plénipotentiaires de Sa Majesté Serénissime le Roi de Danemarck, faisons à sçavoir à tous qu'il appartiendra, & attestons qu'en vertu du Traité conclu & arrêté en cette Ville de Breda le trente-unième jour de Juillet passé, stile nouveau, & le vingt-unième stile ancien, la Paix plus stable & ferme qu'auparavant, & l'amitié sincère ont été renouvelées entre le Serénissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarck & de Norwege, des Vandales & des Goths, &c. Et le Serénissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne; pareillement entre leurs Royaumes, Principautés, Comtez, Isles & Seigneuries. Et qu'aujourd'hui, date des Présentes, les Ratifications données par les deux Rois susnommés ont été échangées mutuellement; & partant que le libre exercice du Commerce est entièrement & sans réserve ni restriction rétabli en sa première vigueur. Et la Publication qui a déjà été faite ici d'un consentement mutuel, servira de règle, & sera le terme, suivant lequel tous Actes d'inimitié & d'hostilité doivent cesser, & la Paix commencer, comme cela se peut voir plus particulièrement dans le second Article du présent Traité. En cette manière toutefois, que le premier terme & jour de la cessation des hostilités commence dans la Mer Septentrionale, dans la Mer Baltique, & le Canal, le quatrième de Septembre selon l'ancien stile. Le second jusques au Cap Saint Vincent commence le vingt-deuxième Septembre stile ancien. Et le troisième terme pour ce qui regarde les Mers au delà du Cap Saint Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans l'Océan que dans la Mer Méditerranée, commencera le vingt-troisième Octobre pareillement selon l'ancien stile. Et finalement le quatrième terme, auquel doivent cesser les hostilités au delà de la Ligne Equinoxiale par toute la Terre, le quatorzième Avril ancien stile de l'année mil six cent soixante huit. Et pour d'autant plus autoriser ce que dessus, Nous avons signé les Présentes de nos mains, & les avons fait publier à haute voix & son de trompe dans la Ville de Breda, ce jourd'hui vingt-quatrième Août selon le stile nouveau, & le quatorzième selon l'ancien.

(L.S.) PAUL KLINGENBERG.

(L.S.) PIERRE CARISUS.

XX.

22. Août. (1) *Traité d'Alliance défensive entre divers Princes du Cercle de WESTPHALIE, & autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de COLOGNE, l'Electeur de BRANDEBOURG, les Princes de BRUNSWICK & LUNEBOURG &c. Fait à Brunswick, le 22. Août, 1667: [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 746. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. Abtheil. II. pag. 342. en François comme ici, & comme il paroît, tiré de la même source.]*

Les Seigneurs Electeurs de Cologne & de Brandebourg, ensemble les Seigneurs Evêque d'Osna-brug & George Guillaume, comme aussi Rodolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, avec la Dame Landgravine & Regente de Hesse-Cassel, ayant ci-devant & dans cette présente conjoncture de tems diligemment considéré & délibéré sur les moyens de conserver & maintenir les Païs & Peuples que Dieu

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'est pas l'original, on ne l'a mis ici qu'en François.

TOM. VII. PART. I.

leur a confiés & les défendre avec l'assistance divine contre toute violence, afin qu'ils soient maintenus dans une bonne Union, & l'expérience ayant appris que les Constitutions, & Ordonnances faites avec grande peine par le Saint Empire & tous les autres semblables moyens ont été de peu d'effect, ils ont pour l'amour paternelle qu'ils ont pour leursdits Païs jugé très à propos, de persister non seulement dans la confiance & amitié de bons voisins ci-devant établies entre eux, mais aussi de faire entre eux une Alliance défensive plus ferme & plus étroite. C'est pourquoi lesdits Princes & Electeurs ont député & envoyé leurs Conseillers icy à Brunswick qui ont au nom de leurs Seigneurs Principaux, & sous leurs Ratification & approbation traité & conclu une Alliance défensive de la manière suivante.

I. Il y aura entre lesdits Alliez de part & d'autre une sincère & unanime amitié & voisinance, en sorte qu'ils tâcheront de procurer le bien & utilité l'un de l'autre, & s'il leur arrive quelque chose qui les mette en quelque danger, celui que cela regardera en avertira à tems, afin d'éviter les troubles qui en pourroient suivre, & qu'on puisse communiquer à tems sur le secours promis & qui sera désiré.

II. Cette Alliance défensive, ne sera point offensive à l'égard de personne & encore moins à l'égard de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, mais seulement pour la défense & maintenance des Païs, Peuples, Droits & Prerogatives d'eux.

III. Tous & un chacun Païs des Alliez, qu'ils possèdent maintenant dans le St. Empire seront compris dans la présente Alliance, en telle manière, que si quelques-uns desdits Païs & Peuples desdits Conféderez venoient à être assaillis, ou qu'on vint à commettre contre iceux quelque violence, & entreprises, même en y voulant mettre les Troupes en quartier ou les y faire passer contre les Constitutions de l'Empire & Instrumens de Paix, (sur lesquels est fondée la présente Alliance) & qu'on vult donner atteinte à ladite présente Alliance, & ceux des Alliez à qui telle violence sera faite, en donnant avis & notification préalable & à tems à ses Alliez, seront assistés des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie sans perdre de tems, selon qu'il est accordé & convenu par les Articles suivans.

IV. Mais afin qu'on puisse sçavoir ce que chacun sera obligé de fournir à celui qui sera attaqué ou lésé lors qu'il demandera du secours, il est accordé que son Altesse Electorale de Cologne fournira deux mille quarante Hommes de Cavalerie & seize cens fantassins; sa Serénité Electorale de Brandebourg, mil Hommes de Cavallerie, & deux mil Hommes de Pied, le Prince Serénissime d'Osna-brug mil Chevaux & deux mil Fantassins, le Serénissime Prince George Guillaume deux cens quarante Chevaux, & six cens quarante quatre Fantassins, la Serénité le Duc Rodolphe Auguste deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, la Serénissime Landgravine de Hesse-Cassel deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, lesquels ils tiendront prêts, & les enverront sans perdre de tems, comme il a été dit, quand l'occasion le requerra. Les Alliez tiendront prête aussi la moitié de plus que leurdite cote part, qui même sera augmentée si on le juge convenable.

V. Chacun des Alliez étant averti par celui qui sera molesté, du danger où il sera, sera obligé de lui envoyer le secours promis en Cavallerie & Infanterie dans quatorze jours, à compter du jour que la requisi-tion en aura été faite & ce sans délai. Et qu'il ne le pourra rapeller & faire revenir, à moins que le requérant, n'en eût plus besoin lui-même, ou que l'assillant étant attaqué ou molesté n'en eût besoin pour lui-même.

VI. Mais si plus d'un des Conféderez venoit à être attaqué & à essuyer quelque danger, en ce cas les autres Alliez enverront une partie du secours à l'un des attaqués, & l'autre partie à l'autre de la manière que dessus, & parce qu'il y pourroit faire que semblable secours ne seroit pas suffisant, en ce cas les Alliez seront tenus de prendre des résolutions proportionnées au danger, & de convenir d'un tel secours qu'il soit suffisant pour assister à bon escient celui qui sera attaqué.

VII. Quand le secours effectif aura été envoyé, & qu'il sera arrivé auprès des Troupes & dans le Païs de celui qui l'aura requis, celui à qui ledit secours sera envoyé en aura aussitôt le commandement en Chef, & la direction dans toutes les affaires Militaires, soit qu'il

ANNO 1667.

ANNO 1667. qu'il vienne à agir dans son País ou dans un autre hors de celui des Confederez, mais quand il s'agira d'entreprendre quelque chose, il sera toutes les fois tenu un Conseil de Guerre, comme c'est la coutume.

VIII. Chaque assisnant fournira autant d'Artillerie & autres choses nécessaires avec les Troupes que les cas de la Guerre le requerront, mais si l'on a besoin de grosses pieces de Canon, on les fournira à proportion du besoin du requérant, en cas que ce soit pour agir dans son País, ou dans ceux qui seront le plus près des Alliez, mais en l'un & en l'autre cas, ils seront fournis, & les dommages & reparations en seront payez à parts commun des Alliez.

IX. Chaque Officier des Alliez aura Jurisdiction sur les Troupes qu'ils enverront au requérant, mais s'il arrivoit quelque chose qui requiert un Conseil General de Guerre, on y joindra tous ceux qui y doivent assister, & le President en sera celui qui suivant le septieme Article aura le Directoire, & s'il n'y veut ou ne peut pas y assister, ce sera celui qui sera le premier en charge.

X. Pour l'entretien des Troupes de chaque Allié le requérant sera obligé quand elles seront dans son País ou près des siennes & pendant tout le tems qu'elles seront sous sa direction, de leur fournir des Quartiers & de les traiter comme les siennes propres.

XI. Et afin qu'il n'arrive aucune confusion par la conjunction desdites Troupes tous les Alliez dresseront ensemblement une Ordonnance de Discipline, suivant laquelle toutes les Troupes conjointes seront traitées. Et parce aussi que toutes les Troupes Auxiliaires ne sçauraient porter avec eux toutes leurs Provisions à la fois, le requérant sera obligé de leur fournir les provisions nécessaires pendant qu'elles seront dans son País, & le prix lui en sera restitué par les Alliez à proportion du secours qu'ils sont obligez de fournir.

XII. En outre cette Alliance défensive durera trois ans consecutifs, à compter de la date des presentes, pendant lequel tems elle sera observée & subsistera inviolablement. Et si l'un en la liberté des Alliez de se confederer encore pendant lesdits trois ans pour prolonger encore cette dite Alliance.

XIII. Et si quelques-uns des Confederez étoient encore outre cette Alliance compris dans quelque autre en vertu de laquelle ils seroient tenus de donner quelque secours à d'autres, le secours ne sera fourni qu'en vertu de l'une ou de l'autre Alliance, & il sera libre au requérant de declarer à laquelle des deux Alliances il s'en voudra tenir. Et quand un secours aura été une fois envoyé, il sera soutenu du quantum, de ce que les Confederez devront fournir.

XIV. Et si dans le voisinage il venoit à se faire quelque mouvement dont l'Empire pût recevoir quelque desavantage, les Alliez veulent bien autant qu'en eux fera, apporter tout le soin & la diligence possible, afin que le point de la sureté de l'Empire y soit menagé & qu'il ne soit rien négligé à cet égard.

XV. Et comme dans la Negociation de cette Alliance les Deputez du Seigneur Duc Jean Frederic de Brunswick-Lunebourg qui y ont assisté n'ont pu la signer faute de Mandement special dudit Prince, & que s'en étant exempté ils ont désiré qu'ils la pussent signer dans la suite, cela leur a été accordé, pourvu qu'ils se declarent là dessus avant l'expiration du tems limité pour la Ratification des presentes, comme il est contenu dans l'Article suivant.

XVI. Il est accordé & convenu que les Seigneurs Principaux feront échanger leurs Ratifications icy à Brunswick dans le quatrième d'Octobre prochain, vieux stile. En témoin dequoy ont les Deputez Confederez desdits Seigneurs Princes & Electeurs signé & scellé ces presentes, dont a été dressé un Instrument pour chacun. Ainsi fait à Brunswick le 22. Août 1667

Signé

(L.S.) Henri François Nicolas.
(L.S.) Frederic de Jena.
(L.S.) G. Christ. de Hamerslein.
(L.S.) Paul Joachim de Bulow.
(L.S.) Hierome de Grapendorf.
(L.S.) Regnier Badenhausen.

Vergleich zwischen Breiten Churfürsten / Sachsen und Brandenburg / wegen Ausmünzung der Schieds-Münzen getroffen. Gegeben zu Jünnen den 27. Augusti 1667. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Theil. II. Abtheil. IV. Abt. II. pag. 200.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG, au sujet de la Fabrication de la petite Monnoye appelée Schiede-Muntz. A Jünnen le 27. d'Août 1667.

Wirlichen hochgedacht Churf. Durchlaucht zu Sachsen und Brandenburg / ist den jetzigen Zeitpunkt abgesehen und beschlossen worden: Dass man beym hochwürdigsten Silber-Kauf und des also genannten rechten / unmöglich fallen wird / die Schiede-Münze nach der Reichs-Valuation de Anno 1559. zu beschaffen / unterdessen aus benachbarten landen Böhmen / Schlesien und Polen viele unrichtige Münze in ihrer Churf. Durchlaucht. Lande bringen / das / wegen conformitatis in der Münze / verhoffte Reichs-Conclusum ins Stücken gerath / auch bey nachgehender Reichs-Probations-Sache / eventuelle intercellen Einnahme zu können / dass / wie weit man solcher Ordnung auf eine künftige auszugehen gelangen können. Als wollen Ihre Churf. Durchlaucht. Durchlaucht. dero Münze-Chanzler / hinführo mit der Größten und Feinen Münze-Sachen Bescheidung dergestalt zu verfahren / dass die neue Münze auf 101. Thl. so langausgedehnt werde / bis künftigen in diesem Münze-Münze ein allgemeines Reichs-Conclusum erpisset / Ihr. Churf. Durchlaucht. beruhten ein anders in weiteren Ursache haben werden / Jedoch / dass der Fall des Reichs-Chalkers verbliebe / in. er in der obenmehlten Val. von 100. getreut ist. Zugleich Ihre Churf. Durchlaucht. durchdringen und fürgeordneten Jungelein zur Jünnen am 27. Aug. 1667.

Vergleich zwischen Ihre Königl. Mayest. zu Dänemark 12. Oct. FÜRST. DURCH. CHRISTIAN ALBRECHT, Herzogen zu Schleswig-Holstein andern theils / über die zwischen Ihnen geführten Forderungen und Bescheidungen ratione der Bischöf. Wahl zu Lübeck / der Regierung zu Sundenburg / der Bestung Friedrichs-Ditt 12. Glückstadt den 12. Octobr. 1667. Mit der RATIFICATION von Seiten Ihre Königl. Mayest. in Dänemark / Glückstadt den 23. Octobr. 1667. [Imprimé de la part du Duc de Holstein en 1696. On le trouve aussi dans LONDORP II Aaa publica Part. XII. Lib. XIII. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Continuar. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. Absatz VII. Num. LXXXVII. pag. 180. On en a une une Traduction Françoise dans mon petit Recueil. Tom. I. pag. 149.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre FREDERIC III. Roi de Danemarck, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, sur leurs anciens differents au sujet de l'Élection à l'Évêché de Lübeck, de la Regence commune de Sundenburg, & de la Forteresse de Friderichsorth. A Glückstadt le 12. Octobre 1667. Avec la RATIFICATION du Roi de Danemarck, à Glückstadt le 23. Octobre 1667.

Wir Friederich der Dritte von Gottes Gnaden zu Dänemark / Norwegen / der Wenden und Gothen König / Herzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Dänmarischen Graf

ANNO
1667.

Erst zu Oldenburg und Delmenhorst / zc. Ihm sind und sollen gewisse Mannschaften zu wissen / als zu Besetzung einiger püncten uns und den Hochwürdigsten Durchlauchtigen Fürsten / unsern lieben Vetter und Sohn / Herrn Christiano Albrechten / postulierten Coadjutoren des Stiftes Lübeck / Erbe zu Nordmeyer / Herzogen zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Dithmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / zc. obhandlungserungen und Wohlthätigkeiten beyderseits einige Gesandtschaften / Räthe deputirt und beordert worden / welche sich darüber zu manchem gehen / und nach gehaltenen verschiednen Conferenzen / und reifler Erwägung aller Sachen / endlich einen gewissen Bescheid getroffen und anstehend / des Vortrags / Inhalts / uns solte. Demnach zwischen dem Durchlauchtigen / Grafschafftlichen Fürsten und Herrn / Friedrichen dem Dritten / zu Demmeren / Herten / der Wenden und Göttern König / und dem mal und auch Durchlauchtigen Fürsten und Herrn / Friedrichen / Erben zu Nordmeyer / beiden Herzogen zu Schleswig-Holstein / Stormarn und der Dithmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / zc. eines und andern Theils vor Jahren verschiedene Streitigkeiten und Mißverständnisse sich ereignet / die zum Theil bey dem zu Vorsteh Anno 1648. zwischen der Cron Demmeren und Stormarn aufgesetzten Frieden bereits abgehandelt / und selbst in demselben bestrichen Termino zur Abklärung hienüß schon gebracht worden / aber wegen kurz darauf unter beiderseits beyden Königen entstandener neuen Unruhe darzu nicht kommen konnten / sondern bisher unversöhnt geblieben / dazu auch mancher noch weitere Verschwerungen sich auff beyden Seiten zu finden mercken / und daimher / nachdem vor weniger Zeit hochselig der zu Demmeren Nordmeyer Königl. May. zc. im Fürstenthum Holstein und der Dithmarschen glücklich abgegangen / bey derselben der Herrsch. Durchl. / so ist und Herr / Herr Christian Albrecht / postulierter Coadjutor des Stiftes Lübeck / Erbe zu Nordmeyer / Herzogen zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Dithmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / zc. durch seine gesandtschafftliche Abgesandte und einige Deputation hochsehrwürdiger Herr Kön. Majest. Räthe zu Erledigung obangezogener gravaminum anhalten lassen. Als seynd dann von Seiten Herr Königl. Majest. drey gemeiner Erbsch. und Land-Nach-Erbsch. in den Fürstenthümern Schleswig-Holstein / Gouverneur und Vizegouverneur zu Steinburg in Dithmarschen / und auff Langland / Herr Friedrich von Ahlefeld / auff Seegearten und Graevenstein Erb-Herr / Ritter / so dann allerhöchstdenckwürdiger Herr Königl. Majest. Land-Nach / Amtmann zu Hadersleben / Herr Cay von Ahlefeld / auff Wehlbeck zc. Ritter / und Herr Conradus Wäner der Weiden Licentius / und bey der Königl. Regierung / Consilien in höchsten Fürstenthümern bestellter Rath / allereinst. committirt. welche mit Herr Hochfürst. Durchl. Abgesandten / als Herrn Johann Adolph Kiedman von Kielmarck / auff Sattmühl / Eddorf und Wehdelshult zc. Thum-Probst in Hamburg / Herr Hochfürst. Durchl. Hochberauren geheimen Rath / Regierungszc. und Cammer-Präsidenten / Hoff-Consilien und Amtmann zu Tritow / Weinbeck und Mohrfrieden / wie auch Herr Friedrich Christian Kielman von Kielmarck auff Sattmühl und Eddorf zc. Canonicus des Stiftes Lübeck / und vor hochseligedachter Herr Fürst. Durchl. Hochberauren geheimen und Ober-Cammer-Rath / sammt Herrn Andreas Traumen / auff Eversdörff / hochsehrwürdiger Herr Hochfürst. Durchl. hochberauren Cammer- und Regierungszc. Rath / in Conference getreten / und durch Gottes gnädige Verleihung nach premittirter nöthiger disquisition und Erörterung der postulatum und gravaminum / auch darüber abgefaßten Relationen einen glücklichen Vergleich glücklich getroffen und aufgesetzt / welcher in nachgeschickten Punkten bestehet:

I. Soll zur reftablirung und Erhaltung des respectiv Freund-Vertr. und Schlichtigen alten Vernehmens zwischen Herr Königl. Majest. und Hochfürst. Durchl. alles daffelbe / was den Unionen und alten Verträgen mit dem Königreich Dithmarschen / Fürstenthümern Schleswig-Holstein zc. und incorporierten Landen inwieweils bisher per directum vel indirectum vorgegangen und gehandelt / zu beghen Theilen gänzlich vergesen / aufgehoben und getilgt seyn / und obbesagte Union / auff was Anno 1648. und 1660. durch obig besagte Tractaten gänzlich und zu ewigen Zeiten abgethan / bey ihrem Valeur zu Friede- und Kriegeszeiten / ohne einige Mißverständnisse und Mißdeutung bleiben / und beständig oberviret / auff keiner von dem andern demwider de facto es habe Mahnen wie es wolte / praeagravit und beschworen werden.

II. Was von Herr Hochfürst. Durchl. Herrn Vatters Christmüllerischer Schiedsmittel / mit dem Capitulo zu Lübeck / wegen der Annahm der Mißverständnisse Wahl auff gewisse Fürstliche Personen Gonorffischer Union Anno 1647. den 7. Juli geschlossen / daben lassen Herr Königl. Maj. es beweisen / den / es verpöchten aber Herr Hochfürst. Durchl. bey dem Capitulo möglichst bey ersehener Gelegenheit zu cooperiren / auff daß selbiges mit der Wahl Gelegenheit bey dem Königl. Fürst. Haupt Postleuten zu verbleiben sich ansehnlich mache / daß hinfürto / wann besagte Fürstl. Personen und Generationen von Herr Königl. Majest. und Fürst. Durchl. Nachkommen / so durch Gottes Gnade alsdenn verhandelt / alternativen einer drey gelangt.

III. In dem Fürstl. Ampte Sanderburg wird abgethan Herr Königl. Majest. Herr Fürst. Durchl. die gemeine Regierung

in den zugekauften Adelichen Allodial-Gütern zugehandelt / also daß auch / was dieser halben bey vorstehender Commission noch zu expediren / von beyderseits Herrschafft Commissariis soll verrichtet werden. Zu den seyn-Gütern aber behaltend Herr Königl. Majest. Herr die Ober-Lebens-Herrlichkeit und Gonorffigkeit mit allen deren dependierenden Juribus zuwor.

IV. Die Länderey so vorhin aus der Landes-Matruel wegen der Inflation gegeben / bereits aber wieder bestrich / oder bestrich werden sollen von Herr Hochfürst. Durchl. / wann Sie zum sichern und alten Stande gebracht / der Landes-Matruel wieder inreirt werden.

V. Weil auch bisshero / wann die Reichs- und Gonorff-Hülffe von dem Fürstenthum Holstein an Mannschafft erfordert / Herr Hochfürst. Durchl. den Halbscheid desselben / gestellet / die aus Herr Königl. Majest. Kemptern mit müssen / unterhalten werden / zumahlen das Contingent / so dann von Fürstl. Gonorffischen Antheil in den Lege-Gassen wird gegeben / so viel wie das Königl. nicht ausreicht / als ist es / lieber / daß hinfürto eine jede Herrschafft so viel Mannschafft soll bezeugt seyn zu stellen / als derselben pro rata der Pflanz / die Sie in Fürstenthum Holstein hat / kon beykommen.

VI. Sollen so wohl Herr Königl. May. / als Herr Hochfürst. Durchl. fasshafte Ordre stellen / daß die Hysse auß der Stadt und Ampt Husum / auch Ederstadt / von Ann. 1648. bis 1667. inclusive 1667. Eructe Viehes / ohne Erlegung des grossen Zolls durchgehen lassen / Ihre Hochfürst. Durchl. aber / weil Sietelne Zoll-Freyheit besagten ihren Unterthanen verlehren / den Abgang / so Herr Königl. Majest. daber in Ihrem Antheil erlitten / zu ersetzen sich erlege: So wollen Sie demnach / so wohl dero Haupten / so die certificationen ausgehoben / als die letzte / von welchen sie bey den Zollern eingekauft / wann sie dessen überweisen / dahin ernstlich anhalten / daß sie den bis dato nicht entrichteten Zoll selbst nachlegen und abtragen / dann Herr Königl. Majest. alle Contingent davon kömme erheben.

VII. Wegen der pretension auff die Insel Wulshöved / Weintöndigung in finibus & jure compauli der über und Nießschäfer beyder Heyde / der dreys Reger Landes bey der Weiningstätt / des pretendierten Herren Selbes von den 40. Morgen Landes zu Forderung / Abtragung der extraordinären Verschwerde von dem / was das Fürstliche Antheil Dithmarschen größt ist / als das Königl. Widerauffrichtung der alten Grenz-Pfähle um Ampt Seegeberg / und was von dergleichen Irrungen in den Kemptern oder sonstigen entstanden / oder noch zu besorgen / sollen von Herr Königl. Majest. und Hochfürst. Durchl. gewisse Commissarij auff verschickt werden / welche die Sachen selbst in Augenfein nehmen / beyde Theile nach Nothdurft darüber hören / und dieselbe gütlich vergleichen / oder in Urtheilung dessen / durch Rechtlichen Spruch entscheiden.

IX. Betreffend das Kloster Utersen / so Herr Hochfürst. Durchl. mit unter die gemeine Regierung zu sichen begehrt / ist verglichen / daß der Conventus Cenobialis sampt dem Kloster-Gebäude darunter werde gegeben / die daz gehörige Dorf aber / und gesamte Unterthanen sollen unter den Königl. Antheil / was hin sie gehören / beständig gelassen werden.

X. Der einseitigen Visitation halber gehöriger Adelicher Kirchen / soll von beyderseits General-Superintendenten eine Designation der Kirchen / wiewohl ein oder ander Theil vermerket / daß ihm die simultanea visitatio geschleze / eingesandt / und darauf die Sach nach befinden remediirt werden.

XI. Über die pretension wegen vormals von Herzog Friedrichen Christlichseiligen Andenckens promittirte Beförderung zum Coadjutorat am Erb-Erbsitz Bremen hat man sich dieser Gestalt verglichen / daß / bis Herr Hochfürst. Durchl. dero Erben oder Nachfolgern an der Regierung die 5500. Rthl. vöblig veranlagt / zu Gonorff an stat der drey Schilling / welche vor jedem Erbstuch Vieh so durchgetrieben wird / bisher erlegt werden / hinfürto 1. Mark löschlich entrichtet / und dem auch in Vinzier vor Andenckung auff Königl. Seiten eine Poststätt angelegt werde / wofelbst an stat der drey Schilling so in Andenckung / wann sie nicht vorhin in Schleswig abgetreut / pflegen begahlet zu werden / gleichfalls 1. Mark löschlich abzugeben / davon die Helffte dessen / so an beyden Orten gegeben / Herr Königl. May. die übrige Helffte aber Herr Hochfürst. Durchl. jährlich zu erheben / dahingegen alle Forderung auß die von Herr Königl. May. Herrn Vater Christiano IV. Glorwürdigster Schiedsmittel ausgegebene Verschreibung de dato 13. July Anno 1621. soll ceßiren / und diese so fort bey Vollziehung dieser Vergleichs in originali ausgereicht und cassirt werden.

XII. Was wegen der Besetzung Friedrichs-Dr. ab Seiten Herr Hochfürst. Durchl. bisher wolten controverriert werden / weil dieselbe solches alles aus besonderer Fremd-Neurlichen confidence zu Herr Königl. May. bonte gestellet / als ver-

ANNO
1667.

sprechen

ANNO
1667.

sprechen hingegen Hochgedachte Ihr. Königl. Mayst. zu Bezeugung Ihres Freund- u. Aelterlichen Wohlwollens hienmit / daß Ihre Hochfürstl. Durchl. / dero Posterität / wie auch Leuten / Vätern und Städten aus besagter Festung Friedrichs-Ort kein Nachtheil oder Schaden / einige Unruhe oder Gefahr / es sey zu Friedens- und Kriegs-Zeiten / zugefühet werden soll. Und da sie über besser Wissen und Vermuthen / welches der allerschöfste Gott in Gnaden abwenden wolle / sich einige Kreuz- u. ges-Verfassung oder öffentliche Feinde in diesen Fürstenthümern annehmen sollte / daß alsdann Ihre Hochfürstl. Durchl. / daherum liegende Invertheuten mit keiner absonderlichen Verpflegung oder dergleichen amuthen / sollen onerirt noch beschwert werden / da dergleichen aber de facto beschehen zu seyn / erwiesen würde / daß solches / was sie in die dergleichen gegeben / und erlassen / von den übrigen beyder Fürstenthümern / sämtlichen Eingekessenen soll gut gethan werden / und soll auch hiedurch dem Commercio in Ihrer Hochfürstl. Durchl. Stadt Kiel nichts derogiret / noch die dahin gehende Schiffer bey mehrbesagter Festung Friedrichs-Ort anzulegen / und die eint- / habenden Wahren zum Verkauf alda auszuliefern / angehalten / noch genöthiget werden.

XIII. Weil auch die also genannte persequutions-Sache durch hinc inde beschehene remonstrationen nicht können abgehandelt oder beygelegt werden / so ist doch darenthalten beliebt / dieselbe nach Vorweisung der Union intra annum & diem ohnfehlbar entscheiden zu lassen.

XIV. Wie dann auch von beyden Herren Christen einige Commissarii zu verordnen / welche mit Zuziehung der Deputirten von den vier Städten sich dahin zu bearbeiten / daß durch gütlichen Vergleich das Stadt- u. Gericht und Syndicat wieder auf vorigen Fuß werde gerichtet.

XV. Über der von Ihr. Hochfürstl. Durchl. desiderirten Anstellung des Jolls zu Ulzburg / hat man absehen / Ihre Königl. Mayst. vor eingekessener gnugsamer Nachricht sich nicht oblig genusst zu reformiren / es wird aber Ihre Kon. Maj. democh / wann die vorgeschlagene Verapachtung der Jölle dienlich sollt werden befohlen / sich dieser Postle halber gar leicht mit Ihrer Hochfürstl. Durchl. vergleichen.

XVI. Sonsten wollen Ihr. Königl. Majest. die Obsebloer durch ernstliche Mandata zu Reparirung dessen was ihnen an Mühlen- Dämmen daseibst zu machen gebühret / so fort anweisen / damit der bisherige Abgang verhindert werde.

XVII. Wie sie dann gleichfalls das von Ihrer Fürstl. Durchl. Herrn Vatters Hofe. Abendens ausgegebenes Diploma wegen der Stadt Hamburg / wann selbiges wieder solte an Hand gebracht werden / Ihrer Hochfürstl. Durchl. so fort wollen wieder lassen ausantworten / und sich dessen weiter als sie befüge / niemahls bekümmern / moßen es dann in übrigen auch hienit wird mortificet und abgethan.

XVIII. Des Hiesgangs bey Wiebinghard und Wasserbüschung zwischen Rippen und Zündern halber sollen von Ihr. Kon. Majest. und Hochfürstl. Durchl. forderabschafft nicht interessirte Commissarii benennet werden / die besagte Dörcher in Augenschein nehmen / gewisse Lustigkeits-Teute dazu fordern und darüber definitiv erkennen lassen sollen.

XIX. Dann wollen auch Ihr. Kon. Maj. wann die von den Fürstlichen Invertheuten angelegene Privilegia / so ihnen auff den Handel im Königreich Norwegen verliehen / sollen zum Vorschein gebracht werden / sich darüber allergnädigst gegen sie auslassen.

XX. Weil aber auch von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Vatters schuldiger Gehorsamts bey den in Copenhagen Anno 1658. geschlossenen Tractaten desiderirt / daß die Abolition der bisherig geführten gemeinen Regierung über Prälaten / Ritterschafft und Städte möge vorgenommen werden / solchen passus halber aber von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Abgesandten eingewandt / daß sie darüber nicht wären instruiert / als bleibt selbiges bis zu Ihrer Königl. Mayst. und Hochfürstl. Durchl. künftigen Vereinbahrung ausgefesselt / und weil also die bisshero unter Ihr. Kon. Majest. und Hochfürstl. Durchl. auch dero Herrn Vatters Wohlwollens Abendens vorgeschaltene Freyungen und Beschränkungen / so viel deren specificeirt / obgesetzet moßen / doch auff bedenktes hoher Herrsch. Principalen erfolgende Ratification, von denen daz Eingangs genannten Herrn Deputirten beygelegt und abgethan. Als haben dieselbe zu dessen Bezeugung diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben / und Ihre Fürstenthümern beigebracht. So geschehen in der Kon. Stadt und Besse Glückstadt den 12. Octobr. Anno 1667.

Kap. D. Mefelde.	J. E. Kiekmann.
(L. S.)	(L. S.)
J. D. Mefelde.	Joh. Ad. Kiekmann.
(L. S.)	(L. S.)
Conrad Basemer.	A. Eramer.
(L. S.)	(L. S.)

Daß wir vorgesehnen Vergleich in allen seinen Punkten und Clausulis approbirt / ratificirt und für gültig gehalten / approbiren ratificiren und halten auch denselben hienit für gültig / und versprechen bey Königl. wahren Worten für uns / und uns-

tere Erb-Succesores an der Regierung weder direct noch indirecte darüber zu handeln / noch handeln zu lassen / sondern denselben aller massen beständig nach zu kommen / und zu geleben / hieturmit unser eigenhändigen Unterzeichnung und vorgedruckten Secret- Insigels. Gegeben in Unser Besse Glückstadt den 23. Octobr. Anno 1667.

ANNO
1667.

Friedrich.

(L. S.)
(R. S.)

XXIII.

Friedens-Puncta zwischen dem Herrn Sobiesky Pol. 18. Oct. nischen Cron-Marschalln und Feld-Herrn / Namens des Königs und der Republic Polen eines / und dem Sultan Galga namens des Tartar-Chans und der gangen Crimnischen Gemeinde andern theils vornehm. des kais. / daß des Königs und der Republic Feinde auch des Chans Feinde seyn sollen; wo gegen jene diesem die gewöhnliche jährliche Pension versprechen. Geschlossen unter Podjabec am 18. Octobr. 1667. Mit den 4. Punctis welche zwischen der Cron Polen; und den Zaporonischen Cosacken und dero Feldhern Doroszenko abgehandelt worden / unter Podjabec den 19. Octobr. 1667. [Ibea- trum Europaeum Tom. X. pag. 552.]

C'est-à-dire,

Articles de Paix conclus entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI Maréchal de l'Armée, au nom du Roi & de la Republique de POLOGNE d'une part, & le Sultan GALGA, au nom du Cham & de tous les TARTARES de la CRIMEE d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens propres; en consideration de quoi on lui devra payer la Pension accoutumée. A Podjabec le 18. Octobre 1667. Avec QUATRE autres ARTICLES conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjabec le 19. Octobre 1667.

I. Alles daß jenige / so vergangenen Winter passirt / und bis auff gegenwärtige zeit vorgegangen / soll alles mit einander vergessen / und Gott anheim gestellt seyn / welcher denjenigen / der unsich darzu gegeben hat / wird zu richten wissen.

II. Dazem uns künftige sich einige Mißverständnisse erkun-

den möchten / sollen darumb nicht also bald die Waffen ergrif-

fen / sondern es soll durch gewisse Abgesandte wieder geschlichtet

und componirt werden.

III. Sultan Galga verspricht im Namen des Chans und

seiner Nachkommen / wie auch der gangen Crimnischen Gemein-

de / aller derer jenigen Feind zu seyn / welche seine Kon. Majest.

saint der Republic für Feinde verklären und halten werden / und

daß er sich mit seinen Horden / auf was weß / und wohin seine Kon.

Majest. werden wollen / zu dienste der Republic einstellen werde:

Hingegen verspricht man ihm und allen seinen Horden / hinfürzo

die gewöhnliche jährliche Pension begehrt niedrig zu geben; wie

man sich denn hienit auch verglichen / daß von Polnischen

Seiten einige Gefandten / als Gesel nach Crimn sollen geschickt

werden / welche sich also so lang aufhalten sollen / bis der Tar-

tarische Abgesandte / so auff den Reichs-Zag geschickt werden soll /

sich wieder bey den seinigen mit der Pension wird eingefunden

haben.

IV. Der Cham soll hinfürzo keine Horden in der Ukraine

und seine Königl. Majest. Länder / es seye dann / daß seine Ko-

nigl. Majest. solches wissen und consentiren / zu schicken befüge

seyn.

V. und demnach etliche Herden bey des Chans Arme sich

auffhalten / die unter dessen Commando nicht gehören / als

erbit er sich / im Fall sie hinfürzo sich unterscheiden solten / mit

starken Truppen seiner Kon. Majest. Lande in attaquieren und

zu überfallen / er ihnen keinen Secours zuzuschicken / viel weniger sie

unter seinen Protection nehmen wolle.

VI. Endlich soll auch der Cham schuldig seyn / alle Gefang-

nen / so vorm Jahr unter Eracau genommen worden / bald und

unge-

ANNO 1667. ungefaumet loß zu lassen / zu gleich auch den Hn. Machowsky auff freyen Fuß zu stellen; Desgleichen seiner Königl. Majest. thun wird. So versichert auch der Sultan Salga / daß er auff der Mittelsteine keine Parthey auff Kaub ausschicken / sondern viel mehr solches zu hindern / ihm höchst angelegen seyn lassen wolle.

19. Oct. Pacta, welche gleichfalls zwischen dem Herrn Sobiesky / als Cron- / Marſchall / und dem Dorosenko / als Zaporowischen Feld- Herren / unter Podhayer am 19. Octobr. 1667. aufgerichtet und geschlossen worden. [Theatrum Europaeum Tom. X. pag. 552.]

I. General Amnistie.

II. Daß die Cosacken keine andere Protection, als des Königs von Polen suchen wölen / auch ferner gehalten / daß alle und jede der Cron-Polen Einschiffen / so wol ihre Erb- als Kon. Güter in Friede und Ruhe besitzen und genießen möchten / jedoch daß man reciproce ihnen auch ihre Vorrechte / und sic in geltant vor frey erkennen solle.

III. Wird die Zaporowische Armee ihre Deputirte auff den künftigen Reichs- Tag schicken / und die Republic einer Commission halben zu ersuchen. Dabenebenst versichert der Herr-Feld- Herr dieselben / daß er keine Cron- / Soldaten in die Stadt und Dörffer / so der Zaporowischen Armee zugehörig sind / einlegen werde.

IV. Zu den Commandanten in Vasilickiev werde der Herr Marſchall ernstlichen befehl ergehen lassen / daß er sitzobin keine Beschwärnuß einigen Cosacken antue / und zugleich auch die Geistlichen Güter / und den Herren Driften Pawolowsky aufhantworte.

ANNO 1667.

XXIV.

18. Nov. Traactat ende Accord tusschen PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-UDIN, Coningh van Macassar, ende CORNELIS SPELMAN, Oude Gouverneur der Kusten van Coromandel &c. van wegen JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Generael van India, als Geautoriseerd van de Oost-INDISCHE COMPAGNIE der Verenigde Nederlanden. Gedeen den 18. Novembr. 1667. [Mercure Hollandois Tom. XX. de l'an 1670. pag. 84. Theatrum Europaeum. Tom. X. pag. 330. de l'an. 1670.]

LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. WOrden geconfirmert voor goet, vast en van waerden gehouden de Contracten, in dato 19. Augusti 1660. op Batavia in 't Casteel, tusschen den Koningh van Poepoe, Volmachtigde van hooggemelde Regeeringe op Macassar, en de Heer Gouverneur Generael en de Heeren Kaden van India, item in dato 2. December 1660, tusschen de voorseyde Regeeringe, ende Jacob Caeuw als Commissaris, van gedachte hnn Ed. gemaectt en geslooten, sullende de selve in alle haere deelen en Poinden sodanig nagevolgt werden, voor so veel die in desen niet en werden wedersproken.

II. Sonder eenigh uytsel zullen aen handen van den Admirael overgegeven en getransporteert werden alle Europaenſche Dienaren ende Onderdanen van de Compagnie, die haer present of in Macassar bevinden, soo die nu nieuvelijcks zijn overgeloopen, als die noch van voortdient hier mochten ghevonden werden, geene uytfgefondert.

III. Dat aen handen van de Compagnie sullen overgelevert ende gereſtitueert werden alle Scheeps gereetschappen, Canonnen, Contanten en andere Goederen, geene uytfgefondert, weluyt y't Schip de Walvisch op Zaleyen ende 't Jacht de Leenwinne op Paulo Don Douange verongeluckt, gebergt ende tot noch toe aen de Compagnie bevonden komt te werden niet weder gegeven te wesen, blyvende niettemin eygen aen de hoogst gemelde Regeeringe van Macassar sodanige 8. stucken yser Canon als van de Walvisch hier beruſten, indien blyjcke dat de Compagnie daer van met 4000. Rijders, ten jonstien aenwesen van den Commissaris Caeuw is voldaan.

IV. Dat als noch geschiede prompte en rechtvaerdige Justitie, ten aenschou en oversien van de Nederl. Resident, over sodanige Persoonen, als men bevinden sal schuldigh en noch in 't leven te wesen aen verscheide moorden, aen diversche Nederlanders op verscheide Plaetsen gedaen, en de welke door die hoogst gemelde Regeeringe met alle neersitigheyt sullen moeten werden ophelocht, tot affchrick van sodanige boosdaeden in 't toekomstende.

V. Den Koningh en vordere Grooten van Macassar, sullen besorgen dat nu ten eersten des Compagnies Debiteuren komen te voldoen, en te betalen alle 't geene aen de Compagnie schuldigh zijn, en ten achteren staen, en voor soo veel daer aen mochte komen te ontbreken, dat zelve oprechtelijck aen de E. Compagnie te vergoeden, list niet dit sayen, dan ten langsten 't naest-

XXIV.

Traicté & Accord entre PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-UDIN, Roi de Macassar, & CORNELIS SPELMAN, Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au nom de JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Général des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novembr. 1667.

LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. SOnt confirmez & tenus pour bons, formes & validables les Contrats en date du 19. Août 1660., faits au Château de Batavia, entre le Roi de Poepoe, Plenipotentiaire de la Regence de Macassar & le Seigneur Gouverneur General & les Seigneurs du Conseil des Indes, item en date du 2. Decembre 1660. entre la susdite Regence & Jacob Caeuw comme Commissaire de L. N. & devront iceux être suivis dans tous leurs Points, à moins qu'il n'y soit derogé par ces presentes.

II. On remettra sans delay au pouvoir de l'Amiral tous les Serviteurs & Sujets Européens de la Compagnie qui se trouvent presentement à Macassar, tant ceux qui ont deserté depuis peu que ceux qui y ont été dès long-temps auparavant, nuls exceptez.

III. Qu'on delivraera & restituera à la Compagnie toutes les choses servant à un Vaisseau, Canons, Argent comptant, & autres Marchandises, nulles exceptées, qui ont été saurez à Zaleyen du Vaisseau nommé la Baleine & du Jacht nommé la Lionne qui a péri à Paul Don Douange, demeurant pourtant propre à la susdite Regence de Macassar, tels huit Canons de fer de la Baleine qui sont icy, s'il aparoit que la Compagnie en a été satisfaitte par 4000. Ecus payez depuis peu au Commissaire Caeuw presentement en Commission.

IV. Qu'il sera encore fait prompte & bonne Justice en presence du Resident Hollandois à l'égard de quelques personnes que l'on trouvera encore en vie & coupables de plusieurs meurtres commis en divers Lieux contre plusieurs Hollandois, & dont la susdite Regence informera avec toute la diligence possible, pour prevenir à l'avenir & detourner telles méchantes actions.

V. Le Roi & autres Grands de Macassar, seront en sorte que les Debiteurs de la Compagnie satisferont & payeront au plutôt tout ce qu'ils doivent à la Compagnie & les arrearages, & au cas qu'ils y manquaſſent ils seront lesdites Dettes bonnes, à la Compagnie, & l'en indemniseront, si ce n'est en cette saison, ce sera pour

ANNO 't naefkomende, sonder eenig vorder delay of uytstel, 1667. waer toe hun hoogst-gemeite Regeeringe door den desen speciaelick verbint.

VI. Sullen als noch doen vertrecken, in conformiteyt van de laetst gemaecte Contracten, alle Portugezen met haren aenhangh, geene uytgefondert, waer die onder de Regeeringhe van den Macassar werden gevonden; En dewijle de Engelze gehouden moeten werden voor groote aenfloockers en veroorsakers van 't breken der voorfz. Contracten, soo sal de Regeering die niet al haer aenhangh met de aldereerste occasie mede van onder haer Jurisdictie doen wegh gaen, sonder dat yemant van de voorfz. Natiën of hare Creaturen oyt of oyt met desen in eenige Plaetze, onder der Macassaren Gebiet weder ter Negocie of anders geadmitteert zullen mogen werden; oock nu niet langer mogen verblijven als uytterlijck tot ultimo toe: Soo en zal hoogst-gemeite Regeeringe oock nimmermeer ergens onder haer Gebiet nu of na desen ter Negocie of anders mogen inlaten, admitteren of vergunnen eenige andere Europaensche Natie, of yemant van harentwegen, 't zy wiese oock zijn, of hoe se genoemt werden, geen uytgefondert.

VII. En wert de Compagnie alleen met uytfluytinghe van alle andere voorfz. Europaensche Natiën, onder 't Gebiet van Macassar overgegeven, de vrye Handel en Negocie, sonder dat oock eenige andere Indiaanse Natiën, 't zy Moren, Javanen, Maleyers, Aechinders, Siammers, geen uytgefondert, hier ter Merckt of te koop zullen mogen brengen eenige Commandeise, Surafse, Persiaensche, Bengaelsche Kleeden of Koopmanschappen, noch oock geen Chinese Waren, daer van het aenbrengen de Compagnie alleen wort toe-gelaten, en soo bevonden wierde dat contrarie desen echter quame te geschieden, dan sullen sulcke Kleeden en Waren ten profijte van de Compagnie geconfisqueert, en de Overtreders daer en boven gekraft worden, waer onder nochtans niet zijn begrepen soodanige slechte Kleeden als op de Oost-kust van Java seldt werden gewezen.

VIII. De Compagnie wert by desen vry gekent en ontlagen van alle Tollen en Gerechtigheden, so van de Goederen diese komt aen te brengen: of wech te voeren, geen uytgefondert.

IX. De Regeeringe of Onderdanen van Macassar, en sullen naer desen haere Vaerten nergens anders mogen maken, als op Baly, Javansche Kust, Jaccattra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, en gehouden wesen daer toe van den Commandant van wegen de Compagnie hier residerende, te vorderen Pascadullen, op pene dat wie sonder de selve in Zee ofte elders komen te vinden, voor Vyanden aengesien, en wegh ghenomen sullen worden, sonder dat voortaan op Biema, Solor, Timor, &c. eenighe Vaertuyghen senden, of oock beoosten den hoeck van Lassen, zijnde de Oost-kant van de Straet, Zaleyser, komen mogen, oock niet aen d'ander zijde benoorden of beoosten Borneo, na Mingdanau of d'Eylanden daer omtrent, op verbeurte van Lijf en Goet der geener die daer elders komt gevonden te worden.

X. Ende dewijle alle de Fortificatien langs den Zee-Oever van Macassar meest reflecteren, om te dienen tot versterckinge teghen de Compagnie, soo is geacordeert, dat de selve in alle promptitude zullen geslecht en weghgenomen worden, als Borrambon, Pannekoecke, Gresse, Mariffon, Borrebos of andere: Sullende alleen mogen staen blijven 't groote Fort Samboupo, voor de Koningh, sonder dat na desen eenige nieuwe daer ter Plaetse of elders, weder mogen gemaect werden, ten ware met het gemeen goet vinden van de Compagnie.

XI. 't Noorder Fort genaemt d'Joupandam, sal aenflants na de solemnele be-eedinge van desen Contracte van Macassers Guarnifoen werden gedielt, ende aen de Compagnie in bequame en behoortlike orde overgegeven, om door haer Guarnifoen beset te worden, blyvende het Dorp en Lant daer onder behoorende, gelijk voor desen, sonder dat de Regeeringe van Macassar sich met de Inwoonders van dien zal hebben te bemoeien, des sullen de Koopluyden voor hare Negocie aen de Koningh soodanigen Tol en Gerechtigheyt

ANNO 1667. pour le plus tard la prochaine, sans aucun plus long delay, à quoy la susdite Regence s'oblige spécialement.

VI. Ils feront derechef retirer en conformité du dernier Contrat qui a été fait tous les Portugais avec leurs adherents, nuls exceptez, par tout où ils se trouveront sous l'obéissance de la Regence de Macassar, & comme les Anglois sont reputez donner lieu & insister à l'infraction des susdits Contrats, la Regence les fera aussi sortir au plûtost & à la première occasion de sa Jurisdiction, avec leurs adherents, sans qu'aucun des susdites Nations puisse à jamais être reçu ni admis à negocier dans aucune Place de l'obéissance de ceux de Macassar, & ne pourront y résider plus long tems que jusques au dernier la susdite Regence n'admettra, non plus cy-apres dans les Lieux de leur Jurisdiction aucune autre Nation Européenne à y negocier, ni personne de leur part, quel qu'il soit, & de quel nom on les puisse nommer, nuls exceptez.

VII. Et est accordé à laditte Compagnie le libre Negoce & Commerce sous l'obéissance de Macassar, à l'exclusion de toute autre Nation Européenne, sans non plus qu'aucune autre Nation Indienne, soit Maures, Javanais, de Maleys, Aechynds, Siamois, nuls exceptez, puissent venir apporter icy ni vendre sur le Marché aucunes Marchandises ni habillemens de Coromandel, de Surate, de Perse, de Bengale, ni Marchandises Chinoises, qu'il est permis à la Compagnie seule d'apporter, & s'il se trouve qu'il y soit contrevenu, lesdits habillemens & Marchandises, seront confisquez au profit de la Compagnie, & les contrevenans outre ce punis, n'y seront néanmoins pas compris tels simples habillemens que l'on fabrique sur les Côtes Orientales de Java.

VIII. La Compagnie est reconnue par ces presentes exemte de tous Peages & Droits, tant des Marchandises qu'elle apportera que de celles qu'elle en transporterà, nulles exceptées.

IX. La Regence ou les Sujets de Macassar ne feront dorenavant leur Navigation, que sur les Côtes de Bali & de Javan, qu'à Jaccattra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, & seront tenus pour cet effet d'obtenir un Passport du Commandant qui reside icy de la part de la Compagnie, sur peine, étant rencontrez sans cela en Mer, ou ailleurs, d'être pris & emmenez comme Ennemis, sans que cy-apres on puisse envoyer aucune Barque à Biema, Solor, Timor, &c. ni non plus qu'ils puissent venir au Cap de Lassen, du côté de l'Est & du Nord de Borneo, à Mingdanau ou aux Iles es environs, sur peine de confiscation de Corps & de Biens de ceux que l'on y trouvera y être venus.

X. Et comme toutes les Fortifications qui sont le long des Côtes de Macassar ne servent principalement qu'à se fortifier contre la Compagnie, il est accordé qu'elles seront demolies en toute promptitude, comme Borrambon, Pannekoecke, Gresse, Mariffon, Borrebos, ou autres; Et ne devra demeurer en état que le grand Fort Samboupo, pour le Roy, sans qu'on en puisse à l'avenir redresser de nouvelles aux mêmes Lieux ou ailleurs, à moins que ce ne fut du consentement de la Compagnie.

XI. Le Fort du Nord nommé le Joupandam, aussitôt que ce Contrat aura été juré solennellement, sera évacué par la Garnison des Macassariens & remis en bon & convenable ordre entre les mains de la Compagnie, pour être occupé par la Garnison d'icelle, le Village & le Pais es environs en dependant restant comme ci-devant, sans que la Regence de Macassar ait à se mêler des Habitans d'icelui, moyennant quoi les Marchands payeront au Roy pour leur Negoce tel

Tol

ANNO
1667.

tigheyt betalen, als tusschen hoogst-gemelde Regeeringe en de Compagnie noch bedongen staen te werden, maar en sal de Compagnie onder 't voorfchreve ressort niet vermoghen aen te nemen of te admitteren enige misdadigers, of foodanighe als aen den Koningh of de Grooten eenigh gelt schuldigh zijn, ten ware alvorens voldeden, en sal Compagnies Logie oock ten eersten in foodanighe ordre als die gelaten is door den Koopman Verspreet, 't zy binnen of buyten 't Fort, ter keure van de Compagnie weder werden opgerecht.

XII. De Hollandtze Munte foodanigh als die op Batavia in Rijckdaelders, Schellingen, dubbele Stuyvers en Pijsen gangbaar is; sal hier op Macassar in eygeuer waerden mede cours hebben, en voor soo veel mochte bevonden werden, dat het de gemeente teghen slont, neemt de Regeeringhe aen, met alle vermogen de selve Munte onder het gemeente Volck op 'de Bazaar mede aengenaem te maken.

XIII. Tot een breucke van de laetst verbrokene Vrede, belooven de Koningh en de Grooten aen de Compagnie op te brengen duyftent Slaven en Slavingen, jonge gesonde volwasse menschen, behoudens dat haer vry sal staen, de betaalinghe of niet Slaven selve, of met Canon, Goudt of met Silver te doen, werden de in conformiteyt van de Massacaarfe gewoonte in sulcken geval gereekent op twee en een half Teyl, of 40. Massacaarfe goude Mafen yder, mits dat hier van ten minsten de helft met de te doene befendingh in Junii aenlaende na Batavia, ende de gantse rest te langlen 't volgende sayson voldaan werde.

XIV. Dat den Koningh en Grooten van Macassar voortaan hun niet sullen vermoghen te bemoeien met 't Landt van Biema ende 't ressort, maar de Compagnie daer met laten geverden naer hun wel gevallen, sonder de selve nu of oyt naar desen, op d'eën of d'andere wijse, directelick of indirectelick met raet of met daet te hulpe te komen tegens de Compagnie.

XV. De hoogst-gemelde Regeeringhe bekent ghevaen wensende, de grouwelicke Moort ende Schelmstuck, waar aen sich de Koningh van Biema, zijn Schoon-Soon, Crain Dampo, Radja Tamborro, Radja Sangarre, en hun volgers, sterck te samen 25. Personen, meest Bimanefen, in haer fugie tegens de Compagnien hebben verpepen, nemen aen den selven Radja Biema, ende soo veel van zijn Consoorten als 'er gevonden worden, in handen van de Compagnie over te leveren, om rechtvaardige straffe te ontfangen, insgelijckx Crain Montemarano, op dat hy van zijne misdaet in alle ootmoede vergiffenis verfoecke.

XVI. Sullen aen den Koningh van Bouton ten eersten vergoeden en restituieren alle foodanighe menschen, als mer den laetsten in een overval der Macassaren in dat Lant gherooft en wegh gevoert zijn, voor soo veel de selve noch in 't leven werden bevonden, geene aytgefondert, en sullen oock aen den Koningh van Bouton nytkeren het Gelt, ontfangen voor foodanighe Boutonniers, als zedert den verkoop gestorven zijn, en dienvolgende niet weder gegeven konnen werden, sonder nu of oyt nimmermeer naer desen te houden of te hebben, eenighe de alderminste pretensie op eenighe van de Landen van Bouton, daer van by desen wel expres renuncierende.

XVII. Oock sullen aen den Koningh van Ternaten restituieren in eyghener wijse als in het 16. Poinct, de geroofde menschen van Xulas, ende daer benevens 10. Stucken yser Canon, 2. metallie prinse Strucken, en 3. Bassen, 't zy met de selve die van daer ghehaelt zijn, of andere in de plaetse, verklarende op de selve Eylanden geene pretensien te hebben of te houden, nevens die oprechtelick renuncierende, ten behoeve van gemelte Koningh, van alle gepretendeerde eygendom op de Eylanden Zaleyey, ende Pantifano, als mede op de gantse Oost-kust van Celebes, te reekenen van Manado af tot aen Pantifano toe, d'Eylanden Bangay en Gapy als andere op de selve Kust gelegen, daer onder mede begrepen, item tusschen Mandhaer Manado de Landen van Lambagy, Caydiepa, Booltoely, Dampellas, Balayfangh, Silensa en Cayely, van outs de Kroone van Ternaten in eygendom competierende, en de welcke de hoogst gemelte Regeeringe van Macassar oprechtelick afstaet, beloovende nimmermeer

ANNO
1667.

Tot & Droits dont il sera encore convenu entre ladite Regence & la Compagnie, n'is ne pourra la Compagnie recevoir dans le ressort susdit ni admettre aucuns malfaiteurs, ni telles autres personnes qui pourroient devoir quelque argent au Roy, ou aux Grands à moins qu'ils n'y eussent satisfait auparavant, & la Loge de la Compagnie sera remise, soit au dedans ou dehors du Fort au même ordre auquel le Marchand Verspreet l'avait laissé, & ce au choix de la Compagnie.

XII. La Monoye Hollandoise, telle qu'elle se trouve d'alloy à Batavia en Rijdales, Chellins, doubles Sous & Pities, aura la même valeur & le même cours à Macassar, & s'il arrivoit que le Peuple s'y opposât, la Regence se charge de la faire recevoir parmi le Peuple sur le Bazar.

XIII. Pour l'infraction de la dernière Paix le Roy & les Grands promettent à la Compagnie de lui amener mil Esclaves de l'un & l'autre sexe, gens tout formés de corps, & en bonne santé, excepté qu'il lui sera loisible d'en faire le payement en Esclaves même ou en Canons, Or ou Argent, chacun étant compté, en conformité de la coutume de Macassar en telle occasion, à deux & demi Teyl ou 40. Mafes d'or de Macassar, pourvu que la moitié en soit envoyée à Batavia dans le mois de Juin prochain, & tout le reste au plus tard la saison suivante.

XIV. Que dorénavant le Roy & les Grands de Macassar, ne se mêleront plus du Pais de Biema & de son ressort, mais en laisseront user la Compagnie selon son bon plaisir, sans que présentement ni à jamais dans la suite, d'une ou d'autre manière, directement ou indirectement ils puissent lui donner secours contre la Compagnie.

XV. Les détestables Meurtre & la Friponnerie dont sont coupables le Roi de Biema, son Gendre, Crain Dampo, Radja Tamborro, Radja Sangarre & ceux de leur suite, forts de 25. Personnes, la plus part Bimanefens, étant connus de la Regence & des Grands, ils s'engagent de remettre au pouvoir de ladite Compagnie ledit Radja Biema & autant de ses complices qu'il s'en pourra trouver pour recevoir la punition qu'ils méritent, ensemble Crain Montemarano, afin qu'il demande sa grâce en toute soumission.

XVI. Ils indemniseront au plutôt le Roy de Bouton & lui restitueront tous & tels Hommes, qui ont été enlevés dans le Pais de Macassar, dans la dernière irruption qui y a été faite, au cas qu'ils soient encore en vie, nuls exceptés, & rendront aussi au Roy de Bouton, l'Argent resté, pour les Boutonniers qui sont morts depuis, & qui par conséquent ne peuvent être rendus, sans avoir présentement ni à jamais cy-après la moindre prétention sur aucun des Pais de Bouton, à quoi est expressement renoncé par ces présentes.

XVII. Restitueront aussi de la manière exprimée en l'Article 16. au Roy des Ternates les hommes enlevés de Xulas, & outre cela dix pieces de Canon de fer, 2. pieces de metal, & 3. Basses, soit par les mêmes qui en ont été enlevés, ou d'autres en la place, déclarant de ne prétendre rien auxdites Iles, & y renonçant sincèrement au profit dudit Roy à toute propriété & aux Iles de Zaleyey, Pantifano, comme aussi à toute la Côte Orientale de Celebes, à compter depuis Manado jusques à Pantifano, aux Iles de Bangay & Gapy, comme à toutes autres situées sur la même Côte qui y sont aussi comprises, item entre Mandhaer Manado, les Pais de Lambagy, Caydia-pa, Booltoely, Dampellas, Balayfangh, Silensa & Cayely, appartenantes d'ancienneté, en propriété à la Couronne des Ternates, dont ladite Regence se des-

meer na desen de Koning van Ternata daer inne te tur-
beren.

1667.

XVIII. Voorts renuncieert de hoogh-gemelte Regeeringe van alle Heerschappye der Bougis & Loeboe, de selve Lant-Heeren erkennende voor vry gebooren Koningen, Princken en Heeren, daer sy geen de alderminste pretentie op is hebbende, belovende mitsdien, sonder e-nigh uytstel, den ouden Koning van Sopihg, met alle zijne Landen, Vrouwen, Kinderen, Huysgenoten, Goederen, niet uytgefondert, in volle vrydom te stellen, en aen onse handen over te geven, benevens oock soodnigse andere Heeren Bougis als elders onder het Macassars Gebiedt in gevangenis en ballingschap op heden mochten zijn: Item alle Vrouwen en Kinderen der Bougis, welke noch onder macht van hoogh gedachte Majesteit mochten gevonden worden, geene uytgefondert, op dat alsoo de gront gelecht werden, tot een oprechte Vreede en Vriendschap.

XIX. Soo verklaren oock de Koningen van Lajo en Bancala, met het ganze Lant van Turata ende Bidjijgh en al wat daer onder hoort, staende den Oorlogh tot de Compagnie overgekomen te erkennen voor vrye Koningen, Heeren en Landen, daeris niet ter Werelt op en hebben noch en houden te pretenderen, deselve ontleende van alle voorgaende Heerschappye en Gebiedt, nu en altoos.

XX. Alle Landen door de Compagnie en hare Bontgenooten, staende den Oorlogh gewonnen ende veroverd, gerekent van Boeloe-Boeloe af, tot aen de Landen van Turata toe, voorts weder van ginder tot hier aen Bongaya, sullen zijn en blijven als eygen gewonnen Landen, van de Compagnie en hare Bontgenooten, volgens Recht van Oorloghe, waer op mits dien de Koningh niet meer en behoudt eenigh Recht of Eygendom, noch oock niet op de lawoonderen van dien, blijvende alleen ter dispositie van de Compagnie, omme daer met te handelen naer welgevalen, sullende by overkomste van de Koningen van Panna en Bacca konnen aangewesen werden, wat ons in krachte vooraf. benoorden Macassar is competent te.

XXI. De Landen van Wadjo, Boeloe-Boeloe en Mandhaer, als zijnde misdadigh aen de Compagnie en hare Bontgenooten, verklaert de hoogh-gemelte Regeeringhe te abandonneren ende ons daer met te laten gederen, sonder de selve directelijck of indirectelijck nu of oyt na desen, te sullen seconderen, Volck, Wapenen, Kruyt, Loot, Spijse, Raet, daer of andersints, hoe het oock genoemt mochte werden ter goeder trouwe.

XXII. Zijnde onderlingh verstaen ende over een gekomen, dat de Bougis en Touraters die Macassarite, en weder Macassar die Bougis of Tourate Vrouwen hebben, elck de zijne sal vermogen na zich te nemen, 't zijnen belteve, ghelijck als dat betaemt, en voorts dat in voortraen de Macassaren, sich begevende onder de Bougis en Touraters, oock weder de Bougis en Touraters onder de Macassaren, niet sullen vermogen aengehouden of in gelaten werden, als met toestemminghe en licentie van yegelijcx wetigh Heer en Koningh, ende sonder die moeten werden afgewesen, en weder na Huys gesonden.

XXIII. De hoogh-gemelte Regeeringhe belooft in conformiteit van 't seste Articul, hare Landen voor alle andere Natien geslooten te houden, en in cas eenige van de selve tegens hunnen dank daer in sich begeerden ter neder te slaen, de selve met alle vermogen en macht te sullen afweeren volghens haere behoudnisse in krach van desen Contracte, doch in gevalle zy daer toe niet vermogens waren, ende onder de hant te swack vielen, als dan de Compagnie als haren Schut en Scherm-Heer tot assistentie souden versoecken, alsoo zy verklaren de selve Compagnie in dier qualiteit te erkennen, des sullen zy oock gehouden wesen, daer toe geroepen wesende, d'Ed. Compagnie te assisteren met alle vermogen, tegen soodanige Vyanden als hun hier by of omtrent Macassar teghen de Compagnie mochten openbaren, met verbodtenisse, dat zy in geen onderhandelinge van Vreede of andersints treden sullen met eenige Natie, daer met de Compagnie is in Oorlogh.

XXIV. Op alle welke voorgeciteerde Contracten en van nieuws gheraende Puncten, rustichen hooghgedachten Koningh en Grooten van Macassar is beslooten ende gemaect een altoos duyrende Vrede, Vrienden

seffe sincèrement, promettant de ne jamais troubler en cela le Roi de Ternate.

ANNO

1667.

XXIII. De plus la susdite Regence renonce à toute Souveraineté des Bougis & Loeboe, reconnoissant les Seigneurs de ces Pais pour Roys, Princes & Seigneurs nez libres, comme n'y ayant pas la moindre pretension; promettant par ces presentes de remettre sans delay aucun, le vieux Roi Sopihg en pleine liberté avec ses Pais, Femmes, Enfants, Menage, Biens, & de les remettre en nos mains, ensemble tels autres Seigneurs Bougis qui pourroient être ailleurs tenus prisonniers & bannis sous la jurisdiction de Macassar. Item toutes Femmes & les Enfants des Bougis qui pourroient encore être au pouvoir de Sadite Majesté, nul excepté, afin qu'ainsi soit établie une bonne & sincere Paix & Amitié.

XIX. Declarent aussi de reconnoître les Rois de Lajo & Bancala avec tout le Pais de Turata & Bading & tout ce qui en depend, & qui sont passés à la Compagnie pendant la Guerre, pour Rois Seigneurs & Pais libres, auxquels ils n'ont rien du Monde à pretendre, les degageant de toute precedente Domination & Commandement.

XX. Tous les Pais conquis par la Compagnie pendant la Guerre, à compter depuis Boeloe-Boeloe jusques au Pais de Turata, & depuis là jusques ici à Bongaya, seront & demeureront comme Pais conquis & propres à la Compagnie & à ses Alliez, suivant le Droit de la Guerre, sur lesquels le Roi ne retient aucun Droit & propriété, non plus que sur les Habitans d'iceux, demeurants seulement à la disposition de la Compagnie pour en traiter selon leur bon plaisir, & pourra par l'arrivée des Rois de Panna & Bacca être indiqué, ce qui nous appartient du côté du Nord de Macassar en vertu de ce que dessus.

XXI. Ladite Regence declare qu'elle nous abandonne les Pais de Wadjo, Boeloe-Boeloe, comme étant coupables envers la Compagnie & ses Alliez, sans presentement ni jamais ci-après les secourir directement ni indirectement de Troupes, Armes, Poudre, Plomb, Vivres, Conseil ni autrement, quelque nom qu'on leur puisse donner, & ce de bonne foy.

XXII. Etant particulièrement convenu que les Bougis & Turatiens pourront avoir des Femmes Macassariennes & les Macassariens des Femmes des Bougis & Turatiennes, & chacun pourra prendre la sienne à sa volonté, comme il est convenable, & qu'en outre que dès à present comme pour lors les Macassariens se donnant aux Bougis, & les Turatiens aux Macassariens ne pourront point être reçus que du consentement & par la permission de chacun, des Seigneurs Rois legitimes, & sans qu'ils puissent être renvoyez chez eux.

XXIII. Ladite Regence promet en conformité du sixième Article de tenir leur Pais fermé à toute autre Nation & que si quelqu'une vouloit s'y établir contre son gré, elle l'empêchera de tout son pouvoir, suivant leur obligation en vertu de ce Contract; Mais si cela n'étoit point en leur pouvoir, & qu'ils fussent les plus foibles, elle priera la Compagnie comme sa Protectrice de l'assister. Et comme elle declare qu'elle reconnoit la Compagnie en cette qualité, elle sera aussi obligée, en étant requise, d'assister ladite Compagnie de tout son pouvoir, contre tous les Ennemis qui pourroient se manifester contre la Compagnie dans Macassar ou ses environs, avec cet engagement qu'elle n'entrera en aucune negociation de Paix ou autrement avec aucune Nation contre laquelle la Compagnie sera en Guerre.

XXIV. En vertu de tous lesquels Contratts & nouveaux Points dont on est convenu entre le susdit Roi & les Grands de Macassar a été fait & conclu une Paix, Amitié & Alliance perpetuelle, dans laquelle

ANNO en Bontgenootschap, in de welke oock werden begre-
 1667. pen de Grootmoghende Koningen van Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, de Koningen van Bougis, Sopingh, Loebot, Tourata, Laays, Badjingh, met alle hare Landen en Onderdanen, item oock Biema, ende noch foodantighe andere Landt-Heeren en Vorsten, als naet desen sullen verseecken mede in dit Bondgenootschap te mogen treden.

XXV. Of het gevele dat tusschen de Bondtgenooten en de respectieve Koningen door het een of ander misverstant eenige differentie quamen te ontsien, soo sullen Partijen niet strackx malkanderen daerom eenigh ongemack of Oorloge aen doen, maer haer questie den Kapitein der Ho landers bekennt maecken, omme (soo het mogelijk is) door bemiddelinghe van de selve, de oneenigheden nuyt den wegh te leggen, ende goede Broederchap te conserveren, maer indien een van de Partijen na gheen bemiddelinghe luyfsteren ende hartneekigh blijven wille, sonder sich na de reden te voegen, als dan sullen de gemeene Bondgenooten de andere, naer vereych ende recht van de sake te hulpe komen.

XXVI. Wanneer nu dit Vreede-Verbont ondertekent, be-eedigt en verzeget sal wesen, sal den Koningh en Grooten van Macassar ghehouden zijn, nevens den Admirael, naer Batavia te committeren twee voorname Koningen nuyt het midden van den Raedt, 't zy Crain Tello, Linques, Poppoe, Cronton, Gresse, Cattapan, of ten minsten twee ytt de selve, ter keure van hoogh-gemelde Regeeringe, om desen Contracte van Vreede aen d'Ed. Heer Gouverneur Generael, ende de Heeren Raden van India te presenten, ende hun Edele aggratie daer op te verseecken, onder verseeckeringe dat ghemelde Heeren met contentement weder sullen nae huys trekken, doch sal het den Heer Generael vry staen, wanneer het hem goet dunckt, twee voorname Konings Soonen te vorderen, omme soo lange daer als Oflagieren te resideeren, als zijn Ed. meynt noodigh te zijn, doch sal oock weder den Koningh van Macassar 't zynen believe, by langer verblif van een Jaer, de selve door andere mogen doen vervangen, en de Compagnie gehouden zijn foodanige Princen te conserveren in compatibel respect ende eere, sonder van yemant de alderminste overlast te ieden.

XXVII. Tot ampliatio van 't seste Artijckel wert vergut dat de Compagnie de Engelsen ende hare Goederen alhier sullen vermogen te lichten, ende naer Batavia te voeren, sonder dat het den Koningh sal vermogen tegen te staen.

XXVIII. Item tot ampliatio van 't vijftiende Artijckel is beloofd, dat indien de Koningen van Biema en Montemarano, levende of doot in 10. dagen niet werden ghevonden, als dan tot Borge in handen van de Compagnie te sullen stellen de Soone van Biema en de Soone van Montemarano.

XXIX. De Regeeringhe beloofd aen de Compagnie nuyt te keeren, in vergoedinge van hare Onkosten ten Oorloge twee hondert vijftigh duysent Rijckdaelders, in vijf Moassons naest aen een volghende, 't zy in Canon, 't zy in Koopmanfchapen, 't zy in Gout, Silver of Juweelen, elck naer sijn waarde.

XXX. Ende op dar alle de bovenstaende Pointen des te religieuser mogen worden onderhouden, soo zijn de selve door den Koningh van Macassar en zijn hier onder geschreven Grooten, en by wege van de Compagnie door den Admirael nevens oock alle de Koningen en Princen in dit Verbont begrepen, na aenroeping van des Heeren Heyligen Name be-eedigt, getekent en verzeget elck op sijn wijfe, in een Velt-Tent op Vrijdagh den 18. November 1667. omtrent Borombon op s' Compagnies eygen Gront.

quelle sont aussi compris les grands & puissans Rois de Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, les Rois de Bougis, Soping, Loebot, Tourata, Laays, Badjing avec tous leurs Pais & Sujets, ensemble aussi Biema, & iels autres Seigneurs & Princes qui ci-après demanderont d'entrer dans cette Alliance.

XXV. S'il survienoit quelque different ou mesintelligence entre les Alliez & les Rois respectifs, les Parties ne se feront pas pour cela aussi-tôt la Guerre, ni aucun déplaisir, mais ils feront sçavoir leur different au Capitaine des Hollandois, pour, s'il est possible, être terminé par sa mediation, & être conservé la bonne Fraternité; mais si l'une des Parties ne veut point entendre à aucun accommodement & veut demeurer opiniâtre, sans vouloir entendre raison, pour lors les communs Alliez l'assisteront selon l'exigence du droit & des cas, contre l'autre.

XXVI. Quand cette presente Alliance de Paix sera signée, jurée & scellée, le Roi & les Grands de Macassar seront tenus avec l'Amiral de deputer à Batavia deux principaux Rois d'entre le Conseil, soit Crain Tello, Linques, Poppoe, Cronton, Gresse, Cattapan, ou du moins deux d'entre eux au choix de ladite Regence, pour presenter ce present Traité de Paix au Seigneur Gouverneur Général & aux Seigneurs du Conseil des Indes, & pour requérir son approbation & ratification, sous l'assurance que les susdits Seigneurs s'en retourneront chez eux avec contentement. Mais il sera libre audit Seigneur Général s'il le trouve bon de demander deux Fils de deux des principaux Rois pour demeurer en Otage, aussi long tems qu'il le jugera nécessaire; mais il sera aussi en la liberté du Roi de Macassar, & au cas qu'ils restent plus d'un an d'en envoyer d'autres, & la Compagnie sera obligée de maintenir lesdits Princen en respect & honneur convenable, sans qu'ils souffrent aucune moleste.

XXVII. Pour donner plus d'étendue au sixième Article, est accordé que la Compagnie & les Anglois pourront transporter d'ici leurs effets à Batavia, sans que le Roi puisse s'y opposer.

XXVIII. Item pour amplification du quinzième Article il est promis que si les Rois de Biema & Montemarano ne peuvent pas se trouver morts ou vifs dans dix jours, ils remettront entre les mains de la Compagnie les Fils de Biema, & ceux de Montemarano pour cautions.

XXIX. La Regence promet de donner à la Compagnie pour l'indemniser des frais de la Guerre deux cens cinquante mil Risdales, en cinq Moassons consecutives, soit en Coton, en Marchandises, en Or, Argent ou Joyaux, chacun suivant sa valeur.

XXX. Et afin que tous les Points susdits soient d'autant plus religieusement observez ont iceux été jurez, signez & scellés après l'invocation du nom de Dieu, par le Roi de Macassar & par les Grands, & de la part de la Compagnie par l'Amiral, ensemble par tous les Rois & Princen compris en cette Alliance chacun à sa maniere, dans une Tente au Camp le Vendredi 18. Novembre 1667., environ Borombon propre Terre de la Compagnie.

ANNO
1668.

XXV.

31. Janv.

Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britannię Regem & Ordines Generales Fœderatarum BELGII PROVINCIARUM, quo in securitatem mutua, Pacificatio Bredæ inter eodem die 31. Julii 1667. facta, Legesque Navigationis & Commerci, eo spectantes confirmantur, atque specialis fit auxiliorum mutuo præstandorum designatio; Hage Comitum die 4. Januarii 1668. Cum MANDATIS seu Procuratoribus hinc inde datis, nempe Westmonasterii die 2. Januarii 1668. & Hage Comitum die 19. Januarii 1668. AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. Acta publica, Tom. IX. pag. 647. en Allemand; dans CHRIST. GASTELIUS de Statu publ. Europ. noviss. Cap. XXVI. pag. 827. en Allemand; & dans le Theatre Européen, Tom. X. Ann. 1668. pag. 843. aussi en Allemand.]

QUandoquidem Pædis non ita pridem Bredæ inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM Magnæ Britannię Regem ab una, & Cælos ac Præpotentes Dominos Fœderati Belgii Ordines Generales ab altera parte conclusi, pristina inter utramque Nationem amicitia ac bona correspondentia, auctante Divina gratia, restituta, adeoque ad præcedendam omnem omnino in posterum novis dissidiis ansam atque ad præveniendam novam inter utriusque Partis Subditos accidentia, que dictam amicitiam & bonam correspondentiam turbare aliquando possent, in Articulis quosdam Legesque Navigationis ac Commerci ibidem consentium ac speciationem undecimo dicti Tractatus Articulo statum sit, uti dictus Dominus Rex distique Domini Ordines Generales manent Amici, Confœderati, necessitudine & amicitia conjuncti & adstricti ad Jura & Immunitates Subditorum alterius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusvis Status Pacem Terra Marique disturbare conabuntur, vel qui intra alterutra Dominia degentes publici utriusque Status Hostes denuntiabuntur, neque tamen specificè definita reperiantur media auxiliæ, quibus Fœderatorum pars una alteri tali casu succurrere debeat, dicto autem Magnæ Britannię Regi distique Ordinibus Generalibus stet sententia ista Pæcta corroborandi, magis magisque perficiendi, placuit in primis atque ante omnia dictum Tractatum Bredæ conclusum distasque Leges Navigationis, & Commercio eo spectantes confirmare, quemadmodum per præsentia confirmantur obligatione mutua, atque indissolubili eas bona fide observandi atque adimplendi, jubendique ut à Subditis utrinque exactè atque religiosè observentur atque adimpleantur, juxta genuinum dicti Tractatus dictorumque Articulorum sensum ac tenorem.

Ut autem præterea de speciali auxiliorum mutuo præstandorum designatione prioribus Pædis omissa, pro amicitia inter dictum Dominum Regem, dictosque Dominos Ordines Generales incremento majori confisset, utque securitati & defensionis mutua utriusque Status contra iniectiones conatus vel insultus hostiles à quoquam fortè quocunque sub prætextu influendos, ædiori Fœdere atque unione plenè prospiciatur; Nos infra scripti, virtute mandati plenæque Potestatis nobis concessi atque inferius inferendæ, convenimus atque statimus, dictum Dominum Magnæ Britannię Regem, dictosque Dominos Fœderati Belgii Ordines Generales invicem obstrictos, unitos, atque Confœderatos fore, quemadmodum vi ac vigore præsentium invicem obstricti, uniti atque Confœderati sunt Fœdere defensionis perpetuo, modo atque conditionibus sequentibus.

I. Quod si Principum Statumve aliquis aut quilibet alius, quascunque ille tandem fuerit, nemine excepto, sub quocunque prætextu invaserit vel invadere tentaverit, Territoria Regionisque, aut Loca quælibet sub Ditione dicti Magnæ Britannię Regis sita, aliunde quæcumque actum hostilem, Terra Marive contra dictum Dominum Regem, ejusve Subditos exercuerit, dicti

Domini Ordines Generales tenebuntur, quemadmodum ANNO
1668, virtute præsentium tenentur, dicto Domino Regi ad insultus eos, actusque hostiles arcendos, supprimendos, atque repellendos, debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse quadraginta Navibus Bellicis probe instructis, quarum quatuordecim à sexaginta ad octoginta tormenta bellica maiora hominesque quadringenti inter eas, quæ numeroiore & eas quæ minus numerofo Milite Nautique instructæ erant, quatuordecim aliæ à quadraginta ad sexaginta tormenta, hominibusque ad minimum trecentis, facta compensatione, ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam triginta sex milia homines, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dicto Domino Regi eligere placebit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ à dicto Domino Rege expectetur; Præstabitur dicta auxilia intra sex septimanarum spatium, postquam postulata fuerint, dictisque Dominis Ordinibus à dicto Domino Rege refundentur impense omnes intra triennium à finito atque extincto Bello numerandum.

II. Quod si Principum Statumve aliquis aut quilibet alius, quascunque ille tandem fuerit, nemine excepto, sub quocunque prætextu, invaserit, vel invadere tentaverit Provincias Confœderatas, aut Loca quælibet sub Ditione dictorum Dominorum Ordinum Generalium sita, vel in quibus ipsorum Miles præsidio positus est, aliunde quæcumque actum hostilem Terra Marive contra dictos Dominos Ordines Generales eorumve Subditos exercuerit, dictus Dominus Rex tenebitur, quemadmodum virtute præsentium tenetur, dictis Dominis Ordinibus Generalibus ad insultus eos actusque hostiles arcendos, supprimendos atque repellendos debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse quadraginta Navibus Bellicis probe instructis, quarum quatuordecim à sexaginta ad octoginta tormenta bellica maiora hominesque quadringenti singula ferant, facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numeroiore, & eas, quæ minus numerofo Milite Nautique instructæ erant, quatuordecim aliæ à quadraginta ad sexaginta tormenta, hominibusque ad minimum trecentis, facta compensatione ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam triginta sex milia homines, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dictis Dominis Ordinibus eligere placebit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ ab eisdem expectetur. Præstabitur autem dicta auxilia intra sex septimanarum spatium, postquam postulata fuerint, dictoque Domino Regi à dictis Ordinibus refundentur impense omnes intra triennium à finito atque extincto Bello numerandum.

III. Dictæ Naves Bellicæ à dictis Equitum Pedumque Copiis Auxiliares, Navium & Copiarum Præfecti cæterique Officiales Bellici minores, vim atque injuriam passio submissi, ejus voluntatem recipere tenebuntur atque obsequii mandatis ejus eorumve, quos summa potestatis exercitui suo Terræ Marive præficere voluerit.

IV. Quo autem exacta computatio infitit possit impensarum, intra trium annorum spatium, postquam Bello finis impositus fuerit, restituendarum, vel etiam justis earundem valoris in pecunia numeratæ, quam vim hostiam passio loco dictarum Navium, Equitum, Pedumque vel omnium vel pro parte eligere fortè placebit, visum fuit, impensas quatuordecim Navium à sexaginta ad octoginta tormenta instructarum, æstimare pretio octodecim millium sexcentorum & sexaginta sex librarum Sterling, sive Monetæ Anglicanæ, earumque quatuordecim; quæ à quadraginta ad sexaginta tormenta ferunt, quatuordecim millibus libris Sterling, reliquarum autem duodecim, sex millibus ejusdem Monetæ libris, sex mille autem Pedites, septem millibus & quingentis libris Sterling, quadringentos vero Equites, mille quadraginta ejusdem Monetæ libris, pro quolibet mense computandis; omniaque à dicto quidem D. Rege signata Britannia Londini, à Dominiis verò Ordinibus & mercatoribus Amstelodami solventur juxta cursum Cambii eo tempore, quo solutio præstanda erit; pro primo autem mense respectu Pedum supradictorum, insuper perfolventur sex mille libris Sterling, pretium nimirum ad eos conscribendos instruendosque necessarium.

V. Fœ-

ANNO 1668. V. Fœdus hoc omniaque & singula eo contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britannie dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munus debita & authentica formâ intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius, si fieri poterit, confirmabitur & ratihabebitur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extractur.

Sequitur tenor Mandati à Serenissimo D. Rege Magnæ Britannie dati.

CAROLUS, Dei gratiâ, Angliæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus, ad quos præsens scriptum pervenerit, Salutem : quandoquidem Is fit præsens apud Vicinos nostros Europæ Principes, ut plurimum, rerum status, ut merito metatur ne flamma ista, quæ inter Serenissimos Vicinos Reges bonos Fratres nostros circa Successionem Britannicam, quæque exinde pendet, nuper eruperit, ut communi ope quanticus occurratur, finitima quæque corripiendo totum tandem Christianorum Orbem invadat, non nisi multo sanguine retinguenda; nos pro inato illo, qui in Principum Statuumque Vicinorum nobis & Confœderatorum Pacem & tranquillitatem sumis animo, serio cupientes ut Bellum istud, in proximis quoque moræ fœviturum, & (quod Principem Sanctum Christi nomen purè proferentem imprimis dolere debet) ipsi tandem Religioni Reformate funestum futurum, omni meliori modo sibi queat & spiri, bonos nostros Amicos & Confœderatos Ordines Generales Federati Belgii communivimus, rogavimusque, ut amicitia, quæ Nobis cum illis jam intercedit, ætioræ Fœderis Liqæque nexu constringatur, quo aut vicini illi motus, si Deus ita voluerit, felicitè possint componi, aut nostri ipsorum saluti communique Populorum bono tempestivius prospiciatur, in quo dicti Ordines Generales eam proflus esse in hoc negotio mentem suam ostenderant, quam & communis inter nos utilitas & tam pii in Christianam Orbem operis sensus vindicare poterat; scitis ideo, quod Nos fideles & dilecti Nostri Guillelmi Temple Equitis Baronetti fidei, industria, iudicio, & prudentia plurimum consili, eundem verum, certum, & indubitatum Nostrium Deputatum, Commissarium, Procuratorem, & Factorem nominavimus, constituvimus, & assignavimus, dantes ei & concedentes, sicut & per præsentem ei damus & concedimus omnem & omnimodam facultatem, potestatem, autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale, nostro nomine cum dictis Ordinibus Generalibus, vel cum eorum Commissariis, Deputatis, aut Procuratoribus, aliisque quibuscunque, autoritate sufficienti ad id instructis, super omnia & singula, quæ vel ad prædictum Bellum conspiciendum, vel ad communem utriusque nostri Subditorumque nostrorum Pacem & salutem penitus conservandam facere videbuntur, tractandi, consulendi, consentiendi, & concludendi; quæque ita conclusa erunt & conventa nostro nomine subsignandi muneroque extrahendi, reliquæque omnia facta necessaria præstandi persequendi tam amplis modo & formâ ac nosmet ipsi si intercessimus facere & præstare possemus, spondentes & promittentes, sicut & per præsentem manu nostra signatas spondemus & in verbo Regio promittimus, nos quæcumque à dicto nostro Deputato Commissarioque nostro nomine transigerent concluderentque, rata, firma, grata, & accepta omni meliori modo, habituros, neque passuros unquam, ut in toto vel in parte à quopiam violenter aut contraveniantur: In quorum omnium maiorem fidem præsens hoc scriptum propriâ manu signatum, magno nostro Angliæ Sigillo communiri iussimus; Dabatur in Palatio nostro Westmonasteriensis die Januarii secundo incuentis Anni supra 1668. Regni verò nostri decimo octavo, signatum erat.

CAROLUS REX.

Sequitur tenor Mandati à Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii dati.

LES États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le Seigneur, Guillaume Temple, Chevalier, &c. Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, nous ayant fait entendre, en suite de ses Lettres de Créance, datées à Whitehal le deuxième jour du premier VIL PART. I.

sont mois Janvier, *stilo loci*, qu'il avoit ordre de S. M. de proposer & concerter icy des choses avantageuses pour le Bien commun de ses Royaumes & de cet État, & ayant demandé pour cest effect que Commissaires luy fussent donnés; à qui il ne put pas seulement ouvrir les intentions du Roi son Maître, mais aussi avec qui il put traiter, négotier, & conclurre ce qui seroit jugé bon & utile de part & d'autre. Nous voulant bien correspondre aux bonnes intentions dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & d'ailleurs sachants, que pour cela nous ne pourrions pas faire un meilleur choix que des personnes des Sieurs de Gelicom, d'Asperen, Conseiller Pensionnaire de Witb, Crommon, Amerongen, Unkel, Coeverden, & Tibrants, Deputés en nostre Assemblée de la part de toutes les Provinces-Unies respectivement, tant pour la parfaite connoissance d'affaires, qu'ils se sont acquise, dans les premiers employs des mêmes Provinces & de l'État en général, que pour celle, que nous avons de leur prudence, zèle au Bien de la Patrie, diligence, capacité & fidélité. Ainsi Nous pour ces causes & pour d'autres, qui nous y conviennent, avons donné, & donnons par ces présentes Plein-pouvoir, autorité, commission, & Mandement special ausdits Sieurs de Gelicom, d'Asperen, Conseiller Pensionnaire de Witb, Crommon, Amerongen, Unkel, Coeverden, & Tibrants, ou à quelques uns d'entre eux, en cas d'absence ou de maladie des autres, pour de nostre part, & en nostre nom, en qualité de nos Deputés entrer en Conférence avec ledit Sieur Chevalier Temple, ouir les propositions, qu'il vaudra faire de la part du Roy de la Grande Bretagne, négotier, convenir, & conclurre avec lui tel Traité qu'ils jugeront à propos pour l'intérêt commun, aussi de promettre, refondre & arrester ensemble tout ce qui sera jugé bon & nécessaire pour le Bien commun du Royaume d'Angleterre & de cet État, & mêmes d'en conclurre & signer un Traité, faire & passer tous les Instruments, Actes & promesses nécessaires en bonne & due forme, & faire généralement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand mêmes pour cela il seroit requis un Pouvoir plus special. Promettant sincerement & de bonne foi, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Sieurs Deputés promettront, accorderont, agiront, conviendront & signeront en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement & de n'aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra & quand il sera besoin. Donné à la Haye, en nostre Assemblée sous notre grand Sceau & sous le President. Paraphé en seing ordinaire de nostre Greffier le 19. Janvier 1668. *Est Paraphé B. DE PALLANT, plus bas estoit écrit.* Par Ordonnance desdits Seigneurs États Généraux, & signé

N. RUTSCH.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robor hisce Tabulis subscripsimus, illasque Sigillis nostris subsignavimus. Haga Comitum in Hollandia, die vigesimo tertio Januarii anni millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo, Signatum erat.

(L. S.)

W. TEMPLE.

Articuli separati, qui ejusdem erunt virtutis, atque Autoritatis, ac si inserti forent Tractatui, hodierno die inter Regem Magnæ Britannie, & Ordines Generales Federati Belgii conclusi. Id est 23. Januarii 1668. [AITZEMA, *Saken van Staat en Oorlog*, in Fol. Tom. VI. Boeck 48. pag. 755]

Si in procuranda Pace inter Galliam & Hispaniam se offerat aliqua difficultas, super Puncto Renunciationis ea inunda est ratio, ut vel nulla ejus in Pædis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur Formulæ, ut neutris duarum Coronarum, quoad prædictam Renunciationem, eo quicquam accedat, aut etiam inde creetur aliquid Juris aut detrimenti; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus, in id consentire nolint, adversus recitantes Rex Magnæ Britannie & Federati Ordines procedent ut conventum est Articulis 3. & 4. dicti Tractatus, & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in casu

ANNO
1668.

casu recusationis Regis Hispaniæ, Rex Christianissimus se recipere obstringat, se nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixius ab omni parte satisfiat, se obligabunt omnem sedulo operam daturus, ut Pax inter Reges Hispaniæ & Lusitanæ eodem tempore sanciri possit, ea tamen lege, ut vicissim Gallia se obstringat, si tam cito id negotium non possit perducere ad finem, ut Pax inter se & Hispaniam nihilominus incutatur, hoc excepto, Regi Christianissimo liberum fore, suppliciter ferre Regi Lusitanæ Fœderato suo, ut allunde detrahat hostes, sive alio quocunque modo, quem sibi commodissimum, atque maxime ex usu fore existimabit, & si Hispani adduci poterunt, ut consentiant in Pacem sub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Christianissimus tenebitur Belgica ut pacata, atque neutrorum partium rebus implicata omnino abstinere, neque ei jus fasque erit quicquam adversus eam moliri, neque palam virtute bellica, neque clandestinis artibus, ut neque petere ullam satisfactionem sub obtentu impensarum erogationumque, quæ in Bello Lusitanico erant faciendæ, tam ob delectum Militarum, quam alia belli onera; quod si contingat, minime dicto Bello, per Auxiliarios Regis Christianissimi Copias occupari loca quædam in Hispania Italiane, Rex Christianissimus, simulatque Pax cum Lusitania facta fuerit, eadem restituit Hispaniæ, sed si præter & contra expectationem Hispania recusat Pacem cum Rege Lusitanæ ut & cum Rege Christianissimo, ea cum exceptione, ut Fœderato suo liberum sit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum, hoc inopinato casu Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines cedebunt reipsum id efficere, ut Hispani omnino in id assentiant, ita tamen ut reciproce Rex Christianissimus se obstringat quemadmodum casu primo, quod non sit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Christianissimus inducat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis signaturus sit, simulatque Hispani cessuri sunt omnia loca ab eo occupata in novissima expeditione, vel aliud tantumdem valens, de quo mutuo consensu convenit, ut promissorum fidem non impleat, aut detrahat respectuque cautiones & præmonimenta, in dicto Tractatu expressa, quæ necessaria sunt, ut obviam eatur metui iustissime concepto, ne Rex Christianissimus arma sua victicia in sæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus illis casibus, aut si per alia subterfugia, aut obliquas artes conetur Pacis conclusionem impedire aut illudere, Angliæ Fœderatæque Belgium tenebuntur accedere Partibus Hispaniæ, omnibusque & junctis viribus Terra Marique adversus Galliam Bellum gerere, ut compellatur, non in Leyes duntaxat sæpius jam memoratas Pacem facere, sed in arma in eum finem summa Deum habeant faventem & propitium, atque de communi consensu id expedire visum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum statum fuerint restituta, quo fuerunt tempore Fœderis in collimito Regnorum in Montibus Pyrenæis sanciti. Actum Hagæ-Comitis in Hollandia, die 23. Januarii 1668. Signatum erat

W. TEMPLE.

XXVI.

II. Janv. *Triplex Fœdus, sive Tractatus Fœderis inter CAROLUM II. Magnæ Britannicæ Regem & Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, accedente CAROLO XI. Sueciæ Rege, pro Pace inter Reges Christianissimum & Catholicum, communibus Officiis promovenda intus. Datum Hagæ Comitum die 4. Januarii 1668. Cum Articulis (1) secretis, circa difficultates ex RENUNCIATIONE Regine Christianissimæ ortas, uti & circa Pacem inter Reges Gallie & Lusitanie fendam. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1668. [AITZEMA, Saaken van Staet en Oorlogh, Tom. XIV. Cette Pièce se trouve aussi dans LONDORP II. Acta publica Tom. IX. Lib. X. Cap. CLXXXIX. pag. 148. en Al-*

(1) Vous les trouverez ci-dessus à la page précédente, col. 2.

lemand, dans le *Theatrum Europæum*. Tom. X. ANNO
anu. 1668. pag. 844. en Allemand; & dans
GASTELIUS, de *Statu publico Europæ* no-
viss. Cap. XXVI. pag. 829. aussi en Alle-
mand.]

Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus
Carolus ejus nominis secundus *Magnæ Britannicæ*
Rex, ac Celsi & Præpotentes Domini *Ordines Gene-*
rales *Fœderati Belgii*, reputantes atque apud animum
expedientes summo dolore miserias, calamitatesque
Bellum, quod nuper inter duas Coronas in finibus exar-
sit, quodque necessitate quadam inextinguibili maximam
partem Principum Statuumque *Christiani Orbis* isdem
involvit malis, serpente incendiis istius flammâ ad Vicini-
os, nisi tempestivè & in principio extingatur, exilti-
marum se nullatenus functuros partibus officii muneri-
sque sibi à Deo mandati, si post feliciter instauratam
amicitiam sub auspicio Divini Numinis & reducam vete-
rem necessitudinem inter *Magnam Britanniam & Fœde-*
ratum Belgium, eodemque tempore stabilitam Pacem
inter quatuor Potentes Status, qui cruenti istius Belli
partes fuerunt, animum non applicant sedulo omnique
industria ad componenda dissidia, quæ oborta sunt inter
prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati in
finibus Belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissi-
mus *Magnæ Britannicæ Rex & Celsi Præpotentesque*
Ordines Fœderati Belgii, post multum operæ infusum
variasque oblationes, obtulerunt à Christianissimo
Rege, ut procellus sit Ordinibus Generalibus, se ex hoc
tempore arma deposuerunt, dummodo Hispani parati
sint, illi ritè atque solemniter per Tractatum
Pacis omnia loca & Munimenta, ut & Castellania cum
annexis, quæ armis in expeditione præcedentis anni oc-
cupavit aut munivit, vel ut Hispani permoveantur, in
eum transcribere omne Jus, quod illis restat in Ducatu
Luxemburgico (sive in Ducatu *Burgundia*) Præterea
Cameracum, cum *Cameraco*, *Duacum*, *Fannum sancti*
Andomari, *Bergas St. Vincti*, *Furnas & Linkium* cum
Bailivatuibus Castellaneis, cæterisque quæ inde pendent,
Regemque Christianissimum, posteriori casu restitutu-
rum Regi Hispaniæ omnia loca Ditionesque, quæ Galli
Armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupavere,
ea Lege ut Celsi & Præpotentes D. Ordines Generales
reciproce caveant, Regemque Christianissimum secu-
ram reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus
aliisque momentis, ut in easdem consentiant Leges;
arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum Ar-
ticulo optimam navatorum operam, non modo utri-
que prætorum Regum, sed & aliis Principibus &
Statibus vicinis, si conjunctim communicatis consiliis
collatisque operis adhorrentur & quantum suarum
virium est, permovere sæpius dictas duas Coronas
ad inuendam Pacem Legibus atque conditionibus supra
memoratis; in quem finem facta nobis, qui has Tabu-
las subsignavimus, potestate libera, ex præscripto Man-
datorum nostrorum convenimus de Articulis & Capitulis
sequentibus.

I. Quod Rex *Magnæ Britannicæ & Ordines Genera-*
les Fœderati Belgii conjunctim vel separatim, com-
municatis tamen omnino consiliis, & secundum ea, de
quibus mutuo convenierit, omnem operam, omnemque
industriam adhibebunt apud Regem Christianissimu-
m, ut in optima legitimaque forma solenni Tracta-
tu ipsondeat & promittat Regi Mag. Britannicæ & Fœde-
rati Belgii Ordinibus Generalibus, se Pacis Fœdus
facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quacunque
de causa exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ
Rex induci & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Chris-
tianissimo aut loca anno præterito in Belgica armis oc-
cupata, aut aliud tantumdem valens per traditionem lo-
corum superius memoratorum, aliorumve in compen-
sationem, de quibus mutuo consensu Partes inter se
convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in pro-
rogationem vacationis armorum in Belgica ad finem
mensis Maii, ut interea temporis Rex Magnæ Britan-
niæ & Fœderati Ordines sedulo omnique industria &
diligentia operam dare possit apud Regem aut Reginam
Hispaniæ, ejusque Consiliarios, uti Legibus conditioni-
busque præstatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nulla iusta ratione
dictam Armistitii prorogationem recusare queat, Rex
Magnæ Britannicæ Ordinesque Fœderati se eodem
Tractatu obstringent id se effecturos, ut reapse Gallia
ceda-

ANNO
1668.

cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno
preterito occupatum fuit, aut aliud *tantumdem valens*, de
quo mutuo Partium consensu conveniet.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur & permo-
vebitur, ut predicto promisso plenam adhibere fidem
atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus
Arma impotenter quiescant in Belgica, ita quidem ut
si prater omnem spem & expectationem Rex Magnæ
Britanniæ Federatæque Ordines nequeant per exhorta-
tiones oblationesque permovere Hispanos ante finem
mensis Maii proximi, ut consensum adhibeant condi-
tionibus supras memoratis, ac proinde ad media majoris
efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Galli intra
fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non move-
bunt aut introducent, sed Rex Magnæ Britanniæ, &
Federati Ordines se adstringent atque in se recipient id
se supplementum, quod necessarium erit, ut *Hispani reipsa
obstringantur*, uti Pacem Legibus supradictis accipiant,
adeoque Regi Christianissimo integrum non erit illos
exercere *Adus hostiles* in dictis Regionibus, neque ullum
occupare *Oppidum*, licet sponte sua se dedere velit, nisi
Rex Magnæ Britanniæ & Federati Ordines cessent at-
que omittant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancta inter duas Coronas Pace, ejus ser-
vandæ *Sponsiones* *Pindesque* erunt in forma omnium
optima, amplissima, & securissima non modo Rex
Magnæ Britanniæ & Federati Ordines, sed & Imperator
omnesque Reges & Principes Vicini, qui existimabunt
sua interesse, ut Orbis Christiano inconcussa maneant
quies & Belgicæ sua reddatur consuetæ tranquillitas;
in quem finem definiatur Copiarum militarium numerus
aliæque media, quibus utendum erit adversus alterutram
Partium, que temeraverit vel violaverit Pacem, ut in-
juriam demat ac Parti læsæ reficiat.

VI. Pacta hæc convenita omniaque & singula iis con-
tenta a dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ dictisque
Dominis Ordinibus Generalibus Federatarum Provincia-
rum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno
munitas debita & authentica forma intra quatuor septi-
manas proxime sequentes aut, citius, si fieri poterit,
confirmabuntur & ratihabebuntur, motuque Ratihabi-
tionum Instrumenta intra predictum tempus hinc inde
extradentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque
robur hisce Tabulis subscripimus, illasque Sigillis nos-
tris subfignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia die
23. Januarii 1668. Signatum

(L.S.)

W. TEMPLE.

Voyez l'ACCESSION du Roi de Suede, après
la Traduction Française de ce Traité. Le même
Traité en François. Avec un *Ades* provi-
sional concernant l'ACCESSION future du Roi
de Suede à ce Traité, laquelle Accession fut
cause qu'on l'appella depuis la Triple-Alliance.
[A la Haye le même jour 23. Janvier 1668.
[Tiré des Archives de l'Ambassade d'Es-
pagne en Hollande, du tems du Roi CHAR-
LES II.]

LE Roi de la Grande Bretagne, & les Estats Gene-
raux des Provinces-Unies du Pais-Bas, confide-
rant avec beaucoup de douleur, les maux & les cala-
mités de la Guerre, nouvellement allumée dans le voi-
sinage, par la rupture arrivée entre les deux Couronnes
voisines, & voyant que par une suite quasi inévitable,
la plus part des Princes & Estats de la Chrestienté se-
ront envelopés dans les mêmes inconvénients, & que
ce feu nouvellement allumé, passeroit bien en suite aux
voisins, s'il ne fût éteint & étouffé dans sa naissance,
ont jugé ne satisfaire point au devoir que Dieu leur a
imposé, si après avoir reçu cette Benediction de la
bonté Divine, de voir heureusement retable l'amitié, &
la bonne intelligence entr'eux, & en même tems remis
en Paix quatre puissans Estats, qui se trouvoient enga-
gés dans une sanglante Guerre, ils ne s'appliquaient
aussi avec tout le soin & le zèle imaginable, à compo-
ser les différents réscutés entre les deux Couronnes,
& particulièrement à éteindre le feu allumé dans leur voi-
sinage. C'est pourquoi Sa Majesté & Leurs Hauts
Puisances, ayant enfin par leurs Offices & Inter-
cessions disposé le Roi T. C. à se déclarer auxdits

Estats, qu'il consentira à poser des à présent les Armes,
pouvra que les Espagnols veulent lui céder en bonne
forme, par un Traité de Paix, toutes les Places fortes,
ou Poltes, & leurs Châtelaines, ou dependances
que ses Armes ont conquises & occupées, ou fortifiées
pendant la Campagne de l'année passée, ou bien que
l'Espagne puisse être portée à lui céder ce qui reste
dans le Luxembourg, (* ou bien la Franche Comté)
Cambrai & Cambresis, Douay, Aire, St. Omer, Ber-
gue, Furne & Linck, avec leurs Baillages, Châtele-
nies, & Dependances, & de rendre en ce dernier cas
au Roi d'Espagne, toutes les autres Places & Pais
que ses Armes ont conquises depuis leur entrée en
Flandres, moyennant que L. H. P. donnent à Sa Maj.
T. C. assurance reciproque, de disposer, ou d'obliger
réellement l'Espagne à condescendre aux mêmes condi-
tions, ont crû que dans la conjoncture présente
d'affaire, ils rendroient un tres bon office, aussi bien
à l'un & à l'autre desdits deux Rois; qu'aux autres
Princes & Estats voisins; s'ils entreprenoient con-
jointement, & d'un commun concert, d'exhorter, &
autant qu'en eux est d'obliger lesdites deux Couron-
nes, à conclure la Paix sur les fondemens & les con-
ditions cy-dessus mentionnées. Et à cet fin ayant
donné Plein-pouvoir & Commission à nous sousdits,
nous avons chacun en vertu du nous, negocié, traité
& conclu les Points & Articles suivans

I. Que le Roi de la Grande Bretagne, & les Estats
Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, seront
conjointement & séparément, mais toujours suivant
ce qui sera preallablement concerté entr'eux, des offices
& instances au Roy Tres-Chretien, à ce que ledit
Roy s'oblige en bonne & due forme par un Traité
solenel au Roi de la Grande Bretagne, & aux
Estats Generaux des Provinces-Unies, de conclure la
Paix avec l'Espagne, sans s'en pouvoir dispenser, sous
quelque pretexte & cause que ce soit, si l'Espagne
peut être disposée ou obligée, par ledit Roi de la
Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, d'ac-
corder & de laisser, à Sa Majesté T. C. ou les Places
qu'elle a conquises en la Campagne dernière dans le
Pais-Bas, ou un Equivalent, par la cession des Places
cy-dessus exprimées, ou par d'autres échanges, qui
pourront être faites du consentement commun des
Parties.

II. Que Sadite Majesté Tres-Chrétienne veuille pro-
longer son consentement à une cessation d'armes au-
dit Pais-Bas, jusqu'à la fin du mois de May, afin
que pendant le même tems, ledit Roi de la Grande
Bretagne, & lesdits Estats Generaux puissent faire les
diligences & les offices nécessaires, pour disposer le
Roi, ou la Reine d'Espagne, & son Conseil à donner
les mains, aux conditions cy-dessus mentionnées.

III. Et afin que le Roi Tres-Chretien n'aye aucune
raison fondée pour refuser ladite prolongation de la sus-
pension d'armes, ledit Roi de la Grande Bretagne, &
lesdits Estats s'obligeront reciproquement dans le même
Traité à faire avoir effectivement à la France par
cession de l'Espagne, sesdites Conquêtes de l'année
passée, ou ce qui lui pourra être accordé par échange,
du consentement des Parties.

IV. Que l'on disposera le Roi Tres-Chretien de se
vouloir reposer sur la promesse susdite, & de ne porter
plus ses Armes audit Pais-Bas; en sorte que si contre
toute esperance, ledit Roi de la Grande Bretagne, &
lesdits Estats Generaux, ne peussent pas par leurs in-
tercessions & exhortations disposer l'Espagne avant la
fin du mois de May suivant, à accorder les conditions
cy-dessus exprimées, & qu'il faille par conséquent ve-
nir à des moyens plus efficaces, neantmoins les Armes
de France, ne pourront pas être portées audit Pais-
Bas, mais que ledit Roi de la Grande Bretagne, & les-
dits Estats Generaux, s'engageront à supplier ce qu'il
faudra, pour obliger réellement l'Espagne, à accepter
les conditions susmentionnées, & que le Roi T. C. ne
pourra plus user d'aucune hostilité dans lesdits Pais, ni
aussi s'y rendre Maître d'aucune Ville, quand même
quelques-unes se voudroient volontairement donner à
lui, si ce n'est que l'Angleterre & l'Etat des Provin-
ces-

* Ou bien la Franche Comté. C'est ainsi qu'il faut lire, & non pas
comme dans la Copie Latine qui precede, *five in Ducatu Burgundie*. Cela
se prouve par la nature de la chose, par l'Article 111. des Proposi-
tions du Roi de France, données à Paris le 18. Novembre 1667 au-
quel celui-cy le rapporte, & par le Préambule du Traité de St. Ger-
main en Laye, qui se peut voir cit. après en date du 15. Avril
1668.

ANNO
1668.

ces-Unies manquaient à effectuer réellement ce que dessus.

V. Que la Paix étant conclue entre les deux Couronnes, elle sera garantie en la forme la plus ample, la plus forte que faire se pourra, tant par le Roi de la Grande Bretagne, & les États susdits, que par l'Empereur, & par tous les autres Rois & Princes voisins, qui se trouveront intéressés à la conservation du repos de la Chrétienté, & particulièrement des Pays susdits, avec un denombrement des forces, que l'on sera obligé de faire agir, vigoureusement, en cas que l'une ou l'autre des deux Parties vienne à l'enfreindre, pour lui faire repaier le tort, & le dommage, que l'autre aura souffert par sa contravention.

VI. Ces Accords & Conventions, avec toutes & chacune des choses y contenues seront confirmés & ratifiés par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & par lesdits Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par des Lettres patentes de part & d'autre, munies de leur Grand Sceau en bonne & due forme, dans quatre semaines prochain venans, ou plutôt, si faire se peut, & les Actes de Ratification seront échangés de part & d'autre dans ledit tems.

Icy doivent estre inserés les Pouvoirs du Serenissimo Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies.

En temoin de toutes lesquelles choses, & chacune d'iceles, & pour leur donner plus de force, nous avons signé les presentes, & y avons ajouté nos Cachets. À la Haye en Hollande le 23. Janvier 1668.

Accessio Regis Sueciæ CAROLI XI. ad Fœdus inter Magnæ Britannia, & Ordines Generales Unitæ Belgii, ut mediante eorum officiis, Pax inter Reges Gallia & Hispania promoveretur. Hagæ Comitum die 14. Januarii 1668.

Cum Magnæ Britannia Rex ac Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum valde desiderarint, Regem Sueciæ una cum ipsis in partem principalem adificiis illius Fœderis quod hodierno die per Deputatos ac Plenipotentiarios suos conclusum signatumque est, quo prompta atque tuta Pax inter Reges duos vicinos promoveretur, quoque divina aspirante gratia per Orbem Christianum publica tranquillitas instauraretur: Præterea cum Rex ipse Sueciæ, jam ab initio eorum motum, qui inter duos designatos Reges eruperant, tam Magnæ Britannia Regi, quam Fœderatorum Belgarum Ordinibus sit testatus bonum sincerumque suum propositum ac studium, quo tenebatur, sese cum iis in hoc negotio, modo supra dicto, sociandi ac jungendi, idque respectu archissima necessitudinis, & horum Fœderum, per quæ communibus cum iisdem commodis adstringi se agnoscit, ut per hunc interventum perque modos utiles quosconque ac honestos, Paci inter binos Reges stabilienda infunderetur, nec per ullam difficultatem se hæcenus prohibuit, mentem suam super re tota aperiendi, nisi quod præstolatus sit, dum certo resciretur, qui deliberati atque firmi consilii Rex Magnæ Britannia & Fœderatorum Belgarum Ordines super omni hoc negotio essent capturi; tum quo usque promoveri subsidia aliaque id genus nonnulla possent, per quæ dictus Sueciæ Rex sibi satisfieri exoptat, ut pari & æquato cum Magnæ Britannia Rege ac Fœderati Belgii Ordinibus passu in hac re procedat; ea propter ex commodo communi visum est fore, si hoc Instrumentum inter Ministros Deputatos, ac Plenipotentiarios dictorum Regum Magnæ Britannia Sueciæque, nec non dictorum Fœderati Belgii Ordinum scripto consignaretur, quo una ex parte obligaretur Rex Sueciæ, mediante satisfactione prædicta ad amplectendum designatum Fœdus, & ad eandem navandam operam eodemque passu procedendum, quo dictus Magnæ Britannia Rex dictique Fœderatorum Belgarum Ordines, procedendum sibi esse existiment, ut negotium tam salutare promoveretur, nec non parte ex altera dictus Rex Sueciæ certus ita fieret locum sibi vacuum ac integrum relinquere Fœderis hujusce inter Partes principales amplectendi, quemadmodum id ut faciat à Magnæ Britannia Rege & ab Ordinibus Fœderati Belgii per hæcæ presentes maxime amicum in modum rogatur, qui & ipsi libenter apud Cæsarem & Hispaniarum Regem

omne Officii genus eo convertent, ut controversias nonnullas, quæ dicto Sueciæ Regi cum iis possint intercedere, quamprimum componantur, & secundum jus fasque à medio tollantur. Quantum verò ad subsidia, quæ à dicto Rege præstentur, Ordines Fœderati Belgii non defuturi sunt Mandatis necessariis concessim ad Legatos suos in aulam Britannicam mittendis, ut hosce inter & Commissarios, quos dictus Magnæ Britannia Rex eam in rem designabit, interque Legatum Regis Sueciæ Extraordinarium, qui iter jam nunc eò meditatur ex Belgio, aliosque illic degentes Ministros Principum Statuumve, quos id negotium quoque tangit atque concernit, consilia ineanter super necessariis ac requisitis omnibus constituendis; Sic ut Fœdus jam dictum consequatur quamprimum substantiam atque formam Pacis tripliciter conventi, ad quod invitandis amicis & Fœderatis, si qui ejus in partem admitti volent, omni ex parte opera quam diligentissima dabitur. Actum Hagæ-Comitum die 14. Januarii 1668.

Christophorus Delphicus,
B. ac Comes in Dbona.
Haraldus Appelboom.

Gellicum.
B. d'Asperen.
Johan de Wit.
M. van Crommon.
Adolph van Onkel.
Johan Schrieck.

XXVII.

Tratado de Paz ajustado entre el muy alto Serenissimo Principe Don CARLOS II. Rey Catolico, y el muy alto y Serenissimo Principe Don ALONSO SEXTO Rey de Portugal, por mediacion de el muy alto y Serenissimo Principe CARLOS II. Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los 13. de el mes de Febrero de 1668. Con los PODERES de los Señores Reyes en fecha de los 5. de Enero, 4 y 6 de Febrero 1668. Y la RATIFICATION de el Serenissimo Rey Catolico. Dada en Madrid a 23. de Febrero 1668. [Sur l'imprimé à Madrid con licencia de los Señores del Consejo de Estado. En la Imprenta de Domingo Garcia Morras ann. 1668. in 4. On trouve aussi cette Pièce dans le Theatrum Pacis. Tom. II. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 253. & 361. en Latin & en François; dans CHRISTI: GASTELUS, de Statu publico Europæ. Cap. VI. pag. 243. en Allemand; dans le Theatrum Europæum Tom. X. pag. 199. aussi en Allemand; & dans AITZEMA, Saaken van Staat en van Oorlogh. Tom. XIV. pag. 1044. en Hollandois.

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Absburg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Contradora de su Real Persona, y Governadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto D. Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, &c. en virtud del Poder que le concedi, ha ajustado, concludido, y firmado en trece de este presente mes, un Tratado de Paz con los Ministros Comissarios infrascriptos, Diputados para este efecto, por el muy Alto, y Serenissimo Principe D. Alto, y Serenissimo Principe D. Alonso Sexto, Rey de Portugal, &c. Interviniendo tambien, como Mediano, y Fiador, en nombre del muy Alto, y Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, &c. el Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario, con Poder que para ello tuvo fuyo, el qual dicho Tratado va aqui inserto, reducido a trece Articulos, cuyo tenor, traducido de Lengua Portuguesa en Castellana, es como se sigue.

A Rticulos de Paz, entre el muy Alto, y Serenissimo Principe Don Carlos Segundo, Rey Catolico, sus Sucesores, y sus Reynos. Y el muy Alto, y Serenissimo

ANNO
1668.

ANNO
1668.ANNO
1668.

nísimo Principe Don Alonso Sexto, Rey de Portugal, sus Sucesores, y sus Reynos, por mediación de el muy Alto, y Serenísimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, Hermano de el nno, y Aliado muy antiguo de ambos, ayudados por Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, como Plenipotenciario de Su Magestad Catolica: y Don Nufio Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Don Basco Luis de Gama Marques de Niza, Don Juan de Silva Marques de Goubea, Don Antonio Luis de Meneses Marques de Marialva, Henrique de Santa Tavares de Silva Conde de Miranda, y Pedro de Vieira de Silva, como Plenipotenciarios de Su Magestad de Portugal: y Duarte Conde de Sandwich, Plenipotenciario de Su Magestad de la Gran Bretaña, Mediano, y Fiador de la dicha Paz, en virtud de los Poderes siguientes.

Copia de el Poder de Su Magestad Catolica.

Don CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Alsurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Curadora de su Real Persona, y Gobernadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto el Serenísimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, movido del celo del bien, y reposo comun de la Christianidad, y de lo que se terminen las diferencias entre esta Corona, y la de Portugal, ha interpueto en diferentes tiempos repetidas instancias, ofreciendo su mediación, y amigables oficios al fin referido, y ultimamente embiado a esta Corte a Eduardo Conde de Sandwich, y Vizconde de Hinchinbrock, Baron de Montagu de San Neote, Vice Almirante de Inglaterra, Maestro de la Gran Guardaropa, y de los Consejos Secretos, y Cavallero de la Orden de la Jarreta, por su Embaxador Extraordinario, para tratar algun ajustamiento de reciproca satisfacion entre ambas Coronas con los Poderes necesarios para ello. Y aviendo me influenciado el dicho Conde de Sandwich, que podría ser el mejor medio para conseguir este intento el de una buena Paz con el hermano de su Rey Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, se han superado las dificultades que han ocurrido, y finalmente por lo mucho que deseo complacer al dicho Serenísimo Rey de la Gran Bretaña, se han ajustado los trece Capítulos de Paz, que van puestas en un Proyecto aparte, para cuya mas prompta execucion se ha ofrecido el dicho Conde de Sandwich a ir en Persona a Lisboa a participar al dicho Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal todo lo dispuesto, y tratado por su mediación, y a procurar en nombre de su Rey, que se llegue a la conclusion: Y porque para que esto se consiga con la brevedad que se requiere, es necesario que aya en aquella Ciudad Persona de autoridad, calidad, prudencia, y celo, que tenga Poder mto para ajustar en forma debida los dichos Artículos de Paz. Por tanto concurriendo (como concurren) las dichas, y otras buenas partes, y calidades en vos Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Estado de Sorbas, y de la Villa de Lueches. Alcaide perpetuo de los Alcazares de la Ciudad de Cordona, y Cavallero Mayor de sus Reales Cavalierías, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la santa Inquisicion della, Alcaide perpetuo de los Reales Alcazares, y Aracanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camera, Montero Mayor, y Alcaide de los Reales Sitios del Pardo, Balsaín, y Zarzuela. Os doy, y concedo en virtud de la presente, tan cumplido, y bastante Poder, comission, y facultad, como es necesario, y se requiere, para que por el Serenísimo Rey, mi muy Caro, y muy Amado Hijo, y en su Real nombre, y en el mio, podais tratar, ajustar, capitular, y concluir con el Dísputado, y Comisario, ò los Dísputados, ò Comisarios de el sobredicho Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, en virtud de el Poder que presentaren de el dicho Rey Lusitano, una Paz perpetua, conforme al tenor de dichos Capítulos, ò en la forma que mas bien pareciere, y obligar al Rey mi Hijo, y a mi al cumplimiento de lo que así ajustareis, y firmareis. Y declaro, y doy mi palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el dicho

Marques del Carpio, desde aora para entones lo consento, y apruebo, y lo tendré siempre por firme, y valedero, y passare por ello, como por cosa hecha en nombre de el Rey mi Hijo, y mio, y por mi voluntad, y autoridad, y lo cumpliré entera, y puntualmente. Y asimismo ratificaré, y aprobaré en especial, y conveniente forma, con todas las fuerzas, y de mas requisitos necesarios, que en semejantes casos se acostumbra, todo lo que en razon de esto concluyereis, asintierdes, y firmareis, para que todo ello sea firme, valido, y estable, con precisa condicion, que se aya de fencer, y firmar dicho Tratado de Paz dentro de quarenta dias desde el dia de la fecha deste Poder, demanera, que si este plazo se passare, sin quedar concluso, y firmado dicho Tratado, doy desde aora para entones por nulo este Poder, y todas las clausulas que en él se contienen, y quanto en su virtud fuere propuesto, ò comenzado a tratar, en cuya declaracion he mandado despachar la presente firmada de mi mano, y sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a cinco de Enero mil y seiscientos sesenta y ocho. YO LA REYNA. Don Pedro Fernandel del Campo y Angulo.

Copia de el Poder de el Rey de Portugal.

Don ALONSO, por la gracia de Dios, Rey de Portugal, y de los Algarves, y Daquén, y Ladem, Mar en Africa, Señor de Guinea, y de la Conquista, Navegacion, y Comercio de Ethiopia, Arabia, Persia, y de la India, &c. Por la presente doy todo el Poder, y facultad necesaria a Don Nufio Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Marques de Ferreira, Conde Tentugal, Señor de las Villas de la Poboa, de Santa Christina, Villanuova, Danfos, Rabacal, Arega, Albayacere, Buarcos, Anobra, Catapito, Mortagua, Penacoba, Villalva, Villarubia, Albergaria, Agua de los Peces, Operal, Abermalla, Cercal, Comendador de Grandola, de la Orden de Santiago, de mi Consejo de Estado, y mi muy amado, y estimado Sobrino. A Don Basco Luis de Gama, Marques de Niza, Conde de Vidigueira, Almirante de la India, Señor de las Villas de Trades, y Trobes, Comendador de la Encomienda de Santiago de Beysa, de la Orden de Christo, de mi Consejo de Estado, y Veedor de mi Hazienda. A Don Juan de Silva, Marques de Goubea, Conde de Portalegre, Señor de las Villas de Celorico, San Roman, Mymenta, Vinhò, Napeyreira, Naboinhos, Ricotaro, Valeira, Villacoba, a Goelheya, y de las Islas de San Nicolas, y San Vicente, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almada, de la Orden de Santiago, de mi Consejo de Estado, Presidente de la Mesa del Desembargo de Palacio, mi Mayordomo Mayor, y mi muy estimado Sobrino. A Don Antonio Luis Meneses, Marques de Marialva, Conde de Cananhaba, Señor de las Villas de Melres, Mondim, Cerba, Atim, Hermello, Bihò, Villar de Ferreira, Avellans de Caminho, Leomil, Penella, Poboa, y Vallongo, Señor del Mayorazgo de Medelo, y San Silvestre, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almada, de la Orden de Christo, de mi Consejo de Estado, Veedor de mi Hazienda, Gobernador de las Armas de Lisboa, y Plaza de Cascaes, y de la Provincia de Estremadura, y Capitan General de el Exercito, y Provincia de Alentejo. A Henrique de Souza Tavares de Silva, Conde de Miranda, Señor de las Villas de Podentes, Bouga, Folgoinhos, Oliveira del Barrio, Gernelo, Soza, Arancada, Alcaide Mayor de Arronches, y Alpalhao, Comendador de las Encomiendas de Alvalade, Villanueva de Alvito, Proença, Alpalhao, de las Islas Terceiras, San Miguel, y Madeyra, de mi Consejo de Estado, Gobernador de la Relacion, y Casa del Puerto, y de las Armas de la misma Ciudad, y su distrito. Y a Pedro Vieyra de Silva, de mi Consejo, y mi Secretario de Estado, para que por mi, y en mi nombre traten, confieran, y ajusten una Paz perpetua entre mis Sucesores, y mis Reynos, y la muy Alta, y Serenísima Reyna D. Mariana de Austria, como Tutora, y Curadora de la Real Persona de el muy Alto, y muy Poderoso Principe Don Carlos Segundo su Hijo, Rey Catolico de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, y de las Indias Occidentales, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, y de Milan, Conde de Alsurg, y de Tirol, y Gobernadora de sus Reynos, y Señores.

ANNO
1668.

Señorios, y entre sus Sucesores, y Reynos, por medio de Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Estado de Sorbas, y de la Villa de Lueches, Alcaide perpetuo de los Alcazares de la Ciudad de Cordoua, Cavallero Mayor de sus Reales Cavallerias, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la Santa Inquisicion de ella, Alcaide perpetuo de los Reales Alcazares, y Atarazanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcántara, Gentil-Hombre de la Camara, Montero-Mayor, y Alcaide de los Reales Sitios, del Pardo, Balsaín, y Zarzuela, como Plenipotenciario Diputado para este caso por el dicho Serenísimo Principe Don Carlos, y con intervencion, mediacion, y seguridad de Duarte Conde de Sandwich, Vizconde de Hinchinbroch, Baron de Montagú de San Neote, Vice-Almirante de Inglaterra, de los Consejos mas secretos de el muy Alto, y Serenísimo Principe Carlos, Rey de la Gran Bretaña, mi buen hermano, en su nombre, y como su Embaxador Extraordinario; destinado para este mismo negocio, todo en la forma, y con las condiciones, declaraciones, y clausulas que les parecieren convenientes al fofiego, bien comun, amistad, y union entre ambas Coronas, y Vassallos de ellas, y lo por ellos hecho, y ajustado en esta parte, me obigo en mi nombre, en el de mis Sucesores, y mis Reynos, a lo cumplir, mantener, y guardar, de baxo de fee, y palabra de Principe, y lo tendré por bueno, firme, y valedero, como si por mi mismo hecho, y acordado, y esto sin embargo de qualesquiera leyes, derechos, Capítulos de Cortes, y costumbres que aya en contrario, porque todos tengo por derogadas para este caso, como si se hiziera dellos aqui particular, y expresa mencion, todo de mi motu proprio, cierta ciencia, Poder Real, y absoluto, en el mejor modo, y forma que derecho puedo, y debo: Y por firmeza de todo lo que queda dicho mandé passar este Poder firmado por mi, y sellado con el sello grande de mis Armas. Pado en la Ciudad de Lisboa a los quatro dias de el mes de Febrero. Luis Feixeira de Carballo la hizo año del Nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo mil y seiscientos y sesenta y ocho. Pedro Veyra de Silva le hizo escrivir. **EL PRINCIPE.**

Poder que otorgò Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, al Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario en España, traducido de Latin en Lengua Castellana.

CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de la Gran Bretaña, y de Francia, &c. A todos, y a cada uno de los que vieren estas Letras, Salud Siendo así, que nada ay mas Real, y Christiano, que componer diferencias, y enemistades, y quitar tan de el todo las raíces antiguas de los odios, que depuestes las armas, y reintegrada la Paz, se restituya la tranquilidad a los Pueblos, la seguridad al Comercio, la autoridad a sus Leyes, y finalmente los Vassallos bendiciones a sus Principes con aplauso, y aclamacion. Nosotros (que con un mismo afecto, y voluntad miramos los Reynos de España, y Portugal) no sin grande dolor hemos podido tener la mira en la Guerra, que por tantos años se ha trabado entre Naciones vezinas, enfangantandose con tantas muertes, y desando, que tan ilustres exemplares de valor se mueltrén en otras Regionés, y contra otros enemigos, (aviendo sido Dios servido de oír nuestros descos, y iuspiros, de tal manera, que los Principes de ambas partes parece que se inclinan, como de su voluntad misma, a los Tratados prevenidos) juzgamos, que con nuestra mediacion se debe dar calor, y poner todo cuidado en un Principio tan piadoso, y deseado de nosotros; no solamente reconciliando los animos de una, y otra parte, sino es tambien estableciendo union en ellos. Y para que esta obra felizmente se empiece, y mas brevemente tenga fin, embiamos nuestro Embaxador Extraordinario a los Principes de ambas Partes, Persona de nuestra primer nuestra primer nobleza, igualmente aficionado a entrambas Coronas, para que así con mas felicidad pueda en ellas ejercer esta nuestra pacifica Legacia; es a saber, al muy amado, y fidelísimo Pariente nuestro Eduardo Conde de Sandwich, Vizconde de Hinchinbroch, Baron de Montagú de Sante Neote, Vice-

Almirante de Inglaterra, Prefecto de nuestra Gran Guardaropa, nuestro Consejero de el Secreto Consejo, Cavallero de la Antiguissima, y Nobilissima Orden de la Jarretera. Sabed, pues, que fiados nosotros de la fidelidad, industria, juicio, y prudencia de el dicho Conde de Sandwich, nuestro Embaxador Extraordinario, le hizimos verdadero, y cierto Comissario, y Procurador, y le establecimos, y constituimos por tal; y aura por las presentes Letras le hazemos, establecemos, y constituimos, dandole, y cometiendole plena, y omnimoda potestad, y juntamente autoridad, y Poder general, y especial en nuestro nombre, de congregarse con los dichos Principes de ambas partes, de conferir con sus Ministros, y conferir con ellos, y de comunicar, tratar, concertar, y concluir con sus Comissarios, Diputados, y Procuradores (que tuvieren ballate Poder para esto) ora sea junta, ora separadamente en los confines de los Reynos, ó en otro lugar donde pareciere mas conveniente de, y sobre establecer la Paz perpetua entre las Coronas, y Reynos de España, y Portugal, ó de, y sobre hazer treguas de muchos años entre las dichas Coronas, y Reynos, y efectuarlas con las mas utiles, mejores, y mas convenientes Capítulos; y de, y sobre ajustar Confederacion, y Liga entre nosotros, y los dichos Principes de ambas partes, para la comun, y mutua defensa de nuestros Reynos, estendiendose esta autoridad, y Poder que le damos, para hazer todas aquellas cosas que a los dichos fines, y a qualquiera de ellos pertenezcan, y conduzgan; y para efectuar sobre todo esto los Artículos, Letras, é Instrumentos necesarios; y para pedirlos, y recibirlos de las otras Partes, ó en comun, ó separadamente de ellas. Y prometemos en buena fee, debajo de la palabra Real, que nosotros tendremos por ratas, gratas, y firmes todas las cosas, y cada una de por sí, que fueren hechas, pactadas, y concluidas entre los Principes de ambas Partes, ó sus Procuradores, Diputados, ó Comissarios, y el sobredicho nuestro Embaxador Extraordinario, así junta, como separadamente en lo arriba referido, en general, ó particular, y que jamas contravendremos a cosa alguna della, antes bien de nuestra parte, no solo observaremos fante, y invariablemente todo lo que en nuestro nombre se hubiere prometido, ó concluido en qualquiera de las materias arriba dichas; pero tambien prometemos, y salimos por Fiaadores, que por las dos Partes, y por cada una de por sí se observará fante, y invariablemente. E testimonio de lo qual mandamos dar estas Letras, firmadas de nuestra mano, y corroboradas con el gran Sello de Inglaterra. Fechas en nuestro Palacio Wesmonasteriense a diez y seis de el mes de Febrero, Año de el Señor de mil y seiscientos y sesenta y cinco, y al diez y ocho de nuestro Reynado. **CARLOS REY.**

En nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Espiritu Santo, tres Personas, y un solo Dios verdadero.

I. PRIMERAMENTE declaran los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, que por el presente Tratado hazen, y establecen en sus nombres, de sus Coronas, y de sus Vassallos, una Paz perpetua, buena, firme, é inviolable, que comenzará desde el día de la Publicacion de este Tratado, que se hará en el termino de quinze dias, cessando desde luego todos los actos de hostilidad, de qualquier manera que sean, entre sus Coronas, por Tierra, y por Mar, en todos sus Reynos, Señorios, y Vassallos, de qualquiera calidad, y condicion que sean, sin exemption de lugares, ni de Personas. Y se declara, que han de ser quinze dias para ratificar el Tratado, y quinze para publicarse.

II. Y porque la buena fee con que se haze este Tratado de Paz perpetua, no permite que se piense en Guerra para lo futuro, ni en querer cada una de las Partes hallarse para este caso con mejor partido, se acordó en restituirse a Portugal las Plazas, que durando la Guerra le ocuparon las Armas de el Rey Catolico; y al Rey Catolico las que durando la Guerra le ocuparon las Armas de Portugal, con todos sus terminos, así, y de la manera, y por los límites, y confrontaciones que tenían antes de la Guerra, y todas las haciendas de raíz se restituirán a sus antiguos poseedores, ó a sus Herederos, pagando ellos las mejoras utiles, y necesarias, sinque por esto podran pedir los daños

ANNO
1668.

ANNO
1668.

daños que se atribuyen a la Guerra, y quedará en las Plazas la Artillería que tenían quando se ocuparon. Y los Moradores que no quieren quedar, podrán llevar todos lo mueble, y quedarán dueños de los frutos de lo que hubieren sembrado al tiempo de la publicación de la Paz. Y esta restitución de las Plazas se hará en termino de dos meses, que empezarán desde el día de la publicación de la Paz. Pero declaran, que en esta restitución de las Plazas no entra la Ciudad de Cautá, que ha de quedar en Poder de el Rey Católico, por las razones que para esto se consideraron. Y se declara, que las haciendas que se posesyeran con otro título, que no sea el de la Guerra, podrán disponer dellas sus dueños libremente.

III. Los Vassallos, y Moradores de las Tierras poseídas de uno, ó de otro Rey, tendrán todabuena correspondencia, y amistad, sin mostrar sentimiento de las ofensas, y daños pasados, y podrán comunicar, entrar, y frequentar los limites de uno, ó de otro, y usar, y exercitar Comercio con toda seguridad por Tierra, ó por Mar, y así, y de la manera que se usava en tiempo de el Rey Don Sebastián.

IV. Los dichos Vassallos, y Moradores de una, y otra parte tendrán recíprocamente la misma seguridad, Libertades, y Privilegios, que están acordados con los Subditos de el Serenísimo Rey de la Gran Bretaña por el Tratado de veinte y tres de Mayo del año de seiscientos y sesenta y siete, y de otro de el año de seiscientos y treinta, en lo que en este Tratado está toda vía en pie, así, y de la manera, como fi todos aquellos Artículos en razon del Comercio, ó Inmunidades tocantes a él se estuviesen aquí expresamente declarados, sin excepción de Artículo alguno, mudando solamente el nombre en favor de Portugal: A de estos mismos Privilegios usará la Nación Portuguesa en los Reynos de Su Magestad Católica, así, y de la manera que lo usaron en tiempo del Rey Don Sebastián.

V. Y porque es necesario un largo tiempo para poderse publicar este Tratado en las partes mas distantes de los Señorios de uno, y otro Rey, para cesar entre ellos todos los actos de hostilidad, se acordó, que esta Paz comenzará en las dichas partes desde la publicación, que de ellas se hizieren en España a un año siguiente: pero fi el aviso de la Paz pudiere llegar antes a aquellos Lugares, cesarán desde entonces todos los actos de hostilidad. Y fi pasado dicho año se cometiere por qualquiera de las Partes algun acto de hostilidad, se fustará a todo el daño que del naciere.

VI. Todos los prisioneros de Guerra, ó en odio della, de qualquiera Nación que sean, sin dilación, ó embargo alguno, serán puestos en su libertad, así de una, como de otra parte, sin excepción de persona alguna, y de razon, ó pretexto que se quiera tomar en contrario; y esta libertad comenzará del día de la publicación en adelante.

VII. Y para que esta Paz sea mejor guardada, prometen respectivamente los dichos Reyes Católico, y de Portugal de dar libre, y seguro passage por Mar, ó por Rios navegables, contra la invasion de qualquiera Piratas, ó otros Enemigos, que procurarán tomar, y castigar con rigor, dando toda libertad al Comercio.

VIII. Todas las privaciones de herencias, ó disposiciones hechas con odio de la Guerra, son declaradas por ningunas, y como no acontecidas, y los dos Reyes perdonan la culpa a unos, y a otros Vassallos en virtud de este Tratado, aviendose de restituir las haciendas que estuvieren en el Fisco, y Corona a las personas, a las quales sin aver sobrevenido esta Guerra avian de tocar, ó pertenecer para Poder libremente gozar de ellas; pero los frutos, y lo que hubieren rentado los dichos bienes hasta el día de la publicación de la Paz, quedarán a los que los hubieren poseído durante la Guerra. Y porque se pueden ofrecer sobre esto algunas demandas, que conviene abreviar para el sosiego de la República, será obligado cada uno de los pretendientes a intentar las demandas dentro de un año, se determinarán breve, y sumariamente dentro de otro.

IX. Y fi contra lo dispuesto en este Tratado algunos Mercaderes, sin orden, ni Mandado de los Reyes respectivamente hizieren algun daño, se reparará, y castigará el daño que hizieren, siendo aprehendidos los delinquentes; pero no será lícito por esta causa tomar las armas, y romper la Paz. Y en caso de no hazerle Justicia, se podrán dar Cartas de marca, ó

TOM. VII. PART. I.

represallas contra los delinquentes en la forma que se ANNO
acostumbra. 1668.

X. La Corona de Portugal, por los intereses, que reciproca, y inseparablemente tiene con la de Inglaterra, podrá entrar a parte de qualquier Liga, y Ligas ofensiva, y defensiva, que las dichas Coronas de Inglaterra, y Católica hizieren entre sí, juntamente con qualesquiera Confederados suyos: y las condiciones, y obligaciones reciprocas, que en tal caso se ajustaren, ó adelante se añadieren, se tendrán, y guardarán inviolablemente en virtud de este Tratado, así, y de la manera como se estuvieran particularmente expresadas en él, y estuvieran y a nombrados los coligados.

XI. Prometen los sobredichos Señores Reyes Católico, y de Portugal de no hazer nada contra, ni en perjuizio de esta Paz, ni consentir se haga directá, ni indirectamente; y fi acaso se hiziere, de repararlos sin ninguna dilación; y para observancia de todo lo arriba contenido se obligan con el Señor Rey de la Gran Bretaña, como Mediano, y Fiador de esta Paz; y para firmeza de todo renuncian de todas las Leyes, Costumbres, ó costá alguna que haga en contrario.

XII. Esta Paz será publicada en todas las partes donde conveniere, lo mas brevemente que se pueda despues de la Ratificación de estos Artículos por los Señores Reyes Católico, y de Portugal, y entregados recíprocamente en la forma acostumbra.

XIII. Finalmente serán los presentes Artículos, y Paz en ellos contenida ratificados tambien, y reconocidos por el Serenísimo Rey de la Gran Bretaña, como Mediano, y Fiador della, por cada una de las partes, dentro de quatro meses despues de su Ratificación.

Todas las quales cosas en Artículos referidas fueron acordados, establecidos, y concluidos por nosotros Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques de el Carpio, Duque Conde de Sandwich; y Don Nuno Alvarez Pereira, Duque de Cadaval; Don Balco Luis de Gama, Marques de Niza; Don Juan de Silva, Marques de Góbea; Don Antonio Luis de Meneses, Marques de Marialva, Henrique de Sousa Tavares de Silva, Conde de Miranda; y Pedro de Vieira de Silva, Comisarios Diputados para este efecto, en virtud de Plenipotencias que quedan declaradas en nombre de Sus Magestades, Católica, de la Gran Bretaña, y de Portugal, en cuya fee, firmeza, y testimonio de verdad hizimos el presente Tratado, firmado de nuestras manos, y sellado con el Sello de nuestras Armas. En Lisboa en el Convento de Santo Eloy a los treze días de el mes de Febrero de mil y seiscientos y sesenta y ocho. Don Gaspar de Haro y Guzman. El Conde de Sandwich. El Duques Marques de Ferreira. El Marques de Niza, Almirante de la India. El Marques de Góbea, Mayordomo Mayor. Marques de Marialva. El Conde de Miranda. Pedro Vieira de Silva.

POR Tanto, avendo visto, considerado, y examinado en mi Consejo maduramente dicho Tratado, y o por mí, y por el muy Alto, y Serenísimo Principe D. Carlos Segundo, Rey de las Españas, &c. nuestro muy caro, y muy amado Hijo, hemos resuelto aprobarle, y ratificarle, como en general, y cada punto en particular le aprobamos, y ratificamos por Nos, y nuestros Herederos, y Subcesores, como asimismo por los Vassallos, Subditos, y Habitantes de todos nuestros Reynos, Países, y Señorios, así en Europa, como fuera della, sin exceptuar ninguno, recibiendo el dicho Tratado, y todo lo que contiene, y cada Punto dello en particular en todas sus partes por bueno, firme, y valdero, prometiendo en fee, y palabra Real por Nos, y nuestros Sucesores Reyes, Principes, y Herederos sinceramente, y con buena fee seguir, observar, y cumplirle inviolable, y puntualmente, segun su forma, y tenor, y hazerle seguir, observar, y cumplir de la misma manera como si le huvieramos Tratado por nuestra propia persona, sin hazer, ni permitir, que en ninguna manera se haga cosa en contrario directá, ni indirectamente en qualquier modo que ser pueda; y fi se huviere hecho, ó se hiziere contravención en alguna manera, hazerla reparar sin dificultad, ni dilación alguna, castigar, y mandar castigar a los que hubieren contravenido con todo rigor, sin gracia, ni perdon, obligando para el efecto de lo susodicho todos, y cada uno de nuestros Reynos, Países, y Señorios, como tambien todos nuestros otros bienes

K

ANNO 1668. presentes, y venideros, sin exceptuar nada. Y para la firmeza de esta obligacion renuaciamos todas las Leyes, y Costumbres, y todas otras cosas contrarias a ello. En fee de lo qual mandamos despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con nuestro Sello secreto, y refrendada del infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a veinte y tres de Febrero de mil y seis-cientos y sesenta y ocho. YO LA REYNA. D. Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

XXVIII.

17. Fevr. (1) *Traité de Commerce entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à la Haye, le 17. Février, 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 194. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans GASTLIUS, de Statu publ. Europæ noviss. Cap. XXVI. pag. 825. en Allemand, & dans le Theatrum Europæum, Tom. X. pag. 851. aussi en Allemand.]*

Quandoquidem annuente Divina gratia & conspirante mutuarum rerum salute aque ac Christiani Orbis jam temporis necessitate vigesimo tertio die Januarii proxime elapsi, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum ejus nominis secundum Magnæ Britannie Regem, & Cælos, ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum & signatum sit Fœdus perpetuum defensivum, fortissimis tam Mari quam Terra præstandis auxiliis communium, eodemque die alioque Instrumento de rerum vicinarum tranquillitate pæcque Orbi Christiano restituenda, inter prædictum Regem ac prædictos Ordines pronis animis consensum & conventum fuerit, adeoque nihil aliud protinus superesse videatur, quod tam mutua voluntate restans itam amicitiam & necessitudinem ullo unquam tempore interpellare poterit, præter controversias de Mercimoniis speciebus hinc inde redigendis, fortitan oritur & ex incerta aut ambigua earundem utrinque adjudicatione fortitan etiam promovendas, idcirco quo omnibus innoscatur, quam sincera sanctaque fide prædictus Rex ac prædicti Ordines nuper contractæ amicitie non modo in præsens sed & ad posterum colenda cavere voluerint, jam demum ad divellenda quacunque non modo diffensionum, sed vel altercationum semina præcedendamque penitus eorum spem aut expectationem, quorumcumque demum prædictam amicitiam novis litibus concussam aut labefactam iri, interesse poterit, in subseqentes Articulos utrimque conventum est, qui pro norma & regula ejusmodi rerum Maritarum & Mercaturæ hinc inde redigenda mutuò & perpetuo observabuntur, aut quousque saltem ex utriusque Partis arbitrio & consensu Commisarii inducentur & conveniant ad uberiorem iis de rebus omnibus Navigationisque Legibus, Tractatum, ex communi utrimque commodo & ulteriore experientia digerendum.

I. Subditis atque Incolis Magnæ Britannie jus fasque esto, omnimoda cum libertate ac securitate navigare atque Mercaturam exercere in omnibus Regnis, Ditionibus, Statibus, quibus cum Magna Britannia Pax, Amicitia, vel Neutralitas intercedit, vel posterum intercedet, neque ista libertate turbentur aut impediuntur per Naves Bellicas, Triremes, Celoces, aliaque Navigia Ordinum Fœderati Belgii aut iis subditorum, si forte Bellum oriri contingat inter præfatos Ordines ab una, & dicta Regna, Ditiones & Status ab altera parte, quæ sunt Magnæ Britannie fœderata, sive Amicitiam aut Neutralitatem cum eo colant & observent.

II. Quæ navigandi commercique libertas se extendet ad omnes omnino Mercimoniis species, iis duntaxat exceptis, quæ Contrabanda indiguntur.

III. Quo in numero solummodo comprehenduntur omne genus armæ igniaria & quæ eo spectant, ut Machinæ seu Tormenta Bellica, Bombardæ, Mortariæ, Flöciethæ vulgo Petardæ, Bombæ, mala Ponica, vulgo Granadæ, Sacellæ, Coronæ piceæ, Machinarum

vehicula vulgo Affata, Theæ Scelopetariæ, Balthea, Pulvis pyrius, fumes igniarii, Nitrum, Globi, Balteæ, Gladii, Galleæ, Castides, Loricæ, Bipennes, Lanceæ, Equi, Epiphi, minorum Tuborum sive Scelopetorum Equestrium Vaginæ aut reconditoria, Cinguli, cæteraque Instrumenta, quæ formam accepterunt, ut in Bello usui esse possint, Gallicè dicta, *Assortiments servans a l'usage de la Guerre.*

IV. Sub Mercibus prohibitis non comprehenduntur frumentum, triticum aliaque grana & legumina, Oleum, Vinum, Sal, nec generatim annona, nec quidquam eorum quæ ad victum aut alimentum pertinent, sed erunt, uti & aliæ Merces quaslibet præcedenti Article non enumeratæ, plane libere, integrumque erit, quaslibet earundem species vehere ad loca hostilita Fœderatorum Ordinum, exceptis duntaxat Oppidis, locisque oblatione civilis, circumscriptis vel investitis, Gallicè, *bloqués ou investies.*

V. Ut vero prædicta rite atque ordine observentur, pactum atque conventum est, quod Naves aut Navigia Anglorum, quæ Mercibus onerata Portum aliquem Fœderatorum Ordinum intrabunt, animo autem ac consilio exinde discedendi ad loca isdem hostilia, tenebuntur Officialis Portuum præfatorum Ordinum, ex quibus solvent exhibere, solummodo Literas commæatus, vulgo Passeports dictas, quæ continent Indicem sive notitiam Mercium onerumque Naviorum impositorum probatam atque signatam Sigillo ordinis Officialium Curia Maritima sive Admiralitatis ejus loci, unde vela fecerunt, cum designatione loci quo destinata sunt, idque in forma ordinaria & consæta, postque Literarum commæatus sive Passeports exhibitionem Naves non molestantur, excutientur, detinebuntur, aut impediuntur ab itinere itinere, quocumque sub obtentu.

VI. Similiter Naves atque Navigia Anglorum, quæ sese sistent, in Navium stationibus sub Oris Maritimis Imperio præfatorum Ordinum subjectis, quibus tamen propositum non est aut subire Portus, aut cum ingressa sunt, exonerare Merces easque depone, non tenebuntur reddere rationes onerum suorum, nisi suspensa sint, quod vehant Merces veitas sive Contrabandas ad Hostes Ordinum, ut jam dictum est.

VII. Quo quidem legitima suspicionis casu tenebuntur Subditi Regis Magnæ Britannia in Portibus exhibere Literas commæatus, sive Passeports in forma modo designata.

VIII. Quod si verò accesserint ad Oras Maritimas & in alto obvia sint facta Navibus Ordinum aut ejus Subditorum, qui privatis sumpibus & cum Diplomate tamen publico eas Naves intruxerunt, ut evitentur omnia incommoda, dictæ Naves Fœderatorum Ordinum sive subditorum non appropinquabunt Anglis intra Tormenti Bellici jactum, sed scapham expedient, integrumque iis erit cum duobus tribusque hominibus duntaxat confedere Naves aut Navigia Anglorum, ut sibi à Magistro vel Præfecto Navis Anglicanæ exhibeantur Literæ Passeports supra memoratæ, nec non Literæ Maritima sive testimonialis de proprietate Navium ex præscripto formulæ quæ hinc Tractatu subjungitur, ut exinde constet non modo de onere, sed & de domicilio Magistris sive Præfecti, quemadmodum & de nomine ipsius Navis, ut duobus hisce mediis deprehendi queat prohibitas Hostes vehant Merces, & ut abunde appareat de conditione Navis ut & Præfecti sive Magistris ejusdem. Erit vero prædictis Passeports Diplomatus Maritimique Literis adhibenda omnimoda fides, at vero ut de eorum integritate certius constare possit & ne falsa supponantur, adhibebuntur certa quadam Regis & Ordinum Indicia, signa atque notæ.

IX. Quod si in Navibus vel Navigiis Anglorum, quæ cursum insisterunt versus Portus Ordinum hostiles, deprehendantur modis supradictis Merces prohibita sive Contrabanda, fumentur ex eis Navibus, deinde Judicio adversus eas agitur, publicabunturque coram & à Judicibus rerum Marimarum vel aliis competentibus, neque tamen propterea vel Navis aut Navigium vel cæteræ Merces non prohibita sive Contrabanda in dicta Navi repetæ publicabuntur aut in prædam cedent.

X. Conventum præterea est, ut quicquid deprehendatur immixtum à Subditis Regis Magnæ Britannia in Navem ad Ordinum Fœderatorum Hostes pertinentem, quamvis id de genere veteritarum Mercium non sit, in prædam tamen cedet & Fisco addicetur una cum reliquis, quæ in dicta Navi reperientur citra ullam excep-

(1) Ce qui avoit été réglé touchant le Commerce à Breda l'année précédente n'étoit que provisionnel; ce qui donna lieu à ce second Traité de Commerce.

ANNO 1668. ANNO 1668.

ceptionem. Ceterum & contra immune atque liberum erit quicquid deprehenditur in Navibus Subditorum Regis *Magne Britannie*, quantumvis opus aut pars eius pertineat ad Hostes Ordinem Federatarum, exceptis Mercibus prohibitis, quarum intuitu observabitur id, quod antecedentibus Paragraphis cautum est.

XI. Subditi atque Incolae Federatarum Provinciarum reciproce sibi invicem Juribus, Libertatibus atque Exemptionibus circa Navigationem & Commercio in Oris, in Portibus, Naviumque stationibus in Mariibus & Ditionibus Regis *Magne Britannie*, quemadmodum jam dictum est, truituros Subditos dicti Regis in illis, quae imperio Federatarum Ordinum parent, ut & in aperto Mari; subintelligenda enim est in omnibus & singulis mutua & reciproca aequalitas, etiam eo casu quo Ordines Federati posthac Pacem Amicitiamque colent, vel Neutralitatem observabunt cum Regibus, Principibus, & Statibus, qui Bellum gerent cum *Magne Britanniae* Rege, adeo ut utraque Pars sibi dem planè fruatur conditionibus & limitationibus quae Pactis hisce conventis continentur & Commercio spectant.

XII. Utque securitati Subditorum Ordinum Federatarum abundè cautum sit, quod nulla in eis injuria inferatur aut vis fiat, per Bellicas Naves ad dictum *Magne Britanniae* Regem ejusque Subditos pertinentes, interdiceret Praefectis Regis vel Subditis, qui suis impensis Naves instruunt, eorumque constitutis Officialibus & Magistris, ne ullam Subditis aut Incolis Federatarum Provinciarum faciant injuriam damnumve dent, sin fecus faxint, penas luent & propterea obstricti erunt de damno cum omni causa & eo quod interest satisfacere per reparationem & restitutionem sui obligatione & nexu Personae Bonorumque.

XIII. Atque ob hanc causam in posterum tenebuntur Praefecti sive Capitanei, & qui Bellicas Naves armant singuli, priusquam Mari se committant, exponere cautionem idoneam coram Judicibus competentibus, ad summam mille quingentarum librarum *Sterlingi*, sive quingentarum mille librarum *Turonensium*, ut eo melius ab his in solidum repetantur damna & injuriae quae dum Mari vagantur, fortassis inferre possint, ut & ea quae committentur à Capitaneis eisque quorum ministerio videntur, adversus hunc Tractatum Legesque & Edicta Regis, quae vi ac vigore, & secundum dispositionem hujus Tractatus publicabuntur sub poena, irrita fore Diplomata & revocata fore permissionem praedarum ex Hoste agendam.

XIV. Quod si Praefectus aliquis Navis Anglicae deprehendat atque capiat Navem operantem dictis Mercibus prohibitis, fas illi non erit aperire aut cistas, scrinia, fascinas, vasa, cave vendere, permutare aut alio modo alienare, priusquam exposita sint in Terram praesentibus Judicibus sive Officialibus Admiralitatis, factoque ab his Inventario Mercium in dicta Navi repertarum, nisi si Mex prohibita partem duntaxat oneris faciat, ut confessum ejusmodi Mex exoneretur auferaturque, quo minorem in itinere moram patiatur, quo quidem casu nulla amplius molestia afficiendus vel ab itinere proposito averteendus erit.

XV. Rex *Magne Britanniae* Subditos Federatarum Ordinum eodem favore prosequi volens in omnibus sui Imperii Ditionibus ac propriis Subditos, id effectum dabit, ut super praedis, quae in Mari factae sunt sententiae, Jus administratur secundum Justitiae regulas, aequitatisque normam, per Judices non suspectos, & quorum non intererit in causa quae discipatur, utque Sententiae jam latae & quae deinceps ferentur, recte atque ordine executioni mandentur suumque fortiantur effectum prout earum tenor exigit.

XVI. Quandocunque Legati Ordinum, alive Ministri publica auctoritate instructi in Aula Regiae Majestatis *Magne Britanniae* commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quae latae fuerunt, jubebit Rex easdem Sententias in Consilio suo revidere atque ad examen revocari, ut constet an Leges formulaeque hujus Tractatus in eis observatae sint, ut huic rei provideatur, quemadmodum Juris aequae norma exigit, quod intra trimestre spatium expediri oportebit, interim neque ante neque post latam Sententiam pendente revisione bona controversia vendere aut distrabere licebit, nisi ex consensu eorum, quorum interest, si forte Bona servando servari nequeant vel nequid detrimenti eis accidat.

XVII. Lite mota in prima vel in ulteriore instantia inter eos, qui in Mari praedam fecerunt ab una & eos

quorum interest, quique intercedunt confiscationi, ab altera parte, atque contingit hosce Sententia Judicis vincere & absolvi, Sententia cautione interposita, mandabitur executioni, licet ab ea provocatum sit ad superiorem Judicem, at non contra si pronuntiatio fuerit contra intercedentes. Porro quae hoc atque antecedentibus Articulis sancita sunt de reddendo Jure ex praescripto Justitiae sancte ac remotis ambagibus in causis Subditorum Federatarum Ordinum, quando eorum Naves vel Merces captae fuerint per Subditos Regis *Magne Britanniae* in Mari itidem observanda erunt ad Ordinibus Generalibus in causis Subditorum Regis Majest. quorum Naves Mercesque in Mari à Subditis Incolisve Federatarum Provinciarum interceptae fuerint.

XVIII. Cum autem rerum omnium & Conventio- num commoda aut incommoda non nisi tractu temporis mutuaeque experientiae documentis penitus indagari possint, conventum itaque est inter praedictum Dominum Regem *Magne Britanniae*, & dictos Dominos Ordines Federati Belgii: ut quocunque demum tempore utrique Parti id visum fuerit, ex communi consensu iudici & conveniri poterit delegati Commisarii, quorum cura erit & operis, quodcunque in supra- memoratis Articulis defecisse reperitur supplere, quodcunque autem incongruum aut utrumque incommodum fuisse, mutare aut circumscribere, & ubiorem demum hisce de rebus omnibus Navigationisque Legibus Tractatum absolvere proflus & perlimare.

XIX. Pacta haec conventio omniaque & singula iis contenta à dicto Domino Rege *Magne Britanniae* dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Federatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaeque Ratihabitionum Instrumenta intra praedictum tempus hinc inde extradentur.

Sequuntur formulae, quarum superius Articulo octavo mentio facta fuit.

Formula Literarum Testimonialium petendarum dandarumque ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdic- tio Jure Ordinario in Magne Britanniae Regno mandata est, omnibus Navibus Navigisque inde vela facientibus, secundum dispositionem Articuli octavi hujus Tractatus.

..... Archithalassus. Omnibus, quibus hoc Diploma exhibebitur, Salutem. Notum fit N. N. Magistrum seu Praepositum Navis, cui nomen est Civitatis Vaforum plus minus stantis hoc tempore in Portu à nobis obtinuisse veniam cum praedicta Nave operata navigandi postquam ab iis quibus hoc instructum est, quid eam inventum illarum sit exploratum fuerit.

Oportebit autem eundem Magistrum aut Praepositum dictae Navis coram iis quibus Rerum Maritimarum Jurisdic- tio Jure Ordinario mandata est, Jurejurando affirmare, dictam Navem pertinere ad Subditum Subditosque Regis Majestatis *Magne Britanniae* (de quo Jurejurando praestito sub sine hujus Diplomatis apparere necesse erit) seque eosque qui Navis navigandae causa in Nave sunt, Leges atque Conventiones, quae ad res Maritimas spectant sanctè fideliter observaturum, ac observaturum, & apud Acta Curiae Rerum Maritimarum edere indicem signatum probatumque, sigillatim continentem nomina & cognomina, Locum originis & domicilii tam eorum qui Navem navigant, quam qui vehuntur, quos in Navem recipere, absque consensu eorum, qui rei Maritimae praesunt, jus fas ei non erit: Tenebitur porro Judicibus aliisque, ad quos de rebus Maritimis cognitio pertinet, in singulis Portibus, ubi Navem appeller, Diploma hoc exhibere, ac praesto itinere ex fide referre ea, quae toto Navigationis suae tempore acta facta fue- runt, eodemque Navigationis suae tempore non alius quam memoratae Regiae Majestatis vexillis aptisquae aliisque signis aut insignibus uti licebit poteritque.

In quorum fidem haec manu propria hujus Rerum Maritimarum Secretario subscribi curavimus. Signatum erat... Et paulo inferius, Sigilloque praefati Domini Archithalassi signatum.

ANNO
1668.*Formula Instrumenti continentis Jurisjurandum a Magistro, seu Praeposito Navis praestandum.*

N^Os, quibus in Ditione & Territorio Re-
rum Maritimarum Jurisdictione Jure ordinario man-
data est, affirmamus N. N. Magistrum seu Praepositum
Navis hoc Diplomate nominatè prestitisse Jurisjuran-
dum inibi expressum. In quorum fidem hac signari
curavimus.

*Formula Literarum Testimonialium petendorum danda-
rumque a Consulibus, Civitatum & Portuum Uniti
Belgii omnibus Navibus Navigisque inde vela facien-
tibus seculum dispositionem praestari artium ovari.*

Serenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissi-
mis, Spectatissimis, Prudentissimis Dominis Impe-
ratoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus,
Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Domi-
nis Consularibus, Scabalis, Senatoribus, Judicibus, Offi-
cialibus, Justiciariis & Rectoribus omnium Civitatum
& Locorum tam Ecclesiasticorum quam Secularium,
quibus haec exhibebuntur. Consules & Rectores Civita-
tis, notum facimus N. N. Magistrum seu
Praepositum Navis se nobis fuisse & solemn-
i Jurisjurando affirmasse dictam Navem cui nomen est
. mensuram quas vulgo lastas vocant plus mi-
nus cujus ille hoc tempore Magister five Prae-
positus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti
Belgii, ita eum Deus adjuvet; cum autem acceptissi-
mam nobis esset, praedictum Magistrum seu Praepositum
Navis in his quae probè justeque ab eo agenda erunt adju-
vari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus
Magister seu Praepositus Navem Mercisque in eam in-
vectas illatas appelleret, velitis & jubetis eum benigne re-
cipi, humaniter tractari, sub legitimorum consuetu-
rumque Vestigialium ac aliorum onerum solutione ad-
mitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Do-
minia vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus,
Commerciarum ac promercalium Jure specieque uti,
omnibus quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, gra-
to animo id rependere vobis paratissimi semper promp-
tissimique. In quorum fidem hac Civitatis nostrae Sig-
illo signari curavimus.

In quorum omnium & singulorum fidem & robor
nos dicti Domini Regis Magnae Britanniae & dictorum
Dominorum Ordinum Generalium Mandatarum fidei
nobis ad id potestate sufficienti hisce Tabulis subscrip-
tus illasque Signillis nostris signavimus. Haga-Comi-
tum in Hollandia die 17. Februarii anni 1668. Signa-
tum erat.

W. TEMPLE.

XXIX.

Le 9. *Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs*
& 13. *de la COMPAGNIE ORIENTALE HOL-*
Mars. *LANDOISE, & PADUCCA SIRI, Sultan*
HAROUNARRA CHIT, Roi de Tello dans
le Royaume de Macassar, par lequel ce Prince
Indien se range sous la protection de ladite Com-
pagnie, avec ses Freres, ses Sœurs, ses Enfants
& ses Sujets, promettant de lui estre fidelle, &c.
Fait au Fort Tello le 9. Mars 1668. Avec les
LETTRES de MAMALYANG, Roi de
Chirana Lingues, Frere du Roi de Tello,
par lesquelles il accede au même Traité, & se
range sous la même Protection, lui, ses Enfants,
ses Sujets, & son Pais. Fait le 13. Mars
1668. S'en suivent les ARTICLES NOU-
VEAUX, auxquels le Roi de Tello, & le Roi de
Lingues, ont été derechef admis à l'Alliance de la
Compagnie du 15. Juillet 1669. Et enfin l'AC-
CESSION des Rois & des Peuples de Goa, &
de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis
de l'Amiral Hollandois le 27. Juillet 1669.
[Tiré de la Relation de tout ce qui s'est passé
de plus memorable dans la Guerre que les
Hollandois de la Compagnie des Indes Orien-

tales ont eu contre le Roy & les autres Re-
gens de Macassar, depuis l'an 1666. jusqu'à
l'an 1669. à Paris chez Fr. Leonard 1670.
in 12.] ANNO
1668.

JE soussigné Paducca Siri Sultan Harounarra Chit,
Roi de Tello, étant devenu Ami & Allié de la
Compagnie, dans la dernière Paix faite avec le Royau-
me de Macassar, comme il est plus amplement porté
par le Traité que nous en avons fait & confirmé par
Serment, me représentant la fidélité & le soin paternel
dont la Compagnie a toujours usé & use continuelle-
ment envers les Amis & Alliez, DECLARE par ces
présentes, que j'ai résolu, de l'avis des Seigneurs de
mes Etats, de mes Freres & de mes Sujets, que j'ai au
préalable consulté sur cela, de m'allier & m'engager
encore plus étroitement à la même Compagnie, moi &
les miens, avec tout mon Royaume, & toutes les
Terres de ma Jurisdiction, & de la prier aussi de me
recevoir en sa protection, non seulement moi en parti-
culier, mais aussi tous mes Enfants, afin que tant au-
rant ma vie qu'après ma mort, ils puissent être confi-
derez avec moi, comme Amis & Alliez de la Noble
Compagnie des Indes Orientales, & qu'elle nous pren-
ne & maintienne en sa protection paternelle, afin que
qui que ce soit au monde, ne nous puisse faire le moins
dort ou injure: Surquoy le Sieur Cornelle Speel-
man, Amiral & Général des Forces que la Compagnie
a ici, représentant par la vertu de sa Commission, la
Souveraineté du Gouverneur Général & du Conseil
des Indes établi à Batavia, m'a fait la grace d'accepter
amiablement, & d'un franc-cœur, les demandes susdi-
tes, que je lui ai fait faire & porter par Paducca Siri
Sultan Mandaraha Roi de Ternate, & Mamalyang
Roi de Lingues; Et c'est pour ce sujet que je m'enga-
ge à toute sorte de fidélité à ladite Compagnie, Moi,
mes Enfants, mes Freres & mes Sœurs, & les Seigneurs
de mon Royaume, avec tous mes Sujets; & me donne
& remets entièrement avec eux tous, à ses soins & sous
sa conduite. Et parce que leurs Amis sont les nôtres,
de même que leurs Ennemis; nous serons toujours
prêts d'aller à la Guerre avec elle ou ses Troupes, par
tout où elle nous voudra employer. Et en cas que je
viennne à mourir, mes Enfants & les Enfants de mes En-
fants demeureront sous la tutelle & protection pater-
nelle: Et si lors de ma mort il n'y en avoit aucun en
vie, ou qu'ils n'en laissent aucun après leur mort,
les Seigneurs de mon Royaume, mes Freres & autres
Parents ne pourront élire aucun Roi à ma place, que
de l'avis & du consentement de ladite Compagnie: Et
même si mes Enfants ne se comportoient pas comme ils
doivent, ladite Compagnie en pourra élire quelqu'au-
tre des plus proches à leur place, pour le bien de mes
Etats & celui de mes Sujets, confiant le tout de bon
cœur, & avec toute sorte de sincérité à la conduite de
ladite Compagnie: Et afin que ceci soit d'autant plus
notoire à tout le monde, j'ai scellé les présentes du
Sceau de mon Royaume, & les ai fait signer par mon
Frere Dain Mangappa, & par Carre Motulle, & Ga-
leran Carre Patro, & juré sur l'Alcoran à notre manie-
re, d'observer fidèlement tout ce qui y est contenu,
en présence de Messieurs Danker van der Straten, pre-
mier Marchand, Pierre Dupon, Capitaine, & Abra-
ham Gabbema, Fiscal, promettant de les faire publier
& proclamer à haute voix & son de Tambour dans ma
Capitale, quand il plaira à Monf. l'Amiral. Ainsi fait,
juré & scellé dans mon Fort de Tello, le 25. du mois
de Ramelan de l'année 1078. qui est selon le stile des
Hollandois, le 9. Mars 1668. en présence de l'Illustre
& puissant Mandaraha Roi de Ternate, & de Maman-
lyang Roi de Lingues mon proche parent, qui ont ci-
dessus apposé leur Sceau pour confirmation de ceci.

Nous soussignez Commissaires à ce député du Sieur
Amiral Cornelle Speelman, déclarons que le Roi &
les Témoins susnommez, ont scellé & juré solennelle-
ment ce Traité en notre présence, au lieu & en la forme
que dessus, après l'avoir auparavant bien compris,
& entendu jusqu'au fond, comme nous l'avons aussi
rapporté de même audit Sieur, & sur cela ordonné d'y
apposer le Sceau de la Compagnie, & le sein du Secre-
taire, le jour & au que dessus, fait au Château de
Rotterdam en Macassar. Signé D. VAN DER STRA-
TEN. PIERRE DUPON. A. GABBEMA; le Sceau
de la Compagnie doit à côté imprimé sur de la cire rouge,
& au dessous, Par Ordonnance de Mr. l'Amiral, au
lieu & jour susdit: Signé HENRI LOUF Secrétaire.

ANNO
1668.

JE fousigné Mamalyang, Roi Hereditaire de Chin-rana Linques, & Seigneur Baron dans le Royaume de Macassar, ayant mûrement lû, compris & medité le Traité ci-attaché, par lequel le Roi de Tello mon Frere s'est allié & engagé à la Compagnie des Indes en ma propre préférence; Je déclare pour moi & pour tous mes Fils & Filles, Domestiques, Païs, & Peuples, non seulement, que je m'engage de même à ladite Compagnie; Mais que je me mets aussi entièrement sous son obéissance & sa protection, promettant de lui être dès maintenant & à jamais fidelle, dans tous ses commandemens, son service & ses ordonnances, surquoi pour marque de vérité, & de la sincérité de mes intentions, moi & mon Fils Tartara Crantivan Patena, avons signé, scellé & juré les presentes, où nous tenons pour inféré le Traité de Tello, entre les mains dudit Amiral, & en présence desdits Sieurs Danker van der Straten, Pierre Dupon, & Abraham Gabbema, & de tous les Rois Alliés qui ont signé les presentes, & fait apposer leur Seau ci-dessous, lesquels sont témoins de ceci, affavoir le puissant Roi de Ternate, le Roi de Palacca, le Prince Galematia, & le Roi de Laya, le 13. du mois de Mars 1668. qui est selon notre compte le 29. du mois de Ramelan de l'année 1078, au Château de Rotterdam en Macassar. Les Seaux des Rois de Ternate & Palacca étoient au dessous en cire rouge: & plus bas il y avoit *Nosa*, le Seau & les feings de ci-dessous ont été apposés en plein Conseil le 31. Mars seulement. *Signé, DANKER VAN DER STRATEN, PIERRE DUPON, ABRAHAM GABBEMA. Le Seau de la Compagnie est à la marge sur de la cire rouge, & plus bas, Par Ordonnance de Monsieur l'Amiral, le jour & lieu susdits. Signé, HENRI LOUF* Secrétaire.

AUTRES ARTICLES.

SUR, quoi le Roi, les Galerans & les Ministres d'Etat de Tello; Comme aussi le Crain Linques, après avoir fait les soumissions en tel cas requises, ont été derechef reçus & admis dans l'Alliance de la Compagnie par le Sieur Speelman Surintendant & Commissaire Général sur les Provinces Orientales, Amiral & Generalissime tant par Mer que par Terre au Païs de Macassar & aux environs, au nom du Sieur Jean Macsfuycker Gouverneur Général & de Meff. du Conseil des Indes, sous les conditions suivantes.

I. Que lesdits Seigneurs, Rois & Regens garderont fainement, & observeront fidelement & immuablement, dès maintenant à perpetuité, le Traité de Paix & d'Alliance qui fut fait entre le Royaume de Macassar & la Compagnie Hollandaise des Indes Orientales, scellé & solennellement juré de part & d'autre à Bonaye le 18. Novembre 1667. qu'ils garderont & observeront de même un autre Traité fait entre le Roi & la Regence de Tello & le Crain Linques d'une part, & ladite Compagnie d'autre, qui fut conclu, juré & scellé le 9. Mars de l'année suivante 1665. Déclarant qu'ils ne l'ont violé que par leur mauvais Conseil, qu'ils en sont extrêmement fâchez, & que pour ce sujet ils se reconnoissent fort obligés à la bonté de la Compagnie, de ce qu'elle a daigné encore leur faire grace à leur instante & très-humble priere, & que par ces presentes ils se donnent entièrement à sa bonté, la priant cependant qu'à l'égard des sommes qui lui ont été promises par le Traité de Bonaye, il lui plaise de ne permettre pas qu'ils soient surchargés au delà de leurs forces en ce qui regarde leur cote, protestant qu'ils sont fort impuissans & n'ont pas de quoi la payer; surquoi on les a assurés que Messieurs du suprême Conseil des Indes auront indubitablement égard à leurs rémontrances & les traiteront avec toute sorte de douceur sur ce point-là.

II. Ils ont aussi déclaré qu'ils reputent à grande grace & bienfait, de ce qu'il plaît à la Compagnie de leur vouloir laisser leurs armes de main avec leurs Mousquets, en consideration de ce qu'ils étoient les premiers qui avoient abandonné les intérêts du Roi & du Royaume de Macassar, & étoient venus s'humilier & se mettre sous l'obéissance de la Compagnie, avec promesse que sans délai ni tergiversation aucune ils exhiberont & livreront incontinent, tout le petit Canon & les Dasses, car ils n'en avoient plus de gros que le Roi & la Regence de Tello. & le Crain Linques ont encore, tant celui qu'il y a à Tello, à Goa & à Sadrebone, qu'ailleurs, sans en prétendre aucune chose, & remerciant bien fort ladite Compagnie, de ce qu'il lui

plait les accepter en deduction de la susdite dette, chaque chose selon son prix.

III. Et en repetition & pour plus d'assurance du Traité fait à Bonaye, ils promettent de demanteler Tello & en démolir les remparts quand il plaira à la Compagnie, & de n'y faire jamais aucune autre fortification, directement ni indirectement, si ce n'est du contentement & par permission de ladite Compagnie.

IV. Et en cas que le Roi & la Regence de Goa, ne viennent pas faire leurs soumissions à la Compagnie sur l'Acte de pardon qu'elle leur enverra, alors lesdits Seigneurs Roys & Regens du Royaume de Tello, comme bons & fidelles Alliés de la Compagnie, les tiendront pour Ennemis ouverts & déclarés, & contribueront à leur faire le plus de mal qu'il se pourra; mais quoi que ledit Roi de Goa persiste dans sa rebellion, cela n'empêchera pas que les autres Rois, & Fils de Rois de Macassar, ni aucun de leurs Sujets qui viendront s'humilier & demander grace, ne soient agreablement reçus, pourvu que le Roi & la Regence de Tello ne reçoivent ou n'admettent personne, particulièrement de gens de condition, sans en donner avis chaque fois à la Compagnie, avec toute la promptitude possible.

V. Qu'en cas que Cronron, qui a été le pur auteur de la rupture du Traité de Bonaye, ne mette pas les armes bas, & ne se vienne jeter aux pieds de la Compagnie, lui demander grace, & se rendre à la discretion du suprême Conseil tant à Batavia, & se mettre entièrement à sa disposition, les assurant néanmoins, même sans qu'on l'ait demandé, qu'il ne fera rien attenté ni sur son corps ni sur sa vie, qu'alors ils aideront à le poursuivre, le prendre, ou le tuer; selon que l'occasion s'en présentera, & à mettre entre les mains de la Compagnie tous les effets qu'on pourra trouver à lui appartenant, en deduction de ce qui lui doit être payé en vertu du Traité susmentionné.

VI. Que pour plus de sûreté de ce nouveau Traité d'Alliance, toutefois & quantes que la Compagnie le voudra, ledit Roi ou quelqu'un des Grands de son Royaume, tel que la Compagnie demandera, sera tenu de venir demeurer parmi nous en un lieu commode, & d'y rester tant qu'il plaira à la Compagnie.

VII. Enfin la susdite Regence & le Crain Linques promettent, que pour ôter tout sujet de méfiance, & selon la coutume que les Hollandois observent parmi eux, ils ne viendront jamais dans aucune Place de la Compagnie qu'avec peu de monde, lequel même sera desarmé, le reste de leur suite étant obligé de demeurer hors la Place, à moins qu'il ne fût permis autrement par des raisons particulières qu'on en pourroit avoir.

Et pour assurance plus solennelle de tout ceci, Daayen Mangappa demi-Frere du Roi de Tello, les Galerans ou les Conseillers du Royaume de la part dudit Roi en vertu de leurs Lettres de Créance ci-annexées, comme aussi Crain Linques, pour lui-même, & derechef le susdit Daayen Mangappa, Manchie-Love & Patro Conseillers du Royaume, chacun pour soi-même, ont juré solennellement les presentes sur leur Alcoran, & pour plus grand affermissement & force d'icelles, ils ont bû de l'eau versée sur leurs Kriffes, pour marquer par cette coutume usitée en leur Païs, qu'en cas qu'ils vinssent à rompre & violer cette Alliance, ils consentent d'être défaits de leurs propres poignards. Ainsi fait & juré au quartier de Jaccatra au bord des rampars du Château de Samboupo que nous avons conquis, en présence des Alliés ci-joints, qui ont signé & scellé les presentes aussi-bien que ceux qui en qualité de Membres du Conseil ont été présents à cette Negotiation, le 15. Juillet 1669. dans le Logement de l'Admiral.

Les Points & Articles ci-dessus couchés sont écrits d'un côté en Flaman, & de l'autre en Langue Malese; sous le Flaman il y a signé Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean d'Oppynen, Jean Franfen, Leonard Rus; & sous le Malese le Seau de Crain Linques avec son sein, Daayen Mangappa, Galeran Mantfloe, Galeran Carre Pano, & Daayen Telolo: les suivans sont les Alliés qui y étoient présents, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Juroutelles; le Seau & le seing du Roi de Sopingh, Radja Palacca Aron Vaccque, Passa Poja, Radja Cajo, Palimpae Daayen Sitabe, Arda Pite Toulawa, & Aron Pite Laompo.

ANNO
1668.

ANNO
1668.

AUTRES ARTICLES.

LE Roi de Tello aiant aujourd'hui comparu au même lieu, accompagné de Crain Linques, Daayen Mangappa, Galeran de Patto, Daayen Telolo, & autres, il a lui-même en personne juré solennellement sur l'Alcoran l'observation de tout ce que dessus, & fait ci-dessous apposer son Seau pour donner plus de force aux présentes, avec celui du Crain Linques, & les Seings des autres Grands de son Royaume, le 21. Juillet suivant, en présence des Alliés ci-joints; Ensuite de quoi, pour la satisfaction du Roi de Tello, son Excellence Calamatta, de la part de son Frere le Roi de Ternate, & Sa Majesté le Roi de Palacca, ont de même recollé sur l'Alcoran le Serment ci-dessus fait, sur le Traité de Bonaye. Il y avoit signé en Flaman Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean Francken, Leonard Rus; & en Malés le Seau & le seing du Roi de Tello, Daayen Mangappa, Galeran Mantiloe, Galeran Carre de Pano, Daayen Telolo; les suivans sont les Alliés qui y étoient présents, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Juroutelles; le Seau du Roi de Sopingh, Radja Palacca, Paffa Poja, Radja Caja, Palimpoe Daayen Sibac, Arou Pite Laompo.

AUTRES ARTICLES.

CE jourd'hui étant encore comparus Daayen en Macoule Sabanbaer, Crain Mamoe, & Crain Rapahini, accompagnés de Daayen Mingaliqui, Daayen Telolo; Cinq Souroulans, favoit Carre Ilesha Imama, Carre Iacca, Isema, Carre Tadjan Imaxi, Carre Telolo Inanro; les Interpretes Carra Roupia Harou, Carra Gappa Isono, & le Secretaire Amien, ils ont exhibé une demie feuille de papier blanc, où leurs noms étoient dessus en Lettres Macassarénes, écrits de la main propre du Roi avec le grand Seau, leur servant de Lettre de Créance; & ont livré même le Seau du Roi pour plus d'affurance, déclarant que le Roi n'ayant pu venir pour cause de maladie, il les avoit envoyés eux pour représenter ici sa propre personne, & ayant posé les armes demander grace de sa part à la Compagnie, la priant très-humblement de le recevoir de même qu'elle a fait le Roi de Tello, & de le rétablir dans son Alliance; Sur quoi le Traité d'Alliance susmentionné leur aiant été lu & traduit en Macassarien pour le leur faire mieux entendre, ils l'ont accepté en tout & par tout sans la moindre contradiction, & spécialement le Traité fait en particulier avec le Roi de Tello le 9. Mars 1668. auquel ils ont encore ajouté:

1. Que conformément à ce qui a été dit ci-dessus de Tello, les Rois & les Peuples de Goa & Sadrebonne raseront & demoliront, quand il plaira à la Compagnie, tous les remparts, murailles & fortifications des Villes de Goa & Sadrebonne, sans pouvoir jamais les relever ni en bâtir des nouvelles, que du consentement de ladite Compagnie.

11. Que lesdits Rois ne se mêleront en aucune maniere des Malefens, Mores, ou autres étrangers, comment qu'ils se puissent appeller, qui sont à présent à Tello, Goa ou Sadrebonne, ou autre part sous leur Jurisdiction, où qu'ils puissent être trouvés; mais qu'ils en laisseront faire la Compagnie comme elle verra bon être, & particulièrement envers Mapulle; & qu'à l'avenir ils ne pourront plus recevoir dans leurs Colonies aucun des susdits, ou des semblables Nations, si ce n'est du consentement de la Compagnie, & en lui permettant de tenir à Tello, Goa & Sadrebonne, tout autant de monde que bon lui semblera pour prendre garde à leur conduite, sans que pour cela lesdits Rois puissent recevoir aucunes Barques dans les Rivières de Tello, & Sadrebonne, & autres situées entre-deux, en cas que ces étrangers vinssent à quitter le parti de la Compagnie, si ce n'est celles qui auront Passeport de ladite Compagnie.

Surquoi les Deputez susdits, premierement pour & de la part de leur Roi, & puis pour eux-mêmes, ont prêté Serment d'une fidelle Alliance, tant sur l'Alcoran, que sur l'eau qu'ils ont bûe sur leurs Kriffes, avec la même solennité qui est exprimée par le Traité de Tello, en présence des Alliés susmentionnez, & du Conseil ordinaire de l'Amiral, au susdit lieu, le

27. Juillet 1669, signé en Flaman, Danker van der Straten, Pierre Marchand, Jean Francken, Jean d'Oppynen, Leonard Rus; Et en Malés, Dain Macoule Sabander, Manoudjingan, Crain Mamou, Crain Rapouchine, & Radja Palacca comme Allié, n'y en aiant pas eu davantage de presens.

AUTRES ARTICLES.

ETANT aujourd'hui comparus au lieu susdit dans le Logis de l'Amiral, le Vieux Roi de Goa; parce que le Jeune Roi Mapa Somba étoit malade, Cronron, Crain Oedion, Crain Rapotchini, Crain Tempo Ballang, Carra Mamoe, Crain Baboan & Daayen Mangeliqien, ils ont aussi en personne prêté le même Serment de fidélité sur l'Alcoran, pour plus d'affurance de tout ceci, & ci-dessous apposté leur Seau, avec la souscription des autres Grands susnommés, en présence des Alliés y joints, & des Membres du Conseil. Signé en Flaman Maximilian de Jongh, D. van der Straten, L. Rus; & au dessous du Malés, le Seau du Vieux Roi de Goa, & tout contre Crain Richoa, Abdul Hami Cronron, Daayen Mamou, Crain Hoedjou, Crain Rapouchine, Himaigongan, Crain Tampobalian, Daayen Menawing, Crain Bobahan, Carre Mamou, Menou d'longang, Daayen, Menalyly; & comme Allié Majuda Juroutelles, Quisil Calamatta avec leur Seau. Le Seau du Roi de Sopingh avec son nom, Radja Palacca; le Seau du Roi de Tello; & son nom écrit de sa main propre, Crainari Tello.

XXX.

Bref de Dispense accordé par Monsieur le Cardinal 16. Mars. de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT PORTUGAL IX. en France, pour le Mariage du Prince DOM PEDRO de Portugal, avec la Princesse MARIE FRANÇOISE ELISABETH de Savoie. Donné à Paris, le 16. Mars 1668. [FREDER. LEONARD, Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans la Relation des Troubles de Portugal en 1667, & 1668. pag. 240. en François.]

LUDOVICUS miseratione divina S. Mariae in Portu cu Diaconus Cardinalis de Vendosmo nuncupatus ad Serenissimum D. D. Ludovicum Franciae & Navarrae Regem Christianissimum, & universum illius Regnum, illiusque Provincias, Dominia, Civitates, Oppida, Terras & Loca eidem Regi subiecta, dictoque Regno adjacentia, ceteraque alia loca ad quae nos declarare contigerit, S. D. N. Domini Clementis divina Providentia Papae IX. & Sanctae Sedis Apostolicae, de latere Legatus, dilectis nobis in Christo Officiali seu Vicariis Generalibus Ecclesiae Ulyssiponenfis ab illius Capitulo, Sede Archiepiscopali vacante, Deputatis, & vestrum cultibet in solidum, Salutem in Domino sempiternam. Oblatz nobis pro parte Serenissimi Principis Domini Petri Infantis Portugalliae & Regni Regentis Laici, & Serenissimae Principissae Mariae Franciscae Elisabethae de Sabauda petitionis series continet, quod cum pro bono generali Regni Portugalliae, & summopere desiderantibus universis illius Populis, necessarium sit, ut dicti Serenissimi Princeps & Principissa invicem matrimonialiter copulentur, dubitant Matrimonium huiusmodi contrahere posse absque dispensatione Apostolica, eo quod dicta Principissa cum Serenissimo & Potentissimo Domino Alfonso Rege Portugalliae, Fratere germano dicti Serenissimi Principis Petri, alias Matrimonium contraxit, & in facie Ecclesiae solemnizavit, non tamen propter illius impotentiam consummavit, ita ut nullum & invalidum via Juris declaratum fuerit; ex quo Matrimonio, & sponsalibus praecedentibus forsitan supervenit impedimentum publicae honestatis & Justitiae. Quare iidem nobis humiliter supplicari fecerant, quatenus eis in praemissis opportunè providere benignè dignaremur. Nos igitur sufficienti ad infra scripta per Literas dictae Sedis, ad quarum insertionem non tene-mur, facultate muniti, quique ex commissio nobis Apostolica Legationis officio, omnibus ad nos undecunque confluentibus, ubicunque domicilium habeant, & undecunque originem trahant, opportunè consulere possumus,

ANNO 1668. sumus, Volentes erga illos, præsertim Regiæ stirpis nobilitate illustres gratiosum & benignum exhibere, ipsos & eorum quemlibet, à quibusvis excommunicationis & suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris & penis, à Jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet enodati exsint, dummodo in illis per annum non infunderint, ad effectum præsentium demerant concessendum, harum serie absolventes & absolutos fore censentes, ac certam de præmissis notitiam non habentes, hujusmodi supplicationibus insinuat, discretionis tuas, de qua in his specialiter in Domino fiduciam obtinemus, Apostolica auctoritate, qua fungimur in hac parte, per præsentem committimus, & mandamus, quatenus deposita per te omni spe cuiuscunque muneris aut præmii etiam sponte oblata, à quo te omniad abstinere debere monemus, de præmissis te diligenter informes, & si per informationem eandem repereris, quod preces veritate nitantur, super quo conscientiam tuam oneramus cum eisdem, dummodo illa propter hoc rapta non fuerit, quod impedimentum publicæ honestati & iustitiæ hujusmodi, & Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis specialibus vel generali-

bus Constitutionibus & Ordinationibus, ceterisque contrariis nequaquam obstantibus, Matrimonium inter se publicè, servata forma Concilii Tridentini, contrahere, illudque in facie Ecclesiæ solemnizare, ac in eo postmodum remanere liberè & licitè valeant, dicta auctoritate dispensas, prolem fuscipiendam exinde legitimam nunciando. Volumus autem, quod si tu spreta monitione hujusmodi aliquid præmii vel muneris occasione præmissorum exigere, aut oblatum recipere, temerè præsumpseris, excommunicationis latae Sententiæ penam incurras, à qua non nisi à Romano Pontifice, vel à nobis, aut alio à Sede prædicta specialiter facultatem habente, absolutionis beneficium valeas obtinere. Datum Parisiis anno Incarnationis Domini 1668. 17. Kal. Aprilis, Pontificatus S. D. N. Patre anno I.

L. Cardinalis de VENDOSME Legatus.

C. DE LIONNE Protonotarius Apost. Datarius.

I. IMONIER Secretarius:

XXXI.

16. Mars. *Traitéet tusschen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINCIEN en de Vorsten van BRONSWYCK LUNENBURG, Gesloten in den Hage, den 16. Maart 1668.* [AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlog.* Tom. VI. pag. 879. Edition in Folio.]

Dat de Heeren Vorsten van Bronswijk en Lunenburg, fullen overgeven in dienst van de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden de nombre van drie duysent man te Voet, gereengeert onder drie Regimenten, met de Officieren daer toe gerequireert, op den voet en volgens d'ordre van dese Landen, mitsgaders drie Regimenten te Paerd, maec-kende te samen de nombre van seftien bonders veer-tien Ruyteren, ghecomponeert yeder van die vyf ses Compagnien, de gerequireerde Officieren daer onder gereckent, in dien staet als deselve tegenwoordigh zijn, en namentlick de Lieutenant Colonels daer onder begreepen, alle gemonteert ende gewapent na behooren.

II. Dat de voorfr. Militie te Voet ende te Paerd in vasten dienst van haer Hoogh Mog. sal overgaen ende continueren den tijdt van ses maenden, en na expiratie van deselve in dienst van haer F. F. D. D. wederkeeren in foodanigen staet, als deselve tegenwoordigh sal worden geleverd.

III. Voorts is mede verdragen, en hebben haer F. F. D. D. beloofd, ingevalle de gemeene saecke foudre vereytschen, dat binnen den tijdt van de voorfr. ses maenden, of soo lange de voorfr. Troupen in haer Ho. Mog. dienste mochten continueren, de Militie behoorde versterckt te worden, dat alsdan haer F. F. D. D. wederom van nieuws fullen werven, ende hare Militie verstercken met een foodanig getal, als sich alsdan haer Hoogh Mog. met hare Doorluchtigheden alvoorren fullen vergelijken, ende over 't gerequireerde aenrits-geld vereenigen, onvermindert nochtans ende sonder prejudice van de quadruple Alliantie den vijft en twintighsten October seftien-bonders ses en seftigh ge-flooten.

IV. Ingeval, gedurende de voorfr. ses maenden, of wel nae date van dien, in tijdt dat de voorfr. of andere Troupes van haer Ho. Mog. fouden mogen zijn, in dienst van haer Ho. Mog. fouden mogen zijn, het casus moghte komen voor te vallen, dat haer Ho. Mog. geobligeert waren in krachte van de voorfr. Alliantie secours aen haer F. F. D. D. toe te senden, soo fullen haer Hoogh Mog. de voorfr. Troupen in minderlinge van 't voorfr. secours haer F. F. D. D. laten toekomen.

V. Dat de meergemelde Militie te Voet ende te Paerd sal afgehaelt ende herwaerts geconduleert worden tot laste

XXXI.

Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maison de LUNEBOURG, par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes ausdites Provinces-Unies à certaines conditions. Fait à la Haye, le 16. Mars 1668. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 1073.]

16. Mars. LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

Que les Seigneurs Princes de Bronswijk & Lunenburg donneront au service de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le nombre de trois mil hommes de Pied divisez en trois Regimens, avec les Officiers y requis, sur le pied & conformement à l'ordre de ces Pais, ensemble trois Regimens de Cavalerie, faisant ensemble le nombre de seize cens quatorze Cavaliers composez chacun de six Compagnies, compris les Officiers y requis, en l'état où ils sont à présent & nommément y compris les Lieutenants Colonels, tous montez & armez comme il appartient.

II. Que les susdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie passeront au service de leurs Hautes Puissances & continueront le tems de six mois, apres l'expiration duquel elles retourneront au service de leurs Serenitez en tel & pareil état qu'elles seront presentement données.

III. De plus il est aussi convenu, & ont leurs Serenitez promis, que si pendant le susdit tems de six mois, ou pendant le tems que les susdites Troupes continueront au service de leurs Hautes Puissances il étoit nécessaire de les renforcer, qu'alors leurs Serenitez en leveront de nouvelles, & renforceront leurs Troupes de tel nombre qu'ils conviendront auparavant avec leurs Serenitez & les joindront aux autres sous la paye requise & ce néanmoins sans prejudice de la quadruple Alliance conclue le vingte cinquième Octobre mil six cens soixante six.

IV. Au cas que durant les susdits six mois ou bien apres la date des presentes, dans le temps que les susdites & autres Troupes de leurs Serenitez seront au service de leurs Hautes Puissances le cas arrivât que leurs Hautes Puissances fussent obligées en vertu de la susdite Alliance d'envoyer du secours à leurs Serenitez, leurs Hautes Puissances enverront lesdites Troupes de leurs Serenitez en diminution du susdit secours;

V. Que les susdites Troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie seront envoyées guerir & conduites icy &

ANNO
1668.

laste van haer Hoogh Mog., tot welken eynde deselve een ghequalificeert Officier sullen authoriseren of afsenden, om de voorz. Militie op ofte omtrent de grenzen van haer F. F. D. D. behoorlick t'ontfangen, ende na de Frontieren van haer Ho. Mog. te geleiden, welken voorz. Officier binnen den tijdt van *sien* dagen nae d'uytwisseling van de Ratificatien sal moeten daer wesen, gelijk oock de voorz. Militie tegen deselve tijdt aldaer sal moeten ghereedt staen, in staat om te konnen marcheren ende behoorlick overgenomen te worden, ende sal de soldie van deselve tot laste van haer Hoog Mog. beginnen in te gaen van den dagh af dat der voorz. Militie tot d'aflevering gereedt sal zijn, in cas haer Hoog Mog. buyten vermoeden, na expiratie van de voorz. *sien* dagen *in mora* moghten wesen, om deselve t'ontfangen, ende dat de Passen over den bodem van andere Princen sal verocht ende geobtimeert worden, *conjunctim* by haer Hoogh Mog. en meerwelgemelde Vorsten.

VI. Dat met en nevens d'overlevering van de Militie aen haer F. F. D. D. betaelt sullen wordent alle d'arrierages tot voldoeninghe ende executie van 't voorgaende Tractaat van Alliantie ende dat boven dien ten selven dage van wege haer Hoogh Mog. in bankgeld geformeert sal worden de somme van *seventig duysent* Ricksdaelders.

VII. De bovenstaende Conventie sal ten wederzijden geratificeert, ende de Ratificatien daer over uytgewisselt werden binnen den tijdt van *veertien* dagen, of eerder, soo 't doenlick is, ende sal de voorz. Militie daer op vervolgens aenstonds sonder eenigh dilay, van wege haer Ho. Mog. afgehaelt worden.

Hoge den seftienden Maerz seftienhondert achts en seftig.

SEPARAET ARTIKEL.

DAt de voorz. Militie te Voet ende te Paerde in vasten dienst van haer Ho. Mog. sal overgaen ende continueren den tijdt van *ses* maanden, ende na expiratie van deselve in dienst van haer F. F. D. D. wederkeren in foodanigen staat als deselve tegenwoordigh sal worden geleverd; soo is nochtans by dit separaet ende secret Artikel, 't welck van deselve kracht ende van 't selve effect sal zijn, of in de originale Conventie van woorde te woorde ware geintereert, veracordeert ende verurgen, dat de voorz. Militie, in dienst van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, oock na den tijdt van de voorz. *ses* maanden, haer Ho. Mog. sulcks begeerende, daerinne sal continueren, soo lange tot dat haer F. F. D. D. sullen oordeelen ende verklaren deselve in haer eygen dienst van nooden te hebben, welke verklaringe het deselve vry sal staen 't allen tijden naer expiratie van de voorz. *ses* maanden te doen, ende of dan faecke ware, dat de voorz. Militie invoegen als vooren, nae expiratie van de voorz. *ses* maanden tot haer F. F. D. D. mochten te rugge gaen, omme die voor eenighen tijdt in haer eygen dienst t'employeren, soo langh de tegenwoordige ongelegenheit sulcks mochte komen te vereyschen, ende dat meer Hoogh-gemelde Heeren Vorsten, na dat de voorz. Militie tot haer wederom te rugh gekomen souden mogen zyn, wederom quamen te resolvieren sich van de voornoemde Militie te willen ontlasten by licentieringhe, overgevinge aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte andersints, dat deselve in sulcken cas, sonder eenige vordere Capitulatie daer over te maken, ofte eenige Penningen daer voor te bedingen, eerst ende altoorens haer Ho. Mog. aengepresentsent worden, ende haer Ho. Mog. sulcks begeerende, oock wederom in haeren dienst effectivelijck overkomen sullen, daer tegens oock by reciprocatie goetgevonden ende veracordeert is, dat by soo verre t'eeniger tijde eenige van haer Ho. Mog. Troupes in gelijcker wijse aen haer F. F. D. D. overghelaten moghten worden, mede voor een gelimiteerden tijdt, dat in sulcken cas de voorz. Troupes, alhoewel nae expiratie van de voorz. tijdt, wederom in dienst van haer Ho. Mog. overgegaen zijnde, indien haer Hog. Mog. naderhandt resolveren moghten de voorz. Troupes te licentieren; of aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte andersints over te laten, deselve mede, sonder eenige nader Capitulatie daer over te maecten, ofte eenige nader Penningen daer vooren te bedingen, eerst ende altoorens haer F. F. D. D. aengepresentsent worden, ende deselve sulcks begeerende, oock wederom in haeren dienst effectivelijck overgaen sullen.

la charge de L. Hautes Puissances, auxquelles fins ils autoriseront & enveroyent un Officier qui aura les qualitez requises pour recevoir lesdites Troupes sur ou aux environs des frontieres de L. Ser. pour les conduire sur celles de leurs Hautes Puissances; lequel Officier susdit devra être là dans le tems de dix jours après l'échange des Ratifications, comme pareillement lesdites Troupes devront être prêtes dans ledit tems, & en état de se mettre en marche & d'être receuës, & la solde desdites Troupes commencera d'être à la charge de L. Hautes Puissances du jour qu'elles seront livrées, ou bien du jour qu'elles seront prêtes pour être livrées, & au cas que L. Hautes Puissances, contre esperance, fussent après l'expiration desdits jours en demeure de les recevoir; & que le passage par les Terres d'autres Princes sera demandé & obtenu conjointement par L. Hautes Puissances & par leurs Serenitez.

VI. Que pareillement lors que lesdites Troupes seront livrées, seront payez à L. Ser. tous les arriérés en accomplissement & execution du précédent Traité d'Alliance, & qu'outre cela sera fournie de la part de leurs Hautes Puissances en Argent de banque la Somme de soixante & dix mil Risdals.

VII. La Convention cy-dessus sera ratifiée de part & d'autre, & les Ratifications d'icelles échangées dans le tems de quinze jours, ou plutôt si faire se peut, & leurs Hautes Puissances enveroyent quérir lesdites Troupes aussitôt & sans delay.

Fait à la Haye le 16. Mars, mil six cens soixante huit.

ARTICLE SEPARÉ.

QuE les susdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie entreroient & continueroient au service de leurs Hautes Puissances le tems de six mois & après l'expiration d'icelui, elles retourneront au service de leurs Serenitez au même état qu'elles seront livrées. Il est néanmoins accordé & convenu par cet Article séparé & secret qui sera de même force & de même effet que s'il étoit inséré de mot à mot dans la Convention originale, que lesdites Troupes étant passées au service de leurs Hautes Puissances, même après le tems desdits six mois elles y continueront si leurs Hautes Puissances le desirent, jusques à ce que leurs Serenitez jugeront & declareront en avoir besoin pour leur propre service, laquelle declaration il leur sera libre de faire en quelque tems que ce soit après l'expiration desdits six mois; Et si le cas arrivoit que les susdites Troupes dussent en la maniere que dessus retourner à leurs Serenitez après l'expiration desdits six mois, pour les employer pour quelque tems à leur service, aussi long tems que la disposition des affaires presentes le demanderoit, & que leurs susdites Ser. après que leursdites Troupes leur auroient été renvoyées, vinsent à se résoudre de s'en debcharger en les congédiant, ou en les donnant à quelque autre Prince, ou Potentat, ou autrement; en ce cas, sans faire à cet égard aucune autre Capitulation ni stipuler aucuns Deniers, ils les offriront auparavant à leurs Hautes Puissances & leur Hautes Puissances le soubhaitant elles retourneront à leur service; Et il a été d'ailleurs reciproquement trouvé bon & accordé, que si quelque jour les Troupes de leurs Hautes Puissances venoient semblablement à être laissées à leurs Serenitez pour un tems borné, qu'en ce cas lesdites Troupes, quoy qu'après l'expiration du susdit tems elles fussent retournées au service de L. Hautes Puissances, si L. Hautes Puissances venoient à se résoudre en après à les licentier, ou autrement à les donner à quelque autre Prince ou Potentat, elles seront aussi offertes preallablement à leurs Serenitez sans faire là dessus aucune autre Capitulation, ni sans stipuler à cet égard aucuns autres Deniers; Et si leurs Serenitez le desirent elles retourneront aussi effectivement à leur service.

XXXII.

ANNO
1668.

XXXII.

27. Mars. *Capitulation & Contrat de Mariage, entre le Serenissime Dom PEDRO Prince de Portugal, & la Serenissime Princesse MARIE-FRANÇOISE-ELIZABETH de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale; conclu par le Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse, & son Grand Ecuyer: & par le Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conseiller d'Etat, & le Marquis de Marialva, Comte de Cantagnede, aussi Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, comme Procureurs de ladite Serenissime Princesse. Sans date, mais les Pouvoirs sont du 27. Mars, 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

PREMIEREMENT. En consideration de l'utilité qu'on espere qui en reviendra à la Chrétienté, & du repos & bien commun de ce Royaume, on a trouvé à propos des deux côtés de marier le Serenissime Prince de Portugal Dom Pedro, avec la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie: Et pour effectuer & célébrer ce Mariage, par paroles de present dans la forme prescrite par l'Eglise Romaine & par le S. Concile de Trente, les Procureurs nommés ci-dessus ont arrêté respectivement, que chacun desdits Princes nommera son Procureur special, auquel il donnera tous les Pouvoirs nécessaires pour stipuler en son nom, jusques à la conclusion du present Contrat.

II. Et le Serenissime Prince Dom Pedro se constitue en Dot avec la prochaine esperance (si Dieu lui donne la vie) de la Succession legitime de ce Royaume de Portugal, & avec tous les Etats & Revenus que son Pere tres-Haut & tres-Puissant Prince le Roi Dom Jean IV. de glorieuse Memoire, lui a laissés par son decez, lesquels se tiennent pour dûment déclarés & énoncés dans cet Article.

III. Que ladite Serenissime Princesse se constitue en Dot un million de Croissades ou Ducats, Monnoie courante de ce Roiaume, afin que le Serenissime Prince Dom Pedro, après la consommation du Mariage, ait & gagne ladite Dot, & en dispose à sa volonté.

IV. Et parce que, quand la Serenissime Princesse vint de France, elle apporta avec soi une Somme qui fe montoit à la valeur d'un million, laquelle a esté effectivement remise entre les mains des Ministres de ce Roiaume, & que par consequent ce Roiaume lui doit, on est convenu que ledit Serenissime Prince, parmi les autres Biens dudit Roiaume, qui est obligé à la restitution de ladite Somme, se contente de la même Dot, comme s'il l'avoit reçue lui-même, & tient la Serenissime Princesse pour bien & dûment déchargée de la payer une autre fois, de même que si elle la lui paioit également & actuellement à cette heure.

V. Et le Serenissime Prince Dom Pedro, pour montrer en quelque maniere la grande estime qu'il fait de la personne & du mérite de la Serenissime Princesse sa future Epouse, lui donne en Dot tous les Etats, Villes, Revenus, Jurisdiccions, Patronages, & tous les autres Biens, que possédoit en son vivant la Serenissime Reine Dona Luisa sa Mere, & que les Reines de Portugal ont toujours eus pour appanage; afin qu'elle en ait la jouissance & l'administration, avec toutes les Franchises, Privilèges, Prerogatives & Emolumens, que lesdites Reines ont accoustumé d'avoir.

VI. Pour les mêmes raisons le Serenissime Prince Dom Pedro, considerant que les vingt mille Croissades qu'on avoit assignées par ant à ladite Serenissime Princesse pour l'entretien de sa Maison, & qu'on lui assigne de nouveau par ce present Contrat, savoir quinze mille Croissades sur les Revenus du Bois de Bresil, & cinq mille sur les Rentés de la Maison de Bragançe, ne sont pas suffisans, lesdits Marquis de Niza & Dom Rodrigue de Menezes promettent, au nom du même

TOM. VII. PART. I.

Prince leur Committant, vingt mille Croissades par an, ANNO qui seront pris sur les Dotiauns, afin que ladite Serenissime Princesse jouisse de ces quarante mille Croissades durant sa vie, ainsi que de tous les Revenus affectés aux Reines de Portugal, qui lui appartiennent déjà en vertu de ce Contrat.

VII. On a déclaré qu'au cas que ladite Serenissime Princesse survive le Serenissime Prince, ou que pour quelque autre cause le Mariage vienne à estre différé, après avoir esté consommé, qu'il y ait ou qu'il n'y ait point d'Enfans, il sera au choix de ladite Serenissime Princesse de demeurer dans le Roiaume, ou d'en sortir; & que tant qu'elle y voudra demeurer elle conservera tous les Etats & Revenus qui lui ont esté accordés par les Articles précédens, sans aucune diminution, & tels qu'elle les aura tenus, & qu'elle avoit droit de les tenir pendant la vie dudit Serenissime Prince.

VIII. Mais au cas qu'elle veuille se retirer en France, ou en quelque autre lieu hors de ce Roiaume, ou lui donnera par tout où elle fera sa residence; cinquante mille Croissades par an, tant qu'elle vivra, dans laquelle Somme seront comprises les quarante mille Croissades qui lui sont assignées par ce Contrat, & dix mille autres qu'on lui assignera sur les Droits de la Dotiaune; & au cas qu'elle n'ait point d'Enfans, on lui restituera sa Dot, avec laquelle il lui sera permis d'emporter tous les Joyaux, Bijoux, Or, Argent, & tous autres Meubles, qui se trouveront alors entre ses mains, excepté ceux qui appartiennent à cette Couronne. Et de plus les Procureurs dudit Serenissime Prince lui promettent, au nom de son Altesse, soixante mille Croissades une fois payées, pour tenir lieu d'Arres. Et si elle se retire de ce Roiaume, elle n'aura rien ni sur les Etats & Revenus des Reines, ni sur les quarante mille Croissades dont son Altesse la dote, parce qu'en échange on convient de lui donner lesdites cinquante mille Croissades tous les ans, & les soixante mille autres payables une seule fois, sans qu'on puisse dire de part ni d'autre, que cette recompense est plus ou moins que le tiers de la Dot, à quoi fe doivent monter les Arres; attendu que de part & d'autre on renonce à cette allegation, & que l'on se contente de l'observation & de l'accomplissement du contenu de ce Contrat.

IX. Mais s'il arrive qu'il y ait des Enfans de ce Mariage, & que la Serenissime Princesse veuille sortir de ce Roiaume; en ce cas elle ne pourra emporter que le tiers de sa Dot, parce que les deux autres parts appartiennent de droit & doivent venir à ses Enfans.

X. Et en cas que ladite Serenissime Princesse vienne à mourir avant Son Altesse; sans laisser d'Enfans; sa Dot retournera à ses Heritiers, & de plus elle pourra disposer par Testament, non seulement de tous ses Joyaux, Bijoux, & Meubles qu'elle aura pour lors, de même qu'elle auroit pu les emporter en se retirant de Portugal; mais encore de tous les autres Biens qu'elle aura acquis, soit par Donation, par Succession, ou par tout autre titre que ce puisse être, parce que n'ayant point d'Enfans, tous ses Biens pourront aller à ses Heritiers, à moins qu'elle n'en ordonne autrement: au lieu que si elle laisse des Enfans, ces Biens leur appartiendront, & à leurs Successeurs, excepté le tiers, dont elle pourra disposer ou telier. Et par ce moien lesdits Serenissimes Princes, & au nom de chacun d'eux, leurs Procureurs demeurent d'accord & contents touchant ce qui peut appartenir par la mort de l'un ou de l'autre au survivant, sans qu'on puisse demander ni pretendre autre chose de part ni d'autre.

Les Pouvoirs, en vertu desquels le present Contrat s'est fait, sont de la teneur suivante.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je fais & constitue mes Procureurs Dom Vasco Luis de Gama, Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de ma Chambre & mon Grand Ecuyer: pour en mon nom & pour moi traiter, conclure, & signer le Traité ou Contrat de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme que faire se pourra, entre moi & la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la maniere, forme, conditions, obligations, & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet fe leur donne

pour

ANNO tout Pouvoir general & special, en la meilleure forme
1668. & maniere que je puis: & je m'oblige d'agréer pour
bon, ferme & valable tout ce qu'ils feront à cet
égard, sous l'obligation de mes Biens, comme si le
tout eût été fait & signé par moi-même: En foi dequoi
j'ai passé la presente Procuration, signée par moi &
scellée du Sceau de mes armes. Donné à Lisbonne le
27. Mars 1668.

Ecritte par moi PERO VIEIRA DA SILVA.

LA Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoie,
Duchesse de Nemours & d'Aumale, &c. je fais
& constituis mes Procureurs Dom Nuno Alvares Pe-
reira, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte
de Tentugal, & Dom Antoine Louis de Menezes,
Marquis de Manaivo, Comte de Cantagnede: pour
en mon nom conclure & signer le Traité ou Contract
de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme qu'il
se pourra, entre moi & le Serenissime Prince Dom Pe-
dro, Prince de Portugal, en la maniere, forme, & aux
conditions, obligations & clauses qu'ils trouveront à
propos. Et pour cet effet je leur donne Pouvoir general
& special, & m'oblige à tenir pour bon, ferme &
valable tout ce qui sera fait par eux à cet égard, sous
l'obligation de tous mes Biens, & comme s'il étoit fait
& conclu par moi-même: En foi dequoi je leur ai or-
donné de passer la presente Procuration, signée de ma

main, & scellée du Sceau de mes armes. A Lisbonne
le 27. Mars 1668. ANNO 1668.

Ecritte par moi PERO VIEIRA DA SILVA,
VA, par l'ordre exprès de la Serenissime
Princesse Marie.

Donné en la Ville de Lisbonne le 27. jour du mois
de Mars. Louis Texeira de Carvalho l'a dressée l'an-
née de la Nativité de N. S. J. C. 1668. Et moi Pero
Vieira da Silva je l'ai fait écrire & souscrire, par l'or-
dre & contentement desdits Serenissimes Princes.

LE MARQUIS DE
NIZA.
D. RODRIGUE DE
MENEZES.

LE MARQUIS DUC.
LE MARQUIS DE MA-
RIALVA.

Du Mandement de leurs Alteses Serenissimes.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je jure sur
les Saints Evangiles de recevoir pour ma legitime
Femme la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elis-
abeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Auma-
le, en la forme prescrite par la sainte Eglise Romaine,
& de ne recevoir jamais d'autre Femme, tant qu'elle
vivra. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

PERO VIEIRA DA SILVA a dressé cet Ecrit.
LE PRINCE.

XXXIII.

9. Avril. *Traactaet (1) tusschen Syne Majesteyt CAREL den
II Koning van Spagnien ende haer Ho. Mogende
de Heeren Staaten Generael der VEREENIG-
DE NEDERLANDEN, voor een verstreckt
van 2000000. Ponden ten behoeve van den hoogst-
gemelten Koningh, op Interest tegen vyf ten hon-
dert, en verpand van verscheide Plaelsten,
Steeden ende Forten; Te weten Argentcau,
Navaigne, Stevenswaert, Venloo met het
Fort aen de andere zyde van de Maefe ge-
legen, Gelder, Habelle, ende St. Donaes, &c.
Alus gedaen in 's Gravenhage den 9. April 1668.
Met 't SEPARAET ARTICUL door het
welke haer Ho. Mog. caveren en verklaren niet
verobliget sullen zyn, de Penningen te demanue-
ren, ofte laten demanueren, voor en aler seker
andere Contract daer inne gemeld, door, of van
wegens den Gouverneur en Capiteyn Generael der
Spaensche Nederlanden onderteekent sal werden.
[AITZEMA, Saaken van Staat en Oorlogh.
Tom. XIV. pag. 902.]*

Kennelijk zy eenen yegelijk die 't aengaen magh,
dat tusschen ons ondergeschreven Don Estevan de
Gamarra, &c. Ambassadeur ordinaris van den Ko-
ningh van Spagnien, ende by den Heer Marquis de
Castelrodrigo, Gouverneur ende Capiteyn Generael van
wegen den hooghtgedachte Koning in sijn Majesteys
Nederlanden, specialijk geauthoriseert ende gevol-
maghtigt tot het navolgende ter eenre; en de Gedeput-
teerden van de Heeren Staten Generael der Vereenigh-
de Nederlanden, van wegen haer Hoog Mog. hier toe
insgelijck met beoorlicke autorisatie ende Pouvoirs
voortien; ter andere zyde, veraccordeert ende vastzestelt
worden by desen de Poincten en Articulen hier na
volgende.

I. Dat haer Ho. Mog. haer credit verstrecken, ende
in der bester forme interponeren sullen, ten eynde
door N. N. aen ofte ten behoeve van den hooght-
gemelten Koningh van Spagnien genegotieert, ende ver-
volgens ten behoeve van sijn Majesteit verstreckt moog-
worden alhier in 's Gravenhage, of binnen Amster-
dam, aen den genen, die den gemelten Heer Marquis
daer

(1) Il est nécessaire d'avertir que ce Traité ne fut ni exécuté, ni
ratifié, & que ceci n'en est qu'une Traduction assez mauvaise. Ce
n'est point en Hollandois, que les Rois d'Espagne font leurs Traitez
avec Meilleurs les Etats, [DUM.]

XXXIII.

Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, 9. Avril.
& les Seigneurs Estats Généraux des PROVIN-
CES-UNIES, pour un Prest de 2000000.
de Livres que leurs Hautes Puissances feront à
Sa Majesté ou lui feront faire, à cinq pour
cent d'Interest sur l'engagement de diverses
Places, Villes, & Forts, sçavoir Argenteau,
Navaigne, Stevenswaert, Venloo, avec le Fort
situé de l'autre côté de la Meuse, Gueldres, Ista-
belle, St. Donaes, &c. A la Haye le 9. Avril
1668. Avec l'ARTICLE SEPARÉ par
lequel leurs Haut. Puiss. déclarent par précau-
tion, qu'elles ne feront pas obligées à fournir
cet Argent, à Sa Majesté ni à le faire fournir,
avant que certain Contract, dont il est fait
mention, ait été signé par le Gouverneur &
Capitaine Général des Pais-Bas Espagnols, ou
par quelqu'un de sa part.

SOit notoire à tous & un chacun qu'il apartien-
dra, qu'entre nous sousignez Don Estevan de
Gamarra, &c. Ambassadeur ordinaire du Roi d'Es-
pagne, & par le Seigneur Marquis de Castelrodrigo
Gouverneur & Capitaine Général de la part dudit
Roi aux Pais-Bas de Sa Majesté, spécialement au-
thorise pour ce qui suit d'une part; Et les Deputez
des Seigneurs Estats Généraux des Provinces-Unies
de la part de leurs Hautes Puissances pourvus sem-
blablement de Pouvoir & autorité convenable, d'au-
tre part, ont été accordés & arrêtés, comme sont
accordez & arrêtés par ces presentes, les Poinct &
Articles qui suivent.

I. Que leurs Hautes Puissances interposeront leur
credit & autorité, en la meilleure forme, afin de ne-
gotier par N. N. au profit dudit Roi d'Espagne une
Som-

ANNO
1668.

daer toe sal autoriseren en een Somme van twee Mil-
lioenen Poiden, te weertigh grooten 't Pont, Hollands
geldt, op Interest tegen vijf ten hondert in 't Jaer, son-
der dat tot laste van Sijne Koninglijke Majesteit we-
gens opgeleid, Maekelaerdyd, ofte andere diergelij-
ke onkosten yets sal worden gebracht; tot verseecke-
ringh van welck Capital ende Interest aen N. N. by
provisie Obligatie in de beste en bondighste forme sal
werden gepasseert door den gemelden Heer Ambassa-
deur Gamarra, ende vervolgens geratificeert, soo by
den gemelden Heer Marquis de Castelrodrigo in qualiteit
voorzij, als mede by den meer hooght-gemelden Kon-
ingh of Koninginne Regente in den Naem van Sijn
Majesteit.

II. Dat den hooght-gemelden Koningh jaerlijcks
de betalinge van de Interesten op 't voorzj. Capital
verscheenen aen den voornoemden N. N. sal doen, of-
te behooren gedaten te worden door den gemelden Heer
Gamarra, ofte foodanigh ander Minister in der tydt, als
Sijn Majesteit daer toe alhier sal gelieven 't autoriseren.

III. Ende by soo verre de tegenwoordighe onge-
geetheit van den hooght-gemelden Koningh ofte an-
dere opkomende swarigheden, enigh onvermogen
causeren mochten om den voorzj. Interest aen den
voornoemden N. N. op te leggen ende te betalen, met
foodanigen punctualiteit als tot conservatie van 't cre-
dit, ende naer 't publick gebruyck in dese Landen is
gerequireert, dat haer Hoogh Mog. tot facilitatie van
de voorzj. lichteit, ende tot securiteit van de geene
die hare Penningen ten fine voorzj. aen den voornoem-
den N. N. creditteeren sullen, tegen foodanigen onver-
hoopen geval haer van nu af aen verbinden, gelijck
deselve haer in een *eventum*, van nu af aen verbinden
by desen, oock wederom haer credit te sullen interpo-
neren voor de lichteit van foodanige Capitalen, als
den gemelden geauthoriseerden van den hooght-gem-
elden Koningh tot voldoeninge van de verscheenen
Interesten van nooden hebben sal, ende dat even ende
in sulcker voegen, mitsaders tot gelijcke securiteit
van den geene die de Penningen sal ofte sullen ver-
strecken over 't Capital ende Interesten, als ten aen-
den van de voorzj. twee Milloenen Guldens, ende 't
verloop van dien, hier boven breeder utgedrukt staet.

IV. Ende dewijle tegenwoordig tot vordelingh van
de gemeene saccke, met Gemachtighden van den Kon-
ingh van Sweden werdt gehandelt, om den selven
Koningh nevens die van *Groot Brittaignen* ende Haer
Hoogh Mog. tot bekominge van een goede uitkomst,
ten besten te doen coöpereren, ende dat mogelick aen
den hooght-gemelden Koningh, mitsaders oock aen de
andere Princen ende Potentaten, die haer insgelijcks
tot bevorderingh van de gemeene ruste souden believen
te voegen, eenige Geldt-subsidien tot krachtiger uit-
voeringe van 't goetd voornemen souden moeten
worden uytgeloofft; dat over sulcks voor soo veel Haer
Hoogh Mog. met goetd vinden van de geauthoriseerden
van *Spaignen* daer toe yets soude mogen belooven 't
selve noch boven de voorzj. twee Milloenen by haer
Hoogh Mog. als by maniere van interpositie van haer
credit ende op Interest als boven, voor reekeninge
van den Koningh van *Spaignen* verstreckt sal worden,
gelijck mede Haer Hoogh Mog. door interpositie van
haer credit ende op Interest als boven aen den gemelden
Heer Gamarra, of foodanigh ander Minister in der
tydt, als den hooght-gemelden Koningh alhier hebben,
ende dien aengende behoorlijck geauthoriseert laten
sal, sullen doen machigh worden foodanige Sommen
van Penningen, als waer van Sijn Majesteit hier te
Land sal hebben gedisponeert, of noch gelieven te dis-
poneren tot betalinge van ingekochten Amontien van
Oorloge, ofte andere Waeren, ende andersints, mits
dat Haer Hoogh Mog. niet gehouden sullen zyn soo
over de Subsidien, als over Amontien ende anders,
sonder nader bewilliging 't excederen de Somme van
noch twee Milloenen aen Capital, met 't gene succes-
sivelijck tot betalinge van den Interest van dien als vooren,
sal wesen gerequireert.

V. Tot den ontfangh van alle welcke voorzj. Pen-
ningen, mitsaders om daer voor behoorlijcke Obliga-
tie ende Quittance te passeren, als mede om 't gerequi-
reerde tot betalinge van de Interesten, die selckens op
de gelijcke Capitalen sullen wesen verscheenen, mits-
aders van ingekochte Waeren ende andersints, nae be-
hooren wder te mogen uytkeren mitsdesen, ende in
krachte van de Ratificatie hier op als boven te volgen.

TOM, VII. PART. I.

von

Somme de deux Millions de Livres; à garantir, gros
la livre Monnoye de Hollande à cinq pour cent d'In-
terêt annuel, pour être comptée ici à la Haye ou à
Amsterdam à celui que le susdit Marquis autorisera
pour cet effet, sans que la levée de ces De-
niers, pour le droit de Courtier ou autres semblables
fraïs on puisse rien mettre en compte à Sa Majesté.
Pour sureté duquel Capital & Interêt d'icelui sera
passée à N. N. par provision une Obligation en la
meilleure & plus sûre forme, par le susdit Seigneur
Ambassadeur Gamarra; & ensuite sera ratifiée tant
par le susdit Seigneur Marquis de Castelrodrigo en
la qualité susdite, qu'aussi par le susdit Roi ou par
ladite Reine au Nom de Sa Majesté.

II. Que le susdit Roi fera annuellement le paye-
ment des Interêts échus audit Capital audit N. N.
ou fera en sorte qu'ils soient payez par le susdit
Seigneur Gamarra ou par tel autre Ministre qui sera
alors en employ, que Sa Majesté voudra autoriser.

III. Et si la présente indisposition du susdit Roi
ou quelque autre difficulté qui surviendrait venait
à causer de l'impossibilité pour faire le paiement des-
dits Interêts au susdit N. N. avec la ponctualité qui
est requise pour la conservation du credit de ces Pays
& selon qu'il y est d'usage; Que leurs Hautes Pui-
ssances pour faciliter ladite levée & pour la sureté de
ceux qui aux fins susdites conserveront leurs Deniers
au susdit N. N. en ce cas non attendu, ils s'enga-
gent dès à présent comme pour lors, comme de fait
ils s'engagent audit cas par ces présentes, d'interposer
derechef leur credit pour la levée du Capital dont
celui qui sera autorisé par le susdit Roi, aura be-
soin, pour le paiement des Interêts échus, & ce aussi
de telle manière qu'il y aura semblablement sureté
pour ceux qui prêteront leurs Deniers tant pour le
Capital & les Interêts que pour les susdits deux Mil-
lions de Livres, & les Interêts d'iceux ci-dessus plus
amplement exprimés.

IV. Et comme pour l'avancement des affaires
communes, on est présentement en négociation avec les
Plénipotentiaires du Roi de Suede, pour faire en
sorte que ledit Roi & celui de la Grand Bretagne
& leurs Hautes Puissances coopèrent à ce qu'on par-
vienne à une bonne issue, & que peut-être il faudra
avancer quelques Subsidies au susdit Roi, ensemble à
d'autres Princes & Potentats pour l'avancement de
la tranquillité publique, qu'à cet égard, si leurs
Hautes Puissances, de l'approbation des Plénipoten-
tiaires d'Espagne, viennent à promettre quelque chose,
ils le feront encore outre les deux Millions sur
le compte de Sa Majesté le Roi d'Espagne, par ma-
nière d'interposition de leur credit & à pareil Interêt
que dessus, comme de fait ils feront toucher au sus-
dit Sr. Gamarra ou tel autre Ministre qui sera en
charge & lequel ledit Roi d'Espagne autorisera con-
venablement, par l'interposition de leur credit, telle
Somme de Deniers dont Sa Majesté aura à disposer
pour le paiement des Munitions de Guerre & autres
Drobes, pourvu que leurs Hautes Puissances, ne
soient pas plus obligées à l'égard des Subsidies qu'à
l'égard des Munitions, sans un consentement plus ex-
pressé, d'exceder la Somme de deux autres Millions en
Capital, avec ce qui sera requis successivement pour
le paiement des Interêts comme dessus.

V. Pour recevoir lesquels Deniers, comme pour en
passer Obligation & Quittance convenable, ensemble
pour ce qui est requis pour le paiement des Interêts,
qui écherront à chaque fois sur ledits Capitaux,
qu'on levera ensemble pour les Marchandises, qui
seront achetées, & en vertu de la Ratification qui

L. 2

des

ANNO
1668.

ANNO van nu af als dan geauthoriseerd worde de Minister in
re 1668. der tydt, die den hooght-gemelten Koningh by haer
Ho. Mog. hebben ende houden fal.

V.I. Ende ten eynde Haer Hoogh Mog., mitsgaders
de particulieren, die de voorz. Capitalen, ende 't gunt
tot beurlinge van 't verloop van tydt tot tydt weder
foude mogen vertriekt worden, fullen hebben gefou-
rneert van haer geinterponiert credit met genoegfame
feckerheyt gelicoreert, mitsgaders van 't rembourf-
ment van hun uyt-gefchooten Hoof-ffammen, met de
Interessen van dien behoorlijk verfeckert mogen zyn
ende blijven, dat over fultes de *Castelen, Steden, For-
ten*, en de Plaetsen van *Argenteau, Navaigne, Sievens-
waert, Venloo*, met het Fort aen de andere zyde van de
Mafte gelegen, *Gelder, Isabella* ende *St. Donaes*, bin-
nen *thien* dagen na d'onderteekeninge van dit Con-
traet, of eerder, foo doenlick, tot onderpand aen Haer
Hoog Mog. fullen worden ingeruymt; welcke voorz.
Plaetsen dienvolgens met *Gouverneurs, Commandeurs*
ende *Garnifonen* van haer Ho. Mo. beft fullen wor-
den, met alle Prerogativen die de *Pants-Heeren* na
Reghen volgen moeten; Wel-verftaende, dat Haer Ho.
Mog. noch oock der fclver *Gouverneurs* ofte *Comman-
deurs* in defelve Plaetsen onder pretext van dien, fich
geenfuts fullen bemoeien met het beftellen van de
Magiftraet, of eenige andere Politique bedienden, noch
oock met eenige andere faecken, de *Politie* ofte *Bor-
gerlijke Regeeringe* ende *Jurisdicte* van de voorz. en-
de andere Steden ofte Plaetsen ten platen Lande con-
cerneerende, maer fullen daer mede, laten geworden
den Stadhouder ende Capiteyn Generael van Sijn Ma-
jesteit, de Officiere ende Magiftraten refpectie, en-
de fal defelve *Pandfchap* duren ter tijden ende wijzen
toe de Penningen, invoeogen voorz. fuccelfivellyck te
verfchieten met de verlopen Interessen, als boven
geinterponierte, ende Haer Hoogh Mog. van 't voorz.
geinterponierte credit gelibereert fullen zyn, oock
voorts in gelijcker voegen refitutie fullen hebben on-
fangen van de Penningen, die tot verfterckinge ende
defenfie der voorz. *Plaetsen, Steden, ende Forten*,
foo in 't betalen van nieuwe, of 't repareren van oude
werken, als wegens 't Canon, *Amonitie*, of andere
Oorloghs-behoften, dewelcke tot defenfie van de
verpande Plaetsen geemployert ofte verlooren fullen
worden, ende dergelycke fullen weeten te kofte ge-
leydt, in maniere als hier nae breeder fal werden ver-
klaert, ende voor foo veel de *Garnifonen* belangt,
de in de voorz. Steden ende Plaetsen fullen worden
onderhouden, dat defelve by de *Vereenighde Provin-
zien* betaelt, ende daer van niet meer aen den hooght-
gemelden Coningh van *Spanien* in reeckeninge ge-
bracht fal worden dan *feftien* Compagnien Voetknech-
ten in alles, yeder van *se-en-ingenigh* Koppen, vol-
ghens d'ordinarie foldie van de *Vereenighde Provincien*,
te weten, tegens dertienbondert een-en-veertigh Gul-
dens ten *twen-en-veertigh* dagen, gedurende ten Oor-
logh; ende by foo verre de voorz. Verpandinge oock
na 't eyndigen van den Oorlog voor eenigen tijdt fou-
de mogen dueren, dat als dan, gedurende den Vreede,
niet meer dan acht gelijcke Compagnien in alles tot
lafte van Sijn Majesteit gebracht fullen worden, blij-
vende alle het vordere Garnifon alleenlijck ende pri-
vatelick tot lafte van Haer Hoogh Mog.

VII. Dat de voorz. *Steden, Forten* ende *Plaetsen*,
aen Haer Hoogh Mog. in Pandfchap te leveren, fullen
blijven voorfien ende gefterckt met foodanig *Gefchut*,
Buipoeder, en andere *Amonitie* van Oorlogh, als tegen-
woordigh in defelve worden gevonden, daer van *Inver-
tars* gemaect, ende 't fijnen tydt perfecte verantwoor-
dinge gedaen fal worden.

VIII. Dat alle het Krijgs-volck van wegen den Co-
ningh van *Spanien*, tegenwoordigh in de voorz. *Steden*,
Forten, ende *Plaetsen* bevonden wordende, uyt
defelve gelight fal worden, ten eynde de *Gouverneurs*,
Commandeurs, ende andere Bevelbeheren, van defen
Stad aldair gebieden mogen, ten aensien van 't *fluyten*
ende *openen der Forten*, 't beftellen der *Wachten*, 't doen
van de *Ronden*, 't geven van 't *Woord*, 't exerceren
van *Militaire Jurisdicte*, ende *Krijgs-discipline*, ende
generalick in alle het geene de bewaeringe ende ver-
feckeringe derfelver *Steden, Forten* ende *Plaetsen* aen-
gaet, met den gevolge ende anckleken van dien;
Wel verftaende, dat de voorz. *Gouverneurs, Comman-
deurs* ende andere Bevelbeheren van haer Hoog.
Mog. haer niet en fullen fteeken in 't fluck van de
Politie ende *Burgerlijke Regeeringe*, dan alleen voor

s'en enfuivra, des à present comme pour lors est au-
thorisi le Ministre qui sera en fonction & que Sadite
Majesté aura près de leurs Hautes Puissances.

VI. Et afin que leurs Hautes Puissances, ensem-
ble les particuliers qui sur le credit de leurs Hautes
Puissances auront fourni pour les fusdits Capitains
& le paiement des échéances, ayent leur sûreté, &
qu'ils soient assurez du remboursement desdits Capita-
lains & du paiement des Intérêts d'iceux, que les
Châteaux, Villes, Forts & Places d'Argenteau, Na-
vaigne, Steevenswaert, Venloo, avec le Fort fi-
tué de l'autre côté de la Meuse, Geldre, Isabelle,
& St. Donaes, seront mis au pouvoir de leurs Hau-
tes Puissances, dix jours après la signature de ce
Contrat, ou plutôt si faire se peut, lesquelles sus-
dites Places seront occupées conséquemment par les
Gouverneurs, Commandeurs & Garnisons de leurs
Hautes Puissances avec toutes les Prerogatives qui
appartiennent de droit aux Seigneurs engagistes. Bien
entendu que leurs Hautes Puissances ni leurs Gou-
verneurs ou Commandeurs desdites Places sous ce
pretexte ne se mêleront en aucune manière de créer
les Magistrats ou aucun Officier de Police, ni d'au-
cune autre chose qui concernera ladite Police ni le
Gouvernement civil & de la Justice dans les sus-
dites Villes & autres Places du plat-Pais, mais
laisseront faire en cela le Stadhouder & Capitaine
Général de Sa Majesté, & les Officiers & Magis-
trats respectifs; & durera ledit gage jusques à ce
que lesdits Deniers avec les Intérêts échus & courans
soient rembourfés & que L. H. P. soient déchargées
de l'interposition de leur credit, & qu'ils ayent de
plus reçu de même moyen les Deniers qui auront été
deboursez pour le renfort & deffence desdites Places,
& Forts, soit pour les vieux ouvrages reparez &
pour de nouveaux qu'on auroit construits, comme aussi
tant pour le Canon, Munitions, & autres besoins
Militaires qui pour la deffence des Places engagées
auroient été employez ou perdus, & qui seront mis
en depence comme il sera plus amplement dit ci-
après. Et pour ce qui regarde les Garnisons qui se-
ront entretenues dans lesdites Places, cela sera payé
par les Provinces-Unies, & qu'il n'en sera pas
compté davantage à Sadite Majesté le Roi d'Espagne
que seize Compagnies d'Infanterie en tout, chacune de
quatre vingts seize Hommes, suivant la solde ordi-
naire des Provinces-Unies, savoir à raison de treize
cent soixante & onze Livres pour quarante deux
jours durant la Guerre; Et s'il arrivoit que ledit
gage continuât encore pour quelque tems après la fin
de cette Guerre, qu'alors durant la Paix, on ne
comptera que huit semblables Compagnies à la char-
ge de Sa Majesté, demeurant le surplus de la Garni-
son à la charge de leurs Hautes Puissances.

VII. Que les susdites Villes, Forts & Places
qui seront mis pour gage entre les mains de leurs
Hautes Puissances seront pourvues & munies de
tel Canon, Poudre & autres Munitions de Guerre,
qui-s'y trouvent presentement, dont il sera fait In-
ventaire, pour en répondre en son tems.

VIII. Que toutes les Troupes du Roi d'Espagne
qui se trouvent presentement dans lesdites Villes,
Fort & Places en quitteront, afin que les Gou-
verneurs & Commandeurs, & autres Officiers de cet
Etat y puissent commander pour ce qui est de fer-
mer & ouvrir ces Portes, poser les Sentinelles, faire
la Ronde, donner l'Ordre, & exercer la Justice &
la Discipline Militaire, & généralement en tout ce
qui regarde la garde & la sûreté desdites Villes,
Fort & Places & tout ce qui en depend. Bien en-
tendu que lesdits Gouverneurs, Commandeurs, &
autres Officiers de leurs Hautes Puissances ne se mê-
leront point des affaires de la Police ni du Gouver-
nement

ANNO
1668.

ANNO 1668. soo veel particulierlick aengaet die geene die aldaer in Guarnison leggen; ende sulen deselve Gouverneurs ende Commandeurs gehouden wesen goede correspondentie te houden met den Stadthouder van Sijn Majesteit in 't Over-quartier van Gelderlande, die tot Kuremonde sijne ordinarij residentie sal houden; ende sulen oock de voorschreve Gouverneurs ende Commandeurs, des verfocht zijnde, alle noodige hulpe geven aen de Ontfangers van Sijn Majesteit, dewelcke sulen woonen in de verpande Plactsen, om alle des-selven Domainen, Licenten ende Inkomen te mogen invorderen.

I. X. Dat Haer Hoogh Mog. haer in de beste ende krachtigste forme sulen obligeren en verbinden, ghe-lijck deselve haer ter goeder trouwe obligeren ende verbinden by desen, de voorz. Steeden, Forten, ende Plactsen wel te sulen defenderen, ende tegens een yegelijck, wie 't oock soude mogen wesen, die daer op yet soude willen autereeren, vigorouselick te sulen beschermen, met gelijcken yver ende kracht als so eenighe van de Plactsen ofte Frontieren van haer Hoogh Mog. ofte van de Vereenighde Nederlantische Provin- sies sels souden konnen ofte mogen doen, oock tot dien eynde de voorz. Steeden, Forten, ende Plactsen altoos met een competent ende sufficient Guarnison beset laten; ten welcken eynde oock van weegen den hooght-gedachten Coningh de passagie ende repassagie voor 't Krijghs-volck ynt haer Hoogh Mog. Frontie- ren naer de Steeden, Forten ende Plactsen & vice versa over den bodem van Sijn Majesteit soo veel doemlick gefaciliteert sal worden, ende sal daer van, des noot zijnde, tydelick advertentie worden gegeven aen den Stadthouder van Sijn Majesteit, om op de gilles van de passagie ofte repassagie, door een Commissaris ordre te konnen stellen

X. Indien nu of naemaels met communicatie ende overleghe van de Gecommitteerde van den Stadthouder ofte Gevolmachtigde van hooght-gemelden Coningh in de voorz. Plactsen, goet en geraden gevonden mocht worden, tot meerder verseeckerung van de voorz. Steeden ende Plactsen, eenige nieuw e werken te maec- ken, ofte oude te vernieuwen, eenige Magasijnen, te bouwen, ofte de gebouwdt met meerder provisie te voorzien, ende diergelijcke, sulen Haer Hoogh Mog. de werken met communicatie, en ten overstaen van den voorz. Stadthouder ofte Gecommitteerde van Sijn Majesteit publicklick aen de minst-eyfichende besce- den, oock voorts in gelijcker voegen allerhande noo- dige inkoop te doen; ende in 't opnemen van de be- steede werken, mitzaders by de leverantie ofte den invoer van gekochte Waeren, den voorz. Stadthouder ofte Gecommitteerde voerkeken aldaer mede presen- te willen zyn, op dat alsoo de opneminge, oock 't sijn- nen overstaen, ende met behoortlike kennisse geschie- den moge.

XI. Ende ten eynde de voorz. bewaeringe ende be- scherminde des te sekerder ende met des te beter or- dre geestelueert, mitzaders de noodige correspon- dentie ende eenigheyt tusschen de Gouverneurs ende Commandeurs, inet haer Guarnison ter eenre, ende de Magistraten met de Borgerye ter andere zyde in de voorschreve Steeden, Forten ende Plactsen des te beter onderhouden worde, dat over sulcks soo wel de voorz. Magistrat voor haer selven, ende in naeme van de gantche Borgerye, als voorz. Gouverneurs ende Commandeurs mede voor haer selven, ende in den name van 't gantche Guarnison, boven den Eedt, daer mede deselve respectie aen den hooght-gemelden Coningh ende aen de hooghtgedachte Haer Hoog Mog. albereyds zyn verplicht, in handen van Commissarilen ten wederzyden daer toe te verkiefen, by solemnelen Eede sulen beloven, de Rechten van Sijn Majesteit als waren Eygenaer, ende van Haer Hoogh Mog. als Pands-Heeren te sulen voorstaen, ende maintaineren nae hun vermoghen, oock de voorz. Steeden te sul- len bewaeren, ende soo veel hun aengaet, helpen be- waeren, ten behoeve van den hooght-gemelden Co- ningh, voer soo veel deselve by restitutie van 't voorge- mentioneerde verfocht, met den Interesse van dien, daer, van den eenigen ende onbeswaerden Eygenaer moet zyn, ende voor Haer Ho. Mog. ten reguarde de- selve tot die tyd toe de voorz. Steeden, Forten ende Plactsen als wettige Pands-Heeren in maniere voorz. met recht mogen blijven besitten, ende voorts in alles haer nae het tegenwoordigh Contract te sulen regule- ren,

ANNO 1668. nement civil, qu'entant seulement que cela pourroit concerner particulièrement ceux de la Garnison; & seront lesdits Gouverneurs & Commandeurs tenus de tenir bonne correspondance avec le Stadthouder de Sa Majesté dans le Quartier de Guelde de delà, qui tiendra sa Residence ordinaire à Kuremonde; & donneront aussi lesdits Gouverneurs & Commandeurs en étant requis, toute l'assistance nécessaire aux Receveurs de Sa Majesté, pour lever les Droits Domaniaux, Licentes, & Revenus.

I. X. Que L. H. P. s'engageront & s'obligeront en la meilleure forme, comme ils s'engagent & s'obligent par ces presentes, de bien defendre les susd. Villes, Forts & Places, & d'agir vigoureusement contre tous & un chacun, quels qu'ils soient qui y voudroient at- tenter quelque chose, avec la même vigueur & la même ardeur qu'ils pourroient faire à l'égard des Places, Frontieres, ou autres appartenantes à leurs Hautes Puissances, & de faire en sorte que lesdites Villes, Forts & Places soient toujours pourvus d'une bonne & suffisante Garnison, ausquelles fins Sa Majesté facilitera autant que faire se pourra le passage des Troupes de leurs Hautes Puissances soit en allant ou en venant, sur le Territoire de Saite Majesté pour se rendre dans lesdites Villes, Forts & Places; & si besoin est en sera donné avis à tems au Stadthouder de Sa Majesté pour qu'un Commis- saire puisse regler les Logemens dudit passage ou re- passage.

X. Que si avec la communication & deliberation du Deputé, du Stadthouder ou Plenipotentiaire dudit Roi, il étoit trouvé à propos pour plus grande seureté des susdites Villes & Places de faire quel- ques nouveaux ouvrages, ou de renouveler les anciens, de construire quelques Magasins, ou de pourvoir ceux qui seront déjà bâtis de nouvelles Munitions à leurs Hautes Puissances donneront avec la communication, & en presence du Stadthouder ou Commissaire de Sa Majesté lesdites choses publiquement au rabais, au moins demandant, & ils en useront de même à l'égard de tous les achapts nécessaires; & sera le Stadthouder ou Commissaire député requis de vouloir être present quand on donnera lesdits ouvrages au rabais; ou qu'on delivrera & transportera les Den- rées, afin que le tout se fasse en sa presence & avec sa connoissance.

XI. Et afin que la susdite garde & defence se puisse faire d'autant mieux & d'autant plus sure- ment, & que la correspondance & union nécessaire entre les Gouverneurs & Commandeurs, & la Gar- nison & le Magistrat & la Bourgeoisie desdites Vil- les, Forts & Places soit d'autant mieux entretenue, le susdit Magistrat tant pour lui qu'au nom de toute la Bourgeoisie, comme aussi les Gouverneurs & Com- mandeurs aussi tant pour eux mêmes qu'au nom de toute la Garnison outre le Serment auquel ils sont obligez au susdit Roi & à leurs Hautes Puissances promettront par Serment solennel qu'ils feront entre les mains des Commissaires qui seront choisis de part & d'autre, de maintenir de tout leur possible les Droits de Sa Majesté comme vrai Propriétaire, & ceux de leurs Hautes Puissances comme Engagistes, & de garder les susdites Villes, & d'aider à les garder chacun endroit soy, au profit de sa susdite Majesté comme en devant redevenir le Maître incontestable par la restitution des débourséments susmentionnez & des Interêts d'iceux, & pour leurs Hautes Puissances à qui lesdites Villes, Forts, & Places étant laissez pour gages, les doivent posséder jusques audit remboursement, & en outre de se regler selon le con- tenu de ce present Contract, sans rien faire, faire,

ANNO
1668.

ren, sonder daer tegens yet te doen, ofte gedooghen
gedaan te worden, directelick of indirectelick in eni-
ger manieren.

XII. De Gouverneurs ofte Commandeurs met de
voorz. Garnisoenen sullen in de voornoemde Steeden,
Forten ende Plaetsen vryelick ende sonder enigh belet
ofte beschimpinge, den Gereformeerden Godts-dienst
oeffenen, dewelcke in de Geunieerde Provincien wordt
geexerceert, ende dat in hunne Huysen, soo die daer
roe bequaem zyn, ende in eas van onbequaemheydt,
sullen hun daer toe andere bequame plaetsen, in de
voorz. Steeden, Forten ende Plaetsen vergunt worden,
by ofte van weghen den Koningh door Gedeputeerden
van den Stadhouder.

Ende sullen daer tegens de voorz. Gouverneurs en-
de Commandeurs exactelick hebben te besorgen, dat
haer onderhebbende Soldaten geene bespottinge, be-
schimpinge of schandael, veel min enigh belet ko-
men toe te brengen aen de Roomsche Catholische
Geestelicheit, of oock aen de Burgeren ende In-
woonderen der voorz. Steeden ende Plaetsen in de
oeffeninghen ende ceremonien ofte Godts-dienst, ende
in cas t'enigen tijde daer tegens by ymandt, wie
t' oock soude mogen wesen, mogte worden gepec-
ceert, dat foodanigen daer over door den Politiequen
ofte Militairen Rechter, naer dat het casus komt te
vereyflichen, tot verhoedinge van ghelijck. x. oefen
voor t' toekomende wel strengelijck gecorrigeert
ofte gestraft sal worden, na dat de circumstantien
van sijne begane misdact sullen komen te verey-
fichen.

XIII. Dat de voorz. Gouverneurs, Commandeurs,
Majors, Auditeurs, Provoosten, ende voorts de ge-
heele Garnisoenen in de voorz. Steeden, Forten en-
de Plaetsen, met behoorlicke Logementen, Baracquen,
ofte anderhouts, buyten kosten ende laste van Haer Ho.
Mog. voortien sullen worden.

XIV. Dat van weghen den hooght-gemelden Kon-
ingh de noodige voorzieninge gedaen sal moeten wor-
den, ten eynde de voorz. Garnisoenen hare ordinari
Vidaalien ofte Levens-middelen soo wel als de Bur-
geren ende Inwoonderen der voorz. Steden ende
Plaetsen, ten redelicken prijse bekomen moge, ende dat
voorts aldaer behoorlicke Magazijnen voor Granen,
Turf ende andere noodige provisie aangewesen, ofte in
maniere voorz. gebouwt mogen worden.

XV. Dat, soo wanneer Haer Hoogh Mog. van ha-
re verchoorten Penningen met den Interesse van dien
sullen hebben ontfangen behoorlick remboursement,
ende voor haer gheinteponeert credit volkomenlijck
gelibereert zyn, als dan aensfonds ende sonder enige
tergiversatie, de voorz. Steden, Forten ende Plaet-
sen, met alle t' geene volgens Inventaris als boven,
nevens deselve overgelevert sal zyn, ofte het equivalent
van dien ter goeder trouwe wederom ontruymt, ende
aen ofte ten behoeve van den hooght-gedachte Kon-
ingh weder overgelevert sullen worden, ende tot
meerder verseeckeringe van de nakominge van dit Ar-
ticul, van dat de Pandt-penningen, met het verloop
van dien geresitueert zynde, de verpande Plaetsen oock
geevacuueert ende gheresitueert sullen worden, sullen
Sijne Keyserlijcke Majesteit, den Koningh van Groot
Britaignen ende den Koningh van Sweden verfocht
worden haer Guaraad, desen Articul aengaende t'inter-
poneren.

XVI. Dat het voorz. remboursement ende bevrij-
dinge van t' geinteponeerde credit van weghen den
hooght-gemelden Koningh sal mogen geschieden in
een Somme, ofte in terminen gedaen ende
geescheuert sal moeten worden, ten minsten binnen
den tydt van Jaren, fallende middelsterwijle
voor de betalinge van de jaerlicke Interessen verbon-
den zyn, ende door de lieden van den hooght-gem-
elden Koningh op ordre van Sijn Majesteit effective-
lijck uitgekeert worden het provent van Sijn Majesteits
Tollen ende Licenten op de Mase, misraders van des
sels andere Domeynen, Beden, Subsidien ende In-
komsten, onder t' ressort van de voorz. Steden ende
Plaetsen vallende, voor soo veel de voorz. Interessen
uyt de voorz. Tollen ende Licenten niet vervallen
souden kunnen worden.

Ende in cas buyten verwachten ofte vermoeden,
den voorz. tydt moght komen t'expireren, sonder dat
het selve ten vollen gepresteert moght wesen; dat als
dan de voorz. Tollen, Domaynen, ende alle andere
public-

faire, ou permettre être fait au contraire, directe-
ment ou indirectement.

ANNO
1668.

XII. Les Gouverneurs ou Commandeurs avec
la susdite Garnison, pourront dans lesdites Villes,
Fortes & Places, faire l'exercice de la Religion Re-
formée sans aucun trouble ni insulte, comme elle
est exercée dans les Provinces-Unies, & ce dans
leurs Maisons si elles y sont propres; Et en cas
qu'elles n'y soient pas propres, les Deputez du Stad-
houder leur accorderont de la part dudit Roi d'autres
places commodes dans les susdites Villes, Fortes &
Places.

Et lesdits Gouverneurs & Commandans auront
un soin tres exact que leurs Soldats, ne feroient au-
cune raillerie ni scandale, & encore moins aucun
empêchement aux Ecclesiastiques des Catholiques Ro-
mains, non plus qu'aux Bourgeois & Habitans des
susdites Villes & Places dans l'exercice & dans les
ceremonies de leur Religion, & s'il arrivoit que
quelqu'un le fit il sera corrigé & châtié par le
Juge de Police ou Militaire selon que le cas échoira
& l'exigera, pour prevenir à l'avenir de sembla-
bles exces.

XIII. Que les susdits Gouverneurs, Comman-
deurs, Majors, Auditeurs, Prevôts & en outre
toute la Garnison seront pourvus dans lesdites Villes,
Fortes & Places de Logemens & Baraques convena-
bles, ou autrement, sans frais pour leurs Hautes
Puissances.

XIV. Que de la part dudit Roi seront fournies
les provisions dont ils auront besoin afin que la sus-
dite Garnison puisse avoir les Vivres qui leur seront
nécessaires comme les Bourgeois & Habitans desdites
Villes & Places, & ce à un prix raisonnable, &
en outre qu'il soit construit des Magasins convena-
bles, pour les Grains, Tourbes & autres provisions
nécessaires.

XV. Que lors que leurs Hautes Puissances au-
ront reçu le juste remboursement des Deniers avancez
& des Intérêts d'iceux, & qu'ils seront entierement
liberez de l'interposition de leur credit, lesdites Pla-
ces, Fortes, & Villes, avec tout ce qui paroitra par
l'Inventaire leur avoir été delivré, seront rendus &
restitués audit Roi. Et pour plus grande sureté de
l'observation de cet Article, sçavoir que les Deniers
fournis & les arrerages restitués, les Places données
en gage seront evacuées & restituées, Sa Majesté
Imperiale, le Roi de la Grand' Bretagne & le Roi
de Suede seront suppliez d'être Garands dudit Ar-
ticle.

XVI. Que le susdit remboursement sera fait de
la part du susdit Roi en une Somme, ou en
termes, du moins dans le tems de années,
& cependant pour le payement des Intérêts seront en-
gagés & payez par les Officiers du susdit Roi &
par l'ordre de Sa Majesté les Revenus de ses Doüa-
nes & Peages de la Meuse, ensemble ceux de ses
autres Domaines, Tailles & Subsidies dependants du
ressort desdites Villes & Places.

Et en cas que contre toute attente ledit tems vien-
ne à expirer sans que ledit remboursement ait été
fait, qu'alors les susdites Doüanes, Domaines & au-
tres

ANNO
1668.

publieque Middelen ende Inkomsten onder 't ressort van de voorz. verpande Steeden ende Plaetsen valende, voor de jaerlijcke voldoeninge der gespioneerde Interessen, van 't geen den nooght-gemelden Koningh als dan noch in 't geheel sal wesen verschuldigh, als mede in vermindering van 't selve Capitaal, voor soo veel de voorz. Inkomsten daer toe wijders sullen kunnen strecken, by Haer Hoogh Mog. sels onder hare administratie genomen, ende ten fine voorz. effectijvelij bekeert sullen worden, mits daer van doende behoorlijcke reetkeninghe, bewijs ende reliqua, op dat by faute van dien, die schuld niet oneyndigh en exccesiere, en metter tydt onlosbaer worde.

XVII. Ende hebben wy ondergeschreven wederzijds Geauthoriseerden ende Gevolmagtigtheden bejoost, ghelijck wy belooven by desen, het tegenwoordighe Contract by de Heeren onse respectieve Committeenten ende Principaelen te sullen doen ratificeren, te weten, door Haer Hoogh Mog. ende den gemelden Heer Marquis de Castelfordrigo in qualiteit voorz. binnen den tijdt van veertien dagen; ende voorts by de hooght-gemelde Koninginne Regente in name van Sijn Majesteyt binnen den tijdt van drie maanden.

XVIII. Ende nademaal Haer Hoogh Mog. al noch oprechtelijck geintentioneert zyn, met ende nevens den Koningh van Groot Britannien alle doelicke Officien aen te wenden, ten eynde den Koningh van Vranckrijk oock van sijne zyde in den continuatie van den geacordeerden stillant van Wapenen gelieven l'accomoderen, ende vervolgens daer op de geprojecteerde Vreede, volgens d'acceptatie van 't eene Lid der bewulde Alternative by den Heer Marquis de Castelfordrigo albereyds gedaen, finalitec te voltrecken: Soo is ghelijpuleert, ende geprecautioneert, dat by soo verre den hooght-gedachten Koningh van Vranckrijk, soo als verhoopt wordt, by provisie mede in de voorz. prolong. tie komt te contenteren, ende deselve oock effectijvelijc t'observeren, eer ende bevoorrens hier op d'executie van 't fournissement van Penningen sal wesen ghevolght, als dan den gemelden Heer Marquis de Castelfordrigo ende Haer Hoogh Mog. vry sal staen, de saecke voor eerst te laten in termen gelijck deselve tegenwoordigh is; ende in cas den Vreede daer op voor d'executie deses voltrocken wordt, dat als dan een yegelijck desen aengaende, sal wesen in sijn geheel.

Aldus gedaen ende geslooten in 's Graven-hage den negenden April sesstien hondert acht en sestig.

(L. S.) Gamarra.	(L. S.) W. Huygens.
	(L. S.) d'Asperen.
	(L. S.) Johan de Wit.
	(L. S.) Johan de Rede.
	(L. S.) E. v. Bootsma.
	(L. S.) Jan van Yffelmuyden.
	(L. S.) Gockinga.

BY dit separaet Artikel, 't welck van de selve kracht sal zyn, als of 't mede ingelijst waere in 't Contract van Verpandinge tusschen ons ondergeschreven op heeden geslooten, is verklaert, gecaveert ende vast gestelt gelijck verklaert, gecaveert ende vast gestelt wordt by desen, dat de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden niet verobligeert sullen zyn de Penningen, by 't selve Contract beloofd, of eenigh gedeelte van dien te demanueren; ofte door N. N. te laten demanueren, voor en aler d'Heer Marquis de Castelfordrigo, Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaense Nederlanden, het Contract by Gecommitteerden van den Koningh van Vranckrijk, met concert van de Heeren van Beuninge ende Trevor, extraordinaris Ambassadeur en extraordinaris Gedeputeerden van den Koningh van Groot Brittainen ende van Haer Hoogh Mogende de respectieve onlaangs op Papier ghebracht, of sels sal hebben onderteekent, of andersints pouvoir gesonden aen de gemelde Heeren van Beuninge ende Trevor, om 't gemelte Tractaet in sijnen name met Geauthoriseerden van den hooght-ghemelden Koningh van Vranckrijk te perfectioneren ende te sluyten.

Aldus

tres Revenus publics dependants du ressort desdites Villes & Places donnees en gage, seront administrez par leurs Hautes Puissances, pour le payement des Interets stipulez & annuels de tout ce que ledit Roi restera encore redevable ensemble en deduction du Capital, au cas que lesdits Revenus puissent s'estendre jusques-là, & sera dressé un compte & reliqua; le tout afin que faute de payement la dette ne vienne point tellement à s'augmenter qu'avec le tems elle ne puisse plus être rachetable.

ANNO
1668;

XVII. Et avons nous Plenipotentiaires soubsignez promis, comme nous promettons par ces presentes, de les faire respectivement ratifier par nos Seigneurs Principaux, savoir par leurs Hautes Puissances, & par ledit Seigneur Marquis de Castelfordrigo en la qualiteit susdite dans le tems de quatorze jours, & en outre par la susdite Dame Reine Regente au nom de Sa Majesté dans le tems de trois mois.

XVIII. Et comme leurs Hautes Puissances, sont encore dans la sincere intention de faire avec le Roi de la Grand' Bretagne tout ce qu'ils pourrout, afin que le Roi de France continue aussi de son côté d'accorder la suspension d'Armes dont on est convenu, & en consequence d'accomplir le projet de la Paix suivant l'acceptation d'un Membre d'alternative déjà faite par le Sieur Marquis de Castelfordrigo: Il est stipulé qu'en cas que le susdit Roi de France vienne à consentir aussi par provision à ladite prolongation, & qu'en effect elle soit observée avant que l'execution du fournissement des Deniers s'en ensuive; il sera alors libre au susdit Sieur Marquis de Castelfordrigo & à leurs Hautes Puissances, de laisser les choses dans l'état qu'elles sont à present. Et en cas que la Paix se fasse avant que ces presentes soient executées, chacun demeurera alors à cet égard en son entier.

Ainsi fait & conclu à la Haye le neuvième Avril mil six cens soixante huit.

(L. S.) Gamarra.	(L. S.) W. Huygens.
	(L. S.) d'Asperen.
	(L. S.) Jean de Wit.
	(L. S.) Jean de Rede.
	(L. S.) E. v. Bootsma.
	(L. S.) Jean de Yffelmuyde.
	(L. S.) H. Gockinga.

Par cet Article separé, lequel aura la même force que s'il étoit incorporé dans le Contract d'engagement signé & conclu cejourd'hui entre nous, il est déclaré & arrêté, comme il est déclaré & arrêté par ces presentes, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ne seront pas obligez de se desaisir des Deniers promis par le susdit Contract, ou d'en laisser desaisir N. N. qu'au préalable ledit Sieur Marquis de Castelfordrigo Gouverneur & Capitaine Général des Pais-Bas Espagnols n'ait signé lui-même le Contract couché depuis peu par écrit par les Deputez du Roi de France de concert avec les Sieurs de Beuninge & Trevor, Ambassadeur extraordinaire & Deputé extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne & de leurs Hautes Puissances; ou autrement qu'il n'ait envoyé pouvoir aux susdits Sieurs de Beuninge & Trevor de perfectionner & conclure le susdit Traité en son nom avec les Plenipotentiaires du susdit Roi de France.

Ainsi

ANNO Aldus gedaen ende gellooten in 's Graven-haghe den
1668. negenden April seftien bonders acht en seftigh.

(L.S.) *Gamarra* (L.S.) *W. Huygens.*
(L.S.) *d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *Johan de Rede.*
(L.S.) *E. v. Bootsma.*
(L.S.) *Jan van Yffelmuyden.*
(L.S.) *Gockinga.*

Ainsi fait & conclu à la Haye le neuvième Avril
mil six cens soixante huit. Signé.

ANNO
1668.

(L.S.) *Gamarra.* (L.S.) *W. Huygens.*
(L.S.) *d'Asperen.*
(L.S.) *Jean de Wit.*
(L.S.) *Jean de Rede.*
(L.S.) *E. v. Bootsma.*
(L.S.) *Jean de Yffelmuyden.*
(L.S.) *H. Gockinga.*

XXXIV.

15. Avril. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France,*
CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PRO-
VINCES-UNIES des Pays-Bas, pour procu-
rer la Paix entre les Couronnes de France &
d'Espagne. Fait à S. Germain en Laye, le 15.
Avril, 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat
& de Guerre. Tom. XIV. pag. 703.]

FRANCE,
ANGLE-
TERRE,
ET PRO-
VINCES-
UNIES.

LE Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les
Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-
Bas ayant envoyé à la fin du mois de Février les Srs.
van Beuningen & Trevor, respectivement leur Am-
bassadeur & Envoyé extraordinaires au Roi Tres-Chré-
tien, lui offrir d'employer leurs soins & leurs offices,
pour le prompt rétablissement du repos public, par
la conclusion d'un bon Accommodement, entre luy &
le Roi Catholique. & ledit Roi Tres-Chrétien, ayant
dès lors agreablement reçu les offres dudit Roi de la
Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, déclarat
aux dits Seigneurs van Beuningen, & Trevor, qu'en
considération de leurs Maîtres, il persisteroit à se con-
tenter encore de faire la Paix, sur le même fonde-
ment de l'une des deux Alternatives dont il s'étoit ex-
pliqué dès la fin de la Campagne, de l'Année passée,
à sçavoir, ou de la Cession que les Espagnols lui fe-
roient des Places, Forts & Postes, que ses Armes
avoient occupées, pendant ladite Campagne, & de
leurs Dependances, ou bien d'un équivalent consistant
en la Cession de la Franche Comté (ou en sa place du
Duché de Luxembourg) Cambrai & Cambresis, Douay,
compris le Fort de Scarpe, Aire, St. Omer, Berg, Fier-
ne & Linck avec leurs Dependances; Il seroit depuis
arrivé, que par les soins & offices dudit Roi de la
Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats, le Mar-
quis de Castelrodrigo, Gouverneur de Flandres, en ver-
tu de son Plein-pouvoir de traiter la Paix, avoit ac-
cepté au nom dudit Roi Catholique, le premier Mem-
bre des deux Alternatives, ci-dessusdites, & déclaré
d'être prest de signer, ou faire signer par ses Subdele-
gués, un Traité de Paix, conforme au Projet, qui
luy avoit été présenté par les Ministres du Roi de la
Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, qui sont
à Bruxelles, en suite de quoi lesdits Ambassadeur &
Envoyé extraordinaires, voyant l'affaire si bien achemi-
née, auroient fait de vives instances à Sa Majesté Tres-
Chrétienne de vouloir bien consentir à une suspension
d'armes, jusqu'au dernier jour de May prochain, afin
de donner un tems convenable pour achever ledit Traité,
selon les formes accoutumées. Et Sadite Majesté
ayant déclaré sur lesdites instances, que dans l'état
présent des affaires, elle ne pouvoit accorder, sans se
faire des prejudices extremes, à moins que ledit Roi de
la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats lui don-
nassent toutes les seuretés, qu'il jugeroit lui être ne-
cessaires, pour l'insaisissable succès de la Paix auxdites
conditions, & dans le tems susdit, & lesdits Ambas-
sadeur & Envoyé extraordinaires, ayant là-dessus offert
à Sa Majesté Tres-Chrétienne, que le Roi de la Grande
Bretagne, & Messieurs les Etats lui seroient Garants de
parolles, qu'ils lui avoient portées de la part du Mar-
quis de Castelrodrigo, sur l'acceptation du premier
Membre de l'Alternative, & dit que par cette Garantie,
qu'ils avoient Pouvoir de promettre, ils se trouvoient
plètement autorisés, & en état de donner à ladite
Majesté Tres-Chrétienne toutes les satisfactions & seure-
tés requises, & qu'elle pouvoit desirer, de l'insaisissi-

bilité dudit succès. Le Roi Tres-Chrétien auroit là-des-
sus nommé & député le Sr. le Tellier, Conseiller en
tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, & Se-
cretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté,
le Seigneur de Lionne, aussi Conseiller en tous ses
Conseils, Commandeur de ses Ordres, Ministre &
Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Ma-
jesté, & le Sr. Colbert, Conseiller en tous ses Conseils,
Contrôleur General de ses Finances, Tresorier de
ses Ordres, & Surintendant de ses Bâtimens, munis
d'un Plein-pouvoir suffisant pour traiter avec lesdits
Seigneurs van Beuningen, & Trevor, munis aussi d'un
même Pouvoir, & convenir ensemble desdites seure-
tés, ainsi que des moyens plus seurs & plus prompts
pour parvenir à la Paix. Et après plusieurs Conféren-
ces, que lesdits Plenipotentiaires ont eues ensemble,
ils ont enfin accordé, établi, & arrêté les Articles, qui
en suivent.

I. Le Traité de Paix entre la France & l'Espagne,
sera fait conformément au Projet susdit qui a été pré-
sentement remis entre les mains desdits Seigneurs van
Beuningen & Trevor, & la Ratification de l'Espagne
sera envoyée à St. Germain en Laye, à Sa Majesté Tres-
Chrétienne, dans le dernier jour de May prochain in-
clusivement, comme pareillement le Roi Tres-Chrétien
sera remettre la Ratification dudit Traité, dans le mê-
me jour dernier May, entre les mains du Gouverneur
de Flandres, & plutôt si faire se peut.

II. Le Roi Tres-Chrétien accorde de sa part une
Cessation de toute sorte d'entreprises & attaques sur les
Places fortes des Espagnols, à condition du recipro-
que du costé de l'Espagne, & ce jusqu'au dernier jour
de May inclusivement.

III. En cas que contre toute attente, l'Espagne
manque à faire la Paix selon ledit Projet, ou que la
Ratification d'Espagne n'ait pas été remise au Roy
Tres-Chrétien dans ledit jour dernier May inclusive-
ment; ledit Roy Tres-Chrétien n'estant pas plus alors
tenu de faire la Paix aux Conditions des susdites Alternatives,
Sa Majesté declare qu'elle se contentera de
faire encore la Paix, pendant les mois de Juin & de
Juillet, aux Conditions des deux nouvelles Alternatives
suivantes, dont le choix sera laissé à l'Espagne, à sçavoir,
la premiere à la Cession des Conquêtes de la
Campagne de l'Esté dernier, en y adjoutant par l'Es-
pagne la Cession de la Franche Comté, & Cambrai, &
Cambresis; la seconde, de la Cession de l'équivalent
cy-dessus dit, en y adjoutant par l'Espagne la Cession
du Luxembourg ou en sa place celle de l'Isle &
Tournay.

IV. Cependant dans le même cas, qui vient d'être
dit, que la Paix ne soit pas faite, & les Ratifications
fournies dans le terme susdit par la faute de l'Espagne;
Le Roy Tres-Chrétien attaquait alors, apres le terme
de ladite suspension expirée, les Espagnols, pour ta-
cher de les necessiter à la Paix aux Conditions de l'une
des deux nouvelles alternatives, le Roy de la Grande
Bretagne & lesdits Seigneurs Etats seront obligés de
mettre en effet la promesse contenue dans leur Garan-
tie susmentionnée, & conséquemment employeront
incessamment toutes leurs Forces par Mer & par
Terre, pour obliger l'Espagne à faire la Paix, aux Con-
ditions, qui viennent d'être dites.

V. En cas que la Paix n'ait pas été encore faite,
pendant lesdits mois de Juin & de Juillet, auxdites
Conditions, par faute de l'Espagne, leurs Majestés, &
lesdits Seigneurs Etats conviendront alors ensemble de
nouveau, de ce qu'ils trouveront être plus expédient
pour terminer la Guerre.

VI. Mais afin que dans l'employ des armes de leurs
dites Majestés, & desdits Etats, au cas susdit, on
puisse éviter les inconveniens qui pourroient naître

par

ANNO
1668.

par la concurrence des entreprises, dont chaque partie pourroit vouloir choisir les memes desseins, il a esté convenu que les Armes de Sa Majesté *Tres-Chrétienne* se contrediront à agir du côté de deça des *Rivieres & Canaux*, qui paissent par les Villes & Places, ou le long des Villes & Places suivantes, à *scavoir*, *Argentan*, *Milnes*, *Rapelmonde*, *Dendremonde*, *Gand*, *Flarfenael* & *Ostende*, & n'attaqueront aucune desdites Villes ou Places, & que les Armes du Roy de la *Grande Bretagne*, & desdits Seigneurs *Estats*, se contrediront à agir au de-là des memes *Rivieres & Canaux*, & n'attaqueront aucunes Villes, ou Places du côté de deça.

Tous lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ont esté ainsi convenus, arrestés, & accordés, de part & d'autre, entre les Seigneurs le *Tellier*, de *Lionne* & *Colbert* au nom dudit Roy *Tres-Chrétien*, & lesdits Seigneurs *van Benningen* & *Trevor* respectivement au nom du Roy de la *Grande Bretagne*, & de Messieurs les *Estats Generaux*, lesquels ont promis d'en fournir les Ratifications de leurs Majestés & desdits Seigneurs *Estats*, dans le dernier jour du present mois d'*Avril* inclusivement, & plusost si faire le peut. En foy de quoy ils ont signé le present Traité de leur propre main, & à iceluy fait apposer les cachets de leurs Armes. Fait à *St. Germain en Laye* le 15. d'*Avril*, 1668.

Signé,

(L.S.) Le *Tellier*.
(L.S.) De *Lionne*.
(L.S.) *Colbert*.

(L.S.) *Van Benningen*.
(L.S.) *Trevor*.

XXXV.

2. Mai. *Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de May 1668.* [FREDER. LEONARD. Tom. XIV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. en Latin, en Allemand, & en François; dans les *Lettres & Memoires* du Comte d'*Estrades*, Tom. IV. pag. 351; dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 762. en Allemand; & dans *GASTELIUS*, de *Statu publico Europe Novissimo*, pag. 164. en Allemand.]

Louis par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous à nostre cher & bien-ami Conseiller en nos Conseils d'*Etat* & Privé, Maître des Requetes ordinaire de nostre Hostel, & nostre Ambassadeur extraordinaire, le Sieur *Colbert*: Et par tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roy Catholique des *Espagnes*, nostre tres-cher & tres-ami bon Frere, Beau-Frere & Cousin; & par tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse la Reine Catholique des *Espagnes*, nôtre tres-cher & tres-amée Sœur & Cousine, comme Tutrice, & Curatrice & Gouvernante des Royaumes & *Estats* dudit Roy nostre Frere, au Marquis de *Castelrodrido*, Capitaine & Gouverneur General pour nostre Frere aux *Pays-Bas*; & par ledit Marquis de *Castelrodrido* au Baron de *Bergeik*, qu'il auroit subdelegué en son lieu & place pour traiter la Paix: Lesdits Sieurs *Colbert*, & Baron de *Bergeik*, ayant dans la Ville Imperiale d'*Aix-la-Chapelle*, le deuxième du present mois de May, conclu, arresté, & signé le Traité de Paix & de reconciliation, dont la teneur s'ensuit.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR: A tous presens & à venir soit notoire, Comme par l'autorité & les soins paternels de nostre Tres-Saint Pere le Pape Clement neuvième du nom, seant heureusement dans le Saint Siege pour le bon regime de nostre Mere Sainte Eglise, & par les continuelles exhortations & tres-vives instances de sa Beatitude, tant par plusieurs & diverses Lettres écrites de sa main. qu'envois & Negotiations de son propre Neveu, aujourd'huy Cardinal *Rospigliosi*, & de ses Nonces extraordinaires, tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Louis par la grace de Dieu, Roy Tres-Chrétien de France

Tom. VII. PART. I.

& de Navarre: Et tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince CHARLES second, par la grace de Dieu Roy Catholique des *Espagnes*: & tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse Marie Anne d'*Aultriche*, Reine Catholique des *Espagnes*, sa Mere, comme Tutrice, Curatrice, & Gouvernante de ses Royaumes & *Estats*, seroient convenus & tombez d'accord de choisir la Ville Imperiale d'*Aix-la-Chapelle*, pour y traiter de Paix, par l'entremise du Plenipotentiaire de sa Sainteté; comme aussi des Ministres d'autres plusieurs Roys, Potentats, Electeurs, & Princes du Saint Empire, qui ont si loüablement employé leurs soins & leurs offices pour acheminer cette grande affaire. Et comme pour y parvenir ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur *Colbert*, Conseiller en tous les Conseils, Maître des Requetes ordinaire de son Hostel, & son Ambassadeur Extraordinaire, & ledit Seigneur Roy Catholique auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur Marquis de *Castelrodrido*, Capitaine & Gouverneur General des *Pays-Bas*, lequel en vertu de fondit Pouvoir auroit subdelegué le Sieur Baron de *Bergeik*, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller au Conseil Suprême de Flandres, & de ses Conseils d'*Etat* & Finances, lesquels Sieurs *Colbert* & *Bergeik*, en vertu de leursdits Pouvoirs & subdelegation, reconnus de part & d'autre pour suffisants, ont accordé, établi & arresté les Articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Il est convenu & accordé, qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confédération, & perpetuelle Alliance & amitié entre les Roys Tres-Chrétien & Catholique, leurs Enfants nés & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, *Estats*, *Pays* & Sujets; qu'ils s'entre-aideront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & évitant de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. En suite de cette bonne réunion, aussitôt que les Ratifications du present Traité auroient esté échangées, la Paix entre lesdits Seigneurs Rois sera publiée, & dès l'instant de ladite Publication il y aura Cessation de toutes entreprises de Guerre, & de tous actes d'hostilité, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux que la Guerre se fait par les Armes de Leurs Majestez tant entre leurs Troupes & Armées, qu'entre les Garnisons de leurs Places: & que s'il étoit contrevenu à ladite Cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & même s'il se faisoit des Prisonniers, ou autres actes d'hostilité par quelque accident impreveu, ou de ceux qui ne se peuvent prevenir, contraires à ladite Cessation d'Armes, la contravention sera réparée de part & d'autre de bonne foi, sans longueur ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui auroit esté occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon, ni payement de denrée.

III. En contemplation de la Paix, le Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera saisi, & jouira effectivement de toutes les Places, Forts & Places, que ses Armes ont occupées ou fortifiées pendant la Campagne de l'année passée: A *scavoir* de la Forteresse de *Charleroy*, des Villes de *Binch*, & d'*Atthe*, des Places de *Doluy*, le Fort de *Scarpe* compris, *Tournay*, *Oudenarde*, *Lille*, *Armentieres*, *Courtray*, *Bergues* & *Furnes*, & toute l'étendue de leurs Bailliages, Chastellenies, Territoires, Gouvernances, Prevostez, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées.

IV. Lesdits Lieux, Villes & Places de *Charleroy*, *Binch*, *Atthe*, *Doluy*, Fort de *Scarpe*, *Tournay*, *Oudenarde*, *Lille*, *Armentieres*, *Courtray*, *Bergues* & *Furnes*, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, demureront par le present Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ses Successeurs & ayans cause, irrevocablement & à toujours; avec les memes Droits de Souveraineté, Propriété, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Préeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étendue desdits *Pays*, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits

M

Prieu-

ANNO
1668.

ANNO
1668.

Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont ci-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncés; sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voye que ce soit, de Droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque prétexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous ledits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Bailliages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dépendent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme son Plenipotentiaire en son nom par le présent Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cédé & transporté perpétuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étendue desdits Païs, Places, & Bailliages cede, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & genre de neut sans rien retenir ni réserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Païs, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies & Bailliages, & sur tous les Lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coutumes, Statuts, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, ausquelles & aux clauses derogatoires & derogatoires, il est expressément derogé par le présent Traité, pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpétuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause, ou prétexte qu'elles puissent être fondées. Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit ci-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à présent & pour toujours, des Foy, Hommage, Service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques, ensemble de toute l'obéissance, Suggestion & Vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; Voulant ledit Seigneur Roy Catholique que lesdits Foy, Hommage, & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient été faits ni prestés.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien aussi-tôt après la Publication de la Paix, retirera ses Troupes des Garnisons de toutes les Places, Villes, Châteaux, & Forts du Comté de Bourgogne vulgairement appelé la Franche Comté, & restituera réellement, effectivement & de bonne foy à Sa Majesté Catholique, toute ladite Comté de Bourgogne, sans y rien retenir ni retenir.

VI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes ont ou pourroient avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées, à la reserve des Places & Forts qui doivent demeurer par le présent Traité à Sa Majesté Tres-Chrétienne, ainsi qu'il a été ci-dessus dit. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrétienne, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupé jusqu'au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées.

VII. Leurs Majestés consentent que tous les Rois, Princes, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses & obligations de garantie, de l'exécution de tout le contenu au présent Traité.

VIII. Il a été convenu, accordé & déclaré, qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, (à l'ex-

ception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel ledit Seigneur Roi Catholique a depuis fait la Paix) qu'autant qu'il en aura été autrement disposé en celui-ci par la Cession des Places susdites, sans que les Parties y aient acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives, en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le présent Traité.

IX. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlements du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme semblablement ledit Traité sera vérifié, publié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon; le tout suivant & en la forme contenue au Traité des Pyrenées de l'an 1659, dont seront baillées les expéditions de part & d'autre dans trois mois après la Publication du présent Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ensemble tout le contenu en chacun d'eux, ont été traités, accordés, passés & stipulés entre les susdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrétien & Catholique, au nom de leurs Majestés: Lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chascuns les Biens & Etats présents & à venir des Roys leurs Maîtres, qu'ils feront par leurs Majestés inviolablement observer & accomplir, & de leur être ratifier purement & simplement sans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres antiques & scellées, où tout le présent Traité sera inferé de mot à mot dans le dernier jour du mois de May prochain inclusivement. A sçavoir, Sa Majesté Tres-Chrétienne à Bruxelles, entre les mains du Gouverneur de Flandres; & Sa Majesté Catholique à S. Germain en Laye, entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & plustôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms, que lesdites Lettres de Ratification ayant été fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien le plustôt qu'il se pourra, & en présence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, Saints Evangiles, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du présent Traité. Et le semblable sera fait aussi le plustôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roy Catholique, & la Reine Regente sa Mere, en présence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chrétien deputer. En témoin desquelles choses, lesd. Plenipotentiaires ont souscrit le présent Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxième jour du mois de May de l'année 1668. Signé, CHARLES COLBERT.

Et au nom de sa Sainteté & desdits Electeurs & Princes du S. Empire, ont pareillement souscrit le présent Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes: Signé, AUGUSTIN FRANCIOTTI, Archevêque de Trevis, Plenipotentiaire de sa Sainteté. LE BARON DE SCHENEBORN, au nom de son Altesse Electorale de Mayence. FRANÇOIS EGON DE FURSTENBERG, au nom de son Altesse Electorale de Cologne. Et le CHEVALIER SEMISING, au nom de son Altesse de Munster.

NOUS, ayant le Traité susdit agreeable en tous & chacun les Points & Articles qui sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chascun nos Biens présents & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque forte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 26. jour de May l'an de grace 1668. & de nostre Regne le vingt-sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas. DE LIONNE.

ANNO
1668.

ANNO
1668.

XXXVI.

25. April. *Fœdus Triplex, sive Accessio Regis SUECIE ad illud, die 23. Januarii proxime præteriti inter Regem MAGNE BRITANNIE & Ordines Generales FOEDERATI BELGII initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hispaniarum; Adjectis certis Articulis de mutua Guarantia in vicem suppeditanda, in casu quod, eorum amico proposito in sinistram partem accepto, Bellum cupiam ex iis fuerit motum. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis 1668.*
[AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlog*. Tom. VI. Boeck 48. pag. 909. in fol.]

Cum favente & annuente Divina gratia tum Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus Secundus, Magnus Britannie, Francie & Hiernie Rex, Fidei Defensor, &c. Tum Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii piis & ardentibus votis, laboribusque indefessis hæcenus incubuerint, ut simulates & dissidia inter Serenissimos Galliarum & Hispaniarum Reges orta, quæ nunc in funiculum & acerrimum Bellum eruperunt, componerentur, & ab ipsis primordiis semina & radices mali serpentis præciderent & suffocarent, ne fortassis totus Christianus Orbis in partes & studia diversus abiret scilicetque incendiisque, longè latèque totam Europam pervagaret; Eaque de causâ memoratus Dominus Rex, Dominique Ordines per Deputatos suos & Mandatarios Hagæ Comitibus die decimo tertio veteris, & vigesimo tertio Januarii novi sili, proxime præterito, in mutuum Pactum consenserint, & quidem conditionibus in hoc rerum statu toti Europæ procul dubio placitis, quod postmodum etiam solemni Ratiabitione confirmantur, quo complexi sunt rationes & media, quibus alma Pax inter diffidentes Reges, cito tutoque promoveri & redintegrari possit: Cumque insuper supra memoratæ Partes amicam valdè in modum Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem ac Principem Hæreditarium, Magnam Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Steini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandalie, Principem Rugiæ, Dominum Lugiæ, & Wismarie, nec non Comitem Palatinum Rheni, Baviaræ, Juliciæ, Cliviæ, & Montium Ducem, rogantur atque invitantur, ut tanquam Pars Principalis operam suam in eundem finem collocare, Tractatuique Pactoque prædicto etiam ipse subscribere dignaretur; Factum equidem est ut tunc temporis Illustrissimus atque Excellentissimus Dominus Christophorus Delpheus, Burggravius, &c. Comes in Dithonia, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Scobiten, Borkersdorff, Stockenselt & Fisbach, Campi Marefcallus & Consiliarius Bellicus ac Extraordinarius Serenissime Regiæ Majestatis Sueciæ Legatus; ut & Dominus Heraldtus Appel omnis Hæreditarius de Suerby, Ejusdem Sueciæ Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus, atque Alegateus Extraordinarius, dicto Tractatu Hagæ Comitibus solemnitè subscribere vix potuerint, priusquam jam dictus Dominus Legatus Extraordinarius Sueciæ in Angliâ, quâ versus iter suum destinabat, de paucis quibusdam rebus, ad prædictum negotium pertinentibus, cum summe dicto Magnæ Britannie Rege consulisset: Idem tamen Domini Ministri Sueciæ, quo de optima & sincera mente ac intentione Serenissimæ Sueciæ Regis constaret, eodem tempore ac die, Instrumento eæ de re contexto, subscribendo deesse noluerunt, vacuumque locum Clementissimo suo Regi ac Domino, in principali Tractatu relinqui haud agrè consenserunt: Cumque dictus Sueciæ Rex, medio tempore, quamvis huic Tractatu nec dum subscribere curavisset, nihilominus operam & officia sua, ubicunque hoc ex re communi fore credidit fuit, ad obtinendum sive memoratum finem, cum dicto Magnæ Britannie Rege & dictis Domini Ordinibus, pro virili, conferre non cessasset, & per hoc non exiguum momentum ad eandem Pacem, cujus jam ex iis, quæ nunc accidere, multo major quam antea spes affulgere videbatur, maturandam attulerit; tandem expedire judicatum fuit, ultimam partem huic operi imponere:

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1668.
Quapropter dicti Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britannie Regis Deputati ac Commissarii, Celsissimus ac Serenissimus Princeps, Dominus Rupert. Dei gratiâ Comes Palatinus ad Rhenum, Dux Baviaræ, Cumbriæque, &c. præclari Ordinis Garterii Eques Socii; nec non Illust. & Excell. Domini, Orlandus Brigemanus, Eques Auratus & Baronetus, Magni Angliæ Sigilli Custos, Johannes Baro Roberts de Traro, Privati Sigilli supradicti Seren. Magnæ Britannie Regis Custos, Georgius Dux Buckinghamie, Georgius Alenhamus, Exerctuum supramemorati Serenissimi Regis Magnæ Britannie, Dux & Capitaneus Generalis, nec non Equitum Præfectus; Uterque pariter dicti Præclari Ordinis Garterii Eques Sociique; Henricus Baro Arlington, & Guilielmus Morice, Eques auratus & Baronetæ dicto Serenissimo Magnæ Britannie Regi Primarii Status Secretarii; ut & supra memoratus Dominus Legatus Sueciæ Extraordinarius, Dominus Christophorus Delpheus, Burggravius & Comes in Dithonia; Nec non Excellentissimi Domini, Dominus Johannes Meermaus, Civitatis Leydenis Exconsul ac Ordinarius ad Convantum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Deputatus, & Dominus Johannes Boreel, Civitatis Mediburgensis Exconsul atque Extraordinarius ad præfatum Convantum Deputatus, Ambo dictorum Dominorum Ordinum Legati Extraordinarii, vi Mandatorum suorum, quorum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt, sequentem in modum conveniunt & consenserunt.

Quod Serenissimus Sueciæ Rex, tanquam Pars Principalis in supradicto Tractatu ac Pacto adscribitur & recipitur, quemadmodum, virtute præsentium, adscribitur, qui proinde etiam ad omnia in eodem Tractatu contenta, nullâ re omnino exceptâ, felle attingit, perinde ac si sepius memoratum Tractatum ab initio per Alegateos suos conclusi ac signari curasset, & sic dictus Tractatus, a primo momento, formam ac substantiam Pacti tripliciter convenit habuisset, quæ etiam de causâ sæpe dictum Tractatum de verbo ad verbum hic inferri necesse judicatum est.

Serenissimus ac Potentissimus Princeps, ac Dominus, Dominus Carolus, ejus nominis secundus, Magnæ Britannie Rex, ac Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, reputantes atque apud animum expendentes summo cum dolore miseras calamitatesque Belli, quod nuper inter duas Coronas in finibus exarxit, quodque necessitate quadam ineluctabili maximam partem Principum atque Statuum Christiani Orbis, iisdem involvet malis, serpente incendiis itius flamma ad vicinos, nisi tempestive, & in principio extinguatur, existimarent se nullatenus functuros partibus officii munerisque sibi a Deo mandatis, si post feliciter instauratam Amicitiam, sub auspiciis Divini Numinis, & reductam veterem necessitudinem inter Magnam Britanniam & Fœderatum Belgium, eodemque tempore stabilitam Pacem inter quatuor Potentes Status, qui crecenti istius Belli Partes fuerunt, animum non applicant sedulo, omnique industria, ad componenda dissidia quæ oborta sunt inter prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati in finibus Belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissimus Magnæ Britannie Rex, & Celsi Præpotentesque Ordines Fœderati Belgii, post multum opera insumptum, variasque obestations, obtinerint à Christianissimo Rege, ut professus sit dictis Ordinibus Generalibus se ex hoc tempore arma depositurum, dummodo Hispani parati sint illi ritè atque solemnitè cedere per Tractatum Pacis omnia loca & munimenta ut & Castellania cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis Anni occupavit, aut munivit, vel ut Hispani permoverentur in eum transcribere omne quod illis restat in Ducatu Luxemburgico (sive in Comitatu Burgundia) præterea Cameracum cum Cameracensi Ducatu Ariam, Fanum Sancti Andream, Bergas Sancti Vinoci, Furnas, & Linham, cum Bailiatis, Castellaniis, ceterisque, quæ inde pendunt: Regemque Christianissimum, posteriori casu restitutum Regi Hispaniæ omnia Loca, Ditionesque, quæ Galli armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupaverunt, ea Legè, ut Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales reciproce caveant, Regemque Christianissimum securum reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus, aliisque momentis, ut in eadem consentiant Leges, arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utrique præfatorum Regum, sed & aliis Principibus & Statibus vicinis, si conjunctim communicatis Consiliis, collatisque operis adhortentur, & quantum suarum virium est, permo-

M 2

veant

ANNO
1668.

veant scilicet duas Coronas ad inueandam Pacem Legibus atque conditionibus supra memoratis; In quem finem facta nobis, qui has Tabulas subfignavimus, potestate cum libera, ex præscripto Mandatorum nostrorum convenimus, de Articulis & Capitibus sequentibus.

I. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii conjunctim vel separatim, communicatis tamen omnino Consiliis, & secundum ea de quibus mutuo convenierit, omnem operam, omnemque industriam adhibebunt, apud Regem Christianissimum ut in optima legitimæque forma, solemnî Tractatu spondeat & promittat Regi Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii Ordinibus Generalibus, se Pacis Fœdus facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa, exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ Rex induci aut permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Christianissimo aut Loca anno præterito in Belgica Armis occupata, aut aliud tantumdem valens, per traditionem locorum superiorum memoratorum, aliorumve in compensationem, de quibus mutuo consensu Partes inter se convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in prorogationem vacationis armorum in Belgica ad finem mensis Maji, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines sedulo omnique industria & diligentia operam dare possint apud Regem aut Reginam Hispaniæ, Eiusdemque Consiliarios, ut Legibus conditionibusque præstatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nullâ juxta rationem dictam Amicitii prorogationem recusare queat, Rex Magnæ Britanniæ Ordinesque Fœderati se eodem Tractatu obstringent, id se effecturos, ut reapse Gallie cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit aut aliud tantumdem valens, de quo mutuo Partium consensu conveniet.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur aut permovebitur, ut prædicto promissio plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in posterum quiescant in Belgica. Ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ, Fœderatique Ordines nequeant per exhortationes obtestationesque permovere Hispanos ante finem mensis Maji proximi, ut consensum adhibeant conditionibus sapienter memoratis & proinde ad media majoris efficaciam venire necesse sit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non movebunt aut introductur, sed Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines se obstringent, atque in se recipient id sese suppleturos quod necessum erit, ut Hispani reapse alstringantur, ut Pacem Legibus supradictis accipiant, adcoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere actus hostiles, in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet sponte sua se dedere velint, nisi Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines cessent atque omittant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancita inter duas Coronas Pace, ejus servanda sponsores vindicesque erunt in formâ amplissimâ & securissimâ, non modo Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines, sed & Imperator, omnesque Reges & Principes vicini, qui exillimabunt sua interesse, ut Orbî Christiano inconcussa maneat quies, & Belgicæ sua reddatur cunctique tranquillitas; in quem finem definitur copiarum militarium numerus, atque media, quibus utendum erit adversus alteturam Partium, que temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat, ac Parti læsæ refutatur.

VI. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur.

In quorum omnium & singulorum fidem, majosque robur, hisce Pactis subscripsimus, eaque Sigillis nostris subfignavimus, Hagæ Comitum in Hollandia die vigesimo tertio Januarii, anni millesimi sexcentissimi sexagesimi octavi.

(L. S.) Tenguël de Gellicum.
(L. S.) D. Alperen.
(L. S.) Johan de Wit.
(L. S.) M. van Crommon.
(L. S.) Adolph van Vinkel.
(L. S.) J. J. de Schrieck.
(L. S.) J. Tibrants.

ANNO
1668.

II. Quo autem Pactum hoc tripliciter conventum solidioribus fundamentis niteretur, expresse conventum & sancitum est, ut inter Serenissimos & Potentissimos Magnæ Britannia ac Sæcicie Reges, Celsosque ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii firma ac sincera semper sit, maneatque Amicitia & Confederatio, eaque ita serio ac sincerè colatur & continetur, ut unaqueque Partium contrahentium alterius emolumenta, commoda, ac dignitates, ex animo bonaque fide promoveret, quicquid verò ei contrarium est, quovis meliori modo avertere enixe studiat.

III. Quem in finem, & pro præstanda defensione suorum respective Regnorum, Provinciarum & Subditorum, & pro conservandis Dominis, Juribus, Libertatibus, Immunitatibus, Commercialibus, & receptis consuetudinibus tam Terra quam Mari, firma quoque, & inviolabilia permanent antiquiora Fœdera, & Tractatus, quorum vi & efficacia dicti Reges ac Regina, dictique Ordines sibi invicem ante hac respectivè adstricti & devincti sunt.

IV. Sicut etiam supra memoratæ Partes non modo obligatæ erunt omnem in id operam impendere ut Pax inter Vicinos beligerantes Reges quancotius concludatur inviolataque postmodum conservetur, verum etiam officia sua, quantum fieri poterit, adhibebunt, ut universa Europa Pace, tot votis exoptatâ, longo tempore frui, & gaudere possit, & ut omnia quicquid remaneant in eo statu, quo per solemniâ Pacificationem Fœdera posita sunt, urque ea sincerè & bona fide colantur & observentur.

V. Si vero contigerit, ut amicis hoc Fœderatorum propositum in sollicitam (quod Deus avertat) & iniquam partem fuerit acceptum, atque intemptivè forsitan vindictâ vel Bellum etiam ab aliquo modernorum beligerantium vel eo iussu, qui eorum partibus accesserint, aliisque Statibus Partium Fœderatorum propterea subnascatur, teneantur Fœderati sibi esse devinctissimi, ad sustinendam vim omnem, seque mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, Jurisque & Libertatem suam Mari & Terrâ acerrimè defendendum, nec ab hac mutui auxilii Fide & Guarantia communi, cuiuslibet licet prius desistere, quam se fide invicem à periculo vindicarent, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum præsiterint.

VI. Pacta hæc Conventa, omniaque & singula iis contenta, à dictis Dominis Regibus Magnæ Britannia ac Sæcicie, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes Literas, Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra tres menses proximè sequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus extrahentur.

Sequuntur Mandata Procuratoria.

CAROLUS secundus, Dei gratiæ Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentem Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem in Fœdere isto nupero inter nos, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum pro efficaciori Pacis inter vicinos Reges mediatione die decimo tertio Veteris, & vigesimo tertio Januarii proximè elapsi Hagæ Comitum inuendo, Illustrissimus & Excellentissimus Vir Christophorus Delpheius Comes de Dbona, à bono Fratrem nostro Serenissimo Sæcicie Rege, Legatus Extraordinarius serio tam à nobis quam à dictis D. D. Ordinibus rogatus suam uti veller operam in communem Orbis Christiani Pacem conferre, seque Confederationi, isti adjungere nomine Domini sui Regis Serenissimi quem imprimis ex Europæ Principibus, tum ab illa illa singularia inter nos Amicitia Fœderumque vincula in tam pio opere solemni nobis exoptabamus, per solemne quoddam Instrumentum manu sua eodem die subscripsum nomine & ex parte dicti Domini sui Sæcicie Regis Serenissimi, se jam ad id promptum paratumque solem-

niter

ANNO
1668.

niter declaraverit pollicitus insuper spondensque quam primum *Londini* esset, quo tanquam Legatus Extraordinarius supra memorati boni Fratris nostri statim erat procedendum, velle se declarationem istam suam, concurrentibus una dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis, Commisissisque pariter à nobis sufficienti Potestate ad id munienti effectum absolutamque dare, cumque ex quo hac adveniret, declarationi suæ priori intentus; se, Regis huius nomine, in dicti Fœderis partem Principalem obtulerit, certis sub Legibus & conditionibus prius definiendis: In quem finem cum necesse sit ut aliqui constituatur, qui tanquam Commissarii nostri super hæc re cum suprascripto Comite de *Dhona*, nec non cum Legatis Extraordinariis dictorum D. D. *Ordinum Generalium* ex parte nostra transigant & concludant; sciat is igitur, quod nos de prudentia, fide & integritate præcharissimi nostri Cognati Domini *Ruperti Principis Palatini* ad Rheum, nec non prædictorum & Fidelium nostrorum *Orlandi Bridgeman*, Equitis auri & *Baronetti Magni* nostri Angliæ Sigilli Custodis, *Jeanis Baronis Roberts de Truro* privati nostri Sigilli Custodis, Præcharissimorum consanguineorum nostrorum *Georgii Ducis Buckinghamiæ*, *Georgii Ducis Almarie* Exercituum nostrorum Ducis & Capitanei Generalis, nec non Equitum Præfecti, utrique pariter Ordinibus nostri Garterii dicti Equites Sociique; nec non Prædictorum & fidelium nostrorum *Henrici Baronis Arlington*, & *Guillelmi Morice*, Equitis auri, Primariorum nostrorum Status Secretariorum plurimum confisi, eosdem (à sanctiori nostro Consilio omnes) constitimus, facimus, & ordinavimus, & per præsentem manu nostrâ Regiâ signatos constitimus, facimus, & ordinamus nostros veros, certos & indubitatos Deputatos Commissarios & Procuratores, dantes & concedentes eis, vel quibuscumque eorum sex, quique, quatuor, vel tribus plenam Potestatem autoritatemque pro nobis & nostro nomine, una cum Excellentissimis Viris Domino *Johanne Alseman* & Domino *Johanne Boreel*, dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis Extraordinariis prædictam Illustrissimum & Excellentissimum Virum Dominum *Christophorum Delphicum* Comitem de *Dhona*, præfati Serenissimi Suecici Regis Legatum Extraordinarium conveniendi, & cum eodem de & super conditionibus, quibus præfatus Serenissimus Suecici Rex dictâ Confœderationi inter nos dictosque D. D. *Ordines Generales*, uti dictum est, initæ, se tanquam Partem principalem societ & adjungat, communicandi, tractandi & concludendi, nec non super ea quæ concluduntur Instrumenta, quibus expediet modo & forma, faciendi signandique, reliquaque omnia & singula præstanti quæ hæc ita re facta erunt necessaria, spondens & in verbo Regio nostro promittentes, nos quæcumque à dictis nostris Commissariis vi præsentium concludi contigerint, rata ea omnia, grata, & accepta, ea quæ convenierit Forma & solemnitate, habituros. In quorum fidem & testimonium has Literas nostras manu nostra Regiâ signatas Magna Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur apud *Palatium* nostrum Westmonasteriense, *Aprilis die secundo* Anni *Æræ* Christianæ *millesimi sexcentesimo sexagesimo octavo*, Regni nostri vigesimo.

CAROLUS REX.

NOS CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdiæ, Stetin, Pomeraniæ, Cassubii & Vandalie, Princeps Rugiæ, Dominus Ingræ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Dux, notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodocumque interesse poterit. Quandoquidem Orbi Christiano ex imminere videntur turbæ, præsertim in occasione mortuum, qui in Belgio Hispanio non ita pridem suboriti sunt, ut summo discrimine publica tranquillitas absque dubio omni verteretur, nisi patris curis ac studiis eidem tempestive prospectum fuerit: nos insuper ad animam expendimus, quanto publicæ ac Christianæ rei bono ac commodò semper fuit, quæ nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Fratrem, Consanguineum, Amicum & Fœderatum nostrum Charissimum Dominum *Carolus*, ejus nominis secundum eadem gratia *Magne Britannie*, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defensorem, jamdiu sincera ac fida Amicitia viget, idcirco

cum vel hoc tempore ad conservandam periculatam communem salutem publicamque quietem & incolumitatem mutuam tuendam maxime pertinere videatur, si pro bono publico ac communi securitatis stabilimento, intimiori Confœderationis nexu, curæ ac conflictu hinc inde mutæ jungantur, nobis etiam cum aliis, tum Documento ut recentii, tam glorioso ac percelebri statim superque constet, quantopere attememorato Serenissimo Regi publica salus ac tranquillitas curæ cordique sit; Propterea in mandatis dedimus ac commisimus, sicuti & vigore harum in mandatis damus & committimus Nostro Legato Extraordinario Campi Marefcallo & Consiliario Bellico, Illustri nobis sincere fidei Domino *Christophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona* Hæreditario Domino in *Carwinden*, *Schlowitten*, *Burgsdorf*, *Stockenfels* & *Fisbach*, eique plenam & sufficientem Potestatem tribuimus, ut cum his illorum, quos quemve Serenissimus ac Potentissimus Rex *Magne Britannie* ad id idem legitimis ac sufficientibus mandatis instructos aut instructum constituerit, congregetur, tractet, agat, statuat ac concludat, super his modis ac conditionibus, quibus intereori Confœderationis nexum facienti, publicæ quietis ac tranquillitatis conservationem obtineri, adeoque mutuam securitatem ac incolumitatem stabiliri, præsentis denique motus componi, sili ac sopiri posse, visum fuerit. Quicquid autem dictus noster Legatus Extraordinarius ad hunc scopum spectans tractaverit, statuerit ac concluderit, id nos omni meliori modo ratum gratumque habituros harum vigore, Regia ac inviolabili fide promittimus. In quorum fidem & majus robur hæc Sigillo nostro Regio & honoratissima & charissima Marti nostre, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regni que nostri Administratores manibus subscriptas, communiri iussimus. Dedimus in *Arce nostra Holmæsi*, die decimo *novo* Octobris Anni *millesimi sexcentissimi sexagesimi octavi*.

HEDEWIG ELEONORA. (L.S.)

Petrus Brabe Comes in Wersingberg R.S. Drotzerus. *Lorens de Lind loco R.S. Marsch.*

Gustaff Ottô Steenbuck, R. Magnus Gabriel de la Gardie, R.S. Cancellarius.

Gustavus Bavier, loco R.S. Telsjararii.

NOS CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdiæ, Stetin, Pomeraniæ, Cassubii & Vandalie, Princeps Rugiæ, Dominus Ingræ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Dux, notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodocumque interesse poterit. Quandoquidem enati in Belgio Hispanico armorum motus toti Orbi Christiano magnas turbas cum publicæ securitatis everfione haud obscure minantur, nobis vero nihil curæ magis cordique sit, quam ut communi tranquillitati suæ constet vigor illatus omnino ac inconvulsus, inque eum finem quæ à subortis motibus Christianæ rei metuepda discrucia videntur, tempestive avertantur, idcirco cum Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii suam quoque testati sunt propensionem & promittitudinem prospiciendi in tempore communi quieti bonoque publico omnibus curis ac modis consulendi; nos Legato Extraordinario Campi Marefcallo, Consiliario Bellico, Illustri nobis sincere fidei Domino *Christophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona*, Hæreditario Domino in *Carwinden*, *Schlobitten*, *Bockersdorf*, *Stockenfels*, & *Fisbach*, ut & Alegate nostro Extraordinario & Consiliario Aulico generoso & Nobili nobis sincere fidei *Heroldo Appelboom* Hæreditario de *Saderby* Mandatum ac plenam Potestatem eis damus, & concedimus, ut cum illis, quos Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii sufficienti idem ac legitimo Mandato ad id instructos denominaverint, Confilia, ac rationes, quæ ad componendos, sistendos ac sopiendos dictos præsentis Belli motus, adeoque ad publicæ tranquillitatis securitatisque illibatam conservationem spectare poterint, in commune conferant superque his communicent, tractent, agant & concludant; Promittentes bonâ fide & Regio verbo nos omnia & singula quæ ad dictum scopum pertinentia nostro nomine communicaverint,

ANNO
1668.

verint, tractaverint, egerint, & concluderint, grata & rata habituros, ac re ipsa impleturos: In quorum fidem majorem has Sigillo nostro Regio, & honoratissimæ ac Charissimæ Matris nostræ, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regniq[ue] nostri Administrato[rum] manibus subscriptas, communire jussimus. Deditur in Arce nostra Holmen[si] die secundo Octobris Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

HEDEWIG ELEONORA. (L. S.)

Petrus Brabe Comes in Wis- Lorens de Lind loco R. S.
singsburgh R. S. Drotzetus. Marfch.

Gustaff Otto Steenbock, R. Sten, Bielke loco Cancellarii
S. Archibisbalassus. Regni.

Gustaf. C. Banier, loco R. S.
Thesaurarii.

Les États Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas; A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Toute la Corelité est témoin du zèle, avec lequel nous nous appliquons à éteindre le feu qui s'est allumé dans les Provinces voisines, & de la peine que nous avons prise & prenons encore tous les jours à y faire aussi accourir d'autres Roys, Princes & États, qui pour n'en être si voisins ne laissent pas d'y être aussi notablement intéressés; Entre les preuves que nous en avons données, est l'Ambassade Extraordinaire, qui est présentement de la part de cet État, auprès de la Grande Bretagne, principalement pour y mettre la dernière main à cette grande œuvre; Et d'autant qu'elle ne se peut pas heureusement achever, que l'on ne fasse entrer dans les mêmes sentimens plusieurs autres Roys & Potentats, & voulant profiter de l'inclination que le Roy de Suède Nous a fait témoigner avoir à cela, par son Ambassadeur Extraordinaire, qui a négocié quelque tems icy, & qui se trouve présentement à Londres; Nous avons jugé devoir ordonner à nos Ambassadeurs de ménager cette occasion: Et afin de le pouvoir faire avec succès, Nous avons pour ces Causes, & autres à ce nous mouvantes, donné & donnons par ces Présentes, plein-Pouvoir, Autorité, Commission & Mandement spécial aux Sieurs *Jean Meerma* Conseiller & Bourguemaître de la Ville de Leyde, & *Jean Boreel* Bourguemaître de la Ville de Middelbourg, Deputés en notre Assemblée de la part des Provinces d'Hollande & West-Frise, & Zelande, (dont notre dite Ambassade est composée): Pour de notre part & de notre Nom, faire & conclure avec les Sieurs Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires des Rois de la Grande Bretagne & de Suède, respectivement un Aste de Triple Convention, pour l'avancement & la perfection de l'Accommodement entre les deux Rois de France & d'Espagne; Pour cet effet de conférer, comme aussi de convenir, promettre, résoudre, conclure & arrêter avec eux ensemblement ou séparément, tout ce qui sera jugé nécessaire pour cela; mesmes d'en conclure & signer un ou plusieurs Traitez, faire & passer tous les Instrumens, Actes & Promesses nécessaires en bonne & due forme; & faire comme si nous y étions presens, quand mesme pour cela il seroit besoin de Mandement plus spécial: Promettant sincèrement de bonne foy, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Ambassadeurs Extraordinaires promettentront, accorderont, agiront, conviendront, & signeront, en ladite qualité pour ce que dessus, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement, & n'aller jamais au contraire, directement ny indirectement, en quelque manière que ce puisse être; mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra, & quand il sera besoin. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous nostre grand Sceau, sous le Paraphe du Président, & signature de notre Greffier, le vingtiesme jour de May mil six cents soixante huit.

Signé,

A. TENGNAGEL DE GELLICUM.

Par Ordonnance desdits Seigneurs États Generaux, &
contre-signé,

N. RUYSCH.

IN quorum omnium fidem majusque robor, Nos
Domini Deputati & Commissarii S. R. Majestatis

Magne Britannia ut & Dominus Legatus Extraordinarius Sacra Regis Majestatis Suecia, nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, huic Instrum[en]to subscripsum illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum Westmonasterii in Palatio Regio die vigesima quinto, Aprilis s[il]o veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

Signatum erat,

Rupert. (L. S.)
Orl. Bridgeman. (L. S.)
Buckingham. (L. S.)
Arlington. (L. S.)
Albemarle. (L. S.)
J. Meerma. (L. S.)
Job. Boreel. (L. S.)

Accessio Regis SUECIA ad Articulos separatos, die 23. Januarii proximi præteriti conclusus, de medijs ad Pacem conciliandam inter Reges Galliarum & Hispaniarum Reges conciliandam. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis 1668. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

Cum die 11. Januarii proxime præteriti ex Mandatis Serenissimi Magnæ Britannia Regis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Tractatus quidam Hagæ Comitum initus sit atque conclusus, super medijs quæ ex re omnium quam maxime utilis & commoda visa fuere ad Pacem inter duos jam belligerantes Galliarum & Hispaniarum Reges conciliandam, eodemque tempore super separatim aliquibus Articulis dictum Tractatum concernentibus conventum & transactum fuerit, prætereque Serenissimo Suecia Regi placuerit ad requisitionem & imitationem tam dicti Regis Magnæ Britannia, quam Dominorum Ordinum dicto Tractatu ut Partem Principalem semet adungere, sicut in hodierno quodam principali Tractatu, & præcipue in primo ejus Articulo latius declaratum est, non tantum Tractatus ille exhibere vim & naturam Pacti tripliciter conventi consensu est, sed & cum dicti Separati Articuli pars sint essentialis, & integralis dicti Tractatus Hagæ Comitum initus, Conventum est inter Dominum Extraordinarium, Serenissimi Regis Suecia Legatum, Dominos Commissarios Serenissimi Regis Magnæ Britannia, ut & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Provinciarum Legatos Extraordinarios, in dicto principali hodierno Tractatu nominatos vi Mandatorum, etiam ibidem expressorum quæ hic pro specialiter insertis habentur, ut Articuli illi Separati dicti Tractatus Hagæ Comitum etiam pro insertis in dicto hodierno principali Tractatu habeantur, ejusdemque obligationis sint ac efficacia respectu dictorum Dominorum Regum & Dominorum Ordinum, ac si de verbo ad verbum in eo inserti & expressi fuissent, sicut hic infra inferuntur.

Articuli Separati.

Qui ejusdem erant virtutis atque authoritatis, ac si inserti forent Tractatu hodierno die intra Regem Magnæ Britannia & Ordines Generales Fœderati Belgii conclusio.

I. Si in procuranda Pace inter Galliam & Hispaniam se offerat aliqua difficultas super Puncto Renuntiationis, ea incunda est ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipitur formula, ut neutri duarum Coronarum quoad prædictam Renuntiationem eo quicquam accedat aut etiam inde creetur aliquod Juris detrimentum; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus in id consentire nolit, adversus recusantem Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines procedent ut conventum est Articulo III. & IV. dicti Tractatus & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in casu recusationis Regis Hispania Rex Christianissimus se reciprocè obstringat quemadmodum dicto Articulo IV. se nullatenus arma moraturam in Belgica.

II. Quod

ANNO 1668. II. Quod Rex Magnæ Britannię & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixis ab omni parte satisfaciatur, se obligabunt omnem sedulo operam daturus ut Pax inter Reges Hispanię & Lusitanię eodem tempore sanciri possit, ea tamen Lege, ut vicissim Gallia se obstringat, si tam cito non possit id negotium perducere ad exitum, uti Pax inter se & Hispaniam nihilominus inest, hoc excepto, ut liberum sit Regi Christianissimo suppeditare terre Regi Lusitanie Fœderato suo eique auxilio esse, sive inferendo arma sua ut allunde detrahat hostem, sive alio quocumque modo quem sibi commodissimum atque maxime ex usu fore existimabit; & si Hispani adduci poterunt ut consentiant in Pacem sub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Christianissimus tenebitur a Belgica omnino abstinere, ut pacata & neutrarum Partium rebus implicata, neque ei jus fasque erit quidquam adversus eam moliri, neque palam virtute Bellica, neque clandestinis artibus, ut neque petere ullam satisfactionem sub obtentu impensarum, erogationumque quæ in Bello Lusitano erunt faciendæ, tam ob delectum Militum quam alia Belli onera; Quod si contingat manente dicto Bello, per auxiliares Regis Christianissimi Copias occupari loca quedam in Hispania Italiæ, Rex Christianissimus simulatque Pax cum Lusitania facta fuerit, eadem restituit Hispaniæ, sed si præter & contra expectationem Hispania recuset Pacem cum Rege Lusitanie, ut & cum Rege Christianissimo, ea cum exceptione ut Fœderato suo liberum sit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum est, hoc inopinato casu, Rex Magnæ Britannię & Fœderati Ordines tenebuntur reapse id efficere, ut Hispani omni modo in id consentiant, ita tamen ut reciprocè Rex Christianissimus se obstringat, quemadmodum casu primo, quod non sit motorus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Christianissimus inducat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis signaturus sit, simulatque Hispani cessuri sint omnia loca ab eo occupata in novissima expeditione, vel alia tantumdem valens, de quo mutuo consensu conveniat, ut promissorum fidem non impleat, aut detrectet respuat Cautiones & præmunimenta in dicto Tractatu expressa quæ necessaria sunt, ut obviam eatur metui iustissime concepto, ne Rex Christianissimus arma sua victricia in sepius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus istis casibus, ut & si per alia subterfugia aut obliquas artes conetur Pacis conclusionem impedire aut eludere, Anglia Fœderatque Belgium tenebuntur accedere partibus Regis Hispaniæ omnibusque & iunctis viribus Terra Marique adversus Galliam Bellum gerere, ut compellatur non in Leges dumtaxat sepius memoratas Pacem facere, sed si arma in eum sumpta Deum habeant faventem & propitium atque de communi consensu id expedire visum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum statum fuerit restituta, quo fuerunt tempore Fœderis in colliis Regnorum in Montibus Pyrenæis sanciti.

IV. Articuli hi separati omniaque & singula iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britannię dictisque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munita debita & authentica forma intra quatuor septimanas proxime sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutæque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur Actum Haga-Comitum in Hollandia die 23. Januarii anno 1668.

(L. S.) *Tongnagel de Gellicum.*
(L. S.) *B. D'Asperen.*
(L. S.) *Joan de Wist.*
(L. S.) *M. V. Cromm.*
(L. S.) *A. V. Unckel.*
(L. S.) *S. V. Coeverden.*
(L. S.) *Librants.*

Instrumentum hoc separatim omniaque & singula in eo contenta, a dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum per patentes Literas Sigillo Magno munita debita & authentica forma intra tres menses proxime sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutæque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, Nos Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majestatis Sveciæ, ut & Domini Deputati & Commissarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannię,

nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum huic separato Instrumento subscripserunt, illudque Sigillis nostris signavimus. Actum Westmonasterii in Palatio Regio die vigesimo quinto Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

Christophorus Delphicus B.
ac Co. in Dhona.
(L. S.)

Meerman.
(L. S.)
Jos. Boreel.
(L. S.)

Conventio ad interim facta inter Reges SUECIE & MAGNÆ BRITANNIÆ, Ordinisque Generales Fœderatarum Provinciarum, Legato Hispanico consentiente, de Subsidio Regi Sveciæ solvendo, ut pari passu cum Rege Britannico & Ordinibus Generalibus in Negotio Pacificationis procederet, atque Guarantiam conventam præbere possit. Actum Westmonasterii 25. Aprilis anno 1668. [Aitzema, Saken van Stoet en Orlog. Tom. VI. Boeck 48. pag. 920. in fol.]

Quoniam juxta tenorem Instrumenti die 13. Januarii proxime præterito Haga-Comitis subscripti ab Illustrissimo Dom. D. Christophoro Delphico Comite de Dhona Serenissima Regiæ Majestatis Sveciæ Legato Extraordinario, hic in Angliam per aliquot tempus jam allaboratum fuit ad conveniendum super subsidio pecuniæ summa Coronæ Sveciæ exsolvenda; Ut dicta Coronæ Sveciæ pari passu cum Serenissimo Magnæ Britannię Rege Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii in Pacificationis Negotio, quod inter duas Gallias & Hispaniæ Coronas tractatur, & in quo, non obstante, quod super Negotio subsidio nec dum transactum sit, dicta Coronæ Sveciæ insignis adjumentum contulit, procedere possit, tumque dictus Dom. us Legatus Extraordinarius Svecicus semper instituit, ut dicta promissio, directè ab Angliæ & Fœderato Belgio dictæ Coronæ Sveciæ fieret, nec unquam dictus Domini Legatus persuaderi potuerit, ut à Coronæ Hispanica pecunia subsidaria directè stipularetur, libertate tamen salva Angliæ & Fœderato Belgio sibi per stipulationem indemnitas, aliosque asservationis modos à Coronæ Hispanica eodem tempore plenissime prospiciendi, sine qua indemnitas promissio nec Angliæ, nec Fœderatum Belgium ad dictam pecuniam promittendam etiam induci potuit.

Nec tamen propter aliquas difficultates usque adhuc negotium illud ad ultimum suum & optatum finem perducere, sed solummodo quantitatis subsidiiaræ pecuniæ cum consensu Domini Legati Hispanici in Angliam commorantis exprimi & determinari potuerit, nempe ut Coronæ Sveciæ, pro tempore, quo per aliquot jam elapsos menses Copias suas militares in Germania, boni & Pacis publicæ causæ, detinuit, exsolverentur trecenta milia thalerorum Imperialium in specie, vulgo de Banca, & initio cujusvis trimestris spatii centum & octuaginta milia dictorum thalerorum pro toto subsequenti trimestri, usque quoad Pax inter Coronas Galliæ & Hispaniæ sancita & ratihabita foret, computando initio primi trimestris à primo die mensis Maji, sive novo, ita ut ab illo primo die Maji totum tempus primi trimestris jam cessasse, terminusque solutionis pro integro illo trimestri jam advenisse reputaretur, quod & in subsequentibus observandum esset spatii, nimirum ut quantumvis statim post initium novi cujusque trimestris, Pax per subscriptionem Tractatus & Ratihabitionum commutationem certa stabilitque reddatur, tamen pro omni illo spatio summa jam nominata esset solvenda; Et tamen ex re communi, gravissimas ob rationes, visum fuerit subscriptionem Triplicis Fœderis non ulterius differre, iustum & æquum etiam judicatum fuit, ut infrascripti Domini Deputati ac Commissarii Serenissimi Magnæ Britannię Regis Legitimi extraordinarii Celsorum ac Præpotentium Dominiurum Ordinum Generalium Fœderati Belgii sese obligarent, scilicet vigore hujus Instrumenti se efficacissime obligant, omne studium operamque, quæ ullo modo excogitari possit, ex nunc à dicto Magnæ Britannię Rege, dictisque Dominis Ordinibus apud Coronam Hispanicam adhibituiri, ut negotium illud pecuniæ subsidiiaræ, quod pro tempore

ANNO
1668.

pore præterito, uti dictum est. est trecentorum millium thalerorum, & pro quovis trimestri spatio usque quoad Pax sancta & ratihabita erit, centum & octuaginta millium thalerorum: quod tamen, si Pax ante exitum mensis Julii figetur, & ratihabeatur, non pertinet ad maiorem summam quam ad quatuor centesimo octogesimo thalerorum Imperialium millia, quæ modica solummodo portio est earum impensarum quam ad procurandam Pacem dictus Magnæ Britannia Rex, dictique Domini Ordines de suo tam liberaliter impenderunt, eo modo dictæ Coronæ Hispaniæ cordi sit, sicque in ea re dicta Coronæ Hispanica prospiciat, ut dictus Magnæ Britannia Rex dictique Domini Ordines primo quoque tempore & quidem pro ultimo dilationis termino intra octiduum, postquam Serenissimi Regis Sueciæ Kathabitionum Instrumenta advenisse, & ad extrahendum parata esse, significatum fuerit, dictæ Coronæ Sueciæ plenariæ, absque tamen ullo dicti Magnæ Britannia Regis Dominiurumque Ordinum onere aut dispendio, dictam summam pecuniariam Hamburgi exsolvere queant; Et si hoc contra omnem expectationem intra præfixum tempus à Coronæ Hispanica impetrari non possit, nulla se tunc & in posterum ulteriora amicorum officia ulterioremve opem aut assecurationem in favorem aut utilitatem dictæ Coronæ Hispaniæ in negotio, quod Hispania cum Gallia intercedit, promissuros aut ullo modo præstituros, neque quieturos in hoc zelo suo, quoad sæpius memoratæ Coronæ Sueciæ plenaria satisfactio uti supra dictum est, facta fuerit.

Promissio hæc eodem modo ac tempore, æquè ac ipsum triplex Fœdus à dicto Magnæ Britannia Rege dictisque Dominis Ordinibus ratihabebitur & confirmabitur.

In quorum omnium fidem majusque robur, nos infra scripti Deputati ac Commissarii, ut & Legati extraordinarii huic Instrumento manibus nostris subscripsimus illudque Sigillis nostris confirmavimus. Actum Westmonasterii in Palatio Regio die vicesimo quinto Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

Signatum erat,

(L. S.) Rupers.
(L. S.) Orl. Bridgeman.
(L. S.) Buckingham.
(L. S.) Arlington.
(L. S.) Albemarle.
(L. S.) J. Meerman.
(L. S.) Job. Boreel.

XXXVII.

6. Mai. (1) *Traité de Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM & Sacram Regiam Majestatem Sueciæ CAROLUM XI. pro mutua Provinciarum & Ditionum utriusque Partis in Imperio Romano sitarum defensione ad Quinquennium initii, in Arce Holmienfi die 6. Maii S. V. Anno 1668.* [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

NOTUM sit universis & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Leopoldum, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia & Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgi, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatia, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ, Slavoniæ, Portus Naois & Salinarum ex una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum, Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlan-

(1) Ce même Traité se trouve dans ma petite Collection. Tom. I. pag. 179. sur une Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye. Elles s'accordent en tout; mais celle-ci est plus correcte. [DUM.]

ANNO
1668.

dia, Ducem Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Castubiæ & Vandalia, Principem Regiæ, Dominum Ingria & Vismaria, nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavaria, Juliaci, Clivæ & Montium Ducem ex altera parte, de arctiore Amicitia, Correspondentiæ & Fœdere intra se pro mutua Ditionum sitarum, in Sacro Romano Imperio sitarum, defensione & securitate iacundo ab aliquot retro annis actum sit, & interea tam intra Imperii fines quam undique extra eos partim bellicis apparatibus, partim armorum conflictu omnia peritrepant, metuendumque sit, ne vicina ejusmodi mala longius serpent, & cumprimis altissime memoratarum suarum Majestatum Ditiones huic Fœderi insertas, corripant: Ideo utrinque placuit, inceptum tam salutare negotium per certos & ad talem actum concludendum specialiter deputatos Ministros redordiri, maturare & perficere: Congressi ergo cum Sacra Cæsareæ Majestatis ad hunc Actum constituto Plenipotentiario Nos Sacra Regia Majestatis Sueciæ pariter Deputati Plenipotentiarii, utpote Sacra Regia Majestatis Regniq. Sueciæ Senator & Cancellarius Consiliarius Steno Hellecke, Liber Baro in Korpo, Dominus in Gerdeholm, Grolfson & Tungæ, & Sacra Regia Majestatis Regniq. Sueciæ Senator & Cancellarius Consiliarius Matthias Björnklou, Hæreditarius Dominus in Elmshof, Wannebeck, & Scangshamba, ut & Sacra Regia Majestatis Consiliarius Aulicus Joannes Gyllensterna. Liber Baro in Lundholm, Dominus in Strek, & Blockesund, ut & Sacra Regia Majestatis Consiliarius Aulicus, & Secretarius Status Edwardus Ehrenfreen, Hæreditarius in Forsbygard, & Borellorp, nec non Sacra Regia Majestatis Secretarius Status Franciscus Joël Ormsted, Hæreditarius in Schottorp, & Hoffjårdens, atque post Plenipotentiariam Tabulas, utrimque rite commutatas, in mutuas Federis arctioris Conditiones & Leges consensimus, & de Articulis prout sequuntur, convenimus.

I. Sit utrimque vigore Transactionis & Pacis Westphalicæ Anno 1648, die 14. mensis Octobris inita, vera, sincera & perpetua Amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Domum Austriacam ab una & Sacram Regiam Majestatem Regniq. Sueciæ ab altera parte, eaque utrinque posthac mutuis officiis, studiis & sincera Correspondentiâ serio & quidem ita colatur, ut Pars altera alterius honorem & commoda provehat, pericula vero, & damna, quæ Regnis & Provinciis alterius imminere videbantur, amica & mutua communicatione, vel quovis alio possibili modo avertere studeat.

II. Confoederati etiam sollicitæ opera, & indefessa cura quantum in ipsis est, procurabunt, ut Pax Westphalica, quoad omnia requisita sanctæ & religiose ab omnibus observetur.

III. Quilibet ergo Pars pro viribus, & officii ratione allaborabit, ut dictæ Paci in omnibus & singulis suis Punctis plene satisfiat, contra illos vero, qui aut eidem jam factio ipso contraveniunt; aut in futurum contraventuri sunt, solliciti Consilii, usque ad restitutionem & præstationem cum pleno effectu, pro modo, in Instrumento Pacis & hoc Fœdere præscripto procedatur.

IV. Tollantur autem juxta ejusdem Instrumenti Pacis præscriptum, debito modo, Statuum Imperii Gravamina, & permittatur cuilibet rerum illarum possessio, ac fructus, quas vigore ejusdem in tempore conclusæ Paci debuisset, aut deberet adhuc possidere.

V. Quod si aliquid in Imperio, vel alienum, vel plane contrarium Fœderi Westphalico agatur, tum utraque Pars sociatis Consiliis eo collaboret, ut illud secundum genuinum Instrumenti Pacis tenorem in ordinem redigatur.

VI. Ut vero Imperii Status, antiquis suis Juribus Art. VIII. Instrumenti Pacis enumeratis, gaudere possint, Imperator Authoritate sua Cæsarea promovebit, quantum fieri poterit, ut non tantum libere iura illa, quæ jam legitime possident, exercent; sed etiam omnia illa promissa, quæ neque in sequentibus Comitibus, neque ad præsens hoc tempus determinata sunt, quantum executioni mandentur.

VII. Quo itaque majori cum fructu & securitate hæc a Confoederatis præstari possint, & re visum, Fœdus hoc Defensivum pangere, quo reciproco renebuntur Confoederati, alter alterutris Provincias, Ditiones & Terras, prouti infra describuntur, si contingat eas armis inimicorum infestari, uti propria sua tueri, ac defendere, nempe a parte Sacra Cæsareæ Majestatis omnes Ditiones & Provincias, quas Ferdinandus I. Successores

ANNO
1668.

cessores post Pacem Westphalicam, in Imperio Romano realiter possederunt, & adhuc quiete possident (Regnum Bohemiam, cum incorporatis Provinciis in specie sub hac dispositione comprehendendo) pari ratione a parte Sacra Regia Majestatis omnes Provincie ac Ditiones, quæ vigore ejusdem Pacis Instrumenti Sacra Regia Majestas ac Regnum Sueciæ possidet, comprehenduntur.

VIII. Quod ut eo tutius fieri possit, tenebitur in Regnis & Provinciis Confœderatorum Exercitus quatuordecim millium paratus ad defendendas supradictas Ditiones.

IX. Ad hunc numerum Sacra Cæsarea Majestas decem, quatuor vero millia Serenissimus Rex & Regnum Sueciæ submittet, eo in loco congreganda, quem Pars requirens, pro necessitate temporis, duxerit commodiorem.

X. Conveniunt insuper, ut dicti Exercitus tertia pars in Equitatu, reliqua vero in Pediatu consistat.

XI. Cum constituerit ultimum Bellum parari Fœderato, tum alter Fœderatorum, primo per Literas & Ministros suos summa cura eundem ab omni vi, & via facti dehortetur, contra eos vero, qui aliteriurum Confœderatorum de facto vi armata aggredi ausi fuerint, alter alteri prædefinitum numerum itatim post factam requisitionem transmittat, junctisque Consiliis & armis usque ad plenariam satisfactionem contra ladentem procedatur.

XII. Fiat autem requisitio & denominatio Loci, in quo dictus Exercitus congregandus, tribus mensibus, ante quam Copiæ cujusque debeant uniri, ut cuilibet spatium detur, suum numerum dicto loco & tempore sistendi, ita tamen ut Sacra Cæsarea Majestas, quando per aliorum Territoria, & fines Exercitus Suecicus sit ducendus, procuret innoxius & liberum transitum prout 17. I. P. Artic. *Quoties autem* &c. indigitar.

XIII. De tormentis minoribus, vulgo *Feldstucken*, sive Campeltribus, dictis, qualibet Pars juxta proportionem suis provideat, majoribus a Parte requirente procurandis.

XIV. Quando itaque ad requisitionem Sacra Cæsarea Majestatis vigore Fœderis prædictas Auxiliares Copias Sacra Regia Majestas miserit, conveniunt est, ut auxiliis Sacra Cæsarea Majestas militent, & Duci, qui suprema cum potestate Militia Cæsarea præerit, pareant, hæc tamen conditione, ut Dux Suecicarum Copiarum adhibeatur Consiliis bellicis, & quantum fieri possit Expeditiones Bellicæ communicatis Consiliis peragantur. Pari etiam modo cum Copiis Auxiliariis, quas Sacra Cæsarea Majestas Sacra Regia Majestati submittit, procedatur.

XV. Supradictum numerum una cum Tormentis minoribus qualibet Pars requisita, licet aliis esset Bellis isto tempore distracta, convento modo præstabit, & suis quoque sumptibus & stipendiis tam intra quam extra Expeditionem sustentabit, exceptis tamen hospitalitibus & servitiis, vulgo *Etweis* & aliisque juxta Consuetudinem loci, propriis Militibus dari consuevis.

XVI. Quamdiu in hostico Confœderatorum Exercitus subsistit, omne illud, quod ad sustentationem & subsistentiam Militum illis in prædam cedit, æqualiter secundum Copiarum proportionem dividatur.

XVII. Quamdiu vero in Provinciis Confœderatorum manserit, ne dum necessariis requisitis destituantur Milites, habeant occasionem defendendi signa, procurabunt Confœderati, ut in Civitatibus, Oppidis, Locisque aliis opportunis necessaria ad Militum sustentationem sint in promptu, ut pro æquo pretio haberi possint.

XVIII. Disciplina Militaris & Justitia summa cura conservetur, & si qui ex Officialibus, vel gregariis Militibus licentia Militari Subditos Confœderati vexaverint, vel alio aliquo modo damno affecerint, cum summo vigore secundum Leges Militares in illos advertendum.

XIX. Quæ quisque Confœderatorum loca armis in hostico separatim occupaverit, ea durante Bello retineat, nec hosti nisi communi consensu restituat; Captivi vero Multitiores in usum permutationis, aut aliam Belli necessitatem asserventur.

XX. Si quæ Provincie, Civitates, Fortalicia, Arces aut Oppida Augustanæ Confessioni addicta, durante Bello in potestatem Sacra Cæsarea Majestatis ventura sint, fruantur sine omni impedimento, perturbatione, aut immutatione integro suæ Religionis, & in Ecclesiasticis statu, relicto tamen Copiis Militaribus libero suæ Religionis Exercitio; Idemque vice versa observetur in locis Catholicæ Religionis deditis, per Serenissimam Regiam Majestatem durante Bello occupandis.

XXI. Liceat utrique Parti Militem in alterius Provinciis in Imperio Romano sitis, citra ullum tamen alterius Partis ejusque Subditorum gravamen conducere, ut & omne armorum genus equosque coernere, curetque Imperator, quantum in ipso est, ut Sacra Regia Majestati Sueciæ ubivis in Imperio eadem libertas juxta Leges Imperii concedatur, Inimicis vero utriusque Fœderati in Provinciis, hoc Fœdere comprehensis, illud denegetur.

XXII. Nenter Confœderatorum ab hoc Fœdere recedat, nec Pacem, Fœdus, aut Armistitium aliquod ullo modo huic Amicitia & Fœderi contrarium tractet, vel ineat, nisi cum utriusque Partis notitia & consensu.

XXIII. Præters Fœdus utriusque Partis Hæredes & Successores comprehendat, & ad quinquennium a die commutatarum Karthabitationum duret, quo finito cuilibet Partium licitum esto, de eodem prorogando mentionem injicere, ut iterum in Quinquennium, vel ultra, aut aliud communi consensu definiendum tempus extendatur.

XXIV. Invitentur etiam alii Principes ab hoc Fœdus, quorum conjunctio pro securitate Imperii communi consensu expedire censbitur, ita tamen, ut de Personis ipsis, modo & ratione receptionis primo conveniatur; Serenissimo & Potentissimo vero Hispaniarum Regi Catholico Litera semper maneat huic Fœderi accedendi facultas.

XXV. Quo autem imposterum magis firma sint, maneatque hæc Pacia tum a Sacra Cæsarea Majestate, tum a Sacra Regia Majestate Sueciæ Domino nostro Clementissimo intra duorum mensium spatium a die subscriptionis firmabuntur, & ratihabita hic Holmiæ commutabuntur. In majorem omnium præmissorum certitudinem & robur hoc Fœdus nos Sacra Regia Majestatis Sueciæ Commissarii & Plenipotentarii subscripimus, ac Sigillorum nostrorum impressione munimus, illudque cum Domini Plenipotentarii Cæsarei itidem subscripto, ejusque Sigillo firmato Exemplari commutavimus. Dabantur in Arce Holmenis die 6. Maji, S. V. Anno 1668.

STEN. BIELCKE.
(L. S.)

MATTHIAS BJÖRNKLOV.
(L. S.)

JOANNES GYKENSTIERN. EDUARDUS EHRENSTEEN.
(L. S.) (L. S.)

FR. JOEL ORNSTED. (L. S.)

XXXVIII.

21. Juill. *Accoord tusschen ZUYD-en-NOORD-HOLLAND, over de Verdeeling der Lasten. Gedraen*
LA SUD-HOLLANDE
ET LA
NORD-HOLLANDE.

TOM. VII. PART. I.

XXXVIII.

Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande, appellés SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au sujet des Depenses publiques & communes du Pais; portant en general, qu'à l'égard des Consentemens, & Depenses ordinaires, & communes de l'état de Guerre, la Portion du Sud-Hollande sera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande seulement de dix-huit & un quart; on y convient aussi

21. Juill.
LA SUD-HOLLANDE
ET LA
NORD-HOLLANDE.

ANNO
1668.daen in 's Graven-hage den 21. July 1668.
[Aitzema, Saaken van Staat en Oorlogb.
Tom. VI. pag. 572. Edition in Folio.aussi de certains soulagemens en faveur du ANNO
Quartier de Nord-Hollande, dans les cas ex- 1668.
traordinaires, & qu'au surplus chaque Quar-
tier portera seul, ses propres & particulieres
Depenses. Fait à la Haye 21. Juillet 1668.

Kennelijk zy eenen yegelycken die't sengaen magh by desen jegenwoordighen Instrumente, dat op huyden den een en twintighden July sesshien hondert acht en schigh, na menighvuldighe Conferentien volgens iterative Bevelen van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, tusschen derselver Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier gehouden, op 't bieramen van eene verdeelinghe ende esgualisatie over beyde deselve Posten, begrepen in den Staat van Oorloge, ende andere Lasten by gemeen consent van de Ridderfchap, Edelen, ende Steden van den voornoemden Lande successievelijck ingewillight worde, ende te dragen staende, eyndelijck tusschen de Gecommitteerden alhier uyt den naem, ende van weghen de Steden van den Zuyder-Quartiere ter eenre, mitsgaders de Gedeputeerde ende Gecommitteerde Raden van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere, uyt den naem, ende van weghen de Steden van den selven Quartiere ter andere zijde, op Approbatie ende Ratificatie van de Ridderfchap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande by minnelijcke vergelyckinge zijn veraccordeert ende vastgelyct, oock volgens resolutie van Haer Ed. Groot Mogende van gisteren in geschrijfte geestendeert ende belootten de saecken in de navolgende Poincten ende Articulen vervat.

I. Dat alle de Posten, Lasten ende Petitien de Provintie van Hollandt ende West-Vrieslandt in 't gemeen concernende soo extraordinaris als ordinaris by gemeen consent van de Ridderfchap, Edelen ende Steden van den voornoemden Lande opgenomen ende ingewillight worde; geene uytgelondert, voort aen over beyde de voornoemde Quartieren gedragen sullen worden nae een vaste quote ende repartitie, te weten, dat in de voorz. Posten, Lasten ende Petitien gesuppoortert ende betaelt sal worden by die van den Zuyder-Quartiere een en tachtigh ende drie vierendeel, mitsgaders by die van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere achtien ende een quart in 't hondert, ende dat ter tijden ende wijlen toe na oepeninghe ende examinatie van wederzijds Boecken, ende de rechte gestaltens van wederzijds Finantien in de grondt ingesien zijnde by eenparige resolutien van Ridderfchap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande anders sal wesen geordonneert: Tot praestatie ende prompt fornissement van welcke voorz. respectieve quotes de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier eick in hun regard haer in der bester forme verbinden by desen.

II. Dat alle de particulier ende Domestique Lasten van 't een ende 't ander Quartier, mitsgaders de los Lijf-renten ende Interessen op de respectieve Comptoirren, loopende buyten de voorz. verdeelinghe, ofte repartitie gelaten, ende voortaan by 't een ende 't ander Quartier apart gedragen, ende betaelt sullen worden, sonder dat men daer over den anderen eenighe reekenschap schuldigh sal zijn, dat over sulcks oock in specie mede by die van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere alleen gedragen ende betaelt sullen worden de Hofden, Rijt-Pael ende andere Wercken, aen ende ontrent Huydduyen ende den Helder successievelijck gemaect wordende, voor soo veel de lasten van deselve niet en excederen de Somma van vijf en twintigh duysent Guldens 's jaers, het eene jaer door 't andere gerecekt, maer by soo verre, ende voor soo veel 't eenigen tijde noodigh bevonden soude mogen werden aen de voorz. Wercken meerder dan vijf en twintigh duysent Guldens in een jaer te kosten te leggen, dat sulcks by Haer Ed. Groot Mogende niet kennisse van saecken gedeceeteert, ende by de Gecommitteerde Raden in West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere gexecuteert sal worden, ende dat alle 't geene als dan bevonden sal worden aen de voorz. Wercken boven de Somme van vijf en twintigh duysent Carolus Guldens jaerlijcks ('t eene jaer als boven door 't andere gerecekt) te koste geleydt te zijn, als een gemeene last van de Provintie gereputeert, ende sulcks in de voorz. verdeelinghe of repartitie mede ghebracht sal werden

Soit à un chacun à qui il appartient notoire par le present Instrument, que cejourd'hui vingt & unième Juillet mil six cens soixante huit, apres plusieurs Conferences tenues en consequence des Mandemens iteratifs des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, entre les Conseillers Deputez de l'un & l'autre Quartier pour deliberer sur le partage & egalisation des deux Articles contenus dans l'Etat de Guerre, & autres charges qui par le commun consentement du College des Nobles, & des Villes, doivent estre consenties & portees par les susdits Pais, ont été enfin accordées & arrêtées, par amiable composition entre les Deputez & de la part des Villes du Quartier du Sud d'une part, & les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord d'autre part, sous l'approbation & Ratification du College des Nobles, & des Villes, & en consequence de la Resolution de L. N. Grandes Puissances du jour d'hier, les choses contenues dans les Points & Articles suivants.

I. Que tous les Articles, Charges & Petitions concernant la Province de Hollande & West-Frise en général, & ce tant extraordinaires qu'ordinaires qui seront consenties par la Noblesse, les Nobles, & par les Villes du susdit Pais, nulles exceptées, seront portées à l'avenir par les deux susdits Quartiers apres une ferme quotisation & repartition, savoir que dans les susdits Articles, Charges & Petitions seront portés & payez par le Quartier du Sud quatre vingt & trois quarts de cent, & par ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord dix-huit & un quart, jusques à ce que par l'ouverture & examen des livres de part & d'autre, & suivant la juste disposition & état des Finances reciproques il en ait été ordonné autrement par resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes. A quoi faire & promptement fournir les cotes partis respectives les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier s'obligent chacun à leur égard en la meilleure forme.

II. Que toutes les Charges particulieres & Domestiques de l'un & de l'autre Quartier, ensemble les Rentes à vie rachetables & Interêts des Comptoirs respectifs, & qui ne seront pas compris dans le partage & repartition ci-après seront portez & payez par l'un & l'autre Quartier, sans qu'on soit obligé de s'en rendre compte l'un à l'autre, Que ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord porteront & payeront seuls les Ouvrages des Ports de Mers comme Pilotis & autres en dependans qui seront faits de tems en tems à Huydune & à Helder, pourvu que les Charges n'en excedent point annuellement la Somme de vingt cinq mil Livres, comptant les années l'une parmi l'autre, Et s'il arrivoit que dans quelque tems il fut trouvé necessaire de faire pour lesdits ouvrages une depence excédante lesdits vingt cinq mil Livres en un an, cela sera decreté par leurs Nobles grandes Puissances avec connoissance de cause, & executé par les Conseillers Deputez des Quartiers de West-Frise & du Nord, & que tout ce qui se trouvera excéder pour lesdits Ouvrages ladite Somme de vingt cinq mil Livres Carolus par an, l'un compté comme dit est parmi les autres, sera réputé une charge commune des Provinces, & sera rapportée dans la susdite division & repartition, auxquelles fins il sera fait tous les dix ans une ouverture

ANNO ten welken eynde van de onkosten aen de voorſ.
1668. Wercken geſupponeert jaarlijcs openinge-gedaen, ende ter executie van elcke *thien* jaeren daer over geliquideert ſal werden, ende by ſoo verre als dan bevonden ſoude mogen worden in de verloopenen *thien* jaeren daer aen meerder dan *twee hondert en vijftigh duyſent* Guldens te koſte geleydt te zijn, dat de voorſ. hoogere onkosten, als een gemeene laſt van de Provincie over beyde de Quartieren nae de boven geexprefſeerde quote gerepartieert, of andersints de Penningen daer toe noodigh over de reſpective Comptoiren van *Hollands* ende *West-Vriesland* na de gewoonelijcke proportie genegorieert ſullen worden, doch by ſoo verre bevonden mochte werden in deſelve *thien* jaeren daer aen minder dan *twee hondert en vijftigh duyſent* Guldens te welken geſpendeert, dat als dan tot de volgende *thien* jaeren gereſceert ende in de liquidatie die t'eynde deſelve *thien* jaeren wederom ſtaet te geſchieden, gebracht ſal werden.

III. Ende nademaal 't Collegie ter Admiraliteyt in *West-Vriesland* ende den *Noorder-Quartiere* buyten extraordinaris conſenten, ende Subſidien van ſtaet van ſeer weynigh vermogen is, dat mitsdien van nu af aen ſal werden vaſt geſtelt, gelijk vaſt geſtelt wordt by deſen dat ſoo wanneer gene extraordinaris Subſidien ten behoeve van de Collegien ter Admiraliteyt werden ingewillight, of oock de ingewillighde Subſidien voor 't contingent van 't gemelte Collegie geen *tachtentigh duyſent* Caroli Guldens in een jaer mochten komen te bedragen, als dan 't gemelte Collegie om 't ſelve mede eeniger maten tot behoortijcke Equipage bequaem te maecten, met de Somme van *tachtentigh duyſent* Guldens, of mer ſoondanige Somme als d'ingewillighde extraordinaris conſenten voor 't contingent van 't gemelte Collegie minder dan *tachtentigh duyſent* Guldens in een jaer mochte komen te bedragen, tot laſte van de gemeene Provincie van *Hollands* ende *West-Vriesland* geſubſidieert, ende mitsdien de voorſ. Somme by de maſſe van de laſten over beyde de Quartieren als boven te verdeelen gevoecht, oock vervolgens effectieve in de voorſ. verdelinge ofte repartitie gebracht ſal worden: Alles ten tijden ende wijlen toe by eenparige Reſolutien van de Ridderſchap, Edelen ende Steden van *Hollands* ende *West-Vriesland* anders ſal welken verlaſten: des werdt mede van nu af aen vaſt geſtelt, dat by ſoo verre, door Godes Zegen, het Innekommen van 't voorſ. Collegie tot *viſf hondert duyſent* Guldens jaarlijcs ofte daer boven mochte komen t'excceſſeren, of oock wel dat het ſelve Innekommen door verloop, ofte veranderinge van ſaecten t'eeninge tijde mochte komen te eſgaleren, ofte te ſurmonteren, het Innekommen 't welck het Collegie ter Admiraliteyt op de *Maſe* ten ſelven tijde bevonden ſal werden te hebben, in beyde de voorſ. gevallen het voorgheroerde extraordinaris Subſidie ſal komen op te houden, immers dat alſdan uyt ſchacte van dit Verdrag daer toe gene *Aſſie* meer gebooren ſal zijn.

IV. Wijders gemerckt ghedurende den jonghſten Oorlogh tegens *Engelande* het ghemelte Collegie ter Admiraliteyt tot verſcheyden tijden, ende doorgaens uyt d'extraordinaris Conſenten of negocieerde Penningen ſoo veel te weynigh getouchert heeft als het beſloop der voorſ. conſenten, of de contingente portie in de voorſ. Negotiation over *West-Vriesland*, ende den *Noorder-Quartiere* minder bedraecht dan een gerecht *viende part* in 't gene ten behoeve van de drie Collegien ter Admiraliteyt binnen deſe Provincie reſiderende ſuccceſſivelick is geacordeert, 't welck in alle den tijd van den voorſ. Engeliſchen Oorlogh komt te bedragen ter Somme van *negen hondert duyſent* Caroli Guldens, dat over ſulcks om 't voorſ. aen 't gemelte Collegie ordentlick te rembourſeren de gerechte helft van dien by de Gecommitteerde Raden in *West-Vriesland* ende den *Noorder-Quartiere* aen 't gemelte Collegie uytgereycht ſal worden; tot het uytvinden van welke reſpective helften deſelve Gecommitteerde Raden, voor ſoo veel des noodts zy, by de Heeren Staten in krachte van de approbatie, ende Ratificatie van deſen Accorde geauthoriſeert ſullen weſen, de gerequireerde Negotiation over de Comptoiren in 't een ende 't ander Quartier te mogen uytſchrijven, ende dat

ture & liquidation des depences faites pour lesdits Ouvrages, & au cas qu'au bout desdits dix ans il se trouve qu'on ait depensé plus de deux cens cinquante mil Livres, l'excédant sera reparti sur lesdits deux Quartiers comme une charge commune des Provinces, suivant la cotation exprimée ci-dessus, ou autrement que les Deniers à ce nécessaires seront negotiez sur les Comptoirs de Hollande & de West-Frise suivant la proportion accoustumée; Mais s'il se trouve que dans les susdits dix ans il ait été moins depensé que deux cens cinquante mil livres, ce moins sera rapporté dans la liquidation des dix autres années suivantes & à la fin d'icelles.

III. Et comme le College de l'Amirauté des Quartiers de West-Frise & du Nord sans les * Consentes & Subſides extraordinaires de l'Etat n'est pas de grand pouvoir, il sera dès à present comme pour lors arrêté, comme il est arrêté par ces presentes, que quand aucuns Subſides extraordinaires ne seront consensis au profit du College de l'Amirauté, ou que ce consentement de Subſide ne viendra pas à monter en un an à quatre vingt mil Livres pour le contingent du susdit College, alors pour rendre le susdit College en quelque maniere capable d'un equipage convenable, il sera subſidie de la Somme de quatre vingt mil Livres, ou de quelque autre Somme, si l'extraordinaire consentement pour le contingent dudit College, vient à monter en un an à moins qu'à quatre vingt mil Livres, & ce à la charge des Provinces de Hollande & de West-Frise, & comme la susdite Somme sera jointe à la masse des charges qui devront être divisees entre les deux Quartiers comme dessus, elle sera consequemment effectivement rapportée dans la susdite repartition. Le tout jusques à ce que par une Resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes de Hollande & West-Frise il en soit ordonné autrement. C'est pourquoi il est dès à present comme pour lors arrêté, que si par la benediction de Dieu, le revenu du susdit College vient à augmenter annuellement jusques à cinq cent mil Livres, ou à plus, ou que ledit revenu par laps de tems ou par le changement des affaires, vienne quelque jour à egaler ou surmonter le revenu que le College de l'Amirauté se trouvera alors avoir sur la Meuse, en l'un & l'autre des susdits cas les Subſides extraordinaires susmentionnez viendront à cesser, du moins ne naistrat-il aucune Action à cet égard en vertu de ce Contrat.

IV. En outre, où que durant la dernière Guerre contre l'Angleterre le susdit College de l'Amirauté a touché en differens tems, des Consentemens extraordinaires ou Deniers negotiez, beaucoup moins que le montant des susdits Consentemens ou la portion contingente dans les Negotiations de West-Frise, & que le Quartier du Nord porte moins que la quatrième part de ce qui est accordé successivement au profit des trois Colleges de l'Amirauté residents dans ces Provinces, ce qui dans tout le tems de la susdite Guerre Angloise vient à monter à la Somme de neuf cens mille Livres Carolus, pour à cet égard rembourſer au susdit College ce qui lui manque, la juste moitié en sera comptée au susdit College par les Conſeillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord; pour trouver lesquelles moitiés respectives, lesdits Conſeillers Deputez au cas que besoin soit, par les Seigneurs Etats, en vertu de l'approbation & Ratification de cet Accord, seront autorizez de pouvoir ordonner les Negotiations requises par les Comptoirs de l'un & de l'autre Quartier, & qu'en

ANNO
1668.

* Charge
ou Impor-
tations aus-
quelles l'E-
tat donne
son consen-
tement.

ANNO
1668.

voorts alle dachterstallige, ofte onbetaelde Schulden van de verloopen jaren in 't een ende het ander Quartier respectivelijk betaelt sullen, werden sonder dien aengaecke enige gemeenschap te maecten, of repartitie te introducereen.

V. Dat door de voorz. veraccordeerde quote, ofte repartitie gene de minste veranderinge gemaect sal worden in de gewoonten ende van oudts gebruyckte ijcke quote ontrent de Negociation op los-Lijfrenten of lre effen, mair dat alle de Capitalen die voorts aen tot voldoeninge van eenige lasten, of gedraege Conventen, of oock wel tot een fonds de reserve of anderlints sullen werden genegotieert, over de respectieve Quartieren uitgegheven, ende by deselve ghefurneert sullen werden, als voor henen nae de ghebruyckelijke quote van *negen en seventigh ende een half* over 't Zuyder Quartier, ende *twintigh ende een half* van 't Noorder-Quartier.

VI. Ende by soo verre het mochte komen te gebeurten, 't gondt Godt Almachtigh genadelijk gelieve te verhoeden, dat West-Vrieslant door het inbreeken van den bekenden West-Vrieschen Zeedijk moghte komen gheinundeert te werden, dat alsdan mits het gepresupponeert onvermogen van 't gemelte Quartier dele Conventie sal komen te cesseren, ende een yeder van de Parthyen contrahenten wederom wesen in sijn geheel, even ende in sulcker voegen als of het jecuwwoordige Verdragh noyt aengenomen ware geweest.

VII. Dat de Penningen procederende van het middel van 't Dennezoet in den Noorder-Quartiere gheheven werdende, alhoewel deselve voor henen directeliken ende immediateliken ten Comptoire van den Ontfanger Generael gebracht zijn, echter voortaan by adven ende executie van desen Contracte in de respectieve Comptoiren van West-Vrieslant ende den Noorder-Quartiere gesurneert werden, ende aldaer verblijven sullen ter dispositie van de Gecommitteerde Raden in den selven Quartiere, om nevens anderen tot voldoeninge van de voorz. Laiten ofte Petitionen voor haer geemployeert te mogen worden.

VIII. Dat het profijt geresulteert, ofte noch te resulteren uyt te gedacne, ofte noch te doene reductie van Renten ende Interesten over de Comptoiren van de Domeynen by goede ende vreedfame tijden, als voor henen ghe-employeert sal worden tot alossinge van Capitalen over deselve Comptoiren genegotieert, ende in kas by tijden van Oorlogh of andere gelegentheyt Haer Ed. Gr. Mog. gheraden souden mogen vinden deselve Penningen elders dan tot alossinge als boven te laten employeren, dat als dan daer mede niet anders dan gemeene Laten tot verlichtinge van beyde de Quartieren betaelt of aen laten deselve Penningen by 't een ende 't ander Quartier na de voorz. beraemde quote geprofiteert sullen worden; ende voor soo veel nu of maels enige Middelen over de gantsche Provincie geheven of ingewilligt ende verpacht soude mogen werden, dat het provenu van dien insgelijcks niet anders dan in maniere voorz. tot gemeene verlichtinge gebruyckt, of by 't een ende 't ander Quartier na deselve quote geprofiteert sal worden.

IX. Dat soo lange deselve beraemde quote of soodanige andere als by eenparige Resolutie als boven, in plaetse van dien soude mogen wesen garestteert, by die van West-Vrieslant ende den Noorder-Quartiere werde ghedraghen ende voldaan, 't voorz. Collegie ter Admiraliteyt in den selven Quartiere sal trecken en genieten het volle vierde part van de quote deser Provincie, in alle consenten tot Subsidie van de respectieve Collegien ter Admiraliteyt gedragen werdende, ende dat mitsdien het selve Collegie van de Middelen tot de faecken van de Zee geconsenteert, garestteert, of wel genegotieert, uyt het Zuyder-Quartier sal ontfangen 't gene de voorz. beraemde quote van *achtien ende een quart*, ten aensien van geconsenteerde Middelen, ende het ordinair van *twintich ende een half*, ten aensien van genegotieerde Penningen minder dan 't voorz. volle vierde part komt te bedragen.

X. Dat de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't andere Quartier, in kracht van Haer Ed. Gro. Mo. approbatie, die op desen Accordeo verwacht ende te ghe-

ANNO
1668.

oorte tous les Arrerages & les Dettes, non payées, des années échues dans l'un & dans l'autre Quartier seront payées respectivement, sans qu'à cet égard, il y ait rien de commun, ni qu'on introduise aucune repartition.

V. Que par la susdite cotisation accordée, ou repartition il ne sera fait le moindre changement dans les anciennes cotes & qui sont d'usage à l'égard des Negotiations sur les Rentes rachetables, ou Interêts, mais que tous les Capitaux qui seront ci-après négociés pour satisfaire à quelques charges ou consentemens, ou même pour un fond de reserve ou autrement, seront fournis par les Quartiers respectifs, comme ci-devant, suivant la cote accoutumée de soixante & dixneuf & un demi, pour le Quartier du Sud, & de vingt un demi pour le Quartier du Nord.

VI. Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu tout-puissant ne plaise par sa grace, que la West-Frise vint à être inondée par la rupture de sa Digue, alors à cause de l'impossibilité que l'on suppose dudit Quartier, cette Convention cessera d'avoir lieu, & chacune des Parties contractantes reviendront en leur entier, comme & tout ainsi que si ce présent Contrat n'eût jamais été agréé.

VII. Que les Deniers procedant du revenu de Dennezoet venant à rebauffer dans le Quartier du Nord, quoi qu'ils aient ci-devant été portez directement & immédiatement au Comptoir du Receveur general. Cependant, en execution de ce Contrat, ils seront cy-après fournis dans les Comptoirs respectifs des Quartiers de West-Frise & du Nord & demeureront à la disposition des Conseillers Deputez desdits Quartiers, pour être employez avec les autres à satisfaire aux susdites Charges & Petitions.

VIII. Que le profit qui est revenu ou qui reviendra encore de la reduction déjà faite ou à faire des Rentes & Interêts dans les Comptoirs des Domaines en bon tems & de pain sera, comme ci-devant, employé au remboursement des Capitaux negotiez par lesdits Bureaux, Et au cas que dans un tems de Guerre ou autre conjoncture fâcheuse L. N. Gr. Puissances jugerassent à propos d'employer lesdits Deniers en autre chose qu'au remboursement susdit, qu'alors on n'en payera que les charges communes pour le soulagement des deux Quartiers, ou qu'autrement on fera profiter lesdits Deniers par l'un & l'autre Quartier suivant la cote susdite. Et si à présent ou ci-après étoient leveez ou consentis quelques revenus sur toute la Province, & donnez à ferme, qu'on usera semblablement du provenu comme dit est à l'avantage commun, ou que l'un & l'autre Quartier fera profiter suivant ladite cote.

IX. Et jusques à ce que la susdite cote ou telle autre qui par une Resolution unanime comme dessus, pourroit être arrêtée, soit portée & satisfaite par ceux des Quartiers du West & du Nord, le susdit College de l'Amirauté desdits Quartiers tirera & jouira de la quatrième partie entiere de la cote de ces Provinces dans tous les consentemens de Subsidies qui sont portez par les Colleges respectifs de l'Amirauté. Et que moyennant ce le susdit College recevra du Quartier du Sud des revenus, consentis, affectez & negotiez pour les affaires Maritimes, ce à quoi la susdite cote de dix huit & un quart à l'égard des revenus consentis, & l'ordinaire de vingt & demi à l'égard des Deniers negotiez, viendra à monter, moins que la susdite quatrième partie entiere.

X. Que les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier en vertu de l'approbation qu'on attend que L. N. Gr. Puissances donneront à cet Accord,

ANNO 1668. ghemoet gefien werde, geauthoriseerd ende gelast sullen zijn, om tot voltrekkinge ende executie van den selven Accorde, ten spoedigsten eene particuliere verdelinge ende repartitie over beyde de Quartieren te maken, soo van alle de Posten in den Staet van Oorloghe begrepen, als van alle andere Lasten, de gemeene Provincie concernerende, ende voorts van jaer tot jaer, of t'elckens als dienthalven eenige veranderinge voorvalt, of eenige nieuwe Lasten of Petitiën ingewillight zijn, wederom van gelijke te doen, oock jaerlijcks te liquideren ende vereffenen t'gunt van de geparicteerde Lasten op 't een of 't ander Quartier onbetaelt gebleven, ende caduc gevallen, of andersins by d'een of d'andere toeval geprofitteert soude mogen zijn.

Aldus gedaan, veracordeert ende gelooten in 's Gravenhage, op den voorla. een en twintighsten July, seshien hondert acht en seshigh. Ende ten omconde der waerheit by ons ondergeschreven, met onse respectieve Onderteekeningen en Signatures bevestigh.

Was geteekent:

Zuyder-Quartier.

Noorder-Quartier.

A. V. Bouckhorst.
J. van Beveren.
C. Graveteyn.
A. van der Goes.
P. V. Swaneburgh.
Gerard Hasselaer.
Johan Pesser.
Adriaen Boxel.
H. V. Arckel.
Herbert van Beaumont.
Simon van Beaumont.

Lucas van Neck.
Nicolaas Teengs.
Pictor Bording.
Adriaen Sevenhuysen.
Claes Admirael.
R. de Brouwer.
D. V. Foreest.
J. V. Foreest.

Johan de Wit.

seshien hondert acht en seshigh.

cord, seront autorisez & chargez pour une execution & accomplissement de cet Accord, de faire au plutôt une particuliere division & repartition sur les deux Quartiers tant de tous les autres compris dans l'état de Guerre, que de toutes les autres Charges qui concerneront les Provinces communes, & ainsi sera fait d'année en année, ou chaque fois qu'il surviendra quelque changement, ou qu'il faudra consentir à quelque nouvelle Charge, ou Petitions, & on liquidera & égalisera aussi annuellement ce qui restera à payer des Charges réparties sur chaque Quartier, ou qui aura été profité dans l'une ou l'autre rencontre.

Ainsi fait, accordé & conclu à la Haye le susdit vingt & unième juillet mil six cens soixante huit. En témoin de la vérité nous sousignez avons confirmé ces presentes de nos signatures respectives.

Etoit signé:

Quartier du Sud.

Quartier du Nord.

A. V. Bouckhorst.
J. van Beveren.
C. Graveteyn.
A. van der Goes.
P. V. Swaneburgh.
Gerard Hasselaer.
Jean Pesser.
Adriaen Boxel.
H. V. Arckel.
Herbert van Beaumont.
Simon van Beaumont.

Lucas van Neck.
Nicolaas Teengs.
Pierre Bording.
Adrien Sevenhuysen.
Claes Admirael.
R. de Brouwer.
D. V. Foreest.
J. V. Foreest.

Jean de Wit.

mil six cens soixante huit.

XXXX.

5. Oct. Articles convenus sub spe ratificationis, entre les Ministres du Roi de la GRANDE BRETAGNE, du Roi de SUÈDE, & des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour assurer l'affaire de la Triple-Alliance, en assurant le paiement des Subsidies promis à la Suède. A la Haye le 5. Octobre 1668. Avec l'APPROBATION de Leurs Hautes Puissances par Résolution du 20. Decembre 1668. [AITZEMA, Saken van Staet en Oorlog. Tom. VI. Boeck 48. pag. 862. in fol. & derechef pag. 931.]

Extraît uit de Resolutien van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, in Haer Ed. Groot Mog Vergaderingh genomen op Donderdag den twintichsten Decemder.

BY resumptie gedelibereert zijnde op 't Advys van de Heeren Haer Ed. Groot Mog. Gecommitteerden tot de saeken van Engelandt, hebbende inghevolghe en tot voldoeninge van der selver Resolutive Commissoriael in date den seven en twintichsten der voorlede maent gexamineert ende overwogen, 't geapporteerte van 't gunt by absentie van Haer Ed. Gro. Mog. was gepasseert en voorgevallen, ontrent het subiect van de Triple-Alliance den vijft en twintichsten April laestleden, tusschen Engelandt, Sweden, ende desen Staet gheslootten, en in specie ten aensien van de Subsidien ter contemplatie van dien, door Spanjen aen Sweden te betalen, met het gene daer ontrent is in voorgaende Notulen, onder date den vijftien deses breeder gementioneert, hebben Haer Ed. Gro. Mog. haer wel laten gevallen, het resultaat van sseckere Conferentie tusschen

den Heere Ambassadeur Temple, en de Gedeputeerden van Haer Ho. Mog. met den Heere Extraordinaris Envoyé Appelboom, over 't voorschreive subiect gehouden, sulcx ende in dier voegen als 't selve is vervat, in 't geschrifte hier naer geintereert.

L'ambassadeur du Roy de la Grande Bretagne, & les Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ayant esté aujourd'huy en Conférence avec le Sieur Envoyé Extraordinaire du Roy de Suède, au sujet de la dernière Réponse donnée au nom & de la part de la Reine Régente d'Espagne, sur ses Lettres reiterées, & infra ces nouvelles écrites & lites par & de la part dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas à ladite Reine; A ce qu'il pluit à Sa Majesté payer au Roy de Suède les Subsidies, plus amplement exprimés dans l'Acte séparé, arrêté conjointement avec la Triple-Alliance, à Londres le vingt & troisieme Avril dernier, & du lieu, & voyant d'un costé avec regret les difficultés que ladite Reine & le Conseil d'Espagne continuent de faire à l'égard de la satisfaction desdits Subsidies, & faisant reflexion de l'autre costé sur l'incalination sincere & sur le zele ardent desdits Sieurs leurs Maîtres, d'exécuter & de satisfaire, avec la dernière ponctualité tout ce à quoy ils se sont obligés, tant par ladite Triple-Alliance, que par l'Article séparé qui en depend; sçavoir à faire tous les devoirs & offices imaginables auprès de la Couronne d'Espagne, afin que lesdits Subsidies puissent estre payés audit Seigneur Roy de Suède & faute de cela à s'acquiescer de tous offices d'amitié envers l'Espagne, aux affaires, que cette Couronne a à demesler avec la France, ont pour plus grande satisfaction de la promesse faite par les Seigneurs leurs Maîtres, & pour faire réusir l'intention de la Couronne de Suède, aussi bien que le repos public, proposé de leur mouvement les points suivans, lesquels ils racheront par toute sorte de bons offices de faire agréer par lesdits Seigneurs leurs Maîtres.

ANNO
1668.

I. Que pour induire la Couronne d'Espagne par une plus grande assurance de sa sécurité à fournir lesdits Subsidies, l'on pourroit faire à la Reine Regente une offre particulière de la part des Rois de la Grande Bretagne & de Suède, comme aussi de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'en échange de sa promesse, de payer lesdits Subsidies, ils promettront reciproquement, & ainsi par une obligation mutuelle de garantir la Couronne d'Espagne, à l'égard de tous ses Royaumes, Provinces, Pais & Places, en la paisible jouissance de la Pais d'ici-bas faite à Aix la Chapelle; & ce sans exception d'aucuns Pais, ou Places, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre situés.

II. Que pour cet effet, & pour une plus grande assurance de ladite Pais, les trois Etats susnommés arrêteront dès à présent les forces & les moyens qu'ils employeront, en cas d'infraktion par l'infracteur, comme aussi la forme & la maniere, autant que cela se pourra faire, en laquelle chacun d'eux agira, le cas échéant.

III. Et afin que lesdits Subsidies puissent estre d'autant plus aisément payés, & avec moins d'incommodités pour la Couronne d'Espagne, que la Couronne de Suède yeuille trouver bon, que le paiement s'en fasse une bonne partie comptant, & le surplus à des termes raisonnables, & qu'en échange aussi, pour plus grande satisfaction de la Couronne de Suède, & pour en cas d'infraktion de ladite Pais, ce qu'à Dieu ne plaise, la rendre d'autant plus capable d'une vigoureuse execution de sa Garantie, on arrêtera aussi semblablement dès à présent que ladite rupture escheant l'on subditiara ladite Couronne de soixante mille Ryxdalers par mois, dont la moitié sera fournie par celui, au profit & à l'avantage duquel la Garantie se fait & execute, & l'autre moitié sera payée & acquittée par provision, par le Roy de la Grande Bretagne & par les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, également : en recevant bonne assurance, qu'après que la Pais sera restablée, ils en seront remboursés par ceux, en faveur & à l'avantage duquel la Garantie aura été fournie & executée.

IV. Et d'autant que l'on a sujet de croire, & que l'on prévoit, que l'on ne pourra pas faire regler cette affaire, avec la diligence requise, par des Lettres que l'on pourroit escrire & rescrire en Espagne & en Suède, il sera à propos, que de tous costés l'on fasse en sorte, que non seulement le Roy de la Grande Bretagne & les Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas qualifient leurs Ambassadeurs & Deputés respectivement, à ce que dessus, mais aussi principalement que les Ministres d'Espagne & de Suède, qui résident présentement icy, ou bien tels autres que leurs Maîtres respectivement trouveront bon de nommer, pour cela, soyent pourvus d'instruction suffisante, autorité & pouvoir, de regler, arrêter & conclure lesdits Points, sans que pour cela il soit besoin d'autres ordres, instruction ou autorité de leurs Committés.

Ainsi fait à la Haye le cinquième Octobre mil six cents soixante huit.

XL.

30. Nov. *Fœdus Defensivum inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, & Electorem Saxonie JOHANNEM GEORGIVM, ad Decennium initum. Vienne die 30. Novembris anno 1668. Cum RATIFICATIONE ejusdem Fœderis defensorii ex parte Electoris. Data Dresde die 4. Decembris 1668.* [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impérielle.]

NOS JOHANNES GEORGIUS Dei gratia, Dux Saxonie, Julia, Clivia & Montium, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Princeps Elector, Landgravius Thuringie, Marchio Misnie, Superioris & Inferioris Lusatie, Burggravius Magdenburgensis, Comes Marchie & Ravensburgi, Dominus in Ravenstein, Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest pro nobis, Haredibus ac Successoribus nostris, quod cum inter Serenissimi, Potentissimi & Invisibilissimi Domini Domini Leopoldi, Divina favente

Clementia Electi Romanorum Imperatoris semper Augusti, Hungarie atque Bononie Regis & nostrum Plenipotentiarum sufficientium utrimque Mandato instructos de Fœdere Defensivo & defensorio illi veteris Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo sequentem in modum actum & conclusum sit.

ANNO
1668.

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Dei Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Amen.

Cum Serenissimus, Potentissimus & Invisibilissimus Dominus, Dominus Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. &c. &c. Ex una: & Serenitas sua Electoralis, Serenissimus Dominus, Dominus Joannes Georgius Dux Saxonie, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Princeps Elector &c. &c. &c. modernis temporis & circumstantiarum rationem perpendit, & uterque sibi proficuum fore judicaverint, ut invicem de matura defensione ad mutuam securitatem necessaria, tam arcte obligentur; ut alter in alterius auxiliis certam fiduciam ac fundamentum collocare queat. Idcirco inter Sacra Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis Deputatos idoneos instructos Plenipotentiis, nempe ex parte Sacra Cæsareæ Majestatis Celsissimum Principem Dominum, Wenceslaum Ducem Saganensem, Principem & Gubernatorem Domini Lobkowitz, Principem Sternsteinensem, Dominum in Chlumitz ad Albin, Equitem Aurei Velleris, dictæ Sacra Cæsareæ Majestatis Consiliarium Arcanum & supremum Aulæ Præfectum, ex parte vero Serenissimi Electoris Celsissimum Dominum, Dominum & Principem Joannem Adolphum Sleswigii & Holstiae Ducem, dictorum suorum Principum nomine, sequens Fœdus reciproce defensivum factum & conclusum fuerit.

I. Primo, sit & maneat constans, verum, sincera inter Sacram Cæsaream Majestatem & Serenissimum Electorem Saxonie, & amborum Hæredes & Successores Amicitia, ita ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem commodumque promoveat, securitatem studet satagatque ut Pax Westphalica sancte custodiatur, & nulli ambarum Partium quicquam hostilitatis, insinicie aut molestie contra ejus tenorem inferatur.

II. Secundo, unde si contingeret Sacram Cæsaream Majestatem in suis Regnis, scilicet in Regno Hungarie & Bohemie, aut aliis suis Statibus & Provinciis Hæreditariis ab aliquo vel aliquibus, quicumque aut quicunque illi sint, hostiliter & Bello impeti, teneatur sua Electoralis Serenitas post factam requisitionem quam citissime, vel saltem intra trimestre sua Majestati submittere in auxilium mille Pedites & quingentos Equites instructos armis, & apparatu Militari, nec non re tormentaria Campetris minori, quæ modo dicto numero conveniat. Quod si etiam gravius urgeret necessitas, & sua Majestas ultra priorem numerum Militum alios mille Pedites & quingentos Equites pariter, ut modo dictum, omni apparatu instructos in auxilium desideraret, teneatur & hos sua Serenitas Electoralis post factam novam requisitionem quantocius & saltem intra duos menses submittere.

III. Tercio, quod si suæ Serenitatis Electoralis Provincie ab uno vel pluribus, quisque ille aut quicumque sint, Bello invaderentur, pariter sua Majestas velocissime & saltem intra duos menses a facta requisitione suæ Serenitati suppetias ferat, cum pari numero Militum, nempe mille Pedibus & quingentis Equitibus, vel si gravius incumberet necessitas in vicissitudinem promissionis a sua Electorali Serenitate factæ, & in præcedenti Article comprehensæ, cum bis mille Pedibus & mille Equitibus, omni apparatu necessario ut ante dictum, ad proportionem hujus numeri provisus.

IV. Quarto, militabunt & egregiam in defensionem navabunt operam, utriusque Partis auxiliares Copiæ, quamdiu periculi ingruentis ratio hoc postulerit, & usque dum Pax inita fuerit.

V. Quinto, subministrabit ille, cui in suis Provinciis ab altero subvenitur, Militi auxilario eodem modo omnia victualia, sicuti suis propriis Copiis, & quidem gratis & toto illo tempore, quamdiu in suo Statu durabit illa Expeditio: Spondendum vero militare quisque Fœderatorum suis Copiis pendat: quibus etiam suis expensis de apparatu dictæ rei tormentariae Campetris minoris providat; Quod si vero aliquis locus vel oppugnandus vel propugnandus foret, Tormenta majora cum debito apparatu Pars illa in cujus defensionem missum est auxilium, suo arte & sumpu subministrat.

VI.

ANNO
1668.

VI. Sexto, si eodem tempore uterque ex Fœderatis ab uno vel pluribus vim pateretur, neuter in hunc eventum alteri ad ferendum auxilium obstringitur.

VII. Septimo, quod si etiam alterutra Pars in diversis locis, ab uno vel pluribus invaderetur, non teneretur tamen ultra prædictum numerum adaugere suppetias.

VIII. Octavo, Armorum Directio illi ex Fœderatis competat, in cujus Statu ac Territorio Bellum geritur: Omnia vero majoris momenti negotia, quæ circa Belli gerendi rationem occurrunt, communicatis Consiliis expendantur.

IX. Nono, nullus hostibus alterius transitum, Commæatum, stativa, receptum aut recessum concedat, sed omni conatu & viribus impediatur, permittat vero Copiis Auxiliariis, ita ut & his, si ratio necessitatis exigat, detur receptus, sub mœnibus & tormentis locorum muniturum, præmonito tamen Gubernatore illius Castri, vel Urbis, & communicato cum hoc Consilio, & ut inde cessante periculo, iterum recedatur.

X. Decimo, neuter Pacem, aut Armistitium sine alterius consensu & præsentia tractet, multo minus concludat, sed hæc omnia mutuo peragantur & absolvantur placito, studeaturque unusquisque in ejusmodi Congressibus & Pacificationibus alterius securitati & commodo.

XI. Undecimo, pangitur hoc Fœdus ad decem annos integros & completos, includendo, & obligando amobus Hæredes & Successores, porrigendum etiam & prorogandum ante lapsum interitum dicti temporis, si ita res exigere videbitur.

XII. Duodecimo, cum nulla sit alia in hoc Fœdere intentio, nisi mutuo securitati prospicere & ne alterutra Partium contra tenorem memoratæ Pacis Westphalicæ, violentis & hostilitatibus impetatur, liber proinde est aditus aliis Statibus mutuo Partium consensu admittendis.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacra Cæsarea Majestatis & Serenitatis sue Electoralis Plenipotentiarios vigore plene facultatis ac Mandatorum a suis Principibus ipsi concessorum, & reciproce commutatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione sue Cæsarea Majestatis & Serenitatis sue Electoralis, quas utrisque Paris Plenipotentiarii intra spatium quatuor hebdomadarum, extradendas & committendas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænomatis Dominis Principibus & Plenipotentiariis subscriptum & Sigillis munitum est. Actum Viennæ die ultima Novembris. Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

(L.S.) *Pencelans Dux
Saganeensis*

(L.S.) *Joannes Adolphus
Dux Slewigii &
Holsatiae.*

Cum vero simul etiam convenerit, ut hujus Fœderis Ratihabitione intra terminum quatuor hebdomadarum a dicta Sacra Cæsarea Majestate & a nobis sequi, & utrinque commutari debeat, nos huic Conventioni satisfaciætes, hoc memoratum Fœdus defensivum per omnia & singula approbamus, confirmamus & ratum habemus pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris verbo nostro Electorali promittentes, nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta, quantum ea nos concernunt, Divina favente gratia bona fide præstituros & adimpleturos, omniæ ratione impedituros, ne a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptas Sigilli nostri Electoralis appositione muniri jussimus. Dabantur in Urbe nostra Dresda die quarta mensis Decembris stylo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo

XLI.

1669. *Traité d'Alliance, entre Louis XIV. Roi de France, & MAXIMILIEN HENRY DE BAVIERE, Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Février, 1669. [FREDERIC. LEONARD. Tom. III.]*

FRANCE
ET CO-
LOGNE.

SA Majesté Tres-Christienne ayant éprouvé les avantages qui provenoient de l'Alliance du Rhin pour le bien & le repos de toute l'Allemagne, & la prospérité & le profit de ses propres États, après avoir fait

convoitè au Serenissime Electeur de Cologne, le desir qu'elle avoit de rester dans cette Alliance, avec les memes Princes avec lesquels elle avoit esté conclûë & mesme de la proroger encore pour quelques années, & avoir témoigné qu'attendu qu'il se trouvoit de la part de quelques-uns des difficultés que Sa Majesté ne pouvoit surmonter, Elle estoit encore prestée de la renouveler avec ceux à qui elle seroit agreable. Et d'autre part son Altesse Electorale n'ayant pas moins reconnu les avantages que cette Alliance avoit apporté pour le bien de toute la Christienté, pour la sûreté de l'Empire, & pour le profit particulier de tous les Princes qui la composoient; & ainsi soubhaitant de la maintenir & de la conserver, tant pour ces raisons que pour donner au Roi des marques de son amitié & de sa reconnaissance. Sa Majesté Tres-Christienne a donné au Sieur de Lionne, Ministre & Secrétaire d'Etat; Et son Altesse Electorale de Cologne au Prince Guillaume de Furstenberg, Ordre & plein-Pouvoir de s'assembler, & les ont établis leurs Plenipotentiaires, lesquels sont convenus des Articles suivans.

Premierement. Son Altesse Electorale sera toujours prestée de renouveler ladite Confédération, toutes les fois que les autres Princes qui en sont les Membres, ou tous, ou quelques-uns d'eux, y donneront leur consentement, Elle promet de plus à Sa Majesté que quand trois, ou du moins deux Princes d'Allemagne voudront faire une nouvelle Alliance avec Sa Majesté, à peu près de même nature que celle-cy, son Altesse Electorale y donnera les mains aux memes conditions.

II. Sa Majesté aussi pour donner de sa part au Serenissime Electeur des marques de sa bienveillance & de son amitié, luy fournira du secours contre tous les Princes, qui sous quelque cause & pretexte que ce soit l'attaqueront.

III. A cet effet Sa Majesté n'estant presentement embarrassée d'aucune Guerre, enverra au susdit Electeur, pour s'en servir en quelle maniere, qu'il luy plaira, huit Compagnies du Regiment de Furstenberg, comme il est porté par le Traité fait avec le Prince Guillaume de Furstenberg.

IV. Et en cas que le susdit Electeur eût un juste sujet de craindre que ses États ne fussent envahis par un ou plusieurs Princes ou États ses Ennemis, Sa Majesté en estant requise, luy enverra jusqu'à cinq mil Hommes de Pied & deux mil Chevaux, selon le nombre que son Altesse Electorale jugera luy estre nécessaire, lesquels Sa Majesté entretiendra à sa solde, sans que le susdit Electeur soit obligé de leur fournir autre chose que le couvert: & Sa Majesté aura soin que la Discipline Militaire soit exactement observée parmi eux dans les Lieux de leur séjour, afin qu'ils ne soient point à charge aux Sujets de son Altesse. Sa Majesté ne consentira & ne permettra point qu'ils soient les premiers à commencer la Guerre, & à commettre les premiers Actes d'hostilité contre qui que ce soit, même qu'elle les rappellera en France à la premiere requisi-tion de son Altesse Electorale. Sa Majesté de plus donnera ordre, que tant les simples Soldats que les Officiers & Commandans soient soumis à son Altesse, & à ses ordres en tout & par tout, & pour plus grande sûreté qu'ils prêteront Serment de fidélité entre les mains de son Altesse Electorale & de son Chapitre Metropolitain, pour le temps qu'ils relleureront à son service; de maniere que Monsieur l'Electeur ne sera obligé que de leur fournir le couvert, s'obligeant néanmoins d'avertir Sa Majesté de leur retour en France, six semaines avant leur depart, & de leur fournir le nécessaire pour leur voyage, & de leur procurer de tout son pouvoir la sûreté de leur passage en France.

V. Que s'il arrivoit par hazard qu'on envahit les États du susdit Electeur, & qu'il eût besoin d'un plus grand nombre de Troupes que des deux mil Chevaux & des cinq mil Hommes de Pied cy-dessus mentionnez, Sa Majesté luy en fournira volontiers encore pareil nombre, c'est-à-dire, deux mil Chevaux & cinq mil Fantassins, que son Altesse entretiendra à sa solde, moyennant un Subside de 10000. Ecus de France, que Sa Majesté luy fera payer exactement à la fin de chaque mois, & Sa Majesté ne rappellera point les susdites Troupes, ni ne retranchera point le susd. Subside, que son Altesse Electorale n'ait conclu une Paix ferme & entiere avec ses Ennemis.

VI. Le Cardinal Mazarin, d'heureuse memoire, ayant promis à son Altesse Electorale d'obtenir du Roy pour Elle douze pieces de Canon, & ladite Altesse ne

ANNO
1669. les ayant pas encore reçu, Sa Majesté luy promet comme Elle s'y oblige par un Ecrit à part de sa main, de les remettre à Metz ou à Brisac, au Commissaire ou autre Officier qui y sera envoyé par son Altesse Electorale, pour les y recevoir quand il luy plaira.

VII. En cas qu'on renouveller le Traité de l'Alliance du Rhin, ou que Sa Majesté en fit une semblable avec quelques Princes d'Allemagne, ou mesme avec son Altesse Electorale, Sa Majesté ne sera plus obligée d'observer les conditions cy-dessus mentionnées, & tout ce présent Traité sera censé nul, exceptez les troisième & quatrième Articles qui concernent les huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, & les douze pieces de Canon, que Sa Majesté sera obligée de fournir en tout cas à Son Altesse Electorale, en la forme & maniere cy-dessusdite. Ces présents Articles ont esté arreztés par le Sieur de Lionne, en vertu du plein-Pouvoir qu'il en a reçu de Sa M. & par le Prince Guillaume de Furstemberg, en vertu du plein-Pouvoir de son A. E. dont ils se sont réciproquement promis de fournir les Ratifications dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la datte des presentes. En foy de quoy ils ont signé ledit Traité, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Paris le seizeième Février 1669.

XLII.

26 Fevr. Vereinigung zwischen Churfürst Johann Georg den Andern und dero Herren Brüdern August Christian und Moriz allerleits Herzogen zu Sachsen in puncto der Steuern und übernehmung dero andern Erb-Landen habenden Steuer-Schulden ausgerichtet. Kraft welcher dieselbe die besagte Steuer-Schulden pro rata ihres Landes-antheils über sich nehmen. Geschehen Dresden den 16. February 1669. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtatz II. pag. 798.]

C'est-à-dire,

Accord entre JEAN GEORG II. Eleveur de Saxe, & ses Freres AUGUSTE, CHRISTIAN, & MAURICE Ducs de Saxe au sujet des Steures de leurs Etats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer aussi chacun sa part & portion des Dettes dont elles sont chargées. A Dresde le 16. Février 1669.

ON GÜTES Gnaden / Wir Johann Georg der Andere / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Marschall und Churfürst / 12. Und von desselben Gnaden / Wir Augustus, polihurter Administrator des Primat und Erb-Stifts Magdeburg / dann Wir Christian / und Wir Moriz / allerleits Gebrüdere und Herzoge zu Sachsen / Sächsisch Cleve und Berg / respectivè postulirte Administratores der Stifter Merseburg und Naumburg / Land-Graven in Thüringen / von uns und unsrer Nachkommen hiermit bekrunden und bekennen:

Nachdem in des Durchlauchtigen / Hochgebornen Fürsten / Herrn Johann Georgen des Ersten / Herzogen zu Sachsen / Sächsisch Cleve und Berg (tot. it.) unsers Gnädigen und Hochgebornen Herrn Vaters und Seiner Hochseligen Aelterns hinterlassenen Testament und letzten Willen / uns auff die darinnen beschriebene massen samit andern Nutzungen und Gerechtsamen / auch in specie mit ausgedruckten Worten die Steuer geeignet / und in dem zwischen uns aufgerichteten Brüderlichen Vergleichungs-Recess unter andern abgedruckt worden / daß die Steuer zwar besamlen bleiben solte / daserne aber Wir uns künftige deswegen eine Aenderung zu treffen nöthig befinden würden / man sich nach Verlesung der damals gegenwärtigen Landes-Verwilligung / darüber mit Zuthunung der landtschafft weiter vernehmen und gleich verordnen wolte / in dessen Erstehung aber solte keinem Theil an seinen aus dem väterlichen Testament und sonst zusehenden Rechten etwas vergeben oder benommen seyn / so haben wir solches alles und insonderheit dieses bey uns rathlich betrachtet und erwogen / daß nemlich Wir unsers in Göt ruhenden Herrn Vaters letzten Willen / in denen übrigen Sätzen schuldiger massen erfüllen / und dahero umb so viel mehr pflichtig und gehalten seyn / solcher väterlichen Disposition und Meinung auch in puncto der Steuer und übernehmung dero auff unsers Hochseligen Herrn Vaters hinter-

lassen Erb-Landen habenden Steuer-Schulden gebührend nachzuleben / alles zu dem Ende / damit Wir von Seiner Hochseligen Gnaden in angetreten Testament auff den künftigen Schorsam und schuldigen Respekt, wie auch auff die Erhaltung der Brüderlichen Eintracht gerichteten Segen & Gutes reichlich erlangen / und den auff dem Gegenfall gelegten, fluch und Insegen von uns / und unsren Nachkommen abwenden und verhüten / zumahl wir bisshero nicht ohne unsern und unsrer Inerlichen Schanden bey der ickigen Steuer-Verfassung entlassen / auch Inbald bey der Aedre neuwans wider seinen Willen in dergleichen Communione und Gemeinshaft zu seyn verbunden ist. Und ob wohl in unsern freind-brüderlichen Vergleich enthalten / daß man sich Ausgangs der ickigen Verwilligung mit Zuthunung der landtschafft wegen dieses Puncts vernehmen wolte; So haben wir doch in weiterer Überlegung der Sätzen und sonst nummero so viel befinden / daß an einem Theil unverantwortlich fallen würde / wann wir obbesagte unsers in Göt ruhenden hochseligen Herrn Vaters aus Christlicher Intention und reurer Vorlesung verzeßener flacher Verordnungen dem Vater-erlässenen Verbot zu wider / disfalls in disputat und Ansehl sehen / und obdort mit Zuthunung dero bey künftiger Landes-Verfassung zusehenden hohen Speien zur ungleichen Nach-Aede und Vergrößerung Aeltern und folgender andern Theil auch / weils bey nummero sich ereigneten Unständen und nach vielfältig ergangenen Cessionen der Steuer-Schulden / die meisten von denen landt-Ständen bey der Steuer-Besess als Creditores interessirt seyn / in diese sie tanquam singulos angehende Sache kein richtiger und gleichmäßiger Edlitz zu hoffen / sondern solche deliberation nur in beschwerliche Welterung geraten und hierdurch dieses vorhaben- de höchst nothwendige Werck / auch unsers hochseligen Herrn Vaters Gnaden letzter Wille an seinen völligen effect ferne gehindert und retardirt werden dürfte / da doch über letzterge- lte Thatsache uns sonderlich obliegt / bald möglichst zu trachten / damit einseil unsrer Inerlichen der großen Schuld- last erledigt / bey diesen gefährlichen Zeiten und folgender weitz zur Landes-Defension erziehbige Mittel und folgender weitztrag höchstnöthig / hierdurch nicht in weiteres Unvermögen gesetzt / die wöl und unbemohnten Güter wieder angekauft / das die sämtlichen Lande hart drückende Onus nach und nach erleichtert / und unsers hochseligen Herrn Vaters verzeßte Churfürstliche Brief und Siegel (worinnen sie sich vor sich und ihre Nachkommen verfahren) und alle Summen auff dero Rentz-Cammer versichert / einmal wieder eingelöst werden mögen / in fernere Erinnerung / daß unsers in Göt ruhenden hochseligen Vorfahren / und anderer hochwürdigsten Fürsten Exempel nach / auff das bonum publicum / den allgemeinen Nutzen / auch unser und der Nachkommen Bestes und Wohlseyn mehr / als auff das Interesse privatorum zu sehen seyn muß. Wollen denn nach Ausweisung unsers freundbrüderlichen Vergleichs / und dero zuvorhero abgefaßten und der getreuen landtschafft communicirten Punctation ohne ditz beiläufigen in unsern Willen benutzen / ob wir uns wegen dieses Steuer-Puncts mit der landtschafft Zuthunung weiter unter einander vergleichen / oder widriges Falls bey dem uns aus der väterlichen Disposition und sonst zusehenden Rechten verbleiben wollen / auch die getreuen land-Stände mit ihrem Rath und Bedenken albereit an dem 1677. angelegten landtag samstam über dem passu der Steuer vernommen worden.

I. Haben uns zuvorhero 1.) auff zuvorhero gehaltenen reifen Rath Kraft dieses wohlbedacht beredet / und verbindlich und unwiderruflich vereinigt / daß nach Verlesung der ickigen Landes-Verwilligung / welche Bartholomaei dieses 1669ten Jahres zu Ende geht / die großen Unkosten / so auff die Ober- und andere Steuer-Einnemere und sonst bisshero aufgewendet werden müssen / der Steuer und denen sämtlichen Creditoren zu gut künftigher ersparhet / solche Ober- und Creys- Expedition Kraft dieses aufgegeben / und die ickigen Ober- und Creys- Steuer-Einnemere in Gnaden erlassen werden sollen. Und mag hingegen ein jedweder unter uns sich seines aus dem väterlichen Testament und sonst zusehenden Rechten gebührend gebrauchen: Die land-Brand- und Waarschaffte-Steuren / so die Stände auff allgemeinen von uns dem Churfürsten ausgeschiedenen land- oder Ansehlitz Zügen / sowohl zu Bezahlung der Schulden / als zu andern unsern bedürftis / aus reurer Devotion jedesmal verwilligen / in seinen landen und Landes-Theilen vor voll einnehmen / und alles / was hierzu nöthig und der Zustand sonst erfordert wird / expediren / disponiren und verfahren lassen / Gestalt dann wir der Churfürst vor uns zweue qualificirte in dem Lande begüterte / mit keinen andern sonderlichen Ambts-Verrichtungen belege / und zu diesem Zweck verzeßte Landes-Kinder verordnen / und ihnen nach zweue wegen der getreuen landtschafft von Ansehlitz / Ständen und andern Ständen (darzu wir noch von denen andern wegen der landtschafft befindlichen Ältesten Ober-Einnemere / wann sie solches annehmen / und absonderliche Pflicht leisten werden / ferner zu gebrauchen entschlossen /) adjungiren / auch hierzu einen Secretarium neben andern disfalls benötigten und des Steuer-Befehls kundigen Bedienten bestellen / und sie allerleits mit gunstiger Instruction versehen wollen / da aber einer von denen wegen der landtschafft Verordneten mit Tode abgehen würde / wollen wir jedesmal aus dem oder vier Subjectis / so die landtschafft an des abgegangenen Stelle

ANNO
1669.

ANNO
1669.

Stelle gebührend-nominiren und vorschlagen wird / einen wie-
der vorordnen und bestatigen. Es sollen auch jährlich die in sol-
cher Steuer-Exposition gehaltenen Rechnungen vor uns und
denenjenigen / so die Landtschaft hierzu deputirt wird / abge-
nommen und justificirt werden. Insums dann vor übrig-
den Resten. Gebrühre das Steuer-Weesen in unserm Lande.
Portionen mit chemmlicher Zuehung von der uns zukommenden
erweiterten Kitterschaft besser und möglichst massen in gehörige
Verfassung zu setzen genemnet seynde / und damit der hierunter
intendirte Zweck brüderlicher eintracht und allgemeiner Lande-
wohlthat nicht allein und so viel mehr erreiche / sondern auch
bey unsern Nachkommen stabilire / und immerwährend erhalten
werden möge / so verpfehlen wir unter uns / und einer den an-
dern recipiroe, daß in solcher Steuer-Teilung / deren expo-
sition / Einhebung / Ansetzung und Verfassung / keiner unter
uns und unsern Nachkommen / den andern und dessen Nach-
kommen durch Gehors oder Verboß / noch durch einige andere
Maasse noch Weise einigen Einhalt thun sollen noch wollen.

II. Demnach vors 2.) Uns dem Chur-Fürsten aber / vermöge
des Brüderlichen Erb-Vergleichs / auch in unser fremdlich ge-
liebten Brüdern liebend / liebend / liebend Landes-Portion das
Jus Belli & Pacis, nehmlich andern referatiss auff Maßß mit
Weise / wie angeregt unser Freundbrüderlicher Vergleich mit
mehrern besaget / zusehen thut; So wird dasselbige sammt allen
darangehörigen Contributionen / und was die Stände zur lan-
des-Defension für sie bedürftig / Nützens-reparatur und
dergleichen an unsern erangenen Landtage gewilligt / oder auch
in Aufmuntung unsern vernünftigen wöthen / von der Steuer-Teil-
ung Kraft sich ausdrücklichen ausgesagt / und uns dem Chur-
Fürsten und allen unsern Nachkommen vorbehalten / dergestalt
und also / daß uns und unsern Nachkommen an der Chur der-
gleichen Verwilligung auch aus Jhres liebend / liebend / liebend
Landes-portionen (erweiterter Steuer-Separation inwendig) /
iederzeit unaußfällig gefolget / auch es sollen bey den uns dem
Chur-Fürsten zugehörigen Jure Belli & Pacis mit andern referatiss
nach / zumal unser Brüderlicher Vergleichs / ohne einige
Koyation und Änderung allerdings gestanden werden solle.

III. Dergestalt uns / haben wir Herzog Augustus / Herzog
Christian und Herzog Moritz / wie auch alle unsern Nachkom-
men / alle Land- / Tranten- und andere / vermöge des väterlichen
Testaments und Freundbrüderlichen Vergleichs uns zusehende
Steuer / welche die uns zukommende Unterthanen bey vorher er-
wähnten Land-oder Ausschuss-Tagen in Zukunft willigen mö-
gen in unserm Lande-Portionibus vor voll einzunehmen / jedoch
auch mit dieser bestehenden Maßß und Weise / daß wir und
unsern Nachkommen neben denen unser Landes-Portiones be-
treffende Steuer-Schulden / dasjenige was zu denen Reichs- und
Groß-Steueren / Ritters / Ägeln / wie auch Gemeiner-Gewalts
Unterhaltung / und zu denen wichtigsten die gesamte Lande-
angehende Geschäften / nöthig / nach proportion der Lande-
Theilung auff sich hierzu von der Landtschaft die Nothdurft
nicht absonderlich bewilliget wird / solcher gestalt mit tragen und
abzahlen wollen / als dergestalt unter uns absonderlich ver-
glichen / und deswegen jüngstverwunden alhier in Dresden
durch unser niedergesetzte Räthe eine richtige Abtheilung nach
denen völligen Steuer-Schöpfen des anno 1628. gemacht
worden.

IV. Was dem anbelanget 4.) die Steuer-Schulden an sich
selbst / gleichwie zuoberst jedes Capital an sich selbst jure jure
theilhaftig / also / daß jeder unter uns den Steuer-Creditoren
mehr nicht / als was ihnen nach der proportion betragt /
und so viel ihm Zumahls der väterlichen Verordnung propor-
tionabiliter betragt / nach und nach / und so viel möglich / abzu-
zahlen / oder sich deswegen mit den Gläubigern zu vergleichen
sühlig ist; Also bleibet es auch nicht unbillig dabey / und haben
wir uns Kraft dieses dergestalt vereinigt / daß der alte Anschlag
des Anno 1628. hierinnen pro norma & fundamento stehen /
gelten und mehrgedachte Steuer-Schulden nach demselben ohne
Unterstoß / ob die obligationen von unsen in Gott hochselig-
sten erhabnen Vorfahren / oder uns dem teigigen Chur-Fürsten /
unterstützt / hiermit von uns verpfelet und übernommen seyn /
auch solche gehörig messen abgetragen / und die aus teig ange-
nommen Anschlag des Anno 1628. herrührende Portion mit ein-
theilung bey künftiger Abklärung der Steuer-Capitalien in acht
genommen / keines weges aber ein oder der anderer Steuer-Cre-
ditor weder mit / noch wider seinen willen / an einen unter uns
verweisen werden soll / sondern nachdem eines jedweden Landes
Antheil viel oder wenig Steuer-Schode / Zumahls des erweh-
nten Anschlags auff sich hat / nach solchen nimmt er auch viel
oder wenig nach den Steuer-Schulden über sich / Als zum
Exempel / wann 5000. Gulden Capital Weinsüßer Weh-
rung abgetragen werden solte / kommen davon der Proportion
nach zu

3956. fl. 1. gr. 6. pf. Uns dem Chur-Fürsten / wegen des
Chur-Fürstenthums und andern Landen.

58. fl. 20. gr. — Uns Herzog Augustus, wegen unser Lan-
des-Portion in Thüringen / und des Amtes Sach-
senburg.

132. fl. 10. gr. 6. pf. Uns Herzog Christiano, wegen der
Aemter Selsch / Böhrg / Zwickau und Jünster-
walda.

ANNO
1669.

342. fl. 10. gr. — Uns Herzog Moritzen wegen der im Voigt-
lande habenden Städte und Aemter / auch wegen
der Aemter Weiden / Zwickau und Ziegenrück /
ungleich der Herrschaft Lautenberg / Frauen-
Prießing und Nieders-Zehren.

Im Fall auch gleich einer unter uns mehr Steuer-Capitalia;
als seine schuldige zara austraget / und Jhnt zu bezahlen oblieget /
an sich gebracht hätte / oder noch an sich bringen würde / soll er
doch ein mehrers / als sonst seinen Cedenten / teigigen Landes
Zustande nach / gebühret / oder zu bezahlen gewen / von uns
andern zu fordern nicht berechtigt seyn / sondern deswegen mit
Jhnt / gleichwie mit andern Steuer-Creditoren / besage des
väterlichen Testaments / billigmäßige Vergeltung gewissen /
oder das Capital / so viel möglich / nach und nach abgezahlt
werden. Wie nicht weniger einen jedweden Steuer-Gläubig-
er seine Capitalia einem andern / Zumahls der bestehenden
Rechte / gebührend zu cediren und zu überlassen unbenommen
seyn.

V. Ob auch wohl 5.) Juvor das Abscheu uff eine allgemeine
Landes-Revision gerichtet gewesen; So haben wir dennoch bey
uns betrachtet und erwogen / daß man eines Theils zu derall-
gemeinen Revision jethero nicht gelangen mögen / anderer theils
auch und wenn schon endlich dazu gestritten wurde / nichts
beschleuniger zu besorgen wäre / daß hierunter eintrübe der Land-
mann oder die Steuer mit verglichen unloslich bestimmet / und
doch die desiderirte Gleichheit nicht erreicht werden dürfte / we-
hero soll es bey dem alten Anschlag des Anno 1628. wie schon
oben erwöhnet / allerdings bedenden / und die vorgedachte allge-
meine Revision eingesetzet bleiben. Gleichwohl aber mag ein
jedweder in seinen Landes-Theilen eine Local-Revision vorneh-
men / an die Derther / da die Ansetzung althabig geschien /
Commissarien verordnen / und dergestalt verfahren / wie es der
Verantworten Zustand und Derther Beschaffenheit mit sich brin-
gen und erfordert / auch an sich selbst Redens und billig sein
wird. Jedoch allegirt dergestalt und also / daß mehr gemelter
Anschlag des Anno 1628. unverändert verbleiben / und so viel ei-
nes eben unter uns auff seines Landes-Theil bestehendes Quan-
tum betragt / nicht weniger noch verändert / nicht weniger der
Steuer / und den dabey interessiren / einiger Abgang / Präjudiz
oder Nachtheil zuwegen werde.

VI. So viel vors 6.) die alten jurefideischen / und bis auff
1653. aufgeschwollenen Zinsen belangt / erinnern wir uns des
in letztgemeltem Jahre publicierten Land-Tages-Schlusses / ver-
möge dessen dieselbe suspendirt seyn / lassen es auch dabey nicht
allen allerdings bedenden / sondern versehen uns auch zu denen
Steuer-Creditoren in Gnaden / sie werden sich hierunter der Bil-
ligkeit selbst beschreiben / und wegen derer in vorigen Jahren bey
denen Unterthanen vorgangenen Landes-Veränderlichen Kriegs-
Prästuren von solchem alten Zinsen / und deren preestationen /
gütwillig absehen; Alternativen wir dem auch bey dieser Sepa-
ration und sonderung der Steuer dieselben nicht mit an / sondern
Kraft dieses ausgeleitet haben / jedoch werden die pia causa hier-
von nicht unbillig eximirt / und soll von uns mit gleich dabey
gesehen werden / wie denselben dergestalt billigmäßige Satis-
faction geschähe. Wir wollen auch unsern Unterthanen zu Gut-
und in Ansehung ihres grossen unermögens / förderlich durch
gehörige Ausstreichen / alle bis auff 1653. bestehende Land- und
Trant-Steuer-Weise gänzlich remittiren und erlassen / worunter
auch diejenigen Einnehmer und Gerichts-Herren / so die Steuer
eingehoben / und nicht an gehörige Drehe geleistet / nicht begrieffen /
nach sie sich mit dieser Remission zu begnügen haben.

Was auch allereit bishero an einem oder dem andern Drich
auff die gesamten Steuern angewiesen / solches soll alles auch
nachmalis unverändert in vorigem Stande verbleiben / und die
assigierten Posten gebührend davon begahlet werden.

VII. Sonsten sollen vors 7.) die seit Anno 1653. bis dato
außs reise betrage Zinsen / wie auch die Haupt-Summe / so weit
sie richtig in guten schweren Gelde und in liquido bestehen / (die
übrigen aber / so entweder von leichter Mühen herrühren / oder
dabey sich sonst etwas anders bedenkliches ereignet / seyn billig
der schon bishero gewöhnlichen reduction und rechtlichen exa-
mination unterworfen / und sollen die und beyer solches ge-
schen / von uns sammt und sonders nicht agnoscert werden / von
jedweden unter uns nach der obangedachten Proportion und
Maasse ohne ferner Zins-Berechnung / auff was unsere und uns-
erer Aemter Capitalia / pia causa / auch arme Bürgen und
Weisen betrage / wie bey nachfolgenden Punkt mit mehrern ge-
dacht wird /) abgeführt / auch hinführo die compensation nicht
auff die Zinsen / sondern nur auff die Capitalia verstatet / und
die Stände / so bishero von ihren Unterthanen auff ihre recht-
mäßige Forderung eingenommen / nichtmalis unter denjenigen
Herrn / darunter sie seßten / bis Jhnt zu Recht bestehende Haupt-
Summe abzugeben / dabey ohne Zunderstiß gelassen / und ein-
jede unter uns nach proportion derer auff seine Lande und Lan-
des-Portion zukommenden Steuer-Schulden / die Abtheilung
gemadet und inarechnet werden / da aber ein oder der andere
Creditor selbst die proportionirte theilung des Capitals bey
uns künlich begehrt / die compensation fahren lassen / und
darauff der gehörigen bezahlung gewarten wolte / soll ihm das-
selbe zu thun frey stehen. Und send wir hierbey der gewissen
Gedanken und Zueversicht / daß sich niemand mit Jng über die
Aussetzung der künftigen Steuer-Zinsen zu beklagen haben
wird /

ANNO
1669.

werde / indem der reichlichsten Unterthanen unvernögen am Tage / und wie neben diesen landen sonst aus der grossen Schuld-Verpflichtung nicht gelangen / und die unter unsers Hochseiligen Herrn Vaters Chur-Fürstlichen Hand und Siegel ausgestellte Obligationen, uns und unsern hohen Hause zum Nachtheil / bey Zu- und Ausserwegen noch länger zurück gelassen werden dürften. Belangende aber die Steuer-Capitalia, welche zu Christlichen Stiftungen / Schulen und andern nützlichen Sachen geordnet / wie auch unsere allerhöchste eigene und unserer sämtlichen Landesherrn Capitalia, so bishero aus der Steuer verzinst worden / weisen solche dahin von langen Zeiten her gewiedmet / und meistens zu nützlichen Sachen verordnet worden / auch ein und andres bedenkend mehr distals hierbey sich ereignet / ist es damit dergestalt verglichen worden / daß dieselben intheilweise theilweise verbleiben / und jedes Landes oder Stadt einkommende Steuern jederzeit verzinst / einem jedoch unter uns / zu denen allz. seine Landes-Portion zukommende Schulden zugerechnet / und jedes hundert mit Fünfteln richtig verzinst werden soll / bis wir der Interessenten guten Willen das Capital abgelegt werde.

VIII. Obwohl auch 8.) zwischen unsrer des Chur-Fürstlichen Renth-Cammer und der Steuer / bishero keine Abrechnung sängangen / Gleichwohl aber an dem / daß die Haupt-Summe an alter guter Münze / Inhabts der vorhabenden Verschreibungen / auff einhundert hundert und Fünftel tausend Gulden / und die Uebernahme von denen reducirten Steuer-Posten amnoch auff eine ansehnliche Summa sich belaufen / so soll diese Abrechnung / zu Verhütung weitauffsteigender ganz eingestellt seyn. Uns erklähren wir Herzog Augustus / Herzog Christian und Herzog Moritz / uns allerseits verbindlich dahin / daß seine des Herrn Chur-Fürstlichen Erb- und Lehen vor solche in dem Titel der Steuer habende Anforderung / bezechnenwohl hundert tausend / oder dreyzehnten theil Goldes Gulden Capital-Messinischer Währung / den Gulden zu ein und zwanzig Groschen gerechnet / gut schweres Geld passiret / und dieses Capital nach der obbestehenden uns zukommenden Proportion / und so viel eines jeden Landes Antheil betreffen wird / von uns sämtlichen Chur- und Fürstlichen Renth-Cammern von denen Land- und Baarschafts-Steueren richtig und völlig der Chur-Fürstlichen Renth-Cammer abgetreten / oder bis dahin jährlich mit 5. pro Cento verzinst werden soll / Jedoch daß mit den sämtlichen jüngheren bleibenden Capitalen die obige Proportion der enthaltung nach denen zum Crement gestrichen 5000. Gulden ebener massen observiret / und keiner vor den andern dinstall beizuwert werde.

IX. Da auch 9.) inständige von uns sammt oder sonderlich nöthig befunden würde / wegen derer ferner vorfallenden und allhier nicht entfallenden Punkten / sich Freund-Brüderlich in vernehmen / oder eines und das andere zu erlernen / soll solches uns verständig durch Zusammenführung unserer Räte und Depu-ten / zu Werk gerichtet / nothdürftig darüber conferiret / und darumb billige Vermittelung zu treffen / möglichster Fleiß angewendet werden / Inmassen denn sonderlich die Nothdurft erfordert / daß künftig zu gewissen Zeiten / unsere Räte in Leipzig zusammen kommen / und wie es mit Entlieferung der Steuer-Obligationen / wem nemlich ein oder der andere unter uns seine Räte geschwänd abzugeben / und demnach wegen des residui bey denen übrigen der Verschreibung jurisch dinstall wie auch sonst in andern Fällen mehr gehalten werden soll / bezechnen / und bis auff unsere gütigste Ratification sich vereinigen.

X. Und damit vers 10.) zu obangedeuter Ablegung der Steuer-Capitalia uns so viel desto eher und mehr zu gelangen sey / und oftangeregter allhier zum fundament gekelter Steuer-Aufschlag de Anno 1628. durch Befehle und sonst / entweder unthunlich / oder auch gegen Abtretung eines gewissen Steuer-Capitals, abgeschrieben worden / hinlänglich nicht gelten / noch beobachtet / sondern weil solches alles per sub & opreptionem erfolget / auch zur Schmäherung des Juris collectandi, als eines hohen Regal-Erbes / wie nicht weniger zur mercklicher Verschönerung der übrigen verarmten Unterthanen gereicht / Kraft dieses allenthalben abgethan / und in vorigen Standt gesetzt / auch in Zustimmung von unsern fernen dergleichen Rescripta, so zur Aufhebung und Verarmung der alten Steuer-Schode / oder zu einigen andern Abwehrt der Steuer gehören / nicht ertheilet. Und ob gleich solche auff eines oder des andern Solicitanten / wer der auch seyn könnte / importunes Anhalten erfolgen möchte / vor unsrer zu dem Steuer-Beszen verordneten Räten nicht attendiret / wie auch den Steuer-Creditoren zum besten / alle von den Einnahmen und Gerichts-Herrn eingehobenen und jurisch gehaltenen Steuern stetig eingetrieben / und sowohl in diesen als in andern denen hievor ergangenen ausschreiben gemäß / verfahren werde / und wollen wir gedachten unsern Räten / wann sie mit Vollziehung und exequirung solcher Befehle ansetzen / und deswegen unentbehrliche Erinnerung thun / daß gestalt ihnen denn diese jederzeit in acht zu nehmen / hiermit ernstlich eingeschrieben seyn soll / keine verarmungung jenseit / noch sie beschwören mit keiner tragnade ansetzen / sondern bey ihren Instructionen allezeit wider mähmlich folgen und handhaben.

XI. Schließlich und zum 11.) soll diese unsere Brüderliche Vergleichung einer geraden landschaft an ihren erlangten Gerichtsrechten / Privilegien und wohlgebrachten Gewohnheiten ganz vürtheilich seyn. Und gleichwie dieses alles / so hierinnen begriffen / auff das vürtheiliche Testament, unsern Freund-Brü-

derlichen Haupt- und andere dazuff erfolgte Vergleich sich geimden und handten thut.

Also wollen wir auch dieselben bey völligen Vigor und Kräftten in allen Clavulen / Punkten / Innhalt und Meynungen / sonder einige Veränderung nachmöglich erhalten / was darinnen sonder wegen Anstellung der Land- und Aufschlags-Züge / als sonst in andern mehr verglichen ist / unvertheilich observiren / und solchen Herrträgen hievor bestete ferner Handlung über die Steuer-Sonderung betriß / darüber wir als sämtliche Facientes uns aus erheblichen und tanz und leuten zum besten gemeynen ufsachen nummero allbereit hiermit endlich vereinigt / derogiret wissen / oder anderen es dahin auszubenden gestatten und nachgeben. Alles treulich und sonder Gefehrde.

Zu Urkund haben wir uns eigenhändig unterschrieben / und unsere Chur- und Fürstliche Rannen-Secreta wissenschaftlich aufdrucken lassen / auch neben renunciation und begebung aller exceptionen / einander Freund-Brüderlichen hiermit versprochen.

Allen und jeden was obachtet / vor uns und unsere Nachkommen stetig nachzuhalten / und darüber in feierlich Weis durch uns oder andere zu thun / noch zu handeln.

So geschehen in Dresden den sechzehenden Februarii im Jahr ein tausend sechs hundert und neun und sechzig.

Johann George/
Chur-Fürst.
(L.S.)

Augustus / Herzog
zu Sachsen.
(L.S.)

Christian / Herzog
zu Sachsen.
(L.S.)

Moritz / Herzog
zu Sachsen.
(L.S.)

XLIII.

Declaración de la Reyna Governadora de España 6. Mats. para que los Sujetos del Rey de Francia en conformidad de los Tratados de Paz, ayen de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleses, y Olandeses, y los Habitantes de las Ciudades Anseaticas, que traffican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6 de Marzo 1669. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

La Reyna Governadora.

Por quanto por parte del Marques de Villars Embiado del Rey Christianissimo a esta Corte se me ha representado que entre los Privilegios dados a los Subditos de las Ciudades Anseaticas a los de Inglaterra y tambien a los de Francia, se los concedieran los Capitulos cuya Copia de verbo ad verbum & del tenor siguiente.

Articulo 28. de Privilegios Anseaticos.

Item aprobamos, queremos y concedemos que quantos naturales de las Ciudades Anseaticas, habitaren en nuestro Reyno de Castilla, sean libros y de todo estemptos de todas las Concessiones asis patrimoniales como personales y del cargo de la tutela y de toda peñon y tributo asis ordinario como extraordinario, y tambien de todo servicio de Milicia, asis en Mar como en Tierra.

Articulo 29. de los mismos Privilegios.

Contiene la misma cosa como el precedente.

Articulo 22. de los mismos Privilegios.

Item que a las Naves de los Anseaticos de aqui adelante las personas Ministros, y otros qualesquier Officiales que fueran hazer la visita, nolos tomen ny pidan cosa alguna por ella / y si caso los Administradores lo Arendadores de nuestra Hacienda quisiere embiar a las Naves algunas Guardas les embien y pongan los dichos Arendadores a su costa, y los Administradores a la de mi hacienda y no los concientan que pedan o tomen cosa alguna a los Anseaticos.

Articulo 10. de la Paz entre España y Inglaterra del año 1667.

Que los Navios y otros qualesquier Vaxelos, que pertenecieren al Rey de la Gran Bretaña, y a sus Subditos

ANNO
1669.

ditos y Habitantes navegando en los Dominios del Rey de España, o en qualquier de sus Puertos no sean visitados por los Ministros o Jueces de contravengo, o por otra persona alguna, por su propia autoridad, o de alguna otra, ny fe pondran algunos Soldados, o Hombres armados, a otros Oficiales o personas a bordo de ninguno de los dichos Navios o Vaxeles, ni los Oficiales de la Aduana de la una o otra parte hazer perquisa en ninguno de los Vaxeles o Navios perteneciendo a los Pueblos del uno o del otro, que entraren en las Regiones, Dominios o respectivos Puertos, hasta qui sus dichos Navios o Vaxeles esten descargados o hasta que hayen pueito en Tierra toda aquella parte de la carga de la Mercancia, que declaran refuelsen desembarcar en el dicho Puerto, ny fera el Capitan Maestro, ny ninguno otro del Navio o Navios encucelados, ny ella ny sus Barcos detenidos en Tierra, por en el interin los Oficiales Reales y de la Aduana pueden estar en dichos Vaxeles o Navios no exodiendo el numero de tres en cada Navio, para reconocer que ningunos Bienes o Mercancia, se desembarquen de dichos Navios o Vaxeles sinque paguen los derechos, que por estos Articulos cada parte esta obligado a pagar; los quales dichos Oficiales han de eltar sin costa ninguna del Navio o Navios, Vaxel o Vaxeles, sus Oficiales Marineros, Compania, Mercaderes, Factores o propietarios, y quando el Maestro o Patron haviere declarado que se ha de descargar toda la carga de su Navio en algun Puerto, la declaration y entrada de la dicha carga se haya de hazer en la Aduana, en la forma acostumbrada y se despues de hecha se hallaren algunos otros Bienes en el dicho Navio o Navios mai de los contenidos en dicha entrada o declaration se concedara ocho dias del termino, dias en que se podra trabajar sin contar las fiestas, que se contaran desde el dia en que se comenzare a hazer la descarga a fin de poder entrar y manifestar los Bienes no declarados y salvar la confiscacion dellos, y en caso, que en dicho tiempo, no fe huviera hecho la entrada o manifestacion, entonces los Bienes particulares, que se hallaren, como queda dicho, aunque la descarga no este acabada seran confiscados, solamente, y no otros, ny se dara otra molestia, o castigo alguno al Mercader o dueño del Navio, y siendo dichos Navios o Vaxeles cargados tendran libertad otra veza salvi.

Articulo 18. de Privilegios Ancestricos.

Item aprobamos, queremos y concedemos que ningun Juez o Magistrado de qualquier qualidad, eminencia que sea, pueda visitar y reconocer las casas y lloysas de los Ancestricos, si no solo su Conservador y Juez propio, salvo en caso que algun mal hechor escapando del fragante delito sea buscado, en el qual caso sea solo permitido al Juez que le va figiendo por razon de Justicia.

Articulo 19. de los mismos Privilegios.

Contiene la misma cosa como el precedente.

Articulo 6. de la Paz entre España y Francia del año 1659.

Las Villas, Subditos, Mercaderes, Estantes, y Habitantes de los Reynos, Estados, Provincias y Paizes, pertenecientes al Señor Rey Catolico, gozaran de los mismos Privilegios, Franquias, Libertades y seguridades, en el Reyno de Francia, y otros lugares de la obediencia del Rey Christianissimo, que gozan los Subditos de Inglaterra, sin que se pueda en Francia, y otros lugares, de la obediencia del Rey Christianissimo, de mandar ny facar de los Españoles, y otros Subditos del Rey Catolico, mayores derechos, y Imposiciones de los que seran pagados por los Naturales de Inglaterra, y de los Estados Generales de las Provincias Unidas, o otros Estrangeros que fueren alli tratados mas favorablemente, el mismo tratamiento, se bara en todos los Estados de la obediencia del Señor Rey Catolico, a todos los Subditos del dicho Señor Rey Christianissimo de qualquier Pays o Nación que sean.

Y por que dicho Marques de Villars ha alegado que en vez de gozar lo referido los Subditos del Rey Christianissimo se dexa de observar con ellos y reciben muchas vexaciones, fuplicandome mando aplicar a esto el remedio conveniente, yo atiendo a la Justificacion de la Causa, y a que en dicho Articulo 6. de la

TOM. VII. PART. I.

Paz con Francia, se estipulo hazer a sus Subditos, el mas favorable tratamiento que a los de Inglaterra, Estados Generales de las Provincias Unidas, o otros Estrangeros, siendo (como es) mi real animo que se cumpla religiosamente, para que todos respectivamente gozen el beneficio, y felicidad del Comercio, y floresca mas con la amigable y sincera correspondencia de los Vassallos de parte y otra: Por tanto en virtud de la presente, mando a todos mes Virroyes y Capitanes Generales, Audiencias, Chancillerias, Corregidores, Alcaldes Mayores y ordinarios, y a todos, y qualesquier Ministros a quien tocara al cumplimiento de dichos Capítulos preinsertos, segun su tenor en general, y cada uno en particular, que los hagan observar y guardar, sin ir, ny contravenir a ellos en todo, ni en parte, que assi es mi voluntad y conviene al Real servicio. Dado en Madrid a seis dias del mes de Março 1669.

YO LA REYNA.

D. P. FERNANDES
DEL CAMPO Y ANGULO.

Collationné à l'Original envoyé de la Cour, & demeuré en nos mains par nous MICHEL LE PELLETIER, Conseiller du Roy en son Conseil d'Etat & en sa Cour du Parlement de Paris, Intendant de la Justice, Police & Finances en Flandres.

XLIV.

Convention faite entre les Ministres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, & de SUEDE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la GARANTIE de tous les Etats de Sa Majesté Catholique en quelque partie du Monde qu'ils soient situés, conformément au Traité de la Triple-Alliance, & au septieme Article de la Paix conclue à Aix la Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669. Avec l'ACCEPTATION de l'Ambassadeur d'Espagne au nom de la Reine Regente, & promesse de payer à la Couronne de Suede une Somme de 480. mille Rixdalers. A la Haye le 9. Mai 1669. [Copie imprimée; tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

Acte de Garantie conclu le 7. May à la Haye 1669.

LES ROIS de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, estans dez le 23. Janvier d'ile nouveau, & le 25. Avril, d'ile vieux, l'un & l'autre de l'année passée entrez ensemble dans un concert, & une liaison étroite, tant pour aider à faire finir par leur intervention la Guerre qui s'estoit alors allumée entre les deux Couronnes voisines, & particulièrement dans les Provinces des Pays-Bas de l'obéissance du Roy d'Espagne, que pour garantir aussi le plus fortement & efficacement que faire se pourroit la Paix, qui par la benediction de Dieu s'en pourroit en suivre, afin de prevenir par là de semblables inconveniens à l'advenir, & les suites qui en pourroient naistre tant fustelles à route la Chrestienté, & leurs salutaires intentions & bons offices qui ont esté emploiez auprès de l'une & de l'autre desdites Couronnes, ayant esté tellement benis par sa Divine Majesté, que le 2. May de la même année, ladite Paix tant desirée s'en est effectivement ensuivie, par l'instrument de laquelle conclu le même jour en la Ville d'Aix la Chapelle, lesdites Couronnes ont expressement consenty au 7. Article, que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Leurs Majestez leurs promesses & obligations de Garantie de l'exécution de tout le contenu dudit Traité.

Lesdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas perseverans en leurs bons & pacifiques desseins, & aussi voulant appuyer

O 2

ANNO
1669:7. & 9.
Mai.

ANNO 1669. efficacement l'intention loisible & Chrestienne desdits deux Rois exprimée audit septième Article, ont accordé & consenti à la requisition du Roy Catholique & promis irrevocablement en la maniere la plus forte & plus solemnelle qu'il se peut, ainsi que lesdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas tous ensemble, & chacun d'eux en particulier, accordent & promettent irrevocablement par ces presentes, de garantir ledit Traité, & par consequent en cas qu'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que le Roy Tres-Chrestien vienne un jour à manquer à l'exécution ou observation punctuelle de ce que par luy ou de sa part a esté promis audit Traité, & principalement, si au prejudice & par infraction du 1. Article de ladite Paix, il vient à attaquer ou incommoder à force d'Armes, ou par voye de fait, sous quelque pretexte que ce soit, aucun des Roiaumes, Estats, Pays, ou Sujets du Roy Catholique en quelque lieu, ou en quelque Partie du Monde, que cette attaque ou trouble de fait puisse estre fait ou arriver, par Mer, ou par Terre sans aucune exception de Pays ou personnes, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre finiez, qu'en tel cas inesperé & impreveu, ils emploieront toutes leurs forces, ou telle partie qu'il sera nécessaire, par Mer, & par Terre, & les feront agir avec la dernière vigueur, non seulement pour ayder à s'opposer à ladite attaque ou trouble, & pour la detourner, mais aussi pour faire deüment reparer la contravention qui aura esté faite, & en cas que ladite attaque se fit en des Quartiers éloignez, en sorte que la distance ou autres inconveniens les pussent empêcher à faire sur le lieu la deffence nécessaire, qu'alors ils tascheront de tout leur pouvoir par le moyen de leurs Armes qu'ils emploieront ailleurs, tant par Mer que par Terre, là où ils pourront le plus sensiblement incommoder l'attaquant ou agresseur, de l'obliger à desister de son agression & insulte, ainsi qu'à reparer deüment la contravention qu'il aura faite: & lesdits Rois Confederéz entreront aussi-tost après telle agression ou insulte dans un concert particulier avec l'attaqué sur les moyens & les forces qu'ils emploieront actuellement, & en effet tant pour detourner que pour faire reparer pareille infraction selon les proportions & les expens, qui par un commun accord seront trouvez les plus nécessaires à la deffence de l'attaqué & le plus utiles au bon succés de la cause, qui en tel cas deviendra commune; & de ce que dessus seront fait trois originaux dont l'un sera signé par le Roy de la Grande Bretagne ou de sa part, l'autre par le Roy de Suede ou de sa part, & le troisième par les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas ou de leur part, ce que nous soubsignez leurs Plenipotentiaires nous sommes chargez & avons promis de procurer & de faire effectuer en bonne & deüé forme dans l'espace de deux mois ou plustost si faire se pourra. Fait à la Haye le 7. de May 1669.

Acte donné par Don ESTEVAN DE GAMARRA Ambassadeur d'Espagne promettant de payer à la Suede, le Subside de 480. mille Ecus promis à cette Couronne, par la Convention ad interim signée à Westmünster le 25. Avril 1668. V. St. Donné à la Haye le 9. Mai 1669. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Messire Don ESTEVAN DE GAMARRA & CONTRERAS Chevalier de l'Ordre Militaire de S. Jacques, Conseiller du Roy en ses Con-

seils Supremes de Guerre des Pays-Bas & Bourgoigne, auprès de la Royale personne, Maître de Camp General, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & Ambassadeur auprès des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies. ANNO 1669.

SA Majesté la Reyne ayant veu & meurement examiné le Traité de Triple Alliance conclu à Westmünster en Angleterre le 25. d'Avril style vieux de l'année passée, par les Serenissimes Roys de la Grande Bretagne & de Suede conjointement avec les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, tendant principalement à la Garantie du Traité de Paix dernièrement arrêté avec le Roy Tres-Chrestien à la Ville Imperiale d'Aix la Chapelle le 2. jour de May de la mesme année, comme aussi un certain Acte séparé & passé à Westmünster ledit jour de 25. Avril par lequel Sa Majesté Britannique & lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas s'obligent au Serenissime Roy de Suede d'employer tous les offices & devoirs imaginables pour luy faire toucher au plus-tost dans la Ville de Hambourg par ordre de Sadite Majesté la Reyne la Somme de quatre cent quatre vingt mil Rixdaldres exprimez audit Acte pour les raisons plus amplement deduites par icy, & nous ayant esté montré depuis l'Acte de Garantie que, les Plenipotentiaires desdits trois Estats ont signé en la meilleure & plus forte maniere, pour la securité de tous les Roiaumes, Estats, Pays & Sujets de la Monarchie de Sa Majesté le Roy son Fils contre toutes les aggressions & insultes qu'on luy pourroit faire en violant ou contrevenant au Traité d'Aix la Chapelle (ce qu'à Dieu ne plaise) Sadite Majesté la Reyne après une mœur deliberation de son Conseil aggreant & approuvant ladite Triple Alliance, & voulant aussi témoigner l'estime qu'elle a de contribuer de tout son pouvoir à l'affermissement de la Paix, a trouvé bon pour donner tant plus de force à la Garantie & audit Serenissime Roy de Suede toute sorte de satisfaction autant qu'il peut desirer & qui dépend de Sa Majesté comme aussi afin de rendre ledit Roy d'autant plus capable d'executer plus fortement & vigoureusement ladite Garantie, ainsi qu'il a dé-jà promis pour repousser tout ce qui pourroit estre un jour entrepris contre & au prejudice de ladite Paix & la Tranquillité publique, & pour faire tout ce que Sa Majesté la Reine seroit ou pourroit faire en vertu dudit Pouvoir, nous avons promis, ainsi que nous promettons par cette, de faire payer & compter effectivement & de bonne foy lesdits Subsidés au profit de la Couronne de Suede en la Ville d'Amsterdam ou Hambourg, à sçavoir la Somme de deux cent mil Rixdaldres contentant incontinent après que les Actes de Garantie auront esté mis entre nos mains ratifiez des deux Roys & de cet Estat, & les deux autres cent quatre vingt mil Rixdaldres restans en deux termes esgaux pour la moitié de ladite Somme, dont le premier eschéera après huit mois expiréz à compter du jour de ladite extradition; & l'autre terme de l'autre moitié après l'expiration des autres huit mois à compter du jour de l'escheance dudit premier terme, & à payer & compter au profit & au lieu que dessus, & nous avons promis de bonne foy ainsi que nous promettons par ces presentes de faire executer tout ce que dessus precisément & punctuellement, comme aussi de faire ratifier par Sa Majesté la Reyne ces presentes dans l'espace de deux mois, dont nous avons fait & signé trois originaux à la Haye le 9. de May 1669.

(X L. S.)

Estoit signé

GAMARRA.

ANNO
1669.

XLV.

7. Juin. *Accoord tusschen de Heeren Staten van HOLLAND en WEST-VRIESLAND ter eenre, en de Heeren Staten van ZEELAND ter andere zyde, wegens de Justitie. Gesloten in s'Graven-Hage den 7. Juny 1669.* [Mercure Hollandois de 1669. pag. 63. d'ou cette Pièce est tirée Elle se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*. Tom. X. pag. 77. en Allemand.]

I. In den eersten, is tusschen de Hoog-gemelte Heeren Staten van d'eene en d'andere Provincie, na verscheide gehoudene Conferentien en Communicatie, veraccordeert en vast gestelt, gelijk valt gheselt wort by desen, dat de Jurisdiccie die den President en Raden van den Hof toe noch toe mede over de Provincie, Steden en Ingeketenen van Zeeland hebben gehad en geexerceert, volgens de originele Instructie, misgaders de Accoorden en Verdragen daer op gemaect, voortaan geheelijck sal cesseren. en ophouden; en dat dien volgende de Staten, Steden, en Ingeketenen van Zeeland, in het toekomende voor de voorz. Hoven in geendezhande wijse betreckelijck, aensprekelijck of causabel sullen wesen, maer dat het voorz. Hof soo in Jurisdiccie als in 't aenstellen van den President, Raden en Ministers, met den gevolge en aenkleven van dien, alleen sal staen onder 't gesagh en de dispositie van de Heeren Staten van Holland en West-Vriesland.

II. Dat de Onderdanen en Ingeketenen van Zeeland by provincie, en ter tijt toe anders sal wesen geordonneert, sullen blijven, en voor soo veel dus noot zijt, op nieuws gestelt worden, gelijk de selve gestelt worden by desen, onder 't Resort en de Judicature van den Hoogen Raet, onder de Conditiën, restrictiën ende limitatiën vervat in de voorgaende Verdragen van de Jare 1587. en 1596. misgaders in het provisioneel Accord van den Jare 1607. voor soo veel het selve op dien voorz. Hoogen Raet geapplicieert kan werden; en dat dien volgende in specie van alle Sententien, gewesen by de Heeren Gecommitteerde Raden van Zeeland, als representerende Burch Grave en Leenmannen van de selve Provincie, misgaders by de Gerechten van de Steden, en van het platte Land van Zeeland, daer van voor desen aen het Hof is geappelleert geweest, directelijck ende immediatelijck sal werden gereformeert ofte geappelleert aen den voorsz. Heeren Raet alleen.

III. Ende nademaal de Staten, Steden en Quartieren van Holland en West-Vriesland tegenwoordig ter eerster instantie voor het Hof van de selve Provincie mogen werden geconvenieert, en dat van de Sententien by 't voornoemde Hof daer over ghewesen, aen den Hoogen Raet mach werden geappelleert: Dat derhalven oock die Staten, Steden en Quartieren van Zeeland ter eerster instantie sullen moghen werden betrocken voor den Hoogen Raet, of wel foodanighen Rechter als de Heeren Staten van Zeeland daer toenamaels mochten goet vinden in de eerste instantie te ordonneren: Des dat in 't voorz. laetste cas van de Sententien by foodanighen Rechter gewesen, mede aen den Hoogen Raet in maniere voorz. sal mogen werden geappelleert; ende is hier op expresselijck verklaert, dat, voor soo veel hier boven van de Staten van d'eene en d'andere Provincie wert gesprooken, 't selve niet anders te verstaen is, of geduyt sal werden, dan ten respecte van saken, in de welke de selve *privatorum loco* geacht en gehouden moeten werden.

IV. Den President en Raden van den voorz. Hoogen Raet sullen geen befoeghen hebben of hopen, dan ter presentie van alle de Raden, soo uyt d'eene als d'andere Provincie in loco present zijnde, of immers daer toe behoorigelijck bescheiden weseende, volgens en in conformiteit van der selver Instructie, sonder dat aen de Raden uyt d'eene Provincie apart en met seclousie van die van d'andere Provincie, eenige saken gedecreteert, veel min by deselve verhandelt of gecommitteert sullen mogen werden, uytgenomen alleen, dat de criminele saeken, die van den Hove by Appel ofte reforme-

XLV.

ANNO
1669.

Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE, d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE, d'autre, au sujet de la Justice, avec l'enregistrement d'icelui. Fait a la Haye le 7. Juin 1669. *Mercure Hollandois de 1669. pag. 63.*

I. Remetterement a été, entre les saids Seigneurs Etats de l'une & de l'autre Province accordé & arrêté, comme il est arrêté par ces presentes, après plusieurs Conférences & Communications que la Jurisdiction, que les President & Conseillers ont eu jusques à present sur les Provinces, Villes & Habitans de Zelande, suivant l'Instruction originale, ensemble les Accords & Traitez faits à cet égard cesseroient dorénavant entierement, & qu'en consequence les Etats, Villes & Habitans de Zelande, ne seront point appellables ni ne pourront être tirez en cause en aucune maniere pardevant ladite Cour, mais que ladite Cour tant à l'égard de la Jurisdiction, comme à l'égard de l'installation des President, Conseillers & Ministres & tout ce qui en depend, demeurera seulement à la disposition, & autorité des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise.

II. Que les Sujets & Habitans de Zelande, demeureront par provision, & jusques à ce qu'il en soit autrement ordonné, & si besoin est seront remis de nouveau, comme ils le sont par ces presentes, sous le Resort & Jurisdiction du Grand Conseil, sous les Conditions, restrictions, & reserves convenus dans l'Accord precedent des années 1587. & 1596. & dans l'Accord provisionnel, de l'an 1607. entant qu'il peut être applicable au susdit Grand Conseil, & qu'en consequence on appellera au susdit Grand Conseil directement & immediatement de toutes les Sentences rendues par les Seigneurs Conseillers Deputez de Zelande, comme representans le Buregrave & Seigneurs Feodaux de ladite Province, ensemble par les Juges des Villes & du plat-Pais de Zelande, dont on a cy-devant appellé à la Cour.

III. Et comme les Etats, Villes & Quartiers de Hollande & West-Frise, sont appelez presentement en premiere instance pardevant la Cour de ladite Province, & qu'on peut appeller des Sentences sur ce rendues par ladite Cour au Grand Conseil, que pour cette cause, aussi les Etats, Villes, & Quartiers de Zelande pourront être tirez en premiere instance pardevant le Grand Conseil, ou pardevant tels Juges que les Seigneurs Etats de Zelande trouveront bon d'ordonner à ce sujet en premiere instance: C'est pourquoy en cedit dernier cas on pourra aussi appeller au Grand Conseil, en la maniere que dessus, des Sentences rendues par de tels Juges; Et est à cet égard expressement déclaré, que ce qui est dit ci-dessus, des Etats de l'une & de l'autre Province, ne s'entend autrement qu'à l'égard des affaires dans lesquelles ils ne doivent être reputés & tenus que *privatorum loco*.

IV. Les President & Conseillers du susdit Grand Conseil ne seront aucune affaire qu'en presence de tous les Conseillers, qui de l'une & de l'autre Province seront presens in loco, ou du moins appellés suivant & en conformiteit de leur Instruction, sans qu'il puisse être deferé aucune affaire aux Conseillers de l'une des Provinces à l'exclusion de ceux de l'autre, & encore moins qu'il puisse par eux être rien traité ni terminé, excepté seulement que les affaires criminelles qui seront aportées par Appel ou

ANNO
1669.

matie aen den Hoogen Raet fouden mogen werden gebracht, fullen itaen ter kennis en judicature van den President en Hollandfche Raden; gelijk mede de Heeren Staten van Zeeland de vrijheyt fullen hebben, om de kennis en judicature van het Crimineel in haer Provincie vallende, dat appellabel of provocabel is, te defereren aen den voorz. President en Zeeuwfche Raden, mitsgaders den Griffier *Yman Camw*, en foodanige andere, die fy fouden mogen goet vinden, daer by te voegen: Sullende alle andere faecken, die tot noch toe van wederfiden aen den Hoogen Raet appellabel of provocabel fijn geweest, foo wel in Holland en West-Vriesland, als in Zeeland voorvallende, geene uytgefondert, gelijk oock de Dominiale faecken, by Appel of reformatie aen den Hoogen Raet werden gebracht: En voor foo veel de Heeren Staten van Zeeland eenige faeken, 't zy in de eerfte instantie, 't zy in cas d'Appel, van de judicature van dea vollen Hoogen Raet tegenwoordig, volgens de voorz. Verdragen onthouden, of namaels noch fouden mogen af-raecken, dat het aen de Heeren Staten van Holland en West-Vriesland vry fal blijven, de felve faeken in haren reguarde door den President en Hollandfche Raden aldaer te laten berechnen ende termineren.

V. Dat in alle faeken, in de welke gefchil is tuschen Partijen, waer van d'eene, het zy *Ador* of *Reus*, is Hollands, ende de andere Zeeus, noch de Heeren Staten van d'eene, noch de Heeren Staten van d'andere Provincie, yets affonderlijk aen den Hoogen Raet fullen mogen gebieden of verbieden, maer dat de twee Provincien ten aensien van foodanige faeken, alleentlijk fullen hebben en mogen exerceren een gemeene en concurrerende difpofitie, en dat dienvolgende oock *illis casibus* den voornoemden Hoogen Raet niet fal hebben te pareren enigh bevel of verbodt, dan by beyde de Provincien te famen gegeven werdende.

VI. Dat de Heeren Staten van Zeeland, ten aensien van twee Zeeuwfche Partijen, foo wel als de Heeren Staten van Holland ende West-Vriesland, ten aensien van twee Hollandfche Partijen, fullen hebben en mogen exerceren de vrye faculteyt, om dien aengaende foodanigh te disponeren, gebieden en verbieden, felfs oock met attrekkinge of verminderinge van Jurisdictie, als de felve ten meesten dienfte van hare Provincie oorbaelijk achten fullen.

VII. Dat 't getal van de Hollandfche en Zeeuwfche Raeden in den Hoogen Raet fal werden gebracht en gehouden in de felve proportie, als het Hof is gecompofteert geweest, namelijk, dat de Heeren Staten van Holland en West-Vriesland in den voorz. Hoogen Raet voortaan fullen mogen ftellen de nombre van acht Raden, en de Heeren Staten van Zeeland daerinne behouden 't getal van drie Raden, den President in het een of 't ander getal niet gerekent, als zijnde en fultende werden verkooren by beyde Provincien gelijckelijck, in manieren hier na breeder verklaert, fonder dat het voorz. getal van Raden van de eene of van de andere fide verder fal moghen werden geaugmenteert, noch oock aen d'eene of d'andere Provincie eenige diminutie tegens haer wille gevecht: Sullende de Tractamenten van die drie Zeeuwfche Raden voortaan werden verforcht ende betaelt by de Heeren Staten van Holland ende West-Vriesland, ter Somme van feven duysent Gulden jaerlickx, volgens foodanige distributie, als by de Heeren Staten van Zeeland fal werden geordonneert; en de Raden by d'eene en d'andere Provincie verkoren, na dat yder van de felve in fijn reguarde goet duncken fal, fonder dat het van nooden fal weeten eenige verklaringe van aengenaemheyt daer over by den Hoogen Raet te doen, die niet te min de vryheyt gelaten wert, om by affterven van yemant van de Raden, eenige bequame en gequalificeerde Perfoonen voor te ftaen, daer op de refpectieve Provincien, yder in den fijnen de noodige reflexie fullen konnen nemen.

VIII. Dat, fo wanneer de Presidents of Griffiers-Plaetfche van den Hoogen Raet fal komen te vaceren, een nieuwe President of Griffier fal werden gekooren by beyde Provincien, volgens het Verdrach dienhalven den jare 1606 ghemaeckt, op den voet en maniere als het felve jonck den 15. Mey 1655. ten reguarde van den tegenwoordigen President is gepraeficeert, namentlijk,

dat

reformation de la Cour au Grand Conseil seront de ANNO
la connoissance & Jurisdiction des President & Con- 1669.
seillers Hollandois, Comme pareillement les Etats de
Zelande auront la liberte de deferer aux fufdits Pre-
sident & Confeillers de Zelande, ensemble au Greffier
Yman Cauwe & tels autres qu'ils trouveront a
propos de s'adjointre la connoissance & Jugement au
Criminel qui echerra dans leur Province, & dont il
pourra estre appelle, toutes les autres affaires dont
on a pu appeller jufques a present de parti & d'autre
au Grand Conseil, & qui echent tant en Hollande
& West-Frise qu'en Zelande, nulles exceptees, comme
aussi les affaires concernant les Domaines, seront
evoques par Appel ou reformation au Grand Conseil;
Et si les Seigneurs Etats de Zelande viennent a rete-
nir presentement quelques affaires de la Jurisdiction
du Grand Conseil, soit en premiere instance soit en
cas d'Appel fuivant les fufdits Traitez, il sera libre
aux Etats de Hollande & de West-Frise de faire
juger & terminer lesdites affaires a leur egard par
les President & Confeillers de Hollande.

V. Que dans toutes les affaires où il y aura diffé-
rent entre des Parties, dont l'une, soit Demandeur
ou Défendeur, sera de Hollande & l'autre de Zelande,
les Seigneurs Etats de l'une ni de l'autre Pro-
vince ne pourront ordonner ou défendre aucune chose
au Grand Conseil. Mais que les deux Provinces à
l'égard de telles affaires, en auront seulement une
disposition commune, & qu'en consequence aussi dans
ces cas le fufdit Grand Conseil deferera aux ordres
& défences qui seront donnez par les deux Provin-
ces conjointement.

VI. Que les Seigneurs Etats de Zelande à l'égard
de deux Parties Zelandoises, aussi bien que les
Etats de Hollande & de West-Frise, à l'égard de
deux Parties Hollandoises, auront & exerceront la
libre faculté pour en disposer tellement à cet égard,
ordonner & défendre, même avec distraction & di-
minution de Jurisdiction, qu'ils jugeront être le plus
utile à leurs Provinces.

VII. Que le nombre de Confeillers Hollandois &
Zelandois dans le Grand Conseil sera reduit & tenu,
en la même proportion dont la Cour a été compofée,
fçavoir que les Seigneurs Etats de Hollande & de
West-Frise pourront dorenavant mettre le nombre de
huit Confeillers, & les Seigneurs Etats de Zelande
le nombre de trois, le President en l'un ou l'autre
nombre non compris, comme étant & devant être élu
par les deux Provinces également, en la maniere ci-
après plus amplement déclarée; fans que le nombre
desdits Confeillers puisse être augmenté d'un ou d'autre
côté, ni qu'il en puisse être faite aucune dimi-
nution à l'égard de l'une ou l'autre Province contre
fa volonté, & les gages des trois Confeillers Zelan-
dois seront dorenavant payez par les Seigneurs Etats
de Hollande & de West-Frise, moyennant la Som-
me de fept mil Livres annuellement, fuivant la dis-
tribution qui sera ordonnée par les Seigneurs Etats
de Zelande. Et les Confeillers seront élus par l'une
& l'autre Province, comme chacune à son égard le
jugera à propos, fans qu'il soit besoin d'avoir là-
dessus l'agrément du Grand Conseil qui néanmoins,
en cas de décès de l'un desdits Confeillers, aura la
liberté de propofer une perfonne de qualité requife,
furquoi les Provinces refpectives feront les reflexions
qu'elles jugeront nécessaires.

VIII. Que quand la charge de President ou de
Greffier du Grand Conseil viendra à vaquer, le Pre-
sident ou Greffier sera élu par les deux Provinces,
fuivant l'Accord fait à ce fujet en l'an 1596. fur le
pied & fuivant la maniere qu'il a depuis été prati-
qué, fçavoir le 15. Mai 1655. à l'égard du Pre-
sident

ANNO
1669.

dat de Heeren Staten van Zeeland na ontfaangen notificatie van het overlijden van den President ofte Griffier voornoemt, door de Heeren Staten van Holland ende West-Vriesland by Missive verlocht sijnde, naer in 's Gravenhage te willen vervoegen, om gesamentlijk tot d'Electie van een nieuwen President of Griffier te procederen, sich ten dien fine aldaer sullen laten vinden teghens den dagh in de voorz. Missive te exprimeren, ofte by ongelegenheit en empêchemēt, op soodanigen anderen dagh, als sulcx met haer commoditeyt best en gevoeghelijck sal konnen geschieden, die in allen gevalle sal moeten werden ghenomen binnen den tijdt van drie maenden, te rekenen van den dagh af dat de voorz. Notificatie by haer sal wesen ontfaangen; welcke voorz. uijt soo by d'eene als by d'andere Provincie sal moeten werden waer genomen, op pene dat by gebreeke van dien, en de voorz. drie maenden verstrecken zijnde, den President ofte Griffier sal werden verkoren by de Heeren Staten van de Provincie alleen, die haer daer toe binnen den selven tijt als boven sal hebben ingeselt, ende dat by dienvolgende oock op Commissie van de selve Provincie alleen in de possessie van sijnen Staet gestelt en ontfaangen sal werden: En sullen de Hoog-gedachte Heeren Staten in de voorz. actie haer Sessie nemen aen een langhe Tafel, ten dien fine in de Verjader-Plaetse van de Heeren Staten van Hollandt en West-Vriesland te approprieren, daer van de Hoog-gem. Heeren Staten van Hollandt en West-Vriesland tot haer keure nemen en occuperen sullen de eene zijde, en de Heeren Staten van Zeelandt d'andere zijde, en vervolgens procederen tot de voorz. Electie, by versamelinghe van Billetten, in sulcker voegen, dat yder Lidt op een Billet sal stellet sijn eygen naem of qualificatie, en daer onder de Persoon, die het selve Lidt tot bekleedinghe van het vacerende Ampt sal willen stemmen: Sultende de voorz. Billetten van de Leden van de eene en d'andere Provincie by der selver respectieve Ministers, yder in sijn regard in een back of Comme apart gecollecteert, en sulcx gedaen sijnde, de Billetten, soo van d'eene als d'andere, door de voorz. Ministers te samen gebracht en onder den anderen gemeentj werden, en voorts de voorz. Billetten op de voorz. Tafel gelegd, en getelt sijnde, of oock het julle getal van Billetten behoorlijk by den anderen gevonden wert, sal den Minister van Hollandt Billet voor Billet onmenen, openen, ende vervolgens leveren in handen van den Minister van Zeelandt, om by de selve opgelezen en de ingeschreven naem geprononceert te werden; geduyende welcke oplesinge, den Secretaris van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, als mede den Secretaris van de Heeren Staten van Zeelandt, indien de selve oock present is, aenteykeninge doen, en vervolgens verklaren sal, in wat voegen de Stemmen sullen sijn geaen, en op wat Persoon dienvolgende de Electie sal wesen gevallen, alles onder soodanigen actie van non-prejudice, als voor desen, en noch jough in den voorz. Jac 1655. aen de Heeren Staten van Zeelandt is gegeven geweest.

IX. Alle voorgaende Accoorden en Verdragen, de Justitie concernerende, voor soo veel daer aen by desen niet en wert gederogert, sullen blijven in haer geheel, doch alleenlic applicabel wesen op den Hoogen Raet, die sich vervolgens nae den inhoud van de voorz. Accoorden en Verdragen sal hebben te reguleren.

X. Alles by provisie en met conditie, dat by soo verre d'eene of d'andere Provincie haer in tijden en wijzen by desen Accoorden in 't generael of particulier bevonden beswaert, men deshalven niet den anderen sal komen in communicatie, ende in cas de voornoemde Provincien, wederzijts redenen gehoort en ingenoegen sijnde, met den anderen niet konden accorderen, dat alsdan de respectieve Provincien daer van sullen mogen scheiden, ende blijven op haer geheel, gheleijk waren voor dato van 't provisioneel Accoord van den jare 1607.

XI. Aldus veracordeert ende geslooten tusschen Gedeputeerden van de Heeren Staten van Hollandt en West-Vriesland ter eenre, en de Gedeputeerden van de Heeren Staten van Zeelandt ter andere sijde, met wederzijts belofte, dese, elck by de Hoogh-gemelde Heeren Staten haer Commitmenten te sullen doen aggreveren, en daer op behoorlijke Ratificatie uytwisselen, bin-

deut d'apresent; savoir que les Seigneurs Etats de Zeelande après qu'on leur aura notifié la mort du President ou Greffier susdit, & qu'ils auront été requis par Lettres des Etats de Hollande & de West-Frise de se rendre à la Haye pour proceder ensemblement à l'Electiō d'un nouveau President ou Greffier, ils s'y rendront au jour qu'on aura exprimé dans la Lettre, ou en cas d'incommodité ou empêchement à tel autre jour qu'ils trouveront le pouvoir faire pour le mieux, lequel jour en tout cas se devra prendre dans le tems de trois mois, à compter du jour qu'ils auront reçu ladite Notification, lequel tems devra être observé par l'une & l'autre des Provinces, à peine, au deffaut de ce & lesdits trois mois étant passés, que ledit President ou Greffier sera élu par les Seigneurs Etats de la Province seule qui se seront rendus dans ledit tems, & qu'aussi il sera reçu & installé dans sa Charge sur la Commission de ladite Province seule. Et lesdits Seigneurs Etats pour ledit Acte prendront leur Seance allentour d'une Table longue qu'on appropriera dans le lieu de l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise dont les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise occuperont un côté à leur choix & les Seigneurs Etats de Zeelande l'autre, & ensuite procederont à ladite Electiō par Billets, en sorte que chaque Membre montrera sur un Billet son propre nom ou qualité & au dessous la personne à qui ledit Membre donnera sa voix pour être revêtu de ladite Charge. Et les susdits Billets des Membres de l'une & l'autre Province seront par les Ministres respectifs d'icelles recueillis chacun à son égard dans un vase ou écuelle à part, ce qui étant fait les Billets des uns & des autres seront mis & mêlés ensemble par les susdits Ministres; & ensuite les susdits Billets étant mis sur la Table, & le nombre convenable se trouvant juste, le Ministre de Hollande prendra lesdits Billets l'un après l'autre, les ouvrira & ensuite les mettra entre les mains du Ministre de Zeelande pour être par lui lu & prononcé le nom de celui qui y sera écrit, pendant laquelle Lecture le Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, comme aussi le Secretaire des Seigneurs Etats de Zeelande, s'il est aussi present, écriront & declareront de quelle maniere les voix se seront données, & sur quelle personne l'Electiō sera tombée le tout sous tel Acte de non prejudice que ci-devant & notamment a été donné aux Seigneurs Etats de Zeelande en la susdite année 1655.

IX. Tous les Accords & Traitez precedens concernant la Justice, pourvu qu'il n'y soit point derogé par ces presentes, demeureront en leur entier. Mais seront seulement applicables au Grand Conseil qui aura à se régler suivant le contenu desdits Accords & Traitez.

X. Le tout par provision & à condition que si l'une ou l'autre des Provinces se trouve ci-après en general ou en particulier lésée par cet Accord; on se communiquera de part & d'autre les raisons qu'on aura, & au cas que lesdites Provinces, raisons ouies de part & d'autre, ne se pussent accorder, qu'alors lesdites Provinces respectives pourront se séparer, & demeureront en leur entier, comme elles étoient avant l'Accord provisionnel de l'an 1607.

XI. Ainsi accordé & conclu entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise d'une part, & les Deputez des Seigneurs Etats de Zeelande d'autre; avec promesse reciproque de faire chacun agréer ces presentes par les Seigneurs Etats qui les ont commis, & d'en échanger les Ratifications con-

ANNO
1669.

ANNO binnen den tijd van ses wecken oft twee maanden
1669. uytterlijk, t'Oirkonde deses lijn hier van gemaect en
ten wederlijden behoerlijk onderteckent, twee eens-
lydende Instrumeten; in 's Gravenhage den sevend-
en Junii Anno seltien hondert hegen en 't ietig.

In den naem ende van
wegen de gesamentlijke
Heeren Gedeputeerden van
Hollant ende West-Vries-
lant, daer toe by deselve
specialijk geauthoriseert.
Ende was onderteckent,
JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van
wegen de gesamentlijke
Heeren Gedeputeerden
van Zeelant, daer toe by
de selve specialijk geau-
thoriseert. Ende was on-
derteckent,
PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

NAdemael door 't Verdrach tusschen de Heeren
Staten van Holland ende West-Vriesland ter cen-
tre, en de Heeren Staten van Zeelant ter andere zijde,
huyden geslooren, van diffcilder executie schijnt ge-
maect te werden de genegentheyt, die d'eene of d'an-
dere Provincie voor heuen gehadt heeft, tegenwoor-
dig noch soude mogen hebben, ofte oock naemaels
konnen krijgen, tot combinatie van beyde de Hoven
van Justitie; ende dat nochtans de meyninge niet en is
door het tegenwoordige Verdrach de selve combinatie
of te advanceren of te ruch \blacksquare setten, soo wert by de-
sen wel expresselijk verklaert, dat beyde de Provincien
onaengeffen desen Accoorde, dienhalven blijven be-
houden, gelijcke vryheyt van deliberatie en naerder
Verdrach, als haer voor dato deses heeft gecompeteert,
sonder dat nyt dit Accoord oyt of oyt eenige illatie ge-
maect, of argumentatie geformeert sal mogen wer-
den, om de voorz. combinatie te promoveren, of te
reculeren. Aldus gedaen ende gepasseert tusschen Ge-
deputeerden van d'eene of d'andere Provincie, in 's
Gravenhage, met belofte van Ratificatie, als in de
voprz. Accoorde, den 7. Juny 1669.

In den naem ende van
wegen de gesamentlijke
Heeren Gedeputeerden van
Hollant ende West-Vries-
lant, daer toe by de selve
specialijk geauthoriseert.
Was gheteykent,
JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van
wegen de gesamentlijke
Heeren Gedeputeerden van
Zeelant, daer toe by de
selve specialijk geauthori-
seert. Was gheteykent,
PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratificatie van de Heeren Staten van Holland ende
West-Vriesland.

DE Staten van Holland ende West-Vriesland, Doen
te weten, Dat wy gesien, rijpelijk gecexamineert
ende geconsidereert hebbende het Verdrach, op den 7.
Juny deses loopende Jaers 1669. getroffen tusschen Ge-
committeerden nyt het midden van den Onsen, en de
Heeren Staten van Zeelant met seekere Acte van non
prejudice, reflecterende op de combinatie van beyde de
Hoven van Justitie, soo als het selve hier nae van woort
tot woort staet geïnserceert.

Fiat insertio.

Ende nademael Wy bevinden den inhoud van
dien conform onse goede meeninge ende intentie, en
oordeelende dat al het selve sal strecken voor den
dienst, ruste ende luyf van beyde de Provincien,
als mede tot handhavinge ende vorderinge van de ou-
de ende veroude vrientchap ende goede correspon-
dentie tusschen de selve en wederlijcs Interessen. 300
157. dat wy het voorzede Verdrach in allen deelen,
Ponten en Articulen, hebben goet gevonden, geap-
probeert en geratificeert, vinden goet, approberen en
ratificeren het selve mits desen; Belooyende allen
den Inhoude van dien onverbreekelyck te sulen nae-
komen, en observeren, doen naekomen en observe-
ren, sonder enighe belet, of infractie ter contrarie;
en tot meerder verseeckeringe van dien, hebben wy
desen met onsen Grooten Zegel hier aengehangen,
doen

convenables, dans le tems de six semaines ou deux
mois au plus. En temoin dequoi ont des presentes été
faits deux Instrumens de même teneur, à la Haye
le 7. Juin 1669.

ANNO
1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & de West-Frise
Zelande à ce spécialement par eux
authorisez. Etoit signé,

JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de
Zelande à ce spécialement
authorisez par eux. Etoit signé,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Comme le Contratt conclu ce jourd'hui entre
les Seigneurs Etats de Hollande & West-Frise
d'une part, & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre
part, semble rendre plus difficile l'exécution du pen-
chant que l'une & l'autre des Provinces ont eu ci-
devant, qu'ils auroient encore à present, & qu'ils
pourroient avoir ci-après pour la combinaison des
deux Cours de Justice; Et que néanmoins l'inten-
tion n'est pas, que par le present Traité ladite
jonction soit avancée ni reculée, il est expressement
déclaré par ces presentes, que les deux Provinces,
sans avoir égard à cet Accord, demeureront en la
liberté de pouvoir délibérer & convenir plus ex-
pressément, qu'ils ont eu ci-devant, sans qu'on puisse
rien inferer de cet Accord, ou tirer aucun argu-
ment, qui puisse avancer ou reculer ladite jonction.
Ainsi fait & passé à la Haye entre les Deputez de
l'une & de l'autre Provinces, avec promesse de Ra-
tification comme dans le susdit Accord, le 7. Juin
1669.

Au nom & de la part
des Seigneurs Deputez de
Hollande & West-Frise,
Zelande à ce par eux
spécialement par eux au-
thorisez. Etoit signé,

JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part
des Seigneurs Deputez de
Zelande à ce par eux
spécialement par eux au-
thorisez. Etoit signé,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratification des Seigneurs Etats de Hollande
& de West-Frise.

LES Etats de Hollande & de West-Frise, fai-
sons sçavoir, qu'ayant vû, examiné & con-
sidéré murement le Traité fait & conclu le 7. Juin
de cette presente année 1669. entre les Deputez
d'entre nous & des Seigneurs Etats de Zelande, avec
certain Acte de non-prejudice, concernant la jonction
des deux Cours de Justice, comme il est inferé de mot
à mot dans la suite.

Fiat insertio.

Et comme nous trouvons le contenu en icelui
conforme à notre bonne intention, & considérant
qu'il tendra au service, & splendeur des deux
Provinces, comme aussi au maintien & à l'avance-
ment de l'ancienne & fidelle amitié & bonne
correspondence d'entre elles & pour leur Interet
reciproque, Nous avons ledit Traité trouvé bon dans
toutes ses Parties, ses Points & Articles, & l'a-
vons approuvé & ratifié, le trouvons bon, l'ap-
prouvons & ratifions par ces presentes. Promet-
tant d'en ensuivre & observer le contenu inviola-
blement, & de le faire ensuivre & observer sans
aucun empêchement ni infraction au contraire; &
pour plus grande sûreté de ce que dessus, nous avons
fait apposer notre Grand Sceau à ces presentes, &
icel.

ANNO- doen zegelen, en door onsen Secretaris doen teekenen
op den 20. July des Jaers onses Heeren en Saligmakers
1669. 1669. Was geparafeert,

JOHAN DE WIT. vt.

Lager stont, Ter Ordonnantie van de Staten,
En geteekent,

HERBT. VAN BEAUMONT.

Ratificatie van de Heeren Staten van Zeeland.

DE Staten van den Lande ende Graeffickheyt van
Zeeland, Allen den geen die desen sullen sien
of hooren lesen, Saluyt. *Ouen te witen*, Dat Wy ge-
sien, rijplick geexamieert en geconfidereert hebbende
het Nader- Accord op den 7. Juny deses loopenden
Jaers getroffen, tusschen Gedeputeerden uyt het mid-
den van de Provincien van Hollandt en Zeeland, daer
toe speciaallic geauthoriseert, rakende het fait van de
Justitie, met den gevolgen en aankleven van dien,
mitsgaders sekere Acte van non-prejudice, mede ten
selven dage wederzijts onderteekent, soo als het een
ende het andere hier na volgende van woorde tot
woorde geinfereert staet.

Inferatur.

Ende nademael Wy bevinden den Inhoude van het
voorst. Accord ende Acte van non-prejudicie te we-
sen conform onse goede meeninge ende intentie, en
oordeelende dat al het selve sal strecken tot beter en
prompter administratie van Justitie, en onderhouinge
van alle goede en vertroude correspondencie tusschen
de twee Provincien, tot bevordering van wederzijts
Interessen. Soo ist, dat wy het voornoemde nader
Accord in alle sijn deelen, Pointen, en Articulen,
mitsgaders de Acte van non-prejudice hebben goet ge-
vonden, geapprobeert en geratificeert, gelijk wy het
eene en het andere goet vinden, approberen en ratifice-
ren by desen: Beloovende alle den Inhoude van dien
onverbreckelyck te sullen nakomen en observeren, en
door andere die het behoort te doen nakomen en obser-
veren, sonder eenigh betel of infractie ter contrarie: en
tot meerder versterkinge van dien, hebben Wy desen
met onsen Grooten Zegel, hier aengehaenen, doen
zegelen, en door onsen Secretaris doen ondteekenen:
In 't Hof van Zeeland, binnen Middelburgh, op den
11. July 1669. *Onderstont*, Ter Ordonnantie van
Hoog-gem. Heeren Staten.

Ende was geteekent,

JUSTUS DE HUYBERT.

XLVI.

14. Juin. Kayser LEOPOLDI Leben-Brueff Herzog Ju-
LIO FRANZ. zu Sachsen-Lauenburg über das
Herzogthum gleiches namens und dessen benannten
Zugehörigen und Herrschaften ertheilt. Wien den
14. Juny 1669. [Tiré d'une Information de
Droit présentée à l'Empereur de la part de
LOUIS GUILLAUME, Marck-Grave de
Baden sous le Titre de Darthnung wolbefuegter
Weiblicher Successions-Prætenfion in und zu dem
Erb-leyenbahnen Herzogthum Nider-Sachsen/ sous
Lit. C.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Investitures accordées par l'Empereur
LEOPOLD, à JULES FRANÇOIS Duc de
Saxe-Lauenbourg pour le Duché de ce nom,
TOM. VII. PART. I.

icelles fait signer par notre Secrétaire le-vingtième ANNO.
Juillet de l'an de notre Seigneur & Sauveur 1669. 1669.
Etoit paraphé:

JEAN DE WIT.

Et plus bas étoit, par Ordonnance des Etats,
& signé,

HERBT. DE BEAUMONT.

Ratification des Seigneurs Etats de Zelande.

Les Etats des Pays & Comté de Zelande, à
tous ceux qui ces presentes verront ou orront,
Salut. *Savoir faisons*, qu'ayant vû & examiné
murement l'Accord postérieur du 7. Juin de l'année
courante 1669. conclu entre les Deputez des Provin-
ces de Hollande & Zelande, avec les suites & de-
pendances d'icelui, ensemble certain Aîte de non pre-
judice, signé de part & d'autre le même jour, en
la maniere que l'un & l'autre sont ci-après inferez
de mot à mot.

Inferatur.

Et comme nous trouvons le contenu des susdits
Accord & Aîte de non prejudice être conforme à
notre bonne intention, & jugeant que l'un & l'autre
tend à une meilleure & plus prompte admi-
nistraton de la Justice, & à l'entretienement de
toute bonne & saine correspondance entre les deux
Provinces & l'avancement des Interêts reciproques,
Nous avons icelui Traité plus expés, trouvé bon en
tous ses Points & Articles, ensemble ledit Aîte de
non prejudice, & avons iceux approuvé & ratifié,
comme nous les approuvons & ratifions l'un & l'autre
par ces presentes, Promettant d'en ensuivre &
observer le contenu inviolablement, & de les faire
ensuivre & observer comme il appartient par les au-
tres, sans aucun empêchement ni infraction au con-
traire; Et pour plus grande sureté de ce nous avons
fait apposer notre Grand Sceau à ces presentes,
& icelles fait signer par notre Greffier. En la
Cour de Zelande à Middelbourg le 11. Juillet 1669.
Au dessous étoit écrit, par Ordonnance des susdits
Seigneurs Etats.

Et étoit signé,

JUSTUS DE HUYBERT.

avec ses Dependances & Appartenances; & pour
les Seigneuries y denommées. A Vienne le 14.
Juin 1669.

Wy Leopoldt von Gottes Gnaden / erwehlt Römischer
Kaiser / zu allen teuten Reichere des Reichs / in Germa-
nen / zu Hungarn / Veleuten öffentlich mit diesen Breuff / unde
thun kundt jedermanniglich. Nachdem der Hochgeborne Julius
Franz Herzog zu Sachsen-Lauenburg / unser lieber Oheim
unde Fürst / uns durch seiner Id. Verschaffere demütiglich
angeruffen unde gebetten / daß wir ihm seine Regalia unde Le-
hen / mit allen unde jeden Fürstlichen Würden / Ehren / Graf-
schaften / Herrschaften / Rechten / hohen unde niederen Gerich-
ten / Bösen / Gleiten / Mannschaften / Eigenschafften / Schlos-
sien / Länden / Leuten / Gütern / Wiltbahnen / Bergwercken /
Fischereyen / Wälden / Salzwercken / unde allen andern Ge-
rechtigkeiten / darzu gehörig / so von uns unde dem heyligen Reich
zu Lehen führen / unde ihm zukommen / als jetzt regierender Röm-
ischer Kaiser zu Lehen zu verbleiben gütlich gebieten / uns
massen wir jüngst hievore gegen seiner Id. Dancm. Herbogen
Julius Heinrich zu Sachsen-Lauenburg gleichfalls gethan
hatten. Das haben wir angesehen / solt sein Herrsch. Julius Fran-
zen demütigste jimbliche bitte / auch die angenehme / geret / unde
nützliche dienste / die seine Vorderey verplandt unsen Vorfahren
am Reich Römischen Kaiser unde Königt / unde dem heyligen
Reich vielfältig gethan haben / unde er uns unde dem Reich hin-
für

ANNO
1669.

füßro zuthun urtheil ist / auch wohl thun mag undt soll / undt haben darumb mit wohlbedachten auch / guten Rath undt rechten wissen / dem vorgenanten Unserm Obern undt Fürsten Herzog Julio Franzen die vorbezeichnete seine Regalien undt Lehen mit allen undt jeden Fürstlichen Würden / Ehren / Grafschafften / Herrschafften / Rechten / hohen undt niedrigen / Böllen / Gleiten / Mannschafften / Eigenschaften / Städten / Schloßern / länden / leuten / Gütern / Willbahnen / Bergwercken / Fischereyen / Wälden / Saltwercken / undt allen andern Gerechtigkeiten darzu gehörlig / wie die nachstehen haben undt er sechste der zeit in dem hez undt beist / verlegt undt unverlegt / als nemlich die Stadt Witten undt die Zölle dafelbst mit ihrer Zubehörung / Item in dem lände undt Stadt Ebernburg Zölle undt Güter / als seine Eltern auf ihn in derselben Stadt undt lände geerbt haben / Item in dem lände Westphalen undt Eingen / Schloßere / Gerichte / Herrschafften / lände undt leute / als sein Vater auf ihn geerbt hat / Item das lände zu Nabelen undt West - Freisland / mit der Herrschafft Wederix / undt das Schloß Rixebundel / Item das lände Darpingen / das Schloß Jauenburg / Item die Grafschafft Knegeburg / Item die Schloß Erttenburg / Rippenburg / Bergerdorff / Item den Kirchwerder / Item die Elbe mit solchen Zöllen / als er darauf hat zu Jauenburg / zu Erttenburg / Ertlingen / undt auf der Delfinau / undt zu Herenburg / als dann die so von besogen seinen Vatern Herzogen Julio Knechten auf ihn geerbt seindt undt anderst darzu gehörlig / nichts ausgenommen zu lehen gnädiglich verhehen / undt verleyhen ihm die von Königlich Kayserslicher Mache in Kraft dieses Briefs / was wir ihm von Rechts oder gewohnheit wegen darzu verleyhen sollen undt mögen / also daß er die fürstlich von uns undt dem Keyserlichen Reich zu rechten Fürstlichen lehen unnen haben / nutzen undt gebrauchen möge / als derselben lehen Recht / undt Personaten ist / von allernämlich an seinen Rechten unvergerlich undt unschädlich / Uns hat auch der vorgenante Herzog Julius Franzt durch gedachter seiner Ebl. Vollmädchtige Anwalt undt Gemalthabere / Unsere undt des Reichs liebe geredte Michael Albrecht / Franzen von Schinwart / undt Franciscum von Meyersheim / seiner Ebl. Reich undt Respective Agenten an Unseren Kayserslichen Hofz gemöhnliche Zulassung / Elide undt Abdt gethan / Uns undt Reichs gehorsam / getreu undt gewärtig zu sein / zu dienen undt zuthun / als des Reichs getreuer Fürst seinem lehen - Herrn undt Königlich Kaysen zuthun pflichtig ist / ohne geferde / die weil auch vorgedachter Herzog Julius Franzt neben dem angezeigt / daß er von seiner Vordere hero ein Herzog zu Sachsen seyn / undt also an uns unterthanig geblieben lassen / daß wir ihm den Titel Herzog zu Sachsen / Engen undt Westphalen gnädig zugeben / undt darzu auch die lehen / allernämlich wie die weilande seinen Vordere von weilande unsern Vordere am Reich Kaysen Carl dem Achten / undt Kaysen Sigismunden verleyhen worden sein / zu verleyhen geurtheilen / als nemlich das lände zu Sachsen / undt Pfalz - Grafschafft zu Sachsen / die Grafschafft zu Holslein undt das lände zu Störmarn / Item die Herrschafft zu Jauenburg / Item die Herrschafft von der Hoya / nemlich den Werbenau / Bruckhausen / undt den Haadersbagen / Burstorf undt Worbe / mit allen ihren Ein - undt Zugehörungen / undt wir aber dasselbe also dieser zeit auf etlichen bevorstehenden Ursachen ansetzen lassen / haben wir ihm doch solches seines Gemüens undt Auerkens hiermit auch inlegung undt anzeig thun wollen / also daß solcher Stillstandt gedachten Herzogen Julio Franzen / undt sonst unmaßglichen an seinen Rechten undt Gerechtigkeiten unschädlich sein solle / mit Urkunde dieses Briefs / besigelt mit Unseren Kayserslichen anhangenden Fußscl / der geben ist zu Wienn den 14. Juny / Anno 1669.

XLVII.

15. Juill. *Articles nouveaux, ausquels le Roi de TELLO, & le Roi de LINQUES, ont été derechef admis à l'Alliance de la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise, & du Roi de Tello dans le Royaume de Macassar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet. [Voyez-les ci-devant sous le 9. Mars 1668.]*

XLVIII.

27. Juill. *Accession des Rois & des Peuples de GOA & SADRERONNE, à l'Alliance conclue le 9. Mars 1668. entre la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise, & le Roi de Tello dans le Royaume de Macassar. Faite le 27. Juillet 1669. [Voyez-la ci-devant sous le 9. Mars 1668.]*

XLIX.

ANNO
1669.

Traité d'Alliance & de Commerce entre le Portugal & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à la Haye le 30. Juillet, 1669. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 87.

Quandoquidem à Conclusionē & Ratificationē inde postremi Tractatus Pacis, inter Regnum Portugalliae ex una, & Ordines Provinciarum Ultramarum ex altera parte, die VI. Augusti Anno MDCLXI. sancita, certa quadam Controversia super expugnatione locorum Cochini & Cananor, quae Societas Indiae Occidentalis dictarum Provinciarum in India armis in potestatem suam redegit, intervenient, ob quas & interea dum de Jure dictorum locorum disceptatur, à parte Coronae Portugalliae plurimis promissis, neque quoad argentum, neque quoad valorem argenti, neque quoad commerciorum frequentiam in Regionibus à Portugallia acquisitis & alibi, satisfactum fuerit, hocque occasionem praebuerit timendi, ne harum contentum continuo inter ambas Nationes denud Bellum excitet, quod antevertere tam una quam altera Natio toto corde desiderat; Propterea inter Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad S. Petrum de Verga de Lilla, & S. Martinum de Ranhados, Dominum in Sylves, Gubernatorem Civitatis Lamego, Serenissimi Principis Portugalliae Summum & Nobilem Ciborum Sciozem & mensae Diribitorem, ipsius Consiliarium, & Legatum Extraordinarium ad Generales Ordines Federatarum Provinciarum, virtute Mandati cum libera à dicta sua Celsitudine Regia, Serenissimo Principe Don Petro, Successore, Gubernatore & Regente Regni Portugalliae, ipsi dati, cujus Copia sub finem praesentis Tractatus, inferretur, ab una parte, & Dominos, Guilielmum de Heuckelom, Consulem Civitatis Noviomagenis, Joannem à Nieuborgh, Consulem Civitatis Alckmarienfis, Joannem de Witt, Consiliarium & Syndicum Hollandiae atque Frisiae Occidentalis, Hadrianum Pieterfon, Syndicum Civitatis Zierikseensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum in Renswoude, Emmickhyusen &c. Equitem Ordinis Regis Daniae, Everwyrum de Benheim, juris Doctorem, & Consulem Civitatis Campensis, ut & Eberthum Morencken, Dominum de Wierhuyzen &c. omnes Deputatos & Plenipotentiarios, Celsorum & Praepotentium Ordinum Generalium Provinciarum Unitarum Belgii, similiter vi Mandatorum per Superiores illorum ipsi datorum, quorum Copia sub finem hujus Tractatus adscripta quoque extat, ex altera parte conventum & conclusum fuit. Quemadmodum ad praeventiendas majores Turbas, vigore praesentium conventum & conclusum est.

I. Quod ad Interim Civitates & Loca Cochini & Cananor, quorum jamjam mentio facta est, dictorum Dominorum Ordinum potestati (sub qua nunc sunt) subiecta, & in manibus Societatis Indiae Occidentalis maneant, atque in securitatem vi hypothecae eas ipsi teneant, usque dum solutio sex terminorum in Tractu Anni MDCLXI. expressum & promissum, quae mense Aprilis Anno MDCLXVIII. fieri debebat, tresque milliones Hollandici valoris efficit, nec non refuso sumptuum quos in instructionem Classis, & in belligerationem, quod dicta loca expugnarentur, impendi oportebat, quorum aestimatio ad justum pretium redigenda erit, fiat. Adde ut Corona Portugalliae restitutionem dictorum locorum à Praepotentibus Celsitudinibus suis praetendere nequeat, antequam reapse cessi termini isti soluti sint, & refuso expensarum & sumptuum memoratorum fiat. Nec quoad Ordines Generales, in illorum potestate fiet à Corona Portugalliae dictam Summam trium millionum exigere, quamdiu haec loca retinuerint.

II. Jus Proprietatis dictarum Civitatum & Locorum quod concernit, de quo hucusque in unum convenire partes nequivere, omni opere adnitetur ad informationem pleniorum de eo capiendam, & amicabiliter desuper paciscendum, antequam Praepotentibus sua Celsitudines dictam summam trium millionum, & refusionem sumptuum & expensarum, ut supra memoratum, accipiant.

III. Praeterea Praepotentes Celsitudines suas ex una parte renuntiabant, quemadmodum vi praesentium quoque renuntiant, tam pro se, quam pro Societate sua Indiae Occidentalis, & aliis Provinciarum Belgii incolis

Juri

ANNO
1669.

Juri per Articulum XXV. ipsiusmet Tractatus Pacis quæsitio, atque ex altera parte Regnum Portugalliæ bona fide se obligabit, sicuti vigore præsentis Tractatus se adstringit, ad solvendum Præpotentibus suis Celsitudinibus, aut Mandataris illorum, exacte & efficaciter, summam quingentorum millium Crusatorum, aut millionem unum librarum, & id quidem mediante Sale, quod in Civitate Setuval suppeditabitur & extradetur, ad onerandum eo Navigia, ex Mandato Ordinum Generalium, ad hoc illuc transmissa.

IV. Et id ipsum Sal Portugalli sumptibus suis & sine onere tradent & conveyent, in Scaphis aut Navigiis, ad Litora Maris; quod deinde hi hinc avehent, pro more hacque Subditis & Incolis Provinciarum Unitarum, si quando illi in Setuval Sal coëmerant, consueto & usitato, ad rationem mille quadringentorum & octuaginta Reis, quod reducti ad monetam Crusatorum, juxta valorem eorundem nunc temporis in Portugallia receptum duos Crusatos, & viginti quatuor partes, quarum viginti quinque totum Crusatum conficiunt, valent) pro modio, sic ut pro septuaginta quatuor Crusatis, viginti modii Salis tradantur. Proinde conclusum constitutumque fuit, & firmiter obtinebit, ut pro quinquædecim Crusatorum millibus centum sexaginta octo millia, centum & novendecim modii Salis exhibeantur.

V. Quoad tempus memoratum Sal exhibebitur & extradetur, statim atque destinata ad id transportandum Navigia appulerint, idque duobus aut tribus vicibus, aut pluribus, si ita res posuêrit, & dictis Dominis Ordinibus id conducere visum fuerit.

VI. Intercedente hoc, & ad evitandum ne ullo tempore dicti Subditi & Incolæ præsentiones suas serare, & denno à Corona Portugalliæ aliam quam vigore præsentis Tractatus stipulatam satisfactionem exigere queant, Præpotentes suæ Celsitudines curabunt, ut in manus memorati Domini Legati Portugalliæ, post realem solutionem dictorum centum mille Crusatorum omnia Instrumenta, Scripta, Documenta, & Pacta, de præsentionibus illis, tam liquidis, quam illiquidis, quæ contra Coronam Portugalliæ pro Interestis ratione XXV. Articuli producta fuisse deprehenduntur, tradantur.

VII. Alias Summas, quod attinet, quas Regnum Portugalliæ, statim terminis, vigore dicti Tractatus Pacis solvere obstrictum est, ducentos scilicet quinquaginta mille Crusatos per annum, & dein decem infinitis annis, illas sequenti modo expedientur: Quantumcumque Corona Portugalliæ de quolibet modio Salis, qui Setuvalis venditur & tollitur, pro jure suæ Gabelle recipit, septingentos nempe Reis, qui secundum valorem præsentem Crusatorum, unum Crusatum de quinque modis Salis & pro proportionem majorem quantitatem efficiunt, totum id Jus unice destinatum sit, & reapse converteretur in solutionem deficientium terminorum ad utilitatem Præpotentium suarum Celsitudinum.

VIII. Verum cum subductâ ratione illâ, necesse est, ut ad realem satisfactionem ejusque Terminum extradantur, & singulis annis in Naves plus quam centum septuaginta octo mille, quingenti septuaginta cum uno modiorum Salis inferantur, & cum nullo modo cogitatione assequi queat, tantam quantitatem uno anno suppeditari posse, ad hoc experientia docuerit, ipso tempore Pacis, & cum coadju illa nullo incommodo aut inconvenientia, nec Mari, nec Terrâ, turbata fuisset, quod singulis annis pluxquam (incerta) nonaginta milia modiorum Salis, pluvie minusve, Navibus immisum fuerit, convenit est ad evitanda plura detrimenta, quæ præcavere Portugallia haud potest, si obstricta foret, tam ingentem Summam pecunie per singulos annos exacte præstare, concordatum fuit, quod tempus Solutionis illius prolongetur, eo respectu verò, sicuti etiam quò alio quoque modo damnum cessantem utrarum, & incertitudo solutionis quæ ex prolongatione illa terminorum resultat, compensetur, solutio intra viginti annos fiet, quorum primus initium ex eo sumet, ex quo Præpotentes suæ Celsitudines cessantur mittere, conquirendum pretium unius millionis librarum in Sale, ut supra dictum, & quod intermedio tempore illorum viginti annorum ipsi cum effectu valor centum quingentorum millium Crusatorum exhibitis sit. Mediante quo omnia dissidia & trix computorum, quæ ob usuras Summarum in terminis in Tractatu Pacis memorato præfixis non exsolvantur, & ob id quoque quod eadem de re in quæstionem vocabatur, suboriri poterant, cessabunt.

TOM. VII. PART. I.

ANNO
1669.

IX. Quod in exactam satisfactionem dictæ Summæ centum quingentorum mille Crusatorum annuorum, Corona Portugalliæ, modo superius expresso cedit, prout etiam illa irrevocabiliter Præpotentibus suis Celsitudinibus cedit, Gabbellas quas Corona illa, sicut supra memoratum, ex omni Sale, quod venditur & ex Setuval exportatur, capit; vide icet septingentos Reis, sive unum Crusatum & quinquagesimam de quolibet modio, & de septingentis millibus centum quadraginta tribus modis, dictam integram Summam, centum quingentorum millium Crusatorum.

X. Sub hac tamen expressa conditione & reservatione, ut casu quo dicta quantitas septingentorum millium centum & quadraginta trum modiorum Salis uno in anno suppeditari nequeant, insuper Jus quod Corona recipit, totam Summam, centum quingentorum millium Crusatorum in argento exæquare haud valeat, laudata Corona Portugalliæ supplebit istum defectum, solvendo sequentibus annis ante omnia in commodum suarum Præpotentium Celsitudinum, tot modios Salis, quor ad supplementum defectus præteriti anni requirentur, sic ut quilibet modius supra dicto modo extradii Salis, quadringentis & octuaginta Reis, id est, duobus Crusatis & viginti quatuor partibus, quarum viginti quinque totum Crusatum conficiunt, cum inclusione Jurium Coronæ, & sumptuum, siue dictis Juribus autem modius ipse, ad rationem septingentorum octuaginta Reis, aut unius Crusati cum quatuordecim partibus, quarum viginti quinque totum conficiunt, æstimetur, taliter ut viginti quatuor modiorum, supra dicto modo traditorum, defectus, triginta novem Crusatis & in majori quantitate pro portione restaretur, dummodo memoratus defectus singulis annis triginta mille Crusatorum valorem non excedat, eò quod Corona Portugalliæ expressissime vi præsentium Tractatum stipulata sit, quòd Sale supplere haud obstricta fiet id, quòd singulis annis dictam Summam triginta milia Crusatorum excedit. Quemadmodum etiam in casu cujuscumque alterius defectus, omnia media & cautiones necessariæ atque possibiles adhibeantur, per quas Præpotentes suæ Celsitudines securè reddantur, & ipsas solutione allegatæ summæ centum quinquaginta millium Crusatorum annuatim satisfiat, idque sine retardatione aut frustratione quacunque, & quocunque etiam modo id fiat.

XI. Quo minus etiam, in omnem eventum, dictus defectus, à Præpotentibus suis Celsitudinibus, aut Incolarum & Subditorum Provinciarum Unitarum culpa angeatur, promiserunt eæ & sese obligant, prout per præsentem promittunt & sese obligant, curatores ferner, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehent, quantum ejusdem sustulerant & avehere proximis præcedentibus annis, iis, qui præ aliis hoc Naves onerantur.

XII. Et quod si contingat defectum aliquem, vel ob Bella, vel contentiones maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli, adstricti sint, illuc commeari haud valeant, quòd tunc Corona Portugalliæ defectum illum supplere non teneatur, priusquam dicti viginti anni plenarie finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere, obligata haud fiet. Nec Præpotentes suæ Celsitudines sine liberissimo consensu Coronæ Portugalliæ aliquam aliam satisfactionem debitorum suorum pretendere poterunt, quandiu reapse Juribus ad Sal Setuvalensæ gaudeant.

XIII. Nihilominus si forte Coronæ Portugalliæ aliud quodpiam medium sese citius expediendi, sive argenti, aut aliis effectibus, quam dictis Juribus, ratione Salis, occurrerit, illud arripienti & in actum deducendi in electione illius erit, & eo casu id de memoratis terminis pro proportionem deducetur.

XIV. Insuper in specie convenit & concordatum est, non secus ac in præsentibus Tractatibus pacis & conventur, ut ad preveniendas varii generis incommoditates, Sal, durante termino ad dictam solutionem, nec majori pretio Incolis Unitarum Provinciarum, nec minori alii cuicunque Nationi, pretio, Sal vendetur, quam ut quadringentis & octingentis Reis, qui ut superius hîc dictum est, juxta valorem communem & præsentem Crusatorum, duos Crusatos & viginti quatuor partes, de viginti quinque partibus Crusati efficiunt, modius valeat, idque tantò minus sine præcedente Præpotentium Celsitudinum suarum consensu.

P 2

XV.

ANNO
1669.

XV. Quemadmodum quoque, casu quo reperitur, Dominos Ordines, ex tam ingenti Salis quantitate, quam ex Setuval avehere poterunt, ante elapsum terminum viginti annorum, integri debiti sui solutionem recepisse, non obstante assignatione dicti termini, quocumque tempore reperitur ex alienum expeditum fore, memorata assignatio cesset, & Jura illa Corona Portugallie libera retineat.

XVI. Quo vero omnia superius convenita ad prescriptum & necessaria cum securitate Prapotentium suarum Celsitudinum exequantur, prapotent ex sua parte & autorem in dicto loco Setuval, personam huius negotio aptam auctoritate publica militum, qui in primis nomine ipsorum apociam omnis in solutionem dicti millionis praestiti Salis det, & dehinc vice Celsitudinis Suae Regalis, Principis Portugallie, nec non vice Prapotentium suarum Celsitudinum integram pretium omnis in Naves illati & avehendi Salis, ab Incolis Unitarum Provinciarum, ut & ab aliis Nationibus, recipiet, ut exinde proventus, quantum Jura Coronae attinet, & id quod requiritur ad supplendum annuum defectum, modo supra dicto, Prapotentibus suis Celsitudinibus aut ad ipsorum Mandatum solvat, & reliqua quoque in manus Mercatorum Salis in Setuval, ad quos ea pertinent, det. Pro integritate & fide ejus personae, ut & exacta executione & implemento omnium superiorum, praedes sese Prapotentibus Suae Celsitudines constituent & obligent, quemadmodum vi horum sese pro his obligant & praedes constituunt. Adjungereturque eidem a Celsitudine sua Regali pro sua parte persona, quae suppetet cum ipsa rationes, & adversas conscribit, omnium tam pro Juribus, quam pro Sale receptorum, & quae extrahatur apothecae dictorum receptorum, a duabus illis personis conjunctim subsignetur.

XVII. Nec etiam cursus dictae suppeditationis Salis, aut solutionis, ullo modo aut ulla ratione, quacumque illa sit, interrupti aut turbati poterit, nec etiam permittitur, ut per arresta aut manuum injectiones incommodetur, verum solutio dicta, aut satisfactio memorata semper continueatur, quicunque etiam casus aut diffidia supervenire queant, aut quae actiones aut praetensiones ipsorum nascantur, sic ut propterea aut illa de causa, nulla retentio, compensatio, aut detractio pretendi, multo minus executio in actum deduci queat.

XVIII. Eo fine & ut nullum obstaculum, nec ulla praejudicium, qui executionem omnium supra scriptorum remorari in Portugallia valeat, sed Navigia illarum Provinciarum illic appellentia, parata eorum onera inveniant, Prapotentibus suae Celsitudines, Officialem, qui vice Coronae Portugallie apud Ordines illos residet, mense uno ante illorum discessum, de eo certiores reddat.

XIX. Et quoniam Serenissimus Portugalliae Princeps se obstringit, quod secundum superiora, Domini Ordines, pro Juribus illius Coronae septingentos Reis ex quolibet modo Salis perpetuo lucrifaciant, etiam si forte in Portugallia moneta impositum mutetur, & consequenter Crusarii in majorem aut minorem numerum Reis, quam quo in praesenti sunt, reducatur, & sic citatum Jus septingentorum Reis, plures vel pauciores Crusatos, quam nunc temporis, efficiant; Convenit fuit, ut si impositum talis mutatio contingat, eoque ipso Jus Coronae ad plures aut pauciores, quam unum Crusarium & duas quinquagesimas pertingat, praedicta Jura quoque in eadem proportionem dictis Ordinibus imputentur, id est, tot Crusarii cum talibus partibus, quot reapse pro memoratis Juribus solvantur.

XX. Et quamvis Prapotentibus suae Celsitudines, in superioribus, Juri, privatis per Articulum XXV. dicti Tractatus Pacis quaesita, renuntiarent, nihilominus executio & citam complementum formalium Contractuum, quos Comes de Miranda nomine Regis & Coronae Portugallie, cum quibusdam privatis, super legitimis suorum praetensionibus, & nominatim cum Domino Guilhelmo Doncker, Consule Hagienfi, Gisberto de Wit, & Abrahamo Azevedo, qui Contractus hic de verbo ad verbum inferunt, non intermitteretur.

XXI. Proindeque ut per hac totiter omnes causae & praetextus, qui executionem dicti Tractatus Pacis impedire vel differre poterunt, soblati sint. sese declarant & promittunt, tam Corona Portugallie ex una, sicuti Prapotentibus suae Celsitudines ex altera parte, quemadmodum vigore praesentium, bona fide sese declarant & promittunt, quod ille progressu temporis,

tam ab una quam ab altera parte, in omnibus Articulis, Clausulis, & Punctis, sine omni dilatione, contentione, aut praepedimento, & in specie quoad trigessimum & quadragessimum Articulum ejusdem executioni mandetur & adimpleatur, sic ut Naves Incolarum Provinciarum Unitarum, quae vi dispositionis dictorum Articulorum, quamprimum Regionem Regni Portugallie adire volunt, aut quae exinde venientes, aliorum cursum suum dirigit, nullatenus in itineribus suis retardari, aut arresto constringi, aut aliter five directè five indirectè impediri in Portibus aut Litoribus Portugallie, aut dictis Regionibus, sub praetextu quod Classis universalis, aut Naves Salvi Conductus paratae non sint, aut nulla alia de causa five praetextu, qualis qualis etiam sit, poterunt. Sub hac tamen conditione, ut omnes Subditi & Incolae dictarum Unitarum Provinciarum qui cupient versus Brasiliam negotiari & ibidem mercatorem exercere, hoc rectè vi illuc facere nequeant, sed quod hac euntes & illuc redeuntes in Portus Portugallie appellere & eadem onera, propter exitum, ratione illarum, quae versus Brasiliam abeunt, & propter introitum, quae inde veniunt, quae propter Regni Subditi in tali casu solvunt, dependant. Spontentque dicti Domini Ordines Generales in Subditos & Incolas harum Provinciarum Unitarum seve se animadvertisse, qui aliquando his superius contentis contravenisse deprehenderunt, & curare ut in emolumentum Regni Portugallie poena quadruplo majori, ea quam sustinere obstricti fuissent in Portugallia, si illuc venissent, afficiantur. Ad quam virtute supra memorati Tractatus & praesentis Articuli tenebuntur.

XXII. Et casu quo ex parte Portugallie omnibus supra scriptis aut etiam aliis quibuscunque Capitulis dicti Tractatus, aut praesentis Conventioni satisfactum non fuerit, Prapotentibus suae Celsitudines, juxta dispositionem memorati Articuli IV. redibunt ad pristina sua Jura omnia, quae ante citati Tractatus conclusionem adversus Coronam Portugallie ipsis acquisita fuerunt, ut tamen propterea Portugalli pecuniarum ab ipsis, vigore ejusdem ipsius Tractatus, aut praesentis Conventionis, jam solutarum restitutionem sibi fieri, pretendere nequeant. Quemadmodum quoque, si ex parte Dominorum Ordinum, dicto Tractatu aut praesentibus Pacis Conventis, contravenitur, Celsitudo sua Regalis & Corona Portugallie ad omnia, ipsi ante hos Tractatus virtute ipsius illius IV. Articuli, competentia Jura redibit.

XXIII. Et quoniam jam ante conquerebatur de interruptione & turbatione Commercio, ex diffensione & dissidio, quae inter duas Nationes haecenus intercessit, tam in Europa quam in Indiis suborta; Amicitia, quae per praesentes hos Tractatus restauratur, hoc effectui dabit, quod vi Conventionis hujus & mediante exacta executione superiorum contentorum, unius alteriusve bonum & conditio omnibus rationibus, & omnibus convenientibus modis promovebitur, & imprimis Navigationi & Commercio Subditorum & Incolarum unius alteriusve omnimodè, in specie vero versus Indiam Orientalem, secundum Jus Gentium, favebitur, in tantum ut nullum omnino ratione illius perferatur, minus ab uno alteri inferatur impedimentum, nec permittetur, ut hoc ab uno aut alterius Subditi perpetretur, quin potius ex adverso, si forte fortunk quid simile ex una aut altera parte contingat, (quod Deus avertat,) id statim emendetur, & Parti laesa debita satisfactio praestetur.

XXIV. Ante omnia vero, quemadmodum Regia sua Celsitudo se pro se & omnes suos Subditos obstringit, quod omnia superiora observet, & ut sanctè per omnia observentur, efficiat; Sic quoque pro parte sua Prapotentibus suae Celsitudines pro se, & pro omnibus suis Subditis, & nominatim pro Societatis Orientalis & Occidentalis Indiae hominibus, sese obstringunt, contrarios semet ut in omnibus praesentibus Tractatus observetur, & Pax ubique tam in Europa, quam alibi conservetur, prout in praecedenti Articulo plenius & longius comprehensum est.

XXV. Tandem conventum est ab utrisque Partium, quod Tractatus hic, & contenta in praesentibus Articulis, in optima & forma legitima, tam ex parte Serenissimi Principis Portugallie, quam ex parte Dominorum Statuum Generalium Unitarum Provinciarum, & quidem per Literas Patentes unius alteriusve Statuum majori Sigillo roboratas, conferantur & ratihabentur, & quod Instrumenta Ratihabitionis, intra spatium trium mensium, a subsignatis praesentibus Tractatibus numerandorum, vel etiam citius, si id fieri

ANNO
1669.

ANNO fieri queat, mutuo extraderetur, & quod omnia in hoc
1669. Tractatu comprehensa, statim post mutationem memo-
ratarum Rathabitationum in forma, & modo consueto
publicatur.

*Sequitur Textor Mandati Domini Extraordinarii
Legati Portugalliae.*

DON Petrus, Dei gratia Princeps Portugalliae & Algarbium, citra & ultra Mare Africanum, Dominus Guineae, Conquestuum, Navigationis & Commerciorum in Aethiopia, Arabia, Persia & Indiis &c. uti Succesor, Gubernator & Regens illorum Regnorum & Dominiorum Portugalliae, vi praesentium, plenariam potestatem & facultatem necessariam impertior Don Francisco de Mello, Equiti Ordinis Christi, Commendatori ad St. Petrum de Verga de Lilla ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatori Civitatis Lamego summo meo Ciborum Nobili Seclori & mensis Distributori, meo Extraordinario ad Ordines Generales Unitarum Provinciarum Belgii Legato, tractandi & pacificandi, cum dictis Ordinibus, & Officialibus Societatum Orientalis & Occidentalis Indiae, aut unaquaque dictarum Societatum, de restitutione locorum Cochini & Cananor in India Orientali, & de difficultatibus, quae circa Pacem cum dictis Ordinibus VI. die mensis Augusti Anno MDC LXL. intam, se produnt, & de omnibus quae occurrunt, quod recipere inter nos dicta Pax in omnibus Mundi locis, Terris Marique sine limitatione conservata & magis stabilis perduret. Hoc sine de Articulis, de Instrumentis publicis, & de secretis, quae reperitur ad hoc fore necessaria, cum omnibus suis clausulis mediis, & obligationibus, de quibus convenierit, transigat, & omnia, quae ab ipso inita erunt, rathabebuntur, non secus ac si Ego ipse inissem. Sub fide & verbo Regio, motu proprio & potestate Regali & absoluta, non obstantibus Legibus quibuscunque, Capitulis Statuum, aut dispositionibus contrariis, Inque fidem omnium superius expressorum curavi, ut ipsi praesentes manu mea subscripserit, & Magno Sigillo insignium meorum firmata expedirentur. Datum Ulyssipponi VII. die mensis Novembris Anno à Nativitate Domini JESU CHRISTI MDC LXVIII.

Martinus de Brito Corito has scripsit.

Petrus Sanchez Farinha eas scribere curavit.

Subsignavit

Princeps,

Et sigillavit Magno Sigillo in cera rubra.

*Sequitur Textor allegati Mandati Dominorum Depu-
tatorum. Ordinum Generalium.*

ORdines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, omnibus praesentes Literas visuris, Salutem. Cum nos perpetuo & sollicitè nullam non observaverimus occasionem, quae sese obtulerat, cum Regibus & Statibus Vicinis, & inter illos cum Corona Portugalliae, mutuum exercendi amicitiam. Cujus propositi Documenta in omnibus cum illa, trinita & quod excedit jam inde per annos, initis Pactis, dedimus. Quandoquidem vero Tractatus illi successibus, qui de jure sperari poterant, caruerint, & plurimi casus, qui inciderunt, executionem remorant, & quod denuò Serenissimus Princeps Don Petrus, Princeps & Gubernator Regni Portugalliae, Nos per Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad Sanctum Petrum de Verga de Lilla, & ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatorem Civitatis Lamego, suum Summum & Nobilem Ciborum Seclorem & mensis Distributorem, & Extraordinarium suum Legatum ad hunc Statum, de desiderio suo quo ardet, renovandi pro sua parte obsecula cuncta, quae hactenus executionem praeteritorum Tractatum intercluserunt, & curandi ut omnia dissida, quae sincerum animum ambarum Nationum alterare inveniunt, quant, terminentur, certiores reddiderit; Quod nos, ex parte nostra intentioni huic respondere cupientes, eo magis voluerimus denominare Dominos, Guilielmum de Heuckelom, Consulem Civitatis Noviomagenis, Joannem à Nieuborgh, Consulem Civitatis Almarinensis, Joannem de Wilt, Consiliarium & Syndicum Hollandiae atque Frisiae Occidentalis &c. Hadrianum Pieterfon, Syndicum Civitatis Zirkseensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum de Renswoude, Emminkhuysen &c. Equitem Ordinis Regis Daniae &c. Everywy-

nium de Bentheim, Doctorem Juris & Consulem Civitatis Campenis, ut & Egbertum Horeken, Dominum de Wierhuyten &c. Omnes Delegates Concilii ex parte Unitarum respectivè Provinciarum, atque dedimus, prout vi praesentium plenissimum Mandatum, auctoritatem, Commissionem, & specialem iussum ipsius, & unicuique illorum, in casum morbi aut absentiae alterius, impertimur, pro nostra parte, ut nomine & in qualitate nostrorum Delegatorum quantocius in congressum laudati Domini Legati Extraordinarii Portugalliae veniendi, proposita audiendi & alia in medium adferendi, ea expediendi, inveniendi & concludendi cum illo Pacta, quae ad boni communis Coronae dictae & hujus Status normam directa sint, & hoc sine loco nostri promittendi, nostrorum nomine conciliandi, acceptandi & signandi in optima & debita forma, talia Instrumenta & Acta, qualia id de necessitate requirit, ipsis videbitur, & generaliter omnia ea faciendi & peragendi, quae nos faceremus & poteramus facere & peragere, si nos ibidem praesentes adfessimus & si quoque ad id iussus & Mandatum specialius requisita forent; promittentes sincere & bonà fide, habere grata, nec non firmiter, inconvulsa, & inviolatè stare omnibus, quae laudati Domini nostri Delegati, promittunt, peragent, & in dicta qualitate concludunt, ut ea à nobis observentur, impleantur, & exactè atque sanctè exequantur, sic ut eadem nunquam, vel directè vel indirectè, quacunque ratione aut modo id fieri queat, infringuntur. Sed curatos, ut Literae nostrae Ratificationis & Rathabitionis eorum omnium in ampliori & authentica forma, quae fieri potest, & si id à Nobis requireretur, aut opus erit, consilientur & extraderent. Datum Hagae sub testera chirographaria Praesidis nostri, & signatura nostri Aduarii, nostrove Sigillo majori, XXX. Julii MDC LXIX.

Tessera

G. de Nassau.

*In plica,
Ad Mandatum dictorum Dominorum Ordinum Generalium.*

N. Ruyssch.

Est sigillata erat majori Sigillo.

In fidem & testimonium eorum, Nos Legatus Extraordinarius memorati Serenissimi Principis Portugalliae, & Nos Commissarii Delegati dictorum Dominorum Ordinum, virtute Mandatorum, à Superioribus nostris nobis datorum & jamjam transcriptorum, Articulos istos manu nostra propria subscripsimus, hisque Sigilla nostra impresimus. Hagae XXX. Julii Anno MDC LXIX.

*(L.S.) Don Francisco
de Mello.*

(L.S.) W. van Heuckelom.

(L.S.) Johan de Wilt.

(L.S.) A. Pieterfon.

(L.S.) Johan Baron van

Reede.

(L.S.) E. van Bentheim.

(L.S.) Egh. Horeken.

Articulus Separatus.

QUANDOQUIDEM Domini Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, in Article XI. hodie conclusi & invicem subscripti Tractatus sese obstrinxerunt, curatos Praepotentes suas Celsitudines id ipsum, ut Subditi & Incolae dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulere & avegere proximis praecedentibus annis il, qui pra aliis Naves suas onerant. Et in Article sequenti XII. conventum fuit, quod si contingat, defectum aliquem vel ob Bella, vel contentiones Maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolae dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi praecedenti Article XI. adstricti sunt, illuc commare haud valeant, quod tunc Corona Portugalliae defectum illum supplere non teneatur, nisi prius memorati in praecedenti Article integri viginti anni plenarie finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Unas aliquas pendere obligata haud fiet &c. Plenioris declarationis ergo, & praeveniendorum dissidiorum gratia, quae inposterum sine ratione iuste quantitatis Salis, quae incolae dictarum Unitarum Provinciarum, qui pra aliis maxi-

ANNO
1669.

main partem avexere de Setuval, Naves suas onerant, sive etiam ob Incommoditates alias, quæ sufficere putabuntur, ut ipsi illi Incolæ à tollenda & avehenda tota dicta quantitate Salis abstineant, exoriri poterunt; per præsentem Articulum separatim conventum & concordatum est, quemadmodum Nos per præsentem convenimus & concordamus, quod ex parte Portugalliae, una cum Ratificatione citati Tractatus insimul extractus authenticus Registorum super receptis Juribus de importatione & exportatione, & aliorum Registorum publicorum laudati Regni Portugalliae, super omni Sale, quo Incolæ memoratarum Provinciarum in Setuval. In Annis M DC LIX. M DC LX. M DC LXI. M DC LXII. M DC LXIII. M DC LXIV. M DC LXV. M DC LXVI. Naves onerant, cum nomine & cognomine Navarchorum & Navium, à quibus & in quas dicta quantitas Salis recepta est, extradere, quod mediante hoc, & ope aliarum informationum à Præpotentibus suis Celsitudinibus desuper in hisce Regionibus interim captandarum, ante permutationem Ratificationum per mutuum Conventionem definiti & in specie determinari juxta quantitas modiorum, quos Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum quotannis tollere & avehere tenebuntur, queat, & ut contentis in memorato Articulo X.I. satisfiat, in reliquis verò penes Principem Portugalliae electio & optio maneat, conditionem in dicto Articulo X.I. expressam in suo vigore relinquendi, eamque generaliter & sine exceptione exequendi, id est, sine disceptatione dictum defectum ante decursum viginti annorum supplendi, aut potius circa finem & ante expirationem cujuscunque anni promptè & in parata pecunia, tertiam partem juxta valoris Salis, quod Subditi & Incolæ Unitarum Provinciarum in dicto anno infra quantitatem in memorato Articulo stipulatam tollere intermiserunt, solvendi; Dummodò laudatus Dominus Princeps ante permutationem Ratificationum, ratione hujus alternativæ acquiescit se declararet; & si quando posterius membrum ipsius ejusdem alternativæ acceperit, nempè promptè in parata pecunia tertiam partem dicti defectus exsolvendi, Ipse reapse, cum effectu, & sine dilatione eidem satisfaciatur, & si id non præstiterit, Præpotentes suis Celsitudines anno insequenti, integrum defectus pretium in Sale, secundum in stipulationem deductum, & in X. Articulo ejusdem Tractatus, quoad supplementum defectus; qui sine culpa alte-memoratarum suarum Celsitudinum, aut Subditorum & Incolarum Provinciarum Unitarum & ratione quantitatis Salis, quæ ex causa ibidem contenta Art. X. stipulata fuerat contigerit, plenius expressum modum accipient. Actum Hagæ die XXXI. Julii M DC LXIX.

(L.S.) Don Francisco de Mello.

(L.S.) W. van Henckelom.

(L.S.) Johan de Wits.

(L.S.) A. Pieterfon.

(L.S.) Johan Baron van Reede.

(L.S.) E. van Benthem.

(L.S.) E. Horenken.

*Ratification * dudit Traité par le Serenissime Prince de Portugal.*

Dom Pedro par la grace de Dieu Prince de Portugal &c. Comme Successeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes & Estats. Nous faisons savoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que sur quelques difficultez & différens qui sont survenus pour l'exécution du dernier Traité de Paix, fait à la Haye, le 6 d'Aoust 1661. Après avoir esté par nous, & par lesdits Estats Generaux des Provinces-Unies, approuvé, ratifié, & confirmé: A esté fait, accordé, conclu & signé un Traité d'Accommodement, audit lieu de la Haye, le 31. jour du mois de Juillet 1669. Entre Dom Francisco de Mello, &c. nostre Procureur capable d'une part; & les Maîtres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux donnée le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part. Duquel Traité accordé par lesd. Dom Francisco de Mello, & Commissaires, comme aussi des Pouvoirs, & Procurations reciproques, la forme, & teneur ensuit.

* C'est de la feuille voisine imprimée en François, que l'on a tiré ces Ratifications. Elles manquent aux Copies Latines. [Dum.]

D'autant que depuis la Conclusion &c.

ANNO
1669.

Lequel Traité cy-dessus, ayant esté par nous vu, considéré, & meurement examiné, avons trouvé bon de recevoir, approuver, ratifier & confirmer: Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Successeurs, & pour nos Royaumes, d'observer, garder & accomplir inviolablement tout ce qui est contenu; sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce soit, ni à present, ni à l'avenir, directement ni indirectement. Et promettons, & nous obligeons observer tout ce que dessus, sur nostre foy, & Parole Royale, tant en nostre nom, qu'en celui de nos Successeurs & de nos Royaumes: Sous l'obligation, & Hypothèque de tous nos biens, & revenus, tant en general, qu'en particulier, presents & avenir. En foy, & témoignage de quoy nous avons fait expedier ces presentes signées de nostre main, & scellées du grand Sceau de nos armes. A Lisbonne le 10. Octobre. Antonio Freire de Sequeira l'a écrit. L'année fusdite de la naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ mil six cents soixante-neuf. Francisco Correa de la Cerda Secrétaire d'Etat l'a fait écrire. Signé, o Principe.

Ratification de l'Article Separé par le Serenissime Prince de Portugal.

Dom Pedro par la grace de Dieu, Prince de Portugal &c. Comme Successeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes, & Estats. Nous faisons savoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que le 31. jour de Juillet 1669. A esté fait, accordé, conclu & signé, à la Haye, entre Dom Francisco de Mello &c. nostre Procureur capable, d'une part, & les Illustres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux données le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part: l'Article dont la teneur ensuit.

D'autant que les Seigneurs Estats Generaux &c.

Lequel Article Separé ayant esté par nous vu, considéré, & meurement examiné, avons trouvé bon le recevoir, approuver, ratifier & confirmer. Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Successeurs, & pour nos Royaumes d'observer, garder, & accomplir inviolablement tout ce qui y est contenu; sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce soit, ni à present, ni à l'avenir, directement, ni indirectement. Avec cette Declaration, que le cas avenant que les Sujets, & Habitans desdites Provinces-Unies ne puissent pas tirer, chaque année la quantité de Sel qui sera déterminée, & définie de commun accord dans le temps de l'Echange des Ratifications: Nous ne ferons pas tenus de suppléer à ce défaut, si non après l'expiration desdites vingt années. Et cette condition (qui est le premier des Membres de l'Alternative qui nous a esté proposée par ledit Article separé) est celle que nous choisissons.

Et promettons, & nous obligeons &c.

Ratification dudit Traité par les Seigneurs, Estats Generaux.

Les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces presentes verront, ou lire orront, Salut. Comme ainssi soit que le 31. Juillet de la presente année 1669. il ait esté fait, conclu, & arrêté un Traité entre le Serenissime Prince Dom Pedro Successeur, Gouverneur, & Regent du Royaume de Portugal, d'une part. Par Monsieur Dom Francisco de Mello &c. en vertu du plein-Pouvoir à luy donné par Son Altesse Royale, & nos Commissaires, en vertu de leurs Pouvoirs; Dont la teneur ensuit de mot en mot.

D'au-

ANNO
1669.*D'autant que depuis la Conclusion &c.*

Nous avons agréé, approuvé, ratifié, & confirmé ledit Traité, ainsi que nous l'agréons, approuvons, ratifions & confirmons par ces présentes; Promettans de bonne foy, & sincèrement, garder, observer & exécuter inviolablement tout ce que dessus; Engageans tous les biens, & revenus desdites Provinces-Unies des Pays Bas, présents & avenir, en general & en particulier: sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, ou manière que ce soit. En foy dequoy nous avons fait confirmer les présentes par nostre grand Sceau, & les avons fait signer par le Président de nostre Assemblée, & contre-signer par nostre Greffier. Fait en nostre Assemblée, à la Haye le 13. Decembre 1669. *Signé, VAN GENT. Et plus bas, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.* En l'absence du Greffier I. SPONSKEN.

Ratification de l'Article Separé par les Seigneurs Etats Generaux.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, ou lire orront, Salut. D'autant qu'entre le Traité conclu, & signé le 31. jour de Juillet dernier, entre le Serenissime Prince Successeur, Gouverneur & Regent du Royaume de Portugal, & nous: Par Monsieur Dom Francisco de Mello &c. ayant plein-Pouvoir d'une part; Et nos Commissaires ayans aussi plein-Pouvoir d'autre. Il a été convenu d'un Article separé, servant d'claircissement aux Articles XI. & XII. du Traité principal, ainsi qu'il se trouve ici inseré de mot en mot.

D'autant que les Seigneurs &c.

L'Equel Article separé ayant été par nous veu, & examiné, nous l'avons agréé, approuvé, & ratifié; Promettans de bonne foy, & sincèrement le tout garder, & observer, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu, en quelque sorte, ou manière que ce soit. En témoignage dequoy nous avons fait sceller les présentes de nostre grand Sceau, signer du Président de nostre Assemblée, & contre-signer de nostre Greffier. Fait en nostre &c.

L.

5. Sept. *Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. & la Republique de VENISE, fait le 5. Septembre, 1669. [Theatrum Pacis. Tom. II pag. 533.]*

I. Capitaneus Generalis teneatur tradere in manus Supremi Vezirii Civitatem Candiam, ut de ea absolutè ad beneplacitum suum, tanquam de loco Imperio Magni Sultani subiecto, disponat; Venetique obstricti sunt, se intra dies duodecim Standiam versus conferre, si modo tempus ad hoc conveniens erit, at que Copiæ universæ excedent eis Standia intra spatium dierum XL si tempus ad hoc opportunum fuerit.

II. Omnia Munimenta, Portus, Insulæ adjacentes & alia loca quæ sub Ditione Reipublicæ in Regno Candia sunt, eodem modo quo ante Bellum, sub Dominatione ejusdem fuerant, poro manebunt. In quorum numero sunt, Suda, Spina longa, Carabuse & Tini: omnesque dependentiæ Spina longæ à Regno Candia separentur.

III. Omnis res tormentaria, & instructus qui in loco erit, sub hac conditione illis in totum relinquatur, ut tamen Supremus Vezirius Capitaneo Generali XL. Tormenta majora dono det.

IV. Omnes Insulæ in Archipelago & aliæ, quæ ad ipsam Rempublicam pertinebant, sub potestate ejusdem manebant eodem modo, quo ipsæ ante Bellum subiectæ fuerunt: Foratissimaque Clissa, & omnia quæ Veneti supererunt Turcis in Dalmatia & in Albania absolutè summoque, Potestati Serenissimæ Reipublicæ subdita relinquuntur.

ANNO
1669;

V. Respublica contributiones graviores hand solvet, quam quas ratione Insularum in Archipelago & Gracia pendere consuevit, ratione Zanæ verò & Cephaloniæ & nil quicquam insulae Commercio illarum solvet.

VI. Neutra Partium teneatur aliquid pecuniarum, sub prætextu Compensationis ejusdem, Impensarum, Pensionum, donorum, Belli, aut alterius cujuspiam tituli, quisquis is fuerit, conferre.

VII. Supremus Vezirius concedet omnino sufficientis temporis spatium Capitaneo Generali ad aveniendum commeatum & Instructum Bellicum; abscedenteque prædarii Milites Vexillis explicatis, & cum omnibus suis impedimentis, permissumque esto omnibus Urbis Incolis, qui ibidem subsistere nolunt, discedere cum universa eorundem familia & substantia; Integrumque esto Capitaneo Generali secum avehere omnes Reliquas Sanctorum, sacra Vasa, & Ecclesiasticum ornamenta.

VIII. Mittet Serenissima Respublica Legatum quempiam Constantinopolim, qui curet, ut ratihabatur hic Tractatus. & perfectius Commocia stabiliantur, ut ea libera & sine impeditione ulla fiat, prout ea ante Bellum erant.

IX. Libertati donentur omnes Captivi & mancipia ambarum Partium, statim atque Legatus Serenissimæ Reipublicæ Constantinopolim venerit.

X. Omnes conventi superius Articuli, fideliter & inviolabiliter adimpleantur, & firmetur denique Jramento inter Partes utrasque Pax æterna & perpetuum Commocium.

LI.

Traité d'Amitié & de Commerce entre CHARLES II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. & le Serenissime Prince CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre, 1669. [Manuscrit.]

19. Sept.
ANOLA-
TERRE &
SAVOYE

LA situation convenable du Port de Villefranche sur la Méditerranée, & l'estenduë d'icelui, conjointement avec la sûreté en toutes manières, ont été les motifs efficaces, qui ont porté Son Altesse Serenissime le Duc de Savoye, à le produire, & à desclater libre à tout le monde, avec croyance qu'il pourroit avec le temps se trouver avantageux au public; & à son Altesse Royale en particulier. Mais arrivant ainsi que la vigueur des choses qui sont établies par les meilleurs Conseils, dans la suite du temps, est rendue languissante, & sujette au changement: Pour cette cause, il a plu à Son Altesse Royale, non seulement de confirmer le libre Etablissement de son Port: Mais encore plus, de l'offrir à Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. avec une addition de nouveaux Privileges, & augmentation de Capitulations inviolables. Une tres-puissante & reciproque incitation s'est jointe à ces motifs, à savoir la fertilité abondante du terroir, qui est commune dans les Royaumes & autres Colonies, qui sont sous la domination de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. de même que dans les Etats de Sadite Altesse Royale, laquelle superfluité, puis qu'elle est si proprement, & si naturellement transférée, & versée dans des Terroires stériles, par des fruits reciproques, à l'avantage du Sujet, il étoit aisé aux deux Princes entre lesquels il y a eu depuis long-temps des liens d'une ancienne amitié, confirmée par des Alliances réitérées & par la dernière conjonction de consanguinité, d'entretenir ses sentimens, d'y adjoindre encore de nouveaux liens de Commerce reciproque, par lequel ils puissent, par la considération de faire du bien à leurs Sujets, s'obliger, & s'engager davantage, & reciproquement l'un envers l'autre: Pour cette fin, & pour cet effet, il a plu à Sa très excellente Majesté, par les Lettres Patentes, scellées du grand Sceau d'Angleterre, de constituer le Chevalier Jean Finch, à présent Resident pour Sa Majesté de la Grande Bretagne, auprès du Grand Duc de Toscane, son vray & légitime Procureur, avec un Pouvoir Plenipotentiaire, ainsi qu'il appert par lesdites Lettres Patentes: & pour le même dessein & intention, Son Altesse Royale a trouvé bon, de munir de même Pouvoir & autorité le Seigneur Joseph Maurice Philipponne, son Conseiller, Auditeur, & Procureur General de ses revenus, ainsi qu'il appert par lesdites

ANNO 1669. pareillement par les Lettres Patentes de Son Altesse Royale, lesquels Lettres Plenipotentiaires apres plusieurs Conférences ont finalement conclu ce qui ensuit.

Articles dont on est convenu.

I. Premièrement, comme le Commerce a toujours esté le Compagnon de la Paix, cette Paix qui n'a jamais esté interrompue, par la Guerre, durant plusieurs années, est à présent ratifiée, établie & confirmée, entre le tres-puissant Monarque Charles second Roi de la Grande Bretagne &c. & Son Altesse Royale Charles Emanuel second du nom, Duc de Savoye, &c. les Sujets desquels sont obligez en toutes occasions, de faire les uns aux autres, toute sorte d'actions de civilité, & affection reciproque.

II. Secondement, il sera permis, & libre, pour toutes sortes & especes de Navires & Vaisseaux, appartenans à Sa Majesté le Roi de la Grand Bretagne &c. ou à ses Sujets, de conduire & d'amener dans les Ports, de Ville-Franche, Nice, ou de saint Hospice, toutes choses quelconques, ou toutes sortes de Marchandises, soit qu'elles soient produites par nature, ou faites par art, en quelque partie que ce soit du Monde; toutes lesquelles choses ou Marchandises ainsi apportées, seront librement & franchement débarquées, & portées par les Capitaines, ou Maîtres, ou par quelques autres personnes qui dependent d'eux, ou par les Marchands, ou Facteurs Sujets de Sa Majesté, dans les Maisons desdits Marchands, ou Facteurs, ou en des Magasins, ou Celiers, hors de leurs Maisons dans lesdits Ports, pour y estre conservées & gardées par eux autant de temps qu'il leur plaira, sans confiscation, Imposition de Douane, ou exaction de quelques Droits que ce soit, & en outre, au cas que toutes lesdites choses, ou aucune partie d'icelles, ne soit pas vendue dans lesdits Ports, il est & sera permis ausdits Capitaines, Maîtres, Marchands, ou Facteurs, Sujets de Sa Majesté, d'envoyer librement toutes lesdites choses, ou aucune partie d'icelles, par Mer, en quelque lieu que ce soit qu'il leur plaira, sans payer aucune Douane, Penge, ou quelque sorte d'Imposition que ce soit.

III. Troisièmement, que toutes & chacunes sortes & especes de choses, & de Marchandises, qui seront vendues à Nice, Ville-Franche, ou saint Hospice, & après que la vente en aura esté faite, seront envoyées ou transportées, par Mer, dans les Territoires de quelque Prince que ce soit, seront toujours tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, quittes & affranchies de toutes Douanes, Droits, ou Impositions quelconques, mais à l'égard de toutes les choses, & Marchandises qui après que la vente en aura esté faite dans lesdits Lieux seront transportées par Terre, dans les Territoires de quelque autre Prince, il a esté aussi convenu & accordé que durant l'espace de dix ans à commencer du jour de la publication du present Traité tous lesdits Biens, seront quittes, & affranchis de toutes Douanes, Droits ou Impositions quelconques, pour leur passage par Terre, & de toutes autres peines que ce soit, tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, lesquelles dix années étant expirées, si Son Altesse Royale, ne veut pas confirmer cette liberté de passage, pour un plus long espace de tems, en la forme & maniere susdite, en ce cas-là, on ne payera seulement pour toutes & chacunes lesdites choses, qui après que la vente en aura esté faite, passeront par Terre comme dit est, que la moitié du Droit, ou Impoit, qui se leve pour le passage suivant le Tarif imprimé, à la fin de l'Ordonnance publiée le 30. Octobre 1633.

IV. Quatrièmement, toutes & chacunes sortes de choses, ou Marchandises, qui seront produites par nature, ou faites par art, en aucun des Royaumes de Sa Majesté, ou en aucunes Colonies des Indes Occidentales, ou Orientales, ou en aucunes autres Territoires, qui sont presentement, ou seront cy-après sous l'obéissance de Sa Majesté, peuvent & pourront estre vendues librement, par les Sujets de Sa Majesté dans l'estenduë de tous les Etats de Son Altesse Royale, & en quel que endroit que ce soit de ses Territoires, ou Lieux de son obéissance, sans aucune prohibition ni amende, nonobstant toutes Loix, ou Edits contraires, à l'exception toujours, & seulement, du Sel du Tabac, de la Poudre à Canon, de la Mèche, du Plomb à giboyer, Balles à Mousquet, de la Balaïne, & des Cartes de toutes sortes, parce que c'est la coutume, d'affirmer la permission de vendre les choses cy-dessus

mentionnées, à des particuliers, privativement à toutes autres personnes; & néanmoins, il sera permis aux Sujets de Sa Majesté, conformément à ce qui est exprimé, au second Article, de recevoir & de garder, en leur Maison ou Magasin, toutes les susdites Marchandises desdendues, sans payer aucune Douane, Penge, ni encourir aucune peine ou amende. De plus mesmes, il sera permis aux Sujets de Sa Majesté de vendre les susdites Marchandises desdendues aux Fermiers qui auront pris à terme la permission de les vendre à l'exclusion de toutes autres personnes. Mais à l'égard de toutes sortes de Marchandises (à l'exception de celles qui sont desdendues, cy-dessus spécifiées) qu'on fera entrer, & conduire dans les Ports de Ville-Franche, Nice, ou de S. Hospice, quand elles seront tirées desdits Ports pour en procurer la vente, & le debit, dans l'estenduë des Domaines de Son Altesse Royale, il n'y aura que celui qui les tirera desdits Ports, soit le Vendeur, ou l'Acheteur, qui payera seulement la moitié de la Douane, ou Penge spécifié dans le Tarif, la Copie imprimée duquel signée du Procureur de S. A. R. a esté par luy délivrée au Chevalier Jean Finch: après le payement duquel Droit, ou Douane, une fois fait, il ne sera payé aucune chose de plus, dans les Domaines de S. A. R. soit par le Vendeur, ou l'Acheteur, pour lesdites Denrées ou Marchandises, avec declaration expresse, que pour toutes Manufactures de Laines, ou quelques autres Marchandises susdites que ce soit, qui comme il appert, ne sont pas spécifiées dans lesdits Tarifs, il sera payé un & demi pour cent, c'est à dire, seulement la moitié de trois pour cent, imposées, sur toutes les Marchandises qui ne sont pas spécifiées dans le susdit Tarif, par le dernier Article, ou les dernières lignes d'icelui. Lequel Droit ou Impoit, étant une fois payé, il ne sera payé rien de plus, ni par le Vendeur, ni par l'Acheteur, dans l'estenduë des Terres de Son Altesse Royale.

V. Cinquièmement, il a été convenu, & accordé que toutes sortes de Navires, ou Vaisseaux appartenans à Sa Majesté de la Grand Bretagne, ou à ses Sujets, qui navigueront d'Angleterre ou de quelque autre Port, de l'obéissance de Sa Majesté, ou des Etats de Sa Majesté, qui ne seront pas infectés de Contagion, & arriveront dans les Ports de Nice, de Ville-Franche, ou de S. Hospice, avec des Certificats & Attestations de bonne santé, n'ayant point eu de Commerce en leur Voyage avec aucuns Lieux ou personnes soupçonnées d'être infectées du mal contagieux, sont & doivent être exemptés de faire quarantaine ou quelques jours que ce soit de purgation; & il sera incontinent accordé aux personnes qui seront sur lesdits Navires, toute liberté de Commerce & de Traffic dans lesdits Ports; & on permettra sans aucun delai de mettre à terre toutes choses, & toutes les Marchandises que lesdits Navires auront apportées, pour être portées dans les Maisons, ou Magasins des Marchands, Sujets de Sa Majesté, à Nice, Ville-Franche, ou S. Hospice: Mais si lesdits Navires arrivent sans Certificat, ni Attestation de bonne santé, ou si dans leur Voyage, ils ont conversé avec des personnes, ou eu Commerce dans des Lieux soupçonnés d'être infectés du mal contagieux, en ce cas-là, les Personnes, & Biens seront sujets à la quarantaine, ou purgation, mais les jours de quarantaine ou de purgation, seront abregés à l'égard des Personnes & Biens autant que le soin de preserver la santé du public le pourra permettre; Et pour la qualité des Marchandises qui seront sujettes au Lazard, ou à faire purgation, comme aussi pour les droits du Lazard, ou frais, pour les Biens qui seront purgation, cela est contenu avec d'autres particularitez en un Papier des Taux des droits du Lazard, transcrit à la fin du present Instrument, qui ne peuvent jamais être changés ni alterez, sans le consentement du Consul, ou de la plus grande partie des Marchands demeurans dans lesdits Ports.

VI. Sixièmement, à cause que les Ports qu'on appelle France, ont accoutumé de donner protection & refuge aux Banqueroutiers, ou personnes qui sont faillies, & Banqueroutés, avec les Biens d'autrui, la même pitié de Sa Majesté, qui protege les Gens de Bien, punit ceux qui ne le font pas, c'est pourquoi en ce qui regarde les Sujets de Sa Majesté, il a été convenu & accordé, que sans avoir égard à quelques Edits que ce soit, qui aient été publiés, les Sujets de Sa Majesté seront entièrement privez, & tout à fait décheus, de jouir de cette protection, qu'on nomme communément Sauf-conduit, reservant à chaque Sujet de Sa Majesté,

ANNO 1669.

ANNO
1669.

Majesté, son propre Droit; comme pareillement tous les Sujets de Sa Majesté seront privés du bénéfice de protection, ou d'out-conduit, qui commettent quelques crimes que ce soit contre Sa Majesté, comme aussi, tous les Sujets de Sa Majesté, soit qu'ils soient Maîtres de Navires, Maritimers, ou autres qui soient coupables de Baratrie, auxquels, ainsi qu'à tous Pirates, & Ecumeurs de Mer, qui soient Sujets de Sa Majesté, toute permission de vendre des Lients, ou Marchandises, ou de passer des Contrats pour icelles, dans lesdits Ports sera déniée: Mais à l'égard de tout ce qui est stipulé, dans la précédente partie du présent Article, qui ne regarde seulement que les Sujets de Sa Majesté; il a été pareillement convenu & accordé en faveur desdits Sujets qu'ils jouiront pleinement & entièrement du Privilège & d'out-conduit, ou protection contre tous Etrangers, promise & publiée en l'Edit d'un Port-Franc, par Son Altesse Royale ainsi que tous Etrangers en jouiront à l'avenir d'eux.

VII. Septièmement tous les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou St. Hospice, pour y exercer le Commerce, ou autrement, sont déclarés exempts, & franchises de tous Tributs, Taxes ou levées d'argent, qui sont ou seront imposées par Son Altesse Royale.

VIII. Huitièmement il est pareillement déclaré que les personnes des Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, ne seront point exposées ni sujettes à arrest, ni emprisonnement, ni leurs biens sujets à saisie, ou séquestration, pour quelques causes civiles que ce soit, à moins qu'il n'y ait eu un Procès intenté en Justice auparavant, mais à l'égard des causes criminelles, qui sont punies de mort, ou de quelque peine corporelle, ils seront sujets à l'emprisonnement, sans aucun adjournement, ou citation en Justice.

IX. Neuvièmement, il sera libre & permis à tous & chacun des Sujets de Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. demeurans dans lesdits Ports de vivre dans leur propre Religion de la manière qu'il leur est permis, soit à Genes ou à Ligorne, & on ordonnera, ou assignera un sepulchre convenable pour y enterrer les Sujets de Sa Majesté qui decederont dans lesdits Lieux.

X. Dixièmement, comme il n'y a rien qui tourne davantage les Hommes, que les Procès devant des Tribunaux de Justice, en égard à la grande consommation de temps & d'argent, mais encore plus particulièrement, un étranger, qui n'a aucune connoissance des Costumes, & des Loix du Pays, pour cette cause, il a été convenu & accordé entre Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. & Son Altesse Royale, que tous les différends, & démêlés qui arriveront; entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, ou entre lesdits Sujets, & quelque autre personne qui ne sera pas Sujet de Sa Majesté, seront seulement plaidés devant un Juge qui sera appelé le Délégué de la Nation Angloise, par lequel seul ils seront décidés, lequel Délégué sera toujours choisi par les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, à la charge toujours, que l'élection sera faite, du nombre des Ministres de Son Altesse Royale, qui constituent les Consuls de la Mer, lequel Délégué, ainsi choisi, sera continué durant le plaisir des Electeurs Nationaux, pourvu que cette continuation ne soit pas pour plus de tems, que celui qui est limité par Son Altesse Royale pour la fonction de l'Office du reste des Consuls de la Mer. Après que ce Délégué aura été élu, la Nation le présentera à Son Altesse Royale, avec une Requête tendante à ce que par son autorité il puisse être établi pour exercer cette Charge, & après qu'il aura été ainsi constitué par cette Autorité il decidera, & terminera avec brièveté & expedition, tous les différends susdits, sans formalité de Procès en Justice, conformément au poids & validité de la raison, n'ayant égard seulement qu'à la vérité du fait, & tout cela se fera sans aucuns frais, dépens, ni autre dépense, que du simple payement de l'Ecriture. On ne pourra appeler de la Sentence donnée par ce Délégué, si ce n'est au Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, l'un desquels devra être le Délégué, qui prendra séance comme un des Juges, duquel Tribunal, il n'y aura plus d'appel à prétendre: Mais arrivant que par la suite du temps, les Sujets de Sa Majesté devinssent si nombreux dans lesdits Ports (ce qu'il y a lieu d'espérer de la bonne disposition des Loix) si on trouve quelque inconvénient en la décision des différends, conformément à la manière prescrite, en ce cas, à l'égard de

ANNO
1669.

quelque démêlé qui arrive, ou survenne seulement entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, le Règlement suivant pour la décision définitive du Différend, de laquelle on ne pourra le porter pour Appeller, sera établi & confirmé entre Sa Majesté, & Son Altesse Royale, lequel Règlement sera & devra être en sa pleine force & vertu, à commencer du temps que Sa Majesté le requerra de Son Altesse Royale. Voici la forme de ce Règlement. Les Sujets de Sa Majesté choisiront trois Hommes parmi la Nation Angloise qui pour leur vie & mœurs seront estimés des Hommes de la plus grande intégrité parmi eux, ces trois Hommes rempliront tres-humblement Son Altesse Royale, qu'il lui plaise de nommer l'un d'eux, qui sous le titre de Délégué de S. A. R. en puisse exercer la Charge, lequel sera incontinent déclaré; & après qu'il aura été ainsi constitué par son autorité & que pour cet effet, il aura obtenu de Lettres de S. A. R. il ne sera pas néanmoins capable d'exercer sa Charge, à moins qu'il n'ait auparavant prêté Serment devant le Délégué National, ou en son absence, par devant que que autre des Consuls de Mer, demeurans à Nice, pour Son Altesse Royale. Ces choses étant faites, lors qu'un différend ou démêlé arrivera ou surviendra, le Demandeur, & le Défendeur choisiront chacun deux Arbitres, & les déclareront & constitueront pour tels, devant le Délégué de Son Altesse Royale, & chacun desquels le Délégué fera prêter serment sur les Saints Evangiles, en ces termes, qu'autant qu'il sera en leur pouvoir, sans avoir aucuns égards pour les personnes, en bonne conscience, & conformément aux meilleures regles de Justice ils rendront leur Sentence arbitrale jurement & fidèlement. Après ce serment, ils pourront s'assembler, quand l'occasion s'en présentera, mais toujours en présence dudit Délégué, lequel Délégué n'aura point de voix, au cas que la plus grande partie des quatre Arbitres s'accordent, en leur arbitrage, & si cela arrive, la décision qui sera ainsi faite, sera ferme & stable, mais si les Arbitres ne s'accordent pas, par raison de leur égalité de voix, alors le Délégué de Son Altesse Royale, après avoir prêté le même Serment que les Arbitres auront fait, devant un des Consuls de Mer, à Nice, aura voix délibérative parmi les autres quatre Arbitres, & la décision qui interviendra, du côté qu'il y aura majorité de voix, sera ferme & valable en toutes les choses dont aura été question en ces deux cas, la décision ainsi faite amiablement, sera envoyée à Son Altesse Royale, dans l'espace d'un mois, afin que par son autorité, elle puisse avoir sa pleine force, & être mise à execution. Ce Délégué sera en outre obligé de faire des Ecritures, ou tenir des Registres, comme Délégué de Son Altesse Royale & le devoir de sa Charge sera, de les garder, & conserver soigneusement, il sera continué trois ans en la fonction de la Charge, & obligé de rendre compte au Délégué, qui lui succedera, de toutes les Affaires qui se seront passées durant ce temps-là.

XI. Onzièmement, arrivant que quelque Sujet de Sa Majesté vienne à deceder dans lesdits Ports, sans faire son Testament, ou que par son Testament il ait institué un Heritier ou Exécuteur, qui ne demeure pas en aucun desdits Ports, toute la Nation sera tenue de s'assembler, & de choisir quelques personnes, qui soient de bonne vie, renommée, & credit, qui avec le Délégué de Son Altesse Royale Sujet de Sa Majesté, & le Consul de la Nation prendront soin des Biens du défunt, de sorte qu'ils ne puissent pas être dérobés, mais plutôt conservés pour ceux à qui de droit ils devront appartenir; lesquels Anglois ainsi élus par la Nation, se rendront devant le Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, constitués & établis Administrateurs pour les fins susdites, des Biens du défunt, & pour cet effet, ils auront plein-Pouvoir de demander & de garder toutes choses quelconques, qui de droit auront appartenu à la personne decedée, comme aussi de payer, & acquitter tout ce qui se trouvera légitimement due, par le decedé, à quelques personnes que ce soit.

XII. Douzièmement, tous Maritimers, Sujets de Sa Majesté, qui se retireront, sans l'aveu de leur Capitaine, ou Maître, & entreront à bord de quelque autre Navire, ou Vaisseau, sur la plainte qui en sera faite à l'Officier de Son Altesse Royale à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, seront tirés du Vaisseau, qui les aura reçus, & rendus à leur premier Capitaine ou Maître: Si quelque Marinier abandonne son Capitaine ou Maître, & se retire en quelque Maison publique, ou

ANNO
1669

ou particulière, d'aucun des Habitans desdits Ports, & soit recelé par l'Habitant, il sera tiré de la Maison par force, & le Maître de la Maison sera condamné en vingt Ecus d'amende pour chaque offence de cette nature. Si quelque Marinier couche à Terre toute la nuit en quelque Maison publique, ou particulière, sans le Congé par écrit, signé de son Officier, le Maître de la Maison, qui l'aura logé, payera dix Ecus d'amende. Si quelque Marinier contracte une Dette avec un Habitant desdits Ports, ou s'endebte envers lui au dessus d'un Ecu, sans le Congé par écrit, de son Capitaine ou Maître, son Creancier perdra son deb. Mais si le Marinier fait en sorte de trouver quelqu'un qui s'engage pour le paiement de la Dette, qui ne soit pas Marinier, ou laissa aller le Marinier, mais celui qui aura répondu pour lui, pourra être retenu pour la Dette.

XIII. Treizièmement, il a été convenu & accordé que toutes fois & quantes que des Navires de Guerre appartenans à Sa Majesté entreront dans lesdits Ports, ils y seront reçus de tous points avec les mêmes honneurs qu'aucuns autres Navires, ou Vaisseaux appartenans à quelque Monarque ou Prince que ce soit; durant le temps que les Navires de Sa Majesté demeureront dans lesdits Ports, on ne leur refusera rien qui leur soit nécessaire, ou convenable, en payant un prix competent pour ce qu'ils prendront, & à l'égard de leurs Vivres, il est permis à tous ceux qui sont deputez, pour fournir des Vivres aux Navires, dans l'estendu de tous leur Domaines de Son Altesse Royale, de contracter pour acheter toutes choses nécessaires & convenables pour la sustentation de la vie, & de faire porter toutes lesdites choses, ainsi achetées dans lesdits Ports, sans payer aucuns Droits de Douane ni autres Impositions, en payant seulement pour icelles, ce qu'elles ont coûté la première fois. Et il est en outre convenu, que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté, durant le temps qu'ils seront dans lesdits Ports, y seront protegez & defendus contre qui que ce soit, qui voudroit entreprendre de commettre quelque violence, ou exercer des hostilités contre eux.

XIV. Quatorzièmement; comme dans le present Instrument de Commerce, on a fait mention de certaines Ordonnances Fiscales, ou Traffics, qu'on nomme communément Livre de Taux, ou de Droits publics, l'un desquels, imprimé le dixième jour de Decembre mil six cent cinquante un, contient les Peages, ou Droits de Douane, qui doivent estre payez pour toutes sortes de Marchandises, qui sont vendues dans l'estendu des Domaines de Son Altesse Royale, le second contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30. Octobre 1633.) les Droits qui doivent estre payez pour le passage par Terre à travers des Etats de Son Altesse Royale. Et le troisieme & dernier, signé par le Procureur de Son Altesse Royale contient les Droits du Lazaret, ou les frais & Droits qui doivent estre payez, pour purger les Denrées qui sont Quarantaine, tous lesquels trois Livres de Taux, & de Droits, doivent estre reglez, conformément aux limitations, & restrictions contenues dans les Articles precedens: il a été convenu que lesdits Tarifs ou Taux & Droits, ne seront jamais changez, ni alterez sans le consentement du Conseil, & de la plus grande partie des Marchands & Facteurs Anglois, demeurans dans lesdits Ports. Il est en outre convenu, que les Marchands & Facteurs de Sa Majesté seront expédiez en toute diligence, dans les Lieux où les Droits de Douane, & de Peage doivent estre payez, & qu'aucun desdits Sujets, ne fera en aucun temps sujet à la revision de comptes, sous pretexte de fraude. Et si quelque Officier de Son Altesse Royale exige, ou reçoit quelque Somme ou valeur outre & par dessus ce qui est réglé dans les susdits Tarifs ou Taux, & limité ainsi que dans les susdits Articles, par voye de recompense, don gratuit, ou de quelque autre pretexte que ce soit, celui qui aura commis cette exaction, sera emprisonné l'espace de trois mois, ou plus long-temps, si Son Altesse Royale le juge à propos, & payera trois fois la valeur entiere de ce qu'il aura ainsi demandé ou reçu, moitié de laquelle Somme, appartiendra à S. A. R. & l'autre moitié au Denoncateur, ou Accusateur.

XV. Quinzièmement & finalement, il a été convenu, & accordé, que toutes les Immunités, Privileges & Concessions contenues en la Publication generale qui a été faite d'un Port franc, par Son Altesse Royale, & ne sont pas mentionnées, ni spécifiées dans les Articles precedens, seront entendus être expressément

mentionnées & contenues dans la teneur du present Instrument, pour le plein & entier avantage des Sujets de Sa Majesté, en toutes les dispositions & intentions, & toutes immunités, Privileges, ou avantages, qui à l'avenir seront accordez à quelquel'autre Royaume ou Etat que ce soit, tous & chacuns lesdits Privileges, immunités & avantages sont & seront aussi pleinement en toutes leurs circonstances accordez aux Sujets de Sa Majesté, comme s'ils avoient été expressément accordez & octroyez par le present Instrument pour la pleine & indubitable confirmation duquel, & de tous les Articles precedens, les susnommez Procureurs de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. & de Son Altesse Royale ayant diligemment lésé & considéré tous les susdits quinze Articles, ils les ont signez de leurs seings, & y ont apposé le cachet de leurs Armes à Florence le 19. jour de Septembre de l'an de grace 1669.

(L.S.) JEAN FINCH.

(L.S.) JOSEPH MAURICE FILIPPONE.

LII.

Traité Provisionnel entre le Serenissime Electeur de 9. Oët. Cologne Prince & Evêque de LIEGE, autorisé de Sa Majesté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de Liege d'une part; & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, des Pais-Bas d'autre, au sujet de la suprême Jurisdiction sur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669. [Copie Manuscrite & sûre.]

QUE (sans préjudice du Droit de Souveraineté laquelle l'Empire, & notamment le Pais de Liege, ou leurs Hautes Puissances prétendent avoir sur la Rochette avec ses Appartenances, & Dépandances:) les Appointemens, & Sentences que le Conseil de Brabant, residant ici à la Haye, a déjà données & rendues, en Jugement contradictoire, & non par contumace, ou qu'il donnera & rendra encore ci-après, touchant ladite Rochette ses Appartenances, & Dépandances, soit pour ou contre le Procureur Général de Brabant ici à la Haye, le Seigneur de Helmont ou la Dame Marie Sibille de Plettenberg Veuve du feu Sr. Jean Royfchenberg, en son vivant Seigneur de la Rochette respectivement à la requisiion expresse, faite par ces presentes que son Altesse Serenissime donne par ces presentes, seront executés sans consequence par des Huissiers dudit Conseil de Brabant ici à la Haye, suivant l'Instruction & le stile ordinaire dudit Conseil; & promettent L. H. P. de n'y envoyer point de Troupes Militaires avant que le Jugement par les Arbitres, dont on parlera ci-après, soit rendu: Mais si cependant son Altesse Serenissime est requis de prêter main forte pour faciliter lesdites executions, elle ne manquera pas de le faire incessamment, & sans aucun delai; Bien entendu que ladite Dame Marie Sibille de Plettenberg, pour prévenir ladite execution, se pourra servir par devant ledit Conseil de Brabant ici à la Haye, de tous les Benefices de droit qu'elle jugera les plus propres pour la conservation de son Droit à la Rochette, ses Appartenances & Dépandances, sans qu'elle ait besoin de se faire relever de la contumace accordée contre elle par ledit Conseil, & sans que l'on puisse avoir égard aux Sentences, Decrets & Appointemens donnés, ou prononcés, faute d'avoir comparu; ladite contumace, & lesdites Sentences, Decrets, & Appointemens étant levés & annullés par ces presentes: Et s'il arrive quelque contestation, si les Parties ont été en Jugement, ou non, elles seront encore ouies sur ce different, & ledit Conseil de Brabant en appointera, prononcera, ou jugera, avant qu'il se fasse aucune execution, sans que L. H. P. par cet Acte se veuillent entreprendre des autres Biens, sur lesquels ladite Dame de Plettenberg prétend être fondée outre ladite Rochette, ses Appartenances & Dépandances ne relevant point de L. H. P. & n'étant pas de leur Territoire.

Que tant que ledit different subsistera ni de la part des

ANNO des Possesseurs de ladite Rochette, ses Appartenances & Dependances, ni de la part de l'Empire & notamment dudit Pais de Liege, ou de L. H. P. on ne pourra rien entreprendre directement, ni indirectement dudit L. ou de la Rochette, ses Appartenances, & Dependances qui puisse en aucune maniere endommager, préjudicier, ou incommoder l'Empire, & notamment le Pais de Liege, & ses Sujets d'un côté, ni L. H. P. & leurs S. J. d'autre.

Que ladite Altesse Serenissime demeurera en possession des Droits des Minéraux, & tous autres, tant qu'elle est en possession paisible d'iceux au lieu, jusqu'à ce que ledit différend de Souveraineté soit terminé.

Que dans deux mois après la Ratification des présentes les Parties conviendront des voyes, & moyens d'ajuster à l'amiable ledit différend touchant ladite Souveraineté, ou que faute de cela lesdites Parties nommeront dans un mois après l'expiration desdits deux mois des Juges ou Arbitres, qui termineront & décideront ledit différend.

Que tout ce qui est exprimé ci-dessus n'a été convenu & accordé que sous l'agrément & approbation de son Altesse Serenissime, & L. H. P. respectivement, laquelle l'on fournira dans deux mois du jour de la date des présentes, sans laquelle agrément & approbation il n'y aura rien de fait, mais que néanmoins son Altesse Serenissime donnera ordre à ce que ladite Rochette avec ses Appartenances & Dependances soit viduée & délivrée des Gens de Guerre, & de la Garnison qui y est présentement, devant l'expiration d'un mois, à compter du jour de la Signature de ce présent Acte, sans que l'on y puisse mettre d'autres Gens de Guerre, sur les assurances que L. H. P. donnent, qu'après que ladite évacuation aura été faite L. H. P. n'attenteront ni ne permettront d'attenter à occuper ladite Rochette ni à y mettre Garnison, soit par voye de fait, ou pour executer quelques Sentences ou Appointemens du Conseil de Brabant ici à la Haye, si ce n'est après la Ratification de la présente Convention, & cela sur le pied, & en la maniere exprimée ci-dessus.

En foi de quoi nous soussignés avons mis nos sceings & Seaux à ces présentes. A la Haye le 9. d'Octobre 1669. *Etoit signé & cacheté,*

G. F. RENESSÉ FR. DE SELYS.
Baron à Elderen. (L. S.)
(L. S.)

LIII.

24. Oct. *Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre le Prince Evêque de MUNSTER, & la Ville d'EMBDEN. A Assendorp le 24. Octobre. 1669.*
[Simple Copie, traduite du Hollandois.]

QU'il soit notoire à tous par ces présentes, Qu'attendu que le Haut & très-Digne Prince & Seigneur Christophile Bernard Evêque de Munster, Bourg-Grave de Stromberg, Prince du Saint Empire Romain, & Seigneur de Borculo, auroit reçu diverses Informations & Plaintes de ses Sujets, portant que l'on contrevenoit en plusieurs manieres aux anciens Accords entre l'Evêché & Principauté de Munster & le Pais d'Oost-Frise, particulièrement à celui de l'an 1497; Et que de l'autre part on se plaignoit aussi de diverses vexations, il a été trouvé bon pour abolir entièrement toutes ces Plaintes reciproques, & prévenir les mesintelligence qui en pourroient fourdre à l'avenir, d'établir des Conferences amiables avec les Seigneurs Bourguemaîtres & Conseillers de la Ville d'Emden, dans lesquelles après plusieurs Negotiations on s'est enfin accordé de la maniere qui suit.

I. Il y aura entre la Haute Grace Principale, & la Ville d'Emden, ses Bourgeois & Habitans, une sincere, veritable & bonne amitié, Intelligence & Correspondance; Elle sera en toute maniere entretenue & cultivée, & par conséquent les Reprefailles seront absolument bannies de part & d'autre.

II. Toutes les fois que les Bâtimens de ladite Haute Grace Principale, ou de ses Sujets descendront la Riviere d'Em allant vers la Mer, où la remonteront en venant de la Mer, ils pourront entrer à Emden dans l'Estacade & y demeurer trois jours, tellement comptés que le premier y soit compris, en cas que lesdits Bâtimens soient arrivés avant midi.

III. Aussi-tôt que lesdits Bâtimens seront entrés, il

sera donné au President Bourguemaître, une exacte & particuliere specification de toutes les Marchandises qui y seront chargées, avec une Declaration sous Serment (si cela est jugé necessaire) de celles qui appartiendront aux Sujets de la Principauté de Munster; & de celles qui appartiendront à d'autres.

IV. Pendant ledit tems il y aura de part & d'autre une entiere liberté de converser, négocier, vendre & acheter, c'est-à-dire entre les Sujets de Munster & les Bourgeois de la Ville d'Emden seulement, & le prix des Marchandises sera laissé en sa propre valeur à la liberté des Contractans, sans aucune contrainte de la part du Magistrat, & en échange les Bourgeois de la Ville d'Emden jouiront d'une liberté semblable, dans l'Evêché de Munster.

V. Les Marchandises qui se trouveront dans ces Bâtimens, & qui appartiendront à d'autres qu'à des Sujets de Munster, seront débarquées & traitées selon l'ancienne coutume, & les Privileges de la Ville.

VI. Le Peage sera payé comme à l'ordinaire, & ne pourra être haussé, non plus que le Tonnage; ni l'impôt du Back, & il ne sera mis aucune nouvelle charge sur les Marchandises, Bâtimens, ou personnes qui en dépendent; ce qui est aussi reciproquement promis de la part de Munster.

VII. De même l'argent que l'on paye pour la Gruë, & pour les Halles, ne sera exigé que lors que les Marchandises seront effectivement vendues ou achetées, & en toutes choses les Bourgeois de la Ville d'Emden seront traités dans tout l'Evêché de Munster, comme les Sujets de Munster dans la Ville d'Emden.

VIII. Le Peage & autres exactions ci-dessus nommées, demeureront *bien vide* sur le même pied où elles sont à présent, & ne pourront être réhaussées.

IX. La Ville d'Emden ne pourra visiter les Bâtimens Munsteriens, quand même cette visite se feroit en bon ordre, sans décharger les Marchandises & sans les remuer, mais en cas de fraude, & que les Maîtres des Bâtimens fussent ouvertement poursuivis en Justice, pour n'avoir pas fidèlement déclaré les Marchandises de leur charge, & qu'on ne pût autrement éclaircir le fait; En ce cas-là, & non autrement, la Ville pourra visiter les Bâtimens & remuer les Marchandises, toutes-foi sans frais ni dépense pour les Marchands; & de telle maniere que les seules Marchandises non déclarées seront tirées des Bâtimens, & que les autres n'en souffriront en aucune maniere. La même regle sera aussi observée dans l'Evêché de Munster à l'égard des Marchands d'Emden, & pour d'autant mieux prévenir toute sorte de fraude, il sera donné reciproquement de la part d'Emden à Munster, & de la part de Munster à Emden des Extraits des Livres de Peage, contenant la specification des Marchandises qui y auront été déclarées au départ, & cela toutes les fois qu'il en sera fait requintion.

X. Les Vaisseaux ayant demeuré, comme il a été dit trois jours dans la Ville, en dedans de l'Estacade, seront obligés de partir sans retardement le soir à six heures avec leurs charges, tant celle qu'ils auront apportée & non vendue, que celle qu'ils auront prise à Emden, pour après cela remonter la Riviere, ou descendre vers la Mer, selon la volonté des Marchands, & sans qu'ils puissent y être empêchés.

XI. Touchant les Pierres de Taille des Carrieres de la Haute Grace Principale, & les autres moindres Pierres qui en proviennent, en quelque quantité & de quelle forme qu'elles soient, il a été convenu que lors qu'elles appartiendront immédiatement à la Chambre de ladite Haute Grace Principale, les Bâteaux qui en seront chargés, & qui se tiendront sur leurs Ancres hors de l'Estacade en tel lieu qu'il leur plaira, passeront sans rien payer, après qu'ils auront été préalablement visités, & qu'ils auront produit des Passeports signés de la main de la Haute Grace Principale; mais si les Carrieres viennent à être affermées, alors chaque Bâteau chargé de Pierres payera trente six Rixdales d'Emden, moyennant quoi ils pourront continuer leur Navigation sans aucun retardement.

XII. Toutes lesquelles choses ont été convenues sans préjudice des Droits & Privileges Impériaux de la Ville d'Emden, lesquels demeureront inviolables dans tous leurs Points & Clauses, avec renouement sur ce sujet à toutes sortes d'exception, & sera le présent Traité ratifié dans le tems de trois semaines par les Seigneurs Principaux de l'une & l'autre part, & les Ratifications échangées à certain jour & heure dont on conviendra. Fait & signé de la main des

ANNO 1669. Deputez & scellé de leur cachet à Affendorp le 24. Octobre 1669.

HERMAN MATHIAS Baron d'Essele.
JOOST HERMAN RAVELANDT.
JEAN GASPAR BISPING.
HENRI MARTELS.
AD. SALLÉ Dr.
D. GONDREE D.
WOUTER DIRCKS.

LIV.

24. OCT. *Articles & Conditions accordés pour le Port & Transport des Lettres, Dépêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles cédées au Roy par les Traitez des Pyrénées & d'Aix la Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pays-Bas, que des Villes desdites Provinces-Unies dans celles de France & desdites Villes cédées, entre THOMAS CARPATRY, Conseiller du Roy en son Conseil d'Etat, Commis de Monseigneur le Marquis de LOUVOIS & de Courtanvaux Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Courriers, & Sur-Intendant General des Postes de France, LEON PAJOT & LOUIS ROUILLE Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois pour l'effet des Presentes d'une part, & CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPF, Secrétaire de l'Ambassade des Messieurs les Etats d'Hollande aiant charge & pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaitres & Regens de la Ville d'AMSTERDAM, & des autres Villes d'HOLLANDE d'autre part, lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des prejets Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669. [Simple Copie, mais sûre.]*

I. PREMIEREMENT qu'il sera entretenu une bonne, ferme & mutuelle correspondance de part & d'autre pour l'envoy, réception & distribution des Lettres, Dépêches & Paquets.

II. Que les Lettres de Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle & Nantes partiront de Paris & Rouen pour les Villes d'Hollande tous les Vendredis à huit heures du matin, pour, passant par l'Isle, Deinsé ou Peleguen & Anvers, se rendre à Cuyperveer sur la minuit du Lundi au Mardi de chacune semaine, où la Malle & Dépêches seront délivrées par un Commis, que ledit Seigneur Marquis de Louvois preposera, si bon lui semble, audit Cuyperveer aux Courriers de la Ville d'Amsterdam, & des Villes de Sud-Hollande, pour l'apporter en diligence le Mardi au matin, en ladite Ville d'Amsterdam.

III. Que des Villes de l'Isle, Douai, Tournai, Courtrai, Oudenarde & Ath il partira des Courriers pour le trouver au passage de celui pour la Hollande, & lui délivrer les Lettres, Dépêches & Paquets, dont ils seront chargés dans la même Malle avec les Lettres de France & recevoir de même les Lettres de Hollande pour lesdites Villes.

IV. Que les Lettres de la Ville d'Amsterdam & de Sud-Hollande pour les Villes de Flandres cédées à Sadite Majesté, & pour Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle, Nantes & autres Villes de France, partiront les Jedis au soir à la porte fermante, pour être portées à Cuyperveer au Commis ou Courier dudit Seigneur Marquis de Louvois pour être ensuite portées & délivrées dans toutes les Villes de l'obéissance de Sa Majesté.

V. Que les Lundis de chaque semaine jour de départ des Courriers d'Amsterdam pour la Ville d'Anvers, les Negocians dudit Amsterdam écriront à Lille & lesdites Lettres & Dépêches seront mises dans un Paquet clos & cacheté qui sera délivré à Cuyperveer au Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, pour être par eux transportés dans ladite Ville de Lille, sans que lesdits Commis d'Amsterdam soient obligés d'y mettre les Lettres, qui s'adresseroient di-

rectement à Paris, lesquels Commis recevront reciproquement les Paquets de Lille, qui leur seront adressées, sans être obligés de délivrer les Lettres; qui pourroient venir directement de Paris, sans qu'aucuns Negocians de Paris & d'Amsterdam puissent se servir de leurs Correspondances d'Anvers pour écrire dans lesdites Villes d'Amsterdam & Paris, à peine de répéter contre les contr'venans le Port entier de Paris à Amsterdam & d'Amsterdam à Paris, & pour l'éviter se pourront lesdits Negocians de Paris & d'Amsterdam, servir de leurs Correspondants de Lille, pour écrire auxdites Villes & ledit Paquet de Lille arrivera à Anvers le Jedis à midi, afin qu'il puisse partir avec le Courier dudit Anvers pour Amsterdam.

VI. Que les frais & depens pour les Courriers & Chevaux employés pour le transport desdites Lettres tant d'aller que de venir, seront faits par ledit Seigneur Marquis de Louvois, depuis Paris & les Villes de l'obéissance de Sadite Majesté jusques à Cuyperveer.

VII. Que pareillement les Officiers des Postes d'Amsterdam feront les frais & depens des Courriers & Chevaux depuis Cuyperveer jusqu'au dit Amsterdam, tant en allant qu'en retournant.

VIII. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ses Commis recevront le Provenu de tous les Ports de Lettres qui partiront de ladite Ville d'Amsterdam, dans toutes les Villes & Places de France & des autres, étant sous l'obéissance de Sadite Majesté.

IX. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois recevra en outre le Port de toutes les Lettres qui seront affranchies de ladite Ville d'Amsterdam jusques à Paris & Rouen, savoir d'une simple Lettre pour Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Places par delà Paris & Rouen dix sols, d'une Lettre double au delà de demi once onze sols, d'une Lettre pelant trois quarts d'once & au delà douze sols, & de l'once seize sols, le tout Monnoye d'Hollande, & ledit affranchissement n'aura lieu qu'autant de tems que ledit Seigneur Marquis de Louvois le désirera, en avertissant toutefois quinze jours auparavant lesdits Sieurs Bourguemaitres ou les Commis des Postes de ladite Ville d'Amsterdam.

X. Que les Officiers des Postes d'Amsterdam recevront tout le provenu du Port des Lettres venans tant des Villes & Places de France que de celles cédées à Sadite Majesté pour la Ville d'Amsterdam, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, savoir de chacune Lettre simple de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Villes par delà Paris & Rouen onze sols, dont cinq sols appartiendront au Bureau de la Poste de Paris, pour le port desdites Lettres depuis lesdites Villes jusques à Paris, & les six sols restans seront audit Seigneur Marquis de Louvois pour le Port depuis Paris jusques à Cuyperveer; & des Lettres doubles savoir de celles d'un delà demi once, un gros, treize sols, celles d'un delà demi once deux gros, quatorze sols, & de l'once dix huit sols, le tout Monnoie d'Hollande.

XI. Que les Officiers des Postes d'Amsterdam recevront pareillement le provenu des Ports des Lettres, venans de Paris, Rouen, Calais, Abbeville, Amiens & autres Villes de pareille distance, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, savoir pour une Lettre simple six sols, pour une Lettre double au delà de la demi once sept sols, & pour l'once neuf sols, le tout Monnoie d'Hollande.

XII. Et pour chaque Lettre simple écrite de Lille, Tournai, Courtrai, Douai, Ath, Oudenarde & autres Villes, cédées à Sa Majesté, quatre sols, & pour l'once six sols, Monnoie d'Hollande, qui sont les prix ainsi que ceux marqués aux Articles IX. X. & XI. que ledit Sieur Rumpf a affirmé avoir toujours été payés au Sieur Comte de Tassis, & s'il se trouve qu'il en ait payé plus grande Somme, il en fera fait raison audit Seigneur Marquis de Louvois tant du passé que de l'avenir.

XIII. Qu'il a été arrêté & convenu qu'à l'égard des Lettres, qui viendront des Places cédées à Sadite Majesté pour ladite Ville d'Amsterdam, qui ne pourront pas être délivrées & dont les Ports ne pourront pas être reçus par les Officiers des Postes d'Amsterdam, lesdits Officiers ne seront point tenus d'en payer les Ports ci-dessus spécifiés audit Seigneur Marquis de Louvois ou à ses Commis, mais en seront quittes en renvoyant lesdites Lettres de rebut tous les quinze jours, ainsi qu'il en étoit usé avec Monsieur le Comte de Tassis, & pourra ledit Seigneur Marquis de Lou-

vois

ANNO 1669.

ANNO 1669. voils pour éviter l'abus faire passer toutes les Lettres pour Amsterdam.

XIV. Qu'il sera deduit par chacune semaine sur ce qui appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois la somme de douze Livres pour indemniser lesdits Officiers des Postes d'Amsterdam des frais de la distribution des Lettres & de la Taxe sur les espèces provenant des Ports d'icelles.

XV. Que les Deniers qui reviendront audit Seigneur Marquis de Louvois pour les Ports des Lettres & Paquets seront payés tous les mois à celui qui en aura pouvoir de lui à Amsterdam.

XVI. Que pour la seureté & conservation des Lettres & Depêches elles seront mises dans des Valises bonnes & bien conditionnées.

XVII. Il a encore été convenu, que ledit Seigneur Marquis de Louvois accorde tout ce que dessus & aux mêmes conditions aux Villes de Sud-Hollande, principalement Dordrecht, Harlem, Leyden, Rotterdam & la Haye, lesquelles Villes de Sud-Hollande sont aussi comprises dans ce Traité, ayant été expressément accordé que les Lettres appartenantes à Amsterdam & aux Villes desdits environs, seront mises à part dans une Valise fermée, horsmis le Paquet de la Ville de Harlem qui viendra dans la Valise d'Amsterdam avec une Liste. Mais pour les Villes de Dordrecht, Leyden, Rotterdam & la Haye leurs Lettres viendront ensemble dans une même Valise fermée, neantmoins les Lettres de chaque Ville mises dans un sac ou paquet particulier, & à chacun une Liste des Lettres dont le Port sera payé à Amsterdam à ceux ou celui que ledit Seigneur Marquis ou ses Commis autoriseront, dont ledit Sieur Rumpf, es noms qu'il procédera, demeurera responsable, sans que lesdites Villes puissent prétendre aucun dédommagement pour la Taxe des espèces & de la distribution.

XVIII. Qu'il faudra soigneusement prendre garde de quel lieu les Lettres & Paquets viendront, afin qu'on fasse bon audit Seigneur Marquis de Louvois les Ports qui lui sont accordés par ce présent Traité. Et pour cet effet les Lettres venans de par delà Paris & Rouen seront mises apart, & celles de Paris, Rouen, Amiens, Calais, Abbeville & autres de semblables distances, doivent aussi être séparées, comme aussi les Lettres des Villes des Pays-Bas, d'autant qu'il faut qu'elles payent des Ports particuliers.

XIX. Qu'au cas que les Lettres de France n'arrivent pas à Cuypersever, excepté que ce ne soit par le mauvais tems ou passages de Rivières, au même tems que celles de Brabant, ainsi qu'il a été stipulé au deuxième Article du présent Traité, desorte qu'on soit obligé de les envoyer querir separement, ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ses Commis seront en ce cas obligés de payer aux Officiers des Postes d'Amsterdam la somme de trente Livres argent d'Hollande, & reciproquement si les Lettres d'Hollande n'arrivent pas aussi allées à tems à Cuypersever, & qu'on soit obligé de les aller querir separement, les Officiers des Postes d'Amsterdam payeront audit Seigneur Marquis de Louvois la somme de trente Livres.

XX. Qu'avec les Lettres de France qui arriveront à Amsterdam, & dans les autres Villes d'Hollande on enverra une Liste exacte de toutes les Lettres simples, doubles & onces, laquelle liste sera examinée au Comptoir d'Amsterdam, & la trouvant conforme, on payera les Lettres sur ce pied, sinon, les Officiers des Comptoirs d'Hollande seront bon à ceux des Comptoirs de France de ce qui se trouvera, soit qu'il y en ait plus ou moins que la Liste ne portera.

XXI. A esté expressément stipulé que l'on sera obligé de par & d'autre de faire delivrer très-fidèlement les Lettres & Paquets & particulièrement ceux des Ministres, qui seront taxés suivant les reglemens & delivrés trois ou quatre heures après leur arrivée ou plus-tôt si faire se peut.

XXII. Ce que nous ci-dessus nommez promettions de faire ratifier, savoir nous dits Carpaty, Pajot & Rouillé, par ledit Seigneur Marquis de Louvois, & moi dit Rumpf, par mesdits Seigneurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, le tout dans trois semaines, auquel tems nous nous obligons de faire l'échange reciproque des Ratifications en bonne forme signées & scellées, fait double à Paris le vingthuitième Septembre mil six cens soixante neuf. Signé, CARPATY, PAJOT, C. C. RUMPF, ROUILLE.

ANNO 1669. FRANÇOIS MICHEL LE TELLIER Marquis de Louvois & de Courtenvaux, Conseiller du Roy en ses Conseils, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers & Sur-Intendant General des Relais, Postes, & Chevaux de Louage de France. Aiant estimé à propos pour l'avantage du service du Roy & de celui du public, & pour faciliter le Commerce par le moyen du libre transport des Lettres & Paquets de France en Hollande & d'Hollande en France, d'entendre aux propositions qui nous ont été faites de la part de Messieurs les Bourguemaîtres d'Amsterdam sur ce sujet, nous avons commis, ordonné & député, commettions, ordonnons & députons les Sieurs Carpaty, Pajot & Rouillé pour avec le Sieur Rumpf, autorisé du Pouvoir desdits Sieurs Bourguemaîtres pour ledit transport & libre passage desdits Paquets & Lettres, en arrester, conclure & signer le Traité de notre part, leur en donnant tout Pouvoir, & promettant de ratifier & d'entretenir & de faire entretenir & garder, tout ce qui aura été par eux conclu & arrêté à cette occasion, en foi de quoi nous avons signé la presente de notre main & fait contresigner par l'un de nos Commis à la Sur-Intendance Generale desdites Postes & à icelles fait apposer le cachet de nos Armes, à Chambor le vingt un Septembre mil six cens soixante neuf. Signé, DE LOUVOIS, & plus bas, Par mon dit Seigneur Colbert.

NOUS Bourguemaîtres Regens de la Ville d'Amsterdam, aians été requis de la part de Monsieur le Marquis de Louvois en qualité de Sur-Intendant General des Postes de France, & des Villes cédées à Sa Majesté Tres-Chrestienne par le Traité d'Aix la Chapelle, à établir avec lui une correspondance pour le port & rapport des Lettres de France, & desdites Villes cédées vers Amsterdam, & d'Amsterdam vers la France, & lesdites Villes cédées reciproquement, & desirans que cet établissement se fît au plûtôt en la meilleure forme, nous avons commis & commettions à celle fin le Sieur Christian Constantin Rumpf, Secrétaire de l'Ambassade de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies en France, comme nous lui donnons pas ces presentes plein-Pouvoir, ordre & commission de conférer, negocier & traiter en notre nom avec ledit Monsieur le Marquis de Louvois, ou avec ses Commis munis de Pouvoir à ce suffisant des conditions d'un Traité touchant ledit port & rapport des Lettres, telles qu'il jugera les plus utiles & fortibles au bien du Commerce mutuel en convenir, les résoudre, arreter & conclure, & en signer les Articles, promettans d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par ledit Sieur Rumpf aura été accordé & signé, de le ratifier & d'en faire delivrer les Lettres de Ratification aux termes, & en la maniere qui aura été prescrite & réglée par ledit Traité. En temoignage dequoi nous avons mis à ces presentes le Seel, & les avons fait signer d'un Secrétaire de cette Ville le trente & unisme d'Aoust l'An 1669. Signé, WIGBOLD SLICHER & scellé du Grand Seau de la Ville. Signé, CARPATY, PAJOT, RUMPF & ROUILLE.

NOUS THOMAS CARPATY, Conseiller du Roy en son Conseil d'Etat, Commis de Monsieur le Marquis de Louvois, & de Courtenvaux Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers & Sur-Intendant General des Postes de France, Leon Pajot & Louis Rouillé Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois, & Michel Michelon Conseiller de la Ville de Fleislingue, aussi fondé de Pouvoir de Messieurs les Bailly, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville, transcrits à la fin des presentes pour le libre passage & reglement du port des Lettres tant des Villes de France, & de celles cédées par les Traités des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, aux Villes & Lieux de Zelande, que desdites Villes & Lieux de Zelande en celles de France & lesdites Villes cédées, nous dits Carpaty, Pajot & Rouillé aurons pour y parvenir leu audit Sr. Michelon le Traité fait à Paris le vingt & huitieme Septembre dernier, entre nous au nom dudit Seigneur Marquis de Louvois, & le Sr. Christian Constantin Rumpf, Secrétaire de l'Ambassade de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays.

ANNO
1669.

Pays-Bas, parcellément au nom de Messieurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, pour le port des Lettres de France en Hollande & d'Hollande en France, & moi dit Michielzon après l'avoir entendu & considéré, & m'enement considéré, ai agréé ce qu'il contient, & promets tant en mon propre & privé nom qu'en celui de mesdits Sieurs les Bourguemaîtres de ladite Ville de Fleislingue de le faire exécuter pour toute la Zelande, à quoi nous dits Carpaty, Pajot & Rouille avons consenti, & à cette fin nous sommes tous convenus que d'orenavant toutes les Lettres & Paquets des Villes de France, & Villes cédées pour toutes celles de Zelande partiront de Paris & Rouen tous les Vendredis à huit heures du matin, pour passant par Lille, Deinsé ou Pelegen se rendre au Sas de Gand tous les Lundis, ou plutôt si faire le peut, où les Dépêches pour toutes les Villes de Zelande, qui seront envermées dans un seul Paquet, seront délivrées par les Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, aux Commis ou Couriers qui seront envoyés par lesdits Srs. Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville de Fleislingue, qui délivreront toutes les Dépêches des Villes de Zelande le Vendredi, ou à tel autre jour qu'il conviendra pour faire quadrer à Deinsé, aux Couriers qui viendront d'Amsterdam à Paris.

A été convenu que s'il est jugé à propos d'élire un second Courier de Zelande sur Lille, pour sous couverture de Lille écrire une seconde fois par semaine de Zelande en France, & de France en Zelande, ledit établissement se fera de concert ensemble.

Lesdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville de Fleislingue, s'obligent de faire payer audit Seigneur Marquis de Louvois, ou à ses Commis dans ladite Ville de Fleislingue ou celle de Middelbourg, tous les mois, le montant du port desdites Lettres & Paquets conformément aux Articles dudit Traité, déduction faite de quatre Livres par semaine pour indemniser les Officiers des Postes de Fleislingue des frais de la distribution & de la Taxe par les especes provenant du port desdites Lettres, bien entendu, comme il est dit par le susdit Traité, que le port entier des Lettres, Dépêches & Paquets desdites Villes de Zelande, pour les Villes de France & les Villes cédées, appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois, qui fera les frais depuis Paris & Rouen & Villes cédées, jusqu'au dit Sas de Gand tant en allant qu'en revenant, & lesdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de Fleislingue, desdites Villes de Zelande jusqu'au Sas de Gand, tant aussi en allant qu'en retourant, ce que nous promettons de faire notifier & d'en échanger les Actes en bonne forme de part & d'autre dans un mois, fait double à Paris le vingt-quatrième jour d'Octobre mil six cents soixante neuf.

Signé, CARPATY, PAJOT, ROUILLE, M. MICHELZON.

LV.

29. Nov. *Fœdus (1) inter CAROLUM II. Magnæ Britannię Regem, & FREDERICUM III. Danię Regem, ad majorem securitatem Regnorum suorum, & libertatem Commercijs Subditis, per Terram, Mare, Flumina & Aquas dulces, tam in Europâ quam extra Europam conservandam. Apud Westmonasterium die 29. Novembris 1669.* [Tiré de la Régistrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 52. On trouve aussi ce Traité dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems de CHARLES II.]

Serenissimis ac Potentissimis Principibus ac Dominis, Domino Carolo secundo Dei gratia Britannia & Hibernia Regi, Fidei Defensori ab una, Domino Fre-

(1) Il y a une Traduction Française de ce Traité dans la première Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 279. mais la principale moitié de l'Article XL y manque, & l'on n'y voit ni titre, ni signatures, ni Date. L'Editeur marque seulement au Titre que le Traité a été fait à Copenhague le 11. Juillet 1670; ensuite de quoi, il déclare par une Note marginale, que la Copie s'étoit trouvée fort de fautive; que l'Article XL. y manquait tout entier, & qu'il avoit été obligé de le tirer d'un autre Manuscrit Latin. [Dum.]

derico Tertio. eadem gratia Regi Hæreditario Danię, Anno 1669. Norwægię, Vandalorum Gothorumque, Ducis Sleswicki, ab altera parte, e re present, quam maxime necessarium fuit pro majore Regnorum suorum securitate, & promotionis ut utraque parte Commercijs non solum vetustissimis ill. contrahendis & Amicitia vincula a Maioribus ad se derivata, recte tegere, sed novis etiam actionibus incrementis corroborare, quem in finem summe memoratus Rex Danię & Norwægię ad declarandam reciprocam suam intentionem, de qua ex parte Serenissimi Magnæ Britannia Regis certior factus fuerat, Legatum suum Extraordinarium Illustrissimum Dominum Ulricum Fredericum de Guldencleeuw, Ordinis Elephantini Equitem, Consiliarium tuum intimum & status, Proregem Norwægię Militarię eisdem Generalen, Gubernatorem in Aggessus & circumjacentes Districtus, in Angliam transmissit, & constituit a summe memorato Rege Magnæ Britannia & Committis, Dominis, charo Conamquino suo Ruperto Principe Palatino Bavaria & Cameræ Duce, Castelli Windesore Consiliario perquam aucti & perdidit Consiliario suo intimo, Orlando Bridgeman Equite auro & Baronetto Magni Arripis sigill Custode, perquam fidelibus, & perdidit suis Confanguineis & Consiliariis Georgio Duce Buckinghamia equorum suorum Magistro, Jacobo Ormondia 1^{er} & 2^{us} fili sui summo Marchallo & Joanne Comite Landredalis Regni sui Scoticæ Secretario Status unico, perquam fidelibus & perdidit Consiliariis suis intimis, Henrico Barone Arlington Primatorem Secretariorum uno, Denilio Barone Hollis, Antonio Barone Astley Cancellario, Thoma L'Isle Equite auro Hospiti sui Thesaurario, Joanne Trevor Equite auro, & Primatorem Secretariorum suorum altero, viget plenarium Potestatem utrinque exhiberent, tandem h. bitis quum plurimis Consultationibus in sequentes Articulos conventum est.

I. Sit inter ambos Serenissimos Reges eorumque Hæredes & Successores, nec non Regna, Principatus, Provincias, Ditiones, Comitatus, Infatas, Civitates, Subditos & Vassallos, ejusdemque Conditionis, Dignitatis & gradus illi fuerint, Terra Marique in Fluminibus, Aquis dulcibus, & ubivis locorum tam in Europa quam extra Europam, nunc & in futurum sincera, vera, ac perfecta Amicitia, Pax, & Confœderatio, ita ut neque alter alterius Regis, Principatus, Provincias & Ditionibus, hominibusque & Subditis ullum detrimentum, dampnum, vel incommodum inferat n. que hoc l. aliis, quantum in se erit, fieri permittat, sed potius se invicem sincera amicitia & amore proficiantur, & alter alterius ut & Subditorum ejus utilitatem & rationes itaque proprias omni tempore promoveat, damna autem, læsiones & injurias factæ & consiliis, cunctis viribus prohibeat & avertat.

II. Neuter prædictorum Regum eorumque Hæredum in ullam rem quæ suo Confœderato præjudicium aut damno esse possit, consentiet, sed si alteruter Regi resciverit aliquid proponi, agi vel tractari aut propositum, actum vel tractatum isti, quod in alterius detrimentum vergere queat, id alteri sine mora significare, atque interea illud omnibus viribus avertere & impedire tenebitur.

III. Prædicti idem Reges pro se, Hæredibus & Successoribus utrinque suis sancte pollicentur, se alterutris hostibus, qui aggressores fuerint, nihil Subditi Bellici, veluti Milites, Arma, Machinas, Bombardas, Navas, & alia Bello gerendo apta & necessaria subministraturos, aut suis Subditis subministrare passuros; si vero alterutris Regis Subditi hisce contravenire audeant, tam ille Rex, cujus Subditi id fecerint, obstrictus erit in eos acerbissimis pœnis, tanquam seditionis & fœdissimos animadvertere.

IV. Conventum præterea & concordatum est, quod si ullo unquam tempore aliquis Princeps vel Status Serenissimi Regis Danię & Norwægię &c. Regna Hæreditaria, Provincias, Comitatus, Oppida, Infatas, Territoria, aut Dominia que jam possidet invaserit, vel quovismodo hostiliter aggressus fuerit, tunc Serenissimus Rex Magnæ Britannia talem terrestrium Copiarum atque Bellicarum Navium numerum Serenissimo Regi Danię & Norwægię &c. contra ejusmodi Aggressorem auxilio in tempore suppeditabit, qualis ad pellendam vim suffecerit, ejusdemque rerum status postulare, quâ ratione Serenissimus Rex Magnæ Britannia omnibus suis viribus impeditum ibi, ne per ejusmodi invasionem vel turbationem Serenissimo Regi Danię & Norwægię, quicquam de Regnis, Dominis aut Juribus

ANNO
1669.

bus suis debeat, & si dictus Serenissimus Rex Danie ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, necessitudinem, cum aliis quibuscunque Regibus, Principibus, Rebuspublicis aut Statibus contrahet, aut paciscatur, alter una alterum ejusque Dominia in iis (quantum in ipso fuerit) comprehendere tenebitur, si comprehendere voluerit.

V. Utriusque Regis Subditis liberum erit alterius Regna & Provincias, Emporia, Portus & Flumina cum Mercibus suis, tam Terra quam Mari, tempore Pacis absque licentia, aut Salvo Conductu generali vel speciali adire, ubique versari, ac negotiari, dummodo Vectigalia consueti solvant, salva tamen utriusque Regis superioritate ac Jure in Regnis, Provinciis, Principatibus atque Territoriis respective suis.

VI. Convenit tamen & conclusum est quod Subditi Serenissimi Magnæ Britannie Regis ad Portus prohibitos, quorum in præcedentibus Fœderibus mentio fit, neque Colonias absque speciali licentia Regis Danie & Norwegiæ, petita & obtenta, nullatenus accedant, nisi evidens Maris periculum aut tempestatum impulsus, vel Piratæ insequantur, accedere vel intrare cogerint, ubi tunc omnino ipsis mercandisare licebit, quemadmodum invicem nec Subditi Serenissimi Regis Danie & Norwegiæ ad Colonias Britannicas accedere debent, nisi speciali licentia Serenissimi Regis Britannie petita & obtenta.

VII. Serenissimi Regis Danie & Norwegiæ Subditis in cellas & reconditoria sua in Angliâ, Scotiâ &c. Hiberniâ & reliquis Magnæ Britannie Regis Portus in Europa tales Merces importare licebit, quas Regiones, Ditiones, & Dominia, Serenissimo Regi Danie & Norwegiæ subiecta, nunc vel in posterum ferre aut producere poterunt, & quæ ibi fabricata erunt, itemque ex universo Fluvio Albi provenientes, Subditis etiam Magnæ Britannie Regis vicissim liberum fuerit, in Daniâ, Norwegiam, omnesque alios Portus & Colonias non prohibitas Serenissimi Regis Danie & Norwegiæ omnis generis Mercimonia importare & afferre, quæ nunc vel in posterum in Regnis, Ditionibus & Dominis Serenissimo Regi Magnæ Britannie subiectis producta & fabricata erunt, si verò deinceps aliis peregrinis Nationibus permittatur omnis generis Merces absque exceptione in Angliam, Scotiam, & Hiberniam aliosque Serenissimi Magnæ Britannie Regis Portus ferre & adducere, tunc illud ipsum Serenissimæ Regiæ Majestatis Danie & Norwegiæ Subditis, etiam licitum erit, quod vicissim etiam Serenissimi Magnæ Britannie Regis Subditis in Serenissimi Regis Danie & Norwegiæ, Portus & Colonis prohibetur, pariter concessum erit.

VIII. Convenit etiam & conclusum est, quod Populus & Subditi Domini Regis Magnæ Britannie quæcumque Hereditaria Regna, Ditiones aut Dominia Regis Danie & Norwegiæ ad Navigantes vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliaque Jura, neque alio modo solvant, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum alique (Succis solummodo exceptis) eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes solvant aut solvant, atque redeundo & commorando nec non piscando & negotiando, cæterisque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt, quibus Populi cujuscunque exteræ Gentis in dictis Regnis & Dominis Regis Danie & Norwegiæ, quæcumque Regna, Ditiones aut Dominia Regis Magnæ Britannie ad Navigantes, vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliæ Jura neque alio modo solvant, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum alivæ exteri eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes solvant, aut solvant, atque eundo, redeundo, & commorando nec non piscando, & negotiando, cæterisque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt quibus Populi cujuscunque exteri Gentis, in dictis Regnis & Dominis Regis Angliæ commorantes gaudent vel gaudebunt, ita tamen utriusque Regis summa Potestas in eorum respective Regnis, Ditionibus, Dominis atque Portibus Vectigalia & alia quævis pro re nata statuendi vel immutandi salva & illæsa maneant, modo memorata æqualitas ab utraque Parte prædicto modo stricte observetur.

IX. Item convenit est, quod si Subditi utriusque Regis Merces suas in alterius Dominia invexerint, Vectigalia consueti pro iis solvantur, & visitationem subierint, licitum liberumque erit dictas Merces suas, in reconditoria & cellas sibi proprias vel loca quæ ipsi maxime

commoda atque opportuna existimaverint, inferre, subique reponere, nec ullus alterutrius Civitatum, Portuumve Magistratus, vel Officiales repositoria, cellas, aut loca recondendis Mercibus absque eorum licentia iis imponet.

X. Subditi utriusque Coronæ per Mare Cômmercium exercentes, & Littora alterutrius Regni legentes, non tenebuntur quemcumque intrare Portum, si ipsorum cursus eo non fuerit directus, sed libertatem habeant, iter suum absque impedimento vel ulla detentione quocumque voluerint, prosequendi, neque in Portum vi tempestatis compulsi, iisdemque subsistentes, cogantur Merces suas exonerare, commutare, vel vendere, sed licitum illis sit, de illis pro libitu disponere, & aliud quidvis, propterea rebus suas conducere arbitrabuntur, agere, modo nihil fiat quod alterius Regis Juribus vel Vectigalibus fraudi esse possit.

XI. Concordatum etiam est, quod abietes, mali cæteraque lignorum genera, ubi semel in Subditorum vel Incolarum Domini Regis Magnæ Britannie Naves illata fuerint, nulli amplius visitationi subiecta erant, verum omnis visitatio vel scrutatio antea fiet. Si tu vel quereus vel alia ligna prohibita inveniantur, ea statim in loco antequam inferantur in Naves, deincebuntur, neque Populorum dicti Domini Regis Magnæ Britannie, ejusve Subditorum sive personæ, sive Bona ob hanc rem vel arresto vel alio quovis detentionis genere ullo modo molestabuntur, verum solummodo Subditi Regis Danie, qui ejusmodi ligna prohibita vendere, vel abalienare infuerint, ob delictum debito more punientur, eaque omnia & singula in hoc Articulo contenta & concessa habebunt, possidebunt, & fruentur Populi & Subditi Domini Regis Magnæ Britannie, absque quod aliqui de Populo Fœderatarum Provinciarum Belgicarum eadem talia vel consimilia quocumque Fœdere inito vel inendo, Conventione, Pacto, vel permissione habeant, possideant, fruantur, vel habere possidere vel frui debeant aut possint.

XII. Convenit quoque & concordatum est, quod omnes Subditorum Regis Magnæ Britannie Naves & Mercatores in passagio suo per Oresund, cum Serenissimo Danie & Norwegiæ Regis eodem beneficio & Privilegio de differenda solutione Vectigalium usque ad reditum suum fruantur, quod superioribus annis proximè elapsis ante nuperum Bellum gavisi sunt & fruebantur, ita tamen ut dictæ Naves & Mercatores secum portent Litteras testimoniales sub Sigillo Officiariorum dicti Regis Magnæ Britannie ad hoc deputatorum, testificantes easdem Naves ad Subditos Domini Regis Magnæ Britannie pertinere, nec non ante transitionem suam sufficientem & satis idoneam cautionem de dicta solutione debito loco Domini Regis Danie & Norwegiæ Vectigalium exactoribus in earum reditu, aut si non redierint ut plurimum intra tres menses facienda præstent, si in dicto eorum primo transitu easdem non solvant.

XIII. Et præterea convenit est, quod quæcumque Merces suas Serenissimi Magnæ Britannie Regis Subditi Elsingoræ in Terram exponant sive recondant, non alio fine, quam ut rursus in Naves integrè reporianitur alio transvehenda, eadem omnino Vectigalia pro illis Mercibus solvere tenebuntur, & non amplius quam quæ Natio Belgica alivæ exteri hoc in casu solvere solent, quod vicissim cum Subditis Serenissimi Danie Regis eundem in modum in Angliâ observabitur.

XIV. Item convenit est, quod Naves & Subditi Domini Regis Magnæ Britannie transactionem & expeditionem suam apud Elsingoræ, quam citò appulerint, recipient, absque dilatione nullis omnino Navibus cujuscunque Gentis præ se prelationem in ea parte habentibus, exceptis Incolis quorundam locorum, qui tale Privilegium in hoc casu ab antiquo obtinebant, eodemque hucusque fruantur.

XV. Si quem alterutrius Subditorum in alterius Dominis vel Territoriis mori contigerit, ei licitum erit pecunias, res & bona, quæcumque sua, quocumque modo disponere, & si quis intra alterius Regna, aut Provincias absque tali dispositione prius facta, moriatur tunc bona ab eo relicta, mobilia vel immobilia, cujuscunque generis aut conditionis fuerint, fideliter conservabuntur, in usum Legitimi Hæredis & in satisfactionem ejusmodi debitorum ad quæ solvenda defunctus revera tenebatur, atque eam in finem ut primum ullus alterutrius Subditus in alterius Dominis morietur, Consul vel publicus Minister qui tunc temporis ibi reide-

ANNO
1669.

ANNO
1669.

residuit, Jus habet ejusmodi pecunias & bona possidere, & coram aliquo illius Magistratus eandem rem inventaria facere, quae res & bona postea quod ipsum remaneant, quo Haereditas, ac Creditoribus, ut si tractum est, respondeat; si autem nullus ejusmodi Confessio aut publicis Ministri ibi fuerit, tunc licet duobus M. eorundem de jure Conteraneis, bona ejus relicta, asidere, conservare, parique modo Haereditas & Creditoribus respondere, quod tamen ita debet intelligi quod nulla acta ut Rationum libri per hunc Articulum dicti Magistratus inspectant exponant, sed tantum bona censendi realia & Merces, quodque dictus Magistratus inter spatium 48. horarum post notitiam & repositionem factam ac illi tenebitur, aliter quod dicta Inventaria absque ejus interventu fient.

XVI. Alterutri Concederetur ejusque Subditis Populove cum alterius hostibus commercium habere, atque Merces quaecumque (prohibitis solummodo quas Contrabandas vocant exceptis) advehere & subministrare absque ullo impedimento licebit, nisi in Portibus locisque ab altero obsessis, quod si fecerint, ille tamen ipsi erit, vel obidentibus bona sua dividenda, vel ad alium quemvis Portum, locumve non obsessum sese conferre.

XVII. Item conventum est, quod alterutrius Regis Subditi in alterius Dominis, Portibusve Mercaturam facientibus, liberum, sicutumque erit ibidem commorari ac residere, ad Merces tum alienas emendum tum vendendum suas, absque ulla temporis restrictione vel limitatione, ab ipsis Officialibus aut Magistratibus dictorum Dominorum, Portuumve illis imponenda, dummodo consueta Vestigalia pro omnibus quas importaverint, vel exportaverint Mercibus, ibi solvant, praeterea quod Mercaturam cum nemine exercent, nisi qui sit Civis, vel Bar.ensis aliquis Urbis, vel Oppidi inter Regia Danica & Norwegica, idque solummodo integris Mercium quantitatibus, licet pignus importentur, non autem minutim aut frustulum sicut in Officialis fieri solet.

XVIII. Item ut commercium utriusque majori celeritate & incremento promoveatur, atque ut omnes qui inter Portum Officialis & Mercatores exoriri poterunt fraudis, disputationesque prorsus evitentur, conventum & concordatum est, quod omnia & singula Vestigalia secundum publicum Tariffam exigenda & solvenda erunt, in qua designabuntur omnia Vestigalia & Portoria solvenda, tam pro Mercibus in Portibus respectis, quam pro transitu per Fretum Oresundicum, atque ut hoc eo strictius observetur, uterque Rex suis Officialibus & Vestigalium exactoribus, non solum sub gravissima poena injungit, ne quidquam committant, quod huic Conventui fraudi aut detrimento esse possit; sed etiam nec ulla molestia aut exactione ultra quam ipsis debetur alterutrius Regis Subditi negotium faciant aut immo illos afficiant.

XIX. Insuper conventum est quod Serenissimus Rex Daniae telorum suorum inspectores, aut alios quosdam Commissarios constituat ad remunerandas Naves omnes Serenissimi Regis Magnae Britanniae Subditorum in Norwegia Mercaturam facientium, secundum magnitudinem & proportionem ipsarum, ita ut quae vel in excessu vel in defectu hactenus non rite observata sunt, in meliorem posthac ordinem redigantur.

XX. Ne verò libera ejusmodi Navigatio aut Transitus Federati unus cujusque Subditorum ac Incolarum, durante Bello alterius Federati, Terrâ Marive cum aliis Gentibus, fraudi sit alteri Concederetur, Mercibus & Bona hostilia occultari possint dolis pretendendo amici nomen, & ratio amovendae fraudis suspitionisque placuit, quod Naves, Merces, hominesque ad alterum Concederetur pertinentes in itineribus ac Navigationibus suis muniti omnino esse debeant, Salvi Conductus vulgo & Certificationis Litteris, quarum tales ut infra scriptae sunt formulae observentur.

Carolus Secundus Dei gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Rex, Fidei Defensor &c.

Fredericus Tertius Dei gratia, Daniae Norwegiae, Fandalorum Gothorumque Rex, Dux Slesvici, Holstiae, Stormariae, atque Ditmariae, Comes in Oldenburg & Delmenhorst &c.

Fiat insertio Passaeportus & Certificationis.

ANNO
1669.

Ubi igitur Merces, Bona, Navigia, homines alterutrius Concederetur ejusque Subditorum & Incolarum in aperto Mari, Fretis, Portibus, & Incolis, Terris, ac Locis quibuscumque viae aut ubi faciunt Navis Bellicae publicis, aut privatis, vel nominatis, Subditis ac Incolis alterius Concederetur, exitus duntaxat praedicti Salvi Conductus Litteris, nihil ulterius ab his exigatur, in Bona, Navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuria, damno aut molestia ulla afficiantur, sed prosequendo itineri ac itinere suo liberrime dimittantur. Quod si verò sollemnis Læc & statuta Salvi Conductus & Certificationis formula non exhibetur, aut alia aliqua jura atque urgers suspitionis causa sit, tum Navis visitari debet, quod tamen hoc solum casu & non alter permissum intelligi debet. Si ab utraque parte adversus hujus Articuli genuinum sensum quicquam commissum fuerit contra alterutrum Concederetur, contravenientibus Subditis ac Incolis suis poenam severam uterque Concederetur infligi: Læcio autem alteri Concederetur ejusque Subditis ac Incolis de jactura omni ac impensis plenaria ac protinus sine ulla mora satisfieri curabit.

XXI. Conventum etiam & concordatum est, quod omnes Domini Regis Magnae Britanniae, Subditorum & Incolarum Naves, una cum oneribus & Mercimoniis suis, quae Munimentum Glückhadsen vel reliqua sub Regis Daniae Dominio ad ripam Flavi Albis, alia Loca & Oppida praetervigant, sive sit eundo, sive redeundo, libera & immunes erunt ab omni Vestigali, Portorio, scrutatione, detractione, atque molestia, excepto tantummodo cala fermentationis tempore Belli, quando Rex Daniae Pelloni rabet cum alio quocumque Rege vel State.

XXII. Si autem us Regis Subditi, in alterius Territorio laesentur, vel injuria sive detrimento afficiantur, tum Rex illas Loca ubi injuria lata est, curabit ut satisfactionem jura & exactas Regionis Leges prompta Justitia administretur, usque qui delictum vel injuriam commiserunt, coacta poena cum reparatione, damnum passis facienda, indigatur.

XXIII. Item conventum est, quod nulla omnino Navigia, Naves, Merces, vel Mercimonia, in Navigibus onerata cujuscumque naturae, generis vel qualitatis, utcumque capta vel ad Subditos quoscumque unus vel alterius Regis praedicti spectantia, sub aliquo quocumque colore seu praetextu pro præda adjudicentur, nisi per Judiciale examinationem & processum in forma Juris, in Curia Admiralitatis pro talibus prædis maritinis in ea parte legitime constituta.

XXIV. Utraque Pars Subditis & Populo alterius aequitatem secundum unus cujusque Regionis Leges, & Statuta celeriter & absque prolixis & non necessariis ambagibus ac impensis administrari faciet in omnibus causis & litibus, etiamnum pendentes, quæve deinceps exoriri possent.

XXV. Si circa alterius partis Littora alterutrius Concederetur ejusque Subditorum & Incolarum Naves, sive illae Bellicae sive Mercatoriae fuerint, vadis haerere, vel scopulis alid, iacturamque facere, aut quocumque casu (quod Deus avertat) frangi contingat, praedictae Naves cum omni apparatu, Bonis, & Mercibus, vel quicquam ex illis superfuerit, Dominis & Proprietariis suis restituentur, dummodo ipsi vel ipsorum Plenipotentarii aut Procuratores intra unius anni & diei spatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves, & Bona sibi vindicant, salvis semper Juribus & Consecutionibus; cujuscumque Nationis Subditi etiam & Incolae ad ejusmodi Littora, ac oras habitantes periclitantibus subvenire, & quantum in se erit auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad Navem liberandam, vel ad Bona, Mercimonia, Navisque apparatus ceteraque quae poterunt a naufragio eripienda, & quae Dominis restituentur in tutum Locum conveyenda, solvendo tamen expensis & poenis quae meruerint, illis quorum operi & diligentia res & bona recuperata & custodita fuissent, & denique utraque Pars hoc in Passa illud observari curabit, quod ab altera observari praestitumque vellet.

XXVI. Navium Praefecti eorumque Gubernatores, Milites, Mante Sociosque Navales, ipsae etiam Naves, Mercesque & Bona quibus onusta erunt, nullius omnino Mandato sive generali, sive speciali, nullumque ob casum nisi Regnorum defensionis & conservationis causâ, vadimonio sive arresto detineri poterunt, quod tamen de arrestis Legum auctoritate, ob contractum alienum legitimis, aliis quibuscumque de causis impositis non intelli-

ANNO
1669.

telligetur, in quibus secundum Justitiam Legumque præscriptum omnino procedetur.

XXVII. Mercatoribus utrique, eorum Institoribus & Familis atque etiam Nacleris, Nautisque per Mariam, aliasque Aquas, tum etiam in Portibus, Littoribus & Terris alterutrius Fœderatorum, liberum erit euntibus, redeuntibus, & ambulantis sui suorumque bonorum defendendi causâ omne genus arma portatilia, tam offensiva quam defensiva, gellare, modo nequaquam præbeat Præfectis & Magistratibus uniuscujusque loci jûctam suspicionem de machinationibus adversus Pacem publicam vel privatam.

XXVIII. Naves præfidiarum sive Bellicæ alterutrius Partis, quascumque Naves Mercatorias vel alias quæ ad alterum Fœderatum, vel ejus Subditos pertineant, idemque iter fecerint in Mari intra vel extra Europam obviam habentes, aut assequentes, iis præsidio esse easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenerint.

XXIX. In majorem Commercioꝝ securitatem & Navigationis libertatem, conventum atque concordatum est, quod neutra Pars, quantum fieri possit, & in suis fuerit viribus, permittit, ut Piratæ publici, vel alii hujus generis prædones in alterius Regni vel Regionis Portibus receptacula sua habeant, aut fuent, ut ullus ex Incolis aut Populo alterutrius illos recto vel commeari excipiat, aut aliquo modo juvet, verum e contra operam dabit, ut prædicti Piratæ vel Prædones eorumque participes & adjuutores prehendantur, ac pro merito puniantur, Navesque & Mercimonia quantum eorum reperiri poterit legitimis suis Dominis vel eorum Procuratoribus restituantur, modo eorum Jus debitum ex Lege probationibus in Curia Admiralitatis causarum Maritimarum appareat.

XXX. Conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditis & Populo ad alterius Confœderati Portus ac Oras liber semper erit accessus, licitumque illis erit in iis commodari & inde rursus recedere ac etiam per Mariam ac Territoria quæcumque utriusque Regis respective transire (non faciendo damnum nec præjudicium) non solum cum Navibus Mercatoriis & onerariis, sed etiam cum Navibus Bellicis, sive publicæ fuerint, sive eorum qui specialem Diplomata obtineant, sive tempestatis vi, aut Mariæ periculo vitando intraverint, sive ut Naves reparent, aut commeatum coëmant, modo sex Navium Bellicarum numerum non excedant, si à se sponte intraverint, nec diutius in Portibus aut circa Portus hæreant quam ad Navium repARATIONEM, coëmentam Victualia, aliaque necessaria opus fuerit; & si majorem Navium Bellicarum numero data occasione ad ejusmodi Portus velint accedere, iis intrare nequaquam erit licitum, nisi data primum tempestatis per Literas notitia de illarum adventu, & prius impetrata ab iis venia, ad quos Portus prædicti pertineant. Si vero vi tempestatis vel alia urgente necessitate ad Portum quærendum compulsæ fuerint, in tali casu absque ullo iudicio vel notitia præcedente, Naves ad certum numerum restringendæ non erunt, hæc tamen conditione, quod illarum Præfectus statim ab ipsarum appulsu summum Magistratum vel istius loci, Portus aut Oræ ad quem applicerint Præfectum de sui adventus causa certiorum faciat, nec diutius ibi hærebit, quam ipsi a summo Magistratu vel Præfecto permissum erit, nihilque hostile in Portibus in quos se receperit, aut quicquam in præjudicium istius ad quem pertineant Confœderati faciat aut molietur.

XXXI. Subditis amborum Regum Incolisve Regnum aut Terrarum illis obedientium licitum non erit ab aliquo Principe vel Statu, cui cum alterutro Fœderatorum discordia aut Bellum apertum erit, Literas Patentes, quas Commissiones vocant, aut Repressalia impetrare minus vi illarum Literarum Subditos alterutrius alio molestia aut damno afficere, uterque dictorum Magnæ Britannicæ & Daniæ Regum Subditos quosque suos iuste prohibebit ullas ejusmodi Commissiones ab aliis Principibus, aut Statibus obtinere vel accipere, sed quantum in ipsis erit, deprædationes omnes virtute talium Commissionum fieri omnino vetabit.

XXXII. Si quæ Navis aut Naves, quæ Subditorum alterutrius Regni fuerint, in alterius Portibus à quovis tercio captantur, illi quorum in Portu aut quacumque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus inferendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, quod tamen fieri Dominorum impensis, aut eorum quorum id interest.

TOM. VII. PART. I.

XXXIII. Quod si etiam in Navibus ab alterutrius Confœderati Subditis captis & in Portum aliquem alterutrius adductis, aliqui Nautæ vel alie personæ reperiantur, quæ illius Confœderati, vel in cuius Portus vel Flumina præda adducitur, Subditi fuerint, ab illis qui ipsos ceperint humaniter tractabuntur, & libertati protinus absque ullo redemptionis pretio restituantur.

XXXIV. Quod si alterius Coronæ Navem Bellicam vel aliam quandam Mercibus prohibitis onulam capere contingat, Præfectis qui illam ceperunt liberum non erit, ciastas, tonnas, sarcinasque in ea contentas aperire vel rescindere, neque etiam Mercium quid transportare vel aliquovis modo alienare, nisi illæ prius in Terram expositæ fuerint earumque coram Judicibus rerum Maritimarum confectum inventarium.

XXXV. Utque amborum Regum Subditorum securitati eo uberius prospiciatur adhibeaturque cautio, ne ulla ipsis violentia à prædictis Navibus Bellicis inferatur, omnibus Serenissimi Magnæ Britannicæ Regis Navium Bellicarum Præfectis, & aliis quibuscumque ejus Subditis, severe injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento ullo Subditos Serenissimi Regis Daniæ afficiant, secus si fecerint, in personis & bonis omnibus tenebuntur, donec de detrimento ab ipsis illato & in commodis omnibus exinde perceptis & percipiendis debita ac iusta confecta fuerit satisfactio & compensatio, similiter omnibus Serenissimi Regis Daniæ, Navium Bellicarum Præfectis & aliis quibuscumque ejus Subditis severe sub iisdem penis injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento dictos Regis Magnæ Britannicæ Subditos afficiant, prævisio tamen quod omnes prædictæ actiones iusto & legitimo Processu in Curia Admiralitatis utriusque Regis examinari & judicari debeant, sive si Partium alterutrius qui extraneus fuerit in isto loco ubi controversia fuit peragenda, potius visum fuerit, coram certis quibusdam Commissariis, quos uterque Rex, statim atque implorati fuerint, hunc in finem constituat, examinantur, ita ut Processus hac ratione non solum absque plurimis sumptibus petraçtari, sed etiam ad summum intra 3. menses finiri possit.

XXXVI. Ambobus Regibus curæ erit, ut Judicia & Sententiæ de rebus in Mari captis ad Justitiæ & æquitatis præceptum ab hominibus non suspectis & non interessatis ferantur, lateque ad Judicium hujusmodi Sententiæ secundum formam & tenorem suum, ut legitimæ Executioni dentur, ambo quoque Reges suis locis mandabunt atque præcipient.

XXXVII. Si alterutrius Regis Legatos sive quosvis alios Ministros publicos apud alterum Regem commorantes de ejusmodi Sententiis conqueri contingerit, Rex apud quem conquisitio fieri dicat Judicia & Sententiæ in Consilio suo revideri & examinari curabit, ut appareat, utrumne secundum Leges hujus Fœderis, adhibitis cautionibus prædicta sint omnia, necessariaque, si contrarium contingerit, adhibeantur remedia, quod intra trium ad summum mensium tempus fieri debet; neque tamen vel ante prolatam primam Sententiam, vel postea durante revisionis tempore, bona de quibus questio erit, & Navibus exponere aut vendere & distrare licebit, nisi id forte Mercium corruptionis causa fieri contingat.

XXXVIII. Memoratorum Regum alter in alterius Aula suos habet Ministros, in certis verò Portibus Consules, ut tanto facilius per eos invicem communicari & proponi possint res, quas tam publico quam privato uniuscujusque commodo intervenire possit putaverint.

XXXIX. Nulla privata injuria Fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut diffidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, deque eo tenebitur, neque per repressalia, aut alios ejusmodi odiosos Processus alter id luet, in quo alter aliquid deliquerit, nisi Justitia denegabitur, aut plus iusto differetur, in quo casu Regi illi, cujus Subditi damnum & injuriam passus est, licitum erit, juxta Juris gentium Leges & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit læto reparatio, modo tamen alterum ante Regem debito modo admonuerit.

XL. Item concordatum est, quod si Gens Belgica, vel alia quæcumque Gens, Suecica Gente tantummodo excepta, aliqua melliora Pacta, Conventiones sive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, à Domino Rege Daniæ hæcenus obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & consimilia Domino Regi Magnæ Britannicæ & Subditis suis communicen-

R

sur,

ANNO
1669.

tur, & cum effectu concedantur liberè & cum omni plenitudine, & è contra si Gens Belgica vel alia quæcumque Gens aliqua meliora Pacta, Conventiones, exemptiones sive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, à Domino Rege Magnæ Britannie obtinebit, quod eadem talia & consimilia Domino Regi Daniæ & Norwegiæ & Subditis suis communicentur liberè & cum omni plenitudine concedantur.

XLII. Concordatum etiam est, quod per nulla Pacta, Conventiones, Articulos, sive Capita, in præsentis Fœderis Tractatu contenta ullo modo præcedentes Tractatus aut Fœdera inter prædictos Confœderatos aut suos Prædecessores Reges, tam pro Regnis Magnæ Britannie quam pro Hæreditariis Regnis Daniæ & Norwegiæ, respectivè antehac sancita, censeantur sublata & antiquata, sed ut ea perpetua mancant in pristino suo robore, firmitate & vigore, quatenus non sunt contraria aut repugnantia præsentis Fœderi aut Articulorum alicui in eo contento.

XLIII. Denique conventum, concordatum & conclusum est, quod prædicti Serenissimi Principes & Reges omnia & singula Capita in præsentis Tractatu contenta & stabilita sincerè & bonè fide observabunt, perque suos Subditos & Incolas observari facient neque illis directè vel indirectè contravenient, aut a suis Subditis vel Incolis contravenienti permittent, omniacque & singula ut supra conventa per Literas Patentes manibus suis subscripseris. Magnis Stillis rati habebunt & confirmabunt in sufficienti, validà & efficaci formâ conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra tres menses post datum præsentium tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu. In quorum omnium fidem omnia & singula ut supra sunt contenta manibus nostris subscripsimus Sigillisque munivimus. Dabantur apud Westminsterium 29. die mensis Novembris Anno Domini 1669.

(L.S.) RUPERT.
(L.S.) ORMOND.
(L.S.) ARLINGTON.
(L.S.) HOLLIS.
(L.S.) ASHLEY.
(L.S.) TH. CLIFFORD.
(L.S.) G. J. TREVOR.

LVI.

1670. *Revers donné par les Députés des États Généraux des PROVINCES-UNIES, à Don ESTEVAN DE GAMARRA, Ambassadeur d'ESPAGNE, au sujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devoit servir au payement des Subsidés promis à la SUEDE. Fait à la Haye le 1. Mars 1670. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]*

NOUS sousignés Députés des États Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, confessons avoir reçu des mains de Monsieur Don Estevan de Gamarra, Ambassadeur du Roy d'Espagne, une Obligation du Sr. Nicolas Rochus Van Capelle, datée à Amsterdam le 16 jour de Septembre de l'année passée, contenant confession qu'il a en son nom à la Banque d'Amsterdam, la Somme de cinq cents mille Livres à la disposition de Monsieur le Connestable de Castille, & puis que ledit Sr. Van Capelle ne déboursa par provision, que la Somme de quatre cents, quatre vingts mille Livres en la même Banque, suivant l'ordre passé aujourd'hui pour cet effet par ledit Sieur Ambassadeur de Gamarra, en suite d'une Lettre écrite par ledit Sieur Connestable de Castille, audit Van Capelle en date du premier Fevrier passé, & deux Quitances Notariales de même teneur, passées par lui le 12. du même mois, nous avons promis, comme nous promettons par ces présentes, de faire tenir audit Sieur Ambassadeur de Gamarra, une autre Obligation dudit Sieur Van Capelle du surplus, savoir de vingt mille Livres en la même Banque, couchée au reste en mêmes termes que la première qui nous a été mise en main. Fait à la Haye le premier jour de Mars 1670.

LVII.

ANNO
1670.

17. Mars.

Puncta Approbatæ Pacificationis Andrusoviensis de Anno 1667. inter Regnum POLONIÆ, & Imperium MOSCHOVITICUM per utriusque Magnos cum plenaria Potestate Legatos & Commissarios conclusa. Actum Radzini 17. Martii Anno 1670 [CHWALOWSKY, Jus Public. Regni Poloniæ pag. 384.]

POst Titulos. Significamus, quod cum vigore Pacificationis pro debito suo uterque Magnus noliter Princeps satisfactori Pactis Andrusoviensibus, hîde reciproca corroboratis, ac declaratis immutabilem suam firmandam perpetuam Pacis propensionem, ad locum huius Congressus nos suos Magnos cum plenaria facultate Legatos & Commissarios cum Literis suis Plenipotentiarum misissent.

Nihilominus quamvis ex Mandato utriusque nostri Magni Principis multis Congressibus Andrusoviæ institutis studia nostra impendimus, quomodo inter utrumque Magnam Principem, eorundem Dominiæ & Nationes, perpetuus amor & amicitia renovaretur, atque Sancta Pax temporibus perpetuis duratura probe fundata constitueretur.

Atamen mutas nostras perpetuæ Pacis stabilendam cura consummationem nostram in præsentis Commissionis, propter incidentes magnas difficultates, obtinere nequiverunt. Ut vero toti Orbi ostenderemus, quod magna in cordibus utriusque nostri Magni Principis de pacificanda Christianitate & renovanda fraterna charitate pronitas radicata sit, quidquid ad roborationem firmitatem & juratorum Pactorum & ad induendum executionem illorum pertinuit, in præsentia constitui mus.

Et primo, Pacta Andrusoviensia Anno 1667. inita, primitusque ab utrinque Magnorum Plenipotentiariorum Legatorum ac Commissariorum, & postmodum ipsimet utriusque Magni nostri Principis reciprocis jurejuramentis firmata, tum quoque Ordinationes Legatorum post jurata Pacta Andrusoviensia in Urbe Moscu transactæ, & jurejurando Legatorum ab utrinque roboratæ, in omnibus Punctis, Clausulis, & Paragraphis, prout in se sonant, sine ulla mutilatione, aut sinistra interpretatione, firmiter & incontestè per omne tempus Annorum Inducis præsentiorum, vigore consecrati desuper Instrumenti conservari debent.

Et quandoquidem conjunctio virium mutuarum, utriusque nostri Magni Principis principaliter in Tractatu Andrusoviensi, & post etiam Transactione Legatorum in Urbe Moscu sufficienter descripta est, atque mutuo jurejurando Legatorum & Literis Principum rati habita est: proinde nequiquam ab hoc Sancto & Christiano opere recedendum, & nihil immutandum, uterque noster Magnus Princeps vigore Transactionis Legatorum eandem se observaturos ab hoc tempore spondent.

Quæ conjunctio consensu placita, & in Transactione Legatorum descripta, ne aliquam dubitationem habeat; proinde illam uterque noster Magnus Princeps assidentibus Magnis Legatis qui ab utrinque, vigore Pacificationis Andrusoviensis cum fraternis congratulationibus de fœlici regimine Gentium suarum, cumque confirmationibus Sanctæ hujus Pacis & Pactorum juratorum, intra sex menses, à tempore præsentis computandos, missi fuerint, jurejuramentis suis Regis rati habebunt, & roborabunt. De his verò Magnis Legatis mittendis ab utrinque servata consuetudine per Internuncios mutuos requisito fiet.

Isti verò nostri utriusque Principis Magni Legati, cum ad locum convenientem limitaneum pervenerint, prævisa salutis nuntiatione convenient, invicem monstrabuntque mutuo Principum confirmatorias Literas, ut sint in omnibus de verbo ad verbum vigore anteriorum & præsentium Transactionum conformes, sigillis Principum munitæ, lectis his Literis, conformibusque adinventis, Frater Fratri Copias illarum communicabit, atque tum demum ad Principes Magnos ambo Legati iter suum dirigent.

Quibuscunque verò Punctis Andrusoviensibus & Commissarialis Transactionis jurejurando firmatis hucusque intra præstitum diem satisfactum non est, & effectu suo destituuntur, & quorum etiam in præsentis Commissionis Paci-

ANNO 1670. Pacificatio & executio non fuit: proinde proclives existentes ad media S. R. Majestatis & Republicæ Magnis Legatis & Commissariis erga ipsius Moltchovie Majestatis Magnam Plenipotentiariam Legatum, in congressibus, in scriptis, & ablationibus declarata hoc est, ut difficultates istas, aut ad Legationem proximam, aut ad aliud aliquod tempus differeremus. Ideoque omnia ista non adimplere Andrusovienſis & Commissariis Transactionis Puncta circa Legationem istam Deo dante futuram superius memoratam transigi, pacificari & ad effectum, & ad executionem deduci debent. Illic quoque modus quam efficacissimus de eripienda ex manibus Mahometarum omni Ukraina, impedienda protectione, vindicandoque utriusque nostrum Dominio ab illorum incurſionibus, tum quoque reducendis ad debitum obsequium Cosacis, & cogendis ad subjectionem rebellibus advenirent. Eoque vigore conjunctionibus jurate ad effectum deducetur. His item remedia de alliciendis Mahometanis ad vicinalium amicitiam remedia advenirent debebunt.

Juramentum Principum.

NOs Serenissimus & Magnus Rex Michael Dei gratia, Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuanie, Russiae & aliorum. Juramus Deo in Trinitate uni in hoc, quod omnia, quæcumque fraternæ conjunctionis cum Fratre nostro Dei gratia Magno Principe Czaro & Magno Duce Alexio Michaylowicz, totius Magnæ, Parvæ & Albæ Russiae, unico Domino, latissimorumque Principatum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Severicæ Successore, Hærede, Principe & Domino, cum Czarea Maiestate, in Commissariis ab Urbe Moscua Transactionibus Anno 1667, initis per Magnos Legatos ab utrinque delegatos & missos ordinata, conscripta & Juramenti firmata sunt, ea omnia vigore Andrusovienſis & Anno præsentis 1670, conclusæ & juratæ Pacificationis per nos Magnam Regem, & Successores nostros & Republicam in omnibus Punctis adimpleantur & realiter observabuntur. In quo quam fideliter juramus, ita nos Deus adjuvet & Sancta, ejus Passio.

Ex præscripto hujus Rotæ Juramenti uterque Princeps jurabit.

LVIII.

4. Avril. Testamentum Serenissimi Electoris Palatini CAROLI LUDOVICI, quo Sereniff. Ducissa AURELIANENSIS, Serenissimo Electori CAROLO Fratri in universa Bona Alodialia, si sine liberis decesserit, substituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April 1670. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 732. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCÉLIUS, in Actus Publicis Tom. III. pag. 189. Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Ryswick pag. 81. en François. Il se trouve aussi en François dans mon petit Recueil Tom. I. pag. 190. sur une Copie qui m'avoit été communiquée de main sûre.]

NOs CAROLUS LUDOVICUS &c. (tot. tit.) agnoscimus & notum facimus per præfentes. Quod cum serio & maturè perpenderit, Nos per specialem Dei gratiam ac conservationem in optima adhuc valetudine, pro qua maxime divine bonitati gratias agimus, ad statum istam pervenisse, in qua præcipue etiam debeamus, una cum reliquis curis ac sollicitudinibus, quas pro felicitate, incolumitate ac optimo Regimine nostrarum Provinciarum, ac Subditorum, quibus præsumus, fuscipimus, de adornanda Domo cohabitare, ut fœdum Deo placeat, nos hac vita decedere, & Filios nostros Heredes Electoralis, & Filia nostra Elisabetha Carola, non solum, quid de illis nostris per benedictionem divinam partis & acquisitis Bonis Alodialibus unicuique pro sua ratâ, sine contradictione debeat, & quibus gaudeant, sed & Illustris nostra dilectissima Raugravia, nostrique ex ea progeniti liberi adhuc dum viventes, quid pro ratione status, in

TOM. VII. PART. I.

subsidium eis ordinaverimus, quo decenter vitam agere queant, de istis Alodialibus Bonis, sciant pro certo, & ut adeo omnes omnino impolterum risk ac discepciones, quæ horum causa oriri solent, tollantur, ac cessent. Quare hoc animo paterno sumus in eos, ut ordinationem hanc de Bonis Alodialibus confecerimus, consulto, ac maturo judicio pro facultate ac potestate Principis ac Patris in optima forma, qua id fieri possit, sicuti sequitur. Volumus igitur.

Primo, ut omnia Clenodia nostra, Picturas, Statuas, Equos, Arma & Armaturam, Bibliothecam, ceteraque omnia alia mobilia, quæ nobis vel per Parentes relicta, vel alias acquisita, cujuscumque etiam generis, & nominis sint, excepto quod ex illis alibi donavimus, vel legavimus, aut etiam donabimus & legabimus impolterum, ea omnia per successionem habeat noster Filius & Hæres Electoralis, ejusque Hæredes, & hisce omnibus mortuis Filia nostra Elisabetha Carola, ejusque Hæredes habebunt & possidebunt perpetuè, excepta Bibliotheca, Armis, & ad Armaturam pertinentibus, quæ apud Domum Electoralem mansura sunt.

Secundo, adiva debita, quæ nobis debentur extra Germaniam, quod concernit, pensiones ex Anglia perhibentur restare ad annum usque 1660, inclusive in Summa 125555. Flor. & restantes pecunias subsidariæ ex Francia 30000. Flor. dividuntur æqualiter inter Filium nostrum Hæredem Electoralem, & ejus Sororem Germanam Filiam nostram Elisabetham Carolam, ac post eorum obitum perveniant ad eorum legitimis Hæredes, æqualiterque inter eos dividantur; si vero sine legitimis Hæredibus decesserint, revertentur hæc omnia ad Filios nostros naturales, & post eorum obitum ad Filios eorum legitimis.

Tertio, pecuniam quod attinet, quam commodavimus Cameræ nostræ ac Ditionibus nostris universis, quæ tamen neque ex redditibus nostris, aut Dominis fuit percepta, sed aliunde acquisita; quia nobis facultas semper fuit non solum ejusmodi pecunias nostris liberis donandi, antequam in rem & utilitatem nostrarum Regionum verterentur, eorumque in futurum commodum de iisdem providendi, sed etiam cum jam in utilitatem publicam versæ sunt, eas redhibere ac efficere, ut temporibus paulò melioribus nobis refundentur; inconveniens siquidem ejusmodi pecunias iisdem pecuniis nobis aliunde acquisitis privari: quare ante omnia Filia nostra Elisabetha Carola ex paraphernalibus Electricis, quæ 24375. Flor. erant, eandem Summam accipiet.

Nempe - - - - - 24375. Flor.
Per Donum gratuitum ex Helvetiis 9200.
De Pecuniis Suecicis ratione Satisfactionis datis. 14822.
Quæ pro redimenda Commissariatus vexatione expendimus - - - - - 7658.

Quam summam quinquaginta quinque millium octingentorum & quinquaginta quinque Florenorum, ut proprium quid habeat ac possidebit.

Ultra quam summam per anticipationem expendimus tenore extractus nostræ Cameræ de Ære Anglicano 36000. Flor.
Item in annis 1652. & 1653. in Comitibus Ratisbonensibus Præfecturæ Cæsareæ dedimus 37862. Flor.
Subsidarias ex Gallia pecunias commodavimus 285000.

Item ex pensionibus Hollandicis 48000.
Ac tandem quæ dedit Generalatus Norimb. 24000.
Quæ addita efficiunt. 430862. Flor.

De hac vero Summa detrahanter
Primo - - - - - 90000. Flor.
Secundo - - - - - 6000.
Tertio - - - - - 12000.

Quæ addita efficiunt - - - - - 108000. Flor.
quos supra dicta nostra dilectissima Raugravia jam dudum accepit, illique ad subsistentiam necessariam debiam, tenore Pacti desuper inito, tum etiam, quodcumque illa alias, vel pecuniæ, vel mobilium accepit, manebunt, quibus debet esse contenta, acquiescere, nec unquam in posterum præsentationem habere in Electoratu Palatino, quemadmodum illa nobis etiam per Reverales, de 30. Decembr. 1667. assecurationem hac de re extradidit.

Deductis verò de prædicta Summa 430862. Floren. prædictis 108000. Flor. restant 322862. Flor. inter liberos, quos ex dicta Raugravia fuscipimus, dividendi, ita tamen, ut, quia dilecto Filio nostro Carolo Ludovico in Feudum dederamus Arcem Streichenberg, & Pagum Steppach, deducantur quindecim mille Floreni

ANNO
1670.

ad Filium nostrum Heredem Electoralem reversuri. De reliquis 307861. Flor. prædictus Filius noster Carolus Ludovicus centies mille Flor. & Filius noster Carolus Edwardus 107862. Florenos accipiant.

E Filiabus autem nostris Carolina, Ludovica, Amelia Elisabetha, & Friderica quæque viginti quinque milia Florenorum accipiet, ut verum bonum proprium & irrevocabile, ejusque ad solutionem usque fortis integras usuras percipiant ad quatuor centesimas.

Sexaginta duos autem menses Romanos à Cæsarea Majestati anno 1693. Augusta Vindelicorum nobis concessos, qui efficiunt 38156. Flor. quos tamen hactenus à Subditis five Clericis five Laicis ad eos solvendo obligatis nondum recepimus, & similiter 1224426. Flor. pecuniarum Suecicarum ratione præstandæ satisfactionis, quos anno 1690. Corona Suecica nobis assignavit & donavit, nec tamen hucusque à Subditis nostris fuisse soluti. Item quos præstendimus 37432. Florenos ratione expensarum ad obtinendam summam istam à Corona Suecica factarum, ac à nobis præfenti pecunia commodatarum, ut & illas pecunias & redditus pecuniarios, qui ex Domaniis Cameræ solent, non autem de Tributo ac Subsidii dependent ac proveniunt, & à nobis in utilitatem publicam nostrorum Subditorum exsolvi sunt, nec dum tempore nostri decedisse ex redditibus Cameralibus nobis refusi; quos inter præcipue etiam numerari debent magnæ quantitates frumenti, vini, fœni, &c. quas tam in præcedentibus, quam in præsentibus Belli motibus Militibus tradidimus, nec hucusque tamen nobis fuerunt restituta; hæc omnia sicut & cætera alia nostra bona & Allodialia, & debita, nisi de his aliter disposuerimus, cum Hereditate nostra Filius noster & Hæres Electoralis ea omnia obtinebit, cum jure ac potestate ea exigendi. *Eo autem sine Hereditibus masculis decedente ad ejus Allodiales Heredes devolventur.* Supplemus autem de Superioritatis nostræ Territorialis plenitudine, ac paternæ inter liberos potestate, si huic forte dispositioni defuerint quædam solennitates ad talem dispositionem requisitæ, omni meliori modo ac forma, qua fieri potest. In quorum fidem præsentibus manu propria subscripsimus, & Sigillo nostro majore sigillari fecimus. Actum, lectum, & approbatum die 4. Aprilis, Anno Christi 1670.

LIX.

Juill.

LA MOSCOVIE ET LA TARTARIE.

Traité de Paix entre le CHAM de la Petite Tartarie & ALEXIS MICHALEWICZ Grand Duc de Moscovie, fait au mois de Juillet 1670. [Theatrum Pacis, Tom. II. pag. 540.]

I. **C**olatur inter Chamum Crimensem Successores ejusdem, atque inter Moscovia Czarum & Regem Poloniae firma & inviolabilis Pax.

II. Nullæ Turmæ Militares prædatoris (prout Chamus juratore cavit) Ukrainæ molestæ sint.

III. Russiam nec Tartari nec Poloni, sub ullo prætextu hostiliter invadent.

IV. Literæ ad Magnum Ducem perscriptæ omnes ejus Titulos comprehendunt.

V. Si Moscis aut Polonis Bellum quispiam indicet, ejusdem Authoribus auxilium nullum præstetur.

VI. Casu quo Tartari denuo erga Polonos hostiliter se gerent, declarant Chamus, quod eos propterea condignis penis afficere, & prædas captas sine impensis Polonis restituere velit.

VII. Stipulatur Czarus quod Chamus Tartarorum quotannis munera mittet.

VIII. Tartaris à Domino Zeremeth centum sexaginta mille Imperiales, dimidietasque eorum in Ducatis solvuntur.

IX. Absinet Chamus prætenfione Donativorum à tredecim annis abhinc exactorum.

X. Casu quo aliqua adhuc Puncta in controversiam vocata existant aut dubia sint, de his Chamus ad Czarum scribet.

XI. Legatis aut Commissariis, quos Magnus Dux ad Chamum, Crimam versus mittet, de victu, & Domesticiis convenientibus provideatur.

XII. Si Tartarus ad Moscum Legationem dederit, ea, præter Legationis Principes, duodecim solummodo personis consistet.

XIII. Legatis aut Mercatoribus peregrinantibus liberum sit, venire & abire ad beneplacitum. Et si quando à quibusdam in itinere injuriâ aut vis illata iis fue-

rit, violatores hujusmodi poena corporali & capitali plectentur.

XIV. Post hos conclusos Articulos Mosci Tartaris sexaginta mille Imperiales dono annuatim pendunt.

XV. Pax hæc in Tartaria Crimenfî publicetur, & omnes illuc delatæ prædæ restituantur.

XVI. Tam Czarus, quam Chamus, hanc Juramento firmatam Pacem suis manibus & Sigillis corroborant.

XVII. Moscus Ratificationem hujus Juramento firmati Tractatus cum donis quibusdam Sultano Galgæ mittet.

XVIII. Quod Articuli hi Pacis innotescant & palam fiant, Czarus in Mandatis dedit, ut Regi Poloniae transmittantur.

Sequitur Juramentum, quod Legati Tartarici super Alcoranum præstiterunt.

Ego *Sefer Aga*, & Ego *Aichmissa Aibalg* juro per Creatorem Cæli & Terræ, quod omnia & singula ea, quæ ex Mandato *Chami* nostri, ut & *Sultani Galgæ* & *Narradini* cum aliis conclusimus, & manu nostra, Sigillis & Juramento firmavimus, inter Chamum Tartariæ Crimenfî, Czarum Moscoviæ, & Regem Poloniae constanter & invariabiliter serventur. In fidem ejus Ego *Sefer Aga* in Moscovia tam diu subsistam donec expectata Confirmatio Articulorum à Tartaria Crimenfî adveniat: Et Ego *Aibalg* summâ ope in id enitar, ut Moscovici Legati Ratificationem Crimenfem quam citissimè nanciscantur. Ita nos adjuvet **DEUS**, qui est manetque semper & in ævum in præceptis suis verax, quod hæc omnia fideliter & sine fraude ulla adimpleantur. **DEUS** quoque veritatem tuebitur, quæ super Alcoranum hunc jurata fuit.

LX.

Articles d'Alliance & de Commerce entre le Serenissime & tres-puissant Prince CHARLES SECONDO, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Desseigneur de la Poy, &c. Et le Serenissime & tres-puissant Prince, CHRISTIAN CINQUIEME, par la grace de Dieu Roy de Danemarck, Norwege, &c. Conclu à Copenhague le 11. jour de Juillet, 1670. [Manuscrit.]

11. Juill.
ANGLE-TERRE ET
DANEMARK.

I. (1) **Q**u'il y aura entre les deux Roys, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi leurs Royaumes, Principautez, Provinces, États, Pays, Îles, Villes, Sujets & Vassaux de quelque qualité, & condition, qu'ils soient, par Terre & par Mer, Rivières, Eaux douces, & en tous Lieux quelconques, tant en Europe, que hors l'Europe dès à présent & à l'avenir, une sincère, véritable & parfaite Amitié, Paix, & Alliance, de sorte que l'un ne l'autre Partie ne fasse aucun tort, dommage, ou prejudice, aux Royaumes, Principautez, Provinces, & États, ou aux Habitans, & Sujets de l'autre, ni ne souffre qu'il en soit fait aucuns, autant qu'il sera en son pouvoir, mais plutôt qu'ils vivront ensemble comme amis se traitans l'un l'autre avec bienveillance & respect, & avançant en toutes occasions les intérêts & avantages l'un de l'autre, & de leurs Sujets, comme si c'estoient les leurs propres, & en prevenant & empêchant de tout leur pouvoir par leur advis, & assistance, qu'il leur soit fait aucun tort, dommage, & injure.

II. L'un, ni l'autre desdits Rois, ni de leurs Heritiers, ne consentira à aucune chose, qui puisse estre au prejudice ou dommage de son Allié: Mais si l'un ou l'autre desdits Roys, sçait qu'une certaine chose soit proposée, agitée ou projetée, qui puisse apporter du dommage à l'autre il sera obligé de lui en donner advis, sans aucun

(1) Cette Copie n'est pas sûre, & il paroît que ce n'est qu'un Extrait du Traité conclu à Westminster le 29. Novembre 1669, entre Charles II. Roi d'Angleterre & Frideric III. Roi de Danemarck, qu'on a inséré ci-dessus dans sa propre place. Mais il pourroit bien être que le même Traité fut renouvelé cette année 1670. par le nouveau Roi Christian V. C'est aussi pour cela que nous avons jugé à propos de le retenir en cet endroit.

ANNO
1670.

aucun delay, & cependant l'empêcher & prévenir par toutes voyes possibles.

III. Lesdits Roys, tant pour eux que pour leurs Héritiers, & Successeurs, s'engagent, & promettent reciproquement qu'ils n'affilièrent, ni ne fourniront aux Ennemis de l'un ou l'autre Partie, qui seront Agresseurs, aucunes provisions de Guerre, comme Soldats, Armes, Machines, Canons, Navires, ou autres choses nécessaires pour l'usage de la Guerre, ni ne souffriront, que leurs Sujets en fournissent aucuns. Mais si les Sujets de l'un ou l'autre Prince, osent agir, au contraire de ces présentes, alors le Roy dont les Sujets en auront agi ainsi, sera obligé de faire proceder contre eux avec toute severité, comme contre des sedicieux & infraçteurs de l'Alliance.

IV. Il est en outre convenu & accordé, que si en quelque temps que ce soit cy-après, aucun Prince, ou Estat, envahit, ou par aucune voye ennemie entreprend sur les Royaumes Hereditaires, Provinces, Pays, Villes, Isles, Terres ou Seigneuries du Roy de Danemarck, qu'il possède à présent, le Roy de la Grand Bretagne affilera ledit Roy de Danemarck, en temps & lieu, de tel nombre de Troupes par Terre, & de Navires de Guerre contre un tel Agresseur, qu'ils fussent pour repousser la force & selon que l'estat des Affaires dudit Roy le demandera, & ledit Roy de la Grand Bretagne entreprendra, pour cet effect d'empêcher de tout son pouvoir, que par une telle invasion, & violence le Roy de Danemarck ne soit en aucune maniere molesté en ses Royaumes, Seigneuries, ou Droits. Et si ledit Roy de la Grand Bretagne ou ledit Roy de Danemarck, contracte, ou fait aucune Ligue, Alliance, ou Union avec aucun autre Roy, Prince, Republique, ou Estat; ils tâcheront respectivement d'y faire comprendre l'un l'autre & leurs Etats, autant qu'il leur sera possible s'ils desirent y estre compris.

V. Il sera permis aux Sujets des deux Roys, venir dans les Royaumes, Provinces, Villes, où l'on tient Foires & Marchez, Ports, & Rivières l'un de l'autre avec leurs Denrées & Marchandises tant par Mer que par Terre en temps de Paix sans Congé ni Passeport general ou particulier, & d'y séjourner, & trafiquer en payant les Douanes & Peages accoustumés, reservant toutes fois à l'un & l'autre Prince sa Souveraineté & Jurisdiction Royale en ses Royaumes, Provinces, Principautés & Terres respectivement.

VI. Il est néanmoins convenu & conclu, que les Sujets du Roy de la Grand Bretagne ne viendront en aucune maniere dans les Ports défendus, dont on a fait mention dans les Traitez precedens, ni dans les Colonies sans avoir auparavant demandé & obtenu, le Congé particulier du Roy de Danemarck, à moins qu'ils ne fussent contraints d'y relâcher, & entrer par nécessité de tempeste ou par la poursuite des Pirates, auquel cas il ne leur sera pas permis de rien vendre, ni acheter, de mesme que les Sujets du Roy de Danemarck ne viendront pas dans les Colonies Angloises, à moins que ce ne soit par un Congé particulier qu'ils aient auparavant demandé & obtenu.

VII. Il sera permis aux Sujets du Serenissime Roy de Danemarck, d'apporter dans leurs Magasins, en Angleterre, Ecosse & Irlande, & dans les Ports du Roy de la Grand Bretagne, en Europe, les Denrées qui sont à présent, ou qui seront cy-après du creu, & production, de leurs Etats, Pays & Seigneuries, sujettes au Roy de Danemarck, ou des Manufactures d'icelles, comme aussi celles, qui viendront d'aucun endroit de la Riviere d'Elbe.

Il sera permis de la mesme maniere, aux Sujets du Roy de la Grand Bretagne, de faire venir, & de porter dans le Danemarck, la Norwege, & dans les autres Ports, & Colonies du Roy de Danemarck, qui ne sont pas défendus, toutes sortes de Marchandises, qui sont, & seront produites & fabriquées, cy-après dans les Royaumes, Pays, & Etats de l'obeissance du Roy de la Grand Bretagne, & s'il arrive qu'en quelque temps que ce soit, cy-après, il soit permis à aucunes Nations étrangères, d'apporter toutes sortes de Denrées sans exception, en Angleterre, en Ecosse, & en Irlande, & dans les autres Ports qui appartiennent au Roy de la Grand Bretagne, la mesme chose sera aussi permise aux Sujets du Roy de Danemarck: ce qui sera permis de la mesme maniere aux Sujets du Roy de la Grand Bretagne en pareille occasion, dans les Ports & Colonies dependans du Roy de Danemarck.

VIII. Il est aussi convenu & accordé que les Peuples & Sujets du Roy de la Grand Bretagne, venans à naviger en aucun des Royaumes Hereditaires, Pays ou Seigneuries du Roy de Danemarck, & y trafiquer, ils ne payeront pas plus de Doilane, de Coustume, de Tolle, ni autres Droits, ni en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas, & autres Estrangers (à l'exception de la Suede seulement) qui ont liberté d'y trafiquer en payant de moindres Droits de Coustume, payent ou payeront cy-après, & en y allant, y retournant, ou y séjournant, comme aussi en y peschant & trafiquant, & en toutes autres choses, ils jouiront des mesmes Libertez, Immunitéz & Privileges, que les Peuples d'aucuns Pays étrangers, qui demeurent & trafiquent dans lesdits Royaumes, & Etats du Roy de Danemarck, jouissent ou jouiront cy-après, & d'autre costé les Peuples & Sujets du Roy de Danemarck auront & jouiront des mesmes Privileges dans les Pays & Terres du Roy de la Grand Bretagne, c'est-à-dire, que les Peuples & Sujets du Roy de Danemarck qui navigeront ou trafiqueront en aucun des Royaumes, Pays, ou Seigneuries du Roy de la Grand Bretagne, ne payeront pas plus de Doilane, de Coustume, de Tolle, ni autres Droits ny en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies, ou autres étrangers qui y trafiquent en payant de moindres Droits de Coustume, en payent ou payeront en y allant, retournant & y séjournant, comme aussi en y peschant & trafiquant, & en toutes autres choses, ils jouiront des mesmes Libertez, Immunitéz & Privileges dont jouissent, & jouiront dans lesdits Royaumes & Etats du Roy de la Grand Bretagne, les Peuples d'aucun autre Pays étranger. Mais de telle sorte que le Pouvoir de chaque Roy d'establi, ou de faire quelque changement dans les Doilanes, ou autres Droits ainsi qu'ils en verront l'occasion, dans leurs Royaumes, Pays, Etats, & Ports, demeure plein & entier, & en sa force & vertu, pourvu que ladite egalité soit exactement observée de part & d'autre.

IX. Il est aussi accordé qu'après que les Sujets de l'un & l'autre Roy, auront fait entrer leurs Marchandises, dans les Etats de l'autre, qu'ils en auront payé les Doilanes accoustumés & en auront fourré la visitation, il leur sera libre & permis de faire porter lesdites Marchandises, dans leurs propres Magasins, ou Celliers, ou dans les Lieux qu'ils jugeront le plus à propos, & les plus commodes, & les y garder, & aucun Magistrat, ni autre Officier, ne pourra pas les obliger à se servir d'aucuns autres Magasins, ou Celliers, si ce n'est de leur consentement.

X. Les Sujets de l'une & l'autre Couronne, trafiquans sur les Mers, & naviguans près des Costes de l'un ou de l'autre Royaume, ne seront pas obligés d'entrer dans aucun Port, vers lequel ils ne seront pas leur route, mais auront la liberté de poursuivre leur voyage, où il leur plaira, sans aucune detention, ni empêchement, & s'ils sont contraints de relâcher dans les Ports, par la tempeste, & qu'ils y demeurent, ils ne seront point obligés d'y décharger leurs Marchandises, ou d'y échanger, ou debiter aucune partie d'icelles, mais il leur sera permis d'en disposer, ainsi qu'ils adviseront bon estre, & de faire telle autre chose, qu'ils jugeront estre le plus à leur avantage: pourveu qu'il ne se fasse rien qui tende à frauder les Droits & Doilanes de l'un ou l'autre Prince.

XI. Il a esté aussi accordé qu'après que les Planches, Masts & autres sortes de Bois de Charpente, auront esté une fois embarquées sur les Navires des Sujets, ou Peuples du Roy de la Grand Bretagne, elles ne seront plus exposées à aucune autre visitation, mais toutes les visites, & recherches seront faites auparavant; & si alors, on y trouve aucun Bois de Chêne, ou autre Bois de Charpente défendu, il sera incontinent saisi & arrêté sur les Lieux; avant qu'il puisse estre mis à bord des Navires, & les Sujets, ni Peuples du Roi de la Grande Bretagne, ne pourront pour ce sujet estre molestés en leurs Personnes ou Biens, par arrest, ou autre detention quelconque, mais il n'y aura seulement, que les Sujets du Roy de Danemarck, qui se feront mélez de vendre & aliéner de tel Bois défendu qui seront dûment punis.

XII. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grand Bretagne, & aux Marchands, en passant par le Sond dependant du Serenissime Roy de Danemarck, & de Norwege; &c. jouiront du Benefice & Privilege, de différer le payement de leurs Peages, jusqu'à leur retour

ANNO
1670.

ANNO
1670.

de la même manière qu'ils en ont joui par le passé avant la dernière Guerre, à la charge toutes fois que lesdits Navires, & Marchands, apporteront avec eux des Certificats scellés du Scel des Officiers du Roy de la Grande Bretagne, à ce deputés, par lesquels il apparoisse que lesdits Navires appartiennent aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne comme aussi qu'avant leur passage, ils donneront bonne & suffisante caution, pour le paiement desdits Droits de Douane en un lieu convenable pour les Receveurs desdits Droits à leur retour, ou dans l'espace de trois mois au plus tard, au cas qu'ils ne retournent pas : Si mieux ils n'aiment de payer comptant lesdits Droits, au temps de leur premier passage.

XIII. Item, on est convenu à l'égard de toutes les Marchandises, que les Sujets du Roi de la Grande Bretagne mettront à Terre à Elfenore, dans la seule vue d'être de nouveau transportés en leur entier dans les Vaisseaux, qu'ils payeront les mêmes Droits, & non plus, qu'ont accoutumé de payer les Hollandois, & autres Etrangers en pareil cas ; ce qui reciproquement sera observé de la même manière en Angleterre envers les Sujets du Roi de Danemarck & de Norwege.

XIV. Il a été aussi accordé, que les Navires & Sujets du Roy de la Grande Bretagne, auront leurs Dépêches à Elfenore, aussi-tôt qu'ils y arriveront, sans aucun delay, & sans qu'aucuns autres Navires de quelque Nation qu'ils soient puissent estre expédiés devant eux par préférence, à l'exception toutes fois des Habitans de certains Lieux, qui en ont anciennement obtenu le Privilege dont ils jouissent encor à présent.

XV. S'il arrive qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince vienne à decéder, dans les Etats, ou Terres de l'autre, il lui sera permis de disposer de ses Biens, soit en argent, ou Marchandises, de telle manière qu'il lui plaira : Et si aucun Sujet vient à mourir dans les Royaumes, ou Provinces de l'autre Prince, sans en avoir fait aucune disposition, les Biens Meubles & Immeubles qu'il aura laissés de quelque nature & espece qu'ils soient, seront fidelement conservés aux Heritiers pour leur usage & pour le paiement des Debtes que le defunct aura été justement obligé de payer, & pour cette fin, aussitôt qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince, sera decédé, dans les Etats de l'autre Prince, le Consul ou Ministre public, qui y sera résident en ce temps-là, aura droit de prendre possession dudit Argent & Biens, & en fera un Inventaire devant quelque Magistrat du Lieu : Lesquels Biens demeureront par après en ses mains, pour en rendre compte aux Heritiers & aux Créanciers comme dit est, mais s'il n'y a pas là de Consul, ou de Ministre public, il sera permis à deux Marchands du même Pays que celui du defunct, de se mettre en possession des Biens par luy délaissés, pour les conserver & en rendre compte, de la même manière, aux Heritiers & Créanciers : ce qui doit estre toutes fois entendu de telle sorte qu'aucuns Papiers, ni Livres de comptes, ne doivent pas estre représentés au Magistrat, mais seulement les Biens, & Marchandises réelles du decédé : & que ledit Magistrat sera obligé dans l'espace de quarante huit heures, après la Notification & Requête qui luy en sera faite, d'estre présent à l'Inventaire qui sera fait, si non, à faute de ce faire, ledit Inventaire sera fait sans luy.

XVI. Il sera permis à l'un ou à l'autre des Alliez & leurs Sujets, ou Peuples de trafiquer avec les Ennemis de l'autre, & de leur porter, ou fournir toute sorte de Marchandises (à l'exception seulement, de celles qui sont défendues : qu'on appelle de Contrebande) sans aucun empeschement, à moins que ce ne soit dans des Ports, ou Places assiégées par l'autre : ce que toutes fois s'ils faisoient, il leur sera permis de vendre leurs Marchandises aux assiégeans, ou de se retirer en quelque autre Port, ou Place qui ne sera pas assiégée.

XVII. Il a été aussi accordé qu'il sera libre, & permis aux Sujets de l'un, ou l'autre Prince, trafiquans dans les Etats ou Ports de l'autre, d'y demeurer, & séjourner, pour y acheter, & vendre des Marchandises sans aucune prescription, ou limitation de temps, qui pourroit leur estre ordonnée par aucun Officier ou Magistrat desdites Seigneuries, ou Ports, en payant les Droits accoutumés pour toutes les Denrées & Marchandises qu'ils y porteroient, ou en remporteroient, & il a été en outre stipulé, qu'on ne trafiquera point

avec d'autres personnes que des Citoyens ou Bourgeois de quelque Cité, ou Ville, de l'ellendé des Royaumes de Danemarck, ou de Norwege, & que ce ne sera qu'en gros, & non pas en détail, ou par parcelles.

XVIII. Il a été en outre convenu & conclu, que pour un plus grand avancement du Traffic & Commerce, & pour éviter entièrement toutes fraudes & disputes, qui pourroient arriver entre les Officiers des Ports, & les Marchands, que tous & chacuns des Droits leont demandés & payés conformément au l'unt'imprimé, dans lequel seront compris tous les Droits & impositions, qui doivent estre payés tant pour les Marchandises dans les Ports respectifs, que pour le passage par le Sond. Et afin que cela puisse estre observé plus exactement, les deux Roys ne descendront pas seulement à leurs Officiers & Collecteurs, de leurs Douanes, sous des peines les plus severes, de faire aucune chose, qui puisse eluder l'effet de cette Convention, mais encore, de causer aucun trouble, ni de faire aucun tort aux Sujets de l'un & l'autre Roy, par aucune molestation ou exaction.

XIX. Il a été en outre conclu & accordé que le Roy de Danemarck ordonnera que les Contrôleurs de ses Douanes, ou d'autres Officiers, soient établis Commissaires, pour remesurer tous les Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grande Bretagne, trafiquans en Norwege suivant leur port, & leur grandeur, de sorte que ce qui n'a pas été jusquecy déguement observé, puisse estre à l'avenir remis en meilleur ordre.

XX. Mais de peur que cette liberté de Navigation, ou de passage, d'un Allié, & de ses Sujets, & Habitans, durant la Guerre, que l'autre pourroit avoir par Mer ou par Terre, contre aucun autre Pays, ne porte pas prejudice à l'autre Allié, & que les Denrées & Marchandises appartenantes à l'Ennemi ne puissent estre frauduleusement recelées, sous pretexte d'estre en amitié, afin d'empêcher les fraudes, & ôter tout soupçon, on a trouvé à propos, que les Navires, Marchandises, & les Hommes de l'Equipage appartenans à l'autre Allié, soient munis de Lettres, de Passports, & de Certificats en leur passage, & Voyages, les Formulaires desquelles doivent estre ainsi qu'il ensuit.

Charles Second par la grace de Dieu, Roy de la Grand Bretagne, &c. Christian Cinquième par la grace de Dieu, Roi de Danemarck & de Norwege, &c.

Soit notoire à tous & chacuns qui nos présentes Lettres de Passeport verront, que nostre Sujet & Citoyen de nostre Cité de nous a humblement représenté que le Navire nommé du port de sonneurs lui appartenant, & à quelques autres de nos Sujets, & qu'ils en sont les seuls Proprietaires, & qu'il est de présent chargé de Denrées, qui sont contenues en un Billet des Officiers de nos Douanes, que le Navire a à bord, & qu'il appartient à nos Sujets, ou à d'autres interressez, qui sont en Neutralité & est prêt à partir du Port de pour aller en tel autre lieu, ou Lieux, où il pourra commodement trafiquer avec lesdits Marchandises qui ne sont pas défendues, ni appartenantes à l'un ou l'autre des Parties en Guerre, ou bien trouver son ject, ce que nostredit Sujet ayant attesté par escrit signé de son seing, & affirmé par Serment estre véritable sous peine de confiscation desdites Denrées, nous avons jugé à propos de luy accorder nos présentes Lettres de Passeport : Et partant Nous irons & requerrons tous Gouvernements de Pays, & Commandans sur Mer, Roys, Princes, Republiques, & Villes libres, & particulièrement les Parties qui sont presentement en Guerre, & leurs Commandans, Amiraux, Gens d'armes, Officiers, Maistres de Ports, Commandans de Navires, Capitaines, Fietteurs & tous autres qui ont quelque Jurisdiction par Mer, ou la garde d'aucun Port, qu'il luy arrivera de rencontrer, ou parmi la Flotte, ou Navires desquels il luy arrivera de tomber, ou demeurer dans leurs Ports, qu'en vertu de l'Alouance & Autorité que nous avons avec aucun Roy ou Estat, ils souffrent leur Maistre, avec le Navire Personnes, Biens & toutes les Marchandises qui sont sur son bord, poursuivre son Voyage, vers quelque lieu que ce soit, non seulement avec liberté, & sans aucune molestation, detenti n'en empeschement, mais encore qu'ils luy rendent tous offices de civilité, comme à nostre Sujet s'il y a occasion, ce que nous & les nôtres serons prêts à reconnaître en pareille ou autre occasion. Donné le jour de de l'année

Nous

ANNO
1670.

ANNO
1670.

Nous le Président Consul & Senateurs de la Ville de atestons & certifions que N. N. le jour de de l'année est venu & comparu en personne devant nous N. N. Citoyen & Habitant de la Cité ou Ville de & sous le Serment qu'il est obligé envers le Roi notre Souverain Seigneur, nous a déclaré que le Navire ou Vaisseau, nommé du Port de Tonneaux appartenant au Port, Cité, ou Ville de en la Province de & que ledit Navire lui appartient justement, & est de présent prêt à partir directement du Port de chargé des Denrées mentionnées au Brevet qu'il a reçu des Officiers des Douanes, & qu'il a affirmé par le Serment Juré, que le Vaisseau cy dessus nommé avec les Denrées & Marchandises, dont il est chargé, appartient seulement aux Sujets de Sa Majesté, & ne porte point de Marchandises défendues qui appartiennent à l'une ou à l'autre des Parties, qui sont à présent en Guerre.

Le temoignage dequoy nous avons fait signer le présent Certificat par le Syndic de notre Ville, & y avons fait apposer nostre Sceau.

Donné, &c.

C'est pourquoi lors que les Marchandises, Denrées, Navires ou Hommes de l'Equipage de l'un, ou l'autre des Alliez, & de leurs Sujets & Habitans, rencontreront en pleine Mer, dans les Détroits, Ports, Havres, Terres, Places quelconques les Navires de Guerre, soit publics, ou particuliers, ou les Hommes de l'Equipage, Sujets & Habitans de l'autre Allié, en représentant seulement lesdits Passeports, & Certificats, on ne leur demandera rien de plus, & on ne fera aucune visitation des Marchandises, Navires, ou Hommes, & ils ne seront en aucune autre manière que ce soit, molestés ni troublés, & on souffrira qu'ils poursuivent leur Voyage en toute liberté; Mais si on ne représente pas les Passeports & Certificats expédiés en cette forme solennelle & établie, & qu'il y ait quelque autre sujet de soupçon juste & apparent, le Navire sera visité, ce qui néanmoins est entendu, n'estre permis seulement qu'en ce cas là. S'il se commet aucune chose contraire au véritable sens de cet Article, par l'une ou l'autre Partie, contre l'un ou l'autre des Alliez, chacun desdits Alliez fera punir severement les Sujets & Habitans, qui y auront contrevenu, & fera donner une pleine & entière satisfaction, incontinent & sans delay, à la Partie qui aura esté molestée, & à ses Sujets & Habitans pour tous leurs dommages & interêts, & dépenses.

XXI. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires des Sujets & Habitans du Roy de la Grand' Bretagne, ensemble leurs Cargaisons & Marchandises, passant par le Port de Glückstadt, ou autres Places, & Villes de l'Obéissance du Roy de Danemarck situées sur la Rivière d'Elbe, tant en allant qu'en retournant, seront exempts & franchis de toutes Douanes, Imposts, visitation, falsité & molestation, excepté seulement le cas de visitation en temps de Guerre, quand le Roy de Danemarck aura Guerre contre aucun autre Roy, ou Etat.

XXII. Si les Sujets de l'un, ou l'autre Prince sont molestés, ou endommagés sur les Terres de l'autre, alors le Roy du lieu où l'injure aura esté faite, prendra soin que Justice lui soit faite, suivant les Loix & Coutumes du Pays, & que les coupables soient dûment punis, & que la satisfaction soit donnée à la Partie molestée.

XXIII. Il a été aussi accordé qu'aucuns Navires, Vaisseaux, ou Marchandises chargés sur lesdits Navires de quelque espece, nature ou qualité qu'ils soient qui auront été pris, appartenans à aucuns des Sujets de l'un ou l'autre desdits Roys, sous quelque cause, ou pretexte que ce soit, ne sera jugé de bonne prise, à moins que ce ne soit par un examen judiciaire, & par un Procès intenté légitimement pour ce sujet, dans une Cour d'Amirauté établie pour les prises faites sur Mer.

XXIV. Les deux Parties feront rendre Justice avec toute équité, aux Sujets & Habitans l'un de l'autre, suivant les Loix & Statuts de l'un ou l'autre Pays, promptement & sans aucunes longues formalitez de Justice, & dépenses qui ne sont pas nécessaires, en tous Procès & différends, tant survenus dès à présent, qu'en ceux qui pourront survenir cy-après.

XXV. Arrivant que des Navires de l'un ou l'autre des Alliez & de leurs Sujets & Habitans, soit de Marchands ou de Guerre, échouent, ou soient portés sur

des écueils, ou soient contraincts de se décharger, ou autrement fassent naufrage, sur les Costes de l'un ou l'autre Roy (ce qu'à Dieu ne plaie) lesdits Navires, avec leurs Agrez, Biens, & Marchandises, ou tout ce qui sera sauvé, sera restitué aux Propriétaires & intercesseurs, pourvu qu'eux, ou leurs Agents, & Procureurs, réclament lesdits Navires, & Biens, dans l'espace d'un an, & un jour, après le naufrage arrivé, sans toujours les Droits & Douanes des deux Nations. Deplus les Sujets & Habitans demeurans sur leurs Costes, & Rivages, seront obligés de venir à leur aide, en cas de peril, & de donner leur assistance autant qu'il sera en leur pouvoir, & ils feront tous leurs efforts, soit pour delivrer le Navire, ou pour en sauver les Biens, Marchandises & Agrez, & toute autre chose qui leur sera possible, ou pour transporter en quelque lieu de sûreté ce qui en sera sauvé, pour estre restitué aux Propriétaires, en payant le Droit de sauvement, & en donnant telle récompense aux personnes par l'aide & diligence desquelles lesdits Biens, & Marchandises auront été sauvées & préservées, qu'elles le mériteront. Et finalement, Les deux Parties, en cas de tel accident, feront observer de leur part, ce qu'elles voudront être fait, & observé de l'autre part.

XXVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, comme aussi les Navires mêmes ni les Denrées, & Marchandises dont ils seront chargés, ne pourront estre saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, à moins que ce ne fût pour la défense, & conservation du Royaume, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisis & arrestés faits par autorité de Justice, pour delivralles Debtes contractées, ou pour aucunes autres causes légitimes, pour raison desquelles, il sera procédé par voye de Droit selon la forme de Justice.

XXVII. Il sera permis aux Marchands des deux Royaumes, leurs Facteurs, & Serveurs, comme aussi aux Maîtres, & Mariniers de Navires, de porter toute sorte d'Armes portatives, tant offensives, que défensives, tant sur Mer, que sur autres Eaux, comme aussi dans les Ports, & sur les Costes, & Terres de l'un ou l'autre Allié, en allant, retournant, & cheminant, pour la défense de leurs Personnes, & Biens, de telle sorte qu'ils ne donnent pas juste cause de soupçon aux Commandans & Magistrats d'aucune Place, d'aucuns comptoirs, ni cabales, contre le repos public, ou particulier.

XXVIII. Les Convois, ou Navires de Guerre, de l'une ou l'autre Partie rencontrans, ou atteignans en leurs Voyages, aucuns Navires Marchands, ou autres appartenans à l'autre Allié, ou à ses Sujets, & faisant la même route sur, dans, ou hors l'Europe, seront obligés de les protéger & défendre aussi longtemps qu'ils continueront la même route ensemble.

XXIX. Pour plus grande sûreté de Commerce, & liberté de Navigation, il a été conclu & accordé, que l'une ni l'autre Partie, autant que faire se pourra, & qu'il sera en son pouvoir, ne souffrira qu'aucuns Pirates & Forbans publics ayent leur retraite, en aucun des Ports de l'autre, ni qu'aucuns des Habitans, & Sujets de l'un ou l'autre Prince les reçoivent en leurs Maisons, leur fournissent aucuns Vivres, ou leur donnent aucune assistance; mais au contraire, qu'ils feront leurs efforts pour faire en sorte que lesdits Pirates & Forbans, leurs partisans & complices, soient pris, apprehendés & punis, selon leur mérite, & que les Navires & Biens, autant qu'on en pourra trouver, soient restitués aux Propriétaires légitimes d'iceux, ou leurs Agens, en faisant dûment apparoir du Droit qu'ils y auront, par une preuve certaine de Justice, en la Cour de l'Amirauté.

XXX. Il a été conclu & accordé qu'il y aura en tout temps libre accès, pour les Sujets & Habitans de l'une & l'autre Partie, dans les Ports & sur les Costes des deux Princes, & qu'il leur sera permis d'y demeurer, & d'en partir, comme aussi de passer dans toutes les Mers & Territoires de l'un & l'autre Roy respectivement (sans commettre aucun desordre ni violence) non seulement avec des Navires Marchands, & de charge, mais encore avec des Navires de Guerre, & qu'ils quieront pour le compte public, ou pour les Commissions d'Armateurs particuliers, soit qu'ils entrent dans lesdits Ports par la nécessité de la tempête, pour éviter le peril de la Mer, ou pour se radoubier & acheter des Vivres, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre

ANNO
1670.

ANNO
1670.

de six Navires de Guerre, lors qu'ils y entreront de commun accord, & qu'ils ne demeurent pas dans les Havres, ou environs des Ports, plus longtemps qu'il ne leur sera nécessaire pour radoubier leurs Navires, & pour y acheter des Vivres ou autres choses nécessaires, & s'ils ont besoin d'entrer dans lesdits Ports avec un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre, il ne leur sera pas permis de le faire sans avoir donné avis de leur venue auparavant par une Lettre, & sans en avoir obtenu la permission de ceux à qui lesdits Ports appartiennent: Mais si par la violence de la tempeste, ou quelque autre urgente nécessité, ils sont contraints de relâcher dans un Port, en ce cas là, les Navires ne seront pas retraités à un certain nombre, quoy qu'ils n'ayent fait sçavoir leur venue auparavant: Mais néanmoins, à condition que leur Admiral, ou Commandant en Chef, incontinent après son arrivée en fera sçavoir la cause au principal Magistrat, ou Commandant de la Place du Havre, ou de la Côte sur laquelle il sera, & il n'y demeurera pas plus longtemps, que celui qui lui sera accordé, par ledit principal Magistrat ou Commandant, & il n'y commettra aucun acte d'hostilité, ni aucune autre chose préjudiciable à celui des deux Alliez à qui ils appartiendront.

XXXI. Il ne sera permis aux Sujets de l'un & l'autre Roy ni aux Habitans des Royaumes & Terres de leur obéissance, de se charger d'aucunes Lettres Patentes, appellées Commissions de représailles, d'aucun Prince ou Etat, qui aura des différens ou Guerre ouverte, contre l'un ou l'autre des Alliez, bien moins encore de s'en servir, pour troubler, ni molester les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Alliez, lesdits deux Rois feront de très-expresses inhibitions & défenses à leurs Sujets respectivement, d'obtenir ni accepter, d'aucuns Princes ou Etats, de telles Commissions, & défendront & empêcheront, autant qu'il sera en leur pouvoir, qu'ils commettent aucunes depredations en vertu desdites Commissions.

XXXII. S'il arrive qu'un Navire, ou Navires appartenans aux Sujets de l'un, ou de l'autre Roy, soient pris, dans les Ports, de l'un ou de l'autre, par une tierce Partie, l'un ou l'autre dans lesdits Ports ou Jurisdiction duquel lesdits Navires auront été pris, sera réciproquement obligé de faire ses efforts conjointement avec l'autre, pour trouver & reprendre ledit Navire, ou Navires, & les rendre aux Propriétaires, ce qui sera néanmoins fait aux dépens des Propriétaires, ou Parties intéressées.

XXXIII. Comme pareillement, si sur les Navires pris par les Sujets de l'un ou l'autre Allié, & amené en aucun Port appartenant à l'autre on trouve aucuns Matelots, ou autres personnes qui soient Sujets de l'Allié dans les Ports ou Rivières duquel la prise sera amenée, ils seront traités civilement, par ceux qui les auront pris, & remis incontinent en liberté, sans payer aucune rançon.

XXXIV. Mais s'il arrive qu'un Navire de Guerre, ou quelque autre Vaisseau, chargé de Marchandises de Contrebande, & appartenant à l'autre Couronne soit pris, il ne sera pas permis aux Capitaines, ou Commandans qui l'auront pris, d'ouvrir, ni rompre les Coiffes, Tonneaux, ou Bales, qui seront sur ledit Navire, ni aussi de les transporter, ou autrement aliéner aucunes Marchandises qui y seront, qu'elles n'ayent été descendues à Terre, & qu'il n'en ait été fait Inventaire en la présence des Juges de l'Amirauté.

XXXV. Et pour plus grande seureté des Sujets des deux Roys, & pour prévenir toute violence, qui pourroit leur être faite, par lesdits Navires de Guerre, il sera fait de très-expresses inhibitions & défenses à tous Commandans de Navires de Guerre appartenans au Roi de la Grande Bretagne, & à tous ses autres Sujets, de troubler, ni molester les Sujets du Roi de Danemarck: s'ils en usent autrement, ils seront tenus en leurs Personnes & Biens des dommages & intérêts soufferts, & à souffrir, jusqu'à la restitution & réparation. Les mêmes défenses seront pareillement faites à tous Commandans des Navires de Guerre appartenans au Roi de Danemarck, & à tous ses autres Sujets, de troubler, ni molester les Sujets du Roi de la Grande Bretagne, pourvu toutes fois que toutes lesdites actions soient examinées & jugées par voye de Droit selon la forme de la Justice, dans les Cours d'Amirauté des deux Rois, ou si l'une ou l'autre Partie se trouvant étrangère, dans le lieu, où l'affaire doit être décidée, le trouve plus à propos, le fait sera examiné devant

des Commissaires que les deux Rois depnteront à cette fin, aussitôt qu'ils en seront requis, afin que par ce moyen, les Procédures n'en soient pas seulement faites sans beaucoup de dépense, mais encore qu'elles soient terminées en trois mois de temps, tout au plus.

XXXVI. Les deux Roys donneront tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens, & Sentences, qui seront rendus sur les Erités qui seront faites à la Mer, soient donnés avec toute Justice, & équité, par des personnes non suspectes, ni intéressées au fait dont sera question, & qu'après qu'elles seront données par de tels Juges, ainsi qu'il est dit cy-dessus, ils enjoindront & ordonneront à leurs Officiers, & autres qu'il appartiendra de les faire exécuter & promptement exécuter selon leur forme & teneur.

XXXVII. Lors que les Ambassadeurs de l'un & de l'autre Roy, ou quelques autres de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de l'autre Roy feront plainte desdites Sentences, le Roy auquel la plainte sera faite, fera revoir & examiner ledit Jugement & Sentence en son Conseil, pour connoître si toutes les choses requises, & nécessaires, ont été exécutées, suivant les regles du présent Traité, & avec les précautions qui y sont contenues, & s'il se trouve que le contraire ait été fait, il y sera pourvu, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus. Et si ne sera pas permis, avant que le premier Jugement ait été donné, ni après icelui pendant la révision, de décharger, vendre, & aliéner les Biens & effets qui seront réclamés, si cela ne se fait du consentement des Parties pour éviter le déperillement desdits Biens & Marchandises.

XXXVIII. Lesdits Rois auront dans les Cours l'un de l'autre, leurs Ministres, & dans de certains Ports, leurs Consuls, pour mieux & plus aisément communiquer & proposer les choses qu'ils jugeront avantageuses, pour l'intérêt public, ou celui des personnes particulières.

XXXIX. Les offenses particulieres n'empêcheront en aucune façon, l'exécution du présent Traité, & ne seront naltre aucune haine, ni dissension entre lesdites Nations, mais chacun reprendra de son propre fait, & en demeurera responsable, & l'un ne souffrira pas, pour l'offense qu'un autre aura commise par un recours à des Lettres de représailles, ou de telles autres voyes rigoureuses, si ce n'est, en cas de déni de Justice, & de délais plus longs qu'on ne doit, auquel cas, il sera permis au Roi dont le Sujet aura reçu du dommage, d'avoir recours aux Regles que prescrit la Loy des Nations, jusqu'à ce que réparation ait été faite à la Partie qui aura souffert le dommage, pourvu toutes fois qu'il en ait été adverti l'autre Roy auparavant.

XL. Il a été aussi accordé que si les Hollandois ou quelque autre Nation que ce soit (à l'exception de la Nation Suedoise seulement) ont déjà obtenu ou obtiennent cy-après du Roy de Danemarck, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privilèges plus avantageux, que ceux qui sont contenus au présent Traité, les mêmes & semblables Privilèges seront pareillement accordés au Roy de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets pleinement & efficacement en toutes manieres & dispositions, & d'autre côté, si les Hollandois ou quelque autre Nation, que ce soit, a déjà obtenu, ou obtient cy-après de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privilèges plus avantageux, que ceux qui sont contenus au présent Traité, les mêmes & semblables Privilèges, seront pareillement accordés au Roi de Danemarck, & à ses Sujets, & d'une maniere aussi ample & aussi efficace.

XLI. Il a été pareillement conclu que les précédents Traitez qui en quelque temps que ce soit ont été faits jusqu'icy, entre lesdits Alliez ou leurs Predecesseurs Rois, tant pour les Royaumes de la Grand' Bretagne &c. que pour les Royaumes Hereditaires de Danemarck, de Norwege &c. respectivement, ne seront pas en la moindre chose réputés être rompus, ni abolis par aucun Accord, Convention, ou Article, contenus en ce présent Traité: Mais qu'ils demeureront en leur pleine force, effet, & vertu, entant qu'ils ne seront point contraires, & ne repugneront point audit Traité, ni à aucun Article y contenu.

XLII. Finalement, il a été convenu, conclu & accordé que lesdits Rois observeront sincèrement & de bonne foi tous & chacun des Articles contenus & inferrez

ANNO
1670.

ANNO inferet au present Traité, & les feront observer par leurs Peuples & Sujets qu'ils n'y contreviendront point, ni ne souffriront point que leurs Peuples & Sujets y contreviennent, directement ni indirectement, & qu'ils en confirmeront & ratifieront tous & chacun les Articles, ainsi qu'ils sont ci-dessus accordez, par des Lettres Patentes signées de leurs seings, & scellées de leurs grands sceaux, en bonne, suffisante, & efficace forme, & les délivreront ou les feront délivrer de bonne foi, & réellement avec effect, dans trois mois, à compter de la date de ces présentes.

ANNO
1670.

LXI.

18. Juill. *Trañatus (1) & Amica Compositio inter CAROLUM II. Regem Magnæ Britannie, & CAROLUM II. Regem Hispanie, ad bonam correspondentiam in America interruptam rursus instaurandam, & Depredationibus, injuriasque omnes coercendas. Actum Maritimi die 18. Julii 1670. Cum RATIFICATIONE Regis ac Regine Hispaniarum, nec non utriusque Partis Procuratoribus.* [Sur l'Imprimé à Madrid, en casa de Domingo García Morras Impresor de l'Estatu Ecclesiastico de laz Coronas de Castilla y Leon; con Licencia de los Señores del Consejo de Estado in 4. ann. 1670.]

CAROLUS Secundus, Dei gratia Hispaniarum, &c. Rex, & Serenissima Regina Maria Anna Austriaca, &c. Notum facimus per præsentis nostras Literas, Approbationis, Ratificationis, & Confirmationis, quod decimo octavo die mensis Julii, anni præsentis millesimi sexcentissimi septuagesimi, Maritimi, Trañatus de componendis Controversiis, Depredationibus coercendis, & Pace concilianda in America inter Nos, præfatum Serenissimum, ac Potentissimum Regem, atque Reginam Hispaniarum, ab una, & Serenissimum, ac Potentissimum Carolum Secundum Magnæ Britannie Regem, &c. Fratrem, Confanguineum, & Amicum nostrum charissimum, ab altera parte factus, initus, & conclusus fuit tenore sequenti.

Cum pluribus retro annis bona intelligentia, & amica Gentes inter Hispanam, Anglicanamque correspondentiam in America interrupta fuissent, & ad utramque restaurandam, certisque pro futuro regulis stabilendam Serenissimus, ac Potentissimus Dominus Carolus Magnæ Britannie &c. Rex misisset in Hispaniam Alegantem suum Extraordinarium Dominum Guillelmum Godolphin, Equitem Auratum, &c. Redditiisque Regionum Auditorem, & in Parlamento Anglie Senatorem, ipsique plenam, & omnimodam dedisset Potestatem ineundi quemcumque Trañatum in hunc finem necessarium: Necnon Serenissimi, Potentissimi Domina Maria Anna Austriaca ipsius Patens, Tutrix, & Coratrix, Regnorumque ejus, ac Ditionum Gubernatrix, ut tam sanctum opus promoveretur, Plenipotentiarium quoque suum deputasset Excellentissimum Virum Dominum Gasparem de Bracamonte & Guzman, Comitem Pesaranda, Consiliarium Status, & Præsidem Indiarum, qui cum suprascripto Domino Guillelmo Godolphin Alegato Extraordinario de his ageret, tractaret, & concluderet: Tandem ab utraque parte in subsequentis Trañatus Articulis conventum est, virtute suarum respectivè Commissionum, quarum Copiæ hic inferuntur.

Sequitur tenor Commissionis, seu Plene Potestatis à Majestate Sua Catholica Domino Comiti de Peñaranda concessæ.

DON CARLOS, per la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de ambas Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de To-

(1) J'ai un autre Exemplaire de ce Traité en Anglois, imprimé, par commandement du Roi, in the Savoy, by the assigns of John Bill and Christopher Jackson in 4. ann. 1670. On y marque que les Ratifications furent échangées à Madrid le 10-20 Octobre 1670. On en a aussi une Traduction Française dans la 1. Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 224. (DUM.)

ledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordona, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme, del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgofia, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, &c. Y la Reyna Doña Maria Ana fu Madre, Tutora, y Curadora de su Real persona, y Governadora de dichos Reynos, y Señoríos. Por quanto para afentar, y estrechar mas la buena correspondencia, y amistad entre las Serenissimas dos Coronas de España, y la Gran Bretaña, y especialmente para apartar todo motivo de mala inteligencia, que la pueda turbar, conviene, que se haga nueva explicacion, y declaracion de algunos puntos contenidos en los Artículos del Tratado de Paz, ajustado entre las dichas dos Coronas el año de mil seiscientos y siete, pertenecientes a entrambas Indias, he tenido por bien de dar Poder, como en virtud de la presente le doy a Don Gaspar de Bracamonte y Guzman, Conde de Pesaranda, del Consejo de Estado, y Presidente del de Indias, por concurrir en su persona las prerrogativas de gran caidad, prudencia, y experiencias, zelo, y amor de mi servicio, y particularmente por la gran confianza, y satisfacion que me asiste, de lo que procura, y desea todo lo que pueda conducir al beneficio, y bien publico. Por tanto, en virtud del presente Poder le autorizo, y doy tan cumplida facultad, qual de derecho se requiere, para que por el Serenissimo Rey mi muy caero, y muy amado Hijo, y en su Real nombre, representando mi propia persona, pueda dir, conferir, tratar, ajustar, y concluir con D. Guillelmo Godolphin, Embiado Extraordinario en esta Corte del Serenissimo Rey de la Gran Bretaña Carlos Segundo, mi buen Hermano, y Primo, en virtud del Poder que presenta suyo, qualesquier Tratados de Union, y Alianza con el dicho Serenissimo Rey de la Gran Bretaña, y hazer todas las explicaciones, y declaraciones que fueren necesarias para la mejor inteligencia de los Artículos de el dicho Tratado del año de mil seiscientos y siete, y siete, especialmente de los que tratan de entrambas Indias, el qual Poder, y facultad le concedo con toda la mayor autoridad, y potestad, y la misma que reside en mi Real persona, obligandome, como me obligo, y al dicho Rey mi Hijo, en fee, y palabra Real, a estar, y passar por ello, a probarlo, y ratificarlo, con el Juramento, y mas requisitos, y solemnidades, que en tal caso fuere necesario, dentro del termino que para ello se señalare, sin disminucion alguna. En fee de lo qual mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y referendada del mi infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a doze de Julio de mil seiscientos y siete YO LA REYNA. DON DIEGO DE LA TORRE.

Sequitur tenor Commissionis, seu Plene Potestatis à Serenissimo Rege Magnæ Britannie, Domino Guillelmo Godolphin concessæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britannie, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus, & singulis, ad quos præsentis Literæ pervenerint, salutem. Cum nihil, vel ingenitæ animi nostri propensionis, vel fundatissimæ Coronæ nostræ rationibus, vel prædictissimæ Antecessorum nostrorum exemplis, magis congruum, & consentaneum esse possit, quam ut necessitudinem, & Considerationem intimam, firmissimamque cum Corona Catholica indelenter colamus, updè jam longa experientia comperit est Gentes utrobique Britannicam, & Hispanicam nullis non temporibus misicè floruisse, tam in Commercio & rei quæstuarie commodis, quibus se invicem ditantur, quàm in fama, & estimacione virium, quibus terrorem hostibus, vel propriis, vel communibus semper incusserunt; cumque hodierna rerum, temporumque constituto eximiam quandam & conjunctionem, tum Consiliorum, tum affectuum unionem postulare videatur, cum denique ad meliorem inter Subditos utrimque nostros intelligentiam fovendam; & conservandam liquidior explanatio quorundam Articulorum ad utraque Indias spectantium necessario desideretur, eo magis, quod in illis remoti Orbis Regionibus nonnullæ controversiarum occasiones proruperunt, quibus dirimendis, componendisque per Trañatus hæc usque

ANNO
1670.

CORPS DIPLOMATIQUE

conclusos, haud satis provisum, cautumque esse videtur; Ad singulos fines praedictos, & ad alia etiam de novo tractanda, ac finaliter concludenda, quae vel ad majorem Commercialium frequentiam, & securitatem, vel ad amiciorem inter Regna, ac Populos Magnae Britanniae, Hispaniaeque correspondentiam, Foedusque strictissimum conducere poterunt, visum est, dilectum Nobis & fidelem Guilielmum Godolphin Equitem Auratum, Rationum Aararii nostri, Reddituumque Regionum Auditorem, & in Supremo Angliae Consilio, sive Parlamento Senatorem, Virom tanto muneri digne obsecundo parem, atque idoneum ad Serenissimos, & Potentissimos Regem Catholicum, & Reginam Dominam Mariam Annam Austriacam ipsius Parentem, Tutricem, & Curatricem, necnon Regnorum ejus, ac Ditionum Gubernatricem extra ordinem ablegare.

Sciatis igitur, quod Nos prudentia, integritate, fide, & industria praedicti Guilielmi Godolphin plurimum confisi, ipsum Ablegatum nostrum Extraordinarium ad praedictos Serenissimos Regem, & Reginam Hispaniarum fecimus, ordinavimus, & deputavimus, ac per praesentes facimus, ordinamus, & deputamus, dantes eidem, & committentes plenam, & omnimodam Potestatem, atque auctoritatem pariter, & Mandatum generale, ac speciale Nomine nostro cum praedictis Serenissimis Rege, & Regina, ipsorum Commissariis, Deputatis, & Procuratoribus ad hoc sufficientem Potestatem habentibus de, & super auctoritate Confederatione inter Nos, & Coronam Catholicam, sicut etiam de, & super explanandis, & ampliandis quibuscumque Articulis jam dudum conclusis de novis item Tractatibus, Federibusque condendis, utilissimis, & maxime convenientibus Articulis, & conditionibus communicandi, tractandi, conveniendi, & concludendi, ceteraque omnia, & singula faciendi, quae ad dictos fines, vel quoslibet eorum faciant, & conducat, atque super his Articulis, Litteras, & Instrumenta necessaria conficiendi, & ab altera parte petendi, & recipiendi: denique omnia ea, quae ad praemissa, vel circa eadem erunt necessaria, & opportuna expediendi; Promittentes bona fide, & in verbo Regio, Nos omnia, & singula, quae inter supra-memoratos Serenissimos Regem & Reginam Hispaniarum, eorumque Procuratores, Deputatos, & Commissarios, atque praenominatum Guilielmum Godolphin Ablegatum nostrum Extraordinarium in praemissis, seu praemissorum aliquo erunt facta, pacta, & conclusa, rata, grata, & firma habituros, & quicquid Nomine nostro promissum fuerit, sancte, & inviolabiliter observaturos, & observari curaturos. In cujus rei testimonium hasce Litteras fieri, manaque nostra signatas Magno Regni nostri Angliae Sigillo, muniti fecimus. Quae dabantur in Palatio nostro Westmonasteriensi, vigesimo quarto die Februarii anno Domini supra millesimum sexcentissimum (style quidem veteri) sexagesimo octavo, (style autem novo) sexagesimo nono, Regni quoque nostri vigesimo primo.

CAROLUS. REX.

I. Concordatum imprimis est inter alte memoratos Plenipotentiarios Dominum Comitem de Peñaranda, & Dominum Guilielmum Godolphin, Nominibus Serenissimorum respectivè Regum Dominorum suorum, uti Tractatus Pacis, & Amicitiae inter Coronas Hispaniae, & Magnae Britanniae Matriti initus decimo vigesimo tertio die Maii anno Domini millesimo sexcentissimo sexagesimo septimo, ultavejus Capita per praesentes Articulos, & Conventions, nequaquam sublata censentur, vel antiquata, sed ut ea perpetuo maneant in pristino suo robore, firmitate, ac vigore, quatenus non sint contraria, aut repugnancia praesenti Tractatui, aut Articulorum alicui in eodem contento.

II. Pax sit universalis, sincera, atque vera Amicitia, tam in America, quam in ceteris Mundi partibus inter Serenissimos Hispaniarum, & Magnae Britanniae Reges, eorumque Heredes, & Successores, necnon inter Regna, Status, Colonias, Fortalicia, Civitates, Praefecturae, Insulas, sine distinctione locorum sub utriusque Ditione positas, earumque Populos, & Incolas, quae ab hoc die in perpetuum durabit, & tam Terra, quam Mari, atque ubivis Aquarum sanctè observabitur, ita ut alter alterius commoda, ac utilitates promoveat, Populique sibi invicem studiis mutuis, ac honesto affectu auxilio sint, & faveant, omnique ex parte in remotis illis Regionibus (uti in propinquioribus) fida vicinitas, & securas Pacis, atque Amicitiae cultura crescat in dies, & augeatur.

III. Item uti in futurum omnes inimicitiae, hostilitates, & discordiae inter praedictos Dominos Reges, eorumque Subditos, & Incolas cessent, & aboleantur: & utraque Pars ab omni direptione, depraedatione, laesione, injuriisque ac infestatione quacumque tam Terra, quam Mari, & Aquis dulcibus ubivis gentium temperet prorsus, & abstineat.

IV. Item uti iidem Serenissimi Reges Subditos suos ab omni vi, & injuria abstinere curent, revocentque quascumque Commissiones, ac Litteras, tam Representarum, seu de Marca, quam facultatem praedandi in Occidentali India continentes, cujuscumque generis, aut conditionis sint, in praedictum alterius, aut Subditorum ejus, Subditis suis, aut Incolis, sive extraneis datas, & concessas, easque nullas, cassas, & irritas declarent, ut hoc Pacis Tractatu nulla, cassae, & irritae declarantur, & quicunque contravenierint, puniantur, ac praeter infamiam criminalem poenam, Subditis laesis, & id requirentibus illata damna refarcire compellantur.

V. Renuntiabuntque praeterea, prout tenore praesentium dicti Reges, ac quilibet eorum renuntiabit, & renuntiat cuicumque Legi, Confederationi, Capitulationi, & Intelligentiae in praedictum unius, vel alterius quomodolibet factae, quae praesenti Paci, & Concordiae, omnibusque, & singulis in ea contentis repugnat, vel repugnare possit, easque omnes, & singulas quoad effectum praedictum cassabunt, & annullabunt, nulliusque momenti declarabunt.

VI. Captivi utrinque ad unum omnes cujuscumque ordinis, aut fortis sint, qui ratione hostilitatis cujusvis in America dudum commissae, detineantur, absque Lytro, aut alio ullo redemptionis pretio, sine mora dimittantur.

VII. Omnes offensae, dispendia, damna, injuriae, quae Gentes Hispana, & Aeglicana alitrescens quibuscumque retro temporibus, qualicumque de causa, aut praetextu, alia ab altera pertulerunt in America, & oblivioni tradantur, & à memoria eraduntur plane, ac si nulla unquam intercessissent. Convenit praeterea est quod Serenissimus Magnae Britanniae Rex, Haeredes, & Successores ejus cum plenarie jure summi Imperii, Proprietatis, & Possessionis, Terras omnes, Regiones, Insulas, Colonias, ac Dominia in Occidentali India aut quavis parte Americae sita habebunt, tenebunt, & possidebunt in perpetuum, quacumque dictus Magnae Britanniae Rex, & Subditi ejus impraesentiarum teneant, ac possident, ita ut eo nomine, aut quacumque sub praetensione nihil unquam amplius urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit, aut debeat.

VIII. Subditi, & Incolae, Mercatores, Navarchae, Naucleri, Nautae, Regnorum, Provinciarum, Terrarumque utriusque Regis respectivè abstinere, cavebuntque sibi à Commercialibus, & Navigatione in Portus, ac Loca Fortalitii, stabulis Mercimoniis, vel Castellis intrusis, aliaque omnia, quae ab una, vel ab altera parte occupantur in Occidentali India: Nimirum Regis Magnae Britanniae Subditi Negotiationem non dirigunt, Navigationem non institunt, Mercaturam non faciunt in Portibus, Locisve, quae Rex Catholicus in dicta India tenet, neque vicissim Regis Hispaniarum Subditi in ea loca Navigationes institunt, aut Commercium exercent, quae ibidem à Rege Magnae Britanniae possidentur.

IX. Si verò tractu temporis visum fuerit alterutri Regum licentiam aliquam generalem, vel specialem, aut Privilegia concedere alterius Subditis Navigationem instituendi, & Commercium habendi in quibusvis locis suae Ditionis, qui dictas Licentias, & Privilegia concesserit, dicta Navigatio, & Commercium exercentur, & manu tenebuntur juxta, ac secundum formam, tenorem, & effectum Permissionum, aut Privilegiorum, quae indulgeri poterint, quorum securitati praesens Tractatus, ejusdemque Ratihabito interservit.

X. Item concordatum est, quod si alterutrius Confederatorum Subditi, & Incolae cum Navibus suis, sive bellicae sint, & publicae; sive onerariae, ac privatae, procellis abrepti fuerint, vel persequentibus Pyratibus inimicis, ac hostibus, aut alio quovis incommodo cogantur se ad Portum quarendum in alterius Federati Flumina, Sinus, Aestuaria, ac Stationes recipere, vel ad Littora quaecumque in America appellere, benigne, omnique humanitate ibidem excipiantur, amica gaudeant protectione, & benevolentia tractentur. Nullo autem modo impediuntur, quod minus integrum omnino habeant reficere se, victualia etiam & omne genus comectatum, sive vitz sustinenda, sive Navibus reparandis,

ANNO
1670.

ANNO
1670.

randis, & itineri faciendo necessarium, æquo, & consueto pretio comparare. Nulla quoque ratione prohibeatur ex Portu, & statione vicissim solvere, ac egredi, quin ipsis licitum sit, pro libito migrare loco, libereque discedere quodcumque, & quocumque visum fuerit, absque ulla molestatione, aut impedimento.

XI. Pari ratione si Naves alterutrius Confederati, ejusdemque Subditorum, ac Incolarum ad oras, aut in Ditionibus quibuscunque alterius impeerint, jactum fecerint, vel (quod Deus avertat) naufragium, aut damnum quodcumque passæ fuerint, ejectos, aut detrimenta passos, in vincula, aut servitutem adducere nefas esto, quin periclitantibus, aut naufragis benevolè, ac amicissimè subveniatur, atque auxilium feratur, Litteræque illis Salvi Conductus exhibeantur, quibus inde tutò, & absque molestia exire, & ad suam quisque Patriam redire valeat.

XII. Quando autem alterutrius Naves (uti supradictum est) Maris periculo, aliave cogente ratione compulsæ in alterius Portus adigantur, si tres, quatuorve fuerint, iustissime suspitionis occasionem præbere poterint adventus istiusmodi causa, Gubernatori, vel primario loci Magistratui, statim exponatur, nec diutius sibi mora trahatur, quam que illis à dicto Gubernatore, aut Præfeco permittitur, & visui comparando, Navibusque tum refarciendis, tum instruendis commoda, atque æqua fuerit, cautum verò semper erit, ut onus non distrahant, neque Mercium, aut facinarum aliquid à Navibus effrangent, & venum exponant, nec etiam Mercimonia ab altera parte in Naves receperint, aut quicquam egerint contra hoc Fœdus.

XIII. Utraque pars verè, & firmiter observabit, atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque, & singula in eodem contenta, & comprehensa, atque eadem à suis queque Subditis, ac Incolis observari, & præstari efficaciter curabit.

XIV. Nulla privata injuria Amicitiam hanc, Pactumque ullo modo infirmabit, neque odium, aut dissidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit deque eo tenebitur, neque per represalias, aut alios hujusmodi odiosos Processus alter id luet, in quo alter deliquit, nisi iustitia denegabitur, aut plus iusto deferatur; In quo casu Regi illi, cuius Subditi damnum, & injuriam passus est, licitum erit juxta Juris Gentium Leges, & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit læso reparatio.

XV. Præsens Tractatus nihil derogabit præeminentiæ, Juri, ac Dominio cuicunque alterutrius Confederatorum in Maribus Americanis, Fretis, atque Aquis quibuscunque, sed habeant, retineantque sibi eadem pari amplitudine, quæ illis jure competit; intellectum autem semper esse libertatem navigandi neutiquam interrumpi debere, modo nihil adversus genuinum horum Articulorum sensum committatur, vel peccetur.

XVI. Denique Pacti hujus, ac Fœderis solemnes, ac rite consecratæ Ratificationes intra quatuor menses ab hoc die utrinque exhibeantur, & reciprocè commutentur, atque intra octo mensium spatium à dicta commutatione Instrumentorum computandum, aut citius, si fieri poterit, per omnia utrinque Confederati Regna, Status, Dominia, & Insulas, ubi convenierit, tam in Occidentali India, quam alibi publicentur.

In quorum omnium & singulorum fidem Nos supra memorati Plenipotentiarii præsentem Tractatum manibus nostris, & Sigillis mutuis subfirmavimus, & munivimus. Matriti decimo octavo die mensis Julii, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo. Conde de PENARANDA. GUILLELMO GODOLPHIN.

Quem Tractatum superius exaratum, & insertum nobis à præfato Commissario, ac Plenipotentiario nostro exhibitum, postquam visum, & in Consilio nostro maturè examinatum esset pro Nobis, & Serenissimo Hispaniarum, &c. Rege Carolo Secundo, Filio nostro charissimo, proque Hæredibus, & Successoribus ejus, necnon Vassallis, Subditis, & Incolis Regnorum, Ditionum, ac Dominiorum nostrorum & totum ejus contentum, & quodcumque ejus punctum separatim, ut bonum, firmum, & stabilem acceptavimus, approbavimus & ratificavimus, & per præsentem acceptamus, approbamus, & ratificamus, spontentes verbo, & fide Regia, & dicti Serenissimi Regis Filii

TOM. VII. PART. I.

nostri nomine, locoque, necnon Heredum, ac Successorum ejus, dictum Nos Tractatum juxta formam, & tenorem suum constanter, ac inviolabiliter observaturos, & perfecturos, atque, ut observetur, & perficiatur, curavimus esse, eo modo ac si eundem in propria persona nostra tractassemus, neque ulla quacumque tandem ratione, sive directâ, sive indirectâ, contraveniatur, neque ut ab aliis contraveniatur permittimus esse: Cum obstrictione in eum finem, atque obligatione dicti Serenissimi Regis Catholici Filii nostri charissimi, atque Hæredum, Successorum, posterorumque ejus, quin etiam omnium, & singulorum Regnorum, Regionum, & Dominiorum nostrorum, nullis exceptis, ut & omnium aliorum Bonorum nostrorum præsentium, & futurorum. Quo autem supradicta Obligatio eo magis confirmetur, Legibus, consuetudinibus, & exceptionibus quibuscunque contra facientes, vel adversantes renuntiamus. In eorum autem omnium, quæ supra dicta sunt, fidem, & testimonium iustissimè expediti præsentem Literas propria nostra manu subscriptas, ac Sigillo nostro secreto munitas, manuque Secretarii nostri Status subscriptas. Dabantur Matriti octavo die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo. YO LA REYNA. DON DIEGO DE LA TORRE.

LXII.

Vergleich- und Einigkeit's Reces zwischen denen Hoch- u. Ault.

Gräflichen Häusern Hanau-Lichtenberg und Hanau-Münzenberg sowohl unter sich selbst als dero Reformirten Unterthanen/ auf verschiedener Ehur- und Fürsten anverwandten Fleiß/ über Religions- und Geistliche/ als auch Weltliche Sachen aufgerichtet. Hanau den 18. Augusti Anno 1670. Mit Ihro Kayserl. Mayest. Leopoldi des I. Confirmation und Ratification, Geben zu Wien den 23. December 1671. [GASTELIUS de Statu Publ. Europ. Noviss. Cap. XXXI. pag. 866. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. *Atta Publica* Part. IX. Libr. X. Cap. CCVIII. pag. 716. dans LUNIE, *Teutisches Reichs-Archiv*. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Abtatz IV. pag. 45.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illustres Maisons de HANAU-LICHTENBERG, & de HANAU-MUNTZENBERG, y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques intérêts & differents, tant au sujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interposition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire à Hanau le 18. d'Aoust 1670. Avec la CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD I. Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671.

Wir Leopold von Gottes Gnaden/ erwählter Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Meyster des Heil. R. in Germania/ nien/ zu Ungarn/ Böhheim/ Dalmanien/ Croatien und Slavonien/ König/ Erb-herzog zu Oesterreich/ Herzog zu Burgund/ zu Savoy/ zu Flandern/ zu Craon/ zu Luxemburg/ zu Wirtemberg/ Ober- und Nieder-Schlesien/ Fürst zu Schwaben/ Marggraf des Heil. Röm. Reichs/ zu Burgow/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Oesterreich/ Geshetzter Graff zu Habsburg/ zu Tyrol/ zu Pfird/ zu Steyr/ und Borch/ Landgraf zu Elßass/ Herz auf der Bändischen Mark/ zu Portenau und zu Salms/ ic.

Wollenen öffentlich mit diesen Brief/ und ihum kund aller- undmählich/ daß uns die Hochgeborne Anna Magdalena/ Pfalzgräfin bey Rhein/ Herzogin in Bayern/ Gräfin zu Welsch und Eponheim/ verordnete Gräfin zu Hanau/ unsere liebe Mühn und Fürsinn/ und neben Ihre Ed. der auch Hochgeborne Christian/ Pfalzgraf bey Rhein/ Herzog in Bayern/ Graff zu Welsch und Eponheim/ ic. unser lieber Oheim und Fürst/ als weyland Johann Reinharden/ Gräffen zu Hanau hinterlassenen unmündigen Kindern und Pupillen Vormunderin und

ANNO
1670.

baute werden / wo nicht acht Haussgesessene dieser Religion zugehörte unterthanen vorhanden / es wäre dann / daß wegen Unquemlichkeit der unwilligen Orten die Nothwendigkeit erfordert / an solchen Orten / wo gleich nicht acht Haussgesessene befindlich / eine Kirche aufzurichten / auf welchen Fall es ihnen gleichfalls frey stehen / jedoch nicht ad emulationem oder zu Nachtheil der Reformirten geschehen / und darneben / wann keine Kirche erbauet wird / denen in weniger Anzahl sich befindenden unterthanen Schulen anzuordnen / privat-Præceptores zu halten / die Kinder in ihrer Religion frey aufzuziehen / und Fremde von andern Orten / ausser der Graffschafft / wie obgemeldet / zu sich kommen zu lassen / umbenommen und obzugeschert seyn sollte.

Was dann auch / Abtens / mehrbedeutendes Coexercitium lutherischer Religion in der Stadt Schiltach (jedoch auf einem Noth in der Nähe / ob eben nicht acht Familien alda vorhanden / vorher Choral genoss) eine Kirche zu setzen obzueinnehmen / weder jetzt noch ins künftige auch nicht in der Stadt Steinau / sondern nur in einer oder andern Vor-Stadt zu beordnen / Steinau / als auf dem Steimweg / oder vor dem Oberhof / und zwar erst nach Expiration des / der jetzigen Hoch-Gräfl. Gemahlin / geborenen Fürstin zu Anhalt / zugehenden Witwums eingerichtet werden möge / und wie über das zu Steinau und Schiltach in jeder Stadt eine Schule anzuordnen / und privat-Præceptores zu halten / auch fremde Prediger / doch abique Publico Exercitio privatim zu sich kommen zu lassen / hieselbst freyer Education der Kinder den lutherischen vorzuziehen.

Es sollen auch / Neumendens / die Kirchen und Schulen / welche zu diesem Coexercitio etwa aufgebauet werden möchten / ohne einige Schafft / zu thun / Aufzuehung einiger dahin angehörender Collegen / gesungener Predigten / Bescherer und Nachtheil der Reformirten / auf der lutherischen eigene Kosten aufgeführt / ingleichen dieselbe und die darzu bedessende Pfarrherren / Schulmeister / Rister und andere Personen / wie die Nahmen haben mögen / von ihren / der lutherischen eigenen Mitteln dotirt und erhalten / und befristet / auch sonst alle also eingerichtet und gehalten werden / daß denen Reformirten an ihren Kirchen / Schulen / Geist- und Weltlichen Erstattungen / Hospitalen / Stewen / Almosen / Kästen / Kirchen- und Schulen- und Predigten / Kirchen und Gemeinden / wie sie dieselbe bis anhero gehabt / genossen haben und genießten / oder künftig unter sich haben und genießten werden / sollen oder können / es habe Nahmen wie es wolle / nichts liberal davon aufgeschloffen / und zwar ohne einige Nothwendigkeit / ob zu Erhaltung aller obigen von gedachten Gefällen und Einkommen / was übrig seyn würde oder nicht / und sonst an deroelben freyer umbeständlicher Exercitio ihrer Religion in denen Städten und Dörfern / auch in specie zu Döbel / nicht das allgeringste abgebe / und alle ihre in Religions- und dazzu gehörigen Sachen habende / Jura / Privilegia / Position / Gymnasia / Schul- Rechte / Oberaufsicht / und wie es sonst sein will / heissen und / auch so viel sein sollte / als wären alle solche Jura / Gerechtsame und Befugnisse allhier specificet ausdrückte / und jedes mit Nahmen genannt / obzueinverleibet und obzueinverleibet vor jedermann / der Herrschafft so wol als andere / nun und zu ewigen Zeiten immer während / und zwar ohne einige Dependenz von der andern Religion seyn und bleiben.

Nachdem ferner / und zum Zehenden / wegen Grunau und Eiters anderweitliche Beschwerde geführt worden / so hat man sich diesfalls dahin beschließend verglichen / daß es zu Grunau bey der lutherischen Aelter- Besetzung / wie es jetzt befindlich / auch als künftig beywunden / und denen lutherischen solche Kirche samt denen Rectibus hinfürro und allzeit verbleiben / die Kirche zu Eiters aber denen lutherischen von Zeit der Confirmation dieses Vergleichs an / gleichfalls eigenthümlich nebst denen Rectibus / (wovon die zur Competenz der Pfarz zu Weidenbach gehörige Eiters / als jährlich 25. Gulden an Geld / sammt zugehörigen Weiswachs zum Genuss allein ausgenommen seyn / und selbigen Pfarer und seinen Successores in officio / wie bis hhero auch inskünftig jederzeit gehalten werden sollen) zuweisen soll / hingegen verbleiben vorgedachte regierender Herr Graff und Fürst / Vormundschafft nicht weniger vor sich und respective des Hoch-Gräfl. Pupillen und ihrer Successores / daß sie die in den Städten Neumendens / Steinau / und Reformirten Deutschen / Niederländischen und Französischen Gemeinden zu Frankfurt in Anno 1638. so dann von jetzt regierenden Herrn Graffen / vor etlichen Jahren zu Wolfshelm in der Oberr-Gräffschafft Siebenberg / ohnweit Straßburg / vermüthete Reformirte völlige Exercitia und respective besorgen in Anno 1656. zu bemeldtem Wolfshelm aufgebauete Kirche / wie bis hhero / also hinfürro zu ewigen Zeiten denen Reformirten lassen / selbigen nicht abstellen / noch gestatten wollen / daß sie in diesem ihrem Exercitio in einige Wege gekemmet werden.

So hat es auch / Eiters / bey denen Kirchen zu Weiden / Schiltach / Neumendens / Steinau und andern (da denen noch etwa einige vorhanden seyn sollten) in An. 1610. unter dem lutherischen Exercitio gestanden und noch stehenden Orten / und deroelben Exercitio sein ungetrübtes verbleiben / und nicht Aufsehung in statu quo est / gelassen.

Was nun / Zwölffens / ferner Vermög erwehnten Coexercitii Religionis die lutherischen an Kirchen / Schulen / Exercitiis privatis et publicis / entweder bereits respective erbauet und angeordnet haben / oder ins künftige erbauen / aufrichten und auf-

stellen möchten / alles solches / und was zu befristeten Exercitio ihrer Religion gehörig / soll ohne einige Dependenz von jemand andern / außer dem aufzurichten stehenden Consistorio / wovon unten gedacht wird / in eigener Freiheit also hierunter mit denen Reformirten in gleichen Rechten stehen / bezugslos / daß weder die neu-erbauete Kirche zu Hannau hinfürro mehr bezugslos seyn soll / ihre Quartal extractus der Proclamationen / Copulationen / Eintrachten / Begräbnissen der Reformirten in Kirchen einzuliefern / noch sonst im geringsten etwas / wozumit einige Dependenz inferirt werden möchte / von denen Reformirten vorgenommen werden sollte.

Damit aber / Dreizehends / alles obige in zweyer Ordnung und Disciplin erhalten werden möge / so soll jedermann in Consistorio von lutherischen Religions-Verwandten / doch ohne der Reformirten Beschwörung / bey dieser Graffschafft befristet seyn / welches ebenmäßige Privilegia / heissen und in Straffe dieses haben sollte / als der Reformirten Consistorium hinfürro geschehen hat / und noch hat / und sollen zu diesem Consistorio Kirchen- und Schul- und Almosen-Verwalter / alle dazzu Religion zugehörige Prediger in personibus / und so viel vor Zins / Lehr und Leben betrifft / deroelben Vocation / Geistl. und Aemtern / auch Erlässungen / wann sie von jemand besprochen / belangt oder verlagert werden sollten / sodann alle andere Personen / welche bey Kirchen und Schulen aufwarten und beordnen seyn / alle Kirchen- und Schul-Verwalter und Einkünften / und in Summa alle Ecclesiastica und Consistorialia / sie haben Nahmen wie sie wollen / gehören seyn / und alles was in bemeldtem Consistorio vorgehet / im Nahmen und mit Vorwissen des jeweiligen regierenden Landherren verrichtet werden.

Solche beiderseits Consistoria sollen / Vierzehends / im Nahmen der jeweils regierenden Herrschafft ob dießen Vergleich nicht allein selbst halten / sondern auch bey Zunehmung der Christlichen jedweder Religion dieselbe jedesmal emmen / und ihnen ernstlich auflegen / darüber nichts vorgekommen noch zu tentiren.

Fünffzehends / sollen alle Kirchen- und Schul-Bezirke in den Städten und auf dem Land von beyderley Religionen gleiche Freiheit genießen / auch beyderley Religions-Verwandte vor den andern / aber um die andern nicht beschränkt werden.

So sollen auch / Sechzehends / die auf dem Gemesen Acker stehende Almosen der Religion / welcher der Dorfpfarer war / sein gewesen / verbleiben. Was aber von Almosen an Landen bey den Zinsfien gestiftet / nach Proportion jeder Religion mehr oder weniger seyn / aufgetheilt / und die bedürftigste lutherische Bürger oder Einwohner in die Spindler mit- auf- und eingenommen werden / doch soll es mit dem Hospital in der Meistheit als gehalten werden / daß / wann die in solcher Stadt wohnende lutherische / sich dessen mit bekennen müssen / darüber sie sich zu erklären / auch zu ihren Leibesbegnadigungen / die der Meistheit Glauben gebrauchten / und gleich denen Reformirten die Schicksal / daß davor zu beordnen Hospitalen Besuch begehren sollen. Die Einmahlung des Geistlichen bleibt vor den Glotner jeder Religion.

Damit auch / Siebzehends / in beyderseits Kirchen alle Anordnungen um so viel mehr verrichtet werden / so sollen / wann beyderley Religions-Verwandten zusammen beytragen / die Proclamationes in beyderley Kirchen verrichtet / und in diejenige Kirche / wo die Copulation geschieht / aus der andern Kirche eine Attestation der dafelbst auch mit beschiedenen Proclamatione gebracht werden / die Proclamationes- Schöffe aber denen Pfarrern jeder Kirche verbleiben.

Und sollen / Achzehends / die Copulationes und Eintrachten in denen Kirchen verrichtet werden / deren Religion der Brautgam und Vater des Kinds zugehört.

Zum Vierzehends / soll bey den Leibesbegnadigungen derjenige / so sich bey den Glotnern an ersten anmelden wird / ohne Unterschied der Religion / den Vorzug haben / die leidsprechend auch von demjenigen Pfarer beschreiben / dessen Religion der Dorfpfarer zugehört gewesen.

Über dieses / und zum Vierzehends / sollen die jeweilige Vierzehends / Successores und Nachkommen der Graffschafft Hannau / Wolfshelm / jetzt und zu ewigen Zeiten nicht Stadt / Zug noch Recht haben / in besagter Graffschafft und deren zugehörigen Orten / etwas in den lutherischen Religions-Verordnungen / deren Sitten-Gebräuchen / oder andern / so zu Verletzung der Christlichkeit und Kirchenwesen gehörig / zu ändern / abzuändern / oder in andere Form / Werk und Weg anzuordnen / sondern alles in dem Stand / wie es jetzt verglichen und beschloffen / unverrückt verbleiben zu lassen / hienmit und im Verfall dieses pflichtig und verbindlich seyn.

Als auch / zum ein und zwanzigsten / über obgedachte Ecclesiastica und deren Dependenzien ferner die Bestellung der weltlichen Diener vorgekommen / hat man sich / so viel die Causen betrifft / dahin verglichen / daß beyderley Religions-Verwandte qualifizierte Richte an der Zahl gleich seyn / das Decretorium an Seiten der lutherischen Religions-Verwandten verbleiben / der Secretarius der Reformirten / der Regulator aber der lutherischen Religion beigegeben / und darneben einer oder andern Reformirten Causen- Rache gleich den lutherischen Richten / auf gestellen / die Archiv jedesmal zu eröffnen / und einzulassen / schuldig seyn / so dann der Consististen wegen die parität gehalten werden sollte.

ANNO
1670.

ANNO
1670.

Vorher dann / zum zwey und zwanzigsten / auch allerseits beliebt worden / daß so wol die Reformirte als lutherische Räte / in Lands- Justiz- und Regiments- Sachen / die Hannau- Wäldenbergische Grafschaft betreffend / mit zugezogen / und also die Nothdurfft communicato consilio delibent und resolvirt werden / auch die Ausfertigung dem Conclavo gemäß in der Consilij gesehen solle.

Hiernächst dann auch / zum drey und zwanzigsten / wann die Räte einer oder der andern Religion / dem regierenden Herrn Grafen in Sachen / diesen Vergleich / oder sonst ihr Amt betreffend / bey erhebender Nothdurfft etwas mit zueinander Bescheidenheit erörtern / oder absonderlich zu Vorhand einer oder der andern Religion schrift / oder mündlich respectiv aufsetzen und vortragen möchte / ihnen solches zu keinen Ungnaden gehindert / sondern zugelassen seyn solte.

Zum vier und zwanzigsten / ist bey Bestellung der Kammer Schreiber / daß ein lutherischer und ein Reformirter Kammer-Rath beständig seyn / und der Kammer-Schreiber und Registrator so lang diese Officia conjungirt bleiben / in der Religion alterniren / oder auch dessen diese beide Officia separat werden sollten / dieselbe von beyden Religions-Subjectis besetzt werden / wann aber zu seiner Zeit nur einen Reformirten / und keinen Kammer- Rath mehr zu besetzen gut befunden würde / alsdann soll der Kammer-Schreiber mit lutherischer Religion zugehan seyn / und pro parati vorand ein Votum mitsprechen. Wann dann endlich bemelte Paritas auch an Seiten der Reformirten Religions-Verwandten durch Bestellung eines Reformirten Raths bey ged. Kammer nicht erhalten würde / so soll in vorfallenden Fällen / durch Besetzung einiger Reformirten Consilij-Räte oder Berathen solche Paritas gemacht werden.

Zum fünf und zwanzigsten / sollen die beyde Grafschaften in der Alt- und Neuen Stadt Hannau so dann die sämtliche Herrschaft / Bediente in den Centren Steinau an der Straßen samte Schlichter und Wandenstein / wie auch Winderode und Buchersthal (bis auf hinc der lutherischen Religion zugehane Schultheissen oder Centregren / nemlich in Kitzingheim und Bruchhöbel) und dem Amt Dorheim (bis auf einen Schultheissen / nemlich zu Hanheim / welcher lutherisch seyn soll) der Reformirten Religion / hingegen die samptlich Herrschaftliche Bediente im Dornheim Berg / bis auf den Keller und fünf Centregren / als in Reuten / Buchersheim / Preunagsheim / Rischoffsheim und Jilbs / so reformirt seyn soll / wie auch in dem Amt Ortenberg und Gerolt alten Hofslau / der lutherischen Religion zugehan seyn / bey dem Amt Hochheim aber der Oberschultheissen und Kellerey-Dienst durch eine Person versehen / und unter beyden Religionen diese Art alternirt werden / so dann der Schultheiss zu Steinbach und Ober-Eichbach in folgendem Amt lutherischer / die übrige zwey Schultheissen aber als zu Hochheim und Nieder-Eichbach Reformirter Religion seyn.

Zum sechs und zwanzigsten / hat es mit der Amtmanschaft des Freigerichts / Weinhausem vor dem Berg / zu lobthaupten und Vortrassen / wie auch zu Recht zu thun der Ketten Wäldenberg und Altsleben / wie sie ohne dieß mit lutherischen Beamten und Bedienten bisher versehen gewesen / so dann nicht weniger mit der allseitigen Nothdurfft dergestalt sein verbleiben / daß solche so wol als die Kriegs- Hof- Forst- Jagt- und Zoll- Dienste nach Verleihen des Landesherrn mit Personen / so der lutherischen Religion zugehan / besetzt werden mögen / jedoch sollte dem regierenden Herrn frey stehen / die Reformirte nach deren qualitäten und erhebender Nothdurfft / dazu auch zu befördern / dergestalt gleiches ist auch abgedacht / daß die jetzige Bediente beyder Religionen / wie sie sich vor bißmal an einen oder andern Ort befinden / so lang sie leben / ohne ungünstige Urfach ihrer Dienste nicht entlassen / nach ihrer Tod aber auf den verlassenen Fuß die Dienerschaft eingekleidet werden solle / und erkläret sich in dergestalt regierender Herr Graf und die Fürstl. Vormundschaft aus Landesväterlicher Affection / und liebe zu dieser Grafschaft Unterthanen vor sich ihre Pflichten / und obgedachte ihre Successores dahin / daß sie zu den Katho- und andern Polnischen und Militarischen Bedienten / so viel möglich / eingebohrne und begüterte qualifizierte Unterthanen / wenigstens / so fern sie bessere oder gleiche Qualitäten haben / und sonst keinen Bedenken vorhanden / vor andern Fremden und Anstaltsbedienten gebrauchten wollen / inmassen sie auch über dem ihre Räte und Bedienten / so lang sie sich ihrer Instruction und Pflichten in Beobachtung ihrer Verwaltung gemäß beugen / nicht abschaffen / sondern ihnen vielmehr mit Gnaden zugehan seyn und verbleiben wollen.

Belangend ferner / zum sieben und zwanzigsten / die Bestellung des Stadt-Magistrats bleibt es bißfalls in der Neustadt Hannau bey ihrer Capitulation und Transitz / wie auch nicht weniger in der Altstadt Hannau darbey / daß wie sie jetzt mit reformirten Subjectis besetzt / also weder jetzt noch künftig in ihren Katho- stiblen lutherische auf- und anzunehmen verbunden / jedoch geb. Stadt-Rath und die freye Wahl lutherische mit einzunehmen abgenommen seyn solle. Wegen der Städte auf dem Land aber ist verallien / daß in dem Stadte-Rath ein Viertel lutherische Katholiken / doch auch etlicher nicht / als wann durch Abschied reformirter Katholiken so viel Stellen vacant werden / auf- und angenommen werden sollen / aber auch also / daß wider ihren Willen / durch Decreta / Befehle / oder auf andere Weis ihnen keiner aufgedrungen / sondern wie bisher / bey ihrer unfreystigen

Wahl / Nomination und Präsentation obsperrturiert gelassen werden: Es sollen auch Bürgermeister und Rath in beyden Städten Hannau bey Ernsth- Besetz- und Aenderung ihrer Bedienten / welche von den Stadtschreibern allein besetzt werden / ohne einiges Mißfallen behindernd ruhen und ohne Eintrachtigkeit verbleiben / so viel aber die Bestellung der Bürger-Officer und anderer bürgerlicher Aemter betrifft / sollen die lutherische davon nicht ausgeschlossen / und obgedachte Diener und Officer / wie Herkommens / dem jeweiligen regierenden Herrn Grafen präsentirt / und nach abgelegten gewöhnlichen Ephepschichten von demselben confirmirt werden.

Zum acht und zwanzigsten / soll der Unterricht zu Winderode zur Helfst mit lutherischen Subjectis besetzt / gleicher Besatz in dem also genannten Winderode zu Steinau und Schlichtern / zu Winderode auch lutherische admittirt / die Unterrichts- aber auf den Vorhoffen mit auch lutherische in den Städten und auf dem Land der ganzen Grafschaft nach Proportion der von beyden Religionen am jeden Ort beschuldeter Unterthanen / mit Reformirten und lutherischen vermenge werden / und soll darbey der Gegend dem Herkommen gemäß / die freye Wahl / Nomination und Präsentation / wann solches nur nach jetztgemelter Proportion respecta Religiosis geschieht / gelassen werden.

Es soll auch / zum neun und zwanzigsten / mit Anehung der Bürger und Unterthanen in Städten und auf dem Land im geringsten kein Unterschied unter diesen beyden Religionen gemacht / und allen in der Neustadt Hannau dieses absonderlich beobachtet werden / daß ein jeder / so der lutherischen Religion zugehan / und daseß zum Bürger angenommen zu werden begehrt / neben den 10. Rth. Einmüßigkeit / zum Stadte-Rath zu ben / hingegen der doppelten quartal Collecten befreit / und hierüber auch schuldig seyn soll / gleich den Reformirten keine eheliche Geburt / Herkommen und Wandel der Gebühr bezug bringen.

Zum dreißigsten / läßt man an Seiten der Herrschaft gesehen / daß die so genannte Reformirte Corpora / oder vielmehr enger und weiterer Aufsatz von Städten und Land in ihren Angelegenheiten und Sachen / so diesen Vergleich betreffen / wie bisher ohne Hindernis zusammen kommen / verglichen samt denen lutherischen Unterthanen bey vorfallender Nothdurfft ebenfalls ohne Verwehrt seyn / die auf beiderlei Zusammenkommen und sonst benötigte Urtheile aber / wie Vorwissen der Herrschaft unter ihnen aufgebracht / und kein Theil mit den andern Anlagen beschwert werden möge / inmassen auch ratione praeferiti vorgemeldeten Reformirten die ihnen in Ann. 1664. wegen der damaligen Conferentz Kosten bewilligte und assignirte Gelder / so viel deren noch obzuehligt außstehen / ben denen zwey ersten nächsten Anlagen eingekleidet / und ihnen abgetragen werden sollen.

Wann auch / zum ein und dreißigsten / aus einem und andern Ursachen dieserseits diese Grafschaft Hannau Altmannsenberg verlehrt seyn / und zwar die regierende Herrschaft / deren himfähr keine mehr zu versehen fähig solvire hat / jedoch solte solche Zeiten über Vorwissen begeben könnten / daß mit Vorwissen und Consens deren / so dabey interessirt seyn / noch einiges oder anderes verlehrt werden müßte / so wird doch allen Falls an Seiten der jeweilig regierenden Herrschaft forse getragen werden / inmassen ein solches auch verprochen wird / Kraft dieses / daß die Creditores angerechelt / so gegenwärtige als zukünftige / die ihnen untergebenen Unterthanen beyder Religionen in Ecclesiasticks & Politicks wider diesen Vergleich / Privilegia und altes Herkommen nicht beschwerten sollen / können noch mögen.

Dann nun / zum zwey und dreißigsten / dieses und obiges alles desto strecker und besser gehalten werden / so renunciren verlehren und begeben allerseits so Herrschaft als Unterthanen vor sich / und respectiv ihre Pflichten / und dero künftige Successores und Nachkommen sich plenissimo effectu / und zum künftigen nicht allein aber und jeder hinc inde bey dem Kayf. Reichshof-Rath und Cammergerichte zu Speyer nach und nach aufgewürckten Processen / und erlangten Decreten vollkommenlich und gänzlich / dergestalt daß selbige zu Verwahrung einiger Sachen in Ewigkeit nicht mehr gezogen / sondern himfähr alle aufgehoben und abgethan gehalten seyn / auch solches ohne Verzug an gehörige Ortter notificirt werden soll / sondern auch sie renunciren und begeben sich gleicher Gestalt aller und jeder jetzigen und künftigen Beneficien / Privilegien und Gnaden gemeiner beschriebener Räten / auch Statuten / Gewonheiten und Special-Verordnungen / wie solche nicht allein wider diesen Vergleich / sondern auch die herinnen begriffene Renunciations selbst / durch Menschen-sinne erhandt werden können / sondern auch renunciren allerseits mit gutem Willen und Willen auch reissen vorbedacht Exceptioni doli / metus / coactae voluntatis / ignorantiae / rei altere gestae / juris tunc non citati / non satis audit nec defensi / lationis / restitutionis in integrum / five sic ex minorentis five ex alio capite nullitatis doli commissi / juris ex Investitura questis / dispositionis Testamentaria / und aller anderer / wie sie immer Namen haben mögen / zum nicht aufgegeben / in massen sie sich deren alle dergestalt begeben / als wann solche mit Namen aller aufgedruckt wären.

Es sollen daneben / drey und dreißigsten / zu desto mehrer Versicherung und dessen alten Verhaltung beyder Religionen

ANNO
1670.

Räte

ANNO
1670.

144

CORPS DIPLOMATIQUE

C'est-à-dire,

Recès conclu par les Subdélégués des Commissaires Imperiaux à ce requis, entre le Serenissime Duc de LORRAINE d'une part, & les Comtes de NASSAU-SAARBRUG d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de Hombourg & du Comté de Sarwerden & de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrugh le 2. Octob. 1670.

Wir wissen / als wegen der im Instrum. Pacis Art. 4. Comiti-
bus Nassau-Sarapontanis berührten Nassau-Sarbrückischen
Restitutions-Sach / nach vielfältiger beschener Bemühung
endlich zwischen Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen und Hoch-
geachteten Gräfl. Haus Nassau / auf nachstehenden Reichstag zu
Regensburg / und durch Vermittelung einiger Reichs-Deputirten
ein Vergleich getroffen / welcher in dem Reces de dato 9. (10.)
Decembris An. 1660. gebracht / und von beyden Theilen voll-
zogen / zu dessen Exequution durch ein Reichs-Ertracht von da-
to den 11. Julii künfftlich der Hochwürdigste Fürst und Herr /
Herr Carol Caspar / Erb-Bruchvogt zu Trier / des Heil. Röm.
Reichs durch Gallien und des Königreichs Irclanden Erb-Canzler
und Chur-Fürst / re. wie auch der Durchl. Fürst und Herr / Herr
Georg Wilhelm / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg / re. zu
Commissarien ersucht / sie auch solches willig unternehmen und
in dero Namen / und zwar an Seiten Ihrer Chur-Fürstl. Durchl.
zu Trier der Wolgeborne Joh. Eberhard / Freyherr von Kessel-
stadt / Herr zu Ulmen und Jülich / Chur-Fürstl. Trerischer
Rath-Statthalter zu Trier / und Ansmann zu Hülten / re.
auch der Wol-Edle und Hochgeachtete Herr Damian Heinrich
Anetanus / Chur-Fürstl. Trerischer Hof-Rath / an Seiten Ihrer
Fürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber / der
Hoch-Edle und Gehörte Herr Lorenz Müller / Ihrer Fürstl.
Durchl. Geheimter Rath zu Subdelegirten constituir / diese auch
nachdem die Zusammenkunft auf begehren Hochged. Ihrer Fürstl.
Durchl. zu Lothringen von dem Anfangs vor genem gehaltenen
Städtelein Sarbrücken als loco partis, Zwischbrücken mit allerseits
beide verlegt worden / zu jeh gedachten Ort sich eingefunden / und
bei Eröffnung obhabender Commission, durch producierung ihrer
Subdelegations-Genalt / zu legitimierung ihrer Personen / benen
Parteyen / als ben Wolgebornen Herrn Maronia de Hutencourt,
General de la Basille, und Gouverneur des Teuffischen Beis-
thums Ihr. Durchl. zu Lothringen / wie auch dero Rath und
Procureur General zu Wolberfang Herr Ernst Colter / als De-
putirte von Ihrer Durchl. und dann in Person gegenwärtig ge-
wesen / die Hochgeborne Herren / Herr Johann / Herr Johann
Ludwig / Herr Gustav Adolff / Herr Baltrath / und Herr Friedrich
alle Grafen zu Nassau-Sarbrücken und Sarwerden / Herren zu
Hülten / Hülten und Jülich angezeigt / wie es endlich in dieser
lang geschriebenen Sach so weit gekommen / daß man jeh zur
Execution obged. Regensburgischen Reces willkürlich schreiten /
und von den Parteyen nur lediglich verneinen wolte / an wel-
chem Ort mit der Immission der Anfang zu machen / und zum
schlifflichen ohne Weiltätigkeit oder Behinderung der Interessen
/ und beyden Unterthanen / bis zum Ende versehen werden
könnte / Und als sich Anfangs wegen der Ordnung / nach welcher
die Restitution vorzunehmen / einige Discrepanz herfür gethan /
so doch endlich durch Repræsentation guter Rationen / die von
einem der Herrn Subdelegirten Hochgeachteter Ihrer Fürstl.
Durchl. zu Lothringen auf der Vestung Homburg persönlich ge-
schehen / nach Wunsch superirret / und dann endlich der Herren
Lothringischen Deputirten Bestandtheiten examinirt und gefunden
worden / daß man jeh bey denselben ein und anders zu erin-
nern hätte gleichwohl solches nicht sehr an den wolte / wann nur
zum eintz / man etwa von oft erneueter Ihrer Fürstl. Durchl.
zu Lothringen einen immedialen Befehl unter dero Hand an die
Gouverneurs / und Weandten / um die Restitution geschien zu
lassen / wie auch die noch emangelte Subscription der bey der
Hand habender drey Original Regensburgischer Recessen erlan-
gen und habhaft werden könnte / und dann solches alles zu vol-
len Vergütungen erfolget / daß darauf zur wirklichen Execution
geschritten und mit dem Amt und Vestung Homburg dergestalt
der Anfang gemacht / daß in Gegenwart mehrgemelter Loth-
ringischer Deputirten / und deren Interess. Herren Reichs-sub-
delegirten Commissarien den Fürstl. Lothringischen Gouverneur
baselstien / und Obristen Johann Granten / wie auch der in Ordnung
rangirter Guarantien / mit Vorlesen mehr erwühnten Regensburgi-
schen Reces / in passibus concurrentibus angezeigt worden / daß
man vergütung befehlen / die zu gegen sich befindet Grafen zu Nas-
sau-Sarbrücken in die Possession der Vestung und Amt Homburg
bietet wieder willklich im mittige, und gedachten Gouver-
neur und Guarantien in derselben gesandten Pflichten zu nehmen
begehret / solches auch darauf nach einigen beschener Ernewerung
und wiederbegebenen Erklärungen / zu erst von dem Commen-
danten / und hernach von allen Officieren und gemeinen Knechten
respectiv in Teuffischer und Französischer Sprach willklich ex-

fectaire, auch die wenige restituierende Unterthanen dieses Amtes /
in allen Stücken / nach Disposition offged. Reces vollführt
worden / hat man nach überleserter / auf hda-stenuehnter Ihre
Fürstl. Durchl. eigenhändigen Ordre an den Commendanten zu
Bisch / bisherigen Ansmann der Graffschaft Sarwerden / die
Unterthanen jehged. Graffschaft / uns Chur-Fürstl. Trerische
Lehen-Dorff St. Lorenz zusammen kommen lassen / denselben
mit Vorweisung der an die Lothringischen Herren Deputirte ge-
gebenen Commission, und denselben Ordre / so an die Weand-
ten ergangen / anzeigend / daß weil von Lothringischer Seiten
niemand zugegen / wann sie / Kraft obhabender Commission der
Pflichten / vornehmen sie befehlen gestanden / trasse / auf Hoch-
ged. Herren Grafen jehre in Possession der Graffschaft / aufst-
werden / nach Inhalt des Regensburgischen Reces / wieder
immittire / sie die Unterthanen an dieselbe / als Ihre Land- und
Erb-Herren wieder einmache / und von ihnen den Huldigungs-
Eyd abnehmen würde / solches auch darauf willklich geschien /
nicht minder auch die Herren Grafen in die zu Sarbrückenheim
und Sarwerden in dem Reces zugesandten Reichs-Lehen / als
Zoll und Geleyt / durch einen gewöhnlichen Durchzug und Auf-
richtung der Zollhöfe / restituirt, endlich und zum letzten auch die
Immunität in der Vogtey Herdshelm / durch Erlaffung der vor-
rigen / und Wiederannehmung gewöhnlicher Nassauischer Hul-
digungs-Eyd / willklich geschien / und also offgemelter Re-
gensburgischer Reces in allen seinen Stücken / zu Braunschweig
indemals gedachter Herren Grafen zu Nassau-Sarbrücken / gut
Execution gebracht worden / sei. Urkundlich der Herren Sub-
delegirten eigenhändigen Subscription und hervorgedruckten Pen-
schaffen.

Geschien zu Sarbrücken / den 6. (16.) Octobr. Anno 1670.

Johann Eberhard / Freyherr von Kesselstadt. (L.S.)

Damian Heinrich Anetanus. (L.S.)

Lorenz Müller. (L.S.)

LXIV.

Assignatio Regis Poloniae MICHAELIS ELEONORAE Reginae Consorti suae, LEOPOLDI Imperatoris Sororis, facta, quod in Affecuratiorem Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias certi denominati Loca, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniae de consensu Ordinum, eidem Serenissime Reginae delegantur, &c. Varaviae 7. die Novembris 1670. [Tiré de la Régistature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

MICHAEL DEI gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lituanie, Russie, Prussie, Masovie, Samogit. Kijovie, Volhin. Podol. Podlach. Livonie, Smolens. Sever. Czerniechob. Ad perpetuum rei memoriam / notum testamurque facimus, ad quos præsentis Littere nostre venerint, hujus & futuri temporis universis & singulis / Connubialis amicitia conditionem, non ad animorum duntaxat, voluntatumque inter se devinctarum individuum nexum, verum etiam ad externorum bonorum communionem, mutuumque usum referri, certum habetur: quæ tunc demum solido conficere fundamento existimanda est, cum & affectus invicem, & conjugales fortunæ pari sorte in prædium & decus utrinque miscentur. Quod equidem sacra Maritalis amor, tantò ampliori merito exigit, quantò plura, in delecta ad perpetuam omnis fortunæ consortio, charitatis illicia & quedam innocentium flammarum alimenta aspicuntur. Ito nomine Divina bonitatis supplices sumus, reddimusque immortales gratias, quæ sicut Nos magnarum Gentium Regem esse jussit, ita ad firmandas per Connubium Imperii & duraturæ felicitatis spes animum flexit, quo Regia Posteritas in felicem Votorum materiam Electori Populo nascatur, neque funesta amplissimi Regni Orbis, gravi metuendo externorum ambitu, deinceps laceretur. Rependimus gratum affectum Serenissimæ Domui Austriacæ, quod deliberatio Matrimonii nostri, nec difficilis nec ambigua flu fluctuavit, quæ Regum thalamis condigna Vota. Cæsarum Filias, Neptesque parere & educare tot Scæculis affecta, nostri desiderii cursum facilem & plenius vellis ventisque in se verit, impulsive Majestas illa & splendor Austriacus, quod Sol utrumque recurrens aspicit Oceanum, diffusus, stimulo fuit, ut minime dubitantes animum in eligenda Serenissimæ Eleonore determinare voluerimus. Commendandum Nobis Augustam Principem non solum inclity Origines, & per tot

Casâ.

ANNO
1670.

ANNO
1670.

LXV.

ANNO
1671.

Cæsares & Sceptra deductus sanguis, sed non minus magnæ stirpi par & digna Regno mens, quæ divitas in aliis Dotes, in se unam adeo collegit, ut pietas modestia, prudentia candori, forma pudicitia, gravitas bonitati in hac Principe optime jungantur, respondentque, & in Augusta facie, oculisque habitantes Gratiæ, magnæ virtuti recondita fidem non ambigam faciant. Itaque cum de Consilio Senatus nostri per Legatum nostrum, Cæsaream Majestatem de Nuptiis nostris appellaverimus, & obtentum Cæsareæ Domus pignus Serenissimam Principem Eleonoram Archiducissam Austria Throno, Thoroque Regali sociam junxerimus, reliquum est, ut amorem nostrum, quo eandem Serenissimam Regiam consortem nostram dilectissimam complectimur, in argumenta extima & publicæ provocemus, quatenus Orbi Christiano constet, quo apud nos Serenissimæ Austriacæ Domus conjunctionem, quo item Regias Serenissimæ Consortis Virtutes loco habeamus. Quod igitur ex obligatione Pactorum Matrimonialium præstare tenebamus jam fecerit in Comitibus Regni Generalibus, sedula diligentique operâ nostrâ perfecimus, ut juxta eadem Pacta pro Dote centum millium Florenorum Rhenensium statim & realiter Czernitochovæ post Nuptias celebratas nobis numerata, alia Summa, centum millium Florenorum ratione Contra-Dotes, seu Donationis propter Nuptias, in certis idoneis locis, Domitiis, Civitatibus, Oppidis, Arcibus & Terris Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lituanie de consensu omnium Ordinum assignaretur, constitueretur, & Reformatio sufficiens secundum Constitutiones Regni, & consuetudinem alias observatam, super fidei bonis approbaretur & ratificaretur. Quæ Loca, Civitates, Oppida, & Arces in Regno nimirum Uscie cum Pica, Krzewow, Tucholia, Nowitargum, Dolinia, Gaudium, Ofkroeka, Zarnovicia, Golubia, Dybowia, Rubieszowia & Advocacia Bydgoskensis: in Lituania verò Furbrukum, Nova Volia, Uscia cum attinentiis, Opskia, Uscia cum Saltibus ac Sylvis, Polonga Siemnum, Metelle, Oniksz, cum Juribus Patronatus in Constitutione speciâta sunt. Porro cum Serenissima Regina Consortis nostra dilectissima obstantibus Juribus modernorum possessorum & communicativis eorumdem bonorum Reformationi suæ servitium possessionem adire, & fructus ex eis statim, & ad præsens percipere non possit, inhærendo prædictæ Constitutioni Provisionem annuam super Zuppa salinaria nostra Pochenisi, centum quinquaginta millium Florenorum Monetæ in Regno currentis, ejus Serenitati assignamus, determinamus, & Privilegio nostro præsentem roboramus: ea Lege, ut cum, & quando sua Serenitas, alte memoratas Præfecturas, & Bona sua Reformatoria, in possessionem receperit, tantum de summa Provisionis annuæ Bochnensis duâ proportionem detrahatur, quantum qualibet Præfectura fructus & redditus annui suæ Serenitati realiter & effectivè importabit. Quæ quidem Provisione Bochnensi, totâ & integrâ, per ratas infallibiliter, & sine dilatione, aut minima diminutione numerandâ, & exsolvendâ Serenissima Regina pleno Jure utitur & fruatur, usque ad extenuationem ejus per affectionem, & possessionem pacificam dictarum Præfecturarum alias ad vitæ suæ tempora, salvo donativo Nuptiali Duorum millium Ungaricarum in utriusque Zuppiæ Vielicensi & Bochnensi assignato, quod extenuationi minime subest, & integrè item ad vitæ tempora à Serenissima Regina recipitur. Quam quidem Provisionem annuam Bochnensem, & omnia, ac singula ejus certitudinem, & securitatem concernentia, verbis nostro Regio, & sub cautione, obligationeque in Pactis Matrimonialibus, seu Literis Tractatibus ejus comprehensa, adeoque Senatus nostri Consilio & consensu publico, Comitiorum Auditorate accedente, integrè & inviolabiliter Nos, Successoresque nostros observatos, nostro, Successorumque nostrorum Regum Poloniæ nomine recipimus, promittimus, & bonâ fide, dolo, & frande semotis, spondemus. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium hæc manu nostra subscriptas Sigillo Regni nostri communii jussimus. Datum Variavie, die septima mensis Novembris, Anno Domini M. DC. LXX. Regni nostri II. Anno.

MICHAEL REX.

(L.S.)

Pro Cancellariatu Reverendi in Christo
Parris G. Andree Olszowski Episcopi
Culmensis & Pomesan. Pro-Cancellarii
Poloniæ.

STANISLAUS BURENSKI
Regens Cancell. Regni.

TOM. VII. PART. I.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Churfürst. Durchl. 7. April.
von Brandenburg Friedrich Wilhelm / Ihro Hochfürstl. Gnab. Christoph Bernhard Bischoffen von Münster / Ihro Churfürstl. Durchl. Philipp Wilhelm Pfalzgraff bey Rhein / zu Westphalung des Westphälischen Trappes und der pacificirenden Theile eigener Land und Leute Sicherheit auf 6. Jahre aufgerichtet. Bielefeld den 7. Aprilis 1671. [Titre de la Registre d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensive, entre FRIDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, pour la defense du Cercle de WESTPHALIE, & des Parties Contraintes, pour six ans. A Bielefeld le 7. d'Avril 1671.

Es haben der Durchleuchtigste Fürst und Herr Herr Friedrich Wilhelm Margraff zu Brandenburg des Heil. Röm. Reichs Erb-Cammerer und Churfürst (tit.) dann der sehrwirdigste Fürst und Herr Christoph Bernhard (tit.) möglichen der Durchleuchtigste Fürst und Herr Herr Philipp Wilhelm Pfalzgraff bey Rhein (tit.) nur nur als getreue Churfürsten und Fürsten daß Heil. Röm. Reichs / sondern auch als Directores und aussprechende Fürsten des Westphälischen Trappes des Heil. Röm. Reichs als des geliebten Vaterlands der Teutschen Nation Zustand in gemein / und dann auch die Geßährlichkeiten / welche sich insonderheit dem Westphälischen Trappe / und also auch solcher gehobten Ihro Churfürstl. Durchl. Fürstl. Gnab. und Fürstl. Durchl. landen zu nähern schienen / und woraus leicht mehrere und weitere Ungelegenheit / Noth und Verdrüss folgen / absonderlich aber auch itzgelegter Trapp und genannte landen dabei leiden konten / dahero Sie Ihro Schuldigkeit / Amt und landts-väterlicher Vorforge gemäss zu sein erachtet / in zeitn auf solche Mittel und Wege bedacht zu seyn / wodurch mit des Allerhöchsten Beystand dem ganzen Heil. Röm. Reich ein möglicher dienst geleistet / der Westphälische Trapp und die hiesinnen benannte land aber so viel möglich von allen Feindlichen Einbruch und andern ungeschicklichen Verdrüssen / sie haben nahmen wie sie wollen/befreyet bleiben / und wollen sie noch zur Zeit kein zuweibender Expediens gesehen oder gefunden / als daß sie sich durch eine näher-Verständnis und Defensiv-Allianz zusammen setzten / So haben Sie Ihren amico zu Bielefeld besonnen sich befindenden Räteln gnädigst committirt und befohlen/ene Defensiv-Allianz abzuhandeln und zu schließen / welche sich dann Trapp habenden Geualts und genaußamer Instruction zusammen gehen / und biß auff gnädigste Ratification Ihro Gnädigsten Churfürsten / Fürsten und Herrn sich nachfolgender Punkten verglichen.

I. Erstlich / so ist hiemie und Trapp dieses zwischen allerseits Runds-Verwandten eine rechte Verdrüssliche Freundschaft nicht nur noch mehr bevestiget / sondern auch zu Westphalung der Westphälischen landen wider alle und jede / welche dieselbe auf einigerley weis mit Durchzügeln / Contributionen / einquartirungen oder andern feindlichen invasionen und theilichkeiten vergeraden / oder beschwehren / gegemertiger Defensiv-Bund dergestalt aufgerichtet und geschlossen / daß ein jedweder Runds-Verwandter dem andern mit aufrichtiger / wahrer und alter Treue freundschaft meynen / was zu eines jedweden Ehr/Wohlfarth / Nutzen und Aufnehmen / auch zu Abwendung alles Nachtheils / Schaden und Ungelegenheit gereichen kan / außsersten Vermögens und Kräften nach / gleich als mans ihn selber betrefte und angehen / zu befördern / geschlossen und verbunden seyn solle.

II. Darsen sich auch für das andere begeben solte / daß eines Rundsgeßossen lande / wie solche vorhin angezeiget und genannt worden / von jemand / sei der auch immer sein möge / feindlich angegriffen / oder mit durchzügeln / Einquartirungen / Contributionen und andern dergleichen Vergeradungen und theilichkeiten wider die Redten des Inthum. Pacis und die Reichs Constitutionen beschwehet und dergestalt angefochten werden solten / auf solchen fall solten alle Runds-Verwandte für einen Mann stehen / und innerhalb 6. Wochen von Zeit der geschene requisition anzuordnen / dem jenigen / dessen land auf vorerzehlte weis angegriffen / beschwehet oder beleidiget wurde / die in folgenden Artikel belobte und versprochene Hülffe zu Ross und Fuß an guter tüchtiger gewandter Mannschafft ohne einigen Aufschalt oder Verzögerung zuschicken.

III. Und

III. Und damit zum dritten ein jedweder wissen möge/was ein Alliirter dem andern aus folgen in vorhergehenden Article beschriebenen fall an Mannschafft zur Assistenz zu schicken habe; so ist ferner Erstatt dieses vertragen und paciscirer/ daß Ihre Durchl. Durchl. zu Brandenburg ein tausend sieben hundert zu Ross/ und dreitausend und hundert zu Fuß/ Ihre Durchl. zu Pfaltz gleichfalls ein tausend siebenhundert zu Ross/ und dreitausend und hundert zu Fuß/ des Herrn Pfaltzgrafen Fürstl. Du. ob. ein tausend fünfshundert zu Ross/ und dreitausend zu Fuß/ guter rüchiger/ wohlbewehrter und gewoebener Mannschafft schicken und stellen solle.

IV. Es solle aber auch/ vor das vierdte/ derjenige welcher beleidigt wird/ und die Hülff begehret/ schuldig und gehalten seyn/ zum wenigsten vor sich so viel guter geworbener Mannschafft an Reutern und Fußknechten außserhalb seinen Garnisonen zu haben und damit zu assistiren/ als in diesem fordere keine quota ist: Und solle derjenige oder diejenige/ welche die Assistenz wirklich leisten/ für Auxiliar-Trouppen nicht eherder zurück zu fordern berechtiget seyn/ es sey dann der beleidigte mit seinem Land hinhinwundern/ und seiner Gefahr/ und in vorgerader Ruhe und Sicherheit/ und habe auch dabeyden von dem Beleidigten des Schadens halber und sonst seine gute und billige satisfaction würcklich empfangen.

V. Wenn auch vor das fünfte die Gefahre und der Beleidiger sich beegalt vertriebet/ daß die in diesem Bund paciscirte Hülff nicht zurück/ auf solchen fall verbinden sich hiemit die Herren Bundes-Verwandten einer gegen dem andern/ daß ein jeder so bald vor sich die fernge/so viel es in der Eyl möglich/verschaffen/ und allerorts ohne einiglen Zeit Verlust untereinander das Bercdergestalt überlegen und einrichten wollen/ damit sie dem Feind gemessam genachschicken seyn mögen.

VI. Damit aber auch für das sechste sich ein Jedweder der Herren Bundes-Verwandten auf allen fall auf die Hülff desto gewisser zu verlassen/ und seinen Staat und Redung auf dieselbe machen könne/ haben sie allerorts hiemit versprochen/ daß ein jedweder sich so fort in eine beledigte Verfassung setzen wolle/ damit Er auf dem bedürffenden fall dem beleidigten nicht nur die in diesem Bund versprochene Hülff in rechter Zeit leisten/ sondern auch seine Bestungen wohl besehen und sein Land von aller Defension mit so gar einlöslich behalte.

VII. Würde es sich auch zum siebenden jutragen/ daß die Hülffschickende/ oder der beleidigte/ auch angegriffen würden/ und die Gefahre dergestalt beschaffen wäre/ daß die Hülffschickende derselben sich mit andern los machen könnten/ so forderer dann Ihre dem erstbeleidigten zugesicherte Auxiliar-Völcker wieder ab/ und zurück/ so solle solches dem letztbeleidigten allezeit frey stehen/ alle oder ein Theil der Ihrigen wieder zu revociren/ und der erstbeleidigte solle schuldig und gehalten seyn/ dieselbe alsfort und ohne einiglen aufenthalt wieder zurück zu lassen.

VIII. Demjenigen/ welchen die Hülff schicket/ steht frey/ seine Auxiliar-Trouppen in so viel Regimente und Compagnien zu vertheilen/ wie es Ihne beliebt/ und Er es selbst auch findet/ diweil es aber der Kriegs-dienst halber besser ist/ daß die Regimente und Compagnien gleicher stärke: Als wollen sich die Herren Alliirte hiermit mit einander conformiren/ und es dahin richten/ daß kein Regiment über acht/ kein oder jeden Compagnien/ eine Compagnie aber zu Pferd nur über achtzig oder hundert Mann/ und ein Fußhülft zu Fuß nur über einhundert und fünfzig Knechte neben nothigen Ober- und unter Officieren stark seyn solle.

IX. Gestalt dann vor das neundte/ auch wegen der Verpflegung von allerorts Concedirten so viel möglich Gleichheit zu halten/ doch ist derjenige dem Hülff geschickt wird/ mit schuldig denen Auxiliar-Völckern ein mehreres als Quartier/ Servis/ Nahrung/ Futter und Wroß zu geben/ und gleichwohl daß die beleidigten Völcker in diesem Stück und absonderlich der Quartier halber mit besser/ sondern gleich tractiret/ und Anstalt gemacht werde/ damit an allen Orten nothdürfftige lebens-Mittel für Mann und Ross gegen billige zahlung zu erlangen. So viel aber den Winterzeiten Sold anlangt/ beschließen entrichtert ein jedweder Herr ohne jutrug des andern den seinen.

X. Zum gehenden solle ein jedweder/ welcher Hülff schicket bey jedweder Regiment zu Fuß/ so geschickt wird/ zwey Regiments-Stück nebens zu gehöriger Munition und Bedienten haben/ wann aber ein oder der ander occupirter Ort angreifen/ oder sonst eine andere Artzigeia erfordert wird/ auf solchen fall muß derjenige in dessen Land die Operation geschickt/ dieselbe nebens allem was nach Kriegs-raison dargu erfordert wird/ anschaffen und unterhalten.

XI. Das Commando zum ersten betreffend/ bleibet dasselbe nebens der vollkommenen Jurisdiction in Civil- und Criminal-Sachen bey einem jedweden Trouppen demjenigen/ welcher solche commandirt und dem andern jutrübet/ welcher jedoch gute und streng Disciplin halten/ alle Excesen mit Ernst abstraffen/ dem beleidigten gebührende satisfaction verschaffen/ oder selbst dafür haften solle. Das Ober-Commando aber und die Haupt-Direction steht bey demjenigen/ welchem die Hülff geschickt wird/ und in dessen Land die Operationes geschehen/ doch daß nichts haubt-sächlichendes resolvirt oder sitzgenommen werde/ es seye dann vorher mit dem Commandirenden Officieren der Auxiliar-Trouppen überlegt/ und nach vorgegan-ner gemeiner Berathschlagung gut befunden worden.

ANNO 1671. XII. Es wollen für das zwölffte/ die Alliirte sofort und von nun an gute und richtige Magazine aufrechten/ auch Gewehr und Ammunition zu Hand schaffen/ damit alles auf der Nothfall in Bereitshafft sehe/ und es an nichts ermangetl möge.

XIII. Und damit es/ zum dreyzehenden/ denen Bundes-Verwandten/ wann sie in ihren Landen Verwundungen anstellen/ an Mannschafft selbst mit ermangetl/ mögen sie in allen ihren Landen/ alle fremde und auswärtige Verwundungen durch öffentliche Patenta verbieten/ dieselbe auch niemandes/ es sey wer er wolle/ verstaten und zulassen.

XIV. Wann dann/ zum vierzehenden/ der fall sich ereignet/ daß die hierinnen versprochene und paciscirte Hülff zuschicken/ so sollen die unbedeigte nicht nur abgeredter massen die Hülff wirklich schicken/ sondern auch so bald zugleich da sie Hülff leisten/ durch Schickung/ interposition oder andere der zeit Beschaffenheit nach nützliche Dienste sich des beleidigten annehmen/ und dadurch nichts unterlassen/ was zu des angegriffenen besten und wohlfarth gerichen kan.

XV. Gleichwie aber/ wie für das fünfzehende in eingang gedacht/ die Bundes-Verwandten ihre Hülff nicht einig und allein auf ihre eigene Land/ sondern auch mit auf die gemeine wohlfahrt und tranquillität des ganzen Westphälischen Kreyses gerichtet/ also wollen sie/ so bald nur gewisse Nachricht von einigen Krieg bey welchem jegedachter Creiß und dero eigen Land in Gefahr gerathen/ und wohl gar implicirt werden könnten/ einlangen wird/ allen möglichen Fleiß anwenden/ und an ihnen überall nichts erwinden lassen/ ob die bevorstehende Kriegs-Gefahre zu verhüten/ die vorstehende irtungen in der Eyle zu heben/ und dergestalt Ruhe und Friede zu halten.

XVI. Für das sechzehende soll dieser Bund denen andern Bündnissen/ welche die Herrsch. Concedirte wöhen unter sich oder sonst haben/ mit praejudicio/ sondern dieselbe einen weg als den andern in vigore und Kräften verbleiben/ gleichwohl aber in Feindesley weise einn oder den andern Theil von vorträdlicher Adimplition dessen/ was in dieser gegenwertigen Allianz versprochen und paciscirt/ abhalten oder verhindern/ die Hülff aber keiner mehr als aus einem Feindere zu leisten schuldig seyn/ und soll ein Theil dem andern von seinen habenen Bündnissen treuliche Nachricht geben.

XVII. Diese Bündnisse gleichwie sie zum siebenzehenden von einiglen Fällen zu verheben/ also soll dieselbe von dato der Geneyhaltung auf die nechst nachdemander folgende sechs Jahre gerichtet seyn/ nach verläuff dieser zeit bleibt es in der Herren Alliirten und derteligen Successoren und Nachfolgern belieben dieselbe in prorogiren/ oder auch vor Ablauf der sechs Jahren von freier prorogation zu handeln.

XVIII. Zum achtzehenden/ so bleibe andern Christenlichen Fürsten/ absonderlich aber des Westphälischen Kreyses Gliedern offen und frey/ mit allerorts Herren Alliirten vorbestimt und einmüthiger Bewilligung/ auf vorhergehende Verlegung in diese gegenwertigen Allianz sich mit zu begeben. Diese Bündnisse soll von dato innerhalb vier Wochen ratificirt und die Ratificationes in originali adhiere gegen einander ausgetauscht werden/ zu mehrer Irtumb haben allerorts Deputate und gevollmächtigte Räte diese Bündnisse unterzeichnet und gesiegelt/ so geschähen Wilsch den 7. Aprilis 1671.

- (L.S.) Frid. von Dem.
- (L.S.) Math. Korfagt Heusmann.
- (L.S.) B. de Secret.
- (L.S.) Wt. Wil. Wilspr.
- (L.S.) Wt. zur Mühlten Dr.
- (L.S.) Franz Herr von Gise.
- (L.S.) Strattan.

LXVI.

Recess zwischen Ihre Fürstl. Gnaden Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster eines/ und Ihre Hochfürstl. Durchl. Rudolph August Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg andern theils/ durch Mediation der Cron Frankreich/ Chur-Mainz/ Chur-Cölln/ und derer Herzogen von Braunschweig und Lüneburg/ Georg Wilhelm und Johann Friedrichs Oberkrieger/ über die zwischen denselben wegen der Stadt Höfster entstandene zwisligkeiten/ den 7. April 1671. [LONDORP II. Acta Publica Theil. IX. Lib. X. Cap. CCXXII. pag. 768. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans CHRIST. GASTELIUS de Statu Publico Europ. Noviss. Cap. XXVII. pag. 840.]

ANNO
1671.

C'est-à-dire,

Traité conclu entre CHRISTOPHE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & RODOLPHE AUGUSTE Duc de Brunswick-Lunebourg, par la Médiation de la Couronne de France, des Electeurs de MAYENCE & de COLOGNE, & de GEORGE GUILLAUME & JEAN FRÉDÉRIC aussi Ducs de Brunswick-Lunebourg, sur les Differens qu'ils avoient au sujet de la Ville de HOEXTER.
Le 3. Avril 1671.

Wir wissen / darnach wissen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christoph Bernharden / Bischoffen zu Münster / Administratoren zu Corvey / ic. an einem / dann dem Durchlauchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Rudolph Augusti / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / ic. am andern Theil / darüber Treuungen und Mißverständen entspringen seyn / daß jetzt höchstbedachtens Hn. Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. auff Anruffen Bürgermeister und Rath der Stadt Höxter in diesem / Kraft seinerer Schutzherrschaft einige Völder gestülzet / wozu sich allerdings große Obstruction zu besorgen gewesen / daß die Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Georg Wilhelm / und Herr Johann Friedrich / Gebrüder / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / zu Vornehmung derselben und das gute Vertrauen zwischen höchstgemeltes Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. und Herrn Herzogen Rudolph Augusti zu Braunschweig und Lüneburg Fürstl. Durchl. zu reestablishen / viel und sorgfältig bedacht und bemuht gewesen / und bald anfangs ihre Freundschaftliche Officia und Mediation offerirt / und solche zu effectuieren / dero Råthe mit Vollmachten und Instructionen an mehr höchstbed. Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. abgedichtet / dergleichen wolgemeint Interposition folgendes Ihre Königl. Maj. in Frankreich / wie auch der hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Johann Philippus / Erzbischoff zu Mainz / des R. Röm. Reichs durch Germanien Erz-Canceller und Churfürst / ic. So dann der hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Maximilian Heinrich / Erz-Bischoff zu Köln / des R. Röm. Reichs durch Italien Erz-Canceller und Churfürst / ic. übernommen / da dann auff seinige und sorgfältigste Bemühung sehr hochbed. Herren Mediatoren Abgesandte / die Sache mit beliben und gleichmähligkeit nachbishermerant Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. und Herrn Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. provisioneller & prelatinartier verhandelt und verglichen / wie folgt:

Erstlich versprochen Hn. Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. daß sie ihre in betagte Stadt Höxter geführte Volcker / jedoch mit Vorbehalt / der obangezeigter / aber von des Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. allenthal contraddirter Schutzherrschaft innerhalb 14. Tagen / nach communication oder Aufweisung dieses Recesse / auß derselben mit guter Disciplin und Ordre wider abführen / dieselbe einräumen / nichts / was sie nicht hinein gebracht / und nach dem Stiffte Corvey oder der Stadt Höxter gehörig / mitnehmen lassen wollen.

Da hingegen aber des Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. zugesagt und angewiesen / daß der Stadt Höxter ihre Jura / welche sie verordnete Personens / Privilegien / und des zu Obinalstadt und Münster getrossenen Friedensverlustes / regelmäßig zu präcedieren hat / nicht beinommen / sondern bevorzugen solle / ihre Gravamina in foro competenti auch bey des Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. einführen / welche sie durch impartheische Ministros und Råthe untersuchen / und darauf verfügen lassen wollen / was den Rechten und Reichs-Constitutionibus und insonderheit dem Instrum. Pacis gemäß / falls auch erwachte Stadt durch erfolgende Erkandtuß und Verordnungen sich gravir erachten werden solle / wollen seine Fürstl. Gnad. gesehen lassen / daß dieselbe an höhern Ort durch gemeldichte Reichs-Mittel appellationis / reclusionis in integrum &c. ihren Recours nehmen möge.

Darnit aber auch das gute Vertrauen / umß so viel mehr zwischen hochstgemelten Herrn Bischoffs Fürstliche Gnad. und Herrn Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. reestablishen / und was dasselbe hindern könnte / auß dem Weg geräumet werde.

So ist ferner verglichen / daß immediate auff erfolgende evacuation der Stadt ihre respective Fürstl. Gn. und Herren dero Gevollmächtigte nader Mitheld abenden und mit Zuziehung hochstgemelten Herrn Herzogen Georg Wilhelm und Herrn Johann Friedrichs Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. so dann seine Röm. Maj. in Frankreich und andern Mediatoren abgeordneten Råthen / die wegen mehrererer Stadt Höxter / zwischen dem Fürstl. Hause Braunschweig-Lüneburg und dem Stiffte Corvey streitige Jura / in der Güte abhuthen / sich alles Fließes anlegen seyn lassen / auch alsdann ob sie berührt der Stadt Gravamina auch andere Streitigkeiten / welche sonst mit diesem Herzoglichen Wesen keine Gemeinschaft haben / in die Tractaten kommen zu lassen in fernere Berathschlagung sehen wollen.

Diese gütliche Handlung soll aber von Zeit der Zusammenkunft sich innerhalb 3. Monat endigen / und da wider Verhoffen in solcher Zeit nicht alles gütlichen beggelter und verglichen werden könnte / so sollen die übrige ohnaußgemachte Punkten in einen mittelstseidigen Compromis verwiesen seyn / und damit auch hiezu alte und neue und der Widerstimmung guten Vertrauens und Einigkeit hinderliche Verzögerung vermieden bleibe / wollen beyde hohe Herren Interessenten bey noch währenden gütlichen Tractaten der Herren Arbitrorum / auch che man so dann der Compromiss-notul halbet sich verglichen / allen möglichsten Fleiß anwenden / damit innerhalb 4. Wochen von Zeit der gemindigten gütlichen Tractaten anzurechnen / auch dieser Punct seine Richtigkeit erlange.

Zu Aufhebung des Processus / für den ertsehenden Schieds-Richter / sollen auch nicht mehr denn 6. Monaten gesetzt oder determinirt werden / jedoch eben wol mit dem bedingte / daß in der Arbitrorum Mandat und Gutseidenden solche Zeit bis auff noch 4. andere Monaten zu erstrecken / sehen auch die hohe Interessenten gehalten seyn sollen / solcher prolongation statt zu thun / und damit immittelst solche gute intention im wesentlichen gehindert werden möge / sollen alle Schlichtheiten von beyden Seiten cessiren / und will ferner wider den andern einen / darauß Widerwille entstehen könnte / vornehmen / oder daß es durch die seimige geschähe / verstanden.

Nach dem auch / wie es unter währenden solcher Zeit der gütlichen Tractaten / Compromiss und Widerbestätigung der Stadt zu halten / viele Handlungen geschehen / ist durch die hohe Herren Mediatoren es endlich dahin vermittelte worden / daß des Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. von 60. bis 70. Mann in der besagte Stadt Höxter legen / solche Anzahl aber / so lang die Tractaten und Compromissen während / nicht ergoffen / noch vermehren mögen / und solches ohne pressur / an und andern hohen theils habenden Reichens / alsdann ferner / im Nahmen hochstgemeltes Herrn Herzogen Georg Wilhelm und Johann Friedrichs Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. von des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. für den Rath / Burgschafft und Nothenten der Stadt Höxter intercediren / derselben ohne Annahme eines und andern / was Zeit dieser Schwingigkeit Ihr. Fürstl. Gnad. und des Corveyischen Regierung zu wider vorgenommen / und für ein Verbrechen und strafbar geachtet werden könnte / zu vergeben / und sie zu Gnaden wider aufzunehmen / und nicht zu gehauen / daß sie dertemwegen jetzt oder künftig mit einigen processen oder Executionen angedrohet / oder mit Straffen belegt werden mögen.

So haben sich Ihre Fürstl. Gnad. endlich dahin erkliert / daß zwar kein General-pardon gewilliget werden könne / nichts desto weniger aber sollt die besterliche freunds und inständliche Intercession in gebührende consideration genommen / und die Schuldig befundene / wider Recht und die Reichs-Constitutionen nicht beschwert / auch wann sie zu der Clemencie Zusehne nehmen werden / mit ihnen nach Gnaden verfahren / und zumahl keiner an Leib und Leben gekrafft werden / und sollte dem schenck. Haus Braunschweig-Lüneburg / wegen der oben besagte habenden / so wenig als den Corveyischen Råthen hindurch nicht was derogirt seyn. Unkündlich ist dieser Recesse in duplo verfertigt / und von beyden hohen Interessenten des Hn. Bischoffs Fürstl. Gnad. und Hn. Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. unterschrieben / mit dero Fürstl. Secreten versehen / und jedem Theil ein Exemplar zugesendet worden. So gesehen den 15/4. April Anno 1671.

CHRISTOPH BERNHARD.
RUDOLPH AUGUSTUS.

LXVII.

Articul so von Ihro Hochfürstl. Durchl. zu Braunschweig-Lüneburg Herzog Rudolph Augusti dem Bürgermeister und Rath / auch gemeiner Bürgerschaft der Stadt Braunschweig / che sich dieselbe an Ihro Hochfürstl. Durchl. ergeben / zugestanden worden. Im Haupt-Quartier zu Ridagshausen am 10. Junii Anno 1671. [LONDORP II. *Alia Publica* Theil. IX. pag. 780. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNG, Teufches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheilung. IV. Absatz. Num. 58. pag. 146. Ces Articles se trouvent aussi dans ma petite Collection Tom. I. pag. 195. en François & traduits d'une feuille volante imprimée en Hollandois in 4. l'an 1671.]

C'est-à-dire,

Articles accordez aux Bourguemaitres, Conseil, & Bourgeoisie de la Ville de BRUNSWEIG par le Duc
T 2

ANNO
1671.

ANNO
1671.Duc RODOLPHE AUGUSTE: Au Camp
à Ridagsbausen le 10. Juin 1671.

Demnach Bürgermeistere und Rath/Gilden und Hauptleute/ auch gemeine Bürgererschaft der Stadt Braunschweig/ bey jeglicher/ zwischen des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Rudolph Augusten/ Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ ze als regierenden Landes/ Fürsten/ Wolfenbüttelschen/ Heils/ und denselben in puncto subjectionis & praesentibus obliegenden Handlungen durch dero Deputirte unterthänigst gebeten/ daß Seine Fürstliche Durchlaucht/ vor dero von ihnen unterthänigst absonderlich Erb-Suldbürgung über nachfolgende puncta in Gnaden sich erklären mögen. So haben Seine F. Durchl. dero angebornen Elench und Güngkeit nach/ und auß landes-Äußerlicher affection und wolnehmung gegen besagte dero Stadt und derselben ehrliebe Bürgererschaft heute dato ad protocolum folgenden Inhalts dero gnädigste Meinung eröffnen lassen.

Anfänglich und vor erst/ als gedachte Bürgermeistere und Rath und gemeine Stadt gehorhamt suchen und bitten lassen/ daß sie allererst bey dem Exericio Augustanus Confessionis befindig gelassen/ die Jurisdiction in Ecclesiasticis ihnen selbsters gedenket/ ihre vor Jurisdiction des Fürstenthums Braunschweig publicirte Kirchen-Ordnung in ihren Vigor bleiben/ ihnen auch die Pfarr-Versetzung so in als außer der Stadt fürders gedenket/ jeglicher Constitor und andere Prediger in der Stadt und auß dem Lande bey ihren Tempeln fürders geduldet werden mögen: Haben Seine F. Durchl. sich darauf gnädigst erklärt/ daß sie die Versicherung wegen des Exericii Religionis/ nach der ohnveränderten Augspurgischen Confession ermelder ihrer Stadt hienit geben/ und dieselbe hienit der üblichen landes-Reverfalien/ vor sich ihre Fürstliche Nachkommen und Successoren vollständig mit genesen lassen wolten. So viel demnach die Jura Episcopalia und was dahin gehörig/ betrifft/ so kontnen sie zwar Bürgermeistern und Rath und gemeine Bürgererschaft folches nicht einräumen/ sondern müssen sich als Landes-Fürsten dieselbe bildig reserviren/ was aber im übrigen die Stadt circa praesentationem/ vocationem & introductionem der Kirchen- und Schuldiener befinde/ und ohnschuldig hergebracht und erlassen/ und was dessen sonst dem berührten Juri Episcopali nicht abdrückig/ wolten Seine F. Durchl. sie dabey fürders gnädigst lassen/ und ihre habende Jura patronatus ihnen nicht schwächen/ jedoch da man in einigen Pfarr-Versehnungen mit der Stadt von vielen Jahren hero streitig ist/ können Se. F. Durchl. dero Stadt nicht gestatten/ daß sie via facti darmit verfahren/ und Semer F. Durchl. zu Nachtheil etwas verhängen wolten.

Nors andere ist von Bürgermeistern und Rath auch gemeiner Bürgererschaft gesucht/ daß in politicis & secularibus die Stadt bey ihren herzoglichen Stadt-Regiment/ freier Wahl und Bestätigung der Magistratum/ Bestellung der Gerichten und Bedienten/ dem ihre staruend und Verpfählung ihrer Policey/ Ordnung/ Stadt-Rechts/ Kleider/ Hochzeit/ Verabreichung/ Feuert/ Rader/ Handwercks/ Mühlen/ und andern Ordnungen und Edicten/ auch dasjenige/ so zu Erhaltung guter Policey/ auch Exerction des meri & mixti imperii Diensten/ wie auch die Instanzen/ Übung des Ober- und Unter-Gerichts/ gemeiner Bescheide/ und dergleichen Vollstättung ihnen unabdrückig gelassen werden müßte. Darauf haben Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst erklärt/ daß/ ob sie zwar von dero Stadt jähigen Regiments-Form/ und denen angelegenen Juribus und Besatzung keine gründliche information hätten/ insofern aber das Jura staruendi denen subditis nicht unstimbe/ so wären jedoch Seine F. Durchl. gar nicht gemeint/ das Stadt-Regiment und gute nützliche Ordnung aufzuheben/ und dasjenige/ was wohl und loblich hergebracht/ mehrertheils ihrer Erb- und land-Stadt hienunter abzuwenden/ besonders wann dieselbe die angelegene Statuta und Ordnung demnach zu Seiner F. Durchl. unterthänigst einsecken/ und im übrigen zu gemeiner Stadt und der ehrlieben Bürgererschaft Nutzen/ darin nichts zu verbessern/ und einige Forderung zu machen nöthig befinden werden solte/ Seine F. Durchl. dieselbe alsdann gnädigst confirmiren/ und daffalls der gemeinen Stadt und Bürgererschaft bestes zu befördern/ Ihre auß landes-Äußerlicher sorgfalt gnädigst anlegen seyn lassen wolten.

Drittens hat Bürgermeistere und Rath auch unterthänigst sit den und bitten lassen/ daß die Müß-Gerechtigkeit und einiges Gevörde folgen zu lassen/ ihnen fürders erkanet/ auch sie deswegen nicht geführt werden müßte/ daß sie neuliche Zeit ad interim einige Münze von geringem Gehalt schlagen lassen/ mit dem Ertröben/ daß sie dieselbe nicht einmischen/ und das wahre pretium davor erhalten wolten. Worauff Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst vernehmen lassen/ daß gleich wie in der F. Röm. Reichs-Edicten/ und Müß-Edict gewisse Verordnungen gemacht/ weren alle und jeder/ so mittelbare als unmittelbare Abg hänge/ der Reich verbunden/ also Seine F. Durchl. hero ihrerhandt darüber zu handel nicht gestatten/ im übrigen aber/ sie den ihrer Müß-Gerechtigkeit/ wie sie dieselbe von Alters erlangt und hergebracht/ fürders gnädigst lassen wolten.

Und als verordens von Seiten der Stadt gesucht worden/ daß wegen der per appellationem an das Fürstl. Hof-Gerichte zu Wolfenbüttel devolvirenden Sachen/ gewisse Verordnung

geschehen/ und sie daffalls also begnadiget werden mögen/ daß es gemeiner Stadt trüglich/ auch darin den Rechten/Rechts-Ordnung und Verkommen nach versehen werden möge/ haben Se. F. Durchl. sich darauf dahin resolvirt/ daß gleich wie Ihre als Landes-Fürsten oblige und gebühre/ sie auch Zeit ihrer landes-Für Regierung Ihre efferigst angelegen seyn lassen/ daß jedem dero Unterthanen die Justiz gebühlich administrirt werden möge/ also solten auch die ehrliebe Bürgererschaft und Angehörigen dero Stadt Braunschweig besten auch allemahl Geruch empfinden/ und stunde nicht allein einen jeden/ der durch Freijheit und Recht beschwert/ auff gewisse Maßen frey und bevor/ an die höhere Gerichte zu provociren/ sondern da etwan vor dem durch ein oder andere unbilligste Verordnungs ermelde Bürgererschaft und Angehörigen abgethan worden/ bey den hohen Gerichten/ durch Appellationes besser Recht zu suchen/ Se. F. Durchl. folches fürders nicht gestattet/ sondern vielmehr den Rechten seinen freyen und ungeschwunden lauff gegönnet haben wolten.

Fünftens hat man an Seiten der Stadt gebührend gesucht und gebeten/ daß ihnen die Jagt-Gerechtigkeit so wohl in dero Eigenthum und Feldmädten/ als auch außerhalb derselben respectiv auff hohes und niedriges Wild zu exerciren unbehindert gelassen werden möge/ wolten Seine F. Durchl. ihnen an denen Orten/ da sie in gerühlicher und ohnschuldig possession selber Jagt-Gerechtigkeit sich befähren bestünden/ auch fürders gnädigst zu gönnen verfahren lassen.

Und als sechstens dieselbe damit nicht vergnügt/ daß auch ihre vornahmiges unterthänigstes Ansuchen Se. F. Durchl. gnädigst sich erklärt/ daß sie dero Stadt Braunschweig/ und deren Kirchen/ Klostern/ Schulen/ Hospitalen/ auch den Bürgern auf ihren mit Recht imhabenden Gütern/ nichts entzogen/ noch sich deren entziehen wolten/ sondern solche Erklärung in specie auch auff das Eigenthum und andere gemeiner Stadt land- & Güter/ Gerichte und Einkommen/ mit denen darzu gehörigen Juribus und Gerechtigkeiten/ wie auch außer dem Eigenthum noch habende Tempel/ Dörffer/ Burg-Wind- und Wasser- & Mühlen/ Fährwegen/ Brücken/ Schiffe/ Kisten/ Eisenbrücken/ Kalkstein/ Eichen-Werke/ und andern Gütern/ Korn- und Wags-Bäumen/ das Zeughaus/ Artillerie/ Munition/ und was den angehörig/ Regel-Ofen/ Zimmerhölzer/ Thon- und Lemens-Gerechtigkeiten/ ingleichen die Zehenden/ Zinsen/ Vor- und Nach-Schoß/ Zoll- und Straf-Gehalte/ Weg-Gelder/ und Reich-Einkünfte/ Apotheken/ Wapenhall-Wein- und Bier-Keller/ auch andere Inruden/ als das Jura Fiscii/ und detractus/ so wol von den abziehenden/ als an fremde erlegenden Erbschaften und Legatis/ Bürger-Gilden/ landwehren und Thürmen/ auch der Stadt und Bürgererschaft ausstehenden Schulden und Forderungen/ wie die Rechnungen haben/ insonderheit appliciren/ und jeher weiter dabey gelassen werden möge/ so haben Seine F. Durchl. sich darauf gnädigst vernehmen lassen/ daß so viel das Zeughaus/ Munition und Artillerie betrifft/ folches ad ius Armandarium/ und also majora Regalia/ welche von der Superiorität dependiren gehörte/ und dabero deren nachtheilige usurpationen Se. F. Durchl. dero Unterthanen nicht gestatten kontnen/ dabero auch die löbliche Bürgererschaft in deren besondern Memorial nicht dabey beklagen/ sondern in eventum billigmäßiger satisfaction und Erhaltung daffemegen unterthänigst beschreiben/ Se. F. Durchl. nach eingezogener gnädigen Erkundigung sich mit der Stadt darüber verglichen wolten/ auch erinnerten Se. F. Durchl. sich/ daß von hero in Gott ruhenden Vorfahren an der Regierung Bürgermeistern und Rath die Zoll-Gerechtigkeit nicht gelanden/ sie wolten gleichwol dero Stadt vor der Hand deren nicht detractiren/ sondern solvis Juri competentibus dieselbe dabey lassen/ was auch sonsten an vorberührten gemeinen Stadt-Inruden dieselbe wol hergebracht/ und gerühig bislang erlassen/ die wolten Seine F. D. keines Weges derselben entziehen/ sondern sie dabey fürders gerühig lassen/ auch was es mit dem Eigenthum und andern land-Gütern/ Tempeln/ Dörffern/ Burg-Windmühlen und deren mitbenahnten Juribus und Gütern vor Benamnung habe/ demnachst eigentlich erkundigen lassen/ inwieweit aber ein für allemahl die Stadt dahin gnädigst versichert haben/ daß alle dasjenige/ was dieselbe bono titulo & jure erlangt/ und bislang besitzen/ sie auch fürders behalten/ und dessen nicht entwehren werden solten.

Sechsendens haben Bürgermeistere und Rath/ und gemeine Stadt in puncto commerciorum nicht weniger unterthänigst begehret/ daß den Bürgerlichen Gewerben Braun- und andern Nahrungsmitteln ihre freyer lauff gnädigst gegönnet/ den Braunschweigischen Bürgern die fremde Märkte-Gerechtigkeit zu Wolfenbüttel/ Helmstedt/ Schenningen/ und allen andern Orten des Fürstenthums ungeschwändelt verstatet/ die Braung-Weine und erhöhte Aestein/ die Handwerker auff den Dörffern und die Stadt gänzlich abgeschafft/ oder auff eine gewisse Distanz eingeschränkt/ den Bürgern die herabgebrachte Zoll-Freyheit in den Fürstenthum und denen in cooperativen Craft/ und Geschäften gänzlich gelassen/ die Schenken lassen an Zehend und wemitt sonsten der Stadt Rolle geschwändelt wurden/ ernstlich verordnet/ die auff Garin/Wolke/Minne/ und Hopfen mehr das Verkommen gelegte Beschränkungen abgethan/ deren Bürgern wider die Unterthanen in lande phngestaltet Redens verhaschen/ auch dabey

Adrens angehängt/ gesucht und gebeten/ daß des Fürstl. Hof-Weiters Hilmer Weidmanns/ dem Commercio gar nachtheilige Annahmen/ als die Verköpungen des porto/ späte und

ANNO
1671.

ANNO
1671.

und unfähigkeits bestellung/ auch Verlust der anvertrauten Per-
sonen und Schreiben/ vordem/ zu dem Post-Meister-Anpse
eine Bürgerlich/ genugsam gefesse und ersahne Person bestel-
let/ in eventum gedachter Verdruss die verprohene Schutz-
und Verpfändungs-Gelder zu erlegen/ fremde Personen dem
Magistat anzuwenden/ und des Rathes-Briefe frey bestellen zu
lassen/ anzuhalten/ der Stadt eigene Ordinanß/ Voten gebul-
tet/ dero Voten Gerechtigkeit nicht gehindert/ sondern die Führen
und Briefsammlungen ihnen firtes verstatet werden möch-
ten/ Worauff S. F. Durchl. die Stadt gnädigst verordnen las-
sen/ daß sie dero Nahrung/ Wachsthumb/ und Aufnahm/ so
viel immer möglich/ als Landess- F. Sorgfalt und Zuneigung
Jedem beförden/ solchen nach auch unbedenkt die frey-Jah-
Mactts-Gerechtigkeit den Braunschwighischen Bürgern gleich
andern Unterthanen/ ingleichen die Hoffrecht/ so weit und weit
dieselbe distantes possessione vel quasi sich jeto befinden/ ih-
nen firtes ungeschmälert lassen wölen/ daß auch ihr Bier nicht
höher als ander einbrautes verachtet/ und wegen der Bran-
Nahrung und Handwerker auf ein solches expediens gedacht
werden solte/ wodurch beydes der Stadt Braunschwigh und deren
Bürgern nach Mühschheit geholfen werden/ dabey aber andere
Unterthanen unverfürlet bleiben mögen.

Ingleichen solte wegen der angeführten Garn/ Wolle- und
Hoffen- Angelegen Beschwörungen/ wenn die Stadt sich be-
wegen specialis vernehmen lassen wölen/ zunehmen Seine F.
Durchl. sich deren nicht erinneren/ geschwörte Verordnungen er-
folgen/ die Straffe am Tumbel aber/ Fomen Seine F. Durchl.
niemand verbieten/ es solte aber an übrigen so wenig ihren Bür-
gern/ wann sie wider die Unterthanen auff dem Lande zu Klagen/
als sonst niemanden die Justiz vertragen/ vielmehr dieselbe so
weit wider die/ als auch was den acten Punct betrifft/ wider
den Post-Meister Deidmann/ da jemand an denselben Spruch
und Forderung zu haben vermerget/ gebühlich und unaufhörl-
lich administrirt/ auch sonst der erwehnten Excessen halber
gebühlich Erklindigen eingegeben/ und weil in der Post-Ordnung
wegen der Voten gewisse Verordnungen vom gesamtem
Fürstlichen Haufe gemacht worden/ so lieffen Seine F. Durchl.
es dabey bißlich benennen.

Als auch nummers einige Amittie von Bürgermeistern und
Rath/ und gemeine Stadt vor sich/ ihre Bedenken und angehö-
rigen geschiet/ haben Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst erklä-
ret/ daß ob sie zwar wol Urtheil hätten/ wider einen und an-
dern der verübten ungebühr und geführten schimpflichen Reden
halber der Strenge nach zu verfahren/ sie jedoch solches alles aus
Landess- F. Clemenz und Güte allen und jeden hiemit gnädigst
vergeben/ und daß der geschickten Amittie nicht allein Bürger-
meister und Rath/ Hilben und Hauptleute/ auch gemeine Bürger-
schaft/ sondern auch/ wie in specie unterthänigst begehret worden/
alle und jede dero angehörige Bedienten hohe und niedrige Offi-
ciere und Soldaten zu Ross und Fuß/ Zecksen- Bedienten/ Con-
sabels und dergleichen dergestalt gestellen lassen mögen/ daß sie
bewegen an Ehre/ Leib und Gut/ auch sonst Feinley Ge-
halt geföhret werden solten.

Rebens haben Bürgermeister und Rath und gemeine Stadt
instandig gebeten/ daß bey dieser Belagerung ihnen und den ihri-
gen abgenommenes Vieh und Gaden zu restituiren/ und daß die
zu beyden Seiten respective erlittene Schäden und aufgewand-
tlossen in übrigen compensirt/ und die Gefangene und Ge-
reistete loß gelassen/ so dann an statt der vor vielen unbedenlichen
Jahren ihnen entzogenen Reichthümern Gütern/ einigen armen
Stadt-Kindern ein beneficium in der Communität zu Helfen-
stätt oder dergleichen/ gnädigst angewendet werden möchen.

Darauff Seine F. Durchl. gnädigst versprochen/ daß all das
jenige/ was wider ihren Willen dero Gehalt bey dieser Belage-
rung den Bürgern von der Soldatei etwa weggenommen/ und
amisch bey einem oder andern verhanden/ ihnen ohne Entgelt
restituirt werden/ auch die Erlaffung der Gefangenen bey Übergabe
der Stadt so bald erfolgen/ ingleichen auch die Stadt-Kinder der
Communität zu Helfenstätt zu sich gemeinen haben solten.

Und als eystens die Stadt ferner ganz beweglich geföhret/
daß/ weil sie mit grossen Schulden beladen/ welche sie so bald
nicht abführen könten/ daß sie dannerhin mit geschwinde Pro-
ceduren nicht überlegen/ sondern ihnen darzu Zeit gedömmet wer-
den möchte/ haben S. F. Durchl. darmit so viel thumlich/ gnädigst
zu willigen/ und so viel fahra/ nitia immer geschehen könte/ dero
Eucken in dersen sich erkläre.

Wollstens und letztlich haben dieselbe gleichfalls unterthänigst
gebeten/ daß diejenige/ so der Stadt wider/ und ihrer Ver-
brechen halber darait verurtheilt wören/ vor ihrer Aufschöpfung
nicht wider hingerichtet werden möchen/ welches S. F. Durchl.
gleichfalls/ in so weit niemanden daburch Unrecht oder Gewalt
geschächen/ in Gnaden verprochen/ dabey aber ausdrücklich be-
zogen haben/ daß da einer oder ander deraßals über zugeföhrt
oder sonstwie nach ungenüge unbilligkeit mit Fuß und bewall
Bedienten/ sich beschwerten möchte/ daß S. F. Durchl. denselben
nicht entzöhen/ sondern den einen so wol als den andern Gleich
und Recht widerfahren lassen wölen/ und noch bemühn
ihre solche von Bürgermeister und Rath eingebrachte De-
clara auch zugleich die ehliche Bürgerchaft durch ihre Re-
putierten besöhnen suchen und bitten lassen/ daß sie bey Einlegung
des Præstii mit bestverlicher Einquartierung in ihre Häuser
auch ein und andern mehr angezogenen prestationibus/ in specie
der landföhre/ Dienst/ Vorpamm/ Waptholz/ und dergleichen

Tom. VII. Pars. I.

ANNO
1671.

gnädigst verordnet/ auch so bald nach der Huldigung einige ge-
wisse Commissarii verordnet worden möchen/ welche ihre habende
Gravamina cognosciren/ und dertinnen billigmäßige Verordnungen
thun möchten/ haben S. F. D. solten ihren Eucken in allen zu
deserren und stat zu thun/ und wegen des Beschlusses ertrags-
liche Verordnungen ergehen zu lassen/ sich gnädigst erkläret/ und
seyn darauß nummehr gewärtig/ daß hingegen dero Stadt Brauns-
chwigh der gedörbteren Huldigung/ auch des Vertrages zu dem ge-
meinen Land- Beschwörungen/ ingleichen der Quarmsion halber
sich ohne weitem Aufschalt so fort unterthänigst accommodi-
re/ widrigen falls S. F. Durchl. an alle dero hierinn gethanen
gnädigste Verordnungen unverbunden seyn wölen.

Zu Merk und dessen allen/ ist Bürgermeister und Rath/ auch
der ehlichen gesammten Bürgerchaft zur Nachachtung forbane
S. F. Durchl. gnädigste Erklärung und Resolution hiemit
unter dero Fürstl. Hand und Siegel entsehet worden: So ge-
sehen und geben im Haupt-Quartier zu Niddagehausen/ am
10. Junii, Anno 1671.

LXVIII.

*Verständniß zwischen Ihro Röm. Kayserl. Mayest. Leo. 17. Juill.
poldum/ und Ihro Fürstl. Gnaden/ Herrn Christoph
Bernhards-Bischoff zu Münster/ zu Conservierung der
Teutschen Freyheit und des Westphälischen Friedens
aufgerichtet. Zu Sassenberg den 17. Julii 1671.
[Copie de mor à mor für l'Original qui se
garde dans la Registrature d'Etat de la Chan-
cellerie de Cour, de Sa Majesté Imperiale.]*

C'est-à-dire,

*Traité d' Alliance entre LEOPOLD Empereur des
Romain, & CHRISTOPHE BERNARD
Evêque & Prince de Munster, pour la Defense
de la Liberté Germanique, & le maintien de la
Paix de Westphalie. A Sassenberg le 17. Juill.
1671.*

It wissen als der Durchleuchtigst Grösmächtigt und Unüber-
windlichst Fürst und Herr/ Leopold/ Erwählter Ro-
mischer Kayser/ zu allen Zeiten Vöhrer des Reichs/ in Grana-
nen/ zu Hungarn/ Böheim/ Salmatien/ Croatien/ und Sla-
vonien König/ etc. Erz-Herzog zu Oesterreich/ Herzog zu Carin-
thien/ Steier/ etc. Fürst/ etc. und Vöhrer/ etc. zu Tyrol/
zu Vorarlberg/ etc. und mit mehr/ Herr Kayf. Pfalz-
graf der Röm. Christl. Reichthümlichst zu Pfälz/ Admini-
strator zu Corvey/ Burggraf zu Strassburg und Herr zu Bock-
loer/ etc. und alle wege/ sonderlich aber den a-gemeynen künf-
ten ihre Rathschläge und forschungen dar in vernemlich
gerichtet/ wie der zu Münster und Osnabrück auf der jetz
beständig conservirt/ mithin auch dero von Gott ametrante
Land und Leich in beständigst Ruh erhalten/ von denjenigen alle
gefahr und ungelangheit abgewendet/ und wider alle unbillige
gewalt in zustammen gesehen queten Vertrauen und Vereinigung
geführet/ und gehandhabet werden könten/ daß dabey dieselbe
auch zu dem ende/ ferner wegen aler dertinnen/ mit dem ent-
lassenden allbereit für gut angesehenen Provisional- Reichs-Ver-
fassung/ als worin auch allsonst alle Reichs-Gräfe neben dem
Königreich Böheim/ und incorporierten Provinzen ein gewisses
quantum bewilliget haben/ in einige wege unvordern/ sonder-
lich unter dertinnen bis solches heilfam gemein nütziges werck zu sei-
ner völligen Ridrigkeit wird gebracht werden können/ zu des-
sen bester beendigung dert eine etzigenen gefährlichkei-
ten/ eine particular Defensiv- Allianz unter sich geschlossen/ wie
folgt:

I. Nentlich sies erste/ daß nach vorbestellung der Römisch.
Kayf. Mayst. hohen Kayf. Antz/ anhorstet/ und geschriben
Respect/ die Verrichtung und Befestigung zu Spaniards offen-
sion/ am allerwenigsten aber wider das Hehl. Röm. Reich/ oder
zu erweck- und anrichtung einer Universal/ oder parcial- un-
ruht/ und trennung im Hehl. Röm. Reich/ oder sich in fremde
Kriege impliciren und einzumischen/ sondern nur allein zu erhal-
tung eines jeden zusehenden Dignität/ Würden/ Reden/ und
Gerechtigkeiten/ sonderlich aber die Teutsche Freyheit und bestän-
digen genuß des Westphälischen Friedens/ wie auch sich und ihre
erleichte im Hehl. Röm. Reich/ haben und allewege Land
selche wider alle gemeinliche unruht/ und dertinnen Reichs-
Constitutionen/ und bestanden Friedenschluß junder fauende
zunehmungen/ und best werden/ wie die nammen haben/ und
von wem dieselbe herrühren mögen/ wie auch wider alle un-
liche empörung zu conserviren/ zu defendiren/ und zu reiten
angesehen/ und gemeint seyn solle/ Also daß einer dem andern
ohne

ANNO
1671.

150 CORPS DIPLOMATIQUE

ohne unterschied der Religion in redlichem Vertrauen meynen / zu obgedachtem ende man allerorts vereinigt / und unaufgeleget bey einander stehen / auch aus allen begehrenden / moralis besagte intrige entstehen / und worauf die hien verordnete Assistenten ersordert werden möchte / vorgehen und zeitlich einander communiciren / ferner aber einigen Stand des Reichs / oder fremden Cronen / Potentaten / und Republicken zu Feindlicher Invasion Ursach geben / auch die Bündnis-Verwandte unter sich selbst beständige Freundschaft erhalten / und ferner dem andern mit Ehrlichkeit / oder gewalt überfallen / überziehen / oder belagern / sondern fene gegen den andern habende Mißheiligkeit / und Streitigkeiten / wo deren einige seyn möchten / durch Güte und Rechtliche mittel einschleichen / und sich damit begnügen lassen sollte.

II. Wosfen nun zweytens ein oder anderer Conföderirter / und desselben im Hopt. Reich gelegene Lande ins gesamt / oder theil eines der Graffschafft Böhmen / wegen des Reichs und Reichthums Mühsen / in Straff allergnädigst erhaltenen Kaiserlichen Prozeß / mit eingeschlossen / wider verhoffen obberührter massen mit Gewalt überfallen / und Feindlich angegriffen / oder auch durch invidiöse Empörungen und auffstände angefochten / oder diese hien geschlossener Zusammenkunft / und hinc inde versprochenen Defension halber über kurz oder lang / es geschehe von wem es wolle / angefochten werden / Als dann wollen und sollen dieselben wegen betrübter Thier im Reich gelegenen Landen und Leuten vestlich beneinander stehen / einander auf beschienens antworten wider den offensenden dem beleidigten unverzüglich / wie hernach folget / zu Hülf kommen / kräftig beystehen / und dessen Land und Leute wider Gewalt schützen / schirmen / und vertheidigen helfen.

Und damit man wissen möge / was jeder Theil an Mannschaft zu Hof und Fuß dem beabzichtigten requirirenden zu Hülf zu schicken habe / so ist fols:

III. Dreine verglichen worden / daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Jhro Kayf. Mayst. wegen dero im Reich gelegenen / und daz gehörigen Erb- / Königlich und Landen zu Hof Tausen Pferd / und zu Fuß 2000. Mann / und auf die andere mahnung innerhalb diez Wochen widerumb soviel. Jhro Fürstl. Gnaden zu Münster ohne gestalt auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen zu Hof vier hundert / Dragoner hundert / und zu Fuß fünf hundert Mann / auf die andere mahnung innerhalb diez Wochen widerumb soviel zu Hülf senden solle / mit der verbindlichen abrede / daß der eine Bündnis-Verwandte dem andern auf bloßes antworten einen ungeschickten durchzug vor des Bündnis-Völkers unangelegentlich zu verstaten schuldig seyn solle.

IV. Es solle auch viertens die Hülf nicht wider zurück gezogen werden / bis des Feindes vornehmen gereicht / und dasselbe / so derselbe etwa eingenommen / wider erobert seyn werde / es sey dan der schickende / oder zu Hülf kommende würde selbst überzogen / und wie vorgebracht / vergewaltigt / und beleidigt.

V. Sollte nun aber zum fünften wider verhoffen mehr als einer von denen Allirten überzogen werden / und gefahr leiden / auf solchen fall solle die übrige Bündnis-Hülf von denen unbeteiligten halb dem einen / und die andere helfte dem andern beileidigen auf maß und weis / wie vorgeordnet / zugesichert werden.

VI. Wosfen auch sechstens eine dergleichen Hülf nicht zureichen solle / auf welchem fall sollen und wollen die Bündnis-Gewaltse auf erlaundete nachricht von solcher erweichenden Gefahr / auch sobald ohne aufschalt darüber sich mit einander vernehmen / und / inder selen anhalt und Hülf vergleichen / welche zulänglich / und womit dem Nothleidenden in der Noth würcklich geholfen werden möge.

VII. Sobald auch zum fünften die Hülf würcklich geschickt / und in des requirirenden Land / oder bey dessen Truppen angelangt seye / so solle jedesmaß / man etwas vorzunehmen / darüber geduldrig Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es soll auch achtens ein jeder Hülfschickender seinen Truppen so viel Feld- / Artillerie neben der vucher mit geben / als es die natur und Kriegs- / Ration erfordert.

IX. Die Direction und Ober-Commando über die Waffen solle zum neunten bey Jhro Kayf. Mayst. verbleiben / und von dero selbst einen Generals-Person mit beziehung der Conföderirten vorgeschickt werden / welcher in dessen Land / deme die Hülf geleistet wird / ohne desselben vormissen / und belien nichts vornehmen / sondern dasjenige / was selbiger zur Defension und rettung seiner Land und Leuten zur befunden möchte zuthun / und zulassen / in Krafft dieses angewiesen und verpflichtet seyn solle / solte aber ein fall sich begeben / welcher einen general Kriegs-Rath erfordert / so sollen auch zu denselben alle diejenige gezogen werden / welche zu einem Kriegs-Rath gehören / und solle derjenige in demselben präsidiren / welcher das Directorium / oder Ober-Commando führet / oder da derselbe nicht dabey seyn wolle / oder konte / als dan der / so die höchste Charge bekleidet.

X. So solle vor auch zehntens ein jeder seine Völker unterhalten und befehlen / und zu deren bepuß / damit dieselbe wann sie in andern Landen stehen / schwurig zu werden / zu exorbitiren / confusion / und andere unlegenheiten anfangen keine Ursach haben mögen / dem bey seinen Völkern habenden Commissario zwey Monatl. Sold gleich anfangs zum Vorratz mitgeben.

XI. Allermassen dann auch zum elfften zu verhaltung aller umordnungen unter den Völkern die Bündnis-Verwandte / sobald

auf den Nothfall eine gewisse Verpflegung-Ordonanz aufzichten wollen / nach welcher der während der conjunction alle Truppen durchschickende gleich bezahlt werden sollen.

XII. Da al furs zwölffte die Auxiliar-Völker das Proviant mit sich insich mit sich führen können / solle das Requirit geat schuldig seyn / selbige so lang sie in fremden Land stehen / mit notwendigen Commis- / Wers vorzuschick weise / zu versehen / welches ihnen jedoch unverzüglich von idem der hülfschickenden bezahlt und erlegt werden solle / gleich dann auch die Conjugirte-Völker ein mehrers / als dieses Commis- / Wers / und das etwad / und raud- / Futter / nicht fordern / oder exequiren / sondern was sie darüber begehren werden / denen Unterthanen in billigen werth mit Geld bezahlen sollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bündnis-Verwandten außerhalb diesem noch in einem andern gleichmäßigen Föderie mit einander begriffen / krafft welchen sie ebenfalls einander Hülf zulassen schuldig / so solle doch kein theil aus bededen Föderibus / sondern nur aus einem die Assistenten zuschicken gehalten seyn / und dem Requiriten frey stehen / auf welchem Bünd er seine Conföderirte requiriten wolle / da etwa auch eine Graß- und Kriegs-Hülf geschickt werden solle / so solle auch diese von dem quanto der Bündnis-Hülf abgezogen werden.

XIV. Es solle auch fufften furs vierzehende von niemanden aus denen Bündnis-Verwandten einige andere Bündnis aufgerichtet / oder eingenommen werden / so dieser junwer.

XV. Zu übrigen hat es auch zum fünfzehenden hiebey die meinung gar nicht / ob wolle man durch diese particular Verbindnis die inderhien / und abtreibung unrechten Gewalts im Hopt. Reich fundirte Executions-Ordnung / und in krafft derselben / sonderliche Reichs- oder Graß-Verfassung / wie auch die im Friedensschluß verordnete Universal- / Guarantie jurnd stelen / stecken / oder verhindern / sondern es sollen nichts bestimniger dieselbe ohne abbruch dieses Recessus in allem mit bössigen Pfaff / und eifer / sowohl ins gemein bey gegenwertigen Reichs- als absonderlich dem Graß- / Conventen allseitig nach möglichkeit befördert werden / wie dan krafft dieses Föderis alle und jede Bündnis-Verwandten versprochen / daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräften daran seyn wollen / damit der Punctus securitatis bey noch währenden Reichs-Convent fortgesetzt / und damit die gemeine Provisional-Verfassung würcklich eingeordnet werden möge / auf dem Fall aber solte wieder verhoffen verbunden werden solle / so solle doch nichts besonnenen ein jeder zu der hien verglichenen Bündnis-Hülf obligirt / und dieselbe ohnaufrichtlich zulassen verbunden seyn.

Wann auch schließlich mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs / se sind Catholisch / oder Augspurgischer Confession in dieser particular Defensions-Verfassung obgeleget massen mit eintreten wollen / und sich bey jemanden / so in dieser Verfassung begriffen / darinn annehmen würden / so solle es derselbe denen anderen alsdals notifiziren / und solche Chur-Fürsten und Stände auch unweigerlich darinnen mit eingenommen werden / Gleich nun solches zwischen allerhöchstdencklich Jhro Kayf. Mayst. ansehnlichen Gelanden Herrn Heinrichen Dto Markgrafen von Schwaben / Carreco / und Brang in krafft überreichten allergnädigsten Gebots / und Jhro Fürstl. Gnaden zu Münster und Corvey / dergleichen vergleichen / so wolle Sie dardar über die Keyserliche allergnädigste Ratification allergnädigst ermarren. In nitund besten feind dieser Defensio- / Allianz Recessen zwey gleichen Inhabts verfertigt / und gegen einander ausgewechselt. Signatum Cassenberg den 17. July 1671.

Dr. Heinrich Mr. Carrecom. (L.S.)
Christoff. Bernhardt. (L.S.)

LXIX.

Traité entre Louis XIV. Roi de France, & 23. Oct.

ERNEST AUGUSTE Duc de Brunswick & Lünebourg, & Evêque d'Osnabruc, Fait à Cologne le 23. Octobre 1671. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

Nous ERNEST AUGUSTE, par la grace de Dieu, Duc de Brunswick & de Lünebourg, Evêque d'Osnabruc, aiant veu & examiné le Traité & l'Article à part, faits & passez à Cologne le 23. d'Octobre dernier, entre M. Verjus, Conseiller du Roi Tres-Christien en son Conseil d'Etat, & son Envoié extraordinaire en Allemagne, au nom de Sa Majesté: & le Sieur de Hammerstein, Conseiller en notre Conseil d'Etat & privé, & Président de notre Chambre des Comptes, daquel Traité la teneur ensuit.

Le Roi aiant donné ordre & plein-Pouvoir au Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoié extraordinaire en Allemagne, de faire & d'accorder avec Son Altesse Monsieur le Duc Ernest Auguste de Brunswick & de Lünebourg, Evêque d'Osnabruc,

ANNO
1671.

ANNO
1671.

nabrug, un Traité de Neutralité entre S. M. & tel autre Prince ou Etat avec qui elle pourroit avoir la Guerre : & ledit Sieur Duc ayant donné un pareil Pouvoir au Sieur de Hammerstein, Conseiller en son Conseil d'Etat & Privé, & Président de la Chambre des Comptes, ledit Sieur Verjus au nom & de la part de S. M. & ledit Sieur de Hammerstein pour ledit Sieur Duc, sont convenus des Articles suivans.

I. Que ledit Sieur Duc s'engage à observer une exacte Neutralité pour le tems qui sera marqué ci-après, entre le Roi, & quelconque Prince ou Etat que ce puisse être, contre qui Sa Majesté ait la Guerre, & de n'entrer en aucun Parti ou Ligue qui soit directement ou indirectement contraire aux intérêts de Sa Majesté.

II. Que ledit Sieur Duc s'oblige de donner passage aux Troupes de Sa Majesté & de ses Alliez, quand Sa dite Majesté l'en requerra; se réservant néanmoins de le donner selon les Constitutions de l'Empire, à d'autres qui le lui pourroient demander.

III. Qu'il sera permis à S. M. de faire acheter dans le Pais dudit Sieur Duc, autant de Vivres & de Munitions de Guerre qu'elle jugera à propos, & autant que Sa dite Altesse n'en aura pas besoin elle-même.

IV. Que ledit Sieur Duc promet aussi de ne donner durant ce présent Traité, ni prêter à personne ses Troupes, ni de permettre aucune levée dans ses Etats au préjudice des intérêts du Roi.

V. Que ledit Sieur Duc dans toutes les occasions qui ne touchent point l'Empire ni sa Maison, fera toujours prêt à donner des preuves de son affection aux intérêts & service du Roi, pour meriter d'autant plus par toute sa conduite la bien-veillance & confiance de Sa Majesté.

Sa Majesté promet aussi de son côté,
I. Qu'elle fera paier audit Sieur Duc un Subside de cinq mille Ecus par mois pendant le cours du présent Traité, & tant qu'il durera, à commencer du jour de l'échange des Ratifications; lequel Subside doit être avancé de deux mois en deux mois.

II. Que dans les passages que S. M. pourroit demander audit Sieur Duc par ses Etats, elle ne fera pas seulement paier ponctuellement les frais & les dépenses que ses Troupes y pourroient faire, mais donnera aussi les ordres nécessaires afin que ses Sujets n'en reçoivent aucun dommage.

III. Que S. M. ne prendra aucun quartier d'Hiver ou Logement dans les Etats dudit Sieur Duc, sans son consentement.

IV. Qu'il sera permis audit Sieur Duc, en cas que quelques Partis ou Coureurs fissent du desordre dans ses Etats, de s'en saisir, & de les faire punir selon que le cas & la justice le requerra.

V. Que le Roi lorsqu'il en sera requis après le terme de six semaines, sera obligé d'assister & de protéger ledit Sieur Duc, contre ceux qui le pourrout attaquer ou inquiéter durant le cours du présent Traité, étant libre à S. M. de prêter le secours en Hommes ou en argent, pourveu qu'il soit proportionné & égal au danger; faite dequoi il demeurera libre audit Sieur Duc de pourvoir à l'Intérêt de ses Etats le mieux qu'il pourra. Et quand, ce que Dieu ne veuille permettre, ledit Sieur Duc pour le sujet de cette Neutralité, viendrait à perdre une partie de ses Etats ou le tout, S. M. ne fera & n'accordera nulle Paix ou Treve avec ceux qui en seront les usurpateurs ou possesseurs, sans qu'il soit pleinement & entièrement restitué en tout ce qui lui appartient légitimement, avec dédommagement & intérêt; comme en toutes les autres occasions le Roi promet d'appuyer toujours puissamment les intérêts dudit Sieur Duc, pour lui donner de plus en plus sujet de s'attacher à ceux de Sa Majesté.

VI. Que ledit Sieur Duc se pourra réserver la fidélité qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, sur les choses qui pourroient être conclues ou arrêtées par les Etats de l'Empire, dans les formes ordinaires & accoutumées.

VII. S'il arrivoit que pendant ce Traité l'un ou l'autre des Princes de la Maison de Brunswick fût le premier attaqué dans ses Etats, par qui que ce soit, ledit Sieur Duc se réserve de l'assister, conformément à ce qu'il doit en vertu des anciens Pactes de famille établis en sa Maison, sans choquer ou manquer à la foi du présent Traité.

VIII. Il a été convenu & arrêté que le présent Traité durera deux années à compter du jour de l'échange.

TOM. VII, PART. I.

change des Ratifications, soit que le Roi soit en Paix ou en Guerre, & qu'en cas que durant le cours de ces deux années, le Roi fût entré en Guerre contre quelconque Prince ou Etat, ledit Traité continuera & sera exactement observé de part & d'autre dans toutes les conditions, durant le cours de deux autres années après les deux premières écoulées, si ce n'est que la Guerre finisse plutôt, auquel cas le Traité finira avec ladite Guerre.

IX. Que trois mois avant que ce Traité expire, le Roi & ledit Sieur Duc, pourront traiter & convenir de sa prolongation autant qu'ils le jugeront à propos.

X. Et la Ratification du présent Traité sera fournie par le Sieur Verjus de la part du Roi, un mois après que ledit Sieur de Hammerstein lui aura livré ledit Traité, & la Ratification de ladite Altesse.

En foi dequoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le présent Traité & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. Signé, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

ARTICLE A PART.

Outre ce qui a été conclu & arrêté ce jourd'hui entre le Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoyé extraordinaire en Allemagne; & le Sieur de Hammerstein, Conseiller de son Altesse en son Conseil d'Etat & Privé, & Président de la Chambre des Comptes, en vertu de leurs Pouvoirs ils sont convenus par cet Article, qui aura la même force & autorité que le Traité principal; que nonobstant la promesse que le Sieur Duc a faite d'observer une exacte Neutralité, il lui demeurera néanmoins libre & permis, sans que pour cela il puisse être accusé d'aucune contravention au Traité susdit, d'envoyer à l'assistance des Membres de la Quadruple-Alliance, deux cens Chevaux, & quatre cens Hommes de Pied, qu'il est obligé de leur donner en vertu du Traité d'Alliance fait en l'an 1666. jusqu'au tems que cette Alliance prenne sa fin, qui sera le 25. jour d'Octobre de l'année 1672.

En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le présent Article à part, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. Signé, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

Ayant les susdits Traité & Article à part agreables, en tous & chacuns les Articles y contenus, les avons approuvés & ratifiés, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Prince de les entretenir, garder & observer inviolablement de notre part de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons signé la présente Ratification de notre main, & à icelle fait apposer le Scel de notre Secret. Fait à Venise le sixième de Novembre 1671. Signé, ERNEST AUGUSTE, Duc de Lunebourg, Evêque d'Osabruck.

LXX.

Premier * Instrument du Contrat de Mariage, entre PHILIPPE Duc d'Orléans, Fils de Louis XIII. Roi de France, & Frere de Louis XIV. & ELISABETH CHARLOTTE, Princesse Palatine du Rhyn, Fille de CHARLES LOUIS Eleveur, & Sœur de CHARLES aussi Eleveur Palatin. A Strasbourg le 22. Octob. 1. Novembre 1671. Avec la RENONCIATION de ladite Princesse à tous Droits Successifs sur tous les Biens Paternels & Maternels tant Souverains que Fodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680. [Copies authentiques, & produites dans la Negociation qui se fit à Francfort sur le Meyn en 1699. pour finir les Differents]

22. Oct.
1. Nov.

* Ces deux Pièces se trouvent dans ma petite Collection Tom. I. pag. 208. Dans la Continuation des Actes de la Paix de Ryswick, pag. 167. Et dans THUCYDIDE Histor. Eccl. Tom. III. pag. 215. [DUM.]

ANNO
1671.

rents agitez entre S. A. E. Palatine, & S. A. R. Midane la Duchesse d'Orléans, au sujet de la Succession.]

ARTICLES & Conventions du Mariage entre très-haut & très-puissant Prince Philippe fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orléans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Seigneur de Montargis, Pair de France, & très-haute & très-puissante Princesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, de la Maison Electorale, Duchesse de Baviere, &c. arrêtez & conclus avec l'aveu & consentement de très-haut, très-puissant, & très-excellent Prince, Louis par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, & mondit Seigneur Duc, entre très-haut & très-puissant Prince Charles Louis par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Pere de madite Dame Elisabeth Charlotte d'une part, & Messire François Marquis de Bethune, aiant Pouvoir & Procuration de Sadite Majesté de mondit Seigneur Duc d'autre part.

I. Mondit Seigneur Duc prendra pour Femme & Epouse madite Dame la Princesse Elisabeth Charlotte par foi de Mariage, comme madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc, solennellement à la face de la Sainte Eglise.

II. Aussi-tôt que le Contrat du Mariage conforme à ces presens Articles sera mis entre les mains de mondit Seigneur Electeur, ce qui se doit faire incessamment, madite Dame Princesse sera conduite jusqu'à Mets, aux fraix de Sadite Altesse Electorale Palatine, avec un Equipage, Meubles & Habits, convenables à sa condition.

III. Monseigneur le Maréchal Duc du Plessis Praslin se trouvera à Mets de la part de Sadite Majesté, & mondit Seigneur Duc avec Procuration suffisante, pour faire les pponfilles avec madite Dame Princesse, au Nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Entuite le susdit Maréchal épousera en vertu de son Pouvoir & par Procuration madite Dame Princesse, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Princesse à Mets avec toutes les Solemnitez requises.

V. Après quoi ladite Dame Princesse sera conduite par très-haute, & très-puissante Princesse Anne de Mantou Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur Duc de se trouver, dans lequel lieu le Mariage sera confirmé & consommé.

VI. En l'aveu dudit Mariage mondit Seigneur Prince Palatin a constitué en Dot, & fait don à madite Dame Princesse la Fille de la même Somme que les Princeses de la Maison Palatine ont accoutumé de recevoir, & que ses Etats dont il est à present en possession sont en usage de donner en pareilles occasions, qui sera delivrée partie en argent, partie en Bagues dont l'inventaire sera fait & estimation, qui lui tiendront nature de propre, laquelle Somme sera payée dans un an après la consommation du Mariage, & pour la sûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles seront hypothéqués du jour du paiement, & spécialement une Terre de la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur le Duc d'Orléans.

VII. Ladite Dame Princesse sera autorisée par ledit Seigneur futur Epoux pour renoncer, comme elle renonce dès à present à tous Droits successifs sur tous les Biens Souverains, & Feodaux, Paternels, & Maternels situés en Allemagne, se réservant seulement ses Droits sur les Biens de même qualité situés hors de l'Allemagne, & les Allodaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneur & Dame futurs Epoux communs en tous Biens, Meubles, & conquêts Immeubles, qui seront par eux faits durant & consistant ledit Mariage, suivant la coutume de la Ville, Prevôté, & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens meubles & immeubles, qui de present appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orléans, lui seront & demeureront propres, & aux Biens de son côté & ligne, declarant mondit Seigneur Duc que depuis le décès de Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, daquel Inventaire recollement sera fait avant la célébration dudit futur Mariage, & Copie d'iceluy jointe à la Minute des presentes.

IX. Monseigneur Duc d'Orléans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des Pierrieres, Bagues, & Joyaux pour la Somme de cent cinquante mille Livres, à la charge qu'arrivant le predecès de ladite Dame Princesse sans Enfants, lesdites Pierrieres, Bagues & Joyaux lui seront restitués & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orléans, en cas qu'il predecède ladite Dame sa future Epouse, sans Enfants, après toutefois le decès de ladite Dame Princesse, qui en jouira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur le Duc d'Orléans donnera ladite Dame Princesse de la Somme de 40. mille Livres par chacun an de Douaire prefix en fonds de Terre de proche en proche à prendre & en jouir par ses mains, du jour que le Douaire aura lieu : premierement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son appanage; & outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Chateau de Montargis garni de Meubles comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure, sa vie durant.

XI. En cas de predecès de mondit Seigneur Duc d'Orléans sans Enfants dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit decès, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y ait parié ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constitués en Dot, qui se trouveront avoir été reçus par mondit Seigneur Duc d'Orléans, avec tous les Biens qui lui seront venus & échus consistant ledit Mariage par Donation, Succession, ou autrement, ensemble ses Habits, Bagues, Joyaux, Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait un bon Inventaire, fondit Douaire, & habitation au Chateau de Montargis, meublé, comme il est ci-dessus dit, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame Princesse sera acquitée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orléans, & pour raison de ce, & autres Clauses & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hypothèque sur les Biens du jour dudit Contrat de Mariage.

XII. Et si ladite Dame Princesse future Epouse, survivante avec Enfants dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, payant par elle le tiers des Dettes; mais s'il n'y a des Enfants, & qu'elle choisisse ladite acception, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de payer & acquitter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame Princesse future Epouse viant à predecéder sans Enfants, ou avec Enfants dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orléans, à cause du Droit de Communauté, stipulé en faveur de madite Dame Princesse, mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer auxdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation, ou d'Heritage, du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il seroit aliéné quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y ait parié, ou qu'il soit fait rachat d'aucune de ses Rentes, ou retiré quelque Domaine aliéné à elle appartenant, en sera fait autre remploi par ledit Seigneur futur Epoux, & à faute de ce faire par lui, pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris par la Communauté, & si elle ne suffit, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Ledit Seigneur Electeur envoie ses Procurations, & celles de madite Dame sa Fille au Sieur Paul de Rammingen son Conseiller & Resideur à Paris, pour signer le Contrat de Mariage avec le Roi, & mondit Seigneur le Duc d'Orléans, selon la teneur de ces presens Articles.

En foi de quoi mondit Seigneur Electeur Palatin, madite Dame la Princesse Elisabeth Charlotte sa Fille, & Messire François Marquis de Bethune en vertu de sa susdite Procuration, ont signé ces presentes de leurs mains, & y ont fait mettre leur Seal. Fait à Strasbourg le 22 d'Octobre du vieux style, & le 1. de Novembre stile nouveau l'an 1671. Signé, CHARLES-LOUIS, ELISABETH-CHARLOTTE, & FRANÇOIS DE BETHUNE, & scellé de leurs Sceaux & Cachets.

ANNO
1671.

ANNO
1671.

COPIE

De la Renonciation réitérée de la Sereñissime
Duchesse d'Orléans.

PAR devant les Conſeillers du Roi Notaires à Paris ſouſſignez, furent preſens très-Haut, très-Puiſſant & très-Excellent Prince Monſieur Philippe, par la grace de Dieu, Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orléans, de Valois, de Chartres, & de Nemours, Comte de Bogeney, Seigneur de Montargis, &c. & très-Haute, très-Puiſſante, & très-Excellentte Princeſſe Madame Eliſabeth-Charlotte ſon Epouſe, qu'il autorité à l'eſſet des preſentes, leſquels ont reconnu & conſenti avoir reçu de très-Haut & très-Excellent Prince Charles, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier & Prince Eleſteur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Frere de ſa dite Alteſſe Royale Madame, la Somme de 32000. Florins d'Allemagne, valans Monnoye de France, celle de 64000. Livres, pour la Dot promiſe par très-Haut très-Puiſſant & très-Excellent Prince Charles Louis, par la même grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier, & Prince Eleſteur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. à ſon Alteſſe Royale madite Dame ſa Fille, tant en Deniers comptans, que Bagues, en faveur de ſon Mariage avec ſon Alteſſe Royale m. n. ite Seigneur, ſuivant le Contrat de ſon Mariage, réglé par Meſſieurs le Tellier & Colbert, Conſeillers Secretaires de la Ma'ſon & Couronne de France, Conſeillers & Secretaires d'Etat & des Commandemens & Finances de Sa Majeſté, le 6. Novembre 1671. de laquelle Somme de 32000. Florins d'Allemagne, faiſant 64000. Livres Monnoye de France, Leurs Alteſſes Royales quittent & déchargent ſon Alteſſe Eleſtorale, laquelle Somme ainſi payée, ſera & tiendra nature de propre à madite Dame conformement audit Contrat de Mariage, & pour ſûreté de ce, mondit Seigneur ſon Epoux a affecté, obligé, & hypothéqué tous ſes Biens Meubles & Immeubles, & ſpecielement la Terre, Seigneurie & Comté de Bogeney, ſes circonſtances & dependances, que Monſieur a acquis de Monſieur le Maréchal de la Ferté, „ moyennant la Somme de 153000. Livres, & en conſequence de ce fuſdit paiement, madite Dame autorisée ainſi que dit eſt de mondit Seigneur ſon Epoux, en réitérant la Renonciation qu'elle a d'abondant renoncé par ces preſentes à tous Droits ſuccéſſifs ſur tous ſes Biens Souverains & Fеоdaux Paternels, & Maternels, ſitués en Allemagne, ſe reſervant ſeulement ſes Droits ſur les Biens de même qualité, ſitués hors l'Allemagne, & les Allodaux de ſa Ma'ſon ſuivant la Coutume de la Ma'ſon Eleſtorale Palatine. Et ont Leurs Alteſſes Royales conſenti qu'il ſoit fait mention de la preſente Renonciation & Quittance, ſur ledit Contrat de Mariage, ce qui ne ſervira avec ces preſentes que d'une même choſe, promettans, obligeans, & renonçans. Fait & paſſé à Paris au Palais Royal, l'an 1680. le 24. jour de Novembre avant midi, & ont Leurs Alteſſes Royales ſigné ſes preſentes doublet. Signé, PHILIPPE, ELISABETH-CHARLOTTE, THOMAS, & BECHET.

Les deux Copies ci deſſus ont été collationnées à leurs Originaux par moi Remi le Petit, Notaire Imperial & Public à Francfort.

Second Inſtrument du Contrat de Mariage entre PHILIPPE Duc d'Orléans, & ELISABETH-CHARLOTTE Princeſſe Palatine du Rhin, fait & paſſé au Châteaude Versailles, le 6. Novembre 1671. [Recueil de Leonard Tom. III. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve ainſi dans LUNIG, Teutiſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abtatz I. Num. 64.]

AU NOM DE DIEU. ſçaſſent tous preſens & à venir, que comme le Roi a toujours en un très-grand deſir de procurer & concourir en toutes choſes à la ſatisfaction & aux avantages de Monſieur Fils de France, Duc d'Orléans, ſon Frere Unique; Sa Majeſté dans la reſolution que mondit Seigneur a pris de ſe remarier, a bien voulu lui procurer une Alliance

ſortable à la grandeur de ſa naiſſance : & pour cet eſſet aiant conſideré qu'entre toutes les Princeſſes de l'Europe ſur leſquelles elle auroit pu jeter les yeux, la Princeſſe Eleſtorale Eliſabeth-Charlotte, Palatine du Rhin, ſeroit plus convenable, tant pour ſon ancienne & illuſtre naiſſance, que pour les divers Alliances que les Princes ſes Pere & Aïeux ont eu avec cette Couronne. Sa Majeſté en aroit fait faire les propoſitions ſur leſquelles les Articles & Conditions néceſſaires pour parvenir à l'accompliſſement dudit Mariage ſuivant le conſentement que nôtre S. Pere le Pape en a donné en ont été arrêtés & ſignés. Pour ce eſt-il que du conſentement & volonté de très-Haut, très-excellent & très-puiſſant Prince Louis, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; & de très-Haute, très-excellente & très-puiſſante Princeſſe Marie Thérèſe, par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouſe de Sa Majeſté, ſont priens très-Haut & très-puiſſant Prince Philippe, ſon Fils de France, Frere Unique du Roi, Duc d'Orléans, de Valois & de Chartres, Seigneur de Montargis, ſon Fils de France, d'une part. Et Meſſire Iſidore Ravel de Rammingen, Conſeiller & Rendant près Sa Majeſté, de très-Haut & très-puiſſant Prince Charles Louis, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier Prince, Eleſteur du S. Empire, Duc de Baviere, aiant Pouvoir & Procuracion de mondit Seigneur Prince Palatin; & de très-Haute & très-puiſſante Princeſſe Eliſabeth-Charlotte, Comteſſe Palatine du Rhin, Duchèſſe de Baviere, Fille de mondit Seigneur Prince; & de très-Haute & très-puiſſante Princeſſe . . . de Heſſe ſon Epouſe, ladite Procuracion étant en parchemin écrite en Latin, expédiée ſous les ſignatures de mondit Seigneur Prince & Princeſſe ſa Fille, & ſcellée de leurs Sceaux ſur lacs de ſoie & argent, datée à Strasbourg le vingt-deuxième Octobre dernier, ancien ſiſle, & premier Novembre preſent mois ſiſle nouveau, demeurée avec les Articles dudit Mariage, ainſi ſignés & datés comme ladite Procuracion, annexés à la Minute des preſentes, après que ladite Procuracion a été paraphée, & ſurſcrite, dudit Sieur de Rammingen, d'autre part; leſquelles Parties de leur bon gré, pure & franche volonté, ont convenu & accordé ce qui eſt ſuivant.

I. C'eſt à ſçavoir, mondit Seigneur Duc d'Orléans prendra pour Femme & Epouſe madite Dame la Princeſſe Eliſabeth-Charlotte, par foi de Mariage, comme ainſi madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc ſolennellement à la face de la Sainte Eglife Catholique, Apoſtolique & Romaine.

II. Auſſi tôt que le preſent Contrat de Mariage ſera mis entre les mains de mondit Seigneur Prince Palatin, ce qui ſe doit faire inſtamment, madite Dame Princeſſe ſera conduite juſqu'en la Ville de Metz, aux fraix de mondit Seigneur Prince Eleſteur Palatin, avec un Equipage, Meubles & Habits convenables à ſa condition.

III. Le Sieur Maréchal Duc du Pleſſis-Praslin ſe trouvera en ladite Ville de Metz de la part de Sa Majeſté & de mondit Seigneur Duc d'Orléans, avec Procuracion ſuffiſante pour faire les Epouſailles avec madite Dame Princeſſe, au nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Enſuite ledit Sieur Maréchal épouſera en vertu de ſon Pouvoir & Procuracion madite Dame Princeſſe, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Dame Princeſſe à Metz, avec toutes les ſolennitez requiſes.

V. Après quoi ladite Dame Princeſſe ſera conduite par très-Haute & très-puiſſante Princeſſe Anne de Gonzagues de Mantoué, Comteſſe Palatine du Rhin, Duchèſſe de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur de ſe trouver, dans lequel lieu le Mariage ſera confirmé & consommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Eleſteur a conſtitué en Dor, & fait don à madite Dame Princeſſe ſa Fille de la même Somme que les Princeſſes de la Ma'ſon Palatine ont accoutumé de recevoir, & que ſes Etats dont il eſt à preſent en poſſeſſion, ſont en uſage de donner en pareilles occasions, qui ſera delivrée partie en argent, partie en Bagues, dont Inventaire & eſtimation ſera fait, & lui tiendront nature de propre, laquelle Somme ſera pa'ée dans un an après la conſommation du Mariage, & pour la ſûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles de mondit Seigneur Duc d'Orléans ſeront hypothéqués du jour du paiement, & ſpecielement une Terre de la va-

ANNO la valeur au moins de ladite Somme, au choix de
1671. mondit Seigneur Duc d'Orléans.

VII. Ladite Dame Princefse fera autorisée par mondit Seigneur futur Epoux, pour renoncer, comme elle renonce dès à présent à tous Droits successifs sur tous les Biens Souverains & Fеодеaux, Paternels & Maternels situés en Allemagne, se réservant seulement ses Droits sur les Biens de même qualité situés hors l'Allemagne & les Allodiaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneurs & Dame futurs Epoux communs en tous Biens meubles & Conquests immeubles, qui seront par eux faits durant & durant ledit Mariage, suivant la Coutume de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens, meubles & immeubles, qui de présent appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orléans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne, déclarant mondit Seigneur Duc que depuis le décès de défunte Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, duquel Inventaire recollement fera fait avant la célébration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minute des présentes.

IX. Mondit Seigneur Duc d'Orléans pour la singulière affection qu'il porte à ladite Dame Princefse sa future Epouse, lui donnera des Pierrieres, Bagues & Joiaux pour la Somme de cent cinquante mil Livres, à la charge que arrivant le predecès de ladite Dame Princefse sans Enfants, lesdites Pierrieres, Bagues & Joiaux lui seront restitués & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite Communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orléans, en cas qu'il predecède ladite Dame sa future Epouse sans Enfants, après toutefois le décès de ladite Dame Princefse qui en jouira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur Duc d'Orléans a doté ladite Dame Princefse de la Somme de quarante mil Livres de Rente par chacun an de Dotaire prefix, en fonds de Terre de proche en proche, à prendre & en jouir par ses mains du jour que Dotaire aura lieu. Premièrement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son Appanage: & en cas que lesdits Biens ne soient suffisants, ledit Dotaire sera pris pour le tout ou partie sur les Terres de son Appanage. En outre donne à ladite Dame Princefse sa future Epouse le Château de Montargis garni de Meubles, comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure sa vie durant.

XI. En cas de predecès de mondit Seigneur Duc d'Orléans sans Enfants dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princefse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit décès, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y eut parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constitués, en Dot, qui se trouveront avoir été reçus par mondit Seigneur Duc d'Orléans, avec tous les Biens qui lui seront venus & echeus durant ledit Mariage par Donation, Succession ou autrement, ensemble ses Habits, Bagues, Joiaux & Meubles qu'elle aura apportés, dont à cette fin sera fait un bref Inventaire, fondit Dotaire & habitation audit Château de Montargis meublé, comme il est dit ci-dessus, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame fera acquittée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orléans; & pour raison de ce, & des autres Clauses & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princefse aura hypothèque sur lesdits Biens du jour du présent Contrat.

XII. Et si ladite Princefse future Epouse survivant avec Enfants dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, paient par elle le tiers des Dettes, mais s'il n'y a des Enfants & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de paier, & acquitter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame future Epouse vint à predecéder sans Enfants, ou avec Enfants dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orléans, à cause du Droit de communauté stipulé en faveur de ladite Dame Princefse; mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer ausdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation ou Heritage du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il soit

aliéné quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y eut parlé, ou qu'il soit fait rachapt d'aucune de ces Rentés, ou retiré quelque Domaine aliéné à elle appartenant, en sera fait autre emploi par ledit Seigneur futur Epoux: & à faute de ce faire par lui pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris sur la communauté, & si elle ne suffit pas, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se font les Parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs Biens quelconques, présents & à venir, sans jamais y contrevenir. Et furent les présentes faites & passées en la présence de tres-haut & tres-excellent Prince Monseigneur Louis Dauphin de France, de tres-haute & tres-puissante Princefse Marguerite de Lorraine Duchesse Douairiere d'Orléans, & de tous les Princes & Princefesses du Sang, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil de Sa Majesté, & de nous les Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté. Au Château de Versailles le 6. jour de Novembre 1671. Signé, LE TELLIER & COLBERT.

LXXI.

Traité entre l'Empereur LEOPOLD & LOUIS I. Nov.

XIV. Roi de France, pour Alliance & feuerie mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE, PERE, FILS & SAINT ESPRIT. Ainssi soit-il.

Comme ainsi soit que le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Leopold, Empereur élu des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & de Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Stirie, de Wirtemberg, & de Tsch, Prince de Saxe, Comte de Habsbourg, de Tirol, de Kiburg & de Gorice, Marquis du Saint Empire, de Burgau, & de la haute & basse Lusace, & Seigneur de la Marche Esclavonique, de Poutau & de Saline, d'une part. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chretien de France & de Navarre, d'autre. Apres avoir considéré l'estat present des affaires, auroient jugé qu'il leur seroit avantageux pour établir leur mutuelle feuerie, de s'engager reciproquement de telle maniere qu'ils puissent avoir une confiance plus entiere dans l'amitié l'un de l'autre, les Deputés de Leurs Majestés munis de leurs pleins Pouvoirs; Scavoir, de la part de Sa Majesté Imperiale, le Sieur Jean Paul Hoher, Baron Libre, Conseiller du Conseil Secret du Sadite Majesté, & Chancelier de la Cour & d'Autriche; & de la part de Sa Majesté Tres-Chretienne, le Sieur Jacques Brethel de Gremontville, Chevalier & Commandeur de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & Privé, Lieutenant General de ses Armées, & Envoyé extraordinaire auprès de l'Empereur, ont fait & conclu le present Traité au nom de leurs susdites Majestés.

I. La Paix de Monstier demeurera ferme & inviolable, & ne sera jamais rompu entre Sa Majesté Imperiale, tous les Etats, Vassaux & Sujets de l'Empire, d'une part; & Sa Majesté Tres-Chretienne de l'autre. Un des deux Princes n'aidera point les Ennemis présents ou avenir de l'autre, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement, d'Armes, d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ainsi qu'il est porté dans le susd. Traité de Paix auquel on se rapporte. Et il ne sera point permis à l'une de leursd. Majestés d'assister de quelque espece de secours qu'on puisse imaginer, ni de recevoir sous sa protection les Sujets ou Vassaux de l'autre, qui auroient excité contre l'autre une sedition, émotion, rebellion ou desertion, de quelque maniere ou en quelque lieu que ce soit.

II. Comme il n'est pas permis par cette Paix à aucun Etat de l'Empire de poursuivre son Droit par la force

ANNO
1671.

ANNO 1671. force ou par les Armes, mais que s'il y a quelque différend déjà mis ou qu'il s'en meuve dans la suite quelqu'un, chacun doit agir par les voies de la Justice, & que ce qui a été réglé par la Sentence du Juge doit être commis sans distinction à l'exécution des États; ainsi que les Loix de l'Empire touchant l'exécution des Sentences l'ordonnent. Le Roi T. C. ne donnera aucun secours directement ou indirectement, soit d'Armes & de Troupes, soit d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ni par lui ni par les autres, à ceux qui tâchent ou tâcheront de poursuivre leurs Droits par la voie des Armes: & il n'empêchera point non plus qu'on ne mette en exécution contre ces sortes de personnes, les Loix & les Constitutions de l'Empire, établies pour la défense & la conservation de la tranquillité publique. A l'égard des différends qui sont ou pourront être à l'avenir entre S. M. I. & S. M. T. C. ils seront terminés par une amiable composition; & si on n'en peut convenir, par des Arbitres nommés de chaque côté en pareil nombre: & s'ils ne peuvent s'accorder, par un Arbitre choisi par les deux Parties. La même chose sera observée entre le Roi T. C. & les Sujets ou Vassaux de l'Empire, touchant les différends déjà mis ou qui pourroient s'élever à l'avenir, entre S. M. T. C. & lesdits États, Sujets & Vassaux de l'Empire, soit qu'il n'y en ait qu'un ou qu'ils soient plusieurs: en sorte que tous ces différends ne seront point terminés par les Armes, mais par une amiable composition, ou par les Arbitres des deux Parties, en excluant toute sorte de violence. Et comme il a été dit dans le premier Article, que l'un des deux Princes ne pourra en aucune façon donner du secours aux Ennemis de l'autre, tout ce qui est porté dans le Traité de Munster, touchant les États de l'Empire, doit estre censé repeté ici, comme s'il estoit inséré mot à mot.

III. Comme il est de l'intérêt de l'Empereur, de tout l'Empire, & même de toute la Chrétienté, que la Paix d'Aix-la-Chapelle soit conservée en son entier, & que S. M. I. en desire avec raison à cause de cela la conservation, le Roi T. C. promet à l'Empereur de l'observer exactement dans tous ses Chefs ou Articles, sans aucune exception; afin qu'il soit ainsi libre à S. M. I. de promettre & de donner au Roi Catholique la garantie de ladite Paix d'Aix-la-Chapelle: & s'il est besoin Elle emploiera efficacement auprès dudit Roi Catholique, tous les offices nécessaires afin qu'il ne fasse rien contre cette Paix, mais qu'elle demeure stable pour le bien du repos universel. Afin donc que l'Amitié mutuelle entre l'Empereur & le Roi T. C. se conserve mieux à l'avenir, chacune des Parties aura soin de Puissance, de l'honneur, & des avantages de l'autre, & même du Roi Catholique. S. M. I. en considération de la promesse que le Roi T. C. vient de faire d'observer ladite Paix d'Aix-la-Chapelle s'oblige & promet que pourvu que ladite Paix soit conservée en son entier de la part du Roi T. C. s'il s'élevait une Guerre ouverte hors des Cercles & Fiefs de l'Empire, que les États ou Vassaux de l'Empire possèdent, entre le Roi T. C. d'une part, & les Rois d'Angleterre & de Suede, & les États des Provinces-Unies de l'autre part; en ce cas il ne se mêlera point de cette Guerre, ni par lui ni par autre, si ce n'est par une entremise de ses offices pour procurer la Paix; & il ne fera aucune Confédération avec les uns ni avec les autres pour leur défense, & contre le Roi T. C. & il ne donnera dans le cas ci-dessus, soit ausdits Rois d'Angleterre & de Suede, ou aux États Généraux, s'ils sont Ennemis du Roi T. C. aucun secours en Armes, Argent, Conseil, ou quelque autre chose que ce soit, & tout cela pour une plus grande confirmation de leur véritable amitié, & des Traités de Paix qui ont déjà été faits.

IV. On ne dérogera point par cette Confédération à celles que l'Empereur a faites jusqu'à présent, ou fera à l'avenir pour la défense des Terres ou Fiefs de l'Empire ou de ses Roisumes & Provinces, de même que par cette Convention on ne déroge pas non plus à l'Alliance, ou aux Alliances que le Roi T. C. a fait ou fera pour la défense du Royaume de France: Avec néanmoins ce tempérament & explication, que l'Empereur ni le Roi T. C. sous prétexte ou pour raison des Alliances qu'ils ont conclues ou concluront à l'avenir, ne feront ou ne stipuleront aucune chose qui soit contraire à cette Convention. Que cette Confédération ne préjudiciera aussi en rien aux Garanties que l'Empereur ou le Roi T. C. ont promis dans la Paix d'Oliva, & ensuite dans la Paix qui a suivi en

l'année 1666, entre lesdits États Généraux, & l'Évêque de Munster.

V. Cette Alliance sera gardée fort secrète, & ne sera en nulle façon communiquée à qui que ce soit, sans le consentement de l'autre Partie. Leurs Majestés auront aussi soin & feront en sorte qu'elle ne soit pas publiée & divulguée par leurs Ministres qui en ont présentement connoissance.

Toutes ces choses ont été conclues entre lesdits Plénipotentiaires de Leurs Majestés, en vertu des pleins-Pouvoirs qu'ils en ont reçu de leurs Maîtres, & qu'ils ont échangés réciproquement, sous la promesse que lesdits Plénipotentiaires des deux Parties ont fait de délivrer & échanger dans six semaines, à compter de ce jour, les Ratifications de l'Empereur & du Roi T. C. En foi de quoi ce présent Traité a été signé, & muni du Sceau des Armes desdits Sieurs Plénipotentiaires. Fait à Vienne le premier jour de Novembre de l'année 1671. Signé, LE CHEVALIER DE GREMONTVILLE. JEAN PAUL HUCHER L.B.

LXXII.

Abé d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Es- 17. Dec.
pagne & les PROVINCES-UNIES des Pais-
Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la
Haye le 17. Decembre 1671. [Manuscrit.]

L'ESTAB-
LISSE-
MENT, ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

I. NOUS Don Manuel Francisco de Lira, Intro-
ducteur des Ambassadeurs en Espagne, & En-
voyé extraordinaire du Roi, auprès des Seigneurs
Etats Généraux des Provinces-Unies.

Comme ainsi soit, que lesdits Seigneurs Etats aient
fait connoître par leurs Deputés, qu'ils desiroient sça-
voir, ce qu'ils se pouvoient promettre de la Reine
ma Maîtresse, en cas que le Roi Très-Christien vint
à attaquer quelques Terres, Villes ou Places de la
Jurisdiction desdits Seigneurs Etats, ou dans lesquelles
ils ont leur Garnison, de quoi ayant été rendu
compte à Sa Majesté, elle a trouvé bon, portée d'un
zèle particulier pour la conservation du Corps Bel-
gique, de nous faire déclarer & promettre (ainsi que
nous déclarons, & promettons par cettes) que toutes
& quantes fois que lesdits Seigneurs Etats, seront
attaqués par la France, directement ou indirectement
es dites Terres, Villes, ou Places, Sa Majesté les
fera secourir (bien qu'elle ne s'y trouve obligée par
aucun Traité) de toutes les Troupes, & de toutes
les manieres qu'elle pourra; mais si pour raison de
ces secours, Sa Majesté fut attaquée par le Roi Très-
Christien, en quelqu'un de ses États, qu'en ce cas-là,
on fera agir toutes les forces de part & d'autre de
commun concert, en toutes les entreprises, qui seront
jugées nécessaires pour les assistances reciproques, &
le bien de la cause commune, & de ce que dessus, nous
nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté
en bonne & dévée forme, dans l'espace de deux mois.
Fait à la Haye le dix-septième du mois de Decembre
1671. Etoit signé,

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

II. Les sousignez Deputés des Hauts & Puissans
Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des
Pays-Bas, ayant vu & meurement examiné la déclara-
tion & promesse de secours faite, passée & signée ce
jourd'hui par Monsieur Don Manuel Francisco de Li-
ra, Envoyé Extraordinaire du Roi d'Espagne, au
nom & de la part de Sa Majesté, & y voulant corres-
pondre de même, ont déclaré & promis, déclarent
& promettent au nom & de la part de leurs Hautes
Puissances qu'outre l'obligation qui est déjà acquise
à Sa Majesté par la Garantie (qui demeure en son en-
tiere force & vigueur) du Traité de Paix conclu entre
les deux Couronnes à Aix-la-Chapelle le 2. de Mai
1668. promise par leurs Hautes Puissances, que toutes
& quantes fois, que Sadite Majesté sera attaquée par la
France directement ou indirectement es Provinces,
Terres, Villes ou Places, qui appartiennent au susdit
Roi d'Espagne, ou dans lesquelles Sa Majesté aura
Garnison, leurs Hautes Puissances feront secourir Sa
Majesté de toutes les Troupes & en toutes les manie-
res qu'elles pourront, mais si pour raison de ce se-
cours leurs Hautes Puissances fussent attaquées par le
Roi

ANNO

1671.

Roi Très-Chrétien en quelqu'une des Provinces, Villes & Places qui leur appartiennent, ou dans lesquelles elles ont leur Garnison, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de concert commun en toutes les entreprises qui seront jugées nécessaires pour le secours réciproque & pour le bien de la cause commune, & se chargeront lesdits Sieurs Députés de leurs Hautes Puissances par les présentes de fournir dans deux mois sur ce que dessus la Ratification de leurs Hautes Puissances en bonne & dédée forme. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. *Étoit signé,*

(L.S.) J. van Gent.
(L.S.) Johan de Witt.
(L.S.) G. V. Hoolek.
(L.S.) H. ter Borch.

(L.S.) D. van Wyngarden.
(L.S.) Nic. Staefwisse.
(L.S.) E. V. Bootsma.
(L.S.) B. Grnys.

LXXIII.

1672. *Traité entre l'Électeur de COLOGNE, & la Ville de même nom. Fait à Cologne, le 2. Janvier, 1672. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 545. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europ. Tom. X. pag. 444. en Allemand, & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abthcil. III. Abtatz III. pag. 460.]*

POSTquam inter Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, ejusque Archidiecesin ex una, nec non Consules & Magistratum Civitatis Colonienfis ex altera, partibus, variae differentiae ac controversiae à longo tempore hucusque exortae, aded creverunt, ut causam utrinque dederint variarum, earumque periculorum diffidentiarum: Hinc ad praecavendum mala, quae timentor exinde ventura & ad Pacem tranquillamque securitatem conservandam, clementissimè permota & inducta Sacra sua Caesarea Majestas, omnes hasce hinc inde controversias amabili compositione terminandas, Celsissimis, & Serenissimo, Principibus Electoribus Mogentino, Trevirensi & Brandenburgensi commisit: Qui etiam pro ejusdem Caesarea Commissionis debita partitione per suos Subdelegatos cum Mandatis sufficientibus Coloniam Agrippinam circa principium nuper praeteritis mensis Junii missos, ibidem 25. ejusdem mensis dictam Commissionem, coram utriusque partis Deputatis publicè, amabili compositionis initium fecerunt, in ejusdemque pertractatione processerunt: Cui quoque fuit, scilicet praecavendum periculorum supradictorum, & retinendae communis securitatis, Principes deinde & Status Circuli Infra Rhenum-Westphalici in Conventu Circulari, nuper Bilefeldia indicto & habito, utile ac expediens esse judicarent, non modo diversas introducere ac suscipere deliberationes; sed insuper etiam insignem Deputationem unà cum Directorio resolvere & destinare: Prout quidem etiam illi omnes suas curas & cogitationes in propositum Caesareorum Dnn. Subdelegatorum finem quam optime & secundumque provehendum per tempus aliquod contulerunt: At verò in ipso progressu, non minus Caesarei Subdelegati, quam memorati Circuli Deputati, causam principalem ab ipsa compositione procul adhuc abesse, interea autem diffidentiarum utrinque natam adaugeri, ac inde plurimum violentiarum pericula magisque in metum venire, observarunt: hisce autem ita pendentibus, etiam Celsissimus Episcopus ac Princeps Monasteriensis ejusdem mensis avertendi curam studio perquam singulari & eximio in se suscipiens, in viciniam Civitatis Colonienfis ipsemet accessit, ac praeter Caesareos D. D. Subdelegatos unà cum reliquis ex dicto Directorio aliisque Circuli praesentibus Dominis Deputatis pro exequenda Augustissimae Caesareae Majestatis Caesareorumque Dnn. Commissariorum intentione, praedictum securitatis punctum, (ad cujus quippe promotionem memorata Circuli Deputatio ex supra relatis causis praecipue resoluta ac instructa fuit) absque mora assumens, tam praesentem Serenissimum Electorem Principem, quam etiam Civitatem, cum debito respectu, & serò desuper convenit, tandemque utriusque partis desiderio, & mente percepta, ac simul diligentia, quae fieri potuit, adhibita, cum ejusdem utriusque partis placito & assensu, mediante hac Transactione provisionali citra tamen praedictum Caesareae Commissionis & Subdelegationis, conventum, transactionem & con-

clusum est, securitatem istam modo subsequenti fundandam, stabilendam subsequenque ratione constanter observandam, ac illi contrarium nihil prorsus attendendum.

ANNO

1672.

Et quidem primò, ut memoratos Serenissimum Principem Electorem Colonienfis, sub Principis fide & verbo sub sua manu & Sigillo in scriptis, & accedente Metropolitanis Capituli consensu, Civitati Colonienfi spondeat, & caveat, quod nec ipse, nec ejus Successores in Archidiecesi praedictam Civitatem Milite proprio aut alieno ullatenus obfidere, circumcingere, coangustare, aut inquietare; nec etiam per arresta, repressalia, inhibitiones, prohibitiones aut executiones, aliove quocunque modo, in suis forisumque Civium & Incolarum personis, immobilibus aut mobilibus bonis, redditibus, Navibus & Mercibus ad Mercatorem spectantibus, quavis ratione & viâ, aut aliâ in Juribus suis gravare debeant. Et casu quo à sua Serenitate, ejus nomine, aut per ejusdem jam tum collectos, aut deinceps colligendos proprios, uti & aliter recipiendos Milites, Civitati ejusdem, Civibus & Inquilinis, sicuti praedictum, praeter omnem opinionem, damnum aliquod inferatur, quod hoc ipsum vellet reparare.

Et contrà, secundo, ut Consules & Magistratus Civitatis Colonienfis cum consensu totius Communitatis reprovintant, quod Milites extraneos, modo & forma apud sequentium tertium Articulum fusius relato, dimittere, & cavere velint, quod nec per suos Cives nec per collectos, aut deinceps colligendos proprios aut alias fuscipiendos Imperii & Circuli Milites, Serenissimo Principi Electori, ejusdem Archidiecesi & Terris earundemque Incolis ex Civitate & nomine Civitatis ullum omnino damnum directè vel indirectè inferri, nec Clerus, nec sua Serenitatis Ministri in ipsa Civitate quocumque modo molestari, nec insuper in sapus memoratae sue Serenitatis ejusdemque Archidiecesis, in & extra Civitatem possessis Juribus, Jurisdictionibus, earundemque exercitio ulla usurpatio aut invasio fieri, nec quicquam novari, & casu quo Serenissimo Principi Electori ejusdemque Archidiecesi & hujus Incolis damnum aliquod ex Civitate & nomine Civitatis adversus hanc illatum fuerit, illud ipsum per eosdem redintegrari & rescitari debeat.

Ut igitur tertio Civitas Colonienfis extraneorum, uti dictum, Militum dimissione factâ, in tuto esse ac manere, insuper etiam Pax & tranquillitas in Circulo Westphalico retineri possit, Civitas quondam Legionem Pampilianam ita dictam, servituti & Sacramentum relaxatum & liberatum ad promissum & cautum Salvum Conducum dimittere, nec ullum extraneum Militem impollerum, excepto casu Articuli ultimi §. *Quâ etiam ratione* &c. admittit. Ate talem dimissionem verò, aut ad minimum circa idem tempus, & pari passu pro securitate sua suscipiet ex illis, in Conventu Westphalici Circuli Bilefeldia nuper celebrato, conventis Copiis Auxiliariis 1200. Pedites, ejusdem Circuli stipendio persolvendo & cauto, ac non tantum illorum plures, quando opus habuerit & requisiverit à memorato Circulo aut ejusdem Principibus Directoribus insalubriter & absque mora expectabit, atque de illis deinceps certa existeret: sed praeterea etiam ipsi liberum erit, Sacram Caesaream Majestatem, nec non tres ad amicabilem praesentium differentiarum compositionem, Deputatos Dnn. Commissarios & Principes Electores pro consimili mittendo fortè desideratorum militum auxilio, pari modo & contributione cautorum sumptuum, submississimè & submissè implorare, quemadmodum & Vicinos Circulos pro ejusmodi resolutione ac declaratione ad pleniorum sui assuecutionem in casu necessitatis interpellare & requirere: Ad haec Consules & Magistratus praesentabant ac nominabant qualificatum & Circulo dignum Chiliarum, qui jam dictis Copiis Circularibus in memorata Urbe praestit: Ille vero & reliqui Officiales juxta normam Recefsum Circularis Bilefeldia nuper conclusi, à Directorio unà cum ceteris ad has Colonienfis differentias Dnn. Deputatis praesententur. Dicit porro Milites, quamdiu in Urbe manserint sequentur praesati Magistratus Imperium, & quando eidem placerint, inde migrabunt: Iste Chiliarus autem & reliqui Officiales unà cum dictis Circuli Copiis Auxiliariis, simul etiam Civitatis fidelitatem jurabunt, idque hac reservatione, ut Civitas per hac nulli Bello, quod ab uno fortè altero Circuli aut Imperii Constanti in particulari, praeter spem geri possit, sese velit immiscere.

Quia etiam, quartò inchoatum, Munitionis seu Fortificationis opus periculosos controversis occasione facile

facile præbere possit; atque sic ejusdem perfectio debeat apud hunc securitatis punctum merito in considerationem venire: Ideo Serenissimus Princeps Elector pro contestatione pacifici sui animi, permittit & concedit ut tale opus ad finem perducatur, hac tamen conditione, ut Urbis Colonienfis Magistratus in Scriptis caveat, de opere ejusmodi demoliendo, retituendoque, aut aliudè desuper Archidiecefis idoneè satisfaciendo, si posthac examinatio Negotio in Possessorio aut Pettitorio pronuntiatum fuerit, loca & fundos, in quibus edificatum opus est, esse de Archidiecefis Colonienfis Territorio: nec non juxta suam jam tum factam declarationem de indemnisatione, privatos illos, ad quos fondi spectant, in quibus cespites effossi sunt, uti etiam de non accrescendo Civitati, neque ab eadem prærendendo ullum jus novum per cespitationem in ita dicto Burbano factam.

Ut, quintò, omnes Controversie inter sæpè memoratum Serenissimum Principem Electorem & dictam Civitatem Coloniensem proptus tolli, ac per hoc securitas isthæc tantò minus violari possit, utrinque conventum est, ut omnes ac singule hinc inde motæ præsentationes & actiones, sive in lite de præsentis pendente sive non, cujusdemque nominis & undecunque descendant, in Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Camerali Spirensi, juxta ordinationem novissimi Imperii Recessus de Anno MDC LIII. in illis sex ibidem præscriptis terminis peremptoriis, absque concessione ullarum in citato Imperii Recessu veteriarum prorogationum, aut dilationum, quàm fieri potest, brevissimè expeditur: Et quidem in specie in probatorio termino Commissarii idonei, utrique Parti, ad examinandum testes, ad productionem & transumptionem Documentorum, vel inspectionem loci, aliam deputentur: Et talis Commissio ab iisdem, in Partis utriusque præsentia, in loco, nempe ubi Documenta asservantur, sive Colonie, sive Bonne, perficiatur: atque Sacra Cæsarea Majestas submississimè imploreter, quatenus dignetur præfato Camerali Judicio ferèd injungere, ut super Controversiis hujusmodi secundum superiorem Ordinationem ad summum infra quinquennium, à die institutionis querelæ, cognoscat, easque deciderit: Reali verò executio judicati fiat pro causam gravitate, infra tres aut ad summum infra sex menses, à die publicationis numerandos, illudque in hoc Article nominatum tempus observetur: Quod si præter spem, ob unius alteriusve Partis moram, tale tempus frustra effluerit, integrum erit Parti aut ad ejusdem Transactionis observationem Transactionem habere observanti ulterius agere, aut aliis jure suo uti, ad eum modum, quo ante hujus Transactionis Conventionem uti liceat & potuit.

Interea etiam & quousque supradictæ præsentis ac futura controversiæ, secundum superiorem normam funditus sublata & sopita sint, tam, sextò, Serenissimus Princeps Elector, ejusdemque Archidiecefis, quàm ipsa quoque Civitas, inanebunt & continuabunt, quoad Jura & Jurisdictionalia in & extra Urbem in possessione, detentione, exercitio, & usurpatione illà, in quâ hinc inde Partes de præsentis sunt.

Ubi, septimò, sæpius memoratus Serenissimus Princeps Elector consentit, & vigore hujus permittit, quòd, licet opinione Serenitatis suæ, Civitas præter omnem expectationem, pendente supradicta Juris viâ, in uno aut altero, adversus superiorem suam pollicitationem quidpiam attentaverit; nihilo tamen minis sua Serenitas viâ facti vel armibum, ut etiam, intra quinquennium à dato hujus Transactionis computandum per modum arefci, prohibitionis, repressaliorum vel executionis nentiquam procedere; sed talia insperata attentata, aut etiam quando aliâs in uno alterovè puncto super dicto statu possessionis vel detentionis, exercitii vel usurpationis, dubium fortè aliquod vel contentio emerferit, illud præfato Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Spirensi committere velit: Quemadmodum etiam Civitas similiter ab omnibus attentatis, uti etiam dictum, abstinebit, & desuper memorati Cameralis Judicii Cognitioni acquiescet: quod Judicium super punctis dubiis & controversis ratione possessionis, detentionis, exercitii, vel usurpationis (postquam eadem summarie, & tantummodò in duobus productis intra quadrimestre coràm Jure Consultis in Urbe Colonienfi ad hoc ab utraque Parte nominandis instructa, ac deinde Adâ ad memoratum Cæsarem & Sacri Imperii Judicium Camerale transmissa fuerint) de plano & ad summum intra trimestre à die receptorum Actorum cognoscat & judicabit; cui judicatio, donec causa prin-

cipalis decisa fuerit, omninò parebitur: Post lapsum verò prædicti à dato hujus currentis quinquennii, Partibus Jura sua priora salva erunt & manebunt, & quod Cæsareum Camerale Judicium interea aut postea judicabit, illi ab utraque Parte obtemperabitur.

Et quamvis, octavò, omnia, tali modo, uti dictum, viâ Juris relicta sint, nihilominus tamen potest per Cæsaream Commissionem & Deputatos ad illam Dnn. Subdelegatos, uti etiam per alios Pacis amantes Imperii ac Circuli Electores, Principes, & Status, quousque unicuique visum fuerit, amicabile compositione ulterius quovis meliori modo tentari, & ip illam opera conferri. Et quoniam pars controversiarum ita comparata est, ut si amicabiliter componi nequeant, saltem coràm quibusdam ab utraque Parte diligendis Jure Consultis, in Urbe Colonienfi, intra certum hinc inde placitum breve tempus infra, submitti, Adâ irrotulari, irrotulata Spiritam miti, desuperque per præfatum laudabile Cameræ Judicium intra determinatum ac breve tempus judicari possit, sic per talem amicabilem compositionem quoque tentari possit, utrum & quousque utraque Pars etiam in his possit adduci ad concordiam.

Ut igitur superiora omnia in omnibus ac singulis suis Punctis & Clausulis, sic ut præfatur, robur suum tantò magis obtineant, & juxta Literam observentur;

Sacra sua Cæsarea Majestas, nonnò, tam per Celsissimos Cæsares Dnn. Commissarios, quam etiam Westphalici Circuli Directores, aliosque Principes ac Status, uti non minus à dicto Serenissimo Principe Electore, & Civitate Colonienfi, decenter & submississimè implorabit, non tantummodò, ut hanc pro utrisque securitate conventam Transactionem clementissimè confirmare, & ejusdem observationem pro decisione supradictarum controversiarum antefato Cameræ Judicio mandare, verum etiam eandem tutari seu garantigare clementissimè dignetur. Cujus etiam ratio talis seu Garantigia pariter à supradictis Celsissimis Cæsaribus Dnn. Commissariis Principibus Electoribus Moguntino, Trevirensi, & Brandenburgico, nec non à Westphaliæ & inferioris Saxonie Circulis eorundemque Directoribus Principibus ac Statibus, generatim vel singulatim petetur. Insuper verò etiam memoratæ Angustissimæ Cæsareæ Majestati supplicabitur, quatenus Eminentissimò Principi Electori Moguntino committere dignetur, ut ille in casum necessitatis, quo hæc Asscuratio & conventa Puncta, præter omnem spem ulla ratione labefactentur & perstringantur, quancumque Circulos juxta Imperii Executionis Ordinationem & Recessum de Anno 1555. §. *So sich dan*, &c. ad defensionem Partis læsæ & observationem hujus Transactionis conscribat, juxtaque citatam Imperii Executionis Ordinationem ad ulteriora procedat. Quâ etiam ratione sæpè dicto Serenissimo Principi Electori vel Civitati, illi videlicet Parti, quæ præter opinionem omnium, metum & vim adversus hanc Transactionem patetur, in tali necessitatis casu, ac præfatum ob cunctationem & moram supradictæ tionis seu Garantie, aut insperatum ejusdem executionis defectum, liberum est, etiam auxiliis Extraneorum juxta modum Instrumenti Pacis Monasterio-Osnabrugensis, ad arcendam ejusmodi vim, uti.

In cujus testimonium non tantum super hac Transactione, necessaria Originalia expendantur: eorundemque alia nomine sæpius memorati Serenissimi Principis Electoris Colonienfis & illius Metropolitani Capituli subscripta ac sigillata, Civitati; alia verò nomine dictæ Civitatis pariter equaliterque subscripta ac sigillata, memorato Serenissimo Principi Electori, & illius Capitulo Metropolitano: ab utraque autem Parte, alia Cæsareæ Subdelegationi & Inferioris Rhenani Westphalici Circuli Directorio ac Deputatis singulatim extradentur: verum etiam complura exemplaria nomine dictorum Celsissimorum Cæsareorum Dominorum Commissariorum, ab eorundem Dominis Subdelegatis, & nomine jam memorati Circuli à Celsissimo Principe Monasteriensis imprimis, ac deinde à dicto reliquo Circuli Directorio præsentibusque Circuli Deputatis subscribentur, sigillabuntur, signis illorum corroborabuntur, & similiter extradentur, Ratificatio eorundem autem infra septem dies procurabitur, & hinc inde communicabitur. Sic actum 11. Januarii MDC LXXII.

ANNO
1672.Nominis *Cæsarea Commissionis pro parte Eminentiſſimi
Principis Electoris Moguntini &c.*(L.S.) *Fridericus Greiffenclau von Vollratz.*
(L.S.) *Constantinus Bertramus.**Pro parte Eminentiſſimi Principis Electoris Trevi-
renſis &c.*(L.S.) *Antonius Sohler, manu propria.**Pro parte Sereniſſimi Principis Electoris Branden-
burgici &c.*(L.S.) *Conradus von der Reck.*
(L.S.) *Wernerus Guilielmus Blaspeil.*
(L.S.) *Ezechiel von Spanheim.*(L.S.) *Chriſtophorus Bernhardus, Episcopus Mo-
naſterienſis.**Pro parte Juliae Cliviae.*(L.S.) *Franciscus Liber Baro de Giese.**Pro parte Cliviae Juliae.*(L.S.) *Wernerus Guilielmus Blaspeil.**Pro parte Paderbornae.*(L.S.) *Casparus Philippus von Kettler.**Pro parte Naffoviae Evangelicae.*(L.S.) *Joannes de Beyer.**Pro parte Werdenae.*(L.S.) *Joannes Brandt.**Pro parte Tremorae.*(L.S.) *Joannes Brandt, ad requisitionem nomine
Conſtituti &c.**Receſſus annexus.*

Sciendum, quandoquidem inter Sereniſſimum Prin-
cipem Electorem Colonienſem, & Conſules ac Sena-
tum Civitatis Colonienſis, poſt decuſum & transac-
tum Securitaris punctum, nonnullae adhuc, ratione
cauſae Sulzerianorum & Heſſelmanni, nec non ratione
executionis Sententiarum, à ſuae Serenitatis Officialibus
in iudicio latorum ac ferendarum controverſiae particu-
lares intercedant. Hinc illae cum utriusque Partis con-
ſenſu, per Cæsareos Dnn. Subdelegatos in modum ſe-
quentem per Receſſum hunc acceſſorium ita quoque
compoſitae & expeditae ſunt, ut eadem ſub illa, in Re-
ceſſu, principali convenià Guarantiæ æque bene com-
prehenſae eſſe debeant; Et quidem primò, poſtquam in
ita diſſa Sulzerania & Heſſelmannica cauſa omnis ge-
neris difficultates ſeſe prodiderant, quando à parte Se-
reniſſimi Principis Electoris exiſtimabatur, Decretum
ſub VI. Martii anni currentis in alto iudicio latorum,
eſſe executioni mandandum, Conſules & Senatus verò
contrarium, & per hoc Juri ſuo derogari ſuſtinebant,
atque ita ſuper hac cauſa in medium adductae variae
conditiones nullum effectum habuerunt. Hinc tandem
(ſalvo tamen per expreſſum, quod hic caſus neutri Par-
ti aliquod præjudicium conciliare, nec in conſequen-
tiam trahi, Partibus juſta ſua deſenſio reſervata eſſe de-
beat) ad conventum ac tranſactum eſt, quòd in illa,
Heſſelmannum & ambos Fratres Sulzer concernente
cauſa, in eventum, quo Ceſſiſſimi Principis Monaſte-
rienſis interceſſio non aſſequatur deſideratum effectum,
decuſio Cameralis iudicii juxta expreſſum tenorem in
puncto ſecuritatis reparabilis Articuli ſeptimi, in eo-
que contentae brevioris via ſuper modo procedendi, & qua-
liter à diſto alto iudicio ulterius procedendum, expec-
tari; Interèa verò & donec illa inde ſecura fuerit, ſu-
pertracte tres perſonae ea in cuſtodia; in qua nunc exi-
ſtunt, manere, ac ea violata in illos propterea per Ma-
giſtrum debite animadverti debeat. Quòd ſi interèa,

& pendente cauſa inſtigatione inter ſuam Serenitatem
& Conſules, Senatumque ſuper modo procedendi, uti
ſupra memoratum, amicalibus compoſitio iniri poterit,
illi per omnia parendum erit.

ANNO
1672.

Cum etiam, ſecundò, ratione executionis Sententia-
rum in Curia Officialatûs Colonienſis latorum conten-
tiones uſque hac ex eo capite exiſtant, quòd Conſules
& Senatus Civitatis Colonienſis pro aſſiſtentia eorundem
violentiarum iudicium ad executionem faciendam,
non mediante Vice-Comite, ſed per ipſummet Officia-
lem immediatè requiri voluerint: prout in uſu ſe habere
aſſeruerunt. Ex parte Sereniſſimi Electoris Colonienſis
autem hoc recuſatum, & ad obſervantiam contrariam,
quam tamen Conſules & Senatus non conceſſerunt,
relatio facta ſit, atque ita utriusque poſſeſſorium vel
quaſi, in hoc puncto diſputatum fuerit. Ut igitur pau-
peres & egeres Partes, quae cauſas ſuas apud præſatum
Officialatûs iudicium per Jus & ſententiam evicerunt,
diutius non deſtituantur competente auxilio, hinc Con-
ſules & Senatus ad aſſiduum Cæsareorum Subdelegato-
rum inſtantiam, tandem amore Pacis eò ſe declarave-
runt, quòd ipſi erga promiſſum ſuae Serenitatis Rever-
ſale, in quo Magiſtratus ſecurus reddatur, quòd hæc
declaratio eidem ne vel in minimo, in circumventionem,
præjudicium & conſequentiam interpretari, neutri Par-
tium etiam per hanc, novum quoddam Jus, in quo-
cunque poſſeſſorio vel petitorio accreſcere, vel jam
acquiſitum diminui vel auferri debeat, intra quadrimen-
tre ſpatium à dato hujus acceſſorii Receſſus computan-
dum, ſuos violentiarum Magiſtros, ad requisitionem
Vice-Comitis pro executione dictarum Sententiarum
concedere velint, & adhuc alterius utriusque conven-
tum eſt, ut coram quatuor imparcialibus Juriſ-Conſul-
tis, nominatim N. N. N. N. utriusque Partis funda-
menta & merita infra Menſis ſpatium ab hoc dato, hinc
indè in ſcriptis, producantur, deinde etiam ad contra-
agendum mediante poſitione quadam in ſcriptis, ſimili-
ter intra menſis ſpatium facienda, poſt verò neutiquam
admittenda invicem communicentur: In tertio menſe
autem tam pro una quam altera parte in hoc Proceſſu
ordinarii poſſeſſorii exhibitæ probatoria expediantur,
conſequenter abſque admiſſione ulteriorum productio-
rum ſeu aſſilatorum cauſa hæc pro concluſa acceptetur,
Acta prout Juriſ ac ſtyli inſtrumenta, ad Cameram
Imperialem pro decuſione tranſmittantur: ſubſequi adve-
nientis Decuſio publicetur, atque ita cauſa hæc pro certo
ſeu inſallibiliter iura memoratum quadrimenſre definitivè
decidatur, illique iudicatio, citra ullam contradic-
tionem & provocacionem, ab utraque parte per omnia
eoſque uſque parebitur, donec aliud in petitorio, locis
competentibus cognitum ac definitum fuerit. Illius in
fidem præſens Acceſſorius Receſſus tam per Cæsareos
Dnn. Subdelegatos, quam nomine utriusque Partium
ſubſcriptus ac ſignatus, Partibusque ſingulis neceſſaria
ejusdem exemplaria tradita ſunt. Sic actum Coloniae
11. Jan. M DC LXXII.

Nominis *Cæsarea Commissionis pro parte Eminentiſſimi
Principis Electoris Moguntini &c.*(L.S.) *Fridericus Greiffenclau von Vollratz.*
(L.S.) *Constantinus Bertramus.**Pro parte Eminentiſſimi Principis Electoris Tre-
virenſis &c.*(L.S.) *Antonius Sohler, manu propria.**Pro parte Sereniſſimi Principis Electoris Branden-
burgici &c.*(L.S.) *Conradus von der Reck.*
(L.S.) *Wernerus Guilielmus Blaspeil.*
(L.S.) *Ezechiel von Spanheim.*

LXXIV.

Abſchied zwiſchen Deputirten Rätchen der Churfürſten 27. Janv
und Ständen des Unter-Sächſiſchen Crefſes/ wie
auch Deputirten der Stadt Hamburg/ wegen des
Commerci und Schifffahrt auf der Elbe/ aufge-
richtet; Wodurch daſſelbe in abgang ſemmine reſtau-
riret/ die alten Zölle reduciret/ und alle nöthige mittel
zu deſſen vollkommener aufſichtung berordnet werden.
Geſchehen Hamburg den 27. Janv. 1672. [L v-
NIG,

ANNO
1672.

1672. Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Continuat. I. Fortſetzung II. pag. 351.]

C'est-à-dire,

Rechts conclu entre les Deputez Conſeillers du Cercle
de la BASSE-SAXE, & ceux de la Ville de
HAMBOURG au ſujet du Commerce & Navi-
gation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On
y convient des moyens neceſſaires & convenables
pour les rétablir en leur premiere ſueur. A
Hambourg le 27. Janvier 1672.

It wiſſen: Demnach nun von etlichen Jahren hero wahrege-
nommen worden: daß die Commercium und Schifffahrt auf
der Elbe je länger je mehr in Abgang kommen und zu beſahren
gerneß/daß dieſelbe endlich mit altem empfindlichen Abbruch und
Verringerung der Elb-Zolle Einnahme/ wie auch der Unterthanen
Nahrung zu ſchaden/ davon diversiret werden müßten/daß
die denn Elb-Commercio intereſſirte Chur-Fürſten und Stän-
de daher verurtheilt worden/ auf die Urſachen ſolchen Abgangs
und Schadens genauer zu inquiriren/ und ihre Gedanken dahin
zu wenden/ wie beſſelben geſcheut/ hingegen das Elb-Com-
mercium/ Land und Leuten zum Beſten und Aufnehmen/wieder
in vorigen guten Stand und ſich gebracht werden müßte.
Zu welchem Ende Sie ihre Räte und Deputirte An. 1662.
nacher Magdeburg und An. 1666. andern nacher Hamburg ge-
ſchicket/ und darüber notwendige Unterſuchung und Berath-
ſchlagung anſtellen laſſen/ darauf folgendes unter ihnen ſämmt-
lich zu beſtimmen/ in dieſem Monath lauffenden Jahres aber-
mahl ſuſammen zu kommen/ und auf Mittel und Wege zu ge-
denken/ wie vorgeſchichte Zweck zum ſchnellſten erreicht/ denen
Traſquillanten in ihren Deſideriis geholffen/ und alle Miß-
bräuche oder Exceſſe/ ſo die Schifffahrt bißhero gehindert und
beſchweret/ abgeſchafft werden müßten/ Welchem zu folge die
von hochgedachten Chur- und Fürſtlich Durchl.
anſehen abgeſchickte Räte/ und dieſer Stadt Hamburg Depu-
tirte/ ſich in unterſchiedenen Conſultationen und Handlungen
angelegen laſſen/ alle und jede eingekommene Mängel zuſam-
men zu tragen/ zu ermeßen/ und endlich ſich mit einander/ je-
doch biß auf gnädigſte Ratification ihrer hohen Herren Prin-
cipalen und Oberr/ folgender Punkten verglichen. Und zwar
gleich wie bekannt/ daß theils der angetragenen Mängel und Ge-
brechen ſich bey den Zoll-Städten bißher ereignet/ theils von de-
nen Schiffern und Kaufleuten ſelbſt herkömmt/ alſo iſt vorerſt
als ein gemeines Gravamen angewendet/ daß an den meiſten
Zoll-Städten die Kollen etwas erhöht worden.

I. Dabero einmüthlich geſchloſſen/ daß die bißhero ein und
andern Orts eigenmächtig erhöhte Kollen auf den alten Fuß/
wie ſie vor dem Krieges-Weſen gewesen/ reducirt und ange-
richtet/ dieſelbe durch den Druck publicirt/ und bey jeder Zoll-
ſtätte angehängt werden ſollen/ damit der Schiffer ſelbſt ſehen
und wiſſen könne/ was er an Zoll zu entrichten habe.
II. Man hat dabey vor ſich und zu beſtimmen/ daß ein
gewiſſes Maas der in den Zoll-Kollen benannten und gebrau-
chten Pachten/ Zölle und Gewichte verglichen/ und ſolches
den Zoll-Kollen/ auf wie viel Fuß jedes Fuß und Pacht zu re-
duziren/ einverleibet werden ſolle/ alſo/ daß der Zollner bald mit
einem Stab das Fuß oder Pacht ohne Verſchiedenheit beſſeln auf
der Stelle/ wo es liegt/ meſſen könne/ und dieſelbe nicht auf
die Waage gebracht werden dürffen. Weil aber ſolches ſämmtlich
Zeit erfordern wird/ und alſo vor nicht auszumachen geweſen/
So haben die Herren Chur-Fürſt Brandenburg. Geſandten über
ſich genommen/ daß ihres Orts ein Entwerff verfertigt/ her-
nach communicirt/ und nach eingekommenen Conſulten/ und mit
Bevilligung der andern (welche inzwischen auch ihres Theils
Hand mit anlegen/ und die Sache anſchreiben helfen wollen/)
die publicatio durch den Druck geſehen ſolle.

III. Wegen der Mißpel aber iſt hieby verglichen/ daß auf
allen Kollen nach Vernehmung Maas geſollt werden ſolle/ durch-
gehends in allerley Örtliche/ thut auf jeden Mißpel nach Mag-
deburger Maas vier Scheffel aus Maas oder Viertheil.

IV. Hiernach iſt anmuthet worden/ daß die Einnahme der
Zölle erſchiden und gewiſſenſchaften Leuten anvertraut werden
möchte/ die zwar billich der Herrſchaft Bedienung in acht nehmen/
nicht aber alzu rigoros mit denen/ ſo ſich des Elb-Commercii
gebrauchen/verfahren müſſen/ und ſolchemal ſollen die Schiffer
ohn erhebliche Urſachen oder gemiſchte Präſumptionen fürgehe-
der Fraudation nicht aufgehalten/ vielmehr fürſichtlich an Be-
ſchleunigung ihrer Reiſen gehindert werden/ und zu Vermeidung
aller ſolcher Klagen/ muß der Zollner/ ſo bald ſich das Schiff
an gewöhnlichen Ort geſetzt/ bey der General-Durchſchreibung der
verwandten Waaren/ ohne Verzug dem übergebenen Certifi-
cation oder Zoll-Zettel nachgeben/ die Zölle/ Pacht/ Ballen/
Stüben/ nach der Größe anſehen/ und ganz wie gewöhnlich vor
hult/ Viertheil vor Viertel verſtehen/ nehmen/ dem Schiffer ſoll
ſeine Rechnung/ was er von Zollbaren Waaren zu entrichten/
in Gegenwart ſeiner nach der aufgeſchriebenen Zoll-Kollen ge-
ma-

TOM. VII. PART. I.

che/ und von ihm ein mehes nicht als was es eigentlich aus-
trägt/ genommen/ über dasjenige auch/ was er bezahlet/dem
Schiffer eine beſondere Quittung gegeben werden.

V. Es haben auch die Schiffer Schifffahrt geſchiet/ daß
an den Zoll-Städten bißhero lauter Banco-Zölle geſordert wor-
den/ welches ſie abzuſtellen und mit courant-Münze zuſchie-
ben zu ſeyn gebeten: Alldieweil aber darauf niemand eigentlich in-
ſtruirter geweſen/ der Fürſtlich Mecklenburg. Schwern. Herr Ab-
geſandter auch/ daß er auf Banco-Zölle zu halten beſchliet/
angeſaget/ iſt es von allen ab referendum genommen/ ob es et-
wa dahin zu richten/ daß/ biß ein gewiſſer Reichs-Schluß des
Münzwesens halber erfolget/ die Heſſe an courant-Münze/
die andere Heſſe aber in Specie Reichs-Thalern oder Ducaten
entrichtet würde.

VI. Von geringen und denen Schiffern zuſehenden Sachen/
als was Sie zu ihren Unterhalt an Speis und Trant mit ſich
führen/ ſoll kein Zoll noch ſonſt etwas unter was pretext es
ſey/genommen werden/ jedoch daß es die Schiffer mindlich ange-
ben/ was etwa ein Schiff-Knecht an einen oder zehen Rhen und der-
gleichen bey ſich hat/ ſoll ſo genau nicht genommen werden/ ſonſt
ober iſt ihm einige Waaren mit ſich zu führen/ und damit zu
handeln/ ganz verboten.

VII. Alles/ was zu unbilliger Aufſtalt/ und Verſchönerung der
Schiffe gereichen kan/ ſoll abgeſchafft werden/ auch niemand
von den Zoll-Bedienten beſtätigen/ den Schiffern Geſchänd
oder Gaben abzubrüden/ oder ſie deswegen an ihrer Fort-
reiſe zu verhindern/ und aufzuhalten/ vielmehr ſollen ſie ſchnell ſeyn/
die Schiffer/ ſo bald es möglich/ abzuſetzen und zu erlaſſen/
die Schiff-Knechte auch/ wenn ſie ſich beyen Trant aufhalten
wollen/ fortzutreiben/ und hierunter den Schiffern auf ihr Be-
gehren die Hand zu bieten/ auch damit man wiſſen iſt/ ob
an wen die Schuld der Aufhaltung iſt/ ſoll vor gut angeſehen/ daß
aller Orten zu erwehen/ Zerst. erſucht werden ſollen/ wenn die
Schiffer antommen/ und ihnen abzuſehen geſamt werden.

VIII. Die Accidentien betreffend/ ſo die Zoll-Bedienten biß-
hero für ſich genommen/ haben ſolche die Schiffer gänzlich abzu-
ſchaffen gebeten/ demnach aber von ſich darfür gehalten wer-
den/ daß ſich nicht ſchnell alles gänzlich abſchaff ließe/ ſo iſt be-
wuſſiget/ daß von einem Schiff ein Zehr. von einer Schiffe 12.
Gr. und von einem geraden Geſiß 6 Gr. gegeben werden mö-
gen/ darinnen ſich dieſen in theilen/ welche bißhero an den
Accidentien und Zerst-Geldern participirt/ ein mehes aber zu
fordern oder zu nehmen/ ſoll ihnen bey Verluſt ihres Dienſtes
jedes Orts verboten/ wo aber bißhero ein mehes gegeben
worden/ haben ſoll es allerdings geſamt werden.

IX. Was unter dem Titel Commendanten-Geld bißhero
gefordert worden/ ſoll hiñfünftig gänzlich ceſſiren und aufge-
hoben ſeyn.

X. Demnach es auch dem Commercio ſchädlich gehalten/ wenn
die Zölle verpachtet würden/ So iſt hiñfünftig ſolches einzufüh-
len/ verabredet worden.

XI. So viel necht deme die wider etliche Abelige Zölle/ als
zu Kogek/ Milo, Wittenberg und Lumlöſe/ geſührte Verſchö-
nerungen an der Chur-Fürſtlich Durchl. zu Brandenburg
und des Herrn Adminiſtrators zu Magdeburg Durchl. ſich das
hin erkläre/ die Sache unterſuchen zu laſſen/ und da ſich befin-
den ſolte/ daß etwa bei Orten zur Ingebuhr an Zoll genommen
worden/ mit Entſch. daran zu ſeyn/daß es hiñfünftig eingekielet
werden möge.

XII. Über das alſo genannte Baum-Geld/ ſo zu Demnig von
den Schiffern geſordert wird/ haben ſie ſich beſtätigt beklaget/ und
iſt deswegen mit dem Fürſtlich Mecklenburg. Schwern. Ge-
ſandten ausführlich geſchiet worden/ Weil aber dieſelbe präsen-
diret/daß noch in die 14. biß 16000. Zehr. Unkoſten rückſtändig
wären/ die noch nicht bezahlet/ dagegen die Schiffer dafür ge-
halten/ daß ſie ſo viel entrichtet/ daß es die Unkoſten wohl er-
reichte/ wo nicht ein Ueberfluß geweſen/ ſo hat zwar gemelter
Abgeſandter eine Liquidation zwüſchen dem Fürſtlich Mecklenburg.
Commercien/ nach Hülner Gerichten und den Schiffern angele-
gen fürgeſchlagen/ und in Überge die Einnahme des Baum-Geld
des noch auf einige Jahre einzunehmen begehrt.

Nachdem aber das Fundament der præſention aber causa de-
bendi von allen entweder nicht agnoscert/ von andern aber/ daß
der Zweck nicht erhalten/ und noch einen Weg wie den andern
Vorſteher gebraucht werden müſſen/ theils ausgebrachte Holz
auch ſchon wieder hinein geſallen/ angeſehen worden/ und denn
allerdingſ zu Tage ſiehet/ wie die Schiffer durch dieſe Auflage
bißhero abgeſchreckt worden/ So hat man hierüber zu ſeinen
Schluß kommen können/ deswegen die Geſandte und Deputirte
ihren gnädigſten Herren und reſpective Oberr dieſer Sache hal-
ber alle Nothdurft vorſchleichen die meiſten auch dieſe ausdrück-
liche Declaration gethan/ und ad Protocolum nehmen laſſen/
daß ihre gnädigſten Herren Principales und Oberr ihre Unterthanen
ſerner damit beſchweren zu laſſen nicht gemeinet wären/ ſon-
dern dieſelbe dardier zu ſchließen begehrt ſeyn würden/welches ſie
auch in dem an Ihro Fürſtlich Durchl. von ihnen inſeſam ab-
geſchloſſenen Schreiben wiederholte.

XIII. Die Schiffer haben nach verſchiedene Klagen einge-
bracht/ wie ſie ſonderlich zu Demnig mit arrellen der Schiffe und
Güter/ mit Geſchmäh ihrer Perſohn und mit Straffen ohne
vorgehende cognition/ ohne Verſigung ſehr beſchweret wüſſen/
und noch über dieſes/ wenn ſie ſo hart und theil tractirt/ theils
gezwungen werden/ Reversen oder Zugniß unter ihrer Hand

ANNO
1672.

ANNO
1672.

von sich zu stellen / daß sie wohl gehalten / und auf keinen des Orts etwas zu freyen hätten. Hiezu nun alle anwesende Gesandten solche Prozeduren höchlich improprietät der Fürstl. Residenz-Schweinefische auch contrairt / daß es seinen Gnädigsten Herrn zu unangenehmen Umständen gereichen würde / wenn über des Gen. Bedienten jemand dergleichen Klagen solle ausführen machen können / sie es auch in künftige durchaus nicht zulassen oder gestatten würden / so wird die Zuversicht getragen / Ihre Fürstl. Durchl. werden diesen geschiedenen Erweisen würdigen Nachdruck geben / und nicht geschehen lassen / daß auf solche Maas das Commertium gedrückt werden möchte.

XIV. Ob auch wohl die Kaufleute und Schiffer sich in ihren Gravaminibus über den erhöhten Zoll zu kenten / welchen sie Licent genietes / beschweret / und daher die anwesende Gesandten deren gänzlichste Aufhebung / als dem Commertio sehr nützlich und dienlich / recommendirt / dennoch aber Sr. Chur- und Fürstl. Durchl. sich d'issals / besage Protocolli / allerdings bezeugt erachten wollen / auch dabey / wie sie sonst dem Elb-Commertio zum besten einen neuen Erben mit grossen Kosten anfertigen lassen / samst vielen Schleusen / die noch ferner zu unterhalten nicht geringe Speken erfordert / angelegen / zu beschweigen des frey gegebenen vorzüglichen Beispiels / dennoch ihre sonderbare Begierde dem Elb-Commertio zu helfen / sich zur Remission des dritten Theils mit gewisser ad Protocolliam genommener Bedingung erklähret / die anwesende Gesandten aber daher ferner instance gehan / ob Sr. Chur- und Fürstl. Durchl. sich d'issals näher erklähren möchten / mit Versicherung / daß viele / so bishero die Schiffahrt auf der Elbe angehen / unter andern auch dabey von neuem dazu würden anzuregen werden. Es haben die Chur- und Fürstl. Durchl. hienunter nicht verachtet / was d'essum mandati ultionis vorgeschiet / democh dafür gehalten / Ihre Chur- und Fürstl. Würden an Ihr nicht erlangen lassen / eudlich die Moderation bis auf die Helfste einzurichten / gleichwohl mit angehängter Condition / daß auch andere ihre Imposten proportionlich fallen lassen / und die offenbare Beschwörung des Commertio / insonderheit das Baum-Geld / gänzlich abschaffen möchten / welches die anwesende Gesandten ihres Theils ad referendum angenommen. Darüber aber angezeiget / daß die Referandum wegen des Baum-Geldes überflüssig seyn würde / nachdem alldem verglichen / daß niemand seine Unterthanen dadurch seine beschweren lassen würde.

XV. Als eine Beschwörung des Commertio ist gleichfalls angenommen worden / daß der Stadt Magdeburg 12. Gr. von einem Bissel Getreide / so d'esselt eingeschiebet würde / in die Cämmerey bezahlet werden müssen / dahero stieg der Wehet des Getreides / und wurden die Käufer gravirt / ob nun wohl die Chur- und Fürstl. Brandenburg. Abgeordneten dagegen angezeiget / daß nicht der Käufer / sondern die Bürger zu Magdeburg solche Imposten bezahlen müssen / dahero dieses als ein Gravamen hieher nicht gehöret / denn auch eine jede Commune auf ihre Bürger zumächten cum consensu Superiorum / Acceß anlegen können / und möchte nicht attendirt werden / wenn schon per consequentiam ein oder andere Waaren dadurch in etwas gelastet würden.

Demeil democh von vielen auf die gänzlichste Abschaffung gedungen / von einigen aber dafür gehalten / daß der guten Städte / in Ansehung ihres vor diesen bekanten massen ausgehenden Unfalls / etwas nachgesehen / und an stat der vorm gehobenen 12. Gr. die Helfste / als 6. Gr. von jeden Bissel / auf eine beliebige Zeit gegemert werden möchte / die hier wegen mehrged. Stadt zur Stelle sich befindende Deputirte auch sub spe rati gegen einige der Herren Abgeordneten sich heraus gelassen / daß zu Beförderung des fürgeheten allgemeinen Zwecks / die Stadt in 4. Gr. endlich fallen zu lassen / resolvirt möchte / so ist solches von dem Convent ad referendum genommen / und nebst demer der Hoffnung gelobet worden / daß wenn dieses Gravamen alldem von der Inbeschaft des Fürstenthums Magdeburg an Ihr. Chur- und des Herrn Administrators zu Magdeburg Fürstl. Durchl. durch. gebracht worden / bedercks Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. durch. werden die Stadt dahin einrichten / damit sich die Schiffer und Kaufleute ferner zu beschweren keine Ursach haben.

Als auch bey diesem Punet wegen der übrigen 4. Gr. so zur Fortification zu Magdeburg auf jeden Bissel Getreide geleget / und bishero zur Helfste von den Schiffen gefordert seyn solle / ferner angezeiget / daß dieselbe von den Bürgern allein / und nicht von den Schiffen entrichtet würden / so hat es dabey hinfünftig sein Verbleiben.

XVI. Endlich ist im Nahmen Ihrer Königl. Maj. zu Schweden / durch Herrn des Herzogthums Breithen bey diesem Convent sich befindenden Herrn Abgeordneten / wider die Städte Hamburg und Magdeburg absonderliche Beschwörung gehalten worden / indem erstlich den Reichthümlichen Unterthanen / und insonderheit den Bürgern zu Wurehude / so sich der Schiffahrt auf der Ober-Elbe gebrauchen / nicht zugelassen werden möchte / in Ihre Schiff-Gelds Korn und andere Waaren einzuschiffen / und damit die Elbe auf- oder abzufahren / wenn sie nicht nach Magdeburg eine halbe Schiff- Ladung brächten / dagegen man ihnen zu Hamburg nicht mehr als eine halbe Last einnehmen lassen wollte / wiederum wollte ihnen gestattet werden / nun gewisse Fracht-Güter einzunehmen und zu verfahren / welche Beschwörung auch die Fürstl. Braunschw.-Lüneb. Herren Abgeordnete wegen selbigen Herzogthums Schiffer respectet. So viel

nun das erste anreiset / ist so wohl von dem Rath zu Hamburg / als den Deputirten der Stadt Magdeburg / die alldem bey der Hand gewesen / die Erfüllung gehalten / daß / was die Bürger von Wurehude und andere Königl. Schwedische Unterthanen des Herzogthums Breithen / wie auch Braunschw.-Lüneburg. Schiffer mit ihrem eigenen Gelde kaufen / oder auf Credit an allerhand Waaren erhandeln würden / ihnen in ihre eigene Schiff eingeladen / und ohne Hinderung / jedoch gegen Entreichung des gebührenden Zolls / abzuführen / auch in Magdeburg / wenn sie gleich mit leibigen Schiffen dahin fähnen / d'esselt d'ingehende zu laden / zugelassen seyn solle / inn Geld aber in ihre Schiffe mehr als eine halbe Last fremde Güter einzunehmen / haben sie ihrer Bürger-Freyheit und dem Herkommen zuwider gehalten / Ihre Königl. Majest. zu Schweden / wie auch die Fürstl. Braunschw.-Lüneb. Herren Abgeordnete haben die Erklärung wegen des Zolls / nemlich der zugelassenen Verführung der mit eigenen Gelden / oder auf Credit erhandelten Güter acceptirt / und hat es dabey billig sein Bedenken / wegen des andern / die Einnehmung fremder Kaufmanns-Waaren betreffend / ist die gehöhere Anzeige ad referendum genommen.

XVII. Bey den übrigen von den Danst-Leuten zu Hest Herzogthums Breithen angebrachten Klagen / daß zu Hamburg sie gezwungen werden wolten / mit einem Erbe zu befrichtigen / daß sie das in Hamburg erkaufte Korn oder andere Victualien nicht außerhalb der Stadt-Thore führen / sondern in Alst / dem Herzogthum Breithen lassen wolten / ist von dem Rath zu Hamburg diese Resolution erfolgt / daß sie ferner mit solchem Erbe nicht befrachtet werden sollen / es sey aber Herkommens / daß die Schwedische Unterthanen / wenn sie solch Getreide ausser den Stadt-Thore führen / die Schiffe vollsein müssen / sonst aber / wenn sie hinein Landes bleiben / von Schiffe nichts gegeben werden dürfte.

XVIII. Was der auf den Nieder-Baum in Hamburg gesetzte Zoll-Schreiber zum Einzeiged fohert / soll ein Voluntarium seyn / und niemand dazu gezwungen / oder bestrafet aufgehalten werden. So viel demer die Beschwörungen anreiset / welche von den Kaufleuten oder Schiffen herrühren / bestehen dieselbe in der unrichtigen Anseze / da entweder festbahre Waaren verschwiegen / und andere geringere angegeben / oder die rechte Zahl / Maas und Gewicht nicht angezeiget / oft auch wohl gar einige Fässer oder Puden solbahrer Waaren nicht profitirt werden.

XIX. Gleichwie nun / wann dessen ein Schiffer überführt wird / daß er den Zoll d'erselbst defraudiren wolle / die pena confiscationis bittlich stat hat / die sich gleichwohl weiter nicht / als auf das verschwiegene Gut erstrecken soll / also kein Kaufleute und Schiffer stehig zu verurtheilen / sich hienunter fürnehmen / und für Straff und Schaden zu hüten. Diejenigen Dehrt / so die Visitation nicht hergebracht / als Künigsen / Wittenberg / Milari / Kogel und Zerichen / dürfen die Schiffer und Fässer nicht zwingen / d'esselt zu stellen oder zu sehen / die Zoll-Städte aber / so der Visitation berechtigt seyn / als Hamburg / Sachsen-Lauenburg / Boizenburg / Wietze / Hagedorn / Dömitz / Lüneburg / Seedorf / Tangermünde und Magdeburg / sollen solche nicht eher vornehmen / als wenn fürstlich und erheblicher Verdacht oder presumptionen vorhanden / daß der Schiffer in einem oder andern Stück mit Betrug umgehe / und wenn der Zoll-Rediente solche Visitation also anstellen / damit die Fässer / Ballen oder Kisten / nicht leichtlich eröffnet / noch dem Schiffer oder Kaufmann an den Waaren Schaden zugefüget werden möge / sonst und wenn offenkundig Ursachen oder Indicia des Verdachts nicht vorhanden / sollen die Zoll-Rediente sich mit den Certifications-Zetteln / die von jedes Orts Magistrat und Beamten / wo die Waaren eingeladen / fürgezeiget werden / begnügen lassen / da denn der Magistrat dahin sehen wird / daß durch Beförderung einiger Schnell-Gebölle / die Handlung nicht von neuen beschweret werden inbge / Wilt der Schiffer auch unterwegs von seiner Ladung etwas anssehen / oder bagen ein meeres einnehmen / soll er an dem Ort / da es geschieht / vom Rath oder Beamten ein Zeugniß nehmen / oder solches (wenn es nur ein Dorf wäre) bey der nächsten Zoll-Stadt anmelden / das eingemommene unter den ersten Certificat- oder Zoll-Zettel schreiben lassen / und da dem herkommen nach / der eingetrachte Zoll-Zettel verbleiben / und dagegen ein neuer ertheilet werden müsse / soll derselbe vor erst stehig collationirt werden.

XX. Neben-Zettel oder sollen hinfünftig nicht mehr zugelassen seyn / wie auch das mündliche Ansegen / außer was ungewöhliche Dinge seyn / die doch angezeiget werden müssen.

XXI. Bey den Visitationen des Kornes haben die Schiffer insonderheit als ein Gravamen angegeben / daß die Zoll-Redienten / wenn das Korn in Schiffe vom Regen und Nässe angefeuchtet ist / durch einen Meß-Scab messen / und durch solch Gelegenheit ihnen vielmals Straff dictiren wollen / als wenn nicht rechte angezeiget / Weil nun solches unbillig / und vorhin gut befinden / daß deren Certification-Zetteln getrauet / und dieselbe respectirt werden sollen / Es ist dieses auch / zumahl bey dem Korn in acht zu nehmen / und muß / wenn basteile gezeuget / solches dem Schiffmann nicht zum Schaden oder Nachtheil gereichen.

XXII. Sr. Chur- und Fürstl. Durchl. zu Brandenburg haben zu Aufhebung des Elb-Commertio absonderlich erprießlich erachtet / daß zum wenigsten bey ersten Waaren von dem gewöhnlichen hergebrachten Zoll etwas remittirt werden möchte / nur auf

ANNO
1672.

ANNO
1672.

ein Versuch und geringe Zeit / von etwa 2. oder 3. Jahren / ob sich solcher gestalt mit der Zeit die Schiffe auf die Elbe wieder wollen ziehen lassen / wie sie denn schon an ihren Zollstädten den Zinsung gemindert / und von Woll / Wachs / Tuch und Kupfer nur die Hälfte zu nehmen ansehnlich; die meisten Gesandten haben sich davor zu entschuldigen; und es ad referendum genommen / der Fürst. Magdeburg. Schwärzische hat dafür gehalten / daß an Seiten seines nächststen Fürsten und Herrn Fürstl. Durchl. von denen in der Zoll-Rollen de An. 23. speci- ficirten Waaren nicht würde moderirt werden / was aber darinn nicht begriffen / und doch vermöge der in ihrem Privilegio ent- haltenen clausula generalis solibar wäre / darinn würde wohl einige Mäßigung können versüßet werden / jedoch auch endlich unterthänigst zu referiren sich erbothen.

XXIII. Der Fürstl. Magdeburgische Herr Abgeordnete hat bey diesem Punkt in Vorschlag gebracht / weilen an der Korn- fahrt auf der Elbe das meiste gelegen / daß vornehmlich dahin zu gehenden / wie durch Genehmigung des darauf gestellten und höhern genannten Zolles / desselben Abgabe aus dem schickentum Magdeburg / und angränzenden Länden / mehrer besordert werden / weil man aber sich davor ohne special / dar- an es allen ermangel / nicht benachthigen können / so ist auch dieser Punkt zu unterthänigster Relation ausgestellt.

XXIV. Unter die Mittel / dem Elb-Commercio zu helfen / haben die Fürstl. Magdeburgische und theils andere Gesandten mit anstehen wollen / ob nicht etwa auch die interessirte Chur- und Fürsten der Frey-Raiffe sich auf eine Zeilung begeben / oder auf ein gewisses Quantum die diffisall ankommende Waaren restirungst wösten. Man hat aber darüber / weil theils Ge- sandten dar auf eigentlich nicht instruirer gewesen die Fürstl. Brandenburgische auch contrarium Mandatum gehabt / sich umso weiter nicht vereinigen können / als daß die abusus / so einiger Orten vorgegangen / hinlänglich abgesetzt und vermieden / in zwi- schen auch respective referiret werden sollen.

XXV. Der Fürstl. Magdeburgische Herr Abgeordnete hat aus gnädigstem Befehl bey dieser Zusammenkunft den gefährlichen Einbruch des Elb-Strochus im Kogel / davon schon zu Lüne- burg geredet worden / abernachmals fürgesetzt / und daß allen den- jenigen / so sich des Elb-Strichs gebrauchten / höflichst daran gelegen / solchen gefährlichen Der also zu fassen / damit das Wasser nicht überfluthet / und also den Scholm zu Schiff- fahrt inuill machen möchte / repraesentiret. Da nun wohl von den meisten dafür gehalten werden wolle / daß ein jeder Herr in seinem Lande dergleichen Schaden zu verhüten / auch Dämme und Zeiche zu halten schuldig wäre / unanah aber deswegen Zoll und Geleite gegeben würde: So ist doch auf geführte Anzeige / daß keine Dämme oder Zeiche des Orts zu halten / sondern sich eine solche Lücke an dem Ufer erzeigte / daß die erforderliche Unkosten ein Privatus / und nicht von Altvordern / so der Orten einen geringen Zoll haben / nicht würden ertragen können / davon unterthänigst und gehörsamst zu referiren angenommen worden.

Der von den Gesandten und Deputirten in vorerzählten Punkten übernommene Relation soll so fort bey ihrer Vollendung berichtet werden / und ist daher ferne verordnet / daß darauf binnen 6. Wochen die Erklärung an Se. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg eingeschiedet / und von Derselben hernach an gehörige Derter seiner Communication gethan / auch nach befinde- der Nothdurft ein anderer engerer Convent nach Magdeburg oder Braunschweig abgemacht werden solle.

Insbesondlich ist dieser Reces von denen amwesenden Chur- und Fürstlichen Gesandten / wie auch der Stadt Hamburg Deputir- ten unterschrieben und besiegelt / denen vorher abgereiseten Fürstl. Mecklenburg. Schwerinschen und Fürstl. Sachsen-Lauenburgi- schen Herrn Abgeordneten aber Ihre Stellen zu unterschreiben und zu signiren offen gelassen worden. Geschehen Hamburg den 27. Januar. An. 1672.

Wegen Sr. Chur-Fürstl. zu Brandenburg /

(L.S.) Joh. Köppen.

(L.S.) C. B. B. Gharde.

(L.S.) Otto von Guericke.

(L.S.) M. Wächter.

(L.S.) Heinrich Dürstelt / wegen des Postulanten Herrn Administ. des Primat- und Erz-Stifts Magdeburg Hochfl. Durchl.

Wegen Ihres Königl. Majest. zu Schweden / als Herrzog Bremen /

W. D. Wollberg.

Wegen Herrn Herrzog Georg Wilhelms zu Braunschweig und Lüneb. Hochfl. Durchl.

(L.S.) Levin Adam Hake.

(L.S.) Weip. Lud. Fabricius.

Wegen Herrn Herrzog Joh. Fr. zu Hr. Lüneburg Durchl.

(L.S.) Otto Joh. Witte.

Wegen Herrn Herrzog Rudolph August. zu Braunschweig und Lüneburg. Durchl.

(L.S.) Julius Wöhrder.

Wegen Ihres Hochfürstl. Durchl. Mecklenburg. Güstrow /

(L.S.) Adam Henning Willaw.

LXXV.

ANNO
1672.

Defensiv-Allianz zwischen Ihres Kayserl. Majest. Leopold den I. und dem Hochwürdigsten Churfürsten von Trier Carl Casparn / zu Conservation dess zu Münster und Osnabrug geschlossenen Friedens / Dero Land und Leute Vertheidigung über eine gewisse mu- tuelle Anzahl Hülfss-Troupen geschloffen. Coblenz den 18. Febr. 1672. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Cour de Sa Majesté Impé- riale.]

C'est-à-dire,

Allice defensiv entre Sa Majesté Impériale LEO- POLD, & CHARLES GASPARD Eleveur de Treves, pour le maintien de la Paix de Westpha- lie, & la seureté de leurs propres Sujets, Terres, & Provinces, avec stipulation du nombre de Troupes dont ils se devront assister reciproquement en cas de besoin. A Coblenz le 18. Fevrier 1672.

zu wissen als der Durchleuchtigst / Großmächtigst und Unsterb- lichste Fürst und Herr / Herz Leopold erwölter Röm. Kayser / zu allen Zeiten Richter des Reichs / in Germanien zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien / und Echaonien König / Erz-Herzog zu Österreich / Herzog zu Burgund / Steyer / Carnten / Crain und Württemberg / Graf zu Tyrol und Görz / zu und mit neben Ihrer Kayserl. Majest. der Hochwürdigste Churfürst und Herr / Herr Carl Caspar Erz-Königreichs Relat / des H. Röm. Reichs durch / Gassen und des Königreichs Relat / Erz-Canzler und Churfürst / Administrator zu Heun / zu und allertwege / sonderlich aber bey gegnermächtigen Kassen Ihre Rath- schläge und Sorgfältigkeit dazuy vornehmlich gerichtet / wie der zu Münster und Osnabrück aufgerichtete Friede beständig con- serviret / auch dero von Gott anvertraute Land / und Leute in beständiger Ruhe erhalten / von denselben alle Ge- fahr und Ungelegenheiten abgewendet und wider alle unbillige Gewalt in zusammen gesetzten gutem Vertrauen / und Decen- gung geschützt / und gehandhabet werden können / daß dahero dieselbe auch zu dem End / seines wegs aber dadurch die zu Res- gierung bey gegenwärtiger Reichs-Versammlung obhandene Consultation wegen Bestätigung gemeiner securitet / und damit einlaufenden allerley vor auch angeschafften Provisionen / neben dem Königreich Böhmen / und incorporirte Provinzen ein ge- wisses quantum bewilliget haben / in einige wegs zu verbinden / sondern allein unterdessen sich solches helfsamlich / gemein nützlich werdt zu seiner völligen richtigkeit wird gebracht werden können / zu desto zeitlicher besser Abwendung / deren etwa sich eraignen gefährlichkeiten eine particular Defensiv-Allianz unter sich ge- schloffen wie folgt.

I. Namlich vorz erste / daß negst vorbehaltung der Römisch. Kayserl. Majest. hohen Ansehens Autorität / und gebührenden Res- pects dieß Decretum und verfassung zu Nienbrun ostension / am allertreuesten aber wider des H. Römisch. Reichs / oder zu erweist / und abrichtung einer Universal / oder particular Ru- ruh / und trennung in Hül. Römisch. Reich / oder sich in fremde Krieg zu impliciren / und einzumischen / sondern nur alleine zu er- haltung eines jeden zusehenden dignität / Würden / Rechten / und Gerechtigkeiten / sonderlich aber die Deutsche Freyheit / und be- ständiger Gnuß des Westphälischen Friedens / wie auch sich und ihre allerseits im H. Röm. Reich habende / und gelegene Land und Leute wider alle gewaltsamte angriff / und denen Reichs- Constitutionen / und besagten Friedensschluß unvorder laufende unzulässigen und beschweren / wie die Maßnahmen haben / und von weime dieselbe vernutzen mögen / wie auch wieder alle in- terdicte einporungen zu conserviren / zu defendiren / und zu ver- ten angesehen / und gemeint sein solle / und also daß eine den andern ohne unterscheid der Religion in rechten vertrauen mien- ten / zu obgedachtem Ende man allertseits verständig / und man- gesehet bey einander sehen / auch aus allen Begebenheiten / wor- auf besagte Anruhe entstehen / und worauf die hiein versproche- ne assistance erfordert werden mögte / vorher und zeitlich ein- ander communiciren / keiner aber einigem Stand des Reichs / oder fremden Cronen / Potentaten / und Republicken zu feindlicher invasion Ursach geben / auch die Dumbes-Berwandte unter sich selbst beständige freundschaft erhalten / und keiner den andern mit rüchtheit / oder Gewalt / überfallen / überziehen / oder be- leidigen / sondern seine gegen den andern habende misßthätig- keit / und freitigkeiten / wo deren einige seyn mögten / durch güt- liche und rechtliche mittel entscheiden / und sich damit begnügen las- sen sollen.

X 3

II. 20.

ANNO
1672.

II. Wofern nun zweyten ein oder anderer Confe lerterer / und desselben im 2. Rantz. Reich gelegene Lande insgesamte / oder deren eines wider verloszen abgetheilt / oder auch durch anderliche empfangen / und aufstände angefallen / oder dieser hierin geschlossener Insuhmentretung / und hinc inde versprochener defension halber wider kurz oder lang / es geschehe von wem es wolle / angefallen werden / Alsobald wollen und sollen dieselben wegen derer ihrer im Reich gelegenen Landen und Leuten vestiglich bey einander stehen / einander auf beschickenes anfragen wieder den offenden dem Beleidigten unverzüglich / wie hernach folgt / zu hülff tohmen / kräftig beystehen / und dessen Land und Leute wider Gewalt schützen / schützen / und vertheidigen helfen.

III. und damit man wissen möge / was jeder theil ahn Manschaft zu Ross und Fuß den bealagigten requirirenden zu hülff zu schicken habe / So ist vordem brüt verglichen worden / daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Ihre Kayst. Majest. wegen dero im Reich gelegenen / und dargu gehörigen Erb-Königreich und Landen zu Ross ein tausend Pferd / und zu Fuß zwey tausend Mann / und uff die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederum so viel / Ihre Churfürstl. Gnaden zu Trier ebenergestalt auf die erste mahnung innerhalb vierzehn Tagen zu Ross fünf / und siebenzig / und zu Fuß fünfshundert Mann auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederum so viel zu hülff senden solle / mit der Verbindlichkeit derer / daß der eine Bundes-Verwandte dem andern / uff bloßes ansuchen einen ungeschlichen durchzug vor des Bundes-Völcker ummangeln zu verstaten schuldig sein solle.

IV. Es solle auch wicrens die Hülff nicht wieder zurück gegeben werden / bis des Feindes vornehmsten gewähret / und dasselbe / so derselbe etwa eingenommen / wieder erobert sein werde / es seye dan / der schickende / oder zu hülff kommende wider selbst überzogen / und wie vorgedacht / vergewaltigt und belagigt.

V. Solte nun aber zum fünften wieder verhoffen mehr als einer von denen Allirten überzogen werden / und gefahr leiden / auf foldern fall solle die übrige Bundes-Hülff von denen unbedingten halb dem einen / und die andere helfte dem andern bealagigten auf Maas / und Weise / wie vorgemelt / zugesichert werden.

VI. Wofern auch sechsten ein dergleichen Hülff nicht zureichen solte / auf foldern fall sollen und wollen die Bundes-Genossen auf erlangende Nachricht von solcher ereigender Gefahr auch so baldt ohne aufenthalt darüber mit einander vernehmen / und einer solchen anstalt und Hülff vergleichen / welche zulänglich und wolpmit dem nothleidenden in der that wirklich geholfen werden möge.

VII. So bald auch zum siebensten die Hülff wirklich geschicket / und in dess requirirenden Lande / oder bey dessen Troupen angelangt seyn / so sollen jedesmahl / man etwas vorzunehmen / darüber gebührend Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es sollen auch achtens ein jeder Hülff schickender seinen Troupen so viel Selbst-Artillerie neben der ungetrich mit geben / als es die Nothdurfft / und Kriegs-raison erfordert.

IX. Die Direction / und Ober-Commando über die Baysen solle zum nemden bey Ihrer Kayst. Majest. verbliben / und von derselben eine Generals-Person mit Belicbung der Confoederirten vorgeschickt werden / welche in dessen Lande / deme die Hülff geleistet wird / ohne dessen vorwissen und belieben nichts vornehmen / sondern dasjenige / was selbiger zur defension / und rettung seiner Lande und Leuten quch befinden möchte / zu thun und zulassen / in trafft dieses angewiesen / und verpflichtet sein solle / Solte aber ein fall sich begeben / welcher einen General Kriegs-Rath erfordert / So sollen auch zu denselben dienliche gezogen werden / welche zu einem Kriegs-Rath gehören / und solle derjenige in denselben präsesiren / welcher das Directorium / oder Ober-Commando fülhet / oder da selber nicht darbey seyn wolte / oder konte / alsdann der so die höchste Charge bekleidet;

X. Es solle zwar auch zehndens ein jeder seine Völcker unterhalten / und behalten / und zu deren Behueff / damit dieselbe wann sie in andern Landen stehen / schmärg zu werden / in exorbitiren / confusion / und andere Ungelegenheiten anzufangen / keine Ursach haben mögen / dem bey seinen Völckern habenden Commissario zwey Monatly sold gleich anfangs zum vorratz mitgeben.

XI. Abermahlen dann auch zum elfften / in Verhütung aller Unordnung unter denen Völckern / die Bundes-Verwandten / so baldt ausser dem Vorhalt eine gewisse Disziplinäre Ordnung ansetzen wollen / nach welcher bey wärender conjunction alle Troupen durchgehends gleich beahlet werden sollen.

XII. Wicem vorz wolleste die Auxiliar-Völcker das Proviand nicht ungleich mit sich führen kömen / solle der requirirende zwar schuldig sein / selbige / so lang sie in seinem Lande stehen / mit nothwendigen Commis-Brod vorzuschuss weis zu versehen / welches thune jedoch unverzüglich von jedem der Hülffschickenden bezahlet / und ersetzt werden solle / gleich die conjungirte-Völcker ein meyers / als dieses Commis vorzuschuss / und das obdacht / und raube Futter nicht fordern / oder exquiriren / sondern was sie darüber begehren werden / denen Unterthanen in billigen Werth mit Geld bezahlen sollen.

XIII. Wenn auch zum dreyzehenden einig Bundes-Verwandte außerhalb dessen noch in einem andern gleichnamigen Foedere mit einander begriffen / trafft welchen sie ebenfalls einander

Hülff zu leisten schuldig / so solle doch kein theil auf beiden Foederibus / sondern nur aus einem die assistenz zugesich gehalten seyn / und den requirirenden sey sehen / auf welchem Bünd Er seine Confoederirte requiriren wolle / so solle auch diese von dem quanto der Bundes-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es solle auch sonstens vordem von niemanden aus denen Bundes-Verwandten einige andre Bundesmuss aufgerichtet / oder eingegangen werden / so dieser zu wieder.

XV. Im übrigen hat es auch zum fünffzehenden die meinung gar nicht / ob wolle man durch diese particular-Verabhandlung die zu verpüt und abrechung untreuen gemalts im 2. Nam. Reich sumbirt exequutions-Ordnung / und in traffe derselben sonderliche Reichs-oder Craß verfassungen / wie auch die im Friedensschluß verordnete Universal-Guarantie zurück stellen / setzen / oder verhindern / sondern es sollen nichts desto weniger dieselbe ohne Abbruch dieses Recessus in alle wege mit gehörigen Fleiß und Eysen / sowohl insgesamt bey gegenwärtigen Reichs-als absonderlich denen Craß-Conventen allerorts nach möglichkeit befordert werden. Wie dan trafft dieses Foederis alle und jede Bundes-Verwandte versprechen / daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräften darzu seyn wollen / damit der punctus securitatis bey noch wärenden Reichs-Convent fest gehalten / und damit die gemeine provisional-Verfassung wirklich eingeändert werden möge / so solle doch nichts desto weniger an jeder zu der hien verhandelten Bundes-Hülff obligirt / und dieselbe unaufhaltlich zu leisten verbunden seyn.

Wenn auch schließlich mehr andere Ehr-Fürsten und Stände des Reichs / sie seyn Catholisch-oder Augustin. Confession in diese particular-Defensions verfassung abgesetzter sein / einziehen wollen / und sich bey jemanden / so zu dieser Verfassung begriffen / darumben anmelden würden / so solle es derselb denen andern alsbalden notificiren / und solche Ehr-Fürsten und Stände auch / unweigerlich darmit mit angemessen werden.

Bei dem foldes zwischen Allerhöchst gedachte Ihrer Kayst. Majest. ansehnlichen Gesandten Herrn Otto Gunderich Marcschen von Savons Carreto / und Grana in trafft ihme ertheilten allegirtesten Vollmache / und Ihrer Churfürstl. Gnad. zu Trier dergestalt verglichen / so wollen sie darüber die Kaystl. Allernachst Ratification allerhochgehorcht erwarten: In welchem beßten sendt dieser Defensiv-Allianz Recessen zuer gleich in inhalts vorerziet / und gegen einander ausgereicht. Si gnatum Coblenz den 18. Februar. 1672.

CARL. CASPAR, Elec.

(L.S.)

LXXVI.

(1) *Acte entre CHARLES II. Roi d'Espagne, 22. Fevr. & les PROVINCES-UNIES, par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevrier 1672. [Manuscrit.]*

L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

Nous Don Manuel Francisco de Lira Introduteur des Ambassadeurs en Espagne & Envoyé extraordinaire du Roi après des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

D'autant qu'il a plu à la Reine ma Maîtresse d'approuver & ratifier l'Acte que nous avons signé le 17. de Decembre dernier, & que son accomplissement pourroit entraîner une Guerre ouverte avec le Roi Très-Chrétien, nous avons déclaré & promettons par les présentes, qu'en cas d'une rupture formelle & commune avec la France, Sa Majesté ne fera aucune suspension d'Armes avec ledit Roi que conjointement & du consentement desdits Seigneurs Etats, mais le cas échéant que l'on vint à entrer en Negotiation soit pour traiter de Paix ou de Trêve de quelques Années, que Sa Majesté ne la commencera point sans la participation desdits Seigneurs Etats & sans leur procurer à même temps & aussi-tôt qu'elle même la faculté & sûreté requise & nécessaire pour envoyer leurs Ministres sur le lieu où on traitera, comme aussi sans donner successivement de temps en temps communication, de tout ce qui se passera en ladite Negotiation, & ne passera Sa Majesté jusques à la conclusion de ladite Paix & Trêve sans y comprendre lesdits Seigneurs Etats & les faire remettre (s'ils le desirant ainsi) dans la possession des Pays, Terres, & Places, & jouissance des Droits & Immunités qu'ils tenoient, & dont ils jouissent soient

(1) Il y avoit un semblable Acte ou Contre-Declaration de la part de Mss. les Etats qui manque. [Dum.]

ANNO 1672. soient avant la Guerre, & sans stipuler dudit Roi Très-Chrétien pour lesdits Seigneurs Etats les mêmes Droits, Immunités, Exemptions & autres Prerogatives que pour elle même, si ce n'est que Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats en convinssent autrement, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & dédue forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le vingt-deuxième Février 1672. *Signé,*

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

LXXVII.

Mars. *Declaration de Guerre de CHARLES II. Roi d'Angleterre contre les PROVINCES-UNIES. Fait au mois de Mars, 1672. [Dans la Traduction Française du Mercure Hollandois, de l'année 1672. pag. 50.]*

L'ANGLA-
TERRE, ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

Nous avons toujours eu de l'inclination pour le repos commun de toute la Chrétienté, & avons été si soigneux de n'en envahir aucun Royaume ou Etats d'autrui, que nous espérons que tout le Monde nous fera la Justice de croire que ce n'est qu'une nécessité inévitable qui nous contraignait à suivre la résolution que nous avons faite de prendre les Armes.

La première chose que nous entreprîmes immédiatement après notre rétablissement à la Couronne, ce fut d'affermir la Paix, & d'établir une bonne correspondance entre nous & nos Voisins. Et nous eumes soin particulièrement de cimenter une ferme Paix avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, sous des conditions si raisonnables, qu'elles n'auroient assurément jamais été violées, si quelque obligation eût été capable de les faire contenir dans les bornes de l'Amitié & de la Justice.

Nous avons observé inviolablement cette Alliance; Mais en l'année 1664. nous fumes éveillés par les plaintes de nos Sujets, & par la voix unanime des deux Chambres de notre Parlement, qui jugeoient que c'étoit en vain que nous prétendions de procurer la prospérité de notre Royaume par des moyens pacifiques, pendant que nos Sujets étoient exposés aux injures & aux oppressions de cet Etat dans les Pais éloignés.

Tout cet Eté se passa en Negotiations, & en toutes sortes de devoirs que nous fîmes de notre côté pour les porter à des conditions raisonnables; mais tout cela fut en vain, & nonobstant tous nos soins, la fin nous fit voir que c'étoit une chose impossible; Car plus nous leur faisions des propositions amiables, plus obstinés se montroient-ils à s'accorder avec nous.

La Guerre s'ensuivit de là en 1665, & dura jusques en 1667, pendant toute laquelle nos Victoires & leurs pertes leur devoient aisés rameneroit qu'il leur falloit à l'avenir observer & entretenir ponctuellement leurs Alliances. Mais au lieu de cela la Paix ne fut pas plutôt conclue, que selon leur coutume ordinaire ils se portèrent à la rupture des Articles du Traité, & à traverser notre Commerce.

Comme par exemple, les Etats étoient obligés, par un Article du Traité fait à Breda, de nous envoyer des Commissaires à Londres pour régler notre Commerce des Indes; Mais ils étoient si éloignés de l'exécution de cet Article, que lors que nous leur envoyâmes notre Ambassadeur pour les en fomper, en trois ans de tems nous ne pûmes en avoir aucune satisfaction sur ce point-là. ni obtenir d'eux aucun relâche ou surseance des injustices que nos Sujets recevoient d'eux en ce Pais-là.

Aux Indes Occidentales ils ont passé plus avant; Car par un Article du même Traité, nous étions obligés de leur restituer Surinam; & par d'autres Articles de la même Paix ils étoient obligés de permettre à nos Sujets de cette Colonie, de se transporter avec leurs effets en quelques autres de nos Penplades: En vertu de ce Traité nous leurs livrâmes ce lieu-là, & nonobstant ils y reindrent tous nos Sujets, & arrestèrent Prisonnier notre Major Banister, parce qu'il demandoit permission de les faire passer ailleurs, conformément au Traité.

Notre Ambassadeur se plaignant de cette injustice, reçut enfin, après deux ans de sollicitation, un ordre

pour l'exécution de ces Articles; Mais y ayant envoyé des Commissaires & deux Vaisseaux pour le transport de nos Sujets, les Hollandois, selon ce qu'ils avoient auparavant pratiqué pendant plus de 40. ans en l'affaire de Pouléron, y envoyèrent en secret un ordre contraire à celui qu'ils nous avoient donné publiquement; de sorte que le voyage de nos Commissaires en ce lieu-là ne servit qu'à en transporter quelques-uns des plus pauvres de nos Sujets, & à en rapporter les prières ardentes que faisoient les plus riches & les plus considérables pour sortir de cette servitude: Après quoi nous en fîmes nos plaintes au mois d'Août dernier, par les Lettres que nous en écrivîmes aux Etats Généraux, par lesquelles nous demandions qu'on envoyât ordre à leurs Gouverneurs en ce Pais-là pour l'observation de ces Articles; Mais jusques ici nous n'avons pu en recevoir un seul mot de réponse ni de satisfaction.

Mais il ne faut pas s'étonner qu'ils extravaguent si fort contre nos Sujets dans des Lieux éloignés, puis qu'ils en agissent si inconsidérément en leur propre Pais à l'égard de notre Personne Royale, & de l'honneur de cette Nation qui est si proche d'eux, n'y ayant presque point de Ville dans toute l'étendue de leur Jurisdiction, qui ne soit remplie de feintures offensantes, de Médailles ou de Monumens faux, dont il y en a même qui ont été mis au jour, ou exposés publiquement en montre par ordre de l'Etat, dans le moment que nous consultions avec eux pour former la Triple-Alliance, & affermir la Paix de la Chrétienté. Cela seul étoit digne de notre mécontentement, & du ressentiment de tous nos Sujets; Mais nous y avons été poussés & contraints par d'autres considérations que celles qui nous regardent nous-mêmes; savoir la préservation de notre Commerce, d'où dépend le bonheur & la prospérité de notre Peuple, le soin que nous devons avoir de le garantir de violence & d'oppression dans les Pais éloignés, & la hardiesse que les Hollandois ont de nous faire affront presque dans notre propre terroir, ce qui nous donne sujet de leur faire ressentir les effets de notre juste indignation.

Le Droit du Pavillon est si ancien, que c'est une des premières Prerogatives des Rois nos Predecesseurs, & doit être la dernière, dont ce Royaume ne doit se défaire jamais. Cela n'a jamais été mis en question, & il a été expressément reconnu dans le Traité de Breda. Neantmoins il n'a pas seulement été violé l'Esté passé par les Capitaines des Vaisseaux qu'ils avoient en Mer: cette infraction fut encore ensuite approuvée à la Haye, & ils publièrent dans la plupart des Cours de la Chrétienté, que c'étoit une chose digne de risée que nous eussions de telles prétentions; insolence inouïe, qu'ils veulent nous disputer l'Empire de la Mer! eux qui sous le Règne du feu Roi notre Pere étoient obligés de payer les Droits & Costumes pour pêcher dans nos Mers; & ce n'est pas à eux d'en disputer avec nous, eux, dis-je, qui sont redevables de l'estât où ils sont maintenant à la protection de nos Ancêtres, & au sang & à la valeur de nos Sujets.

Nonobstant toutes ces provocations, nous en avons patiemment attendu satisfaction, ne voulant pas troubler la Chrétienté pour notre ressentiment particulier, dans le moment qu'ils faisoient tout leur possible pour animer contre nous le Roi Très-Chrétien, duquel ils s'affauroient si fort, qu'il y a près d'un an que leurs Ministres nous en menaçoient ici.

Enfin n'attendant rien plus d'eux, nous leur envoyâmes un autre Ambassadeur, qui après leur avoir livré plusieurs Memoires pleins de menaces de notre part, n'en pût avoir aucune réponse, jusques à ce qu'il leur eût déclaré que nous l'avions rappelé: ils lui présentèrent alors un Ecrit, par lequel ils disoient qu'ils étoient conjoints ils vouloient bien consentir à Jurer nos Vaisseaux Pavillon bas, pourveu que nous voulussions les assister contre la France, à condition que cela ne pourroit jamais ci-après être tiré à conséquence, & n'auroit aucun lien à leur prejudice.

Depuis le retour de notre Ambassadeur, ils nous en ont envoyé un Extraordinaire, qui nous a fait connoître d'une manière extraordinaire, qu'il ne pouvoit nous donner aucune autre satisfaction qu'il n'en eût écrit à ses Maîtres.

De sorte que desespérant d'aucun bon succès, ou de celui d'une plus longue Negotiation, nous sommes contraints à prendre les Armes pour le maintien des anciennes Prerogatives de notre Couronne, & pour l'honneur & la sécurité de notre Royaume, sur la confiance

ANNO
1672.

ANNO
1672.

fiance que nous avons en Dieu, qu'il nous assistera dans nos justes entreprises, veu que nous avons par toutes fortes de moyens tâché de défendre nos Peuples contre la malice de cette Nation-là en temps de Paix, & par la valeur de nos Sujets en tems de Guerre.

C'est pourquoi nous avons trouvé bon de déclarer, comme nous déclarons par ces présentes, que nous voulons faire la Guerre tant par Mer que par Terre contre les Estats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, & contre tous leurs Sujets & Habitans; Enjoignant par ces présentes à nôtre bien aimé Frere le Duc d'York, nôtre Grand Amiral, à tous nos Gouverneurs de Provinces, Gouverneurs de Ports & Garnisons, & à tous autres Officiers & Soldats de leur obéissance tant par Mer que par Terre, de s'opposer à toutes les entreprises des Estats Généraux des Provinces-Unies, ou de leurs Sujets, de faire & d'exécuter tous actes d'hostilité dans la suite de la Guerre contre lesdits Estats, leurs Vauxaux & leurs Habitans, voulant que tous nos Sujets en soient avertis, & leur défendant fort expressement dès à présent, sur peine de la vie, d'avoir aucune correspondance ou communication avec eux, ou leurs Sujets, à la réserve de ceux qui y seront necessités, pour transporter eux & leurs effets hors desdites Provinces-Unies.

Nous déclarons & donnons nôtre parole Royale, que tous ceux des Flamands qui se comporteront en bons Sujets envers nous, & n'auront aucune correspondance avec nos Ennemis, ils seront assurés tant en leurs Biens qu'en leurs personnes, & ne seront molestés de quelle maniere que ce puisse être.

Nous déclarons de plus que s'il y a des Sujets des Provinces-Unies, qui par un mouvement d'affection envers nous ou nôtre Gouvernement, ou par oppression qu'on leur y fait, veuillent venir en nôtre Roiaume, ils y recevront toute sorte de protection, tant en leurs personnes qu'en leurs Biens.

Et parce que par un Traité nous sommes obligés de maintenir la Paix faite à Aix la Chapelle, nous déclarons finalement que nonobstant l'entreprise de cette Guerre, nous voulons entretenir la véritable teneur & le vrai sens de ce Traité, & qu'en toutes les Alliances que nous ferons dans la suite de cette Guerre, nous avons & aurons toujours soin de garder qu'elle ne soit violée, à moins que nous n'y soyons provoqués.

Publié par le Conseil Secret de Sa Majesté.

LXXXVIII.

6. Avril. Ordonnance de Louis XIV. Roi de France, par laquelle Sa Majesté, après avoir résolu de faire la Guerre aux Estats de HOLLANDE, défend à tous ses Sujets d'avoir aucun Commerce ni communication avec eux. Au mois d'Avril 1672. [Dans la Traduction Française du Mercure Hollandois de 1672. pag 67.]

FRANCE
ET LES
PROVINCES-UNIES.

La mauvaise satisfaction que Sa Majesté a de la conduite que les Estats Généraux des Provinces-Unies ont eu depuis quelque temps en son endroit, étant venue si avant, que Sa Majesté, sans diminution de sa gloire, ne peut dissimuler plus long-temps l'indignation qui lui est causée par une maniere d'agir si peu conforme aux grandes obligations dont Sa Majesté & les Rois ses Predecesseurs les ont comblés si libéralement, Sa Majesté a déclaré, comme elle déclare présentement, qu'elle a arrêté & résolu de faire la Guerre auxdits Estats Généraux des Provinces-Unies, tant par Mer, que par Terre: Ordonne par conséquent Sa Majesté à tous ses Sujets, Vauxaux & Serviteurs de courir sus aux Hollandois, & leur défend d'avoir ci-après aucun Commerce, communication, ni intelligence avec eux, sur peine de la vie.

Pour le même effet a aussi Sadite Majesté révoqué par la présente toutes permissions, Passports, Sauvegardes ou Sauveconduits qu'elle auroit peu accorder par le passé, ou qui auroient peu être accordés par ses Lieutenans Généraux & autres Officiers, contraires au contenu de la présente, les déclarant tous nuls & de nulle valeur, défendant aussi à qui que ce soit d'y avoir aucun égard.

ANNO
1672.

De plus mande & ordonne Sadite Majesté à M^{rs}. le Comte de Vermandois, Grand-Maitre, Président & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Généraux pour Sa Majesté dans ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, les Chefs & Conducteurs de ses Armées tant à pied qu'à cheval, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers, qu'il appartiendra, de faire mettre à exécution le contenu de la présente, chacun en son égard, sous son Distinctif & Jurisdiction: Car tel est le plaisir de Sa Majesté, laquelle veut & entend que la présente soit publiée & affichée en toutes ses Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, où il sera de besoin, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au Chateau de Versailles le 6. Avril 1672.

Ainsi signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

Et plus bas,

Il est ordonné à Charles Canto, Crieur ordinaire de Sa Majesté de publier & faire afficher par tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Bailliages & Vicomtes de Paris où besoin sera, l'Ordonnance du Roy, du 6. de ce présent mois & an, afin qu'on n'en prétende cause d'ignorance. Fait le 6. Avril 1672.

Signé,

DE LA REYNIE.

Ordonnance ensuite de la précédente.

DE PAR LE ROY.

Sa Majesté étant informée que les Hollandois qui se trouvent présentement en ce Royaume, ont crainte d'être molestés en leurs personnes, & troublés en la jouissance de leurs Biens, en conséquence de l'Ordonnance du 6. de ce mois par laquelle Sa Majesté a déclaré qu'elle vouloit faire la Guerre aux Estats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas tant par Mer que par Terre, & ordonne à cet effet à tous ses Sujets, Vauxaux & Serviteurs de courir sus aux Sujets desdits Estats, & leur a défendu d'avoir aucun Commerce, intelligence ni communication avec eux, sur peine de la vie: Et Sa Majesté voulant donner à connaître ses intentions au regard des Particuliers de cette Nation, qui se font habitués en ce Royaume par la foy des Traités de Paix, & particulièrement de celui de 1662. Sadite Majesté a ordonné, veut & entend que l'Article audit Traité de l'an 1662. soit exécuté. Au moyen dequoy elle a permis & permet aux Sujets desdits Estats de demeurer en son Royaume pendant le terme de 6. mois, à compter du jour & date de la présente Ordonnance, pendant lequel temps ils pourront vendre & transporter seulement leurs Marchandises & autres Biens: Défendant Sadite Majesté bien expressement à tous ses Sujets de molester lesdits particuliers Hollandois en leurs personnes ou en leurs Biens, pour quelque cause, occasion, & sous quelque pretexte que ce puisse être, si ce n'est par voye de Justice, & le tout en toutes manieres comme ils ont pu faire devant la publication de ladite Ordonnance du 6. du présent mois. Enjoint & ordonne Sadite Majesté à tous Gouverneurs, son Lieutenant General en ses Provinces, Intendants desdits Gouverneurs, particuliers de ses Villes & Places, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exacte observation de la présente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 14. jour d'Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, COLBERT.

DE PAR LE ROY.

Sa Majesté étant informée qu'il y a plusieurs François en Hollande & les Provinces-Unies du Pais-Bas, & ne voulant pas qu'après avoir déclaré la Guerre

AUX

ANNO
1672.

aux Etats Generaux desdites Provinces, aucuns de ses Sujets y demeurent ou fassent résidence, ni entretiennent aucun Commerce ou Communication avec les Hollandois. Sa Majesté ordonne & enjoint tres-expressement à tous ses Sujets, de quelle qualité ou conditions qu'ils soient, qui sont en Hollande, dans les Terres de la Jurisdiction desdits Etats Generaux, soit qu'ils y aient pris parti, ou autrement, d'en partir, & de retourner en ce Royaume, 15. jours après la publication de la presente, sur peine d'être procédé contre les Contrevenants par Confiscation de Corps & de Biens, suivant la rigueur des Ordonnances : Mande & ordonne Sa Majesté aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux de ses Provinces, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exécution & observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 15. Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

LXXIX.

9. Avril. *Traité de Paix entre ALEXIS MICHAËLOWITZ Grand Duc de Moscovie, & MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI, Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril, 1672.* [AIZEMA, *Theatrum Pacis*. Tom. II. pag. 563. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans CHRIST. GASTLIUS, de *Statu publ. Europe noviss.* Cap. VI. pag. 295. en Allemand; dans LONDORFFI *Acta Publ.* Tom. IX. pag. 819. & dans le *Theatrum Europ.* Tom. XI. pag. 81.

I. Promittunt Clementissimi Domini nostri Principales ex parte utraque, quod initos Anno M DC LXVII. Andruszovii, & primùm à solennibus utriusque Partis Legatis, dein quoque à nostris Dominis Principalibus, Juramento confirmatos Tractatus, nec non id omne quod à nostra Legatione, eo ipso M DC LXVII. Anno, hic Moscoviæ tractatum & conclusum fuit, unà cum concordatis inter iteratam Commissionem Andruszovii Anno M DC LXX. & ab utraque Solenni Legatione Juramento corroboratis, in omnibus Punctis & Clausulis, firmiter & invariabiliter, sine fraude & sinistrâ interpretatione illâ fervent.

II. Stabiliendæ sinceræ & perpetuæ Amicitia gratiâ sua Czaarea Majestas, tam tres præcedentes, quàm quantum hunc Tractatum, in præsentia nostra, corporali Juramento confirmare vult, quamprimum nos Ratificationem ad manus suas tradiderimus. Similiterque Regia sua Majestas Poloniæ primùm ambos Andruszovii initos Tractatus, unà cum conclusis hic Moscoviæ, & denique ultimum hunc Tractatum in præsentia Czaaræ Solennis Legationis, post exhibitam Ratificationem Jurjurando corroboraret. Et adventus utriusque Solennis Legationis per præmissos Præfatos in antecessum, more consueti, denun-tietur.

III. Cùm ratione diversorum Punctorum tam Andruszovienfium Pactorum, ut & Moscoviæ conclusarum Conventionum, nonnulla Gravamina & præten-siones subsecutæ fuissent, videlicet circa Articulum secundum Pactorum Andruszovienfium, quoad Nomina & Honorem Titulos unus alterius Principis, & circa Articulum septimum, ad quod Kyovia restituta non esset. Item circa primum Punctum Moscoviæ conclusæ Transactionis, in eo definitum, conjunctionem Copiarum auxiliorum concernentem. Item, quod neutri Partium fas sit, five cum Chamio Crimen-si, five cum Sultano Turcarum Tractatum quempiam inire &c. Propter hæc dicta Puncta ob suborta, præcedentibus temporibus, exinde Gravamina & Contentiones, non quidem expuncta ex Pactis juratis, sed tantummodo ad futurum usque Commissionem, quæ mensis Junio Anno M DC LXXIV. vigore primo-rum Andruszovienfium Tractatum instituitur, ampliata sunt. Sic ut tunc Gravamina hæc ab utriusque

Tom. VII. PART. I.

Partis deputatis Commissariis leverent & per Transactionem sustollantur.

IV. Quamvis Civitas munita Kyovia, ad instantia Majestatis suæ Czaaræ desideria sub ejusdem potestate & dispositione, usque ad proximam Commissionem, in qua terminus Evacuationis firmiter & constanter determinetur & definitur, maneat. Id ipsum tamen Pactis Andruszovienfibus nil quicquam deroget; Quin potius Punctus Evacuationis Kyoviæ, juxta tenorem Pactorum Andruszovienfium, absque ulla sequiori interpretatione, & sine diminutione illâ plenissimum vigorem obtineat. Prætereaque desuper firmissimè caveatur, quod Czaaræ suæ Majestati, de dictâ Arce munitâ, cum aliquo Principum nullatenus five tractare five Contractum inire, aut etiam eandem fortè alicui Amicorum, multò minùs Hostium Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lituaniæ, cedere & resignare fas sit; Verùm Arx hæc munita ad manus Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ, tradetur, quemadmodum etiam Litera Transactionis sonat. Idque sine ulla prætenfâ exactione expensarum & sumptuum, per integrum tempus in præsidium, & ad defensionem qualemcunque atque media ad sustentationem necessariâ factorem, utpote ad quorum refusionem Regia sua Majestas & Respublica Poloniæ adstricta minimè esto. Insuper Majestatis suæ Czaaræ exercitus, & speciatim Cofaci Severientes ultra Borythenem non excurrant, sed intra limites, qui in Pactis Andruszovienfibus: circa Kyoviam ipsis assignati sunt, se continent, minimeque audeant, commensals aut pabuli avenendi causâ, nec sub quopiam alio prætextu, Districtû Owruczenfî, aut ullis aliis ad Regiam suam Majestatem Poloniæ pertinentibus Districtibus, incurfionibus molestos existeret. Quod itidem Majestas sua Regia sue potestati subiectis Cofacis injunget, & ne lineam istam transiret severis Mandatis eos coercerebit.

V. Quod si Turcarum Sultanus ausus fuis hostilibus infisset, atque Regiam suam Majestatem & Rempubli-cam Poloniæ armatâ manu invaderet, aut ope Tartarorum quietem ejusdem interturbet; Eum in casum Czaarea sua Majestas pro affectione sua Christianâ & Amicitia fraternâ se declarat, quod suæ Regiæ Majestati Calmucensibus, Nogaiensibus, & aliis Hordis, Terrâ, Mari verò Donicis Cofacis assistet atque auxilium ferret, Hostemque à proposito suo diverteret. Promittit quoque Czaarea sua Majestas pro sese in Mandatis mox daturam, ut Cofaci Zaporenfes ad expeditionem in Mare Nigrum se parent, & sibi de Navigis ad eam requisitis provideant; Polliceturque ipsis pecunia & Commatu ad eam percipiendam adfore. Id ipsumque Regia sua Majestas dictis Cofacis injungere vult.

VI. Promittit porro Czaarea sua Majestas se ad Sultatum Turcarum, & Crimenfem Chamum Legatos missuram, & mediantibus Literis tali forma & stylo, quali exaratae esse sunt, quarum Apographa ex Cancellaria Czaarea nobis imperitæ sunt, concipientur, de Bello contra Polonos dehortaturam, mentionem injiciendo, quantam Conjunctionem animorum & Amicitiam Czaarea sua Majestas cum Regia sua Majestate contraxerit. Viceque versa & Regia sua Majestas similiter, ad Turcam & Tartarum Legationes amandare promittit.

VII. Præterea pollicetur, quoque Czaarea sua Majestas quod Cofacis suis in Severia inhibere velit, ut nec Bisurmannis, nec etiam Dorofensko assistent, multò minùs cum Cofacorum immigratorum Copiis in vicinitate Bislocetruæ, contra Regiam suam Majestatem & Rempubli-cam Poloniæ Fudere semet inhiant. Contra Regia sua Majestas quoque ad Cofacos suos Ukranientes similia generalia Mandata inhibitoria expediri curet.

VIII. Czaarea sua Majestas libero arbitrio relinquit & indulget subiectæ Regnò Poloniæ & Magni Ducatus Lituaniæ Nobilitati, quæ in Distionibus Smolensci & Starobubi existit, vel alibi in ejusdem Regionibus habitat, ut unusquisque ejus generis, pro lubitu, cum Uxore & Liberis, transire iterum in partes Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ, liberè & sine præpedimento, & mobilia sua secum asportare queat.

IX. Iis verò qui sub potestate Czaarâ manere voluerint, & Romanæ Religionis additi sunt, permittit Czaarea sua Majestas, Cultus eorum Divini peragendi gratiâ, fines Distionum transgredi, & Ecclesias proximè adjacentes adire. Nec ulli Romanæ Religionis addicto, Confessio fidei suæ, apud Czaaram suam Majestatem detrimento, aut Gratiâ ipsius promerendi impedi-

mente

ANNO
1672.

ANNO
1672.

mento fit. Ex adverso verò omnibus & singulis quo- que Russorum Religionem colentibus, cujusconque status ad conditionis etiam ii erunt, qui cum locis per Pacta Andrusoviensia celsis, iterum ad Regiam suam Majestatem pervenerunt, Exercitium Græcæ Religionis liberum concederet, nemo in peraditione cultus divini suorumque Sacrorum impedimentum aliquod iis adferet.

X. Omnibus & singulis Civibus Personis & Mercatoribus, Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lituaniæ ortis, & nunc sub Czarea sua Majestate habitantibus, qui tempore primæ permutationis in libertatem asseri nequiverunt, ubicunque locorum ii vivant, Paganis solummodo exceptis, post solutionem eorum quæ Creditoribus suis deberint, liberi dimittentur, quò, pro lubito, in partes Regiæ suæ Majestatis iterum transire queant. Si verò alicui placuerit sub Czarea Majestatis Imperio permanere, id eidem prohibitum non esto. Homines Civicos verò qui prædia & bona Bojarorum sive Consiliariorum Status inhabitant, quod concernit, de iis sufficienter tractetur in futura ad Annum M DC LXXIV. ampliata Commissione ibique Punctus hic ad satisfactionem Partis utriusque componetur.

XI. Præterea Czarea sua Majestas spondet, se Regiæ suæ Majestati, unà cum ultima Legatione remissam, omne id, quod de ligno sanctæ Crucis conquerere valebit, & se obstringet, quòd nil amplius de eo reperiri poterit.

XII. Imperabit sua Czarea Majestas, ut Reliquæ S. Calistrati, nec non aurea, argentea & alia ornamenta Ecclesiæ Cathedralis Smolenskonensis, ut & Campanæ ejus, & quicquid ullo modo indagari poterit, restituantur.

XIII. Porro Majestas sua Czarea edictum promulgabit, vi cuius omnes & singuli ablati libri, Documenta, Scripturæ, Acta Judicialia, Imagines, argentea suppellex Ecclesiastica, ornatus & apparatus, ut & Campanæ & similes res in Czarea suæ Majestatis Ditionibus conquirentur, & quicquid harum reperiretur, intra terminum sex mensium, aut quàm longissimè intra Anni unius spatium, ad fines Regni asportetur, Regiæque suæ Majestati tradetur.

XIV. Quamprimum etiam aliqui ad Palatinatum Kyovientem pertinentes libri reperiri poterunt, sua Czarea Majestas eos statim Regiæ suæ Majestati transmittere vult.

XV. Hisce proficitur Czarea sua Majestas, quod nulla Scripturæ aut Documenta publica, Legationum quæpiam Palatinatum & Districtum Magni Ducatus Lituaniæ Indices, ex quibus conjectura capi queat, quæpiam Czarea suæ Majestatis potestati & vi se subjecisse, in Archivo existit. Et si procedenti tempore simile quid in apicum proferetur, id tamen per antecedentes Tractatus jam abolitum erit, & hisce denudò vigore præsentis Articuli rescinditur.

XVI. Quandoquidem Severiores Cosaci limites Regni transgressi sunt, partemque Palatinatus Mieciavienfis, ut & quadam in Districtibus Rzeczikiensium & Miedzyrcenfi occuparunt: sua Czarea Majestas isdem serò injungere vult, ut retrocedant, & fines Regni ab omnibus invasionibus immunes & puros servant. Quod si verò per invasiones hasce incolis fortè damna quædam data fuerint, Regia tamen sua Majestas & Republica refusionem eorum quæpiam nullatenus exigit.

XVII. Ne autem irrepetentes sæpius Errores circa Titulos utriusque Partis, inter Incolas limitaneos aniam Dissidiorum & malevolentiam aliquam præbere valeant, imposterum Accolæ limitum Partis utriusque privati, non tenebuntur integrum Titulum Regis & Czaris Literis suis præponere, sed sufficienter hæc: *SUA REGIÆ MAJESTATI &c. SUÆ CZARÆ MAJESTATI &c.* Palatini verò, Satrapæ & Officiales utriusque Partium, in scribendo & Titulis, erga Partium Principes, Pactis Andrusoviensibus se conformes exhibebunt.

XVIII. Quò XIII. Article Pañorum Andrusoviensium, juxta 6. VII. hujus, Moscoviæ conclusi Tractatus, satisfactio præstetur, cum delegati Judices limitum, hæctenus nullam de finibus litem determinaverint, nullusque locorum litigiosiorum, etiam si jam fidem jurisjurandi ad hoc dederint, certò definitus fuerit, ex quo contentiones de finibus quotidie augentur: Idcirco uterque Principum, evitandarum ulteriorum incommoditarum, dissidiorum & turbationum, inter Vicinos in Confinibus degentes gratiâ, & ut eò facilitus

ANNO
1672.
eæ sopiantur, quisque suo nomine duos eligere vult Judices, qui statò termino anni, semel aut bis Assesores suos & Collegas, ipsi adjunctos, eo ipso in Palatinatu sive Provinciâ in quâ jus dicent, convocent, & quæque vice actiones de injuriis limitaneis, & commissis excessibus, ut & de latrocinii & homicidiis, motas, audient, lætæ Parti Justitiam administrent, delinquentes coercerant, & sic fines quietos & pacatos servent. Quò verò hi Judices finium regundorum ab utraque parte sufficienti securitate gaudeant, unaquæque Pars, plures quàm XX. Personas secum non adducet, & fructus utraque Pars eà ipsâ securitate, quæ Legatis Solennis Legationis, quoad Commissionis injunctas, imperietur.

XIX. Quòque omnes occasiones odiorum & inimicitiarum in finibus præcaveantur; Czarea sua Majestas speculam propè Racienflum, ad Fluvium Horedna, quæ vigore primorum Pañorum, in statu suo permansit, cum ea aniam multijugurum contentionum præbisset, tollit, inhiæbatque, ne aliæ simili in loco inposterum exstiterunt.

XX. Omnia alia Puncta, præterquam ea quæ ad Commissionem remissa sunt, quæ necesse non hæcent, ut Commissionem expectent; sed statim executioni mandentur, adimplere sine ulla dilatione aut studio conquestis finitibus Interpretationibus, uterque Principum stipulatur.

XI. Præfatus hæc Conventio, prout ea Nos inter suæ Regiæ Majestatis & Republicæ Poloniæ Solennes Legatos, & Czareæ suæ Majestatis Bojaros & Consiliarios Status mutuo pacta, conclusa & in Scripturam redacta fuit, à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Michaelæ, Dei gratiâ Rege Poloniæ, &c. &c. Domino nostro Clementissimo, & suæ Majestatis Successoribus Regni, nec non omnibus Republicis Ordinibus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, utriusque Nationis, Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lituaniæ, ex una; & à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Alexio Michaelowicz &c. &c. & suæ Czareæ Majestatis Successoribus, ex altera parte, in omnibus Punctis constanter & invariabiliter fervetur. Huncce conclusum Tractatum Regiæ suæ Majestatis & Republicæ Poloniæ Nos Legati Solennes nostris manibus subscripimus, & Sigillis nostris corroboravimus, & postquam hinc inde eundem jurejurando firmavimus, arque unius ejusdemque tenoris desuper confecta & subscripta Instrumenta cum Czarea suæ Majestatis Bojaris & Consiliariis Status ad invicem permutavimus. Adum in Czarea suæ Majestatis Sede Moscoviæ IX. Aprilis Anno à nato Christo M DC LXXII.

(L.S.) JOANNES GNINSKI.

(L.S.) CYPRIAN PAUL BRISTOWSKY.

(L.S.) ALEXANDER KOTOWSKY.

LXXX.

Renouvellement, Prorogation & Explication, de 14. Avril. P' Alliance entre Louis XIV. Roi de France, FRANCE & CHARLES XI. Roi de Suede. A Stock-ex SUEDE, olm le 14. Avril 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. V. Ce Traité se trouve en Latin dans la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOUS Claude Tott, Comte de Carleby, libre Baron de Surdy, Seigneur d'Ekelsund & de Lælsfeln, Sénateur & Grand Escuyer de la Sacrée Majesté Royale & du Royaume de Suede, Gouverneur Général de Livonie; Sten Bielke, libre Baron de Corp, Seigneur de Haddelholm, de Gefoeha & de Tonga, Sénateur de la Sacrée Majesté Royale & du Royaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie; Nicolas Brabé, Comte de Wifsnborg, libre Baron de Cajane, Seigneur de Ribboholm & de Salvejen, Sénateur de la Sacrée Majesté Royale & du Royaume de Suede, & Conseiller de l'Amirauté; Jean Guldenstern, libre Baron de Lundholm, Seigneur de Streeche & de Bierksfont, Sénateur de la Sacrée Majesté Royale & du Royaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie, Commissaires Deputés, munis d'un plein-Pouvoir de nôtre tres-puissant Prince & tres-clement Seigneur CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Wandales: Voulons qu'il soit notoire à

tous

ANNO
1672.

tous à qui il appartient, que conformément à l'Article 21. de l'Alliance faite à l'ontantien entre le Roi de France & le Roi de Suede, le 22. Septemb. 1661. de l'année 1661. par lequel il est dit que si ou le trouve à propos, ladite Alliance pourra être prorogée du commun consentement des deux Rois, & qu'à ce dessein le Tres-Puissant, & Tres-Christien Prince & Seigneur Louis XIV. Roi de France & de Navarre, auroit envoyé à Stockholm au commencement du mois d'Août de l'année dernière 1671. l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Simon Arnaud de Pomponne, Conseiller d'Etat ordinaire & Ambassadeur extraordinaire, & ledit Sieur étant choisi pour Secrétaire d'Etat; le Sieur Marquis de Vaurban, Maréchal des Camps & Armées de S. M. Gouverneur de Philippeville, lequel étant aussi appelé en Lorraine, Sa Majesté Tres-Christienne auroit envoyé l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Honoré Courrin, Conseiller d'Etat ordinaire, & Ambassadeur extraordinaire, muni d'un Plein-Pouvoir. Les Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede, faisant reflexion de quelle utilité & de quel avantage avoient été pour leurs Etats les anciens Traitez qui avoient été faits & obzervez inviolablement & religieusement, tant entre Leurs Majestez qu'entre les Rois d'heureuse mémoire leurs Predecesseurs: Et se ressouvénant aussi qu'ils ont principalement beaucoup servi pour la félicité & stabilité de la Paix qui avoit été rendue à l'Empire par la jonction de leurs Conseils & leurs Forces, ils n'ont jamais rien en plus à cœur que de renouveler non seulement cette Alliance, mais de lui donner encore plus de force, en s'y engageant d'une manière plus étroite. Pour ce sujet, Nous Commissaires Députés, & ledit Ambassadeur extraordinaire, après nous être communiqué mutuellement nos Pleins-Pouvoirs, & nous être assemblés plusieurs fois, avons arrêté & sommes convenus d'observer de part & d'autre, pour marque d'Amitié & d'Alliance, les Articles suivans.

I. Les Serenissimes Rois de France & de Suede & leurs Roiaumes, aiant été unis depuis long tems par une sincere & véritable amitié, & par une fidelle correspondance avantageuse à leurs deux Roiaumes, & aians depuis été affermis dans cette union par des Alliances tres-étroites, ils ont encore aujourd'hui les mêmes raisons de demeurer unis, & de s'y engager plus étroitement, & même il est à propos de renouveler & de rétablir entre ces deux Rois & leurs Roiaumes leur ancienne amitié, comme en effet en vertu du present Traité elle est renouvelée, confirmée & rétablie: De manière qu'entre les deux Rois, leurs Roiaumes, leurs Sujets, & les Habitans des Terres de leur obéissance, il y aura toujours amitié & fidelle correspondance, qui fera que l'un aura soin des biens & de la félicité de l'autre, & des avantages & profits communs comme du sien propre; & que non seulement il avertira son Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Il y aura outre cela à commencer dès ce jour entre le Tres-Puissant Roi & Roiaume de France d'une part, & le Tres-Puissant Roi & Roiaume de Suede, de l'autre, une Alliance défensive tant pour la conservation mutuelle des deux Rois & de leurs Roiaumes, des Provinces & Terres de leur obéissance, & de tous leurs Droits, que pour la félicité de la Mer Baltique de l'Océan, à l'avantage du Commerce, & à la liberté de la Navigation.

III. La principale fin de cette Alliance doit être que toutes les choses qui ont été réglées, soit pour la Politique, soit pour ce qui concerne les affaires Ecclesiastiques, par la Paix de Munster & d'Osnabruck, demeurent dans le même état conformément aux Articles de la Paix, en sorte que les deux Rois, & tous les Etats de l'Empire qui sont compris dans ladite Paix, en jouissent entièrement: Et afin que les autres qui y sont intéressés l'observent d'autant mieux, les deux Rois feront instance conjointement & séparément auprès de l'Empereur & des Etats de l'Empire, non seulement afin que tout ce qui a été arrêté par les Articles de ladite Paix, soit exécuté dans toute son étendue, mais encore afin que la Paix & la tranquillité publique, qui a été achetée par l'effusion de tant de sang, par de tres-grands travaux & grandes dépenses, soit maintenue inviolablement.

IV. Et afin que les Traitez de Westphalie, & ceux qui ont été faits depuis sur le même sujet, ne soient pas seulement obzervez, mais qu'ils le soient encore

selon toute leur force & dans toute leur étendue, il a été arrêté en premier lieu, entre les Serenissimes & Tres-Puissans Rois de France & de Suede, que non seulement ils ne donneront aucuns secours aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix de l'Empire, mais encore que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat attaquoit les armes à la main un des deux Rois dans l'Empire, contre la disposition de la Paix de Westphalie, ou bien qu'il donnât soit dedans soit dehors l'Empire, un secours des Troupes, d'Armes, ou de quelque autre manière, sous quelque pretexte que ce soit, aux Ennemis de l'un des deux Rois, en ce cas les deux Rois se secourront mutuellement & ils uniront leurs Armes pour attaquer l'intraqueur de la Paix, s'il ne veut pas écouter l'avertissement à l'amiable qui lui sera fait auparavant.

V. Les deux Rois Confederez solliciteront pour le bien commun plusieurs autres Estats de l'Empire, tant Catholiques que Protestans, à entrer dans cette Alliance, & on agira & conclura avec eux à peu près de la même manière que l'on fit à l'Alliance du Rhin, qui fut faite entre les Couronnes de France & de Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire.

VI. Et comme selon ce qui vient d'être dit dans l'Article precedent, les deux Rois Alliez doivent procurer que pour le bien public les Etats d'Allemagne qui sont Amateurs de la Paix, soient invitez d'entrer dans cette Alliance, aussi n'empêcheront ils point que l'Empereur, les Electeurs, les Princes & les Etats de l'Empire, à qui aussi la Paix peut être agreable, n'entrent encore dans cette Alliance, pourvu qu'ils se déclarent dans le temps, & que cela se fasse à des conditions raisonnables, & du commun consentement des deux Rois Alliez.

VII. Comme il a été proposé dans le temps passé, soit par la voye des Conseils, soit par celle des Armes aux deux Rois Confederez & à leurs Alliez, qu'on rétablît conformément aux Loix Fondamentales de l'Empire, les Electeurs, Princes & Estats dudit Empire, dans le Droit de suffrage dans les délibérations sur toutes les affaires de l'Empire: & qu'à cet effet plusieurs Reglemens desd. Traitez de Paix, & principalement l'Article 8. des Droits des Etats ait été inséré dans cette Paix: En consequence les deux Rois Alliez ont arrêté presentement, & sont convenus que les affaires de l'Empire qui ont été décidées, soit dans la Paix de Westphalie & par ledit Article 8. ou qui l'ont été depuis dans les Assemblées de l'Empire d'un commun consentement des Etats selon la disposition du Traité de Paix, demeureront dans toute leur force & pour ce qui regarde celles qui sont demeurées indéfinies, & qui ont été remises par la Paix de Westphalie à la premiere Diette de l'Empire, les deux Rois Confederez jugent à propos de s'unir pour avertir l'Empereur, ou tous les Princes & Estats de l'Empire par Lettres, & de faire en sorte par leurs Ministres dans les Assemblées de l'Empire, que lesdites affaires indéfinies & qui ont été renvoyées aux Diettes, y soient décidées d'un commun consentement.

VIII. Si quelques-uns de ceux qui sont expressement nommez dans la Paix de Westphalie sont encore troublez, & principalement si contre les Articles d'Amistie & des Griefs, ils sont privez de l'exécution de ladite Paix, en sorte qu'ils n'aient pas été rétablis, ou que l'aient été, ils ne l'aient pas été entièrement, ou même qu'après leur rétablissement, ils aient été destituez une seconde fois en quelque manière que ce soit, ceux qui seront ainsi troublez de quelque état & condition qu'ils soient, recevront les compositions à l'amiable des Rois Alliez, & les moins équitables qui seront suggerez par les Membres de la Paix.

IX. Que s'il arrive qu'un ou deux Estats de l'Empire, & que ceux-là en particulier, ou plusieurs d'entre eux ensemble, soient troublez en quelque manière contre la disposition de la Paix de Westphalie, & des Constitutions de l'Empire, dans la paisible possession de leurs Terres & de leurs Droits, ou même qu'ils soient attaquez à force ouverte & les Armes à la main, & qu'en consequence ils implorent le secours des Rois Alliez comme Garands de la Paix, ces Etats soit qu'il y en ait un ou plusieurs doivent attendre des Rois Alliez conjointement les remedes qui sont marquez dans le Traité de Paix & dans les Articles suivans.

X. Il a été aussi résolu pour plus grande félicité des

ANNO
1672.

ANNO
1672.

Terres & des Provinces qui ont été acquises par le Traité de Paix, à l'un & à l'autre des Rois Alliez & à leurs Roiaumes pour les satisfaire, que s'il arrive qu'elles soient menacées de quelque danger, ou si quelqu'un ose les attaquer par les Armes, les deux Rois s'obligent par cette Alliance à la juste & mutuelle défense de leurs Terres, se promettant d'unir leurs Couffils & leurs Armes qui seront nécessaires pour repousser par la force des Armes une telle invasion : & ne désireront pas qu'on n'ait donné une entière satisfaction pour l'injure reçue, & pour les pertes qui pourroient avoir été faites, avec une Garantie certaine de ne plus rien troubler. Celui qui sera attaqué & qui demandera du secours, aura le choix d'être assisté & de recevoir ce secours, ou en Troupes ou en Argent.

XI. Si quelqu'un des Etats de l'Empire, est troublé & offensé contre les Articles de la Paix par les autres Etats, les Rois Alliez leur feront premierement une remontrance amiable, & ensuite si elle est inutile, on donnera une communication des avis aux Etats de l'Empire, selon la maniere prescrite dans ledit Traité de Paix, qui n'aura d'autre but que de pourvoir à l'entière satisfaction & feureté de la Partie offensée, & d'empêcher qu'il ne soit fait aucun tort, ou prejudice à aucun Membre de la Paix dans ses Droits, Dignitez, & Privileges.

XII. Comme cela doit estre entendu, si quelque Membre de la Paix publique étoit offensé, non pas à la vérité par les Armes, mais en toute autre maniere que ce soit. De même si quelqu'un, ou parce que les Rois Alliez tâchent par toute sorte de moyen de conserver la tranquillité publique dans son entier, ou à cause de la premiere Guerre, & ainsi par un esprit de vengeance attaquoit les Armes à la main quelqu'un des Rois Alliez, ou de ceux dont ils defendent la cause; & que le bon Droit ou l'entremise de l'un ou de l'autre Allié fut inutile dans cette occasion, & qu'il ne pût pas être aidé par aucun autre moyen ou secours, pour lors les Rois Alliez après un avertissement amiable, s'opposeroient conjointement & ensemble à cet Infracteur de la Paix de Westphalie, conformément aux anciens Traitez qui ont été plusieurs fois réitérez, & selon la maniere qui a été en usage pendant la premiere Guerre, & uniroient leurs forces pour le poursuivre d'un commun avis jusques à ce qu'il ait satisfait aux deux Rois Alliez, ou à quelque autre Membre de la Paix qui auroit été offensé, & qu'on ait fait avec eux une Paix feure & honeste.

XIII. Et afin que le Serenissime Roi de Suede connoisse combien la feureté & l'avantage de la Suede est à cœur au Serenissime Roi Tres-Chrestien Sa Majesté Tres-Chrestienne veut en vertu de ce Traité renouveler & confirmer de nouveau par sa parole Roiale au Serenissime Roi de Suede, toutes les Garanties sur la Paix d'Oliva & de Copenhague qui lui ont été promises par des Traitez particuliers, & principalement pour ce qui regarde le Roi & le Roiaume de Danemarck, on est convenu d'un commun avis, que comme le Roi de Suede s'est engagé d'être ami & fidelle voisin du Roi de Danemarck, conformément à la teneur des Traitez faits au Camp de Copenhague le 27. jour de Mai 1660. & qu'il ne veut rien tenter contre le Roi & les Roiaumes de Danemarck & de Norwege, ni contre les Terres que le Roi de Danemarck possède dans l'Empire, aussi mutuellement le Roi Tres-Chrestien empêchera que le Roi de Danemarck n'entreprene rien contre le Roi & le Roiaume de Suede, ni contre ses Droits, Terres, Provinces & Lieux qui lui sont soumis en quel endroit qu'ils soient, soit dans l'Empire, ou par tout ailleurs.

XIV. Le Duc de Sleswich & de Holstein Gottorp jouira de la même Garantie, & l'un & l'autre des Rois Alliez promettent d'employer tous leurs soins, afin que ledit Duc jouisse entièrement, & sans alteration de tout ce qui a été arrêté expressement dans ladite Transaction de Danemarck & de Suede, & qui a été inséré dans la Convention, entre le Roi de Danemarck & ledit Duc, pour la feureté de son Etat & de ses Droits.

XV. Et comme l'un & l'autre des Rois Alliez regardent les Ducs de Mecklebourg, Suerin & Gœstrow, qui leur font unis depuis longtemps par des liens particuliers d'Amitié & d'Alliance comme Membres de la Paix de Westphalie, & qu'ils aient par conséquent à cœur leur conservation, ils feront pour cet effet en vertu de la presente Convention tous leurs efforts, afin

que lesdits Ducs ne soient pas troublez dans la possession des Terres, Droits, Biens & Avantages qu'ils ont obtenu par le Traité de Paix de Westphalie, mais qu'ils soient conservez tranquillement dans leur Etat present.

XVI. De même maniere les Rois Alliez travailleront conjointement, & auront soin que le Marquis de Bade-Dourlac Membre de la Paix de Westphalie, soit conservé, autant que faire se pourra, dans la paisible possession des Terres & Droits, & de tous les avantages qu'il a obtenus par ladite Paix de Westphalie.

XVII. Quoique les deux Rois Alliez esperent que la feureté publique a été si bien établie, qu'on a si bien pourvu à tous les evenemens, & qu'elle a été si bien confirmée dans l'Empire Romain par la Paix de Westphalie qu'il n'y a rien à craindre; Cependant comme les choses paroissent être hors de l'Empire dans un état qui menace assez certainement de la Guerre, de laquelle sans doute il peut naître de grands desordres, les deux Rois Alliez à cause de l'inclination qu'ils ont pour les avantages de l'Allemagne, ne peuvent s'empêcher de témoigner qu'ils jugent à propos d'y pourvoir par toute sorte de moyens possibles, & d'empêcher que ce feu qui est si voisin de l'Allemagne ne soit porté jusques dans le sein de l'Empire.

XVIII. Comme aussi les deux Rois aient toujours uniquement eu en veüe depuis la Paix de Westphalie, d'empêcher que l'Empire ne fut engagé dans aucune Guerre, & qu'elle ne put facilement s'étendre bien loin au dehors, si quelqu'un se mesloit dans des affaires étrangères qui ne regardent point l'Empire, on a jugé à propos de part & d'autre que l'un & l'autre des Rois Alliez témoignent à l'Empereur & aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'inclination singuliere qu'ils ont pour la tranquillité de l'Allemagne, & leur fassent voir que ceux qui demeurent en Paix, seront dans une entière feureté à cause desdites Provisions, Garanties & Alliances defensives des Etats de l'Empire, qu'ils ont par leurs Ambassadeurs toute sorte de soupçon, & qu'ils donnent en ami des avis salutaires, & qu'ils leur fassent voir le danger où ils seront, si quelqu'un d'eux s'engageoit dans la Guerre qui n'est pas à la vérité dans l'Empire, mais qui n'en est pas éloignée.

XIX. Après cette precaution jointe aux avis & bons offices qui peuvent servir de remède à la Guerre, & autant que la provoyance humaine peut s'étendre, confirmée par la Paix & la tranquillité d'Allemagne, les deux Rois ne peuvent croire que personne ait besoin d'une plus grande feureté, ni qu'il en soit nulle attention à ces avis qu'on donne sincerement & en ami pour le repos public, & qu'on ne veuille pas pourvoir à la presente tranquillité par la voie de la Paix. En ce cas l'un & l'autre des Rois Alliez s'engagent mutuellement, & s'obligent aussi à l'avenir d'être unis pour la defense du Traité de Paix & la feureté commune, tant des deux Rois que de tous les autres qui servent à la conservation de la tranquillité publique, que s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelque Membre de la Paix de Westphalie sans avoir égard ausdits remèdes de la Guerre, entre en rupture en prenant les Armes, d'abord les deux Rois consulteront entr'eux pour trouver un remède proportionné à la grandeur du peril, afin qu'une telle Guerre, si on voyoit qu'elle dût troubler l'Allemagne, soit éloignée & repoussée.

XX. Et afin que Sa Majesté Suedoise soit cependant en état de pourvoir au repos commun, & de s'opposer au peril qui pourroit le menacer, il aura sur pied pour la conservation de la tranquillité publique une Armée composée, tant d'Infanterie que de Cavalerie qui sera considerable, à proportion de la nécessité du temps & du danger, avec tout l'appareil nécessaire de Canons & d'autres choses qui regardent la Guerre.

XXI. Pour soutenir ces dépenses & pour entretenir lesd. Troupes S. M. T. C. s'oblige en vertu de cette Alliance, de donner tous les ans un certain subside qui sera proportionné à la grandeur de l'Armée que S. M. Suedoise entretiendra, lequel sera payé en Monnoie de Richelais : & il sera compté tous les ans à Hambourg dans la Banque, sans aucune contestation ni perte de Sa Majesté Suedoise.

XXII. Le Roi F. C. n'ayant rien plus à cœur que d'observer religieusement & de bonne foi le Traité de Paix conchi à Aix la Chapelle, le 2. Mai de l'année 1668. entre les Couronnes de France & d'Espagne, le

ANNO
1672.

Roi

ANNO
1672.

Roi de Suede aiant aussi assez témoigné par le penchant qu'il a pour la tranquillité publique, & pour l'avantage de S. M. T. C. & de S. M. C. le soin qu'il a de procurer la continuation & confirmation de la bonne amitié & correspondance renouvelée par ledit Traité, en offrant au Roi T. C. & en accordant au Roi Catholique la Garantie, ledit Roi T. C. louant, non seulement l'affection singulière qu'a Sa Majesté Suedoise pour la tranquillité de l'Europe; mais reconnoissant aussi en cela une grande marque de son amitié, déclare & confirme par cet Article la sincère & véritable desir qu'il a de ne s'éloigner jamais autant qu'il fera en lui, de l'observation dudit Traité d'Aix la Chapelle, qu'au contraire il aura soin qu'il soit observé tres-exactement dans toutes ses clauses.

XXIII. Les Sujets du Roi de Suede & les Habitans des Provinces qui lui sont soumises, jouiront de la liberté de la Navigation & du Commerce dans tous les Royaumes & Terres qui sont en Paix, Amitié ou Neutralité avec Sadite Majesté Suedoise, & ils ne feront pas inquiétés par les Vaisseaux du Roi T. C. à l'occasion de la Guerre qui pourroit être avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats en telle sorte pourtant qu'ils ne donnent point de Marchandises défendues & de Contrebande à son Ennemi.

XXIV. Il faut regarder comme Marchandises de Contrebande toute sorte d'Armes, tant Offensives que Défensives, & principalement les Armes à feu & toutes les autres qui servent pour le même sujet, il faut comprendre dans ce nombre les Canons grands & petits de toute sorte de façons, qu'on appelle ordinairement Canons & Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Flèches, Carcaïsses, Bales à Mousquets soit de Fer ou de Plomb, Nitre ou Salpêtre, Poudre à Canon & toute sorte d'Épées, Sabres, Picques, Hallebardes, Haches, Fleaux, & toute autre Arme propre à attaquer: Comme aussi Morions, Casques, Cotte de Maille, Cuirasses & Boucliers de Cuivre ou de Fer, & toutes Armes propres pour servir de défenses; outre cela tout ce qui sert pour l'Équipage d'une Armée, comme Chevaux, Selles de Chevaux, Fourreaux de Pistolets: & enfin tout ce qui peut être utile ou nécessaire pour harceler les Chevaux.

XXV. Il ne faut pas entendre sous le nom de Marchandises défendues & de Contrebande, les Marchandises qui n'ont pas encore été travaillées, & qui n'ont pas été mises en œuvre pour l'usage de la Guerre, comme l'Acier, le Fer, le Cuivre, la poix liquide & dure, le Bled, le Sel, le Vin, l'Huile & les autres de ce Genre, ou toute autre qui sert à l'entretien de la vie; le transport en est permis chez les Ennemis même, excepté dans les Villes & les Lieux assiégés & bloqués.

XXVI. Les Marchandises de Contrebande pourrout aussi être transportées à d'autres Nations: & il ne sera pas permis, ni en allant, ni en revenant d'empêcher, de troubler, ni d'inquiéter les Vaisseaux Suedois, pourvu qu'ils montrent les Lettres de Sauf-conduit, selon la Formule ci-jointe; laquelle est conçue en ces termes.

La Serenissime & R. M. &c. Nous certifions que le jour . . . du mois . . . de l'année . . . a comparu devant Nous N. N. Sujet de Sadite Majesté & Citoyen de la Ville . . . lequel en vertu du Serment de fidélité par lequel il est engagé à notre tres-clement Seigneur Sa Majesté Suedoise, nous a déclaré que ledit Vaisseau . . . est de la Ville de . . . & qu'il lui appartient & à ses Associés, qui sont aussi Sujets & Citoyens de Suede, en propre à juste titre, lequel voulant faire voyage du Port . . . chez des Nations Étrangères chargés des Marchandises de Suede, Nous assurant sous le même Serment de fidélité qu'aucun Étranger n'a part dans ledit Vaisseau pour les Marchandises qui y sont déjà, ni pour celles qui y seront mises: & que le Patron dudit Vaisseau est Citoyen de la Ville . . . c'est pourquoi connoissant suffisamment après une exacte recherche que ledit Vaisseau & toutes ces choses qui doivent y être mises pour ce voyage sont permises, & qu'il appartient véritablement aux Sujets de Sa Majesté Suedoise, Nous requerrons humblement & honnêtement pour marque d'Amitié & de bon office, de toutes les Puissances de Terre & de Mer, Rois, Princes, Républiques & Villes libres: Comme aussi de tous les Généraux d'Armée, Capitaines, Officiers & Gouverneurs des Ports, & de tous ceux qui ont quelque Charge dans les Ports, ou sur la Mer, de tous ceux que le Vaisseau pourroit rencontrer en voyage, ou dans les Flottes desquels il pourroit passer ou être

Jetté dans les Ports, qu'en considération de l'Alliance qui est entre chacun de ceux qui sont ci-dessus nommez, & le Serenissime Roi de Suede notre tres-clement Seigneur, ils permettent non seulement que ledit Pilote avec ledit Vaisseau aille & vienne librement sans empêchement ni sans être inquiété, mais encore s'il vouloit aller ailleurs de lui rendre tous les bons offices d'humanité & de bien-veillance comme à un Sujet de Sa Majesté Suedoise, devant s'attendre d'en recevoir autant dans une pareille ou semblable occasion de Sa Majesté Suedoise, & de tous les Ministres & Sujets. En foi de quoi nous avons fait mettre le Sceau du Collège aux Présentes & les avons signées. Donné à Stockholm . . . ou ailleurs.

XXVII. Et afin que toute visite soit défendue sur la Mer, & que la Navigation se fasse plus sûrement, tout prétexte inutile de visite s'étant retranché, les Vaisseaux du Roi T. C. qui iront au devant des Vaisseaux Suedois, s'arrestent à la portée du Canon, & enverront une Chaloupe aux Vaisseaux Suedois, & entreront seulement avec deux ou trois Hommes, auxquels on montrera les Lettres de Sauf-conduit conçues selon la Formule précédente; & on ne prendra, ni on ne tentera autre chose, mais on y ajoutera une entière foi, afin que sans aucun trouble, recherche ou detention le Vaisseau puisse continuer sa route.

XXVIII. Tous les Sujets du Roi T. C. jouiront aussi de la même liberté du Commerce & de la Navigation, conformément aux conditions & limitations qui ont été exprimées ci-dessus, en cas que le Roi de Suede soit engagé dans la Guerre avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats.

XXIX. Que s'il arrive que les Vaisseaux d'un des Alliez destinez pour un Port Ennemi, ou pour des Lieux qui soient sujets aux Ennemis, se trouve chargé de Marchandises défendues en tout ou en partie, les Marchandises défendues seront confisquées par un Juge compétent; & les Vaisseaux ni les autres Marchandises qui s'y trouveront & qui ne seront pas défendues, ne pourront pas l'être.

XXX. Les anciennes Alliances qui ne sont pas contraires à celle-ci demeureront dans toute leur force, & principalement l'Alliance faite entre lesdits Rois à Fontainebleau en l'année 1661. doit être censée renouvelée dans toutes ses Clauses & Articles, si ce n'est qu'on en ait disposé autrement dans celle-ci.

XXXI. Et afin qu'on connoisse que cette Alliance n'est faite au désavantage ni au préjudice de personne, les Alliez & Amis des deux Rois qui voudront & foulailleront y être compris le seront.

XXXII. Cette Alliance durera pendant dix années, à compter du jour qu'on échangera les Ratifications, excepté l'obligation mutuelle exprimée dans l'Article 4. & les choses qui concernent la conservation & la sécurité de la Paix de Westphalie, que les deux Rois doivent se promettre de l'Empire en vertu de ladite Paix, toutes choses demeureront toujours dans leur entier.

XXXIII. Ces Articles confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, s'échangeront mutuellement à Stockholm dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signés. En foi de toutes ces choses & pour donner une plus grande force, Nous avons signé ces Présentes & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Stockholm le 14. jour d'Avril 1672.

ARTICLES SECRETS.

I. Les deux Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede sont convenus expressement de la même chose par l'Article 4. de leur Alliance conclue ce même jour; à sçavoir, que non seulement ils ne donneront point de secours en aucune manière aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix dans l'Empire; Mais encore que si l'Empereur, ou quelque Etat vouloit contre la disposition de la Paix de Westphalie attaquer l'Empire par les Armes & à force ouverte un des deux Rois, ou donner aux Ennemis de l'un ou de l'autre Roi un secours de Troupes, ou de quelque autre manière, soit dedans ou dehors l'Empire, sous quelque raison ou prétexte que ce soit; en ce cas ils se secourront mutuellement, & ils joindront leurs Armes pour attaquer l'Infracteur de la Paix, supposé qu'il méprise un avertissement à l'amiable qu'on lui donnera auparavant.

II. Quoique le Roi T. C. soit persuadé que s'il entreprend la Guerre contre les États des Provinces Unies des Pays-Bas, & que les Armes & Troupes de

ANNO
1672.

ANNO
1672.

Sa Majesté entrent ou attaquent les Provinces, Villes, Citadelles & Lieux fortifiés desdits Etats, l'Empereur ni aucun Electeur ou Prince de l'Empire ne voudra s'y mesler ni aider par aucun secours lesdits Etats Ennemis de Sa Majesté; si pourtant il arrive contre cette esperance que l'Empereur ou quelque Electeur & Prince de l'Empire veuille donner des Troupes Auxiliaires ausdits Etats, ou prendre les Armes sous quelque pretexte que ce soit, tandis que cette Guerre durera contre S. M. T. C. & ses Alliez, pour lors ce qui sans doute excitera la Guerre en Allemagne & troublera la tranquillité de l'Empire, le Serenissime Roi de Suede s'opposera premierement à ce mal naissant par une voie amiable; & ensuite si elle est inutile, par la Force & par les Armes.

III. C'est pourquoi le Serenissime Roi de Suede comme tres-zelé Défenseur de la Paix d'Allemagne, tâchera premierement par un avertissement amiable de faire desister l'Empereur, les Electeurs ou Princes de leur entreprise. Et si ces remontrances faites en ami sont inutiles, & si l'Empereur ou tout autre Prince ne veut pas desister de fournir du secours aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi Tres-Chrétien, pour lors le Roi de Suede qui cherchoit la gloire de conserver la Paix dans l'Empire par une voie amiable, tâchera de le faire par les Armes, les Rois Alliez étans convenus par le moyen suivant de la maniere dont toute cette entreprise seroit menagée.

IV. Lorsque l'Empereur, ou un Electeur, ou Prince de l'Empire aura résolu d'envoyer des Troupes Auxiliaires contre Sa Majesté Tres-Chrétienne aux Etats des Provinces-Unies, ou d'attaquer Sa Majesté ou ses Alliez dans l'Empire, pour lors le Serenissime Roi de Suede requis & averti à tems par le Roi Tres-Chrétien à sçavoir trois mois auparavant, promet de faire entrer dans le Duché de Bremen ou dans la Pomeranie, une Armée composée de dix mil fantassins, & six mil Chevaux, munie de toutes les choses nécessaires pour la Guerre; laquelle Armée attaquera à force ouverte l'Empereur & les autres Princes de l'Empire qui lui feront unis pour donner du secours aux Etats des Provinces-Unies, & qui voudroient causer quelque dommage au Roi T. C. & à ses Alliez; & il empêchera par toute sorte de voie selon qu'il le pourra par les Armes, qu'on envoie aucunes Troupes Auxiliaires aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi de France, & ledit Serenissime Roi de Suede ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes n'aient desisté de leur entreprise.

V. Au reste afin de donner une plus grande force à cette Guerre (qui n'aura pour unique but que la Paix & la tranquillité de l'Allemagne) le Roi Tres-Chrétien selon l'exigence & le besoin de la chose, si les forces du Roi de Suede & de ses Alliez ne suffisent pas contre l'Empereur, les Electeurs & Princes qui lui sont unis, fera passer une Armée en Allemagne, laquelle agira conjointement ou séparément avec l'Armée Suedoise selon les evenemens de la Guerre, l'Armée Suedoise demeurant toutefois en cas de jonction sous le commandement du Général François.

VI. Le Roi T. C. promet pour cela, qu'à raison du soin qu'il a, de même que le Roi de Suede, de conserver la Paix dans l'Allemagne, de s'opposer de la maniere dont on est convenu par l'Article 5. & par les avis & par les Armes, à sçavoir par une bonne Armée, & selon l'exigence du danger par les plus grandes forces qu'il pourra, si l'Empereur ou quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire se mêle dans la Guerre entre le Roi de Suede & ses Ennemis, soit qu'il se range entièrement de leur côté, soit qu'il leur envoie des Troupes Auxiliaires, & il ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes ne desistent de leur entreprise.

VII. Et puisqu'il ne faut pas douter que la Paix de l'Empire, qui est si fort à cœur aux deux Rois Alliez, ne soit troublée si le Roi T. C. attaque par les Armes les Lieux situés dans l'Empire, & qui sont presentement occupez par les Garnisons des Etats des Provinces-Unies, & que neanmoins on ne peut refuser de Droit au Roi T. C. de poursuivre en quelque lieu que ce soit ses Ennemis, dont les Armes pourroient lui nuire, pour cet effet le Serenissime Roi de Suede declare que l'Empire, ou le véritable Seigneur des Villes & Lieux où il y a des Troupes & Citadelles, donne à tems une entiere & pleine seureté au Roi T. C. par laquelle il sera pourvu de cesd. Villes & Lieux gardés, on ne fasse aucun acte d'hostilité sur les Troupes

du Roi T. C. que si on ne veut pas donner cette satisfaction à S. M. T. C. & qu'elle soit obligée d'attaquer lesdites Places par les Armes. en ce cas le Serenissime Roi de Suede regardera ce refus comme une rupture de Paix dans l'Empire.

VIII. Si les deux Rois Alliez se trouvent obligés d'entrer en Guerre contre l'Empereur & les Alliez, ils se promettent mutuellement qu'ils ne feront aucune Paix ni Trêve avec l'Empereur & ceux qui lui sont unis, que les deux Rois n'y interviennent & n'y consentent, & qu'avec l'inclusion & la seureté de leurs Terres, comme aussi l'entiere satisfaction de l'un & de l'autre.

IX. Si le Roi Catholique contre la disposition de la Paix des Pirenées se joint aux Etats des Provinces-Unies, & que l'Empereur, les Electeurs & Princes de l'Empire, lui donnent du secours contre la veritable teneur de la Paix de Westphalie, & trouble ainsi indirectement la seureté que le Roi T. C. doit se promettre de l'Empire en vertu du Traité de Paix, pour lors le Serenissime Roi de Suede par le desir qu'il a qu'il soit pourvu à la conservation de la Paix dans l'Allemagne, tâchera par une remontrance à l'amiable de faire desister l'Empereur & les autres Rois ou Princes, de leur entreprise; & si cela est inutile, il agira de la maniere qu'il voudra le secourir dans cet evenement.

X. Comme on n'a rien résolu dans le Traité public d'Alliance touchant le secours mutuel qu'on doit se donner, & qu'on en a parlé seulement en termes généraux, on a jugé à propos de l'exprimer plus en particulier dans ces Articles Secrets: C'est pourquoi aiant fait reflexion sur la nécessité des dépenses que le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire pour la susdite entreprise, le Roi T. C. pour contribuer ausdites dépenses par maniere de Subside, fera paier tous les ans six cens mil Ecus; laquelle Somme sera païée en deux termes, à sçavoir tous les six mois, la moitié à chaque terme à Hambourg, sans aucune dépense du Roi de Suede ni de son Ministre député pour cela, & le paiement se fera du jour de la requisiion du Roi T. C. & lorsque l'Armée de Suede commencera à entrer en action, & à marcher vers l'Ennemi.

XI. Afin que le Serenissime Roi de Suede puisse être prest à toute sorte d'evenement, & disposer toutes choses selon qu'on est convenu par les Articles precedens, il aura au commencement de l'Été prochain une Armée de seize mil Hommes outre les Garnisons, dans la Pomeranie & dans le Duché de Bremen, & le Roi T. C. promet de faire paier tous les ans au Roi de Suede ou à ceux qui auront ordre de lui, en deux termes comme on a dit dans l'Article precedent, à compter du jour de la Ratification des presens Articles, en sorte que la moitié soit païée incontinent après ladite Ratification à Hambourg, quatre cens mil Ecus, lequel paiement sera toujours continué pendant que ce Traité durera, si Sa Majesté Tres-Chrétienne juge à propos de demander du secours au Serenissime Roi de Suede contre l'Empereur & les autres Princes de l'Empire, ou même que la nécessité étant moins grande, il ne veuille pas s'en servir, de forte pourtant que si le Roi de Suede requis & averti par le Roi T. C. envoie ladite Armée en Allemagne; pour lors il lui fera seulement païé pendant tout le tems qu'elle sera en campagne, la susdite Somme de six cens mil Ecus tous les ans; que si avant la fin de ce Traité la Paix est rétablie en Allemagne, & que ni le Roi T. C. ni le Roi de Suede n'aient pas besoin d'avoir une Armée ni des Troupes dans l'Empire; en ce cas pendant que ce Traité durera, le Roi T. C. paiera seulement tous les ans au Roi de Suede la même Somme de quatre cens mil Ecus, qui lui avoit été promise avant qu'il assemblât les Troupes & l'Armée dont il est parlé à la fin du susd. Article, & qu'il envoïoit en Allemagne.

XII. Sa Majesté Tres-Chrétienne voit avec beaucoup de joie que la Paix du Nord qui a été rétablie par ses bons offices & la Mediation, par le Traité de Coppenhague du 27. May 1660. subsiste depuis long tems & s'affermir tous les jours de plus en plus, & Sa Majesté Suedoise faisant assez connoître le desir sincere qu'elle a de demeurer en bonne amitié & en bon voisin avec le Serenissime Roi de Danemarck, le Roi T. C. connoissant aussi la bonne intention qu'a Sa Majesté Danoise de conserver de tout son pouvoir la Paix & la même Amitié, & voulant par leur entremise donner quelque force aux bonnes intentions de ces deux Rois voisins, s'oblige par le present Article comme il a déjà fait

ANNO
1672.

par

par le susd. Traité de Copenhague, d'être leur caution commune, confirmant derechef & promettant tres expressement d'être le Garant de tout ce dont on est convenu, & qui est compris dans ledit Traité de Copenhague.

XIII. Si le cas dont il est fait mention dans le present Traité arrive, que l'Empereur ou quelqu'un des autres Princes de l'Empire après avoir été avertis auparavant, ne veulent pas desister de donner du secours aux Etats des Provinces-Unies contre la France, le Serenissime Roi de Suede sera obligé de prendre les Armes conformément à la teneur du Traité contre l'Empereur ou autres Princes. Et parce qu'il peut être de l'avantage commun de faire entrer dans cette Alliance offensive tous autres Princes ou Etats, les Rois Alliez delibereront entr'eux, s'ils doivent inviter le Serenissime Roi de Danemarck à prendre les Armes, & à entrer dans leur Alliance s'il le juge à propos pour la Guerre d'Allemagne; de sorte pourtant qu'il ne sera permis à aucun des deux Rois de France & de Suede d'inviter ledit Roi de Danemarck à entrer dans lad. Guerre & de se joindre dans leur Alliance pour prendre les Armes, si ce n'est du commun avis & contentement des deux Rois.

XIV. Et comme l'intention du Roi de Suede est de garder tres-religieusement la Paix qui est entre lui & le Serenissime Roi de Danemarck, le Roi T. C. lui donnera la Garantie qui est renouvelée par la force de cet Article; que si contre toute esperance le Roi de Danemarck entreprenoit quelque chose contre le Roi & le Royaume de Suede, en ce cas le Roi T. C. après avoir employé son entremise secourra promptement de toutes ses forces le Roi de Suede, & travaillera à la conservation des Traitez selon leur veritable sens, comme ils ont été confirmés par sa Garantie.

XV. Et comme ces Articles Secrets n'ont pas été faits pour nuire aux S. E. des Provinces-Unies des Pais-Bas, ni à aucun autre dessein, mais seulement dans la vue de conserver la tranquillité de l'Empire, conformément à la Paix de Westphalie: & le Serenissime Roi de Suede aiant fort à cœur que l'amitié qui est entre S. M. & les E. G. soit toujours conservée; aussi ne veut-il rien negliger de son côté afin que ce-

la soit. C'est pour cela qu'il espere que non seulement les E. G. ne recevront pas lesdits Articles en mauvaise part; mais qu'ils auront aussi un empressement égal à celui du Roi de Suede, pour donner une nouvelle force à leur mutuelle affection, & qu'ils continueront lorsqu'ils en seront requis à l'amiable, que tout ce qui peut nuire en quelque maniere que ce soit à leur mutuelle amitié, & sincere & bonne correspondance soit éloigné.

Si pourtant il arrive contre toute esperance quelque autre chose de contraire; & que ou à cause de cette Alliance les Etats des Provinces-Unies veuillent nuire en quelque maniere que ce soit au Serenissime Roi de Suede, ou même qu'ils veuillent l'empêcher de faire mettre ses Vaisseaux sur Mer, & lui ôter la liberté qu'ont tous les Rois d'user de leurs Droits dans toutes les choses qu'ils trouvent bon d'entreprendre selon l'usage de leurs Royaumes, en ce cas le Roi T. C. promet qu'il secourra le Roi de Suede selon l'exigence de la chose & du danger jusqu'à ce qu'il ait obtenu une raisonnable & entiere satisfaction: & outre ce, attendu la cause commune des deux Rois, il ne conclura aucun Traité avec les E. G. des Provinces-Unies qu'il ne soit pourvu aussi à la conservation des Droits de S. M. Suedoise, à la Cession & restitution de ses revenus, & au Commerce & Immunité de ses Sujets avec la Garantie.

XVI. Cette Alliance durera en ce qui regarde l'éloignement des troubles qui pourroient être excités dans l'Empire à l'occasion de la Guerre entre le Roi T. C. & les E. G. des Provinces-Unies des Pais-Bas, pendant trois années, à compter du jour qui est exprimé dans le premier Article du grand Traité, & pour toutes les choses qui regardent la conservation & la seureté de la Paix de Westphalie que les deux Rois de France & Suede doivent se promettre de l'Empire en vertu de lad. Paix, elles demeureront toujours dans toute leur force & vigueur.

XVII. Ces Articles Secrets qui auront la même force que s'ils étoient interez mot à mot dans l'Alliance publique, seront confirmés par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez à Stockholm le 14. jour d'Avril de l'année 1672.

LXXXI.

LXXXI.

26. Avril.
BRAN-
DEBOURG
ET NEU-
BOURG.

Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle ensuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666. au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &c. ils conviennent aussi d'une maniere fort étendue, & fort spécifique de tout ce qui regarde l'état de la Religion & de toutes les choses Ecclesiastiques, savoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck, & au Comté de Ravensberg, & en faveur de ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Lutheriens que Reformez, dans les Duchez de Juliers & Berge soumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672. Avec le TRAITE SEPARÉ du même jour, & la RATIFICATION du Duc. Donnée à Dusseldorp le 11. Juin 1672.

26. Avril.
BRAN-
DEBOURG
ET NEU-
BOURG.

26. Avril.
BRAN-
DEBOURG
ET NEU-
BOURG.

Religiöns-Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg und Philipp Wilhelm Pfalzgraf bey Rhein-Herzoggen zu Neuburg; wodurch Sie zu solge dem/ zwischen Ihnen anno 1666. den 9. Sept. wegen der Succession in Jülich/Cleve und Bergischen Landen aufgerichteten Vergleich/als der Mitteln sich vereinigen/ so zu Beschützung so wohl der Nämlich Catholischen Religion im Herzogthum Cleve und denen Graffschafften Marck und Ravensberg/ als auch der Augspurgischen Confession in denen Herzogthumern Jülich und Berg/ erforderlich seyn mögen. Geschehen zu Edlin an der Spree den 26. April 1672. Nebst einem Neben-Receß, de eodem dato, Und des Herzogs Ratification. Geben Dusseldorff den 11. Junii 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. IV. Abtatz III. pag. 232.]

Wir Gottes Gnaden Wir Philipp Wilhelm Pfalzgraf bey Rhein in Böhmen/ zu Süllich/ Cleve und Berg Herzog/ Graf zu Velben/ Sponheim/ der Marck/ Ravensberg und Wörl/ Herr zu Ravensstein u. s. folgen hienit zu wissen manenlich/ Demnach der Durchleuchtig Jülich Herr Friedrich Wilhelm Marggraf zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Commerce und Churfürst/ zu Magdenburg in Preussen/ Süllich/ Cleve/ Berge/ Stettin/ Pommern/ der Cassin

Nous Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juliers, de Cleves, & de Berge: Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marck, de Ravensberg, & de Meurs: Seigneur de Ravensstein, Sçavoir faisons, que le Serenissime Prince & Seigneur Frédéric Guillaume, par la grace de Dieu, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juliers, Cleves, Berge, Stettin, Pomeranie, Cassin

ANNO
1672.

Cassuben und Wenden/auch in Schlesien / zu Croffen und Jägerndorf Herzog Burggraf zu Nürnberg/Fürst zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graff zu der Mark und Ravensberg / der Lande Lauenburg und Butau. Und Wir uns durch einen ewigen und beständigen Erb-Vergleich nach Anweisung des Instrumenti Pacis ratione der Succession, über die Gütlich / Cleve / Berg- Mark und Ravensbergische Lande in anno 1666. gültlich vereinbaret / dann auch wegen der in diesen Landen der Religion halber abgeschickter Secretarien einen absonderlichen Neben-Recess in erschiedenen Jahren aufgerichteter / und dessen Execution halben nach verschiednen derentwegen gehaltenen Conferentien endlich zu Bielefeld/ und schließlich zu Berlin durch unsere beiderseits zusammen geordnete Räte ferners hernach gesetzte Worte gesehen / und auff Ratification geschlossen worden/wie dieselbe von Worten zu Worten inserirt folget :

Religiöns-Vergleich 1672. 26. Aprilis.

Dennach zwischen den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Frederich Wilhelm / Marggrafen zu Brandenburg / des Röm. Reichs Erb-Cammerern und Chur-Fürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Gütlich / Cleve / Berg / Stettin / Pommern / der Cassuben / und Wenden / auch in Schlesien / zu Croffen und Jägerndorf Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Cammin/ Graffen zu der Mark und Ravensberg / Herrn zu Kavenstein / und der Lande Lauenburg und Butau / u. an einen und den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Philipp Wilhelm / Palgrafen bey Rhein / in Baden / zu Gütlich / Cleve / und Berg / Herzogen / Graffen zu Stolons / Sponeim / der Mark / Ravensberg und Wülf / Herren zu Kavenstein am anderen Theil/ den 9. Septemb. des 1666. Jahrs nicht allein ein Haupt- und Erb-Vergleich der Herzogthümer Gütlich / Cleve und Berge / auch Graffschaften Mark und Ravensberg halber / sondern auch ein Neben-Recess aufgerichteter / und darin versehen worden / wie es mit der Religion und anderen Geistlichen Sachen / in jezt angeregten Landen gehalten werden solle / und dann beyde Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. ungeachtet deneu verschiedentlich gehaltenen Zusammenkunften / und Conferentien, von beiderseits committirten Räten zu Münster / Eysel / Lünich / Hamme / Zanthen / Mülf und Duisburg erfahren / und gesehen / daß durch alle diese Negotiationes der Neben-Recess in seiner Execution zu bringen / und daß sich dabey viel und mancherley difficultäten und Schwierigkeiten ereignen wolten / beyden vor höchsten Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. aber so wol / als beyderseits dero Unterthanen zum höchsten daran gelegen / daß auch diese Religions- und andere Geistliche Sachen nicht weniger als der Haupt- und Erb-Recess zum Stande und seiner guter Nichtigkeit dernalhins gebracht / und also dieses puncts halber vorgemelte Landen und Unterthanen ohne Unterlaß der Religion in guter Ruhe / Friede und Sicherheit gesetzt / auch das hochnötige Freund- und Frierliche Vernehmen zwischen beyderseits Herrschafften je mehr und mehr bestetigt werde. So haben so wol höchsten. Ihre Chur-Fürstl. Durchl. als auch Ihre Fürstl. Durchl. zu solchem Ende dero respective Geheimen / und andere Räte mit gunglamer Instruction und Vollmacht nacher Bielefeld abgeschickt / welche dann endlich nach vorhergangener vielfältiger Examination und beschwärtlicher langwieriger Handlung sich wegen der Religion und Geistlichen Sachen / und wie es damit forcht zu immerwährenden Zeiten in vorher genannten Gütlich / Clevisch / Berg- Mark- und Ravensbergischen Landen zu halten / bis auff erfolgende gnädigste Ratification in dem Pauff / und durch den Wegen mehrertheils verglichen / Das übrige ist an höchsten. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. Hoff zu Eßlen an der Spree mit des Herrn Palgrafen Fürstl. Durchl. Bevollmächtigten Geheimen Rath Dietrich Albrecht Heintichen Secretman völiglich abgethan / und die ganze Sache folgender Gestalt geschlossen.

Articulus I.

Herzogthumb Cleve.

§. 1. **M**ündlich / So wollen Ihre Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg / u. in dero Herzogthumb Cleve die Römisch-Catholischen nit allein den denjenigen / was sie an Exercitien / Kirchen / Capellen / Schulen und Schulen / sie haben Nahmen wie sie wollen / gegenwärtig besessen / zu jederzeit

ANNO
1672.
bie, & des Vandalen, in Silese, Croffen, & Jägerndorf, Duc, Burggrave zu Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin, Comte de la Marc, & de Ravensberg: Seigneur de Ravensstein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butau, & Nous étant convenus à l'amiable, & conformément au Traité de Paix, par un Accord perpétuel de la succession aux Provinces de Juilliers, Clèves, Berghe, de la Marc & de Ravensberg dès l'an 1666. & ayant aussi fait dresser la même année un Traité séparé pour ajuster les différens, qu'il y avoit sur le fait de Religion, nous aurions enfin député de nos Conseillers, qui en exécution dudit Traité séparé ont tenu plusieurs Conférences à Bielefeld, & finalement à Berlin, & y ont arrêté la Transaction, qui suit.

Les Serenissimes Princes & Seigneurs le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, &c. ayant fait régler non seulement par un Accord principal, la succession aux Provinces, & Terres de Juilliers, Clèves, Berghe, de la Marc, & de Ravensberg, sous la date du 9. Septembre 1666. mais aussi les affaires de la Religion & de l'Eglise par un Traité séparé de la même année, & ayant remarqué, que ce dernier Traité n'étoit pas mis en exécution par le moyen de toutes les Assemblées & Conférences, que leurs Ministres y députez avoient tenus à Munster-Eiffel, Linnik, Hamen, Zanthen, Meurs, & à Duisbourg, & qu'au contraire plusieurs différens & griefs y étoient survenus: Considérant pourtant de plus, qu'il importoit extrêmement, tant à leurs susdites Altessees Serenissimes, qu'à leurs Sujets, d'achever le règlement des affaires de la Religion & de l'Eglise, de la même manière, qu'on avoit déjà heureusement achevé celui de la succession dans lesdites Provinces, afin que sur ces points-là tous les Habitans, de quelque Religion qu'ils soient, puissent être mis en repos, Paix & sureté, & qu'ensemble on vit rétablie, & confirmée de plus en plus une sincère amitié & confiance si nécessaire à toutes les Parties. A ces considérations Leurs Altessees Electorale & Serenissime, ont envoyé de part & d'autre, de leurs Ministres d'Etat, & autres, tous munis d'Instructions & de Plein-Pouvoirs suffisans à Bielefeld, ainsi que ceditis Ministres, après avoir tous mûrement examiné, & traité long-temps, & avec beaucoup de peine, ont finalement conclu en général, & arrêté pour la plus grande partie un Règlement perpétuel des affaires de la Religion & de l'Eglise, pour les susdits Duchez de Juilliers, Clèves, & de Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, en attendant la Ratification de leurs Serenissimes Maîtres; le reste a été entièrement ajusté à la Cour de Son Altesse Electorale à Cologne sur la Spree, conjointement avec le Ministre d'Etat de Son Altesse Serenissime, le Sieur Dietrich Albrecht Henri de Stratman, ayant Plein-Pouvoir, & le tout a été articulé de la manière suivante.

Article I.

Duché de Clèves.

§. 1. **P**remièrement que Son A. E. de Brandebourg maintiendra & protégera ceux de la Religion Catholique Romaine non seulement dans leurs Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, & Rentes, telles qu'elles puissent être, & dont ils sont présentement en possession: Mais elle leur fera encore donner

ANNO
1672.

gnädigst schenken und handhaben / sondern ihnen auch nachfolgen-
de Geistliche Güter / Vicarien und Beneficia bey Execution die-
ses Vergleichs dergestalt restituiren lassen daß sie derselben Auf-
sünfte und Einkünfte von der Zeit und also in diesem 1672. und
folgenden Jahren völlig genießen sollen.

1. Die Halscheide der Pfarroren Kirchen zu Bimmen.
2. Die Vicarie S. Nicolai zu Weze.
3. Vicarie S. Catherinae in Till.
4. Zwen Malder Roggen und vier Thaler Elevisch / so zu dem Pfarroren Kirchen in Kerwenheim gehörig / und daher von dem Catholischen Vicario dem Pfarroren dasselben restituirt wer-
den sollen.
5. Zwen Malder Roggen vor den Schulmeister zu Udem.
6. Das Officium Matutinale in Heyen.
7. Das Officium S. Annae in Kerwendonck soll dem Pfarroren
restituirt werden.
8. Vicarie trium Regum zu Gok.
9. Die reditus Sacelli S. Sebastiani in Cranenburg.

10. Halbe Silbe Knechten zu Soensbeck.

11. Die zu der Vicarie S. Nicolai zu Gimderich gehörige
Knechten sollen den Catholischen aus der Schluerey Ranten be-
zogen werden.

12. Aus der Vicarie B. M. V. zu Haiminkelen jehen Reichs-
thaler jährlich.

13. Die rudera von der Kirchen zu Düsseldorf / dabey ihnen
zugleich freygegeben wird / an dem Ort / da die rudera jeh noch
stehen / eine neue Kirche zu bauen / und das Exercitium publi-
cum, wann die Kirche verfertiget / darinnen zu halten / und soll
auch alsdann nemlich nach verfertigter Kirche / oder so bald der
Pfarroren anfangen wird / den Gottesdienst alda zu verrichten / ge-
meintem Pfarroren die erste in höchst. Jhro Churfürstl. Durchl.
Zuero in Ranten / Cranenburg / oder Heinsberg verfallende
Prebenden, doch ohne incorporation, und application, zuge-
macht werden.

14. Ingleichen sollen sie die Römisch-Catholische Macht ha-
ben / zu Allen Calcar an einem Orte welcher der Bestung nicht
zu nahe / und nicht schädlich / eine neue Kirche zu bauen / und in
derselben das Exercitium publicum zu halten und zu üben. So
soll auch / wann die Kirche erbauet / oder der Pfarroren anfangen
wird den Gottesdienst alda zu verrichten / gemeintem Pfarroren
die alsdann sich erzielende Prebende in ihrer Churfürstl. Durchl.
Zuero in Ranten / Cranenburg / oder Heinsberg / doch gleich-
wohl ohne incorporation, conferirt werden.

15. Eine Rente von einem alten Schild aus der Rentmeistrey
Embrich dem Capitalo dasselbst.

16. Die Vicarie S. Catherinae zu Kelen in der Düffel / doch
daß an statt des Kauffes-Gelds so vor das Jus Patronatus gege-
ben worden / dem Kauffen oder dessen Erben einhundert Reichs-
thaler restituirt werden.

17. Soll das Canonisat / welches der jehige Pfarroren in Cleve
innen hat / dem Pfarroren dasselbst incorporirt werden.

18. Soll das Capitul zu Cleve haben das Jus nominandi
oder presentandi Vicarios ad Vicarias S. Nicolai & Barbarae,
S. Catharinae & Wilgefortis & S. Trinitatis in der Collegiat
Kirchen dasselbst.

19. Ingleichen soll es aus der Vicarie S. Annae zu Cle-
ve jährlich zwanzig Elevische Thaler wegen des Vicary-
Haukes /

20. Und aus der Vicarie S. Thomae jährlich achtzehn Ele-
vische Thaler behalten / das Vicary-Haus aber beibet denen
Evangelischen / welche dasselbe jeh haben.

21. So sollen sie auch wieder haben und bekommen die reditus
Capellae in Moylandt / mit dem Nächststandt.

§. 2. Über dieses sollen denen Römisch-Catholischen auch fol-
gende Vicarien und Beneficia, doch nicht ephend / als wann
sie sich bieselbige erledigen / und durch Abgang der jehigen Prediger
und Weiser / welche benennet / und wovon die specification über-
geben werden soll / vacant / restituirt werden / als

ANNO
1672.
donner in execution de ce Traité les suivants Biens
Ecclesiastiques, Vicariats & Benefices, pour pouvoir
entièrement jouir des Emoluments, & Revenus dès
à présent, & ainsi dès l'an 1672. & pour tous
les ans à venir.

1. La moitié des Revenus de la Cure de Bimmeh.
2. Le Vicariat de S. Nicolas à Weze.
3. Le Vicariat de S. Catherine à Till.
4. Deux mesures de blé, & quatre Ecus Monnoys
de Clèves appartenans aux Rentes de la Cure de Ker-
wenheim, & qui seront ainsi rendus par le Vicaire
Catholique au Pasteur de ce lieu.
5. Deux mesures de blé pour le Maître d'Ecole
à Udem.
6. L'Office Matutinal à Heyen.
7. L'Office de S. Anne à Kerwendonck sera rendu
à ce Pasteur-là.
8. Le Vicariat trium Regum à Gok.
9. Les Revenus de la Chapelle de S. Sebastien à
Cranenburg.
10. Les Rentes de demi Florin à Sonsbek.
11. Qu'on payera des Finances, (ou Schleute-
rie,) de Xanten aux Catholiques les Rentes appar-
tenant au Vicariat de S. Nicolas à Ginderik.
12. Du Vicariat de Notre-Dame à Haiminkelen
annuellement dix Ecus.

13. Les débris de l'Eglise à Dufelwert, ensemble
le Privilège d'y bâtir une Eglise neuve sur les débris,
& d'y avoir ensuïte l'Exercice libre, en sorte que
cette Eglise étant bâtie, & le Pasteur y commen-
çant l'Office, on lui donnera la premiere Prebende,
qui pourroit échoir à son A. E. dans son tour à
Xanten, Cranenburg, ou à Heinsberg, toutefois
sans y incorporer une telle Prebende.

14. De même auront les Catholiques Romains le
pouvoir de bâtir une Eglise à Calcar le Vieil, en tel
endroit, qui ne pourroit pas incommoder les Fortifi-
cations, pour en être trop proche, & ils auront en
telle Eglise l'Exercice public de leur Religion, & fi-
tôt que l'Office y commencera, on donnera au Curé
une Prebende, qui pourroit échoir à Son A. E. par
son tour à Xanten, Cranenburg, ou Heinsberg, mais
toutefois sans en faire incorporation.

15. Une Rente provenant d'une vieille Dette,
qui sera payée par le Receveur à Emeric au Cha-
pitre du Lieu.

16. Le Vicariat de Sainte Catherine à Kerker
dans l'Eifel, à condition pourtant, que pour rem-
bourser l'argent, qui a été payé pour le Droit de Pa-
tronage, on rendra à l'Acheteur, ou à ses Heritiers,
la Somme de cent Ecus.

17. Le Canonisat, dont le Curé à Clèves jouit
présentement, sera incorporé à sa Cure.

18. Le Chapitre de Clèves aura le Droit de nom-
mer, ou de présenter les Vicaires aux Vicariats de
S. Nicolas, & de Sainte Barbe, de Sainte Cathé-
rine, & Wilgefortis, & de la Sainte Trinité dans
l'Eglise Collégiale de ladite Ville.

19. Ensemble recevra-t-il annuellement vingt E-
cus, Monnoye de Clèves, du Vicariat de Sainte Anne
à Clèves, à cause de la Maison du Vicariat, qui y est.

20. Pareillement tous les ans dix-huit Ecus Mon-
noye de Clèves, du Vicariat de S. Thomas, dont la
Maison restera pourtant à ceux de la Religion Refor-
mée, qui la possèdent présentement.

21. On leur rendra aussi les Revenus de la Cha-
pelle dans le Moylandt, avec les Arrerages.

§. 2. Outre tout cela on rendra encore aux Catho-
liques Romains, les Vicariats & Benefices qui sui-
vent, bien entendu en cas d'ouverture, ou de mort
des Pasteurs qui en jouissent présentement, & dont
on donnera specification.

ANNO
1672.

1. Bicarria B. M. V. in Qualbourg.
2. Die Bicarria B. M. V. in Weze.
3. Die Bicarria S. Barbarae in Bisslich.
4. Die Bicarria B. M. V. in Kees; doch daß wegen der angewendeten Unkosten zuwiderst fünf und zwanzig Reichsthaler wieder erstattet werden.
5. Der zu Nieder-Mörnter pro luminaribus Ecclesiae gewidmeter Behende.
6. Die Bicarria B. M. V. in Udem; doch werden den Evangelischen Reformirter Gemeine daraus jährlich fünf und zwanzig Reichsthaler; welche dieselbe daraus vor dem Jahr 1651. genossen; ausdrücklich vorbehalten; daß dieselbe folche 25. Reichsthaler jährlich richtig haben und bekommen mögen.
7. Was die Gasthaus Capelle in der Stadt Calcar anbelangt; soll dem deßfalls aufgerichteten Vergleich nachgelebt werden.
8. In dem Waisenhanse zu Kees sollen auch Römisch Catholische Waisenkinder aufgenommen werden.
9. In den Römischen Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Bedbur soll hinführo zum wenigsten das dritte Theil; und in dem Stifft Oberndorf auch zum wenigsten das vierte Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzt; und wo dasselbe Theil nie complet ist; die Präbenden bey der ersten vacanz; sie geschehe durch resignation, oder durch den Todt; denen Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferiret werden; und darüber gleichwol mit weniger die Catholischen als Reformirten und Lutherischen fähig seyn; auch künftig; wann zu Bedbur zweyte Dominanz der Evangelischen Religion gewesen; die dritte aus den Catholischen; zu Oberndorf aber; wann drey Evangelische Dominanz gewesen; die vierte aus den Catholischen erwehlet; und es damit fort für fort also gehalten werden soll.

§. 4. Auch solle die eine oder andere Religions-Versamlung das freye öffentliche Exercitium haben; und wann sie nicht sonst in Reichthum; Predigern und Selbstgereten versehen seyn; oder sich deren die in der Nähe ohne ihre incommodität hinfommen; gebrauchten können; freygehen und umbenennen seyn; dieselbe absonderlich vor sich zu bestelln; da dann auch die Catholische aus des Stiffts mitteln jährlich mit zweyhundert Reichsthaler zum salario versehen werden sollen; doch daß den Evangelischen Predigern aus den jeinigen; was sie bis anhero aus des Stiffts Mitteln gehabt; und genossen; nichts abgehe.

§. 5. Und demnach in dem also genannten Neben-Recess vom 9. Septembris des 1666. Jahrs verglichen; daß die Religions-Sachen in denen mit Staatlicher Garnison besetzten Städten durch absonderliche Commissarios in der Güte beizulegen; als hat es auch dabey sein bewenden.

Articulus II.

Graffschafft Marck.

§. 1. So viel nun die Graffschafft Marck anbetrifft; wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie in Clevischen; die Römisch-Catholische bey dem jeinigen was sie an Exercitien; Kirchen; Capellen; Schulen und Renthen; sie haben nehmen wie sie wollen; gegenwärtig besitzen; zu jederzeit gnädigst schügen; und handhaben.

§. 2. Und weil die Herren Pfalz-Neuburgische für gemeine Römisch-Catholische an unterschiedenen Orten; in denen lutherischen Kirchen das simultaneum Exercitium mit der Halbschwab der Kirchen und Pfarr-Renthen pretendiren; dagegen aber und daß sie von solcher ihren personen gänzlich und ununterbrochen abstanden; von höchsten Ihrer Churfürstl. Durchl. ihnen gnädigst verordnet und zugelassen; an denen fünf nachfolgenden Orten; Kirchen oder Capellen zu bauen und anzuordnen; und in denselben das öffentliche freye Exercitium zu halten; daheneben sollen sie; wann dieser Vergleich ratificirt; und die ratificirte Exemplaria gegeneinander ausgemacht werden; fünf tausend Reichsthaler in einer Summa empfangen.

Die fünf Exercitia publica aber sollen sie halten zu

ANNO
1672.

1. Le Vicariat de Notre-Dame à Qualbourg.
2. Celui de Notre-Dame à Weze.
3. Celui de Sainte Barbe à Bisslich.
4. Celui de Notre-Dame à Rees, à condition, qu'on remboursera auparavant vingt-cinq Ecus pour les frais, qu'on y a faits.
5. Au Vicariat du Bas-Mormter, la dîme destinée pour les Cierges de l'Eglise.
6. Le Vicariat de Notre-Dame à Udem, dont pourtant on réserve expressement pour les Evangeliques de la Religion Reformée annuellement les vingt-cinq Ecus, qu'ils en ont tiré avant l'an 1651. de sorte qu'ils les tireront encore à l'avenir.
7. Quant à la Chapelle de l'Hôpital de Calcar, on suivra la Convention, qui a été faite.
8. On prendra aussi des Enfants Catholiques à la Maison des Orphelins à Rees.
9. Qu'on mettra à l'avenir dans le Chapitre Séculier des Dames Nobles à Bedbour, pour le moins une troisième partie de Demoiselles Catholiques, & dans celui de Oberndorf pour le moins une quatrième partie desdites Catholiques Romaines, & qu'on remplira ce nombre par l'ouverture des Prébendes, qui vageront les premières, soit par résignation, ou par mort, & que par après les Catholiques en seront également capables que les Reformés, & les Luthériens; & ainsi quand il y aura eu deux Dames ou Supérieures de la Religion Evangelique consecutivement à Bedbour, on choisira pour la troisième une Dame de la Religion Romaine: De même qu'on prendra aussi une Dame de ladite Religion Catholique Romaine pour la quatrième à Oberndorf, en cas qu'il y eût déjà eu trois Dames de la Confession Evangelique, & on continuera toujours de cette manière.

§. 4. Chacune desdites Demoiselles, soit Protestante ou Catholique, aura l'exercice public de sa Religion, & quand elle ne seroit pas d'ailleurs pourvue de Confesseur, Prédicateur & Directeur, ou qu'elle n'auroit pas la commodité de s'en servir aisément dans le voisinage, il lui sera libre & permis, d'en prendre expressement pour elle, & on payera annuellement pour salaire deux cens Ecus de Biens du Chapitre, sans toutefois diminuer les Emolumens, que les Pasteurs Protestants ont tiré jusqu'à présent desdits Biens du Chapitre.

§. 5. Et d'autant qu'il est convenu par le Traité séparé du 9. Septembris 1666. que dans les Villes, où il y a Garnison des Etats, les affaires de Religion seront réglées par des Commissaires, on s'en tiendra à cela, sans y rien changer.

Article II.

Le Comté de la Marc.

§. 1. Pour ce qui est du Comté de la Marc, S. A. E. déclare d'y vouloir aussi bien qu'au Pays de Clèves maintenir & protéger les Catholiques Romaines dans tout ce qu'ils y possèdent d'Exercices, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles & de Renties quel-les qu'elles puissent être.

§. 2. Et comme on prétendoit de la part de S. A. E. de Neubourg pour les Catholiques l'Exercice public ensemble avec les Luthériens dans plusieurs de leurs Eglises, S. A. E. a bien voulu, pour faire desliser de cette prétension, permettre aux Catholiques de bâtir des Eglises, ou Chapelles dans les cinq Places suivantes, & d'y avoir l'Exercice public, savoir

ANNO
1672.

1. Hagben.
2. Schwelm.
3. Eickel.
4. Mengede.
5. Ofumme.

§. 3. Ferner so hat man sich auch wegen der Römisch Catholischen Exercitien auff einigen Adelichen Häusern in dieser Graffschafft / wie der Evangelischen Exercitien halber auff einigen Adelichen Häusern in dem Herzogthumb Berge dahin verglichen / daß gemeine Römisch Catholische in der Graffschafft Marck ihren öffentlichen freyen Gottesdienst sollen inden auff den diez Adelichen Häusern in der Graffschafft Marck.

1. Hemmeren / im Amt Heselrohe / dem von Brabeck zu ständig.

2. Opherdick im Amt Umma / dem von Friesendorff gehörig.

3. Tork zu Heringben im Amt Hamm / und ward dergestalt / das wann schon hiernächst diese Adeliche Häuser an Evangelische kommen oder transferirt werden / oder der Besitzer seine Religion ändern solte / daß dannoch auff solche fälle die Römisch Catholische Gemeine / so alsdann daselbst sich finden wird / an oder bey denselben oder doch nachfolgenden Erben / ihren Gottesdienst mit Besuch- und Anhörung der Predigten / Messen und Administration der Sacramenten nach wie vor ungehindert üben und darin continuiert könne.

§. 4. Auch soll den Röm. Catholischen in der Stadt Schwert das Exercitium in einer daselbst vorhandenen / und verfallenden Capellen B. Mariae Virginis dergestalt verstatet werden / gleich sie daselbst im Jahre 1651. und folgendes in der Gasthaus-Capellen vor Einköderung derselben gestiftet haben / wie sie dann zu dem Ende gedachte Capelle Mariae Virginis auff ihre Kosten wieder reparirt indogen.

§. 5. Ingleichen sollen die Römisch Catholische ihren Gottesdienst auff dem Nagelhaufe zu Blantenstein continuiert / und die dorthin gehörigen Unterthanen daselbst einbürtig Reichthümer zur reparation bey auswechsellung dieses Recessus geben / der Magistrat aber daselbst hiemit befähigt seyn / die Römisch Catholische in jezt währenden Gottesdienst nicht zu turbiren / noch von andern turbiert zu lassen.

§. 6. So sollen auch in dem Closter S. Catharinae in Umma so viel Catholische Jungfern zugelassen werden / als den ersten Januarii des 1624. Jahres darin erweislich gewesen.

§. 7. In denen Clöstern zu Camen / Elftgendortmunde und Marienheide / bleibet es wie es bißhero gewesen und noch ist.

§. 8. In dem Closter Norder Hospital vor dem Hamm / soll alles gehalten werden wie es Anno 1624. gewesen.

§. 9. In dem Jungfernschulischen Religiösen Stifte zu Clarenberg / und zu St. Walburg in Soest soll zum wenigsten das dritte Theil / und in denen Adelichen Stiftern Frundenberg / Gevelsberg / und Herdike zum wenigsten das vierte Theil mit Römisch Catholischen Jungfern besetzt / und wann dieses vierte oder dritte Theil nicht besetzt / die Prebenden bey der ersten Vacanz / sie gesthehe durch die resignation oder durch den Tode / Römisch Catholischen biß zu solcher Zahl conferiret / und darüber gleichwohl nicht weniger die Catholische / als Reformirte und Lutherische fähig seyn.

§. 10. In dem Stifte Clarenberg und zu St. Walburg in Soest sollen zwei Evangelische nach einander / und die dritte eine Römisch-Catholische / in denen Stiftern Frundenberg / Gevelsberg und Herdike aber drei Evangelische nach einander / und die vierte Frau eine Römisch-Catholische seyn / und in solcher Ordnung erneuert / und damit fort für fort also gehalten werden.

1. à Hagben.
2. à Schwelm.
3. à Eickel.
4. à Mengede.
5. à Ofumme.

Et on leur payera de plus cinq mille Ecus pour une fois, si-tôt, que ce Traité sera ratifié, Et que les exemplaires en seront échangés.

§. 3. On a pareillement accordé aux Catholiques l'exercice libre en quelques Maisons Nobles dans ledit Comté de la Marc, Et de la même manière qu'on accordoit l'exercice aux Reformez dans quelques Maisons Nobles du Duché de Berghe, de sorte que les Catholiques feront publiquement Et librement leurs offices dans ces trois Maisons du Comté.

1. à Hemmeren dans la Jurisdiction appartenant au Seigneur de Brabeck.

2. à Opherdick dans le ressort d'Unna, qui est au Seigneur de Friesendorf.

3. à Tork de Heringben dans le ressort de Ham : bien entendu qu'encore que ces Maisons Nobles fussent transportées ensuite à des Seigneurs Reformez, ou bien que les Possesseurs se fissent de la Religion, le Corps des Catholiques, qui s'y trouveroit, pourroit néanmoins continuer ses exercices dans lesdites Maisons, ou bien dans d'autres des plus proches, Et y frequenter publiquement les Sermons, Et les Messes, Et recevoir les Sacramens avec la même liberté qu'auparavant.

§. 4. On permettra aussi l'exercice public des Catholiques dans la Ville de Schwert à la Chapelle de Notre-Dame, qui s'y trouve, quoi que presque ruinée, de sorte qu'ils la pourront réparer à leurs dépens, Et y faire leur Office de la même manière, qu'ils le faisoient l'an 1651. Et ensuite dans la Chapelle de l'Hôpital avant qu'il fût détruit par le feu.

§. 5. Les Catholiques Romains continueront de même leur exercice public dans la Maison de Ville à Blankenstein, Et les Habitans Reformez leur payeront cent Ecus pour des frais de reparation, si-tôt que ce present Traité sera échangé Et l'on défend par ceci bien expressement au Magistrat d'y troubler les Catholiques pendant l'office qu'ils y feront, ni de permettre que personne y aorte de l'empêchement.

§. 6. On souffrira aussi dans le Cloître de Ste. Catherine tel nombre de Demoiselles Catholiques qu'on pourra montrer y avoir été le 1. Janvier de l'an 1624.

§. 7. Dans les Cloîtres de Camen, de Lutgendortmunt, Et de Marienheid, on se tiendra à ce qui s'y est pratiqué jusqu'à présent.

§. 8. Dans l'Hôpital du Cloître Nort devant Ham, on observera le tout selon l'état de l'an 1624.

§. 9. Dans le Cloître Séculier des Dames à Clarenberg, Et dans celui de St. Walbourg à Soest, on mettra pour le moins une troisième partie de Demoiselles Catholiques : Et dans les Chapitres Nobles de Frundenberg, Gevelsberg, Et de Herdike, on en mettra tout au moins une quatrième partie, Et en cas que tel nombre n'y fût pas encore, on le fera au plutôt en conferant les premières Prebendes, soit qu'elles vacquent par resignation, ou par mort de quelques-unes, aux Demoiselles Catholiques, Et par après tant celles-ci que les Protestantes seront également capables d'y parvenir.

§. 10. Dans les Chapitres à Clarenberg, Et de St. Walbourg à Soest, il y aura consentivement deux Dames Protestantes, Et pour la troisième une Catholique, mais dans les Chapitres de Frundenberg, Gevelsberg, Et Herdike, il y aura de suite trois Dames de la Religion Protestante, Et la quatrième Dame sera de la Religion Catholique, Et on observera toujours cet ordre dans les élections à venir.

ANNO
1672.

ANNO

1672.

§. 11. Es sollen auch der einen oder anderen Religion jugendliche Jungfern das freye öffentliche Exercitium haben/ und wann sie nicht sonst mit Bedingern/ Predigern/ Pastoren/ oder Seelsorgern versehen seyn/ oder sich deren in der Nähe/ da sie ohne ihre incommodität hinkommen/ gebrauchen können/ freysetzen und annehmen seyn/ dieselbe absonderlich zu bestellen: Da dann auch die Catholische auß des Stiffts-Mitteln jährlich mit zwey hundert Reichsthaler zu salariren/ doch daß denen Evangelischen Predigern an demjenigen/ was sie bisher an des Stiffts-Mitteln gehabt und genossen/ nichts abgehe.

§. 12. Nachst diesen so soll den Römisch-Catholischen pars Vicariae S. Michaelis zu Bogen und pars Vicariae S. Gregorii dafelbst bey Execution dieses Vergleichs restituirt, tertia pars Vicariae S. Stephani aber zu Camen/ bey erster Ratung und Abgang des jetzigen possessoris zurück gegeben werden.

§. 13. Und weil zu Competenß für die Römisch Catholische Pastoren und Sacellanen so in Glete als Marc die restitution verschiedener Beneficien ferner präcedirt worden/ so ist vorgeschien/ daß dafelbst einmal vor all fünf tausend Reichsthaler und hiß daran dieselbe würcklich werden abgetragen seyn/ die Fünfen davon ad fünf vom hundert gerechnet/ und denen Herren Prälaten/ Hertzogen/ Fürstbischöffen bey Ratification dieses Reccessus zugestante Versicherung gegeben werden solle.

§. 14. Was dann dasjenige so dieser Geistlichen Sachen halber in der typstat in verglichen anbelangt/ solches soll mit Zuziehung des Herren Grafen zur Lippe/ nach Anweisung des Zeitlichen Friedensschlusses/ abgethan und eingerichtet werden.

Art. III.

So viel nun die Geistliche Jurisdiction in dem Herzogthumb Clero/ und Graffschafft Marc anbelangt/ haben sich hochst/ daß Ihre Churfürstl. Durchl. dahin erklärt/ daß es damit untermien folgender Gestalt gehalten werden solle/ woshey es auch Ihre Fürstl. Durchl. zu Hildburg ob sie gleich von Ihrer Chur- Fürstl. Durchl. in dieser Geistlicher Jurisdiction- Sache ein anders desiderirt gehabt/ ihres orts zu lete bewenden lassen.

§. 1. Erstlich sollen die Officiales zu Bantzen/ zu Embrich und zu Soest wie von alters mit qualificirten subjectis besetzt/ und eine moderirte Taxa Jurium betrahmet werden.

§. 2. Zweitens sollen die Officiales mit Zuziehung zweyer ihnen gefälliger einheimischer Rechtsgelehrten/ und zwar in denen Districten und Sachen/ in welchen sie von alters hiß hieher ihre Officiat exerciren/ die Gebühr Rechts erkennen/ als wann eine Person auf eine Römisch-Catholische die Ehe präcedirer/ und zu erkennen/ ob die Ehe- Versprechung denen Rechten nach gültig sey oder nicht? Und dann ob und wie weit dieselbe ratione graduum oder sonstig zulässig oder nicht? Jedoch dergestalt daß dem landesherrlichen die dispensation vorbehalten bleibe: Wie auch der Officials zu erkennen/ ob die Ehe quoad mensam & thorum oder sonstig beständig? Das übrige bleibet Ihrer Churfürstl. Durchl. als landesherrlichen/ wie es hithero observirt worden: Solte aber in dergleichen Matrimonial-Sachen zwischen Evangelischen und Römisch-Catholischen einiger Streit entstehen/ soll der Actor forum Rei folgen/ und die Judices einen jeden nach seiner Religion Rechten zu urtheilen schuldig und gehalten seyn.

§. 3. Wann Testamenta von Römisch-Catholischen Priestern als Testatoribus aufgerichtet seynd/ alsdann erkennet der Officials/ ob sie beständig/ und die formalia welche die Rechte erfordern/ dabey in acht genommen? Und hat ein dergleichen Testator von seinen Patrimonial-Gütern nach Ordnung der gemeinen Rechten eigenes Geschaffens zu disponiren/ doch daß darauf keine manus mortue werde/ was er aber von dem Beneficio erworben/ soll er schuldig seyn/ der Kirchen oder den Armen

ANNO

1672.

§. 11. Il sera libre à ces Demoiselles de l'une & de l'autre Religion d'y exercer publiquement la leur, & en cas qu'elles ne fussent déjà pourvues de Pasteurs, Prédicateurs & Confesseurs, ou qu'elles n'en pussent pas aisément fréquenter dans le voisinage, il leur sera aussi permis d'en prendre expressément, & ainsi les Catholiques tireront pour gages annuellement deux cens Ecus des Biens du Chapitre, en sorte qu'on ne diminuë pas par là ce que les Pasteurs de la Religion Protestante sont accoutumés de tirer desdits Biens du Chapitre.

§. 12. Il sera rendu de plus aux Catholiques une partie du Vicariat de S. Michel à Bokum, & une partie de celui de S. Gregoire dans ce même lieu, dès que ce Traité sera échangé: mais une troisième partie du Vicariat de S. Etienne à Camen, ne leur sera restituée qu'en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur.

§. 13. Et d'autant qu'on prétendoit par compensation pour les Pasteurs Chapelains Catholiques plusieurs Benefices dans les Pais de Clèves, & de la Marc, l'on est demeuré d'accord, qu'on en payera une fois pour toutes, la Somme de cinq mille Ecus, & même l'Intérêt à raison de cinq pour cent, jusqu'à ce que cette Somme soit entièrement comptée, & on en donnera au temps de la Ratification de ce Traité, des assurances suffisantes aux Ministres de S. A. S. de Neubourg.

§. 14. Pour ce qui est des différens sur les affaires d'Eglise à Lipstat, on en fera la décision conjointement avec Monsieur le Comte de la Lippe, & selon les Traitez de la Paix de Westphalie.

Art. III.

Touchant la Jurisdiction des Ecclesiastiques dans le Duché de Clèves, & la Comté de la Marc. S. A. E. accorde & declare la suivante maniere, dont cette Jurisdiction y sera dorénavant exercée, & S. A. S. de Neubourg, encore qu'elle prétendit davantage de sadite A. E. sur ce point, a pourtant enfin acquiescé à ce qui s'ensuit.

§. 1. On mettra des Gens capables pour Officiaux, comme ci-devant, à Zanten, Emeric, & à Soest, & on y prendra des Taxes ou Droits fort modérez.

§. 2. Les Officiaux conjointement avec deux Jurisconsultes du Pais, & tels, qu'ils voudront, décideront dans les points, & les causes, où ils ont de tous temps exercé leurs Officiatitez, savoir, quand en matière de Mariage quelqu'un sera Demandeur contre une personne de la Religion Catholique Romaine, ils décideront si telle promesse de Mariage doit subsister selon les Droits, ou non, comme aussi s'il peut subsister par la proximité des degrés, à condition pourtant, que la dispensation en soit réservée au Souverain du Pais. Ces Officiaux jugeront de même, si le Mariage doit subsister pour la communauté de Corps & de Biens, ou autrement. Tout le reste demeure au pouvoir du Souverain, comme il l'a été jusqu'à présent. Mais quand le différent en matière de Mariage est entre des personnes Reformées & Catholiques, on observera la règle commune: Actor sequitur forum Rei, & les Juges jugeront chacun conformément aux règles, & aux Droits de sa Religion.

§. 3. Quand un Prêtre de l'Eglise Romaine fait un Testament, l'Official jugera de sa validité, & des formalitez y requises par le Droit, & il sera libre à tel Testateur de disposer à son gré de tout le Bien Patrimonial conformément au Droit commun, sans pourtant en faire Main-morte: mais du bien gagné par son Benefice, il n'en pourra disposer qu'en faveur de l'Eglise & des Pauvres: En tout cas l'Offi-

ANNO
1672.

men zugunsten mitzulassen; Und hat der Officialis dahin zu-
sehen, daß denjenigen / welchen etwas vermahlet / wie nicht
weniger der Kirchen und Armen das Ihre ohne faunmüß abge-
folget werde.

Solte aber von Weltlichen Personen denen Romisch-Catho-
lischen Kirchen und Armen etwas vermahlet seyn / alsdann wird
der Weltliche Richter erkennen und exequieren / diese Execution
auch keines wegs verzögern / sondern auch ex officio, vielmehr
oder ad instantiam, welche erwan von Officialen oder sonst
geschicket / dieselbe in gesetzter Frist Rechtens beschleunigen und
verrichtlich machen.

§. 4. Es sollen an diese Officialen auch gehören die Benefi-
cial oder Geistliche Ehen-Sachen / und ob der präsentatus oder
beneficiatus qualificirt und zu dem Beneficio und investitur zu
admittiren sey oder nie? Jedoch daß diejenige / welche von dem
Landes-Herren als Patrono beneficiirt und präsentirt worden /
nicht abgewiesen werden. Wann aber der präsentirten Perso-
nen halber etwas erhebliches zu erinnern / soll folches unterrich-
tigt berichtet / und darauf diesen Recess gemäß Beschluß er-
wartet werden. Solte aber zwischen Weltlichen Patronen in
rebus Juris Patronatus, Donationis oder präsentationis oder in
anderen Fällen Streit vorkommen / als dann soll die Cognition
oder Decision dem Landes-Herren verbleiben.

§. 5. Für dem Officiali sollen auch gehören die Erkenntnuß
über Geistliche Güter / welche von alters oder hundert Jahren
her von manichem gehalten werden. Was aber zwischen einem
Weltlichen und Geistlichen Streit vorfalle / ob das Gut mortui-
ficirt sey oder nie? In solchen Fall soll die Erkenntnuß bey dem
Weltlichen Gerichte verbleiben.

§. 6. Wenn ein Geistlicher oder Weltlicher an einem Geis-
tlichen Actione personaln Anspruch zu haben vermeint / so sollen
sie diese Actionem personalem für das Officialat anbringen;
Wann aber ein Geistlicher einen Weltlichen belangen will / so
bleibe es bey der gemeinen Regel; Actor sequitur forum rei,
und soll dem Geistlichen Kläger an das Weltliche Gerichte schre-
nig und unpartheisch Recht widerfahren.

§. 7. Endlich sollen zwar die Geistlichen Ibbetretter und Ver-
brecher von ihren in Clero- und Mönchischen Ständen spenden /
und durchaus von keinen anderen fremden Geistlichen / auch auf
keines anderen fremden Geistlichen Befehl die Censuram Ec-
clesiasticam leiden / Ihrer Churfürstl. Durchl. und in dero
Nahmen der Regierung aber nicht als vor seyn bleiben, dergleichen
Verbrecher / wie auch andere Romisch-Catholische Ibbetretter
in quibuscunque delictis nach anweisung der Rechte ge-
hörend anzu sehen und zu bestrafen / auch die davon fallende Gelts-
strafe vor sich zu behalten.

§. 8. So mag sich auch ein jedweder / welcher sich beschweret
befindet von dem Officialat an Ihrer Churfürstl. Durchl. Hoff-
gericht wenden / und dieselb. seine Sachen weiter ausführen.
Wann nun die Sache vor dem Hoffgerichte instruit ist / soll ih-
nen frey stehen entweder dieselb. brechen zu lassen / oder aber eine
oder andere Partey zu begehren daß die Acta prævia innotua-
tione sumptibus petentis per unpartheischen Förderung in vor-
her gesetzten Sachen an eine Juristen Facultät / welche der Ro-
misch-Catholischen Religion zugehörig ist / ausgeliefert; In den
übrigen Sachen aber soll nach Inhalt des Land-Tag-Res-
cessen / Privilegien, und wie es bisher üblich und gebräuchlich
gewesen / verfahren werden.

§. 9. Decani und Capitula behalten über die zu dem Capitu-
lo gehörige Leute die Cognition in civilibus in prima instan-
tia: Von denen Verurtheilten aber / welche Decan und Capitula
erschellen / mag sich der beschwerte Theil / wie in tunc vorherge-
hendem §. disponiren, an das Hoffgerichte wenden.

Art. IV.

Graffschaft Ravensberg.

§. 1. So viel nun die Graffschaft Ravensberg anbelangt /
so wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie in

ANNO
1672.
l'Official aura soin, que ce qui pourroit être legé à
quelqu'un, comme aussi ce qui en reviendrait à l'E-
glise, & aux Pauvres, soit donné sans delay à qui
il appartient.

Mais quand des Personnes Seculieres legueront
quelque chose aux Eglises, ou aux Pauvres Catholi-
ques, le Juge Seculier en jugera, & fera l'exécution
prompte, & dans le tems prescrit par les Loix, soit
qu'il le fasse par Office, ou à la requisiion, que
l'Official, ou quelqu'autre en auroit faite.

§. 4. Il appartiendra aussi à ces Officiaux de ju-
ger des Benefices, & des Fiefs Ecclesiastiques, ou
bien si la personne qu'on presente, a les qualitez re-
quises pour cette Investiture au Benefice, à condition
pourtant, qu'on ne donnera pas l'exclusion à ceux qui
seroient presentiez, ou investis par le Souverain du
Pais selon le Droit de son Patronage: Et quand
même il se trouveroit quelque défaut considerable
dans la personne presentée de cette maniere, on se
contentera d'en faire un très-humble rapport au Sou-
verain, & d'attendre là-dessus la resolution conforme-
ment au present Traité: Mais en cas qu'il y eût
quelque different entre les Maîtres, ou Patrons Se-
culiers sur le Droit de Patronage, de Donation, de
Présentation, ou autrement, pour lors la connoissance
de la décision en demeurera au Souverain.

§. 5. Il appartiendra de plus à cet Official de con-
notre & de juger de ces Biens Ecclesiastiques, qui
ont été tenus pour amortis depuis cent ans: Mais
dans les cas, où il s'agit de la possession ou des Per-
mes, ou qu'on dispute, si un Bien est amorti, ou pas
amorti, la connoissance en sera au Juge Seculier.

§. 6. Quand quelqu'un, soit Ecclesiastique ou Se-
culier, prétend sur un Ecclesiastique, il intentera
l'Action personnelle devant l'Officialité: Mais quand
un Ecclesiastique en veut à un Seculier, on suivra
la regle commune: Actor sequitur forum rei, &
le Juge Seculier administrera promptement Justice
sur la demande du Demandeur Ecclesiastique.

§. 7. Enfin il sera bien permis, que les Trans-
gressors ou Coupables Ecclesiastiques soient châtiés
par la Censure de leurs Ecclesiastiques, qui se trou-
vent dans ces Pais de Clèves, & de la Marc, &
jamais par la Censure d'autres Ecclesiastiques étran-
gers, ni par leur ordre. Toutefois demeure-t'il re-
servé à son A. E. & de sa part à la Regence du
Pais, le pouvoir de châtier conformément aux Loix
ses Sujets Catholiques, & même les Ecclesiastiques,
de quelque crime qu'ils puissent être coupables, & de
s'approprier l'amende pecuniaire, qui en reviendrait.

§. 8. Il sera aussi libre à un chacun, en cas des
griefs, d'appeller de l'Officialité au Conseil Aulique
de son A. E. & d'y poursuivre sa demande, & la
Cause y étant instruite, il sera encore libre d'y fai-
re donner Sentence, ou de demander, que les Actes
après que la Rotule en est faite, sur la dépense de
celui qui le demande, soient envoyez à une Aca-
demie, ou Faculté des Jurisconsultes de la Religion
Romaine, pour y être décidés sans prévention. Du
reste, & dans tous les autres cas, on se tiendra
aux Recès des Dietes, aux Privileges, & aux Cou-
tumes du Pais.

§. 9. Les Doyens & les Chapitres jugeront tou-
jours dans les Causes Civiles, & en premiere instan-
ce tous ceux qui dependent de leurs Chapitres: mais
on pourra appeller de leurs Decrets au Conseil Auli-
que de son A. E. comme il est ordonné ci-dessus.

Art. IV.

Le Comté de Ravensberg.

§. 1. Quant au Comté de Ravensberg, son A.
E. y maintiendra aussi, & protégera
Z 3

ANNO
1672.

dem Herzogthumb Cleve und Graffschaft Mark die Römisch-Catholische bey demjenigen, was sie an Exercitien / Kirchen / Capellen / und Kirchen / sie haben Nahrung wie sie wollen / gemindert heißen / und in folgenden nicht restituiren müssen / zu jederzeit gnädigst schliessen und handhaben.

§. 2. Das übrige aber ist dergestalt verglichen und abgethan / daß die Canonici zu Bielefeld, welche der Römisch-Catholischen Religion / das Exercitium publicum, jedoch ohne Parochialibus (welche denen also genannten Patribus Recollectis in dem Kloster daselbst vergönnet / zugelegt und versattelt werden) in einem Hause bey der Deutschthürischen Kirchen / in welchen bisher die Lutherischen ihre Schulen gehabt / und welches sie die Lutherische auf ihre Kosten zum Gebrauche des Catholischen Gottesdienstes / so viel das Gebäude betrifft / anstehen müssen / so bald dieser Recollecten keine Bedürfnichheit erlangen / anrichten / haben und behalten / und dabeneben ihre horas wie bisher also auch ferner in allen stücken auf dem Chor / in der Deutschthürischen Lutherischen Kirchen continuiren mögen.

§. 3. Die Römisch-Catholische Adelige Stiffts-Jungfern zu Schilfbede bekommen das Exercitium publicum und dazu die Capelle S. Johannis in dem Stande / wie dieselbe jetzt ist / und demnach jährl. bey Winterzeit der Weg nach dieser Capelle etwas un bequem / als sollte dieser Weg von den Lutherischen Unterthanen daselbst auf ihre eigene Kosten gebohrt und unterhalten werden / auch denen Römisch-Catholischen vergönnet und zugehört sein / jedoch ohne Zuthun und Beytrag der Evangelischen / bestehende Capelle S. Johannis abzurechen / und an einen anderen andern Ort nach Schilfbede / welcher ihnen auch folgen soll / angemessen werden soll / auf ihre Unkosten zusehen.

§. 4. Es soll in diesem Stifft Schilfbede zum wenigsten das dritte Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzt / und so lang dieses dritte Theil damit mit besetzt / die Präbenden bey erster vacans / sie geschehe durch resignation oder durch den Todt Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl konferirt / und darüber gleichwohl mit weniger die Catholische als Reformirte und Lutherische sähig seyn.

§. 5. Wann diese jetzige Evangelische Lutherische und nach dieser noch eine Evangelische Reformirte oder Lutherische Decanissin verstorben / so soll die dritte aus denen Römisch-Catholischen Stiffts-Jungfern erwählt / und es künftig jedesmal also gehalten werden / daß man zwei Evangelische Decanissin gemessen / die dritte der Römisch-Catholischen Religion sey. So sollen auch nach Abgang der jetzigen Römisch-Catholischen Probstin zwei Evangelische Reformirte oder Lutherische nach einander darzu kommen und erwählt werden / und hinführo wie der Decanissin halber gesagt / jedesmal die dritte Probstin der Römisch-Catholischen Religion zugehört seyn.

§. 6. Die Römisch-Catholische Adelige Stiffts-Jungfern zu Schilfbede mögen ihnen einen Reichthum bestellen / und soll demselben an statt seiner competentz die Einkünfte einer der Hebdwobereyen und ein theilweises aus gemeinen Stiffts-Mitteln nicht gegeben werden. Die Evangelische aber das bey solcher Hebdwobereyen bisher gewöhnliche votum hien beibehalten.

§. 7. In der Communiterey Capelle zu Herford wird denen Römisch-Catholischen das Exercitium publicum versattelt / und ihnen zugleich vergönnet / diese Capelle auf ihre Unkosten zu erweitern.

§. 8. Das Exercitium Religionis in der Capelle auffm Hof zu Irendorf bleibet auch künftig in dem Stand wie es bis anhero der Münch exerciret / und ist nicht zu extendiren.

§. 9. Ihre Churfürstl. Durchl. vergönnet auch denen Römisch-Catholischen das Exercitium publicum vor dem Flecken Blotho / und mögen sie ihnen dazu für sich und ohne Beschwer der Lutherischen eine Capelle / ein Predighaus oder Kirche bauen.

§. 10. Wie nicht weniger soll ihnen zugelassen seyn / wie jeho wegen Blotho gehabt / das Exercitium publicum vor und bey Herford oder einem andern den Catholischen anständigen Ort / jedoch daß er den Evangelischen nicht nachtheilig sey / anzurichten / und auf ihre eigene Kosten ihnen eine Capelle / Predighaus oder Kirche und sonst zu bauen.

§. 11. Nicht weniger sollen auch gemelte Römisch-Catholische

ANNO
1672.
 autant que dans les Pais de Clèves, & de la Mare, les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils possèdent presentement en exercice libre, Eglises, Chapelles & Rentes, quelles qu'elles puissent être, & dont la restitution ne se trouve pas ordonnée dans la suite de ce Traité.

§. 2. On est convenu de plus, que les Chanoines Catholiques de Bielefeld auront leur exercice public: mais toutefois sans les Paroissiaux, lesquels seront reservez, & permis aux Peres Recollets qui y ont un Cloître, dans une Maison proche de l'Eglise de Neustat, & que les Lutheriens, qui y ont jusques à present tenu leurs Ecoles, seront en execution de ce Traité, la dépense pour reparer ladite Maison, & pour la rendre propre à l'Office desdits Chanoines, qui pourront de plus continuer: encore à l'avenir de dire toutes leurs Heures dans le Chœur de l'Eglise Lutherienne de Neustat.

§. 3. Les Demoiselles Catholiques du Noble Chapitre de Schilfbede auront l'Exercice public, & encore la Chapelle de S. Jean, dans l'état, qu'elle est presentement, & d'autant que le chemin, qui y conduit, est fort malaisé en tems d'Hiver, les Habitans Reformez le raccommoieront, & l'entretiendront à leurs dépens: & les Catholiques pourront même, mais sans que les Reformez y contribuent, abattre ladite Chapelle de S. Jean, & la rebâtir à leurs propres frais, dans un endroit qui leur sera alors assigné plus proche de Schilfbede.

§. 4. On placera dans ce Chapitre de Schilfbede pour le moins une troisième Partie de Demoiselles Catholiques, & ainsi on leur conférera toutes les Prebendes, qui pourroient vaquer par mort, ou par resignation, jusqu'à ce que tel nombre y soit complet: & par après les Demoiselles Catholiques n'en seront pas moins capables que les Reformées & Lutheriennes.

§. 5. Quand après la mort de cette Dame Doyenne, qui est Lutherienne, on en aura été une seconde de la même Religion, ou de la Reformée, la troisième Doyenne sera de la Religion Catholique, & l'on continuera à l'avenir dans ce même ordre, de prendre de suite deux Dames Protestantes, & pour la troisième une Catholique Romaine. De même, on choisira aussi après la mort de la Dame Prévôtte, qui y est Catholique, deux Dames Protestantes l'une après l'autre, & l'on continuera toujours de cette maniere.

§. 6. Les Demoiselles Catholiques dudit Chapitre Noble de Schilfbede pourront prendre un Confesseur, qui pourtant pour sa competence, ne tirera du Chapitre que la Rente d'un hebdomadaire, & les Protestans conserveront le Suffrage, qui a été jusqu'ici annexé à l'Office d'Hebdomadaire.

§. 7. Les Catholiques jouiront aussi de l'exercice public dans la Chapelle de la Commanderie à Herford, & ils pourront même élargir ladite Chapelle, mais à leurs dépens.

§. 8. L'Exercice public dans la Chapelle de la Cour à Urendorf, sera continué de la même maniere, qu'il y est exercé par le Moine de ce lieu, & sans qu'il soit étendu davantage.

§. 9. Son A. E. permet de plus aux Catholiques Romains l'Exercice public devant le Bourg de Blotho, & qu'ils y puissent bâtir une Chapelle ou Eglise, mais sans incommoder les Lutheriens.

§. 10. A l'exemple de cette permission pour Blotho, on permet aussi aux Catholiques d'avoir l'Exercice public, & de bâtir à cette fin Eglise ou Chapelle près de Versmolde, ou dans un autre endroit, qui leur sera commode, & qui ne portera pas préjudice aux Reformez.

§. 11. Pareillement seront les Catholiques Ro-

mains

ANNO
1672.

hinsüßre auff den beyden Adelichen Häusern Tatenhausen und Heilsfeldt ihren öffentlichen freyen Concubien auff eben dieselbe Art und Weise als auff den Adelichen Häusern in der Graffschafft Marck / wovon hiedien Art. 1. §. 5. Ferner so hat man sich auch in 3. versehen ist / über und verrichten mögen.

§. 12. So wird ihnen / denen Römisch-Catholischen / auch die Vicarie S. Catharinae zu Bielefeld so bald dieselbe vaciret, restituiret.

Hingegen aber so sollen auch denen Evangelischen bey der ersten Vacanz ebenmäßig restituirt werden.

1. Die Vicarie omnium Sanctorum.
2. Die Vicarie S. S. Math. Erasmi, Crispini & Crispiniani.
3. Die Vicarie decem millium Martyrum.
4. Die Vicarie S. Johannis Baptiste & Margarethæ.
5. Eine Prebenda in der Collegiat-Kirchen zu Bielefeldt.

6. Wie auch drey Prebenden in dem Collegio Canonicorum zu Herford.

§. 13. Und bleibet es im übrigen in dieser Graffschafft Ravensberg ratione Jurisdictionis Ecclesiasticæ, Visitationis und sonstigen wie es bishero darin von alters gehalten und üblich gewesen.

Art. VI

§. 1. **A**llen Orthen nun / an welchen die Römisch-Catholische in vorgedachten landen die Exercitia publica haben / und vermöge dieser Pathe Handlung verhasst und restituirt bekommen / haben sie Macht ihren Römisch-Catholischen Gottesdienst in allen Stücken / insolge in diesem Reces enthaltenen Regeln / ungehindert / und ungeirret zu üben und zu treiben / Kirchen / Kirchenhäuser / Capellen / Pfarr / Schulen / Küster-Haus / Thurne und Clocken / und was sonst mehr zum Gottesdienst nötig / auff ihre Kosten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey Seine Christlich. Durchl. se jedesmahl / und wider männiglich gnädigst schützen wollen.

§. 2. Hiernächst sollen die Römisch-Catholische Geistliche Seculares und Regulares Manns und Weibs-Personen in ihren Stiftern / Collegien / Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häusern und Wohnungen auch gewidmeten Gütern / Kuehen und Gärten / alle Geistliche Freyheit für ihre Personen und für die darzu gewidmete Güter / wie und wo dieselbe im Lande gelegen / überall gleich wie die Evangelische genießen / auch wider des Landes Gebrauch und Herkommen mit Einquartirung und Contributionen mit beschwerte / und weniger die Closter und Geistlichen / welche von säklichen Mönchen sein / wann sie in die Stadt-Matricul nicht gehören / dahin wider Noth nit gezogen / noch beschwäret / auch der contribuablen Güter halber / welche sie vor diesem gehabt / jeto aber an andere Possessores kommen / nicht besprochen / sondern die jetzige Possessores darzu angehalten / und also auch in diesem Stück denen Evangelischen gleich tractirt und gehalten werden.

§. 3. Nicht wenigen sollen gedachte Römisch-Catholische Geistliche bey ihren vorgedachten Ceremonien / Schützen / und Orbanungen / auch ungehindert die Besetzung ihrer Synodal und anderer Conventen innerhalb der unierten Herrschumben und Graffschaffen gehandelt werden / außer Landes aber sich aller Synodal und anderer dergleichen Versammlungen ohne Vorwissen und Bewilligung der Landes Fürstl. Obrigkeit enthalten.

§. 4. Ihre Christl. Durchl. vergnügen auch hiemit gnädigst / daß die Geistlichen in denen vorher gedachten unierten Herrschumben und Graffschaffen / nachdem es nötig seyn wird / die Orden / Closter und Kirchen visitiren: Ehe und bevor sie aber dieselbe particular Visitationen vornehmen / sollen sie solches und jedweder der nötig halt zu visitiren / Ihre Christl. Durchl. oder in be-

mains leurs Offices publics, & librement dans les deux Maisons Nobles de Tatenhausen, & de Heilsfeld, tout de même que dans les Maisons Nobles de la Comté de la Marck, dont il a été parlé ci-dessus dans l'Art. 2. §. 3.

§. 12. On rendra de plus aux Catholiques Romains le Vicariat de S. Catherine à Bielefeld, tout aussitôt qu'il sera vacant.

Mais en échange on rendra aux Protestans, en pareil cas de vacance

1. Le Vicariat de tous les Saints.
2. Le Vicariat de SS. Math. Erasme, Crispin, & Crispinien.
3. Le Vicariat de dix mille Martyrs.
4. Le Vicariat de S. Jean Baptiste & S. Marguerite.
5. Une Prebende dans l'Eglise Collegiale à Bielefeld, comme aussi
6. Trois Prebendes dans le College de Chanoines à Herford.

§. 13. On demeure du reste, & touchant la Jurisdiction Ecclesiastique, les Visitations, & autres annexes, dans le stile, qui est pratiqué depuis longtemps dans cette Comté de Ravensberg.

Art. V.

§. 1. **L**es Catholiques Romains pourront ainsi dans les Lieux, où l'Exercice public leur est permis, ou rendu en conformité de cette Convention generale, faire leur Office dans toutes les manieres & Rites de leur Eglise, & même y bâtir & entretenir à leurs dépens des Eglises, & des Maisons nécessaires, des Chapelles, Ecoles, Maisons de Pasteur & de Marguillier, des Clochers avec Cloches, & generalement y avoir tout ce qui pourroit être requis à leur Office & Exercice public de leur Religion, c'est ce, en quoi Son Altesse Electorale les maintiendra toujours, & contre tout le monde.

§. 2. Les Ecclesiastiques de la Religion Catholique Romaine, tant Seculiers, que Regulars, tant Hommes que Femmes jouiront de toute liberté Ecclesiastique, tant pour leurs personnes, que pour leurs Chapitres, Cloîtres, Eglises, Chapelles, Ecoles, Maisons & Logis, comme aussi dans leurs Biens & Revenues, en quelque endroit qu'elles puissent être situées, par tout & à l'imitation de la liberté, dont ceux de la Religion Reformée y jouissent, même sans pouvoir être chargez, contre l'ancienne Coutume du Pais, de Quartiers, ou d'autres Contributions: Et moins encore pourront ceux des Cloîtres, & autres Ecclesiastiques, qui vivent d'Aumônes, & indépendans de leur Matricule, y être tirez ou chargez en maniere aucune contre les Droits, & ils ne seront non plus inquietez des Contributions au sujet des Biens, dont ils étoient en Possession ci-devant, mais les Possesseurs d'à present y seront taxez seuls, en sorte que les Ecclesiastiques Romains soient encore en ce point-ci traittez également avec les Protestans.

§. 3. Les Ecclesiastiques Romains continueront de plus, & sans empêchement aucun, dans toutes leurs Cérémonies, Statuts & Ordres établis, comme aussi leurs Visitations, Synodes & autres Assemblées dans les Duchez & Comtez nommez ci-dessus, mais ils auront à se garder de se rendre à aucune Assemblée ou Synode hors de ce Pais, sans en avoir une permission particuliere du Souverain.

§. 4. S. A. E. permet aussi, que les Ecclesiastiques Romains puissent par tout, où il sera nécessaire, dans ses Duchez & Comtez réunis, visiter les Cloîtres & les Eglises, à condition pourtant, que devant que d'entreprendre telle Visitation, ils en avertissent très-humblement S. A. E. ou en son absence,

ANNO
1672.

ANNO
1672.

Womoch dero Regierung in Zeiten es unterthänigst und gebüh-
lich zu wissen machen / damit jemand verordnet werden könne /
welcher wegen der offte beschickelter Ihrer Churfürstl. Durch-
laß. als kaiserlicher Visitator beymohnte / sonst aber dahin se-
he / und acht habe / daß nichts geschähe / oder von denen Geist-
lichen / welche bey denen Visitationen seyn und visitiren / etwas
vorgekommen werde / welches der kaiserl. Fürstl. Hoheit / Gott-
mächtigkeit / und Jurisdiction entgegen / nachtheilig und prä-
judicial. Und wessen Ihre Churfürstl. Durchl. jedesmal ih-
rentwegen einen der Römisch-Catholischen Religion zugethanen
Visitatoren auff ihre Kosten vorordnen / welcher doch / wann
Sachen vorkommt / die ad interius Conclave gehören / und wann
die Censura Ecclesiastica vorgenommen wird / sich so lange abse-
ntzen und diesen Actibus nicht beymohnen soll. Die Weltliche
Obzirkel soll in dem / was von dem Römisch-Catholischen Vi-
sitoribus ihren Geistlichen Rechten / auch der Regularium Or-
dinam. Säkungen / Regulen und Statuten gemäß des Visitati-
onem correcti lebens / Handels und Wandels / Verhaltens und
Abstrahens halber statuiert ist / nicht verhindern noch aufhalten /
weniger die corrigendos, vel correctos dawider schützen. Wo-
fern auch der Visitator, corrigendus, vel correctus, darüber
an die Weltliche Obzirkel ohne gültige und erhebliche Ursach
sich wenden würde / derselbe abgewiesen / und denen ihm vorge-
setzten Geistlichen Visitatoribus in Vollziehung der Execution
gegen den per Censuram Ecclesiasticam correctum die Hand
vorbien und beihilflich erscheinen.

§. 5. Wann Römisch-Catholische Geistliche präsentirt wer-
den / so mögen sie von ihren Oberen / welche in vorgeordneten
Länden seyn nach Römisch-Catholischer Ordnung und Gebrauch
die Institution und Investitur gebühlich suchen / und sich also zu
denen Beneficiis qualificiren / gestalt dann ohne solche vorher
gehende und producire qualification Ihre Churfürstl. Durchl.
keinen Römisch-Catholischen Geistlichen admittiren wollen.

§. 6. Hiernächst so mögen Ihre Churfürstl. Durchl. Römisch-
Catholische Interdictionen seyn und unverändert die Römisch-
Catholische Feiertagen in ihren Kirchen und Häusern feyen /
auch Processionen, an welchen Orten sie begehren / mehren an-
deren ihren Ceremonien befehlen / und soll ihnen darin von de-
nen Augspurgischen Confessions-Verwandten / Reformirten
und Lutheranen / in vorgeordneter Ihrer Churfürstl. Durchl.
Länden keine Hinderung noch Eintrag geschehen / zur Hergerung
keine Ursach gegeben / viel weniger sie beschimpft / oder andere
inolentien wider sie verübt / auff allen unvorhofften Fall aber
derjenige / welcher solches dennoch thut / ohne verzögerung ge-
bührend und wie es verdient / gestrafft werden.

Es soll aber auch weder sonst / noch auch etwa hierdurch
kein Augspurgischer Confessions-Verwandter / weder Reformirter
noch Lutheraner / an einige der Römisch-Catholischen Feie-
rungen und derselben Observir- und Haltung / noch auch an einige
andere dergleichen Ceremonien / sie heißen und haben nahmen wie
sie wollen / gebunden oder dazu in geringsten gehalten seyn.

§. 7. Auch sollen die Römisch-Catholische keine Proclamationes,
dimissoriales oder Copulationes bey denen Evangelischen suchen /
sondern es soll gung seyn / wann sie sich in ihrer Religion
nächst gelegenen Gemeinen proclamiren / und wo sie wollen co-
pulieren lassen.

Art. VI.

Herzogthum der Gütlich und Berghe.

§. 1. Hiernächst nun die Herzogthum der Gütlich und Ber-
ge / da lassen des Herren Pals-Graffen Fürstl. W.
die Augspurgischen Confessions-Verwandte so wol Reformirte
als Lutheraner bey denen Exercitiis, Kirchen / Capellen / Bene-
ficiis / Renten / Gütern und Einkommen / welche sie habero
innen gehabt / possidiren und genossen / unbehindert und ruhig /
wollen dieselbe gegen jedermänniglich gebührend schützen / auch
was trafft dieses Vergleichs zu restituiren / so bald die
Nothwendig-Handlung rathicirt, ohne die allgeringste Sammus
restituiren lassen.

Herzogthum Gütlich.

§. 2. Obgleich nach sollen die Augspurgische Confessions-
Verwandte der Reformirten Religion in dem Her-
zogthum

ANNO
1672.

senck, la Regence du Pais, afin qu'on y puisse de-
puter quelqu'un pour assister de la part de Sadite
A. E. Et pour y observer ou empêcher qu'on n'y fasse
rien de la part des Visitateurs Ecclesiastiques, ou
d'autres, qui puisse préjudicier à la Souveraineté Et
à la haute Jurisdiction de Son A. E. qui se déclare
de plus, vouloir bien députer toujours de sa part un
Visitateur qui soit de la Religion Catholique, Et de
l'y entretenir à ses dépens, lui ordonnant de plus,
qu'il ait toujours à se retirer lors qu'il s'agira de
quelque chose, qui appartient au Conclave interieur,
Et d'une Censure Ecclesiastique, de sorte qu'il n'as-
sistera pas à tels Actes, Et le Bras Seculier n'em-
pêchera jamais l'execution de ce qui aura été ordonné
par les Visitateurs Ecclesiastiques, Et conformément
à leurs Canons, Et aux Statuts des Ordres Regulars,
contre la personne du Coupable, ni ne protégera en
aucune maniere ceux qui auront été corrigez, ou qui
seront à corriger, mais au contraire ledit Bras Secu-
lier renverra ceux qui y auroient recours sans cause
legitime, ausdits Visitateurs Ecclesiastiques, pour y
être effectivement châtiés, ou corrigés selon la Cen-
sure, Et en facilitera même l'execution.

§. 5. Toutes les fois, qu'on presentera des Eccle-
siastiques Romains, ils se feront donner l'Institution,
Et l'Investiture selon les Canons, Et les Coutumes
de leurs Eglises, par la main des Supérieurs, qui
sont dans ces Duchez Et Comtez unis, Et ils se le-
gitimeront ainsi pour les Benefices, car Son A. E.
n'y admettra aucun Ecclesiastique de la Religion
Romaine, sans qu'il produise préalablement une telle
legitimation.

§. 6. Son A. E. permet encore à ses Sujets de la
Religion Romaine, d'observer librement dans leurs
Eglises, Et Maisons, les Fêtes de l'Eglise Romaine,
ensemble les Processions dans les Lieux, où ils en sont
en possession, avec toutes leurs autres Cérémonies,
Et de les continuer, sans que ceux de la Confession
d'Ausbourg, ou de la Religion Reformée les en puis-
sent aucunement empêcher, incommoder, injurier, ou
leur donner occasion de scandale, Et en cas que tel
empêchement, ou insolence fut fait, on en châtie-
ra incessamment, Et à proportion du crime les Cou-
pables.

Mais pour ceux de la Confession d'Ausbourg, Et
de ladite Religion Reformée, ils ne feront ni ici, ni
ailleurs, tenus à l'observation des Fêtes, Et des Cé-
rémonies des Catholiques Romains.

§. 7. Les Catholiques Romains n'auront pas be-
soin plus de Proclamations, Dimissoriales, ou de
Copulations par ceux de la Religion Reformée: mais
il leur suffira de se faire proclamer, Et copuler dans
les plus proches Communautés de leur Religion Ro-
maine.

Art. VI.

Les Duchez de Juilliers, Et de Berghe.

§. 1. Dans les Duchez de Juilliers Et de Ber-
ge, son A. S. de Neubourg laissera Et
maintiendra ceux de la Confession d'Ausbourg, tant
Reformez, que Lutheranen, dans l'Exercice, Egli-
ses, Chapelles, Benefices, Renten, Et les Bienes
dont ils ont joui jusqu'à present, Et leur fera ef-
fectivement Et promptement rendre tout ce qui leur
doit être rendu en conformité de cette Convention ge-
nerale, aussi-tôt qu'elle sera ratifiée de part Et d'autre.

Duché de Juilliers.

§. 2. De sorte que ceux de la Confession d'Aus-
bourg, Et de la Reformée continueront Et tien-

ANNO 1672. hoghumb Gütlich an nachfolgenden Orten / also sie ohne den vorher die Exercitia publica gehabt / dieselbe auch künftig ruhig und ohn contradiction behalten / als in Städten und Flecken

1. Zu Duren.
2. Zu Heinsberg.
3. Zu Oberwinter.
4. Zu Linnich.
5. Zu Wassenberg.
6. Zu Stolberg.
7. Zu Randenrath.
8. Zu Bruggen.
9. Zu Eschweiler.
10. Zu Sittard.
11. Zu Waldmick.
12. Zu Süchtelen.

In denen Dörffern

13. Zu Gemondt.
14. Zu Teveren.
15. Zu Weiden.
16. Zu Frechen.
17. Zu Kirchbarten.
18. Zu Kaldenkirchen.
19. Zu Juchen.
20. Zu Hunsbosen.
21. Zu Ozenrath.
22. Zu Lovenik.
23. Zu Brucht.
24. Zu Kelzenberg.
25. Zu Hukelbosen.
26. Zu Weide in der Pfarrkirchen / worzu derselben Kesthen und Geseße gehören.

Auff den Adelichen Häusern

27. Zu Flammersheim. 28. Zu Bulles oder Großen Bullesheim / dergestalt daß wann schon hernächst die Häuser an Römisch-Catholische / es seye auff was Art und Weise es immer moße / kommen / oder transirent werden / oder der Besitzer zu solchen öffentlichen Gottesdienst sein Haus länger nit dazu verfahten könnte oder wolte / auff solche Fälle indess desto weniger das Exercitium publicum continuiert / und in den Dörffern Gros Bullesheim und Flammersheim Kirchen und Schulen gebaut / und alle annexa Exercitii publici geübet werden.

§. 2. So viel aber die übrige Evangelische Reformirte Adeliche Häuser in specie Lürden / Werken / Merogen / Severnich / Berg vor Flosdorf / Lundenrath / Bolheim und Durweis / ic. angehet / darauf solle gleich wie bis anhero der Gottesdienst / doch mit Zulassung der Benachbarten Reformirten Religion Familien/ohne Parochialibus geübet werden. Gleich wie auch denen Adelichen Römisch-Catholischen in dem Vorgerathen Löss auff ihren Häusern eben dergleichen Gottesdienst verfaht / ob sie gleich weder publicum noch privatum Exercitium bishero darauf gehabt hetten.

§. 4. Restituirt aber und gestattet soll ihnen den Reformirten werden das publicum Religions Exercitium cum omnibus annexis / und sie hienit Krafft und Macht haben und befugt seyn / dasselbe nunmehr auch einzuführen und einzurichten.

1. Vor der Stadt Gütlich auff dem Alter Kämpfers-Kamp genandt / und allersichst der Kirchhäuser Mühle gelegen / oder auff der zwischen hochgenannter Ihrer Fürstl. Durch. und der genandter Carthäuser Mühlen gelegenen Grund eine Kirche und Küsters Wohnung zu bauen / des Predigers Wohnung aber und die Schule in der Stadt Gütlich zuhaben und anzustellen. Es wäre dann daß Ihre Fürstl. Durch. den Bau dieser Kirchen an einen bequemen Ort in der Stadt bewilligten. 2. Zu Remagen. 3. Zu Ormundt. 4. Wünnen Gladbach in der Dorfhaß / Kirche und Schule / und was dem exercitio publico anliebet.

§. 5. So viel nun die Augspurgische Confessions-Verwandte Luthersche Religion anlangt / bleib dieselbe bey ihren öffentlichen Religions-Übungen / und was denen anliebet / als 1. Zu Duren. 2. Zu Stolberg. 3. Zu Gemünde. 4. Zu Rindswiller.

ANNO 1672. siendront sans contradiction leur Exercice public, comme ils l'ont eu auparavant, dans les Villes & Bourgs suivants.

1. à Duren.
2. à Heinsberg.
3. à Oberwinter.
4. à Linnik.
5. à Wassenberg.
6. à Stolberg.
7. à Randenrath.
8. à Bruggen.
9. à Eschweiler.
10. à Sittard.
11. à Waldmick.
12. à Süchtelen. Ainsi

Dans les Villages.

13. De Gemont.
14. De Teveren.
15. De Weiden.
16. De Frechen.
17. De Kirchbarten.
18. De Kaldenkirchen.
19. De Juchen.
20. De Hunsbosen.
21. D'Ozenrath.
22. De Lovenik.
23. De Brucht.
24. De Kelzenberg.
25. De Hukelbosen.

26. Dans l'Eglise Paroissiale de Rheide, avec les Emolumens, & Rentes, qui en dépendent.

De même dans les Maisons Nobles

27. De Flomersheim, 28. & de Bulles, ou grand Bullesheim, & encore que ces Maisons fussent transportées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs ne voulussent plus permettre d'y faire l'Exercice de la Religion, on continuera pourtant tel exercice public, & ce qui en dépend, & on bâtit pour cette fin des Eglises, & Ecoles, dans les Villages du Grand Bullesheim, & de Flomersheim.

§. 3. Pour ce qui est des autres Maisons Nobles des Reformez, & nommément de Lurken, de Verken, Merogen, Severnik, Berg devant Flosdorf, Luidendorf, Bolheim, & de Durweis, &c. On y continuera, comme on a fait jusqu'à présent, l'Office des Reformez, en y recevant aussi ceux du voisinage de la même Religion, mais toutefois sans les Droits Paroissiaux, & de la même maniere qu'on a permis à des Nobles Catholiques Romains de faire l'Office de leur Religion dans leurs Maisons au Duché de Clèves, encore qu'ils n'y eussent jusqu'à cette heure aucun Exercice, ni public, ni particulier.

§. 4. Il sera rendu & permis aux Reformez l'Exercice public de la Religion avec les annexes, & ils pourront en vertu de ceci le commencer ou établir.

1. Devant la Ville de Juilliers sur un Champ nommé Keiserskamp, proche du Moulin des Charreaux, ou sur la Terre, qui y est entre les Moulins de S. A. S. & de la Charreaux, bâtit une Eglise, & Maison de Marguillier, & d'y tenir l'Ecole, & une Maison pour leur Pasteur dans l'enceinte de la Ville de Juilliers, si ce n'est que S. A. S. permit expressément de bâtit cette Eglise dans quelque endroit de la Ville même; 2. à Remagen. 3. à Ormund. 4. à Munken-Gladbach dans le Fauxbourg, où ils pourront établir Eglises, Ecoles, & tout ce qui dépend de l'exercice public de la Religion.

§. 5. Quant à ceux de la Confession d'Ausbourg nommez Luthériens, ils demeureront dans leur exercice public, & tout ce qui en dépend, 1. à Duren; 2. à Stolberg; 3. à Gemünde; 4. à Rindswiller.

ANNO
1672.

§. 6. Restituiert und gestattet wird ihnen aber das Exercitium Religionis publicum, und was denselben anlebet, als 1. vor der Stadt Gölich an stat Engelsdorf dergestalt, daß des Predigers Wohnung und die Schule in der Stadt Gölich gehalten und angestellet werden möge.
2. Auffm Zweifel und 3. zu Menzerat vor Monjoye/ und solche cum omnibus annexis.

Art. VII.

Herzogthumb Berg.

§. 1. So viel das Herzogthumb Berge angehet/ sollen die Augsburgische Confessions-Verwandte Reformirter Religion an nachfolgenden Orten die Exercitia publica, Kirchen/ Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat-Rectoren/ Curatoren/ und Schul-Kenthen/ Widenhöfen/ Vicarien/ und deren Aufkünstigen/ ummassen sie solche bis dato exerciren, inne gehabt/ und genossen/ auch künfftig unbeemträdiget haben und behalten. Als

1. Zu Elberfeld. 2. zu Cranenberg. 3. zu Hilben. 4. zu Haen. 5. zu Walb. 6. zu Somborn. 7. zu Langenberg. 8. zu Neviges. 9. zu Mühlheim an der Ruhr. 10. zu Wülfrath. 11. zu Wermeskirchen. 12. zu Dühn. 13. zu Rath vorm Bald. 14. zu Söhltingen. 15. Capellam S. Anthonii auff der Thones Heyden mit der Vicarie S. Anthonii. 16. Capellam S. Reinholdt bey Söhltingen. 17. Capellam auff dem Hoff zu Windrach. 18. zu Schöler. 19. zu Hukeswagen. 20. In der Stadt Düsseldorf. 21. In der Stadt Ratingen. 22. zu Homburg. 23. zu Velbert. 24. zu Greifath. 25. zu Duffel. 26. zu Metmon. 27. Auf der Ikenbach. 28. zu Mühlheim am Rhein. 29. zu Ober-Cassel.

§. 2. Auff den Adlichen Häusern.

1. Auff dem Hause Lennep.
2. Auffm Hause zum Spich.
3. In der Delling zu Oelep.
4. Zu Bawyr zu Erkrath.
5. Auff dem Hause Dory.
6. Auff dem Hause Rott und Elsfeld.

Dergestalt wann schon hernecht die Adliche Häuser an Romisch-Catholische kommen oder transirirt werden/ oder der Adeliche fene Religion ändert/ daß dennoch auff solche Fälle/ die Gemeine so alsdann dabeist sich finden wird/ an oder bey denselben oder doch necht gelegenen Orth ihren Gottes-dienst mit Besuch und Anhördung der Predigten/ und administrirung des Abendmahls/ und der Tauffe auch Ehe-Einsegung nach wie vor umgehuret siben/ und darinn continuiret kömme.

§. 3. Hernecht soll ihnen/den Reformirten/restituiert werden

1. Das Exercitium publicum zu Gruten cum annexis. 2. Das simulaneum Romano-Catholicum Exercitium in der Pfarr-Kirche zu Hukeswagen soll abgestafft/ auch die ihnen inbegriffene halbe Kirchen-Kenthen bey exaradition der Ratification über gegenwertigen Vergelt restituiert/ hergegen aber auch zugleich denen Romisch-Catholischen zu Reparierung der Schloß-Capelle dabeist einhundert Reichsthaler gegeben und ausbezahlt werden. 3. Die redditus B. Mariae Virginis & S. Anthonii zu Hukeswagen/ so bald dieselbe durch Absterben des jetzigen Besizers/ welcher den Romisch-Catholischen Gottesdienst verrichtet/ und ein Geistlicher aus dem Closter Wipperforde ist/ oder sonstigen Vacant wird/ denen Romisch-Catholischen über dagegen funffhundert Reichsthaler von denen Reformirten ausbezahlt werden.

4. Die Pastorat-Kenthen zu Ober-Cassel.

5. Zu Duffel sollen die Romisch-Catholische die Pastorat-Kenthen gauch an sich behalten/ und dargegen der Reformirter Gemeine dabeist jährlich achtzig Reichsthaler in certis rebus aus gemelter Pastorat-Kenthen dabeist per se zu haben/ anweisen/

ANNO
1672.

§. 6. Et on leur permet, & rend l'Exercice public avec ce qui en dépend; 1. Devant la Ville de Juilliers, en échange d'Engeldorf, tellement que la Maison du Pasteur, & l'Ecole puissent être établies, & tenus dans la Ville même; 2. à Zeveifel; 3. & à Menzerat devant Monjoye, & le tout avec les annexes.

Art. VII.

Duché de Berghe.

§. 1. Pour ce qui touche le Duché de Berghe, & ceux de la Confession d'Ausbourg, dits Réformez, ils y exerceront, & tiendront dans les Places suivantes, tout ce qu'ils y ont exercé & tenu jusqu'à présent, soit d'Exercice public, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles, avec des Eglises Paroissiales, Rentes d'Ecole, & de Marguillier, Widenhofen, Vicariats, & ses Revenus, savoir, dans les Villes, Bourgs, & Villages.

1. d'Elberfeld. 2. Cronenberg. 3. Hildem. 4. Haen. 5. Walt. 6. Somborn. 7. Langenberg. 8. Neviges. 9. Mulheim sur la Ruhr. 10. Wülfrath. 11. Wermeskirchen. 12. Duben. 13. à Rath devant le Bois. 14. De Söblingen. 15. La Chapelle de S. Antoine sur la Bruyere de Thones avec le Vicariat de S. Antoine. 16. La Chapelle de S. Reinholdt près de Söblingen. 17. La Chapelle à la Cour de Windrach. 18. Schöler. 19. Hukeswagen. 20. Dans la Ville de Düsseldorf. 21. Dans la Ville de Ratingen. 22. à Homburg. 23. Velbert. 24. Greifath. 25. Duffel. 26. Metmon. 27. Sur l'Urdenbach. 28. à Mulheim sur le Rhin. 29. à Ober-Cassel.

§. 2. Dans les Maisons Nobles.

1. De Lennep.
2. De Spich.
3. à Oelep dans le Delling.
4. Bawir à Erkrath.
5. à la Maison de Dory.
6. à la Maison de Rott, & Elsfeld.

Et même, quand ces Maisons seroient transférées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs changeroient de Religion, la Communauté Réformée, qui s'y trouveroit, ne laisseroit pas pourtant de continuer son exercice, ou bien dans un des plus proches Lieux, comme aussi d'y fréquenter les Prêches, la S. Cene, & d'y recevoir le Batême, & la Benediction de Mariage avec la même liberté qu'auparavant.

§. 3. On rendra de plus ausdits Réformez.

1. l'Exercice public, avec ce qui en dépend, à Gruten. 2. Comme on ôtera aux Catholiques l'exercice, qu'ils avoient ensemble avec les Réformez dans l'Eglise Paroissiale de Hukeswagen, on rendra à ceux-ci encore l'autre moitié des Rentes de ladite Eglise, si-tôt que la Ratification de cette Convention sera échangée, à condition pourtant, qu'ils payent cent Ecus aux Catholiques pour en reparer la Chapelle du Châteaueu. 3. Les Revenus du Vicariat de Nôtre-Dame, & de S. Antoine à Hukeswagen, en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur, qui est de la Religion Romaine, & du Cloître de Wipperforde, & à condition, qu'ils en payeront aux Catholiques cinq cents Ecus.

4. Les Revenus de la Cure à Ober-Cassel.

5. Comme les Catholiques tiendront entièrement pour eux les Rentes de la Cure à Duffel, ils en donneront en échange à la Communauté Réformée des assignations, qu'elle puisse annuellement, & en certaines Rentes de ladite Cure, tirer la Somme de quatre-vingt Eus, ou bien ils seront obligés d'y rendre

ANNO
1672.

sen / oder aber den Reformirten daselbst gemeldte Pastorat-Ken-
then ganz einräumen und sich daraus achtzig Reichsthaler in cer-
tis anweisen lassen.

6. Zu Weigels soll der Reformirten Gemeinde alsobald nach
Ratification dieses Reccessus dasjenige restituirt werden/was sie
sie von alten und jeden Gütern und Renten bey Veränderung
der Religion des Herren von Hardenberg in Besiz gehabt / und
bisherio ihnen zum Theil von der Frau von Hardenberg enge-
gen. Wenn nach geschehener solcher restitution die Frau von
Hardenberg so dann einige Besizguts darauf zu haben ver-
meinet / soll sie freystellen/dasselbe rechtlicher Gebühr nach aus-
sindig zu machen / und wann die Sache vor Ihre Höchst-
Durchl. Regierung zu Düsseldorf instaurirt ist / und beyde Par-
theyn zur gütliche gehört seyn / dieselbe zur Erörterung an unpar-
theylichen aus beyden Römisch-Catholischen und Reformirten
Religionen ausgeschiedet werden/es wäre dan daß gemeldte Frau
mit vorgemeldter Gemeinde vor Einlangung der Ratification die-
ses Reccessus sich darüber vergliche / dabey es dann billig sein be-
wenden hätte.

5. 4. So viel nun die Augsburgische Confessions-Vermand-
te Lutherischer Religion in dem angeregten Herzogthumb Berge
betrefft / sollen dieselbe an nachfolgenden Orten die Exercitia,
Kirchen / Capellen und Schulen mit denen dazü gehörigen
Pastorat-Gütern / Stücken und Schul-Kenten / Widenhöf-
fen / auch Dioceren / und deren Augustinern / inwaffen wie
gemeldte Lutherische dieselbe jeko besitzen und genießen/haben und
behalten. Als

1. In der Stadt Lempe.
2. Zu Remscheid.
3. Zu Davinginghausen.
4. Zu Remlingrade.
5. Zu Wurscheid.
6. Zu Neutkirchen.
7. Zu Wilscheld.
8. Zu Volberg.
9. Zu Honrat.
10. Zu Walsbroel.
11. Zu Rosbach.
12. Zu Ekenbagen.
13. Zu Leuscheid.
14. Zu Odenspiel.
15. Zu Wilberg die Capella.

16. Zu Welbert nebst der Capelle / jedoch mit Vorbehalt der
darauf von denen Reformirten habender prentension.

17. Zu Eschlingen.
18. Zu Walscheid.
19. Zu Holpe.
20. Zu Denslingen in der Capelle simultaneum beigestalt /
daß die Lutherische die Capelle allein behalten.

21. Das simultaneum zu Berchen / doch daß die reditus in
jetzigem Stande verbleiben / und denen Lutherischen die Cangel
nicht verpreet / noch gehindert werde.

So viel aber Altar und Taufstein anbetrifft / sollen die Ro-
misch-Catholische dieselbe vor sich behalten / jedoch bey Execution
dieses Reccessus zu Bestreiff der Evangelisch-Lutherischen ex com-
municibus sumptibus in denselben Kirchen an einen bequemen und
denen Evangelischen gelegenen Ort ein ander Altar und Tauf-
stein gemacht werden.

22. Daß simultaneum zu Seelscheid / wobey danti zu wissen
daß die Römisch-Catholische und Lutherische sich weiter zu ver-
gleichen haben/damit sie an denen Orten / an welchen die simul-
taneum sendt / und in Kraft dieses Reccessus verbleiben / zu ge-
wisser Zeit und Stunde den Gottesdienst verrichten und einer
den andern nicht hindern. Dann die Lutherische mögen im
Winter und im Sommer des morgens um 10. Uhr / nachmit-
tag aber um 3. Uhr ihren Gottesdienst verrichten. Die Ro-
misch-Catholische aber sich der übrigen Zeit zu ihrem Gottesdienst
in den Kirchen gebrauchen.

Ferner haben und behalten die Lutherische folgende Exercitia
publica.

Tom. VII, PART. I.

23. In

rendre entierement les Revenus de la Cure, & d'ac-
cepter les assignations de la Communauté Réformée 1672.
pour en tirer quatre-vingts Ecus annuels.

6. On rendra encore à Neuwiges après que les Ra-
tifications de ce Recès seront échangées, aux Réfor-
mez tout ce qu'ils y possédoient en Biens, & en
Rentés, au tems du changement de Religion du
Sieur de Hardenberg, & dont ils avoient été en
partie dépossédés par Madame de Hardenberg, la-
quelle pourra pourtant, après cette restitution faite,
poursuivre son Droit en Justice, si elle en croit
avoir, & quand sa cause sera entamée, ou instruite
dans la Régence de S. A. S. à Düsseldorf, & que les
Parties y seront entendues, on la fera décider par
des Gens desintéressés; & de l'une & l'autre Reli-
gion, à moins que ladite Dame ne s'en fut accordée
autrement avec les Réformez, & pour lors on se
tiendra à leur Accord.

5. 4. Pour ce qui est de ceux de la Confession
d'Ausbourg, qu'on nomme Luthériens, ils tiendront
& posséderont dans ce Duché de Berghe, tout ce
qu'ils y possèdent présentement en Exercices, Eglises,
Chapelles, Ecoles, avec ce qui en dépend, soit de
Rentés, Eglises Paroissiales, de Marguillier, & de
Maître d'Ecole, Widenhofen, comme aussi en Vica-
riats, & en Rentés en dépendantes, sçavoir

1. Dans la Ville de Lempe.
2. à Remscheid.
3. à Davinginghausen.
4. à Remblingrade.
5. à Burscheid.
6. à Neukirchen.
7. à Witzbelden.
8. à Volberg.
9. à Honrat.
10. à Walsbroel.
11. à Rosbach.
12. à Ekenbagen.
13. à Leuscheid.
14. à Odenspiel.
15. La Chapelle à Wilberg.
16. à Welbert proche de la Chapelle, où l'on réser-
ve pourtant aux Réformez la prétention qu'ils y ont.
17. à Leichlingen.
18. à Walscheid.
19. à Holpe.

20. à Denkingen dans la Chapelle l'Exercice
public ensemble avec ceux de l'autre Religion, à con-
dition pourtant, que les Luthériens jouiront seuls des
Rentés de cette Chapelle.

21. à Herken l'Exercice ensemble avec ceux de
l'autre Religion, les Rentés demeureront pourtant
dans l'état d'à présent, & l'on n'y fermera; ni
n'ôtera pas la Chaire aux Luthériens.

Mais les Catholiques Romains tiendront pour eux
l'Autel & les Fonts Baptismaux, à condition néan-
moins, qu'en exécution de ce Traité, l'on y fera
dans la même Eglise, & dans un endroit convenable
aux dépens communs un autre Autel, & Fonts de
Baptême pour le service des Luthériens.

22. à Seelscheid l'Exercice ensemble avec ceux de
l'autre Religion, bien entendu, que les Catholiques
& les Luthériens ayent à convenir dans tous les
Lieux, où, selon ce Traité, ils ont l'Exercice ensem-
ble, que l'on y fasse l'Office à certain tems & heu-
re, afin que les uns ne donnent pas d'empêchement
aux autres, car les Luthériens pourront en Hiver,
& Eté, faire leur Office le matin à 10. heures, &
l'après-midi à trois heures; & les Catholiques Ro-
mains pourront le reste du tems se servir de telles
Eglises communes.

Les Luthériens conserveront de plus, & tiendront
leur Exercice public:

Aa 2

23. Dans

ANNO
1672.

184

CORPS DIPLOMATIQUE

23. In der Stadt Düsselhoff.
24. In der Stadt Söhligen.
25. Zu Pulkeswagen.
26. Zu Mühlheim am Rhein / und
27. In der Freyheit Burg / wie mit weniger bleiben sie auch ferner zu Rade vor dem Walde / und zu Weidman in dem Stande / in welchen sie bißhero gewesen und gegenwärtig seynd.
- §. 5. Restituir aber und gestattet werden ihnen den Entschelt sich an nachfolgenden Orten die Exercitia publica cum annexis auff ihre Kosten / als
1. Zu Rappichtradt.
2. Zu Ratingen / und
3. Zu Reusradt.

Art. VIII.

§. 1. In allen vorher ertheilten Orten nun / an welchen die Augspurgische Confession / Bekennenden Reformirte und Luthersche Religion die Exercitia publica haben / und vermöge dieser Danks-Handlung restituirer bekommen / haben sie Macht ihren Gottesdienst / wie derselbe in denen Reformirten und Lutherschen Kirchen unter Evangelischen Herren geübet und getrieben wird / in allen Stücken umgehendert / und ungehindert zu thun / und zu treiben. Sie haben auch Macht / Kirchen / Kirchhäuser / Chöre und Glocken / und was sonst mehr zum Gottesdienst nötig / auff ihre Kosten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey sie des Herren Pfaltz-Graffen Fürstl. Durchl. jedemahl und wider männiglich gnädigsten und mächtigsten Schutz halten wollen.

§. 2. Hernächst so sollen vorgedachter beyder Religionen Augspurgischer Confession Reformirte und Luthersche Prediger / Pastoren / Pastores / Schulbediente und Küster in ihren Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häusern und Wohnungen / auch gewöhnlichen Gütern / Renten und Gehältern alle Geiße freyheit vor ihre Person / und vor die zu ihren Pfarren gewöhnliche Güter / wie und wo dieselbe in Lende gelegen / über all gleich / wie die Römisch-Catholische indifferenter genießen / dieselbe mit Landsteuern / Einkünften und dergleichen lasten wider des landes-Gebräuch und Herkommen nicht beschweret / und also auch in diesen Stück denen Römisch-Catholischen im Gütlich und Vergleich gleich gehalten und tractirt werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Prediger / Pastoren / Pastores / Schulbediente und Küster bey ihren Kirchen-Ordnungen / Statuten / welche sie gleichwol zu vordere ihrer Fürstl. Durchl. als landes-Fürsten / damit darinnen wider die landes-Fürstl. Hoheit nichts nachtheiliges gefunden werde / zur Bestätigung unterthänigst einreichen lassen sollen / und wollen Ihre Fürstl. Durchl. dieselbe so dann gnädigst und unangeleglich bestatigen / Gebührenden / Genouheiten / Ceremonien / Kirchlicher Disciplin bey denen ordentlichen Conventen der bißhero gewöhnlicher General / Provincial / Synodal / Classica / Presbyterial und Consistorial-Verhandlungen (welche sie in den untrien Verhörgen und Graffschaffen umgehendert / außer denselben aber anderer Gestalt nie als mit Verwissen und Genehmigung des landes-Fürsten bejehen mögen) und derselben Schlossen und andern ihren Gebührenden gehandhabet werden.

§. 4. Dessen Präsidibus und Moderatoribus Synodorum & Inspectoribus Classium soll in denen hervor gedachten untrien Verhörgen und Graffschaffen zugelassen seyn / denen in den Evangelischen Kirchen üblichen Gebrauch / Obervand und Ordnung zufolge zu wirken / und ad correctionem vitae & morum zu streiten / die Geiße Disciplin zu unterhalten / auch gegen die verwerdliche Glieder zu verfahren. Ehe und bevor sie aber diese particular Visitaciones vornehmen / sollen sie solches und ein jedweder der nöthig halt / zu wissen / Ihrer Fürstl. Durchl. oder in derselben Anwesen / oder Regierung in Zeiten unterthänigst und

ANNO
1672.

23. Dans la Ville de Dusseldorp.
24. Dans la Ville de Söhligen.
25. à Hukeswagen.
26. à Mühlheim sur le Rhin.
27. Dans la Franchise de Burg: ils continueront aussi à Rade devant le Bois / & à Matman, dans le même état qu'ils y sont présentement.
- §. 5. On tend aussi & permet aux Luthériens, mais à leurs dépens l'Exercice public, avec ce qui en dépend, dans les Places suivantes.
1. à Rappichtratt.
2. à Ratingen.
3. à Reusratt.

Art. VIII.

§. 1. Dans tous ces Lieux donc, où ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens continuent, ou obtiennent en vigueur de ce Traité, l'Exercice public, il leur sera permis d'y faire leur Office publiquement, & de la même manière, qu'il s'exerce dans des Eglises Réformées, ou Luthériennes, sous des Souverains de telle Religion. Il sera permis de plus de bâtir & d'entretenir à leurs dépens, des Eglises, Chapelles, Maisons de Pasteurs, d'Ecoles, & de Marguilliers, avec des Clochers & Cloches, & généralement tout ce qui pourroit être nécessaire à l'Office public de leur Religion: C'est ce, en quoi S. A. S. les protégera, & maintiendra toujours & contre toute sorte de personnes.

§. 2. Tous les Ministres de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens, & notamment les Pasteurs, Ministres, Maîtres d'Ecole, Marguilliers, jouiront de toute liberté Ecclesiastique, à l'exemple des Catholiques, non seulement pour leurs personnes, mais encore pour les Biens, Maisons, Rentés & Emoluments, qui leur sont destinés, dans quelque endroit du Pais qu'ils soient situés, & ils ne seront pas chargés non plus de Tailles, Quartiers, ou autres Taxes, contre l'ancienne Coutume du Pais, mais ils seront encore en ceci traités également avec les Ministres de l'Eglise Romaine par tous les Pais de Juilliers, & de Berge.

§. 3. On maintiendra aussi lesdits Ministres Protestans, Pasteurs, Prédicateurs, Maîtres d'Ecoles, Marguilliers & autres, dans l'usage & l'exécution des Statuts & Ordonnances de leur Eglise: lesquels ils seront pourtant obligés de présenter auparavant à S. A. S. afin qu'on n'y pratique rien au préjudice du Souverain, & d'en demander très-humblement la confirmation, que S. A. S. aura toujours la bonté de leur accorder sans repugnance: comme aussi dans les autres Coutumes & Cerémonies de leurs Eglises, Disciplines, Assemblées ordinaires de quelque nom qu'elles soient, Générales, Provinciales, Synodales, Classiques, Presbyteriales, & Consistoriales, en sorte qu'ils les pourront frequenter librement, & de leur chef dans les Duchés & Comtez unis, mais non point hors d'icelles sans le consentement & la permission du Souverain du Pais, & qu'on donnera main forte pour l'exécution des Arrêts & Conclusions, qu'ils y auront prises.

§. 4. Les Directeurs ou Modérateurs des Synodes, & les Inspecteurs des Classes pourront ainsi par toutes ces Duchés & Comtez unis, visiter selon la Coutume & l'Ordonnance de l'Eglise Evangelique, y faire observer la Discipline Ecclesiastique, corriger la Conduite & les Mœurs, & même châtier les Transgresseurs, mais le tout à condition que devant que d'entreprendre une telle Visitation particuliere, ils en avertissent très-humblement S. A. S. ou en son absence, la Regence du Pais, afin qu'on députe quel-

ANNO
1672.

und geßhlich in wißten machen / damit jemand verordnet werden könne / welcher wegen vor heiligher dachter Syrer Fürst. Dordt. als lands-Fürsten der Visitation beymohne / tenken oder dahin seye und ader habe / daß nichts geschhe / oder von den Geistlichen / welche bey denen Visitationen seynd und visitiren / etwas vorgenomment werde / welches der lands-Fürst Robert / Rommisch-keit und Jurisdiction entgegen / nachtheilig und prajudicial seyn / und wollen Ihre Fürstl. Durchl. jedesmahl theilwegen einen der Evangelischen Religion zugehörten Visitationen auff dero Kosten verordnen / welcher doch wann Sachen vorgehen / die al interius Conclave gebören / und wann die Censura Ecclesiastica vorgenommen wird / sich so lange abenthalten und diesen actibus nicht beywohnen soll. Die Weltliche Synodus. & Inspectores Classium hinführo von Predigern / Pastoren / Pastoren / und Vorstehern jeder Gemeine Kirchlichem Gebrauch und der Kirchen Ordnung gemäß des Visitation Lebens / Handels und Wandels / Verhaltens und Wastrafung halber statuiert ist / nicht verbunden noch aufhalten / weniger die corrigendos vel correctos darüber schickn / Wosern auch der Visitationen corrigendos vel correctos darüber an die Weltliche Synodus ohne gungsame und erhebliche Ursachen sich wenden wollen / derselbe abgemietelt / und denen ihm vorgelegten Geistlichen Visitationen in Vollziehung der Execution gegen den per Censuram Ecclesiasticam correctum die Hand bieten / und beßhlich erscheinen.

§. 5. Vorgedachte Aufspürgerischer Confessions-Bernambte Reformirter und Lutherischer Religion sollen an keine andere Exermenten als die ihnen gebührende seyn / Dabey sie nit schuldig gehalten seyn / bey denen Romisch-Catholischen Processionen Gras zu streuen / Weynen zusehen / Wägen / oder andere dergleichen bey den Romisch-Catholischen gebrauchlichen Feyer-Glocken zusehen / mit dem Gewehr bey den Processionen aufzuwarten / Fahren oder Gehen zu tragen / bey der Morgens / Mittags und Abends-Glocke den Hüt abzuheben / und nach dergleichen mehr. Es sollen auch dergleichen von niemand beschworet / viel weniger von ihnen begehret werden / vorher ertheilt und anderen Romisch-Catholischen Exermenten und ritibus begyn wohnen.

§. 6. Ferner sollen sie die verschlossene Zeiten nach Romisch-Catholischer Art und gewohnt in Observiren / keine Proclamationen / Dimissoriales oder Copulationes bey den Romisch-Catholischen Pastoren fuden / sonder es soll gung seyn / wann sie sich in ihrer Religion Gemeinen proclamiren und bey denen selbigen wo sie wolten copuliren lassen. In denen jetztgedachten verschlossenen Zeiten oder sollen sie gleichwol keine weitläuffige Predigten anstellen noch auch zu der Zeit auff denen Spitzzeiten wie sonst bräuchlich / sangen.

§. 7. Über dem so sollen sie der Synod / welche in der Romisch-Catholischen Kirchen gehalten wird / keines wegs unterworfen seyn / und diermit auch das Kirchen-Meister-Amt und Bruder-Meister-Amt bey denen Romisch-Catholischen Officia Ecclesiastica seyn / so sollen die Reformirte und Lutherische mit denselben und dergleichen wider ihren Willen nicht beschworet werden.

§. 8. Über dieses sollen jetztgedachte Evangelische bey denen Romisch-Catholischen Processionen / und wann das also genannte Venerabile zu den Kranken getragen wird / kein vorsehlich ärgernis geben / sondern entweder so lange / bis die Procession oder das Venerabile vorbei / auff die seihen in ein Haus oder Jurist gehen / oder den Priester und denen / welche mit ihm seyn / eine dergleichen Ehrenbeugung beweisen / als wie sie zu thun pflegen / wann Priester und andere eheliche Leute ihnen zu anderen Zeiten begegnen.

§. 9. Es soll in Barmen / Soblingen / und Elverfelde den Evangelischen so Reformirten als Lutherischen bey den Catholischen Festtagen öffentlich / an übrigen Orten aber in den Häusern bey verschlossenen Thüren / Zimmern / Läden und Fenstern zu arbeiten erlaubt seyn / und sollen sie deswegen keine Inquisition und Wastrafung zu besorgen haben / wann aber den Groß-Comanden an Freytagen von Durchgehenden Arbeit zugebracht wird / indgen sie selbige auch öffentlich verrichten.

§. 10. Es bleibet offigedachten Reformirten und Lutherischen Leuten / in der Fasten / auch an Freytag und anderen Romisch-Catholischen Abstinenz-Tagen in ihren Häusern Fleisch zu speisen / wann sie nur ihre Romisch-Catholischen Hausgenosse wider ihren Willen solches zu essen nicht anhalten.

Art.

quelqu'un, pour y assister de la part de S. A. S. & pour observer & empêcher, qu'on n'y fasse rien au préjudice de la haute Jurisdiction, & autorité du Souverain. S. A. S. déclare de plus, de vouloir toujours députer de sa part, & à ses dépens un Visiteur, qui sera de la même Religion Evangelique, & de lui ordonner aussi, qu'il ait à se retirer, quand il s'y passe quelque chose, qui appartient au Conclave interieur, & de n'y assister durant le tems, qu'on applique des Censures Ecclesiastiques. La Bras Seculier n'empêchera jamais l'exécution de ce qui sera ordonné conformément aux Statuts & Coutumes de l'Eglise par le President & les Directeurs de Synode, ou par les Intendants d'Ecole, Pasteurs, Predicateurs & Superieurs Ecclesiastiques, soit touchant la Correction ou autrement, & ledit Bras Seculier n'entreprendra pas de protéger ceux qui auront été corrigés, ou qui le devroient être; mais au contraire, il renverra ceux qui auroient ce recours sans raison légitime, ausdits Visiteurs Ecclesiastiques mêmes, pour y être effectivement châtiés ou corrigés, & en facilitera l'exécution.

§. 5. Tous ceux de la Confession d'Ausbourg, Reformez & Lutheriens, ne seront tenus qu'à leurs Cérémonies, & ainsi ils ne seront pas obligés à mettre des herbes pour les Processions des Catholiques, ni à planter des Mais, sonner les Cloches de leurs Fêtes, se tenir sous les Armes du tems des Processions, porter des Drapeaux & des Croix, ni à ôter le Chapeau quand on sonne le Matin, à midi & le Soir, ni à d'autres choses semblables, dont ils ne pourront jamais être inquiétés de qui ce soit, ni forcé à assister à aucune des Cérémonies des Catholiques.

§. 6. Ils n'observeront pas non plus le tems, où les Mariages sont défendus aux Catholiques, ni ne prendront non plus des Dimissoriales, Proclamations, ni Copulations des Pasteurs Catholiques, mais ils se contenteront de se faire proclamer dans leurs Communautés, & déposer devant qui ils voudront, toutefois auront-ils à se garder de danser, & même de faire des pompes, quand leurs Mariages se font dans un tems défendu aux Catholiques.

§. 7. Ils ne seront nullement obligés au Synode, qui se pratique dans l'Eglise Romaine, & comme les Charges de Maître d'Eglise & de Confrérie sont réputées pour des Offices Ecclesiastiques, les Reformez & les Lutheriens n'en seront jamais chargés contre leur gré.

§. 8. Tous les Protestans auront à se garder de donner aucun scandale, quand ils voyent porter le Vénérable aux Malades, ou dans quelque Procession, mais ils auront plutôt à se retirer dans des Maisons, ou bien à témoigner au Prêtre, & à ceux qui le suivent, la même civilité, qu'ils leur feroient dans d'autres rencontres.

§. 9. Il sera permis aux Protestans, tant Reformez que Lutheriens, de travailler ouvertement les jours de Fêtes Catholiques, dans les Places de Barmen, de Soblingen, & d'Elverfelde; mais dans d'autres Lieux pas autrement que dans leurs Maisons, & à condition d'y tenir les Boutiques, Caves, Portes & Fenêtres bien fermées, & en ce cas-là, ils ne seront pas sujets à d'autre recherche, ni à aucune correction pour leur travail, & si par hazard aux jours de telles Fêtes Romaines, quelque passager présente de l'Ouvrage aux Marchands ou Forgerons, ils y pourront partout travailler publiquement.

§. 10. Ils auront aussi toute liberté de manger de la viande dans leurs Maisons en Carême, les Vendredis, ou les autres jours d'abstinence observés par les Catholiques, toutefois sans contraindre leurs Domestiques Catholiques à en manger contre leur gré.

Aa 3

Art.

ANNO
1672.

ANNO
1672.

Art. IX.

§. 1. Damit auch der Jurisdiction halber in Geistlichen Sachen / welche die Reformirte und Luthersche angehören / ins künftige in diesen Herzogthumben Gültich und Berge seine Endgültigkeit habe; Soll Feste Censur, Disciplin, Matrimonial und dergleichen Sachen / welche sonst bey denen Evangelischen ad forum Ecclesiasticum oder mixtum gehören / vor denen Landt-Dechanten / oder anderen Geistlichen Römisch-Catholischen Gerichten gezogen / sondern von denselben gänzlich besetzt seyn und bleiben.

§. 2. Und dahero mögen die Evangelische / wann sie untereinander in Ehe-Sachen streitig worden / sich bey den Synoden / Classibus, Presbyteriis, Consistoriis, Inspectorio, oder bey ihren Seelsorgern anzeigen / welche dann die Parteyen zu sich zu veranlassen / sie zu vergleichen und in der gute von einander zu sehn / allen Fleiß anzuwenden. Wann aber die gute zum längsten innerhalb drey Monaten nicht verfangen wolte / alsdenn solten sie die Sachen an Ihre Fürstl. Durchl. Regierung zu Düsseldorf verweisen / welche Regierung eine jede Sache in dreyen Schritten hinc inde von 24. Tagen / oder zum längsten von drey zu drey Wochen ohne Verhütung unnötiger und zum höchsten der zweyten dilation infraktiren lassen / und wann sie vöslig instruit ist / die Acta prævia innotulatione entweder an eine derselben Religion zugehante berühmte Juristen Facultät / oder anderen der Religion zugehanten unparteyischen Rechts-gelahrten / nachden die Sache der einer oder andern Evangelischer Religions-Verwandten concerniret / zu rechtlicher decision ohne daß die Parteyen wissen wohin / zuverschicken / und auszustellen.

§. 3. Was nun dergestalt erkant / daffelbe solte von mehr gemelter Regierung zur Execution gesetzt / und davon kein Appellation, noch Revision gestattet werden. Jedoch wann sich ein oder das ander oder auch beyde Theile befandere finden / und etwas / so in vorigen Actis nicht gewesen / oder mit recht auszuführen / nachmahls ausführen wolten / und sich bey der Regierung anmelden / alsdann sollen jedweden Theile noch zweyte Acte verfaßt / und mit Instruction auch Verschickung der Acten eben wie vorgedacht / verfahren werden.

§. 4. In denen Fällen aber / wann zwischen Römisch-Catholischen und Evangelischen Unterthanen Ehestreit vorfällt / folget der Actor das forum rei und wird der Evangelische nach deren von den Evangelischen angenommen / der Römisch-Catholische aber nach den Römisch-Catholischen Geistlichen Rechten insonderheit in puncto divortii & repudiü gerichtet.

Art. X.

Und demnach über vorhergehetes und verglichenes noch eines / und das andere nöthig befunden / welches künftige in allen vorher erwehnten Landen / als in denen Herzogthumben Gültich / Cleve und Berg / auch Graffschafften Marck und Ravensberg observiret / gehalten und denselben allerdings nachgelebet werden solte. Dessen nach ist folches in nachfolgende puncta abgefaßt:

§. 1. Und soll demnach anfänglich alles und jedes / was allerseits Religions-Verwandten Vermöge dieses Vergleiches behalten oder wieder bekommen / von eben der Natur / und Kräfte seyn / als wann ihnen solches alles durch die Execution des Teuffischen Friedensschlusses gelaßen / wieder gegeben und zugesaget wäre.

§. 2. Darnach so soll allen Religions-Gemeinden so wol der Römisch-Catholischen als Augsburgischen Confessions-Verwandten / Reformirten und Lutherschen / welche das Exercitium publicum haben / und darnach durch diese Pausch-Handlung restituirt werden / frey seyn / wann es nöthig / nicht nur einen Prediger und Pastoren / sondern mehr auf ihre Kosten und ohne der anderen Religion Bekümmern und Nachtheil zu beruffen / auch die Gemeinen nach Gelegenheit zu combiniren / und hinfiederum die combinirte zu separiren / daß jede an den vorigen abgesonderten Prediger oder Pastoren / welcher sich bey seiner Gemeine mit der Wohnung auffhalten soll / bedient werden mag.

§. 3. Wo auch die Gemeinden ihrer Religion Schulen haben / dieselbe solten solche behalten / und wo an gewissen Orten /

Art. IX.

§. 1. Pour regler la Jurisdiction Ecclesiastique, en ce qui touche les Réformez & Luthériens, dans ces Duchez de Jülicher, & de Berge, il est ordonné, que les affaires de Censure, de Discipline, de Mariage & autres semblables, qui appartiennent à la Jurisdiction Ecclesiastique ou mixte auprès des Protestans, ne seront pas décidées par le Doyen du Pais, ni par aucune autre Cour de Justice Catholique Romaine, mais en seront tout à fait exemptes.

§. 2. C'est pourquoi tous ces Protestans, en cas de différens en Mariages pourront librement recourir à leurs Synodes, Classes, Consistoires, &c. ou d'autres de leurs Pasteurs, qui auront soin d'assembler les Parties, & de les mettre d'accord à l'amiable, mais en cas, que cette voye de douceur ne produisit pas son effet dans le tems de trois mois, ils remettront les affaires à la Regence de S. A. S. à Düsseldorf, laquelle fera instruire chaque Cause par trois Ecrits, que les Parties seront obligées de fournir de quinze en quinze jours, ou bien de trois en trois semaines, sans qu'on leur permette des délais inutiles, & jamais au delà d'un deuxième, & ayant instruit la Cause, & mis en rôle les Actes, Elle les remettra à la decision de quelque fameuse Faculté de Jurisconsultes Protestans, ou bien d'autres Jurisconsultes desintéressés, & qui soient de même Religion que les Parties, sans pourtant qu'elles soient informées du chemin, qu'on y a pris.

§. 3. La decision qui aura ainsi été faite, sera ensuite mise en execution par ladite Regence, sans donner lieu d'autre Appel ou Revision: mais toutefois si les Parties se trouvoient chargées, parce que quelque raison ou piece n'aurait pas été produite, ou ne l'aurait pas été suffisamment dans les Actes, & qu'elles se présentassent à la susdite Regence pour deduire telle chose de nouveau, on permettra encore deux Ecrits à chacune des Parties, & on y observera la même méthode, qu'on vient de marquer.

§. 4. Dans les cas, où il y aurait différens au sujet de Mariage entre des Catholiques & Protestans, on se tiendra à la regle commune: Actor sequitur forum rei, & on y jugera un chacun selon les Droits de sa Religion, particulièrement dans les cas de divorce, & de répudiation.

Art. X.

Et d'autant qu'après tout ce qui a été déclaré & réglé pour les Duchez de Jülicher, Clèves, & Berge, & pour les Comtez de la Marck, & de Ravensberg, on a encore trouvé nécessaire d'y ajoûter quelque chose, on est convenu des Points suivans.

§. 1. Premièrement, tout ce qu'on permet ou donne par cette Transaction à l'une, & à l'autre Religion, aura la même force que s'il avoit été établi ou donné en execution des Traitez de Westphalie.

§. 2. Par tout, où il y aurait Exercice public, en vertu de cette Transaction, soit pour les Catholiques, ou pour les Protestans Réformez & Luthériens, ils pourront prendre non seulement un, mais plusieurs Pasteurs & Prédicateurs, toutefois à leurs dépens, & sans préjudice des autres, comme aussi joindre les Communautés, & les séparer derechef, & en pourvoir chacune d'un Pasteur & Prédicateur qui auroit son Logis, où telle Communauté avoit été devant la réunion.

§. 3. Les Communautés, qui sont déjà pourvues d'Ecole de leur Religion, la continueront; mais celles qui

ANNO
1672.

ANNO
1672.

ten / welche possidirt, gestalter / oder restituirt werden sic tant
Schule haben / solle denselben alibi / außserhalb in causis ex-
ceptis / katechische / hebraische / griechische / Schreib-Rechnun-
gen / und andere Schülen / in welchen die Artes liberales ant
principia Disciplinarum, Theologiae, Logicae, Rhetoricae,
auch Hebraica und Graeca Linguae gelehret / und gehalten wer-
den / einzuführen und aufzurichten / und darzu einen oder mehr
Magistros, Praeceptores, Schulmeister und Maitresen auff ihre
Kosten zu beruffen und zu halten sieh sich.

§. 4. Die Pastores und Prediger sollen des Landes Herr sein /
wofen derselbe des Geistlichen Beneficij Patronus und Colla-
tor ist / Collation, Confirmation und Placitum einholen / es
sollen aber solche Collation, Confirmation und Placitum nicht
verweigert / sondern unaufhältlich ertheilt werden / jedoch sei-
nen andern als solchen Personen / welche wegen ihrer qualifi-
cation, wie vorher gemeldet / wie es bey der einen oder andern
Religion brauchlich ist und erfordert wird / auch von denen Evan-
gelischen Gemeinden / daß sie mit der Person zu frieden / und
auff sehr und eben nichts sagen haben / beweislichen Schein
vorbringen. Darnach aber des Landes-Herr nicht / sondern ein-
ander Patronus oder Collator mere / soll der beruffene Pastor
und Prediger dennoch verbunden seyn / einen Schein seiner Vo-
cation und Collation des ordentlichen Patroni (welche Collation
eben so wenig verweigert werden soll) und qualification, daß ge-
meinte Vocation und Collatio jegerleider maßen richtig sey / dem
Landes-Herrn / oder dessen Regierung einzuführen / und dem
vorhergegangenen umgehend seinen Beystuß antretten / und je-
dermahl von dem Landes-Herrn gebührende Handhabung zuge-
warren haben.

§. 5. Wann von unterschiedlichen Religionen Genossen Heu-
rathen geschlossen / sollen die Proclamationen in eines jeden seiner
Religionen-Kirchen / ob sie gleich in einer Stadt oder Kirchspiel
gelegen / ordentlich verleset / Dimissoriales hingegen nicht vor der
genossenschaftliche Schicksel geordnet / jedoch unbedingt und unwe-
gerlich gegeben werden. Die neuwe Eheleute aber sich bey ih-
rer Religion Predigern und Pastoren unbedingt copuliren
lassen / dieser gestalt jedoch daß wann sie differenten Religion
seyn / die Braut dem Bräutigam in puncto der Copulation fol-
gen solle. Sonsten auch der Komisch-Catholischen Priester und
Pastores keine Evangelische Religionen-Berwandten / wie auch
die Evangelische Prediger und Pastores keine Komisch-Catholi-
sche ohne Dimissoriales ihrer Priester / Pastoren / oder Predi-
ger zusammen geben. Wann ein Komisch-Catholischer oder E-
vangelischer in oder außser dem Ort seiner Wohnung und Pfarr-
ten seiner Religion-Genosse und in trafft vorgemelter Dimis-
sorialen zur Ehe eingeleget / so sollen weder die Komisch-Catho-
lischen Priester noch auch die Evangelische Pastores die Jura stola
fordern.

§. 6. Darnach auch Ihre Chur-Fürstl. Durchl. in dero Cleve-
Markt- und Ravensbergischen Landen / oder Ihre Fürstl. Durchl.
in dero Gültlich- und Bergischen Landen / oder auch dero beeden
Successores, zu Anwendung Krieg / Pestilenz / oder anderer ge-
meiner Gefahr und Schwärzigkeiten gewisse Fast- oder Bet-Tage /
oder auch vor eine sonderliche gemeine Gnade und Wohlthat
Gottes Dank- und Fast-Tage anordnen möchten / sollen die
Evangelische nicht weniger als die Catholischen in beiderseits Herr-
schaften Landen ein jeglicher nach seiner Religion-Beistie solche
Fast- und Dank- und Fast-Tage zu feyren schuldig und gehalten
seyn.

§. 7. Und nachdem sich auch zwischen der ein und andern Re-
ligion Pastoren / Pfarrern und Predigern des Landes-Taufens
höher Zerungen und Mißverständnissen zugetragen / indem der
Pastor / Pfarrer / oder Prediger der andern Religion seiner
Pfarr angehöriger Unterthanen Kinder tauffen / oder da diesel-
be zu Religion-Berwandten Geistlichen oder Predigern ausge-
tragen werden / besonweniger nicht die Jura stola oder herbrach-
tes Tauf-Geld fordern wollen. Als ist zu Erhaltung Friede
und Einigkeit dahin verglichen worden / daß die Unterthanen /
welche von ihren Pastoren / Pfarrern und Predigern verschiede-
ner Religion seynd / ihre Kinder an andere nicht gelegene ihrer
Religion-Kirchen / oder wo sonsten das öffentliche Exercitium zur
Taufe bringen / oder auch bey Winterszeit der Kinder Schwach-
heit oder anderer eynschlicher Verhinderung halber dieselbe in
ihren Häusern von ihrer Religion Pastoren / Geistlichen oder
Predigern jeder Kirchen-Ordnung und Ceremonien nach privatim
tauffen lassen mögen / daran sie dann von den Pastoren oder
Predigern loci nit gebindert / oder nit Abforderung einiger Ju-
rium stola oder Tauf-Geld beschweret werden sollen.

§. 8. Ehemer Gestalt soll es auch mit Administration einer
jeden Religion-Sacramenten gehalten werden.

§. 8. Nach

qui n'en ont pas sur les Lieux, qu'on leur permet
ou rend par ce Traité, y pourront à leurs dépens
établir des Ecoles Latines, Allemandes, & Fran-
çoises pour l'Ecriture, l'Arithmétique & autres, &
y entretenir des Maîtres, Précepteurs, & Maitres-
ses, tant pour les Arts libéraux, que pour les prin-
cipes de Discipline, de Théologie, Logique, Rhetori-
que, & pour l'usage de la Langue Hébraïque &
de la Grecque.

§. 4. Les Pasteurs & Prédicateurs auront à de-
mander la Collation, la Confirmation & le Placer
du Souverain du Pais, dans les Lieux où il est Pa-
tron & Collateur du Bénéfice, & il ne le refusera
jamais; mais le donnera d'abord à des personnes, qui
auront apporté leur légitimation pour tel Bénéfice,
de la manière qu'il a été dit ci-dessus, avec l'attesta-
tion des Communautés Protestantes, qu'elles n'au-
roient rien à dire contre la Conduite & la Doctrine
de tels Pasteurs, & Prédicateurs: & encore que le
Souverain, ne fut pas le Collateur du Bénéfice, le
nouveau Pasteur, & Prédicateur ne manquera pas
pourant de livrer à la Régence un Certificat de sa-
dite légitimation, & de la Collation même qu'il au-
roit obtenue du Patron ou Collateur: (lequel ne le
pourra non plus refuser, ni retarder,) & il y sera
ensuite toujours maintenu & protégé.

§. 5. Quand on aura à faire un Mariage entre
des personnes de différente Religion, on en fera les
Proclamations dans les Eglises d'une chacune, soit
que leurs Eglises se trouvent dans la Ville, ou hors
d'icelle, & on demandera de part & d'autre les Di-
missioires, qu'on ne leur refusera jamais, moyennant
le payement des Droits, & la Bénédiction se fera
ensuite par leurs Pasteurs ou Prédicateurs, à con-
dition, que l'Epouse suivra toujours son Epoux.
Mais du reste aucun Prêtre, ou Pasteur Catholique
n'entreprendra de faire la Bénédiction des Protestans,
ni aucun Prédicateur ou Pasteur Protestant, de fai-
re celle de personnes Catholiques, sans voir respecti-
vement les Dimissioires de leurs Prêtres, Pasteurs ou
Prédicateurs: & quand quelqu'un, soit Catholique
ou Protestant, fera benir son Mariage dans une
Communauté de sa Religion, soit dans le lieu de sa
demeure, ou hors d'icelle, il n'en payera aucun Droit
aux Pasteurs.

§. 6. Toutes les fois que S. A. S. dans les Pais
de Clèves, la Marck, & Ravensberg, & S. A. S.
dans les Pais de Jülich, & de Berghe, ou leurs
Successors, ordonneront quelques jours de Jeune,
& de Prière, à l'occasion d'une Guerre, Peste,
ou autre calamité publique, ou bien des jours d'ac-
tions de grâces, & de réjouissance au sujet de quel-
que bénédiction particulière du Ciel, les Protestans
les observeront aussi-bien que les Catholiques dans le
même Pais, & un chacun selon l'usage de sa Re-
ligion.

§. 7. Pour ajuster les différens, qu'il y avoit
au sujet du Batême, & de l'argent de Batême, que
les Pasteurs ou Prédicateurs du Lieu prétendoient,
même de ceux qui n'étoient pas de leur Religion,
& pour maintenir la Paix & la Concorde dans
ces Pais, on est convenu, que les Habitans, qui
seroient d'une autre Religion que les Pasteurs &
Prédicateurs du Lieu, pourront porter leurs En-
fans aux Lieux voisins, où il y auroit Eglise ou
Exercice public de leur Religion, ou bien les faire
baptiser en particulier dans leurs Maisons par quel-
que Ministre de leur Eglise, en cas que l'Homme ou la
femme des Enfants les y obligeât, & le Pasteur ou
Prédicateur du Lieu ne les en pourra pas empêcher,
ni demander aucun Droit, ou Argent de Batême.

§. 8. On observera le même dans l'administration
des Sacramens pour chaque Religion.

§. 9. Com

ANNO
1672.

ANNO
1672.

§. 9. Nachdem auch in dem Instrumento Pacis die Bürgerliche Freiheit einem jeden / was vor Religion von den dreyen es sey / verflattet / so ist diesem zufolge alhier verglichen / abgehandelt / und reciproce verprochen: Daß einem jeden ohne Unterschied frey stehen solle / sein Domicilium von einem zu dem andern Orth (außerhalb wo Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Ihre Fürstl. Durchl. und dero geborene Vorfahren / die Gerichtsbarkeit verhebrachte / daß die Unterthanen ohne des Landes / d'elben Bewilligung nicht ausziehen mögen) seiner Gelegenheit nach zu transferiren / auch in oder außerhalb desselben / ja gar auffe Landes sich zu verheyrathen / dergestalt und also / daß er d'eshalb weder an seiner Gerechtigkeit ihm präjudiciren / viel weniger aber von seiner Wohnung und Orth verlossen oder verjaget werden solle.

§. 10. Niemand / er sey Geistlich oder Weltlich / solle der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion halber / er sey darin geboren / oder habe dieselbe vor kurz oder lang angenommen / verfolgt / weniger aus einer Stadt / Dorf oder dem Lande / zuemigertem genöthiget / noch seines Glaubens halber verachtet / nachgeruffen / ausgehroffen oder gescholten werden.

§. 11. Niemand soll vom Bürger-Recht / von Kaufleuten / Handwerkern oder Zunften / Gemeinschaften / auch öffentlichen Gewerh / Handierung / Handwerken / Contracten / Käuften und Verkauf / beweg- und unbeweglich- Gütern / von Verheyrathungs-Recht / wo es hergebracht / noch von einigen Erbschaften / Erb-Vermachtnus oder Legaten noch auch Hospitalen / Waisen-Häusern oder Leprosen-Häusern / Almosen / noch von dem so bey Käuften und Verkauf gegeben wird / oder andern gemeinen Gerechtigkeiten oder Handlungen der Religion halber ausgeschlossen werden / und wie die Legaten / welche der Römisch-Catholischen Geistlichkeit und Kirchen specialiter vermachet werden / deren Kirchen und Armen allein verbleiben. Also sollen diejenige so den Evangelischen allein vermachet seyn / deren Kirchen oder Armen ebenfalls allein gelassen werden.

§. 12. In denen Orthten / an welchen im Jahr 1624. die Römisch-Catholische oder Augspurgische Confessions-Verwandte reformirte und lutherische in dem Stadt-Magistrat oder andern Ehrenstellen sich habeten / da sollen dieselbe so wohl in den Städten als Dörfften bey vacierenden Stellen wiederum nicht nur zur Wahl gezogen / sondern auch würcklich erwählt / und angeseher werden / dergestalt daß alzeit einige der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion tugendhafte im Rath und Ehren-Stellen / wo sie Anno 1624. darinn gewesen / angeseher und gelassen werden sollen.

§. 13. Wann die Evangelische oder Römisch-Catholische ihre besondere Kirchhöfe oder Plätze haben / sollen sie sich der andern Religion Kirchhöfen / außerhalb den Erb-Begräbnissen enthalten / und derselben sich nicht gebrauchen. Wo aber die Evangelische / Römisch-Catholische in einer Stadt / oder einem Dorf keine absonderliche Kirchhöfe haben / alsdenn sollen von dem gemeinen Stadt- oder Dorf- Kirchhoff der Religion halber niemand abgekehret / sondern ein jeder seine Todten selbiger Religion d'ort nach unbedindert / unbeschmeret / und unbeschimpfet alda begraben / und soll von solchen Todten alsdann nicht mehr als selbigen Orts Herkommens und von anderen Evangelischen oder Römisch-Catholischen geschiedet / der Begräbnus halber gefordert oder gegeben werden.

§. 14. Wo bis anhero bey Begräbnissen der Evangelischen oder Römisch-Catholischen auff gemeinen Kirchhöfen keine Leich-Predigten / Gebet und Ceremonien gehalten seynd / da sollen selbige an solchen Orten ins künftige auch nicht / sondern die Leich-Predigten und andere Ceremonien an dem Orth ihrer gewöhnlichen Versammlungen / oder in besonderen Häusern und Orthten gehalten / können ihnen doch frey stehen / auff ihren absonderlichen oder eigenen Kirchhöfen ihre Leich-Predigten und Ceremonien ihrer Religions-Verwand nach ungehindert einzuführen / und zu verrichten.

§. 15. Es soll ferner einem jedweden Evangelischen Prediger / Pastoren und Kranken-Doctor / wie auch einem jedweden Catho-

ANNO
1672.

§. 9. Comme le Droit de Bourgeoisie est permis à un chacun des trois Religions par les Traitez de Westphalie, on a ensuite de cela accordé, & réciproquement promis cette Transaction, qu'un chacun, sans distinction, pourra librement changer de Place, & de demeure: (à la réserve pourtant de ces Lieux, où Leurs Alteses Electorale & Serenissime, & leurs Prédécesseurs, se sont acquis le Droit d'empêcher, que les Sujets n'en puissent sortir sans leur permission;) & se marier, où bon leur semblera, même hors de ces Provinces, de sorte qu'il n'en recevra aucun préjudice dans ses Droits, & moins encore dans le lieu de sa demeure.

§. 10. On ne persécutera qui que ce soit, Ecclesiastique ou Seculier, à cause de sa Religion, Protestante ou Catholique, soit qu'il y soit né, ou qu'il l'ait changée, & moins pourra-t'il être obligé pour cela à sortir de la Ville, du Village, ou du Pais, ni même taxé, méprisé ou décrié, à cause de sa croyance.

§. 11. Personne ne pourra à cause de sa Religion, (supposé qu'elle soit d'une de ces trois,) être exclus du Droit de Bourgeois, de Marchand, de Maistris, de Communauté, de Commerces ou de Métier public, de marchander de Biens Meubles & Immeubles, ou de faire toute sorte de Contract, ni du Droit de proximité ou préférence, où il seroit de coutume, ni d'aucuns Héritages ou Legs, ni des Maisons publiques, comme Hôpitaux d'Orphelins, ou de Lépreux, ni des Emolumens qui proviennent à l'occasion de Ventes & achats: & comme les Legs, qu'on fait particulièrement aux Ecclesiastiques & aux Eglises Catholiques, demeureront à eux seuls, ainsi ceux qui seront faits aux Ecclesiastiques & aux Eglises des Protestans, n'en sortiront pas non plus.

§. 12. Dans tous les Lieux, où les Catholiques ou Protestans étoient respectivement de la Magistrature de la Ville, ou capables d'autres Charges d'Honneur l'an 1624. on les placera derechef à la première ouverture, soit dans les Villes ou dans les Villages, & on ne se contentera pas de les mettre parmi les Candidats, mais on les y choisira effectivement, de sorte qu'il y aura à l'avenir toujours quelques-uns desdits Catholiques ou Protestans dans les Magistratures & Charges aux Lieux, où respectivement il y en avoit l'an 1624.

§. 13. Quand les Catholiques ou les Protestans ont des Cimetières, ou Places particulieres pour enterrer ceux de leur Religion, ils s'y tiendront, sans se servir des Places de ceux d'autres Religions, si ce n'est de Places ou Tombes destinées à toute une famille: Mais dans les Villes ou Villages, où il n'y auroit pas des Cimetières ou Places destinées pour les Religions, les Habitans y enterreroient aussi indistinctement leurs morts, & toujours conformément à l'usage de leur Religion, sans qu'on les en puisse empêcher, injurier, ou railler, ni leur demander plus de Droits, qu'il n'y seroit payé par ceux d'autres Religions du même Lieu.

§. 14. Les Oraisons Funébres & autres Cérémonies seront continuées dans l'enceinte des Cimetières communs aux Lieux, où on en use ainsi jusqu'à présent, & faute de cet usage, on les fera dans les Lieux d'Assemblée ordinaire, ou dans des Maisons & Places particulieres: mais quand les Cimetières sont distincts ou séparés pour les Communautéz de chaque Religion, il leur sera toujours permis & libre, d'y commencer & établir les Oraisons Funébres, & autres Cérémonies conformes à la pratique de leurs Eglises.

§. 15. Les Pasteurs & Consolateurs des Malades Protestans, comme aussi les Prêtres & les Pasteurs Catho-

ANNO Catholischen Prieſtern und Poſtoren freyſuchen / die Stranden
1672. ihrer Religion anſer ihrer Pfarz / an allen und jeden Orten /
wo ſie auch wohnen / zu beſuchen und ſie zu tröſten / auch zu den
Miſſionären / ſo wol in dem Gefängnis / als auch wann ſie zur
Execution geſühret werden / verſenket und zugelaffen werden.

§. 16. Alles was vorher von der Immunität / Recht und
Freiheit der Geiſtlichen Guter geſagt / verglichen und verſpro-
chen / ſo ſollen auch haben / genießen / und behalten / die jeni-
gen Kirchen / Predighäuser / Capellen / Schulen / Prediges-
Schulbedienten / Küſter-Häuser / und Wohnungen / welche ver-
möge dieſes Vergleichs annoch ſollen gebaut und angerichtet
werden.

§. 17. Niemand ſoll der Religion halber vor anderen in
Schätzungen / Contributionen / Cinquartierungen / Dienſten /
Bürgerlichen Laſten / und ſonſten überkommen / ſonderalle und
jede Chriſtlich-Catholiſche und Evangeliſche Geiſt- und Weltliche
in obgenelien puncten nach proportion gleich tractiret werden.
Noch bleibet es dieſerhalb bey den lands-Verſamlungen und dem
Herrſchmann.

§. 18. Welcher aus anderen landen in angeregte Verhockun-
gen Chriſt / Ewe / Berge / Chriſtliche Pfarz und Ravens-
berg kommt / und ſich niederlaſſen wil / denſelben / wann er
einer der obgenelien dreien Religionen zugehan iſt / auch ſich der
Policy-Ordnung / als weit dieſelbe die Religion nicht / ſon-
dern alle und jede Unterthanen ohne Unterſchied der Religion an-
gehen / gemäß qualificiren kan / und ſonſt ſeines chriſtlichen Han-
dels und Handels Zeugnis hat / die Verwohnung oder Bürger-
Recht nicht verſaget / noch derſelbe der Religion halber abgewieſen
werden. Wie dann dieſfalls die Verordnung / welche von einer
oder anderen lands-Verſammlung / auch Stadt-Magſtraten /
in vim reſtorationis / oder auch anderen Urſachen zu execution ein-
oder anderen Eingekelien von Bürger-Recht oder Bürgerlichen
Ehren-Kennzeichen vor dem genach- und biſhero obſerviret ſeyn
mag / hienut caſſire und aufgehoben werden.

§. 19. Und ſoll auch in dieſem Eſſet ohne Unterſchied der
dreien Religionen Gleichheit gehalten / und da ſie nur / wie jezt
gemeldet / ſich der Policy-Ordnungen gemäß qualificiren ſon-
nen / zugelaffen / und derjenige ſo einer der dreien Religionen
zugehan iſt / ſo wohl als wann auch entweder ein Chriſtlich-Catho-
liſcher / oder aber ein Evangeliſcher ſeine Religion veranderten / und
eine andere / wofür dieſelbe in dem Reich und in Inſtrumento
Pacis nur zugelaffen iſt / ſäßen und ſitzen wil / geduldet werden /
und mit freiem Gewiſſen / wann an dem Ort / da er wohnen
oder ſich niederlaſſen möge / das öffentliche Exercitium ſeiner
Religion nicht zugelaffen wäre / in ſeinem Hauſe neſt ſeiner Fa-
milie und Geſinde / außer Inquiſition und turbation privatim / je-
doch ohne Einführung eines Exercitii publici / ſeiner devotion
abwarten. In der Nachbarſchaft aber da ſeine Religion öffent-
lich geübet wird / ſo oft und was Orths es thut beiläufig / dem
Exercitio beywohnen / auch ſeine Kinder in abgelegene ſeiner
Religion zugehörne Schulen ſchicken / oder auch wann er wil
privatis Praeceptoribus zu Hauſe zu unterweiſung ohne Verhin-
derung untergehen / und auch in ſolchen obgemelter in noch
vorigen §. 8. exprimiret bürgerlichen Freyheit / über all genieſ-
ſen / jedoch daß er der anderen Religion zugehörne einige dergemus
widerſtändlich nicht gebe / ſondern ſich über all beſcheidenlich verhal-
te / und ſein Amt mit geſchwehender ſubjection und Gehorſam
der land und Policy-Ordnung nach / (in ſo weit dieſelbe die in
Inſtrumento Pacis zugelassene Religion nicht concerniret / und
dieſem Vergleich nicht ſtöndere iſt) verdriget / und zu ſeiner Un-
ruhe oder Verwirrung Urſach gebe.

§. 20. Wobey gleichwol ausgehoben worden / weil die freye
Bürgerliche Verwohnung beyderſeits Unterthanen ohne Unter-
ſchied der Religion / Vermöge Friedensſchlusſes und dieſes Ver-
gleichs ungetrübet ſeyn und ſollen / und alſo keiner der obge-
melten dreien Religionen zugehörne Eingekelien ſeiner Reli-
gion halber über kurz oder lang / wovon in Inſtrumento Pacis
Art. 5. §. 6. Conventum autem eſt / ut à Territorium Domi-
nis &c. diſponit iſt / zu emigriren genöthiget / weniger aus-
gewichen / noch vertrieben werden ſoll. So iſt doch hienut aus-
drück-

Catholiques pourront par tout / & même hors de ANNO
leurs Cures viſiter librement les malades de leur Re- 1672.
ligion: & ils ſeront de même admis à voir les Cri-
minels dans les Prisons / & pour les accompagner au
lieu d'Execution.

§. 16. Tout ce qu'on a accordé & permis d'im-
munité, de Liberté, & de Droit aux Eglises, &
aux Biens Eccleſiaſtiques, qui ſuſſiſtent eſſ. & ve-
nement, eſt également accordé, ſtipulé, & permis
aux Eglises, Chapelles, Ecoles, & à toutes ſortes
de Maisons y appartenantes, qui ſeront & pour-
ront être bâties & établies en vertu de cette Trans-
action.

§. 17. Perſonne ne ſera ſurchargé à cauſe de ſa
Religion, mais tous ſeront taxez à proportion des
Biens, ſoit en matière des Tailles, ou des Quartiers,
Contributions ou autres Charges publiques, en quoi
on ne prétend pourtant pas déroger aux Ordonnances
particulieres & Uſages du Pais.

§. 18. Si quelque Etranger prétend aller demeurer
ou ſe faire Ducheois dans une des Duchez de
ſuilliers, Clève & Berge, ou des Comtez de la
Marc & de Ravensberg, & s'il ſe peut qualifier
pour cela ſelon les Ordonnances de Police, il n'en
ſera pas empêché ou reſuſé, à cauſe de ſa Reli-
gion, pourvu qu'il en ait une de ces trois dont il ſ'a-
git, & qu'il apporte d'ailleurs un témoignage de ſa
bonne conduite, & honnêteté. C'eſt pourquoy on
caſſe, lève, & annulle en rigueur de ceci, toutes
les Ordonnances & Statuts, qui ont été faits de quel-
que Régence de Pais, ou de Magiſtrat de Villes par
manière de Repräſailles, ou autrement, pour l'ex-
cluſion des Etrangers de Charges, & de Droits de
Bourgeoïſie, encore qu'ils ayent été obſervez juſ-
qu'à préſent.

§. 19. L'égalité qu'on obſerve à l'égard des
trois diſtes Religions, ſera de telle étendue, que non
ſeulement les étrangers n'en auront aucun obſtacle,
comme il a été dit, pour les Droits de Bourgeoïſie,
ſuppoſé qu'ils ſe puiſſent qualifier en conſormité des
Statuts de la Police, mais que même ceux qui ven-
lent changer de Religion, le puiſſent faire libre-
ment, pourvu qu'ils en prennent une qui ſoit tolérée
dans l'Empire, & par les Traitez de Weſtphalie,
& encore qu'il n'y eût point d'Exercice public pour
telle Religion dans les Lieux où ils prétendroient de-
murer, ils pourrout pourtant en particulier, & avec
leurs Familles exercer leur dévotion dans les Mai-
ſons, & toutes les ſois qu'ils voudront, fréquenter
l'Exercice public dans les Places voiſines, où il y en
auroit, comme auſſi envoyer leurs Enſans dans telles
Ecoles du voiſinage, ou même les faire inſtruire dans
leur Religion par des Précepteurs particuliers chez
eux, ſans qu'ils en puiſſent être empêchez ou incom-
moder par aucune Inquiſition. Ils jouiront de plus
de toute autre Liberté, & des Droits de Bourgeoïſie
exprimez dans les Paragrapheſ précédens, à condi-
tion pourtant, qu'ils n'y donneront pas de ſcandale
à ceux d'autre Religion, qu'ils ſe gouverneront tou-
jours honnêtement, qu'ils ſ'acquitteront de leurs Char-
ges avec une exaſte obéiſſance pour les Loix du Pais,
& Civiſes, entant qu'elles ne concernent pas telles
Religions, & qu'ils éviteront de cauſer la moindre
confuſion, ou trouble dans l'Eſtat, où ils demeurent.

§. 20. Encore que le Droit de Bourgeoïſie, & de
demeure, ſoit abſolument permis à ceux des trois Re-
ligions ſuſdites, & que perſonne ne puiſſe être in-
quiété ſur ce point, ni être contraint à ſortir, mé-
me ſelon les Traitez de Weſtphalie Art. 5. & §.
Conventum autem eſt, ut à Territorium Domi-
nis &c. diſponit on eſt convenu, & on a arrêté
bien expreſſement, que ceux qui en vertu deſdits
Traitez de Weſtphalie, & de cette Convention,

ANNO
1672.

brüchlich verfahren / verglichen und verordnet / daß diejenige / welche sich des privati Exercitii / Vermöge des Friedensschlusses / und dieses Recessus in ihren Häusern gebrauchen wollen / dennoch niemahls befugt und berechtiget seyn sollen / ob sie sich gleich in einer Stadt / Pfarre / oder Gemeinde in guter Anzahl befinden wödyen / sich zusammen zu thun / und einig publicum Exercitium unter sich anzustellen oder einzuführen / das publicum aber an Dreyen / da es sonsten in der Nähe / in öffentlicher Übung / wie obgemeldt / zu frequentiren / und sich desselben zu gebrauchen.

§. 21. Ferner sollen in den Herzogthumben Gältich / Cleve und Berg / auch Graffschaffen Mark und Ravensberg / alle Kirchen / Eßket / Capellen / Capellen / Hospitälern / Prälaturen / Präbenden / Canonici / Pastoren / Vicarien / und andere Geistliche Beneficien / wie auch Schulen / und alle dazzu gehörige Renthen / Einkünfte und Gält / wann sie hinführo vaciren / oder verfallen / von den Patronis und Collatoribus zu befrucht folcher Religion / wober sie bis zu Zeit der letzten Vacant genessen / in specie alle Prälaturen / Canonici / Präbenden und Vicarien / in allen Collegiat-Kirchen in den Herzogthumben Gältich / Cleve und Berg / wie auch S. Patroci zu Soest / und welche ferner in diesen landen Anno 1624. bey den Catholischen genessen / allen qualificirten Römisch-Catholischen unaußgeschloßten / und ohne Vermindeung und real Beförderung genessener Beneficien conferirt werden. Eyboth soll alles dasjenige / was oben und vorher der Geistlichen Güter und Beneficien halber verändert / und verfiget worden / dieser Regül nicht unterworfen seyn / sondern wie es bey dieser Paßsch-Handlung verglichen ist / unverbrüchlich gehalten werden.

§. 22. So sollen auch die Patroni und Collatores so Geistliche Weltliche von dem lands-Fürsten oder dessen Regierung und Wappten in ihrem Jure conferendi nicht gehemmet noch beschränket werden / jedoch auch nicht benachthiget seyn / die Präbenden / Beneficia / Capellen / Vicarien / welche nach obgemelter Regül des allgemeinen Friedensschlusses und dieses Vergleichs den Catholischen oder Evangelischen verblieben / ins künftige anderen Kirchen / dann zu welchen dieselbe von Anfang verordnet / und von den Catholischen oder Evangelischen Beneficiats Anno 1624. genossen und beheimet worden / oder anderen usus / dann dazzu dieselbe fundirt / zu appliciren / weniger an eine andere Religion / dann welche dieselbe Anno 1624. obgemeldter massen gehabt / oder denen es vermöge dieses Vergleichs verblieben / zu conferiren oder zuzuwenden.

§. 23. Sonsten aber einer jeden Religion Weltlicher Obrigkeit unbenommen / ja ausdrücklich vorbehalten seyn / durch sich selbst oder ihre dazzu verordnete Commissarien über ihrer Religion zugehörige Güter / Renthen / und Gält / zu besterung iudicis Ehren Gottes und besseren Kirchen-Dienst / wie solches bey den Catholischen Geistlichen Rechten / oder der Evangelischen Schulen Juribus und approbiren Kirchen-Ordnung gemas ist / zu verordnen und zu disponiren / darüber jedoch der Patronen Willen und Consens (dass die Renthen zu einem Beneficio Juris-Patronatus gehörig) vor allen eingevolet und erlangt werden solle.

§. 24. Was aber die Stifftungen und Fundationes / welche nicht zu dem Gottesdienst / sondern pro studiis oder anderen löblichen Exercitiis aufgerichtet worden / anlangt / da bleibt den Collatoribus frey und bevor / damit nach Inhalt der fundationen zu verfahren und zu disponiren.

§. 25. Sofern auch ins künftige einer der Catholischen Religion / oder Augsburgischer Confession Reformirter oder Lutherischer Religion zugehöriger Prælatus / Canonicus / Canonissa / Parochus oder Beneficiarius seine Religion oder Confession verändern würde / sollen sie der Prælatur / Präbenden / Pfarr oder Beneficio eo ipso verlustig seyn / und dasselbe einem anderen folcher Religion / zu welcher dasselbe Vermöge Instrumenti Pacis und dieses Vergleichs gehörig / unausgesetzt / und ohne real Beschwörung / wie oben gedacht / wieder conferirt werden.

§. 26. Was aber die Collation und Vergebung der Prälaturen / Canonici / Präbenden / und anderen Geistlichen Beneficien anbelangt / welche in nehergedachten Herzogthumben Gältich / Cleve / Berg / auch Graffschaffen Mark und Ravensberg zu

ANNO
1672.
woudroient se servir de l'Exercice particulier dans leurs Maisons / ne pourront jamas en faire des Assemblées entieres / ou un Exercice public / encore qu'ils y fussent avec le sers en grand nombre : mais qu'ils se contenteront toijours de frequenter les Lieux voisins / où l'Exercice public de leur Religion seroit en usage.

§. 21. Les Patrons & Collateurs de Benefices Ecclesiastiques / seront encore à l'avenir obligez de conferer dans les Duchez de Juilliers / Clèves / & de Berghe / & dans les Comtez de la Marc / & de Ravensberg / toutes les Eglises / Chapelles / Chapelles / Hospitiaux / Prélatures / Prébendes / Canoniciats / Cures / Vicariats & autres / comme aussi les Ecoles / & tous les Revenus & Emolumens en dépendants / en cas d'ouverture / au profit de la Religion / qui en a été en possession au sers de la dernière Vacance / & particulièrement toutes les Prélatures / Canoniciats / Prébendes / & Vicariats dans toutes les Eglises Collegiales dans les Duchez de Juilliers / de Clèves / & de Berghe / & encore celle de S. Patrocle à Soest / & de plus toutes celles desdits Duchez / qui ont été aux Catholiques l'an 1624. seront inmanquablement & sans aucune charge réelle conferez seuls aux Catholiques Romains / qui auront les qualitez requises / à la reserve pourtant de ce qui a été accordé ou disposé autrement touchant les Biens Ecclesiastiques ci-dessus / & par cette même Convention generale / qu'on aura à observer à jamais.

§. 22. Les mêmes Collateurs & les Patrons tant Ecclesiastiques / que Secliers / ne seront nullement empêchez ou inquietez par les Souverains / ou par les Regences du Pais dans l'usage de leur Droit de conferer les Benefices. Ils ne pourront pas pourtant disposer des Prébendes / Benefices / Chapelles / & Vicariats / (qui faisoient la regle des susdits Traitez de Paix / & de cette Transaction / demeuront à une certaine Religion /) qu'en faveur de ceux de cette même Religion / & qui en a été en possession l'an 1624. bien loin de les employer à d'autres usages / que conformément à leurs Fondations.

§. 23. En tout cela on n'ôte pas / mais on réserve expressement aux Superieurs / ou Magistrats Secliers de chaque Religion le Pouvoir de disposer des Biens / des Rentes / & des Emolumens appartenants à leur Eglise / pour autant qu'il seroit à la plus grande gloire de Dieu / & au meilleur service de l'Eglise / comme il est aussi conforme aux Canons des Catholiques / & aux Droits & Decrets approuvez parmi les Proteftans / sur quoi on aura pourtant besoin d'obtenir l'agrément / & le consentement des Patrons / en cas que telles Rentes appartenissent aux Benefices de leur Collation.

§. 24. Mais dans les Fondations / qui ne sont pas destinées pour l'entretien de l'Office Divin / mais seulement pour celui des études ou d'autres Exercices honorables / les Collateurs auront & conserveront toute la liberté d'en disposer conformément aux reneurs de Fondations.

§. 25. Quand un Prêlat / Chanoine ou Chanoinesse / Pasteur / ou autre Beneficier change de Religion / il perdra d'abord par cette action sa Prélature / Prébende / Cure / ou son Benefice / de sorte qu'on le conferera même sans aucune nouvelle charge à une autre personne de la Religion / à qui il appartient en vertu des Traitez de Paix / & de cette Transaction.

§. 26. Quant à la Collation de Prélatures / Canoniciats / Prébendes / & autres Benefices Ecclesiastiques / qui appartient au Souverain dans lesdits Duchez de Juilliers / Clèves / & Berghe / & dans les Comtez de la Marc / & de Ravensberg / on y observera

ANNO 1672. in des Landes Fürstl. Collation gehörig / soll es damit nachfolgender Gestalt unverändert gehalten werden / daß auff denjenigen Stiftungen da alle Collationen der Herrschaft völlig gebühren / Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und dero Descendenten diejenige Beneficia, so in dem Januario, Martio, Maio, Julio, Septembri & Novembri verfallen / oder ad manus Principum resignirt werden: Also auch Ihrer Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und derselben Descendenten diejenige so im Februario, April, Junio, Augusto, Octobri und Decembri fallen oder resignirt werden / zu vergeben suchen. Auf denjenigen Stiftungen aber / da die vorige kändes-fürstliche Herrschaft sechs Monath hergebracht / da sollen Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und dero Descendenten die Monath / und des Heiligen Pfalz-Gräffens Fürstl. Durchl. und derselben Descendenten auch die Monathen dergestalt reservirt seyn / daß Ihre Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg an denselben Orten im Januario, Maio, und Septembri, Ihre Fürstl. Durchl. zu Neuchâter aber in Martio, Julio & Novembri die Collatio ohne Beschränkung und Verminderung ganteder Beneficien, und Aemtern / me obengedacht / zu exerciren, der also von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Provisio auch souldig seyn / mit Vorweisung jenes Collation- Patents des andern Principum zu erhalten. Wie dann ohne Vorweisung solcher Collation und darauf erfolgten Placeti die Praelati und Capitula die Provisio zur Possession nicht admittiren, noch gestatten sollen.

ANNO 1672. servera inviolablement cet ordre, que dans les Chapitres, dont toutes les Collations appartiennent au Souverain, S. A. E. de Brandebourg, & ses Successeurs, en conféreront toujours celles qui seront ouvertes dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, & de Novembre, & qu'ainsi S. A. S. de Neubourg, & ses Successeurs auront à conférer celles qui tomberont, ou seront réservées aux mains du Souverain dans les mois restans, à sçavoir, de Février, Avril, Juin, Août, Octobre, & de Decembre. Dans les autres Chapitres desdits Pais, où le Souverain n'est accoutumé d'avoir que la Collation pour six mois de l'an, S. A. E. & ses Successeurs, la feront aux mois de Janvier, de Mai, & de Septembre, & S. A. S. & ses Successeurs, auront leur tour dans les mois de Mars, de Juillet, & de Novembre. Les uns & les autres exerceront cette Collation, comme il a été dit, sans aucune nouvelle charge, ou diminution du Benefice, & de ses Rentes, & celui qui en seroit pourvu par Sadite A. E. ou par Sadite A. S. sera toujours tenu à présenter les Lettres Patentes de sa Collation à l'autre de ses Princes, & à obtenir encore de cetui-ci le Placet, car les Prelats, & les Chapitres, ne pourront admettre qui que ce soit, à la possession d'un Benefice, s'ils ne voyent préalablement les Patentes de la Collation, & du Placet.

§. 27. Damit es auch darin desto richtiger hergehen und die Herrschaft Nachricht haben möge / so soll so oft ein Prælat, Präbende, oder Beneficium zu Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Collation vaciret, solche Vacanz / und durch welches Absterben / auch in welchem Monath oder turno dieselbe sich begeben / fürstlich Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. oder dero beunolassenen Regierung unverzüglich unterthänig berichtet werden.

§. 27. Afin qu'en tout cela, il y ait moins de confusion, & que le Souverain en ait plus de notice, il a été convenu & ordonné, que dès le moment de l'ouverture de quelque Prélature, Prébende, ou Benefice, dont la Collation seroit à L. A. Electorale & Serenissime, on fera irès-humblement rapport à cesdits Princes, ou à leurs Regences, non-seulement de telle Vacance en general, mais particulièrement par la mort de qui, & dans quel mois elle étoit tombée, & qui de leursdites Altessees y avoit le tour.

§. 28. In den übrigen Punkten, welche in diesem Reces nicht expiriret seyn / und der einen oder anderen Religion zugehörten zum best gedeyen können / wollen höchstgedachte Ihre Chur-Fürstl. Durchl. die Königl.-Catholischen Unterthanen in dero Herzogthumben Cleve / Graffschaffen Marck und Ravensberg solcher Gestalt / als ihre der Augsburgerischen Confession Reformirter und lutherischer Religion zugehörne Unterthanen tractiren. Wie dann auch hochgedachte Ihre Fürstl. Durchl. der selbstgedachten Confession angehörige in dero Herzogthumben Glück und Berge eben wie die Königl.-Catholische Unterthanen tractiren.

§. 28. Dans tous les autres Points, dont on ne fait pas expressement mention ici, & qui pourroient être favorables aux Habitans de l'une & de l'autre Religion, S. A. E. déclare, qu'Elle regardera & traitera toujours dans son Duché de Clèves, & dans ses Comtez de la Marck, & de Ravensberg les Sujets, qui y seroient de la Religion Catholique Romaine, de la même manière, qu'elle y traiteroit ses autres Sujets Proteftans, & S. A. S. déclare d'en vouloir faire le même à l'égard de ses Sujets de ladite Religion Proteftante dans ses Duchez de Juliers, & de Berghe.

§. 29. Und wann Controversia henedicti vorkommen werden / welche nicht in diesem Reces erörtert / oder per justam interpretationem daraus erörtert werden können / sollen dieselbe ex aequo & bono auff Art und Weise / wie bey dieser Pausschändlung geschehen / in der Güte begelegt werden.

§. 29. Quand il arriveroit quelque differend, dont la décision ne se trouve pas, ni dans la lettre, ni dans la véritable interpretation de cette Transaction, on tâchera toujours de l'accommoder en toute équité, & à l'amiable, comme on a tâché de faire dans cette Convention generale.

Art. XI.

Art. XI.

§. 1. Damit aber auch alles dasjenige / was in diesem Vertrag gleich der einen oder anderen Religion zu Sicherheit und Besten verordnet ist / desto unverrücklicher gehalten werden möge / ist verordnet und reciproc verprochen / daß wann denselben über kurz oder lang contraveniret werden sollte / das verhaltenen Theil sich gegen solche contravention des juns reformationis, bis so lange dasjenige / was notwendig gesehen wirdet abgeschafft / gebrauchet möge / und dasselbe vor kein unzulässiges Gegen-Mittel von jemand ausgedeutet werden solle. Jedoch soll solche reformation eher nicht vorgenommen werden / bis durch zusammen gesuchte Räte von beiden Theilen gehörige information eingeholen / und untersuchungen geschehen / und darauff von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Ihrer Fürstl. Durchl. expresser Befehl an dero Regierung ergangen.

§. 1. Pour faire inmanquablement observer tout ce qu'on a ordonné pour le bien, & pour la sûreté de l'une & de l'autre Religion par tout ce Traité, on a de plus stipulé, & reciproquement accordé, qu'en cas, que l'une des Parties y contravint en quelque chose, l'autre pourra se servir des Représailles, jusqu'à ce qu'on ait redressé, & été la nouveauté: Bien entendu pourtant, qu'on députera de part & d'autre des Ministres Conseillers, pour en prendre des informations, & pour examiner l'affaire, & que l'usage des Représailles ne se fera jamais, que sur les ordres exprès que S. A. E. ou S. A. S. en donneroit à sa Regence.

§. 2. Endlich soll alles dasjenige / was obiger Gestalt bey dieser Pausschändlung verabsehender und verglichen ist / nach erz. Tom. VII. Part. 4. folgen.

§. 2. Finalement, on aura à mettre en exécution par ces Pais, tout ce qu'on vient d'arrêter, si-
Bd 2 que

ANNO
1672.

solcher Ratification also fort in allen Länden ohne einige fernere Vorordnung zur Execution gesetzt und darwider keine exception auch keine andere Geistliche und Weltliche Sägungen / sie haben Mahnen wie sie wollen / und können auch her von wem sie wollen / sie seien albereit vor diesem gemacht / oder werden künftiglich gemacht / eingeendet werden. Wollen dann zu desto mehrer Versicherung verglichen / daß die bey dem im Jahr 1666. zu Cleve aufgerichteten Hauß- und Erb-Vergleich bebundene Garantie auch auff diese Hauß-Handlung extendirt sein solle. Zu Urkund und Siet-Vershaltung seyn hierüber zwey gleichlautende Reccessus aufgerichtet und von denen darzu committirten hiesigen beiderseitigen Rächten unterschrieben / und mit deren Putschaften befestigt worden. Geschehen zu Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

(L.S.) Otto Freyherr von Schwerin.

(L.S.) Laurentz Christoff Somnitz. m. m.

(L.S.) Joh. Koppen.

(L.S.) Johan Arnold Freyherr von Leeradt.

(L.S.) Frantz Freyherr von Gise.

(L.S.) T. A. Henr. Stratman.

Als haben wir obangeregten Vergleich in allen und jeden seinen Clausulis und Punctis tauficht und genehm gehalten / ratificiren und approbiren und halten auch denselben hie mit in allen und jeden seinen Clausulis und Punctis genehm / und versprechen bey unsren nächsten künftlichen Beeren / allem demjenigen / so obelieft / vor uns / unsere Erben und Posterität nachzukommen / rechtlich und ohne Geferde. Ist und unsers Handzeichens und hervorgebrachten Geheimen Cangelz-Scerets. Gegeben in unserer Residenz-Stadt Düsseldorf den 11. Junii Anno ein tausent sechshundert zwey und siebenzig.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Neben-Recesß.

Nachdem auch bey Belesung des heut dato unterschriebenen Religions-Recesss, noch ein und anders von Chur-Brandenburgs Seits, und unsren Rächten erinnert / und darüber gleichfalls sicre Abrede getroffen worden / wie von Puncten zu Puncten hernach folgt:

1. Weilen der Freyherr von Quadt zu Creutzbergen wegen des pro luminibus Ecclesie oder Landrat-Abends zu Nieder-mormort- so Tractat obgedachten Recces den Catholischen zu restituiren ist / schinver, das solches keine zu Gesplichen oder Gewiden-Sachen anwiderstehen / sondern sein eger Gut seye / damit er seinen Veleben nach schaffen könne / so soll wann die Positio deshalb in dem Recces mit schindert / Ihme von Creutzbergen demnach freygehen / sein Ansehen innerhalb drey Monaten der Ghibte zu beweisen / und soll solches falsch er damit nicht bequemet werden.

2. Wegen der bey restitution der Nicareyen B. M. Virginis in iden der Reformation Gemeine daseibst vorbehalten fünf und zwanzig Reichthaler jährlichs / weilen Catholischen theils restituirt wird / das vor und in dem Jahr 1651. besagte Gemeine folde 22. Reichthaler darans mit ganssen hobt / ist gut gefundt / das wann der Recces darumb nicht geändert werden / die Catholische aber hie mit versichert sein sollen / das wann sie ihre Angaben beweislich darthun werden / ihnen gedachte Nicare ganz und ohne rechtgemelten Vorbehalt völlig restituirt werden solle.

3. Weilen Herren Pfalz-Neuburgische auch restituirt, das sie von dem Catholischen Schulmeister zu Weeze repetire zehn Meilen Landes nit allein in dem Jahr 1624. sondern auch selbst Anno 1658. von gedachten Catholischen Schulmeisteren ruhig genossen seynd / ist veralichen / das wann die Catholische solches beweislich darthun können / obgedachtes Land der Catholischen Schulen zu Weeze restituirt werden solle.

4. Weilen die Catholische den kleinen Bequinen Convent zu Goch zwar repetirt, die Reformirte aber dagegen einen Bescheid der Clevischer Regierung de Anno . . . vorgebracht / ist placiert, das allerseits dem Bescheid gelebt werden solle.

§. 264

ANNO
1672.

que la Ratification sera obtenue, sans qu'aucune exception y ait lieu, ni qu'aucuns Statuts Ecclesiastiques ou Secliers, de quelque nom ou de quelque Auteur qu'ils soient, faits ci-devant ou dans la suite, y puissent être opposez. Ainsi, & pour assurer davantage tout ceci, on est convenu, que la Garantie stipulée au Traité principal de la succession faite à Clève l'an 1666. sera aussi étendue à cette Transaction. En foi de quoi, on a dressé deux Reccès pareils, que les Ministres Conseillers y députez & nommez ci-dessous ont signé, & y ont appliqué leurs Seaux. Fait à Cologne, sur la Spree le 26. d'Avril l'an 1672.

(L.S.) Othon Baron de Schwerin.

(L.S.) Laurent Christoff Somnitz. m. m.

(L.S.) Jean Koppen.

(L.S.) Jean Arnold Baron de Leeradt.

(L.S.) François Baron de Gise.

(L.S.) T. A. Henri Stratman.

Nous ayant agréable la presente Transaction en tous & en chacun de ses Clauses & Points, avons iceux ratifié & approuvé, & accepté, comme nous les ratifions, approuvons & acceptons, par ceci, & promettons en parole de Prince tant pour nous que pour nos Héritiers & Successeurs de les garder & observer sans fraude & supercherie: En témoin de quoi nous avons signé ces presentes, & à icelles fait apposer notre Seau. Donné dans notre Ville & Résidence de Düsseldorf l'enzième de Juin l'an mille six cents septante-deux.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

Traité séparé.

LA Transaction au regard des différentes Religions signée sous la date d'aujourd'hui étant lue, & les Ministres Conseillers de Brandebourg, aussi-bien que les nôtres y ayant encore remarqué diverses choses, on en est pareillement convenu par ces Points suivants.

1. Comme le Baron de Quadt à Creutzbergen sollicit, que la Dime destinée pour les Chandelles de l'Eglise à Niedermormort, qui en vertu de ladite Transaction devoit être rendue aux Catholiques, n'est pas une Rente d'Eglise, mais de son propre Bien, dont il peut librement disposer, il sera permis au susdit Baron de prouver dûment cette assertion dans le tems de trois mois, & qu'en ce cas-là, il n'en sera pas chargé, cependant on ne changera pas la position de ladite Transaction.

2. Les Catholiques, qui sollicitent, que la Communauté Reformée à Uden, à qui on avoit réservé vingt cinq Ecus annuels du Vicariat de Notre-Dame audit lieu, n'en a pas joui ni devant, ni pendant l'an 1651. seront assurés par ceci, que quand ils prouveront ce qu'ils avancent, ledit Vicariat leur sera rendu, sans aucune réserve, mais que le Revers de la Transaction ne sera pas changé pour cela.

3. Touchant les dix arpens de Terre, qu'on avoit redemandé du Maître d'Ecole Catholique à Weeze, & dont il doit avoir (à ce que sollicitent les Ministres de S. A. S. de Neubourg,) paisiblement joui non seulement l'an 1624. mais même dans l'an 1658. il a été accordé, que quand les Catholiques auront dûment prouvé ce fait, ladite Terre sera rendue à l'Ecole Catholique à Weeze.

4. Les Catholiques ont bien redemandé le petit Couvent des Beguines à Goch, mais comme les Reformez y ont opposé un Decret de la Regence de Clèves de l'an . . . on a trouvé bon, qu'on se tiendra audit Decret.

§. Puis

ANNO
1672.

4. Weilen man Pfälz-Neuburgischen Theils suitiniret, daß Vicaria sanctissimas Trinitatis zu Weßel bis Anno 1662. da der letzte Possessor gewesener Probst zu Andern / haben von Sternenberg / genandt in Düsseldorf geschriben / Catholisch gewesen / und von den Herren Churf-Brandenburgischen zu Weßelsitz angegeben worden / daß dieselbe von Catholischen annoch possidiret, in der That sich aber befinden sollte / daß sie jetzt von Evangelischen getossen werde / ist verabredet / das solches untersucht / und unterachtet davon in dem Reces nichts gemeldet / dannoch die Vicaria, wann sich befinden sollte / daß dieselbe mit ante annum 1657. ad Evangelicos usus widerlich applicirt gewesen / den Catholischen alsbald gelassen werden soll.

6. Wieß den Catholischen versattet / an statt der jüngst vom Wahl-Ström abgetriebener Kirchen zu Hulhausen / eine andere Kirche in gedachter Herrlichkeit Hulhausen zu setzen.

7. So soll auch an die Clericische Regierung rescribere werden / daß wegen Abgang der Canonici- und Diacenen-Plätze und Etablissen bey Einrichtung der Gassen zum Nassauischen Thor zu Cleve / die längst verdriftete Jurisdiction denen Geistlichen geschehen / und im übrigen mit dem Unterhalt der Gassen oder sonstigen das Capital nicht beschweret werden.

8. Die von den Beampten zu Sybde und Eßnen vor etwa zween Jahren arrestirte, denen Diacenen zu Dortmund angehörige Priester sollen relaxirt, und gedachten Diacenen ungehindert gefolget werden.

9. Ob wohl seine Churfürstl. Durchl. als Landes-Fürst bey dem Reces die Dispensation in Matrimonialibus vorbehalten / weilen sie democh der Catholischen Unterthanen die Gewissens-Freyheit in allem gnädigst gern gönnen / So ist veralichen / daß obgedachte Römisch-Catholische in Cleve / Marck und Ravensberg in alle wege zwar bey Ihrer Churfürstl. Durchl. oder dero Regierung die Dispensation suchen / ihnen aber auch freylichen solle / nach Anweisung der Catholischen Geistlichen Nichten bey Ihrer Geistlichkeit in gradibus prohibere die Verheirathung bey Gewissens gehörigen Orts zu suchen und zu erhalten / und daß ehe und bevor solches geschehen / die Pastores solche Verhinderer vnder ihre Gewissen zu copuliren keines Wegs angehalten werden sollen.

10. Haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erklaret / daß in Verstraffung der Priester und Geistlichen / Sie die Vernehmung wollen thun / daß solches bey den Richtern-Gebungen nicht öffentlich / sondern privatim geschehe / und die Verstraffung der Geistlichen Standes darnit so viel möglich verhuert werde.

11. Sollen keine Römisch-Catholische Geistliche Güter gültig alieniren, oder beschweret werden mögen / es sey dann aus denen in den Catholischen Geistlichen Rechten exprimiren und mit dengebrachten advis einer Römisch-Catholischen bereyhten Universitüt zu recht erwiesenen Ursachen / und darauff erhaltenen Consens.

12. Endlich weilen Pfälz-Neuburgischen Theils remonstrirt worden / daß die Catholische Geistliche in dem Fürstenthumb Cleve und Graffschafft Marck in den Schatzkammern so hoch angefallen werden / daß dieselbe dabey länger unmöglich würden bestehen können / haben seine Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erklaret / mit Zurückung dero getreuen Land-Ständen auch hierin zu remediren, dergestalt daß dieser Punkt ohne Streit beigelegt werden / und den Geistlichen ersichtlich seyn solle. Inß solten alle obgedachte Punkte eben also gehalten werden / als wann dieselbe dem Reces von Wort zu Wort wirklich eingezeichnet wären. Gessen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

5. Puis qu'on sollicit de la part de S. A. S. de ANNO
Neubourg, que le Vicariat de la Très-Sainte Trinité
1672.
à Weßel a été aux Catholiques jusqu'à l'an 1662.
où le dernier Possesseur, & en même tems Prévôt à
Xanten Jean de Sternenberg mourut à Düsseldorf,
& que de la part de S. A. E. de Brandebourg on a
débité à Biersfeld, que ledit Vicariat est encore entre
les mains des Catholiques, on est convenu, qu'on en
prendra connoissance, & s'il se trouve, que les Re-
formez en jouissent présentement, & qu'il n'avoit
pas pourtant été appliqué à leurs usages devant
l'an 1657. on le cédera incessamment aux Catholi-
ques, encore qu'on n'en fit aucune mention dans la
Transaction.

6. Il sera permis aux Catholiques, qu'à la place
de leur Eglise à Hulhausen, qui fut dernièrement
emportée par la Riviere de Wahl, ils puissent bâ-
tir une autre dans la même Seigneurie de Hulhausen.

7. On ordonnera aussi par un Rescript à la Re-
gence de Clèves, que pour reparer la porte des Pla-
ces, & des Ecuries appartenantes aux Canonicals,
& aux Vicariats, qu'on ôta en dressant les ruës vers
la porte de Nassau à Clèves, la satisfaction y pro-
mise sera effectivement donnée ausdits Ecclesiasti-
ques, & que ceux-ci ne seront nullement obligés à
entretenir lesdites ruës.

8. On relâchera, & on donnera sans empêche-
ment aux Vicariats de Dortmund les Fermes, que
l'Officier à Hörde, & à Lihnen leur avërta, il y
a environ deux ans.

9. S. A. E. en qualité de Souverain du Pais par
la Transaction réserve la dispense pour les Mariages,
& voulant pourtant bien permettre à ses Sujets Ca-
tholiques toute Liberté de Conscience, accorde & con-
sent, que sesdits Sujets Catholiques dans les Pais de
Clèves, la Marck, & Ravensberg, outre la dispen-
se, qu'ils seroient toujours obligés de demander à Son
A. E. ou à la Regence du Pais, pourront encore
pour le repos de leur Conscience s'adresser à leurs Ec-
clesiastiques, & requérir & obtenir dans les degrez
defendus la dispense de qui il faudroit selon les Ca-
nons des Catholiques, & qu'à moins de cela, les
Pasteurs ne seroient nullement tenus à tenir les Ma-
riages de telles personnes.

10. S. A. E. déclare de faire en sorte, que le
châtiment des Prêtres, & Ecclesiastiques ne se fera
pas publiquement, mais en particulier, & que la
fausse accusation de l'Ordre Ecclesiastique sera, au-
tant qu'il est possible, empêchée.

11. Aucun Bien de l'Eglise Catholique ne pourra
être valablement aliéné, ni même chargé, si ce n'est
dans les cas exprimez par les Canons Ecclesiastiques,
& declarez pour tels, par l'avis de quelque célèbre
Université des Catholiques, & qu'on en ait obtenu la
consentement.

12. Enfin, & sur les remonstrances, qu'on a fai-
tes de la part de S. A. S. de Neubourg, de ce que
les Ecclesiastiques Catholiques étoient si excessivement
taxez dans le Duché de Clèves, & dans le Comté
de la Marck, qu'il ne leur seroit pas possible d'y sub-
sister plus long-tems, S. A. E. a déclaré, qu'Elle y
remediera encore conjointement avec les Etats du
Pais, en sorte que ce Point sera ajusté sans dispute,
& en faveur des Ecclesiastiques. Et tous ces Points
seront observez de même que s'ils étoient effecti-
vement, & de mot à mot inferez dans la Transaction.
A Cologne sur la Spree l'an 1672.

ANNO 1672. Und Wir dann solche Punkte ebenfalls approbiret, ratificiret und genehm gehalten: Als thum Wir selbiges hienit und in Kraft dieses beträftigen / versprechen auch ebenmäßig bey nachfolgenden Worten/oberschribten Punkten allen und jeden treulich und ohne Gefarde nachzukommen / auch niemand der Unserigen dagegen zu handeln zugelassen. Urkund Unseres Handzeichens und hervor getruckten Geheimen Sengels = Secretis. Geben in Unser Residenz = Stadt Düsseldorf den 21. Junii 1672.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Et nous ayant agréable, avons approuvé, & ratifié les susdits Points, le déclarons en vertu de ceci, & promettons pareillement en parole de Prince d'observer exactement tous, & un chacun de ces Points, & de ne souffrir jamais qu'il y soit contrevenu, bannissant toute fraude & supercherie. En foi de quoi nous avons fait apposer notre Sceau à ces Patentes, signées de notre propre main. Donné dans notre Ville, & Residence de Dusseldorp l'onzième de Juin de l'an 1672.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

LXXXII.

26. Avril. *Traité d'Assistance & deffense mutuelle entre le très-*

PROVINCES-UNIES ET BRANDENBOURG.

*Illustre Prince & Seigneur, FREDERIC GUILLAUME, Marégrave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messieurs les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril, 1672. [Traduction François de la Mœcur Hollandois, de 1672. pag. 18. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 817. dans PUFENDORF de *Rebus gestis FRIDERICI WILHELMI Elect. Brand. Lib. II. pag. 794. mais seulement par Extrait, dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abthcil. IV. Abtatz III. pag. 174. & dans le Theatrum Europæum, Tom. XI. pag. 28. en Allemand.]**

Comme ainsi soit que le très Illustre Prince & Seigneur, Monsieur Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire (*tot. Titulus*) d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, de l'autre, ont trouvé bon, vu la conjoncture présente des affaires, de faire un Traité d'Assistance & deffense mutuelle, c'est pourquoi les Articles suivants ont été conclus & arrêtés entre les Plenipotentiaires de part & d'autre, savoir de la part de S. A. E. de Brandebourg, le Magnifique & Excel. Seigneur Orton, Baron de Swerin, Seigneur d'Altendamburg, Johan & Wildenhofen, &c. Chambellan Hereditaire de l'Electorat & Marche de Brandebourg, & Doyen de l'Eglise de Brandebourg, President & Conseiller au Conseil privé de S. A. E. de Brandebourg, &c. comme aussi le Magnifique & Excel. Seigneur, Laurens Christoffe de Sommis, Seigneur Hereditaire de Grumbdorf, Dreunau & Gerbero. Chambellan Hereditaire de la basse Pomeranie, &c. & le très-Noble & très-docte Seigneur Frans Menderts, Conseiller en la Cour & en la Milice de S. A. E. de Brandebourg; & de la part des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux, le Noble & Excel. Seigneur Godet Adriaen, Baron de Redo, Seigneur d'Amerongen. Ginckel & Eelt, &c. Deputé Ordinaire pour la Noblesse du Pais d'Utrecht en l'Assemblée de Messieurs les Etats Généraux, le tout sous l'approbation & Ratification des Parties Principales de part & d'autre.

I. Premierement Sadite A. E. promet en consideration de la feureté commune, & pour l'assistance & deffense de Messieurs les Etats Généraux, en cas qu'ils vinssent à être attaqués à main armée dans les Provinces Unies, ou Lieux circonvoisins, d'assembler & mettre fur pied, & ce plutôt, & dans le tems déclaré ci-après, une Armée de vingt mille Hommes, à condition que desdits 20000. Hommes il y en aura 2000. à pied, & 600. à cheval, lesquels en cas de besoin, & selon que Sadite A. E. le trouvera à propos, seront mis dans les Fortereffes appartenantes à Sadite

A. E. qui sont dans la Westphalie, afin de garder lesdites Fortereffes, & repousser les Ennemis, qui en voudroient approcher, ou bien s'en servir en Campagne, selon les occasions, qui se pourront présenter.

II. Pour former ladite Armée, Messieurs les Etats Généraux payeront la moitié des levées, & Son Altesse Electorale, l'autre moitié à proportion, en consequence dequoi S. A. E. levera à les depens 4000. Chevaux, & 6000. Hommes de Pié, & Messieurs les Etats Généraux aussi 4000. Chevaux & 6000. Hommes de Pié, dans lequel nombre seront compris les Dragons nécessaires, dont on contera trois contre 2. Hommes de Cheval, & un Homme de Pié.

III. Sur ledit nombre d'Hommes, qui se doit lever, Messieurs les Etats Généraux donneront pour chaque Homme de Cheval 40. Risdales, & pour chaque Homme de Pié 10. Risdales qui font pour tout le Corps de l'Armée la Somme de 22000. Risdales.

IV. Les Etats Généraux payeront tous les susdits Deniers incontinent après l'accomplissement du present Traité, soit à Hambourg ou à Breme, & en échange S. A. E. s'oblige d'être prêt 2. mois après la reception desdits Deniers avec ladite Armée de 20000. Hommes, à proportion comme dessus, & de les faire effectivement marcher, agir, & faire halte pour la deffence & feureté commune.

V. Lesdits Etats Généraux payeront aussi la moitié de l'entretien desdites Troupes, & S. A. E. l'autre moitié; tellement que la Cavalerie sera composée de 16. Regiments, & chaque Regiment pour le moins de 500. Hommes, en 6. Compagnies, & l'Infanterie de 12. Regiments, chaque Regiment de 2000. Hommes, & 10. Compagnies, pour chaque Regiment de Cavalerie la Somme de 4767. Risdales 30. sous, Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Risdales 4. sous, Monnoye de Hollande, & outre cela pour chaque Bâton de Regiment sera payé 210. Risdales par mois, en contant 30. jours pour chaque mois, ou 12. mois pour une année.

VI. Outre cela Messieurs les Etats Généraux payeront tous les mois pour le Bâton général du Regiment, comme encore pour l'entretien de l'Artillerie, & provisions nécessaires pour les Chevaux; item pour toutes sortes de dépenses journalieres pour les forts de Munition, Armes, Outils, Livrées, Envois, Messages, & autres necessités inevitables, la Somme de 14841. Risdales.

VII. Il sera toutefois permis à S. A. E. de renforcer ou affoiblir lesdites Troupes, ainsi qu'elle verra le plus à propos selon les occurrences de la Guerre, à condition neanmoins que le Corps n'en sera point amoindri, mais sera toujours composé de 20000. Combattans effectifs.

VIII. Sadite A. E. fournira à ses depens les Officiers de l'Artillerie, & toutes les autres choses nécessaires, comme le Canon, les Munitions, Chariots, Charettes, Chevaux, & autres. Ladite Artillerie sera composée de cinquante pieces de Canon, avec les Boulets, Poudres, & autres Munitions, Outils, & Officiers nécessaires pour cet effet.

IX. L'entretien de l'Armée & les Subsidies, que les Etats Généraux payeront tous les mois en la maniere susmentionnée, commenceront à courir du jour & date que les Deniers des levées seront effectivement fournis à S. A. E. à condition toutefois que lesdits Etats, pour le premier mois, ne payeront que la moitié, mais le mois ensuivant, leur portion toute entiere des Subsidies, auxquels ils sont tenus, suivant le present Accord.

X. S.

ANNO
1672.

X. S. A. E. en échange sera obligée 2. mois après la réception desdits Deniers, de fournir ladite Armée de 20000. Hommes complets, & d'agir avec elle ainsi que la nécessité des affaires le pourra requérir.

XI. A condition toutefois qu'il sera permis ausdits Etats Généraux après l'expiration de 2. mois, de faire montre de ladite Armée, en tout ou en partie, toutes & quantes fois qu'il leur plaira, par leurs Commissaires, conjointement avec les Commissaires qu'il plaira à S. A. E. d'ordonner pour cet effet. En conséquence de quoi lesdits Etats paieront lesdits Subsidies à proportion des Chevaux, Fantassins ou Dragons, qu'on trouvera de faute dans ladite Armée.

XII. Lesdits Etats payeront, ou feront payer promptement en Argent contant à Hambourg ou à Brème, les Deniers requis pour ledit entretien au commencement de chaque mois, entre les mains de celui, que S. A. E. ordonnera pour cet effet, lequel prendra ensuite à sa charge, comme il prend par la présente, le paiement particulier desdites Troupes.

XIII. Aussi est accordé dès maintenant, que ladite Armée sera entretenue par provision le tems & espace de 4. mois consécutifs, encore que lesdits Etats ne fussent point attaqués par Terre pendant ce temps-là, & que par conséquent lesdits Subsidies demeurent fixes ou arrêtés pour ce temps-là, pour le paiement desquels lesdits Etats s'obligent par le présent Traité, & en cas que le repos & amitié fussent rétablis avant l'expiration desdits 4. mois, lesdits Subsidies ne laissent pas d'être payés pour 4. mois entiers. Mais si la Paix & le repos venoient à être rétablis dans ledit quatrième mois, lesdits Etats promettent & s'obligent de payer encore un mois par dessus les quatre, qui seront en tout 5. mois de subsidie.

XIV. Lesdits subsidies continueront de 4. en 4. mois, tant que la Guerre durera; en sorte que la Paix venant à être faite par la benediction de Dieu, le premier, second ou troisième desdits 4. mois, lesdits Etats seront néanmoins obligés à l'entier paiement desdits 4. mois. Et en cas que ladite Paix vint à être obtenue & ratifiée ledit quatrième ou dernier mois, en sorte qu'on peut réduire ou licentier ladite Armée, lesdits Etats seront néanmoins tenus de payer encore un mois entier de subsidie à S. A. E. pour congédier & licentier les Troupes.

XV. S. A. E. fera marcher autant de Soldats qu'il sera possible, des Troupes qu'elle a déjà sur pied, vers ses Terres de Westfalie (où seront aussi menées les nouvelles Troupes qu'on levera de tems en tems) & ensuite toute l'Armée avec l'Artillerie, après l'expiration de deux mois, à compter du jour du paiement des Deniers, où elle sera tenue prête pour agir contre les Ennemis & leurs Adhérents.

XVI. Lors que l'Armée sera prête & mise sur pied, S. A. E. fera faire le Serment de fidélité & d'obéissance à tous les Principaux & moindres Officiers, & à tous les Soldats, tant à Pied qu'à Cheval, comme aussi en cas qu'on vint à mener lesdites Troupes, en tout ou en partie, sur les Terres desdits Etats, pour y agir ou rendre quelque service contre les Ennemis, en ce cas lesdits Officiers tant moindres que les Principaux & Soldats, seront obligés de prêter le même Serment aux Etats Généraux, & aux Commissaires qu'ils ordonneront pour cet effet, auquel Serment ils seront obligés pendant tout le tems qu'ils seront sur les Terres desdits Etats; à condition toutefois que les Principaux Officiers de S. A. E. auront la Jurisdiction & Droit de Discipline entière sur leurs Régiments, sans aucune diminution ni alteration; Comme aussi au contraire, en cas que lesdits Etats trouvaient bon de faire joindre quelques-unes de leurs Troupes avec celles de S. A. E. & qu'on fut obligé d'agir avec lesdites Troupes sur les Terres de Sadtie A. que lesdites Troupes des Etats seront obligés de prêter le même Serment à S. A. E.

XVII. Le Commandement en Chef de l'Armée sera & demeurera par devers S. A. E. qu'elle exercera toujours elle même, en cas qu'elle n'en fût empêchée par maladie, ou par quelque autre accident; laquelle a aussi promis en vertu du présent Traité, d'exhorter & solliciter incessamment & sérieusement toutes lesdites Troupes de combattre indifféremment & sans distinction pour le service, tant de Sadtie A. E. que desdits Etats Généraux.

XVIII. Et en cas que Sadtie A. E. trouvât bon d'établir quelque personne capable & qualifiée pour Général desdites Troupes, ladite personne sera obligée,

au moyen d'un Renvervail par lui signé & scellé, de promettre ausdits Etats d'accomplir précisément & de Point en Point tous les Articles contenus au présent Traité.

XIX. Sadtie A. E. avisera incessamment avec les Commissaires desdits Etats, & Monsieur le Prince d'Orange, comme Capitaine Général desdits Etats pour la prochaine expedition, lors que son Altesse sera présente, aux moyens & expédients les plus nécessaires & les plus utiles pour le bien des deux Parties; à condition que lors que l'Armée sera obligée d'agir pour la défense des Villes ou Pais appartenant ausdits Etats, ou qui sont gardés par leurs Garnisons, l'avis des Commissaires desdits Etats prevaudra dans les Consultations, & devra être suivi; Mais lors qu'il sera question de défendre les Villes & Pais de S. A. E. en ce cas-là l'avis de S. A. E. ou de ses Commissaires prevaudra, & sera mis à execution.

XX. A été encore accordé & stipulé qu'encore que l'Armée de S. A. E. fût menée en tout ou en partie sur les Terres des Etats Généraux afin d'y être employée contre les Ennemis, néanmoins le commandement en Chef, avec ce qui en dépend, comme de donner le mot, & autres choses demeurera par devers S. A. E. lors qu'elle commandera l'Armée en personne; Mais s'il arrivoit qu'elle n'y fût pas en personne, alors ledit commandement en Chef, avec ce qui en dépend, sera par devers le Général qui sera établi de la part des Etats Généraux, à condition toutefois qu'il portera les mêmes titres d'honneur, & aura les mêmes Commissions que celui qui commandera l'Armée de S. A. E. Comme aussi en cas qu'on menât l'Armée desdits Etats Généraux, en tout ou en partie, sur les Terres de S. A. E. afin d'y être employée contre les Ennemis, le commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers Monsieur le Prince d'Orange comme Capitaine Général, lors qu'il commandera l'Armée en personne; Mais s'il n'y étoit pas en personne, ledit commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers celui que S. A. E. établira en qualité de Général; à la charge toutefois qu'il sera pourvu des mêmes Commissions, & ne portera pas de moindres titres d'honneur que celui qui commandera en Chef l'Armée desdits Etats Généraux.

XXI. Et comme les Parties Contractantes de part & d'autre n'ont point d'autre but & intention que de conserver la précieuse liberté de leurs Terres & Provinces, & non d'offenser ni de faire tort à personne, c'est pourquoi on a stipulé expressément par le présent Traité, que ladite Armée ne sera employée à autre fin, sinon pour défendre les Terres & Provinces des Etats Généraux contre tous ceux qui les voudroient attaquer, auquel cas S. A. E. sera obligée d'assister lesdits Etats avec ladite Armée à leur première sémence & sollicitation, & ruiner les Ennemis qui leur voudroient nuire.

XXII. Et afin qu'on puisse mieux subvenir aux dépenses nécessaires pour l'entretien de ladite Armée, on tâchera de mettre sous Contribution les Terres & Pais qui se seront déclarés en faveur de l'Ennemi, lesquelles Contributions, pour ce qui pourra rester après la deduction des frais nécessaires, seront également pour le profit des Parties Contractantes.

XXIII. Lors que ladite Armée aura commencé d'agir effectivement, il ne sera permis à aucune des Parties Contractantes de faire aucune Paix ni Trêves avec l'Attaquant, ou ses Adhérents, qu'avec le commun consentement des deux Parties, duquel consentement on ne pourra faire aucune difficulté de part ni d'autre, si chacun peut être rétabli par ce moyen, ou conservé en l'état auquel il étoit devant le commencement de la Guerre; & en cas qu'on voudrait entrer en quelque Traité, soit de Paix ou de Trêves, pour quelques années, ne pourra l'une desdites Parties s'engager audit Traité sans en faire part à l'autre, & sans lui procurer en même tems la facilité & le moyen d'envoyer ses Ministres aux Lieux où on traitera: Et se communiqueront lesdites Parties successivement, & de tems en tems, tout ce qui se passera dans ladite Negotiation: Ne consentiront aussi lesdites Parties à ladite Paix ou Trêve avec ledit Attaquant ou ses Adhérents, sans se faire rétablir l'un l'autre en la possession des Villes & Places, s'il le desire, comme aussi l'exercice des Droits & Immunités, qui appartiennent respectivement ausdites Parties, & dont elles jouissoient devant la Guerre, sans aussi stipuler de l'Attaquant & ses Adhe-

ANNO
1672.

Adherants, l'un pour l'autre, les mêmes Droits & Immunités, Exemptions & Prerogatives qu'il stipulera pour lui même, à moins que lesdites Parties ne fissent d'autres conditions ensemble, & aura-t-on généralement égard à ce que les Hostilités cessent en même temps contre lesdites Parties.

XXIV. Les Généraux, Colonels & Commandants des Armées & Troupes, seront tenus de faire bonne justice à un chacun, sans avoir aucun égard à l'apparence des personnes.

XXV. Lors que Son Altesse Electorale se trouvera dans quelque'une de ses Villes, où il y aura Garnison des Etats Généraux, il lui sera permis de retenir auprès de sa personne la Garde du Corps de deux cent Chevaux au moins, lesquels ne seront obligés à aucune autre chose qu'à la garde de la personne de Sadite Altesse; aussi ne seront commandés que par Sadite Altesse & moins entreprendront aucune chose qui puisse tendre au préjudice desdites Places occupées par les Garnisons desdits Etats.

XXVI. Sera aussi permis à Sadite A. de dresser un Magasin dans les Villes du Pais de Cleve, où il y aura Garnison desdits Etats, dans lesquels Magasins il pourra mettre les Munitions nécessaires pour un prix raisonnable, & tel que lesdits Etats les achètent eux mêmes, & les lui voudroient laisser, à moins qu'ils n'en eussent affaire eux mêmes.

XXVII. Sera ensuite avisé entre les Parties Contractantes aux autres moyens nécessaires pour ramener la Paix, & rétablissement du repos & sécurité commune, par une Alliance plus étroite, ou autres expédients convenables à ce dessein. Pour lequel effet lesdits Etats Généraux traiteront autant qu'il sera possible avec Messieurs les Ducs de Brunswick, & du moins avec Mess. les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, afin de les engager aussi à un Traité d'Alliance.

XXVIII. Tous lesquels Points & Articles susmentionnés lesdites Parties Contractantes promettent d'observer fidèlement & inviolablement de part & d'autre, dont pour plus grande assurance ont été faits deux Instruments d'une même teneur, qui ont été signés & scellés par les Députés desdites Parties, qui promettent de faire ratifier & permuter le présent Traité dans un mois prochainement venant, à conter de la date des présentes, & même plutôt, s'il est possible. Ainsi fait, accordé & arrêté sous la Signature & Cachets desdits Députés, mentionnés en ladite Procuration, à Cologne au Spree le 26. Avril vieux stile, l'an de grace 1672.

Ainsi signé,

Otto Baron de Suerin. (L.S.)
L. Christoffe v. Sommits. (L.S.)
Franz Menderts. (L.S.)
Godert B. v. Reede. Sr. d'Amerongen. (L.S.)

LXXXIII.

26. Avril. Salva Guardia von Thro Kay. Mayest Leopold der Stadt Dortmund / occasione der am Rhein und in Westphalen entstandenen Kriegs-Emperungen wider alle und jede Aggressores ertheilt. Wien den 26. April 1672. [LONDORPII Acta Publica, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. XXXVII. pag. 468.]

C'est-à-dire,

Salvagegarde de l'Empereur LEOPOLD, accordée à la Ville de Dortmund, à l'occasion des mouvements de Guerre qui se font sur le Rhyn & dans le Cercle de Westphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. d'Avril 1672.

Wien Leopold von Gottes Gnaden / Ernsthelter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Fürst des Reichs / in Germanien / zu Spanien / Neapel / Sicilien / Croatien und Schlawenien etc. König / Erb-Fürst zu Böhmen / Herzog zu Burgund / Steyer / Kärnten / Krain und Württemberg / Graf zu Ty-

rol etc. Erbieten allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten / ANNO Geist- und Weltlichen Prälaten, Grafen / Freyen / Herren / 1672. Ritters / Ritters / Landgraven / Santherrn / Burgraven / Räten / Pöcken / Burgen / Anstalten / Se nicht st. / Bürgermeistern / Räten / Räten / Burgen / Anstalten / und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und getreuen / und dann allen und jeden Kriegs Herrn / Herren / Stumfischen / Fendlichen / Hauptleuten und Befehlshabern / Ehrenholden / Quartier-Meistern / Räten / wie die Namen haben mögen / zu Noß und Fuß / Wasser und Land / was es anders / Lebens oder Wunders die sich unser / Freundschaft / Gnade und alles Gutes / und hiemit zu wissen / daß wir aus eiden unsern Kaiser. Gemüth begehenden tapferen erhebliden und ganz rechtmässigen Ursachen über das und neben dem alle unsere und des Heil. Reichs gehörige Städte / Städte / und theilhaftigen und zugehörigen / gemeinlich in unsern / als Königlichem Kaiser und gemeinen Reichs Räten / Räten / Räten / Protection und Verpflegung sein / unser und des Reichs liebe Getreue / N. Bürgermeistern und Rath der Stadt Dortmund / samt allen den Jüngen / auch derselben Unterthanen / Knecht und Ambulanten / mit aller ihrer Leib / Noß und Gütern / Leben und Eigen / insbesondere die Stadt und von uns und dem Heil. Reich eidenfähige Grafschaft Dortmund / mit dero leuten / Schloßern / Märkten / Mühlen / Wehern / Spitalen / Gärten / Einfängen / Höfen / Vorwerken und Schaffereyen / samt allen Freiheiten und Immunitäten / Gerechtigkeiten / Einkommen und Ausgehungen / wie sie das alles an sich / Wiederkauf / Pfand- und Eigen Gütern / auch Fährnis / und andern / nicht an sich / in der Stadt / und Reich haben / bey der ansehnlichen Rhein in des Reichs Niederlande / Westfälischen Kreis / und dessen benachbarten Provinzen und Landen vorgehenden den gefährlichen Kriegs-Emperungen und Conjurierungen nachmalen in unsern und des Reichs besondern Verbruch / Schwul und Schwim und Salvaguardiam empfangen und aufgenommen haben / thum das auch / nehmen und empfangen sie daren hiemit und in Kraft dieses Briefs / erklären und wollen / daß vorgedachte Bürgermeister und Rath der Stadt Dortmund / und all das Jünger / im- und außerhalb der Stadt / zu samt ihren ehelichen Weibern und Kindern / auch derselben Erben / Erben / Unterthanen / Dienst- und Ambulanten / mit aller ihrer Leib / Noß und Gütern / Leben und Eigen / Graf- und Herrschaften / Schloßern und leuten / Räten / Gerechtigkeiten / auch Einkommen / Freiheiten / Immunitäten / und Possessionen / so sie jetzt haben / oder im künftig weiter erlangen und bekommen / oder mit gebührender Thil an sich bringen möchten / mit allen derselben Ein- und Zugehörigen / nichts aufnehmen / nimm und in solchem und des Reichs Verbruch / Schwul / Schwim und Kaiser. Aders Salvaguardiam / Freiheiten und Sicherheit / allseit sein und bleiben / auch alle und jede Recht / Gerechtigkeiten / Freiheiten / Immunitäten / Eiden / Vortheil und Beneficien haben / sich derselben erfreuen annehmen sollen und mögen / wie andere unsere und des Reichs Unterthanen / die mit dergleichen Kaiser. Salvaguardia begabet und versehen sein / haben / sich erfreuen und genießen sollen und mögen / auch und einmal nichts aussetzen und damit solche unsere Kaiser. Protection / Frey- / Sicherheit und Haltung / Verbruch / Schwul / Schwim und Salvaguardia unmöglich kundbar und wissend sey / auch würdlich vollstehen werde / so vergönnen / erlauben / und geben wir ermelten von Dortmund hiemit unser vollkommene Wader und Gewalt / daß sie so oft es ihnen gefällig / und es ihrer Güter und leuten Nothdurft erfordert werden können und mögen / entweder selbst / oder durch ihre Befehlshabere jedes Orts an ihre Stadt / Schloßer und Feste / oder ihre persönlich Anwesen / Haushaltungen / oder auch Possessionen / Höfe / Vorwerke und Schaffereyen unsern Kaiser. Adler und des Heil. Reichs / auch unserer Königreich und lauden Wappen / samt oder sonderlich / zum Gebrauch unsern Kaiser. Schwul / Handpade und Salvaguardia / versehen und daß solches wo die wir Reich allen / haben / angehängen / publicirt und insinuir werden / vollkommener Glauben gleich dem Original folgeleset und gehefamer werden. Und befehlen darauß Ew. k. k. A. A. und ein- / allen sumpstlich oder einen jeden insonderheit von Rom. Kaiser. Macht / Vollkommenheit / hiemit ernstlich gebietend und wollen / daß die mehrgedachte unsere und des Heil. Reichs Stadt Dortmund / dero Bürgermeister / Rath und Bürger / auch das Jünger / was ihnen zugehörig / samt allen dem / wie obgedacht / geruhig bleiben / und wieder diesen unsern Kaiserlichen Schwul / Schwim und Salvaguardiam ferns Wegs betreiben / passen / kommen / beladen / einfallen / besetzen / zugehörig annehmen / gefällig bestreiten / Straßen und Plätzen / in keine Weise / sondern sie und alle die Jünger und was denselben zugehörig / wie auch das Namen haben mag / darbey ruhig / unruhig / und allerdings unbedacht / leben / auch unser ordentlichen rechtlichen Proceß und darin ergangenen und in der andern Inhauss publicierten Ein- / Traktats mit beswaren noch bekümmern lassen / als sich Ew. k. k. A. A. und ein- und einen jeden seye / unsere Kaiser. Ungnade / und daru eine Geld- / Pen / als nemlich einhundert Mark löbliches Goldes / so ein jeder / so oft er freventlich hiernieder handelt / halt in unsere Kaiser. Cammer / und den andern halben Theil verleiend- ter Stadt Dortmund unmaßlässig zu bezahlen verfallen sein solle / Und dann den ausländischen Befehlshabern und Kriegs-leuten / des Heil. Reichs Rath / auch Leib- und Lebens- / Verwundung zu vermeiden / Und das megen wie ehrsüchtig / und

ANNO
1672.

Urkund dieses unsers Kayserl. Briefes besiegelt mit unserm Kayserl. anhangenden Insegl, der geben ist in unser Stadt Wien den sechs und zwanzigsten Tag des Monats Aprilis, nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Gnadenreichen Geburth / im sechshundert / seven und siebenzigsten / unsern Reichen des Romischen im vierzehenden / des Hungarischen im siebenzehenden / und des Bohmischen im sechshenden Jahre.

LEOPOLD.

Ut. Leopold Wilhelm Graff zu Königsf.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis proprium.

Wilhelm Schröder.

(Locus appendentis Sigilli Caesaris.)

I. XXXIV.

27. Avril. *Reglements & Articles de Louis XIV. Roi de France pour les Confins entre la Savoie & le Dauphiné. Fait à S. Germain en Laye le vingt-septième Avril 1672. Avec l'ACCEPTATION du Duc de Savoie du susdit Reglement fait par Sa Majesté. Donné à Turin le treizième Août 1672. Tiré du Recueil des Edits du Duc de Savoie. Imprimez à Chamberi en 1679. [FRÉDÉRIC LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil des Edits de S. A. R. de Savoie imprimé à Chamberi 1679.]*

FRANCE
ET SAVOIE.

LE ROY ayant désiré que les difficultez qui se sont rencontrées jusques à présent, pour raison des Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné, & d'Appremont, Franfin, & des Marches de Savoie, fussent terminées par un bon accommodement, auroit nommé des Commissaires pour y travailler conjointement avec ceux que Monsieur le Duc de Savoie avoit députés à même effet; mais lesdits Commissaires n'étant pu convenir de la fixation desdites Limites, Mondit Seigneur de Savoie se seroit volontairement remis à Sa Majesté de déterminer lesdites difficultez, ainsi qu'elle l'estimeroit à propos. En conséquence dequoi le Roi se seroit fait représenter les Titres, Enseignemens, Pièces & Mémoires servant à la justification desdites Limites de part & d'autre, avec les Procès Verbaux des Conférences desdits Commissaires, & a estimé que lesdites Limites doivent estre réglées, ainsi qu'il ensuit.

Premièrement. Que la Voye Montagnière qui faisoit la separation des Mandemens de Belle-Combe & d'Appremont, commencera à la cime de la Montagne de Grenier, tirant droit à l'endroit où étoit ci-devant la Croix d'Entremont, dans le Bois de la Serre, au dessus de la Ruine, laissant le Pré de l'Echau du côté de Savoie, auquel endroit il sera planté une Borne, dans laquelle du côté de Belle-Combe seront gravées les Armes du Dauphiné, & du côté d'Appremont celles de Savoie; que de cet endroit ladite Voye Montagnière continuera & descendra à droite Ligne au Molard dudit Colombier, & dudit Molard droit au Roc appelé Pierre Acher, qui demeurera de la part de Dauphiné: & que depuis ladite Croix d'Entremont jusqu'audit Pierre Acher, il sera planté des Bornes pareilles à celles ci-dessus, de distance en distance à celle-ci.

II. Que dudit Pierre-Acher il sera tiré une Ligne droite jusqu'au coin du Bois de Bassuie, appelé des Molard, à la teste du Pré Paschalais, conformément au Reglement Provisionnel de 1576. lequel demeurera définitif; bien entendu que le grand Sac, appelé le Sac de Mery, dont le tiers, suivant cet Alignement & ledit Reglement de 1576. devoit demeurer du côté de Savoie, sera réputé à l'avenir être entièrement du Dauphiné, le long de laquelle Ligne il sera planté aussi des Limites de distance en distance.

III. Et quant à la Prairie des Mortes, que directement au milieu d'icelle, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, il sera posé une Borne qui servira de Limite; de laquelle Borne il sera tiré deux Lignes droites, l'une du côté de la Rivière d'Izere qui finira à ladite Rivière, & l'autre du côté qui regarde les Bois de

Tom. VII. PART. I.

ANNO
1672.

Bassuie, laquelle finira au bout de ladite Prairie & aboutira aux Terres qui devoient demeurer du côté de la Savoie par ledit Traité Provisionnel; que du bout de ladite Ligne il en sera tiré une jusqu'à la Borne qui sera plantée à la teste du Pré Paschalais: & que ce qui sera en deça desdites Lignes du côté de Chaparellan & Belle-Combe, sera réputé de Dauphiné, & ce qui sera en delà desdites Lignes sera de la Savoie; bien entendu que le Fort bâti par le Comte Aymond, en l'endroit où il étoit, demeurera dans la partie de la Savoie; le long desquelles Lignes il sera pareillement posé des Bornes de distance en distance.

IV. Que la fixation ainsi faite des Limites des deux Etats, ne pourra préjudicier au droit de propriété tant des particuliers pour les Heritages qui leur appartiennent, lesquels par ce moyen se trouveront dans l'un ou l'autre des Etats, que des Ecclésiastiques & Seigneurs pour les Fiefs qu'ils y auront, dont ils jouiront ainsi que par le passé, sous la Souveraineté du Prince dans l'état duquel ils se trouveront.

V. Que ladite fixation ne pourra aussi apporter aucun changement pour ce qui concerne le payement des Rentes & Redevances, étant expressément convenu qu'elles se leveront réciproquement comme par le passé.

VI. Et à l'égard des Tailles, qu'elles seront payées en Dauphiné par les Savoisien, pour les Heritages qu'ils posséderont dans la partie de ladite Prairie qui sera du Dauphiné, & que les Sujets de Sa Majesté payeront aussi la Taille en Savoie pour les Heritages qu'ils posséderont dans ladite Prairie qui sera du côté de Savoie.

VII. Qu'en outre tant ceux du Dauphiné que ceux de Savoie, pourront indistinctement faire repaître leurs Bestiaux dans toute l'étendue de ladite Prairie, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, soit dans la partie qui sera du Dauphiné ou dans celle de Savoie, après la première herbe levée, depuis la Feste de la Magdeleine jusqu'à l'Hiver ensuivant.

VIII. Que dorénavant ladite Prairie sera mise en banc à Chaparellan, & que les Officiers dudit lieu en feront les Publications & les Reglements de Police à jour prefix, auxquelles Publications des Habitans d'Appremont, de Franfin, des Marches, & autres Sujets de Savoie qui ont des Heritages dans ladite Prairie, seront tenus de s'y trouver si bon leur semble.

IX. Et afin d'entretenir dorénavant une bonne amitié entre les Dauphinois & les Savoisien de ce côté-là; en cas qu'en execution du présent Reglement il arrive quelques différends entr'eux, soit pour le pasturage, contravention aux Reglements de Police de la Prairie des Mortes, ou pour le plantement des Limites, lesdits différends seront jugés & terminés sommairement par les Officiers de Sa Majesté, & ceux de Mondit Seigneur le Duc de Savoie, lesquels seront tenus de se trouver pour cet effet audit lieu de Chaparellan, sans préjudice au surplus de la Jurisdiction des uns & des autres, tant au civil qu'au criminel, laquelle ils exerceront chacun dans l'étendue de son Ressort.

X. Qu'en outre les Alignemens, plantemens de Bornes & Limites portez par le susdit Reglement, seront faits en présence des Commissaires ci-dessus nommez de part & d'autre pour la fixation desdites Limites, pardevant ceux qu'ils enverront sur les Lieux à cet effet, lesquels en dresseront & signeront conjointement des Procès Verbaux, qui serviront de Titres à l'avenir. Fait à S. Germain en Laye le 27. Avril 1672. Signé, LOUIS. Contre-signé, LE TELLIER. Scellé du petit Sceau de cire rouge.

Acceptation du Reglement fait par Sa Majesté Très-Christienne sur les Limites du Dauphiné.

CHARLES EMANUEL, par la grace de Dieu Duc de Savoie, Chablais, Aouste & Genevois, Prince de Piémont, &c. Voulant que les Articles touchant le Reglement des Confins & Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné & d'Appremont, Franfin, & des Marches en Savoie, que nous avons accepté & approuvé en la forme qu'ils nous ont été envoyés, signez par le Roi à S. Germain en Laye le 27. jour d'Avril dernier, desquels Articles & Acceptation Copie autentique est attachée aux présentes, soient observées de bonne foy & pleinement exécutées,

C

Nous

ANNO
1672.

Nous avons pour cet effet resolu d'ordonner, comme par ces presentes signées de notre main, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Souveraine, & par l'avis de notre Conseil residant près notre personne, Nous mandons & ordonnons à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers d'Estat, les Seigneurs de la Perrouze & de Challes, par Nous ci-devant depotez pour le fait dudit Reglement des Confins, de faire executer lesdits Articles de point en point selon leur forme & teneur, de ce faire, leur donnant tout le Pouvoir & toute l'autorité necessaire. Mandons en outre à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Senat & Chambre des Comptes de Savoye, de faire enregistrer lesdites Presentes, avec ladite Acceptation, Approbation & Articles susdits, pour y avoir recours, les faisant garder & observer pleinement & perpétuellement, sans aucune difficulté: Car tel est notre plaisir. Donné à Turin le treizième jour du mois d'Août 1672.

Signé,

CHARLES EMANUEL.

Visa, BUSQUET.

Contre-signé, DE S. THOMAS.

Et scellées en grand Sceau de cire rouge.

LXXXV.

16. Mai. Reces und Vergleich zwischen Ernestum Pium Herzogen zu Sachsen-Gotha eines/ und denen Herzogen Johann Ernst zu Sachsen-Weimar/ Johann Georg zu Sachsen-Eisenach/ und Bernhard zu Sachsen-Jena Gebrüder anderen Theils: Wodurch die durch den Tod Friedrich Wilhelms Herzogs zu Sachsen-Altenburg/ verlebte Fürstenthümer Altenburg und Coburg Herzog Ernst von Gotha behält/ doch daß denselben 3. Herren Wittbern von Weimar/ Eisenach und Jena aus dem Fürstenthum Altenburg zukommen und von Herzog dem Frommen cediret werden/ die Schlüssel/ Ambt/ und Städte Dornburg/ Altsfett/ das Ambt Rosslau/ Ambt und Stadt Burgel/ Ambt Hensdorf/ der Altenburg. Die dritte Theil am Glantz zu Erfurt/ die Hoheit und Steuern der Herrschafft Remda/ und des Guts Apolda/ die Hoheit und Steuern samt dem Jure relicuendi über das Ambt Hardisleben und Dorwerd Schwabsdorf/ ferner cediret gedachter Herzog Ernst an die 3. Gebrüder/ auß dem Fürstenthum Gotha oder dahin gehörigen halben Fürstenthum Eisenach das Ambt Freyenberg/ ingleichen das zuvor mit Eisenach gemein gehabt Eisenachische Votum auf Reichs- und Crayß-tagen. Altenburg den 16. May 1672. [CHRIST. GASTELIUS, de Statu publico Europae noviss. Cap. XIX. pag. 789. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abtatz II. pag. 201.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre ERNEST le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Weimar, JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach, & BERNARD Duc de Saxe-Jena, Freres d'autre part, touchant les Principautés. d'ALTENBOURG & de COBURG devenues vacantes par la mort du Duc FREDERIC WILLAUME; par lequel ils conviennent que lesdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha; en sorte néanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg les Châteaux, Baillies, & Villes de Dornbourg, & Altsfett, Rosslau, Burgel, & Hensdorf, la

quatrième partie du Droit de conduite d'Esford; la haute Jurisdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & de Teire d'Apolda, la haute Jurisdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans la Baillie de Hardisleben, & la Terre de Schwabsdorf. Le même Duc de Saxe-Gotha leur cede aussi d'ailleurs le Baillie de Freyenberg, & la Part du Votum d'Eisenach, qui lui apartenoit dans les Dietes & Assemblées Circulaires. A Altenbourg le 16. Mai 1672.

ANNO
1672.

On S'Est Enaden Wir Ernst / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. und von bestelben Enden Wir Johann Ernst / Johann Georg / und Bernhard / Gebrüder / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. thut hiermit kund / und bekennen gegen mündlich. Demnach S'Est der Allmächtige / nach Seinen heiligen alten / weisen Rath und Willen / den Weyland Hochgebornen Fürsten / Unsern freundlichen lieben Vettern / Herrn Friedrich Wilhelm / den Jüngern / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. durch einen zwar unvermutheten / doch seligen Tod an der Krankheit der Kindes-Blattern in dem blühenden Jüngend und fünfzehnten Jahre des Alters / am 14. Aprilis / nachsteh von dieser Weltlichkeit abgefordert / und darzu seiner liebden anererben Fürstenthümer Altenburg und Coburg sambt darzu gesälagenen Vennbegehren Wunsch kandes verlehrt worden; So ist zwar gewesen uns Herzog Ernst eines / und uns Herzog Johann Ernst / Johann Georg und Bernhard Gebrüder / andern Theils / über der Succession an solchen verlehrtenden kanden Verma vorfallen / und zur Apprehension der Polick auf eine und andere Weise geschrien worden.

Dieweil aber Wir allerseits als Christliche Fürsten / nicht so sehr was einer oder ander Theil aus verhasstet / nach der Schärffe / ganz oder zum theil für sich beaupten sönte / als die nahe Blut- und Stamm-Verwandtschaft auf rechte wahre Freundschaft / Einigkeit / gutes Verrathen und Zusammen-Verbindung Unsers Stammhauses / und Verhütung solchlicher und ärgerlicher Welterung in Betrachtung gezogen / Wir Herzog Ernst auch absonderlich uns wol erinnert / wie Wir vor hochgedachten drey Herren Gebrüder / Unsern freundlichen lieben Vettern / als dero in S'Est ruhenden Herrn Vatern lieblicher Brüder nicht viel minder / als väterliche Treue und Liebe zu zeigen hätten; So haben Wir sämtlich ohne Verzug / und gleich bey entstandener Differenz die Neigung zu einer Christlichen / S'Est wolgefälligen / und zu Erhalt- auch Fortpflanzung beständigen Wohlvernehmens absehlenden Vergleichung / freuten lassen; Und nachdem zugleich der Durchleuchtigste Fürst / Herr Johann Georg der Andere / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve / und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erzh-Marchall und Chur-Jülich / ic. Unser freundschaftlicher Herr Vatter / Bruder und Schwager / wie auch der Hochwürdigste / Durchleuchtigste Herr Moritz / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Poliherr Administrator des Stiffts Naumburg / ic. und der Balen Thüringen Stadthalter / ic. Unser freundschaftlicher Vetter / auch Schwager / Bruder und Schwager / als unsrer versorbenen jungen Vettern zu Altenburg bisherige Vormünder / sich aus treuer Wolmeinung und tragenden Sorgfalt / also fort ins Mittel geschlagen / und zu Unser allerseits sonderbahnen Dancnehmigen Erkantnis / dero wegen oberstirten Todesfalls nachher Altenburg abgeordnete geheme Räthe / den Wohlgebornen / und den Werten Herrn Carin Krenpern von Friesen zu Rötha und Gaita / und Herrn Diet Ludwig von Sackendorff / zu Ober-Jenna / Gumpersba und Müdelstein / Ihre liebden und Güt. respective Cammerherren / Presidenten des Oben-Consistorii zu Dresden / und Cammer- und Presidenten des Stiffts-Consistorii zu Zeitz / zu einer freundschaftlichen Interposition instruiert und bevolmächtigt; Als haben Wir Herzog Ernst / indem uns hohen Alters halben selbst fortzukommen nicht wol möglich gewesen / dem Hochgebornen Fürsten / Unsern freundschaftlichen lieben Sohn / ic. Herrn Friedrichen / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. Wir Herzog Johann Ernst aber / Unsern freundschaftlichen Vetter und Schwager / Herzog Johann Georgen / und Herzog Bernharden Unsere Vollmachten aufgetragen / und ist darauf im Nahmen Gottes / am nachst-verflichenen 14. Aprilis in Altenburg zu gleicher Handlung der Zusage gemacht / und durch Gönlichen Beystand / nach genügsamer Erwägung aller Umstände / mündlich festiger und annehmlicher Vermittlung vorgenommener Chur- und Fürstlicher Deputierten und getreuen Rathen und Einrathen Unser allerseits mit nach Altenburg erforderter und geschickter respective Geheimen und anderer Räthe / am 6. May ein Edict erfolget / punctirt / und von Uns denen anwesenden respective Fürstlichen Gewaltigern und Principalen unterschrieben / nummero- aber in gegenwärtigen anstehlichen Reces extendirt und begriffen worden / wie folget:

Zum Ersten / behalten Wir Herzog Ernst erblich und eigenenthümlich uns gemein / ohne Anschlag und Wechsel / was also nur dasjenige aufgenommen / was laut folgender Punkten unsrer freundschaftlicher Geliebte Vettern anwachsen / den übrigen ganzem Anfall /

ANNO
1672.

Infall / Succession und Erbchaft des Fürstenthums Altenburg und Coburg / mit eingeschlossen das Stift Saalfeld und die Hennebergische Aemter / sammt allen hohen und andern Gerechtigkeiten und Perennien / also mit Juribus & Actionibus, commodis & oneribus / wie solche Derrer unser junger Derrer Seel verleiht / nicht überlöst / als was gebührt massen hierdurch ausdrücklich aufgeschloffen / und unserer Derrer Derr id. id. id. geeignet zu befinden / und Wir Herzog Johann Ernst / Johann Georg / und Bernhard / Erbherren / sind damit auch gänzlich und wol zufrieden / münschen Seiner Gnad. und dero Fürstlichen Posterität / zu obgedachter Possession Götlichen reichen Segen / und alles Fürstliche Gedenken / und wollen aufr den bedingten und hiernächst benannten Entschien an Seiner Gnad. und dero Fürstlichen Erben und Nachkommen / so lang dero Mündliche Descendenz sich nach Gottes Willen erstreckt / für uns und unsere Fürstliche Erben und Nachkommen / außer der gesanten Hand / mit Succession / Recht / durch aus seinen Juribus dargen erwachen / sondern uns dessen allen wissenschaftig und wolbedachtlich begeben / und Unser Gnad. ruhige und wüßige Pöfse und Eigenthum gütlich / gern und willig gesandt haben.

Zum Andern / Uns Herzog Johann Ernsten / Johann Georgen / und Bernharden / Erbherren verbleiben und werden respectiv aus dem Fürstenthum Altenburg / mittelst absonderlichen Resignationen der gewesenen Ehur- und Fürstlichen Herren Vormünder / und Herrn Herzog Ernstens Gnad. überlassen und überwießene förmliche Schloffer / Aemter / Städte / Cammern / Güter / Länd / Leine / Vassallen / und Unterthanen / mit aller Lande-Fürstlicher Hoher Jurisdicte / Regalien / Steuern / Renten / Zehnten / Schenkungen / Regalien / und Nieder-Jagden / Gewässern und Gerechtigkeiten / Perennien und Zugerechten / nichts überall aufgenommen / sondern in aller massen solche entweder von unsren letzt-verstorbenen jungen Derrern zu Altenburg / oder respectiv von Seiner Derrn Herzog Ernstens Gnad. selbst / bis zu dieser Überlassung und Abtreuung / besessen / genutzt und gebraucht worden / oder von Nachwegen hätte genutzt und gebraucht werden mögen / Damentlich aus dem Fürstenthum Altenburg /

Schloß / Amt und Stadt Dornburg / zusamt der Hoheit und Leben an denen Schloß- und Ambtsassen zu gedachten Dornburg / Bornstern / Brunnhausen / Gühnsdorf und Obersteden / so viel die Leben / Derrn hier / und folgendes gemachten Vassallen und Freysassen aufweisen / und wie sie in die Aemter oder deren Derrn / denen unten angegebenen Theilungen / Anschlägen nach gehören /

Schloß / Amt und Stadt Alstedt / sammt denen Schloß- und Ambtsassen zu gedachten Alstedt / Hengsdorf / Kalbsriedt / Wülfersdorf / Niederberlingen / Mittelhausen und Embsigen.

Amt Kollau / mit seinen Flecken und Dörffern / und denen respectiv Schloß- und Ambtsassen zu Berg-Sulza / Bieckersfeldt / Ober- und Nieder-Dölitz / auch Bockstett / doch das Salzwort zu Sulza mit seiner Zugehörung und Gerechtigkeiten / wie sich dasselbe bisher befanden / vor uns Herzog Ernst / aufgenommen / besonders auch daß der Salzkauß in denen überwießenen Aemtern bey dem Salzwort zu Sulza gelassen / und die Unterthanen dessen dafelbst sich zu erholen / ferner erksinnlich und ohne weiteres Nachsehen und Verletzung einiges Unterschleiffs / wie sie bisher zu thun schuldig gewesen / nichts minder auch fortan unverrückt angehalten werden.

Desgleichen bleibt uns Herzog Ernst auch die Saalkasse allerdings / wie solche bisher der Fürstl. Altenburgische Theil zu gebrauchen gehabt.

Weiter kommt uns denen drey Gebrüder zu / Amt und Stadt Borsdorf / mit denen baren von Altersher gehörigen Jagden / auch dem Vorwerk Rumbdorf.

Des Amtes Heubdorf / mit denen Leben und Frey-Höfen / jedoch mit vorbehaltener Abzug des Salzkaußes zu Salzungen / und daß wider der Stadt und Salzworts dafelbst dafalls hergebrachte Statuta und Privilegia nichts vorgenommen / noch zu deren Nachtheil / unter was Namen und Führrand solches geschehen könnte oder möchte / etwas nachgesehen werden soll.

Endlich auch die Lehnhaftigkeit / die Wir Herzog Ernst an des Derrns Gütern im Fürstenthum Eysenach Weimarschen Theils bisher gehabt / jedoch daß uns mit unsren Fürstlichen Descendenten der erste Heinfall verleihe / und das Gut darauf wiederum an einen Lehmann gebracht werde.

Und wiewol hier dieser Abtreuung und Einräumung auf den Ertrag der Aemter / und zwar nach denen alten in Anno 1572. und 1603. wie auch der in Anno 1660. ergangenen Hennebergischen Landestheilungen / und damals gefestigten Anschlägen und

Abtheilungen sich gerichtet / und dahin gesehen worden / daß uns drey Gebrüder / so viel als der vierde Theil der Aemtern und Störungen / oder aber verhältnißig zwanzig tausend Gulden jährlicher Einkünfte an Ambtsgehältern / löben und nebens der Land- und Brand-Steuer in denen abgetretenen Aemtern / Städten / Dörfern und Gütern / Krafft dieses Vergleichs mit uns inen möchten / So soll doch / im Fall der Ertrag nicht oder weniger / als solche abgethene Summa betriffe / bezahlungen wapp sich befinden / daß die Aemter seithero an perennien geschwächt / oder auch verhärdet und geoffert worden / einige Ision / Erlehung / persequation / oder Herausgabe / wider an Gefallen noch Steuern zu keiner Zeit gesucht / noch pretendirt / sondern alles überhaupt und durch den Hogen verdingt / und sich nach der solte gefundenen Possession und Nutzung / nach Inhalt der Aemter-Redemtionen gehalten / auch alle und jede zu solchen Aemtern und Entschien gehörige Documenta / Redemtionen und Urkunden / wie sie jedes Orts befindlichen / haben gelassen / und aus denen Consulen / Kammern und Ober-Steuer-Einnahmen zu Altenburg / und respectiv zu Gotha die Aemter-Vertheilungen / Aemter- und Steuer-Redemtionen und Anschläge / so wol die dazzu gehörige Consulen / Leben-Kammer und Consistorial-Akten aufbewahrt / oder von dem / was nicht süssig zu separiren / bedürftende Abschriften ertheilt werden.

Sollten aber solche Aemter / und andere überlassene Entschien / gang oder zum Theil werden angeprochen / und deren merckliche perennien / wie solche überlassen worden / als inan sich doch keineswegs zu versehen hat / so wollen Wir Herzog Ernst und unsere Erben / die beßhalten zu recht gehörende Gerechtigkeit unsern Freunden lieben Derrern und dero Erben gütlich praticiren / und zu deren Behauptung alle mögliche Assistance leisten.

Wir vergehen uns auch an solchen Aemtern und Orten alle bisher gehabt oder aus Altenburgischer Succession verlorne Hoheit / Nutzbarkeit und Gerechtigkeiten / also daß Thid. id. id. und dero Fürstliche Mündliche Erben und Descendenten von uns und unsren Erben zu keiner Zeit beßhalten besprochen / noch verunmüthet werden sollen. Wüßigen Thnen vielmehr dazzu alle Fürstliche geduldige Botschaft und erprießliche Mürzung / und behalten uns allein die gekante Hand- und Succession-Nede davon zuvor / nebst Beobachtung dessen / was durch diesen Vergleich in folgenden Punkten ferner absonderlich bedingte worden.

Zum Dritten / Nachdem auch bisanhero wir allerorts auf Reichs- und Craß-Tagen / wegen des Fürstenthums Eysenach / dessen Aemter wir Herzog Ernst in hiedervorigen Landestheilungen zu Hülfe erlangt / ein Fürstlich Votum miteinander zu common geführt / nunmehr aber uns Herzog Ernst mit dem Fürstenthum Altenburg und Coburg zu Voia / und zugleich die bisher Altenburgischen theils gehabte Stelle unter denen Ordinari-Reichs-Deputirten zukommen / So wollen wir uns hingegen unsere Derrern id. id. id. und dero Nachkommen zum besten solches halben Eysenachischen Voti begeben / also daß Thid. id. id. id. solches ferner oder sonders / wie sie sich dessen verhalten möchten / alleine und ohne unsere Concurrenz führen mögen / Womit wir die drey Gebrüder wol zufrieden / und hingegen von den obigen Votis des Altenburgischen und Coburgischen Fürstenthums / auf Reichs- und Craß- und Deputations-Tagen gänzlich absiehen.

Zum Vierten / Ob nun wol die Haupt-Intention und Mürzung dieses Vergleichs gemassam zu vernehmen / und also Krafft des / was im Ersten Punct enthalten / uns Herzog Ernst mit beiden Fürstenthümern Altenburg und Coburg / Einst Saalfeld und Hennebergischen Antheil / auch denen Residentien und Befestungen / alle Valahagie und Lehnhaftigkeiten durchaus (nur die jungen / so in anderen Puncte gabelnd / und nur den dreyen Gebrüder abzugeben / aufzunehmen) und darüber auch die Leben und Hoheit an den Graffen zu Balbes / wegen der Herrschaft Tonna / und was der Fürstliche Altenburgische Theil an den Graffen zu Schwarzburg gehabt / beßhalten an denen Hm. Hm. Rauen wegen der Herrschaft Schauenforst zukommen / und wir uns diesemnach auch des Altenburgischen halben Antheil an der Universität zu Jena / und dem Hoff-Gerichte auch Schöpfen-Stuhl dafelbst anzunehmen hätten / so haben wir uns doch zu Verhütung unseiner Derrern und anderer inconvenientien / dahin erklart / daß nicht nur die Hoheit über die Herrschaften Kenda und Apolda / wie oben in anderen Puncte gehört / sondern auch aus dieser Altenburgischen Succession / ein Derrn an gedachter Universität / Hoff-Gericht und Schöpfen-Stuhl zu Jena / mit allen commodis & Juribus / also dem Jure conferendi, confirmandi, visitandi, und was dem anhängig / auf vorhergehende bisher gewöhnliche oder künftig weiter zu vergleichende Weise unsern Derrern Thid. id. id. zustehen sollen / solcher Gestalt / daß sie nicht mehr inclusive Thres ohne das gehalten Derrntheils die Hülfe an obenannter Universität / Hoff-Gericht und Schöpfen-Stuhl haben / jedoch auch nach folgender Proportion die Onera tragen / und nebst-berordentliches Quartal Cruis / (damit das einziehende Quartal Thirinaris wollen Wir Herzog Ernst noch aus der Altenburgischen Kammer ziehen lassen) nach folgender Beschaffenheit und Unterhalt des Conventu / nach folgender Proportion anfangen. Es bleibt aber Uns Herzog Ernst / ab wie gleich die Hoheit über die Universität-Güter überlassen haben /

nichtes desto müder sey und bevor/ Rectorem und Professores der Universität/ als Prälaten/ durch Ihre Deputirte, Unseren Raths nach/ auf die Land-Tage/ wie wehen geschehen/ zu verschreiben/ allermassen wir die bey Gebrüder/ Ihre ed. und dero Herren Successores daran nicht hindern/ sondern vielmehr die Universität zur Erhaltung anhalten lassen wollen.

Zum fünfften/ Wir Herzog Johann Ernst/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüder/ verschreiben uns hiemit wegen der mit Eigenthum/ Hobeit und Steuer uns zukommenden Aemter und Dörtern/ zu denen Reichs- Craß- und Kammer- Gerichts- obernus proportionirten Beytrag zu thun/ auch das Contingent bei denen Reichs- Craß- und Kammer- Gerichts- Cassen uns zuerschreiben zu lassen/ und zwar übernehmen wir nach der vorhero allhier gesetzten/ und von denen zur Abtheilung und Calculation beständig an jedem hundert Gulden des Reichs- und Kammer- Gerichts- Aufschlags/ der dem Fürstenthum Altenburg/ mit eingeschlossen des Stifts Saalfeld Aufschlag/ zukommet/ siebenhundert Gulden/ acht Groschen/ fünf Pfennig.

Wegen des Amtes Trepenberg aber/ was nach ebenmäßiger Aufschreibung/ denen jeho gangbaren Land-Steuren nach/ von dem Aufschlag des Fürstenthums Gotha/ oder halben Fürstenthums Eysenach/ darauf kommen/ und fünffzig diesen Recces mit begreiffet werden wird.

Obas aber die Steuer-Schulden belanget/ wollen wir zu Abstattung Jins und Capital die jungen Aemter und Dörtern/ wiewol sie bisher noch den Ober-Steuer-Einnahmer zu Altenburg/ veranlagt der Steuer-Rechnung/ Beytrag darzu gethan/ auch hinfürto Beytrag thun lassen/ solcher Gestalt/ daß nach jeho ebenmäßiger aufgerechneter Proportion zu jedem hundert Gulden Capital oder Jins/ welche die Ober-Einnahme zu Altenburg zu bezalet hat/ unsere Aemter und Dörtern Dornburg/ Würzel/ Rossla/ Neustadt/ und Harbshausen/ dreizehen Gulden/ drey Groschen/ eylff Pfennig/ zuerschreiben und bezalet sollen.

Die jungen uns zukommenden Aemter und Dörtern/ als Altstein/ Remba und Appolba/ welche bis dato zu denen Steuer-Schulden mit concurren/ wollen wir auch hinfürto daren jeben zu lassen uns nicht verbunden haben/ Es wird dann/ daß eine gesamte Altenburgische Landtschaft dergleichen Beytrag mit Recht und Billigkeit behaupten könne.

Den oben versprochenen Zufuß aber wollen wir vor uns und unsere Fürstliche Nachkommen/ Fürstlich und aufrichtig prästiren lassen/ und darzu jedesmalige und ungesamte Verordnung thun/ daß dergleichen kein Mangel und Beschwörung zu keiner Zeit entstehen soll.

Wann aber solche Schulden abgetilget/ alsdann sollen gedachte und zukommende Dörtern mit dergleichen Beytrag nicht weiter beschwert/ sondern bey ihren zugehörten und überverschribenen Oneribus gegen das Reich/ Craß- und Kammer-Gericht gelassen werden/ wie dann Wir Herzog Ernst/ oder unsere Nachkommen/ so dann ein mehreres nicht prästendiren und begreuen wollen.

Solte sich aber fügen/ daß uns/ denen drey Gebrüder/ nach gezogenen Calculo/ ohne Widersprechen der Creditoren/ alsofort dasjenige Quantum an Capital und Zinsen/ so unsern Aemtern zukommen wird/ überwiehen werden könnte/ so soll alsdann der fernere Beytrag zur Altenburgischen Ober-Einnahme aufhören/ und wollen wir solchen Falls die uns überwiehene Posten richtig und gebührend absetzen lassen/ und die Landtschaft des Fürstenthums Altenburg dergleichen schuldig halten.

Was die bis dato rückständige Steuer-Resten betrifft/ so haben wir uns allersich so wol wegen derselben/ als auch der Amtes-Resten dahin verglichen/ daß die Steuer-Einnahmer/ wie nicht weniger die Beamten/ der uns denen drey Gebrüder zukommenden/ und oben in andern Punct benannter Aemter und Dörtern ihre Rechnungen vor der Ober-Einnahme und Kammer zu Altenburg/ und was Trepenberg belanget/ zu Gotha/ bis respectiv den Abend von Walburgis/ in Amtes-gefallen und Steuern den Abend von Trinitatis justificiren/ und was sie vor sich oder ihre Nachfahren/ deren Erben sie werden/ schuldig verbleiben/ dahin absetzen. Dergleichen auch was in die Altenburgische Ober-Einnahme zu Schulden und extraordinaris bey denen Unterthanen haften/ nach vorgehende Examination/ auch billigmäßigen Moderation/ gleicher Gestalt zu gedachter Ober-Einnahme/ nach Möglichkeit abgetragen werden soll.

An denen übrigen sonst zur Kammer gezogenen Steuer- und Amtes-Resten/ soll uns denen drey Gebrüder/ in denen uns zukommenden Aemtern und Dörtern/ der vierte Theil gebühren/ womit wir uns also obgedachter massen vergnügen/ und hingegen an künftiger Examination auch möglicher Erhebung nichts erwinden lassen/ sondern unsern Herrn Vötern gn. und dero darzu Befehlten/ durch unsere Beamte und Bediente/ gebührend und gerichtlich an die Hand gehen lassen wollen.

Zum Sechsten/ wegen der Mobilien und Inventarien/ es seye all prectisch/ Geschworen/ Baarschaft/ Silberwerg/ Goldschmied/ Mäntion/ Kleidung/ Kleidung/ Gewand/ Tapeten/ Haus- und Bierath/ Stücken/ Geräthe/ Viehe/ Pferde/ und alles andern/ wie es Namen hat/ beschreiben auch aufschreibend/ Schulden und Forderungen/ five actionibus realibus & personalibus/ bleibet es bey dem/ was in ersten Punct uns gemein gesetzet/ jedoch zusehender mit dieser Aufnahme/ daß uns den dreyen Gebrüder all Mobilien und Inventaria/ in denen uns entweder aus denen Altenburgischen oder Gothaischen landen zukommenden Aemtern/ wie solche die Amtes-Inventaria/ und

die Rechnungs-Schlüsse (die auf den Abend vor Walburgis/ nachj verzeichnen zu machen/ und damit auch die heutige Wollte bey den Aemtern zu lassen/ hinfürto verglichen wird) mit sich bringen/ zusehender mit den Aemtern folgen/ gleichwol das aufgeschriebene Geräthe/ und vorhandene Viehe-Vorrath nicht gemeinet/ Sodann und ferner verwilligen Wir Herzog Ernst/ hinfürto Ihre ed. id. id. den vierten Theil alles aufgeschriebenen Geräthes in Altenburgischen und Coburgischen auch hinfürto gesellen Orten/ also wann der Calculus und Steuer nach der justification der Rechnungen (die wir Ihnen ed. id. id. getreulich communicirten/ dero halben befügte Erinnerung getreulich nehmen/ auch nach dero Willen alles dergestalt/ ad-mittiren wollen) seine Richtigkeit Aemtern auch sey siehet/ ad-mittiren in Abzug des verwilligten Quantums/ oder auch vierder Theil des Vorraths beträgt/ Ihnen ed. id. id. abzufordern/ in denen Ihnen zukommenden Orten/ überwiehen und lassen lassen/ würde aber/ wie wegen des ansehnlichen Vorraths zu Allfahrt zu erkennen/ ein mehreres in dergleichen Orten als zum vierten Theil erfordert wird/ sich finden/ das soll uns Herzog Ernst vorbehalten bleiben.

Überder solle auch Ihre ed. id. id. den vierten Theil an vor- handenen prectisch oder Jubeln/ inclusive Schach-Spiel/ dergleichen an Silbergeschmied/ und Jagtzeug/ nach Aufweisung der Inventarien/ wie sich solche bis auf eroberten Rechnungs-Schlüsse finden müssen/ empfangen/ jedoch nicht dermaßen/ daß sie nicht alleine von aller übrigen Forderung und aufzuhaltenden Schulden und Resten absetzen/ sondern auch alle allen hingehörenden Schulden gegen der Hochgeborenen Fürstin/ Unserer freumblichen lieben Anbaben/ Frauen Johannam Magdalena/ gebornen und vermählten Herzogin zu Sachsen ed. Anspund/ und präsenten/ so zu Verhaltung rechtlicher Befugnisse/ und Abwendung widerigen prajudices untretten und Allfahrt lassen/ auch die Tractaten mit dergleichen/ neben uns/ annehmen und abhandeln.

Zum Siebensten/ Dieweil sich auch/ nebenst denen Steuer- und Land-Schulden/ noch eine zimliche und namhafte Summa Kammer-Schulden/ rückständige Reichs-Verordnung/ auch unverglichenen Forderungen/ und die Aufkündigung mehrer höherer Fürstin/ finden/ wie nicht weniger die Aufkündigung des Fürstl. Begräbnisses bevorzucht/ dergleichen wir Herzog Ernst bewegen werden können/ auf einen proportionirten Recces der Regierung- und andern Collegien/ und jomal der Bestimmung Unterhalt obliget/ So haben wir demnach/ auf beschene fleißige Unterhandlung/ uns endlich resolvirt/ Unserer bey Herren Vätern ed. id. id. solchen Beytrag gang und gar zu bezeichnen/ damit sie beschene in Anmerkung hierin angeführter/ und andern Ihnen gegenwärtiger und erstirbter wärdigen Motiven zu diesen Begleich mit guter Begnügung schreien/ und uns den Döring/ den wir nach dergleichen Schlichtung/ und auf getroffene Transaction erlangen/ unserer gewissen Zuversicht nach/ desto lieber und freumblicher gönnen/ und von aller peraguation/ Angefallen/ Steuern/ schenkschaften/ Sagen/ und dergleichen gang und gar absetzen möden/ welches dann wir die drey Gebrüder aus aufrichtigem wolmeinen dem Gemüthe wollen contestiren/ und hingegen geschenes Erbiten/ der Schulden liberechnung/ zu sonderbarem Dank/ angenommen haben.

Gleichwol wird hiemit dasjenige/ was wegen einer ergebenen Überlassung an Jagen/ wir Herzog Ernst/ und wir Herzog Johann Georg vor uns und unsere freumbt. geliebte Herrn Vötern/ in einer Heden-pactation zu Friedenstein am 9. d.ß uns erklärt/ und was dazey ferner bedingt worden/ hinfürto nicht aufgehoben/ sondern wir wollen dasselbe allersich nach Möglichkeit und dergestalt befördern/ daß solches innerhalb Monatsfrist zum richtigen Stand komme.

Zum Achten/ über dieses alles sollen auch mit dieser Vergleichung alle und jede Praetensiones, die der Fürstl. Altenburgische Theil/ jomal wegen der alten Theilungen/ und dazey gesuchter peraguation/ auch über die wir Herzog Ernst an unsere Herrn Vötern ed. id. id. wegen der schon abgegangenen oder ferner abgehenden Land- und Tract-Steuren/ der Pfand- Aemter Mühlberg und Zondorf/ da dieses letzte auch eingelöst werden sollte/ gehabt oder haben mögen/ aufgehoben seyn/ und uns denen dreyen Gebrüder dergestalt mehrer jeho noch künftiger itzwas ungemüht werden. Was aber geschändte und liquidirliche Kammer-Forderungen send/ die werden hinfürto nicht gemeinet/ sondern in dem Stande/ wie es die Instrumenta debiti, oder richtige Rechnungen ausweisen werden/ gelassen.

Und wollen Wir Herzog Ernst/ hinfürto unsere Herrn Vötern ed. id. id. nach Absetzen der Durchlauchtigsten Fürstin/ unserer freumblichen lieben Mäntion/ Schwägerin und Gerwatterin/ Frauen Dorotheen/ gebornen und vermählten Herzogin zu Sachsen ed. wegen des Ihnen obliegenden Antheils an dero Fürstl. Anfalls-Erben/ ohne Anspund lassen/ und sie dessen enthalten.

Zum Neundten/ Gleichwol nun diese ganze wichtige Vergleichen nicht anders/ als auf beständige Errichtung unauflöslicher Freundschaft und vertraulicher Zusammenkunft geschehen wird/ erbaudet ist/ Also erklären wir uns allersich dazey/ daß weiter durch diese noch vorige Theilungen wir oder unsere Nachkommen/ uns trennen/ und an solcher heilfamer Verbindung hindern

ANNO
1672.

den lassen wollen / sondern versprechen vielmehr Christlich und aufrichtig / mit ungetheilten Consilio, allen Höflichen vorzubauen / entstehende Mißverständnisse und Gerüchten aber freundlich / Christlich und völkisch hinuliegen / hingegen die Ehre Gottes / das Aufnehmen Unserer wahren Christlichen Religion in Kirchen und Schulen / so wol die liebe Justiz und gedehliche Regierung Unserer von Gott anvertrauten Land und Leute enger und einmüthig zu befördern und zu handhaben / wie dann Wir Herzog Johann Ernst / Johann Georg und Bernhard Gebürdere / bey vermehrter Ihrer Herzog Erlebens Gn. dieses begütlich vorgestellten Gesellsch. uns hiermit willig daz zu erklären / auch wegen dazzu erforderlicher Mittel und Wege mit Ihr. Gnab. uns fernerhin vernehmen und vereinigen wollen.

Sonderheit aber soll die Christliche Catechismus-Information in Kirchen und Schulen / in dem von S. Gn. uns überlassenden Xian Erenberg in bißherigen Stande unverändertlich gelassen / und nebenst der Christlichen Disciplin in Obervanzt würdlicher Obacht gehalten werden / Dagegen Wir Herzog Ernst den Pfarrhern und Schuldienern selbiger Orten / die von uns mildgütig gestiftete Zulagen vor uns und Unser Nachkommen beständiglich reichen lassen wollen / Sach / daß sie entweder sich selbst oder auf Begehren / bey Abhaltung derselben sich in Person einstellen / auf Nachfragen wegen ihres Verhaltens / guten Raths geben / und sich ihrer Christlichen Pflicht und Gewissens obengedachten Zuständen nachzusehen / erinnern lassen / welches dann uns den bey Gebürdern gar nicht unüber seyn solle / sondern wollen vielmehr gedachte Personen und Ihre Successores daz anhalten / und Jhnen zu solcher Verriichtung Unser Hohe Obrigkeitliche Assistentz widerfahren lassen.

Zum Behenden und Letzen / wird auch alles dasjenige / was nach dem Todesfall Unserer jungen Vetern / mit Ergriffung der Possession vorgenommen / oder von den Widbenten und Unterthanen einem oder andern Theil unter uns / dem Ansehen nach / zu Beschränkung oder um Vortheil vorgangen / oder dahn zu deuten seyn möchte / abgethan / so wol unter uns / als gegen dieselbe in gütliche Gerechtigkeit gesetzet / und soll dessen kein Theil noch Unterthan in einige wege mit Unansehen entgelten.

Die bey solcher Ergriffung und angestellte bißhero verursachte Kosten werden auch ohne wieder Erstattung so wol bey Hoff / als in den Aemtern hin und wieder passirt / und in die Vogenfahrte Krafft dieses geworffen / auch soll / wie mehr berührt / die perception der Aemter Nutzungen / so viel uns bey Gebürdern bevolhen / mit dem Tag Walburgis angehen / und des Xebens vorher die Rechnungen geschlossen werden / wie oben im fünften Puncten pacisirt und verglichen worden.

Und wie alleseits versprochen und geloben / Krafft dieses / bey Unsern Christl. wahren Vetern / Frey und Glauben / sitz und mit unsrer Christl. Nachkommen / daß wir diesen allem Christlich / aufrichtig / frey und völkisch nachsehen / und darwider in keiner Wege handeln noch gestatten wollen / daß darwider jemand Unsern wegen handeln solle. Begehren uns aller und jeder Exceptionen, die aus Geist- oder Weltlichen Rechten diesen Vertrag wider ersamen werden könnten / besonders aber / was ex capite laesionis, Erroris Calculi und dergleichen angezogen zu werden pfleget / als dessen allen wegen wir uns nicht zu beschweren / sondern aus redlichen und passigen Ursachen / nach reisser Erwegung aller Umständen / uns bedächtig / wissenschaftlich und unwiderstehlich verglichen haben.

Wiederholen gegeneinander obangeregte Freundschaft / Beterliche gratulationen, und wollen wir die bey Gebürdere auch Krafft dieses der Röm. Kayserl. auch zu Hungarn und Böheim Königl. May. Unsern allergnädigsten Kayser / König und Herrn / wie auch bey hohen Stiftern / von welchen ein und ander particular-Entsch. zu sehen ruhret / unsern Abstand von dem jetzigen Christl. Altenburgischen Succession und Lehenfall hiermit / salvo jure simultaneae Investiturae aut Successionis, gegen bedingte Überlassung der benannten Oerter allerunterthänigst und gemeinder maßen erkühnen / zugleich aber und ingelant wir allerseits die Kayserl. Königl. und andere schonerliche respective Confirmationen und Consens decennissimo modo (Ihre das / was noch in besondern schriftlichen Zuschnungen zu geschehen sollich) reservirt haben. Alles treulich und sonder Geschehe. Zu Urkund haben wir diesen Reces und Vergleich eigenhändig unterschrieben / und mit Unsern Christl. Insignien bedrucken lassen. So geschehen den 16. May, Anno 1672.

LXXXVI.

11. Jun. *Fœdus Defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM & Electorem Brandenburgicum FRIDERICUM WILHELMUM, in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defensivi inter eosdem die 9. Februarii 1678. conclusi & 10. Maii 1666. ad alios decem annos, post elapsum primum Decennium confirmati & extensi; atque ad Pacem Westphalicam illam servandam, ad Decennium de novo initum. Bero-*

lini die 11. Junii 1672. Cum RATIHABITIONE Cæsarea Viennæ data 12. Julii 1672. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

In Nomine Patris, Filii, & Spiritus Sancti Unius veri Dei, Amen.

POSTquam inter Serenissimum Potentissimum & Invictissimum Principem ac Dominum, Dominum Leopoldum Divina favente Clementia, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regem &c. &c. ex una; & Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Fridericum Wilhelmum Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem &c. &c. ex altera parte: Pro defensione Regnorum, Ducatuum, Terrarumque suarum diversis temporibus, ut infra exprimitur, Fœdera sancita fuerunt, & verò cum Sacra Cæsareâ Majestati, tum suæ Serenitati Electorali, consultum necessariumque visum, ut eadem Pacta non solum renoventur, sed & presentium rerum statui, ad eo melius ab Imperio, dictis Regnis, Ducatibus Terrisque repellendis hostilitates turbasque, tum ad avertenda Belli pericula damnaque, conformentur. Idcirco utriusque Partis ad hæc constituti Plenipotentiarii, certis Mandatis quæ infra exhibentur instructi; Et a parte quidem Sacra Cæsareâ, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regiæ Majestatis Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Johannes Liber Baro de Goëßlen, suæ Sacra Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperii Aulicus: Ex parte vero suæ Serenitatis Electoralis Celsissimus Princeps ac Dominus, Dominus Johannes Georgius, Princeps Anhaltinus, Comes Ascaniæ, Dominus in Berenburg & Serbit, Electoratus Brandenburgensis Locum tenens, & Generalis Campi Marefchallus, dictorum Principum nomine in sequentem Pactionem conveniunt.

I. Maneat constans & inviolabilis inter utramque Partem Amicitia nexus; alter alterius comoda promovere studebit, damnaque mutuo avertere, & recipere utilitati & securitati sedulo consulere.

II. Specialiter demum confirmatur & renovatur Fœdus Defensivum inter suam Majestatem Cæsaream & Serenissimum Electorem Brandenburgicum, quoad Status & Provincias utriusque Partis 9. Februarii 1678. conclusum & 10. Maii 1666. ad alios decem annos post elapsum primum decennium confirmatum & extensum, nec quid in ullo Article, Puncto vel Punctis immutatum censetur, nisi in illis super quibus hic amplius & latius conventum est.

III. Scopus hujus moderni & novi Fœderis Defensivi est, ut Pax Osnabrugensis & Monasteriensis servetur illæ, nec per ullum, quicunque ille sit, in finitram interpretationem propria auctoritate trahatur, ut etiam sub nullo pretextu contra Imperatorem & Imperium, Pacemque ejus publicam, & contra Joramentum, quo quisque Imperatori & Imperio obstrictus est, Fœdera fiant, vel si facta forent, ut ea tollantur & cassæ habeantur, nec ab ullo Compaciscientium, dictæ Pacis Westphalicæ, vel dictarum Pacificationum Consortibus, vel a quocunque alio, ambobus Paciscentibus aut Statibus Imperii, qui dictam Pacem Westphalicam observant, vel directe vel indirecte quicquam hostilitatis, inimicitie, molestiæ aut impedimenti, quoad Personas, Statum, Bona, vel securitatem, per se vel alios inferatur, sed si quid contra factum fuit vel fuerit, nec amicitialis dehortatio locum inveniret, armis mutuis Pacis Turbatores & Violatores ad debitam satisfactionem compellantur.

IV. Permittitur omnibus Pacificationis Consortibus huic Fœderi Defensivo æquis conditionibus & cum consensu utriusque Partis debito tempore accedere, sicuti etiam in arbitrio Coronæ Hispaniæ stabit, eidem accedere.

V. Cum totius Imperii Romani interfuerit, tam Pacem Olivensem & Clivensem, quam Pyrenæam & Aquisgranensem pro conservando Belgio Hispanico concludi, exinde operam dabant ambobus Paciscentibus, seque mutuo obligant, ut hæc omnes maneat illæ, vel si his contraventum fuerit, eæ restituantur, præstita tamen ab Aggressore vel violatore congrua satisfactione.

VI. Pariter cum Transactio inter Serenissimum Electorem Coloniensem ac Civitatem Coloniensem conclusa,

ANNO
1672.

clufa & a Sua Majestate Cæſaræa ratificata Jure merito fit obſervanda, utraq; Pars ex jam dictis Transigentibus conjunctim remedia competentia expectet.

VII. Sociabant in caſum neceſſitatis ambo Paciscentes ſua Conſilia & Arma neceſſaria, ut omnem inſaſionem, violationem, aut Turbationem retardant, nec deſiſtent, uſque dum debite ſatiſfactum fuerit.

VIII. Teneat proinde pro conſervanda tranquillitate publica paratum utraq; Pars Exercitum, tam Pedestre, quam Equeſtre, parem huic ſuſcepto negotio cum omni neceſſario Tormentorum apparatu.

IX. Et cum Sua Majestas cum aliquibus Electoribus & Statibus Imperii Provisionale Fœdus Defenſivum concluſerit, dabit operam Imperator atque allaborabit, quantum in ſe eſt, ut dicti Electores & Status huic moderno Fœderi accedant.

X. Neutra Pars ex ambobus Conſederatis poſſit facere aliquid momentofum, vel Transactionem Pacis aut Induciarum inire, niſi conjunctim cum altera, & ex ipſius conſenſu.

XI. Durabit hoc Fœdus minimum per Decennium a die hodierna, quo elapſo, aut etiam ante, amba Pars Paciscentes de prorogatione hujus Fœderis ulteriore juxta rerum exigentiam convenient.

Concluſa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæſaræ Regiæque Majestatis, & Serenitatis ſuæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a ſuis Principalibus Ipſis conſefforum & reciproce commutatorum, quorum tenor infra ſequitur, ſub Ratihabitione ſuæ Cæſaræ Regiæque Majestatis & Serenitatis ſuæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra ſpatium quinque Hebdomadarum a data hujus computandarum extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præſens hoc Inſtrumentum a prænomiſſis Dominis Plenipotentiariis ſubſignatum ac Sigillis munitum eſt. Actum Berolini die 17. Junii Anno Domini milleſimo ſexteſcentiſimo ſeptuageſimo ſecundo.

JOANNES Baro DE GOESSEN.

(L.S.)

JOHANNES GEORGIUS Princeps ANHAL-
TINUS. (L.S.)*Articuli Secreti.*

I. Primo ante omnia mutui Conſilii & Auxiliis Colonia providetur. Cæſaræ Majestas teneat intra proximum Biſmeſtre a die hodierna & congreget duodecim millia tam Equitum quam Peditum, armis & omni apparatu militari & re Tormentaria, talibus Copiis convenienter inſtructa. Elector item paratum habeat Exercitum nempe duodecim millia tam Equitum quam Peditum omni ſimili apparatu neceſſario proportionaliter inſtructa.

II. Nihil quid ſummam rei contingit, niſi communi conſenſu ſuſcipiatur.

III. Circa Religionem & Status Eccleſiaſticos Imperii exacte obſerventur ſingula, quæ in Pace Weſtphali- ca comprehenſa ſunt, & omnia quoad dictum Punctum Religionis in moderno ſtatu relinquuntur, Ita ut nulla Archiepiſcopatum vel Episcopatum, Abbatiarum, Præpoſitorum, Commendarum & aliorum quorum- cunque Bonorum & Beneficiorum Eccleſiaſticorum fiat: vel inſinuat, vel in partes diſcerpto, multo minus univerſalis alienatio: ſed Romano Imperio & Fidei Catholice conſerventur, nec Jura Electionis Capitulis competentia quocunque modo turbentur.

IV. Maneat etiam Civitati Bremenſi, ejusque Territorio & Subditis præſens ſuus ſtatus, Libertas, Jura & Privilegia ſine impetitione tam in Eccleſiaſticis quam Politicis.

V. Quandoquidem etiam in Imperii Conſtitutionibus præclare ſit ordinatum, quid exteris in Imperio, circa coactionem Militum, Tranſitum & Hoſpitationes eorundem liceat, vel minus; Non permittent ambo Paciscentes, ut quid in his & ſimilibus, in Imperatoris aut Imperii præjudicium, aut contra Pacem publicam fiat, aut Sæ Cæſaræ Majestatis ſummis Juribus Regalibus, Dignitati & authoritati ullum præjudicium inferatur.

VI. Et cum Inſtrumento Pacis Weſtphaliæ & Imperii Leibus reliquis cautum ſit, quatenus Imperatori, vel ſingulis Starum Bellum in alterius Status, vel ex-

terorum offentionem decernere aut ſuſcipere liceat, vel non liceat: Curent omni modo debito amba Partes, ne quid contra hoc ab ullo Imperii Statu fiat aut attingatur.

ANNO
1672.

VII. Quæ in quinto Articulo Fœderis Publici de manutenuenda Pace Pyrenæa & Aquisgranenſi dicta & convenia ſunt, hanc interpretationem ex parte Sereniffimi Electoris habeant, ut ſi oportuerit armis dictam Pacem tueri, intra Quadrimeſtre proximum hoc faciat una cum Imperatore pro viribus, conſiliis, quod in recompensationem hujus Guarantiæ, ſi per arma intra dictam tempus facta fuerit, Rex Catholicus Electori congruum ſubſidium ſit præſtiturus, prout etiam Sua Majestas Cæſaræa, ſi opus fuerit, apud dictum Regem Catholicum ſua officia interponet. Elapſo autem hoc Quadrimeſtri, ſi deinde memoratam Pacem, armis manuteneri neceſſitas exigeret, teneatur quidem ad hoc dictus Elector; ſed non alter, niſi prævio & concluſo Tractatu inter Regem Catholicum & Electorem de modo & rationibus conſervandæ dictæ Pacis.

VIII. Curet Elector, ut Sereniffimus Rex Daniæ, Domus Brunſwicenſis, Haſſo-Caſſellana, alique huic Fœderi proxime accedant.

IX. Concluſa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæſaræ Regiæque Majestatis, & Serenitatis ſuæ Electoralis, Plenipotentiarios, vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a ſuis Principalibus ipſi conſefforum & reciproce commutatorum, ſub Ratihabitione Sæ Cæſaræ Regiæque Majestatis, & Serenitatis ſuæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra ſpatium quinque Hebdomadarum, a data hujus computandarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præſens hoc Inſtrumentum a prænomiſſis Dominis Plenipotentiariis ſubſignatum & Sigillis munitum eſt. Actum Berolini die 23. Junii Anno Domini milleſimo ſexteſcentiſimo, ſeptuageſimo ſecundo.

JOANNES Baro DE GOESSEN.

(L.S.)

JOHANNES GEORGIUS Princeps ANHAL-
TINUS. (L.S.)Ratificatio Cæſaræ Viennæ data die 13.
Julii 1672.

NOs LEOPOLDUS (Titulus.) Notam facimus univerſis ac ſingulis, quorum ſcires interelli, agnoſcimusque pro nobis, Hæredibus ac Succefforibus noſtris; Quod cum nobis a Sereniffimo Frederico Wilhelmo, Marchione Brandenburgici (Titul.) Sacri Rom. Imperii Archi-Camerario, Principe Electore, & conſanguineo noſtro Chariffimo, mediante ejusdem ad nos bis ablegato Illuſtriſſimo Joanne Georgio Principe Anhaltino, Comite Aſcaniæ, & Domino in Bernburg, conſanguineo & Principe noſtro Chariffimo, certum quoddam Fœdus pro modernarum rerum exigentia & circumſtantiarum qualitate propoſitum, eoque domum reſerſo, inter noſtrum ibidem reſidentem Miniſtrum & Ablegatum, Generoſum Conſiliarium noſtrum Imperialem Aulicum, Sacriſque Imperii fidem dilectum Joannem Liberum Baronem de Goëſſen, & memorati Sereniffimi Principis Electoris Brandenburgici ad hoc deputatum, ſufficienti utrinque Mandato inſtructos, & extraditis mutui & reciproci Plenipotentiis, utriusque noſtrum nomine, die 23. Junii anno 1672. in ſequentem modum initum & concluſum ſit:

Sequitur inſertio Fœderis. Item inſertio Plenipotentiarii utriusque Partis.

Cumque ſimil etiam conveniret, ut ejusdem initii & concluſi Fœderis Ratihabito à nobis & à prædicti Sereniffimi Electoris Brandenburgici dilectione intra terminum quinque Hebdomadarum, à die ſubſcriptionis ſequi & utrinque commutari debeat. Nos huic Conventioni ſatiſfacientes, idem Fœdus initum & concluſum, per omnia & ſingula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus, veluti hiſce pro nobis, Hæredibus ac Succefforibus noſtris, verbo noſtro Cæſaræo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes inſuper, nos omnia ac ſingula in præſato Fœdere contenta, quantum quidem nos concernunt, Divinâ aspirante gratiâ, bonâ fide præſtituros & adimple-
turos,

ANNO 1672. taros, omñique ratione impedituros, ne a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri iussimus. Dabantur in Civitate nostra Viennæ die 13. mensis Julii, anno 1672. Regnorum nostrorum &c.

LXXXVII.

28. Juin. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & la Ville & le Royaume de TUNIS, fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majesté au Levant.*
[FREDER. LEONARD. Tom. V.]

PREMIEREMENT que dorénavant à compter du jour de la signature des presens Articles, il y aura cessation d'Armes & de toute hostilité tant de l'une que de l'autre part. Il y aura une bonne intelligence, amitié & Paix ferme, & stable entre les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne & les Illustres & Magnifiques Seigneurs, Pacha, Divan, Dey, & Beys, & Peuples dudit Royaume, & qu'en contemplation de cette Paix, leurs Vaisseaux, Galleres, Barques, & autres Bâtimens navigeront en toute liberté tant sur Mer que sur Terre, les Subjects de l'une & de l'autre part ne se feront aucun acte d'hostilité, au contraire s'entre aideront & se serviront les uns les autres sans se procurer aucun dommage, ainsi se donneront toute aide & confort & pareillement tous les Subjects de l'une & l'autre Nation pourront négocier dans toute l'étendue tant du Royaume de France que de celui de Navarre, & celui de Tunis en toute liberté, dans lesquels Royaumes ils seront traités avec le témoignage d'une vraie & sincère amitié.

II. Que tous les Esclaves (1) François détenus dans la Ville de Tunis & étendus d'icelui Royaume pris sous la Bannière de France comme aussi tous les Janissaires & Mores dudit Royaume pris par les Vaisseaux du Roi depuis la rupture de la Paix, de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront dès à présent mis en toute liberté.

III. Que tous les Vaisseaux tant d'une part que d'autre se trouvant en Mer ou dans quelques Ports & Rades, après avoir déployé leur Pavillon & s'être reconnus pourront continuer leur route sans qu'il leur soit donné aucun empêchement; Mais d'autant que ceux d'Alger, Tripoly, Sallé, & autres endroits de Barbarie portent même Pavillon que ceux de Tunis, pour prévenir tous les accidens qui en pourroient naître, il est arrêté que les Vaisseaux de Tunis après la susdite reconnaissance, & que leurs Equipages se feront montrés sur le Tillac pour se reconnoître, pourront envoyer un Homme ou deux dans leurs Batteaux outre ceux qui seront nécessaires pour la conduite d'iceux, à bord des Vaisseaux de S. M. T. C. pour s'assurer s'ils sont François, y entrer si bon leur semble, & faire apparoir par un Certificat du Consul résident à Tunis qu'ils sont dudit Royaume, à l'exhibition duquel, les Commandans desdits Vaisseaux de S. M. leur laisseront continuer leur route en toute liberté. Sans qu'il soit fait aucun tort ni dommage à leurs personnes, soit Marchands, Mariniers, Soldats, & Passagers, de quelque Nation & condition qu'ils puissent être sans les visiter ni rechercher d'aucune manière, ce qui s'observera semblablement par les Vaisseaux dudit Tunis, à l'égard des Vaisseaux de S. M. T. C. & de ses Sujets, qui seront obligés de faire apparoir un Passeport de l'Admiral de France, qui se renouvellera toutes les années, hormis pour les voyages du Levant & de longues courtes. Et en cas que par malheur ils eussent perdu leur Passeport ils seront amenés à Tunis & en France pour être mis en sequestre entre les mains du Consul jusques à ce qu'il en ait été justifié.

IV. En cas que quelques Vaisseaux, Barques, & autres Bâtimens Marchands de Tunis, fussent rencontrés en Mer par les Vaisseaux de Guerre ou autres Bâtimens de S. M. & que par mégarde ils fussent contraints de combattre & qu'en fuire ils fussent forcés & pris, venans à être reconnus être dudit Royaume de

Tunis ils ne seront nullement réputés être de bonne ANNO 1672. prise, au contraire ils seront restitués avec leurs Equipages & Passagers, & toute leur Marchandise & effets de quelque nature qu'ils puissent être. Ce qui se pratiquera & observera de point en point par les Vaisseaux de Tunis, à l'égard des Vaisseaux & autres Bâtimens des Sujets de Sa Majesté.

V. Quand les Vaisseaux de Guerre & autres de Sa Majesté se rendront aux Ports & Havres de Tunis avec des prises, ils les pourront vendre, excepté celles faites sur les Turcs, sans qu'il leur puisse être fait aucun empêchement quel qu'il puisse être par ceux du Païs, & ne seront obligés d'en paier que les Droits ordinaires & accoutumés. Et en cas que lesdits Vaisseaux aient besoin de Victuaille & autres choses nécessaires ils pourront les acheter librement au prix ordinaire du Marché du Païs, & n'en paieront aucun Droit à aucun Officier, & le même sera observé en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet de Sa Majesté Marchand ou Passagers ou de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, se trouvant dans un des Ports ou Havres de Tunis, aura la liberté de demeurer dans son Vaisseau, d'en sortir, aller en Terre; & en revenir, sans en pouvoir être empêché; ce qui sera permis à ceux dudit Royaume de Tunis quand ils seront dans les Ports de Sa Majesté Tres-Christienne.

VII. Que si par cas survient quelque Gallere, Vaisseau, Barques, & autres Bâtimens de Sa Majesté vinssent à être attaqués ou combattus par ceux d'Alger, Tripolli, Sallé, ou autres de leurs Ennemis, dans les Ports du Royaume de Tunis, ou ailleurs, les Commandans des Places seront obligés de leur donner refuge dans leurs Ports, & seront tenus d'envoyer de leurs Gens dans un ou plusieurs Batteaux pour y apporter du remède, & les défendre autant qu'il leur sera possible. Ce qui sera de même observé en faveur de ceux de Tunis dans les Ports de Sa Majesté Tres-Christienne.

VIII. Que tous les Vaisseaux Marchands & autres Bâtimens Subjects de S. M. qui se rendront à Tunis & dépendances dudit Royaume pour y vendre leurs Marchandises, le pourront faire en toute sécurité & liberté en païant seulement les Droits ordinaires d'entree, & à l'égard de celles qui ne se vendront point ils les pourront transporter dans leur bord, sans que pour ce ils puissent être obligés de paier aucuns Droits pour icelles.

IX. Que les Vaisseaux tant de Guerre, Galleres, Marchand ou autres Bâtimens appartenans au Roi T. C. ou à ses Sujets, pourront venir à tel Port, Rade, ou Havres des dépendances dudit Royaume de Tunis, tel que bon leur semblera pour se radoubier, caréner, sparer & y faire de l'eau, & y prendre des rafraichissemens, sans qu'il leur en puisse être fait refus, ni pour ce exiger aucuns Droits avec precaution, néanmoins à l'égard des Gall. qu'elles seront obligées avant que d'entrer dans lesdites Ports d'envoyer un Caique en Terre, advertir les Commandans des Forteresses d'iceux de leur intention, lequel Caique & son Equipage restera pour otage, pendant que le Batteau desdites Forteresses ira reconnoître lesdites Galleres & apprendre leur intention.

X. Que les Vaisseaux, Galleres & autres Bâtimens de Sa Majesté & de ses Sujets qui par malheur pourroient faire naufrage dans les Ports, Rades ou Costes dudit Royaume de Tunis & ses dépendances; ne pourront être réputés de bonne prise ni leurs effets pillés; ni leurs Hommes de quelque qualité ou Nation qu'ils soient, Marchands, ou Passagers, être réputés Esclaves, au contraire, que les Gouverneurs des Forteresses, des Villes & Ports, & Peuples dudit Royaume de Tunis & ses dépendances feront leur possible pour leur donner aide & secours afin de sauver leurs personnes, Bâtimens, & Marchandises, sans que les Seigneurs Pacha, Divan & Dei puissent rien prétendre ni y contrevenir, & le même sera observé en France à l'égard des Vaisseaux dudit Royaume de Tunis, en cas qu'il leur arrive pareille disgrâce.

XI. Qu'il sera permis à ceux de Tunis de nollifier de gré à gré les Bâtimens François qui seront dans leurs Ports, & en cas que le Consul se soit rendu caution par Acte signé de sa main, ledit Consul sera responsable & non autrement étant pour leur service; & non par violence comme il arrive.

XII. Que si quelque Vaisseau ou autre Bâtiment de Tripolli, Alger, Sallé, ou de quelq'autre part que ce puisse

(1) Plusieurs Esclaves qui leurs Patrons avoient envoyé à la Campagne, & le nombre est marqué par un rôle séparé.

ANNO
1672.

puisse être amène dans Tunis, ou autre part de sa dépendance quelque Vaisseau ou autre Bâtiment appartenant aux Sujets de Sa Majesté, il ne leur sera permis de vendre dans ledits Ports aucuns Matelots, ni Passagers pris sur lesdits Bâtiments, mais seulement les Marchandises. Ce qui sera observé en France à l'égard de ceux dudit Royaume de Tunis.

XXIII. Que désormais aucuns Vaisseaux de Guerre, Gallere ou autres Bâtiments dudit Royaume de Tunis ne pourront faire aucuns François Esclaves ni autres non pas même les Chevaliers de Croix embarquez aiant Passports, sous la Bannière de France; & qu'ils ne pourront non plus faire Esclaves les François Passagers sous les Bannières Etrangères de quelque Nation qu'elles soient: mais quant aux François Canoniers, Soldats & Matelots seront faits Esclaves, & pourront être rachetez separement ou ensemblement pour 150. Piastrs chacun, pourvu qu'ils n'aient pas été pris sur des Vaisseaux de Guerre Ennemis de ceux de Tunis auxquels on ne pretend rien. Ce qui sera pareillement observé en France à leur égard.

XIV. Que dorénavant tous les Sujets du Royaume de Tunis seront libres en France & de quelque Lieu qu'ils puissent être apportez ou amenez, ne seront tenus pour Esclaves ni achetez, ni vendus; & si d'aventure il s'en rencontroit quelq'un, à la premiere requisiion il sera rendu & mis en liberté avec toutes ses hardes & effets restituez. Comme pareillement il en sera usé dans toute l'étendue du Royaume de Tunis à l'égard des François.

XV. Que le Consul François resident à Tunis y sera honoré & respecté, & y aura la prééminence sur tous les autres Consuls, & continuera d'avoir dans sa Maison un lieu auquel lui & les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne puisse exercer librement leur Religion, sans que personne leur puisse faire aucun tort ni empêchement, ni dire aucune injure par paroles ou vote de fait. Et pourra ledit Sieur Consul avoir & entretenir chez lui un Prêtre tel que bon lui semblera pour servir sa Chapelle, sans que le Pacha, Dei & Divan l'en puisse empêcher.

XVI. Arrivant changement de Consul François par établissement d'un nouveau par Sa Majesté; lesdits Seigneurs, Pacha, Divan & Dei n'y pourront apporter aucun obstacle, ni empêchement sous quelque pretexte que ce puisse être, & le Consul qui sortira s'en pourra aller librement en payant ses Dettes: & dorénavant les Consuls François avec participation toutefois du Seigneur Dei pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois en trois mois selon la Coutume ordinaire du Divan, ce qui lui sera accordé sans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui négocieront dans Tunis & l'étendue dudit Royaume, reconnoîtront le Consul des François, & lui paieront les Droits accoutumés du Consulat sans difficulté, excepté la Nation Angloise qui a à présent un Consul dans Tunis, & même les Grecs de la domination Ottomane, au cas qu'ils aient besoin dudit Consul pour leurs Expéditions.

XVIII. Que les Etoffes, Viçualles & autres Denrées que le Consul François fera venir pour son usage ou pour faire présents, ne paieront aucun Droit ni Impôt non plus que ce qu'il pourra acheter sur les Lieux pour la provision de sa Maison.

XIX. Que désormais tous les Biens des Sujets de Sa Majesté qui demeureront dans Tunis, ou dans l'étendue du Royaume ne pourront en cas de Dette, absence ou méfait être saisis & mis en sequestre par qui que ce soit de Tunis: au contraire demeureront en main du Consul François, même que les Sujets de Sa Majesté auront libéré de se retirer en France, ou ailleurs ou bon leur semblera, avec leurs Femmes, Enfants, Domestiques, Biens & effets généralement quelconques, sans qu'il leur soit fait aucun empêchement.

XX. Que le Consul François, ni aucuns Sujets de S. M. T. C. ne sera tenu des Dettes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation quel qu'il puisse être, ni y pourra être emprisonné, ni la Maison du Consul scellée, & qu'aucun témoignage sera reçu contre aucun d'eux ni ne pourront être actionnez, à moins qu'au préalable ils n'y fussent obligez par Acte signé de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de Sa Majesté frappe ou maltraite un Turc, ou More, on pourra en faire la justice s'il est pris, mais en cas

qu'il se salue dans la Maison du Consul on ne pourra s'en prendre audit Consul ni à aucuns des Sujets de Sa Majesté.

XXII. Que nul Sujet de Sa Majesté pour les différends qui leur surviendront ne seront soumis à aucun autre jugement qu'à celui du Seigneur Dei, & non à celui du Divan ni du Cadi.

XXIII. Que pour ce qui regardera les différends que les Sujets de Sa Majesté auront entre eux, en particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui négocient sous la protection du Consul François ils ne seront tenus les décider pardevant autres que ledit Consul auquel seul en appartiendra la connoissance.

XXIV. Que si quelque Marchand François ou autre étant sous la protection du Consul François vient à mourir dans l'étendue dudit Royaume de Tunis, les facultez qui se trouveront lui appartenir en cas qu'il reste seront remises au pouvoir de celui qui aura été nommé par lui son Exécuteur Testamentaire pour en tenir compte à leurs Heritiers ou autres en faveur desquels on auroit disposé, mais en cas qu'il vint à deceder sans faire Testament, pour lors le Consul François se saisira de leurs Biens & facultez pour en tenir compte à leurs Heritiers, sans que qui que ce soit dans le Royaume de Tunis en puisse prendre connoissance. Mais seulement s'il leur étoit due quelque chose; la Dette bien vérifiée, sera ladite Dette prise sur les effets du defunt.

XXV. Que tous les François Habitans en Pais Etranger & mariez seront eniez Etrangers; & que les Etrangers Habitans & mariez en France seront en revanche eniez & reputes François.

XXVI. En cas que quelque Vaisseau de Guerre, Gallere, Marchand ou autre Bâtiment appartenant à Sa Majesté ou à ses Sujets vissent par quelque infortune à eschouer en quelque Isle ou Place inhabitée, & que par hasard il vint à passer un Vaisseau ou autre Bâtiment de Tunis; ils seront obligés de les aller secourir même prendre leurs Gens, Robbes & Marchandises: lesquelles ils consigneroient es mains du Consul François de Tunis, sans qu'ils puissent porter ou vendre ailleurs. Le même s'observera par les Vaisseaux de France à l'égard de ceux de Tunis.

XXVII. Que tous les Esclaves qui se trouveront dans le Royaume de Tunis, lesquels après leur captivité deviendront Sujets de Sa Majesté par la Conquête de leur Patrie, seront délivrés à la requisiion du Consul François, moyennant la Somme qu'ils auront été vendus au Marché ou Cazat à l'encherne, & que ceux qui n'auront point été vendus, payeront la Somme de 150. Piastrs, comme a été d'ordinaire usé, & étant devenus Sujets de Sa Majesté jouiront des mêmes prerogatives.

XXVIII. En même tems que ces Articles seront signez & confirmez tous les dommages & déprédations qui auront été faites ou souffertes de part & d'autre, avant qu'on ait pris connoissance de la présente Paix, seront incontinent réparés, & d'iceux donné réciproquement une pleine & entiere satisfaction; même tout ce qui se trouvera encor en nature, rendu & restitué. C'est pourquoi & pour prevenir tous inconveniens on advertira de ceci en toute diligence les Commandans des deux Parties.

XXIX. Il est arrêté aussi qu'en attendant l'entiere restitution des Esclaves de part & d'autre; On les traitera avec toute sorte de douceur & d'humanité, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun mauvais traitement & dommage.

XXX. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne sera loisible à aucune des Parties de rompre la Paix jusqu'à ce qu'on ait refusé la Justice. Et le Consul en aiant eu des plaintes sera obligé d'en écrire en France & de faire apparoir de la diligence.

XXXI. Que le Consul de la Nation Française resident à Tunis en cas qu'il arrive quelque différent quel qu'il puisse être qui fasse une rupture de Paix entre les deux Parties; Le Consul aura la liberté entiere de se retirer quand bon lui semblera, & que lors qu'il partira il lui sera loisible d'emmener avec lui sa famille & Domestiques & même deux Esclaves à son choix sans qu'il lui en puisse être fait aucun empêchement; & pour ce faire pourra aller & venir librement sur les Vaisseaux ou autres Bâtiments qui seront es Ports, même aller à la campagne ou ailleurs aussi sans qu'il lui puisse être fait aucun empêchement. Signé à l'Original, Le Marquis de MARTEL.

LXXXVIII.

ANNO
1672.

ANNO
1672.

LXXXVIII.

ANGLI-
TERRÆ ET
ALGER.

Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & le Royaume d'ALGER. Fait en 1672. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 176.]

I. Sit Pax firma inter Partes in æternum duratura.

II. Liberum sit Majestati suæ Regiæ, vel ejusdem Subditorum, Navibus in Algirensis & earum Ditioni subjectos Portus, & Fortalitia intrare, emereque & vendere, dammodò confuetas Gabellas, pro singulis centenis decem solvant.

III. Tàm Anglicanæ quam Algirensis Naves omnino liberissimè, sine visitatione ulla, ab una aut altera Parte, cum omnibus hominibus cuiuscuque Nationis etiam illi sunt, qui in iis cum bonis suis, pecuniis, & Mercimoniis vehunt, Maria peragere, sine impedimento ullo poterunt.

IV. Quod si Algirensis in Mari aliqua Navigia Mercatoria, quæ ad Regiam suam Majestatem non pertineant, obviam habebunt, mittent ad eam scapham cum hominibus duobus, & si Navis illa Literas Salvi Conductus ab Archithalasso expeditas, exhibebit, aut si tales Capitaneus exhibere hand poterit, major pars verò Sociorum Navalium Anglicana fuerit, illam liberè & sine impedimento commercii sinant. Quod & similiter ratione Navium Algirensium obtinebit.

V. Capitanei Algirenses nullam ex Navibus Anglicanis personam abducant, aut iis vim inferant, sub quocunque id fieri queat prætextu.

VI. Quod si circa Ora Maritima Algirensis, Naves quædam naufragium patientur, in iis contenta bona prædæ non cedent, nec homines servituti mancipentur, quin potius omnia humanitatis officia iis præstentur.

VII. Algirenses Saleensibus contra Anglos minimè assident.

VIII. Algirenses in facie Tangiensium prædæ Navium non inhiant.

IX. Piratis Tripoletanis, Tunetanis, & Saleensibus rās hand sit, captas Anglorum Naves Algiri vendere.

X. Regiæ suæ Majestatis celocibus integrum esto, prædæ suas Algiri vendere, atque pro indigentia ordinarium prædatorum Navium, commercium variasque alias res necessarias cœmere.

XI. Si forte aliquæ Naves Anglicanæ Algirim appulerint, & de adventu suo Gubernatorem certiores reddiderint, poterunt quidem Mancipia Christiana cuncta diligenter custodiri, quando verò aliqua semet subduxerint & ad Anglicanam quampiam Navim confugerint, libera illa erunt, nec satisfactio ratione illorum exigetur.

XII. Mancipia Anglicana eodem, quo vendita sunt, pretio redimuntur.

XIII. Quotiens aliquis Anglus Algiri morietur, ejusdem bonis manus nequaquam injiciuntur, sed Consul relinquuntur.

XIV. Nec Consul Anglicanus nec alii Mercatores cogentur, aliorum debita solvere, nisi semet ad hoc obligaverint.

XV. Quod si quibusdam Anglis invicem iis quampiam intercedet, nemo alius quam Consul, si verò cum Algirensi rem habeant, Divan illorum controversiam dirimat.

XVI. Si Anglus maleficium committet, duriori penâ quam Turca hand afficietur. Si verò fugâ elabatur, ejus nomine nec Consul, nec alius quispiam Anglus molestetur.

XVII. Liberum sit Consuli Anglicano seligere sibi ipsi interpretem, assigneturque ei locus in quo sacra sua peragat libertateque Religionis fruatur.

XVIII. Consuli & Mercatoribus integrum sit, tàm Pacis quam Belli temporibus Merces suas transportare.

XIX. Nullus Anglorum, hic aut illic locorum, etiamsi in Navi Hostili deprehendatur, molestia ulla afficietur.

XX. Statim atque Articuli hi subscripti fuerint, omnia damna ab una aut altera Parte illata, resarciuntur, & captæ res restituntur. Quod si in posterum aliquid in Pacem hanc committetur, nihilominus Bellum

TOM. VII. PART. I.

propterea non suscipietur, priusquam satisfactio desuper denegetur. Et in casu redemptionis Mancipiorum Anglicorum, Summa duodecim Imperialium (Pistacorum) de pecunia, quæ consueto modo in redemptione illorum solvenda erit, subtrahatur.

ANNO
1672.

LXXXIX.

Demandes & Conditions, sous lesquelles Louis XIV. Roi de France consentiront de faire la Paix avec les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. [Traduction François du Mercur. Hollandois de 1672. pag. 258.]

FRANCE
ET LES
PROVIN-
CES U-
NIES.

I. Que les Ordonnances faites ci-devant par les Etats Generaux, tant pour defendre les vins & eaux de vie de France dans les Provinces-Unies, que pour mettre de nouvelles charges sur les Marchandises & Manufactures de France, seront revoquées: Que dans 3. mois on fera un Traité de Commerce entre Sa Majesté & lesdits Etats, dans lequel sera aussi compris un Règlement pour les Compagnies Orientales & Occidentales tant de France que de Hollande.

II. Qu'à l'avenir il y aura par toutes lesdites Provinces-Unies, non seulement une liberté entière, mais aussi un exercice public de la Religion Cathol. Apost. Romaine; tellement qu'en tous les Lieux où il y aura plus d'un Temple, on en donnera un aux Catholiques: Qu'il leur sera aussi permis d'en bâtir un aux Lieux, où il n'y en aura point, & que jusqu'à ce qu'il soit bâti, ils pourront célébrer le Service Divin publiquement dans les Maisons, qu'ils auront achetées ou louées pour cet effet. Qu'il sera accordé par lesdits Etats Generaux, ou par chaque Province en particulier, un Appointement raisonnable à un Curé ou Prêtre en chacune desdites Eglises sur les Biens, qui ont autrefois appartenu à l'Eglise, ou autrement.

III. Et parce que les Deputés desdits Etats Generaux, qui ont été envoyés à Sa Majesté l'ont priée particulièrement, qu'il luy plût par une Paix de laisser le Corps des Provinces-Unies, au même état, qu'il a été jusqu'à présent, & que pour donner quelque échange à Sa Majesté pour les Conquêtes, dont il a plu à Dieu de benir la Justice de ses Armes, au lieu des Provinces, Villes & Places que Sa Majesté a déjà occupées ils offroient de luy ceder d'autres Pais, Villes & Places, qui ont été cedées par l'Espagne auxdits Etats, tant en Flandres qu'en Brabant; Sa Majesté quoy que déjà Maîtresse de trois Provinces entières, du nombre des sept Provinces-Unies, comme aussi de quelques Places & Postes en Hollande, a bien voulu, pour conserver lesdites 7. Provinces en leur première Union, faire rendre ce qui a été occupé par ses Armes dans lesdites Provinces, excepté ce qui sera ci-après déclaré, & sur les conditions suivantes.

IV. Que lesdits Etats cederont generalement à Sa Majesté toutes les Provinces, Villes & Places, qu'ils ont tant en Flandres qu'en Brabant, & qui leur ont été cedées par l'Espagne, excepté seulement l'Ecluse, & l'Isle de Cadan.

V. Cederont aussi lesdits Etats à Sa Majesté la Ville de Nimegue, avec ses appartenances & dependances, le Fort de Knodsenbourg, celui de Skin, & toute la partie de la Province de Gueldres, située par deçà le Rhin, au regard de la France, comme aussi toute l'Isle de Bommel, l'Isle & Fort de Voorne, le Fort de Saint André & Château de Louvesteyn, avec le Fort de Creve-cœur.

VI. Cederont pareillement lesdits Etats de Sa Majesté la Ville de Grave, avec ses appartenances & dependances, & luy feront donner en propriété la Ville & Comté de Meurs, pour en disposer à son bon plaisir; à condition que lesdits Etats rendront indemné le Prince d'Orange pour ladite Comté & autres Places, Villes & Pais appartenants audit Prince qui auront été cedés à Sa Majesté.

VII. Que lesdits Etats cederont à Sa Majesté le même Droit qu'ils auroient en, ou qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places que Sa Majesté a occupées sur lesdits Etats dans l'Empire: Qu'ils feront

D d

aussi

ANNO
1672.

aussi une pareille Cession en faveur du Prince & Comte de la Frise Orientale, de tous les Droits qu'ils pourroient avoir ou prétendre sur les Places qu'ils occupent dans son Pais, à savoir sur la Ville d'Emden, le Fort de Leer-Oort & Dylor, d'où ils tiroient leurs Garnisons.

VIII. Qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté d'aller & venir de tous les Pais, Villes & Places, qui lui auront été cédés, dans tous les Pais desdits Etats Généraux, tant par Mer que par Terre, & sur toutes Eaux & Rivières, sans qu'ils soient sujets au payement d'aucun Droit ou imposition, ni visite de leurs Marchandises ou Bagage, Munitions de Guerre, ou Vives.

IX. S'obligeront lesdits Etats de faire restituer à l'Ordre & Religion de Maître les Commanderies, qui se trouveront appartenir audit Ordre dans lesdites Provinces-Unies.

X. Promettront lesdits Etats de faire rendre au Comte de Bentheim ses Enfants, qui ont été retenus par la Comtesse de Bentheim sa Femme sous l'autorité & protection desdits Etats, non-obstant les instances par lui faites plusieurs fois, qu'il a fait appuyer des recommandations de l'Empereur & de Sa Majesté tres-Christienne afin d'obtenir ladite restitution.

XI. Promettront aussi lesdits Etats de rendre indemné Sa Majesté des dépenses excessives, qu'elle a été obligée de faire pour cette Guerre, & de lui faire payer dans le temps qui sera stipulé, la Somme de 20. Millions; moyennant quoy Sa Majesté leur quittera les 3. Millions qu'ils lui devoient payer, suivant le prêt à eux fait en l'an 1671. par le Pere de Sa Majesté de glorieuse Mémoire, comme aussi les intérêts qu'ils lui devoient depuis ladite Année 1671.

XII. Qu'en reconnaissance de la Paix, que Sa Majesté veut bien accorder auxdits Etats, lors qu'elle pouvoit étendre plus avant ses Conquêtes dans leur Pais, lesdits Etats lui feront présenter tous les ans par une Ambassade extraordinaire, à certain jour prefix, une Medaille d'Or, pesant un Marc, laquelle contiendra qu'ils tiennent de Sa Majesté la conservation de la même liberté que les Roys ses Predecesseurs ont aidé à lui acquérir.

XIII. Que quoy que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, après lesquels Sa Majesté ne pretend plus y être obligée, elle donne néanmoins à entendre par la présente, que quoy qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auroient toutefois aucune force, & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Treves, que le Roi d'Angleterre, à son égard, ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

Et afin que Sa Majesté puisse faire voir par le choix de plus d'une condition, avec quelle franchise elle a bien voulu proposer ausdits Etats Généraux plusieurs moyens, pour parvenir à la Paix qu'ils lui ont demandée, & ne pas étendre aussi loin qu'elle peut les prétentions qu'elle pourroit fonder avec raison sur la force de ses Armes, & la continuation de ses Victoires, Sadite Majesté declare que sans se tenir précisément aux offres qui lui ont été faites par lesdits Etats Généraux, comme aussi aux conditions qu'ils lui avoient demandées par forme d'alternative, elle se verra bien contenter en retenant toutes les Conquêtes qu'elle possède maintenant, comme aussi celles, qu'elle pourroit faire encore à l'avenir, jusqu'à ce que lesdits Etats aient accepté les conditions présentes, à savoir toute la Province & Duché de Gueldres appartenant aux Etats, le Pais d'Utrecht, Comté de Zutphen, toutes les Villes, Places & Forteresses qui sont situées dans lesdites Provinces, leurs Appartenances & Dependances, sans exception, la Souveraineté des Provinces, Pais, Villes & Places conquises par Sa Majesté jusqu'à ce tems-là, lesdites Appartenances & Dependances demeurant à l'avenir perpétuellement & à jamais à Sa Majesté.

Que pour pouvoir mettre en état lesdites Conquêtes, Pais, Villes & Places cédées à Sa Majesté, afin de pouvoir être d'autant plus appuyées par les assistances, qui leur pourroient venir du Royaume, lesdits Etats remettront en toute Souveraineté les Villes de Maltrecht & Wijck, comme aussi ce qu'ils possèdent dans les Pais d'Outre Meuse, Dalem, Fauquemont

& Bois-le-Duc, avec ladite Ville & Mayerie de Bois-le-Duc, Appartenances & Dependances, & le Fort Crevecoeur.

Et afin que le Traité puisse servir sur ces dernières conditions, non seulement pour rétablir l'ancienne Amitié & Alliance entre Sa Majesté & lesdits Etats, mais aussi pour procurer le repos & la tranquillité de l'Empire, que Sa Majesté comme Garandeur & Conservateur des Traités de Westphalie, prend particulièrement à cœur, Sa Majesté veut bien promettre de renoncer, après la Paix faite, en faveur des Princes de l'Empire, à tout le Droit que ses Armes lui auroient donné sur les Places, qu'elle a occupées par lesdits Etats, dans les Terres de l'Empire, Sa Majesté se réservant seulement la liberté d'en ruiner les fortifications.

Mais d'autant que Sa Majesté veut contribuer d'elle même à rétablir les Princes de l'Empire dans la possession des Villes & Places qui leur appartiennent, elle a bien voulu procurer que lesdits Etats Généraux fussent fortir leurs Garnisons des Villes & Places, qu'ils peuvent encore avoir dans ledit Empire, à savoir de la Ville d'Emden, le Fort de Leer-oort & Yler-Schans, lesquels seront délivrés entre les mains du Prince & Comte de la Frise Orientale, avec tous les Droits, qui lui peuvent appartenir pour raison de ladite Comté. Et afin que la communication nécessaire entre la France & la Ville de Maltrecht, qui seroit cédée à Sa Majesté, ne puisse donner à l'avenir sujet à aucune contestation, il seroit stipulé de part & d'autre, qu'on tacheroit d'établir avec l'Electorat de Cologne, comme Prince & Evêque de Liege, un passage libre par le Pais de Liege, pour les Troupes de Sa Majesté, des Frontières de France jusqu'au dit Maltrecht, à condition de ne prendre lesdits passages que sous bon payement, sans qu'ils pussent être à la charge du Pais.

Demeureront en outre en leur entier tous les Articles mentionnés dans le Memoire precedent, mêmes celui de la Cession de la Ville & Comté de Meurs, excepté seulement ceux qui concernent la Cession d'autres Pais & Places, qui seroit faite par lesdits Etats à Sa Majesté.

XC.

Demandes & Conditions sous lesquelles CHARLES II. Roi d'Angleterre consentiroit de faire la Paix avec les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. [Traduction François du Mercure Hollandois de 1672. pag. 265.]

I. LE Roi d'Angleterre entend que les Hollandois lui cedent l'honneur du Pavillon, sans aucune contradiction, voire même que leurs Flottes entières abaissent le Pavillon, & abattent le mats de hune pour un seul Navire Anglois portant le Pavillon de Sa Majesté, dans toute la Mer Britannique, jusque sur les Côtes de Hollande.

II. La permission libre une année entiere à tous les Anglois, qui sont demeurés dans la Colonie de Surinam, d'en pouvoir sortir quand il leur plaira avec tous leurs Biens, de quelque nature qu'ils puissent être, suivant le Traité de Breda.

III. Bannissement perpetuel hors de tous les Pais des Provinces-Unies, de tous les Sujets du Roi, qui ont été déclarés coupables du Crime de Lèse-Majesté, ensemble de tous autres, qui seront denotés par Sa Majesté d'avoir fait des Libelles séditieux, ou autrement conspiré contre le repos & la tranquillité de ses Royaumes.

IV. Remboursement à Sa Majesté des frais de la Guerre, jusqu'à un Million de Livres Sterling, dont 400000. seront payés dans le mois d'Octobre, & le reste à 100000. Sterlins par an.

V. Payement annuel de 10000. Livres Sterling à perpetuité, pour la permission que le Roi donnera de pouvoir pêcher des Harans sur les Côtes d'Angleterre, Ecosse & Irlande.

VI. Le Prince d'Orange d'à présent, & ses Descendants, posséderont la Souveraineté des Provinces-Unies; excepté ce qui écherra en partage aux 2. Rois & à leurs Alliés; ou à tout le moins jouiront des Digni-

ANNO
1672.ANGL-
TERRE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

ANNO Dignités de Gouverneur & Amiral Général à perpétuité, en la manière la plus avantageuse que les Princes precedents leur ont possédées.

1672.

VII. Que dans 3. mois après la Paix faite il se fera un Traité de Commerce, tant pour le Reiglement du Commerce des Indes, suivant les demandes faites par ci-devant, comme aussi pour l'avantage des Sujets de Sa Majesté dans leur Negoce, allant, venant, ou habités en quelque Pais appartenant ausdits Etats, & avec les mêmes conditions avantageuses, qui sont accordées aux Nations les plus favorisées.

VIII. L'Isle de Waicheren, la Ville & Château de l'Ecluse, avec leurs dependances, l'Isle de Cafant, celle de Goerde, & l'Isle de Voorne, seront mises entre les mains de Sa Majesté, par manière de caution, pour l'exécution des conditions mentionnées ci-dessus.

IX. Quoi que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, après lesquels Sa Majesté n'entend plus y être obligée, elle declare neantmoins precisement, que quoi qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutefois aucune force, & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Trêves, que le Roi Tres-Christien à son égard ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

XCI.

5. Juill. Capitulation der Ritterschaft von Ober-Isel / mit Christoph Bernbard / Bischoff zu Münster. Worin dieselbe besagten Bischoff vor ihre Landts-Fürst. Obrigkeit erkennen / und demselben sich unterwerffen / wie auch bey demselben immerdar zu verbleiben verspricht. Dahingegen Ihro von jencm das öffentl. Exercitium der Reformirten Religion zugelassen / dieselbe und derselben Städte undt Jnnwohner zuschützen verheissen wirdt / und zu vermeidung aller ferneren uneinigkeiten einige Rätze sowohl aus der Ritterschaft als denen Städten erwehlet und die Heimbter und Dignitäten ohne unterschied der Religion zu vergeben beschloffen wirdt. Gechehen in dem Haupt-Quartier in dem Hauß Scheren vor Comvorden den 5. July 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 222.]

C'est-à-dire,

Capitulation de la Noblesse d'OVER-ISSEL avec CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster, par laquelle ladite Noblesse se soumet à lui, & le reconnoit pour son Prince Territorial, en échange dequoy il leur accorde l'Exercice de la Religion Reformée, & promet de les y maintenir; il consent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Noblesse que des Villes soient choisis, pour regler avec eux les Points restés incertains; & il declare qu'il admettra indistinctement les personnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maison Scheren le 5. Juillet 1672.

On Gottes Gnaden Wir Christoph Bernbard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corven / Burggraff zu Gronberg / des H. Römischen Reichs Fürst und Herr zu Bortelo etc. Thun fund und zu wissen / trafft dieses. Nachdem durch die Gnade des Allerschöpffen / unsrer wider den Staates Vereinigten landes ererbschen Bischoff also besagnt sind / daß Wir neben andern Besagungen und Verleihen / auch die Herrschaft von Ober-Isel unter unsere Vormundschaft gebracht haben / und gleichwie die dazü gehörige Städte / bey Erhebung derselben / von uns einen gewissen Accord erhalten haben; So ist es auch / daß die damahls bey einander gewesene Ritterschaft uns durch Ihre Deputierten unterthänig fürgetragen und zu-

TOM. VII. PART. II

versuchen gegeben haben / auff was Weise sie bey gegenwärtiger Zeit von den übrigen Provinzen / welche Ihnen aus Krafft der Verabhandlung hien bestien sollten / verlassen worden; und weiln nun auch dieselben Provinzen mehrtheils unter fremdden Gewalt sind / die Verabhandlung getrieben; und sie sämtlich nicht mehr daran verbunden sind; sondern / bey besagten alle und jede / ungesandt und uns besondrer / hienit verwilligt renuntieren / und sich davon für sich selbst / ihre Nachkommen und gantze Posterität / zu ewigen Zeiten absondern / und dabeshen zu unsrer mehrer Versicherung / das durch unsrer gerechte Raths bar an erhaltenes Recht / und unsrer land. Fürstliche Hohe Obrigkeit / und was davon dependirt / freywillig erkennen / und derselben sich nachmalis unterthänig unterwerffen wollen / und sich von nun an zu ewigen Zeiten / durch nichts / es mag Nahmen haben wie es wolle / zum Abfall bewegen zu lassen / sondern sind getreulich / also ihren landts-Fürsten und Herrn / Gut und Blut aufzugeben. Dabero wir / in gnädigster Betrachtung derselben unterthänigster Begehung / und unterwerfung / auch des zuvor gemeldten und hieburch ermornten Rechts / so wir in Gnaden auff- und annehmen / aus Fürstlicher Milde und Güte sind bewegt worden; doch ohne Nachtheil und Verminderung unsrer Hohe landts-Fürstlichen Obrigkeit und Rechts / und mit Unsicherheit sowohl derjenigen / welche sich noch bisher absondren / als derjenigen / die sich in unsrer Güte demselben gegenwärtig aufhalten: Als haben wir unsrer obbenannten Fürstliche Ober-Isel / folgende Gnade und Privilegien / für uns und unsrer Nachfolger / krafft landts-Fürstlicher Macht / und zur Erhaltung des gemeinen Wohlfarth / Ruhe und Ehrbarkeit / mittheilen wollen.

Nämlich: Daß allen und jeden Jnnwohnern die Gewissen's Freiheit in der alten Catholischen und Reformirten Religion, und derselben öffentlichen Übung soll zugelassen werden; Jedem Ende soll es auch den Reformirten so wenig an nöthigen Schulen / als den Predigern an gebühlichem Unterhalt ermangeln. So dennoch wegen der Kirchen einiger Streit sich erzeigen möcht; alsdann sollen die Unterthanen zu Erhaltung der guten Einigkeit / und zu beiderseits Vergnügen / sich untereinander in der Güte darüber vergleichen; solten aber die Unterthanen darüber nicht eins werden können / alsdann wollen wir solche Zeit und Stunde darzu ernennen und verordnen / daß die Reformirte und Catholische ihren Geschwern sich in den Kirchen vereinigen mögen. Und wie wir nun / krafft gegenwärtiger landts-Fürstlicher Schuldigkeit / mehrertheils unsrer Fürstliche Ober-Isel / und derselben Städte und Jnnwohner / nach allem Verstand / wider alten Gewalt bestimmen / und alle notwendige Mittel deswegen verordnen müssen; Also wollen wir uns auch sorgfältig angelegen seyn lassen / die Verwaltung der Gerechtigkeit dermassen einzurichten / damit einem jeden Recht wiederfahren / und alles dasjenige / welches hieher die Summaquelle so vielfältiger Uneinigkeiten und Eeten gewesen / wodurch die Autorität der Gerechtigkeit zum Eigen-Nutzen und Ungeachtet zu verbrauchet worden / möge gänzlich aus dem Mittel geräumt werden. Deswegen wir denn einen Kanzler / nach unserm gnädigsten Gefallen / neben acht Rätzen / dazü fünf aus der Ritterschaft / und drey aus den Städten / theils Catholisch / theils Reformirte / wollen ernennen / und einen Secretarium dazü ernennen lassen / vor welchen die aus der Ritterschaft und aus den Städten Gerichtlich erscheinen / und die Appellationen der Untergerichte erörtert und entschieden werden sollen. Zu dem Landtage wollen wir niemand vom Tod befreien oder zulassen / es were dann / daß seine Provinzen und land / woselbst die Ritterschaft und landts-Stand sind / zu demselben befragen worden / und soll Niemand auff's neue zugelassen werden; er habe denn und besähe eigenthümlich einen Adelichen Sitz und Güter / welche zum wenigsten 2000. Gulden wehr sind. Und sollen die zum landts-Tage gehörige Belehren / wie auch der Secretarius / die Ritterschaft mit derselben Schreiben und einen Hülfs-Hülfer / alsdann in den Städten / oder auff dem lande / von allen persönlichen Schatzungen / ins besondere auch von der Inquartierung der Soldaten frey und exempt seyn. Auf gleiche Weise / soll ein ieder zum Landtage gehöriger Edelmann / Vater und Sohn / für eine Verlohn gerechnet werden / soll ein Adeliches Gut / woselbst er zum Landtage befragen wirdt / zum wenigsten 14. Malter an Sämen / und wosoll sich-Beide befragen / welche er frey und ohne die geringste Beschränkung gebrauchen und auch in Ansehung derselben / bey der gewöhnlichen hergebrachten Freiheit verbleiben. Es soll auch ein ieder zum Landtage beschreibender Edelmann / jährlich 100. Gulden zu gemessen haben: Zu welchem Ende wir der Ritterschaft 3000. Reichsthaler eins für allen zugelegt / welche wir aus den eingewilligten Schatzungen wollen heben lassen; und soll diese zugelegte Summa zu obbenannter landts-Tage Kosten / und zur Unterhaltung der Bedienten / auch nöthig fürfallenden künften / und zu den gemeinen landts-Diensten verbraucht werden; Was aber die gemeine landts-Mittel und Einkommen betrifft / wollen wir es bey der Gewohnheit beruhen lassen / wie dieselbe von der vorigen Regierung eingeführt und geübt worden ist / auch Sorge tragen / damit derselben kein Abbruch geschehen / sondern durch gute Ordnung und Verwaltung wegen erhalten werden. Die Heimbter und Bedienten wollen wir den comparativen den Belehren und Jnnwohnern dieser landtschaft / ohne Unterschied der Religion / geben / und nach deracht / daß begeret von dieser Dignität / Niemand von unsern übrigen Unterthanen /

D d 2

ANNO

1672:

ANNO der sich darat qualificiren kan/directe noch indirecte soll außge-
1672. sprochen und übersehen werden.

Enschloß wolten Wir auch nicht verheben/sondern vielmehr be-
stehen/ damit die verordnete Land- & Steden wegen beuhlet/
und einem jeden sein Recht widerfahren möge. Zur Irt und ba-
den Wir dieses mit unsern Fürstlichen Pfirschaft und Siegel be-
kräftiget. So geschehen in unserm Haupt- Quartier/ auff dem
Hause Schuren vor Gworden/ den 5. Jul. 1672.

Und gleichwie Wir unterschriebene aus der Ritterschaft/ als
gewollmächtigte Deputirte/ Hochgemelter Seiner Fürstlichen Gn-
hieren verfaßte Erklärung/ in Unterhängigkeit völlig anneh-
men/ und demselben darfür unserlichen Dank sagen: Also wol-
ten Wir dieses mit unterschreiben und versiegeln/ sind auch erbo-
dig/ und verpflichten uns hiemit darzu/ auff Begeh/ aller und ieder
unser Principalen Hand und Siegel zu leisten. So geschehen an
Ort und Zeit wie oben gemeldet.

XCII.

16. Juill. *Traité d'une étroite Réunion d'Intérêts entre*
LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES
II. Roi d'Angleterre contre les Etats Généraux
des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par
laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni
Paix ni Trêve que d'un commun Accord. Fait
au Camp de Hesfurick le 16. Juillet 1672. [Ti-
ré de la Registre d'Etat de la Chancelerie
de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

LES succès si favorables dont il a plu à Dieu de be-
nir autant par Mer que par Terre les justes Armes
que les Rois de France & de la Grande Bretagne se
sont vus obligés de prendre contre les Etats Généraux
des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, ayant porté lesdits
Etats à envoyer en même tems des Deputés vers l'un
& l'autre des deux Rois pour leur faire des Proposi-
tions de Paix, & savoir à quelles équitables conditions
ils la leur voudroient accorder. Leurs Majestés T. C.
& de la Grande Bretagne touchés l'un & l'autre d'une
même affection pour la tranquillité publique, & préte-
rant par ce motif si digne également de bons & de
Grands Princes, une Paix honorable, à une Guerre
dont les commencemens si heureux ne promettent pas
une suite moins glorieuse, ne se seroient pas éloignés
d'entendre les propositions qui leur seroient faites par
lesdits Etats; mais comme l'amitié si étroite qui est
entre leursdites Majestés, autant que les liens du Traité
qui les ont unis dans cette entreprise, ne leur donne
qu'un même esprit dans les Résolutions qu'ils peuvent
prendre, ou de finir la Guerre, ou de la continuer,
ils se seroient aussitôt communiqué les Deputations
qui leur auroient été faites par lesdits Etats, afin de
convenir par un commun Concert, de la manière d'en
admettre, & d'en régler les Propositions. Et parce
que dans une rencontre de cette importance; le Roi de
la Grande Bretagne a jugé qu'il étoit du bien de l'aff-
faire de faire connoître au plutôt ses sentimens à Sa
Majesté Très-Christienne, & de s'instruire sembla-
blement de ceux de Sa Majesté, par des personnes
en qui il eut une entière confiance, il a nommé à cet
effet ses Ambassadeurs extraordinaires, par son Plein-
pouvoir du 21. Juin de la présente année, le Sieur
Duc de Buckingham son Grand Ecuier, le Sieur
Comte d'Arlington, son premier Secrétaire d'Etat, &
le Sieur Vicomte de Halifax de son Conseil privé, &
par un semblable Plein-pouvoir du 22. dudit mois de
Juin, le Sr. Duc de Montmouth; lesquels après avoir
exposé à Sa Majesté T. C. la sincère & constante af-
fection du Roi leur Maître, pour demeurer unis dans
leurs premières raisons, & avoir trouvé dans Sa Ma-
jesté T. C. une non moins forte disposition, de ne se-
parer point leurs Intérêts dans le Traité de Paix qui se
pourroit faire, sont convenus des Articles suivans,
avec le Sr. Marquis de Louvois, Commandeur, Chancelier,
Grand Maître, & Surintendant Général des Postes de
France, Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens;
& le Sr. Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne,
Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, aussi Secré-
taire d'Etat, & de ses Commandemens, nommés
Commissaires & Plenipotentiaires en cette affaire par
Sadite Majesté, & semblablement munis de son Plein-
pouvoir.

Bien que la Foi des deux Rois soit telle qu'après les

paroles qu'ils se sont données par leur Traité du 12. ANNO
février de ne faire ni Paix, ni Trêves avec les Etats 1672.
Généraux sans le consentement réciproque de leurs
Majestés, & sans que leur satisfaction y soit pleine-
ment établie, néanmoins afin qu'il ne reste aucune es-
perance à leurs Ennemis communs, quelque mal fon-
dée qu'elle pût être, de les séparer d'intérêt, ils s'en-
gagent de nouveau par ce présent Article de n'écouter
aucune Proposition de Paix sans se la communiquer
aussitôt, de n'entrer dans aucune, qui leur pourroit
être faite séparément pour leurs avantages, & de n'ac-
cepter aucune satisfaction, que l'autre des deux Rois
ne soit pleinement content de celle qui lui aura été
donnée.

II. Pour cela lesdits Rois promettent de convenir
ensemble des Conditions sous lesquelles ils vou-
droient bien conclure une Paix, qui leur fut à l'un &
à l'autre sûre & honorable, & de ne vouloir donner
les mains à aucun Accommodement avec lesdits Etats
Généraux que lesdites conditions ne leur aient été
accordées.

III. Et afin que le Concert d'amitié, de liaison, &
d'Intérêt mutuel, puisse être non seulement confirmé
par les présents Articles, mais ne puisse être ignoré
des susdits Etats Généraux, leurs susdites Majestés
donneront l'ordre nécessaire, pour faire connoître aux
Deputés desdits Etats après d'eux, ou par telle autre
voye qu'ils jugeront plus publique, que leurs Intérêts
comme leur satisfaction ne peuvent être séparés; &
confirment lesdits deux Rois par le présent Traité,
tout celui qui a déjà été arrêté & signé entr'eux le
12. Février de la présente année, qu'ils promettent
de nouveau, d'observer & de maintenir en tous ses
points.

Et ont promis lesdits Srs. Commissaires de Sa Ma-
jesté T. C. d'une part, & lesdits Ambassadeurs ex-
traordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne de
l'autre, en vertu de leurs Plein-pouvoirs, de faire
agréer, & ratifier par les Rois leurs Maîtres, les pre-
sents Articles, & d'en fournir respectivement les Rati-
fications dans un mois. Fait & arrêté au Camp de He-
furick le 16. Juillet 1672.

Et ont signé les présents
Articles, le Sr. Duc de
Buckingham, le S. Comte
d'Arlington, & le S. Vi-
comte d'Halifax Ambassa-
deurs Extraordinaires de Sa
Majesté de la Grande Bre-
tagne en vertu de leur Plein-
pouvoir ci-dessous transcrits
du 2. Juin de la présente
année.

Et ont signé les présents
Articles, le Sieur Marquis
de Louvois & le Sr. de
Pomponne Commissaires de
Sa Majesté Très-Christienne
en vertu de leur Plein-pou-
voir ci-dessous transcrits.

BUCKINGHAM.
(L. S.)

LE TELLIER.
(L. S.)

ARLINGTON.
(L. S.)

ARNAUD.
(L. S.)

HALIFAX.
(L. S.)

Et a pareillement signé lesdits Articles le Sr. Duc
de Montmouth, aussi Ambassadeur Extraordi-
naire de Sa Majesté de la Grande Bretagne, en
vertu de son Plein-pouvoir du 22. du mois de
Juin, aussi ci-dessus transcrits.

MONTMOUTH.
(L. S.)

XCIII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD & 25. Juill.
les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. L'EMPE-
Fait à la Haye le 25. Juillet 1672. [BRE- REUR ET
WER. Traité Histor. & Polit. part. VI. pag. LES PRO-
57.] VINCIA- UNIES.

Cum Sua Majestas Caesarea, à Provinciis Uniti Bel-
gii, & Ordinibus earum Generalibus instanter re-
quiritur

ANNO
1672.

quinta fuerit, ut *Pacis Clivensis* An. 1666. conclusa. Garantiam vigore Declarationis Suae Caesareae, eodem anno extradidit, praestare, & eam, aut eos, qui contra fecerint, ad seculum rationis & observantiam dictae Pacis redigere velit, simul infisterint, ne liceat Statibus Imperii contra illos Bellum gerere, maxime cum pro Pacis Westphalicæ Confortibus ab Imperio fuerint denominati, hinc inter ambas Partes sequenti modo conventum est.

I. Quod Caesarea Majestas ad manutendam Pacem Clivensem, & procurandam, ne quid contrarium Paci Westphalicæ aut Constitutionibus Imperii suscipiatur, cum *Electore Brandenburgico* conjunctura sit exercitum, quinque Equitum, & septem Pedum militibus constantem, sufficienti apparatu tormentario, aliisque necessariis instructum. Cumque athenemoratæ Caesarea Majestas instanter requisita fuerit, ut condicium Militum numerum ad fines hos facilius & fecundius consequendos augere vellet, saltem ad alia duodecim millia, declarat, hisce quod ultra dicta prima duodecim millia, non-tantum jam alia quatuor millia cum dictis Copiis Electoris Brandenburgici sit conjunctura, sed & imposterum operam datura, si status & securitas Regnorum & Provinciarum Hæreditariam permittat aut patiat, ut adhuc plura millia ad complendum numerum integrorum viginti quatuor millium submitti possint.

II. Econtra verò Federati Provinciarum Unitarum Ordines in sublevationem ejus oneris persolvent pro prædicto Exercitu viginti quatuor Militum millia recensente, menstruatim quadraginta quinque millia Imperialium, in hunc scilicet modum: si Sua Caesarea Majestas cum *Electore Brandenburgico* sua ex parte, viginti quatuor Militum millia conjunxerit, quod promissa menstrua quadraginta quinque millia Imperialium eidem integrè solvantur: si vero numerus submittendorum Caesareorum Militum foret minor, detrahasor tantum de dictis quadraginta quinque mille Imperialibus mensuris, quantum proportio deficientis, & ad viginti quatuor Militum millia non ascendens numeri demonstrat, & per consequens pro illis sedecim Militum millibus, quæ Sua Caesarea Majestas, cum dicto *Electore Brandenburgico* conjungit, dependantur à Statibus unitis, non quidem integra quadraginta quinque Imperialium millia, sed tantum solvantur triginta Imperialium millia, augenda ut dictum, vel minuenda proportionaliter, secundum numerum Copiarum Caesarearum, ad cujus summæ rationem vel deductionem numerari coramant Amstelodami vel Hamburgi Summam ducentorum millium Imperialium pro prædicto Exercitu, quam primum Sua Majestas illum cum *Electore Brandenburgico* conjunxerit, cum reliquis mensuris quantis durantiis his motibus debito tempore continuantur.

III. Econtra promittunt Provincie Unitæ, & memorati Ordines Generales, quod & ipsi cum Exercitu Imperatoris, & dicti Electoris, si super hoc requisiti fuerint, arma sua & Exercitum constantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Pedum conjungere, & ad dictos fines usque ad finem Belli operari, nec Pacem sine Consensu, & Electoris consensu facere velint.

IV. Quod si sequeretur Pax inter illos, cum quibus jam Bellum gerunt Ordines, includatur in illa Cæsar & Elector aliique Federati: inferatur vero dictæ *Pacificati*oni, ut ejusdem Garantiam liceat præstare Cæsari, & Principibus Imperii. Et si deinde Pace dicto modo subsecuta, post finitum hoc Bellum inter Serenissimum Regem Gallie, & sapè factos Generales Ordines, aliqui Principes aut Status Imperii aliique Reges & Potestates suam Caesarem Majestatem aut memoratos Ordines Generales Bello aggrediantur, Sua Caesarea Majestas & Uniti Belgii Ordines intra bimestre à die requisitionis in auxilium Bello petiti mittent aut mittent quatuor Equitum, & octo Pedum millia usque dum Pax fuerit restituta, vel loco præfati auxilii Militum summam pecuniæ eidem auxilio proportionatam, menstruatim persolvendam in loco à partibus designando, in quarum arbitrio permanebit, an pro parte vel in totum pecuniæ habere malint vel Militem: ea tamen conditione, ut Pars, cui suppetiæ mittentur, pro sublevatione oneris Partii suppetiæ mittenti quadraginta quinque thalerorum Imperialium millia menstruatim numeret.

V. In arbitrio tam Suae Majestatis Caesareæ, quam Federati Belgii Ordinum, quibus vigore quidem hujus Tractatus suppetiæ mittentur, manebit, dictas suppetiæ in totum aut pro parte non exigere, unaquæque item

partium, quæ suppetiæ accipiendas non putaverit, à præstatione pecuniæ alioquin solvende immunis erit: neutra etiam Partium *suspensionem armorum* cum Holle communi panger, nisi conjunctim, & consensu tam Suae Majestatis Caesareæ, quam præfatorum Ordinum: casu autem emergente, quo Negociatio Pacis aut *Induciarum* seu Treugarum introducenda videbitur, neutra Partium absque alterius communicatione eam Negociationem incipiet, procurabitque unaquæque alteri eo ipso tempore, quo tibi facultatem, Salvos Conductus, & securitatem necessariam mittendi Plenipotentiarios suos ad locum Tractatus destinatum, facietque altera alteram, & utriusque Ministri se invicem successive & quovis tempore participes omnium eorum, quæ ibidem proponuntur, agentur & tractabuntur, nec ad conclusionem Pacis aut Induciarum seu Treugarum, alterutra procedet, quam alteram in Pacis conditionibus contrahendo, includendo & ipsi quantum possibile erit satisfactionem procurando, simul & stipulando idem, quod sibi jus, ac easdem Immunitates, Exemptiones & Prærogativas, nisi postmodum inter ipsos alteri convenierit.

VI. Neutra Partium poterit cum aliis Regibus, aut Principibus, durante hoc Fœdere ullum Tractatum inire, qui præfati Conventioni repugnet, vel minimum quid deroget: si tamen alii Reges aut Principes huc accedere desiderent, id fiet ex communi Suae Caesareæ Majestatis, & Federatorum Ordinum consilio & consensu.

VII. Hoc Fœdus defensivum ad decem annorum spatium durabit, si tamen Sua Majestas Caesarea illud ad plures annos extendere voluerit; hoc ipsi autem rationem liberum erit, & promittit infra scripti Suae Majestatis Ministri, & Ordinum Federatorum Belgii Deputati, vigore Mandatorum invicem exhibitorum, suam Majestatem Caesarem & Federatos Belgii Ordines ea quæ supra scripta sunt bona fide adimplenturos & executioni mandatos, omnia nihilominus suo rationabilione Suae Majestatis Caesareæ & dictorum Ordinum Federatorum Belgii, quam sese exhibebunt intra spatium duorum mensium aut citius si fieri possit, pollicentur. Actum Hagæ-Comitis 25. mensis Julii 1672.

(L.S.) B. DE ISOLA: (L.S.) STARVENISSE.
(L.S.) GRAMPRICHT. (L.S.) ISBR, von Nierfhen.
Hornken.

Declaratio (1) & Explicatio Articulatorum tertii & quarti Fœderis inter Augustissimum LEOPOLDUM Imperatorem, & Dominos Ordines FEDERATI BELGII Generales initii. Facta & conventa Hagæ-Comitum die 22. Septembris 1672. Cum RATIFICATIONE Caesarea Dat. Viennæ die 17. Octobris 1672. [Copie Manuscripte.]

Cum Article tertio Tractatus inter Sacra Caesareæ Majestatis Ministros, & Ordinum Federati Belgii Deputatos hodie conclusi conventum sit, altememoratos Ordines pro Exercitu ibidem & Articulis antecessentibus expresso aut proportionabiliter, numerari curaturos Amstelodami vel Hamburgi summam ducentorum Imperialium millium, quàmprimùm Sua Majestas Caesarea illum cum Exercitu Brandeburgico conjunxerit, & cum reliquis mensuris quantis, durantiis his motibus, debito tempore continuaturos.

Præfati Deputati Ordinum declaraverunt, altememoratos Ordines omnem operam quidem adhibebunt, ut quod in sublevationem oneris dicti Exercitus aut proportionabiliter menstruatim secundum Tractatum promissum est, persolvatur.

Cum verò prævidant pro hoc terum statu id Ordini Generalibus difficillimum fore, expressè testati sunt, sinegram corandem intentionem esse, id, quod præfati pecu-

(1) On ne s'autoit dire positivement d'où l'on tient cette Copie. Mais on devoit en connoître l'écriture, & si l'on ne s'y nep'end point elle vient de bonne main. Elle s'accorde aussi, à quelques mots près, qui ne font pas de conséquence, avec la Copie de *Bruxel*, qui se voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 199. La difficulté est de savoir quel est ce *Traité* *indéfini* auquel la Declaration se rapporte car d'un côté il sembleroit que ce soit le *Traité* du 25. Juillet 1672. & de l'autre la Date du 22. Septembre y répugne. Outre que la teneur du troisième Article de ce *Traité*, n'est pas telle qu'on l'indique. (Duv.)

* La teneur de l'Article III. est bien la même, mais il y a une faute da Copiste à laquelle M. Du Mont n'a pas pris garde. Le II. Art. doit commencer aux mots du I. Art. Comme altememorat Dec. & le III. doit commencer où commence ici le second.

ANNO
1672.

ANNO
1672.

pecunia persolvere non poterant, supplere per apochas & congruas obligationes Cæsareæ Majestati aut illis, qui pecuniam erogare parati sunt, consignandas, tam communi nomine, quam pro cujusque ratu in particulari scilicet Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandiæ, sub promissione usurarum, quæ aliis earundem Provinciarum Creditoribus solvantur, aut impossibilia solventur.

Obligationem præterea solvendæ pecuniæ, aut dandæ apocharum aut obligationum à die primo . . . oriri, ita tamen ut Copiæ Sæ Majestatis Cæsareæ unâ cum Brandenburgicis ad dictos fines, Articulo primo modò memorati Tractatus consequendos agere pergant, vel ad fines Imperii, aut ad Rhenum, vel Mosam, aut Visurgim, ad defensionem dictarum Pacificationum. Exercitum tenendo, aut si necessitas vel ratio Belli ejusmodi Exercitum in uno dictorum locorum tenere non exigeret, contra eos, qui Pacem Westphalicam aut Clivensem violatori sunt, prout modò memorata ratio Belli admittit, operando.

Cum etiam in dicto Articulo tertio comprehensum sit, Ordines & Provincias Unitas cum Exercitu Imperatoris & dicti Electoris arma sua & Exercitum constantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Pedum, si super hoc requisiti fuerint, conjungere, & ad dictos fines usque ad Belli finem operari, vel arma sua, si hoc magis conducere Imperatori & Electori videbitur, aliorum vertere teneantur; Conventionem hanc ita interpretandam Cæsari & Ordinibus placuit, ut huic operationi satisfactum intelligatur, si memorati Ordines dictas suas Copias ad factam requisitionem cum Cæsareis & Brandenburgicis post subsecutam & extraditam & permutatam Ratificationem conjunxerint, seu hostem vel hostes, illos scilicet, qui contra Pacem Westphalicam aut Clivensem acturi, aut ejusdem Guarentiam impedire sunt, infecturi, seu per diversiones, seu quovis alio modo, prout ratio Belli ex mutuo inter partes Consilio dicabit, operaturi erunt.

Sincerum præterea Articuli quarti intellectum esse, altermemoratos Ordines, Pacem sine Imperatoris & Electoris consensu non facturos, nisi modo & formâ, Articulo quinto dicti Tractatus expressis, id est, ut non solum in Pace ambe includantur, verum etiam illis omnium eorum, quæ post secutam hujus Fœderis Ratificationem ab hostibus vel hoste, illis scilicet, qui contra Pacem Westphalicam Imperatorem aggressi sunt, aut Pacem Clivensem violabunt, aut ejusdem Guarentiam impediunt, erepta ablatæque sunt, realis & actualis restitutio, nec non illis, quantum possibile est, satisfactio procuretur, nisi postmodum inter se ipsos aliter conveniant.

Nos infraſcripti Sæ Majestatis Cæsareæ Ministri præsentibus declaramus Tractatum hodie inter nos & Deputatos Ordinum Fœderati Belgii conclusum, non aliter obligaturum aut firmum fore, nisi sub Ratificatione supradictæ Declarationis, à Sæ Majestate Cæsareæ altermemoratis Ordinibus simul cum Ratificatione dicti Tractatus exhibendâ. Actum Hagæ-Comitis 22. Septembris 1672.

(L.S.)

B. DE LISOLA.

(L.S.)

KRAMFRICHT.

Sequitur (1) Ratificatio Cæsareæ super hac Declaratione. Datum Viennæ 17. Octobris 1672.
[Copie Manuscrite.]

NOS LEOPOLDUS (Titulus integer). Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro Nobis, Hæredibus, ac Successoribus nostris. Quod cum ratio præsentis temporis & Germaniæ tranquillitas poposcere, ut inter Nos ex

(1) Cette Copie vient de la même main que celle de la Déclaration, & ne se trouve ni dans les *Actes de Bruxelles*, ni dans la première Edition de ce Grand Recueil de Hollande, ni en aucun autre livre imprimé. Elle ne leve point la difficulté qui naît de la différence des Dates, & de la teneur de l'Article III. du traité principal indiqué & rapellé au commencement de la Déclaration. Au contraire elle l'augmente, par la mention expresse que l'Empereur y fait de ce Traité, sous Date du 25. Juillet. [Dum.]

unâ & Charissimos Amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex alterâ parte, pro mutuâ Provinciarum nostrarum defensione, & ad conservationem Pacis Westphaliæ, Aquisgranensis, Clivenisque Fœdus decessum iniretur: idque inter nostros & illorum ad hoc Deputatos, sufficienter utrique Mandato instructos, & ex traditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque nostrum nomine Hagæ-Comitis die 25. Julii 1672. initum & conclusum sit: ambabus verò Partibus placuerit, penes illud sequentem specialem Declarationem super dicto Tractatu conclusu, inter se condere & addere, quæ à memoratis Plenipotentiariis supradicto (2) eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. in sequentem modum conclusa est.

Sequitur Declaratio inferenda.

Cumque simul etiam convenierit, ut ejusdem Declarationis præmissæ ratihabitio à nobis & prædictis Generalibus Fœderati Belgii Statibus intra terminum duorum mensium à die subscriptionis, si fieri poterit, sequi & utrique commutari debeat; Nos huic Conventioni satisfaciens, eandem declarationem additam & conclusam, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus; Veluti hinc pro nobis Hæredibus ac Successoribus nostris, verbo nostro Cæsare approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes insuper, nos omnia & singula in præfata Declaratione contenta, quantum quidem nos concernunt, divini adspirante gratiâ, bona fide præstituros & adimplendos, ne à nostris, vel aliis ullo modo violentur. In ejus rei fidem hæc manu nostrâ subscriptas Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussumus. Dabantur Viennæ 17. Octobris 1672.

(2) NB. Qu'en cet endroit la Copie dont on se sert portoit supradicta eodem die & loco, in sequentem modum, inter se condere & addere, on y avoit marqué en marge, comme on le voit ici, eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. [Dum.]

XCIV.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Kay. Mayest. Leopoldo/ denen Hochwürdigsten Churfürsten/ Johann Philipp zu Maynz/ und Carln Caspam zu Trier/ Ihro Churfürstl. Durchl. Johann Georg zu Sachsen/ Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster und Marggraff Christian Ernst zu Brandenburg-Bayreuth/ zu Erhaltung eines jeden Dignität und Rechts/ sendet/ aber der Teutschen Freyheit/ und beständigen Genus des Westphälischen Friedens beschloffen. Geschehen auf dem Schloß Marienburg ob Würzburg den 10. Octobere 1672. [CHRIST. GASTELIUS, de Statu Publ. Europæ noviss. Cap. XXIII. pag. 766. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 430. & dans le Theatrum Europæum, Tom. XI. pag. 37. col. (10)]

C'est-à-dire,

Alliance Defensives entre LEOPOLD Empereur des Romains; JEAN PHILIPPE Electeur de Mayence; CHARLES GASPAR Electeur de Trèves; JEAN GEORGE Electeur de Saxe; CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster; & CHRISTIAN ERNEST Margrave de Brandebourg-Baireith, pour la conservation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour celle de la Liberté Germanique, & le main-

(1) Ces trois Exemplaires conviennent en tout, hors dans la Date, Celle de *Lunig* est absolument du 10. Janv. 1682. Celle de *Gastelius* de même Date dans l'imprimé & de l'an 1672. dans le Titre, & celle du *Theatrum Europæum* du 10. Oct. 1672. On suit cette dernière Date postérieurement aux autres, parce qu'elle convient seule au récit Historique de *Puffendorf*, de *Recht Gesh. Friedrichs Wilhelmis* Elect. Brand. Lib. XI. §. 44. pag. 791. [Dum.]

ANNO
1672.

ANNO
1672.

Abbruch dieses Recessus in alle wege mit gehörigen Fleiß und Eifer, so wol ins gemein bey gegenwärtigen Reichs- als absonderlich den Groß- Conventen allerorts nach Möglichkeit befördert werden. Wie denn in Kraft dieses Faches alte und neue Bundes-Verordnungen verordnet, daß sie in Erhaltung des Friedens mit allen Kräften daran seyn wollen, damit der Punctus Securitatis bey noch währendem Reichs- Convent vorgeschaltet und damit die ganze Reichs- Provisional-Verfassung würdlich eingerichtet werden möge. Auf dem Fall aber solche wider Desseßen verbindert werden sollte, so soll doch mehrs deswegener ein jeder zu der hierinnen vorgeschriebenen Bundes- Hülffe obliegen, und dieselbe unaufhaltlich zu leisten schuldig seyn.

Die Schatzkammer soll die Defensiv- Verbindlich von dato anrechnen so nach einander folgende Jahre ununterbrochen gehalten werden und bestehen, dabey dann in Allerhöchstdenckter Ihrer Majest. und der Concedirenden freyen Willen und Belieben bleiben, ob sie vor Ablauf solcher 10. Jahre diese Verbindlich weiter zu prorogiren/ gestalten/zeiten und entlassen nach nöthig finden werden.

Wenn nun schließlich mehr andere Chur- Fürsten und Stände des Reichs/ so seyen Catholisch oder Augspurgischer Confession/ in die particular- Defensions-Verfassung obgesetzter Laßen mit einreden wollen/ und sich bey jemand/ so in dieser Verfassung befragen/ darinn annehmen würden/ so soll es derselbe denen andern alsbald notificiren/ und solcher Chur- Fürst und Stand auch unverzüglich darinn eingenommen werden.

Mit Urtheil Ihrer Chur- Fürstl. Gn. zu Rannß eingegeben: Dieser Urtheil und fürgebrachten Chur- Fürstl. Secretis. So gescheh an Unserm Schlosse Marientburg ob Würzburg den 10. Januarii 1672.

JOHANN PHILIPP.
(L. S.)

XCIV.

18. Oct. *Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWSKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 18. Octobre, 1672. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 576.]*

TURQUIE
F. P.
L. ONE.

I. Tartaris illis, qui olim in Regno Poloniae habitabant, quos alias Lipce vocant, nunc vero ex eo discesserunt, & semet illusterrimae Portae Ottomanicae fugerunt, Uxorisque & Liberos suos adhuc in Polonia retinuerunt, liberum sit, eas & eos cum bonis & rebus suis omnibus, sine ullo praepedimento avocare; In reliquaerum autem, qui adhuc in Regno, ut & cum Uxoribus, Liberis, vel bonis & rebus, permanferunt, potestate esto, cum omnibus suis emigrare, aut illic subsistere.

II. Majestas sua Regia, Rex Poloniae, per Legatos suos, quotannis Portae Ottomanicae viginti duo mille Ducatorum mittet, initiumque ejus, post decursum Julianis Anni MDCLXXII. proximo MDCLXXIII. V. Novembriis, hoc est die S. Demetrii sacro, faciet, & hoc ipsum semper sequentibus temporibus & annis observet; hac tamen sub conditione, ut Sultanis Turcarum, vicinorum Poloniae Turcarum, Tartarorum, Cosacorum, & ceterorum Portae Subditorum Populorum, impetus & excursus cohibeat, & quoties ab iis Regno Poloniae damnum aliquod illatum fuerit, Regia Sua Majestas per Literas satisfactionem exigit, & si quando à Basilis Vicinis eandem consequi nequiverint, jam ipso annum illam, remunerationem illam mittere hanc tenore auctor.

III. Podolia secundum limites suos veteres Portae Ottomanicae reducta esto; & si forte lites & controversiae quondam de limitibus & terminis exoriantur, Consensu Dominorum à parte utraque Commisarii eligantur, qui in loco, ubi controversia existit, conveniant, & pro statu causae & iustitia eandem decident.

IV. Milites praedicti Poloni, qui in Podolia repellantur, uni cum omnibus hominibus, familiis, bonis, rebus mobilibus, & propriis armis exinde discedant, atque ex adverso Portae Ottomanicae occupata Castellata, Arces & loca in Russia cum omnibus suis hominibus & instructu Bellico, statim Regi Poloniae restituant, in Podolia vero omnes reditus describant, quae descriptione facta Nobilibus, qui illic in Podolia bonis & possessionibus dicti sunt, liberum erit in sedibus suis persistere, & quicquid à Subditis colligent, pro portione Regiae Suae Majestatis ad id deputatis Commisariis ex-

hibebant, retinendo reditus sufficientes. Dicti Nobiles cum liberis suis liberi mancant, nec de bonis suis, nisi iustus ex causis aut ob excessus & transgressiones, dejectentur. Decima liberorum nec à Nobilibus, nec ab eorum Subditis, uti nec ab aliis in Podolia existentibus Christianis illatenus, ad exemplum aliorum exigatur.

V. Unicuique liberum Religionis suae Exercitium permittetur, Templisque nullum damnum inferatur, nisi in Arcibus illis, in quibus Turcica Tempia inaedificentur.

VI. Omnibus & singulis utriusque sexus Cameneciae & aliis Podoliae in locis liberum relinquitur, si ita voluerint intra duorum mensium spatium, cum Uxoribus, Liberis & bonis, emigrare, Porta Ottomanica Saluum ipsis Conductum ad fines usque Regni Poloniae praestabit. Attamen Subditi illic manere obstricti sunt.

VII. Ukraina sive ulterior Podolia Cosacis secundum antiquiora instituta relinquitur, & si quaedam Controversia de limitibus suborietur; ea modo eodem, quo superius de Podolia conventum, componetur, Bialocerca (Album Fanum) ut & alia loca munita, ad Ukrainam pertinentia idem Cosacis restituentur, & quidem abductis exinde Militibus Praedictis, Militibus vero Praedictis cum omni instructu, bonis, & armis suis tuta & secunda via ad fines Poloniae usque concedetur, dummodo de quindecim ad Arcem Bialoceram pertinentibus tormentis nullum secum abducant.

VIII. Cosacis liberum esto ab Hanencko in pradia sua se conferre, sique nulla poena aut contumelia afficiantur; quamdiu & usquequo pacati vivant. Hanencko vero ipse haud revertetur.

IX. Reliqua vero & antiquiora Puncta inter Regnum Poloniae & Illustrissimam Portam Ottomanicam concordata, vigorem & vim suam obtineant omnimodam, praeterquam ea Puncta, quae per praesentia Pacta abrogata sunt.

XCVI.

Traité entre Louis XIV. Roi de France, & 10. Dec. JEAN FREDERIC de Brunswick & Lünebourg, Duc de Hanover, par lequel ledit Duc s'oblige de mettre sur pied au plutôt un Corps d'Armée de 10000. Hommes, pour la levée desquels Sa Majesté lui payera la moitié des frais, & lui donnera 30000. Ecus par mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le 10. Decembre 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

FRANCE
ET HANNOVER.

LE ROI aiant fait représenter à Monseigneur le Duc Jean Frederic de Brunswick & de Lünebourg, par Monsieur Verjus Envoyé extraordinaire de Sa Majesté, le soin & le desir extrême qu'a Sa Majesté, que parmi tous les troubles qu'elle voit à regret s'exercer en differens endroits, au moins la Paix generale de l'Empire établie si heureusement par les Traitez de Westphalie, puisse être conservée en son entier, & sur tout que la Liberté & les Droits des Princes d'Allemagne confirmés par les mêmes Traitez, ne souffrent aucune atteinte ni diminution par tous les mouvements qui pourroient arriver, pour laquelle fin Sa Majesté avoit déjà fait un Traité avec la Couronne de Suede, & étoit en termes d'en faire de semblables avec les Electeurs de Cologne, Baviere & Palatin, & avec les Princes de Neubourg, Baviere & Wirtemberg. Et Sa Majesté desirant aussi par l'affection qu'elle a toujours eu pour ledit Seigneur Duc, & par la connoissance qu'elle a de ses bonnes & droites intentions pour le repos de l'Allemagne, qu'il joigne ses inclinations & ses Armes à celles de Sa Majesté, pour obtenir une si bonne & heureuse fin, son Altesse considérant l'importance de l'affaire, & ne trouvant point de sujet de se separer en cela des intentions du Roi, qu'elle trouve si conformes à son devoir vers l'Empire, & aux Intérêts de l'Allemagne, a nommé les Sieurs de Grot & de Weiffendorff, ses Conseillers & Ministres d'Etat, pour traiter là-dessus avec ledit Sieur Verjus, qui leur aiant communiqué le Plein-pouvoir qu'il a pour cela de Sa Majesté, & ven celui qui leur a été donné pour cette fin par son Altesse, est convenu avec eux des Articles suivans.

I. Cette

ANNO
1672.

I. Cette Alliance n'est point pour offenser qui que ce puisse être, & se fait encore bien moins contre l'Empereur ou l'Empire, n'ayant au contraire pour unique but que la propre sûreté, conservation & défense de ceux qui aiant une même intention avec le Roi & son Altesse, viendroient à être offenzés & opprimez par d'autres qui voudroient sacrifier le repos public à leurs desistins & intérêts particuliers.

II. Conformement à quoi le Roi pour continuer de donner à tout le monde, & principalement à l'Empire, des marques du desir qu'il a d'y maintenir la Paix & la tranquillité, & pour montrer que rien ne le peut détourner de cette même passion de la conserver en toute manière, & qu'il redouble même pour cela ses soins dans les occasions où il pourroit y avoir quelque sujet d'apprehender qu'elle vint à être alterée, veut bien renouveler encore une fois à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & exposer aux yeux de tout le monde par un Memoire insinué à la Diette de Ratisbonne, les offres que Sa Majesté lui a fait faire continuellement de lui rendre en faisant la Paix avec les Hollandois, ou de remettre en main tierce de quelque Prince de l'Empire, les Places que la raison de la Guerre l'oblige de leur offrir dans le Duché de Cleves, de le faire jouir cependant des fruits & Revenus de la Jurisdiction entiere des mêmes Places, comme il en jouissoit du tems qu'elles étoient entre les mains des Hollandois, & de ne faire aucun acte d'hostilité dans le Pais dudit Electeur, ou de lui donner satisfaction convenable, si le contraire arrivoit; bien entendu que si Monsieur l'Electeur de Brandebourg ne veut point accepter ces conditions, le Roi ne sera pas tenu de lui accorder ensuite les mêmes avantages.

III. Sa Majesté declare encore, comme elle a tous-jours fait, qu'elle ne veut rien retenir de ses Conquêtes qui appartienne à quelque Prince ou Etat de l'Empire.

IV. Après des declarations si authentiques & de si grands engagemens, dont tout le monde doit être satisfait, si Monsieur l'Electeur de Brandebourg & ses Alliez, quels qu'ils puissent être, retirent leurs Troupes, en sorte qu'elles ne puissent plus donner d'ombrage & de jalousie au Roi, ni aucun soupçon qu'elles voulsussent le mesler de la Guerre d'Hollande, Sa Majesté en considération du repos de l'Empire, consent de ne se pas ressentir de ce qui s'est fait jusques à maintenant, & de retirer aussi ses Troupes hors des Terrés possédées de l'Empire, & elle sera en même tems & incessamment joint Monsieur l'Electeur de Brandebourg de ce qu'elle lui a offert touchant les Places & Pais en la maniere susdite.

V. Mais si quelqu'un ne se contente pas d'offrir si raisonnables, ledit Seigneur Duc pour prévenir que ses Etats ne soient plus exposez au bon plaisir d'autrui, & des insultes pareilles à ceux qu'ils ont déjà soufferts, & pour se mettre en état de defendre & de protéger plus puissamment ses Sujets contre la ruine dont ils seroient menacez par les marches & remarches continuelles des Troupes, & autres inconveniens insupportables d'une Guerre generale & universelle, même pour faire repaier les torts qu'il a déjà innocemment & injustement soufferts dans ses Pais, & pour contribuer de tout son pouvoir à obliger ceux qui voudroient alterer en aucune maniere le repos de l'Allemagne, à demeurer dans les termes des Traitez de Westphalie & des Constitutions de l'Empire, promet & s'oblige de faire au plutôt un Corps d'Armée de dix mil Hommes avec un Equipage d'Artillerie convenable, & toutes les autres choses nécessaires pour le mettre en Campagne, & le faire en agir dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, contre tous les Perturbateurs de la Paix & tranquillité de l'Empire.

VI. Pour faciliter ce dessein & cet armement, Sa Majesté promet de donner à son Altesse la moitié de la levée pour un Corps de dix mil Hommes, à raison de cinquante Ecus pour Cavalier, quarante pour Dragon & quatorze pour Fantassin, & Sa Majesté fournira pour cela en Lettres de Change sur Hambourg la Somme nécessaire, au même moment que les Ratifications s'echangeront de part & d'autre, ce qui sera dans le terme dont on conviendra ci-dessous.

VII. Sa Majesté donnera aussi à son Altesse trente mil Ecus par mois pour l'entretien de ces dix mil Hommes, outre & par-dessus les dix mil Ecus que le Roi paie déjà par mois à son Altesse.

VIII. Ce Subside commencera de courir un mois

TOM. VII. PART. I.

après que l'argent aura esté delivré pour la levée; & le paiement de cette Somme prenant alors son commencement, sera ensuite toujours continué de deux mois en deux mois par avance à Hambourg ou à Bremen, en Ducats d'or ou Risdals à la croix, & les Lettres de Change seront payables precisement dans le commencement du terme dont on est convenu, & si ledit Seigneur Duc peut en quelque rencontre s'accommoder d'argent à Francfort, ou à Cologne, ou à Paris même, il se souviendra d'en faire donner avis pour la facilité des paiements.

IX. Ledit Corps de dix mil Hommes sera composé de six mil Hommes de Pied, de trois mil Chevaux & mil Dragons effectifs, & à mettre en Campagne; & au cas que ledit Seigneur Duc ne levast pas le nombre entier desdites Troupes, il ne pourroit pretendre de S. M. l'argent de la levée & de l'entretien qu'à proportion de celles qu'il mettroit sur Pied, de mesme que si on trouvoit à propos du commun consentement de Sa Majesté & de son Altesse, d'augmenter ce Corps de quelques mil Hommes, les levés aussi bien que les subides, seront haussés à proportion du prix convenu par ce Traité.

X. Son Altesse ne sera obligée en nul cas; & quoi qu'il pût arriver, d'attaquer aucun Prince de sa Maison chez eux avec ledit Corps ni aucune autre de ses Troupes, & elle se réserve particulièrement de n'estre point engagée à leur faire la Guerre dans leurs Etats; quelque parti qu'ils pussent ou voulsussent prendre, & le Roi ne trouve pas mauvais qu'après ce Traité conclu, son Altesse donne part de cet Article aux Princes de sa Maison.

XI. En cas que pour la raison de Guerre, ou pour l'intérêt commun du Roi & dudit Seigneur Duc ou d'autres Princes Alliez, il fust trouvé bon d'un commun consentement de joindre ce Corps à quelques Armées desdits Princes Alliez, il n'obéira pourtant qu'à sadite Altesse & à ses Generaux.

XII. En cas que pour la mesme raison de Guerre, ou pour le mesme intérêt commun des Alliez, ainsi qu'il est porté ci-dessus, ce Corps fust obligé de se joindre à une des Armées du Roi, pour lors le General dudit Corps obéira au General de l'Armée du Roi, moiennant que le General de son Altesse conserve sur son Corps le commandement immediat entier pour le détail & pour l'exécution, & que les demarches & entreprises que les Armées jointes ensemble auront à faire, soient concertées par le General de l'Armée du Roi avec celui de son Altesse, ou tel qu'elle aura député pour cela, ait assisté & en susfrage.

XIII. En cas que son Altesse se trouvat en personne à la teste dudit Corps, lors qu'il se joindroit à une Armée du Roi, elle y auroit la mesme consideration & autorité, & le mesme Pouvoir que d'autres Princes Souverains ont eu en pareil cas, lors qu'ils se sont joints à une Armée de France avec un Corps d'Armée à eux.

XIV. Pour faciliter audit Seigneur Duc la levée dudit Corps, & afin qu'il puisse la faire avec plus de sûreté, le Roi contribuera de bon cœur les offices pour faire que Monsieur l'Electeur de Cologne consente qu'elles le fassent sous son nom, & que les premiers quartiers se prennent pour cette levée dans l'Evêché d'Hildesheim en paient exactement. Comme aussi Sa Majesté auprès de la Couronne de Suede, de Monsieur l'Electeur de Cologne, de Monsieur l'Evêque de Paderborn, de Monsieur le Duc de Neubourg pour en obtenir, que sadite Altesse puisse faire des levées dans leurs Etats.

XV. Afin mesme de maintenir toujours mieux les Traitez de Westphalie, & prevenir autant qu'il est possible que l'Empire ne retombe pas dans les malheurs de la Guerre passée, le Roi & S. A. s'obligent reciproquement tout de nouveau par cet Article expres, à la Garantie desdits Traitez, & à s'opposer mesme avec les Armes s'il en est besoin, à ceux qui voudroient y contrevenir durant le tems de ce Traité.

XVI. Ledit Seigneur Duc en particulier souhaitant d'exécuter, & d'entretenir exactement & fidellement lesdits Traitez de Westphalie, ne donnera pendant cette Alliance aucun secours de Troupes ni de Munitions de bouche ou de Guerre, ni aucun quartier, retraité ou passage aux Ennemis de Sa Majesté ou à leurs Adherans, & à ceux qui voudroient les assister, il emploiera même ses offices, ses soins, & tous les moyens les plus efficaces qui dependent de lui, pour faire que

E e

tous

ANNO
1672.

CORPS DIPLOMATIQUE

214

tous les Princes & Etats qui dependent de l'Empire, entretiennent toijours une bonne & parfaite intelligence avec Sa Majesté, suivant la teneur desdits Traitez de Westphalie.

XVII. En cas que Monsieur l'Electeur de Brandebourg, ou quelque autre puissance que ce pût être, ne voulost point se contenter des offres & conditions accordées par le Roi dans l'Article second de ce Traité, mais voulost au contraire continuer de porter la Guerre contre Sa Majesté & ses Alliez en faveur des Hollandois, au hazard de rejeter l'Empire dans les desordres & calamitez des premieres Guerres contre l'Intention desdits Traitez, & de causer à toute l'Allemagne la ruine que plusieurs Etats, & mesme ceux de son Altesse ont déjà depuis peu éprouvée, son Altesse s'engage d'agir contre ledit Electeur, ou autre Ennemi du Roi & de ses Alliez avec le susdit Corps d'Armée, jusqu'à ce que le repos soit rendu à l'Empire par la retraite de ceux qui ont ainsi entrepris de le troubler, & jusqu'à ce qu'on ait fait une bonne Paix à la satisfaction de Sa Majesté & de ses Alliez conjointement.

XVIII. Pour faire mieux voir à tout le monde la Justice & les sinceres intentions de ce Traité, on ne laissera pas de travailler à l'ouvrage de la Paix pendant la Guerre mesme, si ceux du parti contraire le souhaitent, Sa Majesté s'étant déclarée de ne vouloir de sa part refuser en aucun tems des propositions & conditions justes & raisonnables pour la Paix.

XIX. Cependant ni le Roi ni son Altesse ne feront ni Paix ni Treve, sans un commun consentement & sans une restitution entiere, quand la Paix se fera, de tout ce qui aura esté pris l'un sur l'autre des Alliez, & sans une reparation suffisante des dommages qu'ils auroient soufferts.

XX. En cas que ledit Seigneur Duc vint à être attaqué de qui que ce pût être par des forces plus grandes que les siennes, le Roi lui enverroit à ses depens le secours necessaire pour la deffense de ses Etats, & Sa Majesté promet de l'assister dans toutes les occasions où il seroit besoin, par toutes les voies qui seront jugées les plus convenables, & les plus promptes & efficaces; & d'autant que quasi tout ce Traité tourne à l'avantage des Alliez de Sa Majesté dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, elle promet de ne rien oublier pour faire enforte qu'en cas de besoin, ils donnent aussi audit Seigneur Duc toute l'assistance & tout le support qui sera possible, & pour cet effet ils fassent un Traité entre eux, sadite Altesse declarant de ne vouloir point être obligée à secourir ledits Alliez dans leurs Etats, avant que ledit Traité d'Assistance soit conclu.

XXI. Le Roi ne prendra point de Quartier, ou Quartiers d'Hiver dans les Etats de son Altesse sans son consentement exprès, & tout ce qui a été stipulé à cet égard, & à l'égard des passages dans le Traité de Neutralité fait avec Sa Majesté, le dixième Juillet 1671. sera exactement tenu & observé. Comme aussi sadite Altesse demeurera engagée à toutes les obligations qu'elle avoit contractées à l'égard du Roi par le mesme Traité.

XXII. Du moment que son Altesse sera entrée en Guerre, elle jouira de toutes les contributions qu'elle pourra tirer des Pais Ennemis voisins du sien.

XXIII. La presente Alliance durera jusqu'à la fin de cette Guerre, & jusqu'à ce que les troubles excités dans l'Empire, & les actes d'hostilité exercez contre les Alliez de Sa Majesté, soient apaisés & terminés par un Accommodement, du commun consentement de Sa Majesté & de ses Alliez.

XXIV. Et afin de donner plus de vigueur & de force à cette Alliance, ledit Seigneur Duc contribuera conjointement avec Sa Majesté de tout son possible à faire ajuster & conclure dans la forme dont on conviendra, l'Alliance proposée à Ratisbonne entre le Roi, la Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire: & de plus Sa Majesté s'engage de donner ordre à ses Ministres en Suede, qu'ils s'appliquent incessamment à faire contracter par leur moyen & leur entremise, une liaison particuliere d'amitié & intelligence entre sadite Couronne & Sadite Altesse, qui met pour une condition sans laquelle on ne peut pas faire ce Traité à cause de l'Alliance de Brunswick, que la Suede ou le Danemarck prenne le parti de France.

XXV. Sa Majesté promet aussi de faire agréer & ratifier le present Traité par le Roi d'Angleterre, & d'en fournir la Ratification, un mois ou six semaines après la sienne.

ANNO
1672. XXVI. Après cette Guerre finie, ledit Seigneur Duc promet de donner au Roi, si Sa Majesté le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons & deux mil Hommes de Pied des Troupes, qu'autrement il voudroit licencier ou donner à d'autres Princes.

XXVII. L'on consultera aussi alors ensemble pour faire un autre Traité pour la conservation de la même Paix qu'on aura concluë, & pour la plus grande seurété des Alliez de Sa Majesté, & des Couquelles qu'ils pourroient avoir fait en cette Guerre, ou des avantages qu'ils pourroient avoir acquis par le Traité de Paix.

Tous lesquels Points ou Articles ci-dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez & stipulez entre ledit Sieur Verjus, de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grott & Weisendorff, de la part dudit Seigneur Duc, lesquels en vertu de leurs Commissions & Pleins-pouvoirs, ont promis & promettent que tant Sa Majesté que son Altesse exécuteront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses Points & Articles en particulier, & qu'ils seront tous sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par Sa Majesté & sadite Altesse, & que les Lettres de Ratification en seront expédiées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un mois. En foi de quoi ledit Sieur Verjus, & lesdits Sieurs de Grott & Weisendorff ont signé le present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Hanover le 10. Decembre 1672.

XCVII.

Testament de JEAN CASIMIR Roi de Pologne, 12. & par lequel il institue ANNE DE GONZA- 13. Dec.
GUE, & de Cleves, Princesse Palatine pour son Heritiere & Legataire universelle. A Nevers le 12. & 13. Decembre 1672. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

A Ujoud'hui date des presentes, nous Notaires Royaux residents en la Ville de Nevers sousignés, ayant été mandés par très-Haut, très-Puissant & Serenissime Prince Jean Casimir Roi de Pologne & de Suede, Grand Duc de Lithuanie &c. Nous nous sommes transportés en l'Hôtel Abbaial de St. Martin dudit Nevers où il est logé presentement, où nous l'avons trouvé dans une Chambre qui a son aspect sur la Court d'icelui, en son lict malade, sain d'esprit & d'entendement, ainsi qu'il nous eût apparu, lequel nous a dit estre en volenté de faire son Testament, & ordonnance de dernière volenté, ce qu'il a fait de son bon gré, sans induction, suggestion, ni contrainte, en la forme & maniere qui ensuit.

Premierement a recommandé son Ame à Dieu, à la glorieuse Vierge Marie, & à tous les Saints & Saintes de Paradis, qu'il prie interceder pour lui envers Dieu. Veut & entend qu'après son decez, s'il arrive audit Nevers, laissant neantmoins la liberté à l'Execution de son present Testament ci-après nommée, de le faire faire au lieu où elle le désirera, se rapportant aussi à elle, pour ses Funerailles; declarant ledit Seigneur Roi qu'il a institué & institue par ces presentes, pour l'amour & singuliere affection qu'il porte à très-Haute, & très-Puissante Princesse, Madame Anne de Gonzagnes de Cleves, Princesse Palatine, & pour plusieurs autres considerations, sa seule & universelle Heritiere, de tous les Biens qui lui appartiennent, situés dans les Lieux, où Institution Testamentaire d'Heritier a lieu; & pour les Biens, qui lui appartiennent, situés dans les Lieux, où ladite Institution d'Heritier Testamentaire n'a point lieu, l'a declarée sa seule & universelle Legataire, de tous & un chacun ses Biens Meubles & Immeubles, situés tant dans ce Royaume de France, qu'au Royaume de Pologne, qui consistent en sa Terre de Ziviez, son Palais des Jardins de Varsovie, sa Tapissierie qui est en dépôt entre les mains du St. Gratta Bourgeois de Dantzick, même les remanences des Seals qui lui appartiennent en Pologne, & toutes les autres pretentions qu'il a, tant sur ledit Royaume de Pologne, que sur la Lithuanie & le Roi regnant,

ANNO
1672.

régnant, & généralement tout ce qui peut lui appartenir dans ledit Royaume; de plus donne & legue aussi à ladite Dame Princesse, tous ses Biens étants dans le Royaume de Naples, avec les Arçerages échus jusqu'à ce jourdi; même ceux qui ont été retenus pendant les Guerres, par Sa Majesté Catholique; lesquels Biens lui appartiennent, comme Héritier de la feuë Reine de Pologne, Bonne Sforce, Femme de Sigismond premier; comme aussi les Droits qui lui peuvent appartenir pour Vente des Vaisseaux faite par le Roi Sigismond troisième d'heureuse mémoire son Père au Roi d'Espagne; plus ses prétentions sur les Princes de Brunswick; & généralement tous les Biens, Droits, & Actions qui lui peuvent appartenir, en quelque lieu qu'ils soient situés, & de quelque nature qu'ils soient; la susdite Institution d'Héritière & Legataire universelle, faite à la charge & aux conditions suivantes.

Premièrement ledit Seigneur Roi Testateur le remet à la pitié & devotion, de ladite Dame Princesse, du soin de sa sépulture & funérailles, désirant aussi que du prix provenant de la Vente de ses Meubles qui sont en France, & de ce qui lui pourroit estre deub de ses Pensions & Benefices, soit pris, préalablement à toutes autres choses, les gages qui se trouveront deubs à ses Officiers tant du passé que jusqu'à la fin de l'année présente, selon les liquidations faites ci devant à Paris par son Conseil; ou à faire, & outre ce le prix d'une année de gages, après les Debtes payées, & particulièrement aux Etrangers pour les frais de retour en leur País. Plus veut, & entend ledit Seigneur Roi Testateur, que la Somme de deux cent mille Livres tournois soit employée pour récompenser tous les Officiers, & un chacun à proportion du tems qu'ils auront été à son service, & suivant la qualité d'eux, de laquelle Somme ladite Dame Princesse, Legataire & universelle Héritière, disposera & la distribuera entre sesdits Officiers, selon qu'elle le jugera plus à propos. Comme aussi fera tenue ladite Dame Princesse Héritière & Legataire universelle de payer toutes & chacunes des Debtes, tant celles contractées par ledit Seigneur Roi Testateur, en France, depuis son arrivée, que celles qui se trouveront estre deubs en Pologne. Donne & legue aux Peres Jesuites de Rome, la Somme de cent mille Livres tournois Monnoie de France, qui seront payables & pris sur les premiers Deniers qui proviendront de la Vente faite, comme ci-dessus est dit, des Vaisseaux par le feu Roi Sigismond troisième son Père d'heureuse Mémoire, à Sa Majesté Catholique, & ce pour une fondation de S. Ignace. Plus, veut & entend ledit Seigneur Roi Testateur, que les vœux qu'il a faits, qui sont spécifiés dans un Ecrit de sa main, soient exécutés en tous leurs points, circonstances & dépendances; lequel Ecrit est entre les mains de son Père Confeiller. Plus donne & legue à une petite Fille nommée Marie Catherine, qui est sous la conduite de la Femme du Sieur Gallois Apotiquaire la Somme de quinze mille Livres tournois, pour la mettre Religieuse en l'Ordre de la Visitation. Plus donne & legue aux pauvres de l'Hospital général dudit Nevers, la Somme de mille Livres tournois, revoyant ledit Seigneur Roi Testateur tous autres Testaments, Dispositions & Codicilles qu'il peut avoir ci-devant faits, voulant que le présent soit exécuté en tous ses Points & Articles, prétendant par le présent Testament faire une chose qui sera fort agreable à Messieurs les Princes de Condé & d'Anguien, & à Madame la Duchesse d'Anguien, pour lesquels il a toujours eu une parfaite estime, & solide amitié. Et pour Exécuteur de son dit présent Testament, il a nommé la personne de ladite Dame Princesse Palatine, son Héritière & Legataire universelle ci-dessus nommée, laquelle il prie en vouloir prendre la charge, avec Pouvoir de substituer tel que bon lui semblera, ayant entiere confiance qu'elle satisfera ponctuellement à ses volontés, priant aussi, ledit Seigneur Roi Testateur, le Roi Tres-Christien de vouloir donner sa protection & tenir la main, à l'exécution du présent Testament, & même donner les ordres nécessaires pour le payement de ce qui lui est, & se trouvera deub, de ses Pensions jusqu'au jour de son decez, destinant particulièrement ses sommes, comme les plus assurées, pour le payement de ses Debtes contractées en France; ce qu'il peut avoir en Pologne à Monsieur Prazmowsky Archeveque de Giesne, Primat dudit Royaume de Pologne, Monsieur de Trezibzki Evêque de Cracovie, & Monsieur Morilyn Grand Tresorier de Pologne, ain que par leur credit & assistance, ladite Dame Princesse Palatine, puisse

TOM. VII. PART. I.

plus facilement jouir des Effets qui lui appartiendront; & avec plus de commodité donner satisfaction aux Creanciers legitimes, qui le presenteront, ayant toujours été persuadé de l'amitié que ces Messieurs, consentent pour lui; Declarant aussi ledit Seigneur Roi Testateur qu'il doit à Madame la Maréchale de l'Hôpital, trois cent Pistoles d'or, desquelles elle n'a aucune seureté par écrit. Et lequel présent Testament a été rédigé par écrit, par l'un des Notaires Royaux sousignés, l'autre présent, ainsi que ledit Seigneur Roi Testateur l'a dicté, & à lui lû, & relû, a dit estre volonté dernière, & qu'il veut estre suivie, par la meilleure forme que les Loix & Costumes le desiront, dont il a requis Acte a nous Notaires Royaux susdits; & sousignés, que lui avons octroyé audit Nevers, après midi, environ l'heure de huit, audit Hostel Abbatial; le douzième jour du mois de Decembre, mil six cent soixante douze, en presence desdits Notaires; Et a ledit Seigneur Roi Testateur signé avec nous Notaires Royaux susdits; Ainsi signé en la minute des présentes, JEAN CASIMIR Roy. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux, Ledit Bourgoin sousigné, par devers lequel est la Minute, a déclaré ces présentes estre sujetes au Droit de Seel. Ainsi signé Bourgoin & Regnault; & après est écrit ce qui ensuit.

Et le treizième jour dudit mois de Decembre dudit an, mil six cent soixante douze à Nevers, après midi, nous Notaires Royaux susdits & sousignés, au Mandement dudit Seigneur Roi Testateur, nous nous sommes transportés par devers lui, étant audit Hostel Abbatial de Saint Martin dudit Nevers, & en la même Chambre, où nous le trouvâmes le jour d'hier, étant gisant au lit malade, sans d'esprit, il nous a commandé de lui faire lecture de son dit Testament ci-dessus écrit, ce qu'ayant été fait par l'un de nous, intelligiblement en la presence de l'autre, a déclaré d'abondant qu'il veut & entend qu'il sorte son plein & entier effect; & outre y ajoutant, a donné & legué, donne & legué, à Monsieur le Comte de Vauxnat Fils naturel du Roi Vladislav quatrième son Frere, la somme de trente mil Livres tournois, à prendre icelle sur les prétentions des Vaisseaux mentionnés au susdit Testament, & ce pour l'amitié qu'il lui portoit. Comme aussi veut & entend que incontinent après son decez, il soit dit & célébré pour le repos de son Ame trois mille Messes, en telles Eglises que Madame la Princesse Palatine son Exécuteur Testamentaire desirera; & lecture à lui faite à diverses fois du présent Codicille, a dit qu'il veut qu'il sorte son plein & entier effect, ainsi que son dit Testament. Fait audit Hostel Abbatial environ l'heure de six après midi, les an, jour, lieu, & heure susdits; présents lesdits Notaires; & a ledit Seigneur Roi signé avec nous Notaires Royaux susdits; ainsi signé à la minute des présentes, JEAN CASIMIR Roy. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux, ledit Bourgoin sousigné, par devers lequel est la minute. Ainsi signé Bourgoin & Regnault. Et au bas est écrit ce qui ensuit.

Nous Henry Bolacre, Lieutenant General de Nevers, certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Charles Bourgoin, & Charles Regnault, lesquels en qualité de Notaires Royaux, résident en cette Ville de Nevers, ont reçu & signé ledit Testament & Codicille ci-dessus, en date des douze & treize de ce mois, sont véritablement pourvus desdits Offices de Notaires Royaux, à la Residence de cette Ville, & qu'ils les exercent, & que foi est ajoutée aux Actes qui sont par eux reçus, en Jugement. En foi dequel, nous avons signé notre présent Certificat, & icelui fait sousigner de notre Greffier, & scellé du Seau ordinaire de ce Bailliage. A Nevers le Vendredi seizième Decembre mil six cent soixante douze. Ainsi signé BOLACRE & BAUDOT Greffier commis.

Collationné à l'Original en parchemin par les Notaires sousignés à Paris le vingt-huit Decembre mil six cent soixante douze.

DE FRANC. DUFUZO.

XCVIII.

Sentence Arbitrale prononcée par Louis XIV. 1673.
Roi de France sur les differens entre Monsieur le Duc de SAVOYE, & la République de GENES, le 18. Janv. 1674.

ANNO
1673.GENES, à S. Germain en Laye le 18. Janvier
1673. Avec la RATIFICATION du Duc
de Savoie. Fait à Turin le 25. Janvier 1673.
[FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. L'affection singuliere que nous avons toujours fait paroître pour maintenir la tranquillité de l'Italie, & les soins que nous sommes bien aises de donner en toutes rencontres, autant pour nourrir la bonne intelligence entre nos Voisins & nos Alliez, que pour faire cesser les obstacles qui peuvent s'élever pour la troubler, nous porteront dès l'année dernière à nous entreprendre de l'accommodement entre nostre très-cher & très-aimé bon Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes. L'un & l'autre s'étant remis à nostre Mediation, pour terminer les différens qui les avoient engagé à prendre les Armes, l'application que nous y donnâmes fut accompagnée de tant de succès, que nous arrestâmes bien-tôt après les fâcheux effets d'une Guerre, qui dans le peu de tems qu'elle avoit duré, avoit esté suivie d'une effusion de sang, d'autant plus grande que l'animosité paroïssoit plus vive entre les Parties, sans attendre qu'un Traité eut tout à fait réglé les conditions de la Paix: & pour éviter que les longueurs de la Negociation ne fissent durer trop long-temps l'action des Armes, nous portâmes les Parties à convenir entre nos mains de la Cessation des hostilités, de la restitution des Lieux qui auroient esté occupez durant la Guerre, & de l'échange des Prisonniers. Ainsi par l'exécution de ces conditions nous suspendîmes le mal, si nous ne le finîmes pas entierement; & l'Italie commença à entrer dans la jouissance du repos que nous avions eu le desir de lui procurer. Mais parce qu'elle ne peut estre delivrée de la crainte de voir renaître la Guerre, jusques à ce qu'elle la voye tout à fait éteinte par une Paix, & que nostre fûsdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, ont bien voulu pour y arriver plus promptement, se remettre à Nous de jurer sur tous leurs différens, & s'obliger de souscrire & ratifier tout ce que nous aurions prononcé; Nous pour satisfaire aux loüables intentions qu'ils professent pour la Paix, pour étouffer tous sujets de division entre eux, & pour rendre la première tranquillité à l'Italie, déclarons par ces presentes, selon le fûsdit Pouvoir qu'ils nous en ont donné,

Premierement. Que la suspension d'armes qui a esté procurée & continuée jusques à cette heure par nostre entremise, entre nostre fûsdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, sera changée en une Paix, bonne, ferme & durable, sans que tout ce qui s'est passé durant la Guerre y puisse apporter aucune alteration à l'avenir.

II. Que la restitution des Lieux qui avoient été occupez de part & d'autre, & l'échange des Prisonniers ayant déjà été executé, les choses demeureront en l'état qu'elles étoient avant la fûs dite Guerre, & en l'état qu'elles se trouvent aujourd'hui depuis les fûs dites restitution & échange, sans que l'on puisse avoir de part ni d'autre, aucunes pretentions ni pour les frais & dépenses de la Guerre, ni pour les dommages qu'elle auroit cauzés.

III. Que le Commerce tant par Terre que par Mer, Rivières & autres Eaux, sera rétabli entre les Sujets de part & d'autre, en la maniere qu'il estoit auparavant, ensorte que lesdits Sujets pourront vivre à l'avenir dans la premiere intelligence & bon voisinage qu'ils faisoient avant la prise des armes.

IV. Et parce que les différens qui estoient nez pour quelques limites entre les Lieux de Cenoa & Rezzo, auroient donné la premiere origine à la Guerre, & qu'il importe de les terminer en telle sorte qu'ils ne puissent causer de semblables troubles à l'avenir, il sera convenu dans le terme de deux mois entre les Parties, de tels Juges en Italie dont ils demeureront d'accord ensemble, ausquels ils se remettront entierement de part & d'autre, pour connoître & décider desdites limites entre Cenoa & Rezzo, nommement des Lieux appelez l'Epollette, & Agrofoglio, ou bien les Fossate de Pitone, ensemble des différens entre les Lieux de Lormée & de la Pieve, pour la Jurisdiction dans les Alpes de Vissenna: comme aussi les différens entre Briga & Triora. Pareillement aussi lesdits Juges nommez connoîtront des différens touchant la Portion de Pornassio,

des Lieux de Monterosso, de Savina, de Cenoa & Arvigo. Promettant le fûs dit Sieur Duc & la Republique, de se foudmettre & souscrire à tout ce que lesdits Juges prononceroient, sans que sur les différens touchant lesdits Lieux & limites, on puisse plus revenir à l'avenir à la voie de fait & des armes.

V. Que si dans ledit terme de deux mois après l'échange des Ratifications du present Acte, les fûs dites Parties n'avoient pu convenir de Juges entre elles, Nous pourrions alors leur en nommer tels que nous jugerons à propos, à condition toutesfoi que nous les choïssions en Italie, ausquels ledites Parties seront obligées de se foudmettre en la mesme sorte qu'il a été dit dans l'Article precedent.

VI. Le present Acte & les Articles de Paix qui y sont contenus, seront communiqez par le Sieur Servient, nostre Ambassadeur auprès dudit Sieur Duc, conjointement avec le Sieur de Gomont nostre Envoyé extraordinaire, & employé particulièrement à la fûs dite mediation, à nostre fûs dit Frere le Duc de Savoie, & par ledit Sieur de Gomont à la Republique de Genes; lesquels Sieur Duc & Republique, s'obligeroient d'en fournir entre les mains dudit Sieur de Gomont, un mois après la fûs dite communication, ou plustôt si faire se peut, chacun deux Actes de Ratification, dont l'un sera remis par ledit Sieur de Gomont à chacune desdites Parties respectivement, & l'autre nous sera envoyé.

VII. Et afin que rien ne retarde l'entiere & prompte execution des Articles ci-dessus, leur Ratification & la Publication de la Paix, Nous voulons bien conformement au desir qui nous a été témoigné par les Parties, & à l'affection que nous avons de donner plus promptement le repos à l'Italie, prendre par nous, & assurer autant nostredit Frere le Duc de Savoie que la Republique de Genes, que toutes les choses promises dans les presens Articles, seront accomplies & executées fidellement de part & d'autre, en la maniere & dans le tems qui y seront portez. En témoignage de quoi nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour de Janvier l'an de Grace 1673. & de nostre Regne le trentième. Signé, LOUIS. Es plus bas, ARNAULD. Et scellé sur double queue de cire, jaune du grand Sceau.

Ratification de Monsieur le Duc de Savoie.

Les fûs dits Articles de Paix entre Nous & la Republique de Genes, prononcez par le Roy, nous ayant été presentez aujourd'hui au Nom de Sa Majesté, par M. Servient son Ambassadeur auprès de Nous, & par M. de Gomont son Envoyé extraordinaire, nous les avons reçus & acceptez sans nul delai, afin de témoigner à Sa Majesté le respect que nous avons pour tout ce qui vient de sa part, promettant de les garder & observer inviolablement. En témoignage de quoi nous avons signé de nostre main le present Acte de Ratification, fait contresigner par nostre premier Secrétaire, & à icelui apposer le Scel de nos Armes. A Turin le 25. jour de Janvier 1673.

Signé,

EMANUEL.

Et plus bas,

DE SAINT THOMAS.

XCIX.

Abschied des Fräntschischen Crayhes/ durch welchen nach 31. Janv;
ergangenen Kayserl. Excitatorio die Glieder desselben mit Ihrer gehörigen Mannschafft sich gefast zu halten promittiren/ wegen Beschaffung deren nöthigen Kriegs-requisiten und Materialien eine gewisse Ordnung etabliren/ auch wegen Bestellung der Nöthigen Kriegs-Officer und Besatzung der Nöthigen Monat einen gewissen Schluß fassen. Nürnberg den 31. Januar. 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-

ANNO
1673.

C'est-à-dire,

Recès du CERCLE DE FRANCONIE, portant Conclusion de mettre sur pied & de tenir prêtes les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformément à ses Lettres Adhortatoires, comme aussi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fournissement des Mois Romains. A Nuremberg le 11. Janvier 1673.

Undt und zu wissen. Demnach bey nechst vorigen zu Bamberg gehaltenen Creiß-Convenc, etliche in die proposition gebrachte puncten darinn iure andermahligen Consultation ausgeführt worden / weilen noch ungewis gewesen / wo sich Jedes heill begeben / oder wann die Kommiss. Kreiß. Majest. unter Al- legnahl. Herz zu Weirtheimer juchant- und abführung der ver- miltigten Creiß-Volcker die allgemeyne beschluß ergien las- sen mochten; Etzhero aber von Allerhöchstd. Ihre Keyserl. Majest. bey dem zu Regensburg noch fürwährenden Reichstag substatuiren hoch ansehnlichen Herrn Principal Commissario, Ihro Hochfürstl. Gnaden zu Würzburg ein anderweiliges Excita- torium, an alle des heiligen Reichs Creiß-ausführende Für- stien dahin ergangen / daß selbe bey ihren Witt-ständen darahn setzen / und ernstliche Erinnerung thun sollen / mit ihrer behör- igen Mannschafft sich gefast zu halten / und die so wohl heilsam- als sehr nothwendige gemeine Reichs-Versaffung zu einem ver- scherten Grund zu bringen; damit auf allen nothd. schiedlichen nöthig mochte zugegriffen seyn. Als haben deroß. löbl. Reichs- Creißes beide Herren Ausführende Fürsten die Hochwürdigst und Durchleuchtigste Fürsten und Herren / Herz Peter Philip Wittkoff zu Bamberg / und Herz Christian Ernst Marquard zu Brandenburg u. to. tit. zu demnächstigen adjutierung dieses gemeinen Reichs-Versaffung- und Defensions wercks / auf den 11. hujus andern in des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg einen an- derweitigen Creißausführenden beilebt / bey welchem auch der gesandten höchst- und wohlhöbl. Fürsten und Ständen Rath und Abgesandte / außer der Graffen von Wertheim und Herrn von Lünburg Spectabler Lanten (die doch durch Schreiben ihre ent- schuldigung eingekommen / und beyweil mit den majoris zu konformiren und ihre gehörendes Contingent an Geld und Mannschafft mit bequitragen sich offerirt) persönlich erschienen und nach furcher überredung dero gewählten auf die ahn seitens des löbl. Bambergischen Directorii von neuen pro- ponirte puncten geschlossen / wie folgt.

Erstlich: Nachdem für allen in die umbrag gefesse worden / ob die gesunde löbl. Creiß-Stände ihre angehöriges quantum der Mannschafft zu Noß und Fuß / nach inhalt des nechst vori- gen Creiß-Recesses / und darinn begriffener reparation, gene- den / und damit vergessenen in bereitsteltt seyen / daß auf allen behörigen fall selbe wohl exercit und auswendig bey fünf- tigen Rendezvous erscheinen mögen. Item ob selbige in Con- tingent ahn den vermiltigten halben Röm. Monath noch dem- bey ein und andern schuldig verbleibenden alten Resten beizuhalt / auch deroemwegen mit denen Creiß-Cassieren gebührende abrechnung gepflegen: Als haben hierauf die weiste Abgesandten concurren- und zu vernehmen gegeben / wie sie ihre Volcker zu Noß und Fuß in guter bereitsteltt / und selbe zu des gemeinen Reichs noth- haben und erfordern gleich stellen konten / andere aber / so da- mit noch nicht völlig gefast / sich erbietig genadit / die übrige nicht weniger mit nechten auf zu bringen / also daß bey deren wirt- liche inkom- und abführung einige mangel mit erscheinen / wie im gleichen die in allem Zeit verbliebene Gelden sammt dem jüngst vermiltigten halben Röm. Monath noch nicht bey noch währenden Creiß-Convenc, jedoch allersfordernst abgetragen / darüber auch ordentliche Quittung erhoben / und dem löbl. Di- rectorio auf begehren fürgelegt werden sollen. Worbey man es dann der zeit noch bewenden lassen / und zu desto gewis- und end- lichen vollstreckung einen Schwöcherlichen termin präscript, und angelegt / also / wo inzwischen deme nicht nachgelebt wor- de / wieder die sammtige alseben die wüthliche Execution sammt einbringung aller daraus erwachsender Schäden / und Kosten / ohne einiges weiches nachsehen vorgekommen werden solle / und zwar inf. maas und weis / wie jeder Herren Ausführender Fürst / Fürst / Hochfürst. Gnaden und Durchl. inpalts letztem Bambergischen Creiß-Recesses, sich mit einander zu vergleichen haben / selte aber innerhalb solch schwöcherlichen termini dieser Vergleich nicht zuersehen sein / solle eins als andern wegen die Exe- cution für diemahl wieder befragte Morosio in liquidis vor hochsehnlicher Herren Ausführender Fürsten und Creiß- Obsten Hochfürstl. Fürstl. Gnad. und Durchl. von gesandten Creiß wegen / kraft dieses / aufgetragen seyn / auch mit bederseitigen gutzum / salvo tamen cujusvis Jure, und daß hierdurch kei- nen theil / an dessen wissenden herbringen derogirt oder prä- judicirt seyn solle / alles wüthlich vollzogen werden / also / daß darüber sich mit so weniger jemand fürstänckig zu beschwe- ren / oder mit fug und billigkeit zu entschuldigen haben möge / Allein / weilen Herr Craß Georg Ludwig zu Erbach für sich /

und seine Herren Gebrüder mehreremal remonstriren lassen / daß durch die in nechstletzt abmarchirte Volcker die Graffschafft Er- bach gantz Theils in euffersten Ruin und Desolation gesetz- worden / dahero gebeten / ihre Jhnen / wegen ihrer juchant- habender Mannschafft / und Bezahlung der vermiltigten gelde ein milteländliches einsehen zuhaben / als ist deneben / weilen der löbl. zustand nicht unbekant / die helfte der vermiltigten anderthalben Röm. Monath für diemahl nadzulassen von gesandten Creiß wegen placiert worden / des gütlichen ver- stehens / sie werden hingegen nicht allein die übrige helfte gebadet anderthalb Monath obnefehlbare erlegen / sondern auch ih- re wüthliche abgesehnen an der Mannschafft zu nechstfolgen- den aufordern und begehren ohne einigen mangel und abgang stellen.

Weilen andertens zu beschaffung der Regiments-Schelein / deren anseick- und Mondirung / Ammunition, Confabel / Hand- langer / Fuhrknecht / Noß / Wagen und anderer dergleichen noth- wendigseien / nach ausweis der hiernach folgenden von Deputirten der 4. Bänden und Kriegs-Räthen gefertigter / und vom Creiß approbirter Designation (also genau man auch die sach ange- fien und einrichten wird) der vorher vermiltigte halbe Röm. Monath bey weichen nicht etliche / deroemwegen zu besor- dene dieses gemeinen Reichs verfaß- und defensions wercks ein- unders beizutragen vermöchten seyn wollen / als ist von denen gesandten löbl. Ständen noch ein ganzer Röm. Monath und zwar deselb. inner 4. Wochen / die übrige helfte aber vom es die beide Herren Creiß-ausführende Fürsten für gut und nö- thig erachtet werden / zur Creiß-Cassa / bey vermittlung vorgel. unabweichlicher Execution, zu lieffern / und einzuführen beleiht / nicht weniger ausbreitlich reservirt worden / daß solde neie vermiltigte Monaths-gelder / zu temenandern Nutzen oder ge- brauch / als zu beforderung dieser gemeinen Reichs-Rüstung (darzu man dan des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg und die befrige nothdurft nach advenant bezugschaffen / die Commis- sion übertragen) employn, und deroem einig Einstand nach ausweis des jüngst zu Bamberg angestrichenen Recelles, die ge- richte Moderation, Retention, Compensation, oder andere dergleichen Exception und vorwandt nicht verstatte / gleichwohl aber auch Jhnen an geb. ihren zu präcediren habenden Moderation- oder Compensation-Rede in andere wege nichts prä- judicirt / oder benommen werden solle.

Dyngeschrlicher Übersschlag.

Was für Kriegs-norddurften zu gemeinam Creiß zu ver- schaffen.

Für 2. Regiment-Stucklein so wenigstens 3. B. schießen / je- des à 6. Centner 540. fl.

Hierzu werden erfordert 6. und dan 1. lediges Pferd / à 20. fl. 350. fl.

Für 2. Karren / worauf ernste Stuck gefahrt wer- den 45. fl.

Für Materialien / Geschüt / Ketten / Seilen / Bü- den / Gerat 300. fl.

Zu Führung 23. Centner Pulver 46. Centner Blei / 46. Centner Leinwand / seind vormöthen 5. Ammunition Wägen / welche aus der Cassa zu schaffen jezt à 30. 225. fl.

Neuchöcher 225. fl.

Zu Anleihe deren Manition- Material- und Pro- viand-Wagen / als abt der zahl 3. jezt à 45. fl. 135. fl.

Für 52. Pferd zu vorgefien 13. Manition-Mate- rial und Proviand-Wagen jezt à 50. fl. 2600. fl.

Für die Sattler- und Riemen-arbeit zu geb. 13. Was- gen 130. fl.

Für 2. Feldkassen zu beiden Regimenten 300. fl.

Für 200. geflossener Kugeln à 4 fl. den Centner 24. fl.

Geben Centner Pulver jezt à 30. 210. fl.

Drey Centner Leinwand à 6. 18. fl.

Einhundert Erdbeissen à 30. 50. fl.

Kandfischen / Buben / Hussen / Nadrügel / Sat- ter / Bassenkammer und dergleichen 60. fl.

Zu Mondirung des Heerpaukers / Trompeters / befestigung des Profoßens 450. fl.

Zu allerhand anderen gemeinen auslagen 500. fl.

Für allerhand forhanen 50. fl.

Zu denen beiden Regimentstucken werden 3. Confabel und 2. handlanger vormöthen seyn / damit nun wegen unterhaltung der Confabel die Kosten dem Creiß erspart bleiben mögen wird für rathsam ermesen / daß einige Stände solche interim, weilen Theils derselben mit solcherley Leuten ohne dem überflüssig verfahren / in ihren diensten unterhalten und bym fortzug dem Creiß überlassen mögen / allermassen sich hien zu Bamberg / Wirk- burg und Nürnberg erbotten: Es solle aber einem jeden Confa- bel 2. Reichschaler zum handgelde interim gegeben / und dabey versprochen werden / bey folgenden abzug einem jezt nach 8. Reichschaler zu seiner Mondirung reichen zulassen.

Die Knecht und handlanger hie mit diemahlen für nö- thig zu bestellen / wie zwar auch die Pferd eben diemahlen wegen Kostbahren unterhalte zuerkauffen / weilen Knecht und Pferd allezeit wohl zuhaben.

Die Ammunition aber anzuschlagen ist darinn für unnöthig befunden.

ANNO
1673.

ANNO

1673.

besunden worden / weilen ein jeder Stand die feine mit Krauth und Loth selbst versehen wird.
 1673. Was nun denen Staats-Officieren assignirt werden wolte / darüber wird sich der hochlobl. Creiß zu resolviren haben.

Summa vor-specirte Posten thun . . . 6112. fl.

Drinckens betreffend die beandts- und bescheidung der Niederen Staats-Officieren des Regiments zu Ross / da ist an seichen Brandenburg-Culmbach zum Adjutanten Hr. D. Cammer- Juncker Christoff Friedrich von Brandstein / zum Regiment Schultheissen Johan Christoff Staud / der zeit seiner Durchl. Hoff-Kaths- und Legations-Secretarius zu Regensburg / zum Gerichtschreiber Georg Wulffern / zum Feldschierer Heinrich Volckart Gros / Dan zum Zahl- und Proviant-Meistern Andreas Misch Brandenburgischer Amts-Verwalter zu Stockenrodt / zum Regiments-Quartier-Meistern / welcher sonst von gemeinen Creiß-wegen / verordnet worden Creiß-schlusses zu beauftragen gewesen / Georg Ernst Handel Capitain über den Ansehung der Hauptanstellung auf Ross in Vorschlag kommen / und zu der Sache beschieden gestellt worden / ob sie bemelte / letztere subiecta für qualifict erkennen und zu versetzen Chargen annehmen wolten / ob nun zwar die meiste Absicht von denselben qualificten und Conditionen wenige nachricht und kandes-nis getragen / so haben jedoch selbe zu dero aufsehung zu willigen / darumb besoweniger bedenkens gehöret / weilen ohnweisslich Ihre Durchl. auf solche Personen von selbst werden bedachte sein / die sowohl Ihr / als dem gemeinen löbl. Creiß mit creißgefehlten diensten zugehen seyn und verbleiben / dabey aber absonderlich gehöret und vorgehen worden / daß gedachter Witsch zu dieser seiner sehr importlicher Charge mit leistung gewöhnlicher Pflichten und geistlicher Caution / und zwar mit solchen geüben / die im Creiß ausgemacht begüßert / und angesehen / sich habilitiren und Ihn zu seinen besten und versetzten verhalten / eine geüß- und gemessene Instruktion gleich auch bey den nicht vorgeordneten Türken-Krieg beschaffen / zugesetzt werde.

So bleibe auch zu jeden Stands freyen belieben / für seine Volcker noch einen eignen Proviant- und Zahlmeister zu constituirn / so zu derselben besserer Conservation invigiliren / und mit Zahlung Solchs nach Reichung des Proviants fleiß- und getreulich umgehen / dabeneben gegen beide Herren Obriste / Regiments-Proviant- und Zahlmeister den gebührenden Respekt tragen und erweisen / wie auch in allen begehenden fallen sich dero güthen Rathes erholen / hingegen diese Ihn auch mit allen geneigten willern und vorsehung an die hand gehen / und besondertlich sein werth / gleichermassen hat H. Franz Jacob d'Avila / Obrister zu Fuß zu seinem Regiments unteren Staats-Officieren vorgeeschlagen / nemlich zum Regiments-Schultheissen Philip Wulffern jur. Lic. zum Secret. Sigmund Bollern / zum Adjutanten / Hans Caspar Dömling / zum Feldschier / Johan Hauffen / zum Regiments-Quartier-Meister / zum Regiments-Quartier-Meistern Hans Schneidern einen Reformirten Lieutenant / welche Personen / ob sie gleich denen laubelichen Gefanden auch nicht allerdings bekant / jedoch uff H. Obristens gutbefinden und (so viel den Regiments-Quartiermeister betrifft) beschiente Recommendation aufzunehmen worden.

Anlangend die 4. Febr- Proclama bederlen Religionen / thum die gesamte Rath und Abgesandte zu Ihrer Durchl. J. Gn. und Durchl. beide Herren aussehende / fürchten das gute vertragen segen / sie werden in ihren kanten taugliche subiecta beizubringen und damit den löbl. Creiß (zumahlen solches zu Gottes ehe und der Seelen heil gereicht) an hand zu gehen nicht ungeneigt sein.

Nun nun hierbey erinnert worden / daß so wohl die hohe / als benampte untere Staats-Officieren / und noch andere auffnehmende geringere Personen ohne einige anzahl oder Wartgeld / sich in die lunge mehr nicht gebulden / noch man deren gewis versichert sein dorffte / Als ist beliebt worden / denenelben ad interim bis zu deren Dienstlich- abmarchierung und operation ein vor allemahl ein Monatslohn nach der Reichs-Ordinanz zu ertheilen / um dadurch sich selber und so mehr gesichert zu machen.

Dan ist firs 4te auf den propositions-Punct / aus weßen anweis und befehl: Item zu was Operation die beide Creiß-Regimenter ins Feld zuziehen / wann / wo / und welcher gehalten der rendezvous anzustellen / für gut angesehen und geschlossen worden / daß / weilen man ansehe in gemeiner Reichs defension und versaffung begreiffen / massen dahin nicht allein der jüngere Brandenburger Creiß / Reces abgefaßt / sondern auch die ergangene Kayserl. Excutoria darauf selbst gerichtet / selbige auf allerhöchste gebl. Ihre Kayserl. Majest. / und des Reichs-Commando abgültig gebl. Ihre Operation anzuweisen seyn / damit man aber um so gewis- und gesicherter auf allen bedürffenden fall / in bereitshaft / und guter postur seye / ist gleichfalls geschlossen worden / beide Regimenter zu Ross und Fuß auf den 17. kommenden Monats Aprils alhie und Nürnberg / und zwar auf jeden Stands eignen koften / und daß durchgehends gute Ordre gehalten / auch niemand einiger schlach zugeführt werde / und da wieder verhoffen verglichen erfolgte / von selbigem Stande dene die Volcker zukünftig / die Refuktion geschähen solle / zusammen zuführen / Selbe mittelst beider Herren Aussehenden Fürsten und Creiß-Oberristen (denen vorhero die Rolle über die Mann-

schaften einzuschicken) dazu geordneter Kriegs-Officier zu lustiren / und die verordnung zuthun / damit selbe auf einley / und zwar bey der Kayserl. Armee wider manier exercirt / dan die bey ein oder anderer Compagnie befindliche defectus verbessert werden mögen / selbe aber wider verhoffen die Hoch es eherder erfordern / und nach vorgefalten puncto securitatis Imperii ein anderweisse aufhebung von Ihrer Kayserl. Majest. und dem gesamten Reich erfolgen / hien die beide Herren Creiß-ausschreibende Fürsten und Creiß-Oberristen (gleichwie in allen andern eilenden fällen und Creiß-discurben) Ihres obhabenden Amtes wegen hien auch die eherder anfallt zumachen / den Rendezvous zu anticipiren / so dan bey einem anderweihen ansehung / habenden termin zu verpflicht- und vorstellung beider Herren Regiments-Oberristen und andern hohen Kriegs-Officieren / ingeleiden / zu willfährigen aber / und bis dahin deselben vermög des jüngeren Creiß-schlusses inner eines liden Stands Commando bleiben solten / so viel aber die presentation hoch und wohlmerelter Herren Obristen / dan der Staats- Personen zu Ross und Fuß betrifft / ist verglichen worden / daß im Nahmen Ihrer Durchl. Gnab. zu Bamberg / als Creiß-ausschreibenden Fürsten / dan Ihrer Durchl. Gnab. Herrn Reichsmeistern / als dieses Creises nachgeordneten / Creiß-Oberristen / zu Brandenburg-Culmbach / als Obrister zu Pferde / den höchsten Regiments-Personen und Officieren des Ihre anvertrauten Regiments / hingegen der Obriste / wie auch die Staats- und andere Officier zu Fuß durch jeh bodenrichtante Ihre Durchl. von Creiß wegen präsentirt werden solten.

Nächst dem ist vor bodenrichtend erlassen worden / der Rom. Kayserl. Majest. für die bißhero in erhaltung Ruhe und Friedensstands des heiligen Rom. Reichs getragene ganz Väterliche Vorsoorg allerunterthänigsten dank zusage / und zu bitten / daß selbe allergnäd. geruhen wolten / diesen der anscheinenden gefahr fast zum nicht gefahrigen Creiß in dero allergnädigsten Huld und protection ferner zu erhalten / und bey den noch stürmährenden Reichthum zu Regensburg (jedoch ohne allerunterthänigsten ziele- und messen) den punctum securitatis Imperii publice in Exercierung bringen / insofern Churfürsten und Städte zu erhaltung des so theuer erworbenen Münster- und Oberrückzug / Friedenschlusses / einseitig die gesamte Creiß / wider alle des heiligen Reichs Feinde zu reichthümer zusammenzuziehen und versaffung vernögen und anweisen zulassen / zu welchem ende nicht weniger so wohl an die löbl. Correspondenten / als andere nicht anseigene / insonderheit aber die Ober- und Nieder-Creiß / Creiß / geschrieben und selbe geschribt erfuhr werden solten / mit diesem Creiß / bey so gefährlichen Conjunctionen gute Correspondenz und nähere verhandlung jussien / mit dem ertheilen / daß man die Creis verglichen auch zu erweisen / und zu recipiren sich so wolle / als bereit wolle erweisen lassen.

Und nachdem sinntens / von der Hochfürstl. Würzburgischen Gesandtschaft in puncto der zu Münchenischen Legations-Iselen residirenden zweyen Romer-Monarchen auff beschietliche anweigung und exception gesehen: Als hat man für gut befunden / daß die gebühr durch ein bewegliches Remonstrations-schreiben ahn hochged. Ihre Churfürstl. Gnab. vorzulegen / mit weniger / als dieselbe die Herren von Schönborn / von Romisch-Kayserl. Majest. auf die alte freye Reichs Herlichkeit zu Regensburg insigirt / und bereits zur Reichs-Session und mit-Wortung admittirt worden / dem löbl. Creiß zu gleichmässiger reception und introduction bey diesem gegenwertigen Convent recommendirt / haben die ankommende Rath und Abgesandte bawer gehalten / daß wegen mehrertheils erlangender Instruktionen dieser punct der zeit noch auszusstellen / und Ihrer Churfürstl. Gnab. hierunter behörig zu beantworten seyn.

So viel schliesslich die innerliche Creiß-securität und versaffung betreffen thut / da hat es bey der in jüngst zu Bamberg aufgerichteten Reces geplanter Disposition und vorsehung sein nachmaliges beenden: und weilen Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Dr. Culmbach / dero geheimen Kriegs-Rath / Hauptmann zu Culmbach und Commandanten der Besatzung Plassenburg Herman Adolffen Witschke von Weiskaw / Obristen / Item H. Reichsmeisterns Hochfürstl. Gnab. Philip Gemriden von Andlam des heil. Romisch. Reichs und löbl. Reichs Ordens Ritters / dan Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Sack. Gotha für sich und im nahmen dero Herren mit-Interessenten Königinen Solob von Seckendorff / dero Rath und Anbawen zu Sömmerberg / zu Creiß-Kriegs-Rathen präsentiren und vorstellig machen lassen / seind selbe um ihrer gerühmten dexterität und Militairer Experientz willen zu solcher stell von gefamten löbl. Creiß aufgenommen / und nach gehalten handgelübtem auch abgetreten Jarament an hochged. Ihre Durchl. zu Dr. Culmbach / als Creiß-Rath / Fuß und Sigilanz an hand zugehen und all dasjenige / was zu des Creißes Ruhe / und Friedens Stand gegeben mag / ihren besten vermögen / und psychten nach / befördern zu jussien / vernissen worden.

Nachdem nun stenkstens die Schatz- und Kohlerische Erben um dernalheige concentration ihrer respective befand- und liquidirlicher sachen sich mehrmalen angesehen / ist vor billich erkant und geschlossen worden / beidten sollicitation von den nächst einkommenden Reiten die geschreibenden satisfaction widerfahren zukünftig / diereilen oder auch wissend und befand / daß das löbl. Directorium und beide Ausschreibende Fürsten-Kämmerer neben

ANNO

1673.

ANNO
1673.

neben der Stadt Nürnberg wegen vieler und von langen Jahren her ausgelegter / und vorlängst schon liquidirter spielen ein merckliches zu präcediren / hat man mit weniger für gut und nöthwendig befunden / wo solche präcedentes von alten ankommenden Reffen zugleich nicht zuersehen / daß bey nicht anders demselben Freytag davon solte gezeuget / und auf eine hierzu besonders dehinrende Vermählung angetragen werden.

Als auch letzens Johannis Traxim Grentschens / bey dem noch vorigen Eckeritz Krieg gewesenen Postmeisters / bißhero noch merckliches Rechnung / Wesen an handen genommen / und so viel befunden worden / daß das liquidum / so der löbl. Freytag ihm himmelter zuersehen und auch zumachen / mehrers nicht / als 373. fl. 38. fr. nach ausweis der Depuytirten Calculation und gestellter abrechnung auswerffen thut / die übrige aber von ged. Grentschens angefocht 4830 fl. 50. fr. für ganz untouret und illiquid zu halten / also daß der löbl. Freytag darzu sich keins wege befennen und verstehen kan / damit man aber aus diesen langwierigen und verflüßlichen werck demnach gelangen möchte / ist für gut angesehen worden / und befohlen worden / thut noch über das obbezeugt angesehen / ex aquo & bono eine abfertigung zuthun / dahero das zu Wien noch sechendes und auf 40. Centner belaufendes Pulver zu liberalen / auch darentwegen gewisse anweisung zu ertheilen / und damit diesem werck seine abthätliche maap zugeben seyn.

Schlichtenden haben die gesamte Räte und Abgesandte für gut befunden / von diesem Freytag Abchied denen Correspondirenden Creissen nachricht und Communication wiederfahren zu lassen.

Nachdem dessen allen ist gegenwärtiger Reckes von den löbl. 4. Räuden eingeleitet und von andern anwesenden Räten und Gesandten unterzeichnet worden / so geschien Nürnberg den 24. januar. Anno 1673.

C.

10. Febr. Defensiv-Alliantz zwischen Hro Churfürst Durchl. zu Bayern Ferdinand Maximilian und Herrn Eberhard Herzogen zu Württemberg / zu erhaltung des Westphälischen Friedens / und abwendung der wegen entstandener Kriegs-Anruhen in denen Niederländischen Vereinigten Provinzen / befozgender gewaltthätigkeit. Geschien München den 10. Febr. 1673. [Une de la Registature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance & d'Assistance reciproque entre FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, & EBERHARD Duc de Wurtemberg, pour la conservation & maintien de la Paix de Westphalie, & pour leur propre Defense, contre les dangers qu'ils apprehendent, à l'occasion de la Guerre qui s'est allumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673.

Da Gottes Gnade Die Ferdinand Maria Churfürst u. Räten hien zu wissen / demnach zwischen uns und den Durchleuchtigsten Hochgebornen Fürsten unsern freundlichen lieben Vettern / Herrn Eberhard / Herzogen zu Württemberg Tsch / u. in Consideration deren demnach so gefährlichen Zeiten und weit ansehenden Conjunctionen wegen beiderseitigen landen nahen situation / und zu mehrer deren Versicherung / auf vorher erfolgter zusammen-ordnung und unterredung / auch allerseits erfolgender Ratification sich einiger nachfolgender Vereinigung und Verbindnis verglichen worden: Als

Demnach die in der Vereinigten Staaten von Holland Provinzen entstandene Kriegs- / Unruhe so weit kommen / daß man bey jetzigen Umständen und gefährlichen Conjunctionen billich Ursache hat / sorgfältig zu seyn / damit der so theuer erorbene Friede und ruhstand in Europäischen Reich erhalten / und der Friedlichen und interessirten Ständen Lande und derselben unschuldige Unterthanen nicht durchzügen / einquartierungen und anderen Freysen - pressuren nicht beschweret werden / daß zu dem ende zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinand Maria Churfürsten in Bayern u. und dem auch Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Eberhard Herzogen zu Württemberg und Tsch / u. wegen beider landen nahen situation eine Freund- / nachbärtliche zusammen-ordnung und unterredung veranlaßt worden / bey welcher auf beider hohen Herrn Principalen anhängige Ratification nachfolgende Vereinigung und Verbindnis geschlossen und verglichen worden: Als

Erstlichen / wollen beiderseits hohe Herren Principale sich gegen einander zur reciprocirlichen Freundschaft und corre-

spondenz hienmit verbinden / und soll einander vertraulich communiciren werden / was ein und andern theils des jetzigen unruhes und der darüber in oder außer Reichs-führenden anhängig haben sie nachricht empfangen / damit man zur Conservation des Reichs und Lande / um so viel mehr die genannte Conflicte der nachrichtigen forme / wie dan auch beiderseits zu Regierung zuthun- rende Gesandtschaften und bevollmächtigte zu gleich mäßig vertraulich Correspondenz und Vereinigung ihrer Stimmen in diesen Punkten von beiderseits gnädigsten Herrn anzuweisen.

II. Diese Vereinigung Verbindnis solle zu keinem einigen menschen offention und beleidigung / sondern allein zur conservation und erhaltung des Reichs- und Donabriggischen Friedens / Schlusses / auch abwendung der denselben mit anderen Reichs- Constitutionibus zu widerlaufenden Contraventionen / gewaltthätigen durchzügen / einquartierungen / Plünderungen / Schandungen und anderen dergleichen Freysen - pressuren und beschwerden / wie die immer haben mögen / vermeint und angesehen seyn / auch nicht anders verstanden und aufgenommen werden.

III. Beide hohe Herren Principale wollen forderlich aller Oberten / wo es dien- / und erspürlich seyn kan / zu einbringung des Friedens bey denen in Waffen stehenden theilen ihre Officia eysrig anwenden und jedesmal von dem erfolg einander Freunds- / Vertraulich communication ertheilen.

IV. Wann aber der liebe Friede besserer hoffnung zugegen nicht solte zu erheben seyn / sondern dieses unruhes so weit gienge / daß beider Herren Principale unschuldige Land und Unterthanen wider die Reichs- Conjunctionen und das Instrumentum Pacis mit durchzügen / stößen / quaterien / contributionen oder anderen exactionen wolten bedrängt werden / so obligiren sie sich hienzu / daß sie in Ihren landen und gebieten deren Feindes gehalten / auch da etwas dergleichen mit Gewalt gesucht oder vorgenommen werden solte / einander auf weis und maap / wie hernach folgt / kräftiglich assistiren und sich wieder mähmigen / liden / so gut sie können / schenken und reuen wollen.

V. Zu dem ende beide Allirte Chur- und Fürsten nicht nur Ihre Reste und haltbare Plätze mit Garnisonen und andern nachwendigsten versehen / und ihre Lande- / Unterthanen in gutem Exercitio halten wollen / sondern sie verpflichten auch einander mit nachfolgender gemachter Mannschafft zu Fuß und Fuß zu assistiren / als Chur- / Bayern mit dreystaunt zu Fuß / zu eintausent zu Pferd / Württemberg aber mit eintausent hundert zu Fuß und vierhundert zu Pferd.

VI. Und weil diese Summa beiderseits hilffleistung zu abwendung größseren Gewalts nicht ettelich / so wollen Ihnen beide theil angelegen seyn lassen / daß bey dem löblichen Schwabischen Craiß / also man aber / in Werbung begriffen / das zur Reichs- Verfassung bewilligte quantum der zweystaunt zu Fuß / und sechshundert zu Pferd auf daß förderlichste zusammen gebracht und also der völlige Craiß mit dieser Conföderation und Verbindnis einverleibt und veranlagt werde.

VII. Zur mehrer haltens Hro Churfürst Durchl. in Bayern noch weiter versprechen / über obige allertoch ausgeworfene dreystaunt zu Fuß und tausent zu Pferd mit der helfte des Schwabischen Craißs quanti / ist tausent zu Fuß und dreihundert zu Pferd / zu concurriren / also / daß die völlige Mannschafft dieser Conföderation sich auf sechshundert fünf- hundert zu Fuß und zweystaunt dreihundert zu Pferd erstrecken wird.

VIII. Es wollen auch beide hohe Herren Principale einige benachbarte Churfürsten und Stände ohne unterschied der Religion (derwegen man sich weiters untereinander zu vernehmen hat) zu gleichmäßigen beyreit einladen / auch da sie sich selbst angesprochen werden / auf weis und weg zulassen / wie man sich auch mit eben der billigkeit nach vergleichen können / es verhoffen auch beide hohe Herren Principale / weil die freye Reichs- / Ritter- schafft des gemeinen Craißs Schutz gleichfalls gemisset / dieselbe werde zu einer billigmäßigen concurrentz nicht ungeneigt seyn.

IX. Da auch die Gefahr und Gewalt groß ansehein wird / daß zu deren abwendung obige ausgeworfene / und der es- man noch beytreuenden Stände Mannschafft unetzelich seyn solten / hette man förderlichst zusammen zusuchen / und sich wegen eines nach beschaffenheit der Gefahr adequirten augment / als eman von 4. in 5. Mann- / fette zu vergrößern.

X. Ein jeder der aus den Allirten soll die hilff aus seinen Kassen lassen / und damit gute Disciplin unter den Soldaten erhalten werden mögen / mit der bezahlung fleißig und richtig zuhalten / jedoch hat derjenige den die hilff geschickt wird / mit beschaffung des Proviantes und anderer lebens- mittel gegen billich- und leydentliche bezahlung solche vorsehung zuthun / damit kein abgang oder manzel erscheine.

XI. Ihre Churfürstl. Durchl. in Bayern sollen zu dem Corps wann es zusammen geführt wird / einen General Feldzeugmeister und General Wachtmeister / und Ihre Durchl. der Herzog von Württemberg den andern General Wachtmeister / die Druffen Wachtmeister aber / andere Officiere und proportion der Mannschafft die er jeder theil nach anzahl und proportion der Mannschafft die er führt / verordnen und auf seinen Unkosten unterhalten / welcher theil aber den General Wachtmeister zu Fuß und welcher den zu Pferd geben möchte / hat man sich seiner zeit weiters amicableiter zu vergleichen.

XII. Einem jedem theil sich stet die Regimenten nach se-
nen

ANNO
1673.

ANNO
1673.

220

CORPS DIPLOMATIQUE

nen gefassen einwilligen/ jedoch/ wann eines stärker ist als das andere/ sollen die dreisse nicht nach anzahl der Regimenter/ sondern der Soldaten getheilt werden.

XIII. Das Ober-Commando über die Volcker soll allezeit der junge aus denen Allirten haben/ in dessen Land die operation ist/ oder deme die Volcker zugesandt werden/ sonsten aber bleibt es bey der subordination die den hohen Kriegs-Kemhern und Officieren nach gefaltener Ihrer Charge gebührt.

XIV. Unter denen Officieren/ so gleiche Chargen haben/ soll der gang und rang nach dem alter Ihrer Chargen gehalten werden.

XV. Die Allirte sollen Ihre Troupes mit kleinen Feld-Ersädeln/ wie es die proportion erfordert/ versehen/ das grobe Geschütz aber/ da man eines vornehmen hätte/ wie ingleichen die Munition der sange hergeben/ in dessen Land und Gebiet die achon ist/ doch daß die Munition auf der famelichen Allirten gemeinen kisten nach anzahl der Mannschafft in leidentlich- und billigen preiß wieder bezahlet werde/ und ist die billigung nach beschäfter requisition längst inner 14. Tagen würdlich zu leisten/ und dem billig nehmenden zu stellen.

XVI. Endlichen solle die Verbündnus/wann es vornehmten/ auf 10. Jahr gültig sein/ und die Ratification von beiden hohen Herren Faccenten darüber inner 14. Tagen ertheilt/ und beiderseitig ausgesandt sein werden.

Dessen zu naheren Verstand haben sich beiderseits darzu verordnete Chur- und Fürstliche Ministri und Geheimte Räthe unter sich und ihre Vestschafft vorgelesen. Geschehen in der Churfürstl. Haupt- und Residenz-Stadt München/ den 10. Monats-tag Febr. Anno 1673.

(L.S.) Herman Egen Graf von Fürstemberg.

(L.S.) Caspar Schmid.

(L.S.) G. W. von Widenbach.

Doch wir solchem nach erst vorstehenden Vereinigungs und Verbündnus Rees/ thers theils in allen seinen Punkten und Articulen allerdings gleich gehalten und hiermit ratificiren thun/ haben wir zu dessen verkärung uns eigenhändig unterschrieben/ unser Churfürstl. Geheimte Cansler/ Secret vortrucken lassen/ so geordt und geschehen in Unter Churfürstl. Haupt- und Residenz-Stadt München/ den 1. Martii Anno 1673.

CI.

1. Mars. Bündnis zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold den I. und Churfürst Johann Georg den II. zu Sachsen/ wodurch Ihro Kayserl. Majest. zu Beschützung dero Königreiche und Erblanden/ letzterer 3000. Mann; Ihro Kayserl. Majest. aber dem Churfürsten 6000. Mann in Vergevaltungs-Fällen zu senden stipulirte/ ausgerichtet auf 5. Jahr. Wienn den 1. Martii 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

*Traité d'Assistance entre Sa Majesté Imperiale
LEOPOLD I. & l'Electeur de Saxe JEAN
GEORGE II. pour la Defense reciproque de
leurs Terres & Provinces, par lequel les se-
cours sont réglés à 6000. Hommes de la part de
Sa Majesté Imperiale, & à 3000. de la part de
l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673.*

Im Nahmen der Heil. Dreysaltigkeit Gottes/ des Vaters/ Sohns/ und Heil. Geistes. Amen.

S Ey hiemit kund- und zu wissen/ Nachdem der Allerdurch-
lauchtigste Fürst und Herr/ Herr Leopold/ erwählter Röm.
Kayser zu allen zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu
Hungern/ Böheim/ Palmaten/ Croatien/ Slavonien/ u.
König/ Erb-Prince zu Österreich/ Herzog zu Burgund/ Steyer/
Kärnten/ Crain/ und Frierberg/ Graf zu Tirol u. ic. nebst
dem Durchlauchtigsten/ Hochgebornen Fürsten und Herrn Herrn
Johann Georg dem Andern/ Herzogen zu Sachsen/ Sächsl.
Eleve und Herz/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Marschall/ und
Churfürsten/ Landgrafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meis-
sen/ auch Ober- und Nieder sächsl. Burggrafen zu Magde-
burg/ Grafen zu der Mark und Ravensburg/ Herrn zu Ras-
senstein/ die eine zeichero auf des Heil. Röm. Reichs Tauscher

Nation Confinien aufgangen/ und dasselbe zum Theil ein-
gedrungen höchstschädlich troublenz motus und Conjunctur-
ren/ dñ/ wo seine Verlesung geschicht/ dieselbe weither fort-
gehet/ Ihre Erblanden/ nebst gesamt Reich ergriffen/ und
den gemeinen Rñde stand und Gewiss dñ/ so sehr ermorben
und bestärkten/ Weisshäupten Friedensschlusse fränken/ ja
gänglich aufheben/ und zernichten mögen/ dagegen der punctus
securitatis Imperii/ nebens allgemeiner Reichs-Verfassung über
alle angewandte Bemühung/ bey noch währenden Neidstae-
in Regenpurg bis dato zu seinen rechten Stand zubringen/ noch
durch die in Reichs-Sessionen verordnete ordinari mittel der
vor Augen stehenden Gefahr mit Nachdruck und Bärkeit
zu bezeugen sein will/ Unmittelst gleichwohl ohne Eöhrung
und Defension zusehen/ weder dem Kayserl. allehöchsten
und Churfürstl. hohen Amte und Pflichten genäß/ noch gegen
das Reich und der eigene Lande und seine verantwortlich ge-
standen.

Als ist auf Ihre Kayserl. Majest. sowohl schriftliche/ als
durch dero Ministros/ den Kayserl. würtel. Rath und Abgeord-
neten/ Herrn Duen/ zu Wien zu Pank/ wie nicht weniger special
Abordnung dero Cammerer und Reichs-Hoff-Raths/ Herr Gra-
fens Maximilian zu Wamsfeld/ wohlgenantes benedictes
Erminii/ fürstellen/ und Entladen/ beiderseits gültig befin-
den worden/ zu solchem Ende ein absonderliches Defensiv-
Bündnus/ und Verfassung abgureden/ zu projectiren/ und von
sechsbader Kayserl. und puen Churfürstl. Sächslischen Minis-
tris den 28. Augusti zuend geliegt 1672. Jahres unterzeichnen
zu lassen/ Nachdem aber vermög antwortet dñ/ vorbehaltener
Churfürstl. Absichtung nach dem Kayserl. Hof/ bey einem
und andere punct ferre Eruerung und Handlung fröghen/ ist
entstelt/ und nachdeme man sich völlig darüber vereinbaret/
die nähere zusamenfassung/ und Alliance in Gottes Ehren/
allgemeiner Reichs-Zielen/ und Erhaltung der von Gott an-
vertrauten Land- und Leuthe/ mit allerseits guten willen und
vergünigen/ folgender gestalt geschlossen worden.

I. Höchst vorbehaltung der Röm. Kayserl. Maj. hohen Amtes
Autorität/ und gegemeinden allerunterthänigsten Respects/ soll
dieses nähere Verständnus/und veremigung/ zu wannendes offen-
föc. nach Schaden inner oder außer Reichs/ sondern allein zu
rechtwärtigst zugelauffen veremigung/ zu erheit/ und Defension
geschehen.

II. Versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Beschützung
Ihro Kayserl. Majest. Erblanden und Königreichs Böheim
samt incorporierten Provinzen/ Sclaven/ und Wärent/ wie
auch des Königreichs Hunarn/ dñ/ rathend Mann/ als entaus-
send zu Ross/ und zweitaufend zu Fuß/ wie damit am füglichsten
aufzukommen sein würde/ nach Ablauf 3. Monaten/ von zeit
geschehener requisition zusehen/ und mit der Kayserl. Armée zu
conjungiren/ worneben es bey dñ/ falls den letzten Novembis
Anno 1668. abgeret getroffen Defensiv- Paedere/ so weit in
gegenwertigen keine Änderung geschicht/ sein gültigstes verlei-
ben hat.

III. Hiemieder versprechen Ihro Kayserl. Majest. seiner
Churfürstl. Durchl. zu Sächsen Churfürstenthum mit allen darzu
gehörigen/ und incorporierten Landen/ auch denen Marggrafs-
thunden Ober- und Nieder sächsl. in vergemaltigungs- fäl-
len/ binnen Monatsfrist von zeit ergangener Erschickung/ an-
zurednen/ mit 6000. Mann/ als 4000. zu Fuß/ und 2000.
zu Pferd/ wo mehr die Noth und Umstände ein mehrers erfor-
dern/ ohne Ersatung emage Kriegs-Kosten/ zu Hilffe zu kom-
men/ und sollen dieselben/ so lang sie darinnen stehen/ und agi-
ren/ Ihro Churfürstl. Durchl. Ober-Direction und Commando
untergeben sein.

IV. Darne auch bis zu Aufgang noch vorhandenen Mo-
nachs May kein Universal Frieden erfolgen/ und das Heil.
Röm. Reich von jemanden heimlich angegriffen werden solle/
übernehmen Seine Churfürstl. Durchl. zu defension des ge-
samten Reichs/ und manentierung des Weisshäupten Fried-
dens/ nicht weniger besetzt 3000. Mann/ auf obbenedete 3.
Monatsfrist requisition/ zu stellen/ und mit der Kayserl. Ar-
mée zu conjungiren.

V. Die Churfürstl. Volcker nun haben in der zeit/ wann
sie sich bey dem Kayserl. Corpo befinden/ mit demselben gleiche
quartier zu gemessen/ auch angeregt dienste mit- und neben Ih-
ren/ Militarischer Ordnung und proportion nach/ zu leisten.

VI. Sollen zwar dieselben unter der Kayserl. Kriegs- Gene-
ralität Commando/ nach geschehener Conjunction/ stellen/ dem
Churfürstl. Commandanten aber vor seine untergebene Sol-
daten die Jurisdiction gefassen/ Sie auch in Ihrer Gemeinssens
Freiheit/ und Religions Exercitio freitely weise turbirt/ noch
gehindert werden.

VII. Soll der Churfürstl. Commandant gleich dem Kriegs-
Rathe bewohnen/ und also alle wichtige Kriegs- Deliberationen
nach vorhergegangener Communication mit demselben zu
recht gerichtet werden.

VIII. Da auch unterdessen/ oder nachgehends/ Sächslische-
Tractaten/ und Friedens-Handlungen/ unter was Namen es
geschähen möchte/ fürgehen würden/ sollen Ihre Churfürstl.
Durchl. vermittelst der Ihrigen darzu würdlich administ-
ren/ und ohne ihre vorbenennung/ nichts gehandelt/ noch in praejudi-
um/ oder Schaden bedingt/ und versprochen/ wo aber diesel-
ben in beliedende Friedens-Vergleich eingeschlossen werden.

I X. Wirt

ANNO
1673

ANNO
1673.

IX. Wieb allen und jeden Chur- und Fürsten des Reichs sich in die Defensive Fœdus und beiderley Theile Consens zu begeben freygelassen.

X. Solches Bündnuß nun soll von dato der vollziehungen auf 5. Jahr / ein soll durch Reichliche Hülffung / oder sonstigen die trübsen / so es die zeit veranlassen / oder die abgethan werden / welche sich aber länger damit verweilen / habe man ein halbes Jahr vor Ablauf der erachten über dessen Continuation / sich weiter zu vernehmen / und zu vergleichen.

Obiges alles nun ist durch die von Ihrer Kayserl. Majest. an einen und von Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / am andern Theil hiezuj separire / und zu End unterzeichnete Plenipotentiarios / und gewollmächtigte / Crafft den digitalis gehalten / und gegeneinander aufgeschickte General- und Podmaßte / welche unten angefügt / bis zu allerhöchstdurcher Kayserl. Majest. auch höchst erwehelter Churfürstl. Durchl. Ratification / welche à dato binnen Monatsfrist eingebracht werden soll / also abgehandelt / betheuet / und beschlossen / und zu dessen mehrern Theil und von Ihnen eigenthümlich unterschrieben / und bandten beigefügt werden. So geschähen Wien den 1. Martii 1673.

(L.S.) R. D. Sagan.

(L.S.) Johann Paul Hocher Hunsf.

(L.S.) B. D. Gerdtorf.

CII.

ii. Mars. Testamento de la Emperatriz Dona MARGARITA MARIA de Austria que fue Hija de D. PHELIPPE IV. Rey de España y Mu-
ger del Augustissimo Emperado LEOPOLDO PRIMERO. Fecho in Vienna de Austria a 11. de Março de 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

EN el nombre de Dios, todo poderoso, y de la Virgen Maria nuestra Señora, y de los Santos y Angeles de la Corte del Cielo. Nos la Emperatriz Dona Margarita Maria de Austria, Infante de España, hallandonos enferma del mal de la muerte, en este Imperial Palacio de Viena de Austria, y en nuestro sano y entero Juycio, otorgamos este Testamento, ultima y postrimera voluntad, en la forma siguiente, y en la que mejor haga lugar de derecho, con expresa clausula Cobdiciiliaria.

Primeramente declaramos por nuestra unica universal y legitime Heredera de todo lo que nos pertenece, y puede pertenecer, a la Archiduquesa Maria Antonia nuestra Hija, confirmando en todo acontecimiento, y en el, que Dios no permita, lo declarado, y lo en el Testamento del Rey mi Señor y mi Padre, de gloriosa memoria, contenido.

En lo tocante à nuestro entierro, Funeral, Missas, y sufragios por nuestra alma, dejamos su execucion a la voluntad del Emperador, nuestro Señor, y marido, confiando su mejor logro, del Carino que le debemos.

Ytten mandamos a nuestra Señora de Zelu quinientos talleres por una vez.

Ytten al Collegio de San Miguel desta Corte mandamos otros quinientos talleres, por una vez, para acabar y perficionar la Capilla de San Blas, que esta en su Yglesia.

Ytten mas otros cien talleres, por una vez, a Santa Rosalia, en la parte que dejamos comunicado à dicha Magestad Cesarea del señor Emperador nuestro Tio.

Ytten mandamos otros cien talleres, por uno vez, al Convento de los hermanos de la misericordia, que esta extra muros desta Ciudad.

Ytten mandamos à la Imagen de nuestra Señora, que esta en el Altar mayor de la Yglesia de San Geronimo desta Ciudad, una Joya a eleccion de dicha Magestad Cesarea.

Ytten mandamos al Señor Rey de España nuestro hermano, a la Señora Reyna de España nuestra Madre, a la Señora Emperatriz Eleonora nuestra Tia, y a la Archiduquesa Mariana nuestra hermana, à cada uno de los quatro, una Joya, segun la voluntad de dicho Señor Emperador nuestro Marito y Tio.

Iten mandamos al dicho Señor Emperador nuestro Tio por el grande carino que le tenemos, y en memo-

TOM. VII. PART. I.

ria del que le professamos tan de obligacion; uno de los Aderechos ricos, que trujimos de España.

En commendamos con toda singularidad, al Señor Emperador nuestro Tio, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre, las Personas de la Condesa de Erix, nuestra Camarera mayor, de la Marquesa de Lanzarote, Señora de honor continua, de Doña Leonor Faxardo, Señora de honor y Guardamayor, y de las cinco Damas Españolas que actualmente nos sirven, pidiendoles con todo encarecimiento las honrras y favorescan como lo merecen sus buenos servicios.

Ytten suplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que al Principe de Dietrichain, nuestro Mayordomo mayor, le tenga por muy recomendado haciendola le merced que sus muchos servicios han merecido. Y lo mismo suplicamos a Su Magestad Cesarea por nuestras Damas Alemanas, que actualmente nos sirven.

Ytten mandamos a la Marquesa de los Balvases, a las dichas Camarera mayor, Princesa de Dietrichain muger del dicho nuestro Mayordomo mayor, a la Marquesa de Lanzarote, a D. Leonor Faxardo, a nuestras cinco Damas Españolas y ocho Alemanas, que actualmente nos sirven, una Joya de las nuestras, a cada una de las referidas personas, las que fueron a la voluntad del Señor Emperador nuestro Tio.

Ytten es nuestra voluntad que a todos los Criados y Criadas que nos sirven actualmente se les de a todos, y a cada uno dellos de por si, la Racion, y Gajes que gozan en esta Cesarea Corte por sus Officios; de que les hacemos merced por todos los dias de su Vida, a imitacion de la Señora Emperatriz Maria nuestra Abuela, que goza de Dios, queriendo que se les paguen de nuestra Dore, en Madrid, y per nuestra Embajada Cesarea, como se hace al presente con los que sirvieron à dicha Señora nuestra Abuela, reducienda esta Mencha alla de España, como se hizo entonces.

Suplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que como nos le tienes ofrecido, ampare la dicha nuestra familia, que actualmente nos sirve, naciendo les toda merced, y mandando conducir a España à los que su hubieren de bo-ver, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre suplicamos lo mismo, y que los admita todos en su real servicio, como tambien a las Personas, que tienen nuestra Imperial Palabra de ser admitida a nuestro servicio, en los puestos que coustan a dicho Señor Emperador nuestro Tio.

Y singularmente pedimos a la Señora Reyna nuestra Madre que favorezca la de Fr. Simon Garcia nuestro Confessor por lo bien que nos ha servido.

Ytten mandamos a la Condesa de Mansfeldt Ayá de nuestra Hija, por lo que estimamos, y por el cuidado con que la sirve, en seños de nuestra gratitud, una Joya tambien de las nuestras, a eleccion del Señor Emperador nuestro Tio.

Y todo lo arriba referido, otorgamos por nuestra ultima voluntad, siendo testigos rogados el Marques de los Balvases, Embajador de España en esta Corte; el Principe de Lobkowitz, Mayordomo mayor de dicha Magestad Cesarea, el Principe de Dietrichain, nuestro Mayordomo mayor, el Principe de Suarzenberg, Presidente del Consejo Austico Imper., el Conde de Sinsendorff Presidente de la Camara, el Conde de Dietrichain, Cavallero mayor de Su Magestad Cesarea, el Conde de Zinsendorff Mayordomo mayor de dicha Señora Emperatriz Leonora nostra Tia; El Baron Hoher Cancellier Austico de dicha Magestad Cesarea, y el Conde Francisco Agustin de Baldestain, en presencia de nuestros Secretarios Juan Jorge Koch, y Don Ysidro de Angulo; en cuya confirmacion lo firmamos, y mandamos sellar con el sello acostumbrado de nuestras Imperiales Armas, corroborado de los dichos dos nuestros Secretarios. Fecho en Viena de Austria a once de Março de mil y seiscientos y setenta y tres Años.

MARGARITA MARIA.

(L.S.)

D. Pablo Spt. Doria.	(L.S.)	Albrecht Gr von	(L.S.)
V. Duque de Sagen.	(L.S.)	Zinsendorff.	(L.S.)
Ferdinando Principe de	(L.S.)	Johann Paul Hoch.	(L.S.)
Dietrichsain.	(L.S.)	Francisco Conte de	(L.S.)
H. Pr. di Schwartzzen-	(L.S.)	Waldstein.	(L.S.)
berg.	(L.S.)		
G. Ludovico Conte di	(L.S.)		
Sinsendorff.	(L.S.)		
Gundacaro Conte di	(L.S.)		
Dietrichsain.	(L.S.)		

F F

Y nos

ANNO
1673.

ANNO 1673. Y nos los suso referidos Secretarios de la Emperatriz nuestra Señora, que a lo dicho soimes presentes, y que de su mandado lo escribimos, lo firmamos tambien en dicho dia, mes y año.

JUAN GEORGE KOCH. YSIDRO DE ANGULO.

NB. Ce qui suit est écrit en Allemand au dos du Testament.

Edmündiges Testament ist in Wien den 20. Martii 1673. nachmittag zwischen 4. und 5. Uhr in gegenwart Ihrer Fürstl. Gl. Gl. der beyden Herrn Fürsten: Als des Herrn Herzogen von Sagan / des Herrn Fürstens Ferdinand von Dietrichstein und Herrn Fürstens von Schwartzenberg / und des Herrn Hoff-Cammer Präsidentens Grafen von Eichenborff / und Herrn Hoff-Camlers Baron Pohers / und Weyner / in der Schenkung Ihrer Fürstl. Gl. von Schwartzenberg (als die selbige tag an einen schwedten Cathar und Augensuss das Herte hysen müssen) eröfnet und ordentlich recognosciret / auch für das wahre und rechte Original befinden worden.

Wien den 20. Martii 1673.

Christoph von Ubele.

CIII.

22. Avril. Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour terminer quelques différens au sujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye, le 22. Avril 1673. [Manuscrit.]

2. Mai.
LA SUEDE
ET LES
PROVINCES-UNIES.

Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini Caroli, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiae, Ducis Scaniae, Ethoniae, Livoniae, Careliae, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniae, Cassubiae, & Vandaliae, Principis Rugiae, Domini Ingriae, & Wismariae, nec non Comitum Palatini Rhemi, Bavariae, Juliaci, Cliviae & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi Nos Pedestrium Copiarum Generalis, & Gubernator in Elsborg, Dahi. Petrus Sparre Liber B. in Chronenbergh, Dominus in Nasby & Beltbergh, nec non ejusdem Sacrae Regiae Majestatis Consiliarius Cancellarius & Secretarius Status, Eduardus Ehrensteen, Hereditarius in Forsbygaard, Lindfio, & Barkerfopp, ad Serenissimum & Potentissimum Magnae Britanniae Regem atque Republicam Unitarum Provinciarum Foederati Belgii per Pacis Mediatione obunda missi & constituti Legati ut & altissime quoque memoratae Sacrae Regiae Majestatis ad Unitos Belgas Ablegatus Extraordinarius & Consiliarius Aulicus Haraldus Appelboom, Hereditarius de Soderby, quemadmodum & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii Nos ad hunc Actum specialiter Deputati Consiliarii, Gaspar Fagel Consiliarius & Pensionarius Hollandiae & West-Frisiae, Johan de Mauregnault, Wilhelmus ab Haren, Agri Boeltani in Frissii Grietmanius, Johan Isbrandts Horfthing in Hoocherke & Senator Groninganus, Deputati in Consessum Ordinum Generalium Uniti Belgii.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quocunque nomine interesse poterit, quod cum altissime memorata Sacra Regia Majestas Sueciae nihil magis voveat, quam ut se inter Regnumque suum ab una & Celsitudine D. D. Ordinum Uniti Belgii ab altera parte, firma & constans semper Amicitia vigeat & floreat; idque omne tollatur & complanetur, quod vel minimo impedimento esse queat, animorumque consensus, sicuti olim, cum hi respectivum Status essent non sine fructu ingenti quam conjunctissimi, ad illud reciproce & fidei correspondencie fastidium rursus evehatur, ut mutui Foederis antiqua necessitudo planè illibata & illaesa deprehendatur, atque altememorati D. D. Ordines Generales declaraverint, in eo studii genere omnem infimul promptitudinem seque tam bonae Sacrae Regiae Majestatis intentioni pari voluntate responsuros, & in eundem finem propositumque certam & libenter cooperaturos esse; proinde

congressi sint utriusque Partis supra nominati Plenipotentiarii interque eos actum & conclusum est modo sequenti.

ANNO 1673

I. Quemadmodum Sacra Regia Majestati Sueciae & Celsitudini D. D. Ordinum Generalium Foederati Belgii non secus ac aliis Principibus, Regibus, & Supremis Statibus competit jus & libertas summa disponendi de suis Navigationibus, Vexillibus, Mercibusque, ita par est, ut eodem jure & libertate sine ulla cojuspam contradictione fruantur adeoque sicut elucidationis actus Helsingoræ ^{29. Novemb.} 1659. conclusus per

Tractatum 18. Julii 1667. Haga-Comitis abrogatus visque ejus omnis in perpetuum extincta est, ita idem nunc confirmatur & stabilitur, & quidem sic, ut eadem elucidatio pro nulla semper habeatur, nec amplius existere præsumatur, neque talis aut consimilis in posterum fiat ulla, nec in præsens aut futurum hinc moveatur quidpiam, quod dictam Sacra Regia Majestatis libertatem, & jus impedire valeat, nec eo nomine ad Elbingensem vel quempiam istius Tractatus Paragraphum ubi de radice talis vel consimilis elucidationis agi prætendatur, procurare liceat; sed ut pars utraque in ea explicatione planè acquiescat, quâ Sacra Regia Majestatis Regnumque Sueciae & Celsitudo D. D. Ordinum Generalium hodie fruuntur & possident, atque post eradicatam elucidationem usu ipso utrinque comprobata est, ac etiamnum viget, salvo in reliquis tam quoad Commercio, quam alia omnia Elbingensi Tractatu secundum verum & genuinum ejus sensum.

II. Præterea cum impositio aut onus quoddam ordinarium aut extraordinarium, quocunque tandem nomine illud appellatum sit, Navibus vel Mercibus in Mare Balticum invehendis vel inde in Belgium Unitum exportandis in majorem Populorum isti Mari adjacentium gravationem quam quæ aliarum Nationum versus Occidentem vel aliorum eunt redeuntque Navigationi & Commercio reciprocandis incumbit, hæcenus impositum sit, inter Plenipotentiarios pariter conventum & transactum est, ut Sacra Regia Majestatis Subditi eorumque Naves & Merces conformiter Pactis non aliter quam conjunctissima quæque Gens peregrina cum suis Navibus & Mercibus in quascunque Orbis partes iter instituerint, in Unitis Belgarum Provinciis habere debeant, ac proinde dictum onus, quocunque tandem nomine appellatum sit aut appellari possit, tollatur, abrogetur & cæssetur, quemadmodum vigore præsentium tollitur, abrogatur & cæssatur, ita ut deinceps sub nullo unquam prætextu nunc aut futuris temporibus capiat, cesset vero omnis controversia super eo quod ex dicto onere hæcenus perceptum est.

III. Deinde cum Art. 6. dicti Tractatus Anni 1667. statutum & decretum sit, ut controversiæ quæ inter Societatem Sueco-Americanam & Societatem Indiæ Occidentalis Foederati Belgii intercedunt, tam ratione occupationis, quam damnorum, quæ sibi à sese invicem in America facta, & illata esse prætendunt, secundum Justitiæ & æquitatis regulas, cum Sacra Regia Majestatis Ablegato Haga-Comitis examinarentur, de super transigeretur Partique læsæ confessio & sine mora satisfactio, neque hæcenus ex illo tempore amplius quidquam actum sit, & tamen D. D. Legati Suecici contendunt, evidenter constare à Societati Sueciae ejusdem Indiæ novum Sueciam dictam vi & armis subactam esse; aptè vero altememoratorum D. D. Ordinum Generalium Uniti Belgii petum sit, ut collatis prius utriusque Societatis rationibus demonstratur, quomodo dictio illa sit occupata, quidve injuria vel damni illati qualibet Societas ab altera præterdere sustineat, idque per temporis breviamem nunc peragere cum non vacet, conventum est, ut statim post perfectum & conclusum hoc Pactum, controversia illa à parte Sacrae Regiae Majestatis per ejusdem hic loci Ministrum vel quemcunque alium aliosve ab altissime memorata Sacra Regia Majestate ad illud negotium constitutos vel ordinatos, ex parte vero D. D. Ordinum ad id deputatos reassumatur, & quid quantumve damni & injuriæ alterutra Pars ab altera passa sit, accuratè investigetur, expendatur, & sine ulteriore mora secundum dictam definitionem tam ratione occupationis, quam damni dicti intra currentis anni spatium satisfiat.

IV. Conventum præterea est Sacram Regiam Majestatem & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium operam omnem daturas, ut ad finicidas controversias, quæ inter Hæredes Grott Johannis ex una & Hæredes Grivitzii ex altera parte vertuntur, per dictos Hæredes Grott

ANNO 1673. Groot Johannis & diſſos Hæredes Crivitzli, quatenus poſtremi in ſiſ Provinciis Uniti Belgii morantur, aut bona eorum exiſtunt ab utraque Parte litigante vel Conſiderata intra triſmeſtre tempus à die conſeſſi Tractatus pares numero Arbitri eligantur, & ut dicta controverſiæ à præſatis Arbitris aut viâ amicabile, aut eorundem Arbitrorum Sententiâ quàm-celerimè & ad minimum intra anni ſpatium terminentur, promittentes utriſque Partis Plenipotentiarij tam Regiam Majeſtatem quàm Celſitudines dictorum D. D. Ordinum Generalium, quatenus præſati Hæredes aut eorum bona in ſupradictis Provinciis exiſtunt, abſque ulla mora executioni mandantur quod dicta viâ amicabile conventum aut Sententiâ Arbitrorum pronuntiatum fuerit.

V. Poſtremò cum Tractatus die 6. Julij 1667. de Mercibus Contrabandis aliſque, adeoque de ſecuritate & libertate Navigationis & Commerciorum, quid nimirum & quomodo tempore Belli ab utraque Parte Fœderata agi debeat, expreſſè ordinè & ſtatutè, jamque remotis Articulis ſeparatis ad tempus conſeſſi Fœderis duntaxat adaptatis, dictus Tractatus ſolus communis conſenſu ut norma habeatur quàm Partes invicem ſequi teneantur, inter Plenipotentiarios hac vice

idem renovatus vigore ſuo reſtitutus eſt, ac proinde ſi quæ hæctenus à Republicâ Belgicâ armatoribus (Commiſſe-Vaerders dictis) contra Fœderis ſenſum ſurſepæ ſint, vel dehinc ab alterutra Parte ſurſurſum aut alicubi deſineantur, vel in futurum detentæ fuerint, promiſſum eſt, ut mox abſque aliarum Legum vel Judiciorum ambagibus vel impedimento ullo privati cuſpſiam, atque ſine detrimento etiam, vel ſi illud contra dictum Fœdus illatum ſit, præſtitâ omnino promptè indemnitate dimittantur & in plenam libertatem reſtituantur. In fidem horum majorem duo exemplaria invicem commutanda conſeſſa & dein extradita ſunt Plenipotentiariorum manibus Sigillisque manita, addita ſtipulatione mutua de Ratificatione intra tres meſes ſubſeſſutura, quæ hic foci mox commutari debeat, Adm Hage-Comitis die 22. Aprilis 1673.

(L.S.) P. SPARRE. (L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) EHRENSTEEN. (L.S.) JO. MAUREGNAULT.
(L.S.) HARALD AP. (L.S.) W. V. HAREN.
PELBOOM. (L.S.) J. ISBRANDTS.

ANNO 1673.

CIV.

10. Mai. Traact van Alliantie tuffchen Syne Koninglycke Majesteit CHRISTIAEN DE V. tot Denemarcken, ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, over een reciproquelycke Assistentie. Gedeen tot Coppenbagen den 10. Maii 1673.
[Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 446. col. 2. en Allemand.]

K Ennellijk zy; Nademaal t'zedert de Alliantie tuffchen den Doorluchtigsten ende Grootmagtigsten Furst ende Heere, Heere FREDERICK de Derden Koning van Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen, Hertog van Sleswyck, Holſteyn, Stormar ende der Diemarſchen, Graaf tot Oldenburgh ende Delmenhorſt Glorieuſer memorie, ende de Hoogh Mogende Heeren STATEN GENERAAL der Vereenigde Nederlanden in de Jaren 1649. 1657. ende 1666. geſlooten den roellant van 't gemeene weſſen, ſigh merckelijck heeft verandert, ende de experientie getoont, dat de hulpe daer in bine inde geſtipuleert niet altyds ſoude konnen toereycken, maar het ene nootſaekelijckheyt ſchynyt te weſſen, om over een meerdere aſſiſtentie reciproquelyck te convenieren; ende derhalven de Heeren Staten Generaal, om deſe ende andere oorſaacken, goetgevonde hebben aan de jegenwoordige regeerende Koninklycke Majesteit van Denemarcken, Noorwegen, &c. eerſt den Welgebooren Heer, Heere Daniel van Wyngaerden, Vryheer van Wyngaerden, Ruybroeck ende Benthuyſen, Heere van Weterckendam, Soetermeer, Moermont en Renſſe, uyt de Ridderſchap van Holland ende Weſt-Vrieſlant, Ordinaris Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden wegens de ſelve Provincie, Bailiſ, Dyck-Graaf ende Super-Intendant van het Kaſteel, de Stadt en Lande van Woerden, Hooghe Heemraet van Delflandt, als haaren Extraordinaris Ambaſſadeur, ende naderhandt oock den Edelen Geſtrongen, Wyſen, Voorſienigen Heere Simon van Beaumont Secretaris van de Heeren Staten van Hollandt ende Weſt-Vrieſlant als derſelver Extraordinaris Gedeputeerde af te vaerdigen, om aen ſyne Koninklycke Majesteit die nootſaekelijckheyt van dien voor te dragen, ende daer over in handelinge te treden; oock het hooghgedachte ſyne Koninklycke Majesteit beſieft heeft daer toe te committeren de Wel-ende Hooghgebooren, Hoogh ende Wel-Edele Heeren, den Ulrick Frederick Guldenleeuw ſyner Koninklycke Majesteits Geheymen Raedt, Stadthouder ende Generaal in Noorwegen, als mede Opper-Kamer-Heer &c. den Heer Pieter Retz, Erf-Heere van Palts-gaerd, Ridder, Geheymen Raedt, Cancellier, President in het Cancellary-Collegie, Gouverneur en

TOM. VII. PART. I.

Ampt.

CIV.

Traité d'Alliance entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarck, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour une reciproque Assistance. A Coppenhague le 10. Mai 1673.

SOit notoire, que comme depuis l'Alliance d'entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur FREDERIC Troisième Roi de Danemarck, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holſtein, Stormar, & de Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorſt, & de Glorieuſe mémoire, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclus & années 1649. 1657. & 1666. l'Etat de la Republique a changé conſiderablement, & que l'expérience a fait voir que l'aſſiſtance qui y eſt hinc inde ſtipulée, non-ſeulement ne ſuffiſt pas, mais qu'il ſemble neceſſaire de convenir reciproquement d'une aſſiſtance plus grande, & que les Seigneurs Etats Généraux pour ces & autres raiſons, ont trouvé à propos de députer à cet eſſet à Sa Majeſté le Roi de Danemarck, Norwegue, &c. preſentement regnant, le Sieur Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Ruybroeck & Benthuyſen, Seigneur de Weterckendam, Soetermeer, Moermont & Renſſe du College des Nobles de Hollande & Weſt-Friſe, Député Ordinaire en l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas de la part de ladite Provincie, Bailiſ, Dick-Grave & Sur-Intendant des Château, Ville & Pais de Woerden, Grand Heemraet de Delflandt, & leur Ambaſſadeur Extraordinaire, & depuis auſſi le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur, Simon de Beaumont, Secrétaire des Seigneurs Etats de Hollande, & de Weſt-Friſe, auſſi en qualité de leur Député Extraordinaire, pour en propoſer la neceſſité à Sa Majeſté de députer auſſi à cet eſſet le Noble Seigneur Ulrick Frederick Guldenleeuw, Conſeiller Privé de Sadite Majeſté, Gouverneur & General en Norwegue, & auſſi Grand Chambellan, &c. le Sieur Pierre Retz, Seigneur de Paltsgaerd, Chevalier, Conſeiller Privé, Chancelier du College

FF 2

10. Mai. LE DANEMARCK ET LES PROVINCES-UNIES.

ANNO
1673.

Ampman over Haddelandt, Offie-Rammerige, Buscherud ende Ringerugers-Ampt, oock Assessor in Collegio Status ende het Hooghte Gerechte; den Heer Johan Christoff van Corbit, Erf-Heer van Hellerup, Ridder, Geheymen Raedt, Ryx Maerichalek, Sticns-Gouverneur over Zeelandts Sticht ende Ampman over Coppelthagen ende Roschilde Ampt, als oock Assessor in Collegio Status, het Hooghte Gerechte ende het Kryghs Collegi; den Heer Pieter van Griffenvelt, Erf-Heer van Griffenvelt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Riedt, Oppen-ende Geheymen Staets ende Kamer-Secretaris, Gouverneur ende Ampman over Theunis-Berghamer, als oock Assessor in Collegio Status, ende het Hooghte Gerechte; den Heer Paul van Klingenbergh, Erf-Heer van Bolstrup, Hanrou ende Tolstrup, Staets-Raet ende Post-Meester Generael in Denemarchen, ende den Heer Ceraede Bierman, Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, oock Assessor in Collegio Status, ende het Hooghte Gerechte; dat naer ryp overleg van Saacken ende verhoeyden gehorende Conferentie ende by-eenkomste over de naervolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geacordeert ende verdragen is als volght:

I. Sal tusschen Syne Koninghlycke Majesteit ende de Heeren Staaten Generael der Vereenighde Nederlanden, zyn ende blijven bestandige Vriendschap ende vertrouwde Correspondentie, soo dat d'een d'andere getrouwelyk meyen, ende niet alleen soo dicke maels als h't noedigh wesen sal voor schiede ende onheyl by tyt waarschouwen, maer oock van den selven alle pericul ende ongelegenheyt, conform den inuehouden van de naervolgende Articulen effectivelyk helpen afkeeren.

II. Indien by gevolge Syne Koninghlycke Majesteit van iemand, wie het oock soude mogen wesen, nemandt uytselondert, in Europa vyandtyck soude mogen werden overvallen ende aangevalt, het zy dat sulcks geschiede openelyk met de Wapenen ofte oock door andere seytelyckheden ende indrachten, voortkomende ende haaren oorspronck nemende by Syne Majesteits Landen ende Kusten, binnen ofte byuten Europa gelegen, tot hertellinge ende afwendinge van de welcke Syne Koninghlycke Majesteit soude genootsaect werden van sels de Middelen by de hand te nemen, dewelcke soo wel de Goddelijcke als natuurylycke ende aller Volckeren Rechten in diergelycken voortvallen toelaten, soo belooven de Heeren Staaten Generael Syn Koninghlycke Majesteit, op des sels begereen ende gedane Notificatie, binnen twee maanden, ofte wel eerder, indien sulcks enichints sal konnen geschieden, boven de ses duysent Man in de voorige Tractaten de Annis 1649. 1657. ende 1666. getypuleert, op haer eygen onkosten te hulpe senden, fordanige macht te Water ende te Lande, aen Scheppen ende Volck te Paerde ende te Voet, als naer de geschapenheyt ende ten toelant van saecken sal van nooden zyn, omme den Vyandt ende des sels geweldt af te keeren; of in gevalle de Heeren Staaten Generael met soo veele Volckeren te Paerde ende te Voet soo haest niet soude konnen opkomen, dat de selve als dan een gedeelte aen Volck, ende een gedeelte in barren gelde, om de deficiërende Manichap daer mede op de been te brengen, ende onderhouden, sullen verschaffen, ende daer mede, soo lange den Oorlogh dueren sal, continueren; maer in cas foodanigh secours omme den Vyandt af te dryven ende tot reden te brengen, niet soude konnen toereycken, het zy dat Syne Koninghlycke Majesteit, of met een gekroont Hooft, of met sulcken Staet, die van een gekroont Hooft geappuyert ende geassisteert wierde, in Oorlogh mochte geraecken, soo sullen de Heeren Staaten Generael schuldigh zyn, boven alle het voorschreven secours Sijn Koninghlycke Majesteit op haer eyghen onkosten met haer geheele Macht te Water ende te Lande te assisteren, ende de Vyanden van Syne Koninghlycke Majesteit mer het uytterste vigeur, kracht ende vermogen aen te tallen, de selven allen mogelycken

breuck

de la Chancellerie, Gouverneur, & Grand Bailiff ANNO
de Haddelandt, & des Châtellenies de Offre-Rammerige, Buscherud, aussi l'Assesseur au College d'Etat, & de la Haute Justice, le Sieur, Jean Christophile de Corbit, Seigneur Héritaire de Hellerup, Chevalier, Conseiller Privé, Maréchal du Royaume, Gouverneur de Zelande, & Bailiff des Châtellenies de Cappenbague, & Roschilde, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, Haute Justice, & College de Guerre le Sieur Pierre Griffenvelt, Seigneur Héritaire de Griffenvelt, Chevalier, Conseiller Privé, & en la Chancellerie, Premier Conseiller d'Etat & Privé, & Secrétaire de la Chambre, Gouverneur & Grand Bailiff de la Châtellenie de Teunis-Berg, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, & Haute Justice, le Sieur Paul de Klingenbergh, Seigneur Héritaire de Bulstrup, Hanrou & Tolstrup, Conseiller d'Etat, & Directeur Général des Postes de Danemarck, & le Sieur Conrad Bierman, Conseiller de la Chancellerie & d'Etat, & Secrétaire de la Chambre, comme aussi Assesseur au College d'Etat, & de la Justice Suprême, & qu'après avoir tenu diverses Conférences, & Assemblées, ils ont de part & d'autre convenu & accordé sur les Points & Articles ci-après en la manière suivante.

I. Il y aura entre Sa Majesté, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, une constante amitié, confiance, & correspondance, en sorte qu'ils font d'intention non-seulement de se donner avis l'un à l'autre, toutes & quantes fois que besoin sera, de tout ce qui pourroit tendre à leur dommage & malheur, mais s'assisteront l'un l'autre à détourner effectivement tous les dangers & dommages qui pourroient les menacer, conformément au contenu des Articles suivants.

II. Si par conséquent quelqu'un, qui que ce puisse être, nul excepté, venoit à attaquer Sa Majesté hostilement en Europe, soit que ce soit ouvertement, par la voye des armes, ou bien par quelque autre acte d'hostilité, & voyes de fait, à cause des Pais & Côtes de Sa Majesté, sitées dedans ou dehors de l'Europe, & pour quoi rétablir & détourner, Sa M. seroit obligée de prendre en main les moyens tant Divins que naturels, & tous autres qui sont permis par le Droit des Gens & autre, c'est pourquoi les Seigneurs Etats Généraux ont promis à Sa Majesté sur sa requisition, & Notification qu'il en fera, de lui envoyer à leurs propres dépens en secours dans deux mois ou plutôt, si la chose se peut faire, outre les six mil Hommes stipulez es précédens Traitez des années 1649. 1657. & 1666. telles Forces par Mer & par Terre, en Vaisseaux & Troupes de Cavalerie & d'Infanterie que par la disposition & situation des affaires, il sera de besoin pour repousser l'Ennemi & ses violences, ou au cas que les Seigneurs Etats Généraux ne puissent pas fournir si promptement autant de Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'ils fourniront une partie en Troupes, & une partie en argent comptant, pour en mettre sur pied les Troupes qui défautiront, & les entretenir, & continuer ainsi tant que la Guerre durera; mais au cas qu'un tel secours ne soit pas suffisant pour repousser l'Ennemi, & l'amener à la raison, soit que Sa Majesté entre en Guerre, ou avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit appuyé d'une Tête Couronnée, & en seroit assisté, les Seigneurs Etats Généraux seront obligez, outre le susdit secours, d'assister Sa M. à leurs dépens de toutes leurs forces, tant par Mer que par Terre, & d'attaquer les Ennemis de Sa M. avec la dernière vigueur, force & pouvoir, de leur faire tout le dommage possible, & de rompre & d'entrer en Guerre ouverte avec eux,

tous

ANNO
1673.

breuck te doen, ende met haer in openbaere Vyandtschap, Oorlogh, ende Rupture te treden, niet anders als of aen Haer selfs indrachte gedaen, ende sy waren geattacqueert geworden, oock daer inne te continueren, soo lange dat de Vreede weder verkregen, ende aen sijne Koninghlycke Majesteit voor de gelede- ne ende toegevoechde schade, tot vergenoegen satisfactie geschiedt sal zyn, sonder dat Haer Hoogh Mog. sulien bevoegt zyn, van wegen foodanige ordinaire of extraordinaire assistentie te Water ende te Lande oyt eenige vergoedinghe, refuise of recompens te eyfichen ofte te pretendere, onder wat pretext sulcks soude konnen geschieden.

III. Van gelycken in gevalle de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van ymandr, wie die oock soude mogen weesen, niemant uytgefondert, in Europa vyandtyck soude mogen werden aengetaft ende overvallen, het zy dat het selve geschiede openlyck met de Wapenen, ofte oock door andere seytlyckheden ende indrachten, voortkomende, ende haeren oorspronck nemende uyt Haer Hoogh Mog. Landen ende Kusten binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende afwendinge van de welke de Heeren Staten Generael van sels genootsacket soude werden, die Middelen by der handt te nemen, de welke soo wel de Goddelijcke als Naatylycke ende aller Volckeren Rechten in diergelycken voorvallen roelaten, soo beloofd sijne Koninghlycke Majesteit aen de Heeren Staten Generael, op der selve begeren ende gedaene Notificatie, binnen den tyt van twee maanden, ofte wel eerder, indien sulcks eenichsints sal konnen geschieden, te hulp te komen met een Vloot van veertich goede Oorlogh-Schepen met Volck ende alle andere nootfaecklyckheden wel voorien: Allesints voor foodanige Subsidien ende op sulcke conditie als by het voorige Tractaet van den 1. Februart selien-hondert ses en tseffigh is gestipuleert, behoudens dat Sijn Koninghlycke Majesteit op hem neemt, het volle getal van de veertigh Oorlogh-Schepen te equiperen, ende het geene verders in het naevolgende achste Articel wegens de conjunctie aengeroreert werd; oock daer benevens Haer Hoogh Mog. in plaetse van de ses duysent Mannen by de vooregaende Tractaet gestipuleert, ende waer van de Heeren Staten Generael, midsgaders van de pretentie dien aengaende gemoevert, by desen l'eenemael affstant doen, te Lande te assisteren met een Armee van thien duysent Man, te weten vier duysent Paerden in acht Regimenten ende ses duysent te Voet in ses Regimenten, midsgaders met eene Artillerie, geproportioneert naer het getal van de voorschreve Militie, ende daer mede tegens de Vyanden van den Staet van Haer Hoogh Mog. te ageren, soo lange den Oorlogh dueren sal: Voor welke assistentie te Lande, de Heeren Staten Generael aen sijne Koninghlycke Majesteit tot de helfte van de voorschreve thien duysent Man sulien betalen de Werfgelderen, te weten veertich Ryxdaelders voor een Ruyter, ende thien Ryxdaelders voor een Voetknecht, maeckende te samen hondert thien duysent Ryxdaelders; ende voor het maendelyck onderhou van de voorschreve helfte, op een Regiment te Paert vier duysent seiven hondert tseffigh Ryxdaelders derich stuyvers, ende op een Regiment te Voet vier duysent een hondert vier Ryxdaelders vier stuyvers; oock boven dien op elcks Regiments-Staff des maents twee hondert thien Ryxdaelders, maer tot den Generaels-Staff, als mede tot de Artillerie ende de dependienten van dien, des maents seiven duysent vier hondert twintich Ryxdaelders; welke onderhou-Penningen te saemen des maents belopen veertich duysent twee hondert vyf en veertich Ryxdaelders: Waer tegens Sijn Koninghlycke Majesteit de voorschreve Heeren Staten Generael alle verdere onderhoudinghe ende andere onkosten, soo wel by de Vloot, als by de Militie te Lande te supporteeren, sal afhouden ende gantschelyck ontheffen, maer in cas het voorsz. secours niet mochte komen toereycken, omme den Vyant af te weeren, ende den selven tot reden te brengen, of oock de Heeren Staten Generael met een gekroont Hooft, ofte foodanigen Staet dewelcke van een gekroont Hooft ondertheent ende geassisteert wierden, in Oorlogh mochten geraecken, soo sal sijne Koninghlycke Majesteit het voorgemelde secours verdubbelen, ende tot rwintich duysent Man, te weten, acht duysent te Paert ende twiself duysent te Voet vermeedderen: Waer tegens de Heeren Staten Generael de Subsidien van gelycken te verdubbelen, ende

ANNO
1673.
tout de même, & non autrement que si les hostilités étoient faites à eux mêmes, & que s'ils étoient attaqués, & d'y persister jusqu'à ce qu'on ait obtenu la Paix, & que satisfaction ait été faite à Sa Majesté pour le dommage qu'elle aura souffert; sans que Leurs Hautes Puissances soient jamais fondées pour telles ordinaires, & extraordinaires assistances par Mer & par Terre, de demander, ou prétendre aucune indemnité, refuson, ou récompense, sous quelque prétexte que ce puisse être.

III. Semblablement, au cas que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas viennent à être attaqués en Europe par qui que ce puisse être, nul excepté, soit ouvertement par les Armes, ou par autre voye de fait, à cause des Pais & Côtes que L. H. P. ont en Europe, pour quoi rétablir & détourner les Seigneurs Etats Généraux seroient obligés de se servir des moyens que Dieu & la Nature, aussi-bien que le Droit des Gens permet en telles occasions, Sa Majesté promet ausdits Seigneurs Etats Généraux, sur leur requiſition & dans deux mois de la Notification qui leur en sera faite, ou plutôt si la chose se peut faire en quelque manière, de les secourir avec une Flotte de quarante bons Vaisseaux de Guerre, pourvus de Troupes & de toutes autres choses nécessaires, moyennant les Subsidies, & sous les conditions stipulées par le précédent Traité du 1. Février mil six cents soixante-six; excepté que Sa Majesté se charge d'équiper le nombre entier desdits Vaisseaux de Guerre, & ce qui en outre est mentionné dans le huitième Article suivant, à l'égard de la conjonction; & d'assister aussi par Mer, & par Terre, outre ce L. H. P. au lieu des six mil Hommes stipulés par les Traitez précédents; & dont les Seigneurs Etats Généraux se dessistent entièrement, aussi-bien que des prétentions mises à cet égard, d'une Armée de dix mil Hommes, savoir quatre mil Chevaux en huit Régimens, & six mil Hommes d'Infanterie en six Régimens, avec une Artillerie proportionnée au nombre des susdites Troupes, pour s'en servir, & agir contre l'Ennemi de l'Etat de L. H. P. tant que la Guerre durera, pour lequel secours par Terre, les Seigneurs Etats Généraux payeront à Sa Majesté la moitié des Deniers de levée desdits dix mil Hommes, savoir quarante Risdales pour un Cavalier, & dix Risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois de la susdite moitié pour un Régiment de Cavalerie quatre mil sept cents soixante Risdales, trente sous; & pour un Régiment d'Infanterie quatre mil cent quatre Risdales quatre sous, aussi outre cela pour chaque Etat Major de Régiment par mois deux cents dix Risdales, mais pour l'Etat Major General, aussi-bien que pour l'Artillerie & dépendance d'icelle sept mil quatre cents vingt Risdales, lesquels Deniers d'entretien montent ensemble par mois à quarante mil deux cents quarante-cinq Risdales. Et Sa Majesté déchargera de sa part les susdits Seigneurs Etats Généraux de tout autre entretien & frais qu'il faudra porter, tant pour la Flotte que pour les Troupes de Terre: Mais au cas que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser l'Ennemi, & l'amener à la raison, ou que les Seigneurs Etats Généraux vinssent à entrer en Guerre avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit soutenu, & assisté d'une Tête Couronnée, Sa Majesté redoublera le susdit secours, jusques à vingt mil Hommes, savoir huit mil de Cavalerie, & douze mil d'Infanterie; & les Seigneurs Etats Généraux doubleront aussi lesdits Subsidies de leur côté, & ce, outre l'entretien, qui

ANNO

1673.

ende nevens den onderhout, die als dan maentlyck tot tagentich duysent vier hondert t'negentich Ryxdaelders sal belopen, en aen Werf gelderen twee hondert twintich duysent Ryxdaelders, te betalen gehouden sul- len zyn, boven alle het voorichreve secours, sal Sijne Koninghlycke Majesteit verders schuldig zyn, Haer Hoogh Mogende met sijn geheele Macht te Water ende te Lande te assisteren, ende der selver Vyanden met de yterste vigueur, krachte ende vermoogen aen te tasten, de selve alle mogelycke afbreuck te doen, ende niet haer in openbare Vyantschap, Oorlogh ende Rupture te treden, niet anders, als of Sijn Koninghlycke Majesteit selfs indrachten gedaen, ende de selve geattacqueert ware geworden, oock daer inne te continueren, so langh tot dat de Vreede wederom ver- kregen, ende aen Haer Hoogh Mogende voor de gele- dene ende toegevoeghe schade tot vergenoegen satis- factie geschiet sal zyn.

IV. Waer by dan expresselyck is bedongen, dat de betaeltage van de voorst. gementelycke Subsidien tot Hamburg in Banco richtich, ende onseylaelerlyck als Wissel-gelden sal geschieden; in dier voegen, dat de helft van ses hondert duysent Ryxdaelders tot de Vloot behoef, naementlyck, drie hondert duysent Ryxdaelders voor af als de eerste termyn; Van ge- lycken de geschipuleerde Werf-gelden tot de voorschre- ve Armée te Lande, sullen werden betaelt, terstont als het secours sal werden begeert; maer de tweede termyn tot de Vloot, te weten hondert vyftigh duysent Ryxdaelders drie maenden daer naer, ende naer 't verloop van noch drie andere maenden, het derde ende laetste termyn, te weten, de resterende hondert vyftigh duysent Ryxdaelders; maer wat aengaet de Subsidien tot het onderhout van de Militie te Lande, de selve sullen wel voor de drie eerste maenden van gelycken tot Hamburg in Banco ofte by seckere Koop- luyden gereedt leggen; doph de eerste maent maer half werden gerekent, ende de betalinghe van een geheele maent gepresteert eerst vier weeken naer dat de Werf- gelden sullen welien betaelt, ende van de overige an- derhalf maenden, by de eerste Monsteringe; maer naer expiratie van dese drie eerste maenden sullen voor den volgenden vierden maent de Subsidien tot het onder- hout terstont in 't begiue van de selve maent, ende oock voorts, soo lang den Oorlogh dueren sal, in 't be- giu van elke maent, door de Heeren Staten Generael aen de Gevolmachtichde van Syne Koninghlycke Ma- jesteit in Hamburg werden getelt.

V. Ende, niet tegenstaende het onderhout, gelyck terstont is geseit, by Haer Hoogh Mog. niet meer als t'elkens op een maent sal werden betaelt, soo sullen echter de Subsidien geduyrende den Oorlogh van vier maenden tot vier maenden continueren, soodanig, dat al schoon de Vreede in de eerste tweede ofte derde maent gesloten ende geratificeert wierde, echter de Subsidien voor die vier volle maenden sullen moeten werden betaelt, maer indien men in de vierde ende laetste maent de Vreede, ende de Ratificatie van dien quame te verkryghen, ende dat de Volckeren bequa- melyck, ende sonder pericul van d'een of d'andere der Geallieerdens fouden konnen werden afsedancet, soo sullen de Heeren Staten Generael gehouden zyn, niet alleen de Subsidien voor de vier volle maende, maer oock noch een maent daer boven te betalen; dan aengaende de continuatie van de Subsidien tot de Vloot blyft het by het geene wat by het Tractaet in Anno 1666. opgerecht, is geaccordeert ende vergeleeken ge- worden.

VI. Ende nademael Haer Hoogh Mog. in manieren voorschreve sich obligeren aen Syne Majesteit, voor des selfs beloofde Assistentie met Subsidien te gemoet te komen, soo sullen oock de Volckeren, wanneer sy geworden zyn op het Rendevous by den anderen sul- len gekomen zyn, in presencie van Haer Hoogh Mog. Commissarissen werden gemonstert, omme te sien of de selve compleet zyn, ende in het veraccordeerde ge- tal sijn bevinden, ende vervolgens oock, soo haest immers mogelyck is, tot assistentie van Haer Hoogh Mog. aengevoert, ende reelyck geemployeert werden. Maer naetmaels sal de Monsteringe alle drie maenden ofte oock meermalen, inden sulcks by Syne Kon- inghlycke Majesteit ende Haer Hoogh Mog. ofte der selver Gevolmachtichde, nodich ende dienstich sal worden geoordeelt, gedaen werden; ende sal de be-

von-

montera alors par mois à quatre-vingt mil quatre ANNO
cens quatre-vingt & dix Risdales, & les Deniers 1673.
de levée deux cens vingt mil Risdales, qu'ils seront obligez de payer. Outre tout le susdit secours, Sa Majesté sera de plus obligée d'assister L. H. P. de toutes ses Forces de Mer, & de Terre, & d'attra- quer leurs Ennemis avec la dernière vigueur, force & puissance, pour leur faire le plus de dommage qu'il sera possible, comme aussi d'entrer avec eux en inimitié, Guerre & Rupture, & non autrement que si l'hostilité se faisoit à Sa Majesté même, & qu'il- le fut attaquée. Et aussi d'y persister, tant que la Paix soit rétablie, & que L. H. P. ayent reçu sa- tisfaction pleine & entière pour le dommage qui leur aura été fait, & qu'ils auront souffert.

IV. Outre quoi, il est expressement stipulé que le payement des susdits Subsidies ensemble se fera à Hambourg en Banque, & sans faute comme au Change, en cette sorte, que la moitié des six cens mil Risdales promis pour la Flotte, savoir trois cens mil Risdales, comme terme premier, comme aussi les Deniers de levée stipulez pour la susdite Armée de Terre seront payez aussi-tôt que le secours sera re- quis; mais le second terme pour la Flotte, savoir cent cinquante mil Risdales trois mois après, & après l'ex- piration de trois autres mois, le troisième & dernier terme, savoir les cent cinquante mil Risdales restants, mais pour ce qui concerne les Subsidies pour l'entretien des Troupes de Terre, ils seront avant les trois premiers mois remis à Hambourg en Banque, ou par des Marchands sûrs en argent comptant; mais le premier mois la moitié seulement sera comptée, & le payement d'un mois entier sera fait, seulement quatre semaines après que l'argent de levée aura été payé, & pour l'autre mois & demi restant, à la première revellé. Mais après l'expiration de ces trois premiers mois, seront pour le quatrième mois, & dès le commencement d'icelui, payez par les Sei- gneurs Etats Généraux aux Plenipotentiaires de Sa Majesté à Hambourg les Subsidies pour l'entretien, & ainsi de suite, au commencement de chaque mois, tant que la Guerre durera.

V. Et nonobstant que l'entretien, comme il vient d'être dit, ne sera à chaque fois payé qu'à un mois près par L. H. P. néanmoins les Subsidies continueront de quatre mois en quatre mois tant que la Guerre durera, en sorte qu'encore que la Paix vienne à se ratifier dans le premier, second ou troisième mois, lesdits Subsidies devront cependant être payez pour les quatre mois entiers, mais si la Paix & Ratification vient à se faire dans le qua- trième & dernier mois, & que les Troupes puissent convenablement, & sans danger pour l'un & l'autre des Confederez, être congédiées, les susdits Seigneurs Etats Généraux seront obligez de payer les Subsidies non-seulement pour les quatre mois entiers, mais encore pour un mois de plus. Mais à l'égard de la continuation des Subsidies pour la Flotte demeure ce qui est accordé, & convenu par le Traité de l'an 1666.

VI. Et comme L. H. P. s'obligent en la ma- nière que dessus de donner des Subsidies à Sa Majesté pour l'assistance promise; quand les Troupes seront levées & arrivées les unes près des autres au rendez- vous, elles seront passées en revellé en la présence des Commissaires de L. H. P. pour voir si elles sont complètes, & au nombre dont on est convenu, & seront ensuite conduites & employées réellement aussi- tôt qu'il sera possible pour le secours de L. H. P. mais en après la montre s'en fera tous les trois mois ou plus souvent, si Sa Majesté & L. H. P. ou les personnes à ce autorisées le jugent utile & né- cessaire; & la diminution qui sera trouvée du nombre

ANNO
1673.

vondene afgaenck ende verminderinge van het getal van 't Voick soo die tot op duyfent Mannen komt te belooen, ende dat de Officers sullen konnen bewyzen dat sulcken afgaenck ende verminderinge niet by haer verslym toegekomen, nochte uyt eenige andere practyke gesprooten is, maer dat sulcke Voickeren ofte in 'de Oorloghs-Actien zyn gebleven ende vermist, of anderlints wegh gestorven, door de Heeren Staten Generael voor de hestige geremplaceert, ende de nodige Recreuterings-gelden daer toe aengeltelt werden.

VII. De Regimenten te Paert, mitsgaders de Dragonders (drie Dragonders tegens twee Ruyters ende een Voetknecht gerekent) waer van elck Regiment in vyf hondert Man sal moeten bestaan sullen, in ses Compagnien, maer die te Voet elck van duyfent Man, in tien Compagnien werden afgedeelt; doch sal het aen Syne Majesteit vry staen, de voorschreeve Regimenten in 't generael, ofte elck in 't byzonder, na syn believen ende gelegenheyt te formeeren, soo miet het gesspuleert getal van de voorschreeve Volckeren sich ieder mael sal byvinden ende Haer Hoogh Mog. wegens deselve, boven de voorschreeve Subsidien niet geen meerder lasten ende uytgiften en werden beivwaert.

VIII. Ten aensien van de Oorloghs-operatien ende hoe deselve ten gemeenen besten sullen konnen werden gevoert, is vergeleekent, dat over deselve ieder mael sal werden geconcentreert tusshen Syne Koninghycke Majesteit ofte de gene aen de welke deselve het Oppor-Commundo over syne Volckeren sal toe betrouwen; ende de Gevolmachtighden van Haer Hoogh Mog. de welke ten dien eynde tot alle Oorloghs-deliberatien sullen werden geadmitteert. Ende in gevalle enigh Exploit by de handt soude mogen werden genomen dat strecken mochte tot bescherminge van Haer Hoogh Mog. Landen ende Steden, ofte van sulcke Plaetsen die met derselver Guarritioen zyn befest, ofte oock tot recuperatie van die gene, de welke in het gewelt van den Vyant soude mogen zyn geraeckt, soo sal aldan in de deliberatie het sentinent van Haer Hoogh Mog. Gevolmachtighde, voor soo verre de Oorloghs-reden 't selve sal toelaten, prevalere ende gevolght werden, maer by aldien dusdanige Oorloghs-operatien souden mogen concerneren Syne Koninghycke Majesteit, ende de defencie, securiteit, ende Interest van desselfs Rycken ende Landen, in sulcken gevalle sal het goetduncken, ende de meyninge van Syne Koninghycke Majesteit ofte desselfs Gevolmachtighden prevaleren; ende soo verre als de Oorloghs-raison sulcks toelaten sal ter executie geleyt worden, dat daer beneffens oock wederzyds Gevolmachtighden ende Generalen geïnstrueert ende gelaft sullen werden, sich na den innouden deses Tractaets, soo veel de Oorloghs-verrichtinge aengaet, in alles reciproquelyck te reguleren, het ly wanneer Syne Majesteit Haer Hoogh Mog. ofte deselve Syne Majesteit sullen assilteeren, maer wat de Vloot belanght, blyft het dienaengaende, gelyckerwyse by het Tractaet anno seftien hondert ses en 't sellich opgerecht; behoudens alleen dat Syne Majesteit gehouden sal zyn, wanneer het den noodt fal komen te verseyfchen, ende dat de selve in syne eygen Rycken ende Landen geen pericul te verwachten heeft op Haer Hoogh Mog. begeren een gedeelte van syne Oorloghs-schepen tot twintich in 't getal met Haer Hoogh Mog. Capitale Vloot by Fleckeroo ofte de Neus in Noorwegen te conjungeren.

IX. By soo verre oock de assistentie-Volckeren, geduyrende de Oorloghs-Oeffeninghe, occasie mochten bekomen, eenige Landen den Vyant toebehoorende, onder contributie te setten, soo sullen in sulcken cas de gegevene Contribution aen beyde de Hooge Geconfedereerde in gelycke deelen toe ende ten goeden komen: Dogh is hier onder niet te verstaen 't geene den Soldaat in de Quartieren aldaer sal genieten, ende vervolgens oock Syne Koninghycke Majesteit aen de beloofde Subsidie dieswegen niet afgaen: Maer by aldien Syne Koninghycke Majesteit ofte syne Onderdanen aen de Volckeren van de Heeren Staten Generael, ofte Haer Hoogh Mog. of derselver Ingeletenen aen de Troupes van Syne Koninghycke Majesteit eenige assistentie van Proviant oft andere nootwendigheden souden mogen komen te doen, sal de gene aen de welke sodanige assistentie geschiet, gehouden zyn aen de andere sulcks met contant gelt te betalen.

X. De

nombre des Troupes, si elle se monte jusques à mil Hommes, & que les Officiers puissent prouver qu'elle ne vient point de leur negligence, ni d'aucune autre pratique, mais qu'ils sont demeurés dans l'action ou autrement par mortalité, sera remplacée pour la moitié par les Seigneurs Etats Généraux, & les Déniers des recrues nécessaires par eux payez.

VII. Les Régimens de Cavalerie, & de Dragons, (trois Dragons comptez pour deux Cavaliers & un Soldat,) dont chaque Regiment devra être composé de cinq cens Hommes, seront partagez en six Compagnies, mais ceux d'Infanterie, chacun de mil Hommes, en dix Compagnies; mais il dépendra de Sa Majesté de former lesdits Régimens en general, ou chacun en particulier, comme Elle voudra, pourvu que le nombre stipulé desdites Troupes s'y trouve à chaque fois; & que L. H. P. ne soient point chargez de plus de Subsidies & dépenses que ceux ci-dessus stipulez.

VIII. A l'égard des opérations de la Guerre, & comment elles devront être conduites pour le bien commun; il est convenu qu'à chaque fois, la chose sera concertée entre Sa Majesté, ou celui à qui le Commandement en Chef de ses Troupes sera confié, & ceux qui seront à ce autorisez par L. H. P. & qui seront à cette fin admis à toutes les délibérations qui concerneront la Guerre; & si l'on entend quelque exploit de Guerre tendant à la défense des Pais & Villes de L. H. P. ou de quelques Places où ils ont Garnison, ou pour recouvrer celles dont l'Ennemi pourroit s'être rendu maître, ce sera le sentiment de celui qui sera autorisé par L. H. P. qui prévaudra, & sera suivi dans les délibérations, autant que les raisons de Guerre pourront le permettre; mais si lesdites opérations concernent Sa Majesté, & la défense, sûreté & Interet de ses Royaumes & Pais, en ce cas ce sera le bon plaisir & sentiment de Sa Majesté, ou de celui qui sera par Elle autorisé, & il sera autant que les raisons de la Guerre le permettront, mis à execution, ensemble que ceux qui seront autorisez de part & d'autre, seront instruits & chargez de se conformer réciproquement au contenu de ce Traité, tant à l'égard des opérations de Guerre, qu'en toute autre chose, soit que Sa Majesté assiste L. H. P. ou L. H. P. Sa Majesté. Mais pour ce qui concerne la Flotte, demeure ce qui à cet égard est convenu par le Traité de l'année mil six cens soixante-six. Excepté seulement que Sa Majesté sera obligée, quand la nécessité l'exigera, & qu'elle n'aura rien à craindre pour ses propres Royaumes & Pais, de joindre à la requisiion de L. H. P. près de Fleckeroo, ou Neus en Norwegue, une partie de ses Vaisseaux de Guerre à la Flotte de L. H. P. jusques au nombre de vingt.

IX. Si pendant les opérations de la Guerre les Troupes du secours avoient occasion de mettre quelque Pais appartenant à l'Ennemi, sous contribution, celles qui se leveront seront partagées également entre les Conféderez, mais en ce n'est point compris ce dont le Soldat jouira dans le quartier qu'il y aura; & conséquemment Sa Majesté ne se départira pas non plus à cet égard des Subsidies promis; Mais si Sa Majesté ou ses Sujets venoient à fournir quelques Prores ou autres choses nécessaires aux Troupes des Seigneurs Etats Généraux, ou L. H. P. ou leurs Sujets à celles de Sa Majesté, ceux à qui telle assistance aura été faite seront tenus de le payer aux autres argent comptant.

X. L'ad-

ANNO
1673.

ANNO
1673

X. De administratie van Justitie, soo wel by de Milide te Lande als op de Vloot sal blyven aen elck een van de Geallieerden over deselfs Volckeren ende Schepenen, sonder dat hy van yemanden daer in belet ofte benadeent sal mogen worden,

XI. Wanneer het secours van de eene of de andere Partye eens sal gepresteert zyn, soo sal aen geen van beyde geoorloft wesen sich in eenige handelinge met den Vyandt in te laten, veel min in eenich Accoord van Vreede of Stillant van Wapenen, sonder voorgaende communicatie ende consent van syn Geallieerde, mer in gevalle yets diergelijcs van de tegenpartye ofte oock van de Mediateurs wierde geproponeert, sal die Geallieerde, aen de welcke sulcke ouvertures werd gedaen aen syne mede-Geallieerde sonder eenich tyt-versuyf daer af ke nisse geven, ende deselfs intentie daer over inmenen, ende in gevalle detselven toeliet, dat tot eenich Tractaat werde getreden, sal hy eochr sulcks niet aengaan mogen, voor ende al er hy voor syn mede Geconfedereerde sal hebben grobitneert de nodige verleeckeringe, ende salfcondit, ten eynde de selve syne Ministere van gelycke naer de plaets daer getraectert sal worden, mochte afvaardigen, gelyck oock op de handelinge selve den eenen Geconfedereerde daer en niet sal mogen voortgaen, veel min iets flyten sonder participare, consent ende bewillinge van d'andere maer alles sal moeten geschieden mer gemeen consent ende goet vinden, en het Interel van beyde de Geconfedereerden *pari passu* moeten werden voorgeset, nochte oock door d'eene in 't minste niets met den Vyant werden geslooten, ten waere de andere daer by zy geincludeert, ende voorts so hy sulcks sal begeeren, volkomentlich hertelt in de possefiv van alle dusdanige Landen, Rechten, Prerogativen ende Gerechtigheden die hy voor den Oorlogh heeft geacht ende genoten, ende dat voor den selven gelyckerwyte sulken zyn geslipleert ende bedongen, alle soodanige *jura* ende immunitieyen de welcke zyn Med-Geallieerde voor sich selfs bedongen ende geobtaineert in rechte hebben.

XII. Maer dewyle d'Heerden Staten Generael tegenwoordig alreede met de Kroonen van Vranckryck ende Englant de Keurvorst van Keulen, ende den Bifchop van Munster in eenen openbaren Oorlogh staen, ende niet sonder reden te bedurhten is, dat in het toekomende noch een ofte andere staet sich in sulcken Oorlogh mede mengen, ende de Vyanden van de Heeren Staten Generael affistieren mochte, waer door de selve neffens haer Geallieerden, in hare voor te nemmen Oorloghs operation fouden konnen werden belet ende ghedverteert; soo is, omme aen de voortchrevel bedachte onheylen by ryds de behoortlike middeelen van defensie topstoeeren, tusschen beyde Hooge Geconfedereerden geaccordeert, dat wel Sijne Koninghlike Majesteyt het getal van de veertigh Oorlogschepen in het derde Article gespecificeert, tot het equiperen sal vaerdigh houden, ende daer benevens oock de twintich duysent Man te Landen in 't selve Article uttygedruckt, op de been brengen; Maer tegenwoordig dewyle Sijne Koninghlike Majesteyt oordeelt voor 't gemeene Interesse niet dienlich te wesen, sich in deelen Oorlogh t'immiscereen, niet meer als twintich Oorlogschepen, ten besten van de Commercien ende om sijne Havens ende Stroomen van alle dadelyckheden soo veel mogelyck te bevyden, effectivelick equiperen ende te Lande twaelf duysent Man te Paert ende te Voet, neffens eenen couvenable Artillerie in sijne na de situate, naest-gelegene ende bequame Landen by een trecken, ende doen campeeren; Tot welcke Armature de Heeren Staten Generael sullen betalen, de gerechte helfte van de Subsidien, die andersints voor veertigh Oorlogschepen, ende twintich duysent Man te Lande zyn geslipleert, te weeten: driemaal hondert duysent Ryxdaelders tot de Vloot, tot de Werf-ende Aenris-gelden op een Ruyter veertich Ryxdaelders, ende op een Voet-knecht thien Ryxdaelders t'samen hondert thien duysent Ryxdaelders, ende tot het maendelyck onderhout veertich duysent twee hondert vvf- en veertich Ryxdaelders t'samen ende daerin gehouden zyn te continueren, soo lange den Oorlogh tusschen de hoogstgedachte Koningen ende Princen, ende Haer Hoogh Mog. sal duynen, ende geen andere Staet die tegenwoordig in den selven Oorlogh niet en is geengageert, sich

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1673

X. L'administration de la Justice, tant pour les Troupes de Terre, que pour celles de la Flotte, se fera par chacun des Alliez sur ses Troupes & Vaisseaux, sans y pouvoir recevoir d'empêchement, ni de dommage de personne.

XI. Quand le secours de l'une ou de l'autre Partie aura une fois été fourni, il ne sera permis ni à l'une ni à l'autre d'entrer en Negociation avec l'Ennemi, bien moins encore en aucune Paix ou Suspension d'Armes, sans communication & consentement préalable de son Allié; mais au cas que quelque chose de semblable vint à être proposée par l'adverse Partie, ou par les Mediateurs, l'Allié auquel telles ouvertures seront faites, en donnera conoissance sans perdre de tems à son Confédéré, & conultera son intention là-dessus; & s'il consent qu'on entre en quelque Traité, il ne pourra néanmoins le faire qu'au préalable il n'ait obtenu pour son Co-Allié les assurances & Saus-conduits nécessaires, afin qu'il puisse envoyer ses Ministres au Lieu du Traité, de même que dans la Negociation ne pourra être rien entrepris par l'un des Confédérés; beaucoup moins rien être conclu, sans la participation, consentement & approbation de l'autre, mais le tout se devra faire d'un commun consentement, & pour l'Interêt réciproque des deux Confédérés pari passu, ni ne pourra le moins du monde être rien conclu par l'un avec l'Ennemi, à moins que l'autre n'y soit compris, & s'il le desire, ne soit retabli dans la possession de tous & tels Pais, Droits, Prerogatives & Justice, qu'il avoit, & dont il jouissoit avant la Guerre; & que pour lui ne soient stipulés tels Droits & immunités, lesquels son Co-Allié aura stipulé & obtenu pour lui-même.

XII. Mais comme les Seigneurs Etats Generaux sont déjà à présent en Guerre ouverte, avec les Couronnes de France & d'Angleterre, l'Electeur de Cologne, & l'Evêque de Munster; & que ce n'est pas sans raison, qu'il est à craindre qu'à l'avenir, l'un ou l'autre Etat pourroit se mêler de cette Guerre, & assister les Ennemis des Seigneurs Etats Generaux, par le moyen de quoi les susdits & leurs Co-Alliez pourroient être empêchez & détournés dans leurs operations de Guerre, pour s'opposer à temps aux susdits inconveniens qui sont à apprehender, par des moyens convenables, il a été accordé entre lesdits deux Confédérés, qu'à la vérité, Sa Majesté tiendra bien prêts le nombre de quarante Vaisseaux de Guerre spécifiés dans l'Article troisième, & mettra sur pied les vingt mil Hommes y mentionnez, mais presentement comme Sa Majesté juge que pour l'Interêt commun Elle ne se doit point mêler dans cette Guerre, elle n'équipera effectivement que vingt Vaisseaux de Guerre pour l'avantage du Commerce, & pour garantir ses Havres & Rivières autant qu'il se pourra de toutes voyes de fait, & par Terre mettra sur pied & fera camper dans l'endroit le plus propre suivant la situation de son Pais douze mil Hommes, tant Cavalerie, qu'Infanterie, avec l'Artillerie à ce convenable. Pour lequel armement les Seigneurs Etats Generaux payeront la juste moitié des Subsidies, qui autrement sont stipulés pour quarante Vaisseaux de Guerre, & pour vingt mil Hommes; savoir trois cens mil Risdales pour la Flotte, pour les Deniers de levée, quarante Risdales pour un Cavalier, & vingt Risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois quarante mil deux cens & quarante-cinq Risdales, par mois, & sont obligés d'y continuer tant que la Guerre d'entre les susdits Rois & Princes, & L. H. P. & qu'aucun autre Etat, n'étant point presentement engagé dans

cette

ANNO
1673.

sch daer in sal immisceeren, ende Haer Hoogh Mog. Vyanden assisteren, waer tegens de Heeren Staten Generael sijne Koninghlycke Majesteit oock in het te maecten Tractaet, wanneer het selve, gelijk verhoopt wert, tot concludie van een Vrede sal weiden gebracht, onder andere der selver mede-Geallieerden *nominatim* mede sullen includeren, gelijk buyten twyfel de Kroonen van Vrankryck ende Engellant het selve oock sullen doen.

XIII. Maer indien eenich Naabyrich Staet, sijne Wapenen soude komen te voegen met die van Haer Hoogh Mog. Vyanden, sich in den voorschreeven Oorlogh immisceren, ende de voorschreeve Haer Ho. Mog. Vyanden assisteren ofte met geweld beletten, dat de selve door haere Geallieerden geassisteert ende gecourseert werden, soo sal sijne Koninghlycke Majesteit als dan gehouden zyn, tegens die geene dewelcke het gunt voorte, is, tegens Haer Hoogh Mog. ende der selver Geallieerden souden mogen komen te onderneemen, effectivelyck op Haer Hoogh Mog. verzoek ende begeerte in Vyandelycke actie te treden, ofte oock wel andersits, als het selve sal werden geoordeelt aen het gemeene Interest voordelich te sijn, dat Haer Hoogh Mog. in soodanigen gevallen schuldich sullen zyn aen hoogt-gemelte sijne Koninghlycke Majesteit, de resterende helft der Werf-gelderen, ende de volle Somme der Subsidien uyt te reykken op alle sulcke manieren ende conditien doorgaens, als in de Articulen van dese Verbintenisse omslandelyck wert gementioneert. Waer tegens Sijne Koninghlycke Majesteit sal verbonden zyn, soo wel sijne Vloot van veertich Schepen volkomenlyck te equiperen, als oock sijne Armée te Lande tot op twintich duysent Man te vergrooten, ende met de selve neffens de tegenwoordige Geallieerden van Haer Hoogh Mog. tegens der selver Vyanden als voorschreeven is, effectivelyck te azeren, in welken cas de voorgaende Articulen van dit Tractaet als dan sullen applicabel zyn.

XIV. Maer nademaet de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlycke Majesteit omslandelyck hebben doen representeren dat het haer tegenwoordich t'eeneemael onmogelyck is de beloofde Subsidien tot de voorschreeve Armaturen in het twaelfde Article aangevoert, in contant gelt op te brengen, ende over sulcks verlocht, dat Sijne Koninghlycke Majesteit sich wilde laten gevallen, in plaetse van dien obligatien aen te nemen; soo is by Sijne Majesteit, volgens de affectie die de selve tot den Staet der Vereenichte Nederlanden is draghende, daer inne geconcedeert, ende wil de selve met goede ende valloble Obligatien contentement nemen, soo lange deselve tot geen effectieve assistentie sal treden; Edoch onder expresse conditie, dat Haer Hoogh Mog. den eersten termyn tot de Vloot zynde hondert vyftich duysent Ryxdaelders, sullen betalen met vyftich duysent Ryxdaelders in baren gelde, ende hondert duysent Ryxdaelders in allerhande Scheeps-behoefden naer Marck-gang: Als mede de obligatien tot het onderhout van de voorschreeve Volckeren ende Vloot by anticipatie t'eelckens voor drie maanden precieslyck extraderen, welke Obligatien by Sijne Majesteits Gevolmachtighde voor soo hooge prys als mogelyck wesen sal, met communicatie van Haer Hoogh Mog. sullen moge werden verhandelt ende verkocht; maer dewyle de voorschreeve obligatien voor de Somme daerinne begrepen, by de tegenwoordige tyden niet en konnen werden verhandelt, ten zy dat by het vernegotieren van de selve sal moeten werden verloozen, soo sullen Haer Hoogh Mog. gehouden sijn, soodanigh verlies met andere Obligatien te supplieren ende te vergoeden; welke Obligatien Sijne Koninghlycke Majesteit sal vry staen, naer hem best gelegen sal kome, voor ofte naer den Vrede, met kennisse ende communicatie van de Heeren Staten Generael, als vooren te verhandelen, sonder dat Haer Hoogh Mog. in de vergoedinge van het verlies dat op de voorschreeve obligatien van Supplement, by verhandelinge van de selve soude mogen worden gedaen, gehouden sullen zyn, maer indien Sijne Koninghlycke Majesteit in gevolge van het vooraesende deeltende Article soude genootsaecht werden effectivelyck in actie te treden, ende als dan de behoorycke ende gepuileerde Subsidien op de obligatien niet en soude sijn te bekomen, soo sullen Haer Hoogh Mog. schuldich sijn in plaetse van dien baar gelt te verschaffen.

XV.

cette Guerre, ne s'en mèlera point, & n'assistera point les Ennemis de L. H. P. Et les Etats Généraux de leur part lors qu'ils feront un Traité de Paix, comme il est à esperer, y comprennent nommément Sa Majesté entre leurs Alliez, comme sans doute les Couronnes de France, & d'Angleterre feront de leur part la même chose.

ANNO
1673.

XIII. Mais si quelque Etat voisin vient à joindre ses Armes avec celles des Ennemis de L. H. P. à se mêler de cette Guerre, & à assister lesdits Ennemis de L. H. P. ou empêcher par force qu'ils ne soient assistez & secourus de leurs Alliez, Sa Majesté sera alors obligée, d'entrer à la requisição de L. H. P. en hostilité contre celui qui voudra entreprendre quelque chose contre eux & leurs Alliez, ou autrement comme il sera jugé être le plus avantageux pour l'Intérêt commun; Que L. H. P. en ce cas seront obligez de fournir à Sa Majesté la moitié restante desdits Deniers de lorde, & la Somme entière des Subsidies, de la même manière & aux mêmes conditions qu'il est mentionné avec confiance par les Articles de cette Alliance. Et sera Sa Majesté obligée de sa part d'équiper entièrement sadite Flotte de quarante Vaisseaux, comme aussi d'augmenter son Armée de Terre jusques à vingt mil Hommes, & agir effectivement avec icelles Flotte & Troupes conjointement avec les Alliez présens de L. H. P. contre leurs Ennemis, comme il est dit ci-dessus, auquel cas seront alors applicables les précédens Articles de ce Traité.

XIV. Mais comme les Seigneurs Etats Généraux ont fait particulièrement représenter à Sa Majesté qu'il leur est pour le présent entièrement impossible de fournir en argent comptant les Subsidies promis dans l'Article douzième pour ledit Armement, & qu'ils ont prié Sa Majesté qu'il lui plaise de recevoir des obligations en leur place, Sadite Majesté par un effet de l'affection qu'elle porte à l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, y a donné les mains, & se contentera de bonnes & valables obligations, tant quelle n'entrera point en assistance effective, mais sous cette expresse condition que L. H. P. payeront au premier terme pour la Flotte, qui sont cent cinquante mil Risdales, avec cinquante mil Risdales en argent comptant, & cent mille Risdales en toute sorte de Munitions pour les Vaisseaux, suivant le prix ordinaire. Comme aussi les obligations pour l'entretien desdites Troupes & Flotte par avance précisément pour trois mois, à chaque fois, lesquelles obligations seront, par Sa Majesté ou personnes à ce autorisées, négociées, ou vendues au plus haut prix qu'il se pourra; mais comme les susdites obligations dans les tems présens ne peuvent pas être négociées pour la Somme y contenue, à moins que d'y perdre, L. H. P. seront obligées de suppléer & indemniser de ladite perte par d'autres obligations. Lesquelles obligations il sera loisible à Sa Majesté de négocier avant ou après la Paix, s'il le trouve le plus à propos, avec la connoissance & communication des Seigneurs Etats Généraux, comme dessus, sans que L. H. P. soient tenus de l'indemnité de la perte qui pourroit être faite sur lesdites obligations de Supplement, en le négociant; Mais si Sa Majesté en conséquence du précédent Article treizième se trouvoit obligée d'entrer en action, & qu'alors on ne pût avoir, ou recouvrer les Subsidies convenables & stipulez, sur des obligations, L. H. P. seront alors obligez de les fournir en argent comptant.

G G

XV.

ANNO XV. Ende ten eynde oock de Navigatie op Sijne
1673. Majesteits Stroomen des te veyliger moge weten, ende de Ingelesten van Haer Hoogh Mog. haere Commercia met dies te minder pericul t'allen tyden aldaer mogen voert setten: Soo sal oock Sijne Koninklijke Majesteit in tyde van Vrede seecker getal van syne Oorlogh-schepen equiperen, ende daer mede de voorschreve Stroomen voort alle dadelijckheden slyver ende reyn houden, dat over de begrotinge van het getal, de groote monture ende vermaninge der voorschreve slyverlycks te equiperen Oorlogh-schepen, ende de Subsidien daer toe naar proportie gerequireert, met den eersten nader sal werden gehandelt ende geconvenieert.

XVI. Waer beneffens dan Haer Hoogh Mog. sich verbinden de achterallighe Subsidien van de jaeren seshtien hondert ses en t'sestigh, ende seshtien hondert seven en t'sestigh, soo ras inners mogelijck, ende ten langsten binnen twee jaeren onseylbaerlyck in baren gelde te betalen ende te voldoen.

XVII. Gelijck men dan mede ten wederzyde vergeleecen, dat vermits wegens de arbitrage-saek (in de welcke Sijne Koninklijke Majesteit van de Sententie by den Koningh van Vrankrijck eens uygesproocken, niet heeft willen afwycken) niet finalijcks heeft konnen werden geslooten, door dien de Heeren Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde, sich dien aengende niet geinstruereet gevonden hebben, soo wel wegens deesse saek, als oock wegens prolongatie van de jaeren, aengende de Tollen in het Tractaat van Christianopol gedetermineert, ende dan wegens executie van het Compromis tusschen de Koninklijke Glückstadtse Africaense ende de Hollandische West-Indische Compagnien gemaect, soo haest doenlijck, affonderlijck sal werden getracteert, ende de voorschreve pecten ende Tollsaeken naer wederzyds Rechten de Hooge Geallieerden competerende, midsgaders naer alle equiteit ende billichheit sulen werden afgedaan. Dogh dat de voorschreve handelinge, als oock het geene dat in 't bovenstaende vijftiende Articel ten aensien van de negotiatie aen te stellen, over de begrotinge der Subsidien in tyt van Vrede gementionneert wert, den inhouden van desen Tractate niet beletten nocht d'executie van dien ophouden sal.

XVIII. Eyndelijck is oock besproocken ende vergeleecen, dat aenslonds by de uytwisseling van wederseits Ratificatie op deesen Tractaat by Haer Hoogh Mog. tot de Vloot van Sijne Koninklijke Majesteit de geschipleerde vijftigh duyent Ryxdaelders in baren gelde betaelt, ende de Scheeps-materialen voor hondert duyent Ryxdaelders verschaft, als mede de obligarien voor den eersten termyn der Subsidien tot de Volckeren te Lande overhandighe sulen worden, ten eynde op de voorschreve obligatie door Sijne Koninklijke Majesteits Gevolmachtigde de nodige Zenuingen genegeteert mogen werden, ende eyndelijck dat de uytwisseling der voorschreve Ratificatie binnen vier wecken in behoorlijke forme, naer date van de onderteekeninge, ofte wel eerder, als het mogelijck is, in den Hage sal geschieden.

Welcke boven geschreven Articulen gesamentlijck ende een yder in 't besonder, beyde de Hooge Geallieerden getrouwelyck ende onbrekelyck sulen gehouden wesen naer te komen. Ende zijn tot meerder confirmatie van dien, hier van gemaect twee Instrumenten van gelycken inhouden opgestelt, ende van de Heeren Koninklijke Minist'rs ter eenre, ende de Heeren Haer Hoogh Mogende Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde ter andere zyde; op approbatie ende Ratificatie, met Hant en Zegel bevestigt. Aldus gedaen tot Copenhagen den 20. May Anno 1673. Was geteckent,

(L.S.) V. F. GULDENLEEuw.

(L.S.) P. RETS.

(L.S.) J. Ch. V. CORBITZ.

(L.S.) P. GRIFFENFELT.

(L.S.) PAUL VAN KLINGENBERG.

(L.S.) C. BIERMAN.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) SIMON VAN BEAUMONT.

ANNO XV. Et afin que les Navigations dans les Rivières de Sa Majesté soient d'autant plus sûres, & que les Sujets de L. H. P. y puissent en tout tems faire leur Commerce avec d'autant moins de danger; Sa Majesté équipera aussi en tems de Paix un certain nombre de Vaisseaux de Guerre, pour tenir lesdites Rivières libres & exemptes des voyes de fait, Que pour le nombre, la grandeur, & l'Equipage, des susdits Vaisseaux de Guerre à équiper annuellement, & des Subsidies à ce requis à proportion, on en traitera & conviendra au plutôt.

XVI. Outre quoi L. H. P. s'obligent aussi de payer & satisfaire en argent comptant le plutôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans deux ans les ar-rérages des Subsidies des années mil six cens soixante-six, & mil six cens soixante-sept.

XVII. Comme de l'autre part, il est convenu, que comme l'affaire touchant l'arbitrage, (à l'égard duquel Sa Majesté n'a pas voulu se départir de la Sentence rendue par le Roi de France) n'a pas pu être finalement conclue, parce que les Sieurs Ambassadeur Extraordinaire, & Deputez ne se sont pas trouvez instruits à cet égard, on traitera à part de cette affaire, aussi-bien que de la prolongation des années à l'égard des Tols déterminés dans le Traité de Christianstad, & en après touch'nt l'exécution du Compromis d'entre la Compagnie Royale de Glückstadt en Afrique, & la Compagnie Occidentale de Hollande, & ce aussi-tôt que faire se pourra; & les susdites prétentions, & affaires du Tol seront terminées selon le droit réciproque qu'ont les Alliez, & l'équité & la raison. Mais que la susdite Negotiation, non plus que ce qui est mentionné dans l'Article quinziesme ci-dessus, à l'égard de l'établissement de la Negotiation, sur l'augmentation des Subsidies en tems de Paix, n'arrêtera point le contenu de ce Traité, ni n'en empêchera l'exécution.

XVIII. Enfin, il est convenu, & accordé qu'au-tôt après l'échange des Ratifications reciproques de ce Traité, seront par L. H. P. payez pour la Flotte de Sa Majesté les cinquante mil Risdals stipulez, argent comptant, & fournis es matériaux de Vaisseaux pour cent mil Risdals, comme aussi les obligations pour le premier terme des Subsidies pour les Troupes de Terre, afin que Sa Majesté ou celui qui sera par Elle autorisé, puisse négocier les Deniers nécessaires sur les susdites obligations, & qu'enfin l'échange des susdites Ratifications se fera ici à la Haye en bonne forme, dans le tems de quatre semaines du jour de la signature, ou plutôt, s'il est possible.

Lesquels Articles ci-dessus ensemblement & chacun d'eux en particulier seront tenus lesdits deux Hauts Alliez observer fidèlement & inviolablement; Pour plus grande confirmation de quoi ont des présentes été faits deux Instruments de même teneur, & été signez de la main desdits Ministres de Sa Majesté d'une part, & par les Ambassadeur Extraordinaire, & Deputez de L. H. P. d'autre, & confirmé de leurs Seaux. Ainsi fait à Copenhague, le 20. Mai 1673. Etoit signé,

(L.S.) V. F. GULDENLEEuw.

(L.S.) P. RETS.

(L.S.) J. Ch. V. CORBITZ.

(L.S.) P. GRIFFENFELT.

(L.S.) PAUL DE KLINGENBERGH.

(L.S.) C. BIERMAN.

(L.S.) D. DE WYNGAERDEN.

(L.S.) SIMON DE BEAUMONT.

ANNO
1673.

CV.

26. Mai. *Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de Louis XIV. Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Généraux des PROVINCES UNIES, le 26. Mai, 1673. [Traduction François du Mercure Hollandois de 1673. pag. 148.]*

Chaque prisonnier sera changé contre un autre qui exercera la même Charge, ou qui tiendra le même rang, tant pour le regard de la Cavalerie, Infanterie & Artillerie, que pour les Commis & Commissaires de ladite Artillerie, Vives & autres de pareille qualité de quelque condition qu'ils puissent être. Il sera permis à celui qui aura pris les Prisonniers de prendre la rançon qui a été taxée pour cet effet, ou de les changer contre d'autres du même rang. Les Généraux Commandans en Chef des Armées de Sa Majesté seront changés contre les Généraux de Leurs Hautes Puissances de la même qualité, ou payeront l'un & l'autre 50000. Livres. Les Maréchaux de Camp de Leurs Hautes Puissances seront changés contre ceux qui commanderont l'Armée de Sa Majesté Tres-Chrétienne immédiatement après le Général, ou payeront 20000. Livres. Les Généraux de la Cavalerie & Infanterie seront changés réciproquement, ou payeront 4000. Livres. Le Général de l'Artillerie autant. Un Intendant contre un Deputy pour la Campagne, ou payera 10000. Livres. Les Lieut. Généraux de la Cavalerie & Infanterie 2500. Livres. Le Major Général de la Cavalerie & Infanterie 1500. Livres. Un Brigadier Commandant 1000. Livres. Les Colonels de l'Artillerie Cavalerie & Infanterie 800. Livres. Un Sergeant Major de la Cavalerie, 500. Livres. Les Lieut. Colonels de l'Infanterie & Artillerie, autant. Les Sergents Majors de l'Infanterie & Artillerie 200. Livres. Les Brigadiers des Généraux, 180. Livres. Les Cap. de Cav. 200. Livres. Les Cap. d'Infanterie 80. Livres. Les Ajuans des Généraux, 60. Livres. Les Brigadiers d'ordre, 70. Livres. Les Lieut. de Cav. 70. Livres. Un Cornette, 60. Livres. Les Lieutenans d'Infanterie, 40. Livres. Enseignes, 20. Livres. Un Aide Major, ou Ajuant, 20. Livres. Le Quartier Maître Général, 200. Livres. Le Général des Chariots 200. Livres. Le Quartier-Maitre d'un Regiment de Cavalerie, 40. Livres. Le Quartier-Maitre d'un Regiment d'Infanterie, 30. Livres. Le Quartier-Maitre d'une Compagnie, 25. Livres. Un Soldat, Grenadier, Charpentier, Maréchal, 9. Livres. Un Cavalier ou Sergeant, 15. Livres. Toutes fortes de Commis & Commissaires 50. Livres. Un Conducteur 12. Livres. Un Gentilhomme du Canon, 40. Livres. Un Canonier, 10. Livres. Un Guide 9. Livres. Un Matelot ou Pontonnier, 9. Livres. Un Ingenieur ou Controleur, 40. Livres. Un Auditeur 25. Livres. Les Medecins, Apotiquaires, Chirurgiens & leurs Valets, seront renvoyés sans rançon. A été stipulé de part & d'autre qu'aucuns Prisonniers ne pourront être depouillés ni privés de leurs habits. Ceux qui exercent diverses Charges ne payeront que la rançon de la plus grande qu'ils possèdent, & seront aussi échangés à proportion. Tous Officiers de l'Artillerie, excepté le Général, & ceux qui ont été spécifiés ci-dessus, qui auront le même nom que ceux de l'Infanterie, pourront être échangés indifféremment contre leurs semblables, ou à suite de cela payeront la Somme exprimée ci-dessus. S'il arrivoit que les Prisonniers de part & d'autre n'eussent pas les mêmes Charges, cela se pourra ajuster en donnant autant de Prisonniers de moindre Charge, jusqu'à ce qu'il vienne à monter à la rançon d'un plus haut Officier, ce qui se pourra faire comme si c'étoit de l'argent, pourveu que l'argent de la rançon des moindres Officiers se monte à pareille Somme que celle d'un plus grand. Un Officier réformé ne donnera que la quatrième Partie de la rançon à laquelle il est taxé lors qu'il est en service actuel. Les Officiers qui ont des Charges qui ne concernent pas la Guerre, payeront une rançon modérée, à proportion de la Charge qu'ils exercent, de quelque nature qu'elle puisse être. Il ne sera point permis de part ni d'autre de retenir les Trompettes & Tambours qui viennent réclamer les Prisonniers ou d'arrêter les Prisonniers plus de 3 jours, sur peine d'être à la charge de ceux qui les

TOM. VII. PART. I.

retiennent. Les Femmes ne donneront point de rançon, ni les garçons qui sont au dessous de 12. ans. Les Officiers tant grands que petits, & autres tirant gages, qui ne sont point compris en ce Quartier, & qui neantmoins sont tenus de suivre les Armées, pourront être mis à rançon en payant 6. mois de gages. S'il y a quelque dispute sur la qualité ou les gages de quelqu'un desdites personnes, cela sera terminé sur la simple déclaration par écrit de celui qui commandera l'Armée, la Province ou la Ville du côté du Prisonnier, sans qu'il soit besoin d'aucune autre preuve pour cet effet.

Traitement des Prisonniers.

Tous Cavaliers, Soldats, Matelots, Pionniers, Pontonniers, Charpentiers, Marechaux, & autres de même sorte, ne pourront dépenser que 6. sous par jour, & les Sergents 10. lequel argent ceux qui auront pris les Prisonniers, seront obligés de leur faire tenir selon la valeur de la Monnoye de France. Pour les Officiers, ils pourront le faire traiter comme ils voudront, & selon qu'ils auront le moyen de payer. Est aussi accordé que les Livres qui sont spécifiés ci-dessus, seront contées pour des Livres de France, dont les onze font un Louis d'or, ou Pistole d'Espagne, & trois un Paracon ou Richsdale. Et touchant les conditions sus-nommées, a été accordé, que tous les Prisonniers de part & d'autre seront renvoyés 12. jours après la signature du présent Quartier sans rien demander pour la nourriture des Soldats : Et pour ce qui est des Officiers, on fera un état de leur dépense, & on aura soin du paiement de part & d'autre. Chaque parti fera une liste des Prisonniers qu'il renverra, & prendra un Recépissé du Commandeur du lieu où ils auront été délivrés afin qu'après l'échange de tous les Prisonniers, ceux qui demeureront encore redevables aient soin de s'en acquitter, en conformité de la rançon spécifiée ci-dessus. Tous les Prisonniers des Armées de Sa Majesté Tres-Chrétienne seront menés à Utrecht, & ceux de leurs Hautes Puissances à Oudewater ou Gorcum. Ainsi fait & arrêté ce 26 May 1673. Ainsi signé, MONTMORENCY LUXEMBOURG, comme ayant Pouvoir de Sa Maj. Tres-Chrétienne. W. A. Comte de HORNES, comme autorisé de Leurs Hautes Puissances, & de Monsieur le Prince d'Orange.

CVI.

(i) *Les Capitulations renouvelées entre Louis XIV. Empereur de France, & MEHEMET IV. Empereur des Turcs. Par l'entremise de M. Charles François Olier, Marquis de Nointel, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & son Ambassadeur en Levant. Fait à Anarionle le cinquième Juin 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Memoires du Sr. DE LA CROIX, Tom. I. pag. 403.]*

Voyez ce qu'ordonne ce noble signe, dont la reputation est si grande, qui vient d'un lieu si relevé; qui est vraiment Royal, & le Conquerant du monde; qui est Imperial, & qui par le secours divin, la protection d'en Haut, & les graces du Libérateur, vient à bout de toutes sortes d'entreprises.

Les Qualitez du Grand-Seigneur.

MOT, qui suit par les infimes Graces du Jusse, Grand & Tout-puissant Créateur; Empereur des Empereurs, Distributeur des Couronnes; Serviceur des deux tres Augustes & Sacrées Villes de la Mecque & Medine, Protecteur & Gouverneur de la sainte Jerusalem,

(1) Quoi que ce ne soit ici qu'une Traduction, car toutes les Capitulations de la sorte se font en Turc, on peut la regarder comme un Original, quoi qu'elle vienne du Secrétaire de l'Ambassade qui pour lors étoit employé au Levant de la part de la France, & qu'elle a été faite pour l'usage de la Nation. Le titre est ainsi qu'on y voit, et le même qui se trouve dans Leonard, & les Memoires cités ci dessus, il repaît à nos usages, mais il convient à la Piece. [DUM.]

ANNO
1673.

ANNO
1673.

Salem, Seigneur de la plus grande partie de l'Asie & de l'Afrique, de Thémisour, de l'Esclavonie, de Siguar, & de la Forteresse inexpugnable d'Agria, de la Caramanie, de l'Arabie, & toute la Syrie, de Rhodes & de Chypres, de Diarbehkir, d'Alep, du Caire, de Van, d'Erzerum; de Damas, lieu de seureté & de paisance, Pais de Salut; de Babylone, Paradis Terrestre & le séjour des Princes; de Balfora, d'Azas; d'Egypte, rare en son temps & puissante; des Villes de Thunis, de la Gonlette, de Tripoli de Barbarie; de la Ville de Constantinople, lieu de seureté & le desir des Rois; & de plusieurs autres Pays, Villes & Seigneuries; des Mers blanche & noire, Isles, Desroits, Paisages, Peuples, Familles, Generations, & d'un nombre infini de victorieux Hommes de Guerre, qui reposent sous l'obéissance & Justice de l'Empereur Mehemet, Fils de l'Empereur Ibrahim, Neveu de Sultan Murat, Successeur des Empereurs Selim & Bajazet, & de l'Empereur Mehemet, par la grace de Dieu, recours des grands Princes, & refuge des honorables Empereurs.

Les qualitez que donne le Grand-Seigneur
au Roy.

LA Gloire des plus grands Monarques de la Terre, de la Croissance de JESUS, choisi entre les Princes glorieux de la Religion du Messie, la Victoire de toutes les Nations Chrétiennes, Seigneur de Majesté & d'Honneur, Patron de Louange & de Gloire, LOUIS, Empereur de France, que sa fin soit heureuse.

NOUS ayant recu une Lettre sincere par la main du Sieur CHARLES FRANÇOIS OLIER, MARQUIS DE NOINTEL, de la part dudit Empereur de France, son Seigneur, comme son Conseiller en tous ses Conseils, & son Ambassadeur à notre Porte Ottomane, choisi entre les Gentils-Hommes de son Royaume, soldat de la Prosperité du plus Grand de tous les Grands de la Croissance du Messie, & son Ambassadeur ordinaire à notre Porte; de trouver bon, que les Capitulations qui ont longtemps duré entre nos Ayeuls & les Empereurs de France, fussent renouvelées sous cette consideration: & par l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, Nous avons accordé ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Que les Ambassadeurs qui seront envoyez de l'Empereur de France à notre Porte; que les Consuls qui resident dans nos Ports, les Marchands & les Truchemens, ne soient point inquietez en aucune façon que ce soit; mais au contraire receus & honorez avec le soin que se doit à la foy publique. Voulons de plus, qu'outre l'observation de notre Capitulation, celle qui fut faite & accordée par notre feu Pere, Glorieux en sa vie & Martyr en sa mort, soit inviolablement observée de bonne foy: & pour l'honneur & l'amitié que ledit Empereur de France a toujours eu avec notre Porte, Nous luy avons accordé de renouveler des Capitulations qui luy avoient esté données du temps de l'Empereur Mehemet notre Bis-Ayeul, & d'y ajoûter quelques Articles sur la demande qui nous en a esté faite, que nous avons accordée & ordonné qu'elle y fut inserée.

II. Que les François qui vont & viennent pour visiter les Saints Lieux, ne soient point mal traitez: & que les Religieux qui sont dans l'Eglise du Kamam, le saint Sepulchre, n'y soient point inquietez, à cause de l'ancienne amitié que les Empereurs de France ont eu avec notre Porte.

III. Permettons aux Marchands François, en consideration de la parfaite amitié que leur Prince conserve avec notre Porte, d'enlever des cuirs, cordillans, cire, cottons en laine, cortons filés, soit que ce soient Marchandises défendues d'enlever; Raisons la permission que notre Bis-Ayeul en a donné, sans que personne puisse les en empêcher.

IV. Que les Monnoyes qu'ils apportent de leur Pais dans le nostre, ne puissent estre prises de nos Tresoriers, ny de nos Monnoyeurs, sous pretexte de la vouloir convertir en Monnoye Ottomane; Et nous voulons pareillement qu'ils ne puissent prendre aucun droit à cause d'icelles. Et d'autant que aucuns Sujets de France navigent sur des Vaisseaux appartenans à nos Ennemis, y chargeant de leurs Marchandises; & lesdits Vaisseaux estans rencontrés & pris des nostres, ils sont faits le plus souvent Esclaves, & leurs Mar-

chandises confisquées. Pour empêcher cela, Nous commandons & voulons: que dorénavant ils ne puissent estre pris Esclaves sous tel pretexte, ny leurs facultez confisquées.

V. Nous declairons que ceux qui seront trouvez sur des Vaisseaux Corsaires, seront Esclaves de bonne foy.

VI. Nous voulons aussi que les François qui se trouveront pris par les Vaisseaux de nos Sujets, portans vendre des Vivres à nos Ennemis, ne puissent estre mal traitez ni retenus Esclaves, attendu qu'ils seront Marchiers gagnans leur vie.

VII. Nous defendons que les Vaisseaux François qui seront rencontrés par les nostres, chargez de Victuailles prises des Pays de nos Ennemis, puissent estre retenus ni confisqués, ni les Gens faits Esclaves; sous pretexte qu'ils les portent à nos Ennemis.

VIII. Nous ordonnons que les François qui achètent des Victuailles de nos Vaisseaux pour porter dans leur Pays, quand ils sont rencontrés de nos Vaisseaux; ne puissent estre retenus Esclaves, ni leurs facultez confisquées, & en cas qu'il y en ait de cette façon, Nous voulons qu'ils soient mis en liberté, & que leurs facultez leur soient rendues.

IX. Que les Marchandises qui seront apportées par les Marchands François en nos Ports, & celles qu'ils y acheteront, ne soient sujettes à payer d'autres droits, que ceux qui se payent d'ancienneté.

X. Nous voulons & declairons, que lors que les Marchands François qui sont dans nos Havres & Ports, ne pourront point vendre leurs Marchandises avantageusement & qu'ils les veuillent conduire à d'autres Ports, qu'ils le puissent faire sans aucun empêchement, ni être forcez de payer aucun droit que de ce qu'ils auront vendu.

XI. Que lesdits François soient exempts de l'Impost nommé *Casbi*, autrement, l'Aide de Chinar; comme aussi de celui des Cuirs, appelé *Rets*; qu'ils ne soient non plus recherchez de payer celui des Bœufs, *Kadgé*, & *Tasaculi*; qu'ils soient aussi exempts de payer aucune autre chose aux Gardes de nos Ports & Passages, que-trois cens aspres sous le nom de bon & heureux voyage.

XII. Les Corsaires de Barbarie allans par les Ports & Havres de la France, y seront receus, secourus, même de Poudre, Plomb, voiles, & autres choses nécessaires. Neanmoins si sans avoir égard à nos promesses, rencontrant les Vaisseaux François en Mer à leur avantage, ils les prennent & font Esclaves les Marchands & les Mariniers qui se trouvent sur iceux, contre notre vouloir, & celui de feu l'Empereur notre Pere; lequel pour faire cesser leur violence, les a souventes fois menacé, sans que pour cela ils aient discontinué leurs actes d'hostilité; S'il y a des Esclaves pris de cette sorte, Nous ordonnons qu'ils soient en liberté & que leurs facultez leur soient rendues, & declairons qu'en cas que lesdits Corsaires fassent demeure, qu'ils seront tenus des dommages & pertes que lesdits François auront faites, & seront privez de leurs Charges, sans qu'il soit besoin d'autres preuves du mal fait, que la plainte qui nous en sera faite de la part de l'Empereur de France avec des Lettres Royales. Nous consentons aussi qu'en cas qu'ils n'observent ce qui est porté par cette notre Capitulation, que l'Empereur de France les châtie en les privant de ses Ports, & protestant de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre nos Majestez Imperiales, approuvons & confirmons les Commandemens qui ont été donnez de notre feu Pere.

XIII. Nous permettons aussi que les François puissent venir pêcher du Poisson & du Corail, au Golfe & Lieux de la Jurisdiction de Thunis, sans qu'il leur soit fait ni donné aucun trouble ni empêchement, confirmant toutes permissions qui ont été données par nos Ayeuls, & singulierement par notre feu Pere, touchant cette Pêche.

XIV. Voulons & Nous plaist, que les Interpretes & Truchemens qui servent les Ambassadeurs, soient francs & exempts de payer le *Karache*, Taille personnelle, & tous autres Imposts tels qu'ils soient.

XV. Que nos Sujets qui trafiquent aux Pays de nos Ennemis, soient obligés de payer le droit de l'Ambassadeur & Consuls François, sans contradiction, jacoï qu'ils trafiquent avec leurs Vaisseaux ou autrement.

XVI. Que survenant quelque mentre & inconvenient entre les François, les Ambassadeurs & Cons-

ANNO
1673.

ANNO
1673.

Consuls d'icelle Nation, puissent selon leurs Loix & Coutume faire Justice, sans qu'aucun de nos Officiers en prennent aucune connoissance ni Jurisdiction.

XVII. Que les Consuls François qui sont établis dans les Lieux de notre Empire, pour avoir soin de ceux qui trafiquent, ne puissent pour quelque cause que ce soit, être faits Prisonniers, ni leurs Maisons scellées & brûlées, mais commandons que ceux qui auront prétention contre eux, soient renvoyés à notre Porte, où il leur sera fait Justice.

XVIII. Que tous Commandemens qui ont été ci-devant obtenus ou qui le seront ci-après, par négociation ou surprise contre cette notre Promesse & Capitulations, soient de nul effet & valeur, & qu'il n'y soit ajouté aucune foi.

XIX. Et parce que ledit Empereur de France est entre tous les Rois & les Princes Chrétiens, le plus noble de la haute Famille, & le parfait Amy que nos Ayeux ayant acquis entre lesdits Rois & Princes de la Croissance de JESUS, comme il a été dit cy-dessus, & comme le témoignent les effets de la sincère amitié : En cette considération : Nous voulons & commandons que son Ambassadeur qui réside, à notre honneur & Porte, ait la Préférence sur tous les Ambassadeurs des autres Rois & Princes, soit à notre Divan public, ou autres Lieux où ils se pourront trouver.

XX. Que les étoffes que les Ambassadeurs de France résidans à notre Porte, seront venir pour leur usage & présents, ne soient Sujets à aucun Dace ou Impôt.

XXI. Que les Victuailles & Provisions qui seront achetées pour la Maison de l'Ambassadeur, ne payent point de Droit ni d'Impôt.

XXII. Que les Consuls François jouissent du même Privilège aux Lieux où ils résideront, & qu'ils aient la Préférence sur les autres Consuls quels qu'ils soient.

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaisseaux & Marchandises dans les Ports de notre Seigneurie & Pays, y puissent venir librement sur la foy publique; & en cas que la fortune ou orage jettât quelque'un de leurs Vaisseaux à Terre, rencontrant de nos Galeres ou Vaisseaux, Nous leur ordonnons de les aider & secourir, portant honneur & respect aux Patrons ou Capitaines desdits Vaisseaux François, leur faisant donner pour leur argent, tout ce qui leur sera nécessaire pour leur vie, & autres nécessitez.

XXIV. En cas qu'aucuns d'iceux Vaisseaux viennent à faire naufrage, Nous voulons que tout ce qui se recouvrera soit remis entre les mains des Marchands à qui leurs facultez appartiendront, sans que nos Vice-Rois, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contraignent; mais au contraire, Nous voulons qu'ils les secourent à retourner par tout notre Empire, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement.

XXV. Nous ordonnons & recommandons aux Capitaines de Mer, Lieutenans, & tous autres qui dépendent de notre obéissance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre, lesdits Marchands François, ni pareillement les Interpretes & Truchemens, non plus que les Etrangers qui viennent sous la sécurité de leur Bannière. Nous voulons toutefois qu'ils soient tenus de payer les droits ordinaires des Ports & Havres.

XXVI. Qu'icieux Marchands ne puissent être contraints d'acheter autres Marchandises que celles qu'ils voudront, & qui leur seront propres & convenables.

XXVII. Et en cas qu'aucun d'iceux se trouve redevable, Nous voulons que les Dettes ne puissent être demandées qu'à débiteur, ou à celui qui se sera rendu caution pour luy.

XXVIII. Et si aucuns Marchands ou autres d'icelle Nation meurent en nos Pais, que les facultez qui se trouveront leur appartenir, soient remises au pouvoir de celui qu'ils auront nommé dans leur Testament; mais s'il arrive qu'ils meurent *ab intestat*, Nous voulons que les Consuls qui sont dans nos Pais, prennent le soin des facultez du mort, pour les envoyer à leurs Héritiers, sans que nos Gouverneurs ou Juges, en puissent prendre aucune connoissance.

XXIX. Que les Consuls François, les Marchands, les Interpretes, & leurs dependans, aient en leurs ventes & achats, & réponses, à passer Actes devant les Juges du lieu où ils seront, au défaut de quoy, Nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelques prétentions contre eux, ne soient écoutés s'ils

ne sont parolés, comme dit est, par Contrat public, ANNÉ

leurs prétentions ou droits. XXX. Voulons que tous les Témoins qui seront ouïs à leur dominage, ne soient reçeus ni écoutés, si premierement, comme on dit, il n'apparoit d'Actes publics de leurs ventes & achats.

XXXI. Que l'on ne moleste point lesdits François en leur imputant qu'ils les ont injuriés, afin de pouvoir tirer quelque argent d'eux, puis que c'est contre la Noble Justice, & que nos Gouverneurs & Juges l'empêchent.

XXXII. Et si aucuns d'eux pour Dettes, ou pour avoir commis quelque mauvais acte, faisoit faute de nos Pais, Nous voulons & commandons que ceux d'icelle Nation ne puissent être responsables pour celui ou ceux qui se seront absentez, s'ils n'y sont obligés, comme dit est, par Contrat autentique.

XXXIII. Et s'il se trouve par notre Empire des Esclaves François étant reconnus pour tels de l'Ambassadeur ou Consuls, ceux au pouvoir de qui ils se trouveront faisant refus de les livrer, soient obligés de les envoyer à notre Porte, afin d'être jugé à qui ils appartiendront.

XXXIV. Que les François qui demeurent dans le Pays de notre Empire, soient francs & exempts de *Karache*, c'est-à-dire de Tailles.

XXXV. Qu'au changement & établissement des Consuls François, en nos Havres d'Alexandrie, Tripoli de Sirie, Arger, & autres Eschelles de notre Pays, nos Gouverneurs & Officiers, ne puissent empêcher qu'ils soient établis en charge.

XXXVI. Nous voulons qu'ils soient exempts de l'Impôt appelé *Hurfi*. Si quelque'un de nos Sujets à différend avec un François, dont la connoissance appartient à nos Juges, ils ne puissent écouler la demande du demandeur qu'un Interprete de la Nation ne soit présent; & si pour lors il ne se trouve aucun Truchement pour comparoitre devant le Juge, & défendre la cause du François, que les Juges remettent la cause à une autre fois, jusques à ce que l'on trouve l'Interprete; le François sera toutefois obligé de la faire trouver, afin que l'effet & prompt expédition de la Justice ne soient point différez.

XXXVII. Et s'il naît quelque contention ou différend entre deux François, que l'Ambassadeur ou Consuls aient à les terminer, sans que nos Juges & Officiers les empêchent, & en prennent connoissance.

XXXVIII. Nous ordonnons aussi après que la recherche aura été faite à Constantinople, que les Vaisseaux François ne soient plus obligés d'être fouillez, si ce n'est au sortir des Dardanelles, ou aux Châteaux du Détroit: Nous défendons qu'ils le soient à Galipoli, comme ils y ont été contraints par le passé.

XXXIX. Nos Armées Navales, nos Galeres se rencontrant avec celles de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre, qu'ils aient à s'aider & servir, sans se porter les uns aux autres aucun dommage, mais au contraire secours & confort. Nous voulons aussi qu'ils ne puissent point prendre par force des jeunes Enfants, & autres choses semblables, sous prétexte de présent.

XL. Nous voulons & Nous plaist, que tout ce qui est porté par les Capitulations accordées aux Vénitiens, ait lieu pour les François, & qu'icieux avec leurs Vaisseaux & Marchandises, trouvent sécurité par nos Mers, & par tous les Lieux de notre Empire & de notre obéissance, & puissent venir, aller, retourner & séjourner, sans aucun empêchement.

XLI. Que les Admiraux de nos Armées Navales, nos Vice-Rois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, & autres qui dépendront de notre obéissance, soient soigneux d'observer cette notre Capitulation, puis que tel est notre plaisir & commandement.

XLII. Declorons que ceux qui contreviendront à cette Noble Capitulation, seront déclarez desobéissans & Perturbateurs du repos public, en cette considération, que sans aucune remise ils soient condamnés à un grief châtiment, afin qu'ils servent d'exemple à ceux qui auront envie de les imiter à mal faire, & outre les promesses que Nous faisons de l'observation de cette notre Capitulation, Nous entendons que celles qui ont été faites par notre Predecesseur Sultan Suliman, auquel Dieu fasse miséricorde, soient observées & entretenues de bonne foi.

ANNO
1673.

234

CORPS DIPLOMATIQUE

XLIII Il fut accordé à l'Empereur de France, par les Capitulations qui furent faites avec nos Bis-Ayeuls, à qui Dieu fasse miséricorde, que toutes les Nations qui n'ont point leur Ambassadeur ordinaire à notre Porte de félicité, puissent trafiquer sous la Bannière de France, & visiter les Saints Lieux, & puis après pour quelque sujet ils en furent privés & cet Article qui étoit dans les Capitulations, fut rayé & effacé ; Mais quelque temps après ledit Ambassadeur de France envoya une Lettre à notre Porte de félicité, par laquelle il prioit que puisque l'on avoit interdit lesdites Nations de trafiquer sous la Bannière de France, que du moins il leur fut permis de pouvoir aller visiter les Saints Lieux de Jérusalem, comme ils faisoient auparavant, sans que personne leur donne aucun trouble ni empêchement : & que si à l'avenir ils leur permettoient de trafiquer dans les Lieux de son Empire, que ce fut encore sous la Bannière de France, parce que l'Empereur de France a toujours conservé l'ancienne amitié qu'il avoit avec nos Bis-Ayeuls jusqu'à présent ; Sa demande lui fut accordée, en commandant que les Nations Chrétiennes qui n'ont point leurs Ambassadeurs à notre Porte, & qui sont Amis dudit Empereur de France, puissent visiter les Saints Lieux, comme ils faisoient auparavant, avec assurance & liberté, sans que personne les empêche ni les molestât : & puis après que si Nous donnons la permission aux susdites Nations de trafiquer par les Lieux de notre Empire, que ce soit sous la Bannière de France, comme auparavant, & non pas sous celle d'un autre, comme il a été déclaré par les Capitulations qui ont été ancienneté jusqu'à présent, présentement de nouveau, Nous voulons & commandons que les Articles mentionnez soient ajoutés aux Nobles Capitulations.

ARTICLES NOUVEAUX.

PREMIEREMENT.

QUE les Evêques on autres Religieux de Secte Latine, qui sont Sujets à la France, de quelque sorte qu'ils puissent être, soient dans tous les Lieux de notre Empire comme ils étoient auparavant, & y faire leurs fondions sans que personne les trouble ni les empêche, que les Religieux François qui sont en Jérusalem, & qui ont depuis long-temps les Lieux Saints, tant dehors que dedans, comme aussi ceux qui sont dans le Saint Sepulchre, en jouissent & le possèdent comme auparavant, sans que personne les moleste, en leur demandant des Impôts ou autrement, & s'ils ont quelques Procez ils soient envoyez à notre Porte de félicité.

II. Que tous les François, & tous ceux qui sont sous leur protection, de quelque sorte qu'ils puissent être qui vont & viennent en Jérusalem, ne soient point tourmentez ni molestés.

III. Nous voulons que les Peres Jesuites & Capucins qui sont en Galata, jouissent toujours de leurs Eglises : & celle des Capucins ayant été brûlée, Nous donnons permission qu'elle soit rebâtie. Nous voulons aussi que l'on ne moleste point les Eglises des François qui sont à Smirne, à Seyde, & à Alexandrie, & dans toutes les autres Eschelles de notre Empire, ni qu'on leur demande aucun argent pour celle-ci.

IV. Nous permettons qu'ils puissent exercer l'Office Divin dans l'Hôpital qui est à Galata, sans que personne les moleste.

V. Et comme les Marchands François avoient toujours payé cinq pour cent jusques à présent, de toutes les Marchandises qu'ils apportent, ou de celles qu'ils emportoient ; l'Empereur des François Nous a demandé qu'ils ne payassent que trois pour cent ; ce que Nous lui avons accordé, à cause de l'ancienne amitié qu'il a toujours eue avec notre Porte, & Nous avons ajouté aux Nobles Capitulations, que les Doüaniers ne les molestassent point en leur demandant davantage que trois pour cent. Nous voulons que les Marchands François payent nos Doüannes avec la même Monnoye comme la prennent nos Tresoriers, & qu'il ne soient point molestés en leur demandant plus ou moins.

VI. Nous permettons que ceux qui n'ont point leurs Ambassadeurs ou Résidans à notre Porte de félicité, comme Portugal, Sicile, Castillans, Messinois, & autres Nations Ennemies, puissent venir sous la Bannière

de l'Empereur de France, comme ils faisoient au temps passé, & qu'ils payent la Doüanne comme les autres François, sans que personne les moleste, tant qu'ils ne feront choses qui soient contraires à l'Accord que Nous avons fait.

VII. Nous voulons qu'ils payent la Mezeterie de Constantinople & de Galata, de la même façon que font les Anglois.

VIII. Et si les Doüaniers estiment plus les Marchandises qu'elles ne valent pour leur profit, Nous ordonnons sans contredit, qu'au lieu de l'argent ils prennent des Marchandises.

IX. Que quand une fois ils auront payé la Doüanne de soye, & autres Marchandises, on ne la leur demande derechef.

X. Que quand les Doüaniers auront été payez de leurs Doüannes, qu'ils leur donnent le Teskeret de leur payement, & qu'ils ne les empêchent point de les porter à d'autres Eschelles, & que l'on ne les moleste point derechef dans une autre Eschelle, en leur demandant la Doüanne.

XI. Nous ordonnons que les Consuls François, & les Religieux qui leur sont sujets, les Marchands & les Droguemans, puissent faire du Vin dans leurs Maisons pour leurs provisions, & en puissent apporter de dehors, sans que personne les moleste, ni les empêche.

XII. Si quelquel'un de nos Sujets a quelque Procez contre quelque François, dont la Somme soit plus de quatre mille aspres, Nous défendons qu'il soit fait Justice autre part que dans notre Divan.

XIII. Et s'il arrive qu'on tue quelquel'un dans les Quartiers où sont les François, Nous défendons qu'ils soient molestés en leur demandant le prix du sang ; si ce n'est qu'on prouve en Justice que ce sont eux qui ont fait le mal.

XIV. Nous accordons aux Truchemens qui servent les Ambassadeurs, les mêmes Privilèges qu'aux François.

XV. Nous promettons par la vérité du Puissant Createur du Ciel & de la Terre ; & par les Ames de nos Ayeuls & Bis-Ayeuls, de ne contrarier ni contraindre à ce qui est porté par les Nobles Capitulations, tant que l'Empereur de France sera constant & seroit à la conservation de notre amitié, & acceptons dès à présent la sienne, avec volonté de la tenir chère & en faire estime : Telle est notre promesse Impériale. Fait à Andrinople, le cinquième Juin 1673.

CVII.

Traité entre Louis XIV. Roi de France & 6. Juin.
FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, fait au Camp de Vosslem le 6. Juin 1673. [Tiré de la Registre d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale. On la trouve aussi dans FREDER. LEONARD. Tom. III.]

APRES que Monsieur le Duc de Neubourg a fait connoître au Roi le desir qu'auroit Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & par ses propres sentimens, & par les instances qui lui en auroient été faites par divers Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de rétablir non seulement la premiere Alliance qu'il a ci-devant eu avec Sa Majesté, & qui auroit été altérée depuis quelque tems par les Traitez qu'il auroit faits avec les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Armes qu'il auroit prises ensuite en leur faveur, mais de contribuer encore en cette sorte à la Pacification de l'Allemagne, Sa Majesté qui avoit veu avec peine que ledit Sieur Electeur eust pris une conduite opposée à l'amitié qui a toujours été entre Sa Majesté & Son Alteffe Electorale & leurs Predecesseurs, & qui s'étoit trouvé contrainct avec regret de porter ses Armes dans l'Empire, dont elle a toujours affectonné si particulièrement la tranquillité & le repos, a appris avec plaisir les dispositions dans lesquelles étoit ledit Electeur, & étant autorisé pour ce sujet le Sieur Arnould, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, pour traiter avec le Sieur Meinders, Conseiller d'Etat & Privé, & Envoyé extraordinaire audit Sieur Electeur vers Sa Majesté, muni

ANNO
1673.

FRANCE
ET BRANDENBOURG.

ANNO 1673. mani parcellément d'un Plein-pouvoir de Son Altesse Electorale, il a été convenu entre eux des Articles suivans.

I. Tout ce qui s'est passé depuis la prise des Armes par Monsieur l'Electeur de Brandebourg en faveur des susdits Etats Généraux, tant de la part de Sa Majesté & de ses Alliez, que de celle dudit Sieur Electeur de Brandebourg, sera pleinement oublié, & Son Altesse Electorale cultivera la première amitié qu'elle avoit avec Sa Majesté, avec le Roi de la Grande Bretagne, Monsieur l'Electeur de Cologne, Monsieur l'Evêque de Munster, & autres Alliez de Sa Majesté, sans qu'à raison des pertes & dommages qui auroient été causez durant ladite Guerre, il soit libre de se rien demander de part ni d'autre.

II. Et quant au Traité que Son Altesse Electorale de Brandebourg a fait avec les Etats Généraux de leur donner aide, secours ou assistance contre Sa Majesté & ses Alliez, Son Altesse Electorale s'oblige de ne donner à l'avenir sous quelque raison, prétexte ou occasion que ce puisse être, directement ni indirectement, aucun secours, aide ou assistance aux Ennemis de Sa Majesté, quels qu'ils puissent être.

III. Ledit Sieur Electeur promet semblablement de faire sortir de ses Places les Troupes desdits Etats, ou autres Etrangeres qui y pourroient être entrées depuis la presente Guerre; comme aussi qu'il tiendra le Corps de son Armée au delà du Weser, & se contentera durant la presente Guerre de tenir les Garnisons necessaires dans ses Places au delà de cette Riviere, dont pourtant il pourra loger quelques Troupes au plat-Pais, jusques à la concurrence de mil Hommes.

IV. Sa Majesté en échange pour donner un témoignage plus public & de la satisfaction avec laquelle elle rétablit avec ledit Sieur Electeur sa première amitié; comme aussi pour faire connoître avec quelle sincérité elle s'est toujours déclarée, qu'elle n'avoit eu aucune pensée de rien retenir de ce que ses Armes avoient conquis dans l'Empire, promet de remettre ou faire remettre après les Ratifications échangées du present Traité, audit Sieur Electeur tout ce que ses Armes, ou celles de ses Alliez, ont occupé dans le Duché de Cleves, Principauté de Minde, Comtez de la Mark, & de Ravensberg, ou autres Terres généralement quelconques dudit Sieur Electeur, à l'exception de quelques Places sur le Rhin, dont il sera parlé dans l'Article suivant.

V. Les Places que les Etats Généraux occupoient dans le Duché de Cleves, ayant été la seule cause qui obligea Sa Majesté à porter ses Armes sur le Rhin, lorsqu'elle commença la Guerre contre lesdits Etats, quelque prétention que Sa Majesté pût avoir de les garder comme les ayant prises sur ses Ennemis, elle voulut bien se déclarer dans tout l'Empire, qu'elle n'avoit dessein de les retenir que jusques à la Paix qui pourroit être faite avec lesdits Etats. Sa Majesté persistant dans les mêmes sentimens, declare encore qu'elle gardera seulement les Places de Wesel avec le Fort de la Lippe, Reetz avec son Fort, pour les remettre audit Sieur Electeur fortifiés, & avec les Canons aux Armes ou marques de Son Altesse Electorale ou de ses Predecesseurs, comme elles étoient lors qu'elles ont été prises par les Armes de Sa Majesté, aussitôt après la Paix conclue & ratifiée avec lesdits Etats, dont Sa Majesté veut bien que le susdit Sieur Duc de Neubourg demeure garant.

VI. Que durant ce tems le Droit de superiorité & toute autre Jurisdiction, demeurera audit Sieur Electeur dans lesdites Places, & que les Garnisons qui seront entretenues & païées par Sa Majesté, sans qu'elle y puisse lever aucun droit ou contribution, ni que lesdites Garnisons puissent être à charge ausdites Places que pour le simple logement, Son Altesse Electorale s'oblige toutefois de laisser sûrement & librement passer dans ses Etats sur les Rivieres du Rhin & de la Meuse, sans en pouvoir prendre aucun Droit ni Peage, les Munitions de bouche & de Guerre qui descendront pour les Troupes de Sa Majesté; bien entendu que ceux qui conduiront lesdites Munitions seront apparoir par les ordres de Sa Majesté ou certifications de ses Ministres, que lesdites Munitions seront pour le service de Sa Majesté.

VII. Et puisque dans l'occupation qui fut faite des Places du Duché de Cleves par Sa Majesté, elle a fait rendre aux Catholiques quelques Eglises qui leur avoient été ôtées durant que les Etats Généraux y avoient Garnison, il a été convenu que toute cette af-

faire Ecclesiastique & ce qui en dépend, soit pour ANNO l'exercice ou pour les revenus, sera réglée & déterminée en conformité & selon les regles de l'Accord fait sur ce sujet, entre Son Altesse Electorale de Brandebourg & Son Altesse le Duc de Neubourg, & afin que lesdits Catholiques ne soient point inquiétez à l'avenir dans les Provinces de Cleves, de la Mark & Ravensberg, Son Altesse Electorale promet de les laisser jouir paisiblement de ce qui leur est den en vertu du susdit Traité.

VIII. Sa Majesté promet pour foi & au nom de ses Alliez, que toutes contributions & exactions qui auroient été imposées dans les Etats de Son Altesse Electorale, cesseront depuis le dixième du mois d'Avril, & qu'on n'en pourra lever ni exiger aucunes, sous quelque prétexte que ce peut être qui auroient été imposées, ou qui seroient échues depuis ce tems, à condition que ledit Sieur Electeur observera la même chose de son côté, & qu'il ne fera aucune exaction de ce qui lui pourroit rester & qu'il pourroit prétendre depuis le terme susdit. Comme aussi que Sa Majesté ne prendra plus aucuns Quartiers ou passages sans le consentement dudit Sieur Electeur, & sans paier & dedommager ses Sujets de la charge qu'ils en pourroient souffrir.

IX. Et bien qu'il soit dit dans l'Article 2. du present Traité, que ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'assistera, directement ni indirectement, les Ennemis de Sa Majesté, ledit Sieur Electeur ayant témoigné toutefois qu'il ne pourroit être engagé à rien qui pût être contre l'Empire, & qu'il se reservoit les mains libres en cas qu'il fût attaqué, Sa Majesté qui n'a pas moins à cœur la liberté & la Paix dudit Sieur Electeur, à condition toutefois que Sa Majesté ne sera pas censée attaquer ledit Empire, si elle se trouve obligée de porter ses Armes en Allemagne, & d'agir contre tout Prince dudit Empire quel qu'il pût être qui vouloit attaquer Sa Majesté, ou donner assistance à ses Ennemis contre le Traité de la Paix de Munster.

X. Et parce que dans l'étroite Union & l'Alliance qui est entre Sa Majesté & le Roi de la Grande Bretagne pour la Guerre contre la Hollande, ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'a pas moins agi contre le Roi que contre Sa Majesté, lorsqu'il a pris les Armes en faveur des Etats Généraux, Sa Majesté veut bien se charger & promettre de faire agréer au susdit Roi de la Grande Bretagne que tout le passé fût oublié de part & d'autre, & que la première amitié & intelligence soit rétablie entre Sa Majesté Britannique & Son Altesse Electorale.

XI. Et pour donner une plus grande marque de l'Alliance que Sa Majesté renouvelle avec ledit Sieur Electeur, elle veut bien promettre de le faire comprendre en vertu du present Traité dans la Paix qu'elle pourroit faire avec les Etats Généraux, comme aussi elle s'oblige de l'assister & de le garantir contre tous ceux dont il pourroit être attaqué, à l'occasion ou à cause du present Traité.

XII. Sa Majesté pour donner une plus grande marque à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qu'en rétablissant avec lui la première amitié par ce Traité, elle veut bien encore prendre en lui la même confiance qu'elle avoit eu avant ces derniers mouvemens, declare qu'après que le present Traité aura été accompli par l'échange des Ratifications, elle consentira de la part que ledit Sieur Electeur puisse être admis dans la Mediation de la Paix qui se traiteroit avec les Etats Généraux, lors que les affaires de l'Empire auroient été pleinement accommodées.

XIII. Il a été convenu de fournir & échanger les Ratifications du susdit Traité de part & d'autre, dans le terme de trois semaines au plus tard. Fait au Camp de Vosseem le 6. jour de Juin 1673. Ainsi signé, ARNAULD. FR. MEINDERS.

CVIII.

Traité d'Alliance entre l'EMPEREUR, le Roi 1. Juill.

d'ESPAGNE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, & le Duc de LORRAINE de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673. [Actes & Mémoires des Negotiations de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 573. FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

Comme

ANNO
1673.

Comme ainsi soit que Son Altesse le Duc de Lorraine ait fait témoigner à Leurs Majestés Impériale & Catholique, & aux Etats Généraux des Provinces-Unies, le généreux desir dont elle est portée à contribuer de tout son possible au rétablissement d'une Paix honnête & durable, & qu'il étoit prest d'entrer dans une étroite Liaison avec eux pour les mêmes fins, c'est pourquoi considérant les grands avantages qui en peuvent résulter pour le bien public, & estimant, comme il est juste, ses bonnes intentions, la présente Convention a été arrêtée & conclue entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre ci-après dénommés, & à ce dûment autorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que Sadite Altesse de Lorraine pour Elle & pour ses Successeurs tant en vertu de ses anciennes Liaisons, que par le présent Traité, fera dès à présent & pour l'avenir Allié & Confédéré de Leurs Majestés Impériale & Catholique, comme aussi des Etats Généraux des Provinces-Unies, & qu'une étroite Union sera établie entre eux pour procurer mutuellement les avantages, seuretés & utilités l'un de l'autre, & détourner les dommages autant qu'elle se pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyens à Sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution ses bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune, on l'aidera à former un Corps de dix-huit mille Hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied; Et pour cet effet Sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux, qu'elle a présentement sur pied, & levera de plus à ses propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied; Sa Majesté Impériale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux & trois mille Hommes de pied, & Sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied, & quant aux Etats des Provinces-Unies, comme ils ont présentement à supporter le plus-grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas se destituer des Troupes qui sont nécessaires pour leur défense, ils ne pourront donner plus de mille Chevaux.

III. Et afin qu'on puisse jouir au plutôt du bon effet que l'on peut attendre de l'emploi desdites Troupes, Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre Semaines, après le jour que ce Traité doit être ratifié, & d'y joindre de plus autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied deux mois après ledit terme de quatre Semaines; Et Sa Majesté Catholique, comme aussi lesdits Etats Généraux promettent d'y joindre leur part ci-dessus spécifiée, au même tems que S. A. de Lorraine aura mis sur pied lesdites premières Troupes, & seront Commissaires députés & autorisés de part & d'autre pour faire revéu de toutes lesdites Troupes, afin d'observer si elles sont au nombre qu'elles doivent être selon cette présente Convention; Et sera ladite revéu réitérée toutes les fois, que quelqu'une des Parties le requerra.

IV. Et quand S. A. de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles qu'elle a sur pied, que celles qu'elle fera de nouveau; comme aussi pour les frais nécessaires pour l'Artillerie, on lui passera durant la Guerre * la Somme laquelle sera également répartie entre Leurs Majestés Impériale & Catholique, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, à sçavoir un tiers pour chaque mois; Et d'autant qu'en la conjoncture présente des affaires il seroit impossible ausdits Etats de payer ledit tiers en argent comptant, il leur sera libre de fournir ledit tiers en Obligations sur ces Provinces de Hollande, & Westfrise, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selon la proportion entre eux observée, avec promesse de tel Intérêt qu'elles sont accoutumées de payer à leurs autres Créanciers, ayant obligations, que par ce moyen lesdites Troupes, qu'on pourra exiger dans le Pais Ennemi, seront reçues & administrées par des Commissaires à ce députés du commun consentement des Parties, pour être employées aux frais nécessaires pour la subsistance & renforcement dudit Corps, & pour les levées & recrutés nécessaires, & autres usages de la Guerre.

* Cette
somme
n'est pas
spécifiée.

V. Que Sadite Altesse de Lorraine sera obligée d'agir avec ledit Corps offensivement contre les Ennemis déclarés des Etats des Provinces-Unies, & pour le bien de la cause commune de concert avec les Alliés, selon qu'il sera jugé plus convenable de commun accord ou par la pluralité d'eux, soit pour se joindre avec les Armes de Sa Majesté Impériale, ou de Sa Majesté Catholique, ou avec celles des Provinces-Unies, quand le besoin le requerra, soit pour agir par diversion dans le Pais Ennemi, ou par telle autre opération, que la raison de la Guerre l'exigera.

VI. Et en cas que par lesdites opérations ou autrement, les affaires se réduisent à une Guerre ouverte & commune entre lesdits Alliés & les Ennemis présents ou futurs desdits Seigneurs Etats Généraux, Leursdites Majestés Impériale & Catholique, & lesdits Etats, outre ce qu'elles ont déjà stipulé entre eux par leurs Traitez précédents pour le regard des Tratez de Paix, promettent conjointement & de commun accord à S. A. de Lorraine, que le cas échéant que l'on vint à entrer en Negotiation de Paix ou de Trêves de quelques Années, ils ne la commenceront point sans sa participation & sans lui procurer aussi tôt qu'à eux-mêmes la faculté & seureté requise & nécessaire, pour envoyer ses Ministres sur le lieu où l'on traitera, comme aussi sans lui donner de tems en tems communication de tout ce qui se passera en ladite Negotiation, & qu'ils ne passeront jusques à la conclusion de ladite Paix ou Trêve, sans l'y comprendre & le faire remettre, (s'il le desire ainsi) dans la possession des Terres, Places, Domaines, & jouissances des Droits, Immunités, & Prerogatives dont il a joui avant la dernière invasion des François, en ses Duchés, & sans stipuler pour lui les mêmes exemptions, seuretés, & Prerogatives que pour eux-mêmes, pourvu que Leurs Majestés Impériale & Catholique s'obligent aussi aux mêmes choses envers les Etats, pour la restitution des Places & Terres, qui leur sont & pourront être ostées, & par le rétablissement en la jouissance des Droits, qui leur sont ou pourront être donnés en cette Guerre; Comme reciproquement S. A. de Lorraine promet & s'oblige dès à présent de n'entrer en aucune Negotiation ou Traité ou pour parler de Paix ou de Trêve, sans le sceu & la participation de Leurs Majestés Impériale & Catholique, & de M. M. les Etats Généraux; & de ne venir à aucune conclusion que d'un commun consentement & sans procurer à ses Alliés l'entier rétablissement dans tout ce qui leur a été ou leur enlevé pendant le cours de cette Guerre, & stipuler pour eux les mêmes avantages, Prerogatives & seuretés que pour lui-même; Si ce n'est que puis après ils en conviennent autrement d'un commun accord.

VII. Cette Alliance durera le même-temps que celle de Sa Majesté Impériale avec les Etats des Provinces-Unies, à sçavoir pour le terme de dix Ans; à compter du 22 Septembre de l'année 1672, pendant lequel, si la Paix vient à se conclure, toutes les Parties demeureront liées par une garantie reciproque de se secourir l'un l'autre contre toute sorte d'infracteurs de ladite Paix, jusqu'à prolonger ledit terme selon que du consentement commun, il sera convenu. Tous les susdits Articles ayant été vus & examinés par S. A. Monseigneur le Prince d'Orange assisté de Monsieur de Beuningen & de Monsieur le Conseiller Pensionnaire Hagel, d'une part, & de Messieurs le Baron de Lisola & le Chevalier de Cramprich au nom de Sa Majesté Impériale, de Monsieur Don Bernard de Salinas, au nom de Monsieur le Comte de Monterey & de la part de Sa Majesté Catholique; & de Monsieur le Baron de Serinchamps comme Plenipotentiaire de S. A. de Lorraine. Après le rapport fait à Messieurs les Députés aux affaires de la Triple-Ligue, le tout a été approuvé & concerté d'un commun consentement sous l'aveu néanmoins & Ratification de leurs Principaux, laquelle on promet dans le terme de dix semaines ou plutôt si faire se peut. Fait à la Haye, le premier Juillet mil six cents septante trois.

Etoit signé,

(L.S.) J. DE LISOLA.

(L.S.) D. BER. DE SALINAS,

(L.S.) D. L. CRAMPRICH.

(L.S.) SERINCHAMPS.

ANNO
1673.

ANNO
1673.

CIX.

20. Juill.

Abgetretter Religions-Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfalzgraffen am Rhein und Herzogen zu Neuburg/ wegen einigen/ in denen Städten Wesel/ Rées/ Emmerick/ Orfroy/ und Biderich/ zeit währendender occupirung derselben durch die Französische Kriegs-Macht/ vorgegangenen Veränderungen/ aufgetrieben zu Düsseldorf den 20. July 1673. Verschiedt des Pfalzgraffen Ratification, Geben den 16. Sept. 1673. [Sur l'Imprimé à Düsseldorf. On trouve aussi cette Pièce en Allemand dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung IV. Absatz III. pag. 253.]

Wir Philipp Wilhelm von Gottes Gnaden Pfalz-Grave bey Rhein in Böhren/ zu Göllich/ Elze und Berg Herzog/ Graff zu Veldenz/ Sponheim/ der Mark Ravensberg und Mörs/ Herr zu Ravensstein/ &c. thun kund und bekennen hienur vor uns/ unsere Erben und Nachkommen/ auch Pfalz-Graven bey Rhein/ Herzogen zu Göllich/ Elze und Berg/ &c. Als zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten Herren Frederich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Cammerer und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Göllich/ Elze/ Berg/ Steim/ Pommeren/ der Cassuben und Wendens/ auch in Schlesien zu Croffen und Jägerndorf/ zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Mark und Ravensberg/ Herren zu Ravensstein/ auch der Lande Lawenburg und Butan/ &c. es dahin veranlaisset worden/ daß/ weil selber dem in nechst vorigem Jahre aufgerichteten Religions-Recess in den Städten Wesel/ Rées/ Emmerick/ Orfroy und Biderich durch die Französische Kriegs-Macht/ und occupation einige Veränderung der Dertien vorgegangen/ durch Zusammenkunftung beiderseits Rächten alles untersucht/ und zur Nachseht gebracht werden sollte/ Gestalt dann bis auff Unser beiderseits Chur- und Fürstl. Ratification von denen dazu committirten Rächten nachfolgender Vergleich getroffen worden/ welcher von Wort zu Wort also lautet.

Nachdem in denen zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Herren Frederich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Cammerer und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Göllich/ Elze und Berg/ Steim/ Pommeren/ der Cassuben/ und Wendens/ auch in Schlesien zu Croffen und Jägerndorf/ Herzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Mark und Ravensberg/ Herren zu Ravensstein/ und der Lande Lawenburg und Butan/ &c. einmüthig und dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Philipp Wilhelm Pfalz-Graffen bey Rhein in Böhren/ zu Göllich/ Elze und Berg/ Herzogen/ Graffen zu Veldenz/ Sponheim/ der Mark Ravensberg und Mörs/ Herren zu Ravensstein/ am anderen Theil Anno 1666. den 9. Septemberis und 1672. den 26. Aprilis aufgerichteten Religions-Recessen unter andern enthalten und verglichen worden/ daß man sich wegen der Kirchen/ Clöster/ Geistlichen Güter/ Reuten und Beneficien/ so die Catholische in denen mit Staatlichen Guarantien damals bestet geniesenen Städten Wesel/ Rées/ Emmerick/ Orfroy und Biderich hievord eingehabt und besessen/ darans aber Anno 1628. und folgendes durch die Staatliche Kriegs-Macht und sonsten geket worden/ in der Güte verglichen sollte/ selber dem aber an solchen Orten ein- und andere Veränderungen vorgegangen/ indem dieselbe durch die Französische Wapfen und Kriegs-Macht occupirt/ und folgendes abgetretten worden/ Clöster/ Geistliche Güter und Beneficien den Catholischen zum theil wiederum eingeräumt und abgetretten worden/ Als haben höchstenelteste beyde Chur- und Fürstl. Durchl. in Verabstimmung und Ausübung aller Freymüthigen und Mitverstandnis sich hieselbst in der Güte dergestalt verglichen.

I. Daß seine Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg die Römisch Catholische bey denjenigen/ was sie an Kirchen/ Clöster/ Sacellen/ Geistlichen Wohnungen/ Gütern und Reuten/ &c. haben

CIX.

ANNO
1673.

20. Juill.

Seconde Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg/ & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhin, Duc de Neubourg, au sujet des changemens arrivés dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orfroy & Boderick, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans par l'Armée de France. Faite à Düsseldorf le 20. Juillet 1673. Avec la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673.

Nous Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juilliers, de Clèves, & de Berge, Comte de Veldenz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs, Seigneur de Ravensstein, sçavoir faisons tant pour nous, que pour nos Héritiers, & Successeurs, aussi Comtes Palatins du Rhin, & Ducs de Juilliers, de Clèves, & de Berge, &c. qu'avec le Serenissime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du S. Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Clèves, Berge, Stettin, Poméranie, Cassubie, & des Vandales, en Silésie, Croffen, & Jägerndorf, Duc, Burgrave à Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, & de Camin: Comte de la Marc, & de Ravensstein, & du Territoire de Lawenburg, & de Butan, &c. Nous sommes convenus, en consideration de plusieurs changemens, qu'après la Transaction au fait de Religion arrêtée l'année passée, les Armées de France ont causées dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orfroy, & de Buerick, d'ordonner une Assemblée de nos Ministres Conseillers, pour en prendre connoissance, & faire le reglement: ainsi que ceux-ci Depuis par nous ont accordé, & conclu jusqu'à nre Ratification, ce qui s'ensuit de mot à mot.

Comme entre le Serenissime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du Saint Empire, &c. d'une part, & entre le Serenissime Prince, & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, &c. de l'autre part, où fit des Transactions sur le fait de Religion le 9. Septembre de l'an 1666. & le 26. d'Avril de l'an 1672. où l'on convint entr'autres choses, qu'à l'égard des Eglises, Clôîtres, Biens Ecclesiastiques, Rentes, & Benefices, que les Catholiques avoient possédés ci-devant dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orfroy, & de Boderick, & dont ils étoient pourtant depossédés, soit l'an 1628. ou depuis, soit par les Armes des États, qui y avoient Garnison, ou autrement, on accorderoit le tout à l'amiable: & comme il se trouve presentement, que plusieurs choses y ont été changées, & que plusieurs desdites Eglises, Clôîtres, & Biens, ont été données aux Catholiques par les Armées de France, qui ont depuis occupé ces Places-là: Leurs Altesse Elektorale & Serenissime ont trouvé à propos, & pour ôter toute confusion, & mesintelligence, de s'y accorder à l'amiable, & de la maniere qui suit.

I. Que S. A. E. de Brandebourg protégera, & maintiendra les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils ont presentement en Eglises, Clôîtres, Chapelles, Maisons pour leurs Ecclesiastiques;

H h

ques;

ANNO haben Nahmen wie sie wollen/dem Instrumento Pacis und auff-
 1673 gerichteten Religions-Recessen geness/ gegenwärtig besessen/ je-
 derzeit schenken und handhaben wollen.

II. Dasi die Pfarz-Kirch zu Wesel auff der Matena genant/
 welche zu Verwahrung eingen Gerächts und Wechs bis dahin
 gebraucht worden/ den Evangelischen Reformirten und die zur
 Commenden S. Johannis dafelbst gehörige Kirch oder Capelle
 den Catholischen einzuräumen/ vorgemeldte Reformirten und
 Catholischen auch die übrige Kirchen und Cloister dafelbst insolk
 genenten Instrumenti Pacis und Religions-Recessen respective
 verbleiben und restituiert.

III. So dann die Collegiat-und Pfarz-Kirchen zu Nees den
 Römisch-Catholischen gelassen/ denenelben auch die Vicarie
 trium Regum, als deren Kirchen zu Unterhaltung des in selbi-
 gen Kirchen vorhanden Organi gehörig/wieder gegeben/ den
 Evangelischen Reformirten aber in ihrer dafelbst habender Kirch
 und sonst den beileben nach ihren Gottesdienst zu üben in alle
 Wege freyestehen solle.

IV. Dasi die in der Stadt Emmerich gestiftete Archidiacon-
 nat Kirch S. Martini und S. Adelgundis Pfarz-Kirch/ so dann
 der PP. Societatis Jesu, der Cens-Brüder und S. Georgii
 Frater-Herren Kirch/ wie auch das Jungfrauen-Cloister obge-
 meldt Römisch-Catholischen/vermögd des Münster- und Os-
 naburgischen Frieden-Schlusses/ und vorgemeldten Religions-
 Recessen verbleiben/ sie Catholische aber der convenientz halber
 zu Erweiterung und Anrichtung der Evangelischen Kirchen und
 Exercitiu zu gemeinem Emmerich die Summ von tausend fünf-
 hundert Reichsthaler bey Auswechslung und Execution jehem-
 melten Vergleichs/ bahe erlegen/ dabeneben das Sacellum Divæ
 Virginis Marienburg genant/ sambt dabey liegenden Kirchhoff
 abzutrennen/ und die Evangelisch-Reformirte und Lutherische sich
 hienunter in der Gütte mit einander vereinbaren/ nicht weniger
 auch obgedachte Frater-Herren S. Georgii sich mit den Evangeli-
 schen Lutherischen in zu ihrer des organi, ornamenten und repa-
 rationen halber gemachter prætension der Billigkeit nach verglei-
 chen sollen.

V. Und weiln ermelte Evangelisch-Reformirte vorbracht/
 das in der Pfarz-Kirchen zu Orsoy im Jahr 1609. das Refor-
 mirt Exercitiu gelobet/ dessen aber im Jahr 1622. angesetzt/
 folgendes hoch wieder darin restituiert worden/ und damenhero
 so wol als auch weil der mehrer Theil der Gemeinden zu Orsoy
 Reformirter Religion zugehörn/ sothane bey neulicher Erörte-
 rung der Stadt Orsoy den Catholischen wieder eingeräumte
 Pfarz-Kirchen ihnen Reformirten abzutrennen und zu lassen sey/
 hingegert jehgemelte Catholische vorgeben/ das diese Pfarz-Kirch
 Anno 1609. und 1624. bis ins Jahr 1632. Catholisch gewesen/
 und damahlen sampt der Pastorat und Schulhaus/ Kirchen
 und Vicarien durch die Staatliche Guarnisonen ihnen enge-
 gen/ so ist zu beyderseits Religion zugehörner Unterthanen Be-
 rücksichtigung/ Commodität und Convenientz gut gefunden
 und verglichen/ das ermelte Reformirten mehrgemelte Pfarz-Kirch/
 sampt dem Pfarz- und Schul-Haus restituiert/ ihnen auch die
 dazu gehörige Kirchen und Vicarien gelassen/ den Catholischen
 aber die Gasshaus/ Kirch zu überg ihres freyen öffentlichen
 Exercitiu eingeräumt/ auch den Catholischen Pastoren und Seel-
 forgeren eine bequeme Wohnung in dem Gasshaus gestattet/ und
 zu seiner subsistentz jährlich sechsig Reichsthaler aus obgemel-
 ten Kirchen unschätzbar entrichtet/ und sie Catholische darenthalben
 gnußhaft versichert/ ihnen auch in vorgemelter Pfarz-Kirchen
 abgetheilt und damnoch vorhandener Altar unweigerlich aus-
 gefolget werden solle.

VI. Zu Buderich sollen die Catholische in der dafelbst vor-
 handenen Cloister Kirchen ihr Exercitiu publicum cum om-
 nibus annexis behalten. Und weil sie sich beschweren/ das sel-
 bige Kirch wegen ihrer Anzahl zu enge sey/ als solle dieselbe zu
 ihrer

ANNO quies, Biens, & Revenus, de quelque nom qu'ils
 1673. puissent être, s'ils les possèdent en conformité des
 Traittez de Paix, & des Transactions faites sur les
 affaires de Religion.

II. Que l'Eglise Paroissiale à Wesel, & située
 sur la Matena, dont on s'est servi pour Magasin à
 blé, sera rendue aux Reformez, que l'Eglise & la
 Chapelle, qui appartiennent à la Commanderie de S.
 Jean, seront rendues aux Catholiques, & qu'en
 vertu des Traittez de Paix, & des Transactions sur
 le fait de Religion, encore le reste des Eglises, &
 des Cloîtres, y sera respectivement laissé, ou restitué
 aux Reformez, & aux Catholiques Romains.

III. Qu'on laissera aussi aux Catholiques l'Eglise
 Collegiale, & l'Eglise Paroissiale à Rees, avec le Vi-
 cariat des trois Rois, dont les Rentes sont pour
 l'entretien des Orgues de ladite Eglise. Mais
 qu'il sera permis aussi aux Reformez de faire l'Of-
 fice à leur gré dans l'Eglise qu'ils possèdent dans
 ladite Ville.

IV. Ausdits Catholiques Romains demeureront
 de plus, & en conformité des Traittez de Westphalie,
 & desdites Transactions, l'Eglise de l'Archidiaconat
 de S. Martin fondé dans la Ville d'Emmerik,
 & l'Eglise Paroissiale de S. Adelgunde, comme
 aussi celle des Peres Jesuites, celle des Freres de
 la Croix, & celle des Freres de S. George, mais à
 condition, que les Catholiques contribuent par conve-
 nance, pour l'agrandissement ou l'établissement des
 Eglises, & de l'Exercice des Protestans à Em-
 merik la Somme de mille cinq cens Ecus, & en
 la payant effectivement en execution de cette Trans-
 action, & qu'ils leur quittent aussi la Chapelle de
 Notre-Dame, nommée Marienburg avec le Cime-
 tiere y joint, & dont les Reformez, & les Luthé-
 riens s'accorderont à l'amiable: & que pareille-
 ment lesdits Freres de Saint George s'accorderont
 équitablement avec les Luthériens sur la prétention
 que ceux-ci ont faite au sujet des réparations, &
 des ornemens des Orgues.

V. Puis que d'un côté les Reformez prétendent,
 qu'ayant eu l'Exercice public dans l'Eglise Paroissiale
 à Orsoy l'an 1609. & encore qu'ils en ayent été
 dépossédés l'an 1622. y ayant pourtant été remis
 dans la suite du tems, ladite Eglise Paroissiale,
 qui, par la dernière prise de la Ville, a été trans-
 férée aux Catholiques, devoit d'autant mieux être
 rendue, que la plus grande partie de la Communauté
 à Orsoy, est effectivement de leur Religion Reformée:
 & que de l'autre côté les Catholiques Romains
 soutiennent, que ladite Eglise Paroissiale leur appar-
 tenoit dans les années 1609. & 1624. jusqu'à celle
 de 1632. où la Garnison des Etats la leur ôta aussi-
 bien que les Maisons de Pasteur, & d'Ecole, avec
 les Rentes, & Vicariats, on a trouvé & accordé
 pour la convenance, la commodité, & le repos de
 l'une & de l'autre Religion, qu'on rendra aux Re-
 formez ladite Eglise Paroissiale, avec les Maisons
 de Pasteur & d'Ecole, & tous les Revenus, &
 Vicariats y appartenants, & qu'on donnera aux
 Catholiques pour leur Exercice public l'Eglise de la
 Maison des Vieillards, nommée Gasshaus, dans la-
 quelle on baillera aussi un appartement convenable
 aux Curez des Catholiques avec une Pension annuelle
 de soixante Ecus pour subsistance, & que les Ca-
 tholiques en recevront des Cautions ou assurances,
 comme aussi leur Autel, qui avoit été ôté de ladite
 Eglise Paroissiale, & qui se trouve encore entre les
 mains des Protestans.

VI. Les Catholiques conserveront leur Exercice
 public avec tous les annexes dans l'Eglise du Cloître,
 qui se trouve encore à Buderich, & puis qu'ils se
 plaignent que cette Eglise-là est trop étroite pour le
 grand

ANNO 1673. ihrer Commodität halb auff der Reformirt- und halb auff der Catholischen Seiten vergrößert / oder das Ehor der Pfarr-Kirchen zu gemeinen Bädern / und wann dasselbe zu eng / also dann neben denselben noch ein solcher Theil von selbiger Kirchen / als zu Übung ihres Gottesdienstes nötig sein wird / vom übrigen Theil getheilt Kirchen auff der Reformirten Seiten durch eine Mauer abgetheilt / und separirt / und ihren sampt der am Ehor angebauten Sacristia zu ihrem Exercitio gelassen und eingeräumt / das andere Theil der Kirchen aber neben der Pfarr-Kirchen und Dicarren denen Reformirten abgetheilt und gelassen / und sie gemelten Catholischen zu Unterhaltung und Subsistenz ihres Seelsorgers jährlich ein hundert Reichsthaler unsehlbar entrichtet / deraußer auch gungelamb verschicken / und bis daran obgemelte extension oder separation wirklich vollzogen / ihnen Catholischen das Exercitium ihrer Religion in mehrgemelten Pfarr-Kirchen ungehindert zu üben freygelassen und inbegriffen seyn.

VII. Und gleich wie die Römisch-Catholische in obgemelten Städten und Orten / Wesel / Rees / Emmerich / Orsoy und Baderick das Exercitium publicum ihrer Religion haben und vermöge dieses Vergleiches restituirt bekommen / also sollen sie auch dasselbe und ihren Gottesdienst / wie in der Römisch-Catholischen Kirchen gebräuchlich in allen Städten und annexis ungehindert üben und treiben mögen / und es in diesem und allen übrigen obgemelten Religions-Articlen gemäß gehalten werden.

VIII. So sollen auch mehrgemelte Evangelische Reformirte und Lutherische mit denen Römisch-Catholischen in obemelten Städten sich hinfort friedlich untereinander vertragen / und was bey und nach Eingangs angezogener Veränderung wegen der Religion und dero anstehenden Stück vorsehnen / vergessen / und aussagegeben seyn / auch niemand deshalb angesehen oder beschuldert werden.

IX. Und weil so wohl die Römisch-Catholische als Evangelische bey gegenwärtiger Handlung ein- und andere pretenstiones und gravamina übergeben / welche diesesmal abzutun und zu erledigen die Zeit und eingetragene Verbindungen möge erleiden wollen / als soll dieserhalb nöthige Erklärungen fürderlich eingezogen und hierin off- gemelten Frieden-Schluss und Religions-Necess gemeines remediret;

X. Und obgekehrte Articlen von höchstgemelter Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg / und Seiner Fürstl. Durchl. zu Pfalz-Neuburg inner Zeit von sechs Wochen / à dato dieses / oder so bald es geschehen kan / ratificiret und gegeneinander ausgewechselt werden; Dessen zu Urkund haben unter benannte Städte und Bevollmächtigte dieses eigenhändig unterschrieben / und ihre Putschaffen ausgedruckt. So geschehen zu Düsseldorf den 20. Juli 1673.

(L.S.) FRANTZ MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Dass Wir demnach kein Bedenken gefunden / obstehenden Vergleich in allen Punkten und Clausulen zu ratificiren / gestalt wir dan denselben hienit also ratificirt und darüber dess und unverbrüchlich gehalten haben wollen / und umdich unser eigenhändiger Unterschrift und vorgezeichneten Fürstl. Inseigel. So geschehen Densberg den 16. Septembris 1673.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)
TOM. VII. PART. I.

grand nombre de leur Communauté, on leur y donnera toute commodité par l'agrandissement de ladite Eglise, qui se fera pour une moitié à leurs dépens, & pour l'autre aux dépens des Reformez, où on leur baillera le Chœur de l'Eglise Paroissiale à Baderick, & en cas qu'il fût trop étroit, on l'élargira en y comprenant une telle partie de l'Eglise Paroissiale même, qui seroit suffisante, & on fera cette separation d'Eglise par une muraille aux dépens des Reformez seuls, c'est ce qu'on laissera aux Catholiques avec la Sacristie jointe audit Chœur, pour l'usage de leur Exercice public, mais l'autre partie de ladite Eglise Paroissiale, aussi-bien que les Rentes de cette Paroisse, & les Vicariats seront donnez, & permis aux Reformez, à condition, qu'ils en payent inmanquablement pour la subsistance du Pasteur Catholique cent Ecus annuels, & qu'ils en donnent suffisamment caution & sûreté aux Catholiques Romains, lesquels pourront librement faire, & continuer leur Exercice dans cette Eglise Paroissiale jusqu'à ce que ladite extension ou separation soit effectivement faite pour leur service.

VII. Comme les Catholiques Romains ont l'Exercice public, ou l'auront en vertu de cette Transaction dans les Villes & Places de Wesel, Rees, Emmerick, Orsoy, & de Baderick, ainsi y pourront-ils faire de la même manière, que l'Eglise Romaine l'ordonne, dans tous ses Points & annexes, sans qu'ils y puissent être aucunement empêchez ou troublés, le tout en conformité des susdites Transactions au sujet des différentes Religions.

VIII. Ainsi les Protestans, tant Reformez, que Luthériens, auront de se comporter paisiblement avec les Catholiques Romains dans les susdites Villes, & tout ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion des changemens pour les Religions, & leurs annexes, sera tellement oublié, & supprimé, que personne n'en puisse plus être chargé, ou incommodé.

IX. Et comme dans le tems de cette Négociation, tant de la part des Catholiques, que de celle des Protestans, on a présenté encore des prétentions, & des griefs, que ni le tems, ni d'autres empêchemens ne permettent pas d'ajuster présentement, on déclare qu'on en prendra au plutôt les connoissances nécessaires, & qu'on y remédiera conformément aux Traitez de Paix, & aux Transactions faites sur la Religion.

X. Tous ces Articles seront ratifiez de S. A. E. de Brandebourg, & de S. A. S. de Neubourg, & les Ratifications en bonne forme échangées dans le tems de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi, les Ministres Conseillers, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont signé ces presentes, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. Fait à Düsseldorf le 20. Juillet de l'an 1673.

(L.S.) FRANÇOIS MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VORTZ.

Nous n'ayant pas difficulté de ratifier, & d'approuver cette Transaction dans tous ses Points & Clauses, l'approuvons & ratifions par ces presentes, & promettons de nous y tenir inviolablement. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre notre Sceau aux presentes, signées de notre main. Fait à Bensberg le 16. de Septembre l'an 1673.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)
Hh z Cx.

ANNO

1673.

30. Août.

L'ESPA-
GNE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

CX.

*Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel Sa Majesté s'engage à se déclarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: Les Traitez de Munster & d'Aix la Chapelle, y sont confirmés & garantis, avec promesse reciproque de ne faire ni Paix ni Trêve sans une restitution entiere des Places prises sur l'un, & sur l'autre. Messieurs les Etats y promettent de plus la restitution de Maftricht à Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août 1673. Avec les Articles séparés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue Tom. I. pag. 460. Recueil de LEONARD. Tom. VI. LONDORPII *Alta publica* Tom. X. pag. 92. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 512. aussi en Allemand.]*

Après de si grandes & de si considerables assistances rendus, par la Couronne d'Espagne avec tant de generosité aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, & après les obligations extraordinaires que lesdits Etats Generaux ont témoigné d'avoir à Sa Majesté Catholique, comme à un Prince qui s'est opposé avec tant de confiance à la ruine manifeste dont ils étoient menacez lors qu'ils ont été attaquez par de si puissants Ennemis. Lesdits Etats Generaux confiderant que pour assurer leur retablissement & conservation à l'avenir, ont besoin d'une ferme Union avec Sadite Majesté pour la prosperité & manutention de tous les Pays-Bas en general, ils ont fait plusieurs instances à Sadite Majesté à ce qu'il lui plût d'accomplir cette grande œuvre, non seulement par le renouvellement des anciens Traitez faits entre Sadite Majesté, & lesdits Etats, mais aussi en leur donnant une marque signalée de bien-veillance Royale en contractant avec eux une Alliance nouvelle & inviolable, afin de parvenir par ce moyen à l'unique but qu'ils se sont proposez, à savoir le repos de toute la Chrestienté. Et puis qu'il semble qu'on ne peut point obtenir ce bonheur par les moyens que l'on a employez jusques à present, lesdits Etats Generaux ont toujours esperé que Sa Majesté se rangeroit à leur secours par une Guerre ouverte, & déclarée pour la conservation des Pays-Bas, lesquels sont si fort menacez par le progrès des Armes Ennemies, afin de changer les troubles de la Chrestienté en une Paix generale par l'assistance & la faveur du Ciel. C'est pourquoy Sa Majesté se conformant au desir desdits Etats Generaux, & étant sollicitée outre cela par d'autres motifs de Justice & d'équité, il a été accordé au nom de Sadite Majesté par Don Emanuel de Lira Introduteur des Ambassadeurs en la Cour d'Espagne, & Envoyé extraordinaire de Sadite Majesté à la Haye, d'une part, & les Sieurs Conrad van Benningen, Gaspar Fagel Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande, Jean de Mauregnault, Isbrant van Viersen & Schako Gockinga tous Deputez ordinaires en l'Assemblée des Etats Generaux au nom desdits Etats, d'autre.

I. Qu'il y aura une ferme, sincere & perpetuelle amitié & bonne intelligence entre le Roi, les Rois Catholiques ses Successeurs & ses Royaumes, d'une part, & les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, les Terres & Sujets de leur domination, d'autre, tant par Mer que par Terre, & en tous Lieux tant dedans que dehors l'Europe.

II. Il y aura entre Sadite Majesté, les Rois ses Successeurs & leurs Couronnes, & lesdits Etats Generaux, les Terres & Sujets de leur domination une étroite Alliance & fidelle Union, pour se maintenir & conserver les uns les autres en la possession de tous les Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent, & dans l'usage de tous les Droits & franchises du Commerce & de la Navigation de quelque nature qu'ils puissent estre, tant par Mer, que par Terre; dont ils jouissent aujourd'hui, ou dont ils ont droit d'user par le Droit ge-

neral, ou des franchises qu'ils ont déjà acquises, ou qu'ils pourroient encore acquerir à l'avenir par des Traitez de Paix, Amitié ou Neutralité qui ont été déjà faits par le passé, ou qu'ils pourroient faire à l'avenir par contentement mutuel avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Villes & Etats seulement dans l'Europe.

III. Ils s'obligent pareillement de se garantir les uns les autres des Traitez que Sa Majesté ou les Etats Generaux pourroient déjà avoir faits avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, qu'ils se communiqueront les uns aux autres avant l'échange de la Ratification ou Confirmation du present Traité; comme aussi tous ceux qu'ils pourroient faire ensemble à l'avenir, afin de se defendre, secourir & conserver mutuellement en la possession des Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent presentement ou qui pourroient leur appartenir à l'avenir, tant à Sadite Majesté & aux Rois ses Successeurs, qu'ausdits Etats Generaux, soit par les Traitez susmentionnez, ou en quelque autre maniere que ce puisse être & en quelque partie de l'Europe que lesdits Etats, Villes, Places & Pays soient situés; en sorte que si Sadite Majesté ou les Rois ses Successeurs, ou lesdits Etats Generaux venoient à être troublez, ou inquietez, en quelque maniere que ce puisse être en la possession ou jouissance desdits Etats, Villes, Places, Pays, Droits & franchises du Commerce ou Navigation, ou de quelques autres Droits tant par Mer que par Terre, que Sadite Majesté & lesdits Etats possèdent, ou dont ils jouissent par les Traitez déjà faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été dit cy-dessus: Sa Majesté & lesdits Etats Generaux, après communication & enquete des deux costez feront tous les devoirs possibles pour faire cesser lesdites molestations & hostilités, & faire reparer tous les torts & dommages qui pourroient avoir été faits à l'un ou l'autre des Alliez.

IV. Et en cas que ladite agression ou molestation fût suivie d'une Guerre ouverte, celui des 2. Alliez qui n'aura point été attacké sera obligé de faire la Guerre à l'attaquant trois mois après qu'il en aura été requis par celui à qui on fait la Guerre: & pendant ce temps-là, il fera tous les devoirs possibles par ses Ambassadeurs ou autres Ministres pour procurer une bonne paix entre l'attaquant & celui qui est attacké; & cependant demeurera néanmoins obligé d'envoyer un secours de 8000. Hommes de pied partagez en Regimens & Compagnies, sous leurs Colonels & autres Officiers tels qu'il trouvera bon de choisir pour cet effet. Il fera aussi obligé d'envoyer lesdites Troupes Auxiliaires, & de les entretenir à ses dépens au service de l'Allié qui est attacké; auquel il sera permis de recevoir ledit secours en Argent ou en Hommes, ou en partie en Hommes, Argent, Vaisseaux, Armes, Instrumens & Munitions de Guerre: en sorte que 1000. Hommes seront taxez à 10000. Florins par mois, suivant le cours du change d'Amsterdam, & à conter 12. mois pour un an. Le paiement se fera aussi par mois par égales portions, soit à Anvers, ou bien à Amsterdam. Toutefois en cas que ledit secours se donnât en tout ou en partie, en attirail de Guerre, Vaisseaux, ou autres choses necessaires à la Guerre, celui qui est assisté sera obligé d'aller recevoir toutes lesdites choses dans le Pays de celui qui donnera ledit secours; à la charge que si celui qui sera assisté en demande une partie en Cavalerie ou en Dragons; chaque Cavalier ou Dragon sera conté pour trois Soldats à pis jugés au nombre des 8000. Hommes qui doivent être fournis: Et lors qu'on donnera ledit secours en Gens de Guerre, lesdites Troupes Auxiliaires seront obligées d'obeir & de recevoir les ordres de l'Allié auquel elles seront envoyées, lequel s'en servira à la Campagne, en des Sieges de Villes, ou pour la garde & defense de ses Places, & par tout où la necessité & utilité de ses affaires le requerra: à la reserve toutesfois que les Compagnies ne pourront être séparées entierement les unes des autres, & ne pourront être laïssées ensemble en moindre nombre que de 2. ou 300. Hommes de chaque Regiment; & nullement sans leurs Drapeaux; Mais si la necessité des affaires requeroit que ledit secours dût être augmenté, Sa Majesté & les Etats Generaux en pourrout traiter par ensemble, & s'accorder au mieux qu'il sera possible. Il sera aussi du choix de l'Allié qui est attacké de se servir du secours qui lui sera envoyé après l'expiration desdits trois mois, en cas que la constitution du temps ou des affaires lui fit plutôt choisir la continuation dudit secours, que la declaration d'une Guerre plus ouverte.

V. La Garantie ou assurance mutuelle sera établie en

ANNO

1673.

ANNO
1673.

en cette sorte: Lors que l'un des Alliez aura été attaqué ou molesté, & qu'il sera obligé d'en venir à une Guerre ouverte, l'autre Allié sera aussi obligé de déclarer la Guerre à l'attaqué, & d'employer toutes ses forces par Mer & par Terre, & les joindre à celles de celui qui est attaqué, afin d'obliger l'Ennemi commun à entendre à une Paix honorable, juste, équitable & assurée.

VI. Et en ce cas-là les forces de Sa Majesté & des Etats Generaux auront conjointement ou separément, suivant l'Accord qui se fera alors entre Sadite Majesté & lesdits Etats Generaux, & delibérant ensemble sur les moyens les plus propres pour endommager l'Ennemi commun, soit par diversion ou autrement, & obliger, comme il est dit, à entendre au plutôt à une Paix honorable.

VII. Et quoi que par ce qui a été dit à la fin du deuxième Article du present Traité tout l'effet de cette Union se renferme dans les limites de l'Europe, il faut néanmoins entendre en telle sorte que si Sa Majesté Catholique se trouve ci-après troublée ou inquiétée, en quelque sorte que ce puisse être en la possession & jouissance des Etats, Villes, Places, Pays, Droits ou franchises du Commerce, Navigation ou autres choses de quelque nature qu'elles puissent être, tant par Mer que par Terre, que Sa Majesté ou lesdits Etats Generaux possèdent, ou dont ils jouissent, ou qu'ils ont Droit de posséder hors de l'Europe ou en quelque partie du monde que ce soit, soit par le commun Droit des Gens, soit par Traité déjà faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été déjà dit ci-dessus; Sa Majesté & lesdits Etats Generaux après qu'ils en auront été requis mutuellement, contribueront unanimement tout ce qui sera en leur pouvoir pour faire cesser ladite Aggression ou hostilité, & faire repaier les torts & dommages qui auront été infligés à l'un des Alliez. Mais en cas, qu'ils ne puissent parvenir à ce but par les voyes de la douceur dans le temps ou espace de quatre mois, & que celui des Alliez qui aura été attaqué ou molesté en cette forte hors de l'Europe, ou en quelque partie du monde que ce soit, se trouve obligé de prendre les armes contre l'Attaquant ou Agresseur, afin de le mettre à la raison, alors celui des deux Alliez, qui n'est pas attaqué ni molesté, fournira à l'autre le secours mentionné ci-dessus, & declarera la Guerre ouvertement à l'Attaquant ou Perturbateur du repos commun, en la même manière que si l'Aggression ou Molestation eût été faite dans les limites de l'Europe.

VIII. Lors que lesdits Alliez seront entrez dans une Guerre ouverte suivant les obligations du present Traité, il ne sera permis à l'un ni à l'autre de faire aucune suspension d'Armes avec les Ennemis, qu'avec le consentement mutuel de l'un & de l'autre.

IX. S'il arrivoit qu'on en vint à un Traité, soit de Paix ou de Trêves pour quelques années, ledit Traité ne pourra être entrané par l'un des Alliez sans en donner connoissance à l'autre, & sans lui procurer en même temps la liberté & la sécurité nécessaire comme pour lui-même, pour envoyer ses Ministres & Ambassadeurs au lieu du Traité, comme aussi lui donner avis fidelle de temps en temps de tout ce qui se passe audit Traité. Ne pourra aussi aucun desdits Alliez venir à une conclusion de ladite Paix ou Trêve sans y comprendre son Allié, & sans le faire remettre s'il le desire, en la possession des Etats, Places & Pais, & la jouissance des Droits & franchises, dont il a joui avant la Guerre. Ne pourra non plus consentir que l'Ennemi commun n'accorde point à son Allié les mêmes Droits, franchises, immunités & avantages qu'il stipulera pour lui-même, du moins jusqu'à ce que son Allié se soit premierement accordé à d'autres conditions.

X. Et afin que la veritable inclination qui est tant par devers Sa Majesté que du costé des Etats Generaux pour établir par ce present Traité une tres-étroite amitié & Union entre eux, leurs Etats & leurs Sujets, au bien & au repos commun de tous les deux, puisse paroître encor davantage, & que leur intention est de n'épargner aucune peine pour empêcher qu'elle ne soit altérée par aucun accident ou occasion, on est demeuré d'accord que Sa Majesté Catholique & lesdits Etats non seulement ne pourront s'engager à l'avenir en aucune Alliance qui pourroit être contraire à la presente, mais mêmes qu'ils ne pourront faire aucun Traité sans s'en comprendre l'un l'autre, s'ils le desirant, & sans s'en avertir de bonne heure mutuellement, afin qu'ils puissent déclarer s'ils veulent y être compris.

XI. Et afin que la presente Alliance, dont le but & la fin principale est le rétablissement & la conservation

du repos commun, puisse avoir d'autant plus de force & d'efficace, l'Empereur & les autres Rois, Princes & Etats que l'on jugera les plus convenables d'un commun consentement, seront conviez d'y entrer. On travaillera aussi particulièrement de part & d'autre à conserver en son entier la Triple-Alliance de Garantie ou assurance qui a été faite en faveur de Sa Majesté Catholique pour faire observer le Traité d'Aix-la-Chapelle aussi-tôt que la presente Guerre avec Sa Majesté de la Grande Bretagne sera finie.

XII. Le Traité de Paix fait à Munster entre la Couronne d'Espagne & les Etats Generaux en l'an 1648. celui de Marine signé le 17. Decembre 1650. la Garantie ou assurance de la Paix d'Aix-la-Chapelle promise par Messieurs les Etats Generaux, & tous autres Traitez faits depuis ce temps-là, seront observez en tous leurs Points & Articles; & Sa Majesté & lesdits Etats Generaux & leurs Sujets jouiront mutuellement de tout ce qui a été arrêté & conclu dans lesdits Traitez, tant pour le fait des affaires generales que des particulieres.

XIII. Et d'autant que lesdits Etats Generaux se trouvent maintenant engagez en une grande & dangereuse Guerre avec le Roi Tres-Christien & celui de la Grande Bretagne, comme aussi avec l'Electeur de Cologne & l'Evêque de Munster, & que les Plenipotentiaires de toutes les Parties sont assemblez à Cologne pour y conclure un Traité de Paix, s'il est possible, lequel puisse redonner le repos à l'Europe, & délivrer les Etats Generaux de l'oppression en laquelle ils se trouvent; Sa Majesté Catholique afin de donner ausdits Etats Generaux les dernieres preuves de la Royale generosité, de l'affection dont il les honnore, & du soin qu'il a de leur conservation; promet & s'oblige de contribuer tout ce qui est en son pouvoir pour la conclusion de ladite Paix, sans differer plus long-temps les conditions qu'on jugera qu'elle pourra accorder pour le bien commun, & pour sortir du danger & de la desolation où ils se trouvent. Mais en cas que la bonne intention desdits Etats pour la conclusion de ladite Paix ne pût pas avoir le succès désiré, Sa Majesté Catholique entrera conjointement avec Sa Majesté Imperiale en une Guerre ouverte aussi-tôt après la premiere instance desdits Etats envers le Gouverneur General pour Sa Majesté des Pays-Bas, & Comté de Bourgogne: Et afin de travailler au plutôt pour le bien commun & soulagement desdits Etats opprimés, ledit Gouverneur General employera par avance toutes ses forces contre le Roi Tres-Christien, & Sa Majesté Catholique en fera de même dans les autres parties de l'Europe tant par Mer que par Terre, ainsi qu'il a été dit cy-dessus; & ledit Gouverneur General commencera même à faire la Guerre devant que la Ratification de ce Traité soit arrivée d'Espagne, & alors on lui mettra sans aucun delay entre les mains, celle desdits Etats Generaux.

XIV. La Guerre se faisant en cette manière entre Sa Majesté & lesdits Etats Generaux d'une part, & le Roi de France d'autre, Sadite Majesté & lesdits Etats s'obligent de ne faire aucune Suspension d'armes sans un commun consentement, & de ne point persister en l'Assemblée qui est presentement à Cologne, & de ne rentrer ci-après en aucun Traité de Paix ou de Trêves pour quelques années, que moyennant une exacte observation de tout ce qui a été arrêté ci-dessus à l'Article 9.

XV. Et d'autant qu'il y a plusieurs Villes, Places & Pays appartenans ausdits Etats Generaux qui leur ont été ôtés, Sa Majesté s'oblige de ne point faire la Paix, que premierement, ils ne leur aient été restitués entierement, avec tous ceux qui pourroient encore leur être ôtez pendant la presente Guerre, à moins que l'on ne stipulât d'autres conditions pour le bien de la Paix.

XVI. Lesdits Etats Generaux en reconnaissance de cette grace de Sa Majesté & d'un secours si grand & si considerable qu'ils ont recen d'Elle en la presente Guerre, & dans leurs plus grandes necessités, s'obligent de ne point faire la Paix avec le Roi Tres-Christien, que premierement Sa Majesté Catholique ne soit remise en la possession de toutes les Villes, Places & Pays qui lui ont été ôtés par le Roi Tres-Christien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'an 1659. à moins qu'on n'en ordonnât autrement pour le bien & avancement de la Paix.

XVII. Et pour ce qui est des autres Parties qui se trouveront alors en Guerre avec Sa Majesté & les Etats

ANNO
1673.

ANNO
1673.

Genevaux on traitera avec eux pour ce qui concerne les affaires de la Paix ainsi qu'il a été accordé ci-dessus à l'Article 9.

XVIII. Lesdits Etats Generaux promettent outre cela de ceder & donner à Sa Majesté Catholique la Ville de Maestricht avec la Comté de Vroonhoven, & tout ce qui en dépend dans le Pays d'Outremeuse, avec toutes les prétentions qu'ils ont ou peuvent avoir sur les Villages d'alentour sans aucune réserve. Mais en cas tant par la part que Sa Majesté prend en cette Guerre, que par la suite des armes communes, ou en quelque autre manière que ce puisse être, les affaires fussent remises en un tel état que lesdits Etats Generaux ne fussent pas obligés à faire leurs efforts pour procurer la Paix, alors lesdits Etats accorderont à Sa Majesté d'un commun consentement ou ladite Ville de Maestricht, ou quelque autre de leur Etat qu'ils ont déjà perdu, ou qu'ils pourroient encore perdre pendant cette Guerre.

XIX. Le present Traité ou Alliance durera le tems de 25. années consecutives, avant l'expiration desquels on traitera du tems que l'on y continuera pour le bien du commun, & on delivrera les Ratifications 2. mois après que ledit Traité aura été signé; à condition neantmoins que si pendant ce tems-là lesdits Etats Generaux viennent à sentir pour leur bien les effets de la Guerre que Sa Majesté a promis de declarer en leur faveur, en cas qu'ils ne pussent point avoir la Paix ainsi qu'il a été dit ci-dessus, alors lesdits Etats delivreront la leur tout aussi-tôt, sans attendre celle de Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. Ainsi signé,

Dom FRANCISCO EMANUEL DE LIRA.
VAN BEUNINGEN.
GASPAR FAGEL.
JEAN DE MAUREGNAULT.
YSBRANT VAN VIERSEN.
SCHAKO GOCKINGA.

Articles (1) séparés. [Actes & Memoires de la Paix de Nimégue Tom. I. pag. 597.]

I. **B**ien que par le Traité, conclu & signé aujourd'hui entre Sa Majesté & les Etats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majesté s'est engagée seulement à rompre avec la France, en cas que l'on ne pût conclure la Paix aux conditions, que l'on auroit jugées raisonnables; & que Sa Majesté seroit obligée avec douleur à rompre l'amitié qu'elle a avec le Roi de la G. B. puisque toutes sortes de raisons font voir, que si ledit Roy de la G. B. s'attache à ne point vouloir faire la Paix avec lesdits Etats Generaux; l'on ne peut attendre l'effet, que l'on peut desirer des Armes de Sa Majesté Catholique, à moins qu'elles agissent conjointement avec celles desdits Etats, & indistinctement contre tous ceux, qui voudroient continuer à leur faire la Guerre, sans vouloir admettre les conditions d'une Paix équitable; il a été convenu qu'en cas qu'on ne puisse promptement conclure un bon Accommodement avec Sa dite Majesté de la G. B. & que tous les efforts, qui ont déjà été employés à cet effet, & qui s'employeront encore par (2) l'entremise de Sa Majesté Catholique, déclarent la Guerre au Roy de la G. B. en la même manière, qu'elle auroit fait au Roy Très-Chrétien; Toutefois pour ne pas manquer à rien de ce qui pourroit contribuer à empêcher cette rupture, lesdits Etats Generaux pour satisfaire aux desirs de Sa Majesté Catholique, & pour l'inclination, qu'ils ont de pouvoir retablir leur ancienne amitié, avec ledit Roy de la G. B. sont demeurés d'accord, que Sa Majesté Catholique fera un dernier effort pour porter le Roi de la G. B. à la Paix; & mesme en lui offrant les conditions qui sont exprimées * cy-dessus, bien entendu que si lesdites conditions ne sont pas acceptées par le Roy de la G. B., & que la Paix, avec ledit Roi ne se conclut pas trois semaines après que la Ratification

* Liste
cy-dessus.

(1) Ces Articles ne se trouvent ni dans le Recueil de Leonard ni dans la 1. Edition de celui-ci. [DUM.]

(2) Cet endroit est corrompu. On ne doute point qu'il ne faille lire par l'entremise de Sa Majesté Catholique, jussint inutile, elle declarera la Guerre au Roi de la Grande Bretagne de la même manière qu'elle aura fait au Roi T. C. [DUM.]

ANNO
1673.

du present Traité aura été remis; En ce cas Sa Majesté Catholique rompra avec le Roy de la G. B. comme elle auroit déjà rompu avec le Roy de France, & pour ce qui regarde les conditions que Sa Majesté Catholique pourra offrir au Roi de la G. B. & que lesdits Etats Generaux souscriront, en cas que par l'entremise dudit Roi de la G. B. on veuille faire la Paix avec eux il a été convenu, que bien que lesdits Etats, ni par aucun Prince, de Justice, ni par aucun Succès d'Armes ne se trouvent obligés à donner les mains à des conditions desavantageuses, & que les grandes dépenses, & les perils auxquels l'on les a engagés par tant d'efforts, & dont ils se sont heureusement defendus par l'assistance divine, ne les mette pas dans le besoin d'acheter la Paix par des conditions, qu'ils ne doivent pas accorder; que neantmoins pour finir s'il se peut la Guerre avec Sa Majesté de la G. B. Sa Majesté Catholique ne jugeant pas autrement pouvoir travailler à cette Paix, pourra offrir audit Roy de la G. B. pour toutes les prétentions qu'il a formées jusques à cette heure, ou qu'il pourroit former encore contre lesdits Etats Generaux, premierement un ajustement sur les affaires du Pavillon à la satisfaction de Sa Majesté Britannique.

II. La restitution des Pais, & Places, que lesdits Etats Generaux ont occupés ou pourroient occuper par les Armes sur les Anglois durant cette Guerre hors de l'Europe, moyennant une restitution reciproque.

III. Une Somme de 4.5. 6. 7. ou 8. cens mille Ecus payables aux termes suivans, sçavoir la quatrième partie dans le tems que les Ratifications seront delivrées; & le reste en trois termes, le premier dans la premiere année après la fin de la presente Guerre: un autre dans le second & le troisième en parties égales. Et lesdits Etats Generaux donneront pour cet effet des Cautions suffisantes à la satisfaction des Ministres du Roy Catholique.

Addition aux Articles separez.

L'Article séparé touchant l'Angleterre signé ce jour d'hy entre le Ministre de Sa Majesté Catholique, & les Commissaires des Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, n'ayant été accordé par Don Emanuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté, que sous le consentement & l'approbation qui se doit attendre d'Espagne dans quatre semaines, après la signature du present Traité, il a été convenu, afin d'ôter tous les scrupules, qui pourroient naître des Articles 15. & 16. du Traité signé d'aujourd'hui avec les sousignés des Ministres & Commissaires, en ce qui regarde la Negotiation, après la rupture qui sera faite en commun, ne seront obligatoires, si faute de consentement & approbation ledit Article ne subsiste plus en ce qui touche le Roy de la Grande Bretagne: bien entendu qu'en attendant ledit consentement & approbation, & le Gouverneur General ayant commencé à y travailler, lesdits Articles 15. & 16. seront observés comme tous les autres, mesme devant la Ratification dudit Traité. Fait à la Haye signé, comme cy-dessus.

CXI.

Traité fait entre l'Empereur LEOPOLD & les 30. Août
Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. l'EMPE-
A la Haye, du trentième Août 1673. [FREDER-
DER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Mé-
moires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 580.]
ET LES
PROVIN-
CES-UNIES.

ATous ceux qu'il appartiendra soit notoire & manifeste, que puis qu'en ce qui a été conclu l'année passée entre Sa Majesté Imperiale & Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conjointement avec le Serenissime Electeur de Brandebourg, pour rétablir la Paix & les moyens qui peuvent servir à cet effet, il est survenu un grand changement, d'autant que ledit Sieur Electeur a cependant traité séparément avec le Roi de France, & qu'aussi la continuation des hostilités & injures faites à Sa Majesté Imperiale ne lui permet pas de desister du dessin qu'Elle a crû être de son devoir pour la Garantie du Traité de Westphalie, Cleves & Aix, pour

ANNO
1673.

pour éteindre la présente Guerre, comme aussi pour obtenir une fin si désirée qui tende au bien commun de toute la Chrétienté, & que parant il est nécessaire que le précédent Traité soit accommodé & proportionné à la constitution du tems & des affaires; c'est pourquoi il a été trouvé bon avec le consentement des deux Parties qu'il fût conclu & accordé par leurs Plenipotentiaires, ainsi qu'en vertu de ce Traité il est conclu & accordé.

I. Que Sa Majesté Impériale nonobstant le Traité particulier du Serenissime Electeur de Brandebourg avec le Roi de France, demeurera néanmoins constante en la cause commune, & la poursuivra courageusement par toute sorte de moyens, jusqu'à ce que la Paix soit rétablie à des conditions honorables par les armes communes, ainsi qu'il sera dit plus amplement ci-après.

II. Sa Majesté Impériale tiendra prête pour cet effet pour le 16. du présent mois d'Avril sur les Frontières de Bohême, auprès de la Ville d'Egra une Armée de 30000. Hommes, à savoir 10000. Chevaux & 20000. Fantassins, pourvu de toutes sortes de Munitions nécessaires tant d'Artillerie qu'autrement; laquelle Armée Sa Majesté enverra sans aucun delay du côté du Rhin afin d'agir pour la cause commune, selon que la nécessité des affaires le requerra, jusqu'à la fin de la Guerre, pour parvenir au but mentionné ci-dessus. Et il sera permis ausdits Etats Généraux d'envoyer des Commissaires pour visiter lesdites Troupes dont on fera montre auprès dudit lieu d'Egra, & marquer le nombre qu'il y aura, comme aussi ils pourront être présents à toutes les montres suivantes qui se feront de trois mois en trois mois, & prendront connoissance de tout, ainsi qu'ils verront le plus à propos.

III. Et d'autant que par la présente constitution des tems & des affaires Sa Majesté se trouve beaucoup plus chargée que par ci-devant, on a résolu qu'à l'égard des nouveaux frais qu'il conviendra faire pour augmenter le nombre de la Milice par de nouvelles levées & recrutés, & exécuter les autres choses nécessaires pour le bien de la cause commune, lesdits Etats Généraux payeront tous les mois pour le soulagement desdits frais à Sa Majesté à Francfort, si ledit payement s'y peut faire, ou bien à Hambourg, 40000. Risdals en argent contant de Banque, lequel payement commencera à courir dès le premier Août de la présente année; & durera jusqu'à la fin de la présente Guerre.

IV. Et si l'on trouvoit bon pour le bien de la Guerre, d'augmenter lesdites Troupes d'un commun consentement, ou qu'on fût obligé d'agir contre de nouveaux Ennemis qui pourroient être suscités à Sa Majesté par le présent Traité, ou pour quelque autre occasion que ce pût être, lesdits Subsidies seront augmentés à proportion selon le nombre des Soldats que Sa Majesté sera obligée de lever, tant pour sa propre défense, que pour celle de la cause commune.

V. Et d'autant qu'il est nécessaire pour la marche de l'Armée qu'il y ait de l'argent contant pour plusieurs nécessitez de la Guerre, lesdits Etats promettent de payer par avance en argent contant à Francfort s'il se peut faire, ou à Hambourg, la Somme de 100000. Risdals, & cela en déduction desdits Subsidies, aussitôt, & que la Ratification sera arrivée en ce lieu de la Haye, & qu'elle aura été délivrée par le Sieur Kramprich au nom de Sa Majesté Impériale, & dès que l'Armée commencera à marcher hors des Terres Héritières pour cet effet.

VI. Mais s'il arrivoit que pendant que les Armées Impériales sont occupées à travailler pour le bien de la cause commune, que Sa Majesté Impériale fût empêchée en son bon dessein par l'invasion des Turcs, en ce cas-là il sera permis à Sadite Majesté de rappeler de ses Troupes autant qu'elle en aura besoin pour sa propre défense, à condition toutefois que les Subsidies ci-dessus mentionnés seront amoindris à proportion desdites Troupes qui auront été rappelées.

VII. Sadite Majesté Impériale & lesdits Etats Généraux auront soin que les autres Rois, Princes & Electeurs dont le secours & l'assistance pourroient être utiles au rétablissement du repos & de la tranquillité publique soient compris en ce présent Traité; & en cas que quelques-uns desdits Rois, Princes ou Républiques y voulussent entrer, cela se pourra faire d'un commun consentement aux conditions que l'on pourra stipuler avec eux; & on fera tous les devoirs possibles à ce que le Traité qui a été commencé avec le Duc de

Lorraine, soit amené à sa perfection par un commun consentement comme dessus, & qu'après cela il soit réputé comme une partie du présent Traité, & y soit compris absolument.

VIII. Sa Majesté Catholique pour Elle-même, & pour ses Successeurs, Rois & Provinces, sera comprise en ce présent Traité, comme y ayant une part considérable, & en étant un Membre principal, aux conditions qui seront accordées, entre Leurs Majestés Impériale & Catholique & lesdits Etats Généraux; les Articles duquel Traité ne seront qu'un seul & même corps avec le présent Instrument; tout de même que s'ils y étoient interés de mot à mot.

IX. De plus il a été accordé que les Etats Généraux renforceroient leur Armée le plus qu'il leur sera possible, & du moins jusqu'au nombre de 14000. Hommes selon la constitution de leurs affaires, & jusqu'à 20000. Hommes s'il se peut, suivant le 3. Article du Traité de l'année passée, laquelle ils tiendront prête pour agir aux Lieux où il sera nécessaire, aussitôt que l'Armée Impériale étant partie d'Egra, sera arrivée sur les Terres de l'Empire, ou aura commencé à agir séparément contre les Ennemis qui portent ou porteront les Armes contre la Paix de Westphalie, Aix ou Cleves, ou qui en empêchent la Garantie, & cela par Troupes séparées, ou autrement, selon que la nécessité des affaires le requerra, du commun consentement des deux Parties & leurs Généraux. Il sera aussi permis à Sa Majesté Impériale d'envoyer des Commissaires pour être présents à la montre de ladite Armée des Etats, & prendre connoissance du nombre des Soldats dont elle est composée.

X. Enfin tous les Articles qui sont compris au précédent Traité du 17. Octobre de . . . & qui ne sont point contraires au présent, & sur tout le 3. 4. 5. & 6. comme aussi les Articles séparés, demeureront en leur entière force & vigueur, & ne seront point altérés par le présent Instrument, lequel durera autant de tems que le précédent, à savoir 10. années consécutives, à compter du jour de la Ratification, laquelle sera délivrée de part & d'autre dans le tems de trois semaines. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. Ainsi signé.

(L. S.) JEAN KRAMPRICHT.

CXII.

Articles pour la Paix des Archevêque de Co- 15. Sept.
LOGNE & Evêque de MUNSTER, avec les
PROVINCES-UNIES, dressés à Cologne le
15. Septembre, 1673. [Manuscrit.]

LES PRO-
VINCES-
UNIES, Co-
LOGNE &
MUNSTER.

SON Altesse Electorale de Cologne, & son Altesse l'Evêque de Munster rendront à Messieurs les Etats non seulement tout ce qu'elles ont occupé dans le Pais de Dreute & de Gueldres, mais aussi de la Province d'Over Yssel, les Villes de Deventer, & Campen avec tout le Pais de Vollenhoven à l'exception de Swart-Sluis & du Pais de Salland, ils retiendront en outre le Pais appelé la Colmschate, située à l'entour de la Ville de Deventer avec les Villages, & Terres situés auprès de la Ville de Campen, de l'autre côté de l'Yssel, le tout à condition que lesdits Princes

I. Retiendront en toute Souveraineté la Ville de Swolle avec toutes les dependances des Pais de Salland & Troente, excepté ce qui a été nommé cy-dessus, & que lesdits Princes ne pourront rien faire fortifier de nouveau sur la Riviere de l'Yssel entre Deventer & Campen.

II. Du Comté de Zupphen les petites Villes de Loochem, & Grolle, comme aussi les Terres, Villes & Seigneuries de Borckelo, Brestor, & Lichtenvoort avec toutes les dependances.

III. Que la Ville de Swolle, Hasselt, & tous les Habitans & Sujets des Pais, qui demeureront ausdits Princes auront la même liberté du Commerce dans les Provinces-Unies qu'ils ont eu cy-devant, sans que Messieurs les Etats y puissent apporter aucun changement.

IV. Que non seulement on laissera dans Deventer, Campen & leurs dependances les choses à l'égard de la Religion dans le même état où elles se trouvent, mais que même il y aura liberté d'exercice de la Religion Apolto-

ANNO 1673. Apostolique Romaine dans toutes les Villes des Provinces-Unies suivant les Vieux Concordats, & les Catholiques ne pourront plus être exclus des Charges publiques à cause de la Religion.

V. Qu'au lieu du Château de Wedde, avec le Pais de Welter-wolde, le Fort de Bortangue comme aussi Bellingzwoide avec ses dependances, le tout promis dans les Traités avec les deux Rois à Son Altesse de Munster, ladite Altesse se contentera pour l'amour de la Paix de retenir la Ville & Seigneurie de Linguen avec ses dependances & que le Fort de Bortangue sera rasé.

VI. Que les Etats Generaux seront obligés de faire payer ausdits Princes deux cent mille Ecus argent comptant, six semaines après la Paix faite, pour contenter leurs Troupes.

VII. Que lesdits Etats Generaux rendront Embden & Liendoort au Prince d'Oost-Frise, comme aussi à tous autres Princes de l'Empire ce qui se trouvera usurpé de leurs Etats, par lesdites Provinces-Unies, sans se mêler dorénavant plus en aucune affaire qui regarde les Princes & Etats de l'Empire, & leurs Jurisdicions, & autres Droits, tels qu'ils puissent être, & notamment encore qu'ils satisferont les Ordres Teutonique & de Malthe, comme aussi Son Altesse Electorale de Brandebourg, & Son Altesse de Neubourg touchant leurs justes pretentions.

VIII. Rendront à Monsieur le Comte de Bentheim ses Enfants, qu'ils lui retiennent contre toute sorte de Justice & de Droit divin, & des Gens & contre les Mandemens Imperiaux.

Et finalement que l'on conviendra d'une telle Garantie & seureté que lesdits Princes aussi bien que les autres de l'Empire leurs voisins n'ayent plus à craindre de recevoir aucun tort ni dommage de Messieurs les Etats Generaux, ni qu'ils contreviendront en aucune maniere contre le present Traité.

Signé à Cologne ce quinziesme de Septembre, l'an 1673. étoit signé,

François Egon Ep. Argent.
J. Prince de Fürstenberg.

Le Chevalier de Smising.
Le Bar. Gosw. Drosfe,
W. zur Mühlen. D.

CXIII.

6. OCT. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale L. R. O. POLD, & CHARLES II. Roi Catholique d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHARLES Duc de Lorraine d'autre part, contre la France, fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673. Avec la RATIFICATION dudit Duc. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

CHARLES par la grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar, &c.

Ayant esté conclu de nostre part un Traité que nous acceptons pour nous, nos Heritiers, & Successeurs avec Leurs Majestés Imperiale, & Catholique, & les Estats Generaux des Provinces-Unies signé au Camp Imperial entre Hanau & Francfort le sixieme d'Octobre mille six cent soixante & treize, qui est en la forme suivante.

Comme ainsi soit, que Son Altesse le Duc de Lorraine a fait témoigner à Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & aux Estats Generaux des Provinces-Unies le genereux desir, dont Elle est portée de contribuer avec eux tout son possible pour le retablissement d'une Paix universelle, honeste, seure & durable, & qu'il estoit prest d'entrer dans une étroite liaison avec eux pour les memes fins: C'est pourquoi considerant les grands avantages, qui en peuvent resulter pour le bien public, & estimant comme il est juste, ses bonnes intentions, la presente Convention a esté arrêtée & conclue, entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre cy-aprés denommés & à ce dueuement autorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que Sadite Altesse pour elle, & pour ses Succes-

seurs tant en vertu de ses anciennes liaisons, que par le present Traité fera dès à present & pour l'advenir Alliée & Confederée de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, comme aussi des Estats Generaux des Provinces-Unies, & qu'une étroite liaison sera établie entre eux, pour procurer mutuellement les avantages, seuretés & utilités l'un de l'autre, & sur tout pour obtenir ladite Paix universelle, honeste, seure, & durable, & procurer la reparation & satisfaction des dommages causez par le Roy Tres-Chrestien, & toutes sortes d'autres infractions de la Paix de Westphalie, autant que faire se pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyen à Sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution les bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune on l'aidera à former un corps de dix huit mille Hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied, & pour cet effect Sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux, qu'elle a presentement sur pied, & levera de plus à ses propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied, Sa Majesté Imperiale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied. Et Sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied. Et quant aux Estats des Provinces-Unies, comme ils ont presentement à supporter le plus grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas se desaisir des Troupes qui sont nécessaires pour leur defence, ils ne pourront donner plus que mille Chevaux. Bien entendu que lesdites Troupes agiront ou en un corps separé, ou jointes avec les autres Armées, selon l'exigence des choses, & selon que du consentement de plusieurs on trouvera plus à propos.

III. Et afin qu'on puisse jouir au plustost du bon effect, que l'on peut attendre de l'employ desdites Troupes, Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre semaines après le jour que ce Traité doit estre ratifié, & d'y joindre de plus, autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied en deux mois après le dit terme de quatre semaines, & Sa Majesté Imperiale & Catholique comme aussi lesdits Estats Generaux promettent d'y joindre leur part cy-dessus spécifiée en même temps que Son Altesse de Lorraine aura mis sur pied lesdites premieres Troupes, & seront Commissaires deputés & autorisés de part & d'autre pour faire reveu de toutes lesdites Troupes, afin d'observer, si elles sont au nombre qu'elles doivent estre, selon cette presente Convention, & sera ladite reveu reiterée de trois en trois mois, en toutes les fois qu'aucune des Parties le requerra.

IV. Et quand Son Altesse de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles, qu'elle a sur pied, que celles, qu'elle fera de nouveau, comme aussi pour les frais nécessaires pour l'Artillerie, on lui payera durant la Guerre la Somme de neuf mille Patacons par mois, le payement de laquelle sera également reparti entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & lesdits Estats Generaux des Provinces-Unies, à sçavoir un Tiers pour chacun, mais d'autant, que dans la conjoncture presente des affaires il seroit impossible auxdits Estats de payer ledit Tiers en argent comptant; il leur sera libre de payer ledit Tiers en obligations sur les Provinces d'Hollande & de West-Frise, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selon la proportion entre eux observée avec promesse de tels Interests, qu'elles font accoutumées de payer à leurs autres Creanciers ayant Obligations, bien entendu, que les contributions que par le moyen desdites Troupes on pourra exiger dans le Pays Ennemi seront receuës & admistrées par des Commissaires à ce deputés du commun contentement des Parties pour estre employés aux frais nécessaires & autres usages de la Guerre.

Les autres Articles touchant les operations futures, les Negotiations de Paix ou suspension d'Armes au sçeu, & avec participation de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Estats Generaux, & le tems pour lequel cette Alliance doit durer, seront observés par Son Altesse le Duc de Lorraine de la même maniere, que Sa Majesté Imperiale en a été d'accord avec lesdits Sieurs Estats Generaux, & de la même sorte, que s'ils estoient compris & reiterés icy de mot à mot, yeu principalement que ce Traité fait une partie de la Liaison conclue entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Estats Generaux,

ANNO 1673. raux, & que par conséquent il y appartient comme la part à son corps entier.

FLORIMOND D'ALLAMONT.

(L.S.)

NOUS Reymond Comte de Montecucoli Seigneur de la Baronnie de Hochenegg & Otterburg, Chambellan de Sa Majesté Impériale, Conseiller dans ses Conseils d'États & Privé, Président dans celui de Guerre, Maréchal General de Camps, & Lieutenant General de ses Armées, Chevalier de la Toison d'or ayant Pouvoir de Sa Majesté Impériale daté du vingt unième Septembre, mille six cent septante & trois, lequel a esté produit & reconnu par Monsieur le Comte d'Allamont Plénipotentiaire & General de Bataille de Son Altesse Sérénissime de Lorraine, avons signé avec luy le present Traité, muni du Seel de nos Armes, & contresigné par le Secrétaire de Sa Majesté Impériale cy-bas nommé. Fait au Camp Imperial entre Hanau & Franckfort le sixième d'Octobre l'an mille six cent, septante & trois.

R. C. MONTECUCOLI.

(L.S.)

A. DE PATOUILLET.

NOUS ayant ce Traité susdit agreable en tous, & chacun des Points & Articles qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Successeurs Ducs accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettions de bonne foi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun nos Biens, présents, & à venir, garder, observer, & entretenir inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelle sorte & manière, que ce soit: en tesmoïn de quoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelle fait mettre & apposer nôtre Seel, & fait contresigner par un de nos Secrétaïres d'États & Finances. Donné à Colbleutz le dix septième Decembre, mille six cent, soixante & treize,

CHARLES DE LORRAINE.

J. DE RAULIN.

CXIV.

16. Oct. Declaration de Guerre de Louis XIV. Roi de France contre les ESPAGNOLS. Du dix-neuvième Octobre 1673. [FREDER. LÉONARD. Tom. VI.]

FRANCE
ET ESPAGNE

SA Majesté ayant été informée que le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, a fait commencer des Actes d'hostilité par toute la Frontiere sur les Sujets de Sa Majesté le seizième de ce mois; Elle a ordonné & ordonne par la presente, signée de sa main, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus aux Espagnols, tant par Mer que par Terre; & leur a defendu & defend d'avoir ci-apres avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majesté a dès à present revoke & revoke toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Généraux, & autres Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, defendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Admiral de France, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartient, que le contenu en la presente ils fassent executer

TOM. VII. PART. I.

chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdicions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Versailles le dix-neufième Octobre 1673. Signé, LOUIS: Et plus bas, LE TELLIER.

IL est ordonné à Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi, de publier & faire afficher en tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Prevosté & Vicomté de Paris que besoin sera, l'Ordonnance du Roi du dix-neufième du present mois & an, afin qu'il n'en soit pretendu cause d'ignorance. Fait ce vingtième d'Octobre 1673.

Signé, DE LA REYNE.

Leu, publié à son de trompe & cry public, & affiché en tous les Carrefours ordinaires & extraordinaires de cette Ville & Fauxbourgs de Paris, par moy Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi en ladite Ville, Prevosté & Vicomté de Paris. Faisant laquelle Proclamation j'étois accompagné de cinq Trompettes; Scavoir de Hierosme Tronsson, Estienne du Boi, Jurez Trompettes du Roi, & trois autres Trompettes, le vingtième Octobre 1673.

CXV.

Testamentum Serenissimi Regis Poloniae MICHAELIS 5. Nov.

LIS I. quò de sepultura sua, Serenissima sue Conjugis satisfactione, in adeunda possessione bonorum reformativorum à Senatu & Equestri Ordine prestanda, debitorum solutio, bonorum Hereditate aliisque disponit. Lelopol die 5. Novembr. 1673. [Tiré de la Registature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

In Nomine Domini Amen.

SI quippiam aliud mediocris fortis juxtaque Principum animos magis exercere debet, illud primum ac precipuum, ut ad normam Christianæ Religionis vitam suam componendo movissimum continuum fovant memoriam, ac vitam humane ingreditur stadium ita decurrant, ut braheum eternitatis beate feliciter comprehendant. Hac nimirum divinæ nutu voluntatis ordinata, ut velut à communi nascendi fonte Principes non eximit, ita moriendi inexorabilis fides decreta sit necessitas, nihilque certius, quam vitam tot casibus obnoxiam cedere in spoliū mortalitatis. Regium itaque existimavi inter ea humana vicissitudinis spectacula, quæ omni momento in oculis auresque incurunt, scriam intendere cogitationem, ne imparatus à suprema & ineluctabili fatorum deprehendar necessitate. Dum itaque gravi infirmitate prostratus & lecto affixus hominem me esse memini, & in Confusio vitæ ac mortis positum, hanc ultimæ meæ voluntatis connotationem aggredior, seræque posteritati volo consignare, quod cogitationem meam ipsius tam in vita quam in morte nunquam exuerim. Condo itaque & ordino Testamentum meum omni meliori modo, via, forma ac stylo.

Ac inprimis divinæ Majestati pro omnibus Beneficiis tributarias exolvere gratias, interque illud primo repono loco, quod in Fide Catholica Orthodoxa Romana natus sum & educatus, & quam cum sanguine paterno, lacteque hausi materno, eandem Fidem ad extremum vitam meam halitum retenturum, me constantissimo profiteor & recognosco, & si quippiam in ultimo agone tentare Spiritus vellet, damno, rejicio, nunquam me confensurum, aut consentire protestor.

Sanctissimæ Virginis Matri Patronæ meæ à prima pueritia summas refero gratias, quod ope, auxilio, patrocinio per omnem vitam mihi indigno famulo Clienti adfuerit. Patronis meis Sancto Michaeli Archangelo, Thomæ Apostolo, quorum Nomina in Baptismo patritus sum, quam possum, devotissime me commendo, oroque, ut in extremis meis, & in suprema illa Luctu, unde animæ meæ pendebat æternitas, adesse & auxiliari velint.

I I

Sere-

ANNO
1673.

Serenissima Regina, Domina Consorti meae Charissima, ultimo hoc gratae voluntatis Symbole, intimum affectum meum confingo, cujus eximium erga me studium & integerrimum amorem, cum summarum & Imperatorio sanguine dignissimarum virtutum ornamentis expertus, quoniam per brevioris vitae meae & Regiminis cursum eidem in adenda possessione bonorum reformatiorum non sit satisfactum, ut Senatus, & Equester Ordo, condignam ejus Majestatis habeant rationem, ac Dignitati & utilitati ejusdem studere non intermittant, majorem in modum rogo.

Senatu Ordinique Equestri ultimum dico vale, & benevoli Animi refero Testimonium, quod Regimen tanti Regni mihi commiserit, meque praeter spem meam & vota, unanimi Consensu ad Solum Regium exeverint. Imperfectiones, si aliquae in me inventae, rogo ignoscant & indulgeant. Omnibus qui mihi fuisse fidei & benevoli, Altissimus retribuat, dum mihi non superest compensandi. Quidquid verò offensum, dissidentiarum, injuriarum per Confederationes & quoscunque in Republica motus intervenit, ignosci mihi rogo, quia ego omnibus ex toto corde ignosco.

Quam primum mortale hoc Corpus anima mea reliquerit, ut pro Missa sacrosanctis quantocius absolvendis duodecim millium summa distribuaturo volo & ordino.

Corporis mei sepulturam ad Basilicam Cathedralen Cracovensem in Mausoleo Antecessorum meorum Regum Poloniae designo. Cor verò meum amoris obsequio Religiosis Eremitis Camaldulensibus in Monte Regio prope Varsoviam in Ecclesia ibidem à me inchoata deponi volo, pro cujus consummanda fabrica lego summam in Codicillis specificandam.

Magnifico Demetrio Duci in Wisniowiec & Zbras Palatino Belzensi, Campesitri Militiae Praefecto, necnon Contantino Duci in Wisnowiec pro omni benevolo studio ago gratias, debita iisdem inscripta & assecurata exolvi volo.

Reverend in Christo Patri Andreae Olszowski Episcopo Culmensi & Vice-Cancellario Regni, pro magnis multisque erga me meritis, & quod mihi ad ultimum usque Spiritum constanti officio & opera adfuerit, gratum affectum contestor. Eidem Pro-Cancellario amanter committo, & concedo, ut torqueam auri Velleris Serenissimo Hispaniarum Regi, remitti curet.

Venerabilem Alexandrum Wolff Abbatem Peplinensem, cujus in obsequio singularem fidem, promptitudinem à primo Regni mei exordio agnovi, obligo, ut circa sepulturam corporis mei eandem fidem demortuo testetur, quam vivo exhibuit, eundemque Serenissima Regina Domina Consorti meae Charissima patrocinio impense commendo.

Generosum Felicianum Wafowicz Capitaneum Narvensem, qui à teneris mihi fidele & indefessum impendit obsequium, probeque & diligentis viri implevit partes, Serenissima Reginae itidem commendo pro tot anteriorum obsequio, ut habeat recompensationem, rogo Serenissimam Reginam, hocque meis Executoribus injungo.

Generosum Martinum Rostucki Capitaneum Leloviensem eidem Serenissima Reginae recomendo. Rogo uterque in hac Orbitate, favore, & patrocinio Serenissima Reginae sublevetur, & pro fidelibus tot annorum obsequiis ex argentea & Camera nostra suppellectile luculentam habeant consolationem: Bona Zamoisiana Ordinationi subiecta, juxta mentem Proavi mei materni Joannis Zamoisiki Cancellarii Regni tradantur iis, ad quos de jure Ordinationis spectant.

Porro bona mea omnia & singula, paterna, materna & alia quaevis devolutoria (exceptis bonis Biaty Kamien, quae in summa centum millium Florenorum Polonica Generoso Martino Rostocki per me obligata & invadiata sunt) in evolutionem debitorum paternorum, maternorum, necnon meorum ante Dignitatem Regiam, contractuorum & legitime deducendorum converti volo & ordino, exclusis tamen iis debitis, quae super bonis meis in hostico sitis (in quorum possessione egomet non extitit, neque ullos ex iis fructus percepit) inscripta & assecurata sunt, quamvis eorundem bonorum possessionem Heres seu Successor Heredes seu Successores mei non adierint. Bona autem mea mobilia in Regia Dignitate acquisita in auro, argento, Cleodis, summis paratis, & ex Oeconomis currentibus, ad me spectantibus, necnon ex summo Thesaurio Regni & Thesaurio à me in publicum mutuo datis, ac quoquo modo mihi debitis, Magni Ducatus Lithuaniae nimirum, quae per Status & Ordines Terrarum Prussiae

mihi assecurate sunt, adhuc in peristomatibus, ac alio quocunque nomine vocitata suppellectile Regia universa & singula, nullis exceptis, Serenissima Regina Consorti meae dilectissima, do, dono, & inscribo, cum ea obligatione, ut omnia debita mea à die meae ad thronum Regium eversionis contracta, iuste & legitime deducenda, tum & Mercedis desertitas Aulicis & Servitoribus meis realiter exolvat, necnon Legata mea in seorsivis Codicillis expressa (quibus per praesentes robor idem ac vim, prout ipsimet Testamento esse volo) expediat. Omnes autem Aulicos & servitores meos, usque ad supremi funeris mei exequias in Servizio reitineri, sustineri, ac non prius, quam peracto funere, solutaque debita mercede expediti volo & ordino.

Hujus vero ultimae Voluntatis meae & Codicillorum seorsivorum mane meae subscriptorum Executores nomino & constituo.

Serenissimam Reginam Dominam Consortem meam amantissimam, cui ultimum dico Vale, ac pro omni amore & benevolentia refero gratias.

Reverendissimos in Christo Patres.

Casimirum Florianum Zatorycki Atchi-Episcopo Gnezensem.

Albertum Koryczynski Archi-Episcopo Leopoliensem.

Andream Trzebicki Episcopo Cracoviensem, Ducem Severia.

Stephanum Wierzbowski Episcopo Posnaniensem.

Stanislaum Sarnowski Episcopo Przemislensem.

Andream Olszowski Episcopo Culmensi Vice-Cancell. Regni.

Magnificos,

Alexandrum Lubomirski Palatinum Cracoviensem,

Michaëlem Pac. Palatinum Vilnensem, supremum M. D. L. Exercitus Ducem. Joannem

Tarlo Palatinum Sendomiriensem. Demetrium Ducem in Wisniowiec & Zbras Palatinum

Belzensiensem, Exercitus Regni Campi Ducatorem. Joannem Sobieski, supremum Marschallum &

Exercitus Regni Ducem.

Joannem Leszczyński supremum Regni Cancellarium.

Michaëlem Casimirum Radziwill Ducem, Vice-Cancellarium, & Campi Ducatorem M. D. L.

Andream Morszyni Thesaurarium Regni.

In quorum fidem praesentes mane meae subscripti Sigilli muniri mando Leopoli die 5. Novembris. Anno 1673.

MICHAEL REX.

Locus Sigilli.

CXVI.

Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. I. Dec. Roi de Suède & FREDERICK GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, fait à Cologne sur la Spre, le 1. Decembre, 1673. [JEAN CHRETIEN LUNIG. in Publicorum Negotiorum Sylloge. pag 37.]

SUEDE ET
BRANDE-
BOURG.

Notum testanturque sit omnibus & singulis, quorum intererit & quomodocunque interesse poterit; Quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac D. D. CAROLUM, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiae, Ducem Scaniae, Ethoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stettini, Pomeraniae, Castubiae & Vandaliae, Principem Rugiae, Dominum Ingriae & Wismariae, necnon Comitem Palatinum Rheni, Bavariae, Juliaci, Clivia & Montium Ducem ab una, & Serenissimum Principem ac Dominum Dominum FRIDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Prussiae, Magdeburgi, Cliviae, Montium, Stettini, Pomeraniae, Castubiorum Vandalorumque necnon in Silesia, Cronsae ac Carnoviae Ducem, Burggravium Norimbergensem, Principem Halberstadii, Minden & Camili, Comitem Marcae & Ravensbergi, Dominum Ravenssteinii, & Terrarum Lauenburg & Btrow &c. ab altera parte, elapso nuper anno sexagesimo sexto, die vigesima septima Martii, mutuum

ANNO
1673.

mutuum Fœdus Defensivum, in ipsos proximè sequentes annos decem duraturum, initum, debitè integritate servatum nec adhuc finitum esset. Interè verò Nominis Christiani hostis hereditarius Turca vicino Regno Polonie Bellum intulerit &c. hodiè continuè, id verò quod inter Christianissimum Regem & Ordines Confederati Belgii haud ita pridem exortum, intra gymum & terminos, proximis Sacri Romani Imperii Provincias & Ditiones vastavit, & in ipso nunc medicullò hæret, Sacra Regia Majestas Suecicæ non magis, quàm sua Serenitas Electoralis dum hæc siliis & incolumitati publicæ propriæ Status Securitati observantia maturius expendant & imminuentia majora mala & pericula prospiciant, è re existimant, ut sanctè hæcenus mutuo culta observataque amicitia artioribus vinculis adstringeretur, Fœdus verò annò sexagesimo sexto idem, renovaretur, & ejusdem Capita vel Articuli ad præsentem Reipublicæ statum simul accommodarentur atque extenderentur.

Quem in finem Sacra Regia Majestas Suecicæ, Nos suos Alegateos, utpote me, Militiæ suæ pedestris Generalem & Vice-Gubernatorem Pomeraniæ, Conradum Mardefeld, Hæreditarium in Vanslo, P. Ortz, Penlin & Koßicke &c. ut & me, suæ Regiæ Majestatis Colonnellum Locum tenentem, Bernhardum Christianum Wangelin, Hæreditarium in Nossenthen &c. Mandatis sufficientibus monuit; Sua Serenitas Electoralis verò Nos suos Commissarios, utpote me, supremum suum Præsidentem, Commissarium Status intimum & Feudorum, Ottonem, Liberum Baronem à Schwerin, Dynastam antiquæ Landsbergæ, Zachanii, Wildenhofen, Lansburgi & Wolsfahgen, Electoratus Brandenburgici Camerarium Hæreditarium, nec non Capituli Brandenburgensis Præpositum; me, suæ Serenitatis Electoralis Commissarium Status intimum & Pomeraniæ Orientalis Cancellarium, Laurentium Christophorum à Somnitz, Hæreditarium in Grumsdorf, Drenau, & Gerbera, Pomeraniæ Orientalis Camerarium Hæreditarium, & me, suæ Serenitatis Electoralis Commissarium Status intimum, Fridericum à Jena cum plena potestate constituit. Itaque vigore mandati Dominorum nostrorum Clementissimorum negotium aggressi de renovatione & extensione Fœderis Anno sexagesimo sexto proximò præterlapso, pacti, tractavimus & de subsequenibus Capitibus & Articulis inter Nos convenit.

I. Sit inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab una, & Serenitatem suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Hæredes Successores Masculos descendentes, ab altera parte, pro securitate mutua & stabilendâ conservandâque Pace, Juribusque acquisitis, strictior Amicitia & Fœdus Defensivum, illudque bona fide & sincero affectu, in utriusque Confœderatorum honorem & commoda servetur & excolatur.

II. Huius Fœderis defensivum fundamentum loco subsistantur ante omnia Pacificationes & Pacta Onaburgis & Monasterii Anno 1618, die 14—24. Octobris conclusa & inde dependens Recessus Limitaneus, Stedini die 4. Maii Ann. 1673, erectus, ut & Pacta Olivienfis die 23. Aprilis 3. Maii 1660. iuncta & confecta, cum omnibus & singulis Punctis, Articulis, Clausulis, Instrumentis earundem Pacificationum & Pactorum inferis, vigoreque eorundem competentibus Juribus, quæ omnia exactè & inviolabiliter observanda sunt, & si quid præter spem in posterum inter Confœderatos irrepit, quod fisdem contrarium, aut minus conveniens videri possit, id consensim bonis & civilibus modis mediisque amicaliter componatur.

III. Quemadmodum autem huius Fœderis non alius scopus est, quàm conservatio Pacis Westphalicæ, & Securitatis communis vindicatio, mutuaque defensio, à quacunque hostili irruptione in utriusque Confœderatorum Provincias & Ditionibus sequentibus Articulis exprimendis; ita, si contingat, ut alter Paciscentium Confœderatorum propterea, quod Paci ac Securitati publicæ communi consensu & consilio consuluerit, vel etiam aliam ob causam in suis Provinciis, Ditionibus, Statu, Juribus huius Fœderis inclusis, à quopiam hostiliter invadatur vel invito Confœderato contra Constitutiones Imperii & Jura Gentium transiit, Stationibus, Inhospitalitatibus aut Hybernis, Contributionibus aliisve Exactionibus violentis urgeatur, & prematur, adeoque Jura quævis quovis modo violentur; Pars altera prævid requiritone teneatur Parti læsæ assistere, Eique copias militares auxilio mittere, quemadmodum hoc inferius statutum est.

TOM. VII. PART. I.

IV. Cum Pax & Tranquillitas publica haud parum labefactata sit, consultum utrinque visum est, ut reducenda eidem ac pristino vigori restitueretur, omnis porro sine mora impendatur cura, laor, & studium, & tam S. Regia Majestas prout ad initio statum eorum qui nunc sunt motum, forticidè statim jam fecit, quàm S. Seren. Electoralis quæ ea omnia pro reducenda Pace adhibita officia probavit, & eadem viâ incescit, belligerantibus ulterius & conjunctim & separatim, cum per Literas, tum per Ministros & Legatos suos, mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutius, non implicitis modo eidem, sed & qui exortes ejusdem, expectanda sint & maneant quoque incommoda, exponi faciant, atque illos denuo moneant seribique hortentur, ut Orbi Christiano, æquis admittis conditionibus Pacem reddere velint, ipse certè fretus, Deo & Pacis, Tranquillitatis atque Concordiæ fontem, conservatoremque plis hisce ac verè Christianis conatibus adiuturum, eosque optato ac felici successu beatum. At verò, si hæc officia, labor & industria frustra fuerint omnesque amice hortationes, fida consilia, oblataque conveniente loco & tempore media, quamvis repetita, miseriarum & calamitatis aliqua incommoda, quibus quoque innocentium publica iusta & privata res conficiantur, nullum planè inveniant locum, nec æquæ conditiones admittat sed rejecta fuerint, eo casu S. Regia Majestas & S. Seren. Electoralis nihilominus constans suum promovenda conservandaque Pacis-propositum, simulque aliquantò significantius testabuntur, quàm sibi hæc displicent, & consensuque statim inter se consilia, quâ ratione pro temporum rerumque statu & facie, officiis hæcenus frustra impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

V. Ut etiam constet, quænam Ditiones hoc Fœdere propriè contineantur, convenit utrinque, ut Provincias Sacre Majestatis extra Romanum Imperium sitis, utpote *Esthoniæ & Livoniæ* Suedicæ Ditionis, cum omnibus earundem Provinciarum Juribus, conditionibus & pertinentiis, prout S. Regia Majestas easdem hunc usque in diem hunc quietè possidet, Garantiam præstet Sua Serenitas Electoralis Brand. ejusque Successores & Hæredes contra quoscunque, qui dictas Provincias vel earundem conditiones, Jura aut Pertinentias Bellò apertò, vel quocunque modo violare turbare, modo ac Militum numero tali, de quo in hisce Fœderis Tabulis specialius postea explicabitur.

VI. Vicissim Sacra Regia Majestas, Reges, Successores & Regnum Sueciæ, S. Seren. Electorali Brandenburgicæ ejusque & Successoribus Mascululis Descendentibus præstent contra quoscunque Garantiam *Borassie Ducalis* prout ea Seren. S. Electorali cum Jure directi, supremi & independentis Domini (quod Souverainetatem vocant) à Rege & Republica Poloniæ publicis Pactis concessi & in Comitibus Reipublicæ Poloniæ Generalibus Warfaviæ Anno 1678. approbati, in presenti quietè possidentur; ita, ut si contingat, quempiam eorum tentare dictam *Ducaliam Borassiam* ejusque conditiones, Jura & pertinentias, dictumque Jus Souverainetatis Bellò apertò, vel quocunque alio modo violare turbare, S. Regia Majestas Sueciæ, Successores Reges, Regnumque Sueciæ teneantur S. Serenitati Electorali Brandenburgicæ ejusque Hæredibus & Successoribus pro tuendis & conservandis istis omnibus, copias militares auxilio mittere, eo modo & numero, prout inferius determinabitur.

VII. Utriusque Partis Paciscentis Provincias, in Germania sitas, quod attinet, licet illæ omnes vi *Pacificationis Germanicæ*, sint in continua tutela & Garantia Sacri Romani Imperii omniumque ejus Statuum & Membrorum, nihilominus tamen in majorem utriusque jam Paciscentium Securitatem utrinque convenit, ut Regiæ illæ Provincie, Ducatus nempe *Bremenfis, Verdenfis & Pomeraniæ ceterioris* cum annexis partibus *anterioris Pomeraniæ* vigore Instrumenti dictæ *Pacis Westphalicæ & Recessus Stetinensis*, Regie *Pomeraniæ* adjectis, ut & *Principatus Rugensis & Dominium Wismariense* cum omnibus ceteris Juribus ex Instrumento jam dictæ *Pacis & Recessus Stetinensis* vel aliunde in Germania hodiè legitimè S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus. Et Electorales, utpote Electoratus *Marchia Brandenburgensis, Ducatus Cluvia, Comitatus Marca & Ravensberg, Pomerania anterior* ad Ser. S. Elect. spectans, *Principatus Halberstadiensis, Mindenensis & Camminensis*, ut & omnia & singula cetera

ANNO
1673.

Jura

ANNO
1673

Jura ex Instrumento memoratæ Pacis Westphalicæ vel aliunde in Germania hodiè legitimè S. Ser. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis descendentibus competentia, præstati huic Fœderi defensivo includantur.

VIII. Si igitur durante hoc Fœdere contigerit, ut S. Regia Majestas Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infeliter, oppugnentur & violentur, in prædictis hocce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve, ejusdemque annexis vel inde dependentibus S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus Juribus & Privilegiis, Ser. S. Elect. pro se, Successoribus & Hæredibus Masculis descendentibus, bonâ fide, spondet ac specialius hic promittit, se eidem S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ, factâ notificatione, quàm primum poterit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis suppetias laturam, Exercitu duorum millium Pedum & quingentorum Equitum, quibus Copiis S. Reg. Majest. Regnumque Sueciæ usque ad finem Belli, si tandem Fœdus daret, uti poterit, siquidem eidem ita visum fuerit.

IX. Vice versa, S. Reg. Majestas Regnumque Sueciæ bonâ fide spondet & pariter specialius hic promittit, se factâ notificatione, quamprimum poterit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis S. Seren. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis suppetias laturam, Exercitu duorum millium & sexcentorum Pedum & octingentorum Equitum, si contingerit, ut S. Ser. Elect. ejusque Hæredes & Successores Masculi descendentes ab aliquo Rege, Principe vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infeliter, oppugnentur & violentur in prædictis hocce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve vel quibuscunque eidem annexis, vel inde dependentibus, & in superioribus Articulis memoratis Juribus & Privilegiis.

X. Quod si verò casus existat, quò in præcedentibus Articulis pactus determinatusque Militum numerus, avertendo periculo, resistendoque hosti non suffecerit, utrique Confœderati sibi invicem promittunt, se conveniunt modò Militum numerum augere, & si habito prius statim invicem consilio, subsecutâque Conventione necesse fuerit, ad primam quamque requisitionem duplicare vel triplicare velle; Ita ut requirens & Bello petens eo ad finem usque Belli uti, & prout ratio Belli dictaverit, vel seorsum vel junctis etiam suis propriis Copiis cum eo agere possit.

XI. Equidem in uno & altero præcedentium Articulorum suppetiis missis, ad finem usque Belli uti permittitur, attamen cum contingere queat, ut postquam missa auxilia, Fœdus citius, quàm exortum Bellum exipiet & finiatur, adeoque revocare iterum Copias auxiliares finitò licet nonnullum Bellò, finitò tamen Fœdere, liberum & meri arbitrii sit, Articuli quoque ipsi nullum alium ex utroque Confœderatorum Consensu & Conventione intellectum & sensum habeant. Postquam tamen utrique Confœderatorum communique causæ & saluti haud leve damnum est, incommoda alia certissimaque pericula conciliari attrahique necessum sit, si durante, & ardente adhuc Bellò auxilia præstita revocari debeant, idèò convenit hoc ipso utrique, ut Bello petitis Requirens, antequam finiatur Fœdus, cum Confœderato, quem requisivit, quique auxilia misit, agat & paciscatur, ut ad finem licet vergente Fœdere imposterum quoque & quamdiu Bellum continuatum fuerit, auxilia missa haud revocet, in quo æquis admissis conditionibus, vel renovato & prorogato hoc Fœdere, difficilem se alter Confœderatorum hand præbebit.

XII. Casu quo Confœderatorum Copiæ conjunguntur, Requirens, ejus Exercitus Dux vel alius ex ejus Officialibus nullam planè præterdet in missa auxilia Jurisdictionem, sed qui suppetiis missis præest, haud minus cum salvam & integram retineat quàm Requirens vel ejus Militum Dux in suos. Quando vero Judicium militare Generale necessarium fuerit, tunc ex utriusque Partis Officialibus id constituetur, & eidem præsidebit, cui id absente Principali Requirente, supremus Belli Dux commiserit, ita, ut primâ vice Præsidium Regio, secundâ verò vice Electorali, atque ita semper vice versa, vel, ut loqui amant, alternativè competat. Quemadmodum quoque ad actiones militares Requirens & ejus Dux habito & communicatò prius cum auxiliariis Copiarum Duce vel Præfecto, cæterisque Officialibus, quos ad consilium Bellicum adhibere mos erit, consilio, nec aliter procedet.

ANNO
1673.

XIII. Is, qui requisitus à Confœderatò, auxilia mittit, siidem de tormentis minoribus, vulgò Campetria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciet; tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad usum eorum pertinentibus, Is ex Confœderatis suppeditabit, in casus Ditionibus atque Provinciis contra hostem agitur. Quod si verò extra Confœderatorum Territoria, atque ita in loco tertio Bellum geritur, Tormenta majora & mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit; qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

XIV. Et cum utriusque Paciscentium, præsentis primis rerum facie, maximopere interfert, ut quilibet eorum, de promissis reciproce auxiliis, certus esse possit, idèò utrinque hoc ipso conventit, ut simul atque Paciscentium unus Bellò petitus fuerit, alter factâ notificatione & subsecutâ requisitione, auxilia statim juxta Articulos præcedentes, mittat, nec idèò differat, quâ prius examinandum, causamne aggressiois petitis Bello dederit, an absque justa causa petitus; sed nuda hostilis aggressio, vel turbationes & injuriæ in Articulis III. V. & VII. nomine tenus expresse, pro justa & necessaria auxilii mittendi causa, à quolibet Fœderatorum haberi debent.

XV. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares ipso actu Subsidio missæ sint, liberum tamen nihilominus Confœderato implorato & requisito erit, per Legatos & Ministros id operam dare, an Invasor seu Turbator amabili ratione persuaderi possit, ut à vi & injuria desistat, sin lædenti ea sedenti obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda se induci pariat, non ante ab auxilio præstito cessabit, quàm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XVI. Missis itaque auxiliariis Copiis in Ditionibus suis de commata sufficienti aequè ac propriis prospiciet is, qui illas requisiverit, ratione verò residui Stipendii Militaris, quisque pro arbitrio, Conventioneque cum Officialibus suis inita, agat.

XVII. Quicunque Copiis auxiliariis Præfectus, Imperium in eadem, subsecutâ etiam conjunctione armorum, retineat: Ita tamen, ut sub auspiciis ejus, qui auxilia requisiverit, militet, ejusdemque vel constituti ab eodem Ducis Exercitus jussis pareat, five si suppetiis sibi submissis ad defensionem Ditionum, Statuum, Locorumque suorum, five ad oppugnandum primum aggressorem in propriis ejusdem Terris ac Ditionibus uti voluerit, habita semper eâ ratione, ut Copiæ auxiliares cum reliquo Exercitu ubique æqualiter tractentur.

XVIII. Auxilia ferenti hâc imprimis ratione prospectum sit, ut siquidem in terminis Auxiliatoris ei succurrerit, nec oblatas suppetias illi Bello ipsemet involutus fuerit, sine inclusione plenâque securitate ejusdem nullus quidem Tractatus Pacis vel Induciarum iniri debeat, imò ne suspensio quidem armorum (ubi id Status Bellique ratio requisiverit) nisi ad summum trium septimanarum pro utroque Exercitu simul. Quod si verò oblatum Confœderato auxilium cum aggressore, vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc nenter sine alterius scitu, consensu & consilio, neque ad principales cum hoste Tractus descendet, sed omnia matrà operâ, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate plenissimè provisum & per omnia satisfactum fuerit.

XIX. Cum verò in initio hujus Fœderis præsentis Poloniz Status ejus Regno ab infensissimo Christiani Nominis hoste, Turcâ, magis magisque impendendum periculorum facta quoque fit mentio; Proinde sua Regia Majestas & Ser. Sua Electoralis non solum vicinarius, sed & Christianitatis Jure mota, se rem suo Nominè & Ordine dignissimam esse faciurâ censuerunt, si in istum casum, quo dictum Regnum ac Rempubicam Polonicam, Barbarus ille hostis denudò Bello infestare, atque in ejus viscera ruere tentarit; Eidem certum aliquem Militem auxilio mittant; atque ad idem præstandum alias quoque Potestates ac Status adducant; cum ulteriori proposito & conventione, se super toto suppetiarum mittendarum negotio, earundem numero, subsistentia, modo sustentationis, cæterisque omnibus à Regno & Republica Polonia præstandis, simul per Ministros suos utrinque ad id negotium plenariè instruendos, ad instantiam Regni & Republicæ Poloniz cum eadem quamprimum esse tractaturas, & conjunctionem ad finem perducaturas, atque ut prædicto modo alii quoque in Societatem hujus auxilii, contra immanem illum

ANNO 1673. illum hostem ferendi permoveantur, junctâ curâ & opera aliorumque,

XX. Quod verò hæc omnia, quæ in hoc Fœdere sancta acque invicem promissa sunt, ed exactius præstari ac in definitum finem ed felicis perducere valeant, placuit etiam utrinque mutua super hisce negotiis correspondentia, ac fida consiliorum communicatio, ita ut alter alteri mature satis significet, quid mutua foret tam in Germaniâ, quam in vicinitate temporum & rerum facile, saluti publicæ, propriæque Status rationi conveniens existimet, quo facto uterque Confœderatorum consilia conferat, eoque dirigat, quo Pacificatio universalis, hujus Fœderis ac Amicitia veræ Leges ad amicum promoveantur & observentur. Quomodo quoque Confœderati virtute hujus Articuli in se recipiant, se durante hoc Fœdere nullum aliud huic contrarium, pacturos, neque passuros se ad alia fœdâ, quæ Conventioni huic & amicitia sinceræ strictissimæque alla ex parte adversari possint. Proinde etiam utriusque Confœderatorum Ministri publici & Legati, imprimis etiam Ratisbonæ adhuc hærentes, vel impoſterum illic missi, colant quoque bonam inter se amicitiam ac correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsentiam verò ad Pacem & Securitatem publicam spectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certa aliqua Sententia, quæ Paci Westphalicæ, Constitutionibus Imperii, Securitati & Libertati Germaniæ, huic Fœderi & Confœderatorum commodo conformis sit, inter se conveniant, tandem publicè pronuntient, eique insistant & inhæreant.

XXI. Durante Bello vel etiam subsēcuta Pace, is, qui suppetas ex hujus Fœderis præscripto tulerit, eo nomine nili quicquam præter mutua vice verâ in Ditionibus, casibusque hocce Fœdere comprehensis definitisq; postulare poterit auxilia, neququam autem à requirente five sumptuum Bellicorum five damnorum præterit aut quocunque alio colore de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisque quibuscunque aliquid detinere vel præterdere.

XXII. Includentur huic Fœderi defensivo ab utraque parte respectivè Imperator Romanus, Reges, Principes Electores, Principes, Respublica & Status utrinque nunc & posthac amici & Fœderati, quorum amicitia Fœderibus & Pacis conveniens hoc Fœdus nullum præjudicium afferat, sed maneat ea in suo vigore illata, salvo tamen per omnia hoc Fœdere.

XXIII. Admittantur ex iis quibus accedere libuerit, communi tamen consensu, & ut certis de capitibus cum iis nomine utriusque Confœderatorum agatur convenianturque.

XXIV. Duret hoc Fœdus in decem annos, religiosèque servetur, quo tempore elapso, vel etiam ante conveniant Confœderati de prorogatione, siquidem ipsis ita collibitum fuerit.

XXV. Ratificationum Instrumenta super hoc Tractatu & Fœdere defensivo, à Sua Regia Majestate & Sua Serenitate Electorali propriis manibus subscripta, intra spatium trium mensium, aut, si fieri potest, citius à die subscriptionis computandorum, hic Colonia ad Spream ritè committentur.

In horum fidem & securitatem majorem duo hujus Fœderis ejusque Capitulum seu Articulorum Exemplaria, pari tenore confecta, manuum nominumque nostrorum subscriptione & sigillorum impressione firmavimus. Acta hæc sunt in Arce Colonienſi ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(L.S.) C. Mardefeld. (L.S.) Otto L.B. à Schwerin.
(L.S.) B.C. Wangelin. (L.S.) Laur. Christ. Somnitz.
(L.S.) Fredericus de Jena.

ARTICULUS SEPARATUS.

I. Notum præterea testatumque speciali & separato hoc Articulo fit omnibus, quorum interest, vel quavis ratione interesse potest. Quamvis in Fœderis defensivo quod inter Ser. Reg. Majest. Sueciæ & S. Ser. Elect. Brandenburgicæ ab utroque Plenipotentiariis hodie conclusum, Articulo imprimis quarto specialius conventum pactumque sit, quâ ratione ab utroque Confœderato, pro reducenda Pace, labor, cura, sollicitudo & officia impendi & adhiberi debeant, & si frustra fuerint, quomodo pro temporum, rerumque facie collatis consiliis, Confœderatorum officiis locus aliquis à Belligerantibus tenebitur. Hoc ipso tamen neuter Confœderatorum ita tenebitur, ut si functi officiis frustratos se & à spe promovendæ bonis officiis Pacis

dejectos viderint, quilibet eorum, prout sibi, Rebus, Statuque suo conveniens & pronum existimaverit, haud possit liberè & absque ullo vel hujus Fœderis vel aliunde quovis modo præveniente impedimento, pro libitu decernere & disponere, potius cuique liberum, nullâque ratione vel impedimento vel prohibito sit, negleciâ à Belligerantibus Pace & protracto ulterius Bello, vel accessione ad quascunque Belligerantium partes vel aliâ quâcunque rationi securitati rebusque suis consilere ac prospicere, ita tamen, ut consiliis, quæ fovet, cum altero Confœderato maturè & justo tempore, prius communicatis, id omni studio agatur, quo deliberata satis re & examinatis consiliis inter se convenire possint. Quod si verò alteruter adduci rationibus non possit, ut descendat in Confœderati sui sententiam, eamque amplectatur & sequatur, tunc cuilibet Confœderatorum quodcunque libuerit, separatim decernere licebit & partes etiam eas tandem eligere, quas sibi Statuque & interesse suo magis putaverit faventes & commodas, adeoque etiam Confœderato suo vel tunc contrarias, vel futuras. Nihilominus tamen jam enumeratis & quibuscunque aliis, qui excogitari possunt & contingere, casibus Fœdus hoc & amicitia inter Suam Regiam Majestatem, Successores, Reges Electores Sveciæ, & Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes & Successores Mascululos descendentes, salva, integra inviolataque maneant, omnesque utriusque Confœderati Provincia & Ditiones existente casu gaudeant, juxta Fœdus Guarantiæ & auxiliis in eodem promissis, Confœderatque non obtinere, quid unus vel alter separatim & non probante, vel consentiente altero, hoc vel illud agere, vel facere decreverit, alter alterius commoda promoveat, Fœdus defensivum in omnibus Capitibus, Articulis & Clausulis sanctè servet, consiliaque pro securitate utriusque Status & publicâ Pace tranquillitateque nihilominus ex fide conferant, streperibusque armis haud desistant, à proposito stabilendâ iterum conservandaque quiete.

II. Ut ut etiam in ejusdem jam dicti Fœderis defensivo Articulo V. inter Ditiones & Provincias Elect. Ducatus Clivæ & Comitatus Marce & Ravensberg expressis verbis contineantur, eandemque quam pro reliquis Ditionibus & Provinciis Electoralibus Sua Majestas Sveciæ promissit & pacta est, Guarantiam, etiam pro Ducatu Clivenſi, Comitatu Marce & Ravensberg cum cæteris omnibus in Fœdere defensivo & ejus Articulis comprehensis Juribus & Beneficiis præstare in se receperit: Postquam tamen constat, Serenissimum Domum Palatinam, Lineæ Bipontinæ & sibi quasdam circa ea nominatam Juliæncis Successionis causam committere præsentiones, hæcenus professam, præterea in Pace Westphalicâ Art. 4. conventam sit, ut tota Juliæncis Successionis causa vel ordinario processu vel amabili compositione vel alio legitimo modo dirimi debeat, ex ante memorata Domo Palatina Lineæ Bipontinæ verò plures pretendentes concurrant, & cum quibusdam eorum juxta tenorem Westphalicæ Pacis jam transactum, prætereaque eorum præsentiones enecatâ sublatæque penitus sint, Sæ Majestatis Sveciæ autem ejusdem Domini Patris Præsentio per Pacta insuper eandem Suam Regiam Majestatem, Serenitatem Suam Electoralem & Serenissimum Ducem Neoburgicum die 6. Maii Anno 1668. inita, Art. o. salva & integra manserit & adhuc sit; Ita Serenitas Sua Electoralis pro se, & Successoribus & Hæredibus suis Masculis hoc ipso declarat, nullum unquam ullo modo asserere debere præjudicium Sac. Reg. Majest. ejusdemque Domini Patris præsentioni, quæ ipsis circa dictam Juliæncis Successionis causam competit, ed quod Sac. Reg. Majest. Successores Reges Regnumque Sveciæ pro Ser. S. Elect. Ducatu Clivæ, & Comitatu Marce & Ravensberg juxta Fœdus defensivum hodie conclusum & ejus Articulis in se suscepit & pollicita specialis sit Guarantiam. Quomodo quoque Articulus 9. Pactorum die 6. Maii anno 1668. initorum majoris Securitatæ & certitudinis ergo verbo tenus hic repetitus sit & huic Articulo insertus habetur.

In cujus fidem Nos Sacræ Regiæ Majestatis Sveciæ Ablegati & Nos Sær Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ Commissarii, hos Articulos separatos manibus nostris subſignavimus & sigillis nostris communivimus. Actum Colonia ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(L.S.) C. Mardefeld. (L.S.) Otto L.B. à Schwerin.
(L.S.) B.C. Wangelin. (L.S.) Laur. Christ. Somnitz.
(L.S.) Fredericus de Jena.

ANNO
1674.

CORPS DIPLOMATIQUE

CXVII.

14 JANV.
L'EMPE-
REUR, ET
L'ELEC-
TEUR PA-
LATIN.

*Articles d'Alliance proposez entre LEOPOLD
Empereur, & l'Electeur PALATIN. A Vien-
ne, le 14. Janvier 1674. [Manuscrit.]*

*In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis, Patris,
Filii & Spiritus Sancti. Amen.*

NOtum sit quod cum à Sua Sacra Cæsareâ Majesta-
te sua Celsitudo Electoralis Palatinus Rheni per
Dominum Joannem Fridericum Seiller suum Secreta-
rium, Status Consultarium, Plenipotentiarium, & De-
putatum expressum ad Aulam Cæsaream submisit peti-
t promptam operam & præsent Auxilium in statu de-
plorato, in quo versatur sua Domus Electoralis tot ad-
ficta ruinis, tantis damnis sibi illatis, cum ab Exercitu
Gallico sub Ductu Vice-Comitis Turceni, cum à
Præsido Gallico Philipsburgi, aliisque Confederatis
Galliæ Prædictis Copiarum & Officialibus, cum etiam
ut obviam iretur ulteriori destructioni extremoque exci-
dio, quod ab eisdem Copiis & Confederatis immine-
ret; cumque perpenderit Sua Sacra Cæsareâ Majestas
non alio fine arma se anno præterito in Imperio mo-
vissè, quam ut constaret maximè Westphalica Pax, &
Clivicus, utque adesset Sacra Cæsareâ Majestas forti-
ter Electi viros, Principibus, & Ordinibus oppressis, &
injuria armorum externorum vi prægravatis, iisque
ad id Dominiorum suorum restitutionem procuraret,
sed imprimis ut Imperio Romano pristina quies, &
Westphalica Pacis tanta omnium utilitate restituta seu
instituta observantia redderetur, ed libentiùs se super
hac instantia sua Celsitudinis Electoralis Sacra Cæsareâ
Majestas declaravit, ut exhibeat quo sit animo ad præ-
standa ea, quæ sive sua Dignitas Imperialis, sive obliga-
tiones dictæ Celsitudinis Electoralis versus suum pri-
mum ac supremum Dominum requirunt, tum etiam
cura, quam gerit pro toto Imperio, nec non pro dictis
Tractatibus Pacis, Capitulationibus in sua Electione
juratis, aliisque Constitutionibus Imperialibus, & Or-
dinibus vindicant iis, quibus ut & affectu, confidentiâ,
propensioneque sua singulari in dictam Celsitudinem
Electorem permota Sacra Cæsareâ Majestas mandavit
suis intra scriptis Consultariis Status ut cum dicto Do-
mino Seiller communicarent uterque, deinde post ha-
bitas fidas collationes & conferentias, de sequentibus
Articulis conventum est.

I. Promittit Sacra Sua Cæsareâ Majestas se quam
primum ad requisitionem dicti Domini Electoris duo
millia Pedum & quingentos Equites sub Imperio &
Ductu Officialium Germanorum esse submissuram, quæ
quidem Copiæ atque Officiales, secundum præsentis
Tractatus Leges, præter Sacramentum, quo jam Sacra
Sua Cæsareâ Majestas tenetur, sese novo Sacramento
dictæ suæ Electorali Celsitudini obstringent, quo tenen-
tury quamdiu in ejus Ditione manebunt, jamque su-
per ea re ordines necessarii ad Ducem de Bournoville
transmissi sunt.

II. Dictæ Copiæ non revocabuntur sine prævia parti-
cipatione consentisque suæ Celsitudinis Electoralis ad
quam spectabit eorum Imperium, quamdiu in sua Elec-
torali Ditione (ut supra jam memoratum est) manebunt,
& omnis Jurisdicção in ipsas Officialesque Cæsareos,
quemadmodum in pari casu fieri solet, qui quidem
Officiales in bonum commune & secundum Militiæ
Leges ac maximè ad dicti Electoris defensionem
Subditorumque tuitionem dictæ Celsitudinis Electoralis
promptam obedientiam præstabit, ipsique absoluti in
iis, quæ iussu prohibitive morem gerent, quin etiam
dictæ Celsitudini Electorali severè in ipsos animad-
verendi militesque subordinatos castigandi jus erit, si
alibi damnum intulerint, qui scilicet Officialis illud
ipsum illatum damnum resarcire ac pro eo dictæ Celsi-
tudini Electorali satisfacere tenebuntur. Et vicissim non
remittentur dictæ Cæsareâ Copiæ à sapientiora
Celsitudine Electorali sine prævia participatione con-
sensuque Sacra Cæsareâ Majestatis quibus cum non
amplius se habere judicaverit hoc dictæ Sacra Cæsareâ
Majestati significandum erit ut eisque ulteriorem deli-
berationem & consensum expectabit.

III. Curabit Sacra Cæsareâ Majestas dictis duobus
millibus quingentis, tum Pedibus, tum Equitibus suis
sumptibus subsistentiam exactè subministrari, exceptis,

quas vocant utensiliis, vino, cerevisia, & pabulis sive
comestis, quæ omnia ultro sua Celsitudo Electoralis
obtulit absque ullis Suae Sacra Cæsareâ Majestatis ex-
pensis, donec stabilitè fuerint contributiones, quæ ab
iis à quibus præteriti merito possint exigenter & in
sustentationem, tum dictarum Cæsarearum Copiarum,
tum earum, quæ jam dictæ Celsitudini Electorali Mi-
litem, tum earum etiam quæ si casus requireret à Sa-
cra Cæsareâ Majestate suisque illo onere sublevaritur.
Contributionum quidem puritudo fiet pro ratione utrius-
que Partis Copiarum, à Deputatis utriusque, post rati-
habitis sententia Tractatus nominandis, eâ condi-
tione, ut quæ ab ipsis concordata fuerint ad memo-
ratam Sacram Cæsaream Majestatem perferantur, quæ
cum ipsa rata haberit exactè deinceps ultro citroque
observabuntur.

IV. Si autem ita casus tulerit, ut præter supradic-
tum duorum millium Pedum & quingentorum Equi-
tum numerum majoribus Copiis Celsitudo sua Elec-
toralis opus habuerit, hunc majorem numerum ad sapientis
dicti Electoris requisitionem reque p. sibi item quam-
primum Sacra Cæsareâ Majestas subministrat, quod-
cumque ad Imperium & Jurisdictionem dictarum Copiarum
attinet expressa primo & secundo hujus Tractatus Arti-
culo ac deinceps concordanda locum habere intelli-
gentur; insuper autem Sacra Cæsareâ Majestas in id
nulla interposita morâ incumbet, ut Circuli Franco-
niæ Sueviciæ atque alii Imperii Ordines parata auxi-
lia, uti jam propositum est, dicto Domino Electori
mittenda habeant, majoraque, ubi casus id requirere
videbitur.

V. Ad sublevandam suam Celsitudinem Electoralem
gravi tot sumptuum quos sustinet onere Sacra Cæsareâ
Majestas solvendum Francoforti ad Mœnum, in par-
tem quinquaginta millium Talerorum Imperialium, quæ
vigore Tractatum Westphalicorum & subsequentis
Recessus Norimburgici præterit sua Celsitudo Elec-
toralis viginti quinque millium Talerorum Imperialium
summam numerari curabit, uti priùs tamen hujus
Tractatus ratificatio à dicto Serenissimo Electore tradi-
ta fuerit, ex ipsiusque ordine publicata Avocatorum
Litteræ ad revocandos omnes Feudatarios Vassallosque
Subditos ac dependentes dicti Electoris Palatinus,
qui in Gallia aut sub ipsis Confederatis Stipendiosos
faciunt, consignataque fuerint Serenissimi Electoris
Litteræ seu Patentes, quibus Subditis suis injunger, ut
Galliæ ejusque Confederatis quam maximum pote-
runt damnum armis inferant, Reliqua verò viginti
quinque millia Talerorum Francoforti quoque ad Mœ-
num statim ac Bello dictam Coronam Galliæ ejusque
Fœderatis sua Celsitudo Electoralis petierit, in præsentem
numerabuntur.

VI. Suscipit Sacra Cæsareâ Majestas Serenissimam
Celsitudinem Electoralem totam ipsius Domum Elec-
toralem Electoratuumque, & Ditiones omnes in suam
singularem protectionem, tutelam, & parocissimum, iis-
que continuo ac quantum in se erit favebit, dabitque
quam primùm Generalibus suis ordinibus præsentem rerum
statum, necessitatibus ac maximè periculo, in quo ver-
satur sua Celsitudo Electoralis quam maximè conve-
nientes, neque verò poterunt Sacra Cæsareâ Majestas
aut Serenissima Celsitudo Electoralis Pacem, Armisti-
tium, vel Inducias cum Galliâ, ejus Fœderatis aliisque
hostibus sine mutuo utriusque consensu tractare aut eo
modo ut alterutra Pars excludatur, quæ tunc è contra
sua consilia consentire invicem, conjungantur, omni-
que fiducia majore adlabuntur, hæc tamen adhibita
cautione, quod neutra amborum Partium tenetur recu-
sare, & quidem Sacra Cæsareâ Majestas ita comprehen-
di suam Celsitudinem Electoralem ejusque Domum
Electoralem in Tractu Pacis curabit, ut quidquid ipsi
per Instrumentum Pacis Westphalica assignatum fuerat,
restituatur, in idque etiam pro parte sua incumbet, ut
damna nuper à Galliâ ejusque Fœderatis dictæ Celsi-
tudini Electorali illata resarciantur.

VII. Hoc etiam modo sua Celsitudo Electoralis sub-
jicit Mediationi Suae Cæsareâ Majestatis verentes cum
Electoribus Moguntino ac Treverensi, & Duce Lo-
tharingiæ controversias, receptique donec eas diffrin-
tur quierit se & amicè cum dictis Electoribus consui-
busque Principibus victurum; Quod suscepit clementer
ac perbenigne Sacra Cæsareâ Majestas quæ nihil omit-
tet, ut eadem controversia mediante sua interpositione
quamprimum fieri poterit, amicabilem inter ipsos com-
ponatur ac terminetur, ita ut sua cuique præten-
siones suumque jus maneat illibatum.

VIII.

ANNO
1674.ANNO
1674.

VIII. Præter ea quæ huc usque allata sunt, statuit Sacra Cæsarea Majestas ea omnia quæ ad Dignitatem, utilitatemque suæ Celsitudinis Electoralis ejusque Domini Electoralis spectabant quantum in se erit, promovere quod id ipsum sua Celsitudo Electoralis erga suam Cæsaream Majestatem præstabit.

IX. Spondet vicissim ac promittit sua Celsitudo Electoralis partes Sacræ Cæsareæ Majestatis ejusque Confœderatorum in Imperio; rathabito hocce Tractatu, se amplecturam sequi in ejus favorem aperte declaraturam, Cæsareisq; Copiis suos Equitatus Peditatusque, tum quas Stipendiis suis alit, tum, etiam suæ Ditionis militias quam maximo poterit numero (munitis sufficienti Præsidio suis Urbibus ac Fortalitiis) se conjuncturam, cum quibus contra Galliam ejusque Confœderatos & Adhærentes ad primam Sacræ Cæsareæ Majestatis requiritonem aperto Bello sine conjunctione fieri separatim, prout è re esse judicabitur, impetum faciet, neque solummodo nulli Fœderi intus Sui Cæsareæ Majestati dicta Celsitudo Electoralis adhærebit, verum etiam totis viribus se periculosos consiliis aut machinationibus, quas quis moliri possit in Imperio opponet, munetque Instruclionibus & Facultatibus, quos habet Ratione, aliisque locis Legatos ac Ministros, quo sanctissimam Sui Majestatis mentem piissime consilia conjungendi promoveant.

X. Utitur sua Celsitudo Electoralis dictis duobus militibus, & quingentis hominibus suscepto ab ipsis Juramento fidelitatis, tum in suis Fortalitiis, tum in aliis Ditionum suarum partibus, prout ratio Belli permittit, eorumque imprimis securitati ac conservationi prospiciet diligenter, & invigilabit.

XI. Quo autem Sui Cæsareæ Majestatis securitati aliquo modo caveatur, consignabit ipsi sua Celsitudo Electoralis Gheirmersheim, ita ut in hanc Arcem & Urbem possit sua dicta Cæsarea Majestas idoneum Præsidium introducere suis sustentandum expensis & sumptibus; ita ut nulli sit oneri, aut molestiæ Civibus à quibus nullæ poterunt contributiones exigi. Manebit Serenissima Celsitudo Electoralis redituum suorum Domini alium libera perceptio, rerumque Civilium, Politicarum, & Ecclesiasticarum administratio. Dictum verò Præsidium Civitatem tenebitur contra Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperique hostes, sequi tum cōstatibus publicis, tum privatis fraudibus dolisque opponet, observabit exactè, coletque cum proximis Gubernatoribus Officialibusque Electoralibus concordiam & correspondentiam, & quietè vivet cum ejusdem Civitatis Incolis, ac Pace tandem conclusa, educetur, nullà interposita morâ Præsidium, ac sine ulla compensatione dicta Civitas suam Celsitudinem Electorali ipsaq; deficiente Heredi ipsius Comiti Palatino consignabitur ac omnino restituetur.

XII. Requirente id necessitate Belli ac ratione; concedet sua Celsitudo Electoralis ante præmonita liberum transitum reditumque, sive passus ac repassus in Electoratu, aliisque suis Ditionibus Exercitui Sui Cæsareæ Majestatis ejusque & Confœderatorum commoda, quantum in se erit, stratis Pontibus, aliisque præstitis, que in ejusmodi transitibus fieri solent, nec non etiam prout commode adhibita cura promovebit, non discedatur quantum fieri poterit ab itinere à sua Celsitudine Electorali constituto, observetur ubique exacta Disciplina, juxta Constitutiones Imperiales, à quovis excessu, direptione, aut exactione militari, caveatur, solvatur è contra æquo pretio quicquid fuerit à dicta Celsitudine Electorali ejus Subditis in usum dicti Exercitus subministratum.

XIII. Casu vero, quod dictus dictive Exercitus retroducere adigerentur, licet ipsis sub ipsis Arcibus ac Fortalitiis dictæ Celsitudinis Electoralis se recipere.

XIV. Promovebit quatenus in se Subditivæ suis erit sua Celsitudo Electoralis quæ ad comportandos asserandosque Commestus, sive Magafenos erigendos conducere poterunt, emptione scilicet victuum, aliarumque rerum comperatione, & advectione quæ Exercitibus Sacræ Cæsareæ Majestatis & Confœderatorum in Imperio usui esse possint, ubi illi reperiantur, ea tamen Lege, ne hujusmodi pretextu vedigalium fraudes fiat, cui ut occurratur, quos dabant Generales Cæsareæ Salvos Conductus, seu Passaportus propria manu subsignabant, Sigilloque munit, descripto numero expressaque quantitate rerum, ad subsistentiam Cæsareæ, Fœderatorumque Exercitus transmittendum; atque advertatur imprimis ne quidquam ab iis comprehendatur, quod ad Christianos Hebræosque, qui Mercimonia inferunt asportant, pertineat, pro quibus est ab ipsis

constitutum Vedigal sive Gabella exsolvendum; concurret autem fideliter dicta Celsitudo Electoralis ad id quod ubi agitur de defensione & conservatione Regnorum, Principatuum, Statuumque Sacræ Cæsareæ Majestatis & maxime Provinciarum Austriæ superioris & inferioris atque ad oppugnandam unam pluresve hostium Arces, aliasque Militares expeditiones suscipiendas in sua vicinia, tot subministrare majora Tormenta, quot tunc evidenti propriarum Arcium periculo poterit; & de cetero omnem opem ferre omnimodamque assistentiam præbere tenebitur.

XV. Copiis Gallicis, aut Gallis Fœderatis; nec transitum, nec receptum dabit Terrâ vel Aquâ, nec Viâs, Munitiones aut Navigia, seu Cymbas, seu Barcas, imò verò iis se totis viribus opponet, & quicquid eò perirebit impeditur subvertetque.

XVI. Durabit præsens Fœdus per decem annos; etiam si Pax interea sequeretur, atque hoc finito temporis spatio liberum erit culibet Partium ipsam renovare, licet singulis Cæsareæ Majestatis Confœderatis hocce etiam Fœdere includi, si velint, si verò præter ipsum omnem Bellum depono contra Galliam ejusque Fœderatos moveatur aut Sacra Cæsarea Majestas & sua Celsitudo Electoralis earumque Fœderati ab ipsa Bello petantur, aut in aliquod periculum adducantur; molestiæ ratione præsentis Fœderis, aut aliâ quavis causâ afficiantur, sine ulla ulteriori hujusce Tractatus renouatione durare adhuc ille effectumque suum sortiri; nec non ambæ eodem modo obligatæ invicem Partes intelligantur, ad ejus certiorum notitiam, firmioremque observantiam præsentis Tractatus à Plenipotentiaris Sacræ Cæsareæ Majestatis & suæ Celsitudinis Electoralis propria manu subscriptis Sigilloque munitis est, & traditis ultro citroque expeditis in id exemplaribus promissum invicem Rathabitionis Instrumenta Dominis suis intra trium septimanarum spatium, atque etiam prius, numerandum ab hac die, transmittenda. Viennâ die 14. Januarii 1674.

Subsignatum,

RAYMUNDO Conte di MONTECUCULLI,
GIO PAOLO HOCHER,
GIO FEDER. SEILLER.

CXVIII.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Kaiserl. Majest. 15. Janv.
Leopold den I. / und Christian den V. König in Den-
nemarc! zu bevestigung der anno 1672. den 22. Sep-
temb. zwischen Ihnem und andern Teutschen Fürsten
eingegangenen Defensiv-Allianz. Geschehen zu
Copenhagen den 22. Januarii 1674. [Tiré de
la Registrature d'Etat de la Chancellerie de
la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensive entre LEOPOLD I. Empereur
des Romains, & CHRISTIAN V. Roi de
Dannemarc pour le renouvellement de celle qu'ils
avoient faite. le 22. Septembre 1672. entr'eux-
mêmes, & avec quelques autres Princes de l'Em-
pire. A Coppenhague le 22. Janvier 1674.

Zu wissen sey hienit/ daß die Röm. Kayf. auch in Suiagern
2. und Böhem Königl. Mayest. ingeleiden die zu Dannemarc
und Norwegen Königl. Mayest. Ihre Christl. Durchleucht-
tigkeit zu Brandenburg/ der Herren Georg Wilhelm und Her-
ren Rudolph August/ Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg
dann auch der Frauen Land-Gräfin und Regentin zu Hesse-
Cassel/ Fürstl. Fürstl. Durchleucht. Durchl. Durchl. in
annehmung der jetzt gefährlichen Conjunctionen; und zu erhaltung
threr ihnen von Gott anvertrauten Land- und Leibe vor allen
unbilligen gewalt/ in guter Ruhe und Frieden/ durch Ihre mit
genugsamer Vollmacht und Instruction in die Stadt Braun-
schweig zusammen- gesessene gewisse Räte und Abgesandte/ noch
unter dato den 22. Septemb. des junsst verhofften 1672. Jahres
ein gewisses Fœdus defensivum mit einander eingegangen/ und
selbiges hernach die gesandte Älterhöch. und hochst. Herrsch.
Fürst.

ANNO
1674.

CORPS DIPLOMATIQUE

252

Principalen und Frau Principalin allerseits ratificiret haben: Nachdem sich aber einsehen die gefährliche Conjunctionen nicht allein nicht geschiet und nachgelassen / sondern es vielmehr das ansehen gewonnen / als wann auch diejenigen / so davon am meisten zu entsetzen jederzeit gesucht / dennoch wider ihren willen damit eingelassen werden möchten: Als haben allerhöchste. Ihre Kayst. Majest. und die zu Dänemark Norwegen Königl. Majest. eine hohe notturt zu seyn erinnet / Ihre respective Extra-ordinair-Ambassadeur und Commisarien / den Hoch- und Bolgebornen Ihre Kayserl. Majest. Reichs-Raths-Hof- und Cantzler Herrn Götzke / Grafen von Zeintraudendorff / Grafen Erb-Stat-Markten im Steyer / Ritters / und den Bolgebornen Ihrer Königl. Majest. Cantzler und Geheimden- und Etats-Rath / Präsidenten im Consilio Collegio / Amtmann über Hadland / Nummerige Aufseher und Künigens Rath / Herrn Peter Reck / zu Palsgard / Ritters. Den Hoch- und Bolgebornen / Ihrer Königl. Majest. Reichs-Cantzen und Geheimden- und Etats-Rath / Amtmann über Tonsberg / ambt / Herrn Peter Greiffenfeld / Grafen zu Graffenfeld / Ritters / den Bolgebornen Ihrer Königl. Majest. Geheimden Rath / Reichs-Marschallen / Assessorn in Collegio Status und höchsten Gerichts-Cassus-Amtmann über das Seelandische Cassus-Amtmann über Cappenhagen und Roskilde / Ambter / Herrn Johann Christoph von Kersig zu Siermo / Ritters / den Bol-Edlen Ihrer Kayst. Majest. Cantzen Rath / Assessorn in Collegio Status / und höchsten Gerichts-Cantzen- und Cammer-Secretarium Conrad Hiernann / an dero Königl. Hof hier zu Coppenhagen in Conferentz treten zulassen / damit sie nicht allein von der execution und erklärn / sondern auch von wirklicher und nachrichtlicher execution besetzt in ver. anzigen Jahr getrossen Föderis handeln und zugleich schliessen möchten / welche sich dann darauf nach bederfalls getrenneter ausgedr. selten Vollmacht Art. 1. bis auf allerhöchste Ratification von 1700 allerhöchste. benannten Kayserl. auch zu Dänemark Norwegen Königl. Maj. Maj. verstehen / und

I. Soll es bey besagten vor einem Jahr schon getroffenen Föderis defensiv / so weit denselben durch diese gegenwärtige Bündnis nicht derogirt / allerdings verbleiben und selbige in allen seinen inwärtigen Punkten festiglich gehalten werden.

II. Dahero wann sich in Gottes Namen einmütig resolvirt / zu manutention bederter Alliance die kräfte zusammen zu setzen / damit das Rom. Reich von allen weitem Feindlichen einbruch errettet / wider den Mühseligen Friedensschluß ferner nichts gehandelt / der beyden höchsten Allirten Erb-Königreich / Landen / wie auch der gesambten Bündis-Berwandten schiedt bestermaßen conservirt / und mithin ein fester beständiger Universal-Frieden und so viel eher wieder restabillir werde.

III. Zu welchem ende Ihre Kayserl. Majest. und die zu Dänemark Norwegen Königl. Majest. darmit versprechen / daß in besagter Alliance zu der gesambten Bündis-Berwandten / und auch eines jedens defension in particulari übernehmendes quantum / der neuntausent Mann / als drehtausent zu Pferd und sechstausent zu Fuß mit einer convenablen Artillerie stets in Bereitschaft zuhalten / auch in dero Erb-Königreich und Landen / an denen ohne zuverlegen / von dannen besagte Troupen ohne langen aufenthalt / auf ersuchung des beleidigten und solcher Hüffe benötigten mit Allirten / alsobald zusammen gezogen / und zu Hilfe gebracht werden können.

IV. Beken dann ferner beide höchste Allirte sich verglichen / daß so lange sie beyderseits mit einer solchen Macht einander secourirten / ein Allirte von dem andern aus keinem andern Föderis einige Soldat zu fordern befugt seyn soll.

V. So viel die Kriegs-operationen anbetriefft / da sollen folche unter denen mit-Confederirten vortrüglich verglichen / und von jedem dasjenige / was auf ihse kommt / zu bestimter zeit / mit aller Macht und kräfte / männlich und tapffer vollzogen werden.

VI. Ratione der von einem und anderen erobrenden Plätzen und Landen / soll es bey denjenigen verbleiben / wesen man sich des falls / in dem in vergangenen Jahr geschlossen Föderis defensiv s. solte man e. verziehen / jedoch daß selbes nur von den fallen zuverfeyn sein soll / wann der Allirten Troupen conjunctum an einen ort agiren.

VII. Dabey doch bedungen worden / was die in dem Rom. Reich gehörige oßter- und die darinnen begriffene Religionen und Geistlichkeit anbetriefft / daß dasjenige / was dñ ortho in dem Reichthümlichen Frieden begriffen / gehalten / und alles quo ad punctum Religionis in gegenwärtigen stand gelassen werden soll. Zu dem ende auch keine veränderung oder vermindrung wider in denen Stücken noch an der Religion verfallt / sondern selbige bey dem Rom. Reich und der in selbigen oßten obhandeln nicht allein Erbsch / sondern auch andern Religionen / wie sich dieselbe amtes befinden / erhalten / wie auch die Jura Electionis / so dem Rhum- und andern Capital zuständig keines wegs turbirt / sondern sie da bey ruhig gelassen und geschützt werden sollen.

VIII. Soll kein theil ohne vorwissen und einwilligung des andern / weder etwas großes noch hausföliches vornehmen / noch einen Frieden oder anstand der Waffen tractiren / wech-

ger oder Frieden schliessen / oder einigen anstand der Waffen machen / sondern alles communicato consilio & communi consensu thun / auch eherdem keinen Frieden eingehen / es seyn denn jeden alles das / so nach dieser Bündnis einen oder andern abgenommen / wiederumb restituirt / und ein jeder in dem stand / in welchen er den schluß dieser Bündnis gewesen / geket / und dem beleidigten seine billigmässige satisfaction und sicherheit soviel immer möglich / widerfahren.

IX. Ist aller krieg zu vermeiden / damit Ihr der Bündis-Berwandten land und krieg mit den Durchgigen / Contributionen und künften möglich vermindert werden.

X. Sollten aber die sache wegen der Jurisdiction und Commando über die Soldat / wegen deren Durchg und Verpflegung / des modi assistendi / wegen bestellung eines Kriegs-Raths und sonst bey dem / was in besagten in vergangenen Jahr geschlossenen Föderis gemeldet und veranlaßt worden.

XI. Wann auch ein- und andern Potentaten und Ständen in diese Bündnis mit einzutreten gefallen solte / solches mit einmütiger verwilligung und beibehalten der hohen Bündis-Berwandten geschieden / darüber handlung gepflogen / und die Conditionen deren man sich verglichen mag / diesem Revers-Revers beygefüg werden.

XII. Soll diese Bündnis binnen vorigen Föderis / so bei de höchste Allirte entweder unter sich / oder mit dem Staat der Vereinigten Niederlanden bereits haben / keines wegs präjudicieren / sondern es sollen dieselbe so fern in Ihren vollkommenen vigore bleiben und gelassen werden / in so weit sie diesem nicht zu wider / und hier in einem und andern extendirt / oder sonst geändert und vermindert werden.

XIII. Und diesem nach soll diese Bündnis von dato dieses Reverses drey nach einander folgende Jahre sehen / und unverbrüchlich gehalten / aber die höchsten Bündis-Berwandten Ratification durch gewisse hierzu Deputirte inner Monatsfrist alhier in Coppenhagen einbracht / oder durch der zu Dänemark Norwegen Königl. Majest. an Ihrer Kayst. Maj. Hof habenden Ministern Alencon inner sechz befugter sechz auszuweisen set werden / und bleibt dahenselbst zu der hohen Bündis-Berwandten gehalten und gelassen / ob sie diese Bündnis prorogiren / und so folchem ende noch vor ablauf der drey Jahren eine zusammenkunft und handlung veranlassen wollen.

Dessen zu Urkund / ist dieser Revers von anfangs allerhöchste. Ihre Kayst. und Königl. Majest. Reichs-Raths-Hof- und Cantzler Extraordinair-Ambassadeur und Herren Commisarien unterschrieben und besiegelt worden. So geschien in Coppenhagen den 24. Januarii Anno 1674.

Gegh von Windischgrätz. (L. 9.)
P. Reck. (L. 5.)
Greiffenfeld. (L. 5.)
Jehr. B. Korbiß. (L. 5.)
E. Hiernann. (L. 5.)

Articuli Secreti.

Wir wissen / Als zwischen der Rom. Kayserl. auch zu Hungarn und Bohem Königl. Majest. eines / und Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen andern theils zwar unter heutigen dato ein gemisser Revers / zu erleuter- und vermehrung des den 22. Sept. verwichnen 1672. Jahres zu Braunschweig aufgetreten Föderis von denen hierzu bederfalls bevollmächtigten / und in ermitteltem Revers benannten respective Kayserl. und Königl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur und Hochl. Ministern unterschrieben / und dabey aber von redbesagten Kayserl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur urgirt worden / daß Ihre Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen nicht allein von Erleuter- erklär: Vermehr: Und extendirung obbesagten Braunschweig Föderis handlung pflegen / sondern sich letzter conjuncturen halber etwas näher heraus zu lassen belieben möchten: Als haben sich hochst. Königl. Majest. zu mehrer Bezeugung ihrer zu Ihre Kayserl. Majest. und dero gesambten hochst. lobl. Haus Österreich trager affection / und für das gemeine wesen stührenden vorsorge / zumahlen auch beide Herrn Herzogen von Braunschweig Lüneburg Zell und Wolfenbüttel ohne dem bey dem proponirten project kein größeres bedenken gefunden / als die herbegetretten Ihrer Königl. Majest. und die Nichtig-machung der Subsidien / aus desfalls dem gemeinen wesen zum besten an sich nichts erlauben lassen wollen / gekelt man folchem nach sich hierunter gekelter Secret Articuli einmütig unter einander verglichen / und vor

So bleibe es erstlich allerdings allem bey den zu Braunschweig in dem Raub- Reichs angezogenen Föderis defensiv in allen seinen 20 Punkten / so fern denselben durch heutigen Raub-Revers / oder diese Secret Articuli nicht derogirt wird / und wird auch selbige nicht allein auf den Schnurzug / und Münsterische Frieden verstanden / sondern auch auf die manutention: und Garantie des Clevischen Friedens-Schlusses ausdrücklich mit erstreckt / dahero man sich in Gottes Namen für das

Anderte einmütig resolvirt / bederlei Friedensschlüsse auf alle

ANNO
1674.

weiß zu maintainen / und zu solchen nicht die Kräfte zusammen zu setzen / bloß darumb / damit dadurch das Reich von allen weiten Feindlichen Einbrüchen errettet / die General-Staaten wider bekümmen Gleichzeitigen Frieden nicht beschwören / und nicht ein sicherer beständiger Universal-Friede um so viel eher wiederum restabliert werde. Doch mit dem Vorbehalt und ausdrücklicher Bedingung / wenn nebst Ihre Kayserl. Majest. die Cron Spanien / wie es nun schon geschehen / noch ferners bey dieser gemein-nützigen Sache unausgesetzt verbleibet / und dero Waffen agiren lassen / auch die General-Staaten sich solcher gestalt dahin verstehen mögen / wie die Sachen zwischen Ihrer Königl. Majest. und ihnen allhier in Coppenhagen stüßig in einem und andern fall alldieweil verglichen / und man sich auch darüber noch ferner wird vergleichen können.

Seitens verbinden sich Ihre Königl. Majest. zu Denmark Nordwegen das gleich wie Ihre Kayserl. Majest. Ihre fests mit einer Armee von 20000. Mann bereits zu reitabliert eines sichern allgemeinen Friedens wirklich agiren / auch damit so lang diese Hindernisse weichen wird / zu continüiren sich verbunden / auch sie das in denen mit Holland geschlossenen Tractaten übernommenes quantum dero 20000. Man demselbigen zu Feld bringen / und nach genommenen concert mit denen übrigen höchst und hohen Alliirten damit ohne nachtheiligeren vigore operiren zu lassen wollen / so bald entweder selbstselbst mit Holland im Idemth Majo stüßig aufgerichtete Tractaten ratificirt / und ratione Subsidiorum admittirt werden / was solches in folgenden Tractaten mit mehreren erwähnt wird / auch so lang diese Hindernisse dauern / mit obbesagtem quantum zu continüiren / oder da auch dieselbe solches gestalts / wie sie allhier unterschieden worden / von Holland nicht ratificirt wurden / dasjenige prästiren / wie man sich durch reasumirte Tractaten hierüber weiter wird vergleichen können / weswegen auch Ihre Kayserl. Majest. bey denen General Staaten alle zulaufliche officia anwenden wollen / damit wann oberschwärter Tractat, dessen Ratification von denen General Staaten diffultirt wird / nicht zu perfection gelangen sollte / die sache demnach auf einen oder anderen weg nach billigen verglichen werden möge: Wollen aber solches zu negociiren und abzuhandeln sich etwa noch länger / als man wohl vermeynet / verziehen könte / und ein oder ander Ekst über gegenwärtige Tractaten solche jalouse und ombage nehmen / daß dahero noch vor den völligen Schluß des ganzen werdes / dadurch leichtlich eines oder des andern der höchsten Conferenzten leuth und Landen einige Gefahr zugezogen werden mögte so verbinden sich beyde höchsten. Majest. Majest. daß im fall einer oder der ander von beyden höchsten Conferenzten auch zeit währender Handlung / und die entweder vorangeregte Holländ. Tractaten ratificirt / oder man sich durch andernverthe reasumirte Tractaten auf einen oder anderen fuß wird verglichen haben / von jemand vor der auch sey / in denen in den Braunschweig. Föderatione eingenommen und mit begeristen Erb-Königreich / und Landen auch neuvon hiesiger Föderation faulisch angegriffen werden sollten / sie einander nicht allein mit denen in dem heutigens tags geschlossenen publico Recesse erwähnten neuntaußend Mann / sondern auch mit mehreren und so großer Macht / als sie immer werden aufbringen können / alsobald gerathlich zu Hülfe zu kommen. Und obwohl Ihre Kayserl. Majest. ferners vor andere nichts gewisses versprechen können / so wollen sie doch / so wohl bey der Cron Spanien / als denen Herren General Staaten (wirdt sich nachdrücklicher remonstration, wie schädlich und gefährlich es für das gemeine weien seyn würde / wann Ihre Königl. Majest. solches gestalts anzuqueren werden sollten) alle dienliche officia anwenden / damit wann selbige dieser hien genhauer declaration halber entwichen auf solche Maas und Weis / wie hieroben gemeldet / von jemand / oder durch eine / feindlich angegriffen werden sollte / auch selbige mit einem gleichmäßigen und möglichsten succurs Ihrer Königl. Majest. zu Hülfe zu kommen / sich disponiren lassen mögen.

Hiervon versprechen Ihre Königl. Majest. zu Denmark Nordwegen sich auf alle weise dahin zu bearbeiten / damit des Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Hannover Fürstl. Durchl. die für gemein-nützigen sache mit besterkeit / oder doch wenigstens wieder dieselbe mehr theilhaftig vornehmen möge.

Und sollen beide höchsten Conferenzten diese neben-Articul nicht anders / als man sie den Haupt-Recess selbst von Wort zu Wort an verlesen werden / unverändertlich zu halten / und zu leisten / auch zu den Ende ihre Ratificationen darüber an zeit und Ort / wie in jetzt-besagten Haupt-Recess erwähnt / extrahiren zu lassen verbunden seyn. Wie dann auch im übrigen solche neben-Articul in höchster geheim sollen menagiert und secret gehalten werden.

Dessen zu Urkund seind selbige von allerhöchstdenckter Ihrer Kayserl. und Königl. Majest. respective Herren Extraordinair. Ambassadeur und Herrn Commissarien unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen in Coppenhagen den 16. Januar. Anno 1674.

Oeff. von Bindischgraf. (L.S.)

P. Kees. (L.S.)

Greiffenfeld. (L.S.)

J. Chr. D. Eorich. (L.S.)

E. Biermann. (L.S.)

TOM. VII. PART. I.

Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Westmunster le 2 Février, 1674.
[Actes & Memoires des Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 606. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPPII, Acta publica, Tom. X. pag. 149. en Allemand, & dans le Theatrum Europaeum, Tom. XI. pag. 663. en Allemand.]

Quandoquidem, ut extingueretur funestum illud Bellum quod inter Ser. & Potentissimum Principem Dominum Carolum Secundum, Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii nuper exortum etiamnum flagrat, non solum totius fere Christiani Orbis suspicia effugaverint, sed præcipuè Serenissima Domina Regina Regens Hispaniæ, ex intuitu antiquæ illius necessitudinis & amicitia, quæ inter Coronas Britannicæ & Hispanicæ semper intercessit, eo operam suam & curam adhibuit, ut dissidis omnibus inter Regnum Magnæ Britannia & Federati Belgii Provincias prorsus sublatis Pax quantocius restitueretur, quumque prædicti Ordines Federati Belgii supra nominatum Serenissimum Dominum Magnæ Britannia Regem, tam per Literas suas quam per nuncia repetita fidere consti finit, ut conditionibus Pacis auream animamque accommodare vellent, atque ut pacifica Negotio facilius feliciusque ad optatum exitum produceretur Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Petro Fernandez de Jovar & Velasco, Marchioni de Fresno, Majestati Sæ Catholicæ à Cubiculis intimis & Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Caroli Secundi Hispaniarum, &c. Regis apud eundem Serenissimum Dominum Magnæ Britannia Regem Legato Extraordinario plenam Potestatem dederint, ut eorum nomine atque ex eorum parte Pacem pro iis cum præfato Serenissimo Domino Magnæ Britannia Rege tractaret & concluderet, toties memoratus Serenissimus Dominus Magnæ Britannia Rex, qui nonnulli firmæ ac duraturæ Pacis causa hoc Bellum primo suscepit, interpositionem suæ prædictæ Serenissimæ Domina Regentis Hispaniarum tanti fecit, ut desideris præmemoratorum Ordinum Generalium in hac parte libenter accedere voluerit, adeoque ad Pacis Tractatum inter Majestatem suam dictosque Ordines Generales ineundum consensuerunt Deputatos Commisarios & Procuratores suos plenam Potestatem munitos nominavit & constituit perquam fidelem & per dilectum Consiliarium suum intimum Honcagium Baronem Finck de Deventry, Magni Angliæ Sigilli Custodem, perquam fideles & per dilectos suos intimos Thomam Vice-Comitem Latimer, summum Angliæ Thesaurarium, Jacobum Ducem de Mountmouth, Equitris Turmæ pro custodia Majestatis Sæ Capitaneum, Jacobum Ducem Ormondia, Hospitii Regis Seneschallum, Henricum Comitem d'Arlington, primariorum Majestatis Sæ Secretariorum unum, & perquam fidelem & præ dilectum Consiliarium suum intimum Henricum Coventry Armigerum, primariorum Secretarium alterum, qui quidem Commisarii ac Deputati cum præfato Domino Marchione de Fresno parem à prædictis Ordinibus Generalibus Federati Belgii Potestatem habente congressi, ac collocti sunt, in hæc demum Pacta, Capitula, atque Tractatus, & subsecquentes Articulus concordibus animis mutuo consenserunt conveniuntque: videlicet,

I. Conclusum & conventum est, quod ab hoc usque die sit firma, sincera & inviolabilis Pax, Unio & Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Dominum Magnæ Britannia Regem; ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii, eorumque respective Subditos tam intra quam extra Europam, omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominis & locis quibuscunque.

II. Et quo vera isthæc Unio inter præfatum Serenissimum Dominum Regem Magnæ Britannia & dictos Dominos Ordines Generales citius effectum suum

K k

kurta-

ANNO
1674.

sortiatur, conventum ab iis & conclusum est, quod immediate post promulgationem hujus Tractatus Pacis omnes actus hostilitatis ab utraque parte statim prohibeantur, neque ullum Diploma, Commissio vel Instructio privatum vel publicè, directè vel indirectè, ab alterutra parte detur vel foveatur aut ullo modo permittatur, ad infestandum, aggrediendum, oppugnandum vel spoliandum alterius res, Dominia vel Subditos, verum è contrario Subditis utriusque Nationis strictè mandetur; ut ubivis locorum pacatè se invicem gerant & amice.

III. Quoniam distantie locorum adeò variæ sunt, ut mandata & directiones respectivè Superiorum ad omnes Subditos suos eodem tempore pervenire nequeant, visum est, pro actibus hostilitatis, aut vi in utramque partem committenda, hosce limites subsequentes statuere, videlicet, quod post expirationem duodecim dierum publicationem hujus Tractatus proximè sequentium nulla committatur hostilitas à termino in Occidentali Plaga Canalis Britannici vulgo *the Soundings* appellato usque ad alterum terminum, qui *Naza* dicitur in Norvegia, neque post finem sex septimanarum à dicto termino *the Soundings* ab Civitate usque *Sungitanum*, usque post finem decem septimanarum in Oceano, Mari Mediterraneo vel alibi inter dictam Civitatem *Sungitanam* & *Aquatorem*, neque post finem octo Mensium in ulla Orbis Regione. Et quicunque actus hostilitatis post expirationem prædictorum terminorum, cujusvis prioris Commissionis, Literarum repressaliæ aut similibus prætextu commissi fuerint, pro illegitimis habebuntur, atque ut publicæ Pacis violatores puniuntur.

IV. Prædicti Ordines Generales Unitarum Provinciarum debite, ex parte sua agnoscentes jus supra memorati Domini Magnæ Britannicæ Regis, ut vexillo suo in Mariibus infra nominandis honos habetur, declarant & declarant, concordant & concordant, quod quæcunque Naves & Navigia ad præfatas Unitas Provincias spectantia, sive Naves Bellicæ, sive aliæ eoque vel singulæ, vel in Classibus junctæ in aliis Mariibus à Promontorio *Frisii Terræ* dicto usque ad medium Punctum *Terræ van Staten* dictæ in Norvegia quibuscumque Navibus aut Navigiis ad Serenissimum Dominum Magnæ Britannicæ Regem spectantibus, obviam dederint, sive illæ Naves singulæ sint vel in numero majori, si Majestatis Britannicæ, sive apulstrum, sive vexillum *Tac* appellatum gerant, prædictæ Unitarum Provinciarum Naves aut Navigia vexillum suum maliveſticæ detrahentes supremum velum demittent, eodem modo parique honoris testimonio, quo ullo unquam tempore aut in alio loco antehac usitatum fuit versus ulla Maj. Britannicæ suæ aut Antecessorum suorum Naves ab ulla Ordinum Generalium suorumque Antecessorum Navibus.

V. Quandoquidem Colonia Surinam & Articuli super ejusdem deditione facti Anno 1667. inter Guilielmum Biam, tunc temporis illius Colonie Præfectum pro Serenissimo Domino Magnæ Britannicæ Rege, & Abrahamum Quirini pro supra dictis Ordinibus Generalibus in eorum executione multas differentiarum ac deceptionum occasiones dederint, multumque contri-buerint malæ intelligentiæ, quæ inter Majestatem S. Britannicam & prædictos Ordines Generales nuper nata est, quo omnes errorum causæ in futurum penitus amoveantur, prædicti Ordines Generales per hæc præfentes concordant, & cum supra nominato Serenissimo Domino Magnæ Britannicæ Rege conveniunt, quod non solum prædicti Articuli plenam sortiuntur executionem absque ulla tergiversatione vel æquivocatione, sed etiam quod M. S. Britannicæ liberum erit unum aliquem aut plures eò deputare, qui conditionem Subditorum suorum ibi mantentium explorent, & cum iis de tempore discessu sui conveniant. Quoque M. S. liberum erit, unam, duas vel tres Naves eo mittere, quæ M. S. Subditos una cum rebus, bonis & servis suis accipiant asportentque, quodque Præfectus, qui tum fuerit pro dictis Ordinibus Generalibus, nullam legem vel feret, vel exequatur, qua emptio & venditio Terræ, debitorum solutio aut bonorum commutatio, ullo alio modo se habeat ratione Anglorum, quam sicut versus omnes alios illius Colonie Incolas usitatum fuit vel erit. Sed quod quædam ita remanserint iisdem Legibus & Privilegiis actiones intendendi pro eo quod ipsis deberet, solvendi id quod debent, pactaque, stipulationes & contractus faciendi fruantur quibus alii Incolæ communiter fruuntur; Et quandoquidem Maj. S. Britannicæ sufficientes & authenticas Literas, ab Ordinibus Generalibus ad illius Colonie, Præfectum posu-

ANNO
1674.

laverit, tam ut dicti Angli inde discedant, quam ut Naves eo (sicut prædictum est) mittendæ admittantur: prædicti Ordines Generales intra certum temporis spatium in eum finem Deputato plenæ & sufficientes Literas atque Instructiones ad Præfectum illius Colonie tradent, tam ut finat dictas Naves libenter appellere, quam in illas intrare Majestatis Subditos, qui illinc velle discedere profitebuntur, cum bonis & servis suis, eò transvehendos, quo Majestas Sua statuerit.

VI. Conclusum & concordatum est, quod quæcunque Terra, Insula, Oppida, Portus, Castella aut Fortalitia ab utraque parte capta sunt, vel erunt ab altera parte ex eo tempore quo nuperum infelix Bellum erupit, sive intra Europam vel alibi & ante expirationem terminorum supra positorum pro cessatione hostilitatis, priori Domino ac Proprietario restituentur in eadem plane conditione, qua fuerint tunc cum Pax ista promulgabitur. Post quod tempus nulla erit expulatio vel direptio Incolarum, nulla Fortalitiorum demolitio nec asportatio Tormentorum, pulveris vel ullius Bellici apparatus, quæ ad ullum Castellum aut Fortalitium pertinebant eo tempore, quo captum erat.

VII. Quod Tractatus Bredæ conclusus anno Domini 1667. sicut etiam omnes alii præcedentes Tractatus per illum Tractatum confirmati, renouentur & maneant in pleno vigore, in quantum præfenti Tractatui nullatenus contradicunt.

VIII. Quod Tractatus Marinus Hagæ Comitibus inter Partes utrasque anno Domini 1668. initus continetur pro spacio novem mensium post hujus Tractatus publicationem, nisi per subsequenter Tractatum aliter provisum fuerit. Interea autem ut consideratio novi super hæc re Tractatus ad eosdem Commissarios referatur, ad quos Commencium per Indias Orientales in Articulo proximè sequenti referetur. Quod si tales Commissarii intra tres menses post primum Congressum suum in novum Tractatum Marinum ex voto non consenserint; tunc res illa quoque ad arbitrium ac dispositionem S. D. Regine Regentis Hispaniæ referetur, eodem plane modo, quo Commerci Orientalis regulatio ad M. S. arbitrium in dicto Articulo proximè sequenti referetur.

IX. Et quod à muræ & non turbata Commerci ac Navigationis libertate non solum opulenta, sed Pax etiam utriusque Nationis summo opere pendet, nihil magis curæ esse debet utrique Parti, quam iusta & æqua Commerci regulatio & præcipuè in Indiis Orientalibus, & tamen quia res est maximi momenti, eo multum temporis requirit, ut firmi ac duraturi Articuli ad satisfactionem & securitatem Subditorum utriusque Partis consiciantur; cum tamen languens & pene intermoriens plerarumque Europæ Regionum conditio, non minus quam duarum Partium in hoc Bello implicatarum ad properam hujus Tractatus conclusionem anhelet; supra memoratus Ser. D. Magnæ Britannicæ Rex votis & desiderii prædictorum Ordinum Generalium accedere dignatus, ob easdem consideraciones in æqualem numerum Commissariorum ab utraque parte nominandorum consensit cum iisdem Ordinibus Generalibus, ut illi, quos ipsi nominaverint Londinum mittantur, ad tractandum cum illis quos Majestas Sua Britannica pariter à parte sua deputaverit, idque inter spatium trium mensium post hujus Tractatus publicationem: Numerus item Commissariorum utraque nominandorum sex erit personarum. Sin autem post tres menses, postquam congressi fuerint, eorum conatus non tam feliciter successerint, ut Tractatus inde concludatur, ceptæ inter eos controversiæ ad arbitrium Ser. D. Regine Regentis Hispaniæ referentur; quæ undecim Commissarios nominabit & quodcumque major eorum pars determinaverit indifferenter, id utramque Partem obligabit, proviso semper, quod iudicium suum declarent intra spatium sex mensium, à die quo primum congregentur, quod etiam intra spatium erit trium mensium postquam Ser. D. Regina Regens Hispaniæ prædictum arbitrium in se suscepit.

X. Quod cum præfata Ser. D. Regina Regens Hispaniæ esse curaverit, prædictos Ordines Generales postquam Pax concludatur, M. S. Britannicæ summam octo centenorum millium Pataconum modo sequenti solvere, videlicet quartam ejusdem partem quam primum Ratificationes hujus Tractatus muro extradentur, reliquum autem tribus annis sequentibus proximè per æquas portiones.

XI. Quod alteremuratur Ser. D. Magnæ Britannicæ Rex & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in præfenti Tractatu contenta & stabilita sincere & bona

DU DROIT DES GEN'S.

257

ANNO
1674.

übernehmender macht genüßig: wurden / solche wollen sie auch denselben gestatten.

Ingleichen wollen für das Niedereiche Ihre Churf. Durchl. zu aufsehung richtiger Waagzinen / erhandlung und freyer zu- und durchfuhr des Proviantes und anderer nöthwendigkeiten / welche zu unterhaltung und subsistenz vorgemeldter Armeen von Ihrer Kayf. Majest. und dero Confoederirten im Reich und dessen Grenzten dienlich / so viel an Ihren / und deren Unterthanen seyn wech / allen möglichsten Vortheil und Beförderung und die pure bequamlit erweisen / jedoch sollte alles unterschlaß beschützt und zu solchem ende die Dis-cretio von der Generalität eigenhändig unterschreiben und gegesigelt / darn die quantität des zu beuf ob höchstgedachter Ihre Kayf. Majest. und dero Confoederirten im Reich Armeen zu und vordrey fährbaren specifircet / selbige bey anfuhrung / anfuhr- und Einfuhrung der Schiffe und ihren an den Best-änden zu Wasser und Land aufzuweisen / und herunter dasjenige / so Christen und Juden / welche ihr gewerb darmit treiben / zu oder vordrey fährbar / nicht verhandeln / sondern der gemeinliche Zeit davon jedesmalig gebührend entrichtet werden: nicht weniger sollten zu defensiv- und beschützungs Ihrer Kayf. Majest. gesandten Erb- Königlich- Präsesen / und Landen / und zumahlen der D. und B. Eiferer-Christen Landen / wie gedacht / treulich mit-agen helfen / zu be- und einnehmung ein- und andern von dem Feind habenden der Orths und andern etwa künftigen Kriegs- operationen in der nachbarschaft mit herbeiführung der größten fluchten (welche stund und zugehörigen Ihrer Churfürstl. Durchl. nach geendigter Operation von der Generalität wiederum in dero Bestimmung geliefert werden sollten) und sonsten so viel als ohne gefahr und einbüßung dero Bestungen geschehen kan / Ihrer Kayf. Majest. allen ersprießlichen bestand lassen / wie solches der Dritte Artikel mit sich bringt.

Da hingegen Genüßigkheitens wider der Fron-Franckreich / nach ihren mit-Alliirten einen Paß und Kaput vor dero Volk / Viere- Munition / Schiff und andere notdurfft zu Wasser oder Land zu schaden und abbruch der Kayf. und dero Confoederirten Waagzinen / auch des Römischen Reichs und dessen Schanden wider das Instrumentum Pacis nicht gestatten / sondern selbige nach vermögen abtöhen / verwahren und versorgen / darzu Ihre Kayf. Majest. auch alle nöthige assistentz versprechen;

Diese Bündnis solle durch zehn Jahr dauern / auch nach dem inn-liche erlangten Frieden / nach ausgang derselben aber je dem theil bewahren / solche entweder wiederum zu verneuen / oder gänzlich aufzuheben / es auch denen andern mit-Confoederirten von Ihrer Kayf. Majest. wie auch Ihrer Churf. Durchl. zu Pfalz- Freunden und Agnaten frey stehen sollen: diese Bündnis mit beiderseits einwilligung mit einzutreten. Da aber wider der verhoffen dieser mit-Franckreich und dero mit-Confoederirten obhabende Krieg wiederum erneuert / oder Ihre Kayf. Majest. oder Ihre Churfürstl. Durchl. wegen dieses untereinander geschlossenen Tractats / oder sonstigen von gemelter Fron-Franckreich / und dero mithaltenden angegriffen oder überfallen / oder auf einige weis und wech benantet werden sollten / auf solchen Fall soll dieser Tractat ohne einige weitere Formal-erneuerung derselben in allen und jeden Punkten wiederum haßten und beide theil gegen einander verbunden seyn.

In dessen allen mehrten Vortheil und beständige Besch-haltung haben alle und höchstgedachte Ihre Kayf. Majest. und Churf. Durchl. hienzu bevolmachtet diesen Tractat eigenhändig unterschreiben und mit ihren Persönlichkeiten bekräftiget und die hierüber verfertigte exemplaria gegen einander ausgewechselt / auch respective versprochen / ihrer alle und gnädigster Herren Principalen Ratificationes innerhalb 5. Wochen und auch ehender a dato dieses einbringen. So geschehen zu Wienn den 4. tag April Anno 1674.

Formula Juramenti

Für die Kayserl. an Chur-Pfals überlassende Soldatesca.

Wir der Rom. Kayf. Majest. Unserm allermächtigsten Herrn mit Apo und Pflicht zugewandte Kriegs-leuth und Soldaten so wohnen hienit ins gesamt / und jeder insonderheit einen Corporal den Apo / mit allem allerhöchstdenckte Ihre Kayserl. Majest. sondern auch Ihre Churfürstl. Durchl. zu Pfalz / so lang wie samst oder vordrey in dero Churfürstl. Pfälzen bottenmäßigst und landen / wie auch wo Ihre Churfürstl. Durchl. sonsten Völkern haben oder hinzu legen beugt / zu feind und defension derselben commandirt seyn / und darinnen verbleiben werden / alle Treue / gehorsam und respect zu erzeigen und zuerweisen / allerhöchstdenckte Kayf. Majest. wie auch Ihre Churf. Durchl. Kriegs-Dienste bey allen vorfallenden occasionen zu Wasser und Land treulich zu leisten / darbey dero fromen und nutz zu beförtern / und schaden und nachtheil aber nach eifertigen Uns-fern träften zu hindern / Unsre Standarden und Fahnen niemals zu verlassen / sondern wegs in handhabung deren / dieselbe bis auf den letzten Muth Tropfen zu verteidigen und zu beschützen / auch allem denjenigen was der Kayserl. Articul-Discretio mit sich bringt / gebührend nachzukommen / daß wir dieses alles staif / vest / und unverbrüchlich halten sollen und

wollen / solches beteuern wie mit aufgehobenem finger. So wahr Uns Gott heiff und das Heilige Evangelium.

ANNO
1674.

Ad Articulum V.

Quittungs-Formul.

Wir Carl Ludwig von Gottes Gnaden Pfalz-Gräff bey Rhein (rit.) Rhetoren und bezeugen hienit / das Wir von der Rom. Kayf. Majest. Unserm allermächtigsten Herrn in abschlag der an Unsrer bey höchstgedachte Ihre Kayf. Majest. habenden von dem Bestpholischen Friedens-Paß und dem Hiltzenberg. Executions-Recess herrührenden und auf die verhoffte Romer-Monath zum theil angewiesenen bekanten anforderungen 50000. Reichshalers von dem Kayf. General Feld-Marschallen Duca di Bourneville aus dero bey ihme habenden Feld-Kriegs-cassa par und ohne abgang in des Heil. Römisch. Reichs-Erbs. Francfurt am Mayn zu Unsren sichern handen empfangen haben. Solches bezeugt Unsre eigene Hand Unsrer schrift und Churfürstl. Insegl. Geben zu. Anno 1674.

Formul der Ordre.

An den Kayserl. Feld-Marschall.

Ihrer Feld-Marschall. Wann über Mein voriges vom 15. Januarii an euch abganges bes (rit.) Pfalz-Gräffens / meines lieben Oheim und Churfürstens lieben eine Anzahl bis auf 2000. zu Fuß und 500. zu Ross meiner Kayf. Volcker begehren wurden / welche sie mehr oder weniger in Ihre Pfälze / bottenmäßigst und landen / wie auch andere der h / wo sie konnten Volcker zubaden / oder hinzu legen beugt sein / anlegen wollten / und darbey verlangen sollten / daß sie neben dem Apo mit welchen sie mit ungerathen sein / und verbleiben / aß Ihre lieben so lang sie obgedachte maffen in ihrer Dertern und landen sitzen werden / die Kriegs-Pflicht ablegen sollten / so könnte ihr solche Volcker erfolgen und dieselbe ihrer lieben ansehnlich erwüns-ten laßen nach belegenden Formular. Und ist so geschehen zu Wienn wie abgandt den 4. April 1674.

R. E. Montecenci. (L.S.)

J. P. Hoher Preyherr. (L.S.)

Johann Friedrich Seiler. (L.S.)

Articuli Secreti.

It wissen: Nachdem sich Ihre Kayserl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. zu Pfalz / unsere respective, Allermächtigste und Gnädigste Herren / durch uns zu End unterzeichnete / beiderseits Genüßigkheiten unter einander daten, eines Haupt-Fordeis verordnet / darbey zu Gemüth gezogen was es für eine Bestpholischen mit der Bestung Philippburg habe / und wie Franckreich sich derselben wider das ausdientliche Instrumentum Pacis, bisherig mißgebraucht / und aus selbiger Bestung das Römische Reich / und zumahlen die allra benachbarte Churfürsten und Stände desselben bis dero sehr beunruhiget / und in große schaden und Unkosten gesetzt. Als hat man sich zu jeßiger und künftiger beständiger Abwendung derselben / auch mehrere Sicherheit und nöthiger Garandierung des verhofften lieben Friedens mit einander absonderlich verbunden und sich nachfolgender geheimter Articulorum allerdings verglichen.

Primo, in fall sich die Kayf. und dero Confoederirten Kriegs-Aktionen in gegenwärtigen Kriege / etwa über Funck oder lang dahin anschicken / und es die raison de Guerre zulassen würde / daß selbige Bestung Philippburg entwerd durch sich / oder Kriegs-Gewalt in deren Gewalt gebracht werden könnte / daß solches nicht unterlassen / sondern umgestandt vorgetheilt / und zu dem Ende sowohl von Ihrer Kayf. Majest. als Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Pfalz stücken / unabweiblich daß in dem Haupt-Tractat begrieffen / zu dieser Handlung die Hand würdlich angesetzt / und diese Deläger / und Eroberung möglichst befördert / Ratification dieses / von Ihrer Churfürstl. Durchl. der Fron-Franckreich / und ihren mit-Alliirten kein Paß mehr nach Philippburg versattet / sondern nach vermögen abgetheilt / und versagt / darzu auch von Ihrer Kayf. Majest. alle nöthige Assistentz geliefert werden solle.

Secundo, wann durch des Allmächtigen Bestand bestete Bestung in Ihrer Kayf. Majest. oder dero Confoederirten Hände kommen sollte / daß selbige alsdann / als eine dem Rhein-Ströhm und gesamten Römischen Reich höchstgefährliche Brühl / nicht aufrecht gelassen / sondern rasirt / und in allen End gesetzt / wie auch / dastem es vor solcher Eroberung zu Franden Tractaten kommen sollte / daß dabey selbige rasirung zur mehrten

Kk 3

Reichs.

ANNO
1674.

dine occupatis jam introductum, & præsertim in Dominio Lingens, Imperio de Jure subiecto, uti & uni versis Provinciis Federatis, meliori, quâ fieri potest, ratione firmetur, & stabilatur; Quod quoque Cæsarea Majestas omni studio conata sit, firmatâ Pace sepe dictos uniti Belgii Ordines disponere, ut Juri Superioritatis in Dominium Borekelo præsentio amicabiliter renuncient, illudque ad Imperium, & Dilectum Monasteriensem, cui de jure competit, revertatur, nec minus, ut bona Ordini Militari Sancti Joannis Hierosolymitani propria, in Provinciis Federatis sita, & ab iis occupata eidem Ordini restituantur, aut eo nomine satisfiat. In cujus rei fidem Recessus hic, cujus Ratificatio intra proximas sex septimanas hinc inde procurabitur, in duplicato expeditus, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm Deputatis Monasteriensibus subscriptus est. Sic actum Coloniz Agrippinzæ 22. Aprilis 1674.

(L.S.) FRID. B. A SCHMISING.

(L.S.) WERNERUS ZUR MÜHL.

Cumque simul etiam conveniret, ut ejusdem initii, & conclusi Recessus Rathabito à nobis, & præfati Monasteriensis Episcopi, & Principis devotione intra proximas sex septimanas à die subscriptionis sequi, & utrique commutari debeat; Nos huic Conventioni satisficientes, eundem præfatum Recessum, per omnia & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, quemadmodum hæcce approbamus, confirmamus, & ratum habemus: promittentes insuper, nos omnia, & singula in præfato Recessu contenta, quantum quidem nos concernit, divina adspirante gratia, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Datum in Arce nostra Laxemburgi 20. Maii 1674. Regnorum nostrorum, &c.

LEOPOLDUS,

JOANN PAUL HOCHER L. B.

*Ad Mandatum Sacra Cæsarea
Majestatis proprium.*

CHRISTOPHORUS DE ABELE.

CCXXII.

22. Avril. *Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & CHRISTOPHE BERNARD Duc de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril 1674.* [Recueil des Traitez entre les États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & divers Rois, Princes &c. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 685. en Allemand; dans *LONDORPII Acta publica*, Tom. X. pag. 674. en Allemand; & dans LUNIG, *Teutisches Reichs-Archiv*. Part. Special. Cont. II. Abtheil. III. Abtatz XV. pag. 221.]

*In nomine Domini ac Sacro Sanctæ &
Individue Trinitatis.*

Notum sit cunctis, postea quam Bellum inter Christianissimum Galliarum Regem ejusque Confederatos ex una; & Christianissimos & Præpotentes Federati Belgii Ordines, eorumque Confederatos ex altera partibus nuper exortum, eo usque excrevit, ut Sacram Cæsaream Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et altissime memorata Sac. Cæs. Maj. per Ministros suos Reverend. & Celsissim. Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, qui, uti Christianissimæ Regiæ Majest. Confederatus, dicto Bello contra Unitam Belgium accesserat, adhor-

tari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro communi totius Imperii & Republicæ bono, Pacem cum aitememoratis Dominis Ordinibus iniret: Cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum daret, & in devotissimum respectum Sac. Cæs. Maj. à Fœdere cum aitememorato Rege Christianissimo antehac inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso Fœdere reservati, discedere eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium Recessibus, pro Guarantia oppressis Imperii Statibus juxta ejusdem Constitutiones præstanda, per omnia stare & se conformare, eumque in finem cum quota debita concurrere; prout etiam cum dictis Dominis Ordinibus Federati Belgii, ad bonum publicum promovendum, Pacem inire paratus.

Quod hinc ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Francisci, Liberi Baronis de Lijola, Sac. Cæs. Maj. Consilarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consilarii Cameralis, ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiaros & ad hoc Deputatos: Ex parte aitememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimos & Excellentissimos Dom. Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Unit Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem; & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoogerkerke & Senatorem Groninganium, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Ex parte vero prænominati Domini Episcopi, Reverendissimum, Perillustrem & Generosum, nec non Nobilem & Clarissimum Dominum Friedericum, Baronem à Schmising, Ordinis S. Joannis Hierosolymitani Equitem & Commendatorem in Francione & Wernerum zur Mühlen, Jurium Doctorem, Celsitudinis sue Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarios, in sequentes Pacis Leges tandem conventum sit.

I. Pax sit constans & perpetua inter antedictos Dominos Ordines Unit Belgii, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, eaque se colatur & servetur sereno, ut mutatis sibi invicem commodis studeant, & omnia Humanitatis bonæque vicinæ officia præstent, neque posterum una Pars contra alterius Subditos Arresta & Repressalias decernat, nec executiones rerum judicatarum impedit.

II. Sit utrumque perpetua oblivio omnium eorum, quæ post Pacem Clivensem, & ab initio hujus Belli usque huc, quocunque modo aut loco, ultro citroque hostiliter facta sunt, ita, ut nec illorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu, ullus posthac quicquam hostilitatis, inimicitie, molestie vel impedimenti, tam quoad personas, quam bona, per se, vel per alios, clam aut palam, directe vel indirecte, specie Juris aut via facti uspiam inferat vel inferri faciat aut patiat, sed omnes & singulæ hinc inde, tam ante quam in Bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetua sit oblivione sepultum.

Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quod ab hac amnestia erunt excipiendi ii omnes, qui prodicionis, aut læsæ Majestatis rei, arguerent, ita tamen, ut illis via Juris utrumque aperta, & uxoris liberisque & Hæredibus bona salva maneat, juxta tenorem Articuli secundi Tractatus Clivenis.

III. Posito hoc universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Dominus Episcopus statim & illico post Ratificationem Dominis Unit Belgii Ordinibus omnia ea loca, ubicunque sita, nullo prorsus reservato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex lisdem in ipsius potestate tempore hujus conclusionis inventiuntur, & quidem omnia in eo statu, quo nunc reperiuntur, & curabit, ne quidquam in iis deterius, quam nunc est, reddatur, nominatim Oppida, Arces & Castellæ de Lingen, Lichtenfort & Borekelo, &c. salvæ tamen per omnia Juribus & Constitutionibus Imperii Pacisque Westphaliæ, ne quid per hæc restitutiones iis derogetur, aut in eorum præjudicium innovetur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vassallis & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis, omnia & singula eorum Territoria, Donzola, Jurisdictiones, agros & bona Immobilia ubicunque sita, quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit & nominatim evacuat Militæ suo Castellum,

ANNO
1674.

ANNO
1674

CORPS DIPLOMATIQUE

260

iam, Oppidum & Dominium de Weerth, & Domino Georgio Frederico, Comiti de Waldeck restituet, reservatis tamen per expressum omnibus tam dicto Domino Episcopo ejusque Successoribus & Ecclesiam, quam Domino Comiti competentibus Juribus, prætentionibus & actionibus coram competente Judice decidendis; prout & curabunt Domini Ordines, ut vice versa Vassallis & Subditis Monasteriensibus omnia eorundem durante hoc Bello occupata bona immobilia ubicunque sita restituantur. Captivi quoque hinc inde cujus conditionis, status aut professionis sint, libere demittentur & relaxabuntur.

V. Maneat Tractatus Clivenfis 18. Aprilis sileo novo Anno 1666. conclusus, in plena vi & vigore in quantum praesenti Tractatui nullatenus contradicit.

VI. Comprehendatur hac Pace & Amnestia Domus & Familia Comitum de Bentheim, ejusque Ministri, Vassalli & Subditi; & quæ ipsi, durante hoc Bello, ablata fuerunt, utrimque restituantur: Gaudearque dictus Dominus Comes absque ullo impedimento, uti reliqui Imperii Status suis Juribus & Regalibus & sub Cæs. Maj. & Imperii protectione tranquille relinquantur: Et post horum Tractatum ratihabitionem, allaborabunt Pars utraque coram Cæs. S. Maj. quo Pax, securitas & amor, præcipue conjugalis in ea Familia restituantur & stabiliantur, Jurisdictione tamen Cæsarea semper salva & reservata.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem Sac. Cæs. Maj. ac Serenissimus Hispaniarum Rex debite requirentur, ut Garantiam hujus Tractatus solemni & meliori forma præstare velint.

VIII. Hujus Tractatus Ratihabitiones ex utraque parte paciscentium extradentur ad manus Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Maj. & commutabuntur intra quindecim dies à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius si fieri possit: Actus tamen hostilitatis cessabunt quam primum Ratihabitione Celsissimi D. Episcopi Monasteriensis Coloniam advenierit & ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareorum fuerit consignata.

In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta, desuper confecta, tam à Dominis Legatis Cæsareis quam ab utriusque Partis Plenipotentariis & Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniae Agrippinae die vigesima secunda Aprilis Anno 1674.

Signatum erat,

(L.S.) H. VAN BEVERNINGK.

(L.S.) SCHMISINGH.

(L.S.) J. ISBRANTS.

(L.S.) W. ZUR MUHLEN.

In supradictorum omnium fidem, infra scripti Domini Mediatores hoc Instrumentum sub signatione sua & Sigillis communicaverunt loco & die, ut supra.

(L.S.) F. DE LISOLA.

(L.S.) JOHAN FISCHER.

ARTICULUS SECRETUS.

Cum Domini Legati & Plenipotentarii Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii declarant, se à dictis Dominis suis Principalibus expresse instructos esse, ut cum Domino Episcopo & Principe Monasteriensis Pacem non concludant, nisi Domus seu Castrum Darvelt, in Diocesi Monasteriensis situm, Domino Comiti de Flodorf restituantur, & contra vero Domini Plenipotentarii & Deputati Monasterienses constanter sustineant casum hunc esse privatarum partium & meræ justitiæ, nec cum Tractatu Pacis quicquam habere commune, adeoque à Domino suo Principali se desuper non esse instructos, nec instrui potuisse: Inconsilium autem visum fuerit conclusionem Pacis, hanc solum ob causam cum boni publici non exiguo detrimento, diutius differri: Hinc placuit, ut Tractatus Pacis hinc inde subscriberetur, & dictus casus restitutionis Castrum de Darvelt ad ejusdem ratificationem & executionem remitteretur: Offerendo se Domini Legati Plenipotentarii Sac. Cæs. Maj. interim utramque partem paciscentem disponere, ut questio hæc tempore dictæ executionis æquo & congruo medio compo-

natur. Sic actum Coloniae Agrippinae die vigesima secunda Aprilis Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi quarti.

ANNO
1674.

Signatum erat,

(L.S.) H. BEVERNINGK.

(L.S.) W. D. SCHMISINGH.

(L.S.) J. ISBRANTS.

(L.S.) W. ZUR MUHLEN.

In supradictorum omnium fidem infra scripti Domini mediatores hoc Instrumentum sub signatione sua & Sigillis communicaverunt, loco & die, quo supra.

(L.S.) F. DE LISOLA.

(L.S.) JOHANNES FISCHER.

*Ratificatio Aitememoratum Dominorum
Ordinum Generalium.*

Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum, Notum testatunq; facimus, universis & singulis, quorum scire interest: Quod cum ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Dominorum Francisci liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consiliiarii Aulici, & Joannis Fiffcher, Anterioris Austriae Consiliiarii Cameralis, ad generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter Plenipotentarios ex parte nostra Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Unit Belgii Consiliiarium & Quaesorem Generalem, Joannem Isbrants, Toparcham in Hoochkerke, & Senatorem Groninganam in Consessu nostro Deputatos & inter Plenipotentarios ex parte Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis per Illustrum & generosum nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum Baronem à Schmising, Ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani Equitem, & Commendatorem in Fracfort, & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem Celsitudinis suæ Consiliiarios intimos & respective Vice-Cancellarium Deputatos ad hoc sufficienti utrimque Mandato instructos, Coloniae Agrippinae die 22. Aprilis Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi quarti, in sequentes Pacis leges convenit sit.

Inseratur Tractatus.

Cumque simul etiam conveniret ut ejusdem initæ & conclusæ Pacis Ratihabitiones ex utraque parte Paciscentium extradantur ad manus prætorum Dominorum, Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Majestatis, & intra quindecim dies à die subscriptionis vel citius, si fieri possit, commutentur. Nos huic Conventioni satisficientes eandem Pacem initam & conclusam per omnia & singula approbavimus, & confirmavimus & ratihabimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus; promittentes insuper nos omnia & singula in præfata Pace contenta, bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, has majoris Sigilli nostri appenditione muniri, & per Consessum nostrum Præsidentem signari curavimus, ut & per Primarium Graphiarum nostrum subscrberi jussimus. Actum in Consessu nostro die quarto mensis Maji Anni 1674. SCATO GOCKINGA, vt. Ad mandatum aitememoratum Dominorum Ordinum Generalium. H. FAGEL.

Ratificatio Domini Episcopi Monasteriensis.

Nos CHRISTOPHORUS BERNARDUS, Dei gratia Episcopus Monasteriensis, Administrator Corbeiensis, Burg-Gravium in Stromberg, Sacri Romani Imperii, Princeps & Dominus in Borkelo, constare volumus, posteaquam ad interpositionem Sacre Cæs. Majestatis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum inter Nostros, & Celsorum ac

Præ-

ANNO 1674. Præpotentium Ordinum Fœderati Belgii Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos sequens Pacis Instrumentum erectum est.

Inferatur Tractatus.

Quod nos habita desuper matura deliberatione, omnia & singula, quæ in eo continentur, rata habemus uti & ea acceptamus, approbamus, & ratificamus per præsentem Tabulas, sub manu Sigilloque nostro datas in Urbe nostra Monasteriensis, diæ vigesima quinta Aprilis Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(L.S.)

CHRISTOPHORUS BERNARDUS.

Sacrae Caesaræ Majestatis LEOPOLDI I. Ratificatio Pacis inter Illustrissimum Principem CHRISTOPHORUM BERNARDUM Episcopum Monasteriensem ab una; & Præpotentes Ordines Generales Fœderati Belgii ab altera parte, Colonia Agrippinae diæ 22. Aprilis 1674. conclusa. Data in Arce Caesaræ Laxenburgi 20. Maii 1674. [Tiré de la Registrature d'État de la Chancellerie de Cour de Sa Majesté Impériale.]

Nos LEOPOLDUS, &c. Notam testatumque facimus universis & singulis, quorum seire inter est, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cum inter Venerabilem Principem devotum nobis Dilectum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem ex una & Charissimos amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex altera partibus, Colonia Agrippina 22. Aprilis hujus currentis anni 1674. ad interpositionem nostrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentiis Legatorum, Generosius, Fidelium nobis Dilectorum Francisci Liberi Baronis de Lifola, Consilarii nostri Cameralis Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austria Consilarii Cameralis, per prædictarum ambarum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis Conditionibus in sequentem modum inita & conclusa sit.

Fiat Infertio.

Cumque simul a nobis per ambas Partes petiti fuerit, ut præfente Pacificationis Instrumentum a dictis Plenipotentiis Legatis nostris, cum Mediatoribus subscriptum & sigillatum, a nobis quoque ratificaretur ac corroboraretur. Idecirco nos eandem præscriptam Pacificationem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratam habuimus; quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus: Promittentes insuper, nos sedulo curaturos & allaboraturos, ut omnia & singula in præfata Pacificatione contenta bona fide præstentur & adimpleantur, & nec a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cuius rei fidem hæc manu nostra subscripta, sigilli nostri Caesaræ appensione muniri iussimus. Datum in Arce nostra Laxenburgi 20. Maii Anno 1674.

CXXIII.

¹⁴ Avril. Neben-Recess zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold und beiden Herren Herzogen Georg Wilhelm und Rudolph August zu Braunschweig und Lüneburg; worinnen neben dem was im Haupt-Recess sub eodem dato geschlossen worden; die Herrn Herzogen ihre Bänder bis auf 8000 zu Fuß 4000. Pferde und 1000. Dragonen; wieder die gemeine Feinde zu verstärken und agiren zu lassen / doch unter gewissen Bedingungen; versprechen. Braunschweig den 2. April 1674. [Tiré de la Registrature d'État Tom. VII. PART. I.]

de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

ANNO

1674.

C'est-à-dire,

Recess particulier entre LEOPOLD Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswick-Lunebourg GEORGE GUILLAUME, & RODOLPHE AUGUSTE, par lequel outre ce qui a été conclu par le Reccs principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux, & 1000. Dragons, & à les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunswick le 2. Avril 1674.

Zu wissen! als die Röm. Kayf. auch zu Hungarn und Boheumb Königl. Majest. Herrn Georg Wilhelms und Herrn Rudolph Augusten Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. vermittels verschiedener hochansehnlicher Abschlüssen zuerkannt gegeben / was massen sie bey denen in dem heyl. Römisch Reich erneuerten modus die Mayssen zuersehen / und dasselbst necessitiret / doch keine andere intention / alsreuten / und das Reich und dessen Stände von aller oppression zu befreien / und ihren Kayserl. Respect / auch der Stände Freyheit / so dann gute harmonie und Frieden im Reich zu erhalten / mit dem es suchen / das hochgedachter beider Herrn Herzogen Durchl. Durchl. solche Ihre Kayf. Majest. gemein-nützige intention zu befördern / und zu dem Ende nicht allein das alhier zu Braunschweig den 22. Septemb. 1672. ausgerichtetes Fœdus zu extendiren / sondern auch unverlangt mit ihren Völkern / wider diejenige / welche Ihre Kayf. Majest. die Cron Spanien / und die Herrn General Staaten / wider den Hinderniss- und Willkürlichen / Nach- und Gleiches Frieden also befragen / oder noch befragen wurden / conjungiren möchten / darauß auch ein gewisser Reccs unter heutigem dato zwischen Ihro Kayf. Majest. und hochseland. Herrn Herzogen Durchl. Durchl. herumben denomint und zu dieser Handlung bevollmächtigten Ministri geschlossen / an welchem der gemeinen sache vorrätlich erachtet worden / denselben in einem neben-Tractat, welcher in höchster geheim zu halten / zuerleiten / so ist volgendes durch obgedachte bevollmächtigte ferner abgeordnet und verglichen worden wie folgt.

Erstlich / weil hochgedachter Herrn Herzogen Durchl. Durchl. verschiedener erheblichen Ursachen halber / ihre auf den Reinen habende Mühs unverstärken nöthig halten / und hierzu gewisse Geld-Subsidien zuverfügen sich befügt achten / das demnach Ihre Kayf. Majest. so wohl bey der Cron Spanien als denen General Staaten alle mögliche und fleissige Officia interponiren wollen / damit von jetzt bemelter Cron und denen General Staaten beider Herrn Herzogen Durchl. Durchl. vermittelst eines ehesten vergleichs / gewisse subsidien erfolgen mögen / in entschuldigung dessen der Herren Herzogen Durchl. weiter nicht als an oberwähntes alhier zu Braunschweig den 22. Sept. 1672. ausgerichtetes Fœdus verbunden / und hingegen an diesen Secret- und Haupt-Recess keines wegs gehalten / sondern selbiger auf solchen fall traufflos bleiben solle.

Dann aber inweyten man verführer Subsidien halber zu dem intendirten Schluß gelangt und mit zahlung sehrermechter Subsidien ein solches anfang gemacht / gleich mit hochgedachter Kön. Maj. in Spanien und denen Herren General Staaten man sich verglichen haben müßte / als dann wollen höchstermelter beider Herren Herzogen D. D. mit einer Armee von acht tausend zu Fuß / vier tausend zu Pferd und tausend Dragonern sammt coovenablen Artiglerie wieder die gemeine Feinde agiren lassen an Orth und Enden / wo Ihre Kayserl. Majest. Ihre Königl. Majest. zu Spanien / die General Staaten / und der Herren Herzogen Durchl. Durchl. für gut finden werden / massen dann bey künftiger Kriegs- Expedition, zumahlen alsdann wann die Armee der Hohen Allirten conjungirt / alle Haupt-Operationes an derß indy / dan noch den mehrern Stimmen ob-aller- und höchsten Allirten dirigirt / und zur Execution gebracht werden sollen / dergestalt das Ihre Kayf. Majest. eine / Ihre Königl. Majest. in Spanien eine / die Herrn General Staaten eine / der beiden Herrn Herzogen Durchl. Durchl. aber insgesamt eine Stimme zuführen haben.

Solte auch Drittens hiernächst befinden werden / das man oberwähntes Corpus und den verlangten Frieden zu befördern / zu verstärken hefte / so soll darüber ferners Handlung angeschlossen / die proportion nach dem mit der Cron Spanien und denen General Staaten ratione Subsidien am vorhin geschlossen vers gleich genohmen / und darauß auch eine solche Hülff weitlich geleistet werden.

Wesern dann Viertens der beiden Herren Herzogen Durchl. Durchl. Lande seit veränderung des Reichs von jemanden / werde auch fere / und unter was pretext solches geschehen möge / atzquirt oder überzogen werden solten / wollen Ihre Kayf. Majest. L 1

ANNO
1674.

Majest. befehlen selbst mit einer solchen macht/ als die ersehender noch nach/ wird begehrt/ und zulänglich geachtet werden können/ mit darzu befähigter Artillerie/ auf beschöner reguilation/ unter- weils zu Hülff kommen/ und mit allem Vigore wieder die an- zuvanten setzen lassen/ gehalten dar der beiden Herrn Herzogen Durchl. Durchl. in den fall/ daß Ihre Kayf. Majest. in dero Landen femlich angegriffen würden/ jetzt allerhöchste gemelte Kayf. Majest. mit obbenannten Corpo/ und wie dasselbe nach anweis des vorgehenden dritten Articals verhärtet werden mochte/ zu assistiren gleichfalls verbunden seyn sollen.

Solte auch Feindens/ zeit während dieser Bündnus sich jemand unternehmen/ die Stadt Breheim aus ihren jetzigen Stände gewaltthätiger weise zusehen/ nachdem dan nicht allein der Herren Herzogen Durchl. Durchl. Lande/ sondern auch der ganze Nieder-Sächsishe/ wie mit weniger Weisheitliche Graß in noch größere Unsicherheit und gefahr hierdurch gestühret werden derselben/ so wollen Ihre Kayf. Majest. mit und nebens Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark- Norwegen/ und beider Herren Herzogen Durchl. Durchl. alle Ketungs-Mittel ergreifen/ damit diese Stadt in dem quo gelassen/ und ihre Via facti nichts wichtiger zugemuthet werde.

Daherne Schicksal/ sich bey folgender Kriegs- Expedition begeben solte/ daß von der Herrn Herzogen Durchl. Durchl. ein oder mehr Plätze dem Feinde abgenommen wurden/ so soll es wahrer damit gehalten werden/ gleich man sich detsfalls in dem obange- zogenen Braunschweigisch. Feedere im 17. Articul verglichen/ jedoch ist dabey bedungen worden/ was die zu dem Rom. Kayf. gehörige Dörffer und die darinnen begreiffenen Religionen und Geistlichkeit anbelangt/ daß dasjenige/ was bis Dits in dem West- phälischen Frieden begreiffen gehalten und alles was aus räumum Religionis in gegenwertigen Standt gelassen werden soll. Zu die- me Ende auch keine veränderung oder vermindrung weder in den- selben/ noch an der Religion verstatet/ sondern selbige bey dem Romischen Reich und der in selbigen Örthen obhandene nicht allein Catholischen sondern auch andere Religionen/ wie sich dieselbe ansehe befinden/ erhalten/ wie auch die Jura Elec- tionis/ so dem Thum und andern Capitul zuständig/ heiges wegs turbiert/ sondern sie darbey richtig gelassen/ und ge- schützet werden sollen.

Dann und Erhebendens/ daß bey Aufse/ und stabilirung der Quartier/ und Contributionen in dero Landen/ welche in diesem Nieber-Sächsischen und Westphälischen Graß gehalten der Herren Herzogen Durchl. Durchl. einziger vorzug in so weit geordnet werde/ daß denselben viel mehr in jetzt bestanden Landen/ als anderer Örthen erwehnte Quartier und Contributiones nach pro- portion angewiesen/ oder da sie selbige schon überkommen/ dabey richtig gelassen werden.

Adrens wollen Ihre Kayserl. Majest. nicht weniger als Ihre Durchl. Durchl. bey ihro Königl. Majest. in Dänemark/ auch beider Herren Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg alle dienliche Officia noch ferner anwenden lassen/ damit dieselbe in diese Parthey völlig trennen/ und dabey beständig verharren mö- gen/ als dann auch der beiden Herren Herzogen Durchl. Durchl. sich bemühen wollen/ Herren Ernst Augusti Bischoffens zu Os- nabrück und Herrn Johann Friedrichs beider Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. zu disponiren/ damit dieselbe dieser gemeinen Sache sich annehmen und ihre Kräf- ten mit der hohen Allirten zusamen setzen.

Woson aber dieselbe dazu nicht zubewegen/ sondern sie lieber still seyn und erwarten wollen/ was etwo bey währenden Nach- sage in puncto securitatis/ oder sonst in diesen Nieder-Säch- sischen und Westphälischen Graßen geschlossen werden möchte/ so wollen gleichwohl Ihre Kayf. Majest. nicht verharren/ daß jetzt hochschickender beider Herren Herzogen Land und selbste mit durch- zügen/ Einquartierungen und Contribution ohn durch ihre Miliz/ jedoch so lang auch sie wieder Ihre Kayf. Majest. und dero hohe Allirte nichts Feindliches vornehmen würden/ beschwehret wer- den sollen.

Ob dann schon Meintens in dem unter heiligen dato aufge- richteten Haupt- Reces enthalten/ daß diese Bündnus drei drey Jahre währen soll/ so soll doch solches anders nicht verstanden werden/ dann in dem fall/ da der Frieden noch vor ablauf solcher zeit mit der faunentlichen hohen Bundes-Verwandten einwilli- gung wiederbracht werden könne.

Consilium und daherne in solcher zeit die gemeine Feinde zum Frieden nicht zubringen/ soll auch diese Bündnus ihre Kräfte be- halten/ noch einigen der hohen Allirten daraus zusehender erlaube- ren/ es seye dan der allgemeine Friede mit gemeiner einwilligung der hohen Allirten erlangt/ oder nicht/ so soll die Kräfte/ so viel Ihre Kayf. Maj. und der Herren Herzogen Durchl. Durchl. belangt/ in solchen fall/ bis dahin seine Kräfte behalten/ noch attendiret werden soll/ daß der darin bestimmte dreyjährige termin einzuhalten expiriret.

Und soll dieses alles nicht weniger observirt und unverrück- lich gehalten werden/ als ob es von Worten zu Worten dem Haupt- Reces einverleibet/ wie dann auch die Bevollmächtigte verprochen und zugesagt/ dero allerhöchste und höchstgedachter Principales Ratification über diesen neben- Tractat in der bestimmben Monath zeit alhier in der Stadt Braunschweig einzufassen und auszuwechseln zulassen.

Dessen zu Urkund haben sie selbigen eigenhändig unterzeichnet

und mit ihren Pensehaften beträftiget/ so geschähen Braunschweig Anno den 24. Aprilis Anno 1674.

ANNO
1674.

(L.S.) B. Bohn. Windischgrätz.

(L.S.) Joh. Helvi Schütz.

(L.S.) Christoph von Hammerstein.

(L.S.) Fris von Heimbürg.

(L.S.) Joachim Friedrich Eöpler.

CXXIV.

Declaratio CAROLI CASPARI Electoris Tre- virensis, quod quidem Pacificationi inter Cae- sarem & Electorem Coloniensem nullum impedi- mentum injicere velit; attamen ratione damnorum Archi-Dioecesi Trevirensi per Milites Colonien- ses illatorum, se Casarem Majestatem implorare, ut ei aliqua satisfactio obineatur. [Tiré de la Régistrature de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

Mai.

Um in resarciendis immensis illis damnis, quae Excellentissimus Princeps Elector Trevirensis ab in- iustis Gallorum armis haecenus perpeffus est & adhuc dum patitur, securura aliquando sub Augustissimi Ca- saris nostri auspiciis Pax, modum & rationem ostensu- ra sit, atque nunc de conditionibus tantum agatur, qui- bus Serenissimus Princeps Elector Colonienfis à Gallicis Bellifici Societate abstractus in Casarem gratiam recipi possit: declarat utique Elector Trevirensis, se operi tam pio & laudabili nullum quidem iniecurum esse impedi- mentum, ab ea tamen, quam Archidiecesi suae vovir, curâ & fide astringi, ut alicquem saltem ac planè mo- dicam reparationem pro illis etiam exigere debeat dam- nis, quae non minus à Colonienfi Milite innoxie Pro- vinciae suae præter omne fas illata fuerint.

Hinc est, quod secundum initia antehac Pacta Sacrae Caesaris Majestatis opem implorare cogitur, quo afflictae Archidiecesi Trevirensi, levi & exigua duorum Pagorum accessione satisfieri patiatur. Raching nempe & Zel- tingem, qui procul à cetera Ditione Colonienfi ad supe- riorem Mosellam sit, ac Trevirensi Territorio undi- quaque cincti, neque lucro, neque sentiendo admo- dum detrimento aliquo alterutrum Provinciarum affice- re poterunt.

Serenissimo autem Elebori Colonienfi ejusque Me- tropolitano Capitulo grave id esse non debet, cum de- nuntiatur ipsi non semel fit, dissolvenda & compen- sanda aliquando esse dama illa, quae toties rogati & admoniti avertere ab innocentibus ac nihil tale promeritis vicinis neglexissent, grassante interea Colonienfi Mi- lite in Trevirensi agro non fecus ac in hostico, per omne genus injuriarum quarum particulari enarratione in tam propinqua reconciliationis spe, merito superse- dendum nunc esse existimavimus.

CXXV.

Traite de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & MAXIMILIEN HENRI Eleveur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le 11. Mai, 1674. [Theatrum Pa- tis. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Pi- ce qui se trouve aussi dans le Theatrum Euro- peum Tom. XI. pag. 613. dans LUNIO, Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abthei- lung III. Absatz III. pag. 112. en Allemand; & dans LONDORP II. Acta publica, Tom. X. pag. 169.]

II. Mai.

LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
COLOGNE.

In Nomine Sacro-Sanctae Individuae Tri-
nitatis.

NORUM hinc sit cunctis & unicuique; posteaquam inter Christianissimum Galliarum Regem, ejus-
que

ANNO
1674.ANNO
1674.

que Confederatos ex unâ; atque Celfos, & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confederatos ex alterâ, Paribus, nuper exortum Bellum, eo usque excrevisset, ut Cæsaream Suam Majestatem, totumque Romanum Imperium tandem involverit: & altissimè-morata Sua Cæs. Majestas, per Ministros suos, Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, (qui uti Christianissimæ Regiæ Majestatis Confederatus, ad dictum Bellum contra Unitum Belgium accesserat) adhortari curasset: ut pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, pacem cum altermemoratis Dominis Ordinibus inire vellet: huiusque adhortationis Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, & pro devotissimâ suâ erga Cæsaream Suam Majestatem reverentiâ, non obstantibus quibuscunque aliis Pactis Fœdericis, vigore & potestate liberi sibi in iisdem reservati arbitrii, cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii ad bonum publicum promovendum pacem inire paratam sese quod offendisset, ad interpositionem & mediationem Cæsareæ Suæ Majestatis Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Cæsareæ Suæ Majestatis Consilarii Austriaci, & Joannis Fischer, anterioris Austriæ Consilarii Cameralis, & ad generalis Pacis Tractatus Legatorum, & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentarios, & ad hoc Deputatos; ex parte Serenissimæ Suæ Serenitatis Electoralis, Reverendissimos, Generosos & Prænobiles Dominos, Thomam Quentel, Franciscum Baronem de & in Frenz, & Kendenich, nec non Ignatium Wittman, Suæ Electoralis Serenitatis Consiliarios intimos, Metropolitani Ecclesiæ Colonienfis, Cathedralium Hildeisenfis, & Paderbornensis Ecclesiarum, nec non Collegiarum Basilicarum S. Severini & S. Andree respectivè Præpositum, & Capitulares; Ex parte verò altermemoratorum Dominorum Ordinum Generalium, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Ex-Consulem, quondam Fœderati Belgii Consiliarium, & Quæstorem Generale, & Joannem Isbrandts, Toparcham in Hoochkerke & Senatorem Groninganaum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos, in sequentes Pacis Leges tandem conven-tum sit.

I. Sit Pax constans & perpetua inter Serenissimum Dominum Electorem, & Fœderati Belgii Dominos Ordines, eaque sic colatur, ut Pars una alterius com-moda quærat & promoveat, atque omnia humanitatis, bonæque vicinitatis officia sibi murend præstent. Neque impolitum, Pars una contra alterius Subditos, arresta & repressalias decernat, aut executiones rerum judica-torie impedit. Sub quo tamen, viâ juris obstat, & ex causis deictorum & Contrarium obligatoriorum, originem fumentes Sententiæ, minime intelliguntur; sed quoad eas secundum juris ordinem, & rectam ra-tionem procedatur.

II. Omnia ea, quæ ab initio Belli hujus hucusque hinc inde ullo modo aut ratione, ex parte utraque hostiliter parata sunt, in tantum oblivioni tradita sunt, ut nec illorum nomine, nec sub ullo alio prætextu, ne-mo posthac aliquam hostilitatem, violentiam aut con-cussionem, tam alterius personis, quàm bonis, vel per se, vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, specie juris, aut viâ facti, uspiam non inferet, vel inferri indulgeat; verum omnes ac singulæ hinc in-dè, tam ante, quàm durante Bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sunt, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum præterdere posset, perpetuâ oblivione sepultum esto. Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quod ab hac amnestiâ exclusi sunt illi, qui proditio-nis aut læsæ Majestatis rei arguerentur, sic tamen ut illis viâ juris præclusa non sit, eorumque Uxoribus, Liberis & Hæredibus bona sua sine impetitione salva manento.

III. Põito hujus universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Elec-toralis statim atque illico post Ratificationem, Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia, ubicunque sita sient, nullo prorsus excepto, quæ durante hoc Bello occupavit, sibi que subiect, & quicquid tempore conclusæ hujus Pacis in iisdem in vim & potestatem suam redactum invenietur, & quidem omnia eo iud statu, quod nunc reperitur, curabitur ne quidquam detrimenti ea capiant, similiterque verabit, & ipso facto impedit, ne dictarum Urbium, locorumque Gubernatores, aut per se, aut Suæ Serenissimæ Celsitudinis Elec-toralis nomine, Senatores, aut Populo quicquam pecuniarum extorqueant, imò nec illum quidem in casum, si præcedentibus horum Tractatuum subscriptio-nem pollicitationibus verbalibus, fortè ratione pen-dendi lytri & redemptionis de certâ pecuniâ summâ cum his transactum fuisset, sed ea omnia & singula pro nullis, cassis & irritis habeantur, ut tamèn, quod jam reaptè ante præsentis Tractatus subsignationem per-solutum fuerit, non repetetur. Obsides verò, si qui dati aut abducti erant, illico sine ullo redemptionis pretio liberi dimittantur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vasa-lis, & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis fuerint, omnia & singula ad eos-dem pertinentia Territoria, Domina, Jura, agros, & bona immobilia, ubicunque etiam sita erunt, Serenissi-ma Sua Electoralis Celsitudo quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit.

V. Contra prædicti Domini Ordines Generales se abdicant & renunciunt omnibus & singulis Juribus, & præsentionibus, quas quovis modo habuerunt, aut deinceps habere aut præterdere possent in Civitatem Rhe-nbergam, ejusdem pertinentiæ, & quæcunque ab ea de-pendent, sic ut re ipsa & cum effectu, in perpetuum maneat penes prædictam Serenissimam Celsitudinem Suam Electoralem; in specie autem renunciunt actioni-bus omnibus his, quæ ob im: & expensâ in munici-palem, ædificia publica, arma mentaria & tormenta factas intentari poterant, viceque versa in simul curabunt, ut Subditis Colonienfis omnia eorumdem durante hoc Bello extorta immobilia Bona, ubicunque sita ea erunt, restituantur; Captivique quin etiam hinc inde cujus-cunque conditionis, statûs aut professionis ei fuerint, libere dimittantur.

VI. Solutio Contributionum, & lytrorum quæ tem-pore conclusi Tractatus Pacis præstita restituerit, intui-to personarum & bonorum, unius alteriusve Partis, ab his, quibus cura Contributionum & lytrorum incumbit, dirigatur, determinetur, & moderetur.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securi-tatem, Cæsareæ Suæ Majestatis, ac Serenissimus Hispaniarum Rex, debite requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatus, solemniter & omni meliori formâ in se re-cipere haud grave ducere velint.

VIII. Ratificationes hujus Tractatus ex utraque parte Paciscentium ad Cæsareæ Suæ Majestatis Domi-norum Legatorum manus tradantur, & intra quindecim dierum spatium, à die subscriptionis hujus instrumenti computandos, & citius, si fieri poterit, commutentur: hostilitates verò cessent, quàm primum rathabito ab una amborum Partium ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareanorum tradita fuerit. In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm ab utriusque Partis Plenipotentariis & ad hoc Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Colonie Agrippinæ die XI. mensis Maii Anno M. DC. LXXIV.

THOM. QUENTEL. (L.S.)

FRANC. C. V. FRENS. (L.S.)

IGNATIUS WITMANN. (L.S.)

H. V. BEVERNINGH. (L.S.)

J. ISBRANDTS. (L.S.)

In supra dictorum omnium fidem infra scripti Domi-ni Mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt, loco & die ut supra.

F. B. DE LISOLA. (L.S.)

JOANNES FISCHER. (L.S.)

CXXVI.

Traité de Confederation, d'Assistance, & de De-fense, entre LEOPOLD Empereur des Ro- mains, CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & les Seigneurs 2. Juin.

L12

GEOR.

TOM. VII. PART. I.

ANNO
1674.

GEORGE GUILLAUME & RUDOL-
PHE AUGUSTE Ducs de Brunswick & Lu-
nebourg pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans
au dela. *A Coll le 20. Juin 1674.* [Tiré de la
Registature d'Etat de la Chancellerie de la
Cour de Sa Majesté Imperiale.]

S'oit notoire, (1) Que Sa Majesté Imperiale, Sa
Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances
les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies,
ayant par diverses fois fait connoître à leurs Alteſſes le
Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rudolphe
Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, comme
ils avoient, tant dans que hors l'Empire, été en plu-
sieurs façons endommagés & outragés, & ce contre
le Traité de Paix d'Osnabrug, & Munster, & Cle-
ves & Aix, & par ainsi nécessité de joindre leurs Ar-
mes, & de tâcher à rétablir la Paix & le repos, à con-
ditions honnestes & équitables, tant en l'Empire que
son voisinage, avec requiſition que leurs susdites Al-
teſſes vouluſſent témoigner dans les troubles presens
eûmes par le Parti contraire, au très-grand préjudice &
dommage de tous les Etats de l'Empire, le même ſou-
ci qu'elles avoient toujours fait paroître pour le bien
public & à celles de Sadite Majesté Imperiale, du Roi
d'Espagne, & de Leurs Hautes Puissances pour obtenir
une Paix generale & ſeure; Et que leurs Alteſſes ſuſſi-
amment aſſeurées des intentions de Sa Majesté Impe-
riale & de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes
Puissances, non moins deſſeſſées à l'utilité de l'Empire
qu'à celle des Etats deſdits Alliés, & ayant conſideré
de plus, que ſi la Paix ne s'établit à tems dans le voi-
sinage, les Etats & Sujets de Leurs Alteſſes ne pour-
roient pas bien eſtre maintenus dans le repos & la ſe-
reté dont ils ont juiſſusques ici, il s'est fait entre les
ſousſignés Miniſtres de Sa Majesté Imp. de Sa Majesté
Cath. de Leurs Hautes Puissances, & de Leurs Alteſſes
ſur la conjonction susdite dué conſultation, & qu'il-
celle a été accordée & conſeſſée comme ſ'enſuit.

I. Il eſt, en premier lieu, de l'intention, que cette
Alliance ne viſera à l'offenſe d'aucun Potentat, Roi,
ou autre Etat, mais principalement à procurer la Paix,
au voisinage, & comme ceci a été arreté d'une part,
& reconnu pour juſte & conforme aux inclinations &
égards des Hauts Alliés, il a été eſtimé de l'autre coſté
équitable, néceſſaire & convenable au but susdit de
dreſſer cette Alliance à ce, que non ſeulement elle
vaille contre les Ennemis preſens, de l'Empereur, du
Roi d'Espagne, & de L. H. P. & contre les Adherens
deſdits Ennemis, ce qui ſe poſe inſéparablement par le
preſent Traité, mais qu'enſuite, ce qui ſ'y promet avec
pareille certitude, elle ſera applicable & aura ſon eſſet
entier, contre tous ceux qui durant la preſente Guerre,
pourroient devenir Ennemis des Hauts Alliés, choiſir
le Parti deſdits Ennemis en façon quelconque, ſoit en
general ou en particulier, ou bien forger & former de
mauvais deſſeins contre les Hauts Alliés, leurs Etats,
Païs & Sujets reſpectifs, pour lesquels prévenir & ar-
reſter, il a été de même expreſſément conveſſé par le
preſent Traité, que les Troupes ci-deſſous ſpécifiées,
ſeront employées ſelon qu'il a été en ſuivant arreté
par ce preſent Traité contre tous tels Ennemis preſens
& futurs, leurs Adherens, choiſiſſans leur parti, ou
forçans ou formans mauvais deſſeins, & non contre
aucuns autres

II. Il a été promis que leurs Alteſſes mettront ſur
pied au pluſtoſt, & aſſembleront au pluſtard en ſix ſe-
maines après la Concluſion de ce Traité dans leurs
Païs les plus conſians aux Villes & Places des Enne-
mis communs une Armée de quatre mille Chevaux,
huit mille Fantaffins & mille Dragons.

III. Que leurs Alteſſes entretiendront ſix mille
Hommes de la ſuſdite Armée, à ſçavoir deux mille
Chevaux, trois mille Fantaffins & mille Dragons; &
que les ſept mille Hommes qui reſtent, à ſçavoir deux
mille Chevaux, & cinq mille Fantaffins, ſeront entrete-

nus par l'Empereur, le Roi d'Espagne, & leurs Hau-
tes Puissances; chacun pour le juiſte tiers.

IV. Que pour aſſembler la ſuſdite Armée de qua-
tre mille Chevaux, mille Fantaffins & mille Dragons,
le pluſtoſt qu'il ſe pourra, & au pluſtard dans le tems
ci-deſſus arreté, l'Empereur, le Roi d'Espagne, &
Leurs Hautes Puissances ſeront remettre auſſi - ſoit
dans la Ville de Hambourg, à leurs Alteſſes par des
Lettres de Change valables la Somme de cent & trente
mille Rixdalers, ou trois cent & vingt cinq mille Flo-
rins, argent de Hollande, pris à quarante Rixdalers
pour la levée d'un Cavalier, & dix Rixdalers d'un
Fantaffin bien montez, & bien armez.

V. Que lors que leurs Alteſſes après la concluſion
de ce Traité preſenteront huit ou neuf mille Chevaux
ou Fantaffins, & deſſeront qu'on leur faiſſe paſſer
montre, elle ſe fera par des Commiſſaires de part &
d'autre, & que de ce tems-là les ſuſdits huit ou neuf
mille Hommes, ſeront entretenus pour la moitié par
Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & les
Seigneurs Etats Generaux, & que leſdits huit ou neuf
mille Hommes, deſ le tems du ſuſdit Payement, ſe-
ront obligés d'agir pour le bien commun, où il ſera
requiſ, & que quand, les quatre ou cinq mille Hom-
mes reſtans, ſe trouveront aſſemblés dans le tems ſuſ-
dit; alors, après autre montre faiſte, l'entretien des
ſept mille Hommes ſuſdits, commencera de couſtir en
entier ſur le Compte de Sa Majesté Imperiale, de Sa
Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances,
comme celui des autres ſix mille Hommes aux depens
de leurs Alteſſes.

VI. Que la ſuſdite Milice ſera rangée ſous huit Re-
gimens de Cavalerie, huit Regimens d'Infanterie &
huit Compagnies de Dragons; que chaque Regiment de
Cavalerie ſeſſe compoſé de cinq cents Chevaux diviſés
en ſix Compagnies, chaque Compagnie de Dragons de
cent Dragons, & chaque Colonel de Cavalerie ou
d'Infanterie, ſera traité à raifon de ſix vingt Rixdalers,
ou trois cent Florins Monnoye d'Hollande par mois;
chaque Lieutenant Colonel à raifon de quarante Rix-
dalers ou cent Florins, chaque Major à raifon de
trente deux Rixdalers ou quatre-vingt Florins, & le
Quartier Maſtre & Prevost des Fantaffins enſemble à
raifon de dix huit Rixdalers ou quarante cinq Flo-
rins par mois, pour chaque Regiment, moyennant
quoi, ne leur ſeront ſouſſerts ou validés dans leur
marche, ou autrement, aucuns autres fraix, ſoit de
Charlots, Charittes ou Chevaux.

VII. Que leurs Alteſſes auront par mois, pour cha-
que Regiment de Chevaux rangés comme ci-deſſus, &
entretenus par l'Empereur, le Roi d'Espagne, & L.
H. P. à raifon de douze mois par année, une Somme
de 4767. Rixdalers 29. Sols & 9. Deniers, ou 11918.
Livres 19. Sols 9. Deniers Monnoye de Hollande, &
pour chaque Regiment d'Infanterie, dont l'entretien
ſera à la charge de l'Empereur, du Roi d'Espagne, &
de Leurs Hautes Puissances, elles auront par mois,
comme ci-deſſus 4104. Rixdalers 4. Sols, ou 1262.
Florins & 1. Denier de Hollande, ou autant moins, à
proportion que leſdits Regimens ſeront trouvés plus
foibles en nombre de Chevaux ou Fantaffins dans les
montres à faire.

VIII. Que les Deniers requiſ pour le ſuſdit entre-
tien reſpectif à la concurrence de 2000. Chevaux &
cinq mille Fantaffins, à ſçavoir le mois de Gage payable
ſans delay, au jour de chacune deſdites montres à faire,
& puis de tems en tems à l'entrée de chaque mois,
comme auſſi pour neuf Colonels, Lieutenants Colo-
nels, Majors, Quartiers-Maſtres & Prevosts, ſeront
de la part de l'Empereur, du Roi d'Espagne & de
Leurs Hautes Puissances, comme ci-deſſus, preſeſ-
ſément remis par Lettres de Change valables, à leurs Al-
teſſes, leſquelles ſur ce prendront à leur charge, les
Payemens particuliers, de ſorte que l'Empereur, le Roi
d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, ne pourront
eſtre moleſtés au ſujet des mauvais Payemens, par au-
cun deſdits Colonels, & autres Hauts ou Subalternes
Officiers, Cavaliers ou Soldats comme ils ne ſeront
ſur ce conveniſſés par qui que ce puiſſe eſtre.

IX. Il ſera libre de part & d'autre, & avec mutuelle
communication, de faire Recrut & Montre deſdites
Troupes, ſoit à part ſoit conjointement, ſelon la com-
modité du tems, pour pouvoir eſtre aſſez du nombre
des Cavaliers & Soldats, comme de leurs Armes &
Montures, & ſeront les Hauts Officiers & Capitaines
de Cavalerie, & Infanterie, obligés d'obéir en tout
tems aux ordres qui leur ſeront donnés à ce ſujet

X. II

(1) Ceci ne peut être qu'une Traduction du Latin. Le même
Traité se trouve en Hollandois dans les *Actes & Memoires des Nego-
ciations de Nimègue*. Tom. I. pag. 624. avec une Traduction Française qui
ne vaut rien du tout, mais qui pourtant a été ſervie comme bonne
dans la 1. Edition de ce Recueil de Hollande, Tom. IV. pag. 116.
Celle-ci est plus exacte, & plus originale. Elle s'accorde auſſi infi-
niment mieux avec l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimègue.
[D. M.]

ANNO
1674.

ANNO X. Il sera joint à la susdite Armée un Train d'Ar-
1674. tillerie proportionné à la grandeur & à la force; à quel
effet y seront employés

Deux Mortiers.
Deux Pièces de Canon de 24. Livres de Bale.
Quatre Pièces de 12. Livres de Bale.
Six Pièces de 6. Livres de Bale.
Vingt Pièces de 3. ou 4. Livres de Bale.

Boulets.

Quintaux.

200 de 24	48
400 de 12	48
600 de 6	36
2000 de 4	80

(1) 100 de 30 } 212. Quintaux de Boulets.
100 de 40 }

100 Quintaux de Grenades, avec autant de Poudre
qu'il y faut.

Puis à raison d'une demie Livre de Poudre, pour
une Livre de Bale; 106. Quintaux de Poudre, pour
le Canon.

(2) Puis à raison de deux Livres de Poudre par
Homme comptant sur 8000. Hommes, 160. Quintaux
de Poudre.

Et à raison de deux Livres de Plomb pour une Li-
vre de Poudre 320. Quintaux de Plomb ou Bales de
Mousquet.

Les Hauts & Bas Officiers nécessaires à cette Artillerie
y seront aussi joints, à sçavoir:

Officiers appartenans à l'Artillerie.

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Commissaires.
Un Ministre.
Un Chirurgien & son Valet.
Deux Artificiers avec leurs Gens.
42 Canoniers.
Un Charpentier pour travailler aux Ponts avec ses
Gens.
Un Petardier avec ses Gens.
Un Marechal avec ses Gens.
Deux Aplanisseurs de Chemins.
Deux Maîtres d'Armes.
Un Sellier avec ses Gens.
Un Maître d'Ecurie.
Un Escrivaïn.

80. Sous-Canoniers, à sçavoir quatre près de chaque
Pièce de 24. Livres & de 12. Livres de Bale, & deux
pour chacune des autres Pièces.

Quelques Pionniers.
Des Charons pour travailler aux Affûts avec leurs
Gens.

Leurs Alteffes prendront soin, dès à présent, ou du
moins aussi tost après la conclusion du present Traité,
& donneront les ordres nécessaires à ce que la moitié
de la susdite Artillerie, avec les Chevaux, Chariots,
Charrettes & autre Attirail y requis, avec la moitié des
susdits Hauts & Bas Officiers se trouve prête pour s'en
pouvoir servir en cas de besoin, là où il sera nécessaire,
sur le champ, & sans aucun délai, comme aussi, quant
à l'autre moitié de la susdite Artillerie, Chevaux, Cha-
riots, Charrettes, & autre Attirail y appartenant, & l'autre
moitié des susdits Hauts & Bas Officiers dudit
Train, au plus tard dans six semaines après la conclu-
sion du present Traité, & ce pour les causes sus alle-
guées, moyennant quoi l'Empereur, le Roi d'Espagne,
& L. H. F. payeront par mois à L. A. dès que les sus-

1674. dits huit ou neuf mille Hommes seront mis sur pied, & qu'une moitié de l'Artillerie & ses Officiers auront
passé Montre & revuë, à raison des frais y requis, & du
Payement des Pensions des Généraux qu'il faudra
engager dans le service au delà des Colonels, la Som-
me de quatre mille quatre cent cinquante deux Rix-
dalers dix sept Sols & huit Deniers, & onze cent trente
un Florin douze Sols & huit Deniers de Hollande; Et
lorsque l'Armée susdite aura été entièrement mise sur
pied, & que toute la susdite Artillerie, & Officiers
d'icelle auront passé revuë & montre, il leur sera payé
par mois la Somme de huit mille neuf cent cinq Rix-
dalers, ou vingt deux mille deux cents soixante trois
Florins & cinq Sols argent de Hollande, à condition
qu'ils seront par là à l'abri de toute importunité, com-
me il a été dit au 8. Article.

XI. Que leurs Alteffes seront obligées de mettre &
tenir sur pied, & en Corps ladite Armée, & d'agir avec
elle contre les Ennemis en tel lieu, & endroit, & en
tel tems, & ainsi qu'il sera jugé, par la pluralité des
voix de l'Empereur, du Roi d'Espagne, des Seigneurs
Estats Generaux, & de leurs Alteffes, estre pour le
plus grand service & bien commun, comme aussi quand
les Armées des Hauts Alliés seront entièrement, ou
en partie jointes à celle-ci, toutes les Actions princi-
pales, en tant qu'elles concerneront les Troupes con-
jointes, seront concertées entre lesdits Hauts Alliés,
ou leurs Autorités, de même qu'elles seront mises en
exécution, suivant la pluralité des voix susdites.

XII. En cas que les Paix de leurs Alteffes, soit peu
après la conclusion de ce Traité, soit durant le cours
de cette Guerre, venoient à estre ataquées de qui que
ce soit, ou sous quelque pretexte que ce puisse estre,
non seulement cette Armée ne sera point éloignée ou
retenuë loin de leurs Etats, mais au contraire, elle
agira en cet événement sans délai, & avec toute vi-
gueur, & même on y enverra d'autres Troupes de
l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de leurs Hautes
Puissances, autant qu'il en sera requis & nécessaire pour
repousser les susdites attaques.

XIII. Que si dans la suite du tems, on vint à expe-
rimenter que les susdits quatre mille Chevaux, huit
mille Fantassins, & mille Dragons, ne fussent pas tout
à fait suffisans, pour porter les Ennemis susdits, &
leurs Adherens, à desister de leurs hostiles aggrès-
sions, & ensuite à les disposer à une Paix raisonnable, alors
ils seront en la maniere susdite, & de commun con-
cert, augmentés jusques à quinze mille Chevaux, Fan-
tassins, & Dragons, ou à tel autre plus grand nombre
qu'on jugera nécessaire & convenable pour parvenir à
un but si salutaire.

XIV. Qu'après la conclusion de ce Traité, il ne
sera loisible, à l'Empereur, au Roi d'Espagne, à leurs
H. P. ni à leurs Alt. de faire aucune Cessation d'Armes
avec lesdits Ennemis que conjointement, & de com-
mun concert, mais qu'en cas, qu'on vint à entrer en
quelque Negociation, soit de Paix, ou de Trêves de
quelques Années, la Negociation susdite ne pourra
estre entamée par aucun des Hauts Alliés sans la par-
ticipation des autres, & sans procurer auxdits Alliés
aussi-tôt & en même tems qu'à soi-même la faculté &
seureté nécessaire pour pouvoir envoyer ses Ministres
sur le lieu où l'on traitera, & qu'aussi les susdits Alliés
seront tenus de se communiquer successivement & de
tems en tems, tout ce qui se passera dans la susdite
Negociation, Que pareillement il ne sera permis à au-
cune des Parties susdites, de conclure une Paix, ou
Trêves de quelques Années, sans y comprendre ses
Alliés, & sans les restituer, s'ils le desirant ainsi dans
la Possession de tous leurs Paix, Villes & Places, comme
aussi dans l'usage des Immunités & Droits, qu'ils
possédoient, & dont ils jouissoient avant la Guerre, &
à moins de stipuler des Ennemis pour lesdits Alliés, les
mêmes Libertés, Droits & Prerogatives qu'il aura sti-
pulées pour soi à moins qu'eux mêmes Hauts Alliés
viennent à en convenir autrement.

XV. Que de plus, la Guerre presente finie, il sera
& demeurera entre lesdits Hauts Alliés, une sincère &
fidelle amitié & correspondance, laquelle rendra, à ce
qu'un chacun d'eux tasche à s'entre-procurer fidelle-
ment tout bien reciproque, & à s'entraider à detourner
au possible les torts & dommages, avec telles forces
respectives, que ci-dessous sera déclaré.

XVI. Que les Hauts Alliés s'entraideront à se de-
fendre & protéger les uns les autres, contre tous ceux
qui sous quelque pretexte que ce puisse estre, entre-
prendroient d'invalider hostiellement par Terre, ou d'atta-

(1) L'Instrument Hollandois des Affes de Nimègue, met ici 100. ad 6. &
100 ad 4. Ce qui doit estre noté, comme non faite de Copie ou d'im-
pression. Le vrai naturel de l'Article le fait assez connoître. Il y a même
une Omission dans l'Exemplaire de la Régistrature Imperiale auquel il faut ne-
cessairement ajouter, en expliquant ces deux Articles de 100. chacun, d'au-
tant de Boulets que les Serrensseins Ont d'obligation de fournir pour le ser-
vice de l'Armée sçavoir 100. de 30. Livres de poids & 100. de 40. Li-
vres. (DUM.)

(2) On lit dans l'Exemplaire Hollandois des Affes de Nimègue. 106. Cent-
net Buskiny gerekent voort Soldaten. 120. Centes Loof of Musquet-
Kogels. C'est encore une faute de Copie ou d'impression. Il est aisé de
voir que deux Livres de poudre par Homme, comptant sur 8000. Hommes font
160. Quintaux, & non pas cent six. (DUM.)

ANNO
1674.

quer de force ouverte leurs Etats & Pais ci-dessous spécifiés, à sçavoir, de Sa Majesté Imperiale les Pais Hereditaires d'Autriche, & le Royaume de Bohême; de Sa Majesté Catholique, les Pais-Bas Espagnols, la Comté de Bourgogne y comprise; de Leurs Hautes Puissances tous leurs Pais assis en Europe, & de leurs Alteſſes les Pais qu'ils possèdent presentement, comme aussi ceux que les Hauts Alliés pourroient acquerir par Succession, ou autre juste Titre continans aux susdites Possessions, y compris tous les Habitans, Villages, & Portereſſes.

XVII. Que cette Alliance Defensive subsistera l'espace de dix années à compter de la fin de la Guerre presente, & qu'en cas, que quelqu'un des Hauts Alliés, vint à estre trouble ou attaque, durant ce tems-là, de qui que ce pult estre, sans aucune exception, les non attaqués assisteront, & viendront au secours de l'attaque, avec un secours fortable, à sçavoir l'Empereur, le Roi d'Espagne & Leurs Hautes Puissances chacun avec 2000. Chevaux & 4000. Fantassins, & les susdits Seigneurs Ducs de Brunswick Lunebourg, avec 300. Chevaux & 1000. Fantassins, sous tels Regimens, Compagnies, Colonels, & autres Officiers, que les respectives Parties assillantes trouveront & jugeront propres pour un pareil secours, qui sera delivré, fourni, & entretenu, pour le service de l'attaque, aux fraix des Parties respectives assillantes, toutes les fois que l'un des Hauts Alliés sera attaque, ou trouble en la maniere ci-dessus exprimée.

XVIII. Que celui qui sera attaque en la maniere susdite, aura le choix & l'option, de prendre ledit secours tout entier en Soldats, ou tout entier en argent, ou partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres choses, propres à l'usage de la Guerre, en telle sorte, que mille Soldats seront pris & taxés à raison de dix mille Florins par Mois, le Cavalier compté pour deux Soldats, à compter douze Mois pour une Année, & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois à portions égales, de sorte que si ce Payement se fait entierement, ou en partie en argent, les Deniers seront fournis en un lieu agreable à l'attaque, & qui lui semblera plus commode, mais qu'en cas qu'on y satisfasse entierement, ou en partie en Munitions de Guerre, ou autres effets & Deniers propres à l'usage de la Guerre, l'assillé sera tenu de les faire prendre des Pais de celui qui fournira le secours.

XIX. De quelle sorte que le secours vienne à estre demandé, il ne sera permis à aucun des Hauts Alliés, d'excepter au fournissement d'icelui, sur le défaut d'autrui, ainsi faudra-t-il fournir promptement le secours demandé, & si en Soldats, le livrer au plus tard dans six semaines après la requiſition dans le Pais de l'attaque, en suite dequoi cette Milice sera & restera entierement fournie aux ordres & commandemens de celui à qui elle aura été envoyée, où à son autorité, pour s'en servir & la transporter au lieu où bon leur semblera, bien entendu par Terre, Campagne, Sieges, & pour la garde des Villes & Places, par tout, & aussi souvent, que la necessité le requerra, avec reserve toutes fois qu'il ne sera pas permis de separer entierement les Compagnies, qu'il restera pour le moins deux ou trois cents Soldats de chaque Regiment sous leurs Drapeaux.

XX. Après que le secours consistant en Cavaliers & Fantassins aura été fourni & envoyé par les hautes Parties assillantes, & qu'il aura été reçu par l'attaque, les Parties assillantes ou leurs autorisés, donneront & suppléeront aux Charges, qui y pourroient venir à valuer.

XXI. Que si l'Empereur, le Roi d'Espagne & Leurs Hautes Puissances venoient à requérir de leurs Alteſſes un plus grand nombre de Milice, en ce cas la Milice susdite sera augmentée par leurs Alteſſes même, jusqu'au nombre de quatre mille Chevaux & huit mille Fantassins, moyennant qu'elles jouissent de l'argent de levée, & Subſide à proportion de ce qui aura été ajouté au nombre susdit à la Somme que l'argent de levée & Subſide, a été ci-devant arrêté.

XXII. Les Hauts Alliés soigneront de plus au possible, que les Troupes qui enſuite de ce Traité viendront fur quelque-une de leurs Terres, y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que celui qui viendra à insulter quelqu'un des Hauts Alliés à main armée, sera tenu pour attaquant, & qu'ainsi contre tel, il faudra fournir les secours.

ANNO
1674.

XXIV. Que celui qui apprehendera, ou previra quelqu'attaque, sera obligé d'en donner à tems la communication aux Alliez afin qu'ils se puissent employer pour moyenner un Accommodement, de sorte toutes fois, que nonobstant les Offices de Mediation, il faudra que le secours promis s'envoye aussi tost qu'il y aura attaque, ou rupture effective.

XXV. Que cette Alliance ne derogera point aux Traitez & Alliances que les Hauts Alliés, ou quelques-uns d'entr'eux ont fait avant la Date des presentes, avec quelqu'un desdits Alliés, s'entendant que le plus grand secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus mentionnés seront observés reciproquement, inviolablement & de bonne foi, & pour leur plus grande seureté, il en a été fait cinq Instrumens de même teneur, & confirmés par les Sceaux & signatures des Ministres sousſignés desdits Hauts Alliés. Et en seront les Ratifications de la part de tous & chacun desdits Hauts Alliés apportées & eschangées à Brunswick dans l'espace de six semaines, ou plusost s'il est possible, & à l'égard de Sa Majesté Catholique, celle de son Excell. le Seigneur Comte de Montreil, jusques à ce qu'une autre de Sa Majesté soit venue de Madrid & soit extradée. Ainsi fait à Cell, le 12. Juin 1674. Ainsi signé,

(L.S.) D. J. KRAMPRICHT.

Pour Sa Majesté Imperiale.

(L.S.) T. BRASSET.

Pour Sa Majesté Catholique,

Et pour Leurs Hautes Puissances.

(L.S.) J. HELWICH SCHUTZ.

(L.S.) C. VON HAMERSTEIN.

(L.S.) F. VON HEIMBACH.

(L.S.) J. FRIDERICK SOHREN.

Articles Separés.

I. (1) Soit notoire, qu'attendu que par certain Traité d'Alliance fait & signé ici le 12. Juin 1674. entre les sous signés Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Catholique, de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & de leurs Alteſſes le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rodolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, il a été convenu Art. III. & IV. & autres, que Sa Majesté Imperiale contribueroit pour un tiers à la levée & à l'entretien des 2000. Chevaux & 5000. Hommes de pied, selon qu'il est plus amplement porté par les susdits Articles; & que pourtant par un autre Traité particulier fait entre Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique & Leurs Hautes Puissances le il en a été autrement disposé, on est convenu qu'on en demeurerait à ce qui avoit été stipulé par ledit Traité particulier, & qu'en consequence Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances prendront sur elles le fournissement du Tiers de Sadite Majesté Imperiale, comme aussi Sa Majesté Imperiale promet, & sera obligé de satisfaire audit Traité particulier du & au surplus de ce que porte la presente Alliance.

II. Et d'autant que la seureté que les Hauts Alliés se proposent pour objet, ne pourroit pas estre obtenue, si la Ville de Brene venoit à estre mise par force hors de son Etat present, on est convenu qu'en cas qu'elle soit attaquée, soit durant la Guerre, ou dans le tems de dix années après la Paix, lesdits Hauts Alliés, la secourront ensemble, & en useront à cet égard de la même maniere, que si leurs propres Villes ou Pais étoient attaqués.

III. Et la question ayant été agitée touchant les Contributions, que leurs Alteſſes pourroient établir ou exiger dans leurs Expéditions de Guerre, & ce qui en seroit;

(1) Soit notoire. Ces Articles ne sont pas tirés, comme le Traité de la Registre Imperiale. On les a traduits de l'Exemplaire Hollandois, qui se trouve dans les Actes de Nimègue Tom. I. pag. 672. & on a été obligé de le faire, parce que la Traduction Francoise de ces mêmes Articles qui s'y trouve aussi n'est pas meilleure que celle du Traité. [Dum.]

ANNO
1674

seroit; On est enfin demeuré d'accord, qu'elles resteroient à la disposition particulière de leurs Alteſſes, sans que les autres Hauts Alliés en pussent rien prétendre, ni porter à compte en diminution de leur Contingent de l'entretien des 7000. Hommes ou de l'Artillerie, & que lesdits Contingens & Subſides seroient exactement fournis par eux au commencement de chaque mois; en échange de quoi leurs Alteſſes seroient obligées de pourvoir de toutes les choses nécessaires les Places qu'elles pourroient conquérir; sans rien prétendre ni desirer des autres Hauts Alliés, soit pour cause de recrûe, ou de Licentiaement, ou pour quelque chose que ce soit.

IV. Dependait pour prévenir les mesintelligenceſ, qui pourroient survenir entre les Hauts Alliés, & les Commandans de leurs Troupes au sujet des Terres & Lieux où les Quartiers & Contributions devoient être établies, on s'en accorda à tems, & leurs Alteſſes en seroient chaque fois une raisonnable distribution dans les Cercles de la Basse Saxe, & de Westphalie; comme aussi, en cas que leurs Alteſſes ne pussent obtenir aucune Contribution, les autres Hauts Alliés seroient obligés, d'augmenter jusqu'à la Somme de 1666. Rixdalers l'argent de levée anticipé par eux pour les mille Dragons, par dessus les dix Rixdalers par tette, qu'ils auroient coté à pied, & d'en faire le Payement au plus tard dans le tems de trois Mois après la Paix, leurs Alteſſes demeurant au reste chargées desdits Dragons & de leur entretien. Ainsi fait à Cell, le 22. Juin 1674.

(L.S.) D. J. KRAMPRICHT.

Pour Sa Majesté Imperiale.

(L.S.) T. BRASSET.

Pour Sa Majesté Catholique & pour Leurs H. P.

(L.S.) J. HELWICH SCHUTZ.

(L.S.) C. VON HAMERSTEIN.

(L.S.) F. VON HEIMBACH.

(L.S.) J. FRIDERICK SOHBEH;

CXXVII.

21. juil.
1. juil.
L'EMPEREUR
L'ESPAGNE, LES
PROVINCES-UNIES
ET BRANDENBOURG.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Espagne, les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, d'une part & FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 21. juil. 1674. [Actes & Mémoires de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 655.]

La Nomine Domini, Amen.

Cum in omnium oculis incurrat, quàm insignes calamitates, oppressiones, devastationesque, nec non tot innocentium Christianorum sanguinis effusio ex fuscatis nuper à Gallia & continuatis hucusque Bellis ortæ sint; Sacra Cæsarea Majestas, sua Regia Majestas Hispaniæ, Serenitas sua Electoralis Brandenburgica, nec non Celsi & Præpotentes Fœderatarum Provinciarum Ordines Generales; in id præcipue sibi incumbendum duxerunt, quo pacto divinâ auxiliante gratiâ malis istis & tam injustæ violentiæ occurrî, oppressi Subditi ad eadem liberari, unaquæque Pars sibi debita unâ cum æqua satisfactione recuperare, eoque modo pacifico & tranquillo statui restitui possit. Cumque ad eundem quantocius perveniendi concepta hactenus spes non modò evanescere visa sit, sed & in dies magis magisque appareat, etiam alias iſſibi tale promeritas Provincias progrediente tempore iſdem malis ac miseriis involvi; & magis necessarium visum fuit, quæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, suam Regiam Majestatem Hispaniæ, suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam, necnon Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales viget Fœdera, amicitiam ac correspondentiam non redintegrari solummodò, sed & ad scopum supradictum collimantia in commune conferri, Fœdusque huic temporum rationi accommodum, inter altermemoratas Partes tractari ac concludi.

I. Sit & maneat Sacra Cæsarea Majestas, sua Regia Majestas Hispaniæ, Serenitati suæ Electorali Brandenburgicæ, necnon Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, scopus hujus Fœderis præcipuus, prompta quàm maxime restauratio universalis, æquæ & constantis Pacis, cujus spem ferè omnem Tractatum qui Coloniz ad Rhenum instituebantur sequuta interruptio, latiusque hinc inde serpens Belli flamma subvertere videntur, æquantque in hunc finem dicti Fœderati vigore hujus Fœderis contra hostes communes præsentis aut futuri; cum hæc sit Fœderatorum intentio, ut contra adversa molimina omnium illorum, qui partibus dictorum hostium aut accedunt aut jam accesserint, offensivè & defensivè agatur, eâ ratione, ut Serenitas sua Electoralis, unâ cum Sacra Cæsarea Majestate, & sua Regia Catholica Majestate, necnon cum Celsis & Præpotentibus Ordinibus Fœderati Belgii contra eodem directè plenam publici Belli Societatem iſſe debeat.

II. Sisteat huic suæ Serenitas sua Electoralis sedecim millium Exercitum, quinque mille nimirum Equites, decem mille Pedites, & mille Dimachas, vulgo Dragones, quorum très ratione stipendi pro duobus Equibus & uno Pedite computantur; educaturque hic Exercitus in campum, statim à dato subscriptionis hujus Tractatus, & postquam sequenti Articulo tertio expressa pecunia Serenitati suæ Electorali soluta fuerit, aique communi consensu omnium Contrahentium adversus supra Articulo primo nominatos hostes agatur.

III. Ut autem hic Exercitus sedecim millium, cujus sustentationi sua Serenitas Electoralis suæ ultra annum de proprio gravibus prospexit sumptibus, quique ex bene exercitato Milite compositis est, tantò sit instructior, atque ex remotis partim ubi degit oris in campum educi, locoque de quo inter Fœderatos conveniet, sili sit queat, solvetur Serenitati suæ Electorali eodem tempore, quo fiet subscriptio, Summa ducentorum millium Imperialium, pro dimidia quidem parte à Regia Majestate Catholica, pro alterâ dimidiâ à Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus.

IV. Sumptuum ad sustentationem antedicti Exercitus necessariorum Regia Hispaniæ Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines unam & Serenitas sua Electoralis alteram dimidiam sultinent, ita ut Equitata in decem Legiones five Regimenta & unumquodque Regimentum quingentis Equibus constans in sex Turmas seu Companias, Peditatus verò similiter in decem Regimenta, & unumquodque Regimentum mille Militibus constans in decem Cohortes, & prædicti mille Dragones in unum Regimentum decem Turmis constans, & unaquæque Turma in centum Dragones redigi, lisque constare debeat. In unumquodque Equitum Regimentum, primam, uti vocant, planam, five Officiales Turmarum & gregarios Milites solvetur Summa quatuor mille septingentorum sexaginta septem Imperialium, triginta suavorum monete Hollandicæ, inque singula Regimenta quatuor suavor mille centum & quatuor Imperialia quatuor suavor monete Hollandicæ; Ad hæc in cujusque Regimenti Officiarios superiores, quos communi nomine *Regimentarii* Indignitatem, ducenti decem Imperialia lque singulis mensibus, Mensum pro triginta diebus, & annum pro duodecim mensibus computando; Atque hæc ita, ut nulli posteriores sumptus, neque ratione curruum, eorum aut similibus, cujuscunque sint generis, exigi aut requiri debeant. Non tamen tenebitur hæc ratione Serenitas sua Electoralis Regimenta, quæ sub signis habet, imminuere, quin imò eodem in statu præsentî relinquere, atque ita cum aliis ad Exercitum ducere poterit.

V. Præter hæc per singulos Menses à Regia Catholica Majestate & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus in superiores Exercitus Officiarios five *General-Scab*; necnon ad sustentationem rei tormentaria Præfectorum, eoque spectantium, eorumque, porro ad sumptus quotidie emergentes in Mentitiones, Instrumenta ad munimenta extruenda necessaria; arma, vestimenta, exploratores, Legationes & similes inevitabiles necessitates, solvetur ad Cassam Summa quinta parte minor illâ, quæ antehac Tractatu anni millesimi sexcentissimi septuagesimi secundi singulis mensibus promissa fuit.

VI. Liberum tamen erit Serenitati suæ Electorali pro arbitrio, & prout rationi Belli congruum, & promovendis operationibus incidentibus expedire judicabit, Regi.

ANNO
1674

ANNO

1674.

Regimenta ac Turmas augere, dummodò ipsam Corpus non imminuat, sed semper quinque mille Equitibus, decem mille Pedibus, & mille Dragonibus effectivè belligerantibus constet, numerosque Officiorum, puta Tribunorum, eorundem Locum tenentum, Prædictorum Vigilem, Centurionem & minorum Officialium eo modo relinquatur, quo tempore Ordinationis Regimenterum fuit.

VII. Rei tormentarie Ministros, & quicquid Machinarum Bellicarum, Munitionum, Curruum, Rhedarum, eorumque, aut aliàs ad eam requiritur, id omne Serenitas sua Electoralis suis procurat sibiisque sumptibus. Acquiriturque hæc res tormentaria & qui ad eam necessarij Globi, Munitiones, necnon Officiales & Ministri pro ratâ Exercitus sedecim millium, atque ita quatuor infra illam numerum, quo res tormentaria sive Artilleria juxta Tractatum anni millesimi sexcentissimi septuagesimi secundi formata fuit.

VIII. Sufficienter Exercitus & Subsidia, quæ altèmemorata Regia Catholica Majestas & Ordines Generales supra dicto modo singulis mensibusolvere tenentur, infumuntur à dato subscriptionis hujus Tractatus, ita ut die dictæ subscriptionis mensem unumolvere, atque hoc factò de menie in mensem continuare debeant. Vice versâ Serenitas sua Electoralis dictâ subscriptionis hujus die, parique passu, Regia Hispanica Majestas & Dominorum Ordinum Commissariis, ab Officialibus ipsius subscriptis lustrati dicti totius Exercitus Tabulas, cum nominibus & cognominibus omnium Militum exhibebit. Quò prævio dictus Exercitus intra quatuor septimanarum spatium in Campo lustrabitur, eaque lustratio à parte Serenitatis suæ Electoralis diutius haud deferretur. Adde, ut Regia Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antequam lustratio illa effectivè peracta fuerit, solutionem ullam ulteriorem facere haud obligati esse debeant; hæc tamen expressa conditione, ut, si in lustratione Exercitus minus completus reperitur, defectus iste de factâ jam solutione deduci, inique rationem sequentis secundi Mensis imputari debeat.

IX. Liberum quoque erit Regiæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominiis Ordinibus, Exercitum aut pro parte aut totum quando & quotiescunque ipsi placebit, per suos ad id nominatos Commissarios, unâ cum suis Commissariis, quos Serenitas sua Electoralis ad id ordinabit, lustrare & inspicere; Idque à Regia Hispanicæ Majestati & Dominiis Ordinibus ex antedictis Subsidij pro ratâ missi solvetur, quod successivè in lustrationibus Equitatis, Pedatis, aut Dragonum numero deesse deprehensum fuerit.

X. Regia Sua Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antedicta Subsidia, initio cujusque Mensis absque ulla mora prompree in presentipecunia Amsterodami ad manus illius, quem Serenitas sua Electoralis ad id nominabit, & pleno Mandato instruat, solvi curabunt, eoque post solutionem particularem fieri curabit, eoque nomine tenebitur. Optionem autem suæ Regiæ Hispanicæ Majestatis & Dominorum Ordinum relinquatur, utrum dictam solutionem argenteis Ducatibus, singulis ad sexaginta tres fluvros computatis, an vero Hollandicis aut Brabanticis Cassæ Imperialibus ad quinquaginta fluvros fieri velint, omnibus in eo consentientibus, ut omnes solutiones, quarum in hoc Tractatu mentio fit, non in Banco, uti vocant, sed Hollandica corrente Cassâ pecunia fieri debeat.

XI. Adhæc conventum & determinatum est, quod, si divino auxilio Pax, tranquillitas & amicitia undique restituta fuerit, Serenitati suæ Electorali præter tum temporis currentia, adhuc post initam Pacem, unius Mensis Subsidij, nihilque præterea præstari & sine mora exsolvi debeant.

XII. Serenitas sua Electoralis ex iis, quas sub signis habet, Copijs, cum, quem poterit, Cohortum & Militum numerum versus Terras suas in Westphalia sitas tendere, ibidemque Hospitium sumere faciet, quo & totus Exercitus statim à factâ subscriptione unâ cum tormentis procedet.

XIII. Majores etiam & Minores Officiales, tum gregarii Milites Juramentum Serenitati suæ Electorali præstatum, Regiæ suæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominiis Ordinibus aut Commissariis iis, quos ad id ordinabit, præstare tenebuntur, & si id postulatum fuerit, dicto Juramento eò usque obstricti manebunt, quoad in memorata Catholica Majestatis & Dominorum Ordinum Terris ac Ditione militant, atque in specie promittere debent se Imperato-

ri, Regi Hispaniarum & Ordinibus Generalibus id præstituros, quod à strenuis & honestis Militibus exigatur. Officialibus tamen Brandenburgicis plenaria tum manet Jurisdicção & Disciplina Militaris in conceditis sibi Copijs, absque turbatione & imminutione ulâ.

XIV. Obligant quoque se Sua Cæsarea Majestas & Sua Regia Hispanica Majestas nec non Celsi & Præpotentes Domini Ordines Serenitati suæ Electorali, si eandem, durante hoc Bello, à quopiam facto & repta in Tennis aut Portibus ipsius armis infestari conigerit, pari aut minori numero, prout de eo inter ipsos tum conveniet, assistere, omnemque ab illis vim hostilem amoliri debere, nec Pacem facient donec Ditiones ipsius in pristinam tranquillitatem vindicatz, Serenitati suæ Electorali sua restituta, ac satisfactum fuerit.

XV. Casu conjunctionis in Serenitatis suæ Electoralis Provinciis, Cæsareæ, Hispanicæ & Ordinum majores minoresque Officiales, ut & gregarii Milites Juramentum, Cæsareæ Majestati, Regiæ Catholica Majestati, nec non Celsis & Præpotentibus Dominiis Ordinibus præstatum, Serenitati suæ Electorali præstabunt, manetque Cæsareis, Hispanicis & Ordinum Officialibus sua in Legionibus suis Jurisdicção & Disciplina Militaris, perinde uti antea.

XVI. Summum Imperium competit Serenitati suæ Electorali, idque semper, dummodò infirmitate aut vi majori non impediatur, ipsa præsens exercebit. Promisit quoque eadem ac pollicita est, quemadmodum hoc ipso promittit ac pollicetur, se omnem hunc Militem, quandiam vigore hujus Tractatus ager ac unâ consistet, præcise & serio eò adducturam, & directuram, ut quibusvis subnascentibus occasionibus indiscriminatim publico bono, commodo & securitati inserviat & adhibeat.

XVII. Et quemadmodum Serenitatis suæ Electoralis arbitrio relicto Generalatum hujus Exercitus capacel necessariisque qualitatibus instructo committere Ducem, ita ille, cui Serenitas sua Electoralis id munus deferret, obstrictus erit vigore ab ipso subscripti & Sigillo roborati Reverentis memoratis Sacræ Cæsareæ Majestati, suæ Regiæ Hispanicæ Majestati, necnon Celsis & Præpotentibus Dominiis Ordinibus promittere, isdemque fidem dare, se omnes Articulos & Puncta hujus Tractatus diligenter observaturum, tenorique eorum præcise inhaurum.

XVIII. Obligat sese Serenitas sua Electoralis, se cum prædictis Copijs contra hostes eo loco, tempore ac modo acturam, quibus id altè nominata Sacra Cæsarea Majestas, Regia Hispanicæ Majestas, ut & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines publico commodo maxime convenientes fore per majora judicabunt; sicut & omnes actiones principales, casu, quo Federatorum Exercitus toti aut pro parte hujus Exercitus juncti erunt, inter dictos Federatos, aut eorum Committentes, quarum conjunctiones hæc Copijs attinet, capendi ac venturâ, & prout id majori parti consilium visum fuerit, executioni mandari debent.

XIX. Ubi potè conventum cautumque est, ut licet Exercitus hic totus aut pro parte in Regiæ Suæ Majestatis Hispanicæ aut Dominorum Ordinum Territoriis ducendus sit ibidemque militare debeat, supremum tamen Imperium & quicquid inde ratione distributionis restaret militaris & aliàs dependet, Serenitati suæ Electorali si ipsa præsens Exercitui præerit, relinquere debeat. Quod si verò Serenitas sua Electoralis eo casu Summum Imperium non exerceat, tum inter Federatos ulterius super ea re disponendū deliberabitur & convenietur.

XX. Quod si locus aliquis ad Serenitatem suam Electoralem spectans obsecratur & occupetur, ex Copijs Electoralibus Brandenburgicis is Præsidium accipiet. Planè uti Regiæ Sacræ Hispanicæ Majestatis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum locis ab hoste recuperatis ipsorum Milites imponentur. Si verò hosti ejusve Adhaerentibus locus extra Romanum Imperium & Federatorum Territoria situs eripiarum, Federati super ejus Præsidio transigent, captivi verò, Munitiones, Tormenta Bellica & similia, nullo excepto, ibidem reperta, Sacræ Regiæ Hispanicæ Majestati & Dominiis Ordinibus pro dimidia parte, & pro altera dimidia Serenitati suæ Electorali cedent.

XI. In divisione Tormentorum Bellicorum, Munitionum, & similium in acie & conflictibus captorum, secundum modo dictam proportionem procedetur.

XII. Captivi spectant conditionis, siue Civiles illi, siue militares sint, illi parti maneat à qua capti sunt. Puta-

ANNO

1674.

ANNO
1674.

mutatio tamen undique locum habebit, illique qui talem captivum cepit, juxta conceptam super hac re formulam vulgo *Cariet*, satisfieri debet.

XXIII. Si ante dictus Exercitus contagione aut in additionibus cum hoste duorum aut plurium militum numero diminutus, & ob id supplementis opus sit, eo casu sua Regia Hispania Majestas, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines pro rata portionem suam contrahent.

XXIV. Secuta subscriptione, fasque primâ solutione nulli Contrahentium licebit cum hoste ejusve Adhærentibus Armillicum ultum intire, nisi conjunctum & communi consensu. Et præterea conventum est, quod si Serenitatis sue Electoralis Civicae & alia Provincia ob contagione hujus Fœderis in futurum per communes hostes ad majorem ruinam redigantur, ut in Pacis Iactatus omni operâ ad aliorum debeat, quod id damnum incrimis & ante omnia refarcitur. Quod si etiam ad Tractatum aliquem, five Pacis five Armistitii aliquot annorum deveniant, tum nemo Confœderatorum istam Negotiationem, five Tractatum absque reliquorum participatione, & priusquam ipsis eodem tempore, & tam citò ac sibi ipsi requisitam & necessariam facultatem ac securitatem Ministris suis ad locum Tractatus mittendi procuraverit, aggredietur. Prædicti quoque Fœderati eorundemque Militum successivè & semper quæ in dicta Negotiatione occurrunt, sibi mutuo communicabunt. Similiter alter alteri eadem Jura, Immunitates, Exemptiones, Prærogativa & securitatem ab hostibus eorum semper adhaerentibus & Fœderatis paciscent, quæ sibi ipsi stipulatus & adeptus est, nisi alter super eo inter se conveniant, quod cum generatim attendi debet, ut hostilitas tam adversus unum quam alterum Contrahentium final tollantur.

XXV. Generales, Tribuni, Commendantes Exercitus & Cohortium ubique exactam servare disciplinam, & unicuique debitam justitiam sine mora administrare tenebuntur.

XXVI Serenitati quoque suæ Electorali liberum

erit, in quibusdam ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines spectantibus eorundemque prædictis infestis locis, Domum frumentariam, vulgò *Magazin* erigere, Eidem quoque singulis vicibus Munitiones & communitus necessarii æquo, illoque pretio, quo Domini Ordines ipsi ea cœterunt, vendi debent, nisi ipsi illis indigeant.

XXVII. Porro inter Contrahentes perpendetur & examinabitur, quænam ulteriora ne sit ad conservandam aut resolutionem Pacis, & stabilimentum communis tranquillitatis & securitatis per actiores Considerationes aut alias amplectenda sint. Sacra Cæsarea quoque Majestas, Regia Catholica Majestas, nec non Fœderati Ordines id agent, ut institutus hæcenus cum Dominis Ducibus Brunsvicensibus Tractatus omnibus modis quanto citius finiatur, ita tamen ut hæc pæctio tanquam conditio sine qua non habeatur.

XXVIII. Ut etiam Exercitus tantò melius sustentari queat, opera dari debet, ut illis Provinciis, quæ se hostiliter declaraverint, contributiones imperentur, eaque contributo, quantum ex ea deductis impensis supererit, in utilitatem & commodum Contrahentium ex æquis partibus juxta rationes superinde reddendas vertatur.

XXIX. Prædicti Fœderati durante præsentè Bello nulli se committent Bello, contra alios Principes & Potestates, quæ se hisce prædictorum Fœderatorum partibus adjunxerunt.

XXX. Omnia & singula supra posita Punèla & Articuli omnes contrahentes sincerè & inviolabiliter se præstituros, eaque perfectè, bonâ fide, & ex omni parte reipsa adimpleturos spondent.

In majorem hujus rei firmitatem & constantem observationem quatuor ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiaris subscripta ac signata sunt. Quorum Ratificationes, si fieri potest, intra duos menses à dato hujus computandos, vel citius etiam debitâ formâ extradi & commutari debent. Acta hæc ita sunt Colonia ad Spream die

21. Junii
1. Julii anno 1674.

ANNO
1674.

CXXVIII.

10. Juill. *Alliantie* (1) *tusschen Syno Keyserlyke Majesteit LEOPOLD, CAREL DEN II. Koning van Spanje, ende de Hoeren Staten-Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN ter eenre, ende CHRISTIAN V. Koning van Denemarcken ter andre zijde; behelsende dat Hoog-gedachten Koning van Denemarcken, gedurende den tegenwoordigen Oorlogh veerdig en gereet sal houden eenre Armée van 16000. man, te weten 5000. Ruyters, 10000. Soldaten, & 1000. Dragonders; ende dat deswegens Syno Majesteit sal genieten eenre Somme van 14000. Ryksdallers ter Maend, de helfte by Syno K. Majesteit van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog. Mog. te betalen tot Amsterdam. Aldus gedaen in 's Gravenhage den 10. July 1674. Met een SECREET ende SEPARAET ARTICUL. houdende een particulier prolongatie van Alliantie, tot vyftien jaren tusschen Syno Mijesteit van Denemarken ende Haar Hoog Mogende. Gedaen in 's Gravenhage den 10. July 1674. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 527. en Hollandois comme ici, avec une Traduction Française.]*

ZY kennelijk dat syne Roomsch Keyserlijke Majesteit van Spanje, en Haar Hoogh Mogende de Hoeren Staten General der Vereenigde Nederlanden, verscheide malen te kennen gegeven hebbende, hoe dat sy soo wel in als buyten 't Rijk regens de Osnabrugie en Munstersche, Giesche, en Akenische Vrede veler

(1) Ce Traité, n'étant signé que du Ministre de Danemarck, & de ceux de L. H. P. on doit en consoler qu'il s'en fit divers Instrumens. Ceux de l'Empereur & du Roi d'Espagne furent sans doute en Latin. Celui-ci, étant devenu à Messieurs les États peut avoir été couché originairement en Hollandois. Il y a même bien de l'apparence que cela soit ainsi & je n'en doute presque point. [Dusi.]

CXXVIII.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur 10. Juill. des Romains, CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs États Généraux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Danemarck d'autre part; contenant que Sa Majesté Danoise tiendra sur pied pendant la présente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes; savoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de pied & 1000. Dragons; pour l'entretien desquels, il lui sera payé 14. mille Ecus par mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majesté Catholique, & de L. H. P. & payables à Amsterdame: Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. Avec un ARTICLE SECRET & SEPARÉ contenant une particulière Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majesté Danoise & Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674.

SA Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les États Généraux des Provinces-Unies, ont plusieurs fois déclaré, qu'ayant été offensés contre les Traitez de la Paix conclue à Osnabrug, à Munster, à Cleves & à Aix; Ils ont été contraints de joindre leurs

ANNO 1674. velerwegen beledigt en verweldigt oock daar door ge-
necellenteert waren geworden haar te conjungeren, en
daar neenen te trachten, dat de Vrede en ruste soo wel
in het Rijk, als des selfs naaburfschap op eerlijke
en billijke conditien gerechtvaardigt mochte werden, met
verloof dat Sijn Koninklijke Majesteit van Dene-
marcken sijne,allen sijnen voor de gemeyne welvaart
en seckerheyt des Rijcks betuygde sorgvuldighet
oock by desen door de contrarie Parteyen allen Standen
des Rijcks tot hoogste preiuditie en nadeel verweckte
beroerte, bewijzen en mer Hooght-gedachte Keyser-
lijke en Catholijcke Majesteiten en Haar Hoog Mogende
tot het erlangen eener seckere gemeyne Vrede
haar te samen vereenigen mochten. En naar dat
Hooght gedachte Syne Koninklijke Majesteit van De-
nemarcken sich van Sijne Keyserlijke Majesteits, en
Koninklijke Majesteits van Spanjen en Haar Hoog
Mogende niet weyniger tot des Rijcks, als haar gesa-
mentlijke Geallieerden Landen nut tenderende inten-
tien genoegsaam versekeret, en daarnemens in confide-
ratie getrocken hadde; hoe Syne Koninklijke Ma-
jesteits Landen en Luyden, ingevalle de Vrede niet
wederom tijdelijk gelijst wierde, by de tot noch toe
genotene rust en seckerheyt niet wel behouden souden
kunnen werden, soo is tusschen Hooght gemelte Haare
Majesteiten, Keyserlijke, van Spanjen, en Dene-
marcken, en Haar Hoog Mogende ondergeschreven
Ministres ende Gedeputeerden over de voorz. con-
junctie naarder geconvenieert en beilooten in maniere
hier naervolgende.

I. Eerstelijck is de meeninge dat dese Alliantie tot
geene Potentaten, Konings of andere Staats-offensie;
maar voornamentlijk om de ruste in de Naaburfschap
te bevorderen aangefien zy: dat gelijck sulcks recht-
matig van eene kant geoordeelt, en der Hoogen Geal-
lieerden inclinatie en insichten conform bevonden
zijnde, gearreleert werdt, is oock van de andere zijde
billijk, noodig en op 't gemelte oogmerck convenabel
geacht, de voorz. Alliantie daar heenen te richten, soo
als dan vast gestelt wert by desen, dat de selve Allian-
tie haar volkomen effect sal sorteren tegens alle de
gene welke gedurende den tegenwoordige Krijgh
met de hooge Geallieerden in Vyantschap souden mo-
gen komen, de Parteyen van der selver Vyanden in ce-
nigen deele kiesen, 't zy in 't gemeen of in 't bysonder,
of tegens de hooge Geallieerden en der selver respecti-
ve Staaten en Landen en Luyden quade desleynen
voornemen en onderleggen soude mogen, omme de-
welcke voor te komen en tegens te gaan dan mede by
desen expresselijk geconditioneert is, dat de Troupen
hier onder gespecificeert tegens alle soodanige toekom-
mende Vyanden, der selver Adherenten, kiefers van
haare Partye, of onderleggers en voornemers van qua-
de toelag, edoch tegens geene andere in diervoegen als
by dit Tractaat vervolgens verdragen is, sullen werden
gebruickt.

II. Is dan verders versprooken, dat den meer-Hoog-
gedachten Koning van Denemarcken, tegens alle sood-
danige toekomstende Vyanden, der selve Adherenten,
kiefers van hare Partye ofte onderleggers en voorne-
mers van quaden toelag, gedurende den tegenwoor-
digen Oorlog, veerdig en gereset sal houden eene Ar-
mee van 16000. Man, te weten, 5000. Ruyters, 10000.
Soldaten, en duyfent Dragoniers.

III. Dat Syne Majesteit voor de onkosten, die de
selve geobligiert is te doen, soo tot het onderhouden
van het voorz. Volck als andersins mede gedurende
den tegenwoordigen Oorlogh, sal hebben en genieten
eene Somme van 14000. Rijcksdalders ter loopende
maant, twaalf maanden in 't jaar gereckent, de helfte
by Syne Koninklijke Majesteit van Spanje, en de we-
derhelfte by Haar Hoog Mogende te betalen tot Am-
sterdam in swaar of hart kas-gelt, en dat de voorz.
eerste maant aanvang sal nemen, soo haalt de Ratifi-
catie van het tegenwoordig Tractaat van wegen den
meer Hoogh-gedachten Konigh van Denemarcken
alhier in den Hage gekomen en ge-extradeert sal
zijn.

IV. En soo wanneer enige nieuwe Vyanden der
selver Adherenten, kiefers van hare Partye, ofte on-
derleggers en voornemers van quaden toelag aan den
Hooght-gemelte Geallieerde of eenige van de selve sou-
de mogen opkomen, sal den meer Hooght-gedachten
Koning van Denemarcken ter requisitie van de Hooght-
gemelte Geallieerde gehouden zijn tegens de selve
Vyanden in openbare rupture te treden, en omme de
voorz. rupture met des te meer nadruk tegens de sel-

ANNO 1674. *Armes afin de chercher tant le repos de l'Empire, que celui des Pais voisins, & y rétablir la Paix aux conditions les plus favorables que faire se pourroit. C'est pourquoy ils ont été obligés de requérir S. M. Danoise, de se vouloir en toute occasion porter pour l'intérêt de l'Empire, & contre tous Partis contraires à icelui, & aux Conféderez qui sont S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. depuis peu Considerez. Et S. M. Danoise a vu que S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. n'ont rien fait, qui ne tendit à la sûreté de l'Empire & de ses Voisins, & par conséquent qu'il n'y avoit nul préjudice pour ses Terres & Sujets. Ce que voyant, Sadite M. D. a trouvé bon & a donné ordre à ses Ministres de traiter en son nom avec les Ministres de Sa Majesté Imp. de S. M. C. & de L. L. H. P. comme s'ensuit.*

I. Premièrement, on ne pretend point que cette Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat soit Roi ou Etat; mais seulement pour le repos des Alliez & de leurs Voisins. Ayant donc resolu ceci, & les Alliez y ayant acquiescé, ont trouvé bon de former la présente Alliance, ayant conclu de l'effectuer, pendant cette Guerre contre tous ceux qui pourroient prendre le Parti, ou adberer aux Ennemis des Alliez, & même contre ceux qui les Armes à la main les voudroient attaquer, ou leurs Etats, Vassaux, Domaines ou Sujets. Et pour prevenir tels accidents, lesdits Alliez ont trouvé bon de former une Armée selon les formes ci-dessous mentionnées. Afin de se défendre contre tous les susdits Ennemis, ou ceux qui pourroient épouser leur Parti, ladite Armée devant être conduite selon les conditions suivantes.

II. Suivant ce present Traité Sa M. D. sera obligée de tenir sur pied une Armée de 16000. Hommes, savoir de cinq mille Chevaux, de dix mille Fantassins, & de mille Dragons, & toujours prête à marcher contre les Ennemis, qui pourroient attaquer lesdits Alliez, ou leurs Adherans en quelque façon que ce soit.

III. Que Sadite M. D. recevra pour les frais qu'elle sera obligée de faire tant pour la levée, que pour l'entretien de ladite Armée, la Somme de 14000. Rixdalers par Mois, pendant que cette Guerre durera, tant les années de douze Mois. S. M. C. sera obligée de payer la moitié de ladite Somme, & l'autre moitié sera payée par L. L. H. P. à Amsterdam en Banque ou en caisse. Le payement du premier Mois commencera du jour que S. M. D. aura donné la Ratification du present Traité, & sera venu entre les mains des Alliez.

IV. Et en cas qu'il survint de nouveaux Ennemis aux Alliez, Sadite M. D. sera obligée de rompre avec eux & leurs Adherans, & de soutenir con-

ANNO
1674.

ve nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiefers van haare Partij of onderleggers ende voornemers van quaden toelegh, in 't werck te stellen, binnen den tijd van ses weken naar date van de voorfz. requisitie, op de been en in Sijne Majesteits Landen naast grenfende aan de Steen en Plaatzen van de selve Vyanden by een brengen de voorfz. Armée van 16000. Man sal werden onderhouden, voor de eene helft ten lasten van Syn Koninglijke Majesteit van Spanje, en Haar Hoog Mogende, yder half en half, en de wederhelfte ten laste van Syne Koninglijke Majesteit van Denemarcken, en dat de voorfz. Subsidien van de voorfz. 14000. Rijksdaalders fullen continueeren tot den dag toe, dat de voorfz. andere Subsidien aanvang fullen nemen.

V. Dat omme de voorfz. Armée van 5000. Paarden, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragoners in het voorfz. geval des te spoediger, en ten langsten binnen den hier bovenstaande tijd te doen by een brengen, Hoog-gedachte Syn Koninglijke Majesteit van Spanje, en Haare Hoog Mogende terfont tot de voorfz. requisitie by goede wiffelen, ten behoeve van Syn Koninglijke Majesteit van Denemarcken, en in de Stadt Hainoorg fullen doen overmaecken eene Somme van 170000. Rijksdaalders, of 425000. Guldens Hollands gelyc, als genomen 40. Rijksdaalders tot aanriens gelyc voor yder Ruyter en Dragoner, en 10. Rijksdaalders voor yder Voetknecht wel gemonteert en wel gewa-pent.

VI. Dat de voorfz. Militie, soo wanneer die in manieren vooreen verhaalt op de been sal werden gebracht, sal werden geraangereit onder tien Regimenten te Paart, onder tien Regimenten te Voet, en tien Compagnien Dragoners; dat yder Regiment te Paart sal bestaan in 500. Paarden verdeelt in ses Compagnien, en yder Regiment te Voet in 1000. koppen, en yder Compagnie Dragoners in hondert koppen, en dat yder Colonel te Paart en te Voet sal worden getraeteert tegens 120. Rijksdaalders, of drie hondert Guldens Hollands ter loopende Maandt, yder Luitenant-Colonel tot veertig Rijksdaalders of hondert Guldens, en yder Major tot 32. Rijksdaalders of tachtig Guldens, en de Quartiermeesters en Provoosten te Voet t'amen tegens 18. Rijksdaalders of 45. Guldens Hollands ter Maandt voor yder Regiment, des en fullen aan de selve geene andere onkosten, het zy van Wagen, Karren, of Paarden op de oprochten of anderfints geleden ofte gevalideert werden.

VII. Dat Syne Koninglijke Majesteit van Denemarcken, als dan mede voor yder Regiment te Paart geraangereit als vooren, dat by Hoogst-gedachte Syne Koninglijke Majesteit van Spanje, en Haar Hoog Mogende moet werden onderhouden, sal hebben tot Soldye alle loopende Maanden, de selve tot twaalf in 't jaar te reekenen, eene Somme van 4767. Rijksdaalders 26. Stuyvers 9. Deniers, of 11. duysent 9. hondert 18. Guldens 19. Stuyvers 9. Deniers Hollands, en voor yder Regiment te Voet, dat ten laste van Hoogst-gedachte Syne Koninglijke Majesteit van Spanje, en Haar Hoog Mogende moet werden onderhouden ter loopende Maandt als vooren 4104. Rijksdaalders vier Stuyvers of 12062. Guldens vier Stuyvers Hollands, of naar proportie soo veel min als by de te doene Monfteringe de voorfchreven Regimenten fwaeker in getal van Paarden ofte Voetknechten fullen bevonden werden, doch by aldien ten tijde van de te doene Monfteringe de voorfchreve Armée in 't geheel duysent Man, en niet meerder, in getal minder mochte bevonden werden als de selve moet wesen, en dat de Officieren fouden kunnen bewyfen, dat foudanigen afgang of verminderinge niet by haare verfluyt toegekomen, mochte yst eenige andere practijcken gelprootten is, maar dat fultke Volckeren of in de Oorlogsaellen zyn gebleven, en vermist, of anderfints wechgeflorven, dat in foudanigen gevalle ter faken van die voorfchreve verminderinge aan de voorfchreven Subsidien geene kortinge fal mogen werden gedaan: mits dat de voorfchreven Armee op de volgende Monfteringe weder compleet gevonden werde.

VIII. Het fal nochtaans aan meer hoogstgedachte Syne Koninglijke Majesteit van Denemarcken vryftaan naar fijn belevende goetvinden zoo als het deselve, volgens het Krijgsgebruyck ende tot verrichting der voorvallende operation, ten belten fal oordeelen, de voorfz. Regimenten en Compagnien te mogen ver-lere.

tre eux avec ladite Armée dans six semaines, après la requisition faite par les Alliez. Ladite Armée de seize mille Hommes sera entretenue par les Confe-dérés, fjavoir une moitié par S. M. C. & LL. H. P. ch. une moitié par nous; Et l'autre moitié sera entretenue par S. M. D. continuant l'Appuiement ci-dessus dit de 14000. Rixdalers, jusqu'à commen-cement de l'ansre.

ANNO
1674:

V. Et afin que ladite Armée de cinq mille Hom-mes de Cavalerie, de dix mille d'Infanterie & de mille Dragons, soit plutôt mise sur pied au moins au temps ci-dessus prescrit, S. M. C. & LL. H. P. auront foin, tôt après la requisition faite, de faire tenir, par Lettres de change, à S. M. d'ins la Vi-le de Hambourg la Somme de 170000. Rixdalers ou 425000. Florins Monnoie d'Hollande: proportion-nant ladite Somme à la levée desdites Troupes, fjavoir 40. Rixdalers pour un Cavalier ou Dragon, & dix Rixdalers pour chaque Fantassin.

VI. Que ladite Armée étant levée sera mise en ordre & divisée en dix Regiments de Cavalerie, dix Regiments d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons. Que chaque Regiment de Cavalerie sera de cinq cents Hommes & six Compagnies, & chaque Regiment d'Infanterie de mille Hommes, & cha-que Compagnie de Dragons de 100. Hommes. Que chaque Colonel, tant de Cavalerie que d'Infanterie tirera par Mois six vingts Rixdalers ou 300. Flor. Monnoie de Hollande. Chaque Lieutenant Colonel aura par Mois de Solde 40. Rixdalers ou cent Florins Monnoie d'Hollande. Et chaque Major aussi par Mois de Solde 32. Rixdalers ou 80. Florins d'Hollande. Chaque Maréchal des Logis & Pre-voft aura 18. Rixdalers ou 45. Florins par Mois. Il ne sera fait aucune dépense au delà, soit pour Chariots, Charettes, Voitures ou autres choses.

VII. Que S. M. C. & LL. H. P. fourniront à S. M. D. pour chaque Regiment de Cavalerie mis en l'état susmentionné, la Somme de 4767. Rix-dalers 26. Sols 9. Deniers, ou onze mille neuf cents dix huit Florins d'Hollande 19. Sols 9. Deniers, pour chaque Mois courant. Et pour chaque Regi-ment d'Infanterie 4104. Rixdalers 4. Sols ou 12062. Florins 4. Sols Argent d'Hollande. Et le tout sera payé à proportion du Monde qu'on passera en revue tant de Cavalerie, que d'Infanterie. Neanmoins s'il se trouvoit qu'en passant Montre, on ne trouvat manquer à l'Armée que mille Hommes, sans toute-fois que ce fût la faute des Officiers, & que lesdits Officiers fussent complets, & pussent verifier que ce n'est pas leur faute, & que ce qui pourroit man-quer, auroit esté par quelque défecte ou autrement par deserteurs, on ne laisseroit pas d'accomplir le Payement, comme si ladite Armée avoit été trouvée entiere, à condition neanmoins, qu'à la premiere Montre on rempliroit les places vacantes & rendroit ladite Armée complete.

VIII. S. M. D. pourra se servir de ladite Ar-mée, selon l'ordre de la Guerre s'il le trouve bon, & augmenter le nombre des Officiers, & former les Regiments & Compagnies ainsi qu'il luy plaira.

Mm 2

Nes.

ANNO 1674. Stercken met meerder Officieren, alleenlijk dat het Corps daar door niet en werde vermindert, maar ten allen tijde blijve bestaan in 5000. Ruyters, 10000 Man te Voet, en 1000. Dragondas effectieve combatanten, en mis oock het getal van Colonelen, Lieutenants Colonelen, Majors, Kapiteynen ende Lage Officieren, blyvende zoo als het hier voren is uitge-druekt: en behoudende oock dat Syne Majesteyt daar geen hogere ofte meerdere Subsidien sal mogen pretenderen.

IX. Dat de Penningen tot het voorz. respectie onderhoud ter concurrentie van de helft van de voorz. 10000. Man gerequireert, te weten een Maandt Solds, praelijk te betalen ten dage van ieder van de voorz. te doene Monstierage, ende daar naar voort van tijd tot tijd alle loopende Maanden ingang: mits, anders oock ten behoeve van elf Colonelen, Lieutenants Colonelen, Majors, Quartiermeesters en Provoosten, van wege hooch, hitensche Syne Koninklijke Majesteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende by goede Wiffelen, als boven, precide sellen werden overgemaect aan Syne Majesteyt, dswelcke dan voorts de particuliere betalinge sal nemen tot sijnen laste zoodanigh, dat hoogstgedachte Koninklijke Majesteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende, noyt by eenige Oversten oft andere Hooge of Lage Officieren, Ruyters en Soldaten over eenige wanbetalinge sellen mogen aangesproken werden, ofte daar voor by iemand conveniētel zijn.

X. Ende werd daar benevens vastgesteld, dat zoo wanneer door Godes hulpe, de ruste en Vrede ende vrieddichap allerzijts soude mogen werden herstelt, ende dat het Tractaat van de voorz. Vrede gereckeent soude mogen werden naar het verloop van de helft van de Maant daar inne Sijn Koninkl. Maj. van Denemarcken getreden soude mogen zijn, de meer hoogstgedachte Syne Majesteyt van Denemarcken in sulken gevalle sal genieten de Subsidien van de Maant, daar inne de selve getreden sal wesen, en daar en boven noch een Maant van de selve Subsidien; maar ingevalle het voorz. Tractaat soude mogen werden gereckeent voor het verloop van de helft van de voorz. Maant, dat Sijne Majesteyt als dan echter zal trekken noch een volle Maant, te reekenen van den dag af dat het voorz. Tractaat gereckeent sal zijn, 't en ware de hooge Geallieerde soude mogen goetvinden de voorz. Armee naar het voorz. gereckende Tractaat noch langer op de been te houden, in welken gevalle de voorz. Maant gereckeent en getrocken sal werden, van ende naar den tijd dat de hoogstgemelte Geallieerde sellen hebben verklaart de voorz. Armee, voor zoo veel haar aangaat, niet langer van nooden te hebben.

XI. Het sal wederzijds ende met onderlinge communicatie vrystaan alle de voorz. Troepen sonder onderscheit separaat ende te gelijk, naar gelegentheit van tijden, te doen inspecteren ende te doen monstieren, om van het getal der Ruyters en Knechten, oock van der selver Monture en Wapenen te kunnen versiekeren zijn, en sellen de Hooge Officieren, Ritmeesters en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijden daar omtrent te obediēren aan de ordres de welke daar toe sellen gegeven worden.

XII. Tot de voorz. Armee sal gevoeght werden een train van Artillerie, de welke naar de groote ende macht van de selve zoodanigh sal worden geproportioneert, dat daar toe sellen werden gebruekt:

Twee Mortiers.
Twee halve Kartouwen.
Vier Stucken van 12. pont.
Ses Stucken van 6. pont.
Twintigh van drie à vier pont.

Ponden.	Kogels.	Centenaar
Twee hondert à	24	48
Vier hondert à	12	48
Hondert à	60	
Ses hondert	6	36
Hondert à	40	
Twee duysent à	4	80

Centenaar Kogels 212.

Hou-

ANNO 1674. Neanmoins le Corps de l'Armée doit demeurer dans les formes ci-dessus mentionnées, sçavoir de 5000. Cavaliers, de 10000. Hommes d'Infanterie & de 1000. Dragons sous effectifs & bons Soldats, & les Officiers s'entendent, sçavoir Colonel, Lieutenants-Colonel, Majors, Capitaines & autres moindres Officiers demeureront comme il a été accorde. Et S. M. D. ne pourra pas prétendre plus d'Appointement qu'il lui en a été promis.

IX. Que les Deniers servant au payement desdites Troupes, sçavoir de la moitié de 16000. Hommes selon que l'on est convenu, doivent estre payez au commencement de chaque mois, qui commencera au jour que lesdites Troupes auront passé Montre, ce qui se fera aussi à l'égard des Colonel, Lieutenants-Colonel, Majors, Capitaines, Marchands des Logis, & Prevôts. Et quant à S. M. C. & LL. H. P. elles ne manqueront de faire tenir par bonnes Lettres de change lesdits payemens à S. M. D. pour en faire une distribution particuliere à chaque Officier & Soldat, selon qu'il le trouvera bon, à condition que jamais les Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. ne seront inquiétez, pour le payement d'aucun General ou autres moindres Officiers, soit Cavaliers, ou Soldats.

X. Et en cas qu'il aint, que la Paix fût conclue vers la moitié du Mois, lesdits Alliez seront obligez néanmoins de payer à Sa M. D. le Mois entier, & encore un Mois de surplus. Mais en cas qu'elle vint à être conclue un peu après le commencement du Mois, alors Sa M. D. sera payée encore d'un Mois en comptant du jour que ladite Paix sera conclue; A moins que lesdits Alliez ne trouvaissent bon de tenir encore ladite Armée sur pied, & alors le payement se fera comme devant, jusques à ce que lesdits Alliez déclarent n'avoir plus besoin de ladite Armée.

XI. Il sera permis tant d'un côté que d'autre de faire passer Montre à ladite Armée, soit toute ensemble ou séparément, comme on le trouvera à propos. Afin de voir en quel Equipage sont les Cavaliers & Soldats, & s'ils sont habillez & bien armez, les mettre en ordre. Après quoi les Colonels tant de Cavalerie que d'Infanterie, Capitaines & autres Officiers doivent être prests à obéir aux ordres qu'on leur pourra donner.

XII. On joindra à ladite Armée un Equipage d'Artillerie proportionné à la grandeur d'elle, pour être employée où on le jugera à propos, dont le contenu sera comme il suit, & qui sera de

Deux Mortiers.
Deux Cartouches.
Quatre Pièces de Canon portant 12. Livres de Bale.
Six Pièces de Canon chacune de 6 Livres de Bale.
Vingt Pièces de Canon chacune de 3. à 4. Livres de Bale.

Livres.	Boulets.	Quintaux.
Deux cens à 24		48
Quatre cens à 12		48
Cent à 60		
Six cens à 6		36
Cent à 40		
Deux mille à 4		80

Quintaux de Boulets 212.

Cens

ANNO 1674. Hondert Centenaar Granaden, met zoo veel Buskruyt als daar toe van nooden is.

Tegens een pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent.

Op acht duyfent Man ieder twee pont gereeckent.

Ende tegens een pont Kruyt twee Pont Loot gereeckent.

Hondert Centenaar Buskruyt voor het Canon.

Hondert Centenaar Buskruyt voor de Soldaten.

Drie hondert en twintigh Centenaar Loot ofte Musquet-kogels.

Ende oock daar by sullen werden gevoeght de noodige ende gerequireerde hooge en lage Officieren, als namentlyck:

Bedienende, tot dese Artillerie gehoorende.

Een Collonel.

Een Major.

Twée Capiteynen.

Twée Lieutenanten.

Vier stuck Jonckers.

Een Predikant.

Een Veltcheerder met een Velt-polck.

Twée Vuurwerckers met het Volck.

Twée en veertigh Constapels.

Een Brughmeester met sijn Volck.

Een Petardier met sijn Volck.

Een Mineur met sijn Volck.

Een Smit met sijn Volck.

Een Rademaecker met sijn Volck.

Een Zadelmaecker met sijn Volck.

Twée Wegh-bereyders.

Twée Schutmeesters.

Een Controleur.

Een Schryver.

Tachtentigh Hantlangers by 't Canon, te weten: vier by een Cartouw, en elck Stuck van twaelf pont, ende voor de rest by elck Stuck twee.

Eenige Pionniers.

Affuytmakers met haar Volck.

Ende sal Sijne Koninklijke Majesteyt die voorfeninge doen, ende die noodige ordres stellen, dat de voorfchreve Artillerie met de Paarden, Wagens, Karren en andere Attirail daer toe gerequireert, oock de voorfz. hooge en lage Officieren van den train mede biinnen den tijdt van ses weecken naar de voorfz. requisitie, op de been ende in staat sullen wefen gebracht, om te konnen werden gebruyckt daer het sal van nooden zijn, des sullen de hoogstgedachte Syn Koninklijke Majesteyt van Spanje ende Haar Hoog. Mogende zoo ras de voorgeroerde Armee van 16000. Man op de been gebracht, ende de voorfz. Artillerie en de Officieren van de selve sullen naargefen ende gemonteert zijn, tot verval van de onkosten daar toe gerequireert, mitsgaders tot de betalinge van de hooge Tractamenten der Generaals Persoonen, dewelcke, boven de Coloneln van de Regimenten, sullen moeten aangestelt ende gebruyckt werden, aan Sijne Koninklijke Majesteyt van Denemarcken, ale loopende Maanden, batalen eene Somme van 16886. Rijcksdalder, ofte 26715. Guldens Hollandsch gelt, behoudelijck, dat de voorschreve Artillerie met sijn appendicanten en dependenten, oock met een vijfde part hooger of meerder sal moeten werden vergroot als die in desen Art. al staat gespecificeert: en op conditie dat Syn Koninklijke Majesteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende daar mede van alle namaninge sullen zijn bevrijdt, gelijk hier voren Articulo IX. geseft is.

XIII.

Cent Quintaux de Grenades avec autant de Poudre qu'il sera necessaire pour l'usage d'icelle.

On contera pour chaque Livre de Bales une demie Livre de Poudre.

Pour huit mille Hommes chacun deux Livres de Poudre.

Et pour chaque Livre de Poudre deux Livres de Plomb.

Cent Quintaux de Poudre pour le Canon.

Cent Quintaux de Poudre pour les Soldats.

Trois cens & vingt Quintaux de Plomb ou Bales à Mousquet.

Et outre tout ce que dessus on établira des Officiers tant hauts que subalternes pour gouverner ladite Artillerie, sçavoir:

Un Colonel.

Un Major.

Deux Capitaines.

Deux Lieutenants.

Quatre Appointez.

Un Ministre.

Un Barbier.

Deux faiseurs de Feux d'artifices avec leurs aides.

Quarante deux Canonniers.

Un Maître de Pontons avec ses aides.

Un Petardier avec ses Gens.

Un Mineur avec ses aides.

Un Marechal avec ses valets.

Un Charon avec ses valets.

Un Sellier avec ses compagnons.

Deux Raccommodeurs de chemins.

Deux Maîtres d'Armes.

Un Contrôleur.

Un Ecrivain.

Quatre-vingts Hommes pour faire jouer & manier le Canon, qui seront divisez, sçavoir 4. à chaque Courroux & à chaque Pièce de Canon de douze livres de Bale, & deux Hommes à chacune des autres Pièces.

Quelques Pionniers, &

Charrons avec leurs compagnons.

Sa M. D. sera obligée de lever & mettre en ordre ladite Artillerie avec Chevaux, Chariots, Charettes, & enfin tout ce qui sera necessaire, avec tous les Officiers tant Hauts que Bas, dans le temps de six semaines, après la requisition faite par les Alliez, afin d'être employez où on le jugera à propos, siost que ladite Armée sera sur pied & passée en Montre, & que ladite Artillerie sera en ordre, les Officiers d'icelles passés en Montre, lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligés de payer à S. M. D. chaque Mois courant la Somme de 16886. Rixdalers, ou 26715. Florins Argent d'Hollande pour la Solde des Generaux qui commanderont ladite Armée au-dessus des Colonels. A condition que ladite Artillerie sera augmentée de la cinquième partie, sans que les Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. en soient aucunement inquietez ou verberbez d'aucun payement, comme il a été spécifié en l'Article neuvième.

Mm 3

XIII.

ANNO 1674.

CORPS DIPLOMATIQUE

XIII. Dat Syne Koninklijke Majesteit van Denemarcken, in 't voorszeyen geval, ter requisitie van de Hooghtgedachte Geallieerden geoblijgeert sal zijn, de voorz. Armee en Corps by een te brengen en te houden, ende daar mede tegens de Vyanden te ageren, ter oort en plaarfe wanneer, ende zoo als met de meeste stemmen van de Hooghtgedachte Syne Keyserlijke Majesteit, en de Koninklijke Majesteit van Spanje, ende Denemarcken, en Haar Hoog. Mogende, voor het gemeene beste dienstigh geoordeelt sal worden; gelijk dan alle Hoofst-actien wanneer de Armee der Hooge Geallieerden, geelichlyc ofte ten deele met dese Armee geconjungeert sullen zijn, voor zoo veel de geconjungeerde Troupen belangt, tusschen de selve Hooge Geallieerden, ofte der selver Bevelhebberen geconcentreert, ende naar meerderheyt der bovengenoemde vier stemmen, ter executie gebracht sullen werden.

XIV. Ende soo wanneer Syn Koninklijke Majesteit van Denemarcken de voorz. Armee ter requisitie van de Hooghtgedachte Geallieerde, op de been soude mogen hebben georacht, ende dat deszelfs Landen, geduyrende den Oorloch daar inne Syne Majesteit mede getreden soude zyn, van ymanit wie het oock zy, ofte onder wat pretext sulcx geschieden mochte, geattaqueert soude mogen werden, sal niet algeen de voorz. Armee van Syne Majesteit Landen niet afschieten of te rogh gehouden worden; maar sullen oock soo veel meerder Troupen van de Hooghtgedachten Keyser, Konink van Spanje, en de Staat Generaal in sulcken gevalle tot ariewerpinge van de voorz. attakes sonder uytsel met alle viageur ageren als daer toe gerequireert en nodich soude mogen zyn.

XV. Doch by aldien den meer Hooghtgedachten Konink van Denemarcken na het sluyten en ratificeren van het tegenwoordig Tractaat ende voor en aler Syne Majesteit ter requisitie van de Hooghtgedachten Geallieerden mede in den Oorloch getreden soude zyn van iemand in sijn Landen Vyandelyck soude mogen werden geattaqueert en aangeast, ende dat die Vyandelycke attakes ende agressie quam te geschieden directelyc, ende alleen ter oorfake van het tegenwoordig Tractaat, ende omme geen andere redenen, en dat Hooghtgedachte Syne Majesteit selfs daar toe geene occasie ofte aanleydinge hadde gegeven directelyc ofte indirectelyc in eeniger manieren, ende dat de Hooghtgedachte Geallieerde daar van klaarlyc ende evidentelyc quam te constateren, invoegen dat, de selve daar van ten volle overtuigt ende verseeckert waren, dat in foodanigen gevalle, ende verder noch anders niet de meer Hooghtgedachte Syne Koninklijke Majesteit van Spanje, ende Haar Hoog. Mogende aan de meer Hooghtgedachte Syne Koninklijke Majesteit van Denemarcken sullen betalen de selve auriichts gelden en Subiidien die Hooggedachte Syn Koninklijke Majesteit van Spanje, ende Haar Hoog. Mogende soude hebben moeten goet doen indien de selve Syne Koninklijke Majesteit van Denemarcken hadde verfocht om in de rupiure ende gemeinschap van den Oorlog te treden

XVI. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorz. 5000. Ruyteren, 10000. Knechten, en daylent Dragoners niet volkomenlijc bestant waren om de voorz. Vyantijcke attakes te resillieren, ofte de voorszeyde Vyanden, ende der selver Adherenten te brengen tot een afftant van hare Vyantijcke agressien, ende vervolgens tot een redelycke Vrede, dat a's dan de selve invoegen voorz. met gemeen concert verders vermeerderd en begroot sullen werden op foodnigen meerder getal als men sal meenen tot bereykinge van soo salutareen oogmerk nodich ende convenabte te zyn.

XVII. Indien oock by de Hooghtgedachte Geallieerden d'ensig of no' lig gevonde mochte werden, dat dan meer Hooggedachte Konink van Denemarcken enige Equipage te Water soude moeten doen, ende dat Syne Majesteit dien volgende ter requisitie van de Hooghtgedachte Geallieerden enige Scheepen van Oorloge in Zee soude mogen komen te brengen, dat in foodanigen geval ende anders niet, by de Hooghtgedachte Syn Koninklijke Majesteit van Spanje, ende Haar Hoog. Mogende sal werden betaelt de helft van de kosten die gedaen sullen moeten werden tot de Equipage ende onderhout van die Scheepen, die de Hooggedachte Geallieerde sullen hebben verfocht, dat den meer Hooghtgedachte Konink van Denemarcken

ANNO 1674.
XIII. Que S. M. D. sera obligée dans l'occasion de tenir cette Armée prête & en ordre en un Corps, pour être employé contre les Ennemis, lors qu'on le jugera à propos, & selon la pluralité des voix des Alliez, qui tomberont d'accord sçavoir de S. M. I. & S. M. C. & S. M. D. & LL. H. P. Et en cas de conjonction de ladite Armée avec l'Armée des Alliez, soit toute ou en partie, les ordres seront donnez selon les quatre voix susdites en ce qui concerne lesdites Troupes.

XIV. S'il avenoit que S. M. D. ayant à la requisi-tion desdits Alliez mis ladite Armée en ordre, fût attaquée dans son Pais par qui que ce fût, & sous quelque pretexte que ce fût, Elle ne pourra pas seulement employer ladite Armée pour sa défense. Mais aussi lesdits Alliez, sçavoir S. M. Imper. Sa M. C. & LL. H. P. seront obligés de secourir Sadite M. D. avec autant de Troupes qu'il en souhaitera, lesquelles s'employant de toutes leurs forces à résister aux Ennemis de Sadite M. D.

XV. Et en cas que S. M. D. après la Ratification de cette présente Alliance avec lesdits Alliez, fût attaquée sur ses Terres par les Ennemis à raison dudit Tracté, & que Sadite M. n'en eût donné aucun sujet directement ou indirectement, & que lesdits Alliez n'y trouvaissent rien à redire. Dans cette occasion lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. & Sadite M. D. seront obligés de payer également les frais qui pourroient avoir été faits pour la levée & l'entretenement d'une Armée, pourvu que Sadite Majesté Danoise eût requis d'entrer dans la rupture avec les autres.

XVI. Et en cas que ladite Armée de 5000. Hommes de Cavalerie, & de 10000. Hommes d'Infanterie, & de mille Dragons ne fût pas capable de résister aux Ennemis, ni même de les contraindre à contracter, & enfin à faire la Paix, on pourra renforcer ladite Armée jusques à ce qu'elle soit en état de le faire.

XVII. Et en cas que lesdits Alliez jugeassent à propos que S. M. D. équât une Armée Navale, & que lesdits Alliez le requissent de tenir quelques Esquades de Vaisseaux de Guerre en Mer, alors lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligés de payer la moitié des frais que pourra faire S. M. D. pour la levée & l'entretenement de ladite

ANNO 1674 fonde willen in Zee brengen, de voorz. onkosten te bereekenen naer proportie van Penningen in het Traetaet in den jare 1666. aan meer Hoog-gedachte Syne Majesteit van Denemarcken by Haer Hoog Mogende beloof.

XVIII. Dat naer het sluyten van het jegenwoordig Traetaet, soo wanneer Syne Konincklijke Majesteit van Denemarcken ter requisite als voren de voorz. Armee op de been sal hebben gebragt, den Hoogst-gedachten Keyser, Koningen van Spanje, Denemarcken, en de Staten Generael niet sullen mogen mit en eenigen tiltant van Wapenen met de Vyanden anders dan gelamentlyck, ende met gemeene bewillinge; maer ingevalle men soude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, t zy van Vrede of van Treves voor eenige jaeren, dat die voorz. onderhandelinge niet sal mogen werden begonnen door een van de Hoogst-gemelde Geallieerde sonder participatie van de andere, en sonder aen de selve Geallieerden op den selven tijt, ende soo haest als voor sijn selvs te besorgen de faculteyt ende nodige seeckerheyt van eenige van sijn Minist'ers te kunnen senden, ter plaetse daer men hinderen soude: dat oock de Hoogst-gemelde Geallieerden gehouden sullen zyn, d'een den ander successivelyck, ende van tijt tot tijt te geven communicatie van alles t gene in de voorz. Negotiatie sal komen voor te vallen: dat oock geen van de voorz. Partijen sal vermoegen te treden tot de conclusie van de voorz. Vrede ofte Treves voor eenige jaeren sonder sijn mede Geallieerden daer inne te begripen, ende sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen en Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, ende daar van hy jousfferden voor den Oorlog, ende sonder van de voorz. Vyanden voor den seiven Geallieerden te bedingen de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemption, ende Prerogativen die hy voor sijn selven bedongen hadde, ten wate de Hoogst-gemelde Geallieerde den anderen des aengaeende naerder quamen te verstaen.

XIX. Ende byaldien naer het sluyten ende ratificeren van het jegenwoordige Traetaet, ende voor dat Syne Majesteit by de Hoogst-gedachte Geallieerde versocht soude mogen sijn om mede in de voorz. rupture te treden, van Vrede soude mogen werden gehandelt, dat Hoogst-gedachte Hare Keyserlijke ende Konincklijke Majesteiten van Spanje, ende Haer Hoog Mogende gehouden sullen sijn, voor soo veel sulks nodig soude mogen wesen, ten behoeve van Syn Konincklijke Majesteit van Denemarcken, te besorgen de faculteyt ende seeckerheyt omme sijn Minist'ers te kunnen senden ter plaetse daer men handelen sal: sal oock aen den meer Hoogst-gemelde Koninck van Denemarcken successivelyck ende van tijt tot tijt gegeven worden communicatie van t gene in de Negotiatie sal komen voor te vallen, ende Syne Majesteit in de Vrede ofte Treves voor eenige jaeren t'includeren ende te begripen.

XX. Dat voorts naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tusschen de Hoogst-gemelde Geallieerde sal sijn ende blijven eene oprechte, getrouwe vrient'schap ende correspondentie, dewelcke daer toe strecken sal, dat d'een des anderen best getrouwelyck sal soecken te bevorderen, en deselvs schade ende naedeel naer alle vermogen helpen afkeeren ende weeren, volgens ende in conformite van de Tractaten met de Hooge Geallieerde respectivelyck gemaeckt ende opgerecht, dewelcke door het tegenwoordig Traetaet in geenen deele gederogeert, maar veel meerder in alle hare Puncten ende Articulen geconfirmiert ende bekrachtigt werden.

Aldus gedaen ende geslooten op Approbatie ende Ratificatie van de meer Hoogst-gedachte Hare Keyserlijke, Konincklijke Majesteiten van Spanje ende van Denemarcken, ende van Haer Hoog Mogende, dewelcke overgebracht, ende alhier in den Hage sullen moeten uytgewisselt werden binnen den tijt van twee Maenden naer date deses, ofte eerder indien het doenlijck is. Ende in oirconde deses geteekent in 's Gravenhage desen 10. Julij, 1674.

Geteekent,

(L.S.) J. HOEGH. (L.S.) VAN WYNGAERDEN.
(L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.
(L.S.) G. VAN BOOTZMA.
(L.S.) B. GRUYS.

Secretes

ladite Armée, conformément à l'Accord fait entre S. M. D. & LL. H. P. en l'année 1666.

XVIII. S. M. D. ayant levé & mis en ordre ladite Armée Navale, lesdits Alliez, sçavoir S. M. I. S. M. C. & LL. H. P. ne pourront traiter de Paix ni de Trêve avec qui que ce soit, que par le commun consentement de tous les autres. Mais en cas qu'aucun desdits Alliez viant à traiter en particulier, soit de Paix ou de Trêve pour quelques années, il sera obligé d'en donner avis à ses Alliez avant que de commencer la première Conférence, afin que lesdits Alliez puissent avertir leurs Ministres, d'avoir soin de leurs intérêts. Outre cela ledit Allié en particulier ne pourra rien conclure, qu'il n'y comprenne les Alliez, & qu'il ne leur fasse remettre toutes les Villes, Places, Provinces & Domaines, qui leur pourroient avoir été prises, pendant cette Guerre, avec tous les Privilèges qu'ils ont eus auparavant, en cas qu'ils le requierent, faute de quoi, il ne pourra s'accommoder.

XIX. Et en cas qu'après la conclusion & Ratification de la presente Alliance S. M. D. fût requis d'entrer dans la rupture, & qu'après on vint à traiter de Paix, lesdits Alliez, sçavoir S. M. Imp. S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de protéger les Ministres de S. M. D. en toutes occasions, au lieu où on traitera, en leur donnant la facilité & assurance requise, afin qu'ils puissent garder les intérêts de S. M. D. & aviser Sadite M. de temps en temps, de tout ce qui se passe dans la Negotiation, & venant à conclure la Paix ou quelque Trêve pour quelques années d'y comprendre Sadite Majesté.

XX. Qu'à la fin de la Guerre presente lesdits Alliez demeureront en une fidelle & inviolable amitié, conservant les intérêts l'un de l'autre autant qu'il sera possible, & repoussant tout ce qui pourroit être préjudiciable à l'un ou à l'autre Allié, s'entre-aidant les uns les autres dans toutes les rencontres, sans déroger aux Articles de ce present Traité. Mais au contraire en les fortifiant & observant exactement.

Tout ce que dessus a été conclu & arrêté sur l'Approbatie & Ratification desdits Alliez, sçavoir de S. M. I. de S. M. C. de S. M. D. & de LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, dont la Ratification sera rendue dans le tems de deux Mois, à commencer du jour de la conclusion de cette presente Alliance. A la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé.

(L.S.) J. HOEGH. (L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.
(L.S.) G. FAGEL.
(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.
(L.S.) E. VAN BOOTZMA.
(L.S.) B. GRUYS.

Article

ANNO
1674

ANNO
1674.

Secret ende separset Artikel.

Article secret & séparé.

ANNO
1674.

N Aertmael by het 20. Artikel van het Tractaet van mutuele defensie ende assistentie heden geslooten ende geteekent, tusschen de Ministers van den Keyser, Konink van Spaen, ende van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, is ter nedergeleest, dat naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog, tusschen de Hoogst gedachten Geallieerden sul syn ende blyven een oprechte ende getrouwe vrient-schap ende correspondentie, de welke daer toe strecken, dat d'eene des anderen best getrouwelyck sal soecken te bevorderen, ende desselfs schade ende nadeel naer alle vermogen te helpen afkeeren ende weeten, volgens en in conformité van de Tractaten met de Hoogst Geallieerden respectivelyck gemaeckt en opgerecht, de welke door het voorz. Tractaet huyden geslooten in geen deele gedrogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconformiert ende bekrachtigt werden; soo is dat meer Hoogst-gedachte Syne Konincklycke Majesteit van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende tot meerder versterkinge, elucidatie ende explicatie van het voorz. 20. Artikel verdragen ende geconveniert zi in, verdragen ende convenieren by desen, dat Haer Hoog Mogende naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog, indien Hoog-gedachte Syne Majesteit by iemant wie het oock soude mogen zyn in Europa vyandelyck soude mogen werden aengestaft ende geattacqueert, in plaetse van het Secours van ses duysent Man in de voorz. Tractaten breeder gementioneert, Syne Konincklycke Majesteit op haar eygen kosten met hare geheele macht te Lande ende te Water, indien sulcx naer situatie van de Landen van den Attacquant oock te Water kan geschieden, te assisteren, ende de Vyanden van de Konincklycke Majesteit met de ysterste vigeur, kracht, ende vermogen aen te tallen, de selve alle mogelicken afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantschap, Oorlog, ende rupture te treden, niet anders als of sy selve vyandelyck waren geattacqueert ende aengestaft geworden; ende sullen de Hoog-gedachte Geallieerden beyde geobligiert zyn daer inne te continuieren tot dat de Vrede gemaeckt sal zyn, ende Syne Majesteit, ende Haer Hoog Mogende herfelt sulen wesen, indien sy het alsoo begeren, in de possessie van de Landen, Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-ende gerechtigheden die sy hadden, ende daer van sy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyden te bedingen, de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen die sy hadden, ten ware de Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, sonder dat Haer Hoog Mogende sulen bevoegt zyn daer voor oyt eenige vergoedinge, refuse ofte recompense te eyschen ofte te pretenderen, onder wat pretext sulcx oock soude mogen geschieden. Des heest de meer Hoogst-gedachte Syne Konincklycke Majesteit van Denemarcken daer tegens belooft by desen, naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog ende rupture, te sullen treden tegens die gene die t'eenigen tydt Haer Hoog Mogende in Europa soude mogen komen te attacqueren, ende sullen de Hoogst-gedachte Geallieerden beyde geobligiert zyn, daer in te continuieren tot dat de Vrede gemaeckt sal zyn, ende Syne Majesteit ende Haer Hoog Mogende herfelt sulen wesen, indien zy het alsoo begeren, in de possessie van de Landen, Steden en Plaetsen; mitsgaders het gebruyck van de vry-en Gerechtigheden die zy hadden ende daer van zy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyde te bedingen de selve vry-en Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen, ten ware Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, ende sal den meer Hoogst-gedachte Koning van Denemarcken ten dien fine boven de prestatie van de 6000. Man, in de voorz. Tractaten breeder gementioneert, oprechten eene Armee van zoo veel meerder Volck van Oorlog als Haer Hoog Mogende sulen requireren tot 16000. incluyt, op dien eygen voet en onder die selve Subsidien die in t' voorz. Tractaet, huyden geslooten, breeder zyn uygedruckt: behoudelyck dat de voorschreven Subsidien sulen werden geportionneert naer het getal van het Volck dat Haer Hoog Mogende sulen komen te eyschen.

Ende

ET voyant, que suivant le 20. Article de ce present Traité signé par les Ministres de S. M. I. S. M. C. S. M. D. LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies; il est arreté qu'à la fin de cette presente Guerre lesdits Alliez demureront en une mutuelle amitié, prenant part aux interests les uns des autres, & cherchant à repousser ce qui pourroit préjudicier & nuire à quelqu'un des Alliez, & ainsi qu'il a été expressément spécifié dans ce present Traité, qu'on ne dérogera à aucun Article du present Traité; Mais qu'au contraire, on les exécutera dans les formes autant que faire se pourra. Et surant ce que dessus S. M. D. & LL. H. P. les Etats des Provinces-Unies donnant plus d'éclaircissement & d'explication, font convenus & conviennent ensemble, par la conclusion & force dudit 20. Article, que si à la fin de cette presente Guerre, un des dux Partis fût attaqué dans l'Europe, que Leurs Hautes Puissances, au lieu des 6000. Hommes d' secours ci-dessus mentionné, seront obligez d'employer toutes leurs forces tant par Mer que par Terre, selon que l'occasion le requerra, pour secourir S. M. D. en attaquant les Ennemis, & leur faisant autant de dommage comme si c'étoit leurs Ennemis propres: Ensis d'entrer en Guerre & de rompre avec eux à l'occasion de Sadite M. D. & seront obligez leursdites Hautes Puissances, de continuer jusques à ce que la Paix soit conclue entre S. M. D. & lesdits Ennemis, contribuant à remettre & rétablir Sadite M. D. dans toutes les Places, Villes, & Châteaux, Terres, Domaines, & Sujettions, qui lui auroient été prises pendant ladite Guerre, le remettant en possession de tous Privileges & Prerogatives qu'il avoit auparavant, en cas de requisition pour cet effet, par Sadite M. D.; & cela se doit faire sans que Leurs Hautes Puissances, puissent jamais prétendre aucun remboursement de leurs frais ni aucune recompense, sans quelque prétexte que ce soit. Et en vûe de ce que dessus S. M. D. promet de se déclarer & de rompre après la fin de cette presente Guerre, contre tous ceux qui pourroient déclarer & attaquer Leurs Hautes Puissances de quelque maniere que ce soit, dans l'Europe. Et que les susdits Alliez seront obligez de continuer jusques à ce que la Paix soit conclue, & que Sa M. D. & LL. H. P. soient entierement rétablis, s'ils le requierent ainsi, savoir des Provinces, Villes, Places, Châteaux, & generalement tous les Privileges & Prerogatives qui leur pourroient avoir été pris pendant ladite Guerre, & dans telle occasion S. M. D. sera obligée outre les 6000. Hommes ci-dessus spécifiez, de lever autant de monde qu'il plaira à Leurs Hautes Puissances jusques au nombre de 16000. Hommes aux mêmes conditions, & à même Solde qu'il a été dit dans le susdit Traité.

Et

ANNO
1674.

ANNO
1674.

Ende naerdaemael sijne meer Hoogst-gedachte Koninklijke Majesteyt, in conformité van de voorz. vorige Tractaten, mede gehouden was Haer Hoog. Mogende in den tegenwoordigen Oorlog te assisteren met een secours van de voorz. 6000. Man, en dat vermits eenige tuschen-komende difficulteyten, het voorz. secours by Syne Majest. niet heeft kunnen werden gepresteert, zoo hebben Haer Hoog. Mogende verklaert en verklaeren by desen, hier mede te renuntieren van alle pretentien die deselve daer over in eenige manieren nu ofte hier namaels soude kunnen maken of moveeren: belovende daer voor noyt iets te sullen eyschen ofte vorderen, in eniger manieren onder wat name het oock soude mogen zyn, of 't voorz. voorval ten anderen tijde als een exempel te sullen voortbrengen, om haer daer door de prestatie van de tegenwoordige ofte eenige andere voorgaende conventien te ontslaen, bevryden of dispenserén.

Ende is wyders verdragen, dat dese tegenwoordige conventie sal duuren den tyt van vyftien jaren naer de expiratie van desen tegenwoordigen Oorlog.

Aldus gedaen en gesloten op Approbatie en Ratificatie van Syn Koninklijke Majesteyt en Haer Hoog. Mogende, dewelcke overgebracht en alhier in den Hage uytgewisselt sullen werden binnen den tyd van twee Maenden na dato deses, of eerder Indien 't doenlijk is, en in oirkunde deses geteekent in 's Gravenhage, den 10. Julij 1674.

(L.S.) J. HOEGH.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. VAN MAUREGNAULT.

(L.S.) E. VAN BOOTZMA.

(L.S.) B. GRUYS.

Et comme en vuë des Traitez précédens, Sadite M. D. étoit obligée d'assister LL. H. P. dans la presente Guerre avec une Armée de 6000. Hommes, & que S. M. D. à cause de quelque difficulté survenue n'a pu y subvenir: Leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les prétentions qu'elles pourroient avoir sur Sa M. D. en ce fait, promettant de n'en jamais rien demander ni prétendre de quelque manière, ni sous quelque prétexte que ce soit, ni même d'en rien jamais reprocher, soit par rapport de quelques exemples ou autrement.

Et on est de plus convenu, que la presente Alliance durera l'espace de quinze années après la fin de cette presente Guerre.

Le tout a été ainsi conclu & accordé sur l'Approbatie & Ratification de S. M. D. & de Leurs H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, laquelle sera apportée & changée à la Haye, deux Mois après la conclusion de la presente, ou plutôt si faire se peut. Fait & signé à la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé,

(L.S.) J. HOEGH.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. VAN MAUREGNAULT.

(L.S.) E. VAN BOOTZMA.

(L.S.) B. GRUYS.

CXXIX.

23. Juill. *Traité de Protection, & d'Assistance, entre CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, d'une part & les Confederés des Provinces de GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINE, & PROVENCE, par le Ministère du Comte de Sardan leur Deputé, d'autre part. A Madrid le 23. Juill. 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

ETant arrivé en cette Court le Sieur Comte de Sardan, avec le Caractere de Deputé de la Confédération ci-après expliquée, sous les très-humbles representations qu'il a faites à Sa Majesté, en la manière qui suit.

Dieu ayant operé en l'année 1660, la Paix des Pyrénées, & cette Paix solennelle ayant été cimentée par le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec l'Infante d'Espagne, les Nobles & Plebéens des Provinces de Guienne, Languedoc, Dauphiné & Provence s'étoient flatés que cette Paix entraîneroit avec elle, le repos de toute l'Europe, & leur produiroit en leur particulier, avec le rétablissement de leurs Privilèges, la suppression des Tailles, Gabelles, Subsidés & autres Impositions extraordinaires & exorbitantes que ces quatre Provinces avoient souffertes avec beaucoup de patience & de soumission depuis l'année 1635. jusques en l'année 1660. que cette Guerre entre les deux Couronnes avoit duré, & ce qui les confirmoit fortement dans cette pensée, c'est qu'il doit être remarqué que ces quatre Provinces ont cela de particulier & de commun entre elles, qu'elles sont toutes quatre Pais d'Estats, qui par leurs anciennes Capitulations, lors de leurs jonctions avec la France, sont naturellement exemptes de ces Impositions, n'y en pouvant être faite aucune nouvelle, que de l'aveu & consentement de leurs Estats

Provinciaux; ce qui n'auroit pas empêché que de toutes les manières qu'il avoit plu au même Ministère, elles n'eussent sacrifié leur sang & leurs moyens, au delà de leurs forces, pour le soutienement de la Gloire de l'Etat, dans la continuation de cette Guerre, en manière même, qu'il peut être avancé avec beaucoup de vérité, que depuis plusieurs années avant la Paix, les Armées d'Italie & de Catalogne n'ont subsisté avec gloire que par les Hommes, les Denrées, & les contributions qu'elles ont fournies, & par les Quartiers d'Hyver, qui ont été établis dans ces quatre Provinces.

Mais au lieu qu'un zele si fidèle ait eu le succès que les Peuples de ces quatre Provinces avoient crû pouvoir légitimement esperer, d'autant plus qu'ils ne l'avoient pu pratiquer sans tomber dans une indigence digne de compassion, ces pauvres Peuples ont eu la douleur de voir qu'il a semblé que les Ministres d'Etat de France, n'avoient consenti à faire la Paix en dehors, que pour avoir lieu de faire avec plus de facilité une Guerre cruelle aux plus fidèles Sujets de Sa Majesté très-Chrétienne au dedans; puis que les Tailles, les Gabelles, & autres Impositions ont eu, non seulement le même cours que pendant la Guerre, & se sont exigées avec la même rigueur, mais on les a de nouveau surchargées, & on les surcharge tous les jours, de toutes les Maltotes, Subsidés & nouvelles Impositions; que les Esprits mal intentionnés, qui ont l'oreille du Ministère des Finances, ont pu inventer, & tâchent d'intenter de nouveau; en manière que les Habitans de ces quatre Provinces, de toute sorte de qualité, se trouvant en la plus grande partie, depuis plusieurs années hors d'état de pouvoir payer lesdits Subsidés, & Impositions, & à plus forte raison leurs Debtes particulières, sont obligés d'abandonner en proye aux Collecteurs, Commis, Sergents & autres Préposés des Receveurs, Traitans, & Partisans, desdites Provinces; ou à leurs autres Creanciers, leurs Denrées, Bestiaux, Meubles, & Patrimoines, & de se remetre pour le surplus de leurs subsistances, & de celles de leurs malheureuses familles aux soins de la divine Providence.

Et comme ces desordres entraînent naturellement

N n

cette

ANNO
1674

cette nécessité; que les deux tiers des Habitans desdites Provinces sont réduits à une mendicité forcée, & que la plupart des autres qui ne se trouvent pas dans ce cas, à la réserve de fort peu, sont si embarrassés dans leurs propres Affaires, ou par l'impuissance de payer ce qu'ils doivent, ou par celle de se faire payer ce qui leur est dû, qu'il est certain qu'on ne peut imaginer rien de plus déplorable, n'y ayant d'accommodé ni d'exempt, de cette manière, que les Partisans, Receveurs, ou Employés auxdites levées, ou leurs Partisans, qui, comme des sangsues achevent de sucer le sang, & la subsistance de tous ces pauvres Peuples; Et bien loin que les Ministres d'Etat aient voulu entrer dans aucune considération, de voir que ce que ces Peuples avoient fait ou souffert, avoit été fait, comme il a été remarqué auparavant, plutôt par un effet de leur zelle, pour le service de leur Monarque, que par aucun légitime devoir auquel ils fussent obligés, & qu'en conséquence on leur ait voulu donner quelque espérance du rétablissement de leurs Privilèges, tout au contraire l'Assemblée des Etats des trois Ordres de la Province du Dauphiné, & de Guienne, ont été entièrement supprimés, & abolis. Ceux de celle de Provence ont été en la plus grande partie éternés, & ceux de la Province de Languedoc n'ont conservé que leur forme & leur extérieur.

Et comme si ce n'étoit pas assés des maux passés & pressens, les Ministres d'Etat ne se contentant pas, d'avoir supprimé entièrement ou en partie les Etats Provinciaux, pour éviter que le Roi ne puisse jamais estre instruit de leur pernicieuse conduite, & du déplorable état où sont réduits ses Sujets, après avoir aboli depuis long tems la tenue des Etats Generaux du Royaume, ont encore de nouveau ôté aux Parlements & autres Cours Souveraines du Royaume, l'Autorité qui ne leur avoit jamais été disputée.

Et parce que ces Cours, lors que les Gens du Roi presentioient quelque nouvel Edit, ou Declaration, pour en requérir le Registre, avoient droit d'en faire l'examen, même d'en ordonner le surcis, jusques à ce que leurs remontrances en eussent été faites au Roi, pour se défaire de ce dernier obstacle, par une Declaration expresse, depuis quelques années il a été établi en force de Loi, à peine de desobeissance, que lesdites Compagnies Souveraines, registreront purement & simplement, tous les Edits qui leur seront présentés, sans pouvoir estre admis à aucune remontrance, qu'après avoir obéi, ce qui étoit l'unique moyen, pour établir l'autorité des Ministres, & ôter pour jamais à ces Peuples malheureux l'esperance même de leur soulagement.

Les Deputations annuelles & reiterées qu'aucunes desdites Provinces, ont fait à la Cour depuis plusieurs années, ainsi que leurs plaintes & doléances, de même que celles que les autres ont faites avec autant de respect que de justice devant les Intendants de leurs Provinces ayant été traitées du dernier mepris; & aucuns desdits Deputés ayant même été menacés, comme Rebelles, cela joint à l'impuissance publique & notoire où sont tous ces Peuples, & à l'indigence malheureuse où ils sont plongés; Et la conduite fustide, leur ôtant pour l'avenir toute esperance d'aucun soulagement, & leurs maux ainsi que ceux de leurs voisins devenant tous les jours pires, depuis le commencement de cette dernière Guerre, après avoir pris Dieu à témoin de la sincérité de leurs intentions, pour le bien & la gloire en general de l'Etat, ainsi que de la douleur véritable qu'ils ont que l'oppression sous laquelle ils gemissent, par l'impoloyable conduite desdits Ministres, les force à se servir des derniers Remèdes que la nature ne denie pas même aux plus malheureux, leurs souffrances étant venues au dernier période, & l'injustice de ses Ministres à son comble, il a été procédé en la manière que s'ensuit.

Les Habitans de toutes qualités desdites quatre Provinces, représentés par diverses Personnes de chacune d'elles, députés & assemblés à cet effet, tant pour eux que pour les autres Provinces, qui se voudront joindre à la Confederation ci-après proposée, se sont confederés à l'effet de la manutention & rétablissement entier de tous leurs anciens Privilèges generalement quelconques, dans l'étendue desdites quatre Provinces, & dans celles qui s'y voudront joindre, pour ne se separer de ladite Confederation, qu'après la tenue des Etats Generaux du Royaume, en une Ville libre, suivant & conformément aux anciennes Constitutions de l'Etat, rétablissement entier de tous leurs

anciens Privilèges, generalement quelconques; ainsi que la suppression réelle & effective de tous les Etablissements qu'on peut avoir fait, dans icelle, depuis la dernière tenue des Etats Generaux du Royaume sous le Regne de Henri III. ainsi que plus au long le contient, le Concordat fait & arrêté sur ce sujet.

Et comme la cruelle conduite qu'on a tenu contre lesdites Provinces Confederées, les réduit à cette nécessité, pour éviter leur entière ruine & dissipation de recourir aux Puissances qui peuvent protéger la Justice de ladite Confederation, après avoir meurement agité cette question par les mêmes Deputés, il auroit été avisé qu'on ne scauroit plus légitimement s'adresser, qu'à Sa Majesté Imperiale, la Serenissime Reine d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, ces trois Puissances ayant intérêt, de soutenir & protéger la Liberté desdites Provinces.

Et à cet effet, ayant été député du Corps de ladite Confederation, Jean François de Paulo, Seigneur Comte de Sardan, Vicomte de la Houffaye, qui auroit été chargé de toutes les Instructions, volontés & desirs en particulier & en general de ceux qui composent ladite Confederation, & représenté tout son contenu, & supplié Sa Majesté par vives raisons importantes de ses Interests.

Sa Majesté, après avoir député Monsieur le Marquis de Castell Rodrigo son Grand Ecuyer & Conseiller d'Etat, & President du suprême de Flandres, près de sa Royale personne, pour oûir & examiner les Propositions dudit Deputé, lesquelles ayant été reconnues & examinées par Sa Majesté, avec l'avis de son Conseil suprême dans la connexité des Interests de ladite Confederation, avec ceux de sa Royale Monarchie, se trouvant dans l'injuste Guerre ouverte que Sa Majesté Très-Christienne lui a mené, elle a résolu que le fûsist Marquis de Castell-Rodrigo, en son Royal nom, accorde non seulement la Royale Protection & de sa Monarchie comme il est supplié, mais aussi les Articles de la supplication faite par ledit Sieur de Sardan, comme Deputé de ladite Confederation.

I. Premierement pour répondre à l'Article XV. du Traité que ledit Comte de Sardan a conclu pour ce même effet, avec les Etats Generaux des Provinces Unies, & qui a été en leur nom signé par le Prince d'Orange à la Haye le 21. d'Avril de cette présente année 1674. a été arrêté, que pour ôter tout pretexte auxdits Hollandais, de ne pas satisfaire au contenu dudit Traité, Sa Majesté donnera un Aîte en particulier, pour la satisfaction desdits Etats, qui approuvera de mot à mot de sa part, tout le contenu audit Traité, sans y rien alterer; mais attendu la connexité des Interests de ladite Confederation, & de Sa Majesté, il demeure convenu, que sans s'arrester audit Traité, le present contiendra capitulairement, ce que Sa Majesté veut accorder en son particulier auxdits Confederés, lequel present Traité sera un Aîte secret, d'entre Sa dite Majesté, & les Chefs de ladite Confederation.

II. Et d'autant par le fûsist Traité de la Haye du 21. d'Avril dernier, il est porté que les premieres exploitations à faire de la part de ladite Confederation, s'exerceront dans le 15. du present mois de Juillet, ce qu'il a été impossible d'exécuter, pour n'avoir ledit Sieur de Sardan pu regler avec Sa Majesté, les Interests de ladite Confederation, que jusques à cejourd'hui, ce défaut n'étant en aucune manière provenu de sa part, ni de celle de ses Conforts, mais seulement des tems qui se sont consommés à pouvoir se transporter en secreté en cette Cour, Sa Majesté s'est chargée de faire retirer par Son Ministre en Hollande, un Aîte en bonne forme de la part desdits Etats Generaux, ou dudit Prince d'Orange, comme ils prorogent le delai fûsist, jusques au jour qui sera réglé ci-après; laquelle Declaration ledit Ministre enverra au plus tost, qu'il sera possible audit Comte de Sardan.

III. Et ayant égard aux grandes dépenses qu'il convient de faire, pour l'exécution de ce qui est proposé par lesdits Confederés, & ne pouvant pas moins que d'estre grandes, & ayant pour objet principal le soulagement des Peuples qui souhaitent de se, pouvoir eximer de si intolérable poids, Sa Majesté a eu la bonté, d'accorder auxdits Confederés un demi million de Livres Monnoye de France, pour les fraix du premier soulèvement, & operations de ladite Confederation, & dépenses pendant cette premiere Campagne, lesquels Deniers se remettront à la Ville de Geneve, sur les Frontieres de Suisse, pour le secours des Confederés,

dès

ANNO
1674.

ANNO
1674.ANNO
1674.

dès aussi-tost que le soulèvement aura pris Corps, & dès qu'il aura commencé.

IV. Et parce qu'il est impossible auxdits Confédérés, pour le bien de la Cause commune, de pouvoir soutenir solidement leurs Interests, que par des forces & Armeemens correspondants à la feureté, Sa Majesté en considération des grands fraix & dépenses qu'ils feront obligés de supporter pour ce chef, leur a accordé pour la Campagne prochaine 1675. & pour les suivantes, en fournissant un Corps d'Armée raisonnable, un million de Livres chaque année Monnoye de France, payable, par avance, de deux Mois en deux Mois, bien entendu; qu'en cas que la Hollande, par les Offices des Ministres de Sa Majesté continueroit d'accorder chaque Campagne, deux cent mille Livres, lesdits deux cent mille Livres seront deduites au profit de Sa Majesté, dudit million de Livres.

V. Et pour tant plus donner courage au Chef, & Dictateur de ladite Confédération, de servir avec affection & fidélité lesdits Confédérés, Sa Majesté lui a accordé une Pension de cent mille Livres chaque année; laquelle Pension sera payable aussi de deux Mois, en deux Mois, par avance, pour estre distribuée par lui, comme il le verra bon estre, d'entre lui, & ses principaux Consorts & sera continuée sur le pied susdit, tout autant que durera le susdit parti.

VI. Sa Majesté ayant fait considération de la représentation que ledit Comte de Sardan lui a fait de la part desdits Confédérés, que pour pousser avec vigueur, les operations de leurs Troupes, il seroit nécessaire qu'elles fussent fortifiées d'un Corps de Cavalerie; Sa Majesté a accordé de fournir auxdits Confédérés, un Corps de deux mille Chevaux, Troupes réglées & bien aguerries, lequel Corps de Cavalerie entrera dans le Terrain de ladite Confédération, incontinent après ledit soulèvement, fait par l'endroit qui sera le plus plausible, & convenable, demeurant convenu & arrêté, que ladite Cavalerie étant jointe, avec les Troupes des Confédérés agira sous les ordres du Dictateur de ladite Confédération. Lequel Corps de Cavalerie sera actuellement payé, aux fraix de Sa Majesté, sans que lesdits Confédérés lui doivent fournir que le Logement, & gros fourrage, & avec cette condition aussi qu'il sera convenu à l'amiable d'entre les Commisaires de Sa Majesté & lesdits Confédérés, des feuretés solides, à tout événement, pour l'entrée & sortie dudit Corps de Cavalerie.

VII. Et comme Sa Majesté n'a point d'autre veü dans cette présente Guerre, que de pourvoir à la defense de ses Etats, & Royaumes, & de protéger les Peuples opprésés, suivant les supplications qui lui en ont été faites, il a été arrêté qu'en cas lesdits Confédérés soient en état d'exécuter quelque chose de considerable, sur les costes de la Mer Méditerranée Sa Majesté donnera les ordres nécessaires à ses Amiraux & Commandans de Mer, de donner toute aide & main forte, secours d'Armes & Munitions de Guerre auxdits Confédérés, sans que pourtant en cas que les Troupes de S. M. fussent entrée ou descende, dans le Terrain ou sur les Costes, de ladite Confédération, & qu'elles vinssent à se rendre Maître de quelques Postes, pour oster tout pretexte aux Emisaires de la Cour en France, de rendre odieuse ladite Confédération, si lesdites Troupes persisteroient à garder lesdits Postes, elles seront tenues de les delivrer es mains des Confédérés, sous les ordres de leur Dictateur general.

VIII. Ayant été représenté combien il seroit important de reussir en la surpris qu'on a projeté de faire sur une Place importante, des Costes de Guienne; cette seule reussite pouvant donner moyen à toute la Basse Guienne de se declarer ouvertement, comme il est impossible de reussir dans les Affaires de cette nature, sans les secours actuels de quelques Comptans, Sa Majesté consent que des cinq cent mille Livres accordées ci-dessus au Corps desdits Confédérés, pour le fonds du premier soulèvement, il en sera pris la Somme de cent mille Livres, laquelle sera envoyée à un Confident dans la Ville de Bourdeaux, & laquelle ne pourra estre employée qu'aux fraix legitimes de ladite Entreprise, sous le Contrôle dudit Confident; Bien entendu qu'en cas que cette Entreprise viant à faillir, ladite Somme sera comptée auxdits Confédérés après l'ouverture de cette Guerre, en telle autre part, qu'ils jugeront à propos, comme faisant partie de ce que Sa Majesté leur a accordé pour ledit premier soulèvement.

IX. Et pour établir d'autant plus solidement les Interests

terels & feuretés de ladite Confédération, Sa Majesté s'est chargée de faire menager par ses Ministres, auprès de Sa Majesté Imperiale, à l'effect que Sa dite Majesté accorde aussi son Auguste protection, à la susdite Confédération, & souscrive pour ce qui le regarde, le Traité qui sera fait, comme est dit ci-dessus en conformité de celui de la Haye, & s'engage de n'entendre à aucune Paix de la part de la France, que conjointement, avec lesdits Confédérés, & sous les Conditions appoüées aux Articles VIII. & X. du susdit Traité de la Haye.

X. La susdite Confédération ayant des Interests à regler, avec les Chefs de la Maison de Lorraine, pour le fait de la Provence, & ledit Sr. de Sardan, chargé des propositions à faire sur lesdits Interests, ne pouvant à cause du bien des Affaires de ladite Confédération se transporter en Allemagne pour cette discussion, sur la très humble priere qu'il a faite à Sa Majesté, de faire connoître par quelqu'un de ses Ministres, au Prince Charles de Lorraine, Heritier presomptif de ladite Maison, la nécessité qu'il y auroit pour ses Interests propres, de faire aboucher par un de ses Connoissans ledit Sr. de Sardan, Sadite Majesté s'est chargée de faire advertir ledit Prince, afin qu'il envoye avec tous les Pouvoirs nécessaires un de ses Confidens à l'endroit où sera ledit Sr. de Sardan, pour l'éclaircissement & execution desdites choses susdites.

XI. Et le cas avenant que les susdits Confédérés pussent estre assez forts, pour former un Etat particulier, ou Republique, Sa Majesté s'oblige en tel cas pour elle & ses Successeurs à continuer la Protection Royale, faveur & assistance, en la même forme, plus ou moins, que les Rois de France l'ont fait avec les Etats de Hollande, sous des pretextes moins justes, auquel effect l'on consentira sans aucune difficulté à faire tous les Traitez que l'exigence des cas le pourra souhaiter raisonnablement, pour les Interests communs.

XII. Sa Majesté voulant procurer en toute maniere auxdits Confédérés, leur bien & avantage, leur a accordé le benefice du libre Commerce tant par Mer, que par Terre, dans tous les Ports & Havres; Villes, Provinces & Royaumes de sa Domination, généralement quelconque, en payant les Droits ordinaires, avec les mesures, Privileges & Exemptions, dont jouissent pour ce chef, Messieurs les Etats des Provinces-Unies & la Republique de Genes; comme aussi par reciproque les Sujets de Sa Majesté; pourront aller & venir librement, commercer dans tous les Ports, Villes & Lieux de ladite Confédération, en payant aussi les anciens Droits, & afin que pour ce chef, il ne puisse arriver aucun abus, les Marchands des Lieux de ladite Confédération seront tenus de porter avec eux, un Certificat en bonne & due forme dudit Sieur de Sardan, signé & scellé, contenant leur veritable caractère, avec lequel ils auront toute sorte de support, & de protection de la part des Gouverneurs & Commandans de Sa Majesté, & pour leur plus grande satisfaction, Sadite Majesté declare aussi, qu'elle accorde de surabondant auxdits Confédérés, que toutes & quantes fois, ils seront rencontrés dans les Mers de sa Domination, ou en tous autres Lieux par ses Vaisseaux, Galeres, ou autres Bâtimens, ils seront traités comme amis, en la forme qu'il est proposé, à condition qu'ils seront tenus de porter le Certificat susdit.

XIII. Sa Majesté, par expres s'oblige, & promet, par sa Royale parole, tant pour elle, que pour ses Successeurs, de ne faire, ni entendre à aucune Paix avec la France, qu'après la satisfaction entiere, tant des Chefs que du General des Confédérés, & suivant & conformément aux Articles VIII. & X. dudit Traité du 21. d'Avril dernier, & d'abondant qu'après une Amnistie en bonne & due forme, bien & dûment enregistrée & vérifiée par tous les Tribunaux de France, où il sera besoin, & qu'après toutes feuretés solidement établies, pour les principaux Entrepreneurs, ainsi qu'il a été pratiqué par les Predecesseurs de Sa Majesté, dans les Traitez faits avec le Roi de France, & Traité de Madrid le 14. Janvier 1726, & celui des Pirenées ou l'Isle des Faisans le 7. Novembre 1659.

XIV. Et reciproquement ledit Sieur de Sardan, tant de son Chef, qu'en la qualité de Deputé susdit, & pour tous les Corps desdits Confédérés, s'engage formellement & spécialement, de ne pouvoir entendre aucunes propositions de Trêves, ni de Paix, de quelle

N n a

part

ANNO part qu'elles puissent estre proposées, qu'aux conditions
1674. mentionnées en l'Article IX, du Traité de la Haye, & que conjointement & après la satisfaction entière de Sa Majesté, ou de ses Successeurs.

XV. Ledit Sr. de Sardan s'oblige de même, en qualité de Sindic General des Confédérés, de la Province de Languedoc, & de Deputé de la Generalité de toute ladite Confédération, d'exécuter d'ici à la fin du Mois de Septembre, de cette présente année, ou plus-tôt s'il est possible, un soulèvement de 12. mille Hommes dans les Montagnes des Cevenes & Vivarez, pour commencer à se rendre Maître autant qu'il sera possible, de tous les Postes qui sont sur la Rivière du Rhone, & de toutes les autres Places qui se pourront surprendre, par lesdits Confédérés, en ladite Province, & autres voisins du Corps de ladite Confédération.

XVI. Et pour établir la sûreté & solidité en toutes manières du présent Traité, il demeure convenu que dans un Mois, à compter du premier jour du soulèvement, dans lesdites Montagnes du Languedoc, Sa Majesté fera expédier un Instrument en bonne forme, contenant la Ratification d'icelui de mot à mot, pour estre delivré audit Sieur de Sardan, de la part où il sera, la Ratification de la part des Confédérés étant tenue pour faite, du jour que le susdit soulèvement sera exécuté; & afin de n'arrêter les opérations du susdit soulèvement, ni les secours que Sa Majesté veut bien accorder auxdits Confédérés, le présent Traité a été signé double; savoir de la part de Sa Majesté, par Monsieur le Marquis de Castell Rodrigo son Grand Escuyer, du Conseil d'Etat, & Président du suprême de Flandres, en vertu de la charge & Pouvoir par écrit que lui en a donné Sa Majesté, en date du 16. de ce présent Mois; & de la part desdits Confédérés par ledit Sieur Comte de Sardan, comme Sindic General des Confédérés de la Province de Languedoc, & Deputé de la Generalité de ladite Confédération. Fait, conclu, signé, & scellé à Madrid le vingt troisième du Mois de Juillet de l'an mil six cent septante quatre. El Marques de CASTEL RODRIGO. Le Comte de SARDAN DE RAULO.

CXXX.

30. Sept. *Fœdus inter CAROLUM II. Magne Britannię,*
10. Oct. *& CAROLUM XI. Suecię Reges, pro mutua Defensione, & Commercio Securitate initum. Actum Westmonasterii 30. Septembris S. P. & 10. Octobris S. N. 1674. [Tiré de la Registature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

Quandocumque quidam Tractatus partim Consecrationis & Unionis, partim Commercii Stockholmie primo die Mensis Martii Anno Domini 1654. conclusus & initus fuit inter Serenissimos Magnę Britannię & Suecię Reges pro decem Annorum spatio continuandos, cujus Tractatus Art. 32. inter prædictos Reges convenit est, quod ante hujus termini expirationem prædicti Domini Reges (si ita visum fuerit) de ejus prolongatione & continuatione tractarent & convenirent; cumque supra memoratus Serenissimus Suecię Rex per Legatum extraordinarium suum Petrum Sparre Liberum Baronem in Cronenberg, Dominum in Rhynas & Berguara, Generalem Militiæ pedestris Suecię: ut & Ablegatum suum extraordinarium Joannem Leyenberg, Hereditarium in Larunda, Equitem, dicto Serenissimo Magnę Britannię Regi prædicti Tractatus pro ulteriori temporis spatio continuationem proposuerit, dictus Serenissimus Magnę Britannię Rex pro singulari illo affectu, quo prædicti Serenissimi Regis Suecię tum personam tum amicitiam prosequitur; mutuoque Subditorum hinc inde respectivę suorum bono & utilitate quam lubens & ex animo in id consenserit, ex parte attemeratorum Serenissimorum Regum, scilicet ex parte Serenissimi Magnę Britannię Regis Dominus Rupertus Princeps Palatinus Baviarę & Cumbrię Dux, Henegins, Finch, Baro de Daventry Magni Anglię Sigilli Custos, Thomas Comes de Danby, summus Anglię Thesaurarius, Jacobus Dux de Monmouth equorum Regiorum Magister, Joannes Dux de Lauderdale primarius pro Scotia Re-

gno Secretarius, Henricus Comes de Arlington Hospitii Regii Camerarius, Henricus Coventry Armiger primariorum Secretariorum unus pro Anglię Regno, & Josephus Williamson primariorum Secretariorum pro dicto Regno alter, & ex parte Serenissimi Suecię Regis dicti Legatus & Ablegatus extraordinarii virtute Facultatum respectivę suarum infra insertarum in Articulis sequentes conveniunt.

I. Quo constans inter utrosque Reges Regnaque Magnę Britannię ac Suecię maneat, roboreturque amicitia mutue defensionis obligatio & Commercio securitas, conventum in præsens utriusque est, ut prædictum Fœdus inter prædictos Serenissimos Reges die primo Martii, Holmię, uti dictum est, initum in plenum biennium, à dicti Tractatus lapsum numerandum prorogetur, quo durante sanctę & inviolabiliter tam à Regibus ipsius quam ab eorundem Subditis & Vassallis in suis Articulis & Clausulis observabitur, eoque decurrente de ejusdem renovatione prout bonum utriusque visum fuerit denud agetur.

II. Quandocumque octavo supradicti Fœderis Articulo conventum, quod Auxiliaries Copiæ, quas dicto Tractatu mutuo sibi dari dicti Serenissimi Reges stipulati sunt, intra quatuor menses à die quo primum alterutra Pars eas petierit, numerandos, mittentur: præsentibus insuper concordatum est, inter prædictos Serenissimos Reges, dictas Auxiliaries Copias etiam citius quam intra quatuor mensium spatium mittendas, si commodè fieri poterit, absque eo, quod hoc alio modo præjudicet Art. 9. dicti Tractatus de commutatione talium Copiarum Auxiliarium vel eorundem Partis cujuslibet pro pecuniis, apparatu Bellico &c. prout prædicto Art. 9. inter prædictos Serenissimos stipulatum est.

III. Quod inter prædictos Reges impostum sit adhuc strictior Confederatio, & Unio pro defensione & conservatione Religionis Protestantium Evangelicę & Reformate, quam sub Divinâ Providentiâ se asserturos, ut & omnia quę ad eam spectant, promittunt & præsentibus sese obligant.

IV. Et ut plenius adhuc securitatē commodisque Commercio & Navigationis præcedentibus Fœderibus stabilitis prospiciatur, placuit utrique, ut quàm primùm nominentur hinc inde Commissarii, qui intra menses sex à Rathabitione præsentis Fœderis Londini congregiantur, atque ea quę in dictis Pactis vel omissa vel non rectè posita aut intellecta deprehendant, unde Commercio & Navigationibus incommodi quid vel hæcenus acciderit vel impostum accidere possit, habitè accuratè & iusta disquisitione suppleant, corrigant & elucident, super quo Negotio cum instrumentum confectum fuerit, & ab utroque Regum rathabitu, valebit illud & observabitur sub iisdem conditionibus ac si præsentis Tractatus insertum esset, ut sic bonę Regum intentioni satisfiat, eorumque Subditorum commodis concessisq; Libertatibus debite consulatur.

V. Denique hujus Tractatus solennes ac ritè confectas Rathabitiones intra quatuor mensium spatium à die subscriptionis computandum, vel citius, si fieri possit, Londini utrinque exhibeantur & reciprocè ritèque commutentur.

Sequitur tenor Facultatum sive Instrumentorum Procuratoriorum.

In quorum omnium fidem & testimoniū commissi Commissarii præsentis ac supradicti Legatus &c. Ablegatus Extraordinarii manum respectivę suarum subscriptione & Sigillorum applicatione firmarunt. Actum Westmonasterii 30. die Mensis Sept. St. V. novi autem 10. Octobris 1674.

FINCH. (L.S.) P. SPARRE. (L.S.)
DANBY. (L.S.) J. LEYENBERG. (L.S.)
LAUDERDALE. (L.S.)
H. CONVENTRY. (L.S.)
J. WILLIAMSON. (L.S.)

CXXXI.

Diploma Jhro Kaiserl. Majest. Leopoldi/ twodurch sie 10. Oct. den Grafen von Oettingen Albrecht Ernsten und alle seine Ehrliche Leibes-Erben/ oder auf deren Linie

ANNO
1674.

Edelichen Abgang/ dessen Bruder Joachimi Ernsten
und seine Linie/ und da auch diese abgehen sollte/ dero
andern Bruder Christian Augusten und seine Linie
und derg allereits eheliche Leibes-Erben/ Mannes-
und Frauens-Verfahren in den Stand/ Ehre und
Würde des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstin-
nen Gnädigst erhebt Wien den 10. Octobr. 1674.
[LONDORP: Asia Publica, Theil. XIII.
Libr. XIV. Cap. I. Num. I. pag. 1.]

C'est-à-dire,

*Diplome de l'Empereur LEOPOLD, par lequel
il élève ALBRECHT ERNEST Comte d'Oet-
tingen à la Dignité de Prince du St. Empire,
pour lui & toute sa Postérité legitime Mâle &
Femelle, avec substitution, en cas qu'elle vienne
à défautir, en faveur de son Frere JOACHIM
ERNEST, & de sa Ligne; & à son défaut,
en faveur de son autre Frere CHRISTIAN
AUGUSTE & de sa Ligne. A Vienne le 10.
d'Octobre 1674.*

WIR LEOPOLD von Gottes Gnaden erwählter Röm.
Kaiser/ zu allen Zeiten Meher des Reichs in Germani-
en/ zu Hungarn/ Böhme/ u. c. König/ u. c. bekennen für uns
und unsere Nachkommen an Heil. Röm. Reich/ auch unserer
Erb-Königreiche/ Fürstenthümern und Landen/ öffentlich mit
diesem Kayserl. Mandat/ durch Mache/ Ihres erlauchter
Raths/ hievor nicht allein zu Erleichterung und Würden/ son-
dern auch zu Nothdurft und Vermeidung des Heil. Röm. Reichs
Großmüdigkeit/ mit Fürsten/ Ständen und Hoch-Edlen Ge-
schlechtern gerichtet ist/ jedoch/ inemahl durch Wieder der
Menschen solche hohe Geschlechter in zu Zeiten in Mangel gera-
then/ und jander die Kayserl. Noth dieselben/ Ihrem statlichen
Herkommen/ Wohlstand und Verdiensten nach/ mit hohen Eh-
ren und Würden versehen und begabet/ je herrlicher der Thron
Kayserl. Majestät dadurch gezieret und schenbar gemacht/ auch
die Unterthanen bei Erhaltung Kayserl. Majestät und ihren
schuldigen Gehorsam erhalten und zu Verdiensten Engenden/ Rit-
terlichen Ehren und gereuten und beständigen Diensten bewegt
und gerichtet werden. Über dieses/ und ob wir wohl aus solcher
Kayserl. hohen Gewalt und Würdigkeit/ darein uns der All-
mächtige/ nach seinem Göttlichen Willen/ gesetzt hat/ aus an-
gegebener Güte und Milbigkeit allzeit geneigt seynd/ aller und
jeder unserer und des Heil. Röm. Reichs/ auch unserer Königs-
reich/ Fürstenthumb- und Landen zugewandten hohen und nie-
dern Ständen und Gliedern Heil. Würde/ Aufnehmen und
Wohlfahrt zu betrachten und zu befördern/ so ist doch unser
Kayserl. Gemüth billich mehrs bedorfen und begierlicher/ die
junge/ deren Vor-Etern und sie selbst von uralten ständlichen
Nahmen/ Stämmen und Geschlechtern herkommen/ und sich ge-
gen unsren Vorfahren/ Röm. Kaysern und Königen aus uns/ dem
Heil. Röm. Reich und unsern löblichen Erbkaisern Österreich
mit sonder getreuer/ embsig/ und beständiger Dienstbarkeit zu
Kriegs- und Friedens-Zeiten/ vor andern gutwillig und stand-
haftig erzeigen/ und beweisen/ in noch höherem und größern Stand
und Ehren zu heben und zu setzen.

Wann wir nun gnädigst angesehen/ wahrgenommen und be-
trachtet/ das uralte Gräffl. Geschlecht Dettlingen/ welches von
vielen Seculis her in Heil. Röm. Reich als ein Gräffl. Stand
bestanden/ bekannt ist/ und die Monumenta geben/ wovon un-
ser andern Bucanus an gewissen Orten attestirt/ daß nach des
Kaisers Ottomans Magni Zeiten/ welcher in dem gehenden Seculo
regirte/ Grajo und das Heil. Reich sich sehr verdient gemacht/
und dahero Bellicus genannt/ Thune auch nicht allein das Ba-
ren auf solche Weise/ wie es jezo noch geführt wird/ verneh-
ret/ sondern benehnt der Mayne Grafen von Dettlingen/ in
Schdymys Ottomans/ ertheilt worden/ von dem dem/ als dem
Alt-Vater/ die noch lebende Grafen von Dettlingen und unter
andern auch sonderlich der Wohlgeborenen/ Unser und des Reichs
lieber Getreuer/ Albrecht Ernst/ Graf von Dettlingen u. c. rechte
serie herkommen und ihres Vorvordern veltigis/ vernünft
gleichmüthiger tapfferer Begehungen in Sago & Toga treulich
einschüßig/ dahingegen dem unsren Titulari A. u. c. oder eben-
den Anden und Vorfahren an Heil. Reich/ Kayser Albertus J.
Graf Edmundo/ der ständlichen Grafen von Dettlingen Trivari
Trivaro, oder eiffen Ähnen/ die sonderbare Kayserl. Gnade
erhalten/ und dessen jüngere Prinzessin/ Maynens Guthe oder
Bona, mit Thune zu vernehmen gerucht/ Von welchen beyden
Er/ Albrecht Ernst/ neben seinen Brüdern/ und seinem Vetter
der Wallenfischen Linie/ wie vorgeordnet/ immediat
herrlicher/ gestalten biß Gräffl. Ruch vor und nach/ in viel
andere Fürstliche Häuser/ benanntlich Pfalz/ Brandenburg/
Münsterberg/ Baden/ Anhalt/ Wirzburgen zu Nürnberg/ Leich-

tenberg/ Münsterberg in Schlesien/ Görg und andern/ sich
verheuratet/ auch daß sowohl erstehende Vermählung mit
Kayser Alberti J. Prinzessin/ als andern Kaiserin vorgangen/
Insunderheit aber seind seiner Brüder und Vettern davon
herrührende immediat Descendenz/ nicht weniger daß seine Lin-
ie von dem ältern Bruder/ Ludovico dem Schickenden/ wel-
cher Anno 1508. geboren/ und Anno 1560. gestorben/ seine
Letzten aber von dem jüngern Federico/ welcher Anno 1574.
gestorben/ entsprossen/ gnugsam bekannt ist/ und dem ernde-
ter Graf/ Albrecht Ernst/ neben seinen Brüdern/ gleich ihren
Vor-Etern/ in allerunterthänigster Devotion sowohl für Ihre
Personen zu verharren/ als deren verhoffende Nachkommen zu
gleichmüthigen eifre anzuwenden/ des allerunterthänigsten Er-
bierthens ist/ massen er und sie wohl thun können/ mögen und
sollen/ u. c.

So haben wir demnach aus obangezogenen und andern unsrer
Kayserl. Gemüthe hiezu bewegenden Ursachen zu gnädigster Er-
kennung dieses fürtrefflichen uralten Gräffl. Geschlechtes der
Grafen zu Dettlingen/ und der uns und unsren Vorfahren ge-
leisteter nütz- und ersprißlicher Diensten/ mit wohlbedachten
Muth/ guten zeitigen Rath/ aus selbstgeuer Kayserl. Beweg-
nis und rechten Willen/ obbenanntem Albrecht Ernsten/ Gra-
fen zu Dettlingen/ diese besondere Kayserl. Gnade ertheilt/ und
Ihn samt allen seinen jetzigen und künftigen Geliebten Leibes-
Erben/ und derselben Erbens- Erben/ Mannes und Frauens-
Personen/ absteigenden Linien/ wie auch/ da festgebader Graf
Albrecht Ernst nach dem Willen Gottes ohne eheliche Mäntliche
leibes-Erben mit Todt abgehen sollte/ alsdann seinem Bruder/
Joachim Ernsten und seine Linie/ auch da diese abgehen sollte/
deren andern Bruder Christian Augusten und seine Linie/ und
deren allererits eheliche Leibes-Erben und derselben Erbens-
Erben/ in ewige Zeit in den Stand/ Ehre und Würde unsrer und
des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen von neuem gnädigst
erhebt/ gewürdiget und gesetzt/ sie auch der Schaar/ Gesell-
schaft und Gemeinschaft/ anderer unsrer/ und des Heil. Reichs-
Fürsten und Fürstinnen/ zugesetzt/ und vergleicht/ darzu
Ihnen den Fürstlichen Titel und Nahmen zu führen gnä-
digst bewilliget/ gegeben und zugesetzt/ also sich also zu nennen
und zu schreiben zugelassen und erlaubt.

Ordnen/ setzen/ erheben und erhöhen demnach/ aus Röm.
Kayserl. Majestät und Vollkommenheit/ hiermit wissentlich/ in
Krafft dieses Briefs/ obbesagten Graf Albrecht Ernsten zu Det-
tingen/ auch alle seine eheliche Leibes-Erben/ und/ auf deren
Linie tödtlichen Abgang/ vorerannunt dessen beyde Brüder/
Joachim Ernsten und Christian Augusten/ Grafen zu Dettin-
gen/ und deren eheliche Leibes-Erben und derselben Erbens-
Erben/ Manns- und Frauens- Personen/ absteigenden Linien/
abgehörten massen/ in den Stand/ Ehre und Würde/ unsrer und
des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen/ aufsetzen/ ver-
gleichen/ setzen und gesellen sie zu derselben Schaar/ Gesellschaft
und Gemeinschaften/ ertheilen und geben Ihnen auch samt und neben
denen zuvor habenden Gräfflichen Ehren-Titeln/ den Nob-
men und Titel unsrer und des Heil. Reichs-Fürsten und
Fürstinnen/ und erlauben Ihnen/ sich also gegen uns und jever-
mann gleich/ wess Standes oder Würden die seynd/ also zu
nennen und zu schreiben und meinen/ setzen und wollen hierauf/
daß mehr genannter Graf Albrecht Ernst zu Dettlingen/ sowohl
seine eheliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang derselben/ in
obenannanter Erbunng folgende Brüder und derselben Erbens-
Erben/ Mann- und Frauens-Personen/ dieses Nahmens/
Stammes und Geschlechtes/ für und für in Empfen unsrer/
und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen seyn/ sich also ne-
ben Ihren alten wohl und löblich vergrachteten Titeln nennen
und schreiben/ von uns/ unsren Nachkommen an Heil. Reich
und sonst allermüthigst dafür geachtet/ erkennen und genehm-
et und geschrieben werden/ auch alle und jegliche Gnaben/ Ehren-
ten/ Ehre/ Würde/ Vortheil/ Praeeminenz/ Fürsten-Stand/
Recht und Gerechtigkeit/ in Versammlung/ Ritterspielen/ mit
benehieren auf hohen und niedern Stifften/ Geist/ und Welt-
lichen Leben und Ämtern zu empfinden und zu tragen/ und sonst
alle andere Sachen haben/ deren theilhaftig und empfindlich
seyn/ sich aus des alten/ sonderlich aber des Fürstlichen Titels/
Kron/ Schild und Wapens allenthalben mit allen Ehren/
Regalien und zugehörigen Praeeminenz/ Sectionen/ Stämmen/
Processionen in denen Reichs-Versammlungen/ Reichs-Crey-
sägen und andern Zusammenkünften/ an alten Ende und Ort
nach Ihren Ehren/ Nothdurften/ Willen und Wohlgefallen/
setzen/ gebrauchen und genießen sollen und mögen.

Zumassen sich andere unsrer und des Reichs recht-gebohrne
Fürsten von Recht oder Gerechtigkeit wegen freuen/ gebrauchen
oder genießen/ von allermüthigst überwunden/ Zum Fall
aber obvergemeldter unser lieber Ahn- und Fürst Albrecht
Ernst zu Dettlingen Seiner lieben eheliche Leibes-Erben/ oder/
auf Abgang deren/ oberrannte un Stand und Ämtern/ sol-
gende beyde Brüder/ oder deren eheliche Leibes-Erben mit er-
höblichen und beweglichen Ursachen/ oder selbst freyen Willen/
nicht gleich jezo/ oder gar nicht/ oder nur auf eine Zeitlang/
diesen Stand und Fürstlichen Titel zu führen und zu gebrauchen
unterslassen/ und sich allein des vorigen Gräfflichen Standes/
Nahmens und Gerechtigkeit bedienen wollen/ sollte Ihne oder
Ihnen dasselbe ohne einige Anzahl der Jahr und Zeit in Ihm
nicht lassen frey und unbenommen/ sondern demnach gnädigst
zugelassen und genehmigt seyn/ solchen Fürstlichen Stand/ Nah-
men

ANNO
1674.

ANNO
1674.

nen und Titel mit aller Prærogative und Gerechtigkeit wieder anzuwenden und sich dessen nach Bedenken zu bedienen und in jeder Art und Weise zu thun die Intercessi- und nicht, Führung des Fürstlichen Standes und Titels an dieser Unserer Kayserl. Erben- und Würdigung ganz und gar ohne Abbruch/ Nachtheil und Schaden/ sondern dieselbe in ihren Würden und Kräften seyn und verbleiben/ ehverhundert männlichen. Jedoch sollen auf obbesagte und angedachte Fälle/ da oberschiedenes Graf Albrecht Ernstus zu Dettingen Stamm und Linie/ ohne Unterlassung männlicher ehelicher Erbes- Erben/ nach dem Willen des Vaters mit Todt abgehen sollte/ dessen obbesagte Erben/ Joachim Ernst/ oder dessen eheliche männliche Erbes- Erben/ gleichvermessen auch/ da dieser und seine Linie abgehen sollte/ und die Fürstliche Dignität auf den dritten Bruder/ Christian Augustus/ und seine eheliche männliche Erbes- Erben und Linie fallen sollte/ dieselbe jedesmahl und falls bey Unserer und Unseren Nachkommen Kayserl. Reichs- Hof- Cammer/ nach Ausfertigung der Confirmation und gewöhnlichen Inimation, und was sich dargegen zu thun gebühret/ anzumelden und einzukommen haben.

Und geschehen darauf allen und jeden Chur- Fürsten/ Geist- und Weltlichen/ etc. und sonst allen andern unsern und des Reichs/ auch unser Erb- Königreich/ Fürstenthum und Landen/ unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand und Beelen die seyn/ ernstlich und feierlich mit diesen Worten/ und Worten/ daß sie den Hochgeborenen/ Unsern Chur- und des Reichs- Fürsten/ Albrecht Ernstus zu Dettingen/ seine eheliche Erbes- Erben/ und auf dieser seine tödtlichen Abgang die andere obersagte in der Ordnung folgende Brüder/ Grafen zu Dettingen/ und deren eheliche Descendentes, auf oberste Condition, nun hinfort ewiglich für Unsere und des Heil. Röm. Reichs- Fürsten und Fürstinnen halten/ ehren/ schreiben/ annehmen/ meinen und erkennen/ sie auch successiv in allen und jeglichen Reichs- Gremis/ und andern ehelichen Versammlungen/ Ritterspielen/ hohen und niedern Cerimonien und Aemtern/ Geist- und Weltlichen/ auch sonst an allen Orten und Enden/ für Unsere und des Heil. Reichs- Fürsten und Fürstinnen ehren/ zulassen/ achten/ halten und erkennen/ Ihnen auch den Reichs- Fürstlichen Maynen und Titel fürstlich- und mündlichen/ seien/ sie als bey aller und jeder Ehre/ Würde/ Session, Präe- minenz, Fürsten- Stand/ Vortheil/ Recht und Gerechtigkeit/ deren sich andere gebühre und würckliche Fürstliche des Heil. Röm. Reichs von Reichs und Gewohnheit wegen freien/ gelauden und genießen/ gänzlich und gerühlich verbleiben lassen/ und sie an allem dem/ was hieroben umständlich geschrieben/ nicht hindern noch irren/ auch hierwider nicht thun/ noch das jemand andern zu thun gestatten/ in seine Weile und Wege/ als heu einen jeden Vize Unserer und des Reichs schwere Strauß und Strauß/ und deren eine Pen, nemlich 2000. Mark löchiges Goldes/ zu verurtheilen/ die ein jedes so oft er freiwillig darwider thäte/ Uns halb in Unsere/ und des Reichs- Cammer/ und den andern halben Theil verurtheiltes Albrecht Ernstus/ Fürstens zu Dettingen/ sich/ und dann obersagte müssen in der Regierung folgenden Fürsten/ oder dem/ so hierwider be- leibiger würde/ ohnmachtlich zu bezahlen verfallen sein/ und nicht desto minder obersagter Albrecht Ernst/ Fürst zu Dettingen/ bey diesem Fürstlichen Ehren- Stand/ Würden und Freiheiten verbleiben/ auch würcklich geschützt und gehandhabt werden sollen/ dessen zu wahrer Urkund haben Wir Unsere Kammer. güldene Bullen an diesen Brieff würcklich hengen lassen/ der gegen ist in unser Stadt Wien den 10. Tag/ Monats Octobris, nach Christi Unsern lieben Herrn und Selig- maders Gnadenreicher Geduch in 1674. Unserer Reide des 28. im 16. des Ungarisch, im 20. und des Böheimischen im 18. Jahr.

LEOPOLD.

Vt Leopold Wilhelm/ Graf zu Königseck.

Ad Mandatum S. Caesar. Majest. propriam,

Wilhelm Schröder.

CXXXII.

1. Dec. *Traictatus Navigationis & Commerci inter CA-
ROLUM II. Regem Angliae & Ordines Gene-
rales Uniti Belgii per Commissarios sex ab utra-
que Parte, in sequelam Articuli VIII. Traita-
tus Pacis, initus; quod certis Legibus, Terræ Ma-
rique observandis, cautum est, ut in posterum
Discordia & simulacrales omnimode cessent ac po-
nitur extinguantur. Actum Londini, 1. Decem-
bris 1674. [Recueil des Traitez faits entre
les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-*

L'ANGLE-
TERRE ET
LES PRO-
VINCES
UNIES.

Unies, & divers autres Princes & Estats. ANNO
d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi
dans LONDORP II. *Alta publica*, Tom. X. pag.
671. en Allemand & dans le *Traictum Eur.* *seu*
Tom. XI. pag. 673. aussi en Allemand.

1674.

Quandquidem Pace restituta inter Serenissimum
& Potentissimum Principem, Dominum Carolum
Secundum, Dei gratia Magnæ Britannia, Fran-
cia & Hibernia Regem, Fidei Defensorem & Cel-
sos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fæde-
rati Belgii per Tractatum Westmonasterii, die Fe-
bruarii anno Domini 1674. conclusum, Articulis octavo
& nono provisum fuit, ut sex Commissarii ex parte
dicti Serenissimi Domini Magnæ Britannia Regis no-
minandi, cum totidem Committariis ex parte dictorum
Dominorum Ordinum Generalium Londinum mitten-
dis, novum of Tractatum Marium conficerent.

Quumque in eum finem Dominus Thomas Baro
Culpeper, Georgius Downing, Eques & Baronetius,
Richardus Ford, Gulielmus Thomlon, Eques Joannes
Jollif & Joannes Buckworth Armigeri, Commis-
sarii ex parte ipsorum Serenissimi Domini Magnæ
Britannia Regis Deputati, item Domini Joannes
Corver & Ægidius Sautin, Civitatis Amstelodamensis
Consiliarii & Senatores, Samuel Beyer & Andreas van
Vossem, Civitatum Rotterodamensis & Eindhoven
respective Consiliarii & Syndici, Petrus Duvelaer,
Civitatis Medioduburgensis Exconsul, & Michael Mi-
chielson, Civitatis Vlissingæ Scabini & Consiliarii,
Commisarii ex parte dictorum Dominorum Ordinum
Generalium Londinum missi, sapient congressi sint,
& sermones ea de re ultro citroque habuerint; tandem
secundum Literas plenè Potestatis utrinque exhibitas
(quarum exemplar in calce hujus Tractatus insertum
est) in Articulis sequentes, pro Tractatu Marium per
omnes & singulas Universi Orbis Regionis & partes
Terra, Marique observando juxta tenorem præfati
octavi Articuli unanimiter & ex voto consenserunt.

I. Omnibus & singulis Subditis Serenissimi & Po-
tentissimi Domini, Domini Magnæ Britannia
Regis antememorati, licitum & jus est; cum omni-
moda libertate & securitate navigare, negotiari, &
Mercatorum quamlibet facere in omnibus his Regnis,
Regionibus, & Statibus, quibus Pax, Amicitia, aut
Neutralitas cum præfato Domino Rege nunc subsistit,
aut ullo dehinc tempore intercessura est, ita ut nec vi
Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliisve ejus-
cunque generis Navibus, five ad Cellos & Præpotentes
Dominos Ordines Generales antedictos, five ad illo-
rum Subditos spectantibus, occasione vel prætextu
hostilitatis vel discordia alienius, quæ inter præfatos
Dominos Ordines Generales & Principes aut populos
quosunque Pacem aut Neutralitatem cum memorato
Domino Rege colentes, jam flagrat, aut in posterum
exarferit, in Navigationibus aut Commercio suis ul-
latenus impediatur, aut molestia aliqua afficiatur.
Pari itidem ratione omnibus & singulis Subditis Celso-
rum & Præpotentium Dominorum Ordinum Genera-
lium Federati Belgii antememoratorum licitum & jus
est, cum omnimoda libertate & securitate navigare,
negotari & Mercatorum quamlibet facere in omnibus
his Regnis, Regionibus & Statibus quibus Pax, Amici-
tia, aut Neutralitas cum præfatis Dominis Ordinibus
nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura
est; ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Belli-
cis, aliisve ejuscunque generis Navibus, five ad Se-
renissimum & Potentissimum Dominum Regem ante-
dictum, five ad ejus Subditos spectantibus, occasione
vel prætextu hostilitatis vel discordia alienius, quæ inter
præfatum Dominum Regem, & Principes aut Po-
pulos quosunque Pacem aut Neutralitatem cum me-
moratis Dominis Ordinibus colentes, jam flagrat, aut
in posterum exarferit, in Navigationibus aut Commer-
ciis suis ullatenus impediatur, aut molestia aliqua
afficiatur.

II. Neque illa navigandi & commercandi libertas,
occasione vel causa ullius Belli infingitur in ullis
Mercioniorum generibus, sed ad omnes Merces quæ
in Pace subvehuntur, fit extendi, exceptis solum his,
quæ Articulo proximo sequuntur & Contrabandæ no-
mine indigentur.

III. Sub isto nomine Contrabandæ fide Mercio-
norum prohibitorum solummodo comprehenduntur
Arma, Bombardæ, cum suis ignariis & aliis ad eas per-
tinen-

674. tinentibus, ignes Missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Enses, Lancee, Hastæ, Bipennes, Tormenta, Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) Induciles Sclopi, vulgo *Petarde*, Glandes, Ignarii Missiles, vulgo *Grenade*, Furcæ Sclopetariae, *Bandeliers*, Salpetre, Sclopeti, Globuli seu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Caffides, Galeæ, Thoraces Loricati, vulgo *Cuirasses*, & familia Armaturæ genera, Milites, equi, omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopetheæ, Baltei, & quæcunque alia Bellica Instrumenta.

IV. Inter Bona prohibita haudquaquam censentur, hæc, quæ sequuntur, Mercimonia, omnes scilicet pannorum species, omnesque aliæ Manufacturæ, textæ ex quacunque Lana, Lino, Serico, Gossipio, vel alia quacunque materia, omnia vestium & indumentorum genera, una cum speciebus, ex quibus confici solent, aurum & argentum tam signatum quam non signatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cyprum & Carbones Focarii, Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodecunque Frumentum vel leguminis Genus, Herba Nicotiana, vulgo *Tabaco*, nec non omne genus aromatum, Carnes salitæ & fumo duratæ, pisces saliti & arefacti, Causæ & butyrum, Cervisia, Olea, Vina, Sacchara, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum & vitæ sustentationem facit: Gossippi porro, Cannabis, lini & picis omne genus, Funes, vela & Anchoræ, Mali item Navales, ut & alferes, Tabulæ & Trabes ex quibuscunque arboribus, omniaque alia ad Naves seu construedas, seu reficiendas comparata, quin plane inter Mercimonia libera censentur, juxta atque alia quælibet Merces & res, quæ in Article proxime præcedenti non comprehenduntur; ita ut ad Subditos Regiæ Majestatis antememoratæ, etiam ad loca Dominis Ordinibus inimica, ut & ad Subditos Dominorum Ordinum, vice versa, ad loca hostibus Domini Regis obtemperantia, liberrime transportari & inveli possint, exceptis duntaxat Oppidis, locisve obsidione cinctis, circumseptis vel inveltis, Gallice *bloqués ou investis*.

V. Quo autem in posterum discordiæ & similitates omnimoda hinc inde per Mare & per Terram juxta cessent, ac penitus extinguantur, conventum est, quod Naves & Navigia, omne genus ad Subditos Domini Regis sæpius memorati spectantia, quæ Stationem aut Portum aliquem Dominis Ordinibus obtemperantem ingressa vel ingreßura sunt, & alioverum pergere volentia, solummodo Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas dictas, quarum formula Articulis hisce subnectitur, Officialibus in Portu agentibus, aut si quas Naves Ordinum Præfidiarum, aut alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, ibi versari contingerit, earundem Præfidiis exhibere teneantur, neque sub eo prætextu quicquam ab iis pecunia, vel alterius rei exigatur, sin autem in alto Mari, aut alibi locorum, quæ non sunt intra Dominorum Ordinum Ditionem, Navibus Bellicis, Dominorum Ordinum, aut Navibus sumptibus privatis Subditorum suorum ad Bellum instructis, obviam dederit Navis aliqua, ad Subditos Domini Regis Magnæ Britannici spectans, dictæ Naves Dominorum Ordinum suorumque Subditorum, interjecta idonea distantia subsistent, & Scapham suam solum expedient, sicutumque iis erit cum duobus, tribusve duntaxat hominibus Majestatis suæ Subditorum Naves & Navigia conscendere, ut sibi à Præfido sive Magistro talis Navis aut Navigii ad Majestatis suæ Subditos spectantis Literæ Maritimæ de proprietate ejusdem juxta formulam inferius descriptam, exhibeantur, & Navi, quæ eas exhibuerit, liber erit transitus, eandemque molestia aliqua afficere, excutere, detinere, aut de Cursu destinato, ut defectat cogere, nefas esto; eadem autem in omnibus libertate atque immunitate fruuntur omnes Subditi Dominorum Ordinum ipsi pariter Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas suas exhibentibus, juxta formulam, in calce hujus Tractatus præscriptam, conceptas.

VI. Quod si Navi alicui, vel Navigio ad Anglos vel alios Regiæ Majestatis Subditos spectanti; verum ad Portum aliquem Dominis Ordinibus inimicum tendenti aut etiam vice versa, Navi alicui ad Fœderatas Belgii Provincias, vel alios Dominorum Ordinum Subditos spectanti, Portum aliquem hostibus dictæ Regiæ Majestatis obtemperantem petend, in cursu suo obviam sit, Navis illa non tantum Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas, quibus juxta formulam inferius præscriptam, munienda est, verum etiam Literas

Certificatorias, exprimentes rerum subvectarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma consueta datas, exhibebit, unde dignoscatur an Mercimoniis aliquibus Article hujus Tractatus tertio prohibitis, oneretur.

VII. Quod si per exhibitionem supradictarum Literarum Certificatariarum, experimentum rerum subvectarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma consueta datarum, de quarum exhibitione superius conventum est, altera pars deprehenderit aliqua id genus Mercimonia, quæ Contrabanda seu prohibita esse in tertio hujus Tractatus Article declarantur, ad Portum alterius hostibus obtemperantem destinata, foros illius Navis, in qua ea reperiiri contigerit, five ad Subditos Domini Regis, five ad Dominorum Ordinum Subditos spectaverit, resignare, Cistas, Caplas, Sarcinas, aut vasa in eadem relesere, vel dirumpere, vel partem licet minimam, Mercimonia niorum distrahere, nisi toto prius onere præsentium Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram expositis, & in Inventarium redactis, nefas esto: earum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi qualicunque nullo latenus locus erit nisi postquam ritè & legitime contra istiusmodi bona prohibita processum fuerit, eademque rerum Maritimarum Judices lata Sententia Fiscus respectivo suo addixerint, salva semper tam ipsa Navi, quam cæteris Mercibus, in eadem repositis, quæ ex hoc Tractatu libera censendæ sunt, ne ex præfatis Mercium prohibitarum contagio detineri, necum pro præda legitima confiscari possint, sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat ex Mercibus prohibitis, vel Contrabandis constitierit, easque Præficus Navis Captori, qui eas deprehenderit, extradere se promptum & paratum præstet, in eo casu Captor Navem ut ad Portum sibi commodum deflectat, haud coget, quin illico dimittet, neque ulla ratione impediet quo minus cursum, quem instituerat, libere prosecutur.

VIII. Conventum porro est, quod quicquid à Subditis Regiæ Majestatis in Navem quancunque ad hostes Dominorum Ordinum pertinentem, impostum esse deprehenditur, quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici possit, cæterum è contra pro immuni atque libero habebitur omne id, quod in Navibus ad Subditos Regiæ Majestatis spectantibus immisum deprehenditur, etiam si totum oneris vel ejusdem pars aliqua ad hostes Dominorum Ordinum juxta Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulis præcedentium mente & præscripto fient: pari item ratione quicquid à Subditis Dominorum Ordinum in Navim quancunque ad hostes Regiæ Majestatis pertinentem, impostum esse deprehenditur quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici potest, cæterum è contra omne id, quod Navibus ad Subditos Dominorum Ordinum spectantibus, immisum deprehenditur, pro immuni atque libero habebitur, etiam si totum oneris, vel ejusdem pars aliqua ad hostes Regiæ Majestatis juxta Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulis præcedentium mente & præscripto fient: nequid autem detrimenti alteri Parti in Pace versanti, ubi altera Pars forte in Bellum proruperit, ex improvviso adferatur, provisum & cautum esto, quod Navis ad hostes alterutrius Partis spectans, bonis Subditorum alterius onerata, eadem confiscationi contagio suo non reddet obnoxia, modo imposita fuerint ante expirationem terminorum & dierum, hic inferius præscriptarum, post Belli ejusvis denunciationem seu declarationem, videlicet si bona imposita fuerint in aliquo Portu, vel loco inter tertium vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum, qui Naz dicitur in Norvegia intra spatium sex septimanarum post talem declarationem, duorum mensium inter dictum terminum *the Soundings* & Civitatem Tingitanam, & decem septimanarum in Mari Mediterraneo, vel intra spatium octo mensium in quavis alia Orbis Regione, vel loco; bona igitur Subditorum Regiæ Majestatis in quacunque Navi vel Navigio cuscuscunq, qui Dominis Ordinibus hostis fuerit, capta, aut deprehensa, eo sub prætextu confiscate non licebit, sed sine dilatione Proprietatis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, ita tamen ut postmodum si licitum non sit, dicta Mercimonia, quæ Contrabanda dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere; bona etiam Subditorum Dominorum Ordinum vice versa in Nave vel

ANNO

1674

Navigio ejuscunque, qui Regiæ Majestati hostis fuerit capta aut deprehensa, eo sub prætextu Fisco addicere nefas itidem est; sed sine mora Proprietariis relictur, nisi post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, impolite fuerint, ita tamen ut postmodum his licitum non sit dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere.

IX. Quo Majestatis suæ & dictorum Ordinum Subditorum securitati abundantius cautum sit, quod nulla injuria per alterutrius Partis Naves Bellicas, vel alias sumptibus privatis ad Bellum instrudas, his inferetur, omnibus tam Majestatis suæ, quam dictorum Ordinum Navium Præfectis, omnibusque eorum Subditis, qui suis impensis Naves instruent, ut & privilegiatis hinc inde Communitaribus, omni in alteram partem injuria & damno quocunque interdiceretur, sin secus faciant, pœnas luent, & præterea obstricti erunt de damno cum omni causa, & eo, quod interest, satisficere, per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

X. Ob hanc causam singuli Navium sumptibus privatis ad Bellum instrudarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipient, sufficientem fiduciarum cautionem per viros idoneos, qui solvendo sunt, & in tali Navi partem vel interesse non habentes, coram Judice competenti interponere in posterum tenebuntur in Summa mille quingentarum librarum Sterlingarum, sive decem millium quingentorum Florenorum vulgo *Guldens*, at quoties centum & quinquaginta numero excedunt homines, in Summa ter mille librarum Sterlingarum, sive triginta & trium millium Florenorum, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu Navali, ipsi vel sui Officiales, active sibi inferentes, contra præsentem hunc Tractatum vel alium quemque inter Majestatem suam, dictosque Ordines committant in solidum satisfacturos, sub pena etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionaliarum speciarum ac Diplomatum, in quibus semper inferetur talem cautionem ab ipsis (ut præfatur) interpositam fuisse & insuper conventum est, quod Navis etiam ipsa damnis & injuriis à se illatis satisfacere tenebitur.

XI. Majestas sua, dictique Ordines alterutrius Subditos ac si proprii sui Subditi essent, mutuo eodemque favore in omnibus suis respective Ditionibus prosequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia dabunt Mandata, ut jus super prædis captis administraretur, secundum Justitiæ & æquitatis normam à Judiciis omni suspensione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus intererit, Majestas sua dictique Ordines pariter stricte dabunt in Mandatis, ut Sententiam jam lata & in futurum ferendæ executioni (pro ut eundem tenor exigit) debite mandentur, suumque fontium effectum.

XII. Quocumque dictorum Dominorum Ordinum Legati, alivæ Ministri publicæ autoritate muniti, in Aula Serenissime Suae Majestatis Magnæ Britannicæ commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ lata fuerint, Majestas sua easdem in Consilio suo revideri, & ad examen revocari curabit, ut constet utrum Ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint, curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur: & cum pariter Legati vel alii Majestatis suæ Ministri publicæ autoritate instrudi apud Ordines Generales commorantes, de Sententiarum iniquitate queruntur, dicti Ordines, earundem revisionem in Ordinum Generalium Conventu fieri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint: curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominus ante vel post Sententiam latam pendente ejusdem ab alterutra parte revisione, bona controversia vendere vel exonerare, nisi ex consensu eorum, quorum interest, nullatenus licebit.

XIII. Lite mota inter prædarum Captores ex una, & earundem Reclamatores ex altera parte, lataque Sententia vel Decreto pro parte reclamante, eadem Sententia sive Decretum (interposita cautione) executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocacione nullatenus obstant, quod quidem non observabitur, ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores.

XIV. Cum autem Magistri Navium Mercatoriarum ut & Nauta & vectores multa atrocità & barbariem spiritantia nonnquam perpetrantur, ubi in Navium (prædictis tempore Belli per Mare facientium) potestatem relictæ sunt, Captoribus more inhumano in illos faventibus, quo confessionem, qualem illi factam vellent, ab illis extorqueant, conventum est, quod tam Regia Majestas, quam Domini Ordines Generales istiusmodi flagitia, prorsus inhumana, sanctionibus severissimis prohibebant, & quocumque legitimis probationibus talium factorum convictos offenderint, debitis & justis pœnis & quæ in terrorem sufficiant, in eos animadverti curabunt, omnes Navium Præfectos & Officiales, per quos hujusmodi flagitia admittenda fuisse probabitur, vel proprio ipsorum actu, vel alios ad ea perpetrandum instigando, vel convivendo cum perpetratur, præter alia supplicia pro delictis eorum instigenda, à munere quemque suo statim amoveri jubeant; & quælibet Navis in prædam abducta, ubi Nauta aut Vectores torturam aliquam perpessi fuerint, illico dimittetur, & ab omni ulteriore excussione aut impetitione tam judiciali quam extrajudiciali cum toto onere suo liberabitur.

XV. Conventum itidem est, quod similis pœnarius severitas statuatur in eos, qui contra dictum Articuli vigesimo primi Pacis Bredanæ Commissiones ab hostibus capient ad deprædandas Sociorum Naves, contra quam dicto Articulo cautum est.

XVI. Conventum denique & conclusum est, quod præfatus Tractatus, omniaque & singula in eo contenta, quam mature fieri poterit, respective ratihabebuntur & confirmabuntur, quodque Ratificationes desuper habite, intra duos menses à data præsentium numerandis, reciproce & rite inter Partes præstentur; dictusque porro Tractatus intra unum mensem post ejusmodi permutacionem Ratificationum tam apud Gubernatores Communitatum hinc Anglicanarum per Indiam Orientalem & Affricam Commercio exercentium, quam apud Directores Communitatum illinc Belgarum per Indias Orientales & Occidentales Commercio itidem exercentium, in debita & authentica forma deponetur, & tam à Regia Majestatis supramemorata quam à præfatis Dominis Ordinibus ad suos respective Colohiarum & locorum in quacunque Orbis Regione extra Europam sitarum, Gubernatores & Præfectos cum prima quaque occasione transmittentur, in eum finem, ut ab illis & ab omnibus aliis intra Ditiones suas & sub eorum potestate respective degentibus, quam exactissime observetur & perimpeatur.

Formula Literarum Commæatur, vulgo Literarum Maritimarum petendarum, dundarumque à Domino, Domino Magno Admirallo seu Archibutalasso, vel ab eis, quibus rerum Maritimarum Jurisdicchio Jure ordinario mandata est, sive à Prætoribus vel alio summo Magistratu, sive à Commissariis, alivæ Principalibus Officialibus Teloniorum in Portibus suis respectivis & locis intra Majestatis suæ Domina Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

Omibus ad quos præfentes Literæ pervenerint, Salutem; Nos Archibutallus, Nos Commissarii Magni Admiralli officio fungentes, sive Nos, supremæ Curie Admiralitatis Index, aut Nos Prætor vel Magistratus sive Nos Commissarii sive Principales Teloniorum Officiales in Civitate, vel Portu Tellamur & notum facimus, Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ coram nobis comparuisse & solemniter Jurjurando affirmasse, dictam Navem vel Navigium Menstrarum (quas vulgo *Tonnen* vocant) plus minus (cujus ille hoc tempore Magister sive Præpositus est) pertinere ad Incolas intra Dominiæ Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Regis, Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ, fidei Defensoris &c.

Ita cum Deus adjuvet.

Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probè jussueque ab eo agenda erunt, adjuvare, Rogamus vos universos & singulos, ubicumque dictus Magister, seu Præpositus Navem,

ANNO 1674. Navem, Mercisque, in ea investas, & illas appellet, velit, jubetis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimum consuetudinemque vestigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi, Portus, Flumina & Domina vestra, & omnimodo Navigationis Mercatus Merciorum & promercalium jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique: in quorum majorem fidem & testimonium presentes manu nostra signavimus & Sigillo nostro communici curavimus. Datas in die Anno Domini.

Formula Literarum Commencatus, vulgo Literarum Marinarum, petendarum, dandarumque à Consulibus Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigaturis, inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

Serenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, spectatissimis, prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justitiariis & Rectoribus omnium Civitatum & locorum tam Ecclesiasticorum, quam Secularium, quibus ha exhibebuntur, Consulibus & Rectores Civitatis

Magistrum seu Praepositum Navis se nobis fuisse, & solenni Jurjurando affirmasse dictam Navem cui nomen est mensurarum, quas vulgo *lastas* vocant, plus minus cujus ille hoc tempore Magister five Praepositus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, *Ita cum Deus adjuvet*; Cum autem acceptissimum nobis foret predictum Magistrum seu Praepositum in his, quae probe, justeque ab eo agenda erunt, adjuvare, Regamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu Praepositus Navem, Mercisque in ea investas & illas appellet, velit, jubetis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimum, consuetudinemque vestigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Domina vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Merciorum ac promercalium jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique, in quorum majorem fidem & testimonium hac Civitatis nostrae Sigillo, signari curavimus, datas in die Anno Domini

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos atermemorata Regiae sua Majestatis & praefatorum Dominorum Ordinum Generalium Commissarii, facta nobis ad id potestate sufficienti hisce Tabulis nomina nostra subscripsimus illasque Sigillis nostris signavimus Londini primo die Decembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(L.S.) Tho. Culpeper.	(L.S.) J. Corver.
(L.S.) G. Downing.	(L.S.) G. Saazyn.
(L.S.) Richard Ford.	(L.S.) Samuel Beyer.
(L.S.) Will. Thomson.	(L.S.) And. van Vossen.
(L.S.) John Jollif.	(L.S.) P. Duvelaer.
(L.S.) John Buchworth.	(L.S.) N. Michielson.

CXXXIII.

1675. *Traité de Confederation, Secours & Defense entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Espagne, les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, & le Duc ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg. A la Haye le 26. Janvier 1675. Avec des ARTICLES SE-*
TOM. VII. PART. I.

ANNO 1675. PARES, dont les uns portent, que les trois Puissances ci-dessus mentionnées payeront d'abord après ce Traité signé la Somme de 50000. Rix-dalers a Monfr. l'Evêque d'OSNABRUG. A la Haye le 26. Janvier 1675. Et les AUTRES que nonobstant la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Monfr. l'Evêque d'OSNABRUG, seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier 1675. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 713.]

SOit notoire à tous, que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, comme aussi Leurs Hautes Puissances, Mesleigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant fait représenter plusieurs fois à Son Altesse Serenissime M. Ernest Auguste Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg, comment au prejudice des Traités d'Osnabrug, de Munster, de Cleves, & d'Aix-la-Chapelle, ils ont été en plusieurs sortes, & manieres offensés, & violentés tant dedans que dehors l'Empire; ce qui les auroit nécessités de joindre leurs Armes, afin de rétablir par là la Paix & le repos dans l'Empire; aussi-bien que dans son voisinage, à des conditions honorables & justes, requerant que Son Altesse Serenissime, qui de tout temps a témoigné une affection particuliere, & soin pour le bien commun, & pour la seureté de l'Empire, vouldr aussi dans ces troubles, fuscités par le parti contraire, au dernier prejudice & desavantage de tous les Etats du même Empire, continuer & joindre ses Armes, à celles de Sadite Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, afin d'obtenir par là une Paix feure & generale; Et de l'autre côté Son Altesse Serenissime étant allié & entièrement, que les intentions tant de Leursdites Majestés Imperiale, & Royale d'Espagne, comme aussi de Leurs Hautes Puissances ont pour objet, non seulement le bien & la conservation de l'Empire; mais aussi celui des Etats de tous les Alliez. Ayant aussi considéré que lui-même pourroit difficilement à l'égard de son Pays, & de ses Sujets mêmes conserver le repos & la seureté, dont ils ont paisiblement joui, jusques à present, si la Paix ne se rétablit bien-tôt dans le voisinage: Il a été après meure deliberation faite, touchant ladite jonction, entre les Ministres fousignés de Sadite Majesté Imperiale, dudit Seigneur Roi d'Espagne, desdits Seigneurs Etats Generaux, & dudit Seigneur Evêque, Duc de Brunswick & Lunebourg, convenu, & accordé en la maniere suivante.

I. Premièrement, que ce n'est pas leur intention de faire cette Alliance, pour-offenser aucun Roi, Prince, ou Republique; mais au contraire & principalement pour établir le repos dans le voisinage, car comme d'un côté, cela est jugé juste, & conforme à l'inclination, & intention des Alliez: ainsi de l'autre est-il juste, nécessaire & conforme à leur intention, de faire cette Alliance, afin qu'elle ne serve pas seulement contre les Ennemis que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont présentement, & contre leurs Adherans: Ce qui est posé ici comme un fondement inébranlable; mais aussi qu'avec cela, elle sera applicable, & sortira son entier effet, ce qui doit être aussi infaillible que l'autre, à l'égard de tous ceux, qui dans la suite de la présente Guerre viendront à rompre avec les Alliez, ou avec l'un d'eux, ou bien qui en quelque maniere que ce soit, prendront Parti avec leurs Ennemis, soit en general, ou en particulier; ou qui pourroient former, & machiner de mauvais desseins, & entreprises contre lesdits Alliez, Pais & Sujets respectivement; Et afin de les prévenir & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les Troupes ci-dessous spécifiées, seront employées contre tels Ennemis quels qu'ils puissent être, presents & futurs, leurs Adherans & Partisans, ou Entrepreneurs, ou Machinateurs de mauvais desseins, & non contre d'autres, ainsi qu'il a été convenu par le present Traité.

II. Il a aussi été convenu que ledit Seigneur Duc mettra sur pied le plutôt que faire se pourra, ou au plus tard dans deux Mois & demi, après la signature du

○ ○

profect

ANNO
1675.

present Traité, dans cette Partie de ses États, qui est la plus proche des Villes & Places des Ennemis communs, 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 500. Dragons, ou 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, suivant que Son Altesse le trouvera à propos.

III. Que Sadite Majesté Serenissime sera tenu d'entretenir & de payer 2000. Hommes, savoir 1000. Fantassins, & 500. Chevaux, & 300. Dragons avec deux Compagnies des Gardes pour la Personne de Sadite Altesse, l'une à Cheval, & l'autre à Pied, & que les trois mille Hommes restants, savoir les 2000 Hommes de Pied & mille Chevaux, seront payés par Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, chacun pour la moitié également.

IV. Que pour faciliter la levée desdits 5000. Hommes, c'est-à-dire 3000. Fantassins, 1500. Chevaux, & 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, afin qu'ils soient levés au plutôt, ou au plus tard dans le tems porté ci-dessus, Sa Majesté le Roi d'Espagne & les États Généraux feront payer audit Seigneur Evêque Duc immédiatement après la signature du présent Traité dans la Ville d'Amsterdam la Somme de 50000. Rixdalers, ou 125000. Livres Monnoie de Hollande.

V. Que lors qu'après la conclusion du présent Traité une partie desdits Gens de Guerre aura été mise sur pied, & Sadite A. S. les présentera, en requérant, que l'on en fasse la revûe, ladite revûe se fera par des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, & dès lors Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les États Généraux payeront la moitié des Troupes, qui auront été ainsi présentées, lesquelles aussi dès ce tems-là, seront tenues de se laisser employer & d'agir, ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun des Alliés. Et après que lesdits cinq mille Hommes auront été entièrement levés, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les États Généraux en étant requis, en feront une seconde revûe, & après cela les Subsidies seront par eux entièrement & ponctuellement fournis pour les Payemens desdits 2000. Hommes de Pied, & mille Chevaux, & combien que lesdites revûes ne se fissent point de la part de Leurs Hautes Puissances, la paye ne laissera pas de courir du jour qu'elles auront été sommées de la part de Sadite Altesse Serenissime.

VI. Que lesdits Gens de Guerre, seront rangés en trois Régimens de Cavalerie, en trois Régimens d'Infanterie, & un Régiment de Dragons; que chaque Régiment de Cavalerie sera composé de cinq cents Chevaux en six Compagnies; que chaque Régiment d'Infanterie de mille Fantassins, en dix Compagnies de cent Hommes chacune; que chaque Colonel, tant d'Infanterie que de Cavalerie, sera payé à raison de 120. Rixdalers, ou 300. Livres Monnoie d'Hollande par mois courant, chaque Lieutenant Colonel à raison de 40. Rixdalers ou 100. Livres, & les Mareschaux des Logis, & Prévôts d'Infanterie l'un & l'autre, à raison de 18. Rixdalers ou 45. Livres Monnoie de Hollande par Mois, moyennant quoi Sadite Altesse Serenissime ne pourra pas prétendre le remboursement d'autres frais faits pour des Chariots, Charrettes, Chevaux, qui auront été employés dans les expéditions ou autrement.

VII. Que Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances payeront à son Altesse Serenissime pour les gages de chaque Régiment de Cavalerie, qui sera par eux entretenu & payé, rangé ainsi que dessus, la Somme de quatre mille sept-cens soixante & sept Rixdalers, vingt neuf Sols, & neuf Deniers par Mois courant, dont les douze font une année, & pour chaque Régiment d'Infanterie la Somme de 4104. Rixdalers; ou 10262. Livres un Denier Monnoie de Hollande, aussi par Mois courant, dont les douze composent une année.

VIII. Que les Deniers nécessaires pour le Payement des gages desdites Troupes jusques à la concurrence de mille Chevaux, & de 2. mille Hommes de Pied, seront promptement payés le même jour que la revûe en aura été faite, & ainsi de temps en temps au commencement de chaque Mois, tant que cette Guerre durera, comme aussi Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les États Généraux feront remettre ponctuellement, par bonnes Lettres de Change à Osnabrug les appointements de cinq Colonels, autant de Lieutenants-Colonnels & Majors, afin qu'il en fasse les Payemens, ainsi qu'il jugera à propos en sorte que Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les États Généraux ne soient point

responsables des payemens, qui n'auront pas été faits, ANNO
1675.

X. Qu'après la première revûe, qui aura été faite desdites Troupes, lors qu'elles seront complètes, Sadite Altesse Serenissime ne sera pas obligée d'en fournir aucune autre; Mais Sadite Majesté le Roi d'Espagne & les États Généraux seront tenus de les payer comme complètes, comme de son côté Sadite Altesse Serenissime promet en parole de Prince, qu'elle les rendra toujours complètes à l'entrée de chaque Campagne.

XI. Que l'on ajoutera auxdites Troupes une Artillerie proportionnée à leur nombre, & payeront Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les États Généraux pour le Train, & Equipage de ladite Artillerie la Somme de trois mille Rixdalers ou 7500. Livres par Mois courant.

XII. Que Sadite Altesse Serenissime sera tenu d'assembler lesdites Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir, contre toutes fortes d'Ennemis sans aucune exception, lors qu'il sera nécessaire; & ainsi qu'il sera jugé à propos pour le bien commun par lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, États Généraux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg, à la pluralité des voix, bien entendu qu'elle ne sera pas obligée de porter ses Armes jusques dans le País de la Maison de Brunswick & Lunebourg.

XIII. Qu'en cas que les Paix de Sadite Altesse Serenissime soient attaquées, pour quelque cause ou sur quel prétexte que ce soit, incontinent après la conclusion du présent Traité, ou bien pendant la présente Guerre, non seulement les Troupes ne seront pas tirées du País, ni retenues dans les Armées; mais lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & les États Généraux détacheront, sans aucun delay, de leurs Corps les Troupes qui seront jugées nécessaires, pour les faire agir avec vigueur, afin de repousser ladite attaque.

XIV. Qu'en cas, qu'il se trouve ci-après, que lesdits 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 300. Dragons, avec les deux Compagnies des Gardes, ne soient pas capables de réduire les Ennemis, & leurs Adhérens & Partisans, à la nécessité de faire cesser les hostilités & aggrèsions, & de consentir à une Paix raisonnable, qu'alors lesdites Troupes seront renforcées & augmentées, de concert, & de consentement commun, d'un nombre proportionné à celles que les autres Alliés fourniront.

XV. Qu'après que le présent Traité sera conclu, lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, les États Généraux, & Sadite Altesse Serenissime, ne pourront pas faire une Trêve, ou suspension d'Armes, avec lesdits Ennemis, sinon conjointement, & d'un consentement commun; mais en cas que l'on vienne à entrer en aucune Negotiation, soit de Paix ou de suspension d'Armes, pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra pas être entamée par l'un des Alliés, sans la participation des autres, & sans qu'il fasse donner aux mêmes Alliés, dans le même temps, & aussitôt, qu'il aura obtenu pour lui-même, la faculté & les seuretés nécessaires, pour les Ministres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation se doit faire, comme aussi que lesdits Alliés seront tenus de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui se passera en ladite Negotiation. Et encore que pas une des Parties ne pourra passer outre à la conclusion de ladite Paix, ou Trêve pour quelques années sans y comprendre les autres Alliés, & sans les faire rétablir, s'ils le desirant ainsi, en la possession de leurs États, Paix, Villes, Places, comme aussi en la jouissance des Droits & Libertés, qu'ils auroient, & dont ils jouissoient avant la Guerre, & sans stipuler desdits Ennemis pour lesdits Alliés les mêmes Droits, Libertés, Exemptions, & Prerogatives, qu'il auroit stipulées pour lui-même, si ce n'est que lesdits Alliés en convinssent entr'eux autrement sur ce sujet.

XVI. Comme aussi qu'après, que la présente Guerre sera finie, il y aura & demeurera, entre lesdits Alliés, une bonne, fidèle & sincère amitié, & bonne correspondance, laquelle servira à se procurer fidèlement & de tout leur pouvoir, le bien, & l'avantage les uns des autres, & à aider à éviter & détourner tout le mal & dommage, qu'on leur pourroit faire avec les forces, qui seront ci-après déclarées à l'égard des uns & des autres.

XVII. Que les Alliés aideront à défendre, & à protéger

ANNO
1675.

téger contre tous ceux, qui pourroient entreprendre d'envahir, ou attaquer à force ouverte, sous quelque prétexte, que ce puisse estre, leurs Etats, Pais, & Provinces, ci-dessus spécifiés, sçavoir à l'égard de Sa Majesté Imperiale, les Pais Hereditaires d'Autriche & le Roiaume de Boheme; à l'égard de Sa Majesté le Roi d'Espagne, les Provinces des Pays-Bas de son obeissance, y compris la Comté de Bourgogne; à l'égard de Leurs Hautes Puissances, tout ce qui leur appartient en Europe; & à l'égard de Sadite Altesse Serenissime, tous les Pais qu'elle possede presentement, comme aussi tous ceux, que lesdits Alliés acqueront ci-après, par Succession, ou autre Titre legitime, auprès desdits Pays, ou dans le voisinage, y compris les Habitans, Villes, Places & Forts d'iceux.

XVII. Que la presente Alliance défensive subsistera dix ans, à compter depuis la fin de la presente Guerre: & en cas que pendant ce temps-là quelqu'un des Alliés vint à être assailli, par qui que ce soit, sans exception aucune, ou contraint de soutenir une Guerre en le défendant, ceux des Alliés, qui ne seront pas attaqués, seront tenus d'assister celui qui le sera, & de le secourir de forces raisonnables, sçavoir lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux, chacun de 2000. Chevaux, & 4000. Fantassins, & Sadite Altesse Ser, à proportion de ce que les autres Princes de ladite Maison de Brunswick & Lunebourg ont promis de fournir, distribuez en tels Regimens, Compagnies, & sous tels Colonels, Capitaines, & autres Officiers, que ceux des Alliés, qui enverront ledit secours trouveront à propos, & jugeront propres pour l'effet susdit. Et sera ledit secours fourni, envoyé, & entretenu au service de l'attaqué aux dépens des autres Alliés, qui l'enverront, & toutes les fois, que quel qu'un des Alliés sera attaqué en la maniere qu'il vient d'estre dit.

XVIII. Que celui, qui sera ainsi attaqué en la maniere susdite, aura le choix & l'option, de recevoir tout ledit secours en Soldats, ou bien en argent, ou bien en partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Denrées propres pour servir à la Guerre, en sorte que mille Soldats feront compte, ou estimer à dix mille Livres par Mois, chaque Cavalier compté pour deux Soldats & douze Mois pour l'année; & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois par portions égales; tellement qu'en cas que ledit Payement se fasse en argent, en tout, ou en partie, les Deniers seront payez au lieu que l'attaqué trouvera à propos, & jugera lui estre le plus commode; mais en cas qu'il le fournisse en Munitions de Guerre ou autres choses propres à la Guerre, en tout ou en partie, qu'alors celui qui recevra le secours sera tenu de l'envoyer querir dans le Pays de celui qui le fournit.

XIX. Pas un des Alliés à qui ledit Secours sera demandé quel qu'il puisse estre ne pourra se servir du prétexte de manquement de quelqu'un des autres pour le refuser, ou retarder; mais sera obligé de fournir promptement le secours, qui lui sera demandé; & en cas que ce soit en Soldats, il doit estre fourni effectivement au plus tard dans six semaines, après que la requission aura été faite dans le Pais de celui qui l'aura demandé. Et seront lesdits Gens de Guerre entiere-ment & absolument commis au commandement & aux ordres de celui à qui ils seront envoyés, ou de celui qui aura pouvoir de lui, pour s'en servir & les transporter aux Lieux où bon lui semblera, bien entendu que ce soit par Terre, à la Campagne, aux Sieges, à la garde des Places, & par tout où la nécessité ou l'utilité le requerra & toutes les fois qu'il sera besoin, avec cette reserve toutefois que les Compagnies ne pourront pas être entiere-ment séparées les unes des autres, mais qu'elles demeureront ensemble sous leurs Drapeaux, du moins au nombre de deux ou de trois cens Soldats de chaque Regiment.

XX. Apres que le Secours sera fourni, composé de Cavalerie & d'Infanterie, & qu'il aura été envoyé par les Parties assistantes & reçu par l'attaqué, ceux qui envoient le secours, ou bien ceux qui auront autorité & pouvoir pour cela, pourront disposer des Charges, & remplir les vacantes.

XXI. Et en cas que lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux demandent un plus grand Secours à Son Altesse Serenissime: qu'en ce cas il pourra augmenter le nombre des Gens de Guerre à proportion de ce que les autres Princes de Brunswick & Lunebourg augmenteront le nombre stipulé dans le

TOM. VII. PART. I.

21. Article du Traité du 42. Juin, 1674. incontinent qu'ils lui fassent fournir les choses nécessaires pour faire les levées; & payer les Subsidés à proportion du nombre sur le pied qu'ils ont été fournis du commencement de ce Traité.

XXII. Lesdits Alliés donneront aussi ordre avant que cela se pourra faire à ce que les Troupes, qui en vertu de ce present Traité seront envoyées dans le Pays de quelqu'un d'entr'eux; y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que l'on tiendra pour l'attaquant & que l'on sera tenu de fournir le Secours contre celui qui emploiera les Armes contre quelqu'un desdits Alliés.

XXIV. Que celui qui apprehende quelque attaque, ou en est menacé, sera tenu d'en faire part de bonne heure aux Alliés, afin qu'ils aient le loisir de s'employer à moyenner un accommodement, en sorte néanmoins que non obstant les offices de mediation, le Secours promis sera fourni tout aussitôt que la rupture ou attaque sera effectivement arrivée.

XXV. Que la presente Alliance ne dérogera point aux Traitez & Alliances que lesdits Alliés, ou quelques-uns d'eux ont fait avec quelques-uns desdits Alliés, avant la date des presentes, bien entendu que le plus grand Secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus couchés, seront réciproquement, de bonne foy & inviolablement observés & exécutés. Et pour plus grande assurance de cela, il a été fait du present Traité quatre Instrumens semblables, qui ont été signés par les Ministres souseignés desdits Seigneurs Alliés, qui les ont confirmés du cachet de leurs armes, & seront les Ratifications du present Traité données en bonne forme, & échangées entre les Parties intéressées, ici à la Haye; dans le temps de six semaines ou plutôt, si faire se peut. Et à l'égard de celle de Sa Majesté le Roi d'Espagne, on fournira dans le même temps celle de son Excellence Monsieur le Comte de Monterey, en attendant que celle de Sa Majesté meme puisse être envoyée de Madrid. Fait à la Haye le 26. Janvier, 1675.

Signé,

(L.S.) E. FRANCISCO DE LIRA.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.

(L.S.) J. Baron de REEDE; *Vryheer van RENSWOUDE.*

(L.S.) G. VAN BOTZMA.

(L.S.) L. ADAM HAGEN.

(L.S.) J. PHILIP MULLER.

(L.S.) A. WICKEFORT.

Articles separs.

I. Bien entendu que par le quatrième Article du Traité aujourd'hui arrêté & conclu entre Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunenburg, il soit dit que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roy d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances seront payer à Son Altesse Serenissime immediatement après la signature dudit Traité, la Somme de 50000. Rixd. ou 125000. Liv. Monnoye d'Hollande, si est-ce que d'autant que Monsieur le Ministre d'Espagne n'a point d'ordre positif de promettre la susdite Somme, quoi qu'il ne doute point qu'elle ne soit effectivement payée, & que de l'autre côté Sadite Altesse Seren. ne peut pas s'obliger à la levée & subsistance du nombre des Gens de Guerre porté par le mesme Traité; & qu'il ne seroit pas raisonnable aussi, qu'elle demeurât seule chargée de cette dépense. Leurs Hautes Puissances ont bien voulu y intervenir & promettre par cet Article séparé, qu'en cas que la Cour d'Espagne manque d'avouer & de ratifier ledit Traité, & aussi de payer au bout de deux Mois sa part de la Somme promise par ledit quatrième Article, elles y suppléeront, &

Q o 2

payés

ANNO
1675.

ANNO payeront seules ladite Somme de cinquante mille Rix-
dalers.

1675. II. Afin que le Payement, dont il est parlé au §. Article du Traité aujourd'hui arrêté, & conclu entre Sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunenbourg, se fasse ponctuellement, & ainsi que les bonnes Intentions des Alliez ne soient point éludées, & le service commun retardé, Leurs Hautes Puissances promettent, par cet Article séparé, de vouloir employer tous leurs offices auprès de Sa Majesté Imperiale, afin qu'elle souffre que Leurs Hautes Puissances rabattent sur les Subsidies, qu'elles payent à Sadite Majesté Imperiale la Somme à laquelle monte la part que Sa Majesté le Roy d'Espagne s'oblige de payer par ledit §. Article, Sadite Majesté se réservant son recours, pour cet égard & pour son dédommagement envers ledit Seigneur Roi d'Espagne.

III. Comme aussi il a été convenu, que le cas mentionné dans le II. Article du mesme Traité échouant, en sorte que les Alliez vinssent à faire des Conquêtes sur leurs Ennemis communs, celles qui se feroient dans le voisinage, c'est-à-dire dans les Cercles de Westphalie, & de la Basse-Saxe, Messieurs les Etats Generaux n'y veulent rien prétendre, en quelque manière que ce soit.

IV. Leurs Hautes Puissances ont aussi particulièrement promis, & promettent par cet Article séparé, qu'à l'Assemblée qui se fera pour la Negotiation de la Paix, & par tout ailleurs où il sera nécessaire, Elles feront tous les offices possibles, & imaginables, à ce que l'Evesché d'Osnabrug, qui presentement est alternatif, & tantôt ecclésiastique & tantôt Hereditaire, demeure à l'avenir à ladite Serenissime Maison de Brunswick & Lunenbourg, sans qu'il en puisse être détaché ou demembré pour quelque cause, ou pour quelque pre-texte que ce soit. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.

(L.S.) J. VAN REEDE, *Vryheer van RENSWOUDE*.

(L.S.) E. VAN BOOTZMA.

Articles séparés.

I. IL a été plus particulièrement convenu qu'encore que par l'onzième Article du Traité aujourd'hui arrêté, & conclu entre Sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunenbourg, il a été dit que Sadite Altesse Serenissime sera tenue d'assembler les Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir contre toutes sortes d'Ennemis, sans aucune exception, lors qu'il sera nécessaire, au lieu & ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun, par lesdits Seigneurs l'Empereur, le Roy d'Espagne, les Etats Generaux, & ledit Seigneur Evesque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunenbourg, à la pluralité des voix, néanmoins la véritable intention des Alliez est, que lesdites Troupes seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick & Lunenbourg, pour agir conjointement avec elles, pour le bien commun des Alliez, si ce n'est que lesdits Alliez, & leursdites Altesces Serenissimes jugeassent nécessaires Elles mesmes de les faire employer ailleurs, ou seuls ou conjointement avec d'autres Troupes des Alliez pour leur avantage commun.

II. Pour ce qui est des quartiers qui se prendront & des Contributions qui se leveront dans les Cercles de la Basse-Saxe, & de Westphalie, il en sera usé ainsi, que l'on est convenu par le troisième & quatrième des Articles secrets du Traité fait entre Sa Majesté le Roy d'Espagne & Leurs Hautes Puissances d'une part, & Leurs Altesces Serenissimes les Ducs de Brunswick, & Lunenbourg, conclu à Cel le 10. Juin 1674.

III. Et d'autant qu'en ce monde il n'y a rien qui ne soit sujet aux changemens, & aux revolutions, il a été encore convenu, qu'en cas que pendant que la presente Alliance subsistera, il plût à Dieu de disposer de

la personne de Son Altesse Serenissime Monsieur le Duc, George Guillaume, ce que les Alliez esperent qui n'arrivera point, ledit Seigneur Evesque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunenbourg, promet qu'en ce cas-là, il entrera dans l'obligation, en laquelle ledit Duc George Guillaume s'est constitué par ledit Traité du 16. Juin 1674. pourvu que Sadite Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roy d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances accordent à Son Altesse Serenissime les mêmes conditions, que ledit Seigneur Duc a stipulées pour lui par le même Traité, mais que s'il arrivoit aussi, que Monsieur le Duc Jean Frederic viut à deceder, Sadite Altesse Serenissime ne fera pas tenué de fournir d'autres Troupes, que celles qu'elle promet par le present Traité, si ce n'est que par une nouvelle Convention on luy fasse des avantages proportionnez à ceux que l'on desirera d'Elle. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(L.S.) E. FRANCISCO DE LIRA.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.

(L.S.) J. BARON DE REEDE, *Vryheer van RENSWOUDE*.

(L.S.) G. VAN BOOTZMA.

(L.S.) L. ADAM HAGEN.

(L.S.) J. PHILIP MULLER.

(L.S.) A. WICKEFORT.

CXXXIV.

Article conclu entre CHARLES II. Roi d'Angle-
terre & les Etats Généraux des PROVINCES-
UNIES des Pais-Bas touchant les Compagnies
Orientales d'Angleterre & de Hollande. Fait à
Londres le 8. Mars, 1675. [Traduction Fran-
çoise du Mercure Hollandois de 1675. pag.
161.]

Comme ainsi soit que par l'Art. IX. du Traité qui a été conclu à West-mundt le 9. Fevrier vieux stile en l'an de notre Seigneur 1674. entre le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande, Deffenseur de la Foy, d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, d'autre, il a été accordé entre autres choses que quelques Commissaires qu'on deputeroit de part & d'autre s'assembleroient pour cet effet en cette Ville de Londres, lesquels delibereroient & s'accorderoient sur des Articles fermes & durables pour le contentement & securité des Sujets de part & d'autre, au moyen dequoy on pourroit établir un Reglement juste, & équitable sur le Commerce dans les Indes Orientales, dans laquelle Assemblée desdits Commissaires on n'a néanmoins rien pu changer, établir ou determiner pour ce sujet : Mais comme il est entierement expedient, tant pour l'interet de la Paix publique que pour le bien des Particuliers qu'il y ait une amitié ferme & stable entre les Compagnies d'Angleterre & de Hollande qui font Negoce dans les Indes Orientales, & une inclination toute particuliere pour procurer l'avantage les uns des autres, c'est pourquoi on est demeuré d'accord aujourd'hui entre Nous Commissaires sousignés de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux en vertu des Pouvoirs qui nous ont été otroyés pour cet effet, que les Compagnies se comporteront paisiblement & amiablement l'une envers l'autre, procureront reciproquement l'avantage l'un de l'autre autant qu'il sera possible, observeront en tous Lieux une bonne amitié & étroite correspondance suivant les Traités qui ont été déjà faits entre Sadite Majesté & lesdits Etats, ou qui pourroient encore être faits à l'avenir, & qu'elles executeront ponctuellement ce qui leur sera ordonné par Sadite Majesté

8 Mars
1675.
L'ANGLE
TERRE ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

ANNO
1675.

Majesté & lesdits Etats Generaux; mais s'il arrivoit qu'il survint quelque différent entre lesdites Compagnies, (ce qu'on n'espere pas) ou qu'il fût fait quelque tort, injure ou violence par une d'elles, ou par quelque autre dependant de l'une des deux, à l'autre, ou qu'on pretendit une telle injustice avoir été faite, en ce cas-là il sera defendu à la Compagnie qui pretendra être offensée de se vanger par aucune sorte d'actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils puissent être; à condition neantmoins qu'elles ne seront sujettes à aucune Justice ou examen de Procès Judiciel, mais si la Compagnie de Hollande est offensée, elle s'en plaindra au Roi en la meilleure forme qu'il se pourra, & si c'est celle d'Angleterre, elle en fera de même auprès desdits Etats Generaux: Mais s'il arrivoit que la satisfaction sur lesdites plaintes fût différée plus de 6. Mois, alors l'arbitrage de toute l'affaire sera remis entre les mains de 2. Commissaires, qu'on nommera de part & d'autre tant par Sa Majesté que par lesdits Etats, lesquels s'assembleront 3. Mois après ledit temps expiré pour terminer ledit affaire, & ce qui sera jugé par lesdits Commissaires sortira tout plein & entier sans aucun Appel, Reduction ou autres moyens ordinaires ou extraordinaires, & promettent ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Generaux de faire executer ponctuellement & de bonne foi ladite Sentence selon sa forme & teneur, à condition que lesdits Commissaires traiteront pour la premiere fois à Londres, & s'il est besoin d'en nommer d'autres pour de nouvelles plaintes, que ce sera pour la seconde fois à la Haye, & ainsi successivement tour à tour: Mais s'il arrivoit que lesdits Commissaires ne pussent pas s'accorder pour ladite Sentence dans le tems de 3. Mois, alors ils seront obligés de choisir un Arbitre ou Compromissaire un Mois après l'expiration desdits 3. Mois, lequel decidera absolument tout ce qui n'aura pas été déterminé par eux, ce qui servira de Sentence finale & peremptoire aux 2. Parties, & promettent Sadite Majesté & lesdits Etats d'accomplir fidellement & de point en point ladite Sentence quelle qu'elle puisse être sans aucune contradiction ni opposition. Et en cas que lesdits Commissaires ne puissent pas s'accorder sur la nomination dudit Arbitre ou Compromissaire dans un Mois après l'expiration du tems pendant lequel eux-mêmes devoient terminer le différent ou que le Compromissaire même ne prononce pas sa Sentence sur les choses indecises dans 6. Mois après qu'il aura été élu, alors on remettra le tout à Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ce qui aura déjà été déterminé aura son entier accomplissement. Finalement il a été accordé & resolu que le présent Article & tout ce qui y est compris sera ratifié & confirmé le plutôt que faire se pourra, & que les Ratifications seront échangées de part & d'autre 2. Mois après la datte des presentes, afin que dans un Mois après ledit échange il puisse être déposé en bonne forme tant ici auprès du Gouverneur de la Comp. Hollandoise, qu'auprès du Directeur de la Comp. Hollandoise, afin d'être observé exactement tant par eux que par tous autres qui seront sous leur domination. En foy de tout ce que dessus nous Commissaires de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux ayant reçu plein-Pouvoir pour cet effet, avons sousigné la presente, & l'avons cachetée de nos cachets. Fait à Londres ce 8. Mars.

Ainsi signé,

(L.S.) Tho. Knipeper.	(L.S.) J. Corver.
(L.S.) G. Downing.	(L.S.) Sautyn.
(L.S.) Richard Ford.	(L.S.) Samuel Beyer.
(L.S.) William Thomson.	(L.S.) And. van Vossen.
(L.S.) Jean Jollif.	(L.S.) P. Duvelaar.
	(L.S.) M. Michielson.

CXXXV.

9. Mars. *Traité d'Alliance Défensive pour trois ans entre CHARLES XI. Roi de Suede, & FERDINAND MARIE Electeur de Bavière, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich, le 9. Mars, 1675. [JEAN CHRETIEN LUNIG.*

SUEDE ET
BAVIERE.

In Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 142.] ANNO 1675.

Notum testatumque sit universis. Posteaquam à turbis in Provinciis Unitorum Belgii Statuum orti Romanum Imperium hæcenus ita implicatum fuit, ut illius Status & Membra innocentia, eorumque Provinciarum & Subditi omnis generis pressuris, & exactiombus Militaribus, Stativis, Hybernis & Transitis violentis ex omni parte eorum & devastentur, & variis nominibus pessimè habeantur, ut salus & incolumitas Imperii in extremo versari videatur periculo, vel ad minimum eorum exponi arbitrio, qui per ejusmodi attentata Instrumento Pacis Westphalicæ, ceterisque Constitutionibus Imperii prorsus contraria, vel ad voluntatem suam in alienis Territoriis & Dittonibus ex solo illo prætextu, quod Ratio Belli ita exigat, liberè & impunè disponere intendunt.

Ideo inter Serenissimum & Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Carolum, Suecorum; Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Elthoniæ, Livoniæ; Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetin, Pomeraniæ; Cassubiarum & Vandaliarum, Principem Rugiæ, Dominum Ingriciæ, & Wismaricæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavaricæ, Juliæ, Cliviæ & Montium Ducem: Et Serenissimum Principem ac Dominum, Domium Ferdinandum Mariam, utriusque Bavaricæ ac Palatinatus superioris Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferum & Electorem, Landgravium Leichtenbergiæ: ad amicitiam hæcenus inter se cultam archioribus vinculis adstringendam, & hæc omnia mala avertem, Provinciasque suas in Imperii Romano-Germanici finibus sitas, ac eorum Subditos defendendos ac conservandos, per utriusque Partis infra subsignatos Plenipotentiarios, nimirum ex parte Sac. Regiæ Majestatis Sueciæ per Nobilissimum & Generosissimum Dominum, Georgium Marschallum, Hereditarium in Hildeshe, Regium Consiliarium Status Bremensis & Verdenis, nec non ad Comitæ Imperii ablegatum: Et ex parte Sereniss. Elect. Bavar. per Illustriss. & Excellentissimum Dominum Bernhardum Bero lib. Baronem de Rechberg, Dynastam in Scharffenberg, Electoralem Consiliarium Intimum, supremum Camerarium & Præfectum in Erding: nec non Dominum Casparum Schmid de Halsbach & Peunbach, Electoralem Consilii Secretioris Vice-Cancellarium, supremum Feudorum Præfectum. Denud per Dominum Franciscum de Meyer in Stockau, Electoralem Consiliarium Intimum, ad Ratificationem Principalem suorum amicabili Fœdere in sequentes Articulos conventum est.

I. Sit inter Suam Regiam Majest. Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem, Dominum Ferdinandum Mariam Electorem & Ducem Bavaricæ, pro securitate mutua restabillenda, conservandaque Pace, & defendendis Juribus strictiori Amicitia & Fœdus defensivum, illudque bona fide & sincero affectu in Partium Confœderatarum honorem & commoda servetur, & excolatur.

II. Ut verò hæc Amicitia Fœdusque, tantò felicius ad finem suum perducatur, effectumque propositum sortiatur, placuit Partibus Confœderatis, ut mutua semper correspondentia instituat, & siquæ consiliorum communicatio habeatur, non modò super hujus Fœderis & iis negotiis, quæ in Imperio Romano, sed etiam quæ extra illud in alienis Regnis & Statibus agantur, & quovis modo incolumitatem Confœderatorum concernere videantur, ita ut se se invicem certiores faciant, quid pro rerum ac temporum statu tam in Germania, quam in Vicinitate saluti publicæ propriæque Status rationi conveniens existimant; Quo factò Consilia conferant, edque dirigant, quo Pacificatio Universalis, hujusque Amicitia & Fœderis veræ Leges promoveantur, & observentur; Et si justa certisque indicis orta & fundata fuerit periculi alicujus imminens suspicio, non modo Confœderati sibi invicem significabunt, sed etiam ob communem causam imminens tale malum omnibus studiis averruncari curabunt, ne ex improvisò aliquis Fœderatorum obruatur, sed fuis securitati in tempore consulatur. Præterea etiam Confœderatorum Ministri Publici & Legati ubivis locorum, imprimis autem Ratibonæ adhuc hærentes, vel in posterum illuc missi colant quoque bonam inter se Amicitiam & Correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsertim verò ad Pacem & securitatem publicam spectantibus.

ANNO
1675.

specantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certâ aliquâ Sententiâ, quæ Paci Westph. Constituit. Imperii, Libertati & Securitati Germaniæ, huic Fœderi & commodo Confœderatorum conformis sit, inter se conveniant, eandemque omni meliori modo promovere studeant.

III. Quemadmodum autem Fœdus hoc in neminis offensionem intra vel extra Imperium, multò minus in præjudicium Pacis Publicæ, instituitur, nec scopum alium habet, quam restitutionem & conservationem Pacis Westphal. & Securitatis communis vindicationem, mutuaque defensionem à quavis hostili irruptione in quibuscumque Fœderatorum Provinciis & Ditionibus in Imperio sitis, ita eidem Fœderi tanquam basis & norma exactè observanda, fundamenti loco Instrumentum Pacis, sive Pacificatio & Pacta Osnaburgis & Monasterii Anno 1648. die 14-24. Octob. conclusa, subsistentur.

IV. Proinde sicuti hoc Fœdus de futuris casibus,isque, qui post ejus conclusionem evenire poterint, intelligi debeat, ita si posthac contingat, ut à quibus Confœderatorum sive in Imperio, sive extra illud, quicumque ille fuerit, ob quancumque causam vel prætextum contra Constitutiones Imperii, & Instrumentum Pacis, in prædictis Provinciis & Ditionibus, Juribus & Libertatibus suis à quopiam hostiliter invadatur, turbetur & prematur, ambo Confœderati prævia requisitione obligati erunt, unus alteri mox suppetias ire, copiasque auxiliares submittere, eo modo, quo in sequenti Article statuitur & definitur.

V. In eum finem inter Confœderatos stipulatum & conventum est, ut periculo avertendo Exercitus & Copiæ militares in Provinciis & Ditionibus Germanicis durante hoc Fœdere in parato sic habeantur, ut facta requisitione mox intra tres septimanas, læso & turbato in auxilium moveri & duci queant: Quo nomine Sac. Reg. Majest. Sueciæ pollicetur, se sustenturam, & paratum habiturum Exercitum, Peditem sex millia, Equitum quatuor millia, octingentos, Dinacharum sive Dragonum mille ducentos. Sua Seren. Elect. Rav. verò Peditem quinque millia, quingentos, Equitum duo millia, & Dragones quingentos, quas Copias quisque Fœderatorum in certa Regimina sive Legiones disperiet, ita, ut Equitum & Dragonum Legio non excedat numerum octingentorum, Peditem verò non excedat millenarium numerum; vel si excesserit, Officialibus ad idoneum Militum regimen, & usum proportionaliter muniat, ita ut omnes bonis & necessariis Officialibus plene & perfecte instruantur.

VI. Quo verò hic numerus semper sit completus, nec desideretur quicquam, cum in rem præsentem veniendum sit, ad minimum cum vernali tempore apparatus & expeditiones activales instituantur, conventi, ut quidquid ex Copiis detritum vel diminutum fuerit, mox supplementis refarciatur, ut ubi necessitas requisiverit, sive Confœderatus læsus partem ejus, sive totum flagitaret, sive directè, & per conjunctionem, sive per diversionem sufficienti semper Exercitu in hostem iri queat, ita quidem, ut quantum attinet, an auxilia per conjunctionem vel diversionem præstanda, suo tempore amicabilem conveniatur, & ad requisitis arbitrium principaliter redeat.

VII. Auxilia hæc ferenda quidem sunt, quantum omnino fieri potest, sine gravatione & sumptu requisitis: proinde requisitis & auxilia mittens providere debet, ut Copiis suis Stipendium militare solvatur, & quisque suas quidem Copias propriis sumptibus sustentat, hospitia tamen, equorumque pabula (Germanicè *Rauchfutter*) & servitia, vulgo *service*, suppediabit requisens, eoque sustentationis genere non secus, ac suas proprias tractabit: Itaque etiam casu existente providere debet in tempore, ut ubique necessarius Commectus, imprimis panis, & alia Viſtualia æquo pretio pro Militibus adferri, & comparari queant. Caterum si ad Bellum apertum, quod Deus clementer avertat, devenit fuerit, omni ope nitendum est, ut aggressor retundatur, atque sic Exercitus Confœderatorum in hostico, & extra eorundem Territoria vivat, & sustentetur.

VIII. Is, qui a Confœderato requisitus auxilia mittit, isdem de Tormentis, vulgò campeltria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciat. Tormenta verò majora & Mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscumque ad usum eorum pertinentibus is ex Confœderatis suppediabit, ad ejus requisitionem, vel in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hostem ageat.

ANNO
1675.

Quòd si verò extra Territoria Confœderatorum, atque ita in loco tertio Bellum geratur, Tormenta majora & Mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit, qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

IX. Quod si periculum & necessitas major graviorque fuerit, quam ut prædictus Exercitus eidem sustentenda suffecerit, virtute hujus Pacti mutuam obligantur Fœderati, non modo adæquatum discrimini Exercitum adornare & submittere, sed etiam ad defensionem tam necessariam omnes, quas possunt vires contrahere,isque usi ad urgendum & persequendum hostem, donec restituito & iusta satisfactio reddita fuerit.

X. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares adque cunctatione, ut superius dictum est, mitti debeant, vel ipso actu submissæ sint, nihilominus liberum erit Confœderato & requisito per Legatos & Ministros id operam dare tentareque, annon in favor seu turbator amicabilem ratione persuaderi possit, ut à vi & injuria distat, adeoque si probabiliter constet, parari adversus aliquem Fœderatorum Bellum, tum auxilium submisso, etiam antequam Bellum palam eruperit, vel per suum Ministrum, vel per Literas ei diſsuadere, & à proposito hostili dimovere incumbit, non retardato interea auxilio, quod in Fœderis iusto tempore præstare teneret: Quòd si verò lædenti vel læsuro tunc ea temen federit obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda se induci patiatur, non autem ab auxilio præstito vel contra machinantem præstando cessabit, quam Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XI. Quicumque ex hujus Fœderis præscripto suppetias tulerit, eo nomine nihil quicquam præter mutua vice versa in Ditionibus, casibusque hocce Fœdere comprehensis definitisque postulare poterit auxilia, nequam autem à requirente sive sumptum Bellicorum, sive damnum prætextu, aut quocumque alio colore aliquid pretendere, multo minus de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisve ipsius quidquam detinere.

XII. Quantum ad Imperium militare & Exercitus Copiarumque missarum directionem attinet, quisque Confœderatorum, aut ejus Dux Generalis & Officialis in suas quidem Cohortes directionem habeat, ita, ut requirens nullam planè in missa auxilia præterdat Jurisdictionem, sed si contigerit, ut in unum corpus conjungantur supradicti Exercitus & Copiæ, conjunctimque agere oporteat, eo casu æquum visum est Fœderatis, ut Imperium & Directio tam in actionibus Bellicis, quam in Præsidio Consilii militaris Generali, communicato prius cum cæteris Generalibus Consilio, Sacræ Regiæ Majestatis Exercitus Duci comparet.

XIII. Ubi vero actio militaris in aliqua sua Serenit. Elect. Bavar. Ditione suscepta fuerit, ipse Elector supremam Directionem obtinebit, nihil autem arduum aut exitium, nisi seitu & consilio Ducis Sacræ Regiæ Majestatis peragatur.

XIV. Quod si res in apertum Bellum eruperit, nulli Confœderatorum licitum aut permissum sit, sine seitu & consensu communi aliquem cum aggressore, vel ejus Adherentibus Tractatum instituire, multò minus Inducias intrare, aut Pacem vel compositionem aliquam conficere, nisi cum utrumque Confœderatorum consilio & consensu, securitatisque & satisfactionis inclusione.

XV. Liberum sit aliis Romani Imperii Statibus præsentibus Bellis non implicitis, sine ulla Religionis distinctione hisce Fœderis Defensivi Legisbus sese associare & submittere. Quibus autem accedere libuerit, cum iis de admissionis modo, nomine Fœderatorum, agatur, & de auxilii quantitate, numeroque Copiarum, & aliis conditionibus prius conveniatur.

XVI. Ne præterea quidpiam in mora sit, quo minus debitum auxilium iusto tempore submittatur, id quoque hoc ipso inter Confœderatos transactum est, ut simul & paciscentium unus Bello petitus fuerit, alter factâ notificatione, & subsequuta requisitione auxilia statim juxta Articulos præcedentes mittat, quamprimum de hostili aggressionem, turbatione, injuriis, vel inveniendis argumentis intrenta, quemadmodum superius determinatum est, confiteri; adeoque ne præsentis Tractatus executio sub ullius rei prætextu eludatur, aut suspendatur, Verbo Regio & Electorali Confœderati inter se caverunt, fideque genuinâ & candida stipulati sunt, hunc Tractatum, & quamvis ejusdem clausulam inviolabiliter se servaturos & effectui juncturos esse.

XVII.

ANNO XVII. Virtute hujus Fœderis Confoederati in se quoque recipiunt, eo durante se nullum aliud huic contrarium pacturos, neque passuros esse, ad alia se flecti, quæ Conventioni huic & Amicitiae sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint.

XVIII. Duret hoc Fœdus per tres continuos subsequentes annos, quibus elapsis, si ea constitutio rerum fuerit, quod salutis & incolumitatis, securitatisque communis interesse judicabitur, ut prolongetur, intergrum erit Confoederatorum cuique dimidio ante expirationem ejus anno se declarare, an idem ultra tempus præscriptum continuare velit; & si deprehensum fuerit, talia manere pericula, quæ Fœderis prorogationem fudeant, in eodem renovando & prorogando difficiles se non præbunt.

XIX. Illud quoque Partes Confoederatæ adiciendum censuerunt, quod quandoquidem huic defensionem velut necessitatem imposuit præsens Bellum, quod initio quidem inter Galliam & Belgium unum exarxit, sed postea indes longius longiusque ita serpere cepit, ut alios quoque ex præcipuis Europæ Statibus corripuerit, non modo id agerent, ut imminenti Belli flagrantis pericula à suis Provinciis & Statibus idoneo tutamine averterentur, sed etiam, cum haud parum referre existiment, ut omnis moveatur lapis, quo Pax, si possibile est, universalis, securæ, æquæ, & honestæ, primo quoque tempore Orbi Christiano conciliari, vel si illud obtineri non possit, Imperio saltem Romano reduci queat, quantum in illis esset, in id omni bono officio & studio incumbere, quo Tractatus opus pio sinceroque Mediationis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ceptum & agitatum, cuique imperioferum constanter inherere constituit, donec opæ divina justum suum effectum sortiantur, porro continuetur, & ad optatum Pacis finem provehatur. Verum enimverò cum præterea animo perpendant, quam Pax & tranquillitas publica nihilominus quotidie patiatur, consultum visum est, eidem succurrendæ reducendæque & pristino vigori restituendæ sine mora, debita cura, labor & studium dehinc quoque impendantur, Partibusque belligerantibus ulterius conjunctim & separatim, cum per Literas, tum per Ministros & Legatos suos mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutius, non modo eidem implicitis, sed etiam ejusdem exortibus expectanda sunt, & maneant incommoda, atque illos serio horrentur & moneant, ut Orbi Christiano æquis admixtis conditionibus Pacem reddere velint, per certa freti, Dominum Pacis, Tranquillitatis & Concordiæ fontem, Conservatoremque pils hisce & verè Christianis conatibus tandem adfuturum, eosque optato & felici successu beaturum. Alit si verò hæc officia, labor & industria frustra fuerint, omnesque amicæ exhortationes, fida consilia, oblatæque convenientes loco & tempore media quævis repetita, miserique & calamitates, aliæque incommoda, quibus quoque innocentium publica, mixta & privata res consiciantur, nullum planè invenierint locum, vel æquæ conditiones non admittat, sed rejectæ fuerint, eo casu Confoederati nihilominus constants suum promovendæ, conservandæque Pacis propositum, simulque aliquando significantius testabuntur, quam sibi hæc displiceant, conferantque statim inter se consilia, quæ ratione pro temporum rerumque statum & officis hædenus suis impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

XX. Ratificationum Instrumenta super Tractatu & Fœdere hoc defensivo intra spatium duorum mensium à die subscriptionis commutandorum Ratisbonæ ritè commutentur.

In horum fidem & certitudinem majorem nos supra nominati utriusque Partis Plenipotentarii duo hujus Fœderis exemplaria pari tenore confecta manuum, nominumque nostrorum subscriptione, & Sigillorum impressione firmavimus. Actum Monachii die 27. Febr. 9. Mart. Anno 1675.

CXXXVI.

25. Avril. *Traité de Renouvellement d'Alliance entre Louis XIV. Roi de France, & Charles XI. Roi de Suede. Fait à Versailles le 23. Avril 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux que ces présentes Lettres

verront; SALUT. Aiant veu & examiné le Traité conclu & arrêté à Versailles le 25. jour d'Avril de cette présente année 1675. en notre nom & celui de notre tres-cher & tres-ami Frere & Cousin le Roi de Suede, par notre ami & feal Conseiller en tous nos Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos commandemens le Sieur Simon Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne d'une part, & le Sieur Comte Pierre Sparre Baron de Cronebergh, Seigneur de Nasbi & de Berquara, & Grand Maître de l'Artillerie de Suede, d'autre part, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, & voulans satisfaire à l'obligation en laquelle nous sommes entrés de fournir dans le tems de quatre Mois la Ratification dudit Traité, dont la teneur s'ensuit.

La mutuelle & sincere amitié qui a été depuis longtemps entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & qui a été souvent renouvelée, ayant reçu un nouvel accroissement & une nouvelle force par le Traité conclu en dernier lieu à Stokolm le quatorzième jour d'Avril de l'Année 1672. & l'intention des Rois Alliés ayant été pour lors de se communiquer mutuellement leurs avis, & de joindre leurs forces si l'occasion s'en présenteroit, tant pour entretenir le repos public dans l'Empire, conformément à la Paix de Westphalie, que pour pourvoir à leur seureté particulière, & les choses se trouvant presentement dans une telle situation, que lesdits Serenissimes Rois ont estimé être nécessaire dans ces troubles de l'Empire, non seulement de s'en tenir à cette premiere Alliance, mais encore de l'augmenter & de la renouveler. C'est pourquoi le Sieur Simon Arnaud Seigneur de Pomponne, Conseiller & Secrétaire d'Etat du Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, au nom de Sa Majesté Tres-Chrétienne: Et le Sieur Pierre Sparre Baron de Cronebergh, Seigneur de Nasbi & de Berquara, Grand Maître de l'Artillerie de Suede & Ambassadeur de Sa Majesté Suedoise en France, au nom du Serenissime Prince & Seigneur Charles XI. Roi des Suedois, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Estonie, Livonie, Carélie, Brene, Verde, Stetin, Pomeranie, Cassubie & Vandalie; Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Vismar; comme aussi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs qu'ils se sont communiqués, sont convenus des Articles suivans.

I. On est convenu en premier lieu que les precedentes Alliances faites entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, conserveront toute leur force pour tout le tems qui y est déterminé, & en particulier que les Articles Secrets du 14. Avril 1672. qui ont été faits pour trois ans, seront confirmés & prorogés par cette présente Alliance, ainsi ladite Alliance sera observée à l'avenir comme elle l'a été jusqu'à présent dans tous ses Articles, tant publics que secrets, si ce n'est en tant qu'il y auroit quelque chose de changé par ce présent Traité.

II. Cette présente Alliance n'a point d'autre but que la conservation de la Paix de Westphalie, & le rétablissement de la tranquillité publique par une Paix honneste, seure & generale.

III. Pour ce qui regarde la Paix de Westphalie comme les Rois Alliés se sont obligés mutuellement par lesdites precedentes Alliances, à maintenir ladite Paix dans tous ses Articles, & principalement à défendre les Droits des Etats de l'Empire, aussi par cette Alliance ils s'y obligent d'autant plus étroitement, que dans les troubles présents, on viole les Droits desdits Etats de l'Empire, & on agit contre la disposition de ladite Paix de Westphalie.

IV. Et en particulier on est convenu qu'on pourvoira par des moïens convenables à ce que les Etats de Silesie jouissent de la liberté de la Religion conformément au Traité de Paix.

V. Outre cela le Serenissime Roi de Suede aiant connoissance que ceux qui lui sont peu affectionnez, ont interé & ajouté dans les Alliances qu'ils ont faites avec l'Empereur ou avec d'autres un Article ou public, ou secret en faveur de la Ville de Bremen, & jurent ainsi à propos de prendre garde que cela ne lui ôte & ne préjudicie en rien aux Droits qu'il a sur ladite Ville. Pour cet effet le Serenissime Roi de France promet au Serenissime Roi de Suede sa Garantie pour défendre les Droits qui lui appartiennent sur ladite Ville de Bremen, conformément à la disposition de la Paix de Westphalie.

VI. Et

ANNO 1675. VI. Et afin qu'on connoisse la sincere affection que les Rois Alliez ont pour l'Empire, le Roi Tres-Chrétien promet que d'abord que l'Empereur, les Princes & Etats de l'Empire qui sont entrés dans la Guerre, voudront quitter les Armes, renvoyer leurs Armées, & promettre d'observer désormais la Paix de Westphalie, il retirera en même tems ses Troupes des Terres de l'Empire, il rendra les Places qu'il y aura prises, & donnera outre ce une satisfaction convenable pour les pertes qu'il aura causées, pourveu que l'Empereur, le Roi Catholique, & les Etats Generaux fassent la même chose.

VII. Ensuite il sera facile aux Seigneurs Electeurs de Trèves & Palatin de se reconcilier, d'avoir la Paix, & de rentrer dans leurs Places.

VIII. Les Villes d'Alsace jouiront aussi de leurs Droits & Privilèges, conformément au Traité de la Paix de Westphalie.

IX. Et pour faire connoître le desir qu'on a de procurer la Paix, le Seren. Roi de Suede promet que quoiqu'il ait eu un véritable déplaisir de voir que tous les soins qu'il a pris pour faire cesser la Guerre, aient été inutiles jusqu'à présent, & qu'elle n'a fait que s'étendre plus loin, l'Empereur, le Roi Catholique & quelques autres Princes aiant pris les Armes, il emploiera pourtant encore tous les soins par le desir qu'il a de la tranquillité publique, tandis qu'il pourra en esperer quelque bon effet pour la Paix, & se servira de tous les moyens possibles pour conduire les choses avec la grace de Dieu en cet état, & délivrer au plutôt la Chrétienté des maux de la Guerre.

X. Le Roi Tres-Chrétien aiant pour agréables ces empressements du Roi de Suede promet qu'il accordera volontiers tout ce qui pourra servir à faire une juste & honneste Paix, & qu'on pourra raisonnablement attendre de lui, & que pour cet effet il donnera désormais, comme il a déjà fait, toute sorte de facilité pour les Preliminaires de la Paix.

XI. Et afin que la Negotiation de la Paix, où il y a eu jusqu'à présent tant de difficultés puisse aller plus vite, & qu'on empêche d'agir ceux qui voudroient la retarder, & que la tranquillité soit conservée dans l'Empire, sans contrevenir aux Traités de Westphalie, le Roi de Suede non seulement promet, comme il est porté par les anciennes Alliances, qu'il prendra les Armes contre celui ou ceux dans l'Empire, qui contre la disposition de la Paix de Westphalie feront la Guerre au Roi Tres-Chrétien, ou donneront du secours à ses Ennemis, mais outre cela, il promet par cette Alliance que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat dans l'Empire, tâchent d'empêcher ou de rejeter des conditions raisonnables de Paix, il prendra aussi pour ce sujet les Armes contre lui & contre eux.

XII. Et afin qu'on ne croie pas que le Roi Tres-Chrétien refuse d'accorder lui-même ce qu'il souhaite de son Ennemi, il promet qu'il rendra tres-volontiers la Paix à la Chrétienté d'abord qu'il pourra obtenir de justes & équitables conditions, & que de son côté il observera inviolablement les Traités de Munster & d'Osnabrug.

XIII. Les choses étant presentement dans un état que le Serenissime Roi de Suede a été obligé de prendre les Armes en vertu des Alliances avec le Roi Tres-Chrétien contre Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & qu'il parolt qu'il aura à soutenir une grande Guerre de tous les Alliés dudit Prince qui le menacent ouvertement de toutes parts. C'est pour cela que s'il arrive que quelque Roi, Prince, ou Etat prenne les Armes contre le Serenissime Roi de Suede, ou à raison de l'Alliance qu'il a avec les autres, ou à cause de la presente Alliance, ou des precedentes entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & à cause des entreprises qu'on aura faites en vertu d'icelles, ou sous tout autre pretexte que ce soit, pour lors le Serenissime Roi de France regardera publiquement, celui qui fera une telle entreprise comme son Ennemi, & l'attaquera par lui & par ses Alliés, par Mer & par Terre avec le plus de force qu'il pourra, & selon l'exigence du peril, & ne cessera pas de lui faire la Guerre qu'on n'ait rétabli la Paix, & satisfait entierement au Serenissime Roi de Suede.

XIV. Et afin que le Serenissime Roi de Suede puisse soutenir tous les efforts que ses Ennemis pourroient faire contre lui, le Serenissime Roi de France promet qu'il emploiera tous ses soins, afin que les autres Princes & Etats joignent à tems leurs Armes à celles du

Serenissime Roi de Suede, & lui donne des secours efficaces. **ANNO 1675.**

XV. Comme le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire de plus grandes dépenses, on est convenu que pour le soulager, Sa Majesté Tres-Chrétienne lui donnera toutes les années à commencer du 14. jour de Janvier de l'année courante 1675. jusqu'à la fin de la Guerre, ou tandis qu'il faudra avoir des Troupes en état de s'opposer aux Ennemis, ou de les attaquer conformément à la disposition de l'Alliance, même pendant que l'Amnistie durera, s'il arrive que du commun consentement des deux Rois Alliés on l'obtienne, huit cent mil Richedals dans la Banque de la maniere, aux termes & Lieux exprimés dans les Traités precedens.

XVI. Si quelques Princes ou Etats dans l'Empire veulent garder la Neutralité, ils pourront le faire avec toute liberté, ni ils ne recevront pour cela aucun dommage des Armes des Rois, mais plutôt ils connoîtront par là qu'on n'a en veü dans cette Alliance que de rétablir la liberté & le premier état dans l'Empire.

XVII. Et parce que le principal but de cette Alliance, est que la Paix soit rétablie dans l'Empire, le Serenissime Roi de Suede veut expressément que comme il aura pris les Armes en vertu de sa premiere ou de cette presente Alliance, il lui soit libre de les quitter, d'abord qu'on pourra obtenir une juste Paix dans l'Empire.

XVIII. On ne fera pourtant aucune Convention, soit de Paix ou de Trêve que d'un commun consentement, après une satisfaction convenable, & avec l'inclusion de l'autre Allié, comme il est exprimé dans l'Article huitième de l'Alliance secrete de l'année 1672.

XIX. Pour ce qui regarde la maniere joint on agira dans la Guerre, on en conviendra selon que l'état des choses le demandera.

XX. Cette Alliance exprimée dans les precedents Articles durera toujours, en ce qui concerne l'observation de la Paix de Westphalie, & en tant qu'elle est faite pour procurer la Paix & pour apaiser les troubles, jusqu'à ce que la presente Guerre & tous les differens avec quelque Prince ou Etat que ce soit, aient été terminés par la Paix.

XXI. On donnera reciproquement les Ratifications de la presente Alliance dans quatre Mois, à compter du jour qu'elle sera signée, ou plutôt si faire se peut.

En foi dequoi & pour lui donner plus de force, nous avons signé les Articles ci-dessus, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs. FAIT à Versailles le 25. du Mois d'Avril 1675.

CXXXVII.

Cartel ou Traité entre la France & la Republique des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Prisonniers de Guerre. Fait à Maftricht le 21. Mai 1675. Avec les PLEINS-POUVOIRS & RATIFICATIONS de part & d'autre. [Feuille volante imprimée à la Haye chez Jacques Scheltus, Imprimeur ordinaire de l'Estat ann. 1675. in 4.] **21. Mai.**

NOUS GODEFROY, Comte d'Esdrades, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées, Viceroy de l'Amerique, Gouverneur des Villes & Citadelle de Dunquerque, Maftricht & Places en dépendantes, au nom & de la part de Sa Majesté, & Jean Pelters, Docteur es Loix, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, au nom & de la part de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, sommes convenus de l'Echange & Rançon des Prisonniers de Guerre qui ont été & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, les unes sur les autres seulement, & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs à nous donnés en la maniere qui en suit.

ANNO 1675. PREMIEREMENT. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre seront rendus de bonne foi, quinze jours après leur detention au plus tard, par échange d'autres Prisonniers de pareil poste ou autres en faisant compensation du plus au moins des Rançons, ou payeront leurs Rançons, qui seront ci-après marquées, lesquelles se payeront en Monnoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du poste & qualité des Officiers de part & d'autre, que des Rançons qui devront être payées par chacun d'eux, il a été estimé à propos de spécifier ci-après les échanges & postes de chacun parti & le prix desdites Rançons.

Les Généraux des Armées du Roi commandant en Chef, & les Maréchaux de France seront échangés contre le Capitaine Général des Etats Généraux, commandant en Chef leur Armée, comme l'est présentement Monseigneur le Prince d'Orange, ou payeront les uns & les autres — 5000 Liv.

Le Capitaine Général des Armées du Roi 4000 Liv.
Les Lieutenans Généraux des Armées du Roi seront échangés contre ceux qui commandent les Armées des Etats Généraux immédiatement après le Général, ou payeront — 2000 Liv.

Le Grand Maître de l'Artillerie de France contre le Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront — 4000 Liv.

Les Maréchaux de Camp des Armées du Roi seront échangés, ou payeront — 4000 Liv.

Le Colonel Général de Cavalerie sera échangé contre un Général de Cavalerie ou d'Infanterie ou payeront — 4000 Liv.

Commissaire Général de la Cavalerie de France — 3000 Liv.

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en Campagne, ou payeront 5000 Liv.

Leurs Subdélégués s'ils s'en rencontrent 1500 Liv.

Un Lieutenant Général de l'Artillerie des Armées du Roi, sera échangé contre un Lieutenant Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront 1000 Liv.

Les Lieutenants particuliers de l'Artillerie des Armées du Roi — 500 Liv.

Les Commissaires de l'Artillerie — 100 Liv.

Lieutenant Général de Cavalerie ou Infanterie — 1500 Liv.

Un Brigadier commandant s'ils s'en rencontrent — 1000 Liv.

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés, ou payeront — 800 Liv.

Major Général d'Infanterie sera échangé, ou payera — 800 Liv.

Major Général de Cavalerie, sera échangé contre un Commissaire Général de Cavalerie des Etats, ou payeront — 800 Liv.

Un Major de Brigade contre un Brigadier d'Ordre, ou payeront — 300 Liv.

Maréchal Général des Logis de l'Armée, contre un Quartier Maître Général, ou payeront — 600 Liv.

Aides de Maréchal Général des Logis, & du Quartier-Maître Général — 100 Liv.

Aides de Camp servant près la Personne du Roi — 500 Liv.

Aides de Camp servant près des Généraux en Chef, Lieutenants Généraux & Maréchaux de Camp — 300 Liv.

Maréchal des Logis de la Cavalerie, sera échangé ou payera — 200 Liv.

Ses Aides — 100 Liv.

Le Thresorier Général de l'Extraordinaire 1500 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres — 50 Liv.

Général des Vivres, sera échangé contre le Prevot des Vivres, ou payeront — 1000 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres Commis & Contrôleurs — 50 Liv.

Les Commissaires de Guerre — 100 Liv.

Le Prevot Général, échangé contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront — 300 Liv.

Son Lieutenant, contre le Greffier dudit Conseil de Guerre, ou payeront — 100 Liv.

Les autres Officiers ou Soldats de la Prevoté de part & d'autre chacun — 18 Liv.

Le Wage-Meister Général, contre le Capitaine des Chariots, ou payeront — 150 Liv.

Son Lieutenant — 80 Liv.

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1675.
Le Commissaire Général des Batteaux — 150 Liv.
Le Lieutenant — 50 Liv.
Les Conducteurs de l'un & de l'autre, chacun — 12 Liv.
Un Auditeur — 25 Liv.
Un Commissaire ou Gentil-homme de Canon — 40 Liv.
Canoniers comme Soldats — 7 Liv. 10 Sols.
Capitaine des Mineurs — 35 Liv.
Mineurs comme Soldats — 7 Liv. 10 Sols.
Wage-Meister Général — 80 Liv.
Capitaine des Pionniers — 35 Liv.
Pionniers comme Soldats — 7 Liv. 10 Sols.
Les Ingenieurs payeront un Mois de Solde.

Gendarmerie.

Le Brigadier de Gendarmerie — 1100 Liv.

Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté —

Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes —

Le Capitaine-Lieutenant des Chevaux-Legers —

Le Capitaine-Lieutenant de la Garde Ecossoise —

Les Capitaines-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval —

Le Capitaine-Lieutenant des Gendarmes Anglois —

Les Capitaines-Lieutenants des Compagnies des Gendarmes & Chevaux-Legers de la Reine & de Monseigneur le Dauphin — 2000 Liv.

Le Capitaine-Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans —

Le Capitaine-Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux-Legers —

Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté —

Les Sous-Lieutenants des Gendarmes —

Les Sous-Lieutenants des Chevaux-Legers —

Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roi —

Le Sous-Lieutenant de la Garde Ecossoise —

Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois —

Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin —

Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans —

Le Capitaine des Chevaux-Legers de la Gendarmerie —

Le Capitaine de la Cavalerie —

Les Enseignes des Gardes du Roi — 1000 Liv.

L'Enseigne & Guidon de ses Gendarmes —

L'Enseigne de la Compagnie Ecossoise —

L'Enseigne & Cornette des Compagnies de Mousquetaires —

L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois —

L'Enseigne des Gendarmes de la Reine —

Le Cornette des Chevaux-Legers de la Garde —

Les Cornettes des Chevaux-Legers de la Reine —

L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin —

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans —

L'Enseigne de ses Gendarmes —

Le Cornette des Chevaux-Legers —

Le Guidon des Gendarmes Ecossois —

Celui des Gendarmes Anglois — 600 Liv.

Celui des Gendarmes de la Reine, de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc d'Orleans —

Le Lieutenant & le Cornette des Chevaux-Legers & la Gendarmerie —

Le Lieutenant & le Cornette de la Cavalerie legere —

Le Major des Gardes du Corps —

ANNO
1675.

Il pour ce qui regarde les Exempts & Maréchaux des Logis de toutes les Compagnies ci-dessus, les Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes & autres des Compagnies ci-dessus un mois de Solde.

Le Regiment des Fusiliers de Flandre à cheval.
Le Regiment Royal de Picquart.
Le Regiment Royal Anglois.
Le Regiment Suisse de Luchman.

Tous ledits Regiments seront traités comme le reste de la Cavalerie.

Garde Française & Suisse.

LE Colonel du Regiment des Gardes Françaises — — — — — 3000 Liv.
Le Lieutenant Colonel — — — — — 1500 Liv.
Les Capitaines — — — — — 300 Liv.
Les Lieutenants, Sous-Lieutenants, Enseignes, & autres, jusques aux Soldats compris, un mois de Solde.

Le Colonel Général des Suisses — — — — — 4000 Liv.
Le Colonel des Gardes Suisses — — — — — 3000 Liv.
Les Capitaines, Lieutenants & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses comme les Gardes Françaises.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes de son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange payeront un Mois de leur Solde.

Un Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie 400 Liv.
Le Lieutenant Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie.
Major de Cavalerie ou d'Infanterie.

Capitaines d'Infanterie ou de Cavalerie.
Aide Major, ou Adjudant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Lieutenant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Cornettes & Enseignes.

Maréchal de Logis ou Quartier-Maître des Regiments ou Compagnies.

Sergeants, Caporaux, Ecrivains, Cavaliers, Soldats, Guides, Faiseurs d'Artifices, Charpentiers, Maréchaux, Maréchaux ou Pont-gaßen, Brûlé-Maîtres & tous semblables payeront un Mois de Solde chacun

Colonel Général des Dragons — — — — — 3500 Liv.
Colonel d'un Regiment — — — — — 250 Liv.
Capitaine — — — — — 150 Liv.
Major — — — — — 150 Liv.
Lieutenant — — — — — 70 Liv.
Aide Major — — — — — 70 Liv.
Cornette — — — — — 35 Liv.
Maréchal des Logis — — — — — 25 Liv.
Cravatte & Dragon — — — — — 15 Liv.

Les Gouverneurs, Lieutenants de Roi & Majors des Places, payeront un mois de leur Solde, & aiant une autre Charge, dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite Charge.

Et d'autant qu'aucuns Lieutenants de Roi, Commandeurs ou Majors des Villes n'ont aucun gage, leur Rançon sera réglée sur le pied de la plus haute Charge qu'ils exercent.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roi de quelque qualité qu'ils soient, s'ils sont du nombre de ceux, qui font leur séjour ordinaire à la Cour, qui n'ont point des Charges Militaires payeront — — — — — 2000 Liv.

Et les Volontaires qui seront dans quelque emploi soit dedans ou hors l'Armée, quel qu'il puisse être, payeront la Rançon, à quoi ledit Emploi par ce Cartel est réglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé au regard des Volontaires qui seront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumôniers, Ministres, Medecins, Intendants de Malades, Apothicaires, Chirurgiens & autres Officiers servants à l'Hôpital, comme aussi les Femmes de quelle condition qu'elles puissent être, Enfants de douze Ans & Valets seront renvoyés de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent différentes Charges, ne payeront que la rançon de la plus haute Charge qu'ils possèdent, & à proportion d'icelle seront échangés ou payeront leur rançon.

Tous Officiers de l'Artillerie non compris dans ce Traité aians les mêmes noms avec les Officiers de l'Infanterie pourront sans aucune différence être échangés pour la même rançon.

ANNO
1675.

Tous Officiers reformés, ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils sont mis étant à pied.

Les Trompettes & Tambours qui iront réclamer lesdits Prisonniers seront renvoyés dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige de les retenir davantage, leurs dépenses seront payées par ceux qui les auront arrêtés.

Tous Officiers & autres, tirés gages non compris en ce Cartel & tenus de suivre les Armées pourront être rançonnés en payant un mois de leur gage, outre qu'il sera licite aux Parties de se donner avis réciproquement des Officiers qui pourroient être omis dans ce Cartel & d'en convenir entre eux, après quoi ce qui aura été concerté sera punctuellement observé & tenu pour inséré dans ce présent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté touchant la qualité ou gage de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat qu'en donnera de bonne foi le Général de l'Armée ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier, sans qu'aucune autre preuve soit nécessaire.

Tous Soldats, Cavaliers, & autres dont les rançons sont égales, auront pour leur subsistance, pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois Sols Monnoye de France, outre le Pain de Munition, & le Sergeant le double avec le Pain.

Il sera fait déduction de part & d'autre, d'ôter les Habits aux Prisonniers.

Tous les Officiers se pourront faire traiter aussi qu'ils trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyés sur leur parole seront obligés de retourner, & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, à moins qu'apparavant ils n'aient fait tenir leur rançon sur le pied y spécifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais par eux faits dans la Prison, pour leur subsistance, ce qu'ils pourront faire sans être obligés de retourner, & seront libres de servir, si-tôt qu'ils auront l'acquit de ceux auxquels ils s'étoient obligés.

Quant au Mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront réglés de part & d'autre selon les appointemens que donne Sa Majesté, excepté les Gouverneurs, Lieutenants du Roi, Majors des Places, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, qui payeront suivant les appointemens qu'ils reçoivent des Etats Généraux.

Moyennant les conditions ci-dessus, on est convenu de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du présent Traité, en payant de part & d'autre ce qu'ils auront dépensé pour leur nourriture pendant le temps de leur detention, dont sera fait état.

Chaque Partie fera un état des Prisonniers qu'il renvoyera, & en fera un reçu du Commandant du lieu où ils auront été remis afin qu'après l'entière delivrance des Prisonniers, celui des deux Parties qui demeurera redevable à l'autre, ait soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon ci-dessus spécifiée.

Tous Officiers, Soldats & autres Personnes spécifiées dans ce Traité de quelque qualité qu'ils puissent être qui sont ou seront faits Prisonniers pendant les trois Ans qu'il doit durer inviolablement, seront rendus de part & d'autre, si-tôt qu'ils seront réclamés en payant leurs rançons ou rendans des Prisonniers en nombre équivalent à la Charge qu'ils possèdent quinze jours après leur captivité au plus tard.

Tous les Prisonniers qui seront & ont été faits depuis la Declaration de la présente Guerre, seront renvoyés de part & d'autre en satisfaisant aux Articles ci-dessus dans les Places les plus commodes.

Le présent Traité aura lieu à commencer du jour de la date de sa Ratification, & finira à la fin de trois années suivantes inclusivement, pendant lequel temps il ne pourra être rompu pour quelque cause ou occasion que ce puisse être.

Et pour plus grande assurance de l'exécution dudit Traité, nous avons promis réciproquement de le faire ratifier, tant par Sa Majesté que par Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange dans quinze jours de la date d'icelui. Fait & arrêté à Maastricht le 21. Mai 1675.

Signé,

LE COMTE D'ESTRADES. JEAN PESTERS.

LE

ANNO 1675. LE Roi aiant en bien agreable la Proposition qui lui a été faite, de regler un Cartel, tant pour la rançon & échange des Prisonniers de Guerre, faits par les Troupes des Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, que de ceux qui pourront être faits, à l'avenir, tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles desdits Etats Généraux: & pour faire faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour la nourriture, & rançon de ce qui sera dû pour la nourriture, qui sont en France: Et étant nécessaire, pour cette fin, de commettre une personne capable, & intelligente, pour s'employer avec celui, ou ceux que le Prince d'Orange commettra, à même effet; Sa Majesté se confiant particulièrement en la capacité, experience, prudence, & sage conduite du Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, l'un de ses Lieutenants Généraux en ses Armées, Gouverneur de Maltricht, l'a commis, & ordonné, pour, & en son nom, regler avec celui, ou ceux, qui auront Pouvoir suffisant dudit Prince d'Orange, à l'effet susdit, le Cartel de l'échange, ou des rançons que devront payer les Prisonniers de Guerre, tant ceux qui sont présentement en son Pouvoir, que ceux qui pourront être faits, pendant la presente Guerre, par les Armes de Sa Majesté, & celles desdits Etats Généraux: Comme aussi faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour l'échange des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont au Pouvoir de Sa Majesté. Iceul Cartel & Compte conclure, signer, & arrêter en la manière dont il sera convenu, promet Sa Majesté, en foi & parole de Roi, avoir pour agreable, tenir ferme & stable, tout ce que par ledit Sieur Comte d'Estrades aura été ainsi fait, arrêté, & signé en son nom, & de le ratifier dans le tems dont il sera convenu. Fait à St. Germain en Laye le 8. Janvier 1675. *Etoit signé, LOUIS. Et plus-bas, LE TELLIER.*

SON Altesse a commis & autorisé, comme il com-
met & autorise, par cette, le Sieur Jean Pestiers,
Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, pour, en son
nom, traiter avec Monsieur le Comte d'Estrades, Gouver-
neur de Maltricht, touchant la rançon & échange
des Prisonniers de ce côté, présentement encore détenus
auprès de l'Ennemi: Comme aussi pour ajuster, avec
ledit Seigneur Comte, un projet de Cartel, lequel pour-
ra, à l'avenir, être observé entre le Roi de France, &
côté l'Etat: le tout sous l'approbation & aveu de Son Al-
tesse. Fait à Zoell le 9. de Fevrier 1675. *Signé, G. H. PRINCE D'ORANGE. Et plus-bas, Par Ordonnan-
ce de Son Altesse, Signé, C. HUYGENS.*

LE Roi aiant vu & lu attentivement le Traité ci-des-
sus transcrit, fait & passé en son nom, par le Sieur
Comte d'Estrades: & au nom de Monsieur le Prince
d'Orange, par le Sieur Pestiers, pour l'échange, & ran-
çon des Prisonniers, qui ont été & seront faits, par les
Troupes des Armées, & Garnisons de France, & des
Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, les uns
par les autres seulement, & pour le tems de trois An-
nées, à compter du jour de la Ratification dudit Traité:
Et Sa Majesté aiant icelui bien agreable, l'a approuvé,
confirmé & ratifié, l'approuve, confirme & ratifie:
Et a promis & promet, en foi & parole de Roi, de l'en-
tretienir & faire entretenir & garder, de sa part, invio-
lablement, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit
contrevenu en aucune manière. Aiant, pour témoignage
de sa volonté, signé la presente de sa main, & à icel-
le fait apposer le Seal de son secret. Au Camp de Gim-
blou le 29. Mai 1675. *Signé, LOUIS. Et plus-bas, LE TELLIER. Et cacheté du Cachet des Armes de
Sa Majesté.*

SON Altesse aiant vu le Traité conclu à Maltricht le
21. du Mois de Mai entre Monsieur le Comte d'Es-
trades, comme en aiant été particulièrement autorisé
par & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le
Sieur Jean Pestiers, en aiant été autorisé de même de
Son Altesse, touchant la rançon & l'échange des Pri-
sonniers de part & d'autre, l'a approuvé, & ratifié en
toute fa teneur, promettant par la foi & parole de Prin-
ce, de le faire ponctuellement garder & observer, en
tout & par tout. Fait à l'Armée à Duffel le 30. Mai
1675. *Etoit signé,*

G. H. PRINCE D'ORANGE.

Au dessous, Par ordre de Son Altesse.

Signé, C. HUYGENS.

TOM. VII. PART. I.

CXXXVIII.

Tractat zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopolden und
Ihro Fürstl. Gn. zu Münster Christoph Denhardt
wodurch Ihre Fürstl. Gn. 9000. Mann wider Ihrer
Kayserl. Majest. und des Heil. Röm. Reichs jetzt und
künftige Feinde / vornehmlich zu Versicherung des
Nieder-Weßphälischen Crayßes / zwischen den Rhein
und Weser / auch an der Mosel agiren zu lassen pro-
mittiret, dagegen Ihre Kayserl. Majest. gewisse
in-benennete Subsidien-Gelder zu zahlen verheisset /
solchen Troupen gewisse Quartiere assigniret, und
wegen der operation und andern Stücken mit Ihro
Fürstl. Gnad. überein kom. Geschlossen durch die
darzu bevollmächtete und zu Ende des Tractats unter-
schriebene uf der Fürstl. Residenz St. Lucaspurg
den 7. Juny 1675. [Tiré de la Registrature
d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa
Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains,
& CHRISTOPHE BERNARD Evêque de
Münster pour 9000. Hommes, lesquels ledit E-
vêque & Prince promet d'entretenir entre le
Rhein, le Weser & la Moselle, pour la sécurité
du Cercle de Westphalie, contre tous Ennemis
présents & futurs; en consideration de quoi Sa
Majesté Imperiale lui promet un certain Subside
en argent, & lui assigne des Quartiers d'Hiver
pour ses Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg
Residence Episcopale le 7. Juin 1675.

Demnach die Königl. Kayserl. Majest. Unser Allergnädigster
Herr sich der Aller-unterthänigsten Treu und Devotion
allergnädigst erindert / welche Ihre Fürstl. Gnaden zu Münster
darein inermählend erwiesen / daß Sie Ihrer Majest. zum off-
tem / vornehmlich aber in vorigen Jahre Campagne eine Con-
siderable Mannschafft wider dero Feinde in Hülf geschickt / und
darumb bey gegenwärtigen auß des Reichs-Rheins sich mehr und
mehr eragenden gefährlichkeiten aus allergnädigster zu Ihrer
Fürstl. Gnad. tragenden zuversicht / mit derselben durch ihren
Reichs-Hoff- und vorder Oesterreich. Cammer-Rath auch Ab-
gesandten zu denen Friedens-Tractaten Johann Rißler / an Erbs
einer ihme zu dem End ertheilter Special-Commission, und vollen
tommener Macht / wegen darstellung eines besondern Corpo,
wormit einige in diesem Niederrhein des Westphälischen Cray-
ßes hernach folgende specificirte Crayß-Stände / und denen Fein-
den zu ihrem vorthail / und mercklicher forsetzung des jetzigen ge-
meinen Defensions- raths besitzgene lände versichert / und dem
bestehen nach in den benachbarten Reichs- länden zu dienst Ihrer
Kayf. Majest. und des heyligen Römischen Reichs möglich agirt
werden könte / tractiren lassen bemogen worden / als ist bey
allen wol erwogenen umständen endlich dahin beiderseits belie-
bet / verabrechet / und geschlossen worden / wie folget.

Erstlich übernehmen Ihre Fürstl. Gnab. zu Münster 9000.
Mann / welche in 6000 zu Fuß 2400. zu Pferd und 600. Pra-
goner besetzen sollen / ins Feld zu stellen / und selbige mit nöthi-
gen Regiments-Stücken / Munition / Consiasten / und andern
zubehörenden nöthig stetig zu versehen.

Zweitens / dießelben sollen Ihrer Fürstl. Gnab. zugehörig /
in dero Abt / unter dero / oder Ihres darzu verordneten Ober-
Officiers Jurisdiction und Commando verbleiben / und wieder
Ihre Kayserl. Majest. und des heyligen Römischen Reichs jetzt
und künftigen Feinden / vornehmlich zu Versicherung dieses Nieder-
Westphälischen Crayßes wider den Rhein / und Weser / Etrom /
dann auch an der Mosel bis Erer / an der Weser bis Horier /
am Rhein bis Coblenz / und an der Mosel bis gen- und in
Ruremunde und Denloe gebraucht werden können.

Drittens / zu deren bester Subsistenz wollen Ihre Kayserl.
Majest. zu Recroutierung des Fuß- Volcs / und nöthiger Moni-
tierung der Reiterer / als welche bey vorgem. Feldzug sehr ruinirt
worden / gleich nach der Ratification dieses Tractats wichtigst
sind Reichth. in Barckschafft abflüssen / und pro Subsidio, vor
ersten Juny laufenden Jahres anfangen / monatlich im Som-
mer 15000. und im Winter 10000. Reichth. unterschlar entrich-
ten / und den ein oder andern gewissen Kaufmann in der Stadt
Göln amweisen und verordern / auch einen Sommer-Monat
ad 15000. Reichth. neben erlängung erstbesagter 40000. Reichth.
avanziren lassen.

P 2

Dierds

ANNO
1675.

7. Jun.

ANNO

1675.

Werdend/ in erfahrung deren von vorigen Jahres restirender Subsidien worüber die zu Wien ohnlängst bezahlte 2000. Reichst. Mannen Ihrer Kayserl. Majest. dasjenige/ was aus der Inden-Commission zu Frankfurt zu erhalten sein möchte/ wie auch vorigen Jahres Restant der Graffschafft Oldenburg Fürstlichen theils cum annexis Ihrer Fürstl. Gn. angewiesen und darüber die nöthige Expeditiones und Befehle hierdurch verschickt/ was aber deroelben wegen der auf Ihrer Kayserl. Majest. allergnädigsten gutbefinden und Befehlen für diesen Westphälischen Erbs gehefelter/ und zur Kayserl. Armée geschickter 1000. Mann zu Fuß und 1000. zu Pferd einiger massen compenirt/ ein solches sollte deroelben zu Ihrer völligen satisfaction geleistet und bevorzogen.

Fürstens/ damit aber diese Mannschafft nicht/ wie in vergangnem Jahr zu großm unkosten des gemeinen wefens gekostet/ durch Mangel des Soldes/ und benötigter Inentlichkeit/ zu grund gehen/ sondern zu Sommer und Winterzeiten wohl erhalten/ und mit aller Nothdurft immerhin versehen/ und versichert bleiben/ auch so oft nöthig rekrutirt/ und zu vorbehalte 9000. Mann ergetzt werden möge/ haben Allerhöchstdig. Ihre Kayserl. Majest. die darzu erforderte Mittel und Quartier in denen Fürstenthumben Paderborn/ und Ost-Friesland den Essfieren Gorden/ Essen und Werden/ der Graffschafft Oldenburg Fürstlichen theils/ den Graffschaffen Lippe/ Bentheim/ Tecklenburg/ Schaumburg/ Gräfflichen theils/ Kitterberg neben denen auf denen Grängen gelegenen Pfaffenstetten/ alsdast dieselbe Fürstenthumben/ Essfieren/ und übrige benante länd/ wie in gleichen das Fürstenthumb Münster welches zu mehrer sicherheit des Reichs und Erbes den schwachen länd verwichener Gränß-Befestungen/ und einer besondern nach diesen geschwinden lauffen proportionirter Mannschafft zutragen hat/ von allen Kayserlichen und anderwertigen Enquartierungen/ Exactionen/ Contributionen und übrigen bestrahlet/ wie die Nahmen haben mögen/ deswegen betrefet seyn/ und bleiben sollen/ und darumb so viel weniger/ auch aus Ihrer Majest. und dem gemeinen Vaterland schuldigen pflichten sich hern der Reichs-Fürsten necessität nicht werden eingehen können/ allergnädigst verordnet und angewiesen/ und darüber zu deren Effect und erhaltung eine bis zum End dieses Tractats ohne Enderung und Revocation beständig bleibende allergnädigste Commission Ihrer Fürstl. Gn. ertheilt/ inmassen dieselbe solches gescheh hiermit und in Kraft dieses ertheilet wird/ wie dann diese Subsidia. Mittel/ und Quartieren bis dahin continuiren/ und wann schon in hohem einiger Nothdurft/ Contributiones oder Enquartierungen erhalten wurden/ darumb dennoch in geringsten nicht alterirt/ vermindert oder verweigert werden sollten. Absonderlich wollen Ihre Kayserl. Majest. bey denen Städten Cölin/Laden und Bremen die ernstliche erinnerung thun lassen/ das dieselbe wegen Ihres hiezu walenden sonderbaren Interesse uff verschaffung dienlich befindenden Commoditäten und möglichen vortheils mit Ihrer Fürstl. Gnab. sich forderlichst zu vergleichen haben.

Endförmig/ die Kriegs-Operationes/ was und wann diese Völkter ingebrauchen/ sollen zwischen Ihrer Fürstl. Gn. und Kayserl. Generalität concertirt und anderer gestalt nicht/ als mit Ihrer Fürstl. Gn. befohlen vorgenommen werden.

Ebenfalls/ und gleichwie Ihre Fürstl. Gn. vorbedacht/ wegen vorigen Jahres ungelassenen forsetzung seyn/ damit die hiezu nicht hinwegzuehmung zu crepiren genöthiget werden/ ist von deroelben conditionirt/ und Namens Ihrer Kayserl. Majest. versichtlich versprochen worden/ das mehrgemelte Völkter wann sie mit denen Kayserlichen oder deren Allirten conjungirt/ oder sonst zu dienst Ihrer Majest. in Campagne seyn/ bey wehrendem Feldzug in verstattung guter Quartieren/ Fouragierung und anderer Nothdurft denen Kayserlichen gleich gehalten/ und wo sie auch immer seyn oder ankommen möchten/ die unentbehrliche anhalt würcklich gemacht werden solle/ das man die unentbehrliche Lebens-Mittel/ und vor allem das nöthige Brod für Geld/ jedoch ohne Ihrer Majest. weiteren Kosten/ und in billigen guten preis haben könne.

Achtens/ haben Ihre Kayserl. Majest. uff Ihrer Fürstl. Gn. wohlgeordnete Remonstration/ in allergnädigster erwegung was für Unheil und Gefahr Ihre und Ihren hohen Allirten daraus entspringen müste/ wann jemand mit gewalt sich dieses Fürstenthumbes Münster und anderer vorgebahrte uff den Grängen gelegener Reichs-Ländern bemächtigen und einen fuß dazwischen setzen würde/ allergnädigst gut befohlen/ und bewilligt/ das zu fall und so oft Ihre Fürstl. Gnab. erachten und urtheilen werden/ das diese Völkter zu defension und versicherung der Fürstenthumben und Ländern/ oder zu abwendung oder prevention der gefahr notwendig zu gebrauchen seyn/ Ihre die limitirte Revocation und abforderung derselben vernünftlicher Notifikation an der Kayserl. Generalität frey bevorzugen/ und keiner gestalt directe vel indirecte verweigert/ noch behindert werden solle/ dasten auch

Neumens/ die gefahr aber aemelt wormit gemestes Fürstenthumb/ und die angestehende vortheile länd betrauet oder würcklich angegriffen werden dorfften/ allzu groß/ und besagten Völktern überlegen/ verselbstigt im mehrere Kriegsmache vorhanden würde/ seyn Ihre Kayserl. Majest. des allergnädigsten erwehens und versprechen verbandt/ das sie auf unter allernächstens erlassen Ihrer Fürstl. Gn. in jeit 14 tagen von Ihren eigenen Kayserl. Völktern bis zu 6000. Mann/ vor unter

2000. zu Pferd sein sollen/ zur assistenz/ versicherung und Rettung Ihres Fürstenthumbes und der übrigen/ vorbehalte/ massen zu beschaff seint Völkter angewiesener ländern zuwenden an jeit an Ihre Generalität darzu nöthige Eventual-Ordres und Befehle ertheilen wollen.

Rebens/ soll dieser Tractat in allen und jeden seinen Punkten hinc inde richtig gehalten und vollzogen werden/ auch von dem Monath Mayo seinen anfang nehmen/ und bis zu bevorzugen dem stieben/ zwischen Ihrer Kayserl. Majest. und Fürstl. Gn. dauern. Zulezt/ und dessen ist dieser Tractat von wegen Ihres Kayserl. Majest. von dero Reichs Hof-Rath und Abgeordneten vorgegeben/ und von wegen Ihrer Fürstl. Gn. zu Münster se. durch dero darzu Bevollmächtigten Geheimden Rath den Commmenthur von Schwinfen mit Hand und Penstift versehen worden. Es geschehen uff der Fürstl. Residentz St. Lubdrup den 7. Juny Anno 1675.

Johann Fischer. (L.S.)

Friedrich sonst genant Schwinfen. (L.S.)

CXXXIX.

Pacta Rendsburgensia inter CHRISTIANUM V. 10. Julii

Danie Regem, & CHRISTIANUM ALBERTUM Slesvici & Holstiae Ducem, quibus Regie Majestati Dux liberum transitum pro Militibus suis, per Terras suas, atque Jus Praesidii in suis Munimentis usque ad redutiam Pacem, concedit, nec non Praefecturae Schwabshat cum dimidia parte Capituli Slesvicensis & Ecclesiae Cathedralis restituit, Suveremitatieque super Ducatu Slesvicensi & Insula Femeirie renunciat etc. Rendsburgi 10. Julii 1675. [LONDORPII Acta Publica, Tom. XII. Libr. XIII. pag. 308.]

Nunc sit omnibus & singulis praesentes has Tabulas inspecturis, quod communis securitatis & salutis gratia Dania inter Regnum, & Slesvici Holstiaque Ducatus antiquitus certa Unionis & Conjunctionis Pacta inita sint, quae pro re nata & temporum usu saepius renovata, aucta & mutata fuerunt: Cumque jam Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Quintus, Daniae & Norvegiae, Gothorum ac Vandalorum Rex, Dux Slesvici & Holstiae, Stormariae & Dithmariae, Comes Oldenburgicus ac Delmenhorstianus, ut & Reverendissimus ac Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Albertus, Heres Norvegiae, Postulatus Coadjutor Episcopatus Lubecensis, Dux Slesvici & Holstiae, Stormariae & Dithmariae, Comes Oldenburgicus & Delmenhorstianus, per necessarium hac praeripimus periculosa & calamitosa tempestate duxerint, ut ejusmodi Unionum Pacta, ad laudabile Majorum suorum exemplum, renoventur, & praesentis temporis, Regnorum & Provinciarum statui accommodentur, comprobato tam salutari Consilio a parte Regia, Dominus Petrus, Comes de Greiffenfeld & Tönsberg, Dominus in Samböe, Brattinsburg & Wiesburg &c. Eques, Cancellarius Regni, Consiliarius intimus, & Praeses in Collegio Status & Cancellariae &c. Ut & Dominus Fridericus ab Alsfeldt, Comes in Langeland & Rixingen, Liber Baro de Moersburg. Hereditarius in Sehegarden, Grawensteln & Wildnis, Eques, Regia Majestatis intimus Status & Provincialis Consiliarius, Praefecturae Steinburgensis & Dithmariae: A parte vero Ducali respectu Summe Rever. Perillustres, Generosissimi ac Nobilissimi Domini, Dominus Johannes Adolphus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Sætrupholm, Obdorf, & Bunsbüll, Ecclesiae Cathedralis, quae est Hamburgi, Praepositus, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius, intimus, Regimini & Camerae Praeses, Gubernator Praefecturae Reinbeck & Tritow: Johannes Henricus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Quarbeck, Marutendorf, & Cronshagen, Cænobii Nobilium Virginum St. Johannis prope Slesvicum Praepositus, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius Provincialis, & Gubernator Praefecturae Chiloni & Borsholm: Dominus Johannes Adolphus de Bockwoldt, Hereditarius in Borstel & Tryburg, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius, Provincialis, & Gubernator Praefecturae Gottorpi: Dominus Hans van Thienen, Hereditarius in Wahlhörf & Borchhorst, Serenissimi Cim-

ANNO
1675.

Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarios Provinciales, & Gubernator Præfecturæ Tunderensis &c. Dominus Fredericus Christianus Kjelmannus à Kjelmausbeck, Hereditarius in Kohöft, Canonicus Ecclesiæ Cathedralis, quæ est Lubecæ, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Camera Consiliarius, Vice-Præfector, Consiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Morkirchen &c. ut & Dominus Andreas Cramerus, Hereditarius in Heyersworth, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Camera Consiliarius, congesti sunt, & in sequentes Articulos consenserunt.

I. Quemadmodum tam Regia Sua Majestas, quam Serenissima ipsius Celsitudo Ducatus Slesvici & Holstatiæ, & his incorporatas Terras communi, & indiviso regimine gubernant, & administrant; ita etiam juxta regulam, & normam ante initarum Unionum utrinque operam dabunt, ut omnia Consilia unanimi consensu eo dirigant, quo Ducatum salus, securitas, & incrementum procuraretur, omne vero damnum, periculum, & detrimentum ab his acceperit, & averruncetur.

II. Quamobrem quoties necessitas id postulat, & prædictis Ducatibus ullum periculum imminere videbitur, in eo toti erunt, ut omni nisu, conjunctis scilicet consiliis & viribus ei obviam eatur, nec, si res ad arma venerit, vel Induciae ante pangantur, vel Pax cum hoste ineatur, quam commune periculum à cervicibus sit deponsum, & utrique Parti ab hoste satisfactum, & de securitate cautum.

III. Sicut igitur Regia Sua Majestas hoc pacto & Serenissimi Ducis, & ejus portiones, quam in Ducatibus habet, defensionem & Garantiam in se plenè suscipit ac promittit; ita & contrario Sereniss. ipsius Celsitudo pollicetur, quoties Sua Regia Majestas ad Ducatum horum, & his incorporatarum Terrarum defensionem ex suis Regnis educendi Copias necessitate adstringetur, aut aliàs cum extraneo Principe, quicunque ille fuerit, nemine excepto, Bello implicabitur, quamvis ob commune regimen idem sibi jam debere & competere putet, se ei tamen per Præfecturas & Civitates omnes liberum transitum non solum concessuram, sed licentiam etiam conferendam iurisdicque ibi Militem, stativa & Hospitia indulgentiam, lustrum in omnibus pro virili opem latram.

IV. Quoniam etiam, durante hac tristi tempestate, ex inevitabili quadam necessitate Sua Regia Majestas temperare sibi non potuit, quin ad majorem sui securitatem facultatem imponendi præsidii ex suis Copiis in Munimenta Gortorpensæ & Tonnigensæ, & Fortalitium Stapelholmensæ, flagitare, quem etiam Serenissima ipsius Celsitudo voluntate obtinuit, hac tamen certa spe, ut cessantibus turbis, & reducta Pace, omnia facta recta ab Regia Sua Majestate ei rursus cedantur, & restituantur. Cunque certa à Serenissima ipsius Celsitudine perculsa sint Fœdera, in quibus non pauca existerent, quæ Regia Sua Majestati ingentes suspiciones imprefferunt, ut in posterum de Serenissima ipsius Celsitudinis intentione securior esse possit, & omnium dissidentiarum materia penitus à medio tollatur, utrinque concordatum & conventum est, ut Serenissima ipsius Celsitudini absque communicatione & Regie Suae Majestatis consensu cum exteris Principibus & Statibus ulla Fœdera inire, nec his, quæ forsitan jam inita sunt, in Regie Suae Majestatis præjudicium & detrimentum in futurum ullo modo uti, ne liceat.

V. Quod etiam secundum temporum occasionem & imminenti periculo proportionem Munimenta & Fortalitia, quæ ad horum Ducatum, & his incorporatarum Terrarum defensionem necessaria sunt, provideantur, & debito apparatu instruantur, Statusque Provinciales eo minus graventur, utrique Parti placuit, ut Contributiones in posterum in commune ærarium inferantur, nec ad alium, quam ad prædictum usum erogentur.

VI. Quoniam verò tantum abest, ut exsolutæ hactenus Contributiones sufficerent Militi alendo, qui in horum Ducatum defensione excubat, ut Regia Sua Majestas etiam ex propriis redditibus non exiguum Summam adiacere necesse habuerit, Serenissima vero ipsius Celsitudo ex perceptis à se Contributionibus eximiam partem ad Cameram restitit, & aliis privatis usibus applicaverit, pro quo abusi Sua Regia Majestas satisfactionem sibi dari contendit; Itaque Serenissima ipsius Celsitudo, compensationis loco, & ut quantum fieri potest, omnia ad pristinum statum reducantur, & juxta antiquarum Hereditariarum divisionum normam, quod unicuique Domui in his attributum est, restituantur, Suae Regie Majest. Præfecturam Swabbediensensem, cum di-

midia parte Capitoli Slesvicensis, & Ecclesiæ Cathedralis, quæ una cum Præfecturâ Swabbedienti à S. R. Majest. gloriosissima memoria Serenissima ipsius Celsitudinis olim cessa fuit, cum omnibus pertinentiis, redditibus, Fructibus, Dominis, Prærogativis, & Regaliis, quemadmodum Serenissima ipsius Celsitudo hac & cessa obtinuit, & hæcenus quietè possedit, in totum & perpetuum cedit.

VII. Quod limitaneas verò aliasque controversias, quæ ratione Præfecturarum Ripensis & Tunderensis emerferunt, attinet, quarum discussio ad hoc usque tempus in suspensio mansit, illæ secundum æquitatem, & Regionum Commissariariorum, qui ultimam Commissioni id propter habitæ interfuerunt, arbitria decidentur. Quod si in futurum lites & querelæ forsitan, vel inter Regiam Suae Majestatem, & Sereniss. ipsius Celsitudinem, vel inter utriusque Domini Subditos, orientur, quæ ab ipsis explicari nequeant, tunc illæ modis mediisque Unionum Pactis præfinitis & amicabilis via componantur.

VIII. Cùm autem jam per renovatam hanc Unionem & Transactionem ab utraque Parte nihil aliud intendatur aut queratur, quam ut ambas inter Domos, tam Regiam quam Ducalem perpetua & immè necessaria confidentia restabatur, & in omne ævum inviolabilis conservetur, novitates autem & mutationes, quæ cum tempore irreperunt, non levem dissidentiam materiam pepererint, concordatum porro & conventum est, quod res in pristinum statum quam crissimè redigantur, ut Serenissima ipsius Celsitudo, ejusque Successores obtineant per Tabulas Pacis Roschildensis & Hafniensis Soveranitati, super Ducatu Slesvicensi, ejus pertinentiis, & Insula Femariâ, in totum & perpetuum renuntient, non aliter ac si summum illud Imperium ipsis nunquam cessum vel ab ipsis possessum fuisset, quin etiam teneantur jam non minus intra annum & diem, quam olim toties, quoties casus vel morte Domini vel Vasalli se obtulerit, Investituram super prædicto Ducatu Slesvicensi, ejus pertinentiis, & Femariâ, quemadmodum olim in usu fuit, à Danicæ Regibus, debito modo, petere & accipere, omniisque præstare juxta conceptam & à Serenissima ipsius Celsitudine extradendam Renunciationis formulam. Quo sine Serenissima ipsius Celsitudo se etiam obstrinxit, se acceptum à Sacra Regia Majestate gloriosissime memorie, & qui tunc temporis erant, Regni Senatoribus Soveranitatis Diploma, quod hoc ipso tollitur & annullatur, rursus extradituram, & in Regia Majestatis manus consignaturam.

Tandem Unio hæc & Transactio, tanquam basis & fundamentum semper duratura amicitiæ & necessitudinis inter utramque Domum, & velut adamantinum vinculum, quo & Regia Sua Majestas, & Serenissima ipsius Celsitudo cum Domibus suis confringuntur, sancta & firma subsistet, ab utraque Parte & Successoribus earum illibate observabitur, nec quisquam ei contra ibit, vel ut contra eatur unquam permittit, imò quæ hic correctæ non sunt, vigore veterum Pactorum & Observantiæ, in suo manebunt statu.

In majorem fidem præsentis hi Unionis & Transactionis Articuli à Nobis tam Regis, quam Ducalibus ad hoc negotiorum deputatis Commissariis manuum nostrarum subscriptione & Sigillorum adjectione muniti sunt. Rendsburgi 10. Julii, Anno 1675.

CXL.

Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre MAHOMET IV. Sultan des Turcs & CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations, accordées au tems de la Reine ELISABETH, & des Rois JACQUES I. & CHARLES I. sont rappelées & confirmées, Article par, Article avec une Addition considérable. Donné à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. qui étoit au Mois de Septembre 1675. [Manuscrit.]

Sept.

Que les présents Articles soient observez conformément à mon commandement Imperial & qu'on ne permette aucun Aste qui y soit contraire.

ANNO
1675.

LE Commandement de cette Haute & Majestueuse Signature Imperiale, preservée & exaltée par la providence Divine, dont le triomphe & la gloire sont renommées par tout le monde, par la faveur du Conservateur de toutes choses, & la miséricorde, & grace du Misericordieux, moy qui suis le puissant Seigneur des Seigneurs du monde, dont le nom est formidable sur Terre, Distributeur de toutes les Couronnes de l'Univers, Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Ibrahim Han, Fils de Sultan Ahmet Han, Fils de Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Murat Han, Fils de Sultan Selim Han, Fils de Sultan Soliman Han, Fils de Sultan Selim Han.

Au Glorieux entre les grands Princes de Jesus, reversé par les Hauts Potentats des Peuples du Messie, seul Directeur des Affaires importantes de la Nation Nazaréenne, Seigneur des Limites de la bienfaisance, & l'honneur de la Grandeur, & de la Renommée Charles second, Roi d'Angleterre & d'Escoffe, c'est-à-dire de la Grand' Bretagne, France & Irlande, les intentions & entreprises duquel le Dieu tout puissant, puisse terminer avec bonheuer, & faveur, & avec l'Illumination de sa sainte volonté.

La Reine desdits Royaumes a autrefois envoyé plusieurs de ses Gentilshommes de reputation, & des personnes de qualité, avec des Lettres & des Navires, à cette Haute Porte Imperiale (qui est le refuge des Princes du monde, & la retraite des Rois de tout l'Univers) dans les heureux temps de la fameuse Memoire de mes Predecesseurs, qui sont à present placez dans le Paradis, dont les ames soient remplies de miséricorde Divine; lesquels Gentilshommes, & présents ont été agréablement reçus, déclarans & proposant au nom de ladite Reine, une bonne & ferme Paix, & une amitié paisible, & demandans que ses Sujets pussent avoir la liberté de venir d'Angleterre en nos Ports. Nosdits Predecesseurs d'heureuse memoire accorderent en ces temps-là, leur permission Imperiale, & mirent entre les mains de la Nation Angloise, divers Mandemens Imperiaux & speciaux, afin qu'ils pussent seurement & librement aller, & venir en ces Etats, & que dans leur chemin & passage en allant ou retournant soit par Eau, ou par Terre, ils ne pussent être molestés ni empêchez après lequel temps, du vivant de notre grand Pere, Sultan Mahomet Han, de fameuse memoire (à l'ame duquel l'absolution Divine soit donnée) étant demandé de nouveau, que les Sujets Marchands, & leurs Interpretes pussent librement & seurement venir traffiquer & negocier, par tous les endroits de ses Domaines Imperiaux, & que les mêmes Capitulations, & autres Privilèges & Mandemens Imperiaux, que ceux qui avoient esté accordez aux Nations des Rois & Princes, qui étoient en Paix & amitié avec cette Haute Porte, comme la France, Venise, la Pologne, & autres pussent aussi être accordez, aux Sujets de ladite Reine, & à tous autres qui viendroient sous la Bannière d'Angleterre, en conformité de laquelle requête, les Capitulations Imperiales, & Privilèges qui suivent furent donnez & confirmez par nos Predecesseurs de fameuse memoire, c'est-à-dire, il est commandé &c.

I. Que ladite Nation, & les Marchands Anglois, & toute autre Nation, ou Marchands qui sont ou viendront sous la Bannière, & protection d'Angleterre, avec leurs Navires grands & petits, Marchandises, Effets, & tous leurs autres Biens, pourront en tout temps seurement passer en nos Mers, & aller & venir en toute seureté & liberté en tous endroits des Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte que qui ce soit de la Nation, ni ses Biens & Effets ne recevront aucune molestation ni empêchement de quelque personne que ce soit.

II. Que ladite Nation pourra de la même maniere, seurement & librement aller, & venir par Terre, par tous les Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte qu'il ne sera fait, ni donné aucune injure, trouble ni empêchement aux personnes, Bestes, Biens, Effets de ladite Nation. mais au contraire qu'elles pourront en tout temps librement & seurement traffiquer comme il leur plaira en tous les endroits de nos Etats.

III. Arrivant que quelques personnes de ladite Nation venant par Terre en nos Etats, ou passant en d'autres Pais soient retenues ou arreestées par quelques-uns

de nos Ministres, ces personnes-là seront remises en pleine & entiere liberté, & ne recevront plus en suite aucun empêchement en leurs voyages.

IV. Tous Navires ou Vaisseaux Anglois, grands ou petits pourront en tout temps venir, & entrer en quelque Port & Havre, que ce soit de nos Etats, & en pourront partir quand il leur plaira, sans retardement ni empêchement de quelque personne que ce soit.

V. Que s'il arrive quelque accident à aucun Vaisseau Anglois grand, ou petit, par le peril de la Mer ou par quelque autre nécessité, tous les Vaisseaux tant Imperiaux que ceux qui appartiendront à des particuliers, qui en seront près; comme aussi tous autres Vaisseaux qui navigueront sur les Mers, & qui seront à portée de les secourir, soient tenus de leur donner aide & assistance, & quand ils seront entrez dans nos Ports ou Havres, ils y pourront demeurer aussi long-temps qu'il leur plaira, y acheter toute sorte de provisions, & autres choses nécessaires pour leur argent, & y pourront faire aiguade, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit.

VI. S'il arrive que quelques-uns de leurs Navires qui auront échoté par tempête, ou auront esté endommagés par quelque autre accident, soient jettés sur les côtes de nos Etats, tous les Beglerbeys, Cadées, Gouverneurs, Ministres & autres personnes qui se trouveront à portée de les secourir soient tenus de leur donner aide, & assistance, & tous les Biens & Marchandises, qui en seront sauves seront rendues aux Anglois, & s'ils sont informez qu'on ait derobé ou enlevé quelque partie de leurs Biens & Marchandises, nosdits Ministres en feront une exacte perquisition & recherche, avec toute la diligence possible, pour trouver & recouvrer lesdits Biens & Marchandises, & les restituer aux Anglois.

VII. Les Marchands Anglois, leurs Interpretes, Courtiers & tous autres Sujets de la même Nation, pourront en toute seureté, & liberté, aller & venir, par Mer ou par Terre, dans tous les Ports de nos Etats, & en partir quand il leur plaira pour retourner en leur Pais, & nous faisons desdites à tous nos Beglerbeys, Ministres, Gouverneurs, & autres Officiers, Capitaines de Navires, & à tous nos autres Sujets Esclaves, de mettre la main sur leurs personnes ou Biens ni de leur faire aucun tort ni injure sous quelque pre-texte que ce soit.

VIII. Arrivant que quelque Anglois, soit à cause de ses propres Debtes, ou pour s'être rendu caution, s'absente, ou se sauve du Pais ou fasse Banqueroute, le Créancier ne pourra avoir son recours que contre son debiteur, & non pas contre aucun autre Anglois: Et au cas que le Créancier n'ait pas d'acte, ou Billet authentique de caution fait par un autre Anglois, il ne pourra pas avoir aucune pretention contre aucun autre Anglois, pour le payement de ce qui lui sera dû.

IX. En toutes causes, affaires, & incidents qui arriveront entre ladite Nation, les Marchands, Interpretes & Courtiers ou serviteurs & quelques autres personnes que ce soit de la même Nation, c'est-à-dire en rendant ou recevant caution, ou seureté en matiere de Debtes, ou de credit, & en toutes autres qui appartiennent aux Ministres de la Loy & de la Justice, les Parties pourront tousjours en telles occasions s'adresser au Cadée, qui est le Juge de la Loy, & passer une Convention ou Acte authentique & public en presence de temoins, & après l'avoir fait enregistrer, en tirer une expedition qui sera gardée par les Parties, afin que si à l'avenir il arrivoit quelque different ou pretention entre lesdites Parties elles pussent toutes deux avoir recours à ladite Convention, & Acte: & au cas que la pretention se trouve conforme à la teneur de la Convention qui aura été enregistrée, elle aura son effect, conformément à la Convention. Mais si le Demandeur n'est pas muni, & n'a pas en ses mains un tel Acte public, & ne produit que des temoins partiiaux qui ne déposent que des vetilles & des preterres, nos Ministres n'y auront pas égard, mais ils suivront l'Acte authentique enregistré.

X. Et si quelque personne de l'étenduë de nos Etats accuse quelque Anglois de lui avoir fait tort, & que pour ce sujet il pretende d'agir contre lui par voye de violence, ou de temoins partiiaux, nos Ministres ne les écouteront pas & ne les recevront pas à en faire les preuves par cette voye-là, mais l'Ambassadeur, ou le Consul de la Nation Angloise en feront informer, afin que l'affaire puisse être décidée

avec

ANNO avec sa participation ; & en sa présente, & que les Anglois puissent toujours avoir recours à leur appui & protection.

XI. Si quelque Anglois qui aura commis quelque offense, fait en sorte de se sauver ou de s'abriter, un autre Anglois qui n'aura pas été la caution, ne sera pas pris ni molesté pour lui.

XII. Tous les Anglois, ou Sujets du Royaume d'Angleterre, qui seront trouvez Esclaves dans l'étendue de nos Etats, ou qui seront demandez par l'Ambassadeur, ou Consul de la Nation Angloise seront tenus de faire deucement examiner le fait, & ceux qui se trouveront être vrais Sujets de l'Angleterre, seront remis en liberté & delivrez entre les mains de l'Ambassadeur ou du Consul Anglois.

XIII. Tous les Anglois, & tous autres Sujets de la Couronne d'Angleterre, qui demeureront & résideront dans nos Etats, soit qu'ils soient mariez, ou qu'ils ne le soient pas, pourront y trafiquer, vendre & acheter sans qu'on leur demande aucune taxe, qu'on nomme Harach, ou taxe Capitale.

XIV. Les Ambassadeurs d'Angleterre résidant en Alep, Alexandrie, Tripoli de Surie, ou à Tunis, Alger, Tripoli de Barbarie, aux Smirnes, dans les Ports du Caire, ou en quelque autre endroit de nos Etats, pourront établir des Consuls, comme il leur plaira, & pareillement les déposer, ou changer, & en établir d'autres en leur place ; & pas un de nos Ministres ne pourra s'y opposer, ni refuser de les accepter.

XV. En toutes matieres concernant la Loy, & la Justice, entre la Nation Angloise, & quelque autre Nation que ce soit, les Juges ni aucuns autres de nos Ministres ne pourront proceder, & donner Sentence en l'absence de leurs Interprètes.

XVI. Arrivant quelque différent entr'eux-mêmes, la decision en sera entièrement laissée à leur Ambassadeur, ou Consul, conformément à leurs Droits & à leurs Loix, & nos Ministres n'en prendront aucune connoissance.

XVII. Notre Armée de Galeres, les Navires, ou autres Vaisseaux de notre Empire, qui rencontreront ou trouveront en Mer des Navires Anglois, ne leur donneront ni feront, ni ne feroiront qu'il leur soit fait la moindre injure ni trouble, ni ne les retiendront, ne leur demanderont, pretendront, ou prendront, aucune chose d'eux ; mais les salueront, & tesmoigneront une bonne & mutuelle amitié les uns aux autres sans aucune offense.

XVIII. Tous les Privilèges particuliers & Capitulations qui du tems passé ont été accordées aux François, aux Venitiens, ou à toute autre Nation Chrétienne que ce soit ; dont le Roi étoit en Paix, & amitié avec la Porte, sont donnez & accordez de la même maniere à la Nation Angloise : afin qu'à l'avenir, la teneur de notre présente Capitulation Imperiale puisse être en tout tems observée par toute sorte de personnes, & que personne ne puisse en aucune maniere pretendre, sous quelque pretexte que ce soit, y contrevenir ni la violer.

XIX. S'il se trouve que des Pirates, ou Corsaires Levantins, qui infestent ces Mers avec leurs Fregates, aient enlevé quelque Vaisseau Anglois, ou qu'ils aient dérobé, ou pillé leurs Marchandises, & Effets, comme aussi s'il se trouve que quelques-uns aient enlevé de force, les Biens de quelque Anglois, en aucun endroit de nos Etats, nos Ministres seront tenus de faire toutes les diligences possibles, pour trouver ceux qui en seront coupables, & les punir severement, comme pareillement de faire en sorte que tout l'argent, les Navires, & les Marchandises, & tout ce qui aura été enlevé à ceux de la Nation Angloise leur soit incontinent, dûement & absolument restitué.

XX. Tous nos Beglerbeys, Capitaines, Maîtres de Navires Imperiaux, & autres Juges particuliers, Gouverneurs, Officiers de Dolanes, Fermiers, & tous nos autres Sujets, & Esclaves obéiront en tout tems & satisferont à la teneur de nos presentes Capitulations, confirmées par Serment, & cultiveront avec toute sorte de respect, l'amitié, & bonne correspondance établie entre les deux Parties chacun en droit soi ; se gardant, avec un soin particulier, de commettre aucune action qui y soit contraire : Et tant & si longuement que ladite Reine d'Angleterre se montrera & demeurera en Paix, Amitié, & Alliance, ferme, constante, & sincere avec nous, conformément au present Traité d'Amitié, & à la sincere & bonne correspondance, nous

promettons pareillement de nostre côté reciproquement, que la presente Paix, Amitié, Articles, Capitulations, & Correspondance, en la forme ci-dessus écrite sera maintenue, observée & respectée, pour jamais, & que personne ne contreviendra, ni desobéira à aucune partie d'icelles, tous lesquels Articles de Paix & d'Amitié sus declarés ont été conclus, signez, accordez, & confirmez par une Capitulation Imperiale, par nos Predecesseurs d'heureuse M. memoire.

Depuis lequel tems, Sa Majesté d'Angleterre Jacques qui est decédé du tems de Sultan Achmet Han notre Grand Pere d'heureuse Memoire, ayant envoyé à notre Throne Imperial des Ambassadeurs avec des Lettres, & des présents qui étoient tres-agréables ; & ayant demandé que la Paix & Amitié déjà contractée, & la bonne correspondance établie avec nos Predecesseurs, & les Capitulations, Articles, & Privilèges ci-dessus transcrits fussent derechef ratifiez & ladite Paix & Amitié renouvellee : requerant en outre que quelques Articles tres-necessaires fussent adjointez ausdites Capitulations ; la demande de Sa Majesté ayant été declarée, en la presence Imperiale de Sultan Achmet Han, nostre dit Grand Pere, elle fut incontinent accordée : & il ordonna, & commanda expressément que ladite Paix & Amitié, fussent renouvelles & fortifiées, & que les anciennes Capitulations & Privilèges fussent confirmez ; & que les nouveaux Articles demandez fussent inferiez & adjointez aux Capitulations Imperiales : accordant en outre à la Nation Angloise tous les autres Articles & Privilèges qui avoient été donnez, & inferiez dans toutes les autres Capitulations faites avec les autres Nations, Potentats, ou Princes, qui étoient en Paix & Amitié, avec la Porte Imperiale, & par ce Commandement Imperial, il ordonna que toutes personnes obéissent ausdits Commandemens Imperiaux, & que la teneur en soit deucement observée. Les Articles suivans furent ceux qui furent en ce tems-là accordez & adjointez aux Capitulations.

XXI. Que nos Ministres ne demanderont, ni ne prendront de ladite Nation Angloise aucune Doulane, ni autres Droits pour tous les Ecus blancs, ou Sequins, qu'eux, ou quelques autres personnes que ce soit portant la Banniere d'Angleterre apporteront, ou transporteront de Place, en Place, ou porteront hors de nos Etats, & que ni Beglerbeys, Beys, Caddées, Tresoriers, Maîtres de Monnoyes ni autres ne prendront ni ne demanderont à ladite Nation, ni Ecus, ni Sequins, pour les changer en petits Aspres, & ne leur feront ni donneront aucune violence ni trouble là-dessus.

XXII. La Nation Angloise, & tous ceux qui viendront sous la Banniere d'Angleterre, leurs Vaisseaux grands & petits, pourront naviguer, trafiquer, acheter, vendre, & demeurer en tous les endroits de nos Etats, & pourront à l'exception des Armes, Poudre à Canon, & de telles autres Marchandises, embarquer & emporter sur leurs Vaisseaux telles de nos Marchandises qu'il leur plaira, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit, & leurs Navires, & Vaisseaux pourront venir librement & mouiller l'ancre seurement en tout tems & trafiquer en tout tems, en tous les endroits de nos Etats, & y acheter des Vivres, & toutes autres choses pour leur argent, sans aucune contradiction ni empêchement de quelque personne que ce soit.

XXIII. Arrivant quelque différent avec quelques personnes de ladite Nation Angloise par Procès, ou quelque autre démêlé, les Caddées, ni aucuns autres Ministres de notre Justice ne pourront ouïr ni decider la cause, à moins que l'Ambassadeur, le Consul, ou le Dragoman de ladite Nation n'y soient presents.

XXIV. Tous differens, ou Procès, qui arriveront avec ladite Nation, & qui excéderont la valeur de quatre mille Aspres, seront toujours ouïs & decidez en nostre Porte Imperiale.

XXV. Le Consul, ou Résident de la Nation Angloise étant établi en quelque Port que ce soit de nos Etats, par l'Ambassadeur qui y résidera, pour ladite Nation, nos Ministres n'auront pas le Pouvoir de les mettre en Prison, ni d'apposer le Fetic à leurs Maisons, ni de les renvoyer, ni disposer de leurs charges & fonctions : Mais arrivant quelque différent ou Procès, avec le Consul, on fera un Certificat adressant à la Cour Imperiale, afin que l'Ambassadeur les puisse proteger, & répondre pour eux.

XXVI. Arrivant que quelque Anglois, ou autre

per-

ANNO
1673.

personne qui sera venuë sous la Baniere d'Angleterre, vienne à deceder dans nos Etats, avec des Biens, ou effets, ou quelques autres choses, qui leur appartiennent, nos Tresoriers des Deniers Casuels, nos Caddées, & autres Ministres, ne pourront pas s'en emparer, ni en saisir aucune partie, sous pretexte que ce sont les Biens du deffunct, & qu'il n'y a personne qui en soit le Propriétaire, mais ils seront toujours conlignez & deposez entre les mains de telle personne Angloise que le deffunct aura intitue par son Testament pour s'en charger, & au cas qu'il decede *ab intestat*, le Consul Anglois se chargera de ses Biens & Effects, & au cas qu'il n'y ait point de Consul au lieu où il sera decede, le Resident Anglois en prendra possession, & arrivant qu'il n'y ait ni Consul, ni aucun autre Anglois sur les lieux, en ce cas-là, lesdits Biens & Effects seront mis en la garde du Caddée dudit lieu, & après que l'Ambassadeur d'Angleterre en aura eu avis, à la diligence du Caddée, ledit Caddée sera tenu de remettre tous lesdits Biens & Effects entre les mains de telles personnes que l'Ambassadeur enverra avec Commission de les recevoir.

XXVII. Tous les presens Privileges, & autres Libertez accordées à la Nation Angloise & à ceux qui seront venus sous leur protection, par divers Mandemens Imperiaux, soit avant ou après la date des presentes Capitulations Imperiales, seront toujours maintenus & conservez, & seront toujours entendus & interpretés en faveur de la Nation Angloise conformément à la teneur & la disposition veritable d'iceux.

XXVIII. Qu'au cas de mort, ni l'Officier qu'on nomme le Cassin ou Collecteur des Droits du Caddée, ni le Caddée mesme ne pourront prendre, ni pretendre des Anglois aucune espece de dixmes, Casnets, ou Droits de division.

XXIX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, ou le Consul Resident de nos Etats, pourront prendre à leur service, tel Janissaire ou Interprete qu'il leur plaira à leur choix & depens; & aucun Janissaire, ni autre personne de nos Esclaves ne pourront entrer à leur service, contre leur gré & consentement.

XXX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, le Consul & tous autres Sujets de la Nation Angloise demeurans dans nostre Empire, & y faisant du Moult ou du Vin dans leurs Maisons pour l'usage de leurs personnes, & de leurs Familles; n'y pourront être troublez, ni empêchez par aucun de nos Ministres, Caddées ou Janissaires, & ils ne pourront leur demander aucun argent, ni aucuns Droits, pour jouir de cette liberté, ni leur donner aucun empêchement.

XXXI. Après que les Marchands Anglois auront payé les Droits de Péage dans les Forts de Constantinople, d'Alep, d'Alexandrie, de Scio, de Smirne, & dans les autres endroits de nos Etats, conformément à la teneur des Capitulations Imperiales, personne ne les pourra plus troubler ni molester ni prendre d'eux aucune chose de plus, & quelque Marchandise qui soit chargée sur leurs Navires, & aportée en nos Etats, & déchargée en quelque Port que ce soit, au cas qu'ils desirant la recharger sur leurs mesmes Navires, pour la transporter en quelque autre Havre ou Port, la mesme Marchandise arrivant dans le second Port. ou Havre, & y étant débarquée, les Officiers de la Costume ni les Fermiers, ni aucun autre de nos Officiers ne pourront pretendre, ni recevoir encore une fois les Droits de Douane pour la mesme Marchandise, afin que ladite Nation puisse en tout tems traffiquer avec toute liberté, & seureté, & poursuivre ses affaires.

XXXII. Qu'on ne demandera pas un seul Aspre, ni aucun autre argent, sous le titre de l'Imposition qu'on nomme Halapic, ou composition pour la viande pour les Janissaires, à aucuns Anglois, ni à ceux qui traffiqueront sous la Baniere d'Angleterre.

XXXIII. Etant arrivé autrefois un different entre l'Ambassadeur de la Reine d'Angleterre & l'Ambassadeur de France, tous deux Residents en nostre Porte, touchant les Marchands de la Nation Hollandoise, lesquels Ambassadeurs envoyèrent leurs requestes à nostre vestible Imperial, tendantes à ce que lesdits Marchands Hollandois venant dans nos Etats fussent obligez à y passer sous la Baniere desdits Royanmes, cette requeste desdits Ambassadeurs fût accordée sous nostre Seau Imperial; & néanmoins Sinan Bassa, Fils de Cigala, Capitaine sur Mer, qui est à present decede, comme étant Admiral, & versé dans les cas Maritimes ayant informé Sa Majesté Imperiale, qu'il étoit à propos & convenable que la Nation Hollandoise fût mise

sous la Protection de l'Ambassadeur d'Angleterre, & que cela fût ainsi inferé en leurs Capitulations, son avis fut approuvé par tous les Vizirs, & il fut commandé par ordre exprès, & autorité Imperiale, que les Marchands Hollandois des Provinces de Hollande, de Zelande, de Frize, & de Gueldres, c'est-à-dire les Marchands de ces quatre Provinces, traffiquans dans nos Etats y viendroient toujours sous la Baniere de la Reine d'Angleterre comme tous les autres Anglois faisoient, & que pour toutes les Denrées & Marchandises, qu'ils apporteroient sur leurs Vaisseaux en nos Etats, ou en emportoient, ils payeroient les Droits de Consalage & tous autres Droits à l'Ambassadeur, ou Consul de la Reine d'Angleterre, & que l'Ambassadeur de France, ni le Consul de la Nation Francoise ne s'entremetissent jamais à l'avenir de cette affaire, & il fut commandé que cela fut executé & observé, à l'avenir, conformément à la presente Capitulation.

Après quoi un autre Ambassadeur, envoyé de la part du Roi d'Angleterre, étant arrivé en cette haute Porte avec des Lettres, & des presens qui furent fort agréables, ledit Ambassadeur demanda que quelques autres Articles necessaires fussent adjoulez, & inferéz aux Capitulations Imperiales, le premier desquels étoit que comme autrefois du vivant de Sultan Soliman Han, l'un de nos Predecesseurs de fameuse Memoire, il y eut une certaine Capitulation & un certain Privilege octroyé, portant que les Marchands de la Nation Espagnole, de Portugal, d'Ancone, de ville, Florence, Catalogne, & toutes fortes de Hollandois & autres Marchands étrangers, pourroient en toute seureté & assurance, aller & venir en tous les endroits de nos Etats & y traffiquer, & negocier, leur accordant en outre qu'ils pourroient établir des Consuls en quelque endroit que ce fût de notre Empire: mais comme chaque Nation à part n'estoit pas capable de defrayer les depenses & l'entretènement d'un Consul, il fut laissé à leur choix, & volonté, de venir sous la Baniere de tel Ambassadeur, ou Consul d'un Roi qui fût en Paix & amitié avec nostre haute Porte: Sur laquelle Concession & sur d'autres Privileges qui leur furent accordez, il y eut souvent des Mandemens & Constitutions accordées sur la requisition qui en fut faite par des Marchands étrangers qui de leur propre mouvement & volonté choisirent de traffiquer, sous la Baniere, & protection de l'Ambassadeur, & du Consul du Roi d'Angleterre, & durant le temps qu'ils avoient recourus à la Baniere & protection des Consuls Anglois, dans nos Ports & Havres, il sembloit que l'Ambassadeur de France ayant trouvé moyen de faire inferer de nouveau dans les Capitulations que lesdits Marchands étrangers viendroient sous leur Baniere eût entrepris de les contraindre dans tous les Havres, à se mettre sous leur protection, pour laquelle cause, le different fut encore renouvelé & referé à nostre Divan, ou Grand Conseil, lequel ayant deüement examiné l'affaire, après qu'il fut permis ausdits Marchands, de faire un nouveau choix, & Election, à leur plaisir & volonté, ils demanderent derechef qu'ils fussent & demeurassent sous la protection de l'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, & quoi qu'on eût fait connoître, à la Porte Imperiale, que l'Ambassadeur de France, n'avoit point encore voulu molester lesdits Marchands, ni les contraindre à se mettre sous leur protection, le premier Article écrit dans les Capitulations Francoises portant que les Marchands étrangers viendroient sous leur protection, fut par le Commandement Imperial déclaré nul, & annullé, & afin que suivant l'ancienne Costume desdits Marchands étrangers, ils vissent toujours sous la Baniere & protection de l'Ambassadeur, ou des Consuls d'Angleterre, & qu'ils ne fussent jamais à l'avenir molestez, ni troublez par l'Ambassadeur de France, sur ce point, lesdits Ambassadeurs de Sa Majesté d'Angleterre, ayant demandé que cette circonstance fût écrite & inferée en cette nouvelle Capitulation Imperiale, le present Article y fût par consequent inferé: & il est enjoint par l'autorité Imperiale, qu'à l'avenir, & pour jamais, les Marchands desdits Princes seront toujours sous la Baniere & protection de l'Ambassadeur & des Consuls d'Angleterre, en la forme susdite, & conformément au present Commandement Imperial qu'ils auront en leurs mains.

XXXIV. Il n'y aura jamais aucuns Mandemens Imperiaux donnez ni octroyez, qui soient contraires à la teneur & aux Articles du present Commandement Imperial, ou Capitulation, ni au prejudice de nostre pre-

sente

ANNO
1673.

ANNO
1675.

sente Paix, & amitié, mais en pareille occasion, la cause sera premièrement communiquée à l'Ambassadeur d'Angleterre Résident à la Porte, afin qu'il puisse répondre & s'opposer à toute action scandaleuse, ou autre pretexte qui pourroit violer la Paix, & l'Alliance.

XXXV. Après que les Marchands Anglois auront payé la Doiane, pour toutes les Marchandises qu'ils apporteront, ou transporteront sur leurs Navires, ils payeront aussi le Droit de Consilage à l'Ambassadeur d'Angleterre, ou au Consul de la même Nation.

XXXVI. Les Marchands Anglois, & tous autres qui seront sous la Baniere d'Angleterre, pourront en toute liberté, trafiquer, vendre, & acheter, dans l'étendue de nos Etats, toutes sortes de Marchandises (à l'exception seulement de celles qui sont défendues) comme aussi ils pourront aller, & trafiquer, en Moscovie, par Mer ou par Terre, ou par la voye de la Riviere Tanais, ou par la Russie, & delà ils pourront apporter leurs Marchandises dans nostre Empire: comme pareillement ils pourront aller trafiquer en Perse, & en retourner, par toute la partie que nous en avons conquise, & par les confins sans empêchement, ni molestation de nos Ministres, & ils payeront les Doianes & autres Droits de ce Pais-là, & rien plus.

XXXVII. Les Marchands Anglois & tous autres qui seront sous la Baniere d'Angleterre, pourront librement & sûrement trafiquer, & négocier dans Alep, le Caire, Scio, Smyrne & dans tous les endroits de nos Etats, en payant, suivant l'ancienne coutume, trois pour cent de toutes leurs Marchandises & rien plus.

XXXVIII. Arrivant que les Navires Anglois, qui viendront en nostre Ville de Constantinople, soient contrainis par les perils de la Mer, ou par le mauvais temps, de relâcher à Caffa, ou en quelque autre Port semblable, tant que les Anglois n'y voudront point débarquer, ni vendre leurs Denrées & Marchandises, personne ne leur y fera aucune violence, & ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement, mais dans toutes les Places, où il y aura du danger, les Caddées & nos autres Ministres défendront & protégeront toujours lesdits Navires Anglois, leurs Hommes, & leurs Marchandises de peur qu'ils ne reçoivent aucun dommage, & ils y pourront acheter des Vivres & autres choses nécessaires pour leur argent, & au cas qu'ils veuillent louer des Charettes ou des Vaisseaux, qui n'ayent pas été loués auparavant par d'autres personnes, pour transporter leurs Marchandises de lieu en lieu, personne ne leur donnera aucun trouble ni empêchement quelconque.

XXXIX. De toutes les Marchandises que ceux de la Nation Angloise apporteront sur leurs Vaisseaux, en la Ville de Constantinople, ou en quelque autre Port de nos Etats, & qu'ils n'auront pas intention de débarquer, ni vendre, il n'en sera demandé ni pris aucun Droit de Doiane à leur arrivée dans le Port, & après y avoir débarqué leurs Marchandises, & en avoir payé les Doianes & autres Droits, ils en pourront partir paisiblement & sûrement sans la molestation d'aucune personne.

XL. Comme les Navires Anglois en venant en nos Etats, se font souvent accoutumés à relâcher en quelque endroit de l'Afrique & y prendre les Pelerins & Passagers Mahometans pour les transporter en Alexandrie, & étant entrez dans ce Port-là, il s'est trouvé que les Commis de la Doiane, & autres Officiers prétendoient de prendre des Droits de Doiane sur toutes les Marchandises qui seroient trouvées sur leurs Navires, avant que les Marchands eussent dessein d'en décharger aucunes, au sujet de laquelle molestation ils se sont abstenus de transporter des Pelerins: Comme pareillement leurs Navires arrivans à Constantinople chargés de diverses Marchandises pour en transporter une partie en d'autres Places, les Commis & Fermiers de la Doiane les veulent contraindre à décharger leurs Marchandises, & prétendent de leur faire payer les Droits de Doiane: pour ces causes nous ordonnons que tous les Navires Anglois, qui viendront charger de Marchandises dans le Port de Constantinople, d'Alexandrie, de Tripoli de Syrie, de Scanderoon, ou en quelque autre Port que ce soit de nostre Empire, ne payeront seulement suivant la coutume que la Doiane des Marchandises, qu'ils auront dessein de vendre, de leur propre volonté: & à l'égard des Marchandises, qu'ils ne débarqueront pas de leurs Navires de leur propre volonté, nos Officiers de la Doiane ne leur en deman-

TOM. VII. PART. I.

deront, ni prendront d'eux aucune Doiane, ni autres Droits, & auront la liberté de les transporter où il leur plaira.

XLI. Arrivant que quelque Anglois, ou quelqu'autre personne qui sera sous la Baniere d'Angleterre, commette quelque homicide, effusion de sang, ou crime semblable, ou qu'il arrive quelque affaire qui dépende de la Loy, ou de la Justice, les Juges ni les autres Ministres ne pourront la décider, ni donner Sentence avant que l'Ambassadeur ou le Consul y soient présents, pour examiner deüement l'affaire; mais le différend sera toujours examiné en présence de l'Ambassadeur ou du Consul, afin que personne ne soit jugé, ni condamné contre la disposition de la Loy & contre les Capitulations.

XLII. Comme il est écrit dans les Capitulations Imperiales que les Marchandises débarquées des Vaisseaux Anglois, qui viendront dans nos Etats & payeront la Doiane, doivent aussi payer le Droit de Consilage à l'Ambassadeur ou Consul Anglois, il est arrivé que divers Marchands Mahometans, Sciots, & autres Marchands, qui sont en Paix & amitié, avec cette Porte Imperiale, & d'autres Marchands Estrangers, refusent de payer le Droit de Consilage, c'est pourquoi, il est ordonné que toutes les Marchandises, qui seront chargées sur leurs Navires, & auront payé la Doiane, à quelques personnes qu'elles puissent appartenir, payeront suivant les anciennes Capitulations le Droit de Consilage, à l'Ambassadeur ou Consul d'Angleterre sans aucune contradiction.

XLIII. Que les Marchands Anglois, & ceux qui sont sous la Baniere d'Angleterre, qui trafiquent en Alep, payeront les Droits de Doiane de toutes les Soyes qu'ils achèteront, & chargeront sur leurs Navires, comme les Marchands François & Venitiens les payent, & pas un Aspre ou Liard de plus.

XLIV. Comme les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre qui résideront en cette Cour Imperiale sont Commissaires de Sa Majesté, & représentent sa personne, de même les Interprètes doivent être considérés comme Commissaires de l'Ambassadeur, c'est pourquoi dans les affaires où les Interprètes traduiront, ou parleront au nom & par l'ordre de l'Ambassadeur, s'il se trouve que ce qu'ils auront traduit soit conforme à la volonté & à l'ordre de l'Ambassadeur ou du Consul, ils seront toujours exemptez d'accusation, & de punition: mais au cas qu'ils commettent quelque offense, nos Ministres ne mettront pas en Prison aucun de ces Interprètes, ni ne le maltraiteront pas sans le sçeu de l'Ambassadeur ou du Consul. Arrivant qu'aucun des Interprètes Anglois vienne à decéder, s'il est Anglois de Nation, l'Ambassadeur ou Consul d'Angleterre, se mettra en possession de tous ses Biens & Effets, mais au cas qu'il soit Sujet de nos Etats ils seront mis entre les mains de son plus proche Héritier, & au cas qu'il meure sans Héritiers, ils seront portez en nostre Tresor Imperial, & comme en cette clause, de même aussi, dans tous les autres Articles sus déclarez, & dans les Privilèges accordez par nos Predecesseurs d'heureuse Memoire, il est expressement commandé & ordonné que tous nos Esclaves obéiront & se conformeront toujours à la présente Capitulation Royale, & que la Paix & amitié sera respectée & entretenue sans aucune violation quelconque.

XLV. Depuis lequel tems de nos Predecesseurs de fameuse Memoire & l'Ordre des Capitulations, Articles, & établissement de Paix & amitié sus déclarez, ledit Roi d'Angleterre, ayant du tems de Sultan Mahomet Han, nostre Grand Pere, d'heureuse Memoire, envoyé une personne de qualité, en qualité de son bien aimé Ambassadeur à cette Porte Imperiale, pour confirmer cette Paix, Articles & Capitulations, cet Ambassadeur déclara plusieurs fois, qu'il y avoit eu des Mandemens Imperiaux accordez à diverses personnes qui avoient été subrepticement obtenus contre laeneur, & les Articles des Capitulations Imperiales, lesquels ayant été presentz à nostre sçeu à nos Juges & Gouverneurs & les dattes de ces Mandemens étant plus fraîches, que celles de nos Capitulations Imperiales, les Juges & Ministres mettoient à execution ces Mandemens particuliers, contre & au prejudice des Imperiaux, c'est pourquoi, afin qu'à l'avenir, il n'y ait plus de tels Mandemens acceptez par aucun d'eux, mais plutôt que les Capitulations Imperiales puissent être toujours observées & maintenues selon leur signification sincere, ledit Ambassadeur faisoit voir la sincerité de Sa Majesté, & sa demande en cette occasion

Q q

qui

ANNO
1675.

ANNO
1675.

qui étoit très-récevable étant venu à notre Connoissance Imperiale, en conformité d'icelle, il fut expressément ordonné que tous les Mandemens de cette nature, qui avoient déjà été, ou seroient ci-après accordés, & qui étoient ou seroient contraaires, à la teneur de la présente Capitulation, tels que fussent ces Mandemens, quand ils seroient présentés devant nos Caddés, ou nos autres Ministres, ne seroient jamais accordés, ni mis à exécution, mais que la teneur des Capitulations Imperiales seroit toujours observée, & que quiconque présenteroit de tels Mandemens, contraires aux Capitulations on les lui ôteroit, & ne seroient nullement d'aucune force, ni vertu, dans lequel tems tous les Privilèges, Articles & Capitulations ci-dessus écrites, furent aussi approuvées & ratifiées, de la part de notre dit Grand Pere, & la Paix & Amitié, & bonne Correspondance, contractées d'ancienneté furent de nouveau confirmées & établies.

XLVI. Du tems de l'Installation de Sultan, Osman Han, sur le haut & Imperial-Trône, le Roi d'Angleterre envoya encore un fameux & noble Gentilhomme, en qualité de son Ambassadeur avec des Lettres & des présents, qui furent très-agréables, & ledit Ambassadeur ayant demandé au nom de Son Roi, & de Son Seigneur, que l'ancienne Capitulation, les Articles & les Contrats accordés du vivant de nos Predecesseurs fussent par lui renouvellez & confirmés, & que l'ancienne Paix & Amitié fussent de nouveau fortifiées, & établies, laquelle Requête fut très-agréable audit Sultan Osman & les anciennes Capitulations, Articles & Privilèges furent ici écrits, & confirmés, & la Paix & Amitié contractée de long-tems fut par lui promise & accordée.

XLVII. Après lequel, & du vivant du même Sultan Han, le Roi d'Angleterre aiant encore envoyé en la même maniere à cette Haute Porte, l'Excellent & Honorable Chevalier Thomas Roe, en qualité de son Ambassadeur, avec des Lettres, & des présents, qui furent très bien reçus, & cet Ambassadeur ayant offert au nom du Roi son Seigneur, toute sorte de Conditions d'Amitié, & de bonne Correspondance, & ayant demandé que les anciennes Capitulations, & tous les Articles ci devant accordés par ses Ancêtres & par lui à la Nation Angloise, pussent être de nouveau confirmés, & que la Paix & Alliance, qui étoient depuis long-tems contractée entre les deux Parties fût renouvelée & ratifiée, que quelques autres Articles fort nécessaires pussent être ajoutés aux Capitulations Imperiales, & que plusieurs autres déjà accordés, pussent être renouvellez, changez & expliquez en meilleure forme, laquelle Requête & demande lui furent très-agréables & conformément à icelles, les anciennes Capitulations Imperiales, & tous les Articles & autres Privilèges plusieurs fois confirmés en icelles, & la Paix, Amitié & bonne Correspondance contractées du tems de ses Ancêtres, de son Grand Pere & de son Pere avoient été confirmées, ainsi que par lui-même furent derechef ratifiées, établies, promises, & accordées, surquoi il fit commandement exprès, qu'à l'avenir la teneur de ses Capitulations Imperiales fût observée par toutes personnes, & que tout le monde respectât avec beaucoup de soin ladite Paix & Amitié établie & contractée entre les deux Parties, & que personne n'entreprît de les violer, ni de faire aucune action qui y fût contraire: lequel Ambassadeur déclara plusieurs fois, que les Caddés, & nos autres Ministres, avoient imposé & établi diverses Taxes, Tributs, & Sommes d'argent, sur ladite Nation Angloise, & sur celles qui s'étoient mises sous la Banier d'Angleterre, au préjudice des Capitulations Imperiales, & contre la volonté de Sa Majesté Imperiale, pour laquelle cause, ainsi qu'il est ci-dessus déclaré, ayant été trouvé nécessaire, de faire des additions de quelques nouveaux Articles, à ladite Capitulation Imperiale, dont ledit Ambassadeur fit déclaration par Ecrit, & la presenta à Sa Majesté Imperiale, ledit Sultan Osman Han donna aussitôt des ordres & commandemens exprès signez de sa main Imperiale, & scellées, portans qu'à l'avenir tous les Articles, qui étoient déjà dans les Capitulations Imp. & ceux qui y ont été nouvellement ajoutés par notre ordre seroient dûement gardez & observez conformément au sens sincere de nos presentes Capitulations.

XLVIII. D'autant que comme c'est une chose de notoriété publique que de certains Pyrates de Tunis, & d'Alger, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & contre notre intention & volonté, prennent, & en-

levant sur Mer, des Navires, des Marchandises & des Hommes, qui sont des Sujets du Roi d'Angleterre, & d'autres Rois & Etats qui sont en Alliance avec notre Porte Imperiale, au grand dommage & préjudice de ladite Nation Angloise, pour ces causes, nous commandons & par ces presentes nous ordonnons qu'on donne & expedie plusieurs Mandemens, pour la restitution entiere & parfaite des Biens & Marchandises ainsi enlevées à la Nation Angloise & que tous les Anglois, qui ont été pris & faits Esclaves, ou emprisonnez par lesdits Pirates, soient mis incessamment en liberté, & si après le jour de la date de nos presentes Capitulations Imperiales, il se trouve que lesdits Pirates de Tunis & d'Alger les violent encore & ne cessent point de continuer leurs outrages, & ne veuillent restituer leurs Biens, & leurs Hommes, nous defendons que lesdits Pirates soient reçus en aucun Port de nos Etats: & particulièrement dans les Havres de Tunis, d'Alger, Modon ou Coron, faisons de tres-expresses inhibitions & defenses à nos Beglerbeys & autres Ministres, de les y laisser entrer, ni de souffrir qu'ils y soient logez ni reçus, mais au contraire nous commandons ausdits Beglerbeys, Caddés & autres Ministres de les poursuivre, bannir & punir.

XLIX. Ayant été informez que plusieurs de nos Commis de la Doïane & autres Officiers d'Alep, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & sous prétexte de prendre des Droits de Doïane & d'autres Droits sur les Soyes des Marchands Anglois, ont exigé par violence de grandes Sommes d'argent desdits Marchands: & d'autant qu'il est écrit dans les Capitulations Imperiales, que les Anglois payeront pour les Soyes qu'ils acheteront en Alep, comme les François & les Vénitiens font, & non pas davantage, desdits Officiers de la Doïane outre les deux & demi pour cent de Doïane & de Rest, n'ont pas laissé d'exiger depuis peu une grande Somme d'argent de ladite Nation sous le nom de Rest. Pour ces causes, nous ordonnons que cette affaire soit examinée, & que ladite Somme d'argent soit restituée, & qu'à l'avenir on observe l'ancienne coutume: & que cette Nation-là ne paye seulement que comme les François, & les Vénitiens font, & qu'on n'exige jamais d'eux pas même un Aspre sous le nom de cette imposition.

L. Comme les Marchands Anglois demeurans à Galata achètent ordinairement diverses Denrées & Marchandises, avant que de les pouvoir embarquer & envoyer sur leurs Navires, & payent aux Officiers de la Doïane les Droits de Doïane, que doivent lesdites Marchandises, en prenant un Billet ou Quitance pour faire voir qu'ils les ont payez, après quoy, ils font porter les Marchandises en leurs Magasins, & cependant il arrive qu'avant qu'ils pussent charger, & envoyer lesdites Marchandises, l'Officier de la Doïane, nommé Dier, vient à decéder ou est déposé de sa charge, & le nouveau Commis ou Officier établi en sa place, ne voudra pas se contenter de ladite Quitance, preroiera un autre Droit de Doïane, & troublera, & molestera lesdits Marchands en différentes manieres, pour cette cause, nous ordonnons qu'apparaissant réellement qu'ils ont payé une fois la Doïane de toutes les Marchandises qu'ils auront achetées, l'Officier de la Doïane se contentera de ladite Quitance, & n'en demandera pas une seconde aux Marchands.

LI. Comme on achète ordinairement en Angora des Camelots, des Moires, des Soyes, & d'autres sortes de Marchandises qu'on transporte à Constantinople, & en d'autres Places de nos Etats dont on paye les Doïanes, & dont on retire des Quitances, après qu'on met les Marchandises dans des Magasins: & voulant après les embarquer, pour les transporter ailleurs, les Officiers de la Doïane en demandent derechef les Droits de Doïane. Pour ces causes arrivant à l'avenir, que les Marchands veuillent embarquer les Marchandises, & qu'il soit véritable qu'ils aient déjà payé la Doïane pour lesdites Marchandises, lesdits Officiers de la Doïane ne pourront demander une nouvelle, ou seconde Doïane, pourvu que lesdits Marchands ne mêlent pas leurs Marchandises, qui n'auront pas payé les Droits, parmi celles qui les auront déjà payez.

LII. Les Marchands Anglois ayant payé la Doïane de toutes les Marchandises qu'ils apporteront en nos Etats, ou de celles qu'ils en voudront transporter ailleurs, comme des Soyes, Camelots, & autres Marchandises, sans les avoir vendus à d'autres, & voulant après les faire embarquer, pour les porter à Scio, Smir-

ANNO
1675.

ANNO
1675.

Smirne, ou en quelque autre Port, & lesdites Marchandises y étant arrivées, les Commis de la Doïane, & autres Officiers feront toujours tenus de recevoir leurs Quittances, qu'ils auront en main, & ne demanderont, ni ne prendront point d'autres Droits de Doïane, pour leurs Marchandises.

LIII. Les Mestragis de Galata, & de Constantinople, prendront leur Droit de Mestarie, ou de Courage suivant l'ancienne Coutume & Pancarte, de toutes les Marchandises, que les Marchands Anglois apporteront à Constantinople, ou en quelque autre Port que ce soit de nos Etats, ou en transporteront ailleurs, c'est-à-dire qu'ils ne prendront seulement le Droit de Mestarie de des Marchandises, qui auront accoutumé de le payer, suivant l'ancienne Coutume, mais à l'égard des Marchandises, qui anciennement n'avoient pas accoutumé de le payer, ils ne pourront prendre aucun Droit de Mestarie contre l'ancienne Pancarte, & de plus on ne fera ni lever aucune imposition sur les Marchandises Angloises, ni on ne prendra de la Nation Angloise, pas seulement un Aspre, contre l'ancienne Pancarte, & l'usage accoutumé.

LIV. Les Marchands Anglois pourront librement venir en tous les Ports de nos Etats, pour negocier, & y apporter des Draps, du Crezé, des Epiceries, de l'Estain, du Plomb, & toutes autres Marchandises, & personne ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement; de même qu'ils y pourront acheter, & en transporter toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles qui sont défendues, sans que personne les en puisse empêcher, ni les y troubler, & après qu'ils en auront payé la Doïane conformément à la présente Capitulation Imperiale, & à l'ancienne coutume, les Commis de la Doïane & autres Officiers ne leur demanderont rien de plus.

Du tems de Sultan Murat Han, mon Oncle d'heureuse Memoire, le Roi d'Angleterre envoya le Chevalier Sackville Cron, en qualité de son Ambassadeur, avec son présent, & des Lettres qui furent tres-bien reçues, & le tems de son Ambassade étant expiré, le Chevalier Thomas Bendish arriva à la Porte, pour y résider & apporter son présent, & des Lettres obligantes, qui de la même manière furent aussi tres-bien reçues; & lesdits Ambassadeurs ayant présenté les Capitulations Imperiales qui avoient été autrefois accordées, & demandé que suivant l'ancienne coutume elles pussent être renouvelles, il est derechef ordonné par ces présentes, que tous les Points & Articles qu'elles contiennent soient gardez & observez.

LV. Et à cause que contre le sens & la teneur d'iceux, plusieurs Officiers sont venus à bord des Navires des Marchands Anglois avant qu'ils fussent arrivez au Port, & ont de vive force enlevé desdits Navires les Biens & Denrées des Marchands, & enlevé toute l'éclite sans demeurer d'accord du prix, ni en faire aucun compte avec les Proprietaires.

LVI. Et de plus, lesdits Marchands ayant une fois payé les Droits au Bureau de la Doïane pour leurs Marchandises, & voulant les transporter dans un autre Port, les Officiers de la Doïane les en ont empêché; & les ont retenus jusqu'à ce qu'ils eussent reçu un second Droit de Doïane pour iceles.

LVII. Et comme il est expressément stipulé dans les Capitulations Imperiales, que dans tous les différens & Procès avec la Nation Angloise, nos Magistrats ne doivent point ouïr, ni décider la cause, à moins que l'Ambassadeur, ou le Consul n'y soient présents, nos Juges ont depuis peu condamné, & emprisonné des Anglois, & en ont pris & reçu des présents, sans le sceu de leur Ambassadeur, ce qui est une grande injure qu'on leur a faite.

LVIII. Comme aussi d'autant qu'il est ordonné par les Capitulations Imperiales, que les Officiers de la Doïane ne prendront aucuns Droits pour l'or & pour l'argent monnoyé, que la Nation Angloise apportera dans nos Etats, ou en transportera ailleurs, & que les Marchands ne soient tenus de payer que trois pour cent de Doïane pour leurs Marchandises & rien plus; néanmoins les Officiers de la Doïane pretendent des Droits de Doïane sur leurs Sequins & sur leurs Escus d'argent & de prendre plus de Droits qu'il ne leur en est deub pour les Soyes crues qu'ils achètent; Et à l'égard des Marchandises qu'ils déchargent à Scanderoon, pour le porter en Alep, ils en demandent six pour cent; lesquelles exactions injustes ont été autrefois réitérées & reformées par un expre Hatter Sheriffe, & étant de nouveau informez qu'on fait tort ausdits Marchands

TOM. VII. PART. I.

Anglois, comme auparavant à cause que les Officiers de la Doïane evaluent & apreient les Marchandises des Marchands Anglois à plus haut prix qu'elles ne valent, & quoi que lesdits Officiers de la Doïane, ne valent avoir que trois pour cent, néanmoins par une evaluation exorbitante des Marchandises ils prennent d'eux six pour cent, & les Serviteurs du Bureau de la Doïane, sous prétexte de quelques petits droits & frais, tirent indeûment de grandes Sommes d'eux: Et comme on met à présent à bord des Navires Anglois, un plus grand nombre de Visiteurs qu'on n'avoit accoutumé auparavant, les frais en sont fort à charge aux Marchands & Maitres de Navires qui les supportent; à toutes lesquelles choses ayant été priez de pourvoir, nous ordonnons que quand les Officiers de la Doïane, evalueront les Marchandises à trop haut prix, les Marchands leur offrant d'en payer les Droits sur le pied de trois pour cent, en espee desdites Marchandises, les Officiers de la Doïane ne les pourront refuser, & seront tenus de les accepter; & sur ce que l'Ambassadeur d'Angleterre nous a demandé que les abus & injures ci-dessus spécifiées fussent réctifiées, nous ordonnons que les Marchands Anglois ne soient point troublez dans les circonstances precedentes ni en aucune maniere, ni que leurs Privileges ne soient pas injustement violez au prejudice, & au contraire des Capitulations Imperiales. Le Chevalier Henneage Finch, Comte de Wincheley, Vicomte de Maillon, Baron Fitz Herbert de Estwell, Seigneur du Domaine Royal de Wye, & Gouverneur de la Province de Kent & de la Ville de Canterbury Ambassadeur du Roi d'Angleterre, (les jours duquel pussent estre terminez avec bonheur) arriva avec ses présents, & il fut accompagné de Lettres qui avec toute sincerité & affection exprimoient la bonne Amitié & Correspondance; & cet Ambassadeur susdit presenta les Capitulations, afin qu'elles pussent estre renouvelles suivant la coutume, & afin que quelques Articles de grande consideration, qui étoient auparavant dans les Capitulations pussent être plus ponctuellement observez, ledit Ambassadeur demanda qu'ils pussent être derechef renouvellez & plus clairement exprimez dans les Capitulations Imperiales, si requête fut favorablement reçue. L'un de ces Points est celui-ci.

LIX. Les Galeres & autres Vaisseaux de la Flotte Imperiale, partant des Etats du Grand Seigneur, & rencontrant sur Mer les Navires d'Angleterre, ne leur donneront aucune molestation, & ne les retarderont point en leur voyage, & ne leur prendront aucune chose queleconque, mais devront toujours témoigner l'un à l'autre une bonne Amitié, sans causer le moindre dommage: & cela étant ainsi déclaré dans les Capitulations Imperiales, les Beys & Capitaines qui naviguent sur les Mers, & ceux d'Alger, Tunis & Tripoli, rencontrans des Navires Anglois, qui naviguent d'un Port à l'autre, ne devront point leur enlever aucun argent ni Marchandises; sous prétexte que leurs Vaisseaux transportent des Biens des Ennemis, & à cette occasion les visiter, & sous ce prétexte les molester & les retarder en la poursuite de leur voyage, de sorte qu'il n'y aura qu'à l'entrée des Châteaux, & dans les Ports, où les Visiteurs, qui appartiennent à la Doïane, ont accoutumé de venir à bord; que leurs Biens seront examinez, mais étant sur Mer, ils ne seront point sujets à une plus ample vísitation ni perquisition.

LX. Les Marchandises de la Nation Angloise ayant une fois payé la Doïane, ne doivent recevoir aucune molestation contre la teneur des Capitulations Imperiales, & les Officiers de la Doïane ne pourront refuser le Billet ou Certificat portant qu'ils ont payé la Doïane, & arrivant qu'on en fasse plainte, nous commandons expressément que lesdits Officiers, ne different de delivrer incontinent ledit Billet, ou Certificat, sur la demande qui en sera faite.

LXI. Et après que la Doïane aura été une fois payée pour aucune sorte de Marchandises, qui n'aura pas été vendue dans le Port où l'on aura payé les Droits, & qui doit être transportée dans un autre Port, on ajoutera foi entiere au Certificat, & on ne pourra pas prétendre de lui faire payer une seconde Doïane.

LXII. Les Marchands Anglois & leurs Serviteurs pourront librement & franchement trafiquer, en Alep, au Caire & dans les autres Ports des Etats Imperiaux, & ne payer que trois pour cent, pour toutes leurs Denrées & Marchandises suivant l'ancienne coutume, &

ANNO
1675.

ANNO 304
1675.

CORPS DIPLOMATIQUE

conformement aux Capitulations Imperiales, soit qu'elles soient apportées par Mer ou par Terre: & quoi que les Officiers & Fermiers de la Doïane, à l'arrivée des Marchandises dans le Port, & pour donner du trouble & de la molestation à la Nation Angloise, prétendent qu'il n'y a que les Dénrées du cru & Manufacture d'Angleterre qui ne doivent payer que trois pour cent, mais que les Marchandises qui viennent de Venise, & d'autres Lieux, sont obligés de payer davantage, & sous ce pretexte & prétension, faire naître des Procès & des troubles aux Anglois; Pour cette raison, que les Capitulations Imperiales soient observées à cet égard, comme elles l'estoient au temps passé, & nos Officiers ne doivent en aucune maniere permettre le contraire.

LXIII. Arrivant qu'un Anglois devienne endebté, ou qu'il se soit rendu caution pour un autre qui aura fait Banqueroute ou qui se sera enfuy, la Dette devra être demandée au Debiteur, & si le Créancier n'a point d'Acte, pour prouver qu'un tel s'est rendu piéce & caution suivant la Loy, la Dette ne pourra pas être demandée à un autre, lequel Article est déjà déclaré dans les Capitulations.

LXIV. Comme il arrive quelquefois qu'un Anglois demeurant dans un Pays, pour s'exempter de payer une Dette, tire une Lettre de Change, sur un autre Anglois, qui n'a point de ses effets en ses mains, & la personne à qui l'argent est payable, étant un Homme de pouvoir & d'autorité, apporte sa Lettre de Change, & au prejudice de la Loi, & des Capitulations demande, & voudroit exiger par force le paiement de la Lettre de Change: en ce cas-là le Marchand acceptant la Lettre de Change sera obligé de la payer, mais s'il ne l'accepte pas, il ne fera pas sujet à aucun trouble pour cela.

LXV. Et comme les Interpretes de l'Ambassadeur d'Angleterre sont exempts de toute Angarie ou Taxes, par les Articles declarez dans les Capitulations, arrivant que lesdits Interpretes viennent à deceder, leurs Biens ou Effects ne soient pas sujets aux Droits de Doïane, mais seront partagez entre les Créanciers & les Heritiers.

LXVI. Et comme le Roi d'Angleterre est un véritable ami de nostre heureuse Porte, on permettra à son Ambassadeur, qui residera ici, d'avoir dix Serveurs de quelque Nation que ce soit, qui seront exempts de Harach, ou de Taxes, & de molestation de qui que ce soit.

LXVII. Arrivant qu'un Anglois se fasse Mahometan, & qu'il ait entre ses mains des Biens & Effects appartenans à ses Superieurs, ces Biens & Effects seront mis entre les mains de l'Ambassadeur, ou du Consul, afin qu'on les puisse faire tenir & faire bons aux véritables Proprietaires.

Le dernier, Monsieur le Chevalier Hervey Ambassadeur du Roi d'Angleterre qui residoit en nostre haute Porte, étant decédé, le Chevalier Jean Finch Homme prudent & qui étoit du Conseil du Commerce étranger, a été nommé pour lui succeder en la fonction de l'Ambassade, & l'avis nous ayant été donné que ledit Ambassadeur estoit arrivé avec des Lettres Royaux, & les presens accoutumés, ils nous ont été tres-agréables; & ledit Ambassadeur nous ayant fait connoître qu'il y avoit des expressions si pleines d'ambigüité dans les Capitulations, qui avoient été déjà accordées, qu'elles avoient besoin d'une plus ample explication & pour cet effet, nous ayant requis au nom du Roi son Maître, que les Capitulations pussent être renouvelles, & qu'on y pût adjouster les explications, & Articles qui étoient nécessaires, la requeste dudit Ambassadeur nous ayant été communiquée, nous y avons donné nostre consentement, & nous commandons & il est commandé que les additions demandées soient adjoussées aux Capitulations précédentes, & en voici une.

I. Le Nisani Sherif, (c'est-à-dire) le Commandement Imperial sur lequel fut mis en l'année 1673. le Hatterheriff, (c'est-à-dire) le Seing de l'Empereur Sultan Ibrahim Han (l'ame duquel repose en gloire) lequel Commandement declare qu'anciennement les Navires Anglois qui venoient de Scanderon payoient pour chaque piéce de Drap de Londres pour la Doïane de Scanderon quarante Paras, & pour une piéce de Crezé six Paras, & pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin six Paras, & pour chaque quintal de Damas, ou Cantaro, cinquante-sept Paras & demi de Doïane, lesquelles Marchandises arrivant après en Alep, payoient

pour la Doïane d'Alep, pour chaque piéce de Drap de Londres huit Paras, pour une piéce de Crezé huit Paras & un sixième, pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin huit Paras & un sixième, pour chaque Battman d'Alep, d'Estain & de Plomb, un Para de Doïane, & ceux de ladite Nation achetant des Marchandises & les transportant, pour tout ce qu'ils achetoient en Alep & le transportoient ailleurs, payoient pour la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans, pour Horafani Hindi, pour chaque balle de chacun, deux Escus blancs & demi, & pour chaque Balle de Coton cru, un Escu blanc, & un quart, & pour une balle de noix de Gale un quart d'Escu blanc, & pour chaque balle de Soye dix Osinani (dont les quatorze font un Escu blanc) pour chaque cent pesant de Rubarbe, & autres pareilles Drogues trois Escus blancs suivant l'estimation du chef de cet art, lesdites Dénrées étant portées à Scanderon & y ayant été chargées sur leurs Vaisseaux payoient pour de la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans chacun un Escu blanc & demi pour la Doïane de Scanderon, pour l'Horafani Hindi, & le Coton cru, trois quarts d'un Escu blanc la balle, pour une bale de noix de Gale, le quart d'un Escu blanc, pour de la Rubarbe & autres pareilles Drogues, suivant l'apreciation des Droguistes, trois quarts d'un Escu blanc la balle, & il n'y a rien à payer de plus suivant ce sublime Commandement & en cas que le Testerdar donne aucun Commandement contraire à celui-ci, qu'on n'y obeisse pas, & qu'il soit réputé de nulle valeur, mais que toutes choses soient observées conformément à ce présent Commandement Imperial & aux Capitulations Imperiales.

II. Pour toutes les Marchandises que les Marchands Anglois apporteront ou transporteront, ils ne payeront que trois pour cent seulement, & ne doivent jamais payer un Aspre davantage, étant ainsi spécifié dans les Capitulations Imperiales. Mais y aiant eu des Contestations & differens à Constantinople, & à Galata, avec les Officiers de la Doïane touchant les Draps apportez de Londres, & autres sortes de Draps de Manufacture d'Angleterre, ils payeront suivant l'ancien Tarif accoutumé, & ainsi qu'ils ont toujours payé jusqu'ici, c'est-à-dire en Aspres, ou menue Monnoye, dont quatre vingt Aspres font une piéce de huit, & soixante dix font un Escu de Lyon, cent quarante quatre Aspres pour chaque piéce de Drap, de la fabrique d'Angleterre, soit que les Draps soient fins ou gros, ou de quelque prix que ce soit, & les Officiers de la Doïane ne demanderont & ne doivent pas prendre davantage. Mais à l'égard des Draps qui viendront d'Hollande, & d'autres Pais, c'est-à-dire, Londres, des Soyes, & des Escarlates, & de toutes autres sortes de Draps qui ne seront pas de la fabrique d'Angleterre paleront à l'avenir les Droits qu'ils ont accoutumés de payer jusqu'ici, & à Smirne, on palera suivant l'ancienne coustume & usage en Aspres ou menue Monnoye, dont quatre vingt font une piéce de huit, & soixante dix, un Escu de Lyon, six vingt Aspres pour chaque piéce de Draps d'Angleterre, soit qu'ils soient fins ou gros, soit qu'ils soient de Londres, ou non, pourveu qu'ils soient fabrique d'Angleterre, & les Officiers de la Doïane ne pourront pas demander & ne doivent pas prendre un Aspre davantage, & qu'il n'y ait point d'innovation faite sur la Doïane de ces Draps là.

III. Les Capitulations qui ordonnent que les Anglois aiant un differant, dont la valeur est de plus de quatre mille Aspres la cause doit être ouïe & décidée par la Porte, & non pas ailleurs, étant de notoriété publique, arrivant qu'en quelque temps que ce soit, le Caddi ou les Ministres de quelque Place voulsussent retenir aucun Marchand, ou empêcher aucun Anglois, qui sera sur un Navire, de poursuivre son Voyage, sous pretexte de quelque Somme imposée sur les Anglois ou pretendre d'eux, si le Consul du lieu se veut rendre Caution de respondre devant la Porte aux pretentions qu'on aura contr'eux, telles personnes auront pleine & entiere liberté de poursuivre leur Voyage, & ceux qui prendront quelque chose d'eux seront tenus de venir devant le Divan, pour faire juger le differant d'entre les Parties, & l'Ambassadeur respondra sur leurs demandes. Mais au cas que le Consul ne veuille pas estre Caution, le Juge du lieu pourra en estre le Juge & rendre Sentence sur le fait, dont sera question.

IV. Tous Navires Anglois qui arriveront à Constantinople, Scanderon, Smirne, à Cypre, & en tous

ANNO 1675

ANNO tous les autres Ports de mon Empire, payeront trois
1675. cens Aspres pour Droit d'anclage & pas un seul Aspre
de plus.

V. Arrivant, qu'un Anglois venant avec des Ef-
fects le faisse Musulman, l'Ambassadeur, ou Consul,
sachant que ses Effects appartiennent à d'autres Mar-
chands Anglois tout l'argent & autres Effects seront
tirez des mains du Musulman, & consignez entre
celles de l'Ambassadeur, afin qu'il puisse les faire te-
nir à ceux à qui ils appartiendront, & que par ce
moyen les Biens d'un autre Homme ne puissent pas
demeurer entre les mains de ce Musulman, & que cela
ne soit pas empêché par aucun Caddi, ni aucuns au-
tres Juges ou Ministres.

VI. Les Marchands de ladite Nation Angloise qui
auront acheté des Camelots, des Moires, ou des
Estoffes à gros Grains cru, en Angora, ou à Begbazar,
& qui les voudront transporter en d'autres Lieux, après
avoir païé trois pour cent de Douane, ne pourront es-
tre molestés pour le Skraz-bath, c'est-à-dire pour le pas-
sage ou transport desdites Marchandises en d'autres
Lieux, & ils ne devront pas payer un seul Aspre, pour
aucune demande de cette nature.

VII. Les Marchands Anglois venant à recevoir de
leurs Debitors quelque Somme d'argent, si la Dette
est payée par le moyen ou entremise d'un Assisant, ou
d'un Chiau, celui qui recevra la Dette ne payera
pas davantage, que ce qu'on paye aux autres Caddis,
qui est seulement deux Aspres, & pas une seule Aspre
davantage.

VIII. Comme il y a une bonne correspondance
entre nous, & le Roi d'Angleterre, en considération
de cette bonne Amitié, nous accordons & permettons
que deux Navires chargez de Figues, de Raisins de Co-
rinthe, puissent estre transportez de nos Etats, pour
l'usage de la Cuisine de Sa Majesté, pourveu qu'il n'y
ait pas de disette, & de cherté de ces fruits-là dans le
Pays, lesquels fruits nous permettons aux Anglois
d'acheter pour leur argent dans le Port de Smyrne, Sa-
lonique, ou en tel autre Port que ce soit de notre Em-
pire, en païant trois pour cent de Douane, lesquels
étant payez personne ne donnera à ceux qui les char-
geront, aucun trouble ni empêchement.

IX. Sur ce qui nous a été représenté, que les An-
glois n'ont païé jusqu'ici, aucun Droit de Douane ni
de Mezan, pour toutes les Soyes qu'ils achètent à
Smyrne, à l'exception de celles de Prusse, & d'Arme-
nie, c'est-à-dire pour les Soyes de la Georgie, de la
Perse, ou de l'Arménie: au cas qu'il y ait réellement
un tel usage & coutume, & que la chose ne porte au-
cun préjudice à l'Empire: qu'on ne demande point à
l'avenir à Smyrne, ni Douane ni Mezan pour lesdites
Soyes, mais qu'on y traite les Anglois avec toute sor-
te de témoignages d'amitié. Et sur l'instance que
l'Ambassadeur nous a faite, que les precedents Articles
fussent inserez dans les Capitulations; sa demande lui
a été octroyée, & conformément au précédent Seing
Imperial, & Capitulation, que la presente Capitulation
soit renouvelée & accordée à present en conformité
de ce qui a été païé, & de mon commandement
Imperial, ce que nous commandons pour le temps
aussi long, que Charles second Roi d'Angleterre
(dont les jours se puissent terminer en bonheur) en-
tretiendra une bonne Amitié, & correspondance avec
nous, conformément à celle qui a été entretenue
avec nos Ancestres, & nous ne manquerons pas de
notre côté à entretenir cette amitié, avec toute sorte
de tendresse.

Et nous-jurons, & promettons, par celui qui a
créé le Ciel & la Terre, & toutes les Créatures, nous
promettons par un seul Dieu, le Créateur, qu'il ne se-
ra fait rien de contraire à cette présente Capitulation
Imperiale; & par conséquent chacun est tenu d'obéir à
notre Seing Imperial.

Donné au milieu de la Lune Gemaziel Akir
1086, en la Ville Imperiale d'Andrinople,
qui estoit au Mois de Septembre 1675.

Le Grand Seigneur escrit en haut de sa propre main
ainsi qu'il suit.

Que toute chose soit observée en conformité
à notre Commandement Imperial & que
rien ne soit fait qui y soit contraire.

Neutralité. Reces zwischen Vro Königl. Majest. ¹¹ Sept.
in Dennemarc Christian V. / Vro Churfürst.
Durchl. zu Brandenburg Friedrich Wilhelm / und
Vro Hochfürst. Gnaden Christoph Bernhard / Bi-
schöffen zu Münster eines / und Vro Hochfürst.
Durchl. Johann Friedrich / Herzogen zu Braun-
schweig und Lüneburg andern theils / wodurch dieser
ersere versichert / dero wider Schweden und anderer
Oeten sich wendenden Wapffen sich nicht zu wider-
setzen / dahingegen ersere diesem versprechen / dessen
Landt von allen Kriegs-Verlastigungen frey seyn zu
lassen / und bey dieser Neutralität zu stehen. ¹¹ No-
vember den 11. Septembr. 1675. Mit dem Neben-
Reces zwischen Gedachten Königl. Majest. / Chur-
und Fürst. Durchl. sub dato & loco eodem.
[Tiré de la Registrature d'Estat de la Chan-
celerie de la Cour de Sa Majesté Impe-
riale.]

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre CHRISTIAN V. Roi
de Dannemarc, FRIDERIC GUILLAUME
Electeur de Brandebourg & CHRISTOPHLE
BERNARD Evêque & Prince de Munster d'u-
ne part, & JEAN FRIDERIC Duc de
Brunswic-Lüneburg-Hanover d'autre part,
portant que ledit Duc ne s'opposera point aux Ar-
mes des trois Princes confederés contre la Suede de
quelque côté qu'elles se tournent, & qu'en échange
ils auront soin que leurs Expéditions, Passages,
& Campements ne causent aucun dommage à ses
Terres, Pais & Sujets, mais qu'au contraire ils
le maintiendront & defendront en cette Neutrali-
té. A Hanover le 11. Septembre 1675.

Al wissen / als der Durchlauchtigste Großmüchtigste Fürst
3 und Herr / Herr Christian der Fünfft / König zu Dänne-
marck / Norwegen / der Wendten und Gothen / Herzog zu Schle-
swig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graff zu
Oldenburg und Delmenhorst &c. Wie auch der Durchl. Fürst
und Herr / Herr Friederich Wilhelm Marggraf zu Branden-
burg / des Heil. Röm. Reichs Erb-Kammerer und Churfürst /
in Preussen / zu Magdeburg / Süllich / Elbe / Berg / Stettin /
Pommern / der Cassuben und Wendten / auch in Schlesien / zu
Grossen und Jägerdorff / Herzog / Burggraf zu Hildenberg /
Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / Graff zu der
Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensstein / und der Lande
Lauenburg und Büttow &c. Und der Hochwürdigste Fürst und
Herr / Herr Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Admi-
nistratur zu Corvey / Burggraf zu Stromberg / Herr zu Borcke
loc &c. Dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Frie-
derich / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg &c. Durch
Ihrer Königl. Majest. Churfürst. Durchl. und Fürst. Gnad.
abgeschickte Ministros, auß sonderbahrer Freund- & Vetterliche
Affection und vertraulicher Freundschaft / fürtragen lassen /
was gestalt männiglich befehdt und vor Augen / in was für einem
Zustand das Heil. Röm. Reich / unser geliebtes Vaterland durch
die vor eingetretene Kriegs-Unruhe / gerathen / und es endlich dar-
hin außgeschlagen / daß zu Rettung der hebränten Chur-Fürsten
und Stände verschiedene nachdrückliche Concluss dar von noch
wehrendem Reichs-Tag zu Regensburg ergangen / damenhero
auch Ihre Königl. Majest. zu Dennemarc / Ihre Churfürstliche
Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster
Fürst. Gn. auß respective beschehenes ersuchen / und außgetra-
gene Commission Ihrer Kayserl. Majest. und angerathen Reichs-
Concluss zufolge / wie dann auch Vigore der vorhin wirsen
ihnen außgerichteten Bündnissen / zu Rettung des Heil. Röm.
Reichs höchstbedrängter und unterdrückter Stände / absonderlich
aber zu bester und Versicherung Ihrer Churfürstl. Durchl. zu
Brandenburg durch die Tron Schweden angriffen / und in-
geführt lände / gegen selbige Tron die Waffen zu ergreifen be-
schlossen worden / und man ansehn an Eaten Ihrer Königl. Ma-
jest. zu Dennemarc / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürst.
Gnad. denen Kriegs-Operationen und zwar in den Königl.
Schwedischen in Westphälischen und Nieder-Sächsischen Trä-
gen

ANNO
1675.

sen belegenden Landen einen Anhang zu machen / entschlossen wolle / vorher aber höchstbeding erachtet / höchstbedingten Hn. Herzog Joh. Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Durchl. als einem vornehmen Fürsten gemeldeter Größe / dessen Lande auch in der Nähe angereger Königl. Schwedischer Lande gelegen / von solchen Fürsten parte zu geben / und mit denselben / welcher Gestalt bei diesem Werk die allerseits benötigte Sicherheit bestens vermahret / michin auch das Freund- und Vetter- und Nachbarnliche gute Vernehmen hinfüro ferner unterhalten werden möchte / vortretliche communication anstellen / darauff Seine Fürstl. Durchl. sich dahin erklärt / daß gleich sie auch ihres theils / bey gegenwärtigen gefährlichen Zeiten / nebst der eignen Sicherheit / auf des Reichs Wohlthat und Befest / auch Widerbrung und Erhaltung des werten Friedens / ein sorgfältiges Absehen gehabt / als sie hinfüro im geringsten etwas / so der Kayserl. Majest. und des Reichs intention / und denen er-gangenen Reichs-Conclusionis zuwider sein möchte / vorzunehmen nicht gemeinet / sondern vielmehr / wie schon vorhin gesehen / also ferner solchen Conclusionis / doch vorbehaltlich dessen / was in diesem Tractat absonderlich verglichen / ein gültigen zu thun bereit und entschlossen / auch mit Ihrer Kayserlichen Majest. und des Reichs Allirten und Zugestanden / insonderheit mit Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. in guter Verständniß und herzlich zu sehen vorhaben / und wußte an Ihro nichts zuwenden lassen wollen / dahero sie zu Behuf des vorerwähnten gemeinsamen Zwecks die vorerwähnte communication Ihro mit gethanen lassen: Daß darauff im Nahmen des Allerhöchsten / die allerseits hierzu verordnete / und gültig bevollmächtigte Räte und Ministri / benamtlich wegen Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark / der Hoch-Wohlgeborene Graff und Herr / Herr Friedrich Graff von Tieleb / zu Langland und Kitzingen / Freyherr zu Werderburg / Herr zu Gravenstein / der beyden Seegarten / auch in der Wildnitz Ritter ic. Sr. Königl. Maj. geheimter Raths und Land-Rath / Statthalter in den Fürstenthumen Schleswig und Holstein / Gouverneur und Amtmann zu Steinburg und in Dänmarck ic. wegen Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg der Wohlgeborene Herr Gerd Wilhelm von Ende / Sr. Churfürstl. Durchl. Cammerherr und Stallmeister: Wegen des Herrn Bischoffs von Münster Fürstl. Gnad. der Hochwürdigste / Wohlgeborene Herr Matthias Korf / genant Schümpling / Sr. Fürstl. Gn. Dohm-Küchen / auch geheimter und Land-Rath ic. wegen Herrn Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig Lüneb. Durchl. die Wohlgeborene Herr Otto Groote / und Herr Nicomachus von Wiebendorff / Seiner Durchl. geheimter und Cammer-Räte / die Handlung angetreten / und sich nachfolgender conditionen mit einander verendbathet und ver-schieden:

I. Erstlich erklären Herrn Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Fürstl. Durchl. sich dahin / daß sie sich / bey wachendem diesem Kriege / allerdings neutral halten / Ihrer Kayserl. Maj. und des Reichs auch dero Allirten und Zugestanden / insonderheit Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark / Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnaden Wassen / an was Ort sie sich auch selbst ge wenden möchten / auf keinerlei Weise / weder per directum noch per indirectum sich widersetzen / noch durch die ihrige den-selben einigen Eintrag und Schaden thun / oder auch einige von ihren Volckern / weder heimlich noch öffentlich denselben Fein-den und Widerwärtigen überlassen / sondern in beständiger de-votion und Treu gegen Ihre Kayserl. Majest. und das Reich / auch in ansehungem guten Vernehmen mit Ihrer Königl. Ma-jest. zu Dänemark / und dero hohen Allirten beharren wollen.

II. Dohinlegen Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. für sich / und im Nahmen dero sammt-lich hohen Allirten gegen Seine Durchl. sich erklärt / und festlich versprochen / daß Ihre Fürstl. Durchl. in ihren Landen ruhig gelassen / und von allen Einquartierungen / Contributionen / hürdungen und andern wieder das Instrumentum Pacis / die Reichs- Constitutionen und Executions-Ordnung laufenden Beistand / wie die Namen haben mögen / jederzeit bestreget seyn sollen.

III. Da auch über verhoffen die Cron Franckr. auß Hrsch / weil Ihre Durchl. sich Neutral erklärt / einen Anspruch an die-selbe wegen der eine geraume Zeit der empfangene Subsidien / machen solte; so seynd Ihre Kayserl. Maj. und dero gesammte hohe Allirte / Seine Durchl. sowohl dagegen / als wann sie auch sonst dieser Neutralität halber / angefochten oder Feindlich tractiret werden / sampt und sonders zu vertreten und zu schützen er-biten.

IV. Wie Ihre dann ebenfalls wegen der mit Franckreich und Schweden gehaltenen Federum / von niemanden zugesaget werden / noch Ihre Durchl. bestenthalt in einige wege / wie es immer Namen haben möchte / etwas zu befürchten / oder zu ent-gelten haben sollen.

V. Es soll auch offend. Ihre Durchl. die Ihre vor diesem schon von den hohen Allirten angebotene Mediation nochmals deferiret und hiemit angetragen seyn.

VI. Versprechen Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark / Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. Krafft dieses festlich / daß Ihre Fürstl.

Durchl. bey allen obgemelten Punkten und Clausulen von ihnen ANN
maintenir und auf alle Weise und Wege garantirt werden 167
solte.

VII. Schließlich und stehendens ist verabredet worden / daß die Ratification dieses Tractats von Ihrer Kayserl. Majest. in 6. Wochen / und von denen außhalb Reichs sich befindenden Al-lirten innerhalb 3. Monaten / von Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark / Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. aber innerhalb 14. Tag a dato hujus eingebracht / und zu Hamburg oder alther zu Han-nover gegen Ihre Durchl. Ratification ausgewechselt werden solle.

Daß nun dieses alles was obstelet / sammt und sonders von Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark / Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenb. und des Hn. Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. auch Hn. Herzog Johann Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Fürstl. Durchl. fest / fest und unverrücklich bey Kon. Chur- und Fürstl. wahren Worten / Treu und Glauben ohne einige Arglist und Gefährde gehalten / denselben in allen und jeglichen Punkten und Clausulen nachgelesen / und dessen nicht unterlassen / verzögert / vielweniger / auf was Hrsch oder Einwand sol-dches immer gesehen möchte / den im geringsten zuwider gehan-delt werden solle / haben eingangs benannte deputirte und gewoll-mächtige Ministri Namens dero hohen Principales / zugesagt und festlich versprochen. Dessen zu übrigt dieser Reces vier-sach aufgesetzt / und von allerseits Kon. Chur- und Fürstlichen Bevollmächtigten unterschrieben und besigelt / auch jedem ein Exemplar davon zugesellet. So geschehen Hannover den 11/27. Sept. 1675.

F. v. R. Graf zu Langland und Kitzingen. (L. S.)

M. R. g. Schümpling. (L. S.)

D. Groote. (L. S.)

Q. von Wiebendorff. (L. S.)

Neben-Reces zwischen der in vorhergehenden Neu-tralitäts Reces gebachter Königl. Majest. in Dänemark / Churfürstl. Durchl. in Brandenburg / Ihre Hochfürstl. Gn. den Bischoffen von Münster eines / und Ihre Hochfürstl. Durchl. Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg andern theils / die Quartiere vor Ihre Hochfürstl. Durchl. von Braunschweig Troupen und dero Antheil an den gewinnenden Schiffen Bruchun und Fehden betreffend. Hannover den 22. Sept. 1675. [Londorpii 1675 publica Tom. X. Lib. XI. Cap. CXXXIV. pag. 336.]

C'est-à-dire,

Accord particulier entre les mêmes Serenissimes Princes, Roi de DANEMARC, Eleveur de BRANDEBOURG, & Evêque de MUNSTER, d'une part, & le Serenissime Duc de BRUNSWIC-LUNEBURG - HANOVER d'autre, ils lui promettent non seulement des Quar-tiers d'Hyver, mais aussi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden quand ils seront conquis. A Hanover le 22. Septembre 1675.

II wissen daß bey dem zwischen dem Durchlauchtigsten / Groß-mächtigsten Fürsten und Herrn Herrn Christian dem Fürst-lichen Könige zu Dänemark / Norwegen / der Wendin und Gothen / Herzogen zu Schleswig / Holsten / Stormarn und der Dänmarcken / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst ic. dann dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Fried-ricch Wilhelm / Marggrafen zu Brandenburg des H. R. Reichs Erb-Cammerer und Churfürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Silesch / Cleve / Bergen / Sittin / Pommeren / der Cassiben und Wendin / auch in Schlesien zu Grotzen und Jägerndorff / Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Grafen zu der Mark und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / und der Lande laubenberg und Bitzen / ic. und dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christoff Bernhard / Bischoffen zu Münster / Administratoren zu Corvey / des H. R. Reichs Fürsten / Burggrafen in Stromberg / Herrn zu Barcheloh / ic. Wie auch dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friedrich / Herzogen zu Braunschweig-Lüne-burg / heute unterzeichneten dato aufgesetzten Tractat wegen der bey dem zwischen Ihrer Königl. Maj. zu Dänemark / Ihrer Churfürstl. Durchl.

ANNO
1675.

Durchl. zu Brandenburg / des Herrn Bischoffs zu Münster J. Durchl. und deren Allirten / eines / und der Eron Schweden / andern Theils / entstandenen Krieg / von Herrn Herzogen Johann Friedrich zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. auf die Ihre dagegen verfertigte Conditiones / nach Inhalt des dar- über genachten Recesse / versprochene Neutralität / noch ein- mal andrer Neben-Articul von denen hiezu deputirten gewoll- mähigen Ministris verabredet und verglichen / folgenden In- halte:

Erstens / weilen Hn. Herzog Johann Friedrich zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. dafür halten / daß Ihre Sicherheit auf Erhaltung Ihrer anjehö auf den Weinen habenden Troupen bestehe / und sich dahin erkläret / daß sie selbige nicht we- ger zu Jh. Kayf. Maj. und des Reichs / als Ihrer eigenen Si- cherheit / jedoch diesem Neutralitäts- Tractat ohnabdrückig / be- zubehalten geneget / auch allerhöchsig. Jh. Kayf. Maj. solches sonder zweifel selbst gerne sehen werden / ihrer Durchl. aber sie auf ihren eigenen Mitteln zu erhalten / ohnmöglich fal- len wol.

Als versprochen Jh. Kon. Maj. zu Denemarck / Jh. Churf. Durchl. zu Brandenburg. und des Herrn Bischoffs zu Münster J. Gn. daß sie es bey der Eron Kayf. Maj. dahin zu dirigiren sich äußerster Vermeidung bemühen / alle eisen- und nachdemeliche Mital anwenden / und daran sein wollen / daß ihre Fürstl. Durchl. des Stiffts Hildesheim / das Eichsfeld / oder dafolches nicht zu erhalten / die Graffschafft Schwarzburg / dann ferner die Graffschaffen Schaumburg / Lippsen Theils / und Stoll- berg / wie auch die Reichs-Städte Hort- und Mühlhausen / zu Hülffs- und Substanz-Quartieren so lange gegeben / und gelas- sen werden sollen / als das jezige Wesen und Anruhe im Reich nöthen möchte / und nachdemmal Seine Fürstl. Durchl. an stat des anerbötenen Stiffts Fulda auf der Graffschafft Mansfeld / das dieselbe Ihre gleiches gestalt verbindlich einge- räumet werden möchte / sit bestanden der Münster. Herz. Ge- vollmächtige auch solches nicht dissimuliret: Jh. Kon. Majest. zu Denemarck / und Churf. Durchl. zu Brandenburg Herrn Ministri aber darauf positiv nicht verbindlich einlassen können: so haben sie jedoch sub spe rati sich / nebst besagtem Münster. Herrn Ministri / dahin Krafft dieses erkläret und versprochen / daß im Fall ja über verhoffen glücklich / ihrer Kon. Maj. und Churf. Durchl. in die Überlassung der Graffschafft Mansfeld nicht abgehen / noch solches raucieren würden / alsbann ihrer Durchl. ein Equivalens / derselben eben soviel gelegen / zugleich bey erfolgung der Ratification zu bere willkommigen befriedigung angewiesen / und nebst denen übrigen Quartieren überlassen werden solle. Weil auch hiezu zugleich in consideration kom- men / daß ihre Fürstl. Durchl. Durchl. zu Zell und Bollstän- dinal ebenfalls einen Antheil des Stiffts Hildesheim zu dero Quartieren begeherten / als ist ferner verlichen und verabredet worden / daß Hn. Herzog Johann Friedrichs Fürstl. Durchl. denselben zu Freund-Verder- und Zerkülden gefallen / die 6. Kempter / Feina / Steinbrücke / Bidelahja / Dienenburg / Schladern und Silberlahje / wiederum abtreten und überlas- sen wollen / wann ihre hungens das Fürstenthumb Anhalt / so weit es sich hieffers der Elbe erstreckt / angewiesen und übergeben wird. Dahingegen Seine Durchl. übernehmen und versprechen solches Land continant / so sie zu Reichs-verfassung schuldig / künftigen Reichstag zu des Reichs-Diensten zuverfügen / und zubehalten. Ungelegen und nebst dem verlichen ihrer Durchl. ferner / weber durch oberhört Hülffs-Quartiere / noch sonst ihre anjehö auf den Weinen habende Milice zu verstärken / je- doch vorsehentlich der nothwendigen Recrutierung der abge- benden.

Zweytens / ist verglichen auch den Fall die Herzogthume Dreh- men und Werben in künftige durch der hohen Allirten Waffen genommen / und getheilt werden sollen / alsbann Hn. Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneb. Durchl. auch dazu gelassen / und ihren Theil / wie man sich mit den gesammten hohen Allirten darüber und verziehen können / mit daran haben auch wann und so oft darüber zwischen den hohen Allir- ten Tractaten zugelegt werden / sie davon adveniret / und mit dem gelegen / auch wann die Zehlung zum effecte kommt / dero- selben ihr vergleichener Antheil so weit assigniret und würdlich übergeben werden solle.

Diese beide Neben-Articul sollen nicht weniger Krafft haben / als ob sie dem Haupt-Recess / und der darin versprochenen Guar- antie von Worten zu Worten einverleibt wären / gestalte auch deren Ratification von ihrer Kayf. Majest. in 6. Wochen / und von denen ausserhalb Reichs befindenden Allirten innerhalb 2. Monaten / von ihrer Kon. Majest. zu Denemarck / ihr Churf. Durchl. zu Brandenburg. und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Durchl. aber innerhalb 14. Tagen / à dato hujus / ein- gebracht / und zu Hamburg / oder allhier zu Hannover / gegen ihre Fürstl. Durchl. Ratification ausgewechselt werden soll. Daß nun auch dieses alles / was obsteht / sammt und sonder von Jh. Kon. Maj. zu Denemarck / Jh. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / des Hn. Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnab. und Herrn Herzogen Joh. Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. stet / fest und ohnverrücklich / bey Konial. Churf. wehren Worten Treu und Glauben / ohne einjige Argelst / und Geschähe gehalten / denselben in allen und jeglichen Punkten und Clausulen nachgesehen / und dessen nichts unterlassen / ver- zögert / verlangsamt / auß was Ursachen oder Einwand solches

immer geschehen möchte / deme im geringsten zuwidert gehandelt werden solle / haben unten benamte deputirte und gewollmächtige Ministri Namens dero hohen Principalen / zugesaget und festge- lich versprochen.

Dessen zu iherund sie auch diesen vierfach aufgesetzten Me- ben-Recess / davon gleichfalls jedweden ein Exemplar zugestel- let / eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Siegel und Pünckchen betruet. So geschehen Hannover den 21. Septemb. Anno 1675.

J. v. N. Graff zu Langland und Nixingen. (L.S.)

E. W. von Lende. (L.S.)

M. S. g. Schmilg. (L.S.)

Otto Groote. (L.S.)

H. v. Wiedenroff. (L.S.)

CXLII.

Tractat zwischen Jhro Fürstl. Gnab. Christoph Bern- 4. Oct.
hard Bischoffen zu Münster eines / und denen Herzo-
gen zu Braunschweig-Lüneburg Georg Wilhelm und
Rudolph Augustum andern theils / wegen der im
Stifft Bremen und Verden / wieder Schweden er-
haltenen und zu theilenden Conquäten. Rotterdam
und Wallrode den 4. Octobris 1675. [Tiré de
la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la
Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHRISTOPHE BERNARD E-
vêque & Prince de Munster d'une part, GEOR-
GE GUILLAUME, & RODOLPHE AU-
GUSTE Ducs de Brunswick-Lünebourg d'autre
part, pour le Partage des Lieux conquis par eux
sur les Suedois dans les Evêchés de Brema & de
Verden. A Rottenburg & Wallerode le 4. Octo-
bre 1675.

I. Jhro Hochfürstl. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster /
und Ihre Durchl. Durchl. Herr Georg Wilhelm und
Herr Rudolph Augustus Herzoge zu Braunschweig und Lüneburg
versprechen einander / wie Jhro Durchl. also noch ferner Carl-
stadt / Stade / und Bremerförde conjunctis viribus zubelegen /
und nichts zu unterlassen / was zu deren forderbaren erobierung
dienlich ist.

II. Durchl. wann es erobert / soll allein von Ihrer Durchl.
Durchl. dem Herrn Herzogen besetzt bleiben / Carlstadt aber
/ Stade / und Bremerförde / wann sie zur Devotion gebracht /
wollen Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster und Ihre Durchl.
Durchl. die Herrn Herzoge zu Braunschweig-Lüneburg ins ge-
samt mit gleicher anzahl Volcks besetzen / auch darunter keine
veränderung ohne gemeines belieben vornehmen.

III. Mit dem Commando in jezt besagten Plätzen / Stade /
Carlstadt / und Bremerförde soll über den andern Tag alternirt
werden / und sollen zu den Thoren beiderseits Commandirende
Officiere verschiedene schiffel haben / also daß keiner ohne den
andern selbige eröffnen könne / wie auch auch was zur Defension
der Plätze vergenommen werden will / allzeit zuvor durch be-
sagte Officiere berathschlaget / und einmüthig ins ge-
mein werden / und wollen bey noch währenden Kriegs-Opera-
tionen sich begeben mag / daß Ihre Hochfürstl. Gn. zu Münster /
und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Herzoge zu Braunschweig-
Lüneburg / in ein oder anderen erprobten und gesamter hand
besetzten Orth / sich auf zuhalten nöthig befinden mögen / so soll
solches beyden theilen frey stehen / noch diesfalls die Leib-guarde
unter der besagten anzahl gerechnet werden / auf solchem fall dem
Herrn / welcher sich in ein oder andern Ort / obernehmen massen
ansuchen wird / gegimenden Respekt zuverweisen.

IV. Wie es mit besetzung derjenigen Dörffer / welche von
Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster bereits occupirt / als die
Dörff Langenwebe / Verden / Axtensburg / und Ostersburg zu-
halten / deswegen ist auch handlung geschehen / und endlich die
abrede genommen worden / daß solche zwar von Ihrer Hochfürstl.
Gnaden Volck alleine besetzt bleiben / jedoch mit der Condi-
tion / daß alsdann diese Dörffer und dorthin gehörige Renten in
die besetzte der Ihrer Hochfürstl. Gnaden zuzumemmer Quartie-
ren gezogen werden sollen.

V. Was in obbesagten Orth / welche annoch zu erobern seyn /
als Stade / Carlstadt / Durchl. und Bremerförde an Ar-
tillerie

ANNO
1675.

tillerie, Ammunition, und Proviant gefunden wird; darvon soll die eine helfte des Herrn Bischoffen zu Münster Hochfürstl. Gnaden / die andere helfte Ihrer Durchl. Durchl. den Herrn Herzogen in Braunschweig-Lüneburg zu sehen / und alsoan vertheilt werden / wann zuvor alles durch die hierzu bevollmächtigte Commissarios inventiret, worbey es dan gleichwohl den verstand be-
hafft / daß die beyderseits befindende nöthigst an Stücken / Munition und Proviant in den occupirten Orten / welche von beyden Theilen untheilt / bis zum Friedensschlus gelassen und alsoan jeden sein antheil / aus Durchlaube aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden in Münster Ihre völlige halbscheidt auf derselben erforschen ohnweigerlich ausgefolgt werde; So ist auch absonderlich ver-
schaffen / daß das Archiv und andere Canzley-Akten und Briefschafften zu Stade so lang beyeinander verwahrt gelassen wer-
den sollen / bis man die theilung der landen vornehmen könne / welchem falls einem jedem diejenige Documenta und Acta ab-
gefolgt werden sollen / welche seinen antheil concerniren.

VI. Des Feindes Militair und Civil-bediente / so in nicht vorbestimten Plätzen betreten / und nicht in Accord geschlossen werden / sollen gleichfalls beider theilen gefangen sein / und die Rationen Ihrer Hochfürstl. Gn. in Münster / und Ihrer Durchl. Durchl. denen Herren Herzogen zu Braunschweig Lüneburg zu gleichen theilen zu gute kommen.

VII. Wosfern vorberührte Plätze durch Gottes Gnade erobert / oder da man im Felde nicht mehr wird stehen und selbige ins-
gesamt empotiren können / soll zu theilung der Quartieren geschritten / und selbige in zwey gleiche theile repartirt werden / darvon die eine helfte Ihrer Hochfürstl. Gnaden / die andere Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg zu fallen solle / jedoch haben diese sich erobert gemacht die Euren Brandenburgische Truppen / welche bishero in dem Beschnittenen geblieben / und zu erobring der Plätze sich ge-
brauchen lassen in ihre antheil zunehmen / einwilligen soll gleich-
wohl allerseits gute disciplin gehalten / noch dem einen theil durch einseitige Brandstiftung und andere dergleichen exactiones des andern Quartiere ruinirt werden.

VIII. So lang dieser Krieg wehret / wosfen beyde Theile in manuevering dieser landen / in so weit sie sich deren bemächti-
get / einander mit Rath und That getreulich assistiren / keiner soll ohne des andern wissen und willen sich dieser landen halber / sie feind bereits erobert oder nicht / in enige Handlung von Still-
stand / Frieden / oder wie dieselbe nahmen haben möge / ein-
lassen / sondern man etwas dergleichen an einen von beyden Theilen gebracht wird / dem andern so fort communicirt wer-
den / wie man auch solches absonderlich in dem fall geschehen solle / da jemand an diesen landen ichtwas praetendiren oder darvon participiren wolle.

IX. Wosfen beyde Theile bey Ihrer Keyß. Majest. und kün-
igen Allirten / sonderlich wann hoffnung zum Frieden / und be-
rentwegen Tractaten angestellt werden allen möglichen Fleiß anwenden / damit ihnen diese landen mit allen ihren anleebenden Regalien / Freyheiten / und gerechtfamen loco satisfactionis in perpetuum verbleiben / auch ihnen in dem errichtenden Friedens-
Instrument, darüber die Garantie auf das kräftigste verspro-
chen werde.

X. Und soll alsdann auch die Hanptscheilung dieser landen vorgenommen und sobald möglich zum stand gebracht werden / und damit gutes vertragen um so mehr beygehalten / und alle
bey dergleichen theilung sich ereignende Differencien evitirt wer-
den / ist ferner verordnet / daß die samenliche lande mit aller
Ihrer zugehör in drey theile vertheilt / darvon eine Tertia Ihre
Durchl. Durchl. ob hochsigenannten Herren Herzogen zu
Braunschweig-Lüneburg / die übrige Tertia aber Ihrer Hoch-
fürstl. Gnaden zu Münster gebühren und verbleiben solle.

XI. Ihre Durchl. Durchl. die Herren Herzogen zu Braun-
schweig-Lüneburg haben beyde aus gewissen Considerationen
gewilliget / daß die Herrschafft Wideshausen Ihrer Hochfürstl.
Gnaden zu Münster zu einem principio gelassen noch in deren
tertiam imputirt werde.

XII. Die abtheilung vorbesagter dreyer quoten soll einmü-
thig und in der gütze verglichen werden / da man sich aber wieder
zweytheil daten nicht vergleichen könnte / ist befohlen / daß Ihre
Durchl. Durchl. die Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüne-
burg tres-Terτίας formiren / Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu
Münster aber bevor bleiben solle einen Theil darvon zuer-
wehlen.

XIII. Bey solchem theilungs-Acto soll auch abgeredet wer-
den / wie es mit einrichtung neuer Bestungen / oder Schanzen
in diesen landen / und alle besorgende jalouse zu vermeiden / ge-
halten werden solle.

XIV. Und gleichwie ein theil den andern dasjenige ganz off-
richtig leisten / und wiederfahren lassen solle / was ein stand dem
andern vermög der Reichs-Constitutionen / und Garantie,
so in künftigen Friedensschlus pactirt werden möge / schuldig
und gehalten / also haben noch über das Ihre Hochfürstl. Gnaden
zu Münster / wie auch Ihre Durchl. die Herrn Herzogen zu
Braunschweig-Lüneburg sich und Ihre Successores sich gegen-
einander dahin verbunden / daß uff dem fall sie innerhalb zwolff
Jahren nach getroffenen Friedensschlus / in diesen Thren durch
denselben erlangten landen / genalshätiger weise angefolget
werden sollen / Ihre Hochfürstl. Gnaden der Herr Bischoff zu
Münster Ihre Durchl. Durchl. den Herren Herzogen zu
Braunschweig-Lüneburg sich beschließen recondition unversehrt
mit drey tausent in Fuß und tausent zu Ross / und vice versa
Ihre Durchl. Durchl. die Herren Herzogen zu Braunschweig-
Lüneburg Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster mit sechs tau-
sent zu Fuß und zwey tausent zu Ross auff ihren kosten in Hilff
kommen / noch dieselben zuruck ziehen sollen / bis der Aggressor
abgetrieben und gebührende satisfaction geleistet / Urtundlich ist
diese punctatio dreyfach ausgefertigt / und sowohl von Ihrer
Hochfürstl. Gnaden zu Münster / als denen Herren Herzogen
zu Braunschweig-Lüneburg ic. eigenhändig unterschrieben / und
mit mit deren Insignen betruet worden; So geschehen respec-
tiv zu Kottenburg und Wallstedde den 24. Octobris 1675.

Christoph Bernhard. (L.S.)

Georg Wilhelm. (L.S.)

Rudolphus Augustus. (L.S.)

CXLIII.

16. Oct. *Traactat van Alliantie tusschen de Hoog-Mogende*
Heeren Sigten Generael der VEREENIGDE
NEDERLANDEN voor haer selven ende haer
Hooge Geallieerden ter eenre, ende den Heere
CHRISTOFFEL BERNARD, Bischoep en
Furst van Munster ter andere zyde; tegens alle
de geene welke geduurende den jegenwoordigen
Krijgh, met de Hooge Geallieerden in Vyand-
schap syn, of soude mogen komen. Gedaeen in
's Gravenhage den 16. Octobere 1675. [Actes
& Memoires de la Paix de Nimégue. Tom. I.
pag. 576. en Hollandois, & en François. Ed. de
1679. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trou-
ve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XI.
pag. 921. en Allemand, & dans LUNIG,
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I.
Abtheil. III. Abtatz XV. pag. 229. en Fran-
çois.]

I. Erstelijck is de meeninge, dat dese Alliantie tot
geen Potentaten, Konings of andere Stands
offense; maar voornamentlijck om de rust in de Na-
buurschap te bevorderen, aangesien sy, dan gelijck
sulcks van de eenre kant rechtmaigh geoordeelt, en der
Hooge

CXLIII.

Traité d'Alliance entre les Hauts & Puissants
Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-
UNIES des Pais-Bas, pour eux & pour leurs
Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur
CHRISTOPHE BERNARD Evêque &
Prince de Munster d'autre part, contre tous
ceux qui durant cette presente Guerre, sont
ou seront en inimitié avec ledits Hauts Al-
liez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675.

P Remierement on ne pretend point, que cette Al-
liance soit offensive, ni contre aucun Potentat,
soit Roi ou autre Etat. Mais seulement pour pro-
curer le repos des Alliez & de leurs voisins, ce
qu'ayant donc été vu & examiné de part & d'autre,
Les-

ANNO
1675.

Hooge Geallieerde inclinatie, en insichten conform bevonden zijnde, gearresteert wert, is oock van de andere bilijck, noodig, en op 't gemelte oogmerk convenabel geacht de voorz. Alliancie daer beenen te richten, dat sy niet alleenlijk sal gelden tegens de Keyfers, Konings van Spanjen, en Haar Hoog Mogende tegenwoordige Vyanden, en der selver Adherenten, 't welck by desen onverbreekelijck werdt gestauteert, maar oock daar benevens ('t gene even valt en seker werdt versproocken) applicabel sal zijn, en haar volkomen effect forteeren, tegens alle de gene welke gedurende den tegenwoordigen Krijg, met de Hooge Geallieerden in Vyandschap soude mogen komen, de Partye van de voorz. Vyanden in ene deelen kieslen, 't zy in 't gemeen of bysonder, of tegens de Hooge Geallieerden, en der selver respectie Staten, Landen en Layden, quade desseyen voornemen en onderleggen souden mogen, om dewelcke voor te komen en tegens te gaan, dan mede by desen oeffelijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder gespecificeert, tegens alle foodanige tegenwoordige en toekomstende Vyanden, der selver Adherenten, kieslen van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quaden toelg, edoch tegens geene andere, indiervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, sullen werden gebruyckt.

II. Is verder versprooken, dat nademaal Sijne Furstelijcke Doorluchticheydt den Heere Bilschop en Furst van Munster op de been heeft gehadt 700. Dragonders, en 2500. Man te Voet, al voor de Maant van Augusto laetelijck, dat derhalven aan S. F. Doorluchticheydt voor of in plaetse van aanringselt aan de voorz. 2500 Man te Voet, en 700. Dragonders sal werden goet gedaan de Somme van 24000. Rijcksdalders, d'eene helft te betalen by Sijn Koninglijcke Mayesteyt van Spanjen, en d'ander helft by Haar Ho. Mog. en dat Syne Kon. Maj. van Spanjen, en Haar Ho. Mog. noch daerenboven voor het onderhoudt van de voorz. 2500. Man te Voet, en 700. Dragonders alle loopende Maant, de selve tot 12. in't Jaar te reekenen, aan S. F. D. sullen betalen de Somme van 8000. Rijcksdalders, te weten, yder de gerechte helft van dien.

III. Dat de voorz. 2500. Man te Voet, en 700. Dragonders sullen werden gerangeert onder drie Regimenten, yder Regiment te Voet van 1250. Man, en de voorz. 700. Dragonders mede in een Regiment.

IV. Dat de voldoeninge van de voorz. aanringselden sal moeten geschieden aanstonts naar de Ratificatie deser, en inaandelijcke betalinge van de voorz. Troupen sal aanvang nemen met den 1. Augusti laetelijck, alsoo S. F. D. de selve van dien tijdt af paraat en geereet heeft gehadt, en daar mede ten dienste van 't gemeyn geageert.

V. Het sal wederzijds en met onderlinge communicatie vry staan de voorz. Troupen sonder onderscheyt separaat, en te gelijck naar gelegentheyt van tijden te doen inspecteeren en te doen monstren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der selver Monnure, en Wapenen te konnen verseeckert zijn, en sullen de hooge Officieren, Ritmeesteren, en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijdt af paraat te obediëren aan de Ordres dewelcke daar toe sullen gegeven worden.

VI. Dat de voorz. 3000. Man sullen zijn, en blijven gevoegt by de Armee die S. F. D. volgens het Tractaat met Sijne Keyserlijcke Majesteyt geslooten op de been moet brengen, 500. nochtans, dat de selve 3000. Man sullen moeten excederen het voorz. getal 't welcke in krachte van 't voorz. Tractaat met Sijn Keyserlijcke Majesteyt aangegaan, gepreseeert moet werden, en dat de voorz. 3000. Man, buyten bewilligen van Sijn F. D. daar van niet sullen mogen werden gesepareert, ten waere sulcks om evidente redenen by pluraliteyt van stemme van Sijn Koninglijcke Majesteyt van Spanjen, Haar Hoog Mogende, en Sijn F. D. anders souden mogen werden goet gevonden, als wanneer de voorz. 3000. Man oock sullen mogen en moeten geemployeert werden ter oort en plaetse daar sulks by de voorz. pluraliteyt van stemmen goet gevonden sal werden, 500. nochtans dat als de voorz. separatie soude mogen werden goet gevonden, de voorz. Troupen sullen gelaten werden onder het Commandement van haren Generaal of over-Officier dewelcke over de voorz. Troupen sal houden, en exerceren alle Gesach en Discipline; maar in het stuck van het Commandement moeten volgen de ordres van de gene die de Armee en Chef sal commanderen, en dat oock de voorz. Troupen niet en sullen mogen werden gebracht.

TOM. VII. PART. I.

Lesdits Alliés ont trouvé bon de former la présente Alliance, suivant laquelle on ne se declarera pas seulement contre les Ennemis presens de S. M. I. de S. M. C. & de leurs Hautes Puissances, mais aussi contre tous ceux qui pourroient directement ou indirectement prendre leur parti, pendant cette présente Guerre, ou se declarer contre lesdits Alliés ou leurs Etats, Pais & Vassaux. Et pour y parvenir on a expressément ici arrêté par la présente Alliance, que les Troupes cy-dessous mentionnées seront employées contre tous les Ennemis, qui pourroient survenir ou leurs Adherans, & ceux qui pourroient prendre leur Parti, selon le contenu de ce présent Traité.

ANNO
1675.

II. Et attendu que S. E. S. de Munster a fait une levée avant le Mois d'August dernier d'une Armée de 500. Dragons & de 2500. Fantassins, on a résolu de remettre à S. E. pour les frais qu'elle pourroit avoir faits pour la levée de ladite Armée, la Somme de 24000. Rixdalers, de laquelle Somme S. M. C. en payera une moitié, & Leurs Hautes Puissances l'autre moitié, & que de plus S. M. C. & Leurs Hautes Puissances seront tenues de fournir à S. E. la Somme de 800. Rixdalers par Mois, pour l'entretienement de ladite Milice, en comptant 12. Mois par an, laquelle Somme S. M. C. & leurs Hautes Puissances payeront moitié par moitié.

III. Que ladite Armée sera composée de trois Regimens, savoir deux d'Infanterie chacun de 1250. Hommes, & d'un Regiment de 700. Dragons.

IV. Que le payement de la levée de ladite Armée sera fait aussi-tôt que le présent Traité sera ratifié. Et la Solde de chaque Mois pour lesdites Troupes commencera le premier d'August dernier, parce que S. E. S. les a levées en ce temps-là, & les a fait agir depuis ledit jour pour l'intérêt commun.

V. Il sera permis du consentement desdits Alliés de faire passer montre auxdites Troupes, afin qu'on sache en quel état sont les Cavaliers & les Fantassins, savoir s'ils sont en bon ordre, & bien-armés. C'est pourquoi tous les hauts & bas Officiers seront obligés d'être presens pendant ladite montre, afin de recevoir les Ordres qu'on leur pourroit donner.

VI. Que ladite Armée de trois mille Hommes demeurera avec l'Armée que S. E. S. est tenue selon le Traité passé avec S. M. I. de tenir sur pied. Que nonobstant lesdits 3000. soient de plus que de ladite Armée, afin que le Traité fait avec S. M. I. soit accompli, quoi qu'on ne puisse pas détacher lesdits 3000. Hommes de ladite Armée sans le consentement de S. E. S. à moins qu'il ne soit jugé tres-necessaire d'en user autrement, & alors cela se fera par la pluralité des voix, savoir de S. M. C. de leurs Hautes Puissances & de S. E. S. & seront aussi lesdites Troupes de 3000. Hommes employées où les Alliés trouveront bon, selon la pluralité des voix. Et que lesdites Troupes demeureront sous la Discipline de leurs Chefs ordinaires, mais en fait de Commandement seront tenus d'obéir au General de ladite Armée ci-dessus mentionnée. Et que lesdites Trou-

R r pes

ANNO
1675.

of gecommandeert ter oort en plaatse daar sy niet verseeckt fouden zijn van haar noodigh onderhoud, en speciaal van het noodige broodt voor een redelijke prijs te kunnen bekomen.

VII. Souden oock S. F. D. Landen 't z kortz naar het sluyten deses Traafts, of by noch daurende krijgen van ymant wie hy oock zy, of onder wat pretext sulcks geschieden mochte, geattacqueert werden, sulden niet alleen de voorz. 3000. Man van S. F. D. Landen niet afgetoogen, of te rugge gehouden werden; maar sulden oock soo veel meer Troupen van Zijne Koninklijke Majesteyt van Spanjen, en Haar Hoogh Mogende in sulcken gevalle tot afweeringe van de voorz. attaquen sonder nytstel, met alle vigeur ageren als daar toe gerequireert en noodigh soude mogen zijn.

VIII. Dat naar het sluyten van het tegenwoordigh Trafaat den Hoogst-gedachten Koning van Spanjen, Haar Hoogh Mogende en S. F. D. niet sulden mogen maken enige stillant van Wapenen met de voorz. Vyanden anders dan gesamentlijk en met gemeen bewilligen; maar ingevallen men soude mogen komen te treden tot enige onderhandelinge, 't zy van Vrede, of van Treves liever voor eenige jaaren, dat de voorz. onderhandelinge niet sal mogen werden begonnen door een van de Hoogst-gemelte Geallieerden sonder participatie van de andere, en sonder aan de selve Geallieerde op den selven tijdt, en soo haast als voor sich sels te besorgen de faculteyt, en noodige seeckerheyt van sijne Ministers te kunnen senden ter plaatse daar men handelen soude, dat oock de Hoog-gemelte Geallieerden gehouden sulden zijn d'een d'ander succesfvelijk, en van tijdt tot tijdt te geven communicatie van alles 't gene in de voorz. Negotiatie sal komen voor te vallen; dat oock geen van de voorz. Partijen sal vermogen te treden tot de conclusie van den voorz. Vrede of Treves voor eenige jaaren, sonder sijn mede Geallieerde daar inne te begrijpen, en sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen, Steden en Plaatsen: mitsgaders het gebruyck van de vry- en gerechtigheden die hy hadde, en daar van hy jouisseerde voor den Oorlogh, en sonder van de voorz. Vyanden voor den selven Geallieerden te bedingen de selve vry- en gerechtigheden, Exemptien, en Prerogativen die hy voor sich selven bedongen hadde, ten waare de Hoog-gemelte Geallieerden den anderen dies aangaande naarder quamen te verstaan.

IX. Dat voorts na het eyndigen van den tegenwoordighen Oorlog, tusschen de Hoog-gemelte Geallieerde sal zijn, en blijven een oprechte getrouwe vruntchap, en correspondentie, de welke daar toe strecken sal, dat de een des ander heil getrouwelijk sal soeken te bevorderen, en des sels schade, en nadeel naar alle vermogen helpen afkeeren en weeren, met foodanige macht, respective, als hier naar sal werden verklaart.

X. Dat de Hooge Geallieerden sulden helpen, en defenderen en beschermen tegens alle die onder wat pretext het oock mochte zijn, sich fouden mogen onderstaan vyandelijk te Lande 't invaderen of met openbare geweld t'attacqueren haare Staten en Landen hier onder gespecificiert, te weten, van Zijne Koninklijke Majesteyt de Spaansche Nederlanden, het Graafschap Bourgogne daar onder gereeckent, van Haar Hoog Mogende alle der selver Landen in Europa gelegen, en van S. F. D. de gene de welke de selve tegenwoordigh besit, mitsgaders alle de gene die de hooge Geallieerden aan de voorz. besittinge palende, of omtrent de selve gelegen by wetige successie, of anderen rechtmatigen titul soude mogen komen te possideeren, alles de Luyden, Steden en Sterckten daar in vervat.

XI. Dat dese Alliantie defensiva sal duuren den tijdt van tien jaaren, naar het eyndigen van den tegenwoordighen Oorlog, en in cas d'anderen van de Hoog-gemelte Geallieerden gedurende dien tijdt door iemant wie het oock soude mogen zijn, niemant uitgefondert, quamen aangevalt of beoorlogt te werden, dat in sulcken cas d'anderen niet geattaqueerden den geattaqueerden sulden byspringen en te hulpe komen, met een fortabel secours, te weten, den Hoogst-gedachten Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende met 2000. Paarden en 4000. Man te Voet, en den Hoog-gemelte Heere Bilschop en Furst tot Munster, met 500. Paarden, en 2000. Man te Voet, onder foodanige Regimenten, Compagnien, Collonels, en andere Officieren als de respective affteelende Partijen geraaftsaam sulden vinden, en oordeelen tot foodanige assistentie

pes ne seront places ni commandées en aucun lieu ANN
où elles ne puissent pas subsister à bon marché, c'est-à-dire pour leur depense. 167

VII. Et en cas que S. E. S. fût attaquée après la Ratification de la presente, ou pendant cette Guerre, par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte que ce soit. Il ne pourra pas seulement pour sa defense, disposer à sa volonté desdites Troupes; mais aussi sera assisté de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances lesquels l'assisteront de tout leur pouvoir sans delay, comme s'ils avoient esté attaquez eux-mêmes.

VIII. Qu'après la Ratification de la presente, Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances ni S. E. S. ne pourront faire aucun Traité de Paix ni de Trêve avec qui que ce soit qu'ensemble. Et si quelqu'un contractoit en particulier, il seroit obligé d'en avertir lesdits Alliés, sans néanmoins pouvoir rien conclure, qu'il n'eût fait remettre ses Alliés dans les Terres & Domaines, Villes, Places & Châteaux, qui leur pourroient avoir été pris pendant la Guerre, avec les mêmes jouissances, Privilèges & Prerogatives qu'ils pourroient avoir eus auparavant, en cas toutefois qu'ils en fussent requis. Et sera tenu le Contractant de donner avis de temps en temps, de ce qui se passe dans la Negotiation, & ce qui touche ce que dessus, à moins que les Parties ne vinsent à quelque autre composition.

IX. Qu'après cette Guerre, lesdits Alliés demeureront en bonne intelligence & amitié, épousant le parti & intérêt les uns des autres, & s'entr'aidant en toute rencontre & occasion où ils pourroient avoir besoin les uns des autres avec toutes leurs forces, & de la maniere qu'il sera dit ci-après.

X. Que lesdits Alliés seront obligés de se maintenir les uns les autres, & se déclarer contre tous ceux qui, sous quelque pretexte que ce soit, voudroient faire invasion dans quelque Province, Villes ou Domaines: comme la Province de Bourgogne, les Pais-Bas, & tout ce qui appartient dans l'Europe à S. M. C. & à L. H. P. & ce que possède à present S. S. E. En un mot tout ce que lesdits Alliés pourroient acquerir ou hériter légitimement, y compris Châteaux, Villes, Places, Peuples & Provinces.

XI. Que ladite Alliance defensiva durera l'espace de dix ans après cette Guerre. Et en cas que quelqu'un des Alliés, pendant ledit tems, fût attaqué de qui que ce fût, les autres seront obligés de le secourir avec un Secours considerable comme il s'ensuit. S. M. C. & Leurs Hautes Puissances avec 2000. Hommes de Cavalerie & 4000. d'Infanterie, & S. S. E. avec un Secours de 500. Dragons & de 2500. Hommes d'Infanterie, lesquelles Troupes seront composées de tels Regimens, Colonels & autres Officiers qu'il plaira à l'Assisant, lequel sera obligé d'en-

d'entretenir ses propres Troupes à ses dépens, & d'assister le requérant Allié toutes les fois qu'il sera attaqué, sauf néanmoins que celui, qui seroit en Guerre contre quelqu'un, seroit exempt de donner le-
dit Secours.

XII. En cas que ledit Secours soit requis, l'Assiégé sera obligé dans le temps de six semaines à prier, de rendre ledit Secours sur les Terres de celui qu'il assiège. Lesquel sera desdites Troupes de celui qu'il plaira, & seront obligées lesdites Troupes d'obéir à tout ce qu'il leur sera commandé, l'Assiégé les pouvant employer en Campagne, devant une Ville assiégée, en Garnison, à secourir des Places assiégées, les dispartant comme bon lui semblera, mais toutefois rompre les Regimens entièrement; mais qui qu'il demeure toujours deus à trois cens Hommes d'un Regiment sous la Baniere dudit Regiment.

XIII. Après que l'Assistant aura fourni le Secours à l'Attaqué, consistant en Cavalerie & Infanterie bien en ordre, il sera permis à l'Assistent & à ses Officiers ayant causé, de donner toutes les Places tant grandes que petites, qui pourroient devenir vacantes.

XIV. Et en cas que Sa Majesté Catholique ; & Leurs Hautes Puissances demandassent en leur besoin un plus grand Armement à S. E. S. on conviendra après des frais que Sadite E. S. pourroit avoir faits, tant pour la levée que pour l'entretienement desdites Troupes de renfort.

XV. Que lesdits Alliés auront égard, que les Troupes qui ont été mises sur leurs Frontieres pendant cette Guerre pourront subsister à bon compte.

XVI. Que les Troupes ne seront employées par l'Assisté, que contre ceux qui les armes à la main l'auroient attaqué sans lui en avoir donné aucun sujet.

XVII. Que celui qui craindroit d'être attaqué, sera obligé de le communiquer à ses Alliés, afin qu'en qualité de Mediateurs ils puissent accommoder l'affaire, sans toutefois que cela les empêche de contribuer au Secours qu'ils sont obligés de donner, comme Alliés, si-tôt qu'un des Alliés seroit attaqué.

XVIII. Que cette Alliance ne dérogera point aux autres Alliances, que lesdits Alliés chacun en particulier pourroient avoir faites, Et que la plus grande partie du Secours sera proportionnée à la moindre.

Tous les Articles ci-dessus conchez ont été conclus & accordés, & seront de bonne foi exactement & reciproquement observés entre les Alliés. Et afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance ils ont été signés & scellés par les Ministres desdits Alliés, dont la Ratification sera fournie à chacun desdits Alliez à part dans le tems de six semaines, & plutôt s'il se peut.

*Et quoi qu'il soit expressement spécifié dans le
Traité aujourd'hui conclu entre L. H. P. & L. Evêque
de Munster; que Sa Majesté Catholique & L. H. P.
rembourseront chacun moitié par moitié, la Som-*

ANNO
1675.

Voet daar inne vermeldt, eens de Somme van 24000. Rijksdaalders, ende voorts alle Maanden, deselve tot twaalf in 't jaar gereekent, tot onderhoudt. van de voorsz. 3000. Man, 8000. Rijksdaalders S. F. D. fouden voldoen: namentlijk, Sjine Koninklijke Majesteit van Spanje ende Haar Hoog-Mogende, yeder de helft van de voorsz. respectie Somme, ende dat daar voort soude volgen dat Haar Hoog-Mogende haar voorsz. helfte mede in baren gelde aan Sjine F. D. fouden moeten betalen, zo is niet te min, in consideratie van de groote lasten met de welke Haar Hoog-Mogende sij tegenwoordigh vinden gechargeert, geconvenieert ende verdragen, zoo als geconvenieert ende verdragen wert mits desen, dat Haar Hoog-Mogende de voorschreve hare helfte zoo wel in 't voorsz. aanrichtsgeld als in 't voorschreve maandelijcke onderhoudt sulden mogen voldoen met Obligatien ten laste van de Heeren Staten van de respectie Provincien, ende naar de proportie ofte quote onder haar gebruyckelijck, in voegen dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten yeder naar hare quote ofte portie ten verval dagen aan S. F. D. leverende ofte ter hant stellende de voorsz. Obligatien in plaate van gelde verstaan sulden, daar mede het voorschreve Tracfaat aan haar zijde te hebben geadimpleert, zoo nochtans dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten verbonden en geobligieert sulden zijn, zo als deselve haar verbinden en obligeeeren, in krachten deses van de voorsz. Obligatien by haar, ten behoeve van S. F. D. verleent, te moeten quijten en voldoen binnen 's jaars naar het eyndigen van den tegenwoordighen Oorlogh. Aldus gedaan den 16. October 1675.

Was geseceken,

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.

GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERF.

MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.

J. Baron van REEDE Fry-
beer van RENSWOUDE.

Etoit signé,

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.

GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERF.

MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.

J. Baron van REEDE Fry-
beer van RENSWOUDE.

CXLIV.

18. Oct.

FRANCE
ET BRUNSWIC
LUNEBOURG.

Traité de Neutralité entre Louis XIV. Roi de France, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick & Lunebourg. Fait à Linsbourg le 18. Octobre 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

Encore que le Roi eût souhaité de demeurer dans les engagements qu'il a avec Monsieur le Duc Jean Frederic de Brunswick & Lunebourg, par les Traitez du 10. Juillet 1671. & du 10. Decembre 1672. néanmoins Son Altesse ayant fait représenter à Sa Majesté la nécessité où elle s'étoit trouvée de conclure un Traité de Neutralité avec l'Empereur & ses Alliez, pour témoigner à ce Prince l'estime qu'elle fait de son Alliance, & du désir qu'il lui a fait paroître de se conserver l'honneur de celle de Sa Majesté & de ses bonnes grâces, & pour continuer aussi de lui donner des marques de son affection, Sa Majesté a donné pouvoir à Messieurs Verjus, Seigneur de Crecy & du Boulay, Baron de Courcy, Conseiller en son Conseil d'Etat, & Secrétaire du Cabinet; & Rouffean, Conseiller en ses Conseils, & son Envoyé extraordinaire en Allemagne, de prendre avec Son Altesse de nouvelles mesures conformes aux conjonctures présentes: & ils sont convenus des Articles suivans avec les Sieurs de Grotte & de Witzendorf, Ministres, & Conseillers d'Etat, commis par Son Altesse pour le même sujet.

I. S. A. promet & s'engage d'observer une sincère, véritable & parfaite Neutralité avec le Roi, & avec ses Alliez, quels qu'ils puissent être, tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, pendant tout le tems de la présente Guerre.

II. Conformément à cette Neutralité, S. A. n'assistera en quelque lieu que ce soit, directement ni indirectement les Ennemis du Roi ou de ses Alliez, & elle

ne leur permettra dans ses Etats aucunes levées, ni aucuns passages ou Magazins, de quelque nature qu'ils puissent être.

III. Nonobstant l'engagement de l'Article ci-dessus, S. A. se réserve la liberté d'envoyer suivant les conclusions de la Diette de l'Empire, les Troupes de sa quote-part pour ses Etats, & pour ceux des Quartiers qui lui ont été assignez par son Traité de Neutralité du 21. Septembre, avec les Alliez de l'Empereur, à condition que ces mêmes Etats n'eussent pas déjà envoyé leur quote, & tant que S. A. jouira desdits Quartiers & non autrement; se réservant aussi la liberté du Commerce dans ses Etats pour l'un & pour l'autre parti, & les passages qu'elle est obligée par les Constitutions de l'Empire & de la Paix de Westphalie, d'accorder aux Princes d'Allemagne.

IV. S. A. ne prendra point de part aux liaisons qui se pourroient former contre le Roi dans l'Empire, & ne donnera point sa voix aux Diettes contre S. M. mais s'en rapportera à la pluralité des voix dans toutes les choses qui concernent les Interests de l'Empire, & elle contribuera par toutes les voyes amiables, à faire que l'Empereur & l'Empire retournent dans l'ancienne amitié & intelligence avec S. M.

V. S. A. promet de même d'employer dans toutes les occasions qui se présenteront, ses bons Offices pour les Interests du Roi, & lui prestera toutes les assistances que la Neutralité lui permettra, & que S. M. peut attendre d'un bon Ami, & d'un Prince bien intentionné pour elle.

VI. S. A. sera obligée non seulement de ne jamais permettre qu'aucunes de ses Troupes en corps ou autrement, passent de quelque manière que ce puisse être, au service des Ennemis du Roi & de ses Alliez; mais même elle n'en licenciera aucunes, & elle les conservera toutes en l'Etat où elles se trouvent maintenant jusqu'à la fin de la présente Guerre; bien entendu que si une partie de ces Troupes perissoit par maladie, desertion, ou quelque autre malheur, sans qu'il y eût du fait de Son Altesse, cela n'apportera point de changement à ce Traité.

VII.

ANNO 1675. VII. Après la présente Guerre d'Allemagne finie, Sad. A. promet de donner au Roi, si S. M. le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons, & deux mil Fantassins des Troupes que S. A. a présentement sur pied : & si par hazard led. Troupes n'y vouloient point aller de bon gré, S. A. emploiera de bonne foi ses bons Offices pour les y disposer.

En considération de quoi S. M. promet aussi,

I. Que six semaines après qu'elle en aura été requise, elle assistera & protégera S. A. contre tous ceux qui attaqueroient les Etats durant cette Guerre en haine de la présente Neutralité ; qu'elle la comprendra dans les Traitez de Paix, & qu'elle ne la conclura point sans faire rétablir Son Altesse dans ce qu'elle auroit perdu de sesdits Etats, à cause du présent Traité.

II. Pour subvenir aux frais de l'entretien des Troupes que S. A. a sur pied, S. M. lui fera paier tous les Mois, à commencer du premier Novembre nouveau stile, vingt mille Ecus, qui seront paiez de deux Mois en deux Mois par avance à Paris en Ecus blancs.

Tous lesquels Points & Articles ci dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'eux, ont été traitez, accordés & stipulés, entre lesdits Sieurs Verjus & Rousseau de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff, de la part de Monsieur le Duc de Brunswick Hannover : Lesquels en vertu de leurs Commissions & pleins-Pouvoirs, ont promis & promettent que tant S. M. que S. A. exécuteront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte, le présent Traité, tant en général qu'en chacun de ses Points & Articles en particulier, & qu'ils seront tenus sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiés réciproquement par S. M. & Sad. A. & que les Lettres de Ratification en seront expédies en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un Mois. En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & Rousseau, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff ont signé ce présent Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Linzbourg le 18. jour d'Octobre 1675.

CXLV.

27. Oct. Traité pour le rétablissement du Commerce entre les Sujets de LOUIS XIV. Roi de France & ceux de CHARLES II. Roi d'Espagne dans les Pais-Bas Espagnols. Fait au Chateau de Frey sur la Meuse, le 25. Octobre 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

NOUS LOUIS DAMORESAN Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Haynault, & Pais d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté : Et PHILIPPE EMANUEL FRANQUEN Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique ; sommes convenus du rétablissement du Commerce ; sur les Rivières de Meuse & de Sambre, & Pais des environs ainsi qu'il ensuit.

PREMIEREMENT.

Que le Trafic sera ouvert & libre de France en Hollande, & d'Hollande en France, sur lesdites Rivières de Meuse & de Sambre, & autres, comme aussi par Terre dans les Villes, & sur le plat-Pais de France, d'Espagne & de Liege ; & ce pour toutes sortes de Marchandises permises, pour toute sorte de Grains, sans excepter que les Marchandises de Contrebande, comme Canons, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Mousquets, Fusils, Mousquetons, Pistolets, Affûts, Fourchettes, Bandolliettes, Poudres, Plomb en Balles, Méches, Salpêtres ; Piques, Epées, Halbardes, & autres Armes, Artifices & Allotimens servans à la Guerre.

II. Que les Droits d'Entrée & de Sortie se leveront sur les Marchandises qui passeront dans les Villes de France & d'Espagne : Savoir du côté de France sur le pied du Tarif de l'année 1664. & de la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits, sur quelques Marchandises particulieres.

Et dans la Province de Namur, suivant le Tarif du 18. Juillet 1670. sans que l'on puisse rien augmenter de part & d'autre, sous pretexte de la Guerre, ou autrement ; bien entendu qu'il ne sera levé qu'un seul Droit d'Entrée, & un seul Droit de Sortie de part & d'autre.

III. Que les Grains & Farines qui sortiront de France, & qui passeront dans les Places de Sa Majesté Catholique, ou de Liege, ou qui viendront des Terres d'Espagne, passans par les Places du Roi ou de Liege, ou qui se tireront d'Hollande, passans dans les Places de France, d'Espagne, ou de Liege, ou qui passeront seulement d'une Place à une autre, soit aussi de France, d'Espagne ou de Liege par Eau & par Terre ; & soit que lesdits Grains & Farines appartiennent au Roi ou à Sa Majesté Catholique, ou à leurs Munitionnaires generaux, pour être mis en Magazins dans les Places, ou qu'ils soient à des Marchands & autres Particuliers ils passeront sans aucune difficulté de part & d'autre, en paient, favoir,

IV. Le Muid de Froment ou de Farine, mesuré de Paris pesant poids de France 2760. Livres, & poids du Pais 2880. Livres pour le Droit d'Entrée, sept Livres dix Sols, & pour le Droit de Sortie, cinq Livres.

V. Le Muid de Meteil ou de Farine, aussi mesuré de Paris ; pour l'Entrée six Livres, & pour la Sortie quatre Livres.

VI. Le Muid de Seigle ou de Farine, aussi mesuré de Paris ; pour l'Entrée cinq Livres, & pour la Sortie trois Livres six sols huit Deniers

VII. Le Muid d'Avoine, mesure de Paris ; pesant 108. Réz de Givet, pour l'Entrée, quatre Livres. & pour la Sortie trois Livres ; le tout Monnoyé de France.

VIII. Et pour la facilité du transport & de la voiture des Grains & Farines, il sera permis de part & d'autre, de les faire décharger & mettre en entrepôt dans les Lieux de France, d'Espagne, ou de Liege indifféremment, soit pour les changer de Charois, ou pour les mettre dans les Batteaux, ou les changer d'un Batteau à un autre, ou en les retirant des Batteaux, les charger sur des Charois.

IX. Que les Passeports seront donnez gratis aux Munitionnaires Generaux & à leurs Commis suivant les Certificats des Intendans, le tout de part & d'autre.

X. Et à l'égard de quelques Marchandises particulieres, dont on fait Commerce au dessous de Charleville, que les Droits d'entrée & sortie en seront paiez également en passant à Charlemont & à Dinan, ou à Namur & à Huy, comme il ensuit.

XI. Pour l'Entrée de chaque millier d'Ardoises six Sols trois Deniers, & pour la Sortie six sols trois Deniers.

XII. Pour l'Entrée de chaque Bene de Charbon de Bois, trois Sols neuf Deniers, & pour la Sortie trois Sols neuf Deniers.

XIII. Pour l'Entrée de chaque Razette d'Escorce pesant deux cens cinquante Livres cinq Sols, & pour la Sortie cinq Sols.

XIV. Pour l'Entrée de chaque Tonneau de Cendres, cinq Sols & pour la Sortie cinq Sols.

XV. Pour l'Entrée de chaque Sommiere ou corps d'Arbre, six Sols trois Deniers, & pour la Sortie six Sols trois Deniers.

XVI. Pour l'Entrée de toute sorte d'autre Bois ; quatre pour cent de sa valeur, & pour la Sortie aussi quatre pour cent, le tout Monnoyé de France.

XVII. Et d'autant que suivant ledit Tarif d'Espagne du 18. Juillet 1670. dont il est parlé ci-devant, la Sortie des Foins & des Pailles n'estoit pas permise dans ledit Pais ; qu'il sera loisible d'en tirer d'orenavant de part & d'autre, en paient les Droits sur le pied du Tarif de France de l'année 1664. dont il est aussi parlé ci-devant.

XVIII. Que comme le Droit de soixantième ne se leve du côté d'Espagne, que sur les Marchandises & Denrées qui traversent ou qui sortent de la Province de Namur, & Terres d'Agimont ; ledit Droit ne sera pareillement pris du côté de France, que sur les Marchandises qui traverseront ou qui sortiront du Pais de Liege pour ladite Province de Namur & Terres d'Agimont, bien entendu que quand ledit Droit aura été paiez à Dinan ou à Huy, il ne pourra être exigé ailleurs.

XIX. Qu'il sera permis réciproquement aux Entrepreneurs de la fourniture de Fourrages dans les Pla-

ANNO
1675.

ces de part & d'autre, de faire voiturier en icelles, les Foins, Pailles & Avoines, qu'ils achèteront pour la subsistance des Troupes dans les dépendances desdites Places, chacun de son côté sans prendre aucun Passeport pour les Hommes, & les Chariots qui les voitureront.

XX. Qu'il sera permis ausdits Entrepreneurs de part & d'autre, de tirer du plat-Païs de Liege des Foins, Pailles & Avoines, sans paier aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, quand ils traverseront le plat-Païs de France, ou d'Espagne, & sans prendre aussi aucun Passeport, pour les Hommes & Chevaux qui les voitureront, à la charge toutefois que les Chartiers prendront des Certificats des Intendants ou Receveurs des Contributions dans le département duquel ils seront.

XXI. Qu'il sera donné des Passeports *gratis* ausdits Entrepreneurs de la fourniture des Fourrages, leurs Commis ou Valets, sur les Certificats desdits Intendants, le tout de part & d'autre.

XXII. Que pour la seureté du Passage des Hommes, Grains, Farines & Marchandises; il sera donné réciproquement des Passeports de Guerre, lesquels seront paiez également dans les Places de France & d'Espagne, ainsi qu'il en suit.

XXIII. Pour un Homme à Cheval, quinze Livres.

XXIV. Pour un Homme à Pied, sept Livres dix Sols.

XXV. Pour un Valet à Cheval, cinq Livres.

XXVI. Pour un Bateau de Meuse ou de Sambre de Marchandise, Grains ou Farines, soixante Livres.

XXVII. Quand le Bateau ne sera chargé que d'Ardoise, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foins & Paille, il payera seulement trente Livres.

XXVIII. Il ne sera rien paiez pour les Nacelles qui serviront à passer les Chevaux, pourvu qu'il ne se charge dedans aucune Marchandise.

XXIX. Pour chaque Cheval d'Attelage, de Chariot, ou de Charette, chargez de Marchandises, Grains, ou Farines, dix Livres.

XXX. Et lors que les Chariots & Charettes ne seront chargez que d'Ardoise, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foins & Paille, chaque Cheval d'Attelage ne paiera que cinq Livres.

XXXI. Que quand il n'y aura à la suite des Chariots ou Charettes qu'un Chartier, il ne paiera rien; mais lorsqu'il y en aura davantage, ils paieront chacun comme un Homme de Pied; le tout aussi Monnoie de France, & pour un Mois.

XXXII. Que les Bureaux qui ont été établis avant la Guerre, de part & d'autre, pour les Recettes des Deniers Roiaux, pourront être rétablis, & que pour cet effet il sera donné *gratis* des Sauvegardes, & des Passeports de part & d'autre, tant pour la seureté desdits Bureaux, que pour les Commis & Huissiers preposés en iceux pour la perception desdits Deniers.

XXXIII. Que les Contributaires de part & d'autre, & les Liegeois seront dans la liberté de porter leurs Grains, Denrées & autres choses provenans de leur crû, dans toutes les Villes de France, d'Espagne & de Liege, sans prendre Passeport, ni paier aucun Droit.

XXXIV. Que lesdits Contributaires aussi de part & d'autre, pourront aller sans Passeport sur le Plat-Païs de Liege, & dans les Villes & Terres dépendantes de la Province ou Gouvernement dont ils sont ressortissans, mais quand ils en sortiront, ils seront obligez de prendre Passeport.

XXXV. Que les Chariots & autres Voitures qui seront aussi demandez de part & d'autre aux Communautés de Contribution, & du Païs de Liege, passeront aussi sans aucune difficulté, & sans qu'ils puissent être arrêtez sous quelque pretexte que ce soit, lorsqu'ils seront à vuide.

XXXVI. Le present Traité servira aussi au rétablissement du Commerce pour le reste des Frontières de part & d'autres, où les Droits seront levez du côté de France, suivant ledit Tarif de l'année 1664. & la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits sur quelques Marchandises particulieres; & à l'égard des Villes & Païs cedez à Sa M. par les Traitez des Pyrenées d'Aix la Chapelle, suivant le Tarif de l'année 1671. & du côté d'Espagne, suivant les Tarifs qui ont été en usage en chacune Province pendant l'année 1670.

XXXVII. Ledit Traité aura lieu, à commencer

d'aujourd'hui jusqu'au dernier jour de l'année 1676. pendant lequel temps il ne pourra être rompu pour quelque cause, & sous quelque pretexte que ce puisse être, non pas même par le changement du Gouverneur, & Capitaine General pour le Roi Catholique des Pais-Bas; à l'exception toutefois que le Commerce des Grains finira de part & d'autre au premier Avril prochain, & ne pourra recommencer qu'au 1. Novembre ensuivant.

XXXVIII. Et pour plus grande assurance de l'exécution dudit Traité, Nous LOUIS DAMOREZAN, avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté: Et Nous PHILIPPE EMANUEL FRANQUEN, tant par ledit Gouverneur, & Capitaine General des Pais-Bas pour le Roi Catholique, que par les Etats Generaux des Provinces-Unies, & ce dans quinze jours du jour & date d'icelui. Fait double au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675. Signé, DAMOREZAN, & FRANQUEN.

LE Roy aiant vû & lu attentivement le Traité fait & passé au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre dernier, entre le Sieur Damorezan Intendant en Haynaut & Païs d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté, & le Sieur Philippe Emanuel Franquen Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part du Roi Catholique, pour le rétablissement du Commerce, entre les Sujets de Sa Majesté, & ceux du Roi Catholique dans les Pais-Bas Espagnols: Et l'aient bien agreable; Sa Majesté a approuvé, ratifié, & confirmé, aprouvé, ratifié & confirme ledit Traité, avec tous & chacuns les Points & Articles d'icelui. Et a promis & promet en foi & parole de Roi de le garder, faire garder, entretenir & observer inviolablement de sa part, selon sa forme & teneur dans toutes les Places de l'étendue de son obéissance, & d'y envoyer les Ordres pour ce nécessaires, huit jours après que la Ratification que le Sieur Duc de Villahermosa Gouverneur & Capitaine General des Pais-Bas pour le Roi Catholique; & celle que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas doivent faire dudit Traité, auront été délivrées audit Sieur Damorezan sans y contrevénir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière: En témoin dequoy Sa Majesté a signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A saint Germain en Laye, le neuvième jour de Decembre 1675. Signé, LOUIS; Et plus bas, LE TELLIER, & cacheté du Scel secret.

Collationné.

CXLVI.

Bündnis zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Christoph 29. Oct. Bernhard Bischoff zu Münster / dann Johann Friedrich Herzog zu Braunschweig-Lüneburg / zu erhaltung Teutscher Freiheit / und abtreibung allen un-rechten gewalts von beyderseits Bunds-Verwandten Land und Leuten. Zu Rottenburg den 29. Octobris 1675. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre CHRISTOPHE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick-Lüneburg, pour la défense de la Liberté Germanique, & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme aussi de leurs Alliez & Confederés, contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675.

Kund und zu wissen sey hiemit. Demnach der Hochwürdigst und Durchleuchtigste Fürst und Herr Christoph Bernhard Bischoff zu Münster / Administrator zu Corwen / Burggraf zu Stromberg / des Heil. Röm. Reichs-Kaiser und Herr zu Borchlo zu und Herr Johann Friedrich Herzog zu Braunschweig und Lüneburg in vorgedachter eruegung der jetzt inn- und aussersichs Reichs

ANNO
1675.

Reichs empör gehender schwerer und gefährlicher Kriege und mo-
toren worin oftmahls verächtliche communication pflegen
lassen / wie solchen ohnweilen zu steuern / oder wann ie nach
Gutes willen der hochgenüßigste Universal-Friede sobald noch
nicht erfolgen sollte / wie zum wenigsten dieß untere Straße-
und vormalig Ihre Hochfürstl. Gnaden und Ihre Durchl. dar-
um belegene Länden und Fürstenthümer gegen unbilligen gewalt
geführt und in freilichem stand erhalten werden möchten / zu
dem ende auch / mitin zu beschließung des bey jetzigen zeiten so
hochnotwenig vertragen / des Heil. Röm. Reichs Gliedere unter
sich zwischen hochfürstliche seiner Fürstl. Gnaden und Fürstl.
Durchl. mit und kaiserlich Ihrer Königl. Majest. zu Denne-
mark und Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg den 24. Septem-
bris jüngst zu Hannover vorerst ein gewisser Neutralitäts
Tractat errichtet / und darob zu einer nähern Union und zu-
sammennehmung ein guter grund gelegt worden. So haben vor
hochfürstliche Ihre Hochfürstl. Gnaden und Hochfürstl. Durchl.
zu forsch / und perfectiounierung solchen heilsamen werds / als auch
nicht weniger zu desto mehrer beschließung der bereits von langen
jahren her unter ihnen gegestener verträulichen freundschaft und
vernehmens / umhahen bey der im Heil. Römischen Reich sich je
mehr und mehr ausbreitenden Kriegs-Flam / einer hohen naturlich
ernstlichen über sich näher Veranlassung / wer in weitere handlung
überwinkelt putzten / auch darzu eckliche von Ihren geheimen
Rathen und Ministri / als Ihre Hochfürstl. Gn. Ihre respecti-
ven Geheim-Räthe / Ramm- und Eustien und Belischen Hoff-Räth-
tern Matiaschen Korf genant Schünning / Friederichen Korf
auch genant Schünning des köhlichen Johanniter Ordens-Rit-
tern und Commandatoren zu Frankfurt z. und Jodst Fernan
der Rethen Licentiaten / und Herrn Kriegen Johann Friede-
richen zu Braunschwieg-Steinburg / Herrn Schönen Cammer-
Rath und Strefsen zu Friedland Otto Ersten deparirt und be-
vollmächtigt / welche nach sorgfältig angewandter beulung auf
genüßig Ratification sich nachfolgender Artickeln miteinander
vergleichen und vereinbaret haben.

I. Erstlich soll dieß mutuel Defensiv-Bündnis zu keines
Menschen beileidigung oder nachtheil / am allerwenigsten aber wieder
Ihre Kayl. Majest. und das Heil. Römische Reich oder auch ei-
nigen Stand desselben / noch gegen das Fürstliche Haus Braun-
schweig und Lüneburg / sondern vielmehr zu dienst und respect des
Heil. Röm. Reichs / erhaltung der zurselben Freiheit / nach in-
halt des Reichs-Fundamental- Erbnung und gesetze / beförde-
rung der allgemeinen Ruhe und nützlicher abtheilung allen un-
gerechten gemals / von beiderseits hoher Bundes-Vermwandten
Land und Luthergehörten und gemeint seyn / zu erhaltung solchen
zwecks soll zwischen Hochfürstlichen Ihre Hochfürstl. Gnaden
und Hochfürstl. Durchl. ingleichen ihren Successoren in der Re-
gierung Ihrer respectiv. Stiffter / und Fürstenthümer / eine
beständige aufrichtige Freundschaft / Bündnis / und vereinigung
aufgerichtet seyn und bleiben / kraft deren einer des andern müßen /
und besten weissen und berodern / schaden und nachtheil aber nach
vermögen freulich wehren / weihen / und warnen / und zu dem
ende einer dem andern in fall der noth / und waren auf hernach
gesetzte maß reichlich assistiren und beistehen sollen.

II. Und haben sich auch an dem sich also zugesagt / daß ein oder
ander von den hohen Bundes-Vermwandten / es sey von
nem oder unter was pretext es wolle / in seinem Eßat und Län-
den Feindlich überlegen und vergemeinlich / oder mit durchzüg-
stillschlägen / einquartieren / Contributionen / und anderen
dergleichen / Kriegs-besahigungen wider den Besahiglichen Frei-
denks und die beiläufige Reichs-Satzungen beschwehren / oder
auch sonst auf andere weis in seinem statu / Freiheit und allen
anderen zustehenden Juribus widerrechtlich und gewaltsamlich an-
gegriffen oder turbiert würde / soll der ander Bundes-Vermwandter
schuldig und gehalten seyn / auf das angegriffenen und beileidigen
Theil zu forsch / demselben innerlich 14. tagen nach befe-
hener requisation / und da möglich / auch die zutreffende gefahr
halber nöthig / noch eheher mit wirklicher hülf ohnweigerlich
bey zuspringen / und zu dem ende ihme vor erst und in simpla
tausent funthundert zu Fuß in gesamt der beigehörigen Feld-
Artillerie und funthundert zu Pferde an ort und end / wo er der-
selben in seinem Lande begehrend und benötigt ist / binnen der
oben specifichirten zeit zuzustellen / welche Mannschafft ein jeder
theil zu solchen beihilf auf den beinen und parat halten / und solch
Quantum nachgehens nach befehlbarkeit und vernehmung der
gefahr / vermehrt vorher gegestener communication zwischen
beiden hohen theilen / durch weihen solle.

III. Weitens soll ein Bundes-Vermwandter schuldig seyn / von
allen benennigen dingen und begehren / woraus einige weite-
rung und gefahr / und folglich ein casus Foederis entstehen könte
/ dem andern ohnverweilt nachrichte mit theilen / worauf dann
derselbige die etwa vorstehende beßorgnis durch gültige wege
und vermittlung / und nachdrückliche abmahnung des beforderten
Aggressoris abzuwenden zwar bemühet / nichts desto weniger aber
verdümmen soll die obspecifizierte hülf dem betragten Bundes-
Vermwandten auf dessen forsch / ohne einige einrede und ver-
weigerung / veranlassung zulassen / sollte sich nun aber ein solcher
fall begeben / daß entweder einer weihen hülf als oben specifi-
cirt / oder aber vor augen stehende gefahr mit gewalt der Wap-
fen abzuwenden / gleich gefahr auch gefährliche dessen vor zu-
kommen dienlich oder nöthig sein würde / darüber wollen hoch-
genannte Herrn Bundes-Vermwandte verträulich communiciren /
und ihre bevollmächtigte Ministros unterweilt zusammenschicken

und sich einer mehrern assistenz und nöthig befindender ansehe
so fort zu vergleichen / worin man sich beiderseits willig erweisen
und treulich bey einander stehen soll / zu welchem end sich die Herrn
Allirte in solcher considerablen Armatur als immer thun / und
möglich sein wird / stellen und erhalten wollen.

IV. Wann auch zum werten / die hülf wirklich geschickt /
und mit des beileidigen Kriegs-Volckes conjungirt ist / soll der
hülfstathende nicht macht haben / dieselbige wiederum abzufor-
dern / es seye dann / daß er selbst in fernem Länden angefochten
und wirklich befehdt werde / auf solchen fall aber und zu bey-
den Bundes-Vermwandten ingleich Kriegs-Gefahr zuzustehen solle /
wollen sie sich sofort zusammentun / und nach erweigung der
sachen umständen dahin setzen / daß der so am wenigsten ge-
schert ist / dem anderen nichts desto weniger nach möglichkeit die
hülfliche hand bieten möge / oder aber schlemmig vereinbaren /
wie man sich beiderseits retten könne / und hat es hiebey die wein-
nung / daß mit den Auxiliar-Völckern nicht nur in des belei-
digen Länden / sondern auch auf des Feinds- boden zu erlangung
geschwieher satisfaction und sicherheit zu operiren.

V. Furs fünffte / sollen auch beide Bundes-Vermwandten sich
nach veranlassung der kassen inleichen in andere Ferra be-
geben / und sich nebst anderen einer mutuellen hülfleistung
vergleichen / so ist geschloß und verabredt / daß dieselbige die
versprochene hülf nicht doppelt zulassen schuldig / sondern die
hülf nur aus einem und zwar demjenigen Fodere / worinnen
das größte quantum enthalten / prästirt und darüber nichts
erfordert werden solle.

VI. Sechstens solle die hülf auf des hülfstathenden kosten
gestehen / und der requirer der zu hülf geschickte Mannschafft /
außer dem obdach / kassenthat und Transporte nichts umsonst
zugeben / bodenbest als in seinem Lande solche anfallen zu
machen schuldig und gehalten seyn / daß man der übrigen naturlich
an Lebens-mitteln für Menschen und Pferde und einen billigen
preis allezeit könnig nachhasset werden / es sollen auch die Con-
jungirte Völcker zu verhütung aller unordnung und schwin-
delheit bey währendder Conjunction mit dem unterhalt gleich gehal-
ten und zu dem ein beständige verpflegung-ordinanz ver-
glichen werden.

VII. Zum siebenden / wann aber die hülf von einem und
andern Theil erfordert wird / wird der hülfstathende sowohl
als der Requirit bey den benachbarten und versianung des
durchzugs für die ihme zu hülf anziehende Mannschafft ge-
bührende anscheidung zuthun haben.

VIII. Zehntens / das Ober-Commando und Direction der
Kriegs-aktionen betreffend / so bleibt dasselb denjenigen / über
dessen Generalität vollkommenlich / dem die hülf zugesandt wird /
ohne unterschied / ob die Kriegs-operationes inn- oder außser-
halb seinen Länden geführt werden / doch solcher gefalle / daß
man etwas wichtigeres vorgenommen wird / vorher allenthal
Kriegs-Rath gehalten / und des hülfstathenden Trampen vor-
gesetzer Ober-Officier mit dazuy gezogen und mit seinem voto
und gutachten vernehmen werde.

IX. Es sollen auch die zu hülf geschickte Truppen auf des
Requiriten gut befinden sich sowohl in Feldlagern als in Guar-
nison ohnweigerlich gebrauchen lassen / doch daß die theilnehmung
der Requiriten möglich verhöret werde.

X. Sollen aber zehntens die hohe Bundes-Vermwandten nach
erschließung der Conjunctionen und umständen sich mit ganzem
formirten Armeeen mit einander etwan zu conjungiren sich rath-
sam achten / wird man sich alsdann des Ober-Commando und
andrer mit einlaufender particularien halber absonderlich zu
vergleichen haben.

XI. Furs eilffte / die wiederbesetzung der abgehender Officie-
rer bleibt dem Zahl-Herrn ohnweigerlich bevor.

XII. Zum zwölfften die Jurisdiction und bekräftung der
Delinquenten belangend / bleibet dieselbe den herkommen nach bey
den Requiriten / und ist hiebey ausdrücklich verglichen und
verabredet worden / daß der hohen Bundes-Vermwandten Völcker
sowohl in eines als des andern Länden gute Kriegs-Zucht und
Disciplin halten / und alle vorgehende Excessus ohnaußsächlich
vors Kriegs-Recht gestellet und der gebühr nach abgestraft wer-
den / auch da des hülfstathenden Officier sich daren fähig
oder widerig erweisen würden / der Landherr macht haben solle /
die Delinquenten zu apprehendiren und darüber ein olynpar-
thetisches Kriegs-Recht ergehen zulassen.

XIII. Es haben sich auch beide hohe Bundes-Vermwandte
kraft dieses einander beiläufig versprochen und zugesagt / auf
den fall einem oder andern ein Krieg zuzulassen / und darauf die
in diesem Fodere stipulirte hülf wirklichlich forsch und geleistet
werden solle / alsdann sein Theil befeig sein solle ohne des an-
dern zuthun und inclusion mit dem Aggressore einige Tractaten
über Friede oder Stillstand einzugehen / weniger zuzulassen / und
haben sich beide hohe Theile gegen einander erklährt / weder de
praeterito noch de futuro einige Fodera oder Pacia zuthun oder
zunehmen / so sie von leistung dessen / was dieser Tractat in sich
hallet / los machen könn.

XIV. Abweillend aber vierzehntens eingangs dieser Bundes-
Notul die intentio gegenwärtigen Foederis auf mögliche befor-
der- und wiederbringung des so hoch gewürschten Ruhestands
im Heil. Röm. Reich unter andern mit gerichtet ist / so wollen
beide hohe Bundes-Vermwandte / wie zu solchen beiläufigen zweck
vermittelst Gütlicher hülf endlich zugedungen / künftigh allenthal
verträulich miteinander überlegen / und über die dazuy vorfall-
ende

ANNO
1675.

ANNO
1675.

leite unflände fleißig correspondiren / nicht weniger ihre auf Reichs- und andern Tagen / auch den fremden Höfen und Republicquen sich zusammen befindende Ministros eine gleichmäßige vertrauliche correspondenz zupflegen / anweisen / und befehlen.

XV. Wann fürs fünffschende über kurz oder lang jemand wäre / der in diesem Bund mit einzutreten verlangen oder belieben trübe / wollen solchen falls jegliche beide hohe Bundes-Vermittler dasselbe mit einander in deliberation ziehen / und sich ob und wie mit denselben zuhandlen / vorher unter sich eines einmüthigen schlußes vergleichen.

XVI. Zum sechzehenden / soll dieser Bund vorerst auf zehn Jahr geschlossen und gerichtet sein / auch von einem Hochwürdigem Rumb-Capitel zu Münster mit begehmet / unterschrieben und versiegelt / und hernachmals noch vor ablauff solcher zeit von dessen prerogative gehandelt werden. Alles dasjenige was oberschalt soll von beiderseits hohen Bundes-Vermittlern nach allen seinen Articulen und Clausulen samt und sonders fest und unverbrüchlich gehalten und treulich erfüllt / auch die Ratification dieses Recesse innerhalb 14. Tage durch gewisse darzu deputirte zu Werden einbracht und ausgemacht werden.

Dessen zu Urkund ist dieser Reces von höchstgedachter Ihrer Hochfürstlichen Gnaden zu Münster / und des Herrn Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. zu dieser handlung Deputirten und bevollmächtigten Räten und Ministros unterschrieben und besiegelt / auch jedem Theil ein gleich lautendes exemplar darvon ausgehändelt worden. So geschahen Rotenburg den 29. Octobris 1675.

Matthias Kress genant Schmüngen. (L.S.)

Dno Croote. (L.S.)

Johst Herman Kaun etc. (L.S.)

CXLVII.

Nov. Manifeste concernant les Affaires de MESSINE, publié en Italie de la part de Louis XIV. Roi de France au commencement de Novembre 1675. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]

FRANCE
ET MESSINE.

L'Etat déplorable, où se trouvoit l'année dernière la Ville de Messine, prête à retomber plus cruellement que jamais sous un joug que les violences des Espagnols lui avoient déjà rendu insupportable; le recours qu'est cette ancienne & fameuse Ville à la protection du Roi; & la compassion qu'excita dans l'esprit de Sa Majesté la vue d'un grand Peuple sur le point de périr, tant par la rigueur d'une longue famine, que par les supplices qui lui étoient préparés, portèrent Sa Majesté, plus encore par un mouvement de générosité, que par l'intérêt d'une diversion importante contre l'Espagne, à ne pas abandonner tant de pauvres innocens opprimés; à qui il ne restoit d'esperance de salut que dans sa seule bonté. Les Vaisseaux, qu'Elle donna ordre d'armer en Provence, portèrent double secours à Messine, ils y firent cesser par l'entrée des Vivres qu'ils y conduisirent, le plus pressant de tous les maux, dont elle étoit attaquée, & lui rendirent par une Victoire signalée la liberté du Port, que les forces Maritimes d'Espagne tenoient fermé depuis long-tems. De si grands bienfaits imprimèrent aux Messinois la reconnaissance qu'ils devoient à leur Libérateur; ils crurent ne pouvoir la lui mieux témoigner qu'en le choisissant pour Maître, & ne pouvoir rien faire de si avantageux pour eux-mêmes, que de s'assurer de la protection de la France qu'ils venoient d'éprouver si puissante & si favorable. Ils supplièrent Sa Majesté de les recevoir au nombre de ses Sujets, & Elle voulut bien accepter, à leurs prières, le Serment de fidélité qu'ils lui en prêtèrent avec l'applaudissement general de tout ce Peuple.

Sa Majesté pouvoit par ce nouveau titre, & par les Droits si justes & si anciens qu'Elle a sur le Royaume des deux Siciles, unir à sa Couronne non seulement la Ville de Messine, mais encore les autres Places qu'elle possède dans l'Isle, & toutes celles à qui l'amour de la liberté inspireroit de seconder le joug des Espagnols. Mais parce que sa vue a bien moins été dans cette occasion d'étendre les Limites, que de secourir des Peuples qui avoient imploré son assistance; Elle veut bien déclarer par le présent Memoire, qu'Elle n'a reçu les Messinois, quand ils se sont donnés à Elle, que pour

les rendre en quelque sorte à eux-mêmes, aussi bien que les autres Villes de Sicile qui voudront suivre leur exemple: Que son dessein n'a pas été de les faire vivre sous des Loix, qui leur sembleroient toujours étrangères, en les enlisant à la Couronne; mais qu'à l'exemple de ses Prédécesseurs, qui ont donné deux fois des Rois à Naples & à la Sicile, dans deux Branches de la Maison Royale de France, son intention est encore de donner à cette Isle un Souverain, qui t're son origine du même sang; qu'Elle lui remettra tous les Droits qui sont acquis à la France sur ce Royaume, & tous ceux que le contentement des Peuples a déferés; & pourroit déferer à l'avenir à Sa Majesté: Que ce Prince prendra les mœurs, les costumes & les Loix de son Etat, & qu'il rétablira chez les Siciliens un trône que leurs Ancêtres ont vu avec douleur transporté en Arragon & en Castille: Que de tous les intérêts que le Roi a pu prendre jusques à présent à la Sicile, Sa Majesté se réserve seulement celui de raffermir de plus en plus la puissance de ce Royaume, & le bonheur & la félicité de ses Peuples, par la liaison & la protection toujours assurée de la France.

C'est ce que Sa Majesté a bien voulu rendre public par cet Ecrit, & faire connoître à toute l'Europe, combien dans l'assistance qu'Elle a donnée aux Siciliens, Elle a peu regardé son utilité particulière, puisque sans vouloir rien ajoûter à sa Couronne, Elle songe seulement à en relever une, dont le nom a été toujours si grand en Italie, & par tout le monde. Fait à Versailles le Ponzième Octobre 1675.

LOUIS.

ARNAULD.

CXLVIII.

Traité de Commerce entre CHARLES XI. Roi 26. Nov. de Suède & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Stockholm, le 26. Novembre, 1675. Avec les RATIFICATIONS des Etats Généraux & du Roi de Suède; & une CONVENTION postérieure touchant la Forme des Passeports. [Recueil des Traitez faits entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & divers Princes, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Nimègue Tom. I. pag. 746. en Hollandois & en François, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1104. en Allemand.]

LA SUÈDE
ET LES
PROVINCES-UNIES.

Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum; Notum testaturque facinus, universis & singulis quorum scire interest; quod cum inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stettin, Pomeraniæ, Cassubie & Vandalie, Principem Rugiæ, Dominum Ingrie & Wismarie, nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Ducem, &c. ex una: Et Nos ex altera parte per Deputatos ad hoc sufficiente utrinque Mandato instructos, Holmiæ die 26. Novembris, Anni 1675. in hos Commerciorum & Navigationis conventum sit Articulos, qui infra hic verbòtenus inserti reperiantur.

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stettin, Pomeraniæ, Cassubie & Vandalie, Principis Rugiæ, Domini Ingrie & Wismarie, nec non Comitum Palatini Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi; Nos infra scripti Deputati Commissarii notum testaturque facinus, quod cum per Ministrum Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad Aulam altissime memoratæ Regiæ Sacræ Majestatis Residentem, Nobilissimum Dominum Chribia-

WIKS

ANNO
1675.

nam *Constantinum Ramps*, prona eorundem voluntas, desideriumque commerciorum atque Navigationis cum Subditis Sacra Regia Majestatis restaurandæ, significatum sit, atque insinuat ipse expendi nonnulla subsidiatu confirmeturque ulterioris compositionis pacisque in presens, per maximam Europæ partem profligatæ, faciliiori reconciliatione reducendæ, & restituendæ; cum ob rem Sacra Regia Majestas non modo ex eo, quem avitum habet in Rempublicam Unit Belgii, benevolo affectu, Fœderibus quam plurimis mutuisque commodis jam diu firmato, verum etiam ob zeilum, quo in securam Orbis Christiani tranquillitatem sanctæque Generalis Pacis redintegrationem fertur quam maxime sincero, nullum non arripere velit medium, quo non restituendæ tantummodo commerciorum, Navigationisque securitatis, sed & ulterioris, quæ eandem subsequatur Pacificationis, calamitatumque Belli hujus terminandæ, via promior, procliviorque sincera utrinque opera studiose reddatur. Hinc Sacra Regia Majestas nobis plena Potestate infra hæc clementissime in Mandatis dedit, ut cum prædicto Domino Residente, pariter ad tractandum rite constituto, congregederetur & tractaremus. Nos itaque, subscripti utriusque Partis respectivè Commissarii & Ministri ad Aulam Suecicam Residentes congressi sumus, atque tam salutare opus, certis commerciorum & Navigationis Legibus auspiciati sumus, atque ita in auxilium ex parte acceptis, qui antehac sæpius altissime memoratam Sacram Regiam Majestatem inter & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium Hagæ-Comitis, Anno 1667. 16. Julii, super Commerciis & Navigationis negotio erecti sunt, Articulis, sequentem in modum convenimus.

I. Subditis ac Incolis Sueciæ, simul & Fœderati Belgii plena commerciorum atque Navigationis hinc inde, ita durante hoc Bello, ut antehac, libertas erit, per Regna, Statos, Ditiones & Provincias tam Sueciæ & Fœderati Belgii, quam quæ cum Sacra Regia Majestate Sueciæ aut cum Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacis, Amicitie aut Neutralitatis sui five jam non exercent, five exercebant in posterum, eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrum Partis ejusve Subditorum Navigia ex occasione hujus Belli aut etiam inimicitiarum, quæ illi ejusve Successoribus intercedunt forte, vel de futuro sint intercessuræ cum Regnis, Statu, Ditionibus quibuscum Parti alteri sui Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit Subditis Incolisve Ditionis alterutrius prohibitas Mercas (quas Contrabandas vocant) importare in Regna vel Regionem eorum, quibuscum Sacra Regia Majestas Sueciæ, aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ex sua parte aut amicitia, aut neutralitatem colit, sed adversum quos alterutra Bello, vel jam implicatur, vel implicanda sit de futuro.

III. Ut vero evitentur penitus atque amoveantur controversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam Mercem, Contrabanda, otiosi aliquando possint, convenit utrinque ac pro re nata habitum est, hoc in numero duci & censeri oportere arma quævis ad vim tam propulsandam, quam inferendam apta, præsertim quæ ignem concipiunt Pulvere Tormentatio, quem dicunt, admoti, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligentur Tormenta Bellica majora & minora omnis generis, quæ Canones & Sclopetæ vulgo dicuntur, Mortaria, Petardiæ, Bombæ, Granatæ, Saucisæ, Coronæ Picæ, Affuitæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandelariæ, Pulvis Tormentarius, fomites five Lonten, Glandes Tormentariæ, tam Ferreæ, quam Plumbeæ, Nitrum five Salpetræ, Enses, Lanceæ, Hastæ, Hellebardæ, Bipennes, Flagella armata, cuspides & reliqua id genus arma, ad vim inferendam apta, tum Castides, Galeæ, Lorice, Thoraces ænei, ferreique Clypei, aliaque arma ad vim arceandam idonea, præterea ad Bellum instruendum utilia quæcunque, nempe equi, Ephippia, Sclopetorum equestrium reconditoria, & quicquid denique utile ac necessarium ad instruendos equos tam Turmarum equestrium, quam rei Tormentariæ, nisi numero sint admodum exigui, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum, sed ad alios usus destinata esse.

IV. Mercis prohibita nequaquam accensibuntur pecunia, frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vinum, Oleum, nec quicquid ad victum aut alimentum refertur, sed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad

TOM. VII. PART. I.

Naves construendas instruendasve, necessarium est, cuius nota sunt cannabæ, lintheamen velis nauticis aptum, picis tam liquida, quam arida omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ Navales, rudentes, ancora, vel ancorarum partes quælibet, hoc in numero habebuntur, nec alia Mercas, quæ pro terrestri vel maritimo Bello formam non acceperunt, multo minus hæ, quæ ad alium quemvis usum jam apparatus aut conformatae sunt, nec aliud Mercimonii genus quodcunque, quod præcedenti Paragrapho designatum non sit, sed id omne transportari hæc illuc licebit, tam in Ditiones Sueciæ aut Fœderati Belgii, quam etiam ad illas Nationes, quibuscum Sacra Regia Majestas Sueciæ aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Bello jam nunc involuta est, aut postmodum involvi possit.

V. Attamen nec pecuniam nec comestivum aut quicquid vitæ per alimentum sustentandæ conducit, quod jam supra Paragrapho 4. inter licitam Mercem sinumeratum, nec Militem, nec quid aliud ex hisce rebus, quæ hosti incommodum vel adjumentum modo quocunque cedant, submitti hinc inde fas esto, ad Munimenta, Oppida vel loca Præsidio militari instruita, quandiu illa ipsa per Militem alterutrius, aut Fœderatorum alterutrius, respectu locorum in Oris Maritimis sitorum tam Terra quam Mari obfisione cingi, vel manu armata assideri contingeret, animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Mercas in illicitis jam designatæ ad Portus hostiles aut ad loca inimica Ditioni subiecta subvehantur, vel etiam ne sub hoc ipso subjectionis impediendæ prætextu libertas securitatisque Navigationis & commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis Subditisque Ditionis alterutrius, ubivis locorum, tam in Portu atque statione Navali alterutrius, quam in aperto Mari nihil omnino requiri aut exigi jus esto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utriusque usus hæcenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei Maritimæ utrinque injeunda ratum habebitur, exhiberi ad hæc necessum erit Literas Passeports, in quibus quantitas, qualitasque Mercis, quæ Navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publica autoritate constitutis, illis locorum, unde Merx ipsa transportatur, & juxta quas jura, quæ pro Mercimonii transportandis debebantur, perfoluta sunt, quod si Navis hæc non nihil Mercium vetitarum, quas Contrabanda vocant, vehit, oportebit in Literis Passeports exprimi atque designari, ea loca ad quæ id genus Mercas devehendæ sunt, postquam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves Mercæque non subiciantur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ illidem quocunque sub prætextu obijciatur.

VII. Quod si consisterit Naves ad Subditos alterutrius pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdita hujusmodi onerate sint, ad Portum quemcunque hostilem aut ad loca inimica Ditioni subiecta destinari, merx omnis ejusmodi prohibita, per Judicem competentem Fisco addicetur, Naves ipsæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in illis erit, tutum Fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona five Merx quæcunque pertinet ad Subditos alterutrius, etiam illa quam ex spemiorum Paragraphorum autoritate, permittam ac nentquam prohibita esse constabit, in Navibus inimicis forte deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, nulla sine exceptione, è contra tutum omnino & immune à Fisco habeatur, quicquid Navigis ad alterutrum Subditos pertinentibus concederetur, utancumque sit Partis alterutrius inimicorum, excepta solummodo Merce Contrabanda, ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & vectores quoscunque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquā in Navi ad Subditos alterutrius pertinente, nec eos inde avelli, aut auferri licebit, exceptis tantum Ducibus five Officialibus hostilibus.

IX. Quod si Sacra Regia Majestas Sueciæ aut Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii visum fuerit, aut necessitas jussit, Naves Mercatorias quibusdam Navibus Bellicis ad majorem earundem Navium Mercatoriarum securitatem ac Præsidium comitari, liberum id eis fasque erit, præcisè tamen injungent dictarum Præsidiarum Navium Præfectis, ne quid hostile moliantur adversus Subditos aut Fœderatos alterutrius, tam in eundo quam redeundo, quandiu hi Præsidarii muneris officio

S s

cio

ANNO
1675.

ANNO cio perfuncti ad Portum, unde egressi sunt, reversi non fuerint.

1675. X. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Suecia & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii inter sese, hoc ipso convenerunt & statuerunt, quod nemo respectivè Subditorum vel Incolarum eorum Armaturam Navalem exercere audeat, quam vulgo *Commissieworders* vocant, nec passuros esse, ut pro talibus quicumque ratione quispiam respectu Subditorum alterutrius Partis se gerat, ita interdicent verabundumque iisdem præterea, ne cuiusque alteri Principi aut Statui operam addicant, aut Militiam ejus proficiantur ad infestandas, detinendas, aut quacunque molestia turbandas Naves Mercatorias, bona Mercæque ad Subditos aut Incolas Partis alterutrius pertinentes, sub pœna corporis & honorum.

XI. Interdicent verabundumque præterea Sacra Regia Majestas Suecia, & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, utrinque Naves Mercatorias, Bona Mercæque ad Subditos alterutrius pertinentes, & ex iis sub alterutrius cujusque Principis nomine captas detentasque in Portus alterutrius recipere aut receptum dare.

XII. Avocant præterea tam Sacra Regia Majestas Suecia, quam Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, omnes & singulos Subditos, qui ad infestandas prædictas Naves Mercatorias, Mercæ & Bona aut quicquam eorum operam suam alteri cuicumque Principi aut Statui jam nunc addixerunt, quatenus illi nondum ancoras & vela solverint, sub pœna corporis & honorum.

XIII. Respectu vero eorum qui jam ante vela solverunt curabunt, Sacra Regia Majestas Suecia & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ut hi intra sex menses infra mensem ab incepto desistant, eamque quam illis Principibus aut Statibus addixerant operam, teneant, sub præfata pœna corporis & honorum.

XIV. Quemadmodum vero exiguum pane pro fecunditate Commerciorum & Navigationis, quæ Pacis hæc incenditur actum videbitur, nisi a reliquarum etiam Partium Armatoris infestationibus, *Commissieworders*, distis, Mare omnimodo liberum evadat, ita prout desuper in maiorem horum Pactorum observantiam, utrinque conventum est, ut tam à parte Sacra Regia Majestatis quam Celsitudinis Dominorum Ordinum Generalium omnis cura studiumque impendatur, quo suos uterque Confœderatos ad consimilem dictarum infestationum prohibitionem, quam fieri poterit ocios perducant, quemadmodum certa satis spes etiam assulget, eos ad Negotium tam salutare induci posse.

XV. Quandoquidem Commerciorum libertas sine Litterarum Mercatoriarum Commercio liberoque eandem transitu, vix possit reintegrari & subsistere, idcirco Sacra Regia Majestas Suecia & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii omni opera & studio in id incumbunt, ut prædictis Litterarum & Postarum transitus non modo per utriusque Partis respectivè Terras, sed utriusque Partis Fœderatorum Ditiones & Provincias liber & neutiquam impeditus instituat, ita ut Litteræ sine ullo impedimento dehinc libere reciproce commercare possint.

XVI. Denique Sacra Regia Majestas Suecia & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium statim post Ratificationem harum Tabularum mandabunt, ut Subditi alterutrius quantocius libertati reddantur, & Naves, Mercæ, Pecunie, ceteraque denique omnia bona ad Subditos alterutrius pertinentia, & occasione hujus Belli capta, vel arrepto detenta, Proprietariis restituantur, eisque concedatur, ire, agere, Naves, Mercæ, pecunias, prædictaque sua Bona avere, ubi id eis secundum hæc Pacta conventa liberum permittunturque est. Sub quo Paragrapho intelligantur non modo Mercæ, Naves, Pecunie & alia Bona, quæ à Subditis D. D. Ordinum Generalium, sed etiam quæ ante declarationem hujus Belli ab aliis capta, & in Belgii Portus invecta sunt, si quæ autem ante hoc luctuosum Bellum controversia inter utriusque Subditos orta sint, hæc secundum priorum Pactorum tenorem æquè & iuste terminentur.

Articulos hosce Commercii & Navigationis sincera & bona fide adimplendos atque à Sacra Regia Majestate Suecia & Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ratos habendos, Ratificationesque, ab utraque Parte intra spatium quatuor mensium à die sub-

scriptionis, vel citius si fieri poterit, exhibendas, atque hic Holmiæ extradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos supra nominati Sacra Regia Majestatis Sueciae Deputati Commisarii, Eoque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Minister in Aula altissime memoratæ Sacra Regie Majestatis Residens manuum nostrarum subscriptione, sigillorumque impressione, Tabulas hæc firmavimus & munivimus. Actum Holmiæ die 26. Novembris, Anno 1675.

(L.S.) ED. EHRENSTEEN.

(L.S.) J. LAGERFELT. (L.S.) C.C. RUMPF.

(L.S.) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

Cumque simul etiam conveniret, ut eorundem Articulorum Ratihabio à Regia Sua Majestate & à nobis intra spatium quatuor Mensium à die subscriptionis vel citius si fieri poterit exhibetur, & Holmiæ extradatur. Nos hunc Conventioni satisfaciētes, prædictos Commerciorum & Navigationis Articulos per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratos habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratos habemus; Promittentes insuper nos omnia & singula in præfatis Articulis contenta, bona fide præsturos, & adimpleturos, omnique ratione impedituros ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hæc majoris Sigilli nostri appensione muniri, & per Confessum nostri Præsidem signari curavimus, ut & per primum Graphiarum nostrum subscribi iussimus. Actum in Confessu nostro die 13. Mensis Martii, Anni 1676. *Signatum*, W. VAN HEUCKELOM, vt. Ad Mandatum altēmemoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *Signatum*, H. FAGEL.

RATIFICATIO Regie Majestatis Sueciae. Holmiæ 13. Januarii 1676. [Copie Manuscripte & sûre.]

NOS CAROLUS Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rex (*totus Titulus*) notum testatumque facimus, quod cum præsentibus Belli flammis ad certos Navigationis & Commerciorum Articulos inuadens à Celsis ac Præpotentibus D. Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii decenter requisiti sumus, nos quoque nihil desiderari à nostra parte voluimus, quod non modo Commercii promovendis & conservandis, sed etiam antiquæ amicitie, & potissimum Paci restaurandæ quoquo modo conferre possit, interque Partium utrinque constitutos Commissarios & Plenipotentiarios modo sequenti conventum sit.

Inferatur Tractatus.

Proinde Nos Carolus Dei Gratia Suecorum, Gothorum Vandalorum Rex (*totus Titulus*) prædictos Articulos landare & ratihabere volumus, quemadmodum hisce laudamus, confirmamus, & ratificamus, promittentes eos omnes ac singulos bona fide nos servaturos, nec passuros esse, ut à nostra parte ullo modo violentur. In quorum fidem ac robur præsentibus manu propria subscriptis Sigillo nostro Regio majori muniti iussimus. Actum Wenesburgi die decimo tertio Januarii, Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto. *Signatum*, CAROLUS, & inferius H. HOCHHUSEN, cum appendente Sigillo majori in Capula argentea.

CONVENTIO de Formula Passeportuum. Holmiæ 21. Junii 1676. [Copie Manuscripte & sûre.]

Quandoquidem de certa Salvi Conductus vel Passeports Formula utrinque Partis Plenipotentiarii virtute Articuli VI. Commerciorum Tractatus inter se se conveniunt, hic inferius inserta, quam utriusque Partis Subditi sequi & observare teneantur;

Titulus.

Notum testatumque facimus, Quod die Mensis Anni coram nobis comparuerit Sub-

ANNO
1675.

Subditos ac Civis Civitatis atque sub fide il-
lius Juramenti, quo nobis obstrictus est, declaraverit,
quod Navis circiter Lassarum capax perit-
nec ad Civitatem nostrâ Ditionis, jam
verò de Portu iter destinaverit versus
indeque rursus in Patriam, aut aliud prout commodum
visum fuerit, itura sit; idcirco cum post exactam exa-
minationem sufficienter nobis constet, dictam Navim
liberam esse, & verè ac realiter pertinere ad Subditos
nostros; ab omnibus proinde ac singulis Terrarum,
Marinæque Potestatibus, Regibus, Principibus, Rebus
publicis, ac liberis Civitatibus, nec non Bello-
rum Ducibus, Thalassarchis, Generalibus, Officialibus, Por-
tuumque Præfectis, aliisque omnibus, quibus custodia
atque Portus aut Maris commissa est, quibuscunque
Navim hanc navigando obviam venire, quoruncunque
in Classes fortè incidere & transire, aut in Portibus
morari contigerit, respectivè humiliter, officiosè &
amicè requirimus, ut ratione Pæderum & amicitia,
quæ unicuique aut Superioribus cujuscunque est, ac
nobiscum intercedit, dictum Navarchum cum Navi
. & Personis, rebus & Mercimoniis ad eundem
speculantibus, sine impedimento ac molestiis itinera sua
liberè persequi permittant, eique tanquam Subdito nostro
cum Navi sua omnia humanitatis officia exhibeant,
eamdem vicissim à Nobis, omnibusque nostris Ministris
& Subditis in pari vel alio casu experiri. In cujus rei
fidem hæc &c. Dabatur die
. Annus

Itaque eandem tanquam genuinam normam statuere,
cujus tenorem in prædicto Article indiguitati Officia-
les, unusquisque tamén habuit in Curialibus Statutis
& Conditionis sua ratione sequi teneatur, eidemque cir-
câ commutationem dicti Tractatus in majorem certitu-
dinem subscribere visum fuit. Actum Holmiæ 21. Junii
1676. *Signatum.*

(L.S.) ED. EHRENSTEEN.
(L.S.) J. LAGERFELT. (L.S.) C.C. RUMPF.
(L.S.) NICOLAUS GYLDENSTALPÉ.

CXLIX.

30. Dec.
L'ANGLI-
TERRE ET
LES PRO-
VINCES
UNIES.

*Déclaration qui sert à expliquer certains Arti-
cles de Traitez de Marine, conclus, entre CHAR-
LES II. Roi de la Grande Bretagne, & les
Etats Généraux des PROVINCES-UNIES
le 31. Février 1675. & le 11. jour de Decembre
1674. Faite à la Haye le 30. Decembre, 1675.
[Manuscrit.]*

D'Aurant que quelques difficultez sont survenues
touchant l'interprétation de certains Articles tant
dans le Traité de Marine qui fut conclu le 11. jour de
Decembre 1674. que dans celui qui fut conclu le 31.
Février 1675. entre le Roi de la Grande Bretagne d'une
part, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des
Pais-Bas de l'autre, au sujet de la liberté de leurs Su-
jets respectifs de trafiquer dans les Ports des Ennemis,
de l'une ou de l'autre des Parties, Nous Guillaume
Temple, Chevalier Baronet Ambassadeur Extraordinaire
de Sadite Majesté de la Grande Bretagne au nom &
de la part de Sadite Majesté; Et Nous Guillaume van
Heuckelom, Daniel van Wyngaerden, Seigneur de
Werckendam, Gaspar Fagel Conseiller & Pensionnaire
de Hollande, & de West-Frise, Jean de Mauregnault,
Jean Baron de Rede & Renswoude, Guillaume de Ha-
ren Grietman of the Bilt, Henry ter Berg, & Luc Al-
ting, Deputés en l'Assemblée desdits Etats Généraux
pour les Etats de Gueldres, Hollande, Zelande, U-
trecht, Frise, Over-Issel, Groningue, & des Om-
melandes, au nom, & de la part desdits Etats Géné-
raux, ont déclaré, comme nous déclarons par ces pré-
sentes, que le véritable sens & intention desdits Arti-
cles est, & doit être, que les Navires & Vaisseaux ap-
partenant aux Sujets de l'une ou l'autre des Parties,
peuvent, & pourront, à commencer du temps que les-
dits Articles ont été conclus, non seulement passer,
traffiquer, & négocier d'un Port ou Place neutre, dans
une Place Ennemie de l'autre Partie, ou d'une Place
Ennemie dans une Place neutre; mais aussi d'un Port
ou Place Ennemie, dans un Port, ou Place Ennemie

TOM. VII. PART. I.

de l'autre Partie, soit que lesdites Places appartiennent
à un même Prince ou Etats, ou à divers Princes ou
Etats avec lesquels l'autre Partie sera en Guerre. Et
nous déclarons que c'est-à le sens & la signification
véritable & naturelle desdits Articles, en conséquence
dequoy nous jugeons que lesdits Articles doivent être
observés & exécutés en toutes occasions de la part de
Sadite Majesté, & de cette desdits Etats Généraux, &
de leurs Sujets respectifs, de telle sorte neantmoins
que ladite Déclaration ne pourra pas être alléguée par
aucune des Parties, pour des choses qui soient arrivées
avant la conclusion de la dernière Paix du Mois de
Février 1675. Et nous promettons que ladite Déclar-
ation sera ratifiée par Sadite Majesté, & par lesdits Etats
Généraux, & que dans deux Mois, ou plutôt s'il est
possible, à compter du jour de la date de la susdite
Déclaration, les Ratifications en seront apportées à la
Haye pour y être échangées. En témoignage dequoy
nous avons signé ces présentes à la Haye le 30. jour de
Decembre 1675.

Signé.

(L.S.) W. TEMPLE, (L.S.) W. HEUCKELOM.
(L.S.) D.VAN WYNGAERDEN.
(L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) J. MAUREGNAULT.
(L.S.) JEAN Baron van REDE
Vrybter van RENSWOUDE.
(L.S.) W. HAREN.
(L.S.) H. TER BERGH.
(L.S.) L. ALTING.

CL.

*Articles of Peace & Commerce between the most
Serene Prince CHARLES II. King of Great
Britain, and the most Illustrious Lords, HA-
LIL Bashaw, IBRAIM Dey, Aga, Divan,
and Governours of the noble City and Kingdom
of TRIPOLI in Barbary; Concluded the 5
day of March Old Style; and the Year of Jesus-
Christ 1675. being the last day of the Moon Zel-
hedga and the Year of the Hegira 1086. [Sur
l'imprimé à Londres by his Majesties com-
mand by the assings of John Bill, and Chris-
topher Barker. 1676. in IV.]*

1675.
1676.
11. Mars.

C'est-à-dire;

*Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu
entre le Serenissime Prince CHARLES II. Roi
de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs
HALI Bacha, IBRAIM Dey, Aga, Divan,
& Gouverneurs de la Ville & Royaume de
TRIPOLI en Barbarie, le 5. de Mars Vieux
Stile l'an de Jesus-Christ 1675. & le dernier jour
du Mois (1) Zelhedga l'an de l'Hégire 1086.*

IN the first place, it is agreed and concluded,
That from this day, and for ever forward, there
be a true, firm and inviolable Peace between the most
Serene King of Great Britain, France and Ireland, De-
fender of the Christian Faith, &c. and the most Illus-
trious Lords, the Bashaw, Dey, Aga, Divan and
Governours of the City and Kingdom of Tripoli in
Bar-

(1) Zelhedga dernier Mois de l'année des Turcs, qu'on peut aussi
écrire, & prononcer Zilhedga, ou Zimette, & qu'on appelle encore
Dolage, ou Dolageindant. Au reste cette date diffère d'un an entier
du Calcul de Nicolas Mader, qui a été suivi par le Pere Lalle, &
par Ricault. [Duv.]

ANNO

1678.

1676.

Barbary, and between all the Dominions and Subjects of either side, and that the Ships or other Vessels, and the Subjects and People of both sides, shall not need forth do to each other any harm, offence or injury, either in word or deed, but shall treat one another with all possible respect and friendship.

II. That any of the Ships or other Vessels belonging to the said King of Great Britain, or to any of His Majesty's Subjects, may safely come to the Port of Tripoli, or to any other Port or place of that Kingdom, or Dominions thereunto belonging, freely to buy and sell, without the least disturbance, paying the usual Customs as in former times hath been paid for such goods as they sell, and for the goods they sell not, they shall have free Liberty to carry on board of their own Ships, without paying any duties for the same, and when they please they shall freely depart from thence, without any stop, hindrance, or molestation whatsoever.

III. That all Ships and other Vessels, as well those belonging to the said King of Great Britain, or to any of His Majesty's Subjects, as also those belonging to the Kingdom or People of Tripoli, shall freely pass the Seas, and Traffique where they please, without any search, hindrance, or molestation from each other; and that all persons or Passengers of what Country soever, and all Moneys, Goods, Merchandises and moveables, to whatsoever People or Nation belonging, being on board of any the said Ships or Vessels, shall be wholly free, and shall not be stopped, taken or plundered, nor receive any harm or damage whatsoever from either party.

IV. That the Tripoli Ships of Warr, or other Vessels thereunto belonging, meeting with any Merchant Ships or other Vessels of the King of Great Britain's Subjects, not being in any of the Seas appertaining to His Majesty's Dominions, may find on board one single boat with but two Sitters, besides the ordinary Crew of Rowers, and no more but the two Sitters to enter any of the said Merchant Ships or any other Vessels, without express leave from the Commander of every such Ship or Vessel, and then upon producing unto them a Pass from the hand and seal of the Lord High Admiral of England, the said Boat shall presently depart, and the Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely on her or their Voyage; and although the Commander or Commanders of the said Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels produce no Pass from the Lord High Admiral of England, yet if the major part of the said Ships or Vessels Company be Subjects to the said King of Great Britain, the said Boat shall presently depart, and the Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely on her or their Voyage; and if any of the said Ships, of War, or other Vessels of His said Majesty meeting with any Ship or Ships, Vessel or Vessels belonging to Tripoli, if the Commander or Commanders of any such Ship or Ships Vessel or Vessels, shall produce a Pass signed by the Chief or Governours of Tripoli, and a Certificate from the English Consul living there; or if they have no such Pass or Certificate, yet if the major part of their Ships Company or Companies, be Turks, Moors, or Slaves belonging to Tripoli, then the said Tripoli Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely.

V. That no Commander or other person of any Ship or Vessel of Tripoli shall take out of any Ship or Vessel of His said Majesty's Subjects, any person or persons whatsoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor shall use any torture or violence to any person of what Nation or Quality soever, being on board any Ship or Vessel of His Majesty's Subjects, upon any pretence whatsoever.

VI. That no Shipwreck belonging to the said King of Great Britain, or to any of His Majesty's Subjects, upon any part of the Coast belonging unto Tripoli, shall be made or become Prize; and that neither the goods thereof shall be seized, nor the men made Slaves, but that all the Subjects of Tripoli shall do their best endeavours to save the said Men and their goods.

VII. That no Ship or any other Vessel of Tripoli shall have permission, to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the said King of Great Britain to be made use of as Corsairs or Sea Rovers against His said Majesty's Subjects.

VIII. That none of the Ships or other smaller Vessels of Tripoli shall remain cruising near His said

Majesties City and Garrison of Tangier, or in sight of it; nor any other way disturb the Peace and Commerce of that place.

IX. That if any Ship or Vessel of Tunis, Algiers, Ternan or Sully, or any other place being in Warr with the said King of Great Britain, bring any Ships, Vessels, Men or Goods belonging to any of His said Majesty's Subjects to Tripoli, or to any Port or place in that Kingdom, the Governor there shall not permit them to be sold within the Territories of Tripoli.

X. That if any of the Ships of Warr of the said King of Great Britain do come to Tripoli, or to any other Port or place of that Kingdom with any Prize, they may freely sell it, or otherwise dispose of it at their own pleasure, without being molested by any; And that His Majesty's said Ships of Warr shall not be obliged to pay Customs in any Port; And that if they shall want Provisions, Victuals, or any other things, they may freely buy them at the Rates in the

Market

XI. That when any of His said Majesty's Ships of Warr shall appear before Tripoli, upon notice there of given to the English Consul, or by the Commander of the said Ships to the Chief Governours of Tripoli, publick Proclamation shall be immediately made to secure the Christian Captives; and if after that any Christians whatsoever make their escape on board of any of the said Ships of Warr, they shall not be required back again, nor shall the said Consul, or Commander, or any other His said Majesty's Subjects be obliged to pay any thing for the said Christians.

XII. That if any Subjects of the said King of Great Britain happen to die in Tripoli, or its Territories, his Goods or Moneys shall not be seized by the Governours or any Minister of Tripoli, but shall all remain with the English Consul.

XIII. That neither the English Consul nor any other Subject of the said King of Great Britain shall be bound to pay the Debts of any other of His Majesty's Subjects, except that they become Surety for the same by a publick Act.

XIV. That the Subjects of His said Majesty in Tripoli or its Territories, in matter of controversy, shall be liable to no other Jurisdiction but that of the Dey or Divan, except they happen to bear difference between themselves; in which case they shall be liable to no other determination, but that of the Consul only.

XV. That in case any Subject of His Majesty being in any part of the Kingdom of Tripoli happen to strike, wound or kill a Turk or a Moor, if he be taken, he is to be punished the same manner, and with no greater severity than a Turk ought to be, being guilty of the same offence; but if he escape, neither the said English Consul, nor any other of His said Majesty's Subjects shall be in any sort questioned or troubled therefore.

XVI. That the English Consul now or at any time hereafter living in Tripoli, shall be there at all times with entire freedom and safety of his Person and Estate; and shall be permitted to choose his own Druggerman and Broker, and freely to go on board any Ship in the Road, as oft en and when he pleases: And to have the liberty of the Country; and that he shall be allowed a place to pray in; and that no man shall do him any injury in word or deed.

XVII. That not only during the continuance of this Peace and Friendship, but likewise if any breach or War happen to be hereafter between the said King of Great Britain and the City and Kingdom of Tripoli, the said Consul, and all other His said Majesty's Subjects inhabiting in the Kingdom or Tripoli, shall always, and at all times both of Peace and War have full and absolute liberty to depart, and go to their own or any other Country upon any Ship or Vessel of what Nation soever they shall think fit, and to carry with them all their Estates, Goods, Families and Servants, although born in the Countrey, without any interruption of hindrance.

XVIII. That no Subject of His said Majesty, being a Passenger from, or unto any Port, shall be in any way molested or meddled with, although he be on board any Ship or Vessel in enmity with Tripoli.

XIX. That whereas a War hath lately happened between the most Serene King of Great Britain and the most Illustrious Lords, Hail Bassa, Ibrahim Dey, Aga, Divan

ANNO

1678.

1676.

ANNO 1675. Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of Tripoli in Barbary, by reason of the injuries done to the King of Great Britain and His Subjects, by the Government and People of Tripoli, contrary to the Article of Peace, We Hali Bassa, Ibrahim Dey, Aga, Divan and Governour, of the Noble City and Kingdom of Tripoli in Barbary, do acknowledge the injuries done, and that the breach of the Peace between His most Excellent Majesty the King of Great Britain and us of Tripoli, was committed by our Subjects, for which some are banished, and some fled, from our Justice; and for further satisfaction to His most Excellent Majesty, for the breach of Articles, we are sorry for the same, and do by these engage to set at Liberty and deliver unto the Right Honourable Sir John Narborough Knight, Admiral of His Majesties Fleet in the Mediterranean Seas, all English Captives residing in the City and Kingdom of Tripoli and Dominions thereunto belonging, without paying any ransom for them: And likewise by setting at Liberty and delivering unto the said Sir John Narborough Knight, all other persons taken under English Colours, without paying any ransom for them, and by paying Eighty Thousand Dollars in Monies, Goods and Slaves to the aforesaid Sir John Narborough Knight. And moreover, We do engage our selves and Successors, That if any injuries for the future be done contrary to these Articles by the Government and People of Tripoli, to the King of Great Britain and His Subjects; if upon demand of satisfaction from the Government and People of Tripoli, We or they refuse or deny to give satisfaction therefore, so that a War be occasioned thereby between the King of Great Britain and the Government and People of Tripoli, We do engage Our selves and Successors to make restitution for the injuries done; and likewise to make satisfaction to the King of Great Britain for the full charge and damage of that War.

XX. That no Subject of the King of Great Britain, &c. shall be permitted to turn Turk or Moor in the City and Kingdom of Tripoli, being induced thereunto by any surprisal whatsoever, unless he voluntarily appear before the Dey or Governour with the English Consuls Druggerman three times in twenty four hours space, and every time declare his resolution to turn Turk or Moor.

XXI. That at all times when any Ship of War of the King of Great Britain, &c. carrying His said Majesty's Flag at the Main Topmast-head, appear before the said City of Tripoli, and come to Anchor in the Road; that immediately after notice thereof given by His said Majesty's Consul, or Officer from the Ship, unto the Dey and Government of Tripoli, they shall in honour to His Majesty cause a salute of One and Twenty Cannon to be shot off from the Castles and Forts of the City, and that the said Ship shall return an answer by shooting off the same number of Cannon.

XXII. That presently after the signing and sealing of these Articles by us Hali Bassa, Ibrahim Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of Tripoli, all injuries and damages sustained on either part shall be quite taken away and forgotten, and this Peace shall be in full force and vertue, and continue for ever: And for all depredations and damages that shall be hereafter committed or done by either side, before notice can be given of this Peace, full satisfaction shall be immediately made, and whatsoever remains in kind shall be instantly restored.

XXIII. That whensoever it shall happen hereafter that any thing is done or committed by the Ships or Subjects of either side, contrary to any of these Articles, satisfaction being demanded therefore, shall be made to the full, and without any manner of delay; and that it shall not be lawful to break this Peace, until such satisfaction be denied: And our Faith shall be our Faith, and our Word our Word; and whosoever shall be the cause of the breaking of this Peace, shall assuredly be punished with present death.

Confirmed and Sealed in the presence of Almighty God the 5th day of March Old Style, and the Year of Our Lord Jesus-Christ 1675, being the last day of the Moon Zehedga, and the Year of the Hegira 1086.

(L.S.) Bahaws Seal.
(L.S.) Dey's Seal,
(L.S.) Aga's Seal,

CLI.

Fœdus Definitivum inter Regem Hispaniæ, & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii ab una, & PHILIPPUM WILHELMUM Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neuburgicam parte ab altera. Actum (1) mense Martio 1676.
[Tiré de la Régistrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

ANNO 1676.

Mars.

A Micitia, Correspondentia, & unio cum semper exoptabilis sit inter Principes & Status vicinos, ea certe, si unquam, nunc necessaria est periculosis istis temporibus, quæ defectu bonæ unionis, invasionibus, & devastationibus Provincias cuicque exponunt, & quemadmodum Deus imposuit obligationem omnibus Regentibus providendi conservationi suorum Subditorum, ita iste principalis & unicus scopus hujus Fœderis est, in tantum, ut Confœderati non intendant ullum offendere, sed tantum conservare velint suos Status & Provincias, & juvante gratiâ Divinâ reducere Pacem & quietem in hac vicinia.

I. Propterea ad finem istum Confœderati invicem promittunt non solum bonam, & sinceram amicitiam, & Correspondentiam, bonis suis officiis, toties quoties poterint, invicem procurandi omnia possibilia emolumenta, sed etiam sibi mutuâ assidue, contra omnes inimicos presentes & futuros, & contra omnes illos qui durante hoc Bello intervenient, prout sequitur.

II. Sua Serenitas promittit spatio unius mensis post signaturam præsentis Tractatus, ultra sua præstia ordinaria, sistere quater mille Pedites, quingentos Equites, & quingentos Dragones, eosque sustentare.

III. Regia Catholica Majestas & Status Generales promittunt statim post signatos hosce Tractatus Serenitati suæ Subsidiorum loco pro scribendo Milite solvere 36000. Imperialium, solutione æquis partibus inter suam Regiam Majestatem & Status Generales dividenda.

IV. Pro sustentatione dicti Militis singulis mensibus eadem Medietatis proportionem, Regia Sua Majestas, & Status Generales solvent 1000. Imperialium parati pecuniâ, duodecim menses per annum numerando.

V. Memoratis Copiâ distribuentur in sex Legiones, quarum quatuor Pedites, unam Equites, Dragonique itidem unam constituent.

VI. Initium solutionis Mensuræ fiet quamprimum Serenitas suæ completum habuerit numerum dicti Militis, idque nuntiaverit Majestati suæ, ejusdem gubernatori Generali, & Præpotentibus Statibus unitis.

VII. Quolibet Mense solutio anticipatâ fiat sine defectu, continuanda tamdiu, quàm hoc Bellum duraverit.

VIII. Liberum sit Confœderatis lustrare dictas Copias simul, vel partem earum scorsim, juxta modum communi consilio statuendum, debeantque Officiales obedire mandatis, quæ dabuntur hac in re omnium consensu approbata.

IX. Operabuntur Milites, ubi Sacra Cæsarea Majestas Imperium, & Confœderati per majora judicaverint, magis proficuum, sive ad Rhenum, sive ad Mosellam, sive ad Mosam sive alibi, & casu quo cum exercitu Imperatoris vel scorsim, si Sua Majestas Cæsarea eos aliorum occupari pro bono causæ communis consultum judicaverit, vel etiam conjungi cum Hispanis, Hollandivæ per omnia cum aliis æqualiter tractandi sint, tam in Hospitationibus, pabulis, quàm aliis necessitatibus & commoditatibus, procureturque, ut ubicunque fuerint, panem & reliqua, justo saltem pretio habere possint.

X. Verum quemadmodum Confœderati satis benè comprehendunt, quantum interfit causæ communis, Serenitatis suæ Ditiones, & munimenta, præsertim in Ducatu Juliacenâ sita, ab Hoste neutiquam occupari, ita

(1) La date de lieu & de jour qui manque ici, se peut suppléer par une Traduction Française du même Traité, qui se trouve dans les Actes & Mémoires de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 767. & dans la première Edition de ce Grand Recueil Tom. IV. pag. 773. Elle y est marquée de la Hère le 26. Mars 1676. C'est aussi uniquement à quoi elle peut servir, car elle est au reste fort défectueuse, & l'Amie séparé y manque tout entier. [DUM.]

ANNO
1676.

ita conventum est, quod, si immineret apprens periculum, non solum revocare suos Milites liberum sit Serenitati suæ, sed etiam sine ulla obstaculo, præstetur omnis facilitas, commoditas, & auxilium, imò Catholica Majestas, & Præpotentes Domini Generales Status prout necessitas, & Serenitas sua pro ratione periculi Ditionum suarum exegerit, suos proprios Exercitus prompto mittant subsidio, tam bonâ fide, & tantâ celeritate, vigore & zelo, sicut in similibus casibus pro propria salute facerent, Serenitatis suæ emolumenta in omnibus & per omnia æquiparantur.

XI. E contra omnia Confederatorum Fortalia & Præsidia motuæ servantur securitati, receptui, rei frumentariæ, & commeatu provisioni, statutuque communi Consilio modis cōhibendi commoditates, quas Hostium Præsidia ex Confederatorum Provinciis hucusque extraxere.

XII. Confederati semper convenient maturè & bona fide, de forma, modo, & propolitis operationum, quibus durantibus quilibet Officialis in Consilio Bellico, impeditis mandatis & Imperiis, aliisque omnibus occasionibus locum & ordinem tenebunt, ætati, senio, & dignitati convenientem.

XIII. Guarantiam & immunitatem promittunt Regia Catholica Majestas, & Præpotentes Domini Generales Status, pro Serenitatis suæ Provinciis, nominatim Ducatu Neoburgensi, Juliacensi, & Bergensi, & Dynastia Ravensteinensi ab omnibus Hospitationibus Hybernis, Exactionibus, Transiibus, Depredationibus, quantum quidem atinet ad proprios suos Milites. Quoad reliquos verò pollicentur imposituros se bona & efficacia officia, apud Sacram Cæsaream Majestatem aliosque Confederatos, ut idem ex illorum parte fiat.

XIV. Et si exigente necessitate unius Confederatorum Milites, per alterius Confederati Ditiones transire opus foret, id non fiat, nisi prius de modo conveniatur, isque consentiat, & dirigat, per ejus Ditiones transeundum sit, servatis bono ordine, & exacta disciplina, solvaturque iusto & rationabili pretio, quod ultra simplex pabulum (fourage) accipietur.

XV. Liberum esto Confederatis, quas & quantalibet & licebit ab hostibus contributiones exigere, exceptis locis, ubi unus aut alter Confederatorum contributiones suas jam stabiliverit.

XVI. Et sicut Serenitas sua magnos sumptus Præsidii, rei Tormentariæ & frumentariæ, aliisque Provisionibus, Fortificationibus, & mille aliis causis impendere debet, ultra id, quod constabit collectio & sustentatio dictarum Legionum, Regia Catholica Majestas & Præpotentes Domini Generales Status procurabunt pro Serenitatis suæ Militie bona Hyberna, sive in hostico, sive alibi, mediante assignatione Cæsareæ Majestatis in compensationem tantarum Expensarum, quibus promissa Subsidia non sufficiunt.

XVII. Confederati non turbabunt, nec turbari permittent libertatem Commercio ex unius Provincia in alterius Ditiones, sive obligando Subditos ad redimendos Salvos Conductus, sive imponendo Gabellas & exactiones ante hoc Bellum inusitatas, Personis, Equis, Curribus, sive reddendo vias minus tutas & securas excursionibus &c. Dabunturque mandata, ut hujusmodi abusus & excessus impoliterum non amplius committantur, concessa unicuique potestate, omni quo fieri poterit meliori modo comprehendendi Transgressores, sive Officiales fuerint, sive gregarii Milites, remittendi, casu quo vivi fuerint capti, ad proxima Præsidia, vel Officiales, severâ & exemplari castigatione & punitione usuros.

XVIII. Post conclusum istum Tractatum nullus Confederatorum poterit facere Tractatum Armistitii, vel Treugæ cum hoste, nisi conjunctim, & communi consensu, sed casu quo ineunda esset aliqua negotiatio sive Pacis, sive Treugæ, ea institui nequeat per unum, sine participatione aliorum Confederatorum, eodem tempore ipsi faciendâ, & quamprimum impetraverit pro se, obtineat etiam pro Confederatis eandem facultatem & securitatem pro aliorum Ministris ad locum Tractatus mittendis.

XIX. Obligati sint etiam Confederati ad recipiendam & fidelem communicationem illius, quid tempore dicti Tractatus fiat, & nullus ad conclusionem Pacis, aut Armistitii ad aliquot annos procedat, non comprehensis aliis, & si petant, restitutis, in suos Status, Provincias, Civitates, & Monumenta, Usam, & Exercitium Jurium & Libertatum, quæ fuerant antea con-

sueta, & usitata ante hoc Bellum. Imo eadem Guarantia pro aliis, idem jus, Libertates, exemptiones paciscenda sint, quæ sibi ipsi quis stipulatus fuerit, nisi in hoc puncto Confederati inter se aliter convenissent.

XX. Ratificationes à Regia Catholica Majestate & Confederatis Statibus debita & bonâ formâ intra sex septimanas extradantur per Plenipotentiarios Regiæ Catholicæ Majestatis & Præpotent. Dom. General. Stat. qui Tractatui huic subscribere. Interim Exemplaria signata & sigillo Serenitatis suæ corroborata committantur Ministris Serenissimi Electoris Brandenburgici Hagæ Comitibus extradanda, quamprimum Serenitas sua acceperit 3600. Imperial. de quibus dispositum est superius Articulo tertio. Actum Mensis Martii 1676.

Articulus separatus.

LIcet nonnus Articulus Tractatus inter Regiam Catholicam Majestatem & Præpot. Dominos Generales Status ex una, & Serenissimum Principem Palatinum Ducem Neoburgicum ex altera parte hodie conclusi præ se ferat, quod Legiones dictæ suæ Serenitatis operaturæ sint, ubi Sua Cæsarea Majestas, Imperium, & supradicti Confederati per pluralitatem votorum pro bono causæ communis judicaverint proficuum, nihilominus hoc Articulo separato conventum est, quid hoc regulandum non sit, nisi juxta pluralitatem votorum trium horum Confederatorum supradicti Tractatus, ita tamen, ut hæc ordinatio semper fiat per approbationem (concerto) & consensum Sux Cæsareæ Majestatis. In ejus fidem factus & signatus est Articulus ille, æque observandus ac ipse Tractatus principalis 26. Martii 1676.

CLII.

Traité (1) entre Louis XIV. Roi de France, 23. Mai 1676. & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paterborn, pour détacher ce Prince du parti des Alliez; & pour l'engager dans ses Intérêts. Fait le 23. Mai 1676. [Lettres & Negotiations des Ambassadeurs de France à la Paix de Nimègue Tom. I. pag. 94.]

LES Facilités que le Roi apporte encore tous les jours à la Paix, au milieu des heureux progrès de ses Armes, ayant fait connoître à Monsieur l'Evêque de Munster, l'injustice des Ennemis de Sa Majesté, à répondre à de si favorables propositions; Et Son Altesse (2) connoissant aussi bien que la prise du Duché de Brême, qui est si légitimement acquis à la Suède, que le Traité de Westphalie est contraire aux mêmes Traitez, apporteroit de nouveaux obstacles à la Paix generale, elle a crû qu'elle ne pouvoit mieux contribuer à les détourner, qu'en travaillant à empêcher la perte de cette Province, & en faisant avec le Roi, une nouvelle Alliance qui le mette en état d'y réüssir, & de s'opposer aux Ennemis qu'une si juste résolution pourra lui attirer. Monsieur l'Evêque de Munster a aussi résolu de prendre des mesures avec le Roi, pour mettre sa personne & ses Etats en sureté, contre la haine & la mauvaise volonté que les Etats Généraux des Provinces Unies ont continué de lui témoigner, depuis mêmes que par leurs artifices, ils l'ont attiré dans leur parti; & Sa Majesté ayant été informée, & desirant lui faire connoître la puissante protection qu'il doit attendre d'elle, & l'estime particulière qu'elle a toujours eu pour Son Altesse, aussi-bien que le cas qu'elle fait de son Alliance, Sa dite Majesté a donné Pouvoir au Sieur Bidal, Conseiller en ses Conseils, & son Resident en la basse Allemagne, de prendre avec Monsieur l'Evêque de Munster toutes les mesures conformes à un si juste dessein, & Son Altesse a commis le Sieur Vingtième son Député pour en convenir avec lui. Ils ont arrêté & signé les Articles qui suivent, après la communication reciproque de leurs Pouvoirs.

I. Moh-

(1) Ce Traité, quoi que signé des deux parts, ne fut point exécuté, il échoia à la Ratification. (Dum.)

(2) Connoissant aussi bien &c. Il me parait que ce passage est corrompu, soit par la faute des Copistes, ou par celle des Imprimeurs, & qu'il faut lire: Connoissant aussi, que la prise du Duché de Brême, qui est si légitimement acquis à la Suède, par le Traité de Westphalie, est contraire aux mêmes Traitez. (Dum.)

ANNO
1676.

DU DROIT DES GENS.

323

ANNO
1676.

I. Monsieur l'Evêque de Munster, s'oblige non-seulement de dégager la Ville de Stade des Troupes Ennemies, qui la tiennent comme bloquée, mais de lui donner même du secours s'il est nécessaire, & de déclarer incessamment qu'il est résolu de secourir la Suede, dans la possession des Provinces de Brema & de Verden, qui lui sont légitimement acquises par les Traitez de Westphalie.

II. Après avoir ainsi contribué à dégager Stade, Monsieur l'Evêque de Munster se déclarera aussi contre les Hollandois, & pour la défense du Duché de Lieme, commencera le vingt ou vingt cinquieme du Mois de Juin de la présente année au plus tard, & il entrera alors en action avec une Armée de quinze mille Hommes effectifs contre les Hollandois, & contre les Ennemis du Roi, excepté l'Empereur, pourvu que Sa Majesté Imperiale n'envoie pas ses Troupes dans le Duché de Brema, dont il entreprend la défense.

III. Si en haine de la résolution que Son Altesse prend de défendre le Duché de Brema, les Alliez attaquent ses Troupes ou ses Soldats, je dis ses Etats, la résistance qu'il fera pour s'y opposer sera tenue pour une véritable Action, & aura la même force que la rupture porte ci-dessus.

IV. Monsieur l'Evêque de Munster recevra de la main du Roi un Subside pour les quinze mille Hommes, avec lesquels il s'engage d'agir, & celui qui sera de la part de Sa Majesté dans l'Armée de Son Altesse en pourra faire la Revue tant en général, qu'en particulier.

V. Pour contribuer à mettre Monsieur l'Evêque de Munster en état de satisfaire plus facilement aux engagements de ce Traité, le Roi lui fera payer la Somme de trente deux mille Ecus blancs Monnoye de France, & cette Somme sera employée à l'entretien de ses Troupes.

VI. En considération des dépenses extraordinaires que Monsieur l'Evêque de Munster devra faire pour entrer en action, le Roi veut bien lui donner encore cent mille Ecus, payable la moitié le jour de la rupture, & l'autre moitié ensuite, en cinq mois consécutifs, savoir dix mille Ecus par mois, qui seroient avec les trente deux mille de l'Article précédent, quarante deux mille Ecus par Mois pendant lesdits cinq Mois.

VII. Le Roi s'oblige aussi de lui faire payer lesdits trente-deux mille Ecus un Mois d'avance, & les Lettres de change lui en seront délivrées, ou payées à Paris Monnoye de France; ainsi qu'il a été dit ci-dessus, mais aussi lorsque les Troupes de Monsieur l'Evêque de Munster auront pris des Quartiers dans le Pais Ennemi, en ce cas ladite Somme de trente-deux mille Ecus sera réduite à vingt mille Ecus par Mois, & cette réduction durera tant que Son Altesse jouira desdits Quartiers.

VIII. Sa Majesté ne fera teaué au payement de tous les Subsidies marquez ci-dessus, que lorsque Monsieur l'Evêque de Munster sera effectivement entré en Guerre contre les Hollandois, ou contre les autres Ennemis du Roi, avec quinze mille Hommes. En ce cas ils lui seront aussi-tôt payez ponctuellement en la forme portée dans les susdits Articles.

IX. En cas aussi que la Ville de Stade soit tellement pressée, que pour en détourner la perte, on n'ait pas le tems d'attendre la Ratification du présent Traité, Monsieur l'Evêque de Munster entreprendra la défense, & le Secours de cette Place, avant ladite Ratification.

X. Les Subsidies seront payez de même à Son Altesse du jour qu'elle entrera en action, encore qu'il précéderait la Ratification.

XI. Le Roi veut bien consentir qu'il envoie sa cote part des Troupes, comme elle est réglée présentement, & Sa Majesté s'oblige, de même comme Monsieur l'Evêque de Munster de son côté, de ne point faire la Paix, ni de Trêve sans sa participation, & d'avoir un soin particulier de ses avantages.

XII. Sa Majesté rendra auprès du Roi de Suede à Monsieur l'Evêque de Munster, tous les bons offices qui dépendront de Sa Majesté pour lui faire ceder ses Baillages de Wilhausen & de Thendenken, dépendans du Duché de Brema, & lui en donnera la Garantie si la Suede y consent.

XIII. Comme tous les engagements du présent Traité n'ont pour but, que l'avancement de la Paix, tous les Princes qui auront les mêmes bonnes intentions pourroient y entrer aux mêmes conditions, & le Roi fera ce qui sera possible pour porter sur tout Monsieur le Duc d'Hanover à prendre les mêmes engagements;

sans pourtant que cette condition puisse empêcher, ou retarder l'exécution du présent Traité, qui d'aura jusques à la Paix générale.

Tous les Articles ci-dessus, seront ratifiez en bonne forme par le Roi, & par Monsieur l'Evêque de Munster dans un Mois, ou plutôt s'il est possible. En foi de quoi, ledit Sieur Bidal de la part de Sa Majesté, & le Sieur Vingtiens de celle de Son Altesse ont signé.

ANNO
1676.

CLIII.

Conventio inter CAROLUM XI. Regem Suecie 24. Junii. Et Ordines Generales FOEDERATORUM BELGII PROVINCiarum de Formulâ Passportuorum, hinc inde concedendorum. Holmie die 24. Junii 1676. [Voyez - la ci - devant sous le 26. Novembre 1675.]

CLIV.

Déclaration de Guerre de Louis XIV. Roi de 28. Août. France, contre le Roi de DANNEMARCK. Du vingt-huitième Août 1676. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

De par le Roi.

SA Majesté sachant qu'au préjudice du Traité de Paix signé à Copenhague en l'année 1660. entre la Suede & le Danemark, de l'exécution duquel Sa Majesté a donné sa Garantie; le Roi de Danemark n'a pas laissé d'attaquer & faire la Guerre au Roy de Suede, sans que de sa part il ait aucunement contrevenu audit Traité de Paix, ni que les offices amiables que Sa Majesté a fait faire par son Ambassadeur auprès du Roi de Danemark, pour prévenir cette Guerre, l'aient pu empêcher. Et Sa Majesté estimant qu'il y va de sa gloire de ne pas souffrir une telle contravention audit Traité, ni qu'un Prince avec qui elle est en Paix & Alliance, soit attaqué par ledit Roi de Danemark, sans s'en ressentir. Sa Majesté, pour les raisons & considérations susdites, a déclaré & declare par la présente, signée de sa main, avoir arrêté & résolu de faire la Guerre au Roi de Danemark, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets, Vassaux & Serviteurs dudit Roi de Danemark; & leur a défendu & défend d'avoir cy-après avec eux aucune Communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majesté a été à présent révoqué & révoque toutes Permissions, Passé-ports, Sauve-gardes & Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle ou ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la présente, & les a déclarer nuls & de nulle valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Amiral de France, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de Pied, François, Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'estendue de leurs Pouvoirs & Jurisdiccions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. FAIT à Versailles le 28. jour d'Août 1676. Signé, LOUIS, Et plus bas, LE TELLIER.

CLV.

Stech zwischen Ihro Hochfürstl. Gnaden Christoph 2. Aodr. Bernhard Bischoff von Münster / und Ihro Hochfürstl.

ANNO
1676.

324

CORPS DIPLOMATIQUE

erstl. Durchl. Georg Wilhelm und Rudolph Augustin Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg wegen Conjunction der Waffen / agierend wieder die Feinde und Erhaltung der Preussischen Conquerten aufgerichtet. Bremer-Wörden den 2. Aug. 1676.
[Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Reeds ou Traité entre le Reverendissime CHRISTOPHE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & les Serenissimes Ducs de Brunswick-Lüneburg, GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE, pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Ducé de Breme, contre la Suede. A Bremer-Wörd den 19-29. d'Août 1676.

Wir wissen demnach Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster / und Ihre Durchl. Herz Georg Wilhelm / und Herz Rudolph Augustin Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / beide Hochgummen Weihen und Weihen / vernünftl. Sittlichen beflandes durch ihre Waffen glücklich erobert / und sich verathschlagt / wie sie nach solcher Eroberung ihre Waffen conjunction / und ferner wieder die gemeine Feinde nützlich employeren / mit hin auch sich bey den conquesturten beiben Hochgummen / besser gefallt und kräftigst garantiren möchten; so ist gut befinden und verordnen.

I. Daß Hochgedachte Ihre Hochfürstl. Gnad. zu Münster etc. und der Herren Herzogen Durchl. zu vorbeschagtem Ende / eine mit nöthiger Feld- Artillerie wohl versehene Armee von 24000. Mann auf die Weine und zuhause bringen / auf ein nothfall dieselbe bis auf 30000. Mann verstärken und vergrößern wollen.

II. Und seind Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster vor hochgedacht des erhebens / zu solchem 24000. vor erst 8000. zu Fuß und 3000. zu Pferd und tausend Dragoner / auch bey einer jeden Batagion die nöthige Feldstücke und Feuer-Werke herzugeben.

III. Damit nun der Intendirende zweck desto fruchtlicher zu erreichen / soll obbesagte Armee jederzeit conjunction bleiben / und nicht vertheilt nach unterschiedl. vielmehr andern Armeen unter oder begeben werden.

IV. Sollte aber von anderen eine Assistentz oder Volkshülfe verlangt werden / fündten und sollen zu einer Belagerung oder attacke 4000. Mann zu Fuß und mehr nicht / zu einer Feldschlacht oder invasion aber 4. bis in 6000. Reuthe und Dragonen dem Hülfs-begehrenden zugesichert werden / und darzu Ihre Hochfürstl. Durchl. die eine halbscheid / die andere aber Ihre Durchl. die Herren Herzogen hergeben. Doch soll vorher einmündl. welcher das wech versichert / an den Ort / wo die action vorzunehmen / oder wo die Hülff verlangt wird / geschickt werden / um zu sehen / und zu examinieren / ob mit der action fort zu kommen / und etwas fruchtvolles auszurichten / und solle demnach dem befinden nach / mit beiderseits belieben und Consens mit der Hülff-Schickung verfahren werden.

V. Und wenn die Spanische und Holländische Armeen an der rechen / und die Kayserl. mit den Grays-Völckern an der Linien seiten stehen / so ist auf vorgegangene Deliberation dienlich befinden worden / diese obgedachte Conjunction Armee nach dem Rhein und der Mosel zu führen / und der endts nützlich agieren zu lassen / und soll der March sowohl wegen der eigentlichen zeit / als des wegs / auch wann und wor die conjunction geschehen sollte / beiderseits concertirt und verglichen werden.

VI. So viel das Commando solcher beiderseits Truppen betrifft / nachdem des Herrn Herzogen Georg Wilhelms Hochfürstl. Durchl. in eigener Person mit nach der Mosel zu gehen / und denen Actionen bey zu wohnen resolvirt.

So haben hochobenamnte Ihre Hochf. Gnaden zu Münster derselben Ober-Commando Ihre dorthin gehende Truppen zu Ross und Fuß untergeben / dergestalt und also / daß in allen vorfallenden Kriegs-Operationen dero Generales von Ihrer Durchl. gehörige ordres nehmen / und dero Commando pariren sollen / dahingegen dann Ihre Durchl. versprechen / daß sie vor die Hülffl. Münsterische Völcker / gleichwie ihre eigene / deren Conservation und möglichste bey-erhaltung Sorge tragen wollen.

VII. Im fall aber Hochgedachte Ihre Durchl. die Campagne quittiren und deren Truppen in eigener Person nicht vorbey können / so soll einem jeden der beiden General-Leutnanten über das Ihre anvertraute Corpo das Commando verbleiben / dießelbe aber mit einander in beidseitigen guten vertragen und Communication leben / beiderseits Truppen bestes suchen / und ihnen allerseits die Conservation derselben angelegen halten;

VIII. Den Kriegs-March anreichend / so wollen Ihre Durchl. darzu beiderseits Generalität / und über dieselbe die andern darzu vorordnete ickesnahmen convociren / und was dabey gut befunden und resolvirt wird / ungesäumt exequiren lassen.

IX. Gleichwie nun ein Corpo von dem andern in den Dienst / in wasserley occasion es auch seyn möge / nicht beschwert werden sollen / Also sollen sie auch in denen Quartieren / welche über die beständige Subsistenz-Quartiere / samst anderen dorthen so beiderseits Völckern gemein in hostico zu erhalten / eiter vor dem andern nicht vertheilt / sondern alle gleichheit gehalten / und die proportio nach Anzahl der Völcker darmit observirt werden.

X. Die Militair Jurisdiction bleibt einer jedweden Generalität bey ihren Truppen besonders / jedamoch / daß bey dem sich ereignenden verbreiten die Delinquenten / ein jedweder zu seiner Generalität und Corpo remittirt / daselbst die Sache cognoscirt und exequirt werde.

XI. Des Rangs halben unter den hohen Officieren wird es dergestalt gehalten / daß der bey diesen beiden Corpo länger als der ander gedient / die preference haben und behalten / oder die fischen sonst / im fall sie in gleicher zeit extra Ihre Chargen erlangen / durch die Generalität vermittelt und abgethan werden sollen.

XII. So ist auch Crafft dieses beständig geschlossen / daß so wenig Ihre Hochfürstl. Gnaden als Ihre Durchl. mit ihren Truppen diese Campagne quittiren / oder dieselbe anders wohin führen sollen / es geschehe dann mit allerseits Herrschaften einmüthigen Concert und belieben.

XIII. Sollte dann durch Gottlichen bescheid ein und ander Feindlicher Platz exportirt werden; so ist verabredet / daß die Besagung daselbst nicht allein von beiderseits Völckern / sondern auch die Feindliche mobilia an Geld / Munition und dergleichen in 2. gleiche Theile getheilt werden / dahingegen aber auch ein jeder Theil bey solchen Operationen eine gleiche Anzahl der Mannschafft haben sollen.

XIV. Als dann auch wegen der fünfzigigen Winter-Quartieren vor die Soldatesque / die hohen Herren Principalen billig besorget seyn; so ist verabredet / daß dieselbe waren ingesamt von beiden Theilen am Kayserl. Hoff gestrichen / und zu deren Erhaltung aller möglichster fleiß angewendet werden solle; Inzwischen doch hat man sich dergestalt darüber verglichen / daß von solchen Quartieren Ihre Hochfürstl. Gn. zu Münster die halbscheid haben / und also dieselbe in zwey gleiche Theile vertheilt werden sollen. Damit aber dieser gleich Theilung halber benachteiligt kan Streit entsehe / ist verglichen / daß Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster etc. vor ihre halbscheid das Hochgummen Bestehen / den Westermahl / die Breimsche vier Höfen / wie dann die halbscheid der Gasse und die halbscheid der Westermahl in einem beschriben sein. Quartier haben und behalten / und daß Ihre Durchl. den Herren Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg insgesamt die Müchlenburgische Kerner / Gaden-Lüneburgische / Hamburgische und Lübeckische Landen / Estif / Fulda / Estif / Lüne / Reich von Lüne / Hilbesheimische 6. Ambter / die halbe Westermahl / und halbe Gasse / wie dann die Stadt Goslar zu gleichem fleiß Subsistenz-Quartier verbleiben / mithin auch daß einer den andern bey all solchen Quartieren kräftig handhaben / und garantiren / auch daß sie also und dergestalt eingerichtete werden sollen / damit die Truppen darans in guten Stand erhalten / und gegen die gemeine Feinde bey guter zeit nützlich gebraucht werden können; falls aber je ein / oder anders nicht zu erhalten seyn wolle / soll fleiß pro rata einem jedem abgethan / und gesamter Hand an denselben Dritten Fleiß angewendet werden / damit der Abgang ersetzt werde.

XV. Damit dann auch das nöthige Proviant und Commiss-Probe nicht abgehe / soll solches von denen benachbarten Kreysen und anderen in beiderseits Namen begehrt / bey guter zeit dessen ein vorrat gemacht / und in Nothfall von einem dem anderen für billigmäßigem preiß damit an hand gegangen werden.

XVI. Auf daß auch durch die also conjunctione Waffen und Armeen was haubtsächlich ausgerichtet werden möge / soll eine gute Feld- Artillerie darbey gestift / und eingerichtete werden / und es sollen sowohl besorgen / als des Proviantes halber und zu Anstellung der Conferenzien und Berathschlagungen / einige Dertler am Rhein und Mosel-Strömen in beiderseits Namen ausgesandt / auch von denen nächstgelegen Reichs-Städten eine zulanghde bey-Steuern zu Einrichtung und Erhaltung der Artillerie fleißhaft gestift und erfordert werden.

XVII. Keiner soll des andern Kriegs-Leuthe debauchiren oder aufhalten / sondern da falls bey einerseits Truppen sich von dem andern Theils Leuthe befinden / und dieselbe betreiben / oder bestrafen müßten / sollen sie alle gleich ohne entgeltlich abgeliefert und zur Justiz gezogen / deswegen auch bey allerseits Truppen ein ernstliches verbot nedem publicirt werden.

XVIII. Im übrigen läßt man es in den Actionen und vor-sätzigkeiten bey der Kriegs-fällen / und was sonst gebührlich und gebührend / benamens / unbekundt ist dieser Reces darüber drey-mahl verfertigt etc. Bremer-Wörden den 25. Aug. 1676.

Christoff Bernhard mpp. (L.S.)
Georg Wilhelm. (L.S.) Anton Ulrich in Vossnaghs
Unsers Herren Brudern Herzogs Rudolph Augustin.
(L.S.)

CLVI

ANNO
1676.

16. Oct. *Traité de Paix entre JEAN Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 580. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum pag. 1065. en Allemand.]*

I. **T**raçatus cum præcedente Rege Michaelē initus, abolitus censetur, sic, ut in posterum nullius Tributi, sive nullarum Conditionum dicti Tractatus mentio inficietur.

II. Turcæ in Podoli Cameneciam, certis cum limitibus à Rege designatis, retineant. Ad quam propositionem Balis animi sui sentia se declaravit, etiam si quoad hoc ad tractatum Plenipotentiarius instructus non sit, se tamen expromissorem nihilominus constituit, quando Rex Legatum quempiam Executionis horum Tractatum ad Eam missurus fiet. Ukrainam quod concernit, maneat Rex in possessione potioris ejusdem patris, nempe Bialocerque, Ravelocæ, Chalicz, Mohiloviz &c. Turcis quæ cesserunt, parvi esse momenti, & pertinere ea ad Doroskium.

III. Omnes durante hoc anno à Turcis in servitutum redacti, & capti liberi dimittuntur, in posterumque omnes excursions prædatorias & actiones hostiles intermittuntur.

IV. Exercitium Christianæ Religionis omnibus iis in locis, quæ Turcæ vi horum Tractatum obtinebunt, liberum esto.

V. Porta à Republica, vigore Tractatum Leopoldianorum promissis centum mille Imperialibus renuntiat; Propterea quo nomine datis obsequiis, ut & illis, qui tempore Casimiri Regis, vi Tractatus cuspiam conclusi, dati sunt, iterum libertas sua restitueretur.

VI. Pollicentur Turcæ Tartarique, quod arctissimam Unionem cum Rege & Republica Poloniæ pagent, & quod ipsi, si fid ab iis exigetur, contra omnes Coronæ Poloniæ Hostes, eidem assistere velint, itemt offensas ipso facto transire cum universo suo Exercitu Borythenem, eundem illic in hybernis collocare, & vice Coronæ Poloniæ amplas illas Provincias, quas Mosci eidem eriperunt, iterum extorqueant. Quibus tamen Rex sine Republica suffragio assensum renuit.

VII. Stipulantur Turcæ, vigore præsentis Tractatus, Franciscanis Sanctum Sepulchrum se reddituros, eo ipso Schismatibus omnibus exindē ortis, finem imposituros.

VIII. Mittetur à Corona Poloniæ Solennis quadam Legato ad Portam; Ad quam obeundam Turcæ Principem Constantinum, aut Sub-Mareschallum Regni, aut Equitem Auratum Lubomirskum destinare intendunt. Quod ipsum tamen Rex maturiori deliberationi reservavit.

CLVII.

25. Nov. *Déclaration sur le Traité de Marine arrêté en l'an 1650. entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, provisionnellement arrêtée à Bruxelles le 25. de Novembre 1676. [Actes & Négociations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 773.]*

Son Excellence ayant eu rapport de ceux de la ci-jointe par elle ordonnée pour oûir les Propositions à faire par le Sieur Heemskercke & en après par le Sieur de Dyckvelt, Envoyez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, au sujet du Traité de Marine, arrêté en l'an 1650. entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & d'autres differens, a consenti que provisionnellement, & sous l'agrément de Sa Majesté du principal, soient observés & executez les Articles suivans; & seront tenus comme partie dudit Traité de Marine de 1650. qui demeurera en sa force & vigueur.

TOM. VII. PART. I.

ANNO
1676.

I. Que les Habitans des Pais-Bas aussi-bien de Sa Majesté que de Leurs H. H. PP. pourront faire librement & sans aucun empêchement leur Commerce & Navigation de leurs Ports, Royaumes & Provinces ou d'autres Souverains, vers & avec ceux qui sont ou pourront devenir Ennemis des deux ensemble; ou bien de l'un & de l'autre des deux costez separément, & les susmentionnez Habitans pourront librement & sans aucun empêchement avec leurs Vaisseaux; Biens, Denrées & Marchandises sans difference à qui lesdits Biens, Denrées & Marchandises chargées, & Navires puissent appartenir, aller & venir, comme aussi naviger vers tous les Havres, Lieux, Rivières & Rades des Ennemis, sans empêchement ou contradiction de qui que ce soit; tant à droiture que d'un Havre Ennemi à un autre, soit que ces Havres ou Places soient tous un ou divers Souverains, tel estant le sens dudit Traité de 1650. bien entendu néanmoins, que les Marchandises de Contrebande demeurent exceptées; au regard desquelles, & des Places assiegées, bloquées ou investies, on se reglera selon le même Traité: bien entendu aussi, que cette Declaration ne concernera pas les cas échus devant la signature, & homologation de cet Acte, soit qu'ils soient decidez ou non; accordez ou non accordez.

II. Que les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux, qui se trouveront en quelques Vaisseaux neutres allans ou venans vers quelques Havres Ennemis, tant à droiture que d'une Place Ennemie à une autre: soit que telles Places ou Havres appartiennent à un pu à divers Souverains, seront restituées sans aucun empêchement; excepté seulement les Marchandises de Contrebande.

III. Que d'icy en avant, quand aucun Navire sera repris sur les Ennemis par les Navires de Sa Majesté ou des Armateurs particuliers, ou de Leurs H. H. P. P. ou par leurs Sujets: Si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures après qu'il aura esté en la puissance de l'Ennemi, les Repreneurs auront un cinquième de la valeur du Navire & de toute la charge. Et si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures, après les deux premieres vingt quatre heures, ils jouiront d'un tiers de la valeur du Navire & charge. Et si elle est faite après lesdits termes, les Repreneurs auront & jouiront de la moitié: mais au regard du passé, semblables, & aussi tous autres cas demeuront & seront generalement jugez & decidez par les voies & Juges ordinaires des Amirautés: chacun au lieu d'où les Navires & Repreneurs sont sortis, & ce selon les Traitez & Loix qui regleront les cas, & selon la presente interpretation dudit Traité de Marine. Excepté néanmoins les Procez & trois Navires, nommez le Saint Jean, la Charité, & l'Amour des Marchands selon l'Acte & Convention particuliere datée du jourd'huy. Fait à Bruxelles le 25. de Novembre mil six cens soixante & seize.

DE PA VI.

DUQUE DE VILLA SIERRA.
Conde de Luna.

Par ordre de son Excellence.

Signé,

VERREYCKEN.

CLVIII.

Bund zwischen Ihro Königl. Majest. in Denemarck/ 23. Dec. dann Churfürst zu Brandenburg/ wider die Cron Schweden und dero Alltittenten. Geschlohen zu Copenhagen den 23. Decembris 1676. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre Sa Majesté de DANNE-MARC, & Son Altesse Electorale de BRANDENBURG.

T E

D E

ANNO DEBURG, contre la Couronne de SUEDE,
1676. Et tous ses Alliés & Adhérens. A Copenhague le 23. Decembre 1676.

Nachdem (addantur pleni tituli) Ihre Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen, und Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg u. nicht allein bey sich erweisen, was ges. unsicherheit / schaden und gefahr Ihren Königreich / Churfürstenthumb und Landen von der Schwedischen Machtbedacht jeder zeit zugewachsen / und noch ferner zuwachsen könne / sondern auch gegenwärtig empfunden; nachdem die Kron Schweden die auf sich genommene Mediation fahren lassen / in dem Krieg / so die Kron Frankreich angefangen / unnötiger weise sich eingeschlichen hat / und der sammtlichen Allirten / und des Königlich Reichs offenkundigen Feinden beggerten ist / wie schon die gefahr und die fast des nunmehr wieder solbige Kron von allen Allirten / und dem ganzen Königlich Reich declariren / auch mit Gottes Hülff angefangen und bis anhero mit grossen unkosten schwebeligen Kriegs vornehmlich auf ihre Länder / und Unterthanen gefallen sey / und deshalb sowohl wegen der bisher unter sich gegessenen Freundschaft und guten vertrauens / als auch der noch ferner bevorstehenden / und obwährenden Kriegs gefahr und unsicherheiten halber / nöthig erachtet / zu Ihrer mehrern versicherung und zu beförderung nicht allein Ihres eigenen / sondern auch der sammtlichen Allirten / und des Kön. Reichs Interesse sich näher zu verbinden / und eine auf gegenwärtige Conjunction eingerichtete Bündnis / wider die Kron Schweden /hero unter andern / bester / fassen / so in diesen Jahren Ihre Königl. Maj. oder Ihre Churfürstl. Durchl. angreifen möchte / unter sich zusehlest / auch zu abhandlung derselben dero Gesandtschafft Räthe und Ministros (inscrantur nomina de tituli) verordnet / als die sich dann in dieser Königl. Resoluzion Stadt Copenhagen zusamen gethan / und bis auf Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. Ratification / nachstehende Puncten entworfen und abgehandelt.

I. Solchen soll zwischen Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. / wie nicht weniger dero Erben und Nachkommen an dero Königreich / Churfürstenthumb und Landen / heimt und in Tractat diese eine nähere ververständlichkeit und Bündnis wider die Kron Schweden / und dero vorbenannte Adhärenzen und Assistenten / so einen von beider hohen Contrahenten attackiren möchte / zu vertheidigung der allgemeinen und Ihrer eigenen Lande und selbste Securität geschlossen seyn / und von denen obbenannten hohen Bündnisverwandten mit gutem glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein rechtlicher / sicherer und reputirlicher Frieden geschlossen / und dadurch ein jeder theil gehörige satisfaction erhaltn.

II. Und obwohl Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. gutes vernehmen durch ein gemein beständiges Interesse / nahe anverwandtheit / und Freundschaft und Nachbarschaft / so sehr geknüpft ist / daß nicht zu fürchten / daß bey dieser Conjunction einige jalouse unter ihnen entstehe / so haben sie sich dennoch unter einander versprochen / nicht allein allem demjenigen / woraus etwa ein unvernünftiges misstrauen und argwohn erwach / ferner / sorgfältig vorzukommen / sondern auch überall dergestalt sich einer gegen den andern zu betragen / daß man thätlich sehr wohl seyn wird / wie rechtlich sie es mit einander meinen / und wie eifrig einer des andern bestes zu befördern / dessen Nachtheil / Schaden und verlust aber abzuwenden sich angelegen seyn lassen / zu welchem end sie dan einander alles / was sie sammt und sonders angiehet / verständig / ohne einiges ruckhalten und bedenkens communiciren wollen.

III. Füranbaldt wollen J. K. M. und J. Churfürstl. Durchl. dero gegen einander tragende wolmeinung dadurch blüthen lassen / daß sie allezeit / so lang der Krieg wehret / den Feind mit gleichem Vigneur und geschwindigkeit / und in abwechseln zeit anzuweisen / und thne nicht raumb geben wollen / daß Er einen allene der hohen Allirten mit seiner ganzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen kurtzen weissen Füsse / weil es sonst nicht nur den Feind haben würde / als wann derjenige / so in seinen Kriegsoperationen sich künig erwieft / sein eigen particular Interesse dem gemeinen vorgehen / und die Feindliche Macht durch schnelle und langsame actiones von sich abhalten wolte / sondern auch heissen möchte / dorn singuli pugnare / universi vincantur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an sich selber eine mächtige Croue ist / sondern auch durch die Französische grosse und richtige Subsidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu annehmen / wie wir für einen schwebigen und gefährlichen Kriegs die Nothwendigkeit / dero Contrahenten beladen den vernünftigen sie unter einander verabreden / daß sie mit allem dem vernünftigen Macht und Croue / so der Höhe ihnen in Wasser und in Land vertheilt hat / wider obberregte Croue / Ihre Königreich / und in- und außershalb Teütschland stürme Provinzen / und zwar ein jeder an denen Orten / wo der Feind am mächtigsten seyn / und es die Kriegs-Raion am meisten erfordern wird / Ihre Kriegsoperationes continuiren wollen.

V. Haben dan beschloffen / daß der eine hohe theil dem andern in allem bey währenden diesen Kriegs entstehenden nothfällen mit seinen Truppen rechtlich die hand bieten / desselben Königreich und Lande / sie mögen heissen / wie sie wollen / oder auch liegen / wo sie wollen / besetzen / und wieder die Kron Schweden / und

die ihr in diesen Krieg mit Hülff assistiren / und ein oder den andern der beider hohen Herren Contrahenten attackiren möchte / mit aller Macht nach möglichkeit / und dem Concert / so deswegen unter ihnen der Kriegs-rathen halber vor sich tritt / der Campagne / auch nachzugehen / so oft es die Conjunction erfordern / aufzerstet werden sollte / zufolge vorerwähnten beßigen / schick auch dem Feind / nachdem es der insland und die Croue teidica in osten / da es ihm am einmündlichsten ist / abbrechen thut will / zu welchem ende dan betrahet werden sollte / ob man sich mit ganzen Armeen / oder einem theil derselben zu conjoinern / oder was für Stücke / Artillerie / und Munition ein jeder theil aufstassen sollte / und dergleichen / welches alles alhier zu specifiern / und auszurücken ohnmöglich / sondern nach Kriegs-Raion und der sachen bestaffelset emurirt sein wird.

VI. Allein ist dieses beßigset / daß man der eine theil dem andern keine noch erzwung / dinstliche theil / welchem die crounung beschreyt / dinstliche für seine eigene heile / und salute als seine eigene abzuwenden / alle was in seinen traffen selber / anzuwenden soll / es wäre dan / daß derjenige / von welchem die Hülff begehret wird / selbst in solchen gefährlichen inslande angestrichen sich befinde / oder gegen den Feind dernauff engagiert wäre / daß ihm solches zu practiren / und die begehrete Hülff insulden allerdings unmöglich sey / und solches die fundbahre unlangbahre evidenz bezeuget.

VII. Sollte aber durch Gottes gnädige verleiung einer der hohen Herren Contrahenten den Feind in seiner Machtbedacht so weit überwinden / daß Er daselbst keines Kriegs Heers zu Wasser oder zu Lande ferner bedürffte / so soll Er dem andern / wann dinstliche inslande widerstand finden / mit seiner ganzen force gegen Schweden zu Hülff gehen / deroem demnach Ihre Churfürstl. Durchl. in Brandenburg als ein Churfürst und Stand des Reichs und Krafft der mit Ihrer Kaiserl. Maj. der Cron Spanien / und denen Herren General Statthaltern der Vereinigten Provinzen reservativ habenden Bündnis bedingen / daß auf solchen fall sie sich nicht wurden erbreiden können / einen theil Ihrer Truppen zu des Königlich Reichs / der Spanischen und der Vereinigten Niederlanden sicherheit wider Frankreich zugebrauchen.

VIII. Die Kriegs-Operationes zu Wasser dependiren von Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen / und wollen dieselbe vernünftigen Wohlstandes darhin sehen / danne der Schwedische Kriegs-Flotte in der See nicht Wasser spiele / die überlegung der Kriegs-Raion aus Schweden in Teütschland und von dar nach Schweden / und andere dergleichen auch die Correspondenzen / mit denen in Teütschland annoch übrigen Feindlichen Oehren und Bestimungen / insgleich deren Provisionierung / so viel möglich vermindert werde / zu welchen ende sie dan / so oft es das Handwerck / und das gemeine Interesse nach gemeinem gut-bedenken / seihen will / einige nöthigste Kriegs-Schiffe nebst dienlichen Fahrzeügen auf denen Pommern- und Mecklenburgische Küsten wollen freilassen / auch wann seine Churfürstl. Durchl. einen Oert / wohin auch zu Wasser mit Drucks-Schiffen / und anderen darzu dienlichen Fahrzeügen zusammen / belagert würden / selbigen von der Wasser-seite / so viel thunlich blockiren / beschließen / und ebenfalls attackiren lassen.

IX. Für solche Hülff / sie geschehe zu Wasser oder zu Land / will kein theil von dem andern einige satisfaction oder reuision der unkosten fordern / sondern es soll bewegen kein theil etwas zu präcediren ghehen / an den Stücken aber und Munition / wie auch der Reiche / so in Feindes Lande gemacht wird / haben beide theil Ihren antheil nach proportion der Volder / so ein jeder bey der Operation hat / wornach dan auch die Quartiere zutheilen.

X. Sollten aber des einen Allirten Truppen in des andern Landen / so Er entweder schon besitzt / oder nach dem zwischen Ihrer Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. gemacht / ten Concert zu erobern sich vorgenommen / mit agiren müssen / schaffet der Herr des Landes / in welchem agiert wird / die nöthige lebens-Mittel an die hand / jedoch müssen sie von den / so die Hülff sendet / nach billigen Taxt bezahlt werden / allein wird ihnen Raub-Güter / weide und Lagerplatz ohne entgelt geliefert.

XI. Wegen des Commando in solchen Fällen ist verabredet / daß dasselbige bey demjenigen / oder besten hohen Officier verbleibe / in dessen Lande / so Er entweder bereits angesetzt besetzt / oder nach dem Concert / so Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. unter sich gemacht / zu Conqueriren vorhaben / agiert wird / Jurisdiction / so ein jeder über seine untergebenen hat / ausstehet.

XII. Zum beständigen Grunde dieses Federis / und darmit keiner der hohen Bündnis-Verwandten pre-umiere / daß ihm frey seye / einen particularien Frieden oder Stillstand der Waffen mit dem gemeinen Feinde einzugehen / wollen Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. unter sich fest setzen / daß der Con- Federibus / die sie mit der Kön. Konf. Maj. / der Cron Spanien / und denen Herren General Statthaltern der Vereinigten Niederlanden bey dieser Conjunction und jetzhero / daß die Kron Frankreich den Krieg wider Holland angestiegen / aufzerstet / so lang dieselbe obberregten mit ihnen gemachten Bündnissen auch nachleben / und demjenigen / so darinnen conditionate versprochen / ein gültigen thut / auch bey denen hohen Herren Con-

ANNO
1676.

irahenten ebenmäßig fest halten / und dero Interesse gebühlich beobachten / woran Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürst. Durchl. um geringsten nicht zweifeln / auch zu dem ende conjunction und separatim alle christlichen Officia anwenden wollen / biß daß ein allgemeiner redlicher und sicherer Friede durch Gottes Gnade zwischen allerseits Kriegenden Partheyen geschlossen worden.

XIII. Wohlbedacht auch wollen Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürst. Durchl. alle Ihre Consilia und actiones dahin richten / damit Ihre Kayserl. Majest. und des Römischen Reichs Oberhaupt bey dero Autorität und ansehen erhalten Churfürsten und Stände desselben bey Ihren Freyheiten / Prærogativen und sicherheit wieder alle auswärtige Turbatores maintinirt / und des Reichs = Säkungen / Constitutiones und Fundamental-gesetze in beständigen vigore bleiben mögen: Und weil der Letztste Wohlphalichen Friede eben durch besagte geschräncket / und fast über einem hauffen genossen worden / welche sich rühmen / daß es mit bey ihnen steht / denselben nach behalten zu erklären / und zu garantieren / so verbinden Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürst. Durchl. sich dahin / daß sie Ihre auferlesse bestragen wollen / damit der Friede im Reich so fest und so sicher stabilirt werde / daß so leicht kein Extraneus Turbator & Violator quicunque publicis denselben unthöflich könne / und daß das Römische Reich / dessen benachbarte und Allirte in ihrer sicherheit / und ruhestand gesichert und gelassen werden mögen.

XIV. Nachdem nun sowohl aus denen actiones selber / als auch diesen Fœdere nicht allein Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürst. Durchl. dem gemeinen besten zulasten kommen / die gute intentiones zur gütze erkennen / sondern auch am tage liegt / wie grofse geßah / ungeduldigkeit mitosen und aussetzen werden sie sich / Ihre Lande und Interthanen durch diesen Krieg unerträglich gemacht / als ist so wenig zu zweifeln / es werden Ihre Kayserl. Maj. nicht denen Ständen des Römischen Reichs / die Cron Spanien / und die Herren General Staaten Ihnen bey endigung des Kriegs eine vergnügliche satisfaction an Land und zechten geen gönnen und sonst keinen Frieden eingehen / als solches an ihm selbst die höchste billichkeit / und die allgemeine niderheit erfordert / welchem zufolge Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürst. Durchl. sich einer gegen den andern hienit verbindlich machen / bey bevorstehender Friedens-Handlung für einen Mann stehen / auch vorher und sonst bey aller gelegenheit sich durch allerley Mittel sich dahin zubereiten / und Ihre auferlesse anzuwenden / damit ein jeder von Ihnen in einer redtlichen gütlichen und zur guten beständigen sicherheit seines Estats dienenden satisfaction an Land und zechten gelangen möge.

XV. Wan dieser Krieg / Gott gebe! glücklich genidiget / und ein sicherer Frieden erworben / ist ferner begehrt / daß die Herren Contrahenten einander perpetuum garantiam leisten sollen / sowohl dessen so sie anjehz beßien / als dessen / so sie durch Gottes Gnade / bey diesem Kriege acquirirt / und zur satisfaction erlangt haben mögen / und soll diese Garantie nicht offen wider Schwöden / sondern all die Abseueranten und mangelich / so sie nach gemachten Frieden selbstlich angreifen wollen / gelasset werden: In welchem aber den die hohe Contrahierende theile / selbst der General Friede zu Minnengen / oder anderswo geschlossen / einige ihrer Räte und Ministrorum bevollmächtigten / dieselbe insubanden schütten / und über oberechte Garantie ein ordentlich Instrumentum mit Fœdus defensivum aufsetzen lassen / in dessen aber es dahin richten wollen / damit Ihnen auf denen bevorstehenden Friedens = Tractaten von allen Allirten / insonderheit aber von Ihrer Kayserl. Majest. und denen Ständen des heil. Röm. Reichs / der Cron Spanien / und denen Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden eine vollkommene und beständige Garantie verprochen / und dieselbe dem Instrumento Pacis Universalis mit einverleibet werden möge.

XVI. So wollen auch die beide Hohe Allirte andere Christliche Potentaten diese Garantie zulassen gebührend invitiren / auch soll denselben frey stehen / in diese Alliance mit zutreten / jedoch auf gewisse Handlung / so von denen hohen Paciscenzen unveranlassen / und soll dieses Fœdus zwar an gehörigen und nöthigen orten / doch aber niemanden / ohne gemenes gut = beßien / communicirt werden.

XVII. Ist schließlich ist dieses von denen im anfang gemelten / und zu diesem Tractat verordneten Königl. Dänischen / und Chur = Brandenburg. Bevollmächtigten Räten und Bedienten / alles bis auf die Ratification der hohen Principals / so innerhalb fünf monden / dato einzufließen / verabredet unterzeichnet / und mit Ihren gewöhnlichen Handschriften bekräftiget worden / so geschehen in Copenhagen den 23. Decembris Anno 1676.

F. G. D. A. E. Langland und Kipingen. (L.S.)

Job. Christoff. von Korbis. & Bierman. (L.S.)

Christoph von Brand. (L.S.)

Friedrich von Brand. (L.S.)

Tom. VII. Part. I.

CLIX.

ANNO
1677.

Traité entre les PROVINCES UNIES des Pais-Bas & le Bassin d'ALGER, fait audit Alger en 1677. [Traduction Française du Mercure Hollandois de l'année, 1677. pag. 487.]

AGI Mahomet, Day, & Baban Hafan, Gouverneur d'Algers, accordent & permettent à Thomas Hees, Envoyé des Hauts & Puissans Seigneurs Estats Generaux, & de Son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, de rachetter les Esclaves Hollandois aux conditions suivantes.

Premièrement il luy sera permis de rachetter tels Esclaves qu'il jugera à propos, sans qu'il puisse estre obligé par qui que ce soit d'en rachetter quelques-uns comme sont les Esclaves . . . ou Galerians, ni nuls autres, contre sa volonté.

II. A l'égard des Marchandises ordinaires, qu'on fera venir icy pour estre employées à cet effect, il ne payera pour les Droits d'entrée du Roi que 10. Reales de huit pour Cent, & que 5. pour Cent de celles de Contrebande, comme font Pondre à Canon, Soufre, Fer, Planches & Bois à bâtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Canons de Fusil, & autres choses qu'on comprend sous ce nom.

III. Chaque Esclave ne payera pour les Droits de la Maison du Roi, pour l'argent du Havre ou de la Porte, & pour tous autres frais, de quelque nom qu'on les appelle, que 43. pour Cent une fois pour toutes, sans plus.

IV. Lesdits Seigneurs Gouverneurs promettent aussi d'assister & de preser la main audit Thomas Hees, en tout ce où il seroit besoin, tant en l'achat des Marchandises par les Patrons ou Maîtres, s'il est nécessaire, que pour faire conduire sûrement, & sans confusion, les Esclaves rachetés au bord du Navire.

V. Promettent pareillement, que le Navire ou les Navires, qu'on enverra pour ce Trafic, pourront en toute seureté venir & partir d'icy, sans qu'aucun des Sujets de ce Roiaume, quel qu'il pût estre, puisse leur faire aucun tort, soit en leurs Marchandises, soit en leur équipage. En foy de quoy nous avons signé tout ce que dessus, & y avons appliqué nos cachets.

VI. Ledit Envoyé ou celui qui tient sa place, s'oblige aussi d'empêcher qu'aucun Esclave, ou Esclaves, ne se puisse sauver ou échaper dans un ou plusieurs Navires Hollandois; mais s'il arrivoit qu'un ou plusieurs Esclaves tâchèt à se rendre au bord desdits Navires à la nage, & qu'il vint à se noyer, ledit Envoyé ne fera nullement obligé d'en repoudre, & ne pourra point estre inquiet pour cela.

CLX.

Traité de Commerce entre les Couronnes de FRANCE & d'ANGLETERRE. Du vingt-quatrième jour de Février 1677. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

Comme le Serenissime & Tres-Puissant Prince Louis XIV. Roi Tres-Christien de France & de Navarre, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grande Bretagne, n'ont point de plus grande passion que d'affermir de jour en jour par de nouveaux & de plus forts liens l'amitié qui est entre lesdits Seigneurs Rois, & la fidelle & sincere Union & correspondance qui est entre leurs Roiaumes & leurs Sujets, Leurs Majestez ont cru que rien n'y pourroit davantage servir qu'un nouveau Traité pour la liberté & seureté du Commerce. Et pour cet effet ils ont nommé des Plenipotentiaires; Sçavoir le Roi Tres-Christien, le Sieur Simon Arnauld, Seigneur de Pomponne, Conseiller de sa Sacrée Royale Majesté, & Secrétaire d'Etat; & le Roi de la Grande Bretagne, le Sieur Raoul de Montagu, Chevalier, Maître de la Garderobe dudit Seigneur Roi, & premier Escuyer de la Reine, qui après avoir fait l'échange de leurs Pouvoirs, ont convenu des Articles suivants.

I. Tous les Sujets du Roi Tres-Christien pourront naviger, negocier, & faire toute sorte de Trafic en toute

ANNO
1677.

toute liberté & sûreté dans tous les Royaumes, Pays & Etats qui sont maintenant ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, sans qu'ils puissent être empêchés ni inquiétés par des Gens de Guerre, & par des Vaisseaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous prétexte de Guerre & d'hostilité qui pourroit estre à présent ou cy-après entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & les Princes & Etats qui sont ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien. Et réciproquement tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront naviger, négocier & faire toute sorte de Trafic en toute liberté & sûreté dans tous les Royaumes, Pays & Etats qui sont maintenant ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi, sans qu'ils puissent être empêchés ni inquiétés par des Gens de Guerre, & par des Vaisseaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi Tres-Chrétien, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous prétexte de Guerre & d'hostilité qui pourroit estre à présent ou cy-après entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & les Princes & Etats qui sont ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

Item. L'on pourra faire le trafic pendant la Guerre des mêmes Marchandises que l'on peut négocier en temps de Paix, à la réserve de celles de Contrebande, qui sont expliquées dans l'Article suivant.

III. Les Marchandises défendues & de Contrebande sont les Canons & leurs assortimens, Armes à feu, Poudre, Mèches, Boulets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Pertuisines, Boudes, Mortiers, Petards, Grenades, Fourches de Mousquets, Bandonnières, Salpêtres, Billes, Casques, Morions, Cuiraisses, & autres Armes semblables. Est encore prohibé sous ledit nom, le transport de Gens de Guerre, de Chevaux, de Haras, de Fourreaux de Pistolets, de Baudriers, & assortimens façonnez & formez à l'usage de la Guerre.

IV. Au nombre des Marchandises de Contrebande & défendues, ne sont comprises les Marchandises suivantes; Scavoir les Etoffes & Manufactures de Laine, Lin, Soye, Coton, & de quelque autre matière que ce soit; toutes sortes d'Habits & vestemens, & les Etoffes & fortes desquelles on les fait, Or & Argent monnoyez ou non monnoyez, Etain, Fer, Plomb, Cuivre, Charbon, Blez, Orges, & autres Grains & Legumes, Tabac, Epiceries, Chais salées & fumées, Poisson sec & salé, Fromage, Beurre, Biere, Huile, Vin, Sucre, Sels, & tout ce qui appartient à la nourriture & subsistance de la vie. Ne seront aussi compris dans les Marchandises défendues, les Cotons, Chaivres, Lins, Poix, Cordages, Voiles, Anchres, Mats, Planches, Poultries & Bois travaillé de toute espèce d'Arbres, & qui peut servir à construire des Vaisseaux ou à les radoubier; & demeureront lesdites Marchandises libres, de même que toutes les autres généralement qui ne sont comprises dans l'Article précédent. De telle sorte que les Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrétien pourront en faire le transport non seulement d'un lieu où il y ait Neutralité à un autre lieu où il y ait aussi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui soit Ennemi du Serenissime Roi de la Grande Bretagne; ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité soit gardée, mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses Ennemis, soit que ces Ports ou autres Lieux soient sous l'obéissance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats, avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne soit en Guerre. Pourront réciproquement les Sujets dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne faire le transport des susdites Marchandises, non seulement d'un lieu où il y ait Neutralité en un autre lieu où il y ait aussi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui soit Ennemi du Serenissime Roi Tres-Chrétien, ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité soit gardée; mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses Ennemis, soit que ces Ports ou autres Lieux soient sous l'obéissance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien soit en Guerre. Ne pourra néanmoins ledit transport être

fait aux Villes & Places assiégées ou bloquées ou invellées.

V. Pour faire cesser tous les différends qui pourroient naître sur Mer & sur Terre, il a été convenu que les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, qui entrent dans les Havres ou Ports du Roi de la Grande Bretagne, & voudront aller ailleurs, ne seront tenus qu'à produire & représenter leurs Passports & Lettres de Mer, dont le Formulaire est inséré à la fin du présent Traité, aux Officiers dudit Seigneur Roi, ou s'il y a dans lesdits Ports ou Havres des Navires dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou des Armateurs, aux Capitaines desdits Navires, sans que pour raison de ce, ils puissent exiger ni argent ni aucune autre chose. Que si les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, sont rencontrés en pleine Mer, ou en Lieux qui ne soient de la Domination du Roi, de la Grande Bretagne, par des Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs desdits Sujets, lesdits Navires pourront en demeurant dans une distance raisonnable, envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux, & autres Bâtimens des Sujets du Roi Tres-Chrétien; & y feront entrer deux ou trois Hommes seulement, qui se feront représenter par le Maître ou Patron les Lettres de Mer, après quoi le passage leur sera libre, sans qu'on puisse les molester, visiter, armer, ou les contraindre à changer de route. Les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront des mêmes Libertés & Faveurs, en représentant leurs Passports & Lettres de Mer, suivant le Formulaire ci-dessus dit.

VI. Si quelque Vaisseau ou Barque appartenant aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, allant en un Pays Ennemi du Roi de la Grande Bretagne, est rencontré dans sa route par un Navire de Guerre de même si le Vaisseau appartient aux Anglois, & autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne, & qu'il soit rencontré allant en un Port Ennemi du Roi Tres-Chrétien, il ne lui suffira pas de montrer ses Passports & Lettres de Mer, mais aussi les Certificats en bonne & véritable forme des Commis & Visiteurs des Bureaux de sortie du Port d'où il est party, contenant l'état & la déclaration de toutes les Marchandises dudit Vaisseau et chargé, afin que l'on puisse connaître s'il n'y a point de Marchandises de Contrebande, & de la qualité de celles qui sont expliquées dans le troisième Article de ce Traité.

VII. Si par la représentation desdits Certificats il se trouve qu'il y ait des Marchandises de Contrebande destinées pour un Port Ennemi, il ne sera néanmoins permis d'entrer sous le Tillac du Vaisseau, ni d'y aller ou de rompre les Coffres, Balles, Malles, & Tonneaux, ni de prendre quoi que ce soit que l'on ne soit arrivé en un Port, ou l'on fera un fidèle Inventaire en présence des Officiers des Amirautes, & l'on ne pourra vendre ou échanger aucune chose, si ce n'est lors qu'après une procédure régulière les Juges de la Marine auront rendu leur Sentence & confisqué lesdites Marchandises, en laquelle confiscation néanmoins ne seront compris le corps du Vaisseau & les Marchandises libres y trouvées, que l'on ne pourra retenir & encore moins déclarer de bonne prise, à l'occasion desdites Marchandises de Contrebande. Si le Vaisseau n'est chargé qu'en partie de Marchandises défendues, & que le Maître dudit Vaisseau offre de les remettre au même tems au preneur, il ne le contraindra point de venir en un Port qui lui soit commode, & il lui laissera continuer sa route.

VIII. Les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des Ennemis du Roi de la Grande Bretagne, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient pas de Contrebande: Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge entière desdits Vaisseaux, à la réserve néanmoins de celles de Contrebande, à l'égard desquelles quand elles seront surprises, il en sera usé comme il a été marqué dans les Articles précédens. De la même manière, les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient

ANNO
1677.

ANNO
1677.

soient pas de Contrebande : Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, bien que lesdites Marchandises fissent la plus grande partie de la charge, ou même la charge entière desdits Vaisseaux, à la réserve néanmoins de celles de Contrebande ; à l'égard desquelles, quand elles seront forcées, il en sera usé comme dans les Articles précédens. Et pour empêcher qu'une nouvelle Guerre survenante ne puisse faire de tort & de prejudice aux Sujets de celle des Couronnes qui demeurera en Paix, il a été convenu que le Vaisseau des nouveaux Ennemis, chargé des effets & Marchandises appartenans aux Sujets de ladite Couronne qui sera en Paix, ne les rendra point conquisables, s'il en a été chargé avant la fin du délai ci-après marqué, lequel délai sera de six semaines après la déclaration de la Guerre, entre Theoudinghs & Naz en Norvege, de deux Mois entre Theoudinghs & Tanger, de deux Mois & demijours la Mer Méditerranée, & de huit Mois par tout ailleurs. Ainsi les effets des Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrétien, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être confisqués sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Propriétaires, à moins qu'ils n'eussent été chargés sur lesdits Vaisseaux après la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes prédites, être conduites dans les Ports Ennemis : Et réciproquement les effets des Sujets du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi Tres-Chrétien, ne pourront être confisqués sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Propriétaires, à moins qu'ils n'eussent été chargés sur lesdits Vaisseaux après la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes prédites, être conduites dans les Ports Ennemis.

X. Et afin que l'on puisse être dans une entière sécurité, & que les Sujets de l'une & l'autre Couronne n'aient rien à craindre des Vaisseaux de Guerre; leurs Majestés feront tres-excelles inhibitions & défenses à tous Capitaines de Vaisseaux, & à tous Armateurs de faire aucun tort ni dommage aux Vaisseaux Marchands à peine d'être punis extraordinairement; & seront en outre contraints, & par corps, à toute restitution & réparation du dommage des Intéressés.

X. Et pour cet effet les Armateurs seront tenus à l'avenir, avant que leur Commission leur soit expédiée, de donner des cautions suffisantes & solvables, n'ayant aucune part dans l'Armement, & qui seront receuës pardevant des Juges competens jusqu'à concurrence de quinze cens Livres Sterlins, ou seize mille cinq cens Livres, & s'il y a plus de cent cinquante Hommes sur leur bord, jusqu'à concurrence de trois mille Livres Sterlins, ou trente trois mille Livres, lesquelles cautions seront tenues solidairement avec lesdits Armateurs de tout le tort & dommage qui sera fait pendant leur cours, ou par eux ou par leurs Officiers ou autres Gens sous leur charge, contre la teneur du present Traité, & de tous autres faits entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien, & de la Grande Bretagne. Et seront en outre lesdits Armateurs cassez & leurs Commissions revoquées, dans lesquelles seront toujours insérés les noms & la reception de leurs cautions : Et outre ce que dessus le Vaisseau demeurera spécialement affecté au payement de tous dommages & Intérêts.

XI. Le Serenissime Roi Tres-Chrétien, & le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, voulans que réciproquement les Sujets de l'un desdits Seigneurs Rois soient recens & traités dans tous les Etats de l'autre, aussi favorablement que ses propres Sujets; donneront les ordres nécessaires pour faire rendre bonne justice, par des Juges non suspects & non intéressés, sur les prises qui seront faites; & lesdits Seigneurs Rois ordonneront expressement que les Sentences qui ont été rendues ou le seront ci-après, soient pleinement exécutées suivant leur forme & teneur.

XII. Lors que les Ambassadeurs ou autres Ministres du Roi Tres-Chrétien, résidens en la Cour du Roi de la Grande Bretagne, se plaindront de l'injustice des Sentences rendues sur les prises des Vaisseaux ou

Marchandises appartenans aux Sujets dudit Seigneu Roi Tres-Chrétien, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne nommera au même temps neuf Commissaires de son Conseil, c'est la Commission sera faite du grand Secau, qui conduiront de l'autre, & contraindront ou satisferont lesdites Sentences; & lesdits Commissaires l'ont tenu, de s'assembler dans un Mois, à compter du jour de la plainte, & de rendre leur Jugement trois autres Mois après : Réciproquement si les Ambassadeurs ou Ministres du Roi de la Grande Bretagne, résidens en la Cour du Roi Tres-Chrétien, se plaindront de l'injustice des Sentences rendues sur les prises faites sur les Sujets dudit Seigneu Roi de la Grande Bretagne, ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien à leur requiition fera recevoir & examiner lesdites Sentences en son Conseil, pour les confirmer ou infirmer, & l'affaire sera terminée dans quatre mois, à compter du jour de la requiition.

XIII. Y ayant Procès entre ceux qui ont fait la prise d'une part, & les réclamateurs de l'autre, il la Sentence est rendue pour la Partie qui reclame, elle sera exécutée en donnant caution nonobstant l'appel, ce qui n'aura pas lieu lors que la Sentence aura été rendue contre les réclamateurs.

XIV. Comme il arrive quelquefois que les Vaisseaux qui sont des prises en tems de Guerre, traitent tres-inhumainement les Maîtres, Pilotes, & Passagers des Vaisseaux qui sont pris pour tirer d'eux tel avert & telle déclaration qu'ils souhaitent; il a été convenu que leurs Majestés défendront de pareils traitemens sous des peines tres-rigoureuses, & seront punis ceux qui en seront convaincus comme ils le méritent, & d'une manière à intimider les autres. Les Capitaines & Officiers qui seront coupables de telles inhumanités & violences, pour les avoir faites eux-mêmes, ou fait faire, ou souffertes, seront d'abord cassez; & sera en outre procédé contre eux suivant l'énormité du délit. Et tout Vaisseau pris dont les Matelots & Passagers auront été maltraités, sera relâché & renvoyé libre avec sa charge sans aucune plus ample discussion en Jugement ou dehors.

XV. A été aussi convenu que l'on punira tres-severement ceux qui prennent des Commissions des Ennemis de l'un desdits Seigneurs Rois pour faire des prises sur les Sujets.

XVI. Finalement, que le present Traité sera agréé & confirmé le plutôt que faire se pourra, & que l'échange des Ratifications se fera dans deux Mois. A Saint Germain en Laye le vingt-quatrième Fevrier 1677.

(L.S.) ARNAULD. (L.S.) R. MONTAGU.

Formulaire des Passports & Lettres de Mer qui doivent être demandés respectivement dans les Ports & autres Lieux des Etats du Serenissime Roi de la Grande Bretagne par les Vaisseaux, Barques & autres Bâtimens, suivant la disposition de l'Article cinquième, & données par Monsieur le Grand Admiral ou Surintendant de la Navigation, ou par ceux qui ont la Jurisdiction des affaires Maritimes, ou par les Gouverneurs ou Magistrats, ou par des Commissaires, ou par les principaux Officiers des Bureaux de sorties.

A tous ceux qui ces presentes verront, Salut.
Nous Grand
Admiral Nous Commissaires
preposés par Monsieur le Grand Admiral
Nous Gouverneur ou Magistrat
Nous Commis & Visiteurs du

Bureau de la Ville ou Port
Sçavoir faisons que NN. Maître ou Patron
du Vaisseau appellé comparant
devant nous, a affirmé par Serment solennel que ledit
Vaisseau, du port de Tonneaux ou
environ, sur lequel maintenant il est le Maître ou Patron,
appartient aux Sujets du Serenissime & Tres-Puissant
Roi de la Grande Bretagne. Ainsi Dieu lui
soit en aide.

Et comme nous verrions volontiers ledit Maître ou Patron
de Vaisseau aidé dans ses justes affaires, nous
vous requerrons tous en general & en particulier, ou le
susdit Maître ou Patron avec son Vaisseau & Marchandises
arrivera, que vous ordonniez qu'il soit receu benignement
& humainement traité, & qu'il puisse acquiescer
les Peages & Droits accoutumés, entrer &

ANNO
1677.

ANNO 1677. demeure dans vos Ports, Rivieres & Domaines, & en sortir, naviger, trafiquer & negocier, là & où bon lui semblera, ce que volontiers nous reconnaitrons. En témoin de quoy nous avons signé ces presentes, & y avons fait apposer nostre Sceau. A
le jour
de l'an

CLXI.

8. Mars. Tractat zwischen Ihro Kayserl. Maj. Leopoldum eines/ und Ihro Churfürstl. Durchl. zu Köln andern theils/ durch welchen gedachte Churfürstl. Durchl. der zwi- schen Ihro Kayserl. Majest. und andern hohen Alliir- ten geschlossenen Allianz beytritt/ und als ein Ge- treuer Churfürst wieder alle Reichs-Feinde zu agiren verspricht. Nimmwegen den 8. Martii ft. n. Anno 1677. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Im- periale.]

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & Son Altesse Electorale de Cologne MAXI- MILIEN HENRI, par lequel ce Prince acce- de aux Alliances faites par Sadite Maj. Imp. contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimsgue le 8. Mars ft. n. an. 1677.

Im Namen der Allerheiligsten Unzertheilten Dreyfal- tigkeit/ Gottes des Vaters/ Sohns und Heiligen Geistes/ Amen.

Wird und zu wissen sey jedermänniglich/ Nachdem Ihre Churfürstl. Durchl. zu Köln ic. in Erinnerung ihrer Reichs- Pflichten und der nahen Anverwandnis/ womit sie Ihrer Kay- serl. Majestät verbunden/ sodan der Reichs- Schlüssen und des boni publici, längst verlangen getragen/ neben andern getreuen und gehorsamen Churfürsten/ Fürsten/ und Ständen vor der Rom. Kayl. Majest. als ihren allerböchsten Oberhaupt sich un- terwerfen müssen/ sie auch dieses ihr verlangen allerböchst- erlich Ihrer Kayserl. Majestät schon vor geraumer Zeit zu er- kennen geben lassen/ und dero Geheimen Rath/ Cammerern und Bescheiden Stadthaltern Franz Freyhern von Dietrode und zu Trarbachberg hierzu abschriftlich instruiert und bevolmächtiget:

Als ist nach reifen bedacht und erwegung sehrer umständen von Ihrer Kayserl. Majestät Rath/ und zu dem bevorstehenden Friedens- Tractaten bevolmächtigten dritten Gesandten Diet- richen Althert Heynrichen Ertlen Strammann und dem ob- berührten Churfürstlichen Bevollmächtigten Franz Freyhern von Dietrode und zu Trarbachberg auf aller- und gnädigste Ra- tification verglichen worden/ wie folgt:

I. Erstlich geschiet Ihre Kayserl. Majest. von Ihrer Chur- fürstl. Durchl. die alleruntertänigste versicherung/ daß sie mit einigen Feinden Ihrer Kayserl. Majest. oder des Heil. Rom. Reichs in keinem Födero oder Verbindungs begriffen/ wie in- gleichen/ daß sie deren keines mit gewelben und anderen/ so ins künfftig Ihre Kayserl. Majest. Feinde werden möchten/ jemah- len eingehen werden: Treten hingegen als ein treuer Churfürst des Reichs in die zwischen Ihrer Kayserl. Majestät und verschie- dene Chur- und Fürsten des Reichs/ auch andern hohen Alliir- ten geschlossene Allianz und versprechen so wol als andere Alliir- te den Ihrer Kayserl. Majest. und dero Alliirten zusehen/ und zu des Gemeinen Wohls besten und rekrutierung eines besän- digen und reparirlichen Friedens zu laboriren/ und nach allen Ihren Kräften sowohl wider Frankreich und Schweden/ als andere Ihrer Kayserl. Majest. und des Reichs Feinde als zu agiren/ wie es nach genannten Concerto allerseits wird gut gefunden und geschloffen: Dabingegen versprechen auch Ihre Kayserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. gegen dero Feinde und allen unbilligen Gewalt zu assistiren und kräftiglich zu schützen/ und solle dieser Bund unverbrüchlich gehalten werden/ so lang als dieser Krieg dauern wird.

II. Wollen Ihre Kayserl. Majest. so wenig/ als Ihre Chur- fürstl. Durchl. ohne gesamtes gut- befinden und beileben sich in einige Friedens- oder Stillstands- handlungen einlassen/ weniger selbige schliessen/ sondern sollen alle dergleichen handlungen an- derseits nicht/ als mit einseitiger bewilligung/ gut- befinden und allerseits inclusion vorgenommen werden.

III. Zur befriedigung der gemeinen sach und obgemeldter löb- lichen intention versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. fünfzig tau- send Man zu stellen und zu unterhalten/ und sollen mit sol- chen Volckern dero Bestimungen/ als Bonn/ Neüs/ Kayfers- werth/ Rheinberg/ Leshem/ Kerp/ und andere/ so viel

es nach gefallon der zeit und lasten vornehmlich/ besetzt/ auch nach Ihrer Kayserl. Majest. anzuwenden einzunehmen und zu- dem gegen den Gemeinen Fund im Jahr 1677/ nach den: und gleich wie Ihre Kayserl. Majest. Churfürstl. Durchl. zu Köln. alle bestellung hierzu von hertz genossen: Als wessen sie bey der Eron Spanien auch in dem Jahr durch dero Ministros ihre Officia mit anwenden lassen/ damit Ihre Churfürstl. Durchl. mit einseit Subsidien nicht de. andern weiten werde: y doch daß dadurch Ihre Kayserl. Majest. kein Obligation oder Ver- bindungs bestehende Subsidia ex proprio zu praestiren zugezo- gen werde.

IV. Und damit Ihre Kayserl. Majest. bestimmet Ihre Chur- fürstl. Durchl. rechte devotion und aufrichtige intention in de- hat verfahren mögen/ stellen dieselbe Ihre Kayserl. Majest. unterthänigst anheub/ einige Ihrer Churfürstl. Durchl. in de- unangenehme personen vorzuse- legen/ und welen Eine Chur- fürstl. Durchl. einen Generalen erwelen wollen/ welen er abge- dacht gesambte Willig commandiren/ auch in ihr Churf. Durchl. Pflichten mit stehen/ und nach Kriegs- rathen sowohl Ihrer Maj- estät/ und Churfürsten dieselb/ auch Conservation treulich respectir- solle/ und welen Ihre Hochfürstl. Durchl. in Pals- Neuburg/ vermindt ihrer mit der Eron Spanien und denen General- Sta- ten gezeichnet/ und von der Rom. Kayserl. Majestät allergnä- digst approbirt und garantirt Allianz/ ein Corpo von fünfzig- tausent Man zu stellen haben/ und kein bedenkens tragen dero- selben Trouppen all solchen Generalen bey der Operation gleich- falls mit zu untergeben: So sollen von seiner Churfürstl. Durchl. zu Cöllen/ so viel von obgedacht- iger fests pachten 3000. Man nach Kriegs- rathen aus dero notwendigig unbesetzen haben- den Bestungen gezogen werden können/ dargu geflossen und con- jungirt werden/ damit solche benachbarte Truppen pro com- muni causa mit desto besserem Succes mit einen Corpo agiren mögen.

V. Hingegen und in Consideration der nahen amverwand- schaft und Eron Churfürstl. Durchl. zu Ihrer Kayserl. Majest. der- selben ertragender devotion wollen Ihre Kayserl. Majest. derselben Ihre Reichens Stadt Bonn/ als auch Leshem/ Kerp/ und andere ortht volkkommtlich restituiren und einrücken.

VI. Weilen aber Bonn ein ortht von großer importanz/ und an dessen Conservation sowohl Ihrer Kayserl. Majest. und dem Publico, als Ihrer Churfürstl. Durchl. selbstem vornehmlich hochstens gelegen/ als haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich ex- botten/aus obgedachten 3000. Man diesen Ortht/ wie auch Leshem und Kerp unterm Commando oberführten Generalen alle- zeit genugsam zusehen/ denselben auch forthane Plätze nach- der Kriegs- gebrauch best möglichst zu verwalten und vor aller ge- fahr zuverfichern schaffsig einzuwenden. Infolgend wollen Ihre Churfürstl. Durchl. Ihre Kayserl. Majest. und dero Alliirten den Paß/ retracte/ auch gegen billigen preis Proviant und allen andern vorräth unumwiggelt doraus lassen lassen.

VII. Ihre Kayserl. Majest. versprechen auch Ihre Churfürstl. Durchl. Erb- und Ertzherz Colnn/ Rheinisch/ und Westphä- lischen theils sowohl/ als das Heil Reichthumhaufen und das Ertz- Niderstheim/ damit obse fünfzigtausent Man deroeloberst doraus unterhalten werden können/ allen einzunehmen und Con- tributions- Forderungen Ihrer eigne und aller dero Alliirten/ abschriftlich daren in gewissen Erb- Ertz- de facis/ fahenbe- Volckern/ nach hinc in so ansehnlicher Rat- rationen dieß- Tractats bekräftigen und sie keines wegs garren zu- lassen/ sondern sie darr- der Kayserlich und mächtigst zusehen/ und da einige durchgäbe von Ihrer Majest. oder dero Alliirten Volckern in diesen landen genossen werden müssen/ solle beg- Durchzug vorjeto Ihrer Churfürstl. Durchl. notifizirt und mit Ihre concertirt, folck ohne dero landen und unterthanen scha- den eingerichtet/ die marche und Nachtlager nach Ihrer Chur- fürstl. Durchl. Commissionen anweisung/ auch der rechte und kein umweg gebraucht/ kein unbilligste Karfag zugelassen/ alle Plünderungen/ Exactionen und Insolentien verbotet/ die über- trecker exemplarisch gestrafft/ auch alles in billigen werth ver- mindt der Reichs- Constitutionen beachtet werden. Es wollen auch Ihre Kayserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. in proportio- neller ausbreitung in dero landen und beytreibung der zu un- terhaltung der pachten anzahl Volcks nöthiger gelber feinerley weis behindern lassen.

VIII. Ihre Churfürstl. Majest. wollen auch und versprechen Ihrer Churfürstl. Durchl. sammt dero Ertzherz und landen wies- der alle dero und des Reichs Feinde/ auch allen andern unbil- ligen Gewalt mit allen ihren Kräften so wol/ als sich selbst zu schützen/ zu vertheidigen/ zu garantiren/ und bey den vor- stehenden Friedenshandlungen/ zu aller billigkeit satisfaction/ auch restitution dessen/ so erwan durch die Feindliche Waffen occupirt ist/ oder occupirt werden möchte/ kräftiglich zu ver- theiligen/ und dero Interesse als ihr eignes zu respectiren/ solche satisfaction aber aus dem ihrigen zu praestiren nicht verbinden sein sollen.

IX. Ihre Churfürstl. Durchl. versprechen dagegen gefällig/ auf allen Reichs- Ertz- und Depurations- tagen/ auch sonst in allen vorfalligkeiten/ das Interesse Publicum sowohl/ als Ihre Kayserl. Majest. und dero Höfen Erghausen nach eufferstem vermögen zu portiren, jederzeit mit Ihrer Kayserl. Majest. Mi- nistris und Votalschaften de Concerto zugehen/ und mit dero Vois und Negotiationen Ihrer Kayserl. Majest. allergnädigste inten-

ANNO
1677.

intentionen gleich andern mit Ihrer Kayserl. Majest. und dero Erzherrn in Allianz stehenden Chur- und Fürsten zu secundiren auch andere Chur- und Fürsten best möglichst zu gleichem intention und conjunction der Waffen und Consilien zu disponiren und dero Interesse mit Ihrer Kayserl. Majest. und dem Hochbl. Erzherrn freilich und behändig Consiliiis & armis de- gestalt zu conjungiren und zu verbinden/ daß es nimmer separirt werden könne: massen Ihre Kayserl. Majest. sich hergegen auch zu einem gleichen allergnädigst erklären/ also/ daß ein des andern theils nutzen und fromen befürdren/ schaden warnen/ und da etwas zu eines oder andern theils nutzen oder schaden vorkäme/ solches jederzeit einer dem andern vertretlich eröffnen/ und in allen sachen vereinbart gehen sollen.

X. Ihre Kayserl. Maj. versprechen auch/ daß sie Ihre Churfürstl. Durchl. bey den gehörenden Juribus, hochheit und Regalien in dero Stadt und Stifft tätig fassen und erhalten wollen.

XI. Über diesen Tractat sollen innerhalb zwey Monaten von Ihrer Kayserl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. die respective aller- und gnädigste Ratificationen ausstrahet und gegen einander zu Wienn ausgetauschet werden.

XII. Zu Warheits-urkund sein hierab zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt/ und von obwegelichten Abgesandten Ihrer Kayserl. Majest./ wie in gleichen von hochgedachteter Seine Churfürstl. Durchl. Scheinenden Rath mit Ihrer Kayserl. Majest. auch Ihrer Churfürstl. Durchl. respective aller- und gnädigster Ratification unterzeichnet werden. Signaturum Wienn den 8. Martii Anno Novo 1677.

(L.S.) F. A. Henricus Strattman.

(L.S.) Franz Freyherr von Nesselrode.

Articuli Secreti in puncto der in dem vorhergehenden Haupt-Recess von Chur-Celln zu stellen versprochenen fünfthausend Mann zu. Nunwegen den 8. Martii 1677. mit der darüber von Chur-Celln erhaltenen Ratification. Celln den 6. Julii 1677. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire;

Articles Secrets sur le sujet des 5000. Hommes que l'Electeur de Cologne doit fournir & entretenir. Avec la Ratification desdits Articles de la part de l'Electeur. A Cologne le 6. Juillet 1677.

Wir Maximilian Heinrich von Gottes Gnaden Erzh. Bischof zu Celln/des heil. Rom. Reichs durch Italien Erzh. Consilier und Churfürstl. Bischof zu Hildesheim und künig. Administrator zu Vertheilungen in Obden und Nieder-Payren/ auch der Oden. Pfalz. in Westphalen zu Egenen und Romil. von Herzog. Pfalzgraff den Rhein/ Landgraff zu Leudenberg/ Marquisen zu Franchmont u. Belcomen für uns und unsere Nachkommen aus Erb-Stift offentlich mit diesem Brief/ und thun Eundt/ Wadchen wußten den Allerdurchlauchtigsten/ Großmüthigsten und Indermüthigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Leopolden/ Erzherrn Römischen Kaysern/ zu allen ihren Weichern des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Rheins/ Dalmatien/ Croatien/ Slavonien Königen/ Erb-Verhergen in Oesterreich/ Verhergen zu Burgund und Steyr/ Krainden/ Gram und Böhmenbergs/ geistlichen Grafen zu Habsburg/ Tyrol und Görz u. und uns/ wider unsere und des heil. Rom. Reichs-Feinde und umhellen zu Abwendung der sich auf dem Reichs-Boden je mehr und mehr erigenden Gefährlichkeiten/ vermittelst unserer beiderseits hierzu Deputierten Generalmüthigsten als an- fassen Ihrer Kayserl. Majest. dero Rath und zu denen bevorzu- henden Freunden- Tractaten bevollmächtigten dritten Gesandten Dietrichs Albrechts Henrichen Herrn von Strattmann; An fassen unser aber unsere Geheimen Raths/ Cammerers und verordneten Stadthalters/ Franz Freyherrn von Nesselrode und zu Tradenbergs/ unter dato Nunwegen den 8. Martii Anno No- vo dieses laufenden 1677. Jahres nachgeschickte Articuli Secreti aufgesetzt und beschloffen worden/ folgenden Inhalts.

I. Nachdem Ihre Churfürstl. Durchl. zu Celln in dem mit Ihrer Kayserl. Majest. heut dato geschlossenen Allianz-Recess versprochen fünfthausend Mann zu stellen/ und zu unterhalten/ Welle aber bey diesen schweren jeten und fundbaren verberben des Erb-Stifts Celln und anderer Ihrer Churfürstl. Durchl. Erzherrn und Landen/ dieselbe sobald/ als die Nothdurft erfor- dert/ mit so starcker Mannschafft mit aufkommen/ und damit dero Residenten Stadt Romm und andere Vestungen nach Noth- durft und angemessener Sicherheit besetzen/ weniger gegen die Feinde in Feld agiren können; Als versprochen und verbunden Ihrer Kayserl. Majest. aus dero Seine Churfürstl. Durchl. zutragender Freund- Vertheilicher Affection und Kayserl. Habs- burg dreuthausend Mann zu Com- plirung der in bemeldeten Haupt- Recces bedingter fünfthausend Mann zuzuführen/ und selbige

entweder von dero Armada herzugeben/ oder fürderlich anzuwer- ben/ damit oberbührt Ihre Churfürstl. Durchl. Residenten- Stadt Romm und Leudrich/ als woran bey thigen Conjunctu- ren Ihre Churfürstl. Durchl. Erb-Stift und dem Reichs-Haupt- stadt allezeit/ fortdauert des Haupt-Recces gedauert zulassen/ und sollen diese dreuthausend Mann in Ihrer Churfürstl. Durchl. Pflichten/ Commando und Gehorsam mit leben/ und zu Ih- rer Kayserl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. auch der ge- meinen Sachen dienst operiren/ wie es allerorts inderdient zweck/ und gemeldeter Vestungen Sicherheit erfordert/ und es mö- glichen Ihrer Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. concertirt werden solle. Hingegen seynd Ihre Kayserl. Majest. zu freiden/ daß Kerren mit Ihre Churfürstl. Durchl. Soldaten allein be- setzt werde.

II. Sollte aber das Stifft Hildesheim mit alsobald evacuirer werden können/ würde dem Erb-Stift Celln fünfthausend Mann allein zu unterhalten bey gegenwärtigen dessen ruinirten zustand unmöglich fallen/ und daher der numerus nur auf vier- tausend Mann gesetzt werden/ und Ihre Kayserl. Majest. solches als allein zweuthausend zu stellen haben/ gleich wie hangegen so- bald die evacuation dieses Stiffts Hildesheim geschehe/ Ihre Kayserl. Majest. über die vorige zweuthausend Mann/ noch tausend Mann (sals von Ihrer Churfürstl. Durchl. solde soll mit gele- det werden fönnte) und also dreuthausend Mann stellen werden/ Ihre Churfürstl. Durchl. auch zu Unterhalt alldieser fünfthau- send Mann gebunden seyn wollen und sollen/ jedoch dergestalt/ daß derselben hingegen die Disposition gelassen werde/ daß sie in dero gesuchten Erb- und Stiftern die zu solcher Unterhaltung nöthige Gelder/ zu Entlohn des stehenden in dem Haupt-Recces enthaltenen Articuli, der proportion nach ausschreiben und be- zahlen lassen möge.

III. Und obmahlen Art. V. des Haupt-Reccesss Ihre Chur- fürstl. Durchl. Reschens Stadt Romm und Leudrich völlig über- lassen/ so ist doch dabey verstanden/ daß ermdere Dritte auch be- den von Ihrer Kayserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. zut- schicken versprochenen Soldaten/ jedoch langer nit/ als es Ihre Kayserl. Maj. und Ihrer Churfürstl. Durchl. auch des gemeinen Re- chens Sicherheit erfordert/ bezeugt bleiben sollen/ dergestalt/ daß der General, oder in dessen Abwesenheit der an seiner Statt Com- mandirende Ober-Officier sowohl als die gemeine Soldaten in Ihrer Churfürstl. Durchl. mit verpflichtung/ Commando und Gehorsam/ und auch deren logier- und billetterung bey Ihrer Churfürstl. Durchl. disposition stehen/ und welen Ihre Chur- fürstl. Durchl. in dem VI. Articuli des Haupt-Reccs sich erklä- ret und obligirt/ oberbühren General oder in dessen Abwesen- heit dem an seiner Statt Commandirenden Ober-Officier über- fest einzuwenden/ daß sie die ihnen anvertraute Pflanze nach Kriegs- Gebrauch best möglichst bewahren/ und vor aller Gefahr ver- sichern sollen/ als thun sie sich hiemit weiters declariren/ daß sie dieselbe Instruction, welche sie zu solchem Ende angezeigtem General behändigen lassen würden/ vorher mit Ihrer Kayserl. Majest. concertiren wollen.

IV. Verbinden Ihre Churfürstl. Durchl. sich auch/ weder den Beschlüssen von Straßburg/ noch dessen Weider Prinz Wilhel- men/ wann Er auch restituirt werden solte/ in dero dienste zu nehmen.

V. Was das Stifft Lüttich anbelhrt/ davon solle zu seiner zeit mehrers gehandelt werden/ immittelst wollen Ihre Kayserl. Majest. auf alle Weis darob seyn/ damit selbiges mit feinen fremden Quartier mehr beschreyet werde.

VI. Erbietten sich Ihre Kayserl. Majest. zu Abfloss- und Abfah- rung der gegen Ihre Churfürstl. Durchl. von denen Herren Ge- neral Staaten stehenden gewissen und bewussten praeventiven schon einmahl in vorschlag kommende 25000. Reichsthalers dergestalt über sich zu nehmen/ daß sie soviel/ nemlich 25000. Reichsthal. Ihre an denen Ihre von besagten Herren General- Staaten aus- ständigen Subsidien abziehen lassen wollen/ und weiter nichts/ mehr weniger bey den Friedens-Tractaten zu befehlern/ daß Ihre Churfürstl. Durchl. wegen des nach dem mit Ihnen Herren Ge- neral Staaten geschlossenen Frieden dem Erb-Stift Celln und Stifft tätig zugefügten Schadens alle billigmässige satisfaction wiederfahre/ doch dieses ohne einige particular Obligation, wie solches in dem General Tractat Art. XXX. vorgeheht.

VII. Gleicher gestalt wegen deren in seiner Churfürstl. Durchl. Erb-Stift Celln noch liegenden Desandrungssachen und andere Allirten Troupen, auch deren würdlichen unschlößeren Ab- führung/ und gedachten Erb-Stifts Celln künftiger völliger Befestigung halber/ referiren sich Ihre Kayserl. Maj. auf den VII. Articuli des Haupt-Reccesss, dabey sie es ohne einige verändere- rung allergnädigst beavenden lassen/ und zu etwas Erhaltung dieses erlittenen Schadens alle ihre Offen a bey der Cron Spa- nien und denen Herren General Staaten möglichst entlegen wol- len/ welen diese Unschloßzige Enquartierung meilens ihnen beeden zum besten bestehen/ daß seiner Churfürstl. Durchl. hin- gegen von ihnen beeden deswegen einige Subsidien verwilligte werden.

VIII. Diese Secreti Articuli/ sollen eben diese Tractat haben als wann sie von Wort zu Wort/ dem heut dato geschlossenen Haupt-Tractat inserirt wäre/ und sollen dahero über diese Secre- ten Articulen die Ratificationen ebenfalls thut möglichst zu Wienn ausgetauschet werden. In Warheits urkund seynd hierob zwey Exemplaria gemacht/ und gleich mit dem Haupt-Tractat unter-

ANNO
1677.

ANNO

1677.

unterscriben worden. Signatum Nimwegen den 8. Martii

1677.

(L.S.) T. A. Stratman.

(L.S.) Franz Freyherr von Nesselrode.

Wist thum wir solch obbeschrübene Secretos Articulos in allen und jeden Punkten / Clausulen / Inhalt und Begreifung Unseres Theils ratificiren / bestätigten und bekräftigen für uns und unsere Nachkommen am Erb-Erbsitz mit unsern Christl. Wort versprechend / daß wir alles und jedes / so viel uns hierin betrefft / widerlich halten / leisten und erfüllen / auch auf alle weis verbinden wollen / daß weder von den unserigen noch andern in kein weis darwider gehandelt werde. Zu dessen Urkunde haben wir gegenwärtige Ratification mit unsern eigenen Hand unterschrieben / und mit unsern Christl. Inseel bekräftigen lassen. Geben in unserer Stadt Colln den 6. Juli Anno 1677.

Maximilian Heinrich Churfürst zu Colln.

(Locus
Sigilli appressi
Electoralis.)

CLXII.

24. Avril. *Fœdus inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, & JOANNEM III. Regem Poloniae, quò priora Fœdera inter Poloniam atque Austriam inita renovantur, mutuum sibi invicem auxilium, perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur, Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varsoviensis die 24. Aprilis 1677. Cum RATIFICATIONE Regis Poloniae. Data Varsoviæ Anno 1677. [Chwalkowski Jus publicum Regni Poloniae. pag. 256.]*

UNiversis & singulis Regni & Dominiorum Nostrorum annexarumque illi Provinciarum, cujuscunque Status, Conditionis, Dignitatis & Præsentis Subditis Nostris præsentibus Literis significamus.

Quod cum inter primarias muneris nostri Regii curas poneremus, ut post felicem Electionem & Coronationem nostram Fœdera & Pacta, quæ inter Sac. Cæs. Majestatem Domumque Austriacam & Serenissimos Prædecessores nostros antiquitus intercesserunt novis utrique nexibus roborarentur, Populorumque tranquillitati & bonæ Vicinitatis cultui, quæque inde dependent, correspondentiarum & Commerciorum usui prospiceretur; Fidei Pacta eadem renovanda & confirmanda esse duximus: prout renovamus & confirmamus. Quorum tenor sequitur ejusmodi.

Nos Leopoldus, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae & Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiae, Styriæ, Carinthiæ; Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgi, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wittenbergæ & Teche, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Langravius Alsatia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatia, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c.

Et nos Joannes III. Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuanicæ, ac Russiæ, Prussiae, Mæsoviæ, Samogitiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachia, Severiæ, Zerniechoviæque.

Tenore præsentium recognoscimus ac notum facimus universis & singulis, præsentibus & futuris, harum notitiam habituris. Quandoquidem, qui Christi locum in Terris gerunt, eos in hoc elaborare maxime decet, ut cujus locum obtinent, ejus vestigiis incedant: Nos memoriam tenentes, quod non aliunde potestas nostra sit, quam ab eo, a quo nomen ducimus, cujus appellatione censi volumus, Domino Nostro Jesu Christo, qui, quos ipse Nobis subiecit Populos, eos loco suo regere nos voluit, & gubernare; huc omnes curas, & cogitationes Nostras convertendas duxi-

mus, ut quatenus id humanitus præstari potest, adjuvante eo, cujus id solius munere contingit, quàm proximè ad similitudinem ejus accederemus, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & Potentes decernunt Justitiam. Quoniam verò, non ille potentiam suam, non sapientiam, sed eam solam, qua Societas hominum inter ipsos continetur, dilectionem, quâ nos prior ipse præter meritum ullum, profectus est, imitari voluit, ut sicut ipse dilexit nos, ita & ipsi vicissim diligere invicem, ac Pacem, concordiam, tranquillitatemque mutuam inter nos conservaremus: Neque potest illi sacrificium ullum à mortalibus offerri gratius quam sit fraternæ charitas, inter unius corporis membra. Hanc illius dilectionem, quâ nobis tot Civitates, tot Populos, lingua, moribus, habitu inter se dissidentes, tot tam latè patentem Provincias, tot amplissima Regna subiecta esse voluit, præcipue pro virili nostra imitandam esse duximus. Itaque, cum inter recolendæ memoriæ Majores nostros, jam inde à longissimo tempore certamen amoris, benevolentiaque mutua, susceptum fuisse cognovissemus, cujus rei tanquam testes sunt Patrum & Fœderum Literæ, quæ inter Austriacam & Jagellonicam Domos, quæque inter utriusque Domus Regna, Imperia, Provincias, Populos & Nationes, nominatim verò, quæ inter quondam Albertum Archiducem Austriæ, cum quondam Casimiro Poloniæ Rege, & Divum Fridericum Imperatorem, cum eodem Casimiro Rege, postea verò etiam inter recolendæ memoriæ Ferdinandum & Maximilianum Imperatores; cum item recolendæ memoriæ Sigismundo Augusto Rege, ac tandem inter Rudolphum II. & successivè Matthiam, nec non Ferdinandum II. Imperatores, & quondam Sigismundum III. ac Vladislavum Serenissimam memoriæ, intercesserunt. Nos Majorum, nostrorum exemplo provocati, qui summan semper inter se necessitudinem & amicitiam conservare, studebant, atque eam archis præterea affinitatis vinculis fortius colligabant, quàm ut dissolvi facile posset, eâ nimirum Pacta & Fœdera, quæ inter præfatos Majores nostros, quondam Albertum Archiducem Austriæ, Fridericum, Ferdinandum, Maximilianum II. Rudolphum II. & Matthiam nec non Ferdinandum II. Imperatores præclarissimæ memoriæ, atque Casimicum, Sigismundum Augustum, & quondam Sigismundum III. ac Vladislavum observata fuerunt, id quod felix, fastum, & fortunatum Deo esse velit utrique nostrum, ac utriusque nostrum Imperii, Regnis, Terris, Civitatibus, Populis & Nationibus in Dei Opt. Max. nomine, à quo tantam fontem perenni manat, quidquid bonarum est rerum, inter nos quoque, & pro Nobis & Successoribus nostris, continuanda, confirmanda, instauranda, & renovanda, atque adeo declaranda, corroboranda & amplificanda duximus, ita ut continuamus, confirmamus, instauramus, renovamus, declaramus, corroboramus, & amplificamus, præsentium per tenorem. Ac primum quidem, sicut in Literis quondam Alberti Archiducis præscriptum est, Nos omni honore, fide & amore, invicem prosequi & promovere debemus & volumus in locis omnibus, & temporibus, ubi Nobis id faciendi se facultas obtulerit, citra dolum & fraudem aliquam, neque committimus unquam, ut alter alteri, aut familiaribus ejus, Vassallis & Subditis quibuscunque, Regnis, Ducatibus, Terris, & Civitatibus ubi subiectis, & sub ejus obedientia & defensione constitutis, quacunque ex causa Bellum inferamus, inimicitias denunciemus, diffidamus aut hostilitate eos impetamus, per Nos, aut submissas personas, fraude & dolo femotis. Ac non modo ipsi ab ejusmodi rebus abstinebimus, verum etiam Subditos nostros, & quibuscunque in fide potestateque nostra sunt, eos prohibebimus, ac ab omni vi, modo superius descripto, temperare sibi cogemus. Habeunt etiam potestatem homines nostri, cujuscunque status & conditionis fuerint, in quibuscunque Terris, Dominis, Civitatibus nostris & nostræ obedientie subiectis agendi & commorandi, atque inde etiam libere & securè, cum illis visum fuerit, discedendi. Deinde, sicut etiam Literis Divi Friderici cautum est, ita nos invicem uniendos, diligendos, alligandos, confederandos duximus, quemadmodum unimus, obligamus, promittimus, alligamus, confederamus, præsentibus, quod ex hoc tempore ipso, perpetuo, resiliat, & cum effectu invicem & mutuo obligati, alligati & Confederati simus & erimus, & inter nos & Subditos nostros, nec non Regna, Principatus, & Dominia, quæ tunc utroque nostrum possidet, & quæ Deo concedente in futurum acquiramus, constans, perpetua, indissolubilis & Christiana

ANNO
1677.ANNO
1677.

tia Pax esse & servari debet, & debebit, & in omnibus utriusque nostrum honorem, Dignitatem, Statum, augmentum, convenientibus, & concernere valentibus, mutuo nobis auxiliabimur, consulemus invicem, promovebimus, & assilemus, nec alteruter nostrum quidquam faciet, capiet, pertractabit, aut molietur, quod contra alterutrum nostrum Regna, Principatus, Dominia, Subditos, honorem, Statum, Dignitatem, aut augmentum sit, seu esse aut tendere possit. Neque nostrum alter alteri, ipse Regis, Principatus, Dominii & Subditi Bellum, danium, aut quodvis aliud nocumentum inferet, nec à suis quovis quæsito colore inferri permittet, sed quilibet nostrum, contra Subditos suos, qui hujusmodi faciunt aut facere, aut moliri vellent, totis viribus suis & potentia, in Terris & Dominis suis confurget, & eos, pro hujusmodi excessibus, poena condigna puniet & castigabit, donec damnum datorum integrum compensationem & restitutionem facient. Præterea nullus nostrum ad alterius Regna, Principatus, & Dominia, aspirare aut anhelare debet, nec alterius nostrum Regna, Principatus, Dominia, & Subditos, si quos (quod Deus avertat) ab altero nostrum desicere, recedere, aut rebellare contingeret, contra alium, ejus Regna, Principatus, Dominia, & Subditos suscipere, tenere, protegere, juvare, assistere, neque consulere aut favore protequi debet, neque à suis talia fieri patiatur, sed contra tales invidentes unus alteri auxiliabitur, & assistet, argue Dominis suis excludet. Si verò alter nostrum ejus Regna, Principatus aut Subditi, contra alterum, ipsius Subditos, Principatus aut Dominia actionem realem, seu personalem, Civilem seu criminalem, aut qualemcunque querelam habet, aut impolletur habuerit, si super ea non poterimus amicitabiliter concordare, tum neque ipsi, neque Subditi contra alterum, ipsiusque Subditos, Regna, Principatus, & Dominia quidquam via facti attentare neque sui ipsi suis dicere, aut ulcisci, sed super eo, iure & non alter experiri debent. Cæterum pro maiore supra prædictum declaratione, proque tranquillitate Subditorum nostrorum ita, & quæ, & omnia vicinia, & conversatione, & quo firmior inter nos, Regna, & Subditi nostri Pax, Amicitia, & benevolentia perpetuo ejus fieri possit, prædicantur rei ordinamus, statum, & declaramus, & volumus quod cum initio scriptum est, quod mutua nobis invicem auxilia ferre velimus, id in arbitrio utriusque nostrum, & Ordinum Regnorum nostrorum, positum esse debere, hoc tamen expresso, ut liceat utrique nostrum ex Terris & Provinciis alterius Voluntarios Milites, ære suo conductos, educere, & arma in usum suum exportare: Eatenus tamen Milites educere liceat, quotiens id sciente fiat altero nostrum, neque sit alteruter nostrum Bello suo proprio contra hostes aliquos suos impedire. Hostibus verò ne id liceat, neve favor ullus præstetur, qui alteri obesse possit, ita tamen, ut nedum juxta præscripta majorum nostrorum Fœdera, nullus nostrum alteri, vel ipsius Regnis, Principatibus, Dominis, & Subditi Bellum, danium aut quodvis aliud nocumentum inferre, sed neque alterius hostes aut Rebelles fovere, protegere, seu eis assistere, vel favorem, consilium, aut auxilium quovis modo præstare debeat.

Volumus præterea, vias & flumina publica, nec non Commercio, & negotiationes mutuas, per Regna, & Provincias nostras omnibus, & singulis Regnicolis, Provincialibus, & Subditiis nostris, tam Terra quam aqua utrique liberæ esse, nec ullis unquam interditiis, arrestationibus, seu repressationibus, concessionibus impediri, sed utriusque nostrum Subditos, in alterius Regnis & Dominis, libero transitu ac fide publica, quem Salvum Conductum vocant, non minus quam proprios cujusque Subditos gaudere, uti, ac frui posse & debere. Neque denique cuiquam nostrum, aut his, qui Nobis Subditi sunt, querelas & actiones suas, si quæ jam sunt, vel futuri temporis oboriuntur, aliter quam mediante Jure prosequi liceat. Ut autem omnes vel proleat, vel denegat Justitia querelæ, tam inter nos, quam Subditos nostros, hinc inde præcaveantur, sed cuicque expeditum Jus & Justitia summarie, & de plano administrari, ejusdemque debita executio, effectualiter obtineri valeat. Convenimus & concordavimus, quod si quis nostrum vel unius nostrum Subditi, contra alterius unum, vel plures privatos Subditos, actiones five personales five reales intentarent, tunc semper Pars agens Forum & Judicium ipsius rei secuti debeat. Et quod in personaribus, injuriarum, violentiarum,

super spoliatione, seu similibus, Juxta personarum subbitariis Judicii, circa dilacionem & exceptionem a iustificatione, Actoris forenti, de simpli ei & plano Justitie complementum facere, in rebus vero, seu in unius cujusque Ditionis conventionem, ita procedere teneatur, ut quilibet, circa statum em, liti & executionem obtinere queat, id quod per Imperiales & Magistratus fideliter provideri & dirigi par est. Quod si alter nostrum contra alterius Provinciam vel Communitatem aliquam, vel viciniam Provinciam, Communitatem, vel privati Subditi unius nostrum, contra alterum ex nobis, vel ejus Provinciam seu Communitatem privatas actiones prætenderent, tunc causæ hujusmodi coram alterius nostrum, sub quo Pars rea degit, Consiliariis seu Commilitariis, per eundem juxta Partium conditionem & causarum exigentiam, non minus septem numero designandis, summarie audiri, & vel amicitabiliter componi, vel Jure mediante determinari, & executioni demandari nequeant. Porro hi inter nosmet ipsos Reges, seu totius Regna & Provincias nostras, tum metarum, & terminorum, tum Commercio, seu quarumlibet aiorum tam veterum, quam novarum causarum, Jurum, vel obligationum occasione, querelæ, gravamina, & controversiæ suboritur, tunc alter nostrum, qui vel corpus Regnum seu Provincia, liti, vel querelam præcedit, alium per Nuncios, vel Literas suas amicitabiliter informare, ac pro tollendo, faciando, amovendoque gravamine, admonere & requirere debet. Quod si obtinere nequeant, tunc quilibet nostrum, statim intra duorum Mensium spatium à facta amicitabili requisitione, tres Consiliarios suos & Proceribus Regnorum, Hungariæ, Bohemiæ, Moraviæ, Silesiæ, & vel ex aliis partibus harum prout quodque negotium ad aliquam harum Provinciarum pertinet, vel etiam ex omnibus pro excellentia & gravitate negotii, ab una, Regniue Poloniæ, & Maerit Ducatus Lithuaniæ ab altera partibus, ad conveniendum diem, & locum, per Partem latam seu querentem nominandum, remota omni excusatione mittere debeat. Qui utriusque nostrum Consilii summam imprimis diligentiam adhibeat, quo hujusmodi querelæ, gravamina, & controversiæ, inter nos, Regna, & Provincias nostras amicitabili compositione transigantur, ea verò non succedente, tunc laeta Pars five agens, coram prædictis sex Consiliariis, actionem suam, statim ipso die, juridicè exhibendi potestatem habeat, idque duplicatis scripturis, quarum unam Consilii penes se retineant, aliam verò Partis reæ transmittant. Quo facto Pars reæ responsum suum, etiam scriptis duplicatis impeditis Consiliariis vel ei, cui ex illis hoc demandatum fuerit, intra spatium proximorum duorum Mensium, à transmissio actionis libello, mittere teneatur, ut scilicet Actor Responset, Reus vero Duplicas suas, ac præterea, utraque Pars, tertiam quoque impeditam, & submissam scripturam, de Limitibus libelli duplicat, ut præterit, scriptis, ostendere queat. Eo tunc modo & ordine, utriusque Partis transmittentis, sicut de actionis libello demonstratum est. Quod si tandem succedere ab utraque Parte duplicatis tribus scripturis, in quibus utriusque omnia iura per explicabunt, sex illi Consiliarii, Partibus ad proponendum Sententiam, inter proximam sequens bimestre, scilicet, ad eum locum, ubi causa primo rixi coe, sit, teneant, quo loco & tempore Partes per Procuratores suos per eorum mandatis suffultos comparere, illicque & ipsi Consilii convenire, ac diligenter visis scriptis & disculis Actis totius causæ, Partes rursus ad concordiam & amicitabilem compositionem invitare, & cohortari, nihilque in eo opera & diligentia intermittere debeant. Quam si ne tunc eundem inter Partes obtinere queant, statim ad ferendum Sententiam procedant, ac id quod Juri & Justitie fuerit, cognoscant & decernant. Quod si supra dicti Consilii, de ferenda Sententia, five interlocutoria, five definitiva fuerit, concordare non possint, tunc toties quoties opus fuerit, Arbitrum communi voce deligant, vel per quamlibet Consiliorum Partem, duobus idoneis Personis propofitis, ex iisdem forte constantibus cujus partes sint, hujus Consiliorum opinionem, ære & Juri & æquitati magis consona videntur, subscribere, eandemque laudare & approbare. Quidvis autem per ipsos Consiliarios nostros, seu majorem eorum partem separatim, vel per eosdem vel Arbitrum consensum decretum & pronuntiatum fuerit, id ratum firmiterque maneat, ac statim debita demandetur executioni, remota omni planè appellatione, si applicatione, reductione, in integrum restitutione, aliisque Juris Beneficiis & remediis etiam motu proprio concessis, obtentis, non obstantibus.

ANNO
1677.

Debent autem Consiliarii, per nos pro tempore deputandi, nec non & Arbitri ipse per nos, & quantum ad quemlibet Nostrum spectat, ad obedientiam & iuramentum debito, ad eam causam tantum absolvi, ac pro administranda Iustitia, novo consuetoque Iuramento obstringi. Quod si pendente lite unus vel plures ex ipsis Consiliariis morte non obierint, tunc iam demortuorum locum, prout ad quemlibet nostrum pertinebit, alios semper futuros admittant, aut terminos alio modo, quam supradictum est, prorogandi aut alterandi potestatem habeant, sed foris, & modo illis concessio procedant, excepto casu, quo Partes testes producere necesse haberent, tunc ipsi Consiliarii Jurisdictionem suam prorogandi potestatem habeant, tantisper donec testes ejus causa confecti, secundum juris dispositionem legitime producti & auditi fuerint, ita tamen, ne ulla minus necessaria prorogatio quaratur, vel admittatur, sed omnes testes ad unum diem & terminum, quantum fieri potest, audiantur, ad publicas attestationibus, non nisi unica scriptura a quolibet Parte recipiatur. Proinde quo magis Regna, Principatus & Dominia nostra, ab omni Bellorum, depredationum, latrociniorum, hostilitatisque periculo libera, secura, purgataque esse queant, conventum inter nos est, quod nullus nostrum alterius, seu Regnorum, Provinciarum, vel Subditorum suorum diffidatores, hostes, homicidas, raptores, seu damnificatores, nec non profugos cujusunque conditionis sive Ecclesiasticos sive seculares, item Rebeldes Subditos, quicunque in alterius nostrum Regnis & Ditionibus reperti, denunciati, vel per nosmet, aut Officiales nostros pervelegati fuerint, nequaquam amplius fovere & affectare, multo minus vero per Subditos nostros ullo Hospicio, auxilio, sive receptione quocunque prætenu, directè vel indirectè, publice vel occulte recipere, juvare, vel intertenere debeat, sed ubi cunque hujusmodi grassatores, raptores, diffidatores, & damnificatores, ubilibet in prædictis Regnis & Ditionibus nostris deprehensi fuerint, contra eos, jussu nostro & directione, atque accurato dispendio Officialium, utrobique Parti læsæ, atque deferenti Iustitia immediate atque irremissibiliter permitti atque administrari, aut etiam contra Partium requisitionem de his, ut communibus hostibus, à Capitaneis & Magistratibus, ubicunque ex officio inquiri, insequi, & penaliter procedi debeat. Casu autem quò aliquis ex Officialibus, aut Subditis nostris, propter receptionem, assecurationem vel defensionem antedictorum diffidorum aut omissionem antedictorum diffidorum insecutionis, captivationis, sive animadversionis scienter contraxerint in tales utrobique, sive delati à Parte altera, sive alias verosimili suspitione deprehensi fuerint, Capitali supplicio irremissibili debet animadvereri.

Quod si alterius nostrum, unus vel plures Incolæ vel Subditi, alteri nostrum seu Regnis & Dominis nostris, generaliter vel singularibus personis, Incolis, & Subditis, privatim hostilitatem denunciaverint, tunc statim Præfectus, Capitaneus aut Officialis illius loci sive Districtus, cui diffidatio indicta est, Generales, Præfectos, & Capitaneos Regnorum, & Provinciarum alterius nostrum, sub quo tales diffidatores degunt, ea de re certiores reddere, ipsique exemplar diffidatoriarum Literarum transmittere debeat. Quo accepto præfati Præfecti & Capitanei, diffidatores pro publicis hostibus judicare, promulgare, publicare, omnibusque & singulis Incolis cujusunque ordinis & conditionis extiterint, eorum consuetudinem interdicere, & ne a quocunque hospitio recipiantur, aut consilio, auxilio, sive re ulla alia juventur prohibere & cavere, bonaque diffidansium applicare Fisco & Camera Regiæ, ac proinde in hospites, socios, confcios, & complices, pari quoque severitate animadvertere teneantur, ignorantie excusatione universis penitus sublata. Quod si quispiam Præfectus, Capitaneus, aut Magistratus, in hujusmodi casibus subitam Iustitiam administrare cunctaretur, aut etiam alias ex Officio, inquisitione, insecutione, & animadversione debita non procederet, tum tales nostre punitioni immediate obnoxii, & rei esse debeant. Ut autem præcipuum diffidationum, & grassationum fons, quo hujusmodi latrocinia imprimis aluntur & medio tollatur coerceturque licentia & impunitas receptandi hostes, prædones & diffidatores, serio inter nos convenit, ut omnes promotores, detentores, receptatores, complices, diffidorum facinorosorum hominum, qui vel notorietate facti, vel ex vetrici denunciatione spoliatorum, aut ex fuga Captivorum, (modo ta-

les captivi aut spoliati bonæ fidei & integræ famæ sint) sive aliis tam manifestis indicibus, ut ulteriori probatione res non egeat, convicti vel depreheni forent, iidem contra ulteriorem purgandi sui admissionem & concessionem, spoliatis & damnum passis, ad restitutionem & satisfactionem probabiliam damnorum, de bonis suis teneantur, aut si solvendo non sint, secundum qualitatem delicti corpore lauant. Quod si tales etiam patrati criminis confecti, vel complices essent, & ad illata damna, eademque evidentem causam scienter præberent, iidem non tam Parti ad restitutionem damnorum, ut jam præmissum est, teneantur, quam & superioritatis sue cognitione ad sumendum de his pro modo delicti supplicium, contra tales, tam ex delatione damnificatorum, vel alterius superioritatis Officialium, quam ex Officio, per Capitaneos aut Magistratus ejus Regni, aut Ditionis, in qua fuerint, hac tamen conditione, differentia sive moderatione debet procedi, ut si forent Nobiles, aut possessionarii Cives antehac in talibus non infamati, neque ullis prioribus Confessariis suspecti, tales in casu negationis, sese proprio eorum Juramento, coram supremo ejus Ditionis Magistratu, publice de hujusmodi infamatione exonerare & purgare queant.

Si vero iidem anterioribus infamæ, aut Confessatorum præjudiciis notati, aut semi-manifesti forent, ita tamen ut hujusmodi confessata non omnimodo certum facti indicium præbere possent, tales etiam ad purificationem sui, medio Juramento, etiam tertia manu integræ famæ possessionatorum vicinorum, admitti, aut si in utroque casu, in purgatione sui defecerint, debite Capituli animadversioni subijci debeant. Quod si quis ex Regnis & Provinciis nostris, ausu temerario contra Jus & æquitatem, ac orbis mutuaque Regnorum nostrorum Fœdera, in alterius Regna vel Ditionem, excursionem, & irruptionem faceret, atque ibi Mercatores, & vefores depredaretur, aut detineret, homines occideret, vel abduceret, pecora abigeret, incendio favit, aut alio quovis modo damnum & injuriam inferret, & patrato nefario scelere rursus se domum vel cum praeda securus, vel gressibus insequentium manus, in hospitia confueta & solita diverricula recipere, tum in eo Regno Præfecti illius Territorii, vel Districtus, & omnes Incolæ, totaque vicinitas, mox, ut à damnificatis & injuriatis sui quibusvis aliis hostem, prædones, & communium Fœderum violatores insequentibus commonefacti, evocati extiterint, debeant læsis ferre opem, adesse in armis, fortiter & graviter insequi, & inquirere noxios, & turbatores Pacis publicæ & tranquillitatis. Et si sui tuendi causa, in aliqua Castra & Fortalitia, vel loca abdita, seu natura munita profugerint, acriter ac diligentius insilire, & ipsos & eorum hospites, socios, confcios, complicesque oblidere, oppugnare, & ita omnes ad deditionem urgere, ad debitum supplicium trahere, & ad restitutionem, recompensationemque damnorum illatorum cogere teneantur. Si qui autem negligentes & remissiores in differendo offensæ auxilio & in prosequendo hostes & damnificatores sese exhibuerint, hi sciant, se indignationem nostram, & severam animadversionem irremissibiliter incursum esse. Si vero contingeret, aut per subordinationem superioritatis, aut alios, qui per damnificatos atque diffidatos contra præmissos damnificatores, diffidatores, malefactores, receptatores, aut complices captivandos, sive etiam jam tunc captivos, & convictos, in alterutrum Regnum & Ditionem, pro imploratione Iustitiæ mitti, iidem Imploratores non solum ad executionem Iustitiæ, pro ratione delicti, cum omnibus in tali facto necessariis admitti, & providi, verum etiam tam in loco administrandæ Iustitiæ, quam in reditu ad propria, omnimodo tuti atque accurati esse debeant. Casu etiam quò in alterutrum nostrum Regno & Ditionem, aliquis ex Nobilibus, aut aliis zelo honestatis, & studio supprimendorum publicorum malefactorum aut Iusti Magistratum, aut motu proprio, hujusmodi publicos prædones & grassatores insequeretur, idque sibi à quocunque in inonestum exprobraretur, talis exprobratio, nulli cujusunque status, ultimum honoris sui discrimen, immolationem, & præjudicium aliquod generare queat, sed exprobrator ad revocationem probi una cum aliquali carceris punitione & restitutione impensarum cogi, atque læsum rogare debet.

ANNO
1677.

ANNO bet, ut sibi talem injustam imputationem propter Deum remittere velit.

1677. Cum denique nostra Regnorumque & Provinciarum nostrarum maximopere interit, ut in Regnis & Dominis nostris, bonam eandemque justam habeamus Monetam, quamobrem pro bono communi, utrinque curabimus, & efficiemus, ne illegitima, prava, & reproba Moneta, in Regnis & Provinciis nostris cudatur recipiatque. Quod hac ex parte quæstio inter nos incidet, agemus quantum opus fuerit, cum Ordinibus Regnorum, Provinciarumque nostrarum atque eorum assensu, Commissarios nostros utrinque deputabimus, qui habita ratione communium Regnorum, Provinciarumque nostrarum eas tentent, ineantque rationes, quibus vel eadem bonitate & valore utrobique Moneta cudatur, vel diversarum Monetarum, prout quævis vel melior, vel deterior reperta fuerit, justum semper pretium, æstimatioque constituantur. Id quod de fale utriusque nostrum in alterius Regna & Provincias educendo, pariter cautum esse volumus; Quod si tamen hæ res, vel altero vel utroque casu, inter communes nostros Commissarios transigi nequeant, tunc saluum liberumque semper utrique nostrum esse debere, & de Moneta & fale suo statuendi, id quod cujusvis ac Regnorum & Provinciarum suarum necessitas, utilitasque exegerit. Quæ omnia & singula matura Procerum & Consiliorum nostrorum deliberatione prævia Nos Imperator Leopoldus, & Nos Joannes Tertius pro Nobis & Successoribus nostris acceptamus, approbamus, & Regia nostra autoritate ratificamus per præsentis: Promittentes in verbo nostro Imperiali, & Regio & bona fide, sub onere Juramenti mediante præsertim Pactorum & Fœderum Capitula, in omnibus eorum Punctis, Clausulis, conditionibus & Articulis firma, rata, & grata semper habituros, ac sanctè inviolabiliterque observaturos, nec non per Officiales & Subditos nostros, ac omnes quorum interest, pariformiter observari & manentem curaturos, dolo & fraude semoti. In quorum omnium robur, & evidens testimonium nos præstiti Reges binum ejusdem tenoris Literas manuum nostrarum subscriptione, Sigillorumque appensione munitas ac culibet nostrum alteras confirmatas expediri fecimus. Datis in Civitate nostra Vienne, & Arce Regia Varsaviensi die vigesimo quarto Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Regnorum nostrorum Leopoldi Imperatoris Romani decimo nono, Hungarici vigesimo secundo, & Bohemici vigesimo primo. Nostri vero Joannis III. Poloniae Tertio.

LEOPOLDUS. (L.S.) JOANNES. (L.S.)

Quapropter mandamus omnibus & singulis, cujuscunque status, conditionis & Dignitatis Subditis nostris, tam Dignitatibus & Officiis quibuscunque publicis, in Regno Dominiisque nostris fungentibus; quam etiam privatis, ut præsertim Pactorum formulam integre, & inviolabiliter observent, secundum præscriptum illius controversias ac differentias quascunque definiant & sopiant, nullaque in re aut ipsi illi contraveniant, aut contravenire aliis permittant, sub gravi indignatione & animadversione nostra. In cuius rei fidem præsentis, Sigillo Regni nostri communiter jussimus. Datum Varsaviæ die Mensis Anno Domini MDCLXXVII. Regi nostri III. Anno.

CLXIII.

29. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amérique Septentrionale, voisins de la Colonie Angloise de la Virginie, savoir la Reine de PAMUNKEY, la Reine de WACONKE, le Roi de HOTTOWAYS, & le Roi de NANERYMOND, par lequel ils se reconnoissent tous Dependans & Tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promesse de lui donner tous les ans chacun trois Flèches Indiennes pour marque de leur sujétion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai*
TOM. VII. PART. I.

1677. Avec un MEMORIAL de la solennité observée dans la signature de ce Traité, & de l'exclusion de PERICUHTAH Roi des Appomattocks. [Sur une Copie manuscrite.]

ANNO 1677.

Articles de Paix entre le très-puissant Prince, & notre redoutable Souverain Seigneur Charles Second par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & plusieurs Rois & Reines dans les Indes, qui les ont approuvés & signés, faits & conclus au Camp du Lieu nommé en Anglois, *Middle-Plantation* le 29. jour de Mai 1677. qui est le jour de la très-heureuse Naissance de notre dit Souverain Seigneur, & en la 29. année du Règne de Sa Majesté, par le très-honorable Herbert Jefferies Ecuyer, Lieutenant, Gouverneur de la Colonie de Virginie de Sa Majesté, où étoient présens les Honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer, Commissaires de Sa très-Sacrée Majesté, établis par des Lettres Patentes scellées du grand Sceau d'Angleterre pour les affaires de Virginie, & l'honorable Conseil d'Etat de ladite Colonie.

Comme ainsi soit que sa très-Sacrée Majesté ait de sa grace Royale, & de son propre mouvement, confié à mes soins & applications, le renouvellement, la Négociation, & la conclusion d'une bonne Paix avec les Indiens, qui sont nos voisins; Dans cette vûe, & pour y parvenir, (de l'avis & assistance des honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer.) j'ai fait dresser les Articles & ouvertures qui suivent, pour le ferme fondement, & le sûr établissement d'une bonne & juste Paix avec lesdits Indiens; & afin qu'elle puisse être sûre & durable, (fondée sur les fortes Colonnes de Justice reciproque) en leur confirmant leurs justes Droits, & en réparant les torts & dommages qui leur ont été faits, afin que par ce moyen, le Grand Dieu Tout-Puissant, (qui est un Dieu de Paix, & Amateur de Justice.) soutienne & fasse prospérer notre Alliance & amitié mutuelle, on est par ces présentes convenu & demeuré d'accord de ce qui suit.

I. Que les Rois & Reines dans les Indes reconnoissent d'oresnavant, qu'ils tiennent leur dépendance immédiate, & doivent toute sujétion au grand Roi d'Angleterre, qui est à présent notre redoutable Souverain, les Héritiers, & Successeurs, quand ils payeront leur Tribut au Gouverneur de Sa Majesté, qui sera en Charge.

II. Que lesdits Rois & Reines dans les Indes, & leurs Sujets tiendront leurs Terres sur ce pied-là, ce que leur sera confirmé, & à leur Postérité, par des Lettres Patentes du grand Sceau de cette Colonie de Sa Majesté, sans être chargés d'aucuns Droits, gratifications, ou reconnoissances pour lesdites Terres, de la même sorte, & d'une manière aussi libre, & aussi ferme, que les autres Sujets de Sa Majesté ont & tiennent leurs Terres & Biens, en payant seulement pour lesdites Terres, par chacun an trois Flèches Indiennes, pour, & au lieu de Rente Foncière.

III. Que tous Indiens qui sont en amitié avec Nous & n'ont pas des Terres suffisantes pour faire des Plantes en soient incontinent pourvus; sur l'avis qui en sera donné, & qu'ils ne soient jamais troublés en la possession des Terres qui leur seront accordées, & confirmées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, tant & si longuement qu'ils les tiendront, & qu'ils garderont & conserveront leur obéissance & sujétion due à Sa Majesté, à son Gouverneur & à son Gouvernement, & de l'amitié & bien-veillance envers les Anglois.

IV. Comme par les mécontentemens reciproques, par les plaintes, jalousies, & craintes des Anglois, & des Indiens, causées par de violentes intrusions de plusieurs Anglois dans leurs Terres, contraignant les Indiens à tuer le Bétail, & les Pourceux des Anglois, par voye de vengeance, par lesquelles violences, il y a eu des offenses, & injures, faites de part & d'autre, la Paix de cette Colonie de Sa Majesté a été grandement troublée, & la dernière rébellion malheureuse, a été par ce moyen commencée & grandement fomentée, ce qui a causé tant de ruine & de misère dans ce Païs, pour prévenir d'oresnavant, lesquelles injures, & les suites fâcheuses qui en pourroient arriver, autant qu'il nous est possible, on a conclu & arrêté par ces présentes: qu'aucun Anglois ne pourra semer, ni planter plus près que trois milles d'aucune Ville Indienne, & qui-
V v 2 conquie

ANNO
1677.

conque aura fait, ou fera aucune usurpation, sur les Terres des Indiens en sera chassé, & on procedera contre lui, ainsi qu'il a été pourvu & ordonné par le présent Traité de Paix qui fut fait, lors que l'honorable François Morillon en étoit Gouverneur, & par l'Acte d'Assemblée fondé sur ledit Traité.

V. Que lesdits Indiens seront dûment protéger & défendre en leurs personnes, Biens, & Privilèges contre tous les torts & injures des Anglois, & que sur aucune rupture ou Contravention qui sera faite, les Indiens qui auront été mal-traités se retireront en premier lieu par devers le Gouverneur, & s'adresseront à lui, pour l'en informer, sans s'emporter inconfidérément, ni brusquement à aucun Acte d'hostilité pour en tirer satisfaction, lequel fera encourir telle punition à ceux qui auront de propos délibéré contrevenu à ces présentes, ainsi que les Loix d'Angleterre ou de ce Pais l'ordonnent, & de même que si on avoit fait quelque tort ou injure à aucun Anglois, ce qui n'est que juste & raisonnable, puis qu'ils avouent eux-mêmes qu'ils sont sous la Ligeance de Sa Majesté très Sacrée.

VI. Qu'on ne mettra point en Prison aucun Roi, ni aucune Reine dans les Indes, sans un Decret spécial du Gouverneur de Sa Majesté, & de deux personnes du Conseil, & qu'aucun autre Indien ne sera point emprisonné sans un Decret d'un Juge de Paix, sur une cause suffisante d'emprisonnement.

VII. Que lesdits Indiens jouiront de leurs Libertés accoutumées, de pêcher des Huîtres & du Poisson, & de recueillir sur les Terres des Anglois du Tuchahoc, des Cortecemons, des Avoines sauvages, des Jones, du Packoonne, ou quelques autres choses que ce soit, pour le maintien de leur vie, qui ne soit pas utile aux Anglois. Bien entendu toujours que premièrement ils aillent trouver quelque Magistrat public, de bonne réputation, & qu'ils s'informent du nombre qu'ils sont, & de leur affaire, lequel ne leur refusera point un Certificat en cette occasion, ni en aucune autre qui sera légitime, de sorte qu'ils en fassent un juste rapport, quand ils retourneront; & qu'ils aillent directement vacquer à leurs affaires, sans porter aucune sorte d'armes, & sans loger en la Maison d'aucun Anglois, une seule nuit.

VIII. Qu'on ne souffrira qu'aucun Indien Etranger vienne en aucune habitation Angloise, sans qu'il ait en sa Compagnie un bon Indien voisin, avec un pareil Certificat, ainsi qu'il est dit cy-devant, & aucun Roi Indien ne doit refuser d'envoyer un Sauf-Conduit à l'Etranger, sur aucun sujet légitime de sa venue, & qu'aucuns Indiens ne pourront se peindre ni se déguiser quand ils y vont.

IX. Que tous les Rois & Reines dans les Indes Tributaires des Anglois ayant connoissance d'aucune Marchandise Etrangère près des Quartiers, ou des Habitations Angloises, aillent incontinent trouver quelcun de ses plus proches Officiers de Milice, & l'informer de leur Nation, de leur nombre, de leur dessein; & de la route qu'ils prennent.

X. Que s'il est nécessaire, un parti convenable sera incontinent détaché & envoyé par le plus proche Colonel de la Milice, pour assister, fortifier, & se joindre aux Indiens qui sont de nos amis, contre aucune attaque, contrée, ou depredation sur les Villes Indiennes.

XI. Que chaque Indien propre à porter les armes, des Nations voisines, qui seront en Paix avec nous, sera pourvu d'une telle quantité de Poudre & de Plomb, que le très-honorable Gouverneur jugera suffisante pour aucune occasion, & qu'il y aura un tel nombre d'Indiens prêts à sortir avec nos Troupes sur aucune marche contre les Ennemis, & qu'ils recevront telle paye pour leurs bons services, qu'il sera jugé à propos.

XII. Que chaque Roi & Reine dans les Indes auront un pouvoir égal de gouverner leurs Peuples, & il n'y en aura point qui ait plus grande autorité qu'un autre, excepté la Reine de Pamunkey à qui plusieurs Nations dispersées reconnoissent derechef de devoir leur ancienne sujétion, & sont convenus de venir s'établir sous son pouvoir & son Gouvernement: Lesquels sont aussi par ces présentes compris avec elle dans le présent Traité de Paix, & doivent garder & observer la même chose envers ladite Reine, en toutes choses comme étant ses Sujets, aussi bien qu'envers les Anglois.

XIII. Que personne ne pourra entretenir ou garder aucun Indien du voisinage des Anglois, comme Serviteur, ou autrement, que par permission du Gouverneur: & qu'il passera une obligation, par laquelle il se rendra responsable de toutes les injures & dommages qui se trouveront être faits à aucuns Anglois.

XIV. Qu'aucun Anglois ne pourra loger ni recevoir aucun Indien vagabond, ou fugitif, mais sera tenu de l'envoyer au lieu de sa demeure par voye de Passage, de Juge en Juge, jusqu'en sa propre Ville, sous peine de payer autant par jour, pour l'avoir logé, qu'on en peut recouvrer par la Loi, pour avoir entre-tenu des vagabonds.

XV. Qu'aucun Indien de ceux qui sont en amitié avec nous ne servira pas plus de temps que les Anglois de même âge servent par acte d'Assemblée, & ne sera point vendu comme Esclave.

XVI. Que chaque Roi, & chaque Reine dans les Indes, viendront tous les ans au Mois de Mars, avec quelques uns des Principaux de leur Nation, rendre leur obéissance au très-honorable Gouverneur de Sa Majesté, au lieu de sa Résidence quelque part, qu'elle soit; & alors ils payeront en ce lieu-là le Tribut accoutumé de vingt peaux de Castor, au Gouverneur, comme aussi leur Rente foncière ci-dessus pour marque de reconnaissance qu'ils tiennent leurs Couronnes, & leurs Terres du Grand Roi d'Angleterre.

XVII. Qu'on aura, & prendra le soin nécessaire à ce que ces Rois & Reines dans les Indes, les Principaux de leur Nation, & ceux de leur suite, qui viennent pour affaires publiques, vers le très-honorable Gouverneur, le Conseil, ou l'Assemblée soient pourvus de Vivres, & de logemens aux dépens du public, & qu'aucun sujet Anglois ne leur pourra faire tort ou injure, ni les insulter, ou offenser en paroles, ni par voyes de fait.

XVIII. Que s'il arrive quelque mesintelligence, ou rupture de Paix entre aucun des Indiens qui sont en amitié avec les Anglois, & avant qu'ils entrent en aucun acte d'hostilité, ou de Guerre ouverte, les uns contre les autres, ils s'adresseront au Gouverneur de Sa Majesté, par la Justice & prudence duquel, on s'attend que les différends qui pourroient arriver entre'eux seront conciliés & apaisés, & à la décision finale duquel lesdits Indiens se soumettront & conformeront.

IX. Que pour prévenir les accidents & méprises fréquentes causées par des interpretes infidèles & corrompus, & pour plus grande sûreté, satisfaction & avantage, tant des Indiens que des Anglois, il y en aura un de chaque Nation des Indiens de notre voisinage qui puisse déjà parler, ou puisse devenir capable de parler Anglois, qui sera admis conjointement, avec ceux des Anglois, pour être leurs interpretes.

XX. Que les Indiens compris en ce Traité de Paix, rendront incessamment aux Parens & Propriétaires, les Enfants, Serviteurs, & Chevaux qu'ils leur ont pris & enlevés de temps en temps & qui sont jusques ici demeurés entre les mains desdits Indiens, ou qui les peuvent découvrir.

Que le Traffic avec lesdits Indiens sera continué, limité, restraints, ou tenu ouvert, ainsi qu'il conviendra le plus, pour la Paix & tranquillité du Pais, sur laquelle affaire, le Gouverneur consultera le Conseil & l'Assemblée, & la terminera à leur premiere rencontre.

Le Seing de la Reine de
Pamun-
key tant
pour Elle

FW

que pour plusieurs Nations In-
diennes qui sont de son obéissance.

Le Seing de la Reine

ww

de Wamoke.

Le Seing du Roi

I

de Naneymond
Indien.

Le Seing du Roi de Hottoways.



Le Seing
du Cap-
taine Jean
Woff fils

JW

de la Re-
ne de
Pamun-
key.

Collationné à l'Original Témoin
Thomas Ludwell Secrétaire.
Même-

ANNO
1677.

Memorial du 29. jour de Mai 1677.

Que cet Instrument de Paix aiant été leſſé & expliqué à plusieurs Rois & Reines des Indes qui étoient lors preſens (à la Cour, nommée en Anglois Middle-Plantation) par des Interpretes qui avoient prêté Serment de s'en acquiter fidelement, lesdits Rois & Reines des Indes, en ont ſigné & delivré les Articles à l'honorable Gouverneur, eux s'étant mis à genoux, & ont reçu le duplicata ſigné & delivré de la part de la Majesté du Roi, en la mesme poſture à genoux, baissant le papier de leur propre mouvement, à meſure qu'ils le faiſoient paſſer de main en main l'un à l'autre, juſques à ce que chacun eût fait les mesmes ſignes de reſpect qu'ils portoient au même papier, pour marque de l'acceptation, tres-libre & tres-joyeuſe de cette Paix conclue avec eux: dans le même temps, Pericuhtah Roi des Appomattucks étant lors préſent demanda inſtamment qu'il fut reçu à ſigner ce Traité de Paix avec les autres; Mais comme il étoit ſoupçonné d'avoir commis ſoit lui ou ſes Sujets quelques maſſacres, ſur les Sujets d'Angleterre, de Sa Majesté, dont il y avoit des plaintes faites contre lui, il ne fut pas pour lors admis, ni compris en ce Traité de Paix, auſſi ne doit-il pas jouir du bénéfice du même Traité, juſqu'à ce qu'il ſe ſoit juſtifié de ce crime qu'on lui impute, & qu'il eſt accusé d'avoir commis depuis que les Commiſſaires de Sa Majesté étoient arrivés en Virginie, ainſi qu'on avoit été informé par des Gens dignes de foi: Laquelle excluſion donna une ſatisfaction generale aux Anglois, de trouver qu'on avoit fait une ſi juſte inquisition du ſang de leurs Compatriotes maſſacrez.

JEAN BERRY.

FRANÇOIS MORISON:

CLXIV.

4. Juin. Reces zwischen Philipp Wilhelm Pfalzgraff am Rhein / und Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münster / wegen der Cron Spanien / verinigte ſicherer Tractaten zu lieſſerenden Mannſchaft. Geſchehen Werden den 14. Junii 1677. [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, & CHRISTOPHE BERNARD Evêque & Prince de Munster, sur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Espagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.

Qu Gottes Gnaden wir Philipp Wilhelm Pfalz-Grav bey Rhein / in Bayern / zu Sülz / Cleve / und Berge Herzog / Graf zu Sildent / Epſonheim / der Mark / Ravensburg / und Mörs / Herr zu Xanten / thun hiemit kund und zu wiſſen / was wir mit dem Hochwüirdigen Fürſten / Herrn Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münster / Administratoren zu Corvey / Burggrafen zu Stromberg des Heil. Rom. Reichs / Fürſten und Herrn zu Borkeloh / nachdeme ſo wohl ſeyer liebden / als wir uns bereits vorher bey gegenwärtigen gefährlichen Conjunctionen / und noch anhaltenden verderblichen Kriege-ſeuer / mit der Cron Spanien zu deſſelben / dann zu forderſt Ihre Keyſerl. Majest. des Reichs / und der gemeinen ſachen dienſt / ſehen Theils ad parum allire / und zu lieſſerung ſicherer Mannſchaft verbunden / uns ſolcher Conjunction halber / aus veranlaſſung der mit ſeyer liebden ſeyen von langen Jahren her ſeyderzeit geſtopfenden Fremd-nachbarlichen guten verſtändnis dahin vereinbaret / wie in hiernach geſchriebenen Reces von Borten zu Borten mit mehrern ſolget.

I. Gleichwie man ſich vorherberühret maſſen bereits jedes Theils abſonderlich mit der Cron Spanien gegen dero Ihre Keyſerl. Majest. des Reichs / und der gemeinen ſache Feinde / mittelſt außgerichter ſicherer Tractaten verſchafft / und Uniret / auch gewiſſe Mannſchaft zu lieſſerung verſprochen / also hat es dabey ſein ungewandtes verbleiben / und ſolte durch dieſe inſammelung

ANNO 1677. daran das geringſte nicht immutiret / noch erweichten Tractaten derogirt ſeyn / ſolten dann auch

II. Zweitens / zu einſelg lſſer Tractaten / ſowohl wir als ſeyer liebden unſere jeds Theils ad parum verſprechene Mannſchaft ſich rig lieſſen / und mit demselben / wie es einmütig zu der Cron Spanien durch ſi ſeyen Niederlanden / oder aber wo es ſonſten mit Ihre Keyſerl. Maj. und der Cron Spanien gut beſindten / nöthig erachtet werden wird / auf vorher mit uns beed. Theils hieüber geſtopfene Communication operiren laſſen wellen.

III. Daraus auch hiernach Ihre Keyſerl. Majest. und der Cron Spanien lob ſein würde / daß ſowohl ſeyer liebden / als wir / über unſere vorgia ad parum allſſen verſprochene Mannſchaft annoch jeden Theils einmütig Mann / und also ſeyer liebden jeheraufſer / wir aber ſechs tauſent Mann ſtellen ſolten / dieſen wir hierzu erbitig / dergeſtalt jedoch / daß wegen dieſes ſuperplus auch einem jeden mit geſchickenden Subſidiis über dasjenige / ſo wegen der vorher zu lieſſen übernommener Mannſchaft verſchickten worden / zuſtand gekommen werde; deswegen jeder theil nach ſeyen beſten gutſinden alldam mit der Cron Spanien ſich zuvergleichen.

IV. Und weilten also vierdents / wir beyderſeits zu der Cron Spanien / zuſerberſt Ihre Keyſerl. Majest. auch des Reichs / und der gemeinen ſachen dienſt / und ganz einmütig abſehen ſehen / also wollen wir auch ſehen / daß unſere beyderſeits zu lieſſen habende Mannſchaft jeheraufſer in einem Corpo / und bey einſelg operation beſtimmen ſehen / und verbleiben mögen / geſalten dann auch / nach dem

V. Fünftens ſeyer liebden ſich mit der Cron Spanien dahin vergleichen / daß dero Völder unter der Spaniſchen Niederlanden Gubernatore / oder ſelbiger Cron der aids habenden General operiren ſollen / als nobey es ſein ungewandtes verbleiben hat / wir ebenmäßig einſelg lieſſen / unſere zu lieſſen habende Mannſchaft / unter ſolchen Gubernatore / oder General / und beſſer Commando in zeit ſichender Campaigne operiren zu laſſen / und auch in den Winter-Quartieren / die Direction / und das Commando über einen jeden Völder / bey uns und ſeyer liebden / auch eines jeden Generalität verbleiben.

VI. Da auch ſchließens / von und mit der Cron Spanien gut gefunden werden ſolte / daß dieſen conjungirten Corpo ein Keyſerlicher General præſicet werde / und ſolcher uns beyderſeits ebenmäßig angenehm und beliebig ſein wird / ſolte es zu hendt theilen gleich meining haben / wie in erſt verſandenen Fünftent Artikel begriffen.

VII. Siebentens / und gleich wir beyderſeits in der getriſten zuverſicht ſehen / es werde ſowohl die Cron Spanien / als zuſerberſt Ihre Keyſerl. Majest. dieſen unſeren hiern ſals wohl und treu umgeben erer nicht nur approbiren / ſondern auch erſehen / und mithin zu deſſe beſſere und kräftiger anſammlung dieſer unſerer zu Ihre Keyſerl. Majest. / des Reichs / auch der Cron Spanien / und der gemeinen ſachen dienſt ſiehenden intention / uns für oberſchre unſere Mannſchaft mit nöthigen Winter-Quartieren / nebenſt beſorgung unſerer eigener ſande zu ſtatten kommen. Also wollen wir inſageant Ihre Keyſerl. Majest. dahin unterthänigſt ſuchen zuverſuchen / damit uns die in hiernach geſchriebener ſpecification begriffene Dertze zu den Winter-Quartieren / als ohne welche uns allerdings unmöglich ſeyen würde / offenerbare Völder zu lieſſen / zu unterhalten und conſerviren / vor ſolche unſere Völder allergnädigſt angemeſſen / und zugeſtanden werden möchten. Nachdem nach

VIII. Zehntens / und da Ihre Keyſerl. Majest. wie wir gänglich verſehen / uns hiernach allergnädigſt zuverſehen / die von beſonderen einmütig / oder anweſende Winter-Quartier werden uns beyderſeits nach proportion eines jeden Mannſchaft / auch wo es einem am beſten gelegen / abgetheilt / und beſwegen gehörige verſicherung geſchehen ſolte / mit dem ſeyer anhang und verſprechen / daß / da ein theil in ſolchen ſeyen von Ihre Keyſerl. Majest. einmütig und anweſenden hybern / oder aber in eigenen ſanden von andern mit eigenmächtigen Einquartieren / weilen / wann ſeyen anderwärts die hyberna allignirt / man dagesen aber in eigenen ſanden leiden ſolte / die ſuffentation der Wiliſ ebenfalls dahin fallen würde / turbiert werden wolte / einer dem andern dagegen mit dñger Mannſchaft kräftigſt allſſiren / und quarniren beſten ſolte.

IX. Reuntens iſt verglichen / daß dieſer Conjunctions Reces ſo lang ſeine kraft haben / und verbindlich ſein ſolte / als dieſer Krieg wird dauern.

X. Zehntens. Im ſall auch einige andere Ehr- und Fürſten ohne unterſchied der Religion dieſen unſerm Corpo mit Ihren Völdern beyzutreten / ſich anmelten / und Ihre Keyſerl. Majest. ſolchen beſtreit / allergnädigſt approbiren / auch denjenigen / welche mit Ihrem vorwiſſen und Conſens accediren / erer in Ihren ſanden die beſorgung von paſſiv Winter-Quartieren verwilligen würden / wird uns beyderſeits nicht unzuſehen ſein / auch ſelbige beytretende Ehr- und Fürſten / daſſen gegen Ihre Keyſerl. Majest. allergnädigſte intention und bewilligung von jemand ſie in Ihren ſanden geſamthſt überlegen und mit eigenmächtiger Quartiers-nutzung angeſehen werden wolten / nach proportion der Mannſchaft ſo ein jeder beytretender zu dieſem Corpo lieſſen wird / bey zuſehen / und den der von Ihre Keyſerl. Majest. erſehen oder allergnädigſter beſorgung manuciren zuſehen.

XI. Und weilten eiffens mit alles und jedes / ſo in dieſen Conjunctions Reces begriffen / bloßlich zu Ihre Keyſerl. Majest. Rathe.

ANNO 1677. Ratification und genehmhaltung ausstellen / also wollen wir bey-
derseits solches durch unsere zu Wien residirende Ministros
und Räte Ihr Kay. Majest. unterthänig vortragen und dero
allergnädigste resolution darüber ertheilen lassen.

XII. Amöfistens. Zumittelst haben wir in onnem Even-
tum beyderseits dieser conjunctions Reces also eingegangen/
massen da Ihr Kay. Majest. genehmhaltung darzu sonnet/der-
selbe allerdinge fräglich / und verständig seyn / auch zu beyden
theilen unverändertlich gehalten werden solle. Istund haben wir
dieses genehmigig unterschrieben / und mit unsern geheimen
Canseln / et cetera betreten lassen. Actum Berden den 14 Ju-
ni 1677.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

CLXV.

Sept. *Instrumentum Turcicum Pacis renovate & confir-
mate inter MAHOMETUM IV. Turcarum
Sultanum & Regem ac Rempublicam POLO-
NIÆ, quò Podolia & Ukraina Turcis relinquitur;
Munus verò annuum, 22. millia aureorum,
Porte Ottomanicæ olim pensitatum ab ipsa Po-
lonis condonatur. Datum in Campo Danovæ
Basse in plenilunio Septembris anno (1) 1098.
[JEAN CHRÉTIEN LUNIG, Negotio-
rum Publicorum pag. 392.]*

Scythis Liphis dictis, qui in Regno Polonie sunt, illis,
quicunque sua voluntate in Ditionem Imperialem
migrare voluerint, in termino unius Anni nemo Polo-
norum impedimento sit, ut cum Familiis & suppellectili
exeat, & nulla molestia afficiatur. Podolia Regnum
totaliter secundum antiqua Confinia subiaceat Dominio
meo, & Oppida Bar & Miedzybuz, in quibus adhuc
fuit Militie Polonicæ; ista duo Oppida educitis Polo-
nicis Militis restituantur. Et antehac, cum prædicta
Oppida in potestate Bissarmanorum redacta sunt, in
ipsis quot tormenta fuerint, iterum relinquatur, postea
verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque
fuerint, accipiant. Et iterum & Inquilis prædictorum
Oppidorum quicunque propria voluntate abire volue-
rint, abeat; qui verò manere voluerint ne illis mole-
stia fiat; Et pro Podolia Regione, prout declaratum &
expressum est in Sacris Capitulationibus antehac con-
cessis, quando de Limitibus & Confiniis Regionis Po-
dolia acciderit Controversia quæpiam, ex consensu Gu-
bernatorum constitutis ab utraque parte hominibus &
cum senioribus pro rebus Viris & Habitatoribus utrius-
que Confinii ad locum cunibus in limite cuiusque Di-
tionis & Confinii esse controversum locum, numero
copiosa præstans multitudine testatur, illo testimonio
res desiniant. Descripta Regione Podolia ex illis
nullus Polonus, qui ab antiquo habebat Oppida & Pa-
gos (etiam spirituales fuerint) quicunque in confi-
niis manere voluerint Oppidorum & Villarum in mani-
bus eorum antea existentium. Tributa & Legales deci-
mae aliasque Contributiones computatæ definitæ à mani-
bus illorum Nobilibus accipiantur, constituta & portio
pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ip-
sis. Et ipsi & Filii ipsorum immunes & exempti
& quousque in infidelitate non deprehendantur, nequa
quam hoc munere priventur, & contra Justitiam mo-
lestia non afficiantur. Et si collectio Librorum man-
dabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur,
& in Oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas
& in Tempia transformatæ sunt, illis quæ in manibus
illarum sunt confirmatæ Ecclesiis nequaquam concesso
fiat, & molestia inferatur, & in Exercitiis absolute suæ
Religionis, sicuti reliquis confinariis Subditis licitum
est, nec molestantur, prout in Sacris Capitulationibus
exprimitur.

Pariter in Regione Ukraina excessio Imperio paren-
tium Cossacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni
nulla omnino ab illis fiat pretentio & ingessio, sed
tantummodo in limitibus Ukraina sita prope Fluvium
Borysthenem Oppida Bialacerkie & Palolacz, cum in
potestate illorum, cumque duo ista Oppida secundum

sua antiqua Confinia ab antiquo cum adjacentibus & ANNO
Districibus suis à Regia Majestate mea illis donentur,
maneant ibidem in ipsorum potestate & Dominio, at-
tamen ne illo prætextu extra Limites duorum dictorum
Oppidorum ad palmulorum Terræ ne se ingerant, neve
pretensionem aliquam faciant, & posthac constituto à
Fulgidissima Porta meo Commisario & Regionis Po-
dolia juxta antiquos suos Limites & Confinia, & in U-
kraina prædictorum duorum Oppidorum, quæ mane-
bant in potestate illorum, nempe Bialacerkie & Pabo-
loz quoque juxta antiquos illorum Limites Confinia
& Limites illorum describantur & constituantur. Et
qui propter Mercatorem, negotiationem & lucrum
cum Mercibus, rebus propriæ Regionis in Ditionem
Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta anti-
quam normam Mercium Gabellas coluerint ad amu-
sim, contra Justitiam & consuetam normam ne moles-
tentur, sicut à Mercatoribus antiquorum Confedera-
torum Principum Chazaræ non accipiatur, pariter à
Mercatoribus Polonis quoque ne Chazaræ, hoc est,
Tributaria contributio exigatur.

Et cum antehac tempore facis illorum Religionis in
Civitate Hierosolymitana mansiones habere consueve-
rint, juxta veterem formam in quibus ab antiquo Se-
dem habere consueverunt sit locis, Sedem habentes nul-
lus impedimento sit. Et posthac sine scilicet meo Sa-
cro sancto ab Exercitu Divina ope defenso & Cruci-
bus, Ochakovienensibus, Nahavienensibus, Seythi & Cossaci,
& Transilvania, ne Militie in Poloniam Ditionem in-
vehantur, ne hostilitatem agendo populationem exer-
ceant, & à Subditis Polonie quicunque in Podolia
venientes habitare voluerint, ne impediantur, sed hac
conditione, ut juxta consuetam normam Decimas
Legales & alias Contributiones meas solvant, nemo
illis sit impedimento, ut cultu Terræ vitæ fustinent.

Et cum antea singulis annis exhibendo solio meo
Imperiali promissa tuerent nomine muneris 2000. au-
reorum, Celissimi Domini Crimenis Hani intercessio-
ne remissa & condonata fuerint, præter illorum auro-
rum Punctum, Oppidorum Bialacerkie & Paboloz,
quæ illis donata sunt, omnia Puncta antea ad Oppidum
Buspacz concessam ipsis sacrum Capitulationum
tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserven-
tur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus
Viris juxta testimonia seniorum & protectorum Re-
gionis habitatorum Podolie & Ukraine Limites con-
stituantur, Rectores Gubernatores utriusque Partis in ex-
tremis Limitibus constituti judicent, & dirimant lites
attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti
Cameneci illis manserint, cum postea edepiti & alio
translati fuerint, qui velint iterum in Podolia manere
& habitent.

Et cum tempore capti Cameneci, qui manserint Sub-
diti postea illis alio traditis Ecclesiis illorum derelictæ
fuerint, & Subditi Latini qui tempore capti Cameneci
illuc non manserint, illis qui in posterum Cameneci
manebant ex Ecclesiis antea concessis & derelictis ipsis
una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido Bar ex
Ecclesiis postquam Moscenæ constituta fuerit, Subditis
Latinis ibidem morantibus concedatur una solum Ec-
clesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta anti-
quam positionem & formam in erectione & edificatio-
ne ipsius ne impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybuz & Jazowiec post-
quam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus
Latinis Subditis singula Ecclesia concedatur, si des-
tructa fuerint, in ipsarum dedicatione & constructione
nemo impedimento sit. Et Danicane Naves omni
securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam
juxta consuetam & veterem formam Telonia solverint,
contra Pacis Jus & Justitiam ne capiuntur neve moles-
tentur.

Et in Regione Podolia Bassa Gubernator unus sit, & in
Podolia Hey & Gubernatores, nec è Lipkorum nec ex
aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipke Sey-
tha nec in Podolia nec in loco prope Limites collocen-
tur. Et in Sacris antea concessis Capitulationibus, quæ
præscriptis hinc conditionibus adversantur Puncta dem-
ta & rescata sunt, quæ vero conformia sunt, in suo
pristino vigore confirmantur. Quousque à parte Regis
Polonie & à D. Gubernatoribus & Capitaneis & à Sub-
ditis ipsis & reliquis quibuscunque armentibus ad
ipsum Fortalitium sitis in Confiniis ope Divina protectis,
& Civitatibus & reliquis subiectis Ditionibus meæ Im-
perialis Pagis & Locis & Villis, nulla omnino ratione
invectio & ingessio fiat.

RE.

(*) Cette Date est absolument fautive. Elle répond au Mois de
Septembre 1687, & en ce sens là les Polonois étoient en pleine Guer-
re avec les Turcs. Peut-être faut il lire 1088. ce qui reviendrait au
Mois de Septembre 1677. On le range sous cette date, faute de savoir
où le mieux placer. Il ne convient cependant pas assez à celui du 16.
Octobre 1676, pour en être la confirmation. [Dum.]

ANNO
1677.

REGIS POLONIÆ Regionibus, Fortalitiis, & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis à parte Regio Maletatis & à Magnis Vitiis & eximii Gubernatoribus & honoratis Recloribus & Militis victoribus & Molavit & Dobrynsensibus & Seydis Bialogradensibus & Theinensibus & Borysienensibus & aliis Regionibus Polonica Ditionis nullum dampnum inferatur.

In locis transitoriiis *Thyre* & quibuscunque aliis fiat custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligenter & incuria gereretur, deponantur & suis priventur Officiis & puniantur, & quod honorarium Celsissimis *Hanis Crimenfis* in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis debito tempore missum hominibus ipsorum redditum & consignatum fuerit, *Hanus Crimenfis* quoque amicitia & benevolentia vinculo obligator conditionibus juxta antiquam formam satisfaciatur, & respectum habeat, & nullum dampnum qualicunque modo ab *Hano & Galga Soltano* & reliquis *Muris* Regno Poloniæ inferatur, & quando contra Majestatem Poloniam inimicus aliquis insurgeret, *Hanus* quoque cum Exercitibus *Tartarorum* auxilium ipsi prestat & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & *Hanus* aut *Galga Soltanus* aut *Murys* cum *Tartarorum* Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ transcant, ab antiquo per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transcant. Et post concessionem hujuscæ S. Capitulationis si *Tartari* aut *Moldavi* quippiam in Ditionem Poloniæ invelli populationes exercent, aut Captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mitteretur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui hoc spectat in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verè ex extraneis partibus aliquid, aut aliis Bello contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercitum victorum & Palatinus *Valachie & Moldaviæ & Transylvaniæ* per contradictionem illis hostibus Bellum gerat; Quando ab hoste missus Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, Rex Poloniæ propter sinceritatem & efficacitatem & executionem Amicitia & Correspondentiæ tum erga Solum Imperiale suis Exercitibus & opibus ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab hoste meo missus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærat, illum impedit, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsis & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne finat eos, neve occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum *Transylvanicum Regnum* meum sit Aviticum & Hereditarium cum pluribus *Transylvaniæ & Ungariæ* Regionibus, qui hucusque sinceritatem habent, amicitiam exercent, in partibus quoque *Transylvaniæ* si hostis meus manifestetur, à *Majestate Poloniæ* nec occultè nec manifestè auxilium prestatetur hosti meo. Et si Princeps *Transylvaniæ* aut *Voivoda Wallachiæ & Moldaviæ* & alii quippiam culpati transgredient in Regnum Poloniæ, tales non admittantur, sed propter respectum amicitia & correspondentia devinctos illos Compeditus ab Solum Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus & Intimico meo sit Intimicus.

Et in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium *Tyræ* in Portum *Bialogradensem* Mercas affluentes aut Mercaturas exercent cum posulatum sit, tales qui nullum Ditioni meæ dampnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes ne impediuntur & Rege Poloniæ permanente in amicitia erga meum Solum Imperiale, *Voivoda Moldaviæ* quoque juxta consuetam ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exercent.

Et antea tempore Pacis qui è Poloniis in Captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Christianismo, aut transiverint in Mahometismum quando è Poloniæ venerint, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis Ipsorum Juramento de pretio Emptionis ubi præstitum constituerit, plaris ne redimantur, Et postquam pretium solum fuerit, nemo impedit, ut illos in propriam Regionem ducant. Verum si quis ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis prætenso fiat, sed conserventur in illo eodem statu.

Et post concessionem S. Capitulationum utriusque qui in Captivitate capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Domini Parentibus ne

egeant, sed Literæ permanentes, nulla ipsis molestia, neque opibus Ipsorum dampnum inferatur, & Mercatores utriusque Mari & Terra per Loca & Portus consueverint transcurrere & permanentes, ubicunque morati fuerint juxta consuetam normam solventes Telonia quacunque fuerint ne alia vexatione afficiantur, aut dampno in opibus aut Mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne Ipsorum quoque Merces usurpentur à publico Pisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsis reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus Ipsorum reddant.

Et si quis è Mercatoribus utriusque Domini aut mutuo date aut acceptæ pecunie, aut Emptionis, aut venditionis lites habeant, & qualescunque alio modo, aut Tribunal cum adversario suo fisteretur, ubicunque erit, aut hic aut illic, Judices locorum illorum accurate & summa Inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum posulatum, ut solvatur contringant, neve permittant, ut contrarietas & resiliencia fiat, sed sedulo executioni committant, sed sine probatione debita & legitima Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Domini propter alterius debitum molestetur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus stipulationum & pecunie sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatorie, & relationis Judicum & Notariorum publicorum legitima, solis talis testimoniis injusta petitioni & pravis litibus ne fides præstetur, neque quodpiam fiat, & omnino Judices utriusque Domini adhibita cura & diligentia antequam controversa rei statum & liris conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitima lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Graffatoribus cuiuspiam opibus & vitæ dampnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint interveniant, & summa veritate puniant, & ablata Latrocinia Domini Ipsorum restituatur.

Et venientes Legati propter amicitiam ne cohibeantur, salvè & immuniter possint ire & redire, & quando in Confinita venerint, associantur custodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione prædicetur.

Et *Silvenses & Bialogradenses* Confinitarii & Portus Telonarii & Decimatores, & Tricelatores, & quicunque alii è Ministris & servis Domini mei propter Tricelatores Domini utriusque aliis ne permittantur ire trans Fluvium *Tyræ*, & si apud Viatores utriusque Domini aut venientes aut abeuntes Captivi apprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & libertati, & Pastores qui in Ditionem Poloniæ accedunt, notificent Judicibus locorum se, & pecora sua, clam ne accedant, & Pastorum justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posita & in itinere, ne *Janzeri* aut alii equos illorum arripiant, & Negociatores & Mercatores post solutionem Telonii & consuetorum nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur hucusque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant, & nihil insuetum fiat; Et subditi *Poloniæ Armeni & Christiani in Moldavia* & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exercent, ne clam & per desertas vias veniant, per consuetam Mercatoribus itinera si aliquid dampnum talibus Mercatoribus in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpati, & Mercatores sinceri & sine fraude venientes ne vexentur postquam solverint prædictum Telonium.

Et imposterum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Domini usque ad ultima secula indeficienter permanent, ita temper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis contingit executioni inextinguibili mandabitur, & eo Pax & bona Correspondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ suis Centurionibus Palatinis & alia gente ipsi submissa nihil contra Pacem & concordiam proveniet, quod juratis Pactis & Articulis immutationem asserere possit, & quamdiu etiam ipsi honorem Exultationis, Jus Amicitia & Pacis habebant, etiam à gloriosa Porta mea *Majestatis Imperialis Juramentum adhibere* & preestor per *Excelsum Deum Creatorem Celi & Terræ*, & per miracula *Mahometi Mustaffa Janmi Propetie* (qui est Sol aliorum solis).

ANNO
1677.

ANNO 1677. *colorum, supra quibus Pax Majestatis Divinae pro-*
ressor, inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum
Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum
interveniet a fœderis ulla, sed quod Pax & Unio confir-
mabitur & stabilitur, quantum gloriosi & fulgentis mei
Imperii infinitum tempus permanebit, ista Capitulationes
stabiles & indissolubiles existant, & omnes Subditi & de-
pendentes illius Regni perfecta quiete sub umbra mea
protectionis gaudeant. Sic res cœtiatis, & fidem huic
nobili signo præstetis.

Datum in Campo Danovæ Bassæ, in plenilunio
 Septembris. Anno 1698.

CLXVI.

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677.*
entre D. MANUEL DE LIRA, Envoyé Ex-
traordinaire d'Espagne, & Messieurs les Depu-
tez de L. H. P. les Etats Généraux des Pro-
vinces-UNIES, pour l'envoi d'une Escadre
dans la Mer Méditerranée. [C'est la Traduc-
tion d'une Copie Espagnole tirée des Archives
de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, & qui
avoit été dressée pour le Roi Catholique
Mais l'Original étoit François, & il paroît
que la Traduction Espagnole n'avoit pas été
faite mot à mot.]

I. Et Armement sera fait & pourvu pour le tems
 de huit Mois, & consistera en six Vaisseaux de
 soixante-quatre à quatre-vingt Pièces de Canon; six
 de soixante à septante, six de quarante quatre à cin-
 quante quatre, six Pataches de dix à seize Pièces & deux
 Fregates de Provision de vingt six à vingt huit Pièces;
 avec six Brulots équipés & montés tous ensemble de six
 mille Mariniers, de mille trois cents Pièces de Canon,
 & pourvu pour huit Mois de toutes les Munitions de
 Guerre & de bouche nécessaires.

II. Que pour les Fraix de l'Armement & de l'entree-
 tien de cette Escadre, on payera de la part de Sa Ma-
 jesté Catholique, en premier lieu, & à une seule fois,
 soixante deux mille Florins monnoye courante de Hol-
 lande, pour l'achat & l'équipement de six Brulots, la
 République n'en ayant pas présentement dans ses Arse-
 naux; Ensuite il sera payé de la part de Sa Majesté
 Catholique quatre vingt-huit mille Patacons par Mois,
 faisant deux-cens vingt mille Florins; A laquelle Som-
 me la Province de Hollande ajoutera chaque Mois
 cinquante mille Florins; qu'elle veut donner gratuite-
 ment pour le service de la Monarchie & pour le bien
 commun; & cela pour le tems susdit de huit mois,
 pendant lequel ladite Flotte sera employée, & sous
 condition que si l'Armement est continué au delà de ce
 terme, les susdites Sommes seront aussi continuées, &
 exactement payées de Mois en Mois.

III. Mais en cas que Dieu nous favorise par la re-
 duction de Messine, ou par le Don de la Paix, ou que
 par d'autres raisons, la continuation de cet Armement
 cesse d'être nécessaire avant l'expiration de huit Mois;
 on conviendra à l'amiable de cette diminution de tems,
 à proportion des fraix qui ont été faits pour l'Arme-
 ment & pour l'achat des Provisions; & on réglerà au
 retour de l'Escadre dans ces Ports, ce qui devra être
 bonifié, ou rabattu par lesdites considérations.

IV. Qu'attendu les premières dépenses d'un Arme-
 ment si considérable, & qui doit être pourvu des pro-
 visions nécessaires pour un si long-tems, ledit Sieur
 Envoyé extraordinaire fera payer aux Colleges de l'A-
 mirauté quatre Mois entiers à compte de la Solde des
 Capitaines & Officiers, & des Provisions qu'ils devront
 faire embarquer sur leurs Vaisseaux.

V. Que les Mois suivants seront payés par avance
 Mois par Mois, en argent de Banque, avec plus
 d'exactitude que par le passé; & qu'il sera donné là-
 dessus des sûretés en ces Provinces, afin que ni par
 delai des soins nécessaires, cette Escadre ne se trouve
 point exposée aux Inconvénients que l'on a ci devant
 expérimentés.

VI. Que les Mois commenceront à courir dès le
 attendu qu'il conste que déjà auparavant la
 plus grande partie des Navires étoient équipés, & que
 l'on fait que le delai de la partance de l'Escadre n'a été

causé que par les vents; & non par aucune omission ou
 négligence des Amirautes; Du reste, ces mêmes Mois
 cesseront lors que l'Escadre sera de retour en ces Ports,
 & qu'on licentiera l'Equipage.

VII. L'Escadre ainsi constituée, sera commandée,
 sous le Pavillon des Provinces-Unies, par l'Amiral
 Cornelie Everfen, mais étant jointe à l'Armée Roy-
 ale d'Espagne, ce sera le Général de celle-ci qui com-
 mandera, dans la supposition qu'il sera d'un plus haut
 degré que l'Amiral Everfen.

VIII. Que dans les Consiels & Jointes de Guerre
 qui se tiendront sur les Opérations Militaires, & dans
 les autres Conférences de cette nature, les Chefs
 Hollandois y auront voix & séance comme il se prati-
 que en semblables occasions; Que l'on observera une
 bonne Discipline dans toute l'Armée, & que l'on use-
 ra dans les Navires Hollandois des Articles dont on
 use ordinairement dans les Flotes de la République.

IX. Que les Navires de Guerre, ou armés en
 Guerre qui se prendront, appartiendront entièrement à
 ceux qui les auront pris, mais que les Pilles Marchan-
 des seront partagées la moitié pour le Roi Catholique,
 & la moitié à la disposition de l'Amiral de Hollande.

X. Que les Malades & blessés Hollandois seront
 logés & traités dans les Hôpitaux du Roi Catholique
 aux dépens de Sa Majesté, & qu'ils seront visités libre-
 ment par leurs Officiers, selon qu'il plaira à l'Amiral
 de l'Escadre Hollandoise.

XI. Qu'en cas que ladite Escadre ait besoin de quel-
 ques Mails, ou Ayres de Navires, ou les lui fournisse
 des Magazins de Sa Majesté, sans qu'elle soit obligée
 de les payer sur le champ en argent, mais seulement de
 les restituer en semblable espèce le plutôt que faire se-
 pourra, & au même lieu, ou on les aura reçus.

XII. Que si dans les Quartiers où ces Forces doi-
 vent agir, les Officiers avoient besoin de quelque ar-
 gent pour assister leurs Gens, ou pour repailler leurs
 Navires, on leur donnera par ordre, & à compte de
 Sa Majesté les Sommes qu'ils demanderont, lesquelles
 aussi seront passées à compte en Hollande sur les Mois
 accordés de la part de Sa Majesté, & cela en produi-
 sant seulement les Recus que les dits Officiers Hollan-
 dois en auront données, chaque Patacon ou Real de
 huit d'argent d'Espagne, étant compté pour cinquante
 Sois monnoye de Hollande.

XIII. Qu'en cas que l'on ait besoin en cette Flo-
 te de quelques Vivres, on les fournira dans les Places
 de Sa Majesté aux Officiers Hollandois, au même prix
 qu'aux Naturels du Pais, sans les obliger à aucuns
 Droits de sorties de Traire.

XIV. Que cette Escadre Hollandoise ne pourra se
 partager en moindres Escadres, si ce n'est du con-
 sentement de celui qui commandera en Chef, & de
 l'approbation de tous.

XV. Qu'en cas qu'il se perde quelque Navire ou
 par Tempête, ou par Feu, ou en combatant, la moitié
 de la perte sera pour le compte de Sa Majesté Catholi-
 que; & l'autre moitié pour le compte de la République;
 & que la valeur des Navires perdus sera estimée de
 bonne foi par des personnes choisies de part & d'autre,
 sur le pied de la fabrique, de la vieillesse, & de l'in-
 ventaire qui en sera fait.

XVI. Et pour sûreté du prompt & assuré payement
 des quatre-vingt-huit mille Patacons par Mois ci-dessus
 mentionnés, on est convenu que si au retour de l'Esca-
 dre, & après son entrée dans les Ports, on n'avoit pas
 entièrement satisfait de la part de Sa Majesté, à ce qui
 a été promis, en ce cas-là les Mariniers qui ne pour-
 ront pas être licentiez faute de payement demeureront
 à Bord aux dépens de Sa Majesté, jusques à ce qu'ils
 soient entièrement payés de ce qui leur sera dû pour le
 passé, & pour le tems de ce delai, attendu que c'est sur
 la bonne foi du payement promis qu'ils rentrent dans
 ce service, après ce qu'ils ont souffert, & quoi que les
 Amirautes payent encore aujourd'hui des Intérêts pour
 les précédents Armelements.

XVII. Et conséquemment, il sera à la volonté &
 disposition de cette République, & de ses Co-leges, de
 rappeler cette Escadre en Hollande, en cas que le Mi-
 nistre de Sa Majesté ne paye pas régulièrement les
 Sommes nécessaires, & offertes; en ce cas, sur lequel
 on se précautionne avec tant de raison, on ne devra
 point se plaindre ni s'étonner de cette résolution, ni
 laisser de payer ce qui sera dû jusques au jour que
 l'Escadre rentrera dans les Ports, & que les Mari-
 niers seront congédiés. Mais les Amirautes espèrent
 de la générosité de Sa Majesté, que faisant attention

ANNO au zèle avec lequel elles ont employé tant d'argent pour lui faire ce service, & pour le précédé, elle ne permettrait pas que l'on en vienne à des Inconvénients si fâcheux & si dispendieux. Sur quoi se reposant, elles augmentent à Sa Majesté une heureuse expédition, & beaucoup de prospérité à la Monarchie, pour le bien universel.

CLXVII.

31. Dec. *Fœdus inter Regem Angliæ CAROLUM II., & Præpotentes Ordines Generales UNITI BELGII, ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pæctis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum cedere possunt. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678.*
 Cum DECLARATIONE & Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispanis restituendorum. Hagæ-Comitum die 29. anno eodem. *Quam sequitur. ARTICULUS SEPARATUS in Punctis restitutionis Ducis Lotharingie in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Data.*
 [LUNIG, Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 365. Actes & Negotiations de la Paix de Nimègue Tom. II. pag. 292. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handelungen pag. 1672.]

Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Britannię Rex scripserat perpendens deploratissimum Christiani Orbis statum, ingentemque istam necessitatem, quæ jani urget, ut consilia protinus uniantur, quo Belli, ruinas longè latèque spargentis, & quod universam pene Europam miserum in modum hodie pervasit, ulterior sitatur progressus; nec non apud se reputans, quàm parùm hæcenus valuerint ad generalem Pacem procurandam Mediationis, quam ferè per triennium summa cum cura ac solitudine interposuit, conatus; necesse tandem duxit ad media majoris efficacis se recipere, in eumque finem cum *Celsis ac Præpotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus* arctum Fœdus inire, cujus pondere & momento vicini duo Reges permoverant reapse consentire Paci; iis Pæctis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum possint cedere, præsertim verò in Belgio feliciter restaurando & stabilendo, quod ut saluam integritatem maneat, tam Majestatis suæ, quàm prædictorum Ordinum permagni interest, in quem finem nos infra scripti, juxta facultates hac in causa nobis commissas, quarum apographa in fine præsentium inferentur, nomine & ex parte prædicti Domini Regis, & prædictorum Ordinum Generalium respectivè Deputati in iis, quæ sequuntur, convenimus.

I. Quod prædictus Rex Magnæ Britannię & prædicti Ordines Fœderati Belgii sibi invicem adissent, ac se mutuo tenebunt summa sua operâ & viribus, quantum fieri potest, maximis, & secundum ea, quantum ad modum rationemque ad melius efficiendum: de quibus postea particulim inter se convenerunt, quo duo Vicini Reges consentiant Generali Pacis. His quæ sequuntur Conditionibus.

Quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & Loca appellata Carolo-Regium, sive Charleroy, Athum, Aldenardum, Corteriacum, Tornacum, Condæum, Valencia, & Fanum S. Guisiani Regi Catholico restituantur una cum aliis locis, quæ Galli quocunque deinceps tempore post occupatum jam Fanum S. Guisiani in Belgio occupabant. Comitatus Burgundiæ maneat penes Gallos, Restituant quoque omnia ea Oppida & Loca, quæ Galli jam aut posterum intra Siciliæ Regnum occupabant.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatam spectat, singula in Europa hinc inde restituantur.

Et quandoquidem ea, quæ de Pacis Conditionibus quoad Imperatorem & Imperium in mandato accepit Dominus Legatus Extraordinarius Regis Magnæ Britannię, non adeò dilucidè expressa sunt, ut iis hoc tempore manus ultima imponi possit, neque ea tamen istiusmodi momenti sunt, ut moram huic Tractatui faciant.

TOM. VII. PART. I.

cere debeant; præfatus Dominus Legatus in se recipit, recipitque prædicti Regis intentionem eâ de re propius exquirere, & infra scripti promiserunt, promittantque prædictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines præfatos, quod ea de re inter Majestatem suam & prædictos Ordines considerato Fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit, & recta ratione æquum justumque existimabitur.

Quoad Ducem Lotharingiæ, restituatur Ducatus Lotharingiæ.

Quod ad Sueciam spectat, sit ibi armorum vacatio, donec in singulas Pacis conditiones consensum fuerit.

II. In quem finem prædictus Rex Magnæ Britannię omnem operam omnemque industriam protinus adhibebit apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimæque forma solenni Tractatu sibi spondeat atque promittat, se citra omnem, quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa exceptionem, vel dispensationem in Pacem consensurum atque conventurum, prædictis Conditionibus, si Catholicus Rex induci ac permoveri queat per prædictum Regem Magnæ Britannię, ut ex sua parte pariter istis conditionibus consentire velit.

III. Pari deinde opera & industria prædictus Rex Magnæ Britannię apud Regem Christianissimum contendet, ut in armorum vacationem per spatium trium mensium consentire velit, ut interea temporis prædictus Rex Magnæ Britannię sedulo omniq. industria ac diligentia operam dare possit apud Regem Catholicum, ut Conditionibus præfatis consensum adhibere velit.

IV. Ut verò Rex Christianissimus nulla justa ratione dictum Armistitium rescindere queat, Rex Magnæ Britannię se eodem Tractatu obstringat, idque se effectu- rum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis Pacis Conditionibus consentiat.

V. Quod Rex Christianissimus à prædicto Domino Rege Magnæ Britannię inducatur ac permovebitur, ut prædicto promissio plenam fidem adhibere, atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in posterum omnino quiescant in Belgio, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britannię nequeat per exhortationes, obsecrationesque permovere dictum Regem Catholicum, ante spatium dictorum trium mensium, ut consensum adhibeat conditionibus sæpe memoratis, & proinde ad media majoris efficacis venire necesse sit, nihilominus Rex Christianissimus intra fines & in finibus dicti Belgii sui arma non movebit, aut introduct, sed Rex Magnæ Britannię se obstringat, atque in se recipiat, id sese supplendum, quod necessarium erit, ut Rex Catholicus reapse adstringatur, ut Pacem prædictis Conditionibus accipiat, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere actus hostiles in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britannię cecisset atque omittat id, quod jam dictum est præstare.

VI. Conventum insuper & conclusum est, quod in Tractatu inter Regem Magnæ Britannię & Regem Christianissimum eo modo, quo dictum est, incendo, prædicti Ordines Fœderati Belgii de omnibus & singulis, quæ à dicto Rege Magnæ Britannię versus Regem Christianissimum quovis modo sponderi ac promitti continget, tuâ & conjunctim cum dicto Domino Rege tenebuntur, atque eo casu se teneri præsentibus declarant, eodem planè modo, ac si eadem Tractatui expressè intervenissent, eundemque subsignassent.

VII. Pari modo prædictus Dominus Rex & prædicti Ordines eodem tempore se applicabunt, conjunctim aut separatim, prout commodius videbitur, maximis instantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis Conditionibus Pacis consentire velit.

VIII. Et si prædictus Rex Christianissimus in prædictas Conditiones finaliter consentire recusaverit, virtute hujus Fœderis inter prædictam suam Majestatem & prædictos Ordines conventum est, ut illi citra omnem ulteriorem moram conjunctis viribus, quantum fieri potest, maximam operam adhibeant, quo Rex Christianissimus adstringatur, in eadem conditiones consentire, juxta ejusmodi Conditiones & modos, de quibus inter ipsos mutuo convenerit.

IX. Ut prædicti Ordines Generales quam maxime sibi persuasum habent & satis certi sunt, quod prædictus Rex Catholicus dictis Conditionibus assensurus sit, ita

X x

ANNO
1677.
1678.

ANNO in se recipiant, & se obstringunt conjunctim cum prædicto Rege Magnæ Britannia omnibus viribus & mo-
 1677. ti id recipere effecturos, quod dictus Rex Catholicus Con-
 1678. ditionibus consentiat, & Paci itaque ex parte Majestatis
 sue mora non futura.

X. Sancta inter duas Coronas Pace, ejus servanda Sponsores Vindicesque erunt in forma omnium optima, simplicissima & securissima non modò Rex Magnæ Britannia, & Federati Ordines, sed & omnes Reges & Principes vicini, qui existimabant sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur consuetque tranquillitas, in quem finem definitur Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partem, quæ impedierit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti relarcat.

XI. Si verò contigerit, ut Amicorum secum Confederatorum aliquis proposita in sinistram (quod Deus avertat) & iniquam partem fuerit accepturus, atque in tempestiva forsitan vindicta, vel Bella etiam ab aliquo modernorum belligerantium, vel ei illic, qui eorum paribus accesserint, aliisve Statibus Federatorum, propterea subnascentur, tenentur dictus Dominus Rex, & dicti Ordines sibi esse devotissimi ad sustinendam vim omnem, quæ mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, Juraque & Libertatem suam Mari ac Terra acerrimè defendere, nec ab hoc mutuo auxilio desistere, antequam se invicem à periculo vindicaverint, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum consecuti fuerint.

XII. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in his contenta à dicto Domino Rege Magnæ Britannia, & prædictis Dominis Generalibus Ordinibus uniti Belgii per patentes utriusque Partis Literas, sigillis suis munitas debita & authentica forma intra spatium quatuor septimanarum proximè sequentium, ac citius si fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur. Actum Hagæ-Comitis 31. Decemb. 1677. & 10. Jan. 1678. sigillatum & signatum erat.

(L.S.) A. HEYDE.
 (L.S.) W. VAN HEUCKELOM.
 (L.S.) D. VAN WYNGARDEN.
 (L.S.) GASPAR FAGEL.
 (L.S.) J. DE MAUREGNAULT.
 (L.S.) JOHAN Baron DE RHEEDE.
 (L.S.) Vry-Heer VAN RENSWOUDE.
 (L.S.) E. ENDE VON BOOTSMA.
 (L.S.) Baron DE PALANT.
 (L.S.) G. GRAYS.

DECLARATIO I. Articuli Tractatus.

Cum Articulo primo Tractatus hodie conclusi inter Dominum Legatum Extraordinarium Domini Regis Magnæ Britannia & Dominos Deputatos Ordinum Generalium Federati Belgii nominatim expressum non sit, quod Ballivatus, Castellania, Territoria, Gubernationes, Presesque vulgò *Prevostes* cum Appertinentiis, Dependentiis, & annexis omnibus sequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. Regi Cathol. restituenda veniunt, neque etiam Art. I. quicquam cautum sit de Ducatu Limburgico & Oppido Binche, nos infra scripti dictorum Ordinum Generalium Deputati hisce declarationibus, intentionem dictorum Ordinum Generalium eam

esse, quod Ballivatus, Castellania, Territoria, Gubernationes, Presesque vulgò *Prevostes* cum Appertinentiis, Dependentiis & annexis omnibus sequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. prædicto Regi Cathol. restituenda veniunt, prout etiam cautum fuit in Tractatu Pacis Anno 1668. inter duas Coronas conclusio, & inter ea, quæ restituentur, etiam comprehendi dictum Ducatum Limburgi, & Oppidum Binche cum omnibus annexis, hosque infra scriptos dictum Tractatum subsignasse, & fiducia, quod prædictus Rex Magnæ Britannia in eadem cum dictis Ordinibus intentionem concurreret, & dictum Dominum Legatum Extraordinarium nobis significasse, se quod ad ea attinet, nihil in mandatis habere, & prædicto Domino Regi relatorum hanc dictorum Deputatorum Declarationem omniaque Officia adhibitorum, ut Majestas sua in eadem intentionem nobiscum concurrere velit. Actum Hagæ-Comitis 31. Decembris, & 10. Januarii 1678. Signatum.

(L.S.) W. VAN HEUCKELOM.
 (L.S.) D. VAN WYNGARDEN.
 (L.S.) CASPAR FAGEL.
 (L.S.) J. DE MAUREGNAULT.
 (L.S.) JOHAN Baron DE RHEEDE.
 (L.S.) Vry-Heer VAN RENSWOUDE.
 (L.S.) E. VON BOOTSMA.
 (L.S.) Baron DE PALANT.
 (L.S.) G. GRAYS.

Articulus Separatus.

Quandoquidem Articulo primo Tractatus hodie conclusi expressum est, Lotharingia Duci restitutum iri Ducatum Lotharingia, & quod ad Sueciam spectat, ibi locorum futuram arthorum vacationem, donec in singulas Pacis conditiones consensum fuerit, nos infra scripti, vigore presentium declaramus, eam esse Magnæ Britannia Regis & Federatorum Ordinum uniti Belgii intentionem, prædictum Dominum Regem omnimodò id adurum, ut Ducatus Lotharingia Domino Duci restitutor, quoad monumenta eo in statu, quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtineri nequeat, eo in statu, quo fuit tempore occupationis: & quod ad Siciliam attinet, penes Regem Christianissimum ea Oppida, quæ in Sicilia tenet, aut aliud quodeunque, quod extra Belgium est, proponi possit, mansura per modum oppignorationis & Cautions, usque quo Pacis Conditiones respectu Sueci concordari & iniri poterunt. Actum Hagæ-Comitis die 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Signatum

(L.S.) A. HEYDE.
 (L.S.) W. VAN HEUCKELOM.
 (L.S.) D. VAN WYNGARDEN.
 (L.S.) CASPAR FAGEL.
 (L.S.) J. DE MAUREGNAULT.
 (L.S.) JOHAN Baron DE RHEEDE.
 (L.S.) Vry-Heer VAN RENSWOUDE.
 (L.S.) E. VON BOOTSMA.
 (L.S.) Baron DE PALANT.
 (L.S.) G. GRAYS.

CLXVIII.

1678. Alliantie gesloten tusschen de Heeren Staaten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN en
 26.Fevr. zyn Keurvorstelyke Doorluchtigheit van Brandenburg
 8.Mars. FREDERICK WILHELM, tot bescherming van hunne wederzydsche Landen, Domeinen en Onderdanen tegen alle Aanvallers wie die ook mogten zyn; door welke, zonder iets in de Tractaten ter gelegentheid van dezen tegenwoordigen

CLXVIII.

Alliance faite & conclue entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES
 des Pais-Bas, & FREDERIC GUILLAUME
 1678. 26.Fevr. Electeur de Brandebourg, pour la defense
 8.Mars. de leurs Terres, Pais, Dominations & Sujets, contre tout, injuste Agresseur quel qu'il pût être; par laquelle, sans rien changer aux Traitez faits à l'occasion de la presente Guer-

DU DROIT DES GENS.

343

ANNÉ
1678.

dingen Oorlog gemaakt, te veranderen; zy onderling wegens het Secours overeenkomen, 't welk zy malkander in geval van nood zullen moeten geven. gesloten tot Keulen aan de Spree 26. Februarij 1678. 8. Maart. Neffens een Acte waarbij syne Keurvorstelyke Doorluchtigheit affiaand doet van verscheide pretenstien die zyn Doorluchtigheit nog tot lasse van den Staat hadt; van de zelve dag en jaar. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]

Exhibitum den 6. Augusti 1678.

NAdien tusschen de Hoog Mogende Heeren Staten General der Vereenigde Nederlanden, en den Doorluchtigsten Furst en Heere, Heere Frederik Wilhelm, Markgrave van Brandenburg, des Heyligen Roomschen Ryks Aerts-Kamerheer en Churfurst (r. tis.) als ook syne Churfurstl. Doorluchtigheit Heeren Voorvaderen Markgraven en Churfursten van Brandenburg hoogloftelyker gedagtenis, niet alleen vallen tyde goede vrundtschap, correspondentie en natuurelyk vertrouwen geweest, maar ook door de van tyd tot tyd en na vereijdel der Coniuncturen opgerechtte Alliancien, der maten onderhouden, en bevestigt geworden is, dat die ten desen effect en werkinge nog ten buydigen dage, sonderlinge by de jegenwoordige van Anno 1672. af, ontslaane Oorlogten te bepeuren syn, en aan den dag leggen, en, soo wel Haar Hoog Mog. als syne Churf. Doorluchtigheit, by sig overwogen hebbende de bysondere groote nuttigheit, welke niet alleen haarer beyderlyds Landen en Luyden, daar door alreids aangewassen is, maar ook in het toekomstende door een eensgesinde r'samenpanting en nadere verbintenisse te verwagten staet, soo syn sy wederlyds daar heenen te rade geworden, op sulck een Alliantie en bestendige Verbintenisse te denken, waar door de tot na toe goede intelligencie en verstand, niet alleen onder haer bewaert, maar ook tot beyderlyds Landen en Onderdanens sekerheid, bescherminge, en welvaart op de nakomelingen gebracht, en voortgeplant mogen werden. Tot welken einde fy dan beyderlyds haare Ministers en Raaden, namentlyk Haar Hoog Mog. den Heere Jacob van der Tocht, Raad, Oud-Burgermeester en Pensionaris der Stadt Gouda, en syne Churf. Doorluchtigheit, den Hoogwaardigen, Hoogwelgebooren Heer Otto Vry-Heer van Swerin; Heer van Ouden-Landsburg &c. &c. Erf-Kamerheer der Chur en Mark Brandenburg en Dom-Prooift van de hooge Stifts-Kerke tot Brandenburg, syne Churfurstl. Doorluchtigheit van Brandenburg Geheime, en ook Leen-Raad en Oppre-Président &c. &c. Als mede den Hoog Edel-gebooren Heer Christoffel van Brandt syne Churfurstl. Doorluchtigheit van Brandenburg Geheime Raad, en syne Churfurstl. Doorluchtigheit Cancellier in de Nieuwen-Mark, en den Hoog Edel Geftrengen Heer François Meynders syne Churf. Doorluchtigheit van Brandenburg Geheime Raad &c. &c. Als haare hier toe bevolmagtigde extraordinaire Gedeputeerden, Gecommitteert en geordonneert hebben, welke sig daar op te samen hebben gevoegt, en syn naar hinc inde geproduceerde, en uytgewisselde volmagten ook vericheide gehoudene Conferentien op de navolgende Pointen, en Articulen, in name haarer hooge Principaalen, en op der selver Approbatie en Ratificatie onder den anderen over een gekomen en vergeleken.

I. Dat blyvende het Traetate tusschen den Staat van Haar Hoog Mogende, en syne Churf. Doorluchtigheit over den tegenwoordigen Oorlog opgerecht, in syn geheel, geconveniert en verdragen is, dat naar 't eindigen van desen Oorlog, tusschen beyde hooge Parteyen, te weeten den Staat der Vereenigde Nederlanden en syne Churf. Doorluchtigheit van Brandenburg, desselfs hooge Nakomelingen ende Successeuren voort en voort eene bestendige correspondentie en vrundtschap syn en blyven, en in kragte van deselve, den eenen des anderen helpe soeken en bevorderen, maar schade en nadeel afkeerig; en daar van waarfchouwen sal.

II. Dienvolgende soo het gebeurde dat syne Churfurstelyke Doorluchtigheit, in alle, en ieder van syne

Guerre, ils conviennent des Secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de necessité. A Cologne sur la Spree le 26. Fevrier 8. Mars 1678. Avec un Acte separé par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverses pretenstions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.

Exhibé le 6. Août 1678.

D'Autant qu'il y a eu entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & entre Son Altesse Serenissime le Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, comme aussi entre les Ancêtres de Son Altesse Serenissime Electorale les Marquis & Electeurs de Brandebourg de glorieuse memoire, non seulement une bonne amitié, correspondance & confiance en tout tems, mais qu'aussi les Alliances faites de tems en tems selon l'exigence des Coniunctures, ont été entretenues & confirmées en telle maniere qu'on en voit l'effet jusqu'à ce jourd'hui, particulièrement dans les presentes Guerres commencées dès l'année 1672. & d'autant que les Seigneurs Etats Generaux & Son Altesse Electorale ayant considéré les grands avantages dont leurs Etats & Sujets ont déjà joui & qu'ils ont encore à attendre dans la suite par leur Accord & Union, ils ont jugé à propos de ne pas negliger une telle Alliance & engagement durable, par où l'intelligence fut non seulement maintenue entre eux, mais aussi communiquée à leurs descendants pour la sureté, defense & avantage des Etats & Sujets de part & d'autre. A cette fin ils ont ordonné & commis de part & d'autre des Ministres & Conseillers, savoir de la part des Etats Generaux Monsieur Jacob van der Tocht, Conseiller, Ancien Bourguemaitre & Pensionnaire de la Ville de Gouda, & de la part de Son Altesse Serenissime Electorale l'Excellent & Noble Otto Seigneur de Swerin, de Oudenlandsburg &c. Chambellan Héritaire du Marquisat & Electorat de Brandebourg & Prevôt de l'Eglise Cathedrale de Brandebourg, Conseiller Privé & des Fiefs; & premier Président de Son Altesse Serenissime Electorale &c. avec Noble Seigneur Christoffe von Brandt, Conseiller privé & Chancelier dans le nouveau Marquisat de Son Altesse Serenissime de Brandebourg; & avec Noble Seigneur François Meynders, Conseiller privé de Son Altesse Serenissime &c. &c. en qualité de leurs Deputés Plenipotentiaires & extraordinaires, qui là-dessus se sont assemblez; & après avoir présenté leurs Pleins-Pouvoirs & conféré plusieurs fois ensemble, sont convenus des Points & Articles suivants, au nom de leurs Matres & sous leur Approbation & Ratification.

I. Que le Traité fait entre les Etats Generaux & Son Altesse Electorale à l'occasion de la Guerre presente, subsistant en son entier, on est convenu qu'après la fin de cette Guerre il y aura & continuera toujours une correspondance & amitié permanente entre les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & Son Altesse Serenissime Electorale de Brandebourg & leurs Successeurs; en vertu de laquelle ils chercheront & avanceront l'avantage des uns & des autres; empêcheront tout dommage & tort, & s'en donneront avis.

II. Par consequent s'il arrivoit que Son Altesse Electorale vint à être attaquée par force

XX 2

ANNÉ
1678.

ANNO
1678.

344

CORPS DIPLOMATIQUE

Havenen ende Landen, in en buyten het Roomfche Rijk geene uytgefondert, die fyne Churf. Doorlugtigheit toebehorende fyn, ofte hier namaals toebehoren tellen, geweldfamer wys van iemand wie hy ook fy aangeaft, en in zyne Geregtigheden, Hoogheden, Commercen en Regten gekrenkt, en geturboert of daar aan verhoert worde, foo fillen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden gehouden fyn, ook beloven het doelve hiermede aan fyne Churf. Doorlugtigheit, en fyne Succesfeoren, tot afweeringe van fuk geweld, indragt, en hinderniffe, met vierduyft vyfhondert Man te Voet, en vyftien hondert te Paert op haare eige koften te hulp te komen, en daar mede foo lange te continueren, tot dat fyne Churf. Doorlugtigheit en fyne Landen, in ruste en fekerheid gefteft fullen fyn, en hy wegens fyne geleedene fchade van geweldtoederen fatisfactie bekomen fal hebben.

III. Hiertegen verspreekt en beloofte fyne Churfurftelyke Doorlugtigheit in diergelyken val, indien Haar Hoog Mogende in de Vereenigde Nederlanden, of in derfelver onderhorige aangrenfelende Landfchappen, Steeden of Plaaten geattaqueert, of aan haare Hoogheden, Domainen, Commerce, of enige andere Regten, indragt, of geweld aangedaan mogte werden, defelve te Lande met drie duystent Man te Voet, en duystent te Paert, van gelyken tot den einde van den Oorlog en verkregene fatisfactie en fekerheit toe, op fyne Churfurftelyke Doorlugtigheits koften te affifteren. Dat defelve Secourfen ook plaats fullen hebben, en by fyne Churfurftl. Doorlugtigheit moeten gepreftert worden, foo wanneer Haar Hoog Mogende te Water fouden mogen werden geattaqueert, tot fulken effecte, dat de Militie, die fyne Churfurftelyke Doorlugtigheit in dat geval, Haar Hoog Mogende fal komen toe te fchikken, in de Guarnifoenen gelegd, of ook wel buyten de Geuniceerde Provincien tot afbreuk van den Vyand te Lande gemploeyert fal mogen werden. Gelyk mede gecouventiert is, dat by aldien de Staaten Generaal, of fyne Churfurftl. Doorlugtigheit hier na mogen werden geattaqueert, of in eniger manieren hoe het ook mogte fyn, getroubleert, in het befit, of gebryk van Staaten, Steden, Plaaten, en Landen, Regten, Vrydommen en Vryheid, van Navigatie, Commerce, of enige andere hoedanig die ook mogen fyn, te Water en te Lande, die hoogftgedagte Heeren Staten Generaal, of fyne Churf. Doorlugtigheit befiten of genieten, of regt hebben om te befiten of te genieten, felts buyten Europa, en in welke deelen van de Werelt het mag fyn, of door het algemeene Regt, of door Tractaten alreede gemaakt, of die hier namaals gemaakt mogen werden, de hoogftged. Heeren Staten, en fyne Churfurftl. Doorlugtigheit, fullen den eenen van den anderen geadverteert en verlost fynde, gefamender hand haar uytterft beft doen, om die ontruffinge, en Vyandlyke bejegeninge te doen ophouden en te repareeren, het geweld en ongelyk, dat aan een van de Geallieerden gedaan is, en indien fulks binnen den tyd van vier Maanden niet kan geffcheert werden, door minnelyke wegen, en dat de Geallieerde die fodanig geattaqueert en getroubleert werd buyten Europa, in wat deel van de Werelt het ook mag fyn, fig genoodfaakt vind fyne Wapenen tegens den attaquant, of turbateur binnen Europa te gebryken, om hem tot reden te brengen, fal de Geallieerde die niet geattaqueert of getroubleert is, aan den geattaqueerden het voorfchreve Secours geven, even eens, als of de attaque, en trouble gedaan was binnen Europa.

IV. Waarby dan goedgevonden ende versproken is, dat het ene deel het andere in tyden van gevaar, narigt geven, en hulpe na gedaane requifitie, ten langften binnen fes weeken gedaan werden fal.

V. Waar het ook fake, dat de in het tweede en derde Articel, gedetermineerde hulpe, tot volkomene afweeringe des gewelds, en nood druks, daartegens defelve verfchaft werd, niet toereyken mogte, foo fal defelve na verefch van de omftandigheit, gevaar, en fterkte des Vyands, met fulken magt en middelen, vermeendert werden, als tot derfelver te rug dryven nodig

par qui que ce foit dans tous ou quelques-uns de ses Ports & Pais situez dans ou hors de l'Empire Romain nuls exceptez, à elle appartenans ou venant à appartenir dans la fuite, & vint à être loezé, troublée & empêchée dans sa Jurisdiction, Souveraineté, Commerce & Droits, alors les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas seront tenus, comme ils le promettent aussi par ces presentes à Son Altesse Electorale & ses Successeurs, de venir à son Secours pour repousser toute telle violence, invasion & dommage, avec quatre mille cinq cents Fantassins & mille cinq cents Cavaliers à leurs propres frais & depens, & de continuer sur ce pied jusqu'à ce que Son Altesse Electorale & ses Etats soient remis en Paix & sureté, & aura eu satisfaction des dommages qu'il aura souffert de ceux qui lui auront fait violence.

III. D'autre part Son Altesse Electorale promet & s'engage en pareil cas, que si les Etats Generaux venoient à être attaquez dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, ou dans les Pais voisins, Villes & Places leur appartenant, ou à recevoir dans leurs Domaines, Commerce ou autres Droits quelque infraction ou violence, elle les assistera par Terre à ses frais de trois mille Fantassins & mille Cavaliers, de la même manière jusqu'à la fin de la Guerre & jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction & sureté. Que les mêmes Secours auront aussi lieu & seront aussi offerts par Son Altesse Electorale, lorsque les Etats Generaux seront attaquez par Mer, à cette fin, que la Milice que Son Altesse Electorale accordera en ce cas aux Etats Generaux, pourra être mise dans les Garnisons, ou bien employée hors des Provinces-Unies pour faire par Terre diversion ou dommage à l'Ennemi. Comme aussi l'on est convenu, que si les Etats Generaux ou Son Altesse Electorale venoient à être attaquez dans la suite ou troublez en quelque manière que ce soit dans la possession ou usage des Etats, Villes, Places & Pais, Droits, Privilèges & Liberté de Navigation, Commerce, ou autre que ce soit, tant par Mer que par Terre, que les Etats Generaux ou Son Altesse Electorale possèdent & en jouissent, ou ont Droit de posséder ou d'en jouir même hors de l'Europe & dans quelles Parties du Monde que ce soit, ou par le Droit commun, ou par des Traités déjà faits ou à faire dans la suite, alors les Etats Generaux & Son Altesse Electorale, étant avertis & priez les uns par les autres, feront de part & d'autre conjointement leur possible de faire cesser ces troubles & hostilités & reparer la violence & le tort qui aura été fait à l'un ou l'autre des Alliez, & si cela ne peut être effectué dans l'espace de quatre Mois par des voyes amiables, & que l'Allié qui sera ainsi attaqué & troublé dans quelle Partie du Monde que ce soit, se trouve obligé d'employer les Armes en Europe contre l'attaquant ou perturbateur, l'Allié qui n'est pas attaqué ou troublé, donnera, pour le mettre à la raison, à celui qui sera attaqué, ledit Secours, de même que si l'attaqué & le trouble étoit fait en Europe.

IV. Outre quoi l'on a trouvé à propos & l'on est convenu qu'un Allié avertira l'autre dans le tems qu'il y aura danger, & que le Secours, après la demande qui en aura été faite, sera donné tout au plus tard dans le terme de six semaines.

V. S'il arrivoit que le Secours marqué dans le second & troisième Article, ne fuffit pas pour repousser tout à fait la violence, à quoi il est destiné, en ce cas selon l'exigence des circonstances, dangers & forces de l'Ennemi, le Secours sera augmenté par telles forces & moyens qu'on jugera nécessaires pour le repous-

ANNO
1678.

ANNO
1678.

nodig geoordeelt fal werden; Edog met dien verstande, dat de contraherende Partijen ieder maal daar over, en op wat conditie sulks geschieden sal, sig ia het befonder fullen hebben te vergelyken.

V. Dat de assistentie die in kragte deser Alliantie geschiet, de assistierende Partye tot geen ruptie met die geene daar mede sy in Vyandschap syn, en sal engageren, maar van de Vyanden, daar tegens deselve gebuykt werd, voor een ruptie opgenomen werden, sal de assistierende hooge Partye ook in ruptie komen, en allefins tegens deselve Vyandlyk ageren.

VII. Gelyk als tot nog toe met geene Potentaten iets gesloten is, dat deesse Alliantie nadeelig en met deselve thydig kan syn, alsoo sal ook voortaan niets contrarie het selve met iemand, wie hy ook sy, geslooten, of aangegaan werden.

VIII. Wegens de inquantieringe en doortogte, is men vergeleken, dat geen deel sulks in des anderen Landen, sonder bewilliging deselven nemen, maar wanneer'er een doortogt, onvermydelyk te doen is, sulks den Landheer tydelyk kond gedaen, met den doortogt, soo veel mogelyk gespoed, en daar by sulke goede orde, en scharpe Discipline gehouden werden sal, dat alles met baren gelde betaald, en geen excessen, nog insolentien gedaen of gepleegt mogen werden.

IX. Geen deel sal den anderen Onderdanen en Ingesetenen, misgaders haare Goederen met Tol-len, Licenten, en diergelyke bewysingen en onbehoorlykheden, wat namen deselve mogen hebben, meer als sijne eigene Onderdanen, ofte meer als andere, en wel de minst bewaarde vremden belasten, in cas deselve vremden minder souden mogen belast werden, als de eigene Ingesetenen, nog tegens deselve represailen en aretellen gebuyken, ofte den sijnen toelaten sulks te doen, maar sal de Justitie van den ordinarij Reget, een ieder klagende deel, gelyk den Inwoonderen spoedig, en soo als het behoort, geadministreert werden.

X. De Commercie en Handel sal tusschen beydersijds Onderdanen sonder eenige verandering of ophouding gedreven, en voortgezet werden, en sal dienvolgende beyder Partijen of haarer Onderdanen Schepen vry staan in beydersijds Havenen, uyt, en in te lopen, of daarinne sijn te leggen.

XI. Van gelyken werden beydersijds Onderdanen van 't andersins gewooneley *Jure detractus* gevryd, alsoo dat wanneer een Familie sig uyt des eenen hooge Geallieerdens Landen, in des anderen Jurisdictie begeeft, en met'er woen nederiset, of van daar een erfdel afgehaalt werd, de hooge Overigheit, geduerende deesse Alliantie daar van niet kan of mag afstrekken.

XII. Den Vyanden, en Aggresseuren sal in des Geallieerdens Landen geene Werving, nog te Water, nog te Lande, ook geene deurtogt, nog ook eenig ander voordeel vergunt werden.

XIII. Hier tegens werd het den Geallieerden vrygelaten, op voorgaande notificatie en verzoek in beydersijds Landen Werving aan te stellen, Oorlogs en andere Schepen te koopen, te huren, en uyt te rusten, ook alle Krygs-materialen en nooddruft, die den eenen of den anderen tot defensie van sijne Landen van doen heeft, te verhandelen, het waer dan, dat een ieder deel alle dese sijn niet konde ontberen, maar tot sijn eigen sels behoefte nodig hadde.

XIV. De Deserteurs en Overlopers sal men aan dat deel dien sy toebehoren sonder verwygering en ophouding laaten volgen.

XV. Indien het gebeurde dat ingevolge van het voorsz. seste Articel beyde de hooge Contrahenten, met deselver Vyanden souden moeten komen in ruptie, fullen deselve in dat geval over de operationes vertrouwelyk met den anderen communiceren, en vervolgens ageren tot den meesten afbreuk der voorsz. Vyanden, en fullen Haare Hoog Mog. en sijne Christ. Doorlugtigheit, in dat geval, niet mogen maken een-

reponser; Bien entendu, que les Parties contractantes devront chaque fois convenir ensemble des conditions sous lesquelles cela se fera.

VI. Que l'assistance qui se donne en vertu de cette Alliance, n'engagera pas la Partie assistante à une rupture avec ceux avec qui on est en Guerre; mais que si les Ennemis, contre qui l'assistance est employée, la prennent pour rupture, alors la Partie assistante rompra aussi avec ces Ennemis, & agira contre eux en toute occasion avec hostilité.

VII. Comme jusqu'à présent on n'a rien conclu avec aucun Potentat qui puisse être préjudiciable & opposé à cette Alliance, aussi désormais on ne conclura ni ne contractera avec qui que ce puisse être rien qui y soit contraire.

VIII. A l'égard du logement dans les quartiers d'hiver, ou du passage des Troupes, on est convenu que cela n'aura aucun lieu dans les Etats & Pais de l'autre sans son consentement; mais lors qu'un passage sera inévitable, le Seigneur du Pais en sera averti à tems, on bâtera le passage autant qu'il sera possible, & on y observera un si bon ordre & une si exacte Discipline que tout soit payé argent content, & on ne fera ni commettra aucun excès ni violence.

IX. Aucune des deux Parties ne chargera les Sujets & Habitans de l'autre ni leurs Biens, d'Impôts, Péages, ou pareilles charges & injustices, quel nom qu'eiles puissent avoir, au delà de ce dont sont chargés ses propres Sujets, ou au delà des Etrangers les moins chargés, en cas que ces Etrangers fussent moins chargés que les propres Habitans; & l'on n'usera contre eux ni de represailles, ni d'arrêts; & l'on ne permettra à aucun des siens de le faire, mais le Juge ordinaire rendra Justice à la Partie plaignante, comme aux Habitans, promptement & selon qu'il conviendra.

X. Le Commerce & Negoce sera exercé & poussé entre les Sujets des deux côtes sans aucun empêchement ni trouble, & par conséquent les Vaisseaux des deux Parties ou de leurs Sujets auront la liberté de sortir des Ports reciproques, d'y entrer & d'y rester.

XI. De même les Sujets de part & d'autre sont déchargés du Droit appelé *Jus detractus* qui autrement est en usage, en sorte que lors qu'une Famille se retire hors du Pais d'un des Alliez dans la Jurisdiction de l'autre & y fait son domicile, ou y va recueillir un Heritage, qu'alors le Souverain ne peut ni ne doit y donner aucun empêchement pendant la durée de cette Alliance.

XII. Il ne sera permis aux Ennemis ou Aggresseurs de faire dans le Pais de l'Allié aucune levée de Troupes de Terre ou de Mer, ni à eux accordé aucun passage ni quelque avantage que ce soit.

XIII. Au contraire il est permis à l'Allié, après en avoir fait la notification & la demande, de faire des levées dans les Pais de part & d'autre, d'acheter des Vaisseaux de Guerre & autres, & de négocier des Munitions de Guerre & Vrores, dont l'un ou l'autre peut avoir besoin pour la defense de son Pais, hormis que l'un ou l'autre Allié ne pût pas se priver de ces choses, & qu'il en eût lui-même besoin.

XIV. L'on ne refusera, ni n'empêchera l'Allié à qui appartiennent les Deserteurs, de s'en saisir.

XV. S'il arrivoit qu'en consequence du 6. Article, les deux Contractans dussent venir à rompre avec leurs Ennemis, en ce cas ils continueront ensemble avec confiance sur les operations de la Guerre, & agiront en consequence pour faire le plus de dommage aux Ennemis; & en ce cas Leurs Hautes Puissances & Son Altesse Electorale ne pourront faire

ANNO
1678.

ANNO
1678.

gen stilland van Wapenen, met de voorzf. Vyanden, anders dan gefamentlyk, en mer gemeene bewilliginge; maar ingevalle men foude komen te treden tot eene Onderhandelinge 't zy van Vrede, of van Treves voor eenige Jaaren, dat de voorfchreve Onderhandelinge, niet fal mogen werden begonnen, door een van de gemelde hooge Geallieerden, fonder participatie van den anderen, en fonder aan defelve Geallieerden op den felfen tyd, en foo haant als voor fig felfs te verlongen de faculteit en nodige fekerheid van fijne Minifters te konnen fenden ter plaatfe daar men handelen foude. Dat ook de hoogfgen. Geallieerden gehouden fullen fijn den een den anderen fuccessivelyk, en van tyd tot tyd te geven communicatie, van alle het geene in de voorfchreve Negotiatie fal komen voor te vallen. Dat ook geen van de voorzf. Partien fal vermogen te treden, tot conclusie van de voorzf. Vrede of Treves voor enige Jaren, fonder fijn mede Geallieerde daarinne te begrypen, en fonder hem te doen herftellen, indien hy het alfo begeert, in de poffeffie van de Landen, Steden en Plaatfen, mitsgaders het gebruyk van de vry ende geregtigheden, die hy hadde, en daar van hy joufficeerde voor den Oorlog en fonder van de voorfchreve Vyanden voor denfelfen Geallieerden te bedingen, defelve vry en geregtigheden, Exemption en Prerogativen, die hy voor fig felfen bedongen had, ten waare de hoogfgemelde Geallieerden den anderen diesaangaande nader quamen te verftaan.

XVI. Ende fal defe Alliantie duuren den tyd van tien Jaren, na de expiratie van den tegenwoordigen Oorlog; en word van nu af aan vaftgeftelt, dat de hoogfgen. Partien Contrahenten, om de voorzf. Alliantie, foo veel doenlyk is, eeuwigh durende te maken, en vervolgens daar aan te meerder nadruk te geven, een Jaar voor de expiratie van de voorzf. tien Jaren by den anderen fullen komen, of haare gemagtigden tot dien einde behoortlyk geïnftreuet in den Hage fenden, om over de Prolongatie van de tegenwoordige Alliantie nader te convenieren.

XVII. De Approbatie en Ratificatie van defe Alliantie, fal van wegens den Staat der Vereenigde Provincien, als ook van wegens fijne Churf. Doorlugtigheit ieder van fijne fijde binnen twee Maanden na het fuyten, en onderteykenen desfelfs daar op volgen.

Aldus gedaan, vergeleken, en gefloten by beyderfijds hooge Geallieerdens bovenftaande Minifters, Raden, en extraordinaris Gedeputeerde, ook van defelve ondertekent, en met haare gewoonlyke fignature befelegt. Tot Keulen aan de Spree den ^{26. Febr.} 26. Febr. 1678. ^{8. Mart.} 8. Mart.

Was Getekent;

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.
(L.S.) (L.S.)CHRISTOFF VON BRANDT.
(L.S.)FRANS MEYNDERS.
(L.S.)

Exhibitum den 6. Aug. 1678.

Separat. Articel.

DEwyl de ervaringe getuygt, byfonderlyk in defe laetste Krygs-tyden d'Anno 1672. hoe zeer en veel Haar Hoog Mog. de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlandfche Provincien ende fyne Churfurfelyke Doorlugtigheit van Brandenburg, en by gevolge beyderzyts Staten daar aangelegen is, dat tuffchen haar een befteidige ende onverbrekelycke vriendschap bevestigt, ende onderhouden werde, fo hebben zoo wel Haar Hoog Mog. als fyne Churfurfelyke Doorlugtigheit wel en rypleyk overwogen, dat by opregtinge van de tegenwoordige nieuwe nadere Alliantie te gelyk het genec weg genomen ende uyt de weg geleyd moge werden wat tot nu toe in verfcheydene faaken dikwils zeer yverig gedreven en geventileert is geworden.

I. Dienvolgende hebben fijne Churf. Doorlugtigheit, om de hier aangeroeorde oorfaaken den Staat de Schenken

faire aucune fufpenfion d'Armes avec les Enneemis finon enemble & d'un commun confentement: Mais en cas qu'on vint à entrer dans quelque Negotiation de Paix ou de Treves pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra être commencée par un desdits Alliez fans la participation de l'autre, & fans avoir procuré à son Allié en même tems & aussi promptement que pour lui-même, la faculté & sureté nécessaire de pouvoir envoyer ses Miniftres au lieu où l'on doit conferer. Que lesdits Alliez feront aussi tenus de se communiquer l'un à l'autre fuccessivement, & de tems en tems tout ce qui se traitera & se fera dans ladite Negotiation. Qu'aucune desdites deux Parties ne pourra aussi conclure ladite Paix ou Treve de quelques années fans y comprendre son Allié, & fans le faire remettre, s'il le souhaite ainsi, en poffeffion des Pais, Villes & Places, & de l'ufage des libertez & droits qu'il avoit & dont il jouiffoit avant la Guerre, & fans stipuler desdits Ennemis en faveur dudit Allié les mêmes Libertez, Droits, Exemptions & Prerogatives qu'il avoit stipulé pour lui-même, borsmis que lesdits Alliez s'entendiffent là-dessus l'un l'autre.

XVI. Et cette Alliance durera l'espace de dix années après l'expiration de la presente Guerre, & l'on conviend & arrête dès à present, que lesdites Parties Contractantes, pour rendre, autant qu'il est poffible, ladite Alliance éternelle, & pour lui donner par consequent d'autant plus de force, s'affembleront ou enverront à la Haye leurs Plenipotentiaires avec les Inftitutions nécessaires, une année avant l'expiration desdites dix années, pour convenir enemble de la Prolongation de la presente Alliance.

XVII. L'Approbatie & Ratification de cette Alliance de la part des Etats des Provinces-Unies, comme aussi de la part de Son Alt. Elet., chacun de son côté, fera faite dans l'espace de deux mois après la conclusion & la fignature de ladite Alliance.

Fait, accordé & conclu par les Minifters, Confeillers & Deputez extraordinaires desdits Hauts Alliez, figné par eux, & feillé de leur Cachet ordinaire. A Cologne sur la Spree le ^{26. Fevrier.} 26. Fevrier 1678. ^{8. Mart.} 8. Mart.

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.
(L.S.) (L.S.)CHRISTOFFELE VON BRANDT.
(L.S.)FRANÇOIS MEYNDERS.
(L.S.)

Exhibé le 6. Août 1678.

Article Separé.

Comme l'experience fait voir; particulièrement dans cette dernière Guerre de 1672. combien il importe à Leurs Hautes Puiffances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas & à Son Altesse Electorale de Brandebourg, & par consequent à leurs Etats de part & d'autre, qu'une amitié durable & folide soit affermie & entretenue entre eux; tant L. H. P. que Son Altesse Electorale ont bien & murement confideré, qu'en faifant cette presente Alliance, il feroit nécessaire d'écarter & lever tout ce qui jusqu'à present a été souvent traité & débattu avec ardeur au fujet de plusieurs affaires.

I. A cette fin & pour ces raisons Son Altesse Electorale cede & laiffe en propriété aux Etats

ANNO
1678.

DU DROIT DES GENS.

347

ANNO
1678.

ken-Schanse zoo zy nu is, en in haar Fortificatie staat, met de grond daar op zy geleyd is, over ende in eygendom geven willen, zodanig dat sijne Churf. Doorlugtigheit voor sig leven en zijne Successeuren, van alle daar aan hebbende Regten afgaat ende afstaat doen.

II. Willen sijne Churf. Doorlugtigheit van alle en ieder aanmaningen ende Actien die denzelven uyt de eerste tot Mechelen gevelde Sententien over die genoemde Hoef-yferische Schuld aankomen, ende wat hy vorder dienthalven, wanneer dese sake zoude uytgevoert werden, te verwagten mogt hebben, afstaan, en dienthalven verder niet pretenderen.

III. Remitteert sijne Churf. Doorlugtigheit de Subsidie welke hy van Anno 1672. af tot het volgende Tractaat toe nog van den Staat te vorderen heeft.

IV. Staat sijne Churf. Doorlugtigheit ook af van zijne pretensie die hy uyt de Alliantie van Anno 1666. tegens den Staat heeft, dat de Cleefse Vellingen tot S. Churf. Doorlugtigheit onwederbrengelyke schade in Anno 1672. aan den Vyand overgegeven zyn. Belooft ook hier mede ende in kragt deses, dat den Staat over de aangeroorde pretensien nimmermeer aangevochten ofte beledigt, maar alle sulke geheel gedood en weg genomen sullen werden.

Daar tegens wederom beloven Haar Hoog Mog. L. Dat zy ook van hare zyde alle en ieder Actien ende pretensien van de Hoef-yferische Schuld, en wat tot Mechelen dienthalven verhandelt is, en alle de bygaande Puncten die daar by mede ondergelopen zyn, vernietigen en daar van afstand doen, zodanig dat het aangevangen Proces geheel geacseert en gedood, en S. Churf. Doorlugtigheit, of des zelfs Posteriteyt dienthalven nooyt weder aangeproken, ende voortdurende Obligations geextradeert ende geacseert sullen werden.

II. Ende wat belangt de pretensien die de Heeren Staten van Gelderland sustineren tot laste van S. C. F. Doorlugtigheit te hebben, en die S. Churf. Doorlugtigheit als Hertog van Cleef ten laste van de selve Provincie van Gelderland is vorderende, ende waar over albereyts een Compromis opgerecht is geweest, Dat Haar Hoog Mog. haar ten uytersten sullen bemoeien, dat de voorz. pretensien, door een minnelijk verdrag mogen werden gecomponeert en bygeleyd tot wederzijds vergenoeginge, met belofte dat ingevalle de voorz. pretensien in der minne niet zouden konnen werden gedetermineert, Haar Hoog Mog. S. Churf. Doorlugtigheit uyt sake van dien met seytelykheit niet sullen bejegenen, zoo lange de voorz. differenten niet regtelyk sullen zyn gesleeten; en dat in alle gevalle ook, na zodanige decisie tusschen hoofftgedagte Haar Hoog Mog. ende S. Churf. Doorlugtigheit, in de voorz. sake zal werden gehandelt ende geprocedeert, gelyk onder zodanige oude Geallieerden en vertrouwde Vrienden en Nabueren behoort te geschieden, ende anders niet, op dat alzoo de voorz. Nabuerlycke Vriendschap altyt mag blyven geconserveert.

Ten beslyt is dit Separat Articel van beyderzijds Hooge Geallieerden Ministers. Raden ende Extraordinaris Gedeputeerde in 't Tractaat van Alliantie gemelt, van gelycke onderteykend, en met haare gewoonlyke signaturen bezeugelt. Aldus gedaan tot Keulen aan de Spree, den 26. February Anno een duyfent ses hondert acht en seventig.

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN. (L.S.)
CHRISTOFF VAN BRANDT. (L.S.)
FRANS MEINDERS. (L.S.)

Etats le Fort de Schenk tel qu'il est presentement avec ses Fortifications, & le terrain sur lequel il est bâti, en sorte que Son Altesse Electorale pour elle & ses Successeurs desiste de tous les Droits & pretensions qu'elle pourroit y avoir.

II. Pour Son Alt. Electorale desister de toutes demandes & actions qui lui appartiennent en vertu des premieres Sentences prononcées à Malines sur la Dette ainsi nommée de Fers de Chevaux, & de ce qu'elle pourroit attendre sur cet Article lorsque ladite affaire seroit executée, & qu'à cet égard elle ne pretendra rien dans la suite.

III. Son A. E. décharge les Etats du Subside qu'elle a encore à exiger des Etats depuis l'an 1672. jusqu'au Traité suivant.

IV. Son A. E. desiste de même de sa pretension qu'elle a sur les Etats en vertu de l'Alliance de 1666. de ce que les Villes du Duché de Cleves ont été livrées à l'Ennemi en 1672. au dommage irreparable de Son A. E. Promet aussi en vertu de la presente, que les Etats ne seront jamais sollicités ni inquiétés sur cesdites pretensions, mais qu'elles seront toutes destruites & annullées.

I. D'autre part Leurs Hautes Puissances promettent, qu'aussi de leur côté ils annullent & desistent de toutes actions & pretensions de la Dette de Fers de Chevaux & de tout ce qui à ce sujet a été traité à Malines, & de tous les Points & Articles qui y ont eu quelque rapport, en telle maniere que le Procès commencé à ce sujet est entierement cassé & annullé, que Son A. E. ni ses Successeurs ne pourront jamais être sollicités ni pour/uirés sur ce point, & que les Obligations qui subsistent seront rendues & cassées.

II. Qu'à l'égard des Pretensions que les Seigneurs Etats de Gueldre pretendent avoir sur Son A. E. & à l'égard de celles que Son A. E. en qualité de Duc de Cleves exige de la même Province de Gueldre, & sur quoi l'on a déjà formé un Compromis, que L. H. P. feront leur possible que lesdites pretensions soient terminées & accommodées par un Accord amiable au contentement des uns & des autres, avec promesse qu'en cas lesdites pretensions ne pussent être terminées à l'amiable, qu'alors L. H. P. & Son A. E. ne se feront aucune hostilité à ce sujet, aussi longtemps que lesdits differens ne seront pas terminés avec douceur; & qu'en tout cas, après une telle décision, on traitera & procedera entre L. H. P. & Son A. E. de la maniere que cela doit se faire entre de tels anciens Alliez, bons Amis & Voisins, & non autrement, afin qu'ainsi une telle amitié puisse être toujours conservée.

Pour conclusion cet Article Separé, mentionné dans le Traité d'Alliance des Ministres, Conseillers & Deputés extraordinaires des deux Hautes Alliez, a été de même par eux signé & scellé de leur Cachet ordinaire. Fait à Cologne sur la Spree le 26. Fevrier 1678.

Signé,
JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN. (L.S.)
CHRISTOFFLE VON BRANDT. (L.S.)
FRANÇOIS MEYNDERS. (L.S.)

CLXIX.

ANNO
1678.

ANNO
1678.

CLXIX.

15. Mars. Erneuerte Erb-Vereinigung zwischen JULIO FRANCISCO zu Sachsen-Lauenburg und Fürst JOHANN GEORGEN zu Anhalt vor sich und dero sämtlichen Mäntliche Leibes-Lebens-Erben solte mit Todt abgehen / der andere in dessen Landen succediren solle / gesehen zu Wien den 15. Martii 1678. [L. UNIC. Teuffches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Abtatz. II. pag. 356. Electorum Juris Publici curiosior. Continuat. pag. 470.]

C'est-à-dire,

Partie Hereditaire renouvelé entre JULES FRANÇOIS Duc de Saxe-Lauenbourg d'une part, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la survivante lui succedera en tous ses Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.

Wir von Gottes Gnaden / Julius Frank / Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / an einen / und wir von desselben Gnaden / Johann George / Fürst zu Anhalt / Graff zu Anhausen / Herr zu Zerbst und Bernburg / für uns und im Nahmen Herrn Victor Amadeus / Herrn Wilhelm / und Herrn Carl Wilhelm / und dessen sämtlicher Herren Väter / auch Unseres Kaisers / Sohns / Herrn Emanuel / kaiserlicher allerhöchster Fürsten zu Anhalt / an andern Theile / überwinden und bekennen hiermit: Demnach Wir uns beydesseits der zwischen uns sich enthaltenden Bluts-Verwandtschaft erinnert / und die Kaiserliche Confirmation der zwischen Chur-Sachsen und uns / Herzog Julius Frank / getroffenen Erb-Verbindungen nicht allein nicht erpalten werden können / sondern auch durch ein ohnhalber von uns den Fürsten zu Anhalt extrahirtes Kaiserliches Decretum alle Hoffnung zu solcher Confirmation gänzlich bekommen werden.

Als haben Wir rathsam und nöthig befunden / nach unserer Hochobedienden Vorfahren Exempel / das successions-Richt / so die Jura sanguinis einer Seiten an der andern Herzogthümern / Fürstenthümern / Landen und Leuten von Rechts wegen zuliege / vermittelst dieses nachstehenden Pacts beschreiben zu versehen / und auf die begedende Fälle / so wohl der hinterbleibenden Fürstlichen Erbten und Allodial-Erben hohes Interesse zu vermahnen / als auch von beydesseits landthafften und Unterthanen alles Untheil / so die Irthümlichkeit der Successionen mit sich zu führen pfleget / abzuwenden.

Wir verordnen diesem nach und pacificiren hiermit / wie es zu Recht an beständigen stehen kan und mag / für uns / die überre Fürsten zu Anhalt / unser und Ihre liebden Erben und Nachkommen beiderley Geschlechts.

Ersichtlich / im Fall Wir Herrns Julius Frank / oder Unserer künftigen Mäntliche Leibes-Lebens-Erben mit Todt abgehen / und also des Alberti / welcher des Bernhadi Electoris Saxonicis ältester Sohn gewesen / eine / in und mit uns oder ihnen / über Tutz oder lang / oder erstelben solte / alsdann succediren in Unserem Herzogthum Sachsen / Engern und Westphalen / und allen denselben Regalien / Fürstlichen Würden / Graffen und Herrschaften / Rechten / Gerichten / Rössen / Geleuten / Ansprüchen und Processen / in Summa allen denen Reichs-Lehen / Landen und Gerechtigkeiten / so Wir als Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / wirklich beßen / oder von Rechts wegen und Inlats der Kaiserlichen schenck-Brieffe haben und beßen solten / nichts davon ausgeschlossen / die obgenannte unsere Väteren / Fürsten zu Anhalt / und Ihrer liebden Fürstliche Leibes-Lebens-Erben: Im Fall aber Ihre Fürst Johann George und die obgenannte unsere Herren Väteren / Fürsten zu Anhalt / wie auch Unserer Ihrer liebden Mäntliche Leibes-Lebens-Erben ohne Hinterlassung dergleichen Lebens-Successoren / Fürsten zu Anhalt / mit Todt abgehen / und also des Henrici / als Bernhadi / Herzogen und Chur-Fürsten zu Sachsen / eine in uns oder ihnen ganz erstelben würde / alsdann succediret in den Fürstenthum Anhalt / den incorporirten freyen Rethlichen Stift Gertrude / der Graffschafft Mühlhagen und allen andern Graff- und Herrschaften / Regalien / Würden / Rössen / Rechten / Ansprüchen und Processionen / in Summa / allen unsen und unserer Herren Väteren Reichs-Lehen und Landen / die Wir jetzt wirklich beßen / oder vermag der schenck-Brieffe und von Rechts wegen haben und beßen solten / nichts davon ausgeschlossen /

Hochgedachter Unser Herr Vater / Herzog Julius Frank / und Anno
Seiner liebden Fürstliche Leibes-Lebens-Erben.

Im Ansehn / damit aber gleichwohl einer oder der andern 1678.
ihnen hinterbleibende Fürstliche Gemahlinnen und Töchter / standes möglich unterhalten / ausgestattet und dergestalt versorget werden mögen / daß sie de abzuhenden eine so zu danken / und Derselben Gedächtniß desto werther zu halten Ursache haben. So ist unter uns ferner abgeredet und beschlesen / daß nicht allein die Witwen und Leibes-Leben / so ein oder der andere Theil continuire haben wird / von dem succedirenden Theile denen Fürstlichen Erbten prediret und geliefert / die inwechsellichten Prinzeßinnen nach des Haimis Herkommen ausgestattet / und was zur Allodial-Erbschaft nach derschickten Reden gehört / ihnen abgeliefert / sondern auch aus den angekauften Lehen ihnen veranbahndet tausend Reichs-Thaler gahlet und entrichtet werden solten.

Erkens / nicht weniger geloben Wir einander / und versprechen hiermit / für uns und die sämtlich Witbeschriebene / auch unsere und Ihre liebden Erben und Nachkommende Herzoge zu Sachsen / Engern und Westphalen und Fürsten zu Anhalt / hochbeherlich / daß die landthafften und Unterthanen bey denen obbedenten Eröffnungs-Fällen in dem Herzogthum Sachsen / und denen darzu gehörigen Landen / so wohl als in dem Fürstenthum Anhalt / und denen darzu gehörigen Landen / bey allen ihren Privilegien / Ehren / Stämmen / Gemeinlichkeiten / Rechten und Gerechtigkeiten / in Ecclesiastisch & Secularibus gelassen / geschleht / wie auch der abgelaufenen Fürstlichen einen guten Mann / Raths / Raths / Haupt- und Unter-kantz Zöllner / Einnehmer und alle Bediente von der succedirenden Seite in Schwarm und Schwarm genommen / für andern wieder bestreht / ihrer gelassenen reuen Dienste wegen wohl recompensirt / auch sie wegen nichtständiger civillischen Besoldung und habender Anforderung contentirt werden solten.

Wiedrens / dieweil diese Disposition nur eine Erneuerung der alten Erb-Verbindungen und inneweiland wegen der Allodial-Erbten / Erbten und Unterthanen / aufgerichtet ist / die Jura sanguinis und Agnationis / auch die Succession einem Fürstlichen Theil in des andern apertem Erben eine dem zuliegen: So wollen Wir die allerhöchste Kaiserliche Confirmation nach im Zeit hierüber zu suchen ansehn / jedoch da rechte bezeichne Gelegenheit / sie zu erbiten / veranlassen / und unsere Fürstliche Erben und Interessenten dadurch desto mehr zu vertheidern bestreht sein: Zumittelst aber / ein solches expedient benehmen und zu Werke richten / dadurch der andern Seite die Possession auf dem Eröffnungs-Fall vernehet und andern Häusern / so darnach aspiriren möchten / die Gelegenheit dazu zu gelangen / so viel an uns ist / beommen werde.

Fünftens / wollen Wir auch einander überall getrenlich meynen / ein Theil des andern Aufnehmen und Wohlthun fördern / einander in allen Fürstlichen / und Angelegenheiten an Kaiserlichen Erb- und Fürstlichen Höfen / auch bey Reichs-Tagen und Conventen / und wo es sonst die Nothdurft erfordert / freundschaftlich und in allem ansehn / und alles thun und fürnehmen / was getrenlich einem / und unsen Verwandten Väteren gegen einander zu thun und fürzunehmen / wohl ansehn und gebühret: Zu dessen Verhinderung haben Wir Julius Frank / Herzog zu Sad Key Engern und Westphalen / und Wir Johann George / Fürst zu Anhalt / für uns und im Nahmen aller übrigen Fürsten zu Anhalt / (damit die Sache noch unter wenigen und desto geheimer bleibe) diese erneuerte Erb-Verbindung und inserirte Disposition mit unser eigenhändigen Unterschrift und aufgedruckten Fürstlichen Siegel besichert / wie auch der Fürst zu Anhalt darbeneben versprochen / daß / so bald des Herrn Heitern Herzogen zu Sachsen Leiben / bey andern regierenden Fürsten zu Anhalt / es zu offenkunden bekunden werden / derschickten Unterschrift und Siegel beyzubringen / oder doch dero dank- und freund-Verleiche Gemahlnhaltung und dankbare approbation / seiner liebden verständig und eingehändig werden solle. Alles getrenlich / Fürstlich und sonder Geseheide. Gesehen und gegeben zu Wien am fünfzehenden Martii / im Jahr nach CHRISTI Geburt / am tausend sechs hundert und acht und siebenzig.

(L.S.)

Julius Frantz/
Herzog zu Sachsen

(L.S.)

Johann George /
Fürst zu Anhalt.

CLXX.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la 26. Juil.
Grande Bretagne; & les Etats Généraux des
PROVINCES-UNIES, Fait à la Haye le 26.
Juillet 1678. [FREDER. LEONARD.
Tom. VI. Actes & Negotiations de la Paix
de Nimégue. Tom. II. pag. 480. &c.]

Quandoquidem Domini Ordines Generales Federati Belgii declaraverunt, quin imo per Litteras Domi-

ANNO
1678.

Dominus Rex Christianissimus significaverunt se in Pacis conditionibus à Majestate sua oblatas, quatenus ea ad se spectant, concessisse: quod etiam Catholicam Majestatem quantum ad se, isdem conditionibus assensum præbuisse, paratosque se esse, & in mandatis dedisse his quos ad conciliandam Pacis negotium Neomagum miserunt Legatis, ut secundum easdem conditiones, quod ad eorum Rempublicam attinet, cum Legatis Domini Regis Christianissimi, iisque Fœderatorum, quibus idem placeret Ministris, Tractatum concluderent: cum animi perturbatione acceperunt Regis Christianissimi Legatos moram tam salubris tamque desiderata rei facere, quod negarent Majestatem suam ea quæ Dominus Rex Catholicus, & Domini Ordinibus Generalibus restituenda veniunt Oppida, restitutam, antequam Dominus Rex Sueciæ plenissimè satisfactum, & Majestati suæ restituta sint ea omnia, quæ durante hoc Bello amisit. Domini vero Ordines Generales existimant eam Dominorum Majestatis Christianissimæ Legatorum opinionem erroneam adeo esse, ut nullo certo fundamento niti, nullique Justitiæ rationibus fulciri possit, eamque quam plenissimè aberrare à verâ Regiæ Majestatis sue intentione, neque eam passim tam iniquam gravemque interretationem declarationis quam Majestas sua fecit. Et cum Domini Ordines Generales hanc quæ suboribatur, & Paci moram afferens, difficultatem Dominus Rex Magnæ Britannia per Legatos suos significaret, rogantes ut Regia Sua Majestas tam iustam eorum causam probare, omniaque officia circa Regem Christianissimum, quæ submovenda huic remora intervenire possent, adhibere, aut si in proposito suo Rex Christianissimus persisteret, his auxilio esse vellet, & Majestatis suæ Dominis Ordinibus Generalibus declarare fecerit, se in eadem cum his esse Sententiam, neque Pacem tam iniquis conditionibus fieri posse: Majestatem eam suam, si per Regem Christianissimum non fiat, quominus Pax coalesceret, eos omni opo viribusque omnibus rueri paratos esse. Cumque Domini Ordines Generales suos, qui Neomagi sunt, Legatis mandaverint, ut quàm inique hæc à se peteretur, dictis Dominis Legatis Domini Regis Christianissimi significarent, rogarentque ut dictis Pacis Tractatus adimplere, concludere & signare vellent; neque prædictorum locorum restitutioni moram facerent, usquequo Dominus Sueciæ Regi satisfactum, eaque quæ Bello amiserat restituta essent, testarenturque se paratos esse Tractatu Pacis finem imponere, & eandem Dominis Ordinibus Gen. manere Sententiam propositumque periciendi concludendique dictum Pacis Tractatum, modò Majestati Christianissimæ visum fuerit dicta loca restituere, ex quo Pacis Tractatus ratiabatione, ejusdemque publicatione confirmatus fuerit, neque ei moram amplius facere ob satisfactionem restitutionemque eorum quæ Dominus Rex Sueciæ durante hoc Bello amisit, omnemque operam omniaque humanitatis officia circa prædictos Christianissimæ Majestatis suæ Legatos, adhibere ut in id consentire vellet, Pacisque negotium eam ob rem amplius procelare nollet: Convenit est propterea inter Dominum Regem Magnæ Britannia & Ord. Gen. Fœderati, Belgii si omnia prædicta humanitatis officia suo carere successu, & Rex Christianissimus permoveri nequeat ante diem 1. Mensis Augusti proximè sequentis declarare & promittere Majestatem suam dicta Oppida restitutam post Ratificationem publicationemque dicti Pacis Tractatus, neque ei restitutioni moram fore ob satisfactionem restitutionemque Domini Sueciæ Regis, aliamve quamcumque ob causam, aut post dictam declarationem ipsa restituere dicta loca derederit, Dominum Regem Magnæ Britannia & Dom. Ord. Un. Belgii Bellum contra Regem Christianissimum inituros, gesturos & profecturos mutuis consiliis, auxiliis, & suo his quæ sequuntur conditionibus, aliisve de quibus postea inter se, aut cum aliis qui hoc Bello impliciti sunt Principibus mutuo consensu conveniret.

Quoniam Dominus Rex Christianissimus Dominus Rex Magnæ Britannia tanquam Pacis inter Partes beligerantes Mediatori, non semel significavit se in Pacem cum dictis Partibus beligerantibus æquis conditionibus consensurum, & tamen post plurima Mediationis officia ex qua spes finendi Belli dictis æquis conditionibus affulserit, Dominus Rex autem Magnæ Britannia & Domini Ordines Generales Tractatu inter se habito die 16. Mensis Julii Ann. 1678. existimaverint Orbi Christiano tranquillitatem suam parari posse, si Partibus beligerantibus placerent hæc conditiones, ut quod ad Galiam & Hispaniam attinet, Oppida & loca appellata

TOM. VII. PART. I.

Caroleoreglum, sive Charleroi, Athum, Aldenardum, Corteriacum, Tornacum, Condum, Valencianum & Fanum Sancti Guillani, Binche & Ducatus Limburgi, &c. cum Baliatibus, Castellaniis, Territoriis, Gubernationibus, Præfecturis, vulgo *Provoles*, cum appendentiis, dependentiis & annexis omnibus Regi Catholico restituerentur.

Quod ad Imperatorem, Imperium, & Principes Imperii, quæ Dominus Rex Christianissimus durante hoc Bello occuparat, isdem Imperatori, Imperio, & Principibus Imperii restituerentur, cetera verò omnia manerent in eo statu in quo tunc erant.

Quod ad Ducem Lotharingiæ spectat, Ducatus Lotharingicus Domino Duci restitueretur eo in statu in quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtinere nequirit, eo in statu quo fuit tempore occupationis, & Dominus Rex Magnæ Britannia, Domini quoque Ordines Generales eam in rem mutuo Fœdere se obligaverunt.

I. Pactum præterea conventumque est inter prædictos Regem Magnæ Britannia, & Dominos Ordines Gen. Fœderati Belgii, se omnem omnino operam adhiburos, & viribus quantum fieri poterit maximis id ad eos, ut Dominus Rex Christianissimus in easdem Pacis conditiones consentiat, neque ante Pacem cum Domino Rege Christianissimo conclusuros, quam isdem conditionibus assenserit, aliisve de quibus Rex Magnæ Britannia & Domini Ordines Generales, mutuo consensu secundum Belli successus convenirent.

II. Pactum præterea inter suam Majestatem & Dominos Ordines Generales se conjunctis viribus, quantum fieri poterit maximis, id acturos, ut prædicta aut alia ex consensu Partium conditiones Pacis à Domino Rege Christianissimo obtineantur, & eam in rem Majestatem suam ad minimum collatorum, Mari quidem tertiam partem amplius, Terrâ vero in Belgio tertiam partem minus earum virium, quas Domini Ordines Generales Mari vel Terra in Belgio collaturi sunt, idque per modum provisionis, dum expectatur propter conventio virium à Majestate sua Fœderatæque quihoc Bello implicentur involunturque, præstarentur.

III. Convenit est ut exorto inter Majestatem Magnæ Britannia & Majestatem Christianissimam Bello, in facultate alterutrius Fœderatorum non fit suspendere arma se inter hostemque, sine mutuo utriusque consensu.

IV. Casu vero eveniente, ut Conventus de Pace Neomagi institutus dissolveretur, & alibi locorum de Pace, aut Treiga, sive Indus in quodammodo antiquior Partes inter se agere velint, negotium hæc Pacis a. t. Treiga non poterit institui sine alterius Fœderati participatione, & nisi Pars quæ paciscendi animam habet, alteri Partem eodem quo tibi tempore procurat facultatem & Salvo Conductus necessarios soltesque, quæ sunt trea Milia ad locum Tractatu destinatum tunc mittere possit, & nisi de tempore ad tempus alteri Partem tam monicer ea omnia de quibus in dicto de Treiga Paceque Tractatu agatur. Nemo vero Fœderatorum in conclusionem prædictæ Pacis aut Treigæ contentio possit, nisi sub conditionibus Art. I. expressis, aliisve de quibus mutuo consensu conveniret, & nisi Fœderatus suos restitueret, quod ad Europam attinet, in possessionem Terrarum, Urbium, & Locorum, quin etiam omnium Jurium Immunitatumque, quos utebatur fræbaturque tempore subscriptionis hujus Tractatus, nisi alter inter Majestatem suam & Dominos Ordines Gen. conveniret.

V. Si vero Pax inter Dominum Regem Christianissimum, Dominum Regem Catholicum, & Dominos Ordines Generales coalescat, sive is quas Dominus Rex Christianissimus proposuit, sive is de quibus hoc Tractatu conventum est conditionibus, ejus servandis sponte vindicæque erunt in forma omnium optima, amplissima & fecerissima, non modo Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines, quibuscum & omnes Reges Principesque victi, qui existimabant sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur consergetura securam tranquillitas, in quem finem definitur inter Magnæ Britannia Regem & Dominos Ordines Generales Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus erandem erit adhiberi, alteram Partem quæ temperaverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti rati refarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula in his contenta à Domino Rege Magnæ Britannia atque Dominis Ordinibus Generalibus usque Unitis Belgii per Patentes utriusque Partis Literas sigillis suis munitis debita &

ANNO
1678.

ANNO
1678.

authentica forma intra spatium trium septimanarum
proximè sequentium, aut citius, si fieri potest, con-
firmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabito-
nem Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde
extradentur. Aëdum Hagæ-Comitum 26. mensis Julii
1678.

Signatum erat

(L.S.) Tempel.

(L.S.) W. van Huelkelom.

(L.S.) D. van Wyngaerden.

(L.S.) Gasp. Fagel.

(L.S.) D. van Heyden.

(L.S.) Van Leenwen.

(L.S.) J. de Mauregnault.

(L.S.) Joan. Baron de Reede.

(L.S.) A. ter Borgh.

CLXXI.

10. Août. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; portant, que chacun demeurera saisi des Pais, Villes, & Places qu'il possède; à la réserve de la Ville de Maftricht, avec le Comté de Pronof, & les Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc, que Sa Majesté T. C. vendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimegue. le 10. d'Août 1678. Avec les RATIFICATIONS, & les PLEINS-POUVOIRS de part & d'autre. Comme aussi un ARTICLE SEPARÉ, touchant le Prince d'Orange du même jour 10. d'Août 1678. S'ensuivent DEUX LETTRES d'Explication sur l'Article XIII. du Traité, concernant la Neutralité promise par les Etats Généraux, & la Garantie des Obligations de l'Espagne entrera au regard de ladite Neutralité, du 17. d'Août 1678. LA RATIFICATION du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le 5. Sept. 1678. L'ARTICLE SEPARÉ concernant l'Amnistie generale pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 590. & 636. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve dans le Recueil de LEONARD Tom. V. dans LONDORP *Acta publica* Tom. X. pag. 677. en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 600. en Latin, en Allemand, & en François, & dans *Abhang zu des Europaischen Handels* 4. *Haubthandlungen* pag. 1624.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre tres-cher & bien-amié Cousin le Sieur Comte d'Estades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, notre bien-amié & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & notre bien-amié & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arrêté, & signé le dixième de ces Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Pais-Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortegne & premier Noble, & représentant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement

munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit:

ANNO
1678.

AU nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire, Comme pendant le cours de la Guerre qui s'est emuë depuis quelques années entre le tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chretien de France & de Navarre; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, Sa Majesté auroit toujours conservé un sincere desir de rendre ausdits Seigneurs Etats la premiere amitié, & Eux tous les sentimens de respect pour Sa Majesté, & de reconnoissance pour les Obligations & les avantages considerables qu'ils ont reçus d'Elle & des Roys ses Predecesseurs, il est enfin arrivé que ces bonnes dispositions secondées des puissans offices de tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince le Roi de la Grand' Bretagne, qui durant ces temps facheux, quand presque toute la Chrestienté s'est trouvée en Armes, n'a cessé de contribuer par ses Conseils & bons avissemens au salut & au repos public, auroient porté Sa Majesté tres-Chrestienne & lesdits Seigneurs Etats Généraux, comme aussi tous les autres Princes & Potentats qui se sont interessez dans cette Guerre, à consentir que la Ville de Nimegue fust choisie pour y traiter de Paix, & pour y parvenir Sa Majesté tres-Chrestienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte d'Estades Marechal de France, & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortegne, & premier Noble & représentant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume d'Haren Grietman du Bildt, Deputé en leurs Assemblées de la part des Etats d'Hollande, Zelande, &c. Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires dûment instruits des bonnes intentions de leurs Maîtres, se seroient rendus en ladite Ville de Nimegue, où après une reciproque communication des Pleins-Pouvoirs dont à la fin de ce Traité les Copies sont inferées de mot à mot, seroient convenus des conditions de Paix & d'amitié en la teneur qui s'ensuit:

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Successeurs Roys de France & de Navarre & ses Royaumes, d'une part; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidele & inviolable, & c'est-à-dire, & seront delaissez tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets, & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient sans exception des Lieux, ou des personnes.

II. Et si quelques prises se font de part, ou d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois à compter du jour que se fera la publication de la Paix à Paris, & à la Haye, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après les termes prefix seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

III. Il y aura deplus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance tant par Mer que par Terre en tout & partout, tant dedans, que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Généraux, procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité

ANNO
1678.

ANNO
1678.

rité l'un de l'autre par tout support, aide, conseil, & assistances réelles en toutes occasions & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tost qu'ils en auroient connoissance.

V. Ceux sur lesquels quelques biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent estre, jouiront d'iceux Biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fief, engagement, donns en fiefs, Sentences préparatoires ou diffinitives données par default & contumace en l'absence des Parties & icelles non ouies. Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui ayent esté mises esdites Transactions pour exclure de partie desdits Biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chascuns Biens & Droits qui conformément au present Traité seront restitués, ou doivent estre restitués reciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par ledits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier, & ensuite les Propriétaires des Rentes qui de la part des sifez seront constitués en lieu des Biens vendus; comme aussi des Rentes & Actions estans à la charge des sifez, respectivement pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VI. Et comme le Marquisat de Bergopzom avec tous les Droits & Revenus qui en dépendent, & généralement toutes les Terres & Biens appartenans à Monsieur le Comte d'Auvergne Colonel General de la Cavalerie-Legere de France, & qui font sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont esté saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergopzom, ses appartenances & dépendances; comme aussi dans les Droits, Actions, Privilèges, Ufances & Prerogatives dont il jouissoit lors de la Declaration de la Guerre.

VII. Chacun demeurera saisi, & jouira effectivement des Pais, Villes, & Places, Terres, Isles & Seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & possède à present, sans estre trouble ni inquieté directement ni indirectement de quelque façon que ce soit.

VIII. Mais Sa Majesté Tres-Christienne voulant rendre aux Seigneurs Etats Generaux la premiere amitié, & leur en donner une preuve particulière dans cette occasion, les remettra immédiatement après l'échange des Ratifications, dans la possession de la Ville de Maastricht, avec le Comté de Vronof, & les Comtez & Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc d'Outremuse, avec les Villages de Redempion, Banc de S. Servais; & tout ce qui dépend de ladite Ville.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent, que toutes choses qui concernent l'Exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouissance des Biens de ceux qui en font profession, seront rétablies & maintenues sans aucune exception dans ladite Ville de Maastricht & ses dépendances; en l'état & comme elles étoient réglées par la Capitulation de 1622. & que ceux qui auront esté pourvus de quelques Biens Ecclesiastiques, Canonicaux, Personnats, Prevostez, & autres Benefices, y demeureront établis, & en jouiront sans aucune contradiction.

X. Sa Majesté rendant ausdits Seigneurs Etats Generaux la Ville de Maastricht & Pais en dépendans, en pourra faire retirer & emporter, toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui s'y trouveront au temps de la remise ou restitution d'icelle; & ceux qu'Elle aura commis à cet effet, se serviront, si bon leur semble, pendant deux Mois, des Charrois & Bateaux du Pais; auront le passage libre tant par Eau que par Terre, pour la retraite desdites Munitions; & leur sera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers, ou Magistrats de ladite Ville, toutes les facilités qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront de ladite Place, en tirer & empor-

TOM. VII. PART. I.

ter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans de ladite Ville de Maastricht & des environs, ni d'endommager leurs Maisons, ou emporter aucune chose appartenant ausdits Habitans.

XI. Tous Prisonniers de Guerre seront délivrez d'une part & d'autre, sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions demandée par l'Intendant de la Ville de Maastricht aux Pais qui y sont soumis, sera continuée pour tout ce qui restera à écheoir jusques à la Ratification du present Traité; & les arrerages qui resteront seront payez dans l'espace de trois Mois après le terme susdit, dans des termes convenables, & moyennant caution valable & resleante dans une des Villes de la domination de Sa Majesté.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent non seulement de demeurer dans une exacte Neutralité, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis de la France & de ses Alliez; mais aussi de garantir toutes les Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera par le Traité qui interviendra entre Leurs Majestez Tres-Christienne & Catholique, & principalement celle par laquelle ledit Seigneur Roi Catholique sera tenu de garder cette même Neutralité.

XIV. Si par inadvertance, ou autrement il survient quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'Amitié & de la bonne correspondance: mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis, & châtiés.

XV. Et pour n'eux alléguer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'Amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné six mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter ou bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire. Comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de six Mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XVI. Touchant les prétentions & intérêts qui concernent Monsieur le Prince d'Orange, dont il a esté traité & convenu séparément, par Acte signé ce jour d'huy, ledit écrit & tout le contenu d'iceluy sortira son effet, & sera confirmé, accompli, & exécuté selon sa forme & teneur, ni plus ni moins que si tous lesdits points en general, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot inserez en ce present Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité, de la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Christien, le Roi de Suede, le Duc d'Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg; comme interessez, dans la presente Guerre. En outre seront compris, si compris ils veulent estre, le Prince & la Couronne de Portugal, le Duc & Seigneurie de Venise, le Duc de Savoye, les Treize Cantons des Lignes Suisses & leurs Alliez, l'Electeur de Baviere, le Duc Jean Frederic de Brunswick Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes, & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui Sa Majesté Tres-Christienne, sur la requisiion qu'ils lui en feront, accordera de sa part d'estre compris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le temps de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, se déclareront d'accepter la Paix, & comme

Y y 2

comme

ANNO
1678.

chement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous serions & pourrions faire si Nous y étions présents en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requirît un Mandement plus special, non contenu en cesdites Prësentes. PROMETTONS en foy & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Marechal d'Estrades, Marquis de Croissy & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée sous notre grand Sceau, Paraphe du Président & seing de notre premier Greffier, ce quatrième Janvier de l'an mil six cents soixante & seize. J. BOOTSMA. Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Signé, H. FAGEL. Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

Article separé touchant Monsieur le Prince
d'Orange.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Prësentes Lettres verront; Salut. Comme notre tres-cher & bien aimé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, notre bien aimé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & notre bien aimé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arrêté & signé le dixième de ce Mois en la Ville de Nimègue, avec le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Pais Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & représentant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit:

Comme ensuite de la Guerre qui depuis quelques années est survenue entre le Roi Tres-Christien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, Sa Majesté a fait saisir tous les Biens appartenans à Monsieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté que les Seigneuries & Terres situées en France, & en a donné les revenus à Monsieur le Comte d'Avuegne, qui en jouit encore presentement, & que par la Grace de Dieu la Paix a été restablée par le Traité conclu ce jourd'huy; Et qu'ainsi tous les fâcheux effets de la Guerre doivent cesser, Sa Majesté a promis audit Sieur Prince & promet par cet Acte separé, qu'immediatement après les Ratifications échangées elle fera lever ladite saisie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la possession de ladite Principauté, & des Terres qui lui appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres & autres Pais dependans de la domination de Sa Majesté & dans tous ses Droits, Actions, Privilèges, Uñances & Prerogatives, au même estat & en la même maniere dont il en jouissoit avant qu'il en eût été depoussé à l'occasion de la présente Guerre. Fait à Nimègue le dixième jour du Mois d'Aoust mil six cents soixante-dix-huit.

Le Marechal d'Estrades. H. Beverningk.
Colbert W. de Nassau.
De Mêmes. W. Haren.

Nous ayant agreeable le susdit Article separé en tons & un chacun des points d'iceluy, l'avons par ces Prësentes signées de notre main, louté, approuvé, & ratifié, loutions, approuvons & ratifions, promettant en foy & Parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer & sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre; En témoin dequoy nous avons signé ces Prësentes de notre main & à icelles fait apposer notre Sceau. DONNE' à S. Germain en Laye le dix-huitième jour d'Aoust l'an de grace mil six cents soixante dix-huit, & de notre Regne le trente-sixième. Signé, LOUIS.

Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Y y 3

RATÉ

Enjoint la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas: A tous ceux qui ces Prësentes Lettres verront; SALUT. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimègue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences, Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, Avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet député à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des Affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nostre Estat, & comme les Sieurs Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de la Comté de Zelande, & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Député en notre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs emplois importants pour notre service, ou ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au manienement des Affaires. POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk, & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces Prësentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à la Ville de Nimègue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & y conférer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que Nous pourrions faire si Nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites prësentes, PROMETTONS sincerement & de bonne foy d'avoir

ANNO

1678.

RATIFICATION des Etats Generaux de l'Article
separé touchant Monf. le Prince d'Orange.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Comme ainsi soit qu'entre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Nimègue le dixième jour du Mois d'Aoust 1678. il ait esté fait de même un Article separé par le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier des Ordres du Roi tres Chretien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrétienne à l'Assemblée de Nimègue, au nom & de la part de Sadite Majesté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies. le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Corteghe, &c. premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bidt, deputez en nostre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimègue, en nostre nom & de notre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, daquel Article separé la teneur s'ensuit.

*Article separé touchant Monsieur le Prince
d'Orange.*

Comme ensuite de la Guerre, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Article separé, l'agréons, approuvons & ratifions par les presentes de même que s'il estoit inseré dans le susdit Traité de Paix & d'amitié, promettant de garder, entretenir, & observer inviolablement tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit. En foy dequoy nous avons fait signer les presentes par le President de nostre Assemblée, contre-signer par nostre premier Greffier, & y apposer nostre grand Sceau. Fait à la Haye le dix-neuvième jour du Mois de Septembre 1678.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Lettres des Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, à Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne, pour l'explication de l'Article XIII. du Traité de Paix.

MESSIEURS.

Comme l'Article treizième du Traité de Paix conclu & signé le dixième de ce Mois, qui est de Neutralité promise par Nos Seigneurs les Etats Generaux au regard des Ennemis de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliez, comme aussi de la Garantie des Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au regard de la même Neutralité, est couché en maniere que l'on en pourroit inferer une Obligation non seulement du temps present & de la Guerre dans laquelle les Alliez de Nos Seigneurs les Etats Generaux continuent, mais que l'on pourroit en tirer des consequences pour le temps à venir & pour les occasions à naître apres toutes les Guerres presentes finies, & que vos Excellences savent que jamais on n'a en intention au regard de ladite Neutralité que d'en convenir pour le present & pendant le cours de la presente Guerre, conformément aux propositions que Sa Majesté Tres-Chrétienne en a fait faire, Nous prions vos Excellences de Nous donner un mot d'éclaircissement que l'intention de Sa Majesté & de vos Excellences est

que ledit Article n'est applicable qu'au temps que la presente Guerre durera, & vos Excellences obligent infiniment,

ANNO

1678

MESSIEURS.

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéissans Serviteurs.

H. BEVERNINGK. W. HAREN.

A Nimègue le 17. d'Aoust 1678.

Reponse de Messieurs les Ambassadeurs de France, aux Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en explication de l'Article treize du Traité de Paix.

MESSIEURS,

Nous avons reçu la Lettre de Vos Excellences du 17. de ce Mois, & quoi que la bonne foi avec laquelle le Roi notre Maître a toujours agi & la sincerité avec laquelle Sa Majesté veut bien rendre sa premiere amitié à Messieurs les Etats Generaux ne doive pas laisser à Vos Excellences la moindre inquietude qu'on veuille user de surprise envers Elles, ni donner à l'Article treize du Traité que Nous avons conclu & signé ensemble, le dixième de ce Mois une plus grande étendue que celle dont Nous nous sommes expliqués ensemble, Nous voulons bien les assurer que l'intention de Sa Majesté, & par consequent la nôtre, n'est pas de Nous prevaloir dudit Article plus long-temps que la presente Guerre durera ni apres qu'il aura plû à Dieu d'y mettre fin; d'obliger Messieurs les Etats Generaux en vertu de ce même Article à plus que leur propre interest, & leur bonne Union avec Sa Majesté demandera d'Eux. Nous sommes;

MESSIEURS,

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéissans Serviteurs.

LE MAR. D'ESTRADES. COLBERT. D'AVAUZ.

A Nimègue le 17. d'Aoust 1678.

RATIFICATION de l'Explication de l'Article treize du Traité de Paix entre la France & la Hollande.

LE Roi ayant esté informé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix, à Nimègue de l'Explication qu'ils ont donnée par leur Lettre du dix-septième du Mois d'Aoust de cette presente année aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas sur le treizième Article du Traité de Paix conclu & signé à Nimègue le dixième dudit Mois d'Aoust de cette presente année entre lesdits Sieurs Ambassadeurs, dans lequel il est parlé de la Neutralité promise par lesdits Etats Generaux, tant au regard de Sa Majesté qu'à celui de ses Alliez, comme aussi de la Garantie des Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au sujet de la même Neutralité, Sa Majesté ayant lu & examiné la susdite Lettre, par laquelle lesdits Ambassadeurs déclarent & assurent, que l'intention de Sa Majesté n'est pas de se prevaloir dudit Article plus long temps que la presente Guerre durera, Sa Majesté a eu agreable ladite explication, l'a louée, approuvée & ratifiée de même que si elle étoit interée dans le susdit Traité de Paix, ensuite du treizième Article d'icelui, l'a louée, approuvée, & ratifiée, Promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foy tout ce qui est contenu en icelle, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin dequoy Sa Majesté a signé ces presentes de la main, & à icelles fait apposer le Scel de son fereet. Donné à Fontainebleau le cinquième jour de Septembre mil six cents soixante & dix-huit, étoit Signé, LOUIS. Et plus bas, ARNAULD.

Arri.

Article séparé portant Amnistie générale pour les Sujets de France & de Hollande.

LE Roi ayant reçu l'Article séparé signé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix à Nimègue, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Christien & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, déclarent par le présent Acte, qu'encore que le Traité, qu'ils ont signé le 10. d'Août porte une suffisante abolition, pour tout ce qui a été commis, de part, & d'autre, à l'occasion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin; soit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagés au service de Sa Majesté par les emplois & Biens, qu'ils possédoient dans l'étendue de la France sont entrez, ou demeurent au service des Seigneurs Etats Généraux, ou par ceux, qui étant nez Sujets desdits Seigneurs Etats, ou engagés à leur service par les emplois, & Biens, qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies sont entrez ou demeurent au service de Sa Majesté très-Christienne, néanmoins pour leur plus grande sûreté, & pour les mettre à couvert de toutes poursuites, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires sont demeurez d'accord, que toutes les susdites personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepteur, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Terres, & Honneurs, Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions, & Libertez, sans pouvoir être recherchés, troublés, ni inquiétés en general, ni en particulier pour quelque cause, ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé, depuis la naissance de ladite Guerre. En suite de laquelle Déclaration & après qu'elle aura été ratifiée, tant par Sa Majesté très-Christienne, que par les Seigneurs Etats Généraux, ce qui sera fait dans le temps d'un Mois, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition, & de pardon de retourner, en personne, dans leurs Maisons en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer en telle manière que bon leur semblera. Fait à Nimègue le vingt-quatrième de Septembre 1678.

*Le Maréchal d'Esgrades.
Colbert.*

*H. Beueringh.
W. Harren.*

SA Majesté ayant lu le susdit Article l'a approuvé & ratifié, l'approuve & ratifie; promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincèrement & de bonne foi tout ce qui est contenu en icelui, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Sa Majesté a signé ces Présentes de sa main & à icelle fait apposer le Scel de son secret. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre mil six cents soixante & dix-huit. *Signé,* LOUIS: *Et plus bas,* ARNAULD.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme ainsi soit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimègue par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Christien, & les Nôtres, un Acte d'Amnistie, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Acte en tous ses points, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces Présentes, Promettans en bonne foi, & sincèrement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer les Présentes par le Président de notre Assemblée, contre signer par notre premier Greffier, & y apposer notre Cachet. Fait à la Haye le trentième jour de Septembre, l'an mil six cents soixante dix-huit. *Signé,* W. DE NASSAU.

*Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux,
H. FAGEL.*

Protestation des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de DANNEMARC, & de l'Electeur de BRANDEBOURG; comme aussi de l'Envoyé du Prince Evêque de MUNSTER contre la Paix particulière des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES avec la France. A Nimègue le 10. d'Août 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue Tom. II. Part. II. pag. 506.]

Les soussignez Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres, ayans appris avec le dernier effonnement, qu'il y avoit apparence que Meilleurs les Ambassadeurs des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas. se résoudroient à signer encor aujourd'hui un Traité séparé de Paix, avec le Roy Très-Christien, & Leurs Hautes Puissances, ce qui a été ensuit confirmé par quelques-uns desdits Ambassadeurs mesmes, quoi que jusques icy ils n'ayent donné communication des ingrédients de leur Projet, ny tenu aucune Conférence particulière, sur un sujet de si grande conséquence, en conformité des Traitez qui y obligent Leurs Hautes Puissances.

Les Ambassadeurs & Ministres Plenipotentiaires susdits ont jugé de leur devoir de représenter à Meilleurs les Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, la difformité de ce procédé, avec la teneur des Alliances contractées si solennellement avec leurs Seigneurs & Maîtres, dans lesquelles Meilleurs les Etats ont promis sous leur parole, & sous l'autorité de la roy publique, de ne longer jamais à faire des Traitez séparés avec leur Ennemy commun, qui estoit sur le point de renverser toute leur République, & de l'oppression duquel ils ne se font sauvez que par les assistance, & par des diversionz données de temps en temps, en divers endroits de l'Europe en leur faveur.

Ils requièrent donc avec toutes les instances imaginables, & conjurent lesdits Sieurs Ambassadeurs par tout ce qu'il y a de plus saint, & de plus inviolable au Monde, de ne se précipiter pas à signer cette Paix séparée, directement opposée aux Alliances susdites, & de leur laisser le loisir d'en pouvoir donner l'information nécessaire à leurs Seigneurs & Maîtres: ce de l'ay ne leur pouvant apporter le moindre préjudice, & cette requisiion étant entièrement conforme à tout ce qu'on peut attendre de la roy publique, & de la sincérité de Meilleurs les Etats Généraux. On se promet d'autant plus qu'on ne fera aucune difficulté d'accorder l'un & l'autre, sur tout, puis qu'il n'apparoit aucune nécessité évidente qui pût obliger Leurs Hautes Puissances, à une résolution si opposée à toutes celles qu'ils ont prises & concertées cy-devant, & même après avoir exhorté de nouveau leurs Alliez à la fermeté dans l'observation & l'exécution des Traitez, & après que lesdits Alliez nos Seigneurs & Maîtres ont pris li-dessus des résolutions vigoureuses, & conformes à leurs souhaits, ayant envoyé des Troupes si nombreuses au milieu des Pays-Bas Espagnols, pour sauver Mons de Pextremité à laquelle les Armes de France l'avoient réduit, & pour seconder & pour exécuter le reste des desseins, & des exploits que l'Espagne & l'Etat sous la conduite de Son Altesse le Prince d'Orange pourroient refaire pour le bien de la cause commune, & pour la sécurité particulière des Pays-Bas.

Ils ont outre cela commandé encore une eslite des Troupes qui sont en marche pour s'approcher de la Meuse, & pour estre employées à la mesme fin, de sorte qu'avec l'assistance du bon Dieu, il y a lieu d'espérer encore des bons succès dans une cause si juste & si bonne.

En tout cas, & si Meilleurs les Etats se trouvent obligés par une nécessité indispensable (dont le sujet, & la force ne sont pas pourtant connus aux Alliez) de procéder avec tant de précipitation à une Paix particulière avec la France, les Ambassadeurs & Ministres susdits déclarent en vertu de ce Meun. que lesdits Seigneurs & Maîtres sont disposés à prendre avec eux le même temps en ce Traité, & de conclure conjointement avec Meilleurs les Etats Généraux la Paix avec Sa Majesté Très-Christienne sous des conditions honnêtes & fruitables, dont on contiendra en bon de temps, à la conclusion desquelles ils apportent de leur coûté toute sorte de facilité, & de bons offices.

ANNO
1678.

On se promet que lesdits Sieurs Ambassadeurs ne renfermeront pas une offre si pleine de Justice & de générosité, & qu'on ne se voit nullement persuader que l'intention de leurs Hautes Puissances ne soit pleinement conforme à ces justes desirs, & qu'ils pourroient seulement concevoir la pensée d'abandonner leurs bons & fidèles Amis, voisins, & Alliez, qui ont employé tout ce qu'ils ont eu de plus cher, & de plus précieux au monde, pour les retirer de la chute qui les menaçoit, & pour les rétablir dans leur ancienne liberté & splendeur. Au moins on se promet de leur Justice & sincérité, qu'ils ne voudront rien conclure sans y comprendre les intérêts de leurs Alliez, qui sont en effet les leurs propres, ny concourir à l'oppression, & à la ruine de ceux qui les ont si fidèlement assistés contre un Ennemi si puissant, qui d'une main fait tout de parade de la sincérité de son dessein pour rendre le repos à la Chrétienté, & de l'autre refuse d'en accepter les moyens, qui sont capables de le procurer, outre que c'est avouantement des Alliez, & la Neutralité qu'on prétend d'établir, n'a pas été seulement demandée du Roy Tres-Christien dans le Plan des conditions de Paix projetées: les Etats ayant toujours témoigné de ne vouloir pas accepter l'Amistice de six Semaines offert en suite du Roy Tres-Christien, à cause que la Neutralité en faisoit une condition, qui les auroit privés de la faculté d'assister leurs Alliez.

Au pis aller, & si nonobstant toutes ces justes & équitables Remontrances on ne vouloit pas de procéder à la signature d'un Traité de cette nature, les susdits Ambassadeurs, Plenipotentiaires, & Ministres des Hautes Alliez n'y peuvent pas dispenser de protester le plus solennellement, & en la meilleure forme contre ce Traité séparé, directement contraire aux Alliances, & contre les assurances solennelles qu'on a données de temps en temps de la fermeté, & de l'exacritude de leurs Hautes Puissances dans l'observation & l'accomplissement des Traités.

Ils protestent aussi en même-temps de tous les malheurs, inconveniens, pertes & dommages, qu'en général toute la Chrétienté, & leurs Seigneurs & Maîtres chacun en particulier pourra souffrir de cette séparation, & de l'observation des Alliances si solennellement, & si religieusement contractées, en leur relevant, tout ce qu'en vertu de ces Alliances, du Droit des Gens, & des Loix Divines & humaines leur peut incompter, & en laissant au Jugement Sain & désintéressé de tout le monde, les violences qui contre toute parole, toute Obligation, tout Traité, & n'importe contre toute nécessité, par un procédé également précipité, & inoui, se font à leurs Seigneurs & Maîtres, dans un temps que le bon Dieu leur fait encore reluire les espérances de quelque ressource par des voyes plus décentes, & plus raisonnables, comme ceux qui par des passions aveugles, & des sentimens préoccupés, même contre l'opinion de ceux qu'une honnêteté plus générale, & la considération de leur Obligation anime à une fermeté raisonnable, sacrifient l'honneur & la gloire de leur Patrie à des démarches, qui sont indignes à un Etat que la Raison & la Justice gouverne, par cette conduite y mettent une tache qui jamais ne se perdra de la Mémoire de l'Univers. Fait à Nimègue ce dixième Aoust l'an mil six cents septante huit.

Eloit signé,

HOEGH, BLAESPYL,

S. PETKUM, ZURMUHLEN.

Seconde Protestation des Ministres de DANNE-MARCK, de BRANDEBOURG, & de ZELL, & WOLFENBUTTEL, contre la Paix faite par les Etats Generaux des Provinces-Unies avec la FRANCE, & contre la Cessation d'armes convenue entr'eux & la SUEDE. [Actes & Mémoires de la Paix de Nimègue Tom. II. Part. II. pag. 573.]

Les sousignez Conseiller, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roy de Danemarck, Norvegue, &c. Deputé Extraordinaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg, & Ministre de Leurs Altesces Messieurs les Ducs de Zell & Wolfenbattel, apprenant

par le bruit commun, comme si Vos Hautes Puissances (après la signature de la Paix séparée que leurs Ambassadeurs avoient fait avec ceux de la France à Nimègue, & dequoy ils se remettent aux Protestations faites sur le même lieu par les Ministres de tous les Hautes Alliez, & aux Mémoires qu'ils ont présenté icy au même sujet à Messieurs les Deputés de Vos Hautes Puissances pour les affaires étrangères) s'erioient encore laissé porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Cessation d'armes pour un certain terme, ils ont été de la peine à ajouter foy à une chose qui est si directement opposée aux termes exprés des Traités.

Mais comme ils voyent avec beaucoup de regret qu'il se négocie & traite plusieurs choses entre Vos Hautes Puissances & les Ennemis communs des Alliez, dont il ne se donne nulle connoissance préalable de temps aux Hautes Alliez, les sousignez se sont vus obligés de remonter à Vos Hautes Puissances, con bien cette conduite est contraire aux termes des Alliances faites, & ne sachant pas par le défaut d'une communication due, la vérité de ces sortes de nouvelles, qui se débitent par les Ennemis mesmes. de cet égarement prétendu d'une Cessation d'armes prise par Vos Hautes Puissances avec la Suede, ils ont trouvé à propos pour leur décharge, de faire souvent Vos Hautes Puissances des termes mesmes des Traitez, qui dient dans l'Art. 18.

Que les deuxz seront obligés de donner communication l'un à l'autre de temps en temps conjunctivement, de tout ce qui dans les Negotiations de Paix, ou de Trêves, viendra à estre avancé, ou proposé.

Et un peu auparavant.

Que les Etats Generaux ne feront aucune Cessation d'armes avec l'Ennemy, autrement que conjunctivement & de conjunctement & unanime consentement.

En les jurant par tout ce qu'il y a de plus inviolable dans les Traitez solennels & roy publics, de ne pas permettre qu'il soit fait sur ce point de la Cessation d'armes une convention si notoire de leur part auxdits Traitez, sans aucune raison légitime ny nécessité urgente.

Les sousignez étant d'ailleurs obligés de protester solennellement au nom & de la part de leurs Maîtres, en cas que contre toute attente on auroit déjà arrêté cette Cessation d'armes avec la Suede séparément, de même à l'égard de toutes autres Negotiations & engagements contre la teneur des Traitez, qui aient & requièrent expressément:

Qu'un des Parties n'y aura venir à aucune Conclusion de Paix sans y comprendre les Alliez.

On se promet que Vos Hautes Puissances, selon leurs hautes lumières, & selon l'exacritude qu'elles ont accoustumée de garder inviolablement dans la teneur de leurs Traitez, voudront bien faire réflexion sur ce que les sousignez viennent d'alléguer, à ne point ratifier celuy qui avoit été conclu à Nimègue avec les Ambassadeurs de France, comme ne pouvant subsister avec l'Obligation des susdits engagements, ce qui contraindra sans doute toutes les Puissances de l'Europe dans la confiance qu'elles ont mise jusqu'icy en Vos Hautes Puissances, touchant l'accomplissement de leurs promesses fondées sur la roy publique. En tout cas, les Ministres sousignez se trouvent obligés de réserver à leurs Seigneurs & Maîtres tout ce qui leur peut incompter, tant en vertu du Droit des Gens, qu'en conformité des Traitez susmentionnez, en les déclarant en même temps de tous les inconveniens & malheurs que ces sortes de démarches pourroient attirer, & causer, tant au prejudice de la cause commune, que pour l'honneur d'un chacun en particulier. Fait à la Haye ce 18. Aoust, 1678.

Protestation du Résident de l'Evêque & Prince de MUNSTER, contre la Cessation d'Armes convenue entre les Etats Generaux des Provinces-Unies & la Couronne de SUEDE. A la Haye le 19. d'Aoust 1678. [Actes & Mémoires de la Paix de Nimègue. Tom. II. Part. II. pag. 671.]

Le sousigné Ministre de Son Altesse de Munster & de Corvey, &c. ayant appris avec le dernier étonnement ce que les Ministres des Hautes Alliez du Nord ont représenté le 18. de ce Mois à Vos Hautes

ANNO 1678. tès Puissances comme s'il se repandoit un bruit, que V. V. H. H. P. P. après la signature d'une Paix séparée avec la France, s'étoient encore laissées porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Cessation d'Armes pour un certain terme, en protestant solennellement, & en la meilleure forme comme contre une chose directement contraire aux Articles des Traitez, dont la teneur fut inserée dans leur Memoire, se trouve obligé par les ordres generaux qu'il a sur ce Chef, de se remettre entierement à ladite Protestation & reservation & à tout ce qu'elle contient de mot à mot, & sachant, que Son Altesse, Son Serenissime Prince & Maître, se trouva excessivement surpris de cette Nouvelle, il prie & conjure par tout ce que lesdits Ministres ont allégué, que V. V. H. H. P. P. se veuillent souvenir de ce qu'elles ont si solennellement contracté, & de faire voir qu'elles font encore quelque reflexion sur l'Obligation & l'observation des Traitez & sur les Interets de leurs Amis & tres-fidelles Alliés, selon ce qu'elles ont protesté de temps en temps; sur quoy il se promet une favorable resolution. Fait à la Haye, ce 19. d'Aoust.

disposer de telle maniere que bon leur semblera. Fait ANNO à Nimegue le 24. Septembre 1678. *Eloit signé,* 1678.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) H. VAN BEVERNING.

(L.S.) W. VAN HAREN.

Nous avons agréé, approuvé & ratifié, lesdits Actes en tous ses Points, comme nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes, promettant en bonne foi & sincerement, le garder, entretenir, & observer inviolablement de Point en Point selon la forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit, en foi dequoy nous avons fait signer les presentes par le President de nostre Assemblée, contresigner par notre premier Greffier, & y apposer nostre Cachet. Fait à la Haye le 30. jour de Septembre l'an 1678.

JEAN CONRAD NORFF.

CLXXII.

Acte d'Amnistie convenu entre Louis XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, en faveur des Sujets de part & d'autre, qui ont porté les Armes dans la dernière Guerre contre leur Souverain. A Nimegue le 24. Septemb. 1678. Avec la RATIFICATION des Etats Generaux du 30. Septembre 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 588.]

Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes veront, Salut. Comme ainsi soit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Tres-Chretien, & les nostres un Acte d'Amnistie, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Tres-Chretien, & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, déclarent par le present Acte, qu'encores que le Traité qu'ils ont signé le 10. d'Aoust porte une suffisante abolition pour tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin, soit par ceux qui étans nez Sujets de la France, & engagés au service de Sa Majesté, par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estendu de la France, sont entrez & demeurés au service desdits Etats Generaux, ou par ceux qui étant nez Sujets desdits Etats Generaux, ou engagés à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estendu des Provinces-Unies, sont entrez & demeurés au service de Sa Majesté tres-Chrétienne, néanmoins pour leur plus grande seureté, & pour les mettre à couvert de toute poursuite, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, sont demeurés d'accord que toutes les susdites personnes de quelques qualitez & condition qu'ils soient sans nulles excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, & Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions, & Libertez, sans pouvoir être recherchéz, troublez ni inquietez en general ni en particulier, pour quelque cause & pretexte que ce soit, pour raison de ce qui est passé depuis la naissance de ladite Guerre, ensuite de laquelle Declaration & après qu'elle aura été ratifiée. tant par Sa Majesté tres-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, ce qui sera fait dans le temps d'un Mois; il leur sera permis à tous & chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en

TOM. VII. PART. I.

Traité de Commerce & de Navigation entre Louis 10. Aoust

XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les mêmes Franchises, dont jouissent les propres Sujets. Le Roi T. C. y promet aussi que le Droit d'Aubaine ne sera point exercé en son Royaume sur les Hollandois. Fait à Nimegue le 10. d'Aoust 1678. Avec insertion des Pouvoirs, de part & d'autre, comme aussi les Formules des Lettres de Mer. S'ensuivent les RATIFICATIONS, & l'ARTICLE SEPARÉ, concernant l'Imposition de cinquante sols par Tonneau, que le Roi T. C. se réserve sur les Navires Hollandois, comme sur les autres étrangers. A Nimegue le 10. d'Aoust 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD, Tom. V. dans LONDORP, *Acta publica*, Tom. X. pag. 679. en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 631. en Latin, en Allemand, & en François, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1406. en Allemand, & dans *Anhang zu des Europäischen Herolds* pag. 1623. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre tres-cher & bien-aimé Cousin le Comte d'Estrades Mareschal de France, Chevalier de nos Ordres, nostre bien-aimé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nostre bien-aimé & féal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le dixième de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Trésorier General des Provinces-Unies des Pays-Bas; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & représentant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman da Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'ensuit:

LE Traité de Paix qui a été conclu ce jourd'hui entre le Roi Tres-Chrétien, & les Seigneurs Etats

Z z

Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les Sujets de mécontentement; qui avoient altéré pendant quelque temps, l'affection que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prospérité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs: Et lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrants aussi dans la mesme passion qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les Obligations, & les avantages considerables qu'ils en ont cy-devant receus, il y a lieu de croire que cette bonne intelligence entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats, ne pourra jamais être troublée. Mais comme Sa Majesté ne veut rien obliger de ce qui la peut affermir, & que lesdits Etats Generaux ne souhaitent pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assure moyen que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre; & pour cet effet regler leurs interets particuliers au fait du Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prévenir tous les inconveniens qui pourroient affaiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats auroit ordonné le Sieur Comte d'Eltrades Mareschal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de Nimègue; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Elcisme de Heverningh Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conciller & Trésorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & representant l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Député en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'ensuit:

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, jouiront reciproquement de la mesme Liberté au fait du Commerce & de la Navigation dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Roiaumes, Etats, & Provinces de l'un & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilités ni de violences les uns contre les autres tant sur la Mer, que sur la Terre, ou dans les Rivières, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de Represailles, ni mesme aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis & châtiés comme Pirates. Ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obéissance de Sadite Majesté, & dans les Provinces-Unies, publiques & renouvelées, défenses tres-expresses & tres-précises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine susmentionnée qui sera exécutée severement contre les contrevenans, outre la restitution entiere à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour éviter d'autant plus à tous inconveniens qui pourroient survenir par les prises faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & d'ici dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la publication de la Présente, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre, après les termes préfix, se-

ront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra estre cy-apres données par l'un desdits Alliez au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de justice, lequel ne pourra estre tenu pour verifié, si la Requette de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets daquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre Mois, ou plutost s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de la Justice qui sera due.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrest en leurs personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, pour les Dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obéissance de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la Liberté du Commerce & Navigation, dans l'Europe en toutes les Limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées dont le Commerce & le Transport n'est défendu généralement & universellement à tous, tant Sujets qu'Estrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat; y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie & transport ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette Liberté reciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte par aucun Privilege, Octroy, ou aucune Concession particuliere, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, dons gratuits, ou autres avantages pareillex ceux de l'autre ou à leur prejudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre, soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impositions quelconques sur leurs personnes, Biens, Denrées, Navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, Titre, ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivières, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'anche tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour.

IX. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis ou bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestez ou saisis, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portez par les Commissions dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrez par nécessité de tempeste, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutost qu'il sera possible.

ANNO
1678.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs Biens par Testament, Donation, ou autrement; & leurs Heritiers Sujets desdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs Successions, même *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées. Pourront pareillement, sans lesdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme: Et seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets Propres & Naturels de Sa Majesté; & particulièrement ne pourront être compris aux Taxes qui pourront être faites sur les Etrangers. Et sera tout ce contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

XI. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les Costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraincts d'y décharger, ou débiter leurs Marchandises ou Parties d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, si non lors qu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XII. Les Maistres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, & Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires memes, ni les Denrées & Marchandises dont ils seront chargez, ne pourront être saisis, ni arrestez en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce soit, ou pour quelque cause, ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation & défense de l'Etat: Et généralement rien ne pourra estre pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on desirera d'eux. En quoi toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrestes faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales Dettes, Contrats, ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit selon la forme de la Justice.

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent estre les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces, & aussi des Ports, & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis declarez tant de la France que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les memes Sujets & Habitans pourront avec la meme seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent estre les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports, & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une des deux en particulier, sans contradiction ou detournement de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une Place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XIV. Ce transport & ce Trafic s'étendra à toutes fortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XV. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement estre compris toutes fortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucies, Cercles poissiez, Affuts, Fourchettes, Bandoulières, Poudre, Mesche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XVI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture &

Tom. VII. Part. I.

substantiation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandises & Denrées, non comprises en l'Article precedent, & en sera le transport permis même aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats; sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées, ou investies.

XVII. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté étans entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires attellez, & marquez du Seel & seing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinez; le tout en forme ordinaire & accoustumée. Après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez, detenus ni retardez en leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françaises qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaion, qu'au cas qu'il y eût soupçon, qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XIX. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus spécifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françaises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement; à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François, en la maniere ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer; qui sera inseré à la fin de ce Traité; par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse apparoir non seulement de sa Charge, mais aussi du lieu de la demeure & residence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître, & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foi & créance. Et afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données de certaines marques & contresieges de Sa dite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXI. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françaises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées, & conbiquées pardevant les Juges de l'Admirauté des Provinces-Unies, ou autres Competans, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchy tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi tres-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera, selon ce qui a été disposé aux Articles precedens. Et pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas

ANNO
1678.

ANNO
1678.

arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Dénrées y auront été chargées devant la Declaration de la Guerre; mais même quand cela sera fait après ladite Declaration, pourveu que c'ait été dans les terns & les termes qui s'en suivent; à sçavoir, si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Ternesse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusques à la Ligne, dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la Publication de la Presente. Tellement que les Marchandises & Biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisqués aucunement durant les terns & dans les étendues susnommées, à raison du Navire qui est Ennemi, ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration desdits terns. Et pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoiqu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé ci-dessus qu'un Navire libre a franchira les Dénrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette Liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre; à tel effet que quel qu'elles fussent Ennemis de l'un & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourrants se trouvant dans le Navire libre, n'en pourrants être tirées. si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

X XIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mêmes Droits, Libertés, Exemptions, en leurs Traffics & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté, ce qui vient d'être dit que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et même en cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité, avec aucuns Rois, Princes & Etats, qui deviendront Ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

X XIV. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit sur peine d'être tenus en leurs personnes & Biens, des dommages & Interêts soufferts & à souffrir, jusques à la due restitution & réparation.

X XV. Et pour cette cause, seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges compétens, de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers, au present Traité, & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congez; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

X XVI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François sût pris d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourrants lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, & autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliéner, qu'elles n'aient été descendues

à Terre, en la présence des Juges de l'Admirauté; & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron du Navire trouva bon & agréait de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son Voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

X XVII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tous les Pays de son obéissance aussi favorablement que les propres Sujets, donnera tous les Ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer, soient donnés avec toute Justice & équité par personnes non suspectes ni intéressées au fait dont sera question; & donnera Sa Majesté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens, & Ordres de Justice déjà donnés & à donner, soient promptement & démentement exécutés selon leurs formes.

X XVIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux, ou quelque autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté feront plainte desdits Jugemens qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenus au present Traité, auront été suivis & observés, & pour y faire pourvoir selon la raison; ce qui sera fait dans le terns de trois Mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement, ni après icelui pendant la révision, les Biens & effets qui seront réclamés ne pourront être vendus ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties intéressées, pour éviter le dépérissement desdites Marchandises.

X XIX. Quand Procès sera meü en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Intéressés en icelles, & que lesdits Intéressés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son exécution sous caution, nonobstant l'Appel de celui qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article, & aux precedens, pour faire rendre bonne & brève Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites à la Mer par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXX. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourrants en tout terns faire construire ou fretter dans le Pays l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront besoin; & employeront leur autorité à ce que lesdits marchez de Navires, & achats de Munitions se fassent de bonne foi, & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission ausdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent attaqués, ou agresseurs.

XXXI. Arrivant que des Navires de Guerre, ou de Marchandises échouent par tempeste ou autre accident, aux Costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, appareux, Biens, & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été vendues, le tout étant réclamé par les Propriétaires, ou autres ayans charge & pouvoir d'eux dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliez pour le Droit de Sauvement; & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur autorité pour faire chasser avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanités qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront, & ne souffriront que leurs Sujets recoivent dans nul des Pays de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre & punir, & chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les Biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procès restitués franchement aux Propriétaires qui les réclameront.

XXXIII.

ANNO
1678.

ANNO
1678.

XXXIII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, le faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs que bon leur semblera; à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis. Et sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux où ils seront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétez ni recherchés.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs Sujets Trafiquans dans le Royaume & Etats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits Sujets, lesquels jouiront des Droits, Libertez, & Franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi; & l'établissement en sera fait aux Lieux & endroits, où de commun consentement il sera jugé nécessaire.

XXXV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission, & pour le service d'aucun Prince, Republique, ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivières qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force pour en faire faire la restitution, ou réparation raisonnablement.

XXXVI. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobervations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne correspondance: mais on en reparera promptement lesdites Contraventions: & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chassiez.

XXXVII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, Qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats Generaux desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf Mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire; comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf Mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore l'arrest de leurs personnes.

XXXVIII. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera, vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du present Traité.

LOUIS Comte de Vermandois Admiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & permission à

Maitre & Conducteur du Navire nommé

du port de

Tonneaux ou environ, étant de present au Port & Havre de

de s'en aller à

chargé de après que vísitation aura été faite de son Navire, avant que partir sera Serment devant des Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des Presentes: comme aussi de garder & faire garder par ceux de son Equipage, les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au

Greffier le Roote signé & certifié contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present Congé, & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son Voyage & portera les Pavillons, Armes, & Enseigne du Roi, & les nôtres durant son Voyage: En témoin de quoi Nous avons fait apposer nostre seing & le Scel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secrétaire de la Marine, à

le jour mil six cens
de Signé, LOUIS COMTE DE VERMANDOIS;
Es plus bas, Par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS de l'Amirauté cert
titions que Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus, a presté le Serment mentionné en icelui. Fait à la le
jour de mil six cens

Autre Formulaire de Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

AUX Sereuissimes, tres-Ilustres, tres-Puissans, Honorables, & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republicques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgeois, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront: Nous Bourgeois, & Regens de la Ville de

Sçavoir faisons que
Maitre du Navire
comparant devant Nous a déclaré par Serment solennel que le Navire nommé grand environ
Laites, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le veut aider, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tant en general qu'en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benigneement & traiter dûment, le souffrant, sur les Droits accoutumés des Peages, frais dans, par, & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negotier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoissons. En témoin de quoi nous y avons fait apposer le sceau de notre Ville.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT: Comme Nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir, par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est à present affligée: & que par les soins, & la Mediation de nostre tres-cher & tres-ami Frere, le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien; Sçavoir faisons que Nous confians entièrement en l'experience, la capacité & fideité de notre tres-cher & bien-ami Cousin le Sieur Comte d'Elrades, Maréchal de France & Chevalier de nos Ordres, de notre bien-ami & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien-ami & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les preuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables, que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis,

ANNO
1678.

ANNO
1678.

mis, ordonné & député lesdits Sieurs Mareschal d'Estades, Marquis de Croisli, & Comte d'Avaux, Commettrons, ordonnons & députons par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec tous les Ambassadeurs & Ministres de nos tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre; & pourrout nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & saine Paix, & generallyment, faire, négotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Estades, Marquis de Croisli, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux, en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul, en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir: CAR tel est nostre plaisir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes, Données à Saint Germain en Laye, le vingt-troisième jour de Decembre l'An de grace mil six cents soixante & quinze, & de nostre Regne le trente-troisième Signé, LOUIS.

Et sur le reply, Par le Roi, ARNAULD. Et scellées du grand Sceau en cire jaune.

Enjoint la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut; Comme Nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conférences; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet député à ladite Assemblée, quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de notre Etat; & comme les Sieurs Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, ci-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. Premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse; dans les Etats & au Conseil de la Comté de Zelande; & Guillaume de Haren, Grieman du Sildt Député en notre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalés en plusieurs Emplois importants pour notre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniment des affaires. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk & de Haren, commettrons, ordonnons & députons par ces presentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa

Majesté Tres-Christienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourrout nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix, & generallyment faire négotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generallyment tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special non contenu dans cesdites Presentes. Promettons sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du troisieme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau, Paraphé du President, & seing de notre premier Greffier, ce quatrième Janvier de l'an mil six cents soixante-seize.

Signé, J. BOOTSMA.
Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Signé, H. FAGEE.
Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

EN foi dequoy Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ausdits noms signé ces Presentes de nos seings ordinaires, & à iceles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixieme d'Aoust l'an mil six cents septante huit.

(L.S.) Le Maréchal d'Estades. (L.S.) H. Beverningk.
(L.S.) Colbert. (L.S.) W. de Nassau.
(L.S.) De Meumes. (L.S.) W. Haren.

NOUS ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun des Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux tant pour Nous que pour nos Hieritiers, Successeurs, Royaux, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy sous l'Obligation, & hypothèque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder, observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de notre main, & à iceles fait apposer notre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitieme jour d'Aoust l'an de grace mil six cents soixante dix-huit. Et de nostre Regne le trente-sixieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Article separé touchant l'imposition des cinquante sols par Tonneau sur les Navires Etrangers sortans des Ports de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Tres-cher & bien-amié Cousin le Sient Comte d'Estades Marechal de France, & Chevalier de nos Ordres; nôtre bien Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nostre bien Amé & Feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arrêté & signé le dixieme de ce Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Pais-Bas; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble & représentant la Noblesse dans les Etats & au Conseil

ANNO
1678.

NNO
678. Conseil de Zelande: & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit :

IL a été stipulé de la part du Roi Tres-Christien & consenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, que l'égalité qui doit être précisément observée à l'égard des Sujets de l'un & de l'autre avec les naturels, en matière de Droits, Charges & Impositions, selon l'Article septième du Traité de Commerce conclu ce jourd'hui, ne dérogera pas à l'Imposition des cinquante Sols par Tonneaux, établie en France sur les Navires Etrangers, & que les Sujets des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, seront obligés de la payer comme tous autres Etrangers, si ce n'est que Sa Majesté sur les Remontrances qui pourroient lui être faites cy-apres de la part desdits Seigneurs Etats, en les examinant avec cette grande affection par laquelle il plaist à Sa Majesté de les honorer, en disposât autrement. Mais seront par Sadite Majesté donnez des, à présent les ordres nécessaires à ce que ladite Imposition de cinquante Sols ne soit exigée des Navires des Sujets desdites Provinces-Unies qu'une fois par chaque Voyage en sortant des Ports de son Royaume & non en entrant, & que lesdits Navires chargez de Sel ne payeront que la moitié desdits cinquante Sols, à condition que lesdits Seigneurs Etats trouvant à propos de mettre semblable Imposition sur des Navires Etrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront pas excéder au regard des Sujets de Sadite Majesté, la taxe de ce que les leurs payent en France, demeurant à l'égard de tous autres Droits, Charge & Imposition, présents ou à venir ledit Article septième en son entière force & vigueur sans pouvoir être limité, ou excédé par aucune autre exception ou restriction que celle qui est exprimée cy-dessus.

Lequel Article separé aura pareille force & vigueur que s'il estoit inferé dans le corps du fudist Traité General passé ce jourd'hui. Fait à Nimegue le dixième jour d'Aoust 1678.

<i>L. Marechal d'Estrades.</i>	<i>H. Beverningk.</i>
<i>Colbert.</i>	<i>W. de Nassau.</i>
<i>De Mémes.</i>	<i>W. Haren.</i>

Nous ayant agreable le fudist Article separé en tous & un chacun des Points d'iceluy; l'avons par ces Presentes signées de notre main, lotté, approuvé & ratifié, lottions, approuvons & ratifions, promettant en foy & parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main & à icelles fait apposer notre Seal. DONNE à S. Germain en Laye le dix-huitième jour d'Aoust l'an de grace 1678. & de notre Regne le trentième. *Signé*, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION des Etats Generaux du Traité de Commerce.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Comme ainsi soit que le dixième jour du Mois d'Aoust mil six cens soixante & dix-huit, il ait été fait & conclu à Nimegue un Traité de Commerce, Navigation, & Marine, par le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier des Ordres du Roi Tres-Christien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mémes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Christienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majesté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Corrigé & premier Noble, & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Griet-

man du Bilt Deputez en notre Assemblée de la part des ANNO
Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue 1678.
que en notre Nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs respectifs, desquels Traité & Pouvoirs la teneur s'ensuit :

LE Traité de Paix qui a été conclu, &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulons bien donner des marques de notre sincerité & Nous acquiescer de la parole que nosdits Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes: Promettans en bonne foy & sincerement, le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon la forme & teneur, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit; en foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de notre Assemblée, contresigner par notre premier Greffier, & y apposer notre grand Seal. Fait à la Haye le 19. jour de Septembre 1678.

Signé, D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

CLXXIII.

Inducte ad tredecim annos prolongata, inter Le- 17. Aoust.
gatos JOANNIS III. Regis & Reipublicæ POLONIE, nec non Magni Ducis MOSCHOVIE. Actum 17. Augusti anno 1678. [Chwalowski, Jus Publicum Regni Poloniæ. pag. 389.]

Serenissimi Regis ac Reipublicæ Poloniæ nomine Legati fuerunt: Michael in Kievaz, Dux Czartoryski, Palatinus Volhynensis Czartoveiensis &c. Capitanus. Casimirus Johannes Sapieha, Comes in Bychoro Dabrowno, Palatinus Polonicensis, Borysienfis Wolpiensis &c. Capitanus. Hieronymus Komar, Juxta Terræstris Orszanensis, Secretarius Legationis.

Magni Ducis Moscoviæ nomine fuerunt Dux Nihita Iwanowicz Odelski, Senator & Gubernator Novogrodenfis, Jacobus Nihitiz Odelski, Senator & Gubernator Astrachenfis, Basilus Sieniconowicz Wolynski, Gubernator Czebolltarenfis.

Legati hi vigore Articuli duodecimi Tractatum Andrusovienfem de prolongatione Armistitii egerunt.

Trinæ Conferentiæ Andrusovienf. & per binas Legationes Moschoviæ conclusa observari debent.

Ad tempus prioris Armistitii, (quod Mense Junio Anno 1680. & ab Orbe condito 7188. expirat) adhuc tredecim Anni proximè sequentes computandi sunt, scilicet usque ad Mensem Junium Anno 1693. & ab Orbe condito 7201. intra hocce tempus uterque Princeps de Pace perpetua obtinenda studebit.

Magnus Dux Moscoviæ spe fretus Pacis perpetuæ subsecuturæ Regi ac Reipublicæ Poloniæ ex locis possessis sequentes Capitaneatus cedit, nimirum Nyevenfem, Szabiefensfem & Vielsensfem cum Terris ad eorundem pertinentibus excepto Krasno-Grod & Niazdnie. Ad hæc dictus Magnus Moscoviæ Dux pro hoc Armistitio certam pecuniæ Summam efficientem militonem Florenorum Polonicorum bonæ monetæ Reipublicæ exoluturum sese obligat.

Newel & Wieliz post decursum sex septimanarum à Nativitate Christi die trigesima Septembris An. 1678. & ab Orbe condito 7188. die 20. Sept., ab Officialibus Magni Ducis Regiis ad hoc Deputatis Commissariis cum omnibus ante exortum Bellum Tormentis & quovis apparatu Bellico restitui debent; de Summa verò 200000. Rubelorum Magnus Dux statim post conclusos modernos Tractatus Legatis Polonicis 100000. exsol-

vet.

ANNO 1678. vet. Capitaneatum Stiebieszensem & reliquam Summam 100000. Rubelorum tunc reddet Magnus Dux, quando hic Tractatus à Rege Poloniae erit Juramento confirmatus.

Incolae & Nobiles circa evacuationem illorum Capitaneatum in possessionibus suis citra ullam molestiam ab hominibus Magni Ducis relinquentur. Similiter Subditi isti non debent cogi, ut se ad fines Czari transportent, vel ullum onus patiantur aut contributiones exolvant.

Commissio per Mediatores ad minimum intra duos annos ad finem currentis Armistitii peragi debet.

Catholici sub Magno Duce, & Græci sub Rege Poloniae nullam patiantur coactionem.

Si nonnulli adhuc captivi reperiantur ab utraque Parte juxta Tractatus Andrusovienses dimitti debent.

Et quoniam hoc anno Terminus liberi commercii utriusque Partis Mercatoribus expirat, ideo convenum est, ut omnibus Mercatoribus (exceptis Judæis) juxta priores & modernos Tractatus per omnes Armistitii annos licitum esset, omnis generis Commercium non prohibita (dummodo Literæ liberi passus adfuit) tam à parte Regis ad Urbes ejusdem, Cracoviam, Varšaviam, & Vilnam, quam Magni Ducis ad Urbem Moscoviam tractare. Vendidit tamen secundum consuetudinem utriusque Regni exolvere tenebuntur.

Et quoniam Judices Limitum juxta Punctum decimum tertium Prætorum Andrusoviensium nondum Commissionem suam expederunt, nec in Civitatibus finitimis jus administrarunt, ideoque Anno C. 1679. & O. cond. 7187. ab utroque Monarcha Judices debitum instrui Plenipotentiis convenient, limites discernent, simulque ratione debitorum & homicidiorum inquirent, omnesque difficultates dijudicabunt.

Et quoniam ad exhibitam à Legatis Polonicis Ratificationem priorum Tractatum Andrusoviensium ac Moscoviæ conclusorum Sigillum Lithuanicum appensum non fuit, ideoque Legati Polonici curam apprimende ipsius pollicentur, quando Legati Moscovitici cum Ratificatione moderni Tractatus advenient. Quod autem in Plenipotentiis Legatorum Polonicorum à Senatu imperitum tantummodo subscriptiones Senatorum, non autem ipsorum Sigilla, extiterunt, non debet pro hac vice præjudicare: In posterum verò antiqua consuetudo cum appensione Sigillorum observari debet.

Priores tres Tractatus Andrusovienses, uti etiam Conclusa Moscoviæ, uti non minus modernus Tractatus ratione Armistitii à Magno Duce, uti etiam à Rege Poloniae roborari Juramento debent.

Tam Polonici quam Moscovitici Legati huncce Tractatum manibus suis subscripserunt, & Juramentis confirmarunt.

Nota Juramenti à Magno Duce Moscoviæ & deinde etiam à Rege Poloniae præstiti.

Dei gratia, &c. &c. &c. Profteritur & pollicemur Deo Omnipotenti ad hoc Sanctum Evangelium ejusque Præceptum, quod auxilio & intercessione spei Nostræ Christianæ Sanctissimæ Matris Dei immaculatæ Virginis Mariæ cum Fratre Nostro Serenissimo Principe ac Domino Johanne Tertio, &c. ejusdemque Majestatis & Reipublicæ tam spiritualibus quam secularibus Statibus Regni Poloniae Magnique Ducatus Lithuaniae in Conventu utriusque Monarchæ Legatorum conclusa terna Andrusoviensia Pacta, & biui Moscoviæ initi Tractatus & hoc anno cum Czareæ Majestatis Nostræ Senatoribus per Majestatis Suae Regis Legatos Moscoviæ pactæ Indiciæ à Nobis Magno Duce adimplebuntur, & sine ulla sinistra Interpretatione servabuntur; uti Nos Magnus Dominus & Czarus eorum Sancto Evangelio profterimur ac pollicemur.

CLXXIV.

19. Août. Convention entre les Commissaires du Roi TRES-CHRETIEN, ceux du Roi CATHOLIQUE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour une Cessation d'Armes & de toutes hostilités entre les Armées au Pais-Bas, jusqu'à l'arrivée, & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons le 19. d'Aoust 1678. Avec les APPROBATIONS & signatures des Generaux & Commandants en

Chef &c. [Recueil de LEONARD Tom. IV. ANN d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 672. & dans LONDORP II. *Acta publica* Tom. X. pag. 653. en Allemand.]

AYant esté trouvé necessaire de regler en attendant la Ratification de la Paix, la maniere en laquelle les Troupes auront à vivre au Pays-Bas pour éviter tous actes d'hostilité qui la pourroient troubler, & soulager les Peuples de part & d'autre, il a esté convenu par les soussignez, ensuite de leurs Pouvoirs respectifs, de ce qui s'ensuit.

Que le lendemain de la Ratification du present Traité, tous actes d'hostilité cesseront entre les Armées, & qu'en consequence de cela, dès le lendemain de ladite Ratification, les deux Armées se retireront des environs de Mons.

Que l'Armée du Roi Tres-Christien marchera vers Gevries, ou Merbepoterle, & celle que commande M. le Prince d'Orange au delà de la Haye du Rœux vers Nivelles.

Que néanmoins les Troupes qui ont formé le Blocus de Mons sous le commandement de Monsieur du Montal & de Monsieur de Quincy ne se retireront pas le même jour; mais seulement deux jours après la Ratification du present Traité qui sera le lendemain que les deux Armées auront marché, & justes à ce que ledit Blocus soit levé, l'Armée commandée par M. le Prince d'Orange, pourra rester dans le même campement susdit.

Que la Ville de Mons demeurera ensuite dans une pleine & entiere liberté, que toutes sortes de personnes, Vivres, & Marchandises y entreront, & sortiront, en la même maniere qu'il se pratique dans les autres Villes qui sont sous l'obéissance d'Espagne.

Qu'à l'égard des Garnisons, six jours après la Ratification du present Traité, ou plutôt s'il se peut, c'est-à-dire aussitôt que les Convois pourront arriver dans chaque Place, les Partis, ni Détachemens ne courront plus sur les Terres & Pays les uns des autres, & demeureront les Troupes & Armées de chaque Couronne, dans l'étendue des Terres & Pays qui sont presentement sous l'obéissance de chaque Couronne.

Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre depuis le jour de la Ratification du present Traité, seront rendus sans Rançon, même les Chevaux, Bestiaux, & Equipages, Marchandises, & autres choses generalement quelconques.

Que comme lors de l'exécution du Traité de Paix, ou entre-ci & ledit temps, il peut être necessaire aux Troupes d'une Couronne, ou des Alliez, de passer sur les Terres & Pays appartenans presentement à l'autre, il demeurera libre de part & d'autre de le faire, seulement pour la communication des Places des Pays-Bas, ou pour en sortir, en ne prenant dans les dites Terres & Pays, que le simple fourrage, & n'y séjourant qu'autant qu'il se pratique dans les marches ordinaires des Troupes.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du present Traité, il sera libre à tous Sujets de chacune des Couronnes, comme aussi de Messieurs les Etats Generaux, d'aller, & venir sans aucun Passeport sur les Terres & Pais appartenans presentement à la Couronne, ou Etat, dont ils sont Sujets; & qu'il ne sera plus besoin de Passeport, que pour aller des Terres presentement appartenantes à une Couronne, ou Etat, sur celles qui appartiennent presentement à l'autre.

Qu'à commencer de six jours après la Ratification du present Traité, les Troupes & Armées de chaque Couronne vivront sur les Terres & Pays dont chacune est presentement en possession, sans fourager sur les Terres les uns des autres; bien entendu que par le mot de possession, on ne veut pas comprendre, ni faire passer pour Droit de possession, les passages ni les séjours que les Armées ou Partis ont faits, ou sont presentement dans les Lieux où elles sont, ou ont esté.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du present Traité, toutes demandes extraordinaires de Contributions, Vaches, Pionniers, Charrois, cesseront de part & d'autre sur les Terres les uns des autres, ne demeurant

mentant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les nécessités occurrentes, que sur les Terres dont chacun est en possession.

Que pour ce qui reste deub des Contributions de l'année qui écherra au 16. Octobre prochain, par les Terres & Pays qui sont actuellement soumis ausdites Contributions, l'on continuera de les exiger de part & d'autre, seulement par les voyes dont il sera convenu par Messieurs les Plenipotentiaires à Nimègue.

Que si, contre toute apparence, il survenoit quelque difficulté au regard de l'observation du present Accord, soit en tout ou en partie, elle sera adjugée à l'amiable par les Generaux, ou ceux qui seront autorisés à cet effet, sans que pour ce sujet cet Accord soit altéré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

De tout ce que dessus sont respectivement convenus les soussignés Deputés, & ont promis d'en fournir demain les Ratifications de M. le Duc de Luxembourg, Pair & Maréchal de France, Capitaine des Gardes-du-Corps du Roi Tres-Chrétien, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majesté en Flandre, & de M. le Duc de Villahermosa Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Catholique, Gouverneur & Capitaine General des Pays-Bas Catholiques. Fait au Camp près de Mons ce 19. jour d'Aoust 1678.

ROBERT. F. DE CONTAMOUGEARD.

Nous approuvons, & ratifions tout ce qui est contenu dans le Traité cy-dessus.

MONTEMORENCY-LUXEMBOURG.

DUQUE DE VILLAHERMOSA
Comte de Luna.

Le soussigné Deputé des Provinces-Unies à l'Armée autorisée par S. A. M. le Prince d'Orange, approuve le Traité cy-dessus fait en sa présence, & avec sa participation, pour autant qu'il regarde Sadite Altesse, & l'Armée & les Troupes de Messieurs les Etats Generaux qui sont sous son commandement.

DE WERDE.

Son Altesse ayant vu la Convention qui est cy-dessus faite, en vertu de l'autorisation qu'elle a donnée, l'approuve & la ratifie par ces presentes. Fait au Camp de Ranzix le 20. d'Aoust 1678.

G. PRINCE D'ORANGE.

CLXXV.

11. Sept. *Compromis entre les Ambassadeurs de FRANCE & d'ESPAGNE à la Paix de Nimègue, au sujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la conclusion du Traité, & dont ils remettent la Decision à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Nimègue le 11. Septembre 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue Tom. II. Part. II. pag. 623.]*

Comme dans la discussion des Articles qui doivent composer le Traité de la Paix à faire entre Leurs Majestés Catholique & Tres-Chrétienne, il s'est rencontré des difficultés, dont on n'a pu convenir, tant au sujet de la Place de Beaumont, que des dépendances de Dinant, & sur l'estat dans lequel sera rendu la Chastellenie d'Ath à Sa Majesté Catholique, comme aussi sur l'Amnistie & restitution des Biens des Messieurs, qui se font retirez tant en France qu'ailleurs, & que les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique ont fait instance, que ces points susdits soient vuidez purement & nettement au plutôt avant que le susdit Traité soit conclu & signé, afin d'en obtenir & faire dépêcher de part & d'autre les Instrumens de Ratification en due forme: lesdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois, prenant de part & d'autre une entiere confiance en l'équité desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, sont convenus, comme ils conviennent par l'Acte present

TOM. VII. PART. I.

au nom des Rois leurs Maîtres, de remettre toutes les difficultés susdites à l'arbitrage & decision desdits Seigneurs Etats Generaux, pour être réglés selon le Jugement qu'ils en donneront le plutôt que faire se pourra, & qu'au reste les Articles, dont on est convenu, & dont on a été d'accord, seront conclus & signez incessamment, & s'obligent les susdits Ambassadeurs de représenter aux Seigneurs Etats Generaux presentement & sans aucun delay, tout ce qu'ils voudront alleguer sur les matieres susdites. Fait à Nimègue le 11. Septembre, 1678.

Signé,

PABLO SPINOLA DORIA.

CONDE DE BENAZUZA, MARQUES DE LA FUENTE.

J. B. CHRISTIN.

CLXXVI.

Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Es- 17. Sept.

pagne & LOUIS XIV. Roi de France, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne rendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cédées en 1668. retient en échange pour elle & ses Successeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennois, Bouchain, Condé, Cambrai & Cambrésis, Aire, St. Omer, Tournai avec sa Chastellenie &c. Fait à Nimègue le 17. Septembre 1678. Avec les POUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue Tom. II. pag. 729. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD Tom. IV. dans LONDORPII Acta Publica. Tom. X. pag. 685. en Allemand & dans le Theatrum Pacis Tom II. pag. 679. en Latin, en Allemand, & en François.]

AU nom de Dieu le Createur, & de la Tres-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire, Que comme pendant le cours de la Guerre qui s'est mué depuis quelques années entre le Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ses Alliez, d'une part; Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi Catholique des Espagnes & ses Alliez, d'autre; Leurs Majestés n'auroient rien souhaité plus ardemment que de la voir finir par une bonne Paix, & que ce même desir d'arrêter autant qu'il seroit en Elle la desolation de tant de Provinces, les larmes de tant de Peuples, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, les auroit portez à accorder aux puissans offices de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, d'envoyer leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en la Ville de Nimègue; il est arrivé par un effet de la bonté Divine qui s'est voulu servir de la confiance entiere que leurs Majestés ont continué de prendre en la Médiation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, qu'au sein desdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires; sçavoir, de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne le Sieur Comte d'Elstrades Maréchal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire de son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mémes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils. Et de la part de Sa Majesté Catholique le Sieur Dom Pablo Spinola Doria Marquis de los Balbafes Duc de Sesto, Seigneur de Ginola, Casalinfetta, & Pontecorone, Conseiller de son Conseil d'Etat, & son grand Procureur en son Conseil d'Italie; Dom Gaspard de Tebes & Cordoba Tello, & Guzman Comte de Venazura Marquis de la Fuente, Seigneur de Lorena de la Maison d'Arrucas des Isles de Guadalupe, & Malalloune, Maître perpétuel de la Victoire, Major perpétuel & grand Escrivain de la Ville de Seville, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Impériale, du Souverain Conseil de

ANNO
1678.

Guerre, & son General d'Artillerie; Dom Pedro Ronquillo Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Conseiller de ses Conseils de Castille & des Indes; & Dom Jean Baptiste Chritien Chevalier Conseiller au Conseil suprême de Flandres près de la personne de Sadite Majesté Catholique, & de ses Conscils d'Etat & privé au Pais-Bas; en vertu des Lettres & Commissions qu'ils se sont reciproquement communiquez, & dont à la fin de ce Traité les Copies sont inferées de mot à mot, seroient convenus & tombez d'accord des conditions reciproques de Paix & d'amitié en la teneur qui ensuit.

Premierement. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confédération, & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Tres-Chrétien & Catholique, leurs Enfants nez & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers; leurs Royaumes, Etats, Pais & Sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur, & reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. Ensuite de cette bonne réunion la Cessation de toute sorte d'hostilitéz arrestée & signée le 19. jour d'Aoust de la presente année continuera selon la teneur entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & généralement en tous Lieux où la Guerre se fait par les Armées de Leurs Majestez tant entre les Troupes & Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places; & s'il estoit contrevenu à ladite Cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & même s'il se faisoit des Prisonniers ou autres actes d'hostilité par quelque accident imprévu, ou par ceux qui ne se peuvent prévoir contraires à ladite Cessation d'hostilité, la contravention sera separée de part & d'autre de bonne foi, sans longueurs ni difficulté, restituans sans aucune diminution ce qui auroit été occupé, & délivrant les Prisonniers sans Rançon ny payement des dépenses, en sorte que toutes choses soient remises au même estat où elles estoient audit jour dix-neuvième Aoust que ladite suspension d'Armes fut arrestée & signée, la teneur de laquelle se devra observer jusques au jour de l'échange des Ratifications du present Traité.

III. Tous sujets d'inimitez ou mesintelligences demeureront éteints & abolis pour jamais, & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la presente Guerre, ou pendant icelle sera mis en perpetuel oubli, sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indirectement en faire recherche par Justice ou autrement, sous quelque pretexte que ce soit, ni que leurs Majestez ou leurs Sujets, Serveurs & Adherens d'un côté & d'autre puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offenses & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la presente Guerre.

IV. Et en contemplation de la Paix le Roi Tres-Chrétien, aussitôt après l'échange des Ratifications du present Traité, remettra au pouvoir du Roi Catholique la Place & Forteresse de Charleroy, la Ville de Binche, la Ville & Forteresse d'Ath, Oudenarde & Courtrai, avec leurs Prevôtés & Chastellenies, appartenances & dépendances, ainsi qu'elles ont été possédées par Sa Majesté Catholique avant la Guerre de l'année 1667. Toutes lesquelles Villes & Places avoient été cédées audit Seigneur Roi Tres-Chrétien par le Roi Catholique au Traité signé à Aix-la-Chapelle le deuxième May 1668, auquel il a été par le present Traité expressément derogé pour ce qui regarde lesdites Villes & Places, leurs appartenances & dépendances, en conséquence dequoy ledit Seigneur Roi Catholique rentrera en la possession d'icelles pour en jouir lui & ses Successeurs pleinement & paisiblement, à l'exception de la Verge de Menin & de la Ville de Condé, laquelle, quoiqu'elle-ci devint prétendue par Sa Majesté Tres-Chrétienne comme Membre de la Chastellenie d'Ath, demeurera néanmoins à la Couronne de France avec toutes ses dependances en vertu du present Traité, ainsi qu'il sera dit ci-après.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien s'oblige & promet de remettre aussi entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique, aussitôt après ledit échange des Ratifications, la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ses dependances, & le Pais d'Outremeuse, la Ville & Citadelle de Gand, pareillement avec toutes ses dependances, le Fort de Rodenhuis & le Pais de Waes; la Ville & Place de Leuven dans le Brabant, aussi avec ses

dependances, la Ville & Place de S. Ghilain de laquelle néanmoins les Fortifications seront rasées: & la Ville de Puicerda en Catalogne en l'état où elle se trouve à present, avec leurs Pais, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Bailliages, appartenances, & dependances & annexes, sans y rien réserver ni retenir, pour être possédées par Sa Majesté Catholique & ses Successeurs, ainsi qu'Elle en a joui avant la presente Guerre.

VI. Lesdits Lieux, Villes, Places de Charleroy, Binche, Ath, Oudenarde & Courtrai, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevôtés, Terroires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dependances & annexes de quelque nom qu'elles puissent être appelées, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rviers, Plats-Pais, & autres choses quelconques qui en dependent, demeureront par ledit present Traité de Paix à Sa Majesté Catholique, & à ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause irrevocablement & à toujours, avec les mêmes Droits de Souveraineté, propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté & Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdits Pais, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Tres-Chrétien, encore qu'ils ne soient icy particulièrement énoncés, sans que Sa Majesté Catholique puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voye que ce soit, de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Successeurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte & occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous lesdits Pais, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevôtés, Domaines, Chastellenies & Bailliages: ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause; renonce, quitte, cede & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son nom, par le present Traité de Paix irrevocable ont renoncé, quitté, cédé & transporté perpetuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Catholique, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions & prétentions, des Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdites Places & Pais & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans, & généralement sans rien retenir ni réserver tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou ses Hoirs & Successeurs ont & prétendent ou pourroient avoir & pretendre pour quelque cause & occasion que ce soit sur lesdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, Bailliages & sur tous les Lieux en dependans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coutumes, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, auxquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires il est expressément derogé par le present Traité pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu sans que l'expressioin ou specification particuliere, deroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques Droits, Titres, causes ou pretextes qu'elles puissent être fondées; declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cédées à la Couronne d'Espagne, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à present & pour toujours des foy & hommages, services & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir faits & à ses Predecesseurs Roi Tres-Chrétien, ensemble de toute l'obeissance, sujétion & Vassalage, que pour raison de ce ils pourroient lui devoir; voulant ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien que lesdits foy, hommages & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme s'ils n'avoient jamais été faits ni prestez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses

ANNO
1678.

Armes

ANNO
1678.

ANNO
1678.

Armes ont, ou pourront avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelques Lieux du monde qu'elles soient situées. Comme parcellément Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupées durant cette Guerre jusques au jour de la Publication de la Paix en quelque lieu qu'elles soient situées.

VIII. La restitution desdites Places, ainsi que dit est, se fera par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou son Ministre réellement & de bonne foy sans aucune longueur ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront députés par ledit Seigneur Roi Catholique dans le temps & la manière qu'il a été cy-dessus dit, & en l'état que lesdites Places se trouvent à présent, sans y rien demolir, affaiblir, diminuer, ou endommager en aucune sorte: & sans que l'on puisse prétendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications faites ausdites Places, ni pour le paiement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre y étans.

IX. En outre a été arrêté que toutes les Procédurés, Jugemens & Arrêts donnez par les Juges & autres Officiers de Sa Majesté Tres-Chrétienne établis dans lesdites Villes & Places dont elle jouissoit en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & cy-dessus cedées à Sa Majesté Catholique, ou par le Parlement de Tournay, pour raison des différens & Procès poursuivis tant par les Habitans desdites Villes & de leurs dépendances qu'autres, durant le temps qu'elles ont été sous l'obéissance dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils feroient si ledit Seigneur Roi demouroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourroit estre lesdits Jugemens & Arrêts revoquez en doute, annullés, ni l'exécution d'iceux autrement retardée ou empêchée; bien fera loisible aux Parties de se pourvoir par revision de la cause & selon l'ordre & disposition des Loix & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard par l'Article XXI. du present Traité.

X. Comme les Ministres de Sa Majesté Tres-Chrétienne après la Paix d'Aix-la-Chapelle ont soutenu en la Conférence de Lille que les Ecluses de l'Occident & de l'Orient de la Ville de Nieuport & le Fort in Vierboia étant au bout de l'Ecluse d'Occident près de l'embouchure du Havre de Nieuport, & une partie de celui de Nieuyen Dame bâtis sur l'Ecluse de l'Orient, avec les Telles dudit Havre, entretenues par ceux de Furnes, étoient du Territoire & Jurisdiction de la Chastellenie de Furnes, & partant devoient appartenir à Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Ministres de Sa Majesté Catholique au contraire, que cela n'étoit pas; & quoi que cela fut, que non, qu'il devroit suffire que Sa Majesté Catholique étant Prince Souverain, lors que lesdites Fortifications ont été faites tant au regard de la Chastellenie de Furnes que de la Ville de Nieuport, il a pu incorporer & approprier les susdites parties au Havre & Fortifications de Nieuport, & par ainsi les rendre inseparables d'icelle Ville; il est arrêté que les susdites Ecluses, & autres Parties de la Fortification de Nieuport, cy-dessus nommées, demeureroient à Sa Majesté Catholique, ainsi que sadite Ville, sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne, comme luy appartenant la Ville & Chastellenie de Furnes, ou autrement, y puisse jamais prétendre. Et quant à l'écoulement des Eaux de la Chastellenie de Furnes, il sera continué, & Elle en jouira en la même forme & manière qu'il a été pratiqué jusques à présent.

XI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera siffi, & jouira effectivement de tout le Comté de Bourgogne, vulgairement appelé la Franche Comté, & des Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris la Ville de Bezançon, & son District, comme aussi des Villes de Valenciennes & ses dépendances, Bouchain & ses dépendances, Comté & ses dépendances, quoy que cy-devant prétendu Membre de la Chastellenie d'Ath, Cambrai & le Cambrésis, Aire, Saint Omer & leurs dépendances, Ypres & sa Chastellenie, Warwick, & Warnton sur la Lys, Poperinghen, Bailleur, & Cassel, avec leurs dépendances, Bayay & Maubeuge avec leurs dépendances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les Villes, Places, & Pays en dépendans, compris la Ville de Bezançon & son District, comme aussi lesdites Villes & Places de Valenciennes, Bouchain, Comté, Cambrai,

TOM. VII. PART. II

Aire, Saint Omer, Ypres, Warwik & Warnton, Poperinghen, Bailleur, Cassel, Bayay, & Maubeuge, leurs Baillages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, & Territoires, Domaines, Seigneuries, Appartenances, Dépendances, & Annexes, de quelques noms qu'elles puissent être appellées, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivières, Plat-Pays, Salines, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront par ledit present Traité de Paix à Sa Majesté Tres-Chrétienne, & à ses Hoirs; Successeurs, & ayans cause, irrevocablement, & à toujours, avec les memes Droits de Souveraineté, Propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, & Jurisdiction, Nomination, Prerogative, & Préminence, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, étans dans l'étendue desdits Pays, Places, & Baillages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient particulièrement énoncés; sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voye que ce soit de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, Propriété & Jurisdiction, Restoit, Possession & jouissance de tous lesdits Pays, Villes, Places, Chasteaux, Terres & Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Baillages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dépendent: Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, renonce, quitte, cede, & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son Nom, par le present Traité de Paix irrevocable, ont renoncé, cede, & transporté perpétuellement & à toujours en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, tous les Droits, Actions, Prerogatives, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Préminence sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdites Places & Pays, & Baillages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & généralement sans rien retenir ni réserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs, ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Ports, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Baillages, & sur tous les Lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coutumes, & Constitutions au contraire, mêmes qui auroient esté confirmées par Serment. Ausquelles & aux Clauses derogatoires des derogatoires, il est expressément derogé par le present Traité pour l'effet desdites Renonciations & Cessions; lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou spécification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere; & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques Droits, Titres, cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées; declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France; comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous des à present & pour toujours, des foy & hommage, service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faites, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques; ensemble de toutes l'obéissance, sujertions, & Vassalages, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Catholique que lesd. foy & hommage & Serment de fidelité, demeurant nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestés.

XIII. Et comme Sa Majesté Tres-Chrétienne a déclaré par les Conditions qu'Elle a offert pour la Paix, de vouloir la Ville de Charlemont, ou en échange celle de Dinant au choix de Sa Majesté Catholique, à condition que Sadite Majesté Catholique se chargeroit d'obtenir de l'Evêque de Liege la Cession de Dinant, & le contentement de l'Empereur & de l'Empire, Sa Majesté Catholique a choisi de retenir la Ville de Charlemont comme auparavant, en conséquence s'oblige & promet d'obtenir desdits Sieur Evêque & Cha-

Aaa 2

pius

ANNO
1678.

pitre de Liege la Cession en forme authentique de ladite Ville de Dinant, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire dans un ap, à compter du jour & date de la Ratification du Traité de Paix qui doit estre fait entre l'Empereur & ledit Seigneur Roi Tres-Christien. En cas que Sdite Majesté Catholique ne puisse obtenir lesdites Cessions desdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Elle s'oblige & promet de faire remettre immédiatement après le terme susdit au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Christienne ladite Ville de Charlemont, pour en jouir comme de toutes les autres Places & Pais cedez audit Seigneur Roi Tres-Christien, par les Articles 11. & 12. du present Traité.

XIV. Et pour prevenir toutes les difficultez que les enclaves ont causé dans l'exécution du Traité d'Aix-la-Chapelle, & rétablir pour toujours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a été accordé que les Terres, Bourgs & Villages enclavés dans les Prevostez qui sont cedez ou qui appartiennent déjà avant le present Traité à Sa Majesté Tres-Christienne au delà de la Sambre, seront échangés contre d'autres qui se trouveront plus proches des Places, & à la bienfaisance de Sa Majesté Catholique; comme aussi que les Villages de la Verge de Menin qui se trouveront scituez trop près de Courtray seront échangés contre d'autres qui seront plus proches & à la bienfaisance de Sa Majesté Tres-Christienne: Et pareillement que les Villages de la Prevosté de Mons qui se trouveroient si avancez dans le Pais cédé à Sa Majesté Tres-Christienne en Hainault, qu'ils en interrompissent la communication, seront échangés contre d'autres dépendans des Pais cedez audit Seigneur Roi Tres-Christien qui seront plus proches & à la bienfaisance de Sa Majesté Catholique, & généralement que toutes les Terres qui seront enclavées dans les Pais cedez ou restitués à l'un desdits Seigneurs Roys, seront mutuellement échangées contre d'autres de pareille valeur, bien entendu qu'on puisse convenir desdits échanges.

XV. Il sera député des Commissaires de part & d'autre deux Mois après la Publication du present Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu, tant pour proceder ausdits échanges, que pour regler les Limites entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun desdits Seigneurs Roys par le present Traité dans les Pais-Bas; comme aussi pour liquider les Debtes réelles légitimement hypothéquées sur les Terres & Seigneuries cedez ou restituées à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, & convenir de la part & portion que chacune d'elles devra payer à l'avenir, & généralement terminer à l'amiable tous les différends qui pourroient se rencontrer en exécution du present Traité.

XVI. Quand il surviendrait aux échanges cy-dessus-dits des difficultez qui en empêcheroient l'effet, l'on ne pourra de part & d'autre établir des Bureaux pour s'embarasser ni rendre plus difficile la communication des Places qui seront d'une même Domination, & les Bureaux qui seront établis ne pourront faire payer les Droits que sur les Marchandises, qui sortans d'une Domination entreront dans une autre pour y estre consommées, ou pour passer dans des Pais éloignés.

XVII. Lesdits Seigneurs Roys remettans, ou restituans respectivement les Places cy-dessus-dites pourront en faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui se trouveront dans lesdites Places au temps de la remise ou restitution d'icelles; & ceux qu'ils auront commis pour cet effet pourront se servir pendant deux Mois des Chariots & Batteaux du Pais; auront le passage libre, tant par Eau que par Terre pour la retraite desdites Munitions, & leur sera donné par les Gouverneurs & Commandans, Officiers & Magistrats des Places & Pais ainsi restitués toutes les facilités qui dépendront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortront desdites Places en tirer & emporter leurs Biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du Plat-Pais, ni endommager leurs Maisons ou emporter aucune chose appartenante ausdits Habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Pais qui y sont soumis sera continuée pour tout ce qui reuera à échoir jusques au 16. Octobre prochain & les arrerages qui resisteront deus lors de la susdite Ratification seront payez dans l'espa-

ce de trois mois après le terme susdit; & aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce pendant ledit temps contre les Communautés redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution rescaente dans une Ville de la Domination de celui desdits Seigneurs Roys, à qui lesdites Contributions seront dues.

XIX. Il a été aussi accordé que la perception des Droits dont ledit Seigneur Roi Tres-Christien est en possession sur tous les Pais qu'il remet ou restitué audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusques au jour de la restitution actuelle des Places dont ledits Pais sont dependans, & que ce qui en restera deus lors de ladite restitution sera payé de bonne foy à ceux qui en ont pris les Fermes; Comme aussi que dans le même temps les Propriétaires des Bois confisqués dans les dépendances des Places qui doivent être remises à Sa Majesté Catholique rentreront en possession de leurs Biens & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu, bien entendu que du jour de la signature du present Traité toutes coupes de Bois cessieront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers, Lettres, & Documens concernans les Pais, Terres & Seigneuries qui sont cedez & restitués ausdits Seigneurs Roys par le present Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy de part & d'autre dans trois mois après que les Ratifications du present Traité auront été échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver, même ceux qui auroient été enlevés de la Citadelle de Gand & la Chambre des Comptes de Lille.

XXI. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis, tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez & Benefices dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viagères & à rachat; faibles & occupés depuis ledit temps, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le parti contraire; ensemble de leurs Droits, actions & successions à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus percus & échus dès le faillissement desdits Biens immeubles, Rentes & Benefices jusques au jour de la Publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des Debtes; effets & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de leurs Debtes & Dépositaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuivre ni en pretendre recouvrement, lesquels rétablissements en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivi le parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera led. rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu és Articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences préparatoires ou définitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont ci-devant retirées, pour jouir en personnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection; sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requerrans résidence, qui devront être personnellement administrés & deservis.

XXIV. Ceux qui auront été pourvus d'un costé ou d'autre des Benefices estans à la collation, présentation, ou autres dispositions desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Ecclesiastiques que Laïques, ou qui auront obtenu provision du Pape de quelques autres Benefices scituez dans l'obéissance de l'un desdits Seigneurs Roys par le consentement & permission duquel ils en auront joui pendant la Guerre, demeureront en la possession & jouissance desd. Benefices leur vie durant

ANNO
1678.

ANNO
678.

durant comme bien & dûment pourvus ; Sans que toutes fois on entende faire aucun préjudice pour l'avenir aux Droits des légitimes Collateurs qui en jouiront & en useront comme ils avoient accoutumé avant la Guerre.

XXV. Tous Prelats, Abbez, Prieurs & autres Ecclesiastiques qui ont esté nommez à leurs Benefices ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Roys avant la Guerre, ou pendant icelle, & ausquels Leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices, sans pouvoir y estre troublez pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Comme aussi en la libre jouissance de tous les Biens qui se trouveront en avoir dependu d'ancienneté, & aux Droits de conférer les Benefices qui en dépendent en quelque lieu que lesdits Biens & Benefices se trouvent situés. Pourvu toutefois que lesdits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui aient les qualitez requises selon les Reglemens qui estoient observez avant la Guerre. Sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre envoyer des Administrateurs pour regir lesdits Benefices, & jouir des fruits, lesquels ne pourront estre perçus que par les Titulaires qui en auront esté légitimement pourvus ; comme aussi tous Lieux qui ont cy-devant reconnu la Jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs en quelques parts qu'ils soient situés, la devront aussi reconnoître à l'avenir, pourvu qu'il apparaisse que leur Droit esté établi d'ancienneté, encore que lesdits Lieux se trouvaient dans l'étendue de la domination du parti contraire, ou dependans de quelques Chastellenies, ou Bailliaiges appartenans audit parti contraire.

XXVI. Il a esté convenu, accordé, & déclaré qu'on n'entend rien revoker du Traité des Pyrenées, à l'exception de ce qui regarde le Portugal avec lequel le Roi Catholique est à présent en Paix, non plus que du Traité d'Aix-la-Chapelle, qu'en tant qu'il en aura esté autrement disposé en celui ci par la Cession des Places susdites, sans que les Parties aient acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun préjudice sur leurs prétentions respectives en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le présent Traité ; & en conséquence tout ce qui a esté stipulé par ledit Traité des Pyrenées touchant les intérêts de Monsieur le Duc de Savoye, & la Dot de la feuë Serenissime Infante Cathérine sera observé, sans que cette expresse particulière puisse nuire ni préjudicier à la stipulation generale faite dans le présent Article de l'exécution desdits Traitez des Pyrenées & d'Aix-la-Chapelle.

XXVII. Quoique Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique contribuent tous leurs soins pour le rétablissement de la Paix generale, & que le bon achèvement d'un Amistice general leur doive faire esperer qu'il sera suivi d'une prompte conclusion de tout ce qui doit assurer le repos de toute la Chrestienté ; néanmoins comme ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien a insisté que ledit Seigneur Roi Catholique s'oblige de ne pouvoir assister aucuns des Princes qui sont presentement en Guerre contre la France & ses Alliez, Sa Majesté Catholique a promis & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de cette Guerre, sans pouvoir assister directement ni indirectement ses Alliez contre la France, & ses Alliez.

XXVIII. Et comme Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ses Conseils & bons avissemens au salut & au repos public il a esté convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le présent Traité de la meilleure forme que faire se peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance, & Amitié de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, outre le Roi de Suède avec le Duc de Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furtemberg, comme interez en cette Guerre, seront aussi compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étant pas voulu engager ou déclarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six Mois après l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de Sa Majesté Catholique seront pareillement compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étant pas voulu engager ou déclarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six Mois après l'échange des Ratifications & tous autres, qui

après la fin de ladite Guerre seront aussi nommez par Sadite Majesté Catholique.

XXXI. Lesdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique consentent que, tous Potentats & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Leurs Majestez leurs promesses & Obligations de Garentie de l'exécution de tout le contenu au présent Traité.

XXXII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité, publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié, & enregistré tant au grand Conseil & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon, le tout suivant & en la forme contenue au Traité des Pyrenées de l'année 1659. desquelles publications & enregistrements seront baillées des expéditions de part & d'autre dans trois Mois après la publication du présent Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez, & stipulez entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, aux Noms de Leurs Majestez ; lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies seront insérées au bas du présent Traité, ont promis & promettent sous l'Obligation de tous & chacuns les Biens & Etats présents & à venir des Roys leurs Maîtres, qu'ils seront inviolablement observez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien adjouter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques & scellées, où tout le présent Traité sera inséré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & date du présent Traité, & plutôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits Noms, que lesdites Lettres de Ratifications aient esté fournies, ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, le plutôt qu'il se peut, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solennellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, reellement, & de bonne foy, tous les Articles du contenu au présent Traité ; Et le semblable sera fait aussi le plutôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Tres-Chrestien députer. Et en témoignages desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le présent Traité de leurs Noms, & fait apposer le cachet de leurs Armes. A Nimegue le dix-septième jour de Septembre mil six cents soixante & dix-huit.

Le Marechal d'Estrades. Pablo Spinola Doria.
Colbert. Conde de Benazuzza Marques de la Fuente.
De Mêmes d'Avaux. Jean Baptiste Chrijin.

Pouvoir des Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté
Tres-Chrestienne.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : SALUT. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à présent affligée ; & que par les soins & la Mediation de notre trescher & tres amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences ; Nous par ce même désir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chretien ; sçavoir faisons : Que Nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & fidelité de notre trescher & bien-ami Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, de nostre bien-ami & féal le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en nos Conseils d'Etat, & notre bien-ami & féal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que

ANNO
1678.

678. mano y primo el Rey Christianísimo y de sus Aliados, que especialmente fueren autorizados y constituidos y tuvieren suficientes Poderes para ello y para tratar de los medios de apagar la presente Guerra, y para este efecto entrar con ellos en Negociation, conferir, proponer, conbeuir, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente en orden à ella hazer todo aquello que yo mismo pudiera hazer si estuiera presente en persona, aunque para ello fuere necesario alguna orden mas particular de la que en la presente se halla expresada, y doy mi fe y palabra Real de tener para siempre por firme y valido precia y puntualmente sin falta alguna todo lo que por vos otros Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, los tres juntas ô por los dos en caso de ausencia ô enfermedad del uno, ô por uno solo en semejante caso de ausencia ô enfermedad de los otros dos, fuere conbenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy amado Hermano y Primo el Rey Christianísimo y de sus Aliados, y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, en fê de lo qual mande despechar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à tres Diciembre de mil seiscientos y settanta y cinco.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

Don Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Ylas y Tierra-firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Absburg, Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina, &c. Por tanto, por la Mediacion y buenos officios del Rey de la Gran Bretaña se escogió y señalò la Villa de Nimega de comun acuerdo de todas las partes Guerrerantes para congreso general de tratarse las Pazas, y yo con el deseo de contribuir por mi Parte à todo lo que de mi depende, para apagar y terminar por medio de ellas la presente Guerra que tanto afflige la Christianidad, nombre por mis Embaxadores y Plenipotenciarios que asistiesen en mi nombre al dicho Congreso à Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes, de mi Consejo de Estado; à Don Pedro Ronquillo, de mis Consejos de Castilla y Indias; y à Don Juan Baptista Christin de mi Consejo de Flandes en virtud de la Plenipotencia que para ello despaché en tres de Diciembre de mil y seiscientos y setanta y cinco, firmada de mi mano, sellada con el sello y refrendada de Don Pedro Coloma mi Secretario de Estado, como consta de su Original à que me remito, à fin que todos juntos y de los dos de ellos en ausencia ô incomodidad de uno, ô uno solo en semejante caso de ausencia ô incomodidad de los otros dos, asistiesen, tratassen; y conferriesen directamente ô por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros que respectivamente fuesen recibidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianísimo y de sus Aliados, que e specialmente fueren autorizados y constituidos segun han hecho y hazen actual-

678. Roi Tres-Christien, & de ses Alliez, qui seront spécialement autorisez & établis, & qui auront pour ce suffisant Pouvoir, & pour traiter des moyens d'appaier la presente Guerre, & pour cet effet entrer avec eux en Negociation, conferer, proposer, convenir, capituler, conclure, & signer un bon, ferme, & durable Traité de repos & Paix, & généralement faire en ce qui la regarde tout ce que je pourrais Moy mesme faire si j'étois present en personne, bien que pour ce fust nécessaire quelque ordre plus particulier que celuy qui se trouve exprimé en la presente: Et donne ma foy & parole Royale, de tenir à toujours pour ferme & valable précisément & ponctuellement sans aucune faute, tout ce que par Vous Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbazes, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois joints ensemble, ou par deux de Vous en cas d'absence, ou maladie des deux autres, aura été convenu & arresté dans ledit Traité, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Cousin le Roy Tres-Christien & de ses Alliez, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement. En foy de quoy j'ay ordonné de despescher la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contreignée par mon Secrétaire d'Etat sousigné. Donné à Madrid le troisième Decembre mil six cens soixante-quinze.

MOY LE ROY.

DON PIERRE COLOMA.

Don Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Sicilies, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledo, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corseque, de Murcia, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Halzburg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c. D'autant que par la Mediacion & bons officios du Roi de la Grande Bretagne l'on a choisi & marqué la Ville de Nimegue d'un commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre pour l'Assemblée generale, afin de traiter de la Paix: & Moy dans le desir de contribuer de ma part tout ce qui dependra de Moy pour appaier & terminer par son moyen la presente Guerre qui afflige si fort la Chrestienté, j'ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires qui assistassent en mon Nom à ladite Assemblée, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbazes de mon Conseil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres; en vertu du Plein-Pouvoir que je despeschay le 3. de Decembre mil six cens soixante & quinze, signé de ma main, scellé avec le Scel, & contre-seing de Don Pierre Coloma mon Secrétaire d'Etat, comme il paroît par l'original, auquel je me remets; afin que tous ensemble ou deux d'entr'eux en cas d'absence ou incommodité de l'un d'eux, ou un seul & en pareil cas d'absence ou incommodité des deux autres; assistassent, traitassent, & conferassent directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Medianiers qui auroient été reçus & admis respectivement; avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Christien & de ses Alliez, qui seroient spécialement autorisez & constitués, selon qu'ils ont fait & font

ANNO
1678.

actuellement en mi nombre y juzgando por de mi servicio añadir un Plenipotenciario à los otros que con igual caracter y autoridad asistia à las Conferencias y negocios de el, y teniendo consideracion à la suficiencia, integridad, prudencia, experiencia, inteligencia, y zelo de mi servicio qui concurren en vos Don Gaspar de Teves y Guzman Marques de la Fuente, Conde de Venacuca, y à la satisfacion que siempre me haveis dado en los diferentes y grandes negocios que os an sido encargados y mandados por vos, y que atendieris al mayor bien de mi servicio os nombro por mi Embaxador y Plenipotenciario en secundo lugar para que possies passar à la dicha Villa de Nimega, y para que juntamente con los mencionados mis tres Embaxadores d con los dos de ellos en ausencia d incomodidad de los dos, d por vos solo en semeiante embaraço de los otros tres, podais por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros respectivamente recibidos d directamente con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados que especialmente fueren contrituídos y autorizados, conferir, proponer, capitular, concluir, y firmar un buen, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente hazer en orden à ella todo quello que yo mismo pudiera hazer si estuviese presente en persona, aunque para ello fuesse necesario alguno orden, mas particular de lo que aqui va exprellada, y doy mi fe y palabra Real de quo todo lo que por vos Don Gaspar de Teves, y Guzman Marques de la Fuente, mi segundo Plenipotenciario junto con los dichos Marques de los Balbases, Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, d lo que por ausencia d incomodidad de los unos fuere por los otros combenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, lo tendré para siempre por firme y valido precisa y puntualmente sin falta alguna y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, declarando desde agora que el dicho Poder que en tres de Diciembre de mil seiscientos y settanta y cinco, di à los referidos Maques de los Balbases, Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin no se deroga en nada, y que antes bien queda en su fuerza y vigor, firme y entero, no obstante el presente y qualquiera otra circunstancia que le ofeçia à la consideracion. En fe de lo qual mandé despachar la presente firmado de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez y seis de Julio de mil seiscientos y settanta y ocho.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

Nous ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux, tant pour Nous que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout prometrons en foy & parole de Roi, & sous l'Obligation & hypothèque de tous & chacun nos Biens presens

font actuellement en mon Nom. Et jugeant qu'il Ann
est de mon service d'ajouter un Plenipotentiare aux
autres, lequel avec un égal caractère & autorité, 1678
assiste aux Conférences & affaires d'iceluy: Et ayant
en consideration la suffisance, integrité, prudence,
experience, intelligence, & zelo pour mon service
qui se trouvent en Vous Don Gaspar de Teves &
Gusman Marquis de la Fuente, Comte de Venacuca,
& à la satisfaction que Vous m'avez toujours
donnée dans les différentes & importantes Affaires
dont je vous ay confié la conduite, & que vous aurez
égard au bien de mon Service, je vous nomme
pour mon second Ambassadeur & Plenipotentiare,
afin que vous puissiez passer à ladite Ville de Nimegue,
& afin que conjointement avec mes trois Ambassadeurs
cy-dessus nommez, ou avec deux d'entr'eux en l'absence ou empêchement des deux, ou par
Vous seul en pareil cas d'absence ou incommodité des
trois autres, Vous puissiez par l'entremise des Ambassadeurs
Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement
receus ou directement avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires
de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi tres-Chrestien
& de ses Alliez, qui auront été spécialement établis
& autorisez, conférer, proposer, arrester, conclure,
& signer un bon, ferme & durable Traité de repos
& de Paix, & généralement faire en ce qui la concerne
tout ce que Moy-même je pourrais faire si j'estois
present en personne, bien qu'il fust besoin pour cela de
quelque ordre plus particulier que celuy qui est icy
exprimé. Et je donne ma foy & parole Royale, que tout
ce qui par Vous Don Gaspar de Teves & Gusman Marquis
de la Fuente mon second Plenipotentiare, conjointement
avec lesd. Marquis de los Balbases, Don Pierre Ronquillo,
& Don Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires,
ou ce qu'en l'absence ou incommodité des uns aura été
convenu & capitulé dans ledit Traité, avec lesd. Ambassadeurs
& Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere
& Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, je le
tiendray à toujours ferme & valable, precisement &
ponctuellement, sans aucune faute, & pareillement de
l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué
reciproquement, declarant des à present qu'il n'est en rien
derogé par ces presentes au Pouvoir que j'ay donné dès
le troisieme Decembre aux susdits Marquis de los Balbases,
Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin
& qu'au contraire il demeure en sa force, ferme, &
entiere vigueur, nonobstant la presente, ni autre
circonstance quelconque. En foy de quoy j'ay ordonné
de depêcher la Presente signée de ma main, scellée de
mon Scel secret, & contresignée de mon Secrétaire
d'Etat sousigné. Donné à Madrid le 10. de Juillet 1678.

MOY LE ROY.

DOM PIERRE COLOMA.

& à venir, garder & observer inviolablement sans
jamais aller ni venir au contraire, directement ou
indirectement, en quelque forte & maniere que ce
soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces
Presentes de notre main, & à icelles fait apposer
notre Seal. Donné à Fontainebleau le troisieme
jour d'Octobre l'an de grace 1678. Et de notre
Regne le trente-sixieme. Signé, LOUIS. Et plus
bas, Par le Roy, ARNAULD.

Rati-

Tra-

DON Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Grenada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corfega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgofia, de Brabante, y Milan, Conde de Absburg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Haviendo el Marques de los Balbafes; el Conde de Benazura Marques de la Fuente; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Bautista Christin, mis Embajadores y Plenipotenciarios, confirido y acordado con el Marechal de Estrades, el Marques de Croissi, y el Conde de Mesmes, Ambajadores y Plenipotenciarios del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado Hermano y Primo en el Congreſſo general de Nimega, con Ordenes y Poderes mios; y del dicho Rey Christianissimo cada uno per lo que le ha tocado para los Tratados de la Paz entre esta Corona y la de Francia, y ajustado en la forma y manera que se contiene en el Tratado que hira aqui inserto de palabra a palabra, el qual se firmo reciprocamente por los dichos Embajadores en dies y siete de Septiembre deste presente año de mil ſiecientos y ſetenta y ocho, que es como ſe ſigue.

EN Nombre de Dios el Creador, y de la Santissima Trinidad, &c.

EL qual Tratado aqui eſcrito y inserto como arriba queda dicho haviendose presentado por los dichos Marques de los Balbafes, Conde de Benazura Marques de la Fuente, Don Pedro Ronquillo y Don Juan Bautista Christin despues de haverlo viſto y examinado maduramente de palabra a palabra en mi Consejo, yo por mi, mis Herederos y Subceſſores, como tambien por los Vaſallos, Subditos y Habitantes en todos mis Reynos, Payſes y Señorios, aprueve y ratifico todo lo contenido en el, y cada punto en particular de los que contiene, y doy por bueno, firme y valedero por la presente prometiendome en fee y palabra de Rey, y por todos mis Subceſſores y Herederos, ſeguir y cumplirle inviolablemente ſegun ſu forma, y tenor, y mandarle ſeguir, obſervar, y cumplir de la misma manera como ſi yo lo huviera tratado en propria perſona ſin hazer, ni dejar hazer en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga coſa alguna en contrario, y que ſi hiziere alguna contrabencion de lo contenido en dicho tratado, la mandare reparar con efecto ſin dificultad ni dilacion, caſtigando y mandando caſtigar los delinquentes, obligando para el efecto de lo ſuſodicho todos y cada unos de mis Reynos, Payſes y Señorios, aſi mismo todos mis otros bienes presentes y venideros, como tambien mis Herederos y Subceſſores ſin exceptuar nada, y para la firmeza de ella Obligacion renuncio todas las Leyes, Coſtumbre, y todas otras coſas contrarias a ello, y en teſtimonio de lo ſuſodicho mandé despachar la presente firmada de mi mano, ſellada con mi ſello ſecreto, y reſſendada del infrascripto mi Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a catorze dias del mes de Noviembre de mil ſiecientos y ſetenta y ocho años. Firmado, YO EL REY.

T mas abajo, DOM PEDRO COLOMA.

TOM. VII. PAR. I.

Dom Charles Second par la grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledo, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſega, de Murcia, de Jaen, des Algarbes, d'Algecira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre-ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Absburg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biſcaye & de Molina &c. Le Marquis de los Balbafes; le Comte de Benazura Marquis de la Fuente; Dom Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiſte Chriſtin, mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ayans conſeré & accordé avec le Marechal d'Eſtrades; le Marquis de Croiſſi, & le Comte de Mesmes, Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chreſtien mon tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin, en l'Assemblée generale de Nimegue, avec mes ordres & Pouvoirs, ceux audit Roi Tres-Chreſtien, ſuivant qu'il touchoit à chacun, pour les Traitez de la Paix entre cette Couronne & celle de France; & l'ayant arreſté en la forme & maniere contenué au Traité qui ſera ici inserté de mot à mot, lequel a eſté ſigné reciproquement par lesdits Ambaſſadeurs, le dix-ſeptième de Septembre de cette presente année mil ſix cens ſoixante & dix-huit, dont la teneur ſ'enſuit:

Au Nom de Dieu &c.

L Equel Traité cy écrit & inserté, ainſi que dit eſt cy-deſſus, m'ayant eſté preſenté par lesdits Marquis de los Balbafes, Comte de Benazura, Marquis de la Fuente, Don Pedro de Ronquillo, & Don Juan Baptiſte Chriſtin: après l'avoir vu & meurement examiné de mot à mot en mon Conſeil, je, pour Moy, mes Heritiers & Successeurs, auſſi bien que pour les Vaſſaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, ay approuvé & ratifié tout le contenu en iceluy & en chacun des points particuliers qu'il contient, & le tiens pour bon, ferme & valable par ces Preſentes: Promettant en ſoy & parole de Roi, & pour tous mes Successeurs & Heritiers, de le ſuivre & accomplir inviolablement ſelon ſa forme & teneur, & de commander qu'il ſoit obſervé & gardé de la même ſorte que ſi je l'avois traité en propre Perſonne; ſans faire ni laiſſer faire en quelque faſon que ce ſoit, ni permettre qu'il ſe faſſe aucune choſe au contraire: Obligeant pour l'effet de ce que dit eſt cy-deſſus, tous & un chacun de mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, comme auſſi tous mes autres biens presents & à venir, & ſemblablement mes Heritiers & Successeurs, ſans en rien excepter: Et pour l'assurance de cette Obligacion, je renonce à toutes les Loix, Coſtumes, & à toutes les choſes à ce contraires. Et en témoignage de ce que dit eſt cy-deſſus, j'ay fait expedier la Preſente ſignée de ma main, ſcellée de mon ſcel ſecret, & contreſignée par mon Secretaire d'Eſtat ſuſcrit. Donné à Madrid le quatorzième jour du Mois de Novembre mil ſix cens ſoixante & dix-huit.

Signé, MOY LE ROI.

Et plus bas, DON PEDRO COLOMA.

B b b

Decla-

ANNO
1678.

Declaration & Attestation des Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES UNIES donnée aux Ambassadeurs d'ESPAGNE, au sujet du rétablissement des Habitans fugitifs de Messine, prétendu par ceux de France.
[Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

Les soubzsignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas ayans resumé les retroactes de la Negociation de Paix qui a esté conclue entre les Rois Catholique & tres-Christien le dix-septième du Mois de Septembre dernier pour autant qu'ils sont passez par leurs mains, trouvent, que le premier project de la France, qui leur a esté exhibé le douzième du Mois d'Aout, & que dans l'Article seizième d'icelui il a esté proposé un rétablissement des Habitans de la Ville de Messine, & des environs, de quelque condition & qualité qu'ils pourroient estre, ou en quelque lieu, soit en France ou ailleurs qu'ils se feroient retirer, pour jouir des Benefices, Charges, Offices, & Dignitez qu'ils avoient possédez aussi de leurs Biens, Meubles, Actions, & Successions &c. Et que par ainsi ils devoient rentrer en la grace dudit Seigneur Roi Catholique, pour retourner dans ladite Ville de Messine, & autres Lieux de la domination de Sa Majesté &c. Mais que ledit Article a esté debattu, & fortement contesté par Messieurs les Ambassadeurs d'Espagne, & que n'ayans nullement voulu y consentir, il est devenu un de ces Articles fur lesquels le cours de ladite Negociation s'arresta, & qui ont esté remis à l'arbitrage & decision desdits Seigneurs Etats Generaux par acte de soumission en date l'onzième de Septembre de la même année, & auxquels ensuite Messieurs les Ambassadeurs de France ont expressement & nommement renoncé de par Sa Majesté tres-Christienne, dans une vinté qu'ils leur ont donné sur ce sujet de la treizième du même Mois, & que par ainsi le Traité avec l'omission desdits Articles différentiaux a esté conclu comme dessus. Et comme Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique leur ont demandé cet éclaircissement, ils ont bien voulu en passer cet Acte tout-à-fait conforme à la vérité. Fait à Nimegue le treizième de Decembre 1678.

Eloit signé,

J. BEVERNINGK. W. V. HAAREN.

CLXXVII.

4. Oct. *Declaration du Nonce Apostolique BEVILACQUA, faisant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'est en quelque maniere une nouvelle Protestation contre la Paix de Munster, en ce qui regarde les Interests des Protestans. A Nimegue le 4. Octobre 1678.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 87.]

Eccellentissimi Signori,

Benche Monsignor Nunzio habbia piu volte dichiarato in voce all' E. E. V. V. & a gl'altri S. S. Ambasciatori Catholici, che i suoi ordini non gli permettono d'ingerirsi ne gl'affari de' Principi Protestanti, e molto meno d'approvare direttamente o indirettamente la Pace di Munster, tuttavia per maggiore esplicazione della sua mente, dichiara di nuovo col presente Scritto, che se in qualche Memoria referita o ricevuta da lui come Med. si trova a caso & incidentalmente fatta menzione de gl'interessi de' Principi Protestanti, o della Pace di Munster, non ha mai inteso di considerarla, che per quella parte che riguarda i Principi Catholici e senza l'approvazione di detta Pace, e supra. hora L. E. E. V. V. a voler fare registrare ne' loro Protocolli questa sua Dichiarazione, la quale vuole, che s'estenda ad ogni Atto passato per le sue mani e s'habbia per repetita

in ogni altro caso somigliante l'avvenire. Fatta in Nimega, li 4. Ottobre 1678.

A. BEVILLACQUA, Patriarca d'Alexandria.

ANNO
1678

CLXXVIII.

Vertrag zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Franz Johann Bischoffen zu Constanz, und denen in der Graffschafft Baden regierenden Orthen der Edel. Endgenossenschaft / als Zurich / Bern / Lucern / Uri / Schwitz / Unterwalden / Zug / und Glarus / wegen der hohen und niedern Gerichten / und andern gerechtigkeiten zu Kayserstuhl und Klingnau; Baden de anno 1679. [Tiré d'une Information de Droit presentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de Gründliche Information über des Hoch-Stifts Constanz Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Länden. Aux preuves. Chap. VII. num. II.]

C'est-à-dire,

Accord (1) entre le Reverendissime Evêque & Prince de CONSTANCE d'une part, & les Seigneurs des Loubles Cantons Helvetiques Possesseurs du Comté de BADE, ZURICH, BERNE, LUCERNE, URI, SWITZ, UNTERWALDT, ZUG, & GLARIS d'autre part, touchant la Jurisdiction haute & basse de Keyserstuhl, & Klingnau. A Bade l'an 1679.

Wir wissen / demnach erwishen den Herren Land-Vögen und Beantten der Graffschafft Baden / an einem; So dann denen Fürstl. Bischoff. Constanzischen Herren Ober-Vögen zu Kayserstuhl und Klingnau / sich von etwas zeithero etwelche Mißverständnissen erhoben / zu deren gütlichen Belegung / erwishen Ihro F. H. Herrn Francis. Johann Bischoff zu Constanz / Herrn der Reichsmaur und denen / der Graffschafft Baden regierenden Orthen Herren Ehren Gesambten / demen Hochgedachten / Wohl-Edlen / Ertztrugen Herren / als von Zurich / Johann Caspar Hugel Buegenmeister / Herr zu Reffikon / und Hans Jacob Baser Schutthalter und des Rathes / von Bern / Samuel Fridrich Schutthalter / und Johann Leonhard Engel / Ertzleutner und des Rathes / von Lucern / Joseph am Rhein Schutthalter / Ruter und Panzer-Herr / und Landvogt Johann Martin Schwäger / Herr zu Barmen und des Rathes / von Uri / Sebastian Mühlem Landt-Amman / und Friedrich Joseph Epp des Rathes / von Schwitz / Franz Ehler Land-Amman und Landt-Hauptmann der Landtschafft Nidchi / und Landvogt Leonhard Spörli / Sibner und des Rathes / von Unterwalden Johann von Tschwandlen Land-Amman Obe und Franz Achermann Meisner und Jacob Sultz / alt Land-Amman Nid dem Wald / von Zug / Christ Bachmeister Brat Jacob zur Lauben / Ruter und Landt-Hauptmann in freyen Amtkeren und Nicolaus Jetter Seckelmeister und des Rathes / von Glarus / Hauptmann Daniel Bursi Land-Amman / und Hans Peter Weg / Schutthalter und des Rathes / ein nachbarliche Conferenz auf sie hat nachder Baden angehen und beliebt worden; Als sind der dato gehalten allgemainen Session, hochgedacht Ihro Fürstl. Gnabl. Abgesandten die Wohl-Edlen Hochgelehrten Herrn Hauptmann Henrich Kenhard von Tiefenau Ober-Vogt zu Arben / Herr Licentiat Johann Caspar von Mohr / Ober-Vogt zu Mürsfurg / und Herr Sebastian Ludwig von Weroldingen Ober-Vogt zu Bischoffzell / und Landt-Hauptmann des oberen und andern Thurgawes / alle drey Bischoff-Constanzl. Rath / erschienen / da dann nach abgelegter Proposition, und Erinnerung der dshartigen freitigen Pundten / und Abfassung beider Verträgen / als des so genannten Stutenbescheides de Anno 1450. und Landtbescheides / 1420. demnach folgende Furstung / Mittel / mitteln / deren abgeret und verglichen worden.

Ertstlich / hat es bey obangedeneten Verträgen in allem unalterirter dinge zu verbleiben / dahero herpderseits zu verhoffen / daß so wohl von den Herrn Ober-Vögen zu Kayserstuhl und Klingnau.

(1) Il faut remarquer que de la part des Loubles Cantons, on ne reconnoît cet Accord, que sur le pied d'un simple Projet, qui n'a jamais été porté jusques à la Conclusion. [Duv.]

ANNO
1679.ANNO
1679.

Klingnauw / als auch den Herren Land- & Rögten und Beamten der Graffschaft Baden selbige Dietrich gehorfaulich beobachtet werdend.

Was ferner und zum Andern die in gemeltem beyden Dischöffl. Aemtern vorkommende und die Hohen Gericht betreffende sächlich und bußwürdig Sachen anlangen thut / soll es auch mit Aufnahm der Rundschaften bey dem alten hiesigen geistlichen harkommen und Tinselt der Dietrichen / daß namlich nichts von den Dischöffl. Dischöffl. Beamten solle verhandelt / sonder alles vor Gericht gezogen werden / dergestalten sein bewenden / daß sie sollen vor ordentlich Gericht gestellt / und in Beweisen des Land- & Rögten oder seiner Nachgesetzten gebührend verhört / darüber das Recht gesprochen / Ihro Hochfürstl. Gnad. Beambten davon ihre Buß der neun Pfund das Mehrere aber dem Herren Land- & Rögten / samt der Person überweisen / und in zweifelhaften Sachen derselbe zu vernünftlicher Conferenz und Erörterung ersucht werden solle.

Nächst dem und zum Dritten / zu beyderseits Herren Beamten abgehender Nachrich / solle es zwar der Rundschaft und der Behörzung halber in Civil- Sachen gegen einander bey dem alten harkommen bleiben / wann aber die Parteyperson oder der Richter / in Sachen wegen der Umständen / ein und anderseits / die Persönliche Stellung derselben / an dem ent oder anderen Ort / beschren möcht / solle in beyderseits gewissfaher werden / betreffend aber diejenigen Rundschaften / so in den Dischöffl. Aemtern gelesen / welche in malleis oder Criminal- Sachen auflert denselben Aemtern / in der Land- & Rögten beangenehm Fehler gegenwärtig gewesen / und dessen Wissenhaftigkeit hatten / sollen dieselben zur Persönlichen Erkennung vor dem Herren Land- & Rögten und Beamten / auf citiren / sich gutwillig einstellen.

Demnach Vierends die ist betreffend / soll man es bey dem dritten Artikel des krankenbergeischen Vertrags bewenden / als dieselben mit aller beschneidert / und wie es zu Zeiten des aufgerichteten Vertrags sächlich gewesen / aber nicht höher als auf zwanzig Pfund gesetzt und angesetzt werden wegen:

Zum fünften / die Saadbarkeit belangend / wie wollen solche der Graffschaft Baden / als von Jhres hohen Obersten wegen allem zusehet / ist demnach / nach Anleiten des Burgauwischen in Anno 1509. gemachten Vertrags / Ihro Fürstl. Gnad. von den löbl. der Graffschaft Baden regierenden Oerben / auf sonderer Freundschaft nachgelassen / daß sein Fürstl. Gnad. und derselben Bedienten in ihrem Gerichten wol auch mazen jagen / und ob sein Fürstl. Gnad. begreift andern des Jagen in seinen Gerichten zu verbieten / so mag sein Gnad. einen Land- & Rögten darinn antreffen / der soll dann das verbieten bey einer Buß / und so remand das überliche / soll die Buß eingezogen und geschickt / und namelichen Jhe Fürstl. Gnad. das halbe werden / und der übrige halbe theil den löbl. der Graffschaft Baden regierenden Oerben / Gleichwohl dem Land- & Rögten sein Recht des Jagens halten in seinen Gerichten gar nicht benommen / und ob sein Fürstl. Gnad. weiter in der Graffschaft andern Gerichten Jagen wolle / mag sein Gnad. das an einen Land- & Rögten gelangen und ihn darum bitten lassen:

Zum Sechsten die Mandata betreffend / ist in allem sie billig gehalten / daß der hohen Land- & Oberst auslandig fessung in Krieg- oder Müng- Sachen / auch was insgemein der Land- Rögten und Wohlfarth erfordert / ein Land- & Rögten wol Hoch- Oberkeitliche Mandata anheben / ohne Einred öffentlich publiciren und anschlagen lassen möge: was aber andere mit den Dischöfflichen Gerichten allem anhangende Sachen betref / mögen Jhe Fürstl. Gnad. Jhe Gnad. wol auch geistliche Mandata / und Schot öffentlich verkünden und gewissem beobachten lassen: Womit nun die bißherige Streit- Punkten / jezt und ins künftige gänzlich vereint und verglichen sein sollen / allemal / daß diesen allem beschküdig nachgelasse werden solle / ein andern zugesagt und versprochen worden:

Wessen zu welchem itztund gegenwärtiger Vergleich in Duplo verfertigt / und von beyden löbl. Bor- Oerben / wie auch von den Fürstl. Dischöffl. Herren Abgesandten unterschrieben und mit deren angeordneten Einsigten beträffiget u. u. u.

(L.S.) Johann Caspar Sigel. (L.S.) Heinrich Reinhard Göldt von Tiefenau.

(L.S.) Johann Caspar Mohr.

(L.S.) Joseph am Rhein. (L.S.) Sebastian Endrig von Betsdingen.

CLXXIX.

Articuli Federis inter Electores FERDINANDUM MARIAM BAVARIAM, & JOANNEM GEORGIIUM II. SAXONIAE, pro reducenda premissis Pace in Sacro Romano Imperio, defensione utriusque Ditionum, nec non avertendis ejusdem generis exactionibus, perniciosis Militum transitis & Hybernis, atque pro restabilienda Pace TOM. VII. PART. I.

Westphalica conclusi. Actum de anno 1679. Cum ARTICULIS SECRETIS. Ubi preterea se invicem obligant, de adigendo eos conjunctis armis suis, qui dicta Paci obinenda se opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæsaream Majestatem insistere volunt, quatenus Pacem cum Christianissimo Rege & cum Coronâ Sueciae reintegrare velint, pro quo Sue Majestati certis Copiis in auxilium adesse offerunt. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. I. Abtatz I. pag. 105.]

Notum sit omnibus, quorum interest, quod inter Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, Electorem Bavarie &c. nec non Serenissimum Principem ac Dominum Dn. Joannem Georgium Electorem Saxonie &c. pro reducenda Pace imprimis in Sacro Romano Imperio & pro defensione utriusque Ditionum, ac Subditorum, ut & pro avertendis ejusdem generis exactionibus, perniciosis transitis Militibus, & Hybernis sequentes Confederationis Articuli conclusi sint.

I. Oblingunt se mutuo ambo Domini Electores ad firmitatem, & perfectam antistitiam inter se colendam, ita ut alter alterius commoda, ac saltem omni studio promoveat, suosque ad Imperii, & alios Conveniunt missos Militibus eo instruat, quo de omnibus rebus fideliter invicem communicent, consilique sua totaliter conjungant ac uniant, ut in omnibus ad deliberandum propositis materiis, imprimis quæ negotium Pacis concernunt, ex uno velut ore loquantur, votaque sibi invicem omnino conformia proficiant.

II. Et quoniam durante Bello hocce permixtae enormes exactiones, onera, desolationes, & exitium multarum Ditionum, ac Subditorum opere ipso satis indicent, quam male in eo factum sit, dum propter alia Negotia Imperium fuerit involutum, Serenissimis Dominicis Electoribus consultum visum est tam apud Suam Cæsaream Majestatem quam presentem Imperii Conventum Ratisponensem, nec non ubicunque locorum id utile ac proficuum erit, serias adhortationes instituere, ut tandem res, ac commoda Imperii à Peregriinis litibus separantur, & Carissimæ nostræ Patriæ Germaniæ pristina quies, & tranquillitas restituitur.

III. Et cum maxime res in eo versetur, ut Pax Westphalica salva, inviolataque maneat, ambo Domini Electores omni studio, sollicitudine ac Zelo in hoc incumbunt, ac operantur, ut quod contra eandem hæcenus admissum est, iterum mutetur, ac restituiatur.

IV. Cum etiam dictæ Paci Westphalicae, Ordinationi executionis, multisque aliis Imperii Constitutionibus, ac Legibus omnino contrarium sit, liberum aliquem Imperii statum transitis, Hybernis, Contributionibus aliisque Bellicis exactionibus, impositis ac oneribus quocunque tandem nomine venire possint, propria auctoritate premi, ac vexari, mutuo se obligant, ac obstringunt laudati Domini Electores, quod ejusmodi pressuras, ac incommoditates neque à quopiam suorum Constatum in Imperio, nec ab ullo alio, quisquis esse possit, ullo modo tolerare, sed ab omnibus istis unita, ac valida manu, in quantum vires eorumdem permittunt, resistere, & si opus fuerit, secundum omnium Gentium Jura vim vi repellere, seque in suis Ditionibus, ac Juribus conservare, ac manuteneze velint.

V. Ad quem finem ambo Electores XXM. Equitum, & Pedum ita in parato habebant, ut ad omnem requisitionem pro necessaria muræ defensione quanto citius colligi, & in campum educi possint.

VI. Quemadmodum etiam in eum casum, si uni dictorum Dominorum Electorum in suis Ditionibus vis aliqua inferatur, & uti jam indignitatum est, contra Instrumentum Pacis Westphalicae, aliasque Imperii Leges ac Constitutiones noxiis transitis, Hybernis, aliisque exactionibus intententur, alter obligabitur vim passio dimidia parte Copiarum supra nominatarum sine mora suppetias ferre, easque Copias post factam requisitionem spatio trium, aut si aliter fieri nequeat, quatuor septimanarum infallibiliter sistere, & tandiu operari sinet, donec vis vi repulsa, & pro illatis damnis debita compensatio facta fuerit.

VII. Ille, qui auxilium tulit, Copiis Stipendium Militare, ut par est, persolvat, regimen vero penes requirerem erit, qui præterea, ad nihil aliud tenebitur, quam

ANNO
1679.

quam ut necessarium comestuum, & avenam æquo pretio adveni ad venditum vero gratis dari curet; ab utraque vero parte Disciplina Militaris exactissime observabitur.

VIII. Tormenta campestris, & quicquid ad eorum usum necessarium est, ab illo suppeditabitur, qui auxilium requirit, & in ejus Ditionibus operationes Bellicæ fient. Quantum vero ad ipsas operationes attinet, de his semper fidelissime, prout amicos ac Confederatos decet, communicatio instituitur, & amicablem invicem conveniatur.

IX. Et cum Fœdus hoc in nullis offensionem, sed tantummodo ad utriusque Partis Ditionum ac Subdiorum conservationem, ad recuperandam ab omnibus tantopere desideratam Pacem ac tranquillitatem, ac uti supra dictum est, ad averendas molestissimas & intolerabiles exactiones Bellicas intum sit, liberum relinquant ambo Domini Electores vicinis suis Constatibus ac Circulis, an huic Confœderationi accedere velint, quo indicato de ipsorum accessu & numero Copiarum sustentandarum ex æquo & secundum proportionem tractabitur. Interim Domini Electores spondent, ac offerunt ad Confœderationem hanc accedentibus facta requisitione secundum tenorem hujus Instrumenti valido auxilio adesse.

X. Quod si ingens adeo periculum ingruerit, ut ad illud evitandum major Copiarum numerus requireretur, pollicentur Domini Electores sese mutuo juvare non solum supradictis XXII. sed etiam omnibus viribus sibi invicem superpetas ferre & Constatibus & Circulis vicinis suis, qui ad hanc Confœderationem accedent, iisdem viribus auxilium præstare, in quantum quidem id propria Ditionum securitas permittit. In quorum fidem &c.

Articuli secreti.

I. Præter illa, quæ inter Serenissimos Dominos Electores Bavarie & Saxonie in peculiari Fœderis Instrumento hodie confecto continentur, se invicem obligant ambo Electores ulterius, quod si Pax tantopere desiderata in Imperio per omnem istam sollicitudinem, laborem & operam obtineri nequeat, arma sua, si opus fuerit, conjungere, eosque qui se opponere voluerint, unitis viribus ad Pacem secundum dictum Instrumentum Pacis Westphalicæ adigere.

II. Ambo Electores eum in finem post completas Copias, de quibus in ipso principali Tractatu & in subsequentibus Articulis secretis mentio habetur, ante omnia apud Suam Cæsaream Majestatem efficaciter instabant, ut non tantum cum Christianissimo Rege, qui ad hoc se paratum, & promptum exhibet, & semper exhibuit, Pacem redintegrare, sed & eam inter Coronam Suecicæ, & illius hostes in Imperio ad tenorem dictæ Pacificationis Westphalicæ promovere velit, hac addita declaratione quod ambo Domini Electores Sæ Cæsareæ Majestati contra illam Partem, quæ Pacem admittere nolit, si opus fuerit Exercitu XXII. auxilio adesse, aut in eum finem ex se ipsis agere, ac operari velint.

III. Et quoniam principalis hujus Confœderationis, & Unionis scopus est redutio Pacis & tranquillitatis in Imperio Romano, ambo Domini Electores Ministris illis, qui ab extraneis Potestatibus ad eos in hoc Negotio ablegabuntur non solum liberum accessum ad Aulas suas non denegabunt, quin potius in suis Terris debitam protectionem præstabunt, illosque contra quævis injusta attentata manutenebunt.

Ultioris Articulus secretus.

Postquam sub dato hodierno inter Serenissimos Electores Bavarie & Saxonie in ordine ad recuperandam Pacem in Imperio & defendendas amborum Dominionum Electorum Provincias & Subditos & eorum Constatum, qui ad hoc Fœdus accedere voluerint, certa Confœderatio taliter conclusa fuit, ut quælibet Pars determinatum Peditum & Equitum numerum in parato habere debeat, atque tam conscriptio quam sustentatio dictorum Militum insignes expensas requirant; hinc allegata hæc Confœderatio ex parte Domini Electoris Saxonie expresse eo conditionata est, ut sibi reciproce a Christianissimo Rege in Subsidium quantocius XXII. Talerorum ac deinde per singulos menses tali modo solvantur, & sua Serenitas Electoralis Bavarie in se recipit, omnia possibilia, bona & utilia officia impendere, ut Domino Electori Saxonie debita

ANNO 1679.

atisfactio hac in re fiat. Cæterum spondet Serenissimus Elector Saxonie, Satisfactione accepta, se tam illas, quas vigore conclusorum Imperii pro contingenti præstitit Copias, quam alias ab Exercitu Cæsareo & ejus Confœderatorum avocaturum, nec ullas alias, non obstantibus Imperialibus dictæ conclusi imposterum missurum. Ultimo denique utraque sua Serenitas Electoralis omnem operam impendet, suas Copias juxta tenorem Tractatus Principalis ita in parato habere, ut à tempore satisfactionis supradictæ Electori Saxonie præstitæ intra duos menses pro lustratione in loco, qui utrique suæ Serenitati pro conjunctione, si necessaria fuerit, commodissimus esse videbitur, colligi, & in campo sibi possint. In quorum fidem &c.

CLXXX.

Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem suo & IMPERII nomine, & LUDOVICUM XIV. Regem Gallie pro se & Confœderatis ejus; Quæ, Pace Westphalica pro firma Basi & norma utrinque posita, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæsaris, Friburgum verò Regi ceduntur, Restitutio Ducis LOTHARINGIÆ certis sub Conditionibus stipulatur, Negotium Ducatus Bullionensis amicabili Compositioni remittitur, Nec non omnia, quæ per Pacem Monasteriensem de Causa Montisferrati cauta sunt, confirmantur. Actum Noviomagi die 3. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæsareæ ante subscriptionem Instrumenti Pacis Legatis Mediatoribus consignata, pro Conservatione Jurium Imperii in Civitates Decem unitas, & Nobilitatem immediatam Alsatiæ. Data 3. Februarii 1679. Et PLENIPOTENTIS atque Ratificationibus utriusque Partis, uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non inclusionibus nomine Cæsaris includendorum, Atque designatione à Gallia restituendorum. [Actes & Mémoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 202. en Latin comme ici, & pag. 418. en François d'où l'on a tiré cette Picce, qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 726. en Latin, en Allemand, & en François; dans LONDORP *Acta publica*, Tom. X. Lib. XI. pag. 691. en Allemand, dans J. BALD. KLAUTE *Sac. Rom. Imperii Leges fundamentales* pag. 497. dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*, Part. General, pag. 1020. en Allemand & en Latin, dans JACOB BERN. MÜLTZ *Representatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 368. dans *Aufhang zu des Europäischen Herolds*, pag. 1180. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1458. en Allemand, & daté du 26. Janvier V. S. dans PUFFENDORF *de Rebus gestis Frid. Wilb. Elector. Brandenburg. Lib. XVII.* pag. 1303. en Latin; & dans FRANZ FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Constit. Imperial.* in Appendice Tom. III.]

In Nomine Sanctissime & Individuæ Trinitatis.

Notum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquam ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis moti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Wir-

tembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatie, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ex una; Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima nihil prius magis que in votis habuissent, quam per restitutionem Pacis nunquam interrumpende, tot &rovinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo, & Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO SECUNDO Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani Orbis temporibus Mediator universim receptus cum immortalis sui gloria indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali, consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima consentirent, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi Guelldorum institueretur. Comparescent igitur dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimi, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Curcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacra Cæsarea Majestas Consiliarius, nec non Dominus Franciscus Udalricus Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chinitz, & Tettau, Dominus in Klumetz, Sacra Cæsarea Majestas Consiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curie Regiæ Assessor, Appellationum Præses, Autaque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Strattman, Sacra Cæsarea Majestas Consiliarius, Imperii Aulicus: À parte verò Regis Christianissimi Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Godefridus Comes d'Elstrades, Franciæ Marecallus, Regionum Ordinum Eques Torquatus, Sacra Regia Majestas Christianissima in Americâ Prorex, Urbis & Fortalitii Dunkerki, omniumque locorum ab ea Præfectura dependentium Gubernator; Dominus Carolus Colbert, Eques Marchio in Croissi, Regi Christianissimo ab utrisque Consiliis Ordinarius; & Dominus Joannes Antonius de Mêmes, Eques Comes in Avaux, Sacra etiam Regia Majestas Christianissima à Sanctoribus Consiliis, post invocationem Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotentis inserta sunt ritè commutatas, intervenit & opera Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiarum Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quinto hucusque procul à partium studio sedulo pruden-terque perscuditi sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in motus Pacis & amicitie Leges convenierint tenore sequenti.

Pax sit Christiana, universalis & perpetua, veraque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, earumque Hæredes & Successores, Regna & Provincias, necnon inter omnes & singulos dictæ Majestatis Cæsareæ Fœderatos, præcipuè Electores, Principes, & Status Imperii hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex una; Et omnes, & singulos Fœderatos dictæ Majestatis Christianissimæ hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex altera, partibus: Eaque ita sincerè servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem, & commodum promoveat; sitque perpetua utrinque oblitio & amnestia omnium eorum quæ ab initio horum motuum ultrò citroque hostiliter facta sunt: ita ut nec eorum; nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu, alteri posthac quicquam molestiæ directè vel indirectè, specie juris, aut viâ facti in Imperio, aut uspiam extra illud, nonobstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus, inferat, vel inferri faciat, aut patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ; violentiæ, hostilitates, damna, & expensæ absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus aboli- tæ sint, ut quicquid eo nomine alter adversus al-

terum prætereundere possit; perpetuâ sit oblivio se-
pultum.

II. Et cum Pax Monasterii Westphalorum vigesima quarta Octobris anno millesimo sexcentesimo quadregesimo octavo conclusa solidissimum hujus mutæ amicitie tranquillitatisque publicæ fundamentum factura sit; restituetur illa in omnibus & singulis suo pristino vigori, manebitque in posterum facta tecta, tanquam si hic ejusdem Pacis Instrumentum de verbo ad verbum inter- preter legeretur, nisi quatenus eidem hoc Tractatu expresse derogatum est.

III. Cum verò vigore dictæ Pacis Monasteriensis Sacra Regia Majestas Christianissima perpetuum Jus Præsidii in Fortalitio Philippiburgensi cum jure protectionis acquisitum, & dictum Fortalitium armis Cæsareis; Castrum, & Oppidum Friburgense verò armis Gallicis hoc Bello occupatum sit, de hisce locis inter Sacram Cæsaream, & Regiam Christianissimam Majestates convenit modo sequenti.

IV. Sacra Regia Majestas Christianissima tam pro se, quam pro Hæredibus, & Successoribus suis renunciat, ceditque in perpetuum Sacra Cæsarea Majestati, ejusque Hæredibus & Successoribus omne Jus protectionis, perpetuè Præsidii, & quicquid sibi virtute Pacis Monasteriensis in Castrum Philippiburgi competit, nihil in dictum Castrum & in Munimenta ei juncta vel cis & trans Rhenum extructa, Juris aut præsentionis sibi suisque Hæredibus & Successoribus, Regnove Gallicæ sub quocunque titulo vel prætextu reservans, non obstantibus quibuscunque Legibus, Constitutionibus; Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expresse derogatum sit.

V. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas, tam pro se, quam Hæredibus, & Successoribus suis, totaque Domo Austriacâ renunciat, ceditque in perpetuum Sacra Regiæ Majestati Christianissimæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Castrum & Oppidum Friburgense cum tribus ad illud spectantibus Pagis Lehn, Metzhäufen, & Kirckzart, cum eorum Bannis prout ad Communitem dicti Oppidi Friburgensis pertinent, unâ cum omni proprietate, superioritate, Jure Patronatûs, Supremo Dominio, aliisque generaliter, qui sibi in dictum Friburgum competierunt, nihil sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, aut Sacro Imperio Juris aut præsentionis, sub quocunque titulo vel prætextu in his reservans, non obstantibus quibuscunque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expresse derogatum sit; salvis tamen ejusdem Civitatis Privilegiis & Immunitatibus antehac à Domo Austriacâ impetratis; reservatis etiam Episcopo & Ecclesiæ Constantienâ Jure Diocesano, redditibus, aliisque Juribus.

VI. Pateat Sacra Regia Majestati Christianissimæ Brisaco Friburgum per Territorium Sacra Cæsareæ Majestatis & Imperii ordinaria via, vulgò (*Landstrass*) liber, sed innoxius transitus ad inducendos illic Milites, commeatum, & cætera ad Præsidium Friburgense necessaria, quibus & quoties opus fuerit sine impedimento, aut obstaculo cujuscunque

VII. Nec fas sit commentum Militarem ad Præsidium Friburgense necessarium in dicta viâ & transitu Brisaco Friburgum, ullis Exactionibus, Vestigalibus, Pedagiis, aut passagiis, sive novis, sive antiquis, onerare & impedire. Placuit etiam annonam ad victum tam Præsidii, quam inhabitantium necessariam, quæ ex quocunque Brisgovie loco Friburgum inferetur, ita hæcenus, ita in posterum nullis; alias autem Merces & res quascunque non gravioribus Vestigalibus aut impositionibus onerari, quam si in alia Cæsareæ Majestati subdita loca transferrentur, aut ab ipsismet ejusdem Cæsareæ Majestatis Subditis solverentur.

VIII. Commissarii ab utraque parte nominandi, intra annum à ratihabitâ Pace, statuant, quamnam debitâ legitimè contractâ dicto Friburgensi Oppido solvenda incumbunt.

IX. Curabit Sacra Regia Majestas Christianissima bonâ fide, absque ulla mora & retardatione Sacra Cæsareæ Majestati restitui omnia, & singula literaria Documenta, cujuscunque illa generis sint, quæ in Oppido & Castro, Cancellaria Regiminis & Camera, aut in Aedibus & custodia Consiliariorum aliorumve Officialium, aut alibi tempore occupationis Friburgi reperta sunt: quod si talia Documenta sint publica, quæ dictum Oppidum Friburgum, eoque spectantes tres Pagos simul concernunt de his inter prædictos Commissarios

ANNO
1679.

convenit quo in loco servari debeant; ita tamen, ut exempla authentica quotiescunque requisita fuerint edantur.

X. Liberum sit non tantum Capitulo Basilænsi, uti & omnibus, & singulis Auliaci Regiminis, & Universitatis Friburgensis Membribus, verum etiam Civibus & Incolis cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint Friburgum domicilium aliud quocunque libuerit, unâ cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, detractioe, aut exactione intra annum à ratihabita Pace transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se vel alium administrare. Eadem quoque facultas retinendi, & administrandi aut alienandi omnibus aliis maneat, qui bona, redditus, vel Jura in dicta Civitate Friburgensi, sive tribus pertinentibus Pagis habent.

XI. Consentit tamen Sacra Regia Majestas Christianissima dictum Castrum & Oppidum Friburgense, unâ cum appendentiis Pagis Sacrae Cæsareæ Majestatis restituere, si de æquivalente, ad satisfactionem dictæ Regiæ Majestatis Christianissimæ conveniri possit.

XII. Cùm Dominus Dux Lotharingæ hoc in Bello cum Sacra Cæsareâ Majestate conjunctus sit, & præfenti Tractatu comprehendere voluerit, restituatur pro se, Heredibus, & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, locorum & honorum, quo Patris ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo, cum à Christianissimæ Regis Armis occupata fuerunt, possidebat; exceptis tamen mutationibus Articulis sequentibus, explandis.

XIII. Urbs Nancei cum suo Banno, vulgò (*Finage*) maneat in perpetuum Coronæ Galliarum unita & incorporata; ita ut illam Sacra Regia Majestas Christianissima, ejusque Heredes & Successores possideant cum omnibus superioritatibus, supremi Domini & proprietatis Juribus, eique finitimus Dux Lotharingæ tam pro se, quàm pro suis Heredibus & Successoribus renuntiat, cedit, & transfert in perpetuum in altè memoratum Regem Christianissimum, ejusque Heredes & Successores, omnia sine ulla retentione aut reservatione, Jura proprietatis, superioritatis, aut supremi Domini, prærogativas omnes & præeminencias; quæ Domino Duci in prædictam Urbem Nancei competierunt, aut competere debuerunt; non obstantibus ullis Legibus, Consuetudinibus, Statutis, Constitutionibus, aut Conventionibus in contrarium factis, quibus ut & clausulis derogationum cassatoris, per præsentem Tractatum derogatum est.

XIV. Et ut ed liberior inter prædictam Urbem Nancei Ditioneque Coronæ Galliarum subditis sit communicatio, faciliore Militi Gallico transitus, per Committarios à Rege Christianissimo & prædicto Duce nominandos via dimidiata Lotharingæ leucam in latum complectentes designabuntur; prima, quæ Sancti Desiderii Fano Nanceum, alia, quæ Nanceo in Alsatiam, tertia, quæ ab ipsamet Nancei Urbe Vestiviam in Comitatu Burgundie; quarta demum, quæ Nanceo ad Urbem Metensem conducunt; ita tamen, ut prædictarum viarum designatio non aliter fiat, quàm in designatione via anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo, Regi Christianissimo à quondam Duce Carolo cessæ, observatum fuit.

XV. Omnia generaliter, uti suprà dictum est, designanda loca, Pæci, Villæ, Terræ, unâ cum dependentiis, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis viis jacent, cum omnibus tam superioritatis & supremi Domini, quàm proprietatis Juribus, quibus ante hunc Tractatum prædictus Dux & ejus Prædecessores gavijsunt, ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam pertinebunt; ita tamen ut si dictorum locorum banna, aut dependentiæ ultra hanc dimidiatæ leucæ latitudinem se porrigant, quod trans illud spatium limitesque à Committariis appositos excurrer, prædicto Duci ejusque Heredibus & Successoribus, ut antea, cum omni superioritate, supremo Domino, & proprietate remanebit.

XVI. Urbs & Præfectura Longvicensis cum suis pertinentiis & dependentiis, cum omni superioritate, supremo Domino & proprietate maneat in perpetuum penes altè memoratum Dominum Regem Christianissimum, ejusque Heredes & Successores; nihilque Juris inpositum in iis prætereundum possit prædictus Dux, ejusque Heredes & Successores, sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam dicto Duci cedit, in uno extri-

bus Episcopatibus, ejusdem amplitudinis & valoris Præfecturam; de qua bona fide inter eosdem Committarios convenit, eique sic cessit & in dictum Ducem à Rege Christianissimo translata, tam ipse Dux quàm ipsius Heredes, & Successores fruuntur in perpetuum, cum omnimodis superioritatis, supremi Domini, & proprietatis Juribus.

XVII. Vicissim etiam Sacra Regia Majestas Christianissima pro se, & Coronæ Galliarum, cedit in compensationem dictæ Urbis Nancei, transfertque in prædictum Ducem ejusque Heredes & Successores, superioritatem, supremum Dominium & proprietatem Urbis Tullenfis, & ejusdem Suburbiorum, cum omnibus aliis Juribus, speciatim Patronatibus, Prærogativis & Præeminenciis quæ Coronæ Galliarum in dicta Urbe Tullenfi ejusque Suburbis & Banno, vulgò, *Finage*, competeant, aut competere debeant; ita ut prænominatæ Dux, ejusque Heredes & Successores, iis omnibus sine ulla retentione aut reservatione plenariè fruatur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Consuetudinibus, Statutis, Constitutionibus, aut Conventionibus in contrarium factis, quibus, ut & clausulis derogationum cassatoris, Rex Christianissimus expressè hoc præfenti Instrumento derogavit.

XVIII. Si tamen Bannum Urbis Tullenfis minoris amplitudinis, aut valoris esset, quàm Bannum Urbis Nanceanæ, illud Domino Duci compensabitur, ita ut utriusque Urbis Banna æqualis amplitudinis sint, & pretii.

XIX. Rex Christianissimus renuntiabit, uti & præfenti Tractatu renuntiat in perpetuum pro se, Heredibus, & Successoribus, ad manus summi Pontificis Juri nominandi, sive præfentandi Episcopum Tullensem sibi à summo Pontifice Clemente IX. indulto; ita ut liberum sit prædicto Duci pro eo obtinendo ad Sedem Apostolicam recurrere.

XX. Insuper conventum fuit, ut memorato Domino Duci ullam mutationem provisionibus Beneficiorum, quæ à Sacra Regia Majestate Christianissima ad diem usque præfenti Tractatu collata sunt; inferre nullatenus sit; illique qui illis provisi sunt, in tranquillâ dictorum Beneficiorum possessione maneat; adeo ut memoratus Dux eos nullo modo turbare, aut impedire neque possessione exerte queat.

XXI. Sancitum præterea fuit, ut omnes Processus, Sententiæ, atque Decreta lata per Concilium, Judices, aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in controversiis & actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos dicti Ducatus Lotharingæ & Barri, quàm alios tempore quo mentionati Status sub Domino ante memorati Domini Regis Christianissimi erant, locum habebunt, atque plenum integrumque suum sortientur effectum, non secus ac si Rex Christianissimus Dominus & possessor mentionatarum Regionum mansisset, neque dictas Sententiæ & Decreta in dubium vocare; annullare, aut executionem illorum retardare, aut impedire integrum erit. Erit quidem Partibus lictum juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad revisionem Actorum; interim tamen Sententiæ fove in robore & vigore maneat.

XXII. Restituentur statim Domino Duci Archiva & Documenta Literaria, quæ in Gazophylacio Nanceano & Barrensi, atque in utraque Camera Computorum, sive alibi locorum habebantur, & ablata fuerunt.

XXIII. Sacra Cæsareâ Majestas consentit, ut Princeps Franciscus Egon Episcopus Argentiniensis, ejusque frater Princeps Wilhelmus Egon Landgravius in Furstenberg, cum eorum ex Fratre Nepote Principe Antonio Egone Landgravio in Furstenberg, eorumque Officialibus & Ministris plenè restituantur in eum statum, famam, Dignitates, Jura, Vota, Sessiones, Beneficia, & Officia, Bona feudalia, subfeudalia, & allodialia una cum fructibus sequestratis, & in omnia generaliter bona, quibus ante destitutionem, occasione hujus Belli factam, gavijsunt, aut Jure gaudere potuerunt; non obstantibus & cassatis quibuscunque in contrarium actis, Pædis, & Decretis. Prædictus etiam Princeps Wilhelmus Egon statim à Pace utrinque ratihabita in integrum liberatè restituetur. Quicquid autem à Capitulo Argentiniensi, aliisque qui Beneficia & Bona ad prædictos Episcopum & Principes spectantia administrarunt, & ab iisdem nominatis Officialibus contra illos dictum, factum, aut scriptum est, perpetuè oblivioni mandetur, nec liceat eos desuper ulla ratione compellere, aut iis molestiam quocunque sub prætextu afferre.

XXIV.

ANNO
1679

ANNO
1679.

XXIV. Restituantur omnes utriusque Partis Vasalli, & Subditi Ecclesiastici, & Seculares, Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum exortum gaudebant, uti & in universa bona, mobilia & immobilia, redditus mobiles, & qui redimi possunt, occasione Belli confiscata & occupata, una cum Juribus, Actionibus, & Successionibus, quae ipsis durante etiam Bello evenierint; ita tamen, ut nihil ratione fructuum & reddituum post confiscationem & occupationem perceptorum ex bonis mobilibus, redditibus, & Beneficiis ad diem usque rathabitate Pacis peti possit; similiter neque debita, effecta, Merces, & mobilia ante memoratum diem Fisco addita; adeo ut neque Creditores privatorum debitorum, nec Depositarii talium effectuum & Mercium, eorumque Haeredes, aut causam ab his habentes, ea persequi, aut restitutionem, seu satisfactionem pretendere unquam quant, quae restitutiones juxta praedictam formam, etiam usque ad eos extenduntur qui partes contrarias secuti fuerint, atque proinde per hunc Tractatum in gratiam sui Principis redibunt, uti & in sua bona qualia tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatus fuerint. Haecque ita executioni mandentur, nonobstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, Confiscationibus, Commisissis, Sententis interlocutoris, aut definitivis, & ex contumacia Partibus absentibus & non auditis, latitis: quae Sententiae, & res judicatae nullae erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatae aut pronuntiae non essent, plena libertate & integritate manente dictis Partibus in Patriam redeuntibus, ex qua antea excefferunt, utque vel ipsi dictis bonis mobilibus, Censibus, & redditibus frui, aut alibi ubicumque ipsis visum fuerit domicilium hgere possint, prout elegerint, omni violentia penitus exclusa; si vero alibi morari voluerint, ipsis fas sit per Procuratores non suspectos bona & redditus administrare,isque frui exceptis tamen Beneficiis residentiam requirentibus, quae personaliter administrari & obiri debebunt.

XXV. Ea de quibus inter Sacram Caesaream Majestatem & Imperium & Regem Regnumque Sueciae tam pro te, quam pro Duce Gottorpensi hodie convenit, hoc Tractatu comprehensa intelligantur, ita ut tam praesens, quam praedictus Tractatus Caesareo-Suecicus unus idemque censetur, & ejusdem veritatis & valoris esset, ac si huic Instrumento de verbo ad verbum insertus esset.

XXVI. Et cum publica tranquillitatis interfit Belium, quod Sacra Regia Majestati Christianissima, Regique & Regno Sueciae, cum Rege Daniae, Electore Brandenburgico, Episcopo Monasteriensi, & Principibus Domus Luneburgicae, Episcopo Osnabrugensi, & Ducibus Zellentis & Guelpherbitano adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Caesarea Majestas non minus apud praedictos Principes, quam Sacra Regia Majestas Christianissima apud Regem Sueciae officia sua efficacissime interponet, ut Pax inter praememoratas Potentias quamprimum etiam coalescat, eique sint eadem in Armistitium Paci conciliandae accommodatum statim consentiant. Quid si vero praeter expectationem officia haec optatum finem non assequantur, Caesarea Majestas & Electores Principes & Status Imperii hac Pace comprehensi promittunt, se elapso Armistitii tempore praedictos Gallia, Sueciaeque Hostes nullo modo & sub quocunque praetextu directè vel indirectè juvatuos, aut ullum in hoc Bello gerendo Galliae, Sueciaeque impedimentum allatuos, nec passuros, ut praedictorum Galliae, Sueciaeque Hostium Copiae Hiberna, vel Stativa extra ipsorum Territoria in Imperio capiant. Manebit etiam liberum Sacrae Regiae Majestati Christianissimae ad praedictum solummodo finem in sequentibus in Imperio locis tenere Praedictum; Dominis tamen locorum, eorumque Subditis innoxium, & sumptibus Regi Christianissimi sustentandum, scilicet in Oppidis & Urbibus, Chastelet, Huy, Verviers, Aquisgrano, Duren, Linnick, Nuys, & Zons; in quibus nova monumenta extrui non poterunt, nisi in quantum dictorum Praedictorum securitati necessaria erunt, & iustam suspicionis causam praebere non possint; nec fas erit Regi Christianissimo ea loca ratione expensarum iulbi facturum, aut sub quocunque alio praetextu retinere; sed ea evacuat & restituit iis à quibus occupavit, statim atque Pax inter praedictas Partes quoad Provincias in Imperio sitas conclusa & rathabita fuerit, aut ad eam restitubendam aptiora communi consensu inventa fuerint media. Et vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima promittit, se praesentes Caesaris aut Imperii Hostes nullo modo sub

quocunque praetextu, directè vel indirectè juvaturam. Sit etiam liberum Caesari & Imperio conjungere cum Rege Christianissimo officia, consilia, & operam, ut Bellum istud communi etiam consensu quantocius sopiatur.

XXVII. Juxta Pacem Monasteriensem Articulo secundo in omnibus confirmatam reciprocè restituantur & restituenda loca evacuentur bona fide, in quem finem Commissarii eodem tempore, quo Tractatus hic utrinque rathabebitur, nominentur; ut praedicta evacuatio & restitutio intra spatium mensis à rathabita Pace absque ulteriori dilatione absolvatur, iis locis hic interim non comprehensis, de quibus praecedenti Articulo ad tempus aliter dispositum est.

XXVIII. Cum ab antiquo controversia sit de Castro & Ducatu Bullionensi inter Episcopum & Principem Leodiensem & Duces ejus nominis; convenit est, ut Duce Bullionensi in ea, in qua nunc est, possessione manente, controversia illa amicabile viâ, vel per Arbitros à Partibus intra trimestre à rathabita Pace nominandos terminetur, viâ facti penitus exclusa.

XXIX. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiaris subscripum & signatum fuerit, cesserit omnis Hostilitas: Si quid autem post quatuordecim dies à subscriptione Pace attentatum aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari, & in pristinum statum restitui debeat.

XXX. Contributionum verò exactio ab una vel altera parte iis Provinciis, Ditionibus & locis impositarum, quae dictis contributionibus ante subscriptionem hujus Tractatus se submisserunt, continuabitur usque ad praesentis Tractatus Ratificationem; & quod tempore residuum debebitur, intra quatuor mensium spatium à dicta Ratificatione penderit: Ita tamen ut earum solutio post commutatas reciprocas Ratificationes viâ facti ab iis Communitatibus exigere non possit, quae per idoneos Fidejussores cavebunt se debitam quantitatem in ea Urbe, de qua convenit, numeraturos.

XXXI. Licet satis declaratum sit Articulo secundo hujus Tractatus, Instrumentum Pacis Monasteriensis in omnibus & singulis confirmari, expressè tamen placuit, ut omnia quae in causa Montisferrati dicto Instrumento Pacis Monasteriensis cauta sunt, & deinceps suum obtineant robur & vigorem, inter quae & ea specialiter firma manebunt, quae pro Domino Duce Sabaudiae sibi dem provisâ reperiuntur.

XXXII. Et cum Sua Caesarea Majestas & sua Regia Majestas Christianissima officia & studia Serenissimi Magnae Britanniae Regis, quae concilianda Paci universali & tranquillitati publicae indefinenter impendit, grato animo agnoscant, utrinque placuit cum una cum Regnis suis praesenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatum comprehendere.

XXXIII. Comprehendantur etiam hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis, vel intra sex menses postea ab una, vel altera parte, ex communi consensu nominabuntur.

XXXIV. Imperator & Rex Christianissimus consentiunt, ut omnes Reges, Principes, & Respublicae super executione & observantia tam omnium quam singulorum, quae praesenti Tractatu continentur, alitè memoratae Sacrae Caesareae Majestati & Sacrae Majestati Christianissimae Guarantiam praestent.

XXXV. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii respectivè ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuò placitam rathabitu iri, seque infallibiliter praestituros, ut solennia Ratificationum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri poterit, hic reciprocè, ritèque commutentur.

XXXVI. Et cum Sacra Caesarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore Conclusi die trigesimâ primâ Maji anno millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Legatis Gallicis sub Sigillis Cancellariae Moguntinae extradiidi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii interesse per suam Legationem Caesarem in Congressu agi curaret, tam Caesareâ, quam Regi Legati nominibus supradictis praesens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ conveni-

ANNO
1679.

ANNO
1679.

termino supra constituto, sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Imperii Romani contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat vel protestatio, vel contradictio. Acta sunt Noviomagi die quinta Februarii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus &
Princeps Gurcensis.

Le Marechal d'Esdrades.

Franciscus Ulric, C. Khinsky.
T. A. Henricus Stratman.

Colbert.

Sequitur textus Plenipotentiarum.

Nos Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperatorum semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Styriae, Carinthiae, Carniolae & Wirtembergae, Comes Tyrolis, nosmet ipsum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus quam ut praefens bellum quo Christianis Orbis affligitur in aquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi Principis Domini Caroli Magnae Britanniae Regis consanguinei & Fratris nostri Charissimi laudabili cura & mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & colloquia Pacis Noviomagi instituerentur; ideo quicquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, consilii prudentiam, experientiam, & fide Venerabilis Joannis Episcopi Gurcensis, Principis, Consiliiarii Devoti, nobis dilecti, ac Illustris & Magnifici nostri Consiliiarii Status, Camerarii & Sacri Imperii fidelis dilecti Francisci Udalrici Comitissae Khinsky à Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz Regii Locumtenentis Provincialis Curiae Regiae Aulicis, Appellationum Praesidis & Aulicis nostrae Regiae in Regno Bohemiae Haereditarii Praefecti, nec non Consiliiarii nostri Aulici sacrae Imperii fidelis dilecti Theodori Altheldi Henrici Stratman, eos nominativum, eligimus, & constituitimus, sicut & praesentibus hisce nominamus, eligimus, & constituitimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Noviomagi habendos. Quos proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quoniamvis fieri poterit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituunt cum Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Regis Franciae, &c. Amici & Fratris nostri Charissimi ejusque Coelectoribus Legatis, Deputatis, & Commissariis sufficienti Mandato ad praesens Bellum terminandum, controversiasque quae eo spectant per bonam & firmam Pacem componendas, munius. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessarium, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiaris, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam unum eorum hinc duobus reliquis similiter absentibus, vel impeditis Pacis Tractatum pro nobis, nostro nomine inveniendi, concludendi & signandi inter Nos & praedictum Serenissimum & Potentissimum Franciae Regem Christianissimum; ejusque Coelectoribus omnia quoque Instrumenta, quae in eum finem requiri possunt, consiciendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, atque omnia quae ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi aequè libere & amplè ac ipsi praesentes id faceremus vel facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod praesentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus praeterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quaecumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiaros trinos conjunctim, vel binos ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extrahita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce praesentibus, ad expediendum Ratificationum notarum Diplomata in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenit. In quorum fidem, roborque praesentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari iussimus. Datum in Civitate nostra

Viennae die vigesima quarta mensis Julii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto Regnorum nostrorum Romanorum decimo-nono, Hungarici vigesimo secundo, Bohemici vero vigesimo.

ANNO
1679

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILLIELMUS COMES
IN KONIGSEGG.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis proprium.

CHRISTOP. BEYER.

Pouvoir des Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne.

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chréienté est à présent affligée; & que par les soins & la médiation de notre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimègue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences; Nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrétien, sçavoir faisons, Que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre tres-cher & bien-ami Cousin le Sieur Comte d'Esdrades Maréchal de France, & Chevalier de nos Ordres, de notre bien-ami & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire ou notre Conseil d'Etat, & de notre bien-ami & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considérables que Nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume; Pour ces causes & autres bonnes considérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs Maréchal d'Esdrades, Marquis de Croissy & Comte d'Avaux; commettions, ordonnons & députons par ces Presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement spécial, d'aller dans la Ville de Nimègue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Médiateurs respectivement reçus & agréés avec tous Ambassadeurs & Ministres de notre tres-cher & tres-ami Frere l'Empereur des Romains & de ses Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & à traiter des moyens de terminer, & pacifier les différends qui causent aujourd'hui la Guerre; Et pourrout nos susdits Ambassadeurs nous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix avec même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous y étions présents en personne; encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus spécial non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Maréchal d'Esdrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Presentes. Donné à S. Germain en Laye le vingt-troisième jour de Decembre l'an de grace mil six cents soixante quinze; Et de notre Regne le trente-troisième. Signé, LOUIS, Par le Roi, A. RANAUD.

Le present Traité de Paix a été ratifié & confirmé par le Roi à S. Germain en Laye le 26. Fevrier 1679.

Et par l'Empereur à Vienne le 29. Mars 1679.

Et par la Diette de Ratisbonne, pour les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire le 23. Mars 1679.

Et publié à Paris le 26. Avril 1679.

Rati-

DU DROIT DES GENS.

381

ANNO
1679.

Ratificatio Sacre Cæsareæ Majestatis Traſſatis Pacis
Cæsareo-Gallico-Suecici commutata Neomagi
19. Aprilis, 1679.

Nos LEOPOLDUS &c.

Notum facimus omnibus & singulis Præsentes Lite-
ras inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut
quomodocunque infra scriptorum noticia ad ipsos per-
venire poterit. Postquam ad resurgendum, quod
ante annos aliquot exarsit grave Bellum, Congressus
Neomagi Gueidorum institutus fuerit, Divinâ fa-
vente clementiâ factum esse, ut post multos & labo-
riosos Tractatus per nostros ab utraque parte ad id
destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios
Pax & amicitia tandem conclusa, & ad Ratificatio-
nem nostram perfecta sit, formâ, modo & tenore se-
quenti.

Sequitur tenor Instrumenti Pacis.

Com igitur hæc omnia & singula per nostros Lega-
tos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præ-
scripto, iussu & Mandato hinc ad modum prout hic
verboteus inserta, & descripta leguntur, gesta, per-
acta, & conventa sunt, nos eadem omnia & singula,
præhabita maturâ & diligenti consideratione, & certâ
nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus
ratique & firma esse & fore virtute presentium declara-
mus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis,
nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus
Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati me-
moratam Pacem in omnibus & singulis Articulis vigore
Conclusi vigesima tertia mensis huius facti, & ad manus
nostras transmissi approbavit & ratificavit, nos om-
nes, & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid
totâ hæc Pacis Conventione continetur, firmiter
constanter, & inviolabiliter servaturos atque executioni
mandaturos, nullaque ratione ut vel per nos, vel per
alios contravenire passuros; quomodocunque id fieri
possit omni dolo, & fraude exclusis. In horum om-
nium testimonium, & fidem, Sigillum nostrum Cæ-
sareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto
appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennâ
die 29. mensis Martii, anno Domini 1679. Regno-
rum nostrorum Romani 21. Hungarici 24. Boemiar
verò 23.

LEOPOLDUS.

Vt LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes
in Königsfegg.

Ad Mandatum S. Cæs. M. proprium.

CHRISTOPHORUS BEVER.

Friedens-Ratification sammt angeheftem allerun-
terthänigsten Reichs Gut-achten/ des Heil. Röm.
Reichs Chur-Fürsten und Stände auff dem noch
währenden Reichs-tag zu Regensburg den 23. dieses
Monats Martii 1679. eröffn.

In der Reichs-Dictatur, den 23. Martii 1679.

Nach der Königl. Kayserl. Majest. zu gegenwärtigen Reichs-
tag bevollmächtigten höchst-erheblichen Principal-Com-
missarii, des Hochwürdigsten Fürsten und Herrn Herrn Mar-
quards Wilschowsen z. u. u. d. d. d. den 3. und 23. insiehe-
den Monats Martii erhalten Decretis und Verlagen/ haben
Chur-Fürsten und Stände alhier anwesende Käyser/ Post-
schaffter und Gesandte/ mit mehrern geschriben vernommen/
welcher Gestalt der Fried zwischen allerhöchst-gedachter Ihrer
Kayserl. Majest. und beyden Cronen Frankreich und Schweden/
durch allerseits Gesandtschaften zu Nimwegen/ am 5. Fe-
bruarii jüngsthin geschlossen/ und unterschrieben worden/ und was
dieselbe/ so wohl wegen der nebens Ihrer/ auch von Reichs wegen
darüber bedungenen Ratification, und sonstigen allerhöchstdigst
sichesten und erinneren/ als auch/ daß die beyden Instrumentis
Pace angehefte Clausula, keines wegs den verstand haben
sollen/ als ob sie hierdurch ihrer Copulation und dem im
Verständigen Fried einverleibten §. Caudam &c. präjudici-
ren wolten/ sondern was der jehige Zustand also veranlaßte/
auff keine Weise in einige Consequenz gezogen werden könnte noch
solte/ kräftigst mithin versichern lassen.

TOM. VII. PART. I.

ANNO
1679.

Gleich wie man nun nicht ermangelt/solches aller seiner Reich-
tigkeit nach/ zu behörig und reiffe deliberation zu stellen/ also ist
ist allen 3. Reichs-Collegis gesehehen worden/ daß forhan als
legndigste Verfertigung/ von Chur-Fürsten und Ständen/ je-
doch mit der Reservaton, und vor dinstahl in acceptation seye/
daß dasjenige/ was so wohl wegen beider Chur-Communication
von dem Friedens-Werck/ als der Verordnung des Instru-
menti Pacis, in andere wege zu wieder/ bey dieser Kriegs-In-
stabe/ vorgegangen seyn mag/ denselben weder seht noch künftig
zum Nachtheil oder einem Präjudice gereichen solte. Und dann
allerhöchst ernehmer Ihrer Kayserlichen Majest. nicht allein vor
der Communication beyder Friedens-Instrumenten, samt be-
gehrten Erklär- und Verwahrungen/ sondern auch wegen dero
zu Beforderung beyder Friedens/ höchstschlimlich angewende-
ten cypher/ und Reichs-Wäckerlicher Sorgfalt/ massen hiermit
bedacht/ allerunterthänigster dank zu ersinnen. Und ob man
zwar ebenmäßig gewürdet/ daß die in erwehntem Instrument
begrieffene Conditiones, zu Ihrer Kayserlichen Majest. mit auch
Chur-Fürsten und Ständen/ größter Consolation und Ver-
theil außgeschlagen waren/ weilen es jedoch jehige genen und
zufälle/ nicht anders haben ersehen wolten/ daß dahero zu ab-
wendung ferneren ruins und gefahr im Zeit/ und bey den de-
maligen Verhütung/ beyde gedachte Friedens-Instrumenta,
in allen ihren Articulis, von Reichs wegen ebenfals anzunehmen/
und zu confirmiren seyen/ mit dem allerhochstbesten Ersehen/
Ihre Kayserliche Majest. allerhöchstdigst geruhen wolten/ solche
in Ihren/ auch im Deutschen Chur-Fürsten und Ständen/ noch
vor Ausgang des zu end elenden Terms/ zur zu heissen/ zu
ratificiren und zu bestatigen/ und nachdem in mehrgedachten Fried-
dens-Instrument, allerseits vergheden und bedungen worden/
daß zwischen denen amnoch kriegenden hohen Parteyen/ chist
möglichst ein Stillstand der Waffen getroffen/ und vermittelt
allerhöchst ernehmer Ihrer Kayserliche Majest. und des Reichs
kräftigen Interposition, dieselbige nicht weniger verglichen wer-
den sollen/ als werden Ihre Kayserl. Majest. hiemit noch ferner
allerunterthänigst ersucht/ dero Reichs-Batariel, vorerst mit zu-
ziehung Chur-Fürsten und Ständen/ allerhöchstdigst dahin noch
weiter anzunehmen/ auff daß von allen im Krieg sich noch be-
findenden hohen Theilen/ das bedingene Armistitium vor allen
dingen angenommen/ darauß die Tractaten willfährig angetreten/
und möglichster seiß angestreyet werde/ wie je ebe/ je besser/ die
noch obhandene Differenzen durch gültliche mittel und wege ge-
hoben/ und mithin der allerseits intendirte Universal-Friede er-
halten/ und wieder begebracht werden möge/ und weilen schließ-
lichen auß denen beyden mit communicirten beghen/ mit mehr-
rem zu vernemen/ was Ihre Kayserl. Majest. so wohl wegen
den 20. vereinigten Clässischen Reichs-Ständen/ als auch über-
ger in dem Chaf gelegener Reichs-Ständen/ wie auch der Weis-
zell- und Verbündigen Passallen/ so denn des Christes und Die-
ceser Chaf/ der Weyren Würbach und anders nicht weniger
der Stadt Straßburg/ und selbiger ohnmittelbarer Reichs-
Rittertschafft/ insiechen des Barrenmüchler Reichs/
der Juri-um der Herzogen von Mecklenburg/ und des Stadt Werhmen/
und anderer noch unverglichenen Reichs-Angelegenheiten hals-
ber/ durch dero Gesandtschaft zu Nimwegen/ den 3. und 5.
Februarii jüngsthin respectiv reserviren und declariren lassen/
Also wird solches gleichfalls allerdinges genen gehalten/ und
Ihre Kayserl. Majest. hiermit allerunterthänigst ersucht/ Dero
Reichs-Batariel vorzorse dieselbige noch ferner dahin aller-
gnädigst anzuwenden/ damit selbige nachmaligen gehöriger Deten
weiter insiecht/ und dadurch ged. Reichs-Stände/ in dem Weis-
schafften Frieden-Schluß confirmirten Reichs immediet/
libertet/ und all übrige Jura ungefräncket erhalten/ und sonder-
lich dem §. Juxta Pacem Monasterienfem. 27. Infr. Cæs. Gal-
lici, ein volliges vergnügen geschehen möge. Wobey dann auch
die wegen verschiedener Reichs- und andern Ständen in Frank-
reich und Schweden/ erlangten Handlungs-Freyheiten und Im-
munitaten/ möglichst zu beobachten/ damit dieselbe wieder er-
newert/ und beständig werden mögen. Wormit höchstbegnügen
Kayserl. Herren Principal Commissarii Hoch-Fürstl. Gnaden/
Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände/ dieß Derts anwesende
Käyser/ Postschafften/ und Gesandte sich besten Fleisses und
geyemend empfinden/

Signat, Regensburg den 23. Martii an. 1679.

Quod hæc Copia cum vero suo Originali Collationata con-
cordet, attestatur Ratisbonæ 23. Martii 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA MÓGUNTINÆ

Concordat cum Copiâ Authenticâ Ratisbona huc missâ/
Neomagi 19. Aprilis 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA LEGATIONIS CÆSARINÆ

Ccé

Rati

ANNO

1679.

Ratification de la Paix faite entre Leurs Majestés Impériale & Tres-Christienne le 5. Février 1679. de la part de la France échangée à Nimegue le 19. Avril.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : **S**AUUT. Comme nostre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien Amé & feal le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & notre bien Amé & feal le Sieur de Mesme, Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nostre Conseil, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs que nous leur en avions donnés, auroient conclu, arrêté & signé le 5. du present Mois de Février en la Ville de Nimegue avec le Sieur Jean Evêque de Gurc, Prince du Saint Empire & Conseiller de nostre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, le Sieur Udalricq Comte de Khinsky &c. Et le Sieur Theodoré Althère Henry de Stratman, Conseiller Aulique de nostre dit Frere l'Empereur & de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix, en tous & en chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous, que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chascuns de nos Biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; en témoin de quoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à St. Germain en Laye le 26. jour de Février, l'an de grace 1679. & de nostre Regne le 36.

Signé,

LOUIS.

Par le Roi.

Et plus bas.

ARNAULD.

Iterata (1) Declaratio Legationis Caesaræ, & ante subscriptionem Instrumenti Pacis, Legatis Mediatoribus consignata, pro conservatione Jurium Imperii, circa & in Civitates Decem unitas, nec non Nobilitatem Immediatam Alsatiæ juxta tenorem Pacis Westphaliæ. Actum Noviomagi die 3. Februarii Stylo novo 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 456. & 457. en Latin & en François.]

Postquam & rei æquitas & variæ Christianissimi Regis antehac factæ contestationes, non ita pridem à Serenissimo Electore Bavarie, in publicis Imperii Comitibus repetite promittebant, controversas quas Sacro Romano Imperio cum Sacra Regi Majestate Christianissimæ ratione decem Civitatum unitarum, & Immediatæ Nobilitatis Alsatiæ, Vassalorum trium Episcopatus Medientis, Tullensis & Verodunensis, Episcopi & Diocesani Basilienfis, Abbatum Murbacensis, & Luderensis, Civitatis Argentinensis, aliorumque intercedunt, si de eis in hoc Pacis Congressu conveniri non posset, ad eis in hoc Pacis arbitrium remissum it; non dubitaverat Legatio Caesaræ, quin Excellentissimi Domini Le-

(1) Cette Declaration se trouve inserée entre les Annexes de la Paix de l'Empire avec la Suède dans les Actes de Nimegue, & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, mais mal, il est evident qu'elle appartient uniquement au Traité avec la France, & que la Suède n'y avoit point d'intérêt. [Dum.]

gati Gallici id admittendi fuissent. Cum verò eò induci non puerint, preterentes, se de iis controversiis nihil scire, aut informatos esse, maluit quidem Legatio Caesaræ Articulum, quem Projectio suo Pacis Casareo-Gallicæ, de renovando dicto arbitrio inferuerat, omittere, quàm Paci ardentissimis omnium votis exoptata ulteriores moras poni, prius tamen ad Protocolum Excellentissimorum Dominorum Legatorum Mediatorum, coram ipsi D. D. Gallia Legatis solemnissimè protestata, per hanc omissionem nihil Imperii Juribus præjudicari, sed ea potius uti in Pace Monasteriensis, quæ hoc Tractatu, quem cum præmemoratis D. D. Gallia Legatis, conclusum it, per omnia confirmata fundata sunt, facta testè servari: quam interpositam Protestationem Legatio Caesaræ ante subscriptionem Pacis hisce repetere, & D. D. Legatos Mediatore simul enixè rogare voluit, ut eandem, in futuram rei memoriam, ad Mediationis & Relationum suarum commentarios referre non graventur. Noviomagi die 3. Februarii, Stylo novo, 1679.

JOANNES Episcop. & Princeps Curcensis.

FRANCISCUS UDALRICUS Comes Khinsky.

T. A. HENR. STRATMAN.

Declaration des Ministres de Liege portant qu'ils ne voudroient pas que la Paix de l'Empereur & de l'Empire fut empêchée ou retardée au sujet de l'Affaire de Bouillon. A Nimegue le 2. Février 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 401.]

Les sousignés ayant appris que la Declaration par eux faite cy-devant, au sujet du Duché de Bouillon, ne donne pas appaïement entier à Messieurs de l'Ambassade Imperiale, & que l'on eût sur le point de rompre le Traité pour respect dudit Bouillon, Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Christienne ayant déclaré ouvertement, d'avoir ordonné précis du Roy au sujet dudit Bouillon, déclarent que leur avis & sentiment est, que la Paix ne doit être retardée en aucune façon pour ledit Duché de Bouillon, estans persuadés que S. A. E. l'Esque & Prince de Liege, & son Eglise a plus d'inclination pour la Paix si nécessaire à l'Empire, que de l'empescher ou retarder pour ce sujet. Fait à Nimegue le 2. de Février,

Esoit signé

à l'Original,

LAURENT DE CHARNEUX,

FERDINAND VANDER REKKEN.

Protestatio Legationum DANICÆ & BRANDEBURGICÆ contra Pacem Casareo-Gallicam instantem. Exhibita 24. Januarii & 3. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 466.]

Legationes Danicæ & Brandeburgicæ certiores factæ, Casaream Legationem Pacem cum Dominis Legatis Gallicis pepigisse, & conclusisse particularem, exclusivam, non modò Regi suæ Majestati Danicæ, & Serenitate suæ Electorali Brandeburgicæ, sed & datis, acceptisque ejusmodi Pacis conditionibus & legibus, quæ in ipsarum præjudicium manifestè tendunt, suarum esse partium duxerunt, Casareæ Legationi hisce ob oculos ponere, quantopere illa Pax particularis & Federum religioni, & toties repetitæ fidei, imò æquitati, ipsique Justitiæ adversetur ac repugnet. Exigunt enim Federata:

Primò, ut nemo Federatorum absque alterius participatione Negotiationem sive Tractatum Pacis vel Armistitii aggrediatur, & quæ circa dictam Negotiationem occurrunt uno alteri invicem communicent

Secundò, ut nemo horum Pacem cum hostibus communibus ineat particularem, sed

Tertiò ut alter alteri eadem Jura, Immunitates, Executiones, Prærogativas, & securitatem ab hostibus eorum-

ANNO

1679

ANNO
1679.

eorumque Adherentibus & Fœderatis paciscatur, quæ pro fœmetipso stipulatus & adeptus est.

Nullam autem harum Fœderis Legum à Cæsare Legatione observatam, sed contrâ, multa in præjudicium suæ Regiæ Majestatis Danicæ, & suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ ab ipsâ acta & peracta, esse, in comperto est: itaque prædictæ Legationes conqueruntur.

Primo Pacem initam esse particularem, quum tamen ipsæ simul illam etiam æquis minimeque datis conditionibus facere, uti semper hæcens, ita hoc maxime tempore promptas, paratasque se esse ostenderint.

Deinde plurimas & quidem maximi momenti res, quæ ad suos Serenissimos Dominos possimum spectabant ipsi inficis peractas.

Fœderatorum porro interesse ac securitatem planè neglectam & posthabitam; quin potius apertam hostiam & occasionem relictam, datamque esse iis Bellum inferendi, quos defendere oportebat.

Denique quod omnium minime ferendum, Legationem Cæsaream presentium Legationum Danicæ & Brandenburgicæ sese immiscuisse negotiis, inauditoque planè exemplo in præjudicium Regum & Principum, ut & Jurium & libertatis omnium Imperii Statuum de iis tractasse, imò Imperii Decreta, Sententiæque pro defensione, & satisfactione quorundam ejus Statuum latas rescindere voluisse, quod ne ipse Juxta quidem, Partibus inficis, nec citatis, nec auditis, facere potest, & eò minus à Legatione Cæsareâ fieri debuisset, quum nullâ ab Imperio potestate ad hoc instructa sit, neque instrui poterit, quumque ei Principes ad quos hæc res maxime spectat, nunquam in eam consenserint.

Quum igitur hæc procedendi ratione sua Regia Majestas Danicæ, & sua Serenitas Electoralis Brandenburgicæ graviter lædantur, non possunt non ipsarum Legationes quàm sollemnissime contra Pacem istam particularem protestari ac ex omnibus repetere, quæ antehac Cæsareæ Legationi in hæc causâ partim ore tenus, partim scriptis propulerunt. Contradictum itaque Paci hinc particulari & dissentiant in omnibus & singulis quæ quidem contra religiose sancita Fœdera, promissa, obligationes, jura & securitatem suæ Regiæ Majestatis Danicæ, & suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ in ipsarum præjudicium cum inimicis jam conclusa sunt, & declarant quod Pacta ista sint debeantque esse invalida, irrita & nulla: postremo reservant suæ Regiæ Majestati Danicæ, & suæ Serenitati Electorali Brandenburgicæ quæcumque vigore Fœderum, Promissorum, Constitutionum, Decretorumque Imperii vel alio alio jure tituloque ipsis competunt & debentur.

Neomagi, die 24. Januarii Anno 1679.
4. Februarii

Protestatio earundem Legationum Danicæ & Brandenburgicæ, contra Pacem instantem Cæsareo-Suecicam. Dat. Neomagi
1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 472.]

Legationes Danicæ & Brandenburgicæ intelligentes Cæsaream Legationem cum Suecicis Dominis Legatis in id incumbere, ut Pax quoque inter suam Cæsaream Majestatem, & suam Regiam Majestatem Sueciæ propediem componatur, sibi persuadent, Cæsaream Legationem cum Dominis Legatis Suecicis, saltem Pacem hanc prædictam esse particularem, exclusis iis, quibus præcipue Bellum cum Sueciâ est. A quâ quidem injuriâ eam eò alieniorem fore confidunt.

Primo, quod jam inde ab initio Tractatum Serenissimi ipsorum Domini magnâ cupiditate Pacem cum Sueciâ æquis conditionibus faciendi flagrant, eorumque Legationes nihil quidquam, quod eidem promovendo infervere possint omiserint.

Deinde, quod eo fine prædictæ Legationes jam aliquot abhinc Hebdomadibus Domino Mediatori Anglici proposita Pacis tradiderint, reddenda Dominis Legatis Suecicis, statim ac ex sua quoque parte aliqua exhibuerint. Præterea, quod concedendo Suecicis Legatis liberum Litterarum commercium, omnem prætextum refugiendi Pacis negotiationem subtraxerint.

Denique, quod causâ Regis Sueciæ, à causâ Regis Galliæ multum differat: cum hoc namque Cæsareâ sua Majestas, & Imperium Bellum gessere soleant,

TOM. VII. PART. I.

contra illum verò quâ Statum Imperii, & fratris Pacis publicæ reum, & condemnatum Judicis officio defendi fuisse, non nisi mandatis poenalis contra eundem decretis & publicatis.

Quocumque autem modo Cæsareâ sua Majestas cum sua Regiâ Majestate Sueciæ recipiendiabit, prædictæ Legationes à Cæsareâ contendunt, ut ne quidquam contra Leges, Constitutiones, Fideiussionem, Decretaque Imperii, & contra religiose sancita Fœdera, Promissa, Obligationes & alia quæcumque Jura in Serenissimorum Dominorum suorum præjudicium, agere, facere aut omittere velit.

Quod si verò Cæsareâ Legatio præter omnem spem, neglectâ hac multiplici obligatione in præjudicium eorum quidquam fecerit aut omiserit, hoc casu prædictæ Legationes non possunt, quin de injuria damnisque Serenissimis suis Dominis hac ratione illatis quàm sollemnissime protestentur. Repetentes quæcumque contra Cæsareo-Gallicam Pacem declarant, Serenissimisque Dominis suis reservantur.

Neomagi 24. Januarii 1679.
4. Februarii

Protestatio nomine Principum ERNESTI AUGUSTI, GEORGII WILHELMI, & RUDOLPHI AUGUSTI, respectivè Episcopi Osnabrugensis & Ducum Brunsvicensium, contra Pacem Cæsaream Neomagensem exhibita
1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 492.]

Serenissimorum Principum Domini Ernesti Augusti, Domini Georgii Wilhelmi, & Rudolphi Augusti, respectivè Episcopi Osnabrugensis, & Ducum Brunsvicensium ac Lunaburgensium Ministri Plenipotentiarii intelligentes Ex. Cæsaream Legationem cum Gallicâ particularem inisse Pacem, & in eo esse, ut idem cum Sueciâ quovocis peragat, officii sui esse existimant, dictæ Legationi Cæsareæ exponere, quantum consuetudine & agitudine perceperint, Excelentissimos Dominos Legatos non solum posthabitis Serenissimis Ducibus separatam composuisse Pacem, quod tamen & ipsum Fœderi, quod cum Sacra Cæsareâ Majestate Serenitatibus suis intercedit, & cujus tenore non aliter quàm conjunctum, & pari cum ipsis passu inchoanda illa, multo magis constituenda erat, contrariatur; sed & ejusmodi in ea conditionibus assumpulos esse, quæ dicto Fœderi æquæ quàm Legibus & Constitutionibus Imperii manifestè reclamant, quæque & ab Augustissimi Imperatoris Officio alienæ sunt, & sacrum, quo Status Imperii continentur, vinculum solvunt.

Etenim dum Serenissimi Duces, quorum merita erga Imperium satis innotuerunt, quique non aliam ob causam quàm quod pro eo certarunt, Reges Galliæ Sueciæque hostes habent, in hostium Coronæ Galliæ numerum referuntur, simul omne ab Imperio ipsis detrahitur auxilium, armis quoque exponunt, contra quæ Concives suos pro viribus defenderunt. Cum verò hæc ratione maximum accipiant detrimentum ac præsentissimo periculo onestatur, & supra memorati Domini Legati Cæsareæ ne quidem eo usque dictæ Pacis conclusionem extrahere voluerint, quod infra scripti Ministri Tractatibus hujus loci accedere, & ut adversa pars Mandatis ad id necessariis sese instrueret, obtinere poterint, infra scripti Ministri omiltere non possunt, quin contra hanc à Cæsareâ Legatione initam particularem Pacem quàm sollemnissime & optimâ quâ fieri potest formâ protestentur, reservantes Serenissimis Ducibus Dominis suis Clementissimis omnia & singula Jura, quæ ipsis vigore Fœderis, Constitutionum Imperii & usû Gentium ulli modo competunt, & in conspectu hujus Orbis Concilii declarant, excusatos illos fore ab omnibus istis malis, quæ per separatam hanc Pacem Sacrum Romanum Imperium poterunt manere.

Neomagi die 25. Januarii 1679.

Protestatio Nuncii Apostolici iurata contra Pacem Westphalicam, & Neomagensem, quatenus Westphalica illius basis & Norma constituta est. Dat.
Ccc 2 tum

ANNO
1679.

ANNO
1679.

384

CORPS DIPLOMATIQUE

1^{um} Neomagi 7. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 496.]

Aloysius Dei & Apostolicae Sedis gratia Patriarcha Alexandrinus S. D. N. Innocentii Divina providentia Papa XI. Nuntius Extraordinarius. Acerbissimis discordiis ardente Christiana Republica cum Beatissimus Innocentius XI. ad Apostolici muneris onus esset evocatus, nihil majus in votis habuit, quam quod vehementissimè adhuc Cardinalis concupierat, ut conciliatis Catholicorum Principum animis, exoptata tandem tranquillitas tot afflictis diuturno Bello hisque florentissimis Provinciis restitueretur. Nullis ideo nec precibus apud Deum, nec Officiis & hortationibus apud Principes huic Paternae suae sollicitudini defuit, donec ad Tractatus generales Pacis in hac Urbe institutos, me immanentem, ac tanto muneri imparum Charitatis suae Interpretem delegit, in omnibus iis consiliis hostiprobis, quae in contrarium suadere videbantur. Cùm igitur me huc contulisset, omni studio ac contentione, sicuti omnibus notum est, pro virum mearum tenacitate curavi, ut superatis iis difficultatibus, quae gravissimum Bellum protraherant, concordia tandem coalesceret, ea tamen semper mente fiducia, ne quid iniuriae ac detrimenti in ipsa Pacis sanctione Orthodoxae Religionis, atque Sedis Apostolicae & Ecclesiarum Juribus inferretur. Sed quotidie magis Divina misericordia operante, rebus ad compositionem tendentibus, maximo animi mei angore percepi, inter Principes belligerantes concordiam ita parari, ut Pacificatio Westphalica pro illius norma, basi & fundamento constitueretur. Quapropter non solum statim praesentiam meam à postremis hisce Tractatibus subduxi, ac Pacis subscriptioni interesse nolui, ne exinde aliquid roboris aut assensus praesenti Pacificationis Westphalicae confirmationi adicere viderer, verum etiam ne ullo unquam tempore silentium meum pro acquiescentia interpretari possit, nec non obviam iuris quibuscunque aliis praedictis, inharendo tum speciali ejusdem S. D. N. Papae Mandato, de quo ex Literis in forma Brevis fuit die 14. Maii 1678. ad me datis plenè constet, tum Protestationi per Episcopum Nerithonensem Nuntium Apostolicum die 26. Octobris Anni 1648. interpositae adversus praedicta per Pacem Westphalicam Catholicae Religionis, & S. Sedis ac Ecclesiarum Germanicarum Juribus illata, atque subsequuta praefatorum praedictorum revocationi, & irritationi per felicis Memoriae Innocentium X. sub dato Romae 26. Novembris ejusdem anni 1648. Cùm demum inherendo Declarationibus ac Protestationibus per me ore & scripto factis & repetitis, ac Excellentissimis D. D. Legatis Imperialibus & Gallicis, ejusmodi pericula tempestè vè praeveniendo, sub diebus 30. & 31. Octobris anni proxime elapsi exhibitis, solemniter declaro, & protestor omnibus melioribus modo, viâ, Jure, causâ, & formâ, quibus pro Officii mei ratione possem, & debeo me, quamvis Tractatibus Pacis Generalis in hac Urbe sancienda praesentem, nullatenus consensisse, vel etiamnum consentiri confirmationi dictae Pacis Westphalicae, aut cuicumque alteri, vel minimo Religionis Catholicae, Sedis Apostolicae, ac quarumcumque Ecclesiarum praedictarum, ac detrimento; Imò praedictam Pacem, eâ quâ fungor auctoritate rursus reprobo & impugno, juraque tam S. Sedis, quam quarumcumque Ecclesiarum salva ac illaesa, non obstantibus verum annullatis omnibus & quibuscunque Actibus, Pactionibus, ac Tractatibus in contrarium facientibus, fore, & esse omni meliori modo ut supra declaro, & protestor, ita ut nullo unquam tempore mea, ut supra, acquiescentia, aut consensus allegari valeat. Ad quorum omnium, & singulorum ampliorem diuturnioremque notitiam, atque evidentiam apud absentes quoque & posteros adstruendam, has praesentes Literas manu meâ subscriptas, majori meo Sigillo munitas, extare volui. Datum Neomagi septimo Feb. 1679.

Loco ✱ Sigilli.

A. BEVILAQUA. Patr. Alexand.

AUGUSTINUS PINCHIAVIUS
Nuntius Apost. Audit.

ANNO
1679.

Declaratio & Protestatio Legationis Caesareae, in Articulo Pacis pangende cum Suecis facta, de vero sensu Articuli tertii & quinti, nec non de Telonio Warnemundensi, & Juribus Ducum Mecklenburgensium uti & Civitatis Bremensis. Actum Neomagi 5. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 459.]

Cum de Articulo tertio Tractatus Caesareo-Suecici multum difficultatis fuerit, cui tollendae Excellentissimi Domini Legati Suecici palam contestati sint, dispositionem istius Articuli eò extendi non posse, ut à Sacra Caesarea Majestate & Imperio, Principes in Bello manentes, Articulo quinto nominati, ad restitutionem Pacis Westphalicae Onusgravibus obligari debeant, sed virtute Articuli quinti hanc rem ad particulares Tractatus remitti, et tamen hanc suam Declarationem in Tractu, cui subscripsi sunt, admittere non posse, Legatio Caesarea operâ pretium duxit, Excellentissimos Domnos Mediatores, aut Tractatus Caesareo-Suecici subscriptionem enisè rogare, ut praedictam Dominorum Legatorum Suecici Declarationem, à Nobis acceptam, congruo loco ad Mediationis & relationum suarum commentarios referre non gravetur. Et simul meminisse, quod Articulus Projecti Caesareo-Suecici de Telonio Warnemundensi, & Juribus Dominorum Ducum Mecklenburgensium, uti & Civitatis Bremensis in ipso Tractu ideo tantum ommissus sit, quod Domini Legati Suecici constanter negarint, se de his ab Aulâ suâ, ob impedimentum correspondentiam, necdum informatos & instructos esse, Caesara verò Legatio eam ob rem ultteriores moras Paci poni noluerit, cùm etiam absque ejusmodi stipulatione, Jura clara sint, & Caesaris & Imperii Protectio tuta.

Noviſſimè, quinta Februarii, Stylo Novo, 1679.

JOANNES Episc. & Princeps Gurcensis.

FRANC. UDALRICUS Comes Kbinſky.

T. A. HENR. STRATMAN.

Protestatio D. D. Capituli LEODIENSIS contra Pacem Caesareo-Gallicam ratione Ducatus Bullionensis. Actum 15. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 501.]

Decanus & Capitulum Cathedralis Ecclesiae Leodiensis viso Tractu Pacis Germano-Gallicae, tot votis expectatae, coguntur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam obligantur, declarare, prout declarant, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullionensem concernentem, citra ullum ipsorum Mandatum, aut consensum fuisse, & esse insertum, neque inferi debuisse; Quia notorium est, dictum Ducatum ab Imperio separatam esse, & independentem; Ideoque sperant fore, ut integrum jus Ecclesiae Leodiensis, quae nullas in praesenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quod hac Declaratione nullatenus intendant dictum Tractatum aliunde convelli. Datum Leodii & loco Capitulari hac decima quinta Februarii, Anno xvic, septuagesimi noni, sub signaturâ nostri Secretarii Jurati, & Sigilli nostri consueti impressione, &c.

De Mandato Reverendorum, admodum Perillustrium & Generosorum Dominorum meorum praefatorum.

GEELREE.

Protestatio MAXIMILIANI HENRICI Archiepiscopi & Principis Electoris Colonienſis, ac Episcopi & Principis Leodiensis contra Pacem Caesareo-Gallicam Neomagensem, ratione Ducatus Bullionensis. Datum Coloniae die 17. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 503.]

Sere-

Serenissima sua Celsitudo; Dominus Maximilianus Henricus, Archi-Episcopus & Princeps Elector Colonienfis, Episcopus ac Princeps Leodienfis, &c. viso Tractatu Pacis Casareo-Gallicae tot votis experte, cogitur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam Leodienfem obligatur, declarare, prout declarat, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullionenfem concernentem, citra ullam ipsius Mandatum aut consensum fuisse & esse insertum, neque inserti debuisse, quia notorium est dictum Ducatum ab Imperio separatum esse & independentem, ideoque sperat fore, ut integrum sui eidem Ecclesiae Leodienfi, quae nullas in praesenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quod hac Declaratione nullatenus intendant, dictum Tractatum aliunde convelli. Signatur Coloniae 17. Februarii 1679.

MAXIMILIANUS HENRICUS, Archiep. & Elector Coloniae.

FR. SCHÖNHEIM.

Nähere Protestation des Chur-Brandenburgischen Gesandten wieder den Kayserlich-Französisch- und Schwedischen Frieden. Übergaben den 17. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 475.]

C'est-à-dire,

Ulteriore Protestation des Ambassadeurs Electoraux de BRANDEBOURG contre la Paix faite par l'Empereur avec la France & la Suede. A Nimegue le 17. Fevrier 1679.

Es wird sich die Hochansehnliche Kayserl. Gesandtschaft verhoffentlich annoch wissen zu erinnern: Was massen der Eidesbenannter Chur-Brandenb. in den hiesigen Friedens-Tractaten Gesandtschafft-Gesandten in denen wieder die mit den Kayserl. und Schwedischen Gesandtschafften einzelt geschlossene und geschiedene Friedens-Tractaten hiebvor eingelegete Protestationibus sich unter andern darüber beschweret; daß sie die Kayserl. Gesandtschafft in Nymen des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen unrechtliche sachen / welche ohne Hoch- und Hochgewelter Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorwissen und bewilligung von Kayserl. Majest. allein nicht können noch mögen verurtheilt werden / bey schliessung obgen. Friedens-Tractaten abjurirt und zu determiniren ange-masset.

Und weils Hoch und Wolged. Kayserl. Gesandtschafft dieses Ihr vernehmen uff ein Anno 1677. des 31. Maji an Kayserl. Majest. eingekommen und in beyden obgen. Friedens-Tractaten Articulis ultimis angeordnet und vorgeschicktes Reichs-Conclusum gründen / und dasselbe damit behaupten und autorsiren wollen/ohne jedoch solches Conclusum, wie begehret worden/zu communiciren.

Nat obged. Chur-Brandenb. Gesandter / was doch dieses für ein Reichs-Conclusum seyn möchte/anderertheil zuverfassen und zuhalten sich bemühet / wo / wie er solches erlangt / alsobald darauf erkennen / daß es damit eine ganz andere beschaffenheit als vorgedacht worden / habe / und der Kayserl. Gesandtschafft um ihre anmassete Majest. darauß zu behaupten keines wegen zu staten kommen können / sondern vielmehr eine Tacitam Contradictionem & Protestationem wider solch undwiderliche Friedens-Tractaten in sich begreife: Entzuehen in solchem Concluso oder Reichs-guthachten Ihre Kayserl. Majest. von seiten der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen allergehorfamst ersuchet worden

I. Daß nachdeme sie Hochfürstlichmüß contestiret / den allgemeinen Frieden zu befördern / sie gerwen wollen/sich dieses so hochwichtige und heilsame Friedens-werk zu bernühigung und wol-fahrt des Heil. Röm. Reichs noch ferner allernachdinst angelegen seyn zulassen / und

II. Demnach s. Gaudeant. Instrumenti Pacis auch von selbst gerhanen allernachdinst erheben nach von allen denjenigen/was bey denen vorgedachten Friedens-Tractaten jedermahls vordrühme/allersich. und seilt. communicirion verbannt / habe

III. Von Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen insgesamt erhebsender nothwehrt nach aufm Reichstag zu Regensburg zu forderst reichlich darüber delibereet/und solchem nach allernachdinst-geht Ihr Kayserl. Majest. mit einem allernachdinstigen guthachten dem herkommen gemäß an hand gegangen werden möchte; Wobey sie auch

IV. Zu Ihre Kayserl. Majest. das allernachdinstigste ver-tragen getragen / sie gerwen würden/ dero Gesandtschafft alhier

zu Nymwegen bey vorgem. Friedens-Tractaten allernachdinst zu committiren / derjenigen Stände Gesandten / so sich hieselben einfinden möden in deren desideris müllichst zu assistiren / und solche zu gewürigem effect befördern zu helfen: Welsch ein Reichs-guthachten und suchet Ihr Kayserl. Majest. befrage des herunder nehmlich den 6. Julii 1677. darauß von dem Kayserl. zu gegen-wertigem Reichstag Gesandtschafftigen Hochfürstlichmüßigen Princip-Commissario per dictatorem communicirten Responsi nicht allein in allen Punkten gindigst deferiret / sondern auch noch (welches wohl zu notiren sehet) mit ausdrücklichen Worten sich erachtet / ohne der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen ver-nehmung in der hauptsache nichts eynlichst zu beschließen.

Wie wenig aber die Kayserl. Gesandtschafft hier auff erachtet habe / und wie wenig sich ihr angenehmes thun auff dicken Reichs-guthachten autorisiren und behaupten laßt / ist leichtlich zu ersehen/wann man dasselbe mit den klaren buchstaben ist an-gezogenen Reichs-guthachtens zusammen hält: dann

I. Seind Ihre Kayserl. Majest. von Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen mehr ersuchet worden / gleich wie die Kayserl. Ge-sandtschafft in obangegogenen Articulis vorgebet: Ut Electorum, Principum & Statuum Imperii interesse per suam Cae-sarem Legationem in hoc Congressu agi curet: Sondern nur / daß Ihre Kayserl. Majest. das Friedens-werk gleich wie sie sich ultro erboten gehabt, also noch seiper zu bernühigung und wol-fahrt des Heil. Röm. Reichs sich allernachdinst angelegen sein lassen wolten.

II. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände solches nicht so bloß-hin zu thun ersuchet / weniger sich dadurch Ihres Reichs ergeben / sondern insonderst communication davon begehret / und hat man sich darüber zum höchsten zu beschwären / daß solch von dem / was die Kayserl. Gesandtschafft zu letzt und hauptsachlich abgehandelt und geschlossen der Reichs-verhandlung zu Regens-burg gahr nicht vor dem schluß / auch vorgeh. hier anwesenden Chur-Brandenb. Gesandten nicht der geblüh / noch zu rechtze-rit / sondern denn und wenn / und zwar nur sündersich / auch meistens nach gescheneher sache erst gerhan worden

III. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände in vortre-nemthem ihrem Reichs-Concluso präzendiret / über das com-municirte insonderst reichlich zu delibereiren / und Ihre Kayserl. Majest. dem herkommen gemäß mit ihrem guthachten an hand zu geben.

Oben wie aber von Kayserl. Seiten nicht die behörige com-munication geschicket ist / so hat man auch an seiten Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen von dem schluß darüber nicht delibereiren / weniger deroelben guthachten an Kayserl. Majest. ergen lassen können / sondern die Kayserl. Gesandtschafft hat obit der Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorwissen und zustim in der ganzen hauptsache / und den importanten dingen einen entde-cken / und in eynlichen Punkten solches falsch gemachet / wobey die Chur-Fürsten / Fürsten und Stände zum höchsten präjudi-ciret / und sie in ihren Juribus mercklich laediret worden / in massen auß denen bereits eingelegeten Protestationibus mit mehrern zu ersehen ist.

IV. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände zu Ihre Kayserl. Majest. das vertragen getragen / sie würden dero Ge-sandtschafft bey vorgem. Friedens-Tractaten allernachdinst. com-mittiret haben / derjenigen Stände Gesandten / so sich hieselben zu Nymwegen einfinden möden/in deren desideris müllichst zu assistiren / und solche zu gewürigem effect befördern zu helfen.

Die Kayserl. Gesandtschafft aber hat solches nicht allein nicht gerhan / sondern / an stat schuldiger assistenz und hilffe sich in deroelben affaires / und ungeachtet der Chur-Brandenburgischen Gesandtschafft gegenwart / ohne vorwissen und zustim in die Ihr anvertraute verrichtungen ganz und gahr eigenmächtig weise gemisset / und zu S. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg höchsten präjudiz unterschiedene dinge mit den Feinden pa-cificiret.

Demnach nun mehr Hoch-und Wolged. Kayserl. Gesandtschafft abgemelten Reichs Concluso oder Guthachten allerbis zu wieder gehandelt / und durch einfaches verfahren die freyheit und Rechte aller Chur-Fürsten / Fürsten und Stände / in specie höchlich. Seiner Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg sehr getrübet / und zu noch mehrer verfallmählung solch et Jurium den letzten Articuli ihres mit den Französischen Gesandten sepa-ratim gemachten Friedens auch noch dieses annectiret hat/dass die Protestationes oder Contradictiones, welche von Reichs wegen wieder die subscription dieses ankündigen Friedens gesehen möden / nicht angenommen werden / noch gültig seyn sollen.

Alles dasjenige aber / was solch gestalt wieder die Auream Bullam, die beschworene Kayserl. Majest. Capitalationem, Reichs-Constitutiones, und in specie, wieder das Instrumentum Pacis Westphalicæ. s. Gaudeant, von Kayserl. Gesandtschafft ver-hängt und pacificiret werden wollen / ipso jure unkräftig / nul / und nichtig ist.

Alten obged. Chur-Brandenburgischer Gesandter nicht umhin / nochmahls und absonderlich wieder diesen in der sämtlichen Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen / und absonderlich der Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg seines Gindigsten Herrn-jura von Kayserl. Gesandtschafft gerhan eingestrichl seines obrts seyerlichst zu protestiren: chur es auch hiermit bevestiget und al-so daß er alles / was ipso jure und an sich selbst nul und nichtig ist / auch davor eyn halten:

Ccc 3

Daz

ANNO
1679.

Darnach referirret er Hochged. Seiner Chur-Fürstlichen Durchl. alle dero aus obangezogener Aurea Bulla, beschwöhener Kayserl. Wahl-Capitulation, Constitutionibus Imperii, Instrumento Pacis, & hujus s. Gaudeant zustehende Rechte und Gerechtigkeiten.

Endlich wegen der übrigen Präjudiciorum, so von Kayserl. Gesandtschaft wieder die Födera und andere Jura Seiner Chur-Fürstl. Durchl. durch obgen. separatum modum tractandi und einseitige Friedens-Tractaten ungesüget werden sollten; begehret er sich auf die hiebvor beschichene und eingegebene vorstellungen/vermuthungen/contradictionen und protestationen in datis den

4 Decemb. 1678. item den 28 Decemb. den 2. ejusdem, den

1 Februarii den 3 Februarii und den 4 Februarii dieses Jahres/welche

er alhier samt und sonderb wiederholset haben will / der festen zuversicht lebende / Ihre Kayserl. Majest. nachden sie hiervon gehörend werden benachrichtiget sein / ja auch die Grohn Frankreich selbst / als welche dem Rom. Keyse und dessen Chur-Fürsten Fürsten und Ständen ihre Jura, wegen deren infraction hiebvor so viele blut vergossen und welche endlich nach so großer bemühung durch den Weisheitlichen Frieden reftabilir worden nicht allein ungegründet zulassen / sondern auch hinfüro conserviren zu lassen / feyerlich contestiret / werden erkennen / daß solche ipso jure nul und michtige Pacta, nicht anders als für nul zu halten seyn / dieselbe verwerffen und nimmermehr zugeben / daß die jemahls ratificiret werden sollten. Geben Nimegen den 18 Februarii 1679.

Ratificatio Serenissimi Regis Suecorum super Pace Casarea & Imperii Neomagensi. Datum in Castris Luningby 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 529.]

NOS CAROLUS Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiae, Dux Scaniae, Ethoniae, Livoniae, Careliae, Bremæ, Verde, Steini, Pomeraniae, Cassibiae, & Vandaliae, Princeps Rugiae, Dominus Ingriae & Wismariae, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae & Montium Dux. Notum facimus omnibus & singulis praesentes Litteras inspecturis, lecturis, vel audituris; aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restituendum quod ante annos aliquot exarist grave Bellum Congressus Neomagi Geldorum institutus fuerit, Divina favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus, per nostros ab utraque parte ad id destinatos Legatos extraordinarios, & Plenipotentiarios Pax & amicitia, tandem conclusa & ad-Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo, & tenore fuerit.

Sequitur Tractatus integer una cum Plenipotentii.

Cum igitur hac omnia & singula, per nostros Legatos, & Plenipotentiarios supra memoratos nostro praecito, iussu & Mandato, hunc ad modum prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula, praehabita maturâ & diligenti consideratione, & certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus, ratique & firma esse, & fore virtute praesentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus pro nobis, nostrisque & Regni nostri Successoribus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandatuos, nullâque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore, contraveniunt, aut ut per alios contraveniant passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium & fidem, Sigillum nostrum Regium majus huiusce Diplomati, manu nostrâ subscripto, appendi fecimus. Datum in Castris nostris Luningby die 3. Mensis Martii, anno Domini 1679.

CAROLUS.

H. HOGHUSEN.

Declaration des Ambassadeurs de France au sujet des Conditions stipulées par le Traité de Paix en fa-

veur du Duc de LORRAINE. A Nimegue le ANNO 26. Mars 1679. [Actes & Memoires de la 1679 Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 511.]

ET à l'égard de la Lorraine ils déclarent de même, que si dans ce même temps le Duc de Lorraine n'a ratifié purement & simplement, ce que les Ambassadeurs, & Plenipotentiaires de l'Empereur ont stipulé pour lui, Sa Majesté Tres-Christienne se tiendra alors déchargée de toutes les conditions qu'Elle lui avoit offertes dès le Mois d'Avril dernier, & dont lesdits Ambassadeurs de France sont convenus par ledit Traité dudit jour 5. Fevrier de la présente Année, qu'ainsi Elle ne fera plus en aucune mesure avec ledit Duc de Lorraine; mais libre de tous les Parties qu'elle voudra prendre & de toutes les conditions qu'elle voudra demander.

Fait à Nimegue le 26. Mars, 1679.

Le Maréchal d'ESTRADES. COLBERT.

Protestation du Ministre de Lorraine contre les Articles du Traité de Paix concernant la Restitution du Serenissime Duc son Maître, lesquels il ne peut accepter. Fait à Nimegue le 20. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 532.]

LE Ministre & Plenipotentiaire de son Altesse Serenissime de Lorraine à l'Assemblée pour la Paix déclare de sa part, que comme les conditions du Traité fait en cette Ville le cinquième du Mois de Fevrier dernier la concernant, lui paroissent inacceptables par toutes les raisons, qui en ont été représentées par sondit Ministre & Plenipotentiaire à Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Puissances qui sont icy, elle se trouve dans l'impossibilité de recevoir lesdites conditions, protestant contre ledit Traité, & que tout ce qui y est stipulé pour elle depuis le deuxième Article d'iceluy jusques au vingt-deuxième inclusivement, ne peut lui nuire ny faire aucun préjudice à ses justes Droits. Fait & délivré à sa Seigneurie Illustrissime Monsieur le Nonce de la Sainteté Mediateur. (A son Excellence Monsieur de Jenkins, Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne Mediateur, &c.)

A Nimegue ce vingtième Avril 1679.

Declaratio Legationis Casareae pro Responso ad Declarationem Gallicam super Negotio Lotharingico. Aitum Neomagi 12. April 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 512.]

Postquam Sacrae Caesaris Majestatis Ratificatio Tractatus Pacis tam Casareae-Gallicae, quam Casareae-Suecicae ad ejusdem Legationem perlata est, paratum illa se offert ad commutanda hinc inde Ratificationum exemplaria.

Cum verò ex Dominorum Legatorum Galliae Declaratione vigesima sexta proxime elapsi Mensis datâ intellexerit, nolle suam Regiam Majestatem Christianissimam conditionibus pro Serenissimo Lotharingiae Duce stipulatis obligari, si eandem sua Serenitas intra praefixum tempus ratas non haberet, & res ipsa loquatur, Sacram Caesaris Majestatem & Imperium his conditionibus nullo jure obligatum censeri posse, quibus Sacra Regia Majestas Christianissima mutuo obligari non vult; necesse erit, si praedictae conditiones tales non reddantur, ut Dominus Dux eas acceptas habeat, illas vel ex Tractatu expungi, vel pro non scriptis declarari, re Lotharingica (nisi in Pacificatione Monasterienfi factum fuit) ad alios Tractatus remissa.

Aitum Neomagi 12. April 1679.

JOH. EPISC. & Princeps Gurcensis. T. A. H. STRATMAN.

Ulte-

ANNO
1679. *Ultior Declaratio Legationis Casarea de eodem Negotio. Dat. 18. Aprilis 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 514.]*

Legatio Casarea Declarationi Sæ Excellentissimis D. D. Legatis Gallie 12. hujus exhibite inherendo, promptitudinem suam denud testatur ad comutanda hinc conclusæ, Ratificationum exemplaria, ita tamen ut ex parte Sacræ Casaræ Majestatis & Imperii iterum declaratum velit, prout hisce expressè declarat, siquidem Serenissimus Lotharingæ Dux Articulis Instrumenti prædictæ Pacis à 12. usque ad 22. inclusivè causam hanc concernentes, acceptos non habet, neque sub iisdem Pace hæc comprehendi vult, quin potius ut causa sua ad ultiores Tractatus remittatur, Articulos hosce pro non scriptis seu non interitis ac perinde habendos, ac si de illis nullo modo actum tractatumve esset, aded ut nullum præjudicium Domino Duci asserere possint, sed illi sui suum omnino salvum maneat, causâ hac ad ultiores Tractatus remissa.

Dabatur Neomagi 18. Aprilis, 1679.

JOH. Episc. & Princ. T. A. H. à STRATMAN.
ceps Gurcensis.

Consensus Legationis Suecicæ in Armistitium à Legatis Gallicis nomine Christianissimi pariter ac Suecicæ Regum cum Danicæ & Brandenburgicæ Legationibus conventum. Actum Neomagi 4. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. IV. Part. I. pag. 317.]

Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Suecicæ testificamur hisce præsentibus, quod cum Excellentissimi Domini Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Christianissime officia sua de Armistitio à nobis acceptando adhibuerint, nos non tantum denud nostrum Consensum ad idem Armistitium usque ad 1. Maji hujus anni styli novi dedisse, verum etiam virtute Plenipotentie ad hoc negotium nobis specialiter datæ promississe, sicut & nos promissimus nomine Sacræ Regiæ Majestatis Suecicæ Domini nostri Clementissimi omnes Conditiones dicti Armistitii, quæ ab ipsis hodie competent ad id Conventionem datæ acceptæ sunt, etiam à parte Regiæ Majestatis Regnicæ Suecicæ bonâ & integrâ fide debitz executioni mandandas fore.

Actum Neomagi die 4. Martii 1679

(L.S.) BENED. OXENSTIERN.

(L.S.) JOH. PAULUS OLIVENCRAÏS.

Acte de sûreté pour le Pays de Cleves au delà du Rhyn & du Wahal, donné par les Ambassadeurs de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, le 31. Mars 1679. Avec la DECLARATION des Ambassadeurs de France, donnée en conformité le 1. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. IV. Part. I. pag. 320. en Holl. & en François.]

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des tres-Hauts & Puissans Seigneurs Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, certifions & attestons par la présente, que non obstant la Suspension d'Armes entre Sa M. Tres-Christienne d'un côté, & de sa Serenité Electorale de Brandebourg de l'autre, il seroit survenu quelque difficulté, touchant quelques Contributions des Pais de Cleves, delà le long de la Rivière du Wahal, demandées par le Sieur Calvo, & aussi touchant les Logemens & Quartiers d'Hiver des Troupes de S. M. T. C. au delà du

Rhin: ce qui est tout-à-fait contraire à l'Accord passé avec lesdits Pays de Cleves le 26. d'Août & 13. de Décembre 1678. L'Ambassadeur de S. A. E. ne pouvant goûter cette injustice, & les Ambassadeurs de S. M. T. n'osant pas outrepasser leur ordre, sont convenus pour l'accomplissement d'une chose si importante, d'en écrire à S. M. T. C. leur Maître, pour savoir sa dernière résolution, promettant cependant, que dans le temps de quinze jours on ne feroit aucune Exorcion, & qu'on ne commettrait aucun Acte d'hostilité dans lesdits Pais, à commencer du premier du Courant, & qu'en cas que Sa M. T. C. trouvât bon, qu'on payât lesdites Contributions, qu'ils nous en avertiroient, & outre cela trois jours de temps, afin que ceux qui dépendent de ces Pais prennent leurs mesures là-dessus, & de plus lesdits Sieurs Ambassadeurs ont consenti, que nous donnions toute assurance, de ce qu'ils ont promis ci-dessus, en donnant un Acte signé de leurs mains à la fin de celui-ci.

Nous Ambassadeurs, &c.

Nimègue 31. Mars 1679.

H. VAN BEVERNING.

G. HAAREN.

DECLARATION de Messieurs les Ambassadeurs de France pour la Suspension des Executions au delà du Rhin & du Wahal.

Nous sousignés Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France contentons, que sur la difficulté qui s'est meüe lors de la signature de l'Armistice, touchant la levée des Contributions, demandées aux Pais de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qui sont au delà du Rhyn & du Wahal, leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs des Etats Généraux donnent parole pour nous, que nous escrivions incessamment au Roy pour savoir là-dessus ses intentions, & que cependant il ne se fera aucune execution au delà du Rhyn & du Wahal pendant quinze jours, à commencer dès ce jourd'huy, & même que si Sa Majesté juge après lesdits quinze jours, que lesdites Contributions doivent estre exigées, nous le déclarerons à leursdites Excellences, & leur donnerons encore trois jours de temps, pendant lesquels les Habitans desdits Pais pourront prendre telles mesures, que bon leur semblera.

Fait à Nimègue, ce 1. Avril 1679.

LE MARESCHAL D'ESTRADES,
COLBERT.

Inclusio, seu Denominatio eorum qui in Tractatû Pacis, ex parte Sacræ Casaræ Majestatis, præ comprehensis intelligi debent. Datum die 8. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 505. LUNIG; Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 471.]

Cum Article 33. Instrumenti Pacis hæc nuper conclusa tantum sit, ut intra præfixum illic tempus, ab utraque parte, comprehensum nominentur: Nominantur & comprehenduntur ex parte Imperatoris, imprimis Sacræ suæ Majestatis Fœderati, Rex Catholicus, Sacri Romani Imperii Electores, Principes, ceterique Status, comprehendit liberâ & immediatâ Imperii Nobilitate, & Civitates Hanseatice. Nominatim verò inclusi sunt: Electores Moguntinus, Trevirensis, & Coloniaensis, cum illorum Archi- & Episcopatus, Electores Saxonie & Palatinus, Archi-Episcopus Salsburgensis, Magnus Ordinis Teutonici Magister, Episcopus Bambergensis & Herbipolensis, Episcopus Eichstattenensis, Episcopus Argentoratensis, Episcopus Constantiensis, Augustanus & Basileensis, Principes Palatini Neoburgici, Bipontius & Veldentæ, omnes Duces Saxonie, Marchiones Culmbacensis & Anspacenensis, Duces Mecklenburgici Suerinensis & Guströviensis, omnes

ANNO
1679.

ANNO
1679.

omnes Duces Wirtenbergæ, omnes Landgraviæ Hassiæ; omnes Marchiones Badenses, Dux Saxonie inferioris, Principes Anhaltini, Principes & Comes Nassaviæ, Principes Frisiæ Orientalis, Principes Schwarzenbergici, Principes Lixheimensis, Abbatia Murbacensis & Ludersensis, Comites in Hanau, Waldeck, Bentheim, Tecklenburg, Lipp, Cronenberg; omnes Imperii Civitates liberæ & Hanseaticæ, Colonia, Aquisgranum, Argentoratum, Lubeca, Wormatia, Spira, Francofurtum, Brema, Norimberga, Ulma, Hamburgum, alique una cum Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vassallis & Subditis; præterea Rex & Regnum Poloniæ, Magnus Dux Moscoviæ, Dux Lotharingiæ (si comprehendit voluerit) omnes Principes & Respublicæ Italiæ, Ordinesque Fœderati Belgii & Helvetiæ, Rhetiæque, Principes etiam Transylvania.

Actum Neomagi 8. Februarii 1679.

JOANNES Episcop. & Princeps Gurcenfis,

T. A. HENRICUS STRAATMÁN.

Uterior Inclusio seu Denominatio eorum quos Sacra Cæsarea Majestas suo nomine, in Tractatu Pacis comprehendit esse intendit. Dat. 16. Aprilis 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 508. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abtheil. I. pag. 472.]

Ut omnes Imperii Electores, Principes & Status, ipsaque immediata & libera Imperii Nobilitas Pace Sacram Cæsaream Majestatem inter & Regiam Majestatem Christianissimam iniã comprehendit sint, his solis exceptis, cum quibus Pax nondum componi potuit: cum tamen aliquos Imperii Statum ad eorum requisitionem speciatim nominare visum sit, eorumque uti & aliorum à Sacra Cæsareâ Majestate Pace hæc comprehendit Catalogum Excellentissimis Dominis Legatis Franciæ edere, Legatio Cæsarea non solum eosdem omnes hic repetere, verum etiam sequentes, qui & ipsi id speciatim desiderarunt, nominatim addere voluit, scilicet Electores Bavarie (qui simul cum aliis Electoribus, & Principibus à multo jam tempore operam & studium ad promovendam in Imperio Pacem laudabiliter contulit) Ducem Sabaudie, Duces Holsatiæ Ploenensis, Principem Arembergæ, Principem, Salmensem, Abbates & Abbatias Stabulensem, Corbejensem, Werdensen, Monasterii Sancti Cornelli, aliosque omnes Imperii Praelatos immediatos, uti & quilibet Ordinis Teutonici Bavarie & Commendas ad Germaniam spectantes, Abbatias in Essen & Elten, Comites in Manderscheid & Ritzberg, Civitatem Imperii liberam Tremoniam (Dortmund) ita ut illi non minus ac reliqui Sacri Imperii Electores, Principes & Status, ipsaque immediata Imperii Nobilitas, uti & omnes alii in Catalogo nuper exhibitio nominati speciatim omnes universim Italiæ Principes & Respublicæ, cæterique omnes Imperatoris & Imperii per Italiam Vassalli una cum eorum Regnis, Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vassallis ac Subditis Pace hæc comprehendit sint, illiusque beneficio plenè fruantur, ac si suo quisque nomine ipsi Pacis Instrumento expressè insertus fuisset. Ordo tamen, quo in hæc uti & anteriore serie comprehendit positi sunt, nullius præeminentiæ aliisve Juribus vicio aut præiudicio esse debet.

Actum Neomagi 16. Aprilis, 1679.

JOANNES Episcop. & Princeps Gurcenfis.

T. A. HENRICUS STRATMAN.

Designatio à Gallia Restituendorum exhibita, per D. D. Legatos Cæsareos D. Legato Gallico die 12. Junii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 538. en Latin, & pag. 541. en François. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 820. en Latin & en Allemand.]

Reparanda sunt ea, quæ in Imperio post quatuordecim dies à subscripta Pace attentata aut viã facti immutata sunt. Item restituenda sunt contributiones qualescunque, quæ ab his Provinciis & locis, quæ Contributionibus sese submiserunt, post commutata Ratificationum Diplomata, aut aliis indebitè exactæ sunt.

Restituendæ & evacuandæ sunt Regiones & loca Imperii omnia, quæ à Gallia occupata, nec Pace hæc Gallia cessant, aut de quibus ad tempus aliter dispositum fuit. &c.

Speciatim restitenda est Domus Austriaca in totam Brisgoviam, & quicquid illi virtute Pacis Westphalicæ competit, exceptis solum Urbe & Castro Friburgensi & tribus Pagis, Lehn, Betzenhausen & Kirchzell Gallie, cessis, &c.

Domus Durlaco-Badensis in Castrum Fridlingen, alique Castra & loca ad eam spectantia à Gallia detenta. Dux Wirtembergicus Mompelgardensis in Hurburg & Mompelgard cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis. Abbatia Murbach & Luders in Urbes Gebweiler, Luders, Walweiler & Sancti Amari-ni, cum omnibus aliis harum Abbatiarum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Episcopus Argentoratensis in Ruffack; Sultz, Egisheim, una cum eorum Districtu & Praefecturis, in Urbem, item Marckolsheim, & Praefecturam inde dependentem, necnon in Urbes, Praefecturas & Castra, Bensfelden, Dambach, Molsheim, Dachsheim, Mutzig, Bergbiethenheim, Taberna Alsatia una cum omni Iurisdictione, Bagis & Subditis. Capitulum Argentoratense in Praefecturam Zellenberg, una cum Vogelia, item Benweiler, uti etiam in Bers Gassenham, Ehrenstein, Kellenholtz, Geyspitzten, cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis.

Simili modo etiam restituendi sunt Episcopatus Bambergensis, alique Imperii Status in omnia Feuda, quæ familiâ Comitum de Rappolstein à dicto Episcopatu alique Statibus tenuit, & morte ultimi Comitum aperta sunt, nunc autem hab protectione Gallicâ Principis Palatini in Birchenfeld detinet, &c.

Comes Palatinus Veldensis in Castrum, Oppidum & Ducatum Lutzellien, &c.

Princeps Salmenfis in Principatum Salmensem cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Abbatissa in Andlau, in Abbatiam suam immediatam & omnes appertinentias & dependencias.

Princeps Lixheimensis in Principatum Lixheimensem cum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Comites Hanovientes in Castrum & Urbes Lichtenberg, Bisweiler, Ingweiler, Pfaffenhoven & Sleuweiler una cum Praefecturis, Pagis, Villis, aliisque.

Comites in Leiningen, in Castrum & Comitatum Daxburg, Oppidum & Comitatum Oberbrum & Westenburg cum Appertinentiis & Dependenciis.

Item Colmaria, Monasterium in valle Sancti Gregorii, Kaisersberg, Turckheim, Schlettstatt, Oberohenheim, Rosheim & Hagenauf, &c.

Restituenda insuper & evacuanda omnia loca, quæ ad Nobilitatem immediatam Imperii in Alsatia inferiori pertinent; Nominatim Baro de Wangen in Castrum Wangenburg, item Wilvisheim, Appertinentias & Dependencias, &c.

Præterea restituenda sunt omnia loca, ad & circa fluvium Saram, & in Districtu Westlich & Hunsruck sita & à Gallia occupata, & ad diversas Imperii Status spectantia, interque ea nominatim, quæ ad Comitum Palatinum Bipontinum, Domum Nassovicam & Melagravios pertinent, &c.

Omnia loca Archi-Episcopatus Trevirensis, Archi-Episcopatus Colonienfis, Episcopatus Leodiensis, Ducatus Juliacensis & universa alia Imperii loca à Gallia possessa, exceptis solum octo locis, quæ Articuli 26. Pacis Cæsareo-Gallicæ nominata, & certis sub conditionibus, quibus etiam à Gallia satisfieri debet, illi ad tempus relicta sunt, &c.

Restituendi proinde etiam in hisce octo locis sunt Domini Magistratus, Subditi & Incolæ in omnia Jura, Dominia, Possessiones & redditus, quibus ante occupationem gavisi sunt, speciatim etiam Officiales Postæ Imperialis in functiones pristinas, &c.

Balliva Ordinis Teutonici in Alsatia in suis Juribus & bonis conservetur, neque isthæc in alios usus convertantur, &c.

Eadem quoque locum habeant in aliis Juribus & bonis ad Ordinem Teutonicum, uti & ad Ordinem Sancti Joannis Hierosolomitani, quatenus Magno illius Magistro

ANNO
1679.

ANNO 1679. gistro Germaniæ subest, aliosque Imperii Status spectantibus.

Civitas item Argentinenfis ob dirutum à præsidio Cæsareo altero à subscripta Pace die Castrum Schlafelsheim, à nemine impetatur, &c.

Omnia autem loca occupata restituenda sunt in eo statu, quo tempore conclusæ Pacis fuerant, unâ cum Archivis & Documentis Literariis atisque mobilibus, ut & tormentis Bellicis, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta sunt, & tempore subscriptæ adhuc ibi existerent.

Fiat etiam restitutio ex Capite Amnestiæ juxta Articulum 24. Pacis Cæs. Gallicæ plenissimè cum reservatione ulterioris designationis, & ne alicujus rei specialis omisso dunnm ullum afferre, aut talis res pro omnia censi possit, sed ut potius sub generali regulâ rerum à Gallia occupatarum, juxta Pacem Westphalicam restituendarum, comprehensa intelligatur, &c.

CLXXXI.

Febr. Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, nomine suo & IMPERII & CAROLUM XI. Sueciæ Regem; Quâ, Pace Westphalica pro Basi & norma omnimodo acceptâ, de futuris discordiarum causis contingebis, quantum fieri potest, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæsareæ, circa Articulus tertium & quintum Tractatus, uti & de Telonio Warncmundensi, ac de Juribus Ducum Meklenburgensium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur RATIFICATIO (1) Sueciæ; Data in Castris Suecicis Luingby die 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 438. en Latin & pag. 445. en François. Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François. JACOBI BERN. MÜLTZ Representatio Maj. Imp. Part. II. Cap. VIII. pag. 375. LONDORPII Acta publica, Tom. X. pag. 695. en Allemand. Theatrum Europæum. Tom. XI. pag. 1469. en Allemand. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1034. en Latin, & en Allemand. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 764. en Latin, en Allem. & en François. FRANC. FRID. Baronis ab ANDERN Corpus Constitut. Imperial. Part. III. in Appendice.]

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

Notum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse possit. Postquam ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis, moti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burundiæ, Brabantiæ, Stirie, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretæ, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatii, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehræ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalis, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Baviaræ, Juliaci, Clivæ & Montium Ducem ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ nihil prius magisque in votis habuissent, quam per restitutionem Pacis nunquam inter-

rumpenda, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani fittere: tandem Divina bonitate factum esse, ut anitente Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino Carolo Secundo Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani Orbis temporibus, Mediator universi receptus, cum immortalis sui gloria, indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ consenserint, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi institueretur. Comparescentes igitur dicto loco utrinque legitime constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimi, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Domini Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarius; nec non Dominus Franciscus Udalicus, Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chitwitz, & Tettau; Dominus in Clumetz, Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curie Regiæ Assessor, Appellationum Præfatus, Aulique Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Stratzman, Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus; à parte verò Regis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Kørsholm & Wafæ, Liber Baro in Mohrbj & Lindholm, Dominus in Kapuria & Kattila Sacra Regiæ Majestatis Regni Sueciæ Senator, ac Præfatus in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingræ & Kexholmæ; & Dominus Joannes Paulus Oliværans Dominus in Ulshol & Hoffmantorp Sacra etiam Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellarius, Secretarius Status & Judex ordinarius Territorii Widboensis; post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, ritè commutatis, intervenit & opera Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde, Armigeri, Domini Guillelmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiarum Sacra Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno 1675. lucusque procul à patrum studio sedulo prudenterque persuncti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & amicitie Leges convenirent tenore sequenti.

I. Sit Pax Christiana, inviolabilis & perpetua; veraque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, Romanum Imperium, eorumque omnes & singulos Fœderatos hac Pace comprehensos & singulorum Hæredes & Successores ab una; atque Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ & ejusdem Fœderatos hac Pace comprehensos atque singulorum Hæredes ac Successores ab altera parte; itaque statim cessent omnes cujuscunque generis hostilitatum actus per omnia & quavis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones, ac Provincias ubicunque sitas, interque omnes & singulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis, ita ut altera Pars alteri nihil posthac inimicitie aut damni clam aut palam directè vel indirectè per suos vel per alios inferri faciat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat; atque sic utrique fida vicinitas atque reciproca studiorum & officiorum Pacis & amicitie necessitudo restituta maneat & perennet.

II. Et quo accuratius huic rei caveatur, placita est utrinque perpetua oblivio, & Amnistia omnium eorum quæ à primordio horum motuum quocunque loco movè ab una vel altera parte ultro citroque inimicè, aut hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu alter alteri quicquam hostilitatis, molestiæ, vel impedimenti, quoad personas; res, Jura, vel securitatem per se, vel per alios clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris vel viâ facti in Imperio, aut usum extra illud: (Non obstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus,) inferat, vel inferri faciat, vel patiat; sed omnes & singula, hinc inde tam ante Bellum, quam in Bello; verbis, scriptis, aut factis, illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna; expensæ absque omni personarum reumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una Pars adversus alteram prætereundè possit, perpetuâ oblivione sepultum sit. Gaudet

ANNO 1679.

(1) La Ratification de l'Empereur pour la Suede, fut precisement la même, que pour la France, il seroit inutile de la repeter
TOM. VII. PART. I.

ANNO
1679.

deantque pariter hac eadem Amnistia ejusque beneficio & effectū, omnes & singuli utriusque Partis Vasaalli & Subditi; ita ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immèdiatè fuit, statui, quoad honores & bona, plenè restituatur.

III. Juxta hoc universalis & illimitatæ Amnistia fundamentum, & ut præsentis Pacis ac amicitia eorum regula inter paciscentes Partes constituatur, mutuo consensu conventum est, ut Pax Westphalica Osnaburgis die 24. Octobris anno 1648. sancita, sit firma basis ac omnimoda norma hujus Pacificationis; ita ut pristino suo vigori restituta in posterum facta tecta sit, maneatque æquè ac ante hos præsentis Belli motus Pragmatica Imperii Sanctio, & Lex fundamentalis, qua iterum Partes paciscentes mutuo obligatæ & obstrictæ sint invicem, non obstantibus, sed annularis quibuscunque Actis, Decretis, Mandatis, vel mutationibus per hos Belli motus in contrarium factis.

IV. In majus autem amicitia & amoris conjunctionis robur, neuter paciscentium ulla Fœdera huic Paci contraria habeat, neque posthac ulli Tractatui, vel negotiationi in alterius damnum, vel præjudicium tendenti consensum suum det, sed potius talibus adversetur. Neque hostibus alterius, sive his, qui præsentis tempore hostes sunt, sive his qui posthac existere poterunt, ullum omnino auxilium Milite, Armis, Munitionibus, Navibus, Nantibus, ullisve rebus Bellicis, pecuniave ad Belli subsidia, sive directè sive indirectè, sive publico, sive privato nomine præstet, nec eosdem utilis Status vel Hibenis in Imperii vel Regni Sueciae Ditionibus juvet aut juvari faciat, salvo Garantia Articulo infra descripto.

V. Cum tranquillitatis publicæ interfit Bellum, quod Sacra Regia Majestati Regnoque Sueciæ, ejusdemque Fœderatis cum Rege Daniæ, Domino Electore Brandenburgico, Episcopo Monasteriensi & Ducibus Brunsvigo-Luneburgicis, Osnaburgensi, Cellensi, & Guelpherbyano adhuc intercedit, quanticus etiam componi Sacra Cæsarea Majestas & Imperium tam per se, quam juncta opera cum aliis officia sua ad Pacem conciliandam efficacissimè interponet: Salvâ semper inter Cæsarem & Imperium atque Regem, Regnumque Sueciæ de hostibus mutuo non juvandis anteriori Articulo sanctâ reciproca obligatione. Quamdiu autem Pax inter prædictas Partes non coalescit, nullum omnino afferret Sacra Regia Majestati Sueciæ in Bello contra prædictos suos hostes gerendo obstaculum vel impedimentum: Pace verò facta, ea hoc Tractatu ita comprehensa intelligatur, quasi hic specificè inserta esset.

VI. Redeant utrinque libera negotiandi Commerciorum Terrâ Marique, iustque & maneat Subditis Sacra Cæsarea Majestatis & Imperii, imprimis Civitatibus Hanseaticis in Regno, Provinciis, Ditionibus & Portibus Sueciæ: & vicissim Subditis Sueciæ in Imperio eadem Libertas, Immunitas, Jura, Privilegia, & Emolumenta, quibus ante hos Belli motus mutuo gavisi sunt.

VII. Sacra Cæsarea Majestas pro munere suo Cæsareo, Domino Christiano Alberto Stesvici, & Holstatiæ Duci Gottorpensi, non minùs quam reliquis Imperii Statibus juxta Leges, Constitutionesque Imperii protectionem suam impertietur, ut eidem Ditiones in Imperio sitæ & competentia Jura facta tecta sint, interponetque officia, ut reliquis etiam controversiæ inter Regem Daniæ & prædictum Ducem componantur.

VIII. Imperator & Rex Sueciæ consentiunt, ut Rex Magnæ Britanniæ tanquam Mediator, & omnes Reges, Principes, & Reipublicæ super executione & observantia tam omnium, quam singulorum que præsentis Tractatu continentur alitè memoratis Sacra Cæsarea Majestati, & Sacra Regia Majestati Sueciæ Garantiam præstent.

IX. Et cum Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, que conciliandæ Paci universalis & tranquillitatis publicæ indefinenter impendit, grato animo agnoscant, utrimque placuit eum cum Regnis suis præsentis hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendere.

X. Comprehendatur præterea hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis vel infra sex menses postea ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur. Ea quoque de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem ac Imperium & Regem Christianissi-

mus convenit hoc Tractatu comprehensa intelligantur eodem planè loco habenda, ac si huic verbotenus inserta essent.

XI. Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati extraordinarii, & Plenipotentiarii supradicti ab Imperatore & Imperio ex una, & Rege Sueciæ, ex altera partibus, ad formam hic mutuo placitam ratihabitionum iri, seque infallibiliter præstituros, ut solennia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri possit, hic reciprocè ritèque commutentur.

XII. Et cum Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii vigore conclusi die 31. Maji anno 1677. Legatis Suecicis sub Sigillo Cancellariæ Moguntinæ extradiiti decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii interesse per suam Cæsaream Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Cæsari, quam Regi Legati nominibus supradictis præfens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus, sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ contentâ termino supra constituto sese extradiuros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Sacri Romani Imperii, contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat protestatio, vel contradiçtio. Acta hac sunt Noviomiagi die 5. Februarii S. N. 26. Januarii S. V. 1679.

Plenipotencia Sacra Regia Majestatis Sueciæ, Legatis suis tradita.

Nos CAROLUS Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stettini, Pomeraniæ, Castubiæ & Vandalie, Princeps Rugiæ, Dominus Ingræ & Wismarie, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Dux: Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cum nihil ardentius exoptemus, quàm ut præfens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur in æquum & honestam Pacem quanto citius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur; Ideo quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano libenter conferre volentes, consilii prudentiâ, experientiâ & fide nostri Regni que nostri Senatoris ac Præsidis in summo quod Wismarie est Tribunali, ut & Supremi Legiferi Ingræ & Keshomliæ Illustris nobis sincerè fidelis, Domini Benedicti Orensthierna, Comitibus in Korscholm & Wafæ, Libert Baronis in Morhby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; sicut & nostri Consiliarii-Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis Ordinarii Territorii Widoënsis, Generosi ac nobilibus nobis sincerè fidelis Johannis Paulini Olivekrans Domini in Ulithol & Hofmanthorp. Eos nominavimus, elegimus & constitimus, sicut & præfentibus hisce nominamus, eligimus & constitimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, quibus proinde commitimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, sive directè sive interveniente operâ respectivè, hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Leopoldi, Electi Romanorum Imperatoris, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae & Slavoniæ Regis, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ: Marchionis Moraviæ, Ducis Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wittenbergi ac Teckæ, Principis Sueviæ, Comitibus Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgraviæ Alsatiæ, Marchionis Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Domini Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præfens Bellum terminandum controversiasque quæ eo spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; Danus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessarii supradictis nostris Legatis Extraordinariis

ANNO
1679.

ANNO 1679. *diarilis & Plenipotentiaris, five duobus conjunctim, five uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine inveniendi, concludendi & signandi inter Nos & praedictum Imperatorem, ejusque Foederatos, omnia quoque Instrumenta quae in eum finem requiri possint, conscribendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quae ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, aequè libère & ample, ac si ipsi praesentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori quàm quod hisce praesentibus continetur opus esse visum fuerit. Promittimus praeterea & declaramus fide & verbo nostro Regio nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quaeconque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaris, five binos conjunctim five unum eorum solum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce praesentibus ad expediendum Ratificationem nostrorum Diplomatum in decenti & solenni forma intraque tempus prout convenierit. In quorum omnium fidem praesentes manu nostra subscriptis Sigillo nostro Regio communis jussimus. Deditur in Arce nostra Holmenii die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto.*

CAROLUS.

L. S.

CLXXXII.

26. Janv. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, & les Serenissimes Ducs de BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, & WOLFENBUTEL d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majesté Suedoise, par le Ministère du Sr. de Rebenac son Envoyé Extraordinaire. A Zell le 26. Janvier 5. Février 1679. Avec les ARTICLES SEPARÉS, contenant diverses Cessions & Restitutions entre la Couronne de Suede & lesdits Princes, comme aussi une Somme de 300. mille Ecus que Sa Maj. T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour 26. Janvier 5. Février 1679. Item deux ARTICLES SECRETS pour servir d'Assurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Intérêts. Du même jour 5. Jan. S'ensuivent les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 567. Recueil de LEONARD, Tom. III. Theatrum Pacis Tom. II. en Latin, & en Allemand. LONDORPII Acta Publica. Tom. X. pag. 797. en Allemand. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abtatz IV. pag. 150. en Latin & en Allemand. Theatrum Europaeum. Tom. XI. pag. 1464. en Allemand. Daté du 26. Janvier.]*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquier, notre Lieutenant General dans la Province de Toul, & notre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le 5. du present Mois de Fevrier en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorff & de Heimborg, Ministres d'Etat, & Presidents des Conscils de nos treschers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswick, & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679. **A**U nom de Dieu le Createur & de la Sainte Trinité: A tous presens & à venir, soit notoire, que comme Sa Majesté Tres-Chrestienne Louis XIV. Roi de France & de Navarre, nonobstant la presente Guerre a toujours conservé une affection tres-particulière pour leurs Altezzes Serenissimes les Seigneurs Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswick, & de Lunebourg, & toute Leur Serenissime Maison; & L. A. des sentimens pleins de respect & de veneration pour un si grand Monarque, avec une envie extrême de meriter quelque part dans l'amitié & les bonnes graces de Sa Majesté; aussi-bien que de contribuer tout ce qui pourroit dépendre d'elles au repos de l'Empire, & pour finir la Guerre qui depuis quelque temps l'a affligé, sur tout Sa Majesté Tres-Chrestienne, quoique les Princes & Puissances qui ont été en Alliance avec L. A. eussent conclu leurs Traitez particuliers séparément, n'en faisant pour cela paroître moins de bonté & de disposition favorable pour les Seigneurs Ducs. Et c'est en cette veüe que L. A. S. ayant appris avec beaucoup de joye & de reconnoissance, que Sa Majesté Tres-Chrestienne avoit donné Pleinpouvoir & Commission au Sieur Comte de Rebenac, son Lieutenant General dans la Province de Toul, & son Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire, de traiter & conclure, non seulement de sa part avec L. A. mais aussi de contribuer à leur accommodement avec Sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede; ayant dès aussi-tost de leur côté donné Pleinpouvoir & Commission aux Sieurs de Bernstorff & de Heimborg, leurs Ministres d'Etat, & Presidents de leurs Conscils, d'entrer en conférence avec le Sieur Comte de Rebenac, & d'arrester, conclure, & signer avec luy des conditions de la Paix: il est arrivé qu'après une reciproque communication de Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les Copies sont inferées de moi en mot, on soit convenu & tombé d'accord des deux côtés des conditions de Paix en la teneur qui ensuit.

I. Il y aura une Paix sincere & inviolable envers Leurs Majestez & les Couronnes de France & de Suede & leurs Successeurs, & L. A. de Brunswick & Lunebourg, Zell & Wolfenbutel, leurs Successeurs, & toute la Serenissime Maison.

II. Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubly & Amnistie generale de tout ce qui s'est fait & passé depuis le commencement de la presente Guerre, en quelque lieu & maniere que ce soit: & dans cette Amnistie seront même aux instantes prescrites de L. A. expressément compris, tous ceux qui ont servi L. A. durant la Guerre, en quelque employ que ce puisse être, nonobstant qu'ils soient Sujets ou Vauxaux des deux Couronnes, & en particulier des Duches de Brement & Verden, ou qu'ils les aient servis cy-devant, de maniere que l'on ne pourra faire aucune recherche contre eux, ni les inquieter, & s'en prendre à leurs personnes ou Biens, par voye de fait ou de Justice, & pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être.

III. On fera cesser tous actes d'hostilitez de part & d'autre entre Sa Majesté Tres-Chrestienne, ses Alliez, & spécialement la Couronne de Suede, & L. A. les Seigneurs Ducs, immédiatement après l'échange des Ratifications du present Traité, aussi-tost que par Sa Majesté & L. A. Serenissimes, ou leurs Plenipotentiaires respectifs, en pourront être avertis les Generaux & Commandans des Troupes & Armées des deux côtés.

IV. Et parce que le Traité de Paix conclu à Munster & Osnabruck le 24. Octobre 1648. doit toujours être le fondement le plus solide de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, les deux Couronnes & L. A. le mettent encore pour regle de celle qu'ils font entre elles avec obligation reciproque de contribuer tout ce qui dépend de l'un ou de l'autre pour conserver ladite Paix de Westphalie en son entière vigueur, sans faire préjudice pourrants à la Neutralité que la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg gardera dans la presente Guerre.

V. Et pour affermir d'autant plus la Paix de Westphalie, le Roi & la Couronne de Suede consentent & s'obligent, qu'en ce qui regarde le Cercle de la Basse-Saxe & ses Etats, qui sont compris dans ce Traité de Paix, Sa Majesté ne pretendra à la Paix generale qui se fera, que le rétablissement des affaires dans l'état où elles doivent être par les Traitez de la Paix de Westphalie, & ne demandera rien qui n'y soit conforme, & dû à la Couronne en vigueur dudit Traité.

Ddd

VI.

ANNO
1679

VI. Promettent & s'engagent L. A. de rendre & restituer de bonne foy au Roi & la Couronne de Suede le Duché de Bremen, en tant qu'elles s'en trouvent en possession, & généralement ce qui en dépend, sans exception, aussi-tôt que la Paix generale sera faite, & que ledit Seigneur Roi de Suede se jugera en état de l'occuper, & garder par ses propres forces.

VII. Promettent L. A. d'observer pendant le cours de la presente Guerre une exacte Neutralité, & de ne point assister directement ni indirectement les Ennemis des deux Couronnes.

VIII. Promettent Leurs Majestez de France & de Suede de ne point faire entrer ni passer leurs Troupes & Armées dans & par les Païs & Terres qui appartiennent à L. A. ou à la Serenissime Maison de Brunswick & Lunebourg, laquelle de son côté n'accordera point & ne laissera point de passage, tant que la presente Guerre dure, à ceux qui sont ou seront Ennemis des deux Couronnes.

IX. Les Seigneurs Rois de France & de Suede sur la priere qui leur en a été faite par L. A. promettent de les assister dans la Garantie qu'elles ont à donner aux Ducs de Mecklenbourg & Saxe-Lauenbourg; l'Evêque de Lubek, aux Comtes de Lippe & de Schwartzbourg, & Villes de Lubek & Hambourg, & à l'égard des Princes qui sont ou pourroient faire contre lesdits Princes & Etats, le Roy de Danemark & l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenues pendant la Guerre; Leurs Majestez emploieront leurs offices les plus efficaces à la Paix qu'ils feront avec Sa Majesté Imperiale, & où il sera nécessaire, pour que lesdites assignations soient entièrement abolies, & les Princes & Etats susmentionnez pour telle cause, point troublez ou inquietez à l'avenir.

X. Les deux Couronnes garantiront la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg de tout dommage & préjudice qui lui pourroit estre fait à cause & à l'occasion de cette Paix, sous quelque pretexte que ce puisse estre, & l'assisteront en cas qu'elle fust attaquée de qui que ce soit, six semaines après la requisition, ou plutôt, si faire se peut, des forces convenables au danger.

XI. Son Altesse le Seigneur Duc Erneste Auguste Prince d'Osnabruck jouira pour elle & ses Etats de cette Paix, & des conditions susdites, tout de mesme comme si elle eust concouru au present Traité, conjointement avec leurs Altesse son Frere & Cousin, à condition que son Altesse fournira la Ratification contre celle du Roi Tres-Christien, trois semaines après que l'échange en aura esté faite entre ledit Seigneur Roi & leurs Altesse susmentionnées.

XII. Consentent les Couronnes à la priere qui leur en a été faite, que de cette Paix & de son effet ne jouiront pas seulement la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, & ceux qui lui appartiennent; mais de plus tous les Etats du Cercle de la Basse-Saxe: à l'exception de ceux qui sont & seront actuellement en Guerre contre les deux Couronnes. En particulier y seront compris les Villes de Lubek, Bremen, Hambourg, aussi bien à l'égard de leur propre seigneurie, que de celle de leurs Commerces; à condition pourtant qu'elles reçoivent & donnent toute seureté aux Agens & Ministres des Rois, comme avant la Guerre, & que lesdits Etats ne s'opposent, ni à Ratisbonne, ni autre part, au rétablissement de la Paix de Westphalie.

XIII. Sa Majesté Tres-Christienne se veut obliger en vigueur de cette Declaration de fournir & procurer l'agrément de ce present Traité, & tout ce qui y est contenu de Sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede, & d'en obtenir la Ratification en bonne & due forme, dans le tems de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut; & avant que ladite Ratification soit délivrée aux mains de leurs Altesse elles ne seront point obligées de rendre le Païs de Bremen: de quoy Sadite Majesté Tres-Christienne demeure garante, de mesme que de tout ce qu'en vigueur du present Traité a été accordé à leurs Altesse & toute la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg.

XIV. Les deux Couronnes feront comprendre le present Traité en celui qu'elles feront avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire, afin qu'il ait le même effet, & que la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg y trouve la même seureté, comme si elle avoit conclu conjointement avec S. M. Imperiale.

XV. Le present Traité sera ratifié & approuvé de Sa Majesté Tres-Christienne & de leurs Altesse les Seigneurs Ducs & les Ratifications en bonne forme,

échangées à Zell, en quatre semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foy de quoy Nous Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Christienne & de leurs Altesse de Brunswick-Lunebourg, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Zell le

5. Fevrier 1679.
26. Janvier 1679.

Rebenac. (L.S.)

De Bernstorff. (L.S.)

De Heimbouurg. (L.S.)

Nous ayans agreable le susdit Traité de-Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, sous l'Obligation & hypothèque de tous & un chacun nos biens presents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxième jour de Fevrier l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification du Duc de Zell du Traité conclu avec le Roi de France le 5. Fevrier 1679.

Nous George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswick & de Lunebourg; Faisons savoir par ces presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernstorff, nostre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de nostre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rodolphe Auguste, Duc de Brunswick & de Lunebourg Wolfembutel, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Christienne, à cela spécialement Commis & Deputé: lesquels en vertu de leurs Plenipouvoirs, eussent convenus le cinquième du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivans.

Au Nom de Dieu, &c.

Lequel Traité, & Articles ayant été & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux séparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agréé, approuvé, & ratifié, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nostre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi nous avons fait mettre nostre Scel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. Signé, GEORGE GUILLAUME. De par son Altesse Serenissime DE BERNSTORFF.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac Fenuquiere.

Le Roi ayant toujours conservé une estime particulière, mesme au milieu de la Guerre, pour Monsieur le Duc de Zell; & Sa Majesté étant informée du desir que ce Prince a fait paroître en diverses occasions, & dont il témoigne encore être touché à cette heure, de se voir en état par la Paix, qui est sur le point de se rendre generale dans l'Europe, de lier à l'avenir une étroite & sincere Alliance avec elle: Sa Majesté qui ne fousait pas avec une moindre affection de pouvoir compter ce Prince au nombre de ses plus particuliers Amis & Alliez, & de contribuer même à son accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede, se porte volontiers à entrer avec lui dans la discussion

cussion des moyens qui peuvent conduire à l'une & à l'autre de ces fins. C'est pour ce sujet qu'elle a donné & donne par ces Presentes au Sieur Comte de Rebenac, son Envoyé Extraordinaire en Allemagne, Plein-pouvoir, Commission & Mandement special de conférer & négocier avec ledit Sieur Duc de Zell, soit avec les Commissaires munis d'un pareil Plein-pouvoir de sa part, & conséquemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions que ledit Sieur Comte de Rebenac avisera bon estre. Promettant & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur Comte de Rebenac aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoy Sa dite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le 16. jour de Decembre de 1678. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, ARNAULD.

Plein-pouvoir du Sieur Bernstorff.

SON Alteſſe Monsieur le Duc George Guillaume de Brunswick & de Lunebourg, souhaitant passionnément l'honneur des bonnes grâces du Roi Tres-Chretien, & de s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & sincere; son Alteſſe a esté ravie de voir que Sa Majesté n'y repugne point, & ait bien voulu en faciliter les suites par la generosité qu'elle a de vouloir honorer son Alteſſe de son amitié, & même de contribuer ses offices à l'accommodement du Roi de Suede & de son Alteſſe, en donnant Commission & Plein-pouvoir au Comte de Rebenac son Envoyé Extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient conduire à ces deux fins: & afin que de son costé elle y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié; elle ne continué pas seulement dans la passion d'y pourvoir; mais elle donne aussi par ces presentes Plein-pouvoir, Commission, & Mandement special au Sieur de Bernstorff, son Conseiller & Ministre d'Etat, de conférer, & négocier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conséquemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées tels Articles & Conventions que ledit Sieur de Bernstorff avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoy son Alteſſe Serenissime a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Zell le 19. Janvier 1679. Signé,

GEORGE GUILLAUME.
(L. S.)

Ratification du Duc de Wolfenbutel.

NOUS Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswick & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbou, nostre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils de traiter de notre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume Duc de Brunswick & de Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne: lesquels en vertu de leurs Plein-pouvoirs étant convenus le 15. du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivants.

Au Nom de Dieu, &c.

L'Elquel Traité & Articles ayant veu & examiné, nous les avons tous & chacun d'eux separément, tant

pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, agréé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les presentes signées de nostre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En temoignage dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à ces presentes. Fait à Brunswick le 14. Mars 1679. Signé, RUDOLPHE AUGUSTE. De par son Alt. Serenissime DE HEIMBOURG.

Plein-pouvoir du Sieur Comte de Rebenac.

LE Roy ayant toujours conservé une estime particulière mesme, &c. comme dans le Traité de Monsieur le Duc de Zell.

Plein-pouvoir du Sieur de Heimbou.

SON Alteſſe Monsieur le Duc Rudolphe Auguste de Brunswick & Lunebourg souhaitant passionnément l'honneur des bonnes grâces du Roi Tres-Chretien, & d'y rentrer & s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & sincere; son Alteſſe Serenissime a été ravié de voir & d'apprendre, que Sa Majesté n'est pas moins prompte de les luy rendre, & pour faciliter les suites de l'affaire par sa generosité, ait bien voulu honorer la Maison Serenissime de son Alteſſe de la Commission & Plein-pouvoir qu'elle a donné au Comte de Rebenac, son Envoyé Extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient si bien conduire à la fin susmentionnée, que contribuer à l'accommodement du Roi de Suede avec elle. Afin donc que son Alteſſe y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié, elle ne continué pas seulement dans la Passion d'y parvenir; mais elle donne aussi par ces Presentes Plein-pouvoir, Commission & Mandement special au Sieur de Heimbou, son Conseiller d'Etat, & President de ses Conseils, de conférer & négocier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conséquemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées les Articles & Conventions que ledit Sieur de Heimbou avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoy S. A. S. a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Brunswick le 19. Janvier, 1679. Signé,

RUDOLPHE AUGUSTE.

Ratification du Duc d'Onabruck.

NOUS Erneſte Auguste, par la grace de Dieu Evêque d'Onabruck, Duc de Brunswick & de Lunebourg: Faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Plein-pouvoir qu'il a de Sa dite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorff & Heimbou, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Alteſſes nôtre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste de Brunswick & Lunebourg, pareillement munis de Plein-pouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'en suit.

Au Nom de Dieu, &c.

ET ayant esté expressement arrêté & accordé par l'onzième Article de ce present Traité de Paix, que Nous devons jouir de toutes les conditions qu'il contient, de même que si du commencement Nous avions concouru à le faire conclure, pourvû que Nous fournissions nôtre Ratification trois semaines après l'é-

ANNO
1679.

change de telle de Sa Majesté Tres-Chrestienne contre celles de Messieurs les Ducs notre Frere & Cousin: Nous en avons suffisamment examiné les Articles, & agréé & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inferrez, les acceptons, approuvons & ratifions par les Presentes dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Prince, de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni fournir que de notre part il y soit contrevenu. En foy de quoi Nous avons signé ces Presentes de notre main, & y fait mettre notre Scel. Fait dans notre Residence d'Osnabruck le 16. Mars 1679. Signé,

ERNESTE AUGUSTE.

Articles Séparez du Traité entre le Roi de France, le Roi de Suede, & Messieurs les Ducs de Zell, Wolfenbutel & Osnabruck.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquier, notre Lieutenant General dans la Province de Toul, & notre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté, & signé le cinquième du present Mois de Février en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernshoff & de Heimbouurg, Ministres d'Etat & Presidents des Conscils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswick & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, les Articles séparez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne & leurs Alteses Serenissimes de Brunswick & de Lunebourg, Zell & Wolfenbutel, on est encore convenu de ce qui suit.

I. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, ayant considéré que le Bailliage de Tedinghausen, à cause que ses dépendances sont beaucoup mêlées avec celles du Comté de Hoya, fournissoit matière à des disputes perpétuelles; ce qu'elle trouve contraire à son inclination, d'entretenir à l'avenir une étroite Alliance & amitié avec L. A. & la Maison Serenissime de Brunswick & Lunebourg; & Sa Majesté ayant outre cela eu égard à la maniere honeste dont L. A. ont usé dans le cours de cette Guerre, aussi bien qu'au bon traitement qu'elles ont fait aux Habitans du Pais de Bremen: Sa Majesté en ces considerations s'est portée d'autant plus volentiers à accorder à L. A. susdites des marques & effets reels de sa bienveillance par la presente Declaration & Article, en vertu duquel Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede renoncent, cedent & transportent pour elles, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, à L. A. susdites Ducs & leurs Heritiers, à perpétuité & à toujours, avec toute la Souveraineté & Droits Territoriaux, tant Ecclesiastiques que Politiques, ci-devant possédés par les Ducs de Bremen & de Verden, sans exceptions quelconque, ce qui s'ensuit.

1. La Prevosté ou Vogtey de Dorwern & tout le trait ou coin de Terre, qui est entre les Rivieres de Weser & Aller, confinant avec les Terres de la Serenissime Maison, & appartenant au Duché de Verden, & ce qui y est contenu, avec tous les Domaines, Forêts & Revenus: auquel District pourtant il ne sera point bailé de Portereste, ni établi de nouveaux Peages par L. A. & leurs Successeurs; ce qui s'entend, sauf les Droits, Possessions & proprietés de la Ville de Verden, Gentilshommes & autres Particuliers qui ont des Biens dans ledit District.

De plus & 2. Le Bailliage de Tedinghausen avec toutes ses dépendances, Droits, Domaines, Terres, Villages & Limites, dans le même état & la même la confiance, qu'il a été possédé avant ces Guerres par la Couronne de Suede, sans limitation & sans exception quelconque.

3. Tous les Droits, Revenus, Capitaux, Rentes & Possessions, soit en Terres ou Bois, dont les Evêchez & Chapitres & après la Paix de Westphalie les Duchez de Bremen & Verden, ou leurs dépendances, & ceux

qui l'ont tenu d'eux, ont joui ci-devant & jusques à la Guerre presente, dans les Etats & Terres de l'obéissance de L. A. sans aucune exception.

Sa Majesté pour foy & son Royaume, ses Hoirs & Successeurs à la Couronne, renonce à tout le Droit qu'elle a eu, ou qu'elle peut prétendre en vertu des Traitez de Paix faits ci-devant, sur lesdits Lieux, Terres & Domaines, sans en rien retenir ni réserver; & ce nonobstant toutes Loix, Investitures passées & futures, Coutumes & Constitutions au contraire, & spécialement ce que dit est à l'Article 6. du Traité principal, auxquelles, & aux clauses déroatoires, il est expressement dérogé par le present Traité. Sa Majesté de Suede promet de plus d'indemnifier & de garantir ladite Serenissime Maison de Brunswick & Lunebourg contre toutes les pretentions que quelques Particuliers pourrout former contre les susdits Pais, Possession, Terres, Droits & Revenus cedez à ladite Serenissime Maison, de maniere qu'elle ne puisse être troublée, ou inquiétée dans la tranquille possession, & jouissance desdites appartenances, par voye de fait ou de Justice, ou sous quelque pretexte que ce puisse être, nonobstant tous les Actes, Contrats, Donations ou autres exceptions alléguées au contraire: Sa Majesté promettant même de solliciter & de procurer fur tout ce qui est dit cy-dessus, le contentement de l'Empereur & de l'Empire. Et en particulier employeront les deux Couronnes des offices efficaces, afin que les Terres, Droits & Revenus transportez par la Suede à L. A. en vigueur du present Traité, leur soient bailliez par l'Empereur & l'Empire, comme Allodiaux, ou au moins en qualité d'un *fendum promissum*, & comme la Suede les a possédés.

II. Quoy-qu'il soit dit dans l'Article 6. du Traité principal, que L. A. feront restitution de ce qu'ils possèdent au Pais de Bremen, dès que la Paix generale sera faite, & que la Couronne de Suede se jugera en état de l'occuper & garder de ses propres forces; pourrout les deux Rois, de France & de Suede, dans l'intention qu'ils ont d'obliger L. A. contentent & accordent, en vertu de cet Article, que L. A. susdites puissent garder le Pais de Bremen, & jouir d'iceluy & de tous ses Revenus ordinaires & extraordinaires, sans que la Suede en ait à prétendre aucun remboursement ou satisfaction, non plus que ce qu'elles en ont tiré durant cette Guerre, jusques à huit Mois, à compter du jour que la Ratification du present Traité sera mise entre les mains de L. A. Ce qui s'entend, en cas que la conclusion & execution de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en Guerre, ne se fasse avant l'expiration dudit terme: car alors le Pais de Bremen sera rendu sans autre remise à la Couronne de Suede.

III. Le Seigneur Roi Tres-Chrestien voulant continuer ses soins à l'affermissement du repos & de la tranquillité de l'Empire, & pour n'oublier aucun moyen d'y parvenir, veut bien en consideration des frais faits par L. A. accorder & promettre, comme il fait par le present Article, de faire compter à L. A. la Somme de trois cens mille Ecus dans la Ville de Hambourg en Argent de Banco, en même temps que se fera la restitution du Pais de Bremen: de cette maniere, qu'au jour que sera arrestée la Cession de la Place de Carlsbourg, en conformité de l'Article 6. icy, on mettra entre les mains des Seigneurs Ducs ou leurs Commissaires les premiers cent mille Risdals; au jour que l'on rendra Stade, cent mille autres Risdals; & au jour de Boxtehude, tout le reste.

IV. Il a été accordé de plus de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'en cas que la Guerre dure plus de huit Mois après l'échange des Ratifications du present Traité, & que par conséquent L. A. selon la disposition de l'Article 2. ayent à rendre le Pais de Bremen au Roi de Suede, avant que la presente Guerre soit entierement terminée; Sa Majesté fera payer à L. A. par chaque Mois, à compter du jour après la restitution faite du Pais de Bremen, la Somme de vingt mille Ecus à Hambourg en Argent de Banco, jusqu'à l'execution entiere de la Paix generale entre les Parties qui font presentement en Guerre.

V. En cas qu'il reste à L. A. au terme que la restitution se doit faire, quelques Arrerages des deux derniers Mois, soit des Contributions, Domaines & autres Revenus du Pais de Bremen, il sera pourveu au payement par des Cautions suffisantes.

VI. L. A. pour marquer d'autant plus la reconnaissance qu'elles ont des bontez que les deux Rois leur font

ANNO
1679.

font paroître, promettent à Leurs Majestez, que non seulement elles défendront le Pais de Bremen, tant qu'elles l'auront à garder, de toutes leurs forces, contre ceux qui le voudront attaquer; mais aussi qu'elles ne feront point sortir les Garnisons que L. A. ont dans Carlsbourg & le Fort de Swinge, sans y faire entrer en même temps des Troupes du Roi de Suede: à condition pourtant qu'il sera accordé un Sauveconduit aux Troupes de Danemark & Munster qui se trouveront dans la Place.

De plus promettent L. A. de bonne foy de traiter les Habitans du Pais de Bremen, tant qu'elles en seront en possession, comme elles ont fait jusqu'icy, avec moderation, sans les charger d'impôts & Taxes nouvelles.

VII. L. A. laisseront dans les Places de Stade, Carlsbourg & Boxtehude le Canon & la Munition de Guerre qui s'y trouve presentement de ce qui a été à la Suede, à l'exception de trois Pieces que L. A. pourrout garder, aussi-bien que tout ce qui appartient à elles, & qui se trouve marqué de leurs Noms ou Armes, ou que L. A. ont fait mener dans lesdites Places, du temps qu'elles les ont possédées: ce que L. A. s'engagent à executer de bonne foy.

VIII. La Maison Serenissime de Brunswick & de Lunebourg, s'engage à n'accorder aucun logement, passage ou retraite dans & par les Etats & Terres où ladite Maison a ses Quartiers dans les Cercles de Saxe & le Comté de Lippe, aux Troupes de Danemark & Brandebourg: & ayant prié tres-instamment Leurs Majestez de France & de Suede de l'assister en ce dessein, aussi-bien comme à maintenir la Maison Serenissime dans lesdits Quartiers; Leurs Majestez y donnent volontiers les mains, consentent de plus, que pour ne pas donner occasion à autrui de faire la même chose, elles ne feront point entrer les Troupes & Armées dans lesdits Quartiers, si ce n'est du bon gré & du consentement de L. A. & en tel cas Leurs Majestez les feront dédommager, aussi-bien que les Etats desdits Pais, de toute perte & des frais & dégâts que les Troupes des Rois y pourront causer, auprès desquelles Leurs Majestez feront observer un ordre & Discipline tres-exacte, & payer tout ce qui leur sera fourni: de maniere que tel passage ne tourne aucunement au préjudice de L. A. ou des Etats auxquels elles se trouvent engagées.

IX. Les Seigneurs Ducs ayant fait des prieres tres-instantes aux deux Rois, pour qu'il plût à Leurs Majestez de donner la Paix à Monsieur l'Evêque de Paderborn & Munster à des conditions équitables, Leurs Majestez auront égard à cette intercession, & feront jouir audit Seigneur Evêque de l'effet d'icelle, à condition que luy de son côté fasse des avances nécessaires pour cela.

X. De plus accordent Leurs Majestez sur la priere de L. A. & en consideration de la proche parenté avec elles, de remettre & recevoir à l'honneur de leurs bones graces Monsieur le Duc de Holstein Plöen, & le feront jouir de la Paix faite avec L. A. de sorte qu'en cas que les Armées de Leurs Majestez dans le cours de cette Guerre entrent dans le Pais de Holstein ledit Sieur Duc de Plöen & tout ce qui luy appartient, sera traité comme Serviteur & bon Amy de Leurs Majestez, comme L. A. promettent de leur côté d'employer tous les offices possibles pour les intérêts de Monsieur le Duc de Holstein Gottorff.

XI. De plus Leurs Majestez promettent de ne point faire la Paix, avec leurs Ennemis, sans l'inclusion de la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, & sans une pleine restitution & dédommagement de tout ce qu'elle pourroit perdre, ou auroit perdu ou souffert, en cas qu'il luy falut entrer en Guerre avec quelqu'un au sujet de ce Traité.

XII. Son Altesse le Seigneur Duc Ernest Auguste Prince d'Osnaabruck jouira de ce qui est contenu dans les presens Articles separéz. de la même maniere & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal.

XIII. Sa Majesté Tres-Christienne se veut obliger, comme elle fait par le present Article, de fournir & procurer l'agrement & la Ratification de S. M. le Roi & la Couronne de Suede sur ces Articles separéz, & tout ce qui y est contenu; de garantir ce qui y est accordé à L. A. de Brunswick-Lunebourg, & de ne les point obliger à la restitution du Pais de Bremen avant que la Ratification pure & simple de la Suede ne leur soit délivrée; tout en conformité & de la même ma-

niere comme il est dit & stipulé dans l'Article 13. du Traité principal.

XIV. Le contenu des presens Articles sera compris dans la Paix que les deux Couronnes feront avec S. M. Imperiale & l'Empire.

XV. Les presens Articles separéz auront pareille force & vigueur, que s'ils estoient inferez dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L.S.)
De Bernstorff. (L.S.)
De Heimboung. (L.S.)

ARTICLE SECRET I.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de Sa Majesté Tres-Christienne & L. A. Serenissimes les Ducs de Brunswick & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

Ayant été accordé par l'Article 10. du Traité principal, que Leurs Majestez garantiront la Maison Serenissime de Brunswick & Lunebourg de tout dommage & préjudice qui leur pourroit être fait de qui que ce soit, à cause & occasion de la Paix qu'elle fait avec les Couronnes; Leurs Majestez déclarent de plus par le present Article que ladite Maison jouira de cette garantie, particulièrement contre les entreprises que le Roi de Danemark & l'Electeur de Brandebourg pourroient faire contre elle, sous quelque pretexte & en quelque temps avant ou après la Paix generale, qu'on les fasse éclater.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inféré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L.S.)
De Bernstorff. (L.S.)
De Heimboung. (L.S.)

ARTICLE SECRET II.

Il a été accordé aux instances de L. A. de Brunswick-Lunebourg, que les deux Couronnes de France & de Suede, à la Paix qu'elles feront avec l'Empereur & l'Empire, procureront à tous les Princes de la Maison Serenissime de Brunswick & de Lunebourg une amitié & abolition generale sur tout ce qui s'est passé à l'égard des Quartiers d'Hiver, Contributions, Passages de Troupes dans l'Empire, ou d'autre maniere, dans le cours de cette Guerre; de sorte que lesd. Princes ne pussent être inquiétez pour telles causes, avant ou après la Paix generale, par voie de fait, ou de justice ou telle autre que ce puisse être.

Lequel Article secret aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inféré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L.S.)
De Bernstorff. (L.S.)
De Heimboung. (L.S.)

Nous ayans agreables les susdits Articles separéz & secrets en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxième jour de Fevrier, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de notre Regne le trentième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi; ARNAULD.

Rati-

ANNO
1679.*Ratification du Duc de Zell des Articles separez du
Traité conclu avec le Roi le 5. Fevrier 1679.*

Nous George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswick & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernstorff, notre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de notre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rodolphe Auguste, Duc de Brunswick & de Lunebourg Wolfenbutel, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, à cela spécialement commis & député: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estans convenus le cinquiesme du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

Lesquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'eux séparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de notre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé,*

GEORGE GUILLAUME.

De par Son Alt. Serenissime,

DE BERNSTORFF.

*Ratification du Duc de Wolfenbutel des Articles
separez.*

Nous Rodolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswick & Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné Ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, notre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils, de traiter de notre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume, Duc de Brunswick & Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estans convenus le 7. du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

Lesquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'eux séparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de notre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Fait à Brunswick le 14. Mars 1679. *Signé,*

RUDOLPHE AUGUSTE.

De par Son Alt. Serenissime,

DE HEIMBOURG.

Ratification du Duc d'Osabruck des Articles separez.

Nous Erneste Auguste par la grace de Dieu Evêque d'Osabruck, Duc de Bronswik & de Lunebourg,

faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorff & Heimbourg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Alteesses notre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguste de Bronswik & de Lunebourg. pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles contenus, &c.

ET ayant été expressément arrêté & accordé par le 12. Article séparé, que Nous devons jouir du contenu de ces Articles de la mesme maniere, & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal, Nous avons suffisamment examiné lesdits Articles separez & secrets, agréé, & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inferez, & les acceptons & ratifions par les Presentes, dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Princes de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu. En foi dequoy Nous avons signé ces presentes de notre main, & y fait mettre notre Scel. Fait dans notre Résidence d'Osabruck ce 26. Mars 1679. *Signé,*

ERNESTE AUGUSTE.

CLXXXIII.

Obligation donnée par le Gouverneur General des 17. Fev.

PAIS-BAS ESPAGNOL pour le payement des Contributions qui étoient encore dues à la France au tems de la Paix de Nimègue, avec soumission, à toute Execution Militaire en cas de non payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

Comme nous desirons de lever toutes difficultez à l'égard de la suite demandée pour les Arrerages des Contributions qui sont dues au Roy Tres-Chretien, Nous avons promis & promettons par cette au nom de Sa Majesté de faire donner pour la mesme feureté en conformité du Traité qui sera fait pour ce sujet des Lettres de Change à concurrence de trois cent mille Patacons, & pour le surplus de ce qui pourroit estre due par le descompte ou liquidation qui en sera fait, nous ferons remettre entre les mains de Monsieur le Marechal d'Humieres Gouverneur General pour le Roy T. C. de la Flandre Francoise, un Mois après la date dudit Traité, au cas qu'il n'y soit autrement satisfait devant ce terme selon le contenu de ce mesme Traité, les Obligations de tous & chacuns les Corps des Etats & Provinces redevables de quelques restes de Contributions, suivant les descomptes qui en seront faits, de payer lesd. restes six semaines au plus tard après que lesd. Descomptes auront esté arreztez, & de faire inserer dans l'Obligation des Etats de la Province de Flandres qui s'obligent solidairement, & conjointement avec les Etats de Haynaut de payer en dedans les six semaines susdites à compter du jour de la liquidation tout ce qui se trouvera due par toutes & chacune des Communautés de ladite Province de Haynaut, au defaut de quoy nous consentons que le Roy T. C. puisse faire rentrer & retenir ses Troupes dans le plat-Pays, d'où il les aura retiré en execution dudit Traité; Nous consentons pareillement qu'à suite de payement des Lettres de Change qui seront delivrées lors de la signature du mesme Traité dans les termes & sous les Modifications portez par iceluy ou de ce qui se trouvera due par les descomptes au-delà de la portée desdites Lettres de Change dans six semaines après la liquidation desd. restes de Contributions, ledit Roy T. C. puisse user de la voye de contrainte & execution Militaire, non seulement sur les Etats & Provinces redevables, ou qui seront en demeure de payer, mais

DU DROIT DES GENS.

397

ANNO 1679. mais généralement sur tout le plat-Pays de la Province de Flandres, en foy de quoy nous avons signé la Presente à Bruxelles le 17. de Février 1679.

ANNO 1679.

CLXXXIV.

Fevr. Déclaration du Roi de France Louis XIV. en exécution des Articles XXI XXII XXIII. du Traité d'ESPAGNE, & V. Article du Traité d'HOLLANDE. Donnée à S Germain en Laye le 27. Février 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

L Ouis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme par les Traitez de Paix conclus & arretez en la Ville de Nimègue le 10. Aoust 1678. & 17. Septembre ensuyvant, entre nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres-cher & tres-Amé Frere le Roi Catholique, & de nos tres-chers & grands Amis, Alitez & Confederes les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, il a été entr'autres choses convenu & réglé de quelle maniere il seroit pourveu au rétablissement de ceux dont les Biens auroient été saisis & confisquez pendant le cours de la Guerre; Nous avons estimé nécessaire d'envoyer à nos Cours les Articles précis desdits Traitez concernant le rétablissement desdits Biens, afin que nostre volonté leur étant particulièrement connue elles puissent s'y conformer par leurs Arrêts. Pour ces Causes & autres grandes & justes considerations à ce Nous mouvans, de nostre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, avons dit & déclaré, & par ces Presentes signées de nostre main, disons & declérons. voulons & nous plaît, que tous les Sujets de nostre dit Frere le Roi Catholique. Ecclesiastiques, ou Seculiers, ensemble tous les Sujets desdits Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, dont les Biens auront été saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, soient rétablis en la possession & jouissance d'iceux, suivant & en la forme particulièrement exprimée par les Articles 21. 22. & 23 dudit Traité d'Espagne, & par l'Article 5. de celui d'Hollande, dont la teneur s'ensuit :

les Pays d'où elles se sont cy devant retirées, pour jouir en personnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & Election; sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront être personnellement administrés & deservis.

(6) V. Ceux sur lesquels quelques Biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent être, pourront d'iceux Biens, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui aient été mises esdites Transactions, pour exclusion de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir: & tous & chascuns Biens & Droits qui conformément au present Traité seront restitués ou doivent être restitués reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'imprimer pour ce, consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des Reutes, qui de la part des Filles seront constituées en lieu d s Biens vendus; comme aussi des Rentes & Actions estans à la charge des Filles respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

(6) Du Traité d'Hollande;

Voulons & entendons que le contenu esdits Articles soit gardé & inviolablement observé, sans souffrir qu'il soit allé direct ou indirectement au contraire, qu'à cet effet tous les Procès & differends qui sont nés ou pourront naître cy-après pour raison dudit rétablissement, soient jugés & terminés par nos Cours en conformité des susdits Article. des Traitez d'Espagne & d'Hollande, à peine de nullité & cassation de tout ce qui pourroit être fait au contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris. Seneschaux & leurs Lieutenans, & tous autres nos Officiers & Justiciers de Déclaration ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant tous Edits, Arrêts, Jugemens, Condamnations & toutes autres choses à ce contraires, auxquelles pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence, nous avons dérogé & dérogeons par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir: En témoin dequoy nous y avons fait mettre nostre Seel. Donné à saint Germain en Laye le vingt-septième jour de Février, l'an de grace mil six cent soixante-dix-neuf; & de nostre Regne le trente-sixième.

CLXXXV.

Traité fait du consentement du Tres-Puissant Empereur de FRANCE; Entre nous les tres-Illustres Bachas, Divan & Milice d'ALGER, & le Sieur Denis Dufault, pour le rétablissement du Negoce & Pêche de Corail Du onzième Mars 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

11. Mars;

Q Ue généralement tous les Dettes des Sieurs Piquer, Arnault, Latour, Lalo, la Fontaine, Berthelot & Rebuty, qui ont cy devant intérêt dans le Bastion, faits tant à Alger. Bonne, qu'autres Lieux, sont & demeureront éteints & entièrement abolis, sans que l'on en puisse faire aucune demande, sans quoy ledit Dufault ne traiteroit pas avec Nous.

Il est défendu à tous nos Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres ou autres Bâtiments, de donner aucun

(a) XXI. T Ous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils estoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chascuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viagères & à rachat saisies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre que pour avoir suivy le Party contraire: Ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenues, mesme depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & Revenus perçus & échus dès le saisissement desdits Biens immeubles, & Rentes & Benefices jusques au jour de la publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des Debtes, effets & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles Debtes, & Dépositaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuite ni en prétendre recouvrement, lesquels établissemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivy le Party contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera ledit rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu es Articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires ou définitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans

TOM. VII. PART. I.

ANNO
1679.

aucun empêchement, ni faire aucune visite à tous ceux qui seront audit Baïlion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Baïlion, ni aux Barreaux qui seront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y contravient, seront lesdits Baïllimens, le monde, l'Argent & les Marchandises relâchées, à la requête de l'Agent dudit Dufault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Baïlion & la Calle sont fort délabrez, il lui est permis de les remettre en leur premier état, & de prendre sur les Lieux tout ce qui lui sera nécessaire pour le Baïlion & la Calle, & faire un Moulin à chacun des Montets dudit Baïlion & la Calle; & d'autant que le vent de Terre ne peut faire mouvoir celui qui est présentement audit Baïlion, ils manquent de pain souvent, ce qui est tres-important pour le maintien dud. Negoce.

IV. Arrivant quelque différent entre les Mores, qui empêchent ledit Dufault d'avoir du Bled pour nourrir ses Gens, lui sera permis d'en prendre à Bonne, ou autres Lieux de ce Pays, en le payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des Femmes & Enfants de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cady de Bonne trois mille Pataques par an, en six payes égales, la première commencera en même tems que celle d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du tems du Sieur Sanfon, cessant toutes les introductions faites du depuis, & ne pourra ledit Cady ni aptre, aller audit Baïlion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni sortie. Défendons à tous les Habitans de vendre Cires, Cuirs, Laines, Suif, ni autres Marchandises, non plus que les Cires des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du tems de Sanfon, ni les Cuirs qui resteront après la provision de ladite Ville, qu'audit Dufault, à peine de Confiscation au profit de nostre Doïanne. Ses Barreaux pourront charger de Courcouffons, & autres provisions. Pourra y tenir un Religieux pour dire la Messe, comme au Baïlion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & faire toutes choses comme du tems de Sanfon.

VII. Il est permis audit Dufault de faire pêcher le Corail, au Baïlion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigeri & Bongie, sans qu'on lui puisse donner aucun empêchement; mais lui sera donné ayde, assistance, & tous les Vivres nécessaires & autres choses, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cady du Collo prendra pour tous Droits dix pour cent, pour l'Argent que ledit Dufault enverra audit lieu, pour acheter les Cuirs & les Cires dépendantes du Bay de Constantine, moyennant quoy est expressément défendu audit Cady de prendre aucun autre Droit, & tous les Habitans de ce Royaume de falsifier les Cires, ni les vendre, non plus que les Cuirs, ni à Mores ni à Chrétiens, qu'audit Dufault, d'autant que cela est contre la bonne foi & notre parole, & y contravenant seront les Marchandises confisquées au profit de nostre Doïane.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne payera aucuns Droits, ni tout ce qui sera envoyé pour la subsistance de son Agent en cette Ville, lequel sera permis audit Dufault de le changer quand il voudra. Et est défendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'Argent pour quelque cause que ce puisse être.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque différent qui causât quelque rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dufault ne sera point inquiet ni recherché, n'entendant point mesler aucune cause generale avec une particulière, ni les Affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi; mais sera ledit Dufault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouissance audit Baïlion & Places dépendantes, attendu le grand avantage qu'il en revient à la Paye des Soldats, & aux Habitans de ce Royaume.

XI. Promet ledit Dufault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Baïlion & à la Calle, ou à la coste, sans qu'on puisse le contraindre à prendre des Cuirs, ni des Cires, ni autres Marchandises si bon lui semble, au défaut de quoy

payera six mille doublés d'Or, outre les Lysmes accordées.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Afficiés qui ont précédé ledit Dufault dans ledit Commerce du Baïlion, a causé plusieurs desordres, & que les Lysmes n'ont pas été payées à nostre Divan, au Cady de Bonne, ni aux Mores, dans les termes portez par nostre Ottoman, Nous défendons audit Dufault d'admettre personne dans sa Société sans nostre consentement & adveu, pour être agréé par Nous: Défendons à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dufault.

XI. Moyennant ladite Permission & Privilège, que Nous accordons audit Dufault & aux siens, le défendons à tous autres sans son consentement: Et après avoir payé à nostre Divan toutes les Lysmes échûes du passé, jusques au dernier janvier dernier, a été convenu qu'il nous payera à l'avenir trente-quatre mille doublés d'Or par chaque année, en six payemens égaux, qui se feront de deux Mois en deux Mois, à commencer du premier Février dernier; moyennant quoy promettons maintenir ledit Dufault & les siens, en paisible possession & jouissance audit Baïlion, & Places en dépendantes. Fait & publié en la Maison du Roi, le Divan assemblée, où estoient les tres-illustres Ismaël Bacha; Agy Mehamet, Dey, Gouverneur, l'Agas de la Milice, le Musti, le Cady; les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le onzième Mars 1679. & de l'Egire le vingt-septième de la Lune de Février 1089. Nostre Foy est Foy, nostre Parole est Parole, avec le Seing & Sceau du Bacha. Signé, DUSULT.

NOUS Aly Abdala, Truchement ordinaire de la Maison du Roi, de la Langue Française, Certifications avoir traduit l'Ottoman ci-dessus mentionné, sur celui en Langue Moresque, fait entre nos tres-illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger, & ledit Sieur Dufault; que le Sceau & Armes qui y sont appliquez, sont du Bacha & Dey de ce Royaume, en ayant baillé deux Expéditions audit Dufault pour s'en servir ainsi qu'il avisera bon être. Fait à Alger le 11. Mars 1679. fille de France, & de l'Egire le 27. de la Lune de Février mil quatre-vingt neuf.

NOUS Jean le Vacher, Prestre de la Congregation de la Mission, par la grace de Dieu & du S. Siege Apostolique, Vicaire Apostolique de Cartage en Afrique, Certifications à tous qu'il appartiendra, que Sidy Aly Abdala nostre Truchement, qui a traduit le present Ottoman, est Interprete ordinaire de la Langue Française des Illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger; & que le Sceau & Armes ci-dessus apposez audit Ottoman, sont desdits Seigneurs Bacha & Dey de ce Royaume: En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & appliqué nostre Sceau ordinaire, & fait contresigner par nostre Chancelier, pour servir & valoir audit Dufault ce que de raison. Fait à Alger le 13. de Mars 1679. Ainsi signé, JEAN LE VACHER, Vicair Apostolique & scellé. Es plus bas, G. TARDIE, Chancelier.

CLXXXV. *

Declaratio LUDOVICI XIV. Gallie Regis de 12. Aprilis. Inclusionem Electoris BAVARIÆ in Tractatu Pacis Norwimogenfis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluso, perinde ac si expressse in eo nominatus fuisset. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis 1679. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abtatz I. pag. 474.]

LUDOVICUS Dei gratia Rex Gallie & Navaræ, omnibus iis qui Literas presentes viderint Salutem; Cum Nos certiores redditi fuissimus a Nostro Consignifico Cardinale d'Estres, Episcopo & Duce Lundunensis, Pare Francie, quod Charissimus & Dilectissimus noster Frater Dux Bavarie, S. Imperii Princeps & Elector nominari & comprehendi nostræ ex parte, in Tractatu Noviomagi V. Februarii inter Nos & Charissimum ac Dilectissimum nostrum Fratrem Imperatorem

ANNO
1679

ANNO
1679.

rem Romanorum sancto & concluso, desideret; quoniam ad eundem Tractatum perficiendum multum studium curamque, inprimis ab eo inde tempore, quo dictus Dominus Cardinalis apud dictum Electorem dixerat, contulerat. Propterea notum facimus, quod gaudeamus reddere testimonium aliquod publicum gratiarum, quas Nos dicto nostro Fratri Electori Bavarie habemus, pro impensis, quantum quidem in potestate Ipsius erat, operâ, quâ ad restauratum quietis Patriam suâ perveniretur, & ut Nos præterea rem ipsi expetitâ à Nobis præstaremus. Nos juxta Articulum XXXIII. dicti Tractatus declaravimus & declaramus vigore præsentium memorato Fratri Nostro Imperatori Romanorum & Imperio, quod nos dictum Dominum Electorem Bavarie nominamus, ut præfatus Tractatu Pacis comprehendatur, & omnibus ejusdem beneficiis, sub eisdem conditionibus & commodis, quæ ibidem specificè expressæ sunt, tam ratione suæ Personæ, quàm suorum Territoriorum, Ditionum, & Statuum gaudeat, ac si expressè ibidem nominatus fuisset. Garantiam nostram particularem Ipsi, quoad Executionem dicti Tractatus Noviomagenis nec non Monasteriensis promittentes. Nam talis est voluntas nostra. In testimonium horum Nos præsentem hæc manu nostrâ subignavimus & eisdem Signillum nostrum apposuimus curavimus. Datum S. Germani ad Leyam, die XII. Aprilis Anno gratiæ millesimo sexcentesimo septuagesimo nono, & Regni nostri trigesimo sexto.

LUDOVICUS.

ex Mandato Regis

ARNOLDUS.

CLXXXVI.

29. Mars. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & Ferdinand Evêque & Prince de Munster & de Paderborn; dans lequel le Traité de Paix fait & signé le même jour entre Sa Majesté Suédoise, & ledit Prince Evêque est rapellé & censé compris, de même que l'Article cinquième du Traité de Paix fait le 5. Février entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté T. C. ledit Prince Evêque promettant au surplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 379. Recueil de LEONARD Tom. III. LONDORPHI Acta Publica Tom. X. pag. 701. en Allemand. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Ablatz XV. pag. 231. en Latin. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 871. en Latin; Allemand & François. Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. À tous ceux qui ces presentes Lettres verront : SALUT. Comme nostre tres-cher & bien-aimé Cousin le Sieur Comte d'Esstrades, Marechal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien-aimé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu du Pleinpouvoir que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le vingt-neuvième jour du Mois dernier, avec le Sieur Zurmühlen, Conseiller intime d'Etat de nostre tres-cher & tres-ami Cousin l'Evêque & Prince de Munster & Paderborn, & son Vice-Chancelier en son Evêché de Munster, pareillement muni de Pleinpouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Soit notoire à tous & à chacun, que comme la Paix generale de toute la Chrétienté est depuis longtemps l'unique objet de toutes les Actions de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'elle a employé incessamment.

TOM. VII. PART. I.

ment tous les moyens qu'il a dû à Dieu lui-même en main pour étendre celle qui a été signée à Nimegue le cinquième Février, à tous les Princes qui n'y avoient pas encore donné leur consentement; elle auroit appris avec joye que Monseigneur l'Evêque, & Prince de Munster & de Paderborn, n'ayant pas moins de desir d'y contribuer de sa part, & de rentrer dans les bonnes grâces de Sa Majesté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques possibles de l'estime & de l'affection qu'elle a toujours eue pour lui, auroit résolu de préférer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétablissement du repos de l'Empire par celui des Traitez de Westphalie. C'est pour ce sujet que Sa Majesté a commis le Sieur Comte d'Esstrades, Chevalier de ses Ordres, & Marechal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, pour traiter & conclure, non seulement de sa part avec ledit Prince, mais aussi pour faciliter son accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede. Et ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, ayant aussi commis de sa part le Sieur Zurmühlen, son Conseiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de son Evêché de Munster, ils ont, en vertu de leur Pouvoir, dont Copie est ci-dessous transcrite, arrêté, conclu & signé, tant au nom de Sa Majesté, que dudit Prince Evêque les Articles & conditions qui ensuivent.

I. Ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, se desiste dès à présent de tous les engagements que son Predecesseur avoit pris, tant contre Sa Majesté Tres-Chrétienne, que contre le Roi & la Couronne de Suede; & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de la Guerre présente, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis qui restent en Guerre contre la France, ou contre la Suede.

II. Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foi toutes les Troupes que son Predecesseur avoit, & que ledit Prince peut encore avoir présentement, soit au service du Roi de Danemark, soit dans celui de l'Electeur de Brandebourg; & pour cet effet, de faire toutes les diligences & instances que Sa Majesté pourra desirer de lui.

III. Ledit Prince Evêque promet de garder inviolablement toutes les conditions, auxquelles sont obligés tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix signé à Nimegue le cinquième Février dernier; & Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige de faire jouir ledit Prince Evêque de tout ce qui a été réciproquement stipulé par ledit Traité, en faveur desdits Princes & Etats de l'Empire.

IV. Le Traité qui a été fait & signé aujourd'hui au nom du Roi de Suede & dudit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, sera censé compris dans le présent, comme si ce n'estoit qu'un même Traité, & aura la même force que s'il étoit inséré de mot à mot dans celui-ci.

V. Sa Majesté voulant aussi donner d'autant plus de marques de son estime & de son amitié audit Prince Evêque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la sécurité de ses Etats, lui fera payer incontinent après la Ratification du présent Traité la Somme de cent mille Ecus à Amsterdam, ou à Hambourg, en Argent de Banque.

VI. Sa Majesté Tres-Chrétienne promet pareillement, que si elle est obligée de porter ses Armes au delà du Rhin, elle conservera les Evêchez de Munster & de Paderborn, n'y prétendra aucun passage pour ses Troupes, sans une nécessité indispensable; auquel cas elle pourvoira au paiement des frais nécessaires, en sorte que ses Habitans n'en reçoivent aucun dommage, suivant les Constitutions de l'Empire; & au surplus, Sadite Majesté ne fera prendre dans lesdits Pais aucuns Quartiers & logemens pour lesdites Troupes, ni lever aucunes Contributions, & procurera la même chose pour le bien desdits Evêchez à l'égard de ses Alliez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien promet encore & s'oblige, en cas que ledit Prince & Evêque de Munster & de Paderborn vienne à être attaqué, ou inquiété par qui que ce soit, à cause du présent Traité, de l'assister ou de le protéger & garantir, par la force de ses Armes contre toute attaque & insulte, sans pouvoir former des prétentions contre ledit Prince & ses Etats, à cause des frais que Sa Majesté pourroit être obligée de faire pour cet effet.

VIII. Il est aussi convenu que l'Abbaye de Corvey,

Ecc 2

les

ANNO
1679.

ANNO les Comtez de Bentheim, Teklenbourg, Ritberg, &
1679. la Seigneurie de Rhede jouiront de l'effet du present
Traité.

IX. Sa Majesté Tres-Chrétienne meut du zele qu'elle a toujours eue pour le maintien de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & des infantes prieres dudit Prince Evêque, promet aussi d'employer ses pailans offices auprès du Roi de Suede, pour porter ce Prince à laisser ladite Religion Catholique dans l'état où elle se trouvera, lors que ledit Prince & Evêque de Munster restituera les Pais qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en celui qu'elle estoit en l'année 1614. dans lesdits Pais, suivant les Traitez de Westphalie.

X. Le present Traité sera ratifié de Sa Majesté Tres-Chrétienne & dudit Prince Evêque de Munster & Paderborn, & les Ratifications échangées à Nimègue dans trois semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires susdits avons signé le present Traité, & à icelui fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Nimègue ce vingt-neuvième jour de Mars mil six cens soixante & dix-neuf.

Le Marechal d'Esfr. Colbert. (L.S.)
des. (L.S.) Zurmahlen. (L.S.)

NOUS ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaums, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acce, tous, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelle fait apposer notre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le huitième jour d'Avril, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster
& de Paderborn.

FERDINAND par la grace de Dieu Evêque de Munster & de Paderborn, Bourggrave de Stromberg, Prince de l'Empire, Comte de Pyrmont, & Seigneur de Borkelo, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné Pleinpouvoir, Commission & Mandement special à nostre Conseiller d'Etat & Vice-Chancelier Werner Zurmahlen, d'arrestier, conclure & signer avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne pour la Paix, le susdit Traité, ainsi qu'il est ci-dessous transcrit de mot à mot.

Soit notoire à tous, &c.

Nous avons vu & examiné tous les Articles dudit Traité, & les ayans trouvez entièrement conformes à nostre intention; Nous avons agréé & approuvé, ainsi que Nous agreons, approuvons, & ratifions le susdit Traité en la meilleure forme qu'il est possible, promettant en foi & parole de Prince, d'observer, accomplir, & executer ponctuellement tout ce qu'il contient, sans y contrevenir jamais ni permettre qu'il y soit contrevenu de nostre part, sous quelque pretexte que ce puisse être. En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & fait contre signer par nostre Conseil d'Etat & Vice-Chancelier susdit, & y apposer le Scel de notre Secret. Fait à nostre Château de Neuhaus le quinziesme jour d'Avril mil six cens soixante & dix-neuf. Signé,

FERDINAND.

Et plus bas,

ZURMULEN.

Plein-Pouvoir du Roi.

ANNO
1679.

L'Affection que le Roi a toujours conservée pour Monsieur l'Evêque de Paderborn & de Munster, ayant porté Sa Majesté dans tous les tems à lui donner des marques de son estime & de son amitié, même à prendre des mesures d'Alliance plus étroites avec lui dans l'état present des Affaires de l'Europe, Sa Majesté y est aujourd'hui d'autant plus invitée, que ce Prince estant élevé à la dignité d'Evêque de Munster, est en état de contribuer davantage à la Paix & au repos de l'Empire, que Sa Majesté a toujours si fort affectonné. C'est dans cette vûe de prendre des liaisons nouvelles avec lui, qu'elle a commis & commet le Sieur Comte d'Esfrades, Chevalier de les Ordres, & Marechal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté au Traité de Paix, ausquels elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de confier & negocier avec les Commisaires nommez par ledit Sieur Evêque de Paderborn & de Munster; & munis de pareils Pleinpouvoirs de sa part, & conséquemment arreter, conclure & signer au nom de Sa Majesté toutes & telles conditions que lesdits Sieurs Marechal d'Esfrades & Marquis de Croissy auront permis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en fournir la Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoi, Sadite Majesté a signé les Presentes de sa main, & à icelles fait apposer le Scel de son Secret. Donné à Versailles le vingt-cinquième jour d'Octobre mil six cens soixante & dix-huit. Signé, LOUIS. Et plus bas, ARNAULD. Et scellé.

Pleinpouvoir de Monsieur l'Evêque & Prince de
Munster & Paderborn.

NOs FERDINANDUS Dei & Apostolicæ Sedis gratiæ Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Burggravius Strombergenis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes Pyrmontanus, & Dominus in Borkeloo; Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum quo Christiano Orbis affligitur, in aquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque præterea grato accepimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannia Regis laudabili cura & mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, consilii prudentiâ & experientia & fide Honorabilis & Clarissimi Consilarii nostri intimi & Vice-Cancellarii, sincerè nobis dilecti, & fidelis Wernerii Zurmahlen, Jurium Doctoris, eum nominavimus, eligimus & constituimus nostrum Plenipotentiarium ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, reservando Nobis libertatem illum postmodum pro lubitu Principis Legationis charactere insigniendi. Cui proinde committimus & specialiter mandamus, ut se ad dictam Urbem conserat, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente opera respectivè hinc inde recepturum Mediatorum instituat, cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis Christianissimi, ejusque Consecratorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas, manitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessarios supra omni Plenipotentiarium pro, Pacis Tractatum pro Nobis nostrisque nomine ineundi, concludendi, & signandi inter Nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Regem, ejusque Federatos, omnia quoque Instrumeta que in eum finem requiri possint, consuecendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declaranda.

NO clarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia que ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æque libere & ample, ac ipsi præsentis id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hisce Præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum & gratum, firmum & ratum habituos quæcumque per dictum Plenipotentiarium nostrum acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint: Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni forma; intraque tempus; prout convenit. In cujus rei fidem majorem hæc manu nostra subscripsimus, & Sigillo nostro communivi iussimus. Dabantur in Arce nostra Neubefana die decimo Mensis Novembris, anno supra millesimum sexcentissimum septuagesimo octavo. Signé, FERDINANDUS, & scellé.

CLXXXVII.

29. Mars. Pax inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ, & FERDINANDUM Episcopum Monasteriensem, & Paderbornensem; Quâ Princeps Episcopus obstringitur Regi præstato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremensi & Verdensi armis suis occupata restituere; Rex vero centum millia Talavorum tanquam impensarum compensationem ei solvere promittit; Uterque Articulus quarto Pacis Cæsareo-Suecicæ die 5. Februarii sancitæ omnimodo satisfacere pollicetur. Actum Norimbergi 19-29. Martii 1679. Cum RATIFICATIONIBUS non solum Regis Sueciæ & Principis Episcopi, sed etiam Capituli Cathedralis Monasteriensis. [Actes & Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 386. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD Tom. III. dans LONDORPII Acta Publica Tom. X. pag. 702. en Allemand; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 234. en Latin; dans le Theatrum Pacis Tom. II. pag. 881. en Latin, Allemand & François; dans le Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

In Nomine Sanctissimæ & individuae Trinitatis.

NOTUM sit omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse potest, quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stetini, Pomeraniæ, Cassubie & Vandalie, Princeps Rugiæ, Dominus Ingricæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivæ & Montium Dux, nihil magis in votis habere, quam ut Pax quæ cum Sacra Cæsarea Majestate & Imperio Neomagi die vigesima sexta Januarii anni currentis sancita est, etiam ad residuas & in dictæ Pacis Articulo quinto nominatas partes extendi possit; imprimis vero ut omnes in Imperio motus, eorumque occasiones quantocius & penitus tollantur: Et Reverendissimus & Celsissimus Princeps Dominus Ferdinandus, Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont, & Dominus in Borkelo, sua etiam parte testatur velit qua promptitudine ferat, ad conformandum se suæque Consilia cum Imperii Capite totoque Corpore, adeoque ad diffidenda illa fopienda quæ inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & suæ Celsitudinis Prædecessorem quondam Reverendissimum & Celsissimum Principem, Dominum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem, Administratorem Corbiciensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, & Dominum in Borkelo, occasione nuperorum motuum exorta fuerunt, factum proinde esse Divina annuente gratia, & laudabili Serenissimi & Potentissi-

mi Principis & Domini Domini Caroli Secundi, Magnæ Britannicæ Regis, meditatione adlaborante, ut constituti à parte Sacra Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Illustissimi & Excellentissimi Domini Dominus Benedictus Oxenhielm, Comes in Korskholt & Wafæ, liber Baro in Mohrbj & Lindholm, Dominus in Kapuria & Kattila; Sacra Regiæ Majestatis Regniue Sueciæ Senator ac Præses in summo quod Wismariæ est, Tribunali, ut supremus Legifer Ingricæ & Kexholmicæ, & Dominus Joannes Paulus Olivekrans: Dominus in Ulfhall & Hoffmannstorp, Sacra Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Statûs, & Index ordinarius Territorii Widboensis; à parte vero Reverendissimi & Celsissimi & Episcopi Principis Monasteriensis & Paderbornensis Ablegatus extraordinarius, & Minister Plenipotentarius, Dominus Wernerus Zurmühlen, Celsitudinis suæ Consiliarius intimus & Vice-Cancellarius, Neomagi ad Colloquia Pacis convenierint, ibique commutatis reciproce Plenipotentiarum Tabulis in muris Pacis & Amicitie Leges consenserint tenore sequenti.

I. Sit Pax Christiana & perpetua, sinceraque amicitia inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ, ab una; & suam Celsitudinem & Episcopatum Monasteriensem & Paderbornensem, ejusque Successores, ab altera parte: ita ut statim cessent omnes cujuscumque generis hostilitatum actus ubivis locorum inter omnes & singulos utriusque Partis Subditos & Incolas, cujuscumque fuerint conditionis; adeoque altera Pars alteri nihil posthac inimicitie, aut damni, clam aut palam, directè vel indirectè per suos vel alios inferat vel inferri faciat; sed utrinque potius honori & commodis mutuis studeat, & omnia amicitie bonaque viciniae officia præstet.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & amnistia omnium eorum quæ quocumque loco, modove ab una vel altera parte hæctenus hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum vel ullius alterius rei causa, vel pretextu alter alteri quicquam posthac hostilitatis aut molestiæ, specie Juris, aut via facti, inferat vel inferri faciat vel patiat; sed omnes & singule hinc inde tam ante Bellum quam in Bello verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensæ, absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una pars adversus alteram prætereundere possit, perpetua sit oblivione sepultum. Gaudeantque pariter hac eadem amnestia, ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque Partis Vassalli ac Subditi, ita ut nemini noxæ immove sit aut præjudicio, has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immediatè fuit, statui quoad honores & bona plenè restituantur.

III. Recipitur utrinque Pax Westphalica Osnaburgis die ^{decima-quarta} ^{vigesima-quarta} Octobris anni 1648. sancita, pro firma basi & omnimoda norma hujus Pacificationis, ita ut in omnibus suis Articulis plenum & pristinum vigorem obtineat, & utrique Parti exinde obligatio incumbat omnia ea conferendi, præstandi, quæ ad dictæ Pacis conservationem & integritatem facere possint.

IV. Quævis loca munita vel non munita, atque adeo omne id quod tempore horum motuum in Ducatibus Bremensi & Verdensi, & Terris, vigore Instrumenti Pacis Westphalicæ ad Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ pertinentibus, Armis Monasteriensem occupatum fuit, isdem adhuc teneat, Sacra Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, omni meliori quo fieri potest modo, restituatur: ita ut munitionum præsentium nulla fiat demolitio vel deterioratio, sed in statu præsentium cum omnibus Tormentis Bellicis ad Regiam Majestatem Sueciæ antehac pertinentibus, & in isdem munitionibus nunc existentibus, ceteroque apparatu Militari relinquantur integræ, una cum quibuscunque Archivis & Literariis Documentis ad Ducatum Bremensem & Verdensensem, vel eorundem Civitates & Incolas spectantibus. Fiatque eorum locorum evacuatio & traditio eo tempore quo post ratificationem hunc Tractatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendum postulat; maneatque Dominus Episcopus interea in possessione, eamque contra quosvis defendet: ita tamen ut nihil hostile à suis patrari, nec Urbibus, Agris, Silvique quicquam detrimenti inferri sinat; verum erga Incolas quosvis se moderatè gerat eosque novis & iniustis exactionibus non gravet: aliis tamen obventionibus & emolumentis tam ordinariis quam extraordinariis, sine contradictione & impedimento gaudeat & fruatur,

ANNO 1679. frustrat, nec ulla eorum quæ hæcenus exacta sunt, vel usque ad deoccupationem supra dicto modo obvenient, repetitio locum habeat.

V. Cum Partes hic paciscentes constituerint hanc suam Pacificationem Paci cum Cæsare & Imperio conclusæ in omnibus conformem reddere, ideo speciatim hic inter se utrique recipiant obligationem omnium eorum, quæ Articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hostibus non juvandis expressæ sunt, non secus ac si totos Articulus de verbo ad verbum hic repetitus esset. Et proinde Dominus Episcopus statim bona fide revocabit, sibi quæ reddi curabit omnes & singulos Officiales & Milites Equestres & Pedestres, quos suæ Celsitudinis Prædecessor Regi Daniæ concessit.

VI. Ut autem Dominus Episcopus eorum quæ vigore hujus Tractatus præstanda in se recepit, necnon impensarum in munitionibus tam reparatis, quam sumptuose extructis, nunc autem restituendis factarum aliquam habeat compensationem, Sacra Regia Majestas Celsitudinis suæ aut ejus Successori centum millia Talerorum Imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit. In cuius solutivis majorem securitatem eidem & Episcopatu Monasteriensium in firmam hypothecam relinquit & constituit *Præfecturam* Wildhausen ab omni onere aris alieni liberam, cum omni Jure Superioritatis & Territoriali, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac redditibus quibuscunque ad dictam *Præfecturam* pertinentibus plane prout à Regibus Regnoque Sueciæ possessa fuit, aut vi Pacis Westphalica possidere potuit: ita ut Dominus Episcopus Monasteriensis, ejusque in Episcopatu Successores dictâ hypotheca omni meliore modo, jureque *Antichresis*, sine ulla reductione aut onere reddendarum rationum liberè absque ulla turbatione & impedimento uti frui possint, usque ad ejusdem hypothecæ reductionem Summa prædicta centum millium Talerorum Imperialium faciendam.

VII. Hi Pacis Articuli Instrumento Pacis Cæsareo Suecico comprehensi intelligantur, non secus ac si specificè eidem inserti essent, & rati habeantur à Sacra Regia Majestate, ab una, & Reverendissimo Domino Episcopo, & Capitulo Monasteriensium spatium, vel citius, si fieri possit. In quorum omnium fidem & majus robur hanc Conventionem tam Sacra Regia Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentii, quam suæ Celsitudinis Ablegatus Extraordinarius & Minister Plenipotentarius nominum subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt. Actum Neomagi die vigesima nona Martii, anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Benedictus Oxenstern. (L.S.)
Johan Paulin Olivekrantz. (L.S.)
W. Zurmahlen. (L.S.)

Plenipotencia Legatorum Sueciæ.

NOS CAROLUS Dei gratiæ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehræ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubæ, & Vandalæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingræ & Wismarie, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Dux. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quod cum occasione Belli hujus, quod jam flagrat, motus etiam Nos inter & quondam Reverendissimum ac Illusterrimum Principem Dominum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendissimum ac Illusterrimum Principem Dominum Ferdinandum Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, &c. adhuc continuatur, Nosque non solum nihil in optatis magis habeamus, quam ut Pax, cujus spes læta, laudabili curâ ac mediatione Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, assurgere cepit, Orbi Christiano quantocius restitatur, sed & ut dicti quoque armorum motus feliciter componi possint, quicquid in Nobis est, lubenter conferre velimus; nos ideo nostris ad Pacis Tractatus Neomagi institutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentariis, nostro Regique nostri Senatori ac Præfidi in summo, quod Wismarie est, Tribunali, ut & Supremo Legi-

fero Ingræ & Kexholmia, Illustri, nobis sincere fideli Domino Benedicto Oxensterna, Comiti in Korpholm & Wafæ, libero Baroni in Mohby & Lindholm, Domino in Kapuria & Kattia; sicut & nostro Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widdboënsi, Generoso ac Nobili, nobis sincere fideli Joanni Paulin Olivekrantz, Domino in Uthlial & Hoffmansforp, specialiter in Mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia sive directâ, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Legatorum instanti cum prenominati Principis Mediationis sufficiens Mandato ad armorum Motus ac controversias, nos inter five separatim five conjunctim cum Federatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas monitis.

Damus itaque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessario supradictis Legatis nostris Extraordinariis & Plenipotentariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Controversiarumque compositionem pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Principem, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, consiendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliisque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi, ac quæ liberè ac amplè ac si præsentis id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce presentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcumque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios, sive binos conjunctim sive unum, eorum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extrahita, & commutata fuerint, nos obstricturos hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenierit. In quorum omnium fidem præsentem manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communivimus iussimus.

Deidms in Castris nostris ad Liungby die 2. Decembris Anno 1678.

CAROLUS.

(L.S.)

J. L. HOGHUSEN.

Ratificatio Suecico-Monasteriensis.

NOS CAROLUS Dei gratiæ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehræ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubæ & Vandalæ, Dominus Ingræ & Wismarie, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quandoquidem nos inter & Reverendissimum ac Illusterrimum Principem, amicum nostrum charissimum, Dominum Ferdinandum, Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, Burggraviæ Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitem in Pyrmont & Dominum in Borckelo, &c. per Legatos nostros Extraordinarios & altemonati Episcopi ad id constitutum Plenipotentiarum, remotâ omni, quæ hæcenus in detrimentum publici boni nos intercessit, diffensione, Pax & amicitia pristina sit reducta modo & tenore sequenti.

Inferatur Tractatus.

CUM igitur hæc omnia & singula per Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentarios nostro præfatu, & Mandato, præfatum in modum peracta & conventa sint, rata & firma esse & fore virtute presentium declaramus, ita & verbo nostro Regio promittimus & spondemus, pro nobis nostrisque & Regni nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supradictos Articulus, adeoque totam hanc Conventionem firmiter

ANNO 1679. miter & inviolabiliter servaturos atque Executioni mandatos, nullaque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraveniendos, aut ut per alios contraveniantur passuros. In horum omnium Testimonium & fidem Sigillum nostrum Regium huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Castris nostris ad Liungby die duodecima Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

CAROLUS.

(L. S.)

F. J. ORNSTEDT.

Ratificatio Episcopi Monasteriensis Pacis cum Rege Sueciæ inita.

NOS FERDINANDUS Dei gratiæ Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burgravius Strömbergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont & Dominus in Borkelo, &c. Notum facimus per præsentem posteaquam ad resurgendum, quod ante aliquot annos exaruit, Bellum, Congressus Neomagi Geldorum institutus fuerit, Divina favente Clementiâ factum esse, ut inter infra nominatos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad dictum Congressum destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, nec non nostrum ad eundem Congressum Ablegatum Extraordinarium & Ministrum Plenipotentiarium Pax & Amicitia tandem conclusa sit formâ, modo & tenore sequenti.

In Nomine, &c.

Cum igitur hæc omnia & singula prout hic verbote-nus inserta & descripta leguntur, nostro prædicto, iussu & Mandato gesta & convenita sint, nos eadem & singula approbamus, ratificamus & confirmamus, ratique & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & singulos supradictos Articulos & quicquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandatos, nullaque ratione contraveniendos, aut, ut per alios ex parte nostra contraveniantur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In quorum omnium Testimonium ac fidem Sigillum nostrum huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Arce nostra Sassenbergensi die decimâ Octavâ Mensis Maji Anno 1679.

FERDINANDUS.

Confirmatio Capitalis Cathedralis Monasteriensis.

NOS, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Monasteriensis in Westphalia, supradictos Pacis Articulos omnes & singulos approbavimus & ratos habuimus, prout tenore præsentium approbamus & ratos habemus, in cuius rei fidem ac Testimonium Sigillum nostrum Capitulare majus huic paginæ appendendum duximus. Anno millesimo septuagesimo nono die decimâ nonâ Mensis Maji.

CLXXXVIII.

Mars. *Articles & Conditions de suspension d'Armes entre Sa Majesté Tres-Chrétienne Louis XIV. Roi de France & CHARLES XI. Roi de Suede, d'une part; & le Roi de DANEMARK & l'Electeur de BRANDEBOURG, d'autre part, Concluz & signez à Nimegue le 31. Mars 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

I. UT à primo proximi Mensis Aprilis die usque ad primum Maji insequentem, inter Regem Daniæ, & Electorem Brandenburgicum, ab una, & Regem Galliarum Christianissimum ac Regem Sueciæ ab altera parte, omnes qualiscunque hostilitatis actus

Terræ cessent tam respectu Urbium locorumve, quam prætorum campestrium.

II. Ut à præfato die primo Aprilis, aut minimùm quàm citò, Duces Bellici superiores de præsentibus Indociis certiores fieri poterunt, uniuscujusque Paris Exercitus & Milites isti maneat in Terris & Regionibus, quæ à singulis Partibus jam nunc possidentur; nec fas ipsi sit in alterius Terris pabulari.

III. Ab eodem quoque primo Aprilis die non amplius irrogandæ hinc inde erunt & novæ extraordinariæ Contributiones pro pecoribus, fossoribus, curribusque coercendis unitatæ: neque sit liberum cuiquam ejusmodi Irrogationes facere, si fortè necessitas id postulat, nisi in Terris, quarum in præsens qualibet Pars est in possessione. Præterea neque Partium una ab exigenda Contributionum jam debitarum solutione alteram ullo modo impediet.

IV. Quod si præter spem & votum aliqua super observatione Facti hujus, vel in toto, vel ex parte, intercedat difficultas; illa amicabile viâ sive per Exercituum Præfectos, sive ad hunc Actum utrinque Potestatem habentes Commissarios, sopiuntur: nec fas esto eam ob causam statim ab hisce Induciis resilire, aut arma denudè capessere.

V. Supradicti Legati & Plenipotentiarii mittent à vestigio harum Tabularum descriptum exemplar ad Regem Electorisque Dominorum respectivè suorum, tam Exercituum, quàm Urbium Præfectos, atque adeo se obstringant vigore Plenipotentiarum suarum, quod modò dicti Præfecti præsentem Articulus exsequendos curabunt, ex quo die quisque horum ejus rei nuntium acciperit.

In quorum fidem Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. & sive Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ suprà scriptos Articulos manibus nostris signavimus, Sigillis quoque nostris muniri fecimus, quò cum Articulis Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Christianissimi Galliarum Regis commutentur, Actum Neomagi die 21. Martii 1679.

J. HEUGH.

W. W. BLASPHEL.

Autre Instrument du même Armistice signé par les Ambassadeurs de FRANCE le dernier jour de Mars 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 323.]

I. QUe depuis le premier jour d'Avril prochain jusqu'au premier May ensuivant il y aura entre le Roy Tres-Chrétien & le Roy de Suede d'une part, le Roy de Dannemarc & l'Electeur de Brandebourg de l'autre, une Cessation de tous Actes d'hostilité, tant pour l'attaque des Villes & Places, que pour la Guerre de la Campagne.

II. Qu'à commencer dudit 1. Avril, ou au moins aussitôt que les Generaux pourront être informés du présent Accord, les Troupes & Armées de chaque Partie vivront sur les Terres & Pais, dont chacun est présentement en possession, sans qu'aucun puisse fourrager sur les Terres des autres.

III. Que dès ledit jour 1. Avril ne se pourra faire de part ni d'autre aucune nouvelle demande de Contributions Extraordinaires, Vaches, Bionniers & Charrois, ne demeurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les nécessités occurrentes, que sur les Terres dont chacun est présentement en possession, & sans qu'une Partie puisse empêcher l'autre, d'exiger le payement des Contributions qui sont dues.

IV. Que si contre toute apparence il survient quelque difficulté, au regard de l'observation du présent Accord; soit en tout ou en partie, elle sera terminée à l'amiable par les Generaux, ou par les Commissaires y autorisés de part & d'autre, sans que pour ce sujet cet Accord soit altéré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

V. Lesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires enverront incessamment aux Generaux & Commandans les Troupes des Rois & Electeur leurs Maîtres, une Copie du présent Accord, & promettent en vertu de leurs Pouvoirs, qu'il sera exécuté ponctuellement & de bonne foy, du jour que lesdits Generaux en pourront avoir connoissance. En foy de quoy nousdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France

ANNO
1679.

France avoient signé le présent Accord, & à iceluy fait apposer les Cachets de nos Armes, pour estre échangé avec celui desdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Brandebourg.

Fait à Nimegue ce dernier jour de Mars 1679.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

CLXXXIX.

30. Avril. *Traité de Paix & de Commerce entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & le Tres-Excellent & Tres-Illustre Prince d'ORANGE, d'une part; & Tres-Illustres Seigneurs, ISMAEL BACHA, HADGI MAHOMET, Dai, Baba Haffau, Gouverneur Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'ALGER, d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs Thomas Hees, & Jacob de Paetz, Commissaires desdits Etats Generaux.* Fait le 30. Avril, 1679. [Traduction françoise du Mercure Hollandois de 1679. pag 263. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 91. en Allemand.]

IL est arrêté & conclu, qu'il y aura à l'avenir entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & le Tres-Excellent, & Tres-Illustre Prince d'Orange, d'une part; & les Illustres Seigneurs Ismaël Bacha, Hadgi Mahomet, Day, Baba Haffau, Gouverneur, Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans, & les petits de la Ville & du Royaume d'Alger, d'autre; une Paix bonne, ferme & inviolable, laquelle prendra son commencement dès le jour que la Ratification du présent Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera parvenue & délivrée entre les mains desdits Seigneurs de la Ville & du Royaume d'Alger: & cesseront dès lors tous actes d'hostilité de part & d'autre, estant ce Traité dès à présent approuvé & dévotement ratifié, & confirmé en tous & chacun ses Points & Articles par lesdits Seigneurs d'Alger.

II. Les Navires, ou autres Bâtimens desdits Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets, & Habitans, tant Juifs, que Chrétiens, trouveront toujours une entrée libre dans la Rade & le Havre d'Alger, ou d'autres Places de ce Royaume là, tant pour y demeurer à l'ancre randis qu'il leur plaira, que pour y trafiquer, acheter & vendre avec toute franchise, en payant dix par cent pour les Droits des Marchandises, qui seroient vendus, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse estre; mais celles qui ne se vendront pas seront remportées, & rembarquées en toute liberté, sans en payer aucuns Droits ou Impositions, & pourrout partir quand ils voudront sans aucune detention, ni empeschement. Touchant les Marchandises de Contrebande, comme Poudre, Souffre, Fer, Planches, & toutes sortes de Bois propre à bâtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Futils, & autres assortimens, servans à l'usage de la Guerre, lesdits Habitans des Provinces-Unies, ne seront pas tenus d'en payer aucuns Droits à ceux d'Alger.

III. Les Navires, ou Bâtimens, tant ceux desdits Seigneurs les Etats Generaux, ou de quelcun de leurs Sujets, que ceux du Royaume & des Habitans d'Alger, pourrout naviger, passer la Mer, & trafiquer sans être visités, detenus, retardés, ni molestés les uns des autres; & toutes les personnes, & passagers de quelque Pays, & Nation qu'ils puissent être, avec tout l'Argent, Biens, Marchandises, & meubles de quelques personnes & Nations que ce soit, qui seront trouvez dans quelcun des Vaisseaux susmentionnés, seront tout à fait libres, & ne seront point arrestés, saisis, pillés, ni endommagés de part ou d'autre.

IV. Lors que les Navires de Guerre d'Alger, ou

bien les Bâtimens d'autre forte rencontreront en pleine Mer quelques Vaisseaux Marchands, ou autres appartenans aux Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, n'étant point dans les Places dependantes desdits Seigneurs Etats, ceux d'Alger pourrout envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies avec deux Hommes seulement, qui entreroient dans ladite Chaloupe, outre ceux, qui tireroient à la rame; & ensuite il n'entrera dans aucun Navire Marchand, ou autre Vaisseau pas plus, que ces deux Hommes, sans permission du Capitaine ou Patron de Navire, lequel leur ayant montré un Passeport valide, & reconnu pour tel, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer Incontinent, & le Navire Marchand, ou autre Bâtiment poursuivra sa route sans aucun empeschement. D'autre côté aussi si quelque Navire, ou autre Vaisseau desdits Seigneurs Etats Generaux vient à rencontrer quelques Vaisseaux de ceux d'Alger, le Capitaine de quelcun de ces Vaisseaux ayant montré un suffisant Passeport, signé par les Seigneurs Regens d'Alger, avec une Certificat du Consul desdits Seigneurs Etats, Resident pour lors à Alger, ce Navire, ou Bâtiment Algerien poursuivra librement son voyage.

V. Nul Capitaine, ou autre personne de quelque Navire ou Bâtiment d'Alger, ne pourra tirer de quelque Vaisseau appartenant aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, aucune personne, ou personnes, de quelque Nation ou condition qu'elles soient, pour les mener ou faire mener autre part, afin d'y estre examinées, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre; & beaucoup moins leur sera-t-il permis de gehener ou torturer quelcune desdites personnes, qui se pourroient trouver embarquées dans quelques Vaisseaux des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte, ou couleur que ce puisse estre.

VI. S'il arrive, que quelques Navires, ou Bâtimens desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelcun de leurs Sujets & Habitans viennent à échouer aux côtes d'Alger, lesdits Navires avec leurs appaux, Charges & Marchandises, ne seront point confisqués, ni les personnes faites Esclaves; mais tous les Sujets d'Alger seront obligés de faire tous les devoirs possibles & imaginables pour sauver lesdites personnes & Marchandises.

VII. Nul Navire, ou Bâtiment d'Alger ne pourra aller à Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou vers aucunes autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux, pour y servir à faire des prises sur les Sujets desdits Seigneurs Etats.

VIII. Nuls Vaisseaux d'Alger grans ou petits ne pourrout aller en course aux environs, ou à la veüe des Rades, Havres, Ports, Villes, & Places effans sous la domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. En cas, que quelque Vaisseau de Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux vint à amener à Alger, ou autres Places de ce Royaume quelque Navire, ou Navires, personnes, ou Marchandises appartenans à quelcun des Sujets desdits Seigneurs Etats à Alger, ou en d'autres Places de ce Royaume, les Gouverneurs d'iceluy ne souffriront pas, que telles personnes, ni telles Marchandises, ou effets y soient vendus, ni distraits.

X. En cas, que quelques Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux entraissent au Port d'Alger, ou dans quelques autres Havres & Places de ce Royaume avec quelques prises, ils pourrout en toute liberté les y vendre, ou en disposer selon que bon leur semblera, sans estre molestés de qui que ce soit: Davantage, les Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats ne seront obligés de payer aucuns Droits, ni Gabelles, mais au contraire en cas qu'ils eussent faute de munitions de bouche, ils pourrout franchement acheter tout ce dont ils auront besoin à prix courant.

XI. Aussi-tost que quelque Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux parolira à la Rade d'Alger, & que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine dudit Navire en aura averti les principaux Gouverneurs d'Alger, cela sera publié par toute la Ville, afin que chacun ait à garder ses Esclaves; mais, si non obstant cela quelque Esclave venoit à échapper, ou qu'il y eut soupçon, que quelcun fut échappé, lesdits Seigneurs d'Alger ne permettront pas, que pour ce sujet aucune insolence soit faite, ni dudit Consul, ni à aucun autre Sujet des Provinces-Unies, qui se trouvera alors à Alger; mais ils commanderont aux Patrons d'un

ANNO
1679.

ANNO d'un tel Esclave, ou Esclaves, qu'ils les demandent
679 avec toute discrétion au Capitaine ou Commandeur
vers lesquels le seroient peu réfugié : & si cet Officier
le nioit confiamment, ou qu'on n'en eut pas pleine
connoissance; le Patron ou les Patrons seront obligés
d'ajouter une entière foy aux paroles dudit Officier,
sans pour ce sujet pouvoir molester en aucune manière
ni le Consul, ni les Sujets susnommez : Neanmoins
s'il étoit constant, qu'un tel Officier cachât la vérité
du fait, les Seigneurs Gouverneurs d'Alger pour-
ront interpellé ledit Consul d'écrire sur ce sujet
aux Seigneurs Etats Généraux, afin qu'aux Patrons
de tels Esclaves échappés soit donné satisfaction sans
aucun delay.

XII. Dès le jour que la Ratification du présent
Traité de la part des Seigneurs Etats Généraux sera
fournie & livrée aux Seigneurs Gouverneurs d'Alger,
nuls Sujets & Habitans des Provinces-Unies, tant Juifs,
que Chrétiens, ne pourront être faits Esclaves dans la
Ville, ni dans toute l'étendue du Royaume d'Alger,
sous quelque prétexte que ce soit. En outre lesdits
Seigneurs Etats Généraux ne seront nullement obligés
en vertu de ce Traité de Paix, de racheter aucun de
leurs Sujets & Habitans étant à présent en Esclavage,
ou de ceux qui pourroient encore tomber devant ladite
Ratification dans le même malheur; mais il dépendra
absolument de leur libre volonté, sans aucune limita-
tion, ou restriction de tems, d'user de charité, & d'en
racheter tels, & tant, & en tout tems que bon leur
semblera, à condition d'accorder du prix de leur rachat
le plus raisonnable avec leurs Patrons, sans qu'on les
puisse contraindre malgré eux à en racheter aucuns, soit
des Esclaves du Beylic, ou de Galere, soit de ceux qui
appartiennent aux Seigneurs, comme le Bacha, Day,
Gouverneur, Aga, ou de qui que ce puisse être: Ne
trouvant point à propos pour beaucoup de raisons de
 stipuler, que les Patrons soient tenus d'émanciper leurs
Esclaves, qui sont leur propre bien, pour le premier
achat; Promettant lesdits Seigneurs d'Alger d'employer
leur autorité en cette affaire, pour contenter toutes
les deux Parties. Il est convenu ensuite, que tous les
Esclaves étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs
Etats Généraux jouiront à l'occasion de leur delivran-
ce du profit & de l'Emolument du rabais, ou de la di-
minution des Droits de la Maison Royale, comme
aussi des autres frais, en les payant d'une aussi raison-
nable Somme qu'aucuns Esclaves d'autres Nations ont
accoutumé de payer à l'égard de leur rachat, soit après
la Paix conclue, ou par voye d'Aumônes: bien enten-
du, que tels Esclaves Habitans des Provinces-Unies,
qui voudront jouir de cet Emolument, devront être
rachetés par la main des Commissaires Thomas Hees,
& Jacob de Paer, ou de quelque autre Ministre de
l'Etat des Provinces-Unies, qui se trouvera cy-après
dans Alger; mais pour d'autres Esclaves, Sujets des-
dites Provinces, qui ne voudront pas jouir de cet avan-
tage au regard desdits Droits, ils pourront procurer
leur liberté par d'autres personnes, selon qu'ils trou-
veront à propos. De plus lesdits Commissaires, ou au-
tres Ministres publics, lesquels pourroient être envoyés
à l'avenir en cette Ville de la part desdites Provinces-
Unies, auront la liberté, & le pouvoir de faire passer
devant eux, ou leurs Secretaires des Contrats & Ac-
cords, donner des Lettres Patentes, ou autres Dépê-
ches en leurs noms, & faire tout ce qui sera requis
pour la delivrance, & le départ des Esclaves rache-
tés, sans qu'aucun, qui que ce soit, s'y puisse oppo-
ser, ou incommoder lesdits Esclaves. Et pourront
aussi lesdits Ministres avec autant d'autorité qu'aucuns
de ceux d'autres Princes, Potentats, faire ou faire pas-
ser par devant eux, entre, & pour d'autres Nations
Chrétiennes, toutes sortes d'Instruments, & Contrats,
& donner des Passports sans aucune contestation de
qui que ce soit.

XIII. S'il arrive que quelque Sujet desdits Sei-
gneurs Etats Généraux demeure dans la Ville, ou en
quelque autre endroit du Royaume d'Alger, les Biens
ou l'Argent d'iceux ne pourront pas être saisis, ni re-
cherché en façon quelconque par les Gouverneurs,
Juges, ou autres Officiers dudit Alger, mais seront
tels Biens, ou Argent recueilli par celui, ou par ceux,
que le défunt aura nommé, ou institué son Héritier,
ou Héritiers par Testament, en cas qu'iceux se trou-
vaient au lieu où le Testateur est décédé: mais s'ils
n'y sont pas, alors l'Exécuteur du Testament, qui au-
ra été institué légitimement par le Défunt, après avoir
fait un Inventaire de bonne foy de tous les Biens, &
Tom. VII. PART. I.

Argent délaissez, les prendra en sa garde sans aucun
empêchement, & aura soin que par des voyes sûres il
soit remis entre les mains des vrais, & légitimes Hé-
ritiers. Mais si quelq'un desdits Sujets venoit à mourir
sans Testament: le Consul desdites Provinces-Unies se
faisira de tels Biens, & Argent sous un Inventaire juf-
sifiant, pour les faire tenir aux plus proches Parents, &
Héritiers du Défunt.

XIV. Les Marchands, tant Juifs, que Chrétiens
desdites Provinces-Unies se trouvant dans la Ville
& Royaume d'Alger, ne seront point du tout contrain-
s d'acheter des Marchandises contre leur gré; mais il se-
ra toujours à leur choix d'en acheter de telles, qu'ils
trouveront leur être sortables. Pareillement ne sera au-
cun Capitaine, ou Patron de Navire desdites Provin-
ces tenu de charger malgré luy des Marchandises pour
les porter, ni pour faire des Voyages vers des Lieux où
il ne voudra point aller. Aussi ne sera le Consul des-
dites Provinces point obligé de payer les Dettes d'un
autre sujet des mêmes Provinces; à moins qu'il n'eut
été donné pteige & caution par acte public pour le
payement desdites Dettes.

XV. Les Sujets, tant Juifs, que Chrétiens desdits
Seigneurs Etats Généraux, en cas de piaderie ou Pro-
cez à Alger, ou dans son Territoire, ne seront point
tenus de se soumettre à aucune autre Jurisdiction, qu'à
celle du Day, & de la Douane: Excepté néanmoins
s'il y avoit des différends tant Civils, que Criminels en-
tre ceux de la Nation seule desdites Provinces-Unies,
auquel cas ils ne seront obligés de comparoitre par-
devant autre Juge, que pardevant leur Consul, qui aura
l'autorité de terminer lesdits différends, comme de
meurtres, blessures, & autres delits, selon l'Instruction,
& les ordres desdits Seigneurs Etats Généraux.

XVI. S'il arrivoit que quelque Sujet desdits Sei-
gneurs Etats Généraux se trouvant au Royaume d'Al-
ger, offensât, blessât, ou tuât un Turc, ou More, &
qu'il vint à être fait Prisonnier, il sera châté de la mê-
me manière, & non avec plus de rigueur qu'un Turc
pourroit être puni, s'il avoit commis de pareils crimes;
mais s'il venoit à échapper, le Consul, ni autres Sujets
desdits Seigneurs Etats ne pourront point être inquié-
tez, ni molestés à cause de cela.

XVII. Ledit Consul des Seigneurs Etats Généraux
résident à Alger, y demeurera en toute liberté & seure-
té, tant de sa personne, que de ses Biens. Il luy sera
aussi permis de choisir son Trucheman & Courretier,
& d'aller à bord de toutes sortes de Vaisseaux, qui se-
ront à l'ancre aux Havres, ou à la Rade, tant de fois
qu'il luy plaira, comme aussi de frequenter le Pais par
Terre. De plus luy sera octroyé & permis de faire publi-
quement en sa Maison l'exercice de la Religion Chré-
tienne, & Réformée, sans aucun trouble, ou molestation,
soit de fait, ou de parole, par qui que ce puisse être.

XVIII. De plus a été accordé & convenu, que
non seulement durant la continuation de la Paix & ami-
tié, mais aussi en cas de quelque interruption, ou rup-
ture d'icelle entre lesdits Seigneurs Etats Généraux, &
ceux du Royaume d'Alger, le Consul & autres Sujets
desdits Seigneurs Etats demeurant audit Royaume
d'Alger, c'est-à-dire, aussi bien en tems de Guerre,
que de Paix auront une entière liberté de se retirer chez
eux, ou vers d'autres Pays en des Navires ou Vaisseaux
de quelque sorte de Nation que ce soit, ainsi qu'ils
trouveront à propos, & de transporter avec eux leurs
Biens, Familles, & Serviteurs, sans qu'on leur puisse
donner le moindre empêchement.

XIX. Nul Sujet, tant Juif, que Chretien desdits
Seigneurs Etats Généraux, étant passager, & allant
avec son Bagage vers quelques Pays que ce soit, ou en
venant, ne pourra être molesté en façon quelconque,
quoy qu'un tel passager se trouvât en un Vaisseau En-
nemi de ceux d'Alger. De même un Passager Alge-
rien se trouvant embarqué en un Vaisseau Enne-
mi desdits Seigneurs Etats, ne sera point molesté ni
en sa personne, ni aussi en ses Marchandises qu'il aura
chargées dans ledit Vaisseau.

XX. Aussi-tôt, que la Ratification du présent Trai-
té de la part desdits Seigneurs Etats Généraux sera ar-
rivée à Alger, & delivrée aux principaux Gouverneurs
de ladite Place, toutes les injures & dommages souf-
ferts de part & d'autre seront éteints & mis en un perpe-
tuel oubli, & cesseront toutes sortes d'hostilités & vio-
lences de l'une & de l'autre part; aussi demeurera cette
Paix en son entière force & vigueur, & continuera
pour toujours: & si depuis le jour, que ladite Ratifi-
cation aura été mise entre les mains desdits Seigneurs
F f f

ANNO
1679.

ANNO
1679.ANN
1679

principaux d'Alger, se faisoient encore quelques prises & dommages de côté & d'autre devant que la Paix fut convenue à un chacun des sujets, il en sera donné une prompte satisfaction.

XXI. En cas, que par inadvertance, ou autrement il survint quelques contraventions au present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, ou desdits Seigneurs d'Alger, ledit Traité ne laissera pas de subsister en toute sa vigueur, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Paix, amitié, & bonne correspondance; mais la Partie offensée demandera à l'amiable une prompte reparation de telles contraventions avant que d'en venir aux armes: Et si la faute procede de quelques Sujets particuliers, ils en seront seuls punis severement, sans aucune connivence; comme infractions de Paix, & Perturbateurs du repos public.

Confirmé, signé, & scellé en la presence de Dieu le trentième jour d'Avril, l'an de grace mil six cent soixante & dix-neuf; étant vers le milieu de la Lune Rabia Eloneli, en l'année mil nonante de l'Hegire.

(L.S.) Thomas Heet,

(L.S.)

(L.S.) Jacob de Paetz,

(L.S.)

(L.S.)

CXC.

3. Mai. *Articles signez entre les Ambassadeurs de France & celui de Brandebourg, par lesquels Wesel & Lipstat sont remis aux Troupes de Sa Majesté Louis XIV. Roi de France, avec prorogation de l'Armistice pour le tems de 15. jours. Fait à Zanten, le 3. Mai, 1679.*
[FREDER. LEONARD. Tom. III. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 7. en Allemand; & dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Nimègue. Tom. IV. pag. 468.]

Comme pendant tout le cours de la Guerre qui auroit engagé Monsieur l'Electeur de Brandebourg dans des intérêts contraires à ceux de Sa Majesté Tres-Chrétienne, Son Altesse Electorale auroit toujours conservé une forte passion de rentrer par la Paix dans l'Alliance dudit Seigneur Roi, & que Sa Majesté auroit toujours témoigné desirer qu'un prompt accommodement des differends qu'il y a entre la Couronne de Suede, & ledit Sieur Electeur la peust mettre en estat de luy rendre sa premiere amitié, & luy faire ressentir les effets de l'estime qu'elle a toujours eue pour luy: il seroit arrivé que pour parvenir à cet accommodement on seroit convenu d'une suspension d'Armes pour tout le Mois d'Avril, laquelle n'ayant pu suffire pour terminer les differends qui ont arresté jusques à present le Traité de Paix, Sa Majesté pour ne rien omettre de ce qui la peut faciliter, auroit donné pouvoir à ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour les Traitez de Paix à Nimègue de convenir avec l'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. d'une prorogation d'Armistice aux conditions suivantes.

I. Qu'en conséquence des offres que Monsieur l'Electeur de Brandebourg a fait faire à Sa Majesté Tres-Chrétienne pour preuve de la bonne foy avec laquelle il veut agir avec elle, le Sieur de Spaen Lieutenant General & Commandant les Troupes de Son Altesse Electorale remettra les Places de Wesel & de Lipstat au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne pour être gardées par les Commandans & Troupes qu'Elle y voudra mettre en Garnison jusques à ce que la Paix entre Sa Majesté & ses Alliez d'une part, & Monsieur l'Electeur de Brandebourg soit signée & ratifiée.

II. Que les Troupes qui sont en Garnison dans ladite Place de Wesel, & Fort de Lippe en dépendant pour S. A. E. en sortiront Marly neuvième de ce Mois & que la Garnison Française que Monsieur de Calvo y envoie jusques au nombre de quatre mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie, y sera introduite & receuë de bonne foy par ledit Sieur de Spaen

pour y demeurer jusques audit temps de l'échange des Ratifications du Traité de Paix qui se fera avec Son Altesse Electorale.

III. Ledit Sieur General de Spaen fera aussi conduire par un Commissaire le Corps de deux mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie des Troupes de Sa Majesté Tres-Chrétienne qui doivent tenir Garnison dans Lipstat & elles partiront pour cet effet d'Ordinghen ledit jour neuvième du present Mois pour arriver à ladite Ville de Lipstat le quinziesme au plus tard, où ledit Sieur de Spaen les fera aussi recevoir & loger en faisant en même temps retirer les Troupes qui y tiennent Garnison pour Monsieur l'Electeur.

IV. Qu'il sera libre audit Sieur General de Spaen de retirer desdites Places tout ce qui luy sera nécessaire & qu'il fera dresser un Inventaire de tout ce qu'il laisse de Munitions de Guerre & de bouche dans les Magasins desdites Places & de toutes autres choses appartenantes à S. A. E. pour être rendus en pareille quantité par Sa Majesté avec l'Artillerie après la Paix à ceux auxquels Monsieur l'Electeur de Brandebourg desirera que lesdites Places soient remises; ce qui sera fait sans aucune deterioration.

V. Il sera pareillement libre aux Habitans desdites Places ou d'y demeurer, auquel cas ils y feront en toute seureté, ou d'en sortir & d'en retirer tout ce qu'il leur appartiendra.

VI. Et comme la prorogation d'Armistice que ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. auroit demandée instamment pour traiter de ladite Paix tant pour Elle que pour le Roi de Danemark son Allié, auroit été trouvée par Sa Majesté beaucoup plus longue qu'elle n'est nécessaire pour la conclure, & que même elle pourroit rendre plus incertain un bien si désiré de toute l'Europe, il a été convenu que la suspension d'Armes signée le 31. Mars dernier durera encore quinze jours, & à commencer demain quatriesme dudit Mois.

VII. Les Troupes que Sa Majesté Tres-Chrétienne mettra dans Wesel & Lipstat, ne seront à charge aux Habitans & Sujets de S. A. E. que pour le couvert & les simples ustancilles, & l'on n'imposera ni exigera aucunes Contributions, Fourrages, ou subsistence de ses Pais estans au delà du Rhin.

VIII. Il a été aussi accordé que les Generaux, Intendants, Commissaires & autres Officiers ne se mesleront point des affaires de Justice, Police, & Finances, ou Ecclesiastiques dudit Pays, & les laisseront dans l'estat où elles sont à present.

IX. Le Commerce fera libre tant par Eau que par Terre sans être chargé d'aucune nouvelle imposition sous quelque prétexte que ce puisse estre. En foy dequoy Nonsdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires avons signé les presens Articles & à iceux fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Zanten le troisieme May mil six cens soixante & dix-neuf.

LE MARESCHAL D'ESTRADES. COLBERT.
BLASPEIL.

Promesse du General Spaen d'exécuter les Articles dont les Ambassadeurs de France sont convenus avec celui de Brandebourg le 3. May 1679.

Nous soussigné Lieutenant General Commandant les Troupes de Son Altesse Electorale de Brandebourg après avoir eu communication des Articles accordez ce jourd'uy entre Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France & M. de Blaspiel aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sadite Altesse Electorale, avons promis, & promettons de les executer de notre part selon leur forme & teneur, & en conséquence remettre de bonne foy au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne, la Place de Wesel, avec le Fort de Lippe en dépendant, & celle de Lipstat dans le temps & en la manière mentionnée dans lesdits Articles. Fait à Zanten le 3. May 1679.

SPAEN.

CXCI.

Declaration des Ambassadeurs de France pour la Prolongation de l'Armistice avec le Roi de DANEMARC

ANNO
1679.

NEMARC pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679. Avec une autre semblable DECLARATION de l'Ambassadeur de Sa Majesté Danoise. A Nimegue le 25. Avril — 5. Mai 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 472.]

Basse-Hesse reconnoissent CHARLES LAND-ANNO Grave de Hesse-Cassel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obéissance & fœlicité. A Cassel le 29. Avril — 9. Mai 1679.

Nous soussignés, Ambassade Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, étans convenu le 3. jour de ce Mois avec son Excellence Monsieur de Blaspiel, Ambassade Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brand. que la Suspension d'armes, signée à Nimegue le 31. Mars dernier, seroit renouvelée pour 15. jours, & continuée aux mêmes conditions; déclarons que nous avons pareillement consenti, que le Roi de Dannemarck avec son Royaume & ses Etats soient aussi compris, en la meilleure maniere qu'ils puissent être dans ladite prorogation & continuation d'Armistice: & nous en promettons de bonne foi en vertu de nos Plenipouvoirs le même accomplissement de la part de Sa Majesté envers le Roy de Dannemarck, ses Royaume & Etats, que nous l'avons promis envers Monsieur l'Electeur de Brandebourg par ladite Convention du 3. de ce Mois. En foy de quoy nous avons signé ces Preteux, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes.

A Nimegue ce 5. May 1679.

(L.S.) Le MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

Declaratio Excellentissime Legationis Danica pro continuatione Armistitii, die 31. Martii Neomagi conclusa.

Nos Sacrae Regiae Majestatis Danicae, Norwegiae, &c. Legatus Extr. & Plenipotentarius infrascriptus declaramus & notum facimus per praesentes, quod cum inter Illustrissimos & Excellentissimos Dominos S. R. M. Christianissimae Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ex una, & Illustrissimum & Excellentissimum Dominum S. S. Electoralem Brandenburgicam Legatum Extraord. & Plenip. ex altera parte 3. die hujus Mensis Maji conventum fit, ut Armistitium sive Armorum & Hostilitatum cessatio 31. Mensis Martii novissime elapsi hic Noviomagi conclusa denno renovaretur, & per 15. dies à 4. itidem hujus Mensis Maji Stilo Novo numerandos prorogaretur & continuaretur, iisdem Armistitii legibus & conditionibus, de quibus 31. die Martii inter Partes tunc paciscentes conventum erat, per omnia renovatis & restituitis, nos in praedictam Armistitii prorogationem & continuationem, ut & praedictas Leges atque conditiones jam renovatas nomine S. R. M. Danicae Domini nostri Clementissimae consentimus, easdemque ratas habemus, omniaque & singula, quae ex parte alte memoratae S. R. M. Danicae erga S. R. M. Christianissimum observanda & adimplenda sunt, bona fide observatum & adimpletum iri promittimus per praesentes manu nostra signatas & Sigillo nostro munitas.

Noviomagi die 25. Aprilis 1679.

(L.S.)

J. HOECHT

CXCII.

29. Avril. 9. Mai. Subjuguings-Reverse derer Beamten des Nieder-Hessischen Fürstenthums/ an Carl Landgraffen zu Hessen-Cassel/ als ihren Landes-Fürsten ausgestellt/ ihne jederseit Treu/ Huld/ und gehorsam in ihrer Verwaltung zu verbleiben. Geben zu Cassel am 29. April — 9. May 1679. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz VIII. pag. 926.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Hommage par lesquelles les Officiers de la Tom. VII. PART. I.

Quart zu End benandte Ambelcurbe und undere Beamte der hienit/ lartae um Nieder-Hessenthumb Hessen/ thum und hienit/ betennende, Als der Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Ernst Landgraf zu Hessen/ Fürst zu Hersfeld/ Graf zu Eschenbagen/ Dieß/ Biegenham/ Nidda und Schaumburg etc. Unser gnädigster Fürst und Herr/ uns ohnabhängig zu Seiner Durchl. respective Amt- und Obdigen/ auf Wasche Niederhessischen Quarta, gnädigst besetzt und abgigen/ in besagter nach Veranlassung aber dem im Hochl. Fürstl. Haus Hessen-Cassel am 12. Februarii Anno 1627. und folgendes am 1. Septembris Anno 1628. wie auch am 11. Januarii 1654. und den 8. Maii 1660. nach und nach aussgerichteter Haupt- und Erb-Verlegung/ uns obliegen und geschulden soll/ wohn wir auch in kraft unserer Bestallungs-Briefe angewiesen seyn/ den regierenden Landes-Fürsten in dem Fürstl. Haus Hessen-Cassel/ und dessen Successoren in der Regierung/ auf die in besterter Niederhessischer Quarta reservirte Jura superioritatis in Geist- und Weltlichen Sachen/ und was davon dependiret/ auf Wasche und Weise/ wie besagte und andere erfolgte Verlegung/ und Absche ausweisen/ schürige Handgebloms/ und darauf auch würckliche Eyds-Pflichte zu thun/ auch darüber gemöthliche Reversales Jurat zu geben/ Und es dann/ an dem/ das auf neulicher Zeit nach Gottes gnädigem Willen/ erfolgen frühzeitigen Todes-Fall des Heiland Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Wilhelm des Heiden/ Landgrafen zu Hessen/ Fürsten zu Hersfeld/ Grafen zu Eschenbagen/ Dieß/ Biegenham/ Nidda und Schaumburg etc. unser auch gemachten gnädigsten Fürsten und Herrn/ hochselbstigen Andenkens/ dero Herr Bruder/ der auch Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Carl Landgraf zu Hessen/ Fürst zu Hersfeld/ Graf zu Eschenbagen/ Dieß/ Biegenham/ Nidda und Schaumburg etc. unser auch gnädigster Landes-Fürst und Herr/ hochselbstiggedachter Seiner Fürstl. Durchl. in Regiment succediret/ und dero selben baldere solte Eyds-Pflichte zu leisten/ und vermöge dero selben die reservirte hohe Landes-Fürstl. Jura in Geist- und Weltlichen Sachen in besagter Niederhessischen Quarta, auch in specie dem regierenden Fürsten/ und dessen Successoren zu gutem zu wahren/ wir alle Wege schuldig seyn/ das demnach höchstgedachter Ihre Durchl. unsern gnädigsten Fürsten und Herrn/ von wegen iese erzeigter reservirter Landes-Fürstlicher Jurium Superioritatis, wir als besetzte Beamten/ in der Niederhessischen Quarta, die oberhöchster massen verglicene Handgebloms/ und würcklich geschworne Eyds-Pflichten auf erangene Citation gehorhambst allhier geleistet/ und uns darüber verpflichtet haben/ auch hienit nochmals kräftiglich versprochen/ Ihre Fürstl. Durchl. und derselben Manns-Abkömmlings-Erben/ und nachkommen in der Regierung/ nach der Ordnung des im Fürstl. Haus Hessen-Cassel/ als durch den Reichs-Friedensschluß und jüngsten Reichs-Abscheid bestätigten Rechts der ersten Geburt/ zu der oberhöchster massen reservirten Landes-Fürstlichen Hoheit und Rechten allzeit/ (wegen besagter Reservaten) bey unserer Dienstverwaltung/ und so lange wir darbey seyn und bleiben werden/ treu/ huld/ gehorsam und gewirig zu seyn/ die benelde reservata, so viel deren in unsere Amtes-Verordnung lauffen/ und unter denselben insonderheit die Reichs-Erbs-Fürstlein-Land- und Trant-Steuer/ und was denen anhänget/ treulich und fleißig zu wahren/ zu beobachten und zu verwalten/ vor uns selbst darwider nicht zu handeln/ noch andern zu handeln gestatten/ sondern die vorfallende Nothdurft jederzeit an hochstgedachte Ihre Fürstl. Durchl. unsern gnädigsten Landes-Fürsten und Herrn/ oder Ihrer Fürstl. Durchl. nachgefolgte hiesige Regierung zu berichten/ gelangen lassen/ und insgesamt dieser Landes-Fürstl. Reservaten halber zu thun und zu leisten/ was getreuen Dienern und Beamten gegen ihren Landes-Fürsten eignet und gebühret/ Inmassen wir solches/ wie obgedacht/ mit Hand-gegebener Treue gelobt/ und einen selbigen Eyds/ zu Gott geschworen/ auch zu Urkund dessen diesen Revers-Brief unter unsern eigenhändigen Subscription und Putschkraft von uns gegeben haben/ So geschien zu Cassel am 29. April — 9. Maji 1679.

CXCIII.

Acte conclu entre les Ambassadeurs de FRANCE 16. Mai. & de BRANDEBOURG pour faire cesser les hostilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 477.]

Nous Charles Colbert Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Christienne pour

Fff 2

ANNO
1679.

pour les Traitez de Paix, &c. Et nous Werner Guillaume de Blaspeil, aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg pour le même sujet, Declarons à tous qu'il appartiendra, que, comme Sa Majesté ayant été informée, que deux particuliers auroient fait depuis peu un armement dans les ports de Zeelande, & qu'ils en estoient partis avec deux Vaisseaux armez en Guerre, pour aller dans les Isles de l'Amerique faire la Guerre à ses Sujets, sous la Commission de Son Altesse Electorale de Brandebourg, avoit fait partir pour lesdites Isles Monsieur le Comte d'Estrées avec une Escadre de quatorze Vaisseaux, pour les chercher & les prendre ou couler à fond; Nous pour empêcher, que les hostilités par Mer ne puissent apporter quelque retardement aux dispositions, qu'il y a, à les faire cesser au plus tost par Terre, serions convenus en vertu de Nos Plenipouvoirs, qu'il sera incessamment donné ordre par Son Altesse Electorale aux Capitaines desdites deux Fregates, de ne rien entreprendre contre les Vaisseaux & Sujets de Sa Majesté; Et que sur les duplicats qui seront expédiez dudit ordre, & remis entre les mains de nos Ambassadeur de France, Sa Majesté Tres-Christienne fera aussi savoir audit Seigneur Comte d'Estrées, que son intention est, qu'il laisse la liberté ausdites deux Fregates, de naviger par tout où bon leur semblera: En foy de quoy nous avons signé le present Acte, & à iceluy fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Nimegue ce seizième May 1679.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) W. G. BLASPEIL.

CXCIV.

16. Juin. *Traité pour l'Assemblée de Lunden, entre le Roi de Suede & le Roi de DANEMARK. Fait à Lunden, le 16. Juin, 1679. [FREDER. LEONARD, Tom. V.]*

LEs deux Rois de Suede & de Danemark estans convenus, sur la proposition & à la diligence de Monsieur le Marquis de Feuquieres Ambassadeur de France, de traiter la Paix icy en Schone, pour avec l'assistance de Dieu, trouver moyen d'assoupir les différends qui sont survenus, & finir entièrement la sanglante Guerre dans laquelle ces deux Royaumes ont esté enveloppez, en y rétablissant une bonne Paix, comme elle l'est déjà dans les autres Lieux de la Chrétienté: Leurs Majestés ont ordonné des Commissaires pour cet effet. Mais comme il est nécessaire de traiter auparavant des Préliminaires, pour rendre plus facile le chemin & la conclusion d'une si grande & si Chrétienne affaire; Elles ont nommé les Deputés sous-signés, autorisés de leurs Pouvoirs, lesquels après s'être trouvez ensemble dans l'Eglise de Lunden, & y avoir conféré, sont demeurés d'accord de ce qui s'ensuit:

I. A l'égard du temps que le Traité devra commencer, comme il n'y a rien qui puisse retarder cette affaire entre les deux Rois qui sont dans le voisinage, on est demeuré d'accord que ce sera le 29. Juin prochain, & que les Commissaires des deux Rois s'y trouveront sans faute.

II. Pour le lieu de l'Assemblée, on est convenu après grande deliberation, que ce seroit la Ville de Lunden, où Messieurs les Commissaires s'assembleront dans le Chœur de l'Eglise. Et afin qu'il n'y eust point de dispute pour l'entrée en ce Chœur, l'on est aussi convenu qu'à la première Assemblée l'on jettera au sort qui devra entrer au Chœur par le côté droit, & qui aura la droite à la Table.

A l'égard des Logemens dans la Ville, les Suedois prendront pour eux & leur suite toutes les Maisons qui sont du côté de l'Eglise qui regarde Malmö, & les Danois celles qui sont situées du côté de Lands-croon, laissant à Monsieur l'Ambassadeur de France la Maison & résidence de l'Evêque, & celles du Professeur Nortman & du Docteur Berents pour d'autres Ministres de Rois ou Princes qui pourroient venir au Traité.

III. Quant à la sécurité, elle sera entière pour toutes choses sur le chemin de Malmö & de Lands-croon, lequel chemin aura une demi lieue de largeur. La

ANNO
1679. Ville de Lunden aura aussi un District de trois lieues en circonference en mesme sécurité que lesdits chemins, & dans cette circonference qui commencera depuis la Mer après de Baurby en suivant la Riviere de Kessinge & le Pont de Geding, & de là à Dahlby, Braugroup, Borslorff jusques à Lomma, & tout le long de la Mer jusques à Baurby, il n'y aura aucune hostilité, ou autre action semblable, quelque nom qu'elle puisse avoir, mais tout sera dans une parfaite & inviolable sécurité.

Il faut pourtant observer que hors le libre District des chemins qui vont à Malmö, ou à Lands-croon personne hors les Habitans du Pais, qui apporteront les choses nécessaires de quelque qualité qu'il soit, ne jouira de cette liberté, s'il n'est de la suite des Commissaires qui allaient de Lunden à Malmö, ou à Lands-croon, & qui devra avoir de leur marque, ou Passeport, & ceux qui voudront aller de Malmö, ou de Lands-croon à Lunden devront estre pourvus des Passeports des Gouverneurs.

IV. Et afin que cette sécurité puisse estre sentie de tout le monde, elle sera publiée dans les deux susdites Places & dans les Armées des deux Rois, au son des Tambours & des Trompettes, aussi-tôt que cet Accord sera signé, & l'on sera en outre expressément défendue à toute personne sur peine de la vie de violer, ou offenser cette sécurité en aucune chose. Que si contre toute esperance, le Traité se rompoit sans estre conclu, la liberté qui y est presentement stipulée demeurera pourtant encore dans sa force & vigueur trois jours après la separation des Commissaires.

V. Comme il est nécessaire en telles occasions de dépêcher des Courriers & Trompettes avec des Lettres, on est convenu que les Commissaires des deux côtes seront autorisés de leurs Maîtres pour donner des Passeports à tels Trompettes & Courriers, ou qui que ce soit de leurs Gens avec leurs Convoys, lesquels Passeports seront respectez sur peine de la vie par les Officiers de Guerre & de Justice de part & d'autre sur les chemins de Lunden & Malmö à Christiansstad, ou Helmsstad, comme aussi de Lunden à Lands-croon & Helsingborg, où les deux Rois pourroient estre pour lors.

VI. Et s'il se rencontre que quelqu'un des Commissaires jureast à propos d'aller trouver en personne le Roi son Maître, il aura lui, & sa suite, son Convoi, & Bagage la mesme sécurité.

VII. Au reste les Convoys dont lesdits Commissaires doivent estre pourvus sont regler à cinquante Chevaux avec les Hauts & les Bas Officiers & vingt-quatre Mousquetaires avec un Lieutenant & les Bas Officiers, lesquels seront compris sous la mesme sécurité.

Pour assurance de ce que dessus le present Accord a esté fait double & signé des deux Deputés qui en ont fourni chacun leur exemplaire, afin que les deux Rois puissent en envoyer leur Ratification, laquelle lesdits Deputés s'obligent d'avoir dans dix jours. Fait à Lunden ce 16. Juin 1679. Signé,

JORAN SPARLING,

CHRISTOPHER SCHESTEDT.

CXC.V.

Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & Charles XI. Roi de Suede, d'une part, & Frederic Guillaume Eleveur de Brandebourg d'autre part; Sa Majesté T. C. agissant & faisant non seulement pour Elle, mais aussi pour son Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS, & les RATIFICATIONS de Sa M. Tres-Christienne & de Son Altesse Electorale. Comme aussi un ARTICLE SEPARÉ concernant l'assistance promise par ledit Roi T. C. aux Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, en certains Interests, contraires à ceux de Son Altesse Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679. [Recueil de LEONARD, Tom. III. d'où l'on

l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans
PUFFENDORF de *Rebus Gestis* FRID. WIL-
HELMII *Elect. Brandenburg.* Lib. XVII. pag.
1379. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom.
II. en Latin, & en Allemand; dans LUNIG,
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil.
IV. Abtatz III. pag. 259. en Latin & en
Allemand; dans LONDORPII *Acta Publi-*
ca. Tom. X. pag. 704. en Allemand, & dans
le *Theatrum Europaeum.* Tom. XI. pag. 1473.
en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres
verront, Salut. Comme le Sieur Arnauld, Che-
valier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos
Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens,
en vertu des Plein-pouvoirs que Nous luy en avions
donnez, auroit conclu, arrêté & signé le vingt-neuf
du Mois de Juin dernier, en ce lieu, avec le Sieur
Meinders, Conseiller, Ministre d'Etat, & Envoyé
Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere
l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de
Plein-pouvoirs de la part dudit Electeur, le Traité de
Paix, dont la teneur s'ensuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la Tres-sainte
Trinité. Soit noiroie à tous, que comme le tres-
haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louis XIV.
par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, n'a
rien souhaité davantage que de voir la tranquillité ge-
nerale rétablie après les longues & sanglantes divisions
dont l'Europe a esté agitée, Sa Majesté a vû avec peine
que les divers Traitez qui ont esté signez à Nimègue,
particulièrement avec l'Empereur & l'Empire, n'ayant
pû éteindre le feu de la Guerre dans le Nord, & qu'elle
ait esté nécessaire de faire encore agir ses Armes contre
l'Electeur de Brandebourg. Mais parce qu'au mil-
lieu mesme de ces derniers troubles elle a conservé
beaucoup d'estime pour ce Prince, & une disposition
sincere à le recevoir dans sa premiere Alliance, toutes
les fois qu'il se mettroit en état d'y rentrer; elle a
reçu avec beaucoup de plaisir les témoignages qu'il
luy a fait porter par le Sieur Meinders, son Conseil-
ler & Ministre d'Etat, & son Envoyé Extraordinaire
vers Sa Majesté, du desir extrême qu'il auroit de re-
prendre auprès d'elle par la Paix la mesme place qu'il
a eue cy-devant dans le nombre de ses Alliez, & de
l'obliger à luy rendre à l'avenir la mesme amitié dont
elle luy a donné autrefois tant de marques. Et comme
Sa Majesté n'a nul interest à démesler avec Son Al-
tesse Electorale de Brandebourg, qui ne luy soit com-
mun avec le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant
Prince Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede,
& que Sadite Altesse Electorale luy a fait témoigner
qu'elle étoit dans le dessein de faire une sincere &
solide Paix avec ledit Roi: Sa Majesté a bien voulu,
tant pour elle que pour ledit Roi de Suede, entrer dans
la discussion du present Traité de Paix. Et pour ce su-
jet elle a commis le Sieur Arnauld, Chevalier, Sei-
gneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils,
& Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Ma-
jesté, pour traiter & negocier avec ledit Sieur Mei-
nders; lesquels après l'échange de leurs Plein-pouvoirs,
dont les Copies sont inserées cy-après, sont convenus
des Articles suivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, fermée & durable
Paix & amitié entre le Roi Tres-Christien, le Roi de
Suede, & l'Electeur de Brandebourg, leurs Succes-
seurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets, avec une en-
tiere & reciproque liberté de Commerce, tant par Ter-
re, que par Mer & autres Eaux.

II. Il y aura de mesme une amitié & perpetuel ou-
bly de ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion
de la Guerre, mesme à l'égard des Sujets qui auroient
suivis les differens partis.

III. Toutes hostilités, cesseront entre les Parties dans
le temps de dix jours au plus tard, après la signature
du present Traité, ou plutôt, si la Notification en peut
estre faite aux Generaux qui commandent les Armées
de part & d'autre: sans toutefois que lesdites Armées
aient à se retirer des Pays qu'elles occupent, & dans
lesquels elles pourront vivre & subsister jusques à l'é-
change des Ratifications du present Traité.

IV. Et comme les Traitez de Westphalie doivent
toujours être regardez comme le fondement le plus
solide & le plus assuré de la Paix & de la tranquillité
de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Christienne s'est
déclarée dans tous les temps, mesme durant le cours
de la Guerre, que son intention étoit de les maintenir
dans toute leur force, que le Roi de Suede s'est expli-
qué en la mesme maniere, & que l'Electeur de Brande-
bourg témoigne estre dans le mesme sentiment: il est
expressément stipulé par cet Article, que les susdits
Traitez de Munster & d'Osnabruck conclus en 1648.
demeureront dans toute leur force & vigueur, & seront
centez repetez dans le present Traité, comme s'ils y
eussent inferez de mot à mot; à l'exception toutefois
des changemens qui pourroient y estre apportez par les
Articles suivans.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le present
Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede
tout ce qu'il a occupé par ses Armes dans la Pomeranie,
nommément les Villes de Stralsund & de Stetin,
& généralement tout ce qu'il possède presentement des
Terres & Etats qui ont esté cedez dans l'Empire à la
Couronne de Suede par les Traitez de Westphalie, sans
en rien réserver ni retenir.

VI. Mais parce qu'il a été jugé nécessaire, pour en-
treenir le bon voisinage, & pour empêcher à l'avenir
les differens qui naissent d'ordinaire entre les Princes,
par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats,
de donner de nouvelles limites à la Pomeranie qui ap-
partient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie,
qui est sous la domination de S. A. E. de Brande-
bourg; il en a esté disposé en la maniere suivante.

VII. Toutes les Terres possédées par la Couronne
de Suede au delà de la Riviere d'Oder, soit qu'elles
luy eussent été cedées par les Traitez de Westphalie,
soit qu'elles luy eussent esté adjugées par le Recés ou
Traité de Stetin de l'année 1653. apparteniront doré-
navant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souverai-
neté à l'exception seulement des Villes de Dam & de
Golnow, & leurs dépendances qui ont esté spécifiées
nommément dans lesdits Traitez de Westphalie.

VIII. Mais parce que ladite Ville de Golnow & ses
dépendances se trouvent comme enclavées dans les
Terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brande-
bourg par le present Traité, & qu'il a insisté qu'elle luy
fust cedée avec le reste du Pays situé au delà de l'Oder:
il a esté convenu & accordé que ladite Ville de Golnow
& ses dépendances luy seront laissées en engagement
par le Roi & la Couronne de Suede, pour le prix &
Somme de cinquante mille Ecus, payable à la volenté
du Roi de Suede; avec condition expresse que toutes
les fois que ledit Roi de Suede luy fera payer ladite
Somme de cinquante mille Ecus, ledit Electeur sera
tenu & obligé de lui remettre ladite Ville de Golnow
& ses dépendances; mais que dans tout le temps que
durera ledit engagement, il en jouira en la mesme
maniere que de tout ce qui luy est cédé par le present
Traité.

IX. Et comme par le susdit Recés ou Traité de
Stetin de l'année 1653. l'Electeur de Brandebourg fut
obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede
les Droits de Peages qui se levent dans le Port de
Colberg & autres Ports, & Havres de la Pomeranie au
delà de l'Oder, qui demouroit sous la domination de
Son Altesse Electorale de Brandebourg: il a esté accor-
dé que le Roi & la Couronne de Suede renoncet par
le present Traité à tout Droit de partage des Peages
qu'ils pouvoient avoir en commun avec l'Electeur de
Brandebourg, suivant le Recés ou Traité de Stetin,
dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie
qui est demeurée, suivant les Traitez de Westphalie,
audit Electeur.

X. En vertu des Articles precedens le Roi de Suede,
tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans
cause, renonce, cede, quite, & transporte perpetuel-
lement & à toujours par le present Traité de Paix à
l'Electeur de Brandebourg, ses Hoirs, Successeurs &
ayans cause, tous les Droits, Rentes, Revenus, Juri-
dictions & Prerogatives, de quelque nom & de quelque
nature qu'ils puissent estre, qu'il a eus, & qu'il peut
pretendre, tant en vertu des Traitez de Westphalie, que
par des Conventions, Transactions & Cessions, particu-
lièrement par le Traité ou Recés de Stetin de l'an
1653. sur les Lieux, Villes, Terres, Forests & Do-
maines situez au delà de la Riviere d'Oder, & partage
des Droits de Peages dans les Ports & Havres de la
Pomeranie Electorale, à l'exception seulement de la

ANNO
1679.

Ville de Dam & ses dépendances, & de celle de Gollnow & ses dépendances, conformément toutefois à la disposition, qui en a été faite par l'Article 8. de ce présent Traité, sans réservation, exception, restriction, ou retention quelconque: & ce nonobstant toutes Loix, Contrats, Conventions, Transactions Cessions, & Investitures, passées & futures, Coutumes & Constitutions au contraire, auxquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires il est expressément derogé par le présent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions, sous quelques Droits, titres, clauses, ou pretextes qu'elles puissent être fondées.

XI. Consent aussi ledit Roi de Suede, que les Hommes Vassaux & Sujets desdits Lieux, Villes & Pays cedez par le présent Article audit Electeur de Brandebourg, soient & demeurent quittes & absous des à présent & pour toujours des foi & hommage, service & Serment de fidélité qu'ils pourroient luy avoir faits, tous lesdits Sujets & Vassaux demeurans à l'avenir sous la souveraineté de l'Electeur de Brandebourg; mais dans la propriété & possession de leurs Biens tant de ceux qui leur auroient été donnez, vendus ou alienez par les Rois & Couronne de Suede, avant la Declaration de la presente Guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis, on qui leur appartiendroient de leur propre, tant meubles qu'immeubles, Rentes Viageres & à rachat, saillies & occupées, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire; ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenus, même depuis la Guerre commencée; sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus percus & échus dès le faillissement desdits Biens, jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede; ni semblablement des Dettes, effets & meubles qui auroient été confisquez avant ledit jour à cause de la Guerre presente, en sorte qu'aucun Creancier de telles Dettes, ni aucun Depositaire, Propriétaire, & leurs Heritiers ou ayans cause, en puisse faire poursuite, ni en pretendre restitution, recouvrement, ou equivalent.

XII. La Riviere d'Oder, suivant la disposition des Traitez de Westphalie, demeurera toujours en souveraineté au Roi & à la Couronne de Suede; & il ne sera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'ériger aucune Forteresse, ou de fortifier aucune Place dans l'étendue du Pais qui luy est cédé par le présent Traité.

XIII. Aussi-tôt après que l'échange de la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrestienne aura été faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majesté fera retirer son Armée des Pais & Places des Duchez de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Mark & Ravensberg, & de toutes autres Terres audit Electeur qu'elle auroit occupées; à l'exception toutefois d'un corps de mille Chevaux qu'elle conservera dans ledit Pais, & des Places de Wesel & Lipstat qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du present Traité avec le Roi de Suede; après laquelle, & lors que le dit Roi aura été rétabli dans les Pais & Places qui luy doivent être remis, elle retirera entierement ses Troupes des Places & Pais de l'Electeur de Brandebourg; mais durant qu'elles y demeureront, les Habitans des Villes de Wesel & de Lipstat continueront à fournir aux Garnisons les mêmes Logemens & ustensiles portés par le Traité de Santen; & les Habitans des Lieux, où lesdits mille Chevaux seront logez, leur fourniront les mêmes ustensiles & le fourage.

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point presentement de Troupes dans l'Empire, & qu'il ne pourroit peut-être y en faire passer dans le temps porté pour l'échange des Ratifications du present Traité, pour reprendre en son nom la possession des Places & Pais qui luy doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg: il a été convenu & stipulé qu'aussi-tôt après ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit Electeur retirera ses Troupes de tout le Plat-Pais qui doit revenir par ce Traité au Roi de Suede; mais qu'il laissera les Garnisons necessaires dans les Places qui luy doivent être remises: savoir deux mille Hommes au plus dans Stralsund, & mille à douze cens Hommes dans Steetin; & ainsi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conservera contre tous ceux dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes pour prendre possession desdites Places, laquelle luy sera laissée alors par celles de l'Electeur qui se retireront dans ses États.

XV. Il sera loisible toutefois audit Electeur de Brandebourg de retirer auparavant desdites Places tout le Canon & les Munitions de Guerre qu'il y auroit fait conduire, depuis qu'il s'en est rendu Maître; y laissant toutefois l'Artillerie & Munitions de Guerre qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la Signature du present Traité de Paix.

XVI. Comme S. A. E. de Brandebourg a fait de grandes instances à Sa Majesté Tres-Chrestienne de vouloir bien terminer en même temps la Guerre qu'elle a avec le Roi de Danemark, duquel Sadite A. E. seroit étroitement Allié, ledit Roi de Danemark ayant déjà fait connoître le désir qu'il a de rentrer dans l'ancienne amitié & Alliance qu'il a eue cy-devant avec la France: Sa Majesté Tres-Chrestienne déclare qu'elle sera bien-aïse que cette Paix se puisse faire au plutôt à des conditions justes & raisonnables, pour le bien & le repos general de la Chrestienté, pourvu qu'elle se fasse en même temps avec la Suede, sans laquelle le Roi ne se trouve pas en état de la conclure. Cependant ledit Electeur s'oblige de ne donner aucun secours, directement ou indirectement, au Roi de Danemark, s'il demeureroit encore en Guerre contre la France & la Suede; & promet de rappeler ses Troupes, s'il en avoit quelques-unes dans le service dudit Roi de Danemark.

XVII. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede sur ce present Traité, & sur tout ce qui y est contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & dût forme dans le temps de trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut. Jusques à ce que cette Ratification soit délivrée entre les mains de S. A. E. elle ne sera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoise; dequoy Sadite Majesté Tres-Chrestienne demeure garante, de même que de tout ce qui a été accordé à S. A. E. en vigueur du present Traité.

XVIII. Les Ratifications de Sa Majesté Tres-Chrestienne avec celles dudit Electeur de Brandebourg seront échangées dans un Mois, ou plutôt, si faire se peut; & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur seront échangées dans le terme de trois Mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foy dequoy Nous sous-signer, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuvième jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD. FR. MEINDERS. (L.S.)

Nous ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout prometrons en foy & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troisieme jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de notre Regne le trente-septieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Electeur de Brandebourg.

Nous Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Berge, Steetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales, & Silésie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg, & Boutrow: Faisons savoir à tous ceux qui

ANNO
1679.

ANNO 1679. qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné le Traité conclu & arrêté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en notre nom & sous notre Ratification, entre Sa Majesté Tres-Chrétienne le Roi de France & Nous, par le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Tres-Chrétienne, d'une part; & notre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Traité la teneur s'ensuit.

Au Nom de Dieu, &c.

Nous avons agréé & ratifié ledit Traité en tous & chascuns des points d'icelui, comme Nous l'agréons & ratifions par ces Presentes: promettant en foy & parole de Prince de l'accomplir, observer, & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes, & y fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à Postdam le 1^{er} jour de Juillet mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

Pleinpouvoirs.

Après que le Roi a donné tant de divers témoignages dans les différends qui ont déjà été conclus à Nimègue, de son extrême desir, de voir finir par une Paix heureuse la Guerre qui embrase depuis tant d'années la meilleure partie de l'Europe; Sa Majesté n'a rien souhaité davantage que de contribuer à l'éteindre entièrement dans le Nord. C'est dans ce sentiment qu'elle a reçu avec beaucoup de plaisir les assurances que Monsieur l'Electeur de Brandebourg luy a fait donner par le Sieur Meinders son Envoyé Extraordinaire, de la sincérité de ses intentions, pour rentrer avec Sa Majesté dans les liaisons d'amitié & d'Alliance qu'il a eues avec elle avant ces derniers mouvemens, & pour conclure une bonne, solide & durable Paix, tant avec elle, qu'avec le Roi de Suède. Et parce que ledit Sieur Electeur en envoyant ledit Sieur Meinders auprès de Sa Majesté, l'a chargé de son Pleinpouvoir pour entrer dans cette Negociation, selon que Sa Majesté le desireroit: Sa Majesté pour témoigner combien elle a agreable les bonnes dispositions de ce Prince, a bien voulu de sa part autoriser, comme elle autorise par ces Presentes le Sieur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special de conférer & negocier avec ledit Sieur Meinders, & conséquemment arrester, conclure & signer en son nom tels Articles & Conventions, dont ils pourroient convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en fournir la Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Sceau de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-cinquième jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, Le TELLIER.

Nous Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pommeranie, des Calbures, Wandales, & en Silesie, de Crosse, & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravensstein, Lauenbourg & Buttow: Donnons à connoître à tous

ceux qui verront les Presentes, qu'ayant appris avec joye la genereuse resolution que Sa Majesté Tres-Chrétienne a prise de soumettre le cours victorieux de ses Armes au repos de la Chrétienté, & de renouer par cet effet l'ancienne amitié & liaison qui a toujours été entre Sa Majesté & Nous, & qui avoit été altérée par les troubles de la Guerre en Allemagne & aux Pais-Bas, Nous avons donné & donnons en vertu des Presentes un Pleinpouvoir à notre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, pour traiter & conclure un Traité de Paix & d'Alliance avec celui ou ceux qu'il plaira à Sa Majesté Tres-Chrétienne de pourvoir pour cet effet d'un Pouvoir suffisant. Et afin qu'il n'y ait pas le moindre doute de la sincérité de nos intentions, Nous Nous obligeons, & promettons en foi de Prince, & sous nostre parole Electorale, de ratifier, d'accomplir & d'exécuter inviolablement toutes les conditions dont ledit Traité de Paix & d'Alliance sera composé. En témoin de quoy Nous avons signé ce Pouvoir de notre main, & y fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à Postdam le 1^{er} jour de Mai 1679. Signé,

FRIDERICUS WILHELMUS Elector.

Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avons donné, auroit conclu, arrêté & signé le vingt-neuf du Mois de Juin, en ce lieu avec le Sieur Meinders, Conseiller Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, l'Article séparé, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne & S. A. E. de Brandebourg, on est encore convenu de ce qui suit.

Comme l'intention de Sa Majesté Tres-Chrétienne est de faire cesser entièrement tous les différends qui pourroient donner lieu à de nouveaux sujets de division & de Guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Chrétienne s'est obligée par le Traité signé à Zell le cinquième Février de la presente année avec les Princes de la Maison de Brunswick & Lunebourg de les assister dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Mecklebourg & Saxe-Lavembourg, l'Evêque de Lubek, le Comte de Lippe & de Swartzenbourg, & les Villes de Hambourg & de Lubek, à l'égard des prétentions qu'a ou pourroit avoir contre lesdits Princes & Etats l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenues pendant la Guerre: Sa Majesté, sans déroger à ladite Obligation, mais sachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg est d'accommoder cette affaire à l'amiable, emploiera ses soins & ses offices pour la terminer entre les Parties par toutes voyes justes & raisonnables.

Ce present Article séparé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inséré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'hui; & la Ratification en sera fournie en même tems. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuvième jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD. (L.S.) FR. MEINDERS.

Nous ayons agreable le susdit Article séparé en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons icelui tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royautés, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & un cha-

ANNO
1679.

ANNO
1679.

cun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troisiéme jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Règne le trente-septième. Signé, LOUIS. Es plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Article séparé.

Nous Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du saint Empire, Duc de Prusse, Maydebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stein, Pommeranie, des Castilles, Wandalès & Silesie, de Crosse & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Butow: Faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné l'Article séparé conclu & arrêté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en nostre nom & sous nostre Ratification, entre Sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France, & Nous, par le Sieur Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Tres-Chrestienne, d'une part; & nostre Conseiller & Ministre d'Etat & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Entre les Articles, &c.

Nous avons agréé & ratifié le susdit Article séparé, comme Nous l'agréons & ratifions par ces Presentes, promettant en foi & parole de Prince de l'accomplir, observer & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces presentes, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Potsdam ce 1. jour de juillet mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, FRIDERIC GUILLAUME, Electeur.

Declaratio & Protectio Legati BRANDEBURGICI, contra Pacem ZELLESEM, quam, licet in Pace SANCTI GERMANI IN LAYA mentionatam atque inclusam, Serenissimus Elector non potest approbare, quatenus, non modo suis, sed & Caesaris, & Imperii, Regisque Danie Juribus adversatur. Actum Neomagi die 12-22. Julii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Niméque Tom. IV. pag. 496.]

Postquam suæ S. E. Brand. Legatus Extraordinarius & Plenipot. ad Pacis Tractatus Neomagi, temporis lucri faciendi & damni majoris avertendi causâ ad commutationem Ratificationum Pacis inter S. Regiam Majestatem Christianissimam & S. Ser. El. Brandenburgicam 29. Junii præterlapsi conclusæ, Articulorumque eidem adjectorum festinandum sibi esse duxisset, non potuit non Illustrissimo & Ex. Domino Mediatori Anglico significare S. S. Elect. Brand. illum supradictæ Pacis Articulum separatim, in quo Pacis 5. Febr. novissime præteriti Zellæ factæ & conclusæ mentio facta est, quidem rathabuisse quod quæ de amabili Hamburgensis negotii complanatione, & R. S. M. Christianissimæ officio eo fine interponendis ibidem conventa sunt, ipsi non ingrata fuerunt. Sed quoniam supradicta Pace Zelleni Jura cum Caesaris & Imperii, Regisque Danie, cum S. S. Elect. ipsius impetuntur, non dubitasse atque dictam S. S. Brand. Reg. S. M. Christianissimæ quemadmodum ipsa obligationi, quam antè memoratam Pacem Zellensem contraxit, prædictæ Pace Brandenburgicâ quidpiam derogare abnuit, ita quoque eam non improbatam, quod S. S. E. approbare non

possit nec velit, quæ tertius quidam in præjudicium, non solum suum, sed & Caesaris & Imperii Regisque Danie stipulari voluit, ac proinde Consiliario suo statim intimò & ablegato Parisiis jam commoranti in Mandatis dedisse, ut prædictum Articulum nonnihil mutari curaret, cui rei dum ipse operam dabit supradictus Legatus Brandenburgicus commutatione Ratificationum Pacis ob antè dictas causas duntius non dilatarè, Illustriss. atque Excell. Mediatori Anglicò declarandum esse duxit, suam S. E. Brandenb. prædictum Articulum, nonnisi in spem, desideratam mutationem à S. R. M. Christianissimâ admittum iri, rathabuisse, eaque Ratificatione, id est, Ratificationis commutatione prædictam Pacem Zellensem quatenus, non modo suis, sed & Caesaris & Imperii Regisque Danie Juribus adversatur, præjudicioque est, nullatenus approbare, quin potius eidem eo respectu contradicere, sibi & reliquis, quorum etiam interest, omnia quæ jure ipsis sibiique competant reservare. Quam declarationem ut Illustr. & Ex. Dom. Mediator Anglicus ad Acta Mediationis referre velit, enixe rogatur. Neomagi 12. Julii 1679.

WERN. WILH. BLASPIEL.

CXCVI.

Traité pour l'Execution de la Paix entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince LEOPOLD. Empereur des Romains, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. Tres-Chretien Roi de France & de Navarre. Fait à Niméque le 17. Juillet 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 829. &c. Actes & Memoires de la Paix de Niméque. Tom. III. pag. 545. en Latin comme ici, & pag. 549. en François. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 829. en Allemand, & en François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archib. Part. Gen. pag. 1054. JAC. BERN. MÜLTZ. Repræsentatio Majestatis Imperat. Part. II. Cap. VIII. pag. 383. Anhang zu des Europäischen Herold. pag. 1192. en Allemand, LONDORP II. Albi Publica. Tom. X. Lib. XI. pag. 667. en Allemand.]

In Nomine Sanctissime & individue Trinitatis.

Notum sit universis quorum interest, aut interesse potest, cum Articulo vigesimo septimo Pacis quinta Februarii nuperi hic conclusæ contingeret, ut Commissarii ab utraque Parte nominentur qui de restitutione & evacuatione locorum restituendum juxta Pacem Westphalicam conveniant, simulque sacra Cæsarea Majestas ab Imperii Electoribus, Principibus, & Statibus decenter requisita sit, ut Co.ias suas ex Imperio in Regna & Ditiones Hereditarias educere velit, atque eo nomine sacra sua Cæsarea Majestas Reverendissimum, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum, Dominum Joannem Episcopum Gurcensem, Sacri Romani Imperii Principem atque Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarium, & Dominum Theodorum Altherum Henricum à Stratanum Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarium Imperii Aulicum; Sacra Regia Majestatis Christianissima verò Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Carolum Colber Equitem, Marchionem de Croissy, Sacra Regie Majestati Christianissimæ ab utrisque Consiliis ordinariis, omnes Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, qui dictæ Paci concludende ac perficende incubuerunt, necessariis Mandatis instruxerint quorum Apographa ad finem hujus Recessus inserta sunt. Inter eosdem sacra sua Cæsarea Majestatis, & Sacra sua Majestatis Christianissimæ Commissarios de præfata restitutione & evacuatione locorum atque abductione Copiarum convenisse tenore sequenti.

I. Imperator Exercitus fidos & Copias quantocius deducit curabit ex omnibus Imperii Ditionibus ad Dumum Aulicam Jure Hereditario non spectantibus, & nominatim ex Circulis Sueviæ & Franconie, uti & ex Circulis Rheano Electorali & Rheno superioris, Urbibusque & Fortalitibus in his sitis, Bonnâ, Argentina, Offem-

ANNO
1679.

ANNO 1679. Offemburgo, Hochberg, Landavio, Cronweiffenburgo, nec non generaliter ex quibuscunque aliis locis, neque Pace Monasteriensis, neque Neomagenſi Sacrae Caſareae Majeſtati competentibus, ita ut praedictae Copiae in Bohemiam, aliosque Status Patrimoniales ante decimam Auguſti fine ulteriori mora perveniant.

II. Rex Chriſtianiffimus Exercitus ſuos & Copias quancunque etiam revocabit bona fide ex omnibus Imperii Ditionibus, & nominatim ex Archieſcopatibus Moſuntino, Trevirenſi, Coloniaſi, Palatinatu Rheini, & Episcopatu Leodienſi, & Ducatu Juliacenſi, Urbibusque, & Fortalitiis in ſiſ ſiſ, uti & ex tota Brſgovia, omnibusque locis, quae Domui Auſtriacae virtute Pacis Welſphalicae competunt, excepto ſolo Caſtro & Oppido Friburgenſi & tribus Pagis Lehn, Bozenhaufen & Kirchhart Gallia ceſſis, necnon generaliter ex quibuscunque aliis locis, neque vigore Tractatus Monasterienſis, nec Pace Neomagenſi Sacrae Regiae Majeſtati Chriſtianiffimae competentibus, ita ut ſine ulteriore mora praedictae Copiae ante decimam Menſis Auguſti, in Regnum Galliae perveniant. De octo locis vero vigefimo ſexto Inſtrumenti Pacis nominatis obſervabuntur bona fide, quae in praedicto Articulo de ſiſ conventa ſunt.

III. Reſtituantur etiam intra praedictum terminum juxta Articulum vigefimum quartum Pacis hic conſueſa, quicunque reſtituendi ex capite Amneſtiae nondum reſtituti ſunt.

IV. Porro in praesenti Tractatu omnia loca & Jura comprehenſa intelligantur quamvis ſingularim expreſſa non ſint, quae reſtitutioni obnoxia ſunt, ubicunque ſita reperiantur, & ſi aliqua elapſo termino adhuc reſtituta aut evacuata non eſſent, ſtatim ad inſtantiam Paris in tereſſae, bona fide evacuentur & reſtituantur. Omnia autem praedicta loca & jura reſtituantur, qualia tempore conſueſionis & ſubſcriptionis Pacis aut decimo quinto die a dicta ſubſcriptione fuerunt, uni cum Archivis, Documentis Literariis, aliisque mobilibus, uti & Tormenis Bellicis, quae in ſiſ tempore occupationis & ſubſcriptionis, aut decima quinta die a dicta ſubſcriptione Pacis exſtiterint.

V. Quantum ad Ditiones, Communitates, & Loca quae ſe ante ſubſcriptionem Pacem Contributionibus ſubmiſerunt, & adhuc reſiduus debent, convenit, ut deſuper inter Intendentes vel Commiſſarios ex una parte, & Deputatos Principis vel Statum locorum ex altera ante decimam diem Auguſti ex equo liquidatio fiat, & quo Ditiones & Communitates illae, quae Contributiones non debent, vel quae juxta Articulum trigefimum Inſtrumenti Pacis hic conſueſa, datis idoneis Fidejuſſoribus pro reſiduis caveant, vel Obſides Partibus gratos dederint, ad ſolvendum adigi non poſſint pro ſiſ Communitatibus, quae adhuc debitorum & moroſae extiterint, ſicet ejusdem Ditionis ſint, niſi quatenus in ſolidum teneantur. Illae vero Ditiones, Communitates, & loca quae praedictae obligationi non ſatiſfecerint, ad ſolutionem ex conſueſa, in quantum fieri poterit, cum debitorum Ditionis regimine, executione militari compelli queant: ita tamen ut moroſae tantum Communitates aut in ſolidum obligatae dilationis poenam ſentiant, ſine cujuſcunque alterius gravamine, & ille tantum Militum numerus ad executionem adhibeatur, qui abſolute neceſſarius erit, ſtatimque a facta ſolutione aut praestita per Fidejuſſores, vel Obſides cautione revocetur.

VI. Nominabuntur quamprimum ab utraque parte Commiſſarii qui ea exequantur, quae de debitis & reſcriptis in Oppido Friburgo Archivis aliisque Documentis Literariis Articulo octavo & nono Inſtrumenti Pacis conveniunt.

Hinc de Pacis executione Conventionem promittunt utriusque Partis Commiſſarii reſpective ab Imperatore & Imperio, & Rege Chriſtianiffimo inviolabiliter obſervatum ſiſ, praedictorumque Articulorum executionem quae intra praedictum tempus ex Mandatis tam Caſareae quam Chriſtianiffimae Majeſtatum ſequetur, pro utriusque Pacis adimplementum nulli alii Rathabitionum commutatione opus ſit. In quorum omnium fidem majus quae robur, Caſarei & Regis Commiſſarii praesens Inſtrumentum ſubſcriptionibus ſigillisque propriis muniverunt. Acta haec ſunt Neomagi decima ſeptima Menſis Julii anno Domini milleſimo ſexcentefimo ſeptuageſimo nono.

Joannes Episcopus &
Principi Garcenſi.
T. A. Henricus Stratman.
Tom. VII. Part. I.

Colbert.

PLENAPOTENTIA.

ANNO 1679.

LEOPOLDUS Divina ſavente clementia Eleſtus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae, &c. Rex, Archidux Auſtriae, Dux Burgundiae, Stiriae, Carinthiae & Wirtembergae, Comes Tyrrolis, Notum facimus unive. ſiſ, poſtquam Inſtrumento Pacis noſtros & Conſederatarum Coronarum Plenipotentiarios Legatos conſueſa, ſubſcripo & ratificato, inter caetera, illud quoque proviſum ſit, ut mox ab ipſiſ ſubſcriptione omniſis hoſtilitatis ceſſet & juxta Pacem Monasterienſem, hac noviffima in omnibus conſirmatam, reciproce & quancunque reſtituantur & reſtituenda loca evacuentur bona fide, in eamque finem Commiſſarii ab utraque parte nominentur, qui modo dictam inprimis reſtitutionem atque evacuationem intra Menſis ſpatium a ratificatione Pace abſque ulteriori dilatione abſolvant; intra annum vero etiam ſtatuant, quae circa debitorum ab Oppido Friburgenſi pro rata incumbendum ſolutionem, uti & Archivis ibidem reſcripti reſtitutionem, ſeparationem ac aſſervationem Articuli octavo & nono ad illos remiſſa ſunt; quod ex parte noſtra ad exequendum & promovendum omne id, quod ad pacificum conſueſa Pacis effectum neceſſarium viſum eſt atque conducibile, iſdem Legatis noſtris Plenipotentiariis, qui dictae Paci concludenda ac perficienda haecenus inſiſderunt, Venerabili Joanni Episcopo Gurcenſi, Principi Sacri Imperii, Conſiliario devoto, nobis dilecto, nec non Conſiliario noſtro Imperiali Auſlico, Sacrique Imperii ſidei dilecto, Theodoro Altheto Henrico Stratman plenam noſtram Poſteſtatem & Commiſſionem dederimus ad tractandum & conveniendum, & ſtatundumque cum Deputato vel Deputatis, Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, Sereniffimi & Potentiſſimi Francia Regis Chriſtianiffimi, ſive ejusdem vel eorundem Subdelegato, vel Subdelegatis ſuper praedictis omnibus, aut quae aliis in iſdem aut circa locum etiam Friburgenſem ceſſaſſe ejusdem dependentias ex Pacis hujus Conventione complananda adhuc occurrent tranſigendis; & in Imperatorio nomine promittentes, nos omnes id quod ſupradicti noſtri Plenipotentiarii Commiſſarii ſimul, vel ſi quo caſu, vel ob adverſam valendiſſimam vel alias cauſas quancunque, unus eorum abeſſet, alter cum ſupradicti Sereniffimi & Potentiſſimi Regis Chriſtianiffimi Plenipotentiario vel Plenipotentiariis ejusque vel eorundem Subdelegatis tractabit atque concludet, ratum habituros & ex parte noſtra executioni mandari curaturos. In cujus rei fidem has propria manu ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro Caſareo ſignari fecimus. Datum in Civitate noſtra Viennae die decima tertia Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſexcentefimo ſeptuageſimo nono, Regnorum noſtrorum, Romani vigefimo primo, Hungarici vigefimo quarto, Bohemici vero vigefimo tertio.

ſignatum,

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILIELMUS, Comes in KÖNIGSEEG.

Ad Mandatum Sacrae Caſareae Majeſtatis proprium,

CHRISTOPH. BEVER.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A noſtre Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller Ordinaire en noſtre Conſeil d'Eſtat, noſtre Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, Salut. Comme par le vingt-ſeptieme Article du Traite de Paix, que vous avez conclu, & ſigne en noſtre nom a Nimegue le cinquieme jour de Fevrier dernier, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de noſtre tres-Cher & tres-Amé Frere l'Empereur; il eſt porte que ſelon la Paix de Munſter, conſirmee en tous ſes Points par l'Article ſecond du ſuſdit Traite l'on ſera la reſtitution & l'evacuation des Places de bonne foy, & retirera les Troupes de part & d'autre, & qu'a certe fin l'on nommera des Commiſſaires en meſme temps que ledit Traite ſera reciproquement ratifie, afin que l'evacuation & reſtitution des Troupes ſoient achevees dans l'eſpace d'un Mois pour tout delai depuis la Ratification de la Paix, ſans y comprendre dependant les Places, deſquelles il eſt

G g g

ANNO
1679.

414 CORPS DIPLOMATIQUE

est autrement disposé pour un temps par l'Article vingt-sixième dudit Traité. Nous, pour ces causes desirant satisfaire de nostre part au contenu du susdit Article vingt-septième, Vous avons commis, ordonné, & député, commettons, ordonnons & députons par ces présentes signées de nostre main, pour en qualité de nostre Commissaire incontinent après la Ratification, qui vous aura été fournie dudit Traité, tenir la main à l'évacuation & restitution reciproque des Places occupées de part & d'autre dans l'Empire, à l'exception toutefois de celles mentionnées dans l'Article vingt-six dudit Traité, comme aussi à la retraite des Troupes, & conjointement avec les Commissaires nommez de la part de nostre susdit Frere l'Empereur convenir & arrester tout ce qui sera jugé nécessaire pour l'entiere execution du susdit Traité, ainsi qu'il y est plus particulièrement porté. De ce faire vous donnons Pouvoir, Commission, & Mandement special par cesdites présentes. Car tel est nostre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le quinziesme jour de Mars l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-sixiesme. Signé, LOUIS. Par le Roi, ARNAULD.

CXCVII.

6-16. *Lettre de Monfr. JENKINS Mediateur Anglois, Août.* écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, au sujet du retablissement de la Paix entre l'ESPAGNE & la SUEDE, en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour estre accepté & publié de part & d'autre à certain jour. Avec un CERTIFICAT des Ambassadeurs de S. M. Imperiale, sur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambassadeurs d'Espagne, mais dont l'Original restoit entre leurs mains. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

MESSEIERS,

Voyant qu'il y a quelque chose, qui manque encore à la perfection de la Paix entre les Couronnes d'Espagne & de Suede, & l'expedient, dont j'ay eu l'honneur de parler plus d'une fois à Vos Excellences pour sortir d'affaire en cette rencontre, ayant eu déjà quelque approbation j'ay creu estre de mon devoir, afin d'avancer tant qu'il m'est possible une affaire de cette importance, de miner une forme de Declaration qui pourroit servir, sans meilleur avis, pour donner la dernière main à cette Paix, j'ay pris pour fondement, que le Roy de Suede étant compris dans la Paix faite icy à Nimègue entre l'Espagne & la France, & le Roy Catholique étant pareillement compris dans celle, qui s'est faite entre Sa Majesté Imperiale & la Suede, il n'y avoit plus lieu pour les hostilités, & par conséquent, que la Paix s'étoit tacitement rétablie entre lesdits Roys, leurs Royaumes & Etats, cecy étant indubitable, il ne reste, ce semble, aucun lieu de douter que Leurs Majestés les Roys d'Espagne & de Suede ne soient en tres-bonne disposition pour déferer aux offices & aux instances du Roy mon Maître, d'autant plus que Sa Majesté ne desire rien plus passionnement que de voir la Paix entre deux Roys, les anciens Alliez, prendre au plutôt toutes les perfections, qui y sont requises, & entrer au nombre de ces Paix, qui sont déjà faites, afin d'affermir de plus en plus le repos general de la Chrestienté; Pour cet effet on pourroit passer sans delay à la Publication de la Paix dans les Villes de Madrid, de Bruxelles, de Stockholm, & de Riga, moyennant que les Ambassades des deux Couronnes susdites agréassent préalablement la teneur d'une declaration, à tel effet, & arrestassent de concert entre eux un certain jour, auquel on en pourroit faire la publication auxdites Villes. Vos Excellences me feront l'honneur s'il leur plaît, de faire leur reflexion sur le Projet cy-joint, & en cas qu'elles le trouvent conforme à leur sentiment, & à celui de l'Ambassade d'Espagne, elles auront la bonté de m'en avertir, & en mesme temps de me faire sçavoir ce qu'il y aura à faire d'avantage, le tout sur le presupposé que je fais, que l'Ambassade de Suede n'aura point de difficulté d'entrer dans cet expédient pour donner la dernière main à une œuvre si sainte & si importante, en attendant la reso-

lution de Vos Excellences sur ce sujet. Je demeure, Messieurs, de Vos Excellences le tres-humble & tres-obéissant Serviteur. L. JENKINS. A Nimègue ce dixiesme d'Août 1679. *Erant scripte.* A leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale aux Traitez de Paix à Nimègue.

Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacrae Caesaris Majestatis infrascripti fidem facimus & attestamus, quod praesentis Literae, ex originalibus, ab Illustrissimo & Excellentissimo, Domino Legato Mediatore Jenkins ad nos datis & apud nos remanentibus transumptae sint, & cum iis in omnibus concordent. Datum Noviomagi, vigesima secunda Augusti 1679.

(L.S.) Joannes Episcopus Garcenfis.

(L.S.) T. A. Henr. Stratman.

Lettre des Ambassadeurs de SUEDE au Mediateur Anglois, par laquelle ils se declarent d'accepter le Formulaire dressé par ce Ministre, pour la Publication de la Paix entre les Couronnes d'ESPAGNE & de SUEDE, & qui devoit tenir lieu d'un Traité formel entr'eux. A Nimègue le 6. Août 1679. vieux Stile. Avec le CERTIFICAT du Mediateur faisant foi de cette Acceptation du 8—18. Août 1679. Et un AUTRE semblable CERTIFICAT sur la Copie de la Lettre des Ambassadeurs, dont l'Original étoit resté entre ses mains, du même jour 8—18. Août 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. IV. Part. II. pag. 530.]

MONSIEUR,

Ayant reçu la Lettre de V. E. nous n'avons pas manqué d'en considérer le contenu avec le Formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Roys & les Couronnes de Suede & d'Espagne, & comme nous avons raison d'approuver les sentimens de V. E. aussi déclarons-nous à présent, que nous acceptons le susdit Formulaire en tous les points & clauses, nous chargeans que selon la teneur d'iceluy, la Publication se fera le 24. de Novembre prochain dans les Villes de Stockholm & Riga, au nom de Sa Majesté le Roy nôtre Maître, sur l'assurance, que V. E. nous veut bien faire, qu'elle se fera en même temps, & en la même forme par S. M. le Roy d'Espagne dans les Villes de Madrid & de Bruxelles. C'est de quoy nous avons bien voulu assurer V. E. par ces mots, afin qu'elle sût, que l'Europe doit encore cette Paix à la Mediation de Sa Majesté Britannique & à vos soins. Nous sommes. A Nimègue ce 6. d'Août 1679.

MONSIEUR,

de Vôtre Exc. les tres-humbles & tres-obéissans Servis.

BENOIT OXENSTIERN.

JOH. PAULIN OLIVEKRANS.

Testimonium Domini Jenkins, Suecicam Legationem recipere Formulam Pacis inter Hispania & Suecia Reges factae.

Nos S. R. M. Magnae Britanniae Legatus Extraordinarius & Plenip. ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infrascriptus notum facimus ac testamur per praesentes, quod Illustrissima & Exc. Legatio Suecica nobis Mediatorio munere fungentibus declaravit, se formulam Declarationis five Programmatas praesentibus annexam in omnibus approbasse & acceptasse, eum in finem, ut Pax inter Coronas Hispaniae & Sueciae publicetur ac formetur; Promisit insuper & in se suscepit, quod auctoritate Seren. & Potentissimi Suecorum Regis eadem Declaratio Stockholmiae & Rigae in Livonia, 24. die Novembris stilo Vet. proxime futuri solemniter promul-

DU DROIT DES GENS.

415

ANNO 1679. mulgabitur, prout in casibus consimilibus moris est; in quorum fidem hasce Literas Certificatorias manu nostra subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti s'ilo Vet. 1679.

(L. S. L. JENKINS.

Testimonium Legati Magnæ Britannie Regis, Literas antecessentes cum Originali convenire.

NOs Legatus Extraord. & Plenip. S. R. Majestatis Magnæ Britannia infra scriptum testatur, quod hoc præfens Scriptum transmissum sit ex Literis Originalibus Illustrissimæ & Exc. Legationis Suevicæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque eorundem vera Copia sit, & cum iis in omnibus concordet.

Datum 8. Augusti 1679.

L. JENKINS.

Lettre écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale, par le Marquis DE LA FUENTE Ambassadeur d'Espagne, au sujet du Formulaire proposé par le Mediateur JENKINS, lequel il accepte. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

Excellentissimis, Signores.

Siendo cierto que el mayor desseo del Rey mi Signor, es contribuir por su parte lo mas al reposo universal, como assi mismo a la entera satisfazion de S. M. de la Gran Bretaña, no puedo dexar de stimar en el mayor grado la propocion zelofa que haze a V. Excell. el Excellentissimo Jenkins Embaxador Extraordinario, y Plenipotenciario de S. M. Britanica Medianer en este Congreso en Papel de 16. de Agosto & V. Excelencia Jean servido de poner en mis manos tocante a la Paz del Rey de Suezia, y assi no haviendo tiempo para discurrir de las formalidades ni para esperar Respuestas de S. M. & disolvere el Congreso, y estar para partir el mismo Excellentissimo & Mediator Jenkins, me conformo con su propocion, y prego a Dios por las Excellencissimas Personas de V. Excelencias como desseo.

Certificatio à Mediatore Legatis Suevicis exhibitâ, de Formula Pacis inter Coronas SUEVICAM & HISPANICAM instituendâ, promulgandæque, per Legatos Hispanicos approbatâ & acceptatâ. Noviomagi 8—18. Augusti 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 533.]

NOs Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannia Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infra scriptus notum facimus & testatur per presentes, quod Illustrissima & Exc. Legatio Cæsarea, nobis, munere Mediatorio fungentibus, declaravit, Illustrissimam & Excellentsissimam Legationem Hispanicam formulam Declarationis, sive Programmatiss presentibus annexam, in omnibus approbatâ & acceptasse eum in finem, ut Pax inter Coronas Sueciæ & Hispaniæ, secundum ejusdem Declarationis tenorem publicetur & firmetur, promississe insuper & in se suscepisse, quod auctoritate Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum Regis eadem Declaratio Madridi & Bruxellis, die 4. Decembris s'ilo Nov. proxime futuri, solemniter promulgabitur, prout in Casibus consimilibus moris est. In quorum fidem hasce Literas nostras Certificatorias, manu nostra subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti s'ilo Vet. 1679.

(L. S.) L. JENKINS.

TOM. VII. PART. I.

Réponse des Ambassadeurs de S. M. Impériale au Marquis DE LA FUENTE Ambassadeur d'Espagne, sur sa Lettre du 17. par laquelle il avoit accepté le Formulaire du Mediateur. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

ANNO 1679.

NOus n'avons pas manqué de communiquer à Monfr. l'Ambassadeur Mediateur Jenkins, la Lettre dont il a plu à Votre Excellence de se déclarer à nous qu'elle accepte son Projet de Publication de la Paix entre Sa Majesté Catholique & la Suede, sur l'assurance, que Messieurs les Ambassadeurs de Suede l'avoient accepté aussi. Nous y avons adjointé que Votre Excellence se chargeoit d'en rendre tel compte au Roy son Maître, afin que par l'ordre de Sa Majesté cette Publication se fît infailliblement le quatrième de Decembre prochain dans les Villes de Madrid, & de Bruxelles, présumposant, qu'elle se fera au nom du Roy de Suede le mesme jour, & dans la mesme forme dans les Villes de Stockholm & Riga; Votre Excellence verra de l'attestation de Monfr. l'Ambassadeur Mediateur susdit, & de la Lettre des Ambassadeurs de Suede y jointe, qu'ils s'y conforment de leur costé en tout, & qu'ainsi il ne nous reste, que de nous rejouir avec Votre Excellence que par sa prudence ordinaire cette affaire soit conclue à la satisfaction, & celle du Roy Mediateur, & des Parties. Nous sommes,

MONSIEUR,

de Votre Excellence
les tres-humbles & tres-obeissans Serveiteurs.

JEAN Evêque de GURGG.

T. A. HENR. STRATMAN.

Nimegue ce 22. d'Août 1679.

Formula Pacis inter Reges HISPANIÆ & SUEVICÆ promulgandæ, ac servandæ ac utraque parte approbatæ atque conveniæ. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 535.]

CAROLUS Dei gratiâ Hispaniarum, &c. Rex, &c. Omnibus, &c.

Quum Belli denuntiatio illa, quæ nos inter ac Seren. ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, &c. Suecorum, &c. Regem, &c. . . . ante aliquot annos huic inde intercessit, jam pro non habitâ & non publicatâ censetur ex eo speciatim tempore, quo nos Pace cum Rege Christianissimo Noviomagi nuper initâ & conclusâ ac postmodum ratihabît consensimus, ut præfatus Rex Sueciæ in eadem Pace comprehenderetur, prout reipâ comprehensus & ritè inclusus est, præfatusque vicissim Rex Pace cum Imperatore & Imperio Romani Noviomagi eidem nuper initâ & conclusâ, & deinde ratihabît, consensit, ut nos pariter in eadem Pace comprehenderemur, prout nos reipâ comprehensos, & ritè inclusos esse certiores facti sumus.

Cumque Serenissimus ac Potentissimus Princeps Dominus Carolus II. Magnæ Britannia, &c. Rex, &c. . . . Mediator inter nos & prædictum Regem Sueciæ (ut & universum) receptus, pro indefesso illo zelo quo Orbi Christiano pacificando operam per plures annos navavit, in eo totus jam sit, ut Pax inter nos & prædictum Regem Sueciæ, comprehensionibus & inclusionibus antememoratis inchoata, tot Pacificationibus per Europam, Deo dante, & præfato Rege Magnæ Britannia officiis suis Mediatoris adnitente, confectis, quantocius accedat, isdemque omnibus numeris absoluta annumeretur; eumque in finem consultum, in id necessarium duxerit, ut solemnî aliquâ Declaratione ex conditio huic inde publicandâ, Pacis & antiquæ Amicitia inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ plenaria restauratio & confirmatio, omnibus quorum interest innotesceret.

Nos postquam certiores facti sumus, eam Pacis & amicitia cumulatius adhuc redintegrandæ & firmandæ
G g g 2 ratio-

ANNO
1679.

rationem (quæ à præfato Rege Mediatore proponebatur) uti nobis & prædicto Regi Sueciæ perplacere, nec noui de teore ipsarum Declarationum, siue Programmatum ut & de locis & diebus, certis quibus commodè publicari poterunt (aliàs interpositis officiis Mediatoris) conventum esse.

Concludimus, edicimus & declaramus, quòd Pax Christiana vera & sincera inter nos & prædictum Regem & Regnum Sueciæ, ut & inter nostros respectivè Hæredes & Successores, Regna, Provincias & Ditiones adeò plenariè & perfectè restabita, redintegrata & confirmata sit, ac si nulla unquam Belli denuntiatio aut alii quipiam hostiles motus, nobis aut Subditis nostris, cum prædicto Rege & Subditis suis intercessissent, eandem Pacem firmam, inviolabilem, & perpetuam esse volumus & iubemus.

Cessationem item hostilitatum, inimicitiarum & similitatum cujuscumque generis contra Regem Regnumque Sueciæ, Subditos, Incolas & Inquilinos suos, omnibus Subditis, Incolis & Inquilinis nostris cujuscumque status aut conditionis fuerint, firmèr injungimus & imperamus.

Omnesque repressas, ut & Marchæ & contra-Marchæ Commissiones (si quæ forte post superos Belli motus vel antea contra Subditos & Incolas prædicti Regis Sueciæ emanarunt) auctoritate præsentium inhibemus, revocamus & cassamus.

Declaramus insuper, omnia ea que quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hostiliter gesta sunt, omnesque lites, & actiones inde exortas, vel exordium sumpturas tolli, extinguì & aboleri, uti vigore præsentium tolluntur, extinguuntur & abolentur, ita ut neque intitus hostilitatum antecedentium, nec alio quocunque sub pretextu, quicquam omnino molestiæ vel impedimenti, viâ juris vel viâ facti, Subditis prædicti Regis Sueciæ, quoad personas, vel res suas, vel earundem securitatem, vel indemnitàtem inferatur vel inferri possit.

Quòd si aliqua Navis vel Navigium bona vel Mercimonia ad Subditos prædicti Regis Sueciæ pertinentia post decimam septimam Mensis Septembris anni proximi præcedentis (quæ scilicet comprehensionum & inclusionum prædictarum altera stipulata est) per Mare in quâcunque Orbis plagâ vel Regione, capta aut occupata fuerint, & per Subditos nostros adhuc detenta sunt ea omnia & singula eorundem Proprietariis absque morâ vel exceptione quâcunque reddi & restitui decernimus & iubemus in statu quo tempore captionis aut occupationis existerant.

Declaramus porrò & statuimus, quòd omnes Subditi Regis Sueciæ in Commercio, per Regna, & Ditiones nostras, Terrâ Marique exercendis, gaudebunt isdem Immunitatibus, & Privilegiis, quibus ullo alio tempore ante prædictam Belli denunciationem gavisii sunt.

Mandamus denique & injungimus omnibus Urbium, locorum & armorum nostrorum, Terrâ Marive Præfectis, nec non Magistratibus & Officialibus nostris & generatim omnibus, qui nobis fide & obsequio tenentur, ut ea, quæ superius declarata & sancita sunt, fideliter exequantur, & observent, & ab aliis pariter observari faciant sub pœnâ indignationis nostræ In quorum fidem & robur hanc nostram Declarationem manus nostræ Regiæ subscriptione & Sigilli Regii appositione firmatam promulgari & publicari iussimus. Datum Anno Domini 1679.

CXCVIII.

16. Août, *Protestatio nomine CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem BEVILAQUA facta, de reservato sibi Et Domui Tremolliane jure competenti in Regnum Neapolitanum Noviomagi die 16. Augusti 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. IV. Part. I. pag. 13.]*

In Nomine Domini. Amen.

PER hoc publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter & sit notum, quòd Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo octavo, die decimâ sextâ

Mensis Augusti, in mei Adriani Roukens Ducatus Guelldria Noviomagi residentis publici Notarii, testiumque infra nominatorum præsentium, petitâ ac obtentâ per me ab Illust. & Reverend. Domino Aloyfio de Bevilacqua, Patriarchâ Alexandrino, Nuntio Extraordinario, munus Mediationis pro Sanctissimo Domino nostro, Innocentio XI. Papâ, ac Tractatûs Pacis Universalis Noviomagi tractandâ obente, hujus Instrumenti faciendi licentiâ; Nobilibus Dominis Joannes Gabriël Sanguiniere Dominus de Charanfac, Regis Christianissimi in sua Curia Præfidiarii Parisiensis Consiliarius, nomine Plenipotentiarii Celsissimi ac Illust. Principis Caroli Hollandi Belgici de Tremollia, Tarenti ac Talemundi Principis; Tremollia, Thwarfi ac Loduni Ducis; Vallis, Montisfortis, Gisarum, Jonvella ac Taliaburgi Comitibus, Vitrei, Mailconis, Berria & Didonne Baronis, Rhedonum, Baissi ac Marsillei Vicecomitis; Spinæi Marchionis; Paris Franciæ ac Regis Christianissimi Nobilium Cubiculariorum Primarii, &c. ejusque Plenipotentiarii Mandato sub die 7. Julii proximi præteriti dato, ad calcem præsentium describendo, specialiter munitis, se contulit horâ decimâ maturinâ ad Palatium prædicti Illust. & Reverendissimi Domini Nuntii Apostolici, & se dirigens ad ejus personam, ipsi, me Notario testibusque infra nominatis præsentibus, exposuit, declaravit ac repetit, se illi libellum supplicem nomine Plenipotentiarii Celsissimi ac Illust. Principis de Tremollia, cum bonâ veniâ Regis Christianissimi Domini sui Clementissimi, sub die vigesimo Mensis Julii novissimè elapsi, eâ quâ per est reverentiâ exhibuisse, quo & Instrumentis annexis cum clarè docuit Jura antedicti Principis de Tremollia circa Regnum Neapolitanum, quod ipsi tanquam ex asse Hæredi Carolæ Aragoniæ, Causis & Juribus, in prædicto libello allegatis & abunde probatis, legitime competere, ac ipsum vigore Mandati Plenipotentiarie suæ enixe, & eo quo potuit studio, tam voce quàm scriptis obsecrasse, ut æquissima causâ cognitionem fuscipiens, præfatum Celsissimum & Illust. Principem de Tremollia, tanquam & Frederico Neapolitano è solio deturbato ortum, adversus Ser. Principem, Carolum II. Hispaniarum Regem, Ferdinando Aragoniæ Neapoli intruso editum, audiret & audiri procuraret, manifestissimoque ejus juri, ut par erat, optularetur: Nihilominus tamen contra spem, licet dictum esset ac Rever. Nuntius Mediator dictum Libellum ac Instrumenta ad causam faciendam receperit, accessit, ut petitioni tam justæ præfati Domini Sanguiniere Plenipotentiarii nihil datum, officiaque sua omnia irrita, assidua Domus patrociniis neglectum, & omnia juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Pace à tempore dati Libelli cum Batavis subscriptâ, & cum Hispanis de horâ in horam, ut fertur, subscribendâ, protestatus esset ac declaravit prædictus Dominus Joannes Gabriël Sanguiniere, in vim Mandati sui, si quid sive in præsens sive in posterum generalibus speratæ Pacis Pædis, hic Noviomagi vel alibi faciendis, quocumque modo vel pretextu inferatur, quod Hæreditariis prædicti Celsissimi & Illust. Principis de Tremollia, liberorum ejus, aut ab eo causam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, Prærogativis ac commodis inde pendebitis, ac nominatim Juri, illi, ejus liberis, aut ab eo causam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti directè vel indirectè perorare queat, muneris sibi commissi ergo, per ejus expressum Mandatum infra ut fertur describendum, hæc omnia melioribus quibus potuit & debuit verbis, declarans coram Deo & hominibus, & nunquam acquiescisse, sicut nec per iterata Mandata acquiescere potuisse, imò nihil intentatum reliquisse, ut quod attentatum fuerit præveniret, & vel minimum causâ sibi commissâ præjudiciam amoveret, quemadmodum in præfatiarum facit, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatumque Celsissimæ & Illustrissimæ Domui Tremollianæ jus, quibus potuit vindictis asserens; de quibus omnibus ac singulis publicè hæc apud omnes & singulos, non solum præsentibus sed absentes etiam & posteros, Protestatione petit à me Notario publico, testibusque infra nominatis semper assistantibus, sibi fieri & tradi Instrumentum, illi sub hac formâ concessum, & Celsissimo, ac Illustrissimo Principi de Tremollia, suo Principali, prout de jure valiturum. Cujus exemplar à me Notario subscriptum dictus Dominus Sanguiniere Plenipotentiaris præfato Illustrissimo & Reverendissimo Domino Nuntio ad majorem rei evidentiam tradidit & dimisit, illamque rogavit, ut Protestationem suam in Registris Mediationis Apostolicæ mandare & registrari dignetur. Acta fuerunt

ANNO
1679.

ANNO 1779. hinc Noviomagi, in Palatio prædicti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Nuntii, præsentibus Nobili Viro Domino Egidio de Bourgeaville, & Nobili Viro Domino Armando de Boscare, testibus ad præmissa specialiter vocatis atque rogatis; anno, die & hora prædictis. Dictus Dominus Sanguiniere ac prænominati testes signarunt mecum Notario in Minutæ præsentium, quæ penes me remanent.

Signatum ADRIEN ROUKENS, N.P.

NOs Consules, Scabini & Consilium Urbis Noviomagenis in Gueldria, fidem facimus & testamur universis & singulis, Adrianum Roukens, qui præscriptum Instrumentum rogatus recepit & subscripsit, esse Publicum Ducatus Gueldria Noviomagi residentem Notarium, ejusque Scripturis, Actibus & Instrumentis ab eo subscriptis plenam fidem adhiberi, & hæcenus adhibita fuisse, & indes adhiberi indubiam in judicio & extra; In cujus rei testimonium præsentem Attestationem per nostrum Civitatis Secretarium fieri, & subscribi, ac Sigillo Civitatis muniri mandavimus Actum Noviomagi, die 13. Augusti, anni millesimi sexcentissimi septuagesimi octavi.

Ex Mandato supra dictorum Dominorum meorum,

Signatum J. VAN GAESBEECK,

Secretarius.

CXCIX.

ANNO 1779. Aodt. *Contrat de Mariage, de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec la Princesse MARIE LOUISE, Fille du Prince PHILIPPE Fils de France, Frère Unique de LOUIS XIV. Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau, le 30. Aodt 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. pag. 419.]*

AU nom de Dieu le Createur; soit notoire à tous, que tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Aiant consideré comme un moi en capable d'affermir de plus en plus la tranquillité publique qu'il a plu à Dieu de rétablir par la Paix, le desir extrême que le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles II. par la même grace de Dieu Roi d'Espagne, lui a fait témoigner par son Ambassadeur Extraordinaire, que Sa Majesté vouloit bien lui accorder en Mariage, tres-Haute & tres-Puissante Princesse Marie Louise, Nièce de Sa Majesté, & Fille de tres-Haut & tres-Puissant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans, & de défunte tres-Haute & tres-Puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans. Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit eu bien agreable la recherche & demande que ledit Seigneur Roi Catholique lui a fait faire de ladite Serenissime Princesse Marie Louise, & comme tant de grandes & aimables qualitez qui sont en elle ne la rendent pas moins chere à Sa Majesté que si elle estoit sa propre Fille, Sadite Majesté a crû ne pouvoir donner une marque plus publique du desir qu'elle a d'entretenir pour le bien de la Chrétienté une amitié sincere & durable avec le Roi Catholique qu'en la lui donnant pour Epouse, & qu'en renouvelant par cette Alliance routes celles qui ont été déjà si heureusement contractées par de semblables liaisons entre la France & l'Espagne. C'est dans cette veue qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui de Sa Majesté Catholique, convenir des Articles & conditions nécessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, lesquels Articles ont été signez & arreztez suivant les Pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Roi Catholique, c'est par ces mêmes motifs qu'en presence, du contentement & vouloir de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Louis, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puis-

ANNO 1679. sante Princesse Marie Therese, par la même grace, Reine de France & de Navarre, Epouse & Compagne de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de tres-Haut & tres-Puissant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, de tres-Haute & tres-Puissante Princesse Elisabeth Charlotte Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans, & de ladite tres-Haute & tres-Excellente Princesse Marie Louise Fille dudit Seigneur Duc d'Orleans, & en presence aussi de tres-Haut & tres-Excellent Prince Louis Dauphin de France, tres-Haute & Puissante Princesse Anne d'Orleans Fille puisnée dudit Seigneur Duc d'Orleans, tres-Haute & Puissante Princesse Anne Marie Louise d'Orleans Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes, tres-Haute & Puissante Princesse Marguerite Louise d'Orleans, grande Duchesse de Toscane, tres-Haute & Puissante Princesse Isabelle d'Orleans Duchesse de Guise, tres-Haut & Puissant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti, tres-Haut & Puissant Prince François de Bourbon, Prince de la Roche-sur-Yon, tres-Haut & Puissant Prince Louis de Bourbon Comte de Vermandois Admiral de France legitimé de France, tres-Haut & Puissant Prince Louis Auguste de Bourbon Duc du Maine, Colonel General des Suisses legitimé de France, tres-Haute & Puissante Princesse Marie Anne de Bourbon legitimée de France, tres-Haute & Puissante Princesse Louise François de Bourbon legitimée de France, tres-Haut & Puissant Prince Henri de Bourbon Duc de Verneuil legitimé de France, tres-Haute & Puissante Princesse Charlotte Seguier Epouse dudit Seigneur Duc de Verneuil, & Messire Michel le Tellier Chevalier Chancelier de France, Commandeur des Ordres du Roi & son Conseiller Ordinaire en tous ses Conseils d'une part: & de Haut & Puissant Seigneur Dom Paul Spinola Doré Marquis de Los-Balbases, Duc de Sesto, Seigneur de Ginofo Catalinafetta & Pontecuroné, Conseiller du Conseil d'Etat de tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roi Catholique, son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie, & son Ambassadeur Extraordinaire vers Sa Majesté Tres-Chrétienne, muni de son Pleinpouvoir à l'effet des presentes d'autre part, les Conventions & Traitez de Mariage entre ledit Seigneur Roi Catholique, & ladite Serenissime Princesse Marie Louise ont été accordées & arreztees, ainsi qu'il ensuit.

Premierement. C'est à sçavoir que Sa Majesté tres-Chrétienne promet de donner en nom & loi de Mariage à Sa Majesté Catholique, la Serenissime Princesse Marie Louise à ce presente, procedante sous l'autorité de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui la chérit & veut bien la marier comme si elle estoit sa propre Fille, comme aussi promet Sa Majesté Catholique representée par le Marquis de Los-Balbases son Ambassadeur Extraordinaire de prendre à Femme & Epouse, la Serenissime Princesse Marie Louise, pour être ledit Mariage parait, accompli & solemnisé le plutôt que faire se pourra suivant les Constitutions, & en face de la Sainte Eglise Catholique Apostolique Romaine, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté Tres-Chrétienne, par tres-Haut & Puissant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti chargé de la Procuration dudit Seigneur Roi Catholique, conformément à la Dispense Apostolique sur ce obtenu par les Parties, pour lever l'empêchement que pourroient y apporter les degrez de parenté & consanguinité qui sont entr'elles.

II. En faveur & contemplation dudit futur Mariage, Sa Majesté a donné & constitué en Dot à la Serenissime Princesse sa Nièce, la Somme de cinq cent mille Ecus d'Or sol, & ce pour tous Droits Paternels & Maternels, & autres qui lui pourroient appartenir & échoir, laquelle Somme sera composée d'un million de Livres, donné & legué par feuë tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puissante Princesse Anne d'Autriche Reine Mere de Sa Majesté à la Serenissime Princesse sa petite-Fille, & de la Somme de dix-neuf mille deux cent quatre-vingts cinq Jacobus & trois quarts Monnoie d'Angleterre, faisant Monnoie de France deux cens soixante dix mille Livres & interest d'icelle, qui est encore deuté par tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne pour la moitié qui appartient à la Serenissime Princesse Anne d'Angleterre Mere de ladite Serenissime Princesse, pour être ledits interets exigez du jour seulement du deceds de ladite Dame Duchesse d'Orleans, & en

ANNO
1679.

cas que lesdites deux Sommes ensemble ne puissent faire celle de cinq cent mille Ecus d'or sol, Sa Majesté Tres-Chrétienne promet de faire paier ce qui s'en défraira, & se feront les paiemens en la Ville de Madrid, savoir le tiers au tems de la consommation du Mariage, le second tiers à la fin de l'année, & le troisième six mois après, en sorte que le parait paiement soit fait en dix huit Mois de temps.

III. Et de plus Monseigneur le Duc d'Orléans donne à la Serenissime Princesse sa Fille, la Somme de quarante mille Ecus en Bagues & Joiaux qu'il lui fera remettre entre les mains.

IV. A été convenu & accordé que ledit Seigneur Roi Catholique futur Epoux assurera ladite Somme de cinq cent mille Ecus d'or sol, sur bonnes & suffisantes Rentes à raison du denier vingt, au contentement raisonnable des Ministres qui à cet effet seront nommez & Députez par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & seront données bonnes & suffisantes hypothèques pour la sûreté dudit Dot, & si ladite Serenissime Princesse aime mieux jouir desdites Rentes & Villes qui lui seront données pour hypothèques que la Rente dudit Dot à la raison susdite du denier vingt, & qu'il lui soit pourveu comme aux autres Reines d'Espagne, pour leurs Maisons en la forme & grandeur qu'il en a été usé, & s'usc, en tel cas la Rente desdites hypothèques sera comptée selon & ainsi que lesdites Rentes sont à présent en Espagne, & ainsi que les autres de même qualité sont assignées.

V. Plus a été promis par ledit Sieur Commissaire du Roi d'Espagne au nom de Sa Majesté Catholique, de donner à ladite Serenissime Princesse des Bagues & joiaux de la valeur de cinquante mille Ecus d'or sol qui sortiront nature d'Heritage à ladite Serenissime Princesse, comme seront aussi toutes les autres Bagues & Joiaux qu'elle portera lesquels demeureront pour elle, ses Hoirs, Successeurs & aians cause.

VI. Que ledit Roi Catholique donnera à ladite Serenissime Princesse entretenement pour son état & Maison tel qu'à si grande Princesse, petite-Fille, Nièce, Femme & Fille de si puissans Rois appartient, & icelui assignera sur bonnes Rentes, avec seurs & fermes Assignations & suffisantes hypothèques au contentement de ladite Serenissime Princesse.

VII. A été aussi convenu & accordé qu'au lieu de Doiaire dont on a accoutumé d'user en France ladite Serenissime Princesse aura pour augment de Dot dudit Mariage selon l'usage des Roiaumes du Roi d'Espagne, la Somme de cent soixante six mille six cent soixante six Ecus d'or sol, qui reviennent au tiers de ladite Somme entiere dudit Dot, lequel augment de Dot, étant ledit Mariage dissolu, & ladite Serenissime Princesse survivant le Roi Catholique son futur Epoux, lui sortira nature d'Heritage pour elle, les siens & aians cause, pour en pouvoir disposer soit entre-vifs ou par dernière volonté conformément à l'usage & coûtume d'Espagne, & lors que ledit Mariage sera consommé, sera baillé assignation à ladite Serenissime Princesse de la susdite Somme de cent soixante six mille six cent soixante six Ecus d'or sol, pour en jouir ledit cas d'augment de Dot arrivant, & ce en la même forme & maniere que les Deniers & Rentes dudit Dot lui seront assignées.

VIII. Plus a été arrêté que la dissolution dudit Mariage advenant, & ladite Serenissime Princesse survivant ledit Seigneur futur Epoux, elle pourra partir & se retirer franchement & librement dudit Roiaume d'Espagne, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ses Officiers, Domestiques & Serviteurs, & retourner en France, faire apporter & amener avec soi tous & chacun ses Biens, Joiaux, Habits, Vaiselles & autres meubles quelconques, sans que pour quelque occasion que ce soit ou pourroit survenir, il fut fait ou mis directement ou indirectement aucun empêchement ou retardement à son départ, ni en la jouissance dudit augment de Dot, & assignation des Deniers de fondit Mariage qui lui auront été donnez ou deff donner, pour sûreté desquels seront données par ledit Roi Catholique à Sa Majesté Tres-Chrétienne avant que ladite Serenissime Princesse sorte d'Espagne, les Lettres d'assurance qui seront à ce nécessaires, scellées du Sceau de Sa Majesté Catholique, avec promesse sur fa foi & parole Roiale de les garder & accomplir inviolablement tant pour lui que pour ses Successeurs aux Couronnes d'Espagne.

IX. Plus a été convenu & accordé que ladite Serenissime Princesse fera honorablement conquise & ren-

duë aux frais de Sa Majesté Tres-Chrétienne, comme il convient à Princesse de telle qualité & Alliance qu'elle prend jusques aux frontières du Roiaume d'Espagne où elle sera accueillie & reçue honorablement de la part dudit Roi Catholique, comme appartient à une Princesse de si haute & Illustre Maison.

X. Tout ce que dessus a été convenu & arrêté par expès en faveur dudit Mariage, promettant Sa Majesté Tres-Chrétienne en foi & parole de Roi l'entretenir, garder & observer inviolablement, sans aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, comme ledit Sieur Marquis de Los-Balbases Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Catholique audit nom, & en vertu de son Pouvoir & Procuration, promet pareillement d'entretenir, garder & observer tout le contenu ci-dessus, sans jamais aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, le tout sous l'obligation de tous & chacuns leurs Biens présents & à venir. Renonçant reciproquement lesdites Parties à toutes Loix, Coutumes, usages & autres choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le présent Contrat, daquel l'Original est demeuré par devers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expéditions nécessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Fontainebleau, le trentième jour d'Août de l'année mil six cent soixante dix-neuf, pardevant nous Conseillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté.

Signé, ARNAUD. COLBERT.

C.C.

Waffen-Stillsand; so zwischen denen Königen in 30. Aodt Schweden und Dänemarcz bis zu vollkommlicher Execution des Friedens zu Wasser und Land geschlossen worden; Worinn alle Hostilitäten aufgehoben; die Commercen vom 10. Septembris anzufangen ihren freyen lauff und fortgang in beiderseits Landen gelvinnen; dann auch denen Bestungen die Freiheit zugelassen wird; nach belieben für geld; mit ein- und außfür einkaufsen; ferners solle der König zu Schweden/ an König zu Dänemarc/ vor die in Schonen einnehmende Contributionen, Monathlich bis zu evacuierung der Plätze/ 2400. Reichsthaler entrichten. Lunden den 30. Augusti 1679. [LONDONII Acta Publica Tom. X. pag. 663.]

C'est-à-dire,

Armistice conclu entre les Rois de SUEDE & de DANNEMARC pour durer jusqu'à l'execution de la Paix; on y convient non seulement d'une Cessation de toutes hostilités, mais aussi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembré; avec permission aux Garnisons des Places fortes de se pourvoir, en payant, des Vivres qui leur seront nécessaires. Le Roi de Suede s'y oblige aussi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois jusqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cause des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Aodt 1679.

Demnach durch Göttlichen Segen der Friede zwischen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dänemarc/ Schweden/ ic. bereit so weit gebracht worden; daß an einem glücklichen Schluß nicht zu zweifeln/ als haben ihre Maj. Maj. durch unser hier anwesende unterschriebene Extraordinar Ambassadeurs und Plenipotentiarios immittelst einen Stillsand der Waffen anff beyden Seiten getroffen/ und durch des Chur-Euch. Mediatoris und Geheimen Rathes/ Herrn Baron Gersdorff/ absonderlichen Fleiß und Dextereit auffgerichtet; wie folget:

I. Ist zwischen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dänemarc und Schweden/ ic. ein Stillsand der Waffen/ so wol zu Lande als zu Wasser beliebt/ so sich auff alle ihre Reichs/ Provinzen und

ANNO 1769. und Lände / Seen / Flüsse / Keviere / Ströme und Hafen / keine davon ausgeflossen / wo und an was Orten dieselbe auch gelegen / und von einem der beyden Theile possedit werden / sie seyen in diesen Kriegen eingenommen / oder von Andern her zu ihren Länden und Länden gehörig gewesen / erstreckt.

II. Gemeldter Stillstand zu Lände sol in Schonen seinen Anfang nehmen von nechstkommenden 21. Augusti, und so fort an gehörige Oerter gesandt / auch öffentlich / so wol in den Bestellungen als bey den Armeen / Milice / von den Casteln / und absunderlich an den Bräuten verkündigt und publicirt werden / damit sich keiner einiger Unvorsichtigkeit halber zu entschuldigen haben möge: Da auch nach der publication sich jemand hiervieder versehen / und diesen Stillstand übertreten würde / sol er davon Nach und Antwort geben / und wie die That meritiret, gebührend gestraffet / auch demjenigen / welchem treulich Schade zugefügt worden / nach Recht und Billigkeit Satisfaction geschehen / und der Stillstand nichts desto minder unverbrochen gehalten werden. In andern Orten / es sey zwischen Norwegen und Schweden / oder im Römischen Reiche / sol dieser Stillstand seinen Anfang nehmen / so bald derselbe Ihrer Majestät Majestät Feld-Marschall / und Generalen notificirt, und wie oben gemeldet / publicirt worden.

III. In wählendem Stillstande sollen alle hostilitäten und Feindliche actionen aufhören / und beyne in des andern Ländern / Keviere / Seen / Ströme / Hafen und Jurisdiction, so er entweder durch den Krieg bekommen / oder sonst besisset / keinen Einfall thun / oder einiger massen turberen oder verunglimpfen / sondern alles ohne Hindernis und in Ruhe lassen / also daß nicht allein alle Armeen und Bataillonen, mocht ein oder ander Ort beschweret seyn möchte / stracks aufziehen / und abgeschafft werden sollten / sondern auch die Commercen, vom 12. Septembr. anfangen / so wol in des einen Reichen und Oertern / als in des andern / ihren freyen Lauff und Fortgang gewinnen / und die Reisenden zu Wasser / sie reisen in publicken oder particular affären, wann sie mit gebührenden Pässen versehen seyn / vollkommene Freyheit genießen.

IV. Den Bestellungen wird die Communication und Freyheit zugelassen / mit Ein- und Ausfuhr für Geld / was jedem begehrt / einzukaufen.

V. Was die Contributionen in Schonen belanget / sol vom 21. Augusti anfangen / und bis zur execution der Plätze damit continuiret / und dafür Monatlich an Königl. Majest. zu Dannenmark 10. von Ihr. Königl. Majest. zu Schweden / 2400. Reichsthaler richtig in constanter Münze und zwar bey Ausgang jeden Monats erlegt werden. Worbey alle andere Zugaben und Forderungen von wegen Ihr. Königl. Majest. zu Dannenmark aufgehoben werden / ausgenommen die Gräsung für die in den Bestellungen liegende Cavallerie, und wird allen und jeden verboten / durch ihre Unterhabende und Bediente den Landmann in geringsten nicht zu molestiren / oder etwas / unter was Namen es auch seyn mag / abzuwingen. Wegen der restanten in Ländern / Seen und Pflanzungsstätten Kompten / welche Districten von dem übrigen Schonen eximirt werden / ist verprochen / so fort in der Güte sich zu vereinbaren / mocht hier in Länden den 6. Septembr. und nach eher / manns gefehren kan / ein Anfang sol gemacht werden. Dorsu an beiden Seiten zwo Personen verordnet werden sollen.

VI. In Wasser soll dieser Stillstand seinen Anfang nehmen / so bald Ihre Königl. Königl. Maj. Admiralen und Flotten davon Kundschafft bekommen können / welches sie so fort den auscommandirten und in der See kreuzenden Schiffen / Galieren und Capten zu wissen thun sollen / also daß alle hostilitäten / wie sie Namen haben können / sowohl von Capten als von Schiffen von dem 10. Septembr. an / gänzlich aufhören und aufgehoben werden sollen. Sollte auch nach solcher Zeit etliches Fahrzeug in der See von jemand aufgebracht werden / so noch nicht Nachricht haben würde / sollen beydes Güter / Schiffe / und was sonst dergestalt weggenommen / unbeschädigt restituirt / und alles was davon verfallen ist seyn möchte / denen andern wieder bezahlt werden.

VII. In wählendem Stillstande wird einer in des andern Seen und Hafen keine Delogge-Schiffe klein oder groß fahrten / sollen sie aber durch Sturm und Ungewitter dahin getrieben werden / sollen sie verlobigt seyn / stracks solches dem nechst dabe commandirenden Officiere zu erkennen zu geben / und sobald Wind und Wetter es zulassen / sich von dannen wieder zu begeben.

VIII. Dieser Stillstand sol / biß daß der Friede vollkommlich exequirt wird / währen / und sollen von diesen Instrumenten zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt / und denen Herren Mediatoren zugestellt werden / umb unter beiden Theilen auszuwechseln. Nach welcher Zeit diese Artickeln ohne weitere Ratification so fort ihren Anfang nehmen.

Lunden den 30. Augusti 1769.

CCI.

Sept. Pax inter LUDOVICUM XIV. Francie & Navarra Regem, suo & CAROLI XI. Sue-

corum Regis nomine agentem ab una, & CHRISTIANUM V. Danie Regem ab altera partibus; Quæ Pacificationes Kolbildenensis, Hafnien-sis, & Westphalica pro fundamento hujus admittuntur; ablata durante hoc Bello omnia inter Reges Danie scilicet & Suecie, utrinque restituuntur; Controversie verò inter eosdem circa Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, & Fretò Baltico concessas, ortæ, remittuntur ad proximam compositionem amicitabiliter insituendam. Actum Fontibellaquæ 2. die Septembris 1769. Cum ARTICULO SEPARATO de preten-sionibus, quas Rex Danie contra Ducem Brunsvicensis obtentas habet, amice per Interventionem Christianissimi Regis componendis. Actum die 2. Septembris 1769. Nec non TRACTATU peculiari de Restitutione Ducis Holstato-Gottorpensis intra duarum Septimanarum spatium, Actum die 2. Septembris 1769. Accedunt PLENI-POTENTIÆ & RATIFICATIONES, utriusque Partis. [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimégue Tom. IV. pag. 547. Recueil de LEONARD Tom. V. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 919. en Latin, Allemand & François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 440. en Latin & en Allemand. LONDONII. Acta Publica Tom. X. pag. 706. en Allem. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handlung. pag. 1679. Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1481. en Allemand.]

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le deuxième du present Mois, en ce lieu, avec le Sieur Meyercroon, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de Dannemark, & de Norvegue, pareillement muni de Plein-pouvoirs de la part dudit Roi, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

N Otum sit omnibus & singulis quorum interest. Postquam maturus antiqui Fœderis inter Galliam & Sueciam nexus Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarra Regem Bello in Septentrionalibus partibus orto implicavit, prædictusque Rex Christianissimus nihil magis in votis habuerit, quam ut Pace ubique fere in Europa nuper restituta, incendium quod in supradictis Oris adhuc gliscibat, quantocius etiam extingueretur, & in ipsis quoque flagrantissimi hujus Belli flammis singularem semper affectum erga Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum CHRISTIANUM V. Danie, Norwegiæ, Gothorum, Vandalorumque Regem, Ducem Slesvici, Holstatiæ, Stormariæ, & Dittmarsie, Comitem in Oldembourg, & Delmenhorst, servarit, adeoque Incentissime ex prænominati Danie Regis Consiliario arque Alegate Extraordinario Nobili, & generoso Domino Henningo Meyercroon intellerit, modo dictum Danie Regem eandem Pacem serò exoptare, nihilque in se desiderari passurum, quod ad reconciliandam concordiam redintegrandumque mutuo amicitia cum Gallia & priorum Fœderum per novissimas nasce Bellorum turbas interruptum nexum facere ulla ratione queat, & quia supradicti Regis Christianissimi rationes & interesse, quoad præsens Bellum à rationibus & interesse Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini Domini CAROLI XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scanie, Elthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde,

ANNO
1679.

Verde, Sretin, Pomerania, Castobia & Vandalia, Principis Rugia, Domini Ingræ & Wismaria, necnon Comitibus Palatinis Rheni, Bivarie, Juliaci, Clivie, & Monium Ducis nullo modo separari queunt, prædictusque Ablegatus Danie Extraordinarius haud alium esse memorati Danie Regis animum testatus fuerit, quam ut bona, fecura, atque constant cum Suecia Rege Pax inerat atque concludatur, Rex Christianissimus tam suo quam Suecia Regis nomine reconcilianda mutua concordia restituendæque Orbi Christiano tranquillitatis ergo de Pacis conditionibus cum præfato Danie Rege inexcusabilis & Illustrissimus Dominum Simonem Arnauld equitem Dominum à Pomponne Consiliarium suum intimum ac Secretarium Status & Mandatorum, nominavit, deputavitque, ut cum prædicto Danie Regis Ablegato negotium hoc tractaret, atque ad optatum finem perduceret, qui sufficientibus instructi Mandatis quorum originalia utrinque commutata, & Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, in sequentes Pacis & Amicitie Leges conveniant.

I. Sit inter prædictos Reges, & eorum Hæredes, Successores, Regna, Status, Provincias, Ditiones, & Subditos Terra, Marique, & ubicunque locorum vera, firma, & perpetua Pax, sinceræque amicitia, eaque religiose & bona fide servetur, & prædicti Reges mutuum honorem, utilitatem, & commodum invicem promoveant. Sit præterea amnistia generalis, & perpetua oblivio omnium eorum quæ ante hoc Bellum, & durante eodem, ejusque occasione quocunque loco, modo, & hostiliter acta sunt. Quod etiam observetur respectu Subditorum qui has vel illas partes fecerunt sunt, ita ut nemini eorum posthac quicquam molestia specie juris, aut via facti sub quocunque prætextu inferatur.

II. In quam finem cessent atque aboleantur omnia Fœdera, quæ ab alterutro prædictorum Regum in alterutroque damnum, & præjudicium inita sunt, neque præfati Reges impofterum ulli Tractatu, aut Confederationi in alterutroque detrimentum tendenti consentiant.

III. Cessent inter Partes prædictas omnes ejusque generis hostilitates Terra, Marique intra duas septimanas à die subscriptionis hujus Tractatus computandas, excepta tantum Norvegia in cujus confinibus eadem hostilitates intra trium septimanarum spatium cessabant, aut citius si Ducibus Exercituum præfens Tractatus prius innotescere poterit. Si quas autem Copias Gallie in Ditionibus Regis Danie commorari contingeret, inde intra decem dierum spatium à subscriptione præfens Tractatus computandorum recedat, nec post elapsos prædictos decem dies ullæ novæ Contributiones exigi poterunt.

IV. Et quandoquidem Rex Christianissimus semper declaravit, se non alter quam sub conditione restitutionis Sueciae juxta tenorem Tractatum Rodschildensis, Hafnienfis, & Westphalici Pacem inire posse, Rex Danie etiam ob publicam tranquillitatem, & respectu Regis Christianissimi huic conditioni assensit, conventum est quod prædicti Tractatus Rodschildensis, Hafnienfis & Westphalici cum omnibus ad Tractatum Hafniensem spectantibus Instrumentis, in omnibus & singulis Articulis pristino vigori restituantur, facti, & technique maneat, atque in hoc Tractu ita repetiti censeantur, ac si de verbo ad verbum eidem inferri essent.

V. Vigore itaque præfens Tractatus Rex Danie pollicetur, se Regi Sueciae omnia loca durante hoc Bello armis suis occupata, aut quæ adhuc ante, vel post subscriptionem hujus Tractatus occupari possent, restitutum: nominatim Urbes Landscroniam, Helsingburgum, Marstrand, Wismariam cum Insulis Rugia & Gothlandia, cum earum omnibus dependentiis, & generaliter quicquid Ditionum, Terrarumque possidet, quæ per Tractatus Rodschildensem, Hafniensem, & Westphalicum Regi Sueciae cessa sunt, aut quæ ante eosdem Tractatus ad Sueciam pertinerint.

VI. Vicissim Rex Sueciae promittit, se Regi Danie restitutum quicquid Terrarum, aut Ditionum ad Regem Danie pertinetium armis occupaverit, aut ante, vel post subscriptionem præfens Tractatus occupare possit.

VII. Et quandoquidem Rex Danie exposuit, quod Privilegia, & Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, & Fræto Baltico concessæ, quibusdam abusibus contra mentem prædictorum Tractatum, aniam dederint, Rex autem Christianissimus pro certo habeat, Regis Sue-

ciae intentionem non esse, quod Subditi sui, aut alii subdidorum Privilegiolorum aut Immunitatum prætextu iisdem Privilegiis & Immunitatibus in detrimentum Jurium, & redituum Regis Danie abutantur, conventum est, quod post tres menses à permutatione Rathhabitionum præfens Tractatus computandos, prædictus Rex Sueciae Commissarios nominabit, qui eo loco, de quo Partes utrinque conveniunt, cum Commissariis Regis Danie congregentur, ibidemque præfente & interveniente Ministro à Rege Christianissimo deputato, bona fide, & amicabiliter diffinitiones ex occasione ortas componant; ita tamen, ut omnia Privilegia & Immunitates in Oresunda & Fræto Baltico, Sueciae prædictis Tractatibus concessæ, in pleno & integro vigore permanent: Abusus autem, qui in detrimentum & præjudicium Jurium & redituum Regis Danie contra mentem didorum Tractatum oborti essent, bona fide corrigantur.

VIII. Conventum quoque est, quod Urbes, Arces, & Fortalitia, quæ Sueciae vigore hujus Tractatus restitui debent, in eo quo die subscriptionis hujus Tractatus sunt statu, restituantur. Restitutio autem Urbium, locorum, ut & Insularum & Provinciarum cum omnibus eorum dependentiis de quibus præfens Tractatus conventum est, fiat modo sequenti: Urbes & Arces Helsingburgum, & Landscronia uti & generaliter omnia loca occupata à Rege Danie in Provinciis Sehanie, Blekingie, & Hallandie, Caroloburgum & Fortalitium ad Flumen Swinger fium evacuentur intra duas, Wismaria, & Insula Rugia intra tres, Marstrand, & Insula Gothlandia intra quatuor septimanas à permutatione Rathhabitionum præfens Tractatus computandas.

IX. Liberum tamen erit Regi Danie, omnem Belli apparatus cum omnibus Tormentis Bellicis ex prædictis Urbibus, Insulis & locis ante præscriptum tempus avellere, quæ illuc à tempore occupationis adveni, introducere curavit, dummodo ibidem relinquat ea Tormenta Bellica, aliasque Belli Munitiones quæ ad Sueciam tempore occupationis pertinerunt, ibidemque die subscriptionis hujus Tractatus adhuc inveniuntur. Quod si verò pars aliqua illorum tormentorum Bellicorum in præfatis locis non amplius existat, numerusque eorum minor esset dimidio ejus numeri, qui tempore occupationis ibi reperiebatur, Rex Danie non nisi dimidiam partem didorum Tormentorum, quæ antehac ad Sueciam pertinerunt, restituere tenebitur.

X. Restituantur omnes prædictorum Regum Subditi ejusqueque sint status, & conditionis, itam post permutationem Rathhabitionum præfens Tractatus in universa bona mobilia & immobilia, eorumque reditus ejusqueque generis, occasione hujus Belli occupata, & confiscata, una cum Juribus, Actionibus & Successionibus, quæ ipsis durante hoc Bello obvenierint, ita ut propria autoritate possessionem prædictorum bonorum capessere possint, nulla habita ratione Confiscationis, Oppignorationis, aut Donationis antefactæ: ita tamen, ut nihil ratione fructuum, & redituum post Confiscationem ex prædictis bonis perceptorum peti possit. Idem quoque dispositum censetur ratione omnium Subditorum prædictorum Regum, tam Ecclesiasticorum, quam secularium, omniumque aliorum, qui hujus, vel illius Regis Militiæ additi fuerunt, atque proprietates, ac bona mobilia, aut immobilia in Suecia, aut in Provinciis per Rodschildensem, & Hafniensem Tractatus cessis, & vi præfens Tractatus restituendis possident, quibus omnibus, & singulis, ut & eorum Hæredibus & causam habentibus plena facultas, sit illis sua bona possidendi, utendi, fruendi, & alienandi cum Juribus & Privilegiis quæ ipsis ante præfens Bellum competierant, adeo ut nemini noxæ damnoque sit, aut præjudicio, quod has vel illas partes secutus fuerit, quominus in pristinum quo ante Bellum fuit statum, tam quoad honores, quam quoad bona plene restituatur, non obstantibus ullis Processibus, Sententiis aut Decretis contra eos, eorumque parentes vel consanguineos latis, propterea quod partes adversas, vel revera secuti, vel secutos esse accusati fuerint. Liberum etiam illis erit servare, vel mutare pro libitu domicilium, ita ut nihil propterea ab iisdem exigatur. Electo vero semel domicilio illi tantum Regi, in cujus Territorio degunt, Sacramento fidelitatis obnoxii erunt, non attento, quod in alterius etiam Regis Territorio bona possident, quorum tamen bonorum, Possessionumque ratione iisdem Privilegiis, & Juribus gaudent, ac alii Provinciarum illarum Incolæ & Subditi.

XI. Omnes

ANNO
1679.

XI. Omnes adiones & jura cujusque nature aut generis que Subditis utriusque Regis in altero Regno Septentrionali ante Bellum competebant, in pleno vigore maneat non secus ac si unusquisque eorum hic spectatim nominaretur, illique juxta æquitatem & justitiam sine mora satisfiat, quod locum quoque habebit, etiam si quisquam eorum has vel illas partes præsentis Bello fuerit secutus.

XII. Et cum Comitatus Rixingensis ad Comitum ab Ahlfeld in Langeland & Rixingen Magnum Dania Cancellarium spectans cum omnibus Juribus, & rebus occasione hujus Belli Fisco Regis Christianissimi addictis fuerit, præfatus Rex consensit, quod prædicto Comitui Comitatus hic Rixingensis cum omnibus pertinentiis, Juribus, dependentiis, & rebus statim una cum omnibus Privilegiis, Actionibus, & Prærogativis quibus ante declarationem hujus Belli fruebatur, restitui debeat.

XIII. Omnes captivi cujusqueque sint conditionis statim in libertatem utrique restituantur non solum ullo lythro, impensa verò alimentorum, vel si aliquid minus sufficere in locis ubi commorantur, juxta æquitatem exolvere teneantur; si qui verò captivi militia alterutrius Partis se addixerint, atque in illis locis ubi jam degunt porro commorari voluerint, liberum hoc illis esto, ita tamen ut spatio trium mensium à permutatione Rathabitionem computandorum mentem suam declare teneantur.

XIV. In præsentis Tractatus comprehendantur, si comprehendere voluerint, Reges, Principes, Respublicæ, & Status qui ante permutationem Rathabitionem aut intra spatium sex mensium fuerint à Partibus nominati.

XV. Rex Christianissimus promittit atque spondet Regis Sueciæ Rathabitionem præsentis Tractatus, omniumque illorum que in illo continentur, intra trium mensium spatium à subscriptione ejusdem computandorum, aut citius si fieri poterit, bona & convenienti forma se procuraturum. Rex autem Dania non tenebitur restituere Sueciæ Civitates, Provincias, & Insulas de quibus præsentis Tractatus convenit, nisi post permutationem hanc Rathabitionem.

XVI. Promittit quoque Rex Christianissimus Rathabitionem hujus Tractatus cum Rege Dania, intra sex septimanas aut citius si fieri poterit se commutaturum. Rex autem Dania pollicetur se Rathabitionem suam cum Rathabitione Regis Sueciæ quam Rex Christianissimus præcedenti Articulo se procuraturum promissit, intra trium mensium spatium vel citius si fieri poterit commutaturum. Actum Fontibellaquo die secunda Mensis Septembris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

Nous ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptions, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens présents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à Fontainebleau le troisième jour de Septembre, l'an de grace mil six cents soixante & dix-neuf, & de notre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Roi de France.

Après l'intention si sincere que le Roi a fait paroître pour la Paix dans les divers Traitez que Sa Majesté a conclus, & qui ont rendu le repos & la tranquillité à la plus grande partie de l'Europe, Sa Majesté n'a rien désiré plus ardemment que de voir la Guerre qui reisoit encore entre les deux Couronnes du Nord, & dans laquelle Sa Majesté a été engagée par l'interet

ANNO
1679.

du Roy de Suede son Allié, éteinte heureusement par le rétablissement de leur première amitié. C'est ce qui a fait que Sa Majesté a veu avec plaisir que le Roy de Dannemark eût fait passer auprès d'Elle le Sieur de Meyercron son Conseiller & Envoyé Extraordinaire, muni de Pleinpouvoir, pour entrer avec Elle dans la Negociation de la Paix: & c'est dans la veüe d'avancer un ouvrage si important que Sa Majesté a bien voulu de sa part autoriser, comme elle autorise par ces présentes, le Sieur Arnauld Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel Elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conférer & negocier avec ledit Sieur de Meyercron, & conséquemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir, & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être. Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne & due forme dans le tems qu'il aura été convenu. En témoignage dequoy Sadite Majesté a signé lesdites Présentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son secret. Fait à saint Germain en Laye le vingt-quatrième jour d'Aoust mil six cents soixante & dix-neuf. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, LE TELLIER.

Pleinpouvoir du Roi de Danemarck.

Nos Christianus Quintus Dei gratia Rex Dania, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque, Dux Slesvici, Hollatiæ, Stormariæ ac Ditmarici, Comes in Oldemburg & Delmenhorst, Universis & singulis quorum interest constare volumus: Postquam nihil magis in votis habemus, quam ut alma Pax universi demum Christiano Orbi reddatur, præprimis vero pristina amicitia, necessitudinis, Fœderumque jura inter nos & Serenissimum, Potentissimum & Christianissimum Principem ac Dominum LUDOVICUM XIV. eadem gratia Franciæ & Navarræ Regem, Fratrem, Cognatum & amicum nostrum Charissimum revirescant & redintegrentur, necnon super mediis & conditionibus Pacis inter Nos & Serenissimum Regem Regnumque Sueciæ propediem reducenda traçantur. Nos rerum hac pertinentium Tractationem nobili & generoso Consiliario & hæcenus ad Status generales Fœderati Belgii Alegate nostro extraordinario, gratè fideliterque nobis dilecto Henningo Meyercron commisisse, eundemque ad id speciali Mandato munivisse & instruxisse, prout etiam hisce eidem plenam & omnimodam Potestatem, pariter ac Mandatum generale & speciale damus & concedimus nostro nomine, cum prædicto Rege Christianissimo, ejusque Ministris & Commissariis, sufficienti itidem ad id autoritate & potestate munitis, super renovandis & redintegrandis antiquis & mutuis amicitia, necessitudinis Fœderumque Juribus, uti & Regnorum utriusque nostrorum securitate & commodo, necnon super mediis reducenda propediem Pacis inter nos & Regem Regnumque Sueciæ, colloquia ineundi, conferendi, tractandi, conveniendi, agendi, concludendi, eaque quæ ad præmissa, vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi, subscribendi, & exequendi, spondentes, Regioque verbo promittentes, Nos omnia & singula quæ dictus noster Minister eadèus tractaverit, egerit, promiserit, conclusit, & subscribendo confirmaverit firma omnino rataque habituros esse. In quorum fidem præsentibus manu nostra subscriptas Sigillo nostro Regio firmari jussimus. Dabantur in Arce nostra Regia Hassniæ, die 15. Februarii anno 1679. Signé, CHRISTIAN. Et plus bas, BIERMAN.

Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avons don-

ki ha

don-

422
ANNO 1679. donnez, auroit conclu , arrêté & signé le douzième du présent Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyer-
1679. cron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, l'Article séparé, dont la teneur s'ensuit.

Quandoquidem à re communi visum fuerit, omnes ulteriorum controversiarum, dissensionum-
 que causas & occasiones inter S. R. Imperii Prin-
 cipes & Status funditus amputare & præcidere, atque
 Rex Christianissimus vigore Tractatus cum Ducibus
 Brunsvicensibus ac Luneburgensibus Zellæ quinta Fe-
 bruarii hujus anni initii, auxilium, opemque eisdem ferre
 teneatur in promissa Ducibus Megapolitanis, Saxo
 Lauemburgo, Episcopo Lubecensi, Comitibus de
 Lippe, & Schwartzenberg, Civitatibusque Hambur-
 go, & Lubecæ Guarantiâ, ratione prætionum
 quas Rex Daniæ contra prædictos Duces, Comites, &
 Civitates ob Assignationes nonnullas durante hoc Bello
 obtentas habet, vel habere possit, Rex Christianissi-
 mus persuasus Regem Daniæ quoque amicabilem hu-
 jus Negotii compositionem haud recusaturum, citra
 præjudicium nexus superius dicti cum Domo Brun-
 vicensi, omnem curam, omnia officia impendet, ut
 causa hæc inter Partes ex æquo & bono compo-
 natur.

Permutatio autem Rathabitionum hujus Articuli
 fiat intra sex septimanas à subscriptione computandas.
 Actum Fontibellaquo die secunda Mensis Septem-
 bris anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimi
 nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

Nous ayans agreable le susdit Article séparé en
 tous & un chacun les points qui y sont contenus &
 déclarés, avons iceux accepté, approuvé, ratifié &
 confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confir-
 mons, & le tout promettons en foi & parole de Roi,
 garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni
 venir au contraire, directement ou indirectement, en
 quelque maniere que ce soit. En témoin de quoy,
 Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à
 icelles fait mettre & apposer nostre Scel. Donné à
 Fontainebleau le troisième jour de Septembre, l'an de
 grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre
 Regne le trente-septième. *Signé*, LOUIS. *Et plus*
bas, Par le Roi, ARNAULD.

*Acte concernant Monsieur le Duc de Slesvik
 Holstein Gottorp.*

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de
 Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres
 verront, Salut. Comme nostre Amé & Feal le Sieur
 Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseil-
 ler en tous nos Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos
 Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que
 Nous lui en avions donnez, auroit conclu , arrêté &
 signé le deuxième du présent Mois en ce lieu avec le
 Sieur de Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordi-
 naire de nostre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de
 Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Plein-
 pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

Cum Dux Slesvici Holstiaë Gottorpiensis Regem
 Christianissimum instanter rogaverit, ut officia sua
 efficaciter pro restitutione præfati Ducis juxta tenorem
 Tractatum Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliaë
 impenderet, testatusque prædictus Dux præterea sit,
 nihil se magis exoptare quam ut quantocius in amici-
 tiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad testan-
 dum finendi præsentis Belli desiderium ad requisitio-
 nem Regis Christianissimi, atque in ejusdem respectum
 consentit, uti vigore hujus Articuli consentit in restitu-
 tionem præfati Ducis in ipsius Ditiones, Provincias,
 loca & Urbes in eo quo nunc inveniuntur statu, uti &
 in Soverennitatem, uti vocant, quæ ipsi vigore Tracta-
 tum Rodschildensis, & Hafniensis competit. Ita ut
 quicquid postmodum actum, quive Tractatus initi fue-
 rint, nullum illi adferant præjudicium. Supra nomi-

nati autem Tractatus Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliaë, in omnibus & singulis Articulis quoad
 prædictum Ducem Gottorpiensem in pleno vigore
 permaneat, ita ac si verbotenus Tractatus huic essent
 inserti. Et quoniam Uniones & Pacta Hereditaria quæ
 tunc temporis inter utramque, Regiam scilicet Duca-
 lemque Holstiacam Gottorpiensem Domum intercesse-
 rant per prædictos Tractatus confirmata sunt, con-
 ventum est quod prædictæ Uniones & Pacta Heredita-
 ria in pleno vigore permanent, atque utrinque exactè
 & bona fide observentur, ita ut nequiquam sub quo-
 cunque prætextu contra illa agatur.

Restitutio præfati Ducis Holstiaë-Gottorpiensis fiat
 intra duarum septimanarum spatium à die permuta-
 rum Rathabitionum hujus Instrumenti computanda-
 rum, Quæ permutatio Rathabitionum fiat intra sex
 septimanas à subscriptione hujus Instrumenti compu-
 tandas. Actum Fontibellaquo die secunda Mensis
 Septembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimi
 nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

Nous ayans agreable le susdit Traité en tous & un
 chacun les points qui y sont contenus & declara-
 rez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heri-
 tiers & Successeurs Rois, accepté, approuvé, ratifié
 & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confir-
 mons; & le tout promettons en foi & parole de
 Roy, garder, observer, & faire observer inviolable-
 ment, sans permettre qu'il y soit jamais allé ou rien
 fait au contraire, directement ou indirectement, en
 quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de-
 quoi Nous avons signé ces presentes de nostre main, &
 à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Fontaine-
 bleau le troisième jour de Septembre l'an de grace mil
 six cens soixante & dix-neuf. Et de nostre Regne le
 trente-septième. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par
 le Roi, ARNAULD.

CCII.

Vertrag zwischen Johann Georg/ Victor Amadeum, 27. Sept.
 und Wilhelm für sich/ und in Vormundschaft Emanuel
 Lebrechts an einem/ und Carl Wilhelm/ Anton
 Gunther/ Johann Adolph/ und Johann Ludwig al-
 lerhöchsten Fürsten zu Anhalt/ am andern Theil/ be-
 treffend die Religions- und Kirchen-Rechte. Zerbst
 am 27. Septembris 1679. Mit des Churfürsten zu
 Brandenburg Garantie über diesen Vertrag. Ge-
 ben Potsdam den 5. April 1680. [LEHMANNUS
 Suppletus & Continuatus, inter Observa-
 tiones de Juribus Ecclesiasticis Reformatorum
 Principum. pag. 1122. LUNIG, Teutsches
 Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II.
 Fortsetzung II. Abtatz XIII. pag. 270.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE,
 VICTOR AMEDÉE, & GUILLAUME tant pour
 eux, que comme Tuteurs du Prince EMANUEL
 LEBRECHT d'une part, & CHARLES
 GUILLAUME, tant pour lui que pour les
 Princes ses Freres ANTOINE GUNTHER,
 JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUIS d'autre
 part, sur les differends arrivés entr'eux au
 sujet de la Religion & des Revenus Ecclesiasti-
 ques. A Zerbst le 27. Septembre 1679. Avec
 la GARANTIE de l'Electeur de BRANDE-
 BOURG sur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril
 1680.

Die Mahnen der H. hochgelobten und unsterblichen Dep-
 putirten/ & Dues des Vaters/ SOHNES des SOHNES und
 SOHNES des H. Geistes. Zuwissen so hiermit daß die in dem
 Noth

423

ANNO
1679.

ANNO
1679.

ANNO

1679.

thamen Prediger / der zuerbauenden neuen / der in Antiken / wie auch denen in den Ägypten / Städten und Gassen / Gassen / Hof- und Landau / gelegenen / und allen andern Kirchen / des Jüdischen / Christlichen / Antikeis / seine davon aufgeschlossenen / alten / zu ewigen Zeiten getrieben / auch daneben die zu der St. Bartholomäi Kirche gehörige / von denen Evang. Lutherischen bisher gebrauchte / in gleichen alle übrigen in selbigen Kirche / mit allen und solchen Kirchen und Schulen gewöhnlich pertinentien / Wohnungen / Ertze / Stiftungen / Patrimonial-Gütern / Testament-Geldern / der Bibliothek zu St. Bartholomäi zu Berlin / und allen andern nur rechtmäßig reditus und Einkünften / auch den Stipendien-Geldern / so die Evang. Lutherischen Religion für sich / es mögen gleich selbige insgesamt aus der Kaiserl. Kammer abhören / der Reichs-Kammer / Geistlichen Verwaltung / dem Hospital / oder von neuem sie immer wollen / hingeben werden / obgedachten Evangelisch-Lutherischen ohnehintraget / und ohnehindert / in besagten Dörfern zu ewigen Zeiten verbleiben / und für und für keine andere als der Evang. Lutherischen Religion zugehörige Prediger / Kirchen / und Schul-Dienst dazü vociret und bestellet werden sollen / es mögen die in selbigen Christlichen Antikeis regierende Fürsten / derselben oder einer andern Religion / zugehörig seyn / auch das aus Patronatus erhaltene Regierende Herrn / oder die von Adel aus dem Lande / oder auch andern / darin haben / wie dann nachgeannter H. Gewerter Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion für sich / und in obgedachter Verordnungsart / in folgenden Ende ihnen dernalheinst oder Syren Aufkommen zulebenden Juri Reformandi / hiernit in sempiternum reuociren und zum kräftigsten / als es immer geschehen kan / soll oder mag / sich dessen begeben / gestalte auch in Kraft dieses der Reformirten Kath und Gemeine zu Berlin / als welchen dieser Vergleich communiciret / und von ihnen in allen Punkten und Clausula mit unterhängigsten Danks angenommen werden / sich aller und jeder auf solche Kirchen / Schulen und derselben gesamte reditus / etwan gehabt / noch habenden / oder nie künftige sich / für ihnen noch erregenden Zusätzen und Gerechtfamkeit / wissenschaftlich und wohlbedachtlich verhalten / und in Erwägung derselben sich nicht zugedenken / für sich und ihre Nachkommen fernwilt und in besagter Weise / Herrn hiernit versprechen und freilich angeloben / doch daß das gesamte Gymnasium mit seinen reditus / Rechten und Schätzen / hierunter nicht verstanden / sondern solches alles beyder Fürstl. Theilen Jurius un- / präjudicialit in statu quo bis zum gültlichen oder rechtlichen Austrag / verbleibe / das Hospital auch zu St. Augustini / mit der Geistlichen Verwaltung / beiderseits Religions-Verwandten Kath und Bürgerhaft / zu gleichen Rechten und Genoss / wie es sich jetzt befindet / und so auch künftighin / und alle begehende / sich ewig gelassen werden solle / Und diese obbesagte Gerechtigkeiten / Freyheiten und renunciationen / so denen Evangelisch-Lutherischen in diesem Vergleich versichert worden / sollen auch zu ewigen Zeiten auf den Fall stehn haben / da die jetzigen Evangelisch-Lutherischen Kirchen in dem Reichs Antikeis / und jenseit der Elbe / sammt ihren Kirchhöfen / etwa durch Brand oder andere Unfälle (so Gott verhüten wolle) eingehen und ruiniert werden sollten / also daß auf der Evangelisch-Lutherischen Gemeinen alleinige Kosten / andere Kirchen und Thurn-Gebäude aufgeführt / und dazumalen das Exercitium Evangelisch-Lutherischer Religion / allem und auf solche Weise getrieben werden möge und solle / wie es in dem vierten und fünften Punkt mit mehreren Umständen ist. Ferner und zum Sechsten / soll und will der Kath sammt der Bürgerhaft Reformirter Religion zu Erlangung einer neuen Evangelisch-Lutherischen Kirchen / 12000 Reichst. an gute gangbare Reichs-Münze / in den nächsten 6. Jahren / und zwar in den 2. ersten Jahren jedes Jahr 2000. Reichst. auf Michaelis / in den beiden letzten Jahren jedes Jahr ebenmäßig termino Michaelis 2000. Reichst. künftigen Michaelis Anno 1680. den Anfang damit zu machen / und Michaelis Anno 1684. damit zuenden / dem Evangelisch-Lutherischen Kath und Gemeinde alhier (als welchen das Jus Patronatus solcher neuen Kirchen zusteht / und von dem Reformirten Kath und Gemeinde in feinerley Weise disputirlich gemacht werden soll) und beizugehen Deputierten / so H. Carl Wilhelm Hochfürst. Durchl. zu solchen Kirchen-Bau verordnen werden / ohne Beitrag der Wit- / Wittwen Evangelisch-Lutherischer Religion / baar erlegen und bezahlen / auch ihnen zugleich zu der jetzt-befindlichen neuen Kirche bester Bestimmung / die Archi-Diaconat Besoldung sub Lit. B. sie mag herrschen wo sie wolle / nebst einer zu solcher Kirche bequemen Pfarr-Wohnung / von denen zu St. Nicolai Kirchen gehörigen vier Pfarr-Häusern / von nun an binnen 4. Wochen hiermit abtreten / nicht weniger das ihnen an den Steinen und noch stehenden rudibus der Kirche zu St. Augustini / zur Heilste competierenden Reichs- / wölle / und in der Evangelisch-Lutherischen freyen Disposition / cediren und überlassen / hierüber sich keiner präcensation oder andern Redens / an forschenden neuen Kirchen / es geschehe unter wasserlein präcext es immer wolle / sich anmassen / sondern die disposition darob / dero gnädigsten Landes- / Fürsten und denen Evangelisch-Lutherischen Kaths- / Verwandten und Wit- / Wittwen / leiblich und geborsam anheim stellen / massen mehr erwiderter Reformirter Kath und Gemeinde / auch in Kraft dieses geschehen lassen wollen / daß die Evangelisch-Lutherischen Gemeinde / alhier bey dem Genes-Dienste der neuen Kirche /

wie auch zu denen Begehungen / der Glocken in der Kirchen zu St. Nicolai / jedoch so viel die sich-Begängnis betrifft / mit Erlangung gewöhnlicher und ordentlicher Gebühren / sich gebühren können / wie dann die Evang. Lutherischen auch bereit seyn sollen / zu denen sonderlichen Fest-Tagen / so die Reformirten nicht seyn / sich berühren Geläute zu bedienen / jedoch dieselbe auf solchen Fall die Glocken auf ihre Kosten ziehen zu lassen gehalten sind / Dagegen aber Siebenden nur übrigen der Reformirte Kath und Bürgerhaft mit dem neuen Kirchen-Bau selber nichts zu thun haben / und von allem fernem Beitrag zur donation / reparation / Unterhalt der Prediger / Cantoren / Organisten / Cultodis / Jherathen / Kleiden und Eingebunden / und in Summa / von allem fernem Zufuß / es mag Namen haben / wie er wolle / seht und zu ewigen Zeiten / in Kraft dieses Vergleiches / von dero gnädigsten Fürstl. Herrschaft / wie auch ihren Collegen im Kath und Wit-Bürgern Evang. Lutherischer Religion / losgesägt werden / hiernit aber die Evang. Lutherischen zu etwa vorfallender reparation der Kirchen zu St. Nicolai iedem bezugtragen / unverbinden seyn sollen / Und nachdem Adens / Fürst Carl Wilhelm zu Anhalt / Hochfürst. Durchl. auf fremdliche Fürstellung Hochgedachter dero Herren Vettern Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. von der Fürsorge die neue Kirche an den Thurn zu St. Nicolai zu seyn / freud-verständlich abgestanden / So wollen dieselbe mit Zuehung Mann-verständiger Leute / einen andern bequemen leihen Platz in der Stadt / dazü ehest aufstellen lassen und erröden. Da mit auch Adens / die oberrichte Jüdische Antikeis. Wohlthätiger einnehmen und erhalten werden mögen / so verweisen des H. Ober-Directoris und dero sämtlichen H. Vettern Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. Fürst dieses / daß die Trancs-Stent der Stadt Berlin dafür haften / und aus derselben der Abgang / im Fall einer an den verwilligten Terminen sich ereignen möchte / jedes Jahr ersetzt werden soll / gestalte zu desto mehrer Versicherung Hochgedachter H. Vettern Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion / dero getreuen Landtschaft Einwilligung / bisfalls zwischen hier und nächstkünftigen Wohnnaden verfaßten und aufstellen wollen. Gleiches nun Behendens / Herrn Johann Georgens / H. Victoris Amadei / und H. Wilhelms / Fürsten zu Anhalt Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. das fremd-verständliche Vertragen zu dero H. Vettern / Fürst Carl Wilhelm Hochfürst. Durchl. gegen daß den Reformirten Prediger / welche jederzeit ihre Lehre und deren Beweishum / mit Christl. Bescheidenheit und Sanftmuth / der Gemeine vortragen / auch sonst Eines Hochfürst. Durchl. als dero Landesherrn / unterhängigsten Commissar erwiesen sollen / gnädigster Schutz / und denen sämtl. Unterthanen Reformirter Religion gleichmäßige Protection und landes-väterliche Fürsorge / werde genöthigt werden. Als begehren vor- / nachgedachte zu Carl Wilhelm Fürsten zu Anhalt Hochfürst. Durchl. für sich und dero H. Gebrüder Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. wie auch dero gesamten Fürstl. Nachkommen / die Jura Episcopalia und Territoria / überall frey kommen / und bevor / Jnnaffen dann auch H. Johann Georgens / H. Victoris Amadei / und H. Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. für sich und respective in Vormundschafft Fürst Emanuel lebrecht zu Anhalt / Hochfürst. Durchl. Ihnen und Ihren Hochf. Nachkommen dero Jura Episcopalia und Territoria / hiemit ebenfalls reserviren / jedoch daß dero beiderseits künftige Verordnungen diesem allem / so in diesem Vergleich abgehandelt ist / nicht zuwider lauffen / auch beyder Fürstl. Theile Reichs- / und Weltliche Räte / Consistoria / Superintendenten / Inspectores / Pfarer und Deanen / diesen Reichs- / und weltlichen genau observiren / und darwider ein oder andere anderer Reichs- / und weltlichen-Verordnungen / nicht bestimmet noch beschwören lassen sollen. Ob auch wol Euxiens / H. Carl Wilhelm / Fürsten zu Anhalt / Hochfürst. Durchl. den Beitrag der Spielen / so der der allergründigst angewandten / und alhier in Berlin 1672. gehaltenen Kayserlichen Commission / aus dero Reith-Kammer aufgewendet worden / und sich auf ein sehr hoches betragen / urgiret / und von dero H. Gewertern Hochfürst. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion zur Heilste wieder zu fordern sich berechtigt zu seyn erachtet / jnnalld die Kayf. Commission auf beyder Theilen allerunterhängigsten fürbringen / ex officio allergründigst ergangen / So haben doch obgedachte Ihre Hochf. Durchl. zu Ebre Genes / und in Ansehung der zu Ende des vierten Punktes denen über-Elbischen Einwohnern Evang. Lutherischer Religion / durch dero gethane freud-verständliche insändigste Intercession / nun bester erhaltener Bedingung und Concession / selbige willig fallen lassen / So viel aber die zu beyden Theilen aufgewendete Proceß-Kosten betrifft / sollen dieselbe von jedem Theil für sich getragen / und also gegen einander compensiret und aufgehoben seyn / Es wäre dann / daß derselben H. Gewertern Hochfürst. Durchl. Reformirter Religion / sothane Reichs-Kosten aus der Trancs- / Steuer oder andern Gehalt-Mitteln / genommen / oder auch andern nehmen möchten / Auf solchen Fall sollen Herrn Carl Wilhelm Hochfürst. Durchl. Ihres Orts bey seiner Cassa dergleichen zu thun Zug und Macht haben. Dieweil auch Jüdischen / bey Fürst Johannsen / Hochf. Durchl. Christlichen Antikeis / Regierung / die Parität im Kayf-Stuhl alhier Anno 1667. eingeführt / und so wol von derselben als nachhero zu verschiednen malen confirmirt / auch dieser Vergleich darauf guten Theils gegründet worden / so verobliegen sich so wol Reformirter Religion Hochfürst.

ANNO

1679.

ANNO 1679.

Seiner Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg Guarantie über diesen Vergleich.

ANNO 1679.

Wir Friedrich Wilhelm / von Gottes Gnaden / Marggraf zu Brandenburg und Churfürst /c. Überstunden für uns und unsere Nachkommende Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / hiemit gegen Mächtiglich / denen es zuwissen nöthig / oder sonst daran gelegen / daß uns die Durchlauchtigste hochgeborne Fürstin / unsere freundliche liebe Vetterin wegen Koblen / Herr Victor Amadeus, Herr Wilhelm / und Herr Carl Wilhelm / für sich / und wegen desselben Gebrüdere Liebden / alsdann Fürstin zu Anhalt / Grafen zu Ascanien, Herrn zu Zerbst und Brandenburg / auch respective Jernern und Anspausen / in dem vom 28. Februarii dieses Jahres / an uns abgelassenen Gesamt-Schreiben / Fremd-Vetterlich zu vernehmen gegeben / was gescheh die in ihrem Fürstl. Haupte entstandene Kirchen-Differenzen zu Zerbst / nummehr gütlich abgethan und gründlich beigelegt / auch ein förmlicher Reces de dato Zerbst den 27. Sept. des vergangenen 1679. Jahres / in 13. Articulen bestehend / darob ausgerichtet worden / gescheh dann das uns in Originali eingerichte Exemplar / von Wort zu Wort also lautet wie folget:

Inferatur Recessus.

Wann uns dann Anfangs hochgeachte unsere freundliche liebe Vetterin ersucht / daß Wir für uns und unsere Successoren in der Churfürstl. Garantie jetzt beschriebenen Recessus / über uns zu nehmen / geruhen wolten / und uns daneben absonderlich sich zu vernehmen gewesen / daß diese bisherige differenzen durch unsere mit beschene cooperation, endlich zu einem gütlichen und immerwährenden Vergleich geziehen / Als haben Wir die Garantie sothanen Recessus, desto lieber über uns genommen / Gescheh Wie dann für uns und unsere Churf. Nachkommen / solche Garantie hiemit und Kraft dieses über uns nehmen / und nebst denen andern vorerzählten Churf. und Fürstl. Garantien, allemahl / so oft es nöthig sey wird / mit gehörigem Nachdruck dahin sehen wollen / daß diesem Reces von allerley Interessenten, in allen Punkten und Clausula gebrühend nachgelebet werde. Unendlich haben Wir diese Garantie eigenhändig unterschrieben / und mit unserm Churfürstl. Ingeßel bekräftigen lassen. So geschehen Potsdam den 5. Aprilis Anno 1680.

Friedrich Wilhelm.

(L.S.)

füßl. Durchl. als auch Hn. Carl Wilhelms und dero Herren Gebrüdere / Hochst. Durchl. für sich und ihre allererbt. Nachkommen / bey solcher Parität und in dem Stande / wie solche Rathe-Wärl sich anjehz befinden / hinfür in perpetuum solche zulassen / und hierunter keine Aenderung zu treffen / es möge gleich künftigh der regierende Herr in Zerbst / der Reformirten oder andern Religion zu gethan seyn; Endlich und zum Dreyzehenden / Nachdem nummehr durch diesen Reces alle bisherige Zwistigkeiten mittelst Göttlicher Gnaden-Vermittelung geendigt / und das gute Vertragen zwischen Hochst. gesauert Herrschaft bisfalls befestigt / bey dem Rath auch und der Bürgerchaft beyder Religionen / ein solches Firmament und gute Vernehmen geleget ist; Als wird auch aller bey gewohnter discrepantz entstandener Unruhen / hiemit zu beyden Theilen in Gnaden und Gütte abgelegt / und was dierwegen fürgegangen / zur ewigen Vergeßlichkeit verworfen. Zu dessen allen Zurückbringung und Versicherung / ist dieser Reces Neunmahl runderet / von denen hochsittenantien geliebten Fürstin zu Anhalt mit eigenhändiger Unterschrift und Besiegelung wohlbedachtig vollzogen / beeden Hn. Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg / Churfürstl. Durchl. Wie auch des Hn. Herzogs zu Braunschweig Wolfenbüttel / und des Hn. Landgrafen zu Hessen-Cassel Hochfürstl. Durchl. Durchl. samt dero Churf. und Fürstl. Hn. Successoren in der Regierung die Garantie mit schuldigster Dancksagung für die in dieser Sache höchst schätzlich übernommene Commission, auch angewendete Intercession und Vermittelung / darob Dienst und fremd-Vetterlich erbeten; Folgendes Ihre Kön. Mayest. dero allergnädigsten Herrn / dieser gütliche Vergleich mit Renunciation der bishero geführten Processen, allerunterthänigst und mit Einfandung eines Originals, notificiret, dann auch ein Exemplar jedem hochsittgedachten Churfürstl. und Fürstl. Hn. Guarantours, hinfürerum ein Exemplar denen Fürstin zu Anhalt Evang. Lutherischer Religion; Das acht und neunbte aber denen Kathol. Wärln beiderley Religionen in Zerbst / und dero zugestanden Gemeinen überendet und aufgestellt worden; So geschehen Zerbst am 27. Sept. 1679.

(L.S.) Johann Ernst / Fürst zu Anhalt / und in Mit-Vormundtschaft wegen Cöthen.

(L.S.) Victor Amadeus, Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Wilhelm / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Carl Wilhelm / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Anthon Günther / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Adolph / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Ludwig / Fürst zu Anhalt.

CCIII.

Sept. 1679. Friedens-Tractat zwischen Carl XI. König in Schweden und Christian V. König in Dänemark; geschlossen zu Lunden in Schonen den 26. September 1679.

CCIII.

Traité de Paix entre CHARLES XI. Roi de SUEDE & CHRESTIEN V. Roi de DANEMARC; fait à Lunden en Scanie, le 26. Septembre, 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 576. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Pacis, Tom. II. pag. 941. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 201. en Latin & en Allemand, dans LONDORP II Aika Publica. Tom. X. pag. 709. en Allemand; dans le Theatrum Europaeum, Tom. XI. pag. 1476. en Allemand.]

26. Sept.

SUEDE & DANNE-MARC.

Und und wissend sey hiemit jedermännlich / deme es auff einiger massen angehen möchte / daß nachdem für etlichen Jahren eine höchstschädliche und verderbliche Krieger-Flamme in der Christenheit angewundet worden / welche fast ganz Europam überschwemmet und sich vornehmlich durch das heilige Römische und benachbarte Königreich und Lande ausgebreitet / also daß auch der Großmächtigste Fürst und Herr Herr Christian der V. König zu Dänemark / Norwegen der Wenden und Gothen /c. Herzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graf zu Oldenburg / und Salmenhorst /c. Als auch der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Carl der Schweden / Gothen und Wenden König / Groß-Fürst in Finnland / Herzog in Schonen / Esten / Liefland / Carlen / Weichmen / Wehrden / Esten / Pommeren / der Cassuben / und Wenden / Fürst zu Rügen /

A Tous ceux qui le present Traité verront ou enront, Salut. Sçavoir faisons, que dans la funeste Guerre qui embrasa il y a quelques années toute la Chrestienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entraînant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voisinage, s'estant trouvé engagé le Serenissime Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Serenissime Prince Charles Roi de Suede, &c.

Hhh 3

en

ANNO
1679.

gen / Herr über Ingermanland und Wismar / wie auch Pskow-
Graff bey Rhen / zu Bapert / zu Jülich / Cleve und Berg
Herrsch. / zc. Demoge der Assisence welche Sie beiderseits
Ihren Allirten zu leisten verbunden gewesen / ebenmäßig daren
vermiedt worden / und endlich in offentlichen harten und blut-
tigen Krieg gegeneinander gerathen sind / sich der Großmächtigste
Fürst und Herr / Herr Carl der ander / König von Groß-Bri-
tannien / zc. auß einer ruhmvürdigen Intention, so wol durch
Schreiben / als besten hiezu abgeschickte Ministros sich höchst-
loblich dahin bemühet / damit solcher blutige Krieg gendaget / die
feindliche Parteyen verglichen / und zwischen Ihnen ein befriedi-
giger Friede und gutes Vernehmen widergebracht und gestiftet
werden möge. Welche hohe Vorsatz gedachte Kön. Maj. und
so viel lieber und nachdencklicher fortgesetzt / nachdem sie aller-
bey diesem Kriege interessirten Parteyen gute Intention hiezu
sattsam verschüßet / auch von Ihnen erlanget / daß sie inso-
fern ihr Gefandten und Bevollmächtigte Ambassadeurs und
Commissarien nach Munnwegen geschicket / also man von sol-
chem Frieden zu handeln den anfang gemacht / daselbst auch das
werck durch Conclussen Beschlund / und gedachter Königl. Maj.
einige Mediation so weit gebracht / daß der meiste Theil der
kriegenden Parteyen daselbst vereinigt worden / und ob man
vermuthet gehabt / es würde der Krieg zwischen beyden Kö-
nigl. Königl. Maj. von Dänemarc und Schweden das-
selbst zu einer zeit auch begelget / und an dessen stat ein allge-
meiner Friede und Aufschlud außgerichtet werden / so hat doch
solches an selbigen Orte seinen fortgang nicht erreicht / sondern
die streitende Parteyen haben / nachdem auff Ihrer Kön. Maj.
von Schweden Conferenzirten und Allirten / des Großmäch-
tigsten Fürsten und Herren / Herrn Ludwigs des XIV. Aller-
Christlichsten Königes in Frankreich und Navarra / durch de-
ren Ordinari Staats-Rath / General-Lieutenant dero Armeen /
und Gouverneur von Verdon / auch Extraordinar Ambassadeur
an dem Schwedischen Hofe / den Hochmüthigsten Herren Jäco-
be Pas / Marquis de Feuguieres welcher sich um ein gutes
wenigstern Friedens-Sach außs höchste bemühet hat / ge-
wisse anleitung und scharfe Beforderung sich endlich dahin und
so weleiche entsetzt / daß Ihr Kön. Kon. Majest. Majest. bei-
derseits vor gut und nützlich angesehen / die Handlung zwischen
Ihren nach und nach in Schweden zu transportiren / damit selbige
an einem so nahe und gleichsam im gestirte derbe Könige gelege-
nem Orte / desto eher zu einem guten Aufschlag werden mögte.
Da denn zu eben solcher zeit / der Durchlauchtigste Fürst und
Herr Herr Johann Georg der ander / Herzog zu Sachsen / Jü-
lich / Cleve / und Berg / des Heil. Römischen Reichs Erbsch-
tze und Churfürst / Land-Gräf zu Duringen / Marg-Gräf zu
Meissen / auch Ober- und Nieder-Sachsisch / Burg-Gräf zu
Magdeburg / Gräf zu der Mark und Ravensberg / Herr zu
Ravensstein / zc. auß einer Christl. und höchst-lohnlichen In-
tention zu beförderung dieses heilsamen wercks / nach anleitung
der beyderseits Kön. Kon. Maj. und Churf. Durchlauch-
tigstei nach Anverwandt- und Bluts-Verwandtschaft / Ihre
Mediation denen Parteyen angeboten / welche auch bester-
massen acceptirt / und darauff von Ih. Ih. Kön. Kon. Majest.
Majest. gewisse zeit und tage zu zusammenkunft verordnet wor-
den. Da dann hochwürdeliche Ih. Kön. Majest. zu Dänemarc
unser Allergnädigsten Königs und Herren / wie nachgedre-
hene und dary verordnete Extraordinar-Ambassadeurs und Be-
vollmächtigte Commissarii / Anton / des Heil. Röm. Reichs-
Gräf / Freyherr von Altenburg / Eder Herr zu Dure / Knip-
hausen und Darnstat / höchstwürdeliche Ihr Kön. Maj. geheimer
Rath / und Stadthalter in denen Grafschaften Oldenburg und
Delmenhorst / zc. Jens Juul / Freyherr auff Jüling / Herr zu
Droegard / Ritter / Ihr Kön. Majest. geheimer Staats- und
Cantzley-Rath / Assessor im höchsten Gericht / und Vice-Pres-
ident im Commercen-Collegio, &c. und Conrad Biermann /
auf Ruffendegard / Ih. Kön. Majest. Staats-Justiz- und
Cantzley-Rath / auch geheimer Staats-Secretarius / zc. mit
Ih. Kön. Maj. von Schweden hiezu verordneten Ambassadeu-
ren und Bevollmächtigten Commissarien / denen respective hoch-
und Edelgeborenen Herrn Herrn Johann Edlenhierna / Frey-
herr zu Lundsholm / Herrn zu Stadet / Wördestund und Hail-
ternd / zc. Ih. Kön. Majest. sampt dero Reichs-Schweden Rath /
Cantzley-Rath / und tag-Mann über Mart / Finne / Anshar-
gus / so wol auch Herrn. Frantz Joel Ormied / Herrn zu Ecker-
torff / Freyherr / und Hoffgaurde / Kön. Maj. Cantzley-Rath
und Staats-Secretario / zc. uns zusammen gethan / und nach
ausgemessenen richtigen Vollmachten vermittelst der rühmlichen
Churf. Durchl. zu Sachsen würcklichen Geheimen Raths und
Cammern-Herrn / auch zu dieser Friedens-handlung verordneten
Abgesandten des Hochgeborenen Herrn Herrn. Nicolai des Heil.
Röm. Reichs-Eden Damir / und Freyherrn von Gerckhoff auff
Baruth / Prentz / Hammerdorff / Rast / und Hauptwalde / zc.
unterwürbliche Conferenzen hier in Lunden dardien gehalten /
auch das werck so weit gebracht / daß an dessen guten anfang
nicht mehr zu zweifeln gewesen / unangesehen nun mittlerweile
solche Friedens-Conditiones durch eine andere Negotiation in
Frankreich am 33. Aug. und 2. Sept. dieses ist laufenden Jah-
res abgehandelt und unterzeichnet worden sind / welche auch S.
Königl. Maj. in Dänemarc / nachdem alle dero Allirten sich
auß dem Kriege gezogen / und bereits für sich ihren Frieden ge-
macht / so wol in ansehung des Aller-Christlichsten Königes / als
auch der nunmehr gestifteten Alliance und darauff fließenden
guten

en vertu des Assisences qu'ils ont esté obligés de don-
ner à leurs Alliez, en sorte que ces deux Puissances
estant tombées en une Guerre ouverte & des plus
sanglantes, le Prince Serenissime, Charles II. Roi
de la Grande-Bretagne, d'une intention très-glo-
rieuse s'est appliqué tant par Lettres, que par ses
Ambassadeurs qu'il a envoyés dans ces Quartiers, à
mettre fin à une Guerre si funeste, en reconciliant
les Parties, & rétablissant entr'eux la Paix &
l'Amitié d'auparavant. Sa Majesté se voulant don-
ner cette peine & s'employer avec d'autant plus
de zèle, qu'elle s'est aperçue de la bonne inten-
tion de toutes les Parties, qui ont esté engagées dans
la Guerre, & ayant obtenu d'eux d'avoir envoyé à
Nimègue leurs Ambassadeurs & Commissaires, pour
commencer le Traité de Paix, qui par l'Assistance
Divine & la Mediation de Sa Majesté, n'a pas
manqué de mettre d'accord la plus grande Partie
de ceux, qui estoient enveloppez dans la Guerre.
Et combien que l'on se fust imaginé, que la Guer-
re entre Leurs Majestés de Dänemarc & de Sue-
de se termineroit de même, & qu'il se rétablirait
une Paix generale par toute l'Europe, cela a pour-
tant esté sans effet: en sorte qu'à la recherche & par
l'entremise du Roi Tres-Chrestien, Allié & Confe-
déré du Roi de Suede, qui avoit envoyé en ces
Quartiers Monsieur le Marquis de Feuguieres son
Conseiller d'Etat & General de ses Armées pour
travailler avec toute l'application à cet œuvre salu-
taire, Leurs Majestés de part & d'autre consenti-
rent de transporter la Negotiation de Paix à Lun-
den en Scanie, afin de la terminer tant plutôt, com-
me en un lieu, qui est à la venue de ces deux Ma-
jestés. Sur quoy arrivant, que le Serenissime Prin-
ce Jean George II. Duc de Saxe, Electeur & Ma-
rsehal du S. Empire, &c. d'une intention très-
Chrétienne & très-glorieuse, suivant la parenté dont
il est attaché à ces deux Majestés, presenta sa
Mediation à ces deux Parties, qui l'accepterent de
très-bonne volonté, Leurs Majestés s'expliquerent
sur ce qui concernoit le jour & le lieu de l'assemblée
pour le Traité de Paix. C'est pourquoy nous sou-
signez, les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa
Majesté de Dänemarc, Antoine, Comte du S. Em-
pire, Baron d'Altenbourg, &c. Conseiller & Lieu-
tenant du Roi dans les Comtés d'Oldenbourg &
Delmenhorst; Jens Juul Baron de Jüling, Cheva-
lier, Conseiller de Sa Maj. & Conrad Bierman,
Conseiller d'Etat & de Justice de Sa Maj. nous
sommes assemblez avec Messieurs les Ambassadeurs
& Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Mon-
sieur Jean Guldenhierna, Baron de Lunnholm, &c.
Conseiller du Royaume de Sa Majesté de Suede;
Monsieur François Juul Orenstede, Conseiller de Sa
Maj. & Secrétaire d'Etat: & ayant echangé nos
Lettres de Pleinpouvoir, nous avons eu par l'entre-
mise de M. le Baron de Gerstorff, Envoyé de Mon-
seigneur l'Elect. de Saxe, plusieurs Conférences, dans
lesquelles les choses ont été si avancées, qu'il n'y
avoit plus lieu de se douter d'une très-beureuse
issue. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de
Paix se soient conclus & sousignez dans une Ne-
gotiation faite en France, que Sa Majesté le Roi de
Dänemarc accepta tant à l'honneur de Sa Ma-
jesté Tres-Chrétienne, qu'à l'égard de la bonne Al-
liance & de l'amitié, qui en devoit avoir sa res-
sout-

ANN
1679.

guten vertraulichkeit / also beliebt und angenommen; so haben gleichwohl auf befehl S. Kon. Kon. Maj. Kon. Maj. unserer Allerhöchsten Könige und Herren / wie solche in Frankreich geschlossen: Friedens - Conditiones nachmalis fürgenommen / und selbige mit beiderseits Willen / einmüthung und Gutbefinden auf nachfolgende weise erledigt und abgefaßt.

I. Es soll hinführo zwischen beyden Kon. Kon. Maj. Mai. dero Erben / Nachfolger / Königreichen / Provinzen / Ländern Staaten und Unterthanen ein ununterbrochener stets -währender ewiger Friede seyn und bleiben / also daß der bisherige blutige Krieg / auch alle Feindschaft beyde zu Lande und Wasser gänzlich aufgehoben / und alle Streitigkeiten / mißverständnisse / widerwillen und zweitrache abgefaßt und gendigt seyn sollen / dahingegen soll eine gute / vertrauliche aufsidrige freundschaft / einigkeit und nachbarschaft eingegangen / gestiftet / befestigt / und ausgerichtet seyn / und stets erhalten werden / also daß ein jeder an seinen Theil sich bemühen soll / alle Forderungen und darauß entstehende pflichten / beguligen / auch sollen sie / dasen einig schädliches vorkommt / oder anschläge wider eines oder andern Person / Staat / Land oder Unterthanen entdeckt werden mögen / einander solches offenbaren / Schaden und verberben abwenden / und nach möglichkeit einer des andern aufsuchen und beissen / so als sein eygenes / willigt und gerne befordern.

II. Zu mehrer bestärkung sothane vertraulichen vereinigung / und alles dasjenige / wodurch vorige uneinigkeit wieder erweckt werden könnte / gänzlich aufzuheben / ist beliebt und beschlossen worden / daß alles dasjenige / was vor und bey währenden Kriegen zu eines oder des andern Theils Schaden und präjudiz geschähen / und vorgegangen / in ewigkeit nicht mehr gedacht werden / noch ein oder der ander Theil sich deswegen selbst / oder durch andere / heimlich oder öffentlich / direct oder indirect / unter was vor pretext es sey / rechten / sondern alles / als ob niemahls nichts geschähen / in ewige vergeßlichkeit gestellet seyn und bleiben soll: zu welchem ende auch alle Schreiben so in dieser unfriedens -zeit von einem Theil zu des andern verleinernung publicirt worden sind / aufgehoben / abgefaßt / verbotnen und allerdings todt sein sollen. Es sollen auch der vorgeschriebenen Annahme alle Unterthanen / so jetzt währenden Kriegen auff die feindliche Seite sich begeben / zu gestehen haben: Also daß hinführo niemah / unter was pretext es geschähen könnte / es sey durch den weg rechtens / oder de facto und mit gewalt / einig nachtheil oder Schaden hierbey zugezogen werden / noch einige neue untersuchung zu jemandes präjudiz und beschaffen vorgenommen werden soll.

III. Zu dem ende sollen alle Bündnisse / welche von einem / gebadter Könige / zu Schaden und präjudiz des andern aufgericht gewesen / nunmehr aufzuheben / und abgefaßt seyn / und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat oder Alliance eingehen / welcher dem einen oder andern Theil zu Schaden gereichen könnte / auch soll aller handel und handel zwischen beyden Kon. Kon. Maj. Reich / Landen / Provinzen und Staaten / hinführo in freyen lauff ungehindert gelassen werden.

IV. Und nachdem Ihre Königliche Majestät von Dänemark / auß begerde zu der allgemeinen ruh / in den Frieden mit S. Konigl. Maj. in Schweden / nach Inhalt des Rothschilddischen / Copenhagischen und Westphälischen Vertrags genuligt haben: Als sollen obdemel Rothschilddische / Copenhagische und Westphälische Tractaten / mit allen zu den Copenhagischen Tractat gehörenden Instrumenten / in allen und jeden ihren Articulen bey ihrer vorigen kraft und vigueur treulich verbleiben / nicht anders / als ob sie in diesem jetzigen Tractat ausdrücklich wiederholt / und darinnen von wort zu wort enthalten wären.

V. Und weil in dem 5. und 6. Articul des in Frankreich am 23. Augusti und 2. September aufgerichteten Tractats verabschiedet ist / daß alle diejenigen Länder und Städte / welche beyde Kon. Kon. Maj. in diesem Kriege einander abgenommen / restituirt werden sollen: Als wil man solchem in allen nachkommen / also daß S. Kon. Maj. die Städte / Festungen / Länder und Dörter / so sie vor dem Kriege inne gehabt / auch dero Majestät vermöge des Rothschilddischen / Copenhagischen und Westphälischen Friedens von rechtswegen zugehören / und von einem oder andern dero Maj. Unterthanen in diesem Kriege occupirt und eingenommen worden / restituirt werden sollen.

VI. Auch ist abgehandelt worden / daß die Städte / Dörter und Festungen / so man der Kron Schweden wieder einräumen hat / in solchem stande / wie sie jetzt beschriben sind / restituirt werden sollen / und sol die Restitution solcher Städte / Insulen

source, si est-ce néanmoins, que par le commandement de Leurs Majestez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner cordis Articles, & du consentement des deux Parties les expliquer & concevoir en ces termes.

I. Il sera rétabli une Paix assurée & éternelle entre Leurs Majestez, &c. leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Etats & Sujets faisant cesser la Guerre sanglante, toute hostilité, mesintelligences & differens, tant par Mer que par Terre; & sera revoque & rétablie l'amitié & l'Union mutuelle, en étant toute occasion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties seront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contre eux, de détourner les dommages & les desavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la prospérité l'un de l'autre.

II. Pour plus grande confirmation de ladite réunion, & pour être toute occasion aux differens, qui pourroient se ressusciter entr'eux, il est accordé, que tout ce qui dans la Guerre passée s'est fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre, sera effacé sous un oubli éternel, sans s'en ressentir en aucune façon, ni s'en vanger, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par soy-même ni par autre, & sera établie une Amnistie generale & éternelle de tout le passé, & à cette fin tous les Ecrits & Livres, qui ont été publiés de part & d'autre pendant la Guerre, seront abolis, & antants entièrement; & mesme les Sujets, qui pendant la Guerre se seront rendus de l'un & l'autre parti, seront compris dans cette Amnistie generale, en sorte que personne ne soit aucunement troublé ou outragé sous quelque prétexte que ce soit, ni de fait ni par voye de Justice, & qu'il ne se fasse aucune recherche, contre qui & au préjudice de qui que ce soit.

III. A cette fin, toutes les Alliances, que l'un ou l'autre des deux Rois pourroit avoir faites au préjudice de l'autre, seront dès à présent antanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, qui porteroit préjudice à l'un ou l'autre, & le Commerce entre les Royaumes, Provinces & Etats des deux Majestez sera rétabli, & aura son cours comme auparavant, sans que personne y soit aucunement empêché.

IV. Sa Majesté de Danemarck pour l'amour du repos universel, ayant consenti à la Paix avec Sa Majesté le Roi de Suede, selon le contenu des Traitez de Rothschild, de Copenhague, & de Westphalie, lesdits Traitez de Paix de Rothschild, de Copenhague, & de Westphalie demeureront en leur entier, avec tous les Instrumens du Traité de Copenhague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient été repetés & remis exprés dans le Traité à présent.

V. Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Août, & 27. Septembre portant, que toutes les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la Guerre ont pris l'un de l'autre, doivent estre rendus, ce qu'on observera ponctuellement, en sorte que toutes les Villes, Forteresses, Provinces & Places que leurs Majestez ont eues avant la Guerre, & qui en vertu des Traitez de Rothschild, de Copenhague, & de Westphalie leur appartiennent, étant occupées ou prises par les Armées de l'un ou de l'autre, se doivent rendre reciproquement.

VI. Outre cela il est accordé que les Villes, Places & Forteresses, qui se doivent rendre à la Couronne de Suede, se rendront dans l'estat où elles sont à présent: & la Restitution des Villes, des

ANNO
1679.

Inſulen und Provinzen mit allen darzu gehörigen Oertern / und wie es in erwehnten Tractat verabſchiedet iſt / auff nachvolgenden er folgen: Als nemlich Helſingburg ſoll reſtituirt werden / den 18. Octob. Landſkron den 20. das Land-Rügen den 22. Marſtrand / Uddewald mit dem Bahuſchen ſeyn / wie auch Gottland / Carlsburg und die Schwingerſchanze aber alldamm den 31. obgedachten Monats / da die Dänische Garniſonen / ſo vordenannte Beſetzungen inne haben / abzuräumen / und ſolche auff oben geſchickte termine denen Schwediſchen hierzu verordneten und bevolindachtigten Commendanten in beſetzung einräumen ſollen: Auch ſollen die Officiere an jedem theil gute Diſciplin und Anſicht auff Ihre Soldaten halten / daß keine Unſittlichkeit verübet werden möge: zu welchem ende denn von vordanſten Commiſſarien verordnet werden ſollen / achtung zu haben / damit weder denen Bürgern in Städten / noch dem Landmannen von keinem theile überſäßig geſchehe: Sollen auch die einräumungen und reſtitution derer Oerter / da die Garniſonen zu Lande nicht abgeſchicket werden können / wegen Wetter und Windes nicht ſo genau auff die beſtimmte zeit und tage geleistet werden können / ſo ſoll keines weges ſolches verhindert / ſolche Beſetzungen und Lande demjenigen der ankommen kan / zu übergeben / auch die einräumung nichts mehr ihren fortgang haben / als wäre ſolche an dem tag verordneten tage geſchehen: Sollte es ſich auch urtragen / daß das Kriegsvolk / welches ſolche Länder und Beſetzungen wieder beſetzen ſoll / vor dem beſtimmten termin ankommen / oder die abzuräumenden wegen des wetters ſieher die zeit ſich auſhalten müſſen / ſo ſollen ſo wohl die zu denen Evacuationen tagen ankommende / als auch die abziehenden / biß ſie zu maſſe fortgeſtellt können / beyde von dem Lande mit nothdürfftiger unterhaltung verſehen werden.

VII. Was die Städte anlangt in denen Beſetzungen / welche reſtituirt werden ſollen / ſind ſolche zum theil einlangen / und andere an die ſieße geſchickter / deswegen denn diejenigen / ſo jezo an jedem Orte beſchickſind / ſind / allda geſaſſen werden ſollen: doch ſiehet Jhr. Kon. Maj. von Dänemark ſeyn / 10. Städte auff jedem Oert wegzuführen / nur daß die übrigen da geſaſſen werden. Und weil die Länd und Städte / welche vermöge dieſes Friedens / Schlüſſes / vor der in dem franzöſiſchen Vergleich beſtimmt ſeyn evacuirt werden / nichts deſſoweniger die beſtändige Contributions / biß zu dem in dem franzöſiſchen Inſtrument verordneten reſtitutions-termin bezahlen ſollen / als nemlich / Landſkron biß den 29. Novembis: Wiſmar und die Schwingerſchanze biß den 29. Novembis: Uddewald / und Marſtrand mit dem Bahuſer-ſeyn den 13. Decemb. ſil. Ver. ſo iſt beſchieden worden / daß Jhre Kon. Maj. von Dänemark miterheit / biß zu völliger Bezahlung ſolcher Contributions / Wiſmar zum unterpfand behalten ſollen: So bald aber ſolche Contributions bezahlt / oder ſichere und genügſame caution deſſwegen geſtellt iſt / verſprechen Jhre Kon. Maj. von Dänemark vordenannte Stadt Wiſmar Jhre Kon. Maj. von Schweden / dem im Frankreich geſchloſſenen Tractat zuſolge / unweigerlich und ohne aufenthalte zu reſtituiren / und darauf keine weitere einwendung oder Præſentation zu machen.

VIII. Weil auch S. Kon. Maj. zu Dänemark zu erkennen gegeben / daß die Privilegia und Freyheiten / welche den Schwediſchen Schifften im Sund und auff dem Belt accordirt worden / zu allerhand mißbrauch urſach gegeben / welches doch dem inhalt und meinung vordenannter Tractaten allerdings zuwider: auch Jhr. Kon. Maj. zu Schweden Vorſatz mehr iſt / daß dero Unterthanen oder andere / unter dem Prätext ſolcher Privilegien / ſich ſonſtner Freyheiten / zum nachtheil Jhr. Königl. Maj. von Dänemark mißbrauchen ſollen: ſo iſt und künfftigſt beſſer rechtigkeit willen verabſchiedet / daß höchſtgemelte Kon. Maj. zu Schweden auf den 22. Febr. nachſolgender Jahres gemiſſe Commiſſarien abſchicken wil / welche mit Jhr. Kon. Maj. von Dänemark hierzu verordneten Commiſſarien an einem von beyden theilen beſtimmten Ort inſammen kommen / und daſelbſt in beſehen des Königes von Frankreich dazw. Deputirten Miniſtri die hieſelbſt entſtandene Streitigkeiten in der Güte aufrichtig beſorgen ſollen / jedoch ſo / daß die Privilegia und Freyheiten / ſo denen Schwediſchen Schifften aus oft erwehnten Tractaten im Sund und auff dem Belt zukommen / in ihrem vollen vigore bleiben / und nur der mißbrauch / ſo zu præjudiz und ſchaden Jhr. Kon. M. von Dänemark und dero Einkommen / der meinung ſolcher Tractaten zuwider / eingeklichſen / aufgehoben / und abgeſchafft werden ſoll.

IX. Weil

ANNO
1679.

Iſles & Provinces avec toutes leurs appartenances, ſuivant ledit Traité, ſe fera au temps qui ſ'enſuit: Helſingbourg ſe doit rendre le 18. Octobre, Landſkron le 20. l'Isle de Rugen le 22. Marſtrand, Uddewald avec le Fief de Babus, Gottland, Charlesbourg & le Fort de Swing le 31. & dans le temps ſuſſommé, les Garniſons Danoïſes, qui ſont à preſent dans lesdites Places, en ſortiront, en les remettant entre les mains des Commiſſaires & autres, qui en auront ſoin de la part de la Suede, comme auſſi tous les Officiers de part & d'autre ſeront obligés de garder bonne Diſcipline, pour empêcher tout outrage: & les Commiſſaires auront ſoin, que ni les Bourgeois dans les Villes ni les Payſans du Plat-Pais, ne ſoient endommagés aucunement. Et en cas que la reſtitution des Lieux ſuſdits, dont les Garniſons doivent ſortir, ne ſe pût faire au tems preſcrit, à cauſe de la mauvaiſe ſaiſon ou des vents contraires, cela n'empêchera pas de remettre ces Villes & Fortereſſes ſuſdites à celui qui ne ſera pas empêché d'y arriver, & la reſtitution ſe fera, tout comme ſi elle étoit faite au jour preſcrit: & en cas que les Troupes, qui ſeront envoyées pour prendre poſſeſſion deſdites Places, arrivaiſſent avant le temps deſſigné, ou que celles qui en doivent ſortir, à cauſe de l'inondation des Eaux fuſſent obligées de s'y arreſter, alors tant celles qui y ſont arrivées avant le jour deſſigné pour l'évacuation deſdites Places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Pais les vivres & provisions neceſſaires.

VI. Quant au Canon des Fortereſſes, qui ſe doivent rendre, partie d'iceluy eſtant perdu, & partie du reſte changé, il ſe doit rendre dans l'eſtat où il ſe trouve à preſent, en reſervant à Sa Majeſté de Dänemark d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laiſſant le reſte. Et puis que les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Paix, ſe doivent rendre avant le temps preſcrit dans le Traité de France, ſont obligées de payer les Contributions juſqu'au temps preſcrit dans ledit Traité, par exemple, Landſkron, Helſingbourg, Charlesbourg, & le Fort de Swing le 29. Novemb. Wiſmar & l'Isle de Rugen le 6. Dec. Uddewald, Marſtrand & le Fief de Babus le 13. Decemb. Vieux ſile: il eſt accordé que Sa Majeſté de Dänemark reſtera en poſſeſſion de Wiſmar, juſqu'à tant qu'elle ſoit entièrement ſatisfaite deſdites Contributions: Mais dès que lesdites Contributions ſeront payées, ou qu'on aura donné caution ſuffiſante pour icelles, Sa Majeſté de Dänemark promet de rendre promptement à Sa Majeſté de Suede ladite Ville de Wiſmar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune pretention.

VIII. Sa Majeſté de Dänemark ayant remontré, que les Privileges accordés aux Vaiſſeaux Suedois au Sund & dans le Belt, ont cauſé toute ſorte d'abus & de diſcordes contre l'intention & la teneur deſdits Traitez, & comme ce n'eſt pas l'avis de Sa Majeſté Suedoiſe, que ſes Sujets ou d'autres abuſent de ces ſortes de Privileges au préjudice de Sa Majeſté Danoïſe, pour éviter ces ſortes d'inconvénients, il eſt accordé, que S. M. Suedoiſe enverra le 21. Fevr. de l'an prochain des Commiſſaires qui traiteront avec les Commiſſaires de S. M. Danoïſe ou lieu à ce deſſigné & en preſence des Miniſtres du Roi Tres-Chreſtien, ſur les difficultés qui en reſſailliront, pour les decider à l'amiable, mais enſorte que les Privileges des Vaiſſeaux Suedois, qu'ils ont obtenu par leſdits Traitez, demeurent en leur entier, & qu'on ne remédie qu'aux abus qui s'y ſont gliffés au dommage de Sa Maj. Danoïſe & de ſes revenus.

IX. Et

ANNO
1679.

IX. Weil auch über seiner Kon. Maj. von Dänemark / auf die große Schachenburgsche Prebende in Hamburg / jusse habende gerechtfertigt / einiger dinstant entlassen / so verbleibt es zwar damit bey der disposition, so Ih. Kon. Maj. darüber gemacht / jedoch wird im übrigen einem jeden sein Recht daran vorbehalten.

X. Weil auch Ihre Kon. Majest. von Dänemark vermöge einer Cession, eine forderung und hypotheck auff Crumfand haben / so ist verabschiedet / daß seine Kon. Maj. von Schweden solch Capital neben denen aufgelauffenen zinsen / wie es in Teuschland gebräuchlich / in Hamburg richtig bezahlen wollen / und behalten Ihre Konigl. Maj. von Dänemark gedachte Insul in Possess / bis alles richtig vergütet und bezahlt ist: nach bezahlung solcher Summa soll Ihre Konigl. Maj. von Dänemark folche Insul an Ihre Konigl. Maj. von Schweden ohne einige weitere Pretension wieder abtreten / auch mitzerzeit keine Schande noch Bestung darauf anlegen / sondern nur die einkommen darvon genießen / welche hernach gegen die zinsen abgerechnet werden sollen.

XI. Daßen auch einer oder der ander Ih. Konigl. Konigl. Maj. Maj. dafür hielt / daß es der expressen meinung und inhalt der vorigen Tractaten nach / mit denen gränzen zwischen Schweden und Norwegen / noch keine richtigkeit hätte / so soll auf begehren eines oder des andern Ih. Konigl. Konigl. Majest. Majest. darüber untersuchung geschähen / und gewisse Commissarien binnen nachfolgenden 6. Monaten verordnet werden / welche den Inhalt obbemelten Tractats untersuchen / und richtige abtheilung und entscheidung machen sollen.

XII. Alle Briefe / Documenten und Schrifften / was nahmen sie auch haben mögen / sie betreffen gleich Justiz / Militz oder die ländes / einkommen / Rechte und Herrlichkeiten / derauf sich Ih. Konigl. Konigl. Maj. in denen eroberten länden und Westungen bemächtigt / sollen alle zusammen / auch was von dem Pomerischen Archivio bey der Bornholmschen Strandung übrig blieden und gerettet worden / richtig wieder eingeliefert werden.

XIII. Sollen alle höchstemeister Könige Unterthanen / wos Standes / und Wärdens sie sind / also bald nach Auswechselung der Ratification gegenwärtigen Tractats / in alle Ihre Güter / beweg- und unbewegliche / samt denen einkünften / wie sie auch nahmen haben / und durch diesen Krieg genommen / oder confisciret worden / benebst denen in währenddem Krieg Ihnen zugekommenen Rechten / Gerechtigkeiten und Successionen restituiret werden / also daß sie auf eigener macht / obgemelte Güter / unangesehen der vorher geschähenen Confiscation, verpfändung oder verschenkung in besitz nehmen mögen: Jedoch also / daß sie nicht wegen dero / nach geschäher Confiscation auß obgedachten Gütern gemachten einkünften / zu forderen haben sollen. Dieses soll auch von allen höchstemeister Könige so wol Geist- als Weltlichen Unterthanen / welche bey einem oder den andern in Kriegs-diensten gewesen / oder welche eigentlicher / als in denen Köstschützischen und Copenhagischen Frieden abgetreten / und durch gegenwärtigen Tractat zu restituiren schuldigen Provinzen / besitz / verpfändung werden / welche alle um jede / wie auch deroelben Erben und erbenhunen / völlige Macht und Gewalt haben sollen / diese ihre Güter zu besitz / und mit allen ihren Rechten und Privilegien / wie sie solche vor dem Kriege gehabt / zu genießen / zu gebrauchen / oder zu veralienen / also daß es niemand zu forden oder nachtheil geraden soll / daß er sich zu dieser oder jener Parthei geschlagen / daß er nicht deswegen solte in vorigen stand / wie er vor dem Krieg gewesen / so wohl was seine Ehe als Güter betrifft / vollständig restituiret werden / unangesehen aller dero Processen / Sentenzen und Urtheile / so wieder sie oder ihre Eltern und Inverwandte ergangen / darumb daß sie entweder dem Feindlichen theil warthaftig angehangen / oder solches gethan zu haben angetha-

IX. Et parce qu'il s'est mis des contestations touchant le droit, que Sa Majesté Danoise a sur la Prebende de Schachenburg à Hambourg la disposition de Sadite Majesté demeurera comme elle est faite, reservant au reste à qui que ce soit le droit & les prétensions qu'il y croit avoir.

ANNO
1679.

X. Sa Majesté Danoise ayant des prétensions & une hypothèque sur Crumfand, en vertu de certaine Cession, il est accordé que Sa Majesté Suedoise en payera à Hambourg, le fond & les interêts, selon la coûtume d'Allemagne; & que Sa Majesté Danoise restera en la possession de ladite Terre jusqu'à son entière satisfaction; après laquelle Sa Maj. Danoise rendra ladite Isle à Sa Majesté sans aucune prétension ultérieure, & ne fera faire cependant aucun Fort, en jouissant des revenus, qu'elle en tirera pour les rabattre ensuite sur la Somme des Rentes.

XI. Arrivant que l'une ou l'autre de leurs Majestez crût, que les Frontieres de Dänemark & de Norvegue, suivant la teneur desdits Traitez, ne fussent pas exactement ajustez, on en fera à la sollicitation de l'un ou de l'autre recherche; en ordonnant dans l'espace de 6. Mois des Commissaires, qui examineront la teneur desdits Traitez & feront une juste division des Frontieres.

XII. Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils soient, concernant la Justice, la Milice, ou les revenus des Pais, Droits & Seigneuries, qui sont tombez entre les mains de leurs Majestez de part & d'autre, dans les Pais nouvellement conquis, avec ce qui est resté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm, doivent estre rendus de bonne foy.

XIII. Tous les Sujets desdites Majestez, de quelque condition qu'ils soient seront après l'eschange de la Ratification de ce Traité, remis en la possession de tous leurs Biens meubles & immeubles, avec leur revenu, quels qu'ils soient, & qu'on leur a pris dans la Guerre passée, ou qui ont esté confisquez avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en sorte qu'il leur soit permis d'en prendre possession de propre mouvement, non-obstant ladite confiscation, hypothèque ou Donation aucune: réservé néanmoins qu'ils ne puissent rien exiger du revenu de ces Biens, qu'on en a tiré après ladite confiscation. Ce qui se doit même entendre de tous les Sujets des deux Majestez, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont esté au service de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui se doivent restituere, suivant la teneur du Traité de Rothschild & de Copenhague, qui, quels qu'ils soient, avec leurs Successeurs & Horitiers auront pleine puissance, avec tous leurs Droits & Privilèges, comme ils les ont eus avant la Guerre, d'en jouir & de les vendre, en sorte que les services, qu'ils ont rendu à l'un ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils seront remis, tant en ce qui concerne leur état & leur honneur, que ce qui touche les Biens qu'ils ont possedez avant la Guerre, non-obstant tous les Jugemens & Sentences donnez contre eux ou contre leurs Parents, à cause qu'ils se sont rendus du Party de l'Ennemi, ou qu'ils en ont esté

ANNO
1679.

getlagent worden. Es sol Ihnen auch frey stehen / den Ort ihres aufenthalts nach belieben zu behalten / oder zu aendern / also daß sie beschwern nicht im geringsten anzufechten; wenn sie aber einmahl ihren Sitz erwöhlet / sollen sie bloß allem demjenigen König / in dessen Landen sie sich niederlassen / mit Eyd und Pflicht verbunden seyn / obzueucken sie in des andern Königs Lande Güter besitzen / welcher Güter und Sitze wegen dardurch sie aller derer Freyheiten und Gerechtigkeiten / also andere selbigs Landes Einwohner und Unterthanen / gemessen sollen.

XIV. Alle forderungen und Gerechtigkeiten / von was art und eigenschafft sie auch seyn können / welche beyder Königl. Majest. Majest. Unterthanen vor diesen Kriege / so wol bey denen Königen selbst / als bey andern gehabt haben / bleiben in ihrer vollständigen krafft / gleich als ob jede insonderheit hier ausdrücklich benennet wäre / also daß diejenigen / welche bey Hrn. Königl. Königl. Majest. Majest. richtige forderungen haben / innerhalb zweyer Jahre seit bezahlet werden sollen / und die welche einen Rechts-Process aufzuführen haben / denen soll innerhalb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit widerfahren / und zwar in Schwaben vor der Königl. Revislon / von denen / vor welche diese sachen gehören / in Dänemark aber vor dem höchsten Gericht / zum einladen ansspruch / und soll die Execution auff geschicktes endurtheil innerhalb Jahr und Tag würcklich erfolgen / welches auch von denenjenigen verstanden wird / welche dieses zeit währenden Kriege / ein oder andere Partey bejgegessen.

XV. Alle gefangene / wes standes oder Nation sie sind / sollen stracks nach der Ratification von beyden theilen ohne ranzon losgelassen werden / doch daß sie der Billigkeit nach / das was sie verzehret / oder in denen Orten / wo sie bißher gewesen / entlehnet / bezahlen / Desgleichen soll auch förderlichst das jünge / was jedes theil dem andern an ranzon den aufgerichteten Carrel nach schuldig blieben / liquidiret und bezahlet werden; so auch von denen gefangenen jemand dienste unter des andern Arme genommen / und an dem Orte / wo er gegenwärtig ist / verblieben wolte / soll ihm solches allerdings frey stehen; doch daß er innerhalb 3 Monaten / nach aufwechselung der Ratification sich erkläre. Zu welchem ende auch beyde Könige in Ihren Rechten und Landen / von allen Predigstühlen publiciren und abkündigen lassen wollen / daß niemand bey leb und lebens-straße sich untersehe soll / einen aufzuhalten / oder hindertlich zu seyn / sondern vielmehr einen jeden zu befördern / daß er je che je besser zu seiner vorigen freyheit wieder gelangen möge.

XVI. Auch sollen in diesem Tractat alle Könige / Fürsten / Provinzen und Ertz / so jedes theil sechs Monate / nach geschickter aufwechselung dieser Tractaten / zu benennen belieben wird / mit begreifen und eingeschlossen seyn.

XVII. Damit aber alle erwünschte Vertraulichkeit / auff richtige Maßbahrschafft und klaffte gute Correspondenz / zu beyden theilen Interesse desto besser möge gestiftet werden können / als ist abgehandelt und verabredet worden / daß zwischen beyden Königl. Königl. Majest. Majest. außsüßendliche eine nähere Verbindniß aufgerichtet werden soll.

XVIII. Vorbeschriebene Artikel sollen innerhalb 14. Tagen / oder auch eher / da es möglich ist / ratificiret werden. Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenberg. (L.S.) J. Guldensierma. (L.S.)
G. Juel. (L.S.) F.J. Oerensfeldt. (L.S.)
Biermann. (L.S.)

ANNO 1679.
accusez. Il sera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en sorte qu'à cause de cela ils ne souffriront aucun outrage; mais des qu'ils auront choisi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, és terres duquel ils viendront demeurer, non-obstant qu'ils possèdent des Biens dans les Etats de l'autre, touchant lesquels ils jouiront néanmoins de tous les Droits & Privileges, dont jouissent les Habitans naturels du Pais.

XIV. Toutes les pretenfions & Droits, de quelque nature qu'ils soient, que les Sujets de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ont eu avant la Guerre, tant à l'égard des particuliers, que des Rois même, garderont leur vigueur, tout comme s'ils étoient spécialement exprimés dans ce Traité; en sorte que ceux, qui ont des pretenfions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, recevront leur payement dans l'espace de deux ans; & on fera Justice dans un à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges; & nommément en Suede dans la Chambre de Revislon devant ceux à qui il appartient; & en Dänemark devant la Chambre de Justice, & l'execution ensuivra en effet dans l'espace d'un an; ce qui s'entend même de ceux, qui dans la Guerre passée se sont rendus de l'un ou de l'autre Party.

XV. Tous les prisonniers de quelque condition qu'ils soient, seront relaschez tout aussi-tôt après la Ratification de ce Traité, sans aucune rançon, moyennant qu'ils payent, comme il est raisonnable, leurs depens & ce qu'ils ont emprunté és Lieux, où ils ont demeuré en cet entretemps: De même tout ce qu'ils se doivent de rançon l'un à l'autre, suivant la teneur de l'Accord, qui en a esté fait exprés, se payera sans delay; Et ceux des prisonniers, qui ont pris service sous l'un ou l'autre, pourront à leur gré demeurer, comme ils sont; moyennant qu'ils s'expliquent dans 3. Mois après la Ratification. Excepté fin leurs Majestés feront publier dans toutes leurs Terres que personne n'osera sur peine de la vie contraindre ou empêcher celui qui en voudra sortir, mais au contraire de les secourir & de les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous les Rois, Princes & Estats seront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois après la Ratification ils se declarent d'y vouloir entrer & y estre compris.

XVII. Mais afin qu'une entiere amitié & le bon voisinage pour l'intérêt & le bien des deux Rois soit rétabli, il est accordé, qu'il se fera encore une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Rois.

XVIII. Les Articles précédens seront ratifiés dans quinze jours, ou plutôt, si faire se peut. Fait à Lunden le 26. Septembre l'an 1679.

A.G.H. Aldenberg. (L.S.) J. Guldensierma. (L.S.)
G. Juel. (L.S.) F.J. Oerensfeldt. (L.S.)
Biermann. (L.S.)

*Pr. Oâ. Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. Roi de Suède, & CHRISTIEN V. Roi de Danemarck, fait à Lunden en Scanie le 7. (1) Octobre 1679. [Traduction Française du Mercure Hollandois de 1679. pag. 391. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP *Acta Publica*, Tom. X. pag. 664. dans LUNIG, *Zeitsch's Reichs-Archiv*, Part. Spec. Contin. II. Fortsetzung 11. Abtheil. IV. pag. 211. dans le *Theatrum Europ.* Tom. XII. pag. 54. *Anhang zu des Europäischen Herolds VII. Haupt-Handlung*, pag. 1700.]*

Comme ainsi soit que par la benediction du tout puissant la sangante Guerre qui a été allumée depuis quelques années entre tres-Illustre & tres-Puissant Prince & Seigneur Christian V. Roi de Dannemvrc, Norvegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, d'une part ; & le tres-Illustre & tres-Puissant Prince & Seigneur Charles, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Bremer, Verden, Stettin, Pomeranie, des Caissubes & des Vandales, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingermanie & Wismar, Prince Palatin du Rhin ; Duc de Baviere, de Juliers, Cleves & Bergue, & la Couronne de Suede ; d'autre, a été enfin heureusement terminée, & qu'en sa place a succédé une Paix, ferme, durable & perpetuelle, au bien & à la prosperité de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Villes de leur obeissance, comme encore de leurs Sujets & Habitans, laquelle pourra estre d'autant plus affermie & établie au bien commun des deux Parties, lors que les deux Rois, & leurs Royaumes viendront à s'engager mutuellement en une parfaite amitié & correspondance ; C'est pourquoy leurs Majestez afin de procurer à leurs Royaumes les fruits & utilitez, qui leur en peuvent revenir, ont trouvé à propos de s'engager en une Alliance plus étroite : pour lequel effet Sa Majesté Danoise nostre Souverain Seigneur, & Maître, a nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Commisaires Plenipotentiers, Nous Antoine, Comte du Saint Empire, Baron d'Aldenbourg, Seigneur de Varel, Kulphausen, & Doorevaelt, Chevalier, Conseiller Privé de Sa Majesté, & Gouverneur des Comtez d'Oldenbourg, & Delmenhorst ; Jens Juell, Baron de Juling, Sieur de Woorgaelt, Chevalier, Conseiller d'Etat & de la Chancellerie de Sa Majesté, Aidesseur du grand Tribunal & Vice-President du College du Commerce ; & Conrad Bierman, Seigneur Hereditaire de Bulsterdgaart, Conseiller d'Etat, de Justice, & de la Chancellerie de Sa Majesté, comme encore Secretaire d'Etat, & ce en vertu du Plein-pouvoir à Nous octroyé par Sa Majesté pour traiter ladite affaire : En consequence de quoy nous sommes entrez en conference en ce lieu de Lunden en Scanie avec les Excellens, & Illustres Seigneurs Jean Guldenstern, Baron de Lundholm, Seigneur de Stacket, Biorkestrand, & Heilerid, Conseiller de Sa Majesté, & de la Couronne de Suede, Juge General de Noorden Fimmelug-Sogn, & le Sieur François Juell Oernstedt, Seigneur de Shottorp, Kinsenhof, & Hoogaart, Conseiller de la Chancellerie, & Secretaire d'Etat, avec lesquels nous sommes convenus pour le maintien, & conservation des Royaumes, Pays, Terres, Provinces, Sujets, Habitans, Droits Royaux, Privileges, & Preeminences de leurs Majestez en la maniere suivante.

I. Il a été accordé, que les deux Rois auront un soin tout particulier de procurer l'utilité & l'avantage l'un de l'autre, de sorte que leurs Majestez cassent, abolissent, & annullent par la Presente tous Accords, & Alliances, qui pourroient avoir esté faits au desavantage, ou préjudice de l'un ou de l'autre, soit de-

vant ou pendant la Guerre. Elles promettent aussi de ne faire cy-aprés aucunes nouvelles Alliances, ou autre chose, directement ou indirectement, en quelque sorte que ce soit, qui puisse tendre au dommage ou préjudice des Royaumes, & Sujets de leurs Majestez, qu'ils possèdent presentement ; ni encore de leurs Droits Royaux, Commerces & Revenus ; mais au contraire Elles s'engagent de s'y opposer puissamment en vertu de la presente Alliance, en cas que quelqu'un eût résolu de l'entreprendre.

II. En cas, que quelque Potentat, quel qu'il puisse estre, se voüât ingérer d'user de quelque force ou violence à main armée contre les Pays, Royaumes, Etats, Seigneuries, Commerces, ou quelque autre chose que ce soit, appartenant à leurs Majestez, ou d'y apporter quelque dommage ou préjudice, les deux Rois s'obligent de s'assister & secourir mutuellement l'un l'autre en la maniere & conditions suivantes

III. Celuy duquel les Royaumes, Terres, Etats, ou Seigneuries, en quelque part qu'ils puissent estre, auront été attaquez, ou ses Commerces, Droits, & Revenus affaiblis ou diminuez en façon quelconque, sera tenu d'en donner avertissement de bonne heure ; & aussitôt que l'autre, qui ne l'a point attaque, en aura esté averti, il sera tenu d'assister l'autre dans deux Mois de temps après la Notification & demande de secours, à ses propres frais & dépens.

IV. Lors, que la demande du secours aura esté faite, celui qui aura esté imploré, sera obligé d'envoyer deux mille Chevaux, & quatre mille Fantassins au secours de l'autre, dans le temps susmentionné, lesquelles Troupes seront divisées en Regimens, dont chacun sera composé de mille Hommes, sans les Officiers. Celuy qui aura esté interpellé aura ledit nombre de Troupes incessamment sur pied, & les enverra incontinent, & sans delay à celui qui luy aura demandé du secours, & qui le verra attaque, à moins que ce dernier ne se veuille contenter d'une moindre quantité, dequoy il donnera avertissement de bonne heure à celui qui doit fournir ledit secours.

V. Celuy qui aura esté reclamé, enverra autant de Pieces de Campagne, & de Munitions qu'il sera nécessaire, sur quoy on divisera mille Hommes en deux Bataillons, & chaque Bataillon sera pourveu de deux Pieces de Campagne, ce qui sera ainsi proportionné selon le nombre des Troupes. Mais quant au gros Canon, soit pour en battre quelque Place, ou pour le mener en Campagne, ce sera à celui qui aura besoin de secours à le fournir, & ce dans l'estat, & dans le nombre qu'il est nécessaire.

VI. De plus, celui qui aura esté reclamé, sera obligé, après la demande faite par l'attaque, de fournir dix Vaisseaux de Guerre, dont les trois plus grands seront de nonante à soixante Pieces de Canon, les trois du milieu de soixante à quarante, & les trois plus petits de quarante à vingt-quatre. Outre cela la Flotte sera munie des Vaisseaux de provision, & petits Bâtimens, qui seront nécessaires, comme encore de deux Brulots. Ce qui se doit entendre en cette maniere, à savoir, que chacune des Parties pourra bien envoyer trois Vaisseaux de nonante, autant de soixante, & quatre de quarante Pieces de Canon, à quoy cependant elle ne sera pas tenué d'abord, mais elle sera réputée avoir satisfait à ce Traité, pourveu que les trois plus grans aient plus de soixante Pieces de Canon, les trois du milieu plus de quarante, & les trois plus petits plus de vingt-quatre, avec autant d'Hommes qu'il est spécifié en l'Article suivant.

VII. Les trois plus grands Vaisseaux, dont chacun aura plus de soixante Pieces de Canon, seront pourvus en tout de mille cinquante Hommes, les trois du milieu, dont un chacun aura plus de quarante, de sept cent, & les quatre derniers, dont chacun en aura plus de vingt-quatre, de huit cent ; de sorte que tout le nombre, sans les Officiers, se montera à deux mille cinq cent cinquante, tant Soldats, que Marelots, mais sans y comprendre les Hommes, qu'on employera pour les Brulots, & autres petits Bâtimens.

VIII. En cas que ledit secours, tant par Mer, que par Terre, ne fust pas à celui, qui aura esté attaque, celui qui le fournit sera tenu de le doubler, & de l'envoyer à ses propres frais dans trois Mois à celui qui le demande.

IX. Mais en cas, que celui qui le demande, fust si fort pressé par ses Ennemis, qu'il eût encore besoin d'un plus grand secours, alors les deux Roys delibereront

(1) Cette Date est celle de *Lundin*, du *Theatrum Europæum*, & du *Mercure Hollandais*. *Londorpius* & *Franciscopolis* en son *Europæische Herald* la marquent du 27. septembre, en quel il n'y a point de contradiction, mais probablement la Date du 17. septembre est la plus exacte, le Traité ayant été fait dans un lieu où le nouveau stile n'est pas en usage. (DUM.)

ANNO
1679.

ront par Traiter en quelle maniere on pourra résister à l'Ennemi, & alors un chacun pourra agir de toutes ses forces, selon les occasions, qui se présenteront, & fera une telle diversion dans le Pays de l'Ennemi, que cela l'oblige finalement à faire la Paix, & que celui, qui aura été attaqué reçoive une entière satisfaction. On ne fera point aussi de suspension d'armes, ni aucune Paix sans le consentement, & entière satisfaction des deux Rois, pour le dommage qu'ils auront reçu, & les frais, qu'ils auront été obligés de faire.

X. Ledit secours sera commandé par le General, ou Amiral de celui, qui l'aura fourni, lequel aura la puissance d'exercer la Jurisdiction en toutes rencontres, en telle sorte, que si quelqu'un de ses Gens vient à commettre quelque faute, le coupable sera puny selon les Ordonnances de Guerre, ou de Marine de celui, qui donne le Secours.

XI. Soit que le Roy soit présent à l'Armée ou à la Flotte, ou le General, ou Amiral, auquel elle aura été confiée, il aura le commandement absolu tant sur ses propres Troupes, & Vaisseaux, que sur les Auxiliaires. Il aura aussi l'entière direction des affaires de la Guerre, selon qu'il trouvera à propos pour le bien commun des deux Parties.

XII. Lors qu'on délibérera sur quelque expédition de Guerre, le General, ou Amiral de l'attaqué fera entrer dans le Conseil autant d'Officiers de celui, qui aura fourni le Secours, que de ses propres à proportion, & y présidera toujours en donnant les places aux Officiers selon les Charges qu'ils exercent.

XIII. Lors que le Roy, qui demande le Secours, ne sera pas présent en l'Armée, l'exécution des affaires de la Guerre se fera toujours à la pluralité des voix; mais s'il y est présent, la décision sera par dessus lui, ven que leurs Majestés ne seront point obligés à la pluralité des voix.

XIV. Celui qui fournira ledit Secours tant par Mer, que par Terre sera aussi obligé de l'entretenir; à condition que celui qui le recevra, sera tenu de fournir à la Milice de Terre le Fourrage, Pain, & service nécessaire sans aucun payement, mais quant à celle de Mer elle sera entièrement à la charge de celui, qui la donnera.

XV. La Flotte, & Armée Auxiliaires ne seront pas employées plus long temps en l'année, que celles de celui qui les reçoit: mais si la saison étoit fort avancée, celui qui les a demandées sera obligé de leur fournir les Quartiers, le Pain, le Fourrage, & le service nécessaire, comme à ses propres Gens, & lors, qu'on les renverra chez eux, soit par Eau, ou par Terre, il sera tenu de leur faire avoir toutes les choses, dont ils auront besoin pour le voyage, sans exception quelconque. Aussi en cas, que la Guerre dure fort long temps, celui qui aura donné ledit Secours, sera obligé, de la faire recruter tous les ans à ses frais, & de l'envoyer avant la fin du Mois de May, sans faute, à celui qui la demande, pour la Campagne suivante, en cas qu'il le desire ainsi, sans qu'il puisse le redemander sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'il ne fut attaqué en son propre Pays, ce qu'il sera tenu de faire savoir en tems à celui qui l'a demandé, ou à moins qu'ils ne s'accordent par ensemble, qu'il fasse une diversion à l'Ennemy de quelque autre côté.

XVI. Lors que l'Armée commune sera entrée dans le Pays de l'Ennemi, l'entretien tant pour les Officiers, que pour les Soldats, sera pris dans ledit Pays, & il en sera de même des Quartiers, qu'on y distribuera; mais en cas qu'il n'y ait point de moyen de subsistance dans ledit Pays, chaque Roy sera obligé d'entretenir ses propres Troupes.

XVII. La Flotte, & Armée Auxiliaire sera rangée en telle maniere à toutes les occasions de Bataille, qui se présenteront, qu'elles puissent demeurer ensemble, & soient commandées autant qu'il est possible par leurs propres Officiers; sur tout les Vaisseaux demeureront en une Escadre, & seront commandés par leurs propres Officiers. Et s'il arrivoit qu'en poursuivant l'Ennemi, ou par quelque diversion, qu'on lui pourroit faire, on vint à prendre quelques Places sur lui, il a été accordé, qu'elles seront occupées par celui, qui aura donné le secours, à proportion des Troupes, qu'il aura envoyées, à la charge d'en donner satisfaction à celui qui l'aura demandé. Mais, en cas que les Terres de ce dernier fussent prises par l'Ennemi à cette occasion, ou qu'on vint à recouvrer quelque chose de ses Droits, & prétensions, qui sont maintenant par ces Armées jointes ensemble, le tout demeu-

ra & appartiendra sans aucun contredit à celui, qui aura demandé le secours. Quant aux Prisonniers, de quelque qualité qu'ils puissent être, aussi l'Artillerie, ou quoy que ce soit, qu'on viendra à prendre sur l'Ennemi; cela sera en commun aux deux Rois; mais quant au butin que les Partis pourront faire en particulier, il sera absolument pour eux seuls. Les Contributions qu'on tirera du Pays Ennemy seront aussi partagées entre les deux Parties à proportion des Troupes qui seront en Campagne.

XVIII. Quant à ce qui est du salut, qu'on se rendra par Mer, on se tiendra pour ce regard aux Accords, qui se sont faits cy devant sur ce sujet, de sorte, que les Vaisseaux, qui viendront à se rencontrer, ne se salueront qu'à coups de Canon, sans laisser tomber aucune voile, à condition néanmoins que la Flotte Auxiliaire tirera les premiers coups.

XIX. Il sera permis à un chacun de se servir des Ports de Mer reciproques, d'y reparer ses Vaisseaux, qui auront souffert quelque dommage, soit par la tempeste, ou par l'Ennemi; comme aussi d'acheter tout ce qui sera nécessaire pour l'entretien & réparation des Hommes & Vaisseaux; à condition que les Officiers mettront ordre à ce que l'usage desdits Ports ne cause aucune jalousie, ou ombrage; de sorte qu'ils seront obligés d'entretenir une bonne Discipline dans leurs Vaisseaux, & d'avoir une bonne correspondance avec les Commandans desdits Ports, afin que le tout se fasse avec leur sçu, & communication. Et d'autant que c'est à celui, qui donne le Secours d'assister fidèlement celui qui le demande en la maniere, qui a été dite, c'est pourquoy il faudra aussi qu'il tienne ses Ports aux Vaisseaux de l'Ennemi de celui, qui le demande, & même qu'il l'incommode & endommage le plus qu'il lui sera possible.

XX. La présente Alliance durera le tems & espace de dix-années consécutives, & prochainement venantes, après quoi il sera permis à chacune des Parties de la prolonger, ou non; mais les deux Rois, ou leurs Successeurs, lesquels y seront obligés aussi fortement, qu'eux memes, en seront traiter la continuation une année avant qu'elle vienne à expirer, afin qu'il puisse y avoir quelque chose conclu six Mois avant qu'elle vienne à finir.

XXI. Personne ne sera compris en cette Alliance que ceux qu'il plaira aux deux Rois.

XXII. Les Ratifications de la présente Alliance seront échangées dans quinze jours après la Signature, ou plutôt, s'il est possible. Fait à London ce septième Octobre 1679. Ainsi signé.

(L.S.) A.C.V. Aldenb. (L.S.) J. Guldensierna.

(L.S.) J. Juel. (L.S.) F.I. Oerensfeldt.

(L.S.) Bierman.

CCV.

Traité de Paix entre CHARLES XI. Roi de SUEDE & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à Nimègue le 12. Octobre, 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimègue. Tom. IV. pag. 671. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 967. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz V. pag. 484. en Latin & en Allemand.]

Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Postquam Belli per Europam incendium etiam involvit Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandie, Ducem Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Brenne, Verdae, Stettini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae; Principem Rugiae, Dominum Ingriae & Wismariae; nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavarie, Juliaci, Cliviae & Montium Ducem: & Ceteros ac Præpositos Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ita ut de invicem pro holti-

ANN
167

12. Oct.
LA SUEDE
ET LES
PROVINCES-UNIES

ANNO
1679.

hostibus gesserint; ea tamen mansit animorum inclinatio, ut veteris amicitiae redintegrationem mutuo exoptarent, ipsoque adhuc Bello flagrante Subditis suis plenam Commerciorum & Navigationis libertatem invicem concederet. unde factum est cum laudabili cura & Mediatione Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli II. Magnae Britanniae Regis, ex mutua Partium Belligerantium Conventione, Neomagus Congressus Plenipotentiarios pro Pace generali instituenda electum fuisse, ut Partis utriusque ibidem componentis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacrae Regiae Majestatis Sueciae, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Korsholm & Wala, Liber Baro in Monby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Kastila, Sacrae Regiae Majestatis Regniue Sueciae Senator, ac Praeses in summo quod Wismariae est Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingrae & Kexholmis; & Dominus Joannes Paulinus Olivenkrantz, Dominus in Ulidhal & Hoffmansfort, Sacrae Regiae Majestatis Sueciae Consiliarius Cancellarius, Secretarius Status, & Juxta Ordinarius Territorii Widdowensis; à parte verò Celsorum & Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Hieronymus van Bevernigh, Theylings Toparcha, Lycui in Lugduno-Baravo Curator, quondam Consiliarius Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haaren, Biltiae Frisiorum Grietman, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiae & Frisiae Deputati, dictam Dominorum & Principum suorum propensionem, mutuis officiis ad optatum finem perducere conati, Plenipotentiariam Tabulis (quarum Apographa sub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatis, & habitis hinc inde colloquiis, tandem ad Divini Numinis gloriam & Christianae Reipublicae salutem in mutuas Pacis & amicitiae Leges consenserunt, & convenierunt, prout haece plenariè consentiunt & conveniunt tenore sequenti.

Art. I. Sit Pax sincera, inviolabilis ac perpetua, inter Sacram Regiam Majestatem ejusdemque Successores ac Posteriores Reges Suecorum Regnumque Sueciae, atque subiectis illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab una; atque Celsos & Praepotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte; Cessante propterea omnes & cujuscumque generis hostilitatum actus, qua Mari qua Terrà, per omnia & quaevis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones & Provincias, interque omnes & singulos eorumdem Subditos & Incolas, cujuscumque conditionis, nullà omnino locorum & personarum factà exceptione.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & Amnestia eorum omnium, quae quocunque loco modoque hoc praesenti Bello hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causà vel praetextu, ulla Pars alteri posthac quicquam hostilitatis aut inimicitiae specie Juris vel vi facti inferat, aut per suos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amnestia omnes & singuli cujusque Partis Subditi.

III. Vigeat in posterum inter utramque Partem Paciscentium vera, si a, infucata & reciproca amicitia, & bona correspondentia, in omnibus & per omnia, Terrà Marive, intra vel extra terminos Europae, ita ut altera Pars alteri, nihil inimicitiae, damnae, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hostibus Foedera huic Paci contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & securitatis diminutionem per se vel per alios molatur aut tentet, aut tentari faciat; sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omni meliore modo, & consilio, omnique occasione, locoque resapse procurat & promoveat.

IV. La majus dicta Amicitiae robur, & incrementum renovantem priore quae annis millesimo sexcentesimo quadragesimo, millesimo sexcentesimo quadragesimo quinto, millesimo sexcentesimo quinquagesimo sexto, & millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae ab una & Celsos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera Parte inter fuerunt Foedera; ita ut vigorem pristinum in omnibus & singulis obtineant, iis solummodo exceptis, quae uniusvorum Commerciorum & Navigationis Leges modosque concernunt, de qui-

bis scilicet etiam nunc hodie speciali Foedere cohaerent. ANNO 1679.

V. Neuter Paciscentium posthac consensum suum det ulli Foederi, Tractatui vel Negotiationi in alterutrum damnum vel praedictum tendenti, sed potius talibus adverteretur, teneaturque alter alteri sedulo & fideliter indicare quicquid alios contra alterum machinari ipsi innoverit.

VI. Si qui captivi ab una vel altera Parte adhuc deprehensi fuerint, sine alicujus lytri solutione restituantur pristinae libertati.

VII. Promittit sua Regia Majestas, se praetensionibus Incolarum Uniti Belgii pro cujusvis validitate condigne satisfactorum, in cumque finem, statim à ratiabitione factà, certos ordinaturos Commisarios, qui dictas praetensiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quae liquidae fuerint, ulteriori iterationi non subiciantur, sed intra sex septimanarum spatium de eorum prompta satisfactione cum Proprietariis vel eorumdem Mandataris convenire debeant. Quod vero alteras praetensiones illiquidas attinet, si dem ordinati Commisarii, intra tres aut quatuor Menses, à constituta Commissione numerandos, easdem revidere, earumque rationes conficere, imò de solutione cujusvis summae, de qua ita liquido confiteretur cum dictarum praetensionum Proprietariis convenire debebant; liberumque erit Ministro Dominorum Ordinum Generalium in Aula Sueciae Residenti, ex parte dictorum Incolarum Uniti Belgii praedictis liquidationibus & Conventionibus assistere. Quicquid autem ita utrinque adum statutumque fuerit, id sine ulla exceptione vel mora, modo & tempore praestitutus effectum suum fortietur. Corabit insuper sua Regia Majestas, ut Subditis Dominorum Ordinum Generalium, qui latè antehac Sententia probare possunt, sibi à sua Regia Majestatis Subditis aliquid solvendum faciendumque deberi, prompta faciliisque executione praestet, statim post factam hujus Tractatus Ratificationem; ita ut cujuslibet rei judicatae executio, intra duos Menses à quo primum postulari cepit adimpleta & perfecta esse debeat.

VIII. Quandoquidem sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales gratà mente recolunt, quàm salutaribus Consiliis & adhortationibus, seu iisque & benevolis officiis, Serenissimus Rex Magnae Britanniae Paci & tranquillitati publicae hoc tempore invigilaverit, conventum est utrinque, ut dictus Rex cum suis Regnis & Ditionibus, huic praesenti Tractatui meliore quo fieri potest modo, inclusus sit, orque ad certiorum firmitoremque dicti Tractatus observantiam, & executionem eundem sua Guarantia speciali stabiliri possit.

IX. Huic Paci & amicitiae Conventioni à parte suae Regiae Majestatis Sueciae includuntur sigillatim Rex Galliarum Christianissimus, & Dux Slesvici Holstiae Gottorpensis: Inde inclusi etiam sunt Imperator & Imperii Romani Electores, Principes & Status omnes & singuli, qui Pace cum iisdem confecta comprehensi sunt, unà cum Civitatibus Hanseaticis, imprimis Lubeca & Hamburgo. Denique includuntur, si includi volunt, Rex & Respublica Poloniae, ceterique Reges, Principes, Status, Civitates & Personae Privatae, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factà id à Rege Sueciae concessum fuerit.

X. Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium inclusi sunt Imperator Romanus, Rex Christianissimus, Electores Moguntinus, Trevirensis & Brandenburgicus, Dux Lotharingae, Episcopus Faderbornensis & Monasteriensis, Dux Neuburgi, Duces Brunsvico-Luneburgensis, Osnaburgensis, Celleris & Guelpherbitanus, iidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium Foederati, qui Pace cum Rege Sueciae factà includi velint, ut & Helvetiorum Respublica eorumque Foederati. Princeps Frisiae Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, ceterique Status, Civitates & Personae privatae, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factà id à Dominis Ordinibus Generalibus concessum fuerit.

XI. Ratiabentur haec Pacta Instrumenti solennibus à sua Regia Majestate Sueciae ab una & à Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii ab altera parte, ita ut dicta Instrumenta in debita forma Stockholmiae intra spatium trium Mensium à die subscriptionis computandorum, vel citius si fieri possit, utrinque committentur, iisque ritè commutatis hic Pacis Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrique Partii apparten-

ANNO 1679. tinentibus Tertis, locisque quantocius per distantiam eorundem fieri poterit, à die autem subscriptionis viam & effectum fortituri per omnia.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robor utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, hanc præsentis Pacis conventionem manibus sigillisque propriis muniverunt & firmarunt. Quod factum Neomagi die 1. Octobris Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni. Signatum erat,

<i>Benedict. Oxenstierna.</i>	<i>Hier. van Beverningk.</i>
(L.S.)	(L.S.)
<i>J. Paul. Olvekrantz.</i>	<i>Gul. van Haaren.</i>
(L.S.)	(L.S.)

Plenipotencia D. D. Legatorum Serenissimi Regis Sueciae.

NOs Carolus Dei gratiæ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiæ; Dux Scaniæ, Edhoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Castubiæ, & Vandaliciæ, Princeps Rugiæ; Dominus Ingriz & Wismariæ; nec non Comes Palatinus Rheni; Baviaræ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & Mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confissi prudentiâ & fide Nostri, Regni que Nostri Senatoris ac Præfidis in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & supremi Legiferi Ingriz & Kexholmæ, Illustris nobis fidere fidelis, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitris in Korsholm & Wafæ, Liberi Baronis in Möhrby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kantila; sicut & nostri Consiliiarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis ordinarii Territorii Wiborckensis, Generosi ac Nobilis, nobis sincere fidelis Joannis Pauli Olivenkrantz, Domini in Usthal & Hoffmannstorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus, nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se, quamprimum fieri possit, ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, sive directæ, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, eorumque Federatorum Legatis Deputatis Committariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eo spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Federatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æque liberè & amplè, ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios sive binos conjunctim, sive unum eorum solum, altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intra-

que tempus prout convenierit. In quorum omnium fidem præsentem manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communiri iussimus. Deditus in Arce nostra Holmenis, die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto. Signatum erat,

CAROLUS. (L.S.)

F. JOEL. ORNSTED.

Plenipotencia D. D. Legatorum Præpotentium Ordinum Generalium.

ORDines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus præsentis Literas visuris salutem. Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo, Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili curâ & Mediatione, eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confissi prudentiâ & fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ Domini, Lycei in Lugduno-Batavo Curatoris, quondam Consiliiarii Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarii Generalis; Guillelmi de Nassau, Domini d'Odijcke & Cottegenæ, Primarii Nobilis, Ordinumque Nobilium in Consessu & Consilio Comitatus Zelandiæ representantis; & Guillelmi van Haaren, Bilitie Frisorum Grietmanni, in Consessu nostro à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ & Frisiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se, quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia sive directæ, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Federatorum Legatis, Deputatis & Committariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque, quæ eo spectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem, cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictum Serenissimum Regem ejusque Federatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent faciendi, æque liberè & amplè, ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus; quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim vel binos ex illis, tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus, ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenierit. In quorum fidem & robor hæc per nostri Consessu Præsidem signari, à primario Graphiario subscribi, & majori Sigillo nostro muniti fecimus. Dabantur Hagæ Comitum die quarta Januarii Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi texti.

BOOTSMA. vt.

Ad Mandatum athenememorum Dominorum Ordinum Generalium.

Signatum,

H. FAGEL?

Arti.

Articuli separati ad præcedentem Tractatum Pacis
pertinentes.

Art. I. **Q**uandoquidem libertas Navigationis & Commerciorum, speciali Conventione inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, etiam durante hoc, quod nunc Deo volente feliciter sopitum est, Bello, stabilita fuit; neque tamen ejusdem executio adeo exactè servari potuit, quin ab utraque Parte ex necessitatis Bellicæ ratione, aliquod damnum, per Navium Merciumque abductionem datum acceptumque esse potuit. Quod ut sine mora refarciatur, ipsa juris æquitas postulat. Idcirco hoc Article, inter utriusque Partis Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios conventum est, ut quævis Naves, Mercæque taliter abductæ, si restitui possint, quantocius restituantur: Sin minus, ut iustum earum pretium cum usura solida, intra spatium duorum vel trium mensium, à die Ratificationis numerandum vel parati pecunia solvantur.

II. Cum verò nominatim restitutionem postulerent D. D. Ordines Generales, septem Navium, quarum nomina aut inscriptiones sunt de *Moubaan, de Bui, de Hoop, de St. Jacob, de witte Ross, de Annantatie Maria, ende het nieuw Heeren Logement*, quarum tres priores ab Armatoribus Sueciis, sub Diplomate aut Commissione suæ Regiæ Majestatis Sueciæ interceptæ, & unâ cum Mercibus suis per latas Sententias Captoribus addictæ sunt. Posteriores quatuor, ab aliis sub Diplomate Gallico captæ, in Portum Calmar invecitæ, ibidemque receptæ, & tandem ex Mandato suæ Regiæ Majestatis Sueciæ, in commodum Gallorum, unâ cum Mercibus, dimissa & divenditæ sunt: specialiter super his conventum est, ut de prioribus prædictis tribus Navibus, latas Sententias sua Regiæ Majestatis Sueciæ, ad requisitionem eorum quorum interest, in Senatu suo revideret, & ad examen revocari jubeat, & id præterea curet, ut super probationibus & Documentis exhibendis, Jus reddatur intra bimestre spatium, à die requisitionis factæ numerandum. Quod autem quatuor posteriores attinet, cum ea res dubia sit, & de eo facto non satis liquido constat, placuit questionem illam arbitrio aliorum discutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum est, ut intra spatium sex septimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatus numerandum, tam à parte Regiæ sue Majestatis, quam Dominorum Ordinum Generalium unus vel plures Arbitri nominentur, qui auditis Partibus intra duos Menses à die nominationis supputandos, negotium hoc aut amicabilem viâ componere; vel si hoc minus procedat, ex Juris & æquitatis ratione decidere in se recipiant; ita nimirum, ut illud, de quo vel amicabilem conventum est, vel quod per modum decisionis dijudicatum fuerit, statim & sine ulla exceptione vel mora effectum suum fortiaur.

Post hæc inde inferri Catalogus fassor earum Præsentationum, quarum satisfactionem à Suecis petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Federati, ex Autographo horum Tractatumum.

Hi separati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac si Tractatui principali inferri fuissent, eodemque modo, tempore & loco rati habebuntur. In quorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, eos Articulos separatos manibus Sigillisque propriis muniverunt & firmanunt.

Quod factum Neomagi, die 12. Octobris anni millesimi sexcentessimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxen-* (L.S.) *H. van Bever-*
fiern. *ning.*
(L.S.) *Joh. Paulin Oli-* (L.S.) *W. van Haren,*
venkranz.

Actus de Formulâ Literarum Marimarum.

Cum circa earum Literarum Marimarum & contranavigationum Formulâs, quas in calce Tractatus Commerciorum apponere hodie placuit, non satis instructi fuimus, ideoque evenire possit, ut necessum

sit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum est, ut quantocius Stokholmia dictarum Formularum revisio instituitur; quò prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præscriptum, ad usum utriusque Nationis rite & dilucide adaptentur. Quod factum Neomagi die 12. Octobris. Anni millesimi sexcentessimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxen-* (L.S.) *H. van Bever-*
fiern. *ning.*
(L.S.) *Joh. Paulin Oli-* (L.S.) *W. van Haren,*
venkranz.

CCVI.

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Fait en l'année 1679. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 585.]

12. OCT.
TURCIE
ET PO-
LOGNÆ

SCythis Lipkis dictis, qui in Regno Polonia sunt, illis, quicunque sua voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius anni nemò Polonorum impedimento sit, ut cum familiis & suppellectilibus exeant, & nulla molestia afficiantur. Podolia Regnum totaliter secundum antiqua consilia subiaceat Dominio meo, & Oppida Bar & Miedzyboz, in quibus adhuc sunt militiæ Polonicæ, ista duo Oppida eductis Polonicis militibus restituantur. Et antehac cum prædicta Oppida in potestatem Bissarmannorum redacta sunt, in ipsis quot Tormenta fuerint, iterum relinquuntur, postea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum ex Incolis prædictorum Oppidorum, quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant, qui verò manere voluerint, hæc illis molestia fiat; & pro Podolia Regione, prout declaratum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de limitibus & consensu Regionis Podoliæ acciderit controversia quæpiam, ex consensu Gubernatorum, constitutis ab utraque parte hominibus & Senioribus Protectoribus viris & Habitatoribus utriusque Consensui ad locum euntibus in limite cuiusque Ditionis & Consensui esse controversum locum numero copiosa præstans multitudo testabitur, illo testimonio res definiantur. Descripta Regione Podoliæ ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos, (etiam spirituales fuerint) quicunque in consensui manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ & definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, constituta summa & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis & ipsi, & Filii ipsorum immunes & exempti, & quousque in infidelitate non deprehendantur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam, molestia non afficiantur. Et si collectio Liberrum mandabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moicheas & in Tempia transformatae sunt, illis, quæ in manibus illarum sunt confirmatæ, Ecclesiis nequaquam ingessio fiat & molestia inferatur, & in Exercitiis ad solitis suæ Religionis, sicuti reliquis Consensu Subditis licitum est, ne molestantur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukrainæ ex cello Imperio parentium Cosacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat præsentio & ingessio, sed tantummodò in limitibus Ukrainæ sita præter Fluvium Borysthenem Oppida Bialocerkico & Pabolocz, eam in præsentiarum sint in potestate illorum, cumque duo ista Oppida secundum sua antiqua Consensui ab antiquo cum attinentis & Districibus suis à Regiæ Majestatis mea illis donentur, maneant ibidem in ipsorum potestate & Dominio, attamen ne isto præteru extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulium Terræ, ne se ingerant neve præsentionem aliquam faciant; & post hac constituto à fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis Podoliæ juxta antiquos suos Limites & Consensui & in Ukraina prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in potestate illorum; nempe Bialocerkico & Pabolocz, quoque juxta antiquos illorum Limites.

ANNO
1679.

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1679.

436

Limites Confinit, & Limites illorum describantur & constituantur. Et qui propter Mercaturam Negotiationem & lucrum cum Mercibus & rebus propria Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas solverint ad amissim, contra Justitiam & consuetam normam ne molestantur, sicuti & Mercatoribus antiquorum Confederatorum Principum Characz non accipitur, pariter & Mercatoribus Polonis quoque ne Characz, hoc est, Tributaria Contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religiosi in Civitate Hierosolymitana mansiones habere consueverint juxta veterem formam, in quibus ab antiquo sedem habere consuetum sit locis, sedem habentibus nullus impedimento sit. Et posthac sine Edicto meo Sacro Sancto ab Exercitu Divina ope defenso, & Crimenibus, Czakovienibus, Nahapenibus, Scythis & Cofacis, & Transylvanis prohibuitur sit, ne milite in Polonicam Ditionem invehantur, ne hostilitatem agendo populationem exercent, & Subditis Polonie quicunque in Podoliam vententes habitare voluerint, ne impediantur, sed hac conditione, ut juxta consuetam normam Decimas Legales, & alias Contributiones meas solvant, nemo illis sit impedimento, ut culta terre vitam fultentur.

Et cum ante singulis annis exhibendo Solio meo Imperiali promissa fuerunt, nomine muneris 12000. aureorum, Celsissimi Domini Crimenis Hani intercessione remissa & condonata fuerint præter illorum aureorum pundum, Oppidorum Bialocericko & Pabolocz, quæ illis donata sint omnia puncta antea ad Oppidum Budeacz concessam illis sacrarum Capitulationum tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligenter adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta Testimonia Seniorum & Prorectorum Regionis habitatorum Podoliae & Ukrainæ Limites constituantur, Rectores, Gubernatores utriusque Partis in extremis Limitibus constituti judicent & dirimant lites Subditorum utriusque Partis, præter lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti Cameneci illic manserant, cum postea educti & aliò translati fuerint, qui velint, iterum in Podolia maneat & habitent.

Et cum tempore occupati Cameneci qui manserant Subditi, postea illis aliò traditis Ecclesiis illorum derelictæ fuerint, è Subditis Latinis, qui tempore capti Cameneci illic non manserint, illis, qui in posterum Cameneci manebunt, ex Ecclesiis ante concessis, & derelictis ipsa una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido Bar ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una solum Ecclesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione ipsius non impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybor & Jarzowick, postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus Latinis Subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum edificatione & constructione nemo impedimento sit. Et Dantiscanæ Naves omni securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam Telonia solvantur, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur nevé molestantur.

In Regione Podolia Bassa Gubernator unus sit, & in Podolia Bey, & Gubernatores, nec è Lipkarum, nec ex aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipkæ Scythæ, nec in Podolia nec in loco præpè Limites collocentur, sed in loco à Consiliis remoto collocentur. Et in sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur puncta demta & reservata sunt, quæ verbò conformia sunt in suo pristino vigore confirmantur; Quousque à parte Regis Polonie, & à Dni. Gubernatoribus & Capitaneis, & à Subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum Fortalitium sitis in Confinitis ope divina protectis, & Civitatibus & Militiis subjectis Ditionibus mee Imperiali Majestatis Pagis & Locis & Villis, nulla omnino ratione invectione & ingessio fiat.

Regis Polonie Regionibus, Fortalitibus & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis, à parte Regiæ Majestatis, & à Magnis Vexillis, & eximiiis Gubernatoribus & honoratis Rectores & Militiis victribus, & Moldavicis, & Dobrycensibus, & Scythis Bialogrodenibus & Theinenibus, & Borythenensibus, & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis Transitoriiis Thyre, & quibuscunque aliis

custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligentes & incuria gereretur, deponantur & suis priventur officiis, & puniantur, & quod honorarium Celsissimis Hanis Crimenibus in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis annis debito tempore milium hominibus, ipsorum redditum & consignatum fuerit, Hanus Crimenis quoque amicitie & benevolentie vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam satisfaciatur, & respectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab Hano, & Galga Sultano & reliquis Murfis Regno Polonie inferatur: quando contra Majestatem Poloniam inimicus aliquis insurget, Hanus quoque cum Exercitibus Tartarorum auxilium ipsi præstet & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & Hanus auxilium meum Bellum ab aliqua parte Tartarorum Exercitibus Bellum inferre debent, ne per Ditionem Polonie transcant, ab antiquo per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transcant; & post concessionem hujusce S. Capitulationis si Tartari aut Moldavi quipiam in Ditionem Polonie invectioni populationes exercent, aut captivos rapiant, quando à Majestate Polonie Nuntius mittitur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc spectat, in Regno Polonie vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquis, aut aliis Bella contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercituum & Palatini Vallachie & Moldavia & Transylvania per contractionem illis hostibus Bellum gerat; Quando ab Hoste missus Internuntius à Rege Polonie auxilium queret, Rex Polonie propter sinceritatem & efficacitatem & executionem amicitie & correspondentie tum erga Solum Imperiale suis Exercitibus, & opibus, ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab Hoste meo missus in Ditionem Regni Polonie Exercitum colligere querebat, illum impediatur, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsius, & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne sinat eos, nevé occulte vel manifeste illis veniam concedat.

Cum Transylvanicum Regnum meum sit Aviticum & Hereditarium, cum pluribus Transylvania & Ungariæ Regibus, qui huc usque sinceritatem habuerunt, amicitiam exercent, in partibus quoque Transylvania, si hostis meus manifestetur, à Majestate Polonica nec occulte, nec manifeste auxilium præstetur hosti meo, & si Princeps Transylvania, aut Woiewoda Vallachie & Moldavia, & alii quipiam culpati transfugiant in Regnum Polonie, talis non admittatur, sed propter respectum amicitie & correspondentie devinctos illos Compedibus ad Solum Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus, & Inimico meo sit Inimicus.

Et ut in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi Ditionum Polonie per Fluvium Tyræ in Portum Bialogrodensem Mercēs adherentes, aut Mercaturas exercent, cum postulatam sit tales, qui nullum Ditioni mee damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturas venientes, ne impediantur, & Rege Polonie permanente in amicitia erga meum Solum Imperiale, Woiewoda Moldavia quoque, juxta consuetudinem ab antiquo cum Regibus Polonie amicitiam exercent.

Et antea tempore Pacis qui è Polonis in captivitate rapti sunt, & perseverantes in Christianismo aut transiverint in Mahometismo, quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis ipsorum Juramento de pretio emptionis, uti præstitum constitit, pluri ne redimantur, & postquam pretium solutum fuerit, nemo impedit, ut illos in propriam Regionem ducant. Verum si quis ab illis Captivis in Mahometismo conversi fuerint, ne de illis præsentio fiat, sed conserventur in illo eodem statu. Et post concessionem S. S. Capitulationum utrinque qui in captivitate capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Domini Patentibus ne egeant, sed Literæ permanentes nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque, Mari & Terra, per loca & Portus conductos transeuntes & permeantes ubicunque morati fuerint, juxta consuetam normam solventes Telonia quæcunque fuerint, ne ulla vexatione afficiantur aut damno in opibus ab Mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Polonie in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque Mercēs usur-

DU DROIT DES GENS.

437

ANNO 1679. usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus ipsorum reddant.

Datum in Campo Danovæ Bassæ in plenilunio Sept. ANNO 1679.

CCVII.

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. Roi de Suède & les PROVINCES UNIES des Pais-Bas, fait à Nimègue, le 12. Octobre, 1679. [Actes & Mémoires des Négociations de Nimègue. Tom. IV. pag. 678. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 19. en Allemand.]

3. OCT.
LA SUÈDE
ET LES
PROVINCES-UNIES.

Et si qui è Mercatoribus utriusque Domini, aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut emptiõis aut venditiõis lites habeant; & qualique alio modo ad Tribunal eum adversario suo sifteretur, ubicunque erit, aut hic aut illic, Judices locorum illorum, accuratè & summa inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum Postulat, ut solvatur constringant, nevè permittant, ut contrarietas & resistencia fiat, sed sedulo Executioni committant, sed sine probatione debitæ & legitimæ Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Domini propter alterius debitum molesteretur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litiõibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molesteretur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè & testationis Judicum & Notariorum publicorum legitime, solis falsis Testimoniis, injustis petitioni & pravis litiõibus ne fides præstetur neque quodpiam fiat. Et omnino Judices utriusque Domini adhibita curâ & diligentia, antequam controversæ rei Statum & litiõ conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Grassatoribus ejusmodi opibus & vite damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint, inveniunt & summa severitate puniant, & oblata latrocinia Dominis ipsorum restituunt.

Et venientes Legati propter Amicitiam ne cohibeantur, salvè & immunitè possint ire & redire, & quando in conspectu venerint, afficiantur custodiõibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione præficeretur.

Et Silienses & Biaglorienses Confinarii & Portus, Telonarii & Decimatores & Tricestimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Domini mei, propter Tricestimatores Domini utriusque alius ne permittantur ire trans Fluvium Thyra & si apud Viatores utriusque Domini aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abduci è manibus eorum restituantur Patriæ & Liberti, & Pastores, quæ in Ditionem Polonia accedunt: notificent Judicibus locorum se & pecora sua, clam ne accedant, & Pastorum justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Postâ & itinere, ne Janizeri aut aliqui equos illorum arripiant. Et Negociatores & Mercatores post solutionem Telonii & consueto, nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur huc usque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant & nihil inferunt fiat: & Subditi Poloniae, Armeni & Christiani in Moldavia, & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exerceant, ne clam & per desertas vias veniant, sed per consueta Mercatoribus itinera, si aliquid damnum talibus Mercatoribus, in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpæ, & Mercatores sinceri & æqui, & sine fraude venientes, ne vexentur, postquam solverint præfictum Telonium.

Et imperpetuum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Domini usque ad ultima secula indeficenter permanent, ita semper præfictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax, & bona Correspondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quando à Rege Poloniae suis Centurionibus, Palatinis & alia Gente ipsi submissi nihil contra Pacem & concordiam proveniet, & Juratis Fidis, & Articulis Immutationem offerre possit, & quando etiam ipsi honorem Existimationi, Jus Amicitia & Pacis habebunt, etiam à gloriosa Porta meæ Majestatis Imperialis Juramentum adhibeo & protefer, per Excelsum Deum Creatorem Cæli & Terræ, & per Miracula Mahomet Mostassa, Summi Prophetæ, (qui est Sol aliorum seculorum, supra quem sit Pax Majestatis Divinæ) protefer inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & Unio confirmabitur & stabilitur quantum gloriosi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, istæ Capitulationes stabiles & indissolubiles existant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfectè quiete sub umbrâ meæ protectionis gaudeant. Sic res factis & fidem huic nobili Signo præfictis.

TOM. VII. PART. I.

Notum testatumque sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, Quandoquidem Pax sincera & perpetua inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scantiæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubia & Vandalia; Principem Rugiæ; Dominum Ingria, & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavaria, Juliaci, Clivia, & Montium Ducem, &c. Ejusque Regia Majestatis Successores ac Posteriores Reges Suecorum Regnumque Sueciæ atque subiectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab una; atque Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte, hodie facta signataque est, imò vera & fida amicitia utrimque de novo stabilita, sublatâ penitus omni inimicitiarum hæc lenis potestatem memoria, ita ut posthac Pars altera alterius utilitatem, honorem ac commodum omni meliore modo promovere teneatur: ideoque Sua Regia Majestatis hanc Pacem amicitiamque maxime firmare cupiens, & Domini Ordines Generales existimantes id certiore modo fieri non posse, quam si utriusque Partis Subditi mutuâ Communiõne necessitudine jungantur, & in eum finem Navigatio & Mercatura hinc inde Legibus, ad utriusque Partis commoda maxime faciliõibus, ordinentur, ut ex istâ mutuarum utilitatum consuetudine, etiam melior firmitorque animorum Unio conjunctioque existere possit, decreverunt de dictis Mercaturæ & Navigationis Legibus invicem convenire, idque utrinque in Mandatis dederunt suis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentariis à parte Sacræ Regiæ Majestatis Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wafæ, Libero Baroni in Möhrby & Lindholm, Domino in Kapuria & Katilla, Sacræ Regiæ Majestatis Regnoque Sueciæ Senatori ac Præfidi in Summo, quod Wismarie est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingria & Kexholmia; & Domino Johanni Paulino Oliventrans Domino in Ulsthal & Hoffmannstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Territorii Widdöensis; à parte Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Hieronymo van Beverningk, Theylingæ Toparchæ. Lycæi in Lugduno Batavo-Curatori, quondam Consiliario Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurario Generali; & Domino Wilhelmo van Haaren, Bilia Frisforum Grietman, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputatis, qui commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabellis, & habitis colloquiis in Articulis mutui Commerci & Navigationis consenserunt & conveniunt tenore sequenti.

I. Pro fundamento & firmâ basi sit reciproca & omnibus modis absoluta Navigationalis & Commenciõrum libertas, per omnia & quævis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum Præpotentiumque Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Regna, Status, Ditiones & Provincias in Europâ, circa omnia & singula Mercum genera observanda, quatenus absoluta ista & reciproca libertas in sequentibus Articulis limitata vel restricta non est.

II. Ut verò inter altermemoratarum Partium Subditos & Incolas Commenciõ & amicitia securâ dehinc, & ab omni perturbatiõne, & molestia tua sit, conventum & conclusum est, ut si quando inter Sacram Res-

K k k

Edictum

ANNO
1679.

giam Majestatem. Regnumque Sueciæ & prædictos Ordines Generales Uniti Belgii, mala aliqua intelligentia & amicitia interruptio rupturæ suboriantur, (quod Deus avertat,) tum terminus novem Mensium post dictam rupturam utriusque Partis Subditis & Incolis dabitur, quod recipere sese una cum rebus & bonis suis eaque alportare licebit, quoquoersum ipsis placuerit, sicut & eis permissa tunc erit venditio & alienatio honorum suorum mobilium immobiliumque remanens libere & absque ullâ interturbatione; nec eorum bona, res & facultates, nedum ipsimet arresto vel manus injectione, interea temporis detinendi nec infestandi sunt.

III. Quod prædictæ Suae Majestatis prædictorumque Ordinum Generalium Subditi & Incolæ nullos impolitum inter se exerceant hostilitatem actus aut violentias, nec Mari nec Terrâ, nec in Fluviiis, Fluminibus aut stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut Subditi Suae Regiæ Majestatis nullum Diploma, Commissionem vel Instructionem, pro privatis Armaturis Navalibus exercentis, neque Literas Representarum (ut vulgo vocant) aliquorum Principum vel Statuum, qui præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Hostes sunt recipiant, neque vi aut prætextu eorundem Diplomatum, Commissionumque vel Representarum prædictos Dominorum Ordinum Generalium Subditos & Incolas turbent, infestent vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exercent, vel eâ in altum procedant: qui fecerint, ut Piratæ prosequendi sunt & pectendi. Id quod reciprocè respectu & ratione Suae Majestatis Subditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Provinciarum Subditis & Incolis observandum sit.

In quem finem toties, quoties requiritur ab utraque parte in omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominis & Ditionibus quibuscunque prohibitiones strictæ & perexpressæ renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi Commissionibus five Literis Representarum ullo modo utatur sub pœna supra definitâ, quæ severe contra violatores executioni mandabitur, præter restitutionem & plenam satisfactionem iis præstendam, quibus damnum aliquod intulerint.

IV. Omnes & quæcunque Literæ Representarum, quæ antehac quâcunque de causâ concessæ sunt, pro nullis abolitis declarantur, neque novæ ab altera dictorum Fœderatorum parte concedantur in alteris Subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu, quo Justitia denegata sit, cui denegationis non habebitur, nisi libellus supplicis ejus, qui prædictas Representas Literas postulaverit, communicatus sit Ministri, qui à parte Status ejus contra cujus Subditos illa danda sunt, eo loci residet, ut intra quatuor Mensium tempus (aut prius si fieri possit) contrarium docere aut complementum quod debeat Justitia procurare possit.

V. Suae Majestatis Subditis particularibus actio nulla intendatur, nec personis rebusve eorum manus injiciatur, ratione debitorum quæ Sacra Majestas contraxerit. Nec vice versa Subditis particularibus Dominorum Ordinum Generalium ulla talis actio moveatur vel manus iniiciatur ratione debiti publici quod contraxerint Domini Ordines Generales.

VI. Regionum Dominorumque Sacra Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Subditi & Incolæ amicè se erga invicem gerant & pacatè vivant & conversentur inter se, omni bonâ intelligentiâ concordiam motum alant eademque porro Commerci Navigationisque in Europa & omnibus utriusque Partis Regnis, Dominis & Locis quibuscunque libertate reciproca fruantur, circa quarumvis generum Merces & Mercimonia. Commercia autem, aut asportationi eorum, interdicerè eaque vetare non liceat, nisi generatim omnibus tam Subditis quam Peregrinis vetita & interdita sint.

VII. Subditis idcirco Suae Regiæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Libertas sit & Potestas cum Navibus & Mercibus, rebusque suis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Urbes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eoque adeundi, ibique frequentandi & Commercia exercendi, quibuscunque in Mercibus, rebusque & Mercimoniis, quorum Commercium aut asportatio generatim tenore præcedentis Articuli prohibita non sunt; observatis Legibus & Statutis cujusvis loci, five Mercaturæ, five Jus aliud respicientibus, ita ut alterius Subditi in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eadem Libertate, Privilegiis, Exemptionibus ac commoditatibus utantur, fruantur,

quæ proprii & naturales Subditi, in quantum æqualis illa Libertas observari poterit, sine præjudicio Privilegiorum, Civitatum & Portuum concessorum. Cessent itaque omnia onerum & inæqualitatum Genera, quæ in dictâ mutua iniuriâ libertatis immixtione vel restrictionem post annum millesimum sexcentissimum quinquagesimum sextam constitutione, statuto vel consuetudine introducta esse reperiuntur. In specie autem quælibet in omnibus Sacra Majestatis Sueciæ Regnis, Dominis, Regionibus & Provinciis, liberum sit Subditis Uniti Belgii, filia, lupulum & haleces, non secus ac quævis alias Merces, in ædificiis vel cellis reposituris (vulgo *Packhuys* dictis) aservare, indeque venum exponere. Solvent utriusque Partis Subditi Telonia, Vectigalia & introitus exitusve Jura, quæ à Sacra Regiæ Majestate ejusve Successoribus vel à Dominis Ordinibus Generalibus in suis respectivè Dominis imposita sunt, vel impositum imponi poterunt. Ut autem in eorum solutione certa utrinque sit regula, conventum & cautum est, ne utriusque Partis Subditi, in omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Locisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio subiectis, teneantur plura vel alia Jura, impositiones aut Vectigalia quæcunque personarum, Mercium, Mercimoniorumque, Navium vel Naulorum, five in accessu, five in reditu, per differentiam solutionis in Mercibus, certâ monetæ specie, vel quocunque modo, sub quocunque prætextu, nomine aut titulo, directè vel indirectèolvere quàm ea, quæ ab alterius Partis propriis & naturalibus Subditis solvantur, neque in præjudicium hujus reciproca libertatis, alicui Partium permittum sit, Subditis propriis præ alterius Subditis Beneficia, Immunitates, dona gratuita aut Prærogativas aliquas concedere, ideoque in specie cessent omnia & singula ejusmodi Vectigalia aliæque onere, quæ in Portibus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus Sueciæ in Mari Balthico Navibus Uniti Belgii, quamvis faburarum tantum & nullo Mercium genere oneratis, præ Navibus Suecicis post annum millesimum sexcentissimum quinquagesimum sextum imposita sunt. Quandoquidem autem in Suecia per Constitutionem die octavâ Decembris, Anni millesimi sexcentissimi quadragessimi quinti promulgatam, circa Vectigalia, introducta usque recepta est quædam inæqualitas ratione Navium, quibus Merces vehuntur, discrimine scilicet factio inter Naves Subditorum Sueciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Exterorum proprias. Conventum idcirco est, ut in Esthonia, Livonia, Ingrîa, Portibusque Pomeraniæ & Megapoleos, cæterisque omnibus Dominis, Regionibus & Provinciis præter Regnum Sueciæ & Finlandiam Sacra Regiæ Majestatis subiectis aut imposterum fortè subiacendis, cesset omne discrimen, inter Naves Subditorum Sacra Regiæ Majestatis & Naves Incolarum Uniti Belgii, ita ut nemo pro Mercibus & Mercimoniis, quæ Navibus Incolarum Uniti Belgii in dictas Provincias Ditionis Sueciæ transportantur, vel inde efferuntur, ad solutionem majorum aut plurium Vectigalium adigatur, quàm quæ à Subditis Suae Regiæ Majestatis pro Mercibus & Mercimoniis, quæ suis Navibus illuc rotantur vel inde evehunt, persolvuntur. Per totum vero Regnum Sueciæ atque Magnum Ducatum Finlandiam dictum Navium, discrimen, circa solutionem Vectigalium pro Mercibus & Mercimoniis adhuc taxa Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo Typis publicis excusâ exprimit, exceptis tantum sequentibus quatuor Mercium generibus, uti lignis, frumentis, pice concretâ & liquida & cinere: in quibus scilicet Mercibus, id discrimen Vectigalium, respectu Navium onerariarum Subditorum Suae Regiæ Majestatis Sueciæ Incolarum Uniti Belgii servandum erit, quod Anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi noni taxâ expressum erat. Ita ut cessante omni discrimine Mercium, utrum Subditorum Suae Regiæ Majestatis an Dominorum Ordinum Generalium propriæ sint, illud Vectigalium discrimen solas Naves concernat, neque ultra prædictas annorum taxas in supra specificatis quidem quatuor Mercium generibus ultra taxam Anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam Anni millesimi sexcentissimi sexagesimi octavi se extendere debeat: verum si aliqua majora onera Navibus Mercibusve postea imposita sint, vel abhinc imponentur, ea semper observentur æqualitas, ut prænotatum discrimen majus non fiat, & omnis talis mutatio Merces & Mercimonia, quæ tam Suecicis quàm Uniti Belgii Navibus, vel inferri vel evehî contigerit, æqualiter contingat.

ANNO
1679.

ANNO
1679.

tingat, atque constare possit, quantum unusquisque per Mercibus & Mercimoniis, vel invehendis, vel exportandis tam in Suecia & Finlandia, juxta prædictum Navium discrimen, quam in reliquis Sueciae sub-jectis Provinciis, ut & Dominorum Ordinum Generalium Dominis nomine Telonii aut Védigalium pen-dere debeat, curabunt Sua Regia Majestas & Domi-ni Ordines Generales, quisque à sua parte, ut Tabu-læ propterea confectæ & Typis excusæ existant, quò quid pro quavis Merce cuius pendendum sit, publicè & omnibus notum esse possit; pro Navibus autem ar-matis habebuntur illæ quæ viginti quatuor Tormentis instructæ sunt, & eo modo ædificatæ atque extruc-tæ, prout Naves ad Bellum armatæ viginti quatuor Tormenta Bellica ferentes construi solent, & quòd Tormenta talia ratione ponderis & magnitudinis esse debeant, qualia Navibus ad Bellum armatis in usu esse solent.

Præterea conventum & statutum est pro Regulâ generali, ut Subditi Suae Regiæ Majestatis in omni-bus Terris, locisque Dominorum Ordinum Genera-lium Imperio & Dominio subiectis, circa omnia Ju-ra, impositiones aut Védigalia quæcunque personas, Merces & Mercimonia, Naves, Naula, Navigatio-nem & Commercio concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus & Concessio-nibus utantur, fruuntur, parique favore in omnibus gaudeant, quibus amicissima quævis Gens extera uritur, fruitur, gaudeatque aut inopulenter uti, frui aut gaudere possit.

VIII. Navibus Bellicis utriusque Partis semper sta-tiones, Fluvii Portusque parent; appulsus etiam, in-troitus & Stationes libera sunt, quædiu necesse ha-beant, eâ verò Lege, ut hac in re omni venturum cum discretione, nec commoratione longâ nimis & affectatâ, aut alio quocunque modo ullam offensio-nis vel suspitionis occasionem præbeant, Governato-ribus item disiorum Locorum, Portuumque dictarum Navium Præfecti accessus & mansionis suæ causam de-nuncient.

IX. Suae Majestatis & Ordinum Generalium Nav-ibus, tam Bellicis quam iis quæ sumptibus privati ad Bellum instructæ sunt, licitum esto Naves Mercisque ab hostibus captas liberè conducere, quoquo versum ipsi placuerit, nec quicquam rei Maritimæ Præfectis aut Judicibus aliis quibusvis solvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ ubi ad Majestatis Suae aut Do-minorum Ordinum Generalium Portus appulerint & intraverint, arresto loco detineantur, nec Scrutatores, alive locorum Officiales in eas aut de earum validitate inquirant, quin vela quovis tempore explicare, disce-dere & prædæ eis loci deducere liceat, qui in Com-missionum Literis aut Diplomate expressus sit, quas Literas Præfecti hujusmodi Navium Bellicarum mon-strare tenebuntur: è contra autem in eorum Portibus asylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint in Suae Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium Subditos. Quòd siubi tales necessitate temptatis aut Maris periculo coacti intrarint, enixe curandum est ut exeant, & quamprimum fieri possit inde se recipiant, exceptis tamen utrinque Navibus Regnorum aut Statuum, quibus per anteriora Fœde-ra appulsus & introitus in cujusque Partis Portus con-cessus est.

X. Quòd si quispiam Subditus aut Civis Fœderati Belgii in Regnis aut Provinciis Suae Regiæ Majestatis, quæ Jure Suecano utuntur, sine Liberis, Hærede insti-tuto, aut executore ultimæ voluntatis certo, intra Regnum, & dictas Provincias moriatur, tenebitur Mag-istratus illius loci relictas Merces, pecuniam, debita atque libros rationum cum scriptis & Documentis re-lata in indicem sub manu & Sigillo Notarii Publici & Testum asservere, atque illic post obitum hominis Li-teris suis bis significare Magistratui Urbis illius loci, in quâ vel quo defunctus Domicilium aut Civis Jus ob-tinuit, ut per ipsum Magistratum indicetur legitimo Hæ-redi necessitas vendendi intra annum & diem repetitum Hæreditatem in Regno Sueciæ didicisse ejus Provin-cias relictam, factio initio numerandi à die scientiæ si-ve notitiæ mortis, Magistratui illius Urbis per Literas in-timata; si venerit intra præscriptum tempus licitum erit ei, postquam se legitimum Hæredem indubitatâ Docu-mentis probaverit, coram Magistratu Urbis aut Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defunctus habuit an-tequam in Sueciam protectus esset, adire & repetere Hæ-reditatem, ita tamen ut si Civis Subditusque Suae Re-giæ Majest. extiterit, qui mortuus est, Hæres Jus sta-

tutarium (modò non excedat trientem Hæreditatis) perfolvat Civitati illi in quâ alter moriebatur, anteq-uam bona illa Hæreditariis Urbe aut Regno exererit, aut in Regno diffraxerit, omnibus aliis caduci Juribus, quæ ex tali Hæreditate Suae Regiæ Majestati aut Regno Sueciæ solebant competere aut accrescere, deinceps aut inopulenter remissis & cessantibus. Quòd si verò Infititor tantum fuerit, qui alterius Civis Subditi-que Dominorum Ordinum Generalium bona in se receperat diffrahenda, tenebitur similiter Magistratui illius Loc, in quo is mortuus fuerit, obitum Infititoris hujus bis significare Literis Magistratui illius Urbis in quâ is habitat, cujus bona ea esse aut Infititor manifestaverit, aut aliàs ex relictis Codicillis aliisque Documentis cer-tis, vel alio quovis modo confiterit, ut indicetur vero Possessori necessitas veniendi repetitum bona sua. Si ipse venerit vel per Procuratores sufficienter probaverit, relictorum bonorum se Possessorem esse, liberum ipsi erit repetere ac recolligere bona sua integra, capere omnia sine defalcatione diffrahere aut exportare. Ead- dem humanitate tractabuntur Subditi Regiæ Majestatis Sueciæ in Provinciis Confœderati Belgii, eodemque Jure & libertate utentur ac fruentur dicti Suae Regiæ Majestatis Regni Sueciæ Subditi in prædictis Provin-ciis Fœderati Belgii, tam ratione Hæreditatum, quæ ibi iisdem obtingere possunt, quàm ratione Mercium ac bonorum Infititori conceditorum: ac tenebuntur Ma-gistratus cujusque loci, ubi Possessorem aut Infitiorem mors præoccupaverit, obitum hominis bis perscribere ad Magistratum ejus loci ubi Hæres sit, aut qui sua Infititori crediderit, ut sua ab Infitore relicta sine de-falcatione recuperare Hæreditatemque sine impedimen-to ex præscripto Juris aut statuto loci adire queat, at-que tenebitur Magistratus loci manum auxiliarem pen-tem exhibere.

XI. Naves utriusque Partis oneratæ oras vel Littora alterutius præternavigantes atque ad Stationes aut Por-tus tempestate coactæ aut alio modo appellentes, non cogantur ibidem Merces suas aut aliquam harum par-tem exonerare, nec aliqua Jura perfolvere teneantur, nisi Mercimonia sive sponte ibidem exonerent; li-citum tamen sit, particulam aliquam oneris impetratâ ad hoc veniæ eorum, qui rebus Markimis præsumt, eum tantum in finem è Navi solvere & dividendere, ut necessaria vel refectioni Navis vel victui emanent, eoque casu non integrum Navis onus vèdigale fiat, sed ea tantum particula quæ exonerata & dividendita fuerit.

XII. Navarchi eorumque Naucleri, Officiales, Nautæ, Milites, ceteraque Gens Nautica, Naves itidem, Mercesque aut Mercimonia, quibus onerata fue-rint, arresto non detineantur, neque manus in-jectione infestentur, vigore alicujus Mandati, si ve ge-nerale si ve particulare sit, cujuscunque personæ, & ob causas & rationes quascunque, vel quocunque sub prætextu. Porro utriusque Partis Subditi quidquam aut capere, aut vi extorquere nefas esto, nisi consentiat ille cui competit, ac paratâ pecuniâ perfolvatur. Quod tamen intelligendum non sit de ea detentione & manus in-jectione, quæ Mandato & auctoritate Justitiæ, viis-que ordinariis facta erit iusti debiti vel delicti causâ, quorum respectu viâ Juris secundum formam Justitiæ agendum sit.

XIII. Subditis suæ Regiæ Majest. Sueciæ & In-colis Provinciarum Unitarum omnibus & singulis licitum erit, cum Navibus & Mercibus suis omni cum li-bertate & securitate, nullâque distinctione habitâ, qui-nam earum Mercium sint Proprietarii, navigare & ne-gotari à Portibus, Regnis, & Provinciis suis, sicut & ab aliorum Principum & Statuum Regnis & Portibus ad loca eorum, qui jam tam Sueciæ, quam Provin-ciarum Unitarum vel alterutius Hostes sint vel fient; licitum itidem Subditis & Incolis præfatis Navibus & Mercibus, absque distinctione supradictâ, navigare & negotari, eadem cum libertate & securitate à locis, Portibus & Stationibus eorum, qui utriusque Partis vel alterutius particulae Hostes sint, absque contradic-tione aut perturbatione quacunque, non tantum di-rec-tè ab illis præmemoratis locis hostilibus ad locum neutralem, verum etiam ab uno loco hostili ad locum hostilem alium, si ve illi sub Jurisdictione ejusdem Principis sint, si ve sub diversis: licitum porro erit præmemoratis Subditis & Incolis, pari cum libertate & securitate, res & Merces suas neutralibus credere Navibus à loco hostili ad locum neutralem, vel à loco neutrali ad locum hostilem, vel ab hostili ad hosti-lem transvehendas, sine distinctione utrum loci illi sub-

ANNO
1679.

ANNO
1697.sub ejusdem Principis an diversorum Jurisdictione sit
fuit.

XIV. Illa navigandi & commercandi libertas ad omnia Mercioniorum genera se extendit; exceptis solum his, quae Articulo proximo sequuntur, & Contrabandae nomine indigebantur.

XV. Sub isto nomine Contrabandae seu Mercioniorum prohibitorum solummodo comprehendantur arma, Sclopera aut Tormenta majora, Bombardae cum suis Ignariis & aliis ad ea pertinentibus, ignes missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Lanceae, Hastae, Bipennes, tubi catapultarii (vulgo Mortarii,) induciles Sclopi (vulgo Petardae,) glandes cynarii missiles (vulgo Granadae) Furcae Sclopetariae, Balteae Sclopetarii, Salpetrae, Sclopeti, Globuli, seu Pila, quae Sclopetis jaculantur, Cassides, Galeae, thoraces loricati (vulgo *Cuirasses*,) enses eorumque balthei, & similia armorum genera, atque omnia ad intruendos equos necessaria, Sclopethecae & quaecunque alia instrumenta Bellica.

XVI. Inter bona prohibita nequaquam censentur haec quae sequuntur Mercionia, triticum, hordeum & aliud quodcunque frumenti vel leguminis genus, Olea, Vina, & omne genus Salis; nec non omnis generatim annona, quae ad victum hominis & vitae sustentationem facit, sed nec ferrum, cuprum, aes, nec quicquid ad construendas instruendasve Naves necessarium, cujus nota sunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidae quam aridae omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulae navales, rudentes, anchorae vel anchorarum partes quolibet, nec aliae quaecunque Merces quae pro terrestri vel Maritimo Bello formam non acceperunt, multo minus haec quae ad alium quonvis usum jam apparatus aut conformatae sunt, quae plane inter Mercionia libera censentur, juxta atque aliae quaelibet Merces & res quae in Articulo proximo praecedenti non comprehenduntur, ita ut ad Subditis utriusque Partis etiam ad loca inimici libertime transportari & invehiri possint, exceptis duntaxat Oppidis locisque obsidione cinctis, circumseptis & investitis.

XVII. Ut autem haec supradicta exactius observari & executioni mandari possint, conventum est quod Naves & Navigia cum Mercibus ad Suae Majestatis Subditos spectantia, quae Portum vel stationem aliquam Dominorum Ordinum Generalium ingressa sunt, indeque ad loca inimici abire velint, teneantur solummodo monstrare Portum, unde discessura sunt, Officialibus Literas Salvi Conductus, quae continent species oneris suorum Navium, certificates & signatas signo & Sigillo ordinario & recognito Magistratus vel Officialium, ad eis constitutorum illis in locis a quibus primum discesserint, cum expresse loci ad quem destinantur, eaque omnia in forma ordinaria & cuique loco solita. Postquam salvorum conductuum, formam qua dictum est, exhibitionem, non poterunt amplius molestari, visitari, detineri aut retardari in suo itinere sub praetextu quocunque.

XVIII. Naves Subditorum & Incolarum Regiae Majestatis Sueciae, venientes ad aliquas Oras Maritimas, intra dictorum Dominorum Ordinum Generalium Ditionem, non tamen Portum intrare volentes, aut ingressae nolentes exponere aut distrahere onera suorum Navium, non teneantur onerum suorum reddere rationem, nisi suspectae fuerint, transferendarum ad Hostes dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mercium prohibitorum, ut antea dictum est.

XIX. Et casu dictae suspicionis manifestae dicti Subditi & Incolae Suecici obligati sunt, exhibere in Portibus Salvos Conductus suos, modo ante declarato.

XX. Quod si dictae Sueciae ad Oras Maritimas progressae aut in pleno Mari obviam factae fuerint Navibus dictorum Dominorum Ordinum Generalium, aut armatorum privatorum eorum Subditorum, tum dictae Naves Bellicae, ad quavis evitanda incommoda, maneant extra iacuum Tormenti Bellici, mittantque scapham ad Navem Subditorum aut Incolarum Suecicorum, & cum duobus aut tribus solummodo hominibus intrent, quibus monstrantur Salvi-Conductus & Magistrali vel Patrono dictae Navis Suecicae, modo uti Articulis praecedentibus expressum est, ut & Literae Maritimae, conceptae juxta formam praesenti Tractatui appositam; ex quibus constare possit, ex Salvo-Conductu quidem de onere, ex Literis Maritimis verò de habitationis in Ditionibus Suecicis loco, & de nomine tam Magistri vel Patroni, quam Navis; ut si duobus mediis cognoscatur, an Merx interdicta aliqua infit, & appareat sufficienter qualitas Navis & Magistri

ANNO
1679.
vel Patroni ejus; quibus Salvo-Conductui & Literis Maritimis fides adhibetur plena; eoque magis, quia tam à parte suae Regiae Majestatis, quam Dominorum Ordinum Generalium dabantur Certificationes contrasignatae, ut melius agnosceret valor, ne ullatenus falsae fiant.

XXI. Et casu quo in dictis Navibus Subditorum Regiae Majestatis Sueciae, destinatis ad Portus pertinentes ad Hostes Dominorum Ordinum Generalium, dicto modo reperiantur Merces aliquae juxta praememoratam designationem prohibita, eadem exonerabuntur, accusabuntur & Fisco addicentur coram Judice Amiralitatis Provinciarum Uniti Belgii aut alio competente; nec tamen propterea Navis, aut alia bona & Merces, quae libera & permixtae sunt, in praefata Navi reliquae manentes, quovis modo occupentur vel Fisco addicantur.

XXII. Conventum praeterea est, ut quicquid contemptum fuerit oneratum à dictis Subditis & Incolis Suecicis in Navibus hostium Dominorum Ordinum Generalium, quamvis Mercionia non sint prohibita, Fisco addicatur cum omnibus exteris, quae in praefata Navi inveniuntur, sine ullae exceptione vel reservatione, & vice verà liberum & relaxatum sit quicquid vehetur in Navibus Subditorum suae Regiae Majestatis, quamvis onus aut pars ejus sit hostium Dominorum Ordinum Generalium, exceptis Mercibus interdictis, quarum intuitu observetur id quod Articulis anterioribus cautum est. Ad majorem hujus Articuli elucidationem conventum praeterea est, casu quo Pars utraque aut altera Bello aliquo involvantur, Merces tamen quae ad Subditos Partis alterius spectant, repertas in Navi tertii, qui aut utriusque aut alterius Partis hostis factus est, ullo modo confiscare nefas esse ea ratione eoque praetextu, quod in Navi inimica impositae aut reperte sint, illudque observetur non eo duntaxat casu, quo Merces illae ante Belli denunciationem impositae fuerant, sed etiam si id post dictam denunciationem acciderit, modo id intra tempus aut terminos sequentes actum sit; nimirum si impositae illi Navi fuerint in aliquo Portu vel loco Maris Baltici aut Borealis intra terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum qui Ternense dicitur in Norwegia, intra spacium sex Septimanarum post talem Declarationem; duorum Mensium intra dictum terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltari nuncupatur; decem Hebdomadum in Mediterraneo & usque ad Lineam Aequinoctialem; sed intra spatium octo Mensium ultra dictam Lineam in quavis alia Orbis regione vel loco, addet ut bona Subditorum Regiae Majestatis Sueciae in quacunque Navi vel Navigio quacunque, qui Dominorum Ordinum Generalium hostis fuerit capta aut deprehensa, dicto spatio terminorum & temporis, eoque sub praetextu quod Navis fuerit hostilis, confiscare non liceat, verum sine dilatione Proprietariis restituerent, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporisque respectivè expirationem; ita tamen ut licitum non sit talia Mercionia, quae Contrabandae dicuntur (sicut ob dictam causam Confiscationis obnoxia non sunt) ad Portus inimicos advehere, & sicut jam circa Navigia & Merces stipulatum est, ut Naves liberae libertatem quoque Mercionis vindicent; ita ulterius conventum est, eandem libertatem ad personas extendi debere, quae Navi liberae vehuntur, eo cum effectu, ut quamvis utriusque Partis aut alterius hostes sint, ex Navi ista libera non extrahantur, nisi milites sint & hostibus effectivè ministeria sua praestent.

Licetum porro erit Subditis vel Incolis utriusque Partis, cum his qui utriusque aut alterius Partis hostes sunt, commercium Literarum exercere, eoque nisi in eum finem per Territorium illorum hostium transferenda sint, transitus ille liber & absque aliquo impedimento tutus, nec ullo modo interdicendus aut impediendus sit: ita tamen ut cum hujusmodi casus exiterit de modo Literas transferendi conveniendum sit.

XXIII. Subditi & Incolae Dominorum Ordinum Generalium reciproce fruantur jisdem Juribus, libertate & exemptione, in eorum Navigatione & Commercio, tam in Portibus & Oris Maritimis quam in Maribus & Ditionibus Suae Majestatis, quibus modo dictum est Subditos ejusdem frui ratione Dominorum Ordinum Generalium & in Mari aperto; intelligatur autem reciproca aequalitas hac in omnibus ab utraque parte, etiam eo casu quo Domini Ordines Generales habeant postea amicitiam & neutralitatem cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui incident in Bellum cum Suae Majestatis Regno.

679. Regnoque Sueciæ, fruaturque Pars utraque iisdem conditionibus & limitationibus, quæ Articulis antecedentibus expressæ sunt.

XXIV. Quod Subditorum & Incolarum Dominorum Ordinum Generalium securitati abundantiùs cautum sit, quòd nulla iniurià per Regiæ Majestatis Navis Bellicas iis inferatur omnibus Regiarum Navium Præfectis, omnibusque & singulis Majestatis suæ Subditis, omni injurià & damno quocunque interdicitur, si secus fecerint penas luent, & præterea obstricti erunt, de damnorum omni causa & eo quod intererit, satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque; idemque à parte Dominorum Ordinum Generalium pariter observabitur.

XXV. Ob eandem causam singuli Navium sumibus privati ad Bellum instructarum Præfecti, antiquam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipient, satisfaciendam fiduciarum cautionem, per viros idoneos qui solvendo sint & singuli in solidum obligati, coram Judice competente interponere in posterum tenebuntur, ad summam quindecim millium Florenorum aut sex millium Thalerorum Imperialium, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu navali ipsi, vel sui Officiales, aliive sibi intervenientes contra præsentem hunc Tractatum, & Edicta Majestatis suæ Sueciæ, quæ vigore & secundum dispositionem ejusdem promulganda sunt, committant in solidum satisfaciendos, sub pena etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionum specialium ac Diplomatum; quod etiam à parte Dominorum Ordinum Generalium observandum sit.

XXVI. Si prædictorum Præfectorum aliquis, alterutri Parti interveniens, Navem interceptit prohibitis ejusmodi Mercibus ut supra oneratam, foras illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, resignare, cistas, caplas, sarcinas, aut vasa in eadem resecare vel disrumpere, vel partem licet minimam Mercimoniorum distrabere, transportare, immutare aut modo aliquo alienare, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram exposito, & in Inventarium redacto, nefas esto: sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat in Mercibus prohibitis vel Contrabandis confisterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit extrahere se promptum & paratum præstet, in eo casu Captor Navem, ut ad Portum sibi commodum deflectat haud coget, quin illico dimittet, neque ulla ratione impedit, quò minus cursum quem insisterat proseguatur.

XXVII. Majestas suæ Sueciæ Subditos Dominorum Ordinum Generalium, ac si proprii sui Subditi essent, eodem favore in omnibus suis Ditionibus protegi volens, quæ necessaria fuerint simul & efficacia dabit Mandata, ut Jus super prædis capitis administraretur secundum Justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspitione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus interfit. Majestas etiam sua strictè dabit in Mandatis, ut Sententiæ jam lata, & in futurum ferenda, executioni, prout earundem tenor exigit, debitè mandentur, suumque sortiantur effectum.

XXVIII. Quandoquunque Dominorum Ordinum Generalium Legati, aliive Ministri publicè auctoritate muniti, in Aula suæ Majestatis commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ lata fuerint, Majestas sua eisdem in Consilio suo revideri & ad examen revocari curabit, ut constet, utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ servatæ, & debitum effectum sortitæ sint; curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominus ante vel post Sententiam latam, pendente ejusdem revisione, bona controversa vendere vel exonerare nisi ex consensu eorum quorum interest, quò damnum omne evitetur, nullatenus licebit.

XXIX. Lite motà inter Prædatorum Captos ex una & earundem Reclamatores ex altera parte, latæque Sententiæ vel Decreto pro parte Reclamantis, eadem Sententia sive Decretum interposità cautione executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocatione nullatenus obstantes quod quidem non observabitur ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores. Quicquid autem præsentis & antecedentibus Articulis de sincera & fucicidâ Justitiæ expeditione Subditis & Incolis Unitarum Provinciarum reddendâ circa prædas à Subditis Majestatis suæ factas, declaratum fuit, idem & à Dominis Ordinibus circa prædas à suis Subditis factas observabitur.

XXX. Majestati suæ itidem Dominis Ordinibus Generalibus, quovis tempore liberum licitumque sit, Navium tam Bellicarum quam onerarum constructionem & conductionem jubere, in Ditionibus locisque Partis alterius, & pro eo numero quo ipsi visum fuerit, emere; itidem omnem & quemvis apparatus quo ad Bellum opus habeant, auctoritatemque suam utrinque interponere; quò dictarum Navium Merciumque & apparatus emtio & extraditio fiat iusto & conveniente pretio bonæ fide, eandem autem constructionis, conductionis aut emptionis libertatem & facultatem concedere iis, qui alterutris hostes sunt, casu quo ii aggressores sint, nefas esto.

XXXI. Casu quo Naves sive Bellicæ sive onerariæ, tempestate aliove infortunio coactæ in rupes aut scopulos incident, circa Oras unius alteriusve Partis, ibique disrumpantur & pereant, quidquid aut Navium apparatusque earum, itidem bonorum & Mercimoniorum separatim fuerit, aut pretium quod ex iis provenerit, Proprietariis reclamatoribus aut eorum negotiorum gestoribus intra Anni dieique spatium, absque forma ulla litis restituatur, solvendis duntaxat impensis quæ servandis iis factæ sunt, prout ab utraque parte circa rei servatæ Mercedem statutum fuerit: sin minùs Majestas sua, Dominique Ordines Generales auctoritatem suam interponant, quò puniantur severe eorum Subditi, qui ejusmodi inhumanitatis rei reperiuntur.

XXXII. Majestas sua Dominique Ordines Generales nec in Portus suos, Urbes aut Oppida recipient aut sinant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat Piratas aut Prædones qualescunque sint, sed investigantur, capiuntur & merito supplicio puniantur & extra Portus ejiciantur, omnesque Naves, Bona, & Merces piraticæ ab iis captæ, quæ existent, iustis Dominis illico & absque formâ litis aut impensis restituantur.

XXXIII. Subditis & Incolis utriusque Partis, ubique in Terris obedientiæ suæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium, liberum sit uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus quilibet visum fuerit, curandumque erit, ut intra spatium duorum Mensium post latas Sententias executio illarum plenissimum sortitur effectum, quo sine idem committantur ab ordinariis Judicibus, si opus, & Judices ad illud requisiti fuerint; licitum itidem iis sit in locis Ditionis sui libros rationum & negotiorum suorum, Literarum etiam commercium habere, eo idiomate quo ipsi visum fuerit, absque ulla molestia aut indagatio qualicunque.

XXXIV. Regiæ itidem Majestati Dominique Ordinibus Generalibus liberum sit, Subditorum suorum commodò, in Regno & Ditionibus utrinque suis Mercataram exercitibus, Consules nationales ex subiectis suis instituere, qui gaudeant eo Jure, libertate & immunitate, quæ ipsi ratione exercitii & functionis suæ competit, de loco autem constituendorum ejusmodi Consulatum conveniendum sit.

XXXV. Majestas sua Dominique Ordines Generales nequaquam permittunt ut in Oris, Portibus & Fluminibus Ditionum suarum Naves Mercese Subditorum alterutris capiuntur à Navibus Bellicis aut aliis, quæ Diplomate cujusvis Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualicunque, & in commodum eorum instructæ sunt, & casu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem suam viresque unitas interponant, quò damnum datum refarciatur.

XXXVI. Si dehinc per inadvertentiam vel aliter contigerit, contraventiones vel inconvenientias aliquas circa observantiam hujus Tractatus, à parte sive suæ Regiæ Majestatis ejusque Successorum, sive Celsissimorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium oboriri, tunc non statim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur; sed subsistet hoc Fœdus omni cum effectu, procurabiturque reparatio Contraventionum, & si Subditi unius vel alterius deprehendantur in culpa, illi soli severe puniuntur & castigabuntur.

XXXVII. Durabit hoc Fœdus Navigationum & Commerciorum annis viginti quatuor à Signatura præsentium; & exhibebuntur utrinque Ratificationes in debita forma Stockholmæ, intra spatium trium Mensium à die subscriptionis numerandorum, vel citius si fieri poterit.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, virtute suarum Plenipotentiarum hocce mutui Commercii & Navigationis Articulus manibus sigil-

ANNO hisque propriis muniverunt & firmarunt. Quod factum
1679. Neomagi die 13. Octobris Anni millesimi sexcentissimi
septuagesimi noni. Signatum & sigillarum erat,

Benedict. Oxenstierna. Hier. van Beverningh.
(L.S.) (L.S.)
J. Paul. Olivekrans. Guil. van Haaren.
(L.S.) (L.S.)

Formula Literarum Maritimarum à parte Sueciae, juxta
Articulum vigesimum precedentis Commercio-
tractatus.

UNIVERSIS & singulis hasce nostras Patentes Literas
visuris, lectoris vel legi auditoris, Serenissimis
ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus,
Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Hon-
nellis, & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebus-
publicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baroni-
bus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut
& omnibus Gubernatoribus, Judicibus & Officialibus,
Provinciarum & Locorum munitorum & non muni-
torum, Portuumque Custodibus, Nos Consules & Se-
natus Civitatis N. N. notum testatumque facimus,
quod in Confessu nostro comparuerit Navarchus N. N.
ex Civitate N. & solemnium Juramento suo declaraverit,
Navem nomine circiter lastarum
capacem, cui jam praestit, pertinere ad Sacrae Regiae
Majestatis Sueciae Regis & Domini nostri Clementis-
simi, Regna & Provincias, ita verè Deus illum adjuvet.
Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupi-
mus in iustis suis rebus & Negotiis, ideo universum
ab omnibus praenominatis & speciatim ab eorum singu-
lis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere
suo accesserit & pervenerit, habita ratione status, ho-
noris & conditionis ejusque decenter requirimus; ut
hunc Navarchum benigne suscipere, & meliore, quo
par est, modo tractare velint, permittentes ipsi, con-
ducta Jura & Vectigalia solventi in ita, transitu & reditu
illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere, & fre-
quentare, ibique sua Negotia & Mercaturam agere &
exercere, prout ei commodum & conveniens visum
fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè
retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis
nostrae Sigillo muniti & firmari curavimus. Quod actum die
Mense Anno post natum Salvatorem.

Formula Contrassignationis Sueciae.

Nos certificamus hisce, quod hæ
præfentes Literæ Maritimæ sint verè & certò
concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus &
Senatu Civitatis & quod ut genuinæ,
respective Sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ,
apud omnes & singulos ad quos quovis modo per-
tinere poterit, plenum suum vigorem & effectum
obtinere merito debeant. Datum loco die
Mense Anno

Alia Formula Literarum Maritimarum à parte Domi-
norum Ordinum Generalium Uniti Belgii, juxta
Articulum vigesimum precedentis Commercio-
tractatus.

UNIVERSIS & singulis hasce nostras Patentes Lite-
ras visuris, lectoris vel legi auditoris, Serenissi-
mis, ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illus-
tribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus,
Honnellis & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebus-
publicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baroni-
bus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum,
ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, & Officiali-
bus Provinciarum & Locorum munitorum & non muni-
torum tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, item Por-
tuum Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis
notum testatumque facimus, quod in Con-
fessu nostro comparuerit Navarchus ex Ci-
vitate & solemnium Juramento suo declaraverit,
Navem nomine lastarum
capacem, cui jam praestit, pertinere ad hasce Uni-
tatis Belgii Provincias, ita verè illum Deus adjuvet.
Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupi-
mus in iustis suis rebus & Negotiis, ideo universum
ab omnibus praenominatis & speciatim ab eorum singulis,
quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere suo
accesserit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc

ANNO Navarchum benigne suscipere, & meliore, quo par
1679. est, modo tractare velint, permittentes ipsi conducta
Jura & Vectigalia solventi, in ita, transitu, & reditu
illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & fre-
quentare, ibique sua Negotia & Mercaturam agere &
exercere, prout ei commodum & conveniens visum
fuerit. Quod erga unumquemque pro merito gratè
retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civi-
tatis nostrae Sigillo muniti & firmari curavimus, quod
actum die Mense Anno post natum Sal-
vatorem.

Formula Contrassignationis à parte Ordinum Generalium.

Nos, &c. certificamus hisce, quod hæ
præfentes Literæ Maritimæ sint verè & certò
concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus &
Senatu Civitatis & quod, ut genuinæ,
respective Sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ,
apud omnes & singulos, ad quos quovis modo per-
tinere poterit, plenum suum vigorem & effectum
obtinere merito debeant. Datum loco die
Mense Anno

Articulus Separatus ad Tractatum Commercio-
tractatus.

Cum Article septimo Tractatus Commercio-
tractatus inserta sit clausula, quod utriusque Partis Subditi
& Incolae iisdem Privilegiis & Libertatibus in alterutris
Terris & locis circa omnia Jura, Impositiones & Vecti-
galia, Navigationem & Commercio concernentia, frui
utrinque debeant, quibus amicissima quæque Gens ex-
tera fruatur, vel imposterum fruatur: Et tamen expresse
à parte Dominorum Ordinum Generalium renuntiatum
non sit illi impositioni, quæ Merces vel Naves per Fre-
tum Oresundicum & Balthicum euntes vel redeuntes,
pluris onerari solent, quàm quæ ad alias Orbis partes
eunt, vel inde veniunt. Idcirco hoc Article declara-
tum, & convenit, quod super dicto Negotio de
cassanda & abolenda dicta impositione, posteriores Con-
ventiones hæc quamprimum instituenda sint, in eum
finem, ut etiam ista differentia ante primum Maji Anni
millesimi sexcentissimi octogesima primi à medio tolla-
tur, & quod nihil prejudicii afferatur suæ Regiæ Ma-
jestati ex eo, quod vi supradictæ reciproce clausule de
fruitione Privilegiorum amicissima Gentis, dicta imposi-
tione in præsens expresse sublata non sit. Ceterum si
præter expectationem acciderit, ut intra præstatum diem
ea impositio abolita non fuerit, eo casu prædicta clausu-
la de Gente amicissima abeque aliquâ ulteriore Con-
ventionem vim & vigorem amittat; ac si prædicto Article
nunquam fuisset comprehensa: Interè autem temporis
nulla fiat ab una parte vel ab alterâ innovatio in præ-
judicium supradictæ clausule, circa fruitionem Privile-
giorum amicissima Gentis.

Cum etiam supradicto Article septimo iidem alia
inserta sit clausula, quod cessare debeant omnia onerum
& inæqualitatum genera, quæ in dictâ mutæ libertatis
imminutionem vel restrictionem post annum millesimum
sexcentesimum quinquagesimum sextum, consti-
tutione, statuto, vel consuetudine introducta esse repe-
riuntur: Domini autem Ord. Gener. inserunt, ut præ-
dicta cassatio & abolitio usque ad annum millesimum
sexcentesimum quadagesimum retrò referatur, saltem
in his Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ suæ Regiæ
Majestati extra Sueciæ Regnum subiectæ sunt; Domini
autem suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii &
Plenipotentiarii ex defectu Mandati ad requisitionem il-
lam Dominorum Ordinum Generalium descendere
recusaverint: Ita tandem conventum est, ut iidem Con-
ventiones posteriores instituantur, quibus ad altitorem in-
daginem & discussionem Negotiorum illud remitatur, &
ante primam diem Maji anni millesimi sexcentissimi oc-
togesima primi differentia ista à medio tollatur.

Hic Articulus Separatus eandem vim, eundemque vi-
gorem obtinebit, ac si Tractatu Commercio-
tractatu insertus fuisset, eodemque modo, tempore & loco
ratihabebitur. In quorum fidem majusque robur, utrius-
que Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, vir-
tute suarum Plenipotentiarum, huic Articulum separa-
tam manibus Sigillisque propriis muniverunt ac firma-
runt. Quod factum Neomagi die 13. Octobris anni mil-
lesimi sexcentissimi septuagesimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenstierna. Hier. van Beverningh.
(L.S.) (L.S.)
J. Paul. Olivekrans. (L.S.) Guil. van Haaren. (L.S.)
CCVII.

Provisional - Tractat zwischen CHRISTIAN V.
König in Dänemark und der Stadt HAM-
BURG. Geschlossen zu Pinnenberg den 1. No-
vember 1679.

Traité Provisionnel entre CHRETIEN V. Roi de 1. Nov.

Danemarck & la Ville de HAMBOURG, fait
à Pinenberg, le 1. Novembre (1), 1679. DANEMARCK
ET HAMBOURG.
[Actes & Memoires des Negotiations de la
Paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 74. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans
le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 987. en
Latin & en Allemand; dans LONDORP
Acta Publica, Tom. XII. pag. 611. en Alle-
mand; dans l'Inhang des Europäischen Herolds.
pag. 1691. dans LUNIG, Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV.
Abtatz X. pag. 214. en Latin & en Alle-
mand.]

Wir wissen dennach der Durchleuchtigste / Großmächtigste Kö-
nig und Herr / Herr Christian der Fünfte / König zu Dä-
nemarck / Norwegen / der Wendin und Gothen / Herzog zu
Schleswig / Holstein / Stormarn / und der Dithmarschen Graff
zu Dithenburg und Delmenhorst / u. nach nimmehr durch Gottes
Gnaden ersolten allgemeinen Frieden Allernädigst nöthig be-
funden / daß zugleich die von Ih. Kon. Majest. allerhöchsten
Vorhaben auff die Stadt Hamburg gehabte / und auff die
versammelte Jura und Præsentiones in specie der Huldigung
halber / bey diesen Conjunctionen zugleich abgethan / und auff
einen gewissen Fuß gesetzet werden möchten / zu dem Ende dann
vor allerhöchster Ih. Kon. Majest. Bürgermeister und Raths
der Stadt Hamburg Deputirten leßten am 26. September al-
hier zu Pinnenberg durchhero höchstschönliche Hn. Geheimbte
Räte und Ministros eine in dreien Punkten bestehende Propo-
sition, und deswegen bey der Stadt verschiedene erinnerungen /
und ewentliche Annahmungen thun lassen; daß dennach Aller-
höchster Ih. Königl. Majest. in Ansehung des Durch-
leuchtigsten / Großmächtigsten Königs und Herrn / Herrn Lu-
dovici XIV. Aller-Christlichsten Königs zu Frankreich und Na-
varre / auch des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn
Friedrich Wilhelm / Margraffen zu Brandenburg / des Heil.
Römisch. Reichs Erbkammerern / und Churfürsten zu Magde-
burg / in Preussen / Silesien / Cleve / Berg / Steyer / Pom-
mern / der Churfürsten und Wendin / auch in Sächsen zu Grossen
und Jägerndorff Herzogen / Burggraffen zu Hildesheim / Fürsten
zu Halberstadt / Minden und Sammin; Churfürsten zu der Mark
und Ravensberg; Herrn zu Kaventzen; und der lande lauen-
burg und Bistums / u. und der Durchleuchtigsten Fürsten und
Herrn / Hn. Georg Wilhelm / Hn. Johan Frederick / und Herrn
Adolph Augustus / Herzogen zu Braunsch. und Lüneb. hierun-
ter angewandter Officiorum und mithin verspürter Submission
Bürgermeister und Raths / auch gemeiner Bürgerchafft der
Stadt Hamburg / die gegen dieselbe gefasste Unruhe fallen las-
sen / hero der Stadt angebotene Waffen zurück und von dersel-
ben abgetogen / und folgende Punkten Allernädigst beliebt.

I. Werden insonderheit höchstermachten Ihro Kon. Majest. alle
ihre habende Jura und Præsentiones, wie auch der Stadt Ham-
burg ihre Freyheiten und Jura, wie sie zu anderwärtsiger ent-
weder gültlicher Abhandlung / oder Reichlicher Entscheidung
des Homagial-Puncts und andere Streitigkeiten ingeträndet und
umgeschwäret vorgehalten / also daß denselben durch gegen-
wärtige Interims-Recess so wenig als Ihro Kaiserlichen Majest.
und des Heiligen Römischen Reichs beßfalls habenden gerecht-
saamen entsezt müssen präjudiciret, noch im geringsten derogiret
seyn soll. Worbey Ihro Kon. Majest. sich auch allernädigst dahin
erklären / daß sie die Stadt bey der Neutralität und ihren Com-
mercen / auch hergebrachten Rechten / Privilegien und Freyheiten
ruhig und ungeträndet lassen wollen.

II. Dahingegen weitens Bürgermeister und Rath / auch die
Bürgerchafft der Stadt Hamburg mit unterthänigster und
dankbarer Annehmung solchen Allernädigsten Kon. Anerb-
itens / letztlich zugesagt und versprochen / daß sie Ihres theils
Ihro Kon. Majest. in unterthänigster geteuerter Devotion
zugehan seyn und bleiben / dero Befehle gehorchen / und Schaden
so viel an Ihnen / abwenden / und bey Ih. Kon. Majest. ge-
billig-

Savoir faisons, que le Tres-Haut & Tres-Pais-
sant Prince Christian V. Roi de Dannemarck &
Norvegue, &c. S'estant avisé, après la Paix
faite par la grace de Dieu, de s'assurer les Droits
& prétensions qu'il a reçeus de ses Ancestres, comme
Hereditaires sur la Ville de Hambourg, & spé-
cialement touchant l'Hommage que Sa Majesté pré-
tend sur cette Ville, A cette fin Sa Majesté a fait
faire ici à Pinnenberg par ses Ministres & Deputez
aux Bourguemaitres & au Senat de la Ville de Ham-
bourg une Proposition, consistant en trois Articles: par
lesquels il leur donne avis de ses intentions tou-
chant lesdits Droits, qu'enfin en consideration & par
l'entremise du Roi Tres-Christien, & de Son Altesse
Electoral de Brandebourg, &c. Comme aussi de
Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Fre-
derick, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswyk &
Lunebourg, &c. Sa Maj. ayant en même tems re-
marqué la soumission des Bourguemaitres, & du
Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre son
amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles sui-
vants, éloigner ses armes de leur Pais, qui en étoit
menacé.

I. Tous les Droits & toutes les prétensions de Sa
Majesté aussi bien que tous les Privileges & Droits
de la Ville de Hambourg seront reservez à l'un &
à l'autre & demeureront en leur entier sans aucune
infraction, jusqu'à ce que le Point d'Hommage &
d'autres differents soient vuidez à l'amiable ou deci-
dez par la Justice, en sorte que ce Traité Provisionnel
ne leur porte aucun préjudice, ni à Sa Majesté Im-
periale, ni aux Droits d'Empire, & ne leur deroge
en quoi que ce soit: Sa Majesté declarant de vouloir
laisser la Ville paisiblement jouir de la Neutralité
& de ses Commerces, comme aussi de ses Droits,
Privileges & Franchises sans l'y troubler.

II. En second lieu, les Bourguemaitres & le Sen-
at avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg
ayant accepté avec toute reconnaissance les tres-gra-
cieuses offres de Sa Majesté. Lui ont promis, de
témoigner à Sa Majesté leur Tres-humble & conve-
nable respect & Devotion, de chercher en tout son
avantage, de détourner autant qu'ils pourront, son
dommage, & demeurer fermes du costé de Sa Ma-
jesté en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pour-
ra

(1) Le *Theatrum Pacis* date ce Traité du 30. Octobre Vieux stile,
& 10. Novembre, Nouveau stile, mais le 30. Octobre V. S. répon-
doit au 9. Nov. S. N. & non pas au 10. La même erreur se trouve
dans Lunig & dans l'*Europäische Herold*. [Dum.]

ANNO
1679.

büchlich halten / und im übrigen Ih. Kon. Majest. Gnade sich
für sich zu machen / sich allerdings anlegen seyn lassen wollen /
wogegen auch Ihr Majest. der Stadt ihre beehrte Königliche
Gnade zugesagt.

III. Dieselbe erklären sich ferner und dreikens zu bestochener
Bezeugung ihrer unterthänigsten Devotion gegen Ih. Kon.
Majest. derselben durch einer Deputation aus ihren Räten /
solche ihre unterthänigste Intention in Ihrem und der ganzen
Bürgerchaft Namen / nach dem beßsten belieben und hebest
gefügtem Formular / selbst demüthig eröffnen und vortragen zu
lassen.

IV. Außerdem auch zum vierthen / weiln Ih. Kon. Majest.
durch der Hn. Hn. Hn. Herzogen von Lüneburg Fürstl. Fürstl.
Fürstl. Durchl. Durchl. sich dahin bewegen lassen / daß
Sie dero wieder die Stadt gefasste unwillen und ungnade schwin-
den und fallen lassen / derselben zur unterthänigsten Erkenntlich-
keit innerhalb zwey Jahren / à dato an zurechnen / in 5. Zei-
ten 22000. Reichsth. bahr erlegen zu lassen / dergestalt daß
fürz bey erfolgender Kon. Ratification 70000. Reichsth. halb
in specie / und halb in Erbhnen / 6. Monat darnach als den 1.
Maji Anno 1680. 40000. Reichsth. in Dähmischen Erbhnen /
und dem noch abermalen in 6. Monat 40000. Reichsth. in Erbh-
nen und der Rest als 30000. Reichsth. 6. Monat hernach auch
in Dähmischen Erbhnen abgetragen werden soll. Jedoch daß
dagegen alle von Ihrer Königl. Majest. wieder die Stadt / auch
um denen mit der Stadt süßet in Communionen besitzenden 4.
landen präcedirende Forderungen / gänzlich aufgeschoben und ab-
gerhan / alle der Stadt auch dero Bürger und Einwohner an-
gehaltene und arrestirte Schiffe / Wahren / und Effecten / und
gwor auff der Elbe immediate / bey erfolgender Ratification
und Genehmigung / im übrigen aber so bald an jedem Orte
die bewegliche obige Besche werden erlangen können / relaxi-
ret und restituirt werden.

V. Sind Ihre Königliche Majest. des Allergnädigsten Er-
bietens / diesen Interims-Recess binnen 8. Tagen allergnädigst zu
bestätigen / und darüber Ihre Königliche Genehmigung aller-
gnädigst extradiren zu lassen / wohingegen Bürgermeister / Rath
und Bürgerschaft der Stadt / solchen ebenmäßig innerhalb be-
sagter Zeit zu confirmiren / und denselben in allen getraulich nach-
zukommen gehalten seyn sollen.

Zu dessen Urkund haben die zu Ends gemelte Königliche Mi-
nistri / und der Stadt Deputirte bis zu folgender Ratifica-
tion, und der Stadt und samptlicher Bürgerschaft Confirmation,
diesen Interims-Recess eigenhändig untergezeichnet / und
mit ihren Persönen versehen. So geschehen zu Pinnenberg
den 6. Novemb. 1679.

Formular der unterthänigsten Declaration, wovon
in obigen Interims-Recess Meldung geschieht.

Durchleuchtigster / Großmächtigster König /
Gnädigster Herr:

Nachdem Ew. Königl. Majest. durch Gottes Gnade in hie-
sigen dero Fürstenthümen / und folgend in der Nähe der
Stadt Hamburg / glücklich angelanget / und deren Deputirten
eine gewisse in breyen Punkten bestehende Proposition thun / auch
der Stadt Resolution darüber begehren lassen / so viel den ersten
Punkt aber betrifft / derselbe anse wegen Kürze der Zeit / und
andere Umstände halber seine völlige Abholung nicht erlangen
können / und Ew. Königl. Majest. sich dahero gnädigst gefallen
lassen / selbigen zu anderweitigen entweder gültiger Abhand-
lung oder gerichtlicher Entscheidung aufzustellen / und in zwis-
chen dero wieder die Stadt gefasste ungnade schwinden und fal-
len lassen / auch deswegen in einem gewissen Interims-Recess /
Kraft dessen Ew. Königl. Majest. auff die Stadt habende Jura
und pretenstionen, wie auch der Stadt die Ihrige ungefränket
und ungeschmälert vorbehalten werden / gnädigst zu willigen.
So erscheinen vor Ew. Königl. Majest. Bürgermeister und
Raths-Deputirte in deren und der samptlichen Bürgerschaft
Namen / und versprechen solchen Interims-Recess in allen sei-
nen Punkten und Clausulen getraulich nachzukommen / und ab-
sonderlich Ew. Königl. Majest. mit unterthänigster gehorsamer
Devo-

ra contribuer à se maintenir dans la bienveillance de Sa Maj. 'En reconnaissance de quoi, Sa Ma-
jeste a promis à la Ville ses bonnes graces & sa bienveillance.

III. Les mêmes s'expliquent outre cela & en
troisième lieu, pour plus grand témoignage de sa
Devotion envers Sa Majesté & promettent d'en-
voyer à Sa Majesté des Deputez de leur part,
qui apprendront à Sa Majesté l'Intention sincere du
Senat & des Bourgeois en forme, ainsi qu'il est dit
ci-dessous.

IV. En quatrième lieu, Sa Majesté s'estant, par
l'entremise de Messieurs les Ducs de Lünebourg, dé-
portée de son indignation contre la Ville, elle lui
en fera reconnaissance de 220000. Escus, payables en
cinq termes en deux ans: en sorte qu'aussi-tôt après
la Ratification du Roi soient payez 70000. Escus,
six Mois après, savoir le 1. de May 1680. 40000.
Escus, & encore six Mois après 40000. Escus,
& encore de plus en six Mois 40000. Escus, &
le reste c'est-à-dire 30000. Escus, six Mois après.
Moyennant quoi toutes les préensions de Sa Ma-
jeste contre la Ville & les Terres, qu'elle possède
conjointement avec la Ville de Lubeck, seront en-
tierement abolies, & tous les Vaisseaux de la Ville
& de ses Habitans, qui auront été arrestez, comme
aussi tous ses Biens, Marchandises, & effets
seront relâchez & rendus après la Ratification: à
savoir sur la Riviere d'Elbe immediatement, &
ailleurs aussi-tôt que les Lettres, qu'on y enverra,
y seront arrivées.

V. Sa Majesté promet de confirmer ce Traité
Provisonel dans le tems de huit jours, & de faire
rendre sa Ratification; & de leur côté les Bour-
guemaitres & le Senat de la Ville seront obligez de
le confirmer en même tems, & de l'observer en tout
ponctuellement.

Pour plus grande preuve de tout ceci les Mini-
stres du Roi & les Deputez de la Ville, en atten-
dant la Ratification & la Confirmation de la Ville,
ont signé le present Traité, & y ont mis leurs ca-
ebets. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre, 1679.

Formulaire de la Tres-humble Declaration, dont
il est fait mention dans ce Traité Provisonel.

Tres-Haut, & Tres-Puissant Roi,

Vostre Majesté estant par la grace de Dieu beu-
reusement arrivée dans ses Duchez ici proches
& dans le voisinage de la Ville de Hambourg, &
ayant fait faire aux Deputez du Magistrat de la-
dite Ville une certaine Proposition, qui consiste en
trois Articles, demandant la Resolution de la Ville
sur iceux: Mais quant au premier Article, la brie-
veté du tems & d'autres circonstances ne permettant
pas de le vuider entierement, & pour cette raison
ayant plu à Vostre Majesté de le remettre à un au-
tre accommodement amiable, ou decision de Justice,
en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceue contre
la Ville, & de consentir gracieusement à un certain
Traité Provisonel, par laquelle sont reservez à Vos-
tre Majesté les Droits & pretenstions sur la Ville,
aussi-bien qu'à la Ville les siens dans leur entier &
sans infraction, Nous Deputez des Bourguemaitres
& du Magistrat comparissons devant Vostre Ma-
jeste au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoisie,
promettans d'observer fidelement ledit Traité Pro-
visonel en tous ses Points & Clauses, & speciale-
ment de témoigner à Vostre Majesté notre tres-hum-
ble

ANNO
1679.

Devotion zugesagt zu sein / dero Bestes zu befördern / Schaden und Nachtheil aber von Ihre / so viel an der Stadt ist / abzuwenden / und bey Ew. Königl. Majest. gebührend zu halten / auch sonst alles ander / so in besagtem Interim-Neceß enthalten / vollenständig zu erfüllen / vermittelst daß die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercen / auch hergebrachten Redten Privilegien und Freyheiten geruhig und ungehindert bleiben und gelassen / auch der Rom. Kayserl. Majest. und dem Reichs dero gerechtfahne vorbehalten werden.

ble & convenable respect, de chercher son avantage, de détourner autant qu'il depend de la Ville ce qui lui pourroit estre dommageable, d'estre portez pour Vostre Majesté & d'accomplir tout ce qui est compris dans ledit Traité, moyennant que la Ville soit laissée & demeure paisiblement & sans infraction dans sa Neutralité & ses Commerces, comme aussi dans ses Droits, Privilèges & Liberté, & que les Droits appartenants à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire leur soient reservez.

ANNO
1679.

CCIX.

5. Nov. *Traité d'Alliance & d'Amitié entre Louis XIV. Roi de France & Monsieur l'Electeur de Saxe. Fait à S. Germain en Laye le 15. Novembre 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]*

Comme les Traitez de Westphalie de l'année 1648. ont fait le fondement le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & qu'ils viennent d'être rétablis dans toute leur force par le Traité de Nimégue de l'année dernière; Sa Majesté Tres-Chrétienne touchée aussi qu'elle a toujours été, du bien & du repos de l'Empire, & portée par son ancienne affection pour Monsieur l'Electeur de Saxe, à prendre avec Son Altesse Electorale les mesures d'une Alliance solide, & à établir des liaisons nouvelles pour la conservation des susdits Traitez de Westphalie & de Nimégue, a reçu avec plaisir les assurances que Son Altesse Electorale lui a fait donner par le Sieur de Wolframsdorf, Son Chambellan & son Conseiller Aulique, du desir qu'elle auroit en répondant à l'amitié dont Sa Majesté veut bien lui donner des marques, de se lier avec elle, pour affermir de plus en plus l'observation des susdits Traitez. C'est dans cette veüe que Sa Majesté aiant donné Pouvoir au Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, son Conseiller en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Wolframsdorf, ils sont convenus des Articles suivans, après l'échange reciproque de leurs Pleins-pouvoirs.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & Monsieur l'Electeur de Saxe, une amitié sincere & parfaite intelligence, laquelle sera cultivée & observée tant de la part de Sa Majesté que dudit Electeur, avec tout le soin & l'exactitude qui peuvent contribuer davantage à entretenir une bonne & étroite Alliance, même à l'avantage reciproque de leurs Etats.

II. Les Sujets de part & d'autre pourront exercer en toute liberté le Commerce dans les Terres, Roiaumes & Pais de S. M. comme aussi dans les Etats & Pais de Son Altesse Electorale de Saxe.

III. Comme Sa Majesté & Son Altesse Electorale de Saxe, ont toujours eu particulièrement à cœur d'entretenir & de faire observer les Traitez de Westphalie, lesdits Traitez feront le fondement le plus solide de celui-ci, & Sa Majesté & Son Altesse Electorale de Saxe, promettent reciproquement de contribuer tout ce qui sera en eux pour les maintenir dans toute leur étendue, à l'exception seulement de ce qui a été changé ou derogé ausdits Traitez de Westphalie par le Traité de Nimégue du cinquième Fevrier, par celui de Zell aussi du cinquième Fevrier, & par celui de S. Germain du 29. Juin de la presente année, signé entre Sa Majesté & Monsieur l'Electeur de Brandebourg.

IV. En vertu du present Article, Sa Majesté s'oblige & promet en foi & parole de Roi, d'assister de tout son Pouvoir, protéger & défendre la Personne, les Etats, Pais & Peuples de Son Altesse Electorale; comme aussi les Terres, Parties & Droits qui appartiennent dans lesdits Etats aux Princes ses Freres, toutes les fois qu'elle en sera recherchée de Sadite Altesse Electorale, contre tous ceux qui les voudroient attaquer, troubler ou empêcher dans la jouissance des Droits & des avantages qui lui ont été accordez ou confirmez par ledit Traité de Munster, aussi-bien que

TOM. VII. PART. I.

de son autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir, & aux Princes ses Freres, dans l'étendue de ses Etats.

V. Son Altesse Electorale de Saxe, s'oblige aussi & promet en foi & parole de Prince, d'assister de tout son Pouvoir Sa Majesté en cas qu'elle vienne à être attaquée ou troublée par qui que ce soit, en la jouissance des Droits, Etats & Places qu'elle possède dans l'Empire, & qui lui ont été delaissez pour estre unis & incorporéz à la Couronne de France par les Traitez de Munster & de Nimégue.

VI. Le present Traité d'Alliance & d'Amitié, entre Sa Majesté & Son Altesse Electorale, durera l'espace de quatre ans, à commencer du jour de la Signature des presens Articles, & les Ratifications en seront échangées dans deux Mois du mesme jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignez, en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à S. Germain en Laye le quinziesme jour de Novembre 1679. Ainsi signé,

ARNAULD. (L.S.)

G. TH. DE WOLFRAMSDORF. (L.S.)

CCX.

Münz-Neceß zwischen denen breyen im Münzwesen correspondirenden Eöbl. Franck. Wapen- und Schwabischen Crayffen ausgerichtet / wodurch sie verschiedene ringhaltige Münzen abgeben / und zu wiedererinführung guter Stücke heilsame verordnung thun. Nürnberg den 12-22. Decembr. 1679. Mit dem deswegen von obgedachten Eöbl. Städten ergangenen Edict. Loco & die ut supra. [LONDORP II. Acta Publica Tom. X. Lib. II. Cap. CCI. sub num. 28. pag. 175.]

12-22:
Dec.

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au sujet de la Monnoye, FRANCONIE, BAVIERE, & SUABE, par lequel ils conviennent de la reforme de diverses méchantes espèces, & de la forme, du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le 12-22. Decembre 1679. Avec l'EDICT publié par lesdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg le dit jour 12-22. Decembre 1679.

Und und zu wissen / demnach die nächsthin vorgewesene leidige Kriegs-motus, neben andern daraus gemeinen Bähers lande inthe ugehandenen / und fast unzehlbaren Unthal / auch so viel zu Schaden gewirckt / daß der in des Zeit. Reichs Stadt Augsburg sub dato des 21. (11.) Junii 1677. abgefaßte Münz-Probatien-Schluß in seiner Execution nicht gebracht werden können / darauß auch ferne ersolt / daß das den 15. Junii 1676. vorher ins Reich emanirte allergrädigste Kayserliche Edict von einigen Münz-Ständen unumsetzt gleichfalls außer Auen gesezt / und mit fortwährender Ausmünzung nicht nur der vorig ruhghaltenden Sorten / bis zu dato verfahren / sondern darin noch mehr und weiter von den Eöbl. Reichsmünz-Ordnung

ANNO
1679.

Ordnungen an Schrot und Korn abgerechnet worden. Als hat der hochwürdigste des Heil. Reichs Fürst und Herr: Herr Peter Philip Wilschhoff zu Landenberg und Witzburg / auch Herzog in Franken / der denen in Münzhausen correspondirende löbl. Raths-Burg- und Schreiberischen Raths Director, dann: hero Ulrich genommen / einen anderweitigen Münz-Probations-Convent, gegen den 11. currentis, der Ordnung nach auf anhero in des Heil. Reichs Stadt Nürnberg auszuföhren / gehalten hierauf der gelamten höchst- und wohlth. Chur-Präsen und Ständen Rath und Absehung sich neuen geschäftlicher Legimation eingelassen / wie folgt:

1. Sub Num. 1. ist notirt ein Sorten ganze Guldenner / unter Jhr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Johann Friedrichs Herzogen zu Brandenburg-Erbzog. Herr Johann Ernst zu Sachsen Gebräug mit der Jahrszahl 1678. an deren 100 Stück der Reichs-Münz. 2. pf. zu Verlust sehet.

2. Dann ist sub Num. 2. bemerkt ein Guldenner unter Jhr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Johann Ernst zu Sachsen Gebräug mit der Jahrszahl 1678. geht an 100. Stück zu Verlust 18. fl. 40. fr. 3. 3. pf.

3. Ferner ein Guldenner sub Num. 3. mit Hochst. Brandenburg. Dnolobachschum Gebräug und der Jahrszahl 1677. ist an 100. fl. Verlust 12. fl. 19. fr.

4. & 5. Wiederum 2. sortementen erscheidener Brandenburg. Dnolobachschum Guldenner sub Num. 4. & 5. und der Jahrszahl 1679. gehen bey jenen in Abzug 11. fl. 24. fr. 3. 1. pf. bey des 14. fl. 1. fr. 1. pf. von 100. fl.

7. & 8. sub Num. 7. & 8. weisen sich zwey Sorten Fürstl. Dnolobachschum Guldenner / mit der Jahrszahl 1675. und 1677. die doch in diesem noch laufenden Jahr ausgegülden worden / befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich / und ist daher der Verlust von 100. fl. hieran dreyerley / als erstlich 12. fl. 39. fr. dann 16. fl. 57. fr. 1. pf. und endlich 12. fl. 39. fr.

9. Sub Num. 9. ist befindlich ein Größ. Montfortischer Guldenner mit der Jahrszahl 1676. und dem Verlust von 100. fl. 16. fl. 24. fr. 1. 1. pf.

10. Sub Num. 10. ein Guldenner / unter Herrn Kauffen von Plauen Gebräug unter der Jahrszahl 1679. daran von 100. fl. Verlust 16. fl. 57. fr. 1. pf.

11. & 12. Ferner sub Num. 11. & 12. zweyerley Sorten Brandenburg. Dnolobachschum 15. fr. mit denen Jahrszahlen 1678. & 1679. ist der Verlust von 100. fl. 16. fl. 55. fr. 1. pf.

13. Nach ein Brandenburg. Dnolobachschum sortement von 6. fr. mit num. 13. und der Jahrszahl 1678. woran von 100. fl. Verlust 17. fl. 16. fr. 3. pf.

14. Sub Num. 14. Fürstl. Dnolobachschum 6. Kreuzer mit der Jahrszahl 1678. daran von 100. fl. Abzug 24. fl. 33. fr. 1. pf.

15. & 16. Sub Num. 15. & 16. zweyerley Sorten neue Fürstl. Dnolobachschum 25. fl. und num. 17. & 18. neue unbekante fr. mit der Jahrszahl 1679. bringen 100. fl. Abzug 28. fl. 35. fr. 1. pf.

Hieraus nun hat man von Convents wegen auff diejenige Müntz und Abg. sorgfältig Bedacht gegeben / wodurch so obspicirt-als andere Müntz Gebreden abgetilgt / und hingegen die alte löbl. Müntz-Setzungen / so viel zu der Zeit noch geblieben kan / reintroducirt werden mögen / da man die deliberanda zu mehrer facilitierung des Schlußes in verschiedene Puncten abgethelet. 1. was für Sorten zu verurtheilen / und abzumünzen / wie hoch jede Class / und unter was Termin. 2. was sonderbare gegen die seit dem allergnädigst ausgelassenen Kayserlichen Edict, und also wieder dinsten Vorsetz ausgegüldene Sorten vorzunehmen / und wie sich die unzulässige Entände wegen ihres und ihre indemnität in statuten hätten. 3. Durch was Mittel das fernere ausmünzen der ringhaltigen Sorten nachtheillich und realiter zu verhüten. 4. Wie eine durchgehende Reichs-Conformität zu erlangen / und einzuhalten. 5. was und viel die 2. löbliche Grätz an Reichs-ordnungs-mässigen Sorten aufzumünzen sich vor jetzt vergleichen möchten. 6. Auf was zulässige Weg der schädliche Müntz-Wechsel und der groben Reichs-Sorten Verführung für das künftige abzumünzen. 7. und letzter / ob der Reichshof für seine Erhöhung auf 6. fr. gelassen / oder nach nimmere Golt los wieder gelangen freyen / und wenn dinsten mehreres aufnehmender Spaltung die alte Münz-Ordnungen zu restituiren. Altemessen man nun anverweilt auf dasjenige / was vermög des nähren Augspurgischen Reichs de Anno 1677. abgemandelt / und beliebt worden / als da ist die Abstellung der Herten und allemey Gebrauchung der ehemals verglichen / und von Kayserlicher Majest. wegen approbiren Ordinari Münz-Hofen ohne admodit- und Verpachtung derselben auch allen andern geschriben Verpflichtungen der special-Warbei-

nen und Münzmeister vor und bey den Münz-Probation-Conventen / Einhaltung der Maßhieb / Gold- und Silberflagen / Posamentirte / Goldschmied- und bedachten nur ad luxum dienender / dem publico aber / mittelst Bedienung der guten Sorten / nicht wenig schädlicher / und beschädliche Fortleitung der Ordinarie Münz-Probations-Convent / und was bedachten mehr ist / auff neu beliebt / und schuldungsfähig andern wiederholt / als hat man sich auff obgesetzte Puncten nachfolgender Massen resolvirt und verglichen / und zwar ist zum gemeinen Schluß per majora gebracht worden / daß nach-spezifirte / so vor als nach dem Kayserlichen Edict, und zumalen deren theils auff unbedachten Münz-Entänden / theils aber durch einige deren correspondirenden 3. Grafen unversichtige Wardenen und Münzmeister / ausgegüldene Fürstl. Sachssche unter Jhr. Durchl. Herzog Johann Ernst Gebräug Anno 1678. ausgegüldene / wie auch Fürstl. Dnolobachschum. Größt. Schwarzenburg. Montfort. Kauffen Plauen und Jüngerger respect: gang und halbe Guldenner 15. 12. 6. 3. und 1. Kreuzer / zwisch hier und den 22. Febr. 1680. als unter 2. Monatlicher Zeit gültig verurtheilt / bis dahin die Guldenner noch 60. Kr. wie vor / gelten / alsdann in Grätzschaff und Handlungen nicht mehr angenommen / per 50. Kr. aber / so viel die Guldenner betrifft / die geringer Sorten aber nach Proportion auff 40. geringer / als sie bisher gang und geb gewesen / bannoch und in so weit ausgegüldene werden sollen / bis daß selbe jedes des Oberster / und ausser deren sonst menand / bey Verlust des Müntz-Guts in erst gemeldtem Preis von den Unterthanen gegen Zahlung anderer bey der Hand habender Gelder einwechseln / umschmelzen / und in gute Reichs-ordnungs-mässige gang und halbe / viel / schmelz und adreiß Valer / den Fuß des Reichshofers 15. 6. und 3. Kreuzer / da hat man zwischen beistellen diesen Unterschied und Abzug zu halten geschlossen / daß die 15. 6. und 3. Kreuzer zwischen hier / und obgesetzten 2. Monatlichen Termin / gleichfalls verurtheilt / und samptlich zu Einwechselung und Verschmelzung auff 10. abgesetzt / die nach / und seit dem Kayserlichen Edict auch ausgegüldene gang und halbe Guldenner gleichmäsig verurtheilt und sub practico termino auff 50. Kreuzer deprezzirt / und in solchen Preis zu denen Müntz-Entänden eingekauft / die andere aber / so ante Edictum Conventum ausgegüldene worden / unter die Class der 50. Kreuzer abzumünzen schenden / und wie nachfolgender 5. zeitig / geschilt / und gleich anderen in solchen Preis noch weiteres passirt werden sollen / und ist so viel erigend. Verurtheilung betreffend von gemeinem Convents wegen darüber ein besonderes Müntz-Mandat unter ordentlichem Auszeichnung der solcher massen verurtheilten Sorten sub Lit. D. in Druck gelassen / und zu münzschaff Wissenhaft gebracht worden / Anzeihen aber die weitere zur Abmündigung vermerkte Sorten / da hat man dieselbe nach Anzeig des sub Lit. C. nicht minder in Druck gegebenen Müntz-Mandats / und begünstigten schematis ordentlich expirirt / und 54. Kreuzer befristet abgesetzt / daß sie bis ad 1. Maji des bald huffenden 1680. Jahres ihren bisherigen Valor der 60. Kreuzer behielten / alsdann aber nur 54. Kreuzer wie schon gemeldet / genommen werden sollen / daß also bey obig erwiehelter Verurtheilung 2. bey der Abmündigung hingegen so viel als 4. Monat / und was darüber ist / pro termino zu beobachten sehet.

Und bis so viel der ringhaltigen Sorten Verurtheilung und Abmündigung / was aber der Entände indemnität in genere & specie betrifft / da hat man sich dahin mit einander verstanden / daß in Kraft des vorig Augspurgischen Müntz-Probations-Schlusses / gegen die contravenirende Entände mit Fiscalischen Processen verfahren / und hiemit die an sich selbst gang billig zu erfordern habende Schadloshaltung / quoad futurum aber Jhr. Kayserliche Majestät und nachtheilliche Abstellung des ferneren ringhaltigen Ausmünzens / und was dabei weiter mit einlaufft in Lit. F. allermehrtheilig belangt werden sollen.

Damit aber ein jeder Entände sein und der seinen Schaden so besser zu liquidiren habe / hat man für rühmlich erachtet / daß zu ordentlicher Abzahlung der in die Müntz-Entände zu umschmelzen / und anderweiter Ausprägung liefsender / so abgemündigt als verurtheilten Sorten / gewisse Notarii befehlt / die Summen von Zeit zu Zeiten notirt / und darüber instrumenta publica gefertigt werden möchten.

Auff daß auch der Reichs-Fiscal gegen die dinsten erigende Entände so angelegener verfahren heutzutage für gut angesehen worden / von der hiernächst zu Erreich-formirten indemnitations-Summe ein ergebendes honorarium zugewogen zugelassen.

Was nun die nachtheilliche Verführung weiterer verglichen Sorten Ausmündigung belangt / da ist über das sub Lit. F. bereits allegirte Bit- und Remonstration Schreyben / an allerhöchstd. Jhre Kayserl. Majestät noch weiter für gut angesehen / und beliebt worden / daß die benen 3. correspondirenden Krempen incorporate Entände / welche bis auff dato so geringhaltig ausgegüldet / von gemeinem Convents wegen zu Lit. G. davon beweglich abgemündigt / durch die Hofrathl. Kremp- / Auswechsel-Krempen / auch in Kraft mehr angelegenen Kayserl. Mandats Edicts, die Hand darob gehalten / und auff weitere Verpachtung

ANNO
1679.

ANN'D
1679.

den höchsten Müths-Auflauf, und das Bag Weizen, den großen guten Sorten abzuweisen und fräglich zu verkaufen wäre, da hat man den Auspugser Eigenth. diffinit nachzugehen / mithin aber für gut erachtet / daß alle Stände in seinem in ihren Territoris darauf fleißig und ernstlich absehen nehmen / und ihren Handelsleuten / Schuttern, Fernanden / Juden, und welscher schon ganz Theile befinden sich Lippin und Wippen, vergelten nicht mehr verlieren sondern sie vielmehr durch geachtetes Obrigkeitliches Verbot auswärts die vornehmste Drangsal, in davon nachdrücklich abhalten. Hochwürdt. Grafs. Ansehnlich. Kammer und das Landgericht zu Wippen, sollen die obgedachte Verboten nicht nur mögen, sondern alle (höchste) Nachbarn / Feinden / Aufwandsleute und gewandteste Auswanderer der (alten) Reichs- Gold- und Silber- Dröck' angesetzt / denen Dröckischen / Gold- und Silberfälschern / Falschmützern und Goldschmieden / wie deren obvermerkten / um Müntzdröcken ein Ziel gesetzt werde. Es soll allen und aller Orten und von jeden Herrschaften und Obrigkeit den verpöbte Fälscher bestraft werden / denen auch ein gewissen salarizum sumpt, in Druck von dem consensirten Müntz-Geld zu vertriben würde. Und wollen die Verfertiger der guten gedachten Reichs- und andrer Sorten / und notwendige Fortsetzung der Handeltzettel allerdings zu vertriben nicht möglich zu seyn, auch unter den Reichs- und Handelsleuten, als wie viel sich der Geld-Verlust durch die obgedachte Verboten zu vermeiden schafften zu vertriben begehrt sein sollen / vornehmlich / umdenn aber auch die Summ derselben in öffentlichen Auktzallen / melben / afterward beforgerer Eigenschaft höher nicht schuldig ist, als solle von jedes Reichs- und Handelsmanns ordentlicher Obrigkeit / denen so geduldeten Geld vertriben wollen / unter Obrigkeitlicher Aufsicht auktzall thun / unbenutzt der Summen ertheilen / und dadurch an die Hand / sonderlich an den Gräben allwo man es erfordert / denen Zollnein und Mauthnein vorgelegt werden / daß solches Geld zu keinem andern Ende als zu benelobter Fortsetzung ihrer Handlung definiert werde / Es ist aber hierbei für gut und nöthig erachtet worden, daß von jedes Dröck's Dröck, auch vergelten werden sollen, die obgedachte Verboten zu führen, ohne Verboten werden solle / seyen dann persona publica und verpöbte Leute bey dem Empfinden, die der Obrigkeitlicher referiren sollen, daß in alleiniger Fortsetzung der Handlungen und Bejohlung der Baarey, gar nicht und keines wegen / oder zu einzig andern Gewinn und Profit, und den Geld an fälschlich / angesetzt werde; Sollte also aber hierbey ein vermehrtet Geld der Geldschr. und begründeter gewinnlicher und erheblicher Denkdung gegen/so stünde dem Territorial-Zoll- und Mauthnein frey, die Güter auf solchen Fall / wann umabalen kein Obrigkeitliches attestatum vorhanden / viltiten / und auff vergelten des selbsten ausdrücklicher Bestimmung consigniren zu lassen / dann auch hieses zu mehreren Orten, wo es nöthig ist, so niemandem außer den Müntzschreibern zu entbehren, haben sollen, die man sich Convents wegen eines Mandats, welches von gesammten Ständen in publicum und zu männiglichem Wissenhaft zu offnen Orten zu affigiren, / um Lit. K. vergelten, und in Druck abgeben.

Winn's Edict.

D^{er} Erbmach zu sich hin befielen in des Heil. R^{öm}sch. St^{ad}t
 Nürnberg abermalig angelegelter Müntz Probation-
 Convent in krafft bey den 15. Junij 1676. alternd^{er} abge-
 nommen Raths. Edicts. so wol auch das den 2. Junij darauß gefas-
 set 1677. Jahrs in des Heil. Reichs-St^{ad}t Außzug abgethanen
 Müntz-Edicts/ zu der eintigen wiedererhebung des jetzigen
 Müntz-Befehls/ bey zumahlen mehr erlangten lieben Fried-
 genusslich befinden/ einige außgerichtliche/ theils fast überzeu-
 gten Kayserl. Edicts. theils aber an unbedarffigen Müntz-
 Schreibern/ und durch unverschuldet Müntz-Meister ausgesagte
 Gründe/ die in der 1. und 2. 67/ 3r. und 4r. an die 1r. und
 darunter in specie beschriebener/ und in der 1. und 2. 67/ 3r.
 Edict. angeführter Müntz-Ordnung. Oberbaurath. Rath. Graf.
 Schwarzenberg. Montsaffier/ R^{ath}sen-Plausch/ und Fingers-
 rath/ ganz und halbe Gulden/ bann absonderlich die gesampte
 Fürstl. Brandenburg. Moltzschlagens 1576/ 6r und freyzei-
 ttergaltig zu vereinen/ daß von dato dieses Müntz-Ma-
 schals/ inner den nächsten 2. Monaten/ das ist auß den 12. 22.
 Febr. bis bald hochsteden 1680. Jahrs/ alle obbescheibte/ und
 obbescheibte/ Schreibern ausgeschiedene Sorten in Verwerf-
 schaft und Zahlung nicht schowen/ bidden aber unter dem
 Werth von 50. und 25. fr. so viel die ganz und halbe Gulden
 betrifft/ die andern geringe Sorten aber gleichfalls auß das
 Gel/ und zwar dergestalt abgerühret/ daß ein XVner 12. 25.
 fr. ein 6. freyzeiter 4. 5. und 1. bey freyzeiter 4. 2. 2. fr. jedes
 Orts Dreyßigt zum ausswechseln/ einschmelzen/ und ander-
 ten Reichs-Ordnungs-mäßigen ausmünzen/ sonst aber niemand
 bey conscribten des Müntz-Orts/ geleisthet/ vorbeschaltlich
 begeben/ sondern Schreibern erweisen/ und unter dem
 so diese eingehalten. Sorten/ ausmünzen/ lassen/ solcher
 zahl mehrtheils. Als hat man vor notwendig erachtet/ die
 1r. Verfürgung zu münzmalts Billigkeit dergestalt kommen
 zu lassen/ daß sich ein jeder in Handel und Wandel/ auch
 in andere Wes darnach zu richten haben möge. Zu übrigen
 laßt man es auch wegen der doppelte und einfachen Polnischen
 Groschen/ und andern ausländischen halben Batzen/ Albus/
 Kreuzen/ zren/ und so genannten Ungeln/ bey den mehrtheils
 ausgeschiedenen Sorten/ und auch den 2. 67/ 3r. Müntz-Ordnung/
 unter dem Werthe von 20. und 10. schillingen/ und
 in des Heil. Reichs-St^{ad}t Nürnberg/ bey noch stündem
 dem Müntz-Probations-Convent den 12. 22.
 1679.

Fränc. Craises Münz-wardeins Bedencken:

a. Eine Serie neue Bildner unter Sr. Hochfürstl. Durchl.
Hn. Hn. Johann Friedrich Hertog zu Braunschweig
Lüneburg Gegräb/ und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem
Abdruck mit Num. 1. zu ersehen/ gehen auff die rauh Marce
Edlnßn 16. St. halten an sein 15. Loth 16. Gren/ & die
seine Marce hinaus gedruckt

2. Zwen andere neue Gulbner unter Jhro Hochf. Durchf.
Hn. Hn. Johann Ernst zu Sacksen Gegräb; und mit der Jahr-
zahl 1678. wie an dem Abdruck sub Num. 2. zuerkennen; gehen
137. 49 St. auff die taube Marx Cölnisch; halten an sein 12.
Loth; daran wird die feine Marx hinaus vermünge

ANNO
1679.

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

an 100 fl. Abgang

3. Wiederumb neue Gulden unter Sr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Hn. Johann Friedrich / Marggraffen zu Brandenburg / und mit der Jahrszahl 1679, wie an dem Abdruck mit Num. 9. querten / gehen 12. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 12. loth / wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

dann an 100 fl. Abgang

4. Wiederumb neue Gulden unter hoch obged. Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg / und mit der Jahrszahl 1679, wie an dem Abdruck mit Num. 4. zu sehen / gehen 6. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 12. loth schwarz / wird die feine Mark hinaus vermündt

dann der gute Reichthalter

ist das Stück werth

an 100 fl. Einbuß

5. 6. Aermahlen zweyerley neue Hoff. Margg. Gulden / begeh mit der Jahrszahl 1679, wie an den Abdrucken mit Num. 5. und 6. zu sehen / gehen beyder Sorten 12. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 11. loth 15. Gren / wird die feine Mark hinaus vermündt

dann der gute Reichth.

ist ein Stück werth

an 100 fl. Verlust

7. 8. Aender zweyerley Sorten neue Gulden unter Thro. Hochd. Durchl. Herrn Hn. Albrecht Ernst zu Dänischen / und mit den Jahrszahlen 1675. und 77. welche doch in diesen Jahr ausgemünzt worden / wie an denen Abdrucken mit Num. 7. und 8. zu sehen / befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich / also das man mehr als dreyerley Valuationen berechnen muß / gehen erstlich 12. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 11. loth 6. Gren / wird die feine Mark hinaus vermündt

der gute Reichth.

ist das Stück werth

kompt an 100 fl. Einbuß

9. Zum andern so befinden sich wiederumb andere Dänische Gulden / deren gehen 13. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 12. loth / daran kompt die feine Mark hinaus

dann der gute Reichth.

ist das Stück werth

an 100 fl. Abgang

10. Dreien gehen der Sorten wiederumb 13. Stück auf die raube Mark Colnisch / und halten an sein 12. loth / daran wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichth.

ist das Stück werth

dann an 100 fl. Verlust

11. Ferner neue Gulden unter Thro. Hochd. G. Hn. Hn. Joh. von Wismar / wie an dem Abdruck mit Num. 9. zu sehen / und mit der Jahrszahl 1679, gehen auf die raube Mark Colnisch 12. Stück / halten an sein 11. loth 16. Gren / wird die feine Mark hinaus vermündt

der gute Reichth.

ist ein Stück werth

an 100 fl. Verlust

12. Wiederumb neue Gulden unter Hn. Hn. Neussen von Plauen / und mit der Jahrszahl 1679, wie an dem Abdruck mit Num. 10. zu sehen / gehen 13. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 12. loth / wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

an 100 fl. Abgang

13. und 12. Aermahlen Sorten neue 15. kreuzer unter Hn. Hn. Joh. Friedrich / Marggraffen zu Brandenburg / und mit den Jahrszahlen 1679, und 78. wie an denen Abdrucken mit Num. 11. und 12. zu erkennen / gehen dreierley 39. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 9. loth / daran wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist das Stück werth

an 100 fl. Verlust

Es gehen auch theils solcher Dester 38. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 8. loth 16. Gren / wird die feine Mark hinaus vermündt

dann der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

an 100 fl. Abgang

13. Dieser neuen Marggraff oder Schwabachischen 6 kreuzer mit der Jahrszahl 1678 / wie an dem Abdruck mit Num. 13. zu sehen / gehen 76. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 7. loth / daran wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

daran an 100 fl. Verlust

1 fl. 57 fr. 1.72-26 pf.

48 fr. 37-48 pf.

18 fl. 40 fr. 3-35 pf.

1 fl. 49 fr. 2.34-35 pf.

16 fl. 26 fr. 1.19 pf.

1 fl. 49 fr. 2.34-35 pf.

52 fr. 2.6-17 pf.

12 fl. 19 fr.

16 fl. 15 fr. 20-31 pf.

1 fl. 49 fr. 2.34-35 pf.

12 fl. 24 fr. 3.1-3 pf.

11 fl. 24 fr. 3.1-3 pf.

16 fl. 44 fr. 3.1541-2201 pf.

1 fl. 51 fr. 2.1095-1909 pf.

51 fr. 2.11-32 pf.

14 fl. 1 fr. 1 pf.

16 fl. 29 fr. 7-2800 pf.

1 fl. 49 fr. 3.155-561 pf.

52 fr. 1.31-40 pf.

12 fl. 39 fr.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

16 fl. 24 fr. 1.1-2 pf.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

16 fl. 24 fr. 1.1-2 pf.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

16 fl. 24 fr. 1.1-2 pf.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

16 fl. 24 fr. 1.1-2 pf.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

16 fl. 24 fr. 1.1-2 pf.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

16 fl. 24 fr. 1.1-2 pf.

1 fl. 55 fr. 2.1-2 pf.

49 fr. 3.4-11 pf.

16 fl. 57 fr. 1 pf.

18 fl.

2 fl.

48 fr.

20 fl.

Nach denen halben Batzen / daran die feine Mark 15 fl. 15 fr. 5 pf. ausgemünzt worden / ist ein Stück werth

Es gehen auch wiederumb andere Schwabachische 6 kreuzer

74 Stück auf die raube Mark Colnisch / und halten an sein

6 loth 15. Gren / wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

und an 100 fl. Verlust

Nach dem halben Batzen ist ein Stück werth

14. Dieser neuen Fürstl. Dettingschen 6 kreuzer mit der

Jahrszahl 1678, wie an dem Abdruck mit Num. 14. zu sehen /

gehen 82. Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein

6 loth 16. Gren / wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

nach dem halben Batzen ist ein Stück werth

an 100 fl. Verlust

15. 16. Zweyerley Sorten neue Groschen unter der Stadt

Friedberg / und mit der Jahrszahl 1679, wie an dem Ab-

druck Num. 15. und 16. zu erkennen / gehen 100. Stück auf die

Mark Colnisch / halten an sein 6 loth 12. Gren / davon wird

die feine Mark hinaus vermündt

dann der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

und an 100 fl. Verlust

nach denen halben Batzen ist ein Stück werth

noch an 100 fl. Einbuß

Es finden sich auch wiederum diesen Gegenstande einige

welche 6 loth 15. Gren halten / daran wird die feine Mark hin-

aus vermündt

dann der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

und an 100 fl. Abgang

denen halben Batzen nach ist ein Stück werth

und an 100 fl. Abgang

denen halben Batzen nach ist ein Stück werth

dennoch Verlust an 100 fl.

17. und 18. neue unbekandte Preutter mit der Jahrszahl 1679,

wie an den Abdrucken mit Num. 17. und 18. zu sehen / gehen

380 Stück auf die raube Mark Colnisch / halten an sein 4 loth

6. Gren / daran wird die feine Mark hinaus vermündt

und der gute Reichthalter

ist ein Stück werth

an 100 fl. Abgang

nach denen halben Batzen ist ein Stück werth

dennoch an 100 fl. Verlust

Des hochlobl. Fränkischen Grafen General Wülfing-War-

den.

Leonhard Wülfing-War-

Lit. B.

Bayr. Grafsch. Münz- u. Bardeins Bedenken.

Seit des verwichenen 1677ten Jahres / den 21. Junii zu Augsburg gehaltenen Münz-Probations-Tag seynd in dem hochlobl. Crais abermahlet 12. Sorten der Reichs-Ordnung zureichende Münzen einkommen / dieselbe hab ich mit Fleiß aufgezogen / durchs Feuer probirt / und nach dem Reichth. zu 96 kr. calculirt / und befinden / wie die hochansehnliche Herren Abgeordnete und Münz-Rath mit mehrern gn. und groß. als nachfolgt / zu sehen haben.

1. Ihrer Fürstl. Durchl. Hn. Hn. Joh. Friedrich / Marggraffen zu Brandenburg / und mit der Jahrszahl 1677, wie bey diesem Abdruck mit Num. 1. zu sehen / gehen auf die raube mark Colnisch 12.36-125 Stück / halten an sein 12. loth / wird die feine mark Silber hinaus vermündt 16 fl. 23.4-1 kr. fomit der gute Reichthalter auf 1 fl. 49.2-9 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stück werth 52 kr. 3 pf. an 100 fl. Verlust 12 fl. 6 kr. 1 pf.

2. Dänische Gulden unter der Jahrszahl 1676, wie bey diesem Abdruck mit Num. 2. zu sehen / haben 12. Stück 15. loth 14. gehen auf die raube mark Colnisch 12.36-125 Stück / halten an sein 12. loth 2. Gren / wird die feine mark Silber hinaus vermündt 16 fl. 40 kr. fomit der gute Reichth. 1 fl. 51 kr. 15 pf. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stück werth 51 kr. 39-45 pf. an 100 fl. Verlust 13 fl. 36 kr.

3. Ihrer Hochd. G. Hn. Hn. Heinrich des ersten / des Heil. Röm. Reichs Grafen von Neussen und Plauen ganzte Gulden / unter der Jahrszahl 1679, wie bey diesem Abdruck zu sehen / des fortgesetzte ganze Gulden unter der Jahrszahl 1678, wie bey diesem Abdruck mit Num. 3. zu sehen / gehen auf die raube mark Colnisch 12.36-125 Stück / halten an sein 11. loth 16. Gren / wird die feine mark Silber hinaus vermündt 16 fl. 49 kr. 15 pf. fomit der gute Reichthalter auf 1 fl. 52.9-9 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stück werth 51.9-9 kr. an 100 fl. Verlust 14 fl. 23.1-2 kr.

H. Wülfing

NNO
679.

4. Wiederumb Montfortische gantz Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck mit Num. 4. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 12.4.1 Stuck / halten an sein 12 loth / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 16 fl. 40 kr. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 51.4.0 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 51 kr. 3.4.3 pf. an 100 fl. ist Verlust 13 fl. 36 kr.

5. Ihre Hochgräf. Gn. Herr Heinrich des I. des Heil. Röm. Reichs Erbs. von Reussen und Plauen gantz Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck mit Num. 5. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 13 Stuck / halten an sein 12 loth / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 17 fl. 20 kr. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 55 kr. 5.9 pf. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 49.5.11 kr. an 100 fl. ist Verlust 16 fl. 55.4.11 kr.

6. Fürstl. Anhaltbischöfliche halbe Guldner unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 6. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 2.4.1 Stuck / halten an sein 12 loth 16 Gren / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 17 fl. 20.11.17 kr. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 49.8.9 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 26.10.40 kr. an 100 Stücken ist Verlust 12 fl. 38.11.39 kr.

7. Fürstl. Anhaltbischöfliche 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 7. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 38.0.4 Stuck / halten an sein 9 loth 2 Gren / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 17 fl. 2 kr. 2 pf. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 53 kr. 5.9 pf. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 12 fl. 2.2.2 pf. an 100 fl. ist Verlust 17 fl. 27 kr. 2 pf.

8. Anhaltischen Gassen Fürstl. Anhaltbischöfliche 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. und 99. wie bey diesem Abdruck mit Num. 8. zu sehen / gehen auff die raube marc Colm. 37.1.11 Stuck / halten an sein 8 loth 15 Gren / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 16 fl. 52.1.12 kr. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 52.4.9 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 12 kr. 3.1.5 pf. an 100 fl. ist Verlust 14 fl. 40 kr.

9. Fürstl. Anhaltbischöfliche 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey diesem Abdruck mit Num. 9. zu sehen / gehen auff die raube marc Colm. 77.1.1 Stuck / halten an sein 7 loth / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 17 fl. 42.6.7 kr. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 58 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 4 kr. an 100 fl. ist Verlust 18 fl. 43 kr.

10. Dettinger Reichs-Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 10. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 85 Stuck / halten an sein 6 loth 16 Gren / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 19 fl. 44 kr. 2 pf. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 11.5.9 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 4 kr. 1.1.2 pf. an 100 fl. ist Verlust 27 fl. 3 kr. 1 pf.

11. Nach Schluss dieser relation seynd noch acht Stuck dieser obbeschriebnen 1 fl. einkommen / unter Ihrer Hochgräf. Gn. von Reussen und Plauen Gepräg mit der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck mit Num. 11. zu sehen / seynd an Schrot gar ungleich / bißweil an denen 8. St. daß auff die raube marc Colm. gehen / 40 Stuck / halten an sein 8 loth 9 Gren / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 18 fl. 49.7.0 kr. fomit der gute Reichth. auff 1 fl. 54 kr. den Reichth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 1.7.107 kr. an 100 fl. ist Verlust 23 fl. 28 kr. 1 pf.

Des hochlöbl. Bayrischen Erbs. verpfändeter Münz-Wardun.

Friedrich Himgel.

Widerum ganz neue Fürstl. Anhaltbischöfliche 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. und 1678. wie bey diesem Abdruck mit Num. 12. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 72.1.1 Stuck / halten an sein 6 loth 17 Gren / wird die raube marc Silber hinaus vermindert 16 fl. 42.1.1 kr. fomit der gute Reichth. 1 fl. 51.1.1 kr. ist ein Stuck werth 5.1.19 kr. an 100 fl. ist Verlust 13 fl. 46 kr. 3 pf.

Lit. C.

Schwäb. Erbs. Münz-Warduns Bedencken.

Es sey dem letzten in des H. Röm. Reichs Stadt Augsburg gehaltenen Münz-Probations-Tag seynd in diesem hochlöbl. Schwäbischen Erbs. nachfolgende Silber-Münz-Sorten / welche der Reichs-Münz-Ordnung nach zu wieder sich befinden / unter Handen kommen / so ich mit Fleiß aufgeschreib / durchs Feuer probirt / dem guten Reichth. nach zu 96 kr. gerechnet / darauff an Schrot / Korn / Werth und Verlust befinden wie folgt.

1. Neue Guldner unter Ihr Hochgräf. Gn. Hn. Albrecht Ernst zu Dettingen Gepräg mit der Jahrzahl 1676. wie an dem Abdruck mit Num. 2. zu sehen seyn wird / an dem Schrot und Korn ungleich / gehen auff die raube Colm. marc 12.4.1 Stuck / halten sein 11 loth 16 Gren / wird die raube marc vermindert 17 fl. 13 kr. 1.7.107 pf. der gute Reichth. 1 fl. 54 kr. 2.6.7 pf. ein Stuck werth 50 kr. 6.8 pf. an 100 Stücken 16 fl. 4 kr. 1.1.1 pf.

2. Wiederum neue Guldner unter Ihrer Hochgräf. Gn. Hn. Albrecht Ernst zu Dettingen Gepräg / mit der Jahr-

zahl 1677. wie an dem Abdruck mit Num. 2. zu sehen / gehen 12.3.1 Stuck auff die raube marc Colmisch / halten sein 12 loth / wird die raube marc vermindert 16 fl. 42 kr. 2.3.4 pf. der gute Reichth. 1 fl. 51 kr. 1.1.1 pf. ein Stuck werth 52 kr. 1.8.1.39 pf. an 100 fl. Verlust 14 fl. 2 kr. 2.1.39 pf.

3. Neue Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. zu Montfort Gepräg unter der Jahrzahl 1678. wie in Num. 2. zu sehen / seynd an Schrot und Korn sehr ungleich / gehen auff die raube Colmische marc 12.1.1 Stuck / halten an sein 11 loth 16 Gren / wird die raube marc vermindert 16 fl. 23 kr. 1.1.1 pf. der gute Reichth. 1 fl. 49 kr. 1.1.1 pf. ist ein Stuck werth 52 kr. 3.1.19.12 pf. an 100 fl. Verlust 11 fl. 45 kr. 2.1.1.31.

4. Wiederum Hochgr. Montfortische Guldner mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck Num. 4. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 12.4.1 Stuck / halten sein 11 loth 16 Gren / so dem vorhergehenden Num. 1. gleich.

5. Noch ein Sorten neue Guldner unter der Gn. Hn. von Reussen von Plauen Gepräg / unter der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck mit Num. 5. zu sehen / gehen 13 Stuck auff die raube marc Colmisch / halten an sein 12 loth / wird die raube marc vermindert 17 fl. 20 kr. der gute Reichth. 1 fl. 55 kr. 1.1.1 pf. ein Stuck werth 49 kr. 3.1.1 pf. an 100 fl. Verlust 16 fl. 55 kr. 1 pf.

6. Neue halbe Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. von Montfort Gepräg mit der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abdruck Num. 6. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 25.1.1 Stuck / halten sein 11 loth 14 Gren / wird die raube marc vermindert 17 fl. 11 kr. 2.3 pf. der gute Reichth. 1 fl. 54 kr. 2.1.1 pf. ein Stuck werth 25 kr. 7.1.18 pf. an 100 fl. Verlust 16 fl. 9 kr. 9.10 pf.

7. Neue schiedel Guldner unter Ihrer Hochgr. Durchl. Gn. Hn. Johann Friedrich zu Brandenburg Anhaltbischöfliche Gepräg mit der Jahrzahl 1678. wie in dem Abdruck mit Num. 7. zu sehen / gehen auff die Colmische marc 39.1.1 Stuck / halten sein 8 loth 17 Gren / ist die raube marc vermindert 17 fl. 59 kr. 5.8 pf. der gute Reichth. 1 fl. 58 kr. 2.1.1 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.7.18 pf. an 100 fl. Verlust 18 fl. 14 kr. 2.1.8 pf.

8. Hochgr. Montfortische 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abdruck Num. 8. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch 37.1.1 Stuck halten sein 8 loth 14 Gren / ist die raube marc vermindert 17 fl. 16 kr. 6.7.19 pf. fomit der gute Reichth. 1 fl. 55 kr. 5.9 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.7.18 pf. an 100 fl. Verlust 17 fl. 45 kr. 2.1.40 pf.

9. Neue Hochgr. Montfortische 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abdruck Num. 9. zu sehen / gehen auff die raube Colmische marc 36.4.7 Stuck / halten sein 8 loth 15 Gren / ist die raube marc vermindert 16 fl. 33 kr. 1.4.19 pf. der gute Reichth. 1 fl. 50 kr. 1.6.19 pf. ein Stuck werth 13 kr. 3.1.44 pf. an 100 fl. Verlust 13 fl. 2 kr. 3.1.4 pf.

10. Neue 6 Kreuzer unter Ihrer Hochgräf. Durchl. Gn. Hn. Johann Friedrich zu Brandenburg Anhaltbischöfliche Gepräg unter der Jahrzahl 1677. wie an dem Abdruck mit Num. 10. zu sehen / gehen auff die raube marc Colmisch / 78.0.1 Stuck / halten sein 6 loth 17 Gren / die raube marc vermindert 18 fl. 8 kr. 2.1.1.10 pf. der gute Reichth. 1 fl. 51.1.1 pf. ein Stuck werth 4 kr. 2.1.1.10 pf. an 100 fl. Verlust 20 fl. 47 kr. 2.1.10 pf.

11. Fürstl. Dettingische 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abdruck Num. 11. zu sehen / gehen auff die raube Colmische marc 73.7.7 Stuck / halten sein 6 loth 13 Gren / wird die raube marc vermindert 17 fl. 32 kr. 1.1.8 pf. und der gute Reichth. 1 fl. 56 kr. 2.6.107 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.1.10.43 pf. an 100 fl. Verlust 17 fl. 55 kr. 2.1.43 pf.

12. Wiederumb Fürstl. Dettingische 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dem Abdruck Num. 12. zu sehen / gehen auff die raube Colmische marc 82.1.8 Stuck / halten sein 6 loth / 16 Gren / wird die raube marc vermindert 19 fl. 42 kr. 10.1.107 pf. der gute Reichth. 1 fl. 12 kr. 2.1.107 pf. ein Stuck werth 4 kr. 1.7.19 pf. an 100 fl. Verlust 27 fl. 25 kr. 2.1.8 pf.

13. Wiederumb Fürstl. Dettingische 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abdruck mit Num. 13. zu sehen / gehen auff die raube Colmische marc 78.1.13 Stuck / halten sein 6 loth 14 Gren / wird die raube marc vermindert 18 fl. 2 kr. 2.7 pf. der gute Reichth. 2 fl. 3 kr. 2.5.6 pf. ein Stuck werth 4 kr. 2.1.107 pf. an 100 fl. Verlust 22 fl. 43 kr. 1.1.8 pf.

Des hochlöbl. Schwäbischen Erbs. General Münz-Wardun.

Kaiser Ulrich Müller.

CCXI.

Contrat de Mariage, de Louis DAUPHIN de 30. Dec. France, avec la Princesse Electorale MARIE ANNE CHRISTINE de Baviere. Fait & passé à Munich le 30. Decembre 1679. [FRANC ET BAVIERE, LEONARD. Tom. 111.]

AU nom de la Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois personnes en un seul Dieu. Soit accordé à tous ceux qui ces presentes verront, & cet Accord de Mariage, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louis XIV. par la grace de

Lil 3

ANNO
1679.

de Dieu Roi Tres-Chretien de France & de Navarre, pour perpetuer dans les Siecles à venir la felicité dont les Peuples jouissent sous son Regne, par des Successeurs qui puissent suivre les glorieux exemples que Sa Majesté leur donne, auroit pris la resolution de marier Monseigneur Louis Dauphin de France son Fils; & que pour lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une illustre naissance; Sa Majesté auroit jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Christine de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Eleveur du S. Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, Electrice & Duchesse de Baviere, dans laquelle Princesse tous ces avantages se rencontrent également. Sa Majesté auroit envoie en cette Ville de Munich le Sieur Charles Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conscils, & President à Mortier en sa Cour de Parlement, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Baviere les Articles & Conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Dauphin, & ladite Dame Princesse de Baviere. Et pour cet effet, ce jourd'hui Samedi le trentième du Mois de Decembre mil six cents soixante-dix-neuf, à l'heure de six du Soir, à l'Hôtel ordinaire des Ambassadeurs; par devant moi Antoine de Berchem, in Pludembourg, Menzing & Allach, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Dingling & Reispach, Comte Palatin, & Notaire; en presence de Messieurs François Pangrace, Baron de Leibling, Rhain & Graderstorff, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Waldmunchen, & Eobald de Kleist, Conseiller d'Etat, President du Conseil Aulique, & Gouverneur de Rotenbourg, comme témoins à ce requis: Ont comparu d'une part, ledit Sieur President Colbert, en vertu des Pleins-pouvoirs tant dudit Seigneur Roi Tres-Chretien que de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, en Datte des dix-huitième Octobre dernier, & quatorzième du present Mois de Decembre. Et de l'autre des Sieurs Bernard Bero, Baron de Reichenberg, Conseiller Secret, & Grand Chambellan de Monseigneur l'Eleveur de Baviere, & Gouverneur de Erding, Maximilien Ferdinand, Comte de Terring en Seefeld, du mesme Conseil Secret, Grand Mareschal de la Cour, & Gouverneur de Wolfersthausen; Gaspard Schmid, Seigneur de Haselbach & Pirenbach du mesme Conseil Secret, Chancelier, Souverain Prevost des Fiefs, & Gouverneur d'Aibling.

Lesquels Commissaires usans de leurs Pouvoirs susdits, ont dit & déclaré que comme le Serenissime Prince Maximilien Philippe, Duc de la Haute & Basse Baviere, Administrateur de tous les Etats Electoraux, & autres Provinces de Baviere, Curateur & Tuteur de Monseigneur l'Eleveur Maximilien Emanuel son Neveu, & de l'aveu & consentement dudit Prince, veut répondre très sincèrement aux sentimens d'une affection toute particuliere, & d'une tres-grande estime que Sa Majesté lui témoigne, & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il y a toujours eu entre la France & la Baviere pendant la vie de Monseigneur l'Eleveur son Frere & de ses Predecesseurs, soit continuée non seulement sous le Gouvernement present & à venir de Monseigneur l'Eleveur son Neveu, mais aussi qu'elle passe encore avec la même fermeté aux Successeurs & descendants; lesdits Sieurs Plenipotentiaires jugeant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette bonne fin, est de renouer étroitement cette même bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, ils ont aux noms susdits, traité & accordé les Articles qui en suivent.

Premierement. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, preallablement obtenuë dispense de sa Sainteté, à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Dauphin, & la Serenissime Princesse de Baviere, ils fassent celebrer leurs Epouailles & Mariage par paroles de present, selon la forme & solennité prescrite par les sacrez Canons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & se feront lesdites Epouailles & Mariage au Palais Electoral de cette Ville de Munich, en vertu du Pouvoir & Commission qui sera à cet effet donné par mondit Seigneur le Dauphin, qui le ratifiera & accomplira en personne quand la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere sera amenée & arrivée en France; mondit Seigneur le Dauphin se joignant avec Son Alteffe, & recevant les benedictions de l'Eglise; & la conclusion & Ratification dudit Mariage se fera dans le tems ac-

cordé & concerté entre Sa Majesté & Monseigneur le Duc Maximilien, en qualité d'Administrateur, & legitime Tuteur & Curateur.

II. Après la renonciation legitime faite aujourd'hui par Madame la Princesse Electorale de Baviere, en faveur de la Succession des Mâles, selon la tenent de l'Acte separé, laquelle renonciation a esté confirmée par Serment, & doit être ratifiée dans vingt jours, aussi bien que ces Passes Dotaux, par leurs Majestés le Roi & la Reine, & Monseigneur le Dauphin; Monseigneur le Duc Maximilien, comme Administrateur & Curateur, promet & demeurera obligé pour Monseigneur l'Eleveur de Baviere, de donner en Dote à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere, en faveur du Mariage qu'elle contracte avec Monseigneur le Dauphin, Fils unique du Roi Tres-Chretien de France & de Navarre, & lui paiera, ou à celui qui aura Pouvoir & Commission dudit Seigneur, la Somme de cent mil Ecus ou leur juste valeur en la Ville de Paris, comme aussi de lui donner des pierrieres & autres ornemens montant à pareille Somme de cent mil Ecus, & ladite Dote sera payée en la maniere suivante. Le tiers au tems de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année depuis ladite consommation, & la dernière troisieme Partie fit Mois après, en sorte que l'entier paiement de ladite Somme de cent mil Ecus sera fait en dix-huit Mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'estre specifiez.

III. Sa Majesté Tres-Chretienne s'oblige d'assurer & assurera la Dote de ladite Serenissime Princesse Marie Anne Christine sur bonnes Rentés & Biens assurez, & sur fond & assignats valables au contentement de Monseigneur l'Administrateur & de Monseigneur l'Eleveur de Baviere, ou des personnes qu'il nommera pour cet effet à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura receu desdits cent mil Ecus ou de leur juste valeur, dans les termes ci-dessus dits, & enverra aussitôt à Monseigneur l'Administrateur & Monseigneur l'Eleveur, les Actes de ladite Assignation & Consignation de Rente. Et en cas de dissolution dudit Mariage, & que du Droit la restitution de la Dote ait lieu, elle sera rendue à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, ou à celui qui aura charge ou droit d'elle; & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point ladite Dote, Son Alteffe ou ses Heritiers & Successeurs jouiront des Revenus à quoi se monteront lesdits cent mil Ecus à raison du Denier vingt, qui seront payez en vertu desdites Assignations.

IV. S. M. T. C. donnera pour Monseigneur le Dauphin à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, pour ses Bagues & Joyaux la valeur de cinquante mil Ecus d'or fol, lesquels & tous autres qu'elle portera avec soi lui appartiendront sans difficulté, comme étant Biens de son Patrimoine, propre à ladite Princesse, ses Heritiers ou Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cause.

V. S. M. T. C. suivant l'ancienne & loüable coutume de la Maison de France, assignera & constituera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine pour son Dotaire, vingt mil Ecus d'or fol chacun an, qui seront assignez sur Revenus & Terres où y aura Justice, dont le principal lieu aura titre de Duché, & consecutivement jusqu'à la concurrence de ladite Somme de vingt mil Ecus d'or fol chacun an; Desquels Lieux & Terres ainsi donnez & assignez, ladite Princesse jouira par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a esté toujours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provision de tous les Offices vacans, comme ont accoutumé d'avoir les Reines & Dauphines de France; bien entendu néanmoins que lesdits Offices ne pourront être donnez qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les Fermes desdites Terres; conformément aux Loix & Coutumes du Roiaume de France; de laquelle susdite Assignation ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, entrera en possession & jouissance si-tôt que Dotaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs hors de France.

VI. S. M. T. C. donnera & assignera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, pour la dépense de sa Chambre, & entretenement de son Etat & de sa Maison, Somme convenable, telle qu'appartient à une Princesse d'un si haut rang, la lui assignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner Assignation pour tel entretenement.

VII. Monseigneur le Dauphin & ladite Dame Princesse

ANNO
1679.

ANNO
1679.

cesse Marie Anne Christine, s'épouseront & marieront par procuration qu'envoiera mondit Seigneur le Dauphin à ladite Princesse, par paroles de présent; ce qu'établissant M. l'Electeur la fera mener à ses frais & dépens jusqu'au plus prochain lieu de la Frontière de France en Alsace, avec la dignité & appareil qu'appartient à si grande Princesse; & avec le même appareil elle sera reçue par Monseigneur le Dauphin.

VIII. Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre mondit Seigneur le Dauphin & ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, & qu'elle le survive, en ce cas il sera en la liberté de ladite Dame Princesse, ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Baviere sans aucun empêchement, ou en tels autres endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France toutefois & quantes que bon lui semblera, avec tous ses Biens, Dote & Dotiaire, Bagues, Joiaux & vestemens, vaisselle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ses Officiers & serviteurs de sa Maison, sans que pour aucunes choses que ce soit ou seroient survenues, on lui puisse donner aucun empêchement quelconque, ni arrêter son départ, ni directement ni indirectement empêcher la jouissance & recouvrement de sesdites Dote & Dotiaire, ni autres Assignations qu'on lui auroit données ou dû donner. Et pour cet effet S. M. T. C. & Monseigneur le Dauphin donneront à M. le Duc Maximilien, comme Administrateur, Tuteur & Curateur pour ladite Dame Princesse Marie Anne Christine sa Niece, telles Lettres de sûreté qui seront nécessaires, signées de leur propre main, & scellées de leur Sceau. Et dès à présent comme desormais S. M. T. C. leur assurera & promettra pour soi & pour ses Successeurs Rois, en foi & parole de Roi.

IX. Ce Traité & concert de Mariage a été fait avec dessein de supplier notre S. Pere le Pape, comme dès à présent Leurs Majestés le Roi & la Reine de France & de Navarre, Monseigneur le Dauphin, & Monsieur le Duc Maximilien Philippe, tant comme Administrateur qu'au nom de Monsieur l'Electeur, l'en supplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & lui donner la Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & Ratifications qui en auront été faites de part & d'autre, & les Ecritures & Juremens qui se feront & octroieront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'Approbation & de Benediction. Que S. M. T. C. & ledit Sieur Duc Maximilien, comme Administrateur, Tuteur & Curateur, approuveront & ratifieront cette presente Capitulation & tout ce qu'elle contient; promettent & s'obligeront lesdits Seigneurs Rois & Dauphin sur leur foi & parole Royale, & Monsieur le Duc Maximilien Philippe sous la sienne & celle de Monsieur l'Electeur son Neveu, de la garder & accomplir inviolablement; delivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres en la forme accoutumée, lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la presente Ecriture, seront échangés respectivement dans vingt jours, à compter du jour & date de la presente, avec l'obligation expresse de n'y point contrevenir; car ainsi l'ont promis & stipulé lesdits Sieurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs ci-dessus dits. Et lesdits Sieurs Contractans l'ont signé de leurs mains & noms, & m'ont requis que de toute cette Convention j'en fisse quatre Originaux, deux en Latin & deux en François, desquels j'en ay remis deux en Langues différentes à chacune des Parties. Fait & signé l'année, le jour, l'heure, & en presence que dessus. Ainsi signé, COLBERT DE CROISSY. BERNARD BERO, Baron de Rechberg. MAXIMILIEN FERDINAND, Comte de Terring en Seefeld. GASPARD SCHMID, de Hagelbach & Purenbach.

Pleinpouvoir du Roi.

L'Onis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Après que Dieu a benin & heureusement l'application continuelle que nous avons donnée au bien de notre Etat, soit par l'ordre que nous avons établi au dedans, soit par les Conquestes dont nous l'avons augmentée au dehors; l'unique soin qui nous reste pour le bonheur de nos Sujets, est de nous donner des Successeurs, qui puissent à notre exemple & touchés du même amour que nous avons pour nos Peuples, perpetuer dans les siècles à venir la félicité dont ils jouissent sous notre Regne, & soutenir avec

la même gloire ce haut point de grandeur & de puissance auquel nous avons élevé notre Couronne. C'est dans cette vue qu'ayant pris la résolution de marier notre tres-cher & tres-aimé Fils Louis Dauphin de France, & de lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une illustre naissance; Nous avons jeté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du Saint Empire & Duc de Baviere; & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adélaïde de Savoie, Eleatrice & Duchesse de Baviere, dans laquelle nous trouvons joints également tous ces avantages que nous pouvons le plus desirer. Et parce que pour traiter une affaire de cette importance Nous avons besoin d'une personne sur la suffisance, l'expérience & la fidélité de laquelle nous puissions pleinement nous reposer, Nous avons fait choix du Sieur Colbert, Conseiller en tous nos Conseils & President en notre Parlement, dont le zele & la capacité nous ont été éprouvés tant de fois dans les divers emplois & Ambassades que nous lui avons ci-devant commis. Nous avons jugé à propos pour ce sujet de le faire passer en Baviere, & de lui remettre le soin de rejoindre & arrêter en notre nom les Articles de Mariage entre notre Fils le Dauphin & ladite Princesse Electorale. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de notre main, ledit Sieur President Colbert, pour stipuler & refouder avec les Ministres qui seront commis à cet effet, munis de Pouvoirs suffisans, les Articles & conditions dudit Mariage entre notre Fils le Dauphin & ladite Princesse de Baviere, régler & accorder les Dots, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiements dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les feutretes, promesses & Obligations qui seront nécessaires pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura été accordé; promettre en notre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura été arrêté & convenu par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage, & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, négocier, conclure & signer, tout ainsi que nous serions ou pourrions faire si nous y étions presens en personne, encore que le cas requiert un Mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre notre Scl. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour d'Octobre l'an de grace 1679. & de notre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir de la Reine.

MARIE TERESE par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Roi notre tres-honoré Seigneur & Epoux, ayant pris la résolution de satisfaire le desir de ses Peuples par le Mariage de notre Fils le Dauphin, avec une Princesse qui puisse donner des Successeurs à cette Couronne capables de continuer le bonheur & la félicité dont ils jouissent, par les soins, la prudence, & la valeur de notre Fils le Dauphin & Epoux; il a pour cet effet jeté les yeux sur la Princesse Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adélaïde de Savoie, comme une Princesse en qui se trouvent toutes les bonnes qualitez d'esprit & de conduite que nous pouvons desirer. Et parce qu'il est nécessaire que nous commettons quelqu'un de notre part pour traiter & convenir des Articles dudit Mariage, nous avons jugé que nous ne pourrions faire un plus digne choix que du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous les Conseils dudit Roi notre tres-honoré Seigneur & Epoux, President en son Parlement, & son Envoié extraordinaire à Munich. A ces causes & autres à ce nous mouvans, voulant tousjours nous conformer aux desirs & intentions du Roi notre tres-honoré Seigneur & Epoux, Nous avons audit Sieur Colbert donné & donnons par ces presentes signées de notre main, Pleinpouvoir, Commission & Mandement special, pour stipuler & refouder avec les Commissaires qui seront munis d'un Pouvoir suffisant, les Articles & conditions du Mariage, d'entre notre Fils

ANNO
1679.

ANNO
1679.

Fils de Dauphin & lad. Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront nécessaires pour l'accomplissement & execution de ce qui aura été accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons pour agreable de nostre part, tout ce qui aura été convenu & arrêté par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage & généralement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, négotier, conclure & signer, tout ainsi que nous serions ou pourrions faire si nous y estions présents en personne, encore que le cas requiert un Mandement plus special qu'il n'est contenu en ces présentes: Car tel est notre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le 14. jour de Decembre 1679. *Signé*, MARIE THERESE. *Et plus bas*: Par la Reine, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monseigneur le Dauphin.

LOuis Dauphin de France, Fils Unique du Roi: A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. La tendresse & l'affection que le Roi notre tres-honoré Seigneur & Pere nous a toujours témoigné, jointe aux vœux de tous ses Peuples, de nous donner une Epouse qui par la Bénédiction du Ciel lui donne des Successeurs qu'il puisse par ses propres soins rendre capables d'imiter les vertus & les grandes qualitez qui rendent son Regne si heureux, a déterminé son choix à la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & Duc de Baviere, & tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie: & a envoyé à Munich pour conclure ce Mariage le Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, Président en son Parlement. Et parce qu'il est nécessaire que nous lui donnions aussi un Pouvoir suffisant pour y stipuler & agir en notre nom, & que nous ne pourrions d'ailleurs faire choix d'une autre personne en qui nous puissions prendre une confiance plus entiere. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons en consequence de l'ordre & Pouvoir qui nous en a été donné par nostre dit tres-honoré Seigneur & Pere, donné & par ces présentes signées de notre main donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement special audit Sieur Colbert, pour stipuler, arrêter & refondre en notre nom, avec les Commissaires qui seront munis d'un Pouvoir suffisant, les Articles & conditions de notre dit Mariage avec ladite Princesse de Baviere, en regler & accorder les Dot, assignats & conventions, convenir des termes dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront nécessaires pour l'accomplissement de tout ce qui aura été accordé; promettre en notre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura été arrêté & convenu pour nous par ledit Sieur Colbert au sujet de notre dit Mariage, & généralement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, demander, conclure & signer, tout ainsi que nous serions ou pourrions faire si nous y estions présents en personne, encore que le cas requiert un Mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites présentes. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à cesdites présentes. Donné à S. Germain en Laye le 14. Decembre 1679. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: Par Monseigneur, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monsieur le Prince Maximilien Philippe, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur de Baviere.

NOs Maximilianus Philippus, Dei gratia utriusque Bavarie ac Palatinatus Superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius in Leichtenberg, & pro tempore Statuum, & omnium Provinciarum Electoratum Administrator, Tutor & Curator. Notum facimus presentibus hisce, profitemur ac contestamur,

postquam Christianissimus & Potentissimus Princeps Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navarre Rex, Dominus consanguineus & affinis nostre colendissimus & Domini nostre Electorali Bavarie, id honoris & gloria conferre ac concedere voluit, ut inter Filium Regie Majestatis sue Ludovicum Delphinum; & Fratris Carissimi nostri nuper defuncti Electoris Bavarie Ferdinandi Marie, ejusque defuncte conjugis Henriette Adelaide, natæ Principissæ Sabaudie, plissimæ memorie auliciorum relictæ filiam, Serenissimam Mariam Annam Christianam, utriusque Bavarie ac Palatinatus Superioris Ducissam, Principissam & Neptem nostram Charissimam Matrimonium auspiciente Deo ineatur: Ad cujus Negotii pertractationem & conclusionem Regia Majestas sua ad Aulam hanc Electoralem Dominum Carolum Colbert, Marchionem à Croissy, à sanctioribus Regis Consiliis, & in supremo Parlamento Curie Præsilem, sufficienti Mandato instructum ablegavit, eique vigore illius commisit, ut cum Consiliariis & Ministris Electoralibus, quos nos ad hosce Tractatus, sufficienter fissoribus Mandato legitimatos deputaverimus, conditiones & Articulis prædicti Matrimonii hujus pacisci, stipulari & concludere possit ac valeat. Quod nos vicissim vigore præsentis Instrumenti propria manu nostra subscripsi, Posellatem & facultatem decernimus Bernhardo Beroni, Baroni in Reebberg, Domino in Hochen Reebberg, & Principis & Electoris moderni Bavarie Domini Maximiliani Emanuelis Nepotis nostri Charissimi, Consiliiariorum intimorum, Supremo Camerario & Præsæcto in Erding; Item Maximiliano Ferdinando Comiti de Thoring in Seefeld, & Consiliis Electoralis intimi Consiliiariorum, Aula Electoralis supremo Mareschallo, & Præsæcto in Wolfershausen; necnon Gasparo Schmid ab Aals & Purnbach, modo dicti Electoralis Consilii intimi Cancellarii, Fœderum supremo Præposito & Præsæcto in Aylburg; eisdem mandantes, ut cum prædicto Regie Majestatis sue Christianissimæ Ablegato Domino Colbert, Articulis & conditiones Matrimonii hujus intra memoratum Christianissimæ Majestatis sue Filium Delphinum & dictam Charissimam Neptem nostram, nostro nomine pacisci, stipulari ac concludere, Dotem & Donationes propter Nuptias constituere & assignare, desuper Obligaciones facere, & omnia alia, que ad perficiendum & adimplendum Negotium & Tractatum hunc quomodocunque necessaria erunt, ab eodem dependent vel dependere possunt, agere & procurare, necnon ulterius nostro nomine promittere possint & valeant, quod nos omnia illa ratificaturi & ratihabitori sumus, quæ illi in hoc Matrimoniali Negotio tractarunt & concluderunt, ac si id omne à nobis & per nosmetipsos in propria persona factum esset; tamen si casus iste specialius Mandatum, quàm huic Instrumento insertum est, fortasse requireret. Ad quorum omnium fidem Instrumentum hoc propria manu subscripsimus & consuevit administrationis nostre Sigillo signari curavimus. Actum Monachi 23. Decembris anno 1679. *Signatum*, MAXIMILIANUS PHILIPPUS.

Et comme je Antoine de Berchem in Pluedenburg, Menzing & Alsfach, Conseiller d'Etat de Son Altesse Serenissime Electorale de Baviere, Gouverneur in Dingeling & Reischbach, Comte Palatin & Notaire; ai été exprès requis à cet Acte avec Messieurs les Témoinis, & ay veu & oui toute chose en general & en particulier se passer ainsi, j'ai fait à dessus cet Instrument public écrit de la main d'autrui, mais collationné ponctuellement en présence de Messieurs les Pleinpotentiaires de part & d'autre, & ensuite je l'ai publié. Et s'étant trouvé que dans le septième Article, la quatrième page & la dernière ligne ces deux paroles (de France) estoient omises, elles ont été ajoutées en Marge. Pareillement au Pouvoir du Roi dans la sixième page sur la fin, les paroles (nous pouvons le plus désirer & parce que) ont été insérées avec une marque particulière. Comme encore dans le Pouvoir de Son Altesse le Duc Maximilien Administrateur, ont manqué les deux mots Latins, *Intimi Consiliiario*, qui ont été joints en Marge, tout ce qui sera de la mesme force comme s'il avoit été mis dans le contenu mesme.

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES

TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Paixes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;*

AVEC
LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre,
les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, &
Protectations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des
grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les
désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de cel-
les de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres, des Manuscrits,
de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE,
qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Actes de RYMER,
& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE II.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A T E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.



T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la II. Partie du VII. Tome.

ANNO 1680. 1. Mai.	A dditions au Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES & la Ville d'ALGER, fait au Mois d'Avril 1679. lesdites Additions conclues le 1. Mai 1680. 1	Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogate inter Sacram Cesarem Regiamque Majestatem LEOPOLDUM & MEHEMETUM IV. Han, Turcarum Sultanum. Actum Constantinopoli Anno 1681. 12	ANNO 1681.
8. Mai.	Traité entre la SUEDE & le DANEMARC sur le Passage du Sund & du Belt. Fait par l'Entremise du Roi de FRANCE, à Copenhague le huitième Mai 1680. 2	Allé de Foi & Hommage rendu au Roi de France LOUIS XIV. par le Comte de LINANGE, pour les Terres & Seigneuries de Stadeck & de Landsberg, faisant partie de la Comté de Veldentz, relevant de l'Eglise de Verdun. Du 28. Avril 1681. 28. Avril.	
10. Juin.	Fœdus defensivum inter CAROLUM II. Regem Hispaniarum, & CAROLUM II. Regem Magnæ Britannie, cujus pro fundamento Fœdera 30. Augusti 1673. inter præfatum Regem Hispaniarum & Ordines Generales UNITI BELGII, nec non 31. Martii 1678. inter eosdem Ordines & Regem Britannicum inita, ponuntur, omniaque ad nuperrime restitutam Pacem Generalem fartam itellam servandam constituuntur. Actum in Arce Regia Windesoriensi die 10. Junii 1680. 2	Capitulazioni d reciproche Conventioni che si stabiliscono fra la Maestà del RE CHRISTIANISSIMO & l'Altezza Serenissima del Signor Duca di MANTOVA, da osservarsi inviolabilmente con buona fede e ciò inherendo a i Trattati già manggiati nella Corte di Mantova, che si stringono per finale stabilimento nel presente Concerto. 13	20. Août. 16. Sept.
Sept.	Capitulation ou Traité de bonne Intelligence, de Navigation & de Commerce, entre MAHOMET IV. Sultan & Empereur des Turcs & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, contenant les Privilèges, accordés à tous leurs Sujets Habitans, pour leurs Personnes, Pêcheaux & Marchandises, également comme aux François & Anglois. Donné à Constantinople, au commencement du Mois de Ramadan 1091. 4	Articles proposez par les Preteurs, Consuls & Magistrats de la Ville de STRASBOURG, & accordez pour la réduction de ladite Ville à l'obéissance du Roi de France LOUIS XIV. le 30. Septembre 1681. 15	30. Sept.
21. Oct.	Recès conclu sub spe Ratificationis entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains & ceux de MAXIMILIEN EMANUEL Eleveur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de JEAN FRANCOIS, Comte de Prying, comme intéressé dans l'affaire, par lequel tous les Differents survenus au sujet des Droits, Jurisdictions & des Limites des Seigneuries de Kuffstein & d'Aschau sont accordés & terminés. A Kuffstein le 21. Octobre 1680. 9	Fœdus inter CAROLUM XI. Regem Suecie & Ordines Generales FOEDERATI BELGII, pro firma conservatione & Guarantia Pacis Neomagenfis, immo & Monasterieas, contra quoscunque Violatores eorum. Actum Hagæ-Comitis die 30. Septembris 10. Octobris 1681. 15	30. Sept. 10. Octob.
3. Dec.	Protestation de JEAN GEORGE III Eleveur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Hereditaire conclu par l'Eleveur JEAN GEORGE II. son Pere, avec les Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Païs, & de divers autres Droits qui appartiennent à la Superiorité Territoriale, dévolue aux Deputez Provinciaux assemblés à Meissen. Faite au Château de Ortenbourg à Budissin le 3. Decembre 1680. 11	Constitution de CHARLES XI. Roi de Suede pour la Réduction de tous les Biens alienez de la Couronne 1682. 17	1682.
		Articles & Conditions de Paix traitez par l'Ordre exprès de très-haut, très-puissant, très-excellent & très-invincible Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, avec les Ambassadeurs de très-haut, très-excellent, très-puissant & très-invincible Prince MULEY ISMAEL, Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à St. Germain en Laye, le 29. Janvier 1682. Avec les Formulaires du Passeport dont les Vaisseaux François devront être munis, & du Certificat du Consul de la Nation Française à Salé. 18	29. Janv.
		Declaratio DD. Ordinum FOEDERATI BELGII Generalium qua Accessionem LEOPOLDI Cesaris ad Tractatum Guarantie die 30. Septembris 10. Octobris inter ipsos & Regem Suecie initum acceptant, se obligantes ad omnia sue Cesaris Majestati præstandum, quæ in prædicto Tractatu	28. Fevr.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1682.	Traité de Commerce entre le Serenissime & très-puissant Prince CHARLES II. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, & les très-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga & Gouverneurs de la fameuse Ville d'ALGER en Barbarie, conclus par Arthur Herbert, Ecuier, Amiral de la Flotte de Sa Majesté sur la Méditerranée, le 10. jour d'Avril vieux style 1682. & le 11. de la Lune d'Avril de l'an de l'Hégire 1094. Avec un double Formulaire des Passeports dont les Navires doivent être munis. Et un Article séparé touchant ce même Formulaire, fait le 5. Mars de l'an de Notre Seigneur J.C. 1682. & le 17. jour de la Lune Moelout de l'année de l'Hégire 1094.	19
10. Avril.	Acte par lequel l'ESPAGNE, entre dans le Traité de Garantie, conclu le 30. Sept. 10. Octob. 1681, entre la Couronne de SUEDE & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. A la Haye le 2. Mai 1681.	20
2. Mai.	Traité de Luxembourg, entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part & les Cercles Conféderez de FRANCONIE & du HAUT RHYN citerieur, avec quelques autres Etats de l'Empire d'autre part, pour la défense de l'Empire contre toutes sortes d'Hostilités, de violence & d'irruptions, pour le maintien des deux Paix de Munster & de Nimègue, & pour s'opposer efficacement à toutes sortes de Contraventions & Invasions faites ou à faire, comme aussi aux injustes demandes & Pretensions qui ont été formées contre l'Empire & contre ses Membres, du 10. Juin 1682. Avec la Declaration de l'Electeur de BRANDEBOURG sur ce sujet.	22
10. Juin.	Recès conclu entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe & ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels sur l'Accord Hereditaire du 22. Avril 1657. par lequel d'un Consentement mutuel ledit Accord est éclairci en divers Points, & les Doutes survenus à cette occasion expliqués & résolus, à Dresde le 12. Septembre 1682.	25
12. Sept.	Confœderatio inter Regiam Majestatem DANIE, Serenissimum Electorem BRANDEBURGICUM & Episcopum MONASTERIENSEM ad promovendam Pacem, averterendam novum Belli calamitatem inter IMPERATOREM, IMPERIUM & Regem GALLIÆ, Defensionemque mutuam. Datum die 14. Sept. 1682.	26
14. Sept.	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & CHARLES XI. Roi de Suède. Fait à Stokholm le 12. Octobre 1682.	36
12. Octob.	Points stipulez par la Ville Imperiale de FRANCFORT, pour sa plus grande liberté dans son Accession à l'Alliance des Cercles du RHYN & de FRANCONIE.	37
1683.	Traité entre MAHOMET IV. Empereur des Turcs & le Comte EMERIK TEKELI. Fait en 1683.	39
3. Janv.	Conclusion unanimement prise & passée en Loi par les Conseillers du Roi de Suède & par tous les Ordres du Royaume, dans la Diète Generale de Stokholm, commencée en 1682. & finie le 3. Janvier 1683. Par laquelle la COURONNE DE SUEDE est déclarée Hereditaire en faveur des Mâles, & à leur défaut en faveur des Femelles. On y approuve sans exception la Forme de Gouvernement proposée & signée par le Roi le 29. Novemb. 1682. on y declare mauvais & infidèles Sujets ceux qui se sont opposez au Testament de CHARLES GUSTAVE & qui ont voulu le restreindre. On y accorde au Roi la Puissance de faire les Loix, de constituer aux Reines leurs Dotes, de donner les Fiefs de la Couronne & de reprendre les choses données. On y approuve la Grande Commission, & la Commission des Liquidations, & on y fait des Reglements pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la Declaration desdits Conseillers & Etats sur l'affaire du Testament dudit Roi CHARLES GUSTAVE du 19. Decembre 1683. Leur Assurance & Declaration touchant la Dote de la Reine du 29. Novembre. Et enfin leur Declaration touchant les Droits du Roi à l'égard des Loix Provinciales du 22. Nov. 1682.	40
	Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe & ALBERT ANTOINE, CHRISTIAN GUILLAUME & ANTOINE GUNTHER, Comtes de Schwartzbourg, par laquelle l'Electeur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers & Passages de Troupes, & de toutes Exactions Militaires, comme aussi de fournir pour eux les quotes ou contingents qui pourroient survenir à leur charge tant en Hommes qu'en argent, moyennant la Somme de 22. mille Ecus par an qu'ils promettent de lui payer. A Leipzich le 10. Janvier 1683.	40
	Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & le Serenissime Prince ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug Duc de Brunswick-Lunebourg, en conformité & en execution des Resolutions Salutaires de l'Empereur & de l'Empire, pour la défense de la Patrie & pour y conserver par ce moyen la Paix & la sûreté, selon la teneur des Traitez de Westphalie & de Nimègue. A Hanover le 14. Janvier 1683. Avec la Ratification du Prince Evêque d'Osnabrug. A Hanover le 20. Janvier 1683.	50
	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Bavière pour la défense de l'Empire & pour celle de leurs Royaumes, Etats & Seigneuries qui y sont situez. Fait le 26. Janvier 1683.	51
	Convention particuliere conclue entre LEOPOLD Empereur, CHARLES II. Roi d'Espagne, CHARLES XI. Roi de Suède & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, le 6. Fevrier 1683.	54
	Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. Hispaniæ, & CAROLUM XI. Suetici Reges, atque Dominos Ordines Gene-	55
	ANNO 1683.	10. Janv.
		14. Janv.
		26. Janv.
		6. Fevr.
		18. Mars.

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

- ANNO 1683. Generales UNITI BELGII de medijs interpositis ad conservationem Fœderis primo inter Coronam Suevicam & dictos Ordines Generales Hagæ-Comitum 15. Decembris 1681. initi, & post Accessione Sacre Cæsareæ Majestatis & Coronæ Hispanicæ corroborati. Hagæ-Comitum 18. Martii 1683. Cum Ratificatione Cæsareæ hujus Conventionis. Vienne 17. Maji 1683. Quam sequuntur Articuli secreti inter eosdem de auxilijs sibi invicem mittendis. Hagæ-Comitum die . . . Februarii 1683. 57
25. Mars. Reversales Serenissimi Regis Poloniæ JOHANNIS III. quod Affus Homagij in Lithuania Ducatus Curlandiae & Duce FRIDERICO CASIMIRO per Legatos accepta, receptæ alias consuetudini & solemnitatibus Infœdationis præjudicare non debeat. Datae Varsaviæ die 25. Martii Anno 1683. 59
28. Mars. Traité d' Alliance entre MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere & le Comte CERCLE DE BAVIERE d'une part, & le Comte CERCLE DE WESTPHALIE d'autre part, pour le maintien de la Paix de Westphalie & de Nimègue, & pour la défense de leurs Terres, Pays & Sujets. Fait le 28. Mars 1683. 60
31. Mars. Fœdus perpetuum offensivum & defensivum inter Serenissimos LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum Hungariæ & Bohemiæ Regem & JOHANNEM III. Regem & Regnum Poloniæ, Magnanimum Ducatum Lithuanie initum Varsaviæ 31. Martii 1683. Cum Ratificatione Sacre Cæsareæ Majestatis. Datam in Arce Laxemburgi die 2. Maji 1683. 62
26. Mai. Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc d'une part & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, avec Son Altesse le Prince d'ORANGE d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de leurs Hauts Puissances le 26. Mai 1683. & par l'Empereur de Maroc le 10. du Ramadan 1095. 64
30. juin. Declaration & Revers de CHARLES Land-Grave de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet à ERNEST Land-Grave de Hesse-Rheinfels, de défendre sa Forteresse de Rheinfels contre toute violence ennemie, de le maintenir dans les Droits qui lui appartiennent en vertu des Traitez sur le Bas Comté de Katzenelubogen, & lui fournir à cet effet un certain nombre des Troupes à ses propres depens. A Cassel le 30. Juin 1683. 70
19. Octob. Convention faite entre le Marquis de Feuquieres & le Marquis de Los Balbaces, pour la liberté de la Pêche & de la Navigation dans la Rivière de Bidassoa, en faveur des Sujets de LOUIS XIV. Roi de France & de CHARLES II. Roi d'Espagne avec toutes sortes de Vaisseaux sans distinction. A Madrid le 19. Octobre 1683. 71
1684. 5. Mars. Fœdus Offensivum & Defensivum inter Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM, Regem Poloniæ JOHANNEM SOBIESKI, & Rempubliam VENE-
- TAM contra TURCAM ejusque Adherentes. Initum in Arce Licenti die 5. Martii 1684. ibid.
- Contrat de Mariage de VICTOR AMÉDÉE Duc de Savoie, avec la Princesse ANNE, Fille du Prince PHILIPPE, Duc d'Orléans Frere unique de LOUIS XIV. Roi de France. Fait & passé à Versailles le 9. Avril 1684. 72
- Traité fait du consentement du très-Puissant Empereur de FRANCE, entre nous les très-Illustres Bacha, Divan & Milice d'ALGER & le Sieur DENIS DUSAULT, auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du 23. Avril 1684. 74
- Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France LOUIS XIV. au Bacha, Dey, Divan & Milice d'ALGER, Signez le 25. Avril 1684. Avec le Formulaire des Passeports dont les Vaisseaux François seront porteurs & du Certificat du Consul de la Nation Française à Alger. 75
- Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre MULEY ISMAEL, Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas d'autre part. Traduit premierement de l'Arabe en Espagnol, & ensuite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le 5. Mai 1684. 77
- Declaration de Guerre du Roi de France LOUIS XIV. contre les GENOIS du 15. Mai 1684. 79
- JOHANNIS III. Regis Poloniæ Reversales erga FRIDERICUM CASIMIRUM Ducem Curlandiae, quod Copia auxiliares contra Turcas per eum extra Patia & debitum, voluntarie hoc anno suppeditande, nullatenus in consequentiam trahi debeant. Dat. Varsaviæ in Russia die 20. Junii 1684. ibid.
- Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour procurer la Trêve entre la France & l'Espagne. Fait à la Haye le 29. Juin 1684. ibid.
- Traité de Trêve pour vingt ans entre LEOPOLD Empereur, & LOUIS XIV. Roi de France, fait à Ratisbonne le 15. Août 1684. 81
- Traçatus Induciarum vicennialium, inter CAROLUM Hispaniarum Regem Catholicum ab una, & LUDOVICUM Christianissimum Gallie Regem ab altera parte. Ratisbone 15. Augusti 1684. Cum Ratificatione Regis Catholici, nec non Articulis separatis. 83
- Acte de Garantie du Traité de Trêve, entre la FRANCE & l'EMPIRE, donné par Monsieur l'Electeur de BRANDEBOURG, du 4. Novembre 1684. 85
- Traité ou Contrat entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à
- ANNO 1684. 9. Avril. 23. Avril. 25. Avril. 5. Mai. 15. Mai. 20. Juin. 29. Juin. 15. Août. 15. Août. 4. Nov. 29. Dec.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1684.

ce Prince le Village de Belleben, situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Feodale, & de haute & basse Justice & toutes ses Dependances, pour le prix & Somme de 14400. Reichsdalers, renouant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successeurs au Domaine direct sur ledit Village, & à toute petition de Fief, Services Feodaux, Hommages & autres Droits & charges, à la reserve d'une Somme de 250. Reichsdalers que les Sujets dudit lieu de Belleben seront obligés d'aporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le 29. Decembre 1684.

1685.
9. Janv.

Declaration de LOUIS XIV. Roi de France donnée à Versailles le 9. Janvier 1685. en faveur des Hollandois Sujets des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour habiter & commercer en France, sans être reputés Aubains, conformément à l'Article X. du Traité de Nimègue du 10. Août 1678. Registrée en Parlement le 13. dudit Mois de Janvier 1685.

12. Fevr.

Articles accordz. par le Roi de France LOUIS XIV. à la Republique de GENES le 12. Fevrier 1685. ibid.

18. Fevr.

Harangue du Doge de Genes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai 1685.
Concordat entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe d'une part, & ANNE Abbesse de Quedlinbourg & avec l'Abbaie même d'autre part, par lequel on convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Electeur par les Sujets de l'Abbaie à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits prétendus par Son Altesse Electorale, comme Seigneur Feodal, sur les Chasses annuelles, Pêches, Coupes de Bois & Dîmes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglemens Ecclesiastiques, Lectes & Logemens de Troupes étrangères, que tant Dame Abbesse ne pourra accorder sans son consentement: de la repartition des Tributs, des Jugemens Forenses, & de plusieurs autres Interêts, en sorte que la Transaction du 17. Août 1574. demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinbourg le 18. Fevrier, jour & Fête de Ste. Concordé 1685.

11. Mai.

Union & Paix Hereditaire fait & conclu entre CHARLES Electeur Palatin & PHILIPPE GUILLAUME Duc de Neubourg, portant entre autres choses, que si l'Electeur vient à mourir sans Enfants mâles, ce sera ledit Duc PHILIPPE GUILLAUME qui devra lui succéder dans l'Electorat Palatin du Rhin, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le 11. Mai 1685.

23. Mai.

Recès conclu entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg pour le retablissement du Commerce sur l'Elbe, à Lenizen le 23. Mai 1685.

29. Juin.

Articles & conditions de Paix accordez par nous Comte d'Estrées, Maréchal de France & Vice-Admiral es Mers du Ponant, & Commandant de l'Armée Navale de

très-Puissant, très-Excellent & très-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, aux très-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de TRIPOLI en Barbarie. Du 29. Juin 1685.

ANNO
1685.

Declaration de JACQUES Duc de MONTMOUTH & des Nobles Seigneurs & autres presentement armés, pour la Defence & la conservation de la Religion Protestante & celle des Loix, Droits & Privilèges d'Angleterre, contre l'infraction qui en a été faite, & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpétrée dans ce Royaume par JACQUES Duc d'YORCK. Donnée au Mois de Juin ou de Juillet de 1685.

105
Juin ou
Juillet.

Traité de Renouvellement d'Alliance entre JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Windsor, le 17. Août 1685.

108
17. Août.

Traité d'Accommodement entre FREDERIC GUILLAUME, Electeur de Brandebourg & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas touchant des restans des Subsidies dus à S. A. E. en vertu des Traitez des années 1672. & 1674. comme aussi à l'égard des Dommages soufferts par son Pais de Clèves pendant la dernière Guerre contre la France & contre la Suede & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de 440. mille Rixdalders, payables par Termes. Fait à la Haye le 23. Août 1685.

110
23. Août.

Traité de cent ans, fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix & confirmation d'icelle, accordez & arrêtés par nous Maréchal d'Estrées, & Commandant l'Armée Navale en Levant de très-Excellent, très-Puissant & très-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maître aux Très-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Vile & Royaume de TUNIS le 30. Août 1685.

111
30. Août.

Edit de LOUIS XIV. Roi de France, qui revoke l'Edit de Nantes, & tout ce qui s'est fait en consequence & defend l'Exercice public de la RELIGION nommée pretendue REFORMEE dans son Royaume. Donnée à Fontainebleau au Mois d'Octobre 1685.

114
Octob.

Traité d'Accord entre les huit louables CANTONS HELVETIQUES, Possesseurs du Comté de Baden d'une part, & l'Evêque & Prince de CONSTANCE d'autre part, touchant les Droits & Jurisdictions des Bailliages de Klingnau & Zurzach. A Bade en Ergow le 6. Octobre 1685.

117
6. Octob.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & le Roi de SIAM, fait entre Monsieur le Chevalier de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne & Monsieur Constance Paulkon, député avec ample Pouvoir de Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial nom des Privilèges aux Missionnaires

118
10. Dec.

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

ANNO 1685. naïres Apostoliques dans tous ses Royaumes en la maniere suivante. Fait à Louvo le 10. Decembre 1685. 120

27. Dec. Reces du louable Cercle de FRANCONIE touchant les Troupes à envoyer au secours de Sa Majesté Imperiale contre les Turcs, à Nuremberg le 27. Decembre 1685. 120

1686. Convention ou Aste de Renouellment des Traitez faits entre CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, du 2. Janvier 1686. 122

20. Fev. *Traſſatus novi Foederis defenſori inter CAROLUM XI. Succie Regem, & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum per eorum Plenipotentiarios, pro conſervatione & tutela utriuſque Ditionum ad 10. annos & ultra initus. Aſſum Berolini die 10. Februarii anno 1686. Accedunt Articuli Secreti in puncto aſſiſſe Religionis Evangelice Pacificae in Polonia conſervandae, nec non Ratificationis commutandae, inter eosdem ut ſupra conſeclit.* 123

14. Avril. Articles par extrait du Traité d'Alliance offenſive conclu entre JEAN & PIERRE Czars de Moſcovie d'une part, & JEAN Roi de Pologne d'autre part, contre les Turcs, le 14. d'Avril 1686. 125

11. Avril. Articles de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très-puissant Prince JACQUES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Deſenſeur de la Foi Chrétienne &c. & les Très-illustres Seigneurs le Douletti Baſſa, Aga & Gouverneur de la fameuſe Ville & Royaume d'ALGER en Barbarie: Ratifié & confirmé par le Chevalier Guillaume Soame Baronnet, Ambaſſadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur le 5. Avril 1686. vieux Style. 126

7. Mai. *Foedus defenſivum inter Sacram Caſaream Maieſtatem LEOPOLDUM I. & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum, in conſervationem Imperii, Pacificentiumque Ditionum, nec non in defenſionem Succeſſionis Palatine Electoralis, contra putativas Pretenſiones Ducis Aurelianenſis. Colonia ad Spream die 7. Maii 1686.* 127

26. Juin. Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance conclu auparavant entre les Illustres Cercles de BAVIERE & de FRANCONIE, pour leur commune deſenſe & ſeureté. A Augſbourg le 26. Juin 1686. 129

28. Juin. *Traſſatus inter LEOPOLDUM Caſarem Auguſtiſſimum & Hungariae Regem, & MICHAELEM APAFFI Principem, Statusque & Ordines Tranſylvanicae, de Defenſione, Praeſidio atque Statu civili & politico Principatus. Datum Viennae die 28. Junii 1686.* 130

28. Juin. Ligue d'Augſbourg, conclue pour trois ans & au delà entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE, comme Duc de Bourgogne, la Couronne de SUEDE pour les Provinces qu'elle poſſede dans l'Empire, l'Electeur de BAVIERE, les Cercles de BAVIERE, de FRANCONIE & de SUABE, les Ducs de SAXE & autres Princes de l'Empire par delà le Rhin, pour le maintien de la

Treuve conclue à Ratisbonne entre l'EMPIRE & la FRANCE, pour la conſervation de la Paix & de la Tranquillité dans tout l'Empire, & pour la deſenſe reciproque des Droits, Interets & Regales deſdites Parties. A Augſbourg le 29. Juin, 9. Juillet 1686. 131. 133.

Proteſtation du Comte Palatin de VELDENZ contre la Succeſſion de PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhin dans les Etats Electoraux, donnée au Directoire de Mayence le 2. Juillet 1686. 139

Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très Puissant Prince JAQUES II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Deſenſeur de la Foi &c. & les très-Excellens Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de TUNIS, Hadge Beſtaſh, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de la Ville & Royaume, par lequel les anciens Traités de l'an 1662. & de l'an 1674. ſont confirmez & renouvellez par Thomas Godwin Ecuyer, Agent & Conſul de Sa Majesté le 2. Octobre 1686. 140.

Declaration du Roi du Dannemarc en faveur de la Ville de HAMBOURG, portant qu'il lui rend ſes bonnes graces, avec promeſſe de lui reſtituer ſes Navires & Marchandiſes, & de la rétablir dans toute la liberté du Commerce tant par Terre que par Eau, & dans tous les avantages contenus dans le Recès de Pimpenberg, à condition qu'elle l'oſſervera de ſon côté, qu'elle évacuera les Domaines Royaux & en fera ſortir les auxiliaires. Donné à Goſtorp le 2. Octobre 1686. 141

Traité de Neutralité conclu à Londres le 16. Novembre 1686. entre LOUIS XIV. Roi de France & JACQUES II. Roi d'Angleterre, touchant les Pais des deux Rois en Amerique. 141

Tranſaſtion entre les Princes Curateurs du Prince d'OETTINGEN d'une part, & le College Imperial des COMTES DE SUABE, ſur la tranſlation de la Maiſon de OETTINGEN dans le College des Princes, & l'exemption des contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le 14. Decembre 1686. 143

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Eſpagne, ſur les Poteaux plantés à la vûe du Châteaueu de Namur. Signé à Philippeville le 4. Janvier 1687. 144

Traité entre le Serenissime & très-Puissant Prince JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Deſenſeur de la Foi &c. Et les Très-illustres Seigneurs ISMAEL Baſcha, BRAHEM Dey, JOSEPH Bey, HASSAN CALLIGEE Admiral, Aga du Divan de la Ville & Royaume de TRIPOLI, pour le renouvellement & confirmation de la Paix conclue le 1. de Mai 1676. Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté par le C. nſul Daniel Ledington le 7. Fevrier 1684. 144

Recès conclu entre les Deputez du Cercle de SUABE d'une part, & ceux de la HAUTE & BASSE Autriche d'autre part, pour le Tranſport des Troupes

ANNO 1686. 1686.

11. Juillet.

2. Octob.

11. Octob.

16. Nov.

14. Dec.

1687. 4. Janv.

7. Fevr.

25. Mai. 4. Juin.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1687.	auxiliaires qui doivent être envoyés à Sa Majesté Impériale. A Ulme le 25. Mai 145	Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & FREDERIC III. Eleveur de Brandebourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars 1678. est renouvelé, avec l'Article separé de la même Date. Fait à Cologne sur la Sprée le 30. Juin 1688. 156	ANNO 1688.
22. Juill.	Accord entre FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, & JEAN ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale venoit au Domaine direct prétendu par elle sur les trois Seigneuries de Querfurth, Juterboch & Dahme, & spécialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix faite à Prague en 1635. & du Recès particulier de la même année, comme aussi du Recès de Tradition de l'an 1638. reconnoissant lesdites Seigneuries pour véritables Fiefs immediats de l'Empire, appartenants avec leurs Terri- toires incontestablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe-Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Eleveur le Baillage & Ville de Burg. Fait à Cologne sur la Sprée le 22. Juillet 1687. Avec la Confirmation de l'Empereur LEOPOLD sur ce Traité. A Vienne le 10. Mars 1688. 146	Traité Preliminaire entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarck, portant que pour terminer par un heureux & final Accommo- dement les differens qui durent depuis long- tems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interests de Na- vigation & de Commerce, Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances enverront leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Eleveur de Brandebourg; & que cependant le Commerce continuera provisionnellement entre leurs Sujets & Hab- itans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. avec les Plein-Pouvoirs de part & d'autre. 157	30. Juin.
11. Sept.	Transactio inter PHILIPPUM WILHELMUM Electorem Palatinum & Ducisam AURELIANENSEM, in puncto Hereditatis Allodialis. Actum Heidelberg 11. die Septembris 1687. Cum Ratificatione Ducis & Ducisse Aureli- anensis. Data 31. Januarii 1688. 148	Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. pour la confirmation & l'Extension des an- ciens Privileges de la NOBLESSE de Franconie, touchant l'Exemption, l'E- xecution, le Droit de Collecte, l'Immunité des Impositions, & le Droit de Retrait, à Vienne le 21. Juillet 1688. 162	21. Juill.
27. Octob.	Transactio inter CAROLUM Ducem Lotharingie, Sacre Cesaræ Regiæque Majestatis Locumtenentem Generalem, & Principem MICHAELEM APAFFY Statusque Transylvanie de hybernandis & sustentandis Militibus Cesaræis penes Balas- falva positis, die 27. Octobris 1687. 149	Diplome de l'Empereur LEOPOLD pour la Confirmation des Privileges accordés à la NOBLESSE IMMEDIATE de FRANCONIE, par l'Empereur RUDOLPHE II. en 1609. par l'Empereur FERDINAND II. en 1626. & par l'Empereur FERDI- NAND III. en 1652. touchant le Droit de Retrait, avec extorsion du Terme à trois ans. A Vienne le 21. Juillet 1688. 164	21. Juill.
4. Nov.	Lettre écrite par Monsr. FAGEL, Pen- sionnaire de Hollande, à Monsr. JA- QUES STEWART, Avocat, pour l'informer des Sentimens de leurs Altes- ses Royales, Monsieur le Prince & Madame la Princesse d'ORANGE, sur l'aboli- tion du Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre 1687. 151	Lettre de LOUIS XIV. Roi de France à Monsieur le Cardinal d'ESTREES, au sujet de la Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election du Prince CLE- MENT de BAVIERE, pour Eleveur de Cologne, laquelle peut être considérée comme un Manifeste contre le PAPE & contre l'EMPEREUR. Ecrite à Versailles le 6. Septembre 1688. 167	6. Sept.
20. Dec.	Arrest du Conseil d'Etat du Roi de Fran- ce LOUIS XIV. qui ordonne confor- mement à l'Article 20. du Traité d'Allian- ce fait avec les CANTONS SUIS- SES, que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Royaume l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du 20. Decembre 1687. 154	Conventio inter CAROLUM XI. Regem Suecie & Præpotentes Ordines Generales UNITI-BELGII, de & pro sex Legionibus Militum à Sua Majestate præ- fatis Ordinibus mittendis. Holmie die 12. Septembris 1688. 169	12. Sept.
1688.	Manifeste du Comte de TEKELI, Chef des Mecontents de Hongrie, publié au com- mencement de l'année 1688. 154	Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roi de France LOUIS XIV. à reprendre les Armes, & qui doivent persuader toute la Chrétienté des sinceres Intentions de Sa Majesté pour l'affermissment de la tran- quillité publique, à Versailles le 24. Septem- bre 1688. 170	24. Sept.
9. Mai.	Declaratio Principis ac trium Nationum TRANSYLVANIÆ, de recessu eo- rum à Protectione Turcica, & felici re- versione ad Regem Hungariæ, à quo fa- torum invidia & ambitiosus nonnullorum aujibus segregati fuerant, cum amplexione paternæ Protectionis Augustissimi LEO- POLDI, Romanorum Imperatoris & Hungariæ Regis hereditarii, nec non ejusdem Successoris Regis JOSEPHI, pro ipsis & omni Posteritate Regni Tran- sylvaniæ. Actum in Civitate Cibinensi die 9. Maii 1688. 155	Altes contenant les Protestations solennelles publiées au sujet des prétendues Nullités insoutenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Election du Se- renissime Prince JOSEPH CLEMENT Duc 13. Octob.	13. Octob.

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

ANNO 1688. *Duc de Baviere &c. Afin de les rendre notorios au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre 1688.* 173

18. Octob. *Reponse de LEOPOLD Empereur aux Raifons publiées par LOUIS XIV. Roi de France pour lesquelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le 18. Octobre 1688.* 175

Octob. *Memoire des PROTESTANS AN-GLOIS présenté à leurs Altesſes Monſeigneur le Prince & Madame la Princesſe d'ORANGE. Publié au Mois d'Octobre 1688.* 179

10. Octob. *Declaration de GUILLAUME HENRI Prince d'ORANGE & depuis Roi de la GRANDE BRETAGNE III. du nom, pour juſtifier ſa Deſcente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'eſt pour la conſervation de la Religion Proteſtante, & pour le reſta-blissement des Loix & des Libertés de l'Angleterre, de l'Ecoſſe & de l'Irlande. Donné à la Haye le 10. Octobre 1688. Avec des Lettres adhortatoires aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloiſe & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre ſur le même ſujet, & le Formulaire d'une Priere pour l'heureux ſuccès de cette Expedition.* 198

— *La même Declaration plus étendue & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, cauſes & raiſons. Du même jour 10. Octobre 1688. avec une Addition, par laquelle le Prince proteſte de nouveau que ſon Deſſein ne tend qu'à rétablir & raſſermir les Loix & Libertés de la Nation Angloiſe & finalement à conquérir le Royaume. Donnée à la Haye le 24. Octobre 1688.* 201

— *Reſolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant les Raiſons qui les ont obligées de ſecourir de Vaiſſeaux & de Troupes GUILLAUME HENRI Prince d'Orange paſſant en Angleterre en perſonne du 28. Octobre 1688.* 205

17. Octob. *Articles & Conditions auxquelles ANSELME FRANCOIS Eleveur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de Mayence au Marquis de Boufflers General de l'Armée du Roi Très-Chrétien. Fait au Camp devant Mayence le 17. d'Octobre 1688. Avec la Ratification de Sa Majeſté donnée à Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688.* 207

24. Octob. *Teſtament de CHRISTIAN Duc de Saxe-Merſebourg, par lequel entr'autres diſpoſitions, le Droit d'ainefſe eſt introduit entre ſes quatre Fils. Fait à Merſebourg le 24. Octobre 1688. Avec la Confirmation de l'Empereur LEOPOLD ſur ce Teſtament. A Vienne le 7. Janvier 1689.* 208

16. Nov. *Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France contre les HOLLANDOIS du 16. Novembre 1688.* 212

11. Dec. *Declaration des SEIGNEURS SPIRITUELS & TEMPORELS des Villes de Londres & Weſtmiſter & Lieux circonvoifins, aſſemblez à Guildhal le 11. Decembre 1688.* ibid.

1689. *Declaration de Guerre & Placard de leurs Hautes Puifſſances des PROVINCES-UNIES, contenant une deſenſe à tous*

les Habitans de ces Païs, & concernant la Navigation & le Commerce des Puifſſances Neutres aux Ports de France, auſſi bien que les Marchandiſes de Contrabande, les Affurances des Vaiſſeaux & des Dunes, appartenantes aux Sujets du Roi de France. 213

— *Traité entre l'Eleveur de BRANDEBOURG & le Marquis de CASTANAGA, Gouverneur General du Païs-Bas Eſpagnol, pour quelques Troupes. Avec la Ratification du Marquis de CASTANAGA. Du 20. Mars 1689.* 220

20. Mars. *Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France contre les ESPAGNOLS du 15. Avril 1689.* 221

— *Traité entre GUILLAUME III. & MARIE Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, touchant l'Armement par Mer du 29. Avril 1689.* 222

— *Contrat de Mariage entre ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, & ELISABETH SUSANNE née Comteſſe de Kempinsky ſon Epouſe d'autre part, par lequel entr'autres choſes il lui aſſigne pour Douaire le Bailliage de Neutſtadt, avec le Bailliage incorporé du Monaſtere du Monchroda & la Jurisdiction de Sonneberg avec toutes leurs appartenances, Droits de Patronage &c. A Cobourg le 1. de Mai 1689. Avec le Conſentement des Sereniſſimes Princes ſes Freres, du 5. Juillet 1690.* 223

— *Declaration de Guerre, faite par Don FRANCISCO ANTONIO DE ACURTO, Marquis de CASTANAGA, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Païs-Bas & pour le Roi d'ESPAGNE, contre la FRANCE. A Bruxelles le 3. Mai 1689.* 226

— *Alliance deſenſive entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD & ſa Serenité Eleſtorale MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, par laquelle l'Eleveur s'oblige ſous certaines Conditions à fournir 8000. Hommes à ſadite Majeſté Imperiale. A Vienne le 4. Mai 1689. Avec les Ratifications de l'une & de l'autre part. A Vienne le 5. Mai 1689.* 227

— *Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi très-Chrétien de France d'une part, & le Louable Corps HELVETIQUE d'autre part, contenant, que de la part de la France il ne ſera pris aucun Paſſage par la Suisse, & que les Louables Cantons ne l'accorderont auſſi à nulle autre Puifſſance étrangere. Fait à Bade en Argow le 7. Mai 1689.* 228

— *Fœdus deſenſivum & offenſivum (Magnum Fœdus poſtea dictum) inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines FOEDERATARUM BELGII PROVINCiarum Generalis initium, quo perpendentes periculi communis, per noviffimam Invaſionem Gallicam Reipublicæ Chriſtiane impendentis magnitudinem ac lubricam Gallorum in obſervandis Tractatibus fidem, de efficaciioribus mediis ſimul tam reducenda quam conſervanda Pacis conveniunt, ſeſequè invicem obſtrungunt ad Bellum Terra Martique* b 2. *contra*

ANNO 1689. 12. Mai.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1689.	contra Regem Gallie conjunctis viribus gerunt, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicta sit. Actum Vienna die 12. Maii 1689. Cum Articulo Separato de Successione Hispanica in Augustissimam Domum Austriacam contra Gallos unitis amicis si opus fuerit vindicanda. Actum eodem loco & die 12. Maii 1689. 229	Traité & Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour l'Union & le Concert de leurs armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des PROVINCES-UNIES, mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes ou Etats. A Whitehall le 11. d'Août 1689. 238	ANNO 1689. 22. Août
17. Mai.	Declaration de Guerre de GUILLAUME III. & de MARIE, Roi & Reine de la Grande Bretagne contre le Roi des FRANCOIS du 17. Mai 1689. 230	Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV. Empereur de France, Roi de Navarre & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'ALGER. Fait à Alger le 24. Septembre 1689. 239	24. Sept.
20. Juin.	Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de DANEMARCK & Son Altesse Serenissime le Duc de HOLSTEIN-SLESWIG sur leurs anciens differens, par lequel Sadite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Serenissime la Terre de Gottesege, & degage de toute Hypothèque le Bailliage de Tiitau, comme aussi ceux de Steinhoff, Trems-Büttel & l'Isle de Fehmeren, réservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Serenissime Prince GEORGE son Frere. A Altena le 20. Juin 1689. 230	Accessio GUILIELMI III. Regis Magnæ Britannia ad Fœdus Magnum inter LEOPOLDUM Cæsarem & Dominos Ordines FOEDERATI BELGII Generales 12. Maii 1689. initum. Datum in Palatio Regio de Hamptoncourt 20. Decembris 1689. 241	20. Dec.
	Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE & de BRANDEBOURG au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP, portant que les Bailliers engagés de Fehmeren, Tremsbüttel & Steinhoff doivent être pleinement restitués. Altena le 18. Juin 1689. 233	Traité entre GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour la continuation du service des Troupes de Son Altesse Serenissime en Hollande jusqu'au dernier jour d'Avril 1691. Fait à Zell le 4. Janvier 1690. 242	17. Janv.
	Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN-GOTTORP, par le Ministre de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, portant que les Bailliages de Fehmeren, Tremsbüttel & Steinhoff doivent être entièrement restitués au Serenissime Duc de Holstein Gottorp. Altena le 18. Juin 1689. ibid.	Raisons qui ont obligé le Roi de France LOUIS XIV. à envoyer une armée en SAVOYE, publiées en 1690. 244	
	Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE DE DANEMARCK cede & transporte au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP l'Isle de Fehmeren & les Bailliages de Tremsbüttel & Steinhoff. Faite à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689. ibid.	Reçus de Leipfich, conclu entre les Serenissimes Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG & toute la Serenissime Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG, touchant l'amélioration de la Monnoye. A Leipfich le 16. Janvier 1690. 245	16. Janv.
	Garantie de l'Empereur LEOPOLD sur le Traité d'Altena. Donnée à Augsbourg le 26. Octobre 1689. 234	Capitulation Imperiale de JOSEPH Roi des Romains, contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire. A Augsbourg le 24. Janvier 1690. 247	24. Janv.
5. Juillet.	Alliance renouvelée entre LEOPOLD I. Empereur des Romains & le Louable CERCLE DE FRANCONIE, par laquelle Sa Majesté Imperiale reçoit le dit Cercle en sa Protection & speciale Garantie, promettant de le défendre contre toute injuste violence; en échange de quoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain subside en argent. A Vienne le 5. Juillet 1689. ibid.	Traité conclu entre CHARLES II. Roi d'Espagne & VICTOR AMEDEE Duc de Savoye. Fait à Milan le 3. Juin 1690. 265	3. Juin.
Août.	Traité d'amitié & d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, du Mois d'Août 1689. 236	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoye, fait à Turin 1610. 266	4. Juin.
15. Août.	Traité d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & CHRETIEN V. Roi de Danemarck, du 15. Août 1689. 237	Accessio CAROLINI. Hispaniarum Regis ad FOEDUS MAGNUM, LEOPOLDO Cæsare pacifice. Vienne die 6. Junii 1690. cum Ratificatione prefati LEOPOLDI Augustissimi. Dat. Vienne 17. Junii 1690. 267	6. Juin.
		Traité entre FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg, & le Marquis de CASTANAGA comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Trêves avec la France, que de concert avec les Hautes-Altes & de maintenir son Armée aux Pais-Bas, en deça du Rhyn & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouira d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignés auparavant. Fait au Camp de Lunig le 6. Septembre 1690. 269	6. Sept.
		Traité	

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

- ANNO 1690. *Trattato di Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti e che si faranno dalle Truppe de S. M. CHRISTIANISSIMA, Et da quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di SAVOIA e de Suo: Alleanza tanto di quò che di là da Monti. Fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.* 270
19. Octob. *Tratté entre Sa Majesté le Roi de la GRANDE BRÉTAGNE, Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, S. A. R. le Duc de SAVOYE d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance, Fait à la Haye le 20. Octobre 1690. Avec la Ratification de S. A. R. à Turin le 20. Novembre 1690.* 272
26. Nov. *Recès conclu entre les Commissaires IMPERIAUX de Guerre Et les Deputez du CERCLE DE FRANCONIE pour le Reglement des Quartiers d'Hiver qui doivent être donnés aux Troupes Et des Raisons de leur Subsistance. A Nuremberg le 25 Nov. 1690.* 275
6. Dec. *Tratté entre LOUIS XIV. Roi de France Et les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas pour l'échange Et rançon des Prisonniers de Guerre du 29. Decembre 1690.* 277
1691. *Paſſa Dotalitia inter Serenissimum Principem JACOBUM, JOANNIS III. Polonie Regis Filium natu majorem Et Dominam HEDWIGAM ELISABETHAM, PHILIPPI GUILIELMI Electoris Palatini Rheni Filiam, quo Serenissimus Elector in Dotem Suae Filiae centum millia Florenorum Rhenensium praefato Regi Et ejus Filio se soluturum promittit: Et de contra hic Serenissima Suae Sponsae in contra-Dotem tantundem, atque alia centum millia titulo Doni nuptialis constituit. Actum Anno 1691.* 282
4. Mai. *Accessio ANSELMI FRANCISCI Electoris Moguntini ad Foedus Magnum inter LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum Et Ordines FOEDERATI BELGII Generales, contra Regem GALLIAE die 12. Maii 1689. initum. Die 4. Maii 1691.* 284
14. Mai. *Tratté d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, Et RODOLPHE AUGUSTE Et ANTOINE ULRIC Ducs de Brunswick-Lunebourg Wolfenbuttel, avec stipulation du nombre de Troupes que lesdits Princes seront obligés de tenir au service de L. H. P. à la Solde de la Republique. Fait à la Haye le 14. Mai 1691. Avec un Article Separé du même jour, concernant une augmentation de six Compagnies desdites Troupes que le Roi de la Grande Bretagne prend à sa charge.* ibid.
15. Mai. *Declaration de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la Continuation du subsidie promis à Son Altesse Royale de SAVOYE le 10. Mai 1691. à la Haye.* 288
29. Mai. *Recès d'Association entre les deux Cercles de FRANCONIE Et de SUABE, par lequel ils se promettent une reciproque Et fidelle Assistance en tout cas de nécessité contre les injustes Aggressions de ceux qui* Tom. VII. PART. II.
- pourroient les attaquer. A Nuremberg le 29 Mai 1691.* 289
- Tratté entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, Et S. E. le Marquis de GASTANAGA, Gouverneur du Pais-Bas Espagnol pour les Contributions. Fait à Bruxelles le 26. Juin 1691.* 291
- Tratté Provisionnel entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, Et CHRISTIAN V. Roi de Danemarck, Et les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant la Navigation Et le Commerce de leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait à Copenhague le 3. Juin 1691. Avec six Articles d'Amplification Et d'explication sur une Declaration ou Ordonnance du Roi de Danemarck touchant la Navigation Et le Commerce de ses Sujets en France. A Copenhague le 3. Decembre 1691. s'ensuit l'Ordonnance même du 19. Mai 1691. Comme aussi la Formule des Serments que devront faire les Proprietaires des Vaisseaux Et des Marchandises, Et les Maîtres de Navires, la Formule des Pass-ports Et la Specification des Marchandises de contrebande.* 292
- Recès de Partage entre GUILLAUME ERNEST Et JEAN ERNEST Ducs de Saxe-Weimar d'une part, Et JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de JENA qui leur est échue, à la reserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Château de Wilhelmsbourg le 12. Juillat 1691.* 297
- Tratté entre Sa Majesté BRITANNIQUE, GUILLAUME III. Et les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, au sujet des Vaisseaux pris Et repris. Fait à Wisthall le 22. d'Octobre 1691.* 301
- Recès entre JEAN GEORGE IV. Electeur de Saxe Et le Louable Cercle de SUABE, portant que Son Altesse Electorale fournira la moitié de son Armée au Cercle de Franconie, Et les deux tiers de l'autre moitié audit Cercle de Suabe, pour la defense de l'un Et de l'autre contre les insultes des Ennemis pendant l'Hiver, en échange de quoi les Princes Et Etats dudit Cercle payeront 150. mille florins en argent auxdites Troupes, Et leur fourniront huit livres de foin Et sept livres d'avoine pour chaque Cheval par jour. Fait à Ulme le 17. Novembre 1691.* 302
- Tratté entre le Roi de France, LOUIS XIV. Et la Ville Et Republique de BERNE. Fait par Messire Michel Amclot, Chevalier, Marquis de Gournay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse, à Soleure le 3. Janvier 1692.* 304
- Recès de Vienne, entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, Et les Ducs de Brunswick-Lunebourg GEORGE GUILLAUME Et ERNEST AUGUSTE d'autre part, par lequel Sa Majesté Imperiale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc ERNEST AUGUSTE Et pour ses Descendants mâles, en consideration de quoi ce Prince* s'en-
- ANNO 1691. 26. Juin. 12. Juill. 22. Octob. 17. Nov. 3. Janv. 22. Mars.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1692.

s'engage d'entretenir 6000. hommes à ses dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux ans, & de lui fournir outre cela un subside de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le 22. de Mars 1692. 306

Paix d'Union perpétuelle entre la Maison Archi-Ducale d'AUTRICHE, & la Maison Electorale de BRUNSWIC-LUNEBOURG, par laquelle, outre le secours reciproquement promis dans tous les cas de nécessité, la Maison Electorale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'Elle pourra à la Couronne de Bohême l'entière Restitution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, & à donner toujours sa Voix au Prince aîné de la Maison Archi-Ducale d'Autriche pour l'Electiō d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne le 22. Mars 1692. Avec un Article Separé par lequel l'Electeur ERNEST AUGUSTE promet d'accorder aux Catholiques de Hannover & de Cell la liberté d'y bâtir des Eglises & des Ecoles. A Vienne le 22. Mars 1692. 308

2. Mai.

Cartel ou Traité pour l'Echange & la Rangement des Prisonniers de Guerre, fait & conclu entre les Plenipotentiaires de LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & ceux de LOUIS XIV. Roi de France d'autre part, y compris aussi les Cercles de FRANCONIE & de SUABE, & le Duc de WIRTEMBERG. On y convient spécifiquement de la somme que chaque Officier & Soldat prisonnier devra payer pour son rançon. A Basle le 2. Mai 1692. 310

30. Juin.

Articles & Conditions auxquelles GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas prennent à leur service un Corps de sept mille neuf cents & quarante neuf hommes de Son Altesse Sérénissime le Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG HANNOVER. Fait à l'Armée près de Melle le 30. Juin 1692. Avec un Article secret & considérable touchant l'Evêché d'Osna-brug, du même jour. 316

18. Juillet.

Traité de Paix entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, par lequel le Traité de l'an 1684. est tenu pour confirmé & de nouveau ratifié. Fait à la Haye le 18. Juillet 1692. 319

31. Octob.

Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la jonction de leurs Flottes dans la Méditerranée. A la Haye le 31. Octobre 1692. Avec les Articles Separés du même jour, mois & an. 320

1693.

2. Fevr.

Traité entre l'Empereur LEOPOLD I. & JEAN GEORGE IV. Electeur de Saxe, traduit de l'Allemand. Fait à Dresde le 2. Fevrier 1693. Avec l'Article Separé du Roi d'Angleterre, & des Etats Généraux, en Latin Original. Fait à Dresde, le 2. Mars 1693. 321

17. Fev.

Union de Ratisbonne, faite & conclue entre les Evêques de MUNSTER, de BAMBERG & d'ACHSTADT, les Ducs

de SAXE-GOTHA, ALTENBOURG, & COBOURG; le Marquis de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWIC-WOLFFENBUTTEL, le Roi de DANNEMARC comme Duc de HOLSTEIN, toute la Maison de HESSE & LOUIS GUILLAUME Mar-Grave de Bade, pour le Renouveaulement & affermissement de l'Union des Princes de l'an 1662. On s'y promet un concours unanime & une assistance reciproque pour le maintien au Droit de suffrage qui appartient aux Princes dans les affaires de l'Empire par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix, & qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le Recs de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour l'Abolition & redressement des choses qui ont été insérées dans la Capitulation Leopoldine au prejudice de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Alliance, de faire des Loix, & de proscrire les Etats desobéissants chacun en son propre Territoire. Ils s'y obligent en particulier à ne jamais admettre le neuvième Electorat de Hanover & à s'y opposer en commun de toutes leurs forces. A Ratisbonne le 17. Fevrier 1693. 323

Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede & CHRETIEN V. Roi de Dannemarc. Fait à Stockholm le 17. Mars 1693. 325

Declaration de FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin à FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg, portant que lors que les Etats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feront l'hommage qui lui est dû, il aura soin de les avertir de l'hommage de Succession éventuelle qui fut fait en 1442. par les Etats Provinciaux de Mecklenbourg, ils devront reconnoître l'Electeur & Mar-Grave de Brandebourg alors régnant pour leur vrai & légitime Seigneur Hereditaire, Son Altesse Sérénissime renouvelle en outre de sa part les Reverſaux passés l'an 1442. entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg, avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au prejudice de la Succession éventuelle de Brandebourg, se réservant au reste à lui & à ses Successeurs Ducs de Mecklenbourg la libre disposition de ses autres Droits, aux Duchesses Douairieres leur Subsistance, & aux Filles leur Alimentation & Dotation. A Swerin le 15. Juillet 1693. 327

Declaration reciproque de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, à FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, portant, que Son Altesse Electorale est contente de celle qu'il lui a faite & qu'elle n'entend pas que son Droit de succéder aux Duchez, Territoires & Droits de Mecklenbourg, puisse ou doive leur porter quelque prejudice; S. A. E. y promet de plus d'accomplir toutes les Conditions, stipulées par le Sérénissime Duc; Elle renouvelle de sa part les Reverſaux passés l'an 1442. entre la Maison de Brandebourg & celle

ANNO
1693.

17. Mars.

15. Juill.

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

- ANNO 1693. & celle de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Sverin & de Ratzebourg: Enfin elle promet toute l'assistance possible au Servissime Duc & aux Siens, pour la conservation & la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trouveront fondées sur le Droit Provincial. A Potsdam le 11. Juillet 1693. 328
26. Juill. Traité par lequel les Etats de TOURNAY & du TOURNAYSIS se soumettent aux Contributions exigées par le Roi CATHOLIQUE & par L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait au Camp d'Erquelmer le 26. Juillet 1693. 329
9. Octob. Traité entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc & la Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG pour la demolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre 1693. 330
9. Nov. Traité entre le Duc de LONGUEVILLE en qualité de Comte de NEUFCHATEL & de VALLENGIN, & le Canton de LUCERNE, par lequel ledit Canton le reçoit en sa Combourgeoisie, avec les Villes, Châteaux & Hommes du Comté, promettant de le secourir & defendre contre toute violence. Fait le Lundi le 9. de Novembre 1693. 330
11. Nov. Conventio inter CAROLUM XI. Regem Suecie & prepotentes Ordines Generales UNITI BELGII, super Navibus Mercatoris Suecici per Navem dictorum Ordinum Belgicas abductis, damnisque istdem illatis, facta Holmiæ die 11. Novembris 1693. 332
1694. Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLEMENTIS, quod pecunie subsidarie sibi presenti Bello ab ORDINIBUS suppeditate nullatenus quoad futurum in consequentiam trahi debeant. Datum Bonne 1694. 332
8. Mars. Aite de la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de NEUFCHATEL & de VALENGIN, adjugée à Son Altesse Serenissime MARIE D'ORLEANS, Duchesse de Nemours, par les Etats de Neuchatel le 8. Mars 1694. 333
1. Juin. Traité entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, & RUDOLPHE AUGUSTE & ANTOINE ULRIC, Ducs de Brunswick-Wolfenbuttel d'autre part, portant Accession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite le 14. Mai 1691. entre L. H. P. & lesdits Princes, comme aussi de nouveaux engagements d'amitié & même de Garantie de part & d'autre. Sa Majesté & L. H. P. acceptent aussi de leurs Alteses deux mille Hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient déjà. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. Avec un Article séparé, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses obligations à Breda le 1. Juin 1694. 337
23. Mai. Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, & FREDERIC AUGUSTE, alors Electeur de Saxe, & maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Fevrier 1693. entre Sa Majesté Imperiale
- & le défunt Electeur de Saxe JEAN GEORGE IV. est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'accéder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, & de mettre en liberté le Maréchal de Camp Schoning. A Dresde le 23. Mai 2. Juin 1694. Avec un Article séparé, par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'appuyer par son suffrage & par ses Offices la readmission de la Couronne de Boheme dans le College Electoral, de la même Date. 339
- Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST & GUILLAUME ERNEST, Freres pour le redressement des Griefs du plus jeune des deux dans la communauté de leur Regence, A laquelle fin on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi au Consistoire, & qu'il exercera seul la Jurisdiction haute & basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoique jusqu'à present elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsbourg à Weimar le 16. Août 1694. 341
- Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre la Frontiere de BAYONNE & Pais de LABOURT, & la Province de GUIPUSCOA d'Espagne. Fait dans l'Isle des Paisans sur la Riviere de Bidassoa le 24. du mois d'Août 1694. Avec la Ratification du Roi T. C. Donné à Versailles le 8. jour de Septembre 1694. 342
- Traité entre CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serenissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre defense, que pour celle de leurs Duchez communs de Sleswick & Holstein. A Copenhague le 7. Septembre 1694. 345
- Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLEMENTIS, quod pecunie subsidarie presenti Bello ab ORDINIBUS sibi suppeditate, nullatenus in consequentiam contra Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Data Bonne Anno 1694. Die 19. Novembris. 347
- Traité fait entre LEOPOLD Empereur, GUILLAUME III. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES d'une part, & l'Evêque de MUNSTER d'autre, à la Haye le 18. Mars 1695. 1695.
- Union de Francfort entre l'Evêque de MUNSTER, les Ducs de SAXE-COBOURG & GOTHA, le Margrave de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL, les Margraves de BADE-DOURLACH & BADE, le Roi de DANNEMARC, le Duc de HOLSTEIN & le Duc de WIRTEMBERG, par laquelle ils se promettent d'agir conjunctis animis & consiliis pour la conservation de leurs Dignités & honneurs de Princes de l'Empire, & d'insister auprès de l'Empereur pour empêcher ou retarder l'Introduction du neuvieme Electorat. 14. Mars.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
1695.	torat. A Francfort sur le Meyn le 17. Mars	351	Florins de Misnie lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg, outre certaines Réservez Camérales & Provinciales & certains Stewres ou Accises qui lui sont cedés. A Saalfeld le 18. Octobre	1695.
8 Août.	Renouvellement de la part des PROVINCES-UNIES de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur & lesdites PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à la Haye le 8. Août 1695. Avec la Ratification des Etats Generaux, donnée le 6. Octobre 1695.	353	Testament de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la Haye le 18. d'Octobre 1695. & ouvert au même lieu le 8. de Mai 1702.	18. Octob.
16. Août.	Renouvellement de la part de FREDERIC CHRETIEN, Evêque de Munster, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à Munster le 16. Août 1695.	ibid.	Renouvellement de la part de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & leurs Alliez. Fait à Burford, le 7. Novembre 1695.	7. Nov.
17. Août.	Renouvellement de la part d'ERNEST AUGUSTE Duc de Brunswick & de Lunebourg, Eleêteur, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à Limbourg le 18. Août 1695.	354	Traité d'assistance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE Eleêteur de Brunswick-Lunebourg, d'une part, & FRIDERIC Duc de Holstein-Gottorp pour lui & pour le Roi de Suede d'autre part, par lequel S. A. E. promettant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la conservation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le secourir même en cas de besoin d'un certain nombre des Troupes, S. A. S. s'engage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'elle vint à être attaquée dans ses Etats, & d'appuyer ses Interêts dans l'affaire de l'Eleêtorat & de la Succession de Saxe-Lauenbourg. Fait au Mois de Fevrier 1696.	1696. Fevr.
22. Août.	Renouvellement de la part de MAXIMILIEN EMANUEL, Eleêteur, Duc de Baviere, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait au Camp de Namur le 22. Août 1695.	355	Declaratio LEOPOLDI Romanorum Imperatoris super admissione Principum & Statuum incliti Circuli Franconici in Fœdus inter dictum Imperatorem & Ordines Generales UNITI BELGII Viennæ anno 1689. initum atque Hæc Comitiss die 8. Augusti 1695. renovatum. Datum Viennæ 30. Martii 1696.	30. Mars.
17. Août.	Renouvellement de la part de FREDERIC III. Eleêteur de Brandebourg, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Spree le 27. Août 1695.	356	Renouvellement de la part du Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, Eleêteur de Cologne, de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES. Fait le 30. Mars 1696.	30. Mars.
1. Sept.	Renouvellement de la part de CHARLES II. Roi d'Espagne, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le 1. de Septembre 1695.	357	Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, & le Duc de SLESWIG-HOLSTEIN-GOTTORP de l'autre. Fait à la Haye le 14. Mai 1696.	14. Mai.
12. Sept.	Renouvellement de la part d'ELEONOR, Reine Douairiere de Pologne & Duchesse Douairiere de Lorraine, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Inspruck, le 13. Septembre 1695.	358	Akte par lequel le Cercle de FRANCONIE donne Plein-pouvoir à Son Envoyé, d'entrer dans l'Alliance conclue en 1689. & renouvelée depuis entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait le 23. Mai 1696.	23. Mai.
21. Sept.	Renouvellement de la part de VICTOR AME II. Duc de Savoye, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Turin, le 21. Septembre 1695.	359	Accessio Circuli SUEVICI ad Magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM & Generales UNITI BELGII Ordines, Anno 1689. sanctum, & Anno 1695. die 8. Augusti renovatum. Datum 18. Julii 1696.	18. Juill.
13. Sept.	Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg-Zell, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le 22. Septembre 1695.	360	Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoye, par lequel Son Altesse Royale se departant de tous les Engagemens qu'elle avoit avec les Hautes Alliez contre	29. Août.
18. Octob.	Accord moyenné par ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, entre JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld & FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha, pour un Supplement de Partage Hereditaire en faveur du premier; A quelle fin, une somme de 5642.			

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

ANNO
1696.

la France, Sa Majesté lui promet la Restitution non seulement de tout ce qu'elle avoit pris & occupé sur elle pendant la Guerre, mais aussi de la Ville de Pignerol & de son Territoire, après qu'on en aura détruit toutes les Fortifications. On y convient aussi du Mariage de LOUIS, Duc de Bourgogne, Petit-fils de Sa Majesté avec MARIE ADELAIDE Princesse de Savoie &c. A Turin le 29. d'Août 1696. Avec les Ratifications du Roi Très-Chrétien & de S. A. R. la première donnée à Versailles le 7. Septembre 1696. & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696. 368

Acte de la Restitution des Pais & Etats de Savoie faite par LOUIS XIV. Roi de France à VICTOR AME II. Duc de Savoie en vertu de leur Traité de Paix. Du 28. Septembre 1696. 371

15. Sept.

Contrat de Mariage entre LOUIS Duc de Bourgogne, Fils aîné de Monseigneur le DAUPHIN de France & MARIE ADELAIDE Princesse de Savoie, Fille aînée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoie, fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les Ratifications du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. ibid.

7. Octob.

Traité entre Sa Majesté Imperiale LEO-POLD & Sa Majesté Catholique CHARLES II. d'une part, & S. A. R. VICTOR AME II. Duc de Savoie d'autre part, pour une suspension d'armes en Italie entre leursdites Majestés & la Couronne de France. A Vigevano le 7. Octobre 1696. Avec l'Article Separé & les Ratifications de toutes les Parties. 375

1697.

Traité d'Accommodement entre AUGUSTE Roi de Pologne & Electeur de Saxe, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel les Bailliages de Lauebourg, Sevenbergue & Gerdsdorf, comme aussi l'Avocatie Hereditaire dedans & dehors la Ville de Quedlinbourg sont cedez par Sa Majesté audit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Imperiale, en Equivalent de la Partie de Pomeranie cédée à la Couronne de Suede. En échange de quoi néanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une somme de 300000. Dalgrs. Fait l'an 1697. 376

11. Janv.

Rechts d'Association conclu entre les six Cercles de l'Empire, ELECTORAL DU RHIN, de FRANCONIE, de BAVIERE, de SUABE, du HAUT-RHIN & de WESTPHALIE, pour un Armement perpetuel destiné en tems de Guerre à la Defense de l'Empire, & particulièrement des six Cercles contre toute Invasion ennemie & en tems de Paix au maintien de la Tranquillité publique contre tous ceux qui la voudroient troubler. A Francfort le 11. Janvier 1697. 377

20. Sept.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Ryswyk le 20. Septembre 1697. Avec l'Article Separé, touchant le terme accordé à l'Empereur & à l'Empire, pour accepter les Conditions de

TOM. VII. PART. II.

Paix stipulées pour eux. Du même jour 20. Septembre 1697. Et les Plein-pouvoirs & Ratifications de part & d'autre. 381

ANNO
1697.

Traité de Commerce, de Navigation & de Marine entre LOUIS XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Ryswyk le 20. Septembre 1697. Avec l'Article Separé touchant l'exemption du Droit des cinquante sous par Tonneau qui se leve en France sur tous les Navires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre 1697. Comme aussi les Plein-pouvoirs & les Ratifications de part & d'autre. 386

Acte ou Article separé touchant la liberté reciproque de la Pêche du Harang & de tous autres Poissons, entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de Leurs Hautes Puissances. Au Château de Ryswyk le 9. Octobre 1697. 394

Ordonnance des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la publication de leur Paix avec le Roi de France, marquant les Lieux & les Tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697. 395

Protestation faite au nom du Comte d'EGMONT pour la conservation de ses Droits sur le Duché de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comtés d'Egmont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes & autres Terres & Pais possédés par le ROI CATHOLIQUE, par les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & par l'Evêque & Prince de LIEGE. A Ryswyk le 7. Octobre 1697. 396

Protestatio Principis FRISIAE ORIENTALIS adversus Inclusionem Civitatis EMBDENSIIS in Tractatu Pacis inter REGEM GALLIAE & Ordines Generales FOEDERATI BELGII, inita. Dat. Hagae Comitiss 4. Mensis Novembris 1697. 397

Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant, qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du PAPE comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualité de Prince Seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698. 398

Protestation faite au nom des Seigneurs Etats de GUELDRÉ & de ZUTPHEN contre celle du Comte d'EGMONT, au sujet de ses Pretensions. A la Haye le 30. Janvier 1698. 399

Tractatus Pacis inter LUDOVICUM XIV. Regem Galliae & GUILLIELMUM III. Regem Magnae Britanniae, quod omnes Regiones, Arces, Insulae & Terre durante hoc Bello hinc inde avulsae restituuntur: Principatus vero ARAUSIONENSIS, juxta tenorem Articuli separati Pacis Noviomagensis, Regi Britannico revertitur, ac reliquae praetensiones tam circa Loca in Sinu Hudsonis sita, quam ratione Capitulationis ab Anglis Anno 1695. factae, uti & limitum Terrarum, Judici Commissariorum utriusque Partis nominandorum remittuntur. Rex porro Christianissimus promittit suum honorem oppugnando, quod nec directe nec indirecte alicui aut aliquibus ex Inimicis praedicti Regis

20. Sept.

20. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1697.

Magne Britannie auxilium dabit nec adminiftrabit, nec quouomodo Conſpirationibus aut Machinationibus contra prædictum Regem ubivis locorum excitatis vel excitandis favabit. Actum in Edibus Ryſwicensibus die 20 Septembris 1697. Cum Articulo Separato, de Terminis ad Pacem accipiendam Sacræ Cæſaræ Majestati Imperioque conſeſſo, eodem die & Anno 1697. 399

Ratification du Roi T. C. ſur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 3. d'Octobre 1697. 403

Extrait du Protocole de la Mediation, tenu au Château de Ryſwyck le 15. Septembre 1697. touchant une Penſion de 50. mille Livres Sterling, promiſe par GUILLAUME Roi de la Grande Bretagne pour la Reine MARIE D'ESTE. 403

Promeſſe de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne au ſujet de la Paix faite par le Roi T. C. avec le Roi CATHOLIQUE & avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant, qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne pouvoit pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura néanmoins ſon plein & entier effet. Fait à Loo le 21. Septembre n. ſt. 1697. 404

Derogation à l'Article X. du Traité de Paix entre la FRANCE & l'ANGLETERRE touchant la Ceſſation des Hoſtilités par Mer, laquelle ſera cenſée avoir commencé ou dû commencer du jour de la Signature. Fait en double à Ryſwyck le 31. Octobre 1697. 404

Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France pour la Publication & Obſervation de la Paix conclus entre lui & GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 21. Octobre 1697. 404

Incluſio in Tractatu Pacis per Regem MAGNÆ BRITANNIÆ facta pro REGE HISPANICO, FOEDERATO BELGIO & tredecim CANTONIBUS HELVETICIS. Dat. Hagæ Comitum 18. Novembris. ſt. n. 1697. 404

Autre Incluſion du Roi de FRANCE dans ſa Paix avec le Roi de la GRANDE BRETAGNE, où le nom du Pape eſt omis, & dont M. Williamſon Ambaſſadeur de Sa Majesté Britannique fut enſin content. Donné à Verſailles le 17 Mars 1698. 405

Acte de la Proteſtation faite au tems de la Paix de Ryſwyck par le Sieur Bouret, au nom de MARIE D'ORLEANS Duchefſe de Nemours, pour la conſervation de ſes Droits ſur la Principauté d'Orange, ſur le Marquiſat de Rothelin, & ſur pluſieurs autres Terres & Seigneurs. Fait à la Haye le 7. & 8. Novembre 1697. 405

20. Sept.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Eſpagne, par lequel toutes les Conquêtes, occupations & Reunions faites par Sa Majesté T. C. ſur Sa Majesté Catholique, tant en Eſpagne qu'aux Pais-Bas depuis

la Paix de Nimègue ſont reſtitués à la reſerve de 82. Villes, Bourgs & Lieux ſpécifiés dans une Liſte Separée. Le Roi T. C. y promet auſſi, de remettre la Ville de Dinant à l'Evêque, & à ſa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Iſle de Ponza au Duc de Parme. Fait à Ryſwyck le 20. Septembre 1697. Avec les Plein-Pouvoirs & les Ratifications des deux Rois. Comme auſſi l'Article ſeparé pour le Terme laiſſé à l'Empereur & à l'Empire, avec les Ratifications: Item la Liſte & Declaration des Reunions ou occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques du Pais-Bas, depuis la Paix de Nimègue. Et la Liſte d'exception des Lieux reſervez par la France. 408

Proteſtatio nomine CAROLI Ducis de la Tremouille pro conſervatione ſui Juris prætenſi ad Regnum Neapolitanum. Actum in Palatio Ryſwyck dicto, die 28. Septembris 1697. 419

Proteſtation faite au tems de la Paix de Ryſwyck de la part de FREDERIC Duc de Luxembourg pour la conſervation de ſes Pretentions ſur le Duché de Luxembourg. A Ryſwyck le 7. Octobre 1697. 420

Promeſſe de MAXIMILIEN Eleſteur de Baviere comme Gouverneur General des Pais-Bas Eſpagnols, pour le payement d'une ſomme de 472 mille Patacons, & d'une autre de 200 mille Patacons dûs à FREDERIC III. Eleſteur de Brandebourg. Faite à Loo le 20. Octobre 1697. avec la Garantie de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne du 20. Octobre 1697. & celle des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour le même effet. 420

Ceſſatio armorum inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & LUDOVICUM XIV. Gallie Regem in Arce Ryſwicensi die 21. Septembris 1697. cum Conſenſu Legatorum Imperii Eleſtorum, Principum & Statuum, Hagæ Comitum in eorum Conſeſſu die 23. Septembris 1697. 421

Tractatus Pacis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & LUDOVICUM XIV. Regem Gallie ab altera partibus: quæ Pace Weſtphalica & Neomagenſi pro baſi & fundamento poſitis, Cæſari, Imperio, Auguſtiſſimæ Domui Auſtriacæ & omnibus Statibus Imperii quævis tam durante Bello, quàm Unionum ſeu Reunionum nomine Loca & Jura occupata reſtitui debent. Urbs vero Argentinenſis & quicquid ad eam in ſiniſtra Rheni parte pertinet, Regi Chriſtianiſſimo ceditur. Munimenta in Regione Hunningæ in dextera Ripa & in Inſula Rheni exſtructa nec non Munimenta Fort-Louis, Trarbach, Montroyal, Kayburg & Eberenburg deſtructioni & demolitioni mandantur. Conveniunt eſt inſuper Articulo XXVIII. de Reſtitutione Ducis Lotharingie in liberam & plenariam Poſſeſſionem eorum Statuum, Locorum & Bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno 1670. poſſidebat, exceptis mutationibus Articulis ſequentibus explanatis. Actum in Palatio Ryſ-

ANNO
1697.

23. Sept.

30. Octob.

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

ANNO
1697.

Ryswicensis die 30. Octobris 1697. Cum Articulo Separato, præfensionem inter Electorem Palatinum & Ducissam Austriensem controversam concernente, eodem dato 30. Octobris 1697. Sequuntur Ratificationes utriusque Partis. 421

Extrait du Protocole de la Mediation, portant, que les Ambassadeurs de FRANCE en signant la Paix avec ceux de l'EMPEREUR & de l'EMPIRE ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils seront obligés de se déclarer. A Ryswyck le 18. Octobre 1697. 432

Autre Extrait du Protocole de la Mediation, concernant le Terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE, aux Ministres des Princes PROTESTANS de l'Empire pour accepter la Paix prête à signer. Le 30. Octobre 1697. 432

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, de subscriptione Pacis, nec non de spatio sex septimanarum concessio, cujus Beneficium acceptant sibi que reservant. Datum Hagæ-Comitis 30. Octobris 1697. 432

Declaratio J. C. NORFF Deputati Plenipotentarii Serenissimi Electoris Coloniensis & Principis Leodiensis, quod licet Pacem Cæsaream & Imperii cum Rege Christianissimo subscripserit, ipse tamen non intendit eam approbare in puncto Derelictionis Jurium ad Ecclesiam LEODIENSEM, in Ducatum BULLIONENSEM pertinentium. Actum Ryswici 30. Octobris 1697. 433

Declaratio Causarum, ob quas Legati & Plenipotentarii Serenissimorum Electorum & Principum Imperii PROTESTANTIORUM noluerunt subscribere Pacem Imperialem cum Gallia factam. Datum Hagæ Comitis 25. Octobris 4. Novembris 1697. 434

Protestatio Legatorum Suecicorum, quod exitus Pacis Ryswicensis illi Osnabrugensi minime respondens, Regi suo non debeat imputari, præsertim in rebus Ecclesiasticis, Majestatem suam ut Sponsorem tangentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die 11. Octobris 1697. 435

Protestatio Comitiss BALLIANI Nuntii extraordinarii Ducis MANTUÆ contra Pacem Ryswicensem, quod videlicet quidquid in ea conclusum vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Ducis contrariari possit, nullius præjudicii fuisse & esse deberet ipsi Domino Duci. Acta & Dominis Legatis Mediatoribus consignata die 4. Novembris 1697. Cum Certificatione ejusdem Legationis Secretarii Baronis à FRIESENDOFF 4. Novembris 1697. 436

Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNEBURGICI ex Linea GUELPHERBYTANA contra Pacem Ryswicensem, pro conservatione Juris sui in duas Præbendas Ecclesiæ Argentoratensis, juxta tenorem Instrumenti Pacis Westphalici. Actum Hagæ Comitis 4. Novembris 1697. 436

Arrêt du Conseil Souverain d'Allace seant à Brisac, rendu par défaut en faveur du Chapitre de Strasbourg contre les Prin-

ces de la Maison Ducale de Brunswick-Lunebourg-Wolfembüttel, & contre le Prince CHARLES GUSTAVE de Bade-Dourlach, par lequel les dits Princes sont dépossédés de la moitié du Village de Lampertsheim & de la Maison communement nommée Broudershof, avec tous les Droits y appartenants. Donné à la Ville neuve de Brisac le 11. Juillet 1687. 436

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum SCAMNIWETTERAVICI, de modo & sensu, quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum subsperatiferi. Datum Hagæ Comitum 25. Octobris, 4. Novembris 1697. 437

Inclusio Cæsarea in favorem Regis CATHOLICI, Regis MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordinum FOEDERATI BELGII, in Pace cum Rege Christianissimo sancita. Datum in Palatio Ryswicensi 9. Novembris 1697. 437

Ultior Inclusio Cæsarea in favorem summi PONTIFICIS, cæterorum Principum ITALIÆ & Regis LUSITANIÆ. Exhibita Hagæ Comitum die 14. Decembris 1697. 438

Reservatio per Legatos & Plenipotentarios nonnullorum Electorum & Principum Imperii apud Legationem Mediatorum consignata, pro Conservatione Jurium ad ipsos in Tractatibus Pacificatoris juxta Styliam Imperii pertinentium. Datum Hagæ Comitis die 11. Novembris 1697. 438

Inclusio du Roi de FRANCE dans le Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de ses Amis & Alliez, à Versailles le 15. Novembre 1697. 438

Autre semblable Inclusio du Roi de FRANCE dans Sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. A Versailles le 15. Novembre 1697. 439

Extrait du Protocole de la Mediation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE de l'EMPIRE, qui n'a pas été expressement nommée dans le Traité de Paix. A la Haye le 6. Decembre 1697. 439

Protestation Generale des Ambassadeurs de FRANCE contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites avant ou après la Conclusion de la Paix. A Ryswyck le 13. Decembre 1697. 439

Renovatio & Confirmatio Fœderum inter SUECIÆ Coronam & Republicam BATAVAM, ad mutuam defensionem & communis Securitatis Conservationem initum. Holmiæ 11. Febr. 1698. 439

Conventio inter Reges ANGLIÆ & SUECIÆ & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII, de ineundo Fœdere defensivo triplici & renovandis Fœderibus inter attemporatos Reges aptea initis, Hagæ Comitum die 17. Maji 1698. 440

Traité d'une Ligue defensive entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suede. Fait à Stockholm le 9. Juillet 1698. 441

Premier Traité de Partage pour la succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAU-

ANNO
1697.

13. Decr

1698.
15. Fevr.

17. Mai.

9. Juill.

11. Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1698.

ME III. Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Etats de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa sont destinés à LOUIS Dauphin de France; la Couronne d'Espagne, avec les Indes & les Pais-Bas au Prince JOSEPH FERDINAND, Fils aîné de l'Electeur de Baviere, & le Duc de Milan au Prince CHARLES, Archiduc d'Autriche. A la Haye le 11. d'Octobre 1698. Avec les Articles Secrets, portant entr'autres, que l'Electeur de Baviere pourra succeder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye ledit jour 11. d'Octobre 1698. & avec les Plein-pouvoirs du Dauphin, l'Autorisation & la Ratification du Roi T. C. 442

25. Dec.

Instrumentum Turcicum Armistitii ad duos annos inter MUSTAPHA HAN, Turcarum Sultanum, & PETRUM ALEXIOVICIUM, Magnum Czarem atque totius Russiae Autocratorem initii. Anno Hegiræ 1110. 446

Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos annos inter PETRUM ALEXIOVICIUM Magnum Czarem, totius Russiae Autocratorem & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum initii, per Mediationem WILHELMII III. Regis Magnæ Britannie & Ordinum Generalium FOEDERATI BELGII, sub spe, quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam, sive per Inducias coalescat & renovetur. Actum in Congressu Carlowitzii die 25. Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. 447

1699.
26. Janv.

Instrumentum Cæsareum Pacis ad viginti quinque annos inter LEOPOLDUM Imperatorem Augustissimum, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum initii, GUILIELMO III. Rege Britannico & Ordinibus FOEDERATI BELGII Generalibus mediantibus; in Congressu Carlowitzii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Cæsarea Plenipotentiâ. Datum Vienna 23. Junii 1698. 448

26. Janv.

Instrumentum Pacis inter AUGUSTUM II. Regem & Rempublicam Poloniæ ab una, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum ab altera parte initii, per Mediationem WILHELMII III. Magnæ Britannie Regis & Dominorum Ordinum FOEDERATI BELGII, Generalium. In Congressu Carlowitzii in Sirmio sub Tentorio celebrato die 26. Januarii 1699. Cum Plenipotentiâ Regis Poloniæ. Datum die 5. Septembris 1698. 451

Instrumentum Turcicum Pacis inter MUSTAPHA HAN, Turcarum Sultanum & Serenissimam Rempublicam VENETAM initii, non quidem Legato Veneto agente & pacifcente; sed Legatis Cæsareis & Polonis Negotium sibi assummentibus, sub spe præfatae Rempublice Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & præfigitur. Actum in Congressu Carlowitzii die 24. Mensis Reciep, Anno Hegiræ 1110. 453

Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pa-

cis inter MUSTAPHA HAN, Turcarum Sultanum & Serenissimam Rempublicam VENETAM stabilitende & servande; quò ob defectum Legati Veneti, se excusantis, Legati Cæsarei & Poloni Rerum Venetarum satagunt, ac nomine Serenissimæ Rempublice Conditiones Pacis in eunt, relicto eidem certo temporis spatio, ad eas acceptandum vel rejciendum. Actum in Congressu Carlowitzii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Approbatione & Subscriptione Mediatorum. Sequitur Acceptatio & Ratificatio Rempublicæ Venetæ, Data in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. 458

Pacte de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs de Saxe, ALBERT de Cobourg, BERNARD de Meinungen HENRI de Rombild, CHRISTIAN d'Eisenberg, ERNEST de Hildburghausen, JEAN ERNEST de Saalfeld, & FREDERIC de Gotha, par lequel le Duc de Gotha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Cobourg il cedera au Duc de Meinungen la Portion qui lui en devoit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Rombild, d'Eisenberg, de Hildburghausen & de Saalfeld, en consideration de quoi aussi le Duc de Gotha stipule, que si les Domaines de Rombild & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cedées, moyennant une semblable compensation en argent ou en revenus. Fait à Cobourg le 6. Avril 1699. 460

Declaration & Assurance donnée au nom de FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha à CHRISTIAN Duc de Saxe-Eisenberg, portant qu'il n'empêche point qu'en cas d'extinction de la Ligne de Gotha, le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfeld puissent avoir la Principauté d'Altenbourg & que l'Ordre ou Rang personnel soit accordé audit CHRISTIAN Duc d'Eisenberg, après lui Duc de Gotha &c. Faite à Eisenberg le 21 Juin 1699. Avec la Ratification de FRIDERIC Duc de Gotha, faite à Friedenstein le 27. Juin 1699. 461

Tarif arrêté entre les Commissaires du Roi de FRANCE & le Commissaire des Seigneurs Etats-Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, en execution de l'article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryswyck le 20 Septembre 1697. Contenant les Droits qui seront payez tant aux Entrées du Royaume, sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique des Sujets des Etats Generaux, qu'aux Entrées des Provinces Unies sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France. A Paris le 29. Mai 1699. Avec les Ratifications de part & d'autre, & l'Acte pour l'execution du Tarif. 462

Transaction Principale entre JEAN ADOLPHE Comte de Bentheim-Tecklenbourg, & GUILLAUME MAURICE Comte de Solms-Tecklenbourg touchant le Comté de Tecklenbourg & la Seigneurie de Rheda. Fait à Lengerich le 27. Juillet 1699. Avec un Recès particulier fait

ANNO
1689.

6. Avril.

29. Mai.

27. Juill.

DE LA II. PART. DU TOM. VII.

ANNO 1699. fait au même lieu & le même jour : Comme aussi une Transaction finale faite à Braunfels le 14. Sept. 1699. Un Recès d'élucidation fait au même lieu le 1. Décembre 1699. Et la RATIFICATION de la Chambre Imperiale de Justice du 4. Décembre 1699. 465

18. Août. Convention entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains, & de MUSTAPHA II. Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites conformément à la Paix de Carlowitz. Au Camp de Brod le 18. d'Août 1699. 469

10. Nov. Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meinungen, ERNEST Duc de Saxe-Hildburghausen, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld, sur la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le premier y reconnoît les deux autres pour légitimes & indubitables Compossesseurs, & ils s'y réservent le Droit, d'en revenir à une ultérieure Convention, selon l'exigence de leurs affaires & notamment à un partage de ladite Succession. Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699. 470

3. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi T. C. de France, & CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, pour le reglement des Limites, & l'échange de quelques Lieux, en execution du Traité de Ryswick. A l'Isle le 3. Décembre 1699. ibid.

Dec. Aâe de Reservation de Droit, touchant le Harang, donné par Mr. NIEUPOORT, Commissaire de L. H. P. au Marquis de TORCI, Ministre & Secrétaire d'Etat du Roi T. C. dans le tems de l'échange des Ratifications. 473

12. Dec. Transitus inter AUGUSTUM II. Regem Poloniae nomine suo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuaniae ab una, & FREDERICUM III. Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingae, & solutione per dictam Coronam Serenissimo Electori 300. millium Thalerorum in vim relutionis Hypothecae Elbingensis, sub certis conditionibus ibidem stipulatis. Varsovie die 12. Mensis Decembris 1699. Cum Regis AUGUSTI Ratificatione, data Dresdae die 9. Januarii 1700. 474

1700. Fœdus inter GUILLIELMUM III. Magnae Britanniae Regem, CAROLUM XII. Sueciae Regem & Ordines Generales UNITI BELGII cum Articulis separatis secretis. Hagae - Comitum die 13-23. Januarii Ann. 1700. 475

13. Mars. Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAU-
ME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Côte de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final & la Province de Guipuscoa, sont destinés à LOUIS Dauphin de France, avec les Duchez de Lorraine & de Bar, le Duché de Milan à LEOPOLD JOSEPH CHARLES Duc de Lorraine, en échange de ses Etats, & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Pais-Bas au Serenissimo Archi-Duc CHARLES, second Fils de l'Empereur LEOPOLD. A Londres le 13. Mars N. S. & à la Haye le 25. du même Mois 1700. 477

Articles Preliminaires, conclus à Oldesloob le 18. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE & Son Altesse Serenissime de HOLSTEIN-GOTTORP. 479

Traité de Paix entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de Holstein-Gottorp, par la Mediation de Sa Majesté Imperiale & des Serenissimes Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Les anciennes inimitiés y sont déposées. Et l'on y convient de tout ce qui regarde la commune Regence & defense de l'Exercice du droit des Armes & des Fortresses, l'Evêché de Lubeck, la compensation des dommages, les Impositions &c. A Travendabl le 18. d'Août 1700. 480

Six Articles Separés du precedent Traité, le premier touchant la seureté du Duc de HOLSTEIN-PLOEN, le second pour la sortie des Troupes Suedoises hors du Dannemarc, le troisieme pour l'Hypothèque des 260. mille Rixdalers, promis par le IX. Art. du Traité, le quatrième en faveur de la Ville de LUBECK, & de sa Superiorité sur certains Lieux, le cinquième touchant une Pretension du Roi de Dannemarc de 120. mille Ecus, sur l'EVESCHE' DE LUBECK, & le sixième touchant la demolition demandée du Fort de l'Elbe, nommé Hittler-Schanz. 482

Aâe pour la Garantie du XIII. Article du Traité de Travendal. A Segeberg le 13. d'Août 1700. 483

Lettres d'Hypothèque, données par FREDERIC IV. Roi de Dannemarc au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP sur la Terre de Brettstett, autrement Norgensharde, pour seureté des 260. mille Ecus promis par la Paix de Travendabl. Données à Coldingen le 26. Août 1700. 484

Recès particulier conclu entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de HOLSTEIN-GOTTORP, touchant le payement des 260. mille Ecus promis par la Paix de Travendal, sur quoi Sa Majesté Danoise fait quelques stipulations. Hambourg le 12. Juillet 1700. ibid.

Testamento cerrado de D. CARLOS II. Rey Catolico de España, por el quel declara FELIPE Duque de Anjou en su Successor universal de todos los Estados de la Corona de España assi en España misma como en Italia, en los Payes Baxos en las Indias, y en todos los Derechos que de ellos dependen, dexando à la Casa de Austria por satisfacion de sus Derechos & razones, la esperanza de poder casar una de sus Archi-Duquesas con el dicho Duque de Anjou. Haze despues quantidad de Legados pios, y estaboleze una Junta provisional, que gobierne asta la llegada del Successor, y ordena en favor de la Reyna su Esposa che non solo sele paghe su dote entera, pero que a mas gozera durante su vida de los alimentos de quatro cientos mil Ducados al año, y que todas las joyas que no se halla-

ANNO 1700.

18. Juill.

18. Août.

2. & 5. Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO
1700.

van vinculadas le feron entregadas y le
apartiendran en propiedad. Fecho en Ma-
drid a dos de Octubre 1700. Con un Co-
diculo que contiene entre otras cosas que fi
la Reyna lo quiesse, podra passar al Go-
vierno de uno de los Reynos de Italia, o
de Flander. En Madrid a 5. de Octubre
1700. 485

23. Nov.

Recès d'Association entre les Cercles de
FRANCONIE & de SUABE
pour leur commune seureté & conserva-
tion. A Heydenheim le 23. Novembre

1700.

Lettres Patentes de LOUIS XIV. Roi
de France & de Navarre, pour conserver
à PHILIPPE Duc d'Anjou son Petit-
Fils & tous ses Descendans Mâles, les
Droits entiers de leur naissance & particu-
lièrement celui de pouvoir succeder à leur
tour à la Couronne de France, nonobstant
leur elevation à celle d'Espagne & leur re-
sidence actuelle hors du Royaume. Données
à Versailles au Mois de Decembre 1700.

494

ANNO
1700.
Decemb.

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU VII. TOME.



CORPS



CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO
1680.
. Mai.
Des PRO-
VINCES-
UNIES ET
ALGER.

I.

*Addio au Traité de Paix entre les PRO-
VINCES-UNIES & la Ville d'ALGER,
fait au mois d'Avril, 1679. lesdites Additions
concluës le 1. Mai, 1680. [Recueil des Trai-
tez faits entre les PROVINCES-UNIES &
divers Etats]*



Eu que le premier & le vingti-
mé Articles de ce Traité, après
avoir été ratifié & signé, n'ont
point été observés en tous leurs
points, il est depuis convenu,
que la Paix susmentionnée com-
mencera du jour que le Navire
de Guerre desdits Seigneurs Etats
avec le present a donné fonds à la Rade d'Alger, à
sçavoir des le vingt-deuxième jour d'Avril selon le
Stile nouveau de l'Année presente mil-six cents quatre-
vingt; Et en suite tout ce qui sera pris depuis ledit
jour inclusivement, sera restitué de bonne foi.

Pour l'éclaircissement de l'Article douzième touchant
le Point de la diminution des Droits deus à la Mai-
son Royale d'Alger, comme-aussi d'autres frais, qui
se payent à l'occasion du rachat des Esclaves, il est
convenu, que les Esclaves étants Sujets & Habitans
desdits Seigneurs Etats, après leur affranchissement,
payeront à ladite Maison en tout la Somme de tren-
te-neuf & trois quarts Piece de huit, sans plus rien,
ni sans être tenu à payer d'autres Droits de quelque

nom qu'ils puissent être: En outre si quelque Es-
clave ou Esclaves de toutes sortes de Nations étant
rachetés par le Consul ou autres Ministres desdits Sei-
gneurs Etats, eussent à s'embarquer pour aller à transpor-
ter un Vaisseau François, Anglois, ou d'autres Nations,
ils ne seront nullement tenus de payer un Acte d'obli-
gation devant les Ministres desdites Nations, de quel-
que autorité qu'ils fussent, ains leur ayant payé les
Patentes de Santé, ils partiront librement sans aucun
empêchement.

ANNO
1680.

Il est encore convenu que tout l'Argent que les-
dits Seigneurs Etats, ou leurs Sujets enverront à Al-
ger, pour être employé au rachat de leurs Esclaves,
ne payera point de Droits à ladite Maison Royale,
ains il en sera exempt tout à fait.

Nuls Patrons d'Alger ne pourront leurs Esclaves,
étants Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, ven-
dre à d'autres Nations, ni les transporter ailleurs pour
y être vendus.

Ainsi confirmé, signé, & scellé en présence de Dieu,
le premier jour de May l'An de grace mil six cens
quatre-vingt, étant sur la fin de la Lune Rabia Eloul-
el, en l'Année mil nonante & un de Hegira.

Etoit signé,

(L.S.) THOMAS HEES.
(L.S.) JACOB DE PAZ.
(L.S.)
(L.S.)
(L.S.)
(L.S.)

ANNO
1680.

II.

28. Mai. *Traité entre la SUEDE & le DANNEMARC, sur le Passage du Zund & du Belt. Fait par l'entremise du Roi de FRANCE, à Copenhague le huitième Mai, 1680. [FREDER. LÉONARD. Tom. V.]*

Pour ce qui regarde les différends nez à l'occasion du Passage du Zund & du Belt, le très-haut & très-puissant Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, meü d'un loüable dessein d'augmenter la bonne intelligence, qui a déjà été établie entre leurs Majestez, auroit en conséquence du septième Article du Traité de Fontainebleau, nommé son Conseiller & Commissaire député le Sieur de la Piquetiere, pour assister en son nom aux Conférences, qui se tiendroient sur ce sujet, & terminer à l'amiable toutes les difficultez, qui s'y pourroient rencontrer, lequel y ayant employé son entremise avec toute la diligence possible, nous sommes convenus de ce qui suit.

Premièrement. Il a été accordé, que les noms des participans doivent être exprimez dans tous les Passeports Suedois, qui seront portez au Bureau de la Douane du Roi de Dannemarc, au Zund & au Belt, pour être exempts desdites Douanes.

II. Les participans, qui seront presens lorsque les Passeports s'expedieront, affirmeront par serment convenable devant le Magistrat des Lieux, la part qu'ils auront dans un Vaisseau, & les absens enverront leur serment par écrit, ou le feront faire par leurs Procureurs aians pouvoir d'eux.

III. Il est aussi convenu, que les Personnes de Qualité, qui ne sont point Marchands, & qui se trouveront interessées dans un Vaisseau, seront exemptes de prêter ledit serment, mais que néanmoins elles donneront leur declaration & leur revers par écrit, au lieu dudit serment.

IV. On n'accordera point de Passeport à aucun étranger, sous quelque nom que ce puisse être, mais seulement aux véritables Sujets du Roi de Suede, qui demeurent & sont habitez en Suede, ou dans les Provinces, qui en dépendent, entre lesquels seront compris les Ministres Suedois qui se trouveront dans les Pais étrangers pour les affaires publiques, & non ceux qui y vivent en Bourgeois, & y trafiquent.

V. Si quelqu'un, sous quelque pretexte que ce soit, entreprend d'y contrevenir, & en peut être convaincu, en cas qu'il soit pris dans les Royaumes & Pais de leurs Majestez, il sera puni selon les Loix de chaque Royaume, & son Vaisseau & effets, ou la part qu'il se trouvera y avoir, sujets à confiscation.

VI. Si quelqu'un desdits participans dans an & jour, qui est le tems que chaque Passeport doit être renouvelé, veut ceder ou vendre la part qu'il a dans un Vaisseau à quelqu'un, qui n'a pas la franchise Suedoise, il doit aussi-tôt le faire savoir au Magistrat, qui a expédié le Passeport; faute dequoi il sera sujet à la peine ci-dessus mentionnée, pour la part qui le touche.

VII. Et pour plus grande seurété, quand on renouvellera les Passeports, les nouveaux participans seulement, & non les anciens, prêteront le serment en la maniere ci-dessus dite.

VIII. Les Certifications touchant les Biens des Suedois, & Marchandises qui entrent dans le Royaume & Provinces qui en dépendent, ou qui en sortiront, ne seront point expédiées en blanc par le Magistrat, ou celui qui commande dans le lieu de la part du Roi de Suede, & ne seront accordées à aucun autre qu'aux véritables Sujets Suedois, & habitez dans le Royaume, savoir après le serment ou revers susmentionné dûment fait, que les Biens & Marchandises, qui sont exprimées dans les Certifications, sont pour leur propre compte, & leur appartiennent à eux seuls; & le tout doit être écrit d'une seule main, sur les lieux, où les Certifications s'expedient, excepté le nom du Vaisseau & du Maître de Navire, ou Schipre, & soussigné du Secrétaire, ou de celui, qui sera en sa place, sur peine de confiscation, si quelque chose se passe autrement: comme aussi les Secrétares seront déposés de leurs charges, s'ils font au contraire de ce qui est dit ci-dessus.

IX. Et afin que les Certifications ne puissent être

expédiées en blanc, on y exprimera seulement comme bien de tonneaux, qualfies, ou ballots, sans specifier les Marchandises, qui seront dedans: & si au passage du Zund & du Belt, on trouve plus de ballots, tonneaux, ou qualfies, qu'il n'en aura été marqué dans la Certification, alors on en devra payer la Douane; mais s'il s'en trouve moins, cela ne prejudiciera point au Marchand.

X. Les Maîtres des Navires Suedois, & des autres Nations, seront obligez dans vingt-quatre heures après leur arrivée au Zund ou Belt, de se rendre à la chambre de la Douane desdits lieux, & d'y montrer leurs Passeports, à moins qu'ils n'en fussent empêchez, par le mauvais tems, ou tempête, enforte que personne ne pût aller audits Vaisseaux, ni en venir; ce qui s'entend aussi des Vaisseaux étrangers portans des Marchandises qui appartiennent aux Suedois.

XI. Et quand quelque Vaisseau aura été long-tems dans son voiage, & qu'on pourra voir à son Passeport qu'il est Suedois, & qu'il a passé le Zund la même année, en ce cas son Passeport vaudra, & il ne lui sera point nécessaire d'en avoir d'autre. Ce qui ne s'entendra pourtant pas des Vaisseaux, qui seront partis directement du Duché de Brema, de Halland, Gottenbourg, ou Mastrand pour un voiage de long cours, & ensuite passeront le Zund & le Belt.

XII. Quand les Passeports & Certifications auront été dressés selon le formulaire des Traitez, les Officiers des Douanes du Zund & du Belt, expédieront les Vaisseaux Suedois incessamment, & sans aucun retardement, sous quelque pretexte que ce soit.

XIII. Les Vaisseaux Suedois qui viennent de la Mer du Levant, seront expédiés en la maniere accoutumée au Zund & au Belt, pendant trois mois après la Ratification du présent Traité; & ceux qui viennent de la Mer d'Occident jusqu'à la fin de la présente année; après quoi de part & d'autre on se reglera sur le présent Traité.

XIV. En cas qu'à l'avenir une des deux Parties eût à se plaindre de quelque contravention audit Traité, on s'ajustera à l'amiable & de bonne foi, enforte que les Sujets de leurs Majestez soient satisfaits sur les prétentions qu'ils pourront avoir avec justice.

XV. Le présent Traité sera ratifié dans trois semaines, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Copenhague le huitième Mai 1680.

Signé par

M. JEAN GULLENSTIERN, Sénateur de Suede;
Et Messieurs ALLEFFELD, Chancelier de Dannemark,
Et le Comte ANTOINE D'OLDEMBOURG,
Et le Baron JULL, Conseillers privés.

III.

Fœdus defensionis inter CAROLUM II. Regem 10. Junii

Hispaniarum & CAROLUM II. Regem Magnæ Britannia, ejus pro fundamento, Fœdera 30. Augusti 1673. inter præsentem Regem Hispaniarum & Ordines Generales UNITI BELGII, nec non 31. Martii 1678. inter eisdem Ordines & Regem Britannicum inita, ponuntur, omniaque ad usque reseruatam Pacem Generalem sariam testam servandam constituuntur. Actum in Awe Regia Windesoriensi die 10. Junii 1680. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

Quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps, Magnæ Britannia Rex, universæ Europæ testatum dedit, quanto zelo, quantoque affectu, dum Mediatoris munere, in Congressu Neomagi habito, fungebatur ad reducendum Orbi Christiano Pacem, operam navavit, que Deo favente ad felicem exitum perducta est, quumque Majestati Suez semper in animo fuerit, pari studio tranquillitatis publicæ conservationi propiciere, qui nihil magis conducere potest, quàm ut arcta Defensionis Fœdera cum iis omnibus Principibus, Statibusque quorum interest, ut restituta Pax Generalis facta tecta servetur, ineantur, præcipue verò cum Serenissimo & Potentissimo Principe

ANNO 1680. eipe Hispaniarum Rege Catholico, cui cum Majestate Sua constans intercessit amicitia, quam & Majestas Sua, prout fere obulerit occasio, indes augere cupit, quumque Rex Catholicus pariter declaraverit, nihil ipsi magis cordi esse, quam media, rationesque amplecti quæ ad tam justum tamque laudabile consilium conducere possint, Serenissimique duo Reges animo perpendentes Fœdera Defensiva, scilicet illud quod 27. Mensis Augusti 1673. initum inter Hispaniarum Regem & Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum & illud quod 31. Mensis Martii 1678. inter Magnæ Britannię Regem & præfatos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum est, tanquam solida fundamenta ad Pacem Generalem conservandam, & Ditiones hinc inde suas defendendas, consilium & visum est præfatis Serenissimis Regibus par Defensionis & Unionis Fœdus invicem insin, eo præcipue consilio, ut tanti momenti Confœderatio, Europæ Pacem securiorem reddat. In quem finem Magnæ Britannię Rex Commissarios & Plenipotentiarios suos nominavit & constituit, Robertum Comitem de Sunderland Primarium Status Secretariorum unum, Laurentium Hyde Armigerum, Theophrastum sui primum Commissarium, Leolinum Jenkins Equitem auratum primarium Status Secretariorum alterum, & Sydenham Godolphin Armigerum, à Sanctionibus & Intinctionibus suo Consilio omnes, uti & Rex Hispaniarum Dominum Petrum de Ronquillo Legatum suum in Aula Britannicâ, qui quidem Commissarii sufficientibus ad id instructi Mandatis conveniunt in Articulis sequentes.

I. Pax sit perpetua inter Regem Magnæ Britannię ex una, & Hispaniarum Regem Catholicum ex altera parte, ut & inter ipsorum Successores & Regna, Ditiones & Terras ad alterutrum spectantes, eorumque hinc inde Subditos, nec non sincera, firma & perpetua Amicitia & bona Correspondentia tam Mari quam Terra, & ubivis Locorum tam extra quam intra Europam.

II. Erit præterea inter prædictos Serenissimos Reges, eorumque Successores, Regna, Ditiones, & Terras ad ipsos spectantes, æquius Defensionis, & Unionis Fœdus, ad se invicem tuendos & conservandos in possessione earum omnium Ditionum, Urbium, Locorum, & Regionum ad ipsos spectantium, nec non in fructu eorum omnium Jurium, Immunitatum & Libertatum, Navigationis, Commerci & aliorum quorumcumque, cujuscumque demum generis sint, tam Mari quam Terra, quibus jam gaudent, vel de jure communi gaudere debent, & quibus jam potiuntur, aut imposterum poterunt, ex vi quorumcumque Tractatum, Pacis, Amicitie, aut Neutralitatis, olim initiorum (& eorum omnium Jurium que Tractatu Neomagi nuper inito comprehensa existunt) aut dehinc in eundem conjunctionem & de communi consilio, cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Civitatibus, illud verò omne intra Europæ duntaxat limites.

III. Atque ita pollicentur mutuoque sese obstringunt prædicti Serenissimi Reges, manutentione sua præstare, & vindicare non solum eos omnes 1. tractatus, quos vel jam interunt cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Statibus (qui aut extraditionem Ratificationum invicem communicabunt) verum eos etiam omnes, quos conjunctionem, & de communi consilio imposterum inire poterunt, nec non se mutuo tueri, auxiliari & conservare in possessione Ditionum, Terrarum, Urbium, & Locorum, quæ jam spectant, aut imposterum spectabunt, tam ad Serenissimæ Magnæ Britannię Regem, ejusque Successores Reges, quam ad Serenissimum Hispaniarum Regem, ejusque Successores Reges juxta præfatos Tractatus, aut alio quocunque modo, quacunque demum Europæ parte dictæ Ditiones, Terræ, Urbes & Loca sita sint, adeò ut, si contigerit dictos Serenissimos Reges vel eorum Successores Reges, aut alterutrum eorum invadi, aut quocunque demum modo turbari in possessione aut fructu Ditionum, Locorum, Regionum, Urbiumque, Jurium, Immunitatum, & Libertatum, Navigationis, Commerci, aut aliorum quorumcumque, cujuscumque demum generis sint, tam Mari, quam Terra, que jam possident, aut quibus fruuntur, vel de jure communi, aut juxta Tractatus jam initos, aut imposterum modo supradicto in eundem gaudere & frui debent; prædicti Reges ea de re rogati, & alter ab altero requisiti omnem operam conjunctionum adhibebunt, ut Hostilitas, aut turbatio cesset.

TOM. VII. PART. II.

& ut Damna & Injure, quæ alterutri Confœderationi illata fuerint restituantur.

IV. Sin vero illa Aggressio aut Turbatio in apertum Bellum proruperit, Confœderatorum ille, qui aggressus non fuerit, intra tres Menses à prima Requisitione vel Confœderati illius, qui jam Bello impudicus fuerit, numerandos, in aperti Belli Societatem se ingerere tenebitur, quo tempore labente per Legatos suos altrove Ministros omnem operam adhibebit, ut inter Aggressorem sive Invasorem, & Partem locum seu invadum, Pax æquis conditionibus redintegretur, Intercepi vero temporis Confœderato læso auxilium subministrabit, etiam mille Peditum, probè armatorum, qui in dictis Locationibus & Centuriis rediguntur, nec non ut Tractus, & que Præfatis, quibus visum fuerit, subministrabit, etiamque auxilium subministrabit, & propriis ministeriis in usum læsi seu invasi Confœderati sustentabit, donec illud tempus, quo juxta hunc Tractatum in aperti Belli Societatem venire non tenebitur, liberamque erit Confœderato læso seu invaso, prædictum auxilium vel totum Militibus, vel totum Pecunia, Navibus, Armis, apparatu bellico aut aliis rebus in dictam necessitatem recipere, singulis mille Peditibus prælo decem mille Florenorum (quorum unus viginti Snyovers monete Brabantie constabat) pro quolibet Mense & tantis, juxta cursum Cambii Londini vel Antwerpæ, duodecim Mensibus quovis anno numeratis, imò ac em cujusvis Mensis soluto æquibus portionibus præstabitur Londini vel Antwerpæ respectivè; sin autem dictum auxilium vel totum vel ex parte apparatu bellico, Navibus aut aliis rebus in dictam usum necessitatem subministratur; Is Confœderatorum, cui auxilium subministratur, petere & accipere id id tenebitur, in suis Ditionibus, qui auxilium præstare debet, ea libéra ratione, si Confœderato, cui suppeditant sunt, nitentur, placuerit subveniri, ex parte Equitibus aut Dimachis (vulgò *Dragones*) ad adimplendum numerum dictorum octo mille Peditum, vel talem eorundem partem, quam Pars læsa, seu invasa requirere forte poterit, unusquisque Eques sive Dimachus tribus Peditibus æqualis censetur, cum verò totum auxilium Militibus subministrabitur, dicti Milites ejus voluntatem respiciere, & Mandatis obtemperare tenebuntur atque missi sunt, quo scilicet, prout consiliis visum fuerit, adhibeantur; in Exercitu servituri, aut in Observationibus, & Custodiis Civitatum, & ubique alter, prout eorum necessitas & utilitas postulat, ea tamen Lege, ut solum non sit, Centurias singulas profus & sine rem distrabere & segregare, sed ut ad minimum dimittantur aut trecenti Milites ex unaquaque Lege sine rem sub iisdem Insignibus; cum vero consilium, rebus urgentibus, necesse esse datur, ut prædictum Copiarum numerum augeri, Serenissimi Reges ea de re inter se convenient, easque vero actus tribus Mensibus, optio erit parti Confœderati, qui auxilium læso fuerit, iisdem armis, & rebus, & temporis & rerum suarum habitudine, in ex re sua in se esse judicaverit, quam Confœderationem in aperti Belli Societatem trahere.

V. Stabilit hunc in modum & promissa mutua Fœderatione, cum alterutrum Confœderatorum invadi aut turbati contigerit, & idem de unius impetore, nec Confœderatorum Bellum adveniens Aggressorem sive Invasorem suscipere panter tenentur, & omnes vires, Copiasque suas, tam Mari quam Terra adhibere, easdemque læsi seu turbati Confœderati Copias a jure & ad communem Hostem in Pais hunc & illud, & æque Conditiones cum ambo Confœderatis, implendum.

VI. Hoc verò casu emergente, Serenissimorum Regum Copie Bellum gerent conjunctionem aut eorum, prout magis particularis hæc de se fieri inter ipsos tum temporis Conventio, consilia insuper uniant, & eadem sibi invicem communicabunt, quibus possimum modis communis ipsorum Hostis Bello urgenti aut premi possit, idque vel per viam diversionis (de viâ dicunt) vel alio quocunque modo, eum a viâ in finem, ut sicut prædictum est, Pacem quancumque amplecti cogatur.

VII. Et quamvis hujusce Tractatus obiecto prodi sit finem Articuli secundi statutum est, inter Europæ limites circumferibitur, id tamen ita intelligendum est, uti, si Serenissimum Magnæ Britannię Regem, aut Serenissimum Hispaniarum Regem dehinc invadi, aut quocunque demum modo turbati contigerit, in possessione aut fructu Ditionum, Locorum, Regionum

ANNO 1680.

ANNO num, Urbiumque, Jurium, Libertatum, & Immunitatum, Navigationis, Commerci, aut aliorum quorumcunque, cujuscunque demum generis sit, tam Mari quam Terrâ, quibus jam gaudent & fruuntur, aut frui & gaudere debent, etiam extra Europam, & in quacunque Mundi Regione, de Jure communi, aut juxta Tractatus jam initos aut impoſterum, modo ſupradicto ineundos, Sereniſſimi Reges ea de te rogati & invicem requiſiti, omnem omnino operam & ſtudium adhibebunt, quò ejusmodi hoſtilitas, aut moleſtia ceſſet, & ut Dama, & Injuria, quæ alterutri Conſederatorum illata fuerint, reſarciatur; Quod ſi verò viâ amabili id intra quatuor Menſes effectum dare nequeant, atque ille Conſederatorum, qui ſe inſaſus aut turbatus fuerit extra Europam, quacunque Mundi Regione ſit, Arma ſua adverſus Turbatorem ſivè Inſaſorem intra Europam adhibere cogitur, ut ad æquam Pacem amplectendam redigatur, ille Conſederatorum, qui inſaſus aut turbatus non fuerit, prædictum auxilium alteri, qui inſaſus aut turbatus eſt, ſubminiſtrare tenebitur, poſteaſque in aperti Belli Societatem adverſus Turbatorem ſeu Inſaſorem committere, eodem planè modo ac ſi inſaſio ſeu moleſtia intra Europæ Limites conſiſſet.

VIII. Erupto ſemel inter Conſederatos juxta hunc Tractatum Bello in ſaculitate alterutrius Conſederatorum non erit, ſuſpenſionem quampiam Armorum inire ſe inter Hoſtemque, niſi conjunctum & de communi conſenſu.

IX. Caſu quo verò eveniente, ut de Pace aut Treugâ ſivè Inducis quorundam annorum Tractatus proponatur, eum incipere non poterit alteruter Conſederatorum fine alterutrius participatione, & niſi Pars, quæ paciſcendi animum habet, alteri Parti eodem quo ſibi tempore procuret facultatem, & Salvo-conductus neceſſarios ſolitoſque, quibus freta Miniſtros ad locum Tractatus deſtinatum tuto mittere poſſit, & niſi ſucceſſivè, & de tempore in tempus communicet ea omnia, de quibus in dicto de Treugâ Paceque Tractu agatur: neuter verò Conſederatorum in concluſionem prædictæ Pacis aut Treugæ conſentire poterit, niſi Conſederato ſimul comprehenſo, eodemque, ſi ita voluerit, reſtituto in poſſeſſione Ditionum, Terrarum, & Locorum, quin etiam omnium Jurium & Immunitatum, quibus ante Bellum utebatur, & gaudebat, tum etiam niſi obtentis & conceſſis ſuo Conſederato à communi Hoſte iſi Juribus, Immunitatibus, Exemptionibus, & Prærogativis, quos ſibi ipſi paciſcitur, niſi aliter inter ipſos convenierit.

X. Quò verò omni meliori modo proſpiciatur, ne ſincerum illud Sereniſſimorum Regum ſtudium, ad ſtabiliendam per præſentem Tractatum inter ipſos, eorumque hinc inde Ditiones & Subditos, arctiorem Amicitiam & Unionem, cuiusque demum mutationi ſit obnoxium, non ſolum conventum eſt haud licere tam Sereniſſimo Magnæ Britanniæ Regi, quam Sereniſſimo Regi Hiſpaniarum, ullam omnino Conventionem huic contrariam deinceps inire, verum etiam nullum quidem Tractatum, niſi altero Conſederatorum, ſi ita voluerit, eodem comprehenſo, & omnibus ſatis in tempore communicatis, ut de dictâ comprehensione conſilium ſuum declarat.

XI. Cumque præcipuus hujusce Fœderis ſcopus ſit, ut publica tranquillitas & reſtaurata Orbi Chriſtiano Pax illaſa & inviolata maneat, rogabitur Sereniſſimus Romanorum Imperator, ut & alii Reges, Principes, & Status rogabuntur, eas cum ambobus Fœderatis rationes & conſilia inire, quæ ad tam ſalutarem finem conducere maximè poſſunt, præſertim verò omnis opera hinc inde dabitur, ut Tractatus Neomagi nuper initus (quibus Orbi Chriſtiano quies reddita eſt) in pleno vigore maneat & conſervetur.

XII. Tractatus Pacis & Amicitie Anno 1667. inter Sereniſſimos Reges Madridi initus, itidemque alter Tractatus pro ſtabilienda inter Magnæ Britanniæ & Hiſpaniarum Regna, Pace &c. in America, Madridi pariter Anno 1670. initus, ut & alii omnes Tractatus & Pacta inter Sereniſſimos Reges conventa, in ſingulis eorum Articulis ſincere obſervabuntur, & tam Sereniſſimi Reges, quam eorum hinc inde ſubditi, omnibus rebus, quæ in eiſdem contentæ ſunt, quâ publicas, quâ privatas res ſpectant, liberè & cum effectû gaudebunt & fruuntur.

XIII. Fœdus hoc uſque ad 25 diem Menſis Auguſti Anno 1693. durabit, & vigebit, & ante illius temporis decurſum convenienter inter ſe dicti Sereniſſimi Reges de

ulteriori ejusdem in publicum commodum prorogatio- ANNO
ne, & intra duos Menſes, à die ſubſcriptionis nume- 1680.
Actum in Arce Regiæ Windeſorienſi decimo die
Menſis Junii, Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO
DE RONQUILLO.
(L.S.) L. HYDE.
(L.S.) L. JENKINS.
(L.S. S. GODOLPHIN.

Articulus ſeparatus.

Conventum & concluſum eſt præſenti Articulo ſeparato, quod ſi DD. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum conſultum viſumque fuerit, Copiarum numerum Articulis 4. & 7. Tractatus inter Regem Hiſpaniarum & Ipſos 30mo die Menſis Auguſti Anno 1673. initus, memoratarum, claſſe ſeu viribus maritimis adaugere, Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex pollicetur, ſe quoque parem Navium Bellicarum numerum Sereniſſimo Hiſpaniarum Regi in auxilium miſſurum præter Copias illas, de quibus 4. & 7. Articulis hujusce Tractatus mutuò conventum eſt.

Actum in Arce Regiæ Windeſorienſi 10. die Menſis Junii Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO
DE RONQUILLO.
(L.S.) L. HYDE.
(L.S.) L. JENKINS.
(L.S.) GODOLPHIN.

IV.

Verbond of Tractaet van Vriendſchap, Navigatie Sept.
en Commerce, tuſſchen Sultan MAHOMET
de IV. Turckſche Keiſer en de Heeren Staten
Generael der VEREENIGDE PROVIN-
TIEN, geſloten tot Conſtantinopelen in Septem-
ber 1680. [Tiré des Archives de L. H. P. les
Etats Generaux des Provinces-Unies.

Ceſt-à-dire,

Capitulation ou Traité de bonne intelligence, de Na-
vigation, & de Commerce, entre MAHOMET
IV. Sultan & Empereur des Turcs & les Sei-
gneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES,
contenant les Privilèges accordés à tous
leurs Sujets & Habitans, pour leurs Perſonnes,
Vaiſſeaux, & Marchandiſes également comme aux
François & Anglois. Donné à Conſtantinople, au
commencement du Mois de Ramaſan 1091.

Inden Name van den Hogen ende Alderverhe-
venſten God, want het is recht ende behore-
lyk eerſt ſynen Name aan te roepen.

N Ademaël den tegenwoordigen aldergoedertie-
renſten ende hoogſten Heere Koninck,
mildadigheit, ende alderheyligſten gevee,
ſonder eenige gelykeniſſe, ſuiver in magt,
ende van onrechtverdigheit, wiens kragt van alle
Eeuwigheid beſtaet, ende goetheit tot alle Eeuwighe-
den ſal duren, by ons blyſt, ende den alderhelderſten
Son der Prophetic, ende van de geſternte het alder
klaerſte teyken der Heerlykheit van den Sodacq, den
Voorganger van het Heyr der Propheten, d'eerſte der
Heyligen, die op den rechten wegh gaen, beminde
van God, Middelaer der Sondaren in den dag des
Oordeels, Muhamed Muſtapha (op wien zy de ruſt

ANNO
1680.

en Vreede van den hogen God) naer syne menichvuldige Miraculeuse fegeningen, vrient van de uitverkorene syne oprichte naevolgers (het welbehagen der hogen God zy over haer allen, en alle Vrienden Gods, die by den rechten wegh blyven, ende heylige alle de Secreten van die geenen, die de reynigheyt, en geluckzaligheyt besitten, tot den dach des Oordeels toe, met de heylige Zielen van hare medemackers) met ons is.

Hier naer volgt de Teykeninge van den Keyser, verwat in een gouden Strick behelsende dese Woorden;

Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaan Ibrahim Ghan altyd Vermeerder.

Ben ik een Coning van de Magtigste Coningen, een van alle die heerlichappen voeren, een schenker der Croonen van de grootste Coningen die de hoogste Tronen besitten; Een verdelger van de ongelovige Keyserlyke luthoven, ende een verbreker van derfelver aldermagtigste huysen; schrickelyk te Water, ende te Lande, een Schaduwe Gods op de vaste Aerryken, ende op de heylige plaetsen, misgaders een waerachtige volmaght van God op der Aerden, Dienaer van de heerlykste en gelukkigste Landen, en Steeden der gebenedyde twee Tempelen, Belchermer ende Rechter van 't gebenedyde Jerusalem, ende van 't hoogste Coninklyke Hoff, ende de heerlyke Stad Constantinopelen, (beminnt by alle Prinzen, ende bevyrt zy van alle quaet) ende van het welbewaerde Adrianopelen, ende van het belchermerde Brussa, van Griekenland, ende Temiswar, ende van de Landen van Boffina, van Buda, van Segitwar, van Egri, van Kanisce, van Semendra, van Belgraed, ende van Lanrichappen in Anatolia, van Caramanie, ende van geheel Arabien, van de fuyvere Sitplaets Damasco huys des Vreedes, ende van de onvergelykelyke ende voornaemste Stad Cairo, van 't geluckige Yemen, van Etiopien, van Adem, ende desselfs Landchappen, van Babilonien, van Basra, van Lachfa, van Suwackien, van Senan, van Aleppo, van Sulkadrie, van de Stad Soul, van Adena, van Tarsus, van Adalia, van Scio, van Diarbeckir, van Celder, ende van de Amadishe Landen, van 't geheele Kiurdistan, van Kars, ende Arsoam, ende van Jurzistan, van Caffa, van Inllewe, ende van de Quartieren der Tartarische Valeyen, van de Welterlyke Landen, ende huysen des Oorloghs, Tunis, Tripoli, ende Algiers, misgaders derfelver Landen, van Transilvanien, Moldavien, Walachien, ende meer andere groote ende kleyne Steeden, uyt de vyantlyke huysen door de schrickelyke Magt ende kragt van onse Keyserlyke ende Coninklyke Majesteit, met de hulpe van God, den Conink der overwinninge, omvat, overwonnen, ende tot ons getrokken, Keyser van alle d'aan een gebondene Ryken, Provincien, Zeen, ende Landen; Croondraeger van Verhevene vaste Sitplaetsen, ende een Rechtvaardigh Keyser van de Witte ende Swarte Zeen, ende van soo veel Ryken, Eylanden, ende passagen, en van soo menichmaal honderd duysend Soldaten, misgaders een schuyt-plaets van Doorluchtige gellagten, een mede hulpende, ende handcijkende Keyser, begunstigt met continueele Gratien van den waerachtige Muhamettaaniche gelove, Sultaan Muhamed Ghan Soon van Sultaan Ibrahim Ghan, Soon van Sultaan Achmed Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaan Murad Ghan, Soon van Sultaan Selim Ghan, Soon van Sultaan Soliman Ghan, Soon van Sultaan Baiafid Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghanum, God den aldergoedertierensten Coninck zy haer genadich, Heere ende Patroon van het geluckige Paert der Monarchyen, aan onse omgrypende Cracht ende Macht bevesticht, fynde alle de vier bewoonde gedeelten, ende seven Climaten des Werelts aan desselfs hooft stuck alleen verknoght, en door den rechvaardighen, grooten onvergelykelyken, ende indubitalen Heere, vol ontelbare genaden, een Wyck ende toevlucht van Doorluchtige Coningen, bestierder van de hooge geluckige Trone, ende de vaste Drumpel van voorspoet, ende eeuwige verbyff plaets van groote, geleerde, ende goede personagien voor desen, ten tyde dat het geluck was by onsen groot Vader Sultaan Achmed Ghan, Saliger, Berrahtiger, ende glorieuwer Memorie, die in het binnen van het Paradyz syn woonplaets heeft, is van

wegen de voornaemste Grooten onder de Prinzen der Christelike Religie, Bemiddelars onder de Magtigste van den Gelove van Jesus, Belichters van de negotien van alle de Nazarensche Natien, Patroonen van Onderdanen, eere, ende voorliefghed, Heeren van Macht ende beleeftheid, de Generale Staten, ende Rechteren van hare onderdanige Provincien, als Gelderland, Holland, Zeeland, Utrecht, Vrielandt, Overysel, Groningen, ende Groningerland, en van soo veel onderworpene Coninckryken in de Oost-Indische Landen (: wiens eynde geluckig zy :) eenen brief versegelt met sinceriteyt door den hoog Ed: van de Wetten des Meffias Cornelio Haga, haeren geloofwaerdigen Ambassadeur (: welckers minnelikheyt altyd vermeerdere :) aan sijne Majesteit gekomen, ende deselve brief gelezen, ende geexamineert wefende, beleefde verfoek van oprechte Vrindichap ende genegenheyt met alle bedenckelijke gedachten uyt het diepste des harten te houden, ende daer beneffens, dat syn Schepen van Vyandlike Natien Turcx Slaven hebben gevonden, deselve met alle civiliteyt naer haere Landen hadden gesonden, dienvolgende, dat hare Schepen, en Volckeren, ook in eeniger tijden in onse belchermerde Coninkrijken komende geenige moeite ofte quellinge mogten aangedaen, ende gelyckewerwijs onse hooge Troone met Vrankrijk ende Engelandt verenigt is, dat de Cooplyuden, Personen, ende Draglyuden van de plaetsen haer onderwurpen, in onse belchermerde Rijken in rust ende vrede met haere goederen komende, gaende, en handelende in conformiteyt van de aan haer verleende Vrindelijke ende Excellente Verbont-brief van sijne Majesteit, ende desselfs heylige gehoorsaemde bevelen, hebben de hooggedagten vrindelijk verfoert het selve aan haeren kant mede mogte vergunt, ende alle het geen verders geschreven ende begeert was, by monde aan het hooge rustbedde vol geluk overgelevert ende bekent gemaekt sijnde, is deselver begeerten ofte verfoek aangenomen, ende heeft haeren Ambassadeur t'aengesicht geveven aan den Keyserlijken Stegel-reep, op dat den opgemelten Cornelio Haga, gelyk de andere Ambassadeurs aan onse geluckige Trone den dienst van 't Ambassadeurichap soude exerceeren, en geboden omme in de havens van onse belchermerde Rycken Consuls te stellen, en terselver tijde met de hooggedagte Heeren de Nederlandische Generale Staten, diegelijke geluckigen Verbont-brief, en Accoort, gepasseert wefende, heeft den meergemelten Ambassadeur (: wiens eynde voorspoedig zy :) deselve in onsen rechtvaardighen Divan gebracht, ende daer benevens verfoert, dat ten respecte van de oprechte ende sincere Vrindichap by haer ende mijnen grooten Oom Sultaan Murad Ghan, die in den Heere rust, onderhouden, uyt deselve Verbont-brief eenige Articulen mogten werden gerooyt, ende de plaetsen met andere Pointen ingevult, soo heeft sijne Hoge Voorspoedige Majesteit die minnelijke begeerte buyten desselfs schade, seer goet ingewilligt, tot welken eynde in voegen voorz. asdoen eene nieuwe Keytelijken Verbont-brief is vergunt, dewelke tegenwoordig by den uitsleek ende onder de Grooten van den Gelove des Meffias Julius Colyer Ordinaris aanwesende Ambassadeur van hooggedagten Heeren Staten Generael, aan mijn geluckige Trone gepresenteert wefende, met verfoek, dat in de plaetsen van deselve, achtervolgens d'oprechte Vrindichap ende fuyvere genegenheyt met ons gehouden, eene nieuwe Keyserlyke Verbont-brief mogte werden vergunt, is desselfs verfoek volgens het oude Verbont, by onse voorspoedige Majesteit in diervoegen seer gaeren aangenomen ende geapprobeert, tot welken eynde wy nu by desen Keyserlijken verbontbrief sodanig hebben geordonneert.

I. Dat men van de Daelders ende het Gout waarmede de voorz.: Nederlandische Cooplyuden komende gaen handelen, en in onse belchermerde Rijken sullen brengen, geen Toll sal mogen afnemen, ende dat de Bellerbeys, Rechter, Thefauiriers, Munt-Meefters, nogte de opfinders, haer dien aangaende: eenige quellinge sullen hebben antedoen, of haer enige moeyelikheden verooraken met te seggen: wy willen van uw Daelders Alpers liac.

II. Ende soo enige Nederlandische Cooplyuden haer in vyantlike Schepen komen inlaarqueren, haere eygen affaires doende, genomen werden, sullen deselve geen Slaven gemaekt, nogte haer goed niet prys verklaert werden, met het seggen dat sy op een

ANNO
1680.

ANNO
1680.

vyandlyk Schip gevonden zijn, nademaal fy haere faken doende met de vuyligheyd der Roofschepen niet bemoeijen, ende daarom fal haer goed niet genomen, nog fy tot geen Slaven gemaekt mogen werden.

III. Ende innegevalle een Christen Schip met Vissche geladen uit mynne beschermde Ryk varende, genomen werd, soo fullen evenwel de Nederlanders die daer in fouden mogen werden gevonden, niet d'andere tot geen Slaven gemaekt werden.

IV. Ende gelijc de Franse Keyfers van outs met onse geluckige Trone in Vriendfchap bennen geweest, ende daer tegens nooyt iets hebben ondernomen, is ten tijde van mijn Groot-Vader Sultraan Selim Ghan Saliger verfont, omme verboden goederen als Cattoenen, Cattoenen Garen, ende Corduunen te mogen kopen, ende daer toe uitgegeven wesende eene heylige ordre, is ten tijde van mijn Grootvader Sultraan Muhamed Ghan Saliger tot onderhoude van de oprechte Vriendfchap mede toegestaan aan haer voor haere geiden, Was, ende Huyden te geven, sonder dat haer het selve moge werden belet, is het selve in den Keyferlyken verbontbrief inderfcreet geworden, heeft hoogst gedagden Sultraan Achmed Ghan, die in het licht rust, het selve mede geconfirmeert ende het geene voorfz. is van wegens de Nederlanders aan onse geluckige Trone onder oprechte ende fuyvere Vriendfchap mede verfont fijnde, is het gemelte ook in sijne geluckige tijden aan desfelv verheven rust-bedde te kennen gegeven, ende daer op alle hare Vriendelyke begeerten voor goet geapprobeert werdende, is haer toegestaan omme voor haer geld, gelijc aan de Franfchen, Cattoenen, Cattoenen Garen, Corduunen, Was ende Huyden werden gegeven, ende niemant het selve mogende beletten, nog fig daer mede bemoeijen, is tot achtervolgens eene Keyferlyke Licentie uitgegeven, ende het voorfchrevene in haeren verbontbrief verklaert staende, het bovenstaende in voegen als hier voren, nogmaels geconfirmeert.

V. Ende soo fy door contrarie weder niet naer haer Land, ofte dese quartieren konnende gaen, ofte komen, fullen fy in de havens van mynne beschermde Ryken mogen in lopen, kopende, ende verkopende, in haere particuliere affaïres niet mogen werden gemoesteert.

VI. Ende soo tusschen de Nederlanders quessie ontstonden, dat daer door verschillen van Doodflaggen, ende Moorden werden veroorzaekt, soo fullen die faken door hare Ambassadeurs, ende de Consuls (:agtervolgens haere Wetten, ende Costuymen:) gesien en gedeceidert werden; sonder dat de Rechters ofte Gouverneurs haer eeniger maten daer mede fullen mogen bemoeijen.

VII. Ende soo ymant ietwys heeft te pretenderen van de Consuls, die gefteelt sijn wegens de affaïres der Cooplyuden, fullen deselve Consuls daer over niet mogen gevangen, nogte hare huysen versegelt werden, maer die Rechts-pleginge tegens de Consuls ende Draglyuden fullen voor mynne geluckige Trone gehooft werden.

VIII. Ende soo tegens de Articulen in desen gemelt van te voren, ofte hier naer Commandementen quamen te verschynen, fal men aan deselve altoos geen gehoor geven, maer deselve Articulen volgens den inhoud van den Verbont-brief stand doen grypten.

IX. Ende soo een onderfaet van de Nederlanden quame te sterfen, fullen sijne goederen ende effecten tegens den teneur van mynen Verbont-brief by de Fijciels, met het seggen, dat het goederen sonder eygenaers sijn, ofte onder andere pretenzen, niet mogen werden gemoesteert, nogte haer daer mede hebben te bemoeijen.

X. Ende alle heylige bevelen die aan de Nederlandfche Natie werden gegeven, fullen ten profyte, ende voordeel van de voorfz. Natie in kragtige termen werden ingefteelt, op dat de Curateurs, ofte die van den Gerechte, van haer Recht der Curateelen niet mogen afeyfchen.

XI. De Ambassadeurs ende Consuls fullen volgens het oud gebruyk haer laten bedienen van foodanige perfoonen tot Tolken, ende Janifars, als haer believen ende wel gevallen fal, sonder dat niemant van de Janifars, ofte andere die fy in haeren dienst niet begeren, met haeren dienst fullen bemoeijen.

XII. Ende in de huysen van hare Woonfeden,

voor haer, ende haer Volck genoegfemelijk most perfende, ende daer van Wyn makende fal niemant haer het selve mogen beletten, waer over de Slavijge Janifarsen, ofte andere hy fy wie hy wil, ofte foudde mogen fijn, van haer niets fullen mogen pretenderen, ofte met geweld daer over eenig ongelijk andoen.

XIII. Ende van de goederen die de Cooplyuden met permiffie van de hooggedagten uit haere Landen voeren, ende weder daer nae toebrengen, soo wel in Aleppo, Alexandrien, ende andere plaetfen, fal drie van het honderd voor Tol werden betaeld, ende geen meer; ende fullen haere Coopmanfchappen niet boven de waarde mogen werden geftimeert.

XIV. Ende alderhande foorte van Cooplyuden t'fy Nederlanders, ofte van wat andere Natien deselve fouden mogen fijn, fullen gehouden fijn van alle foodanige goederen als deselve op Nederlandfche Schepen laden, ende daer mede bekomen ende verfinden, van waer het selve foudde mogen fijn (daer Tol volgens gebruyk van genomen werd) het Ambaffaet ende Consulaet-Recht, dat by de Staten Generael van de Nederlanden, daer toe door Ufanse verordonneert is, aan haer Ambaffadeur, ende Consuls hebben te betalen; waer tegens niemant fig fal mogen oppofteren.

XV. Ende van de goederen die fy uit haere Schepen loffen, fullen fy alleenlyc den Toll hebben te betalen, maer van de effecten die daer in blyven, omme tot Conftantinopolen ofte eenige andere Havens te brengen, fal men geen Tol mogen afvorderen. Ende het brengen van deselve naer een andere plaets, fal haer niet belet werden; Ende de nieuwe Impofitie van Caffabe, Reft, Baz, ende Jafackull, fal by haer niet werden betaelt.

XVI. Ende als haer Schepen vertrekken, fal men daer van geen meer als drie honderd Alpers voor Salemtlyk ofte Ancoraggie-Geit mogen af eyfchen.

XVII. De Rovers van Algiers in de Nederlandfche Havens lopende, fal haer Cortofie werden aangedaen, ook Cruyt, Loot, Seylen, ende andere Oorlogs behoeften, (van noden hebbende) werden gegeven; Dog innegevalle die Rovers Nederlandfche Cooplyuden komen te ontmoeten, fullen fy de selve tot geen Slaven maken, nogte hare goederen niet mogen confisqueren, ofte verfpreden, want die fackte tegens myne fouveraine wylt is; ende foo eenige van de Nederlandfche Onderfaten in diervoegen tot Slaven wierden gemaekt, fullen fy verloft, ende desfelv effecten aan haer wedergegeven werden.

XVIII. Ende by alden deselve Corfairen eenige quade feyten bedryven, fullen de hooggemelde het selve by Miffive ons te kennen geven, ende die Gouverneur in welkers tyd het fal gefchieden, fal daer over afgeft, ende de geconfisqueerde goederen en effecten by hem vergoet ende de Slaven die fy gemaekt fullen hebben, bevryt werden, ende foo fy mynne heylige bevelen niet komen te obediceeren, soo fullen deselve Rovers naer de Nederlanden gaende, binnen haere Casteelen mede niet werden ontfangen, ende waer 't fchoon, dat fy haer qualyk tracteerden, soo fal daer door aan die Verbont geen inbreuk gegeven werden; fullende de klagen, ende lamentation in desen by ons voor aangenaem aangenomen werden.

XIX. Ende aan alle de Princen der Princen, Rechters, Princen, ende Tollmaren van de Havens in mynne beschermde Coninckryken, fullen de bevelen van myne heereykheyd werden toefonden, omme te weten, dat dit ons Hoogmaghtig gebod in deser manieren is uitgeveert, dat foo lange van wegen de hooggemelten, dese Capitulen van Verbont in fuyvere oprechte Vriendfchap, gelijc het behoort, werden onderhouden, soo fal van desen kant ook aan hare effecten ende goederen, nochte Coopmanfchappen, met desfelv Gallionen, ofte andere Schepen, ook mede derfelver inhebbent Volck, misgaders goederen ende koopmanfchappen te Water; ofte te Lande met haere last-beelten komende, geene de minfte moleftie werden aangedaen; ende men fal haer, in haere affaïres ende wiften hien bewerde.

XX. Ende alle de Slaven die tot nu toe in onse beschermde Coninckryken werden gevonden, fullen vrygelaten werden, ende haeren Prys fal men niet van de Nederlanders, maer van die geenen, die deselve genomen hebben, afeyfchen

ANNO
1680.

ANNO XXI. Ende foo de Inwoonders van Nederlant met
1680. liorie, van de Turcxche Schepen Victualie kopen ende
daer mede naer haere Landen gaende, ende niet naer
de van de Vyanden (naer den ontfang) Turcx-
che Schepen incontreeren, fulen hare Schepen niet ge-
nomen, nogte haere inhebbende Volckeren tot geen
Slaven gemaekt mogen werden, ende diegelyke Sla-
ven van de Nederlande viandende, fullen met de resti-
tutie van haer goet wederomme in Vryheyd werden
gestelt.

XXII. Ende foo de kooplyden van Vyandyke
Natiën in de Nederlandische Schepen Coopmanschap-
pen komen te laden, fullen deselve onder pretext, dat
het Vyandyk goederen sijn, de minste molestie niet wen-
den aangedaen, ende foo ly nae onse beschermde Ry-
ken, ofte andere plaetfen in haren Coophandel ko-
men, ofte van daer gaen, by occasie van ongelijk
in Slaverny quamen te vervallen, diegelyke fullen ver-
loft werden.

XXIII. Welke voorzf. Schepen in onse beschermde
Rycken, onder Vrede ende sekerheit komende,
ende gaende, op Zee door Storm benauwt werdende,
fal het Volck van onse particuliere Schepen, foo wel
als andere, in cas van noodfakelykhey, haer alle no-
dige hulp verreyken, ende haer voor desselfs geld met
eenig Victualie willende voorfien, fal niemant het selve
mogen beletten, nogte haer daer over eenige molestie
aan doen.

XXIV. De Nederlandische Kooplyden, Drageluyden,
ende andere Personen, die te Water ofte te Lande in onse
beschermde Rycken komen handelen, ende negotie-
ren, naer dat fy volgens gewoonte ende gebruyk d'im-
posten hebben betaeld, fullen in 't komen ende gaen,
van de Zeevarende Schippers, ende Capiteynen der
Schepen ofte Galeyen, ofte andere, nogte van 't Crygs-
Volk niet gemolestert werden, nogte de Rechters
fullen haer genige overlast ofte veranderinge mogen
aan doen; ende fy, haer Volk, goet, ofte last-beesten
fullen geene het minste leet onderwerpen sijn.

XXV. Ende innegevalle haere Schepen van een over-
harde Wind, door de Zee aan 't Land wierden gemes-
teen, fullen de Princen, Rechters ende andere, haer alle
mogelyke hulpe doen, ende alle de geberghde effecten,
ende Coopmanschappen aan haer wederom configneren,
sonder dat de Fiscals haer daer mede fullen mogen be-
moeyen.

XXVI. Ende foo ymant van de Nederlanders
verschult waere, fal den schult van den schuldenaer
geeyft, en genomen werden, maer ymant anders daer
voor geen borg geboende zynde, fal daer over niet aan-
gaest, ofte den schult van hem geeyft werden.

XXVII. Ende ingevalle ymant quame te sterven, ful-
len alle syne goederen ende effecten aan diegeenen, die
hy by Testament tot erfgenaem fal hebben verklaert,
worden gegeven; ende sonder uytterste wille komende
toverlyden, fullen deselve goederen ende effecten,
met goedvinden van den Ambassadeur ofte de Consuls,
aan sijn Campagnon werden geconfeigneert, waer inne
niemant anders igh fal hebben te steeken.

XXVIII. Ende foo de onderwarpene ingeleeten
Nederlandische Cooplyden, Consuls en Drageluyden
in onse beschermde Ryken, wegens Handel, Coopman-
schap, borghtocht, ofte andere rechtsvorderinge voor-
vallende, voor den Rechter gaende, omme deselve te
doen registreren, ofte daer van Hogiet nemen, ende
daer naer dien aangaende questie onstaende, fal men
het Hogiet, ende het Register nae sijn, ende ingevolge
van deselver inhouden sententieren; Edog van dese
twee geene vindende, ende dat fy evenwel door ymant
voor 't Gerecht geroepen wierden, omme iets van haer
te bekomen, fullen sodanige recht-pleginge niet mo-
gen weiden aangehoort, ten respecte dat van geen Re-
chters Hogiet werd verroont, nochte in het Register
niet aangeteekent en werd bevonden, want tegens de
heyligen Rechten fal niemant ongelijk werden aange-
daen.

XXIX. Ende foo ymant van deselve verschult was,
ende door quade actien tig quame te abfenteren, foo
fal niemant die voor hem geen borgh gebleven is
daer voor werden aangerait.

XXX. Ende foo eenige Personen met valsheyt
ofte bedroch mochte seggen, ghy hebt ons gevloekt
ofte gelasterd, omme haer daer mede eenigh geld
af te persen, fullen hare klagen niet mogen werden
gehoort, nogte onder dat pretext, tegens het heylige

Recht haer eenige molestien mogen aandoen, maer
men fal diegelyke faken vernietigen.

XXXI. Ende foo na deien d'Onderdanen van Ne-
derlandt in Slaverny vervien, ende by deselver Am-
bassadeur ofte Consuls geeycht wierden, enoe bewee-
nen werd, van haer Land te sijn, fal men deselve
nae sijn nemen ende aan de Nederlanders geven.

XXXII. Van de Onderdanen die selver die in onse
beschermde Ryken wonen, hy zy getrouwt ofte on-
getrouwt, Negotie dryvende, fal geen Garaz gevor-
dert werden; gelyk mede de Consuls ende Drageluyden,
die in dienst van de Ambassadeurs sijn, van Garaz,
Cassibie, ende andere Keyferlyke beswaernissen, vol-
gens oud gebruyk, vry ende except fullen sijn.

XXXIII. Ende foo ly in Cairo, Alexandrien, Aleppo,
Tripoli di Soria, in de Scalen van Saida, Cipro, ende
in 't Westeryke Algiers, Tunis, Tripoli, ook in Mo-
rea, Smirna, Scio, ende andere Havens van myne
beschermde Rycken, haere Consuls doen veranderen,
ende in deselver plaetse, tot dien dienst andere be-
quame personen verordonneren, ende derwaerts sen-
den, fal niemant haer het selve mogen beletten.

XXXIV. Ende tegens het begeren der Kooplyden
fal niemant haer eenige waeren op willende dringen,
dieswegen enige force mogen aandoen.

XXXV. Ende foo ymant met een Nederlander
verschil is hebbende, voor den Rechter giet, ende
den Nederlandischen Drageman daer by niet present
wesende, fal den Rechter sijne presentie niet mogen
aanhoren, dog by aldien de sake van noodnoodigende
gewigte is, foo fal men hem ophouden, tot dat den
Drageman komt, mits dat ook de Nederlanders, met
het seggen, onsen Drageman is niet present, geene uit-
vlugten fullen hebben te soeken, dat de sake daer door
opgehouden werd.

XXXVI. Ende foo de Roof-Schepen ofte Roey-
barcken ymant van de Nederlanders tot Slaven ge-
maekt, ende naer Grieken-Landt ofte Afien gevoert
hadden, ende hem aldaer komen te verkopen, foo
fal daer nae sterke onderzoekinge geschieden, ende
diegelyke in wiens handen deselve werden gevonden,
fullen vry sijn; ende foo den voorz. Slaef Turcx wor-
den waere, fal sijn Patroon te kennen moeten ge-
ven, van wie hy hem heeft gekregen, ende fal sijn
Geld by den Verkoper werden gerestitueert, ende die
geenen daer by hy gevonden fal sijn, fal hem vry
moeten maken, ende los laten henen gaen.

XXXVII. De Schepen, Galeyen ofte Armaden
uit myne beschermde Ryken in Zee steekende, al-
daer Nederlandische Schepen ontmoeten, fullen malkan-
deren Vrindschap bewyfen, sonder den anderen ge-
enige schaede ofte verlies aan te doen; ende foo ly in
Zee ofte in de Havens geene presenten met haere vrye
wille begeren te geven, foo fal men haer nogtans geen
Scheeps Gereetschap, ofte goet, nogte jongens, ofte
eenige andere faken met geweld ofte force mogen afne-
men, ofte haer daerom eenige overlast nogte quellinge
aan doen.

XXXVIII. Ende alle het geene in de vergunde
Keyferlyke Verbont-Brieven van Vrankryk, ende En-
gelandt is toegestaan, beneffens alle faken foo wel
ten reguarde van goederen als anders, wert nogmaels
op het Recht van de Nederlanders geconfermeert;
ende invoegeen als het selve by die Keyferlyke Ver-
bintenissen is verleent, fal het selve foo wel in 't re-
guarde van Coopmanschappen als andere affaires even
gelyk sijn effect hebben, ende dese myne hoge Key-
ferlyken Verbont-brief, ende heylige Wet fal niemant
tegenstaen, ofte haer daer over eenige moeyten mo-
gen aandoen.

XXXIX. Haere Galloenen ende Schepen gereet
leggende om te vertrekken, eens in Constantinopolen,
ende andermaal voor de Casteelen van de Dardanellen
besocht wesende, fullen mogen weggaan, ende tegens
myne Keyferlyken Verbont-brief in Galipoli niet ge-
viiteert werden, veel min fal men haer om die oor-
facke eenig Geld afnemen, nogte in eeniger wyfe
leer aandoen.

XL. Haere Galloenen ende Schepen die in de Ha-
vens van onse beschermde Ryken Coopmanschappen
laden, ende daer van den vollen Tol betaelt hebben-
de, fal niemant, omme van haer Geld af te persen,
mogen vliuteren, ofte onder dat pretext moeytykheden
aandoen.

XLI. Ende in Aleppo ofte andere onser bescherm-
de

ANNO
1680.

ANNO de Rycken Syd, ofte andere waeren kopende, naer
1680.

de Rycken Syd, ofte andere waeren kopende, naer
1680. haere Schepen tot Ciprus, ofte in andere Havens komende, aldaer eenige Koopmanschappen uit lossen, niet om te verkopen, maer omme deselve door nootfakelykheid in een ander Schip te laden, ofte wel om voor eenige dagen in een Magazyn te leggen, sal niemant, om dat sy haere goederen geloft hebben, haer eenige moeyelykheden aandoen, nogte onder dat pretext eenig Geld afnemen, ende tegens desen mynen Verbont-brief fullen de Rechters, nogte Justiciers, ofte andere Keyserlyke Officiëren geene de minste overlast aandoen.

XLII. De Gallioenen ende Schepen van de Nederlandische Onderdanen fullen in Cipro ofte andere Havens van onse beschermde Ryken, voor haer Geld foo veel sout als het haer belieft, mogen kopen, tot foodanigen Prys, als de Turken dat volgens den taxt sels aannemen; ende het selve ladende, sal niemant haer, daer over eenig moeyelykheden mogen aandoen, noch meer als den ordinairissen Prys van haer mogen afnemen.

XLIII. Ende gelyk de Schepen in het Eyland Ciprus tot ballast sout innemen, overmits het selve sout niet en is van sulken waerdigheyt als ander, ende voor yder Karre daer van maer komen te betalen een en 't seventig Alpers; soo fullen de Nederlandische Gallioenen, ende Scheepen daer komende, ende van dat sout kopende, ende het selve in haere Schepen in plaets van ballast ladende, ook volgens 't out gebruik voor een en 't seventig Alpers, ende geen meer, yder Karre kunnen kopen, om dese sake fullen de Rechters, nogte de Tollenaers, ofte andere Keyserlyke Officiëren haer geene de minste molestie mogen aandoen.

XLIV. Ende in onse beschermde Ryken, Loot, Tin, Yser, Stael, ende andere Crameryen brengende, sal niemant haer daer over eenige molestie aandoen, ende gelyk in mynen Keyserlyken Verbont-brief geschreven is, sal daer van maer drie ten honderd voor Tol werden genomen, sonder meer te mogen preterderen, ofte dat onder dat pretext van Tol haer eenige vordere ongelegentheid sal werden aangedaen.

XLV. Ende soo in de Gallioenen ende Schepen van de Nederlanders tot Damiat, Alexandria, ofte andere Havens, by de Turcken, met haere vrye wille Coopmanschappen, ofte goederen werden geladen, omme na Constantinopolen ofte andere onse beschermde Ryken te brengen, sal niemant mogen beletten; ende om dat deselve in Nederlandische Schepen geladen sijn, sal men daer van geen meer als andere Turcken gewoon sijn voor Toll te betalen, mogen afnemen.

XLVI. Haere Gallioenen ende Schepen in wat Havens dat deselve fouden mogen wesen, haeren vollen Toll, ingevolge van den Keyserlyken Verbont-brief betalende, fullen enige diensten mogen werden opgedrongen.

XLVII. Ende soo ymant van haere Cooplyden met Coopmanschappen komende, Turcx wierde, fullen de goederen, ende Contanten, die hy van de Cooplyden van sijn Land heeft gekregen, met kennisse van den Ambassadeur, ofte de Consuls hem afgenomen, ende aan sijn Representanten gegeven werden, omme deselve siere eygenars toe te senden, sonder dat ymans Recht op hem blyve, waer tegen de Justiciers, Rechters, ofte yemant anders haer niet fullen mogen oppoeren.

XLVIII. Ende soo yemant tegens de Heylige Rechten, aan een Nederlander scyde, ghy zyt Turcx geworden, om hem daer mede eenig Geld af te persen, ofte moeyelykheden aan te doen, dat sal niet valideren, maer soo hy voor een Draegman, met sijn vrye wille komt te seggen, ik ben Turcx geworden, dat is seer wel, dog tot de komste van den Draegman toe, sal niemant hem mogen molestieren, ende sy fullen haeren Draegman sonder uytsel daer by doen komen.

XLIX. De inkomende goederen van de Gallioenen ofte Schepen der Nederlandische Onderdanen by de Estimateurs die in den Toll sijn (omme te strappazzeeren) boven de waerde geestimeert werdende, soo sal den Toll foo veel de selve komt te importieren, goederen moeten aannemen, ende geen Geld mogen vordere.

L. Ende soo haere Gallioenen ofte Schepen uilopende omme te vechten, met die geenen die geen

Vreede met onse geluckige Trone en hebben, ende
1680.

flaende, de Schepen van haere Vyanden komen te nemen, in wat Plaetse, en Havens, ofte Porten van onse beschermde Ryken sy daer mede (met haere vrye wille) fullen in lopen, ofte door Storm inkomen, sal niemant haer eenige moeyte mogen aandoen, ende aldaer alle nootfakelyke provisie voor haer Geld mogen kopen, sonder dat ymant dat sal beletten.

LI. Ende soo de Onderdanen van de Nederlandische Plaetsen in rust ende vreede Jerusalem willen befigtigen, fullen in 't gaen, ende komen geen molestie aangedaen werden, ende de Priesters van de Kerke, (Kamame genaemt) ofte andere, fullen onder pretext van te seggen, gy zyt van de Luteranische Religie, haer geene moeyte ofte ongelijk mogen aandoen; maer ter contrarie de nootfakelyke plaetsen laeten befigtigen.

LII. Haere Gallioenen ofte Schepen in onse beschermde Ryken komende, fullende bewaert, ende beschermt werden, ende in rust en vreede wederomme mogen weg gaen.

LIII. Ende innegevalle haere goederen, ofte Koopmanschappen mogen verstroyt ofte gestolen wesen, sal men om haer verloren goet ofte Volk weder te vinden, ende voor den dag te brengen, alle mogelyke devoiren, en naerfgheden aanwenden, ende sal den handadiger van dat werk, hy sy wie hy wil, naer sijn verdienste werden gestraft.

LIV. Ende van derselver Ambassadeurs, Consuls Draglydens, ofte haer Volcx kleederen, Eet-ende Drinkwaeren, die sy met haere penningen doen komen, sal men altoos geen Toll, Batz, Rest noch Cafabie-Gelt mogen eyschen, fullende de Gouverneurs, Commandeurs, Admiralen, myne Slaven, Rechters, Opienders, Tollenaers, Lant-ende Zee-Capiteynen, ook Vrywillige, misgaders alle het Volk van myne beschermde Ryken, dese oprechte ende sincere Verbont-brief met sijnne intentie doen achtervolgen, sonder ietwes daer tegens in te willigen, sodanig, dat die geene, die tegens ons hoog magtig gebod sig sal oppoeren, voor schelmische, ende ongehoorsame benden fullen werden gehouden, ende sonder tyd ofte uytsel aan haer te geven, naer merite, andere ten exempel werden gestraft.

LV. De Nederlandische Cooplyden, ofte ander Volk, met haere gekogte goederen negotierende, en nae Trapafonda, Caffa ofte andere Plaetsen in de Swarte Zee, ofte Havens van onse beschermde Ryken brengende, ofte van daer over Land door den Revier Ten, na Haack, Moscovien, ende de Russische Landen willende gaen, ende van die Quartieren wederom in onse beschermde Ryken Koopmanschappen brengen, omme te handelen, sal die Negocie haer niet mogen werden verboden, ende van haere goederen geen meer (in gevolge ende conform dese Verbont-brief) als drie ten honderd voor Toll mogen werden genomen.

LVI. Ende soo haere Schepen door contrarie Wind per Constantinopolen komende in Caffa, ofte de Plaetsen daer ontrent quamen te vervallen, ofte met haere vrye wille daer nae toe gingen; ende volgens haere Intentie haere Waren niet konden verkopen, sal niemant deselve Goederen met geweld mogen lossen, ofte nae sig nemen, nogte de Gallioenen, ofte Schepen, die in die Quartieren komen, geene molestie mogen aandoen, ende in de vreesagige ofte periculouse Plaetsen fullen de Regenten haere Schepen, ende derselver inhebbende Volckeren, en Koopmanschappen beschermen, ende foodanig doen bewaeren, dat haer geene Schade nogte Verlies over en kome, en haere nootfakelyke Provisie van de Plaetsen daer deselve gevonden werd, met betuiging van Vrindschap, voor haer Geld doen hebben; Ende soo sy tot de Ladinge van haere Goederen, Karre, ofte Turcx Vaertuig begeerden te huuren (foo deselve van te voren niet genomen sijn) sal niemant dat mogen beletten; ende van de Goederen die sy van die Quartieren naar Constantinopolen brengen; soo sy deselve om te verkopen onderwegen niet en lossen, sal, tot datse in Constantinopolen komen, geen Tol werden genomen, maer alhier gearriveert lynde, sal van haere gelofte effecten Tol genomen werden, ende hier in rust en vreede laten negotieren, maer van de ongelofte Waren sal geen Tol genomen werden; Edog in Constantinopolen sal van deselve Coopmanschappen geen meer als drie ten honderd werden gevordert, in

con.

ANNO
1680.

conformité van dit Verbond. Ende soo lange sy met opregte suyverheyd des gemoets haer Woord stant doen houden, so neme ik ook hare Vrindschap aan, belovende, ende sweerende by den Alderhoogsten Goedertieren God, die Hemel ende Aerde geschapen heeft, vol van oneyndelyke Genade, ende buyten de welke geen anderen en is, en by de heylige Zielen van myne souveraine alder-Doorlugtigste Grootvaders, die den hogen God in syne ewigwe Glorie wil verlichten, dat van onsen kant tegens dit Verbond, ende Verdrag, ofte tegens dese Verleninge niets sal werden gedaen; tot welken cynde dese myne geluckige Keyserlyke Verbontbrief, met syne heylige Inhoudten sal werden onderhouden, dat een yder soo voor waeragtig moet weten, ende aan dit heylige teeken Gelooft geven; Geschreven in den beginne van de heylige Maent Ramasan Anno 1097. In onse bechermdte verbylft-Plaetse Constantinopolen.

V.

21. Oa. Reces zwischen Ihrer Kayserlichen Majestät Leopold und Ihr Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Maximilian Emanuel / durch die darzu benannte Commissarios mit und neben des Herrn Grafens von Preysing Johann Franzens als mit-interessirten / Gewalthabers / bis auf aller- und gnädigste Ratification geschlossen / wodurch die zwischen der Herrschaft Kuffstein und der Herrschaft Aichau wegen der Pidinarchen und Confinien / Hohen und Nidern Obrigkeiten und andern Rechts- und Gerichtigkeitkeiten entstandene Spänn und Irrungen geschlichtet und beigelegt werden. Kuffstein den 21. Octobr. 1680. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

C'est-à-dire;

Recès conclu, sub Spe Ratificationis, entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains & ceux de MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de JEAN FRANÇOIS Comte de Pysing comme intéressé dans l'Affaire, par lequel toutes les Différents survenus au sujet des Droits, Jurisdictions & Limites des Seigneuries de Kuffstein & d'Aichau sont accordés & terminés. A Kuffstein le 21. d'Octobre 1680.

Su wissen / als sich nach deme in Anno 1670. Zwischen dem Alldurchleuchtigsten Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopold des Nahmens den Ersten / erwählten Römischen Kayser / zu Hungarn und Böhmen König / Erzhertogen zu Oesterreich / Hertogen zu Burgund / Gefürsteten Grafen zu Tyrol und Görz an einem / dann dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinand Maria in Obern und Nidern-Bayern / auch der Obern-Pfalz Hertogen / Pfalz-Graffen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbtzuchsen / und Churfürsten / Landgraffen zu Leuchtenberg / Hochfürstlichen Ansehungens / am andern Theil wegen der Gränzen beider dero Fürstenthümer Tyrol und Bayern aufgerichteten Haupt-Vertrags / auch wirkliche Eviden und Irrungen zwischen der Herrschaft Kuffstein und der Herrschaft Aichau / so wohl der Land Pidinarchen und Confinien / auch der Hohen und Nidern Obrigkeiten / als der bedersseitlich darinn gegessenen Unterthanen habender Ruhn und Waidt: Plumb-besuch / holschläge / und anderer Rechts- und Gerichtigkeitkeiten halber erangen und zugetragen / indeme die

TOM. VII. PART. II.

derentwegen noch in Anno 1547. und 1555. aufgerichtete Vertrag ein und andern Theils in ungleichen Verstand auffgenohmen und interpretiert werden wollen / und nun ob-allerhöchst-gedachte Keyserliche Majestät / wie auch der Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Maximilian Emanuel in Ober- und Nidern-Beyern auch der Obern-Pfalz Hertog / Pfalz-Grass bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbtzuchsen und Churfürst / Land-Grass zu Leuchtenberg ic. auff insänd.g und unterschänigtes Anhalten und Bitten Seiner Churfürstlichen Durchleucht Landgraffen / des Hochwohlgebohrnen Herrn / Herrn Maximilian Johann Frank / des Heiligen Römischen Reichs Grafen von Preysing / Frey-Herrn auff alten Preysing / in Ober- und Nidern-Beyern / dann des Fürstlichen Hochstifts Freising Erbtzuchsen / Herrn der Herrschaft Aichau / Gramvinkel / Sälzhoben / Jormach und Stollenberg / der Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Cammer-Rath und Obristen Hofmarschallens / dann Gemeiner Hochlöblichen Landtschafft in Bayern mit-Verordneren Oberlandes / für gut angesehen und sich gnädigst entschlossen / sothane Differencien in der Gütte begütigen zulassen / zu solchem Ende auch dero bedersseitliche Räte und Commissarii an die Epenigste-Orth abzuordnen und dahin zubewaltigen / nicht allein den erforderlichen Ansehn sein hieüber einzunehmen / die etwa abkommene Marckungen an die alte verglichene Orth zu setzen / die schadhafte repariren / zunahlen / wo Noth / auch noch andere neue Untermarkungen an gelegenen Orthen aufzurichten / oder legen zu lassen / und so wohl die sich darbey ereignete Difficultäten / als zwischen bedersseitlichen Unterthanen erhobene Differencien / auff aller und gnädigste / auch Grass-Preysingische Ratification zu vergleichen. Allermassen von seiten Ihrer Römischen Kayserlichen Majestät dero Räte und D. D. Reichs-Vice-Canzler auch D. D. Hoff-Cammer-Rath / Herr Johann Peter Pader von Paderstich zu Streitenegg / des Heiligen Römischen Reichs Räte / und Herr Johann Parris von Wolfstshurn / Pfandes-Inhabere der Herrschaft Notenturg am Inn / ex parte Seiner Churfürstlichen Durchleucht aber dero respective Hoff- und Vitaration, und Hoffammer Speyerische Räte / Herr Wolfgang Reichmeyer / und Herr Johann Paul Willaver / hierzu pro Commissariis angesehen worden / welche dann mit Zuziehung gewisser bedersseitlichen Beamten und nachgesetzten Obrigkeiten / absonderlich obgemelten Grafen von Preysing / umb dessen darbey verlehnd Herrschafftlichen Interesse wegen hierzu abgeordneten Gewalthabers Johann Steffen Zieglers J. V. Licentiaten, der Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Rath und Verwalteren der Herrschaft Aichau / auch verschiedenen Unterthanen / sich ad loca controversa zu mehrmahlen begeben / die Beschaffenheit der streitigen Gemarkten fleißig consideriert / nach dem Buchstabilichen Inhalt der obangezogenen beeden Verträge gehalten und erwogen / auch darüber anderer dienstlicher Orthen die beuestigste Information eingenommen / darauf hin theils abkommene Marckstein gesetzt / theils deren repariren / theils neue aufrichten lassen / nit weeniger gewisser noch zu setzen habender Untermarken halber sich vereinparet / zunahlen nach gehaltenen unterschiedlichen Conterenzen die Eingangs angeregte Epenigsteiten und Differencien auf dero aller- und gnädigsten Herrn Principalen / und Commitcenten aller- und gnädigste Ratification, nachfolgender massen verglichen.

Nemlich und dieweilen nach Aufweis des Vertrags de anno 1555. der also genante Berg Prattenstein für ein Haupt-Gränz-marck verglichen und berufft / auch darauf hin damahls ein drezegette Land-Gränz-Marck-Saulen / so die drey Herrschaften und Gerichte Kuffstein / Wartenwardstein und Aichau von einander geschiedet / aufgerichtet / die aber dermassen schadhaft befunden worden / als hat man in Bayern der herzog auch beschriebenen Chur-Beyrischen Beamten der Herrschaften und Pfleg-Gerichts Marquardstein und Aichau ein drezegette neue Land-Gränz-Saulen an die alte Stell volgender Gestalten aufgerichtet / daß das Tyrolische darin eingehaute Bayern auff dem Mittelpunct solcher Marck-Saulen zwischen der Rubelspurg und daran liggenden Alben wäre / wie auch der Alben loimh / hingegen den Geyrig Keyser genant auf 12. Uhr Mittag / das Chur-Beyrische hinab auf das Dorff Ebenhause auf 4. Uhr morgens / und das Graffsch Preysingische gegen der Alben Ober-Kayser / auf 9. Uhr gegen mittag sambt eingehauter Jahr-Zahl 1679. zeigen thut / und ist zu weiterer Nachricht ober dem Tyrolischen Wapen der Buchstab K. die Herrschaft Kuffstein / auf dem Chur-Beyrischen der Buchstab M. das Pfleg-Gericht Marquardstein

ANNO
1680.

ANNO 1680. sein und auf dem Gräflisch-Preisingischen der Buchstab A. die Herrschaft und das Gerichte Aichaw bedeutend eingehaut worden.

Von dannen gehet/nach besag obgemelten allegirten Vertrag de anno 1555. das weitere Land-Gränich-Markt sein und schur gerad auf 52. Uhr gegen Abend herab über den Mosperg und durch den Necker-Wald auf die Alten Kettenpach zu / dem abgehend derselben stehenden anderen Land-Gränich-Markt sein / welcher auf eine von rothen Marbel ausgehauten dreyeckigen Säulen und darin die Jahrzahl 1555. eingehaut ist / und zeigt das Tyrolische Wappen dem Berg Compas nach / auf 22. Uhr gegen Abend / das Chur-Bayerische auf 6. Uhr morgen / und das alte Freybergische auf 10. Uhr gegen Mitternacht und dem lauben-Bach zu / zumahlen aber die Land-Gränich-Markt-Säulen in etwas schabhaftig / als hat man sich allerseits dahin verglichen / dass mit Gelegenheit / der zwischen den Prätentien und diesem also genannten Neckerstein veranlasser setzung einiger Untermärkung / auch dieselbige reparirt werden sollen.

Von diesem andern Markt sein ist das weitere Markt durch die Alten Kettenpach der jetzigen lichten nach / hin auf bis auf die mure des Ofenglains / allwo zwischen denen höchsten zweyen Stein-Köpfen / an statt des zerfallenen / ein neuer Markt sein mit eingehauten beiden Kaiserlichen Tyrolischen und Beyerische / dann das Gräflisch-Preisingische Wappen sammt der Jahrzahl 1679. solcher Gestalt zu setzen vereinbart worden / dass das Tyrolische gegen der Alten Kettenpach / das Beyerische gegen Aichaw / und das Preisingische gegen den Sackranng zu setzen thun sollen.

Und obwar nach Inhalt mehr angeregten Vertrags de anno 1541. von diesem das nechte Markt der Schöffstein beruffen wird / zumahlen aber in demselben deutlich nichts exprimirt / ob die gerade Lini von diesem zu jenen gezogen / oder nit viel mehr von einem zu dem andern das Markt / der Berg-Regel nach / genohmen werden sollte. Als ist die erleutere und respective Vergleichung dahin und der Gestalt beschehen / dass von erst bedenten Geseß bis auf den Schöffstein die Nechten / allermassen sich selbe anziehen befinden / den geseng und gehilt gehörrig nach herab bis an des Kollstat Gatterles unter Säulen / und von dar die gerade Lini bis hin auf die höchste Höhe des Schöffsteins das rechte Land-Gränich- und Gerichte-Markt sein / auch zu mehrerer richtigstellung einige unter-oder mittel-märchen an bequembilsten Orten mit Einhawung der Buchstaben K. und A. die Herrschaft und Land-Gerichte Kuffstein / auch die Herrschaft und Land-Gerichte Aichaw anzeigende / sammt der Jahrzahl 1679. gesetzt werden sollen / doch denen da ben mit Wuh und Waid / Plumb-befuch / und holzschlag bederfälligen Unterthanen an Iren diß-Orthig habenden Recht- und Gerechtigkeit nach Aufweis der hierunter einkommenen General-Relervatori-Claußel / umnachtheilich.

Ingleichen soll auf den höchsten Kopf des erst-obgedachten Schöffsteins ein viereckiger Markt sein mit beider Landfürstlichen / und dem Gräflisch-Preisingischen Wappen / denn das Kaiserliche Tyrolische gegen Kuffstein / das Chur-Beyerische gegen der Herrschaft und Gerichte Aichaw / und das Gräflisch-Preisingische gegen den necht darunter auffser des Schöffers Eck-Zaum stehenden Markt sein mit der Jahrzahl 1679. zeigen thut / gesetzt werden.

Von diesem gleicher Gestalt der geraden Lini nach auf 7. Uhr gegen Mitternacht / zu necht auffser des Schöffers Eck-Zaums hat man sich abermal eines neuen Marktsteins verglichen / und ist derselbige der gestalten gesetzt worden / dass das Tyrolische Wappen gegen des Schöffers Gut und Parreche / das Beyerische gegen den Sackranng / und das Gräflisch-Preisingische auf 72. Uhr gegen Mitternacht / zu den hernachfolgenden Markt sein beyen Pächl zu Huch / zeigen thut.

Von dannen wiederum der geraden Lini nach auf 72. Uhr gegen Mitternacht / himber zu der Landstraßen / und bemelten Pächl zu Huch / allwo hin gleicher gestalt / ein neuer dreyeckiger schwarz Marbelfeinerer Haube-Gränich-Stein zwischen verglichen / und also wirklich gesetzt worden / dass das Tyrolische Wappen auf 72. Uhr Abends / das Chur-Beyerische gegen Schweberen und dem Nischen stein auf 10. Uhr gegen Mitternacht / das Gräflisch-Preisingische aber gegen den Schöffstein auf 7. Uhr gegen Mittag zu zeigen thut.

Und wann dann ferners die angeregter Vertrag de anno 1541. abermalen an sich deutlich nicht begreiffet / wie von dem Pächl zu Huch oder auch gen Keigenaw / ein Markt zu den andern aintweder der geraden Li-

ni nach / oder auf andere Weis genohmen werden solle. ANNO 1680.

So hat man sich weiters und künftiger besserer Kichtigkeit willen dahin verglichen / dass von erstgedachter dreyeckiger neugefestehten schwarzen Marbelfeinen Landmarkt-Säulen gleichfalls der geraden Lini nach etwas geschräggs hinauf auf 11. Uhr gegen Mitternacht bis auf des Tyrolischen Schmittelpeters unteren Haußeg gegen Sackranng / ein neuer Markt sein sammt der Jahrzahl 1679. auf solche Weis gesetzt werden solle / dass das Tyrolische gegen Kuffstein / das Chur-Beyerische gegen Sackranng und Aichaw / und das Gräflisch-Preisingische Wappen gegen den Keuchenauer Gut zu zeigen thäre. Allermassen / weilen dermalen kein solcher Landmarkt sein bey der Stell wäre / ein Pfal alda geschlossen / und das necht daran stehende Ketschpömbel mit einem eingehauten Kreuz gemerct worden.

Von dar wiederum hinauf zu des Oberen Keichenauer Oberen Haußeg / auch der geraden Lini nach auf neun Uhr gegen Mitternacht / allwo ebenermassen ein neuer Markt sein mit off-beutehter Jahrzahl und Wappen auf solchem Formb gesetzt worden / dass das Kaiserliche Tyrolische gegen den Gut zu hochgruben / das Chur-Bayerische gegen den Sackranng / und das Gräflisch-Preisingische gegen den Obersteiner-Hauß / der geraden Lini nach / auf 102. Uhr gegen Mitternacht zu setzen und sich befinden thun.

Und obwar / volgendes nach laute oft angeregten Vertrags de anno 1541. das ferner Markt da mit oben obgemelten Steiners Heintzstat zuziehen heite / so ist doch auß gewissen vorkommenen Ursachen / die weitere Abrede und Vergleichung dahin beschehen / dass von erst jetzt bedenten neu gesetzten Markt sein zu Keichenaw der geraden Lini nach auf 102. Uhr gegen Mitternacht / necht auffser sein des Steiners Hauß in des untern Wald / gleich an den Zaun / wiederum ein dreyeckiger Markt sein gesetzt worden / an welchen das Kaiserliche Tyrolische Wappen gegen der Graffen Gschwend / das Chur-Bayerische gegen den grünen Wald / und das Gräflisch-Preisingische gegen der Keichenaw zu zeigen thun.

Nach deme aber bey so gezogenen graden Lini einige in die Oesterreichische Schmittelsberger Egg und Steiner Güter gehörige Grund und Woden in das Chur-Beyerische Territorium und respective in das Aichawer Gerichte / und es aber eine gleichmäßige Veranordnung mit dem Gerichte Ober-Keichenaw und so genannten Gränich-Huber Gut also und der gestalten hat / dass auch gewisse in selbige gehörige Grund in das Tyrolische Territorium eingemärct wurden / so ist ferners beliebt / und verglichen / dass die Verabhandlung der in ein und andern Behausung sich begebender der Hoch und Nidern Jurisdictionen-Fühl / es seyen Inventuren / Einß / Vertrag / Ubergaben / Kuff / Drift / Weß / oder wie sich auf ein und andern Fühl die Handlung begeben und utragen möchte / keines Fohls aufgenommen / jedes Orths Obrigkeiten gebühren und zuständig / auch necht specificirte Verabhandlung sich auf die / als rechte Peruenienten darzu gehörige Bau- und Feld-Grund / auch seßen und Haimhöflichen verstanden sein sollen / als viel aber auf die auf solken in das ein oder andere Territorium durch die Vermarkung genommenen Gründen sich in das künftige utragender Frevel / es seye selbe gleich der Höfen oder Nidern Jurisdiction anheim / anbelangend / solle es hie mit der gestalt gehalten werden / dass dieselbe durch jene Obrigkeit / in deren Territorio oder Gerichte / zwang selbige sich eigenet / abgehandelt / gehilt und gerechtfertigt werden / und also in allen übrigen Fällen durch die anseß verglicene Land-Gränich Vermarkung alle Hoch- und Nidere Obrigkeiten gegen einander geschoben / und verglichen seyn sollen / jedoch nach Andeutung der hierunter annotirten General-Relervatori-Claußel.

Von diesem jetzt letzt gemelten neuer verglichenen Markt sein solle auch der geraden Lini nach das weitere Markt gehen auf die höchste Höhe des jetzigen Steins / allwo an gelegenen Orten einiges Kreuz sammt denen Buchstaben T. B. K. und A. auch der Jahrzahl 1679. einzußen / und von selbigen den gerad und auch aller Höhe nach / hin bis zu Ende der Alten Leichen / und zu Anfang der Alten Feiden / allwo wiederum ein neuer Markt sein gesetzt / oder alda selbsten ein Gränich-Markt sein an gelegenen Orth / mit Exprimierung beider Landes-Fürstliche Tyrolische und Beyerischen / das Gräflisch-Preisingische Wappen / sammt der Jahrzahl 1679. eingehaut werden solle.

Von dannen durch und aber jetzt gemelte Alten Feiden auf 2. Uhr gegen morgen / sein und schur gerad zu den Markt sein auf der Zinnen gen Claußen / allwo sich

ANNO
1680.

war ein vierecketer Markstein / so aber allein mit den Desferreischen und Freybergischen Wappen sammt der Jahrzahl 1554. bezeichnet / das Chur-Weyrische aber gar nicht eingehauet befinden thut; dahero die belibige Veranlassung dahin beschloß / daß erstlich an statt des Desferreischen / das gewöhnliche Tyrolische auf 5. Uhr gegen Abend zeigen thut / dan das Chur-Weyrische gegen hernach gemeinen Landmark Märb / so auf 11½. Uhr gegen Mitternacht zugeht / und an statt des Freybergischen das Gräflisch-Preysingische auf 5. Uhr gegen Morgen eingehauet werden sollen.

Folgens von diesem jetzt besagten Markstein auf 11½. Uhr gegen Mitternacht abermahlen schön und schneur gerad hinab durch die Alben Claußen zu vorgebachten Landmark auf dem Märb / welches etwas sichtbar und erkenntlicher einzurichten / und das Tyrolische an statt des demnach sich alda befindenden unsichtbaren Desferreischen Wappens einzuhaueu / auch das Chur-Weyrische alda ebenermassen mehrmahls befindlich gewesen. Dergleichen das Gräflisch-Preysingische an statt des Freybergischen einzuhaueu seyn wird.

So dann von diesem also neu einzurichten habenden Landmark wiederumben schön und schneur gerad / jedoch etwas schräge durch die abseiten jetzt beschriebener Alben-Claußen hinab zu der Notken laien / also wo bis dato zwar drey Landmark-Säulen gestanden / unter denen hievorigen belibie also benandt / anjeho aber auß allerseits belibie erheblichen Ursachen / sammentlich aufgehoben / und in den Mittelpuncten zwischen derselben / ein neue dreyeckete Landmark-Säulen mit der Jahrzahl 1679. solcher Gestalt gesetzt worden / daß das Tyrolische Wappen von Mittelpuncten solcher Säulen gegen der Alben Vorderwiesen und den Trudenpach auf 2½. Uhr gegen Abend / das Chur-Weyrische gegen der Hohen Wiesen / auf 10. Uhr gegen Mitternacht / und das Gräflisch-Preysingische gegen der Alben Weyer / auf 6. Uhr Morgens / dergleichen ein Tag von diesem Markstein schön und schneur gerad / auch etwas schräge auf 11½. Uhr gegen Mittag und erstgemeinen Landmark Märb zugehen thuen.

Vormit dann die sammentliche Land-und Gräniz auch respective Gerichts-Markungen der Kayserslichen Tyrolischen Herrschaft und Land-Gerichts Kuefflein gegen der in Chur-Weyrischen Territorio gelegenen Herrschaft / und Gericht Wschaw vereimpart / aufgezogen und verglichen / auch respective beide Eingangs allegirte Gräniz-Vertrag de anno 1541. und 1555. declarirt und erneuert.

In übrigen aber es bey denselben und in allen andern dann enthaltenen und nicht immutirten Punctis sein gänzlich und ungetrübtes Verbleiben haben / die Desseungen auch bederseit darnach eingerichtet und respective verordnet / zumahlen die solcher Gestalt neu gesetzte / so wohl Haupt-Gräniz und Gerichts-Markungen / als die noch zu vergleichenden bevorstehende Mittelmark (derneutwegen man sich auf künftiges frühe Jahr einer gewissen Zusammenreitung zu vereinbaren und derentwegen mit einander zu correspondiren hat) dahin gleichfalls zu versehen seyn sollen.

Jedoch solle gegenwertig Erleuterung des Vertrags de anno 1541. und die respective verglichene neue Gräniz-und Gerichts-Markung / weder beiden Landes-Fürstlichen Herrschaften in ander Weg an Ihren zustehenden und hergebrachten Landes-Fürstlichen Obrigkeiten und Regalien / Steuern / Zinsen und dergleichen à Jure Territorii dependirenden Gerechtigkeiten / noch auch beiden Land-und Herrschafts-Gerichten Kuefflein und Wschaw an ihren hergebrachten Jagdbarkeit / Fischerey und andere dergleichen oben umgewelten Juribus / wie auch sonst an jedweden hiezu specificit mit benanten / seine Recht-und Gerechtigkeiten an Bohn-und Weid / Plum / besuch oder holzschlag / auch andern dergleichen Gerechtsamen per expresseum vorbehalten seyn und verbleiben.

Und damit sollen alle und jede dieser Land-Gränizen hal. er zwischen beider ob aller- und hochsgebachten Landes-Fürstlichen Herrschaften / auch der Inhaber der Herrschaft und Gerichts Wschaw entstandene und abgegebene Eym-und Yrmungen aufgehoben / auch hingelegt sein und verbleiben / zumahlen die alte Desseungen nach dem Inhalt gegenwertiger neuer Vergleichung eingerichtet / daß die alte die entgehen in solch anders verglichenen neu erneuerten Puncten caffirt / mit hie die also abgeredete Land-Gräniz-und Gerichts-Markungen jedesmalis zum künftigen Jahr durch die bederseit nachgesetzten Beamten und Obrigkeiten / oder wer sonst von ein oder andern Theil hiezu angehen / und benandt werden möchte / in dero Octav Egidi übergangen und be-

TOM. VII. PART. II.

sichtigt / die befindliche geringe Mengel auf leichten un-kosten reparirt / verbessert / die grössere aber / sonderlich an denen Haupt-Gräniz-marchen an seine allerseitliche gehörte berichtigt / wie mit weniger über den Erfind und Berichtigung der Ersten und gleicher Gestalt / wo hin es sich gebührt / alle Beschaffenheit berichtlich hinterbracht werden.

Zu Urkund und mehrer Bestätigung dessen alles haben Eingangs benannte Commissarii mit und neben dem Gräflisch-Preysingischen Gewalthaber und Verwalter zu Wschaw / bis auf einlangende aller-und gnädigste Ratification / gegenwertigen Recels ephenendig unterschrieben / und mit den angebornen Wädelchen und gewöhnlichen Postschafften gefertigt / So beschehen zu Kuefflein den ein und zwanzigsten Tag Monats Octobris im ein tausend sechshundert und achtzigsten Jahr.

(L.S.)

(L.S.)

VI.

Protestation Churfürst Johann Georgs. Dec. des III. zu Sachsen / wieder einige / in dem / zwischen dero Herrn Vatternseeligen / und seinen Herren Brüdern Anno 1657. aufgerichteten Haupt-Vergleich / begrieffene Puncta, und vornehmlich / wegen der Appellation, Juris Belli & Pacis, Publication der Landes-Ordnungen / und anderer vom Jure sublimis Territorii dependirenden Gerechtsamen / übergeben der verfamblichten Landschaffts-Deputirten zu Meissen. Geben auffm Schloß Ortenburg zu Budissin den 11. Decembris 1680. [LUNIG, Deutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abt. II. pag. 630.]

C'est-à-dire,

Protestation de JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Hereditaire conclu par l'Electeur JEAN GEORGE II. son Pere, avec ses Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Pais, & de divers autres Droits qui appartiennent à la Superiorité Territoriale, delivree aux Deputés Provinciaux assemblez à Meissen. Fait au Chateau de Ortenbourg à Budissin le 11. Decembre 1680.

On GEdies Gnaden Wir Johann George der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erzh-Marschall und Chur-Jülich / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Laußig / Burggraf zu Magdeburg / Graf zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravenslein / 2c. Uthelunden und bekennen hiermit: Demnach Wir unlängst / nach Vorsterben unsers in GEdt ruhenden Herrn Vaters / des Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Andern / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des H. Röm. Reichs Erzh-Marschallens und Churfürstens / Landgrafen in Thüringen / Marggrafens zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Laußig / Burggrafens zu Magdeburg / Grafens zu der Mark und Ravensberg / Herrn zu Ravenslein / 2c. die Landes-Regierung mit GEdt angetreten / und darbey fast befreundlich wahrgenommen / welcher gestalt unsers in GEdt ruhenden Groß-Herrn Vaters Gnad. im Jahr 1652. aufgerichtestes Testament / ingleichen der von unsers auch Hochseligsten Herrn Vaters Gnaden / mit Dero Herren Weibern 2c. 2c. Anno 1657. aufgerichtete Haupt-Vergleich / in vielen Stücken der hieby geführten Intention, auch in unserm Chur-

B 2

Hauß

ANNO 1680. Pause hergebrachten Juri Primogenituræ, und Provisioni Majorum, ja öfters unserm Chur-Fürstl. hohen Reichsgang zu wider erkläret; die von höchstbedacht unserer Herrn Vaters Gnaden und dessen Posterität bedungen so genannte Reservata entweder gänzlich in Zweifel gezogen / oder doch dergestalt eingeschränkt und limitiret werden wollen / daß selbige hierdurch ganz unnütz und unbrauchbar gemacht / auch einiger fruchtbarer Effect davon künftig weiter nicht zu verschühen seyn wüßte; Gestalt dem nicht unbekant / was in puncto Appellationis, beym Jure Belli & Pacis, mit Publication der abgesetzten Ordnungen in Policey- und Kirchen-Sachen / und andern vom Jure sublimi Territorii & Superioritatis, auch der landes-Fürstl. hohen Hofmässigkeit dependirende hohen Gerechtsamen vorgegangen.

Unermassen wir nun zwar noch zur Zeit von besagtem Groß-Väterlichem Testament / und freundschaftlichen Haupt-Vergleich gänzlich abzuweichen / oder beydes aufzuheben nicht gemeinet; Also sind wir auch / ehe und bevor man sich unter einander nöthdürftig vernommen / und eines gewissen vereinigt / und dadurch denen bisherigen / wiewohl meistens ohne Noth gemachten dubiis gründlich abgeholfen / solche zuagenciren nicht gesonnen; Immaß wir dieses damenhier unser Herr Vaters ed. Id. Id. vermehlet freundschaftlicher in copia begehret / an dieselbe abgesetzter Schreiben / zu erkennen zu geben / und uns hißfalls mit gnugsamer Protection zu versehen / genüßiget worden / haben auch ferner der Nothdurft zu seyn erachtet / dieses alles unserer getreuen Landschaft / und Gemüths Meynung in Gnaden zu erkennen zu geben / und die allerseit ergangene Protection auch gegen die anwesende Deputirten von Ritterschaft und Städten / als welche vorhero das ganze Corpus einer getreuen Landschaft repräsentiren / wiederfahren zu lassen.

Und lassen diesem nach gegen Sie / Krafft dieses / hiermit ausdrücklich protestiren / daß / wenn gleich ein oder das andere / woraus quocunque modo eine Agnitio oder Approbatio mehr berührten Groß-Väterlichen Testaments / und freundschaftlichen Haupt-Vergleich / erzwungen und geschlossen werden konte / entweder an unsrer / oder unserer Herrn Vaters ed. Id. Id. Seiten / oder auch bey der getreuen Landschaft mit unserer Einwilligung vorgehen möchte / soles jedoch nicht dahin anzu sehen / verstanden oder gedeutet seyn soll. Immaß wir aber wollen wir vor uns das Jus sublimi Territorii & Superioritatis und die landes-Fürstliche hohe Hofmässigkeit ausdrücklich in Krafft dieses bedungen / eine gesamt getreue Landschaft / und insonderheit die unter unserer Herrn Vaters ed. Id. Id. bisher angefallene Unterthanen / ihrer hißfalls obliegenden schweren Pflichten gegen uns / alles Ernstes erinnert und anermahnet haben / daß sie sich derselben allenthalben gemäß erzeigen / auch darwieder in keine Wege handeln sollen; Wie wir dann ferner unsern Herrn Vaters / Herzog Johann Adolphs ed. Unterthanen nachdrücklich warnen / daß / ehe und bevor wegen der vorhabenden Erbhabung ein gewisses abgehandelt und geschlossen / sie selbige / bey Vermeidung unserer Ungnade / nicht lassen sollen.

Alldieweil wir auch die etwa ergangene Veräußerung und Übergabe der Schriftsätzigen Ritterschaft in denen Weirten der Aemter Weissenfels / Freyburg / Dölich / Rittersfeld und Jörzig / und was sonst dergleichen / oder in andern Dingen vorgangen / durchaus nicht und keine Wege billigen / und vor geschm halten können; So wird einer getreuen Landschaft auch solches hiermit kund gethan / absonderlich denen Weissenfelschen und Freyburgischen Schrift-Sassen / sich in fernere Pflicht nicht einzulassen / nachdrücklich unterzusetzen.

Wie wir nun unsers Besüßnisses halber uns hißfalls zu versehen vor nöthig erachtet; Also haben wir diese Protection vor die Hand genommen / mit Unterschrift und Siegel vollzogen / durch unsern geheimen Rath und Cansler / Heinrich Gebhardt von Wiltz / zu Dürckersdorf / ac. den wir hiezu besonders bevollmächtigt / vor denen zu Wißsen versammelten landes-Deputirten übergeben / und daß durch einen darzu erfordereten Notarium ein Instrument zu etwa nöthig habender Bescheinigung aufgerichtet werden möge / Verfügung gethan; So geschien auf unserm Schloß Ordensburg zu Rudolfs / den 20 / 30. Decembris, 1680.

(L.S.) Johann George / Chur-Fürst.

VII.

ANNO 1681.

Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogata inter Sacram Caesaræam Regiamque Majestatem Leopoldum, & MEHEMET IV. Han Turcarum Sultanum. Actum Constantinopoli Anno 1681.
[Tirée de la Chancellerie Imperiale Aulique de Guerre.]

Postquam Serenissimus, Potentissimus atque Invictissimus Princeps ac Dominus, Dominus Dominus LEOPOLDUS Dei gratia Electus Romanorum semper Augustus, Hungarie, Bohemie, Dalmatie, Croatiae & Slavonie Rex, Archi-Dux Austrie, Dux Burgundie, Styrie, Carinthiae, Carniole & Wirttembergæ, Superioris & Inferioris Silesiae, Marchio Moraviae, utriusque Lusitiae, Landgravius Alsatiae, Comes Tyrolis & Goritiae, Dominus meus Clementissimus, ad Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Sultan Mehemet Han, Turcarum Asiae & Graeciae Imperatorem, me Residentem suum Georgium Christophorum de Kuniz, mutuae Amicitiae & Vicinitatis ergo & simul prolongandae Pacis, Auctoritate & Plenipotencia instructum Residentem benignissime ablegavit, atque ex termino prioris Ratificationis non nisi tres anni superstiti, idcirco alii viginti anni adjuncti sunt, ut à dato praesentium Pacis hujus ab utraque Parte stabili sint anni viginti tres. Cum Excellentissimus Dominus supremus Vezirius ex sua absoluta Plenipotencia, Sigillo solito & Subscriptione munimur Instrumentum horum Tractatum juxta consuetudinem in Lingua Turcica mihi Caesareo Residenti tradidit; Ego vicissim pro more veteri Latino Idiomate Instrumentum horum Tractatum juxta Articulos sequentes Sigillo & Subscriptionem mea roboratum, ad Ratificationem tamen Augustissimi Imperatoris Domini mei Clementissimi, praedicto Excellentissimo Domino Vezirio exhibui.

I. Quandoquidem contra Pacem Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo quarto in Castris Turcicis ad Pagum Vaslar locatis conclusum injuria temporum multae res contigerunt, quae Republicam turbare potuissent, necessarium est, ut dicta Pax de novo roboretur, & ad rectam viam reducat. Itaque haec sancta Pax ad Vaslar conclusa & stabilita salva permaneat, aequè terminata aliis viginti annis duret & observetur.

II. Pagi qui contra Pacificationem impediti sunt à solutione Tributorum, legitimis Dominis suis juxta censum antiquum solvant absque impedimento; qui vero clam ex metu aut vi & coacte dedidit sunt facti, eliberentur, & non amplius molestentur.

III. Quia per totam Hungariam à Subditis Tributum Turcis pendentibus constat illorum Superiores, quibus Tributum solvere coguntur, multae lamentationes inferuntur, quod nimirum ad praestanda Tributa insolita ipsos compellant, idcirco conclusum est, ut impostum ab autione Tributi abstineant, census Pagorum non augeant, & si auxerint, rursus diminuant, antiqua solutione, ante Bellum Turcicum conclusa, contenti maneant, & injurias atque calamitates tollant.

IV. Ut Arces invadere & occupare, nec clam, nec palam, nec aliqua practica sit licitum, neque tentando illas sub quovis pretextu occupare, nec ab ulla parte homines in Captivitate ducere, nec receptaculum aut sumentum dare malis hominibus, maxime Rebilibus aut Inimicis utriusque Caesaris.

V. Ut Arces in suis antiquis locis liceat cuilibet Parti reparare & fortificare, de novo autem Castra & Castralla aedificare, haud liceat.

VI. Ut duo Comitatus Sacrae Caesaræ Majestatis Zathmar & Zabolch, prouti etiam ceteri Comitatus Regni & Provinciae Suae Majestatis cum suis Statibus, Subditis, Civitatibus, Archibus, Palankis & Pagis, cæterisque omnibus Appartinentiis in specie, liberis Haydonibus ad Suam Majestatem Caesaræam ab antiquo spectantibus, cum illorum Oppidis & Castellis nullo modo, & sub nullo penitus pretextu molestentur à Turcis, vel ipsismet Transilvanis, sive ab illorum Principe, aut à quovis alio, Tributus aut Contributionibus, sublata omni tali Pretensione, quæ hactenus fuit, & impostum nil amplius petatur, tollaturque omnis huc-

ANNO usque contra hunc Articulum facta subjugatio, & im-
1681. portum frictu observetur.

VII. Omnia in Transylvania in antiquo tranquillo statu permanent, & quando Principatum vacare contigerit, ut Status Transylvanica, secundum illorum antiquas Imperiales Capitulationes libere Principem inter se eligere possint, & fruantur omnimode antiqua Libertate, Prærogativis & Jurisdictionibus.

VIII. Tandem cum experientia docuerit, quod Principes Transylvanice per hostiles & sinistras actiones mutuum amorem Potentissimorum Imperatorum concordiam sæpius interrumpere attentaverint, quin contra ipsos Potentissimos Imperatores excursions & injusta Arma movere presumerint, uterque Serenissimus Imperator ferè curabit, ut ad Pacis vinculum eo firmius nectendum, omnis future disceptationis occasio præscindatur, dicti Principes postpositis quibuscumque insensibus, in quiete vivant, & Loca alia, præsertim verò Cassioviam & Comitatus Hungarie Superioris, signanter supra nominatus Zathmar & Zabolch imperturbatos, & ab omni gravamine liberos relinquunt.

IX. Religiosi, Jesuitæ, Monachi & Sacerdotes Religionis Catholice Romanæ, qui in Locis Turcicis habitant, non affligantur neque vexabuntur injustè, sed conservabuntur, juxta Capitulationes & Decreta Portæ obienta, neque permittitur ut sint molestati.

X. Omnes & singule ad sanctam Pacem spectantes Conclusiones, earundemque Articuli, videlicet Situatoro-kienfes, Viennenses, Comaromenses, Giarmathienfes, Strontenses, Constantinopolitani & Vasarienses, qui antehac facti & conclusi sunt, jamque aliter additi & renovati non sunt, in omnibus partibus, clausulis & punctis permanent, sancteque & inviolabiliter utrinque observentur.

XI. Conclusum est, ut hæc alma Pax in solatium Subditorum & publicum gaudium per solemnes Legationes & Diplomata confirmetur, & afferent utriusque Potentissimi Imperatoris Legati in signum Amicitie reciproca spontanea & æquivalentia munera, statque permutato Legatorum juxta morem hæcenus observatum in loco & modo consueti.

Super his undecim Articulis duo ejusdem Instrumenti Pacis Idiomate Latino & Turcico confecta, atque à dictis Plenipotenariis interim subscripta, Sigillis corroborata, & secundum consuetudinem permutato sunt, ita ut Latinum in manibus dicti Illustrissimi & Excellentissimi supremi Vezirli manerit, Turcicum vero dicto Domino Residenti traditum, & ad Aulam Cæsaræam transmissum sit.

VIII.

FRANCE
R LI-
ANGE.
E. Avril. *Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France*
LOUIS XIV. par le Comte de LINANGE
pour les Terres & Seigneuries de Stadeck & de
Landsberg, faisant partie de la Comté de Veldens,
relevant de l'Eglise de Verdun. Du vingt-huitième
Avril 1681. [FRESER. LEONARD. Tom.
VI.]

*Extrait des Registres de la Chambre Royale
établie à Metz.*

Ce jour Emich Comte de Linange, tant pour lui que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Comte d'Illembourg & de Badingue, & Charlotte Amélie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse: Se sont présentés à la Chambre, en execution de la Déclaration du Roi du dix-septième Octobre dernier, & publication d'icelle, par Thierry Cajot fondé de Procuration spéciale, lequel entré en ladite Chambre sans baidrier, ceinture, épée ni eperons, précédé du Greffier & du premier Huissier, se seroit approché de Monsieur Bazin, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hostel, Intendant de la Justice, Police & Finance en la Généralité de Metz, l'un des Commissaires de ladite Chambre, & y Présidant; étant à genoux sur un carreau, les mains jointes; lecture faite du Mémoire par lui donné, contenant à quel Titre ils possèdent leurs Fiefs, a fait pour eux leurs foy & hommage dûs à Sa Ma-

jesté à raison des Terres & Seigneuries de Stadeck & de Landsberg, faisant partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun: Sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux dedites Dames sont assignez, à promis foy, loyaute & service à Sadite Majesté envers & contre tous, & se comporter comme bons & fidèles Vassaux, lesquels sont tenus faire envers leur Souverain Seigneur, auxquels foy, hommage & serment de fidélité, ils ont esté receus sous le droit du Roi & l'autrui, à la charge de donner en la Chambre leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance, de payer les Droits & Devoirs à Sa Majesté, si aucuns sont dûs, dont a esté octroyé Acte. Fait à Metz en la Chambre Royale, le 28. Avril 1681.

Collationné, & signé;

TAGNIER.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Au Juge Royal de Sierck ou son Lieutenant, Substitut de notre Procureur General, Receveurs des Domaines, ou leurs Commis, Salut. Sçavoir faisons, à la relation de nos amez & feaux les Commissaires de la Chambre Royale, par Nous établie en nostre Ville de Metz, que nostre bon amé Emich Comte de Linange, tant pour luy que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Comte d'Illembourg & de Badingue, & Charlotte Amélie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse, ont esjourné hui fait en nostredite Chambre, en execution de nostre Déclaration du dix-septième Octobre dernier, par Thierry Cajot, fondé de Procuration spéciale, les foy & hommage qu'ils estoient tenus nous rendre; à raison des Terres & Seigneuries de Stadeck & de Landsberg, faisant partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun, sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux dedites Dames sont assignez, icelles mouvans de Nous; ausquels foy, hommage & serment de fidélité, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Illembourg, & les Dames leurs Epouses ont esté receus, comme il paroît par l'Acte cy-attaché sous le contrescel de nostre Chancellerie, aux charges ordinaires, & de donner leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance. Si mandons & ordonnons à chacun de vous en droit foy, comme à luy appartiendra, que si pour cause desdits foy & hommage non faits, ou autres empêchemens, lesdites Terres & Seigneuries sont ou estoient mises en nostre main, ou autrement empêchées, vous mettiez ou fassiez mettre incontinent & sans délai par provision, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Illembourg, & les Dames leurs Epouses, en pleine & entiere jouissance, & des honneurs, Droits, Fruits, Profits, & Revenus d'icelles, comme ils en ont joui ou deu jouir cy-devant, pourveu que dans les quarante jours portez par l'Ordonnance, ils baillent en nostredite Chambre leur aveu & dénombrement en bonne & dûe forme, fassent & payent les autres devoirs & droits, si aucuns sont dûs, & qu'il n'y ait aucune chose contre nos Droits & Domaines, ou autres causes raisonnables d'empêchemens; desquelles en ce cas vous donnerez avis à notre Procureur General. Donné à Metz en nostredite Chambre le vingt-huitième jour d'Avril l'an de grace 1681. & de notre Regne le trente-huitième. Par la Chambre,

Signé,

BREVOT.

IX.

*Capitulationi à reciproche Conventioni che si stabilisco- 20. Août.
no frà la Maestà del RE CHRISTIANIS- 16. Sept.
SIMO & l'Altezza Serenissima del Signor Du-
ca di MANTOVA da osservarsi inviolabilmente
con buona fede, e ciò inherendo a i Trattati già
maneggiati nella Corte di Mantova, che si fringono
per finale stabilimento nel presente Concerio.
[Simple Copie manuscrite.]*

ANNO
1681.

H Avendo il Serenissimo Duca di Mantova per manifestare al mondo la stima, che ha sempre fatto della gratia di Sua Maestà Cattolica & Augustissima Cesare d'Austria, procurato di fare penetrare per mezzo di molti suoi Ministri inviati alla Maestà Cesare & Cattolica, l'effettuamento della per avanti maneggiata Permuta della Provincia del Monferrato, e Ragioni sopra di essa, con il Cremonese, mà volendosi detta Maestà ritenere la Fortezza di Pizzighione, firmata chiave del Cremonese, & a cui non assentendo la Serenissima Altezza Sua, si è risolta negli ultimi maneggi di rilasciare alla Maestà Cattolica oltre il Monferrato li grossissimi crediti, che tiene con essa Maestà, non per altro fine, che per essere il Monferrato diviso dal rimanente de suoi Stati, e che non poteva essere difeso da S. A. dall'armi straniere, come ricercava il bisogno, alla quale Offerta ne meno assentendo la Maestà Sua, causò il discioglimento totale di detti Trattati, senza conclusione alcuna; La onde negli seguenti tempi essendo stimolato dalla Francia con minacce di passare hostilmente all'acquisto del Monferrato, & avendo ricercato da Sua Maestà Cattolica la soddisfazione de' sudetti grossissimi crediti, e soccorsi all'Imperatore, & a tutti li Principi d'Italia, per metterli a valida difesa per la causa commune, dalli quali non avendo potuto ottenere cosa veruna, & essendo vicina a suoi Stati l'Armata di Sua Maestà Christianissima, alla quale non avendo forze da opporsi, & per sfuggire le rovine che la medema minacciava a suoi Stati, è stato sforzato per minor male di passar in colleghenza con la sudetta Maestà, & per le Trattazioni maneggiate dalli Ministri di Sua Maestà Christianissima nella Corte di Mantova di concludere con Sua Maestà una *

* Il manque
toy enque
choy.

I. Che mancando S. A. senza legittimi heredi, dopo la sua morte, lascia, & aliena in ogni più valida forma la Provincia di Monferrato e Ragioni sopra di esso alla Maestà Christianissima in perpetuo.

II. Che l'Altezza Sua cede alla Maestà Christianissima tutte & ciaschedune sue Ragioni sopra la Città di Novara, Mortara e Valenza, e suoi Territorii, Villaggi, Castelli, Giurisdizioni, & ogn'altra cosa da quelle dipendenti, senza ritenere parte alcuna di quelle.

III. Che ricercando Sua Maestà per hostaggio, e pegno delle cose che negli presenti Capitoli si stabiliscono, la Cittadella di Casale, confedererà l'A. S. a dargliela, con conditione però che si estrarà tutto il Cannone, Molchetti, Spade & altre armi, e munizioni di qualsivoglia forte dell'Arsenale di detta Piazza, come pure l'Artiglieria che si ritrova al presente sopra le mura di essa, le quali tutte cose con il Prefidio, che si ritrova, dovrà essere condotto dal Governatore dove li farà da Sua Altezza ordinato.

IV. Che in Permuta di detto Monferrato Sua Maestà Christianissima darà a Sua Altezza il Principato di Retel, con li Ducati di Umenza e Carlevilla nella Francia in ogni più valida forma, e che possi liberamente disporre a sua voglia, & anco venendo il caso, investire in detti Principati che a lui piacerà come di cosa propria.

V. Che Sua Maestà Christianissima in ogni miglior modo, & in riguardo delle infrascritte cose che farà Sua Altezza in Servizio di Sua Maestà, gli consegnerà la Patente di Generalissimo delle sue Armate in Italia con tutte le preminenze, Honori, Gratie, e Privileggi, che si sogliono dare alli Generalissimi di Sua Maestà Christianissima & farà somministrare alla persona di Sua Altezza le convenienti Mesate, cioè a ragione di quello si è stabilito con altri Principi in simil caso, & conforme l'intelligenza stabilita a parte, & ciò s'offeriva per il tempo, che s'impiegarà Sua Altezza in servizio di Sua Maestà.

VI. Che per l'hostaggio, che concederà a Sua Maestà della Cittadella di Casale si darà a Sua Altezza 50000. doppie, e per la rinuncia di tutte le sue Ragioni sopra la Città di Mortara, Novara, e Valenza 200000. doppie, che li faranno contate nella forma seguente, cioè 50000. avanti, & 200000. dopo la consegna della Cittadella di Casale.

VII. Che saranno dati per l'averne a Sua Altezza tutti quelli honori, immunità, & privilegi, che sogliono darsi alli Principi di Sangue, & Duchi e Pari di Francia.

VIII. Che acquistandosi con l'armi di Sua Maestà da Sua Altezza lo Stato di Milano, la Città di Cremona,

Giarada, e suo Territorio, Castelli, Villaggi e Patronanze, & ogn'altra Giurisdizione da quelle dipendenti, debbino restare a Sua Altezza e Successori, & il rimanente di detto Stato resti a Sua Maestà per le sue ragioni, che intende avere sopra di esso.

IX. Che dopo cambiato il presente Trattato Sua Maestà non possa ingerirsi punto nella Città di Casale ne meno nelle altre Città, Terre, Luoghi del Monferrato, sue rendite, Sudditi, Giudicature, Abbazie, Castellanie, Villaggi, e giurisdizioni di qualsivoglia forte, niuna eccettuata, le quali cose tutte restare debbano a libera disposizione di Sua Altezza, di modo che resti contenta Sua Maestà della Cittadella sola, mentre che rimanesse Sua Altezza senza heredi, *ut supra*.

X. Che in detta Cittadella non possa esservi posto da Sua Maestà di presidio più di 4000. persone, cioè 1000. Cavalli, e 3000. Fanti.

XI. Che Sua Altezza non possa mantenere in piedi stante la detta Unione meno di 4000. Fanti e 2000. Cavalli.

XII. Che le Truppe le quali saranno mantenute da Sua Maestà in Italia a Guerra guerreggiata non possano esser meno di 30000. tra Pantera, e Cavalieria, acciò che aggiunte alle sudette Truppe di Sua Altezza siano habili a qualsivoglia Impresa, e in beneficio di Sua Maestà e di Sua Altezza contro quei Principi, che contro il Rè di Francia e il Duca di Mantova si faranno dichiarati, o che per l'averne si dichiarano.

XIII. Che Sua Maestà e suoi, o altri Principi del Sangue non possano contravenire alli sopradetti Capitoli, e contravenendo in uno, o vero in parte de medesimi, s'intenda essere libera Sua Altezza dalli Trattati con Sua Maestà come se fatti non fossero, e in conseguenza possi appigliarsi a qualsivoglia altro partito che più li farà avvantaggiato.

XIV. Che debba Sua Maestà reintegrare Sua Altezza di quanto potesse perdere in Italia in qualunque caso, e sotto qualsivoglia pretesto de suoi Stati, come di rendite, e giurisdizioni dopo la presente dichiarazione, e questa reintegrazione debba seguire con altrettanti Stati nella Francia quando non sene acquistasse per ragione di Guerra, o altri titoli.

XV. Che à Contemplatione di tutto ciò sia tenuta Sua Altezza, come fin adesso in parola di Principe si obliga, & promette a Sua Maestà, che dopo sotto scritta questa Capitulatione venendo occasione di dichiararsi, si dichiarerà con atti positivi, e palesi in Liga offensiva, e defensiva con le armi di Sua Maestà, insieme con quelle di Sua Altezza, la sudetta Piazza de Armè & sudetti contro quelli, alli quali sarà dichiarata la Guerra, a quelli, che verranno opposti all'armi loro. Di più impiegarà tutte le forze che le saranno consegnate e le sue proprie in quelle operazioni, che saranno firmate necessarie per opprimere li tentativi di quelli, che procureranno opporsi alle giustissime ragioni sopra quelli Stati, che si procurerà acquistare tanto la Sua Maestà quanto da Sua Altezza per le loro giustissime ragioni che hanno sopra di essi, obbligandosi specificamente e subito dopo esservi firmato il presente Trattato, a non permettere, che da suoi Stati, Piazze, e Sudditi sotto qualsivoglia pretesto si costribuisca cosa, benchè minima, toccante à viveri, munizioni, o qualsi sia altra somministrazione alli Nemici, non permettendo loro, ne meno comodità di passaggio per il Po, Carri, Barche, o Cavalature, di maniera che nessuno d'essi Nemici goda la minima aggievolezza, al qual effetto farà Sua Altezza le opportune gride e farà procedere con tutto rigore contro li contravenienti.

XVI. All' incontro Sua Maestà promette in parola di Rè, & in corrispondenza delle obbligazioni, che fa Sua Altezza, di farlo sodisfare pienamente di tutti li crediti, che ha con la Spagna, di difendere con le sue armi Reali li suoi Stati da qualunque Prencipe il quale pensasse invaderli, & occuparli, anzi d'impegnarsi nella ricupera di quelli che nel pregiudicio di Sua Altezza hora vengono da altri Principi usurpati.

XVII. Che il presente Trattato poi dovrà durare fin ad una Pace generale, o particolare d'Italia, promettendo Sua Maestà di non conchiuderà mai cos' alcuna senza l'inclusione particolare di Sua Altezza, dovendo il presente Trattato essere registrato nelle Corti di Parigi, & nella Camera del Senato di Mantova. Tutto ciò tanto Sua Maestà quanto Sua Altezza promettono d'osservare realmente & da eseguirli immediatamente dopo le sottoscrizioni del Rè di Francia e Duca di Mantova,

ANNO
1681.

NO e perciò ambedue hanno firmato i presenti Capitoli, e fatti sigillare con loro Sigilli.

LOUIS.
(L.S.)

Data in S. Germano in Laya
16. Sept. 1681.

FERDINANDO CARLO Duca.
(L.S.)

Data in Mantoua
20. Agosto 1681.

X.

Sept. Articles proposez par les Preteurs, Consuls & Magistrat de la Ville de STRASBOURG, & accordez pour la reduction de ladite Ville à l'obéissance du Roi de France LOUIS XIV. le 30. Septembre 1681. [FREDER. LEONARD. Tom. VI. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XII. pag. 276. en Allemand, & dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 997. en Latin & en Allemand.]

NOUS François Michel le Tellier, Marquis de Louvois, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, & Joseph de Ponts, Baron de Montclar, Lieutenant General des Armées du Roi, Commandant pour Sa Majesté en Alsace, avons en vertu du Pouvoir à nous accordé par Sa Majesté, pour recevoir la Ville de Strasbourg à son obéissance, mis les Apollilles cy-dessus, dont nous promettons fournir la Ratification de Sa Majesté, & la remettre au Magistrat de Strasbourg, entre cy & dix-jours.

LA Ville de Strasbourg, à l'exemple de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, le Comte de Hanau, Seigneur de Fleckenstein, & de la Noblesse de la Basse Alsace, reconnoît Sa Majesté Tres-Christienne pour son Souverain Seigneur & Protecteur.

Le Roy reçoit la Ville & toutes ses Dépendances en Sa Royale protection.

II. Sa Majesté confirmera tous les anciens Privileges, Droits, Statuts, & Coutumes de la Ville de Strasbourg, tant Ecclesiastiques que Politiques, conformément au Traité de Paix de Westphalie confirmé par celui de Nimègue.

Accordé.

III. Sa Majesté laissera la libre exercice de la Religion comme il a été depuis l'année 1624. jusques à présent, avec toutes les Eglises & Ecoles, & ne permettra, à qui que ce soit, d'y faire des prétentions, ni aux Biens Ecclesiastiques, Fondations & Convents; à sçavoir l'Abbaye Saint Etienne, le Chapitre de Saint Thomas, Saint Marc, Saint Guillaume, aux Tous-Saints, & tous les autres compris & non-compris; mais les conservera à perpétuité à la Ville & ses Habitans.

Accordé, pour jouir de tout ce qui regarde les biens Ecclesiastiques, suivant qu'il est prescrit par le Traité de Munster, à la réserve du Corps de l'Eglise de Nostre-Dame, appelée autrement le Dame, qui sera rendu aux Catholiques; Sa Majesté trouvant bon néanmoins qu'ils puissent se servir des cloches de ladite Eglise, pour tous les usages cy-devant pratiqués, hors pour sonner leurs prières.

IV. Sa Majesté veut laisser le Magistrat dans le present état avec tous ses Droits, & libre élection de leur College, nommément celui de Treize, Quinze, Vingt & un, Grand & Petit Senat, des Echevins, des Officiers de la Ville & Chancellerie, des Convents Ecclesiastiques, l'Université avec tous leurs Docteurs, Professeurs, & Etudiens en quelque qualité qu'ils soient, le College, les Tribus & Maîtrises, tous comme ils se trouvent à présent, avec la Jurisdiction Civile & Criminelle.

Accordé, à la réserve que pour les causes qui excéderont mille livres de France en capital, on en pourra appeler au Conseil de Brisac, sans néanmoins que l'Appel suspende l'exécution du Jugement, qui aura été rendu par le Magistrat, s'il n'est pas question de plus de deux mille livres de France.

V. Sa Majesté accorde aussi à la Ville que tous les Revenus, Droits, Peages, Pontenages, & Commerce, avec la Douane soient conservés en toute liberté & jouissances, comme elle les a eus jusques à présent, avec la libre disposition de la Pfenningthurn, & la monnoye, des Magasins de Canons, Munitions, Armes, tant de ceux qui se trouvent dans l'Arсенal, qu'aux remparts & maisons de la Bourgeoisie, des Magasins de Bleds, Vins, Bois, Charbons, Suif, & tous les autres, les cloches; comme aussi les Archives, Documents, & papiers de quelque nature qu'ils soient.

Accordé, à la réserve des Canons, Munitions de Guerre & Armes des Magasins public, qui seront au pouvoir des Officiers de Sa Majesté, & à l'égard des Armes appartenantes aux particuliers, elles seront remises dans l'Hôtel de Ville en une salle, dont le Magistrat aura la Clef.

VI. Toute la Bourgeoisie demeurera exempte de toutes Contributions & autres Payemens. Sa Majesté laissant à la Ville tous les Impôts ordinaires & extraordinaires pour sa conservation.

Accordé.

VII. Sa Majesté laissera à la Ville & Citoyens de Strasbourg, la libre jouissance du Pont du Rhein, de toutes leurs Villes, Bourgs, Villages, Maisons champêtres, & Terres qui leur appartiennent, & fera la grace à la Ville de luy octroyer des Lettres de Répit contre ses Creanciers, tant dans l'Empire que dehors.

Accordé.

VIII. Sa Majesté accorde aussi Amnistie de tout le passé, tant au public, qu'à tous les particuliers, sans aucune exception: & y fera comprendre le Prince Palatin de Veldentz, le Comte de Nassau, le Resident de Sa Majesté Imperiale, tous les Hostels, le Bruderhoff avec ses Officiers, Maisons & Appartenances.

Accordé.

IX. Il sera permis à la Ville de faire bastir des Cazernes, pour y loger les Troupes qui y seront en garnison.

Accordé.

X. Les Troupes du Roi entreront aujourd'huy 30. Septembre 1681. dans la Ville à quatre heures après midy. Fait à Illkirch ce 30. Septembre 1681.

Signé,

DE LOUVOIS.

JOSEPH DE PONTs BARON DE MONTCLAR.

JEAN GEORGE DE ZETLITZ ESCUYER ET
PRETEUR.

DOMINIQUE DIE'TRICH,

JOAN LEONARD FROREISEN,

JOHANN PHILIPPE SCHMIDT,

DANIEL RICHSHOFFER,

JONAS STORR,

J. JOACHIM FRANTZ,

CHRISTOFFLE GUNZER.

XI.

Fedus inter CAROLUM XI. Regem Suecie & 30. Sept.
Ordines Generales FÖDERATI BELGII
pro firma conservatione & Guarantia Pacis Neo- 10. Oct.
magenfis, immo & Monasteriensis, contra quoscun-
que Violatores earum. Actum Haga Comitiss die
30. Septembris 10. Octobris 1681. [Simple Copie, mais plus sûre, & plus entiere que celle qui se voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil. Tom. IV. pag. 751.]

Quan-

ANNO
1681.

Quandoquidem divinâ favente gratiâ, nuperâ Pacis Conventione longè desideratissima quies Orbi est reddita Christiano, atque nihil æquè cuius Regi aut Principi Statuive Christiano cordi esse aut possit aut debeat, quam ut funestissimæ istæ devastationes, sanguinique effusiones, quas Belli flamma perpetuò secum trahit, id quod vel maxime Bello proximo comperit habebatur, omnibus piis & efficacibus consiliis & mediis avertantur.

Proinde Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus Undecimus, Dei gratiâ, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Castubiæ, & Vandalæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingrizæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavarizæ, Juliaci, Clivæ & Montium Dux &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Federatarum Belgii Provinciarum Generales id ipsum reputantes, animoque expedites tot Terras ac Regiones ex recentibus miseriis, Bellique calamitatibus adhuc anhælantes, tum quanto labore & difficultate Pax isthæc non absque singulari divini Numinis auspicio Orbi conciliata fuit, ac per incrementa mutui consensus & Status, qui eandem inveniunt, magis magisque stabilitur & confirmetur, etiam atque etiam officii sui esse existimant, quantum quidem in ipsis fuerit, eò conferre id omne, quod ad consequendum finem adeo salutarem & Christianum conducere possit, atque de eodem non secus ac de propria utriusque securitate pacifici & convenire, &c. eâ propter per ritè constitutos utrinque Plenipotentarios, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis per Alegantem ejusdem Extraordinarium, Dominum Nicolaum Guldenfloth, Hæreditarium de Jacoila & Segerstad, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Walraven de Heckereux, Dominum de Nettelhorst, Comitatus Zutphaniz Satrapam, Daniele de Wyngaarden, Liberum Baronem de Wyngaarden, Rubwek, Benthuysen, Dominum de Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Zuytland & Norville, Gasparum Hagel, Consiliarium Pensionarium & Custodem magni Sigilli, Dominorum Ordinum Hollandiæ & West-Frisiæ, Aggerumque Rhelandiæ, Chomarcham, Johannem de Mauregnault, Jacobum de Dinter, Civitatis Ultrajectensis Exconsulem, Lubbertum Lyklama à Nyeholt, Grietmannum de Stellingwerf Oosteynde, Henricum Krue, Civitatis Swollenis Consulem, & Johannem van Borck, in Lappensum & Wurdum Nobilem Toparchum, ad Consilium nostrum nomine Dominorum Ordinum Gelriæ, Hollandiæ & West-Frisiæ, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transsilaniæ & Civitatis Groningæ & Omlandorum respective Deputatos, hocce Instrumento in modum sequentem conventum est.

ART. I. Sincerè & solenniter sese invicem alt. memorat. Sacra Regia Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales adstringunt, non solummodo ad quamvis efficacissimam operam pro mutua tranquillitate & securitate juxta Pacta Conventa antehac inita, sed & quod ad communem Orbis Christiani quietem in Pace nupera Neomagenfis de Anno 1678. & 1679. fundatum, quæ ipsa etiam ex Pace Olinabrugensi & Monasteriensis de Anno 1648. cujus quidem Sacra Regia Majestas Sueciæ ex primis & principalibus Guarantiis est, sua tenet fundamenta, sibi utrinque pollicentur, & promittunt sese fideliter, sedulo, omnique industriâ rationem Consiliorum suorum eò directuros, mutuanque curam & operam conjunctim adhibituros, ut dicti Tractatus Pacis Olinabrugensis in pleno vigore secundum eorum genuinum sensum maneant & ritè observentur, omnesque ejus infractiones seu violationes præveniuntur & evitentur; Controversiæ verò omnes quæ circa sensum genuinum eorumdem oriri poterint, amicè dirimantur.

II. Si verò, quod DEUS clementer avertat, acciderit, ut violatione dictorum Pacis Tractatum novum Belli incendium inter Principes & Status, qui eos inveniunt, aut aliquot ex iis, exoritur, eo casu alte memorata Regia Sua Majestas Sueciæ & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales omnem operam, omnemque industriam, ubicunque hoc ex re communi creditum fuerit, adhibebunt, ut amicis officiis Partes dissentientes sibi invicem concilien-

tur, ignisque ille insaufus in ipso ortu suffocetur.

III. Nihilominus etiam altè memorata Regia Sua Majestas & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales sine morâ inter sese sollicitè collaturi & deliberaturi sunt de eo, quod si amica officia successu caruerint, à se vel seorsim vel conjuncta opera communium Amicorum & Federatarum aliorumque Pacis amantium Principum & Statuum agi possit efficacius, ad eum, apud quem benigniora media nihil efficere poterunt, fortioribus efficacioribusque rationibus ad id, quod æquum & justum est, inducendum. Inque hunc finem quàm promptissimè collaturi & conventuri sunt de adhibenda Terrâ marique tali Militum manu, qualem periculi magnitudo exigeret, qualisque pro ratione temporis, Regionum & Locorum maximo cum fructu adhibere poterit.

IV. Et quoniam Christianum adeo propositum, sine omni partium studio communem tranquillitatem inter Christianos Principes, Tractatus ad eam stabilendam servandi, ab omnibus Christianis & Pacem amantibus approbatum in præsumitur, idque pollicere & exigere videtur, ut & apud alios Christianos, Pacemque amantes Principes & Status animò eque sincerò pioque zelò hoc propositum excipiantur suscipiantur ad firmam solidamque tranquillitatem in Orbe Christiano eò plenius perfectiusque procurandam tuendamque, omnibus ideòque Principibus & Statibus Christianis, & maxime iis, inter quos dicti Tractatus Monasteriensis, Olinabrugensis & Neomagenfis initii sunt, liberum esto, ut in eandem hanc Conventionem & Pacta transeat.

V. Quod si autem præter omnem opinionem contigerit, ut aliquis, quicunque etiam ille sit, hoc amicum & ab omni partium studio alienum piumque propositum circa conservationem communis tranquillitatis contra veram intentionem altè memorat. Regiæ Suae Majestatis Sueciæ, & Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium, in sinistram & iniquam partem acceperit, adeo, ut hoc nomine utroque vel alterutrum eorumdem vi aut Bello aggrediat ut prosequatur, tenebuntur invicem ad primam requisiæ mutuum promptumque auxilium Terrâ vel Mari, & quibuscunque modis ac mediis conducibilibus & efficacibus fideliter ad vim omnem propulsandam præstare, Regnaque Provincias, Terras, Jura, & Privilegia Terræ, Marique utrinque omnibus viribus munio tueri, neque ab isto auxilio alterutri prius licebit desistere, quam Parti lesæ, aut Bello impetite restituta fuerit (si id desideraverit) Possessio Terrarum, Urbium & Locorum, nec non Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum, quibus gaudebat, antequam dicta vis aut Bellum illi illatum esset, tenebunt præterea unaqueque Pars Contrahentium eadem Jura, Privilegia, Immunitates, Exemptiones & Prærogativas alteri stipulari, quas sibi stipulatura est, nisi altè memoratis Contrahentibus aliter visum fuerit.

VI. Pacta hæc Conventa non tantum non derogabunt Pactis & Conventionibus istis, quas Contrahentes jam antè inter se inveniunt, in quantum hiis repugnare non reperiuntur, sed & eas magis magisque corroborabunt & confirmabunt in communem Christiani Orbis & utriusque Regnorum, Terrarum & Ditiorum utilitatem & commodum.

VII. Durabit hoc Foedus inter Sacram Regiam Majestatem & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales per subsequentes viginti annos à tempore Ratificationum computandos, quibus ad finem vergentibus maturè pro re nata ulterius de prolongatione conveniant; Liberum autem esto iis Regibus, Principibus & Statibus, qui hunc Foederi accedere voluerint, ut eum annorum numerum pro se quisque præfigat, prout rebus suis conveniens esse duxerit.

Ratificationes etiam utrinque intra sex Septimanarum spatium à signatura Instrumenti hujus mutuo Holmiæ extradentur; & omnia & singula hisce Pactis Conventis contenta, sincerè ac religiosè fide ab utraque Parte integrè observabuntur. In quorum maiorem fidem & robur utrinque Partis Plenipotentarii manus ac Sigillis propriis Instrumentum hocce firmarunt & muniverunt, Hagæ Comitû ^{Sept.} 1681. Anno 1681.

Constitution Ihre Königlichen Majestät in Schweden CAROLI XI. über und wegen der Reduction der veralienirten Königlichen Cron-Güter. 1682. [LONDORPII *Alta Publica* Part. XI. Cap. 223. pag. 436. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans *Relationis Historiar.* Francofurt. Contin. Autumnal. pag. 67.]

C'est-à-dire.

Constitution de CHARLES XI. Roi de Suède, pour la Reduction de tous les Biens aliénés de la Couronne. 1682.

Sollen alle die von denen vorigen Königen / in aufsteigender Linie / ewig verpfändete Güter / so gleich durch die von Seiner Majestät dazzu Verordnete und Bevollmächtigte exacte aufgeschienet werden / und soll ein jeder Donatarius innerhalb eines gewissen ihm vorgeschriebenen terminis, keine exceptionen, oder was er sonst einwenden hat / schriftlich beyzubringen schuldig seyn. Diesen nach verordnen wir für uns und unsere nachkommende Schwedische Könige / daß keine Güter allodialiter, oder auf ewige Zeiten sollen und mögen weggeschendet werden / da aber der ein oder der ander König solches thut, so hat der ihm in der Cron folgende Successor Macht / solches aufzuheben / und zu annulliren, damit ein jeder König seine aufrichtige und getreue Unterthanen / gleich andern seinen Vorfahren / beneficiren könne / die Unterthanen auch selbst / sowohl unter des einen als des andern Königs Regierung der Obrigkeitlichen Gnade genießen / sich deren meritiret machen / und nach Ehr und Tugend streben mögen.

2. Wann jemand etwas der Cron-Güter / welche ihm allodialiter geschenkt worden seynd / einem oder dem andern verkauft hat / so soll der Verkäufer dasjenige / was er rechtlicher weise von ihm erkaufft hat / zu liefern schuldig seyn / so daß der Käufer ein von einem andern erkaufftes Gut ohngeshindert / und ewig in Ruß besessen und behalten möge / der Verkäufer aber soll den König und die Cron in allem schadlos halten.

3. Lebet Seine Königliche Majestät der Zuversicht / es werde ein jeder so da präereditet, bey dero Vorfahren Zeiten einige Güter von der Cron durch Kauff / Donation oder Tausch bekommen zu haben / seine Brieffe und Documenta in dem Königl. Reductions-Collegio eingegeben haben. Sollte aber diesen nicht nachgelebet seyn / so wird ihm hiemit ein gewisser termin, worinnen man examiniren möge / mit was Recht er solche Güter besitze und ihnen habe / gesetzt. Sollte jemand durch Feuers Noth / Krieg oder andern unvermuthlichen Fall / seine Documenta und Brieffe vermisst und verlohren haben / so wollen Ihre Königliche Majestät gnädigst gestatten / daß er aus dem Königl. Archiv oder Cansley unverfälschte Copias, da sie darinnen gefunden werden / abhohlen / oder durch andere recht-mässige Beweiß seine Gerechtigkeit defendiren möge.

4. Nachdem auch Seine Königl. Majest. so wohl als dero Vorfahren / der Schweden Könige / befunden / daß gewisse Land-Güter / so wol zu der Cron eigener Bequemlichkeit / als auch der Miliz, der Admiralität / der Bergwerke / und anderer notwendiger Unterhaltung verkorren / und inalienable geschäket seyn / als meinen und erklären Ihre Königliche Majestät nicht allein selbige für solche / welche von dero Vorfahren von dieser Natur seynd geschäket / sondern auch die / welche ihrer eignen Beschaffenheit halber / allezeit von der Cron inseparabel gehalten werden. Und seynd dieselbe 1. Königliche Schloßer / sie seyn entweder bey Königl. Residenz-Gräng- und Haupt-Residenzen gelegen / oder sonst in vorigen Zeiten von Königl. in gebrauch und aufbehalten. 2. Diejenige Bienen / welche an bequemen Orten liegen / und können bewiesen werden / daß sie unter des Königs Stall und und Postränge von alters her gehörig angewiesen / und gebraucht worden / nachmals aber unter gewissen Privilegien davon abalienirt seynd. 3. Der Cron uralte Haupt-Ischerey in den

großen Strömen. 4. Der Cron alte eigenthümliche Gehäge / mit denen dazzu gehörigen und davon ungetrennten Gelegenheiten / als auch die Kohlen / Erbe und Eigenthumb / samt der Heubreuter und Holz-Forster Wohnungen dienlich. 5. Die Güter und Gelegenheiten / so da zu der Städte Academies, Gymnasien, Hospitalien / Schulen und Kirchen / Priester und Küster Unterhalt seynd fundirt und gestiftet / und hernachmals von Privat-Personen dem / wozu sie anfangs gewidmet gewesen / entzogen worden. 6. Alle Güter oder Erbe / so den Unbeleuten / oder sonstigen einigen Justiz-Beambten / eigentlich von Alters her gewidmet seyn. 7. Erbe / so zur Factorey und Schloß-Bauung / und dergleichen allgemeinen / und dem Reich höchnützlichlichen Wercken seynd verordnet worden. 8. Post-Banen / Strüße und Gast-Höffe / welche von den allgemeinen / und der Cron Unkosten / bey deren Heer-Strassen die Verichtigung und Gast-Geberey desto besser zu unterhalten seynd / gebauet worden / sollen auch der Cron wieder anheim fallen. 9. Die zu der Admiralität und deren Unterhaltung dahin nöthig erkannte Orter. 10. Gleicher weise die zur Admiralität notwendig befunden / oder noch ins künftige befindende Steuer-Manns-Höffe. 11. Bergwerke seynd vor allen Dingen unter der Cron notwendigen Güter zu rechnen / wie weit sich aber selbige erstrecken sollen / ist theils von uralter Observanz, theils auf den Bergwerken ihren selbst-ständigen Nutzen gungsam bestand. 12. Absonderlich seynd die große Messinge / Salpeter- und Pulver- auch andere allgemeine Bergwerke / sampt denen / so zu Beförderung gewisser Handwerke / auff der Cron Kosten / und mit sonderlichen Privilegien aufgericht seynd / der Cron nicht zu entziehen / vielweniger können deren Gerechtigkeiten einigen Particular- und Privat-Personen / zu ihrem Nutz und Einkunfft gelassen werden. 13. Die Königliche Geträyde- und andere eigenthümliche Mühlen / welche in des Reichs Städten / oder deren Schloßer und Vestungen / so nahe gelegen / daß die entweder innerhalb der Freyheits-Mühlen liegen / oder sonst ihrer Gelegenheit halber / nicht zu entziehen seynd / sollen denen Königlichen Mepherhöfen / welche dergleichen Mühlen unter andern ihren Gerechtigkeiten vor alters gehabt / wiederum heimfallen. 14. Weilen das Schloß und Land Schwarzhof / sampt denen dazzu gehörenden Eplanden / wegen deren sonderbaren bequemen Gegen / zu des Königs Hoffhaltung und Lust allezeit frey erkannt / so scheint auch / daß die Dörffer und Gelegenheiten / welche in selbigen seyn von der Cron an privat-Personen verpfändet werden / bündig / wie andere Güter / der Cron wieder anheim fallen müssen. 15. Reale und gelegene Gräng- und andere Vestungen / welche zu des Reichs Sicherheit und defension von vorigen Königen aufgebauet worden seynd. 16. Alle Hammer-Schlagung / Strom-Gerechtigkeiten / große und kleine Zölle / und andere Gerechtigkeiten / welche von denen Reichs Städten / so da immedialt unter der Cron aufgebauet / und von alters her dazzu gehört haben / auch expresse zu des Königs und Reichs sonderlichen Einkünften verordnet seynd / sollen dieselbe noch weiter dabey bleiben / und im Fall einige davon verpfändet worden / folge der Cron wieder eingerammt werden.

5. Welche von diesen obgemelten Dörffern / bloß auf Königl. Milde und Güte seynd verpfändet worden / es seye dann / daß das Gut mit großen Unkosten und barem Geld mercklich verbessert worden / so soll solchane Verbesserung durch theils Adels / theils andere ehrliche Männer estimirt, und denen Egenthümern dess falls satisfaction gegeben werden.

6. Wann jemand von einem Bauern von denen Gütern / welche er in vorbenannten Dörfern geschenkt bekommen / etwas erkaufft hat / so soll er beweisen / was er dafür aufgelegt / solches soll ihm restituirt, und gut gehalten werden.

7. Behalten Ihre Königl. Maj. die freye Wahl derjenigen Güter / so von der Cron seithero Anno 1632. an abwechselnd verordneten Dörffern seynd erkaufft worden / wieder einzulösen / doch soll der Käufer und von ihm es gekauft worden / wieder bezahlen / oder mit geldlicher Wieder-vergeltung versehen werden / ehe und bevor er die Güter abtritt.

8. Auch ergen Ihre Königl. Majest. gewissen Städten und Dörffern Freyheits-Privilegien zu : als Upsal / Nyköping / Alvsfira / Åmberg / Änköping / Calmar / Jönköping / und andern / eine Deyle: Aber Wo und Weyburg pro Maylen / und erklären selbige von eben der Eigenschaft / als die übrigen unentzähllichen Dörffer.

9. Die verbotene Provinzen / oder darinnen gelegen / und

ANNO und schon in unterschiedlichen Zeiten public declarirte Gü-
1682. ter / scheren d'ieser Wijsz anstelt zu d'st. Reichs nach-
mendigen Wijsz unversucht zu bleiben / über die andern
aber wollen Ihre Majestät nach einer jeden Proving Ey-
genkrafft und Natur zu disponiren und zu verordnen in
alle Deyr ihr vorbehalten haben.

10. Wollen Ihre Königl. Majestät gnädigste Vor-
sorge tragen / daß hienüber gewisst ist: Nichts auffge-
richtet werden / welche nun / und zu ewigen Zeiten unver-
ändert bleiben / und zu dem Nutzen / wozu sie destini-
ret, und außserhen synd / unversucht beygehalten wer-
den sollen.

11. Was die Güter betrifft / welche außserhalb deren
unveränderlichen und verbotenen Deythen gelegen synd /
und annoch Donations-Weise unter dem Adel beruhen /
wollen Ihre Königl. Maj. hienüber eine richtige Specifi-
cation verfaßten lassen / damit sie derauß erschen möge /
wie weit sie / und ihres Reichs- Zustand erleiden könne /
daß sie unter deren Donations Nymen bleiben / und
desse bester von einer jeden Donation Nature und Eysen-
schaft Wißenschaft haben mögen. Drittens / wie weit
eine oder der ander / vernützlich dessen getreuen Diensten /
Liebe und unterthänigen Eysse von St. Majestät möge
beneficirt werden / da sie dann eines jeden Beschaffen-
heit / und der Sachen Umständen nach / darüber dispo-
niren wollen.

XIII.

29. Janv. (a) *Articles & Conditions de Paix traitez par l'or-*
FRANCE *dre exprés de tres-haut, tres-puissant, tres-excel-*
ET MA- *lent & tres-invincible Prince LOUIS XIV. par la Grace de Dieu Empereur de France & Roi*
ROC. *de Navarre, avec les Ambassadeurs de tres-haut, tres-excellent, tres-puissant & tres-invincible Prince MULEY ISMAEL, Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-neuvième Janvier 1682. Avec les FORMULAIRES du PASSEPORT dont les Vaisseaux François devront être munis; Et du CERTIFICAT du Consul de la Nation Française à Salé. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

TOUS Actes d'Hostilité cesseront à l'avenir
entre les Armées de Terre & de Mer, &
les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de
France, & ceux de l'Empereur de Maroc
Roi de Fez & de Sus.

II. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de
France & ses Sujets, & l'Empereur de Maroc, Roi
de Fez & de Sus, & les siens: & pourront ledits
Sujets reciproquement faire leur commerce dans les
deux Empires, Royaumes & Pays, & naviguer en
toute liberté sans en pouvoir estre empêché pour
quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

III. Les Vaisseaux Français en guerre dans les Ports
de l'Empereur de Maroc, rencontrés en Mer les Vais-
seaux & Bâtimens navigans sous l'Etendard de France,
& les Passeports de l'Admiral de France, conformes à
la copie qui sera transcrite en fin du present Traité, les
laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans
les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur
donneront tout le secours & assistance dont ils pour-
ront avoir besoin: & reciproquement les Vaisseaux
Français en usant de même à l'égard des Vaisseaux
des Sujets de l'Empereur de Maroc, qui seront por-
teurs des Certificats du Consul Français qui sera établi
à Salé, desquels Certificats la copie sera pareillement
transcrite en fin du present Traité.

IV. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands des deux
Nations, seront receus reciproquement dans les Ports
& Rades, tant de la domination de l'Empereur de Fran-
ce, que de celle de l'Empereur de Maroc, & il leur
sera donné toute sorte de secours pour les Navires, &
pour les Equipages & Passagers en cas de besoin.
Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, &
generalement toutes autres choses nécessaires, en les

(a) L'Original de le Traité contient le même Titre de mot à mot
qui se voit ici [D. u. M.]

payant aux prix ordinaires & accoustumez, dans les lieux
où ils auront relaché.

V. S'il arrivoit que quelque Vaisseau marchand Fran-
çois étant dans l'un des Ports ou Rades de la domina-
tion de l'Empereur de Maroc, fust attaqué par des
Vaisseaux de guerre Ennemis, mêmes par ceux d'Al-
ger & de Tunis, & des autres Ports de la Côte d'Afri-
que, ils seront défendus & protégés par le Canon des
Châteaux & Forteresses, & il leur sera donné un temps
suffisant pour sortir & s'éloigner d'édits Ports & Rades,
pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Enne-
mis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: Et
la même chose s'excutera de la part de l'Empereur de
France, à condition toutefois que les Vaisseaux armés
en Guerre par l'Empereur de Maroc ou ses Sujets, ne
pourront faire des prises dans l'étendue de six lieues des
Costes de France.

VI. Tous les Français pris par les Ennemis de l'Em-
pereur de France, qui seront conduits dans tous les
Ports & les Terres de la domination de l'Empereur
de Maroc, seront mis aussi-tôt en liberté sans pou-
voir estre retenus Esclaves, même en cas que les
Vaisseaux d'Alger, Tunis, Tripoly, & autres qui sont
ou pourront estre en Guerre avec l'Empereur de Fran-
ce, misent à terre des Esclaves Français, ledit Empe-
reur de Maroc donnera des à present ordre à tous les
Gouverneurs de retenir ledits Esclaves & de travailler
à les faire racheter par le Consul Français au meilleur
prix qui se pourra; & pareille chose se pratiquera en
France à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc.

VII. Tous les Esclaves Français qui sont à present
dans l'étendue des Terres de la domination dudit Em-
pereur de Maroc, pourront estre rachetez moyennant
trois cens livres piece, sans que ceux qui s'en fer-
vent à present puissent en demander un plus grand prix;
ce qui sera pareillement observé à l'égard des Esclaves
Sujets dudit Empereur de Maroc qui pourroient estre
en France. Et comme par le projet de Trêve fait en-
tre le Sieur de la Barre & l'Alcayde Omar, ledit Al-
cayde est convenu par le Billet signé de sa main, remis
és mains dudit Sieur de la Barre, qu'il seroit restitué
le même nombre de Français Esclaves qu'il y avoit
de Maures sur le Vaisseau du nommé Aly Baudy, les-
dits Ambassadeurs assurent qu'aussi-tôt que ledit Em-
pereur de Maroc leur Maître aura connoissance de la
verité du Billet donné par ledit Alcayde, il sera resti-
tuer le nombre de soixante-cinq Français, pour avec
vingt que ledit Alcayde a fait restituer, faire le nom-
bre de quatre-vingt cinq, pour l'équivalent du même
nombre de Maures qui ont esté restitués par ledit
Sieur de la Barre.

VIII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vais-
seaux Français, ni pareillement les Français pris sur les
Vaisseaux Etrangers, ne pourront estre faits Esclaves
sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand me-
me le Vaisseau sur lequel ils auroient esté pris se seroit
défendu. Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des
Etrangers trouvez sur les Vaisseaux de Maroc, & des
Sujets dudit Empereur de Maroc sur des Vaisseaux E-
trangers.

IX. Si quelque Vaisseau Français se perdoit sur les
Costes de la dépendance de l'Empereur de Maroc,
soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par
le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il
aura besoin pour estre remis en Mer, ou pour re-
couvrir les Marchandises de son chargement, en pa-
yant le travail des journées de ceux qui auront esté em-
ployez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tri-
but pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à
moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports de la
domination dudit Empereur.

X. Tous Marchands Français qui aborderont aux
Ports ou Costes de Maroc ou Fez, pourront mettre
en Terre leurs Marchandises, vendre & acheter libre-
ment sans payer autre chose que ce qu'ont accoustumé
de payer les Sujets dudit Empereur de Maroc, & il
en sera usé de la même maniere dans les Ports de la
Domination de l'Empereur de France, & en cas que
ledits Marchands ne misent leurs Marchandises à ter-
re que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans
payer aucuns Droits.

XI. Il ne sera donné aucun secours ni protection
contre les Français aux Vaisseaux de Tripoly, Alger,
Tunis, ni ceux qui auront armé sous leur commission:
Et sera led. Empereur de Maroc défenses expressees à

tous

ANNO
1682.

tous les Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêchera que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans ses Ports pour courre sur les Sujets.

XII. Pourra ledit Empereur de France mettre un Consul à Salé, Tetouan, ou en tel autre lieu qu'il trouvera bon, pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins; & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Sujets dudit Empereur de Maroc qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion; & aura ledit Consul tout pouvoir & juridiction dans les differens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges dudit Empereur de Maroc en puissent prendre aucune connoissance.

XIII. S'il arrivoit quelque different avec un François & un Maure, ils ne pourroient estre jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil dudit Empereur de Maroc, ou du Commandant pour lui dans les Ports où ledits differens arriveront.

XIV. Ne fera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit; & seront les effets des François qui mourront audit Pays remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront. Et la même chose sera observée à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc qui voudroient s'établir en France.

XV. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & Marchandises nécessaires à sa Maison.

XVI. Tout François qui aura frappé un Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause du François; & en cas que ledit Consul se fauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XVII. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne fera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de justice.

XVIII. Si quelque Corsaire de France, ou du Royaume de Maroc, fait tort aux Vaisseaux François, ou Maures qu'il trouvera en Mer, il en sera puni & les Armateurs responsables.

XIX. Si le present Traité de Paix conclu entre l'Empereur de France & celui de Maroc, venoit à estre rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étendue des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France & celui de Maroc, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de six ans; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront leus, publiez & affichez par tout où besoin sera. Fait & arresté à Saint Germain en Laye, ce vingt-neuvième jour de Janvier, 1682.

Signé,

COLBERT DE SEIGNELAY.

COLBERT DE CROISSY.

Passport dont les Vaisseaux François seront
porteurs.

Louis, Comte de Vermandois, Admiral de France, A tous ceux qui se presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passport à Maître de nommé du Port de ou environ, estant de present au Port & Havre de des'en aller à chargé de & armé de après que vísitation d'aura esté bien & deüement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1682.

Signé,

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur, LE FOVIN.

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation François
à Salé.

Nous Consul de la Nation François à Salé, Certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre appartient aux Sujets de l'Empereur de Maroc, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Salé le jour d mil six cens quatre-vingt.

XIV.

Accessio Romanorum Imperatoris LEOPOLDI ad 28. Fev.
Fœdus inter CAROLUM XI. Suecia Regem, &
Ordines FOEDERATI BELGII Generales Anno
1681. initum. Datum 28. Februarii 1682.

* Voyez-la ci-devant sous le 30. Septembre. 10.
Octobre 1681. pag. 15.

XV.

Declaratio DD. Ordinum FOEDERATI BEL-28. Fev.
GII Generalium, quâ Accessionem LEOPOLDI
Cæsaris ad Tractatum Guarantia die 30. Septem-
bris 10. Octobris 1681. inter ipsos & Regem
SUECIE initum acceptant, se obligantes ad om-
nia sue Cæsareæ Majestati præstandum, quæ in
predicto Tractatu continentur. Actum Hagæ Co-
mmissis die 28. Februarii 1682. [Copie Ma-
nuscripte & sûre.]

ORDINES Generales Foederatarum Belgii Provinciarum notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cum Majestati suæ Cæsareæ placuerit Conventionem inter Regiam suam Majestatem Sueciæ & Nos ^{30 Sept.} anno 1681. initam pro se approbare, accessione sua roborare, & per Ministrum suum nomine suo Cæsareo subscribere & Majestatem suam ad omnia obligare quæ in dicta Conventione posita, ac si hic de verbo ad verbum inserta essent, cum expressa tamen declaratione, uti sua Majestas Cæsareæ de obstringit in omnibus supradictis erga Coronam Sueciæ & Rempublicam Nostram, ita eadem Corona & Republica Nostra conjunctim & unâ per se obligentur vicissim ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia quæ in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, proptereaque Declarationem in validissima forma circa tempus Ratificationis à sua Majestate Cæsareæ secutura extraderent. Nos itaque exhibiti nobis predictâ suæ Majestatis Cæsareæ Ratificatione, hinc expresse declaramus, & nos obligamus ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia quæ in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, & uti sua Majestas Cæsareæ de obstringit in omnibus supradictis erga Rempublicam nostram. In cujus rei fidem hæc Sigillo nostro muniti, & per Consessum nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Graphiarum nostrum subscripsi jussimus, ut & per Graphiarum nostrum subscripsi jussimus.

C 2

ANNO mus. Adum Hage Comitib die vigesimo octavo
1682. Februarii anno 1682.

DE WEEDE. VI.

Ad mandatum altè memor. Dominorum Ordinum Generalium.

H. FAGEL.

XVI.

Articles de Paix, & de Commerce, entre le Sérénissime & très-puissant Prince CHARLES II. par la Grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne &c. Et les très-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Ville & Royaume d'ALGER en Barbarie, conclus par Arthurt Herber, Esuyer, Admiral de la Flotte de Sa Majesté, sur la Méditerranée, le 10. jour d'Avril vieux style 1682. & le 11. de la Lune d'Avril de l'an de l'Hégire (1) 1094. Avec un double Formulaire des PASSEPORTS dont les Navires devront être munis. Et un Article séparé touchant ce même Formulaire, fait le 5. Mars de l'an de Notre Seigneur J. C. 1682: & le 17. Jour de la Lune Moollan de l'Année de l'Hégire 1094. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 463. en Allemand.]

I. EN premier lieu, il a été accordé & conclu que d'aujourd'hui en avant, il y aura une vraye, ferme, & inviolable Paix, entre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne &c. & les très-Illustres Seigneurs le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre tous les Etats & Sujets de part & d'autre, & que les Navires, ni autres Vaisseaux, les Sujets, ni les Peuples de part & d'autre, ne feront dorénavant aucun mal, tort, ou injure, les uns aux autres, ni de fait ni de parole; mais se traiteront l'un l'autre avec tout le respect & toute l'amitié possible.

II. Que tous Navires ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets pourroient en toute sécurité entrer dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre Port que ce soit de ce Royaume, pour y acheter, & vendre en payant les Douanes accoutumées de dix pour cent, ainsi que par le passé, pour les Marchandises qu'ils vendront; & à l'égard de celles qu'ils ne vendront pas, ils pourroient les remporter à bord de leurs Navires, sans payer aucuns Droits, & qu'ils en pourroient partir librement, quand il leur plaira, sans aucun retardement, ni empêchement quelconque, & à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme de la Poudre à Canon, du Soufre, du fer, des planches, & de toute sorte de Bois de Charpente propre pour bâtir des Navires, des Cordages, de la Poix, du Godron, des Fusils, & autres Equipages de Guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour ceux, à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, soit qu'ils appartiennent audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, ou qu'ils appartiennent au Royaume & aux Peuples d'Alger, pourroient passer librement les Mers & traffiquer, sans aucune visitation, empêchement, ni molestation de part & d'autre, & que toutes personnes, ou Passagers, de quelque Pais qu'ils soient, & tout l'argent monnoyé, Denrées, Marchandises & meubles, à quelque Nation, ou Peuples, qu'ils

(1.) La Date de ce Traité & celle de l'Article séparé qui le suit sont corrompues & incompatibles. L'an de l'Hégire 1094 ne répond pas non plus à l'an de Notre Seigneur 1682. Mais bien à l'an 1683. La Copie Allemande du *Theatrum Europæum* corrige cette double erreur, en donnant le Traité principal de l'an de Notre Seigneur 1682. & de l'Hégire 1093. L'Article séparé y manque, mais du moment que la première Date est trouvée, l'autre suit de soi-même, elle doit être de l'an de Notre Seigneur 1683; & de l'Hégire 1094. [D. V. M.]

puissent appartenir, étant à bord desdits Navires ou Vaisseaux, seront entièrement libres, & ne pourront être arrestez, pris, ni pilléz, ni recevoir aucun dommage ni molestation quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre ni les autres Vaisseaux d'Alger rencontrant des Navires marchands ou autres Vaisseaux des Sujets de sadite Majesté, qui ne seront pas sur les Mers appartenantes aux Domaines de Sa Majesté, pourroient envoyer à bord une simple Chaloupe avec deux hommes, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & il n'y aura que ces deux hommes qui entreroient dans les Navires marchands ou autres Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant du Vaisseau, & qu'après qu'on leur aura fait apparoir du Passeport, signé & scellé du Seigneur Grand-Admiral d'Angleterre & d'Irlande, ou de celui du Seigneur Grand-Admiral d'Ecosse, pour ledits Roiaumes respectivement, ou qui seront sous les sceaux & sceaux des Commissaires deputez pour exercer la charge de Seigneur Grand-Admiral d'aucun desdits Roiaumes; ladite Chaloupe sera tenue de s'en retourner incontinent, & le Navire ou Vaisseau marchand, pour suivra librement son Voyage: & au cas que durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, ledit Commandant du Navire, ou Vaisseau marchand ne produisit pas un tel Passeport, néanmoins, si la plus grande partie des Matelots dudit Navire, ou Vaisseau se trouve être composée des Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne, ladite Chaloupe ne laissera pas de s'en retourner, & ledit Navire ou Vaisseau marchand pourra de même poursuivre librement son voyage, mais après ledits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux marchands appartenans aux Sujets de sadite Majesté seront obligez de représenter de tels Passeports ainsi que dit est, & si quelques Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de sadite Majesté rencontrent des Navires, ou Vaisseaux d'Alger; au cas que les Commandans de ces Navires, ou Vaisseaux d'Alger, représentent des Passeports expédiez par les Gouverneurs en chef d'Alger, avec un Certificat du Consul Anglois qui y sera établi, ou s'ils n'ont pas de tels Passeports, ou Certificats, néanmoins si durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, la plus grande partie de l'Equipage des Navires d'Alger, se trouve composée de Turcs, de Mores ou d'Esclaves d'Alger, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger, pourra continuer librement sa route, mais après ledits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux d'Alger, seront tenus de représenter de tels Passeports & Certificats, ainsi que dit est.

V. Que les Commandans, ni autres personnes d'aucun Navire, ou Vaisseau d'Alger, ne pourroient enlever de dessus aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté, quelques personnes que ce soit, pour les porter en quelque lieu que ce soit, pour y être examinées, ni pour quelque autre pretexte que ce soit, & ne pourroient user de torture, ni d'aucune violence envers aucune personne, de quelque Nation, ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque pretexte que ce soit.

VI. Arrivant que des Navires appartenant audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucun des Sujets de Sa Majesté fassent naufrage, en aucun endroit des Côstes du Domaine d'Alger, ils ne pourroient être repetez, ni declarez de bonne prise, & ce qui sera sauvé, ne pourra être saisi, ni les hommes qui y seront, ne pourroient être faits Esclaves: mais tous les Sujets d'Alger seront tenus de faire leurs efforts pour en sauver les hommes & les biens qui seront dessus.

VII. Qu'aucun Navire, ni autre Vaisseau d'Alger, ne pourra avoir permission d'être employé pour aller à Salé, ni en aucune autre Place ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, pour y servir de Corsaires, ou d'Esclumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ni autres plus petits Vaisseaux d'Alger, ne pourroient croiser près, ni à la venue de Tanger, ni des autres Rades, Havres, Ports, Villes, ni Places de Sa Majesté, ni en quelque manière que ce soit, en troubler la Paix & le Commerce.

IX. Que si quelque Navire ou Vaisseau de Tunis, Tri-

ANNO
1682.

ANNO 1682. Tripoli; ou de quelqu'autre Place, amène aucuns Navires, Vaisseaux, Hommes, ou Biens appartenans à aucuns des Sujets de Sadite Majesté, dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre Havre, ou Place, de ce Royaume-là, les Gouverneurs qui y seront, ne pourront pas permettre qu'ils soient vendus dans l'étendue du Domaine d'Alger.

X. Que si quelques uns des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne arrivent en Alger, ou en quelqu'autre Port, ou Place de ce Royaume-là, avec quelque prise, ils la pourront vendre librement; ou en disposer autrement, comme il leur plaira, sans y être troublez par qui que ce soit: & que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront point tenus de payer aucuns droits de Dotane, en quelque manière que ce soit, & que s'ils ont besoin de provisions, de vivres, ou de quelqu'autre chose, ils les pourront acheter librement aux prix courans du Marché.

XI. Lors que quelques uns des Navires de Guerre de Sa Majesté paroîtront devant Alger, on fera aussitôt faire un cry public sur l'avis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par les Commandans de ces Navires, aux Gouverneurs en Chef d'Alger, pour retenir les Captifs Chrétiens: & si après cela, quelques Chrétiens que ce soit trouvent moien de se sauver à bord de quel'un de ces Navires de Guerre, on ne pourra pas les redemander, ni ledit Consul, ni le Capitaine du Vaisseau, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté, ne seront pas obligés de payer aucune chose pour lesdits Chrétiens.

XII. Que du moment que la Ratification du présent Traité par le Roi de la Grande Bretagne sera délivrée aux Gouverneurs en Chef d'Alger, aucuns Sujets de Sadite Majesté ne pourront être achetez, ni vendus, ni faits Esclaves, en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque pretexte que ce soit. Et ledit Roi de la Grande Bretagne ne fera point tenu en vertu du présent Traité de Paix de racheter aucuns de ses Sujets qui sont présentement en Esclavage, ou qui pourroient être faits Esclaves avant ladite Ratification. Mais il dependra absolument de Sa Majesté, ou des Parens, & amis des personnes qui seront en Esclavage, de racheter de tems en tems, sans aucune limitation, ni restriction, ceux qu'ils jugeront à propos, & en tel nombre qu'il leur plaira, après être demeurés d'accord avec leurs Patrons ou Maîtres du prix de leur rachat, au plus raisonnable marché, que faire se pourra, sans obliger lesdits Patrons, ou Maîtres d'en mettre aucun en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves sur le Royaume, ou sur les Galeres, ou qu'ils appartiennent au Bassa, Dey, Gouverneur, Aga, ou à quelques autres personnes que ce soit. Et tous les Esclaves qui se trouveront être Sujets de Sa Majesté jouiront après qu'ils auront été rachetez, de l'avantage & du bénéfice des diminutions de Droits denbs à la Maison Royale, & des autres frais, en payant des sommes aussi raisonnables qu'aucuns Esclaves des autres Nations aient ordinairement quand ils sont rachetez.

XIII. Arrivant que quelques Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne viennent à deceder en Alger, ou en aucun endroit de son Territoire, les Gouverneurs, Juges, ni autres Officiers à Alger, ne pourront pas faire saisir ses biens ni son argent monnoyé, & il ne leur sera pas permis d'en faire perquisition, mais lesdits biens & argent seront mis entre les mains & en la possession des personnes que le defunct aura instituez ses Heritiers par son Testament, au cas qu'ils se trouvent sur le lieu, où le Testateur sera decédé: mais au cas que les Heritiers n'y soient pas, les Executeurs dudit Testament, deüment établis par le defunct, après avoir fait Inventaire de tous les Biens & de tout l'argent par lui laissez au jour de son decés, les prendront en leur garde sans aucun empêchement, & prendront le soin de les faire remettre par quelque voye seure, entre les mains des vrais & legitimes Heritiers du defunct, & au cas que quelques Sujets de Sadite Majesté viennent à deceder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Biens & de son argent, après en avoir fait l'Inventaire pour être conservé aux Heritiers & Parens du defunct.

XIV. Que les Sujets de Sa Majesté qui sont Marchands, demeurans & traffiquans en la Ville & Royaume d'Alger, ne seront tenus d'acheter aucunes Marchandises contre leur gré, mais qu'il leur sera libre

d'acheter telles Marchandises que bon leur semblera. ANNO 1682. & que les Capitaines ou Commandans des Navires ou Vaisseaux appartenans aux Sujets de Sadite Majesté ne pourront être obligés à embarquer contre leur gré, aucunes Marchandises, pour les porter, ou pour faire Voyage en aucune Place où ils n'auroient pas envie d'aller. Et le Consul Anglois ni aucun autre Sujet dudit Roi, ne seront tenus de payer les debtes d'aucun autre Sujet de Sa Majesté, à moins qu'ils n'en fussent devenus cautions par un Acte public.

XV. Que les Sujets de Sadite Majesté, demeurans en Alger, ou dans ses Territoires, ne seront point sujets à aucune autre juridiction, en matiere de differens qu'à celle du Dey, ou du Divan, à moins que ces differens n'arrivent entr'eux memes, auquel cas ils seront tenus de s'en rapporter au Consul seul, pour les décider.

XVI. Arrivant que quelque Sujet de Sadite Majesté estant en quelque endroit que ce soit du Royaume d'Alger, vienne à frapper, blesser, ou tuer un Turc, ou un More, au cas qu'il soit pris, il sera puni de la même maniere, mais non pas plus severement qu'un Turc qui aura commis pareil crime, le devra être, mais s'il arrive qu'il se sauve, le Consul Anglois ni aucun autre des Sujets de Sadite Majesté n'en pourront estre en aucune façon troublez ni recherchez.

XVII. Que le Consul Anglois qui est à présent, ou sera en quelque temps que ce soit ci-après, demeurant en Alger, y sera en tout temps en pleine & entiere liberté, & seureté de sa Personne & Biens, & il lui sera permis de choisir son Dragoman ou Courtier & d'aller librement à bord de quelque Navire que ce soit, qui sera à la Rade, aussi souvent & en tel temps qu'il lui plaira, & jouira de la liberté d'aller à la Campagne, & qu'on lui accordera un lieu, dans lequel il pourra faire ses prieres, sans que personne lui puisse faire aucune injure ni de paroles ni de fait.

XVIII. Que non seulement pendant la durée de la présente Paix & Amitié; mais encore, au cas qu'il arrivait quelque Rupture ou Guerre ci-après, entre ledit Roi de la Grande Bretagne & le Royaume d'Alger, le susdit Consul Anglois, & tous les autres Sujets de Sadite Majesté, demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours & en tout temps, tant en Paix qu'en Guerre, pleine & entiere liberté d'en sortir, & d'aller en leur propre Pays, ou tel autre qu'il leur plaira, sur tel Navire ou Vaisseau de la Nation qu'ils adviseront bon estre, & de transporter avec eux, tous leurs Biens, Marchandises, Familles & serveurs, quoi que nez dans le Pays, sans aucun obstacle, ni empêchement.

XIX. Qu'aucun Sujet de Sadite Majesté, estant Passager pour aller en quelque Port que ce soit, ou en sortir avec son bagage, ne pourra en aucune façon estre molesté ni inquieté, quoi qu'il fût à bord de quelque Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie d'Alger: de la même maniere qu'aucun Passager d'Alger, estant à bord de quelque Navire ou Vaisseau d'une Nation ennemie du Roi de la Grande Bretagne, ne pourra être en aucune façon molesté soit en sa personne ou en ses Biens, qu'il pourroit avoir embarqué sur ledit Navire ou Vaisseau.

XX. Que toutefois & quantes que quelque Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au haut du grand Mast, paroitra devant Alger, & viendra mouiller l'ancre à la Rade, immédiatement après que le Consul, ou quelque Officier du Navire en aura donné avis au Dey, & au Gouvernement d'Alger, pour marque de l'honneur & respect qu'ils portent à Sa Majesté ils feront faire une salve de vingt-une volées de canon, des Châteaux & Forts de la Ville, & le Navire rendra un salut de pareil nombre.

XXI. Qu'immédiatement après que les présents Articles auront été signez & scellez par le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs d'Alger, toutes injures & dommages soufferts de part & d'autre seront entierelement oubliés, sans s'en ressentir, & la présente Paix demeurera & durera en sa pleine & entiere force & vertu pour jamais. Et à l'égard de toutes les depredations & dommages qui seront faits, ou commis de part ou d'autre ensuite, avant qu'on puisse donner avis de la présente Paix, on en fera incontinent pleine & entiere satisfaction, & tout ce qui se trouvera encore en nature, ou espee, sera rendu & restitué sur le champ.

XXII. Arrivant cy-après que quelque chose soit C 3 faire

ANNO 1682. faite, ou commise, contre, & au prejudice du present Traité, par les Sujets de l'une ou l'autre Partie, ledit Traité ne laissera pas de subsister en sa pleine force & vertu : & de telles Contraventions ne causeront pas la Rupture de la presente Paix, Amitié, & bonne correspondance; mais la Partie à qui on aura fait tort, demandera amiablement satisfaction prompte, pour lesdites Contraventions, avant qu'il soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par quelques Sujets particuliers de l'une ou l'autre Partie, il n'y aura qu'eux qui seront punis comme infractions de la Paix, & perturbateurs du repos public, & nostre foi sera nostre foi, & nostre parole sera nostre parole

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout-puissant le dixième jour d'Avril de l'an de nostre Seigneur Jesus-Christ 1682. & le onzième jour de la Lune * Lijez 1093, d'Avril de l'an de l'Église * 1094.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

Comme le dixième jour d'Avril 1682. il y a eu un Traité de Paix conclu entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foy Chrétienne, &c. Et les tres-Illustres Seigneurs le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, auquel Traité, on a annexé un Formulaire de Passeports, pour les Navires appartenans aux Sujets dudit Roi de la Grande-Bretagne, il a été conclu & expressément déclaré par ces presentes, que ledit Formulaire, annexé audit Traité, ne faisant pas partie d'icelui, les Seigneurs Grands Amiraux, ou Commissaires de l'Admirauté des Etats de ladite Majesté sont en pleine & entiere liberté en donnant lesdits Passeports, de se servir du Formulaire de paroles annexé à ces presentes, qui seront bonnes, & suffisantes à toutes intentions & dispositions.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout-puissant le cinquième jour de Mars l'an de nostre Seigneur Jesus-Christ * 1682. qui est le dix-septième jour de la Lune Moolout, de l'année de l'Église 1094.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

Formulaire du Passeport.

Laissez le Navire ----- passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises, sans aucun obstacle, empêchement, saisie, ou molestation, ledit Navire m'apparaissant (ou à nous) par bon témoignage appartenir aux Sujets du Roi nostre Souverain Seigneur, & non pas à des Étrangers : donné sous mon seing (ou nos seings) & le Sceau de mon (ou notre) Bureau de l'Admiral a . . . le . . . jour de . . . de l'an de nostre Seigneur mil six cent quatre-vingt

A toutes personnes que ces presentes peuvent concerner.

Par le Commandement de

Remarques.

Que la dernière Commission de l'Admirauté d'Angleterre étant finie, & l'Administration des affaires d'icelle, (& particulièrement celle de signer les Passeports) ayant passé dans les propres mains Royales de Sa Majesté, le Formulaire du Passeport cy-dessus mentionné, a reçu les changemens suivans, sçavoir.

Jacques second, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Défenseur de la foy, &c. A toutes personnes qu'il appartiendra, salut; laissez le Navire

(place du Sceau)

passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises sans aucun obstacle, empêchement, saisie ou molestation, ledit Navire nous apparaissant par bon témoignage, appartenir à nos Sujets & non pas à un étranger. Donné sous nostre Seing manuel, & sous le Sceau

de nostre Admirauté, en nostre Admirauté, en notre ANNO 1682. Cour de . . . ce . . . jour de . . . de l'an de nostre Seigneur mil six cent quatre-vingt

JACQUES R.

Par Commandement de Sa Majesté

S. PEYPS.

XVII.

Acte par lequel l'ESPAGNE entre dans le Traité 2. Mai. de Garantie conclu le 30. Sept. 10. Octobre 1681. entre la Couronne de SUEDE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. A la Haye le 2. Mai 1682. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

TOUT le monde est pleinement persuadé du penchant que Sa Majesté Catholique a toujours eu pour le repos de la Chrétienté, & des demarches qu'elle a faites à son desavantage pour conserver la tranquillité publique qui sembloit devoir être rétablie par la dernière Paix conclue à Nimègue, bien qu'elle ait été si contraire aux Intérêts de Sa Majesté, & quoi qu'il ne soit pas besoin d'autres preuves de la sincère intention avec laquelle Sa Majesté tâchera de solliciter un bien aussi nécessaire que celui de la Paix, qu'elle a jusqu'à présent observée avec autant d'exactitude que de préjudice. Néanmoins pour une plus grande Confirmation dudit Traité Don Balthasar de Fuen Mayor, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Gentilhomme de la bouche du Roi, de son Conseil, & son Envoyé Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, se trouvant autorisé dûment & en bonne forme pour conclure tous les Traitez qui aboutiront à la fin loisible que Sa Majesté s'est proposée de procurer une tranquillité commune & générale, veut bien prendre part à un ouvrage si saint & faire connoître qu'il n'a eu que la même vue que celle du Traité de Garantie de la Paix de Nimègue, de Munster & d'Osna-brug, conclu depuis peu à la Haye le 30. Sept. 10. Oct. de l'an 1681. entre le Roi de Suede & les Etats Généraux des Provinces-Unies, lequel a été depuis pleinement ratifié par les deux hautes Parties mentionnées, & pareillement signé & ratifié par Sa Majesté Impériale: Et ainsi Don Balthasar de Fuen Mayor, en vertu du Plein-pouvoir ci-joint, s'oblige au nom de Sa Majesté à tout ce qui est contenu dans ledit Traité de Garantie, tout de même que s'il y avoit été inséré mot à mot, mais avec cette expresse déclaration que de la même manière que Sa Majesté Catholique s'oblige à tout ce que contient ledit Traité de Garantie à l'égard de Sa Majesté Impériale, de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux des Provinces-Unies, ainsi Sa Majesté Impériale, Sa Majesté Suedoise & les Etats Généraux, tous ensemble & chacun en particulier, s'obligeront respectivement envers Sa Majesté Catholique pour tout ce qui est compris dans ledit Traité de Garantie, comme s'il avoit été arrêté & contracté dès le commencement avec elle; & que lorsque la Ratification de cet Acte sera délivrée de la part de Sa Majesté, on donnera au soussigné une semblable Ratification de la part de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux. C'est pourquoi Don Balthasar de Fuen Mayor, signe cet Acte & y fait apposer le Cachet de ses armes, réservant seulement à Sa Majesté Catholique la faculté de ratifier cet Acte dans l'espace de huit Semaines, & de limiter le tems que cette Convention devra durer. Fait à la Haye le 2. Mai 1682.

XVIII.

Larenburgische Allianz zwischen Ihro 10. Juni. Kaiserliche Majestät Leopoldo an einem / und des Heiligen Römischen Reichs hierzu veralliierten getreuen / Bräud.

ANNO
1682.

Fränk- und Ober-Rheinischen Creyßen
dieses Rheins / samt einigen anderen
Ständen am andern Theil geschlossen/
zur Defension des Reichs gegen allen
feindlichen gewalthätigen Vor- und
Einbruch / Abstellung aller Contraven-
tionen wider den Münster- und Nime-
gischen Frieden / Abwendung aller Ge-
waltthätigen Invasionen / Turbationen /
und widerrechtlichen Zumuthungen
vom Reich und dessen Ständen u.
Geben den 10. Junii 1682. Nebst der
Chur-Brandenburgischen Declaration
darüber gethan. [LUNIG Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I.
Abtheil. I. pag. 475. d'où l'on a tiré
cette Pièce, qui se trouve aussi dans
LONDORP II *Acta Publica*, Tom.
XI. pag. 430.]

C'est-à-dire;

*Traité de Luxembourg entre LEOPOLD Empe-
reur des Romains d'une part, & les Cercles con-
federés de FRANCONIE & du HAUT
RHYN d'autre part, avec quelques autres Etats de
l'Empire d'Allemagne, pour la défense de l'Empire
contre toutes sortes d'Hostilités, de Violences, &
d'Intrusions, pour le maintien des deux Paix de
Münster & de Nimègue, & pour s'opposer effica-
cement à toutes sortes de Contraventions, & Inva-
sions faites ou à faire, comme aussi aux injustes De-
mandes & Pretentions qui ont été formées contre
l'Empire & contre ses Membres. Du 10. Juin
1682. Avec la DECLARATION de l'Elec-
teur de BRANDEBOURG sur ce sujet.*

Bund und zu wissen sey hiemit jedermänniglich:
Nachdem bey letztmähligem geschwinde und ge-
fährlichen Conjunctionen beobachtet worden / wie
die zur Conservation des gemeinen Reichs-
Kubestands und Friedens / auf der noch wehenden allge-
meinen Reichs-Verfassung zu Regensburg intendirende
de theils noch absonderliche heilsame Reichs-Verfassungen
mehr Zeit / um dieselbe zur Execution und Würksamkeit
einzurichten / erfordert / als die anbringende Gefahr und
dero euersten Gegenwehr gestatten wollen; daß dannen-
hero zu solcher unversehblichen Defension und bis er-
melte allgemeine Reichs-Verfassung zu ihrer vollkom-
menen Nützig- und Würksamkeit gebracht werde / im
Nahmen Ihrer Kayserl. Majestät als des Heil. Reichs
Oberhaupt durch dero darzu gnädigste deputirte geheimde
Räthe an einem / und dann dero und des Heiligen
Reichs hierzu veralliierten getreuen Fränk- und Ober-Rhein-
ischen Creyßen dieses Rheins / samt einiger andern / zu
denenjenigen stossenden Reichs-Ständen / durch Ihre an
Kayserl. Hoff abgeordnete Accredittirte und Bevollmäch-
tigte andere Theils / nachfolgendes schriftlich verabredet/
beliebet und recedit worden.

1. Daß wißenden allerhöchstdenckter Ihrer Kayserlichen
Majestät und ermelten beyden Fränk- und Ober-Rhein-
ischen Creyßen dieses Rheins und denen mitunirten Reichs-
Ständen / hiemit eine Particular-Zusammenkunft der-
gestalt geschlossen seyn solle / daß / wann das Haupt-
Wort vorerwelter Reichs-Verfassung zum Stand kom-
men würde / alsdann dieses darauf / denen ausfallenden
Reichs-Conclusus nach / eingeordnet werde / wann dassel-
be aber ins steten gerathen solte / gleichwohl diese Par-
ticular Zusammenkunft einen als bei andern Weg ihren
vollen Effect haben und gewinnen soll.

2. Welches zdo dernaßhin noch anders kein Ziel und
Zweck habe / als die Defension des Reichs gegen allen
feindlichen gewalthätigen Vor- und Einbruch / so jedoch
in ihrer Nachsehung und auf den Fall / da zu keinem
sichem und reputirlichen Frieden anders zu gelangen könn-

de / hiernächst auch dahin ausgehen könte / daß mittelst
derselben der Friede im Reich nach Inhalt der Münster-
und Nimegischen Tractaten aufrecht erhalten / die Con-
traventionen abgestellt / und die beschene gewaltsame
Invasionen, Turbationen, und widerrechtliche Zumuth-
ungen von dem Reich und dessen Ständen mit Nach-
druck abgewendet / und wohl auch über den beschenen
Atteniaten zulängliche Reparation erlaset werde.

3. Daß solche Defensions-Verfassung und Particular
Zusammenkunft Ihrer Kayserlichen Majestät mit denen sich
hierzu einfindenden Reichs-Ständen / in drey verschiedene
Arméen oder Feldlager am Ober-Rhein berab bisß nach
Philippsburg am Münster / ferner herab bisß nach
Coblenz / und am Unteren Rhein vollends hinab bisß zu
denen Reichs-Ständen dergestalt abtheilen seyn / daß
doch allenfalls nach ehrscheinder Noth oder des kaysers
der Kriegs-Operationen / eine der andern / unter Ihrer
Kayserlichen Majestät Haupt-Direction und Ober-Com-
mando / und nach dem von denen Ständen zu bestim-
menden Kriegs-Rath mit gutbefunden allgemeinen Concert
die hülfreiche Hand zu bieten / zu succurriren / und be-
stens beyzustehen / noch sich dessen ein oder ander Theil ei-
niges Weges zu entschütten habe.

4. Daß die Formirung der Ober-von vorgedachten
dreyen Arméen Ihrer Kayserliche Majestät stöchemen /
und Ihrer Kayserl. Durchl. zu Bayen dahin werden be-
handeln lassen / daß auch sie dazu so wohl mit ihren
eigenen als des Bayerischen Creyßes Verfassungen-Abthei-
ten concurriren / und also gegen den Ober-Rhein / ob-
ne die zu denen Befestigungen erforderende Mannschafft
ein Corpo wenigstens von 30000. Mann in Bereitschafft
gestellt werde.

5. Massen dan / Ihrer Kayserliche Majestät 20. zu
solchem Ende schon zu ihren wohin in dero Ober- und
Dorfer-Defensionen ständen stehenden Mannschafft
von auffsatzen und etliche hundert zu Ross / auf
noch fünf tausend zu Fuß anmarshiren lassen / denen
gleich darauff auch andere acht tausend und so viel hundert
zu Ross und Fuß folgen / und also allein am Rhey. Weid
über die Garison bisß in zwanzig tausend Mann gegen
dem Ober-Rhein im Feld stehen werden.

6. Zu dem seßten / daß auch Ihre nach ferner ob-
handene Werb- und Recrutierung zum Vollstand der re-
solvirten Armatur von 63000. Mann continuire.

7. Auch 7000. den gehörigen Anstalt machen lassen /
damit nicht allein die Verpflegungs-Mittel und nöthiges
Proviand vorhanden seyn / sondern auch die bereits dar-
aus stehende Kayserliche Artillerie mit ausgerüstem Zeug
und Ammunition zum Gebrauch beweglich gemacht
werde.

8. Welchem nach Sie auch 800. um so mehr alles
Erstes darob seyn werden / daß gegen solche wichtige Be-
zahl- und Verpflegung die militärische Disciplin aufs ge-
nau- und schärfste observiret / auch zu leichterer Fort- und
Auskomung aller übriger Troß und Bagage von ihren
Wäldern geschafft und abgehalten bleibe / zumahl aber
auch denen Officieren vom Obersten bisß zum Unterten
nicht nach ihrem Herkommen / sondern nach der Bedie-
nungs-Stelle / die Anzahl von mitzunehmenden Leuten und
Rossen passiret werde.

9. So werden auch 9. Ihrer Kayserliche Majestät so
wohl zu Verstärkung dieser Particular-Zusammenkunft /
als auch zu förderlicher Formirung der dritten zum
Unter-Rhein destinirten Armée mit des Herrn Chur-Für-
sten zu Sachsen und Herrn Herzogen zu Hannover Durchl.
Durchl. nach dem Fuß gegenwärtiger Haupt-Abredung
die obhandene Tractaten fortsetzen und möglich zum
Schluß befehdern lassen / damit Ihre Churfl. Durchl.
mit Ihrer zu Feld stehenden Mannschafft auff ferner
Ihre Kayserliche Majestät Anweisung zum Anzug und
Operation in Bereitschafft stehen / gedachten Herrn Her-
zogs Durchl. aber auch in Ihre Kayserliche Majestät
Nahmen noch einige andere Reichs-Stände zu sich behan-
dele / mit denenjenigen ein Corpo von 20000. oder mehr
Tausend zusammen bringe / und gedachte weitere Station
ehest zu beziehen / auch bey erforderender Noth der Obren
und Mittlen Armée reciprocirlich beyzustehen und zu
succurriren fertig halte.

10. So viel aber 10. die Formirung der Mittlen
Armée belanget / welche die Reichs-Defension von Phi-
lippsburg hinab bisß nach Coblenz zu beobachten hat /
gleichwie obgedachte beide Fränk- und Ober-Rhein-
ische Creyße / samt denen Mittlen und unierten Ständen
und Reichs-Ritterschafft / übernehmen / ein Corpo von
17. bisß 18000. Mann / so zu Ross als zu Fuß aufzu-
bringen / und zu der abzulebenden Reichs-Defension samt
der

ANNO
1682.

ANNO
1682.

der dazu gehörigen und proportionirten Feld-Artillerie in Bereitschaft zu halten. Also erklären sich auch Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst / daß zu Verjäger- und mehrerer Artillerie desselben / Sie von ihnen auf den Böhmischen Grängen haltenden Soldaten 3000. Mann zu Noß völlig an Curasiren / oder dem u. Theils an Dragonern / nach Ihrer Kaiserlichen Majestät distallas allergnädigsten Belieben / oder denjenigen Dörfern (die Sie so fort benennen werden) dergestalt beordnen wollen / daß so bald bey erforderlicher Noth der Zusammenziehung / sie auf Veruffung des bey ernelter militären Armée commandirenden Generals (als worzu Ihre Kaiserliche Majestät den zu Regensburg vorgeschlagenen Herrn Grafen Georg Friedrich von Waldeck vor ihren General Feld-Marschall gnädigst ernennen und sich gefallen lassen) alsobald und ohne weiters Zurücksehen in die Crayße anmarschiren / sich unter ichegedachten Herrn Feld-Marschall Commando stellen und darunter beständig verbleiben und operiren sollen / es sey dann Sache / daß auf vorgedachtes Concert zwischen Ihrer Kaiserliche Majestät und denen unirten Ständen befunden würde / daß gedachte 3000. Reuter bey solchem militären Corpore nicht / wohl aber zu Ihrer Kaiserlichen Majestät anderweitiger Defension hochwichtig wären.

11. Und wie dann 11. Ihre Kaiserliche Majestät vorernelte 3000. Mann / auch während Zeit / da dieselbe mit ernelter militären Armée conjungirt seyn wird / aus ihren eigenen Mitteln versorgen / mit Proviant und solchen zulänglichen Geld versehen zu lassen / übernommen / daß sie so wol in Marchen als Stands-Quartieren (so in bloßen Tach und Sach zu versehen haben) und Lager / gleichwie die unirte Miliz / neben dem Brodt auch das glatte und rauche Futter / mit barem Pfennig besorgen können / also und da ernelte 3000. zu Noß mit und neben der unirten Stände Völkern außer deren Länden stehen und operiren sollen / wird es auch ernelter Verpflegung halber billich mit jenen / als mit diesen zu halten seyn.

12. Gleich nun auch Ihre Kaiserliche Majestät zu gnädigstem Gestalten gerichtet / daß mehrerntheils alliirte Creysse und Stände die völlige Verpfleg- und unterhaltung dieser militären Armée von 17000. bis 18000. Mann / und deren Zugehör auf den Fuß der durchgehenden zu reichen habender 120. Römer-Monate gestellet haben / Also / und da alle Nothdurfft genugsamlich damit kan bestirret werden / befanden Ihre Kaiserliche Majestät nicht allein billig zu seyn / daß sie von Reichs wegen zu keinem fernern Beitrag zur Kriegs-Cassa anders gezogen werden / es wäre dann Sache / daß das gesamte Reich neben allgemeiner Einwilligung ernelter 120. Römer-Monate noch ein weßres zu denen neben-Reichs-Nothdurften beyzutragen resolvirte / sondern sie versichern auch und assureiren hiermit / daß Sie bey Erziehung und Practirung alles obigen / mehrertheils Frantz- und Ober-Rheinische Creysse disseit Rheins samt denen dazu concurrirenden beyder Creysse Ritterschafften / wie auch die unter selbiger Allianz begrieffene Westerrwäldische Stände / als das Fürstliche Haus Nassau und Gräff. Häuser Sayn und Wiedel / item die dazu fließende Sandstein-Weymarische Häuser mit einigen fernern Einquartierungen und andern lassen nicht belegen noch besetzen werden / Jedoch aber mit dem ausdrücklichen Vorbehalt / daß ohne Kayserl. Vorwissen und Einwilligung kein Reichs-Stand zu ernelter Allianz mehr angenommen werde / damit der ohnbedenkliche Quartierstand dadurch nicht aufgehoben / und mithin diese Befreyung impossibillirte werde.

13. Wie dann auch / wann bey dieser Defension oder auch künftig etwa ausbrechender Kriegs-Ruptur die March und Remarche obgedachter unirter Stände länden brüchen solten / der marchirnde Soldat die gemeinschaftlichen Victualien und Küllerey solchergestalt in allwege wird zu begehren haben / wie es zwischen ihnen Alliirten selbst eventualiter abgethet / und beletet worden / nemlich die Mund-Portion für 2. Pfund Brodt täglich zwey Creutzer / für ein Maß Getränk 2. Creutzer / für 1. Pfund Fleisch 2. Creutzer / auf ein Pferd für 6. Pfund Heu 2. Creutzer / und für Heu und Stroh oder das Graß daselbst 2. Creutzer gerichtet.

14. So befinden auch Ihre Kaiserliche Majestät denen Operationen dieser militären Armée zum anfänglichsten zu seyn / daß wie das ganze Defensions-Werck unter ihrer Ober-Direction und Commando dergestalt zu stehen hat / daß die Haupt-Concurrenz für den ganzen Feld-

(L.S.) J. A. F. zu Schwartenburg,
(L.S.) Hermann W. zu Baden,
(L.S.) J. Hoehner.

zug / vor dessen antretung an Ihrem Kayserlichen Hof / ANNO 1682.
oder wo sie es für gut befinden / mit der Generalität und unirten Ständen / der Incidenten aber und Particular-Operationen auch zwischen ernelter Generalität dem Kayserl. zu der Armée verordneten Kriegs-Rath und der Stände verglichenen Kriegs-Räthen geschehe / Also im übrigen auch die Disposition mit dieser Armée denen unirten Ständen (als von welchen sie dependirt) heingestellet bleibe / und sollen zwar bey obgedachten bestellendem Kriegs-Rath in den- die allgemeine Operationen und Anliegen der gesamten Armée betreffenden Vorfällenheiten dem Kayserl. Hof neben seinem letztem Voto / die Conclusa secundum majora zulassen / die andere Particular-Angelegenheiten aber / so die unirte Stände und deren Armée alleinig betreffen / deren Kriegs-Räthe auch separatim zu beobachten / seyn haben.

15. Wie dann auch 15. wann ein oder ander hierunter begrieffener Creysß und anderer stand denen Allianz-Puncten und Practirationen kein genügen thun solte / daß solcher vom Creysß oder gesamter Union / wegen / durch execution darzu angehalten werde.

16. Und ferner auch 16. wann diese Armée nach erfolgter Noth oder sonst nach Erweisung des Krieges-Lausß / denen andern Ober- und Unter-Armee die Hand zu bieten / oder begehren solte / denen Unirten beizustehen / in dem Postto so viel Völkern zur Lande-Exercit zu behalten / daß es einem Corpo volante obemelter meistern feindlichen Guarnison begegnen und widersehen könne.

17. Wie Ihre Kaiserliche Majestät obemelter massen an Ihre nichts werden erwidern lassen / damit auch die dritte Armée am unteren Rhein zum Stande gerichtet werde / also und damit biß dahin das gesamte Reich und in particulari diese unirte Creysse und Stände der feindlichen Invasion ohne Widerstand nicht offen stehen bleiben / solte diese militäre Armée bey anbrechender Noth (wann auch erneltes dritte Corpus wieder Nothwendig noch nicht im Stande seyn solte) die Defension in ihrem Postto so gut als möglich antretten / oder auch sich der obern Armée / wie obenelct / mit allerseitigem Gutefinden / zu conjungiren und zu operiren (welches reciproc zu versehen ist) nicht unterlassen.

18. Erbietten sich Ihre Kaiserl. Majestät so wol wegen der Ober-Armee / als diejemigen Stände / so ihre Däcker unter diese militäre Armée und deren Commando stellen / dieselbe weder im Sommer noch Winter zurck zu fordern / sondern dieselbe allezeit in denen Stands-Quartieren zu recrutiren und zu begehren / damit die nöthige Kriegs-Operationen und des Reichs Dienst nicht gehindert / noch interruptirt werde.

19. Wann Haupt-Belegungen solten vorgenommen werden / wölten Ihre Kaiserl. Maj. die benachbarte Stände zu Beschaffung des schweren Geschützes zu vermögen / an ihrem Kayserlichen Officio nichts erwidern lassen.

20. Wann der Friede erfolgen oder sonsten Tractaten vor dem Krieg gemacht werden solten / wird reciproc dahin zu trachten seyn / daß dasjenige dabey restituirt werde / was etwa ein oder den andern Theil bey während dem neuen Krieg oder auch dieser Armatur halber / möchte seyn abgenommen worden.

21. Gleichwie die Obligation dieser Abrede und Zusammenfassung reciproc zu versehen / als werden Ihre Kaiserliche Majestät darob seyn / daß bey der unter Armée auch alles auf den Fuß und Consonanz gegenwärtiger Verabredung gestellet werde / und weilen mehr hochgedachte Ihre Kaiserliche Majestät diese Zusammenfassung ihres Orts biß zu Erlangung eines befähigten Ruhestandes zu continuiren gemeynet seyn / darentwegen aber anfangs ernelte deren Bevollmächtigte und Accreditierte beständig vorgehen / daß der unirten Stände aber anfangs ernelte deren Bevollmächtigte und Accreditierte beständig allein auf drey Jahr gestellet seyn. Als haben auch ichtbenedite deren Bevollmächtigte und Accreditierte vernommen / ernelte Kaiserliche Intention denen unirten Ständen bey ihrer Zurückkunft vorzubringen / und deren schriftliche Erklärung darüber unverzüglich einzuweisen.

Zu dessen mehrern Uffrunds und biß darüber von denen allerhöchst- und hohen Herren Principalen selbst die Ratificationes (worzu dann zwey Monate von heut dato belibet werden) erfolgt und ausgemacht worden / sind dieses Reecesses zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt / von anfangs ernelten Herren Deputirten und Bevollmächtigten unterschrieben und begesigelt worden.

Geben zu Larenburg den 10ten Junii Anno 1682.
(L.S.) Leopold Wilhelm / Graf zu Kölnberg.
(L.S.) Georg Fris / Graf zu Waldeck.
(L.S.) Wolff Philipp von Schwartenberg.

Chur.

ANNO
1682.Chur-Brandenburgische Declaration über diese Larenburgi-
sche Allianz.ANNO
1682.

Sehr Ehrfürstlichen Durchl. zu Brandenburg seyn
hingehin bezeugte Abkrieff einer gewissen bey
Anwesenheit des Herrn Grafen von Walder zu Wien/
zwischen Ihrer Kaiserlichen Majestät und einigen Reichs-
Erzsen und Ständen den 10. Junii geschlossene Bünd-
niß communicirt / welches höchstgedachte Ihre Churfürstl.
Durchl. so wohl ratione modi als (copi. überaus be-
denklich / und dergestalt beschaffen finden / daß sie darzu
still zu schweigen / ganz nicht rathsam / sondern vielmehr
der äußersten Nothwendigkeit trachten / so wohl das ge-
meine Reichs-Interesse / als Ihre auch einiger mit Ihro in
vertraulicher Correspondenz begriffenen Churfürsten/
Fürsten und Ständen Sicherheit und Borsart dabey
ausser sorgfältig zu beobachten / Die ganze Bündniß
sey niegends anders hingekriefft / als die Kuptur mit
der benachbarten Cron Franckreich / auch ohne Erwarnung
einigen Reichs-Schlusses / zu verbessern.

Es sey zwar an demselben / und hängen Churfürstl. Durchl.
zu Brandenburg es zum öfftern consensu / daß sie die
von gedachter Cron bisher vorgemommene / so genante
Reuniones, Incorporationen verschiedener zum Reich ge-
höriger Dörfer / und insonderheit die Occupation der
Stadt Stralsburg ungen geschehen / auch niemalen davor
gehalten / daß solche mit denen Frieden-Schlüssen zu Mün-
ster und Nimwegen conciliirt werden könnten. Nach-
dem allen es aber am Tage / was gesalt wegen rechter
und eigentlicher Explication des Münsterischen Friedens
bereits für vielen Jahren zwischen dem Reich / und der
Cron Franckreich / Freun und Mißverständ erwachsen / zu
deren gütlichen Abwendung ein gewisses Arbitrium
bedenklich beliebt worden / welches aber nachgehends
durch den eingetralenen Krieg unterbrochen / u. ohne Krafft
geblieben / so wie zu wündschen / daß die Kaiserliche Ge-
sandschaft zu Nimwegen bey den Tractaten außs neue
widerum restabilir und reintegriert / oder die fürgeversene
Dubia und freitige Sache dergestalt / und mit solchen
klaren Worten abgehan und verhandelt hätte / daß man
sich hernachmahls dieser neuen Unruhe und Stritzigkeiten
nicht zu besorgen gehöbe / Es wäre aber solches gutes
Tempo / und eine so nöthige Sache / leyder / mit unwie-
derbringlichen Schäden des lieben Vaterlands / und zu
dessen fast unaussprechlichen Schimpff / verachämert / und
hätte gemelte Gesandschaft lieber einen ungewissen /
zweifelhaften und schädlichen Frieden / ohn einige
Nothwendigkeit / ja wider Ihrer Churfürstl. Durchl. zu
Brandenburg und andern wohl intentionirten Nach und
Einneim / und wider die so wohl auß dem Reichs-Tag
gemachte Schluß / als außgerichtete klare Verbindniße
eingehen / als die gerichtete Reichs- Waffen / welche der
Allerhöchste fast aller Orten und Enden mit geminderten
Successen segnet / zu Erlangung eines ehelichen und si-
chern Friedens continuiren wollen. Was für Unglück
Chur-Fürstl. Durchl. lauchtheit zu Brandenburg und an-
dern getreuen Ständen daraus zugewachsen / solches
sey am Tage / an Seiten Churfürstl. Durchl. zu Bran-
denburg öffters vorgekriefft / und nicht nöthig zu wieder-
holen.

Daß man aber durch dergleichen neue Bündnißen
das gute / und wegen vorigen Drangalen noch seuffzende
Vaterland / wieder so vieler getreuen Churfürsten / Für-
sten und Ständen wohlmeinendes Einrathen / und aller
ihrer gethanen Remonstrationen ungeachtet / außs neue in
einen so gefährlichen Krieg impliciren wollen / solches kö-
nen Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg so wenig gut
heissen / als die dafür hielten / daß dero Mit-Stände /
und insonderheit die Nieder-Rheinische / der Gefahr an
nechten gefessene Heeren Churfürsten / damit eing seyn
würden / als in dero landen die Armeen so fort zu An-
fang gekriefft / darinn jedes belli und die Einparcierung
stabilirt werden solle. Im gangen fardere sey von keinen
gütlichen Mitteln / oder zum Frieden zielenden Wegen /
das geringste Wort zu finden / sondern alles auf Krieg
und Extremitäten gericht / und welches das allerun-
denklichste / würde der Reichs-Ström in drey Theil
abgetheilet / und denen Kaiserl. und Wirthen Exerciti-
bus und Soldateque / wider alle Rechte / Reichs-Con-
stitutiones, Instrumenta Pacis und Vincula / damit ein
Stand dem andern verwandt / und gegen die Treu / die
man einander als membra unius Corporis aut Reipub-
licae schuldig / assigniert / ohne daß man Ihr. Chur-
fürstl. Durchl. zu Brandenburg und höchstgemelten
dero Herren Mit-Churfürsten / wie auch andern bey die-
Tom. VII. Part. II.

ser Sache zum höchsten interessirten Ständen einmahl
ein Wort davon gegonnet / und viel anderer nachdenk-
licher und präjudicirlicher in gedachter Bündniß enthal-
tener Händel zu geschweigen / so wäre unerhört / und ein
solches Attentatum / daran wohl vor dem noch niemand
gedacht / daß ein Graff und einer von Adel / im Namen
anderthalb Creyses / ihme die dem gesamnten Reich und
allen Ständen conjunctim zuschende Jura und Potestät
arrogiren / sich an dessen Stelle erheben und setzen / es
vertreten / dessen Defension übernehmen / es zum Reichs-
Krieg veranlassen / Frieden machen / und unerachtet / daß
zu Regensburg auß dem Reichs-Tag die materia securita-
tis & defensionis publice in förmliche Consultation kom-
men / und darinn unterschiedliche Gutachten der Kaiserl.
Majestät zugefertigt worden / dennoch ein Graff und ei-
ner von Adel sich so verweisen / und wie der Art. 2. und
3. rehet / die Defension des Reichs gegen aller Feinden
schädlichen gewaltthätigen Vor- und Einbruch zu paciren /
und auß sich zu transeriren / daß mittelst solcher Defen-
sions- und Particular-Zusammensetzung der Friede im Reich /
nach dem Münster- und Nimwegischen Tractaten erhal-
ten / die Contraventiones abgeheilt / die geschehene ge-
waltsame Invasiones, Turbationes, von dem Reich und
dessen Ständen abgewendet / und wohl auch über den be-
seehenen Attentaten zulängliche Reparation erstattet wer-
de. Es wären dieses Sachen und Jura / so vor das ge-
samnte Reich gehörten / und sehe in dem Instrumento
Pacis austrücklich / daß si bellum facerendum / tri-
buta indicenda / pax aut foedera faciendae / & alia ejus-
modi publica negotia peragenda fuerint / solches auß
keine andere Weis / nisi de comitali liberoque omnium
Imperii Statuum Suffragio & Consensu geschehen könne.
Man habe auch diese gewisse Nachricht / daß ein fremd-
der König ersucht / und mit demselben tractiert werde /
daß er mit einer Armee ins Reich komme / dem unter an-
dern Conditionen gute Quartier darin offerirt sind / und
mangelt es dem Verlaut nach / gleichsam an nichts mehr /
so die überkunft dieser fremden Völcker bisher removirt
als an den zu derer Transportierung nöthigen Geldern / um
deren Bezahlung man sich an einem und andern Ort be-
mühet.

Hey diesen sich ereygnenden über die massen weit auß-
stehenden Dingen / daraus des Königlich Reichs gänzlich
die Zerrüttung oder gänzlige Verwüstung und Ruin nicht
ahn Ursach zu besorgen / hätten Churfürstl. Durchl. zu
Brandenburg dero gehorsamsten Gesandschaft zu Re-
gensburg gnädigsten Befehl ertheilet / mit derjenigen Her-
ren Churfürsten und Fürsten Gesandten / welche die Friede-
liebende Consilia dergleichen gefährlichen / und zur Kupa-
tur oder neuem blutigen verderblichen Krieg abzielenden /
oder solche gar mit sich führenden Desseinen / vorziehen /
vertraulich auß dieser Sache zu communiciren / und dero
vernünftige Gedanken / und ihnen befallende jurai-
schende Expedientia zu vernemen / auch den Umständen
nach / wider solches höchstschädliche / dem Instrumento
Pacis / auch Juribus, Libertati & Securitati Statuum
& Imperii ungemäße Beginnen in publico zu protestiren /
die gefährliche Consequentia solchaner Bündnißen
und Vorhaben zu remonstriren / und dabey zu bezingen /
daß man in specie dem darinn indigitirten eygenwöl-
lichen Quartier-Wesen keine stat zu geben / sondern solches
als rem injustam & in Instrumento Pacis & Sanctio-
nibus Imperii / nec non Capitulatione Cæsarea expres-
se prohibitam / mit aller Macht und Hülffe / wie es dann
die Reichs / Natürliche / und Völcker-Rechte von selbst mit
sich bringen / ja gebieten / möglichst abzuwehren / auch zu-
gleich das Arbitrium Pacis & belli dem gangen Reich zu
vindicare / nicht aber einigen wenigen Ständen zu aban-
doonniren / Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg zweif-
selten keines Bezes / es würden andere wohl intentionir-
te Stände dero hiesige Gesandschaft hierinnen nachdrück-
lich secundiren / und bey einer so hoch importirender Oc-
cation und Frangente so wohl des Reichs gemeine Ruhe /
Sicherheit und Consistenz / als mithin ihre eygene Wohl-
fart und Interesse gebührend beobachten. Wohey dann
auch der von dem Türken antroehenden wirtschlich aus-
gebrochenen Gefahr nicht zu vergessen / welche das Reich
zu Stabilirung der innerlichen Vertraulichkeit und Ruhe /
nicht aber zu dergleichen Trennung und Extremitäten bil-
lich bewegen sollte.

Schließlich ominiren die sich von dem Reich und denen
Comitiis universalibus separierte Allirte / von ihren
Inten-

ANNO intendiren neuen Krieg wenig Gewinn / und Eroberung
1682. land und Leute / indem sie Art. XX. allein disponiren /
und ihre Verwahrung darauf einrichten / wie dahin zu
trachten sey / daß dasjenige restituirt werde / was etwa
einem oder dem andern / theils bey währendem neuen
Krieg / oder auch dieser Armatur haben / möchte seyn ab-
genommen worden. Wann sie den Frieden cultiviren /
behalten sie integre. was sie jezo beßsen / welches nächst-
licher und gewisser scheint / als etwas davon verlieren /
und zu sorgen / wie dessen Restitution wieder zu er-
langen.

XIX.

12. Sept. Elucidations-Recess zwischen Churfürst
Johann Georg dem Dritten / und
Adolph Herzog zu Sachsen-Weissen-
fels / über den de dato 22. Aprilis
1657ten Jahrs aufgerichteten Erb-
Vertrag bestehend. Wodurch derselbe
in ein und andern Punctis weiters
erleutert / die darüber erwachsene Du-
bia, und widrige Interpretationes er-
kläret werden. Geschehen zu Dres-
den den 12ten Septembris Anno 1682.
[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv.
Part. Spec. Continuat. II. Absas II.
pag. 646.]

C'est-à-dire,

Recess entre JEAN GEORGE III. Eleveur de
Saxe, & ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels,
sur l'Accord Héreditaire du 22. Avril 1657. par
lequel d'un consentement mutuel, ledit Accord est
éclairci en divers Points, & les Doutes survenus
à cette occasion expliqués, & résolus. A Dresde
le 12. Septembre 1682.

Die Mahnen der Heiligen Dreysaltigkeit / sey
hiermit fund und zu wissen: Demnach der
Weyland Durchleuchtige Churfürst und Herz
Johann Georg der Erste / Herzog zu
Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Rö-
mischen Reichs Erb-Marschall und Churfürst / Landgraf
in Thüringen / Marggraf zu Magdeburg / Graf zu der
Mark und Ravensberg / Herz zum Kauenstein / bey sei-
nem löblichen Hinfirt ein untern dato den 20. Julii des
1652. Jahrs aufgerichtes Testament hinterlassen / und
darinnen Dero damahligen Chur-Pringen und Erbge-
bohrnen Herrn Sohn / den auch Durchleuchtigen Fürsten
und Herrn / Herrn Johann Georgen den Andern / Fürsten
hogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heili-
gen Römischen Reichs Erb-Marschall und Churfürst-
sten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Magde-
burg / gefürsteten Grafen zu Hainberg / Grafen zu der
Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Kauenstein /
in dem ganzen Churfürstenthum und allen darzu ge-
brachten landen und Marggraffschimen / auch Graf-
und Herrschaften / so wohl allen landen und Leuten /
auch andern / so Seine Churfürstliche Durchleucht da-
mahls gehabt / oder künftig durch Gottes Segen noch-
mahls erlangen / überkommen möchten / zu ihren rech-
ten wahren Universal-Erben eingesetzt / darneben aber
auch / wie Seiner Churfürstlichen Durchleucht jüngere
drey Herren Söhne / die Hochwürdigsten / Hochwürdigsten /
Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herz Augustus
Herr Christian / und Herr Moritz / te. mit gewissen De-
putation / nullo instructionis honorabili. und nach des Ju-
ris Primogenitura, und anderer Fürstlichen Häuser Ge-
wönheit / und darinnen specificirten landes-Portionen /
abgetheilt werden / sollten / Verordnend gethan / und
aber an einem Theil Seine Churfürstliche Durchleucht
Herzog Johann Georg der Andern / davor gehalten / daß
durch diese des Herrn Vaters Disposition Ihr ein meh-
rers / als Sie / vermöge des Juris Primogenitura, auch
nach Anleitung der Provisionis Majorum, und diese

Churfürstlichen Hauses Herkommen gemäß / denen 3. jün-
geren Herren Brüdern schuldig gewesen / aufgelegt wer-
den wollen / andern Theils hochgeachteter Herren Weis-
dere Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durch-
leucht Durchleucht einige Punkte darinnen anders / als
Churfürstliche Durchleucht / auslegen wollen / auch hieraus
so wohl sonst allseith Misverständnisse zu besorgen
gewesen / So haben Churfürstliche Durchleucht bey vor-
vertheilten väterlichen Testamenten also schlechter Dinge es
beenden zu lassen / angefangen / und darauf allerseits
Churfürstliche und Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durch-
leucht Durchleucht vermöge eines untern dato den 22.
April. 1657. aufgerichteten Vertrags / so der Fremd-
Brüderliche Haupt-Vergleich genennet wird / wie es al-
lenthalben zu halten / sich Fremd-brüderlich zu verglei-
chen / vor gut befunden / bey welchem Vergleich aber nach-
gehends wahrgenommen worden / daß er hin und wieder
ziemlich dunkel / wie denn auch darneben mit der Zeit
aus demselben unterschiedliche ungleiche / und der an be-
den Theilen geführten Intention, auch denen Fundamen-
tis Domus unüberlauffende Interpretationen erwachsen
wollen / also / daß nicht allthe noch bey schreiten der
jüngsthin verstorbenen Churfürstlichen Durchleucht Her-
zog Johann Georg des Andern / löblichstigen Anwen-
dens / hieselber vielfältige Differentien sich hervor ge-
than / sondern auch der Durchleuchtigen Fürst und Herz /
Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen /
Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs
Erb-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen /
Marggraf zu Meissen / auch Ober-und Nieder-lauff /
Burggraf zu Magdeburg / Gefürsteter Graf zu Hain-
berg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby /
Herr zum Kauenstein / als iho regierender Chur-Fürst
und landes-Herr / bald beyn Antritt Seiner Churfürst-
lichen Durchleucht löblichen Regierung / solchen Vergleich
blos hin / oder ehe und bevor derselbe augensam eluci-
des / und von widrigen Interpretationibus gänzlich be-
freit / zu agnosciren Bedenken gehabt / vielmehr am
7. Jan. des abgemachten 1681. Jahrs mit einer zu
Meissen von der damahls dafelbst angestellten landtags-
Deputation biffalls eingewandten Proclamation sich noch-
durstig darwider verwahrt / dieses auch Dero Fürst-
lichen Herren Brüdern zu Weissenfels / Merseburg und
Reiz / und wart jezt besonders / darneben aber zugleich
ihre eithumliche Inclination zu jülicher Inilegung aller
dammenhero besorgenden Streitigkeit / in Schriftlichen
Freund-verständlich zu erkennen gegeben. Allweil nun
hierauf der Durchleuchtigste Fürst und Herz / Herr Jo-
hann Adolph / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und
Berg / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen /
auch Ober-und Nieder-lauff / Gefürsteter Graf zu Hain-
berg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby /
Herr zum Kauenstein / als des Herrn Administratoris
des Primat-und Erb-Erbsitzes Magdeburg / Herzogs Aug-
gust Fürstliche Durchleucht Primogenitura, und Erbge-
bohrner Herr Sohn und Successor / sich Erbtheil
mit Fremd-verständlichen Danck acceptirt / auch zu Be-
zeugung Dero gleichmäßigen Intention gegen Ihre Chur-
Fürstliche Durchleucht sich Fremd-verständlich heraus ge-
lassen / was massen Sie sich biffalls in einige Wei-
terung zu sehn nicht gemeynet / sondern vielmehr mit Ih-
ro Churfürstliche Durchleucht sich hieselber allenthalben
auf einmahl abgetheilt werden möchte / höchlich dar-
an erliegen / So haben mehr höchstverehrte Seine
Churfürstliche Durchleucht Ihre solches wohl gefallen las-
sen / und sinnewiderum Seine Fürstliche Durchleucht
aller Fremd-verständlichen liebe / Zuneigung und Affection,
auch wie Sie ihres Orts etwas / so der Willigkeit und
deren Rechten umider / hierunter nicht intendiren / noch
Seiner Fürstlichen Durchleucht das geringste / so Dersel-
ben gehörig / zu entgegen gekommen / versichert. Worauf
Ihre Chur-und Fürstliche Durchleucht Durchleucht durch
Ihre abgesonderte zu solchem Ende niedergesetzte Ge-
heimde-und andere Räthe / dieses Werk / seiner Wich-
tigkeit nach / mit allen Fleiß genau untersuchen lassen
und sich nach geglossenen reifen Rath / vor sich / Ihre
Erben und Nachkommen / folgender Gehehl verordnen:
1. Und zwar anfanglich hat sich befunden / daß / ver-
möge angezogenen untern dato den 22. April. Anno 1657.
aufgerichteten Fremd-brüderlichen Haupt-Vergleichs /
Seiner Fürstlichen Durchleucht nunmehr in GDE ru-
henden Herrn Vaters / Herzogs Augusti / postulirten
Administratoris des Primat-und Erb-Erbsitzes Magde-
burg Fürstliche Durchleucht Christumwischen Andenkens /

ANNO
1682.

ANNO
1682.

die Schloßer / Städte und Aemter Sachsenburg / Eder-
derge / Wibra / Freyburg / Sangerhausen / Langensalka /
Weissenfe / Eintrach / Heldringen / Wendelstein und
Weissenfe / benehnt der Amtschaffigen Kiererschafft /
und denen in dem Aemte Sachsenburg bezirkten Schrift-
fassen / ingliehen das Amt und Stadt Thomasbrude /
Noblingen / Laucha / Michaeln und Kindelbrut / wie nicht
weniger die in Thüringen befindlichen Kister und Stifft-
tir Weutiz / Langendorf / Weissenfe / Reinsdorf / Bern-
roda / Coloda / Kloster und Stifft Salk / Kalternborn /
Nobdach / Zingst und St. Ulrich / so viel Ihrer Chur-
fürstlichen Durchleucht Herzog Johann Georgen dem Er-
sten / Christmüßigen Andenken / daran zuständig gewe-
sen / dann ferner die vier Magdeburgischen eximitten re-
spective Herrschafften / Aemter und Städte / Querfurt /
Güterbock / Dahma und Burg / erldichen zukommen.

2. Dieses alles nun verläßt seiner Fürstlichen
Durchleucht und zwar / wie es Derelben in GdA zu-
behalten Herr Vater / inhalet des Freund-brüderlichen
Haupt-Vergleichs / übernommen / und in nachfolgenden
erläutert / mit der angeführten fernern Erklärung / daß
nach demselben Ihrer Fürstlichen Durchleucht die zu dem
Chur-Haus gehörige lehen-Briefe / Schrifften /
Acta und Documenta / so weit Sie daran interessirt /
zu Dero Bedürfnis jedesmal aus dem Churfürstlichen
Archivo communiciret / und auf Begehren Copien in
beglaubter Form davon erteilt werden sollen. Inson-
derheit und nachdem die höchstselige Churfürstliche
Durchleucht Herzog Johann Georg der Andere / das
gehabte Jus Superioritatis und Reservata über die so ge-
nannte vier Magdeburgischen eximitten respective Herr-
schafften / Aemter und Städte / Querfurt / Güterbock /
Dahma und Burg / wie ingliehen über die drey Herr-
schafften / Aemter / Heldringen / Wendelstein und
Eintrachbach / vermöge eines unter dato Leipzig den 17.
Febr. 1663. aufgerichteten Vertrags / resigniret / solche
Dere hierauf in formam et statum eines absonderlichen
Fürstenthums gesetzt worden / So hat es darbey / wie
auch bey dem disfalls zu Torgau untern dato den 12.
Maji 1681. aufgerichteten Vergleich / nochmahls sein Be-
wehen. Und wiewohl Ihre Churfürstliche Durchleucht
unter dero Willkühr / so Ihre Fürstliche Durchleucht zu-
ständig / bloß die Jagten in denen Aemtern / und nicht
auf denen Schriftschaffigen Gütern / verstanden / so ist
es doch auf geprüfete Handlung dahin verglichen worden /
daß auch auf solchen Ihrer Fürstlichen Durchleucht
dieselben erldich und vererbt verbleiben sollen / daß keine
neue Schöze gemacht / denen Schriftschaffigen / welchen
die Hohe-Wild-oder Nieder-Jagten zugesöhrt / hierdurch
kein Entzug geschöhen / auch da hierüber einige Streitig-
keiten entstanden / dieselben vor Churfürstliche Durchleucht
ausgetragen werden sollen.

3. Ebenfalls sollen Ihre Fürstliche Durchleucht an
allen von Könighen Käysern / Königen und sonst ver-
schriebenen lehen- und andern Anwartsungen / ingliehen
an denen Gold-Bergwerken / so sich deren in diesem
Churfürstenthum / Stifften und länden durch Gottes
Segen ereignen möchten / so wohl an denen Jülichischen /
Preussischen / Pommerischen und Brandenburgischen Sachen /
vermöge mehrertheilten Freund-brüderlichen Haupt-
Vergleichs / ihren Antheil und Rechte haben und behalten.

4. Gleichwie aber im Thüringischen Ihrer Fürstlichen
Durchleucht ein mehrers / als in vorhergehenden N. 1.
specificiret / nicht zusetzt / Also verbleiben Ihre Chur-
fürstlichen Durchleucht alle darinnen befindliche Ballen /
Compturreyen / sammt deren Perennitäten / alle und jede
Grafen / Herren / auch Graf- und Herrschafften / so wohl
Schriftschaffige Kiererschafft / ingliehen alle Schriftschaffige
Dere / wie nicht weniger die so genannten neuen Schrift-
fassen in denen Aemtern Weissenfe und Freyburg /
welche / bey Churfürst Johann Georgen des Ersten /
Christmüßigen Andenken / Absterben / die Schriftschaffig-
keit allbereit gehabt / benehnt denen ihnen vererbt
Dörffern / so entweder auf Schriftschaffigkeit ausdrücklich
gesetzt / oder solche sonst zu Recht beländig herbeacht /
sammt deren Zugehörungen / (welcher allerseits haben es
sonderlich bey angezeigten zu Torgau am 12. Maji 1681.
aufgerichteten Vertrag nochmahls bewendet /) wie auch
das Amt und Dörffrey Treßfurth / Schul-Porta / sammt
denen darzu gehörigen Dörffschafften / die Stadt Tenn-
stadt / ingliehen die Treßfurth / Dörffschaffigkeit bey denen
Städten Erfurt / Mühl und Nordhausen / die peinliche
Gerichts-Dozenten in gedachter Stadt Nordhausen / die
Gleits-Gewaltigkeit vor S. Johann und Andreas Thore
bey der Stadt Erfurt / und die Catholische Geistlich-
keit in Erfurt / so weit solche in dem Thüringischen

Creppfe begreifen / beneben denenjenigen / was Ihr in ANNO
der Graffschafft Mansfeld und in Thüringen / inhalet
der zwischen Churfürst Augusto und dem Stifft Halden-
stadt Montags nach Severi den 26. Octobr. 1573.
aufgerichteten Beschelschreibungen / und mit dem Erst-
Stifft und dem Capital zu Magdeburg ergangenen Per-
mutation-Abshieds / de dato den 1. Jan. 1579. und
sonsten in gedachter Graffschafft Mansfeld gebühret /
So viel aber die Dörffter Kierstadt / Nieder-Lopffstadt /
den Comptur-Hof zu Weissenfe / den Mörungischen
Kierst / oder das Haus zu Sangerhausen / Valentin
Michael von Hausen Kierst / oder Wohnhaus zu
Schönstadt / das hiebvorn Garmannische / 1680 Heinrich
Christoph von Hopfgarten Gut zu Großen-Genen /
das Gut und Dorf Ober-Neussen / die Wüstungen
Wicht und Rünchhausen / wie auch Schönwerda betriffet /
(dessen letztern halber es doch bey denen disfalls ergan-
genen Urtheilen / wie auch wegen Nieder-Lopffstadt bey
der hiebvor beliebten und angeordneten Communion ver-
bleibet /) wird solches alles auf weiters Vernehmen aus-
gestellt / und inmindest bis zur Erörterung in vorigen
Stande / auch der Steuer wegen / auf Watz und Wei-
se / wie unten bey N. 1. mehrers enthalten /
gelassen.

5. Jedoch sollen bey denen Dörffschafften / so hiebvorn
zu denen Ihre Fürstlichen Durchleucht zuständigen Aem-
tern gehözig gewesen / und davon veräußert worden / alle
bey vorgegangener Alienation und Vererbung ermelbten
Aemtern vorbehaltene Jura / worunter aber das Jus
Superioritatis in keinerley wege zu verstehen / nochmahls
verbleiben / Auch da in Thüringen an dero Schriftschaff-
igen Kiererschafft ein oder ander lehen-Gut über kurz
oder lang / durch Absterben des letzten Besizers ohne
eheliche leibes-lebens-Erben / oder Wit-belehnten / apert-
und Ihre Churfürstlichen Durchleucht heimfällig wider-
wollen dieselbe / inhalet des obberührten / Freund-brü-
derlichen Vergleichs / Ihre Fürstlichen Durchleucht und
Ihren leibes-lebens-Erben solche verldiche lehen-Güter
in dem Stande / wie sie sich alsdenn befinden / eigen
und lehen / doch daß Sie sich keines lehen annahm /
es sey denn / auf erldichte warhafte Apertur / Ihre die
Polleis gegeben / oder das Gut in lehen gereicht / oder
auch / da die Apertur zweifelschaffig / und sich ein Contra-
dictor angebe / darüber denen lehen-Rechten gemäß or-
dentlich erkennet. Es sollen aber Churfürstliche Durch-
leucht ante aperturam die Hände nicht gebunden seyn /
Consensu zu erhalten / in die Alienationes der lehen-Gü-
ter / und bey Behandlung derselben / in Benennung neuer
Wit-belehnten zu vernünftigen / außer wenn ein lehen auf
den letzten Pollestore bestünde / da Ihre Churfürstliche
Durchleucht Ihre doch gleichwohl in die leibgedinge und
Erebstungen / wie auch zu Befreyung des lehen
aufgenommene Schulden zu contentiren / allerdings vor-
behalten / wie Ihre dem auch alle andere Rechte / so dero-
selben Dorfahnen gehabt / ohne Eintrag sich zu gebrauch-
in alle Wege frey und offen verbleiben / und soll hiemit
keine Aboluta / vielweniger simultanea Investitura gemei-
net / dieses auch bloß auf der Schriftschaffigen Kier-
schafft Güter / nicht aber auf Graf- und Herrschafften /
Ballen und Compturreyen verstanden / noch hierdurch
der Kiererschafft an ihren habenden Privilegiis und Ge-
rechtigkeiten / insonderheit / wo bey einer Familie gewisse
Pacta gentilitia verhanden / oder von Herzog Johann Ge-
orgen des Ersten / Churfürstliche Durchleucht / und dero
Dorfahnen / einem ganzen Geschlecht / oder absonderlichen
Personen gnädigste Concessiones super Facultate testan-
di de Feudis / vel de iisdem inter vivos disponendi /
oder eine Expectanz auf ein Schriftschaffiges Kier-Gut
erteilt worden / daran kein Eintrag geschöhen / sondern
dieselben allerdings und allenthalben in ihrem Vigore /
Kräften und Würden verbleiben / Da auch ein lehen-
Fall an Ihre Fürstliche Durchleucht oder deroelben
Successores käme / sollen dieselben von dem angefs
lenen lehen die schuldige Kier-Dienste zu lasten / die
lehen auf gehörige Fälle zu suchen / und alles andere /
was vorige Besizer davon zu thun schuldig gewesen /
unverzüglich zu präctiren / insonderheit die verordnete
Schulden / schuldige Unterpfände / Auslösung der
Dörffere / leib-Gedinge / und andere Onere Feudalia zu
agnosciren / und hietinnen niemanden gefähren zu lassen /
verbunden seyn.

6. Hiernächst soll diese Freund-brüderliche Vergleichung
Ihre Fürstlichen Durchleucht Aemtern / Städten und
übrigen Orten / wie auch der darunter begriffenen Aem-
ter und Schriftschaffigen Kiererschafft nicht weniger / als den
neuen Churfürstlichen Vasallen und Unterthanen / an ihren
D 2

ANNO
1682.

ANNO
1682.

erlangen Privilegiis, Immunitäten / Reverſalien / Leben / geſamter Land / Ammann / Ächten und Gerechtigkeiten / auch rechtlichen Geſchäften unſchädlichen ſeyn / und ein Jeder deſſelben darbey geruhig geſtaſſen werden / auch ein Jedr gegen den andern ſich ſeiner Beſetzung / Grade / Her-Güter / Weyß-Gelder / des Brauens / Malles / Schenkens / Handels / Handwerck / Zelte / Mäcker / Jagten / Hüchmann / Erſſen in Hölern / Fäden und Auen / wie ſie ſelches in Juten Harkos Johann Georg das Erſten Churfürſtliche Durchleucht Abſterben / oder auch nach der Zeit rechtmäßig und beſandt hergebracht / noch nachis unſchwerlich gebrauchten. Und gleichwie vornehmlich wider die wahre / in Gottes Wort geſchriebte Religion, welche in dieſen Länden / durch ſonderbare Göttliche Güte und Gnade / biß dato rein und lauter erhalten worden / Biende des Unabtrüßlichen Judent-Schlusſes ohne dem einige Aenderung nicht vorzunehmen / ſondern vielmehr die Unterthanen von Seiner Churfürſtlichen Durchleucht und Dero Poſterität darbey zu ſchützen ; Alſo erklären auch Ihre Churfürſtliche Durchleucht und Fürſtliche Durchleucht vor Jhro Perſonen und Nachkommen ſich ſeiner hiemit / daß Sie ebenmäßig ihres Theils bey ſolcher wahren Chriſtlichen Religion, wie ſelbe in Gottes Wort / denen Prophetiſchen / Apoſtoliſchen Schriften / gegründet / auch in der ungewanderten Augspurgiſchen Confellion, Apologia, Schmalkaldiſchen Articulen / groſſen und kleinen Catechiſmo Lutheri und Formula Concordiae verfaßt / biß an Derſelben Lebens-Schlus / feſte beharren / weniger einiges / auch nur Privat Exerciien einer widrigen Religion ſich annahm wollen.

7. Ferner behalten Ihre Churfürſtliche Durchleucht die Juriſdiction / der Unterthanen Folge / vernünftl eines Mediat-Auſſchutts / und was beſchweben / wie auch in dem Punct der Land-Tage-Derwilligungen / bey Jure Belli & Pacis, und ſonſt mit mehreren in nachfolgenden verglichen worden / bevor / wie dem gleichfalls Ihre Fürſtlichen Durchleucht Kämter / Städte und übrige Unterthanen alle andere Praeſtationes, wormit Seiner Churfürſtlichen Durchleucht wie auch dem Lande und inſonderheit denen piſ causis ſie beſtändig verhaſſet / noch nachis unumwieglich zu leiſten haben. Und ſollen dieſem nach auch die Beſolungen der Profeſſorum auff denen Univerſitäten / Leipzig und Wittenberg / Stipendia, Legata und andere Eiſtungen von die Communitäten / Land-Schulen / Pfarr-Büden oder ſonſten ad piſ causas, und was mehr von einem und dem andern der von langen Zeiten her abzuſtanden geweſen / bey dem Perſonum bleiben / die Intraden dazu aus den Kämtern / Klöſtern / und andern Büchern / worauf ſie haſſen / ſamt denen aufgeſchwoollen Reſen / richtig abgeſchrieben werden / in ſpecie ſollen die in das Amt langen-Salga gehörige Dorfſchafft Flackheim und Groſſen-Getzeren / nebeſt denen Dörgeyen / das Churfürſtliche Sächſiſche Kinde in Haynich / die Landwehre genannt / und das Grenz-Hauß / wieder in guten tüchtigen Stand zu ſetzen / und ſelbige hinführo darinnen zu erhalten / die beſchäftigten Dienſte / worzu ſie von Alters her verbunden ſeyn / leiſten. Es wollen auch Ihre Fürſtliche Durchleucht die Reichs- und Creyß-Anlagen / Römerr-Züge / und was zur Kämmer-Gerechts-Unterhaltung nöthig / daſern kurz von der Landſchafft die Nothdurft nicht abſonderlich bewilliget wird / pro rata tragen / wegen der Geſandſchafft-Speien aber verleiſet es bey dem / was Anno 1663. den 17. Febr. zu Leipzig verglichen worden ; Gleichfalls wollen Seine Fürſtliche Durchleucht die unbezahlten Kaufsgelder / und andere Capitalia, ſo aus einem oder dem andern Amte / Kloſter / Eiſtze und Gütern / inſonderheit auff denen Kämtern / Heilbrungen / Ettindenbach und Wendelſtein / amoch unabgeführt ſeyn / ohne Zuthunung Ihrer Churfürſtlichen Durchleucht / abtragen / die darüber ausgeſtellte Churfürſtliche Briefſe und Siegel einlöſen / und in die Churfürſtliche Kämmer-Cammer einliefern / vornehmlich auch die Wendelſteinſche Communion mit denen Wölſchliſchen und Heſſerſchen Erben nach Möglichkeit förderlich zu Ende bringen / und die Interſellenen / ſo weit ſolches nicht bereits geſchehen / beſriedigen / ſo wohl denen Beſchwerungen / wegen der Schule Roſleben / helffen. Nachdem auch erinnert worden, daß von dem Amte Heilbrungen die Steuern zur Graſſchafft Mannſelbe Churfürſtlich-Sächſiſcher Hebrat zu entrichten / und dißfalls an Nachs- und Creyß-Steuren / Cammer-Gerechts-Zielen / Contributionen / March- und Einquartierung-Köſten / ein groſſer Rückſtand aufzuſtaffen ; Fernr das Weinfauſche Holz / welches Ihre Fürſtliche Durchleucht vorſio in Weß und Ge-

brauch haben / Seiner Churfürſtlichen Durchleucht zuſtändig / an Seiten Ihre Fürſtliche Durchleucht aber / daß es an nothdürftiger Information mangel / vorgeſchickt worden ; So wollen Ihre Chur- und Fürſtliche Durchleucht Durchleucht ſo wohl beſchreiben / als derer Jhro Churfürſtlichen Durchleucht höchſtſeligen Herrn Vaters Churfürſtliche Durchleucht in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich vorbehaltenen alten Reſta halber / ſo wohl und was die Churfürſtliche Kämmer-Cammer an Ihre Fürſtliche Durchleucht und dero Kämter / inſieglein an Dero Beamte und Einnemere / derer biß zur Tradition der von Monat Majo 1657. reſervirten Rechnungen und Reſta halber / ſo wohl in denen Städten wegen der biß Anno 1650. bewilligten Soldaten-Contribution, auch anderer Orten präſentirt / auf das förderlichſte geſchickte Deputierte niederſetzen / welche es genau unterſuchen / nach Beſinden Berechnungen vornehmen / und in Rich-tigkeit bringen ſollen.

8. Behalten Ihre Churfürſtliche Durchleucht noch nachis in denen obbeſtanden No. 1. vergiehungten Kämtern / Städten und übrigen Orten / (ausgenommen das Fürſtenthum Querfurt / und darzu geſchlagene Herrſchaf ten und Kämter Heilbrungen / Wendelſtein und Ettindenbach / welches / wie aberer erwöhnt / in ſeinem Zuſtand geſtaſſen wird) das Jus ſublime Territorii & Superioritatis, ſamt allen daven dependierenden Beſugniffen / Rechten und Gerechtigkeiten / ſo wohl in Eccleſiaſticis, als Secularibus. Jedoch verbleiben Ihre Fürſtlichen Durchleucht die dererſelben / vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / zukommende Landes-Fürſtliche Jura, ſo in demſelben und folgenden kläglich enthalten / ſpecificirt / auch weiter erklährt und erleutert / worunter aber das Jus moratoria & veniam ſtatui concedendi, welcher halber biß anhero abſonderlich geſchickte werden wollen / nicht mit begriffen. Geſalt dann in deſſen Betrachtung / und damit Ihre Churfürſtliche Durchleucht dieſer Reſervaten und Jurium halber genigam verſichert ſeyn mögen / zugleich abgehandelt und beſchloſſen worden / daß nicht allein vorſio Ihre Churfürſtliche Durchleucht und künfftig Dero Nachkommen in der Regierung / ſo oft ein Fall und Veranlaſſung / welches doch Gott auf viel lange Jahr verſchütten wolte / ſich begiebet / Seiner Fürſtlichen Durchleucht erheben ſämtliche Vaſallen und Unterthanen / nach der zu Ende dieſes Vergleichs ſub lit. A. beſchriebenen Maß und Weiſe / auch bezüglichen Eides-Nout, die Erbhuldigung abſonderlich leiſten / ſondern auch hinführo / bey Aufnehmung neuer Vaſallen und Unterthanen in denen Kämtern / Städten und ſonſten / dieſelben nach der Nout ſub lit. B. in Pflicht genommen werden ſollen / jedoch ſie in übrigen dieſe Huldigung und Pflichtenleiſtung Ihre Fürſtlichen Durchleucht hohen Reſpect, auch der unterthanigſten Treue und Gehorſam / wormit dererſelben die Unterthanen verbunden / ganz unumgänglich.

9. Was dieſem nach die Jura Superioritatis in Eccleſiaſticis anlanget / behalten Seine Churfürſtliche Durchleucht in oberzehlten Kämtern / Städten und übrigen Orten / jedoch unſchädlich derer Ihrer Fürſtlichen Durchleucht nach vorhergehenden 5. und aus dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich dißfalls gehöriger und in folgenden ſpecificirt und erleuterten Jurium, das Jus Episcopale. Und wie in Ihrer Fürſtlichen Durchleucht Landes-Portion in Schul- und Kirchen-Sachen / auch in Adiaſphoris nichts zu verändern ; Alſo ſollen Ihre Churfürſtliche Durchleucht und Dero Nachkommen an der Chur / zu Erhaltung derer dißfalls und ſonſten / als Capiti Familiae, geſchützten Reſpects, bey allen darinnen beſindlichen Kirchen / nach der verglichenen ſub lit. C. bezüglichen Nout, mit ausgedrückten Mahnen / in das gemeine Kirchen-Gebeth eingekloſſen / auch wenn ein Churfürſt / nach Gottes heiligen Willen / dieſe Zeitſtelle geſegnet / und dannhero ein allgemeines Land-Præſent anzuordnen nöthig / ſolches in ſich beſchriebter Ihre Fürſtlichen Durchleucht Landes-Portion, nach beſchriebener Notification, auff dererſelben oder Dero Nachkommen Zuſtügungen / die ganze Zeit über / da es von denen Churfürſtlichen Unterthanen gehalten wird / ebenſalls gehalten werden.

10. Kraft dieſes Jhri Episcopalis ſiehet auch Ihre Churfürſtlichen Durchleucht alleine in Synodos und Viſitationes generales auszuſchreiben / Feſt-Weß- und Weiſe auch Feſt-Zage / Veränderungen der Kirchen-Gebethe / durch das ganze Land anzuordnen / wie auch das Jus diſpenſandi in gradibus prohibitis, die Confernung derer in die zeitigſtliche und Wittenbergiſche Supendient-Caſſa gehörigen Supendia / dann die Inſpection und

ANNO
1682.

ANNO 1682. Direction über solche Casen; Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht was aus Ihren Römern dahin zu entrichten / oberhöher massen / zu rechter Zeit behörig abgeben / so wohl die bisz andern aufgelaufene Reika abtragen lassen. Und damit wir diesen Juribus, wie es hiernier zu halten / hinführo keine Beschwerlichkeit sich ereigen möge / hat man sich hiebier / wie hernach beschreiben / vereinigt.

11. Wenn diesem nach vor gut befinden wird / eine General-Visitation anzuordnen / soll mit Ihre Fürstlichen Durchleucht daraus zung communicirer / Nides auff einem allgemainen Landtag vorgetragen / darbey die Instructiones, und wie die hierzu erforderen Untosen aufzubringen / verglichen / so dann das Aufschreiben / in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / aus dem Churfürstlichen Kirchen-Rathe angefertigt / die Expectation selbst von Seiner Churfürstlichen Durchleucht hierzu Dep-arten vorgenommen / und nachdem es der Zustand erheischt / eingerichtet / die darbey benötigten Verordnungen in Ihre Churfürstlichen Durchleucht und Fürstlichen Durchleucht Nahmen abgesasset / auch so dann die gehaltenen Protocolla und Acta, worvon durch Seine Fürstliche Durchleucht / so oft Sie deren benötigt / die Communication nicht zu verlagen / bey ernennten Churfürstlichen Kirchen-Rathe eingesendet und verwaltschaft begehlet / von daraus das General-Visitation-Deccret, wenn man ebenfalls auf einem allgemainen Landtage sich hiebier vereinigt in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / auf Rath und Weis / wie unten No. 15. von Publication der übrigen Landes-Ordnungen verglichen / publiciret werden; Jedoch sollen Ihre Fürstliche Durchleucht Räte oder Deputirte zu diesen Visitationen in dero Landes-Portion jedesmal dergestalt gegen werden / daß Sie denselben mit bewohnen / auch da in einem und dem andern Gebrechen vorsehen / solche anzeigen / hieburch deren Abstellung befördern / so wohl sonst nöthige und Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen erspöndliche Erinnerungen thun mögen.

12. Wann also Rath- und Werth-Tage / ingleichen Land- und andere Feste / auch Veränderungen der Kirchen-Gebäude / durch das ganze Land anzuordnen / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht Seiner Fürstlichen Durchleucht zeitig hiervon Nachricht ertheilen / und das Aufschreiben communiciren / welche ferner vermittelst des leipziger Consistorii an dero Superintendenten bey den übrigen die Gelüste / nach der Notul sub lit. D. verfügen wollen / und soll es jedesmal bey dem von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht gestellten Tage allerdings verbleiben / und an dessen statt kein anderer substituirt werden.

13. Betreffende das Jus dispensandi, soll es also damit gehalten werden / daß / wenn Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen Dispensation in gradibus prohibitis zu suchen gemeinet / dieselben bey dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dresden sich deswegen gebührend anmelden / und da diesel nach reifer der Sachen Überlegung / die Dispensation verwilliget / soll Er solches Ihre Fürstlichen Durchleucht nach der beigefügten Notul sub lit. E. gebührend eröffnen / welche denn deshalber entweder immediat oder durch das Consistorium zu leipzig an den Superintendenten / unter dessen Inspection die Personen / so die Dispensation erhalten / gesehen / fernere Verordnung zu ertheilen haben. Erlage sich aber zu / daß ohne des Churfürstlichen Kirchen-Raths und Ober-Consistorii Vorwissen / Heurathen der in verwobenen Grad einander verwandten Personen vollzogen werden wolten / soll das Consistorium zu leipzig solches bey dem Pfarer oder Superintendenten / dessen Inspection ermeldte Personen untergeben / in Ihre Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Nahmen inhibiren / und da dessen ungeachtet / oder unerwartet der Inhibition, mit der Copulation verfahren würde / berührten Superintendenten oder Pfarer mit der Remotion oder sonst gebührend bestraffen; Extra casum dero Heurathen in verwobenen Grad, mögen Ihre Fürstliche Durchleucht des Jus dispensandi sich selbst gebrauchen / doch daß Sie solches anders nicht / als inuicem des Consistorii zu leipzig exerciren.

14. Die übrigen Actus Juris Episcopalis, von denen im Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich und diesem Recces etwas Gewisses ausdrücklich nicht versehen / und welche das Consistorium zu leipzig bisz andern nicht in Übung gehabt / verbleiben dem Churfürstlichen Kirchen-Rath alleine / welcher denn deswegen in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Nahmen an das Consistorium zu leipzig Verfügung zu thun / dieses aber in Ihre Chur-

fürstlich- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Nahmen ferner zu verordnen hane. Sonsten aber behalten Ihre Fürstliche Durchleucht das Jus Patronatus, wo Sie solches hergebracht / so hat auch dieselbe das Jus vocandi Doctores Ecclesiasticos und Superintendentes, eosdem subeundi & visitandi, so wohl Local-Synodos, der Kirchen-Ordnung gemäß / durch berührte dero Superintendenten anzustellen. Dann ferner ist Sie wegen Erhaltung der Gottes-Hästen und Hospitalien / richtiger Auszahlung der Stipendiorum, welche von dero Aemtern und Städten abzulassen / und nicht in dero Universitäten Stipendiaten-Cassen gehörig / wie auch der Provision der Pfarer-Büchen halber / durch Dero zur Regierung verordnete Räte / mit Zuziehung Geistlicher Personen / Verordnung zu thun berechtigt / doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht an besagter Regierung ein mehrers / als icht benennet / nicht vor sich zu ziehen / Verfügung thun / dem leipziger Consistorio aber steht hiebinnen / wegen der Kirchen Einkommen / und dessen Verschaffenheit nachzuforschen / und Anordnung zu machen / frey / und sollen alle Superintendenten und Pastores, auch andere Kirchen- und Schul-Diener so wohl / als die übrigen Priester / zuvörderst bey gedachtem Consistorio examiniret und confirmiret / auch auf die Churfürstliche Geistliche reservirten Jura und diesen Vergleich nach dessen Notul sub lit. F. & G. mit verpflichtet werden / ehe und bevor sie dergleichen Confirmationes erhalten / seyn sie ihr Amt anzutreten nicht befugt.

15. Alle und jede Cause Ecclesiastica, so sich zwischen Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen enthalten / in dero Aemtern und Städten und anderen Orten vorkommen / sollen nützens als vor dem Consistorio zu leipzig tractiret / und dergestalt durch solches die Jurisdiction Ecclesiastica alleine exerciret / denselben auch der harte Lauff gelassen werden / und weder durch Rescripta, noch sonst / einiger Inhalt geschehen; gefalt dann Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung / wenn etwas / so cognitionis Ecclesiasticae ist / an sie gebracht worden / selbigen alsbald an einelches Consistorium zu verweisen hat.

16. Dieses leipziger Consistorium soll / vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / in der Gemeinschaft bleiben / jedesmal zum wenigsten mit vier gewissenhaften / gelehrten und geschickten Männern / als zweyen Theologis und zwey Doctoribus juris, worzu bey jeder begehenden Vacanz das Collegium drey tüchtige und gnugsam-qualificirte Subjecta zu denominiren hat / befehlet / dieselben mit dem Juramento Religionis belegen / Ihre Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht wie auch beedeits Nachkommen / pflichtbar gemacht / und dahin adstringirt werden / daß sie ihres Amtes jederzeit getreulich warten / auch da deswegen von Ihre Fürstlichen Durchleucht in denen das Unterthanen angehören / vor ihnen anhängen / oder sonst vor Sie gehörigen Sachen Beschl erzeuge / solchen gebührend in acht nehmen / Ihre Urtheil / Abschiede und Anordnungen in göstlichen und weltlichen Rechten / insonderheit auch denen Landes- und Kirchen-Ordnungen / so wohl ziemlichen Gewohnheiten / gründen / die ihnen vorkommende Sachen schleunig expediren / und männiglich unparteyische Lustig widerfahren lassen; In übrigen verbleibe es / so viel Ihre Chur- und Fürstliche Durchleucht betrifft / bey der Verfassung solches Consistorii, wie Sie in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich beehet / nachmahle allenthalben / es soll auch darbey / so bald Ihre Churfürstliche Durchleucht mit Dero Herren Räten zu Vorsehung und Reich Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durchleucht sich eines Gewissens verglichen / eine Visitation mit Zuziehung Ihrer Fürstlichen Durchleucht Deputirten angestellet / und denselben eine nach isigen Zustand eingerichte Instruction von Ihre Churfürstlichen Durchleucht auch Fürstlichen Durchleucht ausgefertigt und ertheilet werden; Und sollen die Verordnungen an Ihre Fürstlichen Durchleucht Superintendenten und Pfarern / auch Aemter / Städte und übrige Orthe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Nahmen alleine ergehen. Gleichgefaht verbleibe es wegen der Universität zu leipzig / mit Vorbehalt der Proccuration gegen die übrigen Fürstlichen Herren Räten / bey dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich und gegenwärtigen Zustand / jedoch behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht die Regalien und Jurisdiction darüber / ingleichen über den Statum Academicum, wie auch quoad disciplinam die Disposition und Direction alleine; wenn aber neue Leges und Statuta, so die Verfassung an sich selbst angehen / nöthig wären / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht zuvörderst mit Ihre Fürstlichen Durchleucht hiervon communiciren / auch wenn man sich hiebier

ANNO 1682.

ANNO eines Gewissen vereinigt; solche Leges zugleich in Ihrer
1682. Fürstlichen Durchleucht Nahmen mit publiciren lassen.

17. Die Wehmäßigkeit über die in Ihre Fürstlichen Durchleucht Aemtern und Städten; oder andern Orten; befindliche Geistliche Personen; soll durch das kaiserliche Consistorium alleine ausgeübt werden/ Sie auch in personibus nirgend anders / als daselbst zu sehen / oder Rede zu leiden / schuldig seyn/ da Sie aber ein Verbrechen / so die Inquisition nach sich zieht / begangen hätten / soll ermeldtes Consistorium solche Inquisition wider sie anordnen / und durch einen Beamten / oder andern Gerichts-Herrn Ihre Fürstlichen Durchleucht verfahren lassen. Wann nun rechtliche Erfindung eingeholt / und etwas Rechtliches erkannt würde / soll Ihre Fürstlichen Durchleucht das Consistorium es so fort bezeichnen / und so dann von Derselben / wie im Process seiner zu verfahren / verordnet werden.

18. Derer Superintendentes / Pastoren / Pfarrern / Schulbedienten und anderer Geistlichen Verordneten Remotiones, Suspensiones, und geringere Straffen / hat das Consistorium zu Leipzig solche zu vollstrecken.

19. Wenn Geistliche Personen jemand von Ihre Fürstlichen Durchleucht unterthan einbelangen wollen/ sollen sie ihre Klage / nach Gelegenheit der Sachen und der Belagten / vor dem Amtschreibern / Räthen in Städten und übrigen Gerichts-Herrn in der Fürstlichen Regierung oder in dem gesamten Ober-Hof-Gerichte zu Leipzig anstellen / wie sie denn auch in actionibus realis vor der Obrigkeit / worunter das Schick guth / deswegen gelaget wird / gehen / zu stehen schuldig seyn.

20. Da in denen Sachen / so vor dem kaiserlichen Consistorio anhängig / die Parteyen durch dessen Urtheil und Abschiede oder Verordnungen gravirt wurden/ soll dem beschwerten Theil/ davon an Seine Churfürstliche Durchleucht zu appelliren / nachgelassen / auch dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dresden / ob gleich an denselben die Appellationes nicht ergehen / und also extracausam Appellationis nach Befindung Bericht zu erfordern / und im Nahmen Seiner Churfürstlichen Durchleucht Anordnung zu machen / undenommen seyn/ jedoch/ daß wenn dergleichen Anordnungen das ganze Land und dergleiche auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht unterthanen betreffen / mit Derselben zuverderst hieraus communicirt werden.

21. Wenn bey dem kaiserlichen Consistorio eine gewisse Schuld ausgelegt / und von denselben Executores an Ihrer Fürstlichen Durchleucht Aemter / Räte und Städte / oder andere Gerichts-Herren ertheilt werden/ sollen dieselben / bey Straffe der säumigen Executores / die Execution zu verrichten schuldig seyn / die Hilffs-Vollstreckung auch weder durch Recepta, noch in andere Wege geschehen werden.

22. Wiewohl auch in dem oft angezogenen Freundsbrüderlichen Haupt-Vergleich unter anderen enthalten/ daß wenn die damals pacificirenden Churfürstliche Herren Gebrüdere befinden möchten / daß durch die Gemeinschaft des kaiserlichen Consistorii / der kaiserliche Christliche Zweck nicht zu erreichen seyn wolte/ denselben das auch dem Väterlichen Testament erlangte und sonst habende Recht ausdrücklich reservirt / und vorbehalten seyn solte / und man nach Überlegung der Umständen ermesse / daß hiedurch die gestörte Intention zu erhalten / So erklären Ihre Fürstliche Durchleucht sich hiermit / daß Sie einige Trennung von viel besagten Consistorio, oder ein absonderlich Geistlich Gerichte zu formiren / weiter nicht begehren / sondern es allenthalben in dem Stande / wie es in vorhergehenden abgeredet / lassen wollen / gestalt Ihre Churfürstliche Durchleucht auch ein anders weder des Heiligen Römischen Reichs Herkommen/ Religion und Propheten-Frieden / weder denen landes-Verfassungen gemäß erachten / und dahero nicht einräumen noch gestatten können / hingegen Ihre Fürstliche Durchleucht und dero Nachkommen bey dem / was dergleiche abgehandelt und verglichen / unverändert und unbeeinträchtigt jederzeit billig zu lassen.

23. So viel die Secularia betrifft / haben zuverderst Ihre Churfürstliche Durchleucht alleine die sämtliche landes- / worunter auch die Ihre Fürstlichen Durchleucht unterthänige Aemter / Städte und übrige Orte in Thüringen begriffen / bey dem Reiche zu vertreten / Das Jus mittendi Legatos, Räte-Corps-Probation- und Deputation-Tage / so wohl alle andere dergleichen Convente zu besuchen und zu beschicken / darüber verleiht derselben das Jus Belli & Pacis, wie durch das ganze Land / also auch in ist bemelter Seiner Fürstlichen Durchleucht zu-

ständig Portion, nebst denen dazzu gehörigen Wäld- ANNO
1682. nissen / Werdungen / Sammel- und Mühlplätzen / Einquartierung / Bestimmung / Collecten / Contributionen / Zuverfügung / Unterhaltung / Abhandlung der Soldatesca, jedoch alles nach Proportion und Billigkeit / Ingleichen das Aufgeboth an Räte- und Mannschaften / zu Musterungen / Feld-Zügen / oder in Vertheilung zu seyn / alleine nur daß dieses Aufgeboth mediata vernehet / die Emquartierung zu rechter Zeit notificirt / die oberwehnte Proportion möglichst inacht genommen / und zu Vertheilung billigmäßiger und richtiger Einlogirung des Seiner Fürstlichen Durchleucht landes-Portion in Thüringen zukommenden Contingents, nebst denen daselbst befindlichen von Churfürstlicher Durchleucht verordneten landes- und anderen Commisariis / mit Vorbehalt der Direction und Disposition, auch die Fürstliche Commisarii und Beamte admittirt / und die ausgelassenen Ordnonanzen / so wohl der Disciplin, als sonst / jedesmahl beobachtet werden. Wenn Seine Churfürstliche Durchleucht auff ergangene Reichs- und Corps-Schlüsse / sich in Krieges-Verfassungen stellen wollen / bleibet solches in dero Disposition, nach denen Reichs-Satzungen / Erb-Verbrüderungen / und Erb-Vereinigung / doch daß es einer getreuen Landtschaft auff einem allgemeinen landes- und Ausschuss-Tage proponirt / und über dem Modo, die hierzu bedürffende Mittel aufzuführen / deliberirt / auch damit, wie sonst bey landigen abgeredet / gehalten werden; Dagegen aber Seine Churfürstliche Durchleucht sich vor sich selbst in eine Verfassung zu stellen genöthigt werden / soll zuvor mit Ihre Fürstlichen Durchleucht communicirt / auff einem allgemeinen landes- oder Ausschuss-Tage die Ursachen proponirt / und wie ebemäßig zu dem Bedürfnis zu gelangen / berathschlaget / auch im übrigen dem Verdrüßlichen Haupt-Vergleich / so weit es nur practisch / nachgeleget werden; In unvernünftigen und geschwinen Überfällen aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht der ihr zukommenden Mannschaft und Folge sich gebrauchen / jedoch daß dieses alsbald Ihre Churfürstlichen Durchleucht berichtet / und dero habenden Juri Belli nicht zu nahe getreten werde. Da auch eine Aufforderung geschieht / wollen Ihre Fürstliche Durchleucht von denen Ihre zugehörigen Gütern / darauf Ritterdienste haften / die Ritterpferde ungesäumte Ihre Churfürstlichen Durchleucht zu schicken.

24. Wenn in Kriegs- und Friedens-Zeiten zu des Landes Wohlthat ein Landtag auszuschreiben / oder ein Ausschuss zu verfaßten nöthig befanden wird / wollen Churfürstliche Durchleucht solches Ihre Fürstlichen Durchleucht nebst denen Ursachen zu erkennen geben / auch zugleich Zeit und Ort benennen / und sollen so dann Ihre Fürstliche Durchleucht dero Unterthanen auferlegen / auf bestimmte Zeit und Ort / dem üblichen Herkommen nach / bey dem angehörenden landes- und Ausschuss-Tage zu erscheinen / und nebst Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen die landes-Nöthdurft bedenken / und beschließen zu helfen; was nun auf solchem landes- und Ausschuss-Tage bewilliget / und dergleiche beschlossen / das soll nach Anleitung des Steuer-Vergleichs und Instruction an einem Orte / wie am andern / aus der Ober-Einnahme ausgeführt werden / So wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht dero Räte zu denen landes- oder Ausschuss-Tagen schicken / und soll denselben die Proposition eige und bevor Sie an die Landtschaft geschickt / communicirt werden / darbey dann / wie auch dem übrigen Vorbringen / da Ihre Fürstliche Durchleucht Unterthanen interessirt / Sie ihre Erinnerung bey Churfürstlicher Durchleucht oder dero Geheimten Rath / nicht aber bey der Landtschaft thun können / und ob zwar Ihre Fürstliche Durchleucht in ihrer und ihrer Unterthanen eigenen Angelegenheiten dieselben nach Befindung zu convociren undenommen; So sollen doch solche Convocationes denen von Churfürstlicher Durchleucht angestellten landes- und Ausschuss-Tagen nicht hinderlich seyn / auch wenn beide auf eine Zeit angeordnet würden / die von Churfürstlicher Durchleucht angestellten landes-Verfassungen vor Ihre Fürstlichen Durchleucht Convocationen in alle Wege den Vortzug behalten.

25. Was auf allgemeinen landes- oder Ausschuss-Tagen eine getreue Landtschaft an land- und Tranz-Steuen / dann vor die Miliz und Unterhaltung der Garnisonen zu denen Bestungs-Gebäuden / Bezahlung Churfürstlicher bis auf den 6. Octobr. 1677. angewachsenen Cammer-Schulden / zu Befassungen und dergleichen / verwilliget / hierzu soll von Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen / der ihnen zukommende Antheil unverzüglich bezogen / auch in die Obersteuer-Einnahme / oder wohin sonst

NO 1682. fonsen die Abstattung/ vermöge der landtags-Handlung/ idesamtl. gehörig/ ohne Abzug geliefert werden/ wenn eine getreue landtschaft zu Tilgung der besagten Churfürstlichen Cammer-Schulden ein Gemisss verwilliget/ so verbleibet solches/ Innhalt des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs/ Seiner Churfürstlichen Durchleucht alleine/ da aber zur Cammer-Hülff und Ertz-Unterhaltung etwas verwilliget wurde/ haben Ihre Fürstliche Durchleucht dero landes-Portion-Contingent zu erheben und vor sich zu behalten/ daser die Ritterschaft von denen Rittersperden etwas als ein Präsent/ Donativ/ oder unter einem andern Nahmen zu des Landes Bedürfnis/ und demselben zum Besen/ oder zur Miliz beynutzen sich ansehsig gemacht/ wird solches einig und alleine dazu/ worzu es angesehen/ billig verwendet; Consen aber/ und wenn das Präsent oder Donativ Churfürstlicher Durchleucht offerirt wird/ ist der Unterschied zu halten/ ob die Bewilligung zur unterthänigen Bezeugung gegen einen zu erst in die Regierung tretenden Churfürsten/ oder ausdrücklichen an stat der Ritterschaft/ und damit die Vasallen auf gewisse Zeit mit der Aufforderung versponen bleiben/ auch sonst auf gewisse maß die Ritterschaft zu redimiren/ oder zu einer Cammer-Hülff geschähen/ und zwar haben auf den ersten und andern Fall/ Seine Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen an der Regierung/ solchen Präsenten oder Donativen sich allein anzuweisen/ aufm letztern Fall aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht dasjenige/ so dero Vasallen hierzu contribuiren/ vor sich einheben/ und behalten/ doch daß es bey der idesamtl. beliebigen Einnahme durch richtige Beläge zugerechnet werde/ Jedoch wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht aus Freund-werthlicher Affection vor disjunctio ohne Consequens geschähen lassen/ daß Seine Fürstliche Durchleucht das Contingent/ so erhebet dero Vasallen zu dem bey jüngst gehaltenen allgemeinen landtage verwilligten Präsent entrichten/ an sich nehmen/ und solches befristet massen bey igo verordneter Einnahme gehörig eingerechnet werde/ In übrigen sollen die beschriebenen Bewilligungen obgesetzter massen an Ihre Churfürstliche Durchleucht unterthanen/ nach der Art und Weise/ wie es in dem Anno 1661. aufgerichteten Steuer-Vergleich und Instruction abgehandelt/ aus der Ober-Steuer-Einnahme/ und nicht von Ihre Fürstlichen Durchleucht/ ausgeschrieben werden/ wie es dann auch sonst wegen des ganzen Steuerwesens zwischen Ihre Churfürstlichen und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht bey ihr angelegtem Steuer-Vergleich und Instruction nochmahls sein Verenden hat;

26. Daferne bey Ihre Fürstlichen Durchleucht unterthanen eine ganze Stadt/ oder ein ganzes Dorf/ wegen mercklicher Abnahme der Nahrung oder erlittenen Mißwachs/ Brand-und Vetter-Schaden/ das völlige ihnen zukommende Quantum/ so Sie zu denen Quaternbern und Pfennigen/ oder was sonst in Zukunft vor ein Modus collectandi belibet werden möchte/ zu entrichten haben/ abzuführen nicht vermögen würden/ und dannhero solches moderirt werden müste/ soll die Moderation oder Erlassung nicht bey Fürstl. Durchl. Cammer/ sondern einig und allein/ in massen mit denen Churfürstlichen unterthanen es eben also gehalten wird/ bey der Ober-Steuer-Einnahme geschähen/ oder widrigen Falls das volle Quantum/ in Entschädigung gleichzeitiger Abstatte/ durch militärische Execution eingetrieben werden/ und wollen Ihre Fürstl. Durchl. dero unterthanen/ außer was dieselben an Amtes-und Erblichen Gefällen zu entrichten haben/ oder auf denen land-und Ansschuss-Zügen verwilliget/ ein mehrers nicht abfordern/ auch die Verfügung thun/ daß die Einnahme der Bewilligung und ermelde Amtes-und Erblichen Gefälle nicht confiscirte werden mögen.

27. Nachdem auch nicht alleine Ihre Churf. Durchl. allerseits Raths-Collegia/ dem ganzen Lande und dergestalt zugleich Ihre Fürstl. Durchl. unterthanen zum Besen/ und vor deren Conservacion viel beschwerliche Mühe und Arbeit übernehmen müßten/ sondern auch höchstgedachte Ihre Fürstl. Durchl. an dem Ober-Hofgerichte zu Leipzig und dem Consistorio daselbst/ auf vergleichene Masse/ in Gemeinschaft stehen/ und die in beiden solchen Collegis befindlichen Allectores ihre Besoldung aus der Fleisch-Steuer-Cassa erhalten/ So erklären Ihre Fürstl. Durchl. sich hiemit/ daß von dem in ihrer landes-Portion gefälligen Fleisch-Pfennung/ so lange solches von der landtschaft verwilliget wird/ Sie hinführo jährlich 800. fl. in die Fleisch-Steuer-Cassa entrichten lassen wollen/ Jedoch lassen Ihre Churf. Durchl. gewisss und bewegende Ursachen halber geschähen/ daß diese Ver-

willigung über Fürstl. Durchl. auf jedes Jahr nur 400. ANNO 1682. fl. befragen/ und dennoch dero Allectores bey gedachtem Ober-Hofgerichte und Consistorio aus berührter Fleisch-Steuer-Cassa besoldet werden mögen.

28. Wenn wegen dero landes-Grängen/ an welchen Ihre Fürstl. Durchl. Ämter/ Städte und übrige Orte gelegen/ mit denen benachbarten sich Streitigkeiten über Grund und Boden/ und so weit dabey Ihre Fürstl. Durchl. intercessirt/ ereignen/ sollen solche von Churf. und Fürstl. Durchl. nach vorher gegangener Freund-werthlicher Communication/ zugleich ausgetragen werden.

29. Wenn eine Churf. Durchl. Personen/ so zu oder von derselben reisen/ und Ihre Fürstl. Durchl. landes-Portion berühren/ begleiten lassen wollen/ soll solches auf dero Kosten/ und die Anstellung/ wo möglich/ in Wirtshäusern geschähen/ wenn sie aber auf Ihre Fürstl. Durchl. Häusern logiren wollen/ soll dieselbe zuvor dar- und ersühet werden/ In fall einer durch diese lasten reise/ so zu Ihrer Churf. Durchl. nicht wil/ noch von derselben kommt/ sondern bey Er. Fürstl. Durchl. sich anbiehet/ den sollen dieselben auf ihre Kosten begleiten zu lassen/ wohl befugt seyn/ wer nun die Begleitung verrichtet/ dem wird auch die Annehmung verlastet/ Jedoch bederseits Gräng-Gerechtigkeit ungeschädlich. In übrigen stehen die öffentlichen Herr-und landes-Strassen/ so durch Ihre Fürstl. Durchl. Ämter/ Städte und übrigen Orte gehen/ neben dem/ was nach Anleitung dero Reichs-Satzungen und anderer Rechte idesamtl. dabey zu verordnen/ Churf. Durchl. alleine zu/ Nachden aber Ihre Fürstl. Durchl. die Zoll-und Gleits-Gelder/ so in dero Städten und Ämtern entrichtet worden/ erheben/ so soll dieselbe die reisenden Kauf-und Handels-Leute auf dero Kosten begleiten/ nicht alleine berührte Strassen/ so weit ihre Nothmässigkeit sich erstreckt/ zu iederzeit in gutem Zustande unterhalten/ ingleichen daran seyn/ daß sie von Strassen-Räubern und andern losen Gesinde besetzt bleiben/ sondern auch ermelde Bälle und Gleits/ wider das bey Churfürsten Johann Georgen des Ersten Absterben übliche Herkommen/ nicht erheben/ wo Sie hiemit nicht gewesen/ verglichen nicht anrichten/ die gewöhnlichen Fußstrassen nicht verändern/ sondern vielmehr die Fußleute/ folge genau zu halten/ anweisen/ auch die ausländischen Kauf-und Krahm-Waaren/ den Wein/ Salz/ Victualien/ Confectionen und alles anders/ wie es Nahmen hat/ es mögen die Fußleute Frachtbriefe haben oder nicht/ wenn Sie in Ihre Fürstl. Durchl. zuständigen Orten nicht wirklich niedergelegt/ und abgeladen werden/ mit keiner Accien oder andern dergleichen Abgaben belegen/ sondern überall frey durchgehen lassen/ was aber in Ihre Fürstl. Durchl. landes-Portion zu jedes Orths Nothdurft abgeladen/ oder nieder gelegt wird/ und nicht ein bloßer Durchgang ist/ davon haben Sie diese Accien/ so lange solche stehen/ billig zu erheben/ doch daß Sie hiemit sich einiger Stand nicht anmassen/ wiewohl auch Er. Churf. Durchl. sich gunstam fundirt erachten/ daß alle Wegleute/ so in dero Vasallen und unterthanen Gerichten zu befinden/ Ihre alleine zugehörig/ So verwilligen Sie doch hiemit/ daß Er. Fürstl. Durchleucht/ von ihr besagten Wegleuten diejenige/ welche sie und dero in S.D. ruhender Herr Vater fähig Anno 1657. bis dato in seinem Naß und Gebrauch gehabt/ erblich behalten/ bey denselben aber nur eine Tassell/ worauf bloß die Worte/ Wegleute des Amtes N. und kein Bappen zu befinden/ auch anders nicht/ als mit Dornröschen und mit Zuehung des idesamtl. verordneten Amtmanns zu Tempsfeld/ an die Gleits-Häuser anhängen lassen/ so wohl sich dannhero einiger Jurisdiction/ in keine Wege anmassen/ auch die Strassen an solchen Orten/ so weit es Herkommens/ bester und unterhalten sollen/ betreffende aber das so genannte Sachsenburgische Wegleichte zu Kirchseiligen/ Dieweil man an Churf. Durchl. Seiten davon gehalten/ daß solches neuerlich und dem Amte Tempsfeld zu mercklichem Nachtheil eingerichtet/ auch alsofort zu unglücklicher Information nicht zu gelangen/ so soll dieser Punct vor- igo ausgeföhrt/ und durch die bey No. 7. belibte Deputation untersucht/ auch wie es in Zukunft damit zu halten/ erörtert werden/ Es mögen auch Ihre Fürstliche Durchleucht keinem fremden Kriegs-Volk/ es so viel oder wenig/ Geleite geben/ und Durchzug verlasten/ sondern da jemand dergleichen begehren wird/ wollen Sie solches alsofort an Ihre Churf. Durchleucht Freund-werthlich bringen/ und auf dero erfolgte Verordnung/ wenn es dieselbe vergönnen/ soll so wohl in diesem Fall/ als wenn Einer Churf. Durchl. eigene Völker marschiren/ die

ANNO
1682.

die Durchsicht von denen Ihrigen verrichtet / Jedoch dabey Ihr. Fürstl. Durchl. Commissarii admittiret werden / gleichwohl die Disposition sammt dem Director denen Churf. allem bleibet.

30. Wenn entweder durch Ihr. Churf. Durchl. oder auch dero Fürstl. Durchl. und beiderseits Unterthanen Gerichte / Orangen zu führen seyn / soll hiermit / nach Anleitung des §. 44. der Erledigung der Landes-Gebühren de Anno 1661. tit. von Justicien-Sachen / es gehalten werden / und hierdurch Ihr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. auch dero Vasallen und Unterthanen an ihre Jurisdiction nichts nachscholiges geschehen;

31. Wenn einem Delinquenten unter Seiner Churf. Durchl. oder dero Vasallen und Unterthanen Jurisdiction, die Landes-Verweisung mit oder ohne Staupenschlag zuerkannt werden / soll derselbe die ganzen Lande / und also auch Ihr. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zu räumen schuldig seyn / wie denn ebenmäßig im Gegentheil / wenn einer in Er. Fürstl. Durchl. oder dero Vasallen und Unterthanen Gerichten verbrochen hätte / und mit der Landes-Verweisung belegt würde / derselbe gleichgestalt in dem ganzen Lande / und also auch nicht in denen Churf. Gerichten gebüdet werden solle;

32. Das Jus aggrandiandi wie auch alle Bona caduca / so in Fürstl. Durchl. Landes-Portion sich iso oder künftlich finden möchten / verbleiben denselben neben der hohen Würdigen und Jagten / in dero Ämtern / da sie nicht einem andern zugehen / alleine;

33. Es mögen ferner Ihr. Fürstl. Durchl. dero Unterthanen gewisse Privilegia / so weit es nicht in Präjudicium tertii gerichtet / auch ohne Abbruch der allgemeinen Gesetze des Landes und dessen Verfassungen / so wohl ohne Eintrag Ihr. Churfürstliche Durchleucht hohen Jurium geschessen kan / gleichen Junumt und Immungen aufrichten und confirmiren / doch daß solches ohne Nachtheil der freyen Commerciorum geschehe / auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen und dem Lande nicht schädlich sey / wie es dan Ihre Churfürstliche Durchleucht reciproc gegen Ihre Fürstliche Durchleucht Unterthanen auch also halten wollen.

34. Wenn Churfürstliche Durchleucht allgemeine Landes-Gesetze und Ordnungen / in Geist- und Weltlichen Sachen zu publiciren / nöthig oder nützlich befinden / wollen sie solches mit Ihre Fürstlichen Durchleucht communiciren / dero Erinnerung und Bedenden darüber berechnen / und bey einem Landtage proponiren / was nun so dann abgehandelt und beschloffen wird / das soll in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Nahmen abgesetzt verbleiben / jedoch aber in Ihre Fürstl. Durchleucht Landes-Portion von denselben publicirt / und zu Werde gerichtet werden / Dafiene auch gewisse das ganze Lande angende Fälle vorfallen / da Ihre Churfürstliche Durchleucht sonderliche Mandata in Ecclesiasticis oder Secularibus / in Militaribus oder Civilibus / in Müng-Sachen oder dergleichen / dem Herkommen nach / auszufertigen genötiget würden / soll die Publication solcher Mandatorum in Ihre Fürstlichen Durchleucht Landes-Portion in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / jedoch mediate und von Ihre Fürstlichen Durchleucht auf diese Weise geschehen / daß zwar Ihre Fürstliche Durchleucht zu solchem Beduff / ein gewisses Patent / nach der Notul sub lit. H. fertigen / denselben aber das Mandat ingrossiren lassen möge.

35. Bey der / Vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs von Seiner Fürstlichen Durchleucht in G.D.Z. ruhenden Herrn Daners Fürstlichen Durchleucht aufgerichteten Regierung lassen es Seine Churfürstliche Durchleucht nachmögliche verwenden ; Es soll aber diese Regierung weiter als ad passum Jurisdictionis / und auf die Ihre Fürstlichen Durchleucht in dem Freund-brüderlichen Haupt- und diesen Vergleich zukommende Rechte und Actus / sich nicht erstrecken / noch verstanden werden / selbige auch mit dem Ober-Hofgericht zu zeitig concurrenten Jurisdictionen haben / und dem Kläger frey stehen / seine Sache vor der Fürstlichen Regierung / oder dem Ober-Hofgerichte anhängig zu machen / da auch jemand durch die bey besagter Regierung publicirte Urtheil und Abscheide / oder gethane Verordnungen und ertheilte Resolutionen gravirt würde / Soll denselben an Seine Churfürstliche Durchleucht hiervon zu appelliren frey stehen / Sie die Regierung aber hierauf beförge Apolotos zu ertheilen / und solche in die Churfürstliche Landes-Regierung ideowohl und ohne Unterschied / benehnt den ergangenen völligen Actus in original einzusprechen / pendente Appellatione mit ferneren Verfahren in Ruhe zu stehen / und der an Sie in Ap-

pellations-Sachen ergangenen Inhibition oder andern Verordnungen allerdings sich gemäß zu bezeigen schuldig / keinesweges aber die Appellationes vor sich abzuspielen / oder in Leuternng der Ober-Leuternngen zu verhandeln / noch durch Straff-Geböth oder in andere Wege die Parteyen davon abzuhalten / befugt seyn / da hingegen Ihre Churfürstliche Durchleucht die Verordnungen thun wollen / daß die Gravamina derer eingewandten Appellationen genau untersucht / und da sie unerbölich / oder die Causa nicht appellabilis / selbige nicht angenommen / die Resolutionen auch aufs möglichste befördert werden sollen / da auch jemand in Jagd-Kammer- und dergleichen Sachen / so nicht bey der Regierung / sondern in anderen Expeditionibus tractirt werden / und dennoch den Passum juris & Justitiae betreffen / durch die dinstalls ergangenen Bescheide / Verordnungen / oder Resolutionen / ob sie gleich in Ihre Fürstlichen Durchleucht Nahmen ausgesetzt / gravirt würde / soll denselben auch hiervon zu appelliren frey und nachgelassen seyn.

36. So viel die Ober-Hofgerichte betrifft / soll es bey dessen Verfassung / wie dieselbe in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich abgeredet / was Ihre Fürstliche Durchleucht anlangt / nachmögliche sein Verwenden haben.

37. Dieses Ober-Hofgerichts statet lauff soll es bey dem Inhalt der Ober-Hofgerichts-Ordnung / in seine wege gehemmet werden / wie denn ebenmäßig auf seine ertheilte Executoriales die Hülfen ohne alle Hinderung zu vollstrecken.

38. Das Appellation-Gerichte bleibet wie vorhin / also gleichfalls hinführo Ihre Churfürstlichen Durchleucht alleine / gleichwohl wollen Sie die Verfügung thun / daß / wenn mit dem Appellation-Rath / welcher hiebvor auf des Herrn Administrators des Erz-Justiz Magdeburg Fürstliche Durchleucht seligen Andenkens Recommendation ins Collegium genommen / einige Veränderung vorgehen möchte / zu Ersetzung dieser Vacanz drey tüchtige Subjecta aus Seiner Fürstlichen Durchleucht Rathen und Vasallen denominirt / ins künftige aber und bey ereigneten ferneren Fällen / bey denen Denominationibus zu dieser Stelle Bescheide auf Seiner Churfürstlichen Durchleucht Vasallen und Räte das Urtheil genommen werden soll / doch seynd diejenigen / welche hierzu eligirt und bestatiget / Ihre Churfürstlichen Durchleucht alleine und zum Judio erspürbar zu machen.

39. Nachdem auch Ihre Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht Unterthanen und Vasallen in Ehrentingen zueinander einander gemeinet / und hierbey gewisse Prestationes reciproc zu leisten schuldig / so sollen selbige von idem Theil dazu gebührend angewiesen / und insbesondere / zu Verhütung allerhand Unordnung / es folgender Gestalt gehalten werden / 1. die Schriftschaffen / als welche unter Churfürstlichen Durchleucht allein verbleiben / sollen denselben und dem Ober-Hofgerichte zu zeitig ratione Jurisdictionis alleine unterworfen seyn / die eben bey Churfürstlichen Durchleucht suchen / die Steuer und andere Prestationes denselben bestalen Greiff-Steuer-Einnahmen abtragen / und mit denen Ämter-Diensten / Aufgeboth und Folge Ihr. Churfürstl. Durchl. unmittelbare verwandt verbleiben / jedoch / da sich Schriftschaffen finden möchten / welche von Anno 1657. bis 1660. mit ihnen und ihrer Unterthanen Steuer bey denen Ämtern unverändert blieben / und nicht zur Greiff-Einnahme kommen / solche bis bey der in Zugangstehen Recels de Anno 1681. befristeten Commission / dahin auch dasjenige / was wegen der von denen an die Schriftschaffen verordneten Vorhoffschaffen vertheilt / ein anders verglichen / mit denen Steuern / die Ämtern / welche Ihre Fürstlichen Durchleucht zukommen / denselben Jurisdiction unterworfen seyn / in den Ämtern stehen / von denen wie auch die Unterthanen in Städten / so wohl andere von denen Räten des Orths / an gedachtes Ober-Hofgericht / oder Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung / und von solcher weiter an Churfürstlichen Durchleucht zu appelliren befugt seyn / die eben in angeregter Fürstlichen Regierung suchen / die Steuern und andere Prestationes in die Ämter / von denen sie sammt der Ämter Unterthanen Steuern / ferner an gehörige Orte zu leisten / entrichten / die Aufwartung neben der Ämter-Folge Ihre Fürstlichen Durchleucht die Ämterdienste aber so wohl zu Krieges-Zeiten als Wärfungen Ihr Churfürstlichen Durchleucht lassen. Hine 3. ein Schriftschaff zugleich ein Fohrerwerck / Dorff oder andere Stätte / so ambfässig / so sollen von verglichenen Stätten die leben / da sie nicht anders

ANNO
1682.

ANNO
1682.

andere wohin gehörig / bey Jhr. Fürstlichen Durchleucht gesucht / die Steuern davon in die Rämter entrichtet / der Besizer auch in actionibus realis, welche solcher amtsfähigen Städte halber aufgestellt werden / weiter aber nicht / bey dem Amte zusehen schuldig seyn. 4. Hätte auch ein Schriftfasse in seinem Schriftfähigen Guthe oder Dorfe nur die Erb-Gerichte / das Amt aber darüber die Ober-Gerichte / so soll der Schriftfasse die Fälle / so in die Erbgerichte / vermöge der landes-Ordnung / und jedes Orts beständig hergebrachter Gewohnheit gehören / richten / das Amt aber in denen Fällen / welche in die Ober-Gerichte zu ziehen / Richter verbleiben. Wenn 5. die Schriftfassen entweder vor sich / oder wegen Jhrer Unterthanen / an Zinsen / Pächten / oder dergleichen Gefällen / in die Rämter etwas zu entrichten schuldig / darbey soll es / und wo die Execution denen Rämtern reservirt worden / nachmahls billig be- wenden / jedoch daraus keine Amtsfähigkeit erzwungen werden / wie denn auch singen / wenn die Schriftfähige Ritterschaft und Städte / so Pächte / Zinsen und Freyen unter den Rämtern haben / bey solchen ihren Juribus billig ruhig verbleiben / und ist ein Richter dem andern zu Entrichtung solcher Gefälle hülfliche Hand zu leisten schuldig. Wofern 6. ein Amtsfasse zugleich die gesamnte Hand an einem Schriftfähigen Gut hat / soll er selbiger bey Churfürstliche Durchleucht Folge zu leisten verbunden seyn / in actionibus realis vor dem Amte / darunter Er mit seinem Guthe gehöret / in actionibus personalibus aber / dem Kläger frey gelassen seyn / ob Er ihn vor ermeltem Amte / oder dem Ober-Hofgerichte zu leipzig / oder bey Er. Churfürstlichen Durchleucht belangen wolle / es wäre denn / daß die Sache die Schriftfähige Mitbeschnaft / und was von derselben herrühret / betreffe / und in Curia feudali zu trachiren wäre / da Sie anderswo / als vor Churfürstliche Durchleucht nicht anhängig gemacht werden möchte. Da 7. ein Schriftfasse Mitbeschnaft an einem Amtsfähigen Guthe hätte / soll Er zwar der gesamnten Hand bey Jhr. Fürstlichen Durchleucht Folge leisten / deswegen aber vor seinen Aufstassen / ehe der Fall an ihn kommt / gehalten werden / sondern in personalibus & realis alleine vor Churfürstlicher Durchleucht oder in dem Ober-Hofgerichte zu leipzig belangen werden / es wäre denn / daß es die gesamnte Hand dem Amtsfähigen Guthe / und was von demselben herrühret / concernire / auff diesen Fall / muß Er vor Jhro Fürstlichen Durchleucht von welcher Er die gesamnte Hand empfangen hat / billig antworten.

Wenn sich 8. zwischen Jhr. Chur- und Fürstl. Durchl. Unterthanen / Zerungen in Graus / Sachen zu- trügen / oder es wölte einer nicht gesehen / daß Er ein Amtsfasse wäre / oder es würde ihm auch gleich von Fürstl. Seine selbst die Schriftfähigkeit freitig gemacht /

(S.L.) Johann George Churfürst.

ANNO
1682.
sollen von beiderseits Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchl. gewisse Commissarii verordnet / diese Sache in summarische Verhöre gezogen / der Augenschein nach Ge- legenheit eingenommen / und alsobald ein Decretum dar- über ertheilet / oder im Fall sich die Commissarii / der Beifügung halber / nicht vergleichen könnten / die Acta in die Dicalteria dieser Lande nach rechtlichem Erkenntnis verfertigt / dem beschwerten Theil eine Appellation an Churfürstliche Durchleucht / wie auch eine leuterung so wohl in prima, als appellations instantia vorbehalten / der Schrift- oder Amtsfasse in dem Stande / darinnen Er befunden wird / unterdessen gelassen / und die Suchung der Lehen so lange salvo iplus Jure suspendirt wer- den.

40. Da zwischen Jhr. Churf. und Fürstliche Durchleucht. Durchleucht oder dero Nachkommen sich in Zu- kunft / welches doch Gdt in Gnaden verhalten wolle / einige Differenzen ereignen würden / sollen beiderseits Räte zusammen geschickt / diese Mißverständnisse berede / und durch gültliche Vergleichung beigelegt / oder nach dem zwischen Churfürst Morizen und dessen Herrn Brüdern Churfürst Augusto, Christ-loblichen Gedächtnis / am 8. Augusti 1547. beliebten und veranlasseten modo er- örtert werden.

41. Zeige sich auch zu / daß Jhre Fürstliche Durchleucht / welche doch Gdt bey langem Leben fristen wolle / oder einer dero Nachkommen / diese Zeitigkeit gekennt / und unmündige Söhne hinterlasse / so soll Jhr. Churf. Durchl. oder dero Successoribus an der Chur die admi- nistratio in Er. Fürstlichen Durchleucht oder dero Suc- cessoribus nachgelassenen Landes-Portion alleine / im Ab- rügen aber das Jus agnationis bey seinen Kräften verblei- ben / und ist außer dem Jhr. Fürstl. Durchleucht durch Testament oder andere Verordnung zu disponiren un- benommen / und weil durch gegenwärtigen Reces der oft angezogene Freund-brüderliche Haupt-Vergleich not- dinstig und dergestalt erleutert und erläutert / daß hier- durch allem fernem besorglichen Zweifel und Zwistigkeiten verhoffentlich gänzlich abgeholfen / Als wollen Jhre Chur- fürstliche Durchleucht die Eingangs erwähnte Protesta- tion, so weit dieselbe Jhre Fürstl. Durchl. angehet / kraft dieses gänzlich cassiret und aufgehoben / auch daß durch diesen Vergleich dem Juri Primogenitur nichts derogirt seyn / sondern dasselbe in seinem vigore gelassen werden solle / bebungen haben.

Zu Urkund haben Er. Chur- und Fürstl. Durchleucht diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben / und mit dero Churfürstlichen und Fürstlichen Siegeln be- kräftiget. So geschehen zu Dresden den 12. Septembr. nach Christi unres JHEXIII und Seligmachers Ge- burt / ein tausend sechs hundert und zwey und acht- zigsten Jahre.

(S.L.) Johann Adolph Herzog zu Sachsen.

A.

Auff was Maß und Weise bey der allgemeinen Huldigung / so Seiner Chur- fürstlichen Durchleucht auf dero hohen Reservata und Jura von Jhro Fürstlichen Durchleucht sammtl. Vasallen und Unterthanen zu leisten / zu verfahren.

Demnach im vorhergehendem Vergleich unter andern / und zwar bey dem No. abgehandelt worden / daß Jhro Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen in dero Regierung auff dero hohen Reservata und Jura von Er. Fürstlichen Durchleucht sämtlichen Vasallen und Unterthanen die Huldigung absonderlich geleistet / auch wie hierbey zu verfahren / verglichen werden sollte / So hat man sich nach unterschiedenen hierüber gepflogenen Con- ferenzen dinstfalls dahin vereinigt / daß Seiner Fürstliche Durchleucht wenn mit Churfürstlicher Durchleucht dieselbe des Tages halber sich zuvorderst Freund- venterlich vernommen / auff das forderliche die Huldigung an dero Vasallen und sämtlichen Unterthanen / so wohl wegen Jhr. Churf. Durchl. als vor sich / nach der unten sub n. 1. beliebten Notul auszusprechen soll / da denn Jhro Churf. Durchl. einen gewissen / jedoch sine cha- ractere Legati deputierten gewollmächtigten Commissa- rium an den Ort / wo die Huldigung eingenommen wird / abschicken wollen / welcher bey Er. Fürstl. Durchl. vernünftl. eines Freund-venterlichen Creditivs sich zu le- gitimiren hat / auff den Tag der Huldigung selbst nun- soll zuordern / auch ehe und bevor Jhr. Fürstl. Durchl.

TOM. VII. PART. II.

vor sich die Huldigung einnehmen / von derselben die Ritterschaft oder andere Besizer der Adlichen Güther desjenigen Bezirks / woselbst die Huldigung geschieht / und dann die darinnen befindlichen Räte der Städte an einen gewissen Ort beistehen / daruff an dieselben vom berührten Churf. Commissario. vor welchen ein abson- derlich erhabener Platz zu bereiten / auch ein Stuhl mit Lehnen zu setzen / der Vortrag sub n. 2. gethan / und fer- ner hierauff die Huldigung nach der Notul sub n. 3. so durch einen Secretarium abzulesen / und zwar von denen von der Ritterschaft / vernünftl. eines Handelöbnis / von denen Räten in Städten aber / auch deren Anzö- rigen / durch würdliche Pächte geleistet / und wenn dieser actus gänzlich vollbracht / in übrigen von allerseits Wür- gen in Städten / auch Amts-Unterthanen / zwar ohne bestim- mte ermelten Churf. Commissarii / jedoch nach der formel sub n. 4. der Huldigungs-Edt abgeleget / und von Seiten Jhro Fürstlichen Durchleucht bey dem Vor- trage besagte Bürger und Unterthanen der hohen Churf. Reservaten deutlich erinnert werden. Gleichwie aber die vorher beschriebene Maß und Weise kioz vorlie / und bey gegenwärtigem Fall / da nach des Allerhöchsten Gdt

E

109

ANNO 1682. des unerforschlichen Rath und Willen / so wohl Er.

Churfürstlichen Durchleucht Herzog Johann Georg des Andern / löblichstigen Andenkens, als Er. Fürstlichen in SODT ruhenden Herrn Paters Fürstlichen Durchleucht fast zu einer Zeit diese Welt gekniet / practicirlich und behebte: also bedingen Ihr. Churfürstliche Durchleucht dero Successoren hiermit / daß dieselben / wenn sie auf künftige begehende Fälle in die Regierung treten / die Huldigung von Er. Fürstlichen Durchleucht Vasallen und Unterthanen / ungeachtet bey Ihr. Fürstlichen Durchleucht Nachkommen dergleichen nicht eingenommen wird / absonderlich vor sich zu fordern befugt / ermelte Vasallen und Unterthanen auch solche also dann auf Ihrer Fürstlichen Durchleucht oder dero Nachkommen Ausschreiben zu leisten schuldig und verbunden seyn sollen; dastene aber an Seiten Ihre Fürstlichen Durchleucht oder dero Nachkommen ein Todes-Fall sich begeh / hingegen dem zu der Zeit regierenden Churfürsten allbereits einmahl geschuldiger / haben so dann Ihre Fürstlichen Durchleucht Nachkommen die Huldigung vor sich / jedoch unbefehdet / auch mit Erinnerung derrer Churf. hohen Reservaten / alleine einzunehmen.

No. I.

Johann Adolph.

Demnach wie zu Einnehmung der gewöhnlichen Landes-Huldigung / mit Göttlicher Beilehung / den N. anberaumen / darbey denn auch zugleich des Herrn Churfürsten zu Sachsen / Unseres freundlichen Geliebten und Hochgeehrten Herrn Vaters und Vaters / uns die gewöhnliche Pflicht auf dero hohe Reservata geleistet werden soll; Als befehlen wir dir hier-durch gnädig / du wollest den N. vorher zu N. einkommen und dich gefast halten / des folgenden voranberaumten Tages solche Huldigung / dem Herkommen nach / gehorsamlich abzustatten / auch dich davon nichts / als leibes Unmöglichkeit abhalten lassen / daran geschieht zc. Datum Etc.

No. II.

Demnach / als nach tödtlichen Hinterrück des weyländ Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Ersten / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erzmarschall und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauß / Burggrafen zu Magdeburg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein zc. Vermöge des zwischen Er. Churfürstlichen Durchleucht hinterlassenen Herrn Söhnen / den Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Andern / des Heil. Röm. Reichs Erzmarschall und Churfürsten / vor. tit. dann denen Hochwürdigsten Durchl. Fürsten und Herren / Herrn Augusti. Herrn Christian und Herrn Morizen / allerseits Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / politierten Administratoren deren Primat- und Erz-auch Stifter Magdeburg / Merseburg / und Naumburg zc. Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauß / gestifteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein / aus dem dato den 22. April. Anno 1657. aufgerichteten Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich / höchstgedachten Herzog Augusti Fürstliche Durchleucht eine gewisse Landes-Portion. und mit derselben auch gegenwärtige Stadt / Amt zc. zukommen / und zwar von Er. Churfürstlichen Durchleucht Herrn Johann Georgen dem Andern / die Unterthanen der Pflicht auff gewisse Masse lassen / darneben aber die dero selbst zugestandene besondere hohe Reservata und Jura vorbehalten worden / auch ihr und euer Nachfahren damahls in höchstermelter Er. Churfürstlichen Durchleucht Pflicht diffals verblieben / so wohl die Erbhaltung derselben zugleich mit derauff geleistet / und nunmehr nach des großen Gottes unterscheidlichem Rath und heiligem Willen es sich begeh / daß in obgemeldtem 1680. Jahre nicht allein mehr höchst-befagte Herzog Johann Georg des Andern Churfürstliche Durchleucht / sondern auch des Herrn Administrators des Primat- und Erz-Stifts Magdeburg zc. Fürstliche Durchleucht diese Zeitigkeit gekniet / und dannenhero die Nothdurft erachtet / daß bededers Ihre Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht hohen Herren Successoren schuldig / denen Durchleuchtigen Fürsten und Herren / Herrn Johann Georgen dem Dritten / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Marschall und Chur-Fürsten zc. auch Burggrafen zu

Magdeburg zc. und dann Herrn Johann Adolph / ANNO 1682. beeden Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauß / gestifteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein / zc. und zwar eines jedes Ihrer Churf. und Fürstliche Durchleucht Durchl. zu dero Nachten / vermöge eines unterm dato den 12. Septemb. des 1682sten Jahres getroffenen Vertrags ihr insgesamt anderweit pflichtbar gemacht werden sollen: Als ist diesem nach von höchstermelter Herrn Herzog Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht heutiger Tag zu der Pflichtenleistung / so Er. Churfürstlichen Durchleucht zugleich geschien soll / anberaumt worden / und wie Ihre Churfürstliche Durchleucht in Nachen vermerken / daß dem an Euch ergangenen Fürstl. Ausschreiben zu schuldiger Folge / hier an gegenwärtigen Orte ihr euch gehorsamst eingefunden; also werdet ihr hiermit sammt und sonderlich ernstlich vermahnet / daß oft höchstgedachter Er. Churfürstlichen Durchleucht / auf oben angezeigte hohe Reservata und Jura ihr jedes-nach / berichtigtem Freund-verleichen Vergleich gemäß / euch unterthänig / getreu / holdt und gehorsam erweist / und alles dasjenige thut und vertritt / worzu euch der Eyd / welcher auch amies vorgehalten werden wird / verbindet / jedoch bescheidentlich und also / daß solches in obigen unbefehdet der auch obliegenden Pflicht / womit euer gnädigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht ihr verband / geschähe / die S. Churfürstliche Durchleucht geleistete Huldigung auch der unterthänigsten Treue / devotion und Gehorsam / womit S. Fürstlichen Durchleucht ihr verhasstet / ganz ungeschädlich sey.

No. III.

Huldigungs-Eyde.

Ihr sollt geloben und schwören / daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erz-Marschall und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauß / Burggrafen zu Magdeburg / gestifteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein / zc. wie auch S. Churf. Durchl. Nachkommen in der Regierung / wegen der euch amies angezeigten hohen Reservaten und Gerechtigkeiten / Inhabts des zwischen S. Churfürstlichen Durchleucht und des auch Durchleucht. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht unterm dato den 12. Septemb. des 1682. Jahres aufgerichteten Eluciations-Vergleichs / ihr überzeit wollet treu / holdt und gehorsam / auch nicht in dem Rath / vielweniger sey der That seyn / da wider S. Churfürstliche Durchleucht gehandelt und gerechtfertigt wird / deroelben / wie auch dero Nachkommen / Freimen / Ehr und Rufen fördern / Schäden warren und meiden / nach euern besten Vermögen / insonderheit da ihr erblehet / daß etwas Ihre Churf. Durchl. an Leib / Ehre / Würden und Stande zugehen / und Nachtheil / oder ihre Chur- und Fürstenthümer / Herrschaften / landen und Leuten zu Abbruch / von jemand wolte vorgenommen werden / solches offenkennen / und diß durch euch oder die ewigen treulich verhören / auch von Person wissenschaftlich nichts vornehmen / das Ihre Churf. Durchl. zu Schaden / oder Nachtheil kommen möchte / und Ihre Churf. Durchl. mehr berichtigtem Verleide gemäß / schuldige Dienste / Pflicht und Gehorsam / auch allen darinnen begriffenen Punkten unverrückliche Folge leisten / und sonst alles andere zu thun / halten und lassen / was euch hierunter von Gottes / auch Gewohnheit und Nothdurft wegen zu thun und zu lassen gebühret / ganz treulich und ohne Gefährde.

Eyde

Mit aufgehobenen Fingern.

Alles was mir iedo deutlich vorgelesen ist / welches ich denn auch wohl vernommen / das will ich fest / und unverrücklich / auch getreulich und ohne Gefährde halten; So wahr mir Gott helfe / durch Jesum Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

No. IV.

Notul.

Nach welcher S. Churfürstlichen Durchleucht auff dero hohen

ANNO hohen Reservata und Jura von Ihr. Fürstl. Durchl. sämmtlichen Bürgern und Städten / auch Amts- und andern Unterthanen / die allgemeine Huldigungs-Pflicht zu leisten.

Hier ist der ganze Huldigungs-Epde / welcher Ihrer Fürstlichen Durchleuchte geschworen wird / zu präcimirten / und bey Ende desselben folgendes zu annectiren:

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erbk-Marschalln und Churfürsten / Landgraffen in zu Hüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Laufitz / Burggraffen zu Magdeburg / gesürsteten Grafen zu Heinsberg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Warby / Herrn zum Ravensstein etc. in Sr. Fürstl. Durchl. landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura zu sehen; Als sollet Ihr gleichfalls geloben und schwören / daß S. Churfürstl. Durchl. ihr deswegen / Innhalt des unterm dato den 12. Septembr. des 1682. Jahres zwischen Ihr. Chur- und Fürstlichen Durchleuchte aufgerichteten Vertrags / ideomahl gehorsam / treu und gewärtig seyn / auch alle dasjenige / was euch hierunter obliegt / treulich und unmaßlichlich thun und lassen wolle.

Epde

Mit aufgehobenen Fingern.

Alles was mir iezo deutlich vorgesaget / und vorgelesen worden ist / welches ich denn auch wohl vernommen / das will ich hier / fest und unverbrüchlich / auch getreulich und ohne Gefährde halten; So wahr mir Gott helfe / durch Iesum Christum / seinen Sohn / unsern Herrn.

B.

Notul

Der Particular-Huldigung / nach welcher die neuen Vasallen und Unterthanen in S. Fürstl. Durchl. Kambtern und Städten künftig ideomahl in Pflicht zu nehmen: Anfanglich ist der vollständige Epde / wie selbiger an jedem Drehe gewöhnlich / zu präcimirten / und dem demselben beym Schlaf nachfolgendes hinzuzusetzen:

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbk-Marschalln und Churfürsten etc. etc. meinem auch gnädigsten Herrn / in S. Fürstl. Durchl. landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura zu sehen; Als gelobe und schwöre hiermit gleichfalls / daß S. Churfürstl. Durchl. und deren Nachkommen / ich deswegen / Innhalt des unterm dato den 12. Sept. des 1682. Jahres zwischen Ihr. Chur- und Fürstlichen Durchleuchte aufgerichteten Vertrags / ideomahl gehorsam / treu und gewärtig seyn / auch alle dasjenige / was mir hierunter obliegt / treulich und unmaßlichlich thun und lassen wolle / So wahr mir Gott helfe etc. etc.

C.

Notul

Des allgemeinen Kirchen-Gebeths.

Wollest auch der weltlichen Obrigkeit / dem Königlich Kaiser / allen Christl. Königen / Fürsten und Herren / vornehmlich dem Haupte des Chur- und Fürstl. Hauses Sachsen / Ihr. Churfürstl. Durchl. zu Sachsen etc. Herzog Johann Georgen dem Dritten / unserm gnädigsten Churfürsten und Herrn / insonderheit aber etc. etc.

D.

Notul.

Nach welcher die wegen angeordneter Fast- und Buß-Tage ergangene Churfürstl. Ausschreiben in S. Fürstl. Durchl. landes-portion zu publiciren:

Von Gottes Gnaden Wir Johann Adolph / tot. tit. thun hiermit männlich kundt und zu wissen / demnach der Durchl. Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte / tot. tit. in Betrachtung der gegenwärtigen gefährlichen und weit ausgehenden Zeiten einen / 2. oder 3. allgemeinen Buß-Fast- und Buß-Tage in diesem kiegelauffen

TOM VII. PART. II.

den Jahre / und zwar auff den (ponatur dies) ausgeschreiben / und halten zu lassen / mit Gott entschlossen / auch darbey / daß 1) den Tag vorher / mit dem Eulandten / dann an dem Fast-Tage selbst und mit Anzahl der Predigten / wie an einem der höchsten Fest-Tage / es gehalten / 2) aller Handel und Gewerbe / auch Wochen-Arbeit / alle üppiche Lust / wie die Nahmen haben mag / diesen ganzen Tag allerdings unterlassen werden / auch zu desto mehrerer Andachts-Beförderung und Bezeugung eines recht demüthigen Geistes gegen Gott männlich (ausgenommen Schwache / Schwangere / Wöchnerin / Kinder und Krancken /) sich gutwillig alles Essens und Trinkens / biß nach geendigtem Gottesdienst / und dem es möglich / bis gegen Abend / nach Artz der alten Kirche / damit der Leib auch hierbey keine Casseyung empfinde / und der Geist desto freyer mit Gott dem Herrn in Bethen und Singen handeln möge / enthalten / 3) dann mit dem Nieder-Kühen beym Vater Unser / mit der Stump und denen Buß-Gefängen ebenmäßig bey voriger instruction es verbleiben / ferner bey solchen Buß-Tagen folgende (ponatur die in Churf. Ausschreiben verordnete Texte) gebraucht werden sollen / Verordnung geschien / auch dieses alles Uns Freundtlich zu erkennen gegeben / und diesen nach es hierunter allenthalben in unserer landes-Portion ebenmäßig also zu halten / Als befehlen wir hiermit gnädigst / daß die unßigen dieser Verordnung in allen und ieder gehorsamlich nachkommen / und darwider in keinerley Wege handeln sollen etc. Darum etc.

Der Titul dergleichen Anordnungen kan seyn: des Durchl. Herrn Johann Adolphs / tot. tit. Anordnung / daß die von S. Churfürstlichen Durchleuchte zu S. Herzog Johann Georg dem Dritten auff dieses Jahr ausgeschriebene Fast- und Buß-Tage / auch in S. Fürstlichen Durchl. landes-Portion gehalten werden sollen etc. etc.

E.

Formular;

Nach welchem der Churf. Kirchen-Rath bey vorgeschenden Dispensationibus / in casibus prohibitis / S. Fürstl. Durchl. zu schreiben hat / nebenst einer Notul des Dispensation-Scheins / so denen Persohnen / so die Dispensation erhalten / von rechtsbegagtem Kirchen-Rathe zu ertheilen.

P. P.

Gnädigster Fürst und Herr /

Wey des Durchl. unsers gnädigsten Churfürsten und Herrn Kirchen-Rathe haben N. N. zu N. N. welche einander N. N. mit Buß-Freundtschaft (Schwagerchaft) (in grad.) vermandt / und gnädigste Dispensation und Verstattung einander zu ehlichen / unterthänig und demütigst angeflehet; Es ist auch daselbst solch Euchen gebührend überleget / und nachden beunden / daß dergleichen Ehe zwar wohl in der Ehe-Ordnung dieser landes- / nicht aber den Ehelichen Rechten verbotthen / aus diesen und andern bewegenden Ursachen Supplicanten die Heyrath / vermittelst vorhergehenden Aufgebots und Priestlichen Einsegnung / zu vollziehen gegen ledtliche Dispensation gebührend bewilliget / und ein besondrer Schein unter des Kirchen-Raths- und Ober-Consistorii Untersiegel ausgefertiget worden / damit nun obgewelte in S. Fürstl. Durchl. Ambte N. (Stadt N.) wohnhafte Persohnen dessen / was ihnen der Ehe halber versattet / und so viel desto würdlicher fähig werden mögen; So haben S. Fürstl. Durchl. / nach Anleitung des Chur- und Fürstl. am 12. Septembr. des 1682. Jahres getrossenen Freunds-verwilligen Erlauterungs-Receß / wie solches / und was auf der Supplicanten Ansuchen alldier verordnet / gehorsamst hinterbringen sollen / nicht zweifelnde / S. Fürstl. Durchl. in Gnaden ihr gefallen lassen werden / zu verfügen / daß die proclamation und copulation oben begagter Persohnen / der Kirchen-Ordnung gemäß / ergehen möge / und S. Fürstl. Durchl. stad wir zu andächtigen Gebeth und gehorsamen unterthänigen Diensten jederzeit willig und geschiffen / Darum Residen etc.

S. Fürstl. Durchl. etc. etc.

Verordnete Präsident und Räte des Churf. Kirchen-Raths- und Ober-Consistorii alle hier.

Der Durchl. Churfürst zu S. und Burggraf zu Magdeburg etc. hat vermittelst des Kirchen-Raths auff N. N.

E 2

ANNO 1682.

ANNO in N. unterthänigstes Suppliciren gnädigst versetzen / und ausweisen lassen / daß besagter N. N. mit N. N. welche in grad. der Blutsfreundschafft (Schwägerschafft) verwanbt / in Ehegelmäßig sich eingelassen / auch nach erhaltener Verordnung an den Superintendenten zu N. deswegen bey S. Fürstl. Durchl. zu Bistenschelz Er sich geduldig annehmen / der Kirchen-Ordnung gemäß / öffentlich proclamiret / und hernach copuliret werden möge / worüber unter S. Churfürstlichen Durchleucht. Kirchen-Raths- und Ober-Consistorii Insiegel ihm dieser Schrein ausgegalltet worden; So geschähen zu Dresden am N. des Jahres.

F.

Eynes-Notul.

Nach welcher die Superintendenten zu verordnen.

Ihr solltet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphsen / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-lausitz / gefürsteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zu Ravensstein / unserm gnädigsten Herrn / vermöge eurer Vocation und Amtes / insonderheit auch S. Churfürstlichen Durchleucht. zu Sachsen / Herzog Johann Georg dem Dritten / unserm gnädigsten Herrn / auf die derselben in S. Fürstl. Durchl. landes-Portion zustehenden hohen Reservaten und Gerechtigkeiten / Inhabtes des zwischen Jhr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. unterm dato Dresden den 12. Septemb. des 1682sten Jahres aufgerichteten Vertrags / getreu / hold und gewärtig seyn wollet / bey der reinen Lehre und Christl. Befandtniß dieser lande / wie dieselbe in der ersten ungeänderten Augspurgischen Confession begriffen / und im Christl. Concordien-Buche repetiret und erkläret / und wider alle Verfälschung verwahrt ist / und nicht anders thun wollet / sondern ohne Scheu alsobald offenbahnen / da auch S. D. R. verhängen möchte / das Er doch gnädig abwenden wolte / daß ihr euch selbst durch Menschen-Biß und Bohn von solcher reinen Lehre und Erkenntniß Gottes / entweder zu den Papisten / Calvinisten / und andern oft benannter reinen Confession widerigen Secten abwenden würdet / solches wollet Jhr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. alsobald / vermöge eures gelasseten Eydtes / ungeschweht anmelden / und dem fernern Verordnung und Resolution erwarten / und alle fürfallende Sachen getreulich und fleißig nach euren besten Verstande und Vermögen bedenken und verrichten / eines mehrern als euch zukommen / sonderlich aber einigen Eingriff in berührte Churf. hohe Geistliche reservirte Jura. euch nicht anmassen / auch da dergleichen von andern geschehen / oder euch ein widriges zugebracht werden wolte / solches ungeschweht / wie auch die in eurer Inspection vorkommende geistliche Sachen / vermöge des angezogenen Vertrags / in das Consistorium zu Leipzig geduldig berichten / und dessen Verordnung darauf erwarten / auch dahin sehen / damit in der euch und eurer Inspection anvertrauten Kirchen / keine Neuerung in Glaubens-Sachen / so unserer reinen Evangelischen Lehre zuwider lauffet / auf die Bahn gebracht werde / und daß ihr überdies wollet befördern / was dem seligmachenden Wort unserer Christlichen einseitigen Bekänntnis und Erbkeit gemäß ist / auch zu Heiligung und Ausbreitung der hohen Göttlichen Majestät / Mahnen und Bots / und denn zu Fortpflanzung und Erhaltung Gottesfurcht / euseitigen Zucht / Friede / Ruhe und Einigkeit in der Kirchen und ganzen Gemeine geraden / seuchbar-müßig und dienlich seyn mag / und solches um ihren eigenen Ruh / Ehrgeiz / oder eigenen Willen / thun oder lassen / sondern alles dasjenige in acht nehmen wollet / was einem gewissenhaften und treuen Superintendenten und Pastoren wohl anstehet und gebühret / auch Jhr. Churf. und Fürstl. Durchl. zustehende Gerechtigkeiten ersordern / und solches alles getreulich und ohne Gefährde.

Eyd /

Alles was ich N. N. geredet und gelobet habe / wie mir das mit unterschiedlichen Worten und Puncten vorge-

lesen und vorgelesen ist / das will ich stet / fest und unverbrüchlich / auch getreulich halten / als mir S. D. R. helffe / durch Jesum Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

ANNO 1682.

G.

Eynes-Notul.

Nach welcher die Pfarret / so nicht Superintendenten sind / zu verordnen.

Ihr solltet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphsen / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-lausitz / gefürsteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein / unserm gnädigsten Herrn / vermöge eurer Vocation und Amtes / insonderheit auch S. Churf. Durchl. zu Sachsen / Herzog Johann Georg dem Dritten / unserm gnädigsten Herrn / auf die derselben in S. Fürstl. Durchl. landes-Portion zustehenden hohen Reservaten und Gerechtigkeiten / Inhabtes des zwischen S. Chur- und Fürstl. Durchl. unterm dato den 12. Septemb. des 1682sten Jahres aufgerichteten Vertrags / getreu und gewärtig seyn wollet / bey der reinen Lehre und Christlichen Befandtniß dieser lande / wie dieselbe in der ersten ungeänderten Augspurgischen Confession begriffen / und im Christlichen Concordien-Buche repetiret und erkläret / und wider alle Verfälschung verwahrt ist / und nicht anders thun wollet / sondern ohne Scheu alsobald offenbahnen / da auch S. D. R. verhängen möchte / das Er doch gnädig abwenden wolte / daß ihr euch selbst durch Menschen-Biß und Bohn / von solcher reinen Lehre und Erkenntniß Gottes / entweder zu den Papisten / Calvinisten / oder andern obbenannter reinen Confession widerigen Secten abwenden würdet / solches Jhr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl. alsobald / vermöge eures gelasseten Eydtes / ungeschweht anmelden / und Jhr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl. fernern Verordnung und Resolution erwarten wollet / und solches alles treulich und ohne Gefährde.

Eyd /

Alles was ich N. N. geredet und gelobet habe / wie mir das mit unterschiedlichen Worten und Puncten vorgelesen und vorgelesen ist / das will ich stet / fest / und unverbrüchlich / auch getreulich halten / als mir S. D. R. helffe / durch Jesum Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

H.

Notul

Des Publication-Patents. welches die Churfürstliche Mandata zu ingrossiren.

Von Gottes Gnaden / Wir Johann Adolph tot. tit. thun hiemit kund und zu wissen / demnach der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte tot. tit. wegen (inferatur generaliter causa vel occasio mandati.) vermittels eines öffentlichen Mandats. welches nachfolgenden wörtlichen Inhalts ist / (inferatur mandatum integrum) Verordnung zu thun / der Nothdurft erachtet / uns auch solches Freund- und Vetterlich zu erkennen gegeben / und demnach daßselbe in unser landes-Portion ebenmäßig zu publiciren / und zu Werck zu richten; Als befehlen wir hiemit unsern etc. Daß sie sich angeregtem Mandat allenthalben sich gemäß beugen sollen etc.

XX.

* *Confederatio inter Regiam Majestatem DANIAE, 14. Sept. Serenissimum Electorem BRANDENBURGICUM & Episcopum MONASTERIENSEM ad promovendam Pacem, avertendam novam Belli*

ca-

* Ce Traité est le même qu'on avoit publié en François dans la premiere Edition de ce Recueil, Tom. IV. pag. 479. sous le mois de Mars 1682. Mais cette Date est fautive, & celle qu'on donne ici est la véritable.

ANNO
1682.

calamitatem inter IMPERATOREM, IMPERIUM, & Regem GALLIÆ, Defensionemque mutuam. Datum die 14. Septemb. 1682. [Tiré de la Regiftrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

I. **S**it Amicitia vera & intima inter Dominos Confederatos, interque illorum Ministros, in Comitibus Imperialibus & Circularibus, aliisque omnibus Conventibus, tam Ordinariis quàm Extraordinariis, omnia fincerè & integrè agantur & communicato consilio fiant.

II. Nemini Interestentium Confederatorum licebit posthac aliud Fœdus inire, quod in aliorum præjudicium vel detrimentum directè vel indirectè vergere possit, & si cuidam Confederatorum novum aliquod Fœdus ab uno ac altero offeratur, tenebitur ille Confederatos reliquos hujus certiores reddere, eosque si voluerint pangendo novo Fœderi includere.

III. Confederati promittunt, se communi operâ consilium Pacis ita promotos, eoque unanimi studio laboraturos, ut pro avertenda nova Belli calamitate inter Imperatorem, Imperium & Regem Gallia secūdum oblatas per Legatos Gallia conditiones, aliasvè quibus res controversiâ amicabiliter transigi potest, stabiliantur, si unus Confederatorum in suo Territorio, suisque Juribus turbetur, invadatur, hospitacionibus militaribus, aliisque exactionibus contra Instrumenta Pacis, Imperique Constitutiones opprimatur, vel in alio evidenti periculo versetur, reliqui Confederati tenebuntur ipsi quancūvis fieri potest, determinato auxilio succurrere.

IV. Militis illius subsidiarii numerus ita est definitus, ut à Rege Dania 1400. ab Electore Brandenburgico 2400. & à Domino Episcopo Monasteriensi 1200. pro mutui suppetis muniti debeant, cujus quarta pars in Equitatu semper consistat, ingravescente malo, vel periculo Confederati copias has duplo, triplo & quadruplo necessitas tempore adaugebunt.

V. Si Bellum absque Imperii solemnitate, & universali consilio ab uno vel altero contra Regem Franciæ moveatur, Confederati suppetis illas, ad quas pro rata Ditionum suarum, Imperio alius tenerentur, non præstabit, ne inde rumpenti vires accrescant, si verò ejusmodi Bellum unanimi Imperii conclusio solemniter decernatur, Confederati Declarationibus & oblati suis super hoc casu alibi jam in eventum factis constanter inherebunt.

VI. Fœderationi huic quoad Regem Dania Ducatus Holstia, & Comitatus Oldenburg, quoad Electorem, & Episcopum verò, omnis illorum Ditionis cis Albem cum Episcopatu Hildesheimensi includatur.

VII. Miles auxiliaris à mittentibus actur, nec inde recedet, nisi requiriti Pax & Securitas restituantur, acceptæque Injurie reparatio facta sit.

VIII. Fœdus hoc tres annos durabit, & integrum erit omnibus, eodem bonæ Pacis studio flagrantibus, quodcunque voluerint, accedere.

IX. Ratificationum commutatio intra 6. septimanas fiat. Separato & secreto Articulo in favorem Episcopi cautum est, si Regi Dania, vel Electori Brandenburgico ob præstationem auxilii, ad quod uni, vel alteri Principi vigore Fœderum intorum tenentur, periculum imminet, vel Arma à quocumque inferantur, aut etiam illi ipsi Bello quendam impetere, & re sua putent, quod Dominus Episcopus in utroque casu & quandiu inter Confederatos alia Conventio facta non fuerit, à mittendo quidem auxilio immunis, ad neutralitatem tamen observandam obstrictus esse, & id curare debet, ne per illum illiusvè Subditos Confederatis, eorumque rebus directè, vel per indirectum noxa, vel detrimentum inferatur, aut eorum Hostibus suppetiæ ferantur. Datum 14. Septemb. 1682.

XXI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur, & CHARLES XI. Roi de Suède. Fait à Stockholm le 12. Octobre, 1682. [Traduction Française du Mercure Hollandois de 1682. pag. 244. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 429. en Allemand; dans LUNIG *Tempsches*

Reichs-Archiv, Part. Spec. Abtheil. I. pag. 480. ANNO en, François & dans LONDORP *Acta publica* Tom. XI. pag. 442. en Allemand par Extrait.] 1682.

Comme ainsi soit que les discordes & desunions s'augmentent dans l'Empire d'Allemagne & aux Royaumes voisins, le Tres-Illustre & Tres-Puissant Seigneur, le Sieur LEOPOLD élu Empereur Romain toujours Auguste, Roi de l'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, d'Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la Silesie Supérieure & Inférieure, de Wirtemberg & de Teck, Prince du Pays de Suabe, Comte de Habsburg, de Tirol, de Ferret, de Kyburgh, & de Goritz, Land-Grave de l'Alsace, Marquis du St. Empire Romain, Bourgrave, & de la Lusace Supérieure & Inférieure, Seigneur du Marquisat d'Esclavonie, de Portes, de Nudis, & des Salines; & le Tres-Illustre & Tres-Puissant Prince & Seigneur, le Sieur CHARLES Roi de Suède, des Gors & des Vandales, Grand Prince de Finlandie, Duc de Scanie, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie, de Brème, de Verden, de Steatin, de Pomeranie, de Cassubie, & de Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingride & de Wismar, Comte Palatin du Rhin & de Bavière, Duc de Juliers, de Cleves, & de Bergue; & ont trouvé bon tant pour conserver le Repos Public & pour leur propre seureté, que pour lier entre eux une plus ferme Amitié, de faire une Alliance défensive. C'est pourquoy après que les Ministres Impériaux, & le Sieur Comte Gabriel Oxenstern Ambassadeur & Plenipotentiaire Royal de Suède, assemblés à Vienne, ont eu porté bien avant quelques Articles & Conditions, l'on a eu soin de faire entreprendre cet Ouvrage par celui que Sa Majesté Impériale a trouvé bon (pour y mettre la dernière main) d'envoyer à Sa Majesté Royale en qualité de Plenipotentiaire; à sçavoir l'Illustre Seigneur Michel Wenckellus François, Comte du St. Empire en Arthen, Baron de Goldsburg & Murtette, Seigneur de Grutlick, Mittelwald, Schoonfeld, Wolfersdorf, Durn, Krut, & Theyhowits, Chancelier de la Comté Royale auprès de Sa Majesté Impériale, & Premier Capitaine de la Forteresse de Glatsen. Et afin que cette Négociation que l'on avoit commencée, peut être conduite à la fin que l'on se proposoit, par des soins reciproques, Sa Majesté Royale a établi Commissaires & Plenipotentiaires, l'Illustre, l'Excellent, & Genereux Seigneur, le Sieur Benoit Oxenstern, Comte de Norshem, & Vasa, Baron de Mothroy & Lindholm, Seigneur de Kispurcen & Kattila, Conseiller de Sa Majesté Royale de Suède, Chancelier des Academies d'Aboon, & Premier Legataire d'Ingrido & Ketholmi; le Sieur Eduard Ehrensteen, Hereditaire de Forsbygan & Barkerthorp, Président du haut Tribunal Royal de Wismar, & le Sieur François Joël Omstedt, Hereditaire & Seigneur de Schottorp, Kreulenhoff & Haigæd, Chancelier de la Cour de Sa Majesté Royale; lesquels aiant résumé les affaires qui avoient esté entamées à Vienne, avec les Sieurs Ambassadeurs Impériaux mentionnez cy-dessus, après que les Lettres de Pouvoir ou de Pleinpouvoir ont esté approuvées de part & d'autre, & après avoir conféré ensemble, sont convenus des Articles suivants & ont stipulé au nom de leurs Illustres Seigneurs & Principaux, qu'ils seroient observés inviolablement.

I. Qu'il y aura une Paix ferme, & un lien inviolable d'Amitié entre Sa Majesté Impériale & la Maison d'Autriche d'une part, & Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède de l'autre, que l'on emploiera de coist & d'autre tout ce qui pourra tourner au bien & profit des deux Parties & que l'on prevendra soigneusement tous les perils & dommages dont les Roiaumes, Provinces, & Seigneuries de l'un & de l'autre pourroient être menacés, par une communication amiable & faite à tems, ou par quelque autre moyen convenable.

II. Que le but de cette Alliance défensive sera de conserver le Repos Public & la seureté mutuelle, & ce sur le pied qu'elle a esté établie par la Paix de Westphalie l'An 1648. & les Traitez de Nimègue des années 1678. & 1679.

III. Que partant les Alliez s'obligent reciproquement d'employer tout ce que leurs forces & leur devoir

ANNO voir pourront permettre, & d'adresser les Résolutions
1682. de leur Conseil à ce que les Traitez de Westphalie

& de Nimègue fussent puissamment être tellement maintenus en leur pleine & entière vigueur, que leur vray sens en puisse être pleinement satisfait en tous & chacun de leurs points.

IV. Mais s'il arrivoit qu'il se levât quelque différend à cause de l'ambiguïté du sens des Traitez susdits, ou que l'on vint à entreprendre quelque chose au contraire, ou tout autrement que ne porte leur contenu, les Alliez s'obligent en ce cas d'user de toutes sortes de devoirs, & d'employer tous les moyens possibles pour assoupir le mal, d'abord qu'il commencera à naître; mais si cela n'est pas assez fort pour produire l'effet que l'on se propose, les Alliez susdits seront tenus d'agir contre les Agresseurs de la Confédération, par Conseils & avec Forces, selon l'exigence de la chose, & la grandeur du peril.

V. Sous Conditions reciproques de defence & de secours, les Alliez seront tenus de secourir & defendre les Provinces, Pays & Seigneuries les uns des autres, qui sont spécifiés ci-dessus, avec tous leurs Droits & Prerogatives, en cas qu'ils soient attaquez par les Armes ennemies; à sçavoir du costé de l'Empereur les Provinces & Seigneuries que Sa Majesté Imperiale possède paisiblement dans l'Empire depuis les Traitez de Munster & de Nimègue, le Royaume de Bohême, avec les Provinces qui lui ont été incorporées; & par même raison du costé du Roi de Suède; les Provinces & Seigneuries qui lui ont été assujetties en vertu des mêmes Instrumens de Paix, jusques à la Province de Scanie inclusivement.

VI. Auquel effet il faudra que pour la defence mutuelle des Seigneuries susdites, en cas qu'elles soient troublées en quelque maniere que ce soit, l'on tienne prest dans les Provinces des Alliez, un Camp de 11000. Hommes armés, dont le tiers sera de Cavallerie & le reste de Gens de pied.

VII. Il faudra que Sa Majesté Imperiale & le Roi de Suède contribuent 3000. Hommes au nombre susdit de Gens de Guerre, lesquels seront menez sur les Lieux où la Partie qui en aura besoin les jugera nécessaires, selon la conjuncture du tems & la grandeur du peril.

VIII. Mais si la necessité & le peril requeroient une plus grande quantité de Monde, il faudra en traiter & convenir expressement entre ledits hauts Alliez.

IX. Mais en cas qu'il parût que quelqu'un menaçast de la Guerre l'un des Alliez, ou que quelque infraction ouverte fût naître du peril; l'autre exhortera la Partie offensante, par ses Ministres & Ambassadeurs, à se deporter de toute Violence & Voye de fait, & offrira les pierres d'achoppement qui pourroient empêcher l'Accommodement de la Querelle. Toutesfois si l'on ne pouvoit rien effectuer par là, ou que l'Agresseur ne vouloit pas escouter cette exhortation amiable, il faudra proceder contre lui par Armes & Conseils communs, & le poursuivre de telle sorte, qu'il soit réduit à la reparation des dommages, & à offrir d'honnêtes Conditions de Paix; au contentement & satisfaction de l'offensé.

X. Mais afin que chacun des Alliez puisse avoir du tems à suffisance pour assembler le nombre susdit de Gens de Guerre sur le Lieu assigné, celui qui en sera requis livrera ses Troupes où le Requerant voudra les avoir, dans trois Mois après la requition, en cas qu'il ne puisse le faire plutôt, à la charge toutesfois que suivant le Contenu de l'Instrument de Paix, Sa Majesté Imperiale pourvoira au libre Passage des Soldats Suedois, par les Terres des autres États de l'Empire, en vertu des Constitutions Imperiales.

XI. Pour ce qui concerne les moindres Instrumens de Guerre, & autres Equipages militaires, chacun des Alliez aura soin de les fournir à ses Troupes, mais pour ce qui est des Machines de plus grand volume, ce sera à la Partie requérante de les contribuer.

XII. Les Troupes de tous les deux Alliez, lesquelles en vertu de la Confédération, l'on aura envoyées pour secourir, combattront au profit du Requerant, tant qu'elles demeureront dans les Terres, ou qu'elles seront employées ailleurs à ses affaires, mais en cas qu'elles présentent leur secours dans les Villes ou Fortresses de l'un des Alliez, il faudra qu'elles fassent aussi le Serment Militaire au même Requerant, & tous les autres obeiront tant que l'Expédition durera, au General

ANNO que le Requerant susdit aura constitué sur la Milice
1682. avec Pouvoir absolu, de forte pourtant que tous les deux Generaux tant du Requis que du Requerant auront la même dignité & Caractère, & que le General des Troupes Auxiliaires assistera toujours au Conseil de Guerre, & sera participant d'une maniere speciale des expéditions que l'on entreprendra.

XIII. En cas qu'il arrive que dans le temps que l'on demande les Troupes Auxiliaires à un des Alliez, il soit attaqué par Guerre dans son propre Pays, il ne sera pas obligé de satisfaire à ce present Accord, ni à fournir les Troupes Auxiliaires au nombre mentionné ci-dessus; laquelle invasion il faudra entendre ne se pouvoir appliquer à un leger & premier effort d'une infestation ennemie, mais seulement à une invasion qui apporte comme une impossibilité morale d'envoyer ses Troupes ailleurs, pour en avoir besoin dans son propre Pays. Au reste le Requis fournira à ses Troupes Auxiliaires les Frais, la Solde, & les Equipages nécessaires de Guerre, tant que l'Expédition durera; mais les Logemens & Services comme on veut les appeler, leur seront fournis par la Partie requérante, en la même maniere qu'elle les donne à ses propres Soldats.

XIV. Si l'un des Alliez gaigne quelques Places sur les Pays Ennemis par heureux succès de ses Armes, & qu'il la tienne en son pouvoir durant l'expédition, il ne pourra la rendre aux Ennemis sans le consentement de l'autre Allié, mais l'estat de la Religion & des Eglises y demeurera en son entier, sans y rien changer sous quelque pretexte & en quelque tems que ce puisse être. On laissera aussi le libre exercice de la Religion aux Troupes Militaires de l'Armée, sans leur donner aucun empêchement; & pour ce qui est des Butins que l'on fera sur l'Ennemi, & de ce que l'on prendra pour la subsistance des Soldats, cela leur sera distribué à proportion du nombre, entre les Limites des Pays des deux Alliez. Mais on gardera les principaux Prisonniers, pour en faire des échanges, ou quelque autre profit de Guerre.

XV. La Partie requérante sera en forte que les choses nécessaires pour l'entretien des Soldats ne viennent pas à manquer, tant qu'ils se trouveront dans des Places; mais qu'ils puissent les avoir à juste prix dans les Villes voisines, craignant que faute des choses nécessaires ils ne soient contraincts de deserter, & de se jeter dans les Troupes Ennemies.

XVI. L'on tiendra les Soldats en une bonne Discipline, & on en fera une Justice rigoureuse, tant dedans que hors des Pays des Alliez, de peur que ne punissant pas leurs dissolutions, elles ne tournent à la ruine des Sujets, & ne causent le défaut des choses nécessaires pour la subsistance de la Milice.

XVII. Sa Majesté Imperiale pourvoira autant qu'il sera en elle, que Sa Majesté Royale de Suede ait la liberté de conduire ses Soldats par tout dans l'Empire, & d'y acheter toutes sortes d'Armes & de Chevaux, suivant les Constitutions de l'Empire, mais ce pouvoir sera dénié aux Ennemis des deux Alliez.

XVIII. Les deux Alliez promettent aussi que tant que cette Alliance durera, ils ne feront avec personne, sans le consentement mutuel de l'un & de l'autre, aucune Paix, ni Cessation d'Armes, ni Traité, qui soit contraire à la presente Convention, ou qui la détruise en aucune maniere; & comme la presente Alliance a été contractée par amour de la Paix & du repos public, & pour la securité des deux Parties, les autres Roys & Princes par la conjunction desquels la tranquillité de l'Empire se puisse assurer, & qui desireroient d'être compris spécialement dans cette Alliance, y seront admis du consentement des deux Alliez.

XIX. Cependant l'on reçoit dans la presente Alliance & la Garantie qui en émane, le Duc de Holstein-Gottorp le Sieur Chrétien Albert, avec ses Domaines de Sleefwyck & Holsteyn, & leurs Majestés Imperiales, & Royale de Suede stipulent de le vouloir protéger & defendre dans ses Droits & Prerogatives, suivant les Traitez de Westphalie & de Nimègue, affermis par cet Instrument d'Alliance, & les Conventions de Rothschid & Hafnen, en la maniere que le Sieur Duc susdit se la possède devant les Troubles de la dernière Guerre. Sa Majesté Imperiale procurera par la presente que ledit Sieur Duc jouisse de cela même, suivant les Conclusions du Cercle de la Saxe In-

ANNO 1682. ferieure, prises depuis peu à son avantage, & que reciproquement le Sieur Duc accomplira avec exactitude tout ce qu'il promet alors au Cercle de Saxe pour la conservation, le bien, & tranquillité de l'Empire Romain, & qu'aux occasions il aidera les Alliez de toute sa puissance.

XX. Cette Alliance durera & sera observée estreitement par les Alliez en toute & chaque chose à part, l'espace de dix Ans, lesquels escoulez l'on traitera de la Prolongation du contentement des deux Parties, ce qui sera conclu dans deux mois, ou d'autant plutôt qu'il se pourra. Pour assurance de quoy & afin de donner plus de vigueur à la verité & la bonne foy, Nous les Deputez & Plenipotentiaires susdits avons signé cet Instrument & en avons echangé reciproquement deux Exemplaires de même contenu, signez de nos Seings. Fait à Stockholm le 12. du Mois d'Octobre de l'Année Mil six cents quatre-vingts deus.

(L.S.) BENOIT OXENSTIER- (L.S.) FRANÇOIS JOEL
NA. ORNSTED.

(L.S.) EDUARD EHRENS-
TEIN.

XXII.

2. Nov. Erklärung der Stände und Rätthe des Königreichs Schweden/ belangend des Königs Gerechtsame in den Provincial-Gesetzen. Geben den 22. Novemb. 1682.

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant les Droits du ROI, à l'égard des Loix Provinciales. Du 22. Novembre 1682.

* Voyez-la cy-après sous le 3. Janvier 1683.

XXIII.

9. Nov. Versicherung der Rätthe und Stände des Königreichs Schweden/ angehend der Königin Leibgeding. Geben den 29. Novemb. 1682.

C'est-à-dire;

Assurance & Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant la Dot de la REINE. Du 29. Novemb. 1682.

* Voyez-la ci-après sous le 3. Janvier 1683.

XXIV.

1683. Puncta, welche des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Franckfurth bey der zu Erhaltung dero mehrerer Sicherheit beschenehen Zutretzung zu der Rhein- und Fränkischen Erenß-Allians sich bedungen. [LONDORP II *Acta Publica* Tom. XI. pag. 537.]

C'est-à-dire,

Points signés par la Ville Imperiale de FRANCKFORT pour sa plus grande seureté, dans son Ac-

*cession à l'Alliance des Cercles du RHYN & de ANNO
FRANCONIE. 1683.*

Erlaubt wolten Burgermeister und Rath die schein in ihrer Stadt habende Guarnison, von eygen geworbener Mannschafft / und noch ferner etliche hundert Mann zu ihrer und gemeiner Stadt mehrer Sicherheit werden / und dieselbe auß ihren Mitteln erhalten / solche ihre bey Handen habende / und noch weiter anwerbende Mannschafft auch sampt und sonders / zu der Stadt Defension beständig / und dergestalt darinnen behalten / daß sie einige auß derselben folgen zu lassen / nicht verbunden seyn solten.

Solte aber Zwyentens / auff eine Ruptur, oder anscheinende Gefahr / über die selbst zu wegen gebrachte Mannschafft / von den unüirten Völkern wenig oder viel zu ihrer Stadt Defension einzunehmen / von ihnen selbst für nöthig erachtet werden / so solte dieselbe auß der nachfolgenden Willig genommen / und umgestalt abgefolgt werden / und auß ihr Begehren und ernst Ansuchen / die in der Nachbarschafft stehende Völker / von Compagnien zu Compagnien in die Stadt zu marchiren gehalten seyn / sothane Mannschafft aber / sampt hohen und nidrigen Officieren / niemand aufgenommen / Burgermeister und Rath vor allen Dingen mit Handgelobnus / an stat würdlichen Eydesleistung versprechen / darauffhin ihrem zeitlichen Commandanten also und dergestalt untergeben werden / daß sie / gleich ihrer eygenen geworbener Mannschafft / auß ihre und der ihrigen Verordner habere jeweilige Verordnung allenthalben / wo es der Stadt Defension erfordert / sich willig gebrauchen lassen / und in keinem widersehn / auch außser derer nöthigen Defension, keinem einigen / hohen oder niedrigen Standes / viel weniger Benachbarten / einige Hostilitäten oder Feindseligkeiten bezeugen solten noch wolten. Wann auch sie über kurz oder lang solcher Auxiliar-Mannschafft ferner nicht bedürffen würden / und dieselben abmarchiren lassen wolten / solten sie gehalten seyn / unverzüglich / mit guter Ordre, ohne Hinterlassung einiger Schulden / demo nachzukommen; immittelst aber in Zeit ihrer Abwesenheit in schärffter Disciplin zu leben / und der Stadt alle Insolentien / Verbrechen und Unberechtigungen / Kriegs-Gebrauch nach zu bestraffen / mithin in Civilibus & Criminalibus zu cognosciren und exequiren vorbehalten seyn.

Damit aber sothane gute Ordre und Kriegs-Disciplin gehalten werden möge / so solte derer Sold auß der Unions-Cassa (ohne einig der Stadt Zuthun / Kosten oder Bewachden /) ordentlich gerichtet / von Monat zu Monaten bezahlet / und von derselben (der die Logierung einig und ohne Eintrag verbleiben solte) / oder den Bürgern und Einwohnern ein mehrers nicht als das Obdach / und der Gebrauch Feuer und stesig gefordert und angewendet werden.

Wann auch Drittens die Nothdurfft erfordern / und die Stadt in Gefahr gerathen wüde / solte von dem ganz unüirten Corpore derselben unverzüglich succurrirt / und nach erforderter Nothdurfft / auß der Union Kosten gerettet werden / dergleichen auch an diese Stadt eine besondere Anforderung nicht geschehen.

Obwohl aber Viertens / Burgermeister und Rath gehoffet hätten / in Ansehung obiger / und vieler anderer extraordinar-Spesen und Ausgaben / für Munition, Proviant, Anordnung der jungen Mannschafft / wie auch der sehr kostbaren Fortification, und des hohen Matricular-Anschlags / bevorab an der 130. Römer-Monat beschenehen Multiplication, mit fernerem Geld-beytragen verschonet zu bleiben / damit der Stadt noch übriger Nervus, Kräfften und Vermögen zu der Defension desto besser und nachtheillicher angewendet werden möchte; So hätten sie jedanoch / zu Bezeugung ihres getreuen Patriotischen Gemüths / und daß sie sich auß das äufferste angreifen / und nichts / was zu Behuff des gemeinen Bestens dient / unterlassen wolten / und endlich auß Köpfflicher Gefandtschaft bewegliches Zusprechen / dabun sich ferner erklärt / daß sie noch über dieses alles / so wohl wegen der gemeinen Reichs-Verfassung / als dieser Particular-Zusammensetzung / Monatlich für alles ein tausend Gulden ad Cassam, von dato dieser Bepretzung leisten / zu weitem aber gar nicht / weder pro preterito, oder fonsen vor / noch nach einiger Ruptur gehalten seyn wolten.

So viel aber zum Fürnsten den Terminum ad quem dieser Particular-Bepretzung betrifft / obwolten Burgermeister und Rath wünschen mögen / gleich wie in andern Fäls.

ANNO 1683. falls/ also auch hierinnen der höchstlichen Kaiserlichen Gesandtschaft inländigen Ansuchen zu weichen; hätte man sich/ in Erwägung vieler miteinlaufender particular-umständen/ sich weiter nicht/ als auf ein Jahr/ von dato dieser Erklärung/ oder da die Bestätigung desselben Friedens indessen erfolgen sollte/ verbindlich können/ mit Contestation und Versicherung/ man indessen der liebe Frieden/ oder Feststellung der allgemeinen Securität auf dem Reichs-Convent zu Regensburg nicht erfolgen sollte/ sie sich ferner dighalts erklären wollten/ wie es die Zeit gegen Ihre Kaiserliche Majestät/ und das allgemeine Interesse/ wie auch ihrer Stadt Conservation von ihnen ferner erfordern würde.

XXV.

TURC ET Traité entre MAHOMET IV., Empereur des TEKELI. Turcs, & le Comte EMERIC TEKELI. Fait en 1683. [Traduction Française du Mercure Hollandois, de 1683. pag. 157.]

I. **Q**ue le Comte Emmeric Tekely de Ritzmark, de l'illustre Maison du Prince Gabriel Bethleem sera installé Roi de Hongrie. & qu'au cas qu'il vienne à mourir, le Grand Seigneur prendra la Reine son Epouse en sa protection tant pour sa Personne que pour ses Biens.

II. Qu'après le mort du Comte Tekely & de ses Enfants les Hongrois choisiront tel Roi qu'il leur plaira, pourveu qu'ils en donnent connoissance à la Porte Ottomane.

III. Que le présent que les Hongrois ont promis de donner à la Porte Ottomane ne pourra jamais être rehaussé en quelque manière que ce soit.

IV. Qu'ils pourront jouir entièrement de leurs Privileges, Libertez, Immunités & Franchises, sans que jamais on les leur diminue.

V. Que par les Turcs ils seront protegez contre tous leurs Ennemis, quels qu'ils puissent être.

VI. Que les Turcs observeront religieusement & inviolablement les Conditions de Paix faites à St. Gothard avec les Allemands, autant qu'elles concernent la Hongrie.

VII. Que les Jesuites comme perturbateurs du Repos public seront chassés de la Hongrie & n'y seront jamais plus receus, & que l'on procedera avec rigueur contre ceux qui oseront parler à la Porte de leur établissement, ou les favoriser.

VIII. Que les Tributs des Places qui seront rendues ne seront jamais augmentés, mais ce qu'ils ont contribué aux Turcs & aux Hongrois juques à ce tems ci demeurera perpetuellement au même estat.

IX. Que les Thresoriers de la Hongrie auront le passage libre par toutes les Terres de la Domination Ottomane.

X. Et que quand ils apporteront à la Porte le present d'honneur qui lui a été promis, ou y viendront pour quelque autre affaire, ils y seront receus magnifiquement.

XI. Et que finalement comme il a été dit ci-dessus le present de 40000. Ecus annuels ne pourra jamais être augmenté.

XXVI.

3. Janv. Der Königlischen Majestät und des Reichs Schweden Rätthe und der sämptlichen Stände Schluss / so einhelliglich von denselben gemacht / bewilligt / und verabschiedet worden auf den allgemeinen Reichs-Tag in Stockholm / welcher auff das Jahr 1682. angefangen / und den 3. Janv. 1683. geschlossen worden / wodurch das Reich Schweden nicht nur vor ein Mannlich / sondern Weiblich Erb-Reich erklärt / die vom König ent-

worfene und Anno 1682. den 29. ANNO Novemb. unterschriebene und besiegelte 1683. Regierungs-Form gänzlich approbirt / die so Königs Caroli Gustavi Testament beyseits gesetzt und perstringirt / vor ungerreue Unterthanen erklärt / dem König freye Macht gelassen / der Königin ein Leibgeding nach seinem Belieben zu machen / Leben-Güter zu verschenken / die Verschenckte zu reduciren / die grosse Commission und Liquidations-Commission approbirt / dem König freygestellt Befehle zu machen / und die Erhaltung der Armeen regulirt wird. Nebst der Rätthe und Stände Erklärungen über Königs Caroli Gustavi Testament den 19. Decemb. 1683. Derelben Versicherung wegen der Königin Leibgeding. Sub 29. Nov. 1682. Und fernerer derselben Erklärung belangend des Königs Gerechtsame in Provincial-Gesetzen. De 22. Novemb. 1682. [DIARII Europ. Contin. XLIII. Append. pag. 124. d'où cette Pièce est tirée, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europaeum, Tom. XII. pag. 124. mais seulement en abrégé.]

C'est-à-dire.

Conclusion unanimement prise & passée en Loi par les Conseillers du Roi de Suède, & par tous les Ordres du Royaume, & dans la Diète Generale de Stockholm commencée en 1682. & finie le 3. Janvier 1683. Par laquelle la COURONNE DE SUEDE est déclarée Héritaire en faveur des Mâles, & à leur défaut en faveur des Femelles. On y approuve sans exception la Forme de Gouvernement, proposée & signée par le Roi le 29. Novemb. 1682. On y declare mauvais & infidèles Sujets ceux qui se sont opposés au Testament de CHARLES GUSTAVE, & qui ont voulu le restreindre. On y accorde au Roi la Puissance de faire les Loix, de constituer aux Reines leurs Dotes, de donner les Fiefs de la Couronne, & de reprendre les Choses données. On y approuve la Grande Commission, & la Commission des Liquidations; & on y fait des Reglements, pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la DECLARATION desdits Conseillers & Estats sur l'Affaire du Testament dudit Roi CHARLES GUSTAVE du 19. Decembre 1683. Leur ASSURANCE & DECLARATION touchant la Dote de la Reine, du 29. Novembr. Et enfin leur DECLARATION touchant les Droits du Roi, à l'égard des Loix Provinciales; du 22. Novembre 1682.

Wir unterschriebene Dero Königlischen Majestät Rätthe und sämptliche Stände / Grafen / Freyherrn / Bischöffe / Ritterschafft / und Kriegs-Beisitzhaber / der gemeine Mann / so auff diesem bestimten und gehaltenen Reichs-Tage seynd besuffen / und versammelt gewesen / so wohl für uns selbst als Bevollmächtigte von unsern dahelst gebliebenen Mit-Brüdern / thun kund / das nachdem der Größtmächtigste Hochgebohrne Fürst und Herr / Herr Carl / der Schweden / Gothen und Wendens König / Groß-Fürst zu Finland / Herzog in Schweden / Estland / Liefland / Carelen / Pechmen / Dneben / Suetin / Pommeren / Cassuben und Wenden / Fürst zu Rugen / Herr über Ingermanland und Wisimar / wie auch Pfalzgraff an Rhein

TOM. VII. PART. II.

F

ANNO sicher seyn und verbleiben mögen / so lange als jemand
1683. davon am Leben seyn wird.

H. Weilen auch Ihr Königl. Majestät als ein Ehrlich- und Gütlichgütiger König und Herr / bey Erwehung Ihrer Sterblichkeit / mit sonderbarer Königl. Vorzucht und Gnade die unterthänigste Erinnerung / so die Reichs-Stände bey dem jüngsten Reichs-Tage Anno 1680. zu thun sich erkühnen und unterstanden / auf und angenommen haben; und null ferner sich höchlich anlegen seyn lassen / daß die Regierung und Administration des Reichs nach Dero ködlichen Hinfirt / da solcher bey Ihrer Königl. Hocht. / Ihr. Königl. Majestät Herrn Sohns / Prinz Carls / jungen und umwundigen Jahren einfallen solte / nicht in einige Confusion und Unrichtigkeit gerathen möchte : und also auff einen solchen Fall und Begebenheit Dero für das Reich Schweden unse- liches Vaterland wohlgemeinte Gedanken geworfen / und daher die von Ihrer wohlverfaßte gnädigste Disposition und Regierungs-Form uns gnädigst vorstellen lassen / wie selbige den 29. Novembr. jüngst verlassenen Jahres ist unterschrieben und besiegelt worden / und also für ein Gesetz und Regierungs-Constitution unverrücklich gehalten und in acht genommen werden soll und muß / dafern etwas unvorhersehliches und unersichtliches von Gott dem Allmächtigen / warum wir dannoch den Allerhöchsten ansehn / daß Er noch lange damit versehen wolle / Ihr. Königl. Majestät wiederfahren und zustoßen solte / als sagen wir derselben unterthänigst-bemühtesten Dank wegen einer so gnädigen und hohen Sorgfalt für das Kö- nigliche Haus / des Reichs Ruhe und Sicherheit / wie auch für derer aller Ihr. Majestät von Gott anvertrauten Unterthanen beständige Wohlfahrt / welches alles dann Ihr. Königl. Majestät nicht anders / als zu Dero ewigwährenden Ruhm gereichen kan / indem daß sie nicht allein die Dero Lebens-Zeiten mit einem so unaussprechlichen Fleiß und Wachsamkeit das Reich und dero Land und Leute regieren / sondern auch über das mit einer so wohlbedachten Vorsichtigkeit allem Innern und Confusion uns künftige vorzulegen suchen; wie wir dann auch alle Insegsamkeit und ein jeder unter uns obbesagte Regierungs-Form uns für eine gewisse Regel und Richt- scheine vorstellen / und auf vor ereigneten Fall für eine unveränderliche rechtmäßige Constitution annehmen / auch derselben gehorsamlich nachleben und folgen / und nimmer- mehr davon / als etwa vor dem geschehen seyn möchte / abweichen wollen und sollen. Und dafern jemand / hoch oder niedrig von den Ständen in Schweden / oder je- mand / so da im Reich Schweden oder dessen einwohnen Provinzen wohnt / und gesessen ist / oder sonst mit Pflichten und Gehorsam verbunden ist / sich etwa erkühnen solte / oben gedachte Disposition auf einigerley Wei- se sich zu widersetzen / und dargegen ichtes heimlich oder öffentlich zu handeln und vorzunehmen / derselbe soll von uns / allen unsern Mitwürbern und Nachkommen / für einen Feind der allgemeinen Ruhe und Sicherheit und als der seine Pflicht gegen die Obrigkeit vergessen hat / geachtet und gehalten / wie auch als ein Verräther und von dem Vaterland abgefordertes Glied angesehen / und da er einer solchen Torsion / Muthwillen oder Ueber- tretung bezichtigt und überwiesen wird / ohne alle Gna- de als einer / der dem König ungetreu ist / abgestrafft werden.

III. Gleich wie auch Ihr. Königl. Majestät wegen Dero angehörender Liebe zu Dero Höchsteiligen Herrn Vater / Gütlichgütigen Andenkens / und auch wegen der Devotion / damit Ihr. Königl. Majestät desselben glorieuse uns Preßwürldige Actiones beherzigen und betrachten / und als sammtliche Ständen zu unserm unterthänigen Bedenken anheim zu stellen geruhen wollen / was etwa Anno 1660. so wohl in Gottenburg / als hier in Stockholm auf dem damals gehaltenen Reichs-Tage vorgelaufen ist / belangend mehr Höchstgedachten sel. Königl. Majestät zu des Reichs Wohlfahrt und Si- cherheit wohlgemeintem und rechtmäßig gemachtes Re- sament / und die wieder Höchstbewelte Ihr. Königl. Ma- jestät gestiftete Schwere und unbedachtsame Reden und Ca- lumnien : also haben wir / vernünftigt einer sonderbaren Ate von 19. Decembr. verwichenen 1682. Jahres dar- über unsere unterthänige Erklärung verfaßt / und selbige Ihre Königl. Majestät in alle Unterthänigkeit un- gesellet / wie wir dann auch für uns und unsrer Nachkom- men diese unsere Erklärung zu ewigen Zeiten hiernit und vermittelst dieses allgemeinen Reichs-Tages-Beschlus- ses / gleich als dieselbige von Wort zu Wort hier ein- gesetzt / befestigen und betrafftigen; und zusehe den oder die / so da nach Inhalt erwehnter unse- r Acte und Er-

klärung schuldig befunden würden / beydes Ihme zu ANNO
eniger Schimpf und Spott / wie auch andern zu einer 1683.
Warnung / für ungetreue Unterthanen erklären. Wir
annulliren und vernichten auch hiemit die in Anno 1660.
gehaltene Protocolla zusambt allen selbige Sachen an-
gehenden Acten / und erklären solche für ungültig.

IV. Alldieweil wir uns auch von Herzen darüber
erfreuen / daß Gott der Allmächtige Ihr. Königl. Ma-
jestät mit einem so hochbegabten und mit so selten und
ungemeinen Königl. Qualitäten wohlgeordneten Gemahl
und Königin gnädiglichen gesegnet hat / indem daß nicht
allein Ihre Königl. Majestät Herkommen und Ge-
schlechte von Hohen und in der Welt wohlbelandten
Königl. Blut entsprossen / sondern auch Ihr. Königl.
Majestät selbst eigene hohe und rühmliche Meriten sich
im Reich so weit ausgebreitet / und fundirt worden / daß
sie aller getreuer Unterthanen Herzen mit sonderbarem
Wohlgelallen eingenommen / und gegen Ihr. Königl.
Majestät selbige zu aller unterthäniger Devotion und
Ehrerbietung verbunden haben; und weilen daher nun
auch Seine Königl. Majestät mit dem 10. Ihr. Königl.
Majestät dero Gemahl mit so hohen edels-
theu bezeugen wollen / daß sie auf Dero Sterbens-Fall
(den der gütige Gott noch lange in Gnaden abwenden
wolle) derselben ein dero hohen Stande und Königl. Be-
wilde gemäßigtes einbegibung und Unterhalt nebst anderen
Einkommen bezulegen und zu verschreiben belieben wol-
len : So sieht selbige alles in Ihr. Königl. Majestät
freyen Macht und Disposition / wie wir uns dann auch
höchlich darüber erfreuen / und ein innerliches Wohlge-
fallen darob haben / und verbleiben also allerdings bey
der Versicherung und Verpflichtung / die wir uns dann aus
unserer Mitwürder und Nachkommen den 6. Nov.
jüngst hingelassenen Jahres darüber aufgesetzte und un-
terschieden haben; welche unsere unterzeichnete Versich-
rung wir auch gleichfalls hiernit noch weiters betrafftigen
und befestigen / ansey rühmende / daß der Aller-
höchste / der Beyde Ihr. Königl. Königl. Majestät Ma-
jestät auf seiner sonderbaren Gütlichen Providenz und
Versicherung zusammen geführt hat / Ihr. Majestät Ma-
jestät lange und wohl beyeinander leben lassen / und sie mit
allen Königl. Glückseligkeiten betonen wolle.

V. Demnach auch Ihre Königl. Majestät dero
sammtlichen Stände unterthänigen Überlegung heimzulen-
ten in Gnaden geruhen wollen / wie das vierte Capitul
in dem Titel von Königl. Rechten / in dem Provin-
cial-Gesetz solle verstanden werden / und wie weit Krafte
desagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtigt seyn /
die Lehn zu geben / auch wie weit nach dem 5. selbigen
Capituls / bey großem Mangel und unvermeidlichen nö-
thigen Aufgaben Ihr. Königl. Majestät entweder mit
oder ohne der Stände ins gemein / eines Standes be-
sonders / oder eines jeden Donatarii / Consens und Bewil-
ligung / selbige Lehen mit Recht wieder zu nehmen / und
damit zu des Vaterlands Nutz und Beßen zu dispo-
niren / Macht und Gewalt haben; Als seynd wir ein-
helliglich bey der Erklärung verblieben / daß Ihr. Königl.
Majestät als unser vollmächtiger König Macht und Ge-
walt habe / die Lehen zu geben / und der Cron-Güter un-
ter einem oder anderen Nahmen und Titel von größ-
tem oder kleinstem Quanto / Donations-Weise an Dero
getreue Unterthanen über zu lassen; wie dan auch / daß
gleichwie das Lehn-geben in Ihr. Königl. Majestät Macht
und Gewalt steht / ebenfals auch Ihr. Königl. Majestät
Gewalt haben / es mögen allodialiter / oder auf andere
Conditiones und Bedinge verlehnte Güter seyn / diesel-
bige zu widerrufen / und zu des Vaterlands Nutz und
Beßen darüber zu disponiren / allerdings wie dies unsere
Erklärung von uns sammtlichen ausführlichen in jüngst-
ergangenen 22. Novembr. in einer sonderbaren Acte
verfaßt / unterschrieben / und Ihrer Königl. Majestät
in Unterthänigkeit überreicht ist. Confirmiren also hie-
mit nicht allein noch ferner bewelte unsere unterthänige
Erklärung / vermittelst welcher alle auf diesen Reichstage
voraus wegen der Reduction der Güter / sowohl in den
Provinzen / als sonst / und von dem primo acquirente
vorgedachte Deliberationes und projectirte Bewilligungen
unter Ihr. Königl. Majestät eigener Hohen Macht und
Disposition erant und declarirt seynd / sondern weil
auch Ihr. Königl. Majestät darüber einen gewissen
Schluß einem jeden zur Nachricht / und dann auch be-
langend die Güter und dero Widerruffung unter die Cron
ein neues Reductions-Placet vom 9. Decembr. jüngst-
erlebten Jahres haben aufgehen / und dero Ständen com-
municiren lassen; Als bleibt es ebenfals auch fest und
unverrückt dabey und gebührt uns die Sorgfalt die Ihr.
No 2

ANNO
1683.

Königliche Majestät für die Wohlthat seines Reichs hiernach haben verfahren lassen / mit unterthäniger Dankeschuldigkeit sich zu erkennen / und derselben eingedenk zu seyn. Es lebte damals andey die Ritterchaft und der Adel / zusammen denen Kriegs-Officieren in der unterthänigen zweifelhafte Hoffnung / Ihr. Königliche Majestät werden diejenigen sich, denen mit Gnaden und Königlichem Huld und Milde ansehen / und theere eingedenk seyn / die Ihr. Königl. Majestät befehlen / und erachten können / daß sie sowohl durch deren Vorsehren / als ihre eigene merckliche Dienste / wie auch Capacität / Treue und Liebe zu Ihr. Königl. Majestät auch Dero Königlichem Familie / Ihr. Königl. Majestät sich entweder allbereit würdig gemacht haben / oder unskillig noch sich derselben würdig machen können.

VI. Nachdem wir auch unterrichtet worden seyn / welcher Gestalt die Commission / die bey jüngsten Reichs-Tage von denen sündlichen Sünden verordnet / und darauf von Ihr. Königl. Majestät autorisirt ward / die Administration und Verwaltung der Münd / während Zeit Ihr. Königl. Majestät Minorität / zu unterstehen / mit allen gehörigen Fleiß und Billigkeit ist fortgesetzt und vollbracht worden / so kommen wir nicht anders dann contenten und bezeugen / wie lieb und angenehm es uns sey / daß ein so schweres und mühsames Werk / als dieß Commission gewesen / zu einem rechtmaßigen Ende und Aufgang gebracht ist / weswegen wir uns ebenfalls gegen Ihr. Königl. Majestät für Dero hohe Sorgfalt zum unterthänigsten bedanken / daß sie dieses hohe Werk zu einem andlichen Schluß zu verschellen / Ihr gnädig haben anlegen seyn lassen. Und wie dero Stände Deputirte große Mühe / Arbeit und Ungemach darmit gehabt und aufgestanden haben / so verdienen sie auch befalls hütlich mit allem Reich / nicht allein bey denen Ständen Dank und Ruhm / sondern werden auch von uns für sich und Ihre Nachkommen darüber vergewisset und versichert / daß was vorerwähnte deren sündlichen Stände bewillmächtige Commissarii gethan / verrichtet und gesecht haben / Wir und unsere Nachkommen für solches alles als ein Mann felsen sollen / so daß sie Ihre Kinder und Nachkommen / weder jetzt noch in künftig bey wasseley Veränderung der Zeiten es seyn möge / einigen Noth / Verfolgung und Verdrüss von denen Ständen sündlichen oder von einem Stand ungeduldet / oder von einem Glied in einem Stände zu beschuldigen haben sollen : Welches wir ebenfalls auf gleiche Art / Art und Weise von der Commission wollen verstanden haben / so Anno 1675. auf dem Reichs-Tag zu Upsal verordnet ward / bekräften uns auch / anlangend die Execution von abgeordneten ausgesprochenen Sentenzen / auf Unsen / auf Ihre. Königliche Majestät gehenden Aufftrag und Proportion gegebene unterthänige Antwort / welche wir hiemit durch geschwätzigen Reichs-Schluß bestätigen und befestigen.

VII. Gegen die Respective Verzen / so auf den lezte vorgehenden Reichs-Tage verordnet worden / das neue Reductions-Werk zu verrichten / befinden wir uns zu gleichmäßigen Dank verbunden / wegen der grossen vielfältigen Beschwehung und langwierigen und mühsamen Arbeit / die sie gehabt und verrichtet haben : Dagegen seynd wir Ihnen verpflichtet / daß wir für Ihre gehabte Mühe / Beweise und Ungemach / sie felsen und alle Ihre Nachkommen / jetzt und in künftig / der Ihnen bey vorigen Reichs-Tage erhaltenen Versicherung gemäß / von aller Ansehung freygeben und erlassen.

VIII. Gleichfalls können wir auch nicht vergeffen noch unterlassen / Ihr. Königl. Majestät allen unterthänigen Dank zu offen für die zu des Reichs Mühen und Beilen eingetragte Liquidations-Commission / durch deren Arbeit und genaue Untersuchung dem Reich mercklicher Nutzen entstanden / und die Schuld der Cron vermindert worden ist / daher wir sehr dankbar seynd / ferner in unterthänigste anerkennen und Ihr. Königl. Majestät anerkennen / daß was amann von vorgedachter Liquidations-Commission unverricht und unliquidirt seyn möchte / damit auf solche Art und Weise / und nach denselben Regeln / wie bisher liquidirt ist / möge fortgeschrien werden.

IX. Nachdemmalen auch Ihr. Königl. Majestät ist veranlaßt worden / dero Stände unterthäniges Bedenken hierüber zu nehmen / wie wir nemlich Hochgedachter Ihr. Königliche Majestät zuständig sey / zu Dero Reichs-Regierung und Administration gewisse Constitutiones / Reglemente / Placate und Verordnungen zu machen / und wie weit eine könne befugt seyn / zu be-

gehen / daß nachmalen solle überlegt werden / was vorhin von Ihr. Königl. Majestät gemacht und beliebt worden ist : Dagegen weil wir uns hierüber solcher Gestalt ausgelassen haben / wie unsere Erklärung vom 16. Novembr. jüngst verfloßenen 1682. Jahres aufwielet : Als bekräftigen und confirmiren wir dasselbige hiernur / und wollen / daß solches allen und jeden zu einem vollkommnen und unübersehblichen Nachdruck dienen solle / allermassen niemand unter uns ist / der nicht mit schuldiger Devotion sich zu entsinnen und zu erinnern weiß / daß eine sothane Macht und Gewalt Ihr. Königl. Majestät als einem regierendem Könige / vermög der Schwedischen beschriebenen Gesetze / eigne und gebühre / und daß / wie Ihr. Königl. Majestät gerechtfame vermögen zu gebieten / also auch den Unterthanen obliege zu gehorsamen.

X. Gleichwie nun dasjenige / was wir auf aberwöhn- te Art und Weise declarirt / bewilligt / beliebt und beschloffen / und uns deshalb vereinigt haben / von uns aus einem freyen Willen und wolbedachten Rath / wie auch nach rechtlichen überlegen zu Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Sicherheit / wie auch uns allen sammt unserm lieben Vaterlande zu Nutz und Guts gethan und abgehandelt worden : Also soll all solches fest und unskillig vest und beständig bleiben / und sollen dahero wir / unsere Mitbrüder und Nachkommen verpflichtet und verbunden seyn / dasselbe zu bewerkstelligen / zu vollführen / zu verantworten / zu vertreten / und zu handhaben / gesalle dann auch derjenige / der hierüber einige Einreden thun sollte / oder darmit sich verbrechen / und heimlich oder öffentlich etwas darmit vornehmen wolte / für einen Meynigen und als einer / der der Ihme obliegenden Gehorsams / Pflicht und Schultigkeit gegen Gott / dem König und dem Vaterlande vergeffen / gehalten / und deswegen ernstlich abgestraft werden soll.

XI. Was sonst dasjenige / so zu des Vaterlandes Schutz und Schirm / wie auch zu unermesslicher Unterstützung des Reichs-Nothdurft erfordert wird / anlangend / so haben Wir von der Ritterchaft und Adel / nebst den Kriegs-Befehlshabern den grossen Geldmangel / worinnen sich das Reich befindet / in unterthänigste schuldige Behergung genommen / und deswegen auf einige erlaßliche Weise denselben nach Möglichkeit zu stößen getrachtet. Wiewohl der Ritterchaft und des Adels jetziger Zustand und Gelegenheit in ein und andere Weise sehr verschmächet ist / so sehen wir dennoch solche unsere Ungelegenheit gerne beseyts / und suchen nach eussersten Vermögen und Möglichkeit das allgemeine Beste zu unterstützen / und dahero haben wir auff ein ganzes Jahr bey friedlichen Zustande darzu gewilligt / daß von allen Chargen / Diensten und Characteren im ganzen Reich der Gehende Pfennig aufgegeben werde / welches solcher Gestalt soll verstanden werden / daß ein jeder / sowohl militair als civil Personen / die eine Charge / Character oder Titel von einem Dienst / Er bekleide selbigen wirklich oder nicht / Er sey auf dem Stat geführt oder nicht / er sey jemahls vorhin auf einem Stat aufgeführt gewesen oder nicht / derselbe soll in Proportion wegen seines Characters / Dienstes und Charge an Ihr. Königl. Majestät und die Cron den gehenden Pfennig erlegen / von dem Lohn / der einen solchen Dienst und Character auff dem Stat zuerkannt und bezugetet worden. Alldieweil auch die allgemeine Volsart / Fried und Ruh dem Geringen sowohl als dem Vornehmen im Reiche zu Frommen und Sicherheit gerichtet / als es ist billich / daß an jeder seinen Antheil zu dessen Verbehaltung gebe und darreide / welcher Ursache halber Wir dann auch hierzu bewilligt haben / daß alle der Ritterchaft und des Adels / wie auch der Kriegsbefehlshabern bediente / Dienstbothen / Knechte und Gesinde / beydes auf dem Lande und in den Städten / keiner ausgenommen / ohne der unter 15. und über 60. Jahr / sollen bey dieser Verwilligung solcher Gestalt angesehen werden / daß ein Bedienter / der 60. Thaler Kupfer-Münz / und darüber zu Lohn hat / giebet von seinem Lohn jeden 10. Pfennig / gleicher Gestalt die Bedienten-Personen / die da 30. Thaler Kupfer-Geld haben / geben in gleichen den 10. Pfennig davon. Ein Knecht aber / der wenig oder gar keinen Lohn hat / giebt 2. Thaler Silber-Münz / und eine Wadl 1. Thaler Silber-Münz / und weil der Herr und Hausvater für seine Bedienten / Knechte oder Gesinde diese Einwilligung bezahlet / so soll der Herr und Hausvater darzu hindern / selbiges zu seiner Bezahlung von deren Lohn hindern zu können. Diejenigen Personen / so da unter einen gewissen Stand nicht eigentlich gehören / als da seyn Arrendatores / Inspectores und dergleichen mehr / sollen eben-

ANNO
1683.

ANNO
1683.

wäßig nach folbiger Proportion so für sich / als für ihre Bediente geschätzt werden. Ingleichen erachten wir von der Ritterchaft / und von Adel / samst den Kriegs-Beschlhaberen nötig zu seyn / daß ein jeder richtiger Verzeichnisse von allen seinem Volck aufsehe / an welchen Ort sie sich aufhalten / und gesessen seyn möchten / dieselbige unterschreibe / und an die Gouverneurs übergebe / darinnen der Bedienten um Gefinde Nahmen / und was sie zu lohn haben / richtig angezeichnet werden muß; sollte sich jemand so unrichtig erzeigen / daß Er eine Person / von welcher Contribution muß gegeben werden / verhehlen wolte / selbiger soll deswegen zweyfach bezahlen. Diese Specifications und Verzeichnisse / sollen in Schweden den nächstkünftigen 1. Martii / in Finnland aber bis den 1. Mai endlich und unaufschieblich eingeliefert werden. Unter dieser Bewilligung wird ingleichen der Adelichen Bauren-Gefinde verstanden / als die in diesem Fall gleich denen Frey- und Kron-Bauern auf diesem Reichs-Tage an Ihre Königliche Majestät zu geben / auf sich genommen haben / davon bewilligen wir / daß unsere Bauren die Hefste geben sollen / und soll sowohl dieses / als was von Ihrem Gefinde erlegt wird / auf unsern Antheil der Contribution berechnet werden. Über dieses nimt die Ritterchaft und der Adel / nebst denen Kriegs-Beschlhaberen auf sich / allermassen bereits oben vermeldet ist / auf seines Jahres-Frey bei friedlich und ruhigen Zustande / daß ein jeder ganzer Bauer-Hof 7. Thaler Silber-Münz ausmachen solle / auf gleiche Art und Weise / wie es in dem Anno 1680. gehaltenen Reichs-Tage-Beschluß aufgedruckt steht / so daß 2. halbe / oder 4. Viertel für einen ganzen Hof / und in Finnland ein so genanntes Gardesmanthol gegen einen ganzen Hof in Schweden verstanden wird. Und im Fall jemand sollte geschwin werden / der bis auf den vorgeschten Termin diese 5. Thaler Silber-Münz nicht richtig aufzählet / so soll Er dieselbe zur Straff zweyfach bezahlen / so daß Er an statt 5. 20. Thaler Silber-Münz erlegen muß; und soll in des Gouverneurs-Gewalt stehen / so viel von den Knechten oder Inraden des Gutes für Ihr. Königl. Majestät und die Cron zu sequestriren / als zur Bezahlung der Bewilligung selber / und der Straff vornehmlich ist. Diese Bewilligung solle so wohl von Weibern / als Pupillen und unmündigen Kindern erlegt werden. Dat auch jemand sein Gut an einem anderen verpfändet / so leget der / der die Hypothec besitzt / die 5. Thaler Silber-Münz so lange auf / hat aber hinwider seinen Regels an den Eigenthümer. Von dieser Contribution der 5. Thaler Silber-Münz bestreuen wir unsere rechte Adeliche Sitze und Vorwerke / nebst denen / so nach dem Placet von Anno 1683. oder der neulichst verfertigten Verordnung inneralls deren Weiden / Grenzen und Gebiete / als Leihgebens-Höfe / die in perpetuum / und auf ewig vermiethet und zur Freyheit auf und angenommen seynd. Diese Bewilligung soll in Schweden / Finnland / Holland / Westring / Dohnuseln allerdings gleich so wohl von Alodial-als Feudal-Güthern aufgelegt werden. Von denen Cron-Knechten / die an Privat-Leuten verpfändet seynd / soll der vierte Pfennig gegeben werden. Von fruchtbrähren Capitalien / Schiff-Parten und Compagnien für so behaltener gewissen Interesse und Gemeinen / soll ingleichen der vierte Pfennig gegeben werden: von denen Finken der fruchtbrähren Capitalien / die bey Ihre Königliche Majestät und der Cron stehen / soll der vierte Pfennig abgeschrieben werden / so fern nun jemand sein Capital verpfändet / und vertheilt / und dasjenige nicht richtig erlegt / was von solchem für jezt beschuldigen Gewinn und behaltener Interesse soll abgegeben werden / derselbe soll zur Straff des ganzen Jahres Interesse verliert seyn / dessen Er schuldig befinden und dessen überweisen wird. Und sollen alle erwachte Verwilligungen so in Schweden als in Finnland / Ost- und West-Gothen / gegen die Zeit und den Tag aufgeführt werden / als wie in unserer letzten unterthänigsten Antwort / auf Ihre Königl. Majestät gnädigste Proposition angeführt und angeführt ist. So nehmen wir alle diese vorgerehende Verwilligungen / wie bereits gesagt / in friedlichen Zustande nur allein für einmahl an / welche in diesen 1683. Jahre auf vorgesezte Termine sollen erlegt werden: Sollte aber Gott das Land mit Krieg straffen / so wollen wir alle diese von uns gemachte Verwilligungen doppelte oder zweyfach / aber nur allein für einmahl aufgeben / und dieses letztabende 1683. auff die vorgesezte Termine aufzählen. Wobey wir in der gewissen unterthänigen

Zuversicht leben / daß / was wir solcher Gestalt nach unserem geringen Vermögen thun / Ihre Königl. Majestät in Gnaden auf- und annehmen. Vermuthen auch daneben / daß diese unsere Bewilligung nimmer zu unger Nachfolge und Exempel gezogen / oder uns in unsern Privilegien zu einigen Prajudiz und Nachtheil gereichen werde.

XII. Und gleichwie aller Ihre Königl. Majestät getreuer Unterthanen unterthänigste Pflicht und Schuldigkeit ist / Ihre Königl. Majestät und des gemeinen beßes Wohlstand zu befördern / in welcher Consideration und Betrachtung wir von der Ritterchaft und dem Adel / samst denen Kriegs-Beschlhaberen / diese schwere Contribution in Unterthänigkeit auff uns genommen haben: Also kan man auch nicht weniger von dem Bergwercks-Gebiethe / und denen / so Bergwerke haben / vermuthen / als daß sie als getreue und willige Unterthanen die schwere Zeiten beherzigen / so daß so wohl daß Bergwercks-Gebiethe uns gemein / als ein jedes Werk insbesondere / Ihre Liebe zu Ihre Königl. Majestät und dem lieben Vaterland seyen und dahero sich willig finden lassen werden / wann Ihre Königl. Majestät durch deo dazu verordnete Commissarien mit Ihnen hierüber werden handeln lassen: Was aber Ihre Bediente / Gefinde / Bedienten- und Arbeits- wie auch Tagwercks-Leute anlangt / so können selbige nicht mehr frey seyn und verschonet werden / umahlen auch / im Fall das Bergwercks-Gebiethe / und die Wercke sich dessen erzeigen sollten / solcher Gestalt ein grosses dadurch wurde entzogen werden.

XIII. Gleicher Gestalt ist auch dieses beliebt worden / daß der Edelman / der in seiner eigener Grunde Erbschaften / und selber Ethen davon verfertigt laisset / beßte des 25. Puncts von der Ritterchaft und Adels-Privilegien / nur allein den 30. Theil an Ihre Königl. Majestät und die Cron von solcher Verfertigung / derjenige aber / der das Erbschaft von anderen an sich kauft und erhandelt / ein jedes jedesmal ein Schilling von seinen verfertigten Ethen geben solle / selbiger sey einer von Adel oder nicht; nachdem auch anemögen / daß alle Gruben vor ein Regale gehalten werden / und dahero nach Inhalt der Privilegien / der Edelman von dem / was Er selber verfertigt laisset / den 30ten Theil zur Recognition zu geben gehalten ist / als muß auch derjenige / der einen hohen Ofen hat bauen lassen / und selber seine Gruben hat / sich unter folbiger Condition nicht schüßen können. Und wiewohl der Edel-Leute Eßene Hüten und Schmiede / vermöge der Privilegien / bis anhero keine Abgibt an Ihre Königl. Majestät gegeben haben / so hat dennoch die Ritterchaft und der Adel anhero dazu bewilliget / daß nach diesem zu allen Zeiten der Edel-Leute Schmiede / Hüten / von denen verfertigten Eisen die Hefste geben sollen gegen den / was etwa die anderen so nicht von Ihre Königl. Majestät zu geben gehalten seynd. Gleichermassen ist beliebt worden und beschloffen / daß eben sowohl nach diesem zu allen Zeiten von den Land-Hütten / so in den Schären liegen / die Haus-Rente / die an Fischen aufgegeben wird / für eine Rüstungs-Pflicht seyn solle / wovon eine jede Tonne zu 3. Thaler Silber-Münz nach der Aufzählungs-Ordinance berechnet wird.

XIV. Auswärtigen auch Ihre Königliche Majestät von wegen der berührten Sorgfältigkeit / die Sie für des Reichs Schutz und Ehrum tragen / darauf bedacht gewesen / wie die Reichs-Milice beßtes zu Noth und zu Fuß solcher Gestalt eingerichtet werden möge / daß dieselbe in Stand seyn könne / und dem feindlichen Anfall mit Nachdruck entgegen zu gehen: Als ist demzufolge Ihre Königl. Majestät hohe Befehle / daß gleich wie die Regimenter zu Noth / beydes in Ansehung der Officier / und derrer die die Rüstung halten / vernünftl des Ritterschuffs oder der Revocation der Milice-Höfe in den Stand gesetzt seynd / daß vermuthlich nichts weiter daran wird zu verbessern sehen: Als auch gleichermassen die Regimenter zu Fuß auff eine gewisse Anzahl eingerichtet werden möchten / nachdem der Abgang in dem letzten Krieg completiren und ersetzt worden ist. Dahero nun auch / nachdem es Ihre Königl. Majestät gnädigst gefallen hat / zu unserer unterthänigen Überlegung zu stellen die große Nothwendigkeiten / so vor diesem nahe auff einander gefolgte Aufhebungen allemahl mit sich geführt / und der Ursachen halber zugelassen und vergönnet / andere Mittel und Wege zu erdenken / wodurch die Milice zu Fuß zu einer Anzahl gebracht / und bey einigen Abgang bey ihrer vollen Zahl erhalten werden könne: Als haben wir von der Ritterchaft und dem Adel nebst den Kriegs-Beschlhaberen / dieses in so viel genauers bedenden genommen / als diese Ihre Königl. Majestät gnädigst

ANNO
1683.

ANNO 1683. andige Vorfrage zu unserer eigenen Ruhe und Sicherheit gerichtet / und daher unterthänig darinn bewilliget / daß nach diesem ein jedes Regiment / nach dem Aufsatze und zu der Anzahl / als in unserer unterthänigsten Antwort auf Ihr. Königl. Majestät Proposition vermeldet ist / über Schweden und Finnland eingerichtete werden möge / und um fürs erste den Abgang zu ersähen / der durch den jüngsten Krieg ist vermindert worden / so bewilligen wir in eine solche Ausweisung / wie nechst vergangenes Jahr nach den Köpfen ist gehalten worden; von welcher Ausweisung wir aber betreyen / nach Inhalt der Privilegien / unserer rechte Adelige Höfe / Vorderwerke / und Weperhöfe / zugleich mit denen Höfen / die Vermöge des Anno 1673. publicirten Placats und der jüngst gemachten Verordnung / so innerhalb derselben Gränz-Steinen liegen / wie auch die wüsten Höfe / die noch nicht mit Renten belegte Katenen oder Hauslinge / samt den Dienern / so auf alle halbe Jahr genommen werden / nebst allen notwendigen Handwerks- und Schul-Leuten / wie auch die zu freyer angenommenen Höfe / die über 60. und unter 15. Jahren demnach von der Decimation oder Ausweisung frey erkannt. Und wiewohl unserer Bedienten Höfe / die ihnen wegen gethaner Diensten auf Lehen verlichen und gegeben seyn / bisher / Krafft der Privilegien / für der Decimation und Rottierung frey gewesen / so wollen wir von der Ritterschafft und Adel / samst den Kriegs-Befehlhabern darnach nach diesen solche unserer Bedienten Höfe nicht hiervon entziehen / sondern sollen dieselbige allemahl mit in die Decimation oder Rottierung kommen. Doch solcher Gestalt und mit dem Vorbehalte / daß wenn die Ausweisung nach den Köpfen geschieht / wenn die Bediente für seine Person zwar frey / aber alle seine Leuthe männlichen Geschlechts werden decimirt oder rottirt. Geschiehet aber die Ausweisung nach Anzahl der Höfe / so steht auch der Hof mit in der Rottung / so Erleg- und Weisung des Soldaten-Geldes / doch also / daß kein Lands-Knecht von denselben Höfen genommen werden möge. Mit der bedienten Witwen soll es ebener Gestalt gehalten werden. Es wird auch hierbey unterthänigst erinnert / wegen des Mißbrauchs / der so wohl von den Ständen / als andern Unadelichen Personen / mit Verhinderung und Entziehung des Volcks verurtheilt wird / wie auch wegen der Dorfschafften / so da wider ihre rechte Eigenschafft unter des Bergwercks-Gebiethe und Vortheile Haltung gezogen werden / daß solches alles / nebst deme / was sonst in den vorigen Königs-Schiffen vermeldet steht / genau untersucht und rectificirt werden möge; wie denn auch hiermit Anordnung gethan wird / daß die Cron-Böge nicht mehr als 2. Knechte für die Rottierung und Decimation frey erkennen mögen / und daß alle Unadeliche beydes mit rechte Katenen und Hauslinge rottirt werden mögen / der Bergwercke Factorchen / des Jäger-Regiments / der Jäger-Schiffen / und der Salpeter-Städte / wollen ebenfalls auch Ihr. Königl. Majestät solcher Gestalt eingeordnet seyn / daß ihnen wegen des Mißbrauchs / so darbey verurtheilt wird / eine gewisse Anzahl von Leuten verordnet werden / die sie behalten mögen. Und weil wir befinden / daß des Reichs Wohlthat und Nutzen so wohl als unsere eigene Sicherheit erheische / daß eine gewisse und beständige Milice eingerichtet werde / solcher Gestalt / daß ein jedes Regiment zu der gewissen Anzahl gebracht / gleich wie es oben bereits vermeldet ist / als es in unserer unterthänigen Antwort specificirt sey / und daß selbige Zahl auch immer beständig bey Macht erhalten werden möge: Und es sich gleichwohl begeben könnte / daß die vorgesezte Summe durch einiger Zufall abgehen kan / wir auch dabey gungsam erweisen / mit was Beschwere Reichs-Tage gehalten werden / und daß die Stände nicht allemahl in solcher Eyle / als es die Nothwendigkeit etwa erfordern möchte / zusammen kommen können. Als selben wir unterthänig in Ihr. Königl. Majestät eigenen gnädigen Befehlen und Befehlen / sobald einiger Abgang beschiehet / minder oder mehr / alsdann Ausweisung zu Ersetzung und Ergänzung der Regimenten zu halten / ohne daß die Stände desfalls zu einem Reichs-Tage beruffen werden müssen: worbey wir darnach vermuthen / und auch unterthänigst bitten / daß / wenn der Abgang weniger ist / alsdann auch die Ausweisung nicht öfter geschehen möge / als es die Nothwendigkeit erfordert / und daß die Ausweisung bey friedlichen Zeiten nach Anzahl der Höfe 15. Knechte gegen 10. Frey-Bauern-Höfe gehalten werden. Ist aber der Abgang mercklich groß / entweder durch Krieg oder sonst andere Todesfälle: so halten wir von der Ritterschafft und Adel samst den Kriegs-Befehlhabern dafür / daß die Ergänzung und Erfüllung

in solchen Fall am eüglichsten nach dem Anno 1632. ANNO 1683. gemachten Reichs-Tags-Beschluß verrichtet werden könne / welches darnach zu Ihr. Königl. Majestät gnädigsten Befehl fallen nur bloß / als ein Project und Entwurf hier erwehnet wird. So auch einige Province oder auch einzelne Personen eine gewisse und beständige Anzahl Soldaten zu halten willens seyn solten / so wird hiermit in unterthänigste Aufsuchung gethan / daß Ihr. Königl. Majestät solches / doch unter leidliche Conditiones / zulassen und admittiren wollen.

XV. Nachdem es auch nicht minder zu der Ritterschafft und des Adels / wie auch derer Kriegs-Befehlhabere und des gemeinen bestes Nutzen gereicht / daß der lands-Knecht conservirt und wohl erhalten werde. Als wollen wir von der Ritterschafft / dem Adel und den Kriegs-Befehlhabern solcher Gestalt verordnen / und unter uns gesetz haben / daß 4. Adelige gegen 2. Frey-Bauern-Höfe sich vergleichen / für den lands-Knecht eine Stube mit einem Vorhause und einen Stall zu bauen / dabenebenst auch denselben einen Kohl-Garten zu ordnen / und jährlich ein Fuder Heu und ein Stieg Stroh zu geben. Der Ihn aber kein Stroh noch Heu geben will / selbiger muß ihm so viel ungebautes Land zu theilen / davon Er durch dessen Bau und Bearbeitung etwa ein Fuder Heu und ein Stieg Stroh haben mag / doch soll es in des Eigenthumers von dem Adlichen Bauer-Höfe eignen willkürlichen Gefallen stehen / welches Er von diesen beiden verordnen wolle. Des Sommers bedient der lands-Knecht sich des Dorfs Viehwende für eine und zwei Kühe und etliche Schaafe / so weit als die Beschaffenheit des lands-Orths es leyden und zulassen will. Wollen die Häuser nicht zureichen / so die 4. Adelige und 2. Frey-Bauern-Höfe aufbauen / so vermuthen wir von der Ritterschafft / dem Adel / und den Kriegs-Befehlhabern in aller unterthänigkeit / daß Ihr. Königl. Majestät das / was noch fehlet / werden ersähen / und entweder auf die Communen oder gemeinen Dörffer / da es sich will thun lassen / und ohne des Königes und des Ambris Schanden und Nachtheil geschehen kan / für sie Wohn-Plätze anschaffen lassen / die das Amt in solchem Fall aufbauen müsse / oder auch auf die reducirt und beimgestellte Adelige / oder andere Ihr. Königl. Majestät Höfe ihnen etwas zum Wohn-Platz zu theilen lassen; ist also zu vermuthen / daß wann der lands-Knecht erneuert werden sein Haus und gewisse Wohn-Stelle hat / und auch den Antheil / den Ihr. Königl. Majestät Ihm etwa angeschlossen werden / darzu bekomt / er alsdann wohl werde können zurecht kommen / als der mit arbeiten den übrigen Unterthale leichtlich verdienen kan. Wird der lands-Knecht zu Feld commandirt / entweder in Lande oder außershalb des Reichs-Gränzen / so soll derselbe bey seiner Heimkunft nicht berechtigt seyn für die Zeit / welche Er weg gewesen ist / den geringsten Entschäd wegen der Häuser / des Heu oder Strohes zu fordern / noch die geringste Forderung desfalls zu thun: wie es dann auch dem lands-Knecht nicht verstatet und zugelassen wird / daß Er einen anderen Anwohner an seine Stelle setze / selbige Wohn-Stätte zu gebrauchen / nutzen und besitzen hat er aber Weib und Kinder / so mag sie es zu ihrem Nutzen gebrauchen / wann sie zu Hause sitzen bleibt / und so lange der Mann lebet. Stirbt der lands-Knecht / so soll die Witwe oder die Kinder zu der Wohn-Stelle kein Recht nach einige Bezahlung und Entschäd wegen angewandter Unkosten und Verbesserung oder Melioration zu gewarten haben / angesehen / daß dieselbe Wohn-Stelle so fort einem anderen in des abgegangnen Stelle angeschlagen werden muß / und damit der lands-Knecht das Haus nicht möge verderben / und durch Unachtsamkeit und Verwahrlosung verrotten lassen / so soll dem Eigenthümer frey stehen / selber aufsehen und acht darauß zu haben. Begehrt der lands-Knecht einige Eigenthümlichkeiten / führet ein böses und unordentliches Leben / mit Schlägereyen und anderen ungebührlichen Dingen / pochet dem Bauern Bier und Brandwein ab 12. so es suchen wir von der Ritterschafft / dem Adel / und den Kriegs-Befehlhabern / daß Ihr. Königl. Majestät geruchen wollen / zu befehlen / zu verordnen / und zuzulassen / daß Gouverneure solches alsfort aufnehmen / und auf gehörende Art und Weise richten und abstraffen mögen / massen es beydes lange Zeit und Unkosten erfordern würde / die Sachen fürs ordentliche Gericht zu ziehen: Es wird ingleichen dem lands-Knecht allerdings verboten / Bau- und Brenn-Holz zu hauen / Land abzubrennen / Fischerey zu gebrauchen / Vögel und Wild zu schiessen / Dohnen zu stellen / Kohlen zu brennen / Wald zu fällen und abzubrennen / oder dergleichen zu thun. Brand-

ANNO
1683.

Nach geniesst Er / da Bald ist von Windsfall / zur Nothdurft / ohne Nachtheil des Eigenthums / da aber kein Verord-Heil ist / so muß Er sich nach Nothdurft mit selbiger Gelegenheit / wie die andere Bauren an selbigen Ort bequemen und zu freyen geben. Nachdem nun auch von der Ritterschaft / dem Adel und den Kriegs-Beckhahnen / aus unterthänigster Devotion / wie auch unsre Bedenke und Ehre zu beweisen Hr. Königl. Majestät gnädigstes Gefallen gehorsamst zu vollbringen / und auch zum Dienst des Vaterlandes / die so auf uns genommen haben / wie beschwerlich es uns gleich fällt: So vorbehalten wir uns darben / daß man diese nicht ins künftige durch einigerley Veränderung der Zeiten zum Nachtheil und Eintrag in unser rechtmäßige erhaltene Eigenthum / Privilegien und Freyheiten gerathen / viel weniger / daß obgedachte Häuser und Wohn-Plätze der lands-Knechte jemals nach dem Nahmen / Platz oder Beschreibung in der Crone land-Wäcker aufgeschlagen werden sollen / oder unter einigerley Titel / Praetext und Vorwand jemahlen von dem Adelichen Bauren-Hoff selbst absondert werden: sondern solches soll allezeit in des Erbmanns freyen Willen und Disposition nach wischen ihnen genommener Werde / und als es ihnen bequem und gelegen fällt / diese Wohn-Häuser der lands-Knechte auf die eine oder andere Stelle setzen zu haben.

XVI. Wir von der Reichs-Clerey seynd ingeleichen als getreue Unterthanen darauf bedacht gewesen / welcher Gehalt notwendige Mittel zur Hand geschafft werden könnten / damit nicht das Regiment wegen aus Mangel dessen stürzen und Schaden leiden möchte / worbey wir nicht eben warnen / was ein jeder unter uns von dem Seinigen zu geben muß / wie allein / daß das gemeine Beste dadurch gehelfen und erhalten werden möge. Wir gern wie aber uns befehligen / gute und bequeme Quisste und Aufsehe zur wirksamen Beförderung unsrer ergebene und schuldigen Willens zu erfinden / so schülten wir darnach die Unvernünftigkeit bey unserm Stande / uns in Wege zu liegen / daß wir das Reich nicht so kräftig und nachdrücklich / als dessen Nothdurft erfordert / und unser unterthänigster Wille wünschet und verlangt / zu unterstützen nicht vermögen. Nichts desto weniger / weil wir gungsam kennen und wissen / daß zu notwendiger Unterstützung und Erhaltung des Reichs / wie auch zu zeitigen Widerstand aller hereinbrechenden Gefahr / bereitwillige Hülff und Mühen erfordert werden: als haben wir uns bereitwillig zu erfinden lassen nach unserm Vermögen etwas darzu herbey zu schaffen / als die wir von unserm Eigenthum nichts so lieb haben / das nicht mit freudigen Gemüthe solle angeschlossen werden / um den lieben Frieden zu befestigen und bezugestalten / um das Vaterland bey langwieriger Evidenzt und Wohlstande zu erhalten / und haben wir daher aus unterthänigster Pflicht und schuldigen Gehorsam nachfolgende Bewilligungen gemacht und eingezogen 1. daß Bischoff / Superintendentes und Pastores in den Städten zu des Reichs jeziger allgemeiner Nothdurft den rünfften Pfennung von ihrem Unterhalt hergeben / den sie von H. Königl. Majestät und der Crone genießten / selbiger bestelle in Getranke oder Geld / da alsdann das Getranke an Gelde nach der Crone-Werdrung 9. Mark Silber-Münze für die Tonne berechnet wird / welches solcher Gehalt soll verstanden werden / daß sie bey einfallenden Kriegs-Noth / die der Almädige in Gnaden abenden wolle / auf ein Jahr die ganze Bewilligung hergeben / doch auf 2. Termine / wie die eingeleistete Verzeichnus bezeugt / sollte aber der liebe Gott das Land mit solcher Straf gnädig verschonen / ausserdem sie alsdann nur die Hälfte als den 10. Pfennung / allerdings wie der Reichs-Adel / und die Bürger-schaft / welchen 10. Pfennung sie dan auf die in obbelegte Verzeichnus angeführte Termine erlegen wollen: die Pastores in Stockholmen und denen andern Städten / die Unterhalts-Getranke oder Geld genießten / geben gleicher Gehalt zu Kriegs-Zeiten eben 5. Pfennung oder Tonne davon ab: sonsten aber den Zehenden / wie die Bischöffe und Superintendentes. Und über dieses contributiren die Pastores / so wohl die / so da von der Crone sein Lohn zugeordnet ist / nach dem Aufsat / als in einen absonderlichen Verzeichnus zu finden ist / welche Bewilligung einer massen auf zwei Zeiten erlegt werden soll: Wie auch die Pastores in dem Bergwerks-Geberie / die da von diesen solcher Contribution nicht unterworfen gewesen seynd. 2. Die Pastores auf dem Lande geloben und versprechen von 64. wolgesehanten und befestigten gansen Höfen (zween halbe und 4. viertel

für einen gansen Hof gemacht 12. und einen halben Zehner Silber-Münze in freunds-Zeiten aufzugeben / welches den einfallenden Kriegs-Noth einmahl widersteht wird. Und wiewohl die Bewilligung großer ist / als sie vor dem gewesenen / so vermehren wir dennoch wohl / daß dieselbe gegen den Uns vor Augen gestellten Mangel bey weitem nicht zulangen will: damenhervor seynd wir verursacht worden / obberregte Bewilligung ebenfalls auff diejenige zu extendiren und auszufüllen / die aus unserm Stande sonsten pflegen exempt und frey zu seyn: als da seyn Professores auf Academiem / samst denen darunter so wohl auch unter die Thun-Knechte und Consistoria fortirende Medienten / Lectores auf Gymnasien / Rectores und Conrectores an den Schulen / welche von ihrem Lohn leben zehenden Pfennung geben sollen. Die Capellane oder Diaconi und Küfer beydes in den Städten und auf dem Lande / contributiren nach einer absonderlichen überlieferten Verzeichnus: damit auch diese zu des Reichs Besten bewilligte Zubuthe deßo ersflechtlicher werden möge / so soll gleichfalls von dem Lohn / den unsre Getranke von uns zu empfangen hat / etwas zu des Reichs Schutz und Detention hergezogen werden: Nentlich für einen Dienst-Knecht 2. Zehner Silber-Münz / und für eine Magd 1. Zehner Silber-Münz / welche Gelde um die Zeit / als wie in obberregter eingeleisteten Verzeichnus vermeldet ist / bedenden einer richtigen und unterschiedenen Specification der Dienst-Bothen / ausgeliefert / und hernach von ihrem Lohn abgezogen werden sollen: worbey dann wir auch / das Alter der Dienstbothen belangen / es solcher Gehalt wollen verstanden haben / als wie es die Ritterschaft und der Adel wegen ihrer Bedenke beliebet. Und weisen die Krieg entrichten sollte / so wollen wir diese auf die Dienstbothen gelegte Bewilligung wiederholen / und zwar um die Zeit / als vorgebacht Verzeichnus untersch / ausgeben: Auch sollen alle diejenige / so aus unserm Stande fruchtbarhe Capitalien haben / jeden vierten Pfennung von der Zins und dem Gewinn hergeben / welches in Kriegs-Zeiten reitert und widersteht werden soll. Weil nun dieses ein Eventual Kriegs-Beyleute ist / so machet H. Königl. Majestät Gnade uns gungsam versichert / daß wann der liebe Gott Krieg und Unruh in Gnaden abenden / wir alsdan mit dieser bewilligten Beyleute auff den Kister-oder andere Termin versprochen bleiben. So wird ebenfalls auch ansey demüthigste Aufschung gethan / daß die Deter / so durch die jüngstvermende Kriegs-Planne seynd verheeret und aufgeschwändert / durch schwäze Durchzüge / und sonsten allenthalen seyn / welche alle auf ein besonders Register neben ihrem Zustande angezeichnet gefunden werden / mit obbenannter Bewilligung verschonet werden mögen. Ingleich auch / da einer oder der andere seyn möchte / so man nun nicht eben zu nennen weiß / dem es unmöglich fallen möchte / dieses alles zu leisten / und solches mit gungsamem Bedacht bey dem Gouverneur oder landes-Handman und denen Bischoffen darthun und bezeugen kan / daß selbiger alsdan auch in gleichmäßige Consideration kommen möge. Arme Büeken und Widwen aber vermuthen wir unterthänigst / daß solcher vermöge Kön. Mild und Gnade gungstlich excipirt werden. Hierbey leben wir auch sonsten in der unterthänigsten Zusicht / daß gleichwie obberregte Bewilligung groß ist / und sich weit über die vorige erstreckt: Also auch H. Königl. Majestät nicht allein unsere unterthänige Bereitwilligkeit / die wir hierunter gehorsamst beweisen / mit Königl. Gnade auf uns annehmen: sondern auch diese unsere Bewilligung nimmer weiter zu einiger Nachfolge werde gezogen werden / oder uns an unsere Freyheit und Erbschaffteiten zu einigen Prajudiz / Schaden und Nachtheil gereichen.

XVII. Wir von der Bürger-schaft haben ebenfalls auch in Betrachtung dessen alles / was zu des Vaterlandes Schutz und Schirm / auch unumgänglicher Ersek-und Ergänzung anderer Reichs-Nothdurft erfordert wird / aus unterthänigster Devotion nicht allein uns zu der gewöhnlichen einfachen Haltung der Nothsch-tenne / willig erklärt / sondern / wosern (welches Gott in Gnaden abenden wolle) das Reich in einige Gefahr des Kriegs und Unruhe gerathen sollte / bewilligen auch die gewöhnliche Verdoppelung einmahl des Jahres zu unterziehen und annehmen / doch solcher Gehalt / daß die Completir-und Ergänzung der abgegangnen Mannschafft nicht eher dann das hernach folgende Jahr geschähe möge / und mit dem unterthänigsten Vorbehalt / daß so bald der liebe Friede wieder verlihen werde / wir alsdann für solche Verdoppelung verschonet und befreiet seyn mögen / und

ANNO
1683.

daß

ANNO
1683.

dass diejenige welche um Geld an statt der Botsschutze in Unterthänigkeit accordirt haben/ nicht auff andere Weise/ dann als ihre erhaltene Contracte es mitgeben/ concludirt werden mögen.

XVIII. Und wiewohl wir / wann wir die Schwürigkeit erwegen/ die wir von dem jüngst hingelegten Krieg und seit dem darauff erfolgtem Beschwehr noch empfinden/ Ursache haben können in Unterthänigkeit zu Ihr. Königl. Majestät um Verzeihung einiger Auflage und Aufgabe zu stehen / gleichwohl aber / und noch weiter unsere Unterthänigkeit und getreue Ergebenheit zu bezeigen / wollen wir zu des Vaterlandes Wohlfarth / auch Schutz und Schirm unser geringes Vermögen ungefahret lassen; haben also dem zu Folge/ nach Art und gewöhnlicher Proportion einer jeden Stadt/ in Unterthänigkeit eine solche Bewilligung gemacht/ als in von uns unterthänigst übergebener Reparitions-Verzeichnis verfasst ist: Welche Bewilligung wir auch ebenfals auff die Zeiten / wie in unserer unterthänigsten Antwort auff Ihr. Königl. Majestät gnädigste Proposition zu sehen / dieses Jahr erliegen und begehren wollen / ferner wollen wir uns auch / im Fall dem Reich (welches der grundgütige Gott gnädiglich abzuwenden wolle) einige Ungelegenheit von Krieg und Missethat zuüssen wolle/ der Verdoppelung der jetzt gemachten Bewilligung nicht mehr / als die andere Städte/ entgegen / sondern alles thun / was uns möglich ist / und zu Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Diensten unser aufrichtigst aufsetzen: worbey dann unser unterthänigstes Begehren und Ersuchen ist / dass der Magistrat in denen Städten mit dem Ober-Stadthalter in Stockholm und denen Gouverneuren und Land-Haupt-leuten an anderen Orten autorisirt und bevollmächtigt werden mögen/ dass sie nebenst einigen von derer Bürgerchaft / die hiezum an richtigsten und dienlichsten befunden wurden / einem jeden / der da in der Stadt handelt und wandelt / oder etwas eigenthümliches dastellen hat / wie sie auch vorhin immer möge verordnet gewesen seyn / und unter ihrer Jurisdiction foriren (solcher Gestalt / dass dieselbige nicht unter der Ritterchaft und dem Adel oder Clerique gehören / und unter den Privilegien und Freyheiten begeben seyn / und keine Bürgerliche Nahrung gebrauchen) ihnen aufzuerlegen / so viel als man erweisen könnte / dass ein jeder zu ertragen vermöchte / und dass derer Dienstbothen in gleicher Consideration mit den anderen von der Bürgerchaft kommen mögen; welches man in Unterthänigkeit begehret / dass es ungleichlich auch von den fremden Expediturs / so da continuirlich in den Städten sich aufhalten / und dastelben ihren Handel treiben/ verstanden werde / wie auch diejenige / die sich einiger Ursachen halber Frey-Weisse ausgewandert haben / oder inständige auswärtigen Bonten / hiervon nicht eximirt seyn / sondern zugleich mit denen anderen des Reichs Nothdurfft zu Hülfen kommen mögen.

XIX. Ferner auch / und so viel mehr unsere unterthänige Ergebenheit zu bezeugen / Ihr. Königl. Majestät nach aufrichtigem Vermögen unter die Arme zu greiffen / und das gemeine Beste befördern zu helfen; so haben wir ungeachtet aller Ungelegenheit / in Unterthänigkeit versprochen und verwilligt / für ein Jahr den 4ten Pfennig aller behaltene Zinsen und Gewinnen von allen sendtsbahnen Capitalen / Schiffarten und Compagnien zu geben / so da in Kriegs-Zeiten reitert / und widerholte werden soll / worunter auch auff erwünschte Art und Weise die Capitalien verhanden werden / die wir bey Ihr. Königl. Majestät und Krone von gleicher Beschaffenheit stehen haben / so dass von der für solche Zeit gehöriger Interessen der vierte Pfennig deductirt und abgeschrieben werden möge.

XX. Über diese vorhergehende Bewilligung haben auch wir Bürgermeister und Räte in den Städten / und noch ferner unsere unterthänigste Begierde zu weisen / Ihr. Königl. Majestät und dem Reich nach unserm wenigen Vermögen zur Sublevation und Hülfen zu kommen / gleichwie die Ritterchaft und Adel / den zehenden Pfennig von eines jeden Lohn / der uns von Ihr. Königl. Majestät in Gnaden gestanden wird / herzugeben: Und wollen auch einer massen von dem Lohn / den unsere Dienstbothen von uns zu heben haben / des Reichs Nothdurfft zur Beywehre für einen Knecht / der 60. Thaler bekommt / und eine Wago / die 30. Thaler hat / den 10. Pfennig davon geben: für einen Knecht aber / der weniger oder gar keinen Lohn hat / 2. Thaler / auch für eine Wago 1. Thaler Silber-Münz / doch werden hiebey Knechte aufgenommen / die unter 15. und über 60. Jahre seynd; und ist der Hauswirth / der diese Bewilligung für sein Gesinde ausstelt / berechtigt / solches

von ihrem Lohn zu seiner Wieder-Bezahlung abzuziehen. ANNO
Die Kaufmans-Gesellen und andere Bediente / die über 60. Thaler zu gewissen haben / geben auch den 10. Pfennig dem Vaterland zum Dienste von dem / was ihnen versprochen und zugesagt ist; Ebenfals müssen auch die Handwercks-Gesellen / die in den Städten zu finden seynd / von ihrem Verdienst ein jeder für sich 2. Thaler Silbers Münze geben. Welches alles mit Reiteration und Wiederholung in Kriegs-Zeiten soll verstanden werden.

XXI. Wir von der Gemeine erwegen eber massen / wie notwendig es bey diesen weit-aussehenden Conjunctionen und an aller Orten nachdenklichen grossen Kriegs-Verfassungen / dass die Krieges-Macht des Reichs verstärkt werde / damit / nebst kräftigen Bestand des Alters höchsten / vermehrt Ihr. Königl. Majestät Tapferkeit / die Defension des Reichs und die Sicherheit unser aller durch dieses Mittel wohl versehen werden / und wir deslo gewisser / lange und unverrückt den lieben Frieden zu Gütte genießen mögen / dahero haben wir nicht allein befunden / dass mehrere Aushebungen zu Ergänzung der Regimenter vornehmten seyn / sondern auch dancsch wohl und genau miteinander überlegt / wie man bey Zeiten darauff bedacht und bereit seyn möge / wirklich und mit einem kräftigen Nachdruck zeitlich alle schädliche Machinationes und entscheidendes Unheil zu hindern und zu dämpfen; zu welchem Ende wir dann vor allen Dingen hoch nothig achten / eine starke Mannschaft immer in Bereitschaft zu haben / und damit also mehr und fast kräftiger / als jemals vorhin gesehen ist / Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Sicherheit zu unterhalten / welches wir von der Gemeine in Inland / Ost-Gotland / Südermanland / Westmanland und Neret / als die bishero der Ausführung unterworfen gewesen seynd / nach unserer unterthänigen Pflicht / wie auch nach Zustimmung Ihr. Königl. Majestät gnädigster Proposition / bey uns wohl bedacht / überlegt und endlich dabey beschien blieben / dass wir die Freyeshaffung und Haltung einer gewissen Anzahl Landes-Knechte über uns zu nehmen geswillet seyn / eben wie andere Provinzen im Reich / nemlich Ost- und West-Dahlen / Wärmeland / Felingland / Medelpad / Gestrickland / West-Nordland und Wymburgs-Lehen im Groß-Fürstenthum Finnland / abtheile vor uns gethan haben / welches wir dann auch um Ihr. Königl. Majestät Regimenter zu Fuß in denen Provinzen bey Macht / und also ein jedes Regiment bey der Anzahl behändig zu erhalten / als wie wir in unserer an Ihr. Königl. Majestät in Unterthänigkeit eingeleiteten Antwort aufgedruckt haben / anjeho nun nach Anzahl der Höffe entgegen nehmen wollen / und zwar solcher Gestalt / dass zwey ganze Höffe beydes von den Frey- und Kron-Bauern ohne Unterschied einen Landes-Knecht verschaffen / unterhalten / und auff alle unvermuthliche Fälle in steter Bereitschaft haben sollen / allerdings solchends des von denen hierzu verordneten Ihr. Königl. Majestät hochbetrauten Räten neulich mit uns geschlossenen Contracts / dargegen / so lange dieses von uns versprochene verantwortlicher massen prektirt und gehalten wird / wir / unsere Kinder und Gesinde / so zu des Hofes Ban und Erhaltung / wie auch Ergänzung des Abgangs von der Mannschaft notwendig etwa vornehmten seyn fonte / für die Aushebung und alle daran hangende Beschwehre / was Mahnen selbige immer haben mögen / als auch Verdoppelung und gewaltsame Werbungen jetzt und in zukünftigen Zeiten gänzlich franc und frey seyn sollen. Und damit zu dieser allgemeinen Defension des Reichs die Last für jeden auff allen widrigen Fall und Unglück / absonderlich bey Krieges-Zeiten / erträglicher / und Ihr. Königl. Majestät Regimenter allezeit bey ihrer gewissen Anzahl unterhalten werden mögen / so bitten wir unterthänigst / dass die Anwohner auff alle reducirt und donirt Güter / die bishero der Ausführung unterworfen gewesen / vermöge Ihr. Königl. Majestät gnädigsten Versprechen / bey Einrichtung der Theilung uns hierinnen zur Sublevation und Erleichterung verordnet / und dass alle Stands-Verfahren / außerhalb dem Adel / so da bisher die Aushebung theils untergangen / theils zu weilen sich derer entzogen / jeho aber zu Unterhaltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knechte in Beschung ihrer Höffe billich angehalten werden können / ohne Einwendung eines Privilegii in diesem Satze der Gemeine gleich gemacht werden mögen / welches zur Sublevation und Erhaltung der Gemeine / in Haltung der Kriegs-Knechte / gereichen würde.

XXII. Wir von der Gemeine / so der Aushebung anjeho unterworfen seynd / nemlich West-Gotland / Schmaland / Öst-Gotland und das Groß-Fürstenthum Finn-

ANNO
1683.

ANNO
1683.

Finland (Wiburgs-Lehen angenommen) / so neustlicher Zeit die Haltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knechte gleichfalls angenommen hat, befinden gleicher Gestalt / wie notwendig es seye zur Sicherheit und Befestigung des Reichs eine starke Mannschafft auff solche Weise herbey zu schaffen. Darnachher wir auch die Ausfertigung die bey jüngstem Reichs-Tage Anno 1680. mit der Condition ist bewilliget worden / das dieselbe nach jedem zehenden Hoff dieses jehige 1683. Jahr solte verdrattet werden / in so weit zu verändern / das selbige nach den Zehenden von der Mannschafft geschehen möge / bey denen allem / welche der Ausschreibung noch unterworfen / nicht aber bey denenjenigen / so da der Haltung der Reuter / Worts-Leute / oder einer gewissen Anzahl der Kriegs-Knechte 1680 untergeben seynd; Und das die Adelige mit den Cron- und Frey-Bauern in Kriegs-Lustt gleich rotiret werden: worbey alle diejenige / so über 60. und unter 15. Jahre neben den Haus-Armen oder Anwesenen und gedächlichen mit der Koirung versehen wer. ar.; Dargen müssen alle Mißbräude / so bey denen Inter-Sihen / mit unbeschränkter Beschützung unterschiedlicher Leute unter dem Vorwand / das selbige unter dem Edelman innerhalb den Grängen seines Ritterlichen Lehes gehören und gesessen seynd / wie auch von den Städten und anderen adelichen Personen / mit Verletzung und Annehmung des Volcks verdrat werden / sammt dem / das einige Kirchspiele und Dorffschafftengem. ihre Natur und Eigenschaft unter die Wot-mannschafft und das Berg- und Gebirge gezogen werden / und dergleichen Urtzige mehr genau und eigentlich unterschieden und rediret werden. Und im Fall Ihr Königl. Majestät Regimenter aus solcher Gestalt noch nicht zu ihrer gewissen Anzahl completet werden / so bewilligen wir eine dergleichen Ausschreibung von einem jeden zehenden Mann für das 1684te und dan so ferne / wie es die Beschaffenheit der Zeiten und des Reichs Nothdurfft / entweder nach Anzahl der Mannschafft oder Hoffe erfordern mögen / und Ihr Königl. Majestät nach eigenen gnädigen Gefallen / vermittelst dero offene Brieffe an die befohrnen Deter gebietzen und thun lassen / besonders wann die Kriegs-Noth am härtesten ist / und die Zeit / in Ansehung dieser Provinzien alleine das West-Gorland und Schmaland / und dan wegen Entlegenheit das Groß-Fürstenthums Finlands und Ostbotes / bloß / wie die Ausschreibung zu bewilligen / keine allgemeine Zusammenkunft der Stände leyden kan; welche aber / so oft sie beschiet / wir uns vollkömmlig vorbehalten haben / inskünftige / wie allemahl vordin / derselben Reich / gleich wie die andere Stände mit bezuwohnen / und dabeist unsere freye Stimme ebenmäßig zu haben. Was aber die Ausschreibungen für sich belanget / so bleibet es fest darbey / als oben gemeldet / wie auch der ausgeschriebenen Kriegs-Knechte Wohnungen und Unterhalt von ihrer Route / hat es sein Verbleiben bey der hochlöblichen Reichs-Ritterschafft Erklärung / so das die Ausschreibungen nach dieser Zeit über alle diejenige / die denselben noch unterworfen seynd / wie auch die Cron- und Frey-Bauern in der Provinz West-Gorland / Schmaland / Ostborten / und dem Groß-Fürstenthum Finland (ausgenommen Wiburgs-Lehen / so bereits sich verbunden hat / eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte stets zu halten) allezeit ins künfftige als ein Regule oder ein Ihr Königl. Majestät alleine zugehöriges verbleiben / und das sie also nach dero eigenen gnädigen Willen / als die Ausschreibung etwa mit der Zeit unumgänglich vornehmlich seyn und erfordert werden konten / dieselbe allen Unterlassen an bemeldten Deteren von Frey-Cron- und Adelligen Bauern mit gleichem Rechte stets aufkündigen und auflösen mögen / und auff den Reichs-Tage oder allgemeinen Versammlungen der Stände nicht absonderlich d. s. f. handlen und tractiren lassen dinsten: doch aber wir auß dem Groß-Fürstenthum Finland (ausgenommen Wiburgs-Lehen) vorbehalten haben / ferne hin / da es unsere zu Hauff sich befindende Ritter-Ordere sonstig gut befinden würden / und die gnädige Permission und Vergönung anzuhalten / das wir auf solche Art und Weise / als Wiburgs-Lehen schon gethan hat / eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten annehmen mögen: Warum auch West-Gorland / Schmaland und Ostborte ebenmäßig in Unterthänigkeit suppliciren / wofen es sich mit der Zeit würde thun lassen / und sie es lieber als die Ausschreibung begähren und verlangen würden; Es sollen aber die kleine Wohn-Stellen / die zu der Kriegs-Knechte Unterhalt entweder denen / die eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten auff sich genom-

men / oder von denen / die der Ausschreibung noch unterworfen seynd / angeworben werden / von den Bauers-Höfen nicht abgefordert / oder unter einigen Zinl durch die Land-Büder für Milice-Hoffe mit der Zeit gerechnet werden / sondern nach Inhalt Ihr Königl. Majestät vor dem publicirten Placate. angehend die Theilung eines Frey-Bauern Gutes oder Hofes / zu allen Zeiten bey ihren 2. Ältern Höfen unabgetrenndt verbleiben.

XXIII. Und damit Ihr Königl. Majestät bey aller widerigen und feindlichen Begebenheit desto besser mögen unterrichtet werden / so haben wir einhelllich beschloffen und bewilliget / wie wir dann die sämtliche Gemeine in Schweden und darunter wegen Provinzien / wie auch im Groß-Fürstenthum Finland hiermit beschließen und bewilligen zu einer Kriegs-Steuer (ohne die amnoch bey uns stehende Erönnungs-Steuer / welche wie in jezt bestehende Lichtmess erlegen sollen) nemlich das wir für einen jeden Knecht / der über 15. Jahr alt ist / 1. Thaler / dergleichen auch für eine Magd / die über 15. Jahr alt ist und bey uns dienet / einen halben Thaler Silber-Münz auff den in unser unterthänigen dergestaltigen Schrift angezeigten Termin abschicken wollen. Ferner bewilligen wir auch zu einer Kriegs-Steuer 2. Thaler Silber-Münz von jedem ganzen Hofe / (zwey halben und 4. viertels Hoffe gegen einen ganzen gerechnet) welches wir umb die in obgedachter unser Schrift ebenfalls ernannte Zeit Ihr Königl. Majestät bezahlet wollen. Hierbey aber werden unsere eigene Sohn und Töchter / so bey uns zu Hause seyn / unter dieser Dienst-Bothen-Steuer nicht mit verstanden und gemeinet / als welche in Ansehung / das wir für sie das gemöhnliche Kopf-Geld aufgeben müssen / davon gänzlich mögen befreiet werden. Und im Fall Krieg / welches doch Gott in Gnaden abwenden wolle / eintreffen sollte / versprechen wir diese oberwähnte Kriegs-Steuer noch einmahl zu verneuen / doch solcher Gestalt / das wir nicht mehr als die Hälfte von den Dienstbothen Gelde / welches wie umb die in oberwähnter unser Schrift specificirte Zeit versprochen haben / aufgeben / nemlich 6. Mark Kupfer-Geld für einen Knecht / und 3. Mark Kupfer-Geld für eine Magd; die 2. Thaler aber für einen jeden Hof / müssen umb den in unserer mehr erwähnten Schrift specificirten Termin des 1683. Jahres alsdann ohne Abgang bezahlet werden. Und bitten hienebenst unterthänigst / das die Hängsinge / so dazu arbeiten vermögen / und ander dergleichen leibiges Gesinde ebenfalls belegt werden und nicht frey bleiben mögen / damit sie nicht Geizigkeit und Unruhe haben mögen / sich aus dem Dienst zu ziehen / indem das sie solcher Gestalt es besser als die Dienstbothen haben würden. Wofen uns aber nichts feindliches solte zueintreffen werden; so leben wir der unterthänigsten Zuversicht / vermöge Ihr Königl. Majestät gnädigsten Verprechens / das wir mit dieser lezten und verneuen Aufgabt versehenet / und gänzlich davon befreiet verbleiben werden; wie auch das die Bewilligung weder auff die Dienstbothen oder andere Weise zu einer Folg und Exempel gezogen werde. Welches zum kräftigsten und unterthänigsten hermit zu unser und unsere Nachkommen Eidrecht wollen bezeugen haben. Ihr Königl. Majestät bitten wir unterthänigst / das sie diese Bewilligung / die Verstärkung der Regimenter zu Fuß / vermittelst starker Ausschreibungen an vorerwähnten Orten / wie auch in denen anderen Provinzien nach Inhalt unserer Contracte / mit dero beständigen Unterhaltung bey ihrer gewissen Zahl betreffend / und dann auch die richtige Erlegung der Kriegs-Steuer auf verabredete und beschriebene Termine auff und annehmen in Gnaden geruhen wollen / als die wir so willig und ergeben / als schuldig und pflichtig seynd / zu leben / samt allem / was in unserem Vermögen steht / zu Ihr Königl. Majestät und des Vaterslands Ehre und Schirm gerne zu wagen und daran zu seyn. Das wir nun dieses alles / als vor ermeldt steht / ingesetzt und sonders für uns / und im Nahmen unser so wohl als als amnesten Mitglieder auff diesen in jüngst verfloßnen 1682ten Jahre angehangenen / und in diesen verfliehen Jahr angeordneten Reichs-Tage einhelllich gut befinden / beschloffen / und uns darüber willkürlich vereinigt haben / und als getrene und rechtsinnige Unterthanen denselben getreu und feilsig nachkommen wollen und sollen: So haben wir hierunter geschriebene Dero Königl. Majestät Räthe und Stände dieses mit unseren eigenen Händen unterschrieben / und unser eigene / wie auch unser Erbt und Kempter Inseigel wohlwissentlich hierunter legen lassen.

So gegeben und geschrieben in Stockholm den 3. Tag des Monats Januarii im Jahr nach Christi Geburt / ein tausend sechs hundert und drey und achtzig.

ANNO
1683.

NNO Dero Königl. Majestät Rätche / und derer sambtlichen Stände Erklärung / be- Anno
 683. treffend höchstseligsten Königl. Majestät Caroli Gustavi Testament, 1683.

Wir Unterzeichnete Ihr. Königl. Majestät Rätche und Stände / Grafen / Frey-Heren / Bischöffe / Auerkschaft und Adel / Priesterchaft / Kriegs-Wechseltbare / Bürgerchaft und ganze Gemeinde / so auff schwedischen Reichs-Tage beruffen und versamlet seynd / thun hiermit kund und anweisen / daß nachdem Ihr. Königl. Majestät in Gnaden bechebet / uns allen vorzuzustellen / welcher Gestalt in denen Anno 1660. verlesenen Protocolen sich befinden solle / daß einige mit verlesenen Expressionen und Calumnien Ihr. Königl. Majestät hochseligen Herrn Vater / Glorwürdigsten Andenkens / wegen zu des Reichs-Wohlschick und Sicherheit wohlgemeinten und den Ständen gemäß gemachten Testaments / unverantwortliche Weise angegriffen haben / nemlich daß hochgemelte hochselige Königl. Majestät darinnen gegen dero Eyd / wider die Gesetze und Dero eigene Versicherung gehandelt / weßwegen Ihr. Königl. Majestät verurtheilt / uns sambtlich in Gnaden anzuweisen / daß wir uns erklären / und mit unsren unterthänigsten Bedenken einkommen möchten / ob dieselbe als Ehrliche Patrioten geredet haben / Gleichwie wir nun höchst beklagen / daß durch eines oder anderen Propagation und calumnieuse Reden / gegen einen so höchstseits würdigen König / nach dessen seligen Absterben / und bey dessen Rube im Grab / solches so allerdings unverantwortlich vorgelauffen seyn solle / daß Ihr. Königl. Majestät seynd verurtheilt worden / die selbst darnach inquiriren zu lassen / sonderem auch die bekandene schwere Calumnien und Vorwürff der Stände unterthänigsten Bedenken ansehn zu sollen; wir auch darneben gnugsam vernemen können / die angeborene Liebe so Ihr. Königl. Majestät zu Dero Herrn Vater / und desselben glorreichen Actionen tragen / und andern beherzigen / daß unsre unterthänige Devotion und Pflicht von uns erfordert / nicht allein unsren unterthänigen Gehorsam gegen Ihr. Königl. Majestät als unsren jetzt regierenden König und Herrn / zu bezeugen / sonderem auch stets unsren zu höchstseligen Königl. Majestät tragenden Respect und Ehren-Gedächtnis zu beweisen / als die wir nicht allein in Dero Leben herzlich geliebet und geliebet / sonderem auch nach

Dero tödtlichen Hinterrück höchst gerühmet und beklaget / so gerühmet und geachtet uns dahero nicht auff andere Weise hierüber zu erklären / als daß diejenige Personen / wes Stands / Conditions und Würden sie auch seyn mögen / die solche harte und unverantwortliche Reden und Calumnien gegen höchstselige Königl. Majestät geführt und aufgestossen haben / und solcher Gestalt Authores und Hülfs-Jührer zu solchen ungebührlichen Expressionibus gewesen / nicht anders angesehen werden können / als für solche die Gottes Wort / Eyd und den unterthänigsten Respect (so sie einem so grossen und ruhmwürdigen König schuldig gewesen) vergeffen / und daß sie deswegen nicht als Ehrliche und redliche Patrioten geredet haben / woran wir übrige Ihr. Königl. Majestät Rätche und Stände ins gemein und insonderheit keinen Part oder Antheil nehmen / sondern solches zu ihrer Verantwortung lassen / die auf obgemelte Weise schuldig befunden werden können / und sollen dieselben ihnen selbst zum ewigen Spott und Hohn / andern aber zu Warnung und Exempel / vor ungerechte declariert werden. Restt diesen erklären wir auch / daß nicht allein gemelte Protocolle / zugleich mit allen Acten / so diese Sache angehen / allerdings annulliert werden / gleich wie sie auch hiermit gänzlich annulliert und ungültig gemacht werden / sonderem auch derjenige / wer sich bernachmahls untersehn sollte / hierauf eine Anspruch zu machen / oder auch so vermessen seyn / und sich erklären / gegen unsren allergnädigsten König und dessen Actiones oder Dispositiones etwas zu reden / derselbe gehalten werden solle / als der da gegen seinen Eyd / Treu und Pflicht gehandelt hat. Zu mehrer Bestätigung / daß wir uns solcher Gestalt vor uns und unsrer zu Haus seynende Mitbrüder und Nachkommen erklärt haben; als haben wir nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätche und Stände unserer und der andern wegen / dieses unterschrieben / und wohlwissentlich unsere und unsrer Städte und Rensster Insiegel darunter drucken lassen. Geschehen auß dem Königl. Schloss zu Stockholm den 19. Decembr. 1683.

Dero Königl. Majestät Rätche und derer Stände Versicherung /

Angehend Ihr. Majestät der Königin Leibgebung und Unterhalt.

Wir Nachgeschriebene Dero Königl. Majestät Rätche und Stände / Grafen / Frey-Heren / Bischöffe / Auerkschaft und Adel / Priesterchaft / Kriegs-Wechseltbare / Bürgerchaft und sämtliche Gemeine / die zu diesem in Stockholm nunmehr wohl überstandenen Reichs-Tage seynd beruffen und versamlet gewesen / beydes für uns selbst / und auch als Bevollmächtigte von unsren an ihrem Orthe zu Hause sich befindenden Mitbrüder; thun kund / daß nachdem der Großmächtigste T. pl. Carl der XI. der Schweden / Gothen und Wenden König ic. unsrer allergnädigster König und Herr / in Erwägung der zeitlichen Dinge vergänglichheit / auff allen tödtlichen Fall (den wir von Hergen wünschen / daß der allgewaltige Gott und Herr noch lange für Seine Königl. Majestät damit verziehen wolle) Ihr. Königl. Majestät Dero Herklichen Gemahl / die Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora / der Schweden / Gothen und Wenden Königin ic. Erb-Princessin zu Dänemark / Norwegen / der Gothen und Wenden ic. unsrer allergnädigste Königin / auff ihren Unterhalt / und die Einkünfte und Gelegenheiten / die Seine Königl. Majestät beliebet und gefallen hat / auff herzlichster Liebe und Affection Ihr. Königl. Majestät bezulegen und zu verschreiben / von den sambtlichen Ständen haben wollen versichern lassen / und zu dem Ende gnädigst von uns begehret / daß wir eine solche Versicherung für uns und unsrer Nachkommen geben und hinterlassen wollen: Darnachhero / weil höchstseligster Ihr. Königl. Majestät Gnade zu uns allen /

wie auch dero groste Verdienste gegen das Reich / so wohl als unsrer schuldigster Respect und Dankbarkeit erfordert / beydes in diesem und allen anderen Dingen unsrer unterthänigste Willigkeit und Gehorsam darzu thun und beweisen / wie dann auch um dem nachzukommen / worzu Wir Ihr. Königl. Majestät unsrer allergnädigsten Königin ihrer eignen hohen Person wegen verpflichtet und verbunden seynd / als verobligiren und verpflichten wir uns / unsrer Mitbrüder und Nachkommen / bey ehrlicher keuthe Treue und Glauben / hiemit aufs best und kräftigste / als geschehen kan / daß diejenige Disposition / die Ihr. Königl. Majestät unsrer allergnädigsten Königin zu Ihr. Königl. Majestät Unterhalt / nebst andern Einkünften und Gelegenheiten zu machen / und schriftlichen verassen zu lassen / für gut befunden haben / von uns und ermeldten Mitbrüder und Nachkommen unverbrüchlich gehalten / in acht genommen und vollbracht / auch in keinerlei Weis und Wege / weder jetzt noch ins künftige übertreten werden solle. Zu mehrer Bergewissung haben wir nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätche und Stände unser und der andern wegen dieses ehrgnädig unterschrieben / und wohlwissentlich unsere wie auch unsrer Städte und Rensster Insiegel darunter drucken lassen. So geschehen auß dem Schloss zu Stockholm den 17. Novembr. 1682.

ANNO Dero Königlischen Majestät Rätthe und der Stände Erklärung; betreffend das 4. ANNO 1683.
Capitel in dem Titulo oder Rubrica von des Königs Gerechtsame in den Provincial-Geschen.

Es unterschriebene Ihr. Königlische Majestät Rätthe und sämtliche Stände / die auff diesem allgemeinen Reichs-Tag hier in Stockholm seynd versamlet gewesen / thun kund / daß / nachdem Ihr. Königl. Majestät durch die Ihro so wohl von der Ritterschafft und dem Adel / als Pöpstschafft / Bürgerchafft und Gemeine überreichte Schrifften / seynd veranlaßt worden / Dero Stände unterthänigste Meynung gnädigst einzuholen / wie und welcher Gestalt das 4te Capitel von des Königs Gerechtsame in denen Provincial-Geschen von ihnen verstanden werde; und dan ferner / wie weit Krafft besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtiget seyn / das Lehen zu geben / auch wie weit nach dem 7. 8. selbigen Capituls bey des Reichs grossen Drangsalen und unvermeidlicher Nothdurfft Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt haben / solches entweder mit oder ohne der Stände insgemein / eines Standes besonders / oder eines jeden Donarii Consens und Bewilligung mit Recht wieder zu nehmen / und damit zu des Vaterlandes Nutz und Nutzen zu disponiren? Als haben wir unsere unterthänigst obliegenden Schuldsigkeit zufolge solches ganz genau und eigentlich überlegt / und solcher Gestalt unsere unterthänigste Gedanken und Meynung hierüber eröffnen sollen / daß wir es für ganz ungereimt halten / von anderer Meynung und Gedanken zu seyn / als daß Ihr. Königl. Majestät als unser vörmündiger König Macht und Gewalt habe / das Lehen zu geben / und die Kron-Güter unter einem oder anderen Nahmen / Titel und Condition / Donations-weiß an dero getreue Unterthanen überzulassen. Gleich wie nun das Lehen-geben in Ihr. Königl. Majestät Macht und

Gewalt steht / also halten wir auch obgemählig dafür / daß sie gleichfalls Gewalt haben / es mögen allodialiter oder auff andere Conditiones und Bedingen verlehnte Güter seyn / dieselbige mit allem Rechte zu widerauffheben / und bey des Reichs grossen Drangsalen und unvermeidlicher Nothdurfft darüber zu des Vaterlandes Nutzen und Nutzen zu disponiren / und daß weder die Stände und Gemein / oder einiger Stand insonderheit / vielweniger einiger Donatarius / hierinnen zu reden / zu widersprechen / oder einzuwilligen haben / sondern daß solches alleine von Ihr. Königl. Majestät als unsers allgemächtigsten Königs und Herrn gnädigsten Belieben und Gesallen dependiret / und können jenands Privilegien oder Privat-Dependenz dafelbe im geringsten nicht hindern / zumahlen solches nicht mehr gelten kan und muß als des Königs Gerechtsame und des Reichs allgemeine Wohlthat; Es ist aber hierbey unsre unterthänigste Beghehen und Ersuchen / daß die Kronen-Güter und unbewegliches Eigenthum allodialiter und zu ewigen Zeiten nicht veräußert werden mögen / welches wir dennoch Ihr. Königl. Majestät Gutdünken unterthänig anheimstellen. Zu mehrer Beweßung / daß wir uns solcher Gestalt / als oben vermeldet ist / und von uns / auch unserer anheimlich stehenden Mitbrüdern und Nachkommen unüberdrißlich soll in acht genommen werden / erkläret haben; So haben wir Nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände / unsren und der anderen wegen / dieses eigenhändig unterschrieben und wohlwundersüßlich unsere / wie auch unsere Erbdie und Vambter Inseigel darunter seken lassen. Geschehen auffm Königlischen Schloß in Stockholm den 22. Nov. 1682.

XXVII.

20. Janv. Vergleich im Nahmen Johann Georgs des Dritten Churfürsten zu Sachsen / und denen Grafen zu Schwarzburg / Albrecht Anton / Christian Wilhelm / und Anton Guntherm / wegen praestirung einiges von denen Grafen Reichs-Contingents / auff 3. Jahr getroffen. Worinn Ihr Churfürstliche Durchleucht versprechen / die benannte Grafen während gefährlichen Laufften von allen Einquartirungen / Durchzügen / und Exactionen zu garantiren / auch / wann eine Bewilligung an Volk oder Geld auff Reichs-oder Creys-Völcker befehlete / solche / statt ihrer zu stellen und bezahlen. Dahingegen aber obbesagte Herren Grafen Ihr Durchleucht jährlich zwey und zwanzig tausend Thaler zu erlegen sich verpflichten. Geschehen zu Leipzig den 10ten Janu. 1683. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz II. pag. 659.]

C'est-à-dire.

Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. Eleüteur de Saxe, & ALBERT ANTHOINE, CHRISTIAN GUILLAUME, & ANTHOINE GUNTHER Comtes de Schwartzbourg; par laquelle l'Eleüteur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers, & Passages de Troupes, & de toutes exac-

tions Militaires, comme aussi de fournir pour eux les Quotes ou Contingents qui pourroient parvenir à leur charge tant en hommes qu'en argent, moyennant la somme de 22. mille écus par an qu'ils promettent de lui payer. A Leipsich le 10. Janvier 1683.

Iu wissen / Nachdem dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erzh-Marschalln und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lautitz / Burggrafen zu Magdeburg / gestifteten Grafen zu Hemeberg / Grafen zu der Marck / Ravensberg und Warby / Herrn zu Ravensstein u. die sämtlichen Herren Grafen zu Schwarzburg / als Herr Albrecht Anton / Herr Christian Wilhelm / und Herr Anton Günther / Generere und Gebrüder / der Vier-Grafen des Reichs u. unterthänigst zu erkennen gegeben / was massen sie die gegenwärtige gefährliche Conjunctionen / da alle Stände des Reichs in Verfassung stehen / angesehen / auch wie bey so besondern Läuften sie mit Beitrag oder würdlicher Requirirung nicht wohl versehen bleiben kößten / reichlich erwoget / und darneben zu Verhütung dessen mit Sr. Churfürstl. Durchl. zu Sachsen wegen eines Beitrags sich zu vergleichen gemeiner wären / eröffnet / auch zugleich ein und andere Veranlassung zu solchem Ende gethan; Als haben mehr höchstermelte S. Churf. Durchl. in Bezeugung dero dem Gräfl. Hans Schwarzburg zutragenden Churfürstl. Gnade / das Erden und Vertrauen desto eher gnädigst angenommen / eine Zusammenziehung nach Leipzig befohlen / und ihrer Seiten dero Ober-Hof-Marschallen / würdlichen geheimen Rätthe u. inselichen dero Cammer-Directoren / Herrn Friedrich Wolphen von Hagens zu Spremberg u. Herrn Christoff Dierck Wosfen zu Frankleben und Möbitz / u. die Herren Grafen aber ihres Theils / den Angler zu Sondershausen / Herrn Gustav Christian Happen / Com. Palat. Cesar. dahin abgefertiget / welche denn nach producirter Legitimation zur Conferenz geschritten / und nach angewandter klassischer Unterredung / folgendes behandelt und verglichen:

1. Versprechen Ihr Churfürstl. Durchl. zu Sachsen u. die Herren Grafen zu Schwarzburg / und dero Graf-

ANNO und Herrschaften / so lange diese Tractaten sehen / von
1683. Exactionen zu garantiren / da es nöthig / zu ihrer und
der Graffschaft Bedeckung einige Troupes in selbige ein-
rücken zu lassen / jedoch / daß von ihnen / außer dem bloß-
sen Obdach / nichts gefordert / sondern der Officier und
Soldat vor sein Geld zu leben gehalten werden / dahero
auch derer Herren Grafen Erinnerungen von dem com-
mandirenden Officier jedesmahl gerne angenommen / und
der Beschwerte / da sich einige ereignete / abgeholfen wer-
den soll.

2. Während des Vergleichs einige Verwilligung
am Geld und Gelde auf Reichs- oder Creysch-Böckern ge-
sehen / wollen Churf. Durchl. zu Sachsen ic. das be-
nen Herren Grafen nach der Matricul. oder sonstigen ge-
machte repartition zukommende Contingent der Mann-
schaft / auf ihr unterthänigstes Erinnern / jedesmahl
vor sie stellen / und ohne derselben Zutun bezaßen. Sol-
te auch / welches GOET gnädiglich verbieth /

3. Die Contagion in solcher Zeit bey der Graffschaft
der gestalt überhand nehmen / daß ganze Städte oder
der größte Theil eines Amtes zur Abgabe ganz untüchtig
gemacht würde / und auch die Herren Grafen vor sich dar-
aus nichts erheben könnten / auf den Fall wollen ihre
Churfürstl. Durchl. solches in Consideration ziehen / und
sich mit der moderation deraußer bezeigen / daß der
bedingte Zuneigung und Mildeiten / in billigmäßiger mo-
deration zu پیشern seyn solle / und weils

4. Die Zehnter Heringen und Kelbra jederzeit mit
Thüringen nach proportion die Einquartierung tragen
müssen / so hat es doch nachmals sein Bewenden.
Jedoch wollen Ihre Churfürstl. Durchl. an der Creysch-
Haupt- und Amtmann jedesmahl die billigmäßige Gleich-
heit hierinnen zu beobachten / Beschl. ertheilen / und der
getragenen Ungleichheit abheffen.

5. Hingegen versprechen die Herren Grafen zu Schwarz-
burg S. Churfürstl. Durchl. / so lange dieser Tractat sie-
het / jährlich zwey und zwanzig tausend Thaler zu beza-
len / den 1sten Febr. nächst künftig zum Anfang zu sehn /
zu Ende desselben Monats die Zahlung an 1833. Tha-
ler 8. Gr. zu liefern / auch also monatlich damit zu
continuire / worzu denn Ihre Churfürstl. Durchlaucht.
denen Herren Grafen / wenn dero Interthanen und Va-
sallen säumig wären / durch militärische Execution an die
Hand zu gehen / gnädigst erlöblich.

6. Soll dieser Vergleich von gedachtem 1. Febr. nächst
künftig anzurechnen seyn / und drey Jahr / nehmlich bis
zum 1. Febr. 1686. continuire / es wäre denn / daß
durch des Allerhöchsten Gnade binnen dieser Zeit mit der
Gon Frankreich der Friede erfolgte / und der Friede ge-
schlossen würde / auf welchen Fall die Abhandlung und
reciprocirliche prestation / so dann zugleich ipso facto
cessiret. Alles gerichtlich und sonder Geheide.

zu Urkund haben die Churfürstl. Sächs. auch Gräff.
Schwarzburgische anwesende Abgeordnete / bis auf ihrer
resp. Durchlauchtigen gnädigst und gnädigen Herren
Principalen Ratification. diesen Vergleich unterschrieben /
und mit ihren Welschen angebornen auch gewöhnlichen
Perschaften bekräftiget. Und ist jedem Theil ein Ex-
emplar ausgehelt worden. Gesehen zu Leipzig den 10.
Jan. 1683.

(L.S.) Friedrich Wolff von Haugwitz.

(L.S.) Christoph Dietrich Wofe.

(L.S.) Eustach Christian Happe.

XXVIII.

4. Janv. Reces zwischen Ihre Kaiserliche Ma-
jestät Leopold. und Seiner kaiserlichen
Durchlaucht Ernest August Bischoff
zu Osnabrück / und Herzog zu
Braunschweig-Lüneburg aufgerichtet /
damit die Intendire heilsame Reichs-
Verfassung zur wirklichkeit gebracht /
mittelft dessen der Friede im Reich
nach Inhalt der Münsterischen und
Nimwegischen Tractaten aufrecht er-
halten / und alle Glieder ic. Hanover
den 14. Januarii 1683. Nebst des Her-
TOM. VII. PART. II.

hoch Ratification vom 20. Jenner ANNO
1683. [Tiré de la Registrature d'Etat 1683.
de la Chancellerie de la Cour de Sa
Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale LEO-
POLD & le Serenissime Prince ERNEST AU-
GUSTE Evêque d'Osnabrück Duc de Brunswick-
Lunebourg, en conformité & en execution des
Résolutions salutaires de l'Empereur & de l'Em-
pire, pour la défense de la Patrie, & pour y con-
server par ce moyen la Paix & la sûreté selon
la Teneur des Traités de Westphalie & de Nime-
gue. A Hanover le 14. Janvier 1683. Avec
la RATIFICATION du Prince, Evêque
d'Osnabrück. A Hanover le 20. Janvier 1683.

§ On Gottes Gnaden Wir Ernst August / Bi-
schoff zu Osnabrück / Herzog zu Braunschweig
und Lüneburg ic. Urkunden hiemit und be-
kennen / Demnach zwischen dem Allerhöchste-
nigsten / Großmächtigsten / und unüberwindlichen Kaiser
zu Hern Hern Leopold / Erwehnten Römischen Kaiser /
zu allen Zeiten Meistern des Reichs / in Germanien / zu
Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien und Slavo-
nien König / Erb-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu
Burgund / Brabant / Steyer / Carnten / Crain / Kärn-
burg / Bairenberg / Ober- und Nieder-Österreich / Für-
sten zu Schwaben / Marggrafen des Heiligen Römischen
Reichs / zu Burgun / Mähren / Ober- und Nieder-Löwen-
burg / Fürstlichen Grafen zu Habsburg / Tyrol / Pfirt / Ky-
burg / und Görz / Landgrafen in Elsaß / Hern auff der
Rheinischen Ward / zu Portenau und Salins ic. und
Uns / zu des allgemeinen Reichs Sicherheit / Wohlstand
und Defension. insonderheit zu aufrecht-Erhaltung des
Westphälischen / und darauff eingeordneten Nimwegischen Frie-
dens / durch beyderseits darzu benollmächtigte Ministros
abgetret und geschlossen worden / allermassen der darüber
errichtete Reces von Wort zu Wort lautet / wie fol-
get.

Zuwissen seye hiemit / nachdem die Römische Kaiser-
auch zu Hungarn / und Böhmen Königl. Majestät
in sorgfältiger allergnädigster Erwogung des gefährlichen Ge-
meinen Zustands / zu aufrecht-Erhaltung des Westphäl-
ischen / und darauff eingeordneten Nimwegischen Frie-
dens / auf Reichs-Väterlicher Liebe und Vorforg /
gut zu seyn erachtet / sich gegen alle androhende Gefahr
und Vorbruch / statumahlen die zu Regensburg bewilligte
allgemeine Reichs-Verfassung zu gehöriger Wirklichkeit
noch nicht gelangt ist / mit einigen Ständen im Reich /
welche zur gemeinen Defension vor anderen allschon ge-
sagt / und in Bereitschaft sehn (doch ohne hiedurch
denen künftigen allgemeinen Reichs-Conclusus zu dero-
giren) zusammen zu suchen / und dan / nach gepflogener
Communication befinden haben / daß der Hochwürdig-
ste / Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Ernst Au-
gustus Bischoff zu Osnabrück / Herzog zu Braunschweig
und Lüneburg ic. in treu-eifriger Patriotischer Höchst-
rühmlicher Wohlmeinung zu solcher Kaiserlicher gnädig-
sten Intention zu concurriren allerdings geneigt / bereit
und erletigt seye / daß demnach zwischen Allerhöchste-
gädigster Römischer Kaiserlicher Majestät und höchst-
nander Ihrer Durchlaucht von beyderseits darzu Be-
vollmächtigten Gesandten solche Zusammenkunft abge-
handelt und verglichen seye / wie folget:

1. Sollte der Zweck dieser Zusammenkunft seyn / damit
die von der Kaiserlichen Majestät und dem Reich vor-
läufig intendirte heilsame Reichs-Verfassung bey gegen-
wärtigen gefährlichen und geschwinden Umständen / auff
Eingangs besagte Maß / endlich zur Execution und
Wirklichkeit gebracht / und mittelst dessen der Friede im
Reich / nach Inhalt des Münsterischen / und darauff fun-
dirten Nimwegischen Tractats / aufrecht erhalten / die
Contraventiones abgestellt / und alle iudicliche Neue-
rungen / Evacuationes, Invasiones, Turbariones, Ge-
walt / und widerrechtliche Zuneigungen von dem Reich /
dessen Ständen und Gliedern mit Nachdruck abgewen-
det / dieselbe hingegen bey der wohlübergeordneten Teuffen
Libertät / Rechten und Gerechtigkeiten / in Fried / Ruh /
und Sicherheit manutentiret werden können und mögen.
G 2 II.

ANNO
1683.

II. Zu welchem Zwecke an Ihre Durchleucht inclusive Ihres zu einer Reichs-Armee von sechzig tausend Mann zu stellen habenden Contingents / ein Corpo von zehn tausend Mann / als sieben tausend zu Fuß / und drey tausend zu Pferd / die Dragoner darunter begriffen / oder aber sechs tausend zu Fuß / drey tausend zu Pferd / und fünf hundert Dragoner / alles Geworbenen / guten und wohlgeübten Soldats / inclusive der prima Plana, ohnverzüglich der gestalt zu stellen annehmen / wie in dem hernach folgenden vorschreibenden Artikel determinirt.

III. Und damit dieses Corpo so viel und so bald möglich verfertigt / und eine künliche Armee, wo möglich / wenigstens von zwanzig tausend Mann daraus formirt werden könne / wollen zwar Ihre Durchleucht sich eussertlich bemühen / ohne sich doch zu dem Effect zu obligiren / nicht allein die übrige Glieder Dero Durchleuchtigen Hauses / das Sie Ihr und anderer Reichs-Ständ / etwa übernehmendes Contingent in der Reichs-Verfassung mit Ihrer Kaiserlichen Majestät gnädigster Vermittlung diesem Corpo an Mannschafft ohnverwehrt beyschicken mögen / sondern auch noch einige andere Mit-Stände / das Sie gleichfalls Ihr Contingent zu solchem Corpo stellen lassen / zu disponiren. Es wollen aber Ihre Kaiserliche Majestät zu solchen End / und zu weiser dessen Facilitierung / damit es förmlich unter Dero allergnädigsten Auctorität und Nahmen beschreyend bestche / an die Stände / so darzu in Vorschlag kommen / allergnädigste Requisitionales ertheilen / und Ihres Allerhöchsten Dirs es dahin / damit auch andere Stände mehr zu dergleichen sich verleben mögen / dirigiren.

IV. Zu diesem ganzen Corpore wollen Ihre Durchleucht den General-Staats / und in Ihrem absonderlichen Corpo der zehn tausend Mann / auch die Regimenter alles mit guten erfahrenen / Ihrer Kaiserlichen Majestät und dem Reich sowohl als Ihrer Durchleucht gerene Officiere fornuiren / auch die zu gedachtem Ihrem Corpo der zehn tausend Mann benötigte Geld-Artillerie mit allem Zubehör versehen / massen auch die associirte Stände ihren conjungirten Truppen die proportionirte Artillerie, und deren Zubehör beyschicken zu des Reichs Diensten sich nicht entziehen werden.

V. Mit diesem Corpo verbinden sich Ihre Durchleucht zu dem in dem ersten Artikel ausgedrucktem Ende / und also an solchen Orten zu agiren / allwo / und wie die Kriegs-Operationes zuzuführen / von denen künftlichen commandirenden Häubtern zu Anfang der Campagne constestirt / und darauf notwendigst allzeit von Ihrer Kaiserlichen Majestät approbirt / und gut befinden werden sollte; massen das ganze Werk unter Ihrer Kaiserlichen Majestät Direction steht; doch daß Ihre Durchleucht Corpo, wann es die Kriegs-Ration nicht anders erfordert / am unteren Rhein-oder Mosel-Strom gelassen werden sollte / sie auch Ihre unterhabende Mannschafft einige ausländischen Erben oder Potenz zu Hülff zuzuführen / oder zuzuführen so wenig obligirt / als besetzt und benachrichtigt seyn sollen; Es seye dann das letztere mit Bewissen oder Gut-befinden Ihrer Kaiserlichen Majestät / oder daß des Gemeinen Wesens Wesse einem in der nahe stehenden Allürten / bey einer vorhabenden Importanten impresse, oder andringenden Gefährlichkeit zu succurriren erforderet / und die Zeit nicht eilene / Ihrer Kaiserlichen Majestät Approbation darüber einzuholen.

VI. Wollen Ihre Durchleucht zu keiner Zeit obligirt seyn / Ihre eigene Völder eines anderen Commando zu untergeben oder zu theilen; Sondern es sollen sowohl die Truppen / welche Ihre Kaiserliche Majestät aus den übrigen darzu zu lassen / allergnädigst gut finden möchten / als diejenige / welche ein oder andere Stände / zufolge des dritten Artikels hinzuzufügen werden / unter Ihrer Durchleucht Commando stehen.

VII. Ihre Kaiserlichen Majestät siehet bevor / dieselbe Völder / wann sie sich aus Ihrer Durchleucht landen / wie auch alle Jahr bey angehenden Feldzug aus den Quartieren moviren / mustern zulassen / dabey einen Militrurm zuhalten / welcher mit zum Kriegs-Rath gezogen werden / und über die vornehmende Operationes, nach Dero Kaiserlichen Intention mit consultiren; doch Ihre Durchleucht da / und so lang Sie mit diesem Corpo absonderlich agiren / das Votum decisivum (in so weit darstelle auf den Effect des gemachten Haubt-Contracts collimirt) allein vorbehalten seyn solle. Wann aber sich eine schleunige Occasion zu Hülff der gemeinen Sach etwas Gutes auszurichten / zeigen würde / und die Zeit nicht erleyden wolte / mit den übrigen Commandirenden Häubtern daraus zu communiciren / solchen falls hat es nicht die Meynung / daß Ihre Durchleucht alledan

die Hände dergestalt gebunden seyn sollen / daß Sie solche Gelegenheit / in so weit dieselbe auff das Ziel des gemachten Haubt-Concerts absehet / aus Händen sollen lassen lassen müssen.

VIII. Daben aber Ihre Durchleucht unterhabendes Corpo zu der Kaiserlichen oder anderer Reichs-Armeen stossen sollte / bleibet Ihre Durchleucht zwar das Commando darüber einem Reg als den andern / es wäre dann / daß Kaiserliche Völder mit darunter begiffen / welche in Fall der Conjunction, so lang dieselbe währet / zur Kaiserlichen Haubt-Armee billich gehören / es müssen aber unter denen künftlichen commandirenden Häubtern mit gutem Vertrauen und Harmonie in ordentlichen Kriegs-Rath / die Kriegs-Actiones concertirt und folglich geführt werden.

IX. Ihre Kaiserliche Majestät wollen bey denen Ständen / so nach Ertrag Ihres Reichs-Contingents Ihre Völder auff dergleichen gut finden / und Requisition unter Ihrer Durchleucht Corpo und Commando stellen / daran seyn / daß Sie Ihre Officiere und Gemeine / damit scharfe Ordre und Discipin gehalten werden könne / richtig bezaalen / auch Ihre Truppen / weder im Sommer noch Winter zurück fordern / sondern dieselbe allzeit unter Ihrer Durchleucht Commando, an denen Dorthen auch reeroutiren und zahlen lassen / wo die Kriegs-Ration es erfordert / und des Vaterlands Dienst und Befehl erfordert / auff daß die Kriegs-Operationes nicht gehindert werden mögen.

X. Wann Quartierlagerungen sollen vorgenommen werden / wollen Ihre Kaiserliche Majestät die Benachbahrte Stände zu Beyschaffung und Ausrüstung des schwäbischen Geschüßes / wie auch das gesamte Reich / daß die Belagerungs-Kosten / mittelst einer absonderlichen Anlage / beyschicken werden mögen / allergnädigst requiriren / zumahlen von Ihrer Durchleucht Dero Bewilligung ein mehrers / als dero Reichs-Quota nicht erwartet werden kan / noch solle.

XI. Dabingegen sollen die mit diesem Corpo recuperirte Dörffer dem oder denenjenigen Ständen unter Ihrer Kaiserlichen Majestät und des Reichs Oberhoheit restituirt werden / welchen dieselben vorher zu geschore / und entzogen seyn; jedoch mit diesem Verstand / daß unter Kaiserlicher Majestät allergnädigster Genehmigung die Restitutio nicht ehe zu geschehen / bis die Ratio Belli es zulassen könne.

XII. Wann dieses Corpo von einem Orth im Reich zum andern marchiren sollte / ist der Durchzug nach denen Reichs-Constitutionibus, und der Kriegs-Ration einzurichten / auch außer dem Obdach / und Rauchs-Futter das geringste / wie es Nahmen haben möge / nicht zu prezendiren / weniger zu exigiren / gleichwohl aber auch bestche / unter Ihrer Kaiserlichen Majestät allergnädigster Auctorität / allenthalben frey / offen / und ungehindert / doch ohnmächtig zu verfahren.

XIII. Zueingegen haben Ihre Kaiserliche Majestät und Ihre Durchleucht in Dero guten Intention zu ständen / so wohl zu einiger Erleichterung der verfloffenen Werb- und zeitheer angewandter Unterhaltungs-Kosten / als künfftig zu Sublevation der Monatlichen Verpflegung des Corpo der zehn tausend Mann mit aller Zugehör desselben allergnädigst zugesagt und versprochen / daß Sie Ihre Jahrlings und alte Jahr / so lang dieser Tractat währet bey denjenigen Ständen / welche Ihre Mannschafft selbst nicht gestellet / eine ergebige Summe abzugeben / Dero Kaiserliche Anweisung- und Requisitionen-Schreiben aber nicht ausantworten lassen wollen / bis die Kriegs-Actiones, es seye defensiv oder offensiv würdlich anfangen werden.

XIV. Damit aber solche Zeit abzuwarten / und inzwischendie laß des Unterhalts allein zutragen / Ihrer Durchleucht nicht zu schwer fallen möge / versprechen Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst hiemit / daß Sie derselben für erst zum Subsidio solcher Zuwartung auff drey Monat von der Ratification dieses Tractats an zurechnen fünfzig tausend Reichsthaler ex proprio reichen / und zwar die Hälfte so fort bey der Ratification dieses Tractats / die andere Hälfte aber sechs Wochen hernach auszahlen lassen wollen. Wogegen Ihre Durchleucht sich obligiren so fort von Zeit der Ratification anzu-

* Assigniren wollen 700000. Reichsthaler / und zwar der gestalt / daß Sie davon inden Monat 58333. Reichsthaler 30. Kreuzer zu erheben haben sollen / massen die von Ihrer Kaiserlichen Majestät zu dem Ende benannte Stände hieneben in einer absonderlichen mit unterzeichneten Designation lit. A. specificirt.

ANNO
1683.

ANNO 1683. anzurechnen / sie erst sieben tausend Mann / nemlich fünf tausend zu Fuß / und zwey tausend zu Pferd / zu Marche parat zu halten / und das Supplementum zu den obbesagten zehn tausend Mann / gleich nach Ablauf sechs Wochen / nach solcher Marche gleichfalls zu stellen / dessen nun in der Zeit der drey Monath die Sachen noch nicht in solchen Zustand kommen / daß die Marche Ihrer Durchleucht Völkern mit Ablauf der drey Monath zu Werck zu richten / wollen Ihre Kaiserliche Majestät Ihre Durchleucht zeitig vor deren Endigung / der Zuwartung halber mit weiterer Satisfaction / nach Proportion vorgemelter fünfzig tausend Reichsthaler versehen / Ihre Durchleucht hingegen mit Parat-Haltung der sieben tausend Mann für erst / und in der Obligation das Supplementum zu zehn tausend Mann / gleich nach Ablauf der sechs Wochen nach der Marche zu stellen / continüiren. Sobald es aber zu wirklicher Movirung kommen sollte / * nimt der Effect der in vorgehenden Artikel bedueter Kaiserlichen Anweisung und Requisitionen-Schreiben seinen wirklichen Anfang.

XV. Und übernehmen Ihre Kaiserliche Majestät zu solcher Abstattung nicht allein die assignirende Stände gütlich zu vermögen / sondern übergeben auch Ihrer Durchleucht die feste Execution auff das gesamte assignirende Quantum / und so lang sich / Vermög dieses Tractats / ein Nachschlag erfinden wird. Ihre Kaiserliche Majestät wollen sich zwar nicht versehen / daß einiger Abgang an dem assignirten Beytrag sich finden werde / gestalt Sie umh Ihre Durchleucht dessen wirklich habhaft zu machen / Dero Autorität nachdrücklich zu interponiren / und alles zurhand erbitzt und bereit seynd / was Ihre Hochseits Kaiserliches Amt bisfalls mit sich bringet / dessen jedoch solcher Gestalt das intendirte Quantum nicht zureichig seyn / sondern ein Abgang sich zeigen würde / den Ihre Kaiserliche Majestät durch Dero Autorität nicht remediren können / wollen sie dafür nicht einstehen / noch zur Indemnification oder Satisfaction verbunden seyn / dagegen auch solchen falls Ihre Durchleucht das volle Quantum der zehn tausend Mann zu unterhalten nicht obligirt seyn / sondern Ihre bevorzuehen solle / selbige nach Proportion des abgehenden Beytrags zu reduciren.

XVI. So reserviren auch Ihre Kaiserliche Majestät dabei per expressum / daß in der assignirenden Stände / landen / die Residenten / Besessenen / Schlichter / Städte / und dergleichen bewohnte Dörfer doch daß Sie sich zu dem assignirten Beytrag gütlich bequemen / von Einquartirungen frey / und zu völliger Disposition der postdesirenden Ständen und Herrschaften / und ein jeder deren bey dem gebührenden Respect / absonderlich aber auch die Religion / und deren Exercitium. Öffentliche Güter / und sonst alles nach denen Friedens-Instrumenten in salvo erhalten / und in statu quo obsequirbirt gelassen werden.

XVII. Dahingegen versprechen Ihre Durchleucht / daß Sie Dero Truppen / ohne jemandes Beschwehe selbst bezahlen / Winter und Sommer unterhalten / auch auf Dero eigene Kosten idemahl rekrutiren / auch so wohl im Feld / als auff Marchen / auch in Städten / und Dörfern / wo sie / der Kriegs-Raision nach / verlegt werden möden / für Ihr bahres Geld ziehen / auff dem bloßen Obdach und rauch futter (worunter das Fouragiren / wan die Truppen im Feld stehen / der Unmöglichkeit nach / mit begreifen) von niemanden ohne Bezahlung etwas preteendiren / jedweder Landes-Herr aber willig seyn solle /

* Nehmen die Assignationes auff die jährliche 700000. Reichsthaler oder 5333. Reichsthaler 30. Creuter monatlich ihren Anfang / und damit Ihr Durchleucht wegen des vorgethanen Vorstusses auch einiger Erstattung sich zu erheuen haben mögen / so sollen / nach des Reichs-Beurathigung oder Frieden / die obgemelter massen ertheilende Assignationes auff so viel Stände / als monatlich 21500. Reichsthaler austragen / nach 6. Monat wahren / und zu solchen Bechueh nebst denen Assignationen die Anweisungen und Requisitionen-Schreiben an so viel Stände / nach Inhalt der auch mit unterschriebenen Designation lit. B. von welchen monatlich 16000. Reichsthaler erfolgen können / überantworten lassen / und sollen selbige bis zu erfolgender wirklicher Movirung der Völkern aus Ihrer Durchleucht landen / lassen und bezahlt werden. Falls aber Ihre Kaiserliche Majestät noch nicht gut befinden / diese Interims-Assignation nach Ablauf der vorgemelten 3. Monathen in Effect zu setzen / wollen Sie Ihre Durchleucht zu 16000. Reichsthaler so viel aus der grösseren als zu Compilierung derer Summe nöthig / ausgethan werden.

auff Requisition / die lebens-Nothdurfft für Menschen und Pferd umh billigen Kauf / und wo möglich und einen durchgehends im Reich anordnenden gleichen Preis und Taxa anschaffen zu lassen.

XVIII. Zum wenigsten aber wollen Ihre Durchleucht für diese zehn tausend Mann / noch unter einigen Prätext von Ihrer Kaiserlichen Majestät oder den Reichs-Ständen und Gliedern einige weitere Anlagen / Quartier / oder sonst etwas / wie es Nahmen haben möchte / fordern.

XIX. So wollen Ihre Durchleucht auch der Ihre assignirende Stände mit diesem Corpo / so viel möglich / und so gut als Ihre eigene Lande / gegen Gewalt zu defendiren / verbunden seyn.

XX. Wan einige Contributiones ex hostico mit diesem Corpo solten behauptet werden / seynd Ihre Kaiserliche Majestät zuversich / daß dieselbe Ihrer Durchleucht ohne Kinderung Ihrer Assignationen / und denen so Ihre Truppen mit Ihre conjungiren lassen / nach Proportion verbleiben.

XXI. Daseren Ihre Durchleucht mit Spanien / Engelland / oder Holland / oder sonst jemanden ein diesem nicht zuwider laufendes Foedus / zu des Gemeinen und mithin des Reichs Besten Beförderung treffen / und zu dessen Vollziehung noch ein ander Corpo formiren würde / solle Ihre solches frey stehen / und von Kaiserlicher Majestät darin keine Hindrung gethan werden : Wosern aber höchstbedachte Ihre Durchleucht das in diesem Foedere versprochenes Corpo von zehn tausend Mann ganz / oder halb denen Reichs-Allirten ausser Teutschland zuzuführen wolten ; soll darüber in alle Weeg vorher Ihre Kaiserlichen Majestät Consens / und Einwilligung erfordert werden. Und falls Ihre Kaiserliche Majestät denselben ertheilen würden / ceithiren die von Ihrer Kaiserlichen Majestät Ihrer Durchleucht ertheilten Assignationes / nach Proportion der ausführenden Truppen ; Es seye dann / daß es anders verglichen werde. *

XXII. Dahingegen bleiben auch Ihre Durchleucht verbunden / wan es Ihre Kaiserliche Majestät oder des Vaterlands Noth oder Dienst erforderen / das Corpo wiederumb auff dem Teutschen Boden zuzuführen.

XXIII. Ihre Durchleucht seynd ganz willig / und erbiegt / so wohl auff diesen Deputations-als Reichs-Creis- und anderer Conventen / mit Ihrer Kaiserlichen Majestät zum Besten des Reichs anzuhönden hochselben Intentionen über alle Occurrentien vertrauliche Communication pflegen / und mit deroelben die Vota und Meynungen concertiren zu lassen.

XXIV. Wan es zur wirklichen Kriegs-Action und Ruptur wird kommen seyn / solle kein Theil ohne des anderen Bewilligung / auch Reituirung dessen / das ein oder anderer / da Gott vor seye / an Land und Leuten bey dem Krieg verlihren möchte / Fried oder Stillstand machen / noch ohne des anderen Participation sich darüber in Tractaten einlassen / und damit Ihrer Durchleucht durch Ihre Ministros zu concurriren auf keinerley Weis schwer gemacht werden möge ; So wollen Ihre Kaiserliche Majestät die allergnädigste Verordnung ihren Ambassadeurs mitgeben / daß Sie bey Ihnen / oder sonst keinen solchen Unterscheid vorgehen lassen sollen / so Ihre Durchleucht Dignität nachtheilig seyn solle könne.

XXV. Wosern auch Ihre Durchleucht / aus was Ursachen / und unter was Prätext es geschehen möchte / in dero eigenen Landen angegriffen werden / oder auch die Cris / worin dieselbe gelegen / oder die von Ihrer Kaiserlichen Majestät Ihrer Durchleucht assignirte Stände in Gefährlichkeit gerathen solten / erklären Ihre Kaiserliche Majestät sich dahin / daß Ihre Durchleucht solchen falls nicht allein einen Theil Ihrer Truppen / oder auch das ganze Corpo der zehn tausend Mann / zu deren Defension dahin abführen mögen / sondern wollen auch deroelben nach aller Möglichkeit / so wohl selbst assistiren / als möglichst befürdern / daß es durch andere / so direct als durch Diverfion geschehe ; Dahingegen Ihre Durchleucht auch Ihrer Kaiserlichen Majestät im Fall sie attackirt werden möchten / gleichfalls mit Ihrem Corpo der zehn tausend Mann nach Proportion der Gefahr / so lang Ihre Durchleucht obgedachte Assignationes gemessen /

G 3

* Was aber Ihrer Durchl. zu Recuperirung des Vorstusses auff 6. Monat nach dem Frieden Art. 14. accordirt / solches solle derselben einen Weg als den anderen allerdings zustatten kommen / und bevorzuehen / und zu exequiren erlaube seyn.

ANNO 1683.

ANNO 1683. müssen / getrenntlich und unverkündlich zur Hand stehen / und unter die Hand greiffen wollen.

XXVI. Dieser Tractat solle dauern / und beyderseits verbindlich seyn / bis der 12. des Reich gleichsam androhenbe Krieg genidiget / oder dadurch / oder sonst der Teursche Fried / nach darauff gegründeten Niemwegischen Tractats auff Waass und Beiss / wie es von von Ihrer Kayserlichen Majestät und dem Reich wird verglichen werden / versichert / und also die in Articulo primo exprimirte Zweck dieser Zusammensetzung durch Gottes Gnad würdlich erreicht seyn wird. Gesalt dan Ihre Kayserliche Majestät allergnädigst verwilliget / daß bis dahin auch die Verbindlichkeit dieses Tractats sich auf Ihrer Durchleucht Postenität und Succession an der Regierung erstrecken solle.

XXVII. Die Ratificationes dieses Tractats sollen zu Wien innerhalb vier Wochen gegen einander ausgewechselt werden.

Dessen zu Urkund seynd zwey gleichlautende Exemplaria darüber verfertigt / von denen hiezu Deputirten so wohl Kayserlichen Item Commissarien / als mehr höchstbesagter Ihrer Durchleucht Gewollnächstigen unterschrieben und bezeuget worden. Actum Wien den vierzehenden Januarii Anno sechshundert drey und achtzig.

(L.S.) J. P. Focher Frey-Herr.

(L.S.) Leopold Wilhelm Graf zu Königsegg.

(L.S.) Frey-Herr von Faldenstamm.

Dass wir demnach verinerterten Recets in allen seinen Punkten und Clausulen / und dessen ganten Begriff beständig / genau halten und ratificirt haben; Thun das selbe auch hienit derselbe / und also / daß wir dem jenigen / was wir / Kräfte desselben zu prästiren / und zu thun übernehmen / allerdings gehalten und nachkommen wollen / alles getreulich und ohne Gefährde. Urkundlich haben wir diese Ratification mit unserm Handzeichen und neben gedruckten Inseel besiegelt. So geschehen in unser Residenz-Stadt Hannover den zwanzigsten Tag Januarii Anno sechshundert drey und achtzig.

(L.S.) Ernst August.

XXIX.

26. Janv. Defensiv-Allians zwischen Ihro Römischen Kayserliche Majestät Leopold, und Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bayern Maximilian Emanuel, zu des Heiligen Römischen Reichs / und darinnen situirter eigener respective Königreiche / Landen und Herrschaften nützlichster Beschüzung geschlossen den 26. Jenner 1683. [LONDORPII Acta Publica, Tom. XI. Libr. XII. pag. 536.]

Cest-à-dire.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, pour la defense de l'Empire, & pour celle de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries qui y sont situés. Fait le 26. Janvier 1683.

Emnach bestand / in was gefährlichen Stand das H. Röm. Reich / und respective die ganze Christenheit / wegen der antrienenden Türcken- und anderen Gefahr verhiere / und daher die höchste Noth erfordere / daß sich Haupt und Glieder zu gemeinsamen Conferentien auff das getreueste miteinander wahrnehmen / und alle Kräfte zusammen setzen; So haben H. Kayserl. Majest. und Churf. Durchl.

ANNO 1683. folgendes Fœdus Defensivum zu keines Menschen Offension, sondern einz und allein zu des Römischen Reichs / und darinnen situirter eigener respective Königreichen / Landen und Herrschaften nützlichster Defension geschlossen / also daß

I. Diese Verbindung kein anderts Ziel und Ende haben solle / als daß man beyderseits des Römischen Reichs Ruhe und Wohlstand / neben dem Beschützlichen und Niemwegischen Frieden erhalten / dann die allgemeine Reichs-Verfassung nach Inhalt der ergangenen / oder noch ergehenden Reichs-Echlüsse / auff alle Weise fördern / und in dessen / bis einmilde Reichs-Verfassung in seinen Stand und Perfection kompt / mit und sampt andern jetzigen und künftigen Allirten fremden Gewalt und Einbruch möglichst verhindern helfen.

II. Zu dem Ende fördest dahin zu sehen / auch alle Fleiß und Eysre anzuwenden ist / daß die Friedens-Tractaten mit der Kron Franckreich zu Regenten continuiret / und dabey solche Conditiones erhalten werden / welche billich / und obgemeldetem Beschütz. und Niemwegischen Frieden gemäß seyn.

III. Im Fall aber die im nächst-vorhergehenden Punkten erwehnte Conditiones wider alles Verhoffen nicht zu erhalten wären / sondern von der Kron Franckreich die so genannte Reuniones, prejudicirliche Attentats und Usurpationes im Röm. Reich vorgenommen werden wolten / haben Ihre Kayserl. Maj. und Churfürstl. Durchl. sampt andern Allirten conjunctis viribus möglichst darob zu seyn / daß bemeldter Gewalt abgetrieben / und ein jeder bey seiner Gerechtfame und Possession gelassen werde; Diewegen

IV. Ihre Kayserl. Majestät in Dero Ober- und Nieder-Oesterreichischen Landen / über die in Wohnen stehende Völcker bernachin / und bisß die Türcken-Gefahr vergehe / auch 15000. Mann / als zwey Drittel zu Fuß / und ein Drittel zu Pferd / mit allen und eben nothwendigen Kriegs-Requisiten dergestalt beständig unterhalten wolte / daß die übrigen 10000. Mann aber im Feld verblieben / welche sämtlich mit und neben Ihre Churfürstl. Durchleucht ergehen und andern Allirten Völdern das liebe Vaterland Teurscher Nation / und darinnen gelegene eigene Lande / Graf- und Herrschaften / wider alle Invasiones und Violentien möglichst bekämpfen / schützen und schirmen sollen.

V. So fern aber Gotz die Türcken-Gefahr abwenden / und unmittelbar der Reichs-Frieden wider alles beßers Verhoffen nicht stabilirt seyn wolte / obligirten sich H. Kayserliche Majestät / über oberwehnte 15000. Mann noch ein anders considerables Corpus zu verstandenen Ende der gemeinsamen Defension ins Reich zu schicken / und bisß zu dessen nicht stabilirten Frieden zu unterhalten.

VI. Dabey absonderlich bedungen worden / daß H. Kayserliche Majestät Sr. Churfürstl. Durchl. Lande / Graf- und Herrschaften nicht allein mit keinen Quartieren / oder andern Exactionen / wie es Namen haben möge / jemahls beschwären / noch andere beschwären lassen / sondern noch darzu mit denen Durchzügigen / so viel es immer möglich / zu verschonen.

Da aber ersgemeldte Durchzüge unvermeidlich / und nicht zu evitiren wären / dieselbige solcher Gestalt wahrnehmen lassen wolten / daß der kürzeste Weg durch die Chur-Bayerische Lande und Herrschaften genommen / alles fleißig beahdt / und scharff Disciplin gehalten / auch in allen denen Reichs-Constitutionibus hieninnen nachgelobt werde.

Im übrigen H. Kayserl. Maj. Sr. Churfürstl. Durchl. alle erweisliche Excessen und Schaden / welche nicht etwa auff Noth und Unmuthgänglichkeit der marchirenden Völcker geschehen / zu restituiren / dargegen auch H. Churfürstl. Durchl. Ihre Kayserl. Majestät ein gleichmäßiges durchgehends versprechen.

VII. Obligiren sich H. Churfürstl. Durchleucht mit 8000. Mann / als 5000. zu Fuß / und 3000. zu Pferd / mit Einschluß der Dragonen / außser die Kreyß-Völcker / sampt allen darzu gehörigen Requisitionen parat zu stehen / damit sie sich auff dem oben im dritten Articul gesehen und erregneten Fall / mit denen Kayserlichen und andern Allirten Völdern defensivè würdlich conjungiren können.

VIII. Jedoch solle H. Churfürstl. Durchl. das Commando über dero Völcker allzeit verbleiben / also zwar / daß wann schon die Conjunctur würdlich erfolgt seyn wird / die Kayserlichen Generals und Officiers dannoch über die Chur-Bayer. Völcker keine Gewalt oder Commando haben / sondern mit und neben denen conjungirten

ANNO 1683. Allirten gesambter Hand delibereiren / und was nach Gestaltsame der Conjunctionen zu thun oder zu lassen / zu ratheylagen / deswegen auch eine gemeinsame Abrede geschien solle. In dessen ist

IX. Beyderseits belibet worden / dasz allezeit derjenige / in dessen Landen die Kriegs-Operation geschicht / das Directorium cum Voto Decisivo, wann die Vota paria seyn / haben solle.

X. Auch dasz Se. Churfürstl. Durchl. besage seyn solle / dero Völkern von dem Corpo zu eigener Defension zu deputiren / wann sich der Feind vertheile / und theils Völkern in die Chur-Bayerische / theils aber in andere Lande abmarchiren lassen würde; dabey die Kayf. jedesmahl nach aller Möglichkeit getreulich Assistiren / und den Feind auß den Churf. Landen und Herrschafften abtreiben helfen / welches Nachschement und Assistent reciproc zum Behuff der Kaiserlichen Lande geschien solle.

XI. Damit aber dieser Sueurs und Assistent den Beträgen nicht beschwerlich falle / soll von dem Succurrenten alles / außser des Obdrucks und der rathen Güterung / und billigen Werth treulich bezahlet / im übrigen aller erteilliche Kosten und Schäden / inmassen im 6. Artikel gedenket / restituirt werden. Wie dann auch

XII. Auff alle Weise zu präcaviren / dasz andere Reichs-Stände mit Durchzügen / Einquartierung und andern Pressuren / wider die Reichs-Constitutionen und Executions-Ordnung nicht gravirt / sondern denselben stets nachgeliebet werde.

XIII. Soll von keinem Theil wider dieses Foedus ichts was prejudicialisch gehandelt / noch einiger Friede / Stillstand der Waffen / oder Krieg / ohne des andern Wissen und Willen tractirt, viel weniger geschlossen werden / sondern allein communi consensu, wie es unter focus belli & Pacis gebürlich / geschien / und sich ein jeder angelegen seyn lassen / des andern Nutzen zu befördern und den Schäden zu wenden; nicht weniger über alle Vorfällenheiten vortreulich und zeitlich zu communiciren / damit die nothwendigen Consilia conjunctione tempore geschöpft und executirt werden mögen; und obwol

XIV. Dieses Foedus allein auff Ihre Kayserlichen Majestät und Churfürstl. Durchl. eingerichtet ist / und dahero anderer Allirten Consens nicht vornehmlich hat; nachdenmalen aber dasselbe sich zugleich auff andere Ch. Kayserl. Maj. Allirte Status im Röm. Reich beziehet / und die hohe Noth erfordert / dasz diese Allirte insgesampt in eine rechte Harmonie gebracht / auch mit Gemüth und Waffen wol vereinbart / und concatenirt werden / damit sie auff den im 3. Artikel gesetzten Fall / eines feindlichen Einbruchs / getreu und patriotisch einander succuriren.

So erbeten sich Ch. Kayserl. Maj. Dero höchste Autorität dahin zu interponiren / dasz hiernächstens zwischen allen unireten Reichs-Ständen ein gemeines Concerto, wann und welcher Gestalt zu operiren / geschlossen / und die reciprocliche Assistent recht stabilirt werde / worzu auch Ch. Churf. Durchl. nach Möglichkeit concurriren wollen.

Alles getreulich und ohne Gefährde. Dessens zu wahrer Irthum ist dieses Foedus Defensivum von Ch. Kayf. Maj. und Churf. Durchl. auff nachfolgendes Jahr von dato an geschlossen / eygenhändig unterzeichnet / und mit dem Kayf. und Churf. Signet corroborirt worden / den 26. Januarii, 1682.

XXX.

CONVENTION PARTICULIERE CONCLUE ENTRE LEOPOLD EMPEREUR, CHARLES II. ROI D'ESPAGNE, CHARLES XI. ROI DE SUEDE & LES ETATS GENERAUX DES PROVINCES-UNIES DES Pays-Bas le 6. Février 1683. [Manuscrit.]

Près que la Convention faite sous les auspices de Dieu, entre le Roi de Suède, & les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas le 20. Sept. 1681. pour leur feauté mutuelle, la Convention de la Paix de Westphalie & de celle de Nimègue, s'est trouvée augmentée & fortifiée par l'accession de S. M. I. & du Roi d'Espagne à ladite Convention, qui concourant unanimement au pieux & salutaire des-

sein unique but de ladite Convention, qui est de faire en sorte que la Paix soit ferme & durable, en empêchant autant qu'il sera possible que la tranquillité dont la Chrétienté jouit présentement ne soit jamais troublée, & que les fondemens sur lesquels ledits Traitez ont été faits ne puissent pas être ébranlez; & comme dans l'Article troisième de la même Convention, il a été convenu entre les Parties contractantes des moyens pour faire réussir avec plus de succès le dessein de conserver la Paix à la Chrétienté, & de détourner les insultes qui pourroient troubler leur feauté & donner atteinte à leurs droits contre le contenu dedit Traitez, estimant encore qu'il étoit nécessaire suivant les regles d'une raisonnable & juste prevoyance de regler de bonne heure quelque chose de certain pour assurer leur Alliance, & les secours nécessaires pour ce sujet, crainte que le mal ne prevint le remède & que les projets formez pour la conservation de la Paix, & pour l'union reciproque des Parties ne vinssent trop tard, & sans fruit, ou ne fussent rendus plus difficiles, pour ces causes Sa Majesté Imperiale, les dits Rois & ledits Etats Generaux se sont obligez, & engagé pour cette même fin par le moyen de leurs Plenipotentiaires à ce deputez ainsi qu'il est expliqué par les Articles suivans.

I. Les Parties contractantes se fourniront les uns aux autres à la premiere requisition qui leur en sera faite, & sans aucun delay, un secours reciproque de 6000. hommes de pied munis des armes nécessaires, commandez par leurs propres Officiers, & 12. Vaisseaux de Guerre equippez & fournis de toutes les choses nécessaires tant pour les Matelots, que pour les Soldats, & generalement tout ce qui concerne un armement naval, en sorte que celui qui sera requis de fournir les dits secours sera obligé de les donner à celui qui les lui demandera.

II. Les Vaisseaux de Guerre qui seront fournis seront, savoir 2. du premier Rang, 4. du second, 4. du 3. & 2. du 4. en sorte que ceux du premier rang soient de plus de 80. pieces de Canon, ceux du second au-dessous jusques à 70. ceux du 3. depuis 70. au-dessous jusques à 60. & enfin ceux du 4. depuis 60. jusques à 38.

III. Ceux qui en seront requis enverront ces secours à leurs depens & les entretiendront de même, tant que celui qui les aura demandés le souhaitera ou en pourra avoir besoin pour parvenir au but que l'on s'est proposé, c'est-à-dire que toutes choses soient remises dans leur premier état suivant la teneur des dits Traitez.

IV. Celui qui aura requis ces secours sera trouver dans les lieux où ils seront quelque séjour tout ce qui est nécessaire pour la conservation des Soldats, en prendra le même soin que si c'étoient les siens propres, & leur fera fournir pour de l'argent toutes les choses dont ils auront besoin.

V. Il sera libre à celui qui requerra ce secours de le prendre en son entier en Infanterie ou la 3. partie & moins encore, mais non pas de demander un plus grand nombre de Cavaliers & Dragons, & en ce cas on comptera pour un Cavalier ou Dragon 3. Fantassins.

VI. Celui qui demandera ce secours s'en servira comme bon lui semblera, ou pour la defense de ses Etats, ou pour attaquer l'Ennemi, suivant que la nécessité l'exigera conformément à l'esprit du présent Traité.

VII. Que si le feu de la Guerre s'augmentoit, ce qu'à Dieu ne plaise, & que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser la force par la force, & rétablir la Paix, ou doubler pour lors & même on triplera, le nombre des Troupes de Terre, suivant que les Conférez jugeront plus, ou moins nécessaire, & l'on observera ce qui est porté par l'Article 5. de la susdite Convention.

VIII. Que si celui qui seroit requis de fournir ce secours étoit lui même engagé dans la Guerre, ou que deux ou même un plus grand nombre des Parties contractantes se trouvaient attaquées en même temps; alors il faudra agir suivant la pluralité des avis des Conférez, & faire ce qui sera par Eux jugé plus convenable pour le bien de la cause commune, ou même en ce cas l'Article precedent aura lieu; la même chose s'observera, si l'un des Conférez, ayant fourni le secours à un autre, apres avoir été requis, venoit lui-même à être menacé d'hostilité ou d'invasion.

ANNO 1683.

IX.

ANNO
1683.

IX. Mais celui qui en haine de la présente Convention, osera attaquer soit directement ou indirectement quel'un des Conféderez ou l'inquiéter en façon quelconque, sera réputé pour Ennemi commun, ainsi qu'il est porté par l'Article 5. de la susdite Convention, & sera poursuivi comme tel par toutes sortes de voyes, jusques à ce qu'il se soit desisté de son injuste entreprise, & qu'il ait donné des assurances bonnes & valables pour l'avenir.

X. On ne pretend point par le présent Accord ôter aux Conféderez le pouvoir de se servir des voyes portées par le 1. & 2. Article de ladite Convention pour terminer à l'amiable les différens au sujet de la Paix de Westphalie & de celle de Nimègue, & quoi qu'il soit convenu entr'eux que ledits secours seront fournis à la première Instance de celui qui les demandera & sans délai, néanmoins il sera libre à ceux qui en feront requis de satisfaire à cet engagement de la manière qu'ils croiront la meilleure.

XI. Que si tous les Conféderez ou même quelques-uns d'eux en particulier veulent faire entre Eux quelle nouvelle Convention concernant celle-cy, ils le lui communiqueront réciproquement.

XII. Et comme par ledit Article 4. de la Convention il est permis en general à tous les Princes & Etats Chrétiens, & à ceux en particulier qui ont d'abord été compris dans les Traitez de Westphalie & de Nimègue, d'entrer dans ladite Convention qui n'a pour but que la conservation de la Paix, de même aussi les susdites Parties contractantes pour faire d'autant plus connoître que le présent Accord ne tend qu'à perpétuer la Paix & non pas à faire prejudice à qui que ce soit, ce qui seroit contraire au contenu dedit Traitez de Paix, ont voulu repeter ici la même chose & déclarer, que ceux qui par amour pour la Paix voudront entrer dans la présente Convention, ils y trouveront pour Eux la même sécurité & les mêmes secours. Ainsi s'il arrive que quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire desire d'entrer dans la présente Alliance dans la vue d'affermir cette sécurité réciproque, il lui sera libre de donner tel nombre de Troupes qu'il lui plaira, & que ses forces lui pourront permettre, & les susdits Conféderez s'engagent de lui fournir le double du secours qu'il leur aura donné, pourveu que ce double n'excede point le nombre de 6000. hommes de pied, & ledit Electeur, Prince, ou Etat qui se joindra à la présente Union jouira de tout ce que ledits Conféderez ont stipulé pour leur sécurité dans la précédente & dans la présente Convention, les autres Princes & Etats Chrétiens, quels qu'ils soient, jouiront aussi de cette sécurité mutuelle, pourvu qu'ils entrent incessamment dans la présente Union & qu'ils conviennent avec les Parties contractantes des moyens & des conditions auxquelles ils y pourront être admis; on ne recevra aucun Prince, ou Etat dans la présente Convention, que du sceu & du consentement unanime de tous les Conféderez, de même qu'un chacun des Princes ou Etats qui seront reçus, seront censés engager également avec un chacun dedit Conféderez en particulier.

XIII. La présente Union durera entre les susdits Conféderez ainsi que la première & generale Convention, l'espace de 20. années vers la fin desquelles ils pourront la renouveler s'ils le trouvent à propos; de même il sera libre à ceux qui y entreront dans la suite de fixer le temps de la durée de leur engagement à tel nombre d'années qu'ils jugeront à propos, les Ratifications de la présente Convention délivrées de part & d'autre ici à la Haye dans l'espace de six semaines du jour de la signature, En foi dequoy les susdits Plenipotentiaires ont signé chacun en particulier le présent Traité & y ont fait apposer le cachet de leurs armes, & chaque Partie en fera trois copies pour en donner une à chacun des Conféderez. Fait à la Haye le 6. Février 1683.

Articles separez de la Convention ici dessus.

I. Comme par la Convention particulière conclue ce jourdhuy 6. Février entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, il est porté que le secours réciproque que les Conféderez se donneront les uns aux autres sera de six mille hommes de pied & de douze Vaisseaux de Guerre, les susdits Conféderez ont jugé à propos d'y apporter par la présente Declaration les res-

trictions suivantes, savoir, que comme les Etats & Pays de la domination de Sa Majesté Imperiale sont fort éloignés des Ports de Mer & que pour cette raison Elle n'entretient point d'Armée navale, S. M. I. ne sera pas obligée de fournir ledits secours de douze Vaisseaux & ne pourra pas aussi le demander, ladite obligation de fournir des Vaisseaux & des Troupes suivant la teneur des 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de ladite Transaction n'aura lieu qu'entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux, mais celle de fournir des Troupes suivant le 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de la même Transaction restera seulement entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux dans toute sa force & vigueur.

II. Et comme entre chacun des susdits Rois en particulier & les Etats Generaux il y a des Traitez d'Alliance défensive qui portent pareillement obligation de fournir de certains secours, il est expressément marqué par le présent Article qu'il sera libre aux susdits Rois d'Espagne & de Suede d'exiger ces secours, soit en vertu de la susdite Convention particulière ou en vertu dedit anciens Traitez qui sont entr'eux, selon qu'ils trouveront plus à propos, en sorte cependant que si en vertu dedit précédents Traitez on a exigé des secours plus considerables que ceux qui sont portés dans ladite Convention, & que ces secours aient été accordés à la requisiion de celui qui les aura demandé, il ne sera plus permis à ce dernier d'exiger ceux qui sont portés par ladite Convention, & celui qui en fera requis, sera censé avoir entièrement satisfait à tous ses engagements, en donnant en vertu des anciens Traitez un nombre plus considerable de Troupes que celui qui est stipulé dans ladite Convention particulière. Mais si les secours convenus par ledits anciens Traitez font moindres que ceux qui sont portés par ladite Convention, il sera libre d'exiger le nombre de Troupes porté par ladite Convention, en sorte cependant que celui qui aura fourni ce secours ne sera point tenu de fournir celui qui se trouvera marqué dans les anciens Traitez, de manière que les Parties contractantes qui demanderont le secours le plus considerable, soit en vertu des anciens Traitez ou en vertu de ladite Transaction, ne pourront plus en exiger d'autre, & ceux qui en auront été requis seront en donnant le plus grand nombre livres & exempts de fournir le plus petit, soit qu'il soit spécifié dans les précédents Traitez ou dans la Convention, & le plus petit nombre sera toujours censé enfermé & compris dans le plus grand.

Laquelle regle sera appliquée à tous les Articles des Traitez particuliers faits cy-devant entre S. M. I. & le Roi de Suede, & aussi à ceux de la présente Transaction.

III. Il a aussi été convenu entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux que lors qu'il s'agira de demander & de fournir entr'eux le nombre de Vaisseaux de guerre porté par ladite Transaction le Roi de Suede & les Etats Generaux exigeront & fourniront s'ils en sont requis, ledit nombre de Vaisseaux en espee, ainsi qu'il est porté par la Convention, & ledits Vaisseaux équippez & armez comme il faut & en état d'agir & de combattre; mais si S. M. Catholique venoit à être obligée de fournir le même nombre de Vaisseaux, il sera au choix du Roi de Suede & des Etats Generaux d'exiger ledits Vaisseaux en espee, c'est-à-dire des Vaisseaux effectifs équippez, armez & en état d'agir, & de combattre, ou de demander de l'argent comptant à la place, en sorte que la solde des Capitaines, des Soldats & des Matelots & tous les autres frais à faire pour l'armement & pour la réparation des Vaisseaux & les dommages qu'il y a à souffrir lorsqu'ils viennent à se perdre seront comptez & estimez sur le pied de la Convention de l'année 1677. faite entre Dom Emanuel François de Lyra Envoyé Extraordinaire de S. M. Catholique & les Deputez des Colleges des Amirautes des Provinces Unies, & ainsi pour chacun des Capitaines, Soldats & Matelots qui sont nécessaires pour equiper & armer un Vaisseau S. M. Catholique payera ou fera payer en son nom sans aucun délai cinquante quatre florins monnoye de Hollande par mois, savoir à Hambourg pour le Roi de Suede & à Amsterdam pour Messieurs les Etats Generaux, & sera payer entièrement tout le dommage que les Vaisseaux auront souffert soit dans un Combat, soit par tempeste ou qui seront peris par quelque autre accident; pour cet effet afin de regler quel.

ANNO
1683.

ANNO 1683. quelque chose de certain sur ce sujet, lesdits Vaisseaux seront visités avant leur sortie des Ports, & on fera un Inventaire des choses qui dependent desdits Vaisseaux, afin que l'estimation s'en puisse faire en suite suivant cet Inventaire par des gens du métier, & en présence du Ministre de S. M. Catholique requis pour cet effet, ou de telle autre personne qu'elle aura commis pour cela.

IV. Enfin parce que les Accords faits entre S. M. Catholique & les Etats Generaux le 30. Août de l'année 1673, & les Resolutions prises & données en conséquence desdits Accords subsistent encore, S. M. C. & Messieurs les Etats Generaux ont voulu réciproquement se déclarer au sujet de cette nouvelle & particulière Convention, que bien que par cette même Convention particulière les secours mutuels que les Conféderez doivent se donner les uns aux autres soient exprimés en general & ne soient point limités; néanmoins pour ce qui regarde S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux en particulier, leur intention n'est point que ladite Convention particulière adjointe, diminue, ou change rien à ce qui a été réglé par lesdits anciens Accords qui sont entr'eux, mais qu'elle les engage seulement à fournir les douze Vaisseaux de Guerre suivant la maniere prescrite, & qu'elle règle aussi la maniere dont lesdits secours qui seront stipulés soit en vertu desdits anciens Accords ou de la susdite Convention particulière, doivent être fournis, quant au reste, les susdits anciens Accords demeureront dans toute leur force & vigueur & serviront en cas de besoin de règle pour les secours que S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux auront à se donner réciproquement.

V. Mais comme certaines choses qui avoient été exprimées dans la susdite Convention particulière ont été par ces Articles séparées, changées, restraints ou déduites avec plus de circonstances, dans le dessein seulement d'enoncer plus clairement la maniere dont elles doivent être exécutées par les susdits Conféderez pendant le temps que durera cette Convention, aussi n'a-t-on prétendu par ces mêmes Articles séparés déroger en façon quelconque à ceux des Articles de ladite Convention auxquels on n'a point apporté d'éclaircissement, & beaucoup moins encore déroger à ladite Convention. Mais toutes & chacune des choses y spécifiées seront observées de bonne foi & exécutées réciproquement entre les susdits Conféderez & on fera en sorte d'avoir la Ratification de ces Articles séparés ensemble avec celle de ladite Convention particulière, de laquelle les présents Articles séparés seront censés être des Parties essentielles. Fait à la Haye le 6. Février, 1683.

W. Baron de HECKEREN.

D. van WYNGAERDEN.

GASP. FAGEL.

JOAN BECKER.

E. de WEEDE.

E. A. Baro de PALLANDI.

XXXI.

18. Mars. *Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. Hispania, & CAROLUM XI. Suecia Reges, atque Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, de mediis necessariis ad Conservationem Fœderis primo inter Coronam Suecicam, & distos Ordines Generales Hagæ Comitum 22. Decembris 1681. initæ, & post accessione Sacra Cæsarea Majestatis & Coronæ Hispanica corroborati, Hagæ Comitum 18. Martii 1683. Cum RATIFICATIONE Cæsarea hujus Conventionis. Vienna 17. Maji 1683. Quam sequuntur ARTICULI SECRETI inter Eosdem de auxiliis sibi invicem mittendis. Hagæ Comitum die Februarii 1683. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1683. **N**Os Leopoldus, Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtemberge, Comes Tyrolis & Goritiæ, Notum testamurque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit. Quod cum ad majorem nuper inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum, Succorum, Gothorum, Vandalorumque Regem &c. Fratrem, Consanguineum, & Amicum Nostrum Charissimum; atque charissimos nostros Amicos Generales Fœderati Belgii Status, pro mutua Securitate ac Pacis Westphaliæ & Neomagenis conservatione Hagæ Comitum ^{30. Sept.} ^{10. Oct.} Anni 1681. initæ, ac postmodum Nostræ, & Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum, Indiarumque Regis Catholici, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ &c. Domini Nepotis, Affinis, & Fratris nostri charissimi Accessione roboratæ Conventionis efficaciam & effectum, necessarium visum fuerit, ut de mediis ad eum finem obtinendum quum maxime conducibilibus transigeretur, eaque, que hinc inde præstanda sunt, speciatim determinarentur; atque inter Nostrum Consiliarium Hagæ Comitum Residentem, Ordinis Sancti Mauriti Equitem, & Fidelem nostrum Dilectum Joannem Crampich de Cronenfeld; nec non supra memoratorum Charissimorum nostrorum Amicorum Generalium Fœderati Belgii Statuum ad id Deputatos Ministros ac Plenipotentiarios conveniri tenore sequenti.

Posteaquam Conventio inter Sacram Regiam, Majestatem Sueciæ & Celsitudinem DD. Ordinum Generalium Fœderati Belgii die ^{30. Sept.} ^{10. Oct.} Anni 1681. pro mutua securitate ac Pacis Westphaliæ & Neomagenis Conservatione sub auspicio Divini Numinis inita, ea ulterius acceperit incrementa, ut Sacra Cæsarea Majestas atque insuper Sacra Regia Majestas Hispaniæ eandem accessione sua roborarint, concurrentes unanimiter in pio isto & salutari proposito, quod dictæ Conventioni unice pro scopo est, ut Pax facta testa maneat, & quies Orbi Christiano parta denudò quantum possibile fuerit, diutissime non proficetur, nec ejusdem Fundamenta dictis Pacis Tractatibus contenta temerè convellantur; Proinde cum in Art. III. memoratæ Conventionis inter alia memoratos Contrahentes transactum sit, ut pro obtinendo majore cum successu Christiano illo & pacifico Instituto, avertendisque Insultibus, quibus Jura, securitas, & alia memoratorum Pacificentium in prænominatis Pacis fundata infestari, aut quovis modo turbari possint, de mediis ad hunc finem obtinendum maxime efficacibus, alia memorati Pacifices quantocius cogitent, ac ipsa quoque sana, providique ratio exigat, ut certi quid in tempore statuatur, quo mutua fides & opis sit innixa, ne remedium à malo præveniat, seraque & instructuosa aut magis difficilia præstandæ mutui fidei Pacisque conservandæ consilia reddantur; Hinc est, quod Sacra Cæsarea Majestas, atque alia memorati Reges, & DD. Ordines Generales hoc Pacto sese invicem pro laudato scopo obtinendo & conservando per Plenipotentiarios ad id rite constitutos devinxerunt, prout in Articulis sequentibus existat expressum.

I. Sit auxilium mutuum Partibus contrahentibus invicem ad primam requisitionem statim & immediate præstandum sex mille Peditum sub suis Officialibus in Turmas distributorum, armisque necessariis instructorum, & duodecim Navium bellicarum pariter necessariis omnibus, quæ Nautas & Milites, alioque navali apparatu instructurum, ita videlicet, ut singuli requisiti præfixum hunc numerum requirenti præstare teneantur.

II. Navium bellicarum hæc series erit, ut duæ sint primi Ordinis, quatuor secundi, quatuor item tertii, & duæ denique quarti, videlicet ut Naves primi Ordinis sint Tormentorum ultra octoginta, secundi autem infra, usque ad septuaginta, tertii verò inde ad sexaginta, & quarti demum inde ad sex & triginta formata.

III. Requisiti suis impensis dicta auxilia mittent, eaque sustinebunt usque quantum requirens iis pro præfacto scopo restituit, secundum tenorem nuncupatorum Pactorum, causæ, si ita omnino declaraverit, opus habuerit.

H

IV. Re.

ANNO 1683. IV. Requirens autem curam horum auxiliorum in Hostationibus, aliisque, quæ ad conservandum Militem pertinent, non secus ac de proprio Militie habere tenebitur, & omnino efficere, ut necessaria iis pro pecunia appareat.

V. Liberum requirenti esto, vel totum hunc numerum Militie pedestris postulare, vel partem tertiam, aut minus, si libuerit, non verò ultra in Equitatu aut Dimachis, quos Dragones vocant, atque tunc tres Pedites pro uno Equite vel Dimacho numerandi sunt.

VI. Requirens pro suo libitu, prouti res secundum hæc Pacta postulaverit, dictis auxiliis in sui, Ditionumque suarum defensionem aut Hostis perfectionem utatur.

VII. Si verò, quod Deus clementer avertat, Belli Flamma invaluerit, & vires præfentes ad vim propulsiendam, Pacemque vindicandam non suffecerint, tum duplicandus erit numerus Militie terrestres, aut triplicandus, prouti necessitas Confederatis viâ fuerit requirere, sed & observabitur pariter id, quod Articulus quinto prænominate Conventionis dispositum est.

VIII. Quod si verò requisitis ipse Bello impetitus fuerit, aut unus pluresve simul ex pacificentibus Partibus hostiles patiatur Invasiones, tum ibi agendum, ubi ex dictamine, & pluralitate Confederatorum magis est re communi necessarium videbitur, vel etiam tali casu Articulus præcedens locum habebit; Par ratio ejus esto, qui jam auxilia alteri Confederatorum ad requitionem miserit, si ipsum aliquis invasione minatus fuerit.

IX. At ille qui aliquem Confederatorum occasione horum Pactorum per directum aut indirectum aggredi, aut quovis modo turbare vel impedire ausus fuerit, pro communi Hoste, vi Articuli quinti prænominate Conventionis, censendus erit, atque pro tali donec is ab iniquo suo instituto plane abstineat, debitamque ejus pro futuro fidem & securitatem præstet, modis omnibus persequendus.

X. Hisce autem non præcindatur Confederatis via Articuli primi & secundi Conventionis sæpe nuncupate expressa, amicalibus mediis diffidia circa Pacem Westphalicam & Neomagensem exorta componendi, quam nihilominus (est prædicta auxilia ad primam requirunt instantiam, quod omnino inter Federatos conventum est, præstari teneantur) quovis meliori modo Requisitis experiri esto.

XI. Quod si alia aliqua Conventa inter sese Confederati simul aut aliqui eorum inire voluerint, hæc Pacta concernentia, fiet id cum communicatione mutua.

XII. Veluti etiam in Articulo quarto sæpèdictæ Conventionis liberum quibuslibet Principibus ac Statibus Christianis relictum est, huic pro Pacis conservatione inter Conventioni accedere, & iis quidem sigillatim, qui Pace Westphalicâ ac Neomageniâ primario comprehenduntur, ita pro testificando ulterius pacifico hoc, inque nullius præjudicium contra prædicta Pacta fundamentalia vergente instituto, alitè memorati Pacificentes & Confederati idem adhuc repetere voluere, idque adeo, ut simul eorum, qui ex eodem Pacis studio huic Transactioni accedere voluerint, securitati mutuaque opè hoc modo prospectum sit, ut si ex Statibus Germaniæ Elector aliquis aut Princeps, Statusve huic mutue securitatis profectioni adjungi voluerint, liberum ipsis erit, eum numerum Militum, quem eis placuerit, & facultas permiserit, exhibere, obstringuntque sese alitè memorati Pacificentes duplum eisdem pro numero, quem illi posuerint, præstare; modo summam sex millium Peditum id duplum non excedat, gaudebitque præterea accedens Elector, Princeps & Status omnibus iis, quæ priore & præfenti Conventioni Confederati invicem pro mutua securitate stipulati sunt; Alii quoque Principes & Status Christiani quicumque eandem mutui auxilii fidem experientur, dummodo quamprius sese hisce Pactis adjunxerint, atque de modo & ratione cum Partibus pacificentibus conveniunt; omnis verò cujuslibet accessio fiet scitu & consensu communi alitè memoratorum Pacificentium & Federatorum, quemadmodum etiam quivis accedens uni & alteri Confederatorum æqualiter omnino tenebitur.

XIII. Tempus durationis hujus specialis Conventionis esto inter alitè memoratos Pacificentes ad normam sæpèdictæ Conventionis primariæ & generalis 20. annorum, renoveturque circa eorundem elapsum, si ita visum fuerit, alitè verò, qui accesserint, pari modo relictum esto,

ANNO 1683. quem quisque pro se voluerit annorum numerum præfigere; Ratificationes hujus Conventionis specialis ex una & altera parte intra spatium sex septimanarum à die Subscriptionis hic Hagæ Comitæ extrahentur. In quorum robur & fidem prædicti Plenipotentarii Subscriptionibus & Sigillis suis, quisque pro sua parte hæc cæ muniverunt, & singulæ Partes tria Exemplaria hujus Conventionis expediri curabunt, unum pro quolibet Confederatorum. Quod actum Hagæ Comitæ die 18. Martii Anni 1683.

(L.S.) JOANNES CRAMPNICH DE CRONENFELD
&c. Sacræ Cæsareæ Majestatis Plenipotentarius.

Idcirco cum hæc omnia & singula per Consiliarium nostrum prædictum gesta, peracta, & conventa sint, nos eadem omnia & singula approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratique & firma esse, virtute præfentium declaramus, simulque verbo Imperatorio promittimus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulus firmiter & constanter servaturos; nec ut iisdem ulla ratione contraveniatur permittimus; In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptis Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti sumus. Dabantur in Civitate nostra Viennæ die 17. Maii Anno 1683. Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici vigesimo octavo, Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

JOAN GEORGIUS KOCH.

(1) Articuli separati

Hujus Conventionis specialis inter Sacram Cæsaream Majestatem Suasque Regias Majestates Hispaniæ & Sueciæ & Celsitudines Ordinum Generalium intæ. Hagæ Comitæ 1683. Mensis Februarii.

I. Quoniam in speciali Conventione inter Suam Cæsaream Majestatem, suasque Regias Majestates atque Ordines Generales Federati Belgii hac die videlicet 6. Februarii transactum est, ut mutua auxilia sex millibus Peditum & duodecim Navibus Bellicis contentent, id ipsum hac subsequente Declaratione mutuo alitè memoratorum Pacificentium consensu ita limitatum est, ut cum Sacræ Cæsareæ Majestatis Ditiones à Portibus Maris longius distite sint, propterea illa Classes Navales non sustentent, proinde Navium præfatio in auxiliis ratione Særæ Cæsareæ Majestatis petendis dandis plane cessabit, manebitque tantum ista præstantorum Navium & Militum obligatio secundum tenorem 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alitè nuncupatos Reges & Dominos Ordines Generales in pleno vigore; at vero illa præstantorum Militum tantum obligatio secundum Art. 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alitè memoratas Cæsareas Regiasque Majestates & Dominos Ordines Generales esto itidem in pleno robore & vigore.

II. Cum etiam inter utrosque Reges separatim atque Ordines Federati Belgii Pacta-conventa antehac in mutuum defensionem inita existant, quibus certa pariter auxilia expressa continentur; proinde hoc Articulus cavetur, ut alitè memoratis Regibus & Ordinibus Generalibus liberum sit, ea auxilia five vi dictorum Pactorum priorum, five vi hujus dictæ Transactionis exigere, quemadmodum eis visum fuerit, ita tamen, ut si ex dictis Pactis-conventis prioribus major auxiliorum numerus petitis, ad requitionem petentis concessus fuerit, quam qui præfata hac concessione continetur, petenti integrum non erit etiam exigere numerum hac Transactione præfinitum, sed requisitis præfando dictorum Pactorum priorum majorem numerum, quam hac dicta Transactione promissum est, omnino liberabitur, mittendo dictum majorem numerum.

(1) Ces Articles séparés ne s'étaient point trouvés dans le Manuscrit de la Régistrature d'Essex, on les ajoute icy, tels qu'on les voit dans la première Edition de ce Grand Recueil Tome IV. pag. 755. [D u M.]

ANNO 1683. rum, si verò dictis Pactis prioribus minor auxiliorum numerus præfinitus sit, quam hac Transfatione, liberum pacificentibus vi hujus Transfationis erit, petere numerum hac Transfatione præfinitum, sic tamen, ut is qui numerum hac Transfatione præfinitum præstiterit, non teneatur prestare numerum prioribus Pactis præfinitum, ita ut Partes pacificentes petentes majorem auxiliorum numerum, sive vi priorum Pactorum, sive vi hujus dictæ Transfationis majorem numerum, insuper petere non possint, & requiriti numerum majorem præstando semper liberi & immunes erunt à præstatione minoris numeri sive dictis Pactis sive dicta Transfatione præfinito, atque minor numerus semper majori inclusus & comprehensus censebitur, quod hoc Articulo inter alte-memoratos compacificentes conventum est: idem intelligitur in omnibus cautum ratione Pactorum inter Suam Majestatem Cæsaream & Suam Regiam Majestatem Sueciæ antehac separatim & præfenti Transfatione minorum.

III. Cautum præterea erit inter Suas Regias Majestates & Dominos Ordines Generales, ut quando Navium bellicarum numerus præfinitus dicta Transfatione petendus præstandusque venerit, Rex quidem Sueciæ & Ordines Generales easdem Naves, si quando dictæ Naves ab ipsis petentur, præstabunt in specie id, est, quemadmodum dicta Transfatione expressum est, in Navibus ipsis, prout decet, ad agendum & pugnandum instructis & armatis, prestare teneantur; at verò si quando Sua Regia Majestas Catholica ex sua parte easdem Naves prestare teneatur, Sux Regia Majestati Sueciæ & Dominis Ordinibus Generalibus liberum erit, eas exigere, vel in specie, id est in Navibus ipsis, prout decet ad agendum & pugnandum instructis & armatis, vel eorundem loco pecuniam paratam, ita ut stipendia in Duces, Milites & Nautas aliisque omnia ad armandas & reparandas Naves expensæ & damnum amittendarum Navium computentur & assumentur, quemadmodum in Conventione Anno 1677. inter Dominum Manuelem Franciscum de Lyra S. R. M. C. Ablegatum Extraordinarium & Deputatos Collegiorum rebus maritimis in Unio Belgio præfectorum factum fuit, adeoque pro singulis Ducibus, Militibus & Nautis, quibus una quoque earundem Navium ad agendum pugnandumque armata & instructa esse debet, 54. Floreni Monetæ gravioris Hollandicæ Hamburgi, respectu Sux Regiæ Majestatis Sueciæ, vel Amstelodami, respectu Ordinum Generalium, singulis Mensibus à Sua Regia Majestate Catholica aut ejus nomine in solidum absque omni mora integerrime persolvantur, & etiam in solidum refarciatur omne damnum earum Navium, quæ in pugna navali aut actu ipso, aut alioquin quæ vi tempestatis aut simili casu fortuito perire poterunt, in quam rem ut certi quid definiti possit, dictæ Naves ante egressum earum inspicientur & Inventarium earum rerum quæ ad easdem Naves spectant, conficietur, ut earundem æstimatio secundum illud Inventarium à peritis in arte fieri queat, ad id requisito Sux Regiæ Majestatis Catholicæ præfente Ministro, vel eo cui id à Regia Majestate Catholica mandatum erit.

IV. Hinc denique quoniam inter Suam Regiam Majestatem Catholicam Hispaniæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacta-conventa Anno 1673. die 30. Augusti, inita, dateque in consequens istorum Pactorum Resolutiones existunt, proinde Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales hoc Articulo ita sese ad invicem ratione hujus novæ & specialis Conventionis declarare voluerunt, quod etiam in hac speciali Conventione mutua auxilia absque limitatione inter Confederatos posita sint, nihil tamen quantum ad Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales inter sese tantummodo vel addet, vel minuet, ut innovabit hæc specialis Conventio ex iis, quæ prædictis Pactis & Antea dictis mutuo transacta sunt, nisi quod ad duodecim Navium bellicarum numerum sibi invicem præstandum sese modo præscripto obstringant & declarent, quemadmodum auxilia vi dictæ specialis Conventionis, & dictæ Transfationis petenda veniant præstanda; quoad cætera verò sint, maneatque prædicta Pacta & Antea dicta in pleno & immutato vigore, & casu existente pro norma auxiliorum inter Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales, plane & omnimode, ut antehac, inserviant.

V. Quemadmodum verò Articulis hisce separatim aliqua in præfata Transfatione & Conventione speciali expresse immutata & restricta, aut pluribus circum-

TOM. VII. PART II.

stantis declarata sunt, eo tantummodo fine, ut de modo & ratione executionis inter alte memoratos Pacificentes tantò clariùs & expeditius omni & toto tempore durationis ejusdem constet; Ita hæc nihil plane reliquis Articulis sæpe dictæ Conventionis, qui explicati aut declarati non sunt, multò minùs vi & robori ipsius Conventionis quicquam ullo Pacto derogatum existimabitur, sed omnia & singula integra optimaque fide observabuntur, & mutuo inter alte memoratos Pacificentes & Confederatos exequuntur, atque procurantur horum Articulorum separatorum Ratificatio una cum Ratificatione ipsius Conventionis specialis, censebunturque hi Articuli tanquam partes essentielles istius vel ejusdem Conventionis. Actum Hagæ Comitum die Februar. 1683.

(L.S.) W. BARO DE HECKEREN.

(L.S.) D. VAN WYNGARDEN.

(L.S.) CASPAR FAGEL.

(L.S.) JOHAN BECKER.

(L.S.) E. DE WEEDE.

(L.S.) E. A. BARO VAN PALLANT.

XXXII.

Reverfables Serenissimi Regis Polonia JOHANNIS 25. Mars.

III. quod Altes Homagii in Investitura Ducatus Curlandia à Duce FRIDERICO CASTAMIRO per Legatos accepta, recepte alias consuetudini & solemnitati Infeudationis præjudicare hand debeat. Date Varfavia die 25. Martii Anno 1683. [CHWALKOWSKI Jus Publicum Regni Polonia. Pag. 389.]

JOannes Tertius Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanie, Ruthiæ, Prusiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviciæ, Volhyniæ, Podoliciæ, Podlachiciæ, Livoniæ, Smolenciæ, Severiæ, Cerniechoviæque. Significamus præfentibus Literis nostris, quorum interest universis & singulis: Misile ad Nos pro Termino recipiendæ investituræ assignato Illustrissimum Principem Dominum Fridericum Castmirus in Livonia, Curlandiciæ & Semi-Galliæ Ducem, Legatos suos Generosos Christophorum Henricum, Liberum Baronem de Puttkammer, supremum Ducatus Sui Præfectum, & Dietericum ab Altenbokum, Supremum suum Marchalcum, Supremosque Consiliarios Ducatus sui Curlandiciæ, & quoniam Nos in hoc actu Homagii, more veterum Investiturarum Regalia indutos, Coronæque homagiali redimitos esse, certè non permiserunt Legalitates, declarandum censuimus, declaramusque hisce Literis Nostris, quod Actus hic nihil receptæ consuetudini & solemnitati Infeudationis ex pacto & providentia præjudicare, nec pro exemplo aut præjudicato in futurum, DEO dante, Homagii reputari poterit. In ejus rei fidem præfentes manu Nostra subscriptas, Sigillis Regni & M. D. Lithuanici communiri iussimus. Datum Varfaviæ die 25. Mensis Martii Anno Domini M. DCLXXXIII. Regni Nostrî IX. Anno.

(L.S.)
Majoris Regni.

(L.S.)
Minoris M. D. Litt.

CHRISTOPHORUS TARANOWSKI, Cracoviensis Varfaviensis, Canonicus, Sacra Regiæ Majestatis Secretarius.

HOLOWNIA, Sacra Regiæ Majestatis Secretarius.

XXXIII.

Defensiv-Allians zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von Bayern Maximilian Emanuel, und dem Köblichen Bayerischen Frantz an einen; dann dem Köblichen Frantzischen Frantz H 2

28. Mars.

ANNO
1683.

am anderen Theil / zu Beybehaltung
des Westphälischen und Nimwegischen
Friedens / und Beschüzung allerseits
Land und Leuth geschlossen den 28.
Martii 1683. [LONDORP II *Acta*
Publica Parte XI. Libr. XII. Cap. 163.
pag. 545.]

C'est-à-dire.

*Traité d'Alliance entre MAXIMILIEN ENA-
NUEL Eleveur de Baviere, & le Ionable Cer-
cle de Baviere d'une part, & le Ionable Cercle de
Westphalie d'autre part, pour le maintien de la
Paix de Westphalie & de Nimgue, & pour la
defense de leurs Terres, Pais & Sujets. Fait le
28. Mars 1683.*

D und und zu wissen; Nachdem die nummero
über dis Jahr miteinander in Verbindnuß ge-
fanden löbl. Fränk.-Sächsch.-Ober-Rhein- und
Westphälische Crayß-Fürsten und Stände; die
dem gemeinen Vaterland je länger je mehr antroffende
Gefährlichkeiten sorgfältig erwogen; und zu fester stabili-
rung so wol ihrer eigenen Land und Leut; als des ge-
samten R. Reichs; und zumahlen der benachbarten Crayß-
se Sicherheit; für gut und nöthig erachtet; verschiedne in
Waffen stehende hohe Reichs-Stände; und vor andern
auch den Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn
Marilian Emanuel / te. (tot. Tit.) zum Beytritt und
mehrerer Verjährung ihrer unter sich fest gestellten Con-
junction; in Krafft der iteratis vicibus also ergänzener
Reichs-Schlüss; und darauff würdlich erlässener Eruch-
Schreiben zu invitiren. Als haben Se. Churfürstl. Durchl.
dero dem lichen Vaterland und gemeinen Reichs-Besteh
prekündlichst iutragenden in mehr Wege actualiter con-
sultirt; und höchst-rühmlich erwiesenen Patriotischen Ey-
fer / Sorg und Vigilanz nach; die vor Augen stehende
Gefahr nicht minder in Gemüth; und so fort den heyl-
samen Schlüss gefasset; die sozt in Münch-Beyn von
alters her correspondirende löbl. Fränk. Bayer. und
Schwäb. Crayß in enger Verbrüderung; und eine mu-
tuelle Defensions-Union zu sehn. Und dieses zwar
gleich der von Eingangs gedachten angenommenen
Wort; ja niemandes Offension. Beschwör- oder Belädi-
gung; sondern allein zu Handhabung der beeden Münster-
und Nimwegischen Friedens-Schlüss; und darauff re-
sultirenden gemein Reichs-Ruhe und Sicherheit; auch
Abwendung aller irregulirten Marchen, Winter-Quar-
tier; und was dergleichen Beschwernissen mehr seyn. Al-
termassen hierauff ferret erfolgt; dasz höchst-erannte
Se. Churfürstl. Durchl. zu Forchey und Beyerfeldt-
gung dieser nicht minder hochprekündlich; als Reichs- und
gemeinsamliche Intention; die beide Fränk. und Schwäb-
sche Crayß gegen den 28. Martii 7. April auff anhero in
des R. Reichs Stadt Augspurg zu dem End einzuladen
beliebt; dasz eine Defensiv-Allianz allerseits abgetret und
fest gestelt werden möge.

Zu Einfluß dessen nun; und zumahliger Contestation
ihres vor hochschädlicher H. Churfürstl. Durchl. iuta-
genden hohen respect; haben des Fränkischen Crayß
eben damahls; als das Churf. invitation-Schreiben
emgelangt; in des Heiligen Reichs Stadt Nürnberg;
bey einem allgemeinen Convent versamblet gewesen
Fürsten und Stände den Schlüss per unanimia genom-
men; den solcher maassen veranlaßten Augspurger Corres-
pondenz-Tag; vermittelst einer Gesandtschaft; auß der
ordinari Collegial-Deputation besetzen; und die Con-
junctions-Tractaten unter des Allerhöchsten Bäterlicher
Handleitung und Beschüzung verhoft; es würde von
Seiten des löbl. Schwäb. Crayß; die resolution dahin
gleichfalls kommen; so haben sich jedoch die
vom hochfürstlichen Ausschreib- Kayst; und einig ander-
en Fürsten und Stände wegen erschiene Räte und Ab-
gesandte; auff die Enge des abgemessnen Termins; und
den vorher ankündeten allgemeinen Crayß Con-
vent; worin uen weislichsteiger der Fürsten und Stän-
de Casse; Zeit und Raum vormachen; bezogen;
und ist einmüthig von ihnen außser der aller Möglichkeit
nach zu besondern verprochenen allgemeinen Crayß-Ver-

famlung / für dißmahl zu keinem Abschluß zu gelangen
gewesen; dahingegen zwischen mehr-höchsterwehnter H.
Churfürstl. Durchl. und dem löbl. Bayerischen an einan-
dam dem löbl. Fränkischen Crayß am andern Theil;
und zwar / so viel diesen an und vor sich selbst betrifft;
positive, im Namen und von wegen dessen mit-Allirter
aber sub indubia spe rati, prævis urinque Legitima-
tionibus, nachgefestete Abrede genommen; und beiderseits
fest gestelt worden.

3. Sollte diese Defensions-Allianz; bisz auff erfolgen-
de allgemeine stabill- und Einrichtung des Puncti publ.
securitatis Imperii; zu keines Menschen Beläbigung; in-
oder außserhalb Reichs; noch zu Erregung einiger mo-
tum; sondern zu allein oberständener Beybehaltung
des Westphäl. und Nimwegischen Friedens; und Be-
schüzung allerseits Land und Leute / wider alle; den obigen
Friedens-Instrumenten und Reichs-Satzungen zugegen
laufende Vergewaltigungen; taußch / redlich unterhalten;
und bisz zu festgesetzter allgemeiner Reichs-Sicherheit be-
ständig continuirt und fortgepflanzt werden. Zu welchem
Ende man

2. über alle bedenkliche; und in das Objectum dieser
Verbindnuß einlassende Vorfällenheiten miteinander
vertrulich zu correspondiren; einer des andern Nutzen;
und die gemeine Sicherheit aufrichtig zu befördern; bey
Reichs- und Crayß-Versamlungen; und sonst in alle an-
dere Wege; dem Publico zum besten / einmüthige Consi-
lia zu führen; und die Conservation des erwünschten
Ruhe- und Friedens-Stands im Heil. Reich nach Möglich-
keit zu suchen hâte.

3. Wenn gegen Derohsen ein oder anderer Theil von
denen Allirten; auff was Weiß oder Pretext es seyn
und geschehen mögte; wider die öfters berührte beede
Friedens-Instrumenta betrange; oder von dergleichen be-
vorstehender und zulässiger Derangung sichere Kundschafft
erhalten würde; sollte der Betranger oder Gefahr-Leidende
die übrige Allirte Theil zu Hülf ruffen; und diese schul-
dig seyn / jenem mit rechtfertigter nach Gesalte der
Noth; viel oder wenig geworbener Mannschafft / an Ort
und Enden; wo es die Noth erfordert; ohne Aufschicht;
unweigerlich und eifertigst beyspringen; auch von sol-
cher Hülfleistung nicht abzusehn; bisz der belädigte Theil
die behörige Ren- und Vergütung würdlich erhalten; mit
dem fernern Weibung; dasz

4. Der zu Hülf kommende Theil seine Auxiliar-Böl-
cker mit der monatlichen Gage zu versehen; und von dem
Hülf-Brauchenden Theil für dieselbe Brod und glatt Fut-
ter gegen paare Beschabung; in leidentlichen und zwar
solchen Preiß zu verschaffen; wie es dieser für seine e-
igene Soldaten zahlt; dahingegen das benötigte ranke
Futter und Crayß ohne Entgelt zu folgen schuldig seyn
solle.

5. Die schwäre Artillerie; und darzu gehörige Muni-
tion fournirt der ruffende Theil auff seine Kosten; die
Munition aber für die Mannschafft und Regiments-
Stücke; sollte denen Auxiliar-Bölckern von dem bespring-
enden Theil mit aufgegeben werden. Nicht weniger
ist

6. Der march von beeden Theilen zeitlich abzuordnen;
und nach dem absonderlich darüber zu verfertig habenden
March-Reglement ohne unnöthige Unschweiff; und mit
besser Ordre also vorzunehmen und zu verrichten; dasz
der marchirende Soldat in guter Disciplin erhalten; mit
der lebens-Nothdurft aber gegen erschwingliche Zahlung
von dem Territorial-Herren; durch dessen Land man ihn
führt; verpflegt werde.

7. Bey erfolgender Conjunction der Trouppen bleibe
die Justiz und das particular-Commando jedem com-
mandirenden Officier über die seinige; die General-Di-
rection aber im Feld kommt demjenigen Allirten zu;
welchen die Hülf geschickt wird; der doch mit der Au-
xiliar-Bölcker Generalen und commandirenden hohen
Officiern; so wol auch denen besetzten Kriegs-Räthen
Kriegs-Rath zu halten; und außser dem mehrs Haupt-
sächlichen vorzunehmen; respective schuldig und befugt seyn
solle.

8. Im Fall der zu Hülf geruffene auch feindlich an-
gegriffen und überzogen würde; kon und mag er seine
Trouppen zur eigenen Defension besetzen; und die
bereit abmarchirte wider zurück fordern / ingleichen
solle

9. Jedem Theil bevorstehen; über fernere Accession
zu dieser Defensions-Allianz mit mehr andern zu
handeln; von dessen Erfolg aber denen übrigen Allirten
förderliche Communication und Nachricht zu erstelien
stünde; allermassen nun der Fränkische Crayß mit und
neben

ANNO
1683.

NNO neben seinen im Vertrag specificirten Allirten, ohne das-
 683. jenge/ was Hro. Hochfürstl. Durchl. zu Braunschweig-
 Lüneburg-Hannover, in Krafft desselben geschlossen/ und
 nur auf der beiderseitigen Expedition und Vollzieh-
 ung beruhenden Feederis, besonders stellet/ gegen 20000.
 Mann auff den Weinen/ und sampt dem würcklich for-
 mirten General-Steat die Artillerie-Compagnie- und
 Proviant-Wägen/ so wol auch alle übrige darzu gehörige
 Nothdurfft fertig/ und zum march parat hat/ so/ dasz
 die allerseitige Regimenter und Troupen bey folgender
 Conjunction in formam julli exercitus coalesciren könn-
 en/ Also übernehmeh

10. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern auch ein
 dergleichen besonders/ oder dero gnädigsten Belieben nach
 stärkeres Corpus mit allen Requisites belli, nebenst
 denen Allirten auß dem löblichen Bayerischen/ und dem
 auch löbl. Schwäbischen Creys/ oder so dieser letztgemel-
 te nicht unversäitler zu gewinnen/ mit denen übrigen
 wolgestellten Heeren und Ständen/ (worunter mit den-
 selben fernere Handlung zu pflegen (Sr. Churfürstl. Del.
 überlassen worden) zu dienst der Allianz/ und Erhal-
 tung gemeiner Sicherheit zu stellen/ und zu unterhalten/
 und damit die Ort gegen den Oberrhein zu beobachten/
 mit dem beiderseits verbindlich genommenen Verlaß/ dasz
 diese Corpora an Ort und Enden/ wo es der feindliche
 Vor- und Einbruch erfordert/ und ratio belli an Hand
 geben wird/ dividu/ und zwar jedes unter seiner Gene-
 ralität besondert agiren/ in casum indigentiae aber/ und so
 die feindliche Macht zu groß/ oder dafem ein Corpus
 Schaden und Abfall genommen hätte/ die Conjunction
 alsdann nach dem Concert/ dessen man sich einmüthig zu
 vergleichen beschließen/ und also conjunctim agiret werden
 sollt:

Wie und wann aber die beiderseitige Armeen in casum
 hostilis & actualis rupture zusammen geführt/ und so
 fort der Operation im Feld der würckliche Anfang ge-
 geben werden sollt/ dahin hat man sich auff Waas und
 Weisk verstanden/ wozu in dem letzten Fränkischen zu Nien-
 berg beschlossenen Reces Puncto 8. weitaufftig und
 umständlich versehen/ Gestalten derselbe deswegen hieher
 per expellum wiederholt wird/ von Worten zu Worten
 also lautend: Der 8. unter den Deliberandis hauptsäch-
 lichste Punct ist zu genant/ und sorgfältiger Überlegung ge-
 zogen/ und befinden worden/ dasz/ nachdem bey mehr-
 angeregtem Würzburg. Correspondent-Convent Art. 10.
 11. & 12. der Schluß dahin angeleitet/ dasz die Con-
 junction der Allirten Völker auff dem Fall eines feind-
 lichen Übergugs ehender nicht beschien sollt/ es seye dann
 wieweils die mit H. Kayserl. Majestät recessirte O-
 bere Armee ihres allerhöchsten Orts zu stellen habende
 3000. Curassier und Dragoner bey der Hand/ alsdann
 erst die beiderseitig Allirte Waffen gegen die Gefahr an- und
 zur würcklichen Operation ins Feld geführt werden sollen/
 ein solches andere begehrenden dahin aufzunehmen und ver-
 sehen möchten/ ob hätten sich auff so recessirte Weise we-
 der die hohe Allirte unter sich selbst der mutuellen Allir-
 tens/ noch weniger aber andere des H. Reichs getreue
 Mitglieder in casum invasionis hostilis, von denselben
 der Reichs-Ordnung massigen Hilffleistung zu getrüben/
 wann sich zumahlen der Fall so ergeben möchte/ dasz H.
 Kayserl. Maj. wegen etwan bevorstehenden schwäben Län-
 den-Kriegs/ die Obere Armee nicht formiren könnten/ son-
 dern demüthiger wüßten/ Ihre ganze Macht in Ungarn
 zu ziehen/ da sich dann immittels ferner ereygen dürfte/
 dasz von einer benachbarten Potenz ein oder mehr getreue
 Reichs-Mit-Stände gewaltsam angegriffen/ und damit
 die gemeine Reichs- Sache perhorret würde/ Allermassen nun
 H. Kayserl. Maj. bey solchen Hro. ungleich vorkomme-
 menen Verfall/ von denen hohen Allirten durch Dero
 Kayserl. Befehlen/ Herrn Grafen von Hohenlohe Ex-
 cell. allergnädigst deheriden zu lassen bezogen worden/
 dasz dieser Passus/ nach der Compaciscenzen, bey Auf-
 nehmung dess. Allianz-Vertrags geführt/ eigentlicher In-
 tention und Meynung erläutert werden möge/ Also hat
 man sich von allgemeinen Convents und der Sächsisch-
 Ober-Rhein- und Westphälischen Mit-Allirten wegen
 andernorts verglichen/ und den casum Conjunctionis
 folgender massen fest gesetzt/ und zwar sollte es nach wie
 vor bey dem abschließung verbleiben/ dasz/ gleich wie diese
 Allianz zu Vertheilung des allgemeinen Mißstandes/
 und Handhabung der beeden Fürstlich- und Fürstlichen
 Frieden-Edicte/ dann Abwendung von der Allirten
 Landen aller Quartier- irregulirter march, und andere
 dergleichen Kriegs-Vorfällen/ so ihnen insgesampt/
 oder einem besondere zutreffen/ oder zugeführt werden könn-
 ten/ mühen zu seiner ausschließigen Detention, und zu sei-

nes Menschen offension oder invasion das Wösch an-
 ANNO fangs gehabt/ und annoch ganz unverändert hat; als-
 1683. so man wie vornahm lediglich darbey zu bestehen/ sich
 und seine Allirte wider unbilligen Gewalt/ und hinge-
 gen bey der Teufflichen Freyheit/ denen Reichs-Consti-
 tutionen und Juribus Statuum zu schütten; niemands aber
 zur Collision oder Ruptur die geringste Anlaß zu geben/
 sondern vielmehr zu den bevorstehenden Friedens-Tracta-
 ten, so wol bey denen Reichs-Comitiis zu Regensburg/
 als sonst auff alle andere thumliche Weise und Wege das
 künige zu contribuire/ auch alle zu gültlicher Hinführung
 bisheriger Differentien und Zwistigkeiten/ mit bereite-
 giger Vertheilung guter Völvorstandnis dienliche und
 ausreichliche Mittel/ obernannten Instrumentis Pacis ge-
 mäß/ zu ergreifen vorzusehen/ geselligt ehender nicht/
 als da man durch feindliche Aggression darzu vermüthiger
 und getrungen/ benebst auch verichert seyn würde/ dasz
 nicht minder andere in armis stehende mächtige Stände/
 welche sich mit beiderseitigen hohen Allirten/ einer mutuel-
 len Allitens allbereit verglichen/ oder noch vergleichen
 möchten/ zur Hilffleistung/ und mit-Operation resolvirt/
 und dahin allschon in Bereitschaft/ und zum anmarch
 fertig und wüthig stehen/ mit denen Bundes-Völkern auß
 der Allirten Landen ins Feld zu rücken/ per unanimam
 geschlossen/ unter dem weitem Verlaß/ dasz/ wann die
 hohe Allirte ins gesamt/ oder einer auß ihnen/ wider
 die in denen Bündniß-Recessen bedingte Allitens-Fälle/
 im Reich mit Kriegs-Macht wüthlich angegriffen/ oder
 solcher Gestalt angegriffen zu werden verweisset würde/
 es geschehe nun unter dem Pretext, oder mit militärischer
 Hand exequirenden Reunionen, oder auff andere Weg/
 ingeleichen/ da vor Augen stünde/ dasz ein benachbarter
 mächtiger Staat eine große Kriegs-Macht zusammen zie-
 he/ sich damit ins Reich zu gehen anlasse/ folglich die Ge-
 fahr zum feindlichen Überfall obhanden seye/ alsdann die
 postrirung dieses Creys/ Völker/ nach des Hochfürstl.
 Creys-Oberraths-Ampts/ mit Zuziehung einiger auß dem
 Mittel der Kriegs-Räthe an Hand gegebenen Alsignato/
 unverzüglich und solcher massen veranstaltet werden sollt/
 dasz selbe in Zeit von zweymahl 24. Stunden innerhalb
 des Creyses zusammen geführt/ und so fort die Vivres
 gesambter Allianz conjungirt/ demnach dieselbe an Ort
 und End/ wo sie am sichersten und füglichen von densel-
 ben abzuwenden/ auff Verordnung der Allirten gesam-
 ten Hochfürstl. Directorien, und respective Ausschreib-
 Ampter/ (von denen gleichwol denen Herren Mit-Stän-
 den hernader Creys-herkommliche Nachricht zu geben)
 dann der hohen Generalität (dero die Völker auff so
 schenen Fall zusammen zu ziehen/ von gesambten Creys
 wegen nothdürfftige und zulängliche Autorität/ unter
 dem zu ihrer hohen Prudenz und beherziger incumbenz ge-
 stellen guten Antrauen hiemit gegeben wird/ so wol
 auch mit Vorwissen und Zuthun der Kriegs-Räthe/ in
 solcher Eyl/ als man es allerseits nöthig zu seyn ermeßen
 wird/ gestellt/ auch andere die mit beiderseitigen hohen Al-
 lirten in ebenmäßiger Defensiv-Bündniß stehen/ zu ei-
 nen gleichförmigen anernuert/ und vermocht/ also mit ge-
 sampter Hand/ nach deme am Kayf. Hof so wohlten auch
 im Feld der Operation halber künfftig zu vergleichen ste-
 henden Concerto agit/ und die compacirte Allitens
 und Guarantien unitis Consiliis & viribus einander mu-
 tuu prestat werden sollt.

Als man nun hierbey auff die Frage gekommen/ wie
 weit diese Friedens-Guarantie ihre Wirkung haben/
 und mit was extension selbige geleistet werden sollt/ Hat
 man sich

11. Dahin vereinbaret/ dasz alle frembde/ auffser den
 zweyen Friedens-Instrumenten waltende/ und extrava-
 gante Casus aufgeschloffen/ was hingegen aber durch
 erst-gemeldte Friedens-Schlüsse chebesten seine Waas und
 Ordnung erlanget/ und de presenti oder in futuro durch
 Gewaltfame Hand angefochten wird/ in solcher Garantie
 lediglich und allein begriffen seyn sollt. Und nachdeme die
 ad exemplum Car. Maj. an Seiten der Fränk. Sächsl.
 Ober-Rhein- und Westphälischen Allirten beschäzene
 Accession, zur Span. Schwed. und Sächsischen Al-
 location vorgekommen/ hat man Churfürstl. Bayerischen
 Theils/ unter hierzu verpflüet zur inclination, sich
 hierinnen also zu erklären und zu bezeugen vernehmen las-
 sen/ dasz die gesampte Allirte Ihrer Churfürstl. Durchl.
 sonderbare Begierde zu dess. gemeinen Wobens Wobens/
 hierinnen auch im Werck zuerfennen haben werden.

Wegen der von Fränkisch- und Mit-Allirten Seiten
 chebesten verglichenen Troupen/ hat man sich

12. Auch dahin verstanden/ dasz eben dergleichen Re-
 glement Cur-Bayer. und Schwäbischen Theils confor-

ANNO 1683. miter observit / namentlich aber auff eine portion täg-
lich 2. Pfund Brod à 2. Kr. 1. Maas Getraide à 2.
Kr. 1. Pfund Fleisch à 2. Kr. und auff ein Pferd 6.
Pfund Haben à 3. Kr. gefolgt / und zwar dieses sowohl
bey den marchen als denen Stand- / Quartieren sol-
cher massen gehalten werden solle;

Ratione Termini ad quem, und wie lang diese Al-
lianz dauern solle / ist der Vergleich

12. Darauff bekommen / dass dieselbe auff 3. Jahre
gestellet / und gleichwol denen Compacitaten die Sand
essen bleiben solle / sothanen Terminum bey inmiittelst er-
folgenden sichern Frieden / oder anhaltender Gesand zu en-
geren / oder nach allerseitigen auff beiderley Fällen gesich-
erten Gutbefinden / weiters zu extendiren / zuverweilen de-
ben / und bis dahin solle dieses vinculum mutuum fest
stehen / und von niemand in particulari aufgelöst / auch
keine Tractate mit dem einmahl declarirten Feind singu-
lariter & divisim / sondern mit und von gesamelter
Sand unter allen Allienz Theilen untereinander auffge-
nommen; also dass Defensions-Verbindung in allem
sanfte & inviolabiliter gehalten werden.

XXXIV.

31. Mars. *Tudus corporum offensivum & defensivum inter Se-
renissimos LEOPOLDUM Imperatorem Romano-
rum Hungariae & Bohemia Regem, & JOAN-
NEM III. Regem & Regnum Polonia magnam-
que Ducatum Lithuaniam; initum Warsavia 31.
Martii 1683. Cum RATIFICATIONE Sue
Cæsareæ Majestatis. Datum in Arce Laxiburgi
die 2. Maji 1683. [Tiré de la Registrature
d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa
Majesté Imperiale.]*

NOs Leopoldus divina favente Clementia electus
Romanorum Imperator semper Augustus,
ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dal-
matiae, Croatiae, Slavoniae Rex, Archi-Dux
Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carin-
thiae, Carniole, &c. Marchio Moraviae, Dux Lu-
cemburgiae, ac Superioris & Inferioris Silesiae, Wir-
tembergae, & Teckae, Princeps Sueviae, Comes Habs-
burgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiae, Land-
gravium Allatiae, Marchio Sacri Romani Imperii Bur-
goviae, ac Superioris & Inferioris Lusitiae, Dominus
Marchiae Slavonicae, Portus Naonis & Salinarum.

Notum testatumque facimus tenore praesentium,
Quod cum quotidiana experientia compertum habeat-
ur, Potentiam Ottomanicam vel ideò Christianitati
gravem, atque indes proficere, quod in commune
minimè consultum, nec ullis ad propulsandum commu-
ne periculum, Armorum Societatibus & Foederibus
provisum sit: in praesens quoque ea per universas in
Europa Turcicas Ditiones, ipsamque Asiam Belli fiant
praeparamenta, quae non nisi Populis Christianis, po-
tissimum autem nostro Hungariae, vicinoque Poloniae
Regnis possunt esse nociva, unde nec altera plena eor-
um securitas consequenda videatur, quam si ad invi-
cem ab immanissimi Hostis aggressionem propicietur,
ablatique totis viribus recuperentur, simulante prae-
sertim ad id Paterna Universalis Pastoris Innocentii
XI. sollicitudine, qua tam aliquot ab Annis pro Sa-
crofanae Fidei & Religionis Zelo, pro tot Populo-
rum Salute & Christiani Nominis Gloria Sacrum Foe-
dus ineundum efficacissimis institit adhortationibus,
Quapropter perpendentes simul ipsam Turcarum per-
fidiam, quae necdum elapso Induciarum decursu, sus-
cepit Subditorum nostrorum tumultuantium Protec-
tione, Regno nostro inhiat, Polonia quoque Pacis pau-
lo ante conclusae infractionem sentiat, & denique suc-
cessivè omnibus universale discrimen imminet, ordi-
navimus & constituimus Plenipotentarios nostros, Il-
lustrem & Magnificos nostros Sacrique Imperii fideles
dilectos Carolum Ferdinandum Comitem à Waldstein
Baronem in Zuigan, Munchengraz, Leutichin, &
maioris Augae, nostrum Consiliarium, Arcanum Came-
rarium, & Augustissimae Imperatricis Viduae Eleonora
Dominae Matris nostrae amantissimae supremum Aule
Praefectum, Aurei Velleris Equitem, Legatum, &
Joannem Christophorum Zierwsky Liberum Baronem
de Zierwa in Hennenstorf, Geltendorff & minore
Schatkau Consiliarium & Ablegatum nostrum, pridem in

Polonia versantem, quibus vigore Literarum nostrarum
Plenipotentialium secunda Mensis Januarii praesentis
millemi sexcentissimi octuagesimi tertii Anni datarum,
plenam & integram Facultatem ac Potestatem concessi-
mus, dedimus & tribuimus, ut nostro & Successorum
nostrorum Regum Hungariae & Bohemiae, ac Archi-
Ducum Austriae nomine, cum Serenissimo & Poten-
tissimo Principe Domino Joanne Tertio Rege Poloniae,
magno Duce Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Massoviae,
Samogitiae, Kioviae, Volhyniae, Livoniae, Podoliae,
Podlachiae, Smolensciae, Severiae Zerniechque, Ordini-
busque Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae,
Foedus offensivum & defensivum simultaneum, vel si al-
teruter eorum impeditus, absens, vel non valens fuerit,
seorsivè tractare, perficere & concludere possint ac
valeant. Et illi quidem per frequentiores cum Se-
renissimo, & Potentissimo Polonae Regis, Ordinumque
Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae deputatis
ad id Committaribus Varsoviae in loco Comitorium
Regni Generalium habitas Conferentias, post invoca-
tione divini nominis auxilium, praevigilante matura deli-
beratione, in mutuas Foederum Leges conveniunt,
eò quò sequitur modo, videlicet.

Notum sit universis & singulis quorum interest, &
quomodolibet interesse poterit: Quòd cum inter Se-
renissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum
Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperato-
rem semper Augustum, Germaniae, Hungariae, Boh-
emiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae Regem, Archi-
Ducem Austriae, Ducem Burgundiae, Brabantiae,
Styriae, Carinthiae & Carniole, Marchionem Moraviae,
Ducem Lucemburgiae, ac Superioris & Inferioris Sile-
siae, Wirtembergae, & Teckae, Principem Sueviae,
Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi &
Goritiae, Landgravium Allatiae, Marchionem Sacri
Romani Imperii Bourgovie, ac Superioris & Infe-
rioris Lusitiae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus
Naonis & Salinarum ex una; & Serenissimum ac Po-
tentissimum Principem & Dominum Dominum Joannem
Tertium Polonae Regem, Magnam Ducem
Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Massoviae, Samogitiae,
Volhyniae, Livoniae, Kioviae, Podoliae, Podlachiae,
Smolensco, Severiae, Zerniechovique, Regnum ac
Rempubliam Poloniam Magnamque Ducatum Li-
thuaniam ex altera parte de archiore Amicitia, Corres-
pondentia & Foedere inter se pro mutua Regnorum,
Provinciarum & Ditionum suarum Defensione ac
Securitate ineundo, ab aliquot retro annis actum, nunc
vero metuendum sit, ne vicina in Hungaria mala
longius serpent, & cumprimis altissimè memoratum
Suarum Majestatum Regna & Ditiones corripiant;
Idcirco utrinque placuit, inceptum tam salutare opus
per certos ad id concludendum specialiter deputatos
Ministros reordiri, maturare ac perficere. Congressi
itaque utrinque legitime constituti Plenipotentarii,
nempe ex parte Sacrae Cæsareae Majestatis Illustrissimus
& Excellentissimus Dominus Dominus Carolus Ferdi-
nandus Comes à Waldstein Baro in Zuigan, Mun-
chengraz, Leutichin, & majoris Augae, Sacrae Cæsareae
Majestatis Consiliarius, Arcanum Camerarius, & Au-
gustissimae Imperatricis Viduae Eleonora supremus Aule
Praefectus, Aurei Velleris Eques, Legatus, & Do-
minus Joannes Christophorus Zierwsky Liber Baro de
Zierwa in Hennenstorf, Geltendorff, & minore Schat-
kau, Sacrae Cæsareae Majestatis Consiliarius & Ablegatus;
Ex parte verò Sacrae Regiae Majestatis Poloniae & Magni
Ducis Lithuaniae, Regni ac Rempublicae Poloniae, Mag-
nique Ducatus Lithuaniae Deputati, Reverendissimi,
Excellentissimi & Illustrissimi, Illustris magnifici &
generosi Domini, Domini Joannes Matachouski Epis-
copus Cracoviensis, Nicolaus Stephanus Pac, Episcopus
Vilnensis, Michael Radiecoucky Episcopus Princeps
Varmen, & Saml. Sacri Romani Imperii Princeps,
Stanislaus Wituricky, Episcopus Luconienensis & Pres-
entis, Casimirus Opalsky Episcopus Culmenis, &
Pomeraniae, Stanislaus Wolensky Episcopus Camen-
ensis, Andreas Potocky Castellanus Cracoviensis,
Felicianus Potocki Palatinus Cracoviensis, Christophorus
Gzymoutousky Palatinus Polonae, Casimirus Sapie-
ha Palatinus Vilnensis supremus, Exercituum Magni
Ducatus Lithuaniae Dux, Michael Dux Zartorsky
Palatinus Sandomiriensis, Martinus de Kojensko
Oginsky Palatinus Trocenis, Stanislaus Joannes Jab-
lonousky Palatinus & Generalis Terrarum Russiae,
Exercituum Regni Poloniae supremus Dux, Nicolaus
à Granou Sienscausky Palatinus Volhyniae, Campidux
Exer.

ANNO
1683.

Exercitum Regni, Martinus in Zamosca Zamoyiski Palatinus Lublinensis, Joannes de Kozielecki Ojmicki Palatinus Potocensis Cimpidiv Magni-Dux Lithanæ, Joannes Antonius Chrapowicki Palatinus Vitepskiensis, Franciscus Pielski Palatinus Marienburgensis, Uladislaus Donhoff Palatinus Pomeraniæ, Martinus Kysky Castellanus Leopoliensis, Generalis Artilleriæ Regni Prefectus, Somslaus Carolus Lucezky Castellanus Podlachie, Otto Felcerfamb Castellanus Livoniæ, Stanislaus Lubomirski Supremus Regni Marchialis, Joannes Wieloproski Supremus Regni Cancellarius, Joannes Grimsky Procancelarius Regni, Dominicus Nicolaus Dux Razivilly Procancelarius Magni Duc. Lithuanie, Benedictus Sapieha Thesaurarius Supremus Magni Duc. Lithuanie, Lubomirsky Eques Melitenensis Marchallus Curie Regni, Andreas Zaluski Magnus Regni Secretarius nominatus Episcopus Kyvoriensis Suez Regiæ Majestatis Cancellarius, Christophorus Grimsky Regni Referendarius Abbas Wygroucenf, Raphael Comes in Leszno Vexillifer Regni Comitiorum Regni Generalium Marchialis, Franciscus in Zakliczin Jordan Pincerna Regni, Capitaneus Dobiezanf, ex Provincia minoris Poloniæ Deputatus, Joannes Kralinsky in Krasne, Referendarius Regni Capitaneus Varaviensis ex Provincia Majoris Poloniæ Deputatus, Franciscus Sapieha supremus Prefectus Stabuli Magni Duc. Lithuanie ex Magno Duc. Lithuanie Deputatus, Josephus Stuska Vexillifer Magni Duc. Lithuanie Deputatus, ex Equestri Ordine Andreas Joannes a Zydyow Zydocosky Vice-Capitaneus & Juxta Castren. Cracoviens. Martinus Olzousky Capitaneus Wicoviens. Martinus Zapfite de Szpanow Succameerius Wicoviens. Deputatus de Minori Polonia, Casmirus Sapieha Capitaneus Prestensis, Stephanus Zaboruski Capitaneus Wlodimiriensis Deputatus de Minori Polonia, Alexander Pregiemyjsky Vexillifer Castellensis, Hieronimus Kuropatnicki Juxta Terrestris Leopoliensis Deputatus ex Majori Polonia, Melchior Gurovsky Podclator Polnensis, Hyacinthus Koltworowsky Vexillifer Livensis, Jacobus Wilkotsky Juxta Surrogatus Castrensis Michoviens, Seraphinus Sternbocky Venator Juniadslavienfis, Eustachius Grothus Capitaneus Raygodensis. Post Plenipotentiarium Tabulas utrinque sitæ commutatas in mutuas Federis articulos offensivi & defensivi Conditiones, Leges & articulos ut sequitur convenit.

In nomine Sanctissima & Individue Trinitati.

Sit inter Serenissimos & Potentissimos Principes Imperium Leopoldum divinæ favente Clementiæ Imperatorem semper Augustum, ejusque Regnorum Hungariæ ac Bohemiæ, nec non Archiducatus Austriæ ac cæterarum Suez Majestatis Provinciarum Hereditarium Successores ab una, & Dominum Joannem tertium Dei gratia Poloniæ Regem, Magnum Ducem Lithuanie, Regem Poloniæ, Magnumque Ducatum Lithuanie a parte altera, illa animorum & Armorum Societas, quæ utriusque Majestatis Regna & Provincias ut vicinitate mutas, ita communione periculorum Belli Orhomannici conjunctas, & in eis Sacrosanctæ Fidei cultum tot periculorum salutem, non solum ab ulteriori immahissimæ Hostis aggressionem, in tuto conservare, verum etiam recuperatas ab utrinque ablatas firmæ & stabili Pace valeat beare.

Et hæc verò erant motiva, quæ Sacratæ Regiæ Poloniæ Majestatem & Rempublicam ad Federis hujus necessitatem inducere, utpote eam, quæ vicina ut propria considerans pericula, conclusam antè aliquot Annos cum Turcis Pacem multis infractionibus lesam, nec diu duratam bene previderat, maxime verò dum Paterna universalis Pastoris Innocentii undecimi sollicitudo, aliquot ab Annis Regiæ Majestatis magnanimitatem Statuumque Regni Pietatem, ad Sacrum hocce Bellum ferventissimis, ardentissimis, & creberrimis Adhortationibus ac Favoribus Subsidiorum promissis sollicitare non desisterit.

Sit ergo inter aternemoratatas Majestates earumque in Throno Successores, Regna & Provincias offensivi & defensivi Belli Societas. Prima ad gloriosam & stabilem cum Hoste communi utriusque Partis Pacificationem duratura. Altera ad ejusdem Pacis perennem Conservationem perpetuum permansura.

Quò autem majori robore & indissolubili vinculo solidetur tam sacrum plunquæ opus, utraque Pars

communem Patrem Pontificem Maximum Sacre hujus Societatis Protectorem, Manentorem, ac in virtute Garantiz Evictorem, suis cum Successoribus maximis Pontificibus veneranda assumit, minime dubia, Sanctitatem suam id futuram, ut neutram Partem preniteat Paternis ardentissimisque Suez Sanctitatis adhortationibus prona dedisse aures, & filialem submississe promptitudinem.

Obligant se identidem tam Sacræ Cæsareæ Majestatis, quam Sacra Regia Majestas Poloniæ, una cum Regni & Magni Ducatus Lithuanie Ordinibus sub onere Juramenti propriarum manuum presentis Tractatus Subscriptione, omnique alto vinculo, quod firma & indissolubilia Principum & Populorum solet reddere Fœdera, intam hanc presentem Belli Societatem sacrosanctæ inviolabilitè in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis, per se & Successores suos conservaturos.

Quod ut majorem habeat vigorem ac Religiosem, ipsum Juramenti Sacramentum Eminentiissimi Cardinales, nominatim Eminentiissimus Pio, & Eminentiissimus Barberini, ut eundem Gentium Protectores & Representantes, intra decursum binoctium mensium, in manibus Suez Sanctitatis in eam Juramenti formam, quæ seorsivo Articulo pactæ est, & in hoc Tractatu ab utrinque subscripta habetur, nomine Saurum Majestatum tanquam Principum suorum corporaliter præstabant. Idem Suez Majestas Cæsareæ Præfensionem ex Tractu tempore Belli Suecici, occasione Subsidiorum facta, resistentes annihilat, & hisque Sacram Regiam Majestatem & Rempublicam totaliter quietat, nominatim verò Diploma ex Senatû Consilio emanatum de Electione nullum declarat, Eidem renuntiat, Regnoque Poloniæ & ejus liberis suffragis restituit, & Hypothecam si quæ est, Inscriptiones & Præfensiones ad falsis fodinas Vicicenses integrè remittit in perpetuum, & annihilat. Vicissim Sacra Regia Majestas & Respublica Poloniæ ex supradicto Tractu resistentes Obligationes omnes vel Præfensiones in perpetuum solvit & annihilat: ut his ab utrinque sublati in perpetuum Præfensionibus, omnes præsens Conjunctio excludat Scrupulos & Confidentie obices. In Societate itaque Belli offensivi permanentes Partes nullo modo ex prætextu seorsivæ, etiam si optima, votiva, & maxime favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabant Pacem, nisi simul & semel in eandem utraque Pars consenserit, eandemque acceptaverit.

Hæc Belli Societas erit inter Serenissimum & Potentissimum Imperatorem, quæ est Hungariæ & Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ, cum aliarum Provinciarum Dominus ac hæres. Ità ut Suez Majestatis in Hereditaria Regna & Provincias Successores teneantur ad hoc Fœdus, & iisdem Punctis, Clausulis, ligamentis obligentur: Ad quod Sacra Regia Majestas Poloniæ ejusque in Throno Successores, Regnum Poloniæ, magnusque Ducatus Lithuanie viceversa obligantur.

Eadem Belli Societas limitatur solum Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo prorsus colore & prætextu extendi unquam poterit.

Declarat itaque Sacra Cæsareæ Majestas vigore presentis Societatis sexaginta millia Hominum ad Bellum in Hungaria gerendum, quo numero comprehenduntur viginti millia Subsidiorum Cæsareæ Majestatis Amicorum Principum, & Legiones in Prædiis fortaliorum in Italia permanentes.

Declarat vicissim Sacra Regia Majestas, Regnum Poloniæ, & Magnus Ducatus Lithuanie Bello gerendo competentes quadraginta millium Exercitus Vires durante eodem Bello alituras.

Casu verò, quò Viennensi vel Cracoviensi Urbi obsidio imminet, eo tempore utraque Cæsareæ & Regia Majestas actualem Armorum suorum Conjunctionem, mutuò & ad invicem sibi adpromiserunt, Exercitibusque integris Pars Partem pro liberanda illa Urbe, quæ Caput & Metropolis est, juvabit, & propulandam obidionem curabit. Idem utraque Pars factura, quoties bellico auxilio assistendi sibi mutuò integris viribus vel earum parte necessitas postulaverit. Quo fine intimiorisque Communicationis ergo Residentes ab utrinque Officiales Belli gnari, specialiter ad id selecti circa Partes ad invicem manebunt.

Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Cæsareæ Majestas Regno Hungariæ Fortalisticque ejus vindicandis, Sacra verò Regia Majestas Poloniæ, Cameneco, & Podoliz ac Ukrainæ vindicandis incumbunt. Bello acquisita sive rehabita ex ablati pro Jure, quibus antea pertinebant, Partibus cedent.

Quod

ANNO
1683.

ANNO
1683

Quoniam verò Bellum præ foribus jam adest. Executio autem Comitiorum in Contributionibus præstandis tam citò haberi nequit. Tum Sacra Cæsarea Majestas duodecim centenis millibus Florenorum Polonicum currentis in Regno Monetæ Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lithuanie succurrat pro primis & præsentibus Belli expensis, idque in continentis post Subscriptionem præsentis Tractatus: Cujus summe reuisionem nunquam à Republica præterdet. A sanctissimo nihilominus Pontifice ejusdem omnimodam sibi fieri compensationem curare liberum erit.

Promittit insuper Sacra Cæsarea Majestas præsentis Tractatus vigore, quam efficacissima apud Regem Catholicum sine mora interponenda officia pro extradendis decimis per Ditiones Suez Majestatis Italicas, videlicet tam in Regno Neapolitano, quam in Statu Mediolanensi, quam primum eas Sanctitas Sua impo-nerit. Quorum decimarum Subsidium usque ad honestam Pacem duraturum soli Regno Poloniæ applicabitur, nullatenus Sacra Cæsarea Majestate pro suis impensis eadem dividi prætentente vel impedi-ente.

Cum autem ad hanc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultro se offerentes admittendi; Idè utraque Pars se obligat pro posse invitaturam ad eam Amicos & Foederatos Principes; Ita tamen ut utriusque Partis Consensus accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit; nominatim utraque Pars Serenissimos Molchorum Zaros omni cura ad hanc Societatem invitabunt, flecten-tesque. In quantum verò utriusque Partis consensu contingeret, alterutram Majestatem in Castris fore præsentem, eo casu generalis Gubernatio penes præsentem foret.

Quod quidem Fœdus antiquis inter eosdem Serenissimos Principes, Regnaque ac Dominia eorum compactis, & limitaneis Graniterum Commissionibus nullum præjudicium adferre debet; imò perpetuum illis robur addit & præstat.

Juramenti verò supramemorati ab utraque Parte in manibus summi Pontificis per Eminentissimos Cardinales, Protectores & Representantes præstandi talis debet esse tenor.

Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Leopoldi I. Imperatoris semper Augusti, quæ est Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ, aliarumque Provinciarum Hæres, uti Principalis mei speciali Mandato ad id instructus, ejusque Majestatis in Regna & Provincias Hæreditarias Successorum nomine sanctè juro.

Vel Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Joannis Tertii Regis Poloniæ, & Magni Ducis Lithuanie, Principalis mei, ejusque in Throno Successorum, Regum Poloniæ & Magnorum Ducum Lithuanie, Universæque Reipublice Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanie, quorum specialibus Mandatis ad id instructus sum, nomine sanctè juro.

Quia Fœdus offensivum & defensivum contra immanissimum Christiani nominis Hostem, inter ætememoratas Majestates initum & Varisvie die trigesima prima Mensis Martii Anno currenti millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, per earundem Majestatum Plenipotentiarios conclusum, & manuum Subscriptionem munium, & ab iisdem ætememoratis Majestatibus ratum, gratum, acceptatum, ac propriarum manuum Subscriptionem firmatum, in omnibus ejus Punctis, Pac-

tis, Clausulis, Articulis ac Ligamentis bona fide juxta tenorem verborum, & genuinam eorum significationem Serenissimus & Potentissimus Princeps Leopoldus primus, Imperator semper Augustus, ut Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ observabit, tenebit & adimplebit. Ejusque Majestatis Successores Hungariæ & Bohemiæ Reges, Archiduces Austriæ observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Vel Serenissimus & Potentissimus Princeps Joannes III. Poloniæ Rex, Magnus Dux Lithuanie ejusque Majestatis in Throno Successores Reges Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanie, ac Universi Regni, & Magni Ducatus Lithuanie Status ac Ordines, observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Neque de hoc Absolutionem petent, nec oblatam suscipient, sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

In quorum fidem, nomine Serenissimorum suorum Principum, eorumdem Litteris Plenipotentiariis mediantibus, Nos Legatus & Ablegatus Augustissimæ Cæsareæ Majestatis Extraordinarius ac Sacre Regiæ Majestatis Regni & Magni Ducatus Lithuanie ex Senatorio & Equestri Ordine Deputati Commissarii manibus propriis subscribimus & Sigillis munimus. Quod & Sacre & Serenissimæ ætememoratæ Majestates, Domini nostri Clementissimi, uti Principales in spatio unius Mensis præstabit. Adum Warisvie sub celebratione Generalium Comitiorum Regni, die trigesima prima Mensis Martii Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio.

CAROLUS Comes de Waldstein,

JOANNES CHRISTOPHORUS Liber Baro
de Zierova Zierouski.

Quæ quidem Tractatum nobis relectum cum omnibus suis Articulis, Punctis & Clausulis confirmavimus, ratihabimus & approbavimus: Quemadmodum illum per presentes confirmamus, ratihabemus & approbamus. Promittentes in verbo Imperiali, Regio, & Archiducali, ac pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris, Regibus Hungariæ & Bohemiæ, ac Archiducibus Austriæ firmiter spondentes, omnia & singula juxta Conventionem præsertam per Plenipotentiarios nostros tractata & conclusa, integrè, frictè, & inviolabiliter observanda. Harum Fide & Testimonio Litterarum, Subscriptionem manibus nostræ ac Sigilli nostri Cæsarei appenditione expeditarum. Quæ dabantur in Arce nostra Laxiburgi die secunda mensis Maji Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici 28. Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(Locus Sigilli in pixide argentea deaurata filo aureo appenda contenti, cerâ verò rubrâ expressi.)

LEOPOLDUS GUILHELMUS Comes in
Königsberg.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis proprium.

JOANNES PROBST.

XXXV.

26. Mai. Tractaat van Vrede en Koophandel gesloten tusschen
LES PROVINCES-UNIES
MAROC.
MULEY ISMAEL, Keiser van Marocco, en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN, vassens sine Hoogheit den Heere Prince van ORANGE in den Elage 26. May 1683. en geratificiert door den Keiser van Marocco in Augusti 1684. [Recueil de divers Traitez faits entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Etats.]

De

XXXXV.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce; 26. Mai.
entre MULEY ISMAEL, Empereur de Ma-
roc d'une part, & les Seigneurs Etats Gene-
raux des PROVINCES-UNIES des Pais-
Bas, avec son Altesse le Prince d'ORANGE
d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de Leurs
Hautes Puissances le 26. Mai 1683; & par l'Em-
pereur de Maroc le 10. du Ramadan 1095.

Les

NNO
583.

DE Statén Generael der Vereenighde Nederlanden: Allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen, Salut. *Doen te weten:* Dat tusschen sijne Majesteit Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Tafilet, Garbe, ende Africa ter eenre; ende Ons ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; is geslooten ende opgerecht het Tractaet van Vrede ende van Commerce, volgende hier naer van woorden te worde geinfereert.

I. **I**S vast gestelt ende besloten, datter in het toekomende tusschen sijne Majesteit Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Tafilet, Garbe ende Africa ter eenre, ende de Hoogh Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; sal zyn eene goede, vaste ende onverbreecelijke Vrede, de welke haer aenvangh sal nemen van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordige Tractaet van wegen de hooghgemelte Heeren Staten Generael, in handen van sijne Majesteit Muley Ismaël sal zyn gekomen en overgelevert, sulende alle Aften van hostiliteit van die tydt af van wederziden cefferen ende ophouden, werdende het tegenwoordige Tractaet door hooght-gedachte syne Majesteit Muley Ismaël, van nu af aan in alle en jegelijcke sijne deelen ende Articulen behoorlijk geapprobeert, geratificeert, ende geconfermeert.

II. De Schepen of andere Vaertuygen van de hooghgemelte Heeren Staten Generael, of die van hare Onderdanen ende Inwoonders soo Christenen als Joden, sullen altoos hebben een vrye intrede binnen de Reeden ende Havens van hooght-gemelte syne Majesteit, ofte in andere Plaetsen van des sels Koningrycken, soo om aldaer op Anckers, soo langh als 't haer belieft, te blyven, als om in alle vryheyt te negotieren, koopen ende verkoopen, midts betalende Tollen voor de Koopmanschappen die verkocht sullen werden sonder meer, onder wat Naem, Titul, ofte pretext het soude mogen wezen; doch de gene die niet verkocht sullen werden, sullen in alle vryheyt werden te rugge gebracht ende herfcheept, sonder eenige Rechten ofte Impositionen daer van te betalen, en sullen mogen vertrecken als 't haer belieft, sonder eenige ophoudinge ofte verhienderinge; ende aengaende de Waren van Contrebande, als Bus-poeder, Sulpher, Deelen, ende allerhande Scheeps-Timmerhout, Tou-werck, Pick, Teer, Roers, ende andere saecken tot den Oorlogh dienende, sullen de Inwoonders van de gemelte Vereenighde Nederlanden niet gehouden zyn eenigh recht aen hooght-gedachte syne Majesteit te betalen.

III. De Schepen ofte Vaertuygen, soo die van hooght-gemelte syne Majesteit ofte van des sels Onderdanen, als die van Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ofte van yemant van hare Onderdanen, sullen de Zee mogen bevaeren ende negotieren, sonder de een door de ander te werden gesluiteert, opgehouden ofte gemoesteert, oock sullen alle Personen en Passagiers, van wat Landfchap ofte Natie de selve mogen zyn, met alle haer Geldt, Goederen, Koopmanschappen ende Meublen, in eenige van de boven-gemelte Schepen bevonden werdende, 'eenemaal vry zyn, ende van geen van beyde zyden mogen werden gearresteert, aengehouden, berooft, ofte eenighints beschaadicht.

IV. De Oorlogh-Schepen van hooght-gedachte syne Majesteit, ofte andere Vaertuygen ontmoetende in de volle Zee, en buyten de Plaetsen dependerende van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, sullen aen boort van de gemelte Schepen der Vereenighde Nederlanden mogen senden hare Sloop, alleen niet twee Mannen, de welke in de gemelte Sloop sullen treden behalven de Roeyers, en sal vervolgens geen meer getal van Volck, als die twee Mannen in eenig Koopvaerdy-ofte ander Schip, sonder permissie van den Capiteyn ofte Schipper mogen overgaen, de welke haer een behoorlijk Passport getoont hebbende, sal de voorsz. Sloop gehouden zyn aentonts te vertrecken, en sal het gemelte Koopvaerdy-Schip syne reyse, sonder eenigen hinder ofte belet vervolgen, en

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies, à ANNO 1683.
tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, Salut. *Savoir faisons:* Qu'entre Sa Majesté Muley Ismael Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilet & Garbe & Afrique d'une part, & Nous & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, a été conclu & dressé le Traité de Paix & de Commerce inferé ci-après mot pour mot.

I. **E**st arrêté & conclu, qu'à l'avenir, il y aura entre Sa Majesté Muley Ismael, Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilet, Garbe & Afrique d'une part & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, une bonne ferme & inviolable Paix, qui aura son commencement du jour que la Ratification du présent Traité faite de la part des susdits Seigneurs Etats Généraux, sera livrée entre les mains de Sa Majesté Muley Ismael; Et des ce jour cefferont tous Actes d'hostilité de part & d'autre, ledit présent Traité étant dès à présent comme pour lors approuvé, ratifié & confirmé dans tous & en chacun ses Points & Articles.

II. Les Vaisseaux & autres Batimens des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets & Habitans tant Chrétiens que Juifs auront toujours une libre entrée dans les Rades & Ports de ladite Majesté, ou dans les autres Places de ses Royaumes, pour y demeurer à l'ancre aussi long-tems qu'il leur plaira, comme pour y negocier, vendre & acheter en toute liberté, en payant les Droits pour les Marchandises qui seront vendues, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse être; mais celles qui ne seront pas vendues, pourront être rembarquées & emmenées en toute liberté, sans en payer aucun droit ou imposition, & pourront partir quand bon leur semblera, sans aucun retardement ni empêchement; Et à l'égard des Marchandises de contrebande, comme Poudre à canon, Salpêtre, Planches, & toutes sortes de bois à construire des Vaisseaux, Cordage, Gondron, Poix, Fusils & autres choses servant à la Guerre, les Habitans des susdites Provinces-Unies ne seront tenus d'en payer aucun droit à sa susdite Majesté.

III. Les Batimens, & Vaisseaux marchands, tant ceux de ladite Majesté ou de ses Sujets, que ceux des susdits Seigneurs Etats Generaux ou de quelqu'un de leurs Sujets, pourront tenir la Mer & negocier, sans être visités de l'un l'autre, ni retenus ni molestés, aussi toutes personnes & passagers de quelques Provinces ou Nation qu'ils puissent être, en quelques desdits Vaisseaux qu'ils puissent se trouver, seront entièrement libres avec leur argent, denrées, Marchandises & meubles, & ne pourront être arrêtés de part, ni d'autre, ni retenus, pillés, ni endommagés en aucune maniere.

IV. Les Vaisseaux de guerre de ladite Majesté, ou autres Batimens marchands, rencontrans en pleine Mer & hors des lieux dependans des susdits Seigneurs Etats Generaux quelque Vaisseau marchand ou autres des Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, pourront envoyer leur Chaloupe, à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies, seulement avec deux hommes qui entreront dans ladite Chaloupe excepté les Ramurs, & il ne pourra passer dans aucun Vaisseau marchand ou autre Batiment, plus grand nombre que lesdits deux hommes, sans permission du Capitaine, ou Maître du Batiment, lequel leur ayant montré un Passport convenable, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer aussi-tôt; & ledit Vaisseau marchand continuera son voyage, sans aucun empêchement, ou obstacle; Et reciproquement au cas que quel

ANNO ende reciproquelyck in ghevalle eenigh Schip ofte
1683. Schepen van hooght-gedachte syne Majesteit, ende den
Capiteyn van een van de voorst. Schepen hebbende
verhoont een behoorlyck Paspoort door ordre van
hooght-gemelte syne Majesteit onderdeckent, nevens
een Certificatie van de Consul van de hooght-gemelte
Heeren Staten Generael, die als dan tot Salée ofte an-
ders sal residieren, soo sal het gemelte Schip ofte Vaer-
tuigh syne reysje vryelyck mogen vervolgen.

V. Geen Capiteyn ofte ander Persoon van eenigh
Schip ofte Vaertuygh van hooght-gedachte syne Ma-
jesteit, sal vermogen te lichten uyt eenigh Schip, de
Onderdanen van hooght-gemelte Heeren Staten Gene-
rael, toebehoorende eenigh Persoon ofte Personen,
wie het oock soude mogen wesen, om elders heen te
vervoeren ofte doen vervoeren, om aldair te wer-
den ge-examineert, ofte onder hoedanigh pretext het
soude mogen wesen, veel min sal het haer geoorloft
zyn de torture ofte eenigh ander geweld te exerceren
tegens eenige Personen, van wat Natie ofte conditie
de selve soude mogen zyn, de welke in eenige Schep-
pen, de Onderdanen van haer Ho. Mo. toebehoorende
gescheept sullen wesen, onder wat pretext of voorwen-
dingen het oock soude mogen wesen.

VI. Ingevalle eenige Scheepen ofte Vaertuygen van
hooght-gemelte Heeren Staten Generael, of van yemandt
van hare Onderdanen en Inwoonders op de Kusten
van hooght-gedachte syne Majesteit komen te stran-
den, sullen voorst. Scheepen met hare Gereetschappen
en toebehooren, Goederen en Ladinge niet werden
gheconfisqueert, noch 't Volck tot Slaven gemaect;
maer sullen ter contrarie alle de Onderdanen van
hooght-gedachte syne Majesteit gehouden wesen alle
mogelycke devoirs aen te wenden, om het Volck en-
de de Goederen te bergen.

VII. Geen Ingeleetenen van syne Majesteit, ofte
van hooght-gedachte Heeren Staten Generael sullen
mogen Commissie nemen van eenige andere Poten-
taten of Princen, om met Schepen haer toebehoorende,
ofte oock met Schepen van andere te infesteren, ofte
eenige moeyelyckheydt toe te brengen aen de Ingele-
tenen van deselve syne Majesteit, ofte van de hooght-
gemelte Heeren Staten Generael respectie.

VIII. Geen Schepen van hooght-gedachte syne
Majesteit, het zy groot ofte klein, sullen mogen
kruysen ofte op beuyt varen ontrent de Reeden,
Havenen, Steden en Plaetsen, staende onder het
Gebiedt van de hooght-gemelte Heeren Staten Gene-
rael.

IX. De Vyanden van syne Majesteit, ofte van de
hooght-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in de
Havenen van syne Majesteit, ofte van de Heeren
Staten Generael respectie, niet mogen opbrengen
eenige Prysen, op de voorst. Ingeleetenen gemaect,
ofte hare Schepen, Goederen, ofte Personen aldaer
verhandelen ofte verkoopen.

X. In gevalle eenige Oorlogh-Schepen van de
hooght-gemelte Heeren Staten Generael, in de Ha-
vens van hooght-gedachte syne Majesteit met eenige
Prinsen quamen in te vallen, sullen sy de voorst. Prin-
sen in alle vryheydt aldaer mogen verkopen, ofte daer
van na haer goetduncken disponeren, sonder door ye-
mandt te werden gemolesteert, wie het oock soude
mogen zyn; daer en boven sullen de Oorlogh-Sche-
pen van de hooght-gemelte Heeren Staten niet ge-
houden zyn, eenighe Rechten ofte Gabelen te beta-
len, maer ter contrarie in gevalle haer enige Vivres
mochten ontbrecken, sullen sy alle het gene sy van
nooden sullen hebben, vryelyck voor couranten prys
mogen kopen.

XI. Soo haest als eenigh Oorlogh-Schip van hooght-
gemelte Heeren Staten Generael, in eenige van de
Havens van hooght-gedachte syne Majesteit sal arrive-
ren; ende dan den Consul der Vereenigde Nederlanden,
ofte den Capiteyn van 't gemelte Schip, aen de
Gouverneurs van de voorst. plaetsen daer van kennis-
se sal hebben gegeven, sal het selve werden gepubli-
ceert, op dat een yder syne Slaven beware; doch in
gevalle des niet tegensende enige Slave quam te
eschappen, ofte daer vermoeden was dat yemandt
ge-echappeert mochte wesen, sullen de voorstede
Gouverneurs niet toelaten dat ter dier oorlaecke eeni-
ge in'solentie tegens den voornoemden Consul ofte
eenig ander Onderdaen van de Vereenigde Nederlanden

ANNO
1683. *quelque Vaisseau, ou autre Bâtiment marchand des
sujets Seigneurs Etats Generaux, viennent à rencon-
trer quelque Vaisseau ou Vaisseau de la susdite Ma-
jeste, & un Capitaine d'un d'iceux Vaisseaux ayant
montré Passeport convenable signé par ordre de ladite
Majeste, ensemble un Certificat du Consul des susdits
Seigneurs Etats Generaux, qui residera pour lors à
Salé ou autrement, alors le susdit Bâtiment ou Vais-
seau marchand pourra poursuivre librement son voyage.*

*V. Aucun Capitaine ou autre personne de quelque
Vaisseau ou Bâtiment marchand de la susdite Majeste,
ne pourra enlever d'aucun Vaisseau, aucune personne
ou personnes appartenant aux Sujets desdits Seigneurs
Etats Generaux, quelles qu'elles soient, pour les a-
mener ou faire amener ailleurs, & pour y être exami-
nez, ou sous quelque pretexte que ce puisse être; bien
moins sera-t-il permis d'exercer la torture ou question,
ou autre violence contre aucune personne de quelque Na-
tion ou condition que ce puisse être, qui seront sur les
bords de quelques Vaisseaux appartenant aux Sujets de
leurs Hautes Puissances, sous quelque pretexte ou allé-
gation que ce puisse être.*

*VI. Au cas que quelques Bâtiments ou Vaisseaux
marchands des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou
de quelqu'un de leurs Sujets ou Habitans viennent à
echouer sur les côtes de ladite Majeste, lesdits Vais-
seaux, ni leurs dependances, Marchandises & char-
ges ne seront confisquees, ni l'Equipage fait esclave,
mais seront au contraire tous Sujets de ladite Ma-
jeste tenus d'employer tous les devoirs possibles pour
sauver l'Equipage & les Marchandises.*

*VII. Aucun Sujet de Sa Majeste ou desdits Sei-
gneurs Etats Generaux, ne pourront prendre de Com-
mission de quelque autre Potentat ou Prince pour in-
fester ou molester avec leurs Vaisseaux à eux apparte-
nans ou autres les Sujets de la susdite Majeste ou des
sujets Seigneurs Etats Generaux respectivement.*

*VIII. Aucuns Vaisseaux de la susdite Majeste,
soit grands ou petits, ne pourront croiser ou pirater à
environs des Côtes, Havres, Villes & Places de la Do-
mination desdits Seigneurs Etats Generaux.*

*IX. Les Ennemis de Sa Majeste, ou des susdits
Seigneurs ne pourront amener dans les Havres de ladi-
te Majeste ou desdits Seigneurs Etats Generaux aucu-
ne prise faite sur lesdits Sujets ou y vendre & traf-
iquer leurs Vaisseaux, Marchandises & Personnes.*

*X. Au cas que quelque Vaisseau de guerre des
sujets Seigneurs Etats Generaux vienne à tomber
dans les Ports de la susdite Majeste avec quelque
prise, ils les y pourront vendre en toute liberté, ou
en disposer selon que bon leur semblera sans être mo-
lestez de personne, qui que ce puisse être; de plus
les Vaisseaux de Guerre desdits Seigneurs Etats Ge-
neraux ne seront point tenus de payer quelque Droit
ou Gabelle, mais au contraire, s'il leur manquoit
quelques vivres, ils pourront acheter librement ce
dont ils auront besoin, au prix courant.*

*XI. Aussitôt que quelque Vaisseau de Guerre des
sujets Seigneurs Etats Generaux sera arrivé dans
quelqu'un des Havres de ladite Majeste; Et que le
Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine du susdit
Vaisseau en aura donné connoissance au Gouverneur
de la susdite Place, cela sera publié, afin que cha-
cun garde ses Esclaves; mais s'il arrivoit que nonob-
stant cela quelque Esclave vint à s'échapper, ou qu'on
soupçonnât qu'il en seroit échappé quelqu'un, le sus-
dit Gouverneur ne souffrira pas que pour ce sujet
il soit commis aucune insolence contre le susdit Con-
sul ou contre d'autres Sujets des Provinces-Unies;
mais*

ANNO 1683. den werde gepleecht; maer sullen aen de Meesters van foodanighen Slave ofte Slaven belasten dat sy de selve met alle discretie van den Capiteyn ofte Commandeur, by wie sy haer fouden mogen heben gesalveert, afvorderen; in en gevalle dien Officier sulcks stanvastelyck oetkende, of dat men daer geen volkomen kennisse van hadde, sal den Meester of Meesters gehouden zyn, volkomen geloof aen de woorden van den voornoemden Officier te geven, sonder daer over den Consul ofte de voornoemde Onderdanen in eenigerhande manieren te mogen molesteren, niet te min indien het seker was, dat foodanigh Officier de waarheid van de sake quam te verbergen, sullen de voornoemde Gouverneurs van weghen hooght-gedachte syne Majesteit als dan den voornoemden Consul verdoecken daer over aen de Staten Generael te schryven; op dat satisfactie sonder uytsel aen de Meesters van foodanighe ge-eschappeerde Slaven gegeven werde.

XII. Van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordig Traetaet van wegen die Heeren Staten Generael aen meer hooght-gedachte syne Majesteit sal zyn over gegeven en ge-extradeert, sullen geene Onderdanen of Inwoonders der Vereenighe Nederlanden, soo Joden als Christenen, binnen alle de Koningrycken van hooght-gedachte syne Majesteit tot Slaven gemaect mogen werden, onder wat pretext het soude mogen wesen; daer en boven sullen de hooght-gedachte Heeren Staten Generael, uyt krachte van dit Traetaet, geenints gehouden zyn, eenige van hare Onderdanen ofte Inwoonders, zynde tegenwoordigh in Slavernye, of die voor het uytwyselen van gemelte Ratificatie daer toe fouden mogen komen te vervallen, vry te kopen, maer sal het absoluut van hare vrye wille dependen sonder eenige limitatie ofte restrictie van tyd, hare mededogenheydt in 't werck te stellen, ende foodanige, ende soo veel fallen tyden als het haer goet duncken sal, te verlossen, midts conditie van over den prys van haer rantsoen met hare Meesters op de redelyckste manier te accorderen, sonder dat men haer sal mogen constringeren eenige tegens haer danck te lossen, het zy van de Slaven van de Galeyen, Gouverneur, Alcaydes, ofte wie het oock soude mogen zyn, toebehooren, niet goet vindende om veele reedenen te stipuleren, dat de Meesters gehouden soude zyn hare Slaven, zynde haer eygen Goed, voor den prys van haeren eersten inkoop te moeten afstaen, nochte dat oock de hooght-gemelte Heeren Staten gehouden sullen zyn, foodanige aen te nemen, als men haer met geweld soude willen doen lossen; belovende meer hooght-gedachte syne Majesteit sijn Authoriteit in dese saecke te sullen employeren, om beyde de Partijen te vreden te stellen; ende is vervolgens geaccordeert, dat alle de Slaven, zynde Onderdanen en Inwoonders van die hooght-gemelte Heeren Staten Generael, ter occasie van hare lossinghe, sullen genieten het Proffit ende de Emolumenten van den aflagh ofte verminderinghe der Rechten die syne Majesteit toekomen, ghelyck oock van de andere Onkosten, midts voor de selve betalende soo redelycken Prijs als eenige Slaven van andere Nuten, ten opsigte van hare lossinghe, het zy naer den gellosten Vrede, ofte by wegen van Aelmoesten zyn ghe woon te betalen; wel-verstaende, dat foodanige Slaven, Inwoonders der Vereenighe Nederlanden, die dit Emolument sullen willen genieten, door de Commissarissen of andere Ministers van den Staet der Vereenighe Nederlanden, die naer desen biennen de Rijcken van hooght-gedachte syne Majesteit fouden mogen komen, sullen moeten werden gelyst, sullen andere Slaven, Inwoonders van de hooght-gemelte Provincien, die dat Voordeel der gemelte Rechten niet sullen willen genieten, haer Vryheyd door andere Persoonen, soo sy te rade sullen werden, mogen procureren; de voornoemde Commissarissen ofte andere publike Ministers, die naer desen van wegen de hooght-gemelte Vereenighe Nederlanden, in de Rycken van hooght-gemelte syne Majesteit fouden mogen werden aengestelt, sullen de Vryheyd ofte Macht hebben van voor haer, ofte hare Secretarissen, Contraeden, ende Accorden te doen passeren opene Brieven ende andere Depeches in haer Naem te verlesen, ende verders te doen alle 't gunt de lossinghe en het vertrek der yemant, wie het oock soude mogen wesen, sonder dat yemant tegen sal mogen stellen, of de gelloste Slaven molesteren; wyders sullen de vooraf Ministers niet al-

ANNO 1683. mais il sera enjoint aux Maîtres d'un tel Esclave ou Esclaves, qu'ils les redemandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandant auprès de qui ils pourroient s'être sauvés; Et au cas que l'Officier le denie constamment, & que l'on n'en ait point de connoissance certaine, le Maître ou les Maîtres seront tenus d'ajouter une foi entiere à la parole du susdit Officier, sans pour cette occasion pouvoir molester le Consul ou les susdits Sujets en aucune maniere; Néanmoins s'il étoit certain, que tel Officier vint à cacher la vérité, lesdits Gouverneurs de la part de Sa Majesté demanderont au Consul qu'il en écrive aux Etats Generaux, afin qu'il soit donné sans délai satisfaction aux Maîtres de tels Esclaves qui se feroient échapper.

XII. Du jour que la Ratification du present Traité aura été fournie à sadite Majesté de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, aucun Sujet ou Habitant des Provinces-Unies, tant Juifs que Chrétiens, ne pourront être faits Esclaves dans tous les Roiaumes de sadite Majesté, sous quelque pretexte que ce puisse être. De plus les susdits Seigneurs Etats Generaux, en vertu de ce Traité ne seront nullement tenus de racheter aucuns Sujets ou Habitans qui sont présentement Esclaves ou qui pourroient l'être faits avant l'Echange des susdites Ratifications; mais il dépendra absolument de leur franche volonté, sans aucune limitation ni restriction de tems, de mettre leur compassion en effet & ainsi de les racheter dans le tems qu'ils le jugeront à propos. A condition de convenir avec leur Maître d'un prix raisonnable pour leur rançon, sans qu'on les puisse contraindre d'en delivrer aucun malgré eux, soit des Esclaves des Galeres, Gouverneur, Alcayde, ou à qui qu'ils puissent appartenir; ne trouvant pas à propos pour plusieurs raisons de stipuler, que les Maîtres soient obligés de se dessaisir de leurs Esclaves, étant leur propre bien, pour le prix de leur premier achat; ni que les susdits Seigneurs Etats soient obligés de les prendre, si on les leur veut faire racheter de force. Promettant sa susdite Majesté d'employer son Autorité en cette affaire, pour que les deux Parties soient satisfaites: & est ensuite accordé que tous les Esclaves, étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats Generaux, à l'occasion de leur rachat, jouiront du Profit & des Emolumens du rachat & diminution des Droits qui appartiennent à Sa Majesté, comme aussi des autres frais, en payant pour iceux un prix aussi raisonnable qu'aucun Esclave d'autres Nations à l'égard de leur rachat, comme on a coutume de les payer, soit après la Paix conclue, soit par maniere d'Annuité. Bien entendu que tels Esclaves, Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouir de cet Avantage, devront être rachetés par les Commissaires ou autres Ministres de l'Etat des Provinces-Unies, qui ci-après viendront dans les Etats de Sa susdite Majesté. Et les autres Esclaves, Habitans des susdites Provinces qui ne voudront pas jouir de l'avantage des susdits Droits, pourront procurer leur Liberté par d'autres Personnes, s'ils le jugent à propos. Les susdits Commissaires, ou autres Ministres publics, qui seront ci-après établis de la part desdits Provinces-Unies, dans les Roiaumes de Sa susdite Majesté auront la Liberté & le Pouvoir de faire par devant eux ou par devant leurs Secretaires passer tous Contrats, Accords, Lettres Patentes, & autres Depêches en leur nom, & faire en outre tout ce qui est nécessaire pour le rachat & retour des Esclaves qui seront delivrez, sans que personne, qui que ce puisse être, puisse s'y opposer, ou molester les Esclaves rachetez. En outre les susdits Ministres pourront faire & passer par devant eux toute sorte d'Instrumens & Contrats au profit d'au-

ANNO
1683.

foo veel Authoriteyt, als eenige Ministers van andere Prinzen of Potentaten vermogen te maken, en voor haer te doen passeren allerhande Instrumenten en Contracten ten behoeve van andere Christen Natien, oock mogen verleenen Paspoorten sonder contradictie van yemant.

XIII. Indien het gebeurde dat eenige Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael binnen eenige van de Plaetsen ofte Steden van hoogst-gedachte syne Majesteit quam te overlyden, fullen des sels Goederen of Penningen door de Gouverneurs, Rechters, ofte andere Officiere van wegen hoogst-gedachte Syne Majesteit niet mogen werden aengellagen; sels en sal niemant van de gemelte Gouverneurs ofte andere Officiere daer van kennisse mogen nemen, ofte daer omtrent eenige de minste recherche werden gedaen, maer fullen sodanige Goederen en Penningen werden aengeveert by die gene, die den Overleden tot sijn Erfgename ofte Erfgenaemen by Testament sal hebben geinstituteert, in gevalle de selve ter plaets van den Overleden mochten wesen; ende indien de Erfgenaemen aldaer niet present souden mogen zijn, sal den Exceuteur van 't selve Testament door den Overleden behoorlijk geinstituteert, naer dat hy een perfecten Inventaris van alle de nagelaten Goederen en Penningen ter goeder trouwen sal hebben gemaect, de selve sonder eenigh belet in sijn bewaringe nemen; ende sal besorgen dat alles in handen van de ware ende wettige Erfgenaemen door veylige wegen gesteld werde; maer indien yemant van de voornoemde Onderdanen, sonder Testament quam te overlyden, sal den Consul der hoog-gemelte Vereenighde Nederlanden sodanige Goederen en Penningen onder een behoorlijke Inventaris aenvaerden, om de selve aen de naeste Vrunden en Erfgenaemen der Overleden ter handt te stellen.

XIV. De Kooplyden foo Christen als Joden van hoog-gemelte Vereenighde Nederlanden, de welke haer binnen eenige van de Steden van hoogst-gedachte Syne Majesteit bevinden, fullen geenints gehouden zijn Goederen tegen haer danck te kopen, maer sal altijd tot haer keure staen sodanige te kopen, als sy oordeelen fullen haer dienstigh te zijn; van gelijken sal geen Capiteyn ofte Schipper van de hoog-gemelte Provincien gehouden zijn eenige Goederen tegens sijn danck in te laden, om de selve te vervoeren, ofte om een Reyse te doen naer eenige Plaetsen daer hy niet soude willen varen; oock sal den Consul van hoog-gemelte Provincien niet gehouden zyn eenige Schulden van een ander Onderdaen van de selve Provincien te betalen, ten ware dat ten dien oorlaeke eenige Borgtocht, ofte Cautie by publycque Aden gestelt ware.

XV. De Onderdanen, foo Christenen als Joden, van hoog-gemelte Heeren Staten Generael, fullen in cas van Pleydoyen of Processen in de Rijken van hoogst-gedachte Syne Majesteit niet gehouden zijn sich te submitteren onder eenige Jurisdicte van de Landen, maer indien'er waren eenige questien, foo Civile als Criminele, tusschen die van de Natie van de Vereenighde Provincien alleen, in welken gevallen sy niet gehouden fullen wesen te compareren voor een andere Rechter als voor haren Consul, dewelcke sal hebben volkomen Authoriteyt om te termineren alle differenten, foo in 't Civil als in 't Crimineel, als Doodslagen, Querzuren, en andere Delicten, en te procederen volgens de Instructie en Ordre van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

XVI. In gevalle eenigh Onderdaen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sich bevindende in de Rijken van hoogst-gedachte Syne Majesteit een Moor quam te beledigen, te questen, of neder te leggen, sal hy op de selve wyse en niet strenger als een Moor werden gestraft, indien hy dergelijke Mildaden begaan hadde; doch by foo verre hy quam te escapperen, sal den Consul noch eenige andere Onderdanen van de gemelte Heeren Staten daerom niet mogen werden geinquieteert noch gemolesteert.

XVII. Den voorn. Consul van de hoog gemelte Heeren Staten Generael in de Rijken van hoogst-gedachte Syne Majesteit sal aldaer woonen in alle vryhey en veylighedyt, foo ten sentien van sijn Persoon, als van sijne Goederen; en sal hy vermogen sijn Tolck en Makelaer te verkiezen, oock te gaen aen boort van alle Schepen, in de Havenen en op de Reeden ten

An

tres Nations Chrétiennes, comme les autres Ministres ANNO
des autres Princes & Potentats & même accorder des 1683.
Passports sans contradiction de personne.

XIII. S'il arrive que quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux vienne à mourir dans quelque une des Places ou Villes de Sadite Majesté, ses Effets & Deniers ne seront point saisis par les Gouverneurs, Juges ou autres Officiers de la part de Sadite Majesté, même nul desdits Gouverneurs ou autres Officiers n'en pourront prendre connoissance ou en faire aucune recherche, mais tels Effets & Deniers seront mis es mains de ceux que le dessint aura institué à cet effet par son Testament, au cas qu'ils soient dans les Lieux où ledit dessint sera decédé, & si les Héritiers ne sont pas presens au lieu, l'Exceuteur testamentaire que le dessint aura institué, après qu'il aura fait un Inventaire fidele desdits Marchandises & Deniers les prendra en sa garde; & aura soin qu'ils puissent par voyes sages être mis es mains de l'Héritier legitime. Mais si quelqu'un desdits Héritiers vient à decéder ab intestat, le Consul des susdites Provinces-Unies, prendra lesdites Marchandises & Deniers en la garde, sous un Inventaire convenable, pour être restitués aux plus proches Parens & Héritiers du dessint.

XIV. Les Marchands tant Chrétiens que Juifs desdites Provinces-Unies, qui se trouvent dans quelque une des Villes de Sadite Majesté, ne seront point obligés à acheter des Marchandises contre leur gré; mais il sera toujours à leurs choix d'en acheter de telles qu'ils trouveront leur être utiles, semblablement, aucun Capitaine ou Maitre de Vaisseau des susdites Provinces, ne sera obligé de charger aucune Marchandise malgré soi pour la transporter, ou de faire un Voyage, en quelque Place où il ne voudroit pas aller. Aucun Consul desdites Provinces ne sera pas non plus tenu de payer les dettes d'un autre sujet desdites Provinces, à moins que dans cette occasion il ne se soit rendu Caution ou Repondant par quelque Adte public.

XV. Les Sujets, tant Chrétiens que Juifs, des susdits Seigneurs Etats Generaux, ne seront pas tenus, en cas de Plaidoirie ou de Procès, dans les Etats de Sa susdite Majesté, de se soumettre à la Jurisdiction de ces Pais; mais s'il arrive quelque different, soit Civil ou Criminel, entre ceux de ladite Nation des Provinces-Unies seuls, en ce cas ils ne seront pas obligés de comparoir par devant un autre Juge que leur Consul, qui aura entiere Autorité, de terminer tous les differens tant au Civil qu'au Criminel, comme Meurtre, Blessures & autres Delicts, & de proceder suivant l'Instruction & Ordre des susdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. Au cas que quelques Sujets des susdits Etats Generaux se trouvent dans les Etats de Sadite Majesté, viussent à faire tort à un More, le blesser, ou le tuer, il sera puni de la même maniere, & non plus rigoureusement qu'un More qui auroit commis la même Faute ou Delict; Mais s'il venoit à s'echapper, le Consul ni aucun autre Sujet des susdits Seigneurs Etats Generaux n'en pourront pas à cette occasion être inquietez, ni molestez.

XVII. Le susdit Consul desdits Seigneurs Etats Generaux étant dans les Etats de Sa susdite Majesté, y pourra vivre en toute liberté & sureté, tant à l'égard de sa Personne que de ses effets, & il pourra choisir son Truchement & son Courrier, & aller à bord de tous Vaisseaux, qui seront dans les Havres

et

ANNO 1683. Ancker leggende, soo menighmael als 't hem believen sal, als oock door het Landt te reysen, daer en boven sal het hem vry itaen, en gepermitteert zijn publijcqueijk in sijn Huys te doen oeffenen en exerceren de Christelijke Gereformeerde Religie, sonder eenige vexatie of molestatie, het zy met woorden of met werken, van wie het oock soude mogen zijn.

XVIII. Is mede geaccordeert en geconvenieert, dat niet alleen geduyrende de continuatie van Vrede en Vriendschap, maer oock in cas van eenige interruptie of ruptur van de selve, russchen hoogst-gedachte sijne Majesteit en hoog-gemelte Heeren Staten Generael den Consul en andere Onderdanen van meer hoog-gemelte Heeren Staten Generael, in de Rijken van hoogst-gemelte Syne Majesteit woonende, te weten soo wel in tijdt van Oorlogh als van Vrede, sulen hebben volkomen vryheyt, om sich na haer eygen of andere Landen te begeven, met foodanige Schepen, van wat Natie het zy, als 't haer goetduncken sal, ende hare Goederen, Familien, en Dienaers met haer te nemen, sonder dat haer daer omtrent eenige hindernisse magh werden toegebracht.

XIX. Geen Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, 't zy Jood of Christen, zijnde Passagier, gaonde of komende met sijn Bagage van ofte na eenige Havenen, sal mogen werden gemolesteert, schoon foodanigen Passagier in een Vyantijck Schip van die van hoogst-gemelte Syne Majesteit was; van gelijcken sal geen Passagier van hoogst-gedachte Syne Majesteit, zijnde in een Vyantijck Schip van de hoog-gemelte Heeren Staten in sijn Persoon of Goederen, die hy in 't gemelte Schip geladen sal hebben, mogen werden gemolesteert.

XX. Soo haest als de Ratificatie van 't gemelte Tractaet van wegen hoog-gemelte Heeren Staten Generael, aen handen van hoogst-gedachte Syne Majesteit sal zijn overgegeven, sulen alle Injurien ende Schaden ten wederzyden geleden, in een eeuwige vergeetheyt gestelt en gehouden werden, en sulen allerhande Hostiliteyten en violentien ten wederzyden cesseren, en sal dese Vrede in haer volkomen kracht en vigueur blijven, en voor altijd continueren; en in Gevalle na den dag, dat de Voorst Ratificatie in handen van hoogst-gedachte Syne Majesteit gestelt sal zijn, eenige Prinlen ofte Schaden ten wederzyden quamen voor te vallen, voor dat de Vrede aen yder der Onderdanen bekend was, sal daer van een prompte satisfactie gegeven werden.

XXI. In gevalle dat by inadvententie of andersints eenige Contravention in het tegenwoordige Tractaet van wegen hoogst-gedachte Syne Majesteit, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael voorvielen; soo sal echter de voorst. Vrede in volle vigueur blijven, sonder dat men daerom tot Rupture van de voorst. Vrede, Vriendschap, ende goede Correspondentie sal komen; maer sal die beledighde Parthey een prompte Reparatie van foodanige Contraventie in der minne vorderen, alvorens tot de Wapenen te komen; ende in gevalle sulcks by eenige particuliere Onderdanen mocht by-komen, sulen sy als Infracteurs van Vrede, en Verstoorders van de gemeene Ruste, sonder eenige conniventie, daer over werden gestraft.

Soo ist, Dat wy het voorst. Tractaet ende yeder Articul van dien hebben geaggreert, geapprobeert ende geratificeert, gelijk Wy het selve aggreeren, approbeeren, ende ratificeren mits desen, belovende ter goeder trouwe ende oprechtelijken, het selve onverbrekelijken te onderhouden ende naer te komen, ende niet te gedogen dat het selve by yemanden, directelijken ofte indirectelijken, gekrenckt ofte verbroken werde, onder wat pretext het oock soude mogen wesen: Ten oirconde hebben Wy desen met Ons Groot-Zegel doen bekrachtigen, ende door den Prinsenden in Onse Vergaderinge laten parapheren, ende door Onsen Giffier doen tekenen. Aldus gedaen in Onse Vergaderinge, in den Hage den ses en twintighden Mey desstien hondert drie en tachtigh.

De Ratificatie over dit Tractaet, ten ansien van sijn Keyserlijke Majesteit van Marock, is geteekent op den tweenden Ramadan in 't Jaer 1095, het welcke naar Onse reekeninge is den . . . August 1684, volgens ende in confor-

te à la Rade, & ce aussi souvent qu'il lui plaira, ANNO 1683. comme aussi de voyager par le Pais. Outre cela il lui sera loisible & permis de faire publiquement dans sa Maison l'Exercice de la Religion Reformée sans aucune vexation ou moleste, soit de paroles ou de fait, de qui que ce puisse érr.

XVIII. Est aussi accordé & convenu que non seulement, pendant la continuation de Paix & Amitié, mais même en cas de quelque interruption & rupture d'icelles, entre Sa susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Consul, & autres Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui sont demeurans dans les Etats de Sadite Majesté, sçavoir tant en tems de Guerre qu'en tems de Paix, auront entiere liberté de se transporter dans leur propre Pais ou dans d'autres avec des Vaisseaux de quelque Nation, que ce soit, quand bon leur semblera & d'emmener avec eux leurs effets, Familles & Serviteurs, sans qu'on leur puisse à cet égard apporter aucun empêchement.

XIX. Aucuns Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, soit Juifs ou Chrétiens, étant Passagers, allant ou venant dans ou de quelques Havres, ne pourront être molestés, encore que ces Passagers fussent dans quelque Vaisseau ennemi de Sadite Majesté; semblablement aucun Passager de Sa susdite Majesté, étant dans un Vaisseau ennemi desdits Seigneurs Etats Generaux ne pourra être molesté dans sa Personne ou effets qu'il aura sur ledit Vaisseau.

XX. Aussitôt que la Ratification du susdit Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux aura été delivree à Sa susdite Majesté, toutes les Injures, & les Dommages soufferts de part & d'autre seront mis en un perpetuel oubli, & cesseront d'un & d'autre côté toute sorte d'Hostilité & violences, & demeurera cette Paix en sa parfaite force & vigueur, & continuera à toujours. Et au cas qu'après le jour que ladite Ratification aura été mise & mains de Sadite Majesté, il se fit quelque prise, ou que quelque Dommage vint à être souffert de part ou d'autre, avant que la Paix vienne à la Connaissance d'un chacun des Sujets, il en sera fait une prompte satisfaction.

XXI. Au cas que par inadventance ou autrement il se fit quelque Contravention au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou de celle des susdits Seigneurs Etats Generaux, ladite Paix demeurera néanmoins en son entiere vigueur, sans que pour ce on en vienne à la Rupture de ladite Paix, Amitié & bonne Correspondance; mais la Partie lésée demandera une prompte Reparation à l'amiable, avant que d'en venir aux Armes; Et au cas que ce soit quelque Sujet particulier qui l'ait fait; il sera puni sans aucune connivence, comme Infracteur de Paix & Perturbateur du Repos public.

C'est pourquoi, Nous avons ledit Traité & chaque Article d'icelui agréé, approuvé, & ratifié, comme nous l'aygeons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant en bonne foi & sincerement de l'entretenir & observer, le faire entretenir & observer inviolablement, & ne permettrons qu'il y soit donné atteinte & qu'il soit enfreint par qui que ce soit directement ou indirectement, sous quelque prétexte qui ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons confirmé ces presentes de notre grand Sceau, & fait icelles parapher par le President de notre Assemblée, & fait signer par notre Greffier. Ainsi fait en notre Assemblée à la Haye le vingtième May mil six cent quatre-vingt & trois.

La Ratification de ce Traité à l'égard de Sa Majesté Imperiale de Marock, a été signée le 10. de Ramadan l'an 1095, qui suivant notre computation est . . . d'Août 1684, suivant & en

ANNO 1683. *formité van de Missive van hoogst-gedachte Sijne Keyserlijke Majesteyt, nevens het voorsz. Traicté aen haer Hoogst-Mog. voorgehouden, ende in de secrete Notulen van den vijftienenden December 1684. vermeld.*

conformité de la Lettre Missive de Sa sultdite Majesté Imperiale, & qui a été envoyée avec ledit Traité à leurs Hautes Puissances, & mentionnée dans les Notules Secretes du 15. Decemb. 1684.

XXXVI.

30. Juin. Declaration und Revers Carl Land-Graffs zu Hessen-Cassel / an dero Herrn Vettern Ernst zu Hessen-Rheinfeld wegen der Besetzung Rheinfelds aufgestellt; Worinn sich derselbe zu Besetzung so wohl dero an besagter Besetzung / und der Niedern Grafschaft Cagelenelobogen / sich reservirten Jurium, als auch zu Handhabung derer hieran Herzog Ernsten / besagten denen zwischen Ihnen errichteten Verträgen / zustehenden Gerechtsamen / anerbietet / Jenem einen gewissen Capitain mit einer Compagnie von hundert Köpfen zu zuschicken. Geschehen Cassel den 30. Junii. 1683. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Urtheil. IV. Abt. VIII. pag. 927. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht*, Tom. VI. pag. 975. en François.]

C'est-à-dire,

Declaration & Revers de CHARLES Land-Grave de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet à ERNEST Land-Grave de Hesse-Rhinfelds de défendre sa Forteresse de Rhynfelds contre toute Violence Ennemie; de le maintenir dans les Droits qui lui appartiennent en vertu des Traitez sur le Bas-Comté de Cagelenelobogen, & lui fournir à cet effet un certain nombre de Troupes à ses propres dépens. A Cassel le 30. Juin 1683.

E und zu wissen sey / nachdem einige zeithero der Zustand im Römischen Reich / sonderlich am Rheinstrom / und angränzkenden Länden / sich solcher Gestalt veranlassen / daß nicht ohngezeit ein und ander ohngemach / sonderlich aber zu besorgen steht / daß die Besetzung Rheinfelds in der Niedern-Gravschafft Cagelenelobogen / hierunter Gefahr leiden möchte, und aber wir / als der regierende Fürst zu Hessen / die billige Vorseege tragen / damit nicht allein unsere in besagter Niedern-Gravschafft reservirte Jura ohngekränkt gelassen / sondern auch unsers Frl. vielgeliebten Vetteren und Gewattern / Herrn Landgraf Ernsts zu Hessen liebden / bey deme durch die Verträge Ihre zustehende Gerechtsam / desto daß geschützt und gehandhabet werden mögen; Daß wir demnach zu solchem Ende zu nöthiger Sicherheit / uns aller möglichen Alltzens / in specie auch dahin erbotzen haben / daß wir Seiner liebden mit einer unter einem gewissen ihr anständigen Capitain und Officier stehender Compagnie von ein hundert Köpfen zu Fuß / auch einigen Constablen / Feuerwercken und Mörseren / und zwar auf unsrer selbstigen Kosten / auf den Bedröckungs-Fall / und sich damit nebst seiner liebden eigenan Besetzung / gegen alle besorgende feindliche Gewalt desto besser haben zu defendiren / alltzen und zu flucken kommen wollen; damit aber Seiner unsers Frl. geliebten Vetteren und Gewattern liebden / befalls ausser allen ihnen etwas vorgeliebten Nachbenden und Bedacht gesetzt und verhandelt werden mögen; So versprechen

wir hienit bey Fürstlicher Parole / ganz festiglich / falls hochgedachten unsers Frl. vielgeliebten Herrn Vetteren und Gewattern / Herrn Landgraf Ernsts zu Hessen liebden bey gegenwärtig gefährlichen Conjunctionen / von ihnen selbst vor nöthig achten werden / einige Alltzens-Bölcker von uns / zu desto besser und nothwendiger Verthätigung zu begehren / und diese unsere beschaltken in die Niedern-Gravschafft stehende Bölcker auf dero Besetzung-Schloß und Besetzung Rheinfelds an sich zu ziehen / daß solches in keinerley Weise und Wege deroeselen / gegen den klaren Inhalt desjenigen / was sonsten in dem von 2. Januarii 1644. zu Regensburg getroffenen / und von Kaiserlicher Majestät / und dem der Zeit dalselbst ergangenen Reichs-Schluß / confirmirten Vertrag enthalten ist / im geringsten weder per directum noch per indirectum zu präjudiciren / angesehen seyn könne noch solle / sondern auch über das / daß wir dasjenige / was in berichtigtem Vertrag / der Besetzung halber / gemeldet / und dem regierenden Hause reservirt sich befindet / Seiner liebden zu Nachtheil im geringsten nicht ohngleich deuten / noch zu wider Seiner Herrn Landgraf Ernsts liebden oder auch dero selbst eigenen gehaltenen Quarantonen / versetzen und aussetzen wollen; über das versprechen und versichern wir ebenfalls / auf best und bindigste / als geschehen soll und kan; Gleichwie bey mehr hochgedachten unsers Frl. vielgeliebten Vetteren und Gewattern Herrn Landgraf Ernsts zu Hessen liebden selbst eigenen Willen und Wohlgefallen / erweisen und gut befinden / es iederzeit bloß und alleine sehen soll / diese unsere thro einig und allein zur Alltzens geschickte Bölcker einzunehmen / und dero selbst eigener Commodität und Gefallen nach zu logiren / und auf die Posten und Wachten zu stellen / daß also auch gleichfalls bey Ihrer iederzeit alleine und lediglich sehen sollen / solche / wann es Ihre gefallen wird / anderswo in der Stadt / oder alldo auffo Land zu verlegen / und gleich uns die Ursachen dessen zu verständigen; mitler Zeit aber / und so lange solche unsere zur Alltzens geschickte Officiere und Mannschafft in der Niedern-Gravschafft Cagelenelobogen in oder ausser der Besetzung sich befinden / so sollen solche unter unsers Vetteren und Gewattern / Herrn Landgraf Ernsts zu Hessen liebden / Ihren und deren zeitigen Commandanten absoluten Commando und Jurisdiction stehen / auch eben bequemtlich vorbey / und vor der Ernähme auf Rheinfelds / die Officiere so wohl / als die gemeine Sackete / was es vor eine Seligenheit damit habe / durch Jemand von uns darzu expresse Deputirten verständigt werden / und an Eyds statt dem Hessen-Rheinfeldischen Commandanten Handgeblüh befalls idemselben leisten / auch bey Heller und Penning alles dasjenige was erheischender Nothdurft nach / aus dem Magazin / oder sonst zu ihrem nöthigen Unterhalt wird gereicht worden seyn / bezahlen / auch im Fall einer Belagerung / pro exercitio Religionis mit demjenigen Orte oder Summe auf dem Schloß Rheinfelds befriedigt seyn sollen / welcher Ihnen darzu bequemtlich von oft hochbesagten unsers Vetteren und Gewattern liebden / oder dero Commandanten befalls wird angewiesen werden; Gestalten sie auch im übrigen und so lange sie zu solcher Alltzens dalselbst liegen / sein Herrn Landgraf Ernst zu Hessen liebden dero Commandanten / oder sonst darzu Deputirte Ordre und Befehl / gleich ihre selbst eigene Officiere und Soldaten thun müssen / sich gehalten sollen; alles treulich und ohne Gefährde / massen wir dann zu mehrer Versicherung dessen allen / diese Declaration und Revers mit unsrer selbstigen Händen freywillig und wohlbedachtlich unterschreiben / und mit Bedröckung unsers Fürstlichen Insignels bekräftigen; So geschehen Cassel den 30. Junii 1683.

Carl.

(L.S.)

ANNO
1683.

XXXVII.

p. Oç.
FRANCE
ET
ESPAGNE.

Convention faite entre le Marquis de Feuquieres, & le Marquis de Los Balbazes, pour la liberté de la Pêche, & de la Navigation dans la Rivière de Bidassoa, en faveur des Sujets de Louis XIV. Roi de France & de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec toutes sortes de Vaisseaux, sans distinction. A Madrid le 19. Octobre 1683.
[FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Tres-Christien, & le Roi Catholique, aiant un desir sincere d'observer religieusement de part & d'autre la Trêve, qui a esté conclüe l'année passée entre les deux Couronnes, & d'éloigner de bonne foi tout ce qui pourroit en interrompre la durée; Sa Majesté Tres-Christienne declare provisionnellement que son intention est, que pendant le temps de la presente Trêve les Sujets du Roi Catholique, tant de Fontarabie que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher, avec toutes sortes de Bâtimens à quille ou sans quille dans la Rivière de Bidassoa, son Embouchure & Rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer éloignés, ou proche d'Andaye: avec défenses cependant de passer avec gens armez qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur d'Andaye, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre, sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou pour quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Christienne, puisse visiter ou faire visiter les Bâtimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets du Roi Catholique, ni pareillement, que le Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet du Roi Catholique, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bâtimens François ou d'aucune autre construction appartenant aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne. Et afin que le present Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Tres-Christienne donnera ordre au Commandant d'Andaye, aux Officiers & Soldats qui seront en garnison dans le Fort, & generally à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bâtimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Catholique dans ladite pêche & navigation, sous peine de desobeissance: Et en cas de contravention, elle fera proceder rigoureusement contre les coupables comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir. Et pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Catholique enjoindra à tous ses Commandans du Fort d'Andaye, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer, & d'executer ponctuellement le contenu ci-dessus, & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque Acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Catholique, & contre la teneur de cet acte reciproque; Lequel demeurera ferme & établi en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourd'hui jour de la date d'icelui sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes.

Et Sa Majesté Catholique de sa part, declare aussi provisionnellement, que son intention est que pendant le tems de la presente Trêve, les Sujets du Roi Tres-Christien, tant d'Andaye que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher avec toutes sortes de Bâtimens à quille, & sans quille, dans la Rivière de Bidassoa, son Embouchure & Rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer, éloignés ou proches de Fontarabie, avec défenses cependant de passer avec gens armez, qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur de Fontarabie, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre; sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou sous quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Catholique, puisse visiter ou faire visiter les

Bâtimens François, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, ni pareillement que le Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Christienne, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bâtimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Catholique. Et afin que le present Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Catholique donnera ordre au Commandant de Fontarabie, aux Officiers & Soldats qui seront en Garnison dans le Fort du Figuier, & generally à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu, & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bâtimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, dans ladite pêche & navigation sous peine de desobeissance; Et en cas de contravention elle fera proceder rigoureusement contre les coupables, comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir: & pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Catholique enjoindra à tous ses Commandans de Fontarabie, du Fort du Figuier, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer ponctuellement le contenu ci-dessus: & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, & contre la teneur de cet Acte reciproque, lequel demeurera ferme & établi, en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourd'hui jour de la date d'icelui, sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes. Fait à Madrid le dix-neuvième Octobre mil six cens quatre vingts-trois. Signé pour le Roimon Maître, ISAAC DE PAs, Marquis de FEUQUIERES, Ambassadeur Extraordinaire du Roi Tres-Christien.

ANNO
1683.

XXXVIII.

*des Königreichs Schweden Råthe und 19. Dec
Stände Erklärung über Königs Car-
oli Gustavi Testament. geben zu Stof-
holm den 19. Decemb. 1683.*

C'est-à-dire,

*Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de
Suede sur l'Affaire du Testament du Roi CHAR-
LES GUSTAVE. A Stockholm le 19. Decem-
bre 1683.*

* Voyez-la cy-devant sous le 3. Janvier de la même Année 1683. pag. 49.

XXXIX.

*Fœdus Offensivum & Defensivum Inter Casaream 1684.
Majestatem LEOPOLDUM, Regem Polonia 5. Mars.
JOANNEM SOBIESKI & Rempublicam
VENETAM contra TURCAM Ejusque Ad-
herentes. Initum in Arce Licenti die 5. Martii 1684.
[Copie Manuscrite & sûre.]*

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis.

I. **S**IT inter Serenissimos Principes Dominum Leopoldum Divinæ faventis clementiæ Imperatorem semper Augustum, & Dominum Joannem tertium Dei gratiæ Poloniæ Regem horumque in throno Successores, Regna & Provincias, & Serenissimam Rempublicam Venetam ejusque Successores, Status, & Provincias Offensivi, & Defensivi Bæli Societatis, prima ad gloriosam, & stabilem cum hoste communi oranium trium Partium pacificationem duratura; altera ad ejusdem Pacis perennem conservationem in perpetuum permanfura.

II. Quo

ANNO
1684

II. Quo autem majore robore & indissociabili vinculo solidetur tam sacrum piumpque Opus, Confederatæ Partes communem Patrem Pontificem Maximum Sacræ hujus Societatis Protectorem, Manutentorem, ac in virtute Guarantiæ Evidentem, suis cum Successoribus Maximis Pontificibus veneranda assumunt, minime dubia Sanctitatem suam id facturam, ut nullam earum poeniteat paternis ardentissimisque Sææ Sanctitatis adhortationibus pronas dedisse aures & filialem submisisse promptitudinem.

III. Obligant se identidem tam Sacra Cæsarea Majestas, quam Sacra Regia Majestas Poloniæ unâ cum Regni & Magni Ducatus Lithuanie Ordinibus, & Serenissimam Respublicam Venetam, sub onere Juramenti inferius inferendi, omnique alio vinculo, quod firma, & indissolubilia Principum, & Populorum solet reddere Fœdera, ad initam presentem belli Societatem sacrosanctæ, inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis per se, & Successores suos conservandam.

IV. Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem, ipsum Juramenti Sacramentum, Eminentissimi Domini Cardinales, nominatim Eminentissimi Pio, & Eminentissimi Barbarini, & Eminentissimi Ottoni, duo primi Germaniæ & Poloniæ Gentium Protectores, Tertius vero Venetorum Cardinalium Senior quæ Representantes intra decursum binorum mensium in manibus Sææ Sanctitatis in eam Juramenti formam, quæ scorsim Articulo pacta est, nomine suarum Majestatum & Serenissimæ Reipublicæ Venetæ tanquam Principaliu suorum corporaliter præstabant.

V. In Societate itaque Belli offensivi permanentes, Partes nullo modo & pretextu scorsim, etiam si optima votiva, & maxime favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabunt Pacem nisi simul & semel in eandem omnes tres consenserint eandemque acceptaverint.

VI. Hæc Belli Societas erit inter Serenissimum, & Potentissimum Imperatorem, quæ est Hungariæ & Bohemiæ Rex Archidux Austriæ, tum aliarum Provinciarum Dominus, ac Heres, ita ut Sææ Majestatis in hereditaria Regna, & Provincias, Successores teneantur ad hoc Fœdus, & iidem Punctis, Clausulis, Ligamentis obligentur, ad quod Sacra Regia Majestas Poloniæ, ejusque in throno Successores Regnum Poloniæ, Magnisque Ducatus Lithuanie, uti & Serenissima Respublica Veneta, ejusque Successores, Status, & Provincie vice versa obligantur.

VII. Eadem Belli Societas limitatur solum Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo prorsus colore & pretextu extendi unquam poterit.

VIII. Declarant itaque Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Poloniæ una cum Ordinibus Regni, & Magni Ducatus Lithuanie, se validissimis Exercitiis omni apparatu bellico instructis, & Serenissimam Respublicam Venetam potentissima maritima classe, & terrestribus in Dalmatia Copiis, adeoque omnes tres Partes majoribus quibus possunt viribus, hoc bellum usque ad ejus, juvante Deo, gloriosum finem, & communem pacem bona fide gesturos.

IX. Casu verò, quo unius, aut alterius Partis Confederatæ Status ita periclitarentur, & ab hoste premerentur, ut omnino ad eorum liberationem submissione auxilium Confederatorum, suarum Copiarum opus esset; promittunt sibi Domini Confederati actualem pro possibilitate armorum suorum conjunctionem.

X. Idem semper facturi, quoties ex bellico Consilio assistendi sibi mutuo integris viribus, vel earum parte necessitas postulat; Quo siue intimiorisque communicationis ergo, Residentes à Dominis Confederatis Officiales Belli gnari, specialiter ad id selecti circa Partes ad invicem manebunt, & ad Consilium bellicum admittentur.

XI. Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Cæsarea Majestas Regno Hungariæ, Potentissimis ejus vindicandis; Sacra vero Regia Majestas Poloniæ Cameneco & Podolice, ac Ukrainæ vindicandis incumbet. Idem faciet Serenissima Respublica ad vindicandam & recuperandam ab Hoste ea quæ perdidit. Bello acquiescit, sive rehatia ex ablati, pro jure quibus antea pertinebant Partibus cedent.

XII. Ut autem expeditiones militares semper ad commanem rei bene gerendæ scopum tantò melius instituantur, deliberabitur de illis statim post ratificationem hoc Fœdus, & quotannis maturè inter Dominos Confederatos, illaque, quantum possibile erit, & rerum

circumstantiæ permittent, ita instituentur, uti inter ANNO
Confederatos è re communi conventum fuerit. 1684.

XIII. Cum autem ad hanc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultro se offerentes admittendi, ideo Domini Confederati se obligant pro posse invitandos ad eam Amicos & Fœderatos Principes, ita tamen, ut omnium consensu accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit, nominatim Serenissimos Moschorum Czaros omni cura ad hanc Societatem invitabant flectentque.

XIV. Quod quidem Fœdus antiquis inter eosdem Serenissimos Principes Regnaque, ac Dominia eorum, & Serenissimam Rempublicam Venetam, ejusque Status & Dominia compactis, & limitatis Communionibus nullum præjudicium adferre debet, imò perpetuum illis robur addit & præstat.

XV. Hoc Fœdus triplex in nullo deroget illi, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem & Regiam Majestatem, Regnumque Poloniæ, & Magnum Ducatum Lithuanie scorsim præcedente anno idem est, sed unum, non minis quam alterum respectivè in omnibus Articulis, Punctis, & Clausulis in suo robore sanctum & inviolabile maneat.

XVI. Diplomata Ratificationum hujus Confederationis Domini Commissarii & Legati Plenipotentarii mutuo in Aula Cæsarea intra Mensis spatium, vel citius commutabunt.

In quorum fidem nomine Aug. Sææ Majestatis Cæsareæ, & Serenissimæ Regiæ Majestatis Poloniæ, Magni Ducis Lithuanie, uti etiam Serenissimæ Reipublicæ Venetæ Literis Plenipotentiarum mediis: Nos Commissarii Cæsarei Plenipotentarii, & nos Legati Plenipotentarii, Regius & Venetus, manibus propriis hæc subscripsimus, & Signis munivimus.

Actum in Arce Licenti die 5. Mensis Martii Domini millesimo sexcentesimo octogesimo quarto.

XL.

*Contrat de Mariage, de VICTOR AMEDÉE, 9. Avril.
Duc de Savoie, avec la Princesse ANNE, Fille FRANCE
du Prince PHILIPPE, Duc d'Orléans, Frere Uni-
que de LOUIS XIV. Roi de France. Fait à SAVOYE.
passé à Versailles le 9. Avril 1684. [FREDER.
LEONARD. Tom. IV.]*

AU nom de Dieu le Createur. Soit notoire à tous, que tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, conacions à tres-haut & tres-puissant Prince Victor Amedée, Duc de Savoie, les témoignages d'estime que Sa Majesté fait de sa personne, de l'affection & tendresse qu'elle a pour lui, & de la singulière consideration qu'elle fait de sa Maison, non seulement par tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs siècles, entre la Maison de France & celle de Savoie; mais aussi à cause du constant attachement que tres-haute & tres-puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoie, Mere dudit Seigneur Duc, a fait paroître pendant le temps de sa Regence aux interets de Sa Majesté, & qu'elle a si bien inspiré audit Seigneur son Fils, que Sa Majesté ne peut douter qu'il ne continué dans les mêmes sentimens. C'est aussi pour estreindre de plus en plus cette union & parfaite liaison, & pour la perpetuer à la gloire de Dieu, à l'avantage du nom Chretien, & au commun bien des Peuples & Etats qui sont soumis à l'obéissance de Sa Majesté & dudit Seigneur Duc, que Sa Majesté a eu bien agreable la demande que ledit Seigneur Duc lui a fait faire par son Ambassadeur, de tres-haute & tres-puissant Princesse Anne, Niece de Sa Majesté, & Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Philippe, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orléans; & de deslinée tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orléans: Et comme Sa Majesté a pour cette Princesse toute la tendresse & l'affection que meritent les grandes & aimables qualitez qu'elle possede, Sa Majesté a cru ne pouvoir mieux procurer l'avantage & le contentement reciproque de deux personnes qui ont l'honneur de le

tout-

ANNO 1684. toucher d'une parenté si proche, qu'en les unissant par le Mariage.

C'est dans cette vue qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui dudit Seigneur Duc de Savoie, convenir des Articles & conditions nécessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, suivant le contentement qu'en a donné nostre Mere sainte Eglise, en levant l'empêchement que les degrez de parenté dont madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc s'attachent, y pouvoient apporter. Lesquels Articles & conditions auroient esté signez & arrestez suivant les Pouvoirs respectifs dedit Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Duc de Savoie.

C'est par ces mêmes motifs qu'en présence, & du contentement & vouloir de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; de tres-haut & tres-puissant Prince Philippe, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans; de tres-haute & tres-puissante Princeesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans; & en présence aussi de tres-haut & tres-excellent Prince Louis Dauphin de France; de tres-haute & tres-excellente Princeesse Marie Anne Chrestienne de Baviere, Epouse & Compagne de mondit Seigneur le Dauphin; de tres-haut & puissant Prince Philippe d'Orleans, Duc de Chartres; de tres-haute & puissante Princeesse Elisabeth Charlotte d'Orleans; de tres-haute & puissante Princeesse Anne Marie Louise d'Orleans, Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes; tres-haute & puissante Princeesse Marguerite Louise d'Orleans, Grande Duchesse de Toscane; tres-haute & puissante Princeesse Isabelle d'Orleans, Duchesse de Guise; tres-haut & puissant Prince Henri Jules de Bourbon, Duc d'Anguien, Grand Maître de la Maison du Roi; tres-haute & puissante Princeesse Anne Palatine de Baviere, Duchesse d'Anguien; tres-haut & puissant Prince Louis Armand de Bourbon, Prince de Conti; tres-haute & puissante Princeesse Marie Anne de Bourbon, Legitimée de France, Princeesse de Conti; tres-haut & puissant Prince François-Louis de Bourbon, Prince de la Roche-sur-Yon; tres-haute & puissante Princeesse Marie Therese de Bourbon; tres-haut & puissant Prince Louis Auguste de Bourbon, Duc du Maine, Legitimé de France, Colonel General des Suisses; tres-haute & puissante Princeesse Louise Françoise de Bourbon, Legitimée de France; tres-haute & puissante Princeesse Charlotte Seguiere, Veuve de tres-haut & puissant Prince Henri de Bourbon, Legitimé de France, Duc de Verneuil, d'une part. Et de tres-haut & puissant Seigneur Messire Thomas Felix Ferrero, Marquis della Marmora, Comte de Chiavio, Seigneur de Buriane, Bertin & Pralorne, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Gouverneur & Lieutenant General du Duché d'Aouste, Ville & Province d'Ivrée, Ministre du Conseil d'Etat & Ambassadeur de tres-haut & tres-puissant Victor Amedée, Duc de Savoie, muni de son Plein-pouvoir, d'autre part. Les Conventions & Traité de Mariage entre madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc de Savoie, ont esté accordez & arrestez ainsi qu'il ensuit.

I. C'est à sçavoir, que Sa Majesté promet de donner en nom & loi de Mariage, madite Damoiselle Anne d'Orleans sa Niece, à ce presente & contentant, sous l'autorité & contentement de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, à mondit Seigneur Victor Amedée, Duc de Savoie, suivant les Constitutions de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine. Comme aussi ledit Sieur Ambassadeur promet au nom dudit Seigneur Duc, de prendre madite Damoiselle Anne d'Orleans, à Femme & Epouse, pour être ledit Mariage solennisé en face de sainte Eglise, le plutôt que faire se pourra, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté, par celui qui sera chargé de la procuration dudit Seigneur Duc de Savoie.

II. En faveur duquel Mariage Sa Majesté a donné & constitué à madite Damoiselle d'Orleans sa Niece, la somme de neuf cens mil livres, laquelle somme sera composée de celle de dix-neuf mil deux cens quatre-vingt cinq Jacobus & trois quarts monnoye d'Angleterre, faisant monnoye de France deux cens soixante dix mil livres, & interêts d'icelle, qui est encore due

TOM. VII. PART II.

par le Roi de la Grande Bretagne, pour la moitié qui appartient à madite Damoiselle; pour être ledits interêts exigez du jour seulement du deces de ladite Dame Duchesse d'Orleans. Et comme ladite femme de deux cens soixante-dix mil livres avec les fudits interêts, ne pourra faire celle de neuf cens mille livres; Sa Majesté promet de faire paier de ses propres deniers la somme entiere de neuf cens mil livres; Sçavoir trois cens mil livres contant, trois cens mil livres dans le dernier de Juin, & les autres trois cens mil livres dans le dernier Septembre prochain: desquelles sommes & paiemens le Roi demeurera garant; & dont moienant ladite garantie, & les paiemens aux termes fudits, ledit Sieur Ambassadeur se tiendra pour content, & en quittera Sa Majesté & tous autres.

III. Et moienant ladite constitution dotale faite par Sa Majesté, madite Damoiselle future Epouse, sous l'autorité de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, & d'abondant autorisée en tant que besoin seroit dudit Seigneur futur Epoux, a renoncé & renonce par ces presentes, à ladite femme de deux cens soixante-dix mil livres, & audits interêts deus par le Roi de la Grande Bretagne, au profit de Sa Majesté, & à tous autres Droits successifs à elle échus par le deces de feué Madame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere.

IV. Et de plus mondit Seigneur le Duc d'Orleans donne à madite Damoiselle sa Fille, la somme de trois cens mil livres; Sçavoir, soixante mil livres en bagues & joiaux, & deux cens quarante mil livres à prendre sur les interêts qui lui appartiennent de la Dot de feué madite Dame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere, deus par le Roi de la Grande Bretagne.

V. Moienant quoi madite Damoiselle future Epouse, du contentement & agrément de Sa Majesté, & autorisée comme dessus, a renoncé & renonce à tous Droits successifs paternels, & autres qui lui pourroient échoir.

VI. Lesdites sommes de neuf cens mil livres d'une part & de trois cens mil livres d'autre, demeureront propres à madite Damoiselle; & aux siens de son coûté & ligne: & sera ladite constitution dotale assurée & assignée, comme dés-à-present ledit Sieur Ambassadeur en vertu de la procuration dudit Seigneur futur Epoux, l'assure & assigne sur tous & un chacun les Biens & Etats dudit Seigneur Duc, & spécialement sur la Ville & Province de Bielle, dont madite Damoiselle future Epouse & ses Enfants, pourront entrer & se mettre en possession dès l'instant de la dissolution dudit Mariage, & prendre à leur profit les fruits & revenus de ladite Ville & Province, jusqu'à la restitution entiere & parfaite de ladite femme de neuf cens mil livres d'une part, & trois cens mil livres d'autre, & sans diminution d'icelles.

VII. Ledit Seigneur futur Epoux donnera à madite Damoiselle future Epouse des bagues & joiaux jusques à la valeur de six vingt mil livres, lesquels avec ceux qui seront portez par madite Damoiselle future Epouse, lui demeureront aussi propres, & aux siens de son coûté & ligne.

VIII. Donnera ledit Seigneur futur Epoux à madite Damoiselle future Epouse, entretenement pour son état & maison, tel qu'à sa qualité & condition peut appartenir, & icelui assignera sur rentes & revenus affiliez au contentement de madite Damoiselle future Epouse, jusqu'à la somme de cent mil livres par an.

IX. Ledit Seigneur futur Epoux a doité & doit madite Damoiselle future Epouse pour Douaire prefix de la somme de quarante mil livres par chacun an, à icelui avoir & prendre sur la Ville de Saintia & son Mandement, avec Pouvoir de nommer aux Offices, Benefices, & autres Droits & Prerogatives appartenans audit Terres, qui n'entreront dans l'évaluation de ladite femme de quarante mil livres; & si les revenus de ladite Terre ne montent à ladite somme, ce qui s'en defaudra sera fourni & remplacé sur d'autres Terres & Seigneuries de proche en proche; duquel Douaire madite Damoiselle future Epouse demeurera saisi du jour du deces dudit Seigneur futur Epoux, sans qu'elle soit tenué d'en faire demande en Justice.

X. Et en outre a esté accordé que madite Damoiselle future Epouse aura pour habitation une Maison meublée

ANNO 1684.

ANNO blée convenablement à sa qualité & dignité, le tout
1684. sans diminution dudit Douaire.

XI. Arrivant la dissolution dudit Mariage par le predecès dudit Seigneur futur Epoux, sera loisible à madite Damoiselle future Epouse de demeurer dans les Etats de Savoie, ou de retourner en France: & en l'un & en l'autre cas elle reprendra ladite constitution dotale, & ses bagues & joiaux, ensemble tout ce qui lui sera échue pendant ledit futur Mariage par succession, donation ou autrement, & jouira d'édits Douaire, habitation & de l'ameublement d'icelle, le tout franchement & quittement, sans être tenu d'aucunes dettes encore qu'elle se fust obligée, dont les Heritiers & Successeurs dudit Seigneur futur Epoux seront tenus de l'acquitter & indemnifier, & faire en sorte qu'elle ne soit point recherchée ni inquiétée pour ce regard.

XII. Et en cas de predecès de ladite future Epouse, ses Enfants reprendront pareillement, & pourront faire porter en France ladite constitution dotale, bagues & joiaux, & tout ce qui lui sera échue pendant ledit Mariage, & aussi franc & quitte de toutes dettes.

XIII. Et avenant le predecès de madite Damoiselle future Epouse sans Enfants, ses Heritiers & aians cause, & ceux au profit desquels elle aura disposé de ses Biens, pourront faire ressaier en France les bagues & joiaux de madite Damoiselle future Epouse, ensemble tout ce qui lui sera venu & échue pendant & constant ledit Mariage, par succession, donation ou autrement, mesme les deux tiers tant de ladite somme de neuf cens mil livres, que de ce qui sera reçu de celle de trois cens mil livres, constituée aussi en Dor par mondit Seigneur le Duc d'Orléans.

XIV. Sera madite Damoiselle future Epouse conduite aux frais de Sa Majesté comme il convient à une personne de sa qualité, jusques aux frontieres du Pais dudit Seigneur futur Epoux au tems qu'il sera avisé, où madite Damoiselle future Epouse sera pareillement accueillie & receuë de la part dudit Seigneur futur Epoux comme il appartient.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se font les Parties obligées & obligent avec tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, presens & à venir, sans jamais y contrevenir; promettant ledit Sieur Marquis Ferrero, Ambassadeur dudit Seigneur Duc de Savoie audit nom & en vertu de ses Pouvoirs & Procurations, de faire les presentes ratifier & approuver par ledit Seigneur Duc, & en fournir les Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems de deux mois, à compter du jour & date des presentes, renonçant reciproquement ledites Parties à toutes Ordonnances, Loix, Coutumes & choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré pardevant Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expéditions necessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Versailles le 9. jour du mois d'Avril 1684. pardevant Nous Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté.

Signé,

COLBERT, & COLBERT.

XLI.

23. Avril *Traité fait du consentement du Tres-puissant Empereur de FRANCE; entre Nous les tres-illustres Bacha, Divan & Milice d'ALGER, & le Sieur DENIS DUSAULT, auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du vingt-troisième Avril 1684.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. **N**ous declaron ledit Dufault Proprietaire incommutable des Places du Bastion de France, la Calle, Cap de Rose, Bonne, Staros, le Collo, Bougie, Giger, & autres en dépendantes; excluant dès à present & à toujours toute autre personne d'y pretendre, ni de faire aucun Commerce sans son aveu & permission expresse.

II. Il est defendu à tous Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres & autres Bâtimens de donner aucun

empêchement, ni faire aucunes visites à tous ceux qui vont audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Batteaux qui seront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, seront ledits Bâtimens & Gens, Argent & Marchandises relâchez, à la requisi-
ANNO 1684.

ANNO 1684. III. Et attendu que ledit Bastion, la Calle & Cap de Ro'e sont fort délabrez & abandonnez, il luy est permis de les reparer & remettre en leur premier état, & de prendre sur les lieux tout ce qui lui sera necessaire pour cela; Et d'autant qu'un Moulin à vent ne suffit pas pour faire les farines necessaires à la subsistance des Places, parce que le vent de la terre manque souvent, Nous permettons audit Dufault de faire bâtir un Moulin sur chacun des Monts dudit Bastion & de la Calle, lesquels il fera enclore d'une muraille pour empêcher les insultes que les Mores du Pays y pourroient faire.

IV. Arrivant quelque Differend ou Guerre entre les Mores, qui empêchent ledit Dufault d'avoir du bled pour nourrir les gens qui seront dans ledits Places, il luy sera permis d'en prendre à Bonne ou autres lieux de ce Pays, en payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des femmes & enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cayd de Bonne trois mille Paques par an, en six payemens égaux, & le premier commencera en même temps que celui d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du temps du Sieur Sanfon, cessant toutes les introductions faites depuis, & ne pourra ledit Cayd ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Il ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni de sortie. Défendons à tous les Habrains de vendre à autre qu'audit Dufault, cires, cuirs, laines, suif, ni autres Marchandises, non plus que les cuirs des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du temps de Sanfon, ni les cuirs qui resseront après la provision de ladite Ville, à peine de confiscation au profit de nostre Douane. Ses Batteaux pourront charger des Courcouffons, & autres provisions pour les Habrains des Places. Pourra y tenir un Prestre pour y dire la sainte Messe, ainsi qu'audit Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & generalement faire toutes les choses comme du temps de Sanfon.

VII. Est permis audit Dufault de faire pêcher le Corail au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Giger & Bougie, sans qu'on luy puisse donner aucun empêchement; mais luy sera donné ayde & assistance, & fourni les vivres & autres choses dont il aura besoin, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cayd du Collo prendra pour tous droits dix pour cent, pour l'argent que ledit Dufault enverra audit lieu, pour acheter les cuirs & les cires dépendantes du Bey de Constantine, moyennant quoy est expressement defendu audit Cayd de prendre aucun autre Droit, & à tous les Marchands qui apporteront à vendre des cires de les falsifier ni les vendre, non plus que les cuirs & autres Marchandises à aucuns Mores ni Chrestiens, mais seulement audit Dufault, d'autant que cela est contre la bonne foy & nostre parole; & y contrevenant seront les Marchandises confiscuées au profit de nostre Douane. Ordonnant par expres audit Cayd & à l'Agâ dudit Collo, de tenir la main à l'execution du present Article, à peine d'en répondre en cas de plainte du connaire de la part dudit Dufault.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lyfnes & Tributs, ne seront sujets à aucuns Droits, non plus que ce qui sera envoyé en cette Ville pour la subsistance de son Agent, lequel il sera permis audit Dufault de changer quand il le trouvera à propos. Et est defendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque differend qui causât rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dufault ne fera point inquieté ni recherché dans son établissement, n'enten-
dant

15. Avril 1684. dant point mesler une cause particuliere avec la generale, ni les affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi, mais fera ledit Dufault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouissance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qui en revient à la Paye des Soldats, & à tous les Habitans de ce Royaume.

XI. Promet ledit Dufault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, & autres lieux de la Cote, sans qu'on le puisse contraindre à prendre des cuirs, ni des cires des fonduees ni autres Marchandises contre sa volonte.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la defunion & mes-intelligence des Associez, qui ont precede le present Traite a cause plusieurs desordres, & que les Lynes & Tributs n'ont pas este payees à nostre Douanne, ni au Cayd de Bonne, aux termes portez par nostre Ottoman, Nous defendons audit Dufault d'admettre personne dans sa Societe, sans nostre consentement exprès; & pour cet effet defendons aussi à toutes personnes d'aller dans ledites Places que du consentement dudit Dufault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dufault & aux siens, le defendons à tous autres sans son consentement; à la charge de payer à nostre Divan trente-quatre mille doubles d'or par chacune annee, en six payemens egaux, qui se feront de deux mois en deux mois, au moyen de quoy nous promettons de maintenir ledit Dufault & les siens, en paisible possession & jouissance dudit Bastion, & Places en dependantes.

XIV. Et voulant aucunement reconnoitre les peines & foins, voyages & depenses que ledit Sieur Dufault a faits pour parvenir à la Paix que nous avons conclue ce jourdhuy par sa Mediation avec l'Empereur de France, & dont il reste encore chargé de l'execution d'icelle, Nous luy accordons par ces Presentes deux annees de franchise, sans payer aucune Lynne à nostre Divan & Bey de Constantine, ni au Cayd du Collo, mentionné au present Traite, lesquelles commenceront au premier Aoust prochain, dont nous le déchargeons dès-à-present, & promettons l'en faire décharger par ledit Bey de Constantine & ledit Cayd du Collo; & ledites deux annees passees ledit Dufault payera ledites Lynnes d'ordinaire à nostre Divan, Bey & Cayd, aux termes portez par le present Traite. Fait double, & publié en la Maison du Roy, le Divan assemble, où estoient les tres-illustres Ismaïl Bacha; Agy, Hufion, Dey Gouverneur, l'Aga de la Milice, & les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le vingt-troisieme jour d'Avril 1684, & de l'Egire le huitieme de la Lune de Gumazalevel 1095. Notre foy est foy, nostre parole est parole, avec les Seings & Tapis du Bacha & du Dey.

Signé,

DUSAULT.

XLII.

15. Avril 1684. Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France LOUIS XIV. au Bacha, Dey, Divan, & Milice d'ALGER. Signez le vingt-cinquieme Avril, 1684. Avec le Formulaire des PASSEPORTS dont les Vaisseaux François seront porteurs, & du CERTIFICAT du Consul de la Nation Française à Alger. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand-Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoye exprès à la Porte, pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

TOM. VII. PART. II.

II. Toutes courtes & sales d'hospitalité, tant par Mer que par Terre, cesseront à l'aveir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France, & les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Roiaumes, & naviguer en toute seureté, sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu de part & d'autre, de la restitution de tous les François detenus Esclaves dans le Roiaume & domination d'Alger, & de ceux du Corps de la Milice dudit Royaume qui sont sur les Galeres de France, suivant les Rolles qui en seront fournis; le Sieur Dufault, Gouverneur du Bastion de France, fe chargeant en son nom d'amener ledits Esclaves du Corps de ladite Milice, par des Batimens exprès; & le Divan & Puissances d'Alger, de rendre tous les Esclaves François dans le moment dudit échange; & dès à present toutes les Prises qui seront faites depuis le jour de la conclusion du present Traite, seront rendues reciproquement de part & d'autre, sans qu'on puisse, sous quelque pretexte que ce soit, retenir aucuns Batimens, argent, Marchandises, ou robes, ni les Gens trouvez sur ledites Prises.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, ou dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Batimens navigant sous l'Estendard de France, & les Passeports de Monseigneur l'Admiral, conformes à la Copie qui sera transcrite en fin du Traite, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrester, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots necessaires pour la conduite, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que ledites deux Personnes dans ledits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant: Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui est établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe en fin du present Traite.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & marchands, tant de France que d'Alger, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages, en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant au prix ordinaire & accoutumé, dans les lieux où ils auront relaché.

VII. S'il arrivoit que quelques Marchands François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Roiaume, fussent attaquez par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Fortresses, ils seront defendus & protegez par ledits Châteaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: & la même chose s'excutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étendu de dix lieues des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Alger, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussi-tôt en liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves; même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis, & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, misent à terre des Esclaves François.

IX. Ledits Bacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger, donneront dès à present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François, au meilleur prix qu'il se pourra: Et pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans dudit Royaume d'Alger.

ANNO 1684.

K 2 X. Tous

ANNO 1684. X. Tous les Eclaves François, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à présent dans l'étendue dudit Royaume d'Alger, qui ont été pris, non seulement depuis le 18. Octobre 1681. mais même depuis le Traité fait entre l'Empereur de France, & le Bacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger, au mois de Février 1670. seront mis dans une pleine & entière liberté, sans aucune rançon; & pour cet effet il sera permis au Commissaire que ledit Chevalier de Tourville choisira, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagnes, & autres lieux où sont retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté: & en cas que par négligence ou autrement il en fut oublié quelques-uns, ils seront restitués aussitôt qu'ils seront demandés, encore que ce fut long-temps après le présent Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription sur cet Article.

XI. Et à l'égard des François qui ont été pris avant ledit Traité de 1670. a été convenu qu'ils seront tous rachetés, en payant trois cens livres pour la rançon de chacun, quelque somme qu'ils aient été payez par leurs Patrons.

XII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni particulièrement les François pris sur les Vaisseaux étrangers, ne pourront être faits Eclaves sous quelque prétexte que ce puisse être, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auroient été pris se seroient défendus; Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume d'Alger, & des Sujets dudit Royaume, sur des Vaisseaux étrangers.

XIII. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Costes de la dépendance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui y auront été employés, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XIV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement, sans payer aucune chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit Royaume: Et il en sera usé de la même manière dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France; & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises que par entrepôts, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XV. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François, aux Corsaires de Barbarie qui seront en guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: Et seront lesdits Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, déseigné à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronné de France. Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets.

XVI. Les François ne pourront être contraints pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger, pour assister les Marchands François dans tous les besoins; & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion. Et aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les Différends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger, en puissent prendre aucune connoissance.

XVIII. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & d'aller librement à bord

des Vaisseaux qui seront en Rade, toutefois & quantes qu'il lui plaira.

XIX. S'il arrive quelque Différend entre un François & un Turc ou More, ils ne pourront être jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, ou par le Commandant dans les Ports où les Différends arriveront.

XX. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis & mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs, dudit Royaume d'Alger, qui voudront s'établir en France.

XXI. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les provisions, vivres & marchandises nécessaires à sa maison.

XXII. Tout François qui aura frappé un Turc ou More, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeler ledit Consul pour défendre la cause dudit François; & en cas que le François se sauve, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXIII. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après un déni formel de Justice.

XXIV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, enverront quand ils l'estimeront à propos une personne de qualité d'entre eux résider à Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au présent Traité, auquel sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXV. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny, & les Armateurs responsables.

XXVI. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont présentement en Mer ont été pris quelques Bâtimens François, ils seront rendus aussitôt qu'ils seront arrivés en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & robes des équipages, & il en sera usé de même, si les Bâtimens François avoient pris quelque Bâtiment de ladite Ville d'Alger.

XXVII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger, aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué, à proportion de la marque de commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup; bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXVIII. Si le présent Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Chevalier de Tourville pour l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestés pendant le tems de trois mois.

XXIX. Les Articles cy-dessus seront ratifiés & confirmés par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, pour être observés par leurs Sujets pendant le temps de cent ans; & afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, seront publiés & affichés par tout où besoin sera.

Passeports dont les Vaisseaux François seront porteurs.

Louis Alexandre, Comte de Toulouse, Admiral de France; A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & passeport à Maître du Vaisseau nommé _____ du port de _____ chargé de _____ & armé de _____ après que visitation de _____ aura été bien & dûement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de

ANNO 1684.

ANNO de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contrefaire par le Secretaire de la Marine. A Paris, le
1684. jour de mil fix cens quatre-vingt

Signé.

LOUIS ALEXANDRE, Comte de Toulouze
Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur, LEFOUIN

Est scellé.

Certificats du Sieur Consul de la Nation Française
à Alger.

NOUS Consul de la Nation Française à Alger,
Certifions à tous qu'il appartiendra, que le Vaisseau nommé commandé par du port de ou environ, étant de présent au Port & Havre de appartenant aux Sujets du Royaume d'Alger, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Alger, le jour de mil fix cens quatre-vingt

Signé.

Fait & publié en la Maison du Roy à Alger, le Divan assemblée, où estoient tres-illustres & magnifiques Seigneurs Ismaël Pacha, Hagdi Hussein, Dey Gouverneur, l'Agâ de la Milice, le Musty, les deux Cadis, les Gens de Loy & de Justice, & toute la Victorieuse Milice: En présence des Sieurs Hayer, Conseiller du Roy en ses Conseils, Commissaire General des Armées Navales de Sa Majesté, en lieu & place de Monsieur le Chevalier de Tourville; Dufault Propriétaire du Bâtiment, & de la Croix, Secrétaire Interpretre de Sa Majesté es Langues Orientales. qui a lu le présent Traité audit Divan le jour de la publication de la Paix, huitième de la Lune Giumazelev, l'an de l'Hégire 1097, qui est le vingt-cinquième Avril 1684. Notre foy est foy, & nostre parole est parole, avec le Seing & Sceau du Bâcha.

Signé.

LE CHEVALIER DE TOURVILLE.

Et plus bas:

Par Monseigneur, SICARD.

XLIII.

Mai. Traité van Vrede, Navigatie, ende Commerce, tusschen MULEY ISMAEL, Monarch beroemt, Koning van Arabia en Tranquia, Keiser van Marocco ter eenre, ende de Hoog: Mog. Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN ter andere zyde gemaackt. Getranslateert eerst nyt d'Arabische taal in 't Spaansche, en dan nyt het Spaansche in 't Nederduytsch. Exhibitum * den 5. Mai 1684. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces Unies.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre MULEY ISMAEL, Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part, & les Hauts & Puis-

* Quatre diferentes Dates se trouvent en ce Traité, & la principale, celle de la Signature en Hollande y manque.

La Prem^{re} est Date du 13. du Mois Dulajja 1093. est une Date de l'Hégire, suivant le Stile des Arabes, qui se rapporte au Mois de Novembre 1682.

La Seconde Date du 28. du Mois Jyar de Pan de la Cremon 5444. appartient à la Periode Judaïque, & se rapporte au Mois d'Avril ou de Mai 1684.

La Troisième du 4. Mai 1684. est celle de la Traduction faite de la Langue Espagnole en Langue Hollandoise.

Et la Quatrième du 5. Mai 1684. est celle du jour que le Traité fut présenté & lu en l'Assemblée de L. H. P. [D u m.]

sants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas d'autre part. Traduit
premierement de l'Arabe en Espagnol, & en suite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le 5.
Mai 1684.

Traaht met den Keyser van Marocco, nyt het
Spaansch vertaalt, getranslateert nyt de Arabische Taal,

Inden naeme van de Almogenden ende Genadigen
Godt,

(Zegel)

Godt sy geloofd.

NOitie van de Accorden van de Vreede, waer door de Vreede ende die gerustheyt sal volgen tusschen den Monarch beroemt, met den Swaarde van de aeternatie en glory gewapent, den glorieusen Koning van Arabia en Tranquia, onsen Meester, Heer van de getrouwe verweerder van de Moorsdom, Oorloger over de taken van den Heer der Werelden, verheven in geestmeerden Edeldom, acquirerende redemptie Muley Ismael, aen wien den souverainen Godt helpe en conserveer sijn possessie (Croon) continuerende daer inne syne successie, tot den dagh van den finalen Oordeel. Ende tusschen de Mogende (krachtigen) Duytsche Staten, ende den Prince van Oragne.

I. Eerste Accord, van den dagh af dat het adjustement sal sijn geestueert, ende dat voor den Coningh onsen Heere, die God helpe, securiteyt sal sijn rakende de poincten van de Vreede, sal tusschen hem ende U sijn (wesen) perfecte geheele Vreede, ampele getrouwigheyt ende stercke (vast) verseeckeringe van wederijden tot gerustheyt van de Kooplyuden, ende tot genoegen van de vreesende.

II. Alle de Schepen van de Staten ende hun Vassallen, het sy Christenen of Jooden vermogen in te komen, wanneer sy sullen begeeren (gelieven) in de Havens, die onder het Gebiet staan van den Coningh onsen Heer, die Godt helpe, en vermogen daer in te blyven soo veel tyds, als sy sullen willen (gelieven) ende daer nyt vertrecken als sy sullen willen (gelieven) ende kopen en verkopen, in het gantsch (geheel) Gebiedt (Dominium) van onsen Coningh, voor haar reekeninge en carge (risico) mits betalende de ordinaris gerechtigheyt, als van oudts, de tiende van in en uytgen, ende van haar niet anders sal werden geeycht, ende de koopmanschap die van het Schip niet sal werden gelost, 't sy om dat sy hun reekeninge niet en vinden, ofte om andere reden en begeere van den eygenaer, ende dat hy die in sijn Land wil brengen, sal hy dat mogen doen, sonder dat het selve hem iets sal kosten, ende indien in Moorenland eenige van de Vassallen van de Staten mochten wesen met sijn familie, die wilde vertrecken ende naar sijn Land gaen, sal het selve mogen doen, met sijn gantsche familie, ende kinderen ende met het geene hy sal begeeren, weynig of veel, sonder dat sig ymant daer regens sal oppoteren nog quaad doen. En de goederen van Contrabanden, als Plancken, Zeyldoeck, Touwen, Balcken, ende ter Zee dienende dingen, ende vervolgens Oorlogs gereetschap, als Bulcruyt, Salpeter, vuur Roers en Degens, alles is vry van de gerechtigheden, ende alle de Hollandische Kooplyuden sijn vry (en liber) in alle Havens van onsen Coningh, die God helpe, en sijn land augmentere.

III. Soo de Schepen van onsen Coningh, die God helpe, ofte Schepen van sijn Vassallen in 't Gebiet, ende van alle die geene, die onder sijn door God verheven Vlagge staan, in Zee reconfreren met Schepen van de Staten ofte van haar Vassallen, en Gebiet, ofte van de Kooplyuden, Christenen, ofte Jooden, niet sullen werden gemolest met de minste molestie, nogte ongenoege, nog de goederen te vlieten nog enig delay in 't bevorderen van hunne reyse te veroorlofken; En indien in eenig Schip eenig Passagier mogte zyn van de een ofte andere Natie, is gecomprenheender in de Accorden van de Vreede soo en als sijn de eygenaers van de Schepen, en de securiteyt van sijn persoon en goet sonder eenige oppositie.

ANNO
1683.

IV. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer, die God helpe, ofte van sijn Vassallen, eenig Schip van de Staten of haer Vassallen recontreerde, ende willende malkanderen preyen, sal een Man in een Boot met Matroosen gaen, ende vernemen, ende den Capiteyn (Schipper) sijn Passeport toonende, sal daer tegens geen replique sijn, ende willende de Man van de Boot op het Schip gaen, sal hy dat alleen moeten doen, ende insgelix toonende den Atraz (Captain) een't Hollandische Schip, geschrifte by den Consul geteykent, die sijnent wegen certificeert, sal daer over oock geen replique sijn, en yder een sal sijn voyage vervolgen, waer naer toe hy sal begeen.

V. Soo een Schip vande Koningh, onsen Heer, die God helpe, recontreert met Schepen van de Staten, of haer Vassallen, ende dat daer in een persoon sal werden gevonden van haer of andere Natie, dat hy uyt sijn Schip niet sal behoeven te vertrecken, en op een ander te gaen.

VI. Of het gebeurde dat eenig Schip van de Staten ofte haere Vassallen en Koopluyden, op een droogte quam te geraken, in een Haven van den Coningh onsen Heer, sal in sodanigen vrydom (securiteyt) sijn, als hy in Zee is (of was) hebbende, ende is den Gouverneur van die Haven gehouden met die van het vast geraakte Schip de Goederen te bergen, ende alles te bekomen wat daer sal sijn, sonder hem te verlaten, op dat het niet verloren sal gaen, oock sal het van die van de Haven niet werden gemolesteert.

VII. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer, ofte van sijn Vassallen uyt een Haven quam die van sijn Gebiet niet en is, recontreerde met eenigh Schip van de Staten, ofte van haer Vassallen, ende siende dat het in battaille met sijn Vyand is, sal hem defenderen.

VIII. Dat geen Schip te kaap varende van den Coningh onsen Heer, ofte van sijn Dominium (Gebied) sal vermogen te naderen de Landen ofte Havens van de Staten en haer Gebiet (Dominium.)

IX. Soo een Kaper, die niet en is onder het Gebied van den Coningh onsen Heer die God helpe, een Duytsch Schip van de Staten of van haer Vassallen sal hebben genomen, ende in een van de Havens van den Coningh onsen Heer sal komen, den Gouverneur van de Haven sal niet toestaen dat het daer werde verkocht, ende sels niet in die Haven yets van de prys te lossen.

X. Soo een Kaper vande Staten, ofte van haer Gebiet, een prys van andere Christenen, waer mede sy Oorlogh hebben, ende daer mede quam in een Haven vande Coningh onsen Heer, ofte van sijn Gebied, sal deselve Kaper vermogen sodanige prys verkopen, soo als hy sal begeeren, sonder datter oppositie sal werden gedaen, en sal in de Haven soo langh mogen blijven als hy sal willen, sonder te betalen Ancker-geldt, noch andere Regten die Koopvaerdy-Schepen gewoon sijn te betalen, ende indien sy Victualie van doen hadde, sal men die aen hem geven à pris courant.

XI. Soo eenige Kaper van de Staten buyten de Haven op de Rhee arriveert, is den Capiteyn of Consul verobligeert den Gouverneur van die Haven te adverteren, op dat die geene die een Christen Slaaf is hebbende, deselve beware, ende indien hy daer naer quam te vlieden, sal hy van de Consul, ofte van andere Duytsche Koopluyden die in onse Landen resideren niets hebben te pretenderen, ten ware datter apparente suspitie mogte wesen, dat den Capiteyn deelachtigh aen het delict was, in sulken geval sal den tegenwoordigen Consul aen de Staten schryven, en haer van de saecken Notificatie geven, op dat sy te wet mogten brengen, dat den eygenaer van de Slaaf, niet komt te veriesen.

XII. Van dien dagh af dat de Vreede sal sijn geëffectueert, sal geen Christen of Jood vande Vassallen van de Duytsche Staten Slaaf konnen werden gemaakt, in het gantich (geheel) Gebied van den Coningh onsen Heer, die God conserveere, ende vervolgens sijn de Staten niet gehouden te lossen de Duytsche Slaven, die voor date van de Vreede tot Slaven sijn gemaect, schoon het een Slaaf vande Coningh ofte sijn berde mogte wesen, ten ware sy goetwillig een expedite persoon wilsenden, omme die te lossen, ende die geene die door sijn middel sullen werden geleet, sal het loze van uytgaen en kosten werden gemolesteert, maer die geene die door middel van pincdure sullen werden geleet, sullen de gewoonlycke Regten in't geheel betalen, ende alle de Gedeputeerden en personen, die met taken van de Staten sullen komen, sullen werden ontaangen

geestmeert ende gerepseert, ende sal met haer werden gehandelt, soo als wy gewoon sijn te doen met andere, met dewelcke wy in Vreede sijn.

ANNO
1683.

XIII. Soo eenig Duytsch of Joods Kooptman in het Gebied van de Koning onsen Heer die God helpe, komt te sterfen, naer latende eenig goetd of geldt, indien den overleden Erfgaemmen heeft, sal alles voor hen wesen, ende soo hy Testament gemaect heeft, sal het (selve) werden geobferviert, soo als hy sal ordonneren, ende soo hy geen Testament heeft gemaect, soo sal dan alles blijven ter bewind van de Consul ende een ander Duytsch Kooptman, van die geene die ter Plaats resideren; Ende sy sullen Noitie nemen van't geene hy heeft naergelaten, ende het sal onder haer blijven gedeposeert, tot dat die geen sal komen, die het naer Regten sal compereren, ende den Gouverneur van de Plaats sal sijn hier mede niet hebben te bemoeven, nog geen ander persoon meer, als die hier boven sijn genoemt.

XIV. De Duytsche of Joodische Koopluyden, Vassallen van de Staat, sullen niet werden geconfringiert, koopmanfchappen aen te nemen, tot meerder prys als de selve waerdig sullen sijn, veel min sullen sy werden gedwongen koopmanfchappen te ontfangen, die haer niet sullen dienen, tot minder prys, en vervolgens sal men haer niet dwingen op Schepen te varen, die haer niet dienstig sullen wesen, oock sal den Consul noch eenig Duytsch Kooptman gehouden sijn voor een ander te betalen, ten ware sy Cautionarissen geregelyck waren gebleven.

XV. Wanneer questie sal ontfaan tusschen Duytsche, Christenen of Jooden, en andere, sullen sy voor het Gericht gaen dat by den Coningh onsen Heer, die God conserveere, aengeset is, ende soo de Questie tusschen hun buyden sels sal wesen, sal de Consul dat jueren, naer style onder haer gebruyckelyck.

XVI. Soo een Christen of Jood van de Vassallen van de Staaten een Moor quam te injurieren met woorden of met slaan, sal hy werden gejuergt als of hy een Moor was, en insgelyks soo den Moor de Duytsche injurieert.

XVII. Den Consul die by de Staaten sal wesen gestelt, residerende in de Landen van't Gebied van den Coningh onsen Heer, die God beware, sijn huys sal werden gerepseert, ende daer sal niemant mogen inkomen, als die geene die hy sal begeeren ende volkomen liberteit hebben, om sijn Religie te observeren, ende wanneer hy in't veld sal willen gaen wandelen, sal hy dat mogen doen, als hy sal begeeren, ende met wie hy sal willen, sonder dat sijn ymant tegens hem sal opposeren, ende insgelix sal hy vermogen buyten de haven te gaen, om met eenig Duytsch Schip te spreken, sonder dat hem dat sal werden verbooden.

XVIII. Soo een saecke quam te gebeuren, dat daer door de Vreede wierde gebrooken, de Duytsche Koopluyden, en den Consul sullen blijven in sodanigen Securiteit en Vreede, als van te vooren, en soo sy naar hun Landen wilden vertrecken met haer Goederen en Kinderen, sullen sy dat mogen doen, sonder dat yemant tegens haer sal opposeren.

XIX. Soo eenig Duytschman, Vassal van de Staten op een Schip varende van andere Volckeren, die met den Coning onsen Heer, in geen Vreede sijn, den selven Duytscher blyft onder de Accorden van de Vreede, ende sal die genieten, ende vervolgens oock wanneer een Moor, Vassal van onsen Coningh in een Schip van de Vyanden van de Staten sal werden gevonden.

XX. Wanneer de Vreede sal sijn geadjustiert in voegen als dese vooren stende Accorden, ende dat de Coningh onsen Heer, die God beware, deselve sal voltroeken ende gerepseert hebben, van die uyre af, sullen ophouden de violentien en vyandfchappen, die tusschen beyde Parteyen sijn geweest, ende sullen voorgelaten sijn de droefheden ende onlusten, ende daer sal een perfecte Vreede sijn, ende een permanent ende continuel Verdragh tusschen beyden syden, ende by alden naer dese Rancune eenigh schip mogte werden genomen, door gebreke van kennis, van wederzyden, sal het selve geheslyck werden gerepseert, in handen van den eygenaer.

XXI. Soo een Vassal van wederzyden eenigh Delict quam te doen, sal wel gestraft werden, ende de Vreede sal in hem vigen, op, en sonder eenige alteratie.

Alle dese Accorden en haer boven, vermeldt, die de Vreede binden, ende de geruyghtheyt perfectioenen, staen wy toe (concliteren) ende het verbaent werd gedaen

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut : Comme notre bien-Aimé & Féal, Conseiller en notre Conseil d'Etat, le Sieur de Mesmes, Chevalier, Comte d'Avaux, notre Ambassadeur extraordinaire en Hollande, en vertu du Pouvoir que Nous lui avions donné, auroit conclu, arceité,

ANNO 1684. arrêté, &c. signé à la Haye le 29. de Juin dernier, avec les Sieurs Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Rubroek, Benthuyfen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Quidland, &c. Noortwelle Deputé de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande, &c. de West frise, Haut-Bailly &c. Dykgrave de la Ville &c. du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, &c. Président dans leur Assemblée, Dykgrave de la Rivière de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman de Wymbritseradeel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la ville de Deventer, &c. Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée des Sieurs Etats Généraux, de la part des Etats de Hollande &c. de Westfrise, Utrecht, Frise, Overysfel &c. Groningue, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

A U nom de Dieu le Createur; A tous presens &c. à venir, soit notoire. Que comme tres-haut, &c. tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chrétien de France &c. de Navarre, n'a rien eu de plus à cœur que de faire cesser tous les différends qui alloient troubler le repos de l'Europe &c. de donner par ce moyen une seconde fois la Paix à la Chrétienté; Sa Majesté n'a rien obtenu de tout ce qui pouvoit en faciliter le rétablissement, même depuis la Declaration de Guerre qui lui a été faite par le Roi Catholique: Et comme Sa Majesté Tres-Chrétienne a été informée, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies témoignent un tres-grand desir de contribuer de tout leur pouvoir à un œuvre si salutaire, Elle leur a ouvert les expédiens qu'Elle a jugé de plus propres pour étendre le feu de la Guerre qui commençoit à s'allumer dans leur Voisinage, &c. qui mettoit non seulement toute leur Frontière dans un danger inévitable, mais qui étoit encore sur le point d'embraser tout le reste de l'Europe; Et afin que ces différends, dont les suites alloient être si funestes à la Chrétienté, puissent être plus promptement terminées, Sa Majesté a donné plein Pouvoir au Sieur de Mêmes, Chevalier, Comte d'Avaux, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, &c. son Ambassadeur Extraordinaire à la Haye, pour arrêter, conclure, &c. signer avec les Seigneurs Etats Généraux ou avec leurs Deputez, pareillement munis de Pleins-pouvoirs, les Articles qui seront jugés nécessaires pour parvenir à un prompt Accommodement avec l'Espagne; &c. lesdits Seigneurs Etats Généraux recevant avec une extrême satisfaction les témoignages que sa Majesté Tres-Chrétienne leur a si souvent donné de son affection, &c. répondant de leur part avec une entière confiance au desir sincère que Sa Majesté a de rétablir la Paix dans toute l'Europe, &c. d'asseurer particulièrement le repos de leur Frontière, ont examiné avec application les Offres que Sa Majesté a bien voulu faire pour arriver à une fin si heureuse. Et après en avoir mûrement délibéré, ils ont jugé qu'on ne pouvoit prendre d'expédiens plus prompts, plus faciles, ni plus convenables pour arrêter incessamment le cours de la Guerre, que celui que Sa Majesté Tres-Chrétienne a offert d'une Trêve de vingt années, laquelle pouvant faire cesser dès à cette heure les suites fâcheuses des différends qui sont survenus entre Sa Majesté Tres-Chrétienne &c. Sa Majesté Catholique, donnera lieu dans la suite de les terminer entièrement par une bonne &c. solide Paix. C'est pourquoi ils ont nommé les Sieurs Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Rubroek, Benthuyfen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Quidland &c. Noortwelle, Deputez de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande &c. de Westfrise, Haut-Bailly &c. Dykgrave de la Ville &c. du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, &c. Président dans leur Assemblée, Dykgrave de la Rivière de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman, de Wymbritseradeel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la Ville de Deventer, &c. Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée desdits Sieurs Etats Généraux de la part des

Etats de Hollande &c. de Westfrise, Utrecht, Frise, ANNO 1684. Overysfel, &c. de Groningue, pour arrêter, conclure, &c. signer les Articles dont on conviendrait avec ledit Sieur Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Tres-Chrétienne, pour parvenir à un bon &c. prompt Accommodement; &c. le dit Sieur Ambassadeur du Roi Tres-Chrétien, &c. lesdits Sieurs Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, après une reciproque communication de leurs pleins Pouvoirs respectifs, ont accordé, conclu &c. arrêté les Articles qui suivent.

I. EN conséquence des Offres, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien a faites pour le rétablissement de la Paix, lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies s'obligent envers Sa Majesté Tres-Chrétienne, d'employer toutes sortes de bons offices, pour faire accepter audit Seigneur Roi Catholique ladite Trêve de vingt-années, à compter du jour de la signature de la présente Convention, pendant laquelle Trêve cesseront de part &c. d'autre tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, &c. ledit Seigneur Roi Catholique, tant par Mer &c. autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces &c. Seigneuries. Et toutes choses seront rétablies de part &c. d'autre, au même état où elles ont été mises par le Traité de Nimègue; à la réserve de ce qui sera autrement réglé dans les Articles suivans, touchant la possession, en laquelle lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien &c. Catholique demeureront reciproquement pendant ladite Trêve de vingt-années.

II. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera saisi, &c. jouira effectivement pendant ladite Trêve, sans pouvoir être inquiété ni troublé sous quelque raison ou prétexte que ce puisse être, de la Ville de Luxembourg &c. de la Prévote, ou des quatorze à quinze Villages ou Hameaux qui sont de sa dépendance, de Beaumont, &c. des trois ou quatre Villages qui restent de sa dépendance, de Bouvines qui n'en a aucun, &c. de Chimay avec les douze ou quinze Villages qui en dépendent.

III. Si dans six semaines, à compter du jour de la signature de la présente Convention, le Roi Catholique fait délivrer un Acte de Ratification en bonne &c. due forme, par lequel Sa Majesté Catholique agréee &c. ratifie les Articles contenus dans la présente Convention, &c. consent à la Trêve de vingt-années, aux conditions qui y sont énoncées, &c. Sa Majesté Tres-Chrétienne, aussitôt que lesdites Ratifications auront été échangées, restituera au Roi Catholique les Villes de Courtray &c. de Dixmude, après qu'Elle en aura fait abatre les murailles &c. fortifications, &c. rendra pareillement les dépendances desdites deux Villes.

IV. Sa Majesté Tres-Chrétienne restituera aussi à Sa Majesté Catholique, après l'échange desdites Ratifications, tous les lieux que ses Armes peuvent avoir occupé, &c. généralement tout ce dont elle s'est mise en possession, depuis le vingtième d'Aoust mil six cents quatre-vingt-trois, à l'exception des Villes de Luxembourg, Beaumont, Bouvines, &c. Chimay, qu'elle retiendra avec leurs dépendances, en la manière qu'il a été stipulé par le second Article de la présente Convention. Sa Majesté Tres-Chrétienne, &c. sa Majesté Catholique demeurant au surplus dans le même état de possession, auquel elles étoient, lors de la levée du blocus de Luxembourg, sans toutefois qu'en vertu de ladite possession, ou de celle des autres Villes &c. Places qui demeureront pendant cette Trêve, soit à la France, soit à l'Espagne, il puisse être meublé aucune prétention, ni fait aucune réunion de part ni d'autre, ni contre lesdits Seigneurs Etats Généraux, sous prétexte de dépendance ou autres Droits, quelques noms qu'ils puissent avoir.

V. Sa Majesté Tres-Chrétienne sera pareillement obligée, après l'échange desdites Ratifications d'Espagne, de retirer entièrement ses Troupes de dessus les Etats de la domination du Roi Catholique, en laquelle endroit qu'ils soient situés. Comme aussi le Roi Catholique ne commettra plus aucun acte d'hostilité; &c. sera tenu d'observer de son côté pour le rétablissement du repos &c. de la bonne correspondance entre les Sujets desdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien &c. Catholique, les mêmes choses auxquelles Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage par la présente Convention.

VI. Que si sur ce fondement que lesdits Seigneurs Rois

ANNO 1684. Rois demeureront pendant ladite Trêve, en la possession où leurs Majestés Tres-Chrétienne & Catholique étoient lors de la levée du blocus de Luxembourg, (à la réserve des Places susmentionnées, qui demeureront à Sa Majesté Tres-Chrétienne,) il se trouvera quelques lieux, dont le tems de la possession, ou l'étendue fut contestée, la décision en sera remise au Roi de la Grande-Bretagne, à la charge néanmoins que lesdits Seigneurs Rois ne feront plus recue à former aucune plainte sur ce sujet, trois mois après l'échange des Ratifications d'Espagne de la présente Convention.

VII. La levée des contributions sera continuée de part & d'autre pour tout ce qui restera à échoir jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne de la présente Convention, & les Arterages qui resteront deus, lors du susdit échange desdites Ratifications, seront payez dans l'espace de trois mois après le terme susdit, & aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Communautés redevables, pourvu qu'elles aient donné bonne & valable Caution suffisante d'une Ville de la domination ou possession de celui desdits Seigneurs Rois, à qui lesdites Contributions seront dues: & en cas que quelques différends vinssent à naître à l'égard desdites Contributions, on ne s'en pourra procurer aucune satisfaction par voye de fait, mais cette contestation sera terminée à l'amiable, & si cela ne se peut, on s'en remettra à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne.

VIII. Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage de faire cesser dès à présent tous actes d'hostilité dans les Pais-bas, contre les Villes & les lieux appartenans à la Couronne d'Espagne, même dans le plat Pais, si les Espagnols s'en abstiennent; & lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent de ne rien entreprendre contre les Places appartenantes à sa Majesté Tres-Chrétienne, ni contre ses Troupes.

IX. Et si ledit Seigneur Roi Catholique n'accepte pas la susdite Trêve aux conditions stipulées, & que dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature de la présente Convention, Sa Majesté Catholique n'en fournisse pas un Acte de Ratification en bonne & due forme, lesdits Seigneurs Etats Généraux s'obligent en ce cas de retirer immédiatement après ledit tems de six semaines, toutes leurs Troupes des Pais-bas Espagnols, & de ne donner, tant que la présente Guerre durera, aucune assistance à la Couronne d'Espagne, directement ni indirectement, & tant que les différends qui existent présentement ne seront pas terminés, & ils s'engagent aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Pais, & Sujets de Sa Majesté, ni contre ses Alliez; Et Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige réciproquement de n'attaquer ni de s'emparer d'aucune autre Place des Pais-bas, même de n'y pouvoir faire la Guerre dans le plat Pais, si les Espagnols s'en abstiennent, Sa Majesté se réservant la liberté de porter ses Armes dans les Etats du Roi Catholique, par tout ailleurs que dans lesdits Pais-bas, jusqu'à ce que la Paix soit rétablie entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique.

X. Et en cas que la Guerre venant à se continuer entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, Sa Majesté Tres-Chrétienne fust des Conquêtes sur la Couronne d'Espagne, Sadite Majesté promet que quelque succès que ses Armes pussent avoir ailleurs, Elle n'acceptera point d'équivalent dans les Pais-bas Espagnols des Conquêtes qu'elle fera pendant la présente Guerre, & qu'Elle ne s'emparera point non plus pendant ledit tems d'aucune desdites Places desdits Pais-bas, soit par revolte, échange, cession volontaire, ou par quelque autre voye que ce soit.

XI. Sa Majesté s'oblige pareillement de donner encore un mois à la Diette de Ratisbonne, à compter du jour que la présente Convention sera signée, pour convenir d'une Trêve avec la France, & Sadite Majesté s'engage de ne pouvoir pendant ledit mois augmenter les conditions, qu'Elle a fait proposer, & qu'Elle y a fait réitérer depuis quelques mois.

XII. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies consentent, que le Roi de la Grande-Bretagne, & généralement tous les Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté Tres-Chrétienne & ausdits Seigneurs Etats Généraux leurs promesses &

TOM. VII. PART. II.

obligations de Garantie de l'exécution de ce qui est contenu dans la présente Convention. Comme aussi Sadite Majesté Tres-Chrétienne, & les Etats Généraux consentent que pareils Actes de Garantie soient donnez à Sa Majesté Catholique, si elle accepte ladite Trêve.

XIII. On est convenu, & il a été déclaré, qu'on ne pretend rien innover aux Traitez faits à Nimègue, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & que lesdits Traitez demeureront dans leur entière force & vigueur.

XIV. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & par lesdits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification de l'un & de l'autre, seront délivrées en bonne & due forme dans trois semaines, ou plutôt, si faire le peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoi, Nous Ambassadeur susdit de sa Majesté & Deputez susdits des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms, signé ces presentes de nos seins ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le vingt-neuvième jour de Juin mil six cent quatre-vingt quatre. Signé, DE MESMES Comte d'Avaux, avec le cachet de ses armes. D. VAN WYNGAARDEN, Hop, de Weede, Burmania, Gisb. Cuper, A GER-LACTUS, aussi avec les cachets de leurs armes.

XLVII.

Traité de Trêve pour vingt ans entre LEOPOLDIS. AOÛT. Empereur, & LOUIS XIV. Roi de France; L'EMPEREUR fait à Ratisbonne, le 15 Août, 1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1039. & en France, de la France. gois, d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans FREDER. LEONARD. Tom. V. dans LUNIG Tentzches Reich. Archiv. Part. Gen. pag. 1863 en Latin & en Allemand; dans JAC. BERN. MUETZ, Repraesentatio Majestatis Imperatoriae Part. II. Cap. VIII pag. 378. en Latin; dans Anhang an des Europ. Herald vier Haupt-hand-lungen, pag. 184 en Latin, dans le Theatrum Europ. Tom. XII. pag. 630 en Allemand; dans Relationis Hist. Francofurt. Contin. vernal pag. 93. en Allemand & dans HERM. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN Corpus Constitutionum Imp. Tom. I. in Append. pag. 104 en Latin & en Allemand.]

IN nomine & ad honorem Sacro-Sanctæ Trinitatis Dei Patris, Filii, & Spiritus Sancti. Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, cum pro complandis differentiis, quæ circa executionem Pacis Noviomagi Geldrorum V. Februarii Anno MDCLXXIX. inter Serenissimum atque Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM I. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, &c. Sacrumque Romanum Imperium, ex unâ; & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ &c. Regem Christianissimum, ex altera parte conclusæ, intercesserunt, stabilendæque tam dictâ Noviomageni, quam anteriore Westphalæ Pace, amicabilis ulterioris Tractatus Francofurti ad Mœnum institutus quidem fuerit, sed ad exitum perducti non potuerit; E re autem communi esse visum sit, eundem nunc Ratisbonæ resumere, quo tranquillitati & securitati non tantum Sacri Romani Imperii, sed etiam totius Christianitatis, maxime nunc periclitantis, vel per Pacem vel Armistitium consulari; Quod ad hunc tam salutarem finem obtinendum, altè-memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Imperii Comitiæ Commissarii, veluti Plenipotentiarii constituti & electi fuerint, ut

ANNO 1684.

juxta

ANNO
1684.

juxta Conclufum Comiciali XIII. Menfis Januarii, anni proximè præterlapfi, Sacra Cæfareâ Majeltate approbante, factum, & Sacra Cæfareâ Majeltatis, ac Sacri Romani Imperii nomine tractent, concludantque: Ex parte verò altè memoratæ Sacræ Chriftianiffimæ Suæ Regiæ Majeltatis ad hoc Negotium tractandum & terminandum, deputatus fit infra nominatus Plenipotentiarius Regius. Hi ergo utrinque conftituti Plenipotentiarii, convento tempore & loco comparentes, in mutuas Armiftitii five Induciarum Leges conferunt, & conveniunt, tenore fequente.

I. Sacra Cæfareâ Majeltas & Imperium conftituit in Armiftitium viginti Annorum à die Ratihabitionis computandorum, idque amplectuntur iis ipsis Induciarum Conditionibus ex parte Sacræ Chriftianiffimæ Majeltatis per ejusdem Plenipotentiarium apud Imperii Comitiam exiftentem, hoc in Loco antehac oblati eo modo, quo in fubfequentibus Articulis plenius declarantur.

II. Cùm hujus Armiftitii Bafis & Fundamentum fit Pacis Weftphaliæ & Neomagenfis Inftrumenta, eadem in fuo vigore remaneant, cum in modum, ac fi hinc Tabulis verborens inferta eflent.

III. Juxta hoc ita receptum Armiftitium fit vera finceræ Amicitia, mutua bonaque Correfpondentia inter Sacram Cæfareâ Majeltatem & totum Imperium ex una; & Sacram Chriftianiffimam Majeltatem ex alterâ, paribus, adeò ut nulla ex nunc fpecie Juris, aut via facti, nullis Hoftilitatibus, Reunionibus, Vindicationibusque, nullo etiam recuperandorum Jurum prætextu; nulliusve alterius rei caufâ, directè vel indirectè turbari queat.

IV. Ideo durante hoc viginti Annorum Armiftitio, Sacra Chriftianiffima Majeltas permaneat in libera quieteque poffeffione Civitatis Argentinenfis, cum Fortalitio Kehl, aliisque Munimentis inter Urbem dictamque Fortalitium fitis & conftitutis, Rheoque adjacentibus, ut & omnium quarumcunque Ditionum & Locorum, quæ ufque ad primum Augufti MDCLXXXI. vigore Senentiarum Tribunalium Metenfis, Brifacenfis, ut & Vefontini in Imperio occupata funt.

V. Exerceat quoque Sacra Chriftianiffima Majeltas in iis Locis ita retentis, liberè & abfque ullius Contraditione Jura Superioritatis, fupremæ Domini, neque licitum fit cuiquam, altè dictam Sacram Chriftianiffimam Majeltatem, in ipfo Jurium fuorum exercitio ullo modo turbare.

VI. Reftituet verò Sacra Chriftianiffima Majeltas Imperio omnia illa Loca, quorum poffeffionem poft primam Augufti MDCLXXXI. fibi vindicaverit, idque abfque ulla refervatione, adeò ut nihil quicquam in iis Locis ita reftitutus, durantibus Induciis, five retinere, five ullâ ratione præterdere poffit, aut debeat; Exceptis tamen femper Urbe Argentinenfi & omnibus Fortalitiis ad iftam fpectantibus, de quibus Articulo IV. præcedenti conventum eft. Si quid verò fine Authoritate dictorum Tribunalium Metenfis & Brifacenfis ut & Vefontini, quod aliunde ad Regem Chriftianiffimum non pertineret, ante primum Augufti MDCLXXXI. tantum nudâ & fimplici viâ facti occupatum effer, id quoque Sacra Chriftianiffima Majeltas reftituet.

VII. Si quid etiam in unius vel alterius Partis Territorio ad alteram Partem vel ejusdem Subditos pertinet, per modum Repreffaliorum arreftatum fuerit, utrinque relaxabitur.

VIII. Rex Chriftianiffimus relinquit Dominos Proprietarios eorumque legitimos Hæredes, Succelfores, ac quoslibet, qui eidem Juramentum fidelitatis five per fe, five per alium, nempe Procuratorem, præftiterunt, in fuo Statu & plenaria perceptione Fructuum ad Loca reunita propriè & non ad Superioritatem fpectantium, ut & exercitio in Ecclefiafticis & Politicis, prout Inftrumentis Pacis Monafterienfis & Novimagenfis difpofitum eft. Reftituet non minus fuprà dicto modo eos, qui adhuc Juramentum Fidelitatis præftabant, five in contumacia antehac fuerint, five non, & fi quæ hætenus in contrarium facta fuere, in priftinum flatum non minus reponantur; ac ipsis & quibuscunque Locorum reunitorum Incolis, ubicunque morantibus, liberum fit, fua Bona pro libitu, vel per fe, vel per alios administrare aut alienare.

IX. Concedit quoque Sacra Chriftianiffima Majeltas omnium Locorum reunitorum, five vindicatorum Incolis, tam Catholicam Fidem profitentibus, quam Confefioni Auguftinæ, aut Reformatæ (uti vocantur,) Religionis addicis, liberum Religiofis Exercitium, li-

berriamque fruitionem atque difpofitionem omnium ANNO
1684.
Bonorum, Decimarum, reddituumque omnis generis, tam eorum, qui ad fuffutandos Ecclefiarum Rectores, Paftores, Præceptores, ac Adminiftratos, quàm ad ipfa eorum Tempia, Scholas, ædesque pertinent, cunctorumque aliorum, quocunque nomine veniant, nullis exceptis.

X. Et quo Induciæ iftæ eò magis fervari poffint neque ullis cafibus obnoxia fint, ftatim poft hunc Tractatum ratihabunt utrinque nominabuntur, infiftenturque Commiffarii ad limites Imperium inter & Galliam juxta fuprà denotatam poffeffionem, defignandos, ponendosque, ubi necelfe fuerit, finium Terminos, ita ut exinde nulla oriri queat Controverfia in detrimentum Armiftitii hoc Tractatu conclufi: Qui Commiffarii inter fe in id quoque laborabunt, ut li quid ex alterutra parte defit, vel promiffa Reftitutioni, vel aliâ executioni præfentis Conventionis, id plenum effectum fortiatur.

XI. Pacis Tractatus (quibus finitis hoc Armiftitium cum omnibus fuis hic pofitis Conditionibus ceffat;) confeftim inchoentur, & tempus atque locus hic determinetur.

XII. Sacra Chriftianiffima Regia Majeltas renunciat ad tempus harum induciarum omnibus & quibuscunque Præfentionibus in Imperium ejusque Status, Membra & Appertinentes, ac in fpecie cunctis Appertinentiis, Dependentiis, Connexis, Protectionibus, ita dictis Reunionibus, & qui præteritus quocunque modo excogitari poterunt. Renuntiant viciffim ad idem tempus Induciarum Imperator & Imperium fupremo Dominio, omnique Juri Superioritatis & Protectionis, vel alteri cuiunque quoque ipsis in Regiones, Urbes aliæque Loca reunita aliis competebant, aut competere poterant.

XIII. Durante hoc Armiftitio libera fint Commercium inter utriusque Partis Subditos, ita ut Mercatorum aliorumque alterutrius Nationis peregrinantium, tam Perfona, quàm rebus apud alteram reciproce plena fecuritas, & ubi opus fuerit, favor & auxilium concedatur, neque unquam Juffitia & Proteftio denegetur.

XIV. Quod Difceptationes Civiles, five Proceffus judiciarios attinet, fi inter Subditos ejusdem fupremi Domini orta lis eft, ut impoffitum oriatur, coram Tribunalibus ab eodem Domino, aut conftitutis, aut approbatis, fe invicem conveniant; fi verò inter Subditos diverforum fupremorum Dominorum contentio nafcitur, aut jam exiftit, Jus commune obfervetur, ut Actor fequatur forum rei.

XV. In hoc Armiftitii Tractatu præter Partes hic tranfigentes, Imperatorem & Imperium ab unâ, & Regem Chriftianiffimum ab altera Parte, adeoque Sacra Cæfareâ Majeltatis Regna & Provincias Hæreditarias omnes, quas poffidet, ut & omnes Imperii Electoratus, Archi-Epifcopatus, Epifcopatus, Abbatias, Præpofituras, Ducatus, Principatus, Marchionatus, Landgraviatus, Ballivias, Commendas, Comitatus, Baronatus, Dynaftias, Civitates libera, Nobilitatem immediatam, Vafallos & Appertinentes, in quacunque Regione in & extra Germaniam fitæ funt, nullo excepto, omnes Circulos, omnes & fingulos Imperii Status, Regiones, Provincias, Territoria, Domina, ubicunque fita funt, comprehendantur Pacis Weftphaliæ Confortes, & etiam Rex Catholicus, cum omnibus fuis Regnis & Ditionibus.

XVI. Super executione & obfervatione hujus Armiftitii contra quamcunque Turbationem five directam five indirectam, omnis & qualiscunque generalis Guarantia inter Partes tranfigentes reciproce & mutuè præftabitur, & jam promittitur, ad eamque aliæ quoque extere Chriftianæ Potentiæ omnes generaliter & recipiuntur & invitari poterunt.

XVII. Præftabunt fimiliter hanc reciprocam & communem Guarantiam Sacra Cæfareâ Majeltas & Imperium fuper illo Armiftitio, quod juxta Conditiones inter Gallia Hifpanique Coronas, à Sacra Majeltate Chriftianiffima propofitas, & à Sacra Cæfareâ Majeltate nomine Regis Catholicæ acceptatas conclufum, fimul atque dicti Armiftitii Tractatus Ratificationes permutatæ fuerint, & in eum finem majoremque efficaciam censebitur dictus Tractatus cum Catholico Rege tanquam in hunc Imperii Tractatum de verbo ad verbum inferius effer.

XVIII. Refervat fibi utraque Pars intra tres ab hujus Tractatus Ratificatione fubfequentes menfes, fuos ultorius includendos ex communi confenfu nominare.

ANNO 1684. XIX. Denique Dubia & Disceptationes super hoc Armistitii Recessu, aut alias deinceps forsitan oriundæ, non viâ facti, aut armorum, directè vel indirectè, nec per se, nec per alios, sed amicabiliter secundum Instrumenti Pacis Westphalici tenorem, componantur & tollantur.

XX. Inducias hæc hoc modo factas promittit utraque Pars in forma debita solitaque ratihabitum, solemnique desuper Ratihabitum Instrumenta, intra spatium unius mensis, à die Subscriptionis computandum, reciproçè ritèque commutatum iri.

In quorum fidem roburque præsentis manu nostrâ subscripsimus, ac Sigilla nostra apposimus. Actum Ratisbonæ die XV. Mensis Augusti, Anno MDCLXXXIV.

(L.S.) MARQUARDUS
Episcopus & Princeps
Elystetensis.

(L.S.) LUDOVICUS
VERJUS Comes de
CRECY.

(L.S.) FRANCISCUS
MATTHIAS MAY.

Ratificatio Cæsarea data Viennæ die 18. Augusti Anno 1684. [JACOBI BERNHARDI
MULTZ Representatio Majestatis Imperatoris. Part. II. Cap. VIII. pag. 378.]

NOS Leopoldus Divinâ favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis præsentis Literas inspecturis, lecturis vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam salubre visum est, semper, & ob flagrans hoc tempore atrox cum immanibus Turcis Bellum, maxime necessarium, sancta communi concordia, quietem & tranquillitatem in Christiano Orbe itam testantem servari: Ratisbonæ in Sacri Imperii universali Comitibus instituto Tractatu, Divina favente Clementia factum esse, ut per nostras ad dicta Comitibus Commissarios & Plenipotentiarios, Induciæ mutue ad viginti annorum spatium inirentur, interea verò de stabilienda universali solida Pace ageretur: Adeoque vicennales hæc Induciæ conclusæ demum & ad Ratificationem nostram perfectæ sint, forma, modo & tenore sequenti.

Fiat Infertio.

CUM igitur hæc omnia & singula per nostros Plenipotentiarios supra nominatos, nostro præcitu, Justo & Mandato, hunc ad modum, prout hic inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint: Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse ac fore virtute presentium declaramus, simulque Verbo Imperiali promittimus, pro Nobis, Nostrique Successoribus & Imperio Romano (cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati, vigore Conclusi Comitibus, decima tertia mensis Januarii, Anni proximi perlapso, Nobis approbantibus & ratihabitibus facti hoc Vicennale Armistitium pariter acceptant & ratificant) nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quicquid tota hæc Induciarum Conventio continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore contraveniuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium Testimonium & Fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die 28. mensis Augusti Anno

TOM. VII. PART. II.

Domini 1684. Regnorum Nostrorum Romani 27mo. ANNO Hungarici 30mo. Bohemici vero 28vo. 1684.

LEOPOLDUS.

Ratificatio Regis Christianissimi [JAC. BERNH.
MULTZ loco citato.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut! Comme nostre cher & bien aimé Comte de Crecy, Plenipotentiaire à la Diète de l'Empire, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en aurions donné, auroit conclu & arrêté, & signé le quinziesme du présent mois d'Aoust, en la Ville de Ratisbonne, avec les Commissaires de nostre tres cher & tres aimé Frere l'Empereur à la dite Diète establis Plenipotentiaries, pour traiter & conclure, au nom de nostre dit Frere, & dudit Empire, en vertu de la Conclusion de ladite Diète du 13. janvier de l'année dernière, approuvée par nostre dit Frere, le Traité de Treve, dont la Teneur s'ensuit.

Fiat Infertio.

NOUS ayant agreable le susdit Traité en tous, & un chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux acceptez, approuvez, ratifiez, & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ny venir au contraire, directement ou indirectement. En temoing dequoy nous avons signé ces presentes de nostre main & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Versailles, le 28. jour d'Aoust, l'an de Grace 1684. & de nostre Regne le quarante deuxiesme.

LOUIS.

XLVIII.

Tractatus Induciarum vicennalium, inter CARO-15. Aoust.

LUM Hispaniarum Regem Catholicum ab una, & LUDOVICUM Christianissimum Gallie Regem ab altera parte. Ratisbona 15. Augusti 1684. Cum RATIFICATIONE Regis Catholici. Nec non (1) Articulo separato. [Sur l'Imprimé à Bruxelles apud Joann. Theodorum Anth. Velpium Typographum Regis 1684. in 4. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Pacis Tom. II. pag. 1051. en Latin & en Allemand, & dans le Recueil de Leonard Tom. IV. en François; dans FRANC. FRID. Baronis ab ANDIERN Corpus Constit. Imp. Tom. I. in Append. pag. 109. en Latin; dans Anhang zu den Europäischen Herolds &c. pag. 1337. en Latin, & dans LONDORP II Alta publica Tom. XII. pag. 130. en Latin.]

DON CARLOS, por la Gracia de Dios, Rey de las Españas &c. Por quanto se hallava antecedentemente el Serenissimo Señor Emperador mi Tio con poder y amplia facultad, para tratar, aceptar, y concluir en mi nombre qualesquiera Tratados de Paz, ó Tregua con el Rey Christianissimo que hallase convenir, ó bien visto lo fuese, y haviendole sustituido, en virtud de la Clausula que tenia para ello, en sus Ministros residentes en el Congreso de Ratisbona, se ha estipulado y ajustado entre ellos, y el del Rey Christianissimo, que assi mismo se hallava autorizado, y con Plenipotencia para este fin, el Trauado de Tregua por veinte años, cuya Copia en Lengua Latina es del tenor siguiente.

In nomine, & ad honorem Sanctissimæ Trinitatis
L 2 Dei

(1) C'est du Theatrum Pacis, & de Londorpius que l'on tire l'Article séparé. Il ne se trouve point dans l'imprimé de Bruxelles, [DUM.]

ANNO Dei Patris, Filii, & Spiritus sancti. Notum sit uni-
versis & singulis quorum interest, aut quomodolibet
1684. interesse possit. Cum Serenissimus ac Potentissimus
Princeps, & Dominus, Dominus Carolus Secundus
Hispaniarum & Indiarum &c. Rex Catholicus &c.
melis & periculis Christianitatis commotus, quæ ipsi
iterato & vehementer, tam ipsius Summi Pontificis,
quàm Imperatoris nomine representata sunt, ut & Se-
renissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus
Dominus Ludovicus Decimus-quartus Rex Franciæ,
& Christianissimus, ex constanti conservandæ inter
Christianos Pacis desiderio, & etiam crebris, & in-
stantibus Summi Pontificis adhortationibus permotus,
decreverint illud Bellum, quod inter ipsos jam arde-
bat, sollicitè pro communi Subditorum, totiusque
Christianitatis, jam aliunde nimis afflictæ bono, quàm
primùm vel per Pacem, vel per Inducias extinguere,
ideò cum jam dudum Sacra Majestas Christianissima
sua Mandata Ministris suis, tum variis locis, cum
hic etiam Ratisbonæ ad negotium tractandum dederit,
cum his, qui ad id conficiendum, à Rege Catholico
sufficienti Mandato muniti essent; è re sua quoque ju-
diciavit Sacra Majestas Catholica, cum videret se à
locis Tractatum nimium remotam, Sacram Cæsa-
ream Majestatem requisivisse, ut in eò peragendo partes
suas suscipere, & ex ejus Ministris aliquos seligere
vellet, quibus rem totam committeret. Quare sæpius
altè memorata Sacra Sua Cæsaræa Majestas, tam pro-
ficuo, & utili negotio, in bonum universæ Christi-
anitatis celerem manum applicatorem, suos ad Comitæ
Ratisbonensia Deputatos, Cæsareos Commissarios
delegavit & substituit, ad Armistitii Tractatum loco,
& vice suâ pro Rege Catholico, cum Regis Franciæ
Christianissimi infra nominato Ministro Plenipotenti-
ario ineundum, qui etiam Armistitium mutuo conclu-
serunt & subsignaverunt juxta Conditiones sequentes.

I. Juxta Conditiones à Rege Christianissimo oblatas
pro Pacis restauratione, Rex Catholicus amplectitur
vicennales Inducias à die Subscriptionis hujus Tracta-
tus computandas, quibus durantibus cessent utrimque
tam Terra, quàm Mari, aliisque Aquis omnes Hosti-
litates in omnibus Regnis & Dominis, in & extra
Europam, tam cis, quàm trans Lineam, omniæque
restituantur hinc inde in eum statum, in quem Pace
Neomagensi fuere constituta, exceptis tamen illis, de
quibus sequentibus Articulis ratione possessionis fuerit
conventum, quæ Reges Catholicus, & Christianissimus
durantibus Induciis vicennalibus reciproce gaudebunt.

II. Rex Christianissimus retinebit & fruetur, duran-
tibus hisce Induciis, quiete, & sine molestia, qua-
cumque de causâ, aut prætextu fieri possit, Civitate
Luxemburgo, ejusque Præfecturâ aut quatuordecim,
vel quindecim Pagis, vel Villis ab ea dependentibus,
sicut etiam Beaumont & tribus, aut quatuor Pagis qui
de ejusdem Dependentiâ superiunt, item Bovines sine
Dependentiâ, Chimay cum duodecim vel quindecim
Pagis dependentibus.

III. Quàm primùm post editum Instrumentum Ra-
tihabitionis in debita forma, qua Regia Catholica
Majestas acceptabit, ac ratihabitura est ea quæ hujus
Conventionis Articulis continentur, Regia Christianis-
sima Majestas, Regiæ Catholicæ Majestati restituet
Oppida Contracum, & Dixmudam cum utrimque
Dependentiis posteaquam illorum muri dejecti, & Mu-
nimenta solo fuerint æquata.

IV. Restituet etiam Regia Christianissima Majestas post
factam Ratihabitionis permutationem, omnia Loca
quæ Armis illius fuere occupata, & generaliter omne
illud, cujus possessionem post vigesimam Augusti, Anno
millesimo, sexcentesimo, octogesimo tertio apprehendit,
exceptis Civitatibus Luxemburgo, Beaumont, Bovines,
& Chimay, quas cum suis Dependentiis, eò modò
retinebit, quò superius Articulo secundo hujus Con-
ventionis stipulatum fuit. Manebunt de cætero Regia
Catholica Majestas, & Regia Christianissima Majestas
in eadem possessione ac statu, quo tempore solutæ
primæ Blocadæ, sive Blocus (ut vocant) Oppidi
Luxemburgensis fuere constitutæ, ita tamen ut ratione
talis possessionis, vel aliarum Civitatum aut Locorum,
quæ durantibus hisce Induciis in unius vel alterius
Partium potestate remanebant, nullatenus liceat quid-
quam hinc inde prætereundum, ullasve facere Reuniones.

V. Tenebitur etiam Regia Christianissima Majestas
post editam ex parte Hispaniæ Ratihabitionem Copias
suas ex Dominis Regiæ Catholicæ Majestatis revoca-
re, ubicumque Locorum sita sint, vicissim etiam Rex

Catholicus ab omni Actu Hostilitatis abstinere, etiam-
que ex parte sua pro Restauratione tranquillitatis pu-
blicæ & mutue Amicitie inter Subditos utriusque
Regis Catholici, & Christianissimi eadem servabit, ad
quæ Regia Christianissima Majestas sese præstavit hac
Conventione obstringit.

VI. Et si ex hoc Fundamento, quod uterque Rex
durantibus hisce Induciis, in ea possessione manere de-
beat, in qua utraque Majestas Catholica & Christia-
nissima, tempore primæ solutæ Blocadæ, sive Blocus
(ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuere constitutæ,
exceptis tamen Locis quæ in Regiæ Christianissimæ
Majestatis potestate remanebant, aliqua Loca extrant,
de quorum extensione, sive de tempore possessionis lis
foret, illius decisio Regi Magnæ Britanniæ deferenda,
ita tamen, ut supra memorati Reges super hoc nihil
ulterius queri possint post trium mensium ipsarum à die
ratihabiti Tractatus elapsum.

VII. Continuabuntur insuper ex utraque Parte exactio-
nes Contributionum quæ solvenda restabant, ad diem
usque commutatarum Ratificationum, etque quæ hoc
modo tempore Commutationis adhuc debebantur,
exsolventur intra spatium trium mensium à supradicto
termino computandorum, nullaque propterea fieri po-
terit executio intra id tempus contra Communitates
debitrices, dummodo sufficientem præstiterint cautio-
nem in Urbe, intra illius altè memoratorum Regum,
ad quem dictæ Contributiones pertinebunt, Dominium
sita; Si verò aliquæ orientur Controversiæ, sive Diffi-
cultates, intuitu iltarum Contributionum, nulli Partium
licitum sit sibi viâ facti satisfacere, sed contentiones
istæ terminentur amicabiliter, & si istud fieri nequit,
ad Arbitrium Regis Magnæ Britanniæ remittentur.

VIII. Rex Christianissimus promittit ab omnibus
Hostilitatibus ex nunc in Belgio contra Civitates, &
Loca ad Coronam Hispaniæ pertinentia, etiam agris,
sive *Plas Pays*, cessatum iri, sicut etiam ex parte
Hispaniæ vicissim abstinentum erit.

IX. Nihil hinc inde quoad Tractat Noviomagen-
ses inter Reges Catholicum & Christianissimum inove-
tur, verum ii per omnia in suo vigore salvi maneant,
nisi tamen quatenus Articulo primo superius relictum
fuit.

X. Sacra Cæsaræa Majestas tam pro se, quàm nomine
Regis Catholici, ut & Sacra Christianissima Majestas
consentunt, ut universum Imperium, Rex Magnæ
Britanniæ, Confederatarum Provinciarum Ordines, &
denique omnes Reges, Principes, Respublicæ, ac Sta-
tus, qui hanc Obligationem in se suscipere volent,
utrimque promittant se pro restauranda & assecuranda
bona Fide, ac universi Orbis Christiani Tranquillitate
horum Pactorum Garantiam in se suscepturos.

XI. Inducias hasce hoc modo factas promittit Sacra
Cæsaræa Majestas à Rege Catholico, sicut & vicissim
Christianissima Sua Majestas, in debita forma solitaque
ratihabitum, solemniæque desuper Ratihabitionum In-
strumenta intra spatium sex septimanarum: vel citius
si fieri poterit, à die Subscriptionis computandum,
vel hic, vel in Aula Christianissimi Regis reciproce,
riteque commutatum iri.

In fidem, roburque horum omnium quæ superius
descripta, ac nomine Sacræ Cæsarææ Majestatis pro
Rege Catholico ex una, & nomine Sacræ Christianis-
simæ Majestatis ex altera partibus tractata & conclusa
fuerunt, nos Infra scripti præsentis propria manu sub-
scriptimus ac sigillavimus. Actum Ratisbonæ die de-
cimâ quintâ Mensis Augusti, Anno millesimo, sexcen-
tesimo octogesimo quarto.

(L.S.) AMADEUS Comes de
WINDISGRATZ

(L.S.) LUDOVICUS
VERJUS Comes
de CRECY

(L.S.) FRANCISCUS MATHIAS MAY.

Y Haviendose visto, y examinado este Tratado;
heresiuelro aprobarle, y ratificarle, como en ver-
tut de la presente le apruebo, y ratifico en la mejor,
y mas amplia forma que puedo, prometiendo en fee
y palabra Real de cumplirle enteramente, como en
el se contiene; Para lo qual mande despachar la pre-
sente firmada de mi mano, sellada con mi Sello se-
creto, y refrendada de mi Infraescrito Secretario de
Estado; Dada en Madrid à diez, y siete de Septiembre
de mil seiscientos y ochenta y quatro. YO EL REY
DON CRISPIN GONZALES BOTELLO.

(L.S.)

Arti-

ANNO
1684.

Articulus separatus.

Conventum insuper est per hunc Articulum separatum, ut, quò illa toti Orbi Christiano adeo necessaria atque exoptata Tranquillitas, securior atque firmiter existat, quòd etiam omnes Principes & Respublice Italiae, Tractatu hodie, inter Catholicam Majestatem, & Christianissimam Majestatem conclusio, includantur, quòd etiam pro Genuensibus locum habeat, ita tamen ut etiam Christianissima Majestas tantummodò promittat, nec Urbem Genuam, neque ullum alium Locum munium (Gallie, Place) ad illam pertinentem, aut circumvallare, aut obsidione capere, aut alio modo sibi acquirere, nihilominus aliquin facultatem sibi reservet, desideratam Satisfactionem de Genuensibus persequendo. Cujus Articuli Ratihabitio, una cum Ratificatione ipsius Tractatus exhibenda erit. Si autem Catholica Majestas Articuli hujus separati Ratihabitionem eodem tempore non suppeditaverit, totus Articulus pro omisso & nullo habebitur.

In fidem roburque ejus, quòd Articulus hoc separato descriptum, ac nomine Sacrae Caesaris Majestatis pro Rege Catholico ex una & nomine Sacrae Christianissimae Majestatis ex altera, partibus, tractatum & conclusum fuit; nos infrascripti propria manu subscripimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonae die 15. Augusti 1684.

XLIX.

Acte de Garantie du Traité de Trêve entre la FRANCE & L'EMPIRE donné par Monsieur l'Electeur de BRANDEBOURG, du 4. Novembre 1684.
[FREDER. LEONARD. Tom. V.]

Nous FREDERIC GUILLAUME, par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du S. Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Steirn, Pomeranie, des Castilles, Wandalès & en Silésie, de Crofne & Carnovie, Burgrave de Norimberg, Prince de Halberstadt, Minde & Cammin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lauenbourg & Butau. Faisons savoir à tous ceux à qui il appartiendra; comme en conséquence de l'Article 16. du Traité conclu entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roi Tres-Chrétien de l'autre, dont les Ratifications auroient esté échangées de toutes parts, le quinziesme Septembre, Sa Majesté Tres-Chrétienne nous auroit requis de lui donner un Acte de Garantie, nous nous y sommes portez d'autant plus volontiers, que nous avons toujours contribué par nos soins, & par tout ce qui a pu dépendre de Nous, à l'Accommodement d'une affaire de si grande importance; & que d'ailleurs nous nous y trouvons obligez généralement par le susdit Article, avec toutes les autres Parties contractantes. C'est pour ce que nous avons promis & promettons par ce présent Acte à Sa Majesté Tres-Chrétienne, nôtre Garantie pour l'exécution & l'observation de ce Traité, contre toutes sortes de Troubles qu'on pourroit apporter au contraire, directement ou indirectement, ainsi que Sa Majesté nous a promis reciproquement de son costé la même Garantie par un Acte special & autentique, & de vouloir observer ledit Traité inviolablement sans y contrevenir en aucune façon; les Traitez d'Alliance & d'Amitié entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Nous, demeurans dans leur vigueur, & devant être excecutez de bonne foi avec une entière exactitude de part & d'autre. En foi de quoi Nous avôns signé la presente Declaration de nôtre main, & à icelle fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Cologne sur la Sprée, le 4. Novembre 1684.

Signé,

FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

L.

Dec. Rauff: Brieff zwischen Churfürst Friedrich Wilhelm zu Brandenburg/ und

Jürst Johann Georg zu Anhalt/ über das Dorf Belleben aufgerichtet; Worinn Jener diesem das Dorf mit allen Zugehörungen/ Lehens-Gerechtigkeiten/ Ober-und Unteren-Gerichten vor vierzehn tausend vier hundert Thaler verkauffet / und anben sich des Lehen-Rechts und directi Domini begiebet / wie nicht weniger dessen Successores von Suchung des Lehens/ Abstattung des Lehen-Diensts/ Erb-Hüldigung / und allen anderen Landes-Beschwerden befreiet / Jedoch daß die Unterthanen zu den Landes-Angelegenheiten in die Magdeburgische Cassam jährlich 250. Thaler liefern sollen. Geschehen in Potsdam den 29ten Decembris 1684. [LUNIG, Teuffches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz III. pag. 177.]

C'est-à-dire,

Traité, ou Contrat entre FREDERIC Elelecteur de Brandebourg, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à ce Prince le Village de Belleben, situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Feodale, & de haute & basse Justice, & toutes ses Dependances, pour le prix & somme de 14. mille 400. Reichsdalers, renonçant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successors au Domaine direct sur ledit Village, & à toute petition de Fief, Services feodaux, Hommages, & autres Droits & charges, à la reserve d'une somme de 250. Reichsdalers que les Sujets dudit lieu de Belleben seront obligés d'aporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le 29. Decembre 1684.

In wissen sey hiemit iedermäßig / daß zwischen dem Durchlauchtigsten / Groß-mächtigen Fürsten und Herrn / Herrn Friederich Wilhelm / Marggrafen zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Cammerer und Churfürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Jülich / Cleve / Berge / Steirn / Pommern / der Castillen und Benden / auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorf / Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Cammin / Grafen zu der Mark und Ravensberg / Herrn zu Ravenstein / und der Lande Lauenburg und Butau / 2c. an einem : und dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen / Fürsten zu Anhalt / Grafen zu Anhalt / Herrn zu Zerbst und Bernburg / Seiner Churfürstl. Durchl. verordneten Stadthaltern der Chur und Mark Brandenburg / auch General-Feld-Marschall / am andern Theile / ein zu Rechte beständiger und unwiederrufflicher Erb-Kauff abgeredet und geschlossen worden; Es verkauffen nemlich hochgeneltes Er. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / 2c. das durch den Todes-Fall Ihres gewesenen Vassallen / Ludwig Werners von Jochau / zu Zeitz / an Sie erlöbte / und im Herzogthum Magdeburg gelegene Dorf Belleben / mit allen dazzu gehörenden Unterthanen / sandereyen / lehns-Gerechtigkeit / Spann-und Handt-Diensten / Ober- und Unter-Gerichten / in dem Dorf und auff dem Felde / dem Jure Patronatus oder Kirchen-lehen / Jagten / Holzungen / Gärten / Büschen / Wiesen / Teichen / Mäffern / Mühlen / Zehenden / Erb-Zinsen / Schenck / Wädderey / Tauchhünern / Glinfen und allen übrigen Perminetien / Rechte und Gerechtigkeiten / wie es die von Jochau / und hievor die von Krositz gehabt / besessen / genüget und gebraucht / oder nutzen und gebrauchen können und sollen / Seiner Fürstl. Durchl. zu Anhalt / umb und vor vierzehntausend vierhundert Thaler behandelte Kauff-Summa,

L 3

ANNO 1684. me, dergestalt und also / daß so fort bey Übergabe des
 derselben schenken müssen / und noch fünf
 tausend Thaler aus dem Jahr 1685, gegen Quittung habe
 die Abgeschworfene Offem zu Nieder - Einlösung des
 Amtes Gehörlich begehlet / die übrige vier tausend vier
 hundert Thaler aber, und zwar davon zwey tausend
 Thaler / als ein Legatam, von dem in Preußen verlor-
 denen verlor zu Troy / und die übrige zwoutausen vier
 hundert Thaler neben dem Interesse, welche Se. Fürstl.
 Durchl. zu Anhalt aus der Churfürstl. Africanischen
 Compagnie zu fordern haben / compensando vergütiget
 werden sollen,

Fürst zu Anhalt, Se. Fürstl. Durchl. zu Anhalt / u. a. alle Fürsten, die Summa der fünf tausent Thaler, was tradition des Fürstes Belieben, und hiernach auf Ostern 1686, noch fünf tausent Thaler gegen Quittung baby zu begeben, und wegen der kürzigen vier tausent vierhundert Thaler Legaturn, und aus der Africaanischen Compagnie Ihre competierenden Gelder, die in Händen habende Documenta und respective Cession auszufleusen versprechen; Also haben Seine Churfürstl. Durchl. Dero Wädgrugbüchsen Regierung und Cammer gütlich befohlen, die übertragte solches Fürstes cum pertinentis gegen den Empfang der Gelder, wie obbesagt, sofort gehörend ins Werk zu richten; und Seine Fürstl. Durchl. zu Anhalt in eine gerühliche Possession zu setzen; und über dieses Kauf-Contract frey und fest zu halten. Nachdem auch des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. nicht wenig bedenklich gefallen, wegen dieses einseyligen Fürstes (so hiß doch titulo onerolo erlanget) zu lehens-oder Erbfolgsbüchsen-Schuldigkeit sich zu verbinden; lehens-oder andere servitia zu prestiren; auf den Wädgrugbüchsen landtügen gleich andern Vallis als der unterthanen zu erscheinen; den Herzogthum Wädgrug sich subject zu machen; und vor dessen Regierung zu stehen; So haben Se. Churfürstl. Durchl. in Consideration, das 1.) kein Ritterpferd auf diesem Fürst seye mehr besetzt; auch das 2.) das Paup-Precium des halben gezeigert worden; und 3.) die Pferde und Handt-Dienste der unterthanen dieses Fürstes (welche doch den meisten Nutzen bringen sollen, und in dem Anschlag ziemlich hoch anlauffen) zu keinem der andern Aemter; wegen der Entlegenheit flüchtig gebraucht werden können; der an dem Fürste Belieben habenden lehens-Rechts und directi Domini sich Kraft dieses mehrbedachtlich begeben; und danken sich befähig dahn erklähret; das des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. Dero Fürstliche Erben und andere singulare Successores (wann dieselbe Fürstbüchsen Standes sind) nicht allein von Ständigem und wüthelichen Empfang des lehens / Abstattung der lehens-Schicht; auch davon dependirenden Ritter-oder lehens-Diensten; sondern auch von Erb-Huldigung / Personal-Subjection, Keyß-Gelbe / Accise und allen andern Landes-Verschönerungen; se haben Nahmen, wie sie wollen; von nun an gänzlich befreit; auch auf denen Wädgrugbüchsen landtügen zu erscheinen oder vor der Wädgrugbüchsen Regierung zu stehen; keines wegs schuldig und gehalten sein sollen; die unterthanen des Fürstes Belieben aber, bleiben noch ferner und zu allen Zeiten in denen Pflichten; womit Se. Churfürstl. Durchl. se durch die Erb-Huldigung schon verwandt kint; oder gegen die künftige Herzoge zu Wädgrug sich verbinden werden; und seil derselben der Eydt der Treue und des Gehorsams; welchen Sie hiernächst des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und dero Mitverordneten; alsz Gerichts-und lehens-Herrn zu leisten haben; jezo oder in künftigen Zeiten nicht abtreibig oder nachtheilig sein. Was das aus Collectandi anbelanget, haben Se. Churfürstliche Durchl. (nachdem Sie gründliche Nachricht eingogen; dasz die unterthanen des Fürstes Belieben; wann dieselbe in dem hohen Ansehe; worinn Sie jezo sich befinden; ferner also stehen bleiben sollen; mit der Zeit vollents; wie ein guter Rath schon gerhan; entscheiden; und ihre Dienst-Bücher zum großesten Schaden des lehens-und Gerichts-Herren liegen lassen würden) mit des Fürsten von Anhalt Fürstlichen Durchl. sich v. rathen; dasz von Schließung dieses Kaufes an; und in künftigen Zeiten / ermelde unterthanen zu den Landes-Angelegenheiten in die Wädgrugbüchsen landtschäfft-Cassa, oder wohin es sonst verlangt wüde; in termino Wechnachten, auf einmahl und in einer Summa jährlich zweyhundert fünfzig Thaler liefern; und dagegen von allen Anlagen / Keyß-Gelden / Accisen / Contribution, Hüfen-Gelbe / Equipparierung / Servis-Geldern; oder was außer diesen genemmet werden mag; allerding exempt sein; und der modus solde 20. Thaler zu einem

gen/ des Fürsten von Anhalt Fürst. Durchl. und des
ro Mißthätigkeiten freigesetzt/ auch darwider keine
provocation an Seine Churfürstl. Durchl. oder der
Magdeburg. Regierung und landtschafft/ oder wo es sonst
von nöthen/ von Sr. Churfürstl. Durchl. ernstlicher
Beßh/ sofort ertheilet werden soll. Solten nun unver-
meidliche Dürre-Marche sich ereignen/ und dieß die Un-
terthanen zu Belieben mit betreffen/ so sollen sie dabey
nicht mehr/ als andern unbeliebigen Magdeburgische
Dorffte bequemet/ noch durch Still-zug/ oder andere
militairische Executions zum Abtrag der Ordinar-Gesäl-
len unwillig gemacht werden; Wiewohl aber dieß Un-
terthanen durch Krieg oder andere ungewöhnliche Unglücks-
Fälle (welche der höchste Gott in Gnaden abwenden
wird) dergleichen in Umständen gerathen/ daß das von
ihm verglichene quantum der 250. Thaler ohn total-Ru-
fen von ihnen gar nicht erhoben werden könnte; So wollen
Se. Churfürstl. Durchl. und nachkommende Herrsche zu
Magdeburg auf dießem quanto so genau nicht bestehen/
vielmehr bis zu erfolgenden bessern Zeiten mit einem bil-
lignamigen und erträglichem quanto sich jährlich vergün-
stigen lassen; Weil auch bey denen Gerichten es sich öfter-
mahlß gutrathen pfleget/ daß jandtschliche Leute oder
deren Advocati ihre Sache in Beistandigkeit zu ziehen/
und ihr Gegenheil dadurch um so viel länger aufzuhal-
ten/ des sonst billigen beneficii Appellationis sich mis-
brauchen; So haben Seine Churfürstliche Durchl. aus
wohlbedachten Rath/ vor sich und deren nachkommende
Herrsche zu Magdeburg/ hienit und Kraft dießes ver-
williget/ daß denen Unterthanen zu Belieben weder in
Criminalibus noch Civilibus (da in dießem die Haupt-
Summe hundert Thaler nicht erceiget) von denen
Gerichten daselbst zu appelliren/ oder per viam nullita-
tis zu provociren gestattet werden solle; Es wäre dann
jemanden/ so viel die Criminalia belanget/ die Todes-
Straff zurkaufft/ auf welchem Fall Sr. Churfürstl.
Durchl. oder deren nachkommenden Herrschen zu Magde-
burg/ als Landes-Herrn/ das In Jus aggratiandi billig ver-
bleibet/ da aber die Summa appellabilis wäre/ und die
Sache per appellationem oder querelam nullitatis an
die Magdeburgische Regierung gehörend devolviret wü-
de; So wollen Seine Churfürstliche Durchl. die even-
tual-Verordnung an dero Magdeburgische Regierung so
fort nach vollzogenen dießem Kauf/ ergehen lassen/ daß
die Inhibitoria oder Compulsoria oder andere Res-
cripta nicht immediate an des Fürsten von Anhalt-Fürstl.
Durchl. oder dero Mißthätigkeiten/ sondern an den Räm-
bern oder Gerichts-Verwalter/ welcher den Process diri-
girt hat/ gerichtet/ und denselben zu Belieben oder Zeit
inmüniret werden; Welches dann auch auf den Fall/
wann des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und des
ro Mißthätigkeiten von jemand/ ihre kurz oder lang an-
genommene reali oder hypothecaria wegen der in Magdeburg-
sche Hofeit gelegenen Kaufes Zeit/ und dessen pertinentien
belangt werden möchten/ zu extendiren/ daß nemlich
die Magdeburgische Regierung die darauf ergehende
Citationes. Relcripta. Monitoria und dergleichen Ge-
richtliche Verordnungen/ an obgedachte Beampte oder
Gerichts-Verwalter richtet/ auch in derselben Person die
Sentenz abtheile/ jedoch die endliche Execution (haimit die
Sententie nicht inanes seyn) auf denjenigen Fall und
nach Gelegenheit der Sache entweder in die fructus oder
substantiam des Kaufes Kauf/ vollstreckt lassen; Solte
aber der Ausspruch wegen des Dorffes Belieben und
dessen pertinentien herbeiziehen; So wollen Se. Churfürstl.
Durchl. und dero nachfolgende Herrsche zu Magdeburg
intuitu der zu leistenden schuldigen Gewehr/ so fort selbst
durch dero Magdeburgische Cammer in das Mittel treten/
und ohn einige des Klag- Libells Communication an
des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. und dero miß-
thätigkeiten Beampten/ entweder den Kläger in Güte Klag-
los stellen/ oder den Process mit denselben antreten/ und
was erkannt wird/ prästiren/ auch weil schon ich die
hinterlassene löschliche Geschwister die alimentacion und
dotation aus Belieben prästendiren haben/ solche Anfälle
machen/ daß dießelben abgehandelt werden/ und sie allen
fernen Anspruch noch zur Auslösung des gänzlichten
Kauf- Selbes zu Recht befähigend maßen renunciiren/
Würde dann ferner der in dem Dorffe Belieben wohnen-
de von laue mit richtigen Documentis nicht erwiesen
können/ daß sein inhabendes Gut mit ausdrücklichen
eigenpersönlichem Consensu von den Spann-Steilen/ Zeh-
enden und andern prestantibus befreiet/ sonder nur durch
dero von löschau Prälat- Concession und Handlung von
einem und dem andern ohere recht entzogen werden;
So wollen Se. Churfürstl. Durchl. dergleichen keinen Proceß

ANNO
1684.

ANNO 1684. gestatten / sondern geſchehen laſſen / daß dieſes Guth wie-
derum ad corpus ſervius ſo fort gezogen / und ſolglich
die Dienſte und Zehenden in vorigen Stand wiederumb
geſetzt werden; Als auch des Fürſten von Anhalt Fürſt.
Durchl. den ſchlechten Zuſtand der jetzigen Einwohner in
Belleben und dabey hingekielet / daß denſelben wegen
des erlittenen Mißwachs und Abſtattung anderer præ-
ſentandem, die nach Aufheben des zuletzt verſtorbenen von
Johann Schulze Sohn Eider / und was ihnen wegen der
in dieſem Jahre nicht wirklich geleſteten Dienſte ange-
ſonnen werden möchte / in bezuglich unmöglich fallen wür-
de; So haben Sr. Churfürſt. Durchl. dieſe ſchuld- und
Dienst-Gelder / und was ſie ſonſt etwan amoch ſchuldig
ſeyn / gnädig laſſen laſſen / alſo / daß ſie die Bellebiſchen
Unterthanen vor dero Magdeburgiſchen Cammer nicht wei-
ter darumb angewahnet oder beſchwerden werden ſollen. So
viel das Jus Patronatus und davon dependierende Befug-
niß betrifft / ſo wird dasſelbe / wie bald im Eingang die-
ſes Kaufs-Briefes ſchon erwähnt iſt / des Fürſten zu
Anhalt Fürſt. Durchl. zugleich mit verkauft / und ver-
kauft Seiner Churfürſtliche Durchl. vor ſich und dero
nachkommende Herzoge zu Magdeburg / ſo wohl dasſelbe
als andere in dieſem Kauf mit begriffene pertinentien /
und was daneben in einem und andern Stucke abſonder-
lich bewilliget und zugeſtanden worden / kräftigſt zu ge-
währen / und weder dero Magdeburgiſche Regierung und
Cammer / noch auch dero landſchaftliche einige Contraven-
tionen dawider zu geſtatten. Alles bey Churfürſt. Wor-
ten / Treue und guten Glauben / deſſen zu mehrer Be-
kräftigung haben beydeſeits hohe Herren Contrahenten
denen exceptionibus docti mali, liſtiger Überredungen /
Verleumdung über die Heſſen / und aller anderen / welche
zur Vernichtung dieſes Kaufes erſonnen / oder hervor ge-
führt werden möchten / ſich beſtändigſt begeben / und die-
ſen in duplo geſertigten Kauf-Brief eigenhändig unter-
ſchrieben / auch mit dero Cammer-Secreten bedrucket /
Wobey dann ſchließlich Sr. Churfürſt. Durchl. vor
ſich und dero nachkommende Herzoge zu Magdeburg ſich
noch abſonderlich dahin erkläret / daß / wann Fürſt Jo-
hann Georgens zu Anhalt Fürſt. Durchl. dieſes er-
kauſte Guth Belleben / ſamt ſeinen erlangten Befreyun-
gen / und das in Handlung habende Kaufs Zeit und be-
ſon- pertinencien an einen dero Herren Benen / Fürſten
zu Anhalt / weiter zu verſetzen / zu übergeben oder zu ver-
kauffen ſich enſchuldigſt ſollen; Sie darinn conſentiren /
und die künftige Befreyer bey gerühigen Poſſeſſen aller
in dem Kauf-Brief beſchriebenen Gerechtigkeiten und
Befreyungen laſſen / manüſcribiren und ſchicken wollen;
So geſchehen in Vorſtand den Neun und Zwanziſten
Decembris des Eintauſendt Sechshundert Vier und acht-
zigſten Jahres.

(L.S.) Friedrich Chur-Princk.

(L.S.) Johann George F. z. Anhalt.

L I.

589. Déclaration de LOUIS XIV. Roi de France don-
née à Versailles, le 9. Janvier 1685. en faveur
des Hollandois Sujets des Etats Generaux des
PROVINCES-UNIES pour habiter & com-
mercer en France, sans être repuez Aubains, con-
formément à l'Article X. du Traité de Nimègue,
du 10. Août 1678. Reçue en Parlement le 13.
dudit mois de Janvier 1685. [FREDER.
LEONARD. Tom. V.]

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre; A nos amez & feaux les Gens tenans
notre Cour de Parlement à Paris; Salut. Sur
les avis qui Nous ont eſté donnez de divers
Procez intentez en différentes Jurisdiccions, ſur ce
qu'on n'y eſt pas informé de ce qui eſt porté par le
X. Article du Traité de Commerce fait à Nimègue,
le dixième Août mil ſix cens ſoixante-dix-huit, par
nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, avec ceux des
Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, &
par Nous approuvé & ratifié le 18. dudit mois, du
quel Article la teneur eſtuit. Les Sujets deſdits Sei-
gneurs Etats Generaux ne ſeront point repuez Aubains
en France, & ainſi ſeront exemptés de la Loy
d'Aubaine, & pourront diſpoſer de leurs biens par Tes-

tament, Donation ou autrement, & leurs Heritiers Su-
jets deſdits Eſtats demeurans tant en France qu'ailleurs,
recueillir leurs ſuccellions même ab inteſtato, encore
qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité,
ſans que l'eſſet de cette Conceſſion leur puiſſe eſtre con-
teſté ou empêché ſous pretexte de quelque Droit ou
Prerogatives des Provinces, Villes ou Perſonnes pri-
vées; pourront pareillement ſans ledites Lettres de
Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets deſdits
Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume,
pour y faire leur Commerce & Trafic, ſans pourtant
y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, ſi
ce n'eſt qu'ils euſſent obtenu Lettres de Naturalité de
Sa Majeſté en bonne forme, & ſeront generalement
traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout,
autant favorablement que les Sujets propres & naturels
de Sa Majeſté, & particulièrement ne pourront eſtre
compris aux Taxes qui pourront eſtre faites ſur les E-
trangers, & ſera tout ce contenu au preſent Article
obſervé au regard des Sujets du Roi dans les Pais de
l'obeiſſance deſdits Seigneurs Etats; Et voulant faire
ceſſer ledites contentions en rendant ledit Article pub-
lic. A ces cauſes Nous vous mandons & ordonnons
par ces Preſentes ſignées de notre main, que ledit
Article X. ci-deſſus dudit Traité, vous ayez à faire li-
re, publier & enregiſtrer, & le contenu en icelui en-
tretienir & faire entretenir, garder & obſerver, ſans y
contrevénir, ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevénu en quel-
que forte & maniere que ce ſoit; Car tel eſt notre
plaiſir. Donné à Verſailles le neuvième jour de Janvier,
l'an de grace 1685. & de notre Regne le quarante deu-
xième.

Signé,

LOUIS.

Es plus-bas,

Par le Roi, COLBERT.

Et ſcellé du grand Seau de cire jaune.

Reçues, où & ce requérant le Procureur General
du Roi, pour être exécutés, selon leur forme & teneur,
& Copies collationnées envoyées dans les Baillages, Se-
néchauffes & Sieges du Ressort, pour y être pareillement
publiées & enregiſtrées: Enjoint d'y tenir la main, &
d'en certifier la Cour dans trois mois, suivant l'Arrest de
ce jour. A Paris en Parlement, le treizième jour de Jan-
vier mil six cens quatre-vingt cinq.

Signé,

DONGOIS.

L II.

Articles accordez par le Roi de France LOUIS 12. Fevr.
XIV. à la République de GENES, le 12. Fe-
vrier, 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V. FRANCE
ET GENES.
aussi dans le Theatrum Pacis, Tom. II. pag.
1060. en Latin, François & Allemand;
dans LONDORP II Acta publica. Tom. XII.
pag. 160. en Allemand; dans Anhang zu den
Europäischen Herolds 4. Handthandlungen, pag.
1661; & dans Relationis Historie. Francofurt.
Continuat. Vernal. pag. 51. en Allemand.]

Louis par la grace de Dieu Roi de France &
de Navarre; A tous ceux qui ces preſentes
Lettres verront, Salut. Comme notre amé &
ſeul Conſeiller en tous nos Conſeils, Préſident
à Mortier en notre Cour de Parlement de Paris, Se-
cretaire d'Etat & de nos Commandemens & Finan-
ces, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croiſſy,
en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avions
donné, auroit conclu, arrêté & ſigné le 12. Fevrier
dernier, avec le Sieur Marquis de Marini Envoyé Ex-
traordinaire de la République de Genes, pareillement
muni de Plein-pouvoir de ladite République, les Ar-
ticles

ANNO
1685.

ticles par Nous accordez à ladite République, dont la teneur ensuit.

LE Roi ayant rétabli le repos de toute l'Europe par les Traitez de Trêve signez à Ratisbonne le 15. Aoust dernier; & Sa Majesté se voyant dans une pleine & entière liberté de prendre contre la République de Genes telles résolutions, qu'Elle auroit estimé être les plus convenables à Sa Gloire & à sa Justice, Elle a néanmoins bien voulu, en considération de Sa Sainteté, dont les soins infatigables pour la conservation de la tranquillité publique ne peuvent être assez estimés, préférer les voyes de douceur à celles de la force de ses armes; & sur les assurances qui ont été données à Sa Majesté par le Sieur Archevêque Ranuzzi, Evêque de Fano, Nonce Extraordinaire de Sa Sainteté, de l'entière résignation dedit Genois aux conditions qu'Elle leur a demandé, & du Pouvoir qu'ils ont envoyé au Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes auprès de Sa Majesté, pour les accepter en leur nom, & en convenir avec celui qu'il plairait à Sa Majesté commettre pour en dresser & signer les Articles; Elle auroit autorisé à cet effet le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté; lequel, en vertu du Pouvoir qui sera ci-après inféré, auroit avec le Sieur de Marini autorisé par la République de Genes, en vertu de la Lettre des Duc, Gouverneurs & Procureurs de ladite République, signée Girolamo de Mari, & C. Mafcardi, & datée du 29. Janvier 1685. qui sera ci-après transcrite, arrêté, conclu, & signé, les Articles suivans.

I. Que le Doge à présent en charge, & quatre Senateurs aussi en charge, se rendront dans la fin du mois de Mars prochain, ou au plus tard dans le dixième d'Avril, en la Ville de Marseille, ou autre Ville du Roiaume; d'où ils s'achemineront au lieu où Sa Majesté sera; & lors qu'ils seront admis à son audience, revêtus de leurs habits de ceremonie, ledit Doge portant la parole, témoignera au nom de la République de Genes l'extreme regret qu'elle a d'avoir déplu à Sa Majesté, & se servira dans son discours des expressions les plus soumises, les plus respectueuses, & qui marquent le mieux le desir sincère qu'elle a de mériter à l'avenir la bienveillance de Sa Majesté, & de se la conserver soigneusement.

II. Le Doge & les quatre Senateurs rentreront, à leur retour à Genes, dans l'exercice de leurs charges & dignitez, sans qu'il en puisse être mis d'autres à leurs places pendant leur absence. Ni lors qu'ils seront retournez, sinon après que le tems ordinaire de leur gouvernement fera expiré.

III. La République de Genes congédiera dans le tems d'un mois toutes les Troupes Espagnoles qu'elle a introduites dans les Villes, Places & Pays dépendans dudit Etat, & renonce dès-à-présent en vertu de ce Traité, à toutes Lignes & Affociations qu'elle pourroit avoir faites depuis le premier Janvier 1683.

IV. Lesdits Genois réduiront aussi dans le même temps leurs Galeres au même nombre qu'ils avoient il y a trois ans, & pour cet effet désarmeront celles qu'ils ont fait équiper depuis.

V. Sa Majesté ayant demandé que la République de Genes dédommageât tous les François, non seulement de ce qui leur a été pris & enlevé, tant dans la Ville de Genes, que dans les Pais qui en dépendent; mais aussi de toutes les Pries qui ont été faites sur eux par les Vaisseaux & autres Bâtimens armez, ou autorizés par lesdits Genois, suivant l'Etat qui en seroit dressé & fourni dans trois mois; & ladite République ayant offert de rendre aux Sujets de Sa Majesté tout ce qu'elle a pu retirer des effets qui leur appartiennent. Sa Majesté acceptant ledit Offre, & suivant les mouvemens de sa pitié, a bien voulu se contenter, qu'au lieu des autres dédommagemens cy-dessus dits, ladite République s'obligât, comme elle fait par cet Article, de contribuer à la réparation des Eglises & lieux sacrez, qui ont été ruinez ou endommagés par les Bombes, que le refus de donner à Sa Majesté une juste satisfaction, a attiré indistinctement sur ladite Ville, toute la somme d'argent que notre Saint Pere le Pape estimera convenable, Sa Majesté remettant aussi à sa Sainteté de regler le temps dans lequel lesdites reparations devront être faites.

VI. Le Comte de Fiesque ayant imploré la pro-

tection de Sa Majesté sur les anciennes pretentions de sa Maison contre ladite République, Sa Majesté a désiré qu'il fût payé présentement audit Comte de Fiesque la somme de cent mille écus, monnoye de France; & comme ladite République a voulu encore témoigner en cela sa deference pour Sa Majesté, & mériter d'autant plus l'honneur de ses bonnes grâces, elle s'est obligée par ce seul motif, & non autrement, de payer dans deux mois audit Comte de Fiesque ladite somme de cent mille écus sans prejudice des raisons qu'elle pretend avoir contre ledit Comte de Fiesque & sa Maison, qui ne pourront recevoir aucune atteinte par ledit paiement; & en considération de la promptitude avec laquelle ladite République satisfait en cela à la volonté du Roi, Sa Majesté promet qu'elle n'appuiera point de la force de ses armes, ni d'aucune voye de fait, les pretentions dudit Comte & de la Maison de Fiesque, Sa Majesté voulant qu'elles ne puissent être pourlues que par les voyes de Droit; & comme l'intention de Sa Majesté est que le paiement cy-dessus dit ne soit fait que par provision & sans prejudice des raisons des Parties, aussi elle declare que ledit Comte de Fiesque, ses Hoirs & ayans cause, pourluisans leurs Droits & Actions en Justice, comme il a été dit, ladite République puisse compenser sur ce qui pourroit leur être jugé, ladite somme de cent mille écus, que ledit Comte de Fiesque aura reçu en vertu dudit Traité.

VII. Sa Majesté étant contente des satisfactions cy-dessus dites, & voulant bien rendre l'honneur de ses bonnes grâces à la République de Genes, Elle fera bien aise aussi de faire au Doge, & aux Senateurs, tout le favorable accueil qui leur puisse marquer sa bonté & le retour de sa bienveillance Royale; & après qu'ils se seront acquitez des fonctions pour lesquelles ils se doivent rendre auprès de Sa Majesté, ils pourront s'en retourner à Genes, pour y exercer leurs charges, ainsi qu'il est convenu par l'Article deuxième dudit Traité: Sa Majesté declarant qu'il ne leur sera fait de sa part aucune autre demande, ni imposé d'autres conditions, que celles qui sont exprimées & établies par le present Traité.

VIII. Tous Actes d'hostilité cesseront, & savoir par Terre dès le jour de la signature du Traité, & par Mer dans un mois, à commencer dudit jour: Et s'il y a quelques Sujets du Roi detenus dans les prisons, Galeres ou Vaisseaux de Genes & autres lieux, ils seront incessamment élargis; Sa Majesté voulant bien aussi faire mettre en liberté tous les Genois qui pourroient être retenus, soit dans ses prisons ou dans ses Galeres, Vaisseaux & autres lieux.

IX. Le present Traité sera ratifié incessamment par ladite République de Genes, & les Ratifications échangées avec celles de Sa Majesté, au plus tard dans trois semaines. En foi dequoy nous avons signé les susdits Articles, & à ceux fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Versailles le douzième jour de Fevrier mil six cent quatre-vingt-cinq.

Signé,

A. RANUZZI, Archevêque, Evêque COLBERT DE
de Fano, Nonce Apostolique. CROISSY.
PAOLO DE MARINI.

Pouvoir du Roi.

LE Roi ayant été informé par le Sieur Evêque de Fano Nonce Extraordinaire de sa Sainteté, que non seulement la République de Genes avoit pris la resolution d'accepter les conditions qui luy ont été imposées par Sa Majesté, pour tâcher par cette soumission à rentrer dans ses bonnes grâces; Mais mesmes qu'elle avoit envoyé un Pleinpouvoir au Sieur de Marini, pour en signer en son nom les Articles avec telles personnes qu'il plairait à Sa Majesté commettre: Sa Majesté a pour cet effet autorisé de sa part, comme elle autorise par ces presentes, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, Président à Mortier en la Cour de Parlement à Paris, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté & de ses Commandemens & Finances, auquel Elle a donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'accepter, conclure, & signer en son nom avec ledit Sieur de Marini les Articles dont ils seront convenus; Promettant ladite Majesté en foy & parole de Roi,

ANNO
1685.

ANNO 1685. Roi, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, & avoir agreable, & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Croissy aura promis & signé en vertu du present Pouvoir; Comme aussi d'en fournir la Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoy Nous ayons signé ces Présentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel secret. A Versailles, le neuvième jour de Février 1685.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

PHÉLYPEAUX.

Pouvoir de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Repubblica di Genova.

Mol' illustre nostro Gentiluomo: Dalle vostre Lettere, e dalle Relationi havute di quanto ha rappresentato al Pontefice Monsignor Nuncio Ranucci, si raccoglie, che le domandate soddisfattioni della Maestà Christianissima alla Repubblica consistono in una Missione d'osservazione del Serenissimo Doge, e quattro Tugati, che si disarmino le quattro Galee nuovamente armate; che la Repubblica si riduca al stato di Neutralità, che professasse per il passato verso le due Corone di Francia, e di Spagna; che si paghino cento mila scudi bianchi al Conte da Fiesco, per saldo d'ogni pretesione di quella Casa, e che si restituiscano alli Francesi, che dimoravano in Genova il mese di Maggio passato, i Beni à loro tosti: il che si suppone ristretto à quella parte che è riuscito alla Repubblica di recuperare. Et si come Sua Maestà Christianissima, per mezzo del Signore di Croissy, si era compiaciuta di far significare à Monsignor Nuncio, che sarebbe contenta di dette condizioni, e che non domandarebbe cosa alcuna di vantaggio, così si spera che mediante gli uffici del Pontefice, e della Maestà Britannica, sia per radolcire dette Domande, con dare al mondo un nuovo contrassegno della sua impareggiabile generosità verso di una Repubblica, che non ambisce cosa maggiore, che il ristabilimento nella sua Regia Gratia. Ma niente di meno desiderosi di far spiccare gli atti della nostra somma veneratione, vi damo facoltà di poter trattare e concludere sopra l'enunciata Domanda. Et à questo fine doverete nuovamente procurare gli uffici del Pontefice, e della Maestà Britannica, si per conservare il rispetto dovuto à detti due Principi, che con singolare benignità si sono interposti in detto Affare, come per il grado di fine, e per gradimento in che sono appresso di Sua Maestà Christianissima, doverete significare questi riverentissimi sentimenti à Monsignor Nuncio, affinché si compiacia di rappresentarli al Signor de Croissy, e di accompagnarli con espressissimi proprie della sua efficacia Et atte à rendersi maggiormente graditi da Sua Maestà Christianissima; E riuscendovi di concludere l'Aggiustamento, sarà vostra incombenza, che resti posto in iscritto ciò che doura fare la Repubblica con parole chiare Et incapaci di equivoci; e con tale spiegazione, che con detto Aggiustamento resti posto fine à tutte le pretenzioni di Sua

Maestà Christianissima, Nostro Signore vi guardi. Genova ANNO 1685. il dì 29. Gennaio 1685.

Et ont signé.

GIROLAMO DE MARI. CARLO MASCARDI.

Ratification du Roi.

NOUS ayant agreables les susdits Articles, en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de notre main, & le tout promettons, en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit: En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le troisième jour de Mars, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt cinq, & de notre Regne le quarante-deux.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

Ratification de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Repubblica di Genova.

Essendosi compiaciuto il Re Christianissimo di restituirci alla sua Regia Grazia, medianti i Capitoli sottoscritti à Versailles li 12. del corrente mese di Febrero da Monsignor Arcivescovo Ranucci, Vescovo di Fano, e Nuncio straordinario Apostolico, e dal Signor Marchese Colbert di Croissy Secretario di Stato di detta Maestà, Et a nome della medesima; e per Noi dal Gentiluomo Paolo de Marini nostro Irviato straordinario appresso di detta Maestà, del tenore come segue.

Havendo il Rè ristabilito, &c.

Noi non havendo maggior premura, che di godere il favore della Regia benevolenza di detta Maestà, valendoci dell' autorità confortati dal nostro minor Consiglio, sotto il dì venti tre del corrente mese di Febrero, accettiamo, ratifichiamo, e comproviamo gli Articoli sopra detti, e promettiamo l'osservanza de medesimi. In testimonio del che sarà la presente sottoscritta da uno de i nostri Colleghi, e dall'infra scritto nostro Secretario, Et firmata col nostro solito Sigillo; Data in Genova nel Real Palazzo, il dì 25. Febrero 1685.

Signé,

GIROLAMO de MARI, Senatore Deputato.

CARLO MASCARDI.

(a) Discorso fatto à Sua Maestà Christianissima dal Doge di Genova nella prima Udienza. [LONDORPII Acta Publica, Tom. XII. pag. 182. en Allemand.]

SIRE;

La mia Repubblica hà sempre hauuto fra le Massime più radicate del suo Governo, quella principalmente di segnalarsi nella forma veneratione à questa gran Corona.

TOM. VII. PART. II.

(a) Cette Piece étant une des conditions de la Paix on a cru ne devoir pas l'omettre.

Harangue du Doge de Genes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai, 1685.

SIRE;

La principale Maxime d'Etat, de la Republique de Genes a toujours été de se signaler par une profonde veneration pour cette grande Couronne, que l'ordre

M

Ma-

ANNO na, chè trameffa alla Maestà Vostra da fuoi Augufti
1685. Progenitori hà Ella elevata ad un sì alto grado di poten-
za e di gloria, con impreffe tanto prodigiofe & inudite,
che la fama, folita in ogni altro foggietto d'ingrandire,
non farà battevole, ancora con diminuire, à renderle
credibili alla pofterità.

Prerogative così fublimi, che obligando qualunque
Stato à rimirarle & ammirarle con profondiffimo os-
sequio, hanno particolarmente indotto la mia Repu-
blica à diftinguerfi fopra d'ogni altro nel proteffarle,
in modo che'l Mondo tutto doueffe reftarne eviden-
temente perfuafò; nè vi è accidente, che li fia mai
occorfo di apprendere nè più funefto nè più fatale di
quello che veramente poteffe offendere la Maestà
Vostra. Non poffo dunque adequatamente fpiegare
l'iffetto cordoglio cagionato alla medefima di haver
hauuto la minima cofa, che hà difpiaciuto alla Maestà
Vostra. Benche fi lusinghi efferè ciò arrivato per
pura fua difgratia, vorrebbe nondimeno, che tutto
quello che può efferè fucceduto di poca fodisfazione
della Maestà Vostra, foffe a qual fi voglia prezzo fcan-
cellato, non folo dalla fua memoria, mà da quella di
tutti gli huomini. Non è Ella capace di follevarfi da
così immenfa afflittione, fin che non fi veda reintegra-
ta nella pregiatiffima Gratia di Vostra Maestà, che per
effer fatta degna di confeguirla averta Vostra Maestà
che li sforzi delle fue più intente applicationi, s'im-
piegheranno non folo per procurarne una perpetua con-
fervatione, mà per habilitarfi à meritarne ogni maggior
accrefcimento.

In ordine à che non fatisfacendofi di qual fi fia es-
preffione più propria, e più offequiofa, ha voluto va-
lerfi di inuitate e fingolariffime forme, inviandole il
Doge con quefti quattro Senatori, fperando che da
tante fpéciali dimoftrationi debba la Maestà Vostra ri-
manere pienamente appagata della altiffima ftima che fa
la mia Repubblica della fua Regia benevolenza.

Quanto à me, Sire, riconofco per mia grandiffi-
ma fortuna l'honore di efferè quefti viviffimi e di-
votiffimi fentimenti, & à maggiore fegno mi preggio
di comparire alla prefenza d'un sì gran Monarca, che
inuitiffimo per il fuo valore, & riveriffimo per la
fua impareggiabile magnanimità e grandezza, come
hà formontati tutti gli altri de' paffati fecoli, così affi-
cura la medefima forte alla fua Regia Proapia: Con sì
felice augurio è fomma fiducia, che la Maestà Vostra,
per far fèmpre più comprendere all'univerfo la fingo-
larità dell' animo fuo generoffimo, fi compiacerà di
riguardare quefte dimoftrationi tanto divote e doute,
come parti non meno della fincerità del mio cuore,
che de' gli animi di quefti Signori Senatori e Cittadini
della mia Repubblica, che attendono con impatienza i
contrafegni, che la Maestà Vostra fi degnerà volerle
dare del fuo benigno gradimento.

Majefté tient de fes Auguftes Aïeulx, & qu'Elle ANNÓ
a portée au fuprême degré de la gloire & de la 1685.
puiffance, par des exploits fi prodigieux, que la Re-
nommée, qui a coûtume d'exagerer en tout autre fu-
jet, ne pourra pas même, en les diminuant, les ren-
dre croiables à la pofterité.

Tandis que tous les Etats font occupez à regarder
avec admiration des prerogatives fi sublimes, les Ge-
nois ont voulu fe diftinguer de tous les autres Poten-
tats, en la maniere de témoigner leur refpect à Vòtre
Majefté, afin que tout le monde en fut évidemment
perfuaadé, ne leur étant jamais rien arrivé de plus
funefte, que le malheur d'avoir pù lui déplaire en la
moindre chofe. Et bien qu'ils n'en attribuent la cau-
fe qu'à leur infortune, ils voudroient néanmoins que
tout ce qui a pù donner fujet à Vòtre Majefté, d'être
peu contenté d'eux, fut à quelque prix que ce fût
efacé, non feulement de fa mémoire, mais auffi de
celle de tous les hommes: Et rien n'eft capable de
les confoler dans une fi grande afflittion, que l'efperan-
ce de fe voir parfaitement rétablis dans l'honneur des
bonnes graces de Vòtre Majefté, dont ils s'efforce-
ront, avec toute l'application de leur efprit, de mé-
riter non feulement la confervation à jamais, mais enco-
re l'augmentation de plus en plus.

C'est dans cette vûë, Sire, que ma République na
se contentant pas d'employer les expreffions les plus
refpectueufes, s'eft fait un plaifir d'envoyer fon Duc
avec ces quatre Senateurs à Vòtre Majefté, pour lui
montrer, par cette foimiffion extraordinaire & fans
exemple, l'estime infinie, qu'elle fait de fa bienveil-
lance Roiale.

Quant à ma perfonne, Sire, je compte pour un
honneur extrême l'honneur que j'ai de paroître
en la prefence d'un fi grand Roi, d'un Roi, dis-je, qui
aïant furpaffé tous ceux des fiècles paffez en valeur,
en generofité, & en puiffance, assure encore le mê-
me fort à fes Descendants. Un fi heureux augure
me fait efpérer, que Vòtre Majefté, pour rendre
tout l'Univers témoin de cette grandeur d'ame, qui
lui eft fi particuliere, voudra bien regarder les tres-
humbles proteftations que je lui fais, comme les plus
vifis, & les plus finceres fentimens de mon cœur, &
de celui de ces quatre Senateurs, mes Concitoyens,
qui attendent, comme moi, avec impatience les mar-
ques, que Vòtre Majefté daignera nous donner de fon
agrément.

LIII.

18. Fevr. Concordien-Recefs zwischen der Frauen
Anna Dorothea Abbtiffin und dem
Stift Quedlinburg eines / und Jo-
hann Georg dem III. Churfürst zu
Sachsen anderen Theils / wodurch sie
sich wegen der Formul der von den
neuen Quedlinburgischen Unterthanen
beym Jährlichen Rath-wechfel an Chur-
Sachsen zuleistenden Erbhidigung /
wegen der Chur-Sächsischer .Seits
pretendirter Lehen-Stück an Wild-
Bain / Holzung / Fischerey und Ze-
henden / item wegen der hohen Lehen-
Verfchreibung / Stifts-Rechnungen /
Policien-Kirchen-Ordnungen / der ob-
ne Chur-Sächsischen Consens im Stift

nicht zuzulassenden frembden Werb-
und Einquartirungen/Repartition der
Anlagen / des Stifts-Hauptmanns /
Gerichts-Sachen / Heer-Geräthe und
vielen anderen Dingen vergleichen /
und zwar so wird es in den wichtig-
sten Stücken bey dem Vertrag de anno
1574. sub 17. Augusti gelassen. Geben
Quedlinburg den 18. Febr. am S. Con-
cordien Tag 1685. [Deductio, daß ein
Abbtiffin zu Quedlinburg von Anfang
der Foundation biß hieher ein immédia-
ter Reichs-Stand gewesen / in Wenla-
gen sub Num. 51. apud LUNIG in
Grundveste Europaeischer Potenzen Ge-
rechtensamen Part. I. Cap. IV. Absatz II.
pag. 805. ubi remittit ad suum Reichs-
Archiv. Part. Special. Continuat. II.
Abtheilung V. pag. 894.] C'est

ANNO
1685.

C'est-à-dire.

Concordat entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe d'une part, & ANNE Abbesse de Quedlinburg avec l'Abbaye même d'autre part; par lequel on convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Electeur par les Sujets de l'Abbaye à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits pretendus par son Altesse Electorale comme Seigneur Feodal, sur les Chasses annuelles, Peches, Coupes de bois, & Dimes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglements Ecclesiastiques, Levées & Logements de Troupes Etrangères, que ladite Dame Abbesse ne pourra accorder sans son Consentement; de la Repartition des Tributs, des Jugements Forenses, & de plusieurs autres Interests, en sorte que la Transaction du 17. Aout 1574. demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinbourg le 18. Fevrier jour & Feste de Ste Concordie 1685.

Es mach sich wissen dem Churfürstlichen und Fürstlichen Hause Sachsen an einem, und denen jeweiligen Abbatissinnen und Capitul-Gemeine zu Quedlinburg an anderen Theil, von langen Jahren her viel Eyn und Frungen erhalten; welche zwar durch die sub dato Quedlinburg Donnerstages nach Laurentii Anno 1539. und 17. Aug. 1574. auch andere getroffene Verträge etlicher massen begelget; aber nicht so gänzlich hinweg geräumt, noch verhütet werden können, daß sich nicht von Zeit zu Zeiten alsoherd neue Gebrechen berühr gethan / und nach und nach gehäuffet. Dabero der Beyland Durchlauchtige Fürst und Herz / Herr Johann Georg der Andere / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbs-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauff / Burggraf zu Magdeburg / Gutsfürster Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herr zu Ravensstein etc. Christmülders Gedächtnis / Anlaß ergrieff / solche durch Seiner Churfürstlichen Durchleuchte zu Einmahnung der Huldigung des Orts gebähe Gesandte und sonst hochwürdigster Unterthanen / mit denen auf Seiten des Stiffts dazu verordneten Räten überlegen / und zum Theil bereits in Anno 1659. 1670. 1671. und 1672. zu einiger Werde bringen lassen. Welche Handlung der auch Durchlauchtige Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbs-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauff / Burggraf zu Magdeburg / Gutsfürster Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herr zu Ravensstein etc. nicht allein mit der Hochwürdigsten und Durchlauchtigen Fürstin und Frauen / Frauen Anna Sophia / Land-Gräfin zu Hessen / Fürstin zu Hirschfeld / des Kaiserlichen freyen weltlichen Stiffts Quedlinburg Abbatissin / Gräfin zu Eggensteinbogen / Dietz / Biegenheim / Widda / Schauenburg / Pfund und Mühlungen etc. Christmülders Andenkens / mittels einer zu Dresden im Monat Decemb. des verwichenen 1682ten Jahres veranlaßten Conferenz / sondern auch nach jäggdachter Frau Abbatissin seither erfolgten Hochzeiten Ubleben / und mehr anderweit allhier mit der auch Hochwürdigsten und Durchlauchtigsten Fürstin und Frauen / Frauen Anna Dorothea / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meissen / des Kaiserlichen freyen weltlichen Stiffts Quedlinburg Abbatissin / Gutsfürster Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Mark und Ravensberg / Frau zu Ravensstein etc. und dem Capitul durch Endes benannte zu hochgedachter Frau Abbatissin Introduction und Einmahnung der gesamt Huldigung anhero verordnete Gesandte realkommiren lassen.

Als ist es hiernächst mit göttlicher Gnade so weit gebracht; daß endlich alles / was bis dahin in Frunge geschwebet / nachfolgender Gestalt in Guten verglichen / und erörtert worden.

I. Huldigung.

Nemlich so viel Erstlich die Erb-Huldigung anbetrifft /
TOM. VII. PART. II.

nachdem ein Churfürst zu Sachsen nicht nur für sich allein bey Antrachtung des Churfürstlichen Regiments / nach der Notal Lit. A. sondern auch Inhalts des obangezogenen Vertrages de Anno 1574. nebst und mit einer neu erwählten Abbatissin / bey deren Introduction die Huldigung von sämtlichen Stiffts-Unterthanen nach der Notal Lit. B. einzunehmen hat / solche gesamt Huldigung auch bey jährlichen Raths-Wechsel von denen neuen Unterthanen abzuholen ist. Über welchen letzteren sich der Formul halber einiger Mißverständnis bisher ereugen wolten / so hat man sich verglichen; daß die Notal Lit. B. (welche nebst der sub lit. A. umb künftiger mehrer Richtigkeit willen diesem Recels am Ende mit beigefügt) auch bey obbedeuteten Fall / da die neuen Unterthanen zu verzeihen / behalten / und es also bey angezogenen beyden Formulen unverändert gelassen werden solle.

2. Ermangelnde Lehnstücke an Wild-Bahn / Hölzung / Fischerey und Zehenden.

Wiewohl sich auch hiernächst zum anderen befinden / daß Ihrer Churf. Durchleuchte nicht nur die in Erbs-Boigeyl. Ihr und Dero Chur- und Fürstliche Vorfahren vom Stifft erhalten Lehn-Briefchen ausdrücklich mit begrieffene Wildbahn / Hölzung und Fischereyen / sondern auch die meisten darinnen benannten Zehenden ermangeln / und dabero deren Verschaffung und Gewährung bey dem Stifft begehret worden; So haben Ihre Churfürstliche Durchleuchte sich democh / zu Begehung dero geneigten Willens / Freund-Vetterlich erklähret / wegen besagter Wildbahn / Hölzung / und Fischerey weder in der Abbatissin Fürstliche Durchleuchte noch in das Stifft ferner zu setzen / seynd auch zu frieden / das hochgedachte Abbatissin / wie bishero in Jagd-Sachen / und was zu deren Conservation und Abschaffung sührender Jagd-Eingriffe nöthig und dienlich / verordnen / und deswegen pfänden lassen / auch mit Einlieferung solcher Pfände in die Erbs-Boigeyl versehen werden indgen / jedoch das was extra-nei von dergleichen Sätzen wurpien / hierunter nicht verstanden / sondern Ihrer Churfürstliche Durchleuchte und dem Hause Sachsen die deshalb zukommende Besiggnis vorbehalten / auch das Stifft hierinnen / nach allen Kräften mit denselben unbutreten / verbunden bleibe / ungleichen die gedächte massen nachgelassene Einlieferung der Pfände in die Boigeyl nicht weiter noch auf andere Pignorationes in Fischerey-Feld- und dergleichen Sachen / weniger aber auff einige dabey etwa sührende Gerichtsfälle oder Violation der Gränten und Jurisdiction extendiret / und zur Consequenz wieder Ihre Churfürstliche Durchleuchte Erb-Boigeyl und deroelben zum Nachtheil allegiret werde / wie dann Ihre Churfürstliche Durchleuchte auch der verwichenen Jahren halber durch dero Stiffts-Hauptmann / oder sonst Erfindung einzuziehen / und die Nothdurfft weiter bedachten lassen wolten.

3. Hohe Lehn-Verschreibung.

Es hat es auch drittens wegen Verschreibung hoher Lehn-Angefälle; daß dergleichen anders nicht / dann mit Ihr. Churfürstliche Durchleuchte und Dero Nachkommen Vorwissen geschehen solle / bey dem fünften Punct des Vertrages de Anno 1574. kein nochmaliges Verleiden / und soll einem Churfürsten zu Sachsen etc. aus denen Stifftlichen Lehn-Büchern und Registraturen auf Begehren die disfalls benötigte Nachricht erteilet werden.

4. Stiffts-Rechnung.

Allermassen auch viertens Ihre Churfürstliche Durchleuchte in Krafft dero hohen Erbvoigteilichen Amtes befügt / zu irsehen und dafür zu seyn / daß das Stifft nicht in Abnehmen gerathe / dabero Sie nach Inhalt des sechsten Punctes des Vertrages de Anno 1574. berechtigt / denen jährlichen Rechnungen / so einer Abbatissin von der darzu bestellten Person in Beyseyn des Capituls abgelegt wird / jemand der Zbrigen / jedoch solcher Gestalt zu zuordnen / daß derselben an dero Regiment kein Eintrag oder Verhinderung zugefügt werde. Also soll hinfort der Stiffts-Hauptmann nicht allein zu gedachten Rechnungen Krafft dieses / und ohne ferner special Vollmacht jederzeit gezogen / sondern Ihm auch nach Befindung dem Stifft zum Besten wieder den Rechnungs-Jähre

ANNO
1685.

ANNO Früher gehörige Kammerungen zu machen / und nachdies-
1687. tige Erinnerunge dabey zu thun / frey verbleiben.

5. Policy und andere Ordnung.

Und weil stäuffens wegen Communication der Policey-Nacht-Schieds-Richter und andere einer Abtiffin zu machen zukommenden Ordnungen / gleichfalls Irrungen entstanden; So sollen dieselben revidiret / und was die Churfürstliche Jura, zumahlen wegen der Ruffen / und daß denselben kein Eintrag geschehe / betriffe / dabey gehörig beobachtet / und hernachmahls ohne Noth und gleichmäßige Communication nicht geändert werden.

6. Kirchen-Ordnunge.

Gesalt denn seiffen bey der Kirchen-Ordnung das je-
nige / so disfalls im 2ten Punct des Vertrages 1774. ver-
sehen und ausgesetzt / in acht genommen / und dabey die
bisherige mit christen gleichfalls revidiret / nach Gelegen-
heit / und wo darinnen Durepans von dero Churfürst-
lichen Kirchen-Ordnunge anzutreffen / Veränderung für-
genommen / und so dann mit der Publication in der
Frau Abtiffin Rahmen gebührender massen verfahren
werden solle.

7. Kaths-Wechsel und Aufführung.

Nachdem auch seibendes Herkommen; daß jährlich
am Sonntage Quasimodogeniti ein neuer Rath auf-
gesetzt werde / so soll es auch inständtliche regularier und
ordinarie darbey verbleiben / und allenthalben nach hiesi-
ger gebühlicher Art und Form gehalten; Wann aber
solche Aufführung wegen etwa vorfallender erhebliche Hin-
dernisse zu verschoben / so doch in Zukunft zu Vermeidung
vieler Inconvenienzen und Unordnungen auffre-
sonderbarer Noth möglicher massen zu verhüten / so
soll der Abtiffin Fürstliche Durchleucht hierzu einen an-
deren Tag ansetzen / und sich mit dem Stifts-Hauptmann
darüber vernemen; Jedoch zu Zeiten / wann die Impe-
dimenta sich etwas lange verziehen möchten / die sonst
gebräuchliche minus solenne Aufzehr- und Befähigung
statt finden.

8. Frembde Werb- und Einquartie- rungen.

Achtens / weil Ihre Churfürstliche Durchleucht das
Jus Armorum de Præsidio, samt was dem allenthalben
nach Recht und Gewohnheit anhängig / im Stift zu-
stehet / so soll darinne ohne deren Consens und Bevor-
drunge keinerlei Werb- oder Einquartierung / auffser was
des Stifts Creys-Contingent betrifft / welches doch oh-
ne öffentlichen Trommelschlag zu richten / verstatet noch
gebuhlet / sondern auf gepflogene Communication mit
der Abtiffin Fürstliche Durchleucht vom Stifts-
Hauptmann unverlangt abgeschafft und aufgehoben wer-
den.

9. Wachten und Anstalten in den Thoren.

Wiewohl auch nehmens / die ordentliche Thorwache
zu Durchburg bey Friedens-Zeiten dem Rath daselbst
noch ferner nebst denen Schicksleuten / welche von der Ab-
tiffin Fürstliche Durchleucht Ihnen zu dem Ende zu-
gestellt werden / zu lassen / so soll doch bey ereignender
Contagion-Gefahr keine seiner Anstalt in den
Thoren / ohne oder wider des anwesenden Hauptmanns-
Instruction und Ordre / unterfangen / dieser aber mit der
Abtiffin Fürstliche Durchleucht sich jederzeit darans
vernemen / derselben auch die Thore nicht richtig ent-
riegeln lassen / wie denn nicht weniger der Pässe halber
gute Correspondenzen zu pflegen / und dem Rath nicht nach-
zugeben / daß er dergleichen jemand anders / als denen
Bürgere / wo kein Verdacht obhanden / ertheile. In
Kriegs-käuffen aber und bey Sedis Vacantien verbleibet
alle zu Beschlus-Verfahr- und Verhinderung des ganzen
Stifts dinstliche Disposition Ihr. Churf. Durchleucht le-
diglich anheim gestellt.

10. Repartition der Wacht-Gelder und An-
anderer extraordinar Anlagen. 1685.

Und wie zehndens in gemein aller Steuern und An-
lagen halber im vierden Punct des Vertrages de An-
no 1747. die Vertheilung gemacht / daß solche / auffser
der Reichs- und Creys-Contributiven (in welchen dann
Ihre Churfürstliche Durchleucht der Frau Abtiffin
Fürstliche Durchleucht weder in deren Proposition noch
Anlegunge und Perzequation einigen Eintrag zu thun
begehren) durch einen Churfürsten und Abtiffin zu-
gleich denen Stifts-Unterrhanen zu proponiren / zu han-
deln und anzulegen / welches denn nicht unbillig auch
von darzu gehörigen modo collectandi, Revision und
Perzequation der Caratrorum zuversichen / also soll der-
gleichen auch bey vorfallender Aufserung der Wacht-
Gelder / wo es deren bedürftig / observiret / die Einneh-
mer conjunctim darzu besetzt / verspflichtet / und von
Ihnen die Rechnung abgenommen werden.

11. Exemption der also genannten Freyen betreffend.

Und weil zum Eilften etliche Persohnen im Wesen-
dorf hiebvor von einigen Abtiffin unter anderen
auch von denen Wachten befreiet seyn wollen / warüber
einige Beschwerde entstanden / und inständtliche weiter be-
sorget worden. So hat man sich verglichen / daß zwar
diejenigen / so dergleichen Freyheit bisher erhalten / und
verleihen können / dabey / was die Bewachung des
Stifts-Hauses anbetrifft / dem Herkommen nach / bey
währenden Sedis Vacantien / wie auch bey Pest-Zeiten
noch ferner gelassen / aber in Kriegs-käuffen / wie auch
bey der Ordinar-Stadt-Wacht / so Reye und von
Haus zu Haus geht / wegen darin habender bürgerli-
chen Häuser sich keiner Exemption anmaßungen haben sol-
len. Und wollen auch der Abtiffin Fürstliche Durch-
leucht durch dergleichen Befreyungen der übrigen Gemeine
zu keiner Beschwerde Anlas geben.

12. Grenz-Sachen.

Allemassen auch zum Zwölfften das Jus Solium und
dero landes-Grenzen / samt deren Begreifung und Erörterung
mit denen Benachbarten und anhängiger St- und Be-
zeichnung der Grenz-Steine / mit denen Churfürstlichen
Ihre Churfürstlichen Durchleucht zuständig ist. Also
wollen Sie hierunter mit Zuziehung der Abtiffin
Fürstliche Durchleucht verfahren / und dieselbe bey der-
gleichen vorfallenden Dingen mit dero habenden Erinne-
rungen gehörend in acht nehmen lassen.

13. Neue Dehlmühle belangend.

Was zum Dreizehnden die vor etlichen Jahren auffser-
halb der Stadt neue erbaute Dehlmühle anbetrifft / ist zu
Abkennung fernerer Weitläufigkeit verglichen / daß
der darauf geschlagene Erzhins von Zeit der Ratification
dieses Vergleichs an zwischen Ihr. Churf. Durchleucht
und der Abtiffin Fürstliche Durchleucht getheilt wer-
den / und also dieselbe ohne weiteren Widerspruch in ih-
rem Stande und Gange verbleiben solle.

14. Weyden-Zins.

Gesalt auch zum vierzehnden schon vorlängst derglei-
chen Theilung des Zinses von den gesteckten Weyden
beliebet / und hiermit nachmahls wiederholt wird / also
soll diese Theilung auch retro von allen disfalls bis dato
umgebrachten Resten verstanden werden.

15. Concessionen der Schenken und Häu- ser vor den Thoren.

Und weil zum 15. so wohl an Seiten der Abtiffin
Fürstliche Durchleucht als des Kaths / die bisher erhal-
ten Concessionen neuer Schenck- und anderer Häuser vor
den Thoren aufzubauen oder anzurichten / der Stadt nicht

ANNO zurechtlich / auch zu allerhand unterschleif und Unfug ge-
reichend / zuechtet werden will / So sollen dieselben mit
1685. cheßen zu beyden Theilen untersucht und nach Befinden
die Richtigkeit befördert / auch der Erbtheil der verblei-
benden neuen Schenkten unter die Erbwogtey und Abtey
Schöfferey getheilt werden.

16. Vom Stiffts-Hauptmann und dessen Leuten.

Gleichwie es auch sehendens mit Bestellung des
Hauptmannes bey dem Herkommen / und daß Ihre Chur-
fürstliche Durchleucht allein das Subjectum hiezu nach
dero Belieben zu verordnen / und annehmen haben /
denelben aber darauf nebst der gewöhnlichen Notification
zum Handgelobniß an jedesmalige Abtissin weisen / sein
Bemenden hat / Also ist derselbe nebst den Seinen von
Stifftscher Weichmüßigkeit billig eximirt / und hat sein
Forum für Churfürstlicher Durchleucht Regierung oder
Hof-Gericht / die Bedienten aber so in seinem Lohn ste-
hen / sollen nach vorher gegangener gebührender Anzeige
und Requisition / in Criminal-Fällen und Civil-Klagen
für die Churfürstliche Weigtey gestellt / in Fall es aber
abgeessene Personen betreffe / soll die Sache / wohin sie
nach Unterscheid der Weigtey- oder Civil-Fälle gehörig /
verwiesen / die Coercicio auch in gemeinen Unfug und
Disciplin-Sachen von dem Hauptmanne selbst gebührend
beobachtet werden.

17. Hauptmannen-Wohnung.

Und weil derselbe zum 17den im Stiffts-Hause eine
erbentliche Wohnung hat / solche aber für 1680 sehr ziem-
lich eingezogen / und fast unbrauchbar / auch Alters hal-
ber ohne gänzliche Niederreißung und Erhebung eines neuen
Gebäudes nicht wohl wieder anjurichten / Als steht mit
der Zeit dahin zu denken / und auf fernere Erweg- und
gesamter Entschliessung / ob sich hiezu / in Fall sonst
kein Mittel dazu zu finden / bey denen Stiffts-Untertan-
nen einer guetwilligen Beystunde und Zulage zu erholen /
und soll unterdessen des Hauptmanns anderweiter Aufsent-
halt zu keiner Consequenz gezogen werden.

18. Halberstädtische Land-Gutsche.

Was zum 18. die vor etlichen Jahren im Stift ge-
gen Halberstadt angelegte Land-Gutsche anbelangt / so
mag zwar dieselbe ferner in ihrem Gange bleiben / doch
daß der Churfürstliche Sächsischen des Orts durchgehens-
den Post hienit keine Hinderniß zugezogen werde.

19. Juden-und Hausierer Schutz.

So sollen auch Neumehndens fernerhin im Stift keine
Juden und Hausierer zu Vermeidung der daher besorg-
ten Anwesen recipirt noch geduldet werden.

20. Von der für caduc eingezogenen halben Hufe vor Dirsurt.

Nicht weniger und zum 20ten hat es wegen der von
dem Hauptmanne für etlichen Jahren für caduc und
heim gezeigten eingezogenen halben Hufe vor Dirsurt /
weil sich befinden / daß selbige für dergleichen nicht zu
achten / bey bereits beschickener Restitution sein Bemenden
/ und sollen die Emolumenta Juris Fisci in- und auß-
serhalb der Stadt / so wohl in Civil-als Criminal-Fällen /
wo die Confiscatio Bonorum stat hat / gleich getheilt
werden.

21. Ableitung des Buben-Strohrs.

Auch soll zum 21ten wegen der von Stifftscher Sei-
ten beschickener Ableitung des Buben-Strohrs vom
Hauptmann eheites mit Zurückung allerseits Interessenten
der Augenchein eingenommen / die Bewandniß / wo
die Durchgrabung eigentlich gesehen / ob und wie das

über beständig zu klagen / oder die Restitution in vorigen
Stand begehrt / und wie groß der Schade oder dardans
1685. bedingende Gefahr sey / gründlich untersucht / das Wer-
in gedachter Interessenten Gegenwart in richtigen Urtheil
gebracht / und so dann ferner die Gebühr versetzt / oder
da nöthig / an Churfürstliche Durchleucht unterthänig-
ster Bericht erstattet werden.

22. Gerichts-Sachen.

Was hiernächst ferner und zum 22ten die Jeunngen
über den Gerichts-Sachen anbelangt / so ist zwar in denen
Verträgen die Vernehmung gethan / auch sonst unstrittig /
daß einem Churfürsten zu Sachsen die Ober-Gerichte im
Stift Queblinburg zustehen / nachdem aber in der Weig-
tey-Belehrung / so viel solche Churfürstliche Ober-Gerichte
belangen / unterschiedliche Clöster und Güter / nemlich
das Clöster St. Wiperti / das Clöster aufm Mühl-
senberge / zwei besetzte Leiche über Dirsurt und bey
Gersdorf / das Vorwerk im Westendorf / und der Weibst-
in und Sammlungs-Vorwerk auch im Westendorf / vier
Höfe in der Alten Stadt Queblinburg / auch der Weibst-
in Hoff alda / dergestalt ausgenommen / daß solche frey-
und in die Weigtey nicht gezogen werden / sondern wo-
sich in den gemelten Clöstern / Vorwerken oder Höfen
etwa begehrt / daß durch die Ober-Gerichte strafwürdig
wären / ein Churfürst zu Sachsen und dessen Weigtey
Verweser sich darinnen / als sich das gegen freye Güter
und Höfe gebühret / und von Alters Herkommen / halten
und beweisen sollte / welches dann von Stifftscher Seite
nicht allein auf alle und jegliche der Weigtey anhörige Per-
söhnen und Bediente / und denselben eigenthümlich zustan-
dige Dörter an Häusern und Gütern / in- und außser-
halb der Stadt und Abteyen erstreckt / sondern die
Vernehmung auch dahin / als ob einer Abtissin hierdurch
eine Cognition über denen bey denselben sich zutragende
Ober-Gerichtsfällen bis auf Vollstreckung der Execution
mit zugelegt wäre / gezogen / hingegen aber Churfürstlichen
theils solche Exemption allein auf die in ermelter Beleh-
nung ausdrücklich benannte und specificirte Dörter / auch
sonst weiter nicht / als vom Einfall und Apprehension
derer Delinquenten / und daß sich ditzfalls nach dem
Herkommen und Gebrauch dergleichen freyen Dörter zu
beziehen / verstanden worden. So hat man sich hiernächst
endlich solcher gestalt vereinigt / und Churfürstliche
Durchleucht zu Bezeugung dero geneigten Willens ge-
sehen lassen / daß zwar unter obiger massen exceptirten
Clöstern / Vorwerken und Höfen / fernerhin auch das
Stiffts-Haus (jedoch ausgeschloffen die Hauptmannen-
Wohnung dafelbst / wann der Stiffts-Hauptmann solche
wirthlich bewohnt / oder auch außser diesen Fall / des Orts /
den er zu seinen Expeditionen dafelbst gebraucht) mit
gerechnet / sonst aber die angezogene Exemption weder
auf einige ander im Lehnbriefe nicht ausdrücklich speci-
ficirt und benannte Dörter / und zumahl auf keinerlei
Feldgüter / noch auf einige Stiffts- oder Abteyl. Bediente
Weigtey / sie haben Mahnen wie sie wollen / gezogen /
so wohl bloßer Dinge von unmittelbaren Einfall / und
nur dahin verstanden und angedeutet werden solle / daß
dem Stift die dafelbst betretene oder befindliche Delin-
quenten (jedemal unweigerlich und unverzüglich) in
Haft und Vernehmung bringen zu lassen / und über
dieses sich so wenig einziger / ob gleich nur summarischen
Cognition anzunehmen / verstanden sey / darauf auch dafel-
be sich zur Auslieferung an die Churfürstliche Erbwogtey
alsofort / und ohne einigen Tiffenthalt / Kosten oder an-
dere Weitläufigkeit bequeme / hingegen wollen Ihre
Churfürstliche Durchleucht nicht allein durch der Haupt-
mann in gemein gute Obacht halten lassen / damit aller
besorgten Passion langsam fürgebauet / mit der Capur zur
Umgebiß und ohne gangsame Indicia nicht verfab-
ren / und kein Excess bey Vernehmung unaussprechlicher
Straffe dabey verübet werde / sondern auch / wann der
Causus / wie zwar nicht zu vermuthen / Abliche Mannes-
oder Weibes-in wirthlichen Diensten begriffene Personen
und Räthe betreffen möchte / alsdann gedachten Haupt-
mann Kraft dieses Vertrages die Sache in der Haupt-
mannen / jedoch mit Zurückung der Erbwogtey Gerichte
stehennehmen / Inquisition verfabren und anfragen / mit Ein-
holung rechtlichen Erkenntnisses verfabren / wie nicht we-
niger / daß eine Person von Stifftscher Seite adangi-
ret werde / darbey mit sike / und ihre Erinnerungen theil-
geschehen / sie damit nothdurftig und gemüthlich hören /
und beobachten / auch wo es verlangt wird / solche ihre
Erinnerungen und Nothdurft ad Acta bringen / mit ver-
schicken /

ANNO
1685.

schicken / und bevorab mit der Captur wider dergleichen außserhalb obgedachter besagten Orter wohnenden Personen / mit besonderer Behutsamkeit / und anders nicht / als auf vorzugesenden unterthänigsten Bericht an Churfürstl. Durchleucht und erfolgte Resolution, es wäre dann scheinbares Periculum in mora, und ein arox delictum vorhanden / verfahren lassen / gestalt auch die Captur in der Hauptmannen-Wohnung auf Stiffts-Haus auf dem Fall / da ein Hauptmann / so hieselbst wohnt / oder auch außer dem / in den von Ihn ausgezogenen Orte / nicht durch den Voigtey-Richter geschehen / sondern vom Hauptmann angeordnet / und derselbe hierzu Kraft dieses Vertrages den Stiffts-Vogt jedesmal gebrauchten soll / nicht weniger wird im übrigen denen Wesens-dörffchen / Neuwegischen und Distrittschen Gerichten die Angreif und Eingehung der Delinquenten / jedoch daß die Erbvoigtey / wo Periculum in mora die Concurrent habe / und die Prevention stat finde / auch daß die Auslieferung ebennmäßig in loco confueto und unverzüglich / wie oben bezeugen / erfolge / gegemmet.

Von Aufsehe- und Besichtigung der Todten.

Sonst will und soll sich auch ins gemein das Stifft nichts anmassen / was denen Rechten und Herkommen nach zu den Erbvoigteylichen Ober-Gerichten gehörig / als da seynd Aufsehe- und Besichtigung der Todten (jedoch daß hierunter nicht also fort für einen Eingriff und strafmäßig geachtet werde / wann etwa einige in Lebens-Gefahr gerathende Person amoch gerettet werden will /) ingleichen Verfassung der justificirten Uebelthäter zur Sepultur (doch unbenommen / was in solchem Fall circa locum & ritus aus dem Stiffts Consistorio verordnet werden mag) ferner die Cognition und Befragung grober und abscheulicher Mordelästungen und dergleichen Fluchens (und zwar hinfiederum unbedachtet der Kirchens-Censur, so ebennmäßig ermittelten Stiffts-Consistorio in dergleichen und anderen Fällen / zu verfahren anheim verbleibet /) wie auch des Hausfriedens Bruchs / so zu Rechte dafür besetzt / und daß in Fällen / wo daran gewisset wird / über der competentia fort / auf der Stiffts-Regierung Einwenden und Befragungen ihrer Nothdurft zu denen Actis, rechtlich Erkenntnis von der Erbvoigtey eingeholt / und demselben nachgegangen werde.

Von Exemption der Geistlichkeit und Schulen

Eben so wenig seynd die Geistlichkeit und Schulen für exempt von denen Erbvoigteylichen Ober-Gerichten / in Sachen / so dahin gehörig / zu halten / doch wollen Ihro Churfürstliche Durchleucht durch den Hauptmann / daß / wie ins gemein die Obergerichte und Inquisitiones nicht mißzubrauchen / also zumal gegen Geistliche und Schul-Verwandte mit gebührender Circumspection und Eilmüß verfahren werde / die Voigtey sich auch keinerley Verfügungen oder Cognition in Sachen dero Predigten und Amtes-Berichtungen betreffend / anmasse / genaue Obacht führen lassen.

Es wollen auch Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bezeugung dero Freund-Weerlich geneigten Willens gegen der Abbatissin Fürstliche Durchleucht und dem Geistlichen Stande zu Ehren / Verordnungen thun / daß / wenn hinführo dergleichen Personen in Voigtey-Sachen Zeugniß abzusprechen haben / dem Superintendenten solches jedesmal zu vernemen gegeben / die Zeugen durch Ihn erfordert / und die Abhörung in dessen Beseyn auf der Superintendent durch den Syndicum und der Voigtey Actuarium verrichtet werden soll / jedoch / daß die Sache hierdurch nicht aufgehalten / sondern / wofern dabey vorseßlich Verzögerung fürgehen wolle / mit Aufnehmung des Zeugnißes bey der Erbvoigtey / gleichwie in delictis und um Obergerichten gehörigen Fällen / an sich selbst einen Weg als den anderen jederzeit unmittelbar verfahren / und obgedachter massen keine Exemption verfaßt werden soll.

Vom Heer-Geräthe.

Und ob wohl sonst den Sächsischen Rechten nach das

Heergeräthe den Ober-Gerichten gehörig / so hat man sich dennoch wegen zweifelhaft erkundener Obervanz hierunter verglichen / daß solches zu Wessendorf / Distritz in denen Hospitalien und auf dem Münsenberge dem Stifft abgeselet werden / aber in denen beyden Städten / wie auch auf dem Neuwege und sonst der Churfürstlichen Voigtey zukommen solle.

So mögen zwar auch die darüber in der Stadt fürgehende Donationes und Contractus, sowohl die Leg- und Tazirung desselben / (so gleichwol in Fällen / da es der Voigtey zuständig / in Beseyn des Stadtvoigts / und nach der Voigteylichen Obervanz / wo selbige nicht lieber durchgehend fürgeschlagener und beibehalter massen zu beaupten / geschehen muß) bey dem Stifft verbleiben / man versiehet sich aber / es werde dasselbe nicht nachsehen / daß solch der Voigtey gehöriges Heergeräthe durch unzeitige Peruationes und Unternehmungen derselben schwer gemacht / und per indirectum entzogen werde. Gleichwie es auch im übrigen wegen der Rüssen / so von Braun / Blan und anderen Fällen zu den Erbgerichten in der Stadt gehörig / so dem der Hülff halber / so der Aker-Richter um Schulde und Gült zu Häusern und stehenden Gütern in der Stadt zu thun / und sonst allenthalben bey dem dritten und folgenden Punkten des Vertrages de 1539. sowohl auch bey dem 7ten Punkt des Vergleichs de 1574. und Inhalt der Voigteylichen Beschlüsse sein Verwenden hat. Also haben Ihro Churfürstliche Durchleucht der Abbatissin Fürstliche Durchleucht Verlangen so weit geübt / daß ob wohl sonst nach Churfürstlich Sächsischen Rechten die Fornication oder gemeine Hurerey-Fälle / worauf keine Verurteilung folget / für die Ober-Gerichte gehörig / dennoch auch solche in Aufsehung der angelegenen Obervanz / hinfühnig bey den Stifftschen Gerichten gelassen / und dasebst bestraft werden mögen.

Jurisdiction über die Müller.

Es bleibt zwar auch die Cognition und Bestrafung ge beere in denen unter des Stiffts-Erbgerichten belegenen Mühlen fürgehende Ober-Gerichts-Fälle / und zu dieser gehören über 4. gr. sich belausenden Deuben nicht unbillig nach wie vor der Erbvoigtey / welche auch dasebst mit Citation und Apprehension der Delinquenten unmittelbar verfahren mag. Was aber die Aufsehung und Publication der Mühlen-Ordnung anbelangt / so soll das Stifft zwar dabey gelassen / dieselbe aber dieses revidiret / auch das Churfürstliche Interesse und sonderlich daß den Rüssen kein Eintrag geschehe / dabey gebührend in acht genommen werden.

Von der Steinbrücker Mühle.

Inmassen denn Ihro Churfürstliche Durchleucht der Abbatissin Fürstliche Durchleucht auch über die in der Stadt liegende Steinbrücker-Mühle die Erbgerichte / so weit dergleichen dem Stifft / Inbalt des Vertrages und dem Herkommen nach / sonst gestanden werden / aus Freund-Weerlich-geneigten Willen / doch dergestalt überlassen / daß das Jus exigendi der jährlichen auf Michaelis von dem darauf habenden abgelegigen Capital fälligen 60. Thaler Zinses der Voigtey unverändert verbleiben solle.

Es ist aber hierbey wegen Abschlagung des Wassers abgeredet worden / daß bey allen Mühlen / wenn etwas daran zu bauen / Gleichheit gehalten / gedachte Abschlagung bey Zeiten üblicher massen notificiret / die Graben zu rechter Zeit geräumt / gelagte unzulässige Abklärung des Wassers aus der Stuben in gemachte Gräben / nebst denen mit Ruin des Strohs neuerlich angemachten Fischereyen / nach beschener Erkundigung / nicht weiter zugelassen / auch die Voigtey an ihren Gerichten / welche derselben bey dergleichen zuständig oder hergebracht / deswegen in loco mehrer Erkundigung einzuziehen / nicht gehindert werden soll.

Von Connexität der Sachen.

Wenn Sachen hinfallen / so zwar ihrer Natur nach für die Stifftsche Gerichte gehören / aber von Haupt-sachen / so vor der Voigtey anhängig oder erbetet / dependiren / oder mit denselben verknüpft / und nicht davon

ANNO
1685.

ANNO zu separiren seynd / so werden dieselben den Rechten nach
1685. nicht unbillig auch für ernelter Voigtey angenommen
und erledigt. Wo aber Zweifel fürfiele / ob auch der-
gleichen Connexität / so das Forum der Voigtey fundire /
verhanden / so soll daseßel bey einem Dicasterio rechtlich
Erkenntniß / mit Beobachtung der Stifftischen Noth-
durft / wie oben / eingeohlet / und demselben nachgegangen
werden.

Von Stifftischen Anordnungen in Voigtey-Sachen.

Nest dem / und weil im übrigen die Erbvoigtey-Ver-
waltung ihre Dependenz, Direction und Appellation Ins-
tanz allein von Churfürst, Durchl. zu Sachsen / und dero
verordneten Hauptmannen hat. So ist es dabey aller-
dings zu lassen / und selbige herinnen nicht zu turbiren /
noch die Citation der Bürger und Unterthanen in Voig-
teyl. Fällen einiger Massen zu verhindern / sondern wo-
fern einige ungebührliche Bewegunge / oder übles Ver-
fahren wider dieselbe anzugehen sey möchte / es bey der
Hauptmannen anbringen / oder auch allenfalls Ihre
Churfürstl. Durchl. selbst um remediierung anzufragen /
jedoch hat der Stadtvoigt auf Befragen von ein oder an-
dern zweifelhaften Fällen beschiedentliche Nachricht zu
ertheilen / auch der Abbtstiftin Fürstl. Durchl. den Ber-
trägen und Herkommen nach die Pflicht abzulegen.

Und ob gleich der Noth unbenommen / in anhängigen
Sachen für der Voigtey dero mit einflussendes Interesse
nach Gelegenheit interveniend beobachtet zu lassen / wo-
mit sie auch denen Rechten nach jedesmal zu hören / so
soll doch der Process dabey nicht aufgehalten / noch der
Voigtey verwehret seyn / bey verpöbten Verschleiß in
contumaciam zu verfahren / und die Sachen durch recht-
lich Erkenntniß / wofen sie der Wichtigkeit / oder sonst
den Rechten gemäß / zu erörtern.

Von Consensen über Feld-Gütern.

Wiewohl auch abhangejogene Massen / nach Inhalt
der Verträge / die Erbschaft ausserhalb der Städte / und
in allen Feldern / nest allein / was von ernelten Erbge-
richtern dependirt / der Erbvoigtey allein zuständig seyn
und bleiben / daher auch nicht nur dieselbe weder an den
den alda fürsitzenden Besichtigungs- und Ausmessungen durch
die Feldschöppen / mit unzulässigen und wider sie solcher
ihrer Amtsverrichtungen halber keines weges annehmen
sichenden Veranlassungen ex L. diffamari. nach Aufsehung
der Maßheine / und sonst zu hindern und zu einträdi-
gen / sondern nicht unbillig auch die Ertheilung der Con-
sensus über Verpfändung dero Feld- und anderer Güther
ausserhalb der Städte / ob schon dieselbe den Stifft zu geh-
rhen / den Sächsischen Rechten nach für gedachter Voig-
tey gehörig: So haben Ihre Churfürstl. Durchl. doch
um des angezogenen Herkommens willen und zu Stifftung
guten Vernehmens bewilliget / daß Consensus über Feld-
güther / bencht der Erbvoigten auch von der Stiffts Re-
gierung / (jedoch keines weges durch das Amt und Unter-
geordnet) mögen ertheilet / und von gleichen Kräften mit
denen Voigteylichen nach Unterscheid der Zeit und Alters
geachtet werden / jedoch daß dieses der Voigtey ohn alle
präjudiz und keines weges dahin geachtet werde / ob wider
dem Stifft einerley Jurisdiction in den Feldern hier-
durch eingeräumt und geschehen. Damit auch die Gül-
ther hierdurch nicht also hoch beschwert / und die Glau-
biger geführt werden: So sollen beyde Judicia bey vors-
gehender Anmeldeung sich vernehmen / und ein ander
mit Nachsicht / wie hoch ein jedes bereits consentirt ha-
be / an die Hand gehen / auch außer dergleichen Notifica-
tion. weswegen doch die Imperatoren mit keiner beson-
dern Gebühr zu befehlen / kein Consensus gültig gehalten
/ gehalten aber auch nach wannmehro verglichenen Din-
neder über bisherriger / sowohl von der Stiffts Registrir-
ung / als Stadt- oder Amtes - Gerichten / ertheilt / noch
hinfort von besagter Stiffts Regierung zu erthei-
len stehender Consensus Gültigkeit bey erwachsenden Con-
cursibus / und sonst einig disput verlaßt werden. Wann
auch Acker verlaßt und für der Erb-Voigtey angezei-
get / von den Contrahenten aber auf Befragen nicht an-
gegeben würde / wenn sie zu Erben-Inß gingen: So
soll sich gedachte Erb-Voigtey keinen Inß eigenmächtig
darauff zuschreiben / sondern zuvor mit der Abbt Stiffts-
frey communiciren / und derselben mit andern Stiffts

Prälaturen / wann sie das Ihrige suchen / auff Anmelden
hülffliche Handbierung leisten. ANNO 1685.

Von Actionen, so von Feld-Gütern herrühren.

Was hiernest die Actiones anbetriß / welche wegen
einer Feld-Händel und Güther wider Bürger und Un-
terthanen / die für Ihre Person in Civilibus unter das
Stifft gehören / angeßüet werden / so sollen beydes die
Actiones mere Reales, als von den Mixtis das Judi-
cium finium regundorum, so wolauch Actio ex re-
tractu Legali, bencht denen Actionibus ex delictis, so
ausserhalb der Stadt verübet / samst deren Bestrafung /
der Erb-Voigtey allein verbleiben.

Wegen der Personal- und übrigen vermengten Ansprü-
che aber / so von Feld-Güthern herrühren / in Ansehung
/ daß beyde Theile hierunter ein Herkommen für sich
gehabt / die Concurrentz und prevention statt finden /
und jetzt gedachte prevention von der Zeit insinuirten
schriftlich / oder beschöhenen mündlichen Citation gerech-
net.

Auch wenn solche Actiones für den Stiffts-Gerichten
fürkommen / der Chur-Sächsishe Process und Rechte /
nest denen in der Hauptmannen und Erb-Voigtey her-
gebrauchten Feld-Geräuden in acht genommen / und nach
Gelegenheit der Sachen Wichtigkeit mit Vernehmung der
Acten in Chur-Sächsishe Collegia verfahren werden.

Wie es dann auch in casu connexitatis & continen-
tie, auf Masse und Weise wie oben erwähnt zu halten /
und soll in übrigen von der Erb-Voigten den Stiffts-
Gerichten mit hülfflicher Hand und Execution der Judi-
catorum in Sachen / so vor dieselbe von Rechtswegen ge-
hören / auf ziemende Requisition und gegen Ablegung der
von Parthey schuldigen Gebühr / nicht entfallen wer-
den.

23. Grenz-Mahle der Abtischen Stadt-Gerichten.

Beil auch zum 22ten / sowohl vorer als jetziger Ab-
btstiftin Fürstl. Durchl. über unterschiedliche zu Grenz-
Mahlen der Gerichte / und an die Stadt gesetzte
oder erneuerte Säulen / und daß hierdurch die Stiffts-
Gerichte innerhalb der Stadtmauern und Thore wolten
beschlossen / auch der Noth eigensümliche Felder und
Acker ausserhalb der Stadt mit unter die Voigteyl. Ci-
vil Jurisdiction gezogen werden / sich beschweret: So ha-
ben Ihre Churfürstl. Durchl. damit Sie und so viel
mehr erweisen möchten / daß die Stiffts Gerichte keine
weges zu schmälern / sondern vielmehr zu schätzen
und zuvermehrten genöth / sich gegen der Frau Abbtstiftin
Fürstl. Durchl. hierunter dergestalt heraus gelassen / wie
in beygefügter Beschreibung Lit. C. ausführlich einhalten /
welches auch auf Seiten des Stiffts acceptirt / und da-
gegen hiernit die Erklärung geschehen worden / daß auf
den Ihnen dergestalt verbleibenden Driel und anderen
Plätzen am Mänkenberge und sonst / gleichwie Ihre
Churfürstl. Durchl. ausserhalb der Stadt-Gerichte zu
thun nicht gemeinet / keine neue Wohn-Häuser erbauet /
weniger neue Schencken und dergleichen concedirt / oder
wohl gar neue Vorstädte angeleget werden sollen.

24. Ditsfurter Feld-Gebreden und Halt-Eisen.

Was zum 24ten die Verschwerung wider den Richter
zu Ditsfurt anbetriß / so ist man darinnen einig / und
hat sich das Stifft erklärt / und eingeräumt / daß bens-
selben nicht zukomme / einige Feld-Händel und Gebreden
in cognition zu ziehen / und der Voigtey darinnen Ein-
trag zu thun / auch daß der Pranger oder Halt-Eisen
vor der Schencke alda nicht zu solchen Bedarf / sondern
allein / wann in Consistorial- und vor das Stifft gehö-
rigen Civil-Sachen darauf erkannt wird / zu gebrauchen.
Man will aber Chur-Fürstl. Seite geschehen lassen / daß
selbe geringe Fälle / so Inß, Trift und Weide betref-
fen / jedoch höher nicht / als bis 5. Mal, oder 3. Weis-
nisse gl. 4. Pf. bestraffen möge / und daß daraus keine
Gerichtsbarkeit gemachet / noch der Voigten gesehret wer-
de /

ANNO de/ in Sachen/ so ein mehrers importiren/ Verfügung
1685. zu thun/ an dieselbige auch sich diejenigen wenden mögen/

welche sich durch des Richters Straffe etwa graviret be-
finden möchten/ wie denn auch diejenigen Gärten/ so in-
nerhalb Dorf-Zäume und Gräben gelegen/ mit zum Dorf-
se zu rechnen. Ferner soll derselbe die fürkommende Ge-
richts-Fälle/ so unsterklich für die Voigtey gehören/ also
fort dahin/ und nicht erst dem Stifte/ was aber seinem
Bedürfnis nach etwa zweifelhaft/ darnechst und zugleich
auch dem Stifte/ damit sich darüber freundlich unter-
einander vernommen werden könne/ anzeigen. Wie dann
der Voigtey auch imbenommen/ neben ihm des Raths
Förstern/ so lange sie den Pacht/ oder Verwaltung ha-
ben/ oder bey erfolgter Aenderung/ einem andern aus
dem Raths die Mit-obacht und Anzeige gedachter Voigtey-
Fälle nebst denen Pfandungen aufzutragen.

25. Neuweiger Voigtey-Berichte.

Zum 25ten wegen des Churfürst. Voigtey-Berichts/ so
jährlich auf dem Neuwege gehalten wird/ hat es da-
bey sein Verbleiben/ daß solches/ wie hergebracht/ allein
in Churfürstl. Durchl. hohen Rathen/ und ohne son-
derliche Noth und erhebliche Hindernis nicht anders/ als
unter bloßem Himmel gehöret werde. In obberührtem
Fall aber will man auf Seiten des Stiffts/ deme solches
ohne präjudiz/ und consequenz seyn soll/ geschehen las-
sen/ daß es auf gehöriges Anmelden in Hülberhaufe/
wenn es wiederum erbauet seyn wird/ gehalten werde/
und ob wohl für solchen nicht nur Voigteyl/ sondern auch
allerhand andere fürkommende Fälle erörtert werden mö-
gen/ so bleibt es dennoch wegen der Straffen beyzu-
kommen/ und wil das Stifte hierinnen sich nichts anmas-
sen/ auch die ehemahls abgenommene Voigtey-Registrier/
wann solche noch vorhanden/ restituiren lassen/ und weil
die also genannte 6. Mann oder Geschworne/ welche von
der Voigtey verordnet und bekräftiget werden/ allerdings
zu solchen Gericht in specie verpflichtet seyn müssen/ Als
soll die Voigtey dasselbe nach der verglichenen Notul Lit.
D. bewerkstelligen/ und datan vom Stifte nicht gehin-
dert werden.

26. Fluß-Buch.

Daß zum 26ten ein neu Feld- und Fluß-Buch aufge-
richtet und verfertigt werde/ hat man Stifftlicher Seiten
schon vor möglich und nöthig erachtet/ und sich dahero er-
kläret/ der Voigtey daran nicht allein nicht hinderlich zu
seyn/ sondern vielmehr alle Beförderung dinstalls be-
zutragen.

27. Scheiben-Schießen.

Wenn zum 27ten ein Scheiben-Schießen auf der Ciers-
Wiese zu halten/ sollen die Schützen dinstalls bey der
Frau Abbatissin Fürstl. Durchl. sich geziemend anmelden/
jedoch das Schießen ander gestalt nicht/ als mit Vorbe-
wust und Begrüßung des Stiffts-Hauptmannes/ wie
Herkommens/ anstellen und vornehmen.

28. Vieh-Markt.

Und verbleibet es zum 28ten bey dem von Anno 1614.
bisher gehaltenen Viehemarkt nicht unbillig.

29. Raths-Gebreden.

Als auch zum 29. etliche Gebreden zwischen der Abba-
tissin Fürstl. Durchl. und dem Raths sich ereignet/ deren
gütliche Erörterung Jhro Churfürstl. Durchl. als des
Stiffts Schutzherr sich nicht unbillig mit angelegen seyn
lassen. Als sind dieselbe nicht minder als die Hand ge-
nommen/ und folgender Gestalt erlediget worden/ Nämlich
es haben sich 3. Fürstl. Durchl. erkläret/ den Rath
wider dasjenige/ so im Decreto de ao. 1584. bewilliget
und verordnet/ nicht zu beschweren/ und demnach gemein-
lich und geringfügige Sachen per signaturam noch ferner
an sie zu verweisen.

Von Execution in liquiden Sachen. ANNO 1685.

Wie nicht weniger/ daß sie in klaren und liquiden
Schulden/ so der Beklagte pure und ohne exception ge-
schehet/ durch bürgerlichen Behorfen versahen möchten/
zugelassen/ sie auch in Handhab- und Beobachtung der
ihnen anvertrauten Policy-Ordnung nicht zu hindern
sondern vielmehr nachdrücklich zu schälen/ auch wider ein-
kommende Beschwerden jedesmahl mit ihrem unterschä-
nigten Rathes nothdürftig zu hören/ und nicht also
fort in Process mit denen Verbrechern zu impliciren/ noch
der Geistlichkeit und andern exemption daran zu gelassen/
so wohl über der vorhandenen Causley-Sporul-Laza
unausgesetzt halten zu lassen/ jedoch daß der Rath ob-
iges alles nicht mißbrauche/ die Parteyen zu Geschäft-
sen und Vergalt nicht zwinge/ auch in angeregten Poli-
cey-Sachen Legatier und ohne Parteylichkeit verfare/ und
dinstalls in allowce der Stiffts-Regierung Direc-
tion und Erkenntnis unterworfen bleibe/ dessen sich der-
selbe auch gebührend bescheiden/ und in unterhängkeit
erkläret.

Von Consens über Häuser und Gü- ther in der Stadt.

Dieweil aber im übrigen der Rath auch einer Jurisdic-
tionis contentiosa und Consens-Ertheilung über die
Häuser und Güther in der Stadt berechtigt seyn wollen/
und sich dinstalls auf eine neue prescription und hiespen-
denz für dem Käyserl. Cammer-Gericht zu Speyer bezo-
gen/ waren aber das Stifte demselben nichts eingeräumt/
so bleibt dieser Punkt bis zu künftigen Vergleich- oder
Ausführung ausgesetzt.

Ausschlagung fremder Patente.

Hiernechst/ und weil der Rath Patenta/ so ihnen von
benachbarten Orten zugeschicket werden/ bisher angeschla-
gen/ so wird er zwar dabey/ jedoch mit Unterschied/ daß
er sich in bedenklichen Sachen gehörigen Orts zuvor Be-
schüdes erhohle/ nicht unbillig/ so wohl als bey gezeim-
der Convocation der Bürger zu nothdürftiger und zu-
lässiger Unterredung/ (nicht aber zu Musierung und
Folge/ welches Jhre Churfürstl. Durchl. alleine zustän-
dig/ noch sonst zu umhellen) gelassen. Nicht we-
niger bleibt es auch bey denjenigen/ so wegen des Be-
tendörfer Gersten-Wer-Verkaufs im Vertrage de an-
no 1539. §. pen. daß nemlich gedachte Einwohner Ger-
sten-Wer zu brauen/ auch Kammeweise/ nicht aber bey
großen und kleinen Fassern/ zu verkaufen Macht haben
sollen/ klärllich disponiret/ jedoch wenn in der Stadt
Mangel oder Gebreden deswegen vorfielen/ und es ohne
dem außer dem Stifte geholet werden müste/ daß so dann
sie des Werts im Wesendorfer auch in großen Gefäßen zu
hohlen/ es soll aber zugleich nöthige Vorforge getragen
werden/ daß in der Stadt das Brauen zu rechter Zeit ge-
trieben/ und das Brau-Werk in gutem Stande erhalten
werde.

Raths-Rechnungen.

Und weil der Rath im übrigen den bisherigen Verzug
mit Einfindung der Rechnung entschuldiget/ hergegen/
daß solche künftigh richtig/ und obangelegenen Decret
de 1584. gemäß/ gehan werden soll/ dann auch sich
erkläret/ über der behörigen Länge der Schatte im Kam-
berger Holze/ und daß solche nicht verkürzt/ noch wie
Schätz- und Erbsinnung solches Geholzes Ungleichheit
fürsetze/ sondern die gewöhnliche Zeit durchgehends beob-
achtet werde/ nachdrücklich zu halten/ auch dasselbe ihnen
selbst und gemeiner Stadt/ wie nicht weniger dem ganzen
Stifte zum besten/ anders nicht/ als pfleglich zu nutzen
und zu gebrauchen/ und zu dem Ende das also genannte
Porken oder Abfcheln der Klade von den Eichen hinfür-
der abzustellen. So hat es auch dinstalls sein Bewenden
und Nichtigkeit/ und wird/ wie demselben allenthalben
nachgelebet werde/ nebst der Abbatissin Fürstl. Durchl.
vom Stiffts-Hauptmann billig mit Inspection geführt/
und da nöthig von diesem unterhängigen Bericht erstattet.
Ungleichheiten sollen die Hols-Förster conjunctim in Pfüche

ANNO genommen, und eine richtige Holz-Ordnung aufgerichtet
1685. und publiciret werden.

Salz, Factoren.

Ferner und nachdem der vorigen Wittigin Fürstl. Durchl. bey letzter Contagion einige provisional-Ausfalt und Fac-
toren wegen des Salzes gemacht / worüber der Rath
Beschwerde führen wollen / nunmehr aber solche nach
G.Dt. lob cesirender Pest-Gefahr wieder aufgehoben /
und hinweg gefallen / als hat es dabey sein Bewenden /
und soll gemeine Stadt bey der freyen Zufuhr des Salzes
gelassen werden.

Wie nun hiezum allerseits bißhero bewusste Frenzen
und Gebrechen / entweder gänzlich und zu Grunde abge-
than / oder doch auf solchen Fuß gefehlet / daß an deren
endlicher und völliger Erörterung nicht zu zweifeln /
auch hieauf nunmehr der Wittigin Fürstl. Durchl. und
das Capitul sich erkläret / dem wegen der neuen Dehl-
mühle und aller andern streitigen Punkten fürn Käyser-
lichen Cammer-Gerichte zu Speyer / und dem Käyserl.
Reichs-Hoff-Rath hiebvor angefaßten Proceß zu renun-
ciren / und wie solches geschieht / Ihr Churfürstl. Durchl.
binnen dreyen Monaten dato beglaubte Urkunde ein-
zuweisen / gestalt es im übrigen bey denen alten Verträ-
gen / von Einiges angezogenen datis des 1539. und
1574ten Jahrs / auff Wasse und Wese / wie solche ge-
gemächtig in ein und andern erläutert und deutlicher er-
kläret / auch sonst allenthalben in ihren Punkten und Clau-
sulen sein nachmaliges Bewenden hat / Also sind dessen
zu Urkund dieser Verträge zweye gleiches lautes aufge-
richtet / und durch hochgedachter Ihr. Churf. Durchl.
zu Sachsen hiezu accreditirte Gesandte und Rathe / Carl
Augustin von Neitschig auf Dorchsen und Mannichswal-
da / Hoff- und Justicien-Rath / und Lic. Salomon Japfe
auf Trautsch / auch Hoff- und Justicien / so wohl zu
den Grenz- und Cammer-Gerichten Sachsen besaltten Rath-
z. c. neben hochgedachter Frau Wittigin und Capituls all-
hier zu Dweblinburg / in vim Consensus Capitularis
für sich und dero Capituls-Gemeine / auch gesambte
Nachkommen am Stiff / mit dero respective angebohr-
nen und gewöhnlichen Insigeln auch Stiffts Abteyl. und
Capituls-Secrer bedrucket / und mit eigenen Händen un-
terschrieben. So geschieht zu Dweblinburg am 18. Fe-
bruar. als am Tage Concordiae nach Christi unsers Er-
lösers und Seligmachers Geburt / im Tausend Sechß-
hundert und Fünff und Achtzigsten Jahre.

(L. S.)

Carl Augustus von Neitschig. mpr.

(L. S.)

Salomon Japfe. mpr.

(Abteyl-Siegel.)

Von G.Dtes Gnaden Anna Dorothea / Herzogin zu
Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgräfin in
Hüringen / Marggräfin zu Meissen / des Käyserl.
freyen weltlichen Stiffts Dweblinburg Wittigin / zc.

t. t. Anna Dorothea / H. zu S.
Abtigin.

(Capituls Siegel.)

Eleanora Sophia / G. z. S. II. H. Dec.
Maria Magdalena / G. z. S. II. H. Can.

A.

Ich schwere / daß ich dem Durchl. Fürsten und Herrn/
Herrn N. N. Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und
Berg / des Heil. Römischen Reichs Erb-Marschall und
Churfürsten / tot. tit. Meinem gnädigsten Fürsten und
Herrn / und derselben allerseits männlichen leibes-lehns-
Erben / als landes-Fürsten / und Erbvoigten zu Dwe-
blin. getren / hold / gewärtig und gehorsam seyn / Ihr
Churf. Durchl. Ehre und Nutz / nach meinem besten
Vermögen fördern / Schäden warnen und vorkommen
helfen. Wann sich auch also nach G.Dtes Willen zu-
trüffe / daß Ihr Churfürstliche Durchl. und deroelben
männliche leibes-lehns-Erben nicht mehr am leben / (das
doch G.Dt. gnädigst lange friste) daß ich mich alldem
TOM. VII. PART II.

mit solchen Pflichten an denjenigen / auf welchen in den
Häusern Sachsen und Hessen / vermöge J. Ehre und
Fürstl. Durchl. allerseits Verbrüderung samtbl. Be-
zeichnung und aufgerichteter Verträge / die Succession und
Folge kommen und fallen wird / halten will / ganz ge-
treulich und sonder Befehde / als mit G.Dt. hülfe / und
sein heilig Wort!

B.

Wir geloben und schweren / daß wir sollen und wollen
der Hochwürdigsten Fürstin und Frauen / Frauen N. N.
gebohrnen N. N. des Käyserl. freyen weltl. Stiffts
Dweblinburg Wittigin / tot. tit. so wohl dem Capitul sede
vacante. und ordentlichen Nachfolgerinnen / getren / hold /
gewärtig und gehorsam seyn / Ihr. Fürstl. Durchl. und
des Stiffts Dweblinburg Ehre / Nutz / und Bestes wer-
ben / Schaden warnen / und nach unserm besten Vermö-
gen verhüten. Wir schwören auch / daß wir dem Durch-
lauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn N. N. Herzogen
zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Römischen
Reichs Erb-Marschall und Churfürsten / tot. tit.
unsern gnädigsten Herrn / Ihrer Churfürstl. Durchl.
männlichen leibes- und lehns-Erben als Erbvoigten zu
Dweblinburg / getren / hold / gewärtig und gehorsam seyn /
Ihr Churfürstl. Durchl. Ehre und Nutz / nach unserm
besten Vermögen / fördern / und Schaden warnen und
vorkommen helfen. Wann sich auch nach dem Willen
G.Dtes also zuirüffe / daß Ihr Churfürstl. Durchl.
und dero männliche leibes-lehns-Erben nicht mehr am le-
ben / (das G.Dt. lange friste) daß wir uns alldem mit
solchen Pflichten an denjenigen / auf welchen in den Häu-
sern Sachsen und Hessen / vermöge Ihr Churfürstl.
Durchl. allerseits Erb-Verbrüderung samtbl. Bezeichnung
und aufgerichteter Verträge / die succession kommen und
fallen wird / halten wollen.

Wir sollen und wollen auch der Wittigin Fürstl.
Durchl. Nachkommen und dem Capitul sede vac. hoch-
gedachtem Chur- und Fürsten / auch Ihrer Chur- und Fürstl.
Durchl. Erben und Witbeschuten Sachsen und Hessen /
auf die Fälle / wie oben / alles thun / wie getreue Unter-
thanen gegen Ihren landes-Fürsten / Erb-Frauen / Erb-
voigten und Obrigkeit von G.Dtes / Gemüßheit und
Recht wegen zu thun schuldig / alles treulich und ohne
Befehde. So wahr als uns G.Dt. helfe / und sein
heiliges Wort!

C.

Die Gränzmahl der Abteyl. Stadt-Gerichte zu Dwe-
blinburg sind dato nachfolgender gestalt verglichen wor-
den / daß solche vorm Dichtore stehenden Pfahl No. 1.
ihren Anfang nehmen / dann zwischen dem Wessendorff
und Mühlengberge in Fahrwege herunter nach dem alten
Topfe zu auf den dafelst stehenden Pfahl No. 2. Hernach
gerade hinter den Gärten des alten Topfes hin nach der
Stadtmaur zu auf den Pfahl N. 3. Forder an der
Graben Maur herab / (mit Ausschließung der daran
liegenden Keller) bis zu der Fräulein Deantssin Garten
an den Pfahl No. 4. Folgens um solchen Garten
und dem auswärtigen Gropperthor / allwo der Pfal No.
5. Von dann um die Groppermühle neben den Mühl-
tädern hin (mit Ausschließung des Mühlen-Gartens)
auf dem Mühlen-Damm hinauf über die Schleusen nach
der Cless-Zugbrücke zum Pfahl N. 6. Folgens auf dem
Mühlen-Damm hinauf über die Schleusen nach der Cless-
Zugbrücke zum Pfahl N. 7. und also am Neustädter-
Graben fort zum Pfahl bey den Grundgarffen N. 8. bis
ans Dehringerthor zum Pfahl No. 9. Von demselben am
Wassergraben hinauf bis an den Pfahl gegen der Pulver-
hütte No. 10. Weiter am Stadtgraben fort zu dem vorm
Pfeckenthor stehenden Pfahl No. 11. (daß die Gärten
zur linken Hand ausgeschloffen bleiben) von dafelst durch
die Pfischen Gasse nach dem Pfahl No. 12. neben Läm-
merer Schullen Garten / förder über den Seiler-Platz
nach dem Pfahl No. 13. und weiter durch das Seiler
gäßlein zu dem vorm Neuwegerthor stehenden Pfahl No.
14. Von hier an den Pfahl No. 15. auf die Neuweger-
Brücke / von welcher die innendig des wilden Bienen-
stroschs nach einander gefetzte Pfähle No. 16. 17. 18. 19.
20. bis zu den bickits des grossen Bichrs gegen über der
Sandgruben unter der Altenburg stehenden Pfähle No.
21. Dann jenseit des Mühlgrabens wieder herunter hin-
ter den Capellengarten hin / gegen die Fägelhütte zum
Pfahl No. 22. Von dar hinter der Fägelhütte und Wi-
petri Kirche zum Pfahl No. 23. Folgens an dem Kirch-
Damme im Wege herunter zum Pfahl ausserhalb der
Münchs.

ANNO Münchs-Mühle No. 24. und wiederum zum Pfahl No. 1685.

1. gehen sollen.
Was ferner von den Erbvoigtlichen Erb-Gerichten im Felde eximirten Minsenberg betrifft / so soll solche exemption hienit nachfolgender Gestalt vermählet seyn / daß der Anfang von dem unter gedachten Minsberge neben dem Fehwege der Münchsmühle gegen über stehenden Pfahl No. 1. am Berge herunter in Wege an der Vorwerck Bohrt herunter hin nach den Pfähle vor dem Meentopff No. 2. Weiter den Weg hin um das Vorwerck herum (mit Ausschließung der über den Weg darüber liegenden Vorwercks Acker) zum Pfahl Lit. A. und unter dem Zwarg- und Acker) folgend zum Pfahl vor dem Stroßthal Lit. C. und durch gedachtes Stroßthal hin auf dem Vorwege heran zwischen dem Stroß- und Minsberg zu den Linden und der Closter-Weite zur Rechten auf den Pfahl Lit. D. wiederum zum Pfahl No. 1. wie oben / zugehe.

Signaturum Quodlibet am Tage Concordie den 18. Febr. des 1685. Jahres.

D.

Ich N. N. schwere zu Gott / daß ich dem mir anvertrauten Amte eines Geschwornen auf dem Neuenwege getreulich und rechtlich vorstehen / bey dem gehaltenen Gerichte und sonsten / Niemand zur Ungerechtigkeit beschweren / einen jeden / was Standes oder Vermögens der sey / nothdürftig hören / ihm gleich durchgehendes Recht widerfahren lassen / und von diesen allen mich weder Furcht / Meid / Gabe / Geschenke / Freundschaft / noch etwas anders abhalten lassen / auch die Straffen treulich beschicken will. So wahr mir Gott helfe.

Carl Augustus von Meißisch. mppr.
Salomon Jaffe. mppr.

Anna Dorasthea H. 1. S. Abbtissin.
Eleonora Sophia G. 1. S. u. H. Dr.
Maria Magdalena G. 1. S. u. H. Can.

LIV.

ii. Mai. Erb-Vereinigung und Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von der Pfalz / Carl eines / und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Philipp Wilhelm / Herzogen zu Neuburg andern Theils / wegen der nach todtlichen Abgang ohne Hinterlassung Männlicher Ehelicher Leibes-Erben Ihro Churfürstlichen Durchleucht auff Ihro Hochfürstliche Durchleucht fallender Succession in den Churfürstenthum der Pfalzgraffschaft am Rhein und denen darzu gehörigen Fürstenthümern und Länden. Schwäbischen-Hall den 22. May 1685. [LONDORPII Acta Publica Parte XII. Libr. XIII. Cap. 85. pag. 218. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THÜCELIVUS in Actis publicis S. Rom. Imp. Part. II. pag. 116. dans Relationis Hist. Francof. Contin. Vernal. Anno 1685. pag. 40. & dans JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino Monzambano Commentationes Cap. II. §. V. pag. 257.]

C'est-à-dire,

Union & Paix Héritaire fait & conclu entre CHARLES Eleveur Palatin & PHILIPPE GUILLAUME Duc de Neubourg, portant entre autres choses que si l'Eleveur vient à mourir

sans enfans mâles, ce sera ledit Duc PHILIPPE GUILLAUME qui devra lui succéder dans l'Electorat Palatin du Rhyn, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le 22. Mai 1685.

Nachdem zwischen denen Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Carl / Pfalzgrafen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbschakmeister und Churfürst / Herzogen in Bayern / u. Und Herrn Philip Wilhelm / Pfalzgrafen bey Rhein / in Bayern / zu Sulich / Cleve und Berge Herzogen / Graf zu Veldenz / Sponheim / der Mark / Ravensberg und Morß / Herrn zu Ravensstein / u. Zu des gesamten Churfürstlichen und Fürstlichen Hauses Pfalz behändigten Wohlthat und Aufnehmen eine Zeithero gewisse Tractaten durch Schriftwechselung gepflogen / und so weit gebracht worden / daß man in den Haupt-Berck miteinander einig / auch ein Reces darüber projectirt worden / Und es solchen nach darauf beruht hat / daß die dabey hin und wieder nach-beschickene Erinnerungen / inuächst Zusammenführung beyderseits gewollmächtigter Ministorum und Räten / vollends mit einander verglichen / und der Reces selbsten / biß auf unsere gnädigsten Herrn Principalen Ratification und Vollziehung / gezeichnet werde : Und dann darauf Wir unterschriebene Churfürstliche Pfälzer / wie auch Hochfürstliche Pfalz-Neuburgische Ministri und Räte / von unseren beyderseits gnädigsten Herrn anhero geschickt worden / um dieses hochwichtige Berck / vorgedachte massen zu vollziehen / zu welchem Ende Wir unsere gehörige Vollmachten gegeneinander ausgewechselt / darauf denn / in Unserer beyder hoher gnädigster Herren / Herrn Principalen Rathen projectirten Reces selbsten von Punkt zu Punkt durchgegangen / und nach reifer der Sachen Überlegung / solchen von Wort zu Wort dergestalt verglichen / wie hernach folget :

Wir Carl von Gottes Gnaden / Pfalzgraf bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbschakmeister und Churfürst / Herzog in Bayern / u. Und Wir Philip Wilhelm / von Gottes Gnaden / Pfalzgraf bey Rhein / in Bayern / zu Sulich / Cleve und Berge Herzog / Graf zu Veldenz / Sponheim / der Mark / Ravensberg und Morß / Herr zu Ravensstein / u. Thun kund und bekennen hienit / Nachdem Wir uns wohl bedächtig erinnert der gütlichen Will / Römischer Kaiserlichen und Königlich Decreten und Satzungen / auch derer von unseren löblichen Vorfahren Pfalzgrafen / und respective Churfürsten / Christlichen Gedächtniß / vor etlichen hundert Jahren / und hernach aufgerichteten Pactorum Gentiliorum / und darinnen enthaltener statlicher Fürsungen / damit sie nicht allein die / von Gott ihnen anvertraute Churfürstenthum und Fürstenthümer / Lande / Leute und deren Zugehör / bey ihren Ehren / Würden / und aufnehmender Wohlthat erhalten / sondern auch solches alles fürter also besammnen und untrennen / und auf ihre nachfolgebundene Erben und Nachkommen devolviren und kommen lassen möchten ; Dem zu Folge solche Churfürstenthum und Fürstenthümer der Pfalzgraffschaft am Rhein / samt deren Zugehör / nach todtlichen Hinterrück Anden Dito Heinrichs / Pfalzgrafen und Churfürsten / ohne Hinterlassung eheleblicher Leibes-Erben / auf Weyland Friedrichen den Dritten / Pfalzgrafen und Churfürsten / und dann fürter in absteigender Linie auf uns / Pfalzgrafen Carl / Churfürsten / außer dem jenigen / so unserm Churfürst / laut Westphälischen Friedens / auff gewisse Weise und Reservation abgangen / gesammet seynd : Und dann Wir Pfalzgraff Carl Churfürst / und Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / uns gleichermaßen schuldig erkennen obgedachte Römische Kaiserliche und Königlich Ordnungen / wie auch von unseren löblichen Vorfahren aufgerichteten Erb- und väterlichen Verträgen und anderen dero heilsamen Fürsungen / zu mehreren Aufnehmen und Wohlthat unsers Churfürstlichen und Fürstlichen Hauses der Pfalzgrafen bey Rhein getreuen Fleißes nachzuleben : Altemassen dann Wir ein solches seit Unserer geführten Regierung nach aller Möglichkeit gethan / und hinfürto wie Götlichen Befehl zu thun gemeznet seynd : Auch Wir Pfalzgraf Carl / Churfürst / solchen nach ferner bey uns erwogen / daß obson Wir / durch Gottes Gnade / bey gesunden Leibes-Kräften uns annoch befinden / gleichwohl bißhero mit Ehelichen Leibes-Erben von Gott dem Allmächtigen nicht gesegnet seynd / mißten nach Gottes

ANNO 1685.

hell

ANNO heiligen Willen es sich hebeben möchte / daß Wir / als
1685.

ANNO
1685.

der einige noch lebende Pfalzgraf von der ighen Chur-
fürst / ohne eheliche männliche Leibes-Erben mit Tode
abgelingen. Als haben auch solchen in Gottes Handen
stehenden Fall / Wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und
Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / unsere Er-
ben und Nachkommen / zu Erb- und Beshaltung oban-
gezogener güldenen Bulle / Römisch-Kaiserlichen und Kö-
niglichen Decreten und Satzungen / auch unserer löblichen
Vorfahren Disposition und Ordnungen / um dieses Chur-
fürstliche Haus der Pfalz / samt dessen Länden / Leuten
und Angehörigen / bey seiner Reparation / Ehren / Ho-
heiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auff künftige Zeiten
und unsere Nachkommen zu erhalten / und allen bey der-
gleichen Veränderungen-Fällen sich oft ereignenden höchst-
schädlichen Mißverständnissen und Uneinigkeiten / so viel
an Uns ist / vorzunehmen / dahingegen es ferner dahin zu
richten / damit von dem Churfürst Pfalz / dem Heiligen
Römischen Reich / zu gewainer Wohlthat unser gleicheten
Vaterlandes / so viel stantlicher gebietet werden möge /
Uns mit gutem Vorbedacht / und gaugsamer hin und
wieder geschehener Überlegung / auch mittels zusammenge-
schickter beiderseits gerollmächtigter Ministorum und
Räthen gepflogener Abrede / in folgenden Punkten Freund-
vertriglich vereiniger / und darüber verglichen.

I. Daß auff unsers / Pfalzgrafen Carl Chur-Für-
sten / in Gottes heiligen Willen stehenden tödlichen Ab-
gang ohne Verlassung Eheliblicher Mannes-Erben / oder
da Wir dergleichen hinterlassen / selbige / oder deo Ehe-
libliche Männliche Descendenten / ohne fernere legitime
Succession an Eheliblichen Mannes-Erben / mit Tode
abgehen solten / foldenfalls Wir Pfalzgraf Philip Wil-
helm / oder aber / da Wir alsdann nach göttlicher
Schickung nicht mehr bey Leben seyn würden / unser
Pfalzgraf Philip Wilhelm ältester Sohn / der ein Lay
ist / und dessen Ehelibliche Mannes-Erben / oder da
dieser ebenfalls keine dergleichen hinterlasse / ein anderer
aus unseren Söhnen / so Ihme in der Regierung und
Lagen-Stande nachgefolget / zu wahlen in allen solchen Suc-
cessio Ordinis secundum Pacta Familiae in unseren Li-
nien observiret werden solte / vermög der güldenen Bulle /
auch Römischen Kaiserlichen und Königlich-Satzungen /
Decreten und Ordnungen / wie auch unserer löblichen
Vorfahren Pfalzgrafen und respective Chur-Fürsten
Erb-Vereinigungen / deren im Westphälischen Friedens-
Schluß geschehener Confirmation und erfolgter Kayser-
licher Mit-Bezeichnungen / das Chur-Fürstenthum der
Pfalzgraffschaft am Rhein / und darzu zugehörige Für-
stenthümer / Länd / Leute und Zugehörige / wie die zur
selbigen Zeit gefunden / oder von Uns Pfalzgraf Carl
Chur-Fürsten verlassen worden / samt ihren Dignitäten /
Würden / Hoheiten / und Erb-Schatzmeister-Amte / auch
allen ihren Ein- und Zugehörungen / wie das alles von Un-
sern Vor-Eltern / Pfalzgrafen / Chur-Fürsten / biß auf
den dreßßigjährigen Krieg ingehabt und besessen / auch
durch gemeldten Anno 1634. zu Münster und Osnä-
brück aufgerichteten Friedens-Schluß Weiland unsers
Herrn Bancen Gnaden Pfalzgrafen Carl Ludwigen
Churfürsten / Christlichen Gedächtnis / restituiret wor-
den / und auf Uns kommen ist / nichts / ausser deme / wor-
inne in gegenwärtigen Reces ausdrücklich disponiret ist /
ausgenommen / als zu selbiger Zeit ankommender regieren-
der Churfürst / und wahrer / rechter / ungeweielter Erb
und Pfalzgraf / Carl Churfürst hiemit die Versicherung
thun / daß / gleich wie Wir während unserer Regierung
bekantlich unsere Land und Leute in besseren Stand und
Aufschimen zu bringen / mit großer Sorgfalt / Mühe /
und Kosten Uns nicht wenig anlegen seyn lassen / also
auch solches noch ferner thun / und mit unserem Willen
einige Dismembration oder Alienation der zur Chur ge-
hörtem Güter nicht verhängen noch gestatten / viel we-
niger Klößen vornehmen werden.

II. Demnach in dem Westphälischen Friedens-Schluß
ausdrücklich verkehrt / wie es inögemein zwischen denen
Evangelisch-Reformirten / auch Evangelisch-Lutherischen /
und denen Catholischen in dem Punct der Religion /
absonderlich aber in der Churfürstlichen Pfalz zu halten /
Als versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor Uns /
unsere Erben und Nachkommen / daß auff obgemeldten Fall
Wir die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische
Religion in dem Stande / wie obgedachter Westphälischer
Friedens-Schluß durchgehends / absonderlich Art. IV. spe-
cialiter mit sich bringet / und in der Chur-Pfalz und
dazu gehörigen Fürstenthumben / Länden und Dörff-
schaften / gänzlich lassen die Bedienten / Unterthanen und
Angehörige bey solcher Religion und ihrer Gewissens-

Freiheit schätzen / alle Evangelisch-Reformirte / und Evan-
gelisch-Lutherische Pfarrer und Schul-Diener / in Städ-
ten und auf dem Lande die Zeit ihres Lebens bey ihren
Bedienungen ruhig lassen / und der abgehenden Stellen
mit tüchtigen Subjectis von gedachter Religion jedesmahl
ersehen wollen / So viel auch den zu Handhabung der
Evangelisch-Reformirten und Evangelisch-Lutherischen
Kirchen und Schulen / angeordneten Kirchen-Rath / des-
gleichen die zu Unterhaltung der Pfarrer und Schul-
diener / wie auch verfallender Reparation der Kirchen /
Pfarrer- und Schul-Häuser / und übriger Administration
derrer zu obigen Gebrauch gewidmeter Geistlichen Küden-
Güter und Gesele / auch Stiftungen / angeordnete Ver-
waltung / und daß selbige also / wie diese beyde Corpora
mit respective Geist- und Weltlichen Kirchen-Räthen /
Verwalteren und Zugeordneten auf sich begebenden off-
gemeldten Successions-Fall / besetzt seyn werden / un-
geändert und ruhig zu lassen / auch die erledigte Stellen
mit Evangelisch-Reformirten Religion zugehörigen Persö-
nen / der Chur-Pfälzischen ighen Küden- und Küden-
Raths-Ordnungen und Verwaltungen-Instruction genäß
zu ersehen. Ferner auch die Inspectores und Pfarrer
über Küden und Schulen / wie vorhin / befallende die
zur Verwaltung gehörige Geistliche Küden-Güter und
Gesele / auch Stiftungen / und deren Administration /
samt darauf besetzten Bedienten / samt und sonders /
wie inögleichen diejenigen Geistlichen Gesele / so bey der
Chur-Pfälzischen Rent-Cammer absonderlich verwalter /
oder was selbige aus ihren Gesele denen Geistlichen /
zu deren Unterhalt zu reichen schuldig / und auch hiñhero
darzu angewiesen worden / belangen / versprechen Wir
Pfalzgraf Philip Wilhelm gleichfalls es verfahren dar-
bey verbleiben zu lassen / und zu handhaben / wie es
obvermeldter massen der Inhalt des Instrumenti Pacis
erfordert / und mit sich bringet.

III. Ferner so geloben und versprechen Wir Pfalzgraf
Philip Wilhelm / vor Uns und unsere Erben / daß Wir
auf obgemeldten Fall alle hochgedachten Herrn Chur-Für-
sten Carls sieben angeordnete Cantley-Collegia / als
der Geheimde / wie auch Registrungs- und Hofgerichts-
inögleichen bey deo Leben- und Nachkommen-
Räthe und Secretarien / auch andere zu gedachten Raths-
Collegis gehörige Bediente und Cantley-Verwandten /
wie nicht weniger die Ober- und Unter-Räthen und Be-
dienenden obgemeldten Fall sich mündlich in Diensten be-
finden werden / bey ihren Bedienungen und Besallungen
ungeändert lassen wollen / dafere jedoch nicht etwa einige
derselben durch Unruhen und Unwohlsehalten zu unumgän-
glicher Veränderung besagte Ursache geben werden / We-
che Verschuldigungen Wir vorher wohl untersuchen las-
sen / die Beklagte gnugsam hören / und gegen die Justiz
nichts verhängen wollen.

Wann auch auf gemeldten Fall / gedachten Räten und
Bedienten / wie auch sonsten durchgehends allen anderen
hochgedachten des Herrn Chur-Fürstens Id. Dienern et-
wiger Rückstand an ihren Verschuldungen gebühren solte /
denselben wollen Wir fürderlich abtragen lassen.

Was anlanget die Ersetzung der Vacanten / so in ist-
gemelten Bedienungen / auf sich begebenden Successions-
Fall / hiernächst erscheinen machen / da hat es zusehender
mit dem Kirchen-Rath und Verwaltung / samt darzu
gehörigen / bey Kirchen und Schulen bedienten Persö-
nen / als in einer Geistlichen Sache / bey dem vorhergehenden
zweyten Punct sein ungeändertes Bewenden / Betreffend
aber die / offgemeldten falls / bey weltlicher Admini-
stration und Landes-Regierung / wie auch in denen Kemp-
teren erfolgende Vacanten und deren Ersetzung / haben
Wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und Wir Pfalzgraf
Philip Wilhelm / vor Uns / unsere Erben und Nachkom-
men / Uns dahin verglichen / daß die Geheimde-Regi-
strungs-Hofgerichts- und Rent-Cammer-Raths-Collegia /
wie auch dazugehörige hohe Ministri / Räte / Cantley-
Verwandte / und andere Bediente nach Nothdurft der
weltlichen Landes-Regierung jederzeit sollen besetzt seyn
und bleiben / und daß bey erfolgenden Vacanten (dann
wegen derrer / so sich begebenden Fall in Officiis befinden /
hat es / wie obgemeldet / sein Bewenden) es dergestalt
gehalten werden / daß kein Theil derrer in dem Instru-
mento Pacis jugelassenen Religionen / darvon excludiret
seyn / noch sich deswegen wider den Frieden-Schluß beswe-
ret befinden / sondern selbiger ebenfalls mit darzu gezogen
werden solte. Ebenen massen soll es bey Wiedererzsetzung
derrer auff dem Lande abgehenden Ober-Ämpten obser-
viret werden. Auch sollen die Evangelisch-Reformirte und
Evangelisch-Lutherische / so wohl zu denen Ober-Ämpten

ANNO
1685.

als zu Land-Schreiber-Bedienungen / auf obgemelte Weise mit gegeben werden; Was anbelangt die Unter-Beamteten und andere geringere Land-Bedienungen / sollen ebenfalls die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische tüchtige Personen zu Wiederstellung in dergleichen Dienste / auf obige Weise mitgenommen werden: übrigen wollen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / und unsere Erben und Nachkommen / die Unserer Catholische Religions-Verwandten dergestalt / verminnen ihrer Bestellungen / einschränken und verbinden lassen / daß die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische Bedienten und Unterthanen sich der Religion halber von ihnen das geringste Widrige nicht zu besorgen haben / sondern bey demjenigen / was in diesem Vergleich enthalten / beständig und ungekränkt gelassen werden sollen.

IV. Demnach auch Unser Carl Pfalzgraf Churfürstliche übliche in SODT ruhende Vorfahren / Pfalzgrafen Churfürsten / aus Christlichem Eyer in ihren Ländern die Schulen / insonderheit aber das General Studium und Universität / in Ihrer Residenz-Stadt Heidelberg / zu Ehre und Ansehen der studirenden Jugend / löblich fundirt / dieser Universität gewisse Statuta und Ordnungen vorgeschrieben / auch mit staatlichen Privilegien / Freyheiten / und zu ihrem Unterhalt nöthigen Einkommen sie begabt / und hernacher aus erheblichen Ursachen solches geestert und gemehret haben; Und dann von Unser Pfalzgrafen Carl Churfürsten Herrn Vaters Gnaden nach der Churfürstlichen / vermög Westphälischen Frieden-Schluss / erfolgten Restitution / gebachte Universität mit ihren Statutis / Privilegiis und Einkommen wieder aufgerichtet / und mit gelehrten und qualifickten Professores in allen Facultäten besetzt / auch von Uns seit während Unserer Churfürstlichen Regierung in solchem guten Stande erhalten worden / und wir solches ferner zu thun gemeinet seynd; Als geloben und versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / unsere Erben und Nachkommen / hienit ferner / auf mehrgedachten Successions-Fall besagte Universität / und deroelben fürgegrachte Personen in allen Facultäten / samt allen ihren Gliedern und Collegiis / als dem Concuberno / Domino Dionysiana / Collegio Principis & Sapientiae / und was sonst zur Universität gehörig / bey ihren obgemelten Statutis / Privilegiis / Freyheiten / Einkommen / Rechten und Gerechtigkeiten / wie nicht weniger die in Städten und auf dem Lande angeordnete Gymnasien und Schulen / samt denen dazzu verordneten und incorporirten Schulen / Gütern / Gefällen und Einkommen / wie auch allen Zugehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten / wie solche alle Maßnahmen mögen / gebührender Weise zu schützen / und zu handhaben / auch die Professores / Rectores und Praeceptores / wie in beyden vorhergehenden Articulis gemeldet worden / auf darin gemelten Fall / gleichfalls bey ihren Bedienungen ungehindert zu lassen.

Was die Wiedererückung der abgehenden Stellen bey der Universität anlangt / so hat es zwar mit der Theologischen Facultät / als welche von dem obigen zweyten Punct dieses Vergleichs mit dependirt / und darunter begriffen / dergestalt sein Bewenden / daß nemlich die bey dieser Facultät abgehende Stellen / jederzeit allein mit Evangelisch-Reformirter Religion zugehörigen tüchtigen Subjectis / denen Statu in der Universität gemäß / zu ersetzen: Ingleichen hat es wegen Wiedererückung der Rectoren und Praeceptorum bey denen Gymnasien und Schulen / bey der Disposition des vorhergehenden zweyten Articulis sein anzuwendendes Bewenden.

Was aber die andere Facultäten bey der Universität betrifft / als die Juristische / Medicinische und Philosophische / solle in selbigen / auf den Fall erledigter Stellen / jederzeit aber nicht als einmahl durch ein Evangelisch-Reformirt-oder Evangelisch-Lutherisches / und das andere mahl durch ein Catholisches tüchtiges Subjectum / und so fort alternando / nach vorhergehender / denen Statuten der Universität gemäßen Präsentation / die Erbk- und Wiederbestellung geschehen.

Wegen der Acad- und Ritterlichen Exercitien-Meister hat es die Meinung / daß beyderseits / so wohl Evangelische als Catholische nach ihrer in denen Exercitien erlangten Perfection zuzulassen / und keiner von offgemelten beyden Religionen auszuschließen.

V. Und demnach zwischen Herrn Vaters Christliche Gewohnheit / und Unser hoch-ehren Frau Mutter Gnaden / und dann ferner zwischen uns und unserer thegeliebten Gemahlin Idd. in denen aufgerichteten Ehepacten / gewisse Witwens-Vorsorge / nach dem Herkommen bey diesen und

anderen Churfürstlichen und Fürstlichen Häusern seynd ANNO
1685.
verglichen / selbige auch hernach von uns / aus bewegenden wohlbestehenden Ursachen vermehret und geestert / wie ingleichen mit der verewigten Frau Herzogin zu Simmern Idd. wegen dero eine Zeitlang freitig gewesener Witwunden Unterhalts / unlängst ein gewisser Vergleich getroffen; So dann denen von unsern Herrn Vaters Gn. hinterlassenen sämptlichen Kaugrafschen Kindern ein gewisses Deputat zu ihrem Unterhalt / laut darüber aufgerichteten Recels / von uns verordnet worden; Als geloben und versprechen wir Pfalzgraf Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen / daß wir denen desweges lausgerichteten respective Churfürstliche Witwunden-Versöhre- und Vernehrungen / auch Simmerischen Witwundenvergleich / und Kaugrafschen Alimentations-Receß / wie selbige unsern Bevollmächtigten / bey dem Schluss dieses Vergleichs in Originali fund vorgewiesen / und in beglaubter Abschrift zugesetzt worden / alles ihres Inhalts vestiglich wollen nachkommen / und darüber in keine Wege handeln / noch daß solches durch andere geschehe / gestatten noch verhegen.

Ingleichen versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns und unsere Erben / daß auff offgebadachten Successions-Fall / da des Herrn Churfürsten Carl Idd. ohne Eheleibliche Rammes-Erben mit Tode abgehen solten / wir alle bey dero Churhaus sich befindende Allodialia / so weit solches dem Herkommen und Pactis Gentilitis / auch Kayserlichen Willkührungen gemäß / deroelben Allodial Erben / oder welchem des Herrn Churfürsten Idd. etwas davon durch ein Testament oder sonst ver-schaffen möchte / ohne Verweigerung und Aufschalt wollen abgeben und überliefern lassen.

Und nach dem uns Pfalzgraf Carl Churfürsten / und unserm Churhaus / aus dem Westphälischen Friedens-Schluss und nach dessen Disposition verordnete ansehnliche restituenda Ecclesiastica und Politica / samt andern hohen Rechten und Gerechtigkeiten anmass fundbarlich gebühren / welche zwar unser Christlicher Herr Vaters Gnaden so wohl bey dem Kayserlichen Hofe / als bey vorigen und noch währendem Reichstage gesucht haben / uns aber bisshero de facto immer vorenthalten worden: Als versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / daß wir / als in enter / unsern Fürstlichen Hauses Inver-eine mit angehenden so wichtigen und rechtmaßigen Sade / so wohl am Kayserlichen Hofe und bey der Reichs-Ver-sammlung / als sonst dienlicher Orten alle ansehnliche Officia mit anwenden wollen / damit gebachte restituenda soder-samt wieder zur Chur-Pfals gebracht / und darbey ersul-teten werden mögen.

VI. Demnach auch ferner unser Pfalzgrafen Carl Churfürsten Vorfahren / Pfalzgrafen Churfürsten / wie auch wir selbst unterschiedliche Privilegia und Concessiones / Begnadigungen und Freyheiten / denen in der Chur-Pfals gelegenen Städten und Communen / absonderlich in Religions-Sachen / Bestellungen der Kirchen und Schulen / in Vocation ihrer Pfarret und Schuldiener / und sonst / wie auch einigen Privatis / insonderheit wohlmeritirten Räten und Dienern / aus bewegenden erheblichen Ursachen und dergestalt erhalten / daß dadurch denen Reichs-Fundamenten Gesets und Pactis Familiae nicht zu nahe getreten worden: Als geloben und versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / daß wir alle forthane denen Städten / Communen und Privatis theilte Privilegia / Concessiones / Begnadigungen / Freyheiten und Donationen / wie auch dergleiche / so Wir Pfalzgraf Carl Churfürst noch ins künftige / aus bewegenden erheblichen Ursachen mit erstverhandener Restitution auf die Reichs-Fundamental Gesets und Pacta Familiae / auch unsere bey dem ersten Punct gegebene Versicherung / und also / daß ein Successor an der Chur sich darüber zu beschweren keine Befugniß haben wird / erhalten möchten / nach dem tenor / dero darüber aufgerichteter Instrumenten allerdings vor genöthig halten wollen.

Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm versprechen auch ferner für uns und unsere Erben / daß wir die von des Herrn Churfürsten Carl Idd. Zeit dero fahrenden Regierung bey der Camley und im ganzen land beständige Alte wie auch selbige machte Neu-oder ins künftige ferner machende Verordnungen und Regierungs-Willkähren / in so weit selbige ebenfalls / wie wir Churfürst und Pfalzgraf Carl hienit verordnet / den güldenen Bull / dem Westphälischen Friedens-Schluss / dem Pactis Familiae / auf Wasse und Weise / wie selbige in thegeliebtem Westphälischen Friedensschluss beständig / auch des Hauses Herkommen / und dessen beständigen Wohlfahrt / nicht

zuwider

ANNO 1685. zuwider seynd / vielweniger füttershin zuwider seyn sollen / alles ihres Inhalts vor genen halten / beobachten und beständigen / absonderlich auch die inneren und Angehörige im ganzen Chur-Fürstenthum und angehörigen landen / in denen gemeinen Anlagen / oder sonstigen gegen das Herkommen und über Vermögen nicht beschwören wollen.

Wobey wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst uns jedoch ausdrücklich bedingen / daß diese Vereinigung und Vergleich einig und allein / wie obgemeldet / dahin zu verstehen / und vor gültig zu erkennen seyn solle / wann wir / so in Gottes heiligen Händen steht / ohne Eheleibliche Manns-Erben verfallen / oder deren legitime Descendentes ohne Eheleibliche Manns-Erben mit Tode abgehen solten.

Schließlich / so haben wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen / auch deren / so sie minderjährig seyn solten / Administratoren und Vormündern / bey unseren Churfürstlichen und Fürstlichen Würden / Ehren und Treen / an eines rechten leiblichen Erbes Statt / je einer dem anderen wohlbedachtlich zugesaget und versprochen / versprechen auch einander hiermit und in Kraft dieses Vergleichs / daß wir alles dasjenige / so in dieser Erbvereinigung und Vergleich enthalten / in allen Articulen und Claulen steht / vest und unverbrüchlich wollen halten / und treulich vollziehen / darwider nimmermehr in einige Weise handeln / noch daß wir von anderen geschwe / versagen oder gestatten wollen.

Wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst / und Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen versprechen und begeben uns auch alles und jedes / das hierwider von jemand / wer der seye / jemals gehandelt / tractirt und sürgenommen wäre / oder noch werden möchte / darzu aller Einreden / Weis- und Weltlicher / gegenwärtiger und zukünftiger Weisheit und Exceptionen in- und außershalb Rechts / auch aller Absolution / Dispensation / Restitution in integrum / und dergleichen Mittel / wie die immer Schein und Mähmen haben / oder von wem die her gelangen / und der Kayserlichen güldenen Bull / denen Reichs-Confutationen / Decreten / Ordnungen und Fürsungen unserer Vorfahren / auch absonderlich dieser unserer Vereinigung und Vergleich zum Abbruch oder zuwider seynd / oder verhanden werden möchten / uns derselben selbst / noch unsere Erben und Nachkommen nimmermehr annehmen / zu erlangen / sürgen / noch zu gebrauchen in keine Wege.

Feiner haben wir uns freundlich dahin verglichen / daß wir zu desto mehrer Besthaltung dieses Vergleichs bey dem Aller-Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopoldo. Römischen Kaysern / zu allen Zeiten Wehrern des Reichs / ic. ic. Unserem allergnädigsten Kayser und Herrn / biethlich ansuchen wollen / diesen Vergleich durch Dero Kayserliche Confirmation zu bestätigen / in tröstlicher Zuversicht / solches bey allerhöchstdenckter Ihrer Kayserlichen Majestät unweigerlich zu erhalten.

Und ob wohl wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm gegeneinander das Freundverliche veste Vertrauen haben / daß wir diesem aufgerichteten Vergleich und Erbvereinigung beiderseits unverbrüchlich nachkommen / und dargegen in keine Wege handeln werden / Auch wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / auf begehenden Fall zu unseren Erben und Nachkommen uns eines gleichmäßigen versagen / und selbige dahin treulich anweisen wollen / Darneben auch wir beiderseits der unterthänigsten Zuversicht seynd / daß die jetztregierende Kayserliche Majestät über dero Confirmation dieses Vergleichs kräftig halten werde / Damit jedoch solcher Vergleich bey erfolgenden offgemeldten Fall / als eine beständige / auff den Grund der Reichs-Satzung und Pacorum Familiae geschene immerwährende Erbvereinigung des Churhauses Pfalz / nicht nur in unseren / Pfalzgraf Philip Wilhelm lebzeiten / sondern auch bey unseren Erben und Nachkommen desto beständiger und unverbrüchlicher gehalten werde / So haben wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst / und Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm uns verglichen / diese Verbindung denen künftigen Garanten des Westphälischen Friedens-Schlusses / gleich hiermit geschicket zu unterwerfen.

Zu wahrer Urkund und dessen haben wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / zwey gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen / deren eines Wir Pfalzgraf Carl Chur-Fürst / und das andere Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm neben unserm ältesten Sohne Pfalzgraf Johann Wilhelm eigenhändig unterschrie-

ben / mit unseren Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Insigelen bekräftiget / und jeder Theil solches sein gefertigtes Exemplar aufbewahren und extrahiren lassen. Darum Heidelberg / den 5. (15.) Junii 1685.

Als bekennten Wir unterschriebene Churfürstliche Pfälzische / wie auch Hoch-Fürstliche Pfalz-Neuburgische Ministri und Räte / daß dieser Reces in allen seinen Punkten von Wort zu Wort dergestalt / wie selbiger allhie inserirt ist / von uns also verglichen / und darbey versprochen worden / daß selbiger von unseren gnädigsten Herren Principalen ehest möglichst / und längst unterhalb vier Wochen Zeit / werde aufgefertiget und vollzogen / auch die Original Exemplarien durch beiderseits abschickende Secretarios in hiesiger Reichs-Stadt / darthier man sich des eigentlichen Tages halber durch Correspondenz-Briefe noch vorher zeitlich zu vergleichen / gegen einander / Zug um Zug aufgewechselt werden. Zu Urkund dessen ist dies in Duplo gefertiget / von uns Churfürstlichen und Hoch-Fürstlichen Pfalz-Neuburgischen Ministri eigenhändig unterschrieben / unsere angebohrne und gewöhnliche Pürschafft hervor gedruckt / und von jedem Theil ein Exempel zu Handen genommen worden. So geschehen Schwabischen Hall / den 12. (22.) May. 1685.

(L.S.)

(L.S.)

Wolff Dietrich von / Graf Frank Ernst / Graf Zügger. Castell.

(L.S.)

(L.S.)

Johann Ludwig Langhans. J. F. Preß auf Maßen.

I V.

Reces zwischen Churfürst Fridrich Wilhelm zu Brandenburg / und Georg Wilhelm Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg durch beyderseits Räte / wegen reetablirung des auff dem Elb-Strohm in grossen Abgang gerathenen Commercii aufgerichteter zu Lenz den 23. May Anno 1685. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abßag IV. pag. 345.]

C'est-à-dire,

Reces conclu entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lünebourg, pour le retablissement du Commerce sur l'Elbe à Lenz den 23. Mai 1685.

3u wissen. Als die tägliche Erfahrung nun geraume Jahre hero mehr als zu viel zu offenen Tage geleget / was gestalten das commercium auf dem Elb-Strohm / so wohl wegen der hin und wieder eingeschickten Mißbräuche / als auch bey theils Zuständen vorgegangenen Bedrückungen nicht allein in grossen Abgang und Verminderung gerathen / sondern auch zu besorgen gewesen / daß wenn nicht in Zeiten annoch Hand angeleget / und nachdrückliche Remedirung geschaffet werden solte / dasselbe denen sämtlichen hohen Interessenten auch dem Publico selbst zum höchsten Schaden und Nachtheil endlich gar verfallen / und sich von dem Elb-Strohm gänzlich abziehen auch die noch wenig übrige commercirende / wie mit vielen anderen geschickten / demselben feiner nicht nachkommen / sondern dasselbe gar niederzulegen genöthiget werden dürften. Und denn die Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Fridrich Wilhelm Marggrafen zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erzh-Cammerer und Chur-Fürst ic. ic. und Herrn Georg Wilhelm / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg ic. solches alles nicht allein reiflich bey sich überleget / sondern auch daneben in Erwegung gezogen / daß ob zwar unter denen sämtlichen hohen Herren Interessenten zu Restauration dieses gemeinnützigen Wercks von Jahren zu Jahren verschiedene mißglaube

ANNO Tagesforten und Conferenzen angesetzt und gehalten / auch noch in Anno 1672. vermuthlich damals aufgerichteten Recesse ein und andere dienliche Worte genommen / und wie dem Commercio hinwieder aufzuhelfen und die Mißstände gänzlich abzustellen man allerseits schlichtig worden. Solches alles dennoch hiehero uneffectuirt worden / und in vorgedachter Bedrückung continuirt worden / dabey denn ferner zu befahren / daß weilten die Execution jetzt gedachten Recesse des Anno 72. bey vielen beruht / solche durchgehends um so viel weniger von selbst erfolgen möchte / wenn nicht mit mehrerem Ernst und Nachdruck zu einem so heilsamen und gemeinnützigen Werke geschritten / denselben selbst nachgegangen / und bey andern dasselbe zu gleichmäßigen Zweck befördert werden sollte; daß demnach höchstermilde Ihre Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durchleichte Ihre vorgedachte Gedanken darauf zu richten und dero begherter Räthe und Ministros zu solchem Ende mit gehörigen Befehl und Instruction zusammen zu schicken / und wie nicht allein mehr berührter Reces dermalen zum wirklichen Effect gebracht / sondern auch was sonst zu Aufnahm des Commerci gut und nöthig befunden werden möchte / befördert / in selbige Deliberation ziehen / und darüber einen Schluss ergreifen zu lassen benoven worden. Worauß denn bey der allhier zu Lenzen auff den 24. April angehaltenen Conferenz die Sache zur Hand genommen / und durch Verleihung Gütlicher Gnade so weit vor sich verfahren worden / daß man nach Ansehung vorgedachten Recesse gewisse Puncten abgeredet / und sich darüber / jedoch bis zur Ratification beyderseits hohen Chur- und Fürstlichen Herren Principales / verglichen wie folgt:

Erstlichen ist dasjenige / was in mehrgedachten Recesse des Anno 72. zum Fundament gelegt / nemlich daß die ein und andern Orts eigenmächtig erhöhte Rollen auff den alten Fuß / wie Sie vor dem Kriegs-Wesen gewesen / reducirt und eingerichtet / dieselbe durch den Druck publicirt / und bey jeder Zollstätte angehängt werden sollen / billig auch allhie zum Principio und Grund des ganzen Werkes gesetzt / und dahero verabredet worden / daß man beyderseits denselben nicht allein der Gebühr nachkommen / sondern daß auch von denen übrigen bey dem Elb-Commercio interessirten Ständen ein gleichmäßiges jetzt angehängte Recesse gemäß geschehen / und also dermalen gänzlich Remedium geschafft werden möge / man sich möglichstt massen anlegen seyn lassen wolle. Und damit man hiezu um so viel besser gelangen / und das ganze Werk so wohl denen Zoll-Debitanten als auch Kauf- und Handels-leuten auch Schiffen zu einer besändigen Nachricht auff einen richtigen Fuß setzen möchte / hat man zuvorderst der Nothdurft befinden / daß weilten / aus der Ungleichheit und Veränderung der Gebinde an Fässern / Ballen / Packen / Kisten und dergleichen / als welche nicht in einem Stande geblieben / sondern der Kaufmann dieselbe eine Zeitheer größer als für Alters zu machen gesucht / an mehrern theils Zöllen Anlaß genommen worden / das alte Zoll-Geld zu erhöhen / darunter ein gewisses durchgehendes Reglement. wornach sich so wohl die Zoll-Debitanten als auch Kaufmann und Schiffer zuverläßlich möchten achten / und allen Unterschleiff / auch ferner eigenmächtigen Steiger- und Erhöhungen vorgebogen werden könne / getroffen werden möge / Alternassen dann auch dasselbe nach fleißiger Untersuchung und mit Zuzieh- und Vernehmung beiderseits Zoll-Debitanten / auch vorgangener Vernehmung der Kaufleute und Schiffer / nach Anweisung der Beyslage sub A. ausgearbeitet / und das Project der künftigen Zoll-Rolle sich dessen hinfünftigt bey allen Erb-Zöllen als eines gewissen Maas-Stabs / und zwar nach Hamburgischen Fuß / dessen sich alle Zoll-Debitanten bey der Visitation zu gebrauchen / und nach selbigem die Gebinde jedesmal zu mensuriren und zu examinieren haben / so fort verglichen / jedoch daß bey denen Visitationen auf etliche wenige Zoll / dem Commercio zum besten so genau nicht gehen werde / wie die zugleich vorgedachte Visitations-Ordnung in mehreren besagen wird. Wegen des Gewichts aber ist in Vorschlag kommen / daß bey denjenigen Gütern / wobey keine Taxa befindlich / nach Einhalt beiderseits Zoll-Rollen 280. Pfund zu einem Schiff-Pfund gerechnet / bey denen Gütern aber wo Taxa befindlich / 300. Pfund zum Schiff-Pfund passiret werden könnten.

2. Was zum 2. den Punct der Reduction und Einrichtung einer jeglichen Zoll-Rollen auf den alten

ANNO Fuß / wie sie nemlich für dem Kriegs-Wesen gewesen / ANNO betrifft / seynd von denen Chur-Brandenburgischen Herren 1685. Abgesandten die lenzische / gleichwie hingegen von denen Fürstlichen sächsischen die Zwickauer / Schnaakenburgische und Wilschke alle Rollen producirt / und einander fürgelegt / auch darauf aus selbigen allerseits das Quantum von allen und jeden darinn befindlichen Zöllen Bahren extrahirt / und der künftigt publicirenden Zoll-Rollen eingetragen / dasjenige was über solch Quantum nach und nach für Aufsatze gesehen seyn mögen / weggethan / und also vorgedachte Rollen auff solchen Fuß wie sie fürm Kriegs-Wesen gewesen / nach Ausweis der Beyslage B. allerdings gesetzt / und also dem Recesse des Anno 1672. desfalls gehöriges Gemüthe geleistet worden / massen denn dieselbe gleichfalls nach Einhalt besagten Recesse / wenn es auch bey andern Interessenten zu solchem Stande gebracht seyn wird / hienächst durch den Druck publicirt / an jeglicher Zoll-Stätte affigirt / und der Zoll darnach genommen / von den Zoll-Debitanten aber weiter nicht gegangen / sondern sich allerdings darnach gerichtet / dem Schiffer auch jedesmal nach dem Fundament der Zoll-Rollen und deren Ertrag in allen und jeglichen Bahren und zwar in seiner Gegenwart die Ausrechnung klar und deutlich gemacht / und für Augen gelegt / diejenige Zoll-Debitanten aber so dagegen handeln / mit schärfer Bestrafung angesehen werden sollen. Ob nun zwar so viel die übrige Ihr. Chur-Fürstlichen Durchleucht wie auch in specie die Magdeburgische und Wilschke Elb-Zölle betrifft / zu wünschen gewesen / daß dieselbe vorseh gleichmäßig eingerichtet werden können. Nach dem jedoch diese Rollen so fort nicht bey der Hand gewesen / so ist solches ausgefallen / und haben die Chur-Brandenburgischen Herren Abgesandten sich erklärt / daß gleich wie mehr höchstgedachte Ihre Chur-Fürstliche Durchleucht dem zerfallenen Commercio aufzuhelfen / auch Ihres hohen Orts dasjenige / was zu Erreichung eines so heilsamen gemeinnützigen Zwecks erspriesslich / zu befördern ganz geneigt und intentionirt / es also auch daran nicht ermangeln sollte / sondern mehr höchstgedachte Ihre Churfürstliche Durchleucht alles Erstes die gnädigste Verfügung thun werden / daß all solcher Zölle halben die künftigt publicirende Rollen nach dem Fuß der alten gleichfalls mit dem ebenen eingerichtet / bey künftigt etwa weiter erfolgten Zusammenkunft sollte nebst denen alten producirt / und auch hienächst mehrerwehntem Recesse ein faßsames Gemüthe gelasset werde.

3. Ob denn zwar so viel die Maas des Getreydes betrifft / in dem Anno 72. getroffen Recesse versehen / daß hinfünftigt nach Brandenburg Maas vermisst genommen werden sollte / Nachdem man jedoch nach fleißiger Untersuchung und überlegung des Werkes befunden / daß solche Veränderung allerschand Confusion und Beschwerniß verursacht / und an statt besserer Nützlichkeit mehrere Schwierigkeiten dahero zu erwarten seyn möchten / zumahlen da von Kaufleuten und Schiffen hiehero nicht anders als Magdeburgisch Maas geladen und versühret / dieselbe auch denen alten Zoll-Rollen nicht ungemäß / So hat man davor gehalten / daß der leichteste und sicherste Weg seyn würde / wenn die Magdeburger Maasse allermogen beschhalten / und der geblühende alte Zoll darnach genommen / jedoch damit dem fast darnieder liegenden Commercio einiger massen wieder aufzuhelfen / einige Remission durchgehends vermisst werden möge / wie nun zu solchem Ende in Vorschlag kommen / ob man den 20sten oder 15ten Bissel jedesmal an allerhand Getreyde frey geben wolle / auch dem Calculo nach besunden / daß wenn der 1ste Bissel nachgegeben werden sollte / es auf allen Zöllen von 1000. Bissel Roggen Magdeburger Maasse 28. Rthl. 3. gr. hingegen bey Freygebung des 20sten 21. Rthl. 2. gr. 3. pf. Weizen der 1ste Bissel 36. Rthl. 1. gr. der 20ste Bissel 27. Rthl. 9. pf. Gersten / dem Roggen gleich / dem Schiffer Vortheil bringen / und also unter andern auch durch dieses Mittel das Commercio eine Erleichterung zu gewahren haben würde / So ist dieser Punct zu beiderseits Herren Principales gnädigster Erklärung und Resolution vermisst worden. Was aber die so genannte Korn-Verneuerung / Schiff-Zoll / Schiff-Geldere / und Floß-Zoll betrifft / so ist zwar solches alles so wohl bey dem Chur-Fürstlichen als den Fürstlichen sächsischen Zöllen der Chur- und Fürstlichen Cammer berechnet / auch befunden worden / daß solches nach Inhalt des Protocolli de Anno 1672. der Schiffer eigenem Gesandnis nach / von langen Jahren hergebracht / gleichwie aber solches an einigen andern Zöllen mißbraucht / auch so wohl

ANNO auf der Nieder-als Aufzahrt Schiff-Zoll unbefreyt ge-
1685. nommen seyn soll / und daher dergleichen ungebührliche
Aufschlag und so viel weniger zu gebühren / so wird nicht
allein dahin zu sehen seyn / daß ein und anderen Orts
hierunter keine ungebührliche Exactiones vorgehen / und
dadurch das commercium beschweret werden möge /
sondern ist auch zu desto mehrerer Sublevierung des
commerciu zu beiderseits Chur- und Fürstlichen Durch-
leucht Durchleucht eigenen Entschleissung verfertigt worden/
ob sie bey igtbefagten Zöllen in solchen Stücken zum
wenigsten einige Moderation gnädigst belieben und de-
terminiren wollen.

4. Was den 4ten Punct des Receptes de Anno 1672.
nemlich daß die Einnahme der Zölle ehrlichen und ge-
wissenhaftigen Leuten anvertraut / und wie nach denselben
von ihnen weiter verfahren werden solle / betrifft / so hat
es dabey billig sein Bewenden / und ist von jeglicher Zoll-
Herrschaft dahin mit allem Fleiß zu sehen / da sich aber
bey ein oder andern Zoll ein anders zu tage legen / und
aus besagten Ursachen gegen ein oder andern Zoll-Be-
dienten Klage geführt werden solte / soll darüber so fort
gehöriges und ernstliches Einsehen getragen und Reme-
diation geschaffet werden ; So kan auch dem Schiffer
zum besserer Nützlichkeit wissen / wenn er nach dem Fußß
der Zoll-Rollen der Gebühr verpflott / eine General-
Ankündigung der beschleunigten Derstellung halber ge-
geben werden.

5. Dieweil es auch bey dem im Reich gegenwärtig
schiffverwehrenden verdrüßlichen Zustand des Mühlwe-
sens beschwerlich / ja fast unerschwinglich gefallen / zu Be-
huf der Zoll-Gelder banco oder Species Kehr. aufzu-
bringen und dadurch auch das commercium nicht we-
nig beschweret zu seyn befunden / auch darüber von vielen
Jahren her geklagt worden ; So haben sich höchstgedach-
te Ihre Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durch-
leucht denen commercirenden zum besten gnädigst dahin
erkläret und entschlossen / daß künftighin und so fort
dieses verdrüßliche Brevet zum Stande bey denen übrigen
Interessierten würde gesetzet seyn / jedesmahl ein Dime-
l an gangbarer Münze / die übrigen ; aber an Species
bey denen Zollstädten soll genommen / der Schiffer oder
Kaufmann aber darüber nicht beschweret werden / wie-
wohl die Chur-Brandenburgischen Herren Abgesandten
hierunter in favorem commercii noch etwas wei-
ter zu gehen instruiret gewesen.

6. Was wegen der denen Schiffen und Schiff-
Angehörigen zusehenden geringen Sachen / und was dieselben
insonderheit an benötigten Unterhalt mit sich führen / in
auch erwähnten Recepte de Anno 1672. disponiret / sol-
den wird billig nachzugehen / jedoch aber dieses dabey
zu beobachten seyn / daß um besserer Nützlichkeit Willen
und zu Verhütung aller Unterschleiffe / die Angabe nicht
mündlich / sondern mit denen übrigen sollbaren Wahren
schriftlichen geschehe / wie die projectirte Visitation-Ordnung
mit mehreren besagen wird.

7. So behalte es auch bey dem in gedachtem Recepte
folgendem 8. und was wegen unbilliger Aufenthalt- und Be-
schwerung der Schiffer darinn mit wehrer verordnet /
billig sein Bewenden / weila aber die Ertheilung der
Stunden-Zettel verschiedener Ursachen halber / absonder-
lich aber weil öfters Hindernis und Aufenthalt wieder
Wissen und Vermuthen causiren / nicht practicabel noch
zulänglich befinden werden ; So ist beliebt / daß diesel-
ben dem Schiffer / wenn er sie begehret / jedoch ohne Ent-
gelt zwar ertheilet / und die Ursachen des etwa vorge-
gangenen Aufenthaltes darinn expliciret werden können ;
Es soll aber allen und jeglichen Zoll-Bedienten ernstlich
injunckirt werden / keinen beschlügen und verzögerlichen
Aufenthalt / bey Vermeidung unaußbleiblicher Bestrafung
fürgeben zu lassen / sondern den Schiffe so fort und
schleunig als es möglich abzuführen / auch unter verschie-
denen zu gleicher Zeit etwa ankommenden Schiffen den Un-
terschied zu halten / daß derjenige / welcher zu erst an-
gehet / auch zu erst und für andern ohne reflexion der
Person expediet werde. Es wäre denn daß zugleich
beladene Schiffe so aufwärts gehn / und niederwärts
fahrende concurrirten / welchen falls die aufgehende in
Ansehung des alsdenn etwa habenden guten Windes für
den andern befördert werden können.

8. Ob denn zwar so viel der Zoll-Bedienten Acciden-
ten betrifft / daß sie an vordernannten Chur-Branden-
burgischen und Fürstlichen lineburgischen Zöllen reguliret
/ Nachdem man jedoch in weiterer Untersuchung / und auf
eingetragene Specification befunden / daß folgende Stücke
dem bisherigen Herkommen nach / wie vorgegeben worden /

erhoben werden / und zwar / daß erstlich wegen des Na-
mens Verneuerung / dem Zöllner 4. dem Gegenschreiber a-
ber 2. Rthl. 2.) wegen der Schiff-Verneuerung eben so
viel / denn und 2.) für die Speisung dem Zöllner ein Rthl.
und 4.) für Schreibgebühr dem Schreiber nach advencant
einige Groschen gegeben werden ; So soll zwar so viel die-
se beide letztere Posten betrifft / es dabey sein Verbleiben
haben / nemlich daß der Tisch- und Kehr. auch für Schreib-
Gebühr doch nicht über 4. gr. gegeben werden mögen / es
soll aber kein Zwang oder ungebührlicher Aufenthalt da-
bey vorgehen. Was aber die beiden erstere Posten betrifft
/ weila solche einiger Orten / dem Vorgeben nach / von Al-
ters hergebracht ; So ist zu Chur- und Fürstlichen Durch-
leucht. eigenen Resolution verfertigt / ob sie denen Zoll-
Bedienten solch Accidens ferner gönnen / oder aber an
dessen Statt zu desto mehrerer Sublevierung der Commer-
cien und Verhütung Unterschleiffs / und ungebührlicher
Bedrückung ihnen einige Zulage thun wollen / allenfalls
aber / wo an ein oder andern Zoll mehr als ein Zöllner
und ein Zoll-Gegenschreiber wäre / sollen sie doch ein meh-
res zu nehmen nicht befugt seyn / als wenn nur einer da
wäre.

9. Was ferner in dem Recepte de Anno 1672. wegen
gänzlichlicher Abschaffung dessen / was unter dem Titel
Commendanten Geld ein oder andern Ort etwa erhoben
seyn mag / wie nicht weniger auch.

10. Wegen Verpachtung der Zölle disponiret und ver-
ordnet / solches lassen höchstgedachte Ihre Chur- und
Fürstl. Durchl. Durchl. Ihres hohen Orts sich um so
viel mehr gefallen / als das erste der Billigkeit unvornehm-
/ das andere aber nicht anders als zu Verhütung der tra-
quillirenden und Nachtheil des commercii zu gereichen
erachtet werden kan / nicht zweifelnd / wie in allen übr-
igen / also auch hierinn andere Stände dem commercio
zum besten sich allerdings conform bezeigen werden.

11. Was das zu Dornitz geraume Jahre her erhobene/
und von denen Schiffahrten erpreßte so genannte
Baum-Geld betrifft ; so will man zwar nicht vermuthen
/ daß dergleichen ungebührliche Exactiones bis noch fügen-
den sollen / dieweil aber denen Schiffen nicht allermwenig
richtige Rechnung dessen / was Sie von denen fährten
Wahren zu verzollen haben / wie doch billig seyn solte/
fürgelegt wird / dieselbe auch wie die bisherige Klage ge-
geben / oftmahls nicht wissen können / worfür ein und
andere gefordert und gegeben werden muß / indem an ehe-
lichen Zöllen alles überhaubt / und ein mehreres als die
Waaren austragen können / gefordert wird / oft höher-
namte Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. auch
nicht gmein / ihre Unterthanen mit dergleichen Aufschla-
gen ferner beschweren / noch das commercium bedrücken
zu lassen ; So sollen beyderseits traquillirende Untertha-
nen dessen bedeuert / auf dem wiederigen unverschö-
nen Fall aber / ihnen zu Wiedererlangung dergleichen unge-
bührlicher Aufschlagen / Rechts-hilffliche Hand und Nach-
druck gehöhen / auch conjunctim dahin gesehen werden
/ daß es gänzlich abgeschafft / und die commercirende über
die Gebühr nicht beschweret werden.

12. Woyu denn auch 12.) gehörig / was in offi-
cierten Recepte de Anno 1672. wegen harten Tractaments/
Arrestierung Schiff und Güter / und abgewungenen Re-
versen mit mehreren enthalten / waisn denn / wie eine
jegliche Zoll-Herrschaft dahin von selbst bedacht seyn
wird / daß dergleichen hartes Verfahren / dem Commer-
cio zu Nachtheil und Hinderung nicht möge getrieben wer-
den ; also ist hingegen zu Beförderung des commercii
und Schiffahrt für billig befunden worden / daß wenn ja
aus erheblichen Ursachen jeweil ein Schiff angehalten
werden müsse / daselbe wenn der Schiffer entweder tüch-
tige Caution stellen / oder so viel an Waaren / als die an
ihn habende Praeension möchte seyn können / bey der
Zollstadt niedergelegt würde / der Schiffahrt zum besten
das Schiff fortgelassen werden könne.

13. Was dann den in mehr erwähnten Recepte fol-
genden Punct der also genannten Licenzen zu lenken be-
trifft / gleich wie mehr höchstgedachte Ihre Chur- und Fürstl.
Durchl. Durchl. sich gnädigst erinnert / daß bey verschie-
denen des Elb-Commerciu halber gehaltenen Tagessitzungen
derselben Erwähnung geschehen / und so wol von denen
an Zollwesen interessierten Ständen / als auch denen
commercirenden deshalb insändige Aufzudung gethan
worden ; also haben dieselbe dero zu Restauration besa-
gen nun fast gänzlich darnieder liegenden commercii tra-
gende Bezüge / auch in diesen Puncten zu erkennen ge-
ben wollen / und sich dahin gnädigst erkläret / daß Sie
zu desto besserer Erreichung des vorgesehnen heilsamen
Zwecks / die Helffte derselben durchgehends fallen lassen
wöl-

ANNO
1685.

ANNO
1685.

wolten / der gänglichen Zuversicht / daß so wol in Ansehung des von Ihro Churfürstl. Durchl. dem gesandten Commercio zum besten gestellten kostbaren Gravens / und beständiger Unterhaltung so vieler darauf befindlichen Schiffe / als auch daß ein großer Theil der Waaren aus dero Churfürstenthum und landen darauf geführt / folglich allen und jeden Interessenten zum besten auff die Elbe gebracht / und dero Zoll-Intraden dadurch nicht wenig vermehrt würden / denn auch daß dieselbe zu desto mehrer Erleichterung der Commercen das zehnte Stück in allen und jeglichen Waaren / dero eigenen / das zwanzigste aber andern fremden Unterthanen von Zoll und Licenten bis jetzt gänglich frey und unverzollt passieren lassen / und also hierin schon ein großes thäten / oft höchstgedachter Ihr Churfürstl. Durchl. ein wehres nicht zugunsten werden könnte / sondern aus angeführten und andern Ursachen und Gründen / wodurch Sr. Churfürstl. Durchl. die Erhebung dieser also genannten Licenten zur Genuge zu behaupten gedanken / auch gerne gönnen würden. Nachdem aber von denen Fürstl. Braunschweig-Lüneburgischen Herren Abgesandten dagegen angeführt worden / daß ob zwar dero Gnädigsten Herren Durchl. Ihr Churfürstl. Durchl. gerne alle Satisfaction gönnen / auch Ihres Orts was dazu reichen könnte / zu befördern geneigt / hieweil jedoch aus dem allerseits gefassten und fest gestellten Principio. daß man es allerwegen auf die alten Zoll-Kollen / und also auf den Fuß / wie es vor dem Kriege gewesen / allerdings sehen und reduciren wolle / keinen andern Schluß machen können / als daß höchsternannte Ihr Churfürstl. Durchl. besagte Licenzen gänglich fallen zu lassen entschlossen / und zwar um so viel mehr / weils durch Beförderung mehrern Vertriebs / sonderlich daß aus der Menge der überschiffenden Waaren die Erhebung solchen Abgangs überflüssig zu seyn / und dero Unterthanen Bestes mercklich würde befördert werden / dann auch weiln man die Intention führete / bey andern Ständen es in gleichmäßige Wege / nemlich der Reduction der Zoll-Kollen auf den alten Fuß / wie sie zum Kriege gewesen / zu richten / den festgesetzten Zweck aber / wenn ihnen solche Einwendung bevorzögen sollte / nicht würde erreichen / oder höchst gedachte Ihr Durchl. für sich darunter etwas reserviren können / daher man auch zu Ihr Churfürstl. Durchl. Abgesandten Generosität die Hoffnung getragen / Sie aus solchen und andern Ursachen dem Publico zum besten eine solche Resolution fassen würden / wodurch man die gute Intention zu erreichen Gelegenheit haben könnte / zumal das ganze Werk davon dependiret / und man denn beydesseits zu einem mehrern sich vorzögen nicht introitiret befunden / so ist davon weiter zu referiren übernommen / und dieser Punkt bis etwa zu weiterer desfalls veranlassender Zusammenkunft oder Communication ausgefetzt worden.

14. Betreffend ferner in Recessu wegen der Stadt Magdeburg enthaltenen Puncts / weils nach Anleitung des 2. Articuli Ihr Churfürstl. Durchl. nebst andern dero Zöllen auch desfalls die Nothdurft zu verfügen / und das Werk in gehörigen Stand einrichten / und folglich davon Communication thun zu lassen gnädigst gewillt / so behält es damit bis dahin sein Verbleiben.

Was auch in dießbezüglichen Recess de Anno 1672. einige Gravamina wieder die Stadt Hamburg berührt / dero auch bey dieser Conferenz noch mehrere vorbrachten / sonderlich aber von denen Braunschweig-Lüneburgischen Herren Abgesandten verschiedene / und unter andern in specie angeführt worden / welcher gestalt das commercium daselbst in viele Wege gedrückt / und nebst andern / insonderheit denen Lüneburgischen Unterthanen als leyler Hindernis gemacht / und dadurch das freye commercium nicht wenig gekemmet wurde / in dem unter andern zu tage liege / daß / da man fremden mit fremden zu handeln nicht zulassen wolle / und daher durch befristenes langes Aufhalten und kostbares hie-liegen der Schiffe den Waaren gleichsam nach eigenen Belieben ein Pre-tium gesetzt / und dadurch das freye commercium nicht wenig bedrückt wurde / und da endlich durch dergleichen Verfahren der Schiffe kein etwa habendes Getreyde anderwärts zu schiffen / und wol gar wieder weg zu fahren genöthigt wurde / man auch dieses ihm nicht frey gestatten wolle / sondern ihn zusehends nöthigen / solch Getreyde nach erlegtem so genannten Baum-Zoll zusehends aufzu-soldern / und mit schweren Kosten und Verlust uñi Boden tragen zu lassen / denn wieder da ab / und zu Schiffen zu bringen. Und wann er endlich nach solchen kostbaren Umfahrungen wieder abfahren dürfte / zusehends

einen schweren Zoll und zwar für den Bissel bis zu 17. ANNO
1685. Nehr. erlegen müßte. Wie nun ein fremder commercirender durch dergleichen langes stützigen / kostbare Unterhaltung des Schiffes / Verfrachtung der Zeit / durch Verschleppung der Frucht / auch dergleichen lager-Maas-Zoll und andere Ungelder nicht anders als weit zurück geworfen / oder gar ruinirt würde / und also dergleichen billig abgestellt werden müßte / also werde auch darinn gegen die Lüneburgischen insonderheit mit ungebührlicher Bedrückung verfahren / daß ihnen wenn Sie ja etwas an Getreyde verkauft oder losgeschlagen / oder auch dergleichen von oben hohlen wolten / Stück-Güter aufwärts zu befachten nicht gestattet werden wolle / wodurch denn die Freyheit des commercii abermal nicht wenig bedrückt würde / denn auch / daß diejenige / so sich der freyen Schifffahrt nach der See bedienen / unter dem Prætext eines so genannten Tonnen- und Baafen-Geldes mit ungebührlichen Zoll / auch Anhaltung / oder auch wol gar Verhinderung belegt würden / dergleichen auch andere wehre Gravamina aber / wenn sie nicht abgehen werden solten / leicht zur Beiläufigkeit ausfallen / und das commercium / weils Ihr Durchleucht dero Unterthanen also wider alle Rechte und Billigkeit ferner graviren zu lassen nicht geneinet / auch zu anderer Herrschafften Nachtheil und Schaden leicht einige Nenn- und Hinderung erleiden könnte / wie man nun davor gehalten / daß die Intention geführt würde / auch der Billigkeit und Rechten gemäß sey / daß bey allen am Elbe-Ströhm interessirten Ständen die ungebührliche und wieder die alten Kollen lauf-fende Aufsätze / Verschwerden und Exactionen abgethan / und wieder Recht und Billigkeit niemand beschwert werden solle / die Chur-Brandenburgische Herren Abgesandten zwar dierwegen in specie nichts in instruction gegeben / diese Gravamina auch ihnen so eigentlich nicht bekannt seyn / So halten sie dennoch vor billig / daß darauf künftünftig Reflexion zu zu nehmen und dahin zu sehen / daß was denen alten Kollen / rechtmässigen Privilegiis und denen Rechten / auch der Freyheit der Commer-cien nicht gemäß / nachdrücklich abgestellt / und auch dadurch die von Ihr Churfürstl. Durchl. Durchl. bey dem ganzen gemeinnützigen Werke führende löbliche Intention erreicht werden möge / wie denn auch dahin gesehen werden möge / daß was wegen des auf den Niederbaum zu Hamburg gesetzten Zoll-Schreibers in off-berührten Recess 5. 18. enthalten / beobachtet / und auch dadurch das commercium nicht gedrückt / insonderheit aber / weil gegen die Braunschweiger zu Hamburg wegen Ausverkaufung des so genannten Braud-Guts große Beschwerden geführt wird / daß auch darüber gehöriges Ziel und Maas gesetzt werden möge.

16. Was übrigens in dem Recess de Anno 1672. 9. 19. enthaltene Puncte der Visitation-Confiscation-und Certification-Zettel betrifft / so läßt man es zwar allerdings dabey bewenden / dieneiln aber denen Certifications-Zeteln / ob zwar Reflexion darauf genommen werden kan / allein nicht vollständig zu trauen / und es daher auf die schriftliche Angabe der Schiffer und Visitation der Zoll-Bezirke ankommt / so wird es auch dabey bil-lig gelassen / jedoch aber auch dahin zu sehen / daß bey der Visitation die Zoll-Bezirke keine unnötige Scrupel ma-chen / jedoch aber auch / was dem Zoll-Recht gemäß / beob-achten mögen / damit sie aber sich um so viel mehr in ihren Schranken zu halten / auch der Kauf- und Schiff-mann / wornach Sie sich zu achten / wissen mögen / ist gut befunden worden / eine Visitation-Ordnung / wie die Beilage sub C. ausweist / zu projectiren / und solche hiernächst nach erfolgter Approbation der hohen Her-ren Principalen und beschlenen Communication mit anderen Interessenten einzuführen / allermassen denn auch

17. Nach Inhalt derselben und mehrgemeldten Recesses die Neben-Zettel und mündliches Ansagen / zu Verhütung Unterschlusses / weiter nicht zugelassen / de-nen Schiffern aber an Deck-Strick- und Lauf-Dei-len / wie gedachte Ordnung gleichfalls mit wehren ege-bet / jedesmahl ein gewisses Zoll-frey passirt werden soll.

18. Dieneiln auch einige Waaren fast gänglich von dem Elb-Ströhm abkommen / und daher nach Anlei-tung des Recesses Ihr Churfürstl. Durchl. bewogen werden / in Anno 1672. bereits in Vorschlag zu brin-gen / ob nicht von denen einigen / als Tuch / so nieder-wärts künfte / Kupfer / Bolle und Wachs auf etliche Jahre an dem Ordinar-Zoll eine erkleckliche Remission beliebt werden möchte / So hat man zu Wiederanfassung des commercii sich dahin entschlossen / daß man

ANNO von besagten vier Specibus auf drey Jahr lang die Helffe
1685. te des Zolls nur nehmen lassen wolle. Und weiln auch
noch andere Species, so theils gänzlich von der Elbe ab-

kommen / oder doch davon abkommen düßten / als An-
dama, Wlech / Wey / Eysen / Holz / Simonien / Delh /
Pottasche / Zee / Teapn und Wein: So hat man die
Resolution darüber zu der hohen Herren Principalen Er-
klärung verfaßt.

19. Ob zwar wegen der Frey-Passe von den Braun-
schweig-Zeßischen Herren Abgeordneten vorgeschlagen wor-
den / ob man sich dem Commercio nun bester derselben
nach dem in Anno 1672. bereits gegebenen Vorschla-
ge auf einige Zeit begeben wolle / nachdem jedoch die Chur-
Fürstl. Herren Abgeordneten zu vernemen gegeben / daß
Ihre Chur-Fürstl. Durchl. Intention dahin nicht gerich-
tet sey / von denen Reichs-Constitutionibus abzuweichen /
es alles bey dem Herkommen in diesem Passu gelassen / je-
doch daß alle dabey fürfallende Abusus abgestellt werden
mögen.

20. Gleichwie auch über die ietzt mentionirte in off-
allegirten Reces de Anno 72. enthaltene und solcher ge-
faßt abgeredete / zu Uebelfung des Commercii angesche-
ne Puncten / man darinn einig / wie noch ferner das
Commercium befördert / und ein besser Flor mit der Zeit
gebracht werden möge / also will man auch beyderseits
Unterthanen in freyen Handel und Wandel in beider-
seits Herrschaften laßen alle gute Beförderung erwei-
sen / und Sie daran nicht hindern lassen / sonderlich aber
wollen es Ihre Chur-Fürstl. Durchl. bey Magdeburg
und sonsten dahin richten / daß denen übenburgischen Un-
terthanen zu Magdeburg Getreide zu kaufen und abzu-
hofen / und sonsten beyderseits freyen Handel und Wandel
zu treiben nicht verwehret werden möge / wie solches in
dem Anno 1672. zu Hamburg aufgerichteten Reces ent-
halten.

21. So ist auch ferner in Vorschlag kommen / daß
weiln die nechst des Iffers des Elb-Ströms stehende
Bäume / durch die Gewalt des Wassers jeweil pflügen
ausgerissen / und in dasselbe versenkt zu werden / dadurch
die Schifffahrt gefährlich / und die Schifffahrer mit
ihren Schifff leicht in Schaden gebracht werden könn-
en / ob nicht jegliche Herrschaft solche am Iffers stehende
Bäume auf eine gewisse Distanz abhauen zu lassen / und
man dadurch beglückten Gefahr und Kosten die Bäume
wieder heraus zu bringen / zu ersparen hätte.

22. Wie nicht weniger auch / ob bey jeglichem Geleite
untersuchet werden müßte / was für schädliche Dreyer sich
hin und wieder befinden / damit sich die Schifffahrer
um so viel mehr davor hüten / und in nicht nehmen
könten.

23. Denn auch / ob an statt der bey jeglichem Schiffe
die Elbe abwärts gehende laßbare Vorhöfser / nicht
bey jeglicher Zoll-Stete gewisß eure zu verordnen / welche
um ein billiges von einer Zoll-Stete zur andern bey jedes-
mal ankommenenden Schifff und Glos die Vorhöfssung
und Begleitung der schädlichen Dreyer verrichten / wo-
durch zugleich dem Schiffe ein ziemliches erspartet werden
könt / indeme ein Vorhöfser von Magdeburg auf Ham-
burg in die 30. Meil. jeweil zu seyen kommen sol / die
an jeglicher Zollstete wohnende eure auch des Ströms
kundig seyn / so ist solches alles ad referendum / und sich
hiernächst bey fernerer Einrichtung des ganzen Wechs
auch darüber vernemen zu lassen / auch mit andern dar-
ob zu communiciren / übernommen worden.

24. Gleichwie nun alles so hierin verabrechet / und
von beyderseits gnädigsten Herrschaften noch weiter in be-
nen noch zu entscheidenden Puncten wird resolviret
werden / auf die Condition gestellet wird / daß von allen
und jeglichen bey dem Elb-Commercio interessirenden
Herrschaften bey den offt gerügten Reces de Anno
1672. und hierwider gestifteten Principis auch ihres
Theils nachgegangen / und ein Gemüß geschehen möge /
alternmaßen dem Ihre Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl.
nicht verdracht werden können / daß sie Ihre von GOTT
ihnen anvertraute Unterthanen und das Commercium
von den bisherigen Bedrückungen zu befreien beabcht
seyn / also wollen Sie sich auch solches bey andern in-
teressiren Ständen aller Stilles anlegen seyn lassen /
massen dann

25. Ratione modi agendi dreyerley in Vorschlag kom-
met. 1.) Ob man von deme was von Ihr. Chur-und
Fürstl. Durchl. Durchl. hierunter wird geschlossen und
beschlossen werden / allen übrigen interessirten Ständen
conjunctim per literas par zu geben / und Ihre Erklä-
rung darüber zu desideriren / oder aber (solches 2.) durch
eine Abschrift an Sie zu bewerkstelligen / oder aber 3.)

TOM. VII. PART. II.

eine Conferenz mit ihnen sämmtlich zu veranlassen hätte / ANNO
weil nun das ganze Werck respective auf Ratification 1685.
und weitere Resolution beyderseits Gnädigsten Chur-und
Fürstl. Herrschaften beruht: Also ist auch / was sie al-
lenfalls ratione modi agendi für nöthig befinden werden /
zu dero fernern gnädigsten Erklärung und desfalls nöthig
findenden Communication / gehalten Sagen nach / ver-
stellet worden. Utherrundlich ist diese Punctations-Reces
von beyderseits Chur-und Fürstl. Ministris unterschrie-
ben und besiegelt / und zwey gleichlautende Exemplaria
ausgefertiget worden: So geschähen Lemgen den 23. May
Anno 1685.

(L. S.)
Conrad Barthold
Stille.

(S. L.)
C. W. Fabricius.

(L. S.)
Gottf. Weise.

(S. L.)
Chr. Schenk von
Winterfeldt.

Nota. Den in diesem Reces öfters allegirten
Hamburgischen Reces de Anno 1672.
siehe oben in dem I. Theil dieses Tom:
unter besagtem Jahr.

LVI.

Articles & conditions de Paix accordez par nous le 29. Juin:
Comte d'Esfrées, Maréchal de France, & Vice-
Admiral es Mers du Ponant, & Commandant ET TRI-
de l'Armée Navale de Tres-Puissant, Tres-Ex-POLI.
cellent & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV.
par la grace de Dieu Empereur de France, &
Roi de Navarre, aux Tres-Illustres Dey, Bey,
Divan & Milice du Royaume de Tripoly en Bar-
barie. Du 29. Juin 1685. [FREDER. LEO-
NARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui se trouve aussi dans LONDORP II. Acta
publica Tom. XII. pag. 227. en Allemand; &
dans le Theatrum Europaeum, Tom. XII. pag.
963. en Allemand.]

I. Q U'en suite & en conséquence du repentir que
ledits Dey, Bey, Divan & Milice dudit
Royaume de Tripoly ont témoigné & té-
moignent, de ce que quelques-uns de leurs
Capitaines de Vaisseaux & Sujets ayant rompu la Paix
faite le vingt-septième Novembre 1681. & du pardon
qu'ils en demandent audit Empereur de France, les
conditions suivantes ont été réglées.

II. Que les Capitulations faites & accordées entre
l'Empereur de France & le Grand Seigneur, ou leurs
Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nou-
veau par l'Ambassadeur de France envoyé exprès à la
Porte seront exactement & sincèrement gardées &
observées, sans que de part & d'autre il y soit contrev-
nu, directement ni indirectement.

III. Toutes courses & actes d'Hostilité, tant par
Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vail-
seaux & Sujets de l'Empereur de France & les Arma-
teurs particuliers de la Ville & Royaume de Tripoly.

IV. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de
France & les tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice
de ladite Ville & Royaume, & leurs Sujets; & ils
pourront reciproquement faire leur Commerce dans
les deux Royaumes, & naviger en toute sécurité sans
en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous
quelque pretexte que ce soit.

V. Tous les Vaisseaux Marchands, & effets appar-
tenans aux Sujets de l'Empereur de France, qui ont
été pris & depredez par les Corsaires de ladite Ville
& Royaume de Tripoly, depuis le vingt-septième
Novembre 1681. jusqu'à présent, ne se trouvant plus
en nature, ains tout ayant été partagé & dissipé par
ledits Corsaires, a été convenu avec ledits Dey, Bey,
Divan & Milice de ladite Ville & Royaume de Tri-
poly, qu'ils en payeront la valeur, suivant l'estimation
qui

ANNO qui en a été faite par le Sieur Robert, Commissaire
1685. de Marine, député à cet effet par ledit Sr. Maréchal

d'Étrées en sa préférence, avec l'Officier choisi par le Gouvernement de ladite Ville, à la somme de cinq cent mil livres, qui font 166666. piaftres, gourdées Siviliannes à foixante Sols, & 200000. Piaftres moins une de celles de Tripoly, à cinquante Sols Piece, pour estre ladite Somme payée incessamment par ledit Gouvernement; Scavoir, trois cens foixante quinze mil liv. en argent comptant, & les cent vingt-cinq mil livres restant en Bled & autres Marchandises cy-dessous expliquées, & dans le temps de fix mois d'huy prochains, & finissant le dernier Decembre de la presente Année 1685. desquels 125000. Livres de France, étant évalué à 60000. Piaftres de Tripoly, il sera payé dans ledits six mois 20000. Piaftres en Bled, à raison de sept Piaftres le Cafis, 10000. Piaftres en Cuirs de Marroquins de Levant, & 2000. Piaftres en Sené, suivant le prix courant du marché, & les 22000. Piaftres restants en toutes sortes de Marchandises qui se vendront dans la Ville, au choix du Consul: & en cas que ledit Consul ne s'accommodât pas des Cuirs, Sené, & autres Marchandises qui luy seront présentées, soit à cause du prix, soit à cause de la qualité, les 30000. Piaftres luy seront payées en argent comptant. Comme aussi le Divan ne pouvant fournir en nature le Bled & l'Orge cy-dessus, il en fera quitte en donnant en argent comptant les 30000. Piaftres qu'ils doivent fournir en Bled & en Orge, sans toutefois aucun délai ni retardement.

VI. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Étendard de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transcritre en fin du présent Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance, dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes sans armes dans la Chaloupe, outre le nombre de Matelots nécessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucune autre que ledits deux Personnes dans ledit Vaisseau sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en usant de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs de ladite Ville & Royaume de Tripoly, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François qui sera établi en ladite Ville; desquels Certificats la Copie sera pareillement transcritre en fin du présent Traité: & en cas que ledits Vaisseaux Tripolins trouvaient un Vaisseau Marchand avec Pavillon de France sans Passeports, pourveu que la moitié de l'Équipage fust François, & même chargé pour le compte des Étrangers, ledits Tripolins seront obligés de luy laisser faire sa route sans le troubler en rien.

VII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands, tant de France que de Tripoly, seront reçus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin. Comme aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & généralement toutes autres choses nécessaires en les payant aux prix ordinaires & accoutumés dans les lieux où ils auront relâché.

VIII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François eût à la Rade de Tripoly, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fust attaqué par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Fortereses, ils seront défendus & protégés par les Châteaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel temps seront retenus ledits Vaisseaux ennemis sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly & dans les autres Ports dudit Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues des Costes de France.

IX. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tripoly & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, & autres qui

pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, ANNO
1685. miffent à Terre des Esclaves François.

X. Ledits Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, donneront dès à présent ordre à tous leurs Gouverneurs de recueillir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra; & pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans dudit Royaume de Tripoly.

XI. Tous les Esclaves François & Étrangers pris sous le Pavillon de France, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à présent dans l'étendue du Royaume de Tripoly, & qui ont été pris non seulement depuis le vingt-septième Novembre 1681. mais même auparavant, seront mis incessamment dans une pleine & entiere liberté, & envoyés à bord du Pavillon. Et pour cet effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire de la Marine, que ledit Sieur Maréchal d'Étrées a nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bâignes & autres lieux où sont retenus ledits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront remis, comme dit est, en liberté: & en cas que par megarde ou autrement il en fust oublié quelques-uns, ils seront restitués aussitôt qu'ils seront demandés, encore que ce fust long-temps après le présent Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription pour cet Article, & le Vaisseau du Patron Jean Carte de Marseille qui se trouve presentement dans leur Port, sera incessamment rendu avec ses Maits, Agrez, & Canons.

XII. Attendu que le plus grand nombre desdits Esclaves François & Étrangers pris sous le Pavillon de France, se trouvent embarqués sur les Vaisseaux dudit Royaume de Tripoly, qui sont au service du Grand Seigneur, & ne peuvent par conséquent estre actuellement rendus & remis aux Vaisseaux comme les autres, ledits Dey, Bey, Divan & Milice promettent de les rendre incessamment: & pour cet effet en sera fait une Liste exacte qui sera signée desdits Dey, Bey & Divan, & pour feauté de ladite Restitution demeureront en même temps de la signature du présent Traité, en oitage dix des principaux d'entr'eux dont on sera convenu conjointement, & dont les noms, surnoms & qualitez seront connus, pour estre conduits dans les Vaisseaux de l'Escadre à Toulon, où ils seront bien traités, & demeureront jusques à l'entiere restitution desdits Esclaves, suivant ladite Liste.

XIII. Les Étrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Étrangers ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auront été pris se seroit défendu: ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Étrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume de Tripoly, & des Sujets dudit Royaume sur des Vaisseaux Étrangers.

XIV. Si quelque Vaisseau se perdoit sur les Costes de la Dépendance dudit Royaume de Tripoly, soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume. Comme aussi tous Vaisseaux Marchands François qui y aborderont chargés de Vin & autres Marchandises, en cas qu'ils n'en trouvent pas un bon débit, pourront se retirer avec leurs Vins & autres Marchandises pour les aller vendre où bon leur semblera, sans pouvoir estre obligés pourquoy que ce puisse estre de les décharger.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume de Tripoly, ne seront obligés de porter à Terre, ni leurs Voiles ni leur Gouvernail, & pourront y mettre leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit Royaume, à condition qu'il n'excede point trois pour cent. Et il en sera usé de même dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que ledits Marchands ne miffent leurs Marchandises à Terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer sans aucuns Droits.

XVI. Il ne sera donné aucun Secours ni Protection con-

ANNO 1685. contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui se-
ront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé
sous leur Commission : & seront ledits Dey, Bey,
Divan & Milice du Royaume de Tripoly, défenses à
tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun
Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France.
Comme aussi empêcheront que tous ceux contre qui
l'Empereur de France est en Guerre, puissent armer
dans leurs Ports, pour courre sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront estre contraints
pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce
puisse estre, à charger sur les Vaisseaux aucune chose
contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux
où ils n'auront pas dessein d'aller.

XXVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer
l'établissement d'un Consul à Tripoly, pour assister
tous les Marchands François dans tous les besoins : &
pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison
la Religion Chrétienne, tant pour luy que pour tous
les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi
pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de
Tripoly qui viendront en France, faire dans leur Mai-
son l'exercice de leur Religion : & aura ledit Consul
la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir
& Jurisdiction dans les différends qui pourront naître
entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de
Tripoly en puissent prendre aucune connoissance : &
pourra ledit Consul arborer le Pavillon de France sur
sa Maison, & l'arborer sur sa Chaloupe tant qu'il luy
plaira quand il ira à la Mer, la même chose se doit
entendre pour *Derne*.

XIX. Il sera permis audit Consul de choisir son
Drogman & son Courtier, & de les changer l'un &
l'autre lorsqu'il le jugera à propos, & pourra aller à
bord des Vaisseaux qui seront en Rades toutesfoies
quand il luy plaira : & les Marchands François pour-
ront venir en ce Port prendre du Sené & autres Mar-
chandises pour les porter en France.

XX. S'il arrive un différend entre un François & un
Turc ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Ju-
ges ordinaires ; mais bien par le Consul dedit Dey,
Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, en
présence du Consul ou par le Commandant dans les
Ports où ledits différends arriveront.

XXI. Ne fera ledit Consul tenu de payer aucune
debte pour les Marchands François, s'il n'y est obligé
en son nom par écrit. Et seront les effets des François
qui mourront audit Pays, remis es mains dudit Consul
pour en disposer au profit des François, ou autres
auxquels ils appartiendront : & la même chose sera
observée à l'égard des Turcs qui viendront s'établir en
France.

XXII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous
Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises ne-
cessaires à sa Maison.

XXIII. Tout François qui aura frappé un Turc ou
Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeler
ledit Consul pour defendre la cause dudit François, &
en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit
Consul en estre responsable. Et si un François se
vouloit faire Turc, il ne pourroit estre reçu qu'au
préalable, il n'eust persisté trois fois 24. heures dans
son mauvais dessein : & cependant seroit remis comme
en dépôt entre les mains dudit Consul.

XXIV. S'il arrive quelque contravention au présent
Traité, il ne sera fait aucun Acte d'Hostilité, qu'après
un deny formel de Justice.

XXV. Et pour faciliter l'établissement du Commer-
ce & le rendre ferme & stable, les Tres-illustres
Dey, Bey, Divan & Milice de Tripoly, enverront
quand ils l'estimeront à propos, une Personne de qua-
lité d'entr'eux résider à Marseille, pour entendre sur
les Lieux les Plaintes qui pourroient être faites sur les
contraventions au présent Traité, auquel sera fait toute
sorte de bons traitemens.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit
Royaume de Tripoly, fait tort aux Vaisseaux François,
ou à des Corsaires de ladite Ville qui trouvera en
Mer, il en sera puny : & pour punition sa teste sera
remise entre les mains du Consul, & les Armateurs
responsables.

XXVII. Si les Vaisseaux de Tripoly qui sont presen-
tement en Mer, avoient pris quelques Bâtimens Fran-
çois, depuis la prise du Vaisseau du Capitaine Neigre
de Marseille, ils seront rendus sitôt qu'ils seront arri-
vez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, Ef-

fets, Argent comptant & Robbes des Equipages, sans
que cela puisse estre imputé sur les cinq cens mil Li-
vres, dont il est parlé dans l'Article cinquième du pré-
sent Traité, pour la Restitution des Effets pris sur les
Marchands François. Il en sera usé de même si les
Bâtimens François avoient pris quelque Bâtimen de
ladite Ville de Tripoly.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre
de l'Empereur de France viendra mouiller dans la Ra-
de de Tripoly, aussi-tôt que le Consul en aura averti
le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué
à proportion de la marque de Commandement qu'il
portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un
plus grand nombre de coups de Canon que ceux de
toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup,
bien entendu que la même chose se pratiquera dans la
rencontre dedit Vaisseau de Guerre à la Mer.

XXIX. Si le présent Traité de Paix conclu entre
ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour ledit Empereur
de France ; & les Tres-illustres Dey, Bey, Divan &
Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, venoit
à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, ledit Consul &
tous les Marchands François qui seront dans l'étendue
dudit Royaume, pourront se retirer où bon leur sem-
blera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps
de trois mois.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & con-
firmes par l'Empereur de France, & les Tres-illustres
Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume
de Tripoly, pour estre observés, par leurs Sujets pen-
dant le temps de cent ans, & afin que personne n'en
pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez
par tout où besoin sera.

Fait, arresté & conclu entre ledit Sieur Maréchal
d'Estrées, pour l'Empereur de France, & ledits Tres-
illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville &
Royaume de Tripoly, le 29. Juin 1685.

*Passport dont les Vaisseaux François seront
porteurs.*

L OUIS, Comte de Vermandois, Admiral de Fran-
ce : A tous ceux qui ces presentes Lettres ver-
ront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons
donné Congé & Passport à Maître de
nommé du port de ou environ ;
estant de présent au Port & Havre de de s'en
aller à chargé de & armé de
après que visitation d' aura esté bien &
deuement faite. En témoin de quoy Nous avons
fait mettre nôtre Seing & le Scel de nos Armes à ces
presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire
General de la Marine. A Paris le jour
d mil six cens quatre-vingt.

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral
de France.

Et plus-bas ;

Par Monseigneur, LE FOUIL.

Et scellé.

*Certificat du Sieur Consul de la Nation Française
à Tripoly.*

N OUS, Consul de la Nation Française à
Tripoly. Certifions à tous qu'il appartiendra,
que le nommé commandé par du
port de ou environ, étant de présent au Port &
Havre de appartient aux Sujets des Illustres
Dey, Bey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume
de Tripoly, & est armé de En témoin
dequoy Nous avons signé le présent Certificat, & ap-
posé le Scel de nos Armes. Fait à Tripoly le
jour d mil six cens quatre-
vingt

ANNO
1685.Juin.
ou
Juillet.
MON-
MOUTH
ET LE
ROI
D'AN-
GLETER-
RE.

LVII.

Declaration de JACQUES DUC de MONMOUTH, & des Nobles, Seigneurs & autres, présentement armés, pour la Defence & la conservation de la Religion Protestante, & celle des Loix, Droits & Privilèges d'Angleterre, contre l'infraction qui en a été faite; & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpetrés dans ce Royaume par JACQUES DUC d'YORK. Donnée au mois de Juin ou de Juillet de 1685. [Feuille volante imprimée.]

Quand Dieu commença à fonder les Etats & les Empires du Monde, & que les hommes choisirent certaines Loix pour y obéir & s'y soumettre, ce fut dans le dessein de conserver parmi les Peuples, la Paix, le bonheur & la tranquillité, & non pas en vûe d'un intérêt particulier & personnel, comme pour élever ceux-ci, ou ceux-là au faite de grandeur, & à une Souveraineté qui les rendit arbitraires du sort de leurs Peuples; mais plutôt les Princes furent uniquement établis pour gouverner équitablement les Hommes, & maintenir les Loix des Etats qui leur étoient commis. Aussi voit-on que de tous les Gouvernemens, ceux-là ont été toujours estimés les meilleurs, où le Souverain Magistrat est revêtu de tout le Pouvoir, & de toutes les prerogatives, qui le peuvent rendre capable, non seulement de garantir le peuple de la violence & de l'oppression, mais aussi d'augmenter son bonheur; les Constitutions & les Loix de cette première infinité, ne leur donnant aucun Droit d'opprimer, ni de violenter les Peuples.

C'est une Prerogative glorieuse de l'Angleterre par dessus la plupart des Nations, qu'ayant confié à son Prince tout ce qui lui étoit nécessaire pour travailler à l'augmentation du bonheur des Peuples, & tout autant d'autorité qu'il en avoit besoin pour le protéger & le défendre, elle avoit néanmoins tellement borné cette autorité, qu'elle étoit indissolublement attachée aux Constitutions & aux Loix fondamentales de l'Etat, en sorte que le Prince ne pouvoit sans violer son serment, aussi-bien que les Loix, & les Règles du Gouvernement, donner aucune atteinte à ce qui avoit été premièrement établi, & il ne pouvoit pas même exercer aucun Acte d'autorité que par le Ministère des personnes ordonnées pour veiller au Gouvernement, qui devoient criminelles & punissables, dès qu'elles manquoient à leur Devoir. De sorte que selon cette première institution de Gouvernement, les Prerogatives du Roi, & les Privilèges des Sujets s'étoient si étroitement unis ensemble, qu'ils ne pouvoient être séparés, puisque le Droit que les Peuples s'étoient réservé, ne tendoit qu'à soutenir la grandeur & la gloire de la Couronne, & que les Prerogatives, conférées au Roi, avoient uniquement pour but la protection & le repos des Sujets.

Mais comme toutes les choses du monde sont sujettes au changement, & que les Etats les mieux policés, peuvent tomber en décadence, l'Angleterre a eu le malheur d'éprouver cette vicissitude, ayant passé plusieurs fois d'un état à un autre, & vu ébranler les fondemens de ses Loix & de ses premières Constitutions. Mais nous voyons sur tout aujourd'hui les Colonnes de ce Gouvernement renversées, les bornes, & les limites franchies, les Loix méprisées; bref il n'y a rien qu'on n'ait osé entreprendre pour changer notre Monarchie limitée en une Tyrannie absolue. Et bien que nos Législateurs eussent pourvu, autant que la sagesse humaine le peut faire, à la sécurité de la Religion Protestante contre les efforts du Papisme, & à celles des Privilèges du Peuple, contre la Puissance despotique, on n'a pas laissé d'administrer les affaires de ce Royaume d'une manière si contraire aux Loix, que d'un côté notre Religion a reçu de vives atteintes par le complot des Papistes, & de l'autre nos Privilèges nous ont été arrachés par fraude & violence, par les conseils du présent Usurpateur, dont la vie n'a été qu'une suite continuelle de Conspirations contre la Religion Reformée, & contre les Privilèges de la Nation.

On ne doutera point de cette vérité si l'on réfléchit sur l'invention dont il se servit autrefois, pour réduire

en cendre la Ville de Londres; comment par ses sollicitations il nous fit entrer en Alliance avec la France, & en Guerre avec la Hollande; de quelle manière il fomenta la Conspiration des Papistes, & quel soin il prit d'encourager les assassins du S. Edmondbury Godfrey à commettre cet horrible meurtre, afin d'étouffer par cette mort la découverte de cette Conspiration dont ce défunt avoit une parfaite connoissance; les trahisons qu'il a inventées contre les Protestans, subornant des témoins, qui par leurs parjures, ont fait perdre la vie à plusieurs innocens, nos Compatriotes & nos Freres de Religion; Comment il a loué d'exécrables canailles pour massacrer le dernier Comte d'Essex: en aiant fait écarter plusieurs dans l'espérance de tenir cachée cette noire Action; Et enfin le soin qu'il a pris pour faire proroger les Parlemens & pour les dissoudre quand ils étoient assemblés, afin d'empêcher la recherche de l'enormité de ses crimes, & s'échaper par ce moyen à la justice de la Nation. Après avoir considéré toutes ces Actions, on peut dire qu'il n'y a point de maux, qu'on ne doive attendre pour la Religion & pour le Royaume, si on laisse regner celui qui a envahi le Trône & usurpé le titre de Roi. Les Tyrannies qu'il a déjà exercées depuis qu'il a arraché la Couronne de dessus la tête du feu Roi son frere, ne permettent plus de se flatter d'être maintenu dans la possession de ses Biens, ni de la vie, ni de la liberté de conscience qui nous est plus chère que la vie.

Car nonobstant toutes les Loix & les Statuts établis pour la sûreté de la Religion Reformée, il n'a pas seulement commencé son Usurpation, & son Règne prétendu, en se déclarant ouvertement Papiste, mais il a même fait venir grand nombre de Prêtres & de Jésuites, qui selon les Loix, sont criminels de lèze Majesté dès qu'ils entrent dans le Royaume, & il leur a permis d'exercer leur Idolatrie, lui-même assistant tous les jours à la Messe, & accompagnant en public leurs plus extravagantes superstitions. De plus il a soulé aux piés les Loix concernant nos possessions, aiant violé leur autorité, & donné atteinte à nos Biens par 2. Proclamations, dont l'une exige la Collection des Coutumes, & l'autre, la continuation de cette partie des impôts qu'on avoit accordé au feu Roi, & qui en sa mort devoit être éteinte.

Son Usurpation & sa Tyrannie ne paroissent pas moins, en ce que pour s'y maintenir, il s'appuie d'un *extrajudicial* Jugement de 7. ou 8. Juges parjures qu'il a subornés; ce qui est une preuve certaine qu'il conspire puissamment contre nos Droits. Ainsi il n'y a point d'autres moyens de nous délivrer de cette cruelle oppression, que la force & les armes; car aiant rempli les Tribunaux de ces Juges iniques (qui font la honte & le scandale du Barreau) & les aiant continués pour être les Interpretes des Loix, ces gens que les Parlemens ont déclarés infames, & corrupteurs des Loix, par là nous sommes privés de toute espérance de trouver aucun remède à nos maux dans la Salle de Westminster; particulièrement aujourd'hui que l'Usurpateur a entassé Cabales sur Cabales, produit de nouvelles Chartes illégitimes & contraires aux Loix, & employé plusieurs moyens pour corrompre des gens qu'il a fait assembler, & à qui il donne le nom de Parlement. Qui se voit que par cette conduite nous ne pouvons plus trouver du secours dans ces Assemblées qui étoient le refuge de nos Ancêtres? Qui ne voit, dis-je, que ceux-là même qui devoient être les Protecteurs des Peuples & les défenseurs de leurs Privilèges contre la violence & la tyrannie, sont devenus les Ministres de la subversion de tous nos Statuts, aussi-bien que de l'établissement de la puissance arbitraire, & de notre esclavage?

De sorte que si nous voulons éviter la ruine totale de notre Religion, & la destruction de ceux qui la professent; l'établissement de la superstition, & de l'Idolatrie Papiste: Si nous ne voulons pas fournir le renversement des Loix du Pais, l'abolition des Privilèges, & des Droits de la Nation Angloise: Si nous ne pouvons souffrir que tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, soit violé, & qu'un Usurpateur tyrannisé sur le Trône: Si nous haïssons l'esclavage, & que nous nous ressouvenions des généreux efforts que nos Ancêtres ont faits pour acquiescer nos Libertés, n'ayant épargné pour cela ni leurs Biens, ni leurs vies: Si nous nous remettons en mémoire ce que nous devons à Dieu, à notre Patrie, & à la posterité; si nous ne voulons pas être sours aux cris & aux gemissemens de nos Amis opprésés, nous voir, & eux & nous non seule-

ANNO
1685.

entent

ANNO
1685.

ment prisonniers, dépouillés & meurtris, mais même l'intérêt de la Religion Protestante trahi par tout le monde, & enfin nous voir livrés à la France & à Rome. Si, dis-je, nous sommes touchés de tous ces maux, & que nous ayons envie de les prévenir, nous sommes obligés comme Chrétiens de prendre les armes, tant pour témoigner notre Devoir envers Dieu & la Patrie, que pour satisfaire à l'attente des Nations Protestantes qui sont autour de nous. Cependant nous prenons le Ciel & la Terre à témoins que nous ne serions jamais venus à cette extrémité; si la malice de nos ennemis ne nous eût ôté tous les autres moyens de remédier à ces désordres, & si les misères que nous sentons déjà, & les afflictions dont l'Eglise & l'Etat sont menacés, n'étoient plus funestes que la Guerre.

Nous déclarons donc que ce n'est pour aucun intérêt particulier, ou par quelque esprit de vengeance pour les maux faits en nos personnes, que nous nous sommes engagés en cette Guerre, mais uniquement pour maintenir & défendre notre Religion, nos Loix, & les Libertés de la Nation, & pour empêcher qu'elle ne tombe, & nous & nos Familles dans l'esclavage de l'Idolâtrie Papiste. Sur ce principe donc nous protérons devant Dieu, les Anges & les hommes que nous sommes innocens de tous les maux qui accompagnent inévitablement une Guerre civile & intestine, & nous rejetons sur nos ennemis qui en sont la véritable cause, tous les meurtres, & les dévolations qui en pourront résulter.

Pour toutes les raisons alléguées ci-dessus, nous déclarons solennellement & devant Dieu la guerre à *Jacques Duc d'York*, comme étant *Meurtrier & Assassin des innocens*, un *Papiste Usurpateur de la Couronne*, un *Tyrain de la Nation*, & un *Tyrain du Peuple*, & nous ajoutons que ceux qui paroîtront sous ses Estandards ne doivent point s'attendre d'être épargnés, ni que nous leur fassions aucune grâce; car nous avons fortement résolu de le poursuivre à outrance avec ses adhérens, jusqu'à ce que nous l'ayons réduit à fuir ce que les Loix, les Constitutions & les Statuts du Royaume, aussi bien que les Loix de la nature, de l'Ecriture Sainte, & des Nations, ordonnent contre ceux qui sont ennemis de Dieu, de leur Patrie, de tous les hommes en general, & enfin de tout ce qui est vertueux, honnête & bon, promettant de ne jamais faire aucun Accommodement avec cet Ennemi.

Et quoi que nous ne puissions pas dissimuler, ni passer sous silence, que plusieurs personnes par lâcheté, avarice ou par ambition, ont donné les mains pour renverser la Religion, & aider à réduire leur Patrie sous le joug d'un dur esclavage, nous ne souhaitons pourtant pas que ceux là persistent dans leurs crimes, & continuent de travailler à la ruine de l'Etat, sous prétexte que nous avons déclaré ne vouloir faire aucun quartier, car nous déclarons que ceux qui rentreront dans leur Devoir, & qui se joindront à nous pour rétablir ce qu'ils avoient aidé à perdre, jouiront du fruit de leur repentance, dont nous n'excluons personne, notre dessein n'étant que de nous venger de ceux qui persévéreront dans leur faute, & qui dans la présente conjoncture, auront donné du secours à *Jacq. Duc d'York*, & afin que nous puissions poursuivre le glorieux dessein dans lequel nous nous sommes engagés d'une manière qui fait connoître la sincérité de nos intentions, & pour encourager les gens de bien à nous aider dans une si juste, & si nécessaire entreprise, nous protérons encore en la présence du Seigneur qui connoît les secrets de tous les cœurs, & qui est le vengeur de la fraude & de la tromperie, que nous exposons l'unique but où nous tendons, & que pour y parvenir, nous avons résolu de sacrifier nos vies, que nous perdrons avec joie pour une si juste Cause. De plus nous déclarons que nous ne nous sommes pas mis en Campagne pour introduire aucune Monarchie, ni pour donner atteinte à aucune partie essentielle de l'ancien Gouvernement d'Angleterre, mais que nous prétendons seulement remettre les affaires en tel état, que ceux qui gouverneront, ne pourront plus à l'avenir usurper, ni enfreindre les Libertés du Peuple.

Comme notre Religion, qui est le plus sacré dépôt, & la plus précieuse bénédiction que nous ayons reçu du Ciel, se trouve ébranlée par des Loix injustes, par des Conspirations des Papistes, & qu'elle court grand risque d'être entièrement bouleversée par un Usurpateur Tyranique & Idolâtre, nous sommes fortement réso-

lus de verser tout notre sang, pour conserver ce saint Dépôt, à nous & à notre Postérité, & de ne poser point les armes qu'après avoir vu la Religion affermie, & en état de n'être plus attaquée. Que toutes les Loix pénales contre les Protestans qui sont en quelques dissentimens, seront révoquées; qu'ils ne seront plus inquiétés en leurs exercices, & qu'ils jouiront tous, des mêmes privilèges de la Nation.

Pour faire encore mieux connoître à tout le monde la pureté de nos intentions, & la juste moderation de nos dessein, nous déclarons que nous n'entreprendons point cette Guerre, pour désoler & ruiner personne pour la Religion toute fautive & erronée qu'elle puisse être, de sorte que les Papistes même, pourveu qu'ils ne s'engagent pas dans les intérêts de nos ennemis, pour conspirer notre ruine, n'aient rien à craindre de nous, n'aient pas dessein de leur faire aucun tort, mais seulement de les empêcher de changer ou d'altérer nos Loix, & de mettre nos personnes en quelque danger pour la profession de notre foi, & l'exercice de notre culte religieux & Chrétien.

Nous sommes aussi résolus de maintenir & défendre tous les justes Droits, & les Privilèges des Parliemens, souhaitant qu'on l'Assemblée tous les ans, sans qu'il puisse être prorogé, ni différé jusqu'à ce que toutes les Requêtes soient répondues, & qu'on ait remédié à tous les griefs particuliers.

Et d'autant que nous remarquons que la plupart de nos misères viennent de ce qu'on a ôté des Charges de Judicature, les personnes dont l'intégrité ne permettoit pas qu'on fit un mauvais usage des Loix pour favoriser le Papisme & l'autorité arbitraire, & que ces places ont été remplies de gens corrompus & mercenaires, qui étendent les Loix au-delà de la raison, & de leur véritable institution, faisant passer pour Loi ce qui sert à leur dessein. Nous avouons sincèrement que nous n'avons point de repos que nous n'ayons réformé de tels abus, & mis de si bons ordres, qu'il ne s'en fasse plus de semblables.

Car par le ministère de ces hommes pervers qui sont assis sur les Tribunaux, & qui ne possèdent leurs Charges que, *durante beneplacito*, quantité de personnes ont été condamnées à des amendes exorbitantes, sans être coupables d'aucuns crimes, ou pour de très légères fautes, plusieurs Statuts faits pour la sûreté des Sujets, & sur tout l'Acte *Habeas Corpus* ont été éludés & enervés à l'oppression des innocens, & fidèles Anglois. Les Lords Papistes qui furent accusés en Parlement d'une diabolique Conspiration tendant à abolir les Droits de la Chambre des Communes, & à fouler aux piés la Jurisdiction de celles des Seigneurs, ont été déchargés, & mis en liberté, & l'on a justifié l'introduction d'un Maire & des Sherifs méchans & dangereux, qui avoient été élevés à ces Dignités par fraude & violence, & ceux qui par une intégrité de conscience s'y étoient opposés, ont été injustement persécutés & punis arbitrairement. Londres, & d'autres Villes & Corporations ont été dépouillées de leurs Chartres & Privilèges par des jugemens injustes, & sur des crimes supposés. Le Chevalier Armitrong a été exécuté sans permettre d'examiner son affaire. Le Colonel Sidney condamné à la mort sur la déposition d'un seul témoin chargé d'infamie & de crimes scandaleux. Et enfin ce fidèle & excellent homme, dernier Lord Guillaume Russell exécuté à mort pour des crimes supposés, qui, quand ils auroient été véritables, il n'auroit pas mérité la mort selon les Loix. Sur toutes ces considérations, nous déclarons donc que notre résolution est d'exclure à l'avenir de l'administration de la Justice, ces infâmes ignorans, scandaleux, & mercenaires, & que les Juges établis à leur place exerceront leurs Charges selon l'ancienne Coutume de *quandiu se bene gesserint*, laissant à la sagesse d'un Parlement d'établir des moyens surs pour faire de bonnes & légitimes Elections.

Et pour ce qui regarde l'atteinte qu'on a donnée aux Droits des Villes, Villages & Communautés, en leur enlevant leurs Chartres sous prétexte de crimes, la procédure aiant été tout à fait arbitraire, illégitime & contraire aux Loix. Nous déclarons semblablement, que nous ferons tous nos efforts pour les rétablir en la forme & les mêmes Droits qu'elles possédoient avant la dernière usurpation, & que nous tenons pour nuls tous les jugemens donnés contre elles, n'ayant aucun fondement en la Loi, non plus que la rédition de ces Chartres; qui a été faite par un Parti corrompu

ANNO
1685.

ANNO 1685. & parjure qui s'est trouvé entre ces Communautés. Au contraire nous tenons & déclarons leurs anciennes Chartres bonnes & valables, & en conséquence de cela, nous exhortons & encourageons tous honnêtes Bourgeois & hommes libres, de redemander les Droits & Privilèges qui appartiennent à leur Ville, & Communautés, & nous les avertissons de secourir le joug de ces flatteurs de Cour, & instrumens de tyrannie.

Afin donc de mieux rétablir le Royaume en son premier état de liberté & de sûreté nous voulons que l'Acte nommé *Corporation & Militia* soit révoqué & annulé. Que toutes Sentences, & Proscriptions données contre qui que ce soit sous le spécieux prétexte de Conspiration, dont en dernier lieu on a chargé les Protestans, soient révoquées. Pareillement toutes les Proscriptions, Arrêts, Sentences, bannissements, emprisonnements, & toute autre sorte de procédures faites contre les Protestans Nonconformistes. Nous voulons aussi ériger de nouvelles Loix pour remettre l'Élection des Sheriffs entre les mains des Bourgeois & les hommes libres de chaque Communauté, d'autres pour commettre la Milice aux Sheriffs & qu'il n'y en ait sur pied que celle qui sera levée & entretenue du consentement & par l'autorité du Parlement.

Et parce que beaucoup de nos Freres tant Gentils-hommes qu'autres se trouvent présentement dans les prisons de ce Royaume, pour avoir été zélés à prendre le parti Protestant; Nous déclarons toutes ces procédures injustes, & illégitimes, & qu'en cas qu'on exerce sur ces prisonniers la moindre violence, nous la vengerons rigoureusement contre ceux de nos ennemis qui tomberont entre nos mains.

Comme le Duc d'York pour empêcher la recherche du meurtre commis en la personne de Darthure Comte d'Essex & pour exécuter son sanguinaire dessein avec les Papistes, pour satisfaire son ambition sans bornes, & pour usurper la Couronne, a empoisonné le Roi, il a marqué par ce crime énorme tant son ingratitude, que sa cruauté envers un Frère, qui s'est ruiné pour le protéger, & le garantir du supplice que ces crimes lui ont mérité.

Nous déclarons que pour cet abominable & dénaturé Parricide, & autres crimes mentionnés ci-dessus, & en conséquence de la résolution des Chambres du Parlement qui ont arrêté de venger la mort du Roi, quand elle lui a été arrachée par violence; nous voulons poursuivre à toute outrance Jacques Duc d'York jusqu'à ce que nous l'ayons réduit à subir la punition que les Loix ordonnent pour une si abominable action.

Jacques Duc de Monmouth étant comme il le doit être, extrêmement sensible à ce cruel & barbare crime perpétré en la personne du feu Roi son Père, a formé le dessein & la résolution constante de poursuivre sans remission Jacques Duc d'York comme un ennemi mortel & sanguinaire, & qu'il ne désirera pas de son entreprise qu'il n'en soit venu à bout, tant par lui-même, que par l'aide de ses amis.

Et encore que Jacques Duc de Monmouth maintenant Capitaine General des forces Protestantes de ce Royaume, qui sont assemblées en corps pour exécuter le dessein dont nous venons de faire le détail, ait un Droit légitime à la Couronne d'Angleterre, d'Ecosse, France & Irlande avec leurs dépendances & Domaines, ce qu'il prétend prouver aux yeux du monde, nonobstant les moies employés par le feu Roi son Père, par des motifs purement Papistes, & à la sollicitation importune du Duc d'York, pour affaiblir & obscurcir ses Droits: Si est-ce néanmoins que ledit Duc de Monmouth, par générosité, de son propre mouvement, & par l'affection qu'il a pour la Nation Angloise, dont le rétablissement, le bonheur & la prospérité, lui sont infiniment plus à cœur, que tout ce qui le pourroit concerner. Il n'institute point aujourd'hui sur son Droit & sur son Titre, remettant ses intérêts entre les mains d'un Parlement légitimement assemblé qui en ordonnera selon sa sagesse. Cependant il proteste par ce qu'il y a de plus sacré, d'employer tous les dons que Dieu lui a donnés aide des forces de ses Amis, pour travailler à la restauration de la Religion Réformée, & de garantir les Peuples de l'esclavage Papistique. Pour cet effet il promet de passer en loi tout ce que nous avons dit ci-dessus, afin qu'il ne soit plus au pouvoir du Prince, de priver de leurs Droits les Sujets, ni de renverser les Loix fondamentales du Gouvernement.

ANNO 1685. Comme les Nobles & les Peuples d'Ecosse sont en armes pour agir de concert avec nous, sur le même principe, nous approuvons leur zèle, & leur courage, & nous nous donnerons mutuellement du secours, pour avancer & mener à la perfection cet excellent ouvrage dans lequel la Providence nous a engagés. Pour n'être pas trop ennuyés, nous passons maintenant sous silence le récit de toutes les autres infractions faites aux Loix du Royaume, & toutes les damnables pratiques dont on s'est servi pour y établir le Papisme, & la Tyrannie, remettant à une autre fois à informer les Peuples de toutes Nations, des persécutions, des cruautés & des tyrannies, qui ont été exercées depuis quelques tems sur nous, & nous produirons aussi un fidèle récit des actions criantes de l'Usurpateur à qui nous avons déclaré la Guerre.

Cependant nous protestons devant Dieu & devant tous les Rois, Princes & États Protestans, de la justice de notre cause, & de la nécessité qui nous a contraint à prendre les armes: ensuite dequoi nous exhortons & conjurons tous nos Freres Anglois de nous aider contre les ennemis de notre S. Religion, & de notre liberté, espérant qu'ils nous assisteront de leurs prières, de leurs biens & de leurs personnes pour jeter bas du Trône le Tyran & l'Usurpateur Papiste. Et nous ne doutons pas aussi que nous ne soyons secourus par les Rois, les Princes & les Républiques de la Religion Réformée, qui ont du zèle pour l'Evangile de Jésus-Christ, & pour leur intérêt particulier. Mais sur tout nous mettons notre confiance & notre espérance sur l'Eternel des armées, au nom duquel nous allons commencer, lui recommandant notre affaire, & remettant entre ses mains l'événement des démêlés entre nous & nos ennemis pour le jour de la bataille. *Venez donc, ô saints vaillans pour notre Peuple & les Villes de notre Dieu: & le Seigneur fasse de nous, selon que bon lui semblera.*

LVIII.

(1) *Traité de Renouvellement d'Alliance entre JA-17-Août. QUES II. Roi de la Grand' Bretagne, & les L'AN- PROVINCES-UNIES des Pays-bas, Fait à GLETER- Windsor, le 17. Août 1685. [Manuscrit, d'où RE ET l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LES PRO- VINCES- UNIES. Anhang zu des Europ. Herald IV. Haubthandlungen pag. 1671. sous date du 11. Augusti; dans le Theatrum Europaeum, Tom. XII. pag. 875. sous date 11. Augusti; & dans LONDORP II Acta publica Tom. XII. pag. 227. sous date du 11. Août en Allemand, & pag. 308. en Latin.]*

Quum Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii significaverint, se magnopere in voeis habere, ut omnes Tractatus, qui inter Serenissimum & Potentissimum Principem Domini Carolum secundum nuper Magnae Britanniae Regem gloriosae memoriae, & ipsos Dominos Ordines Generales diversis temporibus & locis (insertis sigillatim memorandis) conclusi fuerint, & etiamnum subsistant tam ad pacem & bonam intelligentiam inter Coronam Britannicam & Statum Foederati Belgii quam ad liberatum, frequentiam & securitatem commercii, inter Subditos utriusque Status spectantes, continuentur, & de novo confirmentur, & in eum finem Legatos suos Extraordinarios huc miserint, Jacobum Baronem de Wassenaer & de Duyenvoorde, Dominum de Duyenvoorde, Voor-schooten, Veur, &c. Arnoldum de Citters nuper Consiliarium in suprema Curia Hollandiae, Zelandiae & Westsae, & dictorum Minorum Ordinum Generalium apud Serenissimum Regem Magnae Britanniae Legatum ordinarium & Everardum de Weede Dominum de Dyckvelt, Rares &c. eodemque Commissarios & Deputatos suos in hac parte fecerint plenam auctoritatem & potestatem muniverint.

Serenissimus & Potentissimus Princeps Dominus Jacobus II. Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Rex, Fidei Defensor & eodem desiderio affectus ad amicitiam antiquam inter praedictas duas

Na

(1) Ce Traité est en Flamand dans le Mercure Hollandais de 1685, pag. 191. Mais ce n'est pas l'Original, & ceci a été tiré d'une Copie manuscrite.

ANNO 1685. Nationes continuandam, observandam atque etiam quibuscumque Pactis & conditionibus utrinque proficuis augendam Commissarios de parte sua nominavit & constituit pari auctoritate & potestate munitis prædictos & perquam fideles Confanguineos & Consiliarios suos Laurentium Comitem de Rochester summum Angliæ Thesaurarium, Georgium Marchionem de Halifax sanctioris Concilii Regis Præsidem; Robertum Comitem de Sunderland, Primarium Status Secretariorum unum & Carolum Comitem de Middleton Primarium Status Secretariorum alterum, dicti autem Commissarii & Deputati tam ex parte Serenissimi Principis Domini Jacobi Magnæ Britannię Regis, quam ex parte Dominorum Ordinum Generalium aliquoties congressi, sermonibusque de præmissis utrimque habitis, iuxta auctoritates & potestates sibi ab utraque parte concessas (quarum apographa in fine præsentium inferuntur) conveniunt & conclusi sunt.

Quod omnes & singuli Tractatus hic recensiti & nominati, videlicet:

I. Tractatus Pacis & Confœderationis conclusus 27 Julii die Anni 1667.

II. Tractatus Navigationis & Commerci ibidem eodemque die initus.

III. Tractatus Pacis & Amicitie (apud Westmonasterium 27 die Februarii Anni 1672) conclusus.

IV. Tractatus Marini Londini conclusus 1. Decembris 1674. una cum Declaratione quâ quidam Articuli dicti Tractatus, ut & Tractatus Marini 27 Februarii & die 1667 initii plenius explicantur, conclusa, Hagæ Comitum 22 Decembris a. d. 1675.

V. Articulus ad controversias inter Communitates Anglicanam & Belgicam in Indiis Orientalibus Commercia facient, anteverendas vel amicabiliter componendas conclusus Londini 22 die Martis, Anni 1674.

VI. Fœdus defensionum Londini conclusum 3. die Martii, A. 1677.

ANNO 1685. Omnesque & singuli Articuli in iisdem Tractatibus & eorum quibuscumque contenti deinceps in perpetuum continentur, confirmantur, stabilitate manent, eodem sensu ac fine, quo primitus concepti & conclusi fuerunt, eundemque vigorem & vim posterum habebant & obtineant quem antea habere debebant, vel habere putabantur, idque tam amplis modo & forma, prout initio concepti & conclusi fuerunt, ac si in præsentibus singuli Tractatus & Tractatum Articuli de verbo in verbum iterati & inserti essent.

Quod alter memoratus Serenissimus Dominus Rex Magnæ Britannię & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in omnibus & singulis Tractatibus priori Articulo recensitis & nominatis convenia & stabilitate, sincerè & bona fide observabunt perque suos Subditos & Incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient, aut à Subditis suis vel Incolis contraveniri permittent, quodque omnium & singulorum prædictorum Tractatum confirmationem per Commissarios & Deputatos utriusque Partis jam conveniam & conclusam per Literas patentes manibus suis subscriptas magnificè Sigillis utrobique sigillatas ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, eisdemque reciproce inter quatuor hebdomadas, post datum præsentium (vel citius, si fieri possit) tradent seu tradi facient bonâ fide realiter & cum effectu. Actum in Arce Regia Windesoriensi 17. die Augusti Anni Domini 1685.

(L.S.) ROCHESTER.	(L.S.) BARON DE WASSENAER.
(L.S.) HALIFAX.	DUYVENVOORDE.
(L.S.) SUNDERLAND.	(L.S.) ARNAUT VAN CITTERS.
(L.S.) MIDDLETON.	(L.S.) DE WEEDE.

LIX.

3. Août. *Tractaat van Overeenkomst tusschen den Heere FREDERICK WILHELM Markgraef en Keworft van Brandenburg, en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINCIEN wegens Agerstellen. Ghesloten in den Hage den 23. Augusti 1685. [Mercure Hollandois de l'an 1685, pag. 131.]*

Also tusschen de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter eenre; ende den Doorluchtighen Furst ende Heere Fredrick Wilhelm Markgraef tot Brandenburg, des heyligen Roomschen Rijck Aers Camerheer ende Ceursier in Pruyßen, tot Maegdenburgh, Gulick Cleve, Berg, Stettin, Pomeran, Hertogh ter andere syde, eenige differenten waeren ontsaen, ende wel particulierlyck ter sacket van pretensien by hooghgedachte syne Ceursierlycke Doorluchtigheyt, gemacke over en uyt de Tractaten tusschen hooghgedachte haer Hoog Mog. en sijn Ceursierlycke Doorluchtigheyt aengegaen inde Jare 1672. en 1674. ende dat die selve differenten nae ettelijcke Jaeren gedurt hebbende tot noch toe door besondigen wederleyts gedaen niet hadden konnen werden gesloopt en uyt de wegh geleyt, ende dat echter beyde de Hooghgedachte Partheyen niet soo gelijck segen dan dat de selve daer over mer den anderen tot Richtigheyt soude mogen komen, dat syne Ceursierlycke Doorluchtigheyt ten dien sine specialijck herrewards hadden afgesonden synen Werckels geheymen Staets-Raet ende Extraordinaris Envoyé den Heer Paul van Fuchs met genoeghaeme Volmaght, ende dat haer Hoogh Mog. Heer

LIX.

Traité d'Accommodement entre FREDERICK 23. Août. GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & LES PROLES SEIGNEURS ETATS GENERAUX des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, touchant des res-UNIES tants de Subsidies dus à S. A. E. en vertu des ET Traitez des Années 1672. & 1674. comme aussi BRANDE à l'égard des Dommages soufferts par son Pais BOURG. de Cleves pendant la dernière Guerre contre la France & contre la Suede, & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de 440. mille Rixdalders, payables par Termes. Fait à la Haye le 23. Août 1685.

Comme, entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Cleves, Stettin, Pomeranie, d'autre part, il étoit survenu quelques differents, & particulièrement au sujet des Pré-tentions de Sadite Serenité Electorale, en conséquence des Traitez faits entre leurs Hautes Puissances & Sadite Serenité Electorale les années 1672. & 1674., & qu'après que lesdits differens ont duré quelques années, ils n'avoient pu, jusques à présent, être terminés par les Deputations qui se sont faites de part & d'autre. Et que cependant lesdites deux Parties ne verroient rien de si agreable que d'en venir de part & d'autre à un Accommodement raisonnable; Que Sadite Serenité Electorale avoit envoyé de ce point cet effet le Sieur Paul de Fuchs son Conseiller d'Etat & Privé & Envoyé Extraordinaire avec Plein-pouvoir suffisant. Et que leurs Hautes Puissances

ANNO Heer geerne aen haer syde wilden toe brengen alles
1685. wat soude mogen dienen om de voorz. differenten

uyt de wegh te ruymen, en daer om hadde gecommiteert de Heeren François Verboldt, Burgemeester der Stadt Niimegen, Daniel van Wyngaerden, Roubroock, Benthuylen Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renssele Suylant en Noortwelle, Gedeputeerde wegens de Ridderfchap ter Vergaderinge van de Heeren Staten van Holland ende West-Vriesland, Hooch Bailieu en Dyckgraef vande Stadt ende Landen van Woerden, Heemraet van Delftilant, Curateur van de Universiteyt tot Leyden, Casper Fagel Raet-Pensionaris Bewaerder van het groot Zegel, Stadhouder vande Leenen van Holland, ende West-Vriesland en Hooghheemraet van Rynlant, Willem de Naffau, Heere van Ouduyck, Cortegne, eerste ende representerende den Adel inde Staten, ende Raet van het Graefschap van Zeelandt, Jan Borre van Amerongen out Burgemeester der Stadt Utrecht, Daniel de Block van Scheltinga, Grietman Overichotellen, Gerrit Stoot Heer tot Lingraven en Camrevelt, en Schako Cockinga respectievelijk Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Hoog. Mog. Heeren Staten Generaal wegens de Provinciën van Gelderland, Holland ende Westvriesland, Zeelandt, Utrecht, Vriesland, Overysel ende Stadt-Groeninge en Ommelanden, ende aende selve gegeven Pleinopvoit en Volmaght om met den gemelten Heer van Fuchs daer over te tracteren, handelen, ende convenieren, soo is dat de gemelte Heeren haer Hoog Mog. Gedeputeerde in de naeme ende van wegen de selve Hoog Mogende ter eenre, ende den gemelten Heer Extraordinaris Envoiy in de Naeme en van wegen sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt ter andere zyde naer wederseits geproduceerde en uytgewisselde Volmachten, verdragen, geconvenieert ende geaccordeert sijn, gelyck de selve verdragen, convenieren en accorderen.

In den eersten, alsoo sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt voorschreeven ende noch tot den aenvangh van de tegenwoordige onderhandelinge toe hadden gestuut dat haer Hoog Mogende schuldig ende gehouden waren aen deselve de Subsidien beloofd by het Tractaat van de Jaere 1674. te betalen tot een Maent nae dat hooghgedachte sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt de Vrede met sijn Conincklycke Majesteyt van Vranckryck hadden gemaect, ende, dat haer Hoog Mogende versonden daarinne niet gehouden te sijn, ende dat deselve de Voldoeninge van dien om onwederseggelycke redenen genootfaecht waeren geweest, in het laeste van den Jaere 1676. ende het begin van den Jaere 1677. soo wel aende Heeren Ministers van sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt als van andere Hooghgedachte Gealleerden op te seggen, voor soo veel de obgemelte Subsidien ende Voldoeninge van dien verder soude gaen dan met ende tot den Jaere 1676. incluyt, ende dat het haer Hoogh Mogende het hielden voor haer te sijn vande uytterste nootfaeckelykheyt, dat sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt sich over de voorz. opsegginge der voorz. Subsidien favorabelijken verklaerden voor ende al eer met deselve te treden tot het affhandelen van de andere pretentien by deselve sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt daer buyten off boven gevordert, ende daerom hooghgemelte sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt van de voorz. redene wederom hadden doen informeren, soo ist dat sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt de voorz. redenen naer geexamineert, overwoogen en in achtighe genomen hebbende de voorz. opsegginge der voorz. Subsidien wel expresselyck heeft gezugveert en voor nootfaeckelyck gekent soo als sijn Ceurvorst. Doorl. die agreet ende voor nootfaeckelyck kent by deesen, belovende voor sich selven sijn Erve ende Nacominge ofte Actie van hem verkrygende nae off in het toekomstende desvegen geene Actie, pretentie off vordering te sullen doen, maeken ofte laeten geschieden directelyck ofte indirectelyck in einiger manieren, onder wat Naem, Titul of Pretext het ook souden mogen wesen.

Ende wat belangt de andere pretentien tot laste van haer Hoog Mogende gemaect, specyallyck over de schade die sijn Ceurvorst. Doorl. in haer Clevische en andere Westfaelsche Landen sijn overgekomen soo geduyrende den jongsten Oorlogh met sijn, Conincklycke Majesteyt van Vranckryck als oock naer dat haer

Hoog

tes' wouloient bien de leur côté y apporter du leur tout ANNO
ce qui pourroit servir à assoupir lesdits differens, & 1685.
pour cet effect avoient commis & député le Sieur François Verboldt, Bourguemaitre de la Ville de Nimègue; Daniel de Wyngaerden, Roubroock, Benthuylen Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, de Renssele, Suylant, & Noortwelle, Deputez, de la part des Nobles en l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, Grand Baili & Dijk-graaf des Villes & Pais de Woerden, Heemraet de Delftilant, Curateur de l'Université de Leyden, Caspar Fagel Conseiller Pensionnaire, Garde du grand Seau, Stadhouder des Fiefs de Hollande & Westfrise, & grand Heemraet de Rynlant, Guillaume de Nassau Seigneur d'Ouduyck, Cortegne, Premier Noble & représentant la Noblesse du Comté de Zeelande, Jean Borre d'Amerong ancien Bourguemaitre de la Ville d'Utrecht, Daniel de Block de Scheltinga de Schottel, Gerrit Stoot Seigneur de Lingraven & Camrevelt & Schako Cockinga Deputez respectifs en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldres, Hollande, & West-Frise, Zeelande, Utrecht, Frise, Overysel, & la Ville de Groningue & les Ommelandes, & donné à iceux Pleinopvoit, pour traiter là-dessus avec le susdit Sieur Fuchs, negocier & convenir. C'est pourquoy les susdits Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & le susdit Sieur Envoiy Extraordinaire, au nom & de la part de Sadite Serenité Electorale d'autre part, après l'echange reciproque des Pleinopvoits, ont traité, convenu & accordé, comme ils traitent, conviennent & accordent.

Premierement. Comme Sa Serenité Electorale a soutenu ci-devant, & même jusques au commencement de la présente Negociation que leurs Hautes Puissances étoient obligées & tenues de lui payer les Subsidies promis par le Traité de l'an 1674. jusques à un mois après que Sadite Serenité Electorale avoit fait la Paix avec Sa Majesté Tres-Christienne le Roi de France, & que leurs Hautes Puissances n'entendoient pas d'y être obliges, & qu'ils avoient été obliges pour les raisons repetées de declarer sur la fin de l'année 1676. & au commencement de l'année 1677. tant aux Ministres de Sa Serenité Electorale qu'à ceux des autres Alliez qu'ils ne prétendoient plus payer lesdits Subsidies que jusques à l'année 1676. inclusivement; Et que leurs Hautes Puissances pensoient qu'il étoit pour eux d'une nécessité absolue que Sa Serenité Electorale se declarât favorablement sur ce renoncement touchant lesdits Subsidies, avant que d'entrer en Negociation, pour accommoder les autres Pretentions que Sadite Serenité Electorale demande outre celle-là, & qu'ils avoient fait informer Sadite Serenité Electorale desdites raisons, c'est pourquoy Sadite Serenité Electorale ayant encore plus murement examiné, pesé & considéré les susdites raisons, elle a expressement agréé & reconnu pour nécessaire ledit renoncement touchant lesdits Subsidies, comme de fait Sadite Serenité Electorale l'approuve & le reconnoit pour nécessaire par ces présentes; promettant pour soy, ses Heritiers, Successeurs & ayant cause, de ne point à l'avenir inventer d'action, pretention ou demande à cet égard, ni de n'en point faire inventer directement ou indirectement en quelque maniere, ou sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être.

Et pour ce qui regarde les autres Pretentions, qui sont à la charge de L. H. P. spécialement à l'égard du Dommage que Sa Serenité Electorale a souffert dans son Pais de Cleves & autres Pais de Westphalie, tant durant la dernière Guerre avec Sa Majesté le Roi de France, que depuis que leurs Hautes

Puis-

ANNO 1685. Hoogh-Mogende dien voorz. Oorlogh door een Tractaet van Vreeden hadden getermineert, ende geeyndicht, mitsgaders over de reparatie ende dedommagementen van vele andere ongemacken, schaeden ende ongelegentheden toegebracht ende veroorfaecht door de rupture en Oorlogh by sijne Conincklijke Majesteit van Sweeden tegens sijn Ceurvorfth. Doorl. aengevangen, als mede over pretenfien gemaect ter faecke van het niet-betalen van Voerage-gelt aen de Troupen van sijn Ceurvorfth. Doorl. ontrent Maesjick en elders gecmployeert, en noch 4000. Rijcxdaelders en 58078. guldens, die sijn Ceurvorfth. Doorl. uyt het Tractaet van de Jaere 1672. noch was vorderende, geelijc mede voor Recruty-gelden vande Milicie die sijn Ceurvorfth. Doorl. uyt kraghte van het voorz. Tractaet van den Jaere 1674. op de been heeft moeten houden. En laetstl. over het Schip het Wapen van Brandenb. door de geootroyerde West-Indische Compagnie deser Landen, op de Custen van Africa aengehaelt, en geconfequeert, hebben haer Hoogh-Mogende tot extinctie, ende te niet-doeninge der voorz. mitsgaders van alle andere rechtmatige Actien ofte Pretentien, die sijn Ceurvorfth. Doorl. fouden mogen hebben sustinieren, of maecten ten laeste van haer Hoogh-Mogende, van wat natuure of conditie die oock fouden wesen, bedaght en onbedaght, geene ter werelt uytfgefondert, (sonder dat die Particuliere expresse der voorz. Pretentien deroegeroef, of eenighints vermindere door de voorz. generale Mortificatie en Extinctie, of dat de generale Mortificatie en Extinctie verseyte een voorgaende nadet expresse van de voorz. speciale pretenfien) belooft ende haer verbonden te betalen mis desen de somme van 440000. Rijcxdaelders, te weten, 150000. Rijcxdaelders contant, binnen den tijt van een maent naer de Ratificatie deses, alhier in den Hage of binnen de Stadt Amsterdam, in hart groff Silver-gelt ende Specien van Silveren Ducatons, Rijcxdaelders of ander groff Silver-gelt van dry of twee Gulden, sonder onder 't voorz. groff Silver-gelt te mogen reekenen flucken van 28. stuivers ende daer beneden, aen sijn Ceurvorfteijke Doorluchtigheyt, of die geene die defelwe daer toe volmachtigen sal, ende de resterende 290000. Rijcxdaelders met gelyck groff Silver-gelt in thien achter-een volgende jaeren of Termynen, het eerste jaar of Termijn, te reekenen een jaar naer den dagh dat de voorz. somme van 150000. Rijcxdaelders contant heeft moeten werden betaelt, en foo van jaer tot jaer successieve, invoegen dat den eersten Termijn contant sullende moeten werden betaelt op ofte omtrent den 23. October deses jaers 1685. den eersten vande voorz. 10. jaerige Termijnen ter somme van 29000. Rijcxdaelders sal moeten werden voldaan een jaar daar nae, te weeten op, ofte omtrent den 23. October deses jaers 1686. en foo van jaer tot jaer respectvelijck tot de finale en eyndelycke voldoeninge toe.

Ende heeft sijn Ceurvorfteijke Doorluchtigheyt daer mede voor sich, desselfs Erfgename, Erven ende Naekomelinge, of Actie van hem verkiygende, nu altoos en ten ewigen dagen gerenuntieert, foo als deselve renuntieert mis desen van alle de voorz. hier vooren genoemde, mitsgaders oock van alle andere Rechten, Actien en Pretentien, die sijn Ceurvorfteijke Doorluchtigheyt in eeniger maniere, hoe, en uyt wat hoofde, titul of pretext het oock soude mogen sijn, tot nu toe, ten laeste van haer Ho. Mog. soude mogen hebben, cysfchen, vorderen of pretenderen, niets ter werelt uytfgefondert, van wat natuure of conditie die oock soude mogen wesen, sonder dat de voorz. particuliere expresse deroegeroef of vermindere aende voorz. generale Renunciatio, of dat de voorz. generale Renuntiatie verseyfche een meer particuliere expresse, en dat mis desen ter faecke van dien alle foo wel in 't generael als in het particulier, ende in het particulier als in het generael by sijn Ceurvorfteijke Doorluchtigheyt, desselfs Successeuren, Erven ende Nakomelingen ten laeste van haer Ho. Mog. geene Actie ofte Pretentie sal werden gemaect, geovderd of gepretendeert, onder wat Naem, Titul of Pretext het selve oock soude mogen wesen, niets ter werelt uytfgefondert, directelijck of indirectelijck, in eeniger manieren.

En alsoo hier mede tusschen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorfth. Doorl. een volkomen richich-een effenheyt van alle differenten is goet gevonden en gemaect.

ANNO 1685. Puissances ont terminé la susdite Guerre par un Traité de Paix ensemble, à l'égard des Reparations & Dedommagemens de plusieurs autres incommoditez & Domages caulez & produites par la Rupture & Guerre de Sa Majesté le Roi de Suède contre Sa Serenité Electorale, comme aussi pour les Pretentions au sujet du deffaut de payement de l'argent du Fourage aux Troupes de Sa Serenité Electorale, employées is environs de Masjick & ailleurs, & encore 4000. Risdales & 58078. livres que Sa Serenité Electorale demandoit en vertu du Traité de l'année 1672. comme aussi pour l'argent des recrues des Troupes qu'il a fallu que Sa Serenité Electorale ait tenu sur pied en vertu du Traité susdit de l'an 1674. Et enfin à l'égard du Vaisseau les Armes de Brandebourg pris & confisqué par la Compagnie Occidentale de ces Pais, sur les côtes d'Afrique, leurs Hautes Puissances, pour l'extinction & amortissement des susdites Actions, ensemble de toutes autres justes Pretentions que Sa Serenité Electorale pourroit soutenir contre L. H. P. de quelque nature ou condition qu'elles puissent être, imaginées ou non imaginées, nullois du Monde exceptées (sans que cette particuliere expresse, derogé, ou en quelque maniere diminue le susdit general amortissement & extinction, ou que l'amortissement & extinction demande une préalable expresse des susdites Pretentions speciales) promettent & s'obligent par ces presentes, de payer à S. S. E. ou à celui qui sera autorisé par elle, la Somme de quatre cens quarante mille Risdales; sçavoir 150000. Risdales contant, dans le tems d'un mois après la Ratification des presentes, & ce ici à la Haye ou dans la Ville d'Amsterdam, en gros argent & especes de Ducatons, Risdales, Pieces de trois francs, ou de deux, sans compter parmi le susdit gros argent les pieces de vingtainz sous, & au dessous, & les 290000. Risdales restans en pareilles grosses pieces d'Argent en dix années ou termes consecutifs; à compter la premiere année ou terme un an après le jour que la susdite somme de 150000. Risdales contant, doit être payée, & ainsi successivement d'année en année; en sorte que le premier terme devra être payé comptant environ le 23. Octobre de cette année 1685; le premier terme des susdites dix années de la somme de 29000. Risdales devra être payé un an après, à sçavoir environ le 23. Octobre de l'an 1686. & ainsi d'année en année respectivement, jusques à l'entiere & finale satisfaction.

Et à sa Serenité Electorale par le moyen de ce, pour elle, ses Heritiers, Successeurs ou ayant cause, dès à present & pour toujours, renoncé, comme elle renonce par ces presentes, à toutes les Pretentions & Actions mentionnées ci-dessus, ensemble à toutes autres qu'en quelque maniere & de quelque chef, titre ou pretexte que ce puisse être, sa Serenité Electorale pourroit avoir, demander, exiger ou prétendre contre leurs Hautes Puissances, nullois exceptées, de quelque nature ou condition qu'elles puissent être; sans que la susdite expresse particuliere derogé ou diminue rien de la susdite generale Renonciation: ni demande une plus particuliere expresse. Et qu'en vertu des presentes, à l'occasion de ce que dessus, tant en general qu'en particulier, & tant en particulier qu'en general sa Serenité Electorale ni ses Heritiers & Successeurs ne pourront intenter aucune Action ou Pretention contre leurs Hautes Puissances sous quelque titre ou pretexte que ce puisse être, rien du monde excepté, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit.

Et comme par ces presentes, il a été fait une Accommodement entier de tous les differens d'entre L. H. P. & sa Serenité Electorale & qu'ainsi toutes leurs

ANNN 1685. maect, en dat daer meede alle Questien en Geschillen sijn gedoot, gemortificeert ende geestingeert; soo is tusschen hooghgedachte haer Ho. Mog. en sijn Ceurvorstl. Doorl. wyders verdragen ende overeen gekomen, gelyck verdragen ende overeen gekomen wert mits desen, dat het Tractaet tusschen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt in den jaere 1678. wederleys gemaeckt in sijne Poinden en Articulen, niet alleen sal werden vernieut ende geconfirmeert, soo als het vernieut ende confirmeert wert mits desen, maer dat het voorz. Tractaet van de voorz. jaere 1678. voor den tijt van noch 12. jaeren beginnende van de Expiratie vande eerste Termijn van 't voorschreve Tractaet. ende sulcx ande 8. Martij 1688. tot den 8. Maert 1700. sal werden gecontinueert ende geprolongeert, gelyck het gecontinueert ende geprolongeert wert mits desen, ende dat mits dien het voorz. Tractaet sal werden gehouden soo wel voor de noch loopende jaeren als den voorz. geprolongeerden Termijn, van deselve kracht, waarde en efficacie als off het selve Tractaet hierinne van woort tot woort geintereert was, sullende de Hooge Geallieerden een jaer eer den voorz. geprolongeerden tyt komt te expireren, haer Gevolmachtichden by den anderen doen komen, om als dan over de verdere Prolongatie en Extensie van dien te handelen.

Ende maedmael het niet doendelijck is, alle Gevallen in een Tractaet te begrypen, dat hooghgedachte Parthyen in krachte van 't selve Tractaet gehouden ende geobligiert synde een des anderen beste te procureren ende bevorderen, ende dat deselve beyde daar by hooglyck syn geintereest, dat de tegenwoordige ruste in de Christenheyt magh werden geconserveert, en alle trouwen van Oorloge en Onruste voorgekomen, soo is meede goetgevonden ende geconvenieert, gelyck geconvenieert wert mits desen, dat ingevallē, 't geenē Godt genadelijck verhoede, wederom nieuwe trouwen of onlusten soudēn mogen komen te ontsaen ofte geveest werden, de beyde hooghgedachte Parthyen daar over tydelijck en in vertrouwen deen met den anderen sullen communiceren, ook aen den anderen daer over besendingen doen, om te overleggen wat tot voorkominge van dien, en tot elkanders gemeene beste, welstant ende conservatie soude konnen of behooren gedaen te werden.

Ende ten eynde ter occasie van de Scheepvaert op de Kusten van Africa ende Guinea tusschen haer Hoogh-Mooght. en sijn Ceurvorstl. Doorl. geene questien of differenten meer soude mogen ontsaen, soo is mede met den anderen geconvenieert, gelyck geconvenieert wert mits desen, dat hooghgedachte sijne Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt ten ipoedigsten desselfs Minister alhier in den Hage sal instrueren en volmaghtighen, om met eenige Heeren Gedeputeerden en Gevolmaghtighen van haer Hoogh-Moogheide te arresteren ende te beraemen een Reglement, waar door beyde de selve Compagnie by haere Rechten en Possessien mogen werden mainteneert, en alle differenten en oneenigheden voor het toekomende gepreventieert.

De tegenwoordige Conventie sal by hoogh-gedachte Parthyen respectivelyck werden geratificeert, ende de Ratificaten van dien alhier in den Hage uytgewisselt binnen den tyt van een maent naer dato deses. Aldus gedaen, overeengekomen, en geaccordeert, en in oirfonde geteekent in 's Gravenhage den 23. Aug. 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN
(L.S.) D. VAN WEINGAERDEN. FUCHS.
(L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) WILLEM VAN NASSAU.
(L.S.) J. B. VAN AMERONGEN.
(L.S.) D. B. VAN SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

leurs questions, & debats se trouvent amortis & éteints; ANNO 1685.
Il a été en outre convenu & accordé entre leursdites Hautes Puissances & sadite Serenité Electorale, comme il est convenu & accordé par ces présentes, que le Traité d'entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale fait en l'année 1678. ne sera pas seulement renouvelé & confirmé de part & d'autre en tous ses Points & Articles, comme il est renouvelé & confirmé par ces présentes, mais que le susdit Traité de la susdite année 1678. sera continué & prolongé, comme il est continué & prolongé par ces présentes, pour le tems de douze autres années, à commencer de l'expiration du premier terme du susdit Traité, & ainsi du 8. Mars 1688. jusques au 8. Mars 1700. Et qu'en vertu de ce que dessus le susdit Traité tant pour les années courantes, que pour ledit tems de prolongation, sera tenu & réputé de la même force & vertu, que s'il étoit inséré ici de mot à mot. Et lesdits Hauts Alliez, feront un an avant l'expiration dudit tems prolongé, assembler leurs Plenipotentiaires pour traiter encore & convenir ensemble d'une autre prolongation & continuation.

Et comme il n'est pas possible de comprendre tous les cas & accidens dans un Traité, & que les susdites Parties, en vertu de ce Traité étant tenues & obligées, de procurer & avancer le Bien l'un de l'autre, & qu'elles ont toutes les deux grand intérêt que le présent repos soit conservé dans la Chrétienté, & que l'on prévienne tous les troubles de la Guerre; Il a été jugé à propos & convenu, comme il est convenu par ces présentes, qu'au cas que, (ce qu'à Dieu ne plaise par sa grace) il arrivât quelques nouveaux troubles, ou que l'on en craignit quelques uns, les susdites Parties en communiqueront ensemble à tems & en confiance, & s'envoyeront des Deputez pour cet effet, afin de deliberer ce qu'il seroit expedient de faire pour les prévenir, & pour se procurer & conserver l'avantage l'un de l'autre.

Et afin qu'à l'occasion de la Navigation sur les Côtes d'Afrique & de Guinée il n'arrive plus aucune question ni different entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale, il a été aussi convenu, comme il est convenu par ces présentes, que sadite Ser. Elect. donnera au plutôt les Instructions nécessaires à son Ministre qui est ici la Haye, & Pleinpouvoir pour arreter & deliberer avec quelques Deputez & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances un Reglement par le moyen duquel les deux Compagnies soient maintenues dans leur Droit & Possession, & tous différends & desunion prevenus pour l'avenir.

La presente Convention sera ratifiée par lesdites hautes Parties, & les Ratifications d'icelle échangées dans le tems d'un mois du jour de la date de ces présentes; Ainsi fait, convenu & accordé; En témoin de quoy signé à la Haye le 23. Août 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN
(L.S.) D. DE WYNGAERDEN. FUCHS.
(L.S.) GASPAR FAGEL.
(L.S.) GUILLAUME DE NASSAU.
(L.S.) J. B. D'AMERONGEN.
(L.S.) D. B. DE SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

LX.

30. Août.
FRANCE
ET
TUNIS.
Traité de cent ans. Fait pour le renouvellement des
Capitulatons & Articles de Paix, & confirmation

d'icelle, accordez & a reftez par Nous Maréchal d'Elstres, & Commandant l'Armée Navale en Levant de Tres-Excellent, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace

ANNO
1685.

grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maître, aux Très-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de TUNIS, le trentième Aoust 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. **Q**ue les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France, & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs; ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincèrement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes les prises induëment faites sur les Sujets de l'Empereur de France, ou les Sommes exigées sur eux en argent, ont été réglées & liquidées à soixante mille écus Monnoye de France, dont la restitution, sçavoir de cinquante deux mille écus, se fera en même tems de la signature du Traité par le Dey & le Divan du Royaume de Tunis, en argent & promesses de Marchands François en bonnes formes, & payables dans les termes dont on conviendra avec eux: & comme ledit Dey & le Divan représentent que ledit Royaume de Tunis est partagé par les Guerres Civiles, & qu'il ne seroit pas juste que les huit mille écus exigés par Mehemet Bey sur les Sujets de l'Empereur de France, fussent payés par eux, étant leur Ennemi & en Guerre ouverte, on est demeuré d'accord que lesdits huit mille écus, intérêts, dommages & frais en conséquence, seront demandés audit Mehemet Bey & Aly Bey son frere, & que la restitution en sera faite par les Villes qui tiennent leur party.

III. Et parce que le Dey & le Divan, suivant l'alternative de restituer en argent ou promesses, ont choisi celle d'emprunter cinquante-deux mille écus du Sieur Gautier & Affociez, par le Sieur Revolot son Procureur, & lui ont cédé la jouissance & propriété du Cap Negre pour assurance de cette avance, pour le tems & aux conditions portées par un Traité fait de notre consentement & participation, entre lesdits Dey, Divan, Gautier & les Affociez, ledit Traité aura même force & vertu que celui-ci, en tous les points & Articles, comme s'ils estoient insérez ici mot à mot.

IV. Et pour empêcher à l'avenir les contraventions à la Paix, & toutes courses & pirateries, lesdits Dey & le Divan seront punir exemplairement le nommé Parafoly, pour avoir pris avec beaucoup de violence & d'injustice deux Vaisseaux de Dunkerque, nommez l'un la Ville de Blois, & l'autre le Pic des Canaries, le vingt-septième Septembre 1682. commandant alors le Dragon d'Or.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous le Pavillon de France, & les Passéports de l'Admiral de France, conformes à la Copie qui sera transcrit en fin de ce Memoire, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tous les secours & assistances dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes sans armes dans les Chaloupes, outre le nombre des Matelots nécessaires pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe à la fin dudit Memoire.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que de Tunis, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & généralement toutes autres choses nécessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoutumés, dans les lieux où ils auront

relâché, sans qu'ils soient obligés de payer pour raison de ce aucun Droit ni Ancreage.

VII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade de Tunis, ou en quelconque des autres Ports du Royaume, fût attaqué par les Vaisseaux de Guerre Ennemis d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres, sous le Canon des Forteresses, ils seront défendus & protégés par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un tems suffisant pour sortir, qui sera du moins de deux jours, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis ou autres Bâtimens de Guerre, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux, & autres Bâtimens armez en Guerre, à Tunis & dans les autres Ports dudit Royaume pourront faire des Prises dans l'étendue de dix lieues des Côtes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoly, Alger, & autres qui pourront être en Guerre avec l'Empereur de France, misent à terre des Esclaves François en quelque endroit que ce puisse être de leur Royaume, ils seront mis en liberté.

IX. Tous les Esclaves François de quelque qualité & condition qu'ils soient, même ceux pris sur des Pavillons Etrangers & Ennemis de Tunis qui sont à présent dans l'étendue dudit Royaume, seront mis dans une pleine & entiere liberté sans aucune rançon, & seront incessamment renvoyés à bord des Vaisseaux, & aussi tous Etrangers qui ont été pris sous Pavillon de France, & en cas qu'ils soient hors du Royaume, on les fera incessamment revenir pour les remettre entre les mains du Consul, & pour cet effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire à la suite de l'Armée, que nous avons nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagues, & autres lieux où seront retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté.

X. Et moienant la restitution actuelle généralement de tout le contenu aux susdits Articles & d'icelles Esclaves François, les vingt-cinq de Tunis, contenus dans la Liste ci-jointe, qui ont été pris sous leur Pavillon, seront pareillement mis en liberté.

XI. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Etrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auroient été pris, se seroit défendu, ni moins leurs effets & marchandises retenus.

XII. Si quelque Vaisseau & autres Bâtimens François se perdoit sur les Côtes de la dépendance du Royaume de Tunis, soit qu'il fut poursuivi par les Vaisseaux Ennemis ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports du Royaume.

XIII. Les Vaisseaux Marchands François, Polacres, Barques & Tartannes portant Pavillon de France, arrivant aux Rades de Tunis & aux autres endroits du Royaume, pour charger & décharger des Marchandises, ne payeront au plus que vingt cinq Piaîtres de chaque Bâtiment, de Droit d'ancre, d'entrée & sortie, & cinq Piaîtres pour les Chiaux & Janissaires, pourveu qu'ils servent actuellement, & que pour toutes choses généralement, quelconque de cette nature.

XIV. Il sera défendu aux Officiers des Ports & des Châteaux dépendans du Royaume de Tunis, d'exiger aucune chose des Officiers des Vaisseaux Marchands François, & même lorsque des Bâtimens toucheroient à la Goulette, ou autres Ports dudit Royaume pour y prendre des rafraichissemens, ils ne payeront aucun Droit d'ancre.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont

ANNO aux Costes ou Ports dudit Royaume de Tunis, pour-
1685. ront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement toutes choses, sans payer que trois pour cent tant d'entrée audit Royaume que de sortie, même pour le Vin & Eaux de Vie, qui seront sur ce même pied que les autres Marchandises, qui est le même Droit que la Nation Française paye à Constantinople, Smirne, Candie, & autres lieux de la dépendance du Grand Seigneur; & ne pouvant ledits Marchands François, Capitaines & Patrons, portant le Pavillon de France, vendre & débiter leurs Marchandises audit Royaume de Tunis, ils les pourront charger sur quel Bâtiment ils jugeront à propos pour les transporter hors du Royaume, sans qu'ils puissent être obligés d'en payer les Droits d'icelles. Il en sera usé de la même manière dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que ledits Marchands ne missent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits, & ne pourront être obligés de mettre ni leurs voiles ni leur gouvernail à terre.

XVI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: & seront ledits Bacha, Dey & Divan, défenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France: Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est ou sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront être contraints par quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tunis, pour assister les Marchands François dans tous les besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tunis qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les différends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tunis puissent prendre aucune connoissance. Comme aussi en cas qu'un François se voulut faire Turc, il ne pourra être reçu qu'il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans son dessein, & sera pendant ce tems remis comme en dépôt entre les mains du Consul François.

XIX. Les Peres Capucins, & autres Religieux Missionnaires à Tunis, de quelque Nation qu'ils puissent être, seront désormais traités & tenus comme propres Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront être inquiétés ni en leurs personnes ni en leurs Biens, ni en leur Chapelle, mais maintenus par le Consul François comme propres & véritables Sujets de l'Empereur de France.

XX. Il sera permis audit Sieur Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & le changer toutes-foies & quantes qu'il voudra, sans être obligé à l'avenir d'en recevoir un du Dey & Divan de ladite Ville & Royaume. Comme aussi pourra faire arborer le Pavillon blanc sur sa Maison, & le porter à sa Chaloupe, la Mer allant aux Vaisseaux qui seront en Rade, où il pourra aller toutesfoies & quantes qu'il lui plaira.

XXI. S'il arrive quelque différent entre un François, un Turc ou Maure, ils ne pourront être jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil d'icelles Dey & Divan, & en présence dudit Consul.

XXII. Ne sera tenu ledit Consul de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom & par écrit; & seront les effets des François qui mourront audit Pais, remis es mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François ou autres, auxquels ils appartiendront: & la même chose s'observera à l'égard des Turcs dudit Royaume de Tunis qui voudront s'établir en France.

XXIII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits, pour les provisions, vivres & marchandises nécessaires à sa Maison. ANNO 1685.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeler le Consul pour défendre la cause dudit François: & en cas que ledit François se sauve, aussi bien que d'autres Chrétiens Esclaves, sur des Bâtimens portant Pavillon de France ou autres, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXV. S'il arrive quelques contraventions au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de Justice.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tunis, fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni très-severement; & les Armateurs responsables.

XXVII. Si le présent Traité conclu entre le Mareschal d'Estres pour l'Empereur de France, & le Bacha, Dey & Divan, & autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, venoit à être rompu (ce qu'à Dieu ne plaise) le Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étendu dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestés pendant le tems de six mois.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade de Tunis, aussitôt que le Consul aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Ports de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Et afin qu'il ne puisse arriver de surprise dans l'explication dudit Traité, il en sera affiché une Copie Française dans la Doianne de Tunis, certifié dudit Consul & des Puissances dudit Royaume.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiés & confirmés par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, pour être observés par leurs Sujets pendant le tems de cent ans. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, seront publiées & affichées par tout où besoin sera. Fait & arrêté entre ledit Maréchal d'Estres pour ledit Empereur de France d'une part; & ledit Bacha, Dey, Divan, Milice de ladite Ville & Royaume de Tunis, le trentième Aoust 1685.

Passport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut, Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maître de nom-
mé du port de ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de après que visitation d'aura été bien & dûment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre seing & le Scel de nos Armes à ces Présentes, & icelles fait contreseigner par le Secrétaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus-bas,

Par Monseigneur; LE FOVIN.

Et scellé:

Cer-

ANNO
1685.Certificat du Sieur Consul de la Nation François-
se à Tunis.

Nous Consuls de la Nation Françoisse à Tunis, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé _____ commandé par _____ ou environ, étant de présent au Port & Havre de _____ appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & est armé de _____
En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tunis le _____ jour d' _____ mil six cents quatre-vingt

LXI.

Orob.
LOUIS
IV. ET
LES RE-
FORMEZ
DE FRAN-
E.

Edict de LOUIS XIV. Roi de France, qui revoque l'Edit de Nantes & tout ce qui s'est fait en conséquence, & défend l'Exercice public de la RELIGION nommée PRETENDUE REFORMEE dans son Royaume. Donné à Fontainebleau, au mois d'Octobre, 1685. [BENOIST, Histoire de l'Edit de Nantes. Tom. III. Partie III. dans les Preuves. pag. 184. d'où cette Pièce a été tirée. Elle se trouve aussi dans LONDORP II *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 240. col. 1. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous présents & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand notre Ayeul de glorieuse mémoire, voulant empêcher que la Paix qu'il avoit procurée à ses Sujets, après les grandes pertes, qu'ils avoient souffertes par la durée des Guerres civiles & étrangères, ne fût troublée à l'occasion de la Rel. P. R. comme il étoit arrivé sous les Regnes des Rois ses Predecesseurs, auroit par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. réglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la Justice, & enfin pourvû même par des Articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé nécessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'aversion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler, comme il avoit résolu de faire, pour réunir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignés. Et comme l'intention du Roi notre dit Ayeul ne put être effectuée à cause de la mort précipitée, & que l'exécution dudit Edit fut même interrompue pendant la Minorité du feu Roi notre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse mémoire, par de nouvelles Entreprises desdits de la Rel. P. R. elles donnerent occasion à les priver de divers avantages qui leur avoient été accordés par ledit Edit: néanmoins le Roi notre dit Seigneur & Pere usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes, au mois de Juillet 1629. au moyen duquel la tranquillité ayant de nouveau été rétablie, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zèle pour la Religion que le Roi notre dit Ayeul, avoit résolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à exécution: mais les Guerres avec les étrangers étant survenues peu d'années après, en sorte que depuis 1635. jusques à la Treve conclue en l'année 1684. avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de tems sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Rel. P. R. par l'interdiction de ceux qui se font trouvez établis au prejudice de la disposition des Edits & par la suppression des Chambres mixtes, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu ayant enfin permis que nos Peuples jouissant d'un parfait repos, & que nous-mêmes n'étant pas occupés des soins de les protéger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve que nous avons facilitée à l'effet de donner notre entière application à rechercher les moyens de parvenir au succès du dessein des Rois nosdits Ayeul & Pere, dans lequel nous sommes entrés dès notre avènement à la Couronne. Nous voyons pre-

sentement avec la juste reconnaissance que nous devons à Dieu, que nos soins ont eu la fin que nous nous sommes proposée, puis que la meilleure & la plus grande partie de nos Sujets de ladite Religion prétendue Reformée ont embrassé la Catholique; & d'autant qu'au moyen de ce l'exécution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion prétendue Reformée demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux, pour effacer entièrement la mémoire des troubles, de la confusion & des maux que le progrès de cette fautive Religion a causés dans notre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Déclarations qui l'ont précédé, ou ont été faits en conséquence, que de révoquer entièrement ledit Edit de Nantes, & les Articles particuliers qui ont été accordés en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

I. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce présent Edit perpétuel & irrévocable, supprimé & révoqué, supprimons & révoquons l'Edit du Roi notre dit Ayeul, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en toute son étendue, ensemble les Articles particuliers arrêtez le 2. Mai ensuivant, & les Lettres patentes expédiées sur iceux, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. les déclarons nuls & comme non-avenus, ensemble toutes les Concessions faites tant par iceux, que par d'autres Edits, Déclarations & Arrêts, aux gens de ladite R. P. Ref. de quelque nature qu'elles puissent être, lesquelles demeureront pareillement comme non-avenues; & en conséquence voulons & nous plait, que tous les Temples de ceux de ladite R. P. R. situés dans notre Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries de notre obéissance, soient incessamment démolis.

II. Défendons à nosdits Sujets de la Rel. P. R. de plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion, en aucun lieu ou maison particulière; sous quelque prétexte que ce puisse être, même d'exercices réels ou de Baillages; quand bien lesdits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de notre Conseil.

III. Défendons pareillement à tous Seigneurs de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & Fiefs, de quelque qualité que soient lesdits Fiefs, le tout à peine contre tous nosdits Sujets qui seroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

IV. Enjoignons à tous Ministres de ladite Rel. P. R. qui ne voudront pas se convertir & embrasser la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de sortir de notre Royaume & Terres de notre obéissance, 15. jours après la publication de notre présent Edit, sans y pouvoir séjourner au delà, ni pendant ledit tems de quinzaine faire aucun Prêche, exhortation, ni autre fonction, à peine des Galeres.

V. Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuent à jouir leur vie durant, & leurs veuves après leur décès, tandis qu'elles seront en viduité, des mêmes exemptions de Tailles & logement de gens de Guerre, dont ils ont joui pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres, & en outre nous ferons payer audits Ministres aussi leur vie durant, une Pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle Pension leurs femmes jouiront aussi après leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

VI. Que si aucuns desdits Ministres desirent se faire Avocats, ou prendre les degrez de Docteurs es Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensés des trois années d'étude prescrites par nos Déclarations; & qu'après avoir subi les examens ordinaires, & par iceux être jugés capables, ils soient reçus Docteurs en payant seulement la moitié des Droits que l'on a accoutumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

VII. Défendons les Ecoles particulières pour l'instruction des enfans de la Rel. P. R. & toutes les choses généralement quelconques, qui peuvent marquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII. A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Rel. P. R. voulons qu'ils soient dorénavant baptisés par les Curez des Paroisses. Enjoignons aux Peres

ANNO
1685.

ANNO & Meres de les envoyer aux Eglises à cet effet-là, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande s'il y échert; & seront ensuite les enfans élevez en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à quoi nous enjoignons bien expressement aux Juges des lieux de tenir la main.

IX. Et pour user de notre clemence envers ceux de nos Sujets de ladite Relig. P. R. qui se seront retirés de notre Royaume, Pais & Terres de notre obeissance, avant la publication de notre present Edit, nous voulons & entendons, qu'en cas qu'ils y reviennent dans le tems de quatre mois du jour de lad. publication ils puissent & leur soit loisible de rentrer dans la possession de leurs Biens, & en jouir tout ainsi, & comme ils auroient pu faire s'ils y étoient toujours demeurés; au contraire, que les Biens de ceux qui dans ce tems-là de quatre mois ne reviendront pas dans notre Royaume, ou Pays & Terres de notre obeissance, qu'ils auroient abandonnés, demeurent & soient confisqués, en conséquence de notre Declaration du 20. d'Avril dernier.

X. Faisons tres-expresses & iteratives defences à tous nos Sujets de ladite R. P. R. de forcer, eux, leurs femmes & enfans de notre dit Royaume, Pais & Terres de notre obeissance, ni d'en transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes des Galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

XI. Voulons & entendons, que les Declarations rendues contre les Relaps soient exécutées selon leur forme & teneur.

Pourront au surplus lesdits de ladite R. P. R. en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les Villes & lieux de notre Royaume, Pays & Terres de notre obeissance, & y continuer leur Commerce, & jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés, sous prétexte de ladite R. P. R. à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous prétexte de prières ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines ci-dessus, de corps & de biens.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, Baillifs, Seneschaux, Prevôts, & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenants, que ces présentes ils fassent lire, publier & enregistrer, même en vacations, notre present Edit, en leurs Cours & Jurisdiccions, & iceux entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel à cédites présentes, Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli visé.

LE TELLIER.

Et à côté: Par le Roi, COLBERT.

Et scellées du grand Sceau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.

LXII.

6. OCT. (1) Vergleichs-Recels zwischen der Grafschaft Baden regierenden acht alten Orten der löblichen Eydgenossenschaft/ und Ihro Fürstliche Gnaden den Bischoff von Constanz/ wegen habender Gerechtsamen in der Vogten

(1) Il faut remarquer que ce Traité n'ayant point été ratifié, est compris pour rien de la part de Constance, aussi ne l'avoit-on produit de la part des Cantons que pour Information. [D. V. M.]

und Amte Klingnau und Zurzach. ANNO 1685. Geschehen zu Baden in Ergau den 6. Octobris 1685. [Tiré d'une Information de Droit présentée à l'Empereur en 1616. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de: gründliche Information über des Hochstifts Constanz Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Landtschaft. aux preuves. Chap. VII. num. 3.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accord entre les Huit louables CANTONS HELVETIQUES Possesseurs du Comté de Baden d'une part, & l'Evêque & Prince de CONSTANCE d'autre part, touchant les Droits & Jurisdiccions des Baillages de Klingnau & Zurzach. A Bade en Ergau le 6. Octobre 1685.

3. U wissen sey hiemit / nachdem bey vorgenommener Erneuerung der Grafschaft Baden alten Schloß Urbarii eine Nothwendigkeit zu seyn erachtet worden / sonderlich des Fürstlichen Constanzischen in der Grafschaft Baden gelegenen Vogtey und Amt Klingnau und zur Sach habender Nachkommen / eine gebührende Erklärung und Verbesserung zu verschaffen; fernst deswegen von den löblichen acht alten der Grafschaft Baden regierenden Orten / Ihr Fürstliche Gn. zu Constanz schriftlich ersucht worden / jemand der Irigen zu dem End / für die ob-wohlgedachten löblichen acht alten Orten dermahlen bey einer extraordinari Tagung zu Baden versammelte Herren Abgesandte zu vorordnen / um sich mit einander der vorkommenen Sachen halber zu ersprechen / und nach Befinden der Dingen / eine / zu vordern / zu Ablehnung der eine Zeitero abgeschwebet / als auch und sonderlich zu Präcavirung aller weitem etwan zu besorgen stehender Differenzen und Mißhelligkeiten / denen bedürftigen Baunten dienende negwegliche Erklärung und Unterstützung zu geben und zu erteilen; Altemalsten dann erfolget / daß man beiderseits zusammen gesessenen / die vorkommene Sachen ihrer erforderlichen Nothdurfft nach gemüßsam erbaulet / und schließlich / dieß hernach stehende Verkommen mit einander gemacht hat.

Als namentlich und besondere soll es ausdrückentlich bey denen in annis 1451. 1520. und 1679. aufgerichteten und zusammen habenden Verträgen / dergleichen bey allen von denen Könighen Kaysern und Königen / von dem Bischoffen zu Constanz / wie auch von denen löblichen acht alten der Grafschaft Baden regierenden Orten / erteilten Brief und Siglen / mit Mahnen auch der acht alten regierenden Orten Bewilligung-Brieffe / über unterschiedliche Sachen / und also die Grafschaft in dem Amt Klingnau und Zurzach den regierenden Orten zuständig seyn / sein beständiges und ungeändertes Verbleiben haben / jedoch mit dieser nachfolgenden Erläuterung.

Erstlich / daß alle und jede frässel / malehische Handlungen und Thaten / welche sonnst einem landvoge der Grafschaft Baden / als auch einem Obovoge zu Klingnau vorkommen / und wißend verheut / für das gewöhnliche Gerichte gezogen / und daselbst nach Inhalt der Verträgen berechtigt werden sollen; Mit dieser Maass und form / wann es allein Civil-Sachen betrifft / daß ein Ober-Vogt zu Klingnau / sonnst in prima als in secunda Instantia vor Gerichte / als auch vor Vogt und Rath / yfsegender Appellation der Urtheil / durchaus bessegen möge / hingegen aber bey solchen vor Gerichte ventillirten Civil-Sachen anwesender gegenwärtiger land-Vogtlicher Genalhabet / wann es an die Urtheil geht / abtreten solle; Bey den Gräflichen Sachen mögen beidseitige Beamte bey Klage und Antwort und den Kundschaffen sitzen / und wann es aber zu Verfassung der Urtheil kommt / sollen beiderseits Beamte oder dero Anwalt abtreten / jedoch soll diß Urtheil die alte Formallität mit Beyfügung der Zeugen / und protocolliren weiters oberwilt werden; In Malehisch-Sachen aber / darmit ein Mensch sein Ede / - leb und leben vermindert

ANNO möchte / sollte nach Inhalt Badenbürgischen Vertrags
1685. verfahren / und alles in Heywesen beyderseits Beamteten

se Sachen und Thaten / damit ein Mensch sein Ehr / Leib
und Leben verwürken möchte / doch in solchen den sieben
Orthen vorbehalten und ausbedingt die Straff deren /
die über Verboth im Krieg laufen / reiten oder gehen /
da ihnen die zuständig seyn soll / ob sie je gleichwohl
damit verwürket hehen.

ANNO
1685.

oder des Anwaltens / so wohl bey Vernehmung der Kunde-
schaften als auch Toruren / und übrigen bey dem Ge-
richt bisher geübten Formalitäten / gehalten / vorgenom-
men / und observirt werden. In Schenkungs-Sachen
(respecku deren es bey obangezogenen Verträgen durch-
aus zu verbleiben hat) wann einer über die dahin er-
gangene Urtheil / daß Er den Kläger entweder einschlagen /
oder aber die Zulag probiren soll / weder das ein noch
das andere thut will / soll Er der Hohen Obrigkeit zuer-
kennt werden;

Andere / ist zu eigentlicher Nachricht / wie sich der
Richter in Hoch- und Nieder-Gerichtlichen Sachen und
der Erkantnis zu verhalten habe / gemeinlich beliebt /
hernach folgenden Extract. so aus dem zwischen den löbli-
chen sieben regierenden Orthen des Rurgons / und den
löblichen drey Städten / Herrn / Freiburg und Solothurn
in anno 1555. außgerichtem Vertrag genommen wor-
den / diesem Vergleich als eine Regel und Richtschnur in-
terieren und einverleiben zu lassen / mit diesem Anhang /
daß wann über obiges dem Richter je einiger Zweifel
vorfiel / ob die Sach vor Hoch-Oberkeitlich / oder für
Nieder-Gerichtlich zu halten / daß Er solche den be-
seitigten Beamteten zu fündelicher Besprach- und Vergleich-
ung heimweisen sollte;

Folgt hier vor angezogene Verzeichnisse der Hoch-
Oberkeitlichen und Malefiz-Sachen; und ersuchen was
von hoher Oberkeit und des Malefiz wegen / sich in dem
Rurgon von dem Herrn Landvogt zu straffen gebühret /
laut des Vertrags der sieben Orthen / und der löblichen
drey Städte de anno 1555. in welchem seynd specifi-
cirt folgende Fälle.

Alle die so den land-Richter / voran seine Herren und
Obren und das land-Gericht mit Worten und Wercken
schmähen.

Todeschlag.

Große Schwärze und Gosselästernngen.

Wann eine Person sich selbst entleib; gestalte ihr
Gut der Oberkeit.

Nachschlag.

Morderey.

Reberey.

Heberey.

Zauferey.

Welcher einen falschen Eyd schworet / oder sonst Eid-
brüchig erfinden wird; dergleichen einer der an des Ge-
richts-Stab lobt an Eidsfluch / sein Függeben wahr seyn /
und sich ein anders befind.

Frieden mit Werten brechen.

Item / da einer auff den anderen auf offter freyer
Reichs-Straffen wartet / im Zorn und Gräuel und ihn
verwundet.

Item / da einer den anderen über Frieden aus seinem
Haus fordert / und sich verschuldet / mit Wunden oder
dergleichen.

Item / welcher Frieden bricht / mit gar oder halb
angewunden Degen / Stein aufheben / er werffe oder
mit.

Item / wenn leich oder Güter in den freyen land-
Straffen niedergeleide / oder daß einer solch land-
Straffen ihm selbst eigne / die veränderte oder über-
senge / daß alles samt allen Sachen / so darinn began-
gen würden / und dem Malefiz- oder Hohen Gerichten zu-
stehenden / so auch einer offne Mordgen oder lehen wiß
sentlich änderte.

Item / so der land-Richter / von Todesschlägen und an-
deren Sachen wegen / die an das land-Gericht dienen /
Glatz gebe / und das Glatz brechen wird; doch den sie-
ben Orthen an ihrem Glatz das sie geben unschädlich.

Item / wann einer von böser That oder Leumdens we-
gen landräumig wird / gefalt der Hohen Oberkeit sein
Gut.

Gleichermassen gefalte ihe auch das Gut dessen der
ein Todesschlag thut / und des Entleibten Freunden sein
Leib.

Item / so einer vom Leben zum Tod hingeführt wird /
ist der Hohen Oberkeit die fahrend Haab.

Item / die Fahl und Erbfaßl von lebigen Kindern /
doch männlich seinen rechten Vriessen und Eizlen / so
Er vor erlange und darzu hat / unabdrückig; und in
ganzer Summa diene in das Malefiz / und dem land-
Richter an statt Hohen Oberkeit zu straffen / alle bö-

Drütens die Ehehaften betreffend / wann ins künf-
tig in einem oder anderen Schiffrichen Strohm einige
Mülle erbawet werden wolte / soll die Bewilligung
desen allein der Hohen Oberkeit / als lands-/Fürsten / zu-
ständig seyn; andere Ehehaften aber sollen / gleich wie
bisher also auch instillig / einem jeweiligen Herrn
Bischoff zu Costanz zu verwilligen / und zu vergeben ge-
bühren; den Unterthanen aber welcher solche Ehe-haften
erlangt hat / solle von dem Ober-Vogt anbefohlen wer-
den / solche auch von einem jeweiligen regierenden Herrn
land-Vogt / in Namen der Hohen lands-Oberkeit con-
firmiren und bestärken lassen / so Herr land-Vogt auch
zu ertheilen schuldig seyn soll.

Viertens / hat es auch der Äbtzen halben / in dem
Amte Klingnau / bey denen zu verbleiben / daß von dem
Gut / so aus der Stadt Klingnau fäht / folge von
denen zu Klingnau selbst / nach Inhalt deren Ihnen
ertheilten Fürstlichen Bischofflichen auch von denen löb-
lichen acht Orthen der Graffschaft Baden confirmirten
Begnädigungen / zu bereichen; zu Dettlingen und Cölsch
aber / gedachte Äbtz zu des Amtes Klingnau Han-
den (außer was Ihr Fürstliche Durchlaucht denen von
Dettlingen zu ihrem gemeinen Nutzen zu verwenden / aus
sonderbaren Gnaden überlassen / füraus eingenommen
werden sollen; hingegen aber solle der Äbtz zu Zur-
zach / auch zu allen Zeiten / allein den löblichen regiere-
nden Orthen zuständig seyn und verbleiben.

Fünftens / mit Ertheilung der Mann-Rechten und
Geburths-Beissen / ist es der gestalt zu halten / daß
deren Expedition in einem Brief in beyder Oberkeiten
Nahmen / bey der Cantley der Graffschaft Baden / nach
einem mit einander zu vergleichen habenden Formular.
zu machen / solcher Brief aber alsdann / sowohl vom
Herrn land-Vogt als dem Ober-Vogt zu Kling-
nau besiglet werden.

Sechstens / wann jemand aus denen Bischofflichen
Kemberten in ein andere Jurisdiction / um ein dastel
begangene Mißhandlung / sich zu stellen und zu verant-
worten begehrt wird; solle die Stellung / wann es um
einen niedergerechtlichen Gräuel zu thun / von einem
Ober-Vogt / wann es aber malefizische Sachen berührt
von einem land-Vogt / mit beyderseits freundschaftlicher Com-
munication geschehen;

Siebenbens / der Mandaten halben / last man es bey
dem Vertrag de anno 1679. verbleiben / mit dieser be-
gefügten Erläuterung / daß gegen die Ubertreter nach
Inhalt Badenbürgischen Vertrags-Gerichten zu verfahren
/ und wann in solchen aus sonderm Befehl der Ho-
hen lands-Oberkeit ergehenden Mandaten / etwann vor-
fallender lands-Gelegenheit nach Sachen eingestelt wü-
den / welche sonst an sich selbst allein Niedergerechtlich
daß nichts desto weniger solchen Falls die Straaf mit ei-
nem land-Vogt / sonder dem Gerichtes-Herrn indienen
soll.

Achtens / wegen Befreyung des Zurzachers-Marets /
bleibet es bey alter Übung und Herkommen / und man
erwan solchem Marect zu gutem für nötig befindende /
oder andere heylsame Ordnungen gemacht / solle es mit
Zuziehung des Herrn Ober-Vogts beschehen;

Neuntens / wann ein Amtmann mit einem / er seye /
wer er wolle / etwas zu rechten oder zu handeln hat /
so sein Amt berührt und antreffe / und dann derselbe
den Amtmann ohne redliche ursach seche / haute / schlege /
oder demselben sonst schädlich zurede / der soll nach
Inhalt landenbürgischen Vertrags Art. 5. gefaß /
und die Straaf unter beyden Oberkeiten gleich getheilt wer-
den.

Zehnbens / ist des Biltsahns halben aus Freund-
schaft gegen einem Herrn und Bischoff zu Costanz / in
keinen in der Graffschaft Baden gelegenen Dörfern
und Kemberten / damit nach Ausweis des Rurgon-
schen Vertrags / de anno 1509. und den Badischen Ab-
scheid de anno 1679. zu halten / jedoch / daß einem je-
weiligen land-Vogt zu Baden / gleichwie einem Bischoff-
lichen Ober-Vogt unbenommen seye / nicht allein für sich
selbst / sonder auch durch die jenen / die Er hierzu be-
stellen würde / weidmännlich zu jagen; / Keindvöder
Oberkeit aber solches jagen jemand anderen / wer der auch
seye / Besands- oder in ander Weis zu überlassen besüß
seyn solle;

Wann

ANNO 1685. Wann nun bevorstehende Vergleichs-Puncten allerseits
also beliebt ist, seynd sie mit eigenhändigen Subscriptionen
und fugestestlichen Druckschriften corroborirt. Geben
und beschehen zu Baden in Ergau den 6ten Octobr.
1685.

(L.S.) Johann Caspar
Hirtzel Bürgermeister.

(L.S.) Johann Caspar
von Mohr.

(L.S.) Abraham Tüster/
Bettelmeyer.

(L.S.) Johann Heinrich
Kobler / Ober-Wogt.

(L.S.) Johann Martin
Schweiger zu Binas.

(L.S.) Johann Joseph
Heinrich Frey-Hart
Jewer von Ebnbach.

Auch im Nahmen übriger Herren Ehren-Gesandten.

LXIII.

10. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & le
FRANCE Roi de SIAM, fait entre Monsieur le Chevalier
ET de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de
SIAM. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Monsieur Con-
stance Phaulkon, Député avec ample Pouvoir de
Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial
nom des Privilèges aux Missionnaires Apostoliques
dans tous ses Roiaumes en la maniere suivante. Fait
à Louvo le 10. Decembre 1685. [FREDER.
LEONARD. Tom. V.]

COMME ledit Sieur Ambassadeur de France, dans son Memorial supplie tres-humblement Sa Majesté de Siam, de faire publier dans toutes les Villes de son Roiaume, de la premiere, deux, trois, quatre, cinquieme, & sixieme Classe, que les Missionnaires Apostoliques pourront prescher la Loi Chretienne, & aux Peuples de les entendre sans que les Gouverneurs y puissent mettre aucun empêchement.

Sa Majesté de Siam fera publier dans toutes les Villes de son Royaume, de la premiere, deux, trois, quatre, cinq, & sixieme classe, que les Missionnaires Apostoliques peuvent prescher la Loi Chretienne, dans toutes ledites Villes; & les Peuples les entendre, chacun suivant son inclination, sans que ledits Gouverneurs ou autres Officiers, de quelque qualité qu'ils soient, puissent les molester, en quelque maniere que ce soit, directement ou indirectement, à condition que ledits Missionnaires prêcheront la Loy de Dieu, sans insinuer aucune nouveauté dans le cœur du Peuple, contre le Gouvernement & les Loix du Pais sous quelque pretexte que ce soit, & en cas que ledits Missionnaires le fissent, le present Privilege sera & demeurera nul, & le Missionnaire coupable, arresté & renvoyé en France, sans que jamais sous peine de la vie, il puisse remettre le pied dans le Roiaume de Siam.

II. Le Sieur Ambassadeur de France, demande que les Missionnaires puissent enseigner les naturels du Pais, & les rendre capables de bien servir Sa Majesté de Siam, tant dans les affaires du Gouvernement, que dans celles de la bonne conscience, & que pour cela ils aient Pouvoir de les recevoir dans leurs Convens, & lieux de leurs habitations avec les memes Privileges des autres Convens, sans que personne puisse les inquierer la dessus. Sa Majesté voulant que toutes les requestes qu'on pourra presenter contreux sur ce sujet, soient renvoyées à un Mandarin particulier qui sera nommé à cet effet.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que les Missionnaires Apostoliques puissent enseigner les naturels de son Roiaume, à leur volonté en quelque science que ce soit, & qu'ils puissent les recevoir dans leurs Convens, Ecoles & habitations avec les memes Privileges des autres Convents de Siam, sans que personne puisse les en empêcher, & que ledits Missionnaires puissent leur enseigner les Sciences, Loix, & autres études qui ne sont point contraires au Gouvernement, & aux Loix du Roiaume, & en cas qu'on decouvre ar la voix contraire de deux témoins qu'ils y aient

contrevient, le present Privilege sera & demeurera nul, le Maître d'Ecole & Disciple seront traités de la meme maniere, ainsi qu'il est marqué dans le premier Article, mais au cas que ledits Missionnaires Apostoliques se convertent dans leurs Privileges, toutes les affaires qu'ils auront seront jugées par un Mandarin que Monsieur l'Evêque presentera, & que le Roi nommera, pourvu qu'il soit capable de cet emploi.

III. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa Majesté, que tous les Sujets qui se feront Chrétiens, jouissent du Privilege des Chrétiens en la maniere demandée par le Sieur Ambassadeur; & comme il faudra juger de la nécessité pressante pour éviter tous différends sur ce sujet, & Monsieur l'Evêque nommera du sien une personne d'autorité, & ce qu'ils regleront ensemble, sera reçu & ponctuellement exécuté par les Parties.

IV. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa Majesté le Roi de Siam, que si quelqu'un de ses Sujets Chrétiens, par vieillesse ou infirmité est incapable de servir, il puisse être délivré du service en se présentant à un Mandarin que Sa Majesté nommera à cet effet.

S. M. de Siam accorde que si quelques-uns de ses Sujets Chrétiens par vieillesse ou infirmité sont évidemment incapables de servir, en se présentant à un Mandarin, que Sa Majesté nommera à cet effet, ils pourront estre dispensés du service jusques à leur guérison.

V. Le Sieur Ambassadeur de France, demande encore que pour éviter les injustices, & les persecutions qu'on pourroit faire aux nouveaux Chrétiens, Sa Majesté ait la bonté de nommer quelque Mandarin, Siamois, qualifié homme de bien, & de justice, pour entendre & juger tous ledits procez, sans que ledit Mandarin puisse rien prendre pour le jugement des procez; en sorte que les amendes soient partagées à la fin de chaque année, partie au Mandarin & à ses Officiers, & partie aux pauvres, ce qui empêchera que ledit Mandarin ne vende la Justice.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que le Mandarin dont il est parlé au deuxième Article, soit Juge desdits procez, suivant que le demande l'Ambassadeur de France, & pour éviter toute dispute, requête, & longueur de procez, Sa Majesté ordonne que le Mandarin après s'être instruit de l'affaire demandera l'avis de l'un des Juges du Roy, avant que de passer Sentence, afin qu'on n'en puisse point appeler.

Et Sa Majesté de Siam ordonnera que tous les Articles cy dessus soient publiez par tous ses Roiaumes, en sorte que tous ses Peuples connoissent que sa Roiale volonté est, que les Missionnaires Apostoliques jouissent desdits Privileges. Fait à Louvo le dix Decembre, 1685.

Signé,

Le Ch. de CHAUMONT,
& par l'ordre susdit PAULKON.

LXIV.

Recess Eines Eöblichen Fränkischen 27. Dec.
Grafen über die Ihre Kaiserliche
Majestät wider die Fürsten zuleistende
Hülffe / wie auch über die Verbesse-
rung des Rängwesens. Nürnberg
den 27. Decemb. 1685. [LONDORF II
Acta Publica Parte XII. Libr. XIII.
Cap. 118. pag. 258.]

C'est-à-dire,

Recès du honorable Cercle de FRANCONIE, touchant
les

ANNO
1685.

Dragoner-Regiments Premier-Planen Officier, nach Ihro Kayserliche Majestät allergnädigsten Gutbefinden / beyzubalten / oder zu dero anderweiten Kayserlichen Kriegs-Diensten zu employren / jedoch wo ein oder der andere / zumahlen diejenige / so verheyraethet / und im Land gefessen / sich abfordern / und nachher Hausz kehren wollten / nicht aufgehalten werden möchten. Gesalten aber höchstgedachte Ihre Kayserliche Majestät solche gehörter massen zu haben / und sich deren zu gebrauchen / nicht verlangen / wären selbige förderlich zu revociren / und jedem Hoch- und Wohl-loblichen Stand die Seinige heim zu weisen.

6. Demnach 6. die Experienz mit sich gebracht / dasß ausm Fall hervorbrechenden auswärtigen Gewalts oder feindlicher Invasion in das Reich / nicht bald ein Creysß allein / sondern zu widerstehen sufficient, sondern allwegs einer mehreren Defension und Zusammenfügung will vonnöthen seyn. Als haben Fürsten und Stände dieses löblichen Creysßes für gut und nothwendig befunden / dahin zu sehen / wie / nach Auleitung des heiligen Reichs-Constitutionen und der Executions-Ordnung / mit Ihro Kayserlichen Majestät / dann Ihrer Churfürstlichen Durchleuchtigkeit in Papieren / und denen benachbarten löblichen Bayerschen / Schwäbischen und Ober-Rheinischen Creysß / wie auch denen Westermärbischen Ständen / dann denen Hochfürstlichen Sächsischen Häusern / und wer vornahm von denen zu allen Reichs- und Creysß-präsidenten ordinarie concurrirenden Potentaten und Ständen conjungiret gewesen / auch wer sich sonst hierzu mit einlassen wolte / die Fortsetzung solcher Conjunction zu continuiren / und alle dergleichen besorglichen Gewalts zeitlich vorzubiegen / mithin Fried und Sicherheit im ganzen Königlich Reich zu erhalten seyn möchte / zu welchem End dann sich eines gewissen Tages und Orts zu vergleichen / und zusammen zu kommen wäre / um dieses heilsam und sehr notwendige Werck / unter Königlich Kayserlicher Majestät allergnädigster Direction zu incaminiren und zu bewerkstelligen / und zwar mit dieser Precaution / dasß kein Mit-Allirter Creysß-Fürst und Stand außer seiner zusehnden habender Mannschafft / und deren Verpflegung von anderen hohen Mit-Allirten / wohn auch die Caus operationis sich lencken mögen / mit Quartieren / Durchgäßen / Kost-läger / ohne Reichs-Constitutions-mäßige Bezahlung / noch in einig andere Wege / beschwert werden / sondern dieses wohlmeinende Allocutionen Werck jeden und allen zu Trost und Hilff gezeihen solle / Altemassn auf die / des Kayserlichen Herrn Erbstatens Excellenz / dann dero hochansehlichen Churfürstlichen Bayerschen Gesandtschaft zum Convent überreichte Memorialia / die dissiß darüber erlassene Declarationes dahin bereits collimirt.

7. Fürs siebende / weilen vor Ausgang des Commissarii kemberdis-Inquisition und abgehörter Rechnung / mit künftigen Provianten-Verpflegung und dessen Veranschlagung / dato noch küglich nicht ist fortzukommen: Als solte belandete Inquisition und Rechnungs-Verhör befördert / die besandete Mangels-Puncten hiernächst in pleno referirt / und dahin gesehen werden / ob und welcher gestalten der vom Herrn General Wachtmeister von Thuningen recommendirte Kaufmann zu Wien / zu künftiger Veranschlagung des Provianten / gegen Genießung der Monasticalen Abzugs-Gelder / behandelt und employret werden möge.

8. Nachdeme auch achtens das / ein Zeihero in großer Zerrüttung gerathenes Münz-Wesen mit in die Liberation kommen / und diesem je länger je mehr einreisenden Ubel / von einem Creysß allein zu steuern / nicht möglich / Als ist davor gehalten worden / Seine Hochfürstliche Gnaden zu Bamberg / der dreyen im Münz-Wesen correspondirenden Creysß Director. hätten förderlich nachher Regensburg / jedoch ohne Präjudiz der gewöhnlichen Alternations-Ordnung / einen ordinar-Probations-Tag auszusprechen / also nicht allein mit Berath- und Eintragung der drey löblichen correspondirenden Feinheits-Wapptisch- und Schwäbischen Creysß / sondern auch des ganzen Reichs / forderst aber mit Ihro Kayserlichen Majestät allergnädigster Vermittelung / folge Media sich ergeben werden / womit dergleichen eingetrossenen Defecten und Mißbräuden radicaler abzuheffen / und das heylsame Münz-Wesen in vorigen Stand zu richten seyn möge. Inmündelst aber und biß dahin / ist für gut angesehen worden / dasß 1. keiner von denen Hoch- und Wohl-loblichen Ständen dieses Creysßes / in Bestimmung / dasß auch andere / außer denselben gefessene Gemadarte / auf ergangene Inquisition dergleichen mit belanden werden / das geringste mehr von dergleichen ring-

haltigen aufzuringen. 2. Alle Privat- und Hofen-Münz-Städte eingestelt / und allein bey denen ordinar Münz-Städten unter denen versichtigten Warden und Münz-Meistern aufgesetzt. 3. Das Aufzuringen niemand mehr auf einigerley Weiß oder Weg verpachtet werden solle; Item / dasß 4. alsobald die Verdingung geschehen / und dergleichen geringhaltige ausländische Sorten / bey Verlust und Confiscation derselben / nicht mehr in Creysß zu bringen; und dasß 5. sämtliche Fürsten und Stände / bey dero Mauth und Zollplätzen / darauf die fleißige Inspection verfügen / und gegen die Verbrechen würdlich exequiren sollen.

Damit aber inwischen / biß zu allgemeiner Reichs-Remedierung und Vorlegung / die besorgliche Confusion verhütet / auch Handel und Wandel erhalten werden möge / sollen die im Creysß vorhandene dormalige Drey- und Sechstreuger / außer den Reussen-Plauschen und Halsfeldischen / wie solche bißhero an Orten und Enden gang und geb gewesen / ferner pallirt / diejenige aber / die in einem besondern Abdruck specifizirt / wie solche die Reichsstadt Nürnberg bereits den 23. Julii nechstn proclaminiren lassen / verpufft bleiben / jedoch dasß zu deren gänzlichem Verschleiß- und Einbringung / dem armen Land- und Handelsmann zum besten / von Zeit dieses Recess / noch sechs Wochen versätzet / und zugelassen / dabeneben auch allen Fürsten und Ständen / wo sie in ihren Landen und Gebieten ein und anderen mehrern dienst- und zulänglichen Mittel in Einkommen der schlechtesten / und Verbringung der guten Sorten / sich gebrauchen wollen / Ihnen solches allwegs frey verbleiben / und unbenommen seyn solle.

9. Wie nun neuntens von geraumer Zeit her / bey diesem löblichen Creysß zwischen dem Herrn Grafen von Dornbach / und Freyherrn von Schönburg / der Precedenz haben / sich einige Differenzen erhoben / worauf beyde Theil in jenselben Schrifft-Bechdel gerathen / und Zeihero wegen der Sachen Erörterung öffters gebettzt: Als hat man / nach reiflicher Überlegung aller hinc inde militirender rationum / per majora erkannt und geschlossen / dasß der Vortzug im Eiden und votiren / benachtem Herrn von Schönburg zum Reichsberg hinfilro gebühren / und sich künftige dessen zu bedienen haben werde.

Ferner und leztens ist vor gut angesehen / ja für hoch-nöthig befunden worden / an Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Würzburg nachmahlen zu schreiben / und selbe bewegen / zu erlangen / ob sie sich beliben lassen möchten / oder nachmahlen / zu des Creysß schweren Auslagen / den so oft sollicitirten Rest zur Cassa zu liefern / damit dero höchstgeehrten Herrn Hofrathens sictum praesentem zu lassen / widrigen und unersorgten falls / hätten sie dem löblichen Creysß nicht zu verzeichnen / wann man die Sache an Ihre Kayserliche Majestät würde gelangen lassen / und auf alle mögliche Mittel bedacht seyn / wie man zur Sublevation der hochbeschwerten Mit-Stände / welche den last bißhero gutwillig übertragen / desselben fähig werden möchte.

Schließlich ist diese Recess zu Stand gebracht in den 27. Decemb. 1685.

LXV.

Convention ou Acte de Renouvellement des Traités 1686.
fait entre CHARLES XI. Roi de Suede, & les
Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des 17 Janv.
Pais-Bas, du 17 Janvier, 1686. Manuscrit.

LA
SUEDE
ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

In Nomine Sacrosanctae & Individuae Trinitatis, &c.

S Acra Regia Majestas Sueciae atque Celsi ac Prepotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii rite perpendentes quantum utilitatis & commodorum Parti urique accesserit, ex Foederibus Pactive Conventis, quibuscum invicem ad mutuum Amicitiam atque communis securitatis tuitionem jam a multis retro annis obstricti fuerunt, consilium igitur omnino & pernecessarium duxere, ut solum tam salutaris vinculi omni meliori modo continetur, adeoque id ipsum serid effectui dare starentes, Plenipotentiarios utrimque constituerunt, videlicet ex parte Suae Regiae Majestatis Ablegatum ejusdem extraordinarium Dominum Nicolaum Guldenstolpe Haeretitarium in Jackola

ANNO
1686.

plena Potestate ad id munito, id muneri injunxerunt. Illi igitur institutis Congressibus & commutatis invicem Plenipotentiis ad calcem Tractatus hujus adjectis, sequentes Fœderis defenſivi Leges, atque Articulos concinperunt, conſoluerunt & ſubſcripſerunt.

I. Sit inter Suam Regiam Maſteſtatem Sueciæ, ejusque Succeſſores ab una, & Serenitatem Suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Succeſſores ab altera parte ſincera, firmaque Amicitia, ac ſida vicinitas vi hujus defenſivi Fœderis conſtituta ac ſtabilita, ab utraque parte ſanctæ ac inextinguibili colenda, ad eam ut Conſederatorum alter alterius comoda, atque emolumenta procuret, damna verò, atque præjudicia omni modo amoliat, atque avertat; eoque ſi Parti uni compertum quidquam fuerit, quod tendat in alterius præjudicium, atque noxam, id ei bona fide communicare ne intermitat.

II. Neutri Conſederatorum fas fit Pacta inire, aut Fœdera cum aliis Statibus, quæ alteri Parti quocunque modo ſive directè ſive indirectè præjudicii quidquam, aut damni afferant, aut diffenſioni alicui inter ipſos, diffidenſiæque materiam, anſamque præbere queant, aut denique iis, quæ hoc Fœdere promiſſa, ac ſancta ſunt, impedimento eſſe poſſint; prout utraque Pars hoc ipſo prohiſcit, ac declarat, nulla ſibi eſſe Fœdera, quæ præſenti Conventioni adverſentur, ac ſi fortè una vel altera pars Fœdus aliquod pangere è re ſua duxerit, id ante concluſionem alteri Parti ſincerè communicare tenebitur.

III. Quemadmodum hoc Fœdus defenſivum in nullo offenſionem, ſeu læſionem tendit, ſed potiùs pro bono publico & imprimis ad conſervationem, ac tutelam utriusque reſpectivè Regni, atque Electoratus, nec non utriusque Ditionum, Provinciæ, ac Subditorum initium eſt; ita eidem pro fundamento erit conſervatio Pacis Weſtphaliæ, nec non Pacificationis poſtmodum anno 1679. ad S. Germanum concluſæ, atque ab utraque Pacificentium parte ratihabite, dabiturque à Conſederatis opera, ut dicti Tractatus abſque contraventione ſecundum genuinum eorundem ſenſum ſerventur inviolabiliter. Quoad Armiftitium Ratiſbonæ noviffimè inter Suam Cæſaream Maſteſtatem & Imperium Romanum-Germanicum ab una, & Coronam Gallicæ altera à parte concluſum, Conſederati junctis cum Cæſare, & Imperio conſiliis proſpicient, quibus modis illi ſuis vigor conſtare poſſit.

IV. Quandoquidem etiam Conſederati utriusque ſummopere intereſt, Imperium Romano-Germanicum ſanctum rectum, illæſumque permanere, nec quidquam ab ejus compage, atque corpore imminui, decerpi, aut avelli; itaque ſe mutuo hoc Fœdere obſtringunt, ſi Imperium Romano-Germanicum, vel etiam unus alterve ex ejusdem Statibus ab aliqua externa Potestate vi aliqua, aut Bello impetatur, aut infeſtetur, illos illico de eo inter ſe conſiderent acturos & deliberaturos, quemadmodum efficaciter, ac per media adæquatæ viſ illa externa arceri, atque averti, Romanum Imperium ſuos intra limites, ac fines inconcuſſum manere, juraque illius ilibata retineri, ac anuſque Imperii Status fidelis Juribus, Immunitatibus, ac Præeminentiis ſuis abſque perturbatione frui poſſit.

V. Pari ratione cum pars magna Ditionum utriusque Fœderati ſita ſit in duobus Circulis Saxonici, Superiori ac Inferiori, promittunt itidem utrinque eo curam ſuam conferre velle, ut Pax atque Tranquillitas utroque in Circulo Saxonico ut & in Circulo Weſtphalico conſervetur, removeaturque omne id, quod interturbare eandem, aut deſtruere valeat. Quem in finem utrique animus eſt, Ducalem Domum Brunovico-Luneburgicam, utpote ad cujus rationes res eadem magnopere pertinet, quæque eundem habet ſibi præfixum ſcopum, in Conſederatiſ hujus Societatem invitare, & adſcicere.

VI. Porro quemadmodum diffidia inter Regem Daniæ & Ducem Sclſvici atque Holatiæ Linææ Gottorpſienſis, nunc quàm maximè ferventia, ejus ſint indolis, ut turbæ inde, bellique aliquod incendium in Circulo Inferiori Saxonici, ejusque vicinia facile oriri poſſit; pollicetur atque ſpondet Serenitas Sua Electoralis officia ſua, ſtudique, ubicunque Locorum id fieri utiliter poterit, ſerò, omnique conatu impenſurum, atque eo collatum, ut diffidia illa quantociùs ſopiri, amicabiliterque componi poſſint.

VII. Imprimis verò ſe mutuo obſtringunt Conſederati vi hujus Fœderis, ſi alterutri ab alio quocunque in eorum reſpectivè Regno & Electoratu, nec non

eorundem Ditionibus ac Terris, vel denique quoad ANNO
1686.
Jura ſua viſ, vel injuria, vel turbatio fiat, ac inferatur, aut Ditiones eorundem ac Terræ Hoſpitationibus, Tranſitu, Stativis, Militum Collectionibus, & Conquiſitionibus, Contributionibus, Exactionibus commeatium, aliarumque rerum ad apparatus Bellicum pertinentium, vel aliis oneribus, atque poſtulis divexatz, atque afflicte fuerint, atque adverſus eodem parari certò conſiderit, in eum caſum alteri incumbet Turbatorum ſeris admonitionibus, & ab ejusmodi molitionibus dehortari, & ſi irritum id fuerit, gravato opem ferre, atque ſuppedit hoc Fœdere ſancitas atque promiſſa, & quidem intra duos meſes à die requiſitionis factæ, ita ut ad id tempus illæ recipi ac in effectum præſententur.

VIII. Quò verò enatæ inter Conſederatos, nec dum complantez controverſie circa limites, & alia quædam negotia hujus Fœderis deſtinato ſcopo nihil obicis atque remore ponant, conventum eſt, ut de iisdem porro amicabiliter agatur, ac utraque ex parte expediendi iis quæcunque fieri poteſt facilitas afferatur, quo per amicabilem compoſitionem vel inter ipſosmet, aut per Arbitros ad id deſignatos dirimantur, nihil verò interea cuiquam vi facti durante hoc Fœdere ſub quocunque pretextu tractare liceat.

IX. Includuntur & comprehenduntur hoc Fœdere Conſederatorum reſpectivè Regnum & Electoratus, nec non utriusque Ditiones & Provinciæ ubicunque Locorum ſitz, ita ut quocunque in Loco aggreſſio, aut turbatio facta fuerit, ad mutuum ſibi opem ferendam teneantur. Cæterum quod modum auxiliorum, ita placium conventum eſt, ut quamvis alterutrius Conſederatorum Ditiones extra Romanum Imperium facientes hoſtili turbatione & invaſione infeſtari contingerit, auxilia tamen à Conſederato altero mittenda atque præſtanda ad Operationes Bellicas non extra Imperii limites trahantur, aut tranſferantur, ſed ab utraque parte ad earum ſaltem Ditionum ſecuritatem atque defenſionem adhibeantur, quæ intra complexum Imperii Romano-Germanici continentur, & qua inde Hoſti maxima clades inferri poſſit.

X. Jam quod ipſas attinet Copias, inter Conſederatos conventum eſt, ut Sua Regia Maſteſtas Serenitati Sux Electorali 5000. Pedum, 1000. Equitibus & 1000. Dimachiis, vulgò Dragones; viciffim Sua Serenitas Electoralis Sux Regiæ Maſteſtati 4000. Pedum, 1500. Equitibus, & 500. Dimachiis, vulgò Dragones, auxiliari vel ſubvenire velit.

XI. Quò ſi tamen expreſſe ſuperiori Articulo ſuppedit ad propulſanda pericula læſæ Parti illata atque intentata hant ſufficere cenſentur, eum in caſum Conſederati de augmento Copiarum ad dimidium vel duplum uſque inter ſe pacificentur, auxiliumque ad proportionem periculi determinabunt ac metientur, erique penes requirementem optio, utrum promiſſum auxilium ſive totum ſive ex parte velit exigere.

XII. Uterque Conſederatorum tenebitur ſtipulatas ſuppeditas duos intra meſes à die requiſitionis factæ in requirētis Terras vel Ditiones, quem in Locum id deſiderabitur, ſalva tamen diſtinctione nono Articulo circa utriusque Provincias extra Imperium ſitas, commemorata, effective & nulla abſque exceptione, contradicōne, aut cunctatione, ſub quocunque pretextu id fieri poſſit, ſubmittere atque exhibere, citrà tamen neceſſitatem cum invaſore rumpendi, niſi fortè in poſterum aliter de hoc ſtatutum atque conventum fuerit. Tenebitur tamen requiſitus efficacia quævis interponere officia ad obtinendam Parti læſæ æquam ſatiſfactionem. Et ſive officia illa futura ſint frugifera, ſive irrita, nihilominus requiſitus adſcriptus erit ad auxilia ex Paſtorum formula ſubmittenda, & ad eadem eouſque continuanda, donec Pars læſa priori ſtatu, in quo ante turbationem vel invaſionem fuerat, plenariè reſtituatur, damnumque ſarcitum, atque injuria illata debite reparata ſit. Si verò requiſitus, vel auxiliator ipſe invaſore, vel violentia aliqua obruatur, adeoque auxiliariſ Copiis ad propriam ſuam defenſionem, atque incoluntatem tuendam ſive in totum, ſive ad partem egerit, ad mittendas ſuppeditas hant obligabitur.

XIII. Quæ durante hoc Fœdere obſervanda erunt circa Imperium militare, Jurisdictionem, rem tormentariam, & apparatus Bellicum, Alimentationem, atque comitatum & ſimilia, de iis per ſpeciales mox Articulos mutua inibitur Conventio, quàmprimùm hoc Fœdus ad Concluſionem & Subſcriptionem fuerit perducum,

ANNO ductum, & quidem Conditionibus, quibus communi-
ter Federati hisce de rebus convenire solent.

1686.

XIV. Durabit hoc Fœdus primum decem annis, atque intra eorum decursum, si id è re visum fuerit, ulterius agetur, & tractabitur. Sin autem evenierit, ut elabente, & ad finem properante dicto temporis spatio, præsentis periculo, aut Bellicis Operationibus Confederati jam sint impliciti, continuabuntur ea, quæ ex Fœderis hujus Legibus præstantia sunt, nec omittentur, donec periculum, aut Operatio Bellica cessaverit.

XV. Instrumentum Ratificationis super hoc Tractatu tùm nomine Sux Regiæ Majestatis quàm Serenitatis Sux Electoralis manu subscriptum, & solenni forma utrinque expeditum intra spatium sex hebdomadum, aut citius si fieri poterit, à Subscriptione hujus Tractatus utrinque ritè commutabitur. In quorum fidem & securitatem majorem duo Tractatus hujus Exemplaria pari tenore confecta, nominum utrorumque nostrorum Subscriptione & Sigillorum impressione firmavimus. Actum Berolini die X. Februarii Anno 1686.

Articuli Secreti.

I. Cum majorem in modum dolendum, & ad altiorum animi sentum haut injuria revocandum sit, quod non ita pridem nonnullis Locorum inopinaris proflis, atque atrocibus casibus res Evangelica vehementissimè affligi, atque alterari coepit, ingravescente indies malo, & ad ulteriora velut torrente quodam sese diffundente, quo circa Sua Regia Majestas Suecicæ, atque Serenitas Sua Electoralis Brandenburgica apud se reputantes, quantis calamitatibus, ac turbis fores pandi facile possent, si malum latius serpat, ipsamque tandem Imperium Romano-Germanicum quacunque ratione involvat, communi opera, atque studio illud prævenire, atque omnino avertere summo opere exoptant. Proinde vigore hujus Articuli statuant, atque promittunt, velle se cum Sua Cæsarea Majestate, Imperiæ Statibus, ex quibus etiam Religioni Romano-Catholicæ addictos à tam funestis coeptis, atque ausis profusè abhorreere minimè ambigunt, eas inire rationes, per quas ejusmodi perniciosis atque periculosis machinationibus, atque attentatis maturè obex ponatur; imprimis verò Imperii Romano-Germanici Statibus, atque Membris singulis, atque universis eæ Religionis, atque Conscientiarum servetur atque præstetur Libertas, profanæque æque, ac Religiosæ Pacis Securitas, quæ illis ex Pacis Westphalicæ luculenta Dispositione, aliisque Imperii pragmaticis Sanctionibus competit & debetur.

II. Et quoniam amborum quoque Confederatorum plurimum interest in vicinia, præsertim verò in Polonia Tranquillitatem Pacemque manere inconcussam, eadem conservandæ atque tuendæ communem, sedulamque operam impendunt, prospecturi, quâ fieri poterit, ut Regno, Reique publicæ Poloniæ, quocunque eveniente casu Jura, atque Privilegia relinquuntur integra, atque illibata.

III. Quod in Fœderis Articulo nono statutum, conventumque est, nimirum auxilia ab alterutra parte præstanda, extra Romani Imperii limites non trahenda, aut transferenda esse, id etiam de Livonia atque Borussia in specie intelligi debet, scilicet si alteruter Federatorum in iisdem Provinciis hostilem aliquam Turbationem atque Invasionem patiatur, & de auxiliis mittendis Confederatum requiriverit, illa Auxilia in Provincia in Imperio sita, quàm requirens indicaverit, fisci, ac mitti debeant, nisi tunc temporis cum casus existet, aliter inter Confederatos conveniat.

IV. Non tantum Articuli hi secreti, sed etiam Fœdus ipsum adhuc dum secreto habebitur, nec nisi utraque Parte consentiente communicabitur.

V. Instrumentum Ratificationis super his secretis Articulis intra tempus in Fœdere expressum, & conventum utrinque commutabitur.

LXVII.

14. Avril. Articles (1) par extrait du Traité d'Alliance offen-

seve conclu entre JEAN & PIERRE Czars de ANNO
Moscovie d'une part, & JEAN Roi de Pologne 1686.
d'autre part, contre les Turcs, le 14. d'Avril
1686. [Histoire des Troubles de Hongrie.
Tom. III. Liv. XVIII. pag. 222.]

I. Que la Paix & l'ancienne Amitié seroient rétablies entre les deux Couronnes.

II. Que les Titres des Czars & du Roy de Pologne seroient reglez pour éviter toute contestation sur ce sujet.

III. Que les Polonois cederoient aux Moscovites les Palatinats de Kiovie & de Smolensko & quelques autres Places spécifiées par cet Article.

IV. Que les Cosaques des Pays cedeux seroient reciproquement dechargez du serment de fidélité envers l'une ou l'autre Couronne.

V. Que les Rebelles & les Deserteurs ne recevroient aucune protection de part ni d'autre.

VI. Que les Czars payeroient quinze cens mille florins, monnoye de Pologne, en deux payemens égaux; le premier après la signature du Traité, & le deuxième à la prochaine Diète.

VII. Que les Places du long du Boristene depuis Kiovie jusqu'à la Riviere de Tazmin, qui passe près de Czecherin, demeureroient en l'estat qu'elles se trouvoient sans estre repeuplées ny rebasties, jusqu'au reglement des Limites, pour lequel les Ambassadeurs n'avoient point de Pouvoir.

VIII. Ces Places sont spécifiées dans le present Article.

IX. Que les Catholiques, nonobstant l'opposition du Patriarche de Moscovie, auroient l'exercice libre de leur Religion dans les Fauxbourgs de Kiovie & de Smolensko.

X. Que les Czars promettoient de déclarer la guerre aux Turcs, & que dès la presente année ils attaqueroient les Tartares de Krimée, qu'ils assiégeroient les Places que les Turcs ont vers le Parowis ou Isles du Boristene, qu'ils seroient avancer par cette Riviere & par terre les Cosaques Zaporoges, & ceux du Don par le Volga contre les Tartares, qu'ils seroient aussi attaquer du costé de Casan & d'Astrachan.

XI. Que si les Turcs attaquoient Kiovie ou quelque autre Place des Moscovites, en ce cas les Polonois envoyeroient une Armée à leur secours, comme seroient aussi les Moscovites si Leopold ou quelque autre Place des Polonois estoit attaquée par les Turcs.

XII. Que les Czars donneroient avis aux Turcs de cette Alliance, & leur déclareroient aussi tost la guerre, & si la Porte offroit de satisfaire les Polonois en leur restituant les Places usurpées sur la Pologne, la Paix ne pourroit estre conclue sans le consentement de tous les Alliez.

XIII. Que les Czars s'obligeoient reciproquement à ne point faire de Paix particuliere avec les Infidelles.

XIV. Que les Czars envoyeroient des Ambassadeurs en France, en Angleterre, en Dannemark & en Hollande, pour exhorter ces Puissances à joindre leurs forces contre les Ottomans.

XV. Que si la Paix estoit conclue d'un commun consentement avec les Turcs, & que quelqu'un des Alliez recommença la Guerre, les autres ne seroient pas obligés à la déclarer.

XVI. Que le Reglement des Limites seroit remis à la décision des Commissaires.

XVII. Qu'on nommeroit une Commission speciale pour regler les Limites & les dépendances de Kiovie.

XVIII. Que le Commerce seroit rétabli de part & d'autre.

XIX. & XX. Qu'on se seroit reciproquement Justice sur les dettes des particuliers, & sur tout ce qu'ils pourroient commettre au prejudice du Traité.

XXI. Que les differens qui ne pourroient estre terminés par les Commissaires, seroient remis à la décision des Souverains.

XXII. Que la Paix & bonne correspondance seroit entretenue sur la Frontiere entre les Sujets des deux Etats.

XXIII. Que les moindres differens qui pourroient survenir, seroient reglez par les Palatins, & les autres par des Commissaires.

XXIV. Qu'on ne donneroit aucune assistance secreete aux ennemis les uns des autres, & que les Moscovites ne recevroient pas dans leurs Troupes des Polonois, ny les Polonois des Moscovites.

(1) Ces mêmes Articles ou à peu près, se trouvent au nombre de XXXI, dans la premiere Edition de Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 520, traduits du Flamand, sur la Copie du *Mercure Hollandais* Anno 1686. pag. 244. mais ils sont icy plus étendus, & plus expliqués. La date de la Copie du *Mercure Hollandais*, est du 23. d'Avril. Ils sont aussi en Allemand dans LONDORIVS, *Ado publicæ* Tom. XII. pag. 515. [DUM.]

ANNO
1686.

XXV. Que les Czars jureroient l'observation de ce Traité en présence des Ambassadeurs de Pologne, & que le Roy de Pologne feroit le même serment en présence des Ambassadeurs Moscovites qui seroient envoyés à la prochaine Diète.

XXVI. Que le Traité seroit échangé en la forme ordinaire.

XXVII. Que ceux de la suite des Ambassadeurs pourroient commercer de part & d'autre, mais que les Polonois ne pourroient au préjudice des défenses anciennes, porter de l'eau de vie ny du Tabac en Moscovie.

XXVIII. Qu'on donneroit de part & d'autre passage libre aux Ambassadeurs.

XXIX. Que pour faciliter la communication des Nouvelles, il y auroit une Poste établie que les Polonois entretiendroient jusqu'à Cadzın sur les frontières de Smolensko, & les Moscovites jusqu'au même lieu, & que les Lettres du Roy & des Czars seroient franches.

XXX. Qu'ils donneroient part de ce Traité à leurs Confédérés.

XXXI. Qu'il subsisteroit quand même un des Princes contractans viendrait à mourir avant la Ratification à laquelle son Successeur seroit obligé.

XXXII. Que ce Traité subsisteroit quand même l'Acte Original seroit perdu.

XXXIII. Et qu'enfin il dureroit à perpétuité, mesme après la mort des Princes qui l'avoient conclu.

LXVIII.

24. Avril.
L'AN-
GLETER-
RE ET
ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce entre le Sérénissime & très-puissant Prince JACQUES SECONDE, par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs, le Douletli Bassa, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Pille, & Royaume d'ALGER en Barbarie; Ratifié, & confirmé par le Chevalier Guillaume Sams Baronnet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur, le 5. Avril 1686. Vieux Style [Manuscrit.]

I. **E**N premier lieu, il a été accordé, & conclu, que du jour du présent Traité, & d'oresnavant pour jamais, le Traité de Paix fait par Arthur Herbert Ecuyer, Admiral de la Flote de Sa Majesté sur la Méditerranée, sera confirmé, & inviolablement observé entre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs le Douletli, Bassa, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre leurs Etats, & Sujets de part & d'autre, & que les Navires & autres Vaisseaux, les Sujets & Peuples de part & d'autre ne feront aucun dommage, offense, ni injure, de fait ni de parole, mais traiteront l'un l'autre avec tout le respect & amitié possible, & que toutes demandes, & prétentions quelconques jusqu'à ce jour d'entre les deux Parties, cesseront, & demeureront nulles.

II. Que tous les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, pourront entrer dans le Port d'Alger, ou en tout autre Port, ou autres Lieux de ce Royaume-là pour y acheter & vendre, en payant les Doüanes accoutumées de dix pour cent, ainsi qu' auparavant, pour les Marchandises qu'ils y vendront: & à l'égard des Marchandises qu'ils ne vendront pas, ils pourront les reporter à bord des Navires, ou autres Vaisseaux, sans payer aucuns Droits pour icelles: & qu'ils pourront en partir toutefois & quantes qu'il leur plaira, sans aucun obstacle ou empêchement quelconque; à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches de toutes sortes de bois de Charpente, propres à bâtir des Navires, Cordes, Poix, Gaudron, Fusils, & autres équipages de Guerre, les Sujets de Sa Majesté ne payeront aucuns Droits pour icelles à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, tant ceux qui appartiendront au Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, que ceux

qui appartiendront au Royaume, ou aux Peuples d'Alger, passeront librement les Mers, & trafiqueront sans aucune visite, empêchement, ou molestation de l'un & l'autre, & que toutes personnes, ou passagers de quelque Pais que ce soit, & tout l'argent monnoyé, Marchandises, & Meubles appartenans à quelque Peuple ou Nation que ce soit, & tant à bord d'aucuns dits Navires ou Vaisseaux; seront entièrement libres, ne seront point arrêtés, pris ou pillés, & ne recevront aucun tort ou dommage quelconque de l'un ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre d'Alger, ou autres Vaisseaux rencontrans aucuns Navires Marchands, ou autres Vaisseaux de Sujets de Sa Majesté, n'étant pas sur aucunes des Mers dépendantes des Domaines de Sa Majesté, pourront envoyer une simple Chaloupe, avec deux hommes seulement, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & qu'il n'y en aura pas plus qui entreront dans de tels Navires, ou Vaisseaux Marchands, sans la permission expresse du Capitaine, mais seulement les deux hommes, & qu'en produisant un Passeport signé, & scellé de Sa Majesté, ou de quelque personne que ce soit, qui sera établi pour être Seigneur Grand Admiral, ou pour exercer la Charge de Seigneur Grand Admiral pour l'Angleterre, & l'Irlande, ou de Seigneur Grand Admiral d'Ecosse, pour ledits Royaumes respectivement, ladite Chaloupe s'en retournera incontinent, & le Navire, ou Vaisseau Marchand, navigera en même tems, & poursuivra librement son Voyage, & les Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de Sa Majesté rencontrans aucuns Navires, ou autres Vaisseaux d'Alger, si le Capitaine du Navire, ou Vaisseau d'Alger, représente un Passeport expédié par les Gouverneurs en Chef d'Alger, & un Certificat du Consul Anglois, qui y sera demeurant, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger poursuivra librement sa route.

V. Qu'aucun Capitaine, ou autre Personne d'aucun Navire ou Vaisseau d'Alger n'enlèvera d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté aucune Personne ou Personnes que ce soit, pour les porter quelque part que ce soit pour être examinés, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, & n'usent d'aucune torture, ou violence envers aucune personne de quelque Nation ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque prétexte que ce soit.

VI. Que les Effets d'aucun Naufrage appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, qui arrivera sur aucune partie des Côtes appartenantes à Alger ne pourront être déclarés ni faits de bonne prise, & que les Marchandises d'icelui ne pourront être saisies, ni les hommes faits Esclaves; mais au contraire, que tous les Sujets d'Alger feront tous leurs efforts pour sauver ledits hommes, & leurs Biens.

VII. Qu'aucun Navire, ni aucun autre Vaisseau d'Alger n'aura permission d'être mis entre les mains de ceux de Salé, ou d'y aller, ni en aucune autre Place ennemie audit Roi de la Grande Bretagne, pour servir de Corsaires, ou d'Ecumeurs de Mer, contre les Sujets de Sa Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ou autres plus petits Vaisseaux d'Alger ne demeureront croisés près, ou à la vue d'aucunes des Rades, Havres, ou Ports, Villes, & Places de Sa Majesté: & ne troubleront la Paix, & le Commerce d'icelles en quelque manière que ce soit.

IX. Que si aucun Navire, ou Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou de Salé, ou de quelque autre Lieu qui en dépendra, amène aucuns Navires, Vaisseaux, hommes, ou Marchandises appartenantes à aucuns des Sujets de Sa Majesté, en Alger, ou en aucun Port ou Place de ce Royaume-là, les Gouverneurs d'icelui ne permettront point qu'ils soient vendus dans l'étendue des Territoires d'Alger.

X. Que si aucun des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne entre en Alger, ou en quelque autre Port, ou Place de ce Royaume-là avec quelque Prise, il la pourra vendre librement, ou en disposer autrement comme bon leur semblera, sans être molesté par qui que ce soit, & que ledits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront tenus de payer la Doüane en aucune manière que ce soit, & que s'ils manquent de provisions de bouche, vivres, ou d'aucune autre chose, ils pourront les acheter librement au prix courant.

XI. Que

ANNO
1686.

ANNO 1686. XI. Que lors qu'aucun des Navires de Guerre de sadite Majesté paroîtra devant Alger, sur l'avis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par le Capitaine dudit Navire aux Gouverneurs en Chef d'Alger, on fera incontinent un cri public, pour mettre en sûreté les Captifs Chrétiens, & si après cela il arrive que quelques Chrétiens que ce soit, se sauvent à bord dedit Navires de Guerre, on ne les pourra redemander, & ledit Consul, ni le Capitaine, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté ne seront tenus de payer aucune chose pour ledits Chrétiens.

XII. Qu'aucuns Sujets de Sa Majesté de la Grande Bretagne, &c. ne pourront d'oresnavant être achetez, ou vendus, ou être faits Esclaves en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque prétexte que ce soit, & Sa Majesté ne sera point tenue, en vertu du présent Traité de Paix, de racheter aucuns de ses Sujets, qui sont présentement en Esclavage, & il dépendra absolument de Sa Majesté, ou des Parens, & Amis desdites Personnes qui seront en Esclavage, d'en racheter tels, & autant qu'ils jugeront à propos de temps en temps, sans aucune limitation ou restriction de temps, en convenant pour leur rachat avec leurs Patrons, ou Maîtres, d'un prix aussi raisonnable que faire se pourra, sans obliger ledits Patrons, ou Maîtres, d'en mettre aucuns en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves du Beylique, ou des Galeres, ou qu'ils soient de ceux qui appartiennent au Baffa, au Dey, au Gouverneur, ou à quelques autres personnes que ce soit, & tous Esclaves qui seront Sujets de Sa Majesté, jouiront de l'avantage, & du Bénéfice des diminutions des Droits dûs au Palais Royal, & des autres frais, après qu'ils auront été rachetez, en payant des sommes autant raisonnables, qu'aucuns Esclaves des autres Nations ont accoutumé de payer quand on les rachète.

XIII. Que s'il arrive qu'aucun Sujet dudit Roi de la Grande Bretagne vienne à décéder en Alger, ou en aucun endroit des Territoires qui en dépendent, ses Effets, ni son argent monnoyé ne pourront être saisis par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers, qui ne pourront non plus, en faire aucune recherche; & ledits Effets, ou argent monnoyé, seront possédés ou reçus, par telle personne, ou personnes que le Défunt aura institué son Hérier, ou ses Héritiers, au cas qu'elles soient sur le Lieu où le Testateur sera décédé. Et au cas que les Héritiers ne soient pas là, alors les Exécuteurs dudit Testament, dûment institués par le Défunt, après avoir fait Inventaire de tous les Effets, & argent par lui délaissés, s'en chargeront, & les garderont sans aucun empêchement, & prendront soin de les faire tenir par quelque voye sûre aux véritables & légitimes Héritiers du Décédé: & le cas arrivant qu'aucun des Sujets de sadite Majesté vint à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Effets, & de son argent monnoyé, après en avoir fait Inventaire, pour les usages des Parens, & Héritiers du Défunt.

XIV. Que les Marchands demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, étant Sujets de Sa Majesté ne seront point obligés à acheter aucunes Marchandises contre leur gré, & ils auront toute liberté d'acheter telles Marchandises qu'ils jugeront à propos, & aucun Capitaine ni Commandant d'aucun Navire, ou Vaisseau, appartenant aux Sujets de sadite Majesté ne fera tenu contre son gré, de charger aucunes Marchandises pour les porter, ou faire Voyage en aucune Place où il n'aura pas envie d'aller. Et le Consul Anglois, ni aucun autre Sujet dudit Roi ne seront obligés à payer les dettes d'aucun autre des Sujets de Sa Majesté, à moins que lui ou eux ne fussent devenus Cautions pour lui par un Acte public, & authentique.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté étant en la Ville d'Alger, ou dans ses Territoires, en matière de différens, ne seront point sujets à d'autre Jurisdiction que celle du Dey, ou Divan, si ce n'est qu'il arrive qu'ils aient des Différens entr'eux-mêmes; auquel cas ils ne seront sujets qu'à la Décision du Consul seulement.

XVI. Que le Consul, qui est à présent, ou demeurera en quelque temps que ce soit en Alger, y sera en tout temps en parfaite & entière liberté, & sûreté de sa personne, & Biens: & il lui sera permis de choisir son Truchement ou Courtier: & d'aller librement à bord des Navires qui seront à la Rade, aussi

souvent, & en tel temps qu'il lui plaira, & aura la liberté de la Campagne: Et qu'on lui accordera un Lieu pour y faire ses Prières: & que personne ne lui fera aucune injure de fait, ni de parole.

XVII. Que non seulement pendant la continuation du présent Traité de Paix & d'Amitié, mais pareillement s'il arrive quelque rupture à l'avenir par Guerre entre ledit Roi de la Grande Bretagne, & le Royaume d'Alger, ledit Consul Anglois, & tous autres Sujets de sadite Majesté demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours, & en tout temps, soit de Paix, soit de Guerre, une pleine & entière liberté d'en sortir, & de se retirer en leur Pais, ou en quelque autre Pais que ce soit, sur tel Navire ou Vaisseau de telle Nation qu'ils jugeront à propos, & d'emmener avec eux tous leurs Biens, Meubles, Familles, & Serviteurs, sans aucun trouble, ni empêchement.

XVIII. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté étant passager, arrivant ou s'en allant avec son Bagage de quelque Port que ce soit, ne pourra être molesté ni empêché, quoi qu'il fût sur un Navire ou Vaisseau ennemi du Royaume d'Alger. Comme pareillement aucun Sujet d'Alger, qui fera passager étant à bord d'un Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, ne sera en aucune manière molesté en sa personne, ni en ses Biens qu'il pourra avoir chargés sur ledit Navire ou Vaisseau.

XIX. Que toutefois & quantes qu'aucun Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au bout du grand Mât paroîtra devant la Ville d'Alger, & viendra mouiller à la Rade, incontinent après que l'avis en aura été donné par le Consul de sadite Majesté, ou par un Officier du Navire, au Dey, & au Gouvernement d'Alger, ils seront tenus par honneur envers Sa Majesté, de faire une salve de vingt-un coups de Canon tirez des Châteaux & Forts de la Ville, & ledit Navire rendra le Salut par le même nombre de volées de Canon.

XX. Qu'incontinent après la signature, & le sceau des présents Articles par le Baffa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs d'Alger, tous torts & dommages soufferts de part & d'autre seront effacés de la Memoire & mis en oubli, & le présent Traité de Paix sera en sa pleine force & vertu, & continuera pour jamais; & à l'égard de toutes les depredations & Dommages qui pourront être cy-apres faits ou commis de part & d'autre, avant qu'on puisse donner avis du présent Traité, on en fera incontinent réparation, & tout ce qui se trouvera encore en nature sera incessamment rendu.

XXI. Que le cas arrivant qu'il se fît ou commît quelque contravention au présent Traité par les Sujets de l'une ou l'autre des Parties, cette Paix ne laissera pas de subsister en toute sa force, & cette inobservation ne causera point la rupture du présent Traité d'Amitié & bonne correspondance, mais la Partie qui se sentira molestée demandera qu'on luy donne incontinent satisfaction pour ledites contraventions, par une voye amiable, avant qu'il lui soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par des Sujets particuliers de l'une ou l'autre des Parties, il n'y aura qu'eux qui seront punis, comme infractions de la Paix, & perturbateurs du repos public. Et notre Foi sera notre Foi, & notre parole sera notre parole.

Confirmé & scellé en la présence de Dieu tout puissant le cinquième jour d'Avril, l'an de notre Seigneur Jesus-Christ mil six cents quatre vingt six & en l'année des l'Egire mil quatre-vingt dix-sept & le vingt troisième jour de la Lune Gemadilavel.

(L.S.)

(L.S.)

LXIX.

*Fœdus defensivum inter Sacram Caesarem Alajissa-7. Mai-
tem LEOPOLDUM, & FRIDERICUM
WILHELMUM Electorem Brandenburgicum,
in Conservationem Imperii, Paciscentissimæ Di-
tionum, nec non in Defensionem Successionis Palati-
nae Electoralis, contra putativas Pretensiones Ducis
Aurelianensis. Colonia ad Spream die 7. Maji
1686. [Tiré de la Registrature d'Etat de la
Chanc.]*

ANNO
1686.

ANNO Chancellerie de la Cour, de Sa Majesté Impe-
1686. riale.]

Cum Serenissimus ac potentissimus Princeps, ac D. D. Leopoldus Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, & Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Wirtenbergæ & Silesiæ, Marchio Moraviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis & Goritiæ: Serenissimus itidem Princeps ac D. D. Fridericus Guilielmus Marchio Brandeburgicus Sacri Romani Imperii Archicamerarius & Princeps Elector (tot. titulus) matura deliberatione præsentium temporum conditionem, ob oculos posuerint, quæ & quanta nimirum damna, diminutiones ac discrimina Sacro Imperio Germanico partim ex intestinis Dissidiis, Divisionibus, & sinistris intelligentiis, præcipuè verò exterorum Hostium fraudulentis insidiis periculosivè conatibus ab aliquo tempore imminuerint, atque deinceps potissimum Successionis Electoralis Palatinæ causâ sint pertimescenda, & quibus gravissimæ in publicis convulsiones, nisi decentibus, ac idoneis mediis tempestivè præveniatur, exurgunt: altissimè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati, nec non altè memorato Serenissimo Principi Electori vires, & copias Divinæ Clementiæ indultas archiduci Federis nexu adeo conjungere, & unire necessarium omnino visum fuit, quò tam Sacri Imperii, omniumque ejusdem fidelium Statuum, & Membrorum, quàm utriusque Pacificentis Regnorum, Principatum, Archiducatum, aliarumque Eorundem Provinciarum Defensionis, Auxilio, Libertati, & Quietis contra omnem imminentem internam, & extraneam hostilem Potentiam, & quascunque Machinationes, Deo opitulante, plenius consulatur.

Art. I. Inprimis sit inter Sacram Cæsaream Majestatem, Ejusvè Successores & posteros Archiduces Austriæ ab una, atque Serenissimum Principem Electorem Brandeburgicum, Ejusque Successores & posteros Marchiones Brandeburgicos ab altera parte, tenore præsentium, & virtute hujus Federis defensivi, sincera, firma, vicina Amicitia, Fœdus & concordia à Pacificentibus sincerè, & sine fūco conservanda, ita, ut alter alterius commodum & utilitatem promoveat, ac quæcunque alterius Personæ, Regnis, Ditionibus, & Subditis in damnum, aut præjudicium cedere possent, avertere, & impedire studeat, statimque, ubi quid simile in notitiam venerit, sincerè adaperiat. Singulariter utriusque Partis Legatis & Ministris tam Ratisbonæ, quàm alibi in aut extra Sacrum Imperium in Legatione degentibus demandaretur, ut hi tam pro Ejusdem Imperii, quàm utriusque Serenissimæ Domus emolumento, in votis & negotiis sint concordēs, eaque ad conformandum inter se conferant, in casu verò, ubi præmissa Consiliorum communicatione in unam mentem convenire non poterant, nihilominus absque strepitu omnia agantur.

II. Præsens defensivum Fœdus, cum tantum pro bono publico Conservationem & Propagationem Sacri Imperii, Pacificentium Regnorum, Electoratûs, Archiducatum, aliarumque Provinciarum & Subditorum intendat, pro fundamento habeat Pacem Westphalicam, nec non ultimum Ratisbonæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium ex una: & Coronam Gallie ex altera parte initum Armistitium: Si quidem ambo Pacificentes eo collimare se obligant, ne dictis Tractatibus contraveniantur, sed hi inviolabiliter servantur.

III. Si itaque Sacrum Imperium, ejusvè unum aut plura Membra violentiâ aliquâ, Armorum invasione, quæcunque demùm illa foret, aut sub titulo Reunionis, Dependenciæ, similibusvè prætextibus in suis Provinciis & Juribus turbati contingeret, Sacra Cæsareæ Majestas & Serenissimus Princeps Elector agent inter se, & fideliter cum effectu adlaborabunt, ut per congrua Remedia omni hujusmodi violentia & hostilitate remotâ, Imperii finibus & Juribus nihil ultra dematur, sed cuius ejusdem Status salva sint & integra Jura sua, ac Jurisdictiones ante omnia, si quid detrimenti paterentur, debitè atque integrè restituerunt.

IV. Purativæ Præsentiones Ducis Aurelii nomine Conjunctis sive contra Serenissimum Principem Electorem Palatinum & Provincias ad hunc indubio Successionis Jure devolutas, quoad certas magnæ confederationis Appertinentias motæ aut movendæ, cum ejus

sint naturæ, ut in publica Belli flammam erumpere possint, promittit Serenissimus Princeps Elector Brandeburgicus, ubi eundem Serenissimum Electorem Palatinum sive in Palatinatu & pertinentibus ad Palatinatum Provinciis à proximè defuncto & moderno Principe Electore possedit, sive in Ducatu Juliæensi, sive aliis eidem attinentibus Ditionibus & Territoriis, Bello impeti, aut in suo Jure & legitima Possessione sub quocunque colore & titulo, vel maxime Reunionum Dependenciæ, & neglecto Juris Ordine per vim infestari contingeret, hæc omnia & singula attentata pro casu præsentis Confederationis habenda, accipienda, Copiis auxiliariis infra conventis succurrendum, atque effectum in casu invasionis ab altissimè & altè-memoratis Pacificentibus Articulo sexto sibi invicem stipulatum opitulando procurandum esse, eâ tamen lege, ut Sacra Cæsareæ Majestas præfatas Copias neque duplicatas, neque alibi Locorum desideret: E contra reciprocam Serenissimus Elector Brandeburgicus, si invaderetur, pro possibilitate & viribus Serenissimi Electoris Palatini sibi effectivam confidit opem & assistentiam.

V. Præcipuè autem vi hujus Federatorum Ligæ conventum est, si alteruter Pacificentium ab aliquo, quiscunque tandem ille futurus esset, in suis Regnis, Electoratu, Archiducatu, Territoriis & Provinciis, aut in Jure & Jurisdictione sibi competente invaderetur, infestaretur, turbareturque, aut si in-vel ex illis Tributa, Quartaria, Subarrhationes Militum, Transitus, Armilustria, Annone, Apparatus Bellici, aliavè Gravamina, qualitercunque nominanda, exigeret, aut exigenda comminaretur, ut alter turbatorem empathicè, & severè dehortetur, & si nihilominus in Gravamine continuaverit, Copias infra conventas spatio duorum mensium à die interpositæ requisitionis sistendo opem ferat, donec sublatâ turbatione, molestiis, & gravamine, omnia in eum statum, in quo ante Invasionem extiterunt, præter Reparationem damnorum omnium restituantur, nullâ contra talem opem & assistentiam valiturâ exceptione, nisi forte requisitus in propriis suis Ditionibus invasus ad earum Defensionem promissio auxiliari Militè indigeret, quo casu illum sistere non tenebitur.

VI. Comprehenduntur in hoc Fœdere tam universa præsentia, quàm futura Regna, Electoratus, Archiducatus, Provincie & Territoria, quæ Federati nunc possident, aut Deo dante futuri temporibus eis, earumque Hæredibus & Liberis Jure Successionis, vel alio quocunque legitimo titulo accrescent, ubicunque Locorum itaque in præmissis Ditionibus fieret invasio, ibi pateret casus Federis, sibi que invicem Pacificentes Conventionem præstare tenerentur, cum hac tamen iterum cautela, ut devoluti per Altissimi Providentiam aliquando ad Sacram Cæsaream Majestatem Successione Hispanica, indeque orituro generali totius Europæ motu, Serenissimus Princeps Elector Brandeburgicus Copias suas in remotas Hispaniæ, Italiæ, Indiæ oras, Belgium aut Regna & Provincias Altissimæ Majestati Cæsareæ Hæreditarias ducere non sit adstrictus, sed de modo & ratione ulteriori agendi de novo singulariter agatur.

VII. Numerum Copiarum auxiliarium quod attinet, eam utrique Pacificentium proportionem amplecti libuit, ut Sacra Cæsareæ Majestas Serenissimo Principi Electori duodecim virorum millibus: nempe ter mille Equitibus, mille Desultoriis & octo mille Peditibus: Serenissimus Princeps Elector verò Suxæ Sacræ Cæsareæ Majestati octo virorum millibus: nimirum mille ducentis Equitibus, octingentis desultoriis, & sex mille Peditibus, ex utraque Parte propriis, iisque certis alendorum mediis & sumptibus, assisat, & auxilietur.

VIII. Quod si dictæ in priori Articulo Copiæ & vires invasioni, & periculo non sufficerent, ageretur inter Paciscentes de augendo quoad dimidietatem, aut etiam duplicando Militæ.

IX. Circa Directionem & Præfecturas mittendarum Copiarum auxiliarium, Jurisdictionem, apparatus Bellici, sive impeditimentorum, annonæ, solutionum, servatumum inter Confederatos alias usitata, ceteraque subscripto hoc Fœdere defensivo norma statuetur.

X. Præsens ita inter Paciscentes idem Fœdus per viginti annos durabit, & hoc termino ad finem vergente de prorogatione convenietur. Quod si unum cum his annis susceptæ Expeditiones non finirentur, in ope ferenda, donec pericula cessaverint, continuandum erit.

ANNO 1686. XI. Ut quoque hoc Foedus tantò firmitus quavis suspitione careat, nullus Contrahentium ulla Foedera, aut Ligas, quibus alterutri directè vel indirectè noceri, ulla turbatio, aut finitima intelligentia vel etiam hoc causari possit, quò minus hæc Conventa ad effectum deducantur, cum aliis Principibus ineundi facultatem habeat. Verùm, si quæ ineunda forent, ante conclusionem sibi invicem sincèrè communicent: Pacta verò & Foedera, quæ Partes pacificentes inter se jam tum sancta habent, his non adversari declarantur, aut si contraria forent, veluti non sunt, eatenus illis in genere & specie plene derogatur.

XII. Quòd si ad Bellum & casum præsentis Conventionis deveniendum esset, nulli Pacificentium sine alterius consilio & communi assensu Pacem, aut Armistitia ferre licebit.

XIII. Experientia quotidiana comprobante per propriam Quarriorum apprehensionem magnas in Imperio excitari molestias & confusiones, visum fuit utrique Pacificentium sibi invicem ita manum præbere, ut Assignatio, & Distributio eorum pro circumstantia Bellicarum Expeditionum, ac temporis, cum prædicto & consensu Suae Majestatis suscipiatur, & Serenissimi Principis Electoris, veluti tam archè Federati Copiæ Cæsaræis quoad hæc æquales habeantur.

XIV. Hujus Tractatus Ratificatio spatio quatuor Septimanarum, à die signaturæ hujus roborabitur, & invicem permutabitur. In quorum fidem duo Exemplaria ab utroque Partis Deputatis, & Plenipotentiariis respectivè Ablegatis & Ministris subscripta, eorumque Sigillorum appensione roborata sunt. Colonizæ ad Spream die 7. Maji Anno 1686.

Frans Heinrich von Freidach Södens.

(L.S.)

Joachim Ernst von

Ermschaw.

(L.S.)

Frans von Meindors.

(L.S.)

Paul von Fuchs.

(L.S.)

Joahm Friederich von Röh.

(L.S.)

LXX.

16. Juin. Prorogation der Allianz zwischen denen Ebllichen Bayrischen und Fränkischen Creysen auf 2. Jahr / zu besserer Beschüz- und Sicherheit beschehen. Augsburg den 26. Junii 1686. [LONDORPII Acta Publica Parte XII. pag. 527. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 343. sous date du 25. Juin 5. Juillet & dans Anhang zu des Europäischen Heroldts vier Haupt-Handlungen pag. 1374.]

C'est-à-dire,

Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance conclu auparavant entre les Illustres Cercles de BAVIERE, & de FRANCONIE pour leur commune défense & sécurité. A Augsburg le 26. Juin 1686.

TOM VII. PART. II.

ANNO 1686. Zu wissen. Als die Kömische Kayserliche Majestät unser allergnädigster Herr / zu manutention des wehrten Vaterlandes Freyheit / auch Beschüz- und Sicherheit dessen getreuer Creys / und Stände / sich allergnädigst gefallen lassen / die in näherer Verabredung von einigen Jahren her gekandene Creys / und hebe Stände / Krafft deren / vom 29. Aprilis letzten allergnädigst erlassenen Recripts, zu Erneuer- und Gehaltung solcher gepflögten guten Verständnis und Correspondenz / auf hieher in des Heiligen Römischen Reichs Stadt Augsburg zu invitiren / und nicht andern Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht in Bayern / auch die Fränk- und Schwäbische Gefandtskafft / daß Ders eingelangt / daß man darauf derjenigen / zwischen d'besagter Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht und k. l. h. m. dann dem Fränk- und Schwäbischen Creys / aufeinander engerer / zu facilitierung der Executions-Ordnung / abzielender Verständnis / sich geistlich und zugleich dessen einmüt / daß der darüber genommene Termin vergangenem Monat May / ersüchtmahls ausgelassen / und nun an deine seye / dieselbe unter ihnen / als nächsten Benachbarten / und von Alters her / auch Insien correspondirenden Ständen und Creysen / bey ohne dem noch immer obschwebenden / so sehr beschwerlichen Zeiten und Lässen / vor allen Dingen wiederum zu erneuern / und auf weitere Jahr und Zeit / vertraulich zu extendiren und fortzupflanzen / Inmassen sich dann zu solcher Extension und Proportion auch alle Theile / und zwar die anwesende Chur-Bayerische Gefandtskafft / wegen des Ebllichen Bayerischen Creys / sub spe rati dahin verstand / und daß am 28. 29. May (7. 8. Junii) 1684. einander gethane / und schriftlich aufgestellte Declarationes und Gegen-Declarationes, ihren umständlichen Inhalt und Begehr nach / hieher wiederholt / und eine recht vertraute Correspondenz und Zusammenkunft / wieder allen Zweenstetischen Gewalt / irreguläre Marche und Reincache, eigens angemahle Winter- und andere Quartier / auch anderen gegen Recht und Billigkeit streitende Zumuthungen / von dato wiederum auf 2. Jahr in Krafft dieses stabiliret / und festgestellt seyn solle / also und dergestalt / daß / wie man nach der davorigen Verabredung in casum hostilis invasionis, oder Überziehung / sie geschehe gleich von wem / aus was Ursachen / oder unter was Schein selbige wollen / begehlichen zu Anwendung anderer Reichs-Satzungen ohngewässen Zumuthung / beinträchtigt- oder gewaltsamen Zumuthung / mit 1000. Mann zu Pferd / und 4000. zu Fuß einander zu assistiren / allersüchsts zugesagt / als nimmhero von Seiten Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht in Bayern / und des Ebllichen Bayerischen Creys / nach der hiernächst zu communiciren stehenden Repartition mit 1000. zu Pferd / und 4000. zu Fuß / ex parte des Ebllichen Fränkischen Creys / hingegen mit 1000. zu Ross / und 3200. zu Fuß / bestehend beyde in 3. Regimenten / als einem zu Pferd / und 2. zu Fuß / von Ebllichen Schwäbischen Creys / aber mit 1000. zu Pferd / und 3000. zu Fuß / so dinstmahl in 4. Regimenten beschehen / pro exigencia rerum & Casuum, die Hüffe widerlich geleistet werden solle: Inmassen dann gesamte Höchst-Höhe- und Ebllichen Stände dieser dreyen correspondirenden Creys / durch Ihre hier anwesende Gefandtskaffen zu Continuation solch ihrer vornemlichen Reichs-Executions-mässigen Vinculi, sich obpactirte massen / also de novo mit einander verstanden / auch allerseits Ratificationes über diese nähere Verständnis / von dato inner 9. Wochen / zu denen Fürstlichen Creys-Ans. freis-Banieren einzufließen / und gegeneinander auszuwechseln zugesagt / wie sie dann von solchem allen / bei hierstehenden Kayserlichen Gefandtskafft / mit Concetirung gegen der allerhöchstdachter Kayserlichen Majestät allerseits tragenden allergetreuesten Devotion, auch geziemende Nachricht gegeben / und ob man zwar von denen nicht weniger / als der anwesenden Chur-Bayerischen- und Ebllichen Fränkischen Gefandtskafft gern gesehen hätte / daß an Seiten des Ebllichen Schwäbischen Creys / zu dem unter Händen stehenden größseren Conjunctions-Berath / nach dem Grund des Heiligen Reichs-Satz- und Executions-Ordnung / der Beystritt gleich dinstmahl mit geschehen wäre / inmassen / und daß der / zwischen den höchsten und hohen Bundes-Verwandten vorgerichtete Reces, eine ganz innocente Intention führe / in mehreren zu erkennen gegeben worden: Nachdem jedoch Fürsten und Stände des Ebllichen Schwäbischen Creys / vor dinstmahl hauptsächlich auf die vorige Correspondenz gesehen / und ihres Gefandtskafft keinen weiteren Begehr ertheilt / dabeyden aber so viel concetiren und beschehen lassen / daß es schon zu keiner For-

ANNO 1686. Formal-Verbindungs / nach dem mit übrig höchst- und hohen Allirten bevorstehenden Concert für sich ankommen / sie dennoch mit selbigen Herrn Potenzen und Erzeßen jederzeit gerne sehen / auch auf dem Nothfall sich mit denen bisz daher correspondirenden höchsten Erzeßen und Ständen / über das / so die Wohlfarth des gemeinen Vaterlandes erfordert / allemahl freilich und Patriotisch vernehmen wollen / zumahlen eben diese nähere Intelligenz / zwischen Nothdörlichen gedachten 3. Reichs-Erzeßen und Ständen insonderheit dahin anzuweisen / daß ein Theil wie der andere sich das Publicum jederzeit beßens angelegen seyn lassen / auch die Manutention der in- und mit dem Reich aufgerichteter Instrumentorum Pacis & Armistitii zu Befähigung der hierunter interessirten Ehre-Zustehen und Stände Freyheit in Ecclesiasticis & Politicis mitzuberathen helfen solle und wolle / so hat man es bey solcher Constellation allerseits bewenden lassen / und ist / was unter übrigen hohen Allirten Theilen weiter zum Reces kommen / an Fürsten und Stände des böhmischen Erzeßes gebührend und unsäumblich zu referiren / von selbiger Gesandtschaft übernommen worden. Dessen wir ist und ist.

Datum Augsburg den 26. Junii 1686.

LXXI.

28. Jun. *Tractatus inter LEOPOLDUM Cæsarem Augustissimum ac Hungaria Regem, & MICHAELUM APAFFI Principem, Statusque & Ordines Transylvanie, de Defensione, Presidio, atque Statu civili & politico Principatus. Datum Vienna die 28. Junii 1686. [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiz; inter Diplomata pag. 12.]*

Notum sit quorum interest Universis. Quod postquam Sacra Cæsarea Regique Hungariz & Bohemiz Majestas, à Turcarum Sultano, Armis foedifragis lædita, ad Societatem Sacri Belli, inter alios, etiam Dominum Principem, Statusque & Ordines Transylvanie, ac Partium Hungariz, eidem annexarum, pro Defensione communi adhortata esset, & Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvanie, devotum suum erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & Rempublicam Christianam affectum animumque per expressam Legationem restitit esset propositis nonnullis desideris, de quibus conveniretur, in sequentes Articulos itum est.

I. Sacra Cæsarea Regique Majestas suscipit Defensionem Transylvanie, Partiumque Hungariz eidem annexarum, & postulare occasione, pro ejus Defensione contra Hostem, ad requisitionem Domini Principis, & Statuum tempestive Copias Auxiliares, mittet, quodcumque opus erit, quæ quidem, sub Jurisdictione & Imperio Militari Cæsareæ Generalitatis manent, quamdiu autem, intra Terminos Transylvanie commemorabuntur, Sacra Cæsarea Regique Majestas, Directionem Armorum Domino Principi, & ejus Successoribus committet, penes quos etiam stabit, quamdiu illis opus habeant, his vero Copiis Sua Majestas stipendia persolvat, de comiteatu & annona Transylvanici providebunt.

II. Quid Territorii Turci aut Locorum Hosti eripietur, Jure Belli, sit occupatis, quicquid autem ad Transylvanos spectare dignoscetur, in ejusdem Jurisdictione manutenebuntur.

III. Transylvaniam cum Partibus Hungariz Transylvanie annexis, intra veros suos Terminos, Dominus Princeps & Status, eo, quò hæcenus Jure gaudent, conservent, declarateque Sacra Cæsarea Majestas, se in eis, contra Jura, Domino Principi competentia nec Telonia, nec Tricesimas, nec Prædicia, aut Fortalitia, invito Principe erigi curaturam, idem intelligatur de Debreçinio.

IV. Sacra Cæsarea Majestas, circa Bona Transylvanie Subditis restituenda, habitis necessariis Informationibus, Justitiæ & Officiorum Domini Principis, & Statuum sicut & Privilegiorum, condignam rationem habebit.

V. Neque Comitum Ladislaum Clakhi, utpote Domino Principi suspectum, Copiis suis in Confiniis Transylvanie, prædicet, aut adjuget, nec permittit

Sua Majestas ut ab ipso Statibus Transylvanie damnum aliquod inferatur. ANNO 1686.

VI. Neque quatuor Religiones in Transylvania, partibusque Hungariz Transylvanie annexis receptas ullo ibidem modo, tempore, & pretexto, turbare curabit, nec allaborabit in Templorum, Scholarum, Parochiarum, proveniuntque & bonorum eorum occupatione, juxta Leges eorum approbatas.

VII. Libera pariter sint Jura Fœderum Domino Principi Transylvanie, ejusque in Principatu legitimis Successoribus, ita tamen, ut huic perpetuo Tractatu non repugnent, sed contra communes Hostes, pro utilitate Christianitatis, & inprimis Sacra Cæsareæ Majestatis, ejusque Domus, Regnorumque & Provinciarum ictantur.

VIII. Legitimus Transylvanie Princeps, Dominus Michael Apaffi, nullatenus turbabitur, nec minus ejusdem Domini Filii Michaelis similiter Apaffi electionem jam factam, gratam ratamque habebit Majestas, post eorum verò fœra (ut sperandum est) fata, libera maneat penes Transylvanie Status, juxta eorum Jura, Electio.

IX. Maneant etiam Titulus & Insignia Principum, more hæcenus usitato, nec ea sibi Cæsarea Majestas attribuet.

X. Sacra Cæsareæ Majestatis Subditis in Transylvania, & hujus vicissim Incolis, in Suez Majestatis Regnis & Provinciis, libera Quæstus & Commercio sint Jura.

XI. Nunquam allaborabit Sua Majestas in Transylvania erigere Jus Patronatus, aut Sacerdotale, nec demandabit, eam materiam Statibus proponi.

XII. Transfuge & Proditores Sacra Cæsareæ Regique Majestatis non recipiuntur in Ditione Transylvanica, nec hujus vicissim in Regnis & Provinciis Suez Majestatis, idem intelligitur de Jobbagionibus aut Hominibus propriis glebæ adscriptis.

XIII. Subditi Sacra Cæsareæ Regique Majestatis in Transylvania & vicissim hi, in Regnis Provinciisque Suez Majestatis, causas suas in Judicio agere & prosequi libere poterunt, Procuratorumque Constitutiones & aliæ literæ Causales, in Locis & coram Personis solitis & authenticis, in ejus Territorio legitime factæ, ubique pro firmis & validis habeantur.

XIV. Tametsi pro defensione & amplificatione Rei Christianæ, statim notis viribus, libenter palam concurrerent Dominus Princeps & Status Transylvanie, ne tamen intemptive ostentatione Armorum, Turcis & Tartaricis direptionibus exponantur, consentit Sacra Cæsarea Regique Majestas, ut non ante expugnationem Varadini & Temesvarini, se palam Cæsareis Armis conjungant, sed interim Armis, comiteatu & vecturis tolerabilibus, usque ad limites Transylvanie Ditionis, si Arma Cæsarea ad illa Fortalitia expugnanda, quæ in Partibus Hungariz Transylvanie annexis à Turcis possidentur, admovebuntur, juvent, ad quod Dominus Princeps & Ordines se obligant.

XV. Neque Transylvaniam & Partes Hungariz eidem annexas, Turcis hæcenus non obligatas, Sua Cæsarea Majestas gravabit Hybernis, nisi ipsius Transylvanie, & contra Hostem excubandi necessitas exegerit.

XVI. Cum ad Aulam Cæsareæ Majestatis Legati Transylvanici expeditur, pro more honeste habebuntur & recipiuntur.

XVII. Cum Loca Turcis eripiuntur, Bona, quæ in iis ad Transylvanos spectare dignoscuntur, iisdem restituentur, salvo Sacra Cæsareæ Majestatis in iisdem Jure Superioritatis & Feudi.

XVIII. Insecuturis cum Turca Induciarum aut Pacis Tractatibus, ex parte Sacra Cæsareæ Majestatis, juxta Capita, eo tempore exhibenda, & huic Tractatui correspondentia, includetur Transylvania, Moldavia, & Valachia, ubi etiam modis omnibus efficere conabitur Sua Majestas ut Transylvanici, à Tributo ulterius Turcis pendendo liberentur.

XIX. Vicissim se obligant Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvanie, quod non tantum honorem & commodam Sacra Cæsareæ Regique Majestatis, ejusque Domus, Regnorum & Provinciarum, ubique Locorum bona & Christiana fide, consiliis & opera promovebunt, verum etiam, quod, pro superius stipulata Regia Defensione & Protectione, annum recognitionem viginti quinque millium Aureorum Ducatorum, vel quinquaginta millium Thalerorum Imperialium, in speciebus, perpetuis temporibus pendunt, casu

ANNO casu etiam urgentissimæ necessitatis, possibilibi annonæ, 1686.

C'est-à-dire,

ANNO 1686.

Ligue d'Ausbourg conclue pour trois ans & au delà, entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE comme Duc de Bourgogne, la Couronne de SUÈDE pour les Provinces qu'elle possède dans l'Empire, l'Electeur de BAVIERE, les Cercles de BAVIERE, de FRANCONIE, & de SVAABIE, les Ducs de SAXE, & autres Princes de l'Empire par delà le Rhyn, pour le maintien de la Trêve conclue à Ratisbonne entre l'EMPIRE, & la FRANCE, pour la conservation de la Paix & de la Tranquillité dans tout l'Empire & pour la défense reciproque des Droits, Interêts & Regales desdites Parties. A Ausbourg le 29. Juin. 9. Juillet 1686.

XXI. Diplomata, ratificata intra mensem, aut quod citius, si fieri potest, in bona & consueta forma expedita commutabuntur; in quorum omnium fidem, præsentis Tractatus, tam à Dominis Commissariis Cæsareis, hac in re deputatis quam à Dominis Legatis Transylvanicis, subscriptis quorumque Sigillis consuetis corroboratus est Viennæ 28. Junii Anno 1686.

FERDINANDUS Princeps à Dietrichstein, Mp. (L. S.)	HERMANNUS M. Ba- denus, Mp. (L. S.)
JOHANNES HALLER, Mp. (L. S.)	(L. S.)
MATTHIAS MILES, Mp. (L. S.)	STA. Sr. Comes STRAATMAN.
	SIGISMUNDUS PER- NYESI, M. p. (L. S.)
	MICHAËL INCZE- DI, Mp. (L. S.)

LXXII.

28. Juin. *Wurgurgische Allianz / so zwischen der Römischen Kayserlichen Majestät / der Cron Spanien wegen Burgund / der Cron Schweden wegen dero im Heiligen Römischen Reich gelegenen Landen / Chur-Bayern / denen Bayrisch-Fränkisch-Schwäbischen Craynen / dem Hochfürstlichen Haufe Sachsen / und denen disseyts Ober-Rheins gelegenen Fürsten und Ständen / zu Handhabung des Armisticii Germano-Gallici, dann zu Erhaltung Ruhe und Friede-Stands im Heiligen Römischen Reich / wie auch zur mutuellen Defension wieder alle Feindliche Beeinträchtigung auf drey Jahr aufgerichtet worden / den (1) 29. Junii 9. Julii 1686. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. II. pag. 337. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. *Acta Publica* Tom. XII. pag. 522. dans Anhang zu des Czarowitschen Herolds IV. Haupt-Handlungen pag. 1367.]*

(1) On fut ici la Copie de Monf. Lunig & sa Date, qui est du 29. Juin. 9. Juillet, en quoi il s'accorde avec l'Europäische Herald. Celle du Contre-maire de Londorps est du 19. Juin, & celle de la premiere Edition du Grand Recueil de Hollande du 19. 29. Juillet. [LUNIG.]

TOM. VII. PART. II.

Und und zu wissen / nachdem die Röm. Käyserliche Majestät / unser allergnädigster Käyser und Herr / aus freiwürdighst- und Reichs-väterlicher Vorsorge für das gemeine Heil und Aufnehmen des geliebten Vaterlandes denen bißhero in engerer Correspondenz gestandenen Craynen / auch Churfürsten / Fürsten und Ständen / sowohl als andern / Ihro Käyserl. Majestät / und dem heiligen Reich / durch unmittelbare Reichs-lande und Confederation zugehörigen Potentien / vermöge ihres unterm dato den 24. April. nechstun an sie erlassenen Käyserlichen Rescripts, mit mehrern zu erkennen gegeben / wie hoch-nöthwendig es sey / nebenst Fortsetzung des noch immerhin offenthündigen blutig- und gefährlichen Türcken-Krieges / auf des innerlichen Ruhestandes Befestigung bestmöglichst zu reflectiren / da bevorab der unter den mit der Cron Frankreich ohnlangst gestifteten Armistitio veranlaßet- und bedungene punctus securitatis publicæ amnoch in seiner Consistenz, und zu befestigen / es dörffte die endliche Vollziehung desselben noch viel Zeit gebrauchten / inzwischen aber bey gegenwärtig verstrichenen Zeiten dem heil. Reich / und dessen getreuen Ständen viel Widerwärtiges zufließen / um so mehr dann die ohnlangliche hohe Nothdurfft erfordern wolte / daß vor höchste-hoch- und wohlgedachte Craysse und Stände aus Devotion, liebe und Eifer gegen allerhöchstemannete Ihre Käyserl. Majestät und das gemeine Vaterland / auch zu Behauptung ihrer selbstigen Sicherheit / und deren Vertheidigung gegen allen feindlichen Gewalt / die eine zeitlang unter sich gestohene gute Einverständniß fortsetzen / und zu deren wieder Erneuer-auch Feststellung (die bevorab einzig und allein zu Maintienung des lieben Vaterlandes Freiheit / Ehre und Wohlfahrt / auch Sicherheit und Beschützung dieser getreuer Stände / keinesweges aber zu je mandes Offension, Beladigung oder Nachtheil abzugeben solte) einen gemeinen Correspondenz-Tag verabreden möchten / gestaltsam mehr allerhöchstdenckte Ihre Käyserliche Majestät denselben auch ihres höchstigen Orts / vermittelst dero Käyserlichen Gesandtschaft / zu beschicken sich als allergnädigst anerkennet / pro loco & termino Tractatum aber dieß des heil. Reichs Stadt Augsburg / nebenst den Anfang des Monats Junii benennet / auch die höchst- und hohe Herren Interessenten dafelbst hin invitiret / die sich dann zu Erweisung ihres zu des heil. Reichs Wohlfahrt / auch der Röm. Käyserl. Majestät allerunterthänigst zutragenden Respects, vermittelst abgeschickter Legationen (jedoch ausser der Ober-Rheinischen / disseyts Rhein gelegener / dann der concurrirender Westwäldischen Fürsten und Ständen / welche verhoffentlich noch vor Einzigung dieses Convents einlangen / oder in Verleibung dessen / den Zutritt ausser allen Zweifel nehmen werden) eingesunden / ordentlich legitimiret / und so fort die Haupt-Sache unter göttlicher Gnaden-Beystand willkürlich angereget / darauf hin / nach reiffer der Sachen Deliberation und Berathschlagung / folgendes zu gemeinem Schluß herkommen lassen / und zwar:

I. Sollte eine aufrichtige Zusammenkunft / und vertrauliche Correspondenz zwischen Ihro Käyserl. Majestät / und dero ganzen hochloblichen Erb-Hause / absonderlich auch Ihro Königlich Majestät zu Hispanien / wegen ihres Burgundischen Reichs-Creysses / so dann Ihro Königl. Majestät in Schweden / wegen ihrer in verschiedenen Craynen gelegener Reichs-landen / wie auch Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern / für sich / und wegen des Bayrischen Craysse / weniger nicht dem Fränkischen Crays / dem völligen hochfürstl. Haufe Sachsen / dann denen Ober-Rhein: disseyts Rheins gelegener / auch hierzu concurr-

ANNO currenden Besserwäldischen Fürsten und Ständen seyn
1686. und verbleiben.

II. Sollte diese Defension und Zusammensetzung obangezogenen Ihre Kayserl. Majestät hierbei führender Intention gemäß / daß auf erfolgende allgemeine Stabilität und Eintrichtung des puncti publicae securitatis Imperii. stehen / und zu niemandes Verleumdung / inner- oder außerhalb des Reichs / noch zu Erregung einiger Motuum / sondern zu alleiniger Beibehaltung Laitscher Freyheit / Ruhe und Frieden / Standes / Beschützung und Sicherheit des heil. Reichs / dessen Churfürsten / Fürsten und Ständen insgesamt (gestalt dann in denen nachfolgenden Articulis weiters erläutert wird) insonderheit aber der zu gegenwärtiger Conjunction würdlich eingetretenen Bunds-Genossen / oder die ins künftige den Beytritt zu nehmen sich noch resolviren werden / mithin zur allgemeinen Guarantierung der Wohlthätigkeit- und anderer dazu gehöriger oder darinnen gegnündeter Frieden-Schlüsse / wie auch des ohnlängst zu Regensburg mit der Eron Frankreich aufgetretenen 20. jährigen Stillstands / alles ihres Inhaltes / in Ecclesiasticis & Politicis angesehen / und auf die Reichs-Executions-Ordnung sowohl / als andere Constitutiones Imperii / und die zu gedachtem Regensburg circa punctum securitatis & generalis Guarantiae. wegen Ketten- und Beschützung verschiedener Reichs-Churfürsten und Stände / in so weit solche von Ihre Kayserl. Majestät / dem Reichs-schiedlichen stylo gemäß / bereits allergnädigst approbirt / oder ins künftige approbirt werden möchten / ausgefallene Reichs-Conclusa gegnündet seyn.

III. Allermaßen nun vermöge derselben je ein Reichs-Stand und Creyß dem andern so feindlich angegriffen / oder gegen oballerlei heilsamen Reichs-Satzungen / Friedens-Schlüsse und Stillstand beeinträchtigt / oder vergeblich / oder mit irregulären Märschen / eigens angemessenen Winter- oder andern Quartieren / oder sonst gegen Recht und Willigkeit streitenden Zumuthungen beschweret würde / beyzuspringen verbunden ist / also überschreiten Ihre Kayserliche Majestät Kraft ihrer als des heiligen Reichs allerhöchsten Ober-Haupts tragender Obliegenheit / alle und jede / absonderlich diejenigen getreue Reichs-Creyß- und Stände / die sich vor 1680. oder ins künftige zu gegenwärtiger Schutz-Verfassung einverleiben / bey den übrigen Kräfte zu maintainen / vorgegebene Friedens-Schlüsse / Stillstand und Reichs-Conclusa zu handhaben / Gewalte und Unrecht aber nach aller Möglichkeit zu verhüten und abzuwehren. Wann sich auch einige Gefahr von ein- oder anderseitigen Angriff gegen diese oder jene Bunds-Verwandte offenbaren / und herfür thun / würdlich angeordnet / oder sonst mit scheinbarem Grund befürchtet würde / so balden Ihre Kayserl. Majestät dessen berichtet oder gewahr werden / den zur Verleumdung sich aufstehenden Theil endlich abzumahnem / und zugleich die sämtliche Associirte zu ermahnen / sich dergestalt gefast zu halten / daß bey weiterer Annäherung der Gefahr / und ehe dieselbe zur würdlichen Beschädigung herkomme / den bedroheten und Gefahr-leidenden Bunds-Verwandten auf dessen Begehren die nachdrucksame Hülffe geleistet werden möge / Wie dann auch in solchen Fall / noch wechters aber / da die feindliche Invasion bereits geschehen / oder damit der Anfang gemacht wäre / aus was Ursachen / und unter was Schein oder Mahnen solches auch seyn möge / sämtliche Associations-Verwandte / insonderheit aber die nachstgegriffene und die ihre Völker zum leicht- und geschwindesten durchbringen können / Kraft dieser also genommenen Abrede / schuldig seyn sollen / ohne einkünfte saumliche Zögerung oder Entschuldigung / wie auch diese seyn / oder geschehen könnte / oder möchte / auf des angegriffenen Bunds-Genossen geschehenes Begehren / die verlangte Hülffe / nach der in folgenden Articulis mehrers ausgedrückten Maass eiligt zuzuschicken / und denselben vor weitem Gewalte retten zu helfen. Gleichwie nun

IV. Im Fall eines erfolgenden Angriffes / oder gewaltsamer Verleumdung / nebenst der / dem Verleumdeten zuzuschickenden Hülffe / bevorzuehen solle / wofern man es rathsam befinden möchte / von gesamer Alliance wegen / oder von wegen einiger Allirten ins besondere dem feindlichen Theil durch Schreiben oder eigene Expedition von seinen Armentis abzumahnem / und sich dahin zu bearbeiten / daß nicht nur fernere Gewalt eingeleitet / sondern auch für bereits bestehende Abnahme und erlittenen Schaden / geduldende Wieder-Erstattung / denen offstangelegenen Friedens-Schlüssen und Stillstand gemäß geleistet werden möge / Also sollen auch in obermelten Fällen die gesamte Allirte an einer wohlgeordneten Maßstätt ehestens zusammen kommen / oder zusammen schicken / und daseelbst unter Ihre Kayserlichen Majestät allerhöchsten

Direction / auch mit Zuziehung derer Allirten Generalität beschickten und schicken / wie den bebrängten Bunds-Genossen / im Fall zumahlen der beleidigende Theil denselben keine Restitution oder billige Satisfaction / wie oben gedacht / leisten wolte / oder auch die gegenwärtig abgeschickte Hülffe zu Reprimierung weitem Gewalte / nicht zulänglich wäre / durch stärkere Zusammenfassung weiters ohnverlangt zu helfen / zu dem Ende dann die sämtliche Associirte alle ihre Kräfte / nachdem es die Nothdurft erfordert / und zu dem abgezielten Zweck erforderlich seyn wird / anwenden / und sich zu dessen Erlangung getreulich bey einander stehen / sich auch um einiger Ursachen willen von einander nicht trennen lassen / dabey aber auch dasjenige / so im Fräntz. Creyß-Abstande de dato des 8. April. (29. Martii) zu bester Verhütung der Motuum im Reich vorgehen worden / in so weit es nach geänderter Conjunction kein neuer Umstand alterirt / möglichst beobachtet / und die gegen solchen gewaltsamen zu versigen habende Veranlassungen / darnach gesowohl / als denen Reichs-Satzungen insgesamt angeordnet werden sollen.

V. Wie nöthig auch sey / die Bunts-Ordnungen mit gungamer Mannschafft / Munition / und andern jeztlich zu versehen und zu versorgen / als wodurch der geschwinden Ueberfall würdlich ab- und anzuhalten / solches haben die vormahlige höchstschickliche Experimenten / wann dieselbe auf ein oder andere Weise sind verfahren worden / vielfältig erwiesen / um so mehr dann die Nothdurft / in Kraft also beliebigen Schusses / erfordert wird / daß ein jeder höchst- und hoher Allirter seine haltbare Plätze mit aller Nothdurft in Zeiten wohl versehen / und daran keinen Mangel erscheinen lasse / von darans stehige Bundes-Schafft einziehe / und alle anstehende Gefahr / an die nächstgelegene Allirte und Generalität berichte / die dann / bis zu endlicher der völligen Allirten Zusammenfassung / obligirt seyn sollen / die Periclitirte zu secundiren / und so gleich die übrige hohe Bunts-Verwandte / absonderlich aber ausschreibende Fürsten / Creyß / auch andere unter denen beytretenden Bunds-Genossen angereichte / oder noch aufzurichten habende Directoria und Creyß-Oberräthen / ehenwartet einer gemeinsamen Zusammenfassung / (die doch / wie S. 4. vermeldet / inzwischen veranlaßt / zu dem Ende auch / und zu weiter allergnädigster Anordnung Ihre Kayserl. Maj. alles schleunigst hinterbracht werden sollte) unmittelbar denen Generalen Bescheid geben können / alle Truppen zusammen zu ziehen / und wo es so wohl der nothwendige Theil / als die Kriegs-Raison an sich selbst erfordert würde / sie zur nöthigen operation zu postiren. Solten aber ein- oder andere Associati de praesenti / oder die sich für künftige zum Beytritt noch erklären werden / sonderbar aber diejenige / deren Lande der feindlichen Uebersehung zum weiten unterworfen / und da aus selbigen Befestungen dem angreifenden Theil gute Gelegenheit zumachen könnte / den abtrünnigen Allirten / oder auch dem gesamten Reich großen Ueberlast und Gefahr zuzufügen / diese ihre Plätze aus eigenen Kräften zu versorgen / und zu bewahren nicht vermögen / auf solchen Fall hätten die sämtliche Bunds-Genossen die gemeine Sorge zu tragen / daß dergleichen Befestungen von gesamter Bunts-Verfassung wegen / oder welche Allirte es der näheren Situation oder andern billigen Ursachen wegen übernehmen sollten / besetzt und mit aller Nothdurft versehen werden mögen / doch daß die zu vergleichen stehende Conditiones hiebey leidlich und erträglich / und hingegen die schickende Hülffe solle so lange continuirt werden / als es der zuziehende Theil verlange / und die Nothdurft erfordert wird / es wäre dann / daß der oder diejenige / so selbigen Platz dargeliehen / dessen zu eigener Sicherheit hiernächst selbst bedürftig wären / welches jedoch denen sämtlichen Allirten und deren hohen Generalität jezt kund gethan werden solle. Zusammen darunters S. 16. weiters vorgehen ist.

VI. Insonderheit ist zwischen höchst- und hochbegabten Associations-Verwandten auch dieses vereinbaret worden / daß man über alle bedenkliche und in das subiectum dieser Bündnis einfließende Vorfallenheiten miteinander vertraulich correspondiren / einer des andern Nutzen / und die gemeine Sicherheit aufrichtig befördern / bey Reichs- und Creyß-Veranlassungen / und sonst in alle andere Wege / absonderlich aber circa materiam securitatis publicae & Guarantiae generalis / ut & Executionem Armittien Germano-Gallici / insgesamt / auch derer dazugehörigen Regensburg fürkommenen contraventionum in Ecclesiasticis & Politicis ins besonde / einmüthige Consilia führen / und die Conservation des erwünschten Ruhe- und Friede-Standes im heil. Reich / Nichtignung

fortna-

ANNO
1686.

ANNO 1686. sothanen punct securitatis & Guarantiae generalis, Execution gedachten Stillstandes / und Abstellung angeregter Contraventionum, nach aller Möglichkeit suchen sollen.

Auf die Frage aber / wie stark diese Bunde-Armada ausgeset / und was für höchst- und hohe Allirte / als Bunde-Verwandte angenommen und erkannt werden sollen? da hat man sich mit einander dahin verstanden /

1. Ihre Kaiserl. Majestät nach dem Fuß der in Comitiis zu einer Kriegs-Armatur eventualer repartiren 60000. Mann / 16000.

2. der Buregnische Creys 6000. jedoch derfallt / daß nach Inhalt des 17. Article des Augsburgischen Vertrags de Anno 1548. in ihrer Königl. Majestät in Hispanien Willkür seyen solle / dieses quantum in Gold oder Geld / oder theils in Gold / theils in Geld bezutragen.)

3. Wegen der Eyn Schweden im Reich habenden Länd- den und Provinzen hat zwar dieweilhin un unterschiedlicher darch vorgemerkter reichiger Ursachen willen kein eigentlicher quantum ausgeworfen werden können. Nach- demmalen aber der Schwedische Gesandte Versicherung gethan / daß Ihre Königl. Majestät zu diesem federe, ersuchter Länd- halb / mit einem so proportionir- ten und sufficienten quanto concurriren / daß darauf bezugelien gute Zuneigung zu des heiligen Reichs Wohl- stand und Erhaltung höchstgedachter Bunde-Verwandten heilsamer Intention in effectu zu verschähen seyn werde: Als solle bey- oder noch vor der Ratification das eigen- liche quantum von gedachten Gesandten denen übrigen Concedirten kund gemacht / und von nun an diesem Recces für wirlich beygeredet gehalten werden.

4. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern für sich 8000. dann wegen des Bayrischen Creys sub spe rati 2000. Mann.

5. Der Fränkische Creys 4000. Mann.

6. Die sämtliche Churfürstl. Städt. Häuser (doch exclusive Schlesiengen qua Schlesiengen / und so viel davon Sachsen-Blamberg oder Reiz zukunnet / welches sein Contingent zu Fränkischen Miliz stellet) ein Re- giment zu Fuß von 1000. Mann / mit dem Anhang / daß wenn die hochsächseliche Kayserl. Commission dies- falls auf noch 1000. Mann Intanz genach / der dis- nachn noch allein amekende Sachsen- Churfürstliche Ge- sandte aber sich nicht dazu bevollmächtigt befunden / Er- es ad referendum angenommen / und versprochen / daß darüber mit nachem / und noch vor der Ratification dieses Allianz-Recces / darch hohen Herren Fürstl. Prin- cipalen Erklärung einlanglich / alles jedoch mit der ausbreitlichen Bedingung / daß hierunter nebst denen Fränkischen / auch ihre zum Ober-Sächsischen Creys ge- hörige Länd- und die dazumehr rührende Contingen- ten begreifen seyn / und deshalb Ihre Kayserl. Ma- jestät allerhöchste darch zu seyn geruhen / damit das hochfürstl. Haus / so lange diese Bündniß / und dabe- zu empfindende Obliegenheiten wähen / mit dergleichen prestationen (jedoch mit Vorbehalt der zur Fränkischen Cassa / wegen der selbigen Creys affectirten Länd- / ab- sonders und in particulari schuldiger Rime-monatl. Zah- lung) anderwärts von Reichs-u. Creys wegen verschonet bleiben möge. Endlich

VII. Die hiesigen Kleinsten gelegene Ober-Rheinische und concurrirnde Beiermälische Fürsten und Stände sub eadem spe rati 4000. Mann / wirlich und mit allen Requisitionen an Regiments- Stücken / Compagnie und Proviant-Wagen stellen sollen.

VIII. Damit nun die Ausführeiß-Creys-Obrißten- Ämter und Directoria / nach der gemeinschaftlichen Generalität beslo meyers verschert seyn mögen / daß die- se Bunde-Völder / der Abrede gemäß / wirlich ausge- stellet / auch in tüchtigen Leuten / und guter Montirung besetzen: So ist ferne zu gemeinen Schluß kommen / dieselbe in beständigem Kriegs-Exercitio unterhalten / und jährlich auf 4. oder 6. Wochen lang / erweisender Noth- durfft nach / campiren zu lassen / jedoch demjenigen Stand ohnbedinget / dessen Länd- solches Campement betreffen wird / hierbey aber und so viel übererzte Campementen anlangt / hat es keine andere / dann diese Meinung / daß dieselbe von Seiten eines jeden Creys / oder gemein- schaftlichen Contingents / intrinsec besetzen / keineswe- ges aber von einem in den andern Creys zu denen lustra- tionen und Exercitiis verschien und gezogen werden sol- len. Nachdem auch

IX. Ein solches Corpus ohne hohe und subalterne Generalität / bey dessen künftiger Zusammen-führung / so wenig als ohne die darzu gehörige Artillerie bestehen

kan: So hat man von Seiten gesamter höchst- und hoher Bunde-Verwandten dafür gehalten / daß fürderst auf

Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern / so wohl wegen verschiebener anderer hohen Considerationen / als firen- lich wegen dero in so vielen Gelegenheiten dem Kön. Reich und gemeiner Christenheit zum besten bereits erwie- senen / und noch gegenwärtig erweisenden Helden-Muths / zu reflectiren / annehmeß über Ihre Hochfürstl. Gn. zu Waldeck zum General-Feldmarschall / Jh. Hofst. Drschl. zu Brandenburg-Bayreuth zum General von der Caval- erie, und zum General-Bachmeister zu Fuß / den Ge- neral-Bachmeister Hansch Carl von Thingen / (als wel- che insgesamte Ihre Liebe zum Vaterland / Tapferkeit und Kriegs-Erfahrenheit gegen den Erbfeind Christlichen Nahmens / und in andern Begebenheiten ebenmäßig vielfältig bezeugt) von nun an benennet / nicht zweif- lende / dieselbe sich mit solchen Charen / dem publico und gemeinem Vaterland zum besten / gütwillig und gern beladen lassen werden / deren und der übrigen noch zu be- nennen habender General- und Artillerie- Stabs-Ver- wandten Tractament hingegen / aus gemeiner Cassa ge- soldet werden solle.

X. So viel aber die Artillerie betrifft / da ist die Ver- abrechung dahin ergangen / daß / wenn dem zu Hilfs- ruffenden Theil die Artillerie zu stellen / allein zu schwer fallen würde / von denen 12. Pfändigen Stücken an / bis auf die unterste Classe, die Repartition unter denen He- ren Allirten zu machen / und so viel die Regiments-Stück betrifft / solche mit denen Regimentern zu stellen / die hal- be Carthausen aber von demjenigen Creys / und Länd- / wo die operationes geschehen / cum caeteris necesse huius heruleichen / was aber davon auf- und zu Grund geht / der gemeinen Cassa aufzurechnen / und von daraus zu ersehen seye.

XI. Damit nun alle diese Kosten ihren richtigen Lauff guter Ordnung / und ohnungänglicher Nothdurfft nach / fortgeführt werden mögen / so ist von gesamter Bunde- Vereinigung wegen für gut befunden und wirlich abge- schlossen worden / in des heil. Reichs-Stadt Frankfurt eine gemeinsame Cassa aufzurichten / welche einem wohl- angelegenen zu dem Ende allen Theilen generaliter ver- pflichteten Wechsel-Herrn alldorten (wozu Peter Neu- frille in Vorschlag kommen) gegen einem / mit ihme zu tractiren stehenden salario, angeworben / und derselbe wegen der zu thun habender Ausgaben / so aus der Cassa zu nehmen / auf den deshalb für ihn aufstehenden Besal- lungen-Brief dergestalt zu verweisen sey / daß ihme selb- gen / um keinerlei Ursachen willen zu überreichen erlaubt seyn solle. Den modum contribuenti aber belangend / da ist ferne verabredet worden / daß die Unterhaltungs-Kosten des General-Stabs / die Artillerie und andere aus der Cassa zu bestreiten stehende Spesen für 1000. ausgeziffen / und die zulangliche Mittel hierzu / gemeinschaftlich / in spe- cie aber auf jedes 1000. Mann / ein erleichtertes aus- gelegt / und ad Cassam monatlich oder quaraltier contri- buirt / auch dieses Betre noch vor Ratification zu Re- gensburg durch der Allirten dafür selbst stehende Besal- te vollständig ausgemacht / und fest gestellt werden solle; Dabey jedoch die Kayserl. Commission bedungen / daß von diesem Beitrag Ihre Kayserl. Majestät weilen sie solchen Falls / nebst denen stehenden 16000. Mann auch die zugehörige Generalität, Artillerie, Munition und anders / aus eigenen Kosten zu unterhalten / mithin auch die Spesen derjenigen Legationen / so Ihre / wie obgedacht / als des Reichs allerhöchsten Oberhaupt oblie- gen / allein zu tragen / gänglich und allerdings exent seyn und bleiben mögen. Von denen übrigen Gesandten a- ber ist es bloß ad referendum genommen / und ferners insgemein präsupponirt und dafür gehalten worden / daß andere Reichs- Cräys und Stände / so in dieser Bind- nung gegenwärtig noch nicht begreifen / sondern erst ins künftige bestreiten / zu besserer Haltung gebührender Gleichheit / ihnen nicht unwillen lassen werden / obge- dachter Proportion nach bey ihrer Eintretung / so viel bey- oder nachzutragen / als die schon in der Bündniß stehende Cräys und Stände in die Cassa erlegt haben / und darinnen zu selbiger Zeit noch vorhanden seyn wird / es wäre dann / daß einiges großes Bedenken halber / man von gesamter Allianz wegen / mit einem oder andern sich alsdann hierunter anders vergleichen wolle. Gleiches Men- nung hat es

XII. Mit Anordnung des bey allen Kriegs-Estat ohnenthblichen Magazins, da dann hierbey fernerweit veranlaßt worden / daß ein jeder Cräys und hoher Al- lirter sich selbst ein Magazin-Ort erwählen wolle / stracks den nächsten Monat nach erfolgter Ratification eine Noth-
R 3 durft

ANNO 1686.

ANNO 1686. durfft auff 6. Monat vor die Seinige dahin verschaffen /

und alle Jahr / so lange diese Bündnis währet / ver-
neuern lassen / wann es aber gegen Verhoffen miterzeit
zu ruptur kommen würde / zwischen denen allerseits inter-
essirten Theilen / de Concerto geschlossen werden / wohn
das General - Magazin , nach gestalt der künftigen
Kriegs - Station , und wo sich der feindliche Vorbruch er-
eignen möchte / weiter zu transferiren / gehalten
dieselbe Reichsstände / die solches Magazin am sugh-
lichsten aufzunehmen hätten / zu dem Ende hiernächst ge-
ziemend ersucht werden sollen / unter der weiters genommenen
Abrede / daß Franz Adam Baden zum Ober - Commis-
sario bestellet werden solle. Betreffend

XIII. De Operationes an und vor sich selbst / so
sollen dieselbe unter Ihro Käys. Maj. allerhöchsten direc-
tion , nach desjenigen hohen Alliirten / in dessen Landen
sie geschehen / und der zu Hülff erfordert hat / an Hand-
gebung vorgenommen / gleichwohl aber mit der Hülff-
schickenden Theilen Commandanten / und anforderst mit
der gemeinschaftlichen Generalität darinnen de concerto
gegangen / und nicht einseitig / und ohne Vorwissen und
Einwilligung derselben operiret werden / dahingegen der
hülffbürtende Theil neben dem Obdach / das rauhe
Futter und Graß / ohnentsgeltlich / der Hülffschickende Theil
aber denen Seinigen den ordinari - Sold reichen / und die
übrige Lebens-Mittel vor Mann und Pferd auff den An-
schlag zahlen und gut machen solle / wie es diemahliger
Vergleich dahin mit sich gebracht / daß neml. für täg-
liche 2. Pf. Brodt 2. Cr. für ein Maß Getränd 2.
Creutzer / für 6. Pfund Hafer täglich drey Creutzer / und
für das rauhe Futter 2. Creutzer bezahlet werden solle;
Es wäre dann / daß wegen einfallender unverhoffter Theu-
rung oder anderer erheblichen Ursachen man billich befin-
den würde / sich bey ereignendem Fall darüber anders-
wärtig zu vergleichen: Es versteht sich aber diese des
rauhn Futters Zahlung nurauff die Marchen / und wann
man noch ausser der Hülffsuchenden Theilen landen ist /
befindet man sich aber wirklich darinnen / so soll das
rauhne Futter / wie oben bereits gemeldet / denen Hülff-
schickenden ohnentsgeltlich gefolget werden.

XIV. Da es nun zum wirklichen Ab- und An-March
herkommt / sollen die Alliirte Theile die Marchroute
zeitlich abreden / und nach dem verglichenen Reglement
die Marchen / ohne unnötige Umfchweif / und mit sol-
cher Ordre vornehmen / daß der marchirende Soldat in
guter disciplina erhalten / mit der Lebens-Nothdurfft aber
gegen veraccordirte Zahlung von dem Territorial-Herrn
durch dessen Lande die Route gehet / versorget werde.

XV. Bey erfolgender Conjunction der Troupen blei-
bet die Justiz und das particular-Commando jedem com-
mandirenden Officier über die Seinige / so / daß keinem
Theil hierunter einiger Eintrag beschehen / vielmehr aber
ein jeder von der hohen Generalität dabey manutreniret
werden solle. Wegen der zusammenfassenden Officier a-
ber unter sich solle es zu Verhütung schädlicher Competen-
ten dem bisherigen üblichen Kriegs-Gebrauch nach gehal-
ten werden.

XVI. Im Fall der zu Hülff geruffene vor- oder nach
Absetzung seiner Völder auch feindlich angegriffen und
überzogen würde / kan und mag derselbe seine Troupen
zu eigenen Defension behalten / und die bereits abmar-
chirte wieder zurück fordern / davon gleichwohl denen
sämtlichen Alliirten / wie auch der hohen Generalität al-
so gleich Nachricht gegeben / und von ihnen insgesamte
dahin gesehen werden solle / damit dieser Abgang / nach-
dem es die Nothdurfft erfordert / so bald und gut es
immer möglich / anderwärts ersetzt / und bedeen nothtun-
den Bundesgenossen auff Besse geholffen werden mö-
ge.

XVII. Was nun über obig-specificirte höchst- und
hohe Alliirte / für weitere Churfürsten / Fürsten und Stän-
de / oder ganze Creyse / dieser Conjunction beytreten /
und sich nach Proportion oberbitherten Reichs-Alignati-
on / auch ihrer Kräften und Landen / mit einem quanto auf
obige Conditiones über kurz oder lang einlassen wollen /
dieselbe werden nicht allein von sämtlichen Bundes - Verei-
nigten ganz gern eingenommen / sondern auch für wür-
dich recipirt gehalten: Nur / daß bey Ihro Käyserl.
Majestät sie sich vorher darumb allerunterthänigst an-
zunehmen belieben; allermassen man auch deroelben die
Admission der auswärtigen Potenzen / und die keine
Status Imperii seynd / auch mit dem Reich weder ordina-
re noch extraordinarie heben und legen / Krafft dieses al-
lerunterthänigst überlassen / und anheim gegeben haben
will / welche alsdann allen übrigen Alliirten so balden da-
von allergnädigste communication wiederfahren zu lassen /

ANNO 1686. gerufen werden; Quoad terminum aber / und weßn

XVIII. Allen Theilen daran gelegen / daß sie verhofft/
wie lang man sich diese Zusammenfassung und muuellen
Defension zu erfreuen habe: So ist von sämtlichen
höchst- und hohen Alliirten beliebt und beschlossen worden /
daß solchane Allianz / jedoch ohne Abbruch theils Alliirte
unter sich bereits habender anderweiter Bündnissen / als
denen hierunter in nichts derogiret wird / die nachfolgen-
de drey Jahr nach einander in ihren vigore bleiben sol-
le. Würde nun unter solcher Zeit der punctus securita-
tis publicae und Art. 16. Tractatus Amicitiae verspre-
chender generalis Guarantie zu seiner Consistenz ge-
deyen; So cessirte alsdann diese in defectum ihrer / noch
unrichtigen demahlen surrogirte Verfassung: In sequo-
rem eventum aber / und da intra praesentum terminum
triennalem öftters ernanter punctus securitatis democh
nicht ausgemacht werden sollte / so wird die Extension
auf mehr Jahr und Zeit / Krafft dieses referiret und
vorbehalten. Daß nun

XIX. Unter denen Herren Alliirten eine desomehr auf-
richtig- und besändigere Freundschaft erhalten werde: So
ist neben obigen auch in specie veranlaßt / daß / wann
einige Forderungen / Ansprüche oder Differenzen zwischen
ihnen selbst / gegen Verhoffen / entstehen / selbige nicht
unter dieses sacdus gezogen / sondern entweder durch gütliche
Beg und Interposition der hohen Allianz - Verwandten
gehoben / oder / da dieses nicht sein finden wolte / per
viam juris ordinariam decidiret und entschieden / unmittel-
bar alle Thätigkeiten und Verzeualligungen (wie ohne
das Rechtens) gänzlich eingestellt werden / und bleiben
sollen.

XX. Zu so kräftiger Verzeualligung dieses Vinculi ist
ferners zu Schluß kommen / daß kein Theil sich mit dem
declarirten Feind / unter wählender Allianz in Particu-
lar-Tractaten einlassen / sondern wo ihm solchertley Fre-
unds - Neutralität - Entlassungen / oder auch andere dieser
Allianz in einige Bege zuwider laufende Handlungen zu-
gemuthet würden / mit denen übrigen hohen Alliirten dar-
aus communiciren / in effectu aber hierunter nichts vor-
nehmen und selbigen solle / es geschehe auch mit aller In-
teressirten und Alliirten mutuo Consensu und allgemeiner
Verwilligung.

XXI. Nachdem auch ohne Feststellung eines gemein-
samen Articulus-Briefs bey der Kriegs-Disciplin nicht wohl
fortkommen / und darinnen billich eine durchgehende
Gleichheit zu halten: Als ist zu ebenmäßigen Schluß ge-
diehen / daß sich hierunter weiter vornehmen / ein Project
entwerffen / und hohen Theilen nachdrücklich communi-
cirt werden solle.

XXII. Schließlich / weilen aus obstehenden Artic-
lis erhellet / wie hoch einem jeden / welcher in diesem
Bündnis begriffen ist / oder ins künftige sich in selbige be-
geben wird / daran gelegen / daß solche kräftiglich unter-
halten und exequirt werde: So wird und soll ein jeder
Bundes-Verwandter seines Orts dasselbe sich dergestalt an-
legen seyn lassen / damit er so wohl seinem Bundes-Ge-
nossen auf erfordereten Nothfall abgerebeter Massen bey-
springen / als hinwiederum ihrer Hülff / wann er deren
bedürftig ist / freudlich zu genießen haben / nicht aber
wegen eigener Verzeualligung derselben unfähig werden möge.

Zu uhrzeit dessen seynd dieses Recelles sieben gleich-
lautende Exemplaria von denen allerseits gewollmächtig-
ten Gesandten / Räten und Deputirten biß auf der höchst-
ten und hohen Herren Compacitenten Ratification. welche
immer den nehesten acht Wochen von dato dieses Recelles
anzurechnen / oder auch ebender / wann es möglich / folgen /
und zu Regenspurge ausgetauscht werden solle / unterschrie-
ben und gesiegelt / auch jedem interessirten Theil dersel-
ben eines ausgeliefert worden. So geben und geschehen
in Augspurg den 29. Jun. (9. Jul.) 1686.

Im Nahmen Ihro Käyserl. Majestät Ludwig Gustavhs
Graf von Hohenlohe.
(L. S.)

Johann Friedrich Ff. von Seilen.
(L. S.)

Im Nahmen Ihro Königl. Majestät zu Hispanien we-
gen des Burgundischen Creyses.

Lud. de la Neufforge.
(L. S.)

ANNO Im Nahmen und von wegen Ihrer Königl. Majestät
zu Schweden im heil. Römischen Reich gelegener
Landen und Provinzen/

Georg Friedrich von Snilsky. (L.S.)

Im Nahmen Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Bayern für
sich / und in dermaliger Vertretung des
Bayr. Erzfürst.

Joan Rud. Bämpel. (L.S.)

Im Nahmen des Franckischen Erzfürst /
Friedrich Ermund von Sickingen. (L.S.)

Carl Franz Puffler / Herr zu Groditz. (L.S.)

H. P. Stang. (L.S.)

Johann Conrad von Scherff / genannt Jierich. (L.S.)

Im Nahmen des hochlöbl. ständt. Hauses Sachsen
beider Stimen.

Beit Ludwig Gödel. (L.S.)

(1) Le même Traité tel qu'il a paru en François dans
la premiere Edition de ce Grand Recueil. (2) Tom.
IV. pag. 521. [Manuscrit.]

A Tous présens & à venir soit notoire, que Sa
Majesté Imperiale nôtre tres-gracieux Empe-
reur & Seigneur par une prevoyance toute
louable & paternelle pour le salut & l'avantage commun
de la chere Patrie, ayant représenté tant aux Cercles
unis jusqu'ici ensemble, par une étroite correspondan-
ce, qu'aux Electeurs, Princes & Etats & aux autres
Puissances attachées à Sa Majesté Imperiale & à l'Em-
pire ou par des Etats immediats qu'ils possèdent ou par
Alliance en vertu d'une Lettre datée du 24. d'Avril der-
nier, combien il étoit nécessaire en continuant la fan-
glante & dangereuse Guerre avec le Turc qui dure tou-
jours, de réfléchir aussi en même tems du mieux qu'il
seroit possible sur l'établissement du repos interieur, sur
tout le point de la sûreté publique, qui a été stipulé
en concluant la Trêve avec la France, n'ayant encore
nulle confiance, & étant à craindre que pour y met-
tre la dernière main, il ne faille encore bien du tems,
& que cependant dans les presentes conjonctures fort
embrouillées, il n'arrive bien des adversités à l'Empire
& à ses fidèles Etats, d'autant plus qu'il est de la ne-
cessité indispensable que ledits Cercles & Etats par
amour & zele pour Sa Majesté Imperiale & la com-
mune Patrie, pour le maintien de leur propre sûreté &
pour leur propre defence contre toute hostilité conti-
nuent la bonne intelligence cultivée depuis quelque
tems entr'eux & que pour renouveler & affermir cet-
te bonne intelligence qui doit rendre uniquement à la
manutention de la liberté de la chere Patrie, & à la
gloire, au salut, & à la sûreté & defence de ses fi-
dèles Etats, & nullement à l'offense ou au préjudice
de personne, ils aient à convenir d'un abouchement
pour cette correspondance commune, & Sa Majesté
Imperiale ayant daigné déclarer qu'elle y seroit trou-
ver ses Ambassadeurs & que pour le tems & le lieu de
ces Traitez elle a invité tous les Intéressés à se rendre à
Ausbourg vers le commencement du mois de Juin, les-
quels pour éconvoquer leur soin touchant le salut de
l'Empire & leur profond respect envers Sa Majesté Im-
periale y étoient comparus par leurs Deputés, envois
& munis de Pouvoirs nécessaires pour ce sujet (à l'ex-
ception toutefois des Princes & Etats du haut Rhin si-
tués en deça & du Westerwald qui viendront sans doute
encore avant la fin du Congrès, ou qui ne laisseront
pas de consentir à ce qui y sera conclu & arrêté quand
même ils n'y viendront pas, & les Affaires mêmes ayant
été entamées après y avoir imploré l'assistance divine,
& toutes choses ayant été bien meurement examinées
& considérées, il y a été arrêté & conclu ce qui
suit.

I. Il y aura une bonne Union & fidelle Correspon-
dence entre Sa Majesté Imperiale, toute la Maison d'Au-
triche & principalement le Roi d'Espagne, touchant
le Cercle de Bourgogne d'une part, & le Roi de Suede
touchant les Etats qu'il a dans plusieurs Cercles de

l'Empire, l'Electeur de Baviere de sa part & au nom du Cercle de Baviere, le Cercle de Franconie, l'entiere
Maison des Princes de Saxe, & les Princes & Etats
du haut Rhin situés en deça & du Westerwald de
l'autre.

II. Cette union & mutuelle defence conformément
à l'intention de Sa Majesté Imperiale subsistera jusqu'à
l'entier établissement du point de la sûreté publique de
l'Empire, son but ne sera point d'offenser qui que ce
soit au-dedans ou dehors de l'Empire, ou de causer des
troubles, mais uniquement celui de conserver la Libér-
té Germanique, le repos, la Paix, la defence, & la
sûreté de l'Empire, & des Electeurs, Princes, & Es-
tats en general, comme il sera dit plus amplement ci-
après; & principalement, la sûreté & la defence de
ceux qui sont entrez ou qui entreront encore dans cette
Union en particulier & de garantir generalement les
Traitez de Westphalie & de Nimègue aussi bien que
la Trêve conclue à Ratisbonne pour vint ans avec
la France tant à l'égard du temporel qu'à l'égard du
spirituel, & aura pour fondement l'Ordonnance d'exé-
cution & toutes les autres Constitutions de l'Empire &
enfin toutes les Conclusions generales faites à Ratis-
bonne touchant le point de la sûreté publique, & de
la Garantie generale, pour la defence & le soulage-
ment de plusieurs Electeurs, Princes & Etats, entant
que ces Conclusions auront été ou seront encore
aprouvées par Sa Majesté Imperiale conformément au
style usité dans l'Empire.

III. Pour cette fin comme en vertu de ces memes
Constitutions & Conclusions de l'Empire, chacun des
Cercles & Etats de l'Empire est de lui même obligé
de secourir celui d'entr'eux, qui se trouvera hostillement
attaqué, offensé, ou violé contre la teneur des Con-
stitutions & Traitez de Paix & de Trêve ci-dessus alle-
gués, chargé de Marches irregulieres & de Quartiers
d'hiver ou inquieté par d'autres recherches ou propo-
sitions injustes ou illegitimes, Sa Majesté Imperiale en
qualité de Chef suprême de l'Empire, se charge de
maintenir fortement tous les Cercles & Etats de l'Em-
pire en general & en particulier, & sur tout ceux qui
sont entrez, ou qui entreront encore dans la suite du
tems dans cette Union & Defence commune, de tenir
la main à l'observation des Traitez de Paix & de Trêve
& des Resultats de l'Empire, & d'éloigner & détourner
autant qu'il lui sera possible toute violence, tort & in-
justice, Sa Majesté Imperiale se charge aussi en cas que
quelqu'un des Membres de cette Ligue se trouvât en
danger apparent d'être attaqué d'un côté ou d'autre,
qu'il en fût menacé tout de bon, ou qu'il y eût seule-
ment quelque fondement plausible pour le craindre,
aussi-tôt qu'elle en auroit été avertie ou qu'elle s'en
seroit aperçue elle-même, d'exhorter serieusement ce-
lui qu'elle verroit se preparer ainsi à offenser quelqu'un
des Alliez, d'en quitter le dessein & d'avertir en même
tems tous les Alliez de se tenir prêts, de maniere
qu'à l'approche du danger, & avant qu'on en ressentit les
effets, on pût donner secours à celui des Alliez,
qui en sera menacé, comme pareillement, & au mê-
me cas & encore plus si l'invasion étoit déjà arrivée ou
au moins commencée pour quelque raison ou pre-
texte qu'elle fût, tous les Alliez & principale-
ment ceux qui étant dans le voisinage pourroient plus
aisément & plus promptement faire passer leurs Trou-
pes, seront obligés en vertu de ce Traité d'envoyer
sans aucun délai ou retardement pour quelque raison
que ce fût, à la requisiion de celui des Alliez qui
sera attaqué, le secours conformément aux Articles sui-
vans, & d'aider à le garantir d'une plus grande vio-
lence.

IV. Et comme en cas d'attaque ou de violence on
se reserve la liberté conjointement avec le secours
qu'on donnera à l'offensé, d'exhorter si on le juge à
propos par écrit ou par envoi de la part de toute l'Al-
liance en general ou seulement au nom de quelques-
uns des Alliez en particulier, l'ennemi de desister de
ses attentats, & de tâcher, que non seulement tout
violençe cesse, mais que le dommage ou le tort déjà
fait & souffert soit réparé conformément aux Traitez
de Paix & de Trêve; ainsi tous les Alliez dans le sudit
cas s'assembleront incessamment en personne ou par
Deputés dans un lieu propre & commode pour cela,
ou sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale
& en y appelant la Generalité de l'Alliance, ils delibe-
reront & concluront, comment, en cas que celui qui
aura offensé l'un de leurs Alliez, refuse de le restituer,

(1) C'est ici le Traité qui a tant fait de bruit, & dont la France,
après la Conclusion, voulut, mais inutilement, qu'on lui en remit
l'Original.

(2) Ce n'est qu'une Traduction du Latin. On en a imprimé di-
vers fragments mais tous imparfaits. Celui-ci a été tiré de bonne
part, & est le plus parfait qu'on ait pu avoir.

ANNO
1686.

ANNO
1686.

ou de lui donner satisfaction, ou que le secours qu'ils auroient donné ne fût pas suffisant pour reprimer une plus grande violence, ils formeront incessamment une plus vigoureuse Assistance, pour lequel effet tous lesdits Associez emploieront toutes leurs forces conformément au besoin, & au but proposé & demeureront inviolablement unis ensemble sans se séparer les uns des autres jusqu'à ce qu'ils l'ayent obtenu, en quoi on observera aussi ce qui a été prévu & ordonné dans le Reces de Franconie du 8 Avril 1683, pour empêcher les troubles dans l'Empire autant que cela ne se trouve point altéré par les conjonctures qui ont changé depuis, & on reglera là dessus & sur les Constitutions de l'Empire les mesures qu'il faudra prendre contre une plus grande violence.

V. Et comme l'expérience des tems passés a fait voir combien il est nécessaire de garnir de bonne heure les Places frontieres d'hommes & de munitions, moyennant quoi les invasions impreveuës peuvent être arrêtées, c'est pourquoi la nécessité en vertu de ce Traité veut qu'un chacun des Alliez ait soin qu'il ne manque rien dans ses Places qui sont en état de défense de tout ce qui y est nécessaire, qu'il envoie de là soigneusement aux avis & y fasse la Guerre de l'œil, & qu'il donne avis du danger qu'il decouvrira à la Generalité & aux Alliez plus voisins, lesquels en attendant l'union de toutes les forces de l'Alliance seront obligés de secourir ceux qui seront en danger & d'en donner aussi-tôt part aux autres Alliez & sur tout aux Directeurs des Cercles & aux autres Directeurs établis pour cela par les Associez; afin que ces Directeurs sans attendre une Assemblée generale (qu'on ne laissera pas de convoquer selon le quatrième Article en donnant pour cela promptement avis de tout à Sa Majesté Imperiale) puissent en attendant donner les ordres nécessaires aux Generaux, assembler des Troupes, & les poster où il le faudra, par raison de Guerre, & pour le service de celui des Alliez qu'on assistera, & si quelques-uns des Alliez compris dès-à-présent dans cette Alliance ou qui y entreront dans la suite du tems, & sur tout ceux dont les Etats sont plus exposés aux invasions & dont les Places entre les mains de l'Ennemi seroient capables de faire bien du mal à l'Empire & aux autres Associez, n'étoient point en état de pourvoir eux-mêmes lesdites Places des choses nécessaires ou de les conserver, en ce cas-là tous les Associez en commun auront soin que ces Places soient munies & garnies de tout au nom de toute l'Association en general ou par quelques-uns d'entr'eux en particulier, qui pour le voisinage ou pour d'autres raisons legitimes voudront bien s'en charger, de maniere toutefois que les conditions dont on conviendra soient tolerables, comme le secours doit être suffisant & proportionné aux lieux & Pais, & ce secours sera continué tant qu'il plaira à celui à qui on le donnera, & qu'il en sera besoin; à moins que ceux qui fourniront ce secours n'en aient besoin eux-mêmes, de quoi il faudra toutefois donner de bonne heure avis aux Alliez & à la Generalité, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans l'Article sixième.

VI. De plus il a été arrêté entre les Associez qu'il y aura entr'eux une étroite Correspondence, sur tout ce qui peut avoir raport à cette Alliance, qu'un chacun procurera l'avantage de l'autre en particulier & la seureté commune de tous en general; qu'il y aura entr'eux une unanimité de Conseils tant dans les Assemblées de l'Empire, & des Cercles que par tout ailleurs, & principalement, touchant le point de la seureté publique & de la Garantie generale & touchant l'exécution de la Trêve faite avec la France en general, & les Contraventions produites à Ratisbonne à l'égard du temporel & du spirituel en particulier, & qu'ils feront tout ce qu'ils pourront pour conserver le repos & la Paix si desirables dans l'Empire pour faire mettre la dernière main à la seureté publique, à la Garantie generale & à l'exécution de la Trêve, & pour faire remédier auxdites Contraventions.

VII. Sur la question, quelles seront les forces de l'Alliance & qui seront les Alliés, qui seront reconnus pour tels & reçus dans la Ligue, on est convenu qu'il sera fourni premierement par Sa Majesté Imperiale 16000. hommes sur le pied de la repartition des 60000. hommes fait à la Diète de l'Empire. 2. par le Cercle de Bourgogne 6000. de façon néanmoins, que suivant le dix-septième Article de la Transaction d'Ausbourg, faite en 1548 il sera libre à Sa Majesté Catholique de

fournir sa quote part en hommes ou en argent ou une partie en hommes & l'autre en argent. 3. par la Suede touchant les Provinces qu'elle a dans l'Empire.... Comme pour d'importantes raisons la quote part de cette Couronne n'a pu être déterminée, & que néanmoins le Ministre de Suede assure que le Roi son Maître ne manquera pas de concourir à raison de ses Etats en Allemagne d'une maniere qu'on ne pourra douter de son inclination pour le salut de l'Empire, & pour le succès de l'intention salutaire de tous les Associez, la quote part de la Suede sera spécifiée aux Alliez par ledit Ministre avant ou dans le temps même de la Ratification & sera censée d'être des à présent insérée dans le present Reces. 4. par son Altesse Electorale de Baviere pour elle 8000. & pour le Cercle de Baviere si celui-ci l'approuve comme on espere 2000. hommes. 5. par le Cercle de Franconie 4000. 6. par les Maisons des Princes de Saxe à l'exclusion de Schleiffingen & ce qui en appartient à Saxe Naumbourg ou Zeitz qui fourniront contingent à la milice de Franconie, un Regiment d'Infanterie de mille hommes avec cette addition, que la Commission Imperiale ayant insisté que ces Maisons voulaient encore fournir un autre Regiment de même nombre, & le Ministre de Saxe-Gotha, qui seul étoit encore ici n'ayant point de Pouvoir de l'accorder, ce Ministre s'est chargé d'en rendre compte, & a promis que ses Maîtres le declareroient là-dessus au plutôt, & encore avant la Ratification de ce Traité d'Alliance, néanmoins entant & avec cette condition expresse que les quotes parts que ces Maisons doivent dans le Cercle de Franconie & dans celui de la haute Saxe y doivent être comprises, & que Sa Majesté Imperiale daignera faire en sorte que la Serenissime Maison de Saxe soit dispensée de toutes ses autres obligations envers l'Empire & les Cercles, à l'exception des Mois Romains qu'elle paye à la Caissé de Franconie, tant que durera cette Ligue & les charges qui y sont annexées. 7. par les Princes & Etats du Haut Rhin & du Wetterwaldt 4000. sauf leur approbation & Ratification, & qu'on y joindra les Pièces d'Artillerie, les chariots & les caissons nécessaires.

VIII. Et afin que les Directeurs & la Generalité de la Ligue soient d'autant plus assurés, que ces Troupes de la Ligue se trouvent effectivement sur pied, & qu'elles sont composées d'hommes de service & en bon état, il a aussi été conclu qu'il faut les tenir en bonne discipline & les faire camper tous les ans pendant un mois ou six semaines, néanmoins sans dommage de celui sur les Terres de qui se feront ces Campemens, bien entendu que ces Campemens se feront dans chaque Cercle audedans, & que les Troupes n'en feront point tirées pour entrer dans un autre sous pretexte d'en faire reveue aux exercices.

IX. Et comme un Corps d'Armée ne peut être sans Generaux non plus que sans Artillerie, on a jugé de la part de tous les Membres de la Ligue qu'il faut principalement réfléchir sur la personne de S. A. E. de Baviere tant pour plusieurs considerations que principalement pour sa valeur heroïque dont elle a déjà donné & donne encore tous les jours des preuves en toute occasion, à l'Empire & à la Chrétienté, mais on a en même tems, & dès à-présent nommé pour General Feld-Marschal de la Ligue, le Prince de Waldeck; pour General de la Cavalerie, le Marquis de Bareith; & pour General Major d'Infanterie Jean Charles de Tungen, comme ayant tous donné des preuves de leur affection pour la Patrie, & de leur valeur & experience, contre le Turc, & dans d'autres occasions, ne doutant pas qu'ils ne veuillent bien pour l'amour de la Patrie recevoir ces Charges, & on est tombé d'accord que les Appointemens comme ceux des autres Generaux qu'il faudra encore nommer & des Officiers d'Artillerie seront payés par la Caissé commune.

X. Et pour ce qui est d'Artillerie, il a été arrêté que comme il seroit trop penible à celui qui demandera le secours de fournir seul toute l'Artillerie, la repartition, depuis les Pièces de douze livres jusqu'à celle du plus bas calibre en doit être faite parmi les Associez & pour ce qui est des Pièces des Regimens qu'elles seront fournies avec eux; mais pour les demi-bâtilles les Cercles plus voisins, du côté où on agira, les fourniront avec tout ce qu'il faut pour cela, & ce qui en sera usé, ou ruiné, sera retabli sur le compte de la Caissé commune.

XI. Et

ANNO
1686.

ANNO
1686.

XI. Et afin que tous ces frais & dépenses puissent être faites avec ordre & selon les besoins inévitables, il a été trouvé bon & arrêté par toute la Ligue d'établir dans la Ville de Francfort une Caisse commune & de la confier à une personne bien domiciliée & engagée par serment à la Ligue (à laquelle Charge Pierre Neufville a été proposé moyennant des appointemens dont on conviendra avec lui) lequel sera obligé dans les payemens qu'il aura à faire de suivre exactement l'Etat qui lui en sera donné, sans qu'il lui soit permis d'en sortir pour quelque raison que ce soit: mais pour ce qui est de la manière de contribuer à cette Caisse, on est convenu, qu'il sera fait un Etat de la dépense pour la Généralité, pour l'Artillerie & pour des autres frais qui doivent être payez par la Caisse commune, que la somme totale qu'il faudra pour cela soit divisée en commun, parmi les Alliés à raison d'une quote part suffisante pour chaque mille hommes, que ces quotes parts soient payées à la Caisse tous les mois ou par Quartiers, & que tout cela soit réglé, & entièrement arrêté à Ratisbonne par les Ministres de ceux des Alliés qui y subsistent encore avant la Ratification, sur quoy néanmoins il a été réservé par la Commission Imperiale, que Sa Majesté Imperiale qui en fournit un Corps de 16000. hommes en fournit aussi les Generaux, l'Artillerie & les munitions nécessaires pour cela, & dont le devoir est d'ailleurs, de porter seule tous les frais des Envoyez dont il est parlé ci-dessus, comme Chef de l'Empire, soit entièrement exemptée & dispensée de contribuer à cette Caisse, mais cela n'a été reçu par les autres Ministres que pour en rendre compte à leurs Maîtres, & on a de plus présumé & jugé que les autres Cercles & Etats de l'Empire qui ne sont point encore compris dans cette Ligue, & y entreraient à l'avenir, voudront bien pour observer une parfaite égalité, payer en y entrant conformément à l'Etat dont il est parlé ci-dessus autant qu'il se trouvera, que les autres Cercles & Etats compris dans la Ligue auront déjà fourni à la Caisse, à moins que de la part de toute la Ligue on n'en vouldoit convenir autrement avec quelques-uns pour de bonnes raisons.

XII. Il en est de même des Magazins absolument nécessaires dans tous les Etats de Guerre, surquoy il a été conclu, que chaque Cercle & Allié se choisira lui-même un lieu pour les Magazins; que dans le premier mois après la Ratification de ce Traité il y fera porter ce qu'il faut pour faire subsister ses Troupes, pendant six Mois, & qu'il le fera renouveler tous les ans, tant que durera cette Ligue, mais si contre toute attente on en venoit à une rupture, on conviendra de concert avec tous les Intéressés où on établira le Magasin general selon les Stations qu'on occupera, & selon l'endroit où l'Hostilité commencera, pour lequel effet les Etats de l'Empire qui pourroient se charger de ce Magasin avec plus de commodité en feront dans quelque tems d'ici dûment requis, cependant on est tombé d'accord de donner à François Adam Baden la Charge de premier Commissaire.

XIII. Quant aux operations de Guerre, elles doivent se faire sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale, suivant l'avis de celui des Alliés, chez qui elles se feront & qui aura demandé le secours, de façon néanmoins que tout se fasse de concert avec les Commandans des Troupes auxiliaires, & sur tout avec la Généralité de la Ligue & qu'il ne s'entreprene rien à leur insçu, & sans leur consentement, auquel cas celui qui reçoit le secours sera obligé de fournir gratuitement tout le couvert encore le fourage & l'herbe comme celui qui envoie le secours sera obligé de donner à ses Soldats la solde ordinaire, & de payer les autres vivres & denrées tant pour les hommes que pour les chevaux sur le pied de l'Accord fait à cet égard, savoir qu'il payera pour deux livres de pain un sol quatre deniers, autant pour un pot de Vin, ou de Biere, la même chose pour un livre de Viande, & pour six livres d'Avoine, par jour, & un sol quatre deniers pour le gros fourage, à moins qu'à cause d'une cherté de vivres ou pour d'autres raisons importantes on ne juge à propos d'en convenir autrement, & pour ce qui se dit du paiement du gros fourage, cela ne s'entend que pour les marches, & tant qu'on est hors des Etats de celui qu'il s'agit de secourir, car aussitôt qu'on sera arrivé dans les Etats, le gros fourage y sera fourni gratuitement comme il a été dit ci-dessus.

XIV. Quand on verra qu'il faudra tout de bon faire marcher & avancer les Troupes, les Alliés tomberont.

TOM. VII. PART. II.

ront de bonne heure d'accord d'une route & la feront observer sans souffrir que le Soldat prenne des detours. On lui fera aussi observer la discipline, mais les vivres seront fournis au prix ci-dessus marqué, par les Seigneurs des lieux qui se trouveront marqués dans la route.

XV. Les Troupes étant jointes chacun fera commander les siennes par ses Officiers, & y fera exercer la Justice, sans y être troublé, au contraire la Généralité sera tenue de les y maintenir, & pour ce qui regarde les Officiers entr'eux, on suivra l'usage de guerre pour éviter toute compétence.

XVI. S'il arrivoit que celui qui aura été appelé au secours fût lui-même attaqué hostilement, avant ou après que les Troupes seroient parties, il lui sera permis de garder les Troupes ou de les rappeler pour sa propre défense, il en donnera néanmoins aussitôt avis aux Alliés & à la Généralité, qui songeront aux moyens d'y remédier du mieux qu'il se pourra & d'assister l'un & l'autre des Alliés.

XVII. Outre les Alliés ci-dessus spécifiés s'il y a d'autres Electeurs, Princes, & Etats ou des Cercles entiers, qui veulent se joindre à cette Union & y entrer tôt ou tard en y fournissant leurs quote parts à proportion de l'Armement de l'Empire, & des forces de leurs Etats & suivant les conditions ci-dessus alléguées, non seulement ils y seront tres-volontiers reçus de la part de tous les Membres de la Ligue, mais ils seront même dès-à-présent censez d'y être reçus pourveu qu'ils veulent s'adresser pour cela auparavant à Sa Majesté Imperiale, à laquelle on remet aussi l'admission des Puissances étrangères & de ceux qui n'étaient points Etats de l'Empire ne pouffent point ordinairement ni même extraordinairement avec lui les mêmes intérêts, laquelle voudra bien en donner aussi-tôt communication aux autres Alliés.

XVIII. Et comme il importe à un chacun de savoir & d'être assuré du tems pendant lequel on pourra jouir de cette Union & défense mutuelle il a été trouvé bon par tous les Alliés & conclu que cette Alliance durera inviolablement pendant l'espace de trois ans consécutifs (sans prejudice toutefois des autres liaisons que quelques-uns des Alliés pourroient avoir d'ailleurs entr'eux, auxquelles on ne pretend déroger en rien par ceci) pendant lequel tems le point de la seureté publique & de la Garantie generale promise par le 16. Art. de la Trêve venant à avoir de la consistance, cet Armement fait au défaut de celui dont il est encore incertain s'il se fera, cessera aussitôt, mais si au contraire dans l'espace de trois ans le même point de la seureté publique n'étoit point réglé ni achevé, les Alliés se réservent en vertu de ce Recès le pouvoir d'étendre cette Ligue au delà de trois ans.

XIX. Et afin que l'Amitié parmi les Alliés soit plus solidement établie, il a encore été arrêté outre tout ce qui est marqué ci-dessus, que quand il y auroit entr'eux quelque Dispute, différend ou pretention, ces différends n'auroient rien de commun & ne seront point mêlés avec cette Alliance, mais qu'ils seront viduez par des voyes amiables & par l'interposition des Hauts Alliés, ou décidés par la voye ordinaire de la Justice & que cependant on s'abstiendra comme de raison, de toute voye de fait.

XX. Pour rendre l'Union de cette Alliance plus forte il a été de plus résolu qu'aucun des Alliés ne pourra pendant que durera cette Alliance entrer en Traité séparé avec l'Ennemi déclaré; mais que s'il venoit à être recherché pour une Negotiation soit de Paix, de Neutralité, de Trêve, ou de quelque autre contraire à cette Alliance, il en communiquera avec les autres Alliés, & ne fera ni n'entreprendra & ne conclura rien, si ce n'est du consentement unanime des Alliés & de tous les Intéressés.

XXI. Et comme au reste il seroit difficile de faire observer la discipline parmi les Soldats, sans en faire un Règlement qui soit observé generalement de tous, il a été conclu, qu'on s'en expliqueroit d'avantage, qu'il en seroit fait un Projet, & qu'on le communiqueroit à tous les Alliés.

XXII. Finalement comme par tous les Articles précédens on peut juger, combien il impose à un chacun de ceux qui sont compris dans cette Ligue, ou qui y voudront entrer à l'avenir qu'elle soit observée & exécutée ponctuellement, chaque Membre de cette Ligue en particulier aura soin non seulement qu'il assiste lui-même ses Alliés, en cas de besoin, comme il est porté ci-dessus, mais qu'il puisse en échange

ANNO
1686.

ANNO 1686. échange être assisté & secouru lors qu'il le voudra & qu'il ne s'en prive point lui-même à cause de sa propre négligence envers les autres.

En foi de tout ce que dessus, il a été fait sept Exemplaires semblables de ce Recès, en attendant les Ratifications des Maîtres qui seront échangées à Ratibonng dans huit semaines à compter du jour de la date de ce Recès, ou même plutôt si cela se peut, lesquels Exemplaires ont été signez, scellés, & distribués parmi tous les interessez. Fait & passé à Augsbourg le 17^e Juillet 1686.

LOUIS GUSTAVE Comte de Hohenlo. (L.S.) JEAN FRIDERICH Baron de Sailer. (L.S.)

Au nom du Roi d'Espagne pour le Cercle de Bourgogne.

LOUIS DE LA NEUVEVOIRGE. (L.S.)

Au nom & de la part du Roi de Suede pour les Provinces qu'il a dans l'Empire.

GEORGE FRIDERIC SNOILSKY. (L.S.)

Pour l'Electeur de Baviere, & pour le Cercle de Baviere.

JEAN RUDOLPHE WAMPE. (L.S.)

Pour le Cercle de Franconie.

FRIDERIC SIGISMUND (L.S.) CHARLES FRANÇOIS PUCKLER Baron de Greditz. (L.S.)

JEAN PAUL STANG: JEAN CONRAD ALIERD DE ZITWITZ. (L.S.)

Pour la Serenissime Maison de Saxe.

LOUIS GOKEL pour Saxe Gotba. (L.S.)

Declaration der Ober-Rhein-und Westerwäldischen Fürsten und Stände / wodurch sie die obstehende zu Augsburg aufgerichtete Bündnis acceptiren. Geschehen Augsburg den 17. Julii 1686. [LONDORPII Acta Publica Tom. XII. pag. 533. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 533. & dans Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handlungen pag. 1375.]

C'est-à-dire,

Declaration des Princes & Etats du HAUT-RHYN & du WESTER-WALDT, contenant leur Accession à la Ligue d'Augsbourg. A Augsburg le 17. Juillet 1686.

Auf die von dem höchst-erhöchlichen Kayserlichen Gesandten und Commissario Herrn Johann Friderich / Freyherrn von Seylern / geschehene Communication des am 29. Jun. 9. Jul. nächst- hin in des Heiligen Reichs-Freyen Stadt Augsburg / zwischen Ihro Kayserliche Majestät und anderen hohen Erceßen und Ständen aufgerichteten Recesses, erklären sich derer Ober-Rheinisch-Wäldischen Rheins gelegener Allii-

ten und deren concurreirenden Wester-Wäldischen Fürsten und Ständen anderer Abgesandte / aber, gegen Verhoffen etwas zu spath eingelangte Deputirte / nicht Erhaltung gebührender zeitlichen Dancks vor angelegte Communication, in Kraft dieses dahin; daß / gleich wie sie solchen Reces in dem Hauptwerk ihrer gnädigsten und hohen Herrn Principalen Intention, und obhabender Instruction conform eingeordnet befinden / sie denselben auch hiezu in ihren Mähnen dergestalt mit annehmen und approbiren / als ob sie solchen gleich von Anfang wirklich mit volligen händen / gleichwohl so viel die in solchen Reces §. 7. Ihren gnädigsten hohen Herrn Principalen sub spe rati zugesicherte Bunds-Hälfte der 4000. Mann betrifft / mit der ausdrücklichen Vernehmung / daß sie sich zu solchen Quant, wegen der dabey am Tag liegenden disproportion, gegen einigen anderen Erceßen und Ständen / nicht verbinden können / sondern eröfthen sich obgedacht dero gnädigste und hohe Herrn Principalen / an statt dessen / mit einem proportionirten Quanto, und zwar 2000. Mann bey dieser Allianz zu concurreiren / solches Quantum aufwärts künftige nach der Proportion zu erhöhen / wann und wie hoch besagte Erceßen und Stände ihre übernommenes Quantum vermehren würden; Im übrigen wegen weiterer Bestimmung der Generalität / wie auch der gemeinen Casu, so viel davon in obangegonnenen Reces zu anderweiter Handlung ausgeschaltet worden / haben sich alle fernere Nothdurfft / mit der angeordneten Versicherung / daß ihrer gnädigsten und hohen Herrn Principalen Ratification in dem im Reces darzu allerseits bestimmten Termino von acht Wochen oder auch eher erfolgen solte. Dessen zu Urkund haben mehrertheile Deputirte diese Declaration eigenhändig unterschrieben und gesegelt. So geschehen Augsburg den 17. Jul. 1686.

(L.S.) Wilhelm von Hoff.

(L.S.) Joh. Ludwig Johannis Canfler.

(L.S.) Nicolaus Wilhelm Goeddeus.

Accessions-Declaration Ihro Hochfürstlichen Durchleucht von Holstein-Gottorf zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 7. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration du Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORP contenant son Accession à la Ligue d'Augsbourg à Nuremberg le 7. Sept. 1686.

Nachdem die zu Schleswig-Holstein-Gottorf regierende Hoch-Fürstliche Durchleucht mein gnädigster Fürst und Herr auf geziemendes Ansuchen von der höchst-erhöchlichen Kayserlichen Commission, und der übrigen höchst- und hohen Herrn Allirten Gesandtschaften bey der jüngst in Augsburg gehaltenen Versammlung / nach Inhalt des §. 17. Augspurgischen Recessus, pro recepto erklärt / und in solchen Allianz aufgenommen / nunmehr aber vermög der daselbst ertheilten Resolution bey der jetzigen Versammlung zu Nürnberg / ratione Quanti, zu ein tausend Fuß-Knechte / und wegen der übrigen praestandum auch zureichend und vergnügt / hiermit nochmals erklärt / und also ihrer Seits / was zu völliger Admission erfordert worden / erfüllt haben; So gehet ferner von wegen Ihrer Hoch-Fürstlichen Durchleucht meines gnädigsten Herrn / die Erklärung dahin / daß weil erwähnte Allianz zu aller und jeder Allirten Sicherheit und Schutz wider auswärtige Gewalt angehen / ich dieselbe auch in dero hohen Mähnen dergestalt mit annehme und approbire / als ob ich selbige gleich von Anfang mit entworfen hätte / unter dem sichern Vertrauen / es werde meinen gnädigsten Herrn und Principalen gleich allen anderen höchst und hohen Allirten solche Bündnis zum Schutz und Garantie dero Herrschthümer und Landen wirklich gebohen / und aller daraus entspringende Nutzen und Effecten und Besügnisse wirklich zu statten kommen / mit angehängter dieser Versicherung / daß Ihre Hoch-Fürstliche Durchleucht meines gnädigsten Herrn Ratification

ben

ANNO 1686. **Key** nechst-angestelltem Convent außier gemiß erfolgen solle; dazogen die höchst-ansehnliche Kayserliche Commission demüthigst ersucht wird / sie von wegen der höchst- und hohen Herrn Allirten eine Gegent-Acte, daß Ihre Durchleucht nunmehr in die Allianz völlig aufgenommen / und aller derselben Effecten würcklich fähig seyn sollen / mit mitzuthun geruhen wollen.

Nürnberg den 7. Sept. 1686.

(L.S.)

SAMUEL RACCHELIUS.

Ihre Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz Accessions-Declaration zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica. Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration du Serenissime Prince Electeur PALATIN, contenant son Accession à la Ligue d'Ausbourg à Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdem Seine Churfürstliche Durchleucht zu Pfalz in Zeit des unlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyse nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesen ansehnliche Kayserliche Gesandtschaft / sondern zuvörderst auch von Ihre Kayserlichen Majestät selbst zum Beytritt des allderthün sub dato 8. Juli jüngsthin aufgerichteten Associations-Feoderis invitirt worden. Als wird im Nahmen höchstgedachter Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz hiemit declarirt / daß sie erst-verständer Associations-Verbindnus nicht allein mit und wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen der anderen inhabenden Churfürstenthümer und Länden / auf Art und Weise / wie der Inhalt forhanen Feoderis, und dessen Articuli es nach sich führen / beptreten; zu welchem Ende Churfürstliche Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offeriren / in der Zuversicht / man werde auch sie reciproc deffen / was forhaner Associations-Punct in sich hält / effective und in der That vollkommenlich gemessen lassen; Im übrigen werden Seine Churfürstliche Durchleucht zu Pfalz bey Abhandlung derer in dieses Werk einschlagender und nicht ausgemachter noch verfigelter Materien sich ebenmäßig vernemen zu lassen / nicht ermangeten.

Nürnberg den 2. Sept. 1686.

(L.S.)

Johann Friderich von Kreith.

Der Kayserlichen Gesandtschaft gegen-Erklärung auff die Churfürstliche Accession zur Augspurgischen Allianz. Geschehen Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration de l'Ambassade Imperiale contenant l'acceptation de l'Accession de S. A. E. Palatine à la Ligue d'Ausbourg. Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdem Seine Churfürstliche Durchleucht zu Pfalz in Zeit des ohlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyse nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesen

TOM. VII. PART II.

Kayserliche hochansehnliche Gesandtschaft / sondern zuvörderst auch von Ihre Kayserliche Majestät selbst zum Beytritt des allderthün sub dato 8. Juli jüngsthin aufgerichteten Associations-Feoderis invitirt worden; Als haben Ihre Churfürstliche Durchleucht durch dero Gewaltmächtigen Abgesandten und Ministern, Herrn Johann Friderich von Kreith auf Gütenach 10. bey der Kayserlichen und anderen höchst- und hohen Herrn Allirten Gesandtschaften außier / eine schriftliche Declaration gethan / daß sie erst-verständer Associations-Verbindnus nicht allein mit und wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen der anderen inhabenden Churfürstenthümer und Länden / auf Art und Weise / wie der Inhalt forhanen Feoderis, und dessen Articuli es nach sich führen / beptreten; zu welchem Ende Churfürstliche Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offeriren / selchennach declarirt hiemit die Kayserliche Gesandtschaft Nahmens Kayserlicher Majestät und von sämtlichen höchst- und hohen Herrn Allirten wegen / daß Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz Beytrieb zu dieser löblichen Associations-Verbindnus nicht allein Kayserlicher Majestät / sämtlich höchst- und hohen Herrn Allirten sondern lieb und angenehm seyn / sondern sie dieselbe auf Krafft dier von der Kayserlichen Commission im Nahmen allerorts Associates hiemit von sich gebenden Gegen-Verfigerung / in das zu Augspurg gemachte Feodus würcklich mit eingenommen haben / nicht allein wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen anderer Churfürstenthümer und Länden / auf Art und Weise / wie der Inhalt forhanen Feoderis mit sich führen / und werden Seiner Churfürstlichen Durchleucht alles dessen / was forhaner Associations-Verbindnus in sich hält / effective und in der That vollkommenlich gemessen lassen / massen gleich wie man ehemals Ihre Churfürstliche Durchleucht eingehändige Ratification über die von dero Gesandten angestellte Declaration erwartet / die Kayserliche Gesandtschaft auch nicht ermanget wird / die allernächste Ratification über diese Gegen-Verfigerung ehe zu verschaffen. So geschehen in Nürnberg den 2. Sept. Anno 1686.

(L.S.)

Ludwig Christoph Graf von Hohenlohe.

LXXIII.

Copia der Protestations-Schrift Pfalz-^z Juillet. Grafen Weidens / wieder die Succession Philipp Wilhelm Pfalz-Graffen am Rhein in denen Churfürstlichen Länden / so dem Reichs-Convent übergeben worden / den 2. Julii 1686. [JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino de Monzambano Commentationes Cap. II. §. V. pag. 295.]

C'est-à-dire,

protestation du Comte Palatin de Veldentz, contre la Succession de PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn dans les Etats Electoraux, donnée au Directoire de Mayence le 2. Juillet 1686.

Nachdem auff tödtliches Ableben des Durchleuchtigsten Herrn Carlis / Pfalzgraffen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Schatzmeisters und Churfürstens selbige Churfürstliche Durchleucht / dem auch Durchleuchtigen Fürsten / Herrn Leopold Ludwig / Pfalzgraffen bey Rhein ceu proximiori gradu Iure Sanguinis zu- und angefallen / hingegen der auch Durchleuchtige Fürst / Herr Philipp Wilhelm Pfalzgraff sich hierzu ob prioritatem Lineæ berechtigt zu seyn erachtet / und also diese zwischen Pfalz-Neuburg und Pfalz-Weidens freitige Successions-Sache ihrer hohen Bewandnus nach / an die Römische Kayserliche Majestät erwachsen / haben dieselbe auff den Pfalz-

S 2

Del.

ANNO Weibensich unterthänigste Ansuchen / allernachdicht re-
 1686. scribirt / daß sie hienach des Reichs-Fundamental-
 Gesetze Recht sprechen wolten / und zugleich nichts thät-
 liches fürzunehmen / noch den Process anderswo / als
 vor Ihro Majestät aufzuheben / anbefohlen. Wann aber
 die Zurechnung und Entscheidung dieser Sach / sich je länger
 je weiter verzögern wüß / und unterdessen daß Pfälz-
 Neuburg / die wider den Inhalt der Pfälzischen Abscheid
 ergriffene Possession der gesamten Landen thätlich fort-
 schet / und die Ehre-Sach selbst unterdörert hanget / Wel-
 chens an Prosecution so wohl der von Churf. Ott Hei-
 richs Verlassenschaft herrührenden Erbforderung / als
 auch durch erbhochgedachte Herrn Carls Churfürstens
 Weib / gehindert und aufgehalten werden. Als befinden
 sich Pfälz Weibensich fürliche Gn. genöthiget / wegen sohan-
 denen Aufschub und Verzögerung dero respectiv habende
 Jura Successionis und Anfordrungen / con- & protestando
 gegeneinander massen / wie hienist geschicht / zu verwalten /
 ein Hochlöblich Reichs-Convent insändig ersuchend / dies-
 ses nicht allein ad Protocollum zu nehmen / und des-
 wegen ein Actatatum zu ertheilen / sondern auch bey der
 Königlich Kaiserlichen Majestät unserm allernachdicht-
 sten Herrn dahin zu intercediren / damit diese rechthängige
 Ehre-Sach / nach Anleitung der Edilbenen und Pfälzischen
 Special-Bull / auch der in discurrirter Deduction ange-
 gener Pfälzischen Berrag und herkommener Observeanz
 fürderlich entscheiden / und folgendes alle übrige Anliegen-
 heiten gebührend erheben / und unbeliebige Weiterung
 verhindert werden möge. Massen dieses auff empfangenen
 Special-Befehl / gegen einem Hochlöblichen Reichs-Convent
 ich unterthänigst gebührenden Fleißes abgelegt / gebeten
 und vertrieht haben will. Euer Excellenz Hochwürden /
 und meine Hochgeehrte Herren dabeneben mich gehorsam
 und dienstlich empfehlend.

Euer Excellenz Hochw. und meiner Hochgeehrten
 Herren

Dienstbestenre
 Fürstlich Pfälz-Weibensichscher Gewaltshaber.

LXXIV.

2. Octob. *Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime
 & tres Puissant Prince JACQUES II. Roi de
 la Grande Bretagne, France & Irlande, Defen-
 seur de la Foi, &c. & les tres Excellens Sei-
 gneurs les Gouverneurs de la noble Ville &
 Royaume de TUNIS, Hadge Bechtash, Hogia Dey,
 Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Mi-
 lice de la Ville & Royaume, par lequel les anciens
 Traitez de l'an 1662. & de l'an 1673. sont con-
 firmés & renouvelés, par Thomas Goodwin Ecu-
 yer, Agent & Consul de Sa Majesté, le deuxieme
 jour d'Octobre 1686. [Sur une Copie manu-
 scripte.]*

Comme il y a eu durant plusieurs années une
 ferme Paix & Amitié entre le Serenissime &
 tres-Puissant Prince Charles Second par la grace
 de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande,
 Defenseur de la Foi Chrétienne, & les tres-illustres
 Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville &
 Royaume de Tunis, ainsi qu'il est notoire par les
 Articles de Paix & de Commerce faits & conclus au
 mois d'Octobre 1662. par les tres-Excellens Seigneurs
 Mahomet Bassa, Mustapha Dey, Moratt Bey, & le Che-
 valier Jean Lawfon d'autre part, & renouvellez &
 confirmés, en l'an de notre Seigneur Jesus-Christ 1673.
 qui est l'an 1085. de l'Hegire par Mustapha, Bassa,
 Hadge Mamme Dey, Morat Bey, Mahomet Hoffe
 Bey, & le Divan de ladite Ville & Royaume de
 Tunis d'une part, & par le Sieur Jean Narborough
 Chevalier, Admiral du feu Roi sur la Mer Meditera-
 née d'autre part, & comme il a plu à Dieu tout-
 Puissant de tirer hors de ce Monde Sadite Majesté
 Charles Second, d'où il est arrivé que les Royaumes
 d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande sont juste-
 ment venus par Ligne de descence conformément aux

Loix à la Personne Royale de son Frere le Serenissime, ANNO
 & tres-Puissant Prince Jacques Second par la grace 1686.
 de Dieu Roi d'Angleterre, France & Irlande, Defen-
 seur de la Foi Chrétienne, qui regne à present; &
 comme les Terres de nostre obéissance, après avoir
 été extrêmement affligées & brouillées par des Guerres
 Civiles sont à present (graces à Dieu tout-Puissant)
 retables en tranquillité, & dans un Gouvernement
 stable & ferme.

Nous les tres-Excellens Seigneurs Gouverneurs d'à
 present de la noble Ville & Royaume de Tunis,
 Hadge Bechtash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim
 Aga du Divan & Milice de nostre dite Ville &
 Royaume, avons vu, examiné, approuvé les susdits
 Articles de Paix, & par ces presentes, nous agréons,
 approuvons, ratifions & confirmons, tant pour nous,
 que pour tout le Corps de notre Milice, tous &
 chacuns les susdits Articles de Paix, & de Commerce,
 en la même forme & teneur qu'ils sont inferez &
 declarez dans & par ledits Articles de Paix, promet-
 tant fermement & en bonne foi, d'observer & entre-
 tenir sincerement & inviolablement ladite Paix en tous
 ses Points & Articles avec Sadite Majesté Jacques
 Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande,
 & avec tous ses Sujets & de faire ponctuellement
 garder & observer tous & chacuns les Articles d'icelles,
 dorenavant pour jamais, par tous nos Sujets de quel-
 que qualité & condition qu'ils soient, & si aucuns de
 nos Sujets violent & enfreignent aucune partie dedit
 Articles, ils seront punis avec la dernière severité à
 leur retour dans nos Domaines de Tunis.

Et à l'égard de l'argent qui est due par le Divan,
 & plusieurs autres Personnes dépendantes de nos Do-
 maines, à la Nation Angloise, suivant un compte que
 nous avons reçu de Thomas Goodwin, Ecuier,
 Agent & Consul pour Sadite Majesté Jacques Second,
 Roi de la Grande Bretagne, &c. en nostre dite Ville
 & Royaume de Tunis, nous promettons sincerement,
 par ces presentes, de tenir la main à ce qu'il leur soit
 donné entiere satisfaction dans le temps & espace de
 douze mois au plus tard, à commencer de la date
 d'icelles. Et comme nous avons depuis peu fait une
 diminution de sept pour cent à la Nation Françoisé sur
 les Doijanes de toutes les Marchandises qu'ils feront
 venir & entrer dans nos Domaines ou les en feront
 sortir, ayant réduits ledits Doijanes de dix à trois pour
 cent, nous promettons sincerement aussi, en la manière
 susdite, qu'à l'expiration de six mois au plus tard,
 d'accorder la même diminution aux Marchands An-
 glois, qui trafiquent ici, & de ne prendre d'eux de là
 en avant que trois pour cent de Douane sur toutes les
 Marchandises quelconques qu'ils apporteront & feront
 entrer dans l'estendé de nos Domaines ou qu'ils en
 feront sortir, ou bien à l'expiration des susdits six mois,
 sans attendre plus long-temps, nous ferons payer à la
 Nation Françoisé leurs anciens Droits de Douane de
 dix pour cent, comme auparavant, & à l'exécution
 de tout ce qui est contenu en ces presentes nous nous
 obligeons formellement, promettants en nostre foi
 de les observer inviolablement, & chaque Point d'icelles,
 & pour cette cause nous les avons scellées en la pre-
 sence de Dieu tout-Puissant, en notre Hostel, dans
 la noble Ville de Tunis le deuxième jour d'Octobre
 1686.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXV.

Königliche Dänische Declaration gegen
 die Stadt Hamburg; Wodurch der-
 selbenaen Ihro Majestät gefasste Un-
 gnade nachgelassen / die angehaltene
 Schiffe und Waaren restituirt / wie
 auch das freye commercium zu Was-
 ser und Land / sambt allem / was im
 Pinnenbergischen Recels abgeredet
 worden / zu gedeyen gelassen wird; Je-
 doch / daß die Stadt Ihro Majestät
 Land und Güter in vorigen Stand se-
 44/

ANNO
1686.

ge/ wie auch dem Pinnenbergischen
Recess nachlebe. Geben aufin Schloß
Gottorf den 8. Octob. 1686. [JOAN-
NIS GEORGII KULPIS in Seve-
rino de Monzambano *Commentationes*
Cap. II. §. XIII. pag. 587.]

C'est-à-dire,

*Declaration du Roi de DANNEMARCK en fa-
veur de la Ville de HAMBURG, portant qu'il lui
rend ses bonnes graces, avec promesse de lui res-
tituer ses Navires & Marchandises, & de la reta-
blir dans toute la Liberté du Commerce tant par
Terre que par Eau, & dans tous les Avantages
contenus dans le Recès de Pinnenberg, à condition
qu'elle l'observera de son côté, qu'elle evacuera les
Domaines Royaux, & en fera sortir les Troupes
auxiliaires. Donné à Gottorp le 8. Octobre
1686.*

Die Königl. Majestät zu Danemarck / Nor-
wegen / haben sich allerunterthänigst referiren
lassen / was in denen bißher zwischen dero
committirten Ministriß, und denen Chur-Brand-
enburgischen Fürstlichen-Einburgischen und Heßin-Cass-
sischen Ministriß gehaltenen Conferenzen des Hambur-
gischen Wesens halber vorgelassen; und welcher Gestalt sie
im Nahmen ihrer Herrn Principalen / annoch fernere be-
wegliche Instanz thun / daß Ihre Königl. Majestät
aus Königl. Clemence und Gültigkeit dero Resol-
ution gegen die Stadt gänzlich fahren / und die ihren
Bürgern / Einwohnern und angehörigen insändige von
ihrer Königl. Majestät angehaltene Schiffe / Wab-
ren / Güter und Effecten allernachst relaxiren / und
das freye commercium der Stadt aller Orten wieder
öffnen / auch im übrigen es bey dem Pinnenbergischen
Recess fern in Königl. Gnaden bewenden lassen
wollen. Man nun die Stadt in einem an Ihre Königl.
Majestät den 16. dieses abgelesenen Schreiben ebenfalls
darum unterthänigste Ansuchen gethan / so erklären sich
allerhöchstebedachte Ihre Königl. Majestät / daß zu meh-
rer Bezeugung ihrer Inclination gegenwärtige Truppen
zur Endschafft zubringen / und wie gern sie der Stadt
Nahrung / Wohlstand und commercium mithin auch
den Ruhestand dieser Quartier befördert sehen / dero gegen
die Stadt gefasste Ungnade und Indignation hiermit
gänzlich fallen / deroelben die angehaltene Schiffe / Wab-
ren / Güter und Effecten wiederum losgeben und resti-
tuiren / und die von der Stadt geforderte Satisfaction
zu der bevorstehenden Handlung wegen des Homagial-
Puncts und übriger Streitsigkeit und Gravaminum
ausgesetzt / auch der Stadt nebst einer gänzl. Am-
nestie das freye commercium zu Wasser und Land
aller Orten / nach wie vor / allerdings ohngestreckt ge-
nießen / so dann alles dasjenige was in dem Pinnen-
bergischen Recess daroffen zu gut und sonst verabre-
det und stipuliret worden / Ihre gedenken lassen wollen.
Jedoch daß hingegen auch die Stadt in regard Ihre Kö-
nigl. Majestät / dero Landen und Unterthanen / auch dero
Güter und Effecten / so dann Handel und Wandel
alles wieder in vorigen Stand setze / auch die Auxiliar-
Völker auß derselben dimittire / und mittelst eines nach-
mahligen unterthänigen Schreibens / weil Ihre Königl.
Majestät die resolvirte Deputation nicht abwarten
wollen / zu vorgezogen sich verbindlich mache / und da-
neben von neuem feierlich zusage und verspreche / daß sie
auch ihres Orts dem Pinnenbergischen Recess und wor-
zu sich dieselbe darinnen verbunden / in unterthänigster
Devotion / ohnaußgesetzt nachleben wollen. Urkundlich
unter allerhöchstebedachte ihrer Königl. Majestät
Handzeichen und vorgedruckten Insignel. Geben auf dero
Schloß Gottorf den 8. Octobris 1686.

Christian.

(L.S.)

R. M.

LXXVI.

ANNO
1686.

16. Nov.

FRANCE
ET
ANGLE-
TERRE.

*Traité de Neutralité conclu à Londres le seizième
Novembre 1686. entre LOUIS XIV. Roi de
France, & JACQUES II. Roi d'Angleterre, tou-
chant les Pays des deux Rois en Amérique. [FRE-
DER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a ti-
ré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le
Theatrum Europaeum, Tom. XII. pag. 1051.
en Allemand, & en abrégé; & dans LONDOR-
PPII Acta publica Tom. XII. pag. 568. en Al-
lemand par extrait.]*

LE Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Louis
XIV. Roi Tres-Chrétien de France & de
Navarre, & Tres-Haut & Tres-Puissant Prin-
ce Jacques II. Roi de la Grande Bretagne,
n'ayant rien plus à cœur que d'établir tous les jours de
plus en plus une Amitié mutuelle entre eux, & une
sincere concorde & correspondance entre les Ro-
yaumes, Etats & Sujets de leurs Majestez; & à cet
effet ayant jugé à propos de faire un Traité de Paix,
bonne Correspondance & Neutralité en Amérique,
pour prévenir, autant qu'il seroit possible, toutes les
contestations & les différends qui pourroient naître
entre les Sujets de l'une & de l'autre Couronne dans
ces Pays éloignez: Leurdites Majestez ont résolu
d'envoyer de part & d'autre leurs Plenipotentiaires,
pour en traiter, & en convenir: Scavoir, Sa Majesté
Tres-Chrétienne, le Sieur Paul Barillon d'Amoucourt,
Marquis de Branges, Conseiller ordinaire en son Con-
seil d'Etat, & son Ambassadeur extraordinaire; & Sa-
dite Majesté Britannique, les Sieurs Georges, Baron de
Jeffreys de Wem, Grand Chancelier d'Angleterre;
Laurent Comte de Rochester, Grand Tresorier d'An-
gleterre; Robert Comte de Sunderland, Président du
Conseil Privé, & Secrétaire d'Etat, Charles de Mid-
leton aussi Secrétaire d'Etat; & Sidney, Sieur de Go-
dolphin, tous du Conseil Privé de Sa Majesté: pour
convenir, après l'échange des Lettres de Pleinpouvoir
des Articles qui suivent.

I. Il a esté conclu & accordé, que du jour du
présent Traité il y aura entre la Nation Françoisé &
la Nation Angloise, une ferme Paix, Union, Concor-
de, & bonne Correspondance, tant sur Mer, que sur
Terre, dans l'Amérique Septentrionale & Meridionale,
& dans les Isles, Colonies, Ports & Villes, sans au-
cune distinction de lieux, iscles dans les Etats de Sa
Majesté Tres-Chrétienne, & de Sa Majesté Britanni-
que, & gouvernées par les Commandans de leurdites
Majestez respectivement.

II. Qu'aucuns Vaisseaux, ou Bastimens, grands ou
petits, appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-
Chrétienne, ne seront équipés, ni employez dans les-
dites Isles, Colonies, Fortereses, Villes & Gouver-
nemens des Etats de Sadite Majesté, pour attaquer
les Sujets de Sa Majesté Britannique, dans les Isles,
Colonies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sa-
dite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dom-
mage. Et pareillement qu'aucuns Vaisseaux ou Basti-
mens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de Sa
Majesté Britannique, ne seront équipés ou employez
dans les Isles, Colonies, Fortereses, Villes, & Gou-
vernemens de Sadite Majesté, pour attaquer les Sujets
de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans les Isles, Colo-
nies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sadite
Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage.

III. Qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou
autres Personnes quelconques, qui habitent & demeu-
rent dans lesdites Isles, Colonies, Fortereses, Villes,
& Gouvernemens de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ou
qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerceront
aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou
dommage, directement ou indirectement, aux Sujets
de Sa Majesté Britannique dans lesdites Isles, Colo-
nies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sadite
Majesté; & ne prêteront ni donneront aucune aide,
ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages
contre qui Sa Majesté Britannique aura la Guerre.
Et pareillement qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre,
ou autres Personnes quelconques, qui habitent &
demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Fortereses,
Villes, & Gouvernemens de Sa Majesté Britannique,
ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerce-
ront

ANNO
1686.

ront aucun acte d'Hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans lesdites Isles, Colonies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté; & ne préferont ni donneront aucune aide, ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages avec qui Sa Majesté Tres-Chrétienne aura Guerre.

IV. Il a esté convenu que chacun desdits Rois aura & tiendra les Domaines, Droits & Prééminences dans les Mers, Détroits, & autres Eaux de l'Amerique, & avec la même étendue qui leur appartient de Droit, & en la même maniere qu'ils en jouissent à présent.

V. Et que pour cet effet les Sujets & Habitans, Marchands, Capitaines de Vaisseaux, Pilotes & Matelots des Royaumes, Provinces & Terres de chacun desdits Rois respectivement, ne feront aucun Commerce ni Pêche dans tous les Lieux dont l'un est ou l'on sera en possession, de part & d'autre dans l'Amerique. C'est à sçavoir, que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne ne se mèleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pêcheront point dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades, Costes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Britannique en Amerique: Et reciproquement les Sujets de Sa Majesté Britannique ne se mèleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pêcheront point dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades, Costes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Tres-Chrétienne en Amerique. Et au cas qu'un Vaisseau, ou Barque, soit surpris faisant Trafic, ou pêchant, contre ce qui est porté par le présent Traité, ledit Vaisseau, ou Barque, avec sa charge, sera confisqué, après que la preuve de la contravention aura esté légitimement faite. Il sera néanmoins permis à la Partie qui se sentira grevée par la Sentence de confiscation, de se pourvoir au Conseil d'Etat du Roi, dont les Gouverneurs ou Juges auront rendu ladite Sentence de confiscation, & d'y porter la plainte, sans que pour cela l'exécution de la Sentence soit empêchée: Bien entendu néanmoins que la liberté de la Navigation ne doit estre nullement empêchée, pourveu qu'il ne commette rien contre le véritable sens du présent Traité.

VI. De plus, il a esté accordé que si les Sujets & Habitans de l'un ou de l'autre desdits Roys, & leurs Vaisseaux, soit de Guerre & publics, soit Marchands & particuliers, sont emportés par les tempestes, ou estant poursuivis par les Pirates ou par les ennemis, ou pressés par quelque autre nécessité, sont contraints pour se mettre en seureté de se retirer dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades & Costes quelconques appartenantes à l'autre Roi dans l'Amerique, ils y seront bien & amiablement reçus, protégés & favorablement traités: qu'ils pourront, sans qu'on les empêche en quelque maniere que ce soit, s'y rafraichir, & même acheter au prix ordinaire & raisonnable, des vivres, & toutes sortes de Provisions nécessaires, ou pour la vie, ou pour radoubier les Vaisseaux, & pour continuer leur route: qu'on ne les empêchera non plus en aucune maniere de sortir des Ports & Rades, mais qu'il leur sera permis de partir, & s'en aller en toute liberté quand & où il leur plaira, sans être molestés ou empêchés: qu'on ne les obligera point à se desfaire de leur charge, ou à décharger & exposer en vente leurs Marchandises ou Balots: qu'aussi de leur part ils ne recevront dans leurs Vaisseaux aucunes Marchandises, & ne feront point de Pêche sous peine de confiscation desdits Vaisseaux & Marchandises, conformément à ce qui a esté convenu dans l'Article precedent. De plus a esté accordé que toutes & quantesfois que les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Rois seront contraints, comme il a esté dit ci-dessus, d'entrer avec leurs Vaisseaux dans les Ports de l'autre Roi, ils seront obligés, en entrant, d'arborer la Bannière ou marque de leur Nation, & d'avertir de leur arrivée par trois coups de Mouquet: à faute de quoi faire, & d'envoyer une Chaloupe à Terre, ils pourront être confisqués.

VII. Pareillement si les Vaisseaux de l'un ou de l'autre desdits Rois, & de leurs Sujets & Habitans viennent à échouer, jeter en Mer leurs Marchandises, ou, ce qu'à Dieu ne plaie, faire naufrage, ou qu'il leur arrive quelque autre malheur que ce soit, on don-

nera aide & secours avec bonté & charité à ceux qui seront en danger, ou auront fait naufrage: il leur sera delivré des Sausconduits, ou Passeports pour pouvoir se retirer dans leur Pais en seureté, & sans être molestés.

VIII. Que si les Vaisseaux de l'un ou l'autre Roi qui seront contraints par quelque aventure ou cause que ce soit, comme il a esté dit, de se retirer dans les Ports de l'autre Roi, se trouvent au nombre de trois ou de quatre, & peuvent donner quelque juste cause de soupçon, ils seront aussi-tôt connoître au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu, la cause de leur arrivée; & ne demeureront qu'autant de tems qu'ils en auront permission dudit Gouverneur ou Commandant, & ce qu'il sera juste & raisonnable, pour se pourvoir de vivres, & pour radoubier & équiper leurs Vaisseaux.

IX. De plus on est convenu qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui demeurent dans l'Isle de Saint Christophe, d'entrer dans les Rivières de la grande Baye pour faire de l'Eau, & s'en fournir, qu'il sera aussi permis aux Sujets de Sa Majesté Britannique de prendre du Sel aux Salines dudit lieu, & de l'enlever, tant par Mer, que par Terre, sans estre inquietez, ni empêchés, pourveu néanmoins que ledits Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne puissent de l'Eau pendant le jour seulement, & qu'aussi ledits Sujets de Sa Majesté Britannique ne chargent du Sel dans leurs Vaisseaux ou Barques que pendant le jour: & que les Vaisseaux ou Barques de l'une & de l'autre Nation respectivement, qui viendront se fournir d'Eau ou de Sel, seront sçavoir leur arrivée en arborant la Bannière ou marque de leur Nation, & en avertiront par trois coups de Canon, ou s'ils n'ont point de Canon, par trois coups de Mouquet. Que si aucun Vaisseau de l'une ou l'autre Nation, sous pretexte de venir prendre de l'Eau ou du Sel, entreprend de trafiquer, il sera confisqué.

X. Qu'aucuns Sujets de l'une ni de l'autre Nation ne retireront les Sauvages Habitans du lieu, ou leurs Esclaves, ou les Biens que ledits Habitans emporteront, appartenans aux Sujets de l'autre Nation; & qu'ils ne leur donneront aucune aide ni protection dans lesdits enlevemens ou pillages.

XI. Que les Commandans, Officiers & Sujets de l'un des deux Rois ne troubleront ni molesteront les Sujets de l'autre Roi dans l'établissement de leurs Colonies respectivement, ou dans leur Commerce & Navigation.

XII. Et afin de pourvoir plus pleinement à la seureté des Sujets, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à ce que les Vaisseaux de Guerre, ou autres Vaisseaux armés en Guerre par des Particuliers, ne leur fassent aucun tort ni dommage, il sera défendu à tous les Capitaines de Vaisseaux, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à tous leurs Sujets qui équiperont des Vaisseaux à leurs dépens; comme aussi aux Privilegiés & aux Compagnies, de faire aucun tort ou dommage à ceux de l'autre Nation, sous peine d'être punis en cas de contravention, & de plus d'être tenus à tous dommages & intérêts, à quoi ils pourront être contraints, tant par saisie de leurs Biens, que par emprisonnement de leurs Personnes.

XIII. Et pour cette cause tous Capitaines des Vaisseaux armés en Guerre aux dépens des Particuliers, seront dorenavant tenus, avant qu'on leur delivre des Patentes ou Commissions speciales, de donner pardevant un Juge competent, bonne & suffisante caution de Gens solvables, & qui n'auront aucune part ni interest dans ledit Vaisseau, pour la Somme de mille livres Sterlins, ou treize mille Livres; & lors qu'il y aura plus de cent cinquante Hommes, pour la Somme de deux mille livres Sterlins, ou de vingt six mille Livres: S'obligeant de satisfaire entièrement à tous torts & dommages quelconques, qu'eux ou leurs Officiers, ou autres Gens estant à leur service causeront, pendant le cours de leur Navigation contre le présent Traité, ou autre Traité quelconque fait entre Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Sa Majesté Britannique; sous peine aussi de revocation, & cassation de leurs Commissions & Lettres speciales, dans lesquelles il sera toujours fait mention qu'ils auront, comme dit est, donné caution. Et de plus, il est convenu que le Vaisseau même sera tenu de satisfaire aux torts & dommages qu'il aura causés.

ANNO
1686.

NNO
686.

XIV. Et d'autant que les Pirates qui courent les Mers de l'Amerique, tant Septentrionale que Meridionale, font beaucoup de tort au Commerce, & causent de grands dommages aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne, qui trafiquent, & font Commerce dans ces Pays; il a été accordé qu'il sera expressement enjoint aux Gouverneurs & Officiers de l'un & de l'autre d'entre Rois, de ne donner en quelque maniere que ce soit aux Pirates, de quelque Nation qu'ils soient aucun Secours, aide, ni retraite dans les Ports & Rades seules dans leurs Etats respectivement; & qu'il sera expressement ordonné audit Gouverneurs & Officiers, de punir comme Pirates, tous ceux qui se trouveront avoir armé un ou plusieurs Vaisseaux en cours, sans Commission & autorité legitime.

XV. Qu'aucun Sujet de l'un ou de l'autre des deux Rois, ne demandera ou prendra d'aucun Prince ou Etat que ce soit, avec qui l'autre aura Guerre, aucun Pouvoir ou Commission d'armer, & équiper en cours un ou plusieurs Navires dans l'Amerique Septentrionale ou Meridionale; & que si quelqu'un prend un tel Pouvoir ou Commission, il soit puni comme Pirate.

XVI. Que les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne auront pleine & entiere liberté de pecher des Tortues dans les Isles de Cayman.

XVII. Que s'il survient des contestations ou différends entre les Sujets de leursdites Majestés dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont sous leur Domination; la Paix faite par le présent Traité, ne sera pour cela ni interrompue ni enfreinte; mais ceux qui commanderont dans les Lieux où les contestations seront arrivées, ou qui seront par eux députés, connoîtront ledites contestations survenues entre les Sujets de leursdites Majestés, & les régleront & décideront. Et au cas que ledits Commandans ne puissent vider & terminer ledites contestations dans un an, ledits Commandans les enverront au plutôt à l'un ou à l'autre d'entre Rois, pour être fait droit en la maniere qu'il sera convenu entre leursdites Majestés.

XVIII. De plus, il a été conclu & accordé, que si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, il arrive quelque rupture en Europe entre ledites Couronnes, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Tres-Christienne, étant dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la Domination de Sa dite Majesté dans l'Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Britannique qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Et reciproquement, audit cas de rupture en Europe, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Britannique, étant dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la Domination de Sa Majesté Britannique en Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité, ni par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Mais il y aura toujours une veritable & ferme Paix & Neutralité entre ledits Peuples de France & de la Grande Bretagne, tout de même que si ladite Rupture n'étoit point arrivée en Europe.

XIX. Il a été réglé & accordé que le présent Traité ne dérogera en aucune maniere au Traité conclu entre leursdites Majestés à Breda le 31 jour du mois de Juillet 1667, mais que tous & chacuns les Articles & Clauses dudit Traité demeureront dans leur force & vigueur, & seront observés.

XX. Et que tous les Traitez & Articles conclus & arrêtés cy devant, en quelque tems que ce soit en Amerique, ou ailleurs, entre ledites deux Nations, touchant l'Isle de Saint Christophe, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observés de part & d'autre, comme ils l'ont été ci-devant, si ce n'est en ce qui s'y trouvera de contraire au present Traité.

XXI. Enfin il a été convenu & accordé, que le present Traité, & toutes & chacunes choses contenues en icelui, seront ratifiées & confirmées de part & d'autre le plutôt qu'il sera possible; & que les Ratifications seront reciproquement échangées en bonne forme de part & d'autre dans un mois, à compter de la date du present Traité; & que dans huit mois,

ou plutôt s'il est possible, le present Traité sera publié dans tous les Royaumes, Domaines & Colonies de l'un & l'autre d'entre Rois, tant en Amerique qu'ailleurs.

En foy de toutes & chacunes lesquelles choses, Nous fuidits Plenipotentiaires avons souffigné de nos propres mains le present Traité, & nous y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait dans le Palais Royal de Withal, le 2^e jour de Novembre mil six cens quatre vingtix.

Ainsi signé,

BARILLON D'AMONCOURT.

JEFFREYS.

C. ROCHESTER.

SUNDERLAND.

P. MIDLETON.

GODOLPHIN.

Avec les Sceaux.

LXXVII.

Vertrag zwischen der Hochfürstlichen Dettingischen Vormundschaft / und dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / wegen der Fürstlichen Dettingischen Translocation und Exemption. Geschehen den 14. Decemb. 1686. [LONDORP II Acta publica Part. XIII. pag. 27. On trouve aussi cette Piece dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheilung IV. Absatz XXVII. pag. 650.]

C'est-à-dire,

Transaction entre les Princes Curateurs du Prince d'OTTINGEN d'une part, & le College Imperial des COMTES DE SUABE, sur la translation de la Maison d'OTTINGEN dans le COLLEGE des Princes, & l'exemption des Contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le 14. Decembre 1686.

Wir wissen: Als die Königl. Kaiserliche Majestät unser allergnädigster Herr/veyland Herrn Albrecht Ernsten Graffen von Dettingen zu Dettingen / Christlicher Religion Andenkens die Kayserliche Gnade gethan / und dieselbe samt Dero Potestät in den Reichs-Fürsten-Stand erhoben / und aber von dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / darinnen Ihrer Fürstlichen Durchleucht sand und leuth / wie andere der Graffen und Herrn Gültler in Schwaben incorporiret gewesen / die Collegial-Vertrag de preterito sowohl als in futurum von Seiner Durchleucht wie vorher prætendiret / von dieser aber aus verschiedenen vorgezeigten Ursachen / sie dero entlediget zu seyn / gänzlich dafür gehalten worden / daß auff Interpolation der Hochfürstlichen Dettingischen Vormundschaft die Sache mit einem löblichen Reichs-Gräflichen Collegio auff ein End dahin verglichen worden / daß hochgedachte Hochfürstliche Vormundschaft in die Gräfliche Collegial-Cassa jeha gleich baar solle und wolle auszahlen lassen 350. fl. und dann auff wiederum Nativitas Mariæ Anno 1687. 350. fl. also in Summa 700. fl. und gegen dieser Erliegung / spricht das Reichs-Gräfliche Collegium in Schwaben / das Hochfürstliche Haus Dettingen zu Dettingen auff jeha und ewig alles Beytrags und Collegial-Forderung / die hätten Nahmen wie sie wollen / quit und leibig / wie auch daß die Introduction in den Reichs-Fürsten-Stand nicht länger suspendiret werde / Dero Orths alle vermögliche Beytragen / jedoch daß dem Hoch-Gräflichen Haus Dettingen-Wallerstein seiner Particular-Anspruch wegen / durch obige löshelung und Introduction von seinen Theil præjudiciret / es auch im übrigen dem Reichs-Gräflichen Schwabischen Collegio circa Praejudicium seyn solle / dessen zu Urkund seyn dieses Vergleichs we-

gen

ANNO gen 2. Originalia verfertigt / und mit hienach gesetzten
1686. Vorwundtschafftlichen Secret-Insigel Seiner Hoch-Fürst-
lichen Durchleucht zu Brandenburg-Wap-
pen / und des Herrn Administrators und Herzogen
zu Württemberg / so dan beyder des Reichs-Gräflichen
Collegii Directoren / Sulss und Eifer-Tormenten be-
wahrt worden. So geschehen den 14. Decembris 1686.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

LXXVIII.

1687. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, &*
4. Janv. CHARLES II. *Roi d'Espagne, sur les Potteaux*
FRANCE *plantez, à la venue du Château de Namur. Signé*
ET *à Philippeville le quatrième Janvier, 1687.*
ESPAGNE. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Catholique s'estant plaint au Roi Tres-
Chrétien, que les Potteaux que le Sieur Faul-
trier son Intendant dans le Haynault avoit fait
planter le vingt quatrième Septembre dernier, sur la
Montagne depuis l'Hermitage de Saint George, &
plus bas vers la Riviere de Sambre, à la veüe de la
Ville & Château de Namur, renfermoient l'espace de
Terrain qui est entre ledits Potteaux, & l'endroit
appellé la Roche du Vieux Mur, dont ledit Seigneur
Roi Catholique soutenoit avoir eu la possession im-
memoriale, & l'avoir continuée jusqu'audit jour ving-
quatrième Septembre, dont il pretendoit par consé-
quent que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien n'avoit
pas pris possession; Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit
répondu qu'on n'avoit jamais douté qu'Elle ne fut en
possession dès le quatrième Juillet 1681. du lieu où
ledits Potteaux avoient esté plantez, pour former une
lièze entre les deux Estats; Mais qu'Elle n'avoit pas
intention de troubler la bonne Intelligence qui estoit
entre les deux Couronnes, ni l'exécution paisible &
sûre du Traité de Trêve; qu'Elle nommeroit un
Commissaire pour examiner la question, avec celui
ou ceux que ledit Seigneur Roi Catholique nomme-
roit aussi de sa part, qu'ils s'assembleroient pour cela
à Philippeville, & qu'Elle luy donneroit Pouvoir, non
seulement de ceder cet espace de Terrain contentieux,
s'il en avoit pris possession devant le vingt-unième
Mars mil six cens quatre-vingt deux, mais même un
plus grand dans l'étendue non contestée, pour éloi-
gner davantage la Frontiere dudit Château de Namur,
en luy laissant par ledit Seigneur Roi Catholique un
équivalent. En effet dès le vingt-huitième Novembre
mil six cens quatre-vingt six, Elle a envoyé un plein-
Pouvoir audit Sieur Faultrier, lequel s'est rendu audit
Philippeville le quatrième du mois de Decembre sui-
vant; & ledit Seigneur Roi Catholique a pareillement
donné la Commission au Sieur Tirimont, Conseiller
en son Conseil d'Etat, & une autre au Sieur Martin,
son Procureur General au Conseil Provincial de Na-
mur, qui s'y sont rendus le septième du même mois,
lesquels Sieurs Commissaires ayans travaillé depuis le
huitième suivant, qu'ils commencerent leurs Conféren-
ces à examiner la question de la Possession dudit Lieu
contentieux, & n'ayans pu convenir, ils ont suivant
l'intention & consentement dedit Seigneurs Rois,
pour faire cesser toute contestation, & pour mainte-
nir l'exécution dudit Traité de Trêve, en réglant la
difficulté, & prevenant celles qui pourroient alterer la-
dite Intelligence, à l'occasion de ladite contestation,
fait le Traité qui ensuit.

Premierement. Que ledit Seigneur Roi
Catholique possédât tout ainsi qu'il a prétendu avoir
possédé, l'espace qui est entre ledits Potteaux jusques
à celui du Vieux Mur, & qu'il possédât aussi tout
ce qu'il y a de Terrain depuis ledit Vieux Mur dans
toute son étendue, entre la Riviere de Meuse & la
Sambre, tout ainsi qu'il le possédoit au temps du
Traité de Paix conclu à Nimègue, jusqu'à la distance
de trente toises approchant de ce qui est planté en
bois de haute futaie de la Forêt de Mariagne, sui-
vant que le tout est plus expressement marqué & de-
signé dans la Carte figurée qui a été levée dudit Ter-
rain, & dont ledits Commissaires ont chacun un dou-
ble par eux paraphé, pour servir dans la suite pour

ANNO l'exécution du présent Traité, sans de tout ledit Terrain
1687. renfermé depuis ladite distance de trente toises au de-
vant de ladite Futaie, jusques à la ligne que forment
ledits Potteaux, & depuis ladite Riviere de Meuse
d'une part, le Bois de Liege & la Riviere de Sambre
d'autre, aucune chose réserver, retenir & garder, &
en conséquence, ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien
jouira pendant la durée de la Trêve de la Ville de
Walcourt & du Village de Bioulx, leurs dépendances,
circonstances & annexes (sous les restrictions néan-
moins cy-après expliquées) tout ainsi que ledit Sei-
gneur Roi Catholique les possède & en jouit actuelle-
ment, & ainsi que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien
jouit des autres Terres & Lieux, dans la jouissance
desquels il a esté dit qu'il demeureroit par ledit Trai-
té de Trêve, & comme si ledits Lieux de Walcourt
& de Bioulx avoient fait partie de ceux dont il a
pris possession devant la levée du Blocus de Luxem-
bourg, & par conséquent sous les mêmes conditions
dudit Traité, & encore sous celles qui suivent; c'est
à sçavoir que les dépendances, circonstances & an-
nexes dedit Lieux de Walcourt & Bioulx, ne com-
prennent que ce qui est limitativement contenu dans
leurs Paroisses & Territoires, & tels qu'ils se trouvent
actuellement enclavés dans les autres Terres, dont ledit
Seigneur Roi Tres-Chrétien jouit, & qui sont par
conséquent séparés de celles de l'obéissance de Sa Ma-
jesté Catholique, & en sorte que si ledits Walcourt &
Bioulx avoient & donnoient à Sa Majesté Tres-
Chrétienne quelque Droit, comme de Fiefs, Vassaux &
Mouvances, ou autres, sur les Hommes, Terres, ou
Dépendances situées dans les Estats de Sadite Majesté
Catholique, elles luy demeureront, pour en jouir
comme Elle a fait jusques au jour du présent Traité,
sans que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien puisse éten-
dre la jouissance dedit Walcourt & Bioulx au delà
des bornes de leurdit Territoire; ni comprendre à l'é-
gard dudit Walcourt dans ladite jouissance celle du
Domaine, attendu qu'il a esté vendu par ledit Seigneur
Roi Catholique à l'Abbé, Religieux, & Monastere
du Jardinier dans le Territoire dudit Walcourt. Et
d'autant que le présent Accord n'est fait qu'à l'occa-
sion de la contestation qui a été faite incidemment
dans l'exécution dudit Traité de Trêve, il est expres-
sément convenu que celui-cy en fait une dépendance,
tout comme s'il en avoit fait une partie dans le temps
auquel ledit Traité a été signé; & par conséquent
sujet aux mêmes Conditions, sans y rien changer ny
innover en quelque maniere que ce puisse estre. Ce
qui a été convenu, accordé & accepté par ledits
Sieurs Faultrier & Tirimont, respectivement pour
ledits Seigneurs Rois en vertu de leurs Pouvoirs, dont
ils se sont aussi respectivement donné copie; lesquels
dits Seigneurs Rois seront tenus, suivant la Promesse
par eux faite dans ledites Commissions & Pouvoirs
par eux donnez audit Commissaires, de ratifier l'ex-
écution du présent Traité, & de ladite Ratification
en fournir & échanger respectivement l'acte valable
dans deux mois. Fait double à Philippeville, le qua-
trième de Janvier mil six cens quatre-vingt sept. Et
ont ledits Commissaires paraphé chacune marge au
bas d'icelle, & signé à la fin, & apposé leurs Cachets.

FAULTRIER.

TIRIMONT.

LXXIX.

Traité entre le Serenissime & tres-Puissant Prince 7. Fevr.
JACQUES II. *Roi de la Grande Bretagne,*
France & Irlande, Defenseur de la Foi, &c. &
les Tres-Illustres Seigneurs ISMAEL Balcha, BRA-
HEM Dey, JOSEPH Bey, HASSAN CALLI-
GEB Admiral Aga du Divan, de la Ville &
Royaume de TRIPOLI, pour le renouvellement &
confirmation de la Paix conclue le 1. de Mai
1676. Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté
par le Consul Daniel Ledington le 7. Fevrier
1684. [Sur une Copie manuscrite.]

ANNO 1687. Comme il a plu à Sa Majesté sacrée Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, &c. de faire sçavoir par les Lettres aux Gouverneurs de cette Ville & Royaume de Tripoli, que Sadite Majesté a donné Plein-Pouvoir à Nathaniel Ledington Resident ici de confirmer les Articles de Paix qui furent accordez le premier jour de Mai 1676. qui estoit le 26. jour de la Lune Zaphire, de l'an 1087. de l'Hegire, par Halil Bassa; Mustapha Dey, & Aga du Divan d'une part, & le Chevalier Jean Naborough d'autre part, au nom de feu Sa Majesté Charles Second de Glorieuse Mémoire, avec lequel nous avions une sincere Paix.

Pour la continuation de laquelle Amitié avec Sa Majesté Sacrée Jacques Second, qui régné à présent; Nous Ismael Bassa, Ibrahim Dey, Joseph Bey, Hassan Calligée Admiral, Aga du Divan, ayant revu lesdits Articles, nous les confirmons tous par ces présentes & avec ledit Consul Nathaniel Ledington en la même manière qu'ils font écrits: Promettans en notre foy par ces présentes, tant nous que tous nos Sujets d'entretenir ponctuellement pour jamais ladite Paix à présent ratifiée. Confirmé & scellé en la présence de Dieu Tout-Puissant en notre Château de la Ville de Tripoli, le 7. jour de Février 1687. Vieux Style, qui est le second jour de la Lune Herby en l'année 1098. de l'Hegire.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXX.

25. Mai. Abschied zwischen dem löblichen Schwäbischen Creysse / dann der Oesterreichischen Landtschafft ob- und unter der Enß aufgerichteter; Worinn dieselbe wegen Transportirung der Ihro Majestät zuschickenden Hilffs-Völckern / sich untereinander verabreden. Actum Ulm den 25. Maji. 4. Junii. 1687. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 366.]

C'est-à-dire;

Recès conclu entre les Deputez. du Cercle de SUABE d'une part, & ceux de la HAUTE & BASSE AUTRICHE d'autre part, pour le Transport des Troupes Auxiliaires qui doivent être envoyées à Sa Majesté Imperiale. A Ulme le 25. Mai 4. Juin 1687.

SU wissen: Als die Königlich Kayserliche Majestät / Unser Allergnädigster Herr / gegen Fürsten und Ständen des löblichen Schwäbischen Creyses / wegen der weiteren Hülffs-Gült / so auf die heutige Campaigne Seiner Majestät von diesem getreuen Reichs-Creysse abermalen zugesichert wird / unter andern sich dahin allergnädigst declarirt / daß / wann die Cavallerie und übrige zu erwöhlten Hilffs-Völckern gehörige Pferde alhier in Ulm auf Schiff- und Flößen gebracht / und hiß nachher Dilschöfen transportirt werden können / dieselbe alsdann zu gedachten Dilschöfen von Dero treu-gehorfamsten Landtschafft des Erb-erzogthums Oesterreich ob- und unter der Enß auf ihren Kosten daselbst angenommen / und ferner bis nachher Preßburg transportirt werden solten / Fürsten und Stände dieses Creyses auch / wie schwer es gleich gefallen / nach Möglichkeit das Heirge hierunter zu präctiren / mit allem unterthänigsten Respect übernommen / von löblich gedachter Oesterreichischer Landtschafft ob- und unter der Enß aber durch eigene Schickung an diesen Convent die zeitliche Remonstration geschehen / daß / weiln die Chur-Bayrische und Fränkische Creys-Völcker allererst neulich der Orten auch embarquirt und transportirt worden / man umnöglich umb diese Zeit mit dem Fabryeng aufzukommen vermöchte / mit dem angehengten Erbieten / wann man die Schiff und Flöße von darans vollends auf

TOM. VII. PART. II.

Preßburg bringen würde / dem hochlöblichen Schwäbischen Creysß der Erßak wegen des Transport / was sold er von Dilschöfen aus weiter kosten möchte / mit barem Gelde gut zu thun.

Und man nun auf vorgangene ungeschehene Berechnung / Examination und Untersuchung der eaden / bederseit für convenable. besunden / sich hierunter einis Gewisheit mit einander zu vergleichen / innahle der Tractat mit den Flößen / Creyses wegen / auf 25. Gulden von hier bis auf Wien / daß daß die Flöße denen Flößen selbst verbleiben solten / verhin schon geschlossen / und in ankündender Handlung allein noch zu determiniren gewesen wäre / was dann darober andern Theil an solchen Quant. zu übernehmen gebühre / über welches sich auch Fürsten und Stände weiter nicht erlassen wolten und können; Daß man darauf für besagten Transport von Dilschöfen bis nach Wien per Dausch und überhaupt 6500. Gulden sich dergestalten mit einander verglichen / daß solche Summ von mehr löblich gedachter Oesterreichischer Landtschafft ob- und unter der Enß an Fürsten und Stände dieses Creyses durch einen richtigen Wechsel in Wien bezahlt / und solcher Wechsel-Zettel zu Wien oder sonst dem Commissario Damiens Vischard extrahirt werden solle; Dahingegen übernehmen Fürsten und Stände dieses Creyses / den völligen Transport von hier bis auf Wien an die gedachte Schiff- und Flößen aus ihrer Cassa selbst zu bezahlen / haben auch im übrigen die Anstalt gemacht / und den Flößen zugesprochen / daß sie / wann ihnen von jedem Flöß von Wien off nachher Preßburg über die vom Creysß empfangende 5. Gulden noch weiter 24. Gulden aus der Oesterreichischen Landtschafft-Cassa durch Händen des Schwäbischen Provinz-Commissarii zu Wien / Matthias Ignatz Teynezky, wirklich bezahlt werden / die Völcker vollends bis nachher Preßburg zu liefern / und das Flöß selbst den neuen Oesterreichischen Herren Ständen zu überlassen; Welches Erbieten der anwesende Oesterreichische Herr Deputirte auch in Kraft dieses acceptirt / und daß über obige Summ der 6500. Gulden noch weiter an besagten Teynezky für die Flößen auf jeden Flöß 24. Gulden ohne einigen Abbruch bezahlt werden solten / in Kraft habender Vollmacht wirklich zugesaget und versprochen / mit dem weiteren Erbieten / auch denjenigen Flößen / welche sich entschuldigen / daß sie den Ströhm von Wien bis nach Preßburg noch nie gebracht / und daher die Transportende in Gefahr zu seyn nicht übernehmen könnten / von Wien aus ohne ihren Kosten alle Connection zu thun / damit auch hierunter kein Anstand oder Gefahr entstehe.

Zu Urkundt solcher Verhandlung synd hiezu gegenwärtige Abrede zwey gleichlautende Exemplaria gefertiget / und das eine von wegen Fürsten und Stände dieses Creyses / das andere aber wegen einer löblichen Landtschafft zu Oesterreich / durch Dero Bevollmächtigten Herrn Deputirten unterschrieben und gesigelt worden. So geschehen in Ulm den 25. Maji. 4. Junii 1687.

LXXXI.

Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche 22. Julii Durchleucht Friedrich Wilhelm von Brandenburg eines / und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Johann Adolph / Herzogen zu Sachsen-Weissenfels andern Theils / wodurch Ihro Churfürstliche Durchleucht auf die drey Herrschafften Quersfurth / Jüterbock und Dahme / in specie aber dem auß dem Prager-Frieden / und dessen Neben-Recess de Anno 1635. samt dem Calbsischen Tradition-Recess de Anno 1638. präterdirten Dominio directo renunciiren / und solche hergegen als unstreitige Sächsisch / dem Fürstlichen Haus Weissenfels / und der Succession nach / dem gesanten Chur-Haus Sachsen zuständige Territorial-Stücke und immediate Reichs-Lehen

T

ANNO
1687.

erkennen; dagegen Ihre Hochfürstliche Durchleucht von Weissenfels jenen das Amt und Stadt Burg abtreten. Colln an der Spree den 22. Julii 1687. Mit der darüber von Ihrer Kaiserlichen Majestät Leopold I. erteilten Confirmation. Wien den 10. Martii 1688. [LONDORP II *Acta publica*, Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIV. pag. 653.]

C'est-à-dire.

Accord entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg & JEAN ADOLPH Duc de Saxe Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale renonce au Domaine direct prétendu par elle sur les trois Seigneuries, de Querfurth, Jüterboch, & Dahme, & spécialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix, faite à Prague en 1635. & au Reces particulier de la même année, comme aussi du Reces de Tradition de l'an 1638. reconnoissant lesdites Seigneuries pour veritables Fiefs immediats de l'Empire, appartenants avec leurs Territoires incontestablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Electeur le Baillage & Ville de Burg. Fait à Cologne sur la Spree le 22. Juillet 1687. Avec LA CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD sur ce Traité. A Vienne le 10. Mars 1688.

WIR LEOPOLD von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / etc. Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun fund allermächtiglich / daß Uns der (Tit.) Johann Adolph / Herzog zu Sachsen-Weissenfels / in Unterthänigkeit zu vernehmen geben / wie daß Er / sich. Vater Herzog August / das Fürstenthum Sachsen-Querfurth / allermächtig dieselbe vermachend eines mit Rchl. Johann Georgen dem Andern / Chur-Fürsten zu Sachsen / am 27. Febr. 1663. zu Leipzig aufgerichteten Vergleichs / welches innehat / auf Sie endlich gefallen / sich mit des Chur-Fürstens zu Brandenburg / Margrafen Friederich Wilhelmens liebden / überein / an den dazu gehörigen vier Orten Querfurth / Jüterboch / Dahm und Burg / in dem Prager-Frieden de Anno 1635. reservirten Dominio directo alltlich verpfänden / und letzt-ernannten drei Orten Querfurth / Jüterboch und Dahm / gegen Cession der Stadt Burg / allen Rechten / An- und Zuführer / kräftiglich renunciret hätten / wie solches alles der / bereitwegen von ihnen dazu bevollmächtigten Räten zu Colln an der Spree den 14. Jun. 1687. aufgerichtete / auch durch ermeldten Chur-Fürstens zu Brandenburg ibden / den 22. Julii darauf ratificirte / und Uns in beglaubter Form vorgebrachte Vergleich mit mehrerem enhätet / auch hernach geschrieben selbet / und von Wort zu Wort also lautet:

Ihre Friederich Wilhelm / von Gottes Gnaden / Margraf zu Brandenburg / des Heil. Römischen Reichs Erzhämmerer und Chur-Fürst / in Preussen / zu Magdeburg / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Margrafens zu Meissen / auch Ober- und Niederlausitz / und Grafens zu Marburg / an einem / und Uns ander Seits / wegen des / Kraits des Prager Friedens / und dessen Re-

ben-Recess de Anno 1635. über die vier eximirte respective Herrschaften / Rentern und Städte / Querfurth / Jüterboch / Dahm und Burg / dem damaligen Erzhämmerer / und nunmehrigen Herzogthum Magdeburg / reservirten Dominio directi / durch beiderseits dazu bevollmächtigte Räte und Ministros ein gewisser Vergleich sub dato Colln an der Spree den 14. Junii jüngsthin getroffen / schriftlich abgefaßt / auch unterschrieben und versiegelt worden / welcher von Wort zu Wort also lautet:

Zu wissen / nachdem aufhöchsiges Versterben des Heyland Hochwürdigsten / Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Augusti / postulirten Administratoris des Primar- und Erzhämmerers Magdeburg / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Margrafens zu Meissen / auch Ober- und Niederlausitz / und Grafens zu Marburg / in Folge des Chinarbrückischen Frieden-Schlusses / ermeldtes Erzhämmerer in Qualität eines Herzogthums an den Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friederich Wilhelm / Margrafen zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Erzhämmerer und Chur-Fürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Jülich / Cleve und Berg / Steuin / Pommeren / der Cassuben und Menden / aus in Schlesien / zu Croffen und Schwibus Herzogen / Burggraf zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Grafen zu Hohenjollern / der Mark und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / und der Lande Brandenburg und Bittow / erblich gefallen / und aber wegen der durch den Prager-Frieden / und dessen Neben-Recess de Anno 1635. davon eximirten respective Herrschaften / Rentern und Städte / Querfurth / Jüterboch / Dahma und Burg / zwischen höchst-meldter Er. Chur-Fürst. Durchl. und dem auch Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolph / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Margrafen zu Meissen / auch Ober- und Niederlausitz / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zu Ravensstein / u. über den / darauf in besagten Prager-Frieden reservirten Dominio directo Streitsigkeit entstanden / deswegen auch vielerley Weiterung zu befahren gewesen / darauf der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Johann George der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erzhämmerer und Chur-Fürst / Land-Gräf in Thüringen / Margraf zu Meissen / Gesfürst Graf zu Hohenberg / Graf zu der Mark / Ravensberg / und Barby / Herr zu Ravensstein / Dero freumbdäuliche Officia durch Schlichtung und sonst unterschiedlich interponirte / und benötigte Remonstracion geben / die Sache aber zur Nichtigkeit nicht gebracht werden können / daß endlich durch Gottes Gnade / und auf allernädigsten Anfinnen und Einrathen des Allerdurchlauchtigsten / Großmächtigsten und Unüberwindlichen Fürsten und Herrn / Herrn LEOPOLDI / erwählten Römischen Kaisers / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalination / Croatien und Slavonien Königes / Erzhämmerers zu Deslerreich / Herzogens zu Burgund / Steyer / Kärnten / Crayn / und Württemberg / in Ober- und Nieder-Schlesien / Margrafens zu Nahren / Ober- und Nieder lausitz / Erstfürsten Grafens zu Habsburg und Tyrol / u. Dief Streitsigkeit zwischen beiderseits Chur-Fürsten / auch Verhütung oberwehnter Weiterung / auf nachfolgende Conditiones durch die dazw. beiderseits deputirte und bevollmächtigte Räte und Ministros verglichen worden.

1. Seine Chur-Fürst. Durchl. zu Brandenburg renunciren vor sich und Dero Nachkommen an der Regierung des Herzogthums Magdeburg / an den drey Herrschaften / Rentern und Städten Querfurth / Jüterboch und Dahme / deren Ein- und Zugehörungen / wie sie Herzog Johann Adolph / Fürstl. Durchl. inständig / auch dieselbe solche in Besitz und Gebrauch haben / oder im Gebrauch und Besitz haben könnten und solten / samt der einbezirkten Ritterchaft und Unterthanen / allen und jeden Rechten und Anprüchen / sie rühren her / wo / und mögen Namen haben / wie sie wollen / in specie aber dem bißher / aus obbsagtem Prager-Frieden / und dessen Neben-Recess de Anno 1635. so wohl dem Kaiserlich Tradition-Recess de Anno 1638. prezendirten Dominio directo / allen daraus fließenden oder inherirten Effectibus / oder die / quocunque modo daraus inherirte werden könnten / sie seynd vorjeh gesucht oder ungesucht / bekannt oder unbekant / ohn einigen Auszug und Vorbehalt / samt dem / was ratione pretenae exemptionis plene facte und sollten des Herzogthums Magdeburg

ANNO
1687.

ANNO
1687.

wegen/ einigerley Weiß daran präetendiret werden könte/ extimiren selbige drey Ort de novo völlig/ und cum omni jure, causa, & praestacione aus benedictem Herzogthum/ und dessen Territorio, erklären und erkennen sie hingegen vor unsrerliche Sächsisse/ dem Fürstl. Hans Sächsen-Weissenfels/ und der Succession nach/ dem gesanten Chur-Hause Sächsen/ ohne Recognition von dem Herzogthum Magdeburg/ und ohne einige/ auch ratione präetiret dahin zu thun habende Praestation an Reichs-und Creysß-Steuren/ Cammer-Zielen und andern/ sie mögen genennet werden/ wie sie wollen/ zuständige Territorial-Einkünfte/ und immediat-Reichs-lehen/ castiren/ alle dagegen stehende/ und so wohl vor als bey und nach gemeldtem Synabrischischen Frieden-Schluss geschehene Reservaciones, Protestationes, und was Er. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und Dero Successoren an der Regierung des Herzogthums Magdeburg/ dawider zu staten kommen kan/ wollen alle/ diese drey Orte concernirende/ in ihren Archivis befindliche Urtheilen/ Acta und Documenta des Herzogs zu Sächsen-Weissenfels Fürstl. Durchl. extrahiren und ausantworten lassen/ auch dieselben an der Kaiserl. unmittelbaren und absonderlichen Investitur über Dero Fürstenthum Sächsen-Quercurs nicht hindern/ sondern solche vielmehr durch solenne Declaration bey dem Kaiserl. Reichs-Hof-Rath/ und wo es sonst nöthig/ daß sie an den besagten/ als weder zu ihrem Magdeburgischen Territorio gehörigen/ noch sonst mit einem Vinculo Thro verwandten landen/ nichts zu sprechen haben/ Er. Herzog Johann Adolphs Fürstl. Durchl. die ichen darüber gestuhter massen zu erhalten/ in ihre vollkommene Richtige Zeit und Freyheit/ so viel an ihr/ seken.

2. Wollen Er. Chur-Fürstl. Durchl. bey der Röm. Kaiserl. Majestät und dem Reich/ es dahin/ durch alle mögliche Officia/ und so viel an ihr/ vermitteln und bringen/ daß die Introduction des Sächsen-Quercursischen Voti, gegen einen moderirten Anschlag an 76. fl. in dem Reichs-Fürsten-Rath ohne Separation von denen Fürstlichen Sächs. Häusern auch/ mit der in Oben Sächs. Creysß hergebrachten Alternation, wie es am besten zu bewerkstelligen/ wirklich vollstreckt/ darneben auch ein proportionirtes Quantum an Cammer-Zielen constituiert und angenommen werden möge/ jedoch daß durch diesen Abgang das übrige matricular Quantum des Herzogthums nicht verhöhet/ noch denselben etwas mehr zugegeschrieben werde/ ausser dem Quanto des Amtes und Stadt Burg/ als welches vermehret dieses Tractats, dem Herzogthum wieder incorporirt wird/ und das Heto auch bisß dessen matricular-Quota zuwachset.

3. Weil auch die drey Oerter Quercurs/ Güterboel und Dame/ von dem Nieder-Sächsischen Creysß noch nicht abgetheilt/ und gleichwohl bey dem Ober-Sächsischen mit denen Reichs-Practationen wirklich vertreten werden/ so wollen Seine Chur-Fürstliche Durchl. zu Brandenburg die Vertheilung benedicten Oertern von dem Nieder-Sächsischen Creysß nicht weniger vermitteln und befördern helfen/ immittelst aber/ und so lang solche nicht geschehen/ den Herzog zu Sächsen-Weissenfels/ und Er. Durchlaucht Nachkommen bey der Exemption aus dem Nieder-Sächsischen Creysß/ so viel an ihr/ conserviren.

4. Hingegen wollen des Herzogen zu Sächsen Weissenfels Durchl. Er Chur-Fürstlichen Durchl. zu Brandenburg vier Monat/ nach Aufsehwahlung der über diesen Vergleich ausgefertigten Ratificationen so wohl der Kaiserlichen Majestät und des Reichs/ auch beider hohen Herren Transigenten Herren Agnaten und mittelbarten erlangter Genehmhaltung und wirklichen Vernehmung der Merseburgischen auf dem Amt und Gerecht zu Weissenfels versicherten Schuldforderung/ jedes an Capital und Zinsen zusammen vier und dreißig tausend und vier hundert zwey und fünfzig Reichsthalr. drey und zwanzig Gr. 6. Pf. und was bisß zur Tradition der Stadt Burg/ an Zinsen/ noch anlauffen wird/ so wohl gegen Verschreib- und Eigenthum der zwey erst-erwähnten Major-Präbende in dem hohen Stifft zu Magdeburg und Halberstadt/ das Gerecht und Nieder-Amt/ und die Stadt Burg/ sammt allen darzu gehörigen pertinentien und Zubehörung/ wie auch mit allen darzu gehörigen brüderlichen Urkunden und Documenten/ cum onere & commodo, salvo statu Religionis, und unbeschadet der Einwohner Verfassung/ Privilegien/ Immunitäten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ auch mit Vorbehalt der ansehnlichen Reken an Verwilligungen und Fixis, und wie sie sonst Namen haben mögen/ jedoch anders nicht/ als daß vorher Seine Chur-Fürstliche Durchlaucht in obgemeldten vier Monaten/

TOM. VII. PART. II.

durch alle mögliche und dienliche Officia die Introduction des Sächsischen-Quercursischen Voti vermitteln und bewerkstelligen helfen/ Erb- und eigenthümlich einräumen und abtreten.

5. Es wollen auch Thro Fürstliche Durchl. und Dero Chur-Fürstliche Haus die Expedanz an denen drey Ämtern/Quercurs/ Güterboel und Dame gerne gönnen/ auch selbige Thro Orts nicht hindern.

6. Auch ferner so wohl die Kaiserliche Confirmation über diesen Vergleich/ als den Chur-Fürstlichen Sächsischen der Mittheilung halber/ dazu nöthigen Consens nach Möglichkeit befördern.

7. Zu Urkund ist dieser Vergleich von beiderseits hoher Principalen unten benachbarten Räten und Ministern vollzogen/ und zum längsten innerhalb sechs Wochen/ oder eher/ wann es möglich/ auf zuwecken verprochen worden. So geschehen und geben zu Eölln an des Epre den 24. Jul. des 1687ten Jahres.

(L. S.) Frank von Meinders.
(L. S.) Paul von Fuchs.

Daß wir ob-inferirten Vergleich und Transaction in allen Punkten/ Clauseln und Articulen approbirt/ ratificirt/ und geschn gehalten haben/ thun auch solches/ ratificiren/ approbiren/ und bestätigen denselben hienit und Kraft dieses besser und beständiger massen/ verprechen auch bey unserm Chur-Fürstl. Wort und Glauben/ alles dasjenige/ was gedachter Vergleich in sich begreift/ fest- und unverrücklich zu halten/ zu erfüllen/ und zu vollstrecken/ keines weges aber denselben/ weder selbst oder durch einige andere/ auf was Art und Weise solches auch geschehen möchte/ zu widerhandeln/ gerickeilich und ohne Gefährde. Des zu Urkund/ haben wir diese Ratification eigenhändig unterschrieben/ und mit unserm Chur-Fürstlichen Insegal bedrucken lassen. Gegeben zu Eölln an der Epre/ den 22. Julii/ 1687.

Friedrich Wilhelm Churfürst.

Und uns darauf obbesagten Johann Adolphs/ Herzogen zu Sächsen liebden gehorsamlich angestanden und gebetten/ daß wir solchen inferirten Vergleich/ alles seines Inhalts zu confirmiren und zu beständigen/ Endzweck gernehen wollen/ und wie nun angesehen und betrachtet solch Er. liebden demüthige Bitte/ auch die annehmen/ ansehnliche Treu/ Ruh- und wohlgerühmte Dienste/ so weiland Dero Vor-Etern/ Chur-Fürsten und Herzoge zu Sächsen/ unsern löbl. Vorfahren am Reich Römischen Käysern und Königen/ und den Heil. Reiche mit Darstreckung Ihrer Leib und Glied in mannigfaltige weise/ unverdrossentlich erzeigt und erwiesen haben/ dergleichen Er. liebden bisshero auch geleistet/ noch täglich thut/ auch ins künftige wohl thun kan/ mag und soll/ und haben darmit mit wohlbedachten Rath/ gutem zeitigen Rath/ und rechten Wissen/ auch nach Vernehmung beiderseitigen Interessenten Agnatorn und zu Vertheilung und Feststellung eines guten nachbarlichen Vernehmens/ und Verthütung aller sonst/ zwischen beiderseits Chur-und Fürstl. Häusern Sächsen und Brandenburg bestehender Forderung/ auch aus andern weise unser Kaiserlich Gemäch bewegenden Ursachen/ erwünschten obinferirten Vergleich in allen seinen Punkten/ Articulen/ Clauseln/ und Einhaltungen gnädiglich confirmirt und bestätigt/ thun das/ confirmiren und bestätigen denselben/ auch hienit von Römischer Kaiserlicher Macht Vollkommenheit wissentlich in kraft dieses Vergleichs/ und weihen/ setzen und wollen/ daß obinferirter Vergleich in allen und jeden Worten/ Punkten/ Articulen/ Clauseln/ Inhalt/ Meyn-und Begreifungen/ kräftig und mächtig seyn/ stet/ best/ und unverrücklich gehalten und vollzogen werden/ und des benedicten Johann Adolphs/ Herzogens zu Sächsen liebden/ Dero Erben/ Successoren und Nachkommen sich desselben erfreuen/ gebrauchen und genießten sollen und mögen/ von allem und möglich unverhindert/ doch uns und dem Heil. Reich/ an unser Obrigkeit/ Gerechtigkeith/ und Ober-lehenver-schaft/ auch sonst manniglich an seinen Rechten unversehrt seyn und unschädlich/ und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten ernstlich und fleißig mit diesem Brief und wollen/ daß sie mehr gedachten Johann Adolphs/ Herzogen zu Sächsen liebden/ Dero Erben/ Successoren und Nachkommen/ an obinferirten Vergleich/ und dieser unserer darüber ertheilten Kaiserlichen Confirmation und

T 3

De

ANNO
1687.

ANNO 1687. Beschäftigung/ nicht irren noch hindern/ sondern sie dabey von Unfortwegen vestiglich handhaben/ schützen/ schützen und allerseits desselben geruhiglich gebrauchen und genießen/ und gänglich dabey bleiben lassen/ darwider nichts thun/ handeln oder fürnehmen/ weniger Seine Liebden/ Dero Erben/Succesores und Nachkommen/darwider beschwören/ belästigen oder betrüben/ noch dergleichen jemand andern zu thun bewilligen oder versäuen/ in seine weis noch weg/ als lieb einem jeden ist/ Unser und des Reichs schwere Ungnad und Straffe/ und darzu die Pön von 50. Mark lötligen Geldes/ die ein jeder/ so oft er freventlich hierwider thäte/ uns halb in unsere Kaysertliche Cammer/ und den andern halben Theil offgedachten Johann Adolphs/ Herzogens zu Sachsen Liebden/ Dero Erben/ Succesoren und Nachkommen unnachlässig zu bezahlen/ versallen seyn sollte/ zu vernehmen; Mit urkund/ Wien den 10. Martii Anno 1688.

LXXXII.

II. Sept. Transactio inter PHILIPPUM WILHELMUM Electorem Palatinum, & Ducissam AURELIANENSEM, in puncto Hereditatis Allodialis. Aulam Heidelbergae II. die Septembris 1687. Cum RATIFICATIONE Ducis & Ducissae Aurelianensis. Data 31. Januarii 1688. [L. v. n. T. Tempus Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 741. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. Alta publica Tom. XII. pag. 170. dans THUCELII Actorum Publicorum Tom. III. pag. 209. & dans la Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, pag. 151. en François.]

PHILIPPE Fils de France, Frere unique du Roy, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Duc de Simmeren, Comte de Sponheim; Et ELISABETH CHARLOTTE Duchesse d'Orleans de luy autorisée à l'effet des présentes, ayant veu & examiné en Notre Conseil le Traité fait entre le Sieur President de Morvras chargé de nos Pouvoirs, & les Sieurs Stinckfeld & Silkenen, chargés des Pouvoirs de Monsieur l'Electeur Palatin, le centième Septembre 1687, par lequel toutes Sommes deduies & payées aux termes portés par ledit Traité, Monsieur l'Electeur Palatin a donné son Obligation de la Somme de vingt-sept mille deux cents quarantevingt dix-huit Florins trente-quatre Creizer, lequel Traité est ici descript.

Postquam à morte Serenissimi Domini Electoris Palatini Caroli pie defuncti, Serenissimorum Principum, Ducis & Ducissae Aurelianensium Regiarum Celsitudinis Dominus Plenipotentiarius ad Aulam Electoralem Palatinam missus, per aliquod temporis interval- lum, rerum ad Allodiale Hereditatem spectantium mobilium & fungibilium per Serenitatis Suae Electoralis Aulam & Cameram hucusque partim consumptarum, partim vero emptarum aestimationem & solutio- nem, tum per Memorialia tum orationes postulavit, & tandem habitis aliquoties Conferentiis & facto in his diligenti examine ac discussione tam praesentionis Allodialis quam debitorum per Cameram Electoralem solutorum & erogatorum, ad id pervenit, ut haec res in subsequentibus Articulis sigillatim designatis exis- tens amicabiliter dixerit & composita fuerit.

Praesentio Allodialis.

In parata pecunia juxta Tabellam ex Camera traditam Inventario infer- tam tempore mortis Domini Elec- toris Caroli nimirum 22. Mensis Maji 1685. adfuit.	Floreni	Cruc.
26579.	57.	
In vino 497. cadi 3. ohmæ 6. quadr. Inventario fuerunt inserti: de hilsce deductis 6. cadis per Dominam Electricem seniore viduam consumptis, & ad vendendum accepta quantitate, nec non in repletionem doliorum hucusque impenis, & in		

salarium promeritum datis super- fuerunt 227. cadi 9. ohmæ 4. quadr. 2. mensura, quæ Summa juxta Taxationem ab Allodio fa- ctam insert.	Floreni	Cruc.	ANNO 1687.
Vina Boxbergensia viliora 125. cadis.	12132.	58.	
8 Ohmæ existentia faciunt secun- dum aestimationem in loco perac- tam insert.	2178.		
Siliginis quantitas reperta fuit ad 1142½ moderato Salario 459½ mod. re- siduum in Taxationem venit	1611.	10.	
In tritico adfuerant 79½ mod.	198.	45.	
Pisus 11½ mod.	22.	35.	
Frumento Saracenico 159½ mod.	213.	10.	
Hordeo 130½	260.	30.	
In farre five Zea 206½ mod.	2753.	20.	
Avena comprehendebat 2692½ mod. detractis detrabendis in solutionem venerunt 1705½ mod.	1421.	6.	
In ligno Heidelbergæ, Franckentha- liæ & Fridericoburgi computatis summis 1409. cutrus.	1060.	6.	
In Bobus 192.	6528.		
Vervicibus 1452.	4296.		
Agnis 211½	242.	54.	
In aromatibus & victualibus	3450.		
In Confectionibus five rebus condi- tis	1000.		
Equi ex stabulo Electorati empti fe- cerunt in computo 2851. fl. 30. cr. & calum ex rubro hololeico 1300. fl. In horum preni defalca- tionem antea soluti fuerunt 3333. fl.	1018.	30.	
Restat igitur ex dictis equis	1444.	30.	
Equi ex Architecturae domibus 90.	6036.	44.	
Mobilia Heidelbergensia & Friderico- burgensia	1000.		
Tapetes. 10. de Tobia 5. de Mose & Aaron communes	49.	30.	
In Panno Damasceno viridis coloris	326.		
In stanno 978½ libras	11.	30.	
In cupro 110. 46. libras	34.		
Libra aulica cum ponderibus	60.		
Pro nivis ad capiendum pisces trutas & fundulos, assignandis	188.	24.	
Pro ligno Dotallii	83.	30.	
Pro Lucis & Ciprenis	89.	53.	
Pro Cervis & apris	594.		
Pro Rhedis & vectoris rebus solum- modo taxatis	110.		
Mobilia Franckenthalensia	7500½.	42.	
Summa Praesentionis allod.			
Contraria Praesentio. Electoralis & parte Allodii agnita.	5000.		
Pro victu & Consumptis per Domi- nam Electricem viduam	67.	30.	
In sceno pro Domina Electricis vi- duæ stabulo plus erogatum, quam adfuit.	194.		
In sceno adhuc vivente Domino Elec- tore empto	44.	27.	
In stramine	949.	30.	
Dimissis pueris Nobilibus aulicis da- tum	4041.	27.	
Expense Culinarias	350.	36.	
Pro victu Nobilium & aliorum us- que ad 23. Maii 1685. debito	258.		
Concionatori Achenbach, Secretario Eifero & Kniermino pro victu & Salario	107.		
Cellario Aulico pro vini Allodialis ex- pensis factis.	11813.	17.	
Summa			
Ratione sumtarum lugubrium permit- tuntur usque dum haec res compo- sita sit, in retentione permanere	11512.	24.	
Pro cera alba	331.	46.	
Pro facibus paratis	20.	16.	
Pro Vassalorum conscriptorum ad fu- nerationis actum expensis	210.		

ANNO 1687. Pro plaustris 8. ohmis, 5. quadr. vini
in excubiis & humationis actu consumpti
In avena
In feno 3½ vehicula

Floreni Cruc.
92. 12.
14. 50.
10. 30.

Summa 12192. 2.

Summa utriusque Debiti passivi conjuncta facit 24005. 19.

Hac quantitate ex praecedenti summa alodialis praetensionis deducta remanet Alodium restituendum five solvendum 50998. 23.

Sequentes Articuli hucusque fuerunt controversi.

Praetendebatur ex Camera Electorali pro Dominæ Electricis viduæ victu ulterius 750. —

Pro plaustris 2. ohmis, 9. quadr. 3. mensuris Baccaracensis & Mofellani nec non 7. cadis 3. ohmis 1. quadr. 3. mensuris Rhenani vini, quæ quantitas juxta Cellarii Aulici assertionem etiam consumpta esse debuit, & quidem pro cadis prioris speciei 120. fl. de altera vero cadus aestimatus 50. fl. 519. 28.

Pro reliquorum alodialium Ministrorum Salario & victu 1156. 55.

Pro vino 1. cad. 3. quadr. 41. —

Pro siligine 10. modis 4. mensuras 47. 50.

Avena 52½ mod. 43. 36.

Feno 5. vehiculis 15. —

Pro 66. equis ex architecturis, quoniam ex dimachiis venerint. 1056. —

Pro detractioe facta in debito calinario 150. 40.

Pro detractioe à taxatione minorum per Alodium facta 226. 15.

Pro vestimentis lugubribus quibusdam officariis noviter attributis 466. 48-4.

In deductione pecunie pro vestimentis ordinata. 5699. 39.

Summa debiti controversi 45298. 34.

Hac deducta à quantitate Alodialis praetensionis remanet alodium 47298. 34.

Cam de summa controversa Dominus Plenipotentiarius finiendi negotii causa in se receperit praetensionem Alodialis defalcanda 3699. fl. 39. Cr.

Et Serenissimus Dominus Elector per suos Ministros declaraverit residuum 2000. fl. in se recepturum.

Alodio praestandum, quod supra dictæ Alodii praetensionis summae iterum adjectum, facit simul 47298. 34.

Reservato ab utraque Parte circa plus vel minus calculo in Rationum Revisione & Examine impoſitum apparente.

Igitur Serenitati Suae Electoralis Domini Deputati non solum praecedentem pro Alodio deductis erogationibus & Praetensione Electorali, ut & retenta pro vestibus lugubribus designata Quantitate usque dum hæc Questio dirempta erit, resultantem Summam 47298. fl. 34. Cr. agnoverunt, sed etiam Jussu & Mandato alicuiusmodi Serenissimi Domini Electoris promiserunt, quatuor primum hæc Conventionis Subscriptionibus perfecta, in Defalcationem dictæ Summae ac debitam Apocham 2000. fl. numerare, residuum 27298. fl. 34. Cr. vero intra illud tempus, de quo facta à Domino Plenipotentiario Relatione ad Serenissimos Suos Principales & desuper obtento Mandato amicablem convenirent, sine ulla mora in bonis Florenis, Dimidiis, Quadrantibus & Denariis five Grossis, Francofurti valentibus solvere, eamque Solutionem in dicto tempore sub nullo Juris vel facti praetextu vel

exceptione retardare, aut cujusdam Cessione, quæque sit, nisi Regiæ Suae Celsitudines in id consenserint, utrum in finem pollicentur, à Sua Serenitate Electorali Domino Plenipotentiario in sui certificationem subscriptam Confessionem se extradiuros. Vicissim spondit Dominus Plenipotentiarius super hac Conventionem ab alie memoratis Regiis Celsitudinibus specialem Ratificationem quamprimum se obtenturum, & Serenitati Suae Electorali exhibiturum. In quorum fidem infra nominati Domini Ministri hæc Conventionem propriis manibus subſignarunt & Sigillis suis corroborarunt. Actum Heidelberg die undecima mensis Septembr. 1687.

STEIN CALLENFELS.

(L.S.)

FRANTZ Grepfert von Eisingen,

(L.S.)

Nous avons ratifié ledit Traité & ratifions par ces présentes signées de nostre main. Voulons quant à nous qu'il soit son plein & entier effet, à condition néanmoins que Monsieur l'Electeur Palatin fera payer la dite Somme de vingt-sept mille deux cent quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creizer audit Sr. Preident de Morovas dans le quinz de Mars prochain & sans prejudice de nos Droits, Pretentions & Actions pour raison de la Succession de Monsieur l'Electeur Charles nostre Beaufrere, & Frere. En foy de quoy nous avons signé ces présentes, y fait apposer le Cachet de nos Armes & fait contresigner par nostre Conseiller & Secrétaire de nos Commandemens, Maison & Finances. Donné en nostre Palais de St. Cloud le dernier jour de Janvier mil-six cent-quatre vingt-huit.

PHILIPPE.

Elisabeth Charlotte.

(L.S.) Terrat. (L.S.)

Der Herzogin von Orleans Deputierten / Herrn Praesident von Morovas Quittung über dasjenige, was Er vermögge vorsehenden Vergleichs empfangen / de Anno 1688.

Quod à Camera Aulica Electorali Palatina restitutum pretii, pro emtis Mobilibus & Consumptibilibus in calculum deductis, vigore Conventionis specialis, undecima Septembris 1687. desuper utrinque inter, Serenissimi Ducis Aretimensis Regiæ Celsitudinis debiti viginti septem milia, ducentos nonaginta octo Florenorum, triginta quatuor Cruc. in summa adhuc completens, mihi infra nominato ejusdem Regiæ Celsitudinis Plenipotentiario, prævia Serenissimi Domini Electoris Palatini mihi supra hanc summam restantem tradite Confessionis reddidit & à Regia Sua Celsitudine super præfata Convesione subſcribere Ratificationis originalis exhibitione, hodierno die actualiter perſolutum sicque modo dictæ Conventioni ex parte Electorali Palatina plenarie satisfactum fuerit, Id meæ manus subscriptione & Sigilli apprehensione fateor & attestor. Heidelberg prima Julii 1688.

27298. fl. 34. Cruc.

(L.S.)

Frenys de Morovas.

LXXXIIII.

Traſſatus inter CAROLUM Ducem Lotharingæ, 27. Oct.

Sacra Cesarea Regiæque Majestati Locum-tenentem Generalem, & Principem MICHAHELEM APPAFY Statusque Transylvaniae de hybernandis & sustentandis Militibus Caesaris. Actum in Castris Cesareis pene Balasfalva postis die 27. Octobris 1687. [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiæ, inter Diplomata pag. 15. lit. B.

T 4

Postea

ANNO
1687.

Postquam divina Bonitas, inscrutabili Providentia consilio, confederata Christianitatis Arma, in præsentis adversus Turcas & Infideles Bello, tantis, tamque felicibus hucusque Successibus, eum in modum cumulare dignata sit, ut non tantum de obtentis tam insignibus hæcenus Victoris gratulari sibi debeat Christianus Orbis, sed & firma fiducia appromittere possit, venisse tandem, & offerri desideratam diu à Superis occasionem, à Barbaro Ottomanæ Tyrannidis iugo, sub quo tot annis ingemuit, Christianitatem vindicandi; noluit Sacra Romanorum Imperatoria Regiæque Majestas tanto Christianitatis bono ullatenus desisse, sed intentis eum in finem Operationibus, benignissime resolvit, præsentibus assistentia progressus prosperiores à Divini Numinis assistentia progressus provocare. Hinc ut salutaris ista intentio facilius & melius ad optatum finem redigi posset, considerationis & attentis gravioribus quibusvis utrimque rationibus, tandem inter Serenissimum Lotharingæ Ducem, Sux Cæsareæ Regiæque Majestatis Armorum Locumtenentem Generalem, ex summe distæ Sux Majestatis nomine, ex una; & Celsissimum Principem, nec non Inclytos Status, ac Ordines Transylvaniæ, ex altera parte, cum Dominis eorundem Ablegatis, in sequentes conventum est Conditiones, nimirum:

Capite primo.

I. Contestando magis erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & communem Christianitatis causam, fidele Devotionis suæ studium, suscipi Celsissimus Transylvaniæ Princeps exercitus Cæsarei, per Hyemem præsentem, in Transylvaniæ Quartiris, ex quo mox dicitur modo alendam & intertenendam. Quæ tam rutandæ adversus quosvis Hostes Provincie, quàm præcavendis tantò magis excursionibus, pro meliori securitate, per Stationes distribuatur, & cum Observatione bonæ militaris Discipline, in Civitates & Arces, Cibinium, Claudiopolim, Bisztricum, Albam Juliam, Szaz, Sebész, Szasz, Varos, Vasarhely, Deva, Szamos-Vjvar, Somlyo, Moroszló, & Govis, proportionabiliter collocabitur.

II. Suppeditabunt pro hoc modo in stativis distributi Cæsarei Militis subsistentia, Celsissimus Princeps, & Ordines, in natura, per totum Hybernium, Tricoli, aut farinæ Cubulos Transylvanicos, quemvis Cubulum pro quatuor metretis Transylvanicis fumendo sexaginta sex millia. 66000.

In Carne triginta novem mille sexcentos Centenarios, pro Centum libris sumptos. 39600.
Dolia Vini septem millia, quodvis quadraginta urnis Transylvanicis constant. 7000.
Avenæ Cubulos Centum viginti millia. 120000.
Fœni dietim Centenarios octies centenos, menstruatim vigesies & quatuor mille centenarios, per sex vero menses centum & quadraginta quatuor mille Centenarios. 144000.
Straminis manipulos. 480000.

III. Quæ victualia quovis mense, provisionaliter, ad Stationes hybernantis Militis, juxta faciendam catenus Generalis Commissarius Bellici Repartitionem administrabuntur, & quidem statim à die Introitus Militiæ, pro ejus sustentatione, à loco aut vicino ubi Stationes habeat necessariis Victualibus, anticipatim in Rationem summæ post modum defalcandis, provideatur. Quod vero Lignum, Salem & Lumen attinet, quivis Miles cum suo Hospite, ubi habitat eorum usum communem habeat.

IV. Obligant se præterea sua Celsitudo & Inclyti Status, præter hanc naturalem Victualium præstationem, ad Subsidium pecuniarium pro toto Hybernio septies centena Florenorum millia, pro subsequenti Terminis exsolvendum, & quidem ut Militi statim aliquid provideatur, deponent ante decimam quintam Novembris idque pro primo solutionis termino Florenorum Rhenenium Summam quinquagesies mille Imperialium, sive septuaginta quinque millia Fl.

Fl. Rhen. 75000.

Pro secundo Terminò, ad primam Januarii, sexcentesimo octuagesimo octavo Anno, præstabitur centum quinquaginta millia. 150000.

Pro tertio Terminò ad primam Februar. 125000.

Pro quarto Terminò, ad primam Martii. 100000.

Pro quinto Terminò, ad primam Aprilis. 100000. ANNO
Pro sexto Terminò, ad primam Maji. 100000. 1687.
Pro septimo Terminò, ad primam Junii. 50000.

V. E contra exprimitur hæc claris Terminis quæcunque tam in pecuniaria, quàm in Victualium naturali administrationis Summa, pro hoc Hybernio, præfenti Tractatu conventa sunt, ad solam Transylvaniam, non vero Partes Hungariæ eidem annexas extendantur, utpote quæ pro hoc Hybernio Transylvaniæ nihil contribuent in Summam, nec vicissim Transylvania illis Partibus, sed separatam Hybernii habebunt dispositionem, hac tamen expressa Conditione reservata, ne hæc Quartiriorum separatò ullam Ditionis aut Jurisdictionis cujuscunque separationem inducere, aut Juribus Transylvaniæ præjudicare possit.

VI. Quibus omnibus conventis quemadmodum ex parte suæ Serenitatis nequitum dubitatur Celsissimum Principem & Status Transylvaniæ omnimodo satisfacturos, ita vicissim ad eorum Instantias in firmamento Cæsareæ Regiæque Protectionis, à præfato Serenissimo Lotharingæ Duce, Sux Cæsareæ Regiæque Majestatis nomine isdem assureatur, sequentes illis Conditiones & Puncta ab his proposita, quæ de verbo ad verbum, vigore præfatis Tractatus, conceduntur, & sanctè observanda promittuntur.

Capite secundo.

I. Celsissimus Princeps Transylvaniæ, Celsissima Principissa, Dominus Junior Princeps, omnes denique qui in Urbe Cibiniensi sunt, Domini Consilarii, Deputati, Magnates, Proceres, Nobiles, Milites nunc constituti, cum tota Familia, & Bonis eorum propter evitandam confusionem Præfidi Sux Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis affuturi, Cibinio egredi poterunt, & de itineris securitate sufficienter sub bona Fide Christiana assurebuntur, ac antequam Sux Celsitudines Cibinio egredere, Antiquæ, seu præmissæ Copiæ revocabuntur. Si qui ex Regnicolis suas Celsitudines non comitantur, sed aliorum tendent, illis quoque securus passus concedetur.

II. In Hospitia suarum Celsitudinum, utriusque Celsitudinis, scilicet Principis, & Principissæ, Dominorum Consiliariorum, Deputatorum, Procerum, Magnatum, & Nobilium Domus, etiam Officialium Cibiniensium ac Senatorum Urbis, sicut & forum publicum, Hospites & Milites non ordinabuntur, ita tamen ut etiam Generali Cæsareo Commandanti, cum cæteris Præfidiariis, de honestis & sufficientibus Hospitiis provideatur, quorum Distributio Magistratus dispositioni relinquatur.

III. Quatuor receptæ Religiones in tota Transylvaniæ, ut & Ministri Scholæ, Ecclesiæ, Parochiæ, in suis liberis Exercitiis, Cultibus, proventus nullo modo turbabuntur, sed juxta susceptam & usitatam illorum Legem, & consuetudinem, & morem usitatum libero Cultu utentur & fuentur, neque injuriabuntur & damnificabuntur, Domus Parochiales & Professionales, Scholæ ut nullibi Locorum, ita nec Cibinii Hospitium dare tenebuntur.

IV. Moderni Principis Transylvaniæ Appassi Senioris, ita & Junioris similiter Michaelis Appassi, principalis Autoritas, juxta Leges Transylvaniæ Patriæ conservabitur, eorumque Regimini & Jurisdictioni ac Autoritati se non immiscebunt, ita & in Comitatu Regnicolarum in Proventus suarum Celsitudinum, Arcium, Civitatum, Tricesimarum, Portuum, Salis & Auri, ac Argenti fodinarum, Teloniorum proventus, nullam penitus facient Ingressionem ac Perceptionem.

V. Celsissimi Domini Principis Consilarii, Tabulæ Assessores, Supremi & Vice-Comites, Judices, Nobilium, Capitanei Judices Regi, Civitatum ac Urbium Consules, alique Officiales Saxonicæ, ac Siculicæ in suis functionibus & autoritatibus conservabuntur, Arces, Urbes in suis Legibus, Privilegiis ac Directionibus, in quæ sub nullo pretextu se miscebunt, verum Regnicolæ hæcenus usitatis suis Legibus & Libertate, Privilegiis & Canonibus illece frui poterunt.

VI. Antiquorum, ita & modernorum, & futurorum Principum Transylvaniæ Donationes, Collectiones, Privilegia, Consensus, sanctæ, inviolatè conservabuntur, quin deinceps manebit Autoritas etiam penes Principes Transylvaniæ conferendi, si quas penes Literas Donationum.

ANNO 1686. tionales & Collationales, & Conſenſuales Principum in Tranſylvania, Partibus Hungariæ eidem annexis Statutiones, ſive Immiſſiones agere volunt, in iis non impediantur.

VII. Conventus Capitulares intactæ in eorum libertate & ſecuritate relinquuntur.

VIII. In Proventus Regnicolarum, Dominorum ſcilicet Conſiliariorum, Magnatum & Nobilium, aliorumque Regnicolarum, ſicut & Arcium, Civitatum, Oppidorum & Pagorum & Officialium non ſe immiſcebunt vel ſibi appropriabunt.

IX. Nullius Bona, rām Mobilia, quām Immobilia, ut & Frumenta & Vina aliæque Suppellectilia, Gibinii, Claudiopolii, aliisque Locis ubi præſidia ſunt, vel erunt locata, non occupabuntur, liberam concedent in ſuis cuiſcunque Diſpoſitionem, Venditionem, vel ſi voluerint, ex illis Locis Exportationem, nulloque modo impediant. Loca præſidiaria, vel præſidiata, ab Jurisdictione Tranſylvanica per Hereditatem non exiſtent, ſicut & iis adjacentes Provincie, Civitates, Oppida, Pagi tam in Tranſylvania quām in Partibus Hungariæ eidem annexis, alioquin promiſſa pecunia, annona & reliqua non poterunt adminiſtrari.

X. Suis Celſitudinibus Principibus ſupra memoratis, cum tota Aula ſicut & cuiuscuſque Ordinis Regnicolis, Magnatibus & Militaribus Homines, Civitatibus, Oppidans, libera & ſecura, in ſuis Bonis & Domibus permittitur Habitatio, neque liber eorum ius vel reditus per totum Regnum impediantur.

XI. Celſiſſimi Principes, & Principiſſa, Magnates, Nobiles & Militares Homines, ſi in loca præſidiata, vel præſidiaria, Arces, Civitates pro ſui defenſa ingredi voluerint, immittentur, & honeſte tractabuntur nec damniſcuntur, nec injuriabuntur, de Hoſpitibus commodam habebunt Proviſionem, præcipuè in metu Turcarum & Tartarorum, ſi hoc facere deberent, præſidia quoque in caſu, ſi vis hoſtilis ingruat, Tranſylvaniam ejusque Status, mutua Fide jurejurando utrinque obligata cum Tranſylvanicis defendere, & conſervare tenebuntur.

XII. Vani Delatores Suae Celſitudinis, Dominorum, Magnatum & Urbium, ſi qui ſerent, non admittentur, neque Fides talibus adhibebitur, ſed Suae Celſitudinis, & Dominiſ Conſiliaris ad notitiam dabuntur, nemini ex Regnicolis proſequentur vel arreſtabunt, neque uni contra alterum patrocinabuntur.

XIII. Nullius Bona, multo magis ſuarum Celſitudinum, aggreſſientur, neque Frumenta, Vina, Jumenta, Pecora, Fœnum, Stramen, nullius denique generis Suppellectilia auferri curabunt, neque Subditos cogent ad ſua Servitia.

XIV. Currus, Boves, occasione Vecturarum non accipiant, nec detineantur.

XV. Indifferenter omnibus, cuiuscuſque Status & Conditionis, ac Præſentitæ ſint, iis perpetuæ & generalis Amniſtia dabitur cum bona Aſſecuratione, ad eorum tamen Inſinuationem.

XVI. Nec in Cibinium, nec in alia Loca, ſupra neceſſitatem Præſidia imponuntur.

XVII. Liber Quæſtus in Tranſylvania, & Partibus Hungariæ eidem annexis non turbabitur, neque eorum Triceſimis, Telonius, Juribus & Legibus ſe immiſcebunt, neque Græci, Armenii aliique Negotiatores, in hoc Regno turbabuntur.

XVIII. In quibus Locis præſidiatis vel præſidiandis, ſue Celſitudines, vel Domini Conſiliarii, Magnates Nobiles, vel Militares Homines propria habentes Hoſpitia, & Jurisdictiones, ſi qui in iis manere & ſubſiſtere voluerint, non injuriabuntur, neque ubi ipſimet erunt, neque ubi Bona ſua & Familias ſuas reſervaverint, Hoſpitibus aggravabuntur, nec Proventibus ii fruſtrabuntur.

XIX. Futuro Vere ex omnibus locis præſidiatis, & præſidiandis, Præſidia ex Quartiriis, ſine omni læſione Regnicolarum educuntur, neque iſdem impoſterum onerabuntur; Si tamen id prægnans ratio Belli non permitteret, de hoc Sacraſſima Majestas, ulterius cum Celſiſſimo Principe amicabilem tractabit.

XX. Munitionibus quovis vocabulo vocitatis tam Civitatum quām Arcium & Caſtellorum, manus ſuas non amovebunt; niſi in caſu urgentiſſimæ neceſſitatis.

XXI. Præſidiarii Magnates, Nobiles, Militares Homines & Civitatenſes non inquietabuntur, & damniſcuntur, neque ad ullam gratuitam Hoſpitalitatem eogentur, neque foemineo ſexui vis inferetur.

XXII. Civitatenſes à Proviſoribus Portarum, Tur- ANNO 1687.
rarium, Propugnaculorum non excludentur, & custodia Clavium ad Locorum Portas, erit ſecundum Saxo- nam Privilegia, penes Conſulem Loci præſidiati, vel præſidiandi, ſed quovis ſcunque Commendans Officialis Cæſareus deſiderabit, ſine ulla mora aut difficultate Portæ claudantur & aperiantur.

XXIII. Nulli à Fidelitatibus ſuarum Celſitudinum Principum Tranſylvanice ſaſcinabuntur, vel avelli intenduntur, neve fides ſiniſtræ alicui informationi de ſua Celſitudine, ac de Regnicolis adhibebitur, ſed à Sua Celſitudine Informatio de iis accipietur.

XXIV. Et ſi qui ex parte Suae Majestatis, aut Celſiſſimi Principis tranſegerint invicem, nullo modo recepti aut detenti reſtituantur, ad Turcas tranſmittendi licentiam pro ſua executione habebunt.

In Szasz, Varos, Szatz, Szebes, Biſtricz, Kolosvar, Monoſtor, Alſbam, Juliam, Cibinium, Dèvam, Vaſarhelly, Tovis, Quarſiria imponuntur, & alia Loca ſi non jam præſidiata ſerent, ab onere Militum libera manebunt, niſi per ſubſecuturos Contractus aliud placeat.

Si quando inter Suae Sacram Cæſaream Regiamque Majestatem, & Turcam Pax fieret, res penes Declarationem à Sua Sacraſſima Majestate, Viennæ Domino Gyulai ſactam maneat.

Si quando Comitia Statibus Regni per Celſiſſimum Principem indicuntur, non impediantur.

Sicuti in Fortaliis, & Civitatibus Annona ſe diſpoſita, à nullo impediatur, ſed expectabitur Annona in rationem Militie, ex diſpoſitione Celſiſſimi Principis.

Hinc itaque omnia & ſingula ſupra recensita Puncta eo modo placita & conventa intelliguntur, ut Celſiſſimus Princeps & Ordines ſua ex parte quoque omnia & ſingula accurate obſervent, & adimplant, nec quicquam directè vel indirectè, aperte vel occulte, contra Fidelitatem, aut Servitium Suae Sereniſſimæ Cæſaræ Regique Majestatis, agant, vel agi aut machinari patiantur.

In quorum mutuum, bonam Chriſtianam, ac ſinceram fidem duo ejusdem tenoris Inſtrumenta deſuper conſecta & nomine Sereniſſimæ Cæſaræ Regique Majestatis, ſupradicti Sereniſſimi Lotharingie Ducis manu propria, ac majori Sigillo, nomine vero Celſiſſimi Tranſylvanice Principis, Statu quoque Dominorum huc ad Tractatum Aſſegatorum Subſcriptione, ac Sigillis munita roborataque, & utrinque extradita fuerunt. Actum in Caſtris Cæſareis penes Baſaſſalva poſitis die 27. Octobr. Anno 1687.

LXXXIV.

(1) Lettre écrite par Monſr. FAGEL Penſionnaire à. Nov.
de Hollande, à Monſieur JACQUES STEWART, ANGLE,
Avocat; Pour l'informer des Sentimens de leurs TERRE,
Atteſtes Royales, Monſieur le Prince, & Madam
me la Princeſſe d'ORANGE; ſur l'Abolition du ORANGE;
Teſt & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois.
En date du 4. Novembre 1687. [Hiſtoire A-
brégée de l'Europe, Tom. IV, pag. 103.]

MONSIEUR.

JE ſuis fort fâché, que ma mauvaiſe ſanté m'ait ſi long-tems empêché de répondre à vos Lettres, par lesquelles vous témoigniez ſouhaiter paſſionément de ſçavoir de moi, quels étoient les Sentimens de leurs Alteſſes à l'égard de l'Abolition des Loix Penales, & plus particulièrement celle du Teſt. Je vous prie d'être perſuadé, que je veux vous parler à cœur ouvert & ſans reſerve, ſur cette affaire, d'autant plus que vous dites, que vos Lettres ont été écrites de la connoiſſance & de l'aveu du Roy. Je vous aſſurerai donc premièrement très-poſitivement, que leurs Alteſſes ont ſouvent déclaré, comme ils firent très-particulièrement au Marquis d'Albeville. Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté aux Ecats, qu'ils ſont de ſentiment, que l'on ne doit faire violence à aucun Chrétien.

(1) Quel que ce ſoit ſoit ici un Traité, cette Lettre a été à grande influence ſur les Affaires générales qu'on eſt perſuadé que la plupart des Lecteurs ſeront bien aïſés de la trouver ici.

ANNO
1687.

tion en sa conscience, & que l'on ne doit maltraiter personne, à cause qu'il diffère de la Religion établie & dominante. C'est pourquoi ils peuvent bien consentir, que les Papistes en Angleterre, Ecosse & Irlande soient soufferts, avec la même Liberté de Religion qui leur est accordée par les Etats dans ces Provinces; dans lesquelles on ne peut pas nier qu'ils ne jouissent d'une pleine Liberté de Conscience. Mais pour ce qui est des Non-conformistes, Leurs Alteſſes ne consentent pas seulement, mais approuvent de tout leur cœur qu'ils aient une entière Liberté pour l'Exercice de leur Religion, sans aucun Trouble ni empêchement; en sorte que personne ne puisse les inquiéter le moins du monde sur ce sujet.

Et Leurs Alteſſes seront toujours prêtes, quand il plaira à Sa Majesté, de leur témoigner sa volonté sur ce sujet, de déclarer l'inclination qu'Elles ont à concourir à l'établissement & à la confirmation de cette Liberté, & à la maintenir & défendre, autant qu'il sera en leur pouvoir de le faire, & selon le Stile des Traitez, Elles la confirmeront en donnant de leur part la Garantie, dont vous me parlez dans les vôtres.

Et si Sa Majesté juge à propos outre cela, de soutenir qu'Elles joignent aussi leurs efforts aux Siens pour l'Abolition des Loix Penales, Elles sont prêtes de le faire: *Pourvu que l'on conserve en leur pleine vigueur, ces Loix par lesquelles les Catholiques Romains sont exclus des deux Chambres du Parlement, & de tous Emplois publics, tant Ecclesiastiques que Civils & Militaires:* Comme aussi toutes ces autres Loix, qui confirment & assurent la Religion Protestante contre tous les attentats des Catholiques Romains.

Mais Leurs Alteſſes ne peuvent point consentir à l'Abolition du Test, ou de ces autres Loix Penales ci-dessus, qui tendent à assurer la Religion Protestante; vu que les Catholiques Romains n'en reçoivent aucun autre préjudice, sinon qu'ils sont exclus par elles des Parlements, & des Emplois publics. Et que par leur moyen la Religion Protestante est à couvert des Deseins que les Papistes pourroient former contre elle, ou contre la sûreté publique; on ne peut point dire aussi, que le Test ni ces autres Loix établissent aucune rigueur contre les Papistes, à l'égard de leurs Consciences. Ce sont seulement des Précautions & des Conditions qui qualifient le Parlement, ou de remplir capables d'être Membres du Parlement, ou de remplir quelque Office; par lesquelles il faut aussi qu'ils déclarent devant Dieu & devant les Hommes, qu'ils sont de la Religion Protestante. De sorte qu'effectivement le Desein de leur établissement n'est autre que de garantir la Religion Protestante du préjudice qu'elle pourroit recevoir de la part des Catholiques Romains.

Leurs Alteſſes ont cru & croient toujours, que l'on ne doit pas demander ou attendre d'Elles davantage: puis que par ce moyen les Catholiques Romains, & leur Postérité seront mis à couvert pour toujours de toute peine tant en leurs Personnes & Biens, que dans l'Exercice de leur Religion; & Elles jugent que les Catholiques Romains se doivent contenter de cela, & ne pas inquiéter le Royaume, sous prétexte qu'ils ne peuvent pas être reçus dans le Parlement, ou être admis aux Charges; ou que l'on ne casse pas les Loix, dans lesquelles consiste principalement la sûreté de la Religion Protestante; car si on faisoit ce qu'ils souhaitent, cela les mettroit en état de la renverser facilement.

Leurs Alteſſes croient aussi, que les Nonconformistes seront très contents, quand ils se verront pour toujours à couvert du peril d'être inquiétés ou maltraités pour l'Exercice libre de leur Religion, sous quelque sorte de prétexte que ce soit.

Leurs Alteſſes s'étant déclarées si positivement sur ces sujets, je voi manifestement, qu'Elles sont bien éloignées de vouloir empêcher que l'on affranchisse les Nonconformistes de la lèverité des Loix Penales, puis qu'elles sont prêtes d'employer tout leur credit & de faire tous leurs efforts pour les établir en cette Franchise: Elles n'insistent point du tout aussi, à ce que l'on refuse aux Catholiques Romains l'Exercice de leur Religion, pourvu qu'ils en usent avec modestie & sans pompe ni ostentation. Pour moi, j'ai toujours été & suis encore fort contre tous ceux, qui veulent qu'on persécute les autres Chrétiens, parce qu'ils diffèrent de la Religion publique établie: Et j'espère avec l'aide de Dieu, que je serai toujours de ce sentiment-là; Car

comme la Lumière dont la Religion éclaire nos Esprits est, selon mon sentiment, un pur effet de la Miséricorde de Dieu envers nous, il me semble que nous en devons remercier Dieu de toutes les Puissances de nos Ames: Et avoir pitié de ceux qui sont encore plongés dans l'Erreur, comme Dieu a pitié de nous, & que nous devons prier Dieu ardemment, à ce qu'il lui plaise d'amener dans le chemin de la Vérité ceux qui s'en écartent, & nous servir des moyens les plus doux & les plus agréables pour les attirer.

Mais j'avois, que je n'ay jamais pu comprendre, comment des Gens qui sont profession d'être Chrétiens, & qui peuvent jouir sans peine ni fâcherie de l'Exercice de leur Religion, peuvent croire qu'il leur soit permis de troubler le repos d'un Royaume ou d'un Etat, & de renverser les Loix du Gouvernement, pour pouvoir entrer par ce moyen dans les Charges, sans faire difficulté de sapper & de détruire les Loix qui sont la sûreté & le repos de la Religion établie.

Il est certain, que la Religion Réformée est par la Grace de Dieu & par les Loix du Pays faites par le Parlement, la Religion établie & publique des Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande; Et que l'on a pourvu par ces Loix-là, qu'aucun ne puisse être admis soit à être Membre du Parlement, soit à quelque autre Emploi public, excepté ceux qui déclarent ouvertement qu'ils sont de la Religion Protestante, & qu'ils ne sont pas Catholiques Romains: Et on a aussi pourvu par ces Loix, que la Religion Protestante fût à l'avenir en sûreté contre toutes les entreprises que les Catholiques Romains pourroient former contre elle: Or en toutes ces choses, je ne voi pas que ces Loix contiennent aucune rigueur contre les Personnes ou contre les Biens de ceux qui ne peuvent pas prendre ces Tests, qui ne s'accordent pas avec la Religion Catholique Romaine: Tout l'inconvénient qui leur en peut arriver, est qu'ils ne peuvent avoir de part au Gouvernement, ni aux Offices d'importance, pendant que leurs Consciences ne leur permettent pas de prendre ces Tests: Et que l'on ne souffre pas qu'ils fassent aucune chose qui soit au préjudice de la Religion Réformée. Du reste leurs Personnes & leurs Biens sont en sûreté, & l'Exercice même de leur Religion leur est assuré.

Puis que, comme j'ay déjà dit, Leurs Alteſſes sont prêtes de se joindre à Sa Majesté pour l'Abolition de ces Loix Penales par lesquelles les Hommes sont exposés aux Amendes & autres rigueurs; Je ne voi pas qu'il reste d'autre difficulté touchant l'Abolition des Loix Penales, excepté celle-ci, que quelques Gens voudroient que les Catholiques Romains fussent rendus habiles à entrer dans toutes les Charges & Emplois publics, & que par conséquent les Loix qui mettent à couvert la Religion Protestante contre les Deseins des Catholiques Romains, fussent abolies. Au lieu qu'au même tems les autres ne souhaitent pas avec une moindre ardeur que ces Loix demeurent en leur pleine & entière vertu; & croient, que la principale sûreté de la Religion établie consiste, à les conserver comme une chose sacrée & inviolable.

Il est certain, qu'il n'y a point de Royaume ni de Republique, ni aucun autre Corps ou Société d'hommes, quelle qu'elle puisse être, qui n'ait établi des Loix pour sa sûreté; par lesquelles ils pourroient à toutes les entreprises qui se peuvent faire contre leur Repos, & qui prescrivent & marquent les Qualités qu'ils jugent nécessaires à tous ceux qui peuvent avoir de l'Employ dans ce Royaume, Etat ou Société; & aucun ne peut prétendre, qu'on luy fasse tort, en ne l'admettant pas aux Charges, lors qu'il ne remplit pas les Conditions, & Qualités qui sont requises pour cela.

On ne peut pas aussi nier, que l'on ne remarque une grande différence entre la conduite de ceux de la Religion Réformée, & celle de ceux de la Religion Romaine les uns envers les autres: Les Catholiques Romains, ne se contentent pas d'exclure les Réformés de toutes les Charges lucratives ou d'Autorité, supprimez outre cela absolument l'Exercice de cette Religion; & persécutent cruellement tous ceux qui la professent; Et ne manquent point de faire cela, par tout où ils peuvent exercer ces rigueurs sans danger. Et j'ay beaucoup de douleur que nous ayons à présent devant nos yeux tant de déplorables Exemples de cette cruauté, qui est exercée en tant de Lieux différens à la fois.

C'est pourquoi je voudrois de bon cœur voir une seule raison qui puisse porter un Protestant qui aura

ANNO
1687.

ANNO la crainte de Dieu, & qui aimera la Religion, à con-
1687. sentir à l'abolition de ces Loix, qui ont été établies
par l'Autorité du Roi & du Parlement, qui ne tendent
à autre chose qu'à assurer la Religion Reformée, & à
empêcher que les Papes ne soient en état de la ren-
verber. Ces Loix n'obligent ni amendes ni châtimens,
& ne font qu'exclure les Catholiques Romains des
Charges du Gouvernement; lesquels, s'ils y étoient ad-
mis, ne perdroient à autre chose qu'à augmenter leur
Parti, & à acquiescer plus de Credit & de Pouvoir; qui,
selon ce que nous voyons arriver tous les jours, ne
pourroit manquer d'être extrêmement dangereux à la
Religion Reformée, & tourneroit à son grand désavan-
tage. Puis qu'en tous lieux, ceux qui sont dans les
Emplois publics, favorisent naturellement la Religion
de laquelle ils sont, peu ou beaucoup. Et comment
me voudroit-on persuader, ou à quelqu'autre, de faire
nos efforts pour porter Leurs Alteſſes, lesquelles Dieu a
tant honorées que de les faire les Protecteurs de son
Eglise, à approuver ou donner leur consentement à
des choses si préjudiciables, tant à la Religion Reformée,
qu'à la liberté publique. Et je ne puis, Monsieur,
avec votre permission vous accorder ce que vous di-
tes, que la Religion Reformée n'en recevra aucun
préjudice.

Je ſai que l'on dit communément que le nombre
des Catholiques Romains dans l'Angleterre & dans
l'Ecosse, n'est pas considérable; & qu'ils ne possèdent
qu'un petit nombre de Charges importantes; quoi qu'on
ne puisse nier, qu'il en va tout autrement en Irlande:
Mais il faut nécessairement que vous m'accordiez ce-
cy, que s'ils sont en petit nombre, il ne seroit pas rai-
sonnable que la Tranquillité publique fût troublée pour
l'amour d'un petit nombre de Personnes, principale-
ment lors qu'on peut leur offrir une aussi grande Gra-
ce, comme est la Liberté de l'Exercice de leur Reli-
gion: Et si leur nombre est plus grand, on en a d'au-
tant plus de raison de les craindre.

Je croi véritablement que les Catholiques Romains,
en l'état où sont les choses à présent, ne souhaiteroient
point extrêmement d'être dans les Charges & Emplois
publics, & qu'ils ne seroient point d'entreprises sur la
Religion Reformée, tant à cause que cela est contraire
aux Loix, qu'à cause des grands inconveniens que cela
pourroit attirer dans un autre temps, sur leurs Personnes,
ou sur leurs Biens: Cependant si les Barrières des Loix
étoient une fois rompues, vous les verriez entrer dans
le Gouvernement, & les principaux Offices & Emplois
seroient mis entre leurs mains; & il ne seroit pas fa-
cile à Sa Majesté de s'opposer à eux en cela, quelque
ferme qu'elle puisse être; car ils le presseroient affre-
usement beaucoup là-dessus, & lui représenteroient la
chose comme une affaire où la Conscience seroit in-
téressée; & quand ils seroient en possession des Em-
plois publics, que faudroit-il que fissent les Protestans,
qui ne tiroient plus aucune Protection des Loix, &
qui ne devroient gueres attendre de bons traitemens
de tels Magistrats? & au contraire, les Avantages que
les Catholiques Romains tiroient de leur Affranchis-
sement des Testes & des Loix Penales, sont si évi-
dents, que ce seroit perdre son temps, de vouloir s'a-
muser à les prouver. Je ne puis ni ne veux douter
de la sincérité des Intentions de Sa Majesté & qu'il
n'a point d'autre vue dans cette affaire, sinon que
ses Sujets puissent jouir en toutes choses des mêmes
Droits & Libertés.

Mais le Sens commun, aussi bien que l'Experience
de tous les Siècles, du présent aussi bien que des pas-
sez, nous montrent, qu'il sera impossible aux Catho-
liques Romains & aux Protestans, lors qu'ils seront
mêlés ensemble dans les Charges publiques & dans les
Emplois de vivre paisiblement ensemble, & en bonne
intelligence, ils seront très affreusement jaloux les uns
des autres, car les Principes & les Maximes des deux
Religions sont si contraires l'une à l'autre, qu'à mon
sens il seroit impossible à quelque Prince ou Roi que
ce soit, d'étrouffier tous les soupçons & animosités qui
pourront s'élever & éclater à tous momens.

Pour ce qui est de ce que vous appréhendez, que les
Nonconformistes ne seroient point affranchis des Loix
Penales, qui sont faites contr'eux, si l'on n'abolit pas
le Test au même tems: ce sera à la vérité un grand
malheur pour eux; mais les Catholiques Romains en
seront seuls à blâmer, puis qu'ils aiment mieux qu'eux
& leur Postérité gémissent toujours sous le poids des
Loix Penales, & soient exposés à la haine de toute la

Nation, que de demeurer toujours dans l'Incapacité
d'attenter contre la Paix, & contre la sûreté de la
Religion Protestante; & d'être privés de ce petit Avan-
tage (si l'on doit l'appeler de ce nom) d'avoir part
au Gouvernement & aux Emplois publics; vu qu'en
tous les lieux du Monde c'a toujours été le Pri-
vilege de la Religion établie par les Loix; & en vérité
ces attentats des Catholiques Romains, n'en doivent
être que plus suspects aux Protestans qui en doivent
être d'autant plus sur leurs gardes, qu'ils voyent que
les Catholiques Romains, au même tems qu'ils sont
soumis à la rigueur des Loix Penales, ne se conten-
tent pas de n'en souffrir point d'incommodité à pré-
sent, mais tâchent encore de persuader à Sa Majesté,
de faire que les Protestans bon gré mal gré, détrui-
sent cette sûreté qu'ils ont pour leur Religion; &
ouvrent le chemin pour introduire les Catholiques
Romains dans le Gouvernement & dans les Emplois
publics: Auquel cas il n'y auroit plus de Protection
à espérer pour eux que celle que l'on peut attendre
d'un Gouvernement Catholique Romain.

Une chose semblable ne peut donc paroître que
fort injuste à leurs Alteſſes, qui les blâmeroit pour
tous les inconveniens qui en pourroient procéder; puis
qu'Elles se sont déclarées si ouvertement sur ce su-
jet, & cela d'une manière si avantageuse aux Catho-
liques Romains mêmes; & puis qu'il ne tient qu'à ce
seul Point que les Affaires ne soient ajustées; Leurs Al-
teſſes ne peuvent donner leur consentement à des choses
si contraires aux Loix déjà établies, & si préjudi-
ciables à la Religion Protestante, telles que seroient
l'Admission des Catholiques Romains aux Charges du
Gouvernement, & aux Emplois importants, & l'abo-
lition de ces Loix, qui ne peuvent produire d'autre ef-
fet que d'assurer la Religion Protestante contre les en-
treprises des Catholiques Romains.

Vous me dites, *Que les Catholiques Romains en ces
Provinces ne sont pas exclus des Emplois & des Charges
importantes.* Mais vous vous trompez beaucoup en
cela. Car nos Loix sont précises là-dessus, les excluant
en termes exprès de toute part dans le Gouvernement,
& de tous les Emplois de la Police & de la Justice. Il
est vrai, que je ne connois point de Loi expresse qui
les exclue des Emplois Militaires; cela auroit été vé-
ritablement trop dur, vu que dans la première Fonda-
tion de notre Etat, ils se joignirent à nous pour la dé-
fence de la Liberté publique. & nous rendirent de
grands services pendant les Guerres; à cause de cela ils
ne furent point exclus des Emplois Militaires; car la
sûreté publique n'étoit exposée par là à aucun danger,
tant à cause que le nombre de ceux de cette Religion
qui servoient en nos Troupes n'étoit pas grand, que
parce que les Etats auroient pu facilement prévenir les
inconveniens que cela auroit pu produire: Ce qui n'au-
roit pas pu se faire si aisément, si les Catholiques Ro-
mains avoient eu part dans le Gouvernement, & dans
la Police, & dans la Justice de notre Etat.

Je suis très-certain de ce cy, & j'en pourrais donner
de fort bonnes preuves, qu'il n'y a rien que leurs Al-
teſſes desirant tant, sinon que Sa Majesté puisse regner
heureusement, & dans une parfaite Intelligence avec
ses Sujets; & que ses Sujets, étant persuadés de l'affec-
tion paternelle de Sa Majesté envers eux, soient prêts
de répondre de leur côté à sa Bonté, & de lui rendre
tout le devoir & l'obéissance possible; Mais leurs Al-
teſſes sont convaincus en leur Conscience, que la Re-
ligion Protestante & la sûreté de la Nation, seroient
exposées à des dangers certains, si le Test, ou ces au-
tres Loix Penales, desquelles j'ai déjà fait souvent men-
tion, étoient abolies: C'est pourquoi Elles n'y peu-
vent pas consentir, ni se joindre à Sa Majesté pour cela,
car Elles croient qu'Elles auroient un grand compte à
rendre à Dieu, si la considération de quelques Avan-
tages présents les portoit à consentir, & à concourir
à l'exécution des choses, qu'elles croient être fort dan-
gereuses & préjudiciables à la Religion Protestante.

Leurs Alteſſes ont toujours eu pour Sa Majesté une
soumission profonde, & sont résolues de l'avoir tou-
jours; car Elles s'y croient obligées tant par les Loix
de Dieu que par celles de la Nature; mais comme le
sujet dont il est présentement question, ne regarde point
de nouvelles Loix que l'on veuille faire, mais l'abo-
lition totale des Loix déjà établies par le Roi & par le
Parlement; Elles ne voyent pas comment on peut at-
tendre d'Elles un consentement à une telle abolition,
pour laquelle Elles ont une si juste averſion, comme

ANNO 1687. *estant une chose contrairé aux Loix & aux Costumes*

de tous les Etats Chrétiens, tant Proteftans que Papistes, qui ne reçoivent personne dans le Gouvernement, ou dans les Emplois publics, que ceux qui professent la Religion publique & établie, & qui mettent peine de l'assurer contre toutes les entreprises, que l'on peut faire contre'elle.

Je ne croi pas qu'il soit nécessaire de vous montrer combien leurs Alteſſes ſont devoiées à Sa Majesté; c'est une chose dont ils ont donné des preuves si réelles, que comme l'on n'en peut pas douter, il seroit inutile d'y insister: Et Elles ſont reſolues de continuer toujours dans la même ſoumission, respect, & affection; ou plutôt de l'augmenter, s'il est possible. Je ſuis, MONSIEUR, Vôte, &c.

Nov. 4. 1687.

LXXXV.

20. Dec. *Arrest du Conseil d'Etat du Roi de France LOUIS XIV. qui ordonne conformément à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons SUISSES, que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Roiaume l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du vingtième Decembre 1687. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi aiant par Arrest de son Conseil du 18. Novembre dernier, renouvelé les defenſes faites par les anciennes Ordonnances, Arrests Replemens, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient de transporter ni faire sortir hors du Roiaume, Pais, Terres & Seigneuries de l'obeiſſance de Sa Majesté, tant par Mer que par Terre, aucunes especes d'Or & d'Argent monnoyé, Barres & Lingots, ſur les peines portées par icelui: Et Sa Majesté voulant qu'il ne ſoit rien innové à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons des Ligues Suisses en l'Année 1658. & qu'ils puiſſent continuer leur commerce & le transport de l'Or & de l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, en faiſant leurs declarations & prenant des Passeports, ſuivant & ainſi qu'il eſt porté par ledit Article: Ouy le rapport du Sieur le Pelletier Conſeiller ordinaire au Conseil Roial, Contrôleur General des Finances; Sa Majesté eſtant en ſon Conseil, a ordonné & ordonne conformément à l'Article vingtième du Traité d'Alliance fait avec les Cantons Suisses, & aux Lettres Patentes expedées ſur icelui le dix-neuvième Juillet 1658 que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Roiaume, l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apporté; qu'à cet effet il leur ſera délivré des Passeports par les Sieurs Intendants & Commiſſaires départis dans les Provinces & Generalitez du Roiaume, ſur la representation qui ſera par eux faite des acquits de payement des Droits deus pour lesdites Marchandises, des acquits à caution par eux pris ou de l'Extrait des Registres des Bureaux, par lesquels ils auront fait entrer leſdites Marchandises, contenant la declaration de la quantité & qualité d'icelles, au bas deſquels Extraits qui leur ſeront délivrez, gratis ils declareront le prix qu'ils auront vendu leſdites Marchandises, & la ſomme qu'ils prétendent emporter en eſſape hors du Roiaume. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Verſailles le 20. jour de Decembre, 1687.

Signé,

COLBERT.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Diois, Comte de Provence, Forcalquier,

& Terres Adjacentes: Au Premier des Huiffiers de nos Conſeils; ou autre nôtre Huiffier ou Sergent ſur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces preſentes ſignées de nôtre main, que l'Arrest dont l'Extrait eſt ci-attaché ſous le Contre-ſcel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu ſignifies & avertis qu'il appartient à ce qu'ils n'en prétendent caufe d'ignorance, & ſais pour ſon entiere execution tous Actes & Exploits néceſſaires ſans autre permiſſion: Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des Preſentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conſeillers & Secretaires, ſoit ſoit ajoûtée comme aux Originaux. Car tel eſt nôtre plaisir. Donné à Verſailles le vingtième jour de Decembre l'an de grace mil ſix cens quatre-vingt-sept, & de nôtre regne le quarante-cinquième.

Signé,

LOUIS,

Et plus bas,

par le Roi Dauphin, Comte de Provence.

Signé,

COLBERT.

Et ſeellé.

LXXXVI.

Manifeste du Comte de TEKELI, Chef des Armées de Hongrie, publié au commencement de l'année 1688. [Mercure Historique & Politique, mois d'Avril, 1688. pag. 402.]

PÉuples Hongrois, il y a long-temps que vos Ennemis & les miens ſont courir le bruit de ma mort, & néanmoins je respire encore, grâces à Dieu, pour défendre votre Liberté opprimée. Je ſais bien que c'eſt à regret que vous vous êtes rangés ſous l'étendard de la Maïſon d'Autriche: il y a trop long-temps que vous la connoiſſez pour vous y fier, & ce qui vient encore de ſe paſſer tout nouvellement à la prétendue élection d'un Roi de Hongrie, vous fait aſſez voir combien votre vie & votre fortune ſeroient en danger, ſi vous étiez obligés de lui obéir? Vous êtes contraints de diſſimuler, parce que la conjoncture le demande. Mais enfin je connois vos cœurs comme je connois le mien. Je ſais que vous avez horreur de tout ce que vous faites: je ſais encore que vous haïſſez ceux qui vous preparent des ſers, dont la charge cependant les devoit obliger de le brifer. Quelle honte au Comte Esterhaſi d'avoir briqué la qualité de Prince de l'Empire, comme ſi celle de Palatin de Hongrie n'étoit pas incomparablement plus belle? Eſt-ce là le prix de toutes les infâmes trahifons qu'il vous a faites, & faut-il qu'un homme que j'ai honoré de mon Alliance, me deshonoré moi, & toute la Nation? J'aime bien mieux voir mes Biens entre les mains de mes ennemis, que d'en jouir à ce prix-là. Quelles offres ne m'a-t-on point fait pour vous abandonner? Ne m'en fait-on pas encore tous les jours, ſi j'étois d'humeur à le faire? Mais ſi Dieu a déterminé que je ſois malheureux, il n'eſt pas cependant poſſible que je ſois coupable. Plûtôt que de vous trahir, je me trahirai moi-même: j'ai tiré l'épée pour vous dès le moment que j'ai eu la force de la ſoutenir: j'ai affronté mille perils pour vous garder fidélité: j'ai méprisé le fer & le poiſon: je ſuis encore expoſé tous les jours à l'un & à l'autre par ma perſévérance. Mais enfin je préfère une mort glorieuſe à une vie infâme, aſſuré que quelque malheureux que je puiſſe être, vous avoiez que j'étois digne d'un ſort plus heureux. Mais il n'eſt pas encore temps de ſe deſeſpérer. Vous ſavez qu'un puïſſant Empire me protege, & qu'il eſt encore tout prêt de vous recevoir en ſa protection. S'il a eu quelques revers de fortune, il n'eſt pas prêt d'être détruit pour cela. Quand il auroit perdu tout ce qu'il poſſède en Europe, dont il eſt encore ſort éloigné, il ſui reſte deux autres parties du Monde

où

ANNO 1688. où il commande. Il n'avoit pas plus de forces quand il a renversé l'Empire d'Orient: celui d'Occident n'a-
proche pas de la puissance; ainsi qui ne voit qu'il n'est
pas encore temps de dire comme on fait tous les jours,
qu'il ne lui faut plus gueres de chose pour être abattu?
Vos ennemis & les miens le savent bien dans le fonds
de leur ame. C'est pour cela qu'ils se retiennent dans
leurs passions, qui les portent naturellement à verser
jusques à la dernière goutte de notre sang. Ne vous
souvenez-vous pas de celui qu'ils ont repandu de sang froid
en tant de rencontres, & comment ils ont armé la
main des bourreaux, quand la leur a été lassée de nous
égorger? qui est celui d'entre vous qui se puisse vanter
de n'avoir pas perdu un frere, un neveu, un parent,
ou un ami dans cette grande effusion de sang qui se
vient de faire par le General Caraffa? Qu'ont produit
toutes les plaintes que vous en avez faites, quoi que
vous ayez fait voir clair comme le jour que tout ce
qu'il en faisoit n'étoit que pour dépouiller la veuve &
l'Orphelin? On a fait semblant de vous donner des or-
dres pour que la formalité de Justice fût observée:
mais avez-vous vu qu'ils aient été exécutés? Depuis
qu'il les a reçus nous pouvons conter vous & moi plus
de deux cens personnes qu'il a condamnés de sa seule
autorité, & quand ils ont demandé à se justifier, il a
répondu insolentement qu'on feroit leur Procès quand
ils auroient été exécutés. Souffrez-vous encore long-
temps, Vaillans Hongrois, qu'on triomphe de votre
Innocence, & si vous êtes destinés à périr, ne vaut-il
pas mieux que ce soit les armes à la main, que sous
le fer de vos infames bourreaux? Faites un effort pour
sortir de la honteuse captivité où vous êtes: il ne vous
manque que la volonté. Le pouvoir de nos ennemis
n'est pas si grand que vous vous l'imaginez. Combien
y a-t-il de temps que je le méprise, & si vous m'a-
viez assisté de toutes vos forces, en quel état nous
trouverions-nous vous & moi? N'attendez pas que
vous soyez encore plus bas que vous n'êtes: ils ne de-
mandent qu'à vous abîmer, afin que dans votre im-
puissance vous playiez le cou sous le joug tyrannique
qu'ils vous preparent depuis tant de temps? Soliman le
nouvel Empereur des Turcs vous tend la main pour
vous retirer d'oppression. Un Prince de son nom a
été autrefois la terreur de ceux que vous appréhendez
aujourd'hui; & bien que nous ne devions pas ajouter
foi aux prophéties qui viennent de ce côté-là, je ne
puis m'empêcher de vous dire néanmoins, que les
Turcs publient qu'ils en ont un selon laquelle leur Em-
pire presque abatu doit devenir plus florissant que jamais
sous un Prince de ce nom-là. Concourez avec moi à
la faire trouver véritable, puis que votre salut & le
mien dependent dorénavant de notre union avec ces
peuples. Ils nous ont soutenus depuis plusieurs années,
comme nous les avons soutenus nous-mêmes: nous a-
vons toujours agi de concert ensemble, pourquoi vous
departir d'une maxime dont vous vous êtes si bien
trouvés? Quel perez-vous de la promesse de nos en-
nemis? Jetez les yeux sur le malheureux Prince de
Transylvanie, vous verrez comment ils le font moqués
de sa crédulité? Que sert qu'il ait fait un Traité avec
eux, s'ils n'en observent pas un seul Article? Mais
qu'est-il nécessaire que vous empruntiez un exemple
étranger? Combien de fois vous a-t-on manqué de
parole, ou pour mieux dire, y a-t-il quelqu'un de
vous qui se souviennent qu'on la lui ait tenue, après la
lui avoir donnée? On n'a cherché qu'à vous embar-
quer dans des Traités pour vous tromper plus facile-
ment. Votre bonne foi n'a été recompensée que de
la plus noire infidélité. C'est sous le nom de Paix,
& d'Amnistie qu'on a cherché à vous attirer pour
vous faire tomber dans le precipice. Je ne deman-
de autre chose que de vous y faire faire reflexion,
après cela je m'assure que vous en deviendrez plus sa-
ges.

Que si tout ce que je vous remontre ici n'est pas
capable de vous toucher, confiez-vous, au moins qu'il
n'y a point d'autre intérêt que le vôtre qui m'oblige à
vous en parler ainsi. Je puis, quand je le voudrai,
faire ma Paix à des conditions qui sembleroient assez
avantageuses à un homme qui auroit oublié le soin
de sa Patrie. Mais puis que grâces à Dieu, je n'en
ai jamais perdu le souvenir depuis que j'ai l'âge de
connoissance; je m'en souviendrai encore mieux pre-
sentement que j'ai tant de bons Compatriotes à ven-
ger. Vous devriez aussi bien que moi entendre leur
Voix, qui nous crie que nous ne devons pas souffrir

que leur sang ait été versé si injustement. Croiez-
moi, ne différez pas une chose si nécessaire pour vô-
tre sûreté, puis que l'impunité augmentera l'audace
de vos ennemis, au lieu que leur punition les ren-
dra plus réservés à entreprendre quelque chose contre
vous.

ANNO
1688.

LXXXVII.

Ihro Kayserlichen Majestät Leopoldi I. 10. Mars.
Confirmation des Anno 1687. den 22.
July. Zwischen Friderich Wilhelm Chur-
Fürsten zu Brandenburg/ und Jo-
hann Philipp Herzogen zu Sachsen-
Weissenfels/ getroffenen Vergleichs.
Geben Wien den 10. Martii. 1688.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD I. sur
l'Accord fait l'an 1687. le 22. Juillet entre
FRÉDÉRIC GUILLAUME Electeur de Bran-
debourg, & JEAN PHILIPPE Duc de
Saxe Weissenfels. Donnée à Vienne le 10. Mars
1688.

* Voyez la ci-devant avec l'Accord sous le 22. Juil-
let 1687.

LXXXVIII.

Declaratio Principis ac trium Nationum TRAN-9. Mai.

SYLVANIAE de recessu eorum a Protectione
Turcica, & felici reversione ad Regem Hunga-
riae a quo saevum irridit & ambitionis nonnul-
lorum asibus segregati fuerant, cum amplexione
paterna Protectionis Augustissimi LEOPOLDI
Romanorum Imperatoris, & Hungariae Regis ha-
reditarii, nec non ejusdem Successoris Regis JO-
SEPHI, pro ipsis & omni Posteritate Regni Tran-
sylvaniae. Actum in Civitate Cibiniensi die 9. Maii
1688. [Compend. Principatus Transylvaniae
Historiae, inter Diplomata. pag. 21. Lit. B. B.
B. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans le Mercure Hollandois de l'an 1688, &
dans la premiere Edition de ce Grand Recueil
de Hollande Tom. IV. pag. 533. en François
sur une Traduction Hollandoise.]

Nos Michaël Teleki de Szek Generalis, Gre-
gorius & Alexius de Bethlen, Ladislaus Sze-
kelly, de Boros Jence, Valentinus Franz Ju-
dex Regius, Christianus Szabo Consul Cibiniensis,
Celsissimi Principis Transylvaniae Consilarii, Nico-
laus de Bethlen, Stephanus Apor de Alfo Torja, Pe-
trus Alvinezi, & Johannes Sarosi Magistris Prothonota-
rum, Michaël Hiltich Judex Coronensis dicti Celsissi-
mi Principis & Statuum Regni Transylvaniae delegati
Plenipotentiarii.

Damus ad noticiam & pro memoria:

Orbis universus jure meritoque obstupescit, invidi
marcescunt ad magnitudinem divinae Clementiae, quae
post tot cladium & innocenter effusi sanguinis immani-
tatem Christianorum misera, tot Provincias & Regna
à Barbarica & intoleranda servitute ad sempiternam
Memoriam, & bonorum omnium consolationem vin-
dicavit.

Non potuit amplius justum in caelis Numen nisi
dolentibus intueri oculis, rabiem & fastuositatem
hostis atrocissimi & jurati totius Christianitatis, qui
jam eo progressus erat potentiae, ut formidabilis esset
Orbi, vicinis exitiosus, omnium contemptor. Exsur-
xit tandem in virtute dexteræ suæ Dominus Exer-
citurum, causamque & justissima arma Sacratissimi

ANNO
1688.

Romanorum Imperatoris Dom. Dom. nostri Clementissimi, tam felicibus & gloriosis coronavit successibus, ut fractas & protitas vires, humilitatum & superfluum ipse Barbarus recognoscat & confiteatur spiritum.

Tanta sunt opera Divinitatis & admirandae providentiae, ut furias ipso jam successu securas ultio subito excipiat, ne vel unquam ad Christianorum extirpationem tyrannice grassantibus timor, vel spes deesset pressae & vacillantibus fortunae.

Ingenitum à seculo, & quod excedit, sub oppressione Turcica infelix Transylvania, suoque orbata legitimo Rege atque Domino inter tot bella, clades, incendia, & intestinas, cum quibus conflictabatur, discordias, vix non ad extremum praecipitata est exitum; Manebit in aeternitate temporum, Historiarum monumentis inserta fatalis Tragedia, quam hoc regnum sub Protectione Turcica, & inter discordantes Principes sustinuit.

Redit jam ad Regem Hungariae, à quo fatum invidia & ambitionis nonnullorum ausibus segregatum erat, & amplectitur paternam & validissimam protectionem Augustissimi Leopoldi I. Romanorum Imperatoris, & Hungariae Regis Haereditarii, magni, felicit, iusti, invicti, ejusdemque Successoris, moderni Serenissimi Regis Josephi (cujus vitam & thronum Deus sospitet) ex universalis Statuum consensu votisque unanimibus, quae à multo tempore ad consequendam hanc felicitatem in sinum divinae misericordiae effudit.

Quod igitur haecenus ab omnibus expetitur, Deo Optimo Maximo gratiosum, à praesenti momento ad successiva atque perpetua tempora felix, faustum, fortunatum, omnibusque & singulis nunc viventibus & nascituris notum & contestatum sit; Renunciamus virtute Plenipotentialium, & pro majori cautela in vigore confirmationum Actorum & Concluserum Celsissimi Principis & Statuum Regni, communi voluntate, motu spontaneo, & ex Christiano zelo Protectionis Ottomannicae, omnibusque in futurum Correspondentiis, donorum & tributis pensionibus, & quicquid vim aut speciem alicujus communicationis cum dicta Porta, ejusdemque Clientibus, affectis, infidelibus,

ANNO
1688.

aliisque Hostibus, cujuscunque generis; Sacratissimi Romanorum Imperatoris Domini Domini Nostri Clementissimi & ejusdem Successorum legitimum & haereditarium, Hungariae Regnum obtinere possit, sub poena nota criminis Laesae Majestatis, comperta rei veritate juxta Leges Regni Transylvanicae infligenda.

Acceptantes è contra sincere atque bona fide altae dictae Suae Majestatis Augustissimae (sicuti jam declaratum) paternam protectionem pro nobis & omni posteritate Inclyti Regni Transylvanicae, & ut hujus nostrae submissionis & accommodationis aliquod de facto exhibeamus Documentum, recipimus ex virtute supra memoratarum Plenipotentialium & confirmationum Actorum & Concluserum Celsissimi Principis & Statuum Regni, Praesidia Augustissimi Romanorum Imperatoris in Fortalitia Kœvar, Huszt, Gorgeni & Coronense (extra illa, in quibus de facto Praesidia Suae Majestatis sunt collocata) & parati sumus arma finiere contra communem Christianitatis hostem Turcam & quoscunque, quando Sua Sacratissima Majestas nobis mandaverit, submississime supplicantes, ut Invictissimus Imperator Dominus noster Clementissimus, ex innata Sua Clementia, Libertates & Privilegia nostra, in specie vero liberum exercitum Religionis haecenus receptae benignissime confirmare, nosque & posteritates nostras in iisdem protegere & confirmare dignetur, necne dubitamus quin Excellentissimus Dominus Generalis Comes à Karaffa demissis instantis memorati Celsissimi Principis & totius Regni apud Suam Sacratissimam Majestatem Dominum Dominum nostrum Clementissimum efficaciter sit recommendaturus, quod sicuti fidei aliter à favore Suae Excellentiae & hucusque contestata propensione petimus & speramus, ita praedictus Excellentissimus Dominus Generalis in Libertatibus & Privilegiis nostris nullo modo pos turbabit, interim manet in suo vigore Tractatus cum Serenissimo Duce Lotharingae.

In cujus rei majorem fidem atque firmitatem & ut notitia istius assecurationis nostrae Recessus à Protectione Turcica ad omnem posteritatem transeat, ideo eandem usualibus Sigillis trium Nationum Regni Transylvanicae corroboravimus. Actum in Civitate Cibiniensi die 9. Maji A. 1688.

LXXXIX.

30. Juin. *Traictat van Alliantie tusschen de Heeren Staaten*
LES PRO- *Generaal der VEREENIGDE NEDER-*
VINCES- *LANDEN en FREDERIK de III. Keurvorst*
UNIES, *van Brandenburg gesloten tot Coln aan de Sprée*
ET *den 30. Juny 1688. [Manuscrit.]*
BRANDE-
BOURG.

DE Hooghmooogende Heeren Staaten General der Vereenighden Nederlanden ende de Doorluchtigsten Vorst en Heere Frederic de Derde Marggrave tot Brandenburg, des Heilige Roomschen Rychs Ertz-Cammerer en Churfursten, in Pruysen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Berg, Stettin, Pomereren der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Croissen in Schwiebus, Hertogh, Burggrave tot Nurembergh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Cammin, Graff tot Hohenzollern, der Marck, ende Ravensbergh, Heere tot Ravelleyn, ende van de Landen, Lauenburgh ende Buttauw: overwooghen hebbende de besondere groote nuttigheyt ende avantages die haere wederseyls Landen en Onderdanen toeghebragt syn door de Tractaten, ende Alliantien tusschen Hooghsiged. Hooghmooogende Heeren Staaten General der Vereenigde Nederlanden, ende wylen den Doorluchtigsten Vorst en Heere Heere Frederick Wilhelm, Marggrave tot Brandenburg, des Heiligen Roomschen Rychs Ertz-Cammerer ende Churfurst, in Pruysen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Bergh, Stettin, Pomereren, der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Croissen, ende Schwiebus, Hertogh, Burggrave tot Nuren-

LXXXIX.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Genève-30. Juin
raux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, LES PRO-
& FREDERIC III. Electeur de Brande-
bourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars UNIES
1678. est renouvelle, avec l'Article separé de ET
la même date. Fait à Cologne sur la Sprée le BRAND-
BOURG.
30 Juin 1688.

LEs Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & le Serenissime Prince & Seigneur Frederic troizieme Margrave de Brandebourg, Electeur & Archichambellan du S. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, Cassubie, Vandalie, Silesie, Crosse, & Schwiebus, Duc, Burggrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, & Cammin, Comte de Hohenzollern, de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Ravelstein, & des Pais de Lauenbourg, & Buttauw, ayant consideré la grande utilité & les avantages dont leurs Pais & Seigneurs respectifs ont joui par les Traitez & Alliances, cy-devant faits entre leursdites Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas & le feu Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg, Archichambellan, Electeur du S. Empire Romain, Duc en Prusse, de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, & aussi en Silesie, de Crosse, & Schwiebus, Duc, Bur-

ANNO 1688. renburgh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graeff tot Hohenzollern, der Marck en Ravensbergh, Heere tot Ravelstein, ende van de Landen Lauwenburgh en Butaau, syner Churfurstelycke Doorluchtigheyt Heere Vaeder glorieufer Gedagtenisse, soo wel tot Bevestiging van een goet onderlingh verstant en naebuylich verrouwen als tot bevoordeeling van de gemeyne Securityt ende Bescermeringe opgerecht, ende hoe de voorz. nuttigheyt ende avantages door de continuatie van een censeginde Verbintenisse niet alleen geconserveert, maer oock voor 't toekomstige vermeerderd soude konnen werden, hebben derhalven dienlich ende noodich gegacht de voorz. Tractaten en Alliantien te continueren ende te vernieuwen ende ten dien eynde tot haere Gevolmachtigde geconstitueert te weeten haer Hoogh-Mogende den Heere Jacob Hop, Raedt en Pensionaris der Stadt Amsterdamm, Gedeputeerde in haere Vergaderinge, van wegens de Provincie van Holland ende Westvriesland, tegenwoordigh haeren Extraordinaris Envoyé aen het Hof van meer-hoogtgemelte sijne Ceursurftelycke Doorluchtigheyt, ende deze sijne Ceursurftelycke Doorluchtigheyt deselfs werckelick geheyme Raets, en Krygsraeden, oock respectie Leens-Directeuren, de Welgeboorne Heeren Frans van Meinders, Paul van Fuchs, ende Eberhard van Dankelman, de welken sich daar op te saemen gevoeght hebbende naer wederz. dis geprodeerde en uytgewisselde Volmachten, waar van de Copyen achter aen het eynde deses syn gevoeght, verdragen, geconvenieert, en geaccordeert syn in de volgende manieren.

Dat namentlyck de Tractaten en Alliantien, welke tusschen haer Hoogh-Mogende ter eenre, ende sijne Ceursurftelycke Doorluchtigheyt glorieuwer gedaghtenisse ter andere zyde, op den 26. Febr. ouden ofte den aghtien Maert 1678. nieuwen Styl, met het separaat Articul van dien van den selven date tot Coln aen de Sprée ende op den 23. Augusti in den Haegh zyn opgerecht, sullen werden vernieuwt en geconfirmmeert, gelyck delelve vernieuwt ende geconfirmmeert werden by desen, even en invogen als of de voorz. Tractaten ende Alliantien alhier van woort tot woorde, waeren verhaelt en geinfereert.

Belooven oock verders haer Hoogh Mogende ende sijne Ceursurftelycke Doorluchtigheyt de boven geroerde Tractaten en Alliantien oprechtelyck ende ter goeder trouwe te sullen onderhouden, ende te doen onderhouden, ende niet te sullen toelaeten dat ietwes tegens den inhoud van dien werde ondernomen ofte gepleegt, directelyck ofte indirectelyck, op wat wyse het oock soude mogen wesen, ende indien nochtans sulcks buyten vermoeden soudon mogen gebeuren, te sullen besorgen, dat het selve ten spoedigsten gerepareert ende naer uytwylen vande voorz. Tractaten gericht werde.

De tegenwoordige Conventie sal by haer Hoogh Mogende ende sijne Ceursurftelycke Doorluchtigheyt geratificeert, ende de Actens van Ratificatie van dien sullen ten wederzyden werden uytgewisselt binnen den tyd van twee maanden, of wel eerder indien 't selve kan geschieden, te rekenen van den dagh van de signature: gedaen tot Coln aen de Sprée den dertigften Juny 1688.

Was geteekent.

(L.S.) J. HOP. (L.S.) FRANZ VAN MEINDERS.
(L.S.) PAUL VAN FUCHS.
(L.S.) EBERHARD DANKELMAN.

ANNO 1688. Burgrave de Nuremberg; Prince de Halberstadt; Minden & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravelstein, & des Pais de Lauwenbourg & Butau, Seigneur & Pere de Sa Serenité Electorale d'heureux memoire; ils ont trouvé utile & nécessaire non seulement de continuer & renouveler les susdits Traitez & Alliances, tant pour la confirmation d'une bonne & particuliere intelligence, voisinage & confiance, que pour l'avancement & augmentation de la sureté & protection commune; c'est pourquoy ils ont configné pour leurs Plenipotentiaires, sçavoir leurs Hautes Puissances, le Sieur Jacob Hop, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé dans leur Assemblée de la part de la Province de Hollande & West Frise, presentement Envoyé Extraordinaire à la Cour de la susdite Serenité Electorale; & sadite Serenité Electorale, ses Conseillers privez & de Guerre & Directeur des Sacs, les Sieurs François de Meinders, Paul de Fuchs, & Everhard de Dankelman, lesquels ayant conféré par ensemble, & s'étant entre-communié leurs Plein-Pouvoirs dont la Copie est insérée à la fin des presentes, ont traité, convenu & accordé en la manière suivante.

C'est à sçavoir que les Traitez & Alliances qui ont été faites entre leurs Hautes Puissances d'une part, & Sa Serenité Electorale de glorieuse memoire d'autre part le 26. Fevrier vieux style ou dix huit Mars, stile nouveau 1678. avec l'Article separé de la même date à Cologne sur la Sprée, & à la Haye le vingt-troisième Août seront renouvelles & confirmées, comme elles sont renouvelles & confirmées par ces presentes de même & de la même manière que si lesdits Traitez & Alliances étoient icy insérées & repetées mot pour mot.

Promettent aussi de plus leurs Hautes Puissances & Sa Serenité Electorale d'entretenir & d'observer lesdits Traitez & Alliances de bonne foy; & de ne point permettre qu'il soit rien entrepris ni fait contre le contenu en icelles directement ou indirectement de quelque manière que ce puisse être, & si néanmoins cela arrivoit, contre toute attente, de faire ensorte qu'il soit au plutôt réparé conformément à la teneur desdits Traitez.

La presente Convention sera ratifiée par leurs Hautes Puissances & par Sa Serenité Electorale, & les Actes de Ratification d'icelle échangés dans le tems de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature: fait à Cologne sur la Sprée le trentième Juin, 1688.

Etoit signé,

(L.S.) J. HOP. (L.S.) FRANÇOIS DE MEINDERS.
(L.S.) PAUL DE FUCHS.
(L.S.) EBERHARD DANKELMAN.

XC.

6. Juillet.
DANEMARCK
ET LES
PROVINCES-UNIES.

Preliminaire Tractat tusschen syn Koninklyke Majesteit van Denemarcken CHRISTIAN de V. en de Heeren Staaten der VEREENIGDE PROVINTIEN Gesloten tot Berlyn den 6. July 1688. [Re-

XC.

Traité Preliminaire entre les Seigneurs Estats GENERAUX des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, & CHRISTIAN V. Roi de Danemarck, portant que pour terminer par un heureux & final succès.

6. Juillet.

DANEMARCK
ET LES
PROVINCES-UNIES.

V 3

ANNO
1688.

[Recueil des Traitez faits entre les Estats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Estats.]

N Ademael tusschen syne Koninghlycke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde, zedert een geruymen tydt herwaerts vercheide differenten ende oneffenheden gheresen zyn, over ende ter saecke van de Commerce ende Navigatie van de Inghezetenen der Vereenigde Nederlanden, op sijn Koninghlyc Majesteyts Rycken en Landen, midsgaders in en door de Sund op de Oost-Zee; ende dat altoewel de voorsz. differenten en oneffenheden tot noch toe niet alleen niet gedijfsteert hebben konnen werden, maer ter contrarie meer en meer uytghebortzen zyn, echter sijne Koninghlycke Majesteyt en haer Hoogh Mogende altoos hebben gheconserveert een oprechte genegenheyt omme de selve ten spoedighsten door een minnelyc verdragh determineert te sien, oock om preliminarlyck te adjusteren 't geen de bevorderingh van soo een goet ende heylsaem ooghermerk eeniger mate foude konnen retarderen, en in dit alles krachtlyck zyn ghescondert door de interpositie en de goede officien die wylen sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburg gl. ged., ende by continuatie sijn tegenwoordigh regerende Churfurstel Doorl. van Brandenburg, als successieve Mediateuren in desen belieft hebben te employeren; *Soo is*, Dat, om daer toe te gheraacken, sijne Koninghlycke Majesteyt tot desselfs Gevolmachtighde gelieft heeft te nomineren den Heere *Johan Hugo van Lenten*, tot Sarlhufen, sijne Koninghlyc Majesteyts Estats en Landt-Raet, Vice-Cantzeler in het Hertogdom Schlefwigh, ende desselfs Extraordinaris Envoye aen het Hof van sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburg, ende de Heeren Staten Generael den Heere *Jacob Hop*, Raet en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde ter Vergaderinge van haer Hoogh Mog. wegens de Provincie van Holland ende West-Vrieland, ende haren Extraordinaris Envoye aen 't Hof van sijn Churfurstel. Doorl., dewelcke sich te samen bevonden hebbende in de Stadt Berlyn, aldaer naer reciproque communicatie van hunne respectieve Volmachten, waer van Copien aen het eynde deses van woerde te woerde zyn gevoeght, preliminarlyck zyn geaccordeert ende verdragen in volgende maniere.

I. De plaetse van de afhandelinghe van de bovengheroorde differenten in het algemeen, sal zyn de Stadt Hamburg of Altena, ten welcken eynde beyde de hooge Partheyen haer Gevolmachtighden behoorlyck geïnstrueert aldaer sullen laten vinden, omme ten dage van de uytwyselinghe van de Ratificatie van het tegenwoordigh preliminar Tractaet aenstonds de voorsz. Negotiatio onder de Mediatie van sijn Churfurstel. Doorl. by der handt te nemen en sonder uytstel te vervolgen.

II. En op dat inmiddels de Navigatie ende Commerce haer voortgangh mogen hebben, is verdragen ende gheconditioneert, dat by provisie ende voor den tydt van twee eerst-komende jaren, te reekenen van den dagh van de uytwyselingh van de Ratificatie van het tegenwoordigh Tractaet, en soo veel langer als voor de expiratie van dien tydt niet gemene bewillinghe sal werden vastgeseft, de Onderdanen van sijn Koninghlyc Majesteyt in de Vereenigde Nederlanden, ende de Inghezetenen der Vereenigde Nederlanden in de Oost-Zee, Denemarcken ende Noorwegen varende en handelende; sullen werden getracteert, op den voet ende

ANNO 1688.
nal Accommodement les diferents qui durent depuis long-tems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interests de Navigation & de Commerce, Sa Majesté, & leurs Hautes-Puissances enveroyent leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Electeur de Brandebourg, & que cependant le Commerce continuera provisionnellement entre leurs Sujets & Habitans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans, &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. Avec les PLEIN-POUVOIRS de part & d'autre.

Comme depuis assez longtems il est arrivé plusieurs differens & mes-intelligences entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwege, &c. d'une part, & les Hautes & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre part au sujet & à l'occasion du Commerce & Navigation des Habitans des Provinces-Unies des Pays-bas dans les Royaumes & Pays de sadite Majesté ensemble dans le Sund sur la Mer Baltique & qu'encore que lesdits differens n'ayent non seulement pu être ajustez jusques à present, mais se soient au contraire augmentez de plus en plus, cependant Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont toujours conservé une sincere inclination de les terminer au plutôt par un Accommodement à l'amiable & même d'ajuster par des Preliminaires ce qui pourroit en quelque maniere retarder un dessein si bon & si salutaire, en quy ils ont été fortement secondez par l'interposition & les bons offices de feu Sa Serenité Electorale de Brandebourg d'heureux memoire, & par la continuation de ceux de Sa Serenité Electorale à present regnante qu'elle a bien voulu employer, en qualité de Mediateur Successeur. C'est pourquoy, & afin de parvenir à ce but, il a plu à Sa Majesté de nommer pour son Plenipotentiaire le Sieur *Jean Hugo de Lente* de Sarlhufen Conseiller d'Etat de sadite Majesté & son Envoyé Extraordinaire à la Cour de Sa Serenité Electorale; & les Seigneurs Etats Generaux le Sieur *Jacob Hop*, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part de la Province de Hollande & West-Frise, & leur Envoyé Extraordinaire à ladite Cour de Sa Serenité Electorale, lesquels s'étant rencontrés ensemble en la Ville de Berlin, après s'être communiqué reciproquement leurs Plein-pouvoirs respectifs, dont Copie sera inserée mot pour mot à la fin des presentes, ils ont convenus & accordé preliminarlement, en la maniere suivante.

I. Le Lieu de la Negotiation sur les differents cy-dessus mentionnez en general, sera la Ville de Hambourg ou Altena, auxquelles fins, lesdites deux Hautes Parties, y feront trouver leurs Plenipotentiaires dûment instruits pour au jour de l'échange des Ratifications du present Traité Preliminaire, enramer & continuer aussitôt & sans delay ladite Negotiation, sous la Mediation de sadite Serenité Electorale.

II. Et afin que cependant la Navigation & le Commerce puissent avoir leur cours, est accordé & stipulé, que par provision & pour le tems des deux prochaines années à compter du jour de l'échange des Ratifications du present Traité, & pour tel tems plus long, qu'il sera arrêté d'un commun consentement avant l'expiration du tems susdit, les Sujets de Sa Majesté navigant & trafiquant dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas dans la Mer Baltique, Danemarck & Norwege, seront traités sur le pied & conforme-

ANNO 1688. ende conform de letter van de Tractaten Conventien tusschen sijn Majesteit en haer Hoogh Mog. in de jaren 1645, 1647, 1666. ende 1669. respectivelyc gemaect, welke Tractaten en Conventien van sulcken kracht zullen zijn en werden gehouden, als of de selve van woerde te woerde waren gheinfereert; en is voorts wel expresselyc verdragen en geacordeert, dat in gevalle het Tractaet ten principalen niet en soude mogen wesen geslooten, voor de expiratie van de voorz. twee jaren, of van dien tyd welke (alcer de selve twee jaren sullen wesen verlopen) met ghemene bewillighing sal werden vast gheset, in sulcken ghevalle wederzyds Onderdanen en Ingezeten sullen hebben ten tyd van drie maanden, te rekenen van den dag af dat dit preliminar Tractaet sal wesen geexpireert, om binnen deselve drie maanden hare Effecten, Schepen of Goederen te mogen roveceeren, 't huys ontbieden of elders verzenden, sonder in het minste daer in (geduyrende de voorz. drie maanden) verhindert, bewaert, belast of geincommodeert te worden, even als of dit preliminar Tractaet (geduyrende den voorz. tyd van drie maanden) noch effectivelyc plaets hadde, subsistierende ende gheobserveert moelt werden.

III. Dienvolgende sal het visitieren der Schepen en Goederen den Ingezeten der Geunieerde Provincien toebehoorende, en door de Zundt passerende, conform het 3. Articul van het Tractaet de Anno 1645, geen plaets hebben, en omtrent de visitatie van de voorz. Schepen die in Noorwegen, 't zy met Hout alleen, 't zy met Hout en andere Waren, of wel andere Waren alleen souden mogen worden beladen, sal precieslyc achtervolgt werden het 14. en 15. Articul van het Tractaet van den jare 1647, ende het 10. Articul van dat van den jare 1666. respectieve.

IV. Gelyck oock de metinge van de Schepen op Noorwegen varende, gereguleert sal blijven naer het geene deswelen in den jare 1669. is geconvenienciert; ende de Tollen van de Hout-layten en andere Waren en Koopmanschappen, welke uyt Noorwegen souden mogen werden uitgevoert, betaelt sullen werden naer het 8. en 10. Art. van het Tractaet van den jare 1666. ten ware de Onderdanen van sijn Koningh. Majesteit, of wel andere Natien, albereyds verkregen souden mogen hebben, of noch geduyrende de voorz. tyd souden mogen verkrygen eenige verminderingh in voorz. Tollen, in welken ghevalle oock de Ingezeten der Vereenighde Nederlanden dat voordeel, volgens het 9. Art. van het voorz. Tractaet de Anno 1666. sullen genieten.

V. Insghelyc sullen oock, conform het voorz. 9. Articul, de Schepen, in de Vereenighde Nederlanden 't huys hoorende, enige Waren of Koopmanschappen in de Rijken van sijn Koningh. Majesteit brengen, 't zy dat de selve Waren en Koopmanschappen gebracht worden directelyc uyt de eerste hand, of van de Plaets daer sie zijn gevallen, dan niet, geen hooger of meerder Tholl betalen als de eygen Inwoonders of Onderdanen van sijn Koningh. Majesteit; ende sal dienvolgende oock cesseren de vierdubbelde Tholl, geleght op Waren en Koopmanschappen die niet uyt de eerste hand, of van de Plaetsen daer sie zijn gevallen, met Nederlandse Schepen in sijn Majesteits Rijken werden gebracht; gelyck mede ophouden sal het Verbod voor de Nederlandsche Schepen, om Waren of Koopmanschappen tusschen de Rijken van sijn Majesteit, of tusschen Provincien of Stiften in Denemarcken of Noorwegen te vervoeren; daer en boven sullen oock op het verfoeck ende ter requisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Mediateur, ophouden de Vorrechten, Immuniteten en Exemptien aen de soo genemde Defensions, Exemptions en diergelycke Schepen, soo ten respecte van de Thollen die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opsigte van den Orizondischen Tholl, door sijn Koninghlycke Majesteit geacordeert.

VI. Dat volgens het 13. Articul van het Tractaet van den jare 1645. de Passage en Navigatie door de Zundt, als oock de Traffiq in sijn Koningh. Majesteits Rijken en Landen, vry ende onverhindert sal blijven, en dat derhalven oock op het verfoeck ende ter requisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Mediateur

ment aux Traitez & Conventions d'entre Sa Majesté & L. H. P. és années 1645, 1647, 1666, & 1669. respectivement, lesquels Traitez & Conventions seront de même force & valeur que s'ils étoient icy inserez mot à mot; & est outre ce expressément accordé & convenu, que si le Traité ne pouvoit pas être conclu au principal avant l'expiration des susdites deux années, & du tems, qui (avant que lesdites deux années soient expirées) sera arrêté, en tel cas les Sujets & Habitans de part & d'autre auront le tems de trois mois, à compter du jour que ce Traité préliminaire aura expiré; pour pendant lesdits trois mois pouvoir réclamer leurs effets, Vaisseaux ou Marchandises, les faire revenir chez eux ou les envoyer ailleurs, sans (pendant lesdits trois mois) pouvoir en ce être empêchés, troublés, lésés, ou incommodés, comme si durant ledit tems de trois mois ce présent Traité Préliminaire devoit avoir encore effectivement lieu, subsister & être observé.

III. En conséquence dequoy la visite des Vaisseaux & Marchandises des Habitans des Provinces-Unies, & qui passeront par le Sond, n'aura point de lieu conformément à l'Article 3. du Traité de l'an 1645. Et à l'égard de la visite des susdits Vaisseaux qui sont chargés en Norwege, soit avec du Bois seulement, soit avec du Bois & autres Marchandises, ou avec d'autres Marchandises seulement, seront précisément suivis les 14. & 15. Articles du Traité de l'an 1647. & le 10. Article de celui de l'an 1666. respectivement.

IV. Comme aussi la mesure des Vaisseaux qui vont en Norwege sera réglée suivant ce qui a été convenu à cet égard en l'an 1649. & les Tols des bois chargés & autres Marchandises, lesquelles pourroient être transportées de Norwege, seront payez suivant les 8. & 10. Articles du Traité de l'an 1666. à moins que les Sujets de Sa Majesté, ou d'autres Nations n'eussent déjà obtenu ou n'obtiennent pendant le susdit tems quelque diminution desdits Peages, auquel cas les Habitans des Provinces-Unies jouiront aussi de cet avantage; conformément à l'Art. 9. du susdit Traité.

V. Semblablement les Vaisseaux conformément audit neuvième Article, qui apartiendront aux Provinces-Unies, & qui apporteront quelques Marchandises ou denrées dans les Royaumes de Sa Majesté, soit que les mêmes Marchandises ou Denrées soient amenées directement de la première main, soit du Lieu où elles sont échouées ou non, ne payeront pas de plus grands Droits que les propres Habitans & Sujets de Sa Majesté; & en conséquence cessent aussi les Tols quatre fois doubles, mis & imposés sur les Marchandises & Denrées qui viennent avec des Vaisseaux des Pais-Bas dans les Royaumes de Sa Majesté non de la première main ou des Lieux où elles sont échouées, comme aussi cessera la défense faite à l'égard des Vaisseaux des Pais-Bas, de transporter entre les Royaumes de Sa Majesté, ou entre les Provinces de Danemarck ou Norwege. Outre ce cessent à la requisition de Sa S. E. les Prerogatives, Immunités, & Exemptions accordées par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez de Défense, Exemptions, & semblables, tant à l'égard des Tols, qu'on paye à l'entrée & à la sortie, qu'à l'égard du Tol de l'Orizond.

VI. Que suivant l'Art. 13. du Traité de l'an 1645. le Passage & Navigation par le Sond, comme aussi le Trafic dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté, sera libre & sans empêchement; c'est pourquoi aussi, sur la demande & requisition de Sa Serénité Electorale comme Mediateur cessera la défense de

ANNO
1688.

ANNO
1688.

teur fal cesser den het Verbod tegen den invoer van verscheide Waaren, Manufacturen en Koopmanschappen ge-emaneert: En is wyders verdragen dat het different 't geen hier over, en over de Defensions. Exemptions en diergelijcke Schepen is ontlaen geweest, ende de redenen welke dien-aengaende by of van wegen sijn Koninglijke Majesteit zijn geallegeert, sullen werden gerenvoyeert tot de Negotiatie ten Principalen (nochtaans effect forterende 't geen aengaende de voorz. Schepen, en het voorz. verbod by 't vijfde en het tegenwoordige Articel is geconvenieert) om als dan te sien hoe verre die saecke tot wederzijds genoegen sal konnen werden ingheschickt.

VII. Sullen vorders, volgens het 2. Articel van het Tractaet d'Anno 1645. het 13. Articel van dat van den jaer 1647. ende het 8. Articel van het Tractaet d'Anno 1666. alle by-Thollen en andere diergelijcke, lasten, wat naem die oock souden mogen hebben, die 'tzedert de voorz. Tractaten, en in praedjudice van de selve, soo in de Zundt als in Noorwegen zijn ingevoert, gantschelijk cesserren, en sal vervolgens afgeschafft moeten worden alle 't gene buyten de letter van de boven-geoorde Tractaten de Onderdanen van sijn Majesteit in de Vereenighde Nederlanden, ende den Ingeleeten der Vereenighde Nederlanden, 't zy van hare Schepen, 't zy van hare ingelade Goederen, soude mogen wesen afgevordert; maer sal alles praeciefelijk werden gereguleert naer de selve Tractaten, als Art. 2. hier boven is geleyt, sonder dat aen de generale expressien aldaer gebruyckt, eenige praedjudicie werdt verstaen te werden gegeven, door het geen speciael by de volgende Articulen van dit Tractaet is verdragen ende gheconvenieert.

VIII. Tot beter naerkominge van alle 't gene voorz. is, is verstaen, dat mede fal cesserren en ophouden de nieuwe Deensche Tholl-Rolle, by sijn Koningh. Majesteit op den 27. Mey 1686. gearresteert, ende voorts alle andere Ordonnantien, Verboden, Vryheden ende Exemptions, welke tegens de voorschreve Tractaten souden mogen zijn ge-emaneert ofte aen yemant gheconcedeert.

IX. Daer en is van de zyde van Syne Koninghlijke Majesteit bedongen, ende by hare Hoogh Mogende beloofd, dat de selve mede gheduyrende de voorz. tijdt van twee jaeren sullen doen cesserren het Verbodt van de Navigatie ende Commerce op het Rijk Noorwegen, mitgaders van den invoer van de Houware die in het selve Rijk zijn gevallen, ende van daer of van elders in de Vereenighde Nederlanden souden mogen werden gebracht: Gelijck mede de belastingh van twintigh guldens op het inkomen van yeder Last van de voorz. Houware, voor daen van het voorz. Verbodt tegens den invoer van dien gevordert, alles respectievelijk conform haer Hoogh Mog. successieve Placaten ende Waerfchouwingen van den 27. Maert, 1687. ende 17. Mart 1688.

X. Gelijck mede in voegen als vooren sal ophouden de meerder belastingh, by hare Hoogh Mogende Resolutie van den 27. Maert 1687. gesteldt op de Deensche Schepen, die in de Vereenighde Nederlanden willen laden of onthalen; sullende de voordere Beswaeren welke van de zyde van syne Koninghlijke Majesteit gesustineert souden mogen werden op de Deensche Commerce ende Navigatie in de Vereenighde Nederlanden te wesen geleght, gerenvoyeert werden tot de boven-geoorde Negotiatie ten principalen, om als dan op den voet ende naer uytwylen van de vooren genoemde Tractaten geadjustteert en ingheschickt te werden.

XI. Het tegenwoordigh Tractaet sal by Syne Koninghlijke Majesteit ende by hare Hoogh Mogende werden geratificeert, ende de Actens van Ratificatie van dien sullen ten wederzyden in goede en behoorlijke forme werden uytgewisselt binnen den tijdt van twee maenden, of wel eerder, indien het selve kan geschieden, te reekennen van den dagh van de signature, om aenstonds naer de selve gedaene uytwisseling, dit Tractaet praeciefelijk te executeren.

Tot bevestingh van 't welck, hebben Wy in den Hooft van dit Preliminair- Tractaet genoemde Bevoelmachtighden van Syne Koninghlijke Majesteit, ende van de Heeren Staten Generael, uyt krachte van de voorschreve Onse Pouvoirs, in haren Name het tegenwoordigh Tractaet eygenhandigh onderteyckent, ende

de faire entrer diverses Marchandises, Manufactures & Denrées. Et est en outre accordé que les différens mis à ce sujet & sur les Défenses, exemptions & différens Vaisseaux, & les raisons qui à cet égard ont été alléguées par Sa Majesté ou de sa part, seront renvoyées à la Négociation au principal, (surtout néanmoins son effet, ce qui a été convenu à l'égard des susdits Vaisseaux, & de ladite défense par l'Article cinquième & par le présent) pour voir alors comment cette affaire pourra être réglée de part & d'autre à la satisfaction réciproque.

VII. Cesseront en outre entièrement suivant l'Art. 2. du Traité de l'an 1645, le 13. Art. de celui de l'an 1647. & le 8. Art. du Traité de l'an 1666. tous les by-Tols & autres Charges semblables de quelque nom, qu'ils puissent être appelés, introduits au préjudice d'iceux, tant au Soud qu'en Norwege, & sera conséquemment aboli tout ce qui, outre le contenu des Traitez, susmentionnés, pourroit avoir été demandé aux Sujets de Sa Majesté dans les Provinces-Unies des Pais-Bas & aux Habitans des Provinces-Unies, soit de leurs Vaisseaux, soit des Marchandises y chargées; mais le tout sera réglé précisément suivant les mêmes Traitez, comme il est dit icy par l'Article 2. sans qu'à l'expression générale qui y est employée soit entendu être donné aucun préjudice, par ce qui est spécialement accordé & convenu par l'Article suivant de ce Traité.

VIII. Pour meilleure observation de tout ce qui est dit cy-dessus, est jugé à propos, que le nouveau Toll-Rolle arrêté par Sa Majesté le 27. May 1686. cesse & soit suris; Et en outre toutes autres Ordonnances, Défenses, Libertés & Exemptions qui pourroient être émancées contre les susdits Traitez, ou concédées à quelque'un.

IX. D'ailleurs est stipulé de la part de Sa Majesté & promis par leurs Hautes Puissances qu'ils feront aussi cesser durant le susdit tems de deux Ans la Défense de la Navigation & Commerce dans le Royaume de Norwege, ensemble, du Transport des Marchandises de bois qui sont arrivées dans ledit Royaume, & qui de la ou d'ailleurs pourroient être amenées dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, comme aussi l'Imposition de vingt Livres sur l'entrée de chaque Last des susdites Marchandises de bois exigée contre le Transport, avant la date de ladite Défense, le tout respectivement conformément aux Placards successifs & Avertissements de leurs Hautes Puissances des 27. Mars 1687. & 17. Mars 1688.

X. Comme aussi cesseront comme dessus toutes les autres Impositions, mises par la Résolution de leurs Hautes Puissances du 27. Mart 1687. sur les Vaisseaux Danois, qui veulent charger & décharger dans les Provinces-Unies des Pais-Bas; & les autres Impositions que Sa Majesté pourroit soutenir avoir été mises sur le Commerce de Danemarck & Navigation dans les Provinces-Unies, seront renvoyées à la susdite Négociation au principal, pour en après être ajustées & réglées, sur le pied & suivant le contenu des susdits Traitez.

XI. Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté & par leurs Hautes Puissances & les Ratifications d'icelui en bonne & due forme seront échangées de part & d'autre dans le tems de deux mois, ou plus-tôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, pour ensuite de l'échange faite, être ledit présent Traité exécuté précisément de part & d'autre.

Pour confirmation de quoy Nous Plenipotentiaires de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs susdits, avons en leur nom signé le présent Traité de nos propres mains & confirmé

ANNO
1688.

ANNO ende met onse Zegelen bekrachtigt. Gedacht tot Ber-
1688. lin den seften July 1688. nieuwen Stijl.

Was geteckent,

(L.S.) JOHAN HUGO VAN
LENTEN.

(L.S.) J. HOP.

Folget die Copie von der Vollmacht von
Seiner Königlich Majestät von Den-
nemarck / Norwegen &c.

Wir Christian der Fünfte / von Gottes Gnaden
König zu Denemarck / Norwegen / der Wend
und Holsen / Herzog zu Schleswig / Holstein / Stör-
marn / und der Dithmarschen / Graf zu Oldenburg und
Delmenhorst / &c. Haben fund hiemit / nachdeme wißsen
Uns und den Staat der Vereinigten Niederlanden wegen
der Hülfe und Commercien / hinc inde einige Irrungen
entstanden / und dan zu Beseitigung derselben gültliche
Tractaten zu pflegen / vorher aber einige Preliminar-
Puncten abzuhandeln / beiderseits für gut befunden und
beliebet worden / daß Wir in solcher Preliminar-Hand-
lung / unserer Theils / den Hohen-Edlen unsern Erbs- und
Land-Rath / Vice-Canslien im Herzogthum Schleswig-
holstein Envoyé Extraordinaire am Chur-Brandenburgi-
schen Hoff und sieben Getreuen / Johan Hugo von Len-
ten / auff Serhausen Erbgesessen / committiret und be-
vollmächtigt / Ihn daffelbe auch hiemit dergestalt und
also / daß Er sich unter Interposition und Vermittelung
des jets Regierenden Churfürsten zu Brandenburg Durch-
laucht und Edd. mit der Staaten General ebenmäßig be-
vollmächtigten Ministro in Handlung einlassen / und
wegen angeregter Preliminar-Puncten etwas gewisse
verabreden / schließen und unterzeichnen möge : Bey Kö-
niglichen Worten versprechende / daß Wir dasjenige / was
er solcher Gestalt handeln / thuen und schließen wird / als-
kräftig genöth halten und ratificiren wollen. Uffhänd-
lich / unter unsern Königlich Handzeichen und fürge-
drucktem Inseel. Geben auff unser Residenz zu Koppens-
bagen den 26. Maji. 1688.

CHRISTIAN.

(L.S.)

T. B. von JESSEN.

Folget de Copie van de Volmache van haer Hoogh-
Mogende.

DE Staten General der Vereenighde Nederlanden,
Allen den geen die desen tegenwoordigen fullen
sien ofte hooren lesen, Salut. Doen te weten, Dat,
nademaal het Syne Churfürstelijke Doorluchtigheyt
van Brandenburg, tegenwoordigh regerende, gelieft
heeft te continueren in de Mediatie tot bylegginge en-
de afloopinge van de differenten tusschen Syne Kö-
ninghlijke Majesteyt van Denemarcken ende desen
Staet gerefen; ende Wy gerne fouden sien, dat de
voorschreve differenten onder de voorschreve Mediatie
van hoogh-ghemelte Syne Churfürstelijke Doorluch-
tigheyt, hoe eerder soo beter, door een minnelijk
Accommodement mochten werden gheaccommodeert
ende by-ghelyd, Wy ten dien eynde goet-ghelon-
den hebben daer toe behoort te qualificeren den
Edelen, Ehrenfesten, Hoogh-geleerden, Wyfen, Voor-
sichtighen Heer Jacob Hop, Raedt ende Pensionaris der
Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in Onse Vergaderinge,
van wegen de Provincie van Hollandt ende West-Vris-
landt, ende Onsen Extraordinaris Envoyé aen het Hoff
van meer-hoogh-gemelte Syne Churfürstelijke Door-
luchtigheyt: Ende wetende dat de selve daer toe van
noode heeft. Onse speciale Procuratie, volkomen
Macht, Authoriteyt en Bevel, om alle Scrupulen die
dien aengaende gemoevert foud moghen werden, wegh
te nemen. Soo is, dat Wy hem gegeven hebben,
gelijk Wy hem geven in kracht deses, volkomen
Macht, Authoriteyt ende speciaal Bevel, om met de
Gevolmachtighde Heeren Ministers of Minister van
hooght-ghedachte Syne Majesteyt, onder de Mediatie
van hooght-gedachte Syne Churfürstelijke Doorluch-
tig-

TOM. VII. PART. II.

firmé de nos Sceaux. Fait à Berlin le sixième Jail-
let, 1688. Stile nouveau.

ANNO
1688.

Etoit signé,

(L.S.) JEAN HUGO
DE LENTE.

(L.S.) J. HOP.

Suit la Copie du Plein-pouvoir de Sa Majesté le
Roi de Danemarck & Norwegue, &c.

Nous Chrétien cinquième par la grace de Dieu
Roi de Danemarck, Norwegue, des Vandales
& des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn,
& Dithmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst,
&c. sçavoir faisons par ces presentes, que comme il est
arrivé depuis quelque tems quelques differens entre
Nous & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas
au sujet de la Navigation & qu'il a été jugé à propos
de les terminer par de bons Traitez & d'en régler
de part & d'autre quelques Points preliminaires,
c'est pourquoy nous avons à cet effect nommé nôtre
fidele & ami Jean Hugo de Lente, presentement
nôtre Envoyé à la Cour Electorale de Brandebourg, &
nôtre Conseiller d'Etat, & Vice-Chancelier du Du-
ché de Sleswick, & l'avons autorisé & commis,
pour, sous l'Interposition & Mediation du Serenissime
Electeur de Brandebourg, aujourd'huy regnant, entrer
en Negociation avec le Ministre Plenipotentiaire des
Etats Generaux, & travailler, conclure & signer en-
tre eux lesdits Points preliminaires. Promettant en
parole de Roi d'avoir pour agreable & de ratifier tout
ce qui par lui aura été negocié, fait & conclu. En
témoyn dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre
main, & à icelles apposé nostre Sceau. Donné en nôtre
Residence à Copenhague le 26. May 1688.

CHRISTIAN.

(L.S.)

T. B. von JESSEN.

Suit la Copie du Pleinpouvoir de leurs Hautés.
Puissances.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des
Pais-Bas à tous ceux qui ces presentes Lettres
verront ou orront salut, sçavoir faisons, que
comme il a plu à Sa Serenité Electorale de Brande-
bourg presentement regnant, de continuer dans sa Me-
diation pour assoupir & terminer les differens meus
entre Sa Majesté le Roi de Danemarck & cet Estât,
& que nous verrions volontiers que par la susdite
Mediation de Sadite Serenité Electorale les susdits
differens fussent au plutôt terminés & finis, par un
Accommodement amiable, Nous avons jugé à pro-
pos de nommer à cet effect le noble, savant, discret,
sage & prudent Seigneur Jacob Hop, Conseiller &
Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé en
nôtre Assemblée de la part de la Province de Hol-
lande & de West-Frise, & nôtre Envoyé Extraordi-
naire à la Cour de Sadite Serenité Electorale; &
sçachant que pour cet effect, il a besoin de nôtre pro-
curation speciale & de nôtre Authorité, Plein-pouvoir
& Mandement pour ôter tous les scrupules qui pour-
roient naître à cet égard; c'est pourquoy nous lui avons
donné, comme nous lui donnons à cet égard en vertu
des presentes, Plein-pouvoir, Authorité & Man-
dement special, pour, sous la Mediation de Sa Serenité
Electorale, traiter & accorder avec le Seigneur
Plenipotentiaire & Ministre de Sa susdite Majesté

X

ANNO 1688. tigheyt, over de voorz. Differenten ende Geschillen te tracteren ende te accorderen, de selve te adjusteren ende te nederleggen, soo als sy onderlinge fullen oordeelen ende bevinden ten wederzyden te behooren: Belovende sinnerlijcken, oprechtelijcken ende ter goeder trouwen te fullen houden voor aengenaem, vast, bondigh ende van waerden, alle tegene by ghemelten Onsen Extraordinaris Envoyé in de selve Qualiteyt sal zijn gedaen, beloof, geconferenteert ende geaccordeert, 't selve onverbrecklijcken naer te komen, te onderhouden ende te observeren, sonder daer tegens nimmermeer yets te doen of te laten geschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock soude mogen wesen; ende alles te ratificeren ende approberen, ende (des noots zijnde) daer van te verleenen ende te passeren Brieven ende Instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoegen van den hooght-gemelten Koning. Gegeven in den Hage onder Onsen grooten Zegele, Paraphure van den Heere Præfiderende in Onse Vergaderinge, ende de Signature van Onsen Griffier, den thienenden Juny Anno 1688. Was geparaphoert, JACOB VAN COEVRDEN, ^{ve} Op de Pijlque stont, ter Ordonnantie van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael. Ende was geteyckent, F. FAGEL. Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet van hoog-gemelte haer Hoogh-Mogende op een rooden Ouwel, overdeckt met een Papieren ruyte.

sur les differens susdits, & de les ajuster & terminer, comme ils jugeront & trouveront de part & d'autre convenir. Promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, stable & valable, tout ce qui par nostre susdit Envoyé Extraordinaire aura été en ladite Qualité fait & promis, consenti & accordé, & de l'observer & entretenir inviolablement, sans jamais faire ou laisser rien faire aleancontre directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, & de ratifier & approuver le tout, & (si besoin est) en passer Lettres & Instruments en bonne forme, au parfait contentement & satisfaction du susdit Roi. Donné à la Haye sous nostre grand Sceau, Paraphé du Seigneur President en notre Assemblée & Signature de nostre Greffier le 10. Juin de l'an 1688. Et paraphé JACOB DE COEVRDEN, ^{ve} & sur le replis étoit, par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux; Et étoit signé F. FAGEL, & étoit imprimé dans l'espace le Cachet de leursdites Hautes Puissances en onble rouge converté d'un quarreau de Papier.

ANNO 1688.

XCI.

21. Juill. Jhro Kâyserliche Majestât LEOPOLDI I. Extension und Declaration derer Fränkischen Ritterschaft Privilegien in puncto Exemptionis, Executionis, Juris collectandi, der Zoll-Befreyung/ des Einstands-Recht etc. Der Ritterschaft und Adel der Sechs-Ort im Land zu Francken ertheilet. Wien den 21. Juli 1688. [LONDORPII Acta publica Parte XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. Num. I. pag. 431.]

C'est-à-dire,

Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. pour la Confirmation & l'Extension des anciens Privileges de la NOBLESSE de Franconie, touchant l'Exemption, l'Execution, le Droit de Collecte; l'Immunité des Impositions, & le Droit de Rattrait. A Vienne le 21. Juillet 1688.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kâyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn und Böheim / Dalmatien / Croatien und Slavonien / etc. König / Erzhertzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Friburg / zu Württemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heiligen Römischen Reichs / zu Burgau / zu Wärdien / Ober- und Nieder-Ober- und Nieder-Steier / zu Tyrol / zu Pfirz / zu Kyburg und zu Gork / Landgraf im Elsass / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und Salins / etc.

Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allernachdiligst / daß uns die Wohlgeborene und Edle / unsere und des Reichs liebe Getreue / etc. Gemeine Ritterschaft und Adel der sechs Orte im Land zu Francken / als unterthanigst vorgetragen / wie daß dero habendes Collectations- und Executionis-Recht / item / Zoll-Befreyung und darüber erlangte Kâyserliche Privilegia. wie wohlgegründet / hell und klar die auch seyn / jedamnoch von etlichen Höheren / auch anderen Ständen und Personen / un-

ter mancherley Prætext und Exceptionen angefochten und eludiert werden wolten / wodurch ihrem Corpori, und einem jeden in Particulari, immer mehr und mehr Güter aus der Steuer entzogen / und dasselbe mithin in solches Abnehmen verfallen / daß bald die gänzliche Dissolution zu besorgen / wann nicht durch ernstes Kâyserliches Einschreiten denen schädlichen Exemptionibus und Executionis-Behinderungen contra morosos gesteuert würde; uns daher um unsere allernachdiligste Kâyserliche Confirmation und Declaration gebeten / wodurch vorgemeldtes Ritterschaftlich Steuer- und Executionis-Recht und Privilegia in vollen Kräften erhalten / und sie die Ritterschaft darwider ferner nicht gravirt werden könnte noch solte.

Gleichwie wir nun jetzt-gemeldter Reichs-Ritterschaft sowohl um uns / als unsere Glorwürdigste Vorfahren am Reich und das gemeine Wesen erworbene statliche Merita, und mit freywilliger Darlegung Guts und Bluts / absonderlich bey noch währendem Türcken-Krieg erwiesene treue Dienste / in gnädigste Achtung ziehen / und daher dieselbe als unsere treue Edle Knechte bey ihrem hergebrachten wohlverdienten Stand und Vermögen möglich conserviren / auch ihnen sonst in thunlichen Dingen zu willfahren allernachdiligst geneigt seyn; Also haben wir uns dahin in Kâyserlichen Gnaden erkläret / thun das auch hiemit auf vorgeplogenen reiffen Rath / mit rechem vollkommenen Wissen / daß wir nicht allein über mehrgedachter Reichs-Ritterschaft vorhin von uns und unsern Vorfahren am Reich ertheilte Decreta, Mandata & Privilegia, als ohne das Remuneratoria, und vim contractus habentia, in specie das Mandatum sine clausula, im Jahr sechshundert acht und siebenzig / festiglich halten lassen / sondern auch dieselbe ferner mit der Declaration in beständigst- und verbindlichster Form verketen haben wollen / daß alle in der Ritterschaft-Matricul von alters her begriffene Güter zusammen ein Corpus konstituiren / und deme keines wegs / unter was Prætext es gesucht werden möchte / entzogen und eximiret / sondern von deren Pöfessionen mit der Steuer zur Ritterschaft / dem alten Herkommen gemäß / beständigst vertreten werden sollen; Also auch von uns selbst und unsern Nachkommen am Römischen Reich / Römischen Kâysern und Königen / niemand / was Standes / Würden und Wesen der auch seye / weder jetzt noch künfftig / auch so gar ex plenitudine Caesaris Pöfessionis in einigerley Weise oder Gestalt / durch Standes-Erhöhung / Exemption oder Erection, solcher dem Ritters-Corpori einmal afficirt gewesener Güter / in Reichs-Graff- und Herrschafften / ungeachtet des Erbittens / einen solchen Abgang bey künfftigen Ritterschülffen in Consideration oder Abzug zu nehmen / oder was Ursachen und

etc.

ANNO
1688.

Bewegungs auch solches immer seyn möchte (denn aller und jeden wir uns und unsere Nachfolger am Reich und unserm Erb-Haus hiemit aufs verbindlichste versagen und geben) von denen hergebrachten Ritter-Anlagen eximiret / oder beseyet seyn oder werden solle / noch sonst ne; Gestalten wir dergleichen dieser unser Allergnädigsten Declaration zu wiederlauffenden Exemptiones, ist alsdan / und dan als jetzt / ex certa Scientia und eigener allergnädigsten Bewegungs / cassirt und aufgehoben haben wollen.

Dan weilten der Chur-Fürsten und Ständen Prerogative, Jura & Privilegia, nach Aufweis unsrer Königlichten Capitulation, des Reichsständigen Friedens-Schlusses / und anderer Reichs-Abtheilen / in perpetuum irrevocabiler statirt und beständig; die Ritter-Schaftliche Privilegia von der Kaiserlichen Suprematie / als dem ersten einigen Brunnquell aller Jurisdictionalen und Regalien / mit Darlegung Weiss und Bluts erworben / und der Ursachen von Chur-Fürsten und Ständen des Reichs selbst dem Instrumento Pacis und unsrer Kaiserlichen Wahl-Capitulation zu beständige Observanz mit einverleibet worden; Als ist auch hiitlich und recht / daß nach gleicher Anweisung obiger Fundamentel-Reichs-Gesetzen aller-vorderst unser Kaiserliche Specie und Concession, solcher ewig und unüberwindlicher Privilegien / so dan auch unser und des Reichs Interesse, ratione der freywilligen Ritter-Hülften / ungeschmälert, custodit verbleibe; und uns oder unsrer Reichs-Ritterschafft / von dem Quanto collectabili so wenig was entzogen werde / als wenig wir einigen Stand des Reichs / von demjenigen / so derselbe tempore concessionis Matriculae, & ab Imperatoria Majestate ipsi concessa collectionis, mit unserm Steuer-Belag gehabt / was abzuführen gemeint; Als sollen jetzt und künftigh thet der Reichs-Ritterschafft solche Privilegia und Jura regalia, ohne Eintrag männiglich / hohen und niedrigen Stands / zu ewigen Zeiten aufrichtig erhalten / geschützt und gehandhabt werden.

Und weilten uns so auch ferne unser und des Reichs getrene Reichs-Ritterschafft in Franken / allerseits Orten / zu erkennen gegeben / daß sie in dem obgemeldten Jure Collectarum, sonderlich auch in dessen Execution gegen die sammtliche Concurrenten / woszu hoch manchnah unser und des Reichs Interesse klaffen verlor / und dan wegen der Immediat / in Causis tam civilibus, quam criminalibus, wie nicht weniger wegen der Zoll-Befreyung und des Einstands-Rechts unbedenklich beeinträchtigt worden; Da doch alle solche Jura durch die Reichs-Freidoms-Schlus / und unsrer Kaiserliche Wahl-Capitulation in eine den Juribus Statuum gleichmäßige Verbindlichkeit gesetzt worden / und uns dahero uns unsrer Kaiserliche allergnädigste weitere Confirmation, Schutz / Schirm und Manuementz allerunterthänigst angerufen; Und wir nun solches alles den Rechten / der Billigkeit / und denen von uns und unserm Vorfahren mit Gut und Blut so theuer erworbenen Privilegien und Rechten gemäß erkennen; So verordnen / erlassen und beschließen wir hiemit / daß er-gedachte Privilegia, Jura, Rechte und Gerechtigkeiten unsrer und des Heiligen Reichs Ritterschafft und Adel / aller sechs Orten in Franken / hinüber und zu ewigen Zeiten / unter keinerley Prætext oder Vorwand / Jurisdictionis territorialis, feudalis, privilegiate, centenar, loci delicti, oder anderen Einwendend keines wegs geschmälert / noch in ihrem ruhigen Besiz turbit; wenige an ihrem wohlverordneten unmittelbaren Stand / Prærogativen / Würden und Vermögen beeinträchtigt / sonderlich in dem Einstand-Recht / in Verkauf-oder Tauch-Fällen / weder von dem Verkäufer noch Käufer / wie auch in vornehmender Steuer-Execution, gegen sammtliche Mitglieder / unter dem nichtigen Prætext des schon-Heilichen Interesses, oder als ob durch solchen transitum, licet innoxium, die Territoria violirt würden / zur Folg unsrer Kaiserlichen / den 24. Novembris. Anno tausend sechs hundert und acht und sechzig / ausgelassenen Mandats sine Clausula nicht gehindert / gesperret und beschreyet werden / noch vielweniger erscheidendem unserm Mandato zuwider die gravierende Stände / sich der Vassallen in dergleichen Steuer-Sachen wider die Ritterschafft annehmen / oder von demselben gewissen Herrschaften und Unterthanen Streit entstehen die Unterthanen widerlich wider ihre Herrschaften schiken / und die Cognition vor sich und dero schon-Hofe ziehen können; vielmehr bedürftenden Jalle / auff gehörendes Ansehen / mit benötigter Mannschafft und Hüften an Hand geben sollen. Gestalten wir alle unsrer und unsrer löblichen Vorfahren am Reich / darüber und andere oberührte Puncten erstellte Privilegia, upote Regalia, in gratitudinem me-

riorum Castrensiurn collata, in vim Contractus, ac pacti perpetui, alles ihres Innhalt; cum clausula derogatoria, auf ewig und unwiderstehlich hiemit noch-mals wollen befestigt und confirmirt haben / dergestalt / daß sie / die Ritterschafft / solche ihre Privilegia und Jura, ohne Eintrag männiglich / hohen oder niedrigen Stands / ruhiglich genießen / auch darbey durch erhaltene casus und nachdrückliche Recepta dehortari, ohne Ansehen der gravirten Ständen / aufrichtig erhalten / geschützt und geschützt werden solle; Und dafür von einigen hohen oder niedrigen Ständen / Ihre der Reichs-Ritterschafft hiemit durch Verkauf und Exemption der Ritterschafftlichen Güter / Hemmung der Execution oder sonstigen Gewalt / Hinderung oder Eingriff und Vorenhalt geschehen thäte / ihnen bey unserm Kaiserlichen Reichsoffiz-Rath oder Cammer-Gericht zu Speyer auf ihr Klagen (darin recht und wohl à precepto anzufangen) förderliche Process und erspriessliche Hülf / Rechtens erlaube / worinnen super Possessorio, sola facti veritate inspecta, executiv verfahren / förderliche Urtheilen gesprohen / die Ritterschafftliche in die gebähte Possessio parata executione restituirt / und dabey tröstigst conservirt / alle übrige Exceptionen und Einwürfe aber / als Reudi ante Reformationem Matriculae Anno 1521. collati, vel Steuer in casum aperturæ aut caducitatis reservatæ, oder anderen / wie die Nahmen haben möchten / salva interim manente Possessione, der Ritterschafft / ad Petitorium & ejusdem Definitionem verweisen / deshalben der Pden-Fall bis auf zwey hundert Mark löblichen Goldes erhöht / und halb in unsrer Cammer / den anderen halben Theil aber auf gemeinliche Ritterschafft in Franken unumschlüssig zu bezahlen / und zu dessen weiteren Einbringung unser und des Reichs Kaiserl. Hof- oder Cammer-Gerichts-Fiscal jederzeit exciirt werden solle.

Gleichen hierauf aus Kaiserlicher Majestät reiffen Rath und wohlverwogenen Wissen / allen und jeden unser und des Heiligen Reichs Chur-Fürsten / Fürsten / Geistlich und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyherrn / Herren / Ritters / Ritters / Landgräben / Hauptleuten / Vögte / Vögten / Pflegern / Burgraven / Ritters / Land-Ritters / Schultheissen / Bürgermeistern / Ritters / Ritters / Bürgern / Gemeinden und sonst allen anderen unser und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Rufen die seyn / ernstlich und wichtiglich / nach dieser unserer reifflich überlegten gemessenen Verordnung sich gehorsamlich zu halten / dagegen nicht zu thun noch thun zu lassen / als sich einem jeden seyn / unsrer und des Reichs schwere Ingnad / und darzu eine Pden von zwey hundert Mark löbliches Goldes / wie obsteht / zu vermeiden.

Ingleichen beschließen wir auch unserm Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht zu Speyer / daß dieweil nicht allen die bereits anhängige Exemption- und Executions-Process ganz förderlich vorzunehmen / und zu Entscheidung bringen / sondern auch hinüber unsrer und des Reichs Ritterschafft in Franken / in causis turbate Possessionis vel quasi Juris collectandi & ejus executionis, wir auch Einstand und andern Juribus, in denen bey der Ritterschafft bleibenden / ob an höhere und niedere Stände kommenden / so schon als eigenthümlichen / Wäldchen / oder andern dem Corpori affectirten Gütern / die schon fallen als apert heim / oder werden verwirkt / oder in andere Weg das Dominium directum cum vult consolidirt / jederzeit in solchen und anderen obgemeldten Fällen / schleunigste Reichs-Hülf dergestalt fürderlich widerfahren und angeden lassen / daß darin à precepto anzufangen / und die Ritterschafft / mediante Summarissimo processu, sola facti veritate inspecta, ohne weilaufte Gerichts-Verhandlung / intuitu utilitatis & necessitatis publicæ, paratissima Executione plenarie cum omni causa in den gebähten Besiz restituirt / und bey solcher Possession so lang geschützt werde / bis von den Statibus gravantibus in petitorio ein anders mit Recht erhalten seyn wird. Wir und unsrer Nachkommen am Reich / und unsrer Erb-Haus Erb-Reich sollen und wollen auch hinüber zu ewigen Zeiten / bey dieser unsrer hievor beschriebenen Gnaden und Freyheiten / Privilegien und Gerechtigkeiten / auch allen anderen Rechten / stat- und verständig sie unsrer Ritterschafft handhaben / schiken und schirmen / auch darwider weder wenig noch viel thun / handeln noch aussetzen lassen / also daß auch von uns und unsrer Nachkommen am Reich / und unsrer Erb-Haus Erb-Reich der oben-ührten Gnaden und Freyheiten und Gaben / sonne deren Extension und Declarationen / gar keine widerrufen / suspendirt / cassirt / noch vernichtet werden mag noch soll. Und ob diesem zugegen von uns und unsrer Nach-

ANNO
1688.

ANNO 1688. kommen ins künfftig aus Vergessenheit und ohne Wißheit / als auch in andere Weg etwas vorgenommen würde / so solle doch solches keine Kraft noch Macht haben / sondern das jenige / so wieder diese unsere wohlbedachtliche Concession in einige Weg verstanden werden kan / aus Königlich Käylicher Macht und in Kraft dieses Briefs / jetzt als dan / und dan als jetzt aufgehoben / cassirt und vernichtet / und demselben hiemit gänzlich derogirt seyn und bleiben.

Die urkund dieses Briefs / besiegelt mit unserm Käylichen anhangenden Inseigel / der geben ist in Unser Stadt Wien / den ein und zwanzigsten Tag Monats Julii / nach Christi unsern lieben Herrn und Seligmachers Gnadenreichen Geburth / ein tausend sechs hundert und acht und achtzig / unserer Reiche des Königlich in ein und dreyszig des Hungarischen in vier und dreyszig und des Böhmischen / in zwey und dreyszigsten Jahren.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf zu Königsegg.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestates proprium.

Caspar Florentz Consbruck.

21. Juillet. **Ihro Käyserliche Majestät LEOPOLDI I. Renovation und Extension des vom Käyser RUDOLPHO II. im Jahr 1609. der freyen Reichs Ritterschafft in Francken ertheilt / und vom Käyser FERDINANDO II. Anno 1626. inglichem vom Käyser FERDINANDO III. im Jahr 1652. confirmirten Privilegii in Puncto Juris Retractus, in welcher unter andern der Termin retrahendi auf 3. Jahr lang extendiret worden. Benelder Ritterschafft ertheilt Wien den 21. Juli 1688. [LONDORPII Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. num. II. pag. 433.]**

C'est à-dire,

Diplome de l'Empereur LEOPOLD pour la Confirmation des Privileges accordés à la NOBLESSE IMMEDIATE de FRANCONIE par l'Empereur RODOLPHE II. en 1609. par l'Empereur FERDINAND II. 1626. & par l'Empereur FERDINAND III. en 1652. touchant le Droit de Retrait, avec extension du Terme à trois ans. A Vienne le 21. Juillet. 1688.

WIR **LEOPOLD** von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Käyser zu allen Zeiten Meher des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien und Slavonien / u. König / Erb-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Lützenburg / zu Büttenberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgau / zu Wärdren / Ober- und Nieder-Lausitz / Gersfürster Graf zu Habsburg / zu Tyrol / zu Kyburg / zu Görz / landgraf im Elsass / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und zu Salins / &c. &c.

Bekennen und urkunden mit diesem offenen Brief / daß uns die Wohlgebohrne und Edle / unsere und des Reichs liebe Getrene N. N. gemeine Ritterschafft und Adel der Sechs Orten im Land zu Francken / in Unterthänigkeit zu erkennen geben / welcher gehalten sie von unserm Herrn Grosse-Vatter und Grolwürdigsten Vorfahrer am Reich / Käyser Ferdinand II. mildtligsten Andenkens / den 17. Martii Anno 1626. in Puncto des Einlands- und Auslands-Recht / mit einem künfftigen Begnadigungs-Brief

und Käyserlichen Privilegio versehen worden / von Wort ANNO zu Wort also lautend: 1688.

WIR Ferdinand der Andere von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Käyser zu allen Zeiten Meher des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / zu Böhmen / Dalmatien / Croatien und Slavonien / u. König / Erb-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Lützenburg / zu Büttenberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgau / zu Wärdren / Ober- und Nieder-Lausitz / Gersfürster Graf zu Habsburg / zu Tyrol / zu Kyburg / Görz / land- Graf im Elsass / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und Salins / &c. &c. Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allermänniglich / daß uns unsere und des Reichs liebe Getrene N. N. verordnete Director / Hauptleut / Räte und Ausschuß unserer und des Reichs besetzten Ritterschafft und Adel der Sechs Ort im Land zu Francken / in glaubwürdigem Schein unterthänigst überbringen lassen / einen Renovation- und Declaration-Brief / über ein Privilegium und Rescript der besetzten Fränkischen Ritterschafft / die aus ihrer Gemeinshaft und Mittel veränderte Adelige Güter belangend / welches von Beyland unserm geliebten Herrn Vatern und Vatern Käyser Rudolph dem Andern / höchstlöbl. Gedächtnis sub dato Prag den ersten Maii / Jahres sechshundert neun / hegenannter Ritterschafft auf ihre allermännlichste Ansuchung gnädigst ertheilt worden / so von Worten zu Worten hernach geschrieben steht / und also lautet:

WIR Rudolph der Andere von Gottes Gnaden / erwählter des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien und Slavonien / u. König / Erb-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Lützenburg / zu Büttenberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgau / zu Wärdren / Ober- und Nieder-Lausitz / Gersfürster Graf zu Habsburg / zu Tyrol / zu Kyburg / zu Görz / landgraf im Elsass / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und zu Salins / u.

Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allermänniglich / daß uns unsere und des Reichs liebe Getrene / verordnete Director / Hauptleut / Räte und Ausschuß von der Reichs-besetzten Ritterschafft und Adel der Sechs Ort im Land zu Francken / so seinen Anfang zu Frankfurt am Main / hinüber auf den Vogels-Berg nach dem Knoll / zu dem Sillings-Bald / an die Werra / dann disseits solches Fluß an den Thüringer- und Böhmer-Bald herum / hinter dem Nordgau her / bis an das Herfeld / und hernach des Köders / die Jar hinab / dem Neckar zu gegen Wimpfen / von dailien nach Wachsenburg / und also den Main hinunter / bis wieder in Frankfurt / von Alters her hat unterthänigst vorgebracht / was massen ihr gemeine Ritterschafft Besen vornehmlich unter andern dahero geschwächt / und fast ganz zum Untergang gerichtet / indeme durch vieler Geschlechter entsetzenden Verkauf / Verpfändungen / Cession, und Verwüestungen / insonderheit aber der Ehen-Herren und Mächtigen vielzugeschwinde Occupation, indeme sie denen von der Ritterschafft unter dem Schein des Beweißes jedes Guts Eigenschaft / wie auch der Ehen-Art und Agnaten-Zukunft / item / der in Käsen oder Kriegen etwas über die Zeit ausbleibenden Mit-Gliedern Lehen / samt andern dergleichen zum Eingriff gerichten Ursachen ein Adelig Gut nach dem andern ohne einig vorgehende rechtliche Erkänntniß / gewaltsamlich anheben / und unterdessen sie in kostbare unersättliche Process verlierten thäten / zudem solche Güter / wie vor Alters herkommen / nicht allein nicht wieder verliessen / sondern noch darzu die darauf haßende Ritterschafft Anlagen ihnen vor-enthalten würden / dadurch die Last so in Mangel der entzogenen Güter gedoppelt / sicheren ihnen unterthänigst / uns und dem Heil. Reich die Ritterschafft und Contributiones abgescirret / und der alte Fränkische Adel auch allgemach in wenigen Jahren ganz und gar ausgerottet / darauf uns mehr genannte Hauptleut / Räte und Ausschuß unterthänigst angeworfen und gebeten / daß wir sie und deroelben gekroyte Adelige Mit-Glieder zu Vorkommung jetzt angehörrer und anderer mehr ihr zusehender

ANNO
1688.

Beschwerden / mit unserm Kayserslichen Privilegio und Freyheiten zu versehen gnädiglich gerühret; das haben Wir angesehen / solch ihe der Ritterschafft und Adels in Francken unterthänigk zientliche Wit / auch die angenehmen / willigen / und erspesslichen Dienste / so nicht allein ihre Vorfordern unserm Hochgehrten Vorfahren am Reich / Römischen Kaysern und Königen / Eobseligster Gedächtnis / sondern auch sie und ihre Adeltiche Mit-Glieder / Uns / dem Heil. Reich / und unserm löbl. Erb-Haus Oesterreich / zumal bey gegenwärtigen wider gemeiner Christenheit Erb-Feind / den Türcken / so viel Jahr gewöhrten offenen Krieg / insonderheit mit Füh- rung der Kenn-Fahnen / unverdroßen erzeigt / und bewie- sen haben / dasselbe noch täglich thun / und hinführo nicht weniger zu thun unterthänigk erbiertig seyn / auch wohl thun können / mögen und sollen; Und darum mit wohl- bedachtem Muth / gutem zeitigen Rath und rechtem Wis- sen / vor obernannter unserer gezeigten Reichs-Ritterschafft und Adel in Francken gemainlich / auch einem jeden der- selben Adeltichen Mit-Glieder insonderheit / und derselben Erben und Nachkommen / diese sondere Gnade gethan / und Freyheit gegeben. Thun auch solches aus Römischer Kayserslicher Macht und Vollkommenheit wissentlich / in Kraft disß Briefs / also und dergestalt / daß alle und jede unsere und des Heil. Reichs Güter und Niedere / Geistliche und Weltliche Stände / von denjenigen Gütern / so von Alters her mit der Contribution zu der gemeinen freyen Ritterschafft in Francken vertreten worden / und sie die Stände allerzeit in haben / oder noch künftig bekom- men möchten / die gebührende Steuer und andere zu des Ritterschlichen Wessens Unterhalt / per Majora unter ihnen bewilligten Anlagen / jedesmal auf ihe der Ritterschafft Auszuweisen / ihren verordneten Truhnen-Weisern / ohne einige Ausflucht und Widerred / liefern lassen / und das von weder Lehen oder eigen / noch auch Geistlich oder Weltliche / so wohl ansehnliche als gemeine Güter und Herrn-Stand-oder Ritters-Personen / so entweder durch andere Stände erkaufft / oder sonst überkommen / auch die Lehen / so entweder als apert heimfallen / oder aber vererbt / oder in andere Wege alienirt werden / gar nicht unterstehen oder ausgeschloßen seyn sollen. Aber disß / so setzen und wollen Wir auch / wann hinführo über kurz oder lang / von einem Adeltichen Mit-Glied in Fran- ken ein Adeltich Gut einem hohen oder niedern Stand ver- kaufft werden solte / daß alsdann des Verkäufers nächste Verwandten und Agnaten / oder zum fall dieselben solches nicht zu thun begehrten / folgendes einem ander Mit- Glied aus ihe der Ritterschafft / den Wirt und Einstand zu thun / ohne allernimmigliches Eintrag und Verhin- derung frey und bevorzuehen solte / bezugleich vielverühr- ter uns und dem Reich Zugehörner iher der Ritterschafft Güter Possession vel quasi in insichenden obgemeldten fristigen Fällen / auf die sich angehende nächste Erben o- der Agnaten / bisß ein anders mit ordentlichem Rechten aus- geübt / sich erstrecken / und ihnen ruhig gelassen werden. Da auch schon einer oder der ander / was Würden / Standes oder Wessens der immer seye / zuwider dieser von uns ertheilten Freyheit / etwa ein ander Herbringen und Gewohnheit / oder auch einige Freyheiten / Gerechtigkeit / Exemption / Statut oder Ordnung fuhrenden / und sich dar durch von der obgemeldten Bestimmung zu gemeiner Ritterschafft von einem oder dem andern Gut / wie auch des erst angezeigten Antriebs / Einstands und Wess halben euschürren wolte; so wollen Wir doch / daß alles / wie dasselbe Namen haben möchte / dieser unserer Kayf. Freyheit im wenigsten nichts derogiren oder denehmen / noch auch die- benannter Ritterschafft in Francken / oder derselben Adel. Mit-Gliedern / wie auch derselben Erben und Nachkom- men / in einige Weg präjudicirlich seyn solle.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten / Geistlichen und Weltlichen Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Richten / Land-Vögten / Hauptleuten / Vögten / Vögten / Pflegern / Verweßern / Ampt- leuten / Schultheissen / Burgenmeistern / Richten / Käthen / Bürgern / Gemeinern / und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Wür- den / Stand oder Wessen die seyn / ernstlich und vestig- lich mit diesem Brief / und wollen / daß sie vielgedachte gestrayte Adeltiche Ritterschafft in Francken / insgemein / auch ein jedes derselben Adeltichen Mit-Glied insonderheit / deren Erben und Nachkommen / diese unser ihnen mit- getheilten Freyheit und Begnadigung / alles ihres In- haltes freuen / gerühlich gebrauchen / genießen und ganz- lich darbey bleiben lassen / sie daran nicht anfechten / irren oder verhindern / in Feinerley Weise noch Weg / als lieb einem jeden seye / unsere und des Reichs schwere Ungnad

und Straff / und darzu eine Pön / nemlich schätzig Marck löchiges Goldes / zu vermeiden / die ein jeder / so oft er freventlich darwider thät / Uns halb in unser und des Reichs Cammer / und den andern halben Theil vielgedach- ter Ritterschafft sämtlich / oder einem jeden Mit-Glied in- sonderheit / auch allen ihren Erben und Nachkommen un- nachlässig zu bezahlen / verfallen seyn solle / mit Irthumb disß Briefs / besiegelt mit unserm Kayserslichen anhangen- den Insignel. Geben auf unserm Königl. Schloß zu Prag den elfften Maji. Anno sechßehen hundert neunt.

ANNO
1688.

Rudolph.

Vt. Leopold von Strahlendorf.

Ad Mandatum &c.

Gottfried Hertel.

Und da uns darauf obbesagte Ritterschafft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken unterthänigk angereufen und gebeten / daß wir ihnen obgedachten Käy- sers Rudolphs Renovation und Declaration in allen und jeden ihren Inhabaltungen / Meynungen / und Begreiffungen / zu ermannen / zu confirmiren und zu beschützen / gnädiglich gerüheten / inmassen jüngst zuvor unser auch geliebter Herr Vater und Kaiser Käyser Matthias / Chris- tianlichen Andenkens gleicher gestalt gerhan hätte / so ha- ben wir angesehen solch ihe unterthänigk zientliche Wit / auch die angenehmen getreuen / nützlichen und erspess- lichen Dienste / so Ihre Vor-Eltern und sie / wepland unser Vorfahren / dem Heil. Reich / und unserm löblichen Haus Oesterreich etlich Jahr unter fürgangenen offenen Krieg / wider gemeiner Christenheit Erb-Feind den Tür- cken / durch würckliche Ritter- und Ritters-Dienst / und sonst in mehr Weg freywillig und unverdroßentlich off- mahts erzeigt und bewiesen haben / noch täglich thun / und hinführo nicht weniger zu thun / sich geschramt an- erbierten / auch wohl thun können / mögen / und sollen.

Und darum mit wohlbedachtem Muth / gutem Rath / rechtem Wissen / ermdelter Ritterschafft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken obbestimmte Käyfers Rudolphs des Andern Renovation und Declaration / wie versichert in allen und jeglichen ihren Puncten / Inhabaltungen / Meynungen und Begreiffungen gnädiglich confirmirt und bestätiigt / vermannen / confirmiren und beschützen das alles hiemit von Römischer Kayserslicher Macht wissentlich in Kraft disß Briefs / was wir von Rechts- und Willig- keit wegen ihnen daran zu vermannen / zu confirmiren und zu bestätiigen haben.

Und meynen / setzen und wollen / daß ob-erwiesene Renovation und Declaration / wie obgemelt / in allen ihren Puncten / Clauseln und Articulen / Inhabaltungen und Meynungen ganz kräftig und mächtig seyn / und vorbereitete bestreute Reichs-Ritterschafft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken / sammt und sondere / auch derselben Erben und Nachkommen / gänzlich und gere- chentlich darbey bleiben / und sich des alles würcklich ge- brauchen und genießen sollen und mögen / von allernimmig- lich unverhindert.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Herren / Ritters / Richten / Landvögten / Hauptleuten / Vögten / Vögten / Pflegern / Verweßern / Ampt- leuten / Schultheissen / Burgenmeistern / Richten / Käthen / Bürgern / Gemeinern / und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden Stand oder Wessen die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem Brief / und wollen / daß sie ernannte Ritterschafft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken bey obgedragten Gnad- und Freyheiten / auch dieser unserer Kayserslichen Confirmation und Bestätigung gerühlich bleiben / deren gebrauchten und genießen laßen / daran nicht irren oder hindern / noch darwider trüg- lich oder beschwören / noch des jemandes andern zu thun ge- statten / in keine Weise / als lieb einem jeden seye / unsere und Reichs schwere Ungnade und Straff / und darzu die Pön in obgedragtem Privilegio bestimmt / zu vermeiden / die ein jeder / so oft er freventlich hiernider thät / Uns halb in unsere und des Reichs Cammer / und den andern hal- ben Theil mehr ernannter Ritterschafft sämtlich / oder einem jeden Mitglied insonderheit / so hiernider beklaget würde / auch ihren Erben und Nachkommen unmaßlich zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Irthumb disß Briefs

ANNO 1688. bezeugt mit unserm Käyserlichen anhangenden Insignel /
dattet Wien den lebenden Martin, Anno sechshundert und sechs und zwanzig.

Ferdinand / r.

Vt. Peter Heinrich von Stralendorff.

Ad Mandatum, &c.

Johann Söldner.

Welder Begnadigungs-Briefs hernach auch durch uns-
ren glorwürdigsten Vorfahren am Reich und Wä-
tern / Käyfern Ferdinand III. den 25. Maij, Anno
sechshundert zwey und fünfzig folgender Gestalt als-
lernadigst declarirt und extendirt worden:

Wir Ferdinand der Dritte / von Gottes Gnaden /
erwählter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mel-
cher des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim /
Dalmatien / Croatien und Slavonien &c. König / Erz-
herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant /
zu Seper / zu Kärnten / zu Craun / zu Lützenburg / zu
Niderberg / Ober- und Nider-Schlesien / Fürst zu
Schwaben / Marggraf des Heiligen Römischen Reichs /
zu Burgau / zu Mähren / Ober- und Nider-Lausitz /
Gefürsteter Graff zu Habsburg / zu Tirol / zu Pfirz /
zu Kyburg und zu Gers / landgraf im Elss / Herr
auf der Windischen Mark / zu Portenau und Salins
rc. rc.

Wesennen öffentlich mit diesem Briefs / und thun kund
allermännlich / daß uns und des Reichs liebe Ge-
renne R. verordnete Director, Hauptleut / Räth und
Aufseher unser und des Reichs besetzten Ritterschaft und
Adels / der sechs Ort im Land zu Francken / in glaubwür-
digen Seiten unterthänigst fürbringen lassen / einen Re-
novation- und Declaration-Brief über ein Privilegium
und Rescript der gestreuten Fränkischen Ritterschaft / die
aus ihrer Gemeinschaft und Mittel veränderte Adelige
Güter belangende / welcher von weyland unserm geliebten
Herrn Vetterm Käyser Rudolph dem andern / hochlob-
lichster Gedächtnis / sub dato, Prag den elfften May /
Jahrs sechshundert neun / obgenannter Ritterschaft auf
ihre allerunterthänigste Ansuchen gnädigst ertheilt worden /
so von Worten zu Worten hernach geschriben steht / und
also lautet:

Wir Rudolph der Andere / von Gottes Gnaden er-
wählter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mel-
cher des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim /
Dalmatien / Croatien und Slavonien rc. König / Erz-
herzog zu Oesterreich / rc. rc.

Wesennen öffentlich mit diesem Briefs / und thun kund
allermännlich / daß uns und des Reichs liebe Ge-
renne verordnete Director, Hauptleut / Räthe und
Aufseher von der Reichs-besetzten Ritterschaft und Adels
der sechs Ort im Land zu Francken / rc. rc.

Mit Urkund dieses Briefs / bezeugt mit unserm Käy-
serlichen anhangenden Insignel / gegeben auf unserm Königs-
lichen Schloß zu Prag / den elfften Tag des Monats
May / nach Christi unsers lieben HERREN und E-
rlösmaders Geburt / sechshundert und im neunten /
unserer Reichs / des Römischen im vier und dreyßigsten /
des Hungarischen im sieben und dreyßigsten / und des
Böhmischen auch im vier und dreyßigsten.

Rudolph / r.

Vt. Von Stralendorff.

Ad Mandatum &c.

Gottfried Hertel.

und uns darauf obbesagte Ritterschaft und Adel der
sechs Ort Landes zu Francken unterthänigst anerkennen
und gebeten / daß wir ihnen obgedachtes Rudolphs Re-
novation und Declaration in allen und jeden ihren In-
halt / Meynungen und Begreifungen / immaffen jüngst
hervor Unser geliebter Herr Vater / Käyser Ferdinand der

ander / Christlichen Andenkens / gleicher gestalt gethan
hätte / zu erneuern / zu confirmiren und zu bestätigen /
wie auch dasselbe noch ferner / wie hernach folgt / zu ex-
tendiren / gnädiglich geruhen.

Das haben Wir angesehen solch ihr der Ritterschaft und
Adels in Francken unterthänigst jenseitige Bitte / auch die
angenehmen / getreuen / nützlichen und erspriechlichen Dien-
ste / so ihre Vorfahren und sie weyland unsern Vorfah-
ren / dem Heiligen Reich / und unserm löblichen Kaiser
Oesterreich eiliche Jahr und unter sorgsamem offenen
Krieges wider gemeiner Christenheit Erb-Feind den Türck-
en / durch wirckliche Ritterschaft und Reutere-Dienst /
und sonst in mehr Weg freywillig und unverdrossentlich
offenbare erzeigt und bewiesen haben / noch täglich thun /
und künftig nicht weniger zu thun sich geschorawillig anbie-
ten / auch wohlthun können / mögen und sollen.

Und darum mit wohlbedachten Muth / gutem Rath
und Rechten wissen erneuert Ritterschaft und Adel der
sechs Ort Landes zu Francken obbestimmte Käyser Ru-
dolphs des Andern Renovation und Declaration, wie
vorher / in allen und jeden ihren Punkten / Inhaltun-
gen / Meynungen / und Begreifungen gnädiglich confir-
mirt und bestätigt / auch dieselbe benebens extendirt
und vernehet / thun das / verneuen / confirmiren / be-
stärken und extendiren / was wir zu extendiren haben /
und meinen / setzen / und wollen benebens / daß wann
hinführo über kurz oder lang von einem Adelichen Mit-
glied in Francken ein adelich Gut einem / hohen oder nie-
dern Stand / verkauft wird / daß der / wie auch alle an-
dere Kauff eines jeden Orts Ritter-Hauptmannschaft /
darunter die Güter gelegen / vorher angezeigt und denunci-
ret werden / oder da solches nicht geschehe / solcher Kauff und
Verkauff null und nichtig seyn / auch a dato der Denun-
ciation die Jahres-Zeit / darinn die Wiederlösung geschehen
solle / angehen und gerechnet werden solle: hänge sich aber
einer oder ander wegen Enge der Zeit zu beschwehren / ste-
he ihn solches gehörige Orten zu suchen bevor / in allem
wie obgedacht / von allermännlich ungehindert.

Und gebieten darauf allen und jeden Eurer-Fürsten /
Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prälaten / Grafen /
Freyen / Herrn / Ritters / Knechten / Hauptleuten / Land-
vögten / Pflegern / Berouffern / Schultheissen / Bürger-
meistern / Raths / Käthen / Zöllnern und Mannern /
Bürgern und Gemeinden / und sonst allen unsern und des
Reichs Unterthanen und Getreuen / was Würden / Stände
oder Besens die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem
Briefs / und wollen / daß sie ernannte Ritterschaft und
Adel der sechs Ort Landes in Francken / bey obbestimm-
ter Gnad und Freyheit / auch dieser unserer Käyserlichen
Confirmation. Bestätigung und Extension geruliglich
bleiben / deren gebrauch und genießen lassen / daran
nicht irren oder hindern / noch darwider bringen oder be-
schwören / noch das jemand andern zu thun gestatten /
in keine Weis / als lieb einem jeden seye unsere und des
Reichs schwere Ungnad und Straff / und darzu auch die
Pön / in obbestimmten Privilegio bestimmt / zu vermei-
den / die ein jeder / so oft er freventlich hierwider thäte /
uns halb in unser und des Reichs Cammer / und den an-
dern halben Theil mehr ernannter Ritterschaft stänlich /
oder einem jeden Mit-Glied insonderheit / so hier wider
beleidigt würde / auch ihren Erben und Nachkommen un-
nachlässlich zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit urkund
dies Briefs / bezeugt mit unserm Käyserlichen anhangen-
dem Insignel / der geben ist / Wien den zwölfften Junii-
Anno sechshundert zwey und fünfzig / rc.

Ferdinand.

Ad Mandatum. &c.

Johann Söldner.

Welche beide / bey angetretener unserer Käyserlichen
Regierung / aus Käyserlicher Macht und vorgefügtem
Rath / von uns allernadigst confirmirt und bestätigt
worden seynd. Ob wohl die Ritterschaft nur der sichern
Hoffnung gelebet / sie werden diese höchsten Käyserlichen
Bestätigung erfreulichen beständigen Genuß empfinden /
zeige sich doch bey der Nachfolg / daß bey jemeher abneh-
menden Mitteln / so wohl den Mit-Gliedern als dem
Corpori unerwartung und unmögliche Fülle / in dem allein
auf Jahre und Tag sich erstreckenden Termin retractan-
di. die bare Kauf-Schilling aufzubringen / oder die be-
dingene Verkaufs-Conditiones zu adimpliren. Vor
eins.

Junia

ANNO 1688. Zum Andern / werde von / denen Mit-Gliedern nicht
um allein das Steuer-Recht dem Corpori nicht per ex-
pressum vorbehalten / sondern wohl gar in der Güter An-
schlag mit gesetz / simulati Contractus mit Verhehlung des
veri emptoris aut pretii gemacht / allerhand Gratialität-
ten / als Kinder-Erziehung / Hof-kund-oder Kriegs-Char-
ges mit-Eindigung / auch pro parte Tausch-Stück mit
eingeworfen / einseitlich durch mächtigere Käufer / die
Poßels Ritterchaftlichen Steuer-Rechts an sich gerissen /
die Gratialitäten einem willenden Retrahenten zu hoher
Geld-Summe angeschlagen / und wegen der zugeworfenen
Tausch-Stücken das Jus Retrahendi gar denegirt und
nicht eingehanden / der Ursachen sie uns allerunterthänigst
geben / Terminum Retrahendi auf drey Jahre zu pro-
longiren / allen und jeden ihren Mit-Gliedern / bey Con-
fiscation des Kauf-Schillings zu auflegen / daß sie nicht
allein das Ritterchaftliche Steuer-Recht in den Verkaufs-
Anschlag nicht setzen / sondern solches auch samt andern der
Ritterchaftlichen Commun darauf gebührenden Recht
der Gerechtigkeit / wie billig / dem Corpori ausdrücklich
vorbehalten und aufnehmen / so dann den Verum Emptor-
em / und das wahrhaftig bedungene Pretium bey
Achtelichen Ehren an Eys stat gleich bey Denuntiation des
Verkaufs demjenigen Directorio / worunter das falsch-
schlagende Gut gelegen / cröffnen / und das geringste nicht hin-
terhalten sollen : Die bedungene Gratialien und die mit-
Einwerfung groß oder kleiner Tausch-Stücken / wir
dahin Käyßer. interpretiren und ausdeuten mochten /
daß solche einem retrahirenden Ritter-Glied nicht um ei-
nes Heilers werth von dem Verkäufer angeschlagen /
weniger von dem Retrahenten bezahlt werden / die Tausch-
Einwerfung aber das Einkaufs-Recht nicht hemmen / we-
niger des Einkaufs Conditionem duriorum machen
sollte / mit dem anhangenden Befehl / daß nicht der Re-
trahent / sondern der Verkäufer / als dessen Gewalt oder
Gewerksame die Tausch-Stück tradirt worden / solche we-
der in natura oder in einem sich mit dem Käufer zu ver-
gleichen habenden Werth / herbey zu schaffen / oder gut zu
thun schuldig und verbunden seyn sollte.

Wann wir dann diese ihre allerunterthänigste Witt vor-
bistlich erachtet / und sonst das Juro der Ritterchaft
zum besten gemeinte Privilegium ganz krafftlos zu seyn
erkunden ; Als haben Wir aus Käyßer. hoher Macht /
mit rechem Wissen und seinen sonderlich hierzu bewegun-
den Ursachen / Kraft disz unsrer Majestät Briefs / ideo
unsrer Reichs-Ritterchaft in Franken / erlich den Ter-
minum retrahendi / a die Denuntiationis Directorio
factæ computando / auf drey Jahr lang dergestalt aller-
gnädigst extendirt / daß bis zu vollkommener Verschies-
fung der drey Jahren / die Ritterchaft / oder deren jedes
Mit-Glied / hiermit vollen Gewalt und erlangtes Recht
haben sollte / mit Auszahlung oder Deponirung des baaren
Kauf-Schillings die Auslösung zu thun / und sich die-
ser Käyßer. Begnadigung zu gebrauchen / gegen welsch er-
legt-oder (auf den vom Käufer beschiedenen nicht-Anneh-
mungs-Fall) deponirten Kauf-Schilling / der Käufer so
gleich schuldig seyn sollte / das erkaufte Gut / dem ein-
sprechenden Mit-Glied oder Corpori ohne fernern Auf-
sehalt oder Pretext (der thme noch nicht wieder gut ge-
machten Austausch-Stücken) der inzwischen beschiedenen
Meliorationen / dieser oder jener abhangenden Ein-oder
Zugehörigen / unweigerlich abzutreten / und einhändig-
en / mit denen eingeworfenen Tausch-Stücken sich an
dem Verkäufer / derselbe aber auf eine geschworene un-
parteyische Attestation sich halten / wie ingleichen nach
abgetretenem solch wiederlöslichem Gut die inzwischen be-
schiedene nöthige Expensen oder Melioration-Kosten via Jus-
ris & non retentionis boni retrahendi suchen und behaup-
ten sollte / vors Erste.

Zum Zweyten thun Wir mit nochmaliger Wohlbedach-
tlicher Confirmation verbottenes obinerrirt Käyßerlicher
Einkaufs-Begünstigung / dieselbe dahin allergnädigst
extendiren und declariren / daß nemlich jedes Ritter-Mit-
glied bey beschiedenen Verkauf einiges dem Ritter-Cor-
pori quomodocumque afficirtes Gut oder Gefäß / es seye
wenig oder viel / bey Confiscation des Kauf-Schillings /
verbunden seyn sollte / solchen Verkauf / den verum Emptor-
em / oder das klare pretium / bey Achtelichen Ehren / an
Eys stat / dem Directorio / worunter das Gut oder
falschschlagende Gefäß fuhr / in Zeiten anzeigen / und
nicht nur allein das Steuer-Recht / noch andere dem Cor-
pori insändige Recht und Gerechtigkeiten / wie die Namen
haben in den Verkaufs-Anschlag keines wegs zu bringen /
sondern solches dem gemeinen Ritter-Weßen / per expresse-
m vorzubehalten / und dann interpretiren / erläutern und er-
klären Wir aus obangezogener Käyßer. Macht / die einbe-

dingene Gratialien / wie die Namen haben oder bekommen
mögen / samt der Tausch-Stück Einwerfung ein vor al-
lemal dieser Unverbindlichkeit / daß nemlich sie oder jedes
insonderheit weder dem Retrahenten um einen Heilers
werth Ersetzung suchen / noch das Einkaufs-oder Aus-
schlags-Recht schwerer machen / weniger solches gar aufhe-
ben und hintertreiben sollen / mögen / noch föhnen / son-
dern sie sollen alle und jetzt / da nach dieser unser Käyßer.
Begünstigung der Einspruch oder Auslösung interponi-
ret wird / intuitu Retrahendi / pro non adjectis depu-
tirt und gehalten werden / alles und jedes unter dieser uns-
serer neuen / und denen vorgehenden Privilegiis beygerich-
ter Pön und Straf / welsch jeder übertretender halb in
unsere und des Reichs Cammer / und halb dem Directo-
rio / worunter der null und mindliche Contract / samt
der Übertretung dieses unsrer Käyßer. erlichlichen Gebots
beschrieben / unabweislich zu bezahlen verfallen seyn sollte.
Mit Irtum dieses Briefs / bezeugt mit unserm Käy-
ßer. anhangenden Inseigel / der geben ist in unsrer Stadt
Wien / den ein und zwanzigsten Tag Monats Julii / nach
Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Gnadens-
reichen Geburt / Anno Edighen hundert acht und acht-
zig / unsrer Reichs des Römischen in ein und dreißigsten /
des Hungarischen in vier und dreißigsten / und des Böhs-
mischen in zwey und dreißigsten.

Leopold.

Vr. Leopold Wilhelm / Graf zu Kö-
nigsegg.Ad Mandatum Sacre Cæsareæ
Majestatis proprium.

Caspar Florens Consrunt.

XCII.

Lettre de LOUIS XIV. Roi de France à Mon-
sieur le Cardinal d'ESTREES, au sujet de la ROME.
Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election
du Prince CLEMENT DE BAVIERE pour Electeur
de Cologne, laquelle peut être considérée comme un
Manifeste contre le Pape & contre l'EMPEREUR.
Ecritte à Versailles le 6. Septembre,
1688. [Feuille volante imprimée.]

Mon Cousin. Quoy que j'aye toujours cru
que les preventions du Pape contre ma
Couronne estoient plutôt les effets des sug-
gestions de mes Ennemis, que de son inclination &
de son penchant naturel pour la Maison d'Autriche,
néanmoins il vient de me donner des preuves si évi-
dentes de sa partialité pour elle, & de son grand esloi-
gnement à rétablir avec moy une bonne Intelligence,
qu'il ne me reste plus aucune esperance de le porter
à reprendre les Sentimens de Père commun, & à
concourir avec moy à ce qui peut & doit affermir
le repos de l'Europe. Il y a même bien de l'appar-
ence, que la conduite que Sa Sainteté tient à présent,
produira bien-tôt une Guerre generale dans toute la
Chrestienté. Et comme la prudence ne me permet
plus d'attendre de Justice de luy dans tous les diffé-
rends qui peuvent avoir rapport à mes interets, je
suis bien aise, pour n'avoir rien à me reprocher, que
vous luy fassiez connoître encore une fois les justes
sujets qu'il me donne de ne le plus considérer, que
comme un Prince engagé avec mes Ennemis ; &
puisque mon Ambassadeur ne peut avoir aucun accès
auprès de luy, & que la dignité de Cardinal vous oblige
à garder des mesures qui ne conviennent pas avec
la force des verités, dont il est nécessaire qu'il soit
informé ; vous luy ferez la lecture de cette Depesche,
& vous luy en laisserez même l'original, qui le doit
faire souvenir, que depuis son elevation à la Chaire
de Saint Pierre, je n'ay rien omis de tout ce qui le
pouvoit persuader de mon respect filial pour luy, &
du desir sincere que j'avois de contribuer à la gloire
de son Pontificat, par toutes les mesures qu'une par-
faite Intelligence entre Nous pouvoit établir pour
l'augmentation de nostre Religion.

Que tous les Ordres dont j'ay chargé le feu Duc
d'Es-

ANNO
1688.

ANNO
1688.

d'Êtres votre Frere, ne tendoient uniquement qu'à une fin si salutaire au Bien general de la Chrestienté. Qu'elle a fait aussi le seul sujet de votre envoy & de votre séjour auprès de Sa Sainteté.

Que c'est dans cette vue que je vous avois permis de consentir à des temperamens sur la Regale, infiniment plus avantageux aux Eglises de mon Royaume, que ne pouvoient estre les Pretentions mal fondées de quelques Evêques, quand mesme j'y aurois acquiescé.

Que quelque satisfaction que m'ayent donné les Insinuations & les Remonstrances respectueuses que vous avez faites à Sa Sainteté, & toute la sagesse de votre conduite & de vos Negociations, néanmoins les preventions du Pape contre ma Couronne ont toujours rendu inutile toute la force de vos raisons.

Que je n'ay pas laissé néanmoins, pour reduire cette affaire aux termes qui pouvoient plaire à Sa Sainteté, d'accorder aux tres-humbles prieres du Clergé de mon Royaume, par ma derniere Declaration du 24. Janvier 1682. tous les avantages dont je voulois qu'ils fussent redevables à Sa Sainteté même par le moyen du rétablissement d'une bonne Intelligence entre Elle & moy.

Que j'avois raison de croire que cet éclaircissement de mes Intentions devoit contenter Sa Sainteté, & la disposer au moins à avoir pour moi les Sentimens que la Qualité de Pere commun luy devoit inspirer.

Que cependant bien loin de trouver en Elle cette affection paternelle, qui me devoit faciliter les moyens de ramener au giron de l'Eglise tous ceux de mes Sujets qui avoient eu le malheur d'estre élevez & nourris dans l'erreur, Elle s'est opiniastree par une dureté inflexible à refuser les Bulles à ceux que j'ay nommez aux Evêchez vacans de mon Royaume, & que j'ay reconnus les plus capables de travailler avec succès à l'Instruction & à la conversion des Heretiques. Qu'Elle a fondé son refus sur des moyens qui n'ont jamais empêché aucun Pape de pourvoir ceux que les Roys mes Predecesseurs, & moy, avons nommez en vertu du Concordat. Mais comme vous luy avez assez fait voir, & à ses Ministres, tous les inconveniens de ce refus, & que les Evêques de mon Royaume, qui ont acquis le plus de reputation dans toute la Chrestienté, ont suivi les mêmes Maximes, qui sont aujourd'huy le pretexte d'une prétendue incapacité dans ceux que la Cour ou vous êtes, qualifie n'être pas d'une saine doctrine; il est inutile de rebatre toutes les raisons qui ont été si souvent dites sur ce sujet, & que vous avez si bien expliqué, qu'elles ne peuvent laisser aucun lieu aux foibles excuses & aux prétendus scrupules de Conscience, dont Sa Sainteté, & ses Ministres se font toujours servi pour colorer l'Injustice du retardement qu'elle apporte depuis plusieurs années à l'expedition de ses Bulles, pour des Prelats d'un Merite distingué.

Que les Catholiques anciens & nouveaux sont scandalisez de voir, que pendant que j'employe mes soins, mon autorité, & mes finances à la destruction & à l'entiere extirpation de l'heresie, non seulement je ne puis obtenir de Sa Sainteté les graces qui peuvent contribuer à l'affermissement de ce grand ouvrage, mais qu'au contraire elle se fait un point d'honneur d'offrir à mon Ambassadeur les Franchises, dont ses Predecesseurs ont toujours joui paisiblement, & qui leur ont été confirmées par le Traité de Pise.

Qu'au lieu de se servir pour cet effet des voyes de douceur, de Negociation & d'Accommodement pratiquées en pareils cas entre Princes amis, & qui veulent observer les regles de la bienfaisance, il a commencé par le refus de toute Audience au Marquis de Lavardin mon Ambassadeur, dont les instructions ne tendoient qu'à retablir un bon concert entre Sa Sainteté & moi; & dans une affaire purement temporelle, il s'est servi des armes spirituelles, pour le declarer noirement excommunié, contre l'avis mesme de ceux qui sont les plus devoués à ses sentimens, & les plus emportez contre mes interets.

Que tous les soins que vous & le Marquis de Lavardin avez pris pour luy faire connoître, qu'on pourroit trouver des temperamens capables de concilier sa satisfaction avec la mienne, ont été inutiles: Qu'il en a rejeté toutes les Propositions avec hauteur, faisant mesme entendre par tout, que votre entremise, ni celle du Marquis de Lavardin, ne pouvoient jamais luy estre agreables.

Que c'est ce qui m'a enfin obligé, pour lever tous les obstacles qui pouvoient l'embarasser, de luy depes-

cher secretement un Homme de confiance; auquel j'avois donné une Lettre de ma main en creance pour Sa Sainteté.

Qu'il s'est d'abord adressé à Cafoni, & ensuite au Cardinal Cibo, auquel il a fait voir ma Lettre, en sorte que le Pape n'a pu ignorer, que je l'avois choisi pour l'informer de mes plus secretes intentions, sans vous en rien communiquer, ni à mon Ambassadeur. Que cependant toutes les diligences qu'il a pu faire n'ont servi qu'à luy faire donner une exclusion formelle, avec plus d'indignité, que s'il eust été envoyé par le moindre Prince de la Chrestienté. Que le des-plaisir de s'en revenir sans avoir executé mes Ordres l'avoit enfin obligé de se decouvrir à vous & au Marquis de Lavardin; mais que toutes vos Remonstrances par escrit & de vive voix à Sa Sainteté, sur le blâme qu'elle s'attribueroit dans toute la Chrestienté, du refus si injurieux d'une Personne de confiance autorisée d'une Lettre de ma propre main, avec Ordre de ne s'expliquer qu'à Sa Sainteté mesme, sans l'interposition d'aucun Ministre, n'avoient pu rien obtenir, qu'une espece de menace de se porter bientôt à de plus grandes extremitez.

Que cependant, non seulement je n'ay jamais refusé d'entendre le Nonce de Sa Sainteté, lors qu'il a eu quelque chose à me représenter de sa part, mais mesme que pour marquer encore davantage mon zele & ma veneration pour le Saint Siege, je vouls bien donner plusieurs Audiences secretes dans mon Cabinet, au nommé Carlo Caveri Prestre Napolitain, du moment qu'il m'eust fait entendre qu'il avoit une Mission secreta de Sa Sainteté, & qu'elle l'avoit chargé de faire des propositions tres importantes, qui pouvoient rétablir une parfaite Intelligence entre nous, quoy qu'il n'eut en effet aucune autre marque de la confiance du Pape, que quelques Lettres de Dom Livio son Neveu, & que je luy eusse assez fait connoître, que si je le faisois voir un mot de Sa Sainteté qui l'autorisât, je l'écouterois toutes les fois qu'il le desireroit. Je laissai au Pape à faire la comparaison de ce traitement, à celui qu'il a fait à mon Envoyé, reconnu par ses Ministres, & par Sa Sainteté mesme, sur les assurances que le Cardinal Cibo luy en a du donner, & que vous luy avez confirmées.

Je suis bien persuadé, qu'il n'y auroit point d'ennemy déclaré de ma Couronne, qui refusât d'écouter celui qui luy porteroit une Lettre de ma main; & je m'assure aussi qu'il n'y a point eu de Pape, & qu'il n'y en aura jamais qui se porte à une extremité si peu convenable à la qualité de Pere commun.

Mais on peut dire, que Sa Sainteté a fait paroître sa haine personnelle contre ma Couronne, & sa partialité pour la Maison d'Autriche, encore plus ouvertement, dans tout ce qui s'est passé touchant la Postulation du Cardinal de Furstenberg à la Coadjutorerie, & ensuite à l'Elektorat de Cologne.

On n'auroit pas pu croire, qu'un Doien du Chapitre, qui en a si long-tems administré les plus importantes affaires avec toute la sagesse & la bonne Conduite qui luy ont acquis l'estime de ses Confreres, qui a été postulé à la Coadjutorerie, du consentement, tant du feu Elektor, que de tous les Chanoines, & qui est de plus honoré de la Dignité de Cardinal, n'ait pu obtenir sa Confirmation du mesme Pape qui l'en a revêtu.

Sa Sainteté auroit par ce moi en le repos de toute l'Europe, & ne donnoit aucun juste sujet de plainte à ceux qui sont les plus appuez à l'elevation dudit Cardinal. Elle n'auroit pas mesme eu besoin de se servir des graces, dont la divine Providence l'a rendu le Dispensateur; il suffisoit seulement de luy accorder la permission de se démettre de l'Evêché de Strasbourg, & il n'auroit eu besoin ni de Bref d'Eligibilité, ni de Faveur, ni de Recommandation. Cependant Sa Sainteté ne s'est pas contentée de luy refuser cette Justice; mais on peut dire qu'entrainé aveuglément dans tous les Interests de la Maison d'Autriche, Elle s'est dévouée tout d'un coup de cette rigidité qui luy avoit donné jusqu'alors un si grand éloignement pour toutes les Graces, & Elle en a fait une profusion si extraordinaire, en faveur d'un jeune Prince, âgé seulement de dix-sept ans, qu'il ne faut que lire le Bref qu'elle luy a accordé, pour voir qu'il ne peut avoir été dicté que par ceux qui ne reconnoissent aucune règle que celle qui convient à leurs passions & à leurs Interests, & non pas par un Pape qui s'est toujours fait

ANNO
1688.

ANNO 1688. fait un scrupule de Conscience d'accorder la moindre Grace à mes prieres.

C'est cependant ce Bref qui a donné la force & le mouvement à toutes les intrigues, Cabales, Corruptions & Injures, dont le Comte de Kaunitz s'est servy pour gagner trois ou quatre voix, & troubler l'union du Chapitre qui avoit paru dans la Postulation dudit Cardinal, à la Coadjutorerie; ce qui n'a pas empêché néanmoins, de la plus grande & la plus considérable partie ne se soit déclarée en faveur dudit Cardinal, & ne l'ait proclamé.

C'est enfin cette conduite du Pape, & tout ce que je viens de vous écrire, qui porte les affaires de l'Europe à une Guerre generale, qui donne au Prince d'Orange la hardiesse de faire tout ce qui peut marquer un dessein formé d'aller attaquer le Roy d'Angleterre dans son propre Royaume, de prendre pour prétexte d'une entreprise si hardie le maintien de la Religion Protestante, ou plutôt l'extirpation de la Catholique, & le renversement entier de la Monarchie: Qui donne à ses Emissaires & aux Ecrivains de Hollande l'insolence de traiter de supposition la Naissance du Prince de Galles, d'exciter les Sujets du Roy de la Grande Bretagne à la revolte & se prevaloir de la nécessité où me mettent la partialité du Pape & les violences de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstemberg, & la plus saine partie du Chapitre de Cologne, à faire avancer mes Troupes pour leur donner tout le Secours & la Protection dont ils peuvent avoir besoin pour se maintenir dans leurs Droits & dans leurs Libertez.

Sa Sainteté peut bien croire aussi, que quelque attachement que j'aye, & que j'aury toujours pour le saint Siege, je ne puis plus m'empêcher de separer la Qualité de Chef de l'Eglise, de celle d'un Prince temporel, qui épouse ouvertement les Interests des Ennemis de ma Couronne: Que l'obligation qu'elle m'impose, ne me permet plus d'attendre de sa part aucune Justice sur les differends qui me regardent: Que je ne puis plus le reconnoître pour Mediateur des contestations qu'a fait naître la Succession Palatine entre ma Belle-sœur & la Maison de Neubourg: Que je sçauray bien faire rendre à cette Princesse la Justice qui lui est due, par les moyens que Dieu m'a mis en main contre les violentes usurpations de l'Electeur Palatin: Que d'ailleurs je ne pretens pas laisser plus longtemps le Duc de Parme mon Allié, dépouillé de ses Etats de Castro & de Ronciglione, dans lesquels il doit estre restably, en execution de l'Article premier du Traité de Pise, dont je suis Garant. Ainsi je veux, que pour ne laisser à Sa Sainteté aucun lieu de douter de la resolution qu'elle m'a obligé de prendre, vous luy demandiez en mon nom, qu'elle fasse incessamment remettre ledit Duc de Parme en possession de ses Etats de Castro & de Ronciglione, comme il est stipulé par ledit premier Article, luy declarant qu'au moindre retardement qu'elle y apportera, je feray entrer mes Troupes en Italie, pour y demeurer, jusqu'à ce que ce Prince mon Allié soit rentré dans la jouissance de sesdits Etats; & que je me mettray dans le même temps en possession de la Ville d'Avignon, soit pour la rendre à Sa Sainteté, après l'entiere execution du Traité de Pise, ou pour la retenir, & donner audit Duc de Parme le prix pour lequel elle a esté engagée, en deduction des Interests & des Domages qu'il pourroit souffrir d'une plus longue privation de sesdits Etats.

Que je continueray cependant à donner au Cardinal de Furstemberg & au Chapitre de Cologne, toute la protection dont ils pourroient avoir besoin pour la manutention de leurs Droits, sans refuser à ma Belle-sœur le Secours qui luy sera nécessaire pour le recouvrement de ce qui luy appartient de la Succession des Electeurs Palatins ses Pere & Frere.

Je m'assure que tous les Princes & Etats de la Chrestienté, qui considereront sans passion la conduite que le Pape a tenue envers moy depuis son elevation au Pontificat, & qui connoistront d'ailleurs les soins & les empressements que j'ay toujours eus à rechercher son Amitié, tout ce que j'ay fait pour le bien & l'avantage de nostre Religion, mon attachement sincere & ma veneration pour le saint Siege, mon application à maintenir le repos de l'Europe, sans me prevaloir des conjonctures favorables & de la Puissance que Dieu m'a mise en main, s'étonneront plutôt que j'aye souffert tant d'Injures & de mauvais traitemens de la Cour

TOM. VII. PART. II.

de Rome, & que j'aye laissé en même temps agrandir l'Empereur contre toutes les regies d'une bonne Politique, que de la juste protection que je suis resolu de donner à des Princes & à un Chapitre, que le Pape & l'Empereur veulent dépouiller de leurs possessions & de leurs Droits, contre toute Justice, & seulement à cause qu'ils les croyent reconnoissans des marques qu'ils ont toujours reçues de mon estime & de mon affection. Je suis même persuadé que si le Pape fait de serieuses reflexions sur ce que je vous écris, il tombera d'accord en lui-même, que ma Patience ne pouvoit aller plus loin sans blesser ma reputation, & qu'il ne doit imputer qu'à sa partialité, & aux conseils que lui ont donnés les Ennemis de ma Couronne, tous les malheurs que peut causer la nécessité où il me met de faire passer des Troupes en Italie, & de maintenir les Droits & les Libertés du Chapitre de Cologne.

Mais parce que je n'ay pas lieu d'esperer que ce que je vous écris fasse changer de sentiment au Pape; je vous ordonne de voir après vostre Audience chacun des Cardinaux, & de leur laisser copie de ma Lettre, afin qu'ils fassent aussi leurs reflexions sur les Suites d'une Affaire si importante, & à laquelle le sacré College a un si notable interest. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne garde: Ecrit à Versailles le 6. Septembre 1688.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

XCIII.

Conventio inter CAROLUM XI. Regem Suecia; 12. Sept: & Præpotentes Ordines Generales UNITI-BELGII, de & pro sex Legionibus Milium à Sua Majestate præfatis Ordinibus mittendis. Holmæ die 12. Septembris 1688. [Copie manuscrite communiquée par un des Colonels Suedois. Elle étoit aussi dans la premiere Edition du Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 759. mais moins exactement.]

Sacrae Regiæ Majestatis Sueciæ Nos infrascripti Senatores Aulæque Cancellarius; Celsorum quoque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii, Ego infra scriptus Minister, in Aula Regiæ Majestatis Sueciæ Residentis, declaramus testatumque facimus, nos vigore acceptorum Mandatorum, de certo numero Milium, à parte Sacrae Regiæ Majestatis supradictis Dominis Ordinibus Generalibus concedendo ita egisse & convenisse, prout sequentibus Conditionum Articulis cautum & expressum est.

I. Sacra Regia Majestas Sueciæ promittit & recipit, se præbiturum Cellitudini Dom. Ordinum Generalium Federati Belgii sex Legiones pedestris Militiæ, quarum singulæ duodecim Centuriis (vulgò *Compagnies*) autem quæque autem Centuria octoginta quatuor Capitibus; connumeratis Gregariis & Officialibus, constabit. Ita ut dictæ sex Legiones, comprehensis Ordinariis Officialibus tam qui ad Legiones quàm qui ad Centurias pertinent, à Regia Majestate constitutis, numerum sexies mille quadraginta octo hominum impleant. Ex hoc numero Sacra Regia Majestas sibi curabit Gothoburgi in Suecia mille infra quindecim dies à requisitione, post peractam hujus Conventionis Rathabitionem facta. Deinceps Stadæ vel ad optionem Dominorum Ordinum Generalium Caroloburgi in Ducatu Bremensi bis mille quinquaginta intra mensis spatium, reliquos autem intra sex Septimanas in Pomerania, ut sic locis & temporibus præfinitis à partē Dominorum Ordinum Generalium recipi quant.

II. Vicissim spondent & recipiunt Domini Ordines Generales, sese hac Conventione rathabita, confestim Hamburgi soluturos cum Regia Majestas hoc Negotium commiserit, summam centies & octies mille octingentorum sexaginta quatuor Thalerorum uncialium sive Imperialium in specie feu banco, computantes

ANNO 1688.

ANNO in singula Capita tam Officialium quam Gregariorum
1688. octodecim Imperiales.

III. Ab eo tempore dieque quo dicta Militia exit
servitio Regiæ Majestatis, transibit & recipitur eadem
in servitium, Stipendium & Stipendia Dominorum
Ordinum Generalium, quæ Stipendia ab eodem Men-
sis die numerabuntur.

IV. Fiet etiam Impositio in Naves & Transvectio
in Belgium cura & impensis Dominorum Ordinum
Generalium, qui huic Militiæ Hospitationibus, Sustenta-
tionibus & Stipendiis adeoque omnibus necessariis,
solitisque ea promptitudine providebunt, eoque loco
eam habebunt tractabuntque domi militiæque, prout
reliquæ suæ Militiæ, tali præsertim cujus conservatio
imprimis ei cordi est, providere solent, sub quibus
emolumentis liberum quoque Religionis exercitium
comprehenditur.

V. Convenit præterea est, ut quando Domini
Ordines Generales hoc Militæ amplius opus non ha-
bent, eum Sacræ Regiæ Majestati vicissim offerre & si
Sacræ Regiæ Majestas eum recipere vellet, ita habitum
& munus restitueret teneantur, qualem acceperant.

VI. Quod si in casu restitutionis numerus deficiat,
supplebunt Domini Ordines Generales defectum octo-
decim Thaleris Imperialibus in specie five banco in
singula Capita numeratis.

VII. Si verò Regiæ Majestas declaraverit, se hoc
Militæ opus non habere, tum Domini Ordines Ge-
nerales honesta dimissione salvoque conductu eidem
propiciant, neminem autem ex hisce, five Officialibus
five Gregariis vel remittent vel exautorabunt, nisi sti-
pendiis plenè solutis, tenebunturque tres menses ante-
quam ad exautorales & dimissiones procedunt, cer-
tiores de ea re Sacram Majestatem facere, quo tempus
habeat animum suum declarandi: post dictos autem
menses si responsum nullum allatum, vel si repetitioni
renuntiatur à parte Sacræ Majestatis fuerit, liberum
erit dictam Militiam Sacramento absolvere & dimit-
tere.

VIII. Gaudebunt hujus Militiæ Officiales tam infe-
rioris quam superioris Ordinis quodcumque in Pa-
triam reducere fuerint, in omnibus Locis Sacræ Regiæ
Majestatis subiectis, omnibus Gradibus Munerum &
Titulorum prærogativis, quas vel nunc possident vel
deinde in hac expeditione acquirere poterunt.

IX. Ratihabebitur hæc Conventio intra mensis spa-
tium, statimque à Ratificatione significabunt Sacræ Re-
giæ Majestati Domini Ordines Generales, quo tempore
Commissarios & Naves ad supra nominata Loca trans-
mittere velint, eum in finem, ut quæ Articulo primo
promissa sunt, in tempore expediri possint.

In quorum fidem hujus Conventionis bina Instru-
menta confecimus, quæ nominum nostrorum Subscrip-
tione Sigillorumque appositione firmavimus. Actum
Holmiæ die 12. Septembris 1688.

BENEDICTUS ERICUS LIND-
OXENSTIERNA. SCHOLD.

(L.S.) (L.S.)

C.C. Rumpf.

NICOLAUS
GYLDEN-
STOLPE.
(L.S.)

Ratihabuit ab Ordinibus
Generalibus Dⁿⁱ Octob.
1688.

Signatum

DE WEEDE.

F. FAGEL.

XCIV.

LA
FRANCE
ET
L'EMPI-
RE.

(1) *Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roy de
France Louis XIV. à reprendre les Armes
& qui doivent persuader toute la Chrétienté des
sincères Intentions de Sa Majesté, pour l'asser-
missement de la tranquillité publique, à Versailles le
24. Septembre 1688. [Feuille volante impré-
mée, & FREDER. LEONARD. Tom. VI.]*

(1) C'est le titre qui fut donné à ce Manifeste à la réserve des
mots de, de France Louis XIV. qu'on y a ajoutés afin qu'on fût qui
pouvoit.

ANNO
1688.

Ceux qui examineront sans passion & sans aucun
autre Intérêt que celui du bien public, la
conduite que Sa Majesté a tenue depuis le
commencement de la Guerre de Hongrie jusqu'à pré-
sent, auront une juste raison de s'estonner, qu'ayant
toujours été bien avertie du dessein que l'Empereur
a formé depuis long-tems d'attaquer la France, aulti-
toit qu'il aura fait la Paix avec les Turcs; Elle ait
différé jusqu'à cette heure à la prévenir, & que bien
loin de se servir des pretextes que les régies d'une
bonne Politique luy pouvoient suggerer, pour em-
pêcher l'agrandissement de ce Prince, elle ait même
voulu sacrifier au bien de la Paix les justes sujets
qu'on luy a si souvent donnez d'employer les forces
que Dieu luy a mises en main, tant pour offrir à la
Cour de Vienne les moyens de luy nuire, que pour
arrêter le cours des injustes & des violentes usurpa-
tions de l'Electeur Palatin: Faire rendre à Madame,
Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui luy doit appartenir
de la Succession de ses Pere & Frere, & dissiper de
bonne heure toutes les Liges & les préparatifs de
Guerre, qui l'ont enfin forcé de porter ses Armes
sur les bords du Rhin, & d'attaquer les Places qui
pouvoient donner le plus de facilité à l'Empereur de
recommencer & de soutenir la Guerre contre la
France.

Tout le monde convient aujourd'hui, que le trop
sincere desir que Sa Majesté avoit d'empêcher qu'il
n'arrivât rien qui fust capable de troubler le repos de
la Chrétienté, & les preuves convaincantes qu'elle
a donné de ses bonnes Intentions ont beaucoup con-
tribué à tous les sujets de mécontentemens qui ont
enfin lassé sa patience.

On a vu que dans le temps qu'elle pouvoit se pre-
valoir de l'embaras que donnoit à l'Empereur la Guerre
d'Hongrie, pour obliger la Cour de Vienne & l'Empire
à luy céder par un Traité définitif, tous les Lieux
qui avoient été réunis à sa Couronne, en conséquence
des Traitez de Munster & de Nimègue, & faire
cesser par ce moyen tous sujets de mes-intelligence
entre Elle & l'Empire, elle avoit mieux aimé acquies-
cer à un Traité de Trêve ou de Suspension, que
detourner par ses Armes les Princes & Etats de l'Em-
pire de donner à l'Empereur les Secours dont il avoit
besoin, pour repousser toutes les Forces de l'Empire
Ottoman; & que Sa Majesté suivant les mouvemens
de sa Piété & la Generosité, avoit préféré l'Intérêt ge-
neral de la Chrétienté, au Bien de sa Couronne, se
contentant d'obtenir provisionnellement ce que la Pru-
dence vouloit qu'elle demandât pour tousjours.

On avoit assez remarqué, qu'à peine ce Traité de
Trêve fut ratifié de part & d'autre, que Sa Majesté
voulut bien encore donner de nouvelles marques de
sa moderation; & quoy qu'elle eût appris, que les
Ministres Impériaux employoient tous leurs soins &
tous leurs efforts dans la plupart des Cours d'Alle-
magne, pour porter les Princes & Etats de l'Empire
à entrer dans de nouvelles Liges contre la France:
Que par le Traité fait à Ausbourg, ils avoient engagé
un nombre considerable de Princes & d'Etats à
souscrire cette Affociation: Que dans l'Assemblée de
Nuremberg on s'estoit servi de toutes sortes d'Artifices
& de Suppositions, pour faire entrer dans cette mesme
Ligue ceux qui estoient retenus par la consideration
des malheurs que pourroit causer une nouvelle Guerre,
& par l'avantage que tout l'Empire trouvoit dans le
maintien d'une bonne Intelligence avec Sa Majesté;
& qu'enfin les Ministres de la Maison d'Autriche
s'estoient clairement expliqués en plusieurs endroits,
que la Guerre de Hongrie ne seroit pas plutôt finie,
que l'Empereur tourneroit ses Armes vers le Rhin,
& que le Traité de Trêve ne seroit pas capable d'ar-
rêter ses desseins: Néanmoins tous ces pressans moti-
fis, qui devoient obliger dès lors Sa Majesté de por-
ter plutôt la Guerre dans les Pays & les Etats de
ce Prince, que de l'attendre dans son Royaume,
avoient encore cédé au desir empressé qu'elle a tous-
jours eu de faire tout ce qui pouvoit dépendre d'Elle
pour le maintien de la Paix; & Elle n'avoit point
pris d'autres precautions pour garantir ses Etats de
tout le mal qu'on se préparoit à leur faire, que de
bien fortifier les Lieux de ses Frontières qui pouvoient
arrêter les entreprises de ses Ennemis.

Tant de preuves de la sincérité de ses Intentions
avoient fait oublier à la Cour de Vienne, que toutes
les fois qu'on a contrainst Sa Majesté de prendre les
Armes,

ANNO 1688. Armes, il a plû à Dieu de faire voir la Justice de sa cause, par les bons succès qu'elles ont eu. On s'est imaginé qu'elle prêteroit d'ordinaire la douceur ou repos aux soins indispensables qu'elle est obligée de prendre pour la conservation de ses États; & l'espérance de trouver de grands avantages dans un renouvellement de Guerre, a porté la Cour de Vienne à rejeter avec hauteur les insinuations, même des Ministres du Pape, qui croyoient, avec raison, qu'il n'y avoit pas de moyen plus prompt, plus facile & plus nécessaire pour établir une bonne Union & Concorde entre tous les Princes & États Chrétiens, que de faire un Traité de Paix sur le même pied que celui de Treve, sans rentrer dans des difficultés si souvent débattues, & qui ne peuvent plus être soutenues que pour exciter de nouvelles aigreurs & de nouveaux Troubles.

Mais quand même toutes ces démarches n'auroient pas été suffisantes, pour faire voir clairement à Sa Majesté la résolution que la Cour de Vienne a prise de recommencer la Guerre contre la France, en pourroit-on douter, après toutes les preuves qu'elle en a donné, tant au sujet de la Succession Palatine, qu'à l'occasion de la Postulation qui a été faite du Cardinal de Furstemberg, premièrement à la Coadjutorerie, & depuis à l'Électorat de Cologne?

Personne n'ignore le Droit incontestable qui appartient à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, sur la Succession de l'Électeur Palatin Charles son Frere; on sçait que tous les Meubles, Biens allodiaux, & Fiefs Héritiers luy sont acquis, comme à l'unique Héritière de ses Pere & Frere; & quoique Sa Majesté fut assez portée par l'affection qu'elle a pour cette Princesse, à luy donner toute la protection dont elle avoit besoin, pour se mettre en possession des Biens meubles & immeubles de cette Succession, néanmoins les mêmes considérations qui avoient empêché Sa Majesté de faire aucun mouvement qui pût retarder la prospérité des Armes Impériales en Hongrie, l'avoient encore obligé de préférer l'Arbitrage du Pape, quoique déjà déclaré partial contre la France, aux moyens plus sûrs & plus prompts qu'elle avoit en main, de faire rendre à Madame, sa Belle-sœur, la Justice qui luy est due; & bien que cet Arbitrage ne dût être suspect qu'à Monsieur, Frere unique de Sa Majesté, néanmoins il a bien voulu y donner les mains; en sorte qu'il n'a tenu qu'à l'Électeur Palatin de terminer tous ces différends par la décision du Pape; mais quoy qu'il y ait une infinité d'exemples de semblables contestations entre les Princes & États de l'Empire, remises au jugement des Puissances qui n'en dependent point, cet Electeur qui a toujours travaillé à fomentier la Guerre entre la France & l'Empire, ne se contentant pas de vouloir envahir pour sa Maison les Électorats & les Dignités Ecclesiastiques, qu'il s'efforce d'obtenir en toutes occasions par les voyes les plus violentes & les plus contraires aux Régles de l'Eglise & aux Loix & Constitutions de l'Empire, a rejeté l'Arbitrage du Pape sur cette affaire, & s'est non seulement emparé des Terres inéparablement attachées à la Dignité Electorale; mais même il s'est encore saisi sans aucune forme de Justice de tous les engagements, Biens allodiaux, Fiefs Héritiers, & généralement de tout ce qui appartient légitimement à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, à la réserve de quelques Meubles, qu'il a bien voulu abandonner, pour colorer son Injustice manifeste, & flatter la bonne foy de Monsieur, Frere unique de Sa Majesté, de l'espérance d'une plus grande Restitution.

Mais comme il a bien reconnu, qu'il ne pourroit pas soutenir long-temps son injuste usurpation contre la protection que Sa Majesté se sent obligée de donner au bon Droit de Monsieur, son Frere unique; & de Madame, sa Belle-sœur, il n'a rien omis de ce qu'il a crû capable d'exciter entre la France & l'Empire, une Guerre qu'il a considérée comme un moyen de retener impuement dans la confusion & le desordre qu'elle porte avec elle, des Biens qui ne luy peuvent jamais appartenir légitimement, tant que Madame, ou ses Descendants subsisteront. C'est dans cette vue, que pendant que Sa Majesté apporroit le plus de soin à ôter tous prétextes à la Cour de Vienne de finir la Guerre de Hongrie, & que la Décadence de l'Empire Ottoman faisoit encore espérer à l'Empereur de plus grands prospérités, cet Electeur a redoublé ses efforts pour obliger la Cour de Vienne à faire la Paix avec

TOM. VII. PART. II.

les Turcs, & porter la Guerre vers le Rhin. Sa Majesté n'a pas ignoré tous les mouvements qu'il s'est donné pour cet effet, les Lignes qu'il a formées; & enfin la Résolution qu'il a fait prendre de conclure au plutôt un Accommodement avec l'Ennemy de la Chrétienté, pour attaquer la France, & surprendre la Vigilance de Sa Majesté.

Il est vray que l'Archevêché de Cologne demeurant au pouvoir d'un Prince aussi bien intentionné que l'estoit le feu Electeur, pour le maintien de la Tranquillité publique, il falloit ôter un si grand obstacle à de nouveaux Troubles: le seul expedient estoit de luy donner de gré ou de force un Coadjuteur entièrement dévoué aux Interests de la Maison d'Autriche; & il n'en pouvoit trouver aucun, dont il fut plus assuré pour l'exécution de ce dessein & l'agrandissement de la Maison, qu'un des Princes ses enfans. On peut dire aussi, qu'il n'y a rien qu'il n'ait mis en pratique pour y réussir. Mais comme ses offres & ses Promesses, appuyées de la présence du Duc de Juliers, n'ont pas eu l'effet qu'il en attendoit; les menaces dont il s'est servi contre les Chanoines, & contre l'Electeur même, ont été si violentes & si outrées, qu'elles luy ont attiré l'indignation des uns & des autres; & de vingt-quatre voix dont le Chapitre est composé, elles en ont déterminé dix-neuf à postuler le Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie de l'Archevêché de Cologne, le jugeant avec raison d'autant plus capable de le bien gouverner, qu'outre l'expérience qu'il y a acquise pendant la longue Administration que le feu Electeur luy en avoit confiée; sa Dignité de Doyen, son âge, & ses bonnes Qualités personnelles, le font estimer & aimer de tous ceux du Chapitre qui ne sont point obligés de sacrifier leurs inclinations à d'autres Interests qu'à celui de leur Eglise.

Cependant cette Postulation si canonique n'a pas été capable de renverser les Projets de l'Electeur Palatin. La partialité du Pape, trop déclarée pour la Maison d'Autriche, luy a donné de nouvelles espérances; & l'impossibilité de réussir pour un de ses fils, luy a fait concevoir un dessein beaucoup plus avantageux pour sa Maison. Il a crû qu'il ne falloit pas attendre, que le Cardinal de Furstemberg parvenu à cet Archevêché, & suivant les mouvements de son affection pour la Maison de Baviere, pût faire agréer au Chapitre le Prince Clement pour son Coadjuteur, lorsqu'il auroit l'âge indispensablement requis par les Canons. Rien n'estoit plus contraire aux Interests de cet Electeur, & il n'avoit garde de souffrir, que l'Electeur de Baviere fut redevable à la Recommandation de Sa Majesté & à l'Inclination dudit Cardinal, du retour de cet Electorat dans sa Maison. Mais pour rompre toutes ces mesures & assurer pour ses Enfants, ou l'Electorat de Cologne, ou celui de Baviere, il a estimé qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen, que de profiter de la mauvaise disposition du Pape envers Sa Majesté, & de son attachement à la Maison d'Autriche; premièrement, pour empêcher que la Postulation dudit Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, qui n'auroit pas reçu la moindre difficulté sous un Pontificat moins passionné contre la France, ne fut confirmée: & en second lieu, luy donner pour Concurrent ce même Prince, que ledit Cardinal avoit dessein d'obliger si sensiblement.

Il est vray qu'il n'y a aucune Personne raisonnable, instruite des Principes de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, qui eût pu s'imaginer, que malgré tout ce que les Conciles Oecumeniques, & en dernier lieu le Concile de Trente, ont statué touchant l'âge, la Science, & les Qualitez requises & nécessaires à un Evêque, le Pape qui avoit témoigné par le passé tant d'éloignement pour toutes les grâces, pût se porter à déclarer capable d'être élu à l'Archevêché de Cologne, un jeune Prince de dix-sept ans, & qui n'en est pas même Chanoine. Mais il faut avouer que ce renversement de la Discipline Ecclesiastique est bien moins avantageux à la Maison de Baviere, qu'à celle d'Autriche, & à l'Electeur Palatin; car si ce Projet réussissoit en faveur du Prince Clement, ou il ne seroit que le Dépositaire de l'Electorat de Cologne, pour le faire passer à un Prince de Neubourg; ou s'il le vouloit retener pour luy même, avant qu'il ait plû à Dieu de donner des Enfants à l'Electeur son Frere, & dans le temps qu'il expose si souvent sa vie pour le service de l'Empereur, il assureroit à l'Electeur Palatin la Succession aux États de Baviere: & à la

ANNO 1688. Court de Vienne l'extinction d'une Maison qui lui a toujours donné une forte jalousie, & que le Merite de l'Electeur qui regne à présent ne diminuera pas.

Voilà le véritable motif de ce Bref concerté entre le Pape, les Ministres de la Maison d'Autriche, & ceux de l'Electeur Palatin; & comme ils ont bien jugé, que Sa Majesté ne souffrirait pas que le Cardinal de Furstemberg, postulé canoniquement à l'Archevêché de Cologne, en fut dépouillé: en haine de l'application qu'il a toujours donnée au maintien d'une bonne Intelligence entre Sa Majesté & l'Empire, ny que la plus considerable partie du Chapitre qui lui a donné ses suffrages fut privée de ses Droits par la force & la violence; ils se sont enfin déterminés à faire la Paix avec le Turc, pour la rompre en même temps avec la France.

Mais si Sa Majesté a beaucoup de sujet de se plaindre d'un procédé si contraire à la bonne foy avec laquelle Elle a toujours agi, pendant les plus grandes prosperitez des Armées Imperiales en Hongrie, & aux soins qu'Elle a pris d'empêcher, qu'il n'arrivât rien dans toute l'Europe qui en put arrêter le cours. Il n'y a personne, quelque passionnée qu'elle puisse être contre la France, qui ne doive avouer, que tout ce qui s'est fait depuis l'obtention de ce Bref d'Eligibilité, tant par les Ministres Imperiaux, que par ceux de l'Electeur Palatin, a dû achever de laisser la parience du Roy, & lui ôter tout sujet de douter de la ferme resolution que l'Empereur a prise de lui déclarer la Guerre incessamment.

C'est dans ce dessein que la Cour de Vienne a cru n'être plus obligée à garder aucunes mesures, & qu'encore que le Concordat Germanique, les Constitutions de l'Empire, & le Traité de Munster doivent rendre inviolable la liberté des Elections dans les Chapitres d'Allemagne; & que l'Article 23. du Traité de Nimègue ait dû faire cesser les Injures & les Invectives des Ministres de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstemberg; néanmoins le Comte de Kaunitz, voyant bien que ny les promesses ny les menaces n'étoient pas capables d'ébranler une assez considerable partie du Chapitre de Cologne, pour faire quelque opposition à l'élévation du Cardinal de Furstemberg, & qu'il n'y avoit que ceux qui par leurs Charges & leurs Emplois étoient indispensablement obligés à suivre les mouvements de la Cour de Vienne, qui ne voulaient pas concourir à sa Postulation, tous les autres étant pleinement persuadés, qu'ils ne pouvoient faire un plus digne choix, que de la Personne dudit Cardinal, non seulement pour le bien & l'avantage de l'Archevêché, mais aussi pour l'affermissement du repos de l'Empire, il n'y a point eu d'Injures, d'Invectives, & de calomnies, dont ce Ministre n'ait chargé ledit Cardinal, jusqu'à lui donner une exclusion formelle de la part de l'Empereur, & menacer le Chapitre de lui ôter ses Privilèges; enfin on peut dire, que le mepris & l'infraction manifeste des Traitez de Paix ont paru aussi clairement dans le Discours adressé au Chapitre de Cologne par ledit Comte de Kaunitz, que la moderation dudit Cardinal & son zèle pour le maintien de la Tranquillité publique dans la réponse qu'il y a faite.

Mais comme toutes ces violences des Ministres de la Maison d'Autriche n'ont pas été capables d'empêcher, que la plus grande & la plus considerable partie du Chapitre de Cologne ne soit demeurée inseparablement unie avec le Cardinal de Furstemberg, pour maintenir conjointement avec lui les Droits & les Libertez de leur Eglise, la Cour de Vienne fait ses diligences pour assembler les Troupes de la plupart des Princes Protestans aux environs de cet Archevêché, afin de les employer à faire executer conjointement les Brefs qu'elle se flatte d'obtenir de la Cour de Rome contre la disposition des Canons, des Traitez & des Constitutions de l'Empire, & elle ne se soucie pas que l'Archevêché de Cologne soit entierement desolé, & la Religion Catholique opprimée dans tous les Lieux qui en dependent, pourvu qu'elle y trouve des moyens & des facilités d'attaquer la France, de soutenir la Guerre contre Sa Majesté aux dépens des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de contraindre les premiers à deférer au Roy de Hongrie la Couronne de Roy des Romains, avant l'age indispensablement requis par ces mêmes Loix & Constitutions, & enfin d'assujettir toute l'Allemagne à l'Autorité despotique de la Maison d'Autriche, en cloignant de l'Alliance & de l'Amitié du Roy ceux

qui pourroient être les fermes Defenseurs des Droits & des Libertez de leur Patrie.

Ces veritez sont parfaitement connues de Sa Majesté, & il n'y aura personne de bon sens, & bien informée de ce qui se passe dans l'Europe, qui puisse revoquer en doute la moindre circonstance de ce qui est avancé dans ce Memoire. Il seroit même assez inutile de rendre publiques toutes les autres preuves que Sa Majesté a eues de la resolution prise par la Maison d'Autriche, de lui faire incessamment la Guerre. Elle est bien persuadée, qu'après toutes celles qu'elle a données du trop grand desir qu'elle a toujours eu d'affermir la Tranquillité publique, tout le Monde avouera, qu'il eût été à souhaiter pour le bien general de la Chrestienté, que ceux qui croyent trouver leurs avantages à exciter de nouveaux Troubles, n'eussent pas eu si bonne opinion de la sincerité des Intentions de Sa Majesté, & que ce ne sera que sur eux qu'on rejettera le blâme de la nécessité où ils l'ont mise, de faire marcher ses Troupes, tant pour assiéger Philipsbourg, comme la Place la plus capable de faciliter à ses Ennemis l'entrée dans ses Etats, que pour le mettre en possession de Kaiserflouten, jusques à ce que l'Electeur Palatin ait restitué à Madame, Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui lui doit appartenir de la Succession des Electeurs ses Pere & Frere.

Mais quelque succès qu'il plaise à Dieu de donner aux Armes de Sa Majesté, elle a toujours le même desir de faire de sa part tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement de la Tranquillité publique; & pour cet effet elle declare, qu'il ne tiendra qu'à l'Empereur & à ses Adherans, de la rendre d'une perpetuelle durée: Sa Majesté voulant bien, que pour ôter à l'avenir tout sujet de méintelligence entre elle & l'Empire, & ne plus laisser aucune semence de division & de renouvellement de Guerre, il soit fait un Traité de Paix définitif, aux mêmes conditions que celui de Treve, conclu & signé à Ratisbonne le 15. Aoust 1684. bien entendu que Sa Majesté ne pourra être troublée ny inquiétée en quelque maniere que ce soit, touchant les nouvelles Fortifications qu'elle a été obligée de faire pour la seureté de ses Etats, tant à Huningue, qu'au Fort Louis du Rhin.

Et comme elle n'a pas entrepris le Siege de Philipsbourg pour s'ouvrir des moyens d'attaquer l'Empire, mais seulement pour fermer l'entrée de ses Etats à ceux qui voudroient exciter de nouveaux Troubles. Elle offre pour faciliter davantage le Traité de Paix, de faire demolir les Fortifications de ladite Ville de Philipsbourg, lors qu'Elle l'aura reduite à son obéissance, & la faire rendre à l'Evêque de Spire, pour en jouir de la même maniere que ses Predecesseurs ont fait avant que la Place fut fortifiée, sans en pouvoir rétablir les Fortifications.

Sa Majesté veut bien encore ajouter à ces offres une preuve plus considerable & plus convainquante du desir qu'elle a de rétablir une bonne Correspondance avec l'Empereur & l'Empire, & de la rendre d'une longue durée; & quoy que les dépenses extraordinaires qu'elle a faites pour rendre la Place de Fribourg imprenable comme elle est à présent, la doivent obliger à ne la détacher jamais de sa Couronne, néanmoins pour procurer une longue Paix à toute la Chrestienté, & pour faire voir qu'elle n'a pensé qu'à fermer son Royaume & non pas à se conserver des moyens de l'agrandir. Elle veut bien aussi faire demolir les Fortifications de cette importante Place, & la rendre à l'Empereur avec ses Dependances, à condition qu'elle ne pourra jamais être fortifiée.

Quant à l'Electorat de Cologne, Sa Majesté offre d'en retirer ses Troupes, aussitôt que le Pape, soit de son per mouvement, ou à la priere de l'Empereur, aura confirmé la postulation du Cardinal de Furstemberg; & Elle s'employera volontiers, lors que ledit Cardinal sera dans la paisible possession & jouissance dudit Electorat, à le faire entrer avec le Chapitre dans les temperamens qui pourront être proposés pour la satisfaction du Prince Clement & de l'Electeur de Baviere, en sorte que le repos de cet Archevêché ne puisse être troublé ni à présent ni à l'avenir.

Sa Majesté veut-bien aussi, pour ne laisser aucun reste ni occasion de troubles, terminer incessamment les differens qui regardent la Succession Palatine, & Elle offre pour Monsieur, son Frere unique & pour Madame sa Belle-Sœur, un desistement de toutes les Places, Terres & Pais, même des Meubles, des

ANNO 1688. Canons, & de toutes les autres choses qui leur doivent encore être restituées, moyennant un Dédommagement en argent, suivant l'estimation qui en sera faite, au plus tard dans un an, par les Commissaires qui seront nommez à cet effet: & au cas qu'ils n'en puissent convenir dans ledit temps, Sa Majesté consent, que ce qui restera de différens soit terminé par l'Arbitrage du Roi d'Angleterre & de la Republique de Venise, sans qu'on en puisse venir de part ni d'autre à aucune voye de fait.

C'est à ces conditions, beaucoup plus avantageuses à l'Empereur & à l'Empire, qu'à Sa Majesté & à la Couronne, que la Tranquillité publique peut être rétablie & assurée pour toujours pourvu qu'elles soient acceptées dans le mois de Janvier prochain: A l'effet dequoy Sa Majesté est prête d'envoyer incessamment ses Plenipotentiaires à Ratisbonne. Mais après ce tems, Sa Majesté étant obligée de continuer des dépenses immenses, Elle ne prétend plus être tenue à ses offres; & en cas d'un plus long retardement, ou d'un refus de les accepter, elle proteste dès à présent de tous les malheurs que la Guerre pourra causer à la Chrestienté contre ceux qui l'ont forcée à reprendre les Armes, pour prévenir leurs mauvais desseins, & qui ne voudront pas profiter des expédients qu'elle propose, pour assurer incessamment une Paix durable. Fait à Versailles le 24. jour de Septembre 1688.

XCV.

3. Oâ. *Actes contenant les Protestations solennelles publiées au sujet des prétendues Nullités insoutenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Élection du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT Duc de Bavière, &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]*

AU Nom de Dieu, Amen. A tous ceux qui verront, liront, ou entendront lire cet Acte, soit manifestement connu & notoire: Que l'année depuis la Naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ 1688. & la treizième du Pontificat de nostre tres-Saint Pere en Christ Innocent par la Divine Providence, Pape onzième de ce Nom; Indiction onzième, le troisième des Ides d'Octobre, ou le treizième du même mois, entre onze heures & midy: Sont personnellement comparus pardevant moy Notaire Apostolique & les Témoins après nommez: l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Landgrave de Furstemberg, postulé Archevêque & Prince Electeur de Cologne, &c. Et les autres Reverendissimes & Illustres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, au nombre de huit, lesquels tant en leur nom que des autres Seigneurs absents dont ils avoient procuration; ont fait une iterative Protestation qui a été auparavant lue publiquement en ma présence, & en celle des Témoins, reiterant leur Opposition de nullité, déclaration, & reservation des remèdes, suivant la force, exigence & teneur: Repetans une précédente Protestation qu'ils avoient déjà faite pardevant moy, ils y ont derechef adhéré, protestant de nouveau & accusant de nullité, déclarant, se réservant les remèdes convenables, & faisant les autres choses qui sont contenues en cet Acte dans les termes suivans.

Monteur le Notaire. Vous estes bien informé que l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg qui a été depuis peu canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, faisant la plus grande & la plus saine partie du Chapitre & qui ont postulé son Eminence, ont protesté de la nullité insoutenable de toutes les choses en general & en particulier, qui sans qu'ils aient esté citez, entendus, ni défendus, pourroient être à l'avenir ou auroient déjà esté dites, ordonnées, retolées, ou expédiées dans la Cour de Rome par nostre Saint Pere le Pape, ou par la Sa-

ANNO 1688. crée Congregation Consistoriale, ou par d'autres Tribunaux, au sujet de l'Élection prétendue & qui n'a jamais esté faite, du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Bavière: Ainsi qu'il est plus amplement déduit dans l'Acte ou Instrument qui en a été expédié, lequel a esté par Vous Notaire dûment signifié à l'Illustrissime Seigneur Nonce du Pape résident à Cologne, qui l'a retenu, & lequel a été envoyé à la Cour de Rome pour y être encore infirmé; dont la teneur s'en suit; Sçavoir:

Au Nom de la Tres-Sainte & individuelle Trinité. Qu'il soit notoire à tous ceux qui liront ou verront ce présent Acte public, que l'année de l'Incarnation du Verbe 1688. la treizième année nouvellement commencée de nostre Tres-Saint Pere & Seigneur en Jesus-Christ, Innocent, par la Divine Providence Pape XI. de ce nom, Indiction onzième, le neuvième des Calendes d'Octobre, qui est le 23. jour de Septembre stile nouveau, entre 11. heures & midy: en la présence de moy Notaire & des Témoins après nommez qui ont esté appelez, exprés: Furent preins en leur personne, l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. Doyen & postulé Archevêque & Electeur de Cologne, l'Illustrissime Seigneur Philippe Eyraud, Prince du Murbac, Comte de Louvenstein, Sous-Doyen, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Herman Frederic Comte de Hohen-Zollern absent pour les affaires de l'Eglise, & dont il a Procuration; l'Illustrissime Seigneur François Gobert, Comte d'Apremont & de Reckem, Evêque de Chœur, l'Illustrissime Seigneur François Adolphe Comte d'Oostfrise & de Rittberg Ecolatre, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Alexandre Comte de Salm, le plus jeune Diacre absent, & dont il a procuration; l'Illustrissime Seigneur Ferdinand Rodolphe Comte de Furstemberg Me. Archevêque, le plus ancien Diacre; le Tres-Haut Seigneur François Bernard Prince de Nassau, Prevost en qualité de Tréorier; l'Illustrissime Seigneur Charles Gobert Comte d'Apremont & de Reckem; l'Illustrissime Seigneur Ernst Dominique Comte de Manderfcheit & de Falkenstein; l'Illustrissime Seigneur Maximilien Philippe Comte de Manderfcheit & de Falkenstein; le Reverendissime Seigneur Henry Mering le plus ancien Prêtre; le Reverendissime Seigneur Thomas de Quentell Official; le Reverendissime Seigneur Jean-Pierre de Quentell, grand Portefeuille ou Chancelier. Lesquels ainsi préins & assembles, firent premierement lire à haute voix une certaine Protestation solennelle, congee dans les termes suivans. Monsieur le Notaire, l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. qui a esté depuis peu solennellement & canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, qui composent la plus grande & la plus saine partie du Chapitre, & qui ont fait ladite Postulation; ont appris avec beaucoup d'étonnement, par des Lettres écrites de la Cour de Rome & d'ailleurs; que Nostre Saint Pere avoit renvoyé à la Congregation Consistoriale l'affaire qui concerne ladite Postulation, & la prétendue Election du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Bavière, &c. Qu'on publie avoir esté faite par quelques Capitulaires; que dans cette Congregation il avoit déjà fait traiter par les Eminentissimes Seigneurs Cardinaux & par les Prelats, de la validité de cette prétendue Election; & qu'on assurait de plus, que de l'avis de la même Congregation il vouloit procéder à ladite Confirmation, sans que l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayant esté jusques icy, citez, entendus, ni détegués; & sans vouloir à l'avenir les citer, les entendre, ou les admettre à déduire & défendre leurs Droits, tant contre la prétendue Election, qu'en faveur de la Postulation. Mais comme on n'a jamais accoutumé, & que de Droit on ne doit confirmer de semblables prétendues Elections faites en discord, ni rejeter des Postulations Canoniques: qu'après que les Parties intercelles ont été suffisamment entendues, & que leurs Droits & leurs raisons ont esté meurement & contradictoirement discutées & examinées en pleine Congregation, observant les formalitez convenables aux Congregations des Cardinaux, sur tout en des affaires d'une si grande importance, & prenant l'avis du saint Tribunal de la Roite, selon qu'il a toujours esté & est encore invariablement observé par les Papes & par la Cour de Rome; comme PE-

ANNO
1688.

minentissime Cardinal de Luca le témoigne dans sa Relation des Congregations & des Tribunaux de la Cour de Rome, Discours cinquième du Consistoire, nombre vingt-cinquième. Ainsi quoique l'Eminentissime Seigneur postulé & les Seigneurs Prelats & Capitulaires Postulans, à qui le Droit de faire une nouvelle Election Canonique appartient avec justice, au cas que la Postulation ne fut point admise, ne puissent pas se persuader, que sa Sainteté veuille avec tant de précipitation & de nullité confirmer l'Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, qu'on soutient n'avoir jamais été faite, & rejeter la Postulation; ni qu'Elle ait intention, au cas que la Postulation ne fut point admise, leur ôter, sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus, le Droit de proceder à une nouvelle Election qui leur appartient suivant les Preuves rapportées sous la Lettre A. Toutefois afin qu'on ne puisse pas dire que l'Eminentissime Seigneur Postulé, & ledits Seigneurs Prelats & Capitulaires aient expressément ou tacitement renoncé au Droit de dire leurs raisons ou de défendre leur intérêt, ou à celui de faire une Election qui leur appartient de nouveau pour cette fois, au cas que la Postulation ne fut point admise, ou qu'ils aient approuvé le Procès fait ou à faire, sans qu'ils aient été cités, entendus ni défendus, ou enfin qu'ils se soient fait quelque préjudice en quelque maniere que ce soit: Pour n'obmettre aucune précaution, même surabondante, & sans déroger au respect qu'ils doivent à Notre Saint Pere le Pape & au saint Siege Apostolique, ils protestent solennellement, & feront toujours persisteront dans leur dite déclaration, au nom d'eux douze presens & des autres absens, dont ils ont Procuration, devant vous Notaire, & devant les Témoins, de toutes les choses qui dans la Sacrée Congregation consistoriale ou ailleurs, ont été faites, résoluës, décrétées ou expédiées; ou qui à l'avenir contre leur esperance & sans qu'ils aient été cités, entendus ni défendus, pourroient être faites, résoluës, décrétées ou expédiées, par une nullité insoutenable. Protestans en même tems, qu'ils ne prétendent par aucun Acte que ce soit qui pourroit être fait ci-après, se desister en aucune maniere, tacitement ni expressément, de cette protestation & declaration de Nullité, mais qu'ils veulent y adherer toujours fermement, & qu'ils tiennent toutes ces choses faites ou à faire, résoluës ou à refondre, décrétées ou à decreter, expédiées ou à expedier, pour non-valables, nulles & non-avenues. Demandans que cette Protestation & declaration de nullité soit fidèlement mise en note; qu'il en soit fait & communiqué, en payant, un ou plusieurs Actes, ou Instrumens Publics, dans la forme necessaire & convenable, afin qu'on y ajoite par tout une entiere foy, & qu'elles soient deüement signifiées à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique resident à Cologne, comme aussi au Procureur ou Agent du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, demeurant à Rome ou ailleurs, & dans tous les autres lieux où il sera jugé necessaire.

Cette Protestation ainsi redigée en écrit & lue de la maniere susdite, fut interposée pardevant moy Notaire, & exhibée pour être mise dans mon Protocolle, par les susdits Seigneurs Prelats & Capitulaires, tant en leur nom, qu'en celui des deux absens, dont on affirmeroit qu'ils avoient la procuration; & en vertu d'icelle, ils protestoient tous ensemble, solennellement, faisoient leur declaration de Nullité & les autres choses plus amplement exprimées & inserées dans ledit Acte de protestation, de toutes & chacune les choses faites ou à faire en quelque maniere que ce soit, sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus: Me requérant moy Notaire, de prendre note de tout ce qui avoit été ainsi fait devant moy, & les Témoins, d'en dresser un ou plusieurs Actes & de les communiquer & signifier.

Cela a été ainsi fait à Bonn au Palais Electoral dans l'Antichambre du premier étage, l'année, sous le Pontificat, le mois, le jour & l'heure cy-devant dits, en presence de tres-Reverends & tres-honorables, Messieurs Henri Contzen & Berchtold-Lapp, respectivement Docteurs en Droit Civil, & Canon, Ecclaire & Officiel & Chanoines Capitulaires des Eglises Collegiales des Saints Cassien & Florent de Bonn & de saint Clement en Schwarzen-Reindorf; Témoins dignes de foy & expressément appelez & priez pour cela. Et

parce que moy Jean Silmen de Paterborn Notaire Apostolique & Imperial, admis au College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, immatriculé à Bonn dans la Chancellerie Electorale de Cologne, & Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn, ay esté present avec les Témoins ci devant nommez, ausdites publiques lecture, interposition, protestation, Declaration de Nullité, & à toutes & chacune les autres choses, pendant qu'on les faisoit, que je les ay vû & entendu faire de cette sorte, & que j'en ay pris note: Pour ces raisons j'ay signé le présent Acte que j'en ay dressé, & qui a esté mis en grosse par un autre, à cause que j'estois legitiment occupé ailleurs, & j'y ay ajouté pour le confirmer la marque de mon Notariat (L. P.) Jean Silmen le même Notaire que cy-dessus.

Addition sous la Lettre A. Question qui peut arriver. On demande si, au cas que la Postulation ne fut point admise, l'Illustrissime Chapitre a Droit de faire une nouvelle Election. Comme dans l'exposition du fait il a esté prouvé tres-évidemment, qu'il n'y avoit aucune Election qui pût être confirmée par le Pape, mais seulement une Postulation solennelle & Canonique, qui doit être absolument admise pour l'évidente utilité de l'Eglise, & que les Sacrez Canons semblent considerer cette admission plutôt comme une grace que comme un Acte de Justice & d'obligation; au lieu qu'une Election donne à l'Élu Droit à la chose, & doit par conséquent de droit être confirmée par le Pape, ainsi que Barbosa le remarque *Cap. publicato* §8. N. 13. de *Elect.* C'est pour cela qu'on demande: Sçavoir, si au cas que le Pape refusa d'admettre la Postulation, il seroit tenu d'accorder à l'Illustrissime Chapitre le Pouvoir de faire une nouvelle Election dans trois autres mois à compter du jour que la Postulation auroit été rejetée. Pour résoudre cette question on répond, que comme l'Election, prétendue faite par la moindre partie est nulle de Droit, tant par le défaut de la maniere que par celui de la forme essentielle, & que par conséquent elle ne doit point être confirmée, par les raisons rapportées dans l'exposition du fait, & par d'autres qu'on pourra réduire en temps & lieu, s'il en est besoin; & que d'ailleurs il y a une Postulation faite d'une personne tres-digne: Il est certain, que si par un exemple nouveau jusques icy, le Pape refusa d'admettre une pareille Postulation, il faudroit accorder à l'Illustrissime Chapitre trois autres mois pour faire une nouvelle Election à compter du jour que la Postulation auroit été rejetée. Mandagot le prouve en termes exprès de *Elect.* part. 1. *Cap. 2.* Voyez les Paroles.

„ Comme le temps duquel il est traité ci-dessus, ne court point pour ceux qui ont des empêchemens legitimes; il faut examiner quels sont ces empêchemens. Car ce sont des empêchemens legitimes, si par exemple les Chanoines ont reçu de leur Supérieur des sentences d'être sans sa permission, pourveu qu'ils n'ayent pas esté negligens à la demander. Si tous sont excommuniés, suspens ou même interdits & qu'ils n'ayent point trop différé à demander la grace d'en être absous & délivrez. De même, si ayant postulé ou élu quelqu'un le Supérieur ne veut pas leur accorder celui qu'ils ont postulé, ou si celui qu'ils ont élu ne veut pas accepter l'Election, ou après y avoir consenti, renonce à son Droit, ou si l'Election est nulle à cause de quelque défaut caché de la personne élue, ceux qui ont postulé, ou élu, pourroient de nouveau postuler ou élire, & le temps qui aura esté employé ou qui aura couru, ne sera point compris dans les trois ou dans les six mois, au contraire ils courront tout de nouveau; Il faut dire la même chose à l'égard de tout autre empêchement legitime, & que de Droit, tant qu'il durera, ledits temps ne courent point. Mais s'ils étoient sciemment un sujet indigne, ou s'ils postuloient quelque personne criminelle; alors ils ne pourroient plus postuler ni élire pour cette fois-là, quand même celui qu'ils auroit élu ne consentiroit pas à l'Election, ou renonceroit à son Droit, à cause que par la disposition des Canons ils sont privez du Pouvoir d'élire. La raison de cela est, que les Chapitres des Eglises Cathedrales & Metropolitaines ne doivent jamais être privez du Pouvoir d'élire que dans les cas exprimez dans le Droit, au nombre desquels n'est pas celui de la Postulation d'une personne digne & capable, dont la Postulation n'a pas été admise. Ainsi en ce cas on doit permettre une nouvelle Election ou Postulation.

com.

ANNO
1688.

ANNO
1688.

comme l'enseigne le texte dans le Chapitre *gratum. 2. de Postulatione, & Vivianus in ration. & Barboza*: & il y a un autre texte sur le sujet de l'Élection, dans le Chapitre *Si Electio 26. de elect. in 6.* dans lesquels deux textes cette matière est traitée, & quoy que le Droit d'élire soit dévolu au Pape, quand le Chapitre a été ou postulé un sujet indigne, ou quand il a manqué à observer la forme prescrite par le Concile: Ce n'est pas la même chose, quand seulement une partie a manqué, comme il est arrivé dans le cas dont il s'agit, à la moindre partie du Chapitre, qui par conséquent doit pour cette fois être privée de la faculté d'élire, laquelle doit être entièrement réunie dans la plus grande partie, &c. Ainsi qu'il a été plus amplement prouvé dans l'exposition du Droit.

Au nom du Seigneur, Amen. L'année, sous le Pontificat, l'Indiction & le mois rapportez ci-dessus & exprimez dans l'Acte de la Protestation interposée, & le troisième jour d'Octobre: A la requête faite conjointement ainsi qu'il a été dit par les susdits Eminentsissimes respectivement & tres-haut, & par les Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs: Moy Notaire soussigné, voulant signifier ladite Protestation cy-dessus insérée, avec l'addition sous la Lettre A. & l'Acte que j'en ay dressé, expédié & signé en Original; à la personne de l'Illustrissime & Reverendissime Seigneur Sebastien Antoine Tanari, Archevêque de Damas, Nonce Apostolique, avec puissance de Legat au quartier du Rhin; & au Pais de la basse Allemagne, &c. demeurant à Cologne: Je suis entré à deux heures après midy, dans sa demeure située dans la place du Pont vulgairement appelée Auff der Brucken, accompagné des deux Témoins cy-après nommez, & par moy priez à cet effet; lesquels étant ainsi presens avec moy, & ayant respectueusement demandé, & ensuite obtenu la permission d'aller trouver ledit Illustrissime & Reverendissime Seigneur Nonce Apostolique; Lequel ayant comparu en habit Ecclesiastique, & étant personnellement établi en ma présence & en celle des Témoins, dans la grande Chambre d'en haut dont la porte regarde le Septentrion, j'ay premierement lu devant luy, & publié à voix haute & intelligible, le duplicata de cet Acte, comme aussi la Copie de la Protestation interjetée & interposée, insérée & comprise dans le même Acte, avec l'addition sous la Lettre A. & après avoir lu ce duplicata, je l'ay remis en lieu de Copie sur la table, pour marque d'une véritable, réelle & effective signification, & je l'y ay laissé; & ainsi en la meilleure forme & maniere que j'ay pu & dû, je l'ay notifié, intimé & fait connaître. Ce duplicata original en lieu de Copie, ayant été laissé & retenu; ledit Illustrissime & Reverendissime Nonce Apostolique, répondit en ces propres termes: *Je n'admets point la Protestation dont vous parlez, mais je la remets à qui il appartient.* Cela a été ainsi fait autemps & au lieu rapportez cy-dessus, presens Jean Henry Merman, & Herman Iler, Témoins dignes de foy, à ce requis. Et comme moy Notaire cy-devant & cy-après signé, ay assisté à toutes & chacune les susdites choses, & que je les ay faites & vû & entendu faire: A ces causes j'ai de nouveau écrit & signé le présent Acte que j'ai rédigé en cette forme, j'y ay mis en estant prié la marque ordinaire de mon Notariat. (L.S.N.) Jean Silmen, Notaire Apostolique & Imperial & immatriculé.

Après que ladite Protestation a été faite, l'Eminentissime Seigneur Postulé & ledits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires ont appris aujourd'hui par un bruit public, que Notre Saint Pere, de l'avis de la sacrée Congregation Consistoriale, ayant rejeté la Postulation de son Eminence, &c. avoit confirmé la prétendue Élection du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT de Bavière, &c. quoique cette Election n'existe pas, & par conséquent, sans que ledits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayant été citez, entendus, ni défendus, sa Sainteté leur avoit été de fait, & par une nullité manifeste, le Droit de faire tout de nouveau une autre Election qui leur appartient, au cas que la Postulation ne fût pas admise: que deplus en conséquence de cette prétendue Confirmation, ledit Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, &c. avoit fait hier prendre possession par Procureur avec une pareille Nullité. Or comme l'Eminentissime Seigneur Postulé & ledits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires, ne veulent pas approuver cette prétendue Confirmation, ni consentir

à être privez du Droit de faire une nouvelle Election qui leur appartient incontestablement, au cas que la Postulation ne fut point admise, ny renoncier tacitement ou expressément à leur Droit, & beaucoup moins approuver ladite prétendue prise de possession. Pour ces raisons, ils ont jugé à propos pour n'obmettre aucune sorte de précaution, de repeter devant vous Notaire & les Témoins, tant en leur nom qu'au nom des Seigneurs absens, en vertu des Procurations qu'ils en ont la susdite Declaration de Nullité: Procitant de nouveau, sauf en toutes choses, la devotion filiale & le profond respect dûs à Notre Saint Pere le Pape, & au saint Siege Apostolique par devant vous Notaire & les Témoins, de la Nullité, tant de la prétendue Confirmation, que de tout ce qui a été jugés icy geré, dit, fait, decreté, résolu ou expédié, sans qu'ils aient été entendus ni défendus; ou de ce qui pourroit à l'avenir être geré, dit, fait, decreté, résolu, ou expédié, sans qu'ils soient citez, entendus, ni défendus, comme aussi de la prétendue prise de possession, faite pareillement avec une nullité insoutenable: faisant une Protestation solennelle, & Déclaration formelle de nullité, non seulement en la maniere susdite, mais en toute autre meilleure forme: déclarans qu'ils estiment, tiennent & repurent toutes ces choses pour nulles & comme non faites, & qu'ils les estimeront, tiendront & repureront pour telles: Se reservant en outre, tous autres remèdes legitimes, de Droit, pour obtenir la reparation de ces nullités insoutenables, & qui pourroient servir en quelque maniere que ce soit à la défense & à la conservation de leur Droit, soit les employez à la propos, quand ils le jugeront nécessaire & convenable: Vous requérant vous Notaire de prendre note de nouveau de cette Protestation confirmative, de cette assurance de nullité reiterée, Declaration & Reservation de Remèdes, d'en dresser un ou plusieurs Actes publics, à qui en tous Lieux on s'ajoute une entière foy, de les expedier, & de les signifier dûment à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique, résidant à Cologne; au Procureur du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, & aux Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs Capitulaires qui sont à Cologne; Et enfin qu'en les affichant aux Portes de l'Eglise Metropolitaine & des autres Eglises, tant à Cologne qu'à Bonn & par tout dans l'Archevêché, vous en donniez une connoissance publique à tout le Clergé, à tout le Peuple, & à tous les Sujets du même Archevêché, & de dresser pareillement un ou plusieurs Exploits de ces significations, & d'en communiquer des copies en payant: Se reservant toujours la faculté de déduire à l'avenir la nullité ou les nullités insoutenables qui ont été commises, ou qui pourroient, peut-être, être encore commises. Toutes lesquelles choses ayant été faites de la maniere cy-devant expliquée, ledits Seigneurs comparans en leur nom & en celui des absens, m'ont requis moy Notaire, ainsi qu'il est pareillement contenu dans l'Acte cy-dessus inséré. Fait ainsi à Bonn, au temps marqué cy-dessus, dans le Palais Electoral, dans l'Antichambre du premier étage, en présence de JEAN SEVERIN, & de JEAN ADAM WESTEN. Témoins dignes de foy, appelez exprez pour cela.

Et comme moy Jean Silmen de Paterborn, Notaire public Apostolique & Imperial, créé, ordonné, & approuvé dans le College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, & immatriculé à Bonn dans la Chancellerie électorale de Cologne, comme aussi Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn; ay été present en personne à toutes & chacune les choses cy-devant dites & insérées, que je les ay toutes vû & entendu faire ainsi, & que j'en ay pris note; par ces raisons j'en ay rédigé en cette forme ce présent Acte public, ensuite je l'ay dressé & l'ayant rédigé & fait, je l'ay signé & l'ay confirmé avec la marque ordinaire de mon Notariat en ayant été requis (L.S.) JEAN SILMEN le même Notaire que cy-dessus.

XCVI.

Réponse de LEOPOLD Empereur aux Raisons publiées par LOUIS XIV. Roi de France pour les L'EMPI-
quelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le 18. Octobre, 1688. [Feuille volante imprimée.] LA FRANCES

Notum

ANNO
1688.

ANNO
1688.

Notum est universo Christiano Orbi, quod, cum Pax Neomagenfis paulo post ejusdem conclusionem à Corona Gallie multifariam labefactaretur, ampliffimæque Provincie & Regiones, contra ejusdem Pacis expreffum tenorem, sub inauditis Reunionum, & Dependendarum, aliisque prætextibus, instituta per ludibrium Metis & Brifaci figura quadam Judiciorum, in quibus Ministri Gallici Actorum simul, Testium, & Judicum partes agerent, ab Imperio Romano avellerentur; conventum tandem fit Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo quarto, die decima quinta Augusti, inter S. Cæs. Maj. & Imperium ex una, & Sereniffimum Galliarum Regem ex altera partibus, de mutua cessione ab actibus, motibusque hostilibus quibuscunque; sancte inter ipsos servanda per annos omnino viginti, idque ad obsequium Dei, & laborantis Christianitatis securitatem, nec sine maximo Gallicæ Rei emolumento, cui pacifica interim, & imperturbabilis fexte fere partis Provinciarum, quæ post Pacem Neomagenfem Imperio Romano Germanico supererant, usupatio & possessio permittebatur.

Notum item, quæ interea temporis religione, confidentia in verbum Regis, & interpretatione benigna suspitionum ac injuriarum, quas tum patiebatur ipsamet, tum pati fere caufabantur, (& sæpe quidem) à Corona Gallie Principes, ac Status Imperii, ejusdem Armistitii conservatorem sectata fuerit, steterique fiducia Pañorum, immota ad omnia S. Cæsarea Majestas, adeo ut & vehementer mirari Subditos, Exterosque contingeret, nihil eandem vereri, quod fidei Gallicæ via ubique paterent, latiffimis finibus suis vix una alterave Legione instructis, Federatis ipsis in Hungaricas curas advocatis, & conterminis munitionibus suis, Philippiburgum, Constantiam, & aliis neglectis pene spiritibus; nimirum, ut Christi Dei cultum tueretur in disitis longe Regionibus, quantumvis cerneret à Gallia augeri quotidie Copiarum nervum enormem, nova strui & minime necessaria Præsidia, pro ripa Rheni non sua; denique agitari passim astu manuque timenda.

Nihil fuit certe ad hanc diem, quod jure argueret Cæsarem Rex, seu arguere posset, vel tentatum leviffimè Armistitii Pañorum, ne temeratarum infracturarumque quis dixerit; imò & ipsas, quas amaverat Gallia fingere sibi nonnunquam suspitiones, quod videlicet Cæsar in cogitatu vel voto ipso arcaniore à recto deflenderet, discutit illico S. Cæsarea Majestas, aut ad unguem purgavit, temperantia mira, quod aut parceret licitis, aut opportuna in manifesto discrimine generose omitteret, ne videretur ullatenus si non fofidisse, ne pupillæ quidem superstitiofe Gallicanæ Politices plus nimio faciem ignem.

Et ecce tamen nunc denuo flammam illam, quam nolens volens aliquandiu tenebat Aula Gallicana, ex inopinato erumpentem; Occupat Gallia Archiducem Colonienfem, Palatinum invadit, obfidet Philippiburgum, nullaque lege servata sive conditi Armistitii, sive antiquiffimi moris, quo Reges ad Bella procedunt, Imperatorem & Imperium Romanum quasi ex diuturnis invidiis iniquiffimè premit, tandemque Sacre Cæsareæ Majestati & Imperio non Belli indidit, sed Belli illati jam concitis, fediffimas in furo verborum Literas porrigi jubet, quibus non excusat, sed prædicat audaciam illam, & injustitiam armorum, ac si ea provocantibus, non incogitantibus inferat.

Fabulatur in istis Ligeris, quas earundem compiliator causas appellat, quibus inductus Rex fit Christianiffimus ad arma adversus Cæsarem & Imperium rursus induenda, & quibus de ejusdem sincero, ut ait, stabilienas tranquillitatis publicæ studio Christianus Orbi convinci debeat, quod Sac. Cæsarea Majestas jam animum induxerit Bellum cum Turca in Pacem commutare, ut illud Galliarum Regi inferat.

Hoc liquere vult primo ex eo, quod statim ab Armistitio conclusio, nova Fœdera sibi conciliare, & contrahere faceret, quemadmodum id Auguste Vindelcorum, & Norimbergæ variis artificis, & actibus contra Gallos omnino actitatum fit.

Secundò, quod, tanctiffimam fuisset Cæsari, etiam à Ministris Pontificis, ut vicennale Armistitium in perpetuum Pacem converteri fineret, hoc tantum Gallie concessio, ut, quorum modo per Armistitii dispositionem potuit ad tempus, potiatur jure per-

petuo per beneficium Pacis, Cæsar tamen confentire **ANNO**
noluerit. 1688.

Tertio, quod Sereniffimus Elector Palatinus varia bona mobilia, & immobilia, quæ Aurelianenfis Ducis, ex hereditate defunctorum Dominorum, Patris sui & Fratri debeantur, violenter invaserit, usurpaverit & hucusque, elusa diu Regis, ejusdemque Fratri patientia, contumaciter detinuerit, nixus protectione Cæsaris, quem propterea ad ineundam cum Turcis pacem, & transferenda ad Rhenum arma permovent, variave eum in finem Fœdera pepigerit.

Quod denique quarto, Cardinalis de Furstenberg, nomine Cæsareo, abolitorum reatum memoria, à Legato Cæsaris pro Capitulari Confeffu in medium revocata, contra SS. Canones, libertatem Capituli, & Instrumenta Pacis ab Electorali Dignitate, discretè ac palam exclusus, & in eandem turpiffimis artibus, seducto ipso Pontifice, Brevique, ut vocant, Eligibilitatis obtento, cum Gentium scandalo, & exitis in Colonienfis Electoris fines, variorum Protestantium copias, Sereniffimus Princeps Josephus Clemens ex Ducibus Bavarie intrusus fit, ea maligniffima mentes ut evitato illo per Sacerdotium, si (quod facillimum videretur futurum, ruente quotidie Sereniffimo Electore Bavarie, in pericula Martis Cæsarei) decederet hic, ut est impolis hæcenus, tum & periret Familia Domui Austriacæ suspensa.

Ex quibus omnibus elucescat sole meridiano clarius, Cæsarem, insuper habita Archiducis Colonienfis desolatione, & Religionis Catholicæ oppressione eo tendere, ut sumptibus ac discrimibus Electorum, Principum, ac Statuum Imperii, arma in Galliam ferantur, Diadema Romanum in caput Hungarici Regis, nempe pueri adhuc, per rapinam volvatur, totaque quanta est Allemannia, ab amico Rege avulsa, ad pedes Austriacæ tyrannidis miserabilem fere calamitatem deprimitur; prout ea in supra allegato scripto odiosius latiusque deducta sunt.

Libellum hunc verè infamem, sed auctori suo suisque, ut legit S. Cæsarea Majestas atque in eo nec umbram rationis, sed impudentiffimam potius farraginem convitiarum in sacratiffimas tam suam, quam S. Pontificis personas, nec non in Sereniffimum Electorem Palatinum improbè confectorum vidit, illum equidem à Suae Majestatis Christianiffimæ Regis sensibus plane absonum, multo minus ab eadem lectum, & approbatum, sed ab impotente sui Ministro quodam Gallico compilatum esse, facile sibi persuadet, utpote quæ contra scientiam & conscientiam suam, more inter imperantes planè insolito, Majestatem Cæsaris tam indignè, tamque nefandis criminationibus profcindi, aut rationes suas qualescunque tam effronti stylo exaratis, tantoque veneno maligniffimarum interpretationum aspergi permiffura non fuisset; ac proinde S. Cæsarea Majestas diu dubitavit, an illum responfo dignaretur, an contemptu silentioque transmitteret? Veruntamen cum non erubescat Aula Gallicana eundem per Ministros suos tam in Aula ipsamet Cæsareæ, quam Ratisbonæ in Comitibus Imperii, irreverenter evulgare, & methodum illam vix non proditoriam, qua Imperatori & Imperio, non solum omiffa, quæ de Gentium jure, & mutuo sæpè conventis, requirebatur, prævia denuntiatione, aut injuriæ, si quam sibi fieri putabat, expositione, sed etiam deceptis omnibus per recentiffimas duraturæ constanter amicitie contestationes, & insinuationes fucatas, bellum tam atrox inferit, fidis hujusmodi rationibus & contumeliis justificare fatagat; S. Cæsarea Majestas earum vanitatem, & immeritarum plane imputationum futilitatem Orbi demonstrandam censuit.

Ut igitur à fundamento, cui tota ratiocinatio Gallica innititur, fiat initium, statuiffe videlicet Cæsarem, Pacem inire cum Turca, ut Bello Galliam petat; id sane eidem nunc haud majore veritate, quam Anno præterito Romæ in propositione à Cardinali Eftrefo facta, imputari potest; & quemadmodum apud incorruptos fidem non inveniet, religiosiffimum Cæsarem, celestis suffulsum auxilio, optatiffique utentem successibus, neque ulla necessitate coactum, de ineunda, clam etiam Sociis, Pace cum Turca, vel cogitasse quidem, & conscientiam suam violati temere contra Ottomanos Fœderis crimine contaminare, simulque tam S. Pontificis quam Sereniffimi Regis, Senatufque Polonici, & Reipublicæ Venetie justiffimas expro-

bra.

ANNO
1688.

brationes in se concitare voluisse; Ita quam inane sit alterum, quod Suae S. Cæsar. Majestati decretum sit, bello Galliam aggredi, cum nec copiae, nec apparatus præsto sint, immo omnes Arces, Urbes & Provincie, nimia, ut eventus docet, in verbum Regis fiducia, milite fere toto, commeatu, aliisque vel ad defensionem necessariis exant, vireque omnes in hostem Christiani nominis procul amandate; nemo non facile perspiciet, qui quam vana, futillaque sint argumenta, quibus id asserere conatur Gallia, vel obiter perperderit.

Illam certe vix exiguae conjecturae vim habent, & remotissimæ quidem apud incisos rerum; apud scientes pura commenta sunt, quæ neque si vera essent, quidquam probarent. Quis enim ex eo, quod Cæsar studeat innoxius, pro defensione sui, suorumque Fœderibus; quod recuset vicennales Inducias, non auditus interefficiatis, sine discussione ulla converti in talem Pacem; quod consilio suo, & suis officiis focerum Electorem sustentet, ne causam decidat Gallia; quod denique fatalem patriæ suæ Furtenbergium removeat, promoveatque Coloniae in Antistitem summæ expectationis Principem ex Ducibus Bavarie, de patria, & illa ipsa Archi-Episcopali Sede quam optime meritis, consequentiam vel probabilem trahat, Cæsarem quam primum Gallie bellum movere vellet?

Porro vana omnino & futilla esse argumenta superadducta, & imprimis quidem illud, quod à Fœdere Augustæ Vindelicorum sancto desumitur, ipsamet haud dubie agnosceret Gallia, si meminisse vellet, quæ in hanc rem à S. Cæsarea Majestate tam S. Pontifici per Literas, quam Regi Christianissimo per Ablegatum Cæsareum Comitum à Lobkoviz Anno proximo præterito, verbis scriptisque remonstrata sunt; nihil enim hoc studium Fœderis molebatur novi, sed antiqua tantum Pacta Cæsarem inter, ac quosdam Circulos, Principes, ac Status Imperii, retinebat ad opus presentium temporum; nullius læsionem spectabat, sed innocentissimam duntaxat, omnique jure permisam defensionem reciprocam: prætereaque modicissimum numerum Copiarum, & virum frangebat, de quo, quod potentissima Corona Gallie metueret, non habebat.

Miranda sane est Compilatoris obliquo, dum recordari non vult, suum ipsum Regem, quod Cæsari & Imperio nunquam jure merito succensere debuisset ante pactas Inducias, spondendæ etiam, non refragaturum se, ut post earum confessionem quovis meliori modo Imperii securitati tandem consulatur; Imò & ipsi Induciarum Pactis diserte hoc cautum fuisse, ut qualicumque Guarantia, ut ajunt, etiam exterorum Principum firmarentur. Miranda magis ejusdemmet ignorantia, quod nihil antiquius receptum in Imperio Germanico & consensum Legibus ejus, quam ut Membra cum Capite pro conservatione totius Corporis arctissime semper cohererent. Miranda denique maxime arrogantia, ac soliditas? quod dum licere præsumit Regi suo, apparatus bellicos immanes in proprio Regno adornare, imò & præteritu Fœderis cum Capitalibus quibuscumque Colonienfisbus injuncti iniiti, Copias in Archiducefem Colonienfem immittere, Imperatorem Romanum in Imperio ita nullum existimet, ut cum Imperii Principibus, & Statibus pro afferenda communis Patriæ tranquillitate convenire non possit, sine injuria Gallie, armis vindicanda? Et tamen, quod magis est, hoc ipsum antiquum, innocens, modicum, necessarium, legitimum, & irreprehensibile Fœdus perire etiam suo in ovo permisum est, pro bono mutue constantiorisque concordie, ne umbram faceret Gallie, si excluderetur in totum.

Ejusdem planè valoris & efficacie est argumentum secundum, quod videlicet renuerit Cæsar in Pacem perpetuam veri Armistitium. Si renuisset omnino sub aliis, etiam non ita Cæsare indignis, totique noxiis Imperio conditionibus, quam quas ab Aula Gallicana tum non tam proponi, quam præscribi contigit, quid illi crimini dandum? Standum erat Armistitio vicennali promisso, & eo durante tractandum de Pace, quam nunquam renuit Augustissimus, modo Pacem decoram, maturam, justam placeret Regi componere, institueretur Congressus, audirentur Partes, & quæ occurrunt maximi momenti controversiæ Jurium super attentatis à Gallia, non ante tantum, sed etiam post Armistitium, in examen revocarentur; tum vero Pacem inirent, suis cuique relictis, applausu omnium dignam & perennaturam felicitat.

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1688.

Recordari poterat Rex Christianissimus, pretendente ipso & urgente, protractum fuisse Armistitium in annos omnino viginti, tum ut tempus ad discutandas, uti par erat, discernendasque controversias suppetere: tum ut Electores, Principes & Status Imperii tanto securius arma sua adversus Christiani nominis hostes expedirent; adeoque absque læsione Pacti, verbi Regi fieri non potuisse, ut totius vicennii spatium vix elapso abrumperet biennio, & durante adhuc Bello Turcico eo usque mentem suam mutaret, ut nihil amplius discutiendum, aut discernendum, sed sexta fere Provinciarum Imperii pars uno quasi ictu, pleno & irrevocabili jure transmittenda esset; hoc etiam Cæsar neque poterat licite, si voluisset, præstare, neque legitime præstitisset, repugnante quippe Justitiæ, & Armistitii tenore, & refragaturis haud dubie, qui se læsos putarent.

Excusavit proinde Augustissimus Cæsar, & nequid suspiciunculæ superesset, declaravit, non tantum iterato in suis ad S. Pontificem Literis, scriptoque a Comite de Lobkovitz, apud Aulam Gallicanam tum temporis commorante, Regi exhibito, servandas a se tam finito, quam durante Bello Turcico inviolate vicennales Inducias, sed etiam, si idem & Regi placeret, id jurejurando ad manus S. Pontificis deponendo, corroborare parata fuit; Cui cum tunc acquieverit Rex, simulque obtinuerit, ut ne saltem iter causam infringendi Armistitii vocari posset immanis illa, quam contra ejusdem Armistitii, uti & Pacis Westphalicæ & Neomagenfis leges inceperat, ac optabat perficere, munitionum extractio, promissarum iterumque sinceræ amicitie constantia, toto vicennali Armistitii tempore duratura; facile quivis colligit, quam frivole nunc idem prætextus obtendatur infractioni Gallicæ, & quæ demum speranda sit pacis perpetuitas, si tam futiles causæ, fallacis fidei, evertendique Pactationibus sufficiunt, & vix quadriennio inconcussum stare potest vicennale Armistitium.

Quod ad tertium ex successione Palatina desumptum argumentum attinet, hanc Serenissimi Electoris Palatini causam non ita suam facit Augustissimus Cæsar, ut eandem, lite nondum in judicio instructa aut decisa, tueri velit. Id tamen palam est, non invasisse Principem toto orbe nobilitate sanguinis, probitate morum, prudentia ac sapientia clarissimum, Palatinatus Dirigens, sed intrasse placide, servatis omnibus ex præscripto Legum servandis; quæ præter dubium ad Aurelianensem Ducissam spectabant hereditario jure, volens ac libens sua ipse sponte remisit; quæ disputationi obnoxia, non cœcè prodigus sui, retinenda putavit, donec per competentem Judicem de statu jurium liquesceret.

Suscipit Aurelianensis causam Rex Gallie, indicitque Palatino, ut decederet. Hic provocavit ad Forum; sed Forum Palatini Cæsarem; refugit vero Rex. Quid, si susceperet Cæsar hereditatis Lotharingicæ causam nuperam pro Nepote clarissimum, refugeretque a foro Regis Galliarum, dum panderetur? Num plus juris in Imperio Galliarum Regi, quam in Gallia Imperatori? Inducto postea sermone de re avocanda ad arbitrium S. Pontificis, Palatinus discrete Mediatorem admittit, quem Judicem non poterat citra offensam fori sui, & Agnatorum suorum assensum; ablegavit Romanum Ministrum instructum & informatum plenissime, legavit vero neminem Aurelianensis; Monuit hunc Pontifex, sed frustra semper. Unde post moram integri fere anni dimissus tandem ab illulo Pontifice, quem Palatinus legaverat. Et tamen nuperime resistens hic Viennæ Ablegatus Regius, Comes de Lusignan certissimum Cæsarem fecit, fixum suo Regi, a Mediatione S. Pontificis non recedere, licet quam nimium averfi, & adversi. Sic luditur, illuditur videlicet, dum Rex via facti in Palatinatum irruit. Hæc vera series rerum.

Quod additur de sollicitato Cæsare ab Electore Palatino ad Arma Gallie inferenda, pactique eum in finem Fœderibus, commentum est. Neque tam imprudens Serenissimus Elector, ut ex bello lucrum caperet, quod utcumque eventus cadat, Ditionibus suis functissimum, & perniciosissimum futurum esset.

Superest postremum argumentum de negotio Colonienfi pro extrudendo Furtenbergio & intrudendo Bavarico, tot infamibus factum calumniis, ut vel exinde appareat, quam omni ratione, aut rationis um-

Z

bra,

ANNO
1688.bra, ad tegendam infraactionis suae iniustitiam destituta
fit Gallia.

Quod egit Coloniae Caesar, jure egit, & Sacris Canonibus, iustitiae legibus, Imperatorioque suo, & annexae eidem supremæ Ecclesiæ Advocatæ muneri conformiter: Hortatus est Capitulum, ut meliorem & Ecclesiæ utiliozem eligeret, additis rationibus, cur ea qualitas in Cardinalem Furstenbergium non caderet; reatus ejusdem allegavit veteres, non aliter, quam quatenus novis imulati, & reiterati sunt, quorum tamen memoriam dudum deposuisset Caesar, si & Furstenbergus veterem animum exuisset, nec prioribus semper machinari pejora deprehensus esset. Cæterum libertatem omnem, tam in, quam post electionem Capitularibus singulis reliquit integram; promissis aut pollicitationibus fidem eligentium non corrupit, minus vim ullam intexit, aut adhibuit; exteris Copias haud magis in Archidiecclesias fines exivit, quam immisit proprias; sed controversia tota ad Sacram Sedem Apostolicam, velut unice competentem in hac materia Judicem remisit, ejusdem decisionem quietissime expectavit. Et hoc Imperator in Imperio. An idem Gallia? sed ipsi illi juris non tantum in Regno suo, sed in Imperio Germanico. Nihil illa sacros Canones, nihil Instrumenta Pacis, nihil libertatem suffragiorum temerabat, dum Cardinalem Furstenbergium, in consilio & reluctantem Pontifice, secretissimis primum artibus, mox & grandi pecunia Coadjutorem jubebat postulari per conjuratos in verbum suum Suffragatores plures; dum Luxemburgi Fœdus illicitum inibat, septendecim jam abhinc mensibus, spondebatque se suis sumptibus non immisuram modo, sed alturam etiam in terris Archi-Diecceseos validissimas copias, quibus præteritis postulatus Coadjutor, non confirmatus, reprobatusque à Vicario Dei, & Deo invito sustentaretur: dum denique horribiles minas maximis Principibus intentabat, si accederent ipsi, si contraherent, suos illa exercitus admovente unice invigilatos peccata ista in Apostolicam Sedem, istaque agendi temeritas; non odium ullum in Galliam, non officia Principum, non conspiratio somniata, zelum Sæc Sanctitatis constantissimæ adversum Furstenbergio fecerant, permoverantque, ut Bavaricum Principem, decoratum jam Infulis Frisingensi & Ratisponensi, adolescentem quidem, sed candidissimi pectoris speique almæ, & cujus Serenissima Domus de Ecclesiâ inprimis merita esset, ipsi ante habendum censeret. An hoc cum gentium scandalo? Populus Romanus dicat, qui ad fores consistorialis Concilii effusissime applausit, cum ex unanimi totius Concilii Sententia Archi-Episcopum Coloniensem futurum intellexit Josephum Clementem, innocentissimum Principem: Dicat Italia: dicat Germania: dicat etiam Anglia & Hollandia, ubi & homines ipsi nomini Papæ infensi, Papam hinc Innocentium non prius didicerunt laudare, quam docuerunt.

Lubens equidem fatebitur S. Sacra Cæsarea Majestas, gavissam se, veniente in urnam electionis Colonienfis, tanto Principe, sequere libentissime ejusdem & Serenissimi Electoris Bavarie votis obsecundasse. Factum autem quod fuerit ex improbißima & scelestissima mente, ut facilius periret tota familia Bavarica, Domui Austriacæ suspecta, id, quemadmodum cogitare nefanda malitia est, ita carnicum flammis merito expianda esset hujus Compilitoris audacia, imprudentia, & temeritas, qui hæc scribere, vulgare, obicere audeat Imperatorie Majestati, Non cogitat ejusmodi scelera, nec parat Aula Cæsarea. An Gallicana? ipsa civerit. Nemo id alibi fieri crederet. Credent autem omnes quod res est, voluisse impudentissimum Scriptorem Gallum Domum Austriacam suspectam facere Bavaricæ, uti moris est Pseudopolitice Gallicanæ, per Emiffarios suos venerare Aulas omnes, seminibus diffidentiarum inperferis, quo demum diviso eorum corde, omnes intendant.

Eo certissime respicit, quod, ex ingenio Galliae, per digressionem exorbitantem conatur insinurare Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, studium hoc Cæsari esse, ipsorum sumptibus Bella querere, per ruinam Archidiecclesias Colonienfis & oppressiorem Religionis, Coronam Romanorum Filio adhuc puero vindicare, & Germaniam totam Gallicæ amicitiae subducant, in servitutem redigere indecoram & miseram. Suspendere animos gessit, ne convenienter & coëant aliquando ad verum decus, communemque securitatem, fracturo faciê singulos Rege, qui præter

ullum laborem propulsaretur ab omnibus; idque summo opere nititur, ut ab Austriacæ potentie clientela & auspiciis Germaniam, quantum maxime valeat, avertat dolo & subtrahat. Sed non ita simplex est Domus Bavarica, vel rudis Natio Germanica, ut malas hujusmodi artes, difficiles tegendo, non capiat; & quemadmodum grata mente agnoscat Serenissimus Elector Bavarie officia à requisito Cæsare Domui suæ in Electione Colonienfi commodata, ita ridebit plane pro prudentia sua, & perspicacitate ejusmodi suspitionum scintillas, quas jam dudum risit, expertus garrulos discordiarum procos, scietque, nihil à Gallis sperandum, qui sua denique querunt. Germanus autem, quatuorvisque is est, immunitus adhuc à jugo ferreo Galli, ex oppressis ipsa in Germania Populis, imo & Subditis ipsis, Nobilibus & Optimatibus Galliae facile dispicere poterit, an sit vicinus Tyrannidi Austriacum Regimen, an Dominatus Gallicus; gaudebitque profecto Romanam Coronam non eo cadere, quo æni sæpius, & tum in primis ostendit destinatam à spiritu suo Aula Galliana, dum, priorum temporum morem secuta, nulla honesti, pactorum, fæmæ & conscientie ratione habita non tantum rebelles in Hungaria Subditos, Turcarum affeclas, ducibus, internuntius, armis, pecunia, promissis fovit; sed etiam, ut sit adhuc hodieum, ipsosmet Christiani nominis hostes, ad Bellum contra suam S. Cæs. Majestatem excitulavit: Prout id ex variis emiffariorum Gallicorum & Rebelleum, aliorumque authenticis Literis, quæ in promptu sunt, manifeste probari potest.

Et hæc sunt, quæ, quantum fieri poterit, brevissimè ad contumeliosum Libellum seu Manifestum Gallicum reponere jussit S. S. Cæsarea Majestas, non ut ipsius Christianissimi Regis existimationem fugilet, utpote quem, malitiosis falsisque eorum, quibus ejusmodi turbæ in lucro sunt, suggestionibus, ad iniquam hanc infraactionem inductum, neque convicta, in Sacratissimam ejusdem personam irreverenter non minus ac improbe congesta, approbaturum credit; sed ut infamiam sibi, Domuique suæ Austriacæ ab impudenti Scriptore affictam, perque Ministros Gallicos nomine Regis passim disseminatam diluat, suamque teneat innocentiam.

Et vero ut hanc ipsam toti Christiano Orbi magis magisque testatam reddat, declarat publicè, testemque invocat omnium Deum, nihil cogitatum à se de infraactione Armistitii, sed fixum animo fuisse semper, & esse verum seriumque propositum illius sanctè servandi, si Serenissimo Regi conquiretæ tandem Induciarum Pactis & declarationibus anno præterito Parisiis hinc inde reiteratis, nec novi quicquam moliri, per præpotentia factique viis placerent. Quod vero ad transitum de Armistitio ad firmam ac perpetuam Pacem: in eo sese perstiteret, ut exhibitam sæpius promptitudinem omnem, facilitatem, & operam candidissimè, ac libenter cerneret, quatenus infutura Commissionè de finibus dividendis, discutendisque variorum iuribus controversis eo modo & ordine progredietur, qui publice imperantur Majestati & Legibus super hoc compactis Imperium inter & Galliam conformis sit. Quam ob rem, si quæ apud Serenissimum Gallie Regem, uti speratur, iusti ratio est: condidit merito S. Cæsarea Majestas, fore, ut sua sponte turpissimum Scripti Gallici calumnias, & venena castiget, retrahat Arma iniusta, fumantia damna relinquit, reducat omnia in statum pristinum, Serenissimum Principem Clementem, à sua Sanctitate jamdum rite confirmatum, Electoratu & Archi-Episcopatu Colonienfi quiete gaudere sinat, causamque Palatinam ad forum competentem, in quo absque omni partium studio iustitiam sanctè & integre administratum iri spondet S. Cæsarea Majestas, remittat; denique Pacem, quam ait se optare, tempore, modo & ordine in Tractatu Armistitii delineatis & præscriptis, procurari permittat. Sin minus; nullus sane aliam resuscitati hujus à Gallia Belli causam interpretari potest, quam quod ei minus grata in hanc diem acciderit Divina providentia erga Domum Austriacam singularis benevolentia, & prodigiola tutela; vel quod Augustæ ejusdem Domus enormis aliquod præconcepta opinione incrementum, & amplitudinem videretur, ex relatis victoriis, prolatoque jam felicissime ultra Albam Græcam Imperio, vel quod repressis jam, & depressis Ottomanos per diversiones, ut nunciatur, jam promissas, erigere cupiat, ac juvare; vel denique, quod præ nimia cupiditate afferendi non tantum

ANNO
1688.

ANNO tantum sibi Jure perpetuo illud quod per mutua Armistitium placita ad tempus concessum est, sed etiam universum Romanum Imperium sibi subiugandi, nullis se Pactorum & Conventionum vinculis obstrictum esse, eaque sibi quovis tempore pro libitu dissolvere licere autemet. Quidquid sit, turpissimum violatæ fidei notam non evitabit gloriosissimum Gallorum Rex, & proinde proteclatur Sua Sacra Cæsarea Majestas coram Deo & universo Christiano Orbe, liberum esse Regi manus suas extendere ad ignem aut ad aquam, & vel abuti felicitate presentis potentie suæ, vel provocatas adversitates ab ira omnipotentis Dei formidare in tempore : Se autem utpote adactam ad necessariam tam suarum Provinciarum, quam Sacri Romani Imperii Electorum, Principum, & Statuum Defensionem, immunem & param fore ab omni culpa, tam secularium ex hoc Bello calamitatum, & effusionis Christiani sanguinis, quam restauratæ & servatæ in Europa Superstitionis Mahometicæ, nec non perditionis tot Animarum Christianarum sub Jugo Turcico misere gementium. Jactat quidem & gloriatur Scripti exhibiti Author, probata divinis iusta Segnissimi Regis Arma, quotiescunque illa movit; qua fide, ipse ostendit. Sacra Cæsarea Majestas induxit animum suum, ex sua dubia Conscientia id omnino præstare, ut si placeat Deo etiam nunc Arma Gallica prosperis cumulare successibus, adoret, collaudetque arcana Dei Consilia, quippe qui & per suos Atilias flagellavit subinde ad correctionem dilectos. Sed juvat illum, in ipsi quoque humanis multo meliora sperare. Infractorem Pactorum Turcam, licet jamjam expirantem, compescuit ac profligavit Attilismus; compescit item, profligavit aliquando Pactorum infractorem Gallum, duraturorum adhuc annos sexdecim. Viennæ 18. Octobris 1688.

XCVII.

Octob. (a) *Memoire des PROTESTANS ANGLAIS*
ANGLE- présentée à leurs Altesse Monseigneur le Prince &
TERRE. Madame la Princesse d'ORANGE. Publié au
ET mois d'Octobre, 1688.
ORANGE.

VOS Altesse ne peuvent pas ignorer, que les Protestans d'Angleterre, qui font fidelement attachez aux Principes & aux Doctrines de leur Religion, & au Gouvernement juste & legal du Royaume, font en plusieurs manieres horriblement vexez & opprimez par les machinations & pratiques des Papistes, sous le nom & sous le pretexte de l'Autorité Royale.

Que tous les jours on exige d'eux des choses qui sont (b) contre les Loix & contre la Justice, en leurs diverses Vocations & Emplois, & lesquelles ils feroient en leurs Consciences ne se pouvoir justifier ni devant Dieu ni devant les hommes. & avec cela on les y

(a) On n'a rien changé à ce titre, & il est bon d'avertir, que cette Pièce fut imprimée avec les Notes toutes telles qu'on la donne ici.

(b) Les exemples en sont en trop grand nombre pour être icy rapportez, mais en voyez quelques uns.

1. La plupart des Protestans font protestez de se déclarer pour l'abolition de toutes les Loix faites pour la Reformation & pour l'établissement de notre Religion.

2. Tous les Sujets font forcés de se soumettre à obéir à des Juges, Sheriffs, Justices de Paix, Maîtres, Lieutenans de Roy & autres Officiers, qui ne sont pas legitimes, & tous ceux qui osent tant soit peu requerrir en doute l'autorité de ces gens-là font menacés, vexés & pour suivis, comme le Lord Lovelace l'est à présent.

3. On ordonne à tous les Sujets de souffrir que toutes leurs actions & les plus petites fautes de leurs vies soient examinées & que les secrets de leurs cœurs soient pénétrés. Et que leurs plus confidables & plus inviolables secrets soient connus à la discretion d'un petit nombre de Créatures du Roi, que l'on appelle *les Commissaires pour les affaires Ecclesiastiques*, lesquels la Commission est de proceder contre les Regles de nos Loix, jusqu'à oser dire même qu'ils ordonnent aussi *nonobstant toutes les autres Loix*, & de tout le Monde est forcé de donner la main à ce Pouvoir arbitraire sous peine de leurs corrections, qui s'étendent jusqu'à condamner les Gens à une prison perpétuelle.

4. On exige de tous nos Ministres sous de terribles menaces d'être les Crieurs publics du Roi, pour prôner dans les Eglises le Pouvoir du Roi à détruire tout d'un coup toute la force & l'usage de toutes

force, sans avoir aucun égard à leurs Consciences, par la crainte qu'ils ont de perdre leurs Offices & Emplois, & par plusieurs autres menaces qu'on leur fait.

Que plusieurs de leurs Libertés fondées sur l'Equité, leurs Bénéfices, & Moyens de Subsistance dans leurs Eglises & Colleges, leur ont été ôtés sans aucun sujet, que le bon plaisir du Roi. Et que l'on fait fure des (c) procès & des poursuites par des Commissaires établis contre les Loix, qui en (d) poursuivent un tres-grand nombre sans qu'ils soient le moins du monde coupables, ou qu'ils aient peché contre les Loix du Royaume.

Qu'ils sont exclus & dépourvus de la libre (e) Election de leurs Magistrats & Officiers dans leurs Villes & que l'on établit sur eux de pretendus Officiers & Magistrats qui y sont fourrés ou en sont chassés selon la volonté absolue du Roi, & selon qu'on les trouve prompts à s'accommoder aux Desseins du Papisme & à les favoriser soit par ignorance soit par corruption.

Que plusieurs des Corps Politiques de leurs Villes sont déclarés être dissous quand il plaira au Roi (pour donner de la terreur aux autres & les soumettre aux volontés du Roi) & que les Citoyens & Bourgeois sont par là exclus de la Franchise (f) & dépourvus de tous leurs Privileges & Libertés, s'ils ne peuvent en conscience se soumettre à des Commandemens illégaux, non autorisés par les Loix, & s'ils ne veulent

les Loix penales faites depuis 400. Ans pour assurer les Droits de la Couronne, les Libertés & les Propriétés du Royaume, & la Protection de la Religion Protestante.

5. Tous les Protestans sont contrains à peine d'en courir l'indignation du Roi, de souffrir que les Droits de la Couronne, & la Liberté du Royaume anéanties par l'Autorité pretendue & par les Loix des Estrangers, tels que sont la Cour de Rome, soient publiquement niées & contestées, & que les Loix de ces Estrangers qui y font contraintes soient maintenues dans leur pleine force: Le Roi leur enjoit de violer leurs devoirs envers Dieu, envers la Couronne & le Royaume, & l'obligation ou ils sont de poursuivre en Justice ces crimes qu'ils voyent le commettre tous les jours, pour lesquels on ne peut alléguer aucune excuse valable que l'on puisse fonder sur la Liberté de Conscience.

6. Les Conciliables & autres Officiers par tout le Royaume sont forcés de loger les Soldats Irlandais, Ecossois, & autres mercenaires dans les maisons de leurs Voisins malgré eux, sans avoir égard aux anciennes Loix, & aux termes expressés des derniers reglemens qui le defendent.

7. Tous les Gentilshommes & Gens Privilegiés sont forcés de remonter à la Liberté naturelle qui leur étoit acquise par les Loix, de pouvoir élire les Membres du Parlement.

8. Les Bourgeois francs des Villes sont obligés de remettre au Roi les Droits & la Possession de la Magistrature, & tous leurs anciens Usages & Privileges.

9. Toute la Nation est forcée par la crainte des supplices, de souffrir qu'on declare pour Heretique presomptif de la Couronne un enfant, qui selon les Loix du Royaume ne doit point être reconnu jusqu'à ce que des temoins fideles & legitimes de la naissance eussent été dûment déclarés au Royaume, qui eussent attesté que la Reine avoit véritablement accouché de cet Enfant comme il étoit absolument nécessaire en cette occasion, ou tout le Monde assure que c'est un Enfant supposé. Nonobstant cela le Peuple est contraint avec confusion & douleur, d'en faire semblant dans les Prières publiques de le recommander à Dieu comme leur Prince & noble descendant qui sont les Temoins de la naissance.

10. Plusieurs de leurs Juges sont fâchez de rechercher les crimes de leurs Voisins, quoi qu'en leurs Conscience ils les jugent innocens, comme il a paru en plusieurs exemples, dans l'affaire de ceux qui expriment d'une manière si innocente la Joie qu'ils avoient de la Justice qui avoit été rendue aux 7. Evêques, par des Juges de Joie : Et plusieurs Roi contrains de se soumettre à être tués en Justice pour avoir perdu leurs Biens, & sont condamnés pour cela à des Amendes, & quelquefois à perdre la vie, par des Juges corrompus, & par des Nominations de Juges qui sont contraires aux Reglemens de nos Loix, en se servant de temoins & de Juges qui ne sont pas capables ou qui sont pervertis, ou qui ne peuvent avoir de connaissance des Faits en question, employant des Sheriffs qui n'ont point prêté le serment comme les Loix le veulent, & par ou le cours de la Justice du Royaume est renversé, & le Gouvernement entièrement bouleversé.

Tous ces exemples font trop connus pour pouvoir être mis par nos Adversaires.

(c) Comme par exemple, l'Evêque de Londres qui a été suspendu, Le Docteur Pascol Vice-Chancelier de Cambridge, & Maître de Pembroke-Hall Le Docteur Hough, & 26. Docteurs du College de la Magdelaine d'Oxford, sans parler des Doyens qui ont été dépourvus de leurs Privileges & de leurs Revenus, & de leurs Incommodités d'avoir aucun emploi, sans avoir commis d'autre crime que de s'être toujours attachés au Droit & aux Statuts de leur College & à leurs sermens. La suspension de près de 200. Ministres dans le Comté de Durham, pour avoir refusé de lire à leur Eglise la Declaration du Roi qui tendoit à dispenser contre les Loix, &c.

(d) Les assignations des Commissaires Ecclesiastiques signifiées aux Chanceliers, Commissaires & Aides du Duc, &c. & à la plupart des Evêques, pour les obliger à donner les noms de tous les Ministres qui n'ont pas lu la Declaration du Roi, en quoi ils n'ont violé aucune Loi ni Ecclesiastique ni Civile.

(e) La Ville de Londres & toutes les autres Villes qui sont des Corporations, comme on les appelle, en font un triste exemple, le Roi y établissant qui il lui plaît, pour y prendre le Nom & exercer le Pouvoir de leurs Magistrats qu'ils esloient autrefois.

(f) Le Roi en a usé de cette manière à l'égard des Anciennes Villes d'Oxford, Winchester, & le Bourg de Torrey, & menace de faire

ANNO lent lâchement & perfidement abandonner leurs justes
1688. Droits & Privilèges au bon plaisir du Roi.

Que les sûretés légales que les Rois & le Royaume assemblés en Parlement avoient établies contre les dangers qui menaçoient leur Religion & leurs Libertés, sont détruites par les Commandemens absolus du Roi, & rendues (g) inutiles, en vertu de son prétendu Pouvoir de dispenser de ces Loix pénales, nonobstant l'intérêt & le Droit que ses Sujets ont à ces Loix, parce qu'elles sont le rempart & la sécurité de leur Religion, de leurs Libertés & de leurs Vies; Et par cette conduite du Roi, le fondement sur lequel tous les Droits & Propriétés des Sujets sont établis, est ébranlé & sapé. Et on fait paroître une nouvelle Pretension laquelle on soutient, qui est, que les Sujets n'ont point de Droit, de Propriété ni de sécurité lors que le Roi ne le veut pas.

Que sous couleur de ce prétendu Pouvoir à dispenser des Loix, toute la sécurité & la défense que le Royaume peut éprouver des Forces militaires, est entre les mains de (h) Gens qui en sont rendus incapables par plusieurs Loix expressees faites par les Rois & par le Royaume assemblés en Parlement, ce qui donne juste sujet de craindre beaucoup, voyant qu'on est ainsi à la merci de Gens qui professent d'être dans la Communion de l'Eglise Romaine, laquelle fait profession ouverte d'être Ennemie mortelle des Protestans, & qui sont obligés sous peine de Dénatation de chercher leur destruction, s'ils demeurent constamment attachés à la Religion Protestante.

Que contre les Loix expressees du (i) Royaume répétées n'agueres dans le Parlement on entretient une Armée de Papistes & de Mercenaires qui est répandue par tout le Royaume en pleine Paix, ce qui cause une grande inquiétude & terreur aux Protestans, qui sont en diverses manières contraints de recevoir ces Soldats en leurs Maisons, qui y demeurent malgré eux, par où ils sont privés de leur repos & de toute sûreté dans leurs Familles, & de la conservation de leurs voisins & amis, & des petits profits qu'ils pourroient faire chacun en leur Vocation.

Que le Roi a arrêté & défendu l'exécution des Anciennes Loix du Royaume, contre plusieurs sortes de Crimes d'Etat & autres Crimes horribles : Et que tous Statuts que l'on fait avoir été faits de tems en tems depuis 500. ans, par rapport au Pape & à ses Prêtres & leur (k) prétendue Autorité & à leurs Pratiques, sont suspendus; Quoi que l'Experience des Papistes mêmes en tous ces Siècles montrât que ces Doctrines & Pratiques étoient si méchantes & si dangereuses, qu'ils se plaignoient souvent dans le Parlement qu'ils craignoient qu'elles causaient la destruction (l) du Royaume.

Sa Majesté traite aussi de telle manière les Cours de Justice dans ce qui regarde l'Administration de la Justice, que les Juges, quoi qu'ils aient beaucoup servi aux Desseins Papistiques, sont privés de leurs Charges, Honneurs & Pensions, s'ils osent seulement permettre que les Loix abolissent ceux que le Roi vouloit voir condamner, comme on l'a vu entr'autres depuis peu, lorsqu'il a déposé le Juge *Holloway* & le Juge *Powel*, parce qu'ils avoient aboli justement les sept Evêques.

Il est inutile de donner icy d'autres exemples de

la même chose à *Norwich*, ou quelque chose de semblable, par où il marque qu'il veut dépouiller d'un bien de ses Sujets, comme s'il étoit à lui.

(g) Les derniers Statuts de 25. & 30. de Car. 2. avoient été faits expressement pour la sûreté des Protestans, aussi bien que ceux de 5. Ed. 1. 13. Ed. 2. 25. Ed. 1. 27. Ed. 2. 1. Jan. 5. Jac. 1. & les Stat. 25. H. 8. 19. 20. 21. & plusieurs Anciens Statuts d'Ed. 1. Ed. 2. Ed. 3. Rich. 2. & de plusieurs autres Rois, avoient été faits pour attacher le Peuple contre les appréhensions qu'il avoit de la Cène de Rome, & le Roi a déclaré qu'aucun de ces Statuts ne sera désormais mis en exécution.

(h) On fait que tous les Papistes sont par les Stat. d'Ed. de Jac. 1. de Car. 2. déclarés incapables de posséder aucune charge importante dans le Royaume, & qu'ils les possèdent presque tous à présent.

(i) Voyez le Par. de Droit, 3. Car. & les derniers Statuts de Ch. 2. qui déclarent que de répandre des Soldats dans les Provinces, & de les loger chez les Sujets, est une crime contraire aux Loix & aux Coutumes du Royaume, & on voit qu'il y eut des Acquéies présentes pour cela, & l'affaire passa au Parlement qui reconnut que c'étoit un Droit du Peuple, qui ne doivent jamais être chargés de Soldats.

(k) Voyez la Déclaration du Roi pour la Liberté de Conscience, elle suspend l'exécution de toutes les Loix pénales dans les choses Ecclesiastiques, & celles qui soulevaient que c'est crime d'Etat de prétendre que l'Autorité & les Canons du Pape sont au-dessus des Loix, ou de prendre des Dispenses de lui & de lui obéir.

(l) Voyez les Stat. 35. d'Ed. 1. 25. Ed. 3. 27. Ed. 3. 16. Rich. 2. 5.

notre oppression, puis qu'il est évident qu'on remue le Ciel & Terre par le secours de l'Autorité Royale, pour renverser le premier Fondement même du Gouvernement civil de ce Royaume, en ôtant au Peuple la Liberté d'être selon les Methodes ordinaires, ceux qui le doivent représenter dans le Parlement, soit pour faire de nouvelles Loix, soit pour abolir celles qui sont déjà faites, si on le juge à propos pour le bien de la Patrie.

Cette illustre Monarchie a été fondée sur une Liberté égale, & le Gouvernement d'Angleterre a été en effet toujours libre (m) parce que les Anglois n'ont jamais reconnu d'autres Loix que celles qui ont été faites par le Consentement libre du Peuple, & du Roy, (n) & on suppose en Angleterre que le consentement du Parlement pour faire abolir une Loi est comme l'Acte propre de chaque particulier.

C'est pour cela que les anciens Statuts pour assurer les Coutumes d'Angleterre ont déclaré que les Elections devoient être libres (o) & que ni le Pape, ni le Roi n'en doivent pas interrompre le cours ordinaire, & même que le Roi s'est obligé de ne rien faire qui puisse ôter aux Electeurs la liberté de choisir ceux qu'ils jugeront les plus propres pour être Membres du Parlement.

Et ni le Roi, ni le Pape ne doivent pas se servir d'aucun Commandement, Promesses, Menaces, Prières ou Sollicitations de quelque nature qu'elles puissent être, pour ôter aux Electeurs cette liberté qui leur est si nécessaire, pour pouvoir choisir ceux qui défendront dans un Parlement libre le Droit du Peuple: Les Membres du Parlement, disent les Loix, doivent être choisis librement, & les Electeurs ne doivent pas craindre de déplaire au Roi en faisant leur devoir; il ne faut pas même qu'ils aient aucun égard à la récompense qu'on pourroit leur promettre au cas qu'ils ne se soumettent à la volonté du Prince; Il faut qu'ils soient libres & quant au tems, & quant au lieu de l'Election, ils ne doivent pas même obéir à ceux qui voudroient leur prescrire ou l'un, ou l'autre, autrement l'Election seroit nulle, & comme non faite.

Mais il n'est pas possible de vous dire ici toutes les methodes dont on se peut aviser, & qu'on a en effet employées pour renverser ce fondement de notre Gouvernement.

Que n'a-t-on pas fait ouvertement même & sans en faire mystère, pour détruire toutes les Coutumes, Privilèges, & toutes les Chartres de nos Villes & de nos Bourgs, qui selon l'Ancienne Coutume d'Angleterre doivent choisir la plus grande partie des Membres de la Chambre Basse: Quelle sorte d'artifice n'a-t-on pas employé pour rendre par tout nos Magistrats esclaves de la volonté du Roi pour être des Instrumens propres pour avancer la Tyrannie, & le Papisme, & avec quelle férocité n'a-t-on pas traité ceux qui refusoient de contribuer au dessein du Roi. La plus grande grace qu'on leur faisoit, c'étoit de donner leurs Emplois à des Papistes, ou à d'autres encore plus ignorans, & plus corrompus; on fait assez qu'on a donné des detours aux Loix du monde les plus claires, pour détruire notre Gouvernement; on menaçoit les Magistrats de la part du Roi s'ils faisoient semblant seulement de vouloir défendre leur Droit contre le Roi: On leur disoit qu'ils se ruineroient en frais, & qu'ils seroient mieux de demeurer en repos. On passoit même plus avant, & on leur faisoit connoître sans façon qu'ils ne pourroient jamais soutenir leurs Privilèges, leurs Droits, & leurs Chartres contre le Roi, puis qu'il étoit resolu de les avoir à quelque prix que ce fut, pour en user comme il le jugeroit le plus à propos; & pour les faire donner dans le piège avec plus de facilité, on leur promit de nouvelles Chartres, au cas qu'ils voulussent remettre entre les mains du Roi les vieilles, & on ne manquoit pas de leur dire au même tems, qu'on enverroient à l'Avocat du Roi les noms de tous ceux qui ne se soumettroient

(m) Voyez 24. H. 8. 12. 25. H. 21. On y déclare que le Royaume est libre, que les Sujets ne peuvent être obligés par aucune Loi qui ait été faite sans leur consentement, que le Roi & le Parlement représentant tout le Peuple ont le Pouvoir de dispenser des Loix, quand ils le jugeront à propos.

(n) Voyez les Statuts 1. Jac. 1. 1.
(o) Voyez les Stat. de *Westm.* 1. 3. Ed. 7. On déclare là le Droit commun & que le Roi s'oblige de ne point troubler les Electeurs dans leurs Elections qui doivent être toutes libres. *Cap. 2. Parl. 7. H. 4. 25. 6. H. 4. 5. v.*

ANNO
1688.

ANNO 1688. troient pas aveuglément à tout ce qu'on leur deman-

Nous savons aussi qu'on suborna par tout des Juges pour condamner tous ceux qui voudroient défendre leurs Droits, & s'opposer aux *Quarantans*, comme les Magistrats de Londres furent refusés de faire, leur Conseil ne voulant pas rendre la Charte de la Ville, nonobstant tous les efforts qu'on fit pour l'avoir, parce que ces Messieurs favoient fort bien qu'ils ne pouvoient pas trahir la Ville, & que le Roi ne pouvoit pas non plus depouiller ses Sujets des Privileges qui leur avoient été accordés par leur grande Charte. Mais on cassa tous les Juges qui ne voulurent pas disoudre ce Grand Corps Politique, qui avoit possédé ses Privileges l'espace de mille Ans & plus. On déclara les Bourgeois, & tous leurs Heritiers decheus de tous leurs Droits & Privileges: c'est par ces methodes que le Roy d'aujourd'hui prenoit ses mesures sous le Regne de son Frere pour executer le dessein qui éclate si fort maintenant: on en voit maintenant les tristes effets, puisque les Villes & les Bourgs n'ont plus de Magistrats, ou n'en ont plus que dependamment de la volonté du Roy.

Mais ne voit-on pas que nostre Liberté est déjà détruite, puisque ceux qui sont maintenant nos Magistrats n'ont plus procéder selon les Methodes ordinaires pour choisir les Membres du Parlement.

Le Roy lui-même, tant par ses faveurs secretes que par ses menaces, a déjà engagé la plupart de nos Magistrats à se soumettre à tout ce qu'il voudra, & comme il avoit coutume de parler dans son Cabinet en particulier à tous les Membres du Parlement, il fait de même maintenant à l'égard des *(p)* *Electeurs* & ainsi il les oblige de renoncer à la liberté de leur suffrage en Parlement, à moins de perdre les Charges qu'il leur a données.

Tout le Monde fait les trois Questions que les Officiers de Sa Majesté propoient aux Juges de Paix, & à tous les autres Magistrats.

Les Lieutenants des Provinces firent comparoître devant eux au nom du Roi tous ceux qui y faisoient plus de figure pour les obliger par menace, ou par flatterie à ne choisir pour Membres du Parlement que ceux qui seroient tout ce que le Roi voudroit: & on faisoit passer tous ceux qui tenoient bon pour les Droits du Peuple, pour des Gens mal affectionnés au Gouvernement.

Il n'y a gueres qu'on envoie une Commission la plus étrange du Monde dans toutes les Provinces pour obliger ceux qui ont droit de choisir les Membres du Parlement, à ne faire choix que de ceux qui consentoient à l'abolition des Loix penales, & du Test, qui sont comme les digues qui empêchent le Papisme d'inonder l'Angleterre, & qui sont les Fondemens les plus sûrs des Droits de la Couronne, & de la Liberté du Peuple.

Après cela peut-on douter du dessein du Roi, qui est de détruire nos Loix, & nostre Gouvernement pour ouvrir la Porte au Papisme? Mais pour convaincre tout le Monde de la vérité de ce que j'ai dit, on n'a qu'à lire la seconde Declaration du Roi pour la Liberté de *(q)* Conscience, où il dit nettement que personne ne doit esperer de posséder aucune Charge sous lui s'il ne veut contribuer à tous ses desseins & à finir ce qu'il a commencé: Et il declare de plus que tous ceux qui ne contribueront pas à faire casser les Loix penales, & le Test, doivent estre considérés comme de fort mechans Chrétiens, & comme des Gens qui n'aiment pas le repos, & le bonheur de leur Pais; il adjoute que de sa volonté absolue il a osté à plusieurs Officiers Civils & Militaires, leurs Emplois pour s'estre montrés peu favorables à son grand dessein.

D'où il est clair que le Roi croit qu'il ne doit pas souffrir une Election libre des Membres du Parlement, pendant qu'il y a tant de bons Protestans pour y avoir part, qui ne peuvent en conscience contribuer à achever ce qu'il a commencé: c'est à dire qui ne veulent pas permettre que le Roi, sous le pretexte d'une Liberté imaginaire de Conscience, fasse un Present au Pape des Droits de Sa Couronne, de la Liberté, & de Privileges du Royaume, pour nous faire accroire enfin que nous sommes obligés de devenir les Esclaves

de l'Eglise Romaine, & de soumettre au bon plaisir des Prestres Romains nos Contrats, nos Mariages, nos Biens, nos Dettes, nos Decimes, nostre Reputation, & nos Corps même, sous pretexte qu'on les doit mortifier par la Penitence. Voilà l'ouvrage que le Roi a commencé qui rend extrêmement méprisable la Couronne Imperiale d'Angleterre, au même temps qu'il ne tend qu'à détruire la Liberté Naturelle, comme aussi tous les Privileges, & tous les Droits Civils de la Nation Angloise.

Nos Loix penales ne sont faites que pour prevenir tous ces pretextes pieux de nous priver de ce qui nous appartient par les Loix fondamentales de l'Etat & par la Nature même.

Nos Loix penales n'ont esté faites que pour punir les offenses commises contre le Gouvernement Civil, & contre la Société Humaine, & ainsi les Anglois ne peuvent pas s'en exempter à raison de leur Conscience, non plus que de celles qui defendent le larcin, ou le meurtre, au cas qu'on s'avise de dire qu'on a pillé, ou tué selon sa Conscience.

De tout ceci il est evident que le Roi fait tous ses efforts pour empêcher que les Prestres Romains & les Papistes ne soient un jour punis comme ils le meritent, pour avoir fait tout ce qu'ils ont pu pour nous ôter nostre Liberté. Il pretend que les nouveaux Colleges qu'il a erigés, les Convents des Moines, ses quatre Evêques Provinciaux, & tous ses Prestres pourroient désormais se soutenir par sa seule Autorité sans le secours des Loix; que les Canons de l'Eglise de Rome sont d'une plus grande Autorité que les Loix du Royaume, que les Protestans n'ont aucun Droit de commander, que tous leurs Biens sont confisqués aux Papistes par cela même qu'ils sont Protestans, qu'il leur est permis d'accepter des Dispences de Rome, de n'obéir pas aux Loix du Royaume que le Pape n'approuve pas; il espere enfin que ses Pretres soutenus de son Autorité pourroient faire accroire aux Anglois qu'ils peuvent entretenir Commerce avec l'Eglise Romaine, avec le Roi de France, & avec tous les Papistes Estrangers, qui font tout ce qu'ils peuvent pour accabler & ruiner les Protestans de ce Royaume.

Sa Majesté a tellement avancé cet ouvrage, qu'elle a arrêté & empêché l'Execution des Loix penales contre tous ces grands Crimes, qui étoient estimés des Crimes Capitales par les anciens Papistes de ce Royaume; Et il declare que tous les Protestans qui ne voudront pas lui aider à achever cet ouvrage, ne peuvent esperer aucuns Emplois dans le Royaume, encore moins d'estre Membres du Parlement. Et par là Sa Majesté entend de faire rouler l'Election des Membres du Parlement sur un si petit nombre de Sujets, qu'il n'y en aura pas parmi ceux que nos Loix jugent capables d'être élus, de quarante un, qui font jugé propre pour être Membre du Parlement, de sorte que le nombre de ceux qui seront à son gré sera si petit, si l'on en excepte les Papistes; qu'il n'y aura proprement plus de Election, au cas que le Royaume subsiste cette volonté arbitraire du Roi, comme il a déclaré qu'il le veut.

Cela doit convaincre Vos Alteffes, que notre condition est déplorable; Car il semble que nos Ennemis ne se contentent pas de vouloir abolir toutes nos Anciennes Loix Penales qui ne sont pas favorables aux nouvelles Doctrines & aux pratiques pernicieuses de l'Eglise de Rome d'aujourd'hui, lesquelles étoient autrefois en horreur même parmi nos anciens *(r)* Papistes Anglois, comme on le voit dans nos *Ordonnances des Loix Penales*: Mais le dessein est outre cela de détruire la forme du Gouvernement libre du Royaume, de laquelle sont procédées toutes ces Loix Penales contre l'orgueilleuse & tyrannique Domination de leur Eglise, & contre l'usurpation qu'elle faisoit des Droits de la Couronne & de tout le Royaume.

Elles savent par nos Histoires & Memoires que le Parlement qui étoit libre en ce tems-là a toujours porté des plaintes contre leurs pernicieuses & insolentes pretensions, d'avoir de l'Autorité sur nos Rois, sur nos Loix, sur nos Cours de Justice & sur leurs Detentions, & contre leurs Exactions, Impositions, Fraudes & Tromperies qu'ils exerçoient envers les Peuples par leurs folles Superstitions, par lesquelles ils se rendirent maîtres du *(s)* tiers des revenus d'Angleterre; & attiraient

(p) Remarquez cela.
(q) Avril 27. 1688.

(r) Voyez les *Plaintes des Communes* dans le 25. Ed. 3. 4. précéd.

(s) Voyez le *Rolle des Parliemens*. N. 4. à H. 5.

ANNO
1688.

rent une si prodigieuse quantité d'argent à Rome , qu'ils appauvrirent & ruinèrent presque entièrement le Royaume.

Vos Alteſſes n'ignorent pas auſſi qu'ils ont rendu Eſclaves du Pape & de ſes Prêtres pluſieurs des plus grands Rois d'Angleterre, qu'ils ont eu le credit d'obtenir du Roi des *Licences* & des *Pardons* pour tranſgreſſer impunément les Loix que le Parlement avoit fait pour défendre les Droits & les Biens des Sujets, & qu'enſuite le Parlement fut obligé de faire de nouvelles Loix pour déclarer que telles (*) *Licences*, *Dispenses* & *Pardons* accordés par le Roi étoient nuls & de nulle valeur.

Elles ſavent qu'ils ont perſuadé à pluſieurs de nos Rois que le Pape pouvoit les abſoudre de l'obligation des Loix & des Traités, Promeſſes, & ſerments qu'ils avoient fait à leur Royaume, (**) de maintenir leurs grandes *Chartres* & toutes leurs Loix & Libertés: Et qu'ils portèrent l'un d'eux à reſigner entièrement le (x) Royaume entre les mains du Pape, en le tenant de lui moyennant un Tribut annuel: Et elles ſavent que le Peuple dans un Parlement libre déclara que telles *Dispenses* & *Reſignations* étoient nulles & de nulle valeur, & exigea avec beaucoup de juſtice que ces Rois renouellaſſent leurs ſerments au Royaume par lesquels ils ſ'obligoient de maintenir leurs Libertés; & mépriſa & rejeta avec indignation les prétentions du Pape (y) pour ſon prétendu Tribut fur le Royaume, déclarant que leurs Rois n'avoient point de tel Droit patrimonial ſur le Royaume qu'ils puſſent l'aſſujettir à aucune puifſſance qui fût ſur la Terre.

Les Papiſtes ne peuvent pas eſpérer d'impoſer juſqu'à ce point à un Parlement libre, que de lui perſuader qu'il faille pour une entière Liberté de Conſcience, reconnoître les Loix & les Canons Romains d'une même Autorité que les Loix d'Angleterre, ou de ſouffrir que les Sujets de l'Angleterre puſſent faire Profeſſion publique de croire que leurs Perſonnes, leurs Mariages, & leurs Biens ſoient ſujets à une Jurisdiction étrangère, & qu'ils dépendent d'Elle dans leurs Charges, Emplois, & dans l'Exercice d'iceux, s'ils veulent être ſauvés, ce qui ſeroit effectivement renoncer à leur ſubjection à l'Angleterre, ou de leur permettre d'avoir une Union & des Liaiſons étroites avec des étrangers, qui ſont profeſſion ouverte d'être les Ennemis mortels de preſque toutes les Nations & de ſe croire obligés en conſcience d'en procurer la deſtruction & extirpation.

Ils ne peuvent pas eſpérer qu'un Parlement libre puſſe ignorer que Jeſus-Chriſt n'a jamais rien enſigné qui tendit à détruire ou à altérer les Droits Naturels & Civils des Hommes ni des Nations, ou qu'il ait approuvé que les Sujets d'un Royaume libre puſſent entretenir corréſpondence ou dépendre de ceux qui en ſont les plus grands Ennemis: C'eſt pourquoi ils ont reſolu de renverſer tous les fondemens de notre Gouvernement, d'ôter au Peuple l'Election libre de ſes Députés dans le Parlement, afin qu'il ne puſſe plus y avoir de Parlement libre dans le Royaume, ce qui certes eſt une Conſpiration beaucoup pire que leur Conſpiration des Poudres.

Il ſemble qu'ils croient qu'il faut encore pour le preſent obſerver quelque ombre & apparence d'Election pour l'Assemblée qu'ils veulent faire, en formant des Corps Politiques dans les Villes & dans les Bourgs pour nommer ou renvoyer les Gens ſelon qu'il plaira au Roi, & ſous le pretexte ſpécieux d'une Liberté de Conſcience, par Promeſſes & par Menaces obliger les autres qui ont le Droit d'élire à recevoir pour leurs Députés au Parlement ceux que le Roy leur preſentera; Mais ſi l'on ſouffre cet attentat qui eſt contre le premier & le plus eſſentiellement de tout notre Gouvernement, le Roy pourra cy-après avec autant de juſtice, de droit & de raiſon, appeler qui bon lui ſemblera de tous les Endroits du Royaume pour délibérer avec lui, & ſous le pretexte des Conſeils que ces Gens lui auront donné, changer nos Loix & nos Coutumes, impoſer des Taxes & changer à ſon plaiſir le Cours de la (x) *Succession de la Couronne*.

(*) Voyez le Stat. 3. H. 5. Stat. 4. 7. H. 4. 8.
(u) Ainſi le Pape déchargé H. 3. & Ed. 1. du ſerment qu'ils avoient fait d'obſerver la Grande Chartre.

(v) Ce fut le Roi Jean.

(y) Voyez le *Rolle*, part. 40. Ed. 3. num. 8. *Ret. Clauſ.* 3. Ed. 1. La Chartre du Roi Jean, & ſon don au Pape qui étoit une Chartre très-injuſte & ſans force, qui fut brûlée depuis.

(x) Vous remarquerez que *Cromwell* ſ'attribua l'Autorité de faire

Nous ſommes obligés avec beaucoup de déplaiſir de montrer à Vos Alteſſes, qu'ils ont déjà pouſſé fi loin leur deſſein contre notre Gouvernement, qu'ils ont fait qu'il eſt impoſſible d'avoir un Parlement libre qui ſoit élu dans les formes en l'état preſent où ſe trouvent les Villes & les Bourgs, les Sherifs & les Officiers, & en la ſituation où ſont ceux qui doivent faire les Elections; parce que la plupart d'entr'eux ne ſont plus dans cette Liberté & Indépendance dans laquelle nos Loix veulent que de telles Gens ſoient; ils n'y ſont plus, diſ-je, par les menaces que le Roy leur a faites de leur ôter leur Charges & Emplois & autres Bienfaits, s'ils n'acceptent pas pour leurs Députés ceux qui ſe ſont engagés indigneſſement à donner leurs Voix pour l'abolition de nos Loix, comme le Roy le ſouhaite, ſans écouter les Raiſons que la Nation allègue pour leur manutention, & conſervation, & comme je croi, ſans ſavoir le deſſein & le but des Loix qu'ils promettent d'abolir.

Il n'eſt plus poſſible à preſent d'avoir le conſentement libre du Royaume pour faire ou pour abolir quelques Loix, ſans lequel pourtant elles ne peuvent être obligatoires, juſqu'à ce que l'on rétabliſſe les Privileges & Libertés des Villes & des Bourgs, qui ont été ou abandonnés lâchement & perſécutés, ou extorqués & ravies par force injuſtément, & que l'on ait fait choix de Magiſtrats légitimement élus pour dreſſer comme il faut les Ordres pour les Elections, & juſqu'à ce que la terrible Déclaration du Roy ſoit retracée; qui déclare incapables d'être Membres du Parlement, & exclut de tous Emplois ceux qui ne voudront pas contribuer au deſſein qu'il a formé & qui eſt déjà fort avancé, d'abolir toutes nos Loix Penales, dont le but eſt de prévenir & d'empêcher le ſuccès des pratiques & attentats des Papiſtes contre les Droits de la Couronne, & contre le Royaume; Et juſqu'à ce que l'on ait abſolument renoncé à toutes les Promeſſes, Engagemens & Signatures, que les Miniſtres de Sa Maſteſté ont tiré par ſes Ordres de ceux qui doivent être les Membres du Parlement, par lesquels ils ont les mains liées. C'eſt ainſi que l'artifice & la malice des Papiſtes nous a été tous les moyens de remédier aux maux du Royaume par les Conſeils libres & communs du Royaume, pendant qu'ils ſont inceſſamment tous leurs efforts pour réduire nos corps & nos ames en eſclavage.

Il n'eſt point néceſſaire de faire reſſouvenir Vos Alteſſes, que ces Attentats contre notre Religion & notre Gouvernement, ſont une partie de ce grand & general deſſein qui fut formé & arrêté il y a pluſieurs années dans les ſecs ſecrets Conſeils des Princes Papiſtes, & conduit particulièrement par les Jeſuites pour extirper entièrement la Religion Proteſtante & les Libertés des Peuples.

Nous ne ſerons point mention de l'Execution qui ſ'eſt faite de ces Deſſeins Papiſtiques en pluſieurs Royaumes & (a) Etats, ni la perſidie de ces Princes dans leurs Traités, Conventions & ſerments, ni les Oppreſſions, Meurtres, & autres eſpeces d'Injuſtice qui ont été pratiquées par eux en Execution de leur grand & general deſſein.

L'Exemple ſeul du Roy de France ſuffit pour tous les autres, parce qu'il a avoué & déclaré à tout le Monde la part qu'il avoit en ce deſſein; Et en comparant les Violences, Baniffemens & Meurtres commis au même temps contre les Proteſtans par les autres Princes Papiſtes, ſelon leur Pouvoir, avec ce qu'il a publié du deſſein qu'il en avoit formé depuis longtemps, en comparant, diſ-je, tout cela enſemble, nous pouvons juger juſtement de toute l'affaire.

Le Roy de France par ſon Edit (b) de 1685. a déclaré qu'il étoit entré dans ce deſſein auſſi toſt qu'il fut parvenu à la Couronne. Et il paroît par l'Edit (c) qui fut dreſſé en ce tems-là, & approuvé par ſon Conſeil de Conſcience, que tous les Edits qu'il avoit donnés

ANNO
1688.

aſſembler par Lettres diverſes Perſonnes ſans Election, & leur donna le nom de *Parlement* & ſir divers Actes, & avoit deſſein de changer la Succession de la Couronne & de la faire tomber dans ſa Famille, & ſes Perſonnes qui étoient ſes Créatures avoient pu convenir avec lui.

(a) C'eſt à dire en France, en Suoye, en Pologne & autres Païs.

(b) Cet Edit de 1685. mérite d'être lu de tout véritable Proteſtant.

(c) Il ſeut voir par cet Edit qui a été publié, l'opinion qu'ils ont des Proteſtans, & ſon juſte incapacité d'avoir aucun Droit de prendre aux bénéfices des Traités, des Promeſſes & des ſerments des Papiſtes.

ANNO 1688. & renouvelés éti faveur des Proteftans, & la reconoiſſance qu'il fait dans les Regiftres du Parlement, des grands Services qu'ils luy ont rendus, & l'avancement de pluſieurs d'entr'eux aux Emplois les plus confiderables du Royaume tant Militaires que Civils, n'étoient que pour les flatter, afin de les mieux tromper, & il appelle Dieu à témoin des deſſeins & des reſolutions qu'il avoit priſes en ce tems-là d'abolir leur Religion peu à peu, & qu'il n'attendoit qu'une occaſion favorable pour ce grand Ouvrage, comme il eſt appellé par nôtre Roi & par cet Edit.

Pendant ce tems qu'il faiſoit ſi bonne mine aux Proteſtans & les aſſuroit ſolennellement de ſa Bienveillance & qu'il le témoignoit même à quelques Princes Proteſtans, en les loiant de ce qu'ils lui étoient tres fideles & promettant d'obſerver toujours inviolablement l'Edit de Nantes, qui étoit comme la *grande Chartre* des Proteſtans de France; En ce même tems, diſ-je, il faiſoit ſecretement & fourdement mille pratiques pour diſpoſer les choſes au grand œuvre, principalement en Angleterre, qui étoit regardée depuis long-tems comme le Chef de la Religion Reformée, & la Terreur du Roi de France & du Monde Papiſtique; il témoigna la crainte qu'il avoit de la Nation Angloiſe lors qu'il chaſſa d'une maniere barbare ſa Majeſté d'aujourd'hui & le dernier Roi avec diſgrace, plutôt que de déplaire à Cromwel; C'eſt cette peur qui l'obligea à ſ'appliquer entierement à diviſer & à affoiblir les Proteſtans d'Angleterre, & à aſſiſter ſecretement de ſes Conſeils & de ſon argent le dernier Roi pour augmenter & fortifier le Parti Papiſte. Pour cela ſon cher Conſeiller le Jeſuite la Chaise, eut ordre d'entretenir Correſpondance avec Coleman, qui étoit en ce tems là Secrétaire du Roi d'aujourd'hui, & les (d) Lettres qu'il a avoüées en préſence de mille Perſonnes, montrent que le deſſein auquel ils travailloient, étoit d'exterminer la Religion Proteſtante ſous le nom d'Héréſie du Nord, & on auroit appris dix fois davantage des particularités de ce maudit deſſein ſi toutes les dernières Lettres de Coleman écrites depuis deux Ans & demi qui furent portées à Whitehal n'avoient pas été ſupprimées & dérobées à la vue du Parlement; Cependant Coleman lui-même fut examiné & jugé avoua devant tout le Monde le deſſein qu'on avoit formé de renverſer la Religion Proteſtante: Et qu'il n'étoit pas le principal Agent en cette affaire, mais un Miniſtre ſubalterne.

Il paroît par ces Lettres que l'argent du Roi de France devoit faire cet ouvrage, & les Lettres produites au Parlement par le Lord Montague d'aujourd'hui, & que le dernier Roy avoua avoir été écrites par ſon Ordre, prouvent que le dernier Roi vouloit bien être le Penſionnaire du Roi de France moyennant cinq-cent mille Livres Sterling par An pour ne point faire aſſembler de Parlement; ce fut alors qu'on découvrit les progrès & l'accroiffement de la Papauté, & le danger qu'étoit la Religion Proteſtante, & ſur cela on forma le Teſt, & on ſe préparoit à faire d'autres Loix pour nous aſſurer contre les deſſeins du Papiſme.

On ſçait auſſi fort bien, que dans le même tems les Conſeils des Jeſuites mirent en pratique toutes ſortes de machinations & pratiques pour corrompre la foy & la Religion des Provinces-Unies, & pour les faire tomber ſous la Domination du Roi de France, ou du moins ſous ſa Dépendance.

Perſonne n'ignore auſſi, que le Roy de France & le dernier Roi d'Angleterre avoient fait un Traité enſemble pour conquérir ces Provinces & les partager entr'eux afin qu'elles ne puſſent plus être en ſecours ni ſervir de refuge aux Proteſtans. Que Vôtre Alteſſe nous pardonne la hardieſſe que nous prenons de lui demander ſ'il n'eſt pas vray que ſa pieté & ſa fermeté en la Religion Proteſtante, & ſa Fidélité inviolable aux Libertés de ſa Patrie, furent attaquées & miſes à l'épreuve par ces deux Rois, ou du moins par l'un d'eux, & ſ'il n'eſt pas vray encore que la Generoſité, le mépris & l'indignation avec laquelle elle reçut leurs Propoſitions indignes, ont donné à ces Rois une averſion & haine implacable contre vôtre Alteſſe, dont elle a toujours depuis reſſenti les effets.

Le Monde a auſſi vu les effets de l'attachement qu'a eu le Roi de France à pourſuivre ce même deſſein en corrompant par ſes Penſions, les Perſonnes les plus confiderables du Royaume de Suede, & ceux qu'il pouvoit auſſi gagner à la Cour de Brandebourg & en celles des autres Princes Proteſtans, pour les empêcher d'appuyer l'Intereſt Proteſtant.

Mais la plus confiderable deſpenſe étoit employée envers le feu Roi d'Angleterre & ſes Miniſtres & Conſeillers qui avoient part à toutes les pratiques & menées ſecretes qui ſe faiſoient pour affoiblir la Puiffance des Proteſtans, & pour porter à ſon comble la Grandeur, la Gloire, & la terreur du Roi de France; Mais cependant il n'oſa pas ſe joindre ouvertement avec lui dans ce grand ouvrage contre la Religion Proteſtante, par la crainte qu'il avoit de ſes Sujets, auxquels il abſolût depuis long-tems par grand nombre de Proteſtations ſolennelles qu'il faiſoit, de vouloir toujours être fidele à leur Religion, & de la protéger auſſi bien que leur Liberté.

Le Roi de France trouva par experience, que les Parlemens avoient eu le credit auprès du Roi, de rompre toutes les meſures qu'ils avoient priſes enſemble pour la deſtruction des Provinces Unies, en le forçant à faire ſa Paix avec ces Provinces en particulier, ce qui lui fit rabaiſſer ſes ailes, & l'obligea à rechercher adroitement une Trêve; C'eſt pourquoi il n'oſa pendant la vie du Roi mettre en execution ſon grand Ouvrage, duquel il déclare avoir conſervé le deſſein ſi long-tems en ſon cœur, qui étoit de ſe ſervir des Tourmens, des Meurtres & de toutes ſortes de cruautés les plus barbares pour exterminer la Religion Reformée & ceux qui la prêchent, & d'en effacer entierement la memoire, comme ſes Edicts & ſes pratiques d'aujourd'hui nous marquent que c'étoit ſon Intention.

Le Roi de France n'oſoit lever le maſque, & ſe montrer tel qu'il étoit, c'eſt à dire un Loup devant contre ſes propres Sujets, juſqu'à ce que nôtre Roi d'aujourd'hui eût épouſé publiquement le Deſſein Papiſtique, lequel il avoit pourſuivi long-tems avec lui en cachette, & juſqu'à ce qu'il eût commencé à violer les Libertés & la ſûreté des Proteſtans, & eût mis les Forces Militaires entre les mains des Papiſtes, & eût demandé le Conſentement du Parlement pour faire une Loi qui l'autorizât à établir les Papiſtes pour Gardiens de la Religion & des Vies des Proteſtans, ce que le Parlement lui refuſa.

Le Roi de France vit bien alors que la Nation Angloiſe n'étoit point en état de ſ'employer à ſecourir ſes Sujets Proteſtans quand il voudroit les détruire, & comme parle ſon Edit, étant par le moyen de la Trêve hors de crainte, d'être troublé dans cet ouvrage, il ſ'appliqua entierement au grand Deſſein, & envoya ſes Dragons pour ruiner les Biens des pauvres Proteſtans, & pour les tourmenter en leurs Perſonnes avec plus de cruauté & de barbarie que l'on n'en avoit jamais exercé depuis la Creation du Monde; il ſe reſolut pour ſa gloire, comme ſon Clergé en partie, de montrer qu'il étoit le premier & le plus diſſeſſe Fils de l'Egliſe, & le plus grand Deſtructeur de l'Héréſie Proteſtante, ce qui étoit, comme ils lui diſoient, un nom plus glorieux & plus immortel qu'aucun de ceux qu'il avoit acquis par tous ſes Triomphes.

Il propoſa alors ce grand Ouvrage d'Extirpation aux Nations étrangères, à la maniere de Saul enſuivant de menaces & de tueries; il envoya au Duc de Savoye, & comme on ſe plaint à cette Cour, il fit peur à ce Prince & lui perſuada de prendre cette reſolution ſanguinaire Antichrétienne, de forcer les Anciens Proteſtans des Vallées de Piémont de ſe faire inſeſſamment Papiſtes, auxquels étant fideles à Dieu & à leur Religion, virent fondre ſur eux les Troupes de ce Duc appuyées des Dragons de France, & furent tourmentés & maſſacrés par eux d'une maniere plus impitoyable que n'euffent été des (e) Serpens ou des Tigres, juſqu'à ce qu'ils ayent été entierement détruits & leur Pays donné aux Papiſtes. Cette Cour de Savoye ſembloit avoir encore (f) honte de cette horrible méchanceté & allegue pour ſon Excuse, que le Roi de France avoit

(d) Voyez les Lettres de Coleman imprimées & publiées par l'Ordre du Parlement.

(e) Voyez la Relation qui en eſt imprimée.

(f) Voyez les Lettres du Dr. Burnet qui ſont cela pour ſ'en être informé à Turin.

ANNO
1688.

avoit déclaré qu'il vouloit les exterminer par ses propres forces, & s'emparer du Pais, si le Duc n'y vouloit pas contribuer.

La ruine des Protestans d'Angleterre a toujours été regardée comme le premier Article du dessein de l'Extirpation de la Religion Protestante, c'est pourquoi tous les Conseils Papistiques, leurs ruses & leurs Artifices, leurs Conspirations, empoisonnemens & massacres, y ont été employés il y a longtems, & ils ont entièrement gagné le Roi d'Angleterre pour le faire servir à ce dessein : Ils ont trouvé moyen de le joindre avec le Roi de France, afin que leurs Conseils, leurs Tréfors & leurs forces étant jointes ils pussent venir à bout du complot de soumettre l'Angleterre à l'obéissance de leur Eglise. Il paroît en plusieurs manieres que les deux Rois suivent une même conduite & que notre Roi suit les mêmes Methodes, qui ont si bien réussi au Roi de France pour détruire les Protestans de son Royaume. Son premier attentat est de renverser notre Gouvernement & nos Loix, & la Liberté & la nature de nos Parlemens, de même que le Roy de France a commencé en s'emparant & usurpant la souveraine & legale Autorité de France, qui residoit en l'Assemblée des Etats, de laquelle seule il tient sa Couronne. Notre Roi à l'imitation de son Frere de France, s'efforce de faire que toutes les Charges & la Magistrature du Royaume, qui selon les Loix de la Nation doivent dépendre du choix du Peuple, dépendent uniquement & immédiatement de son bon plaisir & de sa Volonté absolue, soit que ces Emplois & Magistratures tirent leur source de notre Droit Commun ou qu'elles aient été établies par des Statuts & des Chartres. Il s'efforce par divers artifices d'attirer à lui la disposition de tous les Droits & des Biens de la Nation, & de leurs Libertés & de leurs vies & de les faire dépendre de sa pure volonté en renversant l'Ordre établi de nos Jurez, & par des Juges & par un Chancelier, qui sont tous propres pour ce dessein, & qui dépendant entièrement de lui, travaillent à faire que ses Proclamations & Declarations l'emportent autant sur nos Loix en autorité, que les Edits du Roi de France l'emportent sur les Loix de Dieu, & sur celles de la Nature. Et à son exemple il entretient une armée mercenaire pour assujettir la Nation à sa volonté.

S'il peut parvenir à ses fins en cela, non seulement la forme du Gouvernement sera renversée, & la Liberté de la Religion Protestante selon toutes ses formes en Angleterre, & la Liberté de Conscience qu'il fait semblant de vouloir établir, seront renversées, ou tout au plus on n'en pourra jouir que par une faveur speciale, & il la pourra ôter aussi facilement que le Roi de France a aboli les Edits irrevocables, les Traités & les Loix de son Etat confirmées par son serment, & qui doivent être une aussi grande sûreté à ces Protestans qu'aucune Grande Charte que notre Roi nous puisse donner ou qu'aucun Acte d'Assemblée à laquelle il pourra donner le Nom de Parlement comme il en a envie, & il lui sera assez aisé dans l'Etat déplorable où il a réduit le Royaume, de faire une telle Assemblée.

Notre Roi suit encore l'Exemple de France, en assurant par écrit les Protestans de sa faveur & de sa bienveillance en leur promettant une Liberté de Conscience pareille à celle qu'auront les Papistes, en eleuant aux Offices & aux Emplois ceux qu'il est résolu de ruiner & de détruire, arrêtant l'Execution des Loix contre eux & leur accordant Liberté de Conscience à quelques égards, & d'avoir leurs diverses formes extérieures de Service Divin, pourvu qu'ils n'aient aucun égard à la Conscience & qu'ils ne s'attachent point à la substance de la Religion Chrétienne qui n'inspire que Justice & droiture, & qu'ils ne fassent aucun scrupule de lui complaire, & de l'assister dans les Crimes les plus horribles qu'il commettra contre Jesus-Christ, en usurpant & violant tous les Droits & Libertés du Royaume, & en s'attribuant une autorité tyrannique pour opprimer qui il lui plaît, ce qui est un renversement absolu des premiers fondemens & Regles de la Justice & de la Société humaine & par conséquent de la Religion de Jesus-Christ.

Ces choses de fait se prouvent d'elles mêmes, & montrent clairement que les horribles oppressions que fait notre Roi, sont les effets des Conseils du Parti Papiste, dont le Roi de France est le Chef. Que la

ANNO
1688.

Conjuration qui se découvre à présent en Angleterre contre la veritable Religion & contre la Liberté, comprend tous les Princes & Etats Protestans de l'Europe; l'Angleterre est seulement attaquée la premiere comme le principal rempart; du Nom Protestant; Si les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande peuvent être réduits sur le pied de la France dans la forme du Gouvernement & de la Religion, & que leurs forces soient unies contre tel Etat ou Prince Protestant qu'ils jugeront à propos d'attaquer séparément, en tenant les autres divisés entr'eux par leurs artifices, ce qui ne leur sera pas difficile, on doit demeurer d'accord, qu'il y aura peu d'esperance que cet Etat ou ce Prince puissent long-tems subsister.

Le Roi de France sembleroit n'être pas fâché que l'on sache que leur Dessein Papistique regarde generalement tous ceux qui sont profession de la Religion Protestante, quoi que plus particulièrement l'Angleterre, car il a approuvé que la Harangue qu'un Evêque lui fit à Versailles en 1685. ait été publiée, par la bouche duquel tout le Clergé de ce Royaume parloit, puis qu'il l'avoit choisi pour cela; il loie le Roi de ce qu'il détruit les Protestans de son Royaume, & demande quelle chose ils n'en peuvent point encore attendre; L'Angleterre, lui dit-il, offre presentement à votre Majesté une des plus glorieuses occasions qu'elle puisse desirer; Le Roi d'Angleterre par le besoin qu'il aura de votre secours & de l'appuy de vos Armes pour le maintenir dans la Foi Catholique, vous fera bien tôt rencontrer l'occasion de lui donner une protection entiere. Nous savons tres bien qu'avant que le Clergé de France eût fait cette Declaration par la bouche de cet Evêque, que la même tête qui avoit causé la perversion & la destruction de tant de millions de Protestans en ce Royaume, avoit en vuë la ruine de la Religion & de la Liberté d'Angleterre: Mais ce qui nous surprit, ce fut de voir cette Harangue publiée par l'Autorité du Roy de France; & que notre Roi souffrit que la Traduction en fut débitee si publiquement en Angleterre & parmi le Monde. Nous trouvons qu'il estoit au dessous de la Majesté d'un Roi d'Angleterre d'être bien aise que l'on déclarât à ses Sujets, qu'il s'étoit mis sous la protection d'un Roi de France, sur les Ancêtres duquel & sur son Royaume, les Rois d'Angleterre avoient remporté tant de Triomphes, mais il semble que tout ce qui peut servir au Dessein general d'extirper la Religion Protestante, doit être estimé glorieux.

Il n'est point necessaire de représenter à Vos Alteesses que la même Harangue reconnoît que les Conseils Papistiques, & la Conspiration contre l'Angleterre tendent aussi à la ruine de la Religion & de la Liberté des Provinces-Unies. Cet Evêque dit au Roi, qu'il avoit entrepris la Conquête de nouveaux Etats, pour y rétablir la Prelature, le Culte Religieux, & les Autels, que la Hollande & l'Allemagne n'ont été le theatre de ses Victoires, que pour y faire triompher Jesus-Christ, & afin que les Papistes puissent fouler aux pieds les Protestans & leur Religion, & il dit cela, comme il l'assure, selon le veritable Esprit de l'Eglise, & donne à entendre que les esperances qu'ils ont du succès de leur dessein contre les pauvres Protestans, sont sans bornes; car, dit-il, que ne pouvons nous point en attendre?

Nous devons avouer ingenuement que nous n'avons pas été assez prompts à croire cette denaturée Conspiration Papistique contre tous les Protestans, & qu'à notre égard en particulier nous avons été abusés par les promesses que notre Roi nous faisoit de protéger & maintenir nostre Religion, nos Loix & nostre Gouvernement, jusqu'à ce que nous les avons vus sapées & minées, & la sùreté prête à s'allumer par un Conventicule de gens corrompus & gagnés pour servir aux desseins pernicieux du Roi, que le Roi peut faire assembler, qui s'attribueront le nom de Parlement: Nous nous appercevons bien du danger où nous étions à l'égard de la Liberté & de nostre Religion, & du Gouvernement, lors que nous vîmes que Sa Majesté d'aujourd'hui declara que le feu Roi estoit Papiste; mais nous voyons qu'avec tous leurs secrets Conseils reunis, ils n'avoient pas été capables d'empêcher que nous ne fissions quelques Loix pour la sùreté des Protestans en excluant les Papistes de nos Parlemens & de tous les Emplois, & nous esperons que la vie de nostre Roi ne seroit pas assez longue pour renverser par degrez

com.

ANNO 1688. comme ils avoient commencé, les fondemens de nostre Gouvernement Civil, ni étendre la belle lumiere des veritez Chrétiennes, dont nous faisons profession, & nous étions assurés que Vos Alteffes étoient parfaitement éclairés dans les Doctrines de la Religion Protestante, & dans toutes les Vertitez Royales & Chrétiennes & dignes d'occuper le Throne du Monde le plus élevé.

C'est pourquoi nous nous exhortons les uns les autres à souffrir avec patience tous les attentats de Sa Majesté contre nos Loix & Libertés, esperans que Vos Alteffes nous en delivreroient heureusement dans peu de tems à la confusion éternelle des desseins Papistiques formés contre nostre Gouvernement & nostre Religion, & pour delivrer tant de glorieux Martyrs, & Confesseurs qui gemissent dans tous les Etats de l'Europe.

Mais comme Vos Alteffes étoient les plus grands objets de nos esperances temporelles; aussi la pensée qu'avoient les Papistes de la succession de Son Alteffé Royale à la Couronne jointe aux vertus de Vотре Alteffé & à sa proesse & vaillance dans la guerre, étoient un sujet de terreur & de crainte à tous les Conseils Papistiques de l'Europe, c'est pourquoi ils ont eu recours à diverses deliberations; ils ont quelquefois proposé en vertu de l'Autorité du Roi avec celle du Parlement de lier Vos Alteffes sous les noms trompeurs de Liberté de Conscience & de grande Charte, quand elles viendroient à la Couronne, de les lier, dis-je, par des conditions pareilles à celles qui furent obtenues dans le Parlement dans les affaires de la Reyne Marie & Elizabeth, qu'ils esperoient encore de renforcer en mettant les Papistes en possession des forces & de l'Autorité du Royaume, qui seroient joints à toute la puissance du Roi de France, en sorte que Vos Alteffes ne peussent être admises paisiblement au trône, à moins que vous ne vous soumettiez aux Papistes & dépendiez d'eux, & des Conditions qu'ils voudroient vous imposer; Mais ils trouveront beaucoup plus de difficulté qu'ils ne s'étoient imaginés au commencement, à obtenir un Parlement qui voulût se joindre à Sa Majesté dans un semblable Projet contre Vos Alteffes, c'est ce qui fut cause que quelques-uns des Papistes les plus circonspects qui avoient des biens considerables, ne purent supporter la proposition d'employer la force d'une Armée mercenaire & la puissance de France pour faire violence à l'Heritiere de la Couronne, & ils proposerent que Sa Majesté devoit plutôt se servir de la force du Pouvoir paternel envers Madame la Princesse, & employer tous les arguments tirés de son propre intérêt, pour la porter ou à changer de sentimens pour la Religion, ou au moins à avoir des sentimens modérés à cet égard, & à la faire inciter à consentir à ce qu'ils eussent une entiere Liberté. Que si ces moyens étoient inutiles, qu'enfin Vos Alteffes se laisseroient aller à donner leur consentement à la Declaration de Sa Majesté pour la Liberté de Conscience, & qu'Elles concourroient à demander avec lui au Parlement la Revocation des Loix penales, & du Test. On s'imaginait, que l'on pourroit persuader à Vos Alteffes, que les Loix dont Sa Majesté vouloit dispenser, n'étoient que deux ou trois Loix faites contre ces Protestans Nonconformistes qui s'assembloient dans leurs Conventuelles, & quelques Loix faites depuis la Reformation, pour obliger seulement les Papistes par de grandes severités à aller à l'Eglise, & pour éloigner les Prêtres du Roiaume, & on esperoit que la tendresse generale de Vos Alteffes envers tous les Chrétiens, & le grand penchant qu'Elles ont pour la Liberté des Consciences, les auroit portés sans un plus grand Examen à condescendre à la Requête de Sa Majesté.

On croyoit que Vos Alteffes ne s'informerioient jamais des Loix Penales qui avoient été établies par les anciens Papistes, il y a plusieurs centaines d'années, contre les usurpations horribles de l'Eglise Romaine sur les Droits de la Couronne & du Royaume, par lesquelles ils avoient apavri, réduit en esclavage, & presque ruiné le Roiaume: On croyoit aussi que Vos Alteffes ne s'apercevraient point que le Roi avoit rouvert la porte pour faire revenir toutes ces méchantes pratiques de l'Eglise Romaine, & que la Revocation de ces Loix les rétablirait.

On supposoit que Vos Alteffes ne savoient pas que les Loix penales contiennoient quantité de Declarations des plus antiques que l'on puisse trouver dans

TOM. VII. PART. II.

tous les Memoires, touchant les Droits de la Couronne d'Angleterre, la forme & Constitution de nostre Gouvernement, & les Droits & Libertés des Sujets. Les pretensions de la Cour de Rome, son usurpation & les abus & oppressions insupportables ayant forcé les Rois & les Parlemens à faire ces Declarations qui sont des Témoignages anciens des Droits Hereditaires des Princes & des Peuples & qui sont d'un prix inestimable.

On s'imaginait, que Vos Alteffes ne penetraient point dans les consequences d'une Revocation generale des Loix penales, laquelle en confirmant la Declaration de Sa Majesté, comme il le propose, auroit été l'établissement le plus parfait & le plus absolu du Papisme que l'Eglise Romaine puisse souhaiter. Tous les Canons & les Loix de l'Eglise Romaine auroient eu alors la même force, qu'elles avoient il y a cinq cens ans, & son Autorité & Jurisdiction sur nos personnes & sur nos biens, seroient établies & approuvées par les Parlemens, tout de même qu'elles l'étoient par cy-devant. Cette partie de la *Magna Charta* même sera abolie, qui établit des peines contre ceux qui se laissent séduire par les Prêtres pour donner leurs Terres aux Maisons Religieuses.

On s'assuroit tellement de pouvoir tromper Vos Alteffes, & d'obtenir leur consentement pour l'Abolition des Loix penales, que les Prêtres faisoient courir le bruit que vous y aviez consenti, & que vous vous entendiez bien avec Sa Majesté sur cela; un méchant Jesuite avoit l'impudence d'en parler tout bas comme d'un Secret, & de dire que leur dessein general ne pouvoit manquer, puisqu'ils étoient assurés secretement que le Prince d'Orange y concourroit quand il seroit tems de se declarer.

Nous étions bien assurés de la fausseté de ces bruits, parce que quelques-uns de nous savoient les vains efforts que l'on faisoit pour cela auprès de vous par l'ordre de Sa Majesté. Et nous fumes fort surpris quand un de nos Amis à Whitehal dit à l'un de nous vers la fin du mois d'Aoust dernier, que les bruits que l'on avoit repandus, que Vos Alteffes convenoient sur ce fait avec Sa Majesté, s'étoient tout d'un coup évaporés, & qu'il avoit ouï un murmure de gens qui disoient avec beaucoup de deuil, que Vos Alteffes étoient obstinées en leurs erreurs, qu'Elles voulaient gagner l'affection de l'Eglise Anglicane, & qu'ils ne voulaient plus penser à Vous, mais que Vous vous en repentiriez.

Un petit nombre d'entre nous qui conféroient souvent ensemble, conclurent que le Roi avoit changé de mesures. Mais ils ne pouvoient s'imaginer ce que l'on pourroit proposer à un Parlement au lieu du consentement d'un Successeur Protestant, pour l'obliger à revoquer les Loix Penales, selon le desir de Sa Majesté. Peu de tems après nous entendimes dire tout bas que la Reine étoit grosse, & les Papistes commencèrent à en triompher, & les Prêtres à dire impudemment, que cela éloigneroit Son Alteffé Royale de la Succession, quand même ce seroit une Fille, & affirmoient avec autant d'ignorance que d'impudence que si la Reine avoit une Fille qui fut née après l'avènement du Roi à la Couronne, elle devroit succéder devant une Fille née pendant qu'il n'étoit que Duc; mais il n'y avoit que les Papistes qui ajoutassent foi aux bruits de sa grossesse, & la Fable de la Requête de la Duchesse de Modene au Ciel ou dans le Purgatoire, & de Notre Dame de Lorette qui lui aidait à concevoir un Fils pour l'occasion presente, portoit tous ceux qui n'étoient pas Papistes à croire que c'étoit une pure invention des Prêtres, quelque chose qui en pût arriver.

Les contes qu'on en faisoit marquoient que cette histoire étoit forgée au même coin que les Legendes, & c'étoit un sujet de rîlee parmi le Peuple, & propre pour les Lardons des Poëtes, & pour leurs Satyres, qui étoient si communes qu'elles paroissoient à Whitehal même; & il ne faut pas douter qu'elles ne parvinssent aux oreilles de Sa Majesté & de la plupart de la Cour. Les Protestans les plus judicieux comprirent d'abord qu'on avoit dessein de supposer un Fils pour rabaisser la grande reputation & la puissance de Vos Alteffes, tous les Protestans de l'Europe jettans avec raison leurs yeux sur Son Alteffé Royale, comme étant presomptive Heritiere de la Couronne d'Angleterre, & Vотре Alteffé devant être à tous égards un Chefres-propre pour le Parti Protestant contre le dessein general des Papistes.

Aa

Ils

ANNO 1688.

ANNO
1688.

Ils jugeoient que cette pratique étoit nécessaire pour maintenir la gloire & la terreur du Roi de France, contre la grande réputation de Vos Alteſſes & la grande idée qu'on en avoit, qui s'augmentoient par l'Expectation de la Couronne d'Angleterre. Tout le monde ſait, qu'il craint que Vous ne redemandiez & recouvriez vos Droits, & ne les attachiez des mains de ſon injuſtice & de ſa violence, & que vous ne ſoiez le Protecteur du Parti Proteſtant dans toute l'Europe contre ſes deſſeins languinaires & tyranniques.

Il ſait que ſi Son Alteſſe Royale ſuccède à la Couronne d'Angleterre, il ſera incontinent hors d'état de pourſuivre ſes cruels deſſeins contre les Proteſtans des autres Païs, & qu'à peine pourra-t-il même ſe ſoutenir & continuer ſon triomſe ſur ſes miſérables Sujets.

La ſeule Expectation où l'on a été pendant huit ou neuf mois que la Reine pourroit accoucher d'un Fils, étoit fort avantageuſe aux Papiſtes, quand même le tour leur auroit manqué à la fin par quelque accident ſâcheux; car il ſuſpendoit pour un temps toutes les eſperances que tous les Proteſtans avoient conceues de Vos Alteſſes. Cela relevoit les eſperances de tous les Papiſtes, & les faiſoit déjà triompher, fortiſoit les mains & les courages des Papiſtes Anglois pour leur faire pourſuivre leur deſſein avec vigueur; cela attirait les Proteſtans mercenaires & ſervant au temps, à embrâſer leur parti, & portoit pluſieurs des foibles Nonconformiſtes à croire qu'il y auroit une Succeſſion de Princes Papiſtes, & qu'ils ne devoient attendre que d'eux la Liberté de Conſcience, & concluient qu'aïnſi ils devoient ſervir à leurs deſſeins.

Quand nous voyions les railleries que tout le monde faiſoit ſur le gros ventre de la Reine, & les triftes penſées qu'avoient ſur cela les plus judicieux, qui craignoient avec raiſon que pour appuyer le deſſein des Papiſtes, on n'impoſât au Royaume un Fils ſuppoſé, nous reſolûmes d'obſerver les commencemens, le progrès, & la fin de l'impoſture, autant que nous pouvions en être informez. & nous reconnûmes d'abord que leurs Prêtres étoient les premiers qui répondoient cela par tout, & qui aſſuroient ſans balancer que c'étoit une vérité incontestable, & ne faiſoient pas difficulté de dire que la Reine étoit groſſe d'un Fils, qui ne manqueroit pas d'achever l'établiſſement de leur Eglise en Angleterre, auſſi aſſurément comme ſ'ils avoient vu le *Fœtus* parfaitement formé dans ſon ventre, ou plutôt comme ſ'ils avoient été complices du deſſein de la ſuppoſition d'un enfant, & qu'ils euſſent eu leur part en cette conduite.

Leurs manieres de parler & de ſe vanter augmentèrent le ſoupçon que nous en avions. Nous favons que cette engeance de Prêtres eſt capable des plus grandes mechancetés pour le ſervice de leur Eglise, & qu'ils ſe ſont toujours rendus fameux en toutes ſortes d'impoſtures & de fourberies. Ils ont une fois fabriqué un *Evangelie Eternel*, comme ils l'appelloient, pour avancer les Ordres des Moines mendians; & ſi nous en croyons quelques uns d'entr'eux, ils ont dans les riches Convents un Pere *Tiſſier*, pour faire des Titres, afin d'avoir les champs de leur voiſin qui touchent aux leurs, lors qu'ils en ont envie. Ces mêmes Prêtres en pareille occaſion ſuppoſerent que la Reine Marie étoit groſſe, afin de produire un Heritier poſtiche qui auroit avancé leurs intereſts, & on en triomphoit autant à Rome, & on y faiſoit autant de prieres ſolemnelles pour cet Enfant, auſſi bien que dans les autres Païs Papiſtes, comme l'on en a fait en cette dernière occaſion; mais leur deſſein échoua malheureusement lors que l'on attendoit ſa oſcivrance, & leurs joyes & leurs Oraisons s'évanouirent en fumée.

Quelques uns de ces Prêtres furent les Agents de l'imitation cruelle & dénaturée du Roi Richard troiſième. Un Prêtre prêcha à la Croix de Saint Paul, que le Roi Edouard IV. un Frere ainé, duquel le Roi Richard avoit maſſacré le Fils, étoit un bâzard, & non le Fils légitime de Richard Duc d'York, & que Richard étoit le véritable Fils légitime, & avoit été pendant un long-temps privé injuſtement de la Couronne qui lui appartenoit.

C'eſtoit par l'invention & par la pratique d'un Prêtre que *Laurent Sumel* Fils d'un Boulanger, s'éleva contre le Roi Henri VII. ſuppoſant qu'il étoit Comte de Warwick, & fut proclamé Roi en Yrlande, & mar-

cha en Angleterre avec une bonne Armée pour maintenir ſes prétentions. Et ce fut auſſi par le conſeil du même qu'une autre perſonne ſuppoſée, nommé *Perkin Warbeck*, ſur propoſé contre le même Henri VII. par Marguerite Duchèſſe de Bourgoigne, qui ſuppoſoit que c'étoit Richard le Fils puîné d'Edouard IV. & forma un ſi conſidérable parti en Irlande, & fut ſi bien reçu & aſſiſté en Ecoſſe, qu'il penſa emporter la Couronne. Et nous ne pouvions pas oublier l'impoſture que les Jeſuites ont pratiquée ces derniers temps pour procurer un Heritier à une Couronne qui eſt devenu leur principal appui dans l'Europe.

Le ſouvenir de ces fraudes & de pluſieurs autres des Prêtres Papiſtes, pour changer les Succeſſions des Couronnes, afin de ſervir leur Eglise, joint à l'application qu'ils faiſoient paroître de préoccuper les Eſprits du Peuple de l'opinion de la groſſeſſe de la Reine, & que c'étoit d'un Fils, dans un temps qu'il étoit naturellement impoſſible de connoître ſi elle étoit groſſe en effet, tout cela, diſ-je, mis enſemble, confirmoit le ſoupçon que nous avions qu'ils jouoient leur rollet, & qu'on avoit reſolu de nous donner pour Prince de Galles un Enfant ſuppoſé, comme les bruits publics l'aſſuroient hautement.

Les Recueils & Remarques que nous avons faites depuis ſur les choſes qui ſont arrivées pendant la groſſeſſe ſuppoſée de la Reine, & ſur ſon prétendu accouchement d'un Fils, nous ont rendu la choſe ſi claire, que ce ne ſont plus des ſoupçons que nous en avons, mais nous concluons & croyons fermement que ce prétendu Prince de Galles n'eſt qu'un Enfant ſuppoſé, & nous croyons qu'il eſt de notre devoir envers Vos Alteſſes, envers notre Patrie, & envers tous les Proteſtans, puis que cet Enfant leur eſt contraire à tous, de vous repréſenter les remarques que nous avons faites ſur toute l'affaire, pluſieurs d'entre nous ayant été ſur la fin fort près de la Cour pendant que cette Comédie s'eſt jouée.

Nous demandons tres-humblement permiſſion à Vos Alteſſes de leur repréſenter, qu'avant que nous puiffions avancer d'une maniere convainquante les faits particuliers, & les circonſtances que nous avons obſervées ſur ce ſujet, il eſt néceſſaire que nous prouvions la vérité de quelques Conclusions generales tirées des preuves & temoignages que nous pouvons faire faire un droit jugement de ce Prince ſuppoſé, & ſi Vos Alteſſes ſont pleinement convaincus de la vérité de ces Conclusions, deſquelles nous ne pouvons douter, elles pourront enſuite d'Elles-mêmes voir tres-clairement, ſans autre enquête, qu'on ne peut pas croire, ſelon aucunes regles de Juſtice ni de Droit, que ce Prince de Galles ſoit né de la Reine.

La première Conclusion certaine qu'il faut avoir devant les yeux eſt celle-ci: c'eſt que par les regles univerſelles de la Juſtice & de l'Equité, l'Enfant de notre Reine, qui devoit être Heritier de la Couronne des trois Royaumes, & exclure l'Heritiere preſomptive & les autres Princes & Princeſſes du Sang qui y pouvoient prétendre; cet Enfant, diſ-je, devoit naître d'une maniere à ne laiſſer aucun doute qu'il ne fût véritablement de la Reine, en préſence d'un grand nombre de témoins non ſuſpects, d'une Reputation ſans tache, & dont on ne pût ſoupçonner la bonne foy, & tels que les demandoit une occaſion d'une ſi grande importance, afin que les Preuves de cette Naiffance ne peuffent être raiſonnablement conteſtées ou revoquées en doute ny en Angleterre ny dans aucun autre Etat.

Un Fils de la Reine entre au moment de ſa Naiffance dans les Droits de Son Alteſſe Royale Madame la Princeſſe; Elle perd par là, le Droit immédiat qu'Elle a à la Couronne, & il n'y a point de Regles dans la Juſtice, ny dans les Droits du Gouvernement Civil qui permette à qui que ce ſoit d'entrer en poſſeſſion d'un Droit, ou qui exclue un autre des Droits que la Loy lui donne, ſans de ſuffiſantes preuves qu'il a un Droit plus grand que l'autre.

Nos Loix d'Angleterre, & les Statuts particuliers du Royaume ſont ſur ce ſujet, ne veulent pas qu'on entre dans le Droit légal d'un autre, & ne le ſont pas deſcendre de la volonté du Roi ou d'aucun Sujet. Ce procédeſt détruit abſolument la Propriété, diſſout tout le Gouvernement Civil, & renverſe le Droit naturel. Et lors qu'une perſonne entre dans le Droit d'un autre ſans donner une pleine & claire juſtification qu'elle a de plus grands & de meilleurs Droits, c'eſt directement

ANNO
1688.

ANNO contre les Loix éternelles de la justice que Dieu a éta-
1688. blie parmi les hommes.

Sur ces fondemens infailibles nous établissons notre Conclusion, & disons qu'il faut que ceux qui prétendent que le prétendu Prince de Galles est né de la Reine, le justifient d'une manière si claire & si évidente qu'elle soit au dessus de toute contradiction, qu'ils y sont obligés par les Loix d'Angleterre, par celles de la Justice Civile, & du Gouvernement, & par les Loix de Dieu; & qu'avant que ses Patrons le puissent faire entrer en possession des Droits de Son Altesse Royale qui est par les Loix reconnu l'Héritière la plus proche de la Couronne, ils doivent justifier à l'Angleterre & à toute l'Europe qu'il est véritablement le Fils de la Reine.

C'est une Coutume établie dans tous les Royaumes du monde qui sont Héritaires, que quand les Princes viennent au monde, les Princes du Sang y sont présents; les principaux du Clergé & de l'Etat, les Ambassadeurs & les Ministres des Princes Etrangers s'y trouvent aussi, afin que tout le monde sache qu'ils sont Héritiers, & qu'on ne puisse contester leur Droit. Et quand on prétend à un Droit de quelque sorte qu'il soit, purement en vertu de la Naissance, ceux qui le prétendent sont obligés de prouver leur Naissance des personnes dont ils se disent Héritiers, sans quoy ils sont évincés de leurs demandes. Pour les personnes du commun il n'est pas à la vérité nécessaire de témoignages si expres & si clairs, & la justice ne le requiert pas. Les choses varient selon les circonstances, & ce qui pourroit suffire pour justifier la Naissance d'un particulier pour justifier la Naissance d'un autre. Mais la naissance du prétendu Prince de Galles demandoit nécessairement à cause des circonstances d'être pleinement justifiée, & par un si grand nombre de Témoins qu'on n'en pût avoir le moindre doute. Car toutes les circonstances de cette Naissance prétendue étoient tout à fait extraordinaires.

On étoit généralement persuadé que la Reine, à cause de ses maladies & de ses infirmités, étoit hors d'état d'avoir des enfans, qui pussent vivre. Le fameux Docteur Willis étoit de ce sentiment, & s'en étoit expliqué à l'occasion d'un enfant que la Reine eut dans un tems qu'elle étoit encore beaucoup plus forte qu'elle n'est à présent, car il disoit qu'il y avoit *mala femina vixit*, cela a été confirmé par l'expérience de plusieurs années.

Il est notoire que dans tout le Royaume, quoy que le Roi & la Reine aient pu dire pour persuader cette Grossesse, & qu'on ait ordonné des prières pour cela, il n'y a pas eu de deux cens personnes, une qui l'ait crû.

Elle n'a pas été plus crûe dans les autres Pays Protestans qu'en Angleterre, & il a couru par tout des Ecrits qui ont publié que tout ce qu'on debitoit de la Reine n'étoit qu'un artifice des Jésuites, qui pour encourager les Catholiques, & faire des prosélites, les voulaient flatter de l'espérance d'un Successeur Papiste.

Il étoit de notoriété publique que dans la plupart du Royaume, on soupçonnoit fort le Party Papiste, d'avoir dessein de supposer un Prince de Galles.

Il y avoit encore des circonstances sur la naissance de ce Prince supposé, qui étoient d'une autre sorte, & qui n'étoient pas moins importantes. On tenoit généralement que la sûreté ou le danger de la Religion Protestante, non seulement en Angleterre, mais dans tous les Royaumes & les Etats de l'Europe, dépendoient de-là.

La Naissance de ce Prince étoit à plusieurs Princes & Princesses l'apparence qu'ils pouvoient avoir part à la Couronne, & exposoit l'Angleterre au danger d'avoir un Roi enfant, & de se voir effectivement assujéti sous la domination de Rome.

Toutes ces circonstances qui se trouvoient en la naissance du supposé Prince de Galles, étant en si grand nombre & si importantes qu'il ne s'en est peut-être jamais rencontré de semblables en la Naissance d'aucun Prince. Il est clair que dans cette occasion, le Droit Naturel, commun à toutes les Nations, & les Loix, & les Coutumes d'Angleterre voulaient qu'on eût des Preuves incontestables que ce Prince étoit véritablement le fruit de la Reine, & que cette Naissance se fût faite d'une manière si publique & si notoire qu'elle ne put pas laisser le moindre lieu à la défiance, &

TOM. VII. PART. II.

aux soupçons, & qu'elle eût assoupi & éteint tous les ANNO
bruits qui s'étoient répandus près & loin à son préjudice, & fait évanouir tous les fâcheux préjugés qu'on en ANNO
avoit eu. 1688.

La Justice, les Loix, & la Prudence demandoient nécessairement des Preuves telles que nous les avons représentées dans notre précédente Conclusion.

Il falloit le témoignage de personnes qui en eussent une certaine connoissance. Il falloit qu'il y eut des femmes présentes qui pussent attester avoir vu sortir cet enfant du ventre, qui l'eussent mis aussi-tôt entre les mains des hommes, & qui le leur eussent fait voir avec toutes les marques ordinaires d'un enfant naissant, & qui sort immédiatement du ventre de sa Mere; qu'en un mot on l'eût fait voir tout nud & en l'état que se trouve un enfant au moment de sa naissance, & avec toutes les marques visibles & inseparables d'un enfant nouveau né. Circonstances qu'on observe toujours en France en la naissance des Princes du Sang, quoy qu'éloignés de la Couronne.

Que les Témoins soient propres à témoigner de faits si importants, & dans la qualité qui répond à la grandeur des personnes & des choses dont il est question, & des conséquences qui en peuvent suivre. La lumière de la Nature nous découvre l'équité des Loix Romaines qui veulent que le mariage & la naissance des enfans soient attestés par des témoins irréprochables & dignes de foy. La plupart de ceux qui ont écrit sur les Loix se servent de ces termes, *Matrimonium & filiationem qui asserunt, debent probare per testes idoneos omni exceptione majores*, c'est-à-dire, que ceux qui assurent qu'un Mariage s'est fait, ou qu'un enfant en est né, le doivent faire voir par de bons témoins, & sans reproche. Il en falloit de tels en cette occasion icy, & contre qui ni les Anglois ni les Etrangers n'eussent rien à dire.

Que les témoins de l'un & l'autre Sexe aient l'âge competent, que les femmes soient des personnes graves & modestes, dignes de foy, & propres à se concilier le respect des personnes de qualité, à qui elles sont obligées inévitablement d'exposer les ouvrages de la nature nuement & sans détour.

Il est aussi nécessaire qu'elles aient une connoissance suffisante de la grosseffe des femmes, qu'elles sachent par expérience & de quelle manière les femmes se trouvent dans le moment de leur travail, & après quels sont aussi les symptômes & les accidens, où sont sujettes les femmes pendant le tems de leur grosseffe, jusques à ce que les neuf mois soient expirés, & que le terme de leur accouchement soit venu; qu'elles sachent aussi connoître si un enfant est à terme ou non. Il faut nécessairement que les témoins aient une connoissance exacte de tout cela, ou qu'ils en aient été pleinement instruits & informés par des personnes fides & d'expérience, que le Royaume soit assuré qu'on ne leur peut avoir imposé, & fait illusion, en leur faisant croire que le Prince prétendu est né de la Reine, quoy qu'il ne le fut pas en effet.

Les regles generales de notre Droit Canon portent que les Témoins doivent être des personnes connus dans le Royaume, que leurs personnes, leur nom, leur profession, leurs emplois soient connus. Nos Loix fondamentales ont ordonné que les matieres de fait soient décidées par les Jurés du Voisinage où les faits sont arrivés; que les Témoins soient connus aux Jurés, & quand on produit des témoins inconnus au Voisinage, la chose demeure suspecte, & est sujette à de grands soupçons, à moins qu'ils ne fassent clairement connoître aux Jurés, qu'ils ont plus de connoissance de la chose que ceux qui sont sur les lieux.

Les Raisons de notre Loy sont en cela d'une force invincible dans le cas du Prince supposé: Il est évident que les Témoins de sa naissance doivent être des personnes connus de tout le monde, sur la connoissance, la fidélité, & la bonne foi de qui tout le Royaume, & toute la Chrétienté puisse se reposer dans un sujet de cette importance. Il ne faut pas s'imaginer que dans cette affaire des personnes obscures & inconnues, & dont on n'avoit jamais ouï parler en ce Royaume ni ailleurs, & particulièrement des Etrangers sans nom, comme des François, Italiens ou autres, pussent être des Témoins competents. Et si on considère les Circonstances, il est évident que le témoignage prétendu doit être rejeté; & si on s'en sert, c'est un préjugé de l'injustice de leurs prétentions, veu que l'on avoit un Royaume entier, outre plusieurs personnes éminentes,

ANNO
1688.

les Ministres des Princes & des Etats étrangers, desquels on pouvoit choisir facilement des Témoins non suspects, & dont le témoignage n'auroit pu être revoué en doute, & c'étoit une nécessité de le faire d'autant plus indispensablement que le Roi & toute sa Cour favoient fort bien, que la grossièreté de la Reine étoit généralement revouée en doute, tant en Angleterre que dans les Pais étrangers.

Les Témoins de la Naissance du prétendu Prince de Galles devoient être ou des personnes considérables dans l'ordre Ecclesiastique, comme sont les Archevêques & les Evêques, ou parmi la Noblesse, comme sont les Seigneurs de la première Qualité en Angleterre, ou enfin il falloit qu'ils fussent des gens d'un mérite extraordinaire, & qui eussent possédé les plus grandes Charges du Royaume.

Nos Loix nous ordonnent d'examiner les Témoins en chaque cas particulier d'une manière du monde la plus déintéressée, & sans avoir égard à personne, & veulent que nous pensions avec attention toutes les circonstances du fait, & du témoin, comme la capacité & tout ce qu'il avance pour prouver ce qu'il dépose. Mais quoique nos Loix ne supposent pas que la sincérité soit indispensablement attachée à la qualité des personnes, néanmoins elles ne laissent pas d'avoir des égards encore beaucoup plus particuliers pour des personnes illustres en naissance, & considérables dans le Royaume, par la grande quantité des biens qu'elles y possèdent; & en effet on doit préférer leurs témoignages aux dépositions des gens d'une éducation basse, & à qui d'ailleurs la pauvreté impose comme une nécessité absolue de suivre aveuglément la volonté d'autrui.

Mais puis qu'on peut connaître avec la même facilité les circonstances, & les qualités des témoins, soit qu'ils soient d'un ordre relevé, soit qu'ils ne le soient pas; c'est avec raison que nos Loix ajoutent plus de foi à ceux qui sont distingués par leur Noblesse, & par les grandes Charges qu'on leur a confiées; c'est aussi pour cette raison qu'elles ne veulent point d'autres Témoins pour prouver un fait aussi important que l'est la naissance d'un Prince: car à moins d'en être assuré, on pourroit toujours douter du vray Successeur de la Couronne; on pourroit exclure le vray Héritier, & luy substituer un autre qui ne fut qu'un Héritier supposé.

Et puisque nos Loix supposent que les gens de haute Qualité ont plus d'égard que les autres à leur réputation, & plus de tendresse même pour les matières de conscience, il ne faut pas s'étonner si on se contente d'une Protestation faite par une personne de qualité, sur son honneur, au lieu qu'on exige des autres un serment positif: d'icy vient que les simples déclarations des personnes de qualité de la naissance d'un Prince ont toujours passé en Angleterre pour des preuves certaines du fait.

On peut encore ajouter d'autres raisons pour lesquelles nos Loix nous obligent de donner plus de crédit aux témoignages des personnes de qualité; c'est que les gens de qualité conversent plus souvent avec le Roi & la Reine que les gens d'une qualité inférieure.

Ces Dames du premier ordre ne gardent pas toutes les mesures que les autres garderont; elles s'approchent hardiment de la Reine en ses couches, pour être les Témoins oculaires de la naissance d'un Prince, qu'elles peuvent considérer de si près qu'il est impossible qu'on les trompe par un enfant supposé. Et on ne doit pas s'imaginer, qu'on les puisse corrompre par argent ou autrement, pour trahir leurs propres intérêts, & ceux de leur Patrie en se déclarant pour un Prince supposé.

On peut juger par tout ce que je viens de dire que si les témoins de la Naissance d'un Prince Anglois doivent être d'une qualité relevée, on y devoit avoir un égard tout particulier dans la présente conjoncture des affaires, je veux dire dans le cas présent d'un Prince supposé. Depuis le premier établissement de cette Monarchie on ne se vit jamais dans une nécessité si pressante qu'à présent, de fermer la bouche à tout le monde pour faire voir à tous les Sujets du Roi, qui ont tant de raison d'être jaloux de ce qui s'est passé à la naissance du prétendu Prince, qu'on avoit choisi des témoins, propres pour déterminer, & pour nous persuader qu'en effet le Prince d'aujourd'hui est né de la Reine. Il falloit de plus qu'il y eut eu un tel nombre de Témoins qualifiés, de la manière que

nous venons d'insinuer, qu'il eût été impossible à qui nous venons d'entretenir la moindre pensée d'une imposture.

ANNO
1688.

Si cette exactitude a été toujours jugée nécessaire à la Naissance des Princes, on a raison de s'étonner qu'on l'a négligée en cette conjoncture, ou plutôt on a tout sujet de croire qu'on l'a négligée à dessein, & pour une fin peu honnête, puis qu'on savoit assez les appréhensions qu'on avoit par tout d'une imposture, pour exclure par là la véritable Héritière de la Couronne.

La Cour savoit assez les qualités des Témoins nécessaires dans une affaire de cette nature, & il ne tenoit qu'à elle d'y appeler un tel nombre qu'on n'auroit pu douter du fait, puisqu'elle ne pouvoit pas ignorer les conséquences d'une conduite toute contraire.

Les anciennes Loix Romaines pour prévenir l'exclusion du véritable Héritier, quand un enfant devoit naître après la mort de son Pere, donnoient trente jours à l'Héritier, & à tous ceux qui y prétendoient quelque intérêt, pour envoyer des femmes qui seroient des Témoins oculaires de la Naissance de l'Enfant, qui devoit être l'Héritier. Les intéressés selon la Loi ne pouvoient envoyer que cinq femmes libres; & la femme qui devoit accoucher avoit droit d'en choisir autant: de sorte que le nombre des Témoins ne passoit pas celui de dix, outre deux Sages-Femmes, & autant de Servantes qui n'avoient pas cette qualité.

On regardoit cette Loi dans l'Empire comme une Loi fondée sur la Nature même, & quoique les Loix d'Angleterre ne nous ordonnent pas d'avoir un certain nombre d'amis présent à la naissance d'un enfant qui doit être Héritier, la Coutume néanmoins nous l'ordonne, puisqu'on ne manque pas d'inviter les Intéressés, & un bon nombre d'amis à la naissance d'un Héritier.

Cette pratique n'est pas une simple faveur, mais un Droit: puisque tout homme qui a quelque Droit à ce qu'un autre possède, le doit faire voir, & doit prouver le fait par un tel nombre de Témoins que la Cour de Justice n'en puisse plus douter. Mais ce nombre de Témoins doit être plus grand ou plus petit, selon la jalousie qu'on a de la vérité du fait.

Ainsi toutes nos Loix, & les Raisons sur lesquelles elles sont fondées, regardent évidemment le cas présent d'un Prince supposé, puis qu'on avoit raison de soupçonner qu'on avoit dessein de nous supposer un Héritier à la Couronne, d'autant plus que le bruit en étoit répandu par tout, & qu'on n'en donna aucun avis à la Princesse intéressée en cette affaire. Selon nos Coutumes dans un pareil cas on ne doit pas croire un petit nombre de Témoins, parce que le Roi qui prétend que l'Enfant étoit né de la Reine devoit appeler tant de Témoins qu'on ne pût plus douter de la chose; je veux dire de la naissance du prétendu Prince.

Il est certain que par nostre Loy commune il faut plus de Témoins de la Naissance d'un Prince Héritier d'un Royaume, que d'un Sujet Héritier des biens d'un particulier. Mais pour nous faire accroire que ce prétendu Prince de Galles étoit véritablement né de la Reine, il nous falloit produire un plus grand nombre des Témoins que jamais; il falloit produire des Témoins intéressés, & de la première qualité, afin qu'on put voir clairement qu'il étoit impossible que tant d'eux se trompassent en prenant pour enfant de la Reine celui qui ne l'étoit pas.

Je dis plus, on devoit appeler des Témoins connus des Peuples, & de différentes Provinces du Royaume, sans oublier même les Ministres étrangers, selon la Coutume, pour ôter toute sorte de soupçon au Peuple qui ne s'imagineroit pas que tant de gens de Qualité voudroient, ou pourroient même se tromper dans une matière de fait de cette nature; disons donc sans crainte de nous tromper, puis qu'on ne peut s'imaginer pour quelle raison le Roy n'a pas appelé à la naissance du prétendu Prince de Galles un nombre suffisant de Témoins qualifiés, pour mettre la chose hors de doute, luy qui savoit assez, que le bruit étoit par tout répandu que la conception de la Reine étoit fabuleuse, disons, dis-je, qu'on ne peut avec justice obliger ni Votre Altesse, ni les Anglois, ni les Etrangers, à croire que le prétendu Prince de Galles soit né de la Reine.

Com-

ANNO
1688.

Comme la *Loi Commune* d'Angleterre nous marque les qualités des Témoins qu'on doit croire en toutes les différentes matieres de fait, elle nous decouvre aussi quels Témoins on doit rejeter : si donc ceux qu'on dit avoir esté presens à la naissance de ce pretendu Prince, ne sont pas des témoins qualifiés, & qu'on doit croire dans aucune Cour de Justice, votre Altesse ne doit faire aucun fond sur ce qu'ils diront du fait dont il s'agit : Et pour vous donner toute la satisfaction que vous pouvez souhaiter en cette matiere, je vous feray voir par les regles de nostre *Loi Commune* qu'on ne doit pas écouter les Témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles.

Premierement nos Loix ne veulent pas qu'on admette dans le cas dont il est question pour témoins ceux qui ont reçu de l'argent ou aucune recompense de quelque nature qu'elle puisse estre pour aucun service rendu directement ou indirectement à la naissance de l'enfant, & si celui qui donne son témoignage n'ose jurer qu'il n'a reçu aucune recompense pour obliger à parler, il est aussi-tôt considéré comme un homme gagné, & qu'on ne doit pas écouter.

Nos Loix ne veulent pas qu'on reçoive pour témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles ceux qui esperent d'estre avancés sous lui, ou à qui on a promis des emplois au cas qu'il soit reçu, & reconnu pour Prince de Galles : ceux qui ne peuvent nous assurer par serment, qu'on ne les a pas gagnés par promesse d'Emploi, ou d'autre recompense, ne sont jamais reçus pour témoins dans aucune Cour de Justice, & on ne peut agir autrement à cet égard sans renverser à même temps le premier fondement de toute Justice, & Gouvernement civil : Il nous est aussi defendu par nos Loix de recevoir, en faveur du pretendu Prince le témoignage de ceux qui seront en danger de souffrir aucune perte en decouvrant la verité du fait ; La raison de la Loy est que ces Gens là ne sont pas *sui juris*, c'est-à-dire ne sont pas libres, mais doivent se soumettre aveuglément à la volonté de ceux de qui leur fortune depend : on a donc sujet de croire qu'ils sont tous gagnés, & qu'ils n'agissent que par la crainte de quelque recompense.

D'où il est evident que tous ceux qui possèdent des charges lucratives durant *Beneplacito*, aussi longtemps seulement que le Roi le jugera à propos, ne peuvent être reçus pour témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles, parce qu'on suppose qu'ils sont retenus par la crainte ou par l'esperance, & qu'ils n'osent pas dire franchement ce qu'ils en pensent.

On ne doit pas non plus selon nos Loix recevoir pour témoins ceux qui sont les ennemis jurez de la Princeesse d'Orange, & de la Religion Protestante, parce qu'ils sont obligés par les Principes du Papiisme d'exterminer ce qu'ils appellent Heresie, & parce que l'Eglise Romaine a déjà déclaré que l'Heresie ôte à la Princeesse d'Orange, & aux Protestans tout Droit de gouverner, qu'elle suppose estre devolu aux Papistes par ce crime pretendu.

On ne peut nier que tous les Papistes ne croyent que la Princeesse d'Orange est une Heretique excommuniée, & par une suite necessaire selon leurs Principes qu'elle n'a aucun Droit à la Couronne d'Angleterre ; adjoutez à cela qu'ils se croient obligés en Conscience de faire tous leurs efforts pour empêcher qu'elle ne soit quelque jour Reine d'Angleterre. Je ne diray rien en cet endroit des Papistes Anglois qui ont tous des liaisons étroites avec le Pape, comme on peut juger par le séjour de son Nonce à Londres, & néanmoins près de deux cens ans devant Henry huitiesme par les anciens Statuts du Royaume il fut déclaré l'ennemi public de l'Angleterre.

On fait assez que les Papistes Anglois sont ennemis jurez de la Princeesse d'Orange, & par conséquent qu'ils s'opposeroient tant qu'ils pourrout à son Droit pour favoriser le pretendu Prince de Galles : on ne doit donc pas se servir de leur témoignage dans le fait dont il s'agit maintenant pour tromper le Peuple.

Adjoutez à cela que la *Loi Civile* s'accorde si parfaitement avec nostre *Loi Commune* pour rejeter le témoignage d'un ennemi dans la cause de l'ennemy même, qu'on ne le reçoit pas à l'Article de la mort, & après qu'on a reçu l'Eucharistie : c'est la decision de tous les Docteurs de la *Loi Civile* : *inimicus etiam si in articulo mortis constitutus, & accepisset Eucharistiam repellitur à Testimonio causa sui Inimici*. Je fais mention de ceci pour faire voir que non seulement les Loix

d'Angleterre rejettent les Papistes, & ordonnent qu'on ne les reçoive pas comme témoins de la naissance du pretendu Prince contre le Droit de la Princeesse d'Orange, mais que ce procedé est même approuvé par leurs propres Docteurs, & par des anciennes regles de la *Loi Civile*. Mais, Monseigneur, je ne fais mention icy que des Loix d'Angleterre, qui vous donnent tout Droit de prevenir les Conspirations des Papistes contre votre Personne. Je ne parle point en cet endroit de la sincerité des Seigneurs Catholiques en des matieres qu'il ne s'agit pas de la cause de leur Eglise à laquelle ils sont indispensablement obligés de s'attacher : Mais parce que dans le cas present il faut de necessité par leurs Principes qu'ils s'opposent au Droit de la Princeesse d'Orange, nos Loix ne permettant pas qu'on les écoute : ils ne peuvent pretendre d'estre des témoins suffisants de la naissance de ce pretendu Prince, sans renoncer à même temps au point d'honneur & à toutes les Maximes d'une bonne Conscience.

Je dis plus, que selon nos Loix la Declaration du Roi & de la Reine même en faveur du pretendu Prince de Galles, comme étant né de la Reine, ne doit pas être acceptée, quoi que nous justifiions assez ce que nous disons icy par nos Loix mêmes qui ne souffrent pas que nos Rois soient témoins en aucun cas Civil, ou Criminel, néanmoins pour d'autres raisons importantes on ne doit pas se reposer sur l'*Affirmation* du Roi touchant la naissance de ce Prince supposé : il y est trop intéressé, & depuis l'establissement du Gouvernement Civil, nul, ni Roi, ni Sujet ne doit être Témoin dans sa propre cause : car si les Princes pouvoient être Témoins, ils pourroient aussi être Juges dans leur propre cause, ce qui renverseroit le premier fondement de tout Gouvernement Civil.

En quoi je ne dis rien qui déve offenser Sa Majesté, je ne fais que simplement rapporter les Loix & les Coutumes d'Angleterre : Qui déclarent que l'*Affirmation* de Sa Majesté sur la naissance du pretendu Prince n'a aucune force : & le Roi est obligé par son Office, & par son serment de ne point contraindre les Sujets de se fier à sa parole en ce cas, non plus que sur celle de la Reine qui est renfermée dans la sienne : Et il ne peut prier le Peuple de changer leurs anciennes Coutumes, & de substituer la Parole, ou l'*Affertion* de leur Prince aux Témoins jurez selon les Loix dans les matieres de la derniere importance pour le Gouvernement.

Si la simple *Affirmation* du Roi peut faire un Prince de Galles sans le concours des Témoins qualifiés selon les Loix, toute la Monarchie Angloise seroit renversée, on deviendroit esclave, & on ne seroit plus maître de son bien : Les Loix d'Angleterre s'accordent en ce Point avec celles des autres Etats : quoi que la Loy Civile ait esté faite pour établir un Gouvernement absolu, & qu'une de ces Maximes même étoit qu'il falloit regarder la Parole du Prince comme Loy, *Principis verbum pro Lege habendum est*, néanmoins elle ne se fist jamais sur la Parole du Prince en matieres de fait qui avoient de la liaison avec les Droits du Peuple, c'est au contraire une regle generale parmi les Docteurs de la Loi Civile, en de pareils cas, *Principi indistincte non creditur*, on ne doit pas adjouter foi au Prince sans restriction dans les matieres de fait qui ont du rapport aux Interests des Sujets, établis par les Loix.

Mais ce qui est encore plus considerable, les savans dans cette Loy ont déterminé que l'*Affirmation* du Roy qu'un tel est un traître n'en est pas une preuve, *Regi fides non adhibetur si attestatur talem fuisse proditorem*. De plus s'il declare qu'il depouille un de ses Sujets de son bien pour de bonnes raisons, on ne le doit pas croire sans preuve, il faut qu'on l'escoute dans la propre defence.

Les Docteurs de la Loy Civile déclarent tous, que si le Roi dit quelque chose au préjudice d'un autre, on ne le doit pas croire, particulièrement s'il parle pour son Interests : *Quando ex Assertionis Principis ipse principaliter sentiet commodum, & Subditi incommodum, tum ipsi Principi non creditur*.

Henry sixieme, Empereur de la Germanie étoit bien persuadé de cette Doctrine, & de la Justice de cette Loy il y a 500. ans. Le bruit avoit couru que l'Imperatrice Constantia n'étoit plus en estat d'avoir des enfans, & qu'elle falloit tout ce qu'elle pouvoit pour contrefaire la femme grosse. L'Empereur ne se contenta pas de déclarer la verité du fait, il ne voulut pas

ANNO
1688.

ANNO 1688. qu'on le crut sur sa Parole, ni même l'Impératrice

Constantia, puisqu'il voulut qu'elle accouchât publiquement, & presque à la vue de toutes les Dames de la Ville: L'Enfant qu'elle mit au monde fut après choisi Empereur Frederic second du nom.

S'il étoit nécessaire, je ferois voir à votre Altesse que dans l'établissement de cette Monarchie on a pourvu que les Rois ne pussent changer la Succession, ce qu'ils pourroient aisément faire, s'il falloit se tenir à la Parole des Princes sur la naissance de leurs Enfants: si donc c'est assez pour nous faire croire que ce prétendu Prince est né de la Reine que le Roy l'a dit, la Succession seroit déjà interrompue; comme si la Succession dependoit de la volonté du Roi, & non pas des regles prescrites par les Loix.

Quand donc le Roi auroit Pouvoir de forcer le Peuple à croire sur son Témoignage la Naissance de ce Prince supposé, il est clair que selon la Justice Naturelle & les Loix d'Angleterre cela ne pourroit préjudicier à son Altesse Royale dans son Droit d'Héritière Présomptive de la Couronne.

Nous sommes persuadés que les Jésuites & autres Fauteurs de ce Prince supposé ne manqueraient pas de contester contre ces Loix, dont la force découvre & renverse leurs Impositions, & qu'ils prétendront qu'il n'est pas raisonnable de demander de Témoignage de sa Naissance, rendu par de tels témoins & de la manière, dont ils font icy représentés, sans qu'il y ait des Catholiques Romains, mais il n'y a rien que l'on puisse opposer à la raison & à la sagesse de ces Loix, & c'est une grande preuve de leur crime, qu'ils font si contraires aux Loix qui previennent les fraudes & les impositions, & qui demandent des preuves des Faits aussi clairs que le Soleil.

Les Gens de bien ne se plaignent jamais des Loix qui favorisent la Vérité & l'équité; Ces Jésuites savent bien en leur Conscience, qu'il leur eût été plus aisé de se procurer des témoins tels que nos Loix les demandent pour la Naissance d'un Prince, si la Reine en devoit véritablement accoucher, que d'en produire de pareils à ceux qu'ils avoient apportés, qui supposeroient y avoir été présents, mais d'être contents de cela sans voir le Fait, dont cependant ils devoient avoir été les témoins oculaires.

Il est incontestable que l'on pouvoit aussi aisément y faire trouver dix Personnes de Qualité Protestantes des deux Sexes avec quelques Ministres de Princes étrangers, comme d'y en faire trouver une Papiste, si l'on avoit voulu procéder droitement & fidèlement avec la Nation, d'autant plus qu'on savoit bien que tous les Protestans de l'Europe, & point du tout les Papistes souhaitoient qu'on leur donnât satisfaction sur le gros ventre de la Reine & sur ses couches, ayant un fort soupçon que ce seroit un Prince supposé; ils favoient bien que les Amis & les Parens de son Altesse Royale auroient été aussi prompts à s'y trouver qu'aucuns Catholiques, & ils n'ignoroient pas non plus que la Coutume, le Droit & la Justice Naturelle demandoient, qu'on donnât avis à son Altesse Royale plutôt qu'à aucun autre, du temps auquel on espéroit que la Reine accoucheroit, afin qu'elle eût envoyé quelques Nobles Matrones, selon qu'elle l'auroit jugé à propos, qui auroient toujours été auprès de Sa Majesté, & auroient été les témoins non suspects & au dessus de toute Exception, de la naissance du Prince: ils favoient la coutume qui étoit d'appeler les Ambassadeurs pour être présents aux couches de la Reine, ce qui étoit d'autant plus nécessaire que le bruit étoit grand dans les Pays Etrangers Protestans que l'on préparoit cette Imposition. & qu'il y avoit des Envoyez & des Ministres publics de quelques-uns d'eux, & entr'autres que les Hollandois avoient un Ambassadeur là, qui s'attendoit d'y être appelé: Ils savent que ces precautions qui auroient été une preuve indubitable de la Naissance que l'on prétendoit, n'auroient pas empêché que Sa Majesté n'eût eu auprès d'elle autant de Papistes des deux Sexes qu'elle auroit souhaité, & elle auroit pu se laisser gouverner aussi entièrement par eux seuls, si elle l'avoit ainsi souhaité, comme si ces Témoins légitimes n'y avoient pas été présents.

Les Conseillers Papistes de Sa Majesté l'abusent, s'ils lui font accroire qu'en alléguant une inadvertance, ou oubli, ou ignorance, ils puissent contenter le Royaume, au lieu des preuves que la Coutume & les Loix d'Angleterre exigent en ce cas; c'est une Regle dans notre Droit, que personne ne peut tirer avantage de

son imprudence, c'est à dire de l'omission de ce qu'il devoit avoir fait; jamais on ne reçoit dans les Cours de notre Justice de pareilles raisons, de dire que la Partie a été ignorante, ou negligente, lors qu'elle devoit connoître son devoir.

Nous nous assurons que Vos Altesse en lisant ceci seront convaincus de la vérité de nos conclusions préliminaires, laquelle on doit toujours avoir devant les yeux pour bien juger de ce Prince de Galles supposé, & pour aviser aux mesures que Vos Altesse doivent prendre, au sujet de Leurs prétensions; Nous ne doutons point que Vos Altesse ne voyent parfaitement bien ce qu'elles peuvent demander avec justice à Sa Majesté sur ce sujet, sans manquer au respect filial.

Nous pouvons de plus représenter à Vos Altesse, que de la manière dont les choses sont, Sa Majesté ne peut pas justement exiger d'Elles, qu'elles reconnoissent ce prétendu Prince de Galles. Il seroit contraire à la Justice & à nos Loix que son Altesse Royale abandonnât son Droit d'Héritière présomptive de la Couronne, pour le remettre à un Enfant, que l'on n'a point encore prouvé légitimement être issu de la Reine. C'est pourquoi nous allons représenter à Vos Altesse une seconde Conclusion, qui est d'une certitude absolue, & sur laquelle on doit insister; c'est celle-cy.

Que ni les Loix d'Angleterre, ni aucune Justice Naturelle ou Civile n'exigent de Vos Altesse aucune sorte de témoignages ou de preuves, pour montrer que le Prince de Galles est un Enfant supposé, ou qu'il n'est point issu de la Reine.

Quand quelqu'un prétend être l'Enfant d'une Famille, il est lui seul chargé de le prouver par les Loix & par les Coutumes de tous les Gouvernemens Civils, & par la Lumière evidente de la Nature; Ces deux Regles du Droit Civil font reçues en tous Pays dans les Cours de la Justice: *quem quis se facit, pro fundamento intentionis sue, stalem se debet probare; & Filius qui petit Hereditatem tanquam Filius, debet probare filiationem*; c'est à dire, si quelqu'un fonde quelque demande sur la qualité de Fils, ou sur quelque autre qualité ou Relation, il doit toujours prouver ce fondement & ce titre de la demande; si celui qui prétend avoir Droit à un Héritage en vertu de sa Naissance, ne produit pas des témoignages suffisants selon les Loix du Pays, pour prouver le degré de proximité qui est requis pour cela, ceux qui contestent son origine n'ont point besoin de témoignage, ni de preuves pour l'exclure. Le Cours du Droit & de la Justice d'Angleterre à l'égard de toutes les prétensions qui se font en vertu de la Naissance, est connu de tous les Anglois; Le Demandeur est toujours obligé de prouver en la Declaration qu'il fait, tout ce qu'il avance de sa Naissance & Origine, & la moindre defectuosité dans ces preuves lui est fatale; & si le Défendeur apperoit que la Partie ne puisse prouver par des témoignages valables sa Descendance, jamais il ne se met en peine de chercher des preuves contre lui, c'est assez pour lui qu'il nie la Descendance prétendue, de montrer l'insuffisance des Témoins & du témoignage produits pour la prouver.

Vos Altesse ne sont point obligées ni par nos Loix ni par l'Équité naturelle, d'avoir des Témoins pour prouver que le Prince de Galles est une Imposition, Son Altesse Royale ayant été reconnue pour l'Héritière présomptive de la Couronne, à moins qu'on ne produise des témoins irréprochables, dont la Nation soit contente, qui attestent qu'il est né de la Reine; ni Vos Altesse ni aucuns Princes & Etats ne peuvent en Justice le reconnoître; Et son Altesse Royale doit être réputée de la Nation, & de tous les Princes & Etats comme l'Héritière présomptive de la Couronne, au moins jusqu'à ce qu'il naissât un Prince qui soit connu & déclaré; & c'est un outrage & un tort que l'on fait à Vos Altesse, au Royaume & à tout le Parti Protestant, de souffrir sans se plaindre publiquement, que ce Prince supposé prenne le Nom de Prince & d'Héritier présomptif de la Couronne.

Lors que la Ligue Papiste s'efforça pour exclure Henry IV. Ancêtre de Vos Altesse, de la Couronne de France, & qu'elle proclama pour Roi le Cardinal de Bourbon, il envoya des Agents au Pape, quoi qu'il fût encore Protestant, & à tous les Princes & Etats de la Chrétienté, pour leur faire reconnoître qu'il étoit le véritable & légitime Héritier de cette Couronne, & la Republique de Venise, à sa grande Gloire, contesta

ANNO 1688.

ANNO 1688. testa sur cela avec le Nonce du Pape, disant qu'il étoit de leur devoir de le reconnaître, parce qu'il paroît qu'il étoit le véritable Héritier.

A la vérité son Droit étoit d'être Roi actuellement en possession, mais son Altesse Royale à la même raison & à la même Justice pour maintenir son Droit à la Couronne en Reversion, comme parlent les Jurisconsultes, puis qu'on ne produit un autre, que l'on ne déclare par tout le Monde, devoir être le légitime & immédiat Héritier, après S. M. d'aujourd'hui.

Il est sans doute juste & raisonnable qu'elle soit reçue à demander que l'on fasse apparoir de la Naissance de ce prétendu Héritier, si suspecte par tant de raisons, & que l'on produise à la Nation des Témoins de cela au dessus de toute exception, selon les Loix & Coutumes d'Angleterre & selon l'Équité Naturelle.

Il peut être d'une dangereuse conséquence, de souffrir qu'une fausse opinion de supposé gagne & prenne pied dans le Monde avec le tems & par une négligence, mais pourtant ni le Droit ni l'Équité n'obligent. Vos Altesse font seulement obligées de déclarer le tort qu'on leur fait & au Royaume par ce prétendu Prince, & de prendre garde qu'aucun Témoignage illégal, imparfait & frauduleux ne soit inventé & mis en avant contre vous & contre le Royaume pour appuyer les Prétensions. Le Droit de son Altesse Royale qui est d'être le plus proche Héritier de la Couronne après Sa Majesté à présent, doit demeurer inviolable selon le Jugement de nos Loix & de tout le Royaume.

Nous ne pouvons pas douter, que tout le Monde ne voye bien par ce que nous avons établi, que le refus public que Vos Altesse feront de reconnaître ce prétendu Prince de Galles fera fondé sur de si bonnes raisons & si conformes au Droit & à la Justice, qu'on ne sauroit rien alléguer de plausible à l'encontre; c'est pourquoi nous ne voulons point rompre davantage la teste de Vos Altesse, en leur rapportant toutes les circonstances que nous avons déjà remarquées, qui nous font voir non seulement qu'il n'est pas vrai semblable, mais même qu'il est incroyable qu'il soit né de la Reyne. Puisqu'il ne nous pas est possible d'envoyer à Vos Altesse des Témoins pour leur prouver en Personne toutes les circonstances que nous avons remarquées, & qu'il ne reste pas juste aussi que Vos Altesse les receussent sans être autorisées de Personnes connus, & que nous ne pouvons pas sans manquer à la prudence mettre nos Noms à ce Mémoire, ni même les Noms de nos Témoins pour les Faits, & qu'au lieu la preuve des circonstances ne peut jamais prouver tellement une chose qu'on ne puisse la revocquer en doute, mais peut servir seulement à rendre la fausseté & l'impureté des Jésuites infame & plus odieuse; & que c'est l'intérêt de Vos Altesse de ne se départir jamais des Principes manifestes du Droit & de la Justice, qui chargent uniquement les Fauteurs du Prince supposé de prouver qu'il est tel qu'ils prétendent & de le prouver avec toute l'évidence que l'on peut tirer d'un fait par des Témoins, en sorte que le Royaume en soit satisfait.

D'ailleurs tout le monde fait qu'entre les Papistes les Jésuites, qui en cette affaire contesteront avec le plus de chaleur contre Vos Altesse, ont la plus prodigieuse impudence de tous, pour nier les choses de fait quelque bien prouvées & avérées qu'elles soient, & qu'ils seroient ravis de pouvoir trouver quelque lieu ou pretexte de disputer sur ce sujet, & de rendre les Faits tant soit peu douteux, afin d'obscurcir la Vérité, & de pouvoir faire illusion au Peuple avec leurs Affirmations équivoques & leurs Sophismes impertinens sur les Témoins de Vos Altesse, si elles en produisoient.

Ces Considérations nous empêcheront de rapporter plusieurs circonstances de grand poids que nous avons ramassées, qui étant prises conjointement dans leur ordre & dans leur liaison naturelle, forceroient tous les Juges déliés à conclure que la Reyne ne peut pas être la Mere de ce prétendu Prince de Galles.

Nous pourrions donner à Vos Altesse de grandes Preuves & fort circonstanciées pour les convaincre qu'il n'y a jamais eu ni par aucun signe naturel & raisonnable pour faire croire que Sa Majesté ait conçu un Enfant. Elle n'a jamais eu le premier, le plus naturel, le plus connu & commun signe de Conception; ses mois, ou ordinaires ont toujours eu leur cours ordinaire & mal réglé comme auparavant.

pendant tout le tems de sa prétendue grossesse, elle ne cela pas qu'elle étoit dans cet état dans le Voyage qu'elle fit à Bath, & que cela lui dura quelques jours après que le Roi l'eut laissée en ce Lieu là; & tout l'Artifice dont on se pût servir après pour les cacher dans leur saison, ne servit de rien; parce que cela vint à la connoissance d'autres Personnes qui n'avoient point de part au secret & au dessein de l'impureté.

Sa Majesté n'ayant point ce signe naturel de la suppression de ses mois, par lesquels les Femmes concluent d'ordinaire qu'elles ont conçu, & sur lequel elle pût se régler pour faire bien son conte, il semble par le Discours du Roi dans le Conseil, que leurs Majestés avoient tous deux jugé à propos de publier que la Conception s'étoit faite au tems du Don fait à l'Image de Notre Dame de Lorete, lors que le Roi retourna trouver la Reine à Bath.

Il étoit encore trop tôt pour eux pour avoir fait provision d'un Enfant supposé, & ainsi ils pouvoient assigner quel tems il leur plairoit à la Conception, & puis chercher un Enfant qui s'y pût accommoder, & il leur sembla que ce seroit une œuvre pie de faire de cette Conception un des Miracles de l'Image de cette Notre Dame, quoi qu'il arriva malheureusement après, qu'ils ne purent ajuster les tems de la Conception & de sa Délivrance supposée, avec le cours le plus ordinaire & le plus constant de la Nature, qui est neuf mois.

Les Confidens, Donneurs d'avis & Fauteurs de cette Imposture entendant la voix de la Renommée; sur ce que le Roi avoit dit qu'il avoit un Fils qui étoit un Prince robuste & vigoureux, après qu'on eut commencé à montrer cet Enfant supposé, ces Gens, dis-je, voyant que toutes les femmes disoient en se mouquant, qu'un Enfant de cette sorte venu environ à huit mois, étoit un aussi grand Miracle que la Conception de la Reine qu'on avoit décriée, & craignant que cela rendit la fiction moins croiable & n'aidât à découvrir la fraude, persuaderent à Sa Majesté de dire qu'elle s'étoit méconnée au tems de la Conception de l'Enfant, & qu'elle savoit fort bien qu'elle étoit grosse avant que de prendre les bains; par ce nouveau calcul ils crurent qu'ils pourroient affirmer, que l'Enfant étoit né à son terme, & pouvoit être fort & vigoureux, comme Sa Majesté avoit dit, & ils crurent qu'ils se tireroient aisément d'affaire en disant que les femmes se trompent souvent en leur calcul.

Mais par malheur ils avoient oublié que Sa Majesté avoit continué dans son premier calcul & l'avoit affirmé expressément plusieurs semaines après les prétendues couches: ils avoient oublié que tout le monde avoit vu que Sa Majesté avoit ses mois en son voyage de Bath, & quatre jours que le Roi en fut parti, ce qui étoit une preuve évidente qu'il n'y avoit point alors de Conception; ils ne considéroient pas que s'il est vrai que la Reine fut qu'elle avoit conçu, comme elle l'a dit depuis, en ce cas il ne peut y avoir de méconnaissance, & le moindre des Médecins, qu'elle avoit à Bath lui auroit pu dire, que si elle croyoit avoir conçu comme elle le dit présentement, que les Bains auroient probablement fait périr l'Embrion.

On avoit oublié que le Roi avoit publié, tout haut de concert avec la Reine, le Miracle du tems de sa Conception, qui étoit du tout contraire au conte qu'elle fait à présent, & on ne pensoit point non plus dans le Conseil d'aujourd'hui, comment on pourroit sauver l'honneur de la Reine dans les contes si contraires qu'elle faisoit du tems de sa Conception, même depuis son accouchement supposé; mais qu'est-il besoin de rapporter cela, puisque tout le monde fait assez le peu d'égard que les Confesseurs Jésuites ont pour la Vérité.

La Reine ne fit paroître aucunes de ces marques naturelles de grossesse qui paroissent dans les progrès que la nature fait dans les grossesses, aucun de ces signes qui se suivent pendant quatre mois en toutes les femmes, qui portent des enfans; aucun de ces signes ne paroissoit en Sa Majesté, il n'y avoit point d'enflure ni d'augmentation dans la proportion ordinaire de ses tétens & on n'y vit jamais de lait, quoi qu'une Dame eut une fois l'impudence de l'affirmer; leur proportion étoit visiblement la même qu'auparavant, aux yeux de toutes celles qui en peuvent être de légitimes témoins & qui étoient d'ordinaire auprès d'elle, & pas une de ces Dames d'honneur qui étoient propres à servir de témoins ne pût jamais avoir la satisfaction de voir sortir une goutte de lait de son sein, quoi qu'il y allât de

ANNO 1688.

ANNO
1688.

de l'honneur & de l'intérêt de Sa Majesté de le leur montrer, & qu'elle eût dû y prendre plaisir, si elle avoit été véritablement grosse.

Nous inferames cette circonstance dans notre Mémoire, non sans nous en divertir en notre Assemblée, parce qu'un de la Compagnie dit qu'il étoit à cette heure bien assuré que ni les Medecins de Sa Majesté ni les Jesuites n'étoient de bons Naturalistes, car disoit-il, ils auroient pu sans beaucoup de peine faire venir du lait dans les mammelles de la Reine en si grande abondance, qu'elle auroit pu facilement en faire sortir quantité de lait en présence de la Princesse de Danemark & des autres Dames Protestantes de la Cour; c'est une chose qui se peut faire, dit-il, en tous les animaux, & il nous en donna des exemples avérés où l'on en avoit vu l'expérience & où l'Enfant avoit tété, & pour nous divertir il offrit de nous le faire voir dans un animal, l'ayant déjà éprouvé d'autre fois, & ayant tiré du lait des tétines d'une jeune bête qui n'avoit jamais eu de petits; un autre de la Compagnie dit fort plaisamment, que puis que cet artifice étoit aussi aisé à pratiquer, qu'il s'étonnoit que les Prêtres Papistes ne l'eussent point appris, puisque tout le monde savoit, qu'ils ont trouvé l'art de garder le lait de la Vierge Marie plus de 1600. ans & de le multiplier pour le dispenser parmi le Peuple credule.

Nous demandons très-humblement pardon à Vos Alteſſes, si nous sommes ici moins sérieux, qu'un si important sujet ne le requiert; nous ne disons rien qui ne soit vrai, mais les Comedies des Prêtres Papistes qui se terminent souvent en Tragedie, nous obligent de les représenter comme ils le méritent.

Il y a un autre signe & témoignage infallible de la grosseſſe d'une femme, c'est le remuement sensible de l'Enfant dans le ventre: On s'attendoit que Sa Majesté l'auroit montré aux Dames avec joye; principalement aux Dames Protestantes de sa Chambre qui doutoient aussi bien que le Docteur Protestant qui étoit son Medecin alors, qu'elle fût grosse, & le témoignaient assez lors qu'elles osoient, comme elles firent quand on pretendoit que l'Enfant se remuoit dans son ventre & qu'on le publioit par tout le Royaume; ç'auroit dû être un grand plaisir à la Reine, s'il n'y avoit point eu de tromperie, de faire voir le mouvement de l'Enfant aux Dames de sa Chambre; qui à tous égards auroient pu être témoins legitimes de cette vérité envers le Royaume qui étoit justement soupçonneux sur ce sujet; elles auroient peut toucher son ventre, & par leur propre expérience être des Juges competens des véritables mouvemens d'un Enfant dans le ventre, & quelques unes des Parentes de l'Heniere présumptive pouvoient être admises à cette faveur comme notre Droit d'Angleterre & la prudence le vouloit, afin d'ôter tout sujet de soupçon; mais quelque adresse que l'on employât pour répondre, au dehors que l'Enfant se bougeoit, jamais pourtant on ne daigna faire sentir son remuement à aucune de celles qui auroient pu être des Témoins competens de la grosseſſe.

L'autre signe le plus naturel après ceux que nous avons allégués du progrès d'une grosseſſe, est la distension de toutes les parties du Corps, qui environnent le sein de la Mere; car le lieu & la maniere de ce lieu que la nature a destiné pour loger l'Enfant croissant dans le ventre, sont de telle nature, qu'à proportion de l'accroissement de l'Enfant & du progrès qu'il fait, & de la quantité des liqueurs, qui sont ramassées naturellement & nécessairement en ce lieu-là, à proportion, dis-je, de ces choses, toutes les autres parties qui l'environnent s'étendent par degrés & s'élargissent pour faire place; il n'y a jamais eu ni ne peut y avoir naturellement une extension qui ne soit seulement que dans le Peritoine & dans cette Elevation du ventre, pour faire place à l'Enfant; tous les Naturalistes & Anatomistes savent, que si cela étoit, aucun Enfant ne pourroit se tenir en son assiete naturelle, ni naître en vie.

Tous les Hommes & les Femmes qui ont quelquefois observé des Femmes grosses, savent que toutes les parties qui enferment la cavité s'enflent jusqu'au tems que le terme de l'accouchement approche, mais ce signe naturel & nécessaire de grosseſſe marqua si abominablement à Sa Majesté, que les habiles Spectateurs des deux Sexes qui observoient cela, s'étonnoient qu'on n'employât point de meilleurs moyens pour faire paroître ce signe visible de l'accroissement de

l'Enfant dans le ventre; Nous fumes informez par ANNO
1688.
d'habiles Matrones de grande experience, qui s'attachoient avec beaucoup d'application à observer exactement Sa Majesté, que toutes les parties extérieures de son corps qui environnent le sein où est l'Enfant étoient de la même proportion qu'elles étoient en d'autres tems, excepté seulement son ventre qui étoit excessivement élevé & haut, qui la faisoit paroître comme une femme fort grosse à ceux qui la regardoient par devant; mais, disent-ils, quand nous voyions Sa Majesté se promenant, & que nous la regardions par derriere & des deux côtes, nous n'apercevions pas en elle la moindre apparence d'une Femme grosse, nous donnâmes soigneusement ordre de faire observer par d'habiles femmes la façon du Corps de Sa Majesté, en divers tems pendant la grosseſſe supposée & une fois entr'autres peu de tems avant ses pretendus couches, & on nous en fit toujours le même rapport, que nous venons de faire fidèlement à Vos Alteſſes.

Nous avons comparé cette circonstance avec une autre que nous avons remarqué dont nous avons eu des assurances de tems en tems pendant le tems des quatre derniers mois de la grosseſſe supposée de la Reine, qui sont les mois où d'ordinaire toutes les parties qui environnent le ventre enflent le plus; nous fûmes très bien informez que pendant tout ce tems Sa Majesté contre sa coutume ordinaire, se retiroit toujours de sa Chambre en son Cabinet ou en quelque autre lieu particulier avec deux ou trois Italiens, lors qu'elle changeoit de linge, & ne vouloit jamais permettre qu'aucune des Dames de la Chambre la vit changer de linge, comme elle avoit toujours fait.

Ces deux circonstances s'expliquoient l'une l'autre, & monstroient manifestement que la forme naturelle, nue & véritable du Corps de Sa Majesté telle qu'elle étoit alors, ne devoit pas être vue par ceux qui n'entroient point dans le dessein de l'impofiture. Les seules Personnes qui auroient été capables d'être de legitimes Témoins pour la Reine contre la renommée & l'opinion de tout le Monde, étoient toutes excluses des moyens de pouvoir voir si son ventre étoit véritablement & naturellement gros, & quelque peu d'Etrangeres sans qualité devoient savoir le secret de ce que Sa Majesté vouloit faire de ce gros ventre artificiel.

Il n'y a rien de plus clair par ces circonstances prises comme elles le doivent être toutes ensemble, qu'il n'a rien paru de cette simplicité qui accompagne toujours la vérité, dans toute la conduite de Sa Majesté, depuis le tems de sa pretendu conception, jusqu'au tems de ses couches pretendues; tout ce qui a été fait en cette affaire, a marqué ouvertement qu'il y avoit de la fraude & un dessein de cacher & supprimer les œuvres de la Nature, qui auroient dû être les plus exposées à la vue de tout le Monde; s'il y avoit eu dans ce qu'ils avançoient quelque vérité qui eût pu supporter la Lumiere, nous ne nous alarmer Vostre Alteſſes en toute vérité, que dans tous ces huit mois & quatre jours selon le premier calcul de la grosseſſe de la Reine, ou depuis le tems de son voyage de Bath selon le nouveau conte; il n'y a jamais eu dans Sa Majesté aucun de ces signes naturels & constants qui peuvent donner à un Homme ou à une Femme entendue dans ces choses, la moindre raison de croire qu'elle avoit conçu d'un Enfant.

La continuation de cette impofiture jusqu'à la fin a été proportionnée aux commencemens, dans les préparatifs faits pour les couches supposées de Sa Majesté, on n'a eu aucuns égards aux regles de l'équité naturelle ou du Droit, ou de la prudence, & on n'a gardé aucune des apparences de cette franchise & de ce procédé ouvert qui devoit avoir fait paroître qu'ils ne craignoient point que la Nation, ou le Monde fussent la vérité de tout ce qui se passeroit dans cette affaire, dans laquelle tout le Royaume & une si grande partie du Monde étoient si intéressés; Si l'on avoit consulté les Coutumes & les Loix d'Angleterre, ou l'équité naturelle dans les Circonstances des préparatifs nécessaires pour l'accouchement de la Reine, le premier Conseil qu'ils auroient dû prendre auroit été d'avertir de bonne heure Vos Alteſſes & les autres que la Succession de la Couronne peut regarder un jour, du tems qu'Elle esperoit d'accoucher d'un Prince & du Lieu où elle feroit ses couches en ce tems là, afin que les Matrones de qualité & les autres Dames propres pour cela se fussent préparées, pour s'y trouver, & pour lui rendre

ANNO rendre leurs services, & obvier à tous les soupçons de Fraude & d'impoffure.

1688.

Mais on ne peut pas nier, que non feulement on a manqué à en donner avis à Son Altesse Royale & à tous les Parens, & qu'on n'en a pas averti une seule des nobles Matrones d'Angleterre, mais qu'on s'est servi de tous les artifices imaginables pour cacher le temps & le lieu où elle devoit faire ses couches prétendues; car le Roi & la Reine publioient le tems de la Conception fuppofée, d'une manière, que ni son Altesse Royale ni aucune perfonne de Qualité ne pouvoit prévoir le tems naturel auquel la Comédie qui s'est jouée, devoit commencer.

Le Lieu où on vouloit que Sa Majesté accouchât étoit tenu dans une fi grande incertitude, & souvent publié fi diversément, tantôt que ce feroit à Richmond, quelquefois à Windfor, tantôt à Hampton-court, qu'aucune Perfonne de Qualité de leur Sexe, qui étoient ou Amies ou Parentes de l'Heritiere prefomptive, ni aucun des Nobles Proteftans, ne pouvoient favoir comment ni quand ils fe devoient préparer à se trouver près de Sa Majesté, comme leur devoir envers leurs Majestés, envers Son Altesse Royale & envers le Royaume les y obligeoit.

De même l'on changeoit souvent le nom du Lieu, comme s'ils avoient appréhendé que la Place ne fut furprife; aussi à la fin elle prit un jour ou deux avant ses prétendues couches & en apparence une fi précipitée résolution de les faire à St. James, quoique perfonne ne crût que le terme fût encore près de plus de trois semaines; que l'on donna ordre de préparer les Chambres avec une telle promptitude, que quand Sa Majesté dit le Vendredi qu'elle accoucherait le Samedi, & qu'il lui fut répondu qu'il n'étoit pas possible que les Chambres fussent prêtes, elle dit qu'elle accoucherait donc dans la Place.

Tous les Proteftans efperoient que la Princeffe de Danemark y auroit l'œil de fort près pour son propre intérêt, quand le tems des prétendues couches seroit venu; Et on croyoit qu'il leur seroit impossible d'éviter qu'elle ne fût présente pour voir ce qui en viendrait. Mais on avoit donné ordre que les Medecins lui ordonnassent lors qu'elle avoit besoin de remèdes aftringens, d'aller aux eaux de Bath qui lâchent, afin de la tenir à quatre-vingt milles de Londres jusqu'à ce que le prétendu Prince fût né.

Quand nous apprîmes que Sa Majesté avoit déclaré qu'elle vouloit aller coucher au Palais de Saint James le Samedi au soir, on ne s'imagina pas que c'étoit pour mettre au jour un Prince prétendu le Dimanche. On n'en avoit pas dit le moindre mot, & on ne s'aperçut pas même d'aucuns de ces signes qui précèdent d'ordinaire le tems de l'accouchement: Sa Majesté joua bien avant dans la nuit aux cartes fans qu'on remarquât alors aucune indifférence: mais nous jugeâmes bien par l'évenement, Dimanche au matin, que Sa Majesté avoit résolu d'aller coucher au Palais de Saint James le Samedi au soir, pour mettre au monde un Prince le Dimanche.

On jugea que le tems le plus propre pour executer ce dessein seroit entre les neuf & dix heures du matin quand toutes les Dames Proteftantes, ou du moins la plupart font à l'Eglise; & on résolut à même temps que toute l'affaire seroit faite devant leur retour afin que la sage-femme Mademoiselle Labany & Mademoiselle Tourain apportèrent, par la porte qu'on avoit ouverte dans la muraille près du lit de la Reine, l'enfant & tout ce qui étoit nécessaire dans une conjoncture de cette nature, ce fut alors que la Sage-Femme, & ses confidentes firent leur devoir, avec grand empressement en apparence, alentour de la Reine dans l'obscurité, desorte que perfonne ne pût voir ce qu'elles faisoient, elles disposèrent l'enfant le mieux qu'elles purent à dormir pour empêcher qu'il ne criât devant qu'on l'eût glissé dans le lit, & de craindre qu'il ne fût étouffé dans un lit qui étoit si bien fermé de tous côtés, on mit au jour fans delay le prétendu Prince plutôt qu'on n'auroit pu l'espérer par le secours de notre Dame de Lorette, ou d'aucun autre Saint.

La Reine n'avoit aucune marque d'une femme en travail d'enfant, elle ne sentit aucune des douleurs qui ont coutume d'augmenter peu à peu selon que les ligaments qui retiennent l'enfant se brisent plutôt, ou plus tard, elle ne sentit aucune éruption violente, comme il arrive d'ordinaire après une grossesse de huit mois & quatre jours, au rapport de Sa Majesté même.

Tout ce qu'on devoit contrefaire sur le champ fut Bb

TOM. VII. PART. II.

dans la Chambre: mais il parut par l'évenement que cette porte étoit nécessaire pour faire reussir le dessein qu'on avoit de nous tromper, comme le dessein affez les Seigneurs du Conseil qui furent appelés, non pas pour voir ce qui s'étoit passé, mais pour être vus dans la Chambre de la Reine avec le Roi, afin que le Peuple crût qu'ils avoient été les Témoins oculaires de la naissance du prétendu Prince. La Loi civile a ordonné que lors qu'une Femme doit mettre au monde un Enfant *posthume*, qui pourroit exclure l'Heritier prefomptif, la Chambre dans laquelle elle doit accoucher n'auroit qu'une porte, & que s'il y en a plusieurs, on les tiendrait bien fermées après y avoir mis les Seaux des deux partis: & elle ordonne qu'on mette des Gardes à la porte qui est ouverte, & qu'on ne laisse entrer aucune Femme sans être fouillée, de peur qu'elle n'apporte un Enfant à la Femme qui est en couche. Et quoi que nous n'ayons aucuns Statuts exprès qui nous prescrivent ce qu'il y a à faire dans un cas de cette nature, néanmoins notre *Loi commune* témoigne une horreur extrême pour toute forte de fraude en matiere d'Heritage, & veut que douze des plus habiles d'entre les voisins prennent connoissance de l'impoffure, & en jugent même sur des prefomptions, pour rejeter l'Heritier prétendu quand ils trouvent quelque fondement pour cela: de plus chacun selon la Loi doit se donner de garde de faire soupçonner le monde qu'il a formé le dessein de le tromper par un Heritier fuppofé.

Nous avons fait voir à Vos Altesces avec beaucoup de fidélité de quelle manière Sa Majesté s'étoit préparée pour le terme prétendu de son accouchement: par tout ce procédé on voit affez qu'on avoit envie d'imposer à la Princeffe Royale, & à tout le Royaume, puis qu'on ne put apprendre par aucune preparation; ou par aucun signe naturel que Sa Majesté appréhendât le danger, & les douleurs ordinaires aux Femmes en couche.

Nous n'apprenons pas même qu'on eût préparé les instrumens ordinaires des Sages Femmes fur lesquels on place les Perfonnes de Qualité au tems de leurs douleurs pour leur rendre de certains services, qu'on ne peut leur rendre lorsqu'elles sont à genoux, qui est la posture ordinaire des Femmes de basse condition, & beaucoup moins encore si elles sont au lit, dont on ne se sert qu'à l'extremité, & lorsque les forces manquent à la Femme qui est en couche, à qui la posture du corps contribue beaucoup à faciliter l'enfantement.

Pour ôter tout soupçon au Peuple il eût été à propos d'avertir les Medecins d'être prêts en cas de besoin, pour assister la Reine, mais elle ne prit pas cette précaution, comme n'ayant nulle apprehension d'aucun danger, outre que le Prince fuppofé parut si robuste qu'on crut pouvoir se passer de l'avis des Medecins.

On jugea par toutes ces procédures que la grossesse n'étoit qu'une feinte, & on en fut entierement convaincu par la suite; Sa Majesté étant couchée, les rideaux tirés de tous côtés, & tout ce qu'il falloit pour mettre au jour un Prince fuppofé étant préparé dans l'autre Chambre, elle commença à contrefaire une Femme en travail d'Enfant: aussi-tôt les Sages-femmes, Mademoiselle Labany, & Mademoiselle Tourain apportèrent, par la porte qu'on avoit ouverte dans la muraille près du lit de la Reine, l'enfant & tout ce qui étoit nécessaire dans une conjoncture de cette nature, ce fut alors que la Sage-Femme, & ses confidentes firent leur devoir, avec grand empressement en apparence, alentour de la Reine dans l'obscurité, desorte que perfonne ne pût voir ce qu'elles faisoient, elles disposèrent l'enfant le mieux qu'elles purent à dormir pour empêcher qu'il ne criât devant qu'on l'eût glissé dans le lit, & de craindre qu'il ne fût étouffé dans un lit qui étoit si bien fermé de tous côtés, on mit au jour fans delay le prétendu Prince plutôt qu'on n'auroit pu l'espérer par le secours de notre Dame de Lorette, ou d'aucun autre Saint.

La Reine n'avoit aucune marque d'une femme en travail d'enfant, elle ne sentit aucune des douleurs qui ont coutume d'augmenter peu à peu selon que les ligaments qui retiennent l'enfant se brisent plutôt, ou plus tard, elle ne sentit aucune éruption violente, comme il arrive d'ordinaire après une grossesse de huit mois & quatre jours, au rapport de Sa Majesté même.

Tout ce qu'on devoit contrefaire sur le champ fut Bb

ANNO 1688.

ANNO
1683.

expédié dans un moment: la Sage-femme ayant donné l'enfant enveloppé dans des langes à Mademoiselle Labany, elles passèrent ensemble par la porte secrète de la rue de la lit en grande hâte à la Chambre voisine: ce qui est une marque évidente de la feinte, autrement elles n'auraient jamais laissé Sa Majesté dans un moment si dangereux, & lorsqu'elle avoit le plus de besoin de leur secours.

Au lieu de faire voir à tout le monde que la Reine étoit en effet accouchée d'un fils, on fit toutes choses dans l'obscurité, les rideaux tirez, & sous la couverture du lit les confidentes seules, & nul autre soit homme, soit femme, furent les témoins oculaires de ce qu'on emporta du lit de la Reine par la Porte secrète de la rue.

Tout le monde s'attendoit que l'enfant par ses larmes donneroit des marques, comme il arrive d'ordinaire, qu'il étoit en vie, mais plusieurs Seigneurs du Conseil qui se trouverent dans la Chambre m'ont assuré qu'on n'y entendit aucun bruit, quoique la Sage-femme ne voulut pas d'abord déclarer que ce fût un Prince.

Nous n'avons rapporté ici aucune circonstance à vos Alteffes qui ne soit d'une notoriété publique, & qui ne puisse être prouvée dans toutes les Cours de Justice, où on veut agir sans partialité. Il n'est pas nécessaire de vous dire, en cet endroit nos conjectures, quoique nous les ayons de fort bonnes mains, touchant ce qui se passa alentour de ce prétendu Prince dans la Chambre d'où on le porta, & en laquelle on le rapporta devant qu'on voulut le montrer aux Seigneurs du Conseil, où qu'on eût dit que la Reine fût accouchée d'un Prince, mais nous savons certainement par les dépositions de ceux qui y étoient présents que durant tout le tems de ce prétendu travail d'Enfant le Roi voulut que les Seigneurs du Conseil fussent toujours au pied du lit de la Reine, sans néanmoins qu'ils pussent ni entendre ni voir quelque chose que ce soit qui leur pût faire croire la Naissance du prétendu Prince, d'où il faut conclure qu'on ne les peut regarder comme des Témoins légitimes & qui soient selon les Loix d'Angleterre: néanmoins les Acteurs de cette farce eurent bien l'impudence de publier immédiatement & par ordre du Roi que plusieurs Seigneurs & Dames de Qualité avoient assisté à l'accouchement de la Reine, insinuant par là par une équivoque jesuitique que ces Seigneurs & ces Dames avoient été en effet les Témoins oculaires de la manière que nos Loix l'ordonnent, de la Naissance d'un Prince. Et cependant on fait assurément que les seules Personnes qui étoient intéressées dans l'heureux succès de cette imposture faisoient ce qui se passoit dans la rue du lit, & que les autres qui attendoient dans la Chambre en étoient aussi peu instruits que ceux qui étoient à dix milles de là. Le Roi enfin les quitta, & se retira dans l'Anti-Chambre, où il trouva Mademoiselle Labany & ses confidentes avec l'Enfant supposé: & peu de temps après on fit dire aux Seigneurs, qu'un Prince étant né ils pouvoient s'en aller, à quoi plusieurs d'eux obéirent. Il est inutile de dire à Vos Alteffes ce qui se passa ensuite, quand on fit voir l'Enfant à ceux qui restèrent: néanmoins nous nous appliquâmes avec toute la diligence imaginable à savoir toutes les particularités du fait touchant l'accouchement de la Reine, on s'enquit avec grand soin s'il y eut en effet quelques signes auxquels on se pût fier, que la Reine eût mis un Enfant au monde, qui eût été le passage d'une manière violente venant avant le tems ordinaire de la Nature, comme on nous l'avoit dit: quelques-uns de nous firent assez les suites ordinaires d'une telle violence; nous attendions donc qu'on nous informeroit de l'extrême foiblesse de la Reine après une telle fatigue, & qu'elle pourroit même être en danger de sa vie à cause de la fièvre qui est ordinaire en ces occasions: nous fûmes aussi curieux d'apprendre ce qu'étoit devenu cette grande abondance de lait, dont quelques-uns nous avoient parlé long-tems même devant qu'elle en eût, nous employâmes des Gens pour savoir quelle Femme avoit eu l'honneur de succéder les mamelles de la Reine; si l'on n'y avoit rien appliqué pour faire fuir son lait: nous passâmes plus avant jusques à nous informer du progrès de ses purifications naturelles qui suivent l'enfantement, & de quelle manière Sa Majesté supportoit tous les accidents de l'accouchement qui accablent quelquefois les Femmes les plus robustes: mais

personne ne nous pût dire qu'on eût découvert en la Reine aucuns de ces effets qui sont toujours ou les avant-coureurs ou les suites naturelles d'un accouchement.

ANNO
1688.

Nous avons à présent donné à Vos Alteffes un abrégé de plusieurs des circonstances que nous avons rassemblées, & nous pouvons assurer devant Dieu, que nous n'y avons pu remarquer depuis le commencement jusqu'à la fin aucun caractère de bonne foi, ni de simplicité, & que tout ce qui a été fait en cette affaire depuis la prétendue Conception de la Reine jusqu'au prétendu accouchement, a marqué un dessein profond de cacher la vérité de ces opérations de la nature, qu'ils étoient obligés par les Loix d'Angleterre, & pour leur propre honneur & intérêt de prouver au Royaume par des Témoins dignes de foi, si leurs prétentions avoient été véritables.

Ils ont fait paroître un si grand mépris pour toutes les Regles de Droit & de Justice qui s'observent en matière de Témoins de la Naissance d'un Prince & Héritier de la Couronne, qu'ils fussent que tout le Royaume soupçonnoit le dessein d'une supposition, qu'on peut dire qu'ils ont aussi marqué un grand mépris pour Votre Alteffe & pour toute la Nation, comme s'ils ne devoient point donner de satisfaction à Votre Alteffe Royale, & qu'elle doive recevoir un Héritier de la Couronne qui sera préféré à elle; ni au Royaume non plus en lui faisant reconnaître un Prince pour le plus prochain Successeur de la Couronne.

Le plus modéré jugement que nous en puissions faire, est de penser que le zèle aveugle d'avoir un Successeur Papiste, les a fait passer par dessus toutes les Regles de l'équité, & a étouffé & éteint toutes les affections naturelles d'un Pere envers son Enfant, pour rendre à leur Eglise un service qui est méritoire, selon leurs Principes.

Vos Alteffes pourrout mieux juger de toutes les circonstances cy-dessus, si elles veulent se souvenir de l'occasion & du tems auquel ils formerent d'abord ce dessein de supposer un Prince pour exclure Son Alteffe Royale de la Succession immédiate de la Couronne.

Souvenez vous s'il vous plaît de ce que nous avons remarqué cy-dessus, que le voyage de Barh, & la visite rendue à la Fontaine de St. Vmifred, & le Don fait à Notre Dame de Lorette étoient les préparatifs pour le bruit qu'on vouloit répandre de la grossesse de la Reine, & avoient été arrêtés & résolus pour cet effet, vers la fin d'Aoust & le commencement de Septembre 1687. car en ce tems-là ils désespéroient de pouvoir vous attirer à favoriser leur conspiration Papistique.

L'Abrogé des Lettres de Monsieur Steward à Monsieur Egge, qui vient d'être imprimé, confirme tous nos Mémoires sur ce sujet.

Le Roi lui pardonna & le choisit pour tâcher de persuader à Vos Alteffes de consentir à la revocation des Loix Penales & du Test, ce qui auroit été un parfait établissement du Papisme; En ses deux premières Lettres de Juillet il essaye de persuader à Vos Alteffes que le Roi étoit résolu de vous conserver votre Droit de Succession à la Couronne, & qu'il souhaitoit passionnement que Vos Alteffes consentissent à la chose, & étoit très fâché de voir que vous y eussiez tant d'averfion: Dans ses autres Lettres de Juillet il insistoit à ce que Vos Alteffes voulussent bien écouter une Personne habile que le Roi enverroit pour vous informer de tout, & tâcher de vous attirer dans ses Sentimens, & il pressoit extrêmement pour avoir une prompte réponse; il semble que leurs Conseils pour la Supposition d'un Prince avoient déjà commencé.

Cette Lettre semble menacer de ce que nous voyons présentement, si Vos Alteffes refusoient; il redoubloit ses assurances à celui qui devoit solliciter Vos Alteffes, que si vous étiez obstinées, comme il parle, cela seroit fatal aux Nonconformistes; & sa Lettre du 5. Aoust, semble ne vous donner plus de tems pour délibérer si vous voulez voir l'établissement de la Papauté, ou demeurer fidèles à la Religion Protestante.

Il dit que si Vos Alteffes faisoient ce que le Roi souhaitoit, que vous rendriez un grand service aux Protestans, & que vous obligeriez sensiblement Sa Majesté, & avanceriez vos Intérêts propres, plus que vous

ANNO
1688.

vous ne pouviez penser; mais que si vous ne le faîtes pas, vous verriez arriver tout le contraire.

Cela ne pouvoit avoir d'autre sens que celui-ci, si Vos Alteſſes reſuſoient, le contraire arriveroit, & que les Papiſtes ne ſeroient aucun quartier aux Proteſtans; que Sa Majeſté en auroit tant de reſſentiment qu'il deviendroit votre Ennemi; & que ce ſeroit la perte du plus grand Intereſt de Vos Alteſſes, ce qui aſſurement ne pouvoit ſignifier autre choſe que l'eſperance juſte qu'elles ont ſur les trois Royaumes.

Comme ces Lettres vous menaçoient que le Roi vous ſeroit perdre le plus grand des Intereſts de Vos Alteſſes, ſi vous le reſuſiez, aſſi travaillerent-ils à cela bien tot après.

On ſait à préſent que les Reſolutions furent priſes au mois de Septembre & d'Octobre, de publier que la Reine étoit groſſe, mais auparavant qu'on le déclarât publiquement, c'eſt à dire au 8. d'Octobre, Monſieur Steward dit, qu'il n'en parloit plus à Vos Alteſſes, mais il deplore que Vos Alteſſes perdent le tems de la complaiſſance. Helas, dit-il, quel malheur! que l'on n'entende point les Maximes de la prudence.

Puis après en Novembre il parle plus ouvertement, & dit, qu'on avoit perdu toute eſperance que Vos Alteſſes vouluſſent favoriſer le deſſein du Roi, & que les hommes étoient devenus aſſi froids à cet égard en ce lieu-là, comme Vos Alteſſes étoient affirmatives ici: Et après ſa nouvelle Conférence avec le Roi, il montre non ſeulement le chagrin que le Roi en avoit dans la Lettre, mais il dit expreſſément, que la reponſe de Vos Alteſſes avoit été trop difféſſe, & que le Roi ne penſoit plus à cette affaire, on ne peut donner d'autre ſens raſſonnable à cela, ſinon que le Roi avoit priſ la reſolution de pourſuivre ſon deſſein par une autre voye, & le tems nous a préſentement appris que le moyen qu'ils avoient arrêté pour cela étoit de ſuppoſer un Prince pour en faire un Succéſſeur Papiſte.

Ces Lettres nous ont développées avec l'aide du tems le deſſein, lorsqu'il n'étoit encore qu'en Embrión, & ſervent à former un Jugement de toutes les autres Circonſtances que nous avons rapportées; & il ne faut pas douter que ſi l'on produiſoit toutes ces Circonſtances dans leur ordre & dans leur liaiſon, à des Juges deſintereſſés, ils jugeroient que ce ſeroit une Préſomption aſſi forte & aſſi bien fondée qu'on en ait jamais vu; & dans les Procédures de notre Droit contre des Criminels, on a prononcé Sentence de mort contre pluſieurs, ſur des preuves beaucoup moins fortes, celle-ci étant aſſi grande que le ſujet le peut permettre.

Mais quoi que cette ſorte de preuve tirée des Circonſtances ſoit ſuffiſante pour convaincre toutes les Perſonnes deſintereſſées, & pour prouver que ce Prince ſuppoſé n'eſt qu'une impoſture, & que peut-être Vos Alteſſes ſavent encore pluſieurs autres Circonſtances de cette nature; cependant nous ſupplions tres-humblement Vos Alteſſes de n'iſſiſter pas ſur cela aſſi fortement, comme ſi vous ne pouviez avoir d'autres preuves à l'égard de cet Enfant ſuppoſé.

Ce n'eſt point l'affaire de Vos Alteſſes ni de la Nation, de prouver la fauſſeté de la Naiffance pré-tenduë, ni aucune Circonſtance de ſa Naiffance, & ce ſeroit une choſe fort préjudiciable à Vos Alteſſes, d'entreprendre de produire des Témoins & des preuves, & de recevoir les Ennemis de Vos Alteſſes à contester leur force & leur ſuffiſance, puiſqu'il n'appartient uniquement qu'à eux de produire des Témoins légitimes en tel nombre que Vos Alteſſes & la Nation ſoient convaincus de la vérité de ce qu'ils avancent: Et ce ſeroit un outrage étrange qu'ils ſeroient à Vos Alteſſes & au Royaume de ne l'avoir pas encore fait depuis le tems, ſi la Reine avoit véritablement accouché d'un Prince.

Puiſque c'eſt le grand Intereſt du Royaume aſſi bien que celui de Vos Alteſſes, nous prenons d'autant plus librement la hardieſſe de propoſer que l'affaire ſoit jugée par les Loix & Usages d'Angleterre; c'eſt à dire que l'on préſente une Requête publique au nom de Son Alteſſe Royale comme Héritière Préſomptive de la Couronne, & au nom de toute la Nation, à ce qu'ils déclarent & publient inceſſamment à toute la Nation un nombre de Témoins ſuffiſants dans un tel cas, qui ſoient dignes de foy, des deux Sexes, tels que les Loix d'Angleterre, & l'Équité naturelle l'exigent en pareil cas, ſeulement atteſtent, que ſelon la coutume ordinaire des deux Sexes, lorsqu'ils aſſiſtent

TOM. VII. PART. II.

à la Naiffance des Princes, Héritiers des Couronnes, ANNO
ils ont été Témoins oculaires que cet Enfant qu'on appelle le Prince de Galles, eſt iſſu naturellement du Corps de la Reine. 1688.

Il n'y a rien que de juſte, de régulier, & de modeste dans cette Requête, & Vos Alteſſes peuvent encore demander que cela ſoit fait inceſſamment, ſans délai; & ce n'eſt que le Droit de Vos Alteſſes & de la Nation, qu'aucuns de ceux qui entendent les Loix de la Juſtice naturelle & du Royaume d'Angleterre, ne peuvent nier. Nos Loix exigeant que l'on préſente Requête contre tous ceux qui ſe ſourrent dans les Droits & Héritages qui ne leur appartiennent pas. Il eſt d'une dangereuſe conſéquence à un Héritier légitime de ſouffrir qu'un Héritier illégitime paſſe pendant un long-tems pour le légitime Héritier; c'eſt une Maxime reçue aſſi en notre Droit d'Angleterre comme dans le Droit Civil, *Tacens longo tempore præſumitur conſentire*; Celui qui demeure long-tems ſans reponſe aux prétentions injuſtes d'un Uſurpateur, ſemble les approuver & y acquieſcer.

Nous ſouhaitons très-humblement pardon ſi nous diſons librement à Vos Alteſſes, que nous nous ſommes fort étonnés du long ſilence de Vos Alteſſes, & de ce que vous avez ſouffert ſi long-tems que le Chapelain de Son Alteſſe Royale ſit des Prières publiques pour ce Prince de Galles ſuppoſé. Vos Alteſſes ne peuvent pas ſouhaiter que le Dieu de la Juſtice & de la Vérité beniſſe une Uſurpation de vos Droits, & de ceux du Royaume, ni qu'il favoriſe une entrepriſe qui n'a été formée, quoi que l'Enfant ſoit innocent, que pour être un Inſtrument en la main des autres pour détruire la Religion Proteſtante, & les Prétenſions de Vos Alteſſes à un grand Héritage, & pour renverſer le meilleur de tous les Gouvernemens Civils qui ſoient au monde. Nous ſommes perſuadés que Vos Alteſſes ſont de vrais Chrétiens, qui craignent la Majeſté Eternelle, & aſſi nous eſperons qu'une telle Comédie, ſi nous l'oſons dire, ne ſera point jouée plus long-tems devant ce grand Dieu qui fonde les cœurs des Princes & des Sujets.

Si Vos Alteſſes ſont cette demande cy-deſſus, & que les Fauteurs du Prince ſuppoſé n'y ſatiſſaient pas ſans délai, en ce cas l'Équité naturelle & nos Loix ordonnent, que Vos Alteſſes exigent une retraction de tous les Miniſtres Publics du Roi dans tous les Royaumes & Etats Chrétiens, des fauſſes Nouvelles qu'ils ont publiées de la Naiffance d'un Prince de Galles, & qu'ils reconnoiſſent le Droit immédiat de Son Alteſſe Royale à la Succéſſion de la Couronne.

Quand un injuſte Demandeur d'un Héritage ne peut prouver ſon Droit ni ſa véritable origine, le Tribunal où il pourſuit ſa prétention, non ſeulement rejette & condamne ſes fauſſes prétentions, mais déclare publiquement tous les tours & toutes les mauvaiſes pratiques qu'on a mis en œuvre pour appuyer la fauſſe prétention, & nos Loix permettent à l'Héritier qui a été inquiété, de demander ſatiſſaction & réparation contre l'injuſte Demandeur, pour l'outrage qu'il lui a fait par ſon faux titre: & nos Loix exigent de plus qu'il pourſuive en Juſtice tous ceux qui ont eu part au deſſein de l'outrage & de la fraude, pour les divers crimes qu'ils y ont commis.

Nous n'ignorons pas que la pluſpart des Princes Papiſtes forment un préjugé contre nous, à l'égard des Droits que nous défendons entant que Proteſtans Anglois, parce qu'ils ne connoiſſent ni nos Loix ni nos Libertés, & c'eſt pourquoi nous avons propoſé ces deux demandes qui doivent être premièrément faites par Vos Alteſſes pour l'Intereſt de Son Alteſſe Royale & des Royaumes, afin que nous puiffions les convaincre que nous avons raiſon ſelon leurs Loix & leurs Maximes de demander la Protection de Vos Alteſſes contre les injuſtes pratiques du Roi, qui nous force à nous humilier devant un Prince ſuppoſé, & qui veut renverſer la Succéſſion de la Couronne & le Gouvernement entier. Vos Alteſſes ayant en cela un Intereſt commun avec nous, la Nature même, & nos Loix vous appellent à défendre votre propre Droit & celui du Royaume, & à maintenir la Succéſſion de la Couronne comme elle eſt établie par les Loix, ſeulement le Roi n'a aucun Pouvoir de changer.

Mais nous ſommes aſſi obligés de recourir à Vos Alteſſes pour leur demander leur protection contre l'horrible deſtruction faite par le Roi de toutes nos Loix établies pour notre Reformation de Religion, & pour

B b 2

pour

ANNO
1688.

pour notre sûreté contre les ennemis mortels de notre Religion, le Roi ayant déclaré, qu'il entend que ces Loix ne seront plus mises en exécution; & afin que nous ne nous en puissions jamais relever, & que nous en perdions toute l'espérance, il a obligé ses Juges de le justifier en ce qu'il a fait.

Nous demandons aussi le secours de Vos Alteſſes contre l'usurpation qu'il a fait de tous nos Droits Civils, & de nos Libertés Fondamentales, & contre l'entière abolition du libre Gouvernement d'Angleterre réglé par ses anciens Usages & Loix.

Vos Alteſſes savent fort bien que nous ne nous sommes point plaints de nos oppressions, jusqu'à ce qu'elles sont devenues intolérables, ni n'avons cherché aucun secours hormis de Dieu seul, jusqu'à ce que nous avons vu que la Succession de Votre Alteſſe à la Couronne, & notre Gouvernement Civil sont en un extrême danger.

Nous sommes & avons toujours été véritablement fidèles au Roi, & n'avons jamais refusé d'obéir à des Ordres justes, en tout ce qui pouvoit s'accorder avec notre Devoir envers Dieu & envers notre Patrie. Nous avons souffert patiemment les injures personnelles qu'on nous faisoit en particulier; nous attribuons cela à la corruption générale des Hommes, & pensons que dans tous les Gouvernements il se commet des abus & des injustices particulières, que l'on doit supporter patiemment, lors que les fondemens essentiels du Gouvernement Civil & de la justice demeurent saufs & inviolables. La Charité Chrétienne nous enseigne qu'il vaut mieux qu'un petit nombre souffre des injustices, que d'exposer un Etat pour leur délivrance quel que juste, à de plus grands maux, qui ne pourroient être recompensés par la justice qu'obtiennent ces petit nombre de particuliers. Nous savions que les Jésuites auroient pu par leurs ruses obscurcir la justice que l'on auroit pu prétendre en des cas particuliers, c'est pourquoi nous sommes demeurés dans le silence jusqu'à ce que l'Equité de nos demandes a éclaté aux yeux de tous ceux qui ne sont pas volontairement aveugles, & qui ne se font pas laissé bander les yeux aux Jésuites & Prêtres Papistes.

Nous voyions bien que le Roi se servoit du Nom, de l'Autorité & des Prerogatives Royales pour appuyer tout ce qu'il faisoit contre les Loix, & nous nous ôtions demander le secours de Vos Alteſſes contre ces Violences, ni les prendre pour Juges, sur ce qu'il faisoit & fait tous les jours pour se justifier en alléguant la Puissance & l'Autorité des Rois d'Angleterre.

Il est très certain, que la Noble Monarchie & le Gouvernement Anglois avoit un fondement légal, & qu'il étoit & est établi sur des Usages, Franchises & Loix particulières à la Nation Angloise. Il a été toujours indépendant de toutes les autres Puissances du monde; les Rois & les Peuples sont, & ont de Droit toujours été libres de faire des Loix qui les liassent les uns aux autres respectivement, d'un commun accord & non autrement: ils ne pouvoient jamais recevoir de Loix que d'eux mêmes, & du grand Dieu tout-puissant.

Un Roi d'Angleterre cesseroit d'agir selon l'Autorité du Roi d'Angleterre, ou bien comme Roi d'Angleterre, lors qu'il se laisseroit lier lui ou ses Sujets par d'autres Loix, Canons ou Juridictions, que celles qui étoient faites & volontairement reçues par le commun consentement du Roi & du Parlement qui représente le Peuple.

Il est déclaré dans le St. 16. R. 2. 5. Que la Couronne d'Angleterre a été en tout tems si libre, qu'elle n'a été assujettie à aucun Royaume, & qu'elle ne devoit en aucune manière ni en aucune chose qui regarde le temporel être soumise à l'Evêque de Rome, & que les Loix & Statuts du Royaume ne pouvoient point être annulés ou affaiblis par lui, parce que ce seroit la ruine de la Souveraineté & de la Couronne du Roi, & de tout le Royaume. Les Communes prièrent en ce tems le Roi de faire un examen par voye de Justice pour savoir de tous les Etats du Royaume, s'ils ne seroient pas tout leur possible pour maintenir les Droits de la Couronne & du Royaume contre le Pape, & sur cela il fut ordonné, que tous ceux qui seroient venir ou apporteroient quelques Bulles de Rome contre l'Autorité du Roi ou contre son Royaume, seroient déclarés exclus de la Protection du Roi & encourroient une *Framinure*, ce qui en ce

tems-là n'étoit pas moins qu'une Permission à tout le monde de les tuer.

Les Statuts de 24. H. 8. 12. & 25. H. 8. 21. disent aussi, que le Royaume a toujours été & est franc de toute sujétion aux Loix des Hommes, hormis à celles qui ont été faites dans le Royaume pour son avantage, ou bien qui ont été reçues de leur franche volonté par un commun consentement.

Le Roi & le Parlement depuis quatre-cens ans en ça étoient si résolus de défendre les Droits & les Franchises de la Couronne & du Royaume contre les Canons des Papes & contre la Jurisdiction & l'Autorité qu'il prétendoit exercer, que quoi qu'ils fussent Papistes, ils ne laissent pas de déclarer par le Stat. de 18. Ed. 3. St. 1. Rot. *Parliament. num. 38.* que le Pape étoit l'ennemi commun du Roi & du Royaume, & cette Déclaration n'a point été révoquée depuis, & le *Rôle du Parlement 17. Ed. 3. num. 59.* marque aussi la même chose, quoi que ces Statuts n'aient pas été imprimés, ils n'en ont pas moins de force pour faire regarder comme Ennemis du Royaume ceux qui ont Correspondance avec le Pape ou avec son Nonce.

Il n'a jamais été au Pouvoir d'aucun Roi d'Angleterre de céder ou transporter à qui que ce fut les Droits de la Couronne & du Royaume, ni de faire dépendre d'aucun ses Loix & ses Juridictions en quelque manière que ce soit, contre la volonté du Royaume assemblé en Parlement; cela fut reconnu il y a cinq cens ans par le R. H. en la Lettre du Pape Paschal, *Notum habet Sanctitas vestra quod me vivente (auxiliante Deo) dignitates & usus Regni nostri Anglia non imminuentur, & si ego (quod absit) in tanta me dejectione ponerem, Magnates mei & totus Populus Anglia non paterentur. Que votre Sainteté sache, dit-il, que pendant que je vivrai, avec l'aide de Dieu, les Dignités & Usages du Royaume d'Angleterre ne seront jamais diminués, & que quand je serois assez lâche pour y consentir, ce qu'à Dieu ne plaise, les Grands de mon Royaume & tous les Peuples d'Angleterre ne le souffriroient en aucune manière.*

Le Roi Jean à la vérité céda indignement la Couronne & tous ses Droits au Pape Innocent III. & à ses Successeurs, & le Prêtre qui en dressa l'Acte y inséra faussement que du consentement de ses Barons assemblés en un Conseil, il se soumettoit à tenir le Royaume du Pape, & encore, que c'étoit à condition d'un Tribut annuel, mais quand le Pape Gregoire II. envoya la troisième année du Règne d'Ed. 1. pour avoir ce prétendu Tribut, ce grand Prince (a) répondit généreusement & avec justice, qu'il étoit obligé par le serment de son Couronnement, de maintenir les Coutumes du Royaume inviolablement, & qu'il ne pouvoit rien faire en ce qui regardoit la Couronne sans l'avis de son Peuple assemblé en Parlement, qu'il appelle en cet endroit, (b) *Proceres*. Dans le 40. *Edward trois*, le Pape demanda le même Tribut, & le Roi proposa la chose au Parlement, mais ils déclarèrent, que ni le Roi Jean ni aucun autre Roi n'avoit le Pouvoir de se soumettre, Lui ou le Royaume, ou le Peuple au Pape sans leur consentement dans un Parlement, & que si le Roi Jean l'avoit fait, il l'avoit fait contre son serment du Couronnement, & que si le Pape entreprenoit quelque chose sur cela contre le Roi & ses Sujets, ils lui résisteroient de tout leur pouvoir.

Le même Roi Edouard III. avoit souffert seulement avec trop de negligence que l'Autorité du Pape eût été trop exercée dans le Royaume, contre le Statut de *Carlisle 35. Ed. 1.* comme il paroît par le *Parlement Roll. 17. Ed. 3. num. 59.* & les Communes du Royaume assemblées en Parlement se plaignirent que les Trésors du Royaume étoient transportés à Rome, & que les secrets du Royaume étoient découverts par des Prêtres étrangers qu'ils envoyoient ici, & elles représentèrent au Roi, qu'elles ne pouvoient ni ne vouloient plus supporter ces grandes oppressions, & demandèrent qu'il leur aidât à exterminer du Royaume par la force l'Autorité du Pape, & sur cela on fit plusieurs Loix Penales sévères contre plusieurs Pouvoirs que le Pape s'attribuoit dans ce Royaume, comme celle du 25. Ed. 3. 27. Ed. 3. 1. 38. Ed. 3. Stat. 2. ch. 1.

(a) Voyez Rol. Clar. 3. Ed. num. 9. Shred.

(b) Voyez Cooks Inst. fol. 101.

ANNO
1688.

ANNO 1. lesquelles Loix nôtre Roi a déclaré, qu'elles ne
1688. seroient jamais plus mises à execution.

Ce Prince victorieux Edouard III. quoi qu'il fut Papeste, ne prétendoit point avoir une Prerogative Royale pour casser les Loix faites par les Rois & par le Parlement contre le Pape; il confesse que ce Statut, du 35. Ed. 1. fait contre l'Autorité du Pape, conservoit sa force n'étant annulé par le Parlement, & qu'à cause de cela il étoit obligé par son serment de le faire observer comme une Loi du Royaume, quoi que par sa negligence on eût tenté d'en empêcher l'exécution.

Si l'on considéroit bien les effets de l'Autorité Papale en ce Royaume, selon qu'ils sont rapportez en ce 38. Ed. 3. 1. on verroit clairement que le Roi qui veut réduire le Royaume en cet état, trahit le devoir & la dignité de Roi, ce Statut dit, que par l'Autorité du Pape & la Cour de Rome exercent, les bonnes & anciennes Loix, Coutumes & Franchises du Royaume étoient horriblement ternies, souillées, & renversées, la Couronne mise à bas, les tresors & les richesses du Royaume transportées ailleurs, les Habitans & Sujets du Royaume appauvris, & que la Noblesse & le Peuple souffroient beaucoup en leurs Corps & en leurs Biens; Certes on ne peut point s'imaginer que le Roi puisse avoir une Prerogative Royale pour arrêter l'exécution des Loix Penales qui empêchent que le Royaume ne retombe dans un état si désemparé; ou pour donner le Pouvoir à ses Prêtres & à ses autres Emissaires Papestes d'exercer toutes leurs pratiques & méchancetés sous prétexte de liberté de Conscience, & de faire tout le mal dont ils sont capables contre ceux qui voudroient délivrer le Royaume de ses vexations.

Vos Alteffes peuvent bien être assurées, que le Roi n'agit point en Roi, en autorisant des Crimes d'Etat qui sont tous les jours commis contre le Royaume, par exemple, par le Stat. 21. Ediz. 2. Ceux qui donnent ou reçoivent quelque abolition, ou qui se réunissent à Rome, par l'Autorité du Pape ou de quelqu'un de ses Prêtres (ce que le Roi permet & autorise tous les jours) ceux là sont déclarez traites au Roi & au Royaume, & sans doute que des crimes d'Etat déclarez tels par un Statut, sont des Crimes capitaux & de la dernière conséquence; c'est le devoir du Roi de les empêcher & de les punir, & il est directement contraire à l'Office de Roi de s'attribuer le Pouvoir d'autoriser ou de permettre ces Crimes.

Il est incontestable que jamais Roi d'Angleterre n'a eu le Pouvoir de donner des Charges à des gens rendus incapables de les posséder, par plusieurs Actes positifs du Parlement faits exprès, & qui sont déclarez être faits pour la sûreté du Peuple; nonobstant cela le Roi a mis la plupart des Charges du Royaume entre les mains de tels gens.

Il est aussi certain qu'il n'a jamais été dans le Pouvoir de nos Rois de déposséder selon leur plaisir, aucuns de leurs Sujets des Biens & des Bénéfices qu'ils possédoient pour toute leur vie; ni de donner Commission à personne pour juger en dernier ressort ses Sujets en matieres Criminelles ou Civiles à discretion, sans avoir aucun égard aux Loix, Coutumes & Privilèges du Royaume.

Tous ces Pouvoirs que le Roi s'attribue & qu'il exerce & plusieurs autres que nous pourrions nommer à vos Alteffes, ne sont point des Actes d'un véritable Roi d'Angleterre, mais sont des effets d'un Poavoir Despotique quel'on usurpe sur les Personnes, Libertez, & Biens des Sujets, comme si lui seul étoit le Seigneur propriétaire de leurs personnes & de tous leurs interets, ou comme si le Peuple d'Angleterre tenoit tout de sa pure volonté, & qu'ils n'eussent aucune part aux bénéfices des Loix, Usages, & Franchises, & qu'ils ne dussent plus espérer aucune Justice.

Mais il n'y a rien en quoi le Roi marque plus le peu d'égard qu'il a à son devoir & à l'obligation où est un Roi d'Angleterre, comme fait ce Pouvoir qu'il s'attribue & qu'il exerce actuellement d'oter aux Citéz, & aux Bourgs entièrement tous leurs Usages, Privilèges & Election libre de leurs Magistrats, Droits qui leur ont été confirmez expressément par la grande Charte, par plusieurs autres Loix, & qu'il prive tout le reste du Peuple de la liberté qu'ils ont de choisir selon les Statuts les Membres du Parlement; comme il a déclaré qu'il le veut & entend, & qu'il le pratique tous les jours. Car ainsi faisant l'ancien & le libre Gouvernement d'Angleterre est manifestement & absolu-

ment dissous, & les Anglois n'auront plus de Droit légal en leurs Biens, Femmes & Enfants, ni dans leurs Vies.

C'est fait de la Monarchie legale d'Angleterre, à laquelle les Loix avoient donné des Prerogatives Royales pour l'avantage commun du Roi & des Sujets qui se reconnoissoient mutuellement engagez par Serment à maintenir les Usages, les Loix & Franchises du Royaume; & à prendre un soin continuel que les Loix fussent executées sans partialité. De la maniere dont le Roi en use, tout le monde aura un Droit égal & perpetuel à toutes choses, selon que la Volonté absolue du Roi & les forces Papestiques en voudront disposer, & autant de tems seulement qu'il continuera dans cette même volonté avec les mêmes forces.

C'est avec des larmes de sang que dans cette oppression extrême sous laquelle nous gemissons, nous nous trouvons obligez de demander le secours de vos Alteffes pour défendre les Droits de la Couronne & du Royaume.

On ne peut point revoquer en doute le Droit que Vos Alteffes ont de défendre nôtre Monarchie Legale & nôtre Gouvernement établi sur nos anciens Usages, Loix & Franchises, de maintenir les anciennes Loix Penales faites contre les Usurpations des Papes, & nos dernières Loix établies pour nôtre Reformation, & de conserver les Coutumes municipales & les Privilèges des Villes & des Bourgs; aussi bien que les Usages du Royaume; Nos Usages & nos Loix ont revêtu votre Alteffe Royale du Droit d'Heritiere presomptive de la Couronne d'Angleterre, s'il ne naît point de Prince, *Rege etiam veniente*, quoi que le Roi fasse tout son possible pour l'empêcher.

Si vous souffrez que toutes ces choses soient renversées, ou qu'elles n'ayent de force qu'autant qu'il plaira au Roi & à ses Juges, & à tous ceux qu'il établira en Autorité dans le Royaume, la Prétention & les Droits de Votre Alteffe seront pareillement renversés; & tous ces Magistrats corrompus & son Armée Papeste seront engagez d'intereff & par le Principe de leurs Consciences Idolatres à s'opposer aux prétentions de Votre Alteffe selon les Loix & les Coutumes d'Angleterre: il ne se trouvera en effet dans l'état auquel le Roi a réduit le Royaume, ni Magistrature ni Gouvernement auquel Votre Alteffe Royale puisse succéder immédiatement selon les Coutumes & les Loix d'Angleterre; le Royaume ne fera qu'une multitude de gens confuse, & les plus forts pourront se rendre les maîtres des autres à leur volonté.

Comme Vos Alteffes ont le Droit de maintenir le Gouvernement par le grand interet qu'elles y ont, toute la Nation a aussi un Droit incontestable de demander pour eux le secours de Vos Alteffes, & c'est un des principaux Devoirs que la Religion Chrétienne exige d'eux, & ce sera une des plus grandes marques de leur amour envers Dieu d'assister vos Alteffes en ce juste dessein de défendre leur Gouvernement Civil, qui a été institué de Dieu pour le maintien de la Justice dans la Société humaine.

Les gens qui aiment leurs prochains, & leur Patrie, comme la Religion Chrétienne l'ordonne, ne doivent point souffrir par negligence ou irreligion que leur Gouvernement civil, leurs Loix, & tous leurs Droits & Interests tant pour eux que pour leur posterité soient détruits par la Fantaisie ou par la Superstition & Ambition d'aucun Homme.

Un Magistrat Souverain qui meritoit d'être obéi lorsqu'il suivoit les Loix, quoi qu'il fût quelques injustices à des Particuliers, se dévoue lui-même de cet office & de l'obéissance qu'on doit à un Magistrat légitime, lorsqu'il exerce une Autorité qui renverse toutes les Loix.

Les Anciens Rois d'Angleterre reconnoissoient le Droit que le Peuple avoit à maintenir leur *Libre Gouvernement*, en cas que quelqu'un des Rois mêmes eût voulu honteusement abandonner les Droits de la Couronne & du Royaume; Nous avons vu la Lettre de Henri I. au Pape; & ce Grand Edouard I. dans une pareille occasion où le Pape prétendoit avoir un certain Pouvoir, non seulement écrivit au Pape sur le même sujet que Henri I. fit, mais de son consentement des Lettres furent écrites au Pape de la part des Seigneurs & de la Chambre des Communes assemblées en Parlement, dans lesquels ils droient au Pape, qu'ils étoient obligez par serment à défendre leur Liberté, leurs Coutumes & Loix anciennes, &

ANNO
1688.

ANNO 1688. qu'ils les maintiendroient de tout leur Pouvoir, & qu'ils ne souffriroient jamais que le Roi fit quand il le voudroit, ou essayât de faire ce que le Pape souhai-
 1688.

toit qui étoit contraire à leurs Usages, parce que cela renverseroit les Droits de la Couronne d'Angleterre & la Dignité Royale, & tous les Statuts du Royaume, & détruiroit leurs anciennes Libertez & leurs Loix.

Puis donc que Vos Alteffes ont un Droit incontestable de s'interposer entre le Roi & nous, pour votre intérêt & pour celui du Royaume, & de maintenir notre ancien Gouvernement legal, & particulièrement les Loix faites pour notre Reformation, nous les supplions tres-humblement, qu'outre les premières demandes à l'égard du Prince supposé, Vos Alteffes demandent & insistent sur ces Points icy.

Que l'ancien Gouvernement libre d'Angleterre suivant les Usages & Loix faites & approuvées dans le Parlement soit incessamment rétabli en toutes ses parties par tout le Royaume; c'est-à-dire, que les Droits de la Couronne & la Liberté du Royaume soient immédiatement affranchis de toutes soumissions rendus publiquement au Pape par le Roi présent, à la honte & au mépris de la Couronne d'Angleterre & du Royaume, & de toutes prétentions faites par l'Eglise Romaine, & de tous Pouvoirs ou Jurisdiction généralement quelconques prétendus sur les Chrétiens ou sur l'Eglise d'Angleterre.

Que toutes les Loix qui subsistent encore à présent contre la réception des Canons, & la Jurisdiction de Rome, & qui sont contraires à nos Usages & Loix, & contre ceux qui maintiennent ces abus, soient mises à exécution, & que toutes les suspensions ou dispensations données contre ces Loix sans l'Autorité du Parlement, soient déclarées nulles & de nulle valeur.

Que les anciens Usages, Libertez & Privileges de la Ville de Londres, & la forme & maniere ordinaire de son Gouvernement, soient incessamment rétablis, les Usages faisant partie du Droit commun d'Angleterre, & les Libertez étant établies par la grande Charte & par plusieurs Actes du Parlement; que les Usages, la libre Election des Magistrats & tous les Privileges de toutes les Villes & Cours d'Angleterre confirmés par la plus grande Charte, & autres Loix, soient dûement rétablis.

Qu'on établisse des Officiers legaux tant Civils que Militaires dans tous les Emplois de Magistrature & dans toutes les autres Charges par tout le Royaume.

Que toutes Commissions de quelque nature qu'elles puissent être, soient incessamment révoquées & déclarées nulles, par lesquelles on donne Pouvoir de traiter à discretion les Personnes & les Biens des Sujets, & qui sont contraires aux Loix & Usages d'Angleterre, & en particulier la Commission pour les affaires Ecclesiastiques, avec son monstrueux Nonobstant toutes nos autres Loix.

Que la Liberté des Elections, qui est le fondement du Gouvernement, soit rétablie en son entier, & que tous les engagements indignes pour élire & donner sa voix, comme le Roi le souhaite, soient révoqués & qu'on y renonce incessamment.

Que le Royaume soit remis aussi-tôt qu'il sera possible en état d'assembler un Parlement legal, dans la forme & en la maniere que les Loix l'ordonnent, par l'aide duquel le Gouvernement civil puisse être rétabli, & que la force & l'autorité arbitraire y soit entièrement abolie.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Alteffes, si nous leur représentons encore, que le tems & les accidens ont toujours apporté des changemens dans l'usage des Loix, & qu'il en est aussi arrivé à l'égard de nos Loix Penales établies pour amener tout le monde à une Uniformité de Creance & de Culte extérieur dans la Religion; quatre de nos Parlemens consécutifs ont aperçu l'abus de ces Loix, & le mal qu'elles faisoient à plusieurs bons Chrétiens, & ont déclaré l'intention qu'ils avoient de les ôter si le Roi avoit voulu le leur permettre, & ils tâcherent d'en arrêter l'exécution, & demanderent que l'on établit une liberté de Conscience comme elle est due à des Chrétiens.

A ces égards & à cause du renversement entier qui s'est fait depuis dans le Gouvernement, la nécessité &

la charité peuvent tenir lieu de Loi pour appuyer l'exécution de quelques-unes de ces Loix jusqu'à ce que ces affaires soient réglées dans un Parlement.

C'est pourquoi nous supplions tres-humblement Vos Alteffes de faire une chose qui est de nécessité absolue, c'est que personne ne soit troublé en ce qui regarde sa Religion, jusqu'à ce qu'un Parlement legitime ait réglé cette affaire, qui regarde leur profession de foy: tout ce qu'ils croient & pratiquent, se termine uniquement à Dieu, & ne fait tort à aucun homme sur la terre ni en son Corps, ni en ses Biens, ni en sa reputation, & ainsi ils ne font tort qu'à eux-mêmes s'ils se trompent.

Il ne nous reste plus qu'à nous soumettre entièrement & tout ce qui est contenu en cet Ecrit à la Sagesse, & Charité de Vos Alteffes, & à prier le Grand Dieu qu'il remplisse vos ames de toutes les vertus éclatantes qui peuvent orner les Thrones les plus élevés & les plus sublimes.

Monsieur, la grande idée que nous avons de votre mérite, nous fait espérer que vous serez fidèle à rendre promptement l'incluse à Son Alteffe Monsieur le Prince d'Orange, ou en son absence, à son Alteffe Royale, Madame la Princesse; nous n'avons pas pu la confier à la poste, c'est pourquoi nous l'avons envoyée par un Exprès, qui sera peut-être long-tems en chemin; l'Exprès a ordre de la délivrer seulement à un de vos Domestiques; nous nous nous reposons entièrement sur vous, & sommes,

MONSIEUR.

Vos tres-humbles Serviteurs.

Que vous pourrés connoître cy-après.

XCVIII.

Declaration de GUILLAUME HENRI Prince 10. O^r.

D'ORANGE & depuis Roi de la GRANDE BRETAGNE III. du nom, pour justifier sa Descente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'est pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le rétablissement des Loix & des Libertez de l'Angleterre & de l'Ecosse & de l'Irlande. Donné à la Haye le 10. Octobre 1688. Avec des LETTRES adhortatoires aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloise, & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre sur le même sujet. Et Le FORMULAIRE d'une Priere pour l'heureux succès de cette Expedition.

C'EST une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat, ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertez & les Coutumes, qui y sont établies par une Puissance legitime, sont ouvertement violées & anéanties: Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela étant, ceux qui sont immédiatement obligés de prendre garde que les Loix, les Libertez & les Coutumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservés. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Pais ou Royaumes, ne soient pas dépouillés de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, que la grandeur & la félicité des Rois, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, depend d'une maniere toute particuliere, de l'exacte observance & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce Principe, nous n'avons pu différer plus long-tems à déclarer que nous voyons à notre grand regret, que les Conseillers, qui ont à présent le principal credit auprès du Roy, se sont rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes,

ANNO 1688.

ANNO 1688. mes, & ont assujéti tout ce qui regarde la Conscience, les Libertez & les Proprietez, à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à vilage découvert.

Les déplorables suites du Pouvoir Arbitraire, & des pernicieux conseils sont si connus dans l'état déplorable du Royaume d'Ecosse, que notre Raison & notre Conscience nous engagent à en avoir horreur. Quand nous considérons donc la misère où cette Nation est réduite, qui cependant a toujours été si affectionnée à la Famille Royale, & qui a été gouvernée depuis plusieurs siècles par les Loix faites par l'autorité de leurs Rois & les Etats de leur Parlement, & leurs Coutumes ordinaires, est réduite aujourd'hui, par les pratiques que l'on a employées pour changer la constitution légitime de la Monarchie, en un Pouvoir Despotique & Arbitraire, on voit clairement que cela s'est fait par la conduite de ces Conseillers qui exercent l'autorité, par des Déclarations préméditées & formelles qu'ils publient, portant que le Roy est un Monarque absolu qui doit être obéi en toute chose & sans réserve. Afin d'introduire par ce moyen telle Religion qu'il leur plaira, sans se mettre en peine de reconnaître la nécessité du consentement de la Nation représentée par les Etats assemblés en Parlement. Ne pouvant donc nous empêcher d'être sensiblement touchés de ces misères nous avons pensé à un remède convenable pour satisfaire à l'attente des gens de bien, & à tous vrais Protestans. C'est la grande affaire que nous nous proposons dans cette expédition, dont l'équité paroitra à tout le monde, quand ce qui a été fait par ces mauvais Conseillers sera examiné de près & sans prévention.

C'est donc une chose connue que les Loix, les Privileges & les Droits du Royaume ont été enfreints au grand préjudice du Roy & du Peuple, puisque par là on a sapé les fondemens de l'Union & de la confiance. Les Procédures Arbitraires d'un Conseil privé injuste, & entreprenant contre les Loix, ne sont pas moins connues. Car quoi qu'il soit expressément défendu par les Loix faites par l'autorité du Roy & du Parlement que la Religion Papiste ne sera point exercée dans le Royaume: Que les Prestres Missionnaires n'y seront point tolerez, & que les Enfans de pas un Seigneur ou Gentilhomme ne sera envoyé hors du Royaume pour être élevé dans des Colleges Papistes. Néanmoins ces Conseillers ont ordonné ou permis que quelques jeunes Seigneurs aient été enlevés à leurs parents, & envoyez hors du Pais pour être instruits dans des Colleges de Jésuites. Ils ont aussi fait qu'il y a des Ecoles établies, gouvernées par des Prestres Papistes, & même dans la Ville capitale du Royaume.

De plus par un mépris manifeste des Loix receûs dans le Royaume, les Papistes sont introduits aux plus grandes Charges tant Civiles que Militaires, & toutes les Fortereses & les Magasins leur sont confiés. Les Droits & les Privileges des Villes Royales, qui sont le tiers Etat du Parlement, & qui ont autant de Deputez que les Provinces du Royaume, sont retranchés. Il est même traversé dans la libre élection de ses Magistrats & de ses Conseils de Ville, & cela manifestement contre leurs Chartres fondées sur les Loix, & sur une possession d'un temps immémorial. Tout cela s'est fait par un pur Pouvoir Arbitraire sans donner la moindre assignation, sans aucune Procédure juridique ni Sentence.

Quoi qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une droite & entière Justice, puisque la vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens des hommes en dépendent, néanmoins ces Conseillers ont assujéti tout cela à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Ils ont déposé des Juges qui faisaient les Loix devoient être continuez dans leurs Charges toute leur vie, s'y gouvernant en gens de bien, à cause qu'ils n'ont pas voulu se conformer à leurs desseins, ils en ont établi d'autres en leurs places, sans avoir aucun égard à leur capacité, mais seulement parce qu'ils les croyoient plus souples. Ce qui fait bien voir que ces Conseillers tâchent de se rendre entièrement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets sans s'arrêter à aucune Règle ni Loy.

Par la direction de ces mêmes Conseillers, on s'est servi d'un Pouvoir exorbitant qui impose des sujétions & requiert des sermens des Provinces entières,

ANNO 1688. sans être fondé sur aucune Loy, ni sur aucun Aste de Parlement, comme de loger des Soldats à discrétion, quoi qu'ils aient une paye suffisante pour s'entretenir, ainsi le Royaume est doublement chargé sans qu'on lui en fasse raison: En mettant des Gentilshommes en prison sans en dire les causes, mais au contraire les contraignent de s'accuser & de témoigner contre eux-mêmes. En proposant des amandes selon leur bon plaisir. Faisant trembler & déserter diverses contrées en vertu des *Intercommuning* & *Justiciaires*, qui confiscuent la Vie & le Bien. Pour la moins coupable & la plus innocente conversation qu'on puisse avoir avec ses parents, on est déchu du bénéfice des Loix, & par ainsi ils ont rempli de confiscation la plus grande partie du Royaume, ne se servant contre quantité de personnes que des *Outlawries* & *Intercommuning*, ainsi sur des pretextes mal fondés, ils ont si généralement enveloppé tout le monde dans ce danger, que les Conseillers mêmes ne peuvent s'en garantir, qu'en recourant au pardon ou en se faisant excepter, pendant que le commun Peuple est abandonné à leur discrétion. Ils donnoient Pouvoir aux Officiers & simples Soldats, d'exercer contre tous les Sujets qui vivoient dans une pleine Paix & tranquillité, les plus grandes barbaries du monde, comme de les détruire en les pendant, les tuant ou les noyant sans aucune forme de Procès, & sans aucune considération d'âge ni de sexe, ne voulant pas même donner le temps à quelques-uns de prier Dieu, & cela, sans aucun autre sujet, sinon qu'ils ne vouloient pas souffrir ni répondre à des demandes qu'on leur faisoit sans aucune légitime Autorité, & contre le Droit commun des hommes, qui laisse à chacun la liberté de ne point révéler le secret de sa pensée, sans parler d'une grande quantité d'autres violences & oppressions, à quoi cette pauvre Nation est exposée sans aucune assurance d'en voir la fin, & d'en être délivré.

Ces Conseillers pour soutenir & justifier leurs Procédures Arbitraires & Illegitimes, ont fait fabriquer une Declaration qui renverse les fondemens du Gouvernement, qui viole toutes les Loix, même les plus sacrées, rendant le Parlement tout à fait superflu, privant la Religion de toutes ses défences, & ôtant les Libertez & les Proprietez par un Pouvoir absolu qu'ils se sont attribuez; auquel on veut que l'on obéisse sans réserve, & cette sorte d'obéissance de cœur d'un vray Chrétien n'appartient qu'à Dieu seul, de qui les commandemens sont toujours justes & bons.

De plus ces Conseillers ont fait leurs derniers efforts pour abolir les Loix Penales, qui excluent de toutes Charges publiques ceux qui ne sont pas de la Religion Protestante, parce qu'elles sont trop opposées à leurs desseins pour y parvenir. Ils ont donné la liberté à divers Protestans, mais une liberté qu'ils ne peuvent conserver qu'en tant qu'ils travailleront à l'abolition des Loix Penales qui sont les seules défenses de leur Religion. Outre cela les divers Protestans ont un juste sujet de se défier, lorsqu'ils se souviennent que l'on a chassé de leurs Eglises leurs Ministres par centaines, sans les avoir assignez ni accusés, & que l'on a rempli leurs places de personnes ignorantes, d'une vie scandaleuse, & qui avoient beaucoup contribué à toutes les misères sous lesquelles ce Pais soupire depuis longtemps, les divers Protestans ont donc peu de sujet de faire fond sur leur tranquillité présente, puis qu'elle n'est fondée que sur une Proclamation qui peut être révoquée à toute heure, & qui ne leur a pas été avancée à la première ni à la seconde Publication. Sur tout s'ils considèrent que quelques mois auparavant on a exercé contre eux les grandes cruautés dont nous avons parlé.

Il y a de grandes & fortes présomptions qui nous font croire que ces Conseillers pour avancer leurs pernicieux desseins, & afin de prendre leur temps de l'exercer à propos pour encourager leurs complices, & pour intimider tous les bons Sujets, ils ont publié que la Reine avoit enfanté un *Fils*, bien que durant la prétendue grossesse de la Reine, & dans la manière dont on a pratiqué cette naissance, il a paru tant de justes & de visibles fondemens de soupçon, que non seulement Nous, mais aussi tous les bons Sujets de ces trois Royaumes soupçonnent fortement que le prétendu *Prince de Gallie* n'a jamais été mis au monde par la Reine, & c'est une chose feue de tout le monde, que beaucoup de personnes ont autant douté de la grossesse de la Reine que de la naissance de l'Enfant.

ANNO
1688,

l'Enfant, & cependant on n'a pas fait la moindre chose pour lever ces soupçons, & pour mettre fin à ces doutes.

Et comme la Princesse notre chère & bien-aimée Epouse, & Nous pareillement sommes tout à fait intéressés en cette affaire, ayant comme tout le monde fait tel Droit à la Succession de ces Royaumes, lequel ces personnes-là ont tâché d'interrompre, & de prévenir les légitimes Successeurs de la Couronne elevez par une singulière providence de Dieu dans la vraie Religion Protestante, d'apporter quelque soulagement à ces misères. Dans une affaire donc d'une si grande importance, nous n'avons pu nous empêcher, d'embrasser les véritables Intérêts de cette Nation, & de contribuer de tout notre pouvoir pour la défense de ses Loix & de ses Libertés, pour le maintien de la Religion Protestante dans le Royaume, comme aussi pour lui assurer la jouissance de tous ses Droits légitimes.

Mais afin que notre dessein soit si évident que personne n'en puisse douter, ni en prétendre cause d'ignorance, pour s'exemter de concourir avec nous dans un si juste dessein, entrepris pour le bien general de la Nation, Nous déclarons que notre intention est de garantir ce Royaume de tout danger du Papisme, du Pouvoir Arbitraire à l'avenir, & pour la délivrance des misères à quoy il est presentement exposé, de travailler à l'affermissement de cette Garantie, & de cette délivrance par l'entremise d'un Parlement, & cela sur de tres-solides fondemens à l'égard de leur Religion; & pour leurs intérêts temporels, de redresser le tout par des moyens convenables, & d'une manière si efficace, qu'on ne retombera plus dans tous les malheurs susmentionnez. Voilà les vrais motifs de notre entreprise pour ce qui concerne cette Nation.

Les efforts donc que nous voulons faire pour la délivrance d'un Royaume opprimé, nous persuadent, qu'ils ne seront pas seulement pris en bonne part, mais qu'ils seront accompagnés d'une joye & d'une approbation universelle, & même du secours de toute la Nation. Que ceux qui ont été les instrumens pour introduire l'Esclavage dans ce Royaume feront connoître le repentir qu'ils ont de ce qu'ils ont fait, par la grande diligence qu'ils apporteront à leur délivrance, & que ceux, qui ne nous assisteront pas de la manière qu'ils y sont obligés à l'égard de Dieu & de l'amour de la Patrie, porteront avec justice la peine de tous les maux qui pourront s'ensuivre pour ne s'être pas acquittés de leur devoir.

Et comme nous mettons toute notre confiance en Dieu seul pour le succès de nos Armes, nous espérons que tous les gens de bien demanderont ardemment au Seigneur qu'il repande sa benediction sur nos desseins, afin qu'ils puissent réussir à la gloire de son grand Nom; pour l'affermissement de l'Eglise Reformée, & pour le repos & le bien commun de ce Royaume. Donnés sous notre Sein & sous le Scud de nos Armes à la Cour, à la Haye le 10. Octobre, 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE,

Plus-bas,

Par exprés commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

A tous les Officiers & Gens de Mer de la Flote
Angloise.

Messieurs, mes Amis.

Comme nous avons donné à notre Fidele & bien aimé Amiral Herbert un Plein-pouvoir, nous espérons que vous prendrez une entiere créance à tout ce qu'il vous dira de notre part. Nous avons fait une Declaration qui comprend les raisons que nous avons d'entreprendre cette Expedition, où vous verrez que nous n'avons point d'autre vûe que la conservation de la Religion Protestante, & le rétablissement des Loix & des Libertés du Royaume d'Angleterre, puis

qu'il est certain que les Papistes ont résolu la ruine entiere de notre Religion, dans la Grand-Breagne, comme elle l'est en France: elle le sera de même infailliblement chez vous, si les Papistes se rendent les maîtres. Nous sommes persuadés que vous avez déjà aperçu, que l'on ne se sert de vous, que comme d'instrument pour soumettre vous & votre Patrie sous le joug du Papisme, & dans l'esclavage, par le moyen des Irlandois & des Etrangers qui se preparent à mettre la dernière main à votre destruction. C'est pourquoy nous espérons que Dieu vous inspirera des pensées salutaires pour faciliter votre délivrance; & pour vous tirer de toutes ces misères, vous, votre Patrie & votre Religion.

Cela ne se pouvant selon l'apparence qu'en vous joignant à nous, pour nous assister, puis que nous travaillons à votre délivrance, & nous vous assurons que nous n'oublierons jamais les services que vous nous rendrez en cette occasion, & nous promettons de donner des marques particulières de notre faveur à tous ceux qui veulent bien la meriter de nous & de la Nation. Nous sommes sincerement Votre Ami bien affectionné.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par ordre exprés de Son Altesse.

C. HUYGENS.

De nostre Cour de Dieven,
le 29. Septemb. 1688.

Aux Officiers & Soldats de l'Armée Angloise.

Messieurs, mes Amis,

Nous avons fait connoître avec tant de sincerité & de bonne foy dans notre Declaration quelle est notre intention touchant cette Expedition presente, que nous n'avons rien à y ajouter, aussi sommes nous assurez qu'en cela vous ne pouvez rien souhaiter davantage de nous. Nous venons donc pour conserver votre Religion, pour rétablir & pour affermir vos Libertés & vos Propriétés; mais comme nous ne pouvons pas seuls executer ces choses, nous n'avons jamais douté que tous les Protestans & les bons Anglois, ne viennent & ne concourent avec nous dans le dessein de mettre ces Nations à couvert du Papisme & hors de l'Esclavage. Vous devez être tous convaincus que vous estes les instrumens dont on se sert pour reduire la Nation à la Servitude & pour ruiner la Religion Protestante. Jugez ce que vous avez à attendre quand cela sera executé, par la cassation que l'on a faite en Irlande de tous les Protestans Anglois, tant Officiers que Soldats; & par le transport que l'on a fait en Angleterre des Soldats Irlandois pour remplir vos places, il y en a des exemples si recens qu'il n'est pas besoin de vous les remettre en memoire. Vous savez aussi comment on en a usé à l'égard de quelques Officiers, vos Compagnons, pour s'être montrés fermes dans la Religion Protestante & pour les Loix d'Angleterre. Vous ne pouvez donc pas vous flater d'être mieux traités, si vous ne contribuez à les tirer de l'extrémité où ils sont réduits; car vous savez qu'ils ne tiennent point leur parole. Cela étant, nous espérons que vous ne vous laisserez pas seduire par un faux éclat de gloire, mais que vous considerez avant toutes choses, ce que vous devez à Dieu votre souverain Seigneur, à votre Patrie, à vous mêmes, à votre Posterité, qui tout autant de motifs, que des gens d'honneur comme vous doivent préférer à toute autre consideration & engagement quel qu'il puisse être. Nous croyons donc que vous préférerez à cela l'honneur que l'on vous offre presentement de contribuer à la conservation des Libertés de votre Pais & à l'affermissement de votre Religion. On se fouviendra toujours des services que vous rendrez en cette occasion, & nous promettons de repandre des marques singulières de notre faveur sur chacun en particulier, qui seront proportionnées au merite de la conduite que vous tiendrez: car nous ferons une grande distinction entre ceux qui viendront assez-tôt pour joindre leurs Armes aux nôtres, & ils

ANNO
1688.

ANNO nous trouveront pour eux bien affectionné & assuré
1688. Ami.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par l'express commandement de Son Altesse.

C. HUYGENS.

Prière faite pour cette Expedition.

Dieu Tout-puissant, Seigneur des Armées, paye & le refuge de tous ceux qui se confient en toy : Nous te supplions très-humblement de benir & de donner un heureux succès à cette entreprise, pour la gloire de ton Nom, & pour l'avantage de ton Peuple. Que nos péchez n'allument point ta colère au point de refuser au Prince ton Serviteur, ta sainte benédiction, mais couvre le de ta grace comme d'un bouclier. Dirige le dans tous tes Conseils, accompagne le toujours & l'assiste dans toutes les Actions, afin qu'il réussisse dans ce grand dessein. Qu'il emploie tout le Pouvoir que tu lui as confié à l'honneur de ton grand Nom, à l'affermissement, à l'avancement de ta vraie Religion, & pour la Paix & la félicité de ces Peuples. Bénis cette Flotte, donne d'heureux succès à cette Armée. Fay nous la grace, o Dieu Pere de Miséricorde, que chacun de nous en particulier se convertisse à tout de tout son cœur. Qu'il se repente avec sincérité de toutes les fautes passées, & s'engage solennellement envers toy, comme nous faisons maintenant tous ensemble de mieux vivre à l'avenir, de faire tous nos efforts, pour rendre notre conduite conforme au nom de Christ Reformé, & que notre zèle réponde à notre sainte Religion, & que les principes soient la règle de notre vie. Exauce nous, o Saint des Saints, fay camper tes Anges à l'entour de nous, car nous mettons toute notre confiance en ta protection & en ton secours, que nous te supplions bien humblement de nous accorder pour l'amour de Jesus-Christ, notre unique Sauveur & Redempteur, Amen.

La même Declaration plus étendue, & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, causes & raisons. Du même jour 10. Octobre 1688. Avec Une ADDITION par laquelle le Prince proteste de nouveau, que son dessein ne tend qu'à rétablir & affermir les Loix & Libertez de la Nation Angloise, & nullement à conquérir le Royaume. Donnée à la Haye le 24. Octobre 1688.

C'est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertés & les Coutumes, qui y sont établies par une Puissance légitime, sont ouvertement violées & anéanties : Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela étant, ceux qui sont immédiatement les plus intéressés en cette affaire, sont indispensablement obligés de prendre garde que les Loix, les Libertés & les Coutumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservés. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Pais ou Roiaumes, ne soient pas dépouillés de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, que la grandeur & la félicité des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en Autorité, aussi bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, dépend d'une manière toute particulière de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertés & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce principe, nous n'avons pu différer plus longtemps à déclarer que nous voyons à notre grand regret, que les Conseillers, qui ont à présent le principal crédit auprès du Roy, se font rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertés de ces Royaumes, & ont assujéti tout ce qui regarde la Conscience,

TOM. VII. PART. II.

les Libertés & les propriétés à un Gouvernement Arbitraire ; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Ces mauvais Conseillers pour avancer cette affaire, & la colorer d'abord de quelques pretextes plausibles, ont inventé & attribué au Roy un *Pouvoir Dispensatif*, en vertu duquel ils prétendent qu'il a Droit de *suspendre les Loix & d'en dispenser*, quoi que faites par l'autorité d'un Roy & d'un Parlement pour la sûreté & le bonheur des Sujets. Par ce moyen ils ont rendu ces Loix sans effet & sans force, quoi qu'il n'y ait rien de plus certain, que comme ces Loix ne peuvent être faites que du consentement mutuel du Roy & du Parlement, parce que les Loix faites de la sorte, & sur tout celles qui établissent le repos public, le bien de la Nation, & la vie & la liberté de chaque Sujet en particulier, ne peuvent être revocqués ni suspendus que parla même autorité d'un Roy & d'un Parlement joints ensemble.

Encore qu'un Roy puisse faire grâce à un particulier du châtiment qu'il a mérité, & à quoi il a été condamné, & même dans le cas de *Haute Trahison* ou d'un autre crime ; on ne peut pourtant avec aucune apparence de raison, conclure de là, que le Roy a le Pouvoir de suspendre absolument l'exécution des Loix faites contre la *Haute Trahison* & les autres crimes ; Si ce n'est qu'on veuille soutenir qu'il est revêtu d'un Pouvoir *Despotique & Arbitraire*, & que la vie, les libertés, l'honneur & les biens de ses Sujets dependent entièrement de sa bonne volonté & de son bon plaisir, & qu'il lui soit tout à fait assujéti, ce qui s'enlève nécessairement si le Roi a le Pouvoir de suspendre l'exécution des Loix, ou d'en dispenser.

Ces dangereux Conseillers pour donner quelque couleur à cette étrange & execrable Maxime, ont si tellement conduit cette affaire qu'ils ont enfin porté des Juges à déclarer que ce *Pouvoir Dispensatif* est un Droit de la Couronne ; comme s'il étoit au Pouvoir de douze Juges de sacrifier au Roy les Loix, les Droits & les Libertés de toute une Nation, pour en disposer à sa fantaisie, selon son bon plaisir, & cela directement contre les Loix faites pour la sûreté des Sujets. Pour obtenir cette Declaration, ces pernicieux Conseillers avoient présenté auparavant les opinions des Juges, faisant en sorte que ceux d'entre eux qui ne pouvoient en bonne conscience, concourir à une si injuste declaration, ont été déposés & d'autres établis en leurs places. Par ces sortes de changemens faits dans les Cours de Justice, ils ont enfin obtenu cette Declaration : Mais ils ont introduit pour cela à des Charges de si grande importance ceux qui sont profession publique de la Religion Papiste, quoi qu'ils soient absolument exclus de toutes ces sortes de Charges par les Loix.

Il est aussi constant & manifeste que lors que *Sa Majesté* vint à la Couronne qu'elle fut reçue & reconnue de tous les Sujets d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, pour leur Roy, sans faire la moindre opposition, quoi qu'il fit en ce temps-là la profession publique de la Religion Papiste. De son côté il promit & jura solennellement à son Couronnement, qu'il maintiendrait les Sujets en la pleine jouissance de leurs Loix & de leurs Libertés, & particulièrement qu'il conserverait l'Eglise Anglicane telle qu'elle est établie par les Loix. Il est certain qu'en divers & différents temps, plusieurs Loix ont été faites, pour la conservation des Droits & des Libertés de la Religion Protestante : Et entre autre fut-il arrêté là, que généralement tous ceux qui seroient élevés à quelque Dignité Ecclesiastique, ou qui seroient faits Membres d'une Université ; même ceux qui seroient établis en quelque Charge Civile ou Militaire, seroient chacun obligés de déclarer qu'il n'est point Papiste, mais qu'il est de la Religion Protestante, confirmant cet aveu par les Sermens d'Allegiance, de Suprematie & du Test. Malgré ces précautions, ces pernicieux Conseillers ont effectivement aboli & annulé toutes les Loix qui ont relation aux Charges Ecclesiastiques & Civiles.

Pour ce qui concerne les Dignités & les Charges Ecclesiastiques, ils ont non seulement sans la moindre apparence de Droit, mais encore contre les Loix les plus expresse, érige un Tribunal composé d'un certain nombre de personnes, à qui ils ont confié la connoissance & la direction des affaires Ecclesiastiques, & ils ont compris dans ce nombre un des Ministres d'E-

Ce

tes

ANNO
1688.

ANNO
1688.

tat de Sa Majesté, qui faisoit dès lors profession de la Religion Papiste, & qui avoit déclaré en la professant, qu'il la tenoit depuis long-temps pour la seule véritable Religion.

Par tout cela on peut voir le déplorable état où la Religion Protestante est réduite, puisque les affaires de l'Eglise Anglicane sont à présent entre les mains des personnes, qui ont accepté une Commission qui est directement contre la Loy, puis qu'un de leurs principaux Membres a abjuré la Religion Protestante, & a déclaré qu'il étoit Papiste, & par conséquent qu'il est devenu incapable d'exercer aucune Charge publique. Ces Commissaires ont jusqu'ici donné de telles Preuves de leur soumission aux instructions qui leur sont données, qu'il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne continuent à avancer tous les desseins qui conviendront le mieux à leur parti.

Ces pernicieux Conseillers ont soin que l'on n'élève à la Dignité Ecclesiastique, que des personnes peu zelées pour la Religion Protestante, & qui cachent cette indifférence sous le pretexte specieux de *moderation*. Les mêmes Commissaires ont suspendu l'Evêque de Londres, simplement parce qu'il refusoit d'obéir à un ordre de suspendre un digne Ministre sans l'avoir cité devant lui pour défendre sa cause, voulant qu'il fut condamné sans aucune formalité de justice.

Ils ont déposé un Président du College de la Madeleine, qui avoit été élu par les Membres de ce College, & ont ensuite déposé tous les Membres sans les attirer dans aucune Cour, qui eut pu prendre une juste connoissance du fait, & même sans avoir obtenu aucune Sentence de Juge compétent contre eux. Toute la raison qu'on donna de leur démission, fut, qu'ils avoient refusé d'être pour Président, une personne qui leur étoit recommandée par les pratiques de ces pernicieux Conseillers, sans considérer que ces Membres sont en Droit, sans contredit, d'être en toute liberté. Ils les ont cependant dépouillés de leurs possessions contre l'ordre des Loix & contre les prévoyances expressees de *Magna Charta*, qui porte que *personne ne perdra sa vie ni ses biens qu'en vertu des Loix du Pais*. Voila comme ces dangereux Conseillers ont mis à présent entièrement ce College entre les mains des Papistes quoy que déclarés incapables de remplir aucune de ces Places, tant par les Loix du Pais, que par les Statuts du College, comme on l'a déjà dit.

Ces Commissaires ont aussi cité devant eux tous les Chanceliers & les Archidiacres d'Angleterre, & ont exigé d'eux les noms des Ecclesiastiques qui ont publié la Declaration du Roi touchant la Liberté de conscience. Ils leur ont aussi demandé les noms de ceux qui n'ont pas lu cette Declaration, sans considérer que cette lecture n'étoit pas ordonnée au Clergé par leurs Evêques qui est leur forme ordinaire.

L'invalidité de ce Tribunal & l'incompétence de ces Commissaires Ecclesiastiques sont évidentes, & il paroit si clairement qu'ils ne tendent qu'à la ruine de la Religion Protestante, que l'honorable Pere en Dieu Guillaume Archevêque de Cantorbéry, Primat & Métropolitain de toute l'Angleterre, considérant que cette Assemblée n'avoit été faite qu'à dessein d'opprimer les personnes qui excelloient en vertu, en Doctrine & en piété, refusa d'y prendre sance & d'agir de concert avec eux.

Quoy qu'il y ait plusieurs Loix tres-expresses faites contre toutes sortes d'Eglises & de Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste, aussi bien que contre toutes sortes de Cloîtres & de Convents, & de tres-particulières contre l'Ordre des *Jesuites*. Ces mechants Conseillers ont néanmoins fait obtenir le Pouvoir de bâtir diverses Eglises & Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste. Ils ont aussi fait en sorte que l'on a édifié plusieurs Cloîtres & Monastères, qui sont tous erigés au mépris des Loix. Ils ne se font pas contentés d'avoir fait en divers endroits plusieurs Colleges de *Jesuites* pour corrompre la jeunesse. Ils ont même élevé une personne de cette Société à la Dignité de Conseiller du Conseil privé & de Ministre d'Etat. Ce qui fait voir bien clairement, qu'ils ne sont retenus par aucune sorte de règles ni de Loix & qu'ils n'ont pour but que d'assujettir l'honneur & les biens des Sujets, & la Religion établie, à un Pouvoir Despotique, & à un Gouvernement Arbitraire. En quoy ils sont bien servis & secourus par les Commissaires Ecclesiastiques.

Ils ont aussi employé la même methode à l'égard des

affaires Civiles, car ils ont tant fait qu'on a ordonné de faire présenter tous les *Lords-Lieutenants*, les *Deputes-Lieutenants*, les *Sheriffs*, les *Juges de Paix*, & généralement tous ceux qui exercent quelque Charge publique, pour sçavoir, s'ils voudroient concourir avec le Roi à l'abolition du *Tyft & des Loix Penales*. Tous ceux dont la conscience repugnoit de s'accommoder à ce dessein ont été déposés, & on en a mis d'autres en leur place que l'on a crû de meilleure volonté & plus penchans à leur but, qui tend à l'abolition des Loix qui sont faites avec tant de prévoyance & de prudence pour la sûreté de la Religion Protestante. Ils ont même introduit des Papistes de profession dans plusieurs de ces Charges, encore que les Loix les en ayent déclarés incapables, & dispensé les Sujets de déférer à leurs Ordonnances.

Ils ont de plus saisi les Privilèges & Chartres de la plupart des Villes qui ont droit d'être des Membres pour le Parlement, & ont tant fait que ces Titres leur ont été apportés par les Magistrats, qui en les livrant, ont abandonné tous leurs Droits & leurs Privilèges à la discrétion & au bon plaisir de ces pernicieux Conseillers, qui ont fait de nouveaux Magistrats dans ces Villes, en qui ils pussent prendre une entière confiance; établissant des Magistrats Papistes en plusieurs endroits, quoy que les Loix les en déclarent incapables.

Encore qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une bonne Justice & désintéressée, puisque la Vie, la Liberté, l'Honneur, & les Biens des hommes en dependent: Ces pernicieux Conseillers néanmoins ont tout assujéti à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Dans les affaires de la plus grande importance, ils ont commencé par découvrir les sentimens des Juges, & par déposer ceux qui ne s'accordoient pas à leurs intentions, en mettant d'autres en leur place, dont ils étoient plus assurés, sans avoir aucun égard à leur capacité, ils n'ont pas même craint d'introduire des Papistes manifestes dans les Tribunaux, quoy qu'ils en fussent exclus par les Loix, & que personne n'est obligé de déférer à une Sentence rendue par de tels Juges. Ils ont porté cela si loin, qu'ils ont démis les Juges qui faisoient voir dans l'administration de la Justice, qu'ils étoient dirigés par leur conscience & non par les instructions d'autrui. En quoy il paroit qu'ils font tous leurs efforts pour se rendre entièrement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets de quelque état ou condition qu'il puisse être: Et cela, sans avoir aucun égard à l'équité des causes ni à la conscience des Juges, voulant qu'ils soient assujétis en toutes choses à leur volonté & à leur bon plaisir. Ils prétendent par là intimider le reste des Juges qui sont en Charge, & ceux qu'ils trouveront à propos de mettre à la place de ceux qu'ils déposent, & leur faire voir ce qu'ils ont à attendre, lorsqu'ils feront la moindre chose contre leur bon plaisir, & que les fautes de cette nature ne sont jamais pardonnées à qui que ce soit.

Il y a eu beaucoup de sang répandu en divers endroits de ce Royaume, par des Juges gouvernez par ces pernicieux Conseillers, & cela contre toutes les règles & les formalitez des Loix, & sans vouloir permettre aux accusés de se défendre.

Ils ont aussi réduit toutes les causes de la Justice Civile dans un état fort chancelant, remettant l'administration de la Justice entre les mains des Papistes, car quelque juste que puisse être leur Sentence, de ce fait, que les Loix du Pais excluent les Papistes de tous les Tribunaux, & qu'ils les en ont déclaré incapables; personne n'est tenu d'acquiescer à leur decision. Toutes les Sentences qu'ils rendent sont d'elles mêmes nulles & sans force, de sorte que toutes les personnes tirées en cause devant ces Juges Papistes, ne doivent regarder leur prétendue Sentence, que comme un Jugement rendu par un simple particulier sans caractère ni autorité. Les Sujets sont donc fort à plaindre, qui sont obligés de répondre devant de tels Juges, qui en toute affaire ne suivent point d'autre règle que celle qui leur est prescrite par ces pernicieux Conseillers. Comme ils leur ont fait avoir ces Charges & qu'ils les en peuvent ôter quand l'envie leur en prend, ils ne peuvent jamais être tenus pour Juges légitimes. Toutes leurs Sentences par la disposition du Droit, ne font d'aucune force ni efficace.

Ils en ont usé de même à l'égard de toutes les Char-

ANNO
1688.

ANNO
1688.

ges Militaires. Cat les Loix ne se contentent pas d'exclure les Papistes de ces sortes de Charges, elles stipulent particulièrement, qu'ils seront desarmez. Cependant au mépris des Loix, ils ne sont pas seulement armez, mais on les a encore élevez aux plus grands Emplois de la Guerre, tant de Terre que de Mer: les Etrangers aussi-bien que les Naturels du Pais, & les Irlandois comme les Anglois. Par ces voyes ils se sont rendus maîtres des affaires de l'Eglise, du Gouvernement de la Nation, & de l'Administration de la Justice; ils les ont assujettis à un Pouvoir Despotique & Arbitraire, afin d'être en état de se maintenir & d'exécuter leurs damnables desseins avec le secours de l'Armée, & de mettre enfin la Nation à l'esclavage.

Les funestes effets du bouleversement de la Religion, des Loix & des Libertez établies en Angleterre paroltront encore plus clairement si nous considérons ce qui s'est fait en Irlande. Car là, tout le Gouvernement est entre les mains des Papistes, & les Sujets de la Religion y vivent dans une crainte continuelle de ce que l'on doit attendre de la Justice du Pouvoir Arbitraire qui y est introduit. C'est ce qui oblige une grande partie à abandonner leurs Biens, & à sortir de ce Royaume, se fouvant du cruel massacre qui se fit en cette Isle, en 1641.

Ces mauvais Conseillers ont aussi porté le Roy à déclarer en Ecosse qu'il est revêtu du Pouvoir Absolu, & que les Sujets sont tenus de lui obéir sans réserve en toute chose. Sur cela il s'est effectivement attribué un Pouvoir Arbitraire, sur la Religion aussi bien que sur les Loix de ce Royaume-là, d'où l'on peut conjecturer ce que l'on doit attendre en Angleterre du moment qu'ils auront fait tous leurs préparatifs.

Cette longue & insupportable oppression, & le mépris manifeste des Loix, joint aux funestes suites qu'elle aura infailliblement, ont donné une forte & juste apprehension à tous les Sujets, & leur ont fait penser, pour les éviter, à de légitimes moyens, tels qu'ils sont permis à toutes Nations. Mais tout cela a été sans effet, & ces pernicieux Conseillers ont tâché de faire craindre à tout le monde de perdre la Vie, les Libertez, les Honneurs & les Biens, si on pretendoit s'opposer à ces oppressions par des Requetes, des Remontrances ou autres moyens permis par les Loix. C'est de la sorte qu'ils ont traité l'Archevêque de Cantorberi, & d'autres Evêques, pour avoir présenté au Roi une Requete fort soumise & tres-respectueuse. Car cet Archevêque & les Evêques n'excedoient pas le nombre permis par les Loix, & ils exposoient en peu de mots les raisons qui les empêchoient d'obéir à l'ordre qui leur avoit été envoyé, & qui avoit été suggéré par ces pernicieux Conseillers. Par cet Ordre il leur étoit commandé d'ordonner à leurs Pasteurs, de lire dans leurs Eglises la Declaration pour la Liberté de Conscience, ils ont cependant été mis en prison, & ensuite tirez en Justice, comme s'ils étoient coupables d'un crime énorme. Ils n'ont pas seulement été obligés de répondre à cette procédure, mais encore de comparoître devant des Papistes de profession, qui n'avoient point fait le Serment du Tiff, & qui par conséquent avoient intérêt à les condamner; & pour les Juges qui avoient opiné en faveur des Evêques, ils furent depoez.

De quelque façon que l'on colore la chose, & quel que étendu que soit le Pouvoir d'un Roy, & qui exerce le plus absolument le Pouvoir Despotique & Arbitraire, il n'a jamais imputé à crime à ses Sujets d'être venus avec toute sorte de soumission & de respect, & en petit nombre, lui remontrer qu'il leur est impossible d'obéir à ses commandemens.

Ces mêmes Conseillers ont aussi traité en criminel un Pair du Royaume, pour avoir seulement dit, que les Sujets ne sont pas obligés d'obéir aux Ordres d'un Juge de Paix Papiste, quoi qu'ils sachent bien que les Papistes étant exclus par les Loix de toutes sortes de Charges, personne n'est obligé de deférer à leurs jugemens. Puisque ce sont ces Loix qui assurent au Peuple la Vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens, en les empêchant d'être soumis à la Jurisdiction Arbitraire des Papistes, qui sont entrez contre les Loix dans les Charges Militaires & de Judicature.

Sur cela Nous & la Princesse notre chere & bien-aimée Epouse, avons tâché avec bien du respect de faire voir au Roy, la juste & profonde douleur que ces procédures nous causent, & même pour satisfaire au desir que Sa Majesté a fait connoître, nous avons de-

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1688.

claré tant de bouche, que par écrit à son Envoyé, quelle étoit notre pensée, à l'égard de l'abolition du Tiff & des Loix Penales; & cela d'une manière qu'il y avoit lieu d'espérer que par le temperament que nous avions proposé, la Paix de ces Royaumes, & une heureuse Union entre les Sujets de toutes sortes d'opinions pourroit être affermie. Mais ces pernicieux Conseillers ont donné une interpretation si contraire à notre bonne intention, qu'ils se font efforcés d'éloigner le Roi de plus en plus de nous, comme si nous avions en vûe de troubler la Tranquilité & le bonheur du Royaume.

L'unique remede & le plus efficace à tous ces maux, seroit la Convocation d'un Parlement, pour défendre la Nation des méchantes pratiques de ces pernicieux Conseillers; mais la convocation d'un tel Parlement ne se doit point attendre, car ils auroient un juste sujet de craindre qu'on ne leur fit rendre compte des infractions manifestes des Loix, des conspirations & des conjurations contre la Religion Protestante, & contre la Vie & les Libertez des Sujets. C'est pourquoi ils ont tâché sous le specieux pretexte de Liberté de Conscience, de semer premierement la division parmi ceux de la Religion, c'est-à-dire, entre l'Eglise Anglicane & tous les divers Protestans, dont le véritable & commun interest est de se préserver de la tyrannie des Papistes, afin que s'ils se trouvoient par cet artifice engagez dans des disputes reciproques, ils pussent cependant prendre leur temps pour exécuter leurs Projets, tant pour ce qui regarde l'Élection des Membres du Parlement, que pour agir ensuite dans le Parlement même. Car ils voyent bien que si tous les Protestans viennent à être en bonne Intelligence les uns avec les autres, & qu'ils agissent de concert à maintenir leur Religion, qu'il ne sera pas possible à ces pernicieux Conseillers, d'exécuter leurs mauvais dessein.

Ils ont aussi requis dans toutes les Provinces d'Angleterre, & de tous ceux qui sont en quelque Charge ou Consideration, de déclarer par avance qu'ils consentiront à l'Abolition du Tiff & des Loix Penales, & qu'ils ne donneront leurs suffrages dans l'Élection des Membres du Parlement, qu'à ceux qui seront dans ces mêmes sentimens. Ceux qui ne voulurent point se déclarer par avance, furent démis de leurs Charges, & d'autres en mit d'autres en leur place, dont une partie étoit Papiste, qui promettoient tout ce que l'on vouloit, contre les Chartres & les Privileges des Bourgs & des Villes, qui ont Droit d'élire des Membres pour le Parlement. Ils ont obtenu pour cela tous les Reglemens qu'ils ont jugé être propres & nécessaires, pour assurer des Membres qui doivent être élus par ces Corporations ou Societez. Par ce moyen ils ont crû pouvoir éviter le châtiment qu'ils méritent, quoi qu'il soit évident que tous Actes faits par des Magistrats Papistes, ne sont de nulle valeur. Si un Parlement n'est donc pas légitime, dont les Elections & les Certificats d'Élection sont faits par des Sheriffs & des Maires de Ville Papistes, il n'est pas possible d'avoir un Parlement légitime, tant que l'Autorité & le Gouvernement seront en de telles mains. Suivant donc les Constitutions du Gouvernement d'Angleterre & toutes les vieilles Coutumes, toute élection du Parlement se doit faire dans une pleine liberté, sans aucune contrainte & sans qu'il soit permis de requerr ceux qui ont Droit d'élire, pour les porter à dire ceux qu'on leur recommande, ceux mêmes qui sont librement élus, doivent opiner en toute liberté sur toutes les matieres qui leur sont proposées; ayant toujours devant les yeux le bien commun de la Nation, & suivant en toutes affaires les mouvemens de leur Conscience.

Dans l'état présent des choses le Peuple d'Angleterre ne doit pas s'attendre au remede d'un Parlement libre, ni légitimement convoqué ni élu, mais il peut voir convoquer un Parlement, où les fraudes & les violences seront les Elections, & qui ne sera composé que de Personnes dont ces pernicieux Conseillers seront assurez, & où toutes choses seront traitées suivant leurs Ordres & leurs Interets, sans avoir aucun égard au bien & au bonheur de la Nation. Cela se confirme, par ce que ces mêmes Personnes ont tâché de gagner les Membres du dernier Parlement, pour les faire consentir à la Revocation du Tiff & des Loix Penales, & ont tant fait que le Parlement fut caillé, voyant que par promesses ni par menaces, ils ne pou-

ANNO
1688.

voient porter les Membres à exécuter leurs mauvais dessein.

Mais pour couronner leur conduite, il y a de grandes & fortes présomptions qui nous portent à croire que ces mauvais Conseillers, pour avancer leurs pernicieux dessein, & pour avoir le temps de les exécuter, tant pour encourager leurs complices, que pour décourager tous les bons Sujets, ont publié que la Reine étoit accouchée d'un Fils. Et comme durant cette prétendue grossesse de la Reine, aussi-bien que dans les Circonstances de cette Naissance, & dans les manières dont cela a été conduit, il paroît tant de justes & visibles fondemens de soupçon, que non seulement nous, mais tous les bons Sujets de ces Royaumes, soupçonnons que le prétendu *Prince de Galles* n'a pas été mis au monde par la Reine. Et il y en avoit beaucoup qui doutoient hautement de la grossesse de la Reine aussi-bien que de la Naissance de l'Enfant; & cependant l'on n'a fait aucune chose pour les contenter & pour mettre fin à leurs doutes.

Or comme la Princesse notre chère & bien-aimée Epouse & nous pareillement, avons un très-grand intérêt en cette affaire, & le Droit, à ce que chacun fait, à la Succession de la Couronne, & de plus que les Anglois en l'année 1672. lors que les Etats Généraux des *Provinces-Unies* furent attaqués par une très-injuste Guerre, firent tous leurs efforts pour la finir, s'opposant à ceux qui avoient alors le crédit à leur Cour, se mettant au hazard de perdre la faveur du Prince & leurs Charges, & qu'outre cela la Nation Angloise a toujours témoigné une singulière affection tant pour la Princesse, notre bien-aimée Epouse, que pour Nous même, Nous n'avons donc pu nous empêcher dans une affaire si importante de prendre leurs intérêts & de contribuer de tout notre pouvoir, à maintenir tant la Religion Protestante, que les Loix & les Libertez de ces Royaumes, & pour assurer à leurs Sujets la jouissance de leurs légitimes Droits. Pour exécuter cela, Nous avons été fort instamment priés par un grand nombre de Seigneurs tant Ecclesiastiques que Seculiers, & par beaucoup de Nobles & autres Sujets de toutes conditions.

Sur cela nous avons trouvé bon de passer en Angleterre, & de prendre avec la Bénédiction de Dieu des forces suffisantes, pour nous défendre de la violence de ces pernicieux Conseillers; & désirant que notre Intention soit bien entendue, nous avons à cette fin, fait dresser cette *Déclaration*, où de la même manière que nous avons rendu un compte véritable des raisons qui nous portent à cette entreprise, nous avons jugé à propos de faire connaître, que cette Expedition n'est à aucune fin, que pour avoir le plutôt que faire se pourra un libre & légitime Parlement assemblé. Que toutes les nouvelles Chartres par lesquelles les Elections des Membres du Parlement sont bornées contre l'ancienne Coutume, soient tenues pour nulles & d'aucune valeur. Que tous les Magistrats deposez injustement & contre les Loix rentreront dans leurs Charges. Que tous les Bourgs d'Angleterre se mettront en possession de leurs anciennes Prescriptions & Chartres. Que l'ancienne Charte de la très-grande & très-célèbre Ville de Londres demeurera dans toute sa force. Que les Lettres Circulaires pour l'Election des Membres du Parlement seront adressées aux Officiers, à qui il appartient de les recevoir selon les Loix & Coutumes. Qu'il ne sera permis à personne d'élire ou d'être élu pour un Membre du Parlement, qu'il n'ait les qualitez requises par les Loix. Que les Membres du Parlement étant ainsi légitimement élus, s'assembleront & prendront leur Seance en toute liberté. Que les deux Chambres pourront ensemble travailler à la preparation des Loix qu'elles jugeront utiles & nécessaires. Qu'après une pleine & libre agitation, tant pour l'établissement que pour l'exécution, touchant le *Test* & telles autres Loix, qui sont nécessaires pour le maintien & la sûreté de la Religion Protestante, ils pourront faire toutes les Loix capables de faire une bonne Union, tant entre l'Eglise Anglicane & les divers Protestans, que pour la defence & le repos de tous ceux, qui veulent vivre paisiblement en bons Sujets sous le Gouvernement, sans souffrir la moindre persecution au sujet de leur créance, les Papistes même n'en étant pas exceptez. Que les deux Chambres pourront aussi pourvoir à toutes les autres affaires qu'elles jugeront à propos pour la Paix, l'Honneur & le salut de la Na-

tion, afin qu'elle ne puisse plus être jamais en danger à l'avenir de retomber sous un Gouvernement Arbitraire.

ANNO
1688.

Nous voulons aussi rapporter à ce Parlement la recherche de la Naissance du prétendu *Prince de Galles*, & tout ce qui a relation à cela, & au Droit de la Succession. Pour ce qui est de nous en particulier, Nous voulons en toutes choses aider à avancer la Paix & le Bien commun de la Nation, par les moyens qu'un libre & légitime Parlement aura déterminé, puisque toute notre entreprise ne tend qu'à la conservation de la Religion Protestante: à mettre toutes sortes de personnes à couvert de la persecution au sujet de leur Conscience, & à affermir toute la Nation dans la libre jouissance de tous ses Droits & Libertez sous un juste & légitime Gouvernement.

Voilà la fin que nous nous sommes proposée, en prenant les Armes en cette occasion; pour y parvenir nous tiendrons les Forces qui sont sous notre commandement, dans la Discipline Militaire la plus severe. Nous aurons un soin particulier que les Peuples des Provinces par où il nous faudra marcher, ne souffrent aucune incommodité de leur part; & aussi-tôt que l'état de la Nation le permettra, Nous promettons de renvoyer toutes ces Troupes Etrangères que nous avons attirées avec nous. Nous espérons donc que tout le monde jugera favorablement de nous, & que l'on approuvera notre procédé; mais pour le succès de cette entreprise, nous nous en reposons sur la Bénédiction de Dieu, en qui nous mettons notre entière & unique confiance.

Enfin nous invitons & requérons toutes Personnes quelle qu'elle puisse être, les Pairs du Roiaume, tant Ecclesiastiques que Seculiers, tous Lords-Lieutenants, Deputés-Lieutenants, tous Nobles, Bourgeois, & Personnes des Communes, de toutes Conditions, de nous venir aider dans l'exécution de nos Desseins, contre tous ceux qui voudront s'y opposer, afin que nous puissions par ce moyen prévenir tous les malheurs qui arriveront infailliblement, si la Nation demeure sous le Pouvoir Arbitraire & dans l'Esclavage; mais afin que toute la violence & tous les desordres qui ont bouleversé toute la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, puissent être restablies dans un Parlement libre & légitime; nous sommes d'avis qu'aussi-tôt que l'Angleterre sera mise en repos, que l'on ait à convoquer un Parlement en *Essex*, pour l'établissement des anciennes Constitutions de ce Royaume-là, & pour les Affaires de la Religion, en telle sorte que le Peuple y puisse vivre heureux & en repos, après avoir mis fin à toutes les injustes violences que l'on y exerce depuis une longue suite d'années. Nous tâcherons aussi de mettre le Royaume d'Irlande en tel état que la Loy touchant la possession des Biens nommée *Settlement*, y sera religieusement observée, & que les Interêts des Protestans & de tous les Sujets de la grande Bretagne soient mis en sûreté. Nous tâcherons enfin par tous les moyens possibles de pourvoir à de tels Reglemens dans les trois Royaumes que tous les Sujets puissent vivre ensemble en une heureuse Union & bonne Correspondance; & que la Religion Protestante, la Paix; l'Honneur & la félicité de ces Nations, soient solidement établis sur des Fondemens éternels. Donné sous notre Seing & sous le Seau de nos armes, à la Cour à la Haye le 10. Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI PRINCE D'ORANGE,

Plus bas,

Par exprès commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS,

Addition de Son Altesse à la précédente Déclaration.

Après avoir fait dresser & imprimer notre Déclaration, nous avons entendu que les Extirpateurs de la Religion & les Infraçeurs des Loix de ces Royaumes, sur ce qu'ils ont ouï dire de nos préparatifs,

ANNO
1688.

ratifs, pour secourir le Peuple contre eux, ont commencé de retracter une partie de leur Pouvoir Arbitraire & Despotique qu'ils s'étoient attribué, & qu'ils ont révoqué quelques-uns de leurs injustes Arrêts & Declarations. Que le Sentiment de leur crime & le peu d'assurance qu'ils prennent en leurs forces, les ont porté à présenter à la Ville de Londres une apparence de soulagement, par la suspension de leurs oppressions violentes, esperant par là mettre le Peuple en repos, & le détourner de la demande d'un rétablissement assuré de leur Religion & de leurs Loix, par le secours de nos Armes. Qu'ils ont aussi fait courir le bruit, que nous nous proposons d'envahir cet Etat, & de réduire la Nation à la Servitude, sur quoi nous avons jugé à propos d'ajouter ce peu de mots à notre précédente Declaration.

Nous sommes persuadés que personne ne peut avoir des pensées assez dévantageuses de nous pour s'imaginer que nous ayons aucune autre vue dans cette entreprise; que d'affirmer la Religion, les Libertez & les Proprietez des Sujets, sur des fondemens si solides & si inébranlables, que la Nation ne puisse jamais plus à l'avenir être en danger de retomber dans les mêmes malheurs où elle est. Et comme les forces que nous avons amenées avec nous font entièrement disproportionnées aux noirs Desseins qu'on nous impute de vouloir conquérir la Nation, si nous étions capables d'une telle pensée, il suffiroit de répondre, pour nous purger de cette calomnie, que le grand nombre de Personnes de la Principale Noblesse, qui sont tous de Qualité & de Condition eminente ne le souffriroient pas, car leur intégrité & leur zèle pour la Religion & pour le Gouvernement d'Angleterre, sont fort connus, aussi-bien que la fidélité inébranlable de leur part, pour la Couronne, & dont une Partie nous accompagne dans cette Expedition, & pautre nous a fort sollicité de l'entreprendre. Car il n'est pas croyable que ceux qui nous ont sollicités, ni que ceux qui sont venus pour nous aider, voulussent entrer dans une si criminelle entreprise, & remporter pour fruit de leur conquête, la perte de leurs propres & légitimes ti-

tres, qui concernent leurs Honneurs, leurs Biens & ANNO
leurs Intérêts. 1688.

Nous sommes aussi fort assurés que tout le monde voit le peu de fondement que l'on doit faire sur les Promesses & les engagements que l'on donne à présent, si on considère qu'avant cela, on a eu fort peu d'égard aux Promesses les plus solennelles. Aussi le prétendu redressement que l'on offre aujourd'hui prouve manifestement toutes les infractions du Gouvernement que nous avons touchées, & découvre les défauts qui s'y rencontrent. Car ils n'accordent rien qu'ils ne puissent révoquer quand il leur plaira, puis qu'ils se réservent leurs pretextes & leurs pretensions, pour les faire revivre en leur entier par le moyen du Pouvoir Arbitraire & Despotique, sans en faire jusqu'alors le moindre semblant. Ce qui a été la source de toutes leurs oppressions, & du renversement entier du Gouvernement. Il est aussi très-certain qu'aucun expedient, ni satisfaction ne peut être offert que dans un Parlement, par une Declaration authentique, touchant les Droits des Sujets qui ont été violés, & non par de prétendus Actes de Grace, à quoi ils se réduisent dans l'extreme nécessité de leurs affaires. Nous avons donc crû qu'il étoit nécessaire de déclarer, que nous voulons nous rapporter de toutes choses à une Assemblée libre de la Nation, dans un Parlement légitime. Donné sous notre Seing, & sous le sceau de nos Armes; à la Cour, à la Haye le 24. d'Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRY PRINCE D'ORANGE.

Et plus-bas,

Par l'esprés commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENA.

LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
ORANGE.

Resolutie van de Staten Generaal der VEREENIG-
DE NEDERLANDEN, bevelende de Reden, *denwelke Haer genoodsaakt hebben, om den Prin-
van Oranien WILLEM HENDRYK met
Schepen en Krygsvolk in zyn Passagie na Engelandt
te assisteren. Den 28. October 1688.*

IS naer voorgaende Deliberatie goedgevonden ende verstaan, dat aen alle de Ministers van den Staet buyten 's Lants kennisse sal werden gegeven van de Redenen, die hier Hoog Mogende hebben bewoogen, om Syne Hoogheydt, in Persoon naer Engelandt over gaende, met Schepen ende Militie te assisteren, met last ende ordre, om haer aen de Hoven daer de selve residieren, daer van te bedienen sulcks ende daer 't behoort; ende dat vervolgens de voorz. Ministers sal werden aengefchreven, dat het al de wereldt kennelijck is, dat de Engelse Natie, zedert een geruymen tijdt heeft gemurmureert ende geklagt, dat den Koningh, ongetwijffelt door den quaden raedt ende inductie van syne Ministers, empieerde op haer Fundamentele Wetten, ende arbeide, om door het verbreecken van de selve, ende door het invoeren van de Roomse Catholijcke Religie, hare Vryheydt te onderdrucken, ende de Protestantische Religie te ruineren, ende alles te brengen onder eene arbitraire Regeringe: Dat als die verkeerde ende onrechtmatige conduite meer ende meer wiert aengeselt, ende het gevaer van die gevreesde Onheylen grooter wierdt, ende daer door soodanige diffidentie ende aversee tegen den Koningh was verweckt, dat niet anders als een generale desordre ende confusie in dat Rijk was te wachten; Syne Hoogheydt den Heere Prince van Orange, op de menigvuldige representatie, ende het gereitoert ende ernstigh verzoek, het welck aen Syne Hoogheydt door verscheiden Lores, ende andere Per-

Resolusion des Etats Généraux des PROVINCES-
UNIES, portant les Raisons, qui les ont obligés de secourir de Vaisseaux & de Troupes
GUILLAUME HENRI Prince d'Orange, ET
passant en Angleterre en Personne. Du 28. ORANGE;
Octobre, 1688. [Feuille Volante imprimée.]

Après une préalable Deliberation a été trouvé bon & jugé à propos, qu'il sera notifié à tous les Ministres de l'Etat qui sont hors du Pais les Raisons qui ont porté L. H. P. d'assister Son Altesse de Vaisseaux & de Troupes, dans le dessein qu'elle a de passer en Angleterre, avec Ordre & Mandement de se servir desdites raisons dans les Cours où ils résident, ainsi qu'il appartient; Et qu'en conséquence on écrira auxdits Ministres, qu'il est notoire à tout le monde que la Nation Angloise s'est plainte depuis long-tems, que le Roy, pouillé sans doute par le mauvais Conseil & par l'induction de ses Ministres, empieoit sur leurs Loix fondamentales, & travailloit par l'infraction d'icelles & l'introduction de la Religion Catholique de supprimer leurs Libertez, ruiner la Religion Protestante, & de réduire toutes choses sous un Gouvernement Arbitraire: Que si cette inique conduite venoit à être poussée plus avant, & le danger des malheurs qui en sont à craindre à s'augmenter, cela inspireroit une telle disffiance & aversion contre le Roy, qu'on auroit à en attendre un desordre & une confusion generale dans le Royaume. C'est pourquoy sur la representation souveniesfois faite, & les prieres réitérées & pressantes adressées à Son Altesse, par divers Lores & autres Personnes de gran-

ANNO 1688. soonen van veel consideratie in dat Koninkrijk, is gedan, ende mede uyt insicht, dat haer Koninklijke Hoogheydt ende syne Hoogheydt sels in den Welstant van dat Rijk, soo hoogh zyn geinteresseert, ende niet wel konden aensien, dat door twisten ende oneenigheden, die pericul liepen, van hoe het mochte gaen, van de Kroon te werden gescladeert, derhalven was verplicht, om voor des sels Welstant te vigileren, ende forge te dragen, ende gedachten hadden opgenomen, van aen de Natie, met soo veel recht, ende op soo goede gronden, over de Regeringe haer bewarende, de behulpzame hand te bieden, ende in alle 't genee Syne Hoogheydt mogelijk soude zyn, haer te assistieren, om dat Syne Hoogheydt was geverfueert, dat het welvaren van den Staet, over de welke aen de selve de forge oock is toevertrouwt, ten hooghiten daer aen was gelegen, dat het welgemelte Koninkrijk mochte blyven in ruste, ende het misfrouwen tuschen den Koningh ende Natie werden wegh-genomen; dat Syne Hoogheydt wetende, dat om in soo eenen importanten ende lofselicken faken te reussieren, ende door de qualijckgeintentionerden daer inne niet te werden belet of verhindert, noodigh was in Persoon in dat Rijk over te gaen, met het gevolge van eenig Krijgs-macht, aen haer Hoog Mogende kennisse van syne genegenheydt heeft gegeven, ende haer Hoogh Mogende assistentie verfocht: Dat haer Hoogh Mogende naer alles typelijck te hebben overwoogen, ende geconsiderert dat de Koningen van Frankrijk ende van Groot-Britannien met malkander stonden in een seer goede intelligentie ende vruendschap, soo als meermalen aen haer Hoog Mogende is verdeckt, en in een naeuwe en particuliere Alliantie, ende dat haer Hoog Mog. geinformeert en gewaerschoomt zijnde, dat by hare Majesteyten de concert wierdt toegeleght ende gearbeydt, om den Staet te ontfenken van hare Geallieerden, en dat den Koning van Frankrijk in vele voorvallen oock heeft getoont, aen desen Staet seer ongenegen te zyn, ende derhalven te vreden stonde, dat indien den Koningh van Groot Britannien in sijn Rijk mochte komen te bereycken sijn oogmerk, ende te verkrygen de absolute macht over sijn Volck, beyde die Koningen te saken uyt interesse van Staet, ende uyt haer, ende yver tegens de Protestantsche Religie, desen Staet souden trachten over hoop te werpen, en waer het mogelijk, uyt te delgen; hebben geresolveert, Syne Hoogheydt over het ondernemen van die voorgeroerde deseynen te prylen, ende aen deselvs, tot sijn assistentie eenige Schepen ende Militie, als Auxiliair, toe te staen; dat dienvolgende Syne Hoogheydt aen haer Hoogh Mogende heeft verklaert geresolveert te zyn, om onder Godes genade en gunste naer Engelandt over te gaen, niet met eenigh het minste insicht ofte intentie om dat Rijk te invaderen ofte 't onder te brengen, of om den Koningh van den Throon te stoeten, veel min om sich daer van Meester te maken, of de wetige successie te inveteren ofte te benadeelen, oock niet om de Roomsche Catholijcken te verjagen, ofte die te vervolgen, maer eeniglijck ende alleen om de Natie te hulpe te komen, tot het herstellen van de verbroockene Wetten en Privilegien, als oock tot behoudenisse van hare Religie ende Vryheydt; ende tot dien eynde te bevorderen ende te weegh te brengen, dat een vry ende wetigh Parlement magh werden beroepen, op de maniere ende van Persoonen, by, ende naer de Wetten ende forme van die Regeringe gereguleert ende gequalificeert; ende dat by het selve over alles magh werden gedeliberiert en vastgesteld, het gene sal werden geoordeelt noodigh te wesen, om aen de Lords, aen de Clergé, aen den Adel, ende aen het Volck te doen hebben verseeckeringe, dat hare Rechten, Wetten, ende Privilegien niet meer sullen werden geviolert noch verbroocken: Dat haer Hoogh Mogende hopen ende vertrouwen, dat onder Godes-zegen, de rust ende eenigheydt in dat Rijk sal werden gereestiblickeert, ende her selve daer door gebracht in itate, om oock krachtigh te kunnen concurreren tot het gemeene wel-weien van de Christenheydt, ende tot de herstellinge en handthavinge van de Vrede, ende Tranquillitey in Europa: Ende sal Extract van dese haer Ho. Mogende Resolutie door den Agent Rosenboom werden gesteld in handen van de alhier aanwezende uytheemische Ministers, tot der selver naerichtinge, ende haer

ANNO 1688. de Consideratie van ce Royaume, en égard à l'intérêt que Son Altesse Royale, & luy ont à la prospérité d'icelui Royaume, & qu'ils ne pouvoient permettre que par ces differens & desunions, ils courussent risque d'être exclus de la Couronne, ledit Seigneur Prince d'Orange étant obligé de veiller au maintien d'icelle, il avoit resolu avec raison de secourir la Nation, à l'égard de ce Gouvernement qui lui est si onereux, & de l'assister en tout ce qui lui seroit possible, d'autant plus que Son Altesse étoit persuadée que la prospérité de cet Etat qui luy est aussi confié avoit un grand Intérêt que le sudy Royaume demeurât sans Troubles, & que la méfiance d'entre le Roy & la Nation vinsent à cesser. Que Son Altesse scachant que pour réussir dans une si importante & louable affaire, & pour n'y point trouver d'obstacle de la part des mal-intentionnez, il étoit nécessaire qu'il passât dans ce Royaume, accompagné de quelques forces, il avoit fait connoître son affection à L. H. P. en ayant demandé leur Assistance; Que L. H. P. après avoir meurement délibéré là-dessus, & considéré, que les Rois de France & de la Grande Bretagne, étoient l'un & l'autre en très bonne Intelligence & Amitié, comme on en a assuré plusieurs fois L. H. P. & qu'il y avoit entr'eux une Alliance très étroite & particulière, qu'aussi L. H. P. étoient informés & avertis que L. M. travailloient de concert à priver cet Etat de ses Alliez, & même que le Roy de France lui avoit renvoyé en plusieurs rencontres son peu d'affection, & qu'ainsi il étoit à craindre que si le Roy de la Grande Bretagne venoit à parvenir à son but, & à obtenir un Pouvoir absolu sur son Peuple, les deux Rois unis ensemble, par Intérêt d'Etat, & en haine de la Religion Protestante ne tâchassent de bouleverser cet Etat, & de le détruire s'il étoit possible; Ils ont resolu de louer Son Altesse de son dessein & de lui accorder pour assistance quelques Vaisseaux & Troupes, en qualité d'Auxiliaires; Qu'en conséquence Son Altesse déclara à L. H. P. qu'elle est resolu, sous la grace & faveur de Dieu de passer en Angleterre, non dans la moindre vené ou intention d'envahir ce Royaume, ou de le déshériter, ou de détrôner le Roy, ni bien moins de s'en rendre le maître, ou de faire préjudice à la Succession légitime, non plus de chasser les Catholiques Romains, ou de les persécuter; mais seulement & uniquement de secourir la Nation, de rétablir les Loix & Privileges qui ont été enfreints, ensemble de conserver leur Religion & Liberté; Et à cette fin de tâcher & faire en sorte, qu'un Parlement libre & légitime soit convoqué, de la manière & de Personnes réglées & qualifiées, selon les Loix & forme du Gouvernement, & qu'il y soit délibéré & arrêté ce qui sera jugé nécessaire pour la sûreté des Lords, du Clergé, de la Noblesse & du Peuple, & afin que leurs Droits, Loix & Privileges ne soient plus violés ni enfreints. Que L. H. P. esperent & assurent que sous la Bénédiction de Dieu, le Repos & l'Union seront rétablis dans ce Royaume, & qu'il sera remis par là en état de concourir efficacement au Bien general de la Chrétienté, & au rétablissement & maintien de la Paix & Tranquillité de l'Europe; Et sera un extrait de cette Résolution de L. H. P. mis par l'Agent Rosenboom és mains des Ministres Etrangers, résidens icy, pour leur Instruction,

ANNO daer van te bedienen daer ende soo het behoort. Was
1688. geparafeert.

J. V. HAERSOLTE.

Onder ftondt,

Accordeert met het voorz. Register.

Geteekent,

H. FAGEL.

tion, & pour s'en servir comme il appartient. Etoit
paraphé,

J. V. HAERSOLTE,

Et plus-bas étoit écrit,

S'accorde avec le fuidit Register,

Signé,

H. FAGEL.

XCIX.

17. Oâ. *Articles & Conditions auxquelles ANSELME FRANÇOIS Eleveur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de Mayence au Marquis de Boufflers General de l'Armée du Roi Très-Christien. Fait au Camp devant Mayence le 17. d'Octobre 1688. Avec la RATIFICATION de Sa Majesté donnée à Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688. [Feuille volante imprimée en Hollande en 1688. in 4. en François & en Hollandois.]*

I. Remièrement. Que la Garnison du Roy, & celui qui commandera dans la Ville & la Citadelle de Mayence, recevra l'Ordre & le mot de Sadté A. E. & en son absence de son Statthalter, qui sera toujours du Grand Chapitre au dit Mayence, & luy rendra le même respect que les Troupes propres, sans toutefois que la Garnison, ny celui qui la commandera, luy prestera le serment de fidélité.

II. Secondement. Que les Gens de Guerre de Son A. E. de Mayence en sortiront avec toute Liberté, Armes, Bagage, & Honneur, & seront escortés là, ou il plaira à Sadté A. E. mais au delà du Rhin.

III. Troisièmement. Que les Commissaires du Roy entreront dans l'Arseuil à Mayence, & s'en mettront en possession par Inventaire de toute l'Artillerie & Munition, & lors que la Garnison de Sa Majesté quittera ladite Place, ils rendront toute l'Artillerie, & payeront ce qui se trouvera estre consommé de ladite munition.

IV. Quatrièmement. Que les Troupes du Roy, qui entreront dans la Ville & la Citadelle auront la subsistance & entretenement du Roy, tant qu'ils y seront, sans que les Bourgeois, Juifs, & autres Sujets de S. A. E. seront tenus d'y fournir quoy que ce soit, qu'en leur payant, y compris les Réfugiés en la Ville, & leurs effets.

V. Cinquièmement. Que le Commerce sera libre par Terre & par Eau, passage & repassage des Bateaux & Bateliers. Cours des Postes, & les Correspondances nécessaires à l'entretienement & continuation dudit Commerce à tous les Habitans de la Ville & autres Sujets, avec liberté de pouvoir sortir & entrer avec tout ce qui leur appartient sans aucun empêchement, & qu'ils seront pourvus des Passeports nécessaires.

VI. Sixièmement. Que les Contributions, Tailles, & Gabelles, Peages, Impôts, & toutes les autres Rentes & Revenus de l'Archevêché, & de son Clergé, tant du premier, que du secondaire, & Religieux & Religieuses, comme aussi de toute la Noblesse, Ministres, Officiers, & tous autres Sujets de Son A. E. leur demeureront comme du passé.

VII. Septièmement. Que Son A. E. demeurera en pleine & libre fonction de sa Regence, tant pour ce qui est de l'Ecclesiastique, que Politique, comme cy-devant.

VIII. Huitièmement. Que Son A. E. aura pleine Liberté de s'en aller & revenir, quand il luy plaira.

IX. Neuvièmement. Le Grand Chapitre de Mayence fera laissé dans les Honneurs, Fonctions, Prerogatives & Privileges, qui luy appartiennent, comme aussi le

Clergé secondaire, & toute la Noblesse & Ministres, & Officiers, & autres Serveurs de Son A. E. avec Liberté de pouvoir avec Femmes & Enfants, & toute leur Famille, comme aussi avec leurs effets, & tout ce qui leur appartient, aller & revenir, quand il leur plaira, & même, que Son A. E. & le Grand Chapitre puisse donner à leurs Officiers, Serveurs, Sujets, & autres, qui leur appartiendront des Passeports, qu'ils auront à faire, qui seront respectés & valables à l'égard de la Generalité.

X. Dixièmement. Que les Troupes du Roy conserveront les Etats & Biens de l'Archevêché, & ceux du Grand Chapitre, & de la Noblesse, aussi bien en particulier qu'en general, du Clergé secondaire, & des Religieux & Religieuses, tant en deça qu'au delà du Rhin, & généralement tous, & qu'ils en tireront leurs Revenus & Rentes sans aucune diminution ou Impost, comme du passé.

XI. Onzièmement. Que les Maisons de tout le Clergé, Religieux & Religieuses, de toute la Noblesse, Ministres, & autres Officiers de Son A. E. & du Grand Chapitre, comme aussi celles de l'Université seront exemptes de tous les Logemens, qui se feront dans la Ville & Citadelle des Troupes du Roy, & que la Bourgeoisie en sera épargnée autant qu'il sera possible, Et que la Repartition & Distribution des Billes & Logemens se fera conjointement avec les Officiers de la Ville à ce députés.

XII. Douzièmement. Qu'en cas que Son A. E. voudra faire quelque voyage hors de la Ville, sa Residence sera & demeurera libre de tout logement, & son Statthalter & autres Officiers, qui pendant son absence y logeront, seront favorisés & traités honorablement pour la conservation.

Moyennant les Articles cy-dessus mentionnés & arrestés les Clefs & Portes de la Ville & Citadelle seront mises entre les mains de Sa Majesté Très-Christienne, de laquelle son Excell. Mr. le Marquis de Boufflers procurera la Ratification dans un mois de temps, ayant pour cet effet engagé sa Parole, lequel accorde les mêmes Conditions & Articles cy-dessus au Grand Chapitre, au regard de la Ville & Chateau de Bingen, pour y mettre de la Garnison Francoise, excepté, que le Commandant d'icelle ne sera pas obligé de demander le Mot du Baillif, qui y sera de la part du Grand Chapitre, lequel d'ailleurs recevra les mêmes Honneurs & traitemens mentionnés es Articles fuidits, desquels on a fait expedier le double signé de part & d'autre. Fait à Mayence le dix-septieme du Mois d'Octobre mille six cents quatrevingt & huit.

Scritte

Par Son Altesse Electorale & son grand Chapitre de Mayence.

(L.S.) ANSELME FRANCISCUS.

(L.S.)
Capitali.

(L.S.) BOUFFLERS.

Ratifi.

ANNO
1688.

Ratification du Roi Tres-Chrétien.

LE Roy ayant veu & leu exactement les Articles de l'Accord arrêté en son nom par le Sr. Marquis de Boufflers l'un de ses Lieutenants Generaux en ses Armées, Commandant ses Troupes devant Mayence, & Monsieur l'Archevêque de Mayence, & Electeur du S. Empire le 17. du present Mois d'Octobre, desquels Articles Copie est cy-dessus transcritte, & ayant tous les Points contenus en iceux agréables, Sa Majesté les a approuvés, ratifiés, & confirmés, approuve, ratifié, & confirme par la presente. & promet en foy & Parole de Roy de les entretenir & garder, & faire entretenir & garder, sans y contrevenir, ny permettre, que de sa part il y soit contrevenu directement, ny indirectement en aucune maniere, sous quelque pretexte, & pour quelque cause & occasion, que ce puisse être. En témoin de quoy Sa Majesté a signé la presente de sa main, à icelle fait apposer le Seal de son secret, & contre-signé par l'un de ses Conseillers d'Etat, & de ses commandements. A Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688.

LOUIS

(L.S.)

TELLIER.

C.

24. dO. Testament Hro. Hoch-Fürstlichen Durchleucht. Herzogs Christiani zu Sachsen-Merseburg/ in welchem unter andern Hoch-Fürstlichen Verordnungen das Primogenitur Recht unter dessen hinterlassenen vier Herrn-Herrn Söhnen eingeführt wird. Merseburg den 24. October 1688. Mit Hro. Kaiserlichen Majestät LEOPOLDI I. Confirmation besagten Testaments. Wien den 7. Januar. 1689. [LONDORPII Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIII. num. IX. pag. 665.]

C'est à dire.

Testament de CHRISTIAN Duc de Saxe-Mersebourg, par lequel entr'autres Dispositions, le Droit d'Aînesse est introduit entre ses quatre Fils. Fait à Mersebourg le 24. Octobre 1688. Avec LA CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD sur ce Testament. A Vienne le 7. Janvier 1689.

S Einnach von Gottes Gnaden/ Wir Christian/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Postulirter Administrator des Stifts Merseburg etc. Uns eines Theils die vielen herrlichen Wohlthaten Gottes/ des Er uns nicht nur in Geistlichen/ sondern auch in leiblichen Dingen/ an allerhand Genuß-leibes-und zeitlichen Glücks-Gaben/ miltiglich und reichlich verliehen/ und denn andern Theils der Nichtigkeit und Flüchtigkeit menschlichen Lebens/ so wohl Veränderung aller weltlichen Dinge erinnert/ und dabeneben durch Götliche Gnaden Regier- und Verleyhung dahin getrachtet/ wie wir nächst sorgfältiger Versorgung unserer durch Christi Blut und Tod erlöseten und so theuer erworbenen Seelen/ und wegen unsrer hinterbleibender herrlichsten Gemahlin und Kinder/ wie nicht weniger unsrer Lande und Leuten/ und was uns die grundlose Gürtigkeit Gottes mehr gegeben hat/ eine solche Verordnungs- und Disposition hinterlassen möchten/ wodurch denselben/ so viel durch menschliche Vorsichtigkeit geschehen kan/ aufs beste prospiciet/ alles in guter Ordnung

erhalten/ und was daran etwa hinderlich seyn könnte/ in ANNO 1688.

zeiten noch vor unserm tödlichen Hintritt/ widerlebiglich in der Hand Gottes siehet/ aus dem Begegeraumt werden möchte/ So ist uns zwar unentfallen/ daß Wir allbereit im Jahr 1673. nach damaligem Zustande ein Testament und letzten Willen aufgerichtet/ Dieweil aber nach der Zeit mancherley Veränderungen nach Gottes Willen sich zugeragen/ Als haben wir bey damaliger Disposition nicht allerdings beharren können/ sondern sind aus erheblichen Ursachen benogen worden/ angeregtes Testament durch würdliche Abforder- und Abthlung des Originals und Concepts, krafft dieses zu caliren/ unsern letzten Willen bey vollkommenem guten Verstande/ nach reifster Überlegung dieses wichtigen Wercks/ und Erweckung des gegenwärtigen status publici & privati hiermit auffzurichten und zu beschließen/ und zwar

Erstens/ Und vor allen Dingen beschien Wir unsrer Seele in die getreue Hand Gottes/ küssen und glauben vestiglich/ daß durch das theure Erlöse-Blut Jesu Christi Gott den himmlischen Vater eine völlige Bezahlung aller Schuld vor dieselbe geschehen/ und sie durch das Blut unsers allerhöchsten Heylandes von allen Sünden gereinigt/ und mit besten vollkommenener Gerechtigkeit begabet und geschmückt/ also dieselbe dabey bis an ewigk Ende/ unverrückt möge und werde erhalten/ und nach derselben in der himmlischen Glori/ Freud und Herrlichkeit/ bis zur allgemeinen Auferstehung der Todten/ in dem Schooß Abrahä aufgehoben werden/ auch so dann nach erfolgter Wiedervereinbahrung mit dem verklärten Leibe der unaussprechlichen Selig- und Herrlichkeiten/ die Gott seinen Auserwählten bereitet hat/ in alle Ewigkeit/ mit allen Engeln und Heiligen Gottes genießen. Den abgeselkten Leib aber beschien wir der Erden/ davon er genommen ist/ und wollen/ daß er mit gewöhnlichen Fürstlichen Ceremonien und leichen-Conduct, jedoch ohne übermäßigh Gepräng/ zu seiner Ruhestatt alhier/ bey unsrer Schloß-Kirche/ in das darselbst angerichtete Begräbniß gebracht werde.

Zweitens. Und zweiffeln wir hiernächst vors andere nicht/ es werden unsere geliebten Söhne und Töchter alserleits/ die Zeit ihres Lebens/ ihren lieben Gott treulich vor Augen haben/ und denselben bis an ihr selbiges Ende ehren/ lieben/ und fürchten/ also/ daß sie nicht allein bey der wahren Christlichen auf Gottes Wort allein gegründeten lehre der unangewandten Augspurgischen Confession, und derer darauf fundirten Librorum symbolicorum beständig verharren/ sondern auch ihr wahres Christenthum durch Gerechtigkeit/ und einen Christ-Fürstlichen tugendhaften Wandel/ in herrlicher Andacht gegen Gott/ fleißiger Betracht- und Anhörung seines allein seligmachenden Wortes/ öfftern würdigen Gebrauch des hochheiligen Abendmahls/ gehorsamer kindlicher Bezeugung gegen ihre hoch-und hergeliebte Frau Mutter/ schuldiger Verehrung des Ehr-Fürsten zu Sachsen/ als Capitais familie, wie auch sämmtlicher hoher Anverwandten/ guten Intelligenz mit denen Herren Erb-Verbrüderten/ und insonderheit unsers freundlich geliebten Vatters/ Herrn Herzog Moritz Wilhelms zu Sachsen-Mainburg/ herrlicher unachlässiger Liebe/ und ungefärbten Bräder- und Schwesterlichen Treue gegeneinander selbsten/ und dann in vernünftiger wohlbedachtamen Bescheidenheit alles ihr Thun und lassen dergestalt an Tag legen/ damit alles und jedes zurecht dem höchsten Gott im Himmel zu lob und Preis/ auch männiglich zu gutem Exempel, und ihnen selbst zu einem unserselbigen Nachtruhm ausschlagen und geheyden möge. Allenmassen wir sie sammt und sonders väterlich und ernstlich hierzu ermahnet/ und nicht allein Gottes Gnad und Beystand herrlich angewünschet/ sondern auch in unser Zuversicht/ daß sie dieser unsrer väterlichen Vermaahnung wohl und beharrlich nachkommen werden/ allen väterlichen Segen mitgetheilet haben wollen.

Nachdem nun die Einsetzung der Erben das Hauptstück und die Grund-Säule eines jeden Testaments ist/ so erinnern Wir uns hierbei zuvorderst/ wie durch des Durchleuchtigsten Fürsten/ Herrn Johann Georgen des Ersten/ Herzogs zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des heil. Rom. Reichs Erzh-Marschalln und Ehr-Fürsten/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Leußnig/ Burggrafen zu Magdeburg/ Grafen zu der Mark und Ravensberg/ Herrn zu Ravensstein/ etc. unsers in Gott ruhenden hochgeehrten Herrn Vatters Gnaden/ aufgerichteten letzten Willen/ und darauf erfolgte freunds-brüderl. Haupt- und Erbtheilung/ Wir zum Eigenthum und Besitz/ auch respective Administration unsrer Erblande/ und des Stifts Merseburg

ANNO
1688.

kommen / und was deshalb in unterschiedenen Puncten verordnet / pacificirt und verglichen worden / insonderheit auch / welcher gestalt weitere Theilung der Lande in vorbelegter väterlicher Disposition ausdrücklich verboten / und untersaget / gestellt es dann klar und am Tage ist / welcher massen unsere Länder dergestalt nicht zu rauben / das in jedweder unserer freundschaftlichen geliebten Söhne / eine eigene Regierung oder auch nur einen Fürstlichen Staat / an Dienern / Haupten und anderer Nothwendigkeit führen / weniger unsere Fürstl. Häuser Dignität / Respect / Hoheit und Splendor / einmal da hinfüßig / wie zu vermuthen / allerseits mehr Fürstl. Erben erzeugt wurden / in ihrem Wesen und Integrität verbleiben / oder es mit denselben bey solchen vielfältigen Zerstück- und Zergliederungen unserer Lande / und Reichthümern in Land und Leute succedirenden Herren / als wodurch / gleich einer Abzweigung großer Schiffreicher Flüsse in kleine verästelte Bäche / nicht allein vornehme alte Häuser / an ihrem Namen / Reputation und Kräften augenscheinlich geschwächt / und herunter kommen / sondern auch Land und Leute / so wohl zu solcher Fürstl. Häuser selbst / als auch des allgemeinen Wesens Schaden und Nachtheil geräthet und getrennt / durch die vorerblige Allotirung Fürstl. Antheils gänzlich erschöpft / und ins Verderben gestürzt werden / in die Länge unendlich würde Bestand haben können / anderer unersättlichen handgreiflichen Ungelassenheiten / die solcher Zerstückung eines hohen Hauses gemeinlich zu folgen pflegen / zu geschweigen / um welcher willen nicht allein heut zu Tage fast im ganzen Königlich Reich Teutscher Nation das Recht der Erstgeburt eingeführt / sondern auch selbigen in denen vorigen unendlichen Zeiten / von denen wissen wir / alten Teutschen eben so wohl beobachtet / und noch immer in auswärtigen Christl. Königreichen und Landen im Brauch gehalten / und vor eine / dem natürlichen Recht nicht zu wider laufende / sondern vielmehr den wirklichen Befehl der vernünftigen Völker / ja eine nummehr durchgehende Regel der Observanz in denen Fürstenthümern vor sich habende / ganz billige / rechtmäßige und höchstnützliche Anstalt erachtet / und darob dieses gar nicht angehen wird / daß bey denselben gleichwie bey allen zeitlichen Dingen / bevoras denen Landes-Regierungen / sie seyen beschaffen / wie sie immer wollen / sich hier und da ein- und andere Unvollkommenheiten und Schwächen / jezuweilen finden lassen / denen jedoch / so viel möglich / vorgebaut / oder dieselbe zum wenigsten gemindert werden können / Als seynd aus solchen führungenden Ursachen unsere Wir nicht unbillig begünstigt worden / das Recht der Erstgeburt / wie solches unsere in GDU ruhenden Herrn Väter / Chur-Fürst Johann Georgens des Erlens Gnade / vermählt Dero von der Röm. Kaiserl. Majestät unsere allermähligsten Herrn / confirmirten letzten Willens / in Gradu Nepotum wohlbedachtig eingeführt / und dem zu Folge / bey denen Fürstl. Häusern Sachsen-Weissenfels und Naumburg jeztzohr beobachtet worden / in unserm Fürstl. Haus gleichfalls zu propagiren und vest zu stellen / in welchen Dingen denn Wir uns zu unsern nachgebornen fremdlich-geheten Söhnen / gewis und quäbig verstehen / es werden dieselbe zu Beförderung des Wohlstandes und Splendors unsers Fürstlichen Hauses / in diese unsere Disposition sich willig ergeben / und derselben in allen Puncten und Claußeln dergestalt unverändert mit Schlichtem Scherz nachzulesen wissen / damit es dem Allerhöchsten gescheh / unsere Herzgeliebten Gemahlin erlauchlich Ihnen selbst rathlich / auch Land und Leute zum Trost und Aufnehmen begünstigt seyn möge.

Wir hoffen auch zu GDU dem Allmächtigen / es werde zu diesen Zweck / zumalen es nicht zu weltlicher Pönn und Macht / sondern zu desto mehr beständigen Erhaltung unserer von seiner Allmacht uns und denen Unseren verordneten Lande / und der darinnen befindlichen reizen wahren Religion in Kirchen und Schulen / so wohl auch Handhabung der lieben Justiz / und geblühenden Regiments angesehen ist / seine göttliche Gnade und Segen verleihe / und dasselbe durch Kraft seines ständigen Arms / je mehr und mehr beständig / fortzuführen und beständigen / seyn demnach im Namen des Allmächtigen / zu unsern einigen / wahren und Universal Erben und Nachfolger am Regiment / so wohl in denen Erb-Ländern / als zur Capacität der Administration des Erbsitzes Werzburg / in Kraft E. E. Dom-Capituls also schon eventuales / ersolger perpetueller Possession hiermit ein unsern geliebten ältesten Sohn / Herzog Christian / Herzogen zu Sachsen / ic. und dessen Fürstl. Mäntliche Descendenten und leibes-lehn-Erben / auffm Abgangs-Fall aber dessen

Tom. VII. Part. II.

und derselben / unsern zweyten geliebten Sohn / Herrn August / Herzogen zu Sachsen / ic. und dessen abjammende Fürstl. Mäntl. Posterität / nach dessen und derselben Abgang aber unsern dritten geliebten Sohn / Herrn Philippen / Herzogen zu Sachsen / ic. und nach dessen / wie auch seiner Fürstl. Mäntl. Descendenten Abgang / unsern geliebten vierten Sohn / Herrn Heinrichen / Herzogen zu Sachsen / ic. samt seinen Mäntlichen Descendenten / dergestalt und also / daß unser geliebter ältester Sohn / oder wie derselbe nach Art der Erstgeburt von unserer Posterität in der Succession folgen wird / der einzig regierende Landes-Fürst seyn seyn / und daher alle unsere Lande / samt deme / so vormals darzu gehörig / und von neuem darzu gebracht / und acquirirt worden ist / an Land und Leuten / die Wir sezo haben und besitzen / oder künftig durch Gutes Segen erlangen / und überkommen möchten / mit allen uns zusehenden Landes-Fürstl. Herrlichkeiten und Regalien / wie die Namen haben / auch Lebens- und andern / in solchen unsern Ländern an Wirtshum und sonst sich begebenden An- und Nutzungen / Heimen / Wiederauf-Pflanzungen / und insgesamt allen und jeden Inraden / Gütern und Nutzarten / beweg- und unbeweglichen Lehn und Erbe / nichts davon ausgeschloffen / imgleichen verbleibe ihm auch unsere Residenz / samt allen dinstlich / und auf andern unsern Häusern / Schloßern und Verwerken befindlicher Vorrath an Mobilien und Moventien / insonderheit auch die Baarschaft / Geschmide und Pretiola / Gold- und Silber-Gehärg / Kleider-Vorrath / Rüst- und Jagdzeug / Reittaren / aufsehnende Schulden / allerhand An- und Zusprüche / samt denen Anwartsungen und Erb-Fällen / welche entweder von unserm Chur- und Fürstl. Hause / oder von der Fürstlichen Succession über kurz oder lang kommen / und wirklich erlangt werden möchten. Zugungigen trägt auch der Erstgeborene als einziger regierender Herr / alle Opera der Land und Cammer / wie die Namen haben mögen / gestalt Wir ihm dann hiobey insonderheit und väterlich aufsezt / und eingebunden haben wollen / alle unsere Handlungen / erhaltne Privilegia / Expectationen und Begnadigungen / und was Wir sonst verschrieben und verbriefet / redlich und Fürstlich zu erfüllen / zu halten / und dawider nichts sich zu nehmen.

4. Vierdens / damit aber gleichwohl unsern übrigen nachgebornen Söhnen / benanntlich Herzog August / Herzog Philipp / und Herzog Heinrichen lbb. lbb. lbb. und Dero allerseits Fürstl. Nachkommen einige / nach Proportion unser Lande und Fürstl. Einkünften einigermaßen Fürstl. Unterhalt und Deputat gereicht werden möge / wollen Wir jedwchem Derselben / zu einem jährlichen Appannagio / per titulum honorabilis Institutionis / sechs tausend Gulden vermachet und beschiedem / auch unser bereitztes Vermögen zu einer künftigen Hypothec hiermit verschrieben und constituir haben / welche Summa ihrer jedem / und dessen nachfolgenden Mäntlichen Erben / in absteigender Linie / in die Stämme / von unsern ältesten Söhne / als regierenden Herrn / unverzüglich entrichtet werden soll. Wir wollen auch / wie und auf was Weise solch Deputat abzulassen / und was ihnen vor eine Wohnung einzuräumen / in einem Codicill absonderliche Vorschrift thun.

Fünftens / sollen mit diesen loco Legitima / honorabili Institutionis titulo geordneten Deputat unsere geliebte jüngere Söhne sich aller Dinges begnügen lassen / und dabey bedenken / daß in Ansehung oberertheilten väterlichen Testaments / auch Chur- und Fürstl. Haupt-Verzichts / und anderer angeführten erbsitzlichen Ursachen / es sich anders nicht füge / und dem ältesten Herrn eine große Last / die Regierung zu führen / und darzu gehörige Diener und Hoffstat zu erhalten / samt andern schwereren Verlage aufzu Halte liege / weshalb sie ihm denn weiter zu thun / und thun / sondern sich vielmehr einer guten Menage befleißigen / und die Ausgabe nach dieser Einmahnung reguliren sollen.

Zum Sechsten / wie nun vorbenannte unsere geliebte jüngere Söhne / und Dero allerseits Fürstliche Nachkommen sich / wie schon erwähnet / zuversichtlich mit ihrem jährlichen Deputat werden vergnügen lassen / und ihren ältesten Herrn Bruder / und dessen Nachkommen / als regierenden Landes-Fürsten / alle schuldige Liebe / Ehre und Respect erweisen / also verstehen Wir uns auch zu unsers ältesten Söhnes / Herzog Christianens Erbden / und dessen Nachkommen verhalten / Sie werden ihre Herren Brüder / und Dero Nachkommen Respekt / Disziplin und sonst / nach dem bey unsern Fürstl. Häusern wohlgebrachten Freund- brüderlichen Vertrauen und Wohlwollen / möglichst beobachten / massen Sie dar-

Da

37

ANNO
1688.

zu hiermit nochmals treulich und väterlich ermahnet wer-

den. Zum Siebenenden / sollte sich aber durch göttliche Verhängnis fragen, daß von unserm beyer legt benannten jüngsten Herrn Söhnen / einer ohne Mäntliche Erbschaft abginge / fällt dessen Deputat zwar Jure Successionis einig und alleine dem regierenden Herrn anheim / er soll aber nichts besonneniger verbinden seyn / denen beyden übrigen / oder ihren Mäntlichen Descendenten / so durch ihn thut, jedem zwey tausend Gulden zu Verbesse- rung obbeschiedenes Unterhalts jährlichen zu reichen. Da auch mit noch einem derselben dergleichen Aenderung durch göttl. Schickung erfolgen sollte / ist des noch übrigen / oder seiner Mäntlichen Descendenten Appanzugum abermal mit zwey tausend Gulden zu erhöhen. Überdies soll jedem jüngsten Herrn / zu Anschaffung nöthiger Mobilien / als Betten / Teppichen / Leinen- / hölzernen- Küchen- Geräthe / und andern zwey tausend Gulden aus der Herzoglichen Kasse gegeben / und da / welches G.Dt. in Gnaden verfallen wolle / die Ihnen zur Residenz oder Wohnung / jedoch ohne einige Vertheilung / bloß zur Habitation und Gebrauch / eingeräumte Häuser oder Schloß- fter / durch Krieg oder Brand ruinirt wurden / sollen solche von dem regierenden Herrn wieder erbaut / oder Ihnen andere angewiesen / sonst aber von jedem / auf seine eigene Kosten / in künftigen Wesen erhalten werden.

Nächst diesem / und hievoll Achters unsers vierdens und jüngsten Sohnes Herzog Heinrichs Hb. noch zur Zeit sich nicht vermahlet / so sollen Ihne auf den Fall / da solche Vermählung mit Erbverbindung des regierenden Herrn erfolgt / an der Fürstlichen Kammern drey tausend Gulden dargu gerichtet werden.

Neunten / wurde G.Dt. nach seinem unerforschlichen und väterlichen / allein weisen gütigen Rath und Willen / unsern ältesten Sohn / Herzog Christian / ohne Mäntliche Erbschaft / Erben von dieser Welt abfordern / so soll die ganze Verordnungen / welche oben auf denselben / als primogenitum gerichtet / auf den andern / Herzog Augustum / nur auf mit diesem sich begebenden gleichmässigen Fall / Herzog Philippen / und endlich Herzog Heinrichen / wie oben berührt / hiermit widerkehrt seyn / und zwar mit der Herausgabe der zwey tausend Gulden / an die andern Herren Welcher oder Dero Nachkommen / auf die mußte / wie in vorhergehenden siebenen Punkt verfallen ist.

Zum zehenden / Nachdem wir auch sorgfältig bedacht seyn / wie unser herzogliche Erbeshafft / die Durch- zugehörte Fürstin / Frau Christiana / Herzogin zu Sacksen / Jülich / Cleve und Berg / geborne Herzogin zu Schleiswig-Holstein / Landgräfin in Thüringen / Marg- grafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-lausitz / Ge- fassete Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Mark und Ravensberg / Frau zu Ravensstein / u. dergleichen auf den Fall unsers ködlichen Hinerits / versorget werden möge / daß gleichwie hochgeachtete Ihre Liebden uns in unserm Fürstlichen Ehestande alle ungefähre Liebe und Treue zu unsern höchsten Vergnügen jederzeit und unver- rückt erwiesen / also dieselbe auch unsere wohlgeordnete Gegen-Affection und Liebe / nicht allein bey unserm Leben genossen / sondern auch nach angeregtem ködlichen Hinerit ferner zu empfinden und zu genießen / auch da- durch Ihre Fürstlich Auskommen und Unterhalt ohne Mangel und Beschränkung haben mögen / So haben wir Ihre Liebden / nicht allein in einer absonderlichen Verthei- lung / ein Wittthum / dessen sie sich nach unserm ködlichen Hinerit zu gebrauchen / verschafft / sondern verordnet auch hienü / daß der älteste regierende Herr / derselben noch hievoll jährlichen aus der Kammern das je- weige / was im Codicill enthalten / folgen lassen solle / und stellen wir Ihren Liebden ködlich anheim / ob sie dasselbe begehren / oder in der Residenz bey dem regierenden Herrn verbleiben wollen.

Elften / unsere Frau Tochter / Frau Sibyllen Ma- ria / vermählte Herzogin zu Württemberg / auch in Schlesien / zur Völsch-Bersstadt betreffende / nachdem die- selbe bereits mit Fürstlicher Zustimmung von uns verhe- rat / so tragen wir zu derselben das Väterliche Verzeihen / sie werde sich daran begnügen lassen / und vermöge ihrer / ohne dem geleisteten Ehegelübde und Renuntiation weiter nichts von dem regierenden Herrn pretendiren / jedoch wollen wir Ihnen Liebden nächst Annäherung Sonstigen Segens und Gedeihens / zu künftlichen Ansehen / hienü fünf tausend Gulden / aus freund- Väterlicher Affection leget und beschaden haben / welche unser Suc- cessor / so bald es möglich / nach unserm fest. Absterben / abführen und erlegen soll.

Zum Zwölften / und nachdem wir uns erinnern / daß nicht allein bey unsern Kindern bin und wieder sich schon vor längsten incorporirte nomina, sondern auch andere meliorationes an beweglichen und unbeweglichen Gütern / sammt denen Inventarien / so wohl Mobilien / wie auch bey unsrer Kammern / und sonst / nach Abweisung aller und jeder Passiv-Schulden / einiget / zusehends durch G.Dtes Gnade und Segen / und dann vermittelst ord- nentlicher Handhaltung erlangter Vorraths an Baarschaff / Silberwerk / Geräthig / und anders / so wol an neuen continuirten Obligationen befinden / so haben wir auch distal zu Verhaltung aller Forderung und Mißverständ- nisse sorgfältig Verfassung thun wollen / und sollen demnach nicht allein die hievor denen Kammern incorporirte Auprs-Capitalia / immassen sie bereits in denen Rechnun- gen / und consequenter denen Aufschlägen begreifen / wie auch die zu jedem Aute und Formenten gehörige In- ventarien / so wohl zu jedem Kaufe destinnirte Mobilia, dabey und insbesondere das gesammte Silber / Kupfer / Beuwerk und dergleichen / zu Führung der Hof- haltung nöthige Dinge / sondern auch die neuen continuirten nomina, sammt der Baarschaff und vorhandenen gesam- ten Vorrath an Geräthig / Wein und dergleichen / auch Jagdzeug bey unsrer Residenz und zu Döbrlitz / sammt der Steneren / und also dem regierenden Herrn / zu Führung seines Fürstlichen Staats / und der Regie- rung / sehr und künftlich / wie bereits in vorhergehendem wohlbedacht verordnet / allein verbleiben.

Dreyzehenden / und gleichwie wir ohne vergebliden Ruhm / durch die Gnade G.Dtes uns in unserm Leben jederzeit besitzen / der großen Güte und Gnade des Höchsten / unter andern heiligen und viel Wohlthaten / auch vor den beschwerten reichen Segen / unser erlittenen Gemüthe / durch Erhö- und Verbesserung Kirchen und Schulen / in bestlicher Submillion vor der hohen un- geistlichen Majestät darzustellen / Also wollen wir sol- ches auch bey unserm Tode nicht gänzlich unterlassen / und verordnen dießemach hienü dem G.Dtes-Cassen al- licher zu Verlegung / welcher wegen so vielen caducitäten um ein großes an seinen Capitalien und dabeygehenden Einkünften / bey vorigem Kriegs-Wesen und Verwüstung der Stadt / auch unersetzlichen / so wohl bishero / als bey damahligen Stände vorgegangenen verberblichen Schäden / gekommen / also daß die jetzigen Einnahmen / die ordentlichen Ausgaben nicht erreichen / zwey tau- send Thaler zu einem Capital, welches an gewisse Orte auszuleihen / und von denen jährlichen Pensionen zu suppliren.

Zum vierzehenden / begab sich auch / daß die Regie- rung unsrer hinterlassenen Söhne an unsern ältesten Sohne Sohn / der nicht unbillig wäre / gelanget / so soll unser nachfolgender oder an eben verhandener ältester Sohn / oder des unminigsten ältester Deter / nicht des unminigsten Frau Wittue die Vormundschafft-Ver- waltung über sich nehmen / und die Landes-Regierung darmit vortu führen / des unminigsten bestes beobach- ten / und ihm und dem Lande rühmlich und wohl fürse- hen / welches gleichfalls bey unsrer andern jüngsten So- hne Descendenten als zu obervaren / wie es folgen falls die Rechte / und das Jus agnationis mit sich bringen / wöbey wir zugleich verordnet haben wollen / daß unsere Nachkommen mit dem Hegerathen sich wohl fürsehen / und ohne des Regierenden Herrn Rath / sich nicht vermählen noch überleben / insbesondere auf rechtschaffene Gones- fürstige / und eine solche Person / die keiner fremden Religion angethan / seyen / auch / so viel immer möglich / bey dem Fürstlichen Stände verbleiben / oder doch sehr weiler nicht / als in den Christlichen Stände verwei- gen.

Zum fünfzehenden / wollen wir auch / aus heiliger Hochachtung / dieß Ermen- und Verwahrung noch hinzu thun / daß jederzeit / immassen wir uns / nächst G.Dt. dadurch bis dato wohl befinden / die Collegia in ihrem Vigore möglichst- und allen Fleißes erhalten / mit qualificirten Subjectis, wöbey nicht alleine auf die Era- dition und Erfahrung / sondern auch zugleich / and ver- nemlich auf das Christenthum und Gemüth / daß es gonschäftig / redlich / gemeinnützig / demüthig / freilich / und uns gemein. Ehr- und Tugendliebend sey / zu sehn / befehlet / und dagegen unthätige / zumahl aber der Reli- gion wegen verdächtige / äppige / ricktsche / eigenmüthige / hochmüthige und janzschichtige Leute / davon gelassen / auch angetragte Collegia in ihren pflichtmässigen Verwältungen nicht beinträchtigt noch verhindert / sondern welche wohl gehört / geschicket und gehandhabet / und vornehm- lich dieß genau beobachtet werde / daß jedes bey seinen

ANNO
1688.

Der

ANNO 1688. Berrichtungen præcise verbleibe / keines dem anderen / noch viel weniger ansehe Personen / denselben Eingriff thun / keine emulation zwischen / oder bey ihnen entstehe / sondern sie so wohl unter sich selbst in aufrichtigem Vertrauen und Vernehmen / als gegeneinander in guter Correspondenz beständig und unverrückt verbleiben / und eines dem anderen in seinen Actionibus die Hand aufrichtig und redlich biete / worzu dann sonderlich vornehm / das weder Adulatoribus noch Calumniis freyer Zutritt versattet / oder ein gefährlicher Schein eines Wohlgefallens daran gegeben / sondern allenthalben höchstes Mißfallen und innigster Haß wider dergleichen Leute und Bezeugungen erwiesen / insonderheit aber kein Rath oder anderer Diener mit Ungnade angesehen / vielweniger bestraft und abgeschafft werde / er sey dan vorher mit seiner Nothdurft gehöret / und demnach schuldig und straffwürdig befunden worden ;

Und dieses ist nun also unser letzter Wille / den wir nach unserm Götze! Seligen Hinters aus dieser Welt in allen seinen Puncten und Clausulen kräftlich beobachtet wissen wollen / worzu wir dan unsere Fürstliche Kinder samt und sonders / nochmal durch das von Götze uns gegebene väterliche Recht / und ihnen ansehnlichen kindlichen Gehorsam / auch durch den Segen und Fluch / welchen das vierte Gebot gehorsamen Kindern verheißt / und denen Ungehorsamen androhet / auf das allerseits verbinden und beschliessen / und da auch diese unsere Verordnung nicht als ein väterlich Testament bestehen sollte / so wollen wir / das es als ein Codicill und Dispositio inter vivos gelte / und seinen Effect so völlig als ein Testament haben und behalten möge. Wir eruchen darneben die Römische Kaiserliche Majestät / unseren allergnädigsten Herrn / hiermit allerunterthänigst / sie wollen / in Erwägung / das wir bey Aufrichtung dieses unsers letzten Willen nach dem Fundament des Chur-Fürstlichen väterlichen Testaments / und des Chur- und Fürstlichen Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / so Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst confirmirt / und uns darauf nun zum zweytenmal belichen / auch unseren ältesten Sohn / und fernere Successores belichen werden / verbarren / um so viel desto mehr / die Allerhöchste und mächtigste Execution dieses unsers letzten Willens / man und wie es nöthig / auf sich zu nehmen / und zu dessen Vollstreckung nachdrücklich und zulängliche Verordnung zu thun / sich allergnädigst gefallen lassen / ingleichen eruchen wir auch den Durchleuchtigsten Chur-Fürsten zu Sachsen / Herrn Johann Georgen den Dritten / und Seiner liebden Nachfolger an der Chur / ebener massen / und in gleichem Willen / das wir nichts anders / als was wir nach angelegenen Gründen / und nach unserer väterlichen Christi Fürstlichen Wohlthunung thümlich erachtet / und zu unsers Hauses Respect und Aufschwimmen / auch der laube Wohlthat dient / verordnet / nach Dero hohen Vermögen über diesen Testament / auf unserer geliebten Söhne gegenwärtige Instanz / durchgehends und allenthalben zu immerwährenden Zeiten zu halten / und nicht zu gestatten / das demselben über Euck oder lang / durch einseitigen Wege zuwider geleebe werde.

Dessen zu wahrer Urtund / auch steter unverbrüchlicher Haltung / haben wir dieses alles / wie vorsehet / also gesetzt und verordnet / und mit unserer eigenhändigen Unterschrift und anhangenden Fürstlichen kleinen Insignel bekräftiget / und selches / wie die / deshalb gegebene / und ausgestellte Registratur bezeugt / gerichtlich insinuiert und hinterlegt. So geschehen zu Wertheim / den vier und zwanzigsten Tag des Monats Octobris / im ein tausend sechs hundert acht und achtzigsten Jahre.

Christian H. J. Sachsen.

Kaiserlich = allergnädigste Confirmation vorstehenden Testaments.

Wir CAROLUS von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaiser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungern / Böheim / Dalmanien / Croatien und Slavonien / etc. König / Erz-Herkzog in Oesterreich / Herkog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Carnten / zu Crain / zu Luxemburg / zu Würtemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Margraff des Heiligen Römischen Reichs / zu Burgund / zu Wäldern / Ober- und Nieder-Lausitz / Graf zu Habsburg / zu Tyrol / etc. Betreuen öffentlich mit diesem Briefe / und thun kund allerhöchsten Willens / das uns der Hochgebohrne Christian / Herkog zu Sachsen /

TOM. VII. PART II.

Jülich / Cleve und Berg / postulierter Administrator des Stiftes Wertheimburg / Land-Gräf in Thüringen / Marg-Gräf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / unser lieber Oheim und Fürst / mittelst eines Edictes / unter dem dato den 5. Nov. nächst abgelegten jeheligen hundert acht und achtzigsten Jahres in unterthänigkeit zu vernehmen geben / was gestalten Seine liebe nach unsmeyro zurück gelegtem drey und siebenzigsten Jahre Ihres Alters / zu Vernehmung aller etwa nach vorstehender Ableben unter Dero sämtlichen Kindern / Erben und Successores bestehenden Mißverständnissen eine väterliche Disposition / wie es mit Dero hinterlassenen Landen / Leuten / und Vermögen gehalten werden sollte / nach Seiner liebden besten Wissen und Willen / insonderheit aber der Verfassung weyland Johann Georgens des Ersten / Chur-Fürstens zu Sachsen / Dero Vaters / über aufgerichteten Testaments / darauf gegen-wei Haupt-Vergleichs / und der von Uns erhaltenen confirmation / auch erfolgten Belchungen gemäß / vom 24. Octob. 1688. Jahres aufgesetzt / versiegelt / und gerichtlich begesetzt habe. Allermassen selbige nach der Uns in beglaubter Form bezeugten Copia / von Wort zu Wort / wie hernach geschrieben steht / und also lautet:

Wir nahmen der heiligen Hochgelobten Dreyeinigkeit / etc. etc. vorsehet.

Und Uns darauf Eingangs gemelte Sr. Edd. gehorsamlich anerkennen und abenthe / worin Dero väterliche Disposition inskripturlich enthalten / in und Confirmation mitzutheilen / auch so dan / was sie anerkennen / und es die Nothdurft erfordern mag / in Dero Kaiserlichen Gnaden darüber zu halten / und die execution zu übernehmen.

Wir Wir nun nicht ermahnen haben / das Wort gesuchter seiner Wichtigkeit nach / durch Dero-Tag einiger unserer hierzu absonderlich deputirten Geheim- und Reichs-Hof-Räthen / in reiffe Erwägung und deliberation ziehen zu lassen / und demnach so wohl aus deren erheblichen / Uns bezeugten / als auch andern unser Kaiserlich Gemüthe darzu bewegenden Ursachen und Motiven / auch in Aufsehung der / von Seiner Edd. Vorfahren / und Ihro selbst / Uns / und dem Reich / und unsern löblichen Erb-Haust Oesterreich / in viele Wege geleiteten treuen und ersprießlichen Diensten / worinnen Sie zu continuiren des unterthänigen Erbiens ist / auch wohl thun kan / mag und soll / in vorgemelter Seiner liebden demüthige ziemliche Bitte / mit wohlbedachtem Rath / gelichem Rath und redtem Willen / gnädiglich gewilligt / und nicht allein in obinverleibte Dero väterliche Disposition / unseren gnädigsten Kaiserlichen Consens ertheilet / und dieselbe confirmirt / sondern auch darüber die Belhaltung der Execution über Uns genommen haben. Confirmiren / ratificiren und bestätigen dieselbe also hiermit aus Römischer Kaiserlicher Macht Vollkommenheit / wirksich in Kraft dieses Briefes / was Wir daran von Rechts- und Billigkeit wegen zu commenden und zu besichtigen haben / sollen und mögen / und meynen / sehen und wollen / das obgeschriebene Sr. Edd. väterliche Disposition / in allen ihren Worten / Clausulen / Articulen / Meynungen und Begreifungen / stat / vest / und unverbrüchlich vollzogen werde. Allermassen Wir auch zu dem Ende / wan solche Disposition eröffnet wird / von tragenden allerhöchsten Kaiserlichen Amtes wegen daran seyn / und darob vestiglich halten wollen / auf das dieselbe alles ihres Inhalts exequirt und vollstreckt werden sollte / jedoch Uns / dem Heiligen Reich / und sonst männiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeiten ohne Schaden und Nachtheil / und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knechten / Lands-Boigen / Hauptleuten / Rittersleuten / Boigen / Pflegern / Verwaltungen / Amtleuten / Land-Richtern / Schultheissen / Bürgermeistern / Richtern / Räten / Bürgern / Gemeinden und sonst allen anderen / unseren und des Reichs Unterthanen und Getreuen / was Würden / Standes oder Wesens die seyn / ernst- und vestiglich mit diesem Brief / und wollen / das Sie obinverleibte väterliche Disposition / und diese unsere darüber ertheilte Kaiserliche Confirmation bey Würden und Kräften bleiben / die darbey Interessire / derer Erben und Nachkommen / daran nicht anfechten / hindern oder betriben / sondern Sie dererselben genüßlich impeririret / nutzen und genießen lassen / darüber nicht thun / handeln / erkennen oder furchmen / noch das jemand anderen zu thun gestatten / als lieb einem ist unter und des Reichs schwere Ungnade und Straffe / und darzu eine Pön von ein hundert Mark löbigen Goldes zu vernehmen.

Ed 2

den /

ANNO 1688. den / die ein jeder / so oft er freventlich hierwieder thut / uns halb in unsere Käyserliche Cammer / und den andern halben Theil / mehrgedachter Sr. Edd. deren Erben und Nachkommen / oder denjenigen / so hierwieder beleidiget würde / unnachlässig zu bejahren / verfallen seyn sollen. Mit Uthtund dieses Briefes / besiegelt mit unserm Käyserlichen anhangenden Inseigel / der geben ist in unser Stadt Wien / den 7. Tag Monats Jan. nach Christi unsern lieben Herrn und Seligmachers gnadenreicher Geburt im 1689. unser Reich / des Römischen im 31. des Hungarischen im 34. und des Böhmischen im 33. Jahre.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff
zu Rönigsberg.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ
Majestatis proprium.

Caspar Florenz Consbruck.

CI.

16. Nov. Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. Roy de France contre les HOLLANDOIS, du 16. Novembre 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. VI.]

LA
FRANCE
ET LES
PROVIN-
CES-UNIES.

Après tout ce que Sa Majesté a fait pour donner la Paix à l'Europe, les Places importantes qu'Elle a restituées pour parvenir au Traité conclu à Nimègue en l'année 1678. & les soins que depuis Elle a apportez, non-seulement pour l'établissement de la Trêve, mais aussi pour la faire convertir en une Paix perpétuelle; Sa Majesté avoit lieu d'espérer que les États Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, qui avoient témoigné tant d'empressement pour la conclusion de cette Trêve, n'en auroient pas moins pour la maintenir. Cependant Sa Majesté a eu plusieurs avis depuis quelques mois, que ledits États se laissent emporter aux desirs de ceux qui n'ont d'autre intention, que de voir recommencer la Guerre dans l'Europe, faisoient des levées & armemens extraordinaires, & prenoient des engagements avec des Princes de l'Empire, pour traverser par toutes voyes, l'établissement du Cardinal de Furstemberg, dans l'Electorat de Cologne; Et Sa Majesté se trouvant obligée de soutenir les intérêts de ce Cardinal, à l'élégion duquel on déclaroit positivement que l'on ne s'opposoit contre toutes sortes de formes, que parce qu'on le croyoit attaché aux intérêts de Sa Majesté, Elle fit exhorter ledits États Generaux par le Comte d'Avaux son Ambassadeur, de ne point employer les forces extraordinaires qu'ils mettoient sur pied, à rien qui pût troubler le repos de l'Europe, & leur fit déclarer en termes exprès, qu'Elle regarderoit ce qu'ils entreprendroient contre le Cardinal de Furstemberg, comme si c'étoit contre ses propres États. Sa Majesté a été depuis informée qu'ils n'ont pas laissé de commencer à exécuter leur Projet, & ont fait assembler une Armée sous le Commandement du Prince de Waldeck, laquelle est actuellement jointe aux forces des Princes qui se sont ligués contre les intérêts du Cardinal de Furstemberg, ce que ne voulant pas dissimuler plus long-tems, Sa Majesté a résolu de déclarer la Guerre, comme Elle fait par la présente, audits États Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, tant par Mer que par Terre; Ordonne & enjoint pour cet effet Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus aux Hollandois & leur a défendu & défend très-expressement, d'avoir cy-après avec eux aucune communication, commerce ny intelligence, à peine de la vie; Et à cet effet Sa Majesté a dès à présent révoqué toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Sauveconduits qui pourroient avoir été accordés par Elle ou par ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la présente, & les a déclarés & déclare nuls & de nul effet & valeur; défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Ma-

ANNO 1688. jesté à Monsieur l'Admiral, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Marechaux de Camps, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, Français & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente, ils fassent exécuter chacun à son égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdiction; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes, qu'autres, & en tous Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le vingt sixième Novembre mil six cents quatre-vingt-huit.

LOUIS;

Et plus bas,

LE TELLIER.

CII.

Déclaration des SEIGNEURS SPIRITUELS & TEMPORELS des Villes de Londres & Westminster & Liens Circonvoisins, assemblée à Guildhal, le 11. Decembre 1688. [Feuille volante imprimée.]

11. Dec.
ANGLE-
TERRE.

Nous ne doutons pas que tout le Monde ne croie, que dans les grandes & dangereuses Conjonctures présentes, Nous ne nous intéressions de tout nostre cœur & avec zèle, pour la Religion Protestante, les Loix du Pays, & les Libertés & Propriétés des Sujets. Et nous espérons avec Justice, que le Roy ayant fait expédier sa Proclamation & les Lettres Circulaires, pour un Parlement Libre; Nous aurions pu demeurer en assurance dans l'attente de cette Assemblée; Mais Sa Majesté s'étant absentée (comme nous appréhendons,) dans le dessein de sortir du Royaume, par les Conseils pernicieux de Personnes mal-intentionnées pour notre Nation & Religion, nous ne pouvons, sans manquer à notre devoir, demeurer dans le silence, sous ces calamités, où le Conseil Papistique, qui a prévalu depuis si long-tems, a plongé ces Royaumes, une dépense si grande, & tant de périls où il a exposé la propre Personne, a entrepris par ses soins de procurer un Parlement libre, & de nous délivrer des dangers éminents de la Papauté & de l'Esclavage, avec le moins d'effusion du sang Chrétien qu'il a été possible.

Et nous déclarons par ces Présentes, que Nous assisterons de tout notre pouvoir son Altesse, pour obtenir en toute diligence un tel Parlement, par lequel nos Loix, nos Libertés & Propriétés, seront assurées, en particulier l'Eglise Anglicane, avec une liberté convenable aux Non-conformistes Protestans, & en général la Religion Protestante & ses intérêts maintenus & avancés, à la gloire de Dieu, au bonheur du Gouvernement établi dans ces Royaumes, & à l'avantage des Princes & États de la Chrétienté qui y ont intérêt.

Cependant, Nous tâcherons autant qu'il Nous sera possible, de conserver la Paix, & la Tranquillité de ces deux grandes & peuplées Villes de Londres & Westminster, & Lieux adjacents, en prenant soin de déserter tous les Papistes, & de s'assurer de tous les Jésuites & Prestres Romains, qui s'y trouveront.

Et s'il se trouve encore quelque autre chose à faire, pour l'avancement des généreux intentions de son Altesse pour le bien public. Nous serons prêts de le faire, suivant les occasions qui s'en présenteront.

W. CANT.	THO. EBOR.	PEMBROKE.
DORSET.	MULGRAVE.	THANET.
CARLISLE.	CRAYEN.	AILESBUURY.
BURLINGTON.	SUSSEX.	BERKELEY.

RO.

DU DROIT DES GENS.

213

ANNO 1688. ROCHESTER. NEWPORT. WEYMOUTH.
P. WINCHESTER. W. ASAPH. FRAN. ELY.
THO. ROFFEN. THO. PETRIBURG. P. WHARTON.
NORTHAND GREY. CHANDOS. MONTAGUE.
T. JERMYN. VAUGGAN CARBERY. CULFEFER.
CREWE. OSOLSTON.

THO EBOR. HALIFAX.
CARLISLE. AILSBURY.
NOTTINGHAM. P. WINCHESTER.
NORTH AND GREY. CHANDOS
OSOLSTON. ANGLESEY.
KENT. BERKELEY.
SUSSEX. TH. ROFFEN.
TH. PETRIBURG. CREWE.
T. JERMIN.

ANNO 1688.

Sur ce que Sa Majesté s'est absentée secrètement ce matin, Nous les Seigneurs Spirituels & Temporels, dont les Noms sont soussignés, assembles à Guildhal à Londres, étant convenus & ayant signé une Déclaration, intitulée, *Déclaration des Seigneurs Spirituels & Temporels, des Villes de Londres & Westminster & lieux Circonvoisins, assemblez à Guildhal. Le 11. Decemb. 1688.* Requerons le Très-Honorable le Comte de Pembroke, le Très-Honorable le Seigneur Vicomte de Weymouth, le Très-Révérend Père en Dieu, le Seigneur Evêque d'Ely, & le Très-Honorable le Seigneur Culpeper, de se rendre incessamment près de son Altesse le Prince d'Orange, avec ladite Déclaration, & en même temps, faire connoître à son Altesse, ce que Nous avons fait d'abondant à cette Assemblée. Datté à Guildhal le 11. Decemb. 1688.

Nous les Pairs de ce Royaume, estans assemblez avec quelques Seigneurs du Conseil Privé, vous ordonnons & requerons par ces Présences, d'imprimer & publier incessamment la Déclaration qu'on vous envoie cy-jointe. A la Chambre du Conseil à Whitehal le 12. de Decembre 1688.

To. EDWARD JONES Printer
at the SAVOY.

CIII.
Confirmation Kayfers LEOPOLDI über 1689.
das Anno 1688. den 24. Octobere von 7. Janv.
Herzogon Christian zu Sachsen-
Merseburg gemachte Testament. Ge-
ben Wien den 7. Januarii 1689.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD sur le
Testament fait en 1688. le 24. d'Octobre, par
CHRISTIAN Duc de Saxe-Mersebourg. Don-
née à Vienne le 7. Janvier 1689.

* Voyez - la cy - devant sous le 24. Octobre 1688.

CIV.

1689. Declaratie van Oorlogh, mitgaders Placaet van de
9. -Mars. Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der
VEREENIGHDE NEDERLANDEN, houdende Verbood tegen de Ingelesten der selver Lan-
den, en vaackende de Navigatie en Commerce
van Neutralen op de Havenen van Franchryck.
Als mede de Waaren van Contrabande en Assen-
vantien van Schepen en Goederen de Subjecten van
den Coningh van Franchryck toebehoorende. [Feuil-
le Volante imprimée.]

DE Staten General des Vereenighde Nederlan-
den. Allen den geeenen die desen sullen sien
ofte hooren lesen, Saluyt; *Doen se weten:*
Dat Wy in den jare seftighen honderdt twee en seventigh, sittende in een volkomen Ruste en Vreede,
met zoodanigen finceren vertrouwen op de Tractaten
van Vreede, Vriendfchap ende Alliantie, die tusschen
den Koningh van Franchryck ende desen Staet inter-
cedeerden, dat wy ons selven vonden gedestruert
van alle het geeene tot onse defensie konde dienen,
om zoo een machigh Koningh te konnen resistieren,
indien deselve ons met een Oorlogh soude willen sen-
taffen, dewyle wy niet hebben konnen vermoeden dat
den Koningh van Franchryck de voorz. Tractaten
sonder eenige rechtverdighe reden daer toe te hebben,
soude hebben willen verbreecken, echter tegen alle ver-
wachtinge door den Koningh van Franchryck met een
seer hevigen Oorlog onvoorziens sijn aengetaft ghewor-
den, zoo verre, dat door des selfs Macht, afkomen-
de op een weerloos Staet, in weynigh tydt onsen Staet
by na het onderfte boven wierde gesmeten, ende wel
licht te eenemaal onder-gebracht soude zyn geweest,
ten ware wy onse oogen slaende op de redenen die den
Koningh van Franchryck voorzaf; nam tot den voorz.
Oorlogh te hebben bewogen; nienthyck, alleen de
vermeerderinge van des selfs eere ende glorie, ons had-
den laten voortaan, dat God de Heere, om zoo on-
rechtvaerdige redenen, onse ondergangh niet en soude
gedogen, dat wy daer door waren aengemoedigt om
in een desperaten toestaet van faecken, onder het hoog-
wys bestier van sijne Hoogheyt den Heere Prince van
Oranien, de moet niet verlooren te geven, ende alle

CIV.

Declaracion de Guerre & Placard de leurs Hautes 9. Mars.
Puissances des PROVINCES-UNIES, con-LES
tenant une Defense à tous les Habitans de ces PRO-
Païs, & concernant la Navigation & le COM-VINCES-
merce des Puissances Neutres aux Ports de Fran-UNIES
ce, aussi bien que les Marchandises de Contre-ET LA
bande, les Assurances des Vaisseaux & des Dentrées FRANCE.
appartenantes aux Sujets du Roi de France.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des
Païs-Bas, A tous deux qui ces presentes ver-
ront ou entendront lire, salut, Sçavoir fai-
sons; Qu'en l'année mil six cent soixante & douze,
étant en pleine Paix & dans une entiere tranquillité,
& que nous reposans sur les Traitez de Paix, amiti-
té & Alliance, qui étoient entre la France & cet
Etat, nous nous trouvious destituez de tout ce qui
pouvoit servir à notre desfence & à resister à un si
puissant Roi, s'il venoit à nous attaquer par une Guer-
re, d'autant plus qu'il ne pouvoit pas nous entrer dans
l'esprit que le Roy de France eût voulu enfreindre les-
dits Traitez; nonobstant toute attente nous fumes atta-
quez inopinément par ledit Roy de France par une
Guerre si violente; que ses grandes forces reduisirent
cet Etat à deux doigts de sa ruine, & l'auroient a-
vec facilité entierement soumis, si ouvrant les yeux
sur les raisons que le Roy de France disoit l'avoir porté
à la susdite Guerre, sçavoir pour la seule augmentation
de son honneur & sa gloire, nous ne nous fussions
persuadez que le Seigneur Dieu ne permettroit pas nôtre
ruine pour des motifs si injustes, Que nous étant
par là excitez dans l'état de desespoir de nos affaires à
reprendre courage, sous la grande & sage conduite de
son Altesse le Seigneur Prince d'Orange & à nous ex-

D d 3

pe

ANNO 1689. extremiteten uyt te staen, om de ware Gereformeerde Religie, de Vryheyd, ende het lieve Vaderlandt, te-
gens soo onrechtvaardigh geweld te beschermen; dat

God de Heer syne genade over de Staet uytstortende, eyndelyck nae veel onnosel Bloedt was vergoten, ende onse Ingezetenen veel wrede en ongehoorde Actien van de Franckchen hadden uygefaen, geliefte heeft desen Staet weder aen den anderen te verheelen, ende den voorz. Oorlogh door een Tractaet van Vrede, Commerciën, Navigatie ende Marine, in den Jare 1678. met de Koningh van Vrankryck tot Nymegen opgerecht, te doen eyndigen. Dat wy van onse zyde de voorz. Tractaten niet alleen exactelijck en religieuselyck, gelyck het oock alsoo betaemde, hebben willen naekomen, ende sulcks aenstonds hebben afgesfeldt alle foodanige belastingen op de Francke Waren, Manufacturen ende Gewalven, ende meer andere beswaren als den Koningh van Vrankryck konde pretenderen, door ons by forme van retorsie opgestelt te zyn, tegens de exorbitante belastinge die den Koningh van Vrankryck op de Navigatie en Commerce van desen Staet eerst hadde gelieven te heffen, om de selve te eenemale te bederven ende te ruïneren; dat wy oock alle occasien hebben vermydt ende veel verongelykinge gedissimuleert, ende om niet wederom in onmin met den Koningh van Vrankryck te verfallen, alle onse actien foodanigh hebben gereguleert, dat aen den Koningh van Vrankryck eggen rechtvaardige redenen van misnoegen gegeven mochten worden, daer ter contrarie aen de andere zyde den Koningh van Vrankryck by publycq Edict mede wel heeft gerevoert de exorbitante belastinge op de Navigatie ende Commerciën van desen Staet geleyt, ende het selvige Edict wel in eenige poinden ende op eenige plaetjen heeft laten executeren, maer't selve op andere Plaetsen buyten executie is gebleven; dat den Koningh van Vrankryck daer en boven van tyd tot tyd onse Navigatie ende Commerce soo binnen als buyten Europa, in alle manieren heeft getracht te troubleren; het nemen van Schepen en Goederen gefavoriseert, ende voor soo veel in hem is geweest, direct ende indirectelyck de voorz. Navigatie ende Commerce te eenemaal ghesocht te bederven, selfs onse Schepen van Oorlog niet latende ongemolesteert, maer de selve met geweld heeft gedwongen haer te laten vlieten, ende oock vyandelyck in volle Vrede heeft aengesat ende bevochten; gelyck oock den Koning van Vrankryck eyndelyck aen de Ingezetenen van desen Staet, door nieuwe belastingen en vexation het debit van hare Manufacturen ende het provenu van hare Vischeryen in Vrankryck wederom heeft belst, ende aen de selve foodanige ongehoorde en ongeoorloofde belemmeringe, op frivole pretenxen toegebracht, dat het niet mogelyck was daer mede eenige Negotie op Vrankryck te dryven, ende voorts veel en verscheide Contraventien tegens de voorz. Tractaten bedreven, die den Staet omgevoeghs willen heeft gedissimuleert, dat hoe menighmael daer tegens redres vercocht is geweest, die instantien elckens met groot mepris zyn afgewesen, ende door het verweygeren van de eere, die altyds de Ministers van desen Staet in Vrankryck hadden genoten, het respect van den Staet in kleynachtige heeft soecken te brengen; dat den Koningh van Vrankryck de schrickelycke persecucie, tegens die van de Gereformeerde Religie, in syne Rycke hebbende ondernomen, de Ingezetenen van desen Staet, die haer alleen in sijn Ryck tot het doen van de Commerce ter neder hadden ghesfeldt, onder deselve persecucie mede heeft begrepen, de Vrouwen van de Mannen ghescheyden, de Kinders van haer Ouders, jae niet ontien de Consuls van desen Staet op een ongehoorde ende wreede maniere te handelen, ende aen alle deselve, tegens aller Volckeren Recht, enden den expresse Text van de Tractaten, haer vertrack te weygeren, ende mer alle rigeur van gevanckenisse ende anders effectivelyck te beletten: Dat Wy al kort naer het maecten van de Vrede vermerckende de ongenegentheyd van den Koning van Vrankryck tegens desen Staet, door de bewegingen by den selven Koning ontrent onse Frontieren ondernomen, genootsaect zyn geweest een seer kostelycke Militie aen te houden, ende sware Esquipagen ter Zee te doen, uyt vreefe van op nieuws te sullen overvallen

woir-

ANNO 1689. *poser à toute extremité, pour desservir la véritable Religion Reformée, la Liberté & chere Patrie contre une violence si injuste; Dieu cependant sa benediction sur l'Etat, apres beaucoup d'effusion de sang innocent, & que nos habitans eurent essuyé beaucoup d'actions inouies & cruelles de la part des François, il lui a plu de retablir entierement cet Etat & de faire cesser la susdite Guerre, par un Traité de Paix, de Commerce, de Navigation & de Marine, fait à Nimegue avec la France en l'année 1678. Que de notre côté nous avons non seulement voulu executer exactement & religieusement, & comme il convient, lesdits Traitez, en sorte qu'aujourd'hui nous tirons toutes & telles impositions sur les Marchandises, Manufactures & autres du cri de France, & autres charges que le Roy de France pouvoit pretendre avoir été mises par nous par forme de retorsion à cause des impositions exhorbitantes qu'il avoit plu au Roy de France de mettre lui même le premier sur la Navigation & Commerce de cet Etat pour les perdre & ruiner entierement. Que nous avons dissimulé sur beaucoup de torts qui nous ont été faits & que pour éviter toutes les occasions de tomber dans l'animosité du Roy de France, nous avons tellement compassé toutes nos actions qu'il ne fut donné au Roy de France aucun juste sujet de mécontentement; Au lieu qu'au contraire le Roy de France de son côté a bien revoqué par Edit public les impositions exhorbitantes par lui mises sur la Navigation & le Commerce de cet Etat & l'a bien fait executer en quelques endroits & en quelques points, mais en d'autres lieux l'a laissé sans execution; Que de plus le Roy de France a de tems en tems tâché en toute maniere de troubler notre Navigation & Commerce tant dedans que dehors de l'Europe, favorisé l'enlèvement des Vaisseaux & Marchandises, & s'est efforcé tant qu'il a pu directement & indirectement de ruiner entierement lesdites Navigation & Commerce, bien loin même de permettre que nos Vaisseaux de Guerre demeurassent sains & sains, les a contraints par violence de se laisser visiter & les a, qui plus est, attaqué & combattu hostilement en pleine Paix. Comme semblablement le Roy de France à enfin empêché aux habitans de cet Etat, par de nouvelles charges & vexations, le debit en France de leurs Manufactures & du provenu de leur pêche, & leur a apporté tant d'obstacles non permis & inouis, sur des pretenxes frivoles qu'il ne leur étoit plus possible de continuer davantage leur Negoce en France, & a en outre commis plusieurs autres Contraventions contre lesdits Traitez, que l'Etat a bien voulu dissimuler par bienfaisance; Que le redressement en ayant été demandé plusieurs fois on a rejeté avec mépris à chaque fois les instances qui ont été faites là dessus, & par le refus de l'honneur dont les Ministres de cet Etat ont toujours joui en France, on a tâché de rendre cet Etat méprisable. Que le Roy de France ayant entrepris une horrible persecution dans son Royaume contre ceux de la Religion Reformée, il a enveloppé dans ladite persecution les habitans de cet Etat qui ne s'étoient établis dans son Royaume que pour y exercer le Commerce, ayant séparé les femmes de leurs maris, les enfans de leurs Peres & Meres, jusques là qu'on a eu si peu d'égard que de traiter les Consuls de cet Etat d'une maniere cruelle & inouie, leur refusant à tous, contre le Droit des Gens & les termes exprés des Traitez, de pouvoir se retirer, les en empêchant par les rigueurs de l'emprisonnement & autres traitemens; Que peu après même que la Paix fut faite, remarquant la mauvaise intention du Roy de France contre cet Etat, par les mouvemens qu'il faisoit faire à ses Troupes sur nos frontieres, nous fumes necessitez d'y en tenir qui nous colloient beaucoup, & d'équiper une Flotte qui nous étoit fort à charge, dans la crainte d'être attaqués de nouveau, par le moyen dequoy le*

Roy

ANNO worden; daer door den Koning van Vrankryck
1689. oogenfchynlyk getracht heeft de Financie van den Staat

foodanig te vercracken, dat de felve in hare Commerce, Navigatie, Manufacturen, Vifchereyen ende Financie zynde gheruineert, foo veel lichtier overmeeltet foudc konnen werden: Dat den Koningh van Vrankryck fomtyt wel met foete woorden ende folemnelle verfeekeringen, oock door aetibiedinghe van Alliantien, Ons heeft foecken in fleep te wiegen, ende te diverteren, om onfe gerustheydt ende fecuriteyt van andere kanten te bevorderen, maar foo heeft ende foo menighmaals al Wy in alle eenvoudighedyt hebben willen vigeren, om doot defenfive Alliantien, tot niemands offenfie ftreckende, de Nittmeeghiche Vrede te verfeekeren, den Koningh van Vrankryck fied daer tegens heeft geoppoort, niet tegenftaende fulcks te mogen doen by het twintigfte Articul van het Tractaat van Vrede wel expreflyck was bedongen, ende felcs den Staat daer over met eenen nieuwen Oorlogh heeft gedreyght: Dat cyndelyck den Koningh van Vrankryck, contrarie de Articulen van de voorz. Tractaten, tot mutuele fecuriteyt van wederzyds Ingezeten ten neder gefieldt, in volle Vrede heeft gedaen falffen, ende in arrest nemen de Schepen, Perfoonen, Goederen ende Effecten van onfe goede Ingezeten, welcke op de folemnelle publicque trouwe van de Tractaten, haer onder deffels gebied tot dryvinge harer Commerce hebben bevonden, en voorts mede alomme in volckome Vrede heeft doen aentaffen, veroveren ende opbrengen de Schepen ende Goederen van de Onderdanen defter Landen, ende de Relaxatie van alle de felve niet alleen heeft afgewien, maar de Schippers ende Matroofte mishandelt, gedreyght, gepeft om haer Geloof te verlaeken, in de Gewanckniffe gefmeten, ende de felve als noch daer is houdende, voorts de Schepen verkocht, alles niet tegenftaende by het vyftiende Articul van het Tractaat van Vrede, ende het acht en dertigfte van Navigatie, Commerce ende Marine geacordeert is; dat felfs by opkontendend Oorlog, fcs ende negen maanden refpectie, aen wederzyds Onderdanen gelaten foudc werden, om hare Perfoonen, Goederen ende Effecten te transporteren, oock aldaer te verkoopen, fonder daer in vermindert te worden, necht te dat men binnen de voorfchreven tyds der fclver Perfoonen ofte Goederen met eenighe Arresten foudc mogen belemmeren: Dat ten laetften daer op ghevolgt is, dat den Koning van Vrankryck heeft konnen goetvinden, door des fclfs Trooppes verfcheyde Dorpen onder het Gebied van den Staat is doen uytpunderen ende verbranden, voor dat de publicatie van Declaratie van Oorlogh was gefchiedt, ofte ten fchoonften op den fclvigen dagh als die tot Parys was gepubliceert, ende hier in t'minute niet en was bekend, dat defen Staat in Oorlogh met Vrankryck was vervallen, ende voorts den Oorlogh te verklaren tegens defen Staat, by fcln Declaratie gegeeven tot Verfals des fcs en twintigften November voorleden, fonder enige andere reden voor te wenden, als dat Wy eenige extraordinaris Wervingen ende toeruffingen fouden hebben gedaen, het welck Wy uyt ontwyffelbaer ende wettelyck Recht van alle Souverainhe Staten zyn vermogens te doen, ende waer van Wy aen niemant fchuldig zyn eenige reckenfchap te geven, ende waer toe Wy toe defen alleen gekomen zyn, niet om den Koningh van Vrankryck eenighints te beledigen, maar uyt een nootfaeckelycke voorfichtigheydt, om dat Wy af te wel van de defenien van den Koningh van Vrankryck tegens defen Staat waren gheinformeert: Dat Wy ons weder buyten alle defenfive fouden bevinden, als de defenien van den Koningh van Vrankryck tegens defen Staat foudc uybarften, gelyck die door de voorfchreve Declaratie van Oorlogh openbaer zyn geworden, hebbende Wy oock den Koning van Vrankryck op des fclfs argwaan ende dreygementen verfeekt, dat defen Staat haer met de Electie van een Churfurft ende Bifchop van Keulen niet foudc bemoeven; gelyck oock in der daed noyt fal konnen aengeween worden, fulcks gefchiedt te zyn, al fchoon Wy daer over geen reden of reckenfchap aen den Koning van Vrankryck hadden te geven: Maer hebben Wy willen toonen, hoe verre Wy alle ocafien fochten te vermide, die de publicke ruffe foudc konnen verfoorea. SOO IST, dat Wy allen ende een yegelycken, voornamelyk onfe goede Onderdanen ende Ingezeten wel hebben willen onderrechten van de voorz. quade defenien ende machinaten door den Koningh van Vrank-

Roy de France a apparemment tellement voulu affoibler les Finances de cet Etat, que ses Commerce, Navigation, Manufactures, Pêche & Finances d'autrui il par d'autant plus facilement s'en rendre maître; Que le Roy de France a taché quelquefois, par des paroles douces & des assurances solennelles, & même par des offres d'Alliance de nous endormir & nous amuser, afin d'augmenter d'ailleurs notre tranquillité, & notre sécurité. Car aussi-tôt & toutes les fois qu'en toute simplicité nous avons voulu veiller, par Alliances défensives, ne tendantes à offenser personne, à assurer la Paix de Nimègue, le Roy de France s'y est opposé, quoy que par l'Article vingtième dudit Traité de Paix il étoit expressément stipulé qu'on le pourroit faire, & même; il n'a sur cela menacé l'Etat d'une nouvelle Guerre; Qu'enfin le Roy de France, à contre les Articles des susdits Traitez inferez pour la sûreté mutuelle des habitans de l'un & de l'autre Pais fait saisir & arrêter en pleine Paix des Vaisseaux, Personnes, & Marchandises de nos bons Sujets, qui sur la foy publique & solennelle des Traitez se font trouvés dans les Etats de son obéissance pour y pousser leur Commerce, & de plus a partout fait attaquer prendre & enlever les Vaisseaux & Marchandises de ces Pais & n'a pas seulement refusé qu'ils fussent relâchés, mais en a mal-traité les Bateliers & Matelots, & les a menacés & sollicités à renoncer à leur foy, les ayant fait mettre en prison, où ils sont encore détenus, & de plus fait vendre les Vaisseaux, le tout contre l'Article quinziesime du Traité de Paix, & Article trente huitième du Traité de Commerce, Navigation & Marine, par lequel il est stipulé que Guerre arriveroit il seroit accordé six & neuf mois respectivement aux Sujets de part & d'autre, pour le transport de leurs personnes, biens & effets, même pour les y vendre sans en être empêchés, sans qu'on pût dans ledit tems faire arrêter de leur personnes ou Marchandises; Qu'enfin il s'est ensuivi que le Roy de France, à de son bon plaisir, fait piller & brûler par ses troupes plusieurs villages situés sous l'obéissance de l'Etat, avant la Publication & Declaration de la Guerre, ou du moins le même jour qu'elle fut publiée à Paris, & lors qu'on n'avoit encore icy la moindre connoissance que cet Etat fut en rupture avec la France, & à en outre fait déclarer la Guerre contre cet Etat par sa Declaration donnée à Versailles le-vingt sixième Novembre dernier, sans en donner d'autre raison sinon que nous avions fait quelques levées & equipement extraordinaires; ce que par le Droit incontestable & essentiel de tous les Souverains, nous sommes en Pouvoir de faire, & dont nous ne sommes obligés de rendre compte en aucune manière à personne; à quoy nous en sommes venus non pour faire tort à la France, mais seulement par une precaution nécessaire, parce que nous n'étions que trop bien informez des desseins de la France, & que nous aurions été hors de tout état de defence lors que ses desseins seroient venus à éclater; comme en effet ils éclatterent par diverses Declarations publiques de Guerre; ayant même assuré le Roy de France sur ses soupçons & menaces, que cet Etat ne vouloit en nulle manière se mêler de l'Electio d'un Electeur & Evêque de Cologne, comme aussi en effet il ne sçaurait être prouvé qu'il s'en soit jamais mêlé, quoy que nous ne fussions nullement tenus de rendre à cet égard aucun compte au Roy de France; ne l'ayant aussi fait que pour montrer comment nous évitons toutes les occasions qui peuvent troubler le repos public. C'est pourquoy nous avons bien voulu instruire un chacun & sur tout nos bons Sujets & Habitans des susdits mauvais desseins & machinations que ledit Roy de France a de tems en tems effectuées.

ANNO
1689.

ANNO
1689.

Vranckryck tegens desen Staet van tydt tot tydt in het werck gesteldt, voorts de selve oock vermanen, aendachelyck te overdencken het Traictement dat de selve soo in het stuck van haer-Religie, Libertyt als in haer Persoonen ende goederen te verwachten souden hebben, datse, voor soo veel de ware Gereformeerde Religie aengaet, willen gedennen aan de wreede persecutien in het stuck van Religie tegens sijn eyghen Onderdanen ondernomen; datse hare ooghen willen slaen op de ontrouwe waer mede de Steden ende Plaetsen, die haer meynden op goede ende favorable conditie overgeven te hebben, werden gehandelt, en op de verwoestinge van heele Landtschappen, die de selve weder werden genootsaecht te verlaten; die van de Roomische Religie haere Mede-Geloofs-genoeten alsoo weynigh als de andere sparende, of eenigh favorabelder tractement als een andere latende toekomen, ende sulcks dat de selve op het vertrouwen van onse rechtverdiende saecke, ende in verwachtinge van den zeghen van Godt Almachigh, daer over met een volkomen liefde ende eendrachtigheyt ende met alle hare macht ende middelen het verlies van hare Religie ende Vryheydt, ende het verderf van hare Persoonen ende Goederen willen helpen afweeren, gelyck Wy tot bescherminge van dit alles, ende tot de reparatie van de verongelykingen ende schaden door onse Onderdanen soo onrechtverdiend geleden, ghenootsaecht werden de Wapenen mede op te vatten, ende den Oorlogh teghen den Koningh van Vranckryck te declareren, soo als Wy doen by desen: Lastende en bevelende alle onse Onderdanen, Bevel-hebberen, Officieren ende Soldaten, ende wie het verder soude aengaan, de Landen, Luyden, Ingezetenen, Onderdanen van den Koning van Vranckryck, alomme soo te Water als te Lande, vyandelyck te vervolgen ende aen te taffen: Ende nademaal Wy ten voorz. eynde, ende wel voornamentlyck, om soo veel in Ons is, alle verdere afbreuck van die syde voor te komen, verobygeert ende gehouden zyn, naer ons vermogen, ende soo verre het buyten verongelykinghe van onse Geallieerden, Vrienden ende Neutralen, naer het Volckeren Recht geschieden kan, hoogst-gemelte Koningh te benemen ende te verhandelen de commoditeyten en behoeften, daer mede de selve den Staet deser Landen, ende de goede Ingezetenen van dien verder afbreuck soude kunnen doen. SOO IST, dat Wy goed gevonden ende noodigh geacht hebben alle de geenen die onse gehoorsameyht zyn onder staende, te ordonneren, ende wel scherpelyck te verbieden, oock in het vrundelyck te adverteren ende te waerschouwen alle andere Natien, met desen Staet in Verbondt, Vriendtschap ofte Neutraliteyt staende, gelyck Wy ordonneren, verbieden ende waerschouwen respectieve by desen.

I. Eerstelyck: Dat van nu voortaan niemant van de Ingezetenen deser Landen, hem sal hebben te vorderen uyt dese Landen, of oock uyt eenige andere Landen, Koningrycken, Plaetsen ofte Steden, directelyck ofte indirectelyck te vervoeren na eenige Havenen, Eylanden of Plaetsen van Vranckryck, of andere onder de gehoorzaamheyt van den meerhoogh-gedachten Koning van Vranckryck, eenige Munitie van Oorloge, Vivres, ofte eenige Materialen, dienende tot uytroosting van Schepen, hoe die genaemt, van wat sorte, qualiteyt, conditie of nature die oock soude mogen zyn, geene van de selve uytgefondert, of eenige andere Waren by Placate van den Lande verboden, of eenige Correspondentie ende gemeenschap houden met de Inwoonders van Vranckryck voornoemt, of haer Onderhoorige, door Brieven of andersints, streckende tot nadeel van desen Staet, in eeniger manieren: Dat oock niemant ter werelt, alhoe-wel een Vreemdelingh, ende geen Ingezeten deser Landen zynde, hem 't geene voorz. is uyt dese Landen sal hebben te onderwinden, op poene van daer over als Vyanden van den Staet sonder eenige conniventie gestraeft te worden.

II. Ende nademaal wy na de plicht van alle wettige Overgheden, als schuldigh zynde hare goede Ingezetenen ende Onderdanen met alle mogelycke middelen voor geweldt ende overlatt te behoeden, ende te beschermen, niet en kunnen, oock volgens het gemeyne Recht ende practyque van alle Volckeren, niet gehoude zyn te gedogen, dat den hoogstgedachten Koning of syne Subiecten van yemant ter werelt werden gesuppeditteert eenige Waren van Contrabande:

ANNO
1689.

tez. contre cet Etat, & les avertir en même tems de bien considerer attentivement le traitement qu'ils auroient à en attendre, tant à l'égard de leur Religion & Liberte que de leurs personnes & biens; Que pour ce qui regarda la vraye Religion reformee, ils pensent à la persecution cruelle qu'il a entrepris contre ses propres Sujets; Qu'ils jettent les yeux sur l'infidelité avec laquelle sont traitées les Villes & Places qui croyoient s'être rendus sous de bonnes & favorables conditions, & au ravage des Provinces entieres qu'ils ont été obligé eux mêmes d'abandonner, n'épargnant pas plus ceux qui dans la Religion Romaine professent avec eux une même foy que les autres, & s'ils ont à en attendre un plus favorable traitement. Et qu'en se confiant sur la justice de notre cause, & dans l'attente de la benediction de Dieu, ils ayant de toutes leurs forces & par tout moyen à aider à prevenir la perte de leur Religion & Liberte, & la ruine de leurs personnes & de leurs biens; ainsi que de notre part pour la desfence de tout ce que dessus & pour la réparation des torts & dommages que nos Sujets ont si injustement souffert nous sommes obligés de prendre les armes, & de déclarer la Guerre au Roy de France, commandant à tous nos Sujets, Commandans, Officiers, & Soldats & à tous & un chacun à qui il peut appartenir de poursuivre & attaquer par tout hostillement les Pais, Peuples, Habitans & Sujets du Roy de France, tant par Terre que par Mer. Et comme à cette susliste fin & pour autant qu'en nous est prevenu principalement tout autre dommage, sommes obligés, & tenus selon notre pouvoir & autant qu'il se pourra sans faire tort à nos Alliez, Amis & Neutres, & selon le Droit des Gens, d'ôter & empêcher à la France les commoditez & choses nécessaires par le moyen desquelles elle pourroit continuer à apporter du dommage à l'Etat de ces Pais & aux bons Habitans d'icieux; Nous avons trouvé bon & expedient d'ordonner à tous ceux qui sont sous notre obéissance & de leur desfendre expressément, comme aussi d'avertir toutes les autres Nations, qui sont en Alliance, Amitié & Neutralité avec cet Etat, comme nous ordonnons, desfendons & avertissons respectivement par ces presentes.

I. Premièrement; Que dès maintenant & cy-après aucun des Habitans de ces Pais n'ait à entreprendre de transporter hors de ces Pais, ou même hors de quelques autre Pais, Royumes, Places ou Villes directement ou indirectement aucune munition de guerre, vivres ou quelque chose servant à l'equipement des Vaisseaux, de quelque nom, sorte, qualité, condition ou nature que ce puisse être, rien excepté, ou quelques autres Marchandises desfendues par les Placards du Pais, pour les mener dans quelques Havres, Iles, Villes ou Places de France ou autres de l'obéissance du susdit Roy de France, ou d'entretenir aucune Correspondance ni communication avec les Habitans dudit Royaume de France, ou dependance par Lettres ou autrement, tendant au prejudice de cet Etat, en quelque maniere que ce soit; Qu'aucune personne du monde, quoy qu'étranger & non habitant de ces Pais n'ait à s'ingerer de faire ce que est cy-dessus, sur peine d'être puni sans aucune dissimulation comme ennemi de cet Etat.

II. Et comme selon le devoir de bons Souverains legitimes, qui sont tous obligés de garantir & desfendre par tous les moyens possibles leurs bons Habitans & Sujets de violence & d'oppression, Nous ne pouvons & même selon le Droit commun & la pratique de tous les Peuples, ne sommes obligés de souffrir que personne du monde fournisse audit Roy de France ou à ses Sujets aucune Marchandise de contrebande, Nous

ANNO de: Soo willen wy by desen allen onse Geallieerde, 1689. Vrunden ende Neutralen, ende generallyc alle Volckeren en Natien geadverteert, ende wel ernstigh verfoecht ende vermaend hebben, haer niet te willen vervorderen, geduyrende den tegenwoordighen Oorlogh tusschen desen Staet en den hooghgedachten Koning van Vranckryck opgerefen, te voeren of te vransporteren uyt eenige Landen, Koninghrycken, Plaetsen ofte Steden directelyck noch indirectelyck na eenige Havenen, Sieden of Plaetsen van Vranckryck of anderen onder 't Gebiedt van den meer-hooghgemelten Koning staende, eenige Waren van Contrabande, alsoo Wy gement zyn voor goeden Prinse, ende verbeurt te houden de voorz. Waeren van Contrabande die contrarie dese Onse Advertentie ende Ordonnantie bevonden sullen werden geladen te zyn, om derwaerts gevoert te worden; wel verstaende dat ten aensien van Vrunden en Neutralen, alleen voor Waeren van Contrabande sullen werden gerekent alle Vuyrwerken, ende 't geene daer toe behoort; als allerhande Canon, foo groot als klyen, Musqueten, Pistolen, ende der selver Loopen, Bussien, Mortieren, Petarden, Bomben, Granaden, Sauzyfen, Peck-kraussen, Affuyten, Forquetten, Bandeliers, Kruyt, Lont, Salpeter, Kogels, foo wel Yzers als Loodse, Degens, Lancen, Piecken, Hellebaerden, gewapende Dorsviegels, Stormhoeden, Calquetten, Curaffen, Schilden, Paerden, Zalen, Holsters, Pistool-loopen, Rapier-henghels, ende alle andere Toerustinghen ten gebruycke van den Oorlogh gestationeert en gemaect.

III. Ende omme 't gunt voorz. is des te beter met sekerhey te beletten, ende insonderhey te voorzien dat sulcx uyt dese Provincien onder valsche pretenzen niet en kome te geschieden, en sal niemant voortaan hier te Lande mogen laden of doen scheepen eenige van de voorz. Waren, omme na eenige Landen, Steden of Plaetsen van de Geallieerden, Vrunden of Neutralen van desen Staet getransporteert of vervoert te worden, sonder daer toe alvooren te hebben bekomen speciaal consent vande Raden ter Admiraltyt in welckers Distrikt soodanige ladinge of inschepinghe geschieden sal: Ende boven betalinge van 's Landts-gerechtigheden, te sullen hebben gestelt suffisante cautie voor tweemaal de waerde van de uyt te voeren Goederen, dat die op geen andere als op der voorz. Vrunden Rycken, Havenen, Steden en Plaetsen, ende geensints directelyck of indirectelyck op eenige Plaetsen van Vranckryck of anderen, onder het Gebiedt van den hooghgemelten Koningh zynde, sullen werden gevoert, ende gelost, ende dat binnen seeckeren tyd in het daer toe te verlenen Paspoort na de gelegentheyte ende distantie van de Plaetsen te expresieren, behoorlyck ende den Rechten ghenoegh zynde, by over te leveren Certificaten of andere genoeghame bewysen sullen doen blycken, dat alle de voorz. Waren in 't geheel ter plaetse daer op die verklaert en aengegeven zyn, vervoert te sullen worden, gelost ende aan Land opgelagen sullen wesen, ofte dat by ghebreecke van dien, ende den voorz. geexpresseerden tyd overtrecken zynde, de Cautionaris voor de voorz. dubbelde waerde van de onuytgegevene Waeren, sulcks als die ten tyde van de te stellen cautie getauxeert ende ghewaerdeert sullen zyn, aensfonds ge-executeert te worden.

IV. Ordonneren voorts allen onsen Ingesetenen en Onderdanen, adverteerende en vermanen allen onsen Geallieerden, Vrunden of Neutralen, ende generallyc alle Volckeren en Natien, willende varen naer eenige Rijkken, Landen, Steden of Plaetsen van desen Staet, Oost, West of Noordwaerts gelegen, of die van daer herwaerts aen soudon willen komen, te kieslen, en te houden de ruyme Zee, alsoo Wy verstaen ende verklaren by desen, dat alle Schepen die op de Kusten van Vranckryck of andere Landen, Bylanden en Plaetsen onder 't Gebiedt van de hooghgemelten Koning van Vranckryck zynde, ende voornamelyck binnen de Baecken en ondiepten langs de selve gelegen, gevonden sullen worden, en die alsoo niet buyten suspitie sullen zyn van tegens dese onse Ordonnantie en Advertentie yet voor te hebben, soo wanneer die in 't geheel of ten deele met eenige van de voorz. Waeren van Contrabande geladen sullen zyn, by de Capiteynen en andere Officieren van Oorlogh, oock Commissie-vaarders deser Landen aengehaelt en

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1689. avons bien voulu donner avis à tous nos Alliez, Amis & Neutres & generalement à tous Peuples & Nations, & les prier instamment de ne point entreprendre, pendant tout le tems de la presente Guerre d'entre cet Etat & ledit Roy de France, de transporter d'aucuns Pais, Royaumes, Places, ou Villes, aucunes Marchandises de contrebande pour les conduire dans aucuns des Havres, Villes & Places de France, ou autres étant de l'obéissance audit Roi, étant dans l'intention de repuer pour bonne prise & confisquées les susdites Marchandises de contrebande, qui contre notre Avertissement & Ordonnance se trouveront chargées pour y être conduites; Bien entendu qu'à l'égard des Amis & Neutres seront seulement compris dans les Marchandises de contrebande, tous feux d'artifice, & ce qui en depend, comme toute sorte de Canon, tant grands que petits, Mousquets, Pistoles & leur assortiment, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucies, Affuts, Fourchettes, Bandoulières, Poudre, Mèche, Salpêtre, Boulets, Balles de fer ou de plomb, Epées, Lances, Piques, Hallebardes, Morions, Casques, Cuirasses, Bouchers, Chevaux, Selles, Haussesons, Carabines, Port-epées & tout autre équipage & instruments façonnés & faits pour l'usage de la Guerre.

III. Et pour tant mieux & avec d'autant plus de sûreté empêcher ce que dessus, & particulièrement pourvoir à ce que ce transport hors de ces Provinces ne se fasse sous de faux pretextes, personne ne pourra dorénavant charger & embarquer dans ces Pais aucunes des susdites Marchandises pour être transportées & conduites en quelque Pais, Villes, ou Places des Alliez, Amis ou Etats Neutres avec cet Etat, sans au préalable en avoir obtenu un consentement special des Conseils de l'Amirauté dans le distrikt de laquelle tel embarquement se fera. Et qu'oultre le paiement des Droits du Pais, on n'ait donné suffisante caution pour deux fois la valeur des Marchandises à transporter, qu'elles ne seront conduites ni déchargées en aucuns autres Royaumes, Havres, Villes & Places qu'en celles des susdits Amis, & en aucune maniere, directement ou indirectement en nulles Places de France ou autres de l'obéissance du susdit Roi; Et que l'on sera paroirre par les Certificats qui seront fournis ou autres preuves suffisantes que toutes lesdites Marchandises auront été déchargées au Pais, auquel on aura déclaré qu'on les vouloir conduire, & ce dans certains tems qui sera exprimé dans les Passaports qui seront accordés à cet effet selon la situation & distance des Places; Et que faite de ce & ledit tems passé la caution pour le double de la valeur de la Marchandise déclarée, sera exécutée pour ce à quoy elle aura été taxée & estimée, au tems de ladite prestation de caution.

IV. Ordonnons en outre à tous nos Habitans & Sujets, avertissant aussi & exhortant tous nos Alliez, Amis & Neutres & generalement tous Peuples & Nations qui voudront aller en quelques Royaumes, Pais, Villes, & Places de cet Etat, situés à l'Est, l'Ouest ou Nord, ou ceux qui de là voudroient venir icy, de tenir la pleine Mer, entendant & declarant par ces presentes que tous les Vaisseaux qui seront trouvés sur les Côtes de France ou autres Pais, Iles & Places étant sous la Domination du susdit Roi de France, & principalement dans les Bayes & Golpes le long dudit Royaume, & qui ne seront point hors de soupçon d'avoir quelque dessein contraire à cette notre Ordonnance & Avertissement, mais seront chargés en tout ou en partie desdites Marchandises de contrebande, seront emmenés par les Capitaines ou autres Officiers de Guerre, ou Armateurs de ces

E c Puis

ANNO
1689.

opgefond en worden, om daer over by de Raden ter Admiraliteyt te worden ghesentencieert, in maniere als in het tweede Articul hier vooren staet ge-expresteert, ten ware nochtans de selve Schepen alder gedreven en geraecht mogten zijn door storm of andere fwaren noot, en dat het selve by d'opghemelte Raden ter Admiraliteyt uyt de circumstantien in dier voegen opgenomen ende geoordeelt sal konnen worden.

V. Ende om wyders te beter alle bedrogh, het welck teghens dese Ordonnantie ende Advertentie voorgenomen soude mogen worden, voor te komen en te verhoeden: Belasten ende bevelen wy mits desen alle Schippers ende Koopluyden, Ingezetenen deser Landen zynde, ofte hunne Schepen en Goederen uyt dese Landen uytvoerende: Adverteren ende vermanen voorts alle anderen, van wat Natie die oock zyn, of van waer die komen sullen, eegen Goederen, Waaren, ofte Koopmanschappen in hare Schepen te laden of te doen laden, deselve te vervoeren, of doen vervoeren, anders dan met eerderhande Zee-Brieven, behoorlijke Passporten, volkomen Certe-partyen, Cognoscementen, Vracht, Advijs ende Convooy-Brieven, ofte diergelijcke andere Bescheyden, als na de Werten en Placaten van de Plaetsen daer de Goederen, Waren, ende Koopmanschappen ingeladen sullen zyn, tot derselver inladinghe ende vervoeringe werden gerequireert, alsof wy voor verbeurt sullen houden, ende van nu af aen voor goeden prinsf verklaren alle de Schepen, mitgaders de ingeladen Goederen, Waren en Koopmanschappen, daer van dat meer als een Zee-Brief, Certe-partye, dubbelde Vracht-Brieven, Cognoscementen, ofte andere Bescheyden gevonden sullen worden, mitgaders oock alle de Schepen en Goederen, die met de voorverhaelde gerequireerde Bescheyden niet na behoren versien sullen wesen.

VI. Ten eynde oock alle de Officiere ende Bevelhebberen van Schepen van Oorloge, soo van den Staet, als van Particulieren op onse bestellinge uytgerust, verseeckert mogen zyn, dat de Schepen die y in Zee sullen komen te rencontreren, op geene der voorz. Havenen, Steden, ende Plaetsen van Vranckrijck, ofte anderen onder het Gebiedt, van den hooghst-ghemelten Koning van Vranckrijck staende, met eenige van de voorz. Waren van Contrabande mogen hebben ghemunt, soo sullen de voornoemde Capiteynen in Zee alle Schepen, daer op eenige suspicie sal vallen, mogen aendoen, ende de selve afvorderen hare Zee-Brieven, Passporten, Certe-Parteyen en Cognoscementen, tot blijk waer het Schip soude mogen thuyt behooren, waer, ende op wat plaetse de ladinge zy geschiet, waer in des sels ladinghe bestaet, ende op wat plaetse de ontloadinghe sal hebben te geschieden, welcke aen haer vertoont zynde, ende bevonden wesende dat de voorz. Schepen met geene van de voorz. Waren van Contrabande na eenige Havenen ofte Plaetsen, onder het Gebiedt van den hooghst-ghemelten Koning van Vranckrijck zynde, hebben gemunt, sullen sy de selve vry en onverhindert laten passeren; maer soo het contrarie van dien by de selve Bescheyden, ofte andersints mochte werden bevonden, soo sullen sy de foodanige Schepen, met haer ingeladene Goederen, in goede verseeckeringhe hebben op te brengen, ende onder hare bewaringe te aenvaerden alle de Bescheyden, die in deselve Schepen bevonden, ende aen haer vertoont sullen zyn; oock het geene den Schipper ende het vorder Scheepsvolk, soo ten reguarde van haer voorhebbende Reyse, als oock aengende de gelegentheyte van het Schip en Ladinghe, te dier tijdt sullen hebben verclaerd, in de beste forme by geschreft doen stellen, ende by den Schipper doen onderteekenen, omme nevens de voorichreeve gevonden Bescheyden met het Schip ende des sels Ladinghe, aen de Raden ter Admiraliteyt, daer den Veroveraer uytgevaeren sal zyn, opgefond en overgelevert te werden.

VII. Vorders is mede ons meyninge, dat oock alle de peynen hier vooren gestatueert, effect sorteren ende ghe-executeert worden sullen regens onse Ingeletenen, Overreders, het zy Koopluyden, Schippers ofte andere, wie de selve oock souden mogen wesen, met confiscatie van de Schepen ende van de ingeladen Goederen.

ANNO 1689.
Pais, & seront envoyez pour être jugez & sentenciez par les Conseils de l'Amirauté, en la maniere qu'il est exprimé par le deuxième Article cy-dessus, à moins que lesdits Vaisseaux n'y eussent été poussés par la tempête ou autre danger éminent, ce qui sera considéré & jugé par ledit Conseil de l'Amirauté selon les Circonstances.

V. Et pour d'autant mieux prévenir & se garantir de toutes tromperies qu'on pourroit entreprendre contre cette Ordonnance & Avertissement; Nous chargeons & ordonnons à tous Bateliers & Marchands étant Habitans de ces Pais, ou qui partiront de ces Pais avec leurs Vaisseaux & Marchandises; Avertissons & exhortons en outre tous autres de quelque Nation qu'ils soient, ou de quelque Endroit qu'ils viennent, de ne charger ou faire charger dans leurs Vaisseaux aucuns Effects, Denrées ou Marchandises, de les transporter ou faire transporter qu'avec des Lettres de Mer uniformes, Passports convenables, Certificats, Lettres de Connoissances, Voiture, Avis & Convooy & autres Titres semblables, qui conformément aux Loix & Placards des Lieux, où lesdites Effects, Denrées & Marchandises auront été chargées, sont requis pour l'embarquement & Transport d'icelles, autrement nous tiendrons pour confisqués & déclarons dès-à-présent comme pour lors de bonne prise, tous les Vaisseaux avec les Effects, Denrées & Marchandises y chargés qui seront trouvez avoir plus d'une Lettre de Mer, doubles Lettres de Voiture, Certificats, Connoissances ou autres Titres, ensemble tous les Vaisseaux & Marchandises qui ne seront pas convenablement pourvus des Titres requis & cy-dessus mentionnez.

VI. Et afin que tous les Officiers & Commandans des Vaisseaux de Guerre tant de l'Etat que des particuliers équipés par notre Ordre, puissent être certains si les Vaisseaux qu'ils rencontreront en Mer pourroient avoir dessein d'aller en quelques-uns desdits Havres, Villes & Places de France ou autres de la Domination du susdit Roy, lesdits Capitaines pourront arrêter en Mer tous les Vaisseaux sur lesquels il y aura quelque soupçon, & leur demander leurs Lettres de Mer, Passports, & autres Actes proveuans de quel Pais seroient lesdits Vaisseaux où & en quel Lien la charge se fait, en quoy elle consiste; ce qui lui ayant été montré, & ayant trouué que les susdits Vaisseaux n'étoient point destinés avec aucune Marchandise de Contrebande pour aucun Havre ou Place de la Domination dudit Roy de France, ils les laisseront passer sans aucun empêchement; Mais si le contraire de ce se trouve par les Pièces ou autrement, ils pourront emmener tels Vaisseaux en sûreté avec les Marchandises y chargées, & tenir sous leur garde toutes les Pièces, ou Titres, qu'ils auront trouué dans le Vaisseau & qui leur auront été montrés; & feront mettre par écrit en la meilleure forme, ce que le Patron & autres Gens de l'Equipage auront déclaré dans ce tems-là tant à l'égard du dessein de leur voyage que des circonstances du Vaisseau & de la Charge, & le feront signer par le Maître du Vaisseau, pour conjointement avec lesdits Documents & le Vaisseau & les choses y chargées être envoyés & mis en la puissance du Conseil de l'Amirauté, d'où celui qui aura fait la prise sera parti.

VII. En outre notre sentiment est, que toutes les peines ordonnées cy-dessus sortiront leur effet & seront executées contre nos Habitans, Infractions, soit Marchands, Bateliers, ou autres, quels qu'ils puissent être, par Confiscation des Vaisseaux & des Marchandises.

ANNO Goederen; ofte een gedeelte van dien, in voegen
 hier vooren, verhaelt, ofte andersints, soo de selve
 1689. niet voorhanden sullen zyn, met pecuniële boeten,
 ter concurrentie van de waerde van dien, elcks in
 hun regard in gevalle haerder aankomste in dese
 Landen, of oock andersints de gelegentheyte daer toe
 geboren zynde, sal vernomen en bewezen werden,
 dat sy dese onse Advertentie ende Ordonnantie in
 eenige Poincten sullen hebben contravenieert, even
 ghelyck of sy op 't seyt bevonden, ende by de
 voorst. Schepen van Oorloge daer over uytter Zee
 opgebracht, ofte andersints hier te Lande by andere
 'e Lands-Officiëren achterhaelt ende betrapt waren ge-
 worden.

VIII. Ende ten eynde door de executie van dese
 onse Ordonnantie ende Advertentie, geene rechtever-
 dige redenen van klachten mogen werden gegeven
 aen eenige Koningen, Republiques, Princen, Po-
 tentaten ofte Steden, met desen Staet in Alliantie
 ofte Verbond staende, soo belasten ende bevelen wy
 wel expresselyck by desen alle onse Hooftten ende
 andere Officiëren by desen alle onse Hooftten ende
 Oorloghe van den Staet, als over Schepen hy Parti-
 culieren op onser bestellinghe ten Oorloge uytgerust,
 gesteldt, haer punctuellyck te reguleren naer de Ver-
 boden ende Tractaten by ons desen aengaende met
 andere Koningen, Republiques, Princen, Potenta-
 ten, ende Steden albereyds gemaect ofte noch te
 maecten, ondernoeren ten selven eynde onse Raden
 ter Admiraltyt alle Capiteynen van Oorloge; uyt
 hare respectieve Districten uytvarende, daer van parti-
 culierlyck te adverteren ende te instrueren als naer
 behooren.

IX. Ende sal de Judicature over de transgressie de-
 ser onser Ordonnantie toekomen de Raden ter Admi-
 raltheyt in welckers Districte de contraventionen sullen
 werden ontdeckt, of wel de Capiteynen die de ach-
 terhalinge in Zee sullen komen te doen, uytgevaren
 sullen zyn.

X. Doch by soo verre de voornoemde Transgres-
 sions niet op het seyt bevonden; maer namaels daer
 over gheaccuseert mochten werden, sal alsdan de ken-
 nisse daer af toekomen de Raden van de Admiraltyt,
 ofte ordinarij Rechters voor den welcken de
 selve eerste in Recht betrocken sullen werden: Ende
 ten eynde alle de Officiëren, midtgeders allen anderen
 die den welstand van desen Staet ter herten souden
 mogen gaen, ende Vyanden van de foodanige contra-
 ventien zyn, des te vlytiger souden moghen letten,
 dat dese Ordonnantie oock alomme ende by een yeder
 punctuellyck werde geobserveert, ende de Contraven-
 teurs nae den innehouden deser, andere ten exemple
 gestraft: Soo sullen alle de penningen die by confiscatie
 als andersints, uyt dese onse Ordonnantie komen
 te resulteren, geapliceert werden, soo als gewoon-
 lyck alle peynen, mulden, ende confiscatie by Pla-
 caten van de respectieve Provincien deser Vereenighde
 Nederlanden geapliceert ende verdeylt werden; te
 weten een derde-part ten profijte van den Aenbaelder
 ofte Aenbrenger, het zy de selve in Eedt ende Be-
 dieninghe van het Land soude mogen zyn of niet,
 een derde-part ten profijte van den Officier die de
 calange in executie sal hebben ghedaen, ende het re-
 sterende derde-part ten profijte van de gemeene sake.

XI. Maer belangende de Schepen en Goederen die
 by eenige Schepen van Oorloge van desen Staet, of
 van eenige particuliere Committie ofte Retorsie-Vaer-
 ders in Zee achterhaelt, ende van daer ter saecke van
 contraventionen tegens dese onse Ordonnantie ende
 Advertentie begaen, opgebracht, ende vervolgens door
 de gemelte Raden ter Admiraltyt verbeurt, ende
 van goeden prinse verklaert sullec werden, daer van
 sal de verdeylinge geschieden, volgens die Instructie.
 Placaten ende Ordonnantien daer van hier bevoorens
 ghemaect ofte noch te maken.

XII. Ten eynde oock alle Schepen en Goederen
 die ter oorlaecke van de contraventionen teghens dese
 onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, sullen
 werden achterhaelt, aengehouden, ende hier te Lande
 opgebracht, aen handen van de ghemelte Raden be-
 hoorlyck overgelevert mogen werden; soo lasten Wy
 by desen wel expresselyck, dat de Aenbaelders van de-
 selve sich precise sullen hebben te reguleren, oock alle
 die

dises qui y seront chargés, ou une partie d'icelles, en la maniere mentionnée cy-dessus ou autrement à la concurrence de la valeur d'icelles, chacun à son égard, au cas qu'à leur arrivée dans ces Pais, il soit prouvé qu'ils aient contrevenu en quelque point à ce présent Avertissement & Ordonnance. Et ce sont de même que s'ils avoient été trouvés sur le fait & qu'ils eussent été emmenés de la Mer par quelques Vaisseaux de Guerre, ou autrement surpris & saisis icy aux Pais par d'autres Officiers.

VIII. Et afin que par l'exécution de notre présente Ordonnance & Avertissement, il ne soit donné au vu juste sujet de plainte à aucuns Rois, Républiques, Princen, Potentats ou Villes étant en Alliance avec cet Etat, nous mandons & ordonnons bien, expressement par ces présentes à tous Commandans & Officiers de Marine établis tant sur les Vaisseaux de Guerre de cet Etat que sur des Vaisseaux équipés par des particuliers par notre Ordre, de se conformer ponctuellement aux Alliances & Traitez déjà faits & à faire sur ce sujet avec d'autres Rois, Républiques, Princen, Potentats & Villes, ordonnons aux mêmes fins à nos Conseils de l'Amirauté d'en avertir & instruire particulièrement, & comme il appartient, tous les Capitaines des Vaisseaux de Guerre qui sont voiles de leurs Districts respectifs.

IX. Et ce sera au Conseil de l'Amirauté dans le District auquel la Contravention aura été découverte, ou auquel les Capitaines qui les auront atteints en Mer seront partis, que le jugement de l'infraction de cette Ordonnance appartiendra.

X. Mais en cas que lesdits contrevenans ne soient pas trouvés sur le fait, mais qu'ils soient accueus dans la suite, alors la connoissance en appartiendra au Conseil de l'Amirauté ou aux Juges ordinaires pardevant lesquels ils seront d'abord tirez en cause. Et afin que tous les Officiers, ensemble tous autres qui peuvent avoir à cœur la prospérité de cet Etat, & qui sont ennemis de telles contraventions, puissent apporter d'autant plus de soin que cette Ordonnance soit tant plus ponctuellement observée partout & par un chacun; & que les contrevenans, suivant le contenu des présentes soient punis pour servir d'exemple aux autres; tous les deniers qui par confiscation ou autrement resulteront de cette notre Ordonnance seront appliqués comme les peines, amendes & confiscations sont appliquées & partagées suivant les Placards des Provinces-Unies respectives des Pais-Bas; savoir un tiers au profit de celui qui les aura saisis & emmenés, soit qu'il soit sous serment, & au service du Pais ou non; un tiers au profit de l'Officier qui aura fait l'exécution, & l'autre tiers restant au profit de la République.

XI. Mais à l'égard des Vaisseaux & Marchandises qui par quelques Vaisseaux de Guerre de cet Etat ou par quelques Armateurs particuliers auront été attrapés en Mer & en auront été emmenés pour raison de contravention à cette notre Ordonnance & Avertissement & auront en conséquence été saisis & déclarés de bonne prise par les susdits Conseils de l'Amirauté, le partage en sera fait suivant l'Instruction, les Placards & Ordonnances déjà faites ou à faire.

XII. Afin que tous les Vaisseaux & Marchandises qui pour raison de cette Contravention à cette notre Ordonnance & Avertissement auront été attrapés, saisis & menés en ce Pais, soient comme il appartient livrés & mis dans des susdits Conseils, nous enjoignons bien expressement par ces présentes, que ceux qui les auront attrapés aient à se régler, & fassent ensorte que tous ceux qu'il appartiendra se

ANNO 1689. die het selve aengien mochte, doen reguleren, naer onsen Placate op den eersten December seftienhonderst veertig tegens 't onordentlijk plonderen ende veroveren van foodanige Schepen geëmaneer, met waerfchouwinge, dat de poenen by het voorschreve Placat gheftaueert, seuerlijck sullen werden gheexecuteert tegens alle die contrarie het voorz. iets gheateentert sullen hebben.

XIII. Ende ten eynde aen de eene zyde mach werden voorghekomen, dat de schade die by confiscatie van de voorschreve Schepen en Goederen op de Contraventeurs van dese onse Ordonnantie moet vallen, niet door middel van Assurance en kome te reduceren, tot schade van eenige andere Ingezetenen deser Provincien, en dat aen de andere zyde de faculteyt van de Franche Navigatie ende Commerce, 't so veel doenlijk, werde besnoeyt, SOO IST, dat Wy wel expresselijck ordonneren by desen, niet alleen dat sich niemant van de Ingezetenen voornoemt en sal hebben te bevorderen eenighe Goederen ofte Schepen, de Subjecten van den hooght-ghemelten Koningh van Vrankrijk toebehoorende, nochte oock eenige Schepen ende Goederen, gaende ofte bevracht naer eenighe Havenen, Steden ofte Plaetsen van Vrankrijk, ofte anderen onder 't gebiedt van den hooght-ghemelten Koningh staende, ofte oock van de selve Havenen, Steden ofte Plaetsen komende, te verassureeren, directelijck ofte indirectelijck, selver, ofte door yemant anders hier te Lande, of daer buyten, op wat maniere het selve oock soude mogen geschieden, nemaer oock het geven ende ontfangen van Renverfalen, om daer door desen onsen Placate illusoer te maeken, 't zy mede directelijck ofte indirectelijck, onder wat pretext sulcks oock soude mogen geschieden, op poene dat verbeurt sal zijn ende werden foodanige Somme, als by de Assureurs sal wesen verlekert, ende dat het selve soo wel ten regarde van 't doen van de Assurance als van het geven van Renverfalen plaets hebben ende effect forteren sal; t'appliceren ende te executeren als vooren. Ende sullen de Officiere die daerinne bevonden sullen worden nalatigh gheweest te zijn, daer over arbitralijck werden ghecorrigeert, oock met privatie van haere Bedieningen, ofre anders, soo als nae ghelegentheydt bevonden sal werden te behooren.

Ende ten eynde niemant hier van eenige ignorantie naemaels kome te pretenderen, Ontbieden ende verfoecken Wy de Heeren Staten, Gecommitteerde Raden, ende Gedeputeerde Staten vande respectieve Provincien, ende allen anderen Justiciere ende Officiere van de selve, dat sy dese onse Ordonnantie van stonden aen alomme doen verkondigen, publiceren ende affiggen in alle Plaetsen daer sulcx noodigh wesen sal, ende men gewoon is foodanige publicatie ende affixie te doen. Laeten ende bevelen voorts de Raden ter Admiraltey, de Advocaten-Placals, midsgaders Admirals, Vice-Admiralen, Capiteynen, Officiere en Bevelhebberen, als mede de Commissarissen ende Commisfen ter Recherche, soo in de Zee-gaten als elders, dese onse Ordonnantie te achtervolgen ende doen achtervolgen, procederende, ende doende procederen tegens de Contraventeurs van dien, sonder ooghtuykinge, faveur, dissimulation ofte verdragh, want Wy sulcx alfoo ten dienste van den Lande hebben, bevonden noodigh te zijn. Aldus gedaen ende gearresteert ter Vergaderinge van de Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, in den Hage op den negenden Maert 1689. Was geparaphceert, *Johan Becker*, vt. Onderstont, Ter Ordonnantie van de selve.

Geteeckent,

H. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet derselver Heeren Staten in rooden Wasche.

ANNO 1689. réglent conformément à nos Placards emanés. le premier Décembre mil six cens quarante contre le Pillage desordonné de tels Vaisseaux, avec Avertissement que les peines statées par le susdit Placard, seront severement executées contre tous ceux qui auront attenté quelque chose contre la susdite desfence.

XIII. Et afin que d'un côté on puisse prévenir, que le dommage qui par la Confiscation des susdits Vaisseaux & Marchandises doit tomber sur les contrevenants à cette notre Ordonnance ne vienne pas à retomber au dommage de quelque autre Habitant de ces Provinces, & que d'un autre côté la Liberté de la Navigation & du Commerce de France, soit autant troublée qu'il est possible; Nous ordonnons bien expressement par ces presentes, non seulement qu'aucun des Habitans susdits n'entreprenne d'assurer aucunes Marchandises ou Vaisseaux appartenans à des Sujets du susdit Roy de France, ni non plus aucuns Vaisseaux ou Marchandises allant ou frefez pour quelques Havres, Villes ou Places de France, ou autres de la Domination du susdit Roy, ou même qui viendront des susdits Havres, Villes ou Places directement ou indirectement par eux-mêmes ou par d'autres Personnes, de ce Pais ou de dehors, de quelque maniere que ce puisse être, ni même donner ou recevoir des Reverfals pour rendre notre present Placard illusoire, aussi directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, sur peine de Confiscation de la Somme pour laquelle l'Assurance aura été faite, & que le même effect sortira, tant à l'égard de l'Assurance qui sera faite que de la Reverfale à donner, applicable & à executer comme dessus. Et les Officiers, qui en ce Point auront été trouvez faillir en seront corrigez arbitrairement, même par Demission de leurs Charges, ou autrement selon que les Circonstances l'exigeront.

Et afin que cy-après, personne n'en pretende cause d'ignorance, mandons & requerons les Seigneurs Etats, Conseillers Deputez & les Etats Deputez, de chaque Province & tous Officiers de Justice, & autres, qu'ils fassent aussitost publier & afficher cette notre Ordonnance, dans tous les Lieux où besoin sera, & où on a coutume de faire telle publication & attache. Mandons & chargeons en outre, aux Conseils de l'Amirauté, Advocats Fiscaux, ensemble, les Amiraux, Vice-Amiraux, Capitaines, Officiers & Commandans, ensemble aux Commissaires & Commis des recherches tant dans les Ports de Mers, qu'ailleurs d'observer & faire observer cette notre Ordonnance, procedant & faisant proceder contre les contrevenants à icelles sans connivence, faveur, ni dissimulation ou sports, car nous l'avons ainsi jugé être du service du Pais. Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux à la Haye le neuvième Mars 1689. Etoit paraphé *Jean Becker* vt; & plus bas étoit écrit par Ordonnance d'icellx.

Signé,

H. FAGEL.

Et étoit imprimé sur l'espace le Cachet desdits Seigneurs Etats en cire rouge.

CV.

20. Mars. Traité entre l'Electeur de BRANDEBOURG, & le Marquis de CASTANAGA Gouverneur Gé-

néral du Pais-Bas Espagnol pour quelques Troupes; Avec la RATIFICATION du Marquis de CASTANAGA. Du 20. Mars 1689. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

DON

ANNO
1689.

DON *Fran. Antonio de Agerto, Marques de Castanaga, Gouv. Cap. General de los Payes Baxos de S. Magestad, &c.* Por quanto entre Don Manuel Coloma, Cavallero de la Orden de Santiago, de los Confejos Real de Castilla, y Ordenes de S. Mag. y su Embiador Ex. a los Estados Generales de las Provincias Unidas, y Monsieur de Dieft du Conseil privado del Sermo. S. Elektor de Brandeburg y su Embiador Ex. ad hos Estados Generales, se fa convenido sobre la Infanteria y Dragones conque el Dbo. S. Elektor quiere reforzar la Guarnizion de la Villa de Guelthers el ajiste del tenor que se sigue en la misma lengua Francesa enque se ha Secho.

Comme on a jugé nécessaire pour les Interets communs dans les Conjonctures presentes, & spécialement en cette vñe, que les Troupes de Messieurs les Etats Généraux qui sont du côté de Santen, & Cleves, puissent être employées pour grossir le Corps de l'Armée dedits Etats en Brabant, que le Sant quartier de Guelthers, & spécialement la Ville de ce nom soit bien pourvue de Troupes, tant pour couvrir ces Places, que pour empêcher les courses que les Ennemis pourroient faire (comme ils ont fait déjà) par ce Pais aux Terres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg & de Messieurs les Etats Généraux, & que son Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga, ne se trouve pas en état d'y envoyer de ses Troupes, pour n'en dégarnir les Places qui sont les plus exposées du côté de la France; Sa Serenité Electorale s'indigne a consenti, & consent de mettre de ses Troupes dans ladite Ville de Guelthers sous les Conditions suivantes, dont on est convenu entre Monsieur Don Emanuel Coloma Chevalier de l'Ordre de S. Jacques des Conseils de Castille, & Ordres Militaires de Sa Majesté Catholique & son Envoyé Extraordinaire aux Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de Sa Majesté Catholique, & Monsieur de Dieft du Conseil Privé, & Envoyé Extraordinaire auxdits Etats de la part de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, sous l'Approbation de leurs Maîtres, & spécialement de Sa dite Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga à cause du tems qui se perdrait en attendant les Ratifications d'Espagne.

I. Sa Majesté Catholique, & de sa part Monsieur le Marquis de Castanaga, fera recevoir dans la Ville de Guelthers cinq cens Fantassins & trois cens Dragons, avec leurs Officiers sous le Commandement de Monsieur le Baron de Loo de Wissen Colonel de Sadite Serenité Electorale.

II. Toutes ces Troupes n'auront rien à prétendre pour leur subsistance, ni de la Ville, ni du Pais de Guelthers, que seulement le Logement, c'est à dire le toit, & les Services ou utencils, qu'on leur fournira.

III. Lesdites Troupes seront payées, & entretenues, comme ci-devant de Sa Serenité Electorale.

IV. Sa Serenité Electorale pourra augmenter ces Troupes selon la Raison de Guerre, mais toujours sur le même pied, sans charger les Habitants de Sa Majesté Catholique, ainsi comme il est dit dans le deuxième Article ci-dessus.

V. Mais comme Sa Majesté Catholique n'est pas encore en Guerre déclarée contre la France, il est convenu que pendant ce tems les Troupes de Sa Serenité Electorale qui se trouveront dans Guelthers, ne feront aucune course sur les François, ni sur leurs Possessions, tandis qu'ils n'entrent pas eux dans les Terres de la Domination de Sa Majesté Catholique, car alors on en usera contre eux, comme contre des Ennemis de Sadite Majesté Catholique, & de son ordre même.

VI. Et si la Raison de Guerre requeroit que Sa Serenité Electorale, ou son Général en voudroit tirer quelques Troupes pour couvrir le Pais de Cleves, en cas de besoin on y renvoyera d'autres Troupes, qui n'auront eu aucun démêlé avec les François.

VII. Mais quand la Guerre sera déclarée entre les sedites Couronnes, son Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga se pourra servir de ces Troupes dans le Sant Pais de Guelthers, comme les Généraux de part & d'autre le trouveront à propos.

VIII. Lesdites Troupes en sortiront dès que la Guerre sera finie, ou quand Sa Majesté Catholique voudra degarnir elle-même de ses Troupes, & en donnera préalablement avis convenable. Ainsi arrêté sous l'Approbation ci-dessus. Fait à la Haye le 20. du mois de Mars de 1689.

D. MAN. COLOMA. JUD. GUIL. DE DIEST.

En cuya conformidad apruebo, y ratifico en el Real ANNO
nombre de S. Magestad, y por mi parte el inserto ajiste, 1689.
y ofereço que le observare, y cumplire sincera, y inviolablemente, segun su forma, y tenor, como si yo propio le huviesse tratado, ajustado, y concludo, sin Sacer sin ni consentir en ninguna manera que se haga cosa en contrario directa, ni indirectamente a que obligo toda la autoridad que tengo de S. Magestad. En fee dello qual firmé la presente de mi mano, sellada con mi Sello, y refrendada del Infrascripto Secretario de Estado, y guerra de S. Magestad en estos Estados. Bruselas, a 20. de Marzo 1689. Estava firmado EL MARQUES DE CASTANAGA; y mas abaxo: D. FERNAND PEREZ DE OLMEDO: con el sello en obles roxa.

CVI.

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de 15. Avril.
France contre les ESPAGNOIS du 15. Avril
1689. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.] LA
FRANCE
ET L'ES-
PAGNE.

LE désir sincere que le Roi a eu de maintenir la Trêve conclue en l'année 1684, a porté Sa Majesté à dissimuler la conduite qu'ont tenue les Ministres d'Espagne dans toutes les Cours des Princes de l'Europe, où ils ne le font appliquez qu'à les exciter à prendre les Armes contre la France; Et Sa Majesté n'a pas ignoré la part qu'ils ont eue dans la Negotiation de la Ligue d'Ausbourg; Elle a aussi été informée de celle qu'a eu le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, dans l'entreprise que le Prince d'Orange a faite contre l'Angleterre; mais ne pouvant croire que la conduite qu'il a tenue à cet égard, lui eût été prescrite par le Roi son Maître, qui par tant de raisons de Religion, de Sang, & de sécurité pour tous les Rois, étoit obligé de s'opposer à une pareille usurpation, Sa Majesté auroit espéré de pouvoir porter Sa Majesté Catholique à s'unir avec Elle pour le rétablissement du Roi légitime en Angleterre, & la conservation de la Religion Catholique contre l'Union des Princes Protestans, & au moins à garder une Neutralité exacte, si l'état des affaires d'Espagne ne permettoit pas au Roi Catholique de prendre de pareils engagements, Sa Majesté lui a fait faire pour cet effet différentes Propositions depuis le mois de Novembre dernier, lesquelles ont été bien reçues, tandis que le succès de l'entreprise du Prince d'Orange a paru douteux; mais ces favorables Dispositions ont disparu dès que l'on a sçeu à Madrid le Roy d'Angleterre sorti de son Royaume, & l'on n'y a plus parlé que de Guerre contre la France. Sa Majesté a appris en même temps que l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre voyoit journellement le Prince d'Orange, & le sollicitoit de faire que les Anglois déclarent la Guerre à la France, que le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols levait des Troupes avec empressement; qu'il promettoit aux Etats Généraux de les joindre aux leurs au commencement de la Campagne, & les sollicitoit aussi bien que le Prince d'Orange, à faire passer des Troupes en Flandres pour le mettre en état de faire la Guerre à la France. Tous ces avis ayant fait juger à Sa Majesté qu'il étoit de sa prudence de sçavoir à quoi s'en tenir, Elle a donné ordre au Marquis de Rebenac, Ambassadeur à Madrid, de demander une réponse positive aux Ministres du Roi Catholique, lui offrant la continuation de la Trêve, pourvu qu'il voulût s'obliger en gardant une Neutralité exacte, de ne se secourir directement ni indirectement les Ennemis de Sa Majesté; mais les mauvais Conseils ayant prévalu, Sa Majesté a été informée que la résolution avoit été prise de favoriser l'Usurpateur d'Angleterre, & de se joindre aux Princes Protestans. Sa Majesté a appris aussi, presque en même temps, que les Agents du Prince d'Orange ont touché des Sommes considérables à Cadix, & à Madrid, que les Troupes de Hollande & de Brandebourg sont entrées dans les principales Places des Espagnols en Flandres, & que le Gouverneur des Pais-Bas pour le Roi Catholique faisoit solliciter les Etats Généraux de faire avancer leur Armée sous Bruxelles. Tous ces avis joints à la réponse que le Marquis de Rebenac a reçue à Madrid, ne laissant à Sa Majesté aucun lieu de douter que l'intention du Roi Catholique ne soit de se joindre à ses Ennemis; Sa Majesté a crû ne devoir

ANNO
1689.

pas perdre de temps à prévenir ses mauvais desseins, & a résolu de lui déclarer la Guerre, tant par Mer que par Terre, comme Elle fait par la présente. Ordonne & enjoint pour cet effet, Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courre sus aux Espagnols, & leur a défendu & défend très-expressement, d'avoir cy-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & à cette fin, Sa Majesté a des-à-présent révoqué & révoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Sausconduits, qui pourroient avoir été accordés par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers contraires à la presente, & les a déclaré & declare nuls, & de nul effet & valeur; défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente, ils fassent exécuter chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Juridictions; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la presente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le quinziesme Avril mil six cens quatre-vingt-neuf.

Signé,

LOUIS;

Plus-bas,

LE TELLIER.

CVII.

29. Avril, *Traité entre GUILLAUME III. & MARIE*
Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Generaux
des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas
touchant l'Armement par Mer, du 29. Avril, 1689.
 [Manuscrit.]

L'AN-

GLETER-

RE ET

LES PRO-

VINCES-

UNIES.

LE Roi & la Reine de la Grande Bretagne ayant été requis depuis plus de deux mois par Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'exécuter incessamment le Traité du 3. Mars 1671, fait entre le feu Roi Charles second & les Seigneurs Etats Generaux, parce que le cas est arrivé, que le Roi Tres-Chrétien leur a déclaré la Guerre, leursdites Majestez voulant témoigner publiquement leur sincerité & l'affection qu'elles ont toujours eu, & auront toujours pour lescits Seigneurs Etats Generaux, ont non seulement trouvé juste, d'exécuter ledit Traité suivant sa teneur, mais aussi pour leur donner de plus grandes marques de leur cordiale Amitié, & pour parvenir d'autant plutôt à une bonne Paix, elles ont jugé à propos d'augmenter d'un plus grand nombre de Vaisseaux, le secours stipulé par ledit Traité, pour cet effet & pour mieux convenir de quelle maniere on doit agir sur Mer, leursdites Majestez & lescits Seigneurs Etats Generaux ont nommé des Commissaires, sçavoir, de la part de leurs Majestez, Daniel Comte de Nottingham, l'un des premiers Secretaires d'Etat, & des Commandemens de leurs Majestez, & de leur Conseil privé, Jean Comte de Carbery en Irlande, & Baron Vaghan en Angleterre, un des Commissaires de l'Amirauté, Arthur Herbert Ecuier, premier Commissaire de l'Amirauté, & du Conseil privé de leurs Maj. & Eduart Russel, Ecuier, Thresorier des Flottes de leurs Majestés, & de leur Conseil privé: Et de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, Messieurs Nicolas Witten, Bourguemaître, Conseiller & Thresorier de la Ville d'Amsterdam, Guillaume de Nassau, Baron de Cortegne, Seigneur d'Odyck, Seyff, Drybergen & Blickenburgh premier & representant la Noblesse au Conseil & l'Assem-

ANNO
1689.

blée des Etats de Zeelande; & Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratches, Seigneur fondateur d'Oudewater, Président de l'Assemblée des Etats de la Province d'Utrecht, & Deputez à l'Assemblée des Etats Generaux; lesquels Commissaires & Deputez après plusieurs Conférences ont arrêté, promis & accordé au nom de leurs Maj. & desdits Seigneurs Etats Generaux respectivement les Articles suivants.

I. Que leurs Majestez mettront en Mer cinquante gros Vaisseaux de Guerre, à sçavoir un du second rang, dix-sept du troisième & trente-deux du quatrième rang, avec quinze Fregattes, & huit Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregattes & Brulots auront ensemble pour Equipage dix-sept mille cent cinquante-cinq Hommes effectifs.

II. Que les Seigneurs Etats Generaux mettront en Mer de leur côté trente gros Vaisseaux de Guerre, à sçavoir huit qui seront montez de septante à quatre-vingt Canons, sept qui seront montez de soixante à septante, & quinze de cinquante à soixante Canons; outre lesquels lescits Seigneurs Etats Generaux fourniront aussi neuf Fregattes & quatre Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregattes & Brulots, auront ensemble pour équipage dix mille cinq cents septante & deux Hommes effectifs.

III. Que la Flotte de leurs Majestez & celle desdits Seigneurs Etats Generaux se mettront à la Mer, & se joindront ensemble en tel Lieu qui sera nommé par le Roi de la Grand Bretagne, le plutôt que faire se pourra.

IV. Que les deux Flottes de leurs Majestez & desdits Seigneurs Etats Generaux se diviseront en trois Escadres, dont la premiere sera composée de cinquante gros Vaisseaux, six Fregattes & huit Brulots, & sera employée dans la Mer Mediterranée; la seconde sera composée de trente gros Vaisseaux, huit Fregattes & quatre Brulots, & sera employée dans la Mer d'Irlande, & dans la Manche, à moins qu'il ne soit autrement réglé par le consentement des deux Parties; & la troisième de dix Fregattes lesquelles seront employées depuis le pas de Calais & Douvres, jusques à Yarmout sur la Côte d'Angleterre, & l'île de Walchere sur la Côte de Zelande & les deux dernieres Escadres se donneront mutuellement de l'assistance toutes les fois que l'occasion le pourra requerir.

V. Chacune desdites Escadres sera composée en partie des Vaisseaux de leurs Majestez, & en partie de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, en telle proportion qui puisse répondre au nombre des Vaisseaux en chaque Flotte.

VI. La premiere Escadre sera fournie en abondance de toute sorte de Provisions tant de vivres que de Guerre & navales pour un an entier; & le reste de ce que chaque Navire ne sera pas capable de porter, sera mis dans Porto Mahon en l'île de Minorca, ou dans Porto Perrara en celle d'Elbe, ou en tel autre lieu que l'Admiral avec le Conseil de Guerre trouvera le plus à propos: & le Roi d'Espagne & le Grand Duc de Toscane, & la Republique de Genes, seront requis de la part de leurs Majestez, & de celles des Etats Generaux de vouloir recevoir favorablement dans leurs Ports les Vaisseaux de ladite Escadre, & leur faire toute sorte de bon accueil. Et les deux autres Escadres seront aussi pourvues de vivres & autres necessitez pour un an entier ou le temps qu'on jugera convenable pour en tirer le plus de service.

VII. Il a été accordé que chacune desdites Escadres, sera commandée pendant cette Guerre par l'Amiral ou par l'Officier commandant en chef l'Escadre de leurs Majestez, & qui s'observera aussi par les Detachemens de chaque Escadre.

VIII. Les Conseils de Guerre seront composés de tous les Officiers, qui porteront le pavillon de part & d'autre, & en nombre égal, mais toutes les fois que les suffrages seront partagés également, on y joindra tous les Capitaines des Vaisseaux, de l'une & de l'autre Flotte ou Escadre; dans tous lesquels Conseils de Guerre, l'Amiral ou le Commandant en chef de la Flotte ou de l'Escadre Angloise, sera President; & sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines de leurs Majestez chacun selon son rang à la droite de la Table.

Et l'Amiral ou le Commandant en Chef de la Flotte ou de l'Escadre des Etats Generaux, sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines desdits Etats Generaux

de

ANNO de l'autre côté de la table vis à vis de ceux de leurs
1689. Majesté; & toutes les affaires de quelque nature
qu'elles soient, dont il sera question dans les susdits
Conseils de Guerre, ou qui y seront proposées seront
déterminées à la pluralité des suffrages & tout ce qui
sera ainsi ordonné ou résolu sera exécuté ponctuelle-
ment, & sans aucun delay en la manière qui sera
prescrite.

IX. Lorsqu'il y aura une affaire ou procès qui ne re-
gardera que les Officiers, Soldats, Matelots, & autres
gens qui seront au service de leurs Majesté, ladite af-
faire ou procès sera toujours vuide ou déterminé dans
un Conseil de Guerre, qui sera composé seulement des
Officiers de leurs Majesté, & pareillement lorsqu'il y
aura une affaire ou procès qui ne regardera que les Of-
ficiers, Soldats ou Matelots, ou autres gens qui seront
au service desdits Seigneurs Etats Generaux, ladite af-
faire ou procès sera toujours vuide ou déterminé dans
un Conseil de Guerre qui sera composé des Officiers
desdits Seigneurs Etats Generaux.

X. Mais si l'affaire ou Procès regarde les Officiers,
Soldats, Matelots ou autres Gens, de quelque qualité
ou rang qu'ils soient, qui seront au service de leurs Ma-
jesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, ou qui se-
ront autrement interez l'un contre l'autre, dans ce
cas-là, un Conseil de Guerre composé des Officiers
des deux Flottes en la forme prescrite dans l'Art. 8.
prendra connoissance de toute l'affaire, afin seulement
de juger & déterminer quelle partie, ou quelle person-
ne aura été coupable, ou devra être punie ou châtée,
lequel jugement aiant été donné, le Conseil de Guerre
composé des Officiers de leurs Majesté si le criminel
se trouve à leur service, le fera chasser ou punir selon
les Loix, Coutumes & Instructions, établies ou ob-
servées en de semblables cas dans celle desdites deux
Flottes, à qui le criminel appartiendra.

XI. Toutes les prises seront partagées, entre leurs
Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux à propor-
tion du nombre des Vaisseaux dans chaque Flotte; c'est-
à-dire que de huit parties égales leurs Majesté en au-
ront cinq, & lesdits Seigneurs Etats Generaux en au-
ront trois parties, ce qui s'observera toujours quand
même lesdites prises auront été faites par les Vaisseaux
de leurs Majesté, sans l'assistance de ceux desdits Sei-
gneurs Etats Generaux, ou par les Vaisseaux desdits
Seigneurs Etats Generaux sans l'assistance de ceux de
leurs Majesté.

XII. En cas des prises faites par des Vaisseaux de
Guerre, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté
à laquelle sera sujet le Vaisseau qui aura fait la prise,
soit Anglois ou Hollandois, & le provenu sera
partagé suivant le contenu du precedent Article, sans
que la portion qui sera delivrée à l'Amirauté qui n'en
fera point le jugement soit chargée des Droits veritables
pour les Officiers de part & d'autre, mais seulement
des depenses necessaires.

XIII. Et si les prises se font par des Vaisseaux, de
part & d'autre, joints ensemble, elles seront jugées par
la Cour de l'Amirauté de laquelle dépendront les Vais-
seaux les plus forts en nombre de Canon qui ont fait la
prise.

XIV. Que leurs Majesté ordonneront que dans
toutes les Instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux
de Guerre destinez, ou qui seront destinez pour con-
voyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui
iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit
inseré un Article, leur enjoignant tres-expressement de
protéger contre les insultes ou attaques de qui que ce
soit les Vaisseaux Marchands appartenans aux Sujets des-
dits Etats Generaux, qui suivront la même route que
lesdits Vaisseaux de Guerre, & desireront de se mettre
sous leur protection.

Et qu'il y sera inseré un autre Article enjoignant
aussi tres-expressement ausdits Capitaines, en cas que les
Plantations, Colonies ou autres Etats quelconques, que
lesdits Seigneurs Etats Generaux possèdent à present, ou
qu'ils posséderont à l'avenir dans les Indes Occi-
dentales, ayant besoin de secours pour se défendre
contre les attaques ou insultes de leurs Ennemis, qu'aussi-
tôt qu'ils en seront requis, ils donneront toute aide
& assistance pour la defense desdites Plantations, Co-
lonies ou autres Etats contre toutes les attaques ou in-
sultes susdites, autant que l'estat des Plantations, Colo-
nies ou autres Etats de leurs Majesté le pourra per-
mettre, & lesdits Seigneurs Etats Generaux ordonne-
ront aussi que dans toutes les Instructions aux Capitai-

nes de leurs Vaisseaux destinez, ou qui seront destinez, ANNO
pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & 1689.
aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occiden-
tales, il soit inseré de semblables Articles, & tres-ex-
pressement à l'égard de la protection que lesdits Capitai-
nes donneront aux Vaisseaux Marchands appartenant à
des Sujets de leurs Majesté, qu'à l'égard de l'aide &
assistance qu'ils donneront pour la defense des Planta-
tions, Colonies ou autres Etats, que leurs Majesté
possèdent à present, ou qu'elles posséderont à l'avenir
dans les Indes Occidentales, le tout dans la manière &
forme cy-dessus prescrite.

XV. Le present Traité sera ratifié par leurs Maje-
sté, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Ratifica-
tions seront échangées dans l'espace de six semaines, si
ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & defen-
sive entre leurs Majesté & lesdits Seigneurs Etats Ge-
neraux soit conclu & signé avant l'expiration de ce ter-
me, auquel cas ce present Traité y sera compris & con-
firmé; cependant lesdits Commissaires & Deputés sont
convenus qu'on ne laissera pas de faire exécuter de part
& d'autre, tous & chacun des Articles de ce Traité
ponctuellement & de bonne foi de même que les Ra-
tifications étoient déjà échangées. Fait à Whitehall ce
vingt-neuvième jour d'Avril, 1689.

A été signé,

NOTTINGHAM,
CARBERY,
RUSSEL,
N. WITSEN.
W. DE NASSAU;
DE WEEDE.

CVIII.

Heuraths-Pacta, Zwischen Ihro Hoch- u. Mai-
Fürstlichen Durchl. Herzog Albrecht
zu Sachsen-Coburg einer / und dessen
Gemahlin / Fürstin Susannen Eisa-
bethen / gebührer Gräfin Kempinsky /
andern theils / worinnen unter andern
hochbegabter Fürstin das Amt Neu-
stadt samt dem incorporirten Closter-
Amt Monchbröden und dem Gerichte
Sonneberg mit allen deren Pertinenzien
nebst dem Jure Patronatus daselbst zum
Witthumb Sitz assigniret worden. Co-
burg den 1. Mai 1689. Mit ermel-
ter Hoch-Fürstlichen Durchl. Herren
Herren Gebrüderm darüber ertheilten
Consens. den 5. Juli 1693. [LON-
DORP II Acta publica, Part. XIV.
Libr. XV. pag. 661.]

C'est-à-dire;

Contrat de Mariage entre ALBERT Duc de Saxe-
Cobourg, & ELISABETH SUSANNE né
Comtesse de Kempinsky son Epouse d'autre part;
par lequel entr'autres choses, il lui assigne pour
Donaire le Bailliage de Neustadt, avec le Bailliage
incorporé du Monastere de Monchredon, & la
Jurisdiction de Sonneberg, avec toutes leurs Ap-
partenances, Droits de Patronage &c. A Cobourg
le 1. de Mai 1689. Avec Le CONSENTE-
MENT des Serenissime Princes ses Freres. Du
5. Juiller. 1693.

Et Namen der Heiligen / Hochgelobten und un-
getheilten Dreyfaltigkeit / Gottes des Vaters;
Sohns und Heiligen Geistes. Von Gottes
Gnaden / Wir Albrecht / Herzog zu Sachsen /
Jülich/

ANNO
1689.

Jülich / Cleve und Berg / (tot. tit.) vor uns und unsere Erben und Nachkommen und Wir Susanna Elisabeth / vermählte Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / zc. geborene Gräfin Kempinsky von Schwitz und Altenhofen / bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brief / daß nach vorstehendem / anhängigen und inbrünstigen Gebäte zu WDr. / auch reichlich gegessener Unterredung / und respective Beyrath unserer hohen Anverwandten / zwischen uns eine Christliche Eheliche Vermählung und Heiraths-Verbe dergeßte verglichen und beschlossen worden / daß Wir / Herzog Albrecht zu Sachsen / an einem / Wir Susanna Elisabeth / geborene Gräfin Kempinsky von Schwitz und Altenhofen / zc. an andern Theil / einmüthig zu heiligen Ehe und ehelichen Gemahl nach Christlicher Ordnung haben / nehmen und halten / und beiderseits einander die Zeit unsers Lebens / alle eheliche Treue / Liebe und Gütes / wie Gottesfürchtigen / Christlichen und Fürstlichen Ehrenten wol ansehet / erzeigen und erweisen sollen und wollen / und gleich wie Wir das Beylager bereits den 24. May Anno 1688. nach vorgegangener Priestertlichen Copulation / und gewöhnlichen Ceremonien / Christlich vollzogen / Also wollen Wir es wegen des Heiraths-Gutes / Gegenlage / Witthums / Morgens-Gabe / und andern menschlichen Fälle halten abgeredet / und beschlossener folgenden Waise gehalten haben.

1. Sollen und wollen Wir / Susanna Elisabeth / geborene Gräfin Kempinsky / von Schwitz und Altenhofen / unsers herzu- und hochgeliebten Herrn Gemahls / Herzog Albrechts zu Sachsen Jülich / Cleve und Berg liebden / zwanzig tausend Reichsthaler / jeden zu vier und zwanzig guten Meißnischen Groschen gerechnet / an guter gangbarer grober Münze / zum Heiraths-Gute einbringen / vermügen und bezahlen / und Derselben zu freiem Gebrauch übergeben / Ingleichen uns mit solchem Geschmuck / Kleiden / Knaubien / Silbergeschmuck / und dergleichen versehen / daß Wir damit Fürstlichem Stande gemäß / und zu Sr. Idd. Gefallen und Ehren wohl besehen mögen. Hingegen haben

2. Wir Herzog Albrecht zu Sachsen zc. den ersten Tag nach vollbrachten ehelichen Beylager / unserer freundlich geliebten Gemahlin / Frauen Susannen Elisabethen / vermählten Herzogin zu Sachsen zc. geborener Gräfin Kempinsky zc. liebden abgeredet / und versprochen massen eine sonderbare Verschreibung / deren darun steht den 25. May 1688. auf zwey tausend Reichsthaler Haupt-Geld / zur Morgens-Gabe / neben einem Fürstlichen ansehnlichen Kleinod oder Prälect überreichen lassen / welche Summa / auf unsern in WDr. Händen stehenden tödtlichen Abgang / jährlich mit hundert Reichsthaler / jeden zu 24. guten Meißnischen Groschen gerechnet / über das Witthum verzinst werden soll / und mögen Ihre liebden mit der Morgens-Gabe / und den davon fallenden Zinsen / als Ihrem eigenen Gute thun und lassen / wie Morgengabes-Recht und Gewohnheit ist / Nach Ihrem selbigen Guttrits abet / der in dem Willen des Allmächtigen steht / wofür sie mit uns Herzog Albrecht zu Sachsen / keine Leibes-Erben / noch der Morgengabe halber einige besondere Verordnung / Testament und Disposition / so in Ihrem freyen Willen besteht / hinterlassen würde / sollen gedachte 2000. Rthlr. auf uns oder unsere Erben kommen und fallen / hätte aber Ihre liebden solche Morgengabe jemanden verschafft / so soll unsern Herzogs Albrechts Erben und Nachkommen / dieselbige 2000. Thaler obiger Währung abzulösen / zu unserm oder Ihrem guten Gefallen vorbehalten seyn / Dabey dann ferner / und zum

3. Abgeredet und versprochen worden / daß Wir Herzog Albrecht Ihre liebden bey unsern Lebzeiten zum jährlichen Hand-Gelde / unsere gegen dieselbe tragende Liebe und gezeigten Willen desto mehr zu erweisen / jährlich vier hundert Reichsthaler / und also jedes Quartal 100. Thaler / und zwar / daß wenn nach dem Beylager ein Quartal verlossen / der Anfang damit zu machen / reichen lassen wollen / mit welchen Hand-Geldern Ihre liebden sich und zu ihrem selbst eigenen Gebrauch halten und walten mögen / wie Ihnen gefallen wird / doch soll solch Hand-Geld auf dem Fall / da Ihre liebden beider Witthums-Einkünften zu genießen und gebrauchen aufhören werden / allerdings fallen und aufhören / und hingegen die Morgengabes-Verzinsung ansetzen / Wir Herzog Albrecht zu Sachsen sollen und wollen hierüber noch zum

4. unsere vertrauten Gemahlin / Frauen Susannen Elisabethen / zc. zu Sr. Idd. ihres uns zugebrachten Heiraths-Guts der 20000. Thlr. halber / gleicher geßte und ebenmäßig mit 20000. Thlr. also verlaßlin-

gen / daß solches Heiraths-Gut und Wiederlage / nemlich Anno in einer Summa vierzig tausend Thlr. auf das Haus / 1689. Amt und Stadt Neustadt an der Heiden / samt incorporirtem Kloster-Amt Mönchroden / und Gerichte Sonnenberg geschlagen / verwiesen und versichert / und Ihre Idd. dieselbigen mit deren Pertinenen und Zugehörungen / als das Herrschaftliche Haus / Stadt und Amt Neustadt / wie nicht weniger das incorporate Gerichte und Stadt Sonnenberg / und Kloster-Amt Mönchroden mit den Dörffern / Kirchhöfen und Gefallen / auch Leuten / Höfen / Mühlen / Aedern / Wiesen / Feldern / Gärten / Nieder-Jagden / Wäldern / Teichen / Fischereyen / Gütern / Knechten / Bedienten / Zinsen / Gütern / Schäffereyen / Märgen und Gefallen / Aedern / Höfen / Diensten / auch mit Gerichte / Rechte / und allen Herrlich- und Gerechtigkeiten / in Bürgerlichen und Penlichen Sachen / Gebot / Verbot / Auf / Befehl / und andern / was müssen mag / in Wäldern / Weyden / Wäldern / Feldern / Bergen / Thälern / wie das genemmt werden mag / alles nach Umhalt einer besondern Specification / zu ihrem Witthum assignirt und verordnet seyn sollen / dergeßte / daß Ihre liebden / wenn sie / nach dem willen WDr. zum Witthums-Stand gerathen würde / aus solchen Renten und deren Pertinenen jährlichen vier tausend Reichsthaler. Witthums-oder Morgens-Gabe / Abnutzung und Einkommen / oder deductis deducendis / an noch befindlichen wahren überschüss / nach einem billigen Anschlag / soll haben / heben und genießen können / da aber über alles Vermuthen solche / oder so viel jährliche Einkommen oder Abnutzungen aus benamten Amt nicht erhoben werden könnten / so soll solcher Mangel in andere Wege / und aus andern Renten / insbesondere aber zuvörderst aus dem Amt und Kloster Sonnenfeld ersetzt werden. Wir Wir dann Ihre liebden hiermit und Kraft dieses darauf versichern / Was aber

5. Die landes-Fürstliche Hofe Obrigkeit / und derselben anhängende Hofe Regalien / als Jus Episcopale / Kirchen- und landes-Ordnungen / Appellation / Adel / Lehnsherrschaften und Angefälle / Landassungen / Folge / Ritter-Dienste / Reichs-Creys- und land Steuern / Geleit / Mühl-Gerechtigkeiten / auch Erb- und Lehen- und Lehen- und was zur landes-Fürstl. Superiorität / von Reichs- und Gewohnheit wegen mehr gehörig / anlangend / solches alles soll in diesem Witthum nicht begriffen / sondern eximirt / und unsern Fürstl. Erben und Nachkommen reservirt und vorbehalten seyn.

6. Die Bestallung der Kirchen- und Schul-Diener in denen zu dem Witthum gehörigen Orten anlangend / so wohl das Jus Patronatus / so fern Fürstl. Herrschaft solches zusehet / (jedoch den Superintendenten ausgenommen / welcher von dem regierenden Fürsten selbst bestellet wird) soll Ihre liebden künftig auch zusehen / und vergönnet seyn / doch / daß Sie tüchtige / und der wahren ungeänderten Augspurgischen Confession zugethane Personen präsentire. Im übrigen soll alles dasjenige / was unsern Fürstlichen Hauses Consistorial-Kirchen- und landes-Ordnung vernag / auch vermöge vorbehaltener Episcopalschen Rechte und Ober-Notariats-Gerechtigkeiten / disfalls wird verordnet werden / dabey beobachtet / und sonst bey Verordnungen der Investitur / des Witthums Beampten mit darzu gezogen werden / Ingleichen sollen zum

7. Ihrer Idd. alle jetzige und künftige Beampten / Forst- und andere Bediente in benamtem Amt und Stadt Neustadt / Stadt und Gerichte Sonnenberg / Kloster-Verwaltung Mönchroden / auch alle Unterthanen geloben und schwören / daß sie Ihre liebden nach unserm tödtlichen Guttrits / so dann / als ihrer nächsten Herrschaft / in Zeit währenden Witthums / mit solchem Amt und Stadt Neustadt / und darzu gehörigen Dörffern / Forwerden / Höfen / Gerichten / Rechten / Diensten / Gütern / und allen andern Gerechtigkeiten und Nutzungen / wie vorgedacht / jedoch außershalb obspecificirter landes-Obrigkeit und Regalien / gewärtig / auch treu / hold und gehorsam seyn sollen / alles mehreren Inhalts hierüber aufgerichteten Witthums-Anschlage / Verschreibung und Geheiß-Weises / wie dann hiwiderum auch Ihre liebden die Unterthanen bey ihren alten wohlhergebrachten Rechten / Frey- und Gewohnheiten lassen / und sie darüber nicht beschwören sollen: unsere Herzog Albrechts zu Sachsen / zc. Erben und Nachkommen sollen zum

8. Auch mehr hochgedachte unsere fremdliche Liebe Ehe-gemahlin / wann Ihre liebden zum Witthums-Stand und Reich ihres Witthums gerathen sollte / bey solchem ihrem Witthum und desselben Zugehörungen / gegen wannigheit für alle Zu- und Ansprich um- und außer Reichens vertreten / und wie andere land und Leute / als es die Billigkeit /

ANNO
1689.

ligkeit erfordert / wider männiglichem beschirmen und vertheidigen; da auch zum

Die Tägliche Zinsen und Nutzungen / oder andere Stücke / so zu dem Wirtshum gehörig / (wie Ich schon nicht
mühen noch vernehmen / daß die Fürstliche Person
und andern Büchern bequemer / oder besser / sollen
Wirtshums - Güter / solcher und aller andern darauf
haffender Büden / von den Herzog Albrechten / und von
unsern Erben und Nachkommen / entfreyet / oder was
darauff abgibt / aus andern / und dem in subsidium
verordneten Summ der Sontagsseid arkeit werden / daß es
abgedacht Summ der jährlichen 4000. Thlr. Ertz - Geld
und vorgedachten 100. Thlr. Morgen - Gab - Zinsen
erzelen solle / Es soll auch zum

6-10-19. "Sei'st du auch ein
 Hochverräther! In unser Herz geliebten Gemahlin
 dich heimlich zu verhehlen, als wärstest unser Blüthens-
 Gaude nach unserm eblidenen Kauf gebräut'et wird, so viel wir
 allerhand Nothdurft, auch an Fruch' und Fütterung
 dergleichen, als die Blüthgen uns gantz Jahrs aus-
 tragen, in dem Zeit gelassen werden, oder da so viel, als
 auf ein ganz Jahr zu Vorrath ihren Hoff und Unterhaltung
 genugsam war, nicht vorhanden, solches alsofort nach
 berüthtem Todes-Fall, und vor Vierz sieben Einnige
 aus andern Leuten erspähbar erisset werden, auf des
 Vierz. Seid. Dero Blüthens-Geoffaltung damit nicht al-
 leine wol anfangen, sondern auch ihr Auskommen auf
 ein Jahr bei Handen haben mögen, allen andern übrigen
 Vorrath aber an ausschweiftem Getrenze, und sonst
 so unsern Successeffor, für sich abführen zu lassen, vor-
 behalten sein; Dem soll auch

11. Das Haus zu mehrbesagtem Neustadt/ weil es an
Gebülden und Gemächern/ vorgefällt/ daß eine Fürtin
bey ihrem Witib-Stande darauf wohnen/ und einen
Fürstlichen Witibns Etat führen könne/ nicht beschaffen/
also von uns Herrs Erbkredten/ und unfern Erben und
Nachkommen genug bequeme Gebäude erhalten/ und hiezu
mit notdurfftigen Haus-Rath auch auch besetzt
werden/ daß Ihre Edd. daran ihrem Stande und Hoff-
statt nach keinen Mangel haben/ doch soll/ vermög ei-
nes Inventarii/ solcher Haus-Rath erhalten/ und dormal-
sind wieder also gelassen werden/ als er im Einzuge be-
funden und geschaffet worden/ Zum

12. Das Bau-Wesen betreffend; soll alleine das geringe Glückwerk in Eingebänden von der Fürstlichen Frau Bitten erhalten; die Haupt- und Grund-Gebäude aber; da sie einmal, ohne Verfallern oder von den übrigen Verwahrloftung eingehen; sollen unsere Succelliores wieder zu repariren pflichtig seyn; alles nach mehreren Innhalte der absonderlich auszuspielenden Wirthums-Verschriftung; Es soll auch zum

13. Ihre Kdo. bei Befestigung ihres Wäthums so viel
Holgung/ als Sie vor ihre Hoffhaltung/ zum Brauen/
Brennen/ Baden/ Waschen/ Bauen/ auch zu Festen/
Geschäften/ und anderer Lautes/Nothdurfft bedarff/ wil-
lig und ohne Entgelt/ an bequemen Orten gereicht und
gegeben werden/ doch/ daß Sie/ wann es in dem Wä-
thum angewiesen wird/ durch ihre Großhauere Unterthanen
zu ihrem Wäthum/ Sie verfahren lasse; Geschähe al-
so im Fall unermessenlicher Nothdurfft die Anweisung
weiter/ so soll es durch unsere Hoff/Albrechts Succes-
soren/ an die Wäthums-Grenze geliefert/ und von dan-
ten durch Dero Wäthums-Fronhauere Unterthanen abge-
holt werden; Ferner sollen zum

14. Jäger sterben an flack der hohen Jagd / (weisen
sie sich den niedrigen Bepfunden durch die Fingern selbst
beobachten) in Dero Güstliche Kude / jährlich zwölff
Hefche oder Stuck Wild / vier und manzig Rehe / oder
in Ermangelung derselben / vier zwey Rehe ein Thier / dann
zwölff Bachen oder Schweine / ein jegliches / wann es zu
seiner Zeit am besten ist / und zu welcher es verlanger wird
ohne Jäger-Recht und Kosten / in der Haut / durch unfere
Jägers-Reductanten gefasset werden / und sol es der
Erfassung und Zufuhr halber also gehalten werden /
wie vorher wegen des Holzes disponiret ist / über dieses
zum

15. Wollen und sollen Wir / oder Unsere Erben und Nachkommen / die Verordnung thun / daß es Ihrer Liebden an Auffwartung des in dem Ampts-Bezirk wohnenden oder benachbarten Schriftfäßigen Adels / da sie Zeit Ihres Witthunds dessen bedürffig / nicht ermangeln soll; Rum

16. Von solchem Ihrem Witzumb/ es sey vor- oder nach Befügung desselben/ sollen Ihre Liebden nichts an andere veräußern/ verpfänden oder verwenden/ noch auch andern öffnen/ oder in Schirm/ Gewalt und Einung gehen/ ohne Wissen/ Willen und Erlaubung unser und un-

TOM. VII. PART. II.

ferer Erben und Successoren / sondern alles beyammen in ANNO
guter Pflege halten; Damit nun nach zum

17. Die künftigen Fälle aber gewisse Verworrung
sijn möge/ so ist seiner abgeteilt und verglichen/ da Mir
Herzog Albertt unsern freumblich geliebten Gemahlin
Princessin Susannen Elisabethen dero höchsten Abgang/
welches in dem Willen Gdres sehet/ erleben wurden/
und seine von uns beiderseits erzeugte Tughen vorhanden
wären/ so sölten alsdenn die zwanzig tausend Thaler
Heuraths-Guth/ sammt Kleiden/ Kleinodien/ Silber-
Geschütz/ und was Ihre Liebden mehr eingebracht/ auch
was sie erkauff/ verlehrt oder angestorben wäre/ was das
sijn mögte/ doch auf ein richtiges Inventarium/ und jwenn
die Tage unser Lebens zu nuzen und zu gebrauchen/ und
unsern gelassenen/ auf unsern köblichen Sittz zu aber
auf unsern hochgeliebten Gemahlin lebden Erbte/ wie die
auch vel ex Testamento/ vel ab Intestato sijn/ pro
rata theilhaben. Im Fall aber um

[illegible]

19. Ihreu Willis' Stand verändert, und sich wie-
derum andernetz verändert wurde; also! hat das
Witzgehirn sich was befehlen verordnet; aufstehen
und verfliehen, und sollen unter Erben und Nachkom-
men vermachet werden. Es-Genaslin mit den 20000.
Thaler in Genasch-Obal, und 20000. Thaler Mit-
ten-Obal. Da aber unser Herr die 20000. Thaler
Vieherlage milt. Dar erlegen, soverlief die verpenzion-
en wolten; sol denselben selbes mit taußend Thala jahre-
lich, so lange. Vier flöhden im Leben sich, zu thun frey
werden, und Sie denn ohne ihre Schatz, und Kofen,
auf beuelchen Obal, oder gewissen Obal, und in an-
dere Wege; damit sie bequemer frey, verfleiset, und ver-
targt werden; dergestalt daß sie die Nißung solten
anfing Thaler die Ekelung haben, und dieselbe nach
ihrem edelsten Obal, an mehrertheil die 20000.
Erben; mit niegenanten mehrere Genaslin erzeuget;
und auch nach Deroselben Witzern; forders an unfere
Erben und Successors kommen und fallen. Trüge sich
aber zum

20. Zu / daß Ihre Liebden mit Ihrem andern Ehe-
Gemahl / auch eheliche Kinder gewönne / die nach ihrem
Tode am Leben wären / so soll das angeregte Heuraths-
Buth der 20000. Thaler und was sie sonst mehr ver-
ließe / auf ihre Kinder erster und anderer Ehe zugleich fal-
len. Da sie aber zum

21. Mit Uns Herzog Abrechten keine Kinder erzeuget/
 Ich auch anderweit nicht verheuratet, / und also bey dem
 Witwum die lebendig lebende würde/ so solle nach ihrem
 obblidten Hintzitz / unfere Successoren / Herzogen zu
 Sachsen zu. angeregeter Witwum sammt beffem Zugehör-
 und Nütungen widerum zurucke gehen / hingegen das zu-
 ebrachte Heurath / Gut / und was sie an Kleibern /
 Kleindien / und Silber / Geshirz hätte / oder die sonst
 angefallen wäre / und sie unverschaff vertieffe / Ihren
 Erben zuessen und bleiben / wie bereits §. 17. ermel-
 let.

Und damit Wir Susanna Elisabetha / vermählte Herzogin zu Sachsen te, geborne Gräfin Kempf von der Seydlitz und Altenhofen te, sammt unsern Erben bey vermehrter Zugabe des Kurfürsten der böhmischen Ehe-Gelder / um so vielmehr verfürcht seyn / so haben Wir Herzog Albrecht / vor uns / unsern Erben und Nachkommen / ratht diese zugesagt und verwilligt / daß Sie Sieben oder Dero Erben / offentliches Witzhums-Ambt / Erbs / Gericht / und Kloster / Anpots / Verwaltungen / so viel davon nöthig / so lange ihnen gelassen bleiben solle / die dieselbe wegen forthauer Ehe-Gelder an Capital und Zinsen

ANNO 1689. fen / ihre gütliche Befriedigung erlanget haben / massen solches auch der Beantwortung mit einverleibet werden soll; Hierüber und da zum

22. Wir Herzog Albrecht Schulden machen oder ver-laffen würden; die sollen von unsern nächsten Erben / ohne unser Gemahlin zuthun / abgeleitet / wie auch hinwiederum die jenigen Schulden / so Ihre Liebden in währendem ihren Witthum / und nach Beichung desselben macheten / und nach sich unbegahlet ließen / von ihren Erben und Erbnehmen abgetragen und bezahlt werden.

Dessen zu wahrer uhrkund und mehrer Gewisheit seynd dieser Heuraths-Abrede / zwey Exemplar gleiches Inhalts verfertigt / und nicht allein von uns / Herzog Albrechten zu Sachsen etc. und uns Eusammen Elisabethen / geborne Gräfin Kempinseck / von Schwitz und Altenhofen eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Insignen bekräftiget / sondern auch von unser Herzog Albrechts Seiten / unsere freundlich geliebte Herren Gebrüder / Herzog zu Sachsen etc. tot tit. zur unterschrist oder anderwertiger genugsamer Genuehnhaltung; von unser Eusammen Elisabeth geborne Gräfin Kempinseck / von Schwitz und Altenhofen etc. Seiten aber / unser hochgeehrter Herr Vater und Vater / Herr Sigismund Christoff / Bischoff zu Saybach / des Heiligen Römischen Reichs Fürst und Graf von Herberstein / dahin ersucht worden / daß sie diese Heuraths-Pacta eigenhändig unterschrieben / und Ihre Fürstliche Insignen hinterm vordruckten lassen / so geschehen und geben / Coburg zur Ehrenburg den ersten Monats-Tag May Anno 1689.

(L.S.) Albrecht / H. Z. S.

(L.S.) Eusanna Elisabetha / H. Z. S.

(L.S.) Sigismund Christoff / Bischoff zu Saybach /

Consens derer sämtlichen Fürstl. Herren Gebrüder vor sich und im Namen derer unimündigen Vetter / Herzogen zu Sachsen / über vortehende Eheverding / Witthums- und Morgengabts-Verschreibung.

Demnach der Durchleuchtigste Fürst / unser freundlich geliebter Vetter und Gevater / Herr Albrecht / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engen und Westphalen etc. uns sämtliche Gebrüder / ebenfalls Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engen und Westphalen etc. freundlich ersucht / über voranstehende Eheverding / unsern freundlich-brüderlichen Consens / so wohl für uns / als theils im Obern und Pflieg-Edhne zu Gotha / zu ertheilen / und wie dem Sr. Lieb. darinnen zu willfahren / kein Bedenken gesunden; Als geben und ertheilen Wir krafft dieses wissenschaftlich und wohlbedachtlich unsern Consens und Einwilligung über berührte Eheverding / Witthums- und Morgengabts-Verschreibung / in so weit die in solcher Verschreibung enthaltene Fälle / oder sonst das Recht uns und unser Successeurs verbindet / haben uns auch zu uhrkund und Betkräftigung dessen eigenhändig unterschrieben / und unsere Fürstliche Insignen ausdrucken lassen; So geschehen den 7ten Juli Anno 1693.

(L.S.)

Daß Wir uns mit obigem conformiren / haben Wir solches mit eigener Hand und Siegel richtig unterschrieben.

(L.S.) Bernhard / H. Z. S.

(L.S.) Christian / H. Z. S.

(L.S.) Johann Ernst / H. Z. S.

(L.S.) Ernst / H. Z. S.

CIX.

3. Mai. Declaration de Guerre, faite par Don FRANCIS-ESPAGNE CO ANTONIO DE AGURTO, Marquis de GASTANAGA, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général

des Pays-Bas, &c. pour le Roi d'ESPAGNE, ANNO 1689. contre la FRANCE. A Bruxelles le 3. Mai 1689. [Feuille volante imprimée.]

Pres toutes les Paix, Traitez & Trêves si religieusement observées de la part du Roi nôtre Sire, & si légèrement enfreintes, si volontairement rompues, & si temerairement violées par la France par une infinité d'Actes, qu'il seroit superflu de rapporter, étans surabondamment connus à toute l'Europe, & que dans son ambition elle la devore toute entière; Sa Majesté après tant de moderation, en venant de la conservation de la tranquillité universelle, se trouve, pour comble de tant d'attentats, accueillie d'une injuste Declaration de Guerre par Sa Majesté Tres-Chrétienne du 15. d'Avril, dénuée de toutes sortes de pretextes, dénuée de toutes raisons & soutiens de Justice, & même injurieuse à la pitié de Sa Majesté, s'efforçant de faire passer pour un scandale les Alliances qu'elle pourroit avoir avec les Princes & Etats ses Voisins, qui ne pourroient rendre qu'à la glorieuse fin & la sécurité du repos de la Chrétienté, & à la grandeur reciproque de ses Etats, pendant que les Armes de France desolent inhumainement & avec des cruautés & des barbaries inouïes tous les Etats de l'Empire, sans aucun égard aux Loix de Religion, de la Guerre, & au Droit Sacré des Capitulations, & que ses Ministres emploient toutes les ruses de la Negotiation & tous autres moyens pour troubler l'Harmonie de la Chrétienté, & attirer toutes les forces Ottomanes à la destruction de la Hongrie, & traverser au même temps la conclusion de la Paix entre Sa Majesté Imperiale, ses Hauts Alliez, & la Porte Ottomane; Et comme Sa Majesté se trouve attaquée si injustement, Voulans nous servir & employer utilement tous les moyens que nous avons, pour la gloire, & pour la grandeur de ses Etats, & par le principe naturel d'une juste défense, que nous espérons que Dieu benira par sa justice, & secondera les bonnes & saintes intentions de Sa Majesté, comme c'est lui qui connoit celles de tous les Rois, ainsi nous ordonnons & commandons à tous Generaux, Gouverneurs, Commandans, Chefs & autres Officiers Militaires & Soldats, tant de pied que de cheval, de quelque Nation qu'ils soient, & à tous autres Officiers, & Sujets de Sa Majesté, de s'opposer de toutes leurs forces & pouvoirs aux Sujets de France, leur courre fuir, & faire contre eux tous actes d'Hostilité, tant par Mer que par Terre, comme contre Ennemis, Agresseurs, & Infrauteurs des Traitez; Ordonnons à tous Vaisseaux & Sujets de Sa Majesté, qui se trouvent en quelque lieu de la Domination de la France, de s'en retirer dans quinze jours de la Publication de cette Ordonnance, & de ne tenir aucune correspondance, communication, ou commerce avec les Sujets de la France sans nôtre permission expresse; à peine de la vie, selon les dispositions des Loix, & Placards.

Declarons en outre tous les Biens, Meubles & Immeubles, Rentes, Revenus, Droits, Actions, Credits, & Effets appartenans aux Sujets de la France en ce Pais, confisquez au profit de Sa Majesté; Et ordonnons à tous François Naturels, & Sujets indifféremment de la France, qui sont en ces Pays, d'en sortir avec leurs Femmes, Enfans, & Familles dans huit jours de la Publication de la présente Ordonnance, à peine d'estre faits Prisonniers de Guerre, & tenus de bonne prise; & s'il arrivoit que quelques Vaisseaux de Sa Majesté vinssent à retirer, ou cacher chez eux ou ailleurs quelques Sujets de la France, ils seroient l'Amende de mille Paracons pour la premiere fois, de deux mille pour la seconde, & pour la troisieme fois la confiscation de leurs Biens, & autre peine arbitraire selon l'exigence du cas; lesdites Amendes applicables pour la moitié au profit du Denoncateur, & pour l'autre à celui de l'Officier exploitateur. Et afin que la présente Ordonnance soit connue d'un chacun, Nous ordonnons qu'elle soit publiée & affichée au plustost en la forme & maniere, & es lieux ordinaires, & accoutumez. Fait à Bruxelles le 3. May mil six cent quatre vingt-neuf.

Estoit paraphé

B L O N, etc.

Signé,

ANNO 1689. Signe;

EL MARQUIS DE GASTANAGA.

Plus bas estoit écrit,

Par Ordonnance de Son Excellence.

Signé,

L. A. DE CLARIS.

Et estoit cachetté du Cachet secret de Sa Majesté, en Hottie vermeille sur une Estaille de papier.

CX.

4. Mai. Allianz zwischen Ihro Kaysertlichen Majestät LEOPOLD I. eines/ und Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bayern MAXIMILIAN EMANUEL anderen Theils/ in puncto der unter gewissen Conditionibus Ihro Kaysertlichen Majestät von Chur-Bayern furnirenden 8000. Mann/ Wien den 4. Mai 1689. Mit beyderseitiger Ratification, sub dato Wien den 5. Mai 1689. [Tiré de la Registre d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 23.]

C'est-à-dire,

Alliance defenfive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & Sa Serenité Electorale MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, par laquelle l'Electeur s'oblige sous certaines Conditions à fournir 8000. Hommes à Sadite Majesté Imperiale. A Vienne le 4. Mai 1689. Avec les RATIFICATIONS de l'une & de l'autre part. A Vienne le 5. Mai 1689.

Wir Leopold von Gottes Gnaden Erzmöhrster Römischer Kaysler / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungaren / Bohamb / Dalmatien / Croatien und Sclavonien etc. König / Churfürst zu Deslerach / Herzog zu Burgund / Steyr / Kärnten / Erain und Württemberg / Graff zu Tyrol und Görz / und wie Maximilian Emanuel von deselben Gnaden / in Ober- und Nieder-Bayern / auch der Obern-Pfalz Herzog / Pfalzgraff bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbtürckas und Churfürst / Landgraff zu Leuchtenberg etc. Verstanden und bekennen in Krafft dieses vor Uns und unsrer Erben. Demnach Wir Kaysler Leopold und Wir Maximilian Emanuel / Churfürst / in Vertheilung des Heiligen Römischen Reichs / und dessen geraden Erbtheils schweren Nothstandes / eine unverrückliche Bündnis durch unsere beyderseits hierzu deputirte bevollmächtigte Ministros aufrichten / und schliessen lassen / folgenden Inhalts.

Im Nahmen der unzertheilten Dreyfaltigkeit/ Amen.

Zu wissen / daß auf heut dato zwischen Ihrer Kaysertlichen Majestät einer / und Eurer Churfürstlichen Durchleucht zu Bayern anderen theils über verschiedene durch beyderseits hierzu deputirte Herren Ministros gehaltene Conferenzen eine unverrückliche Bündnis und Foedus gestiftet / und aussgerichtet sey / auf folgende Conditiones. erstlichen laisset man es unveränderlich in allen und jeden bey denen zwischen Ihrer Kaysertlichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Occasionen der zwischen Ihro / und Dero Frauen Gemahlinn Erbkaysersginn Maria Antonia Durchleucht gestiftet Separat aufgerichtete Ehe-Vertracht- und Allianz-Pacten vom 12. April 1685. ein vor allemahl bendenden.

TOM. VII. PART. II.

II. Sollen beyderseits Gesandte und Ministri aller Orten sowohl auff dem annoch währenden Reichs-Tag zu Regensburg / als anderswo / in und außer Reichs / zu dessen / und beyden hohen Häusern dessen / sowohl in vorzeiten / als negotiren sich untereinander wohl verstehen / mit einander vertraulich communiciren / die Votz. so viel immer möglich / zu conformiren.

III. und damit diese Bündnis desto kräftiger seye / versprechen beyde allerhöchste und höchste Theile / daß keiner von beyden einige Bündnis / Allianz oder Tractat mit einer / oder mehr anderen Potentien / diesem Tractat zuwider / zu machen / solle befiget seyn / so dem anderen Theil einige massen directe oder indirecte nachtheilig und schädlich / oder einige Mißverständnis zwischen beyden nach sich ziehen / oder an Erfüllung desselben / so in den Ehe- und Vertracht-Pacten / oder auch in diesem Foedere versprochen / hinderlich seyn könnte / wie sie dan auch / wann einig Foedus künfftig zu machen / darauß zu vorberath vor dem Schluß mit einander vertraulich communiciren wollen. Die bereits habende Foedera anbelangend / erklären sich beyde Theile hienit / daß darunter keines vorhanden / so diesem zuwider laesse / und da eines vorhanden wäre / solches so weit es diesem directe oder indirecte zuwider interpretirt werden könnte / hienit aufgehoben / und denselben in genere & specie ausdrücklich renunciret seyn solle.

IV. Verbleiben Ihre Churfürstliche Durchleucht so lang gegenwärtiger Krieg allein gegen Frankreich / und dessen Kaiserrenten widerst / acht tausent Mann zu Ross und Fuß / nemlich zwey Theil zu Fuß / und ein Theil zu Ross eigener gewordener wohlgeleiteter Mannschafft alle Jahr complez ins Feld zu stellen / dieselbe mit denen Kriegs-Schützen / auch nöthigen Proviant / Munition / und aller Nothdurfft zu versehen / und damit zu des gemeinen Feindes Abbruch / und des lieben Vaterlands besten zu Operiren / wo / und wie es Ihre Kaysertliche Majestät und die Kriegs-Räthen erfordern werden.

Zu diesem Corpore der 8000. Mann / wollen Ihre Kaysertliche Majestät einen vierten Theil dessen / so sie von ihrer Mannschafft ins Reich zum Feldt destinirt / samt des Kaiserlichen Grayses Quanto an Mannschafft lassen lassen / auch aus eigenen / oder anderen Videren so viel noch dabey sitzen / daß es jedesmahls bey Anfang der Campaigne 20000. Mann zu Ross und Fuß continuiren solle / und wollen Ihre Kaysertliche Majestät dens Mannschafft mit Proviant / Munition / und anderer Nothdurfft / auch Regiments-Studen versehen lassen.

VI. Über dieses Corpore sollen Ihre Churfürstliche Durchleucht unter Ihrer Kaysertlichen Majestät Direction / allein das Commando führen / und mit der Kaysertlichen Haubts-Armada / welche Ihre Durchleucht der Herzog von Lothringen commandiren wird / nicht conjungirt werden / sondern man dieß / oder jenes bey ereignenden Nothfall unumgänglich verfähret werden müsse / solches durch Detachementen jedesmahls geschehen / und dieselbe aldan dem Commando dessen / zu welchem sie hossen / so lange auch mit untergeben seyn sollen / als lang sie dabey sehen bleiben.

VII. Wan einige Belägerung zu führen / wollen Ihre Kaysertliche Majestät die daran nöthigelegene Stände vernügen / darzu das nöthige größere Geschütz beschaffen.

VIII. Was durch Genuß-essen von dem Feind erobert wird / so jemahlen zu denen Jhen Reichs-Creyßen gehört hat / solle demjenigen reitkint werden / dem es vorhin gehörig gewesen / wann aber etwas durch dieses Ihrer Churfürstlichen Durchleucht untergebene Corpore von dem Feind occupirt solte werden / so nicht in denen Jhen Reichs-Creyßen gehörig gewesen / solte solte zwischen Ihrer Kaysertlichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht ex aequo zur Helffte verbleiben / bis solches bey erfolgenden Frieden entweder aufgetauscht / oder behauptet wird.

IX. Versprechen Ihre Kaysertliche Majestät loco Subsidiorum auff fünf Jahr lang / es erfolge inmittelst Fried / oder nicht / Jährlich 400000. und zwar von halb in halben Jahren jedesmahls 200000. fl. Rymisch an Ihre Churfürstliche Durchleucht bahe und richtig zahlen zu lassen / und solle der Terminus solutionis à quo vom ersten April dieses Jahrs lauffen / da aber der Articulo quarto benelte Krieg über 5. Jahren währen thäte / wollen sie / nach deren Vertheilung allein auff 200000. fl. Jährlich verbunden seyn.

X. Hingegen versprechen Ihre Churfürstliche Durchleucht keine Winter- oder Rekrutierungs-Quartier / oder andere Contributiones. sie haben Nahmen / wie sie wollen / im Reich zu fordern / noch anzunehmen / sondern

FF 2

was

ANNO 1689. was sie also direct, oder indirect ins künftige genießen möchten / Ihre von obgedachten Subsidien defalciren zu lassen / Sollten aber Ihre Käyserliche Majestät nöthig erachten / neben Dero und des Erzh. Völkern einige Mannschafft in Schwaben zu verlegen / solchen Falls wollen Ihre Käyserliche Majestät vor anderen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Mannschafft dazu gebrauchen / und tali casu jucken / und cooperiren / daß von dem

Erzh. Völkern / doch ohne Abgang dessen / was derselbe Käyserlicher Majestät Miliz zu reichen haben wird / zu Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Miliz Substitution einiges agio gegeben werde / welches folgendes von obdemelten Subsidien nicht zu defalciren.

XI. Sollten aber Quartier in Hostico von der Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Commando untergebenen Mannschafft genossen und behauptet werden / haben sie dieselbe pro rata ihrer eigenen Mannschafft unter Ihrer Käyserlichen Majestät Ober-Direction zu genießen.

Schließlich / das Hosticum, so viel die Quartier anlangt / solle verstanden werden juxta factum oder statum Possessionis conclusæ Pacis Neomagenis. Zu Urkund dessen sendt hierbey zwey gleichlautende Exemplaria aufgesetzt / und von denen hierzu deputirten Käyserlichen und Churfürstlichen Herren gnädigste Räten mit Handschrift und Verschaft gefertigt / benebens die allergnädigste und gnädigste Ratification alsobalden bezugbringen versprochen worden. So geschien Wien den 4. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Ferdinand Fürst von Dietrich- stein.	Leopold Wilhelm Graf zu Kö- nigsbegg.	Wolff Amb. Graf von Ursin und Kosenberg.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

T. A. Henr. Graf von Erztamm.	D. A. Graf von Kaunig.
(L.S.)	(L.S.)

Job. Bapt. Freyherr von Eybels.	Marx von Mayr.
(L.S.)	(L.S.)

Als haben Wir Käyser Leopold / und Wir Maximilian Emanuel Churfürst obstehenden Vergleich und Bündnis in allen ihren Punkten / Claulen und ganzen Begriff vollkommenlich approbirt und ratificirt / versprechen auch hienit bey unserm Käyserlichen und Churfürstlichen Wort / daß Wir denselben allerdings gelben und nachkommen wollen. Zu dessen mehrerer Bestätigung haben Wir diese Ratification eigenhändig unterschrieben / und unser Käyserlich auch Churfürstlich Secret-Insezel aufgedruckt lassen. Actum in unserer Käyserlichen Residenz-Stadt Wien den 5. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Leopold.
(L.S.)

Maximilian Churfürst.
(L.S.)

CXI.

7. Mai. Neutralitäts-tractat zwischen dem Allchristlichen König in Frankreich Louis XIV. eines / und einer Ebblichen Eydgennossenschaft anderen Theils / wodurch sich beyde Theil obligiren / als nemlich Frankreich über die Eydgennossische Lande keines weges zu passieren; die Eydgennossen aber / keine fremde Kriegs-Völker in Ihre Lande kommen zu lassen. Baden im Ergau den 7. May. 1689. [LONDON-PII Acta publica Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. XI. Num. VI. pag. 336. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve

aussi dans Européische Staats-Can- Anno
they Tom. I. pag. 695.] 1689.

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre Louis XIV. Roi Très-Chrétien de France d'une part; & le Louable Corps HELVETIQUE d'autre part; contenant que de la part de la France il ne sera pris aucun Passage par la Suisse; & que les Louables Cantons ne l'accorderont aussi à nulle autre Puissance étrangère. Fait à Bade en Argau le 7. Mai 1689.

Wiedene in gehaltenen Tag-Satzung zu Baden den 24. Martii und 6. April letzthin zwischen Ihrer Käyserliche Majestät und Königl. Majestät durch beyd Seiten Ministros an einem / und des 1681. 17. und zugewandten Orten durch denselben Herren Ehren-Gesandte an dem anderen Theil gewisse Tractaten und Artikel beschloffen; von Seiten der Käyserlichen Majestät aber die ohnfehlbarlich erwartete Ratification ausgegeben / haben bey solcher der Seiten Bewandness Ihre Excellenz Michael Amelot, Marquis de Guornay Ihre Königl. Majestät Rath in ihrem Räten / Ministres des Requetes ordinaires beyd Königl. Häuser / und ordentlicher Ambassadeur in 1681. Eydgennossenschaft / an einem; so dan der 1681. 17. und zugewandten Orten Herren Ehren-Gesandten / an dem anderen Theil sich nachfolgender massen miteinander (gleichwol auff der Königl. Majestät zu Frankreich / und wohlbesagten 1681. Orten und zugewandten gnädigst- und gnädigste Ratification) bedingt und verglichen / wie folgt:
I. Wosfen die Käyserliche Majestät in diesem schenenden Monat Mayo und darauff folgendem Junio den durch ihren Ministrum unterschriebenen Tractat ratificiren möchte / daß es so dann bey demselben Tractat seinen völligen Bestand und Verbleiben / buchstäblichem Inhalt nach haben soll.

II. Falls aber solche Ratification inner bemeldter Zeit nicht einfolgen würde / bemeldter Tractat kraftlos werden / gefallen und aufgeschoben seyn soll.

III. Es versichern / versprechen und verpflichten die Königl. Allchristliche Majestät / zu Bezeugung ihrer wahren Begier zu dem Eydgennossischen Ruhestand / mit ihren Armen und Kriegs-Völkern über die Eydgennossische Land keines weges zu passieren / vielmehr sich zu poliren / auch keine Völker in das Friedthal / also die ganze Landtschaft zwischen dem Rhein und den Eydgennossischen Landen gelegen / eintreten zu lassen / ingleichen die Stadt Rheinfelden und lauffend diesen Krieg hindurch nicht zu belagen oder einzunehmen.

Gingegen haben aber die Herren Ehren-Gesandte in guten Treuen und aller Aufrichtigkeit zugesagt und versprochen / daß Ihre Herren und Oberen auch diesen Krieg hindurch keine Kriegs-Völker / wenn die immer zündig seyn möchten / in ihre Land und Barmässigkeit kommen / sich darinnen poliren / oder darüber passieren lassen / sondern allen denjenigen / welche sich dessen über alle gültlich und vergeblich angewendete Mittel untersagen würden / mit allem Gewalt widersprechen / solche als Feinde ab- und zurück treiben sollen.

5. Demnach auch bereits etliche Monat her eine Anzahl Eydgennossische Mannschafft zu Augst und dore herum oberhalb Basel gelegen / um die Päß alda zu verwehren / und hochgemelte Ihre Excellenz der Herr Frankossische Ambassadeur von denen löblichen und zugewandten Orten verlangt / daß zu beider Mannschafft noch 750. Mann zu gleichem End an das Dre verlegt werden / so bereits willfabret und vollzogen / ist von den löblichen Orten weiters notwendig erachtet worden / daß solche Mannschafft / so sich dinstmahl alldorten in 1500. Mann tract befindet / mit anderer einer Anzahl von 1500. Mann alsobald nach ausgewechselten beyderseitigen Ratificationen von den löblichen Orten verstärkt werden sollen / mit gleichem Befehl die Päß alda / wie oben vermeldt ist / wider mündlich / wer der auch seyn möchte / zu besetzen und gesperret zu halten. In dem ansehrlichen Verband / daß obgedachte 750. Mann / und dan auch die jetztgemelte 1500. Mann / die dahin kommen sollen / von Ihrer Königl. Majestät auff den Fuß von 5. Rthlr. in specie monatlich sampt denen gewohnten Gratificationen / nemlich / daß allweg 9. Man

ANNO
1689.

9. Man für 10. paffet und bezahlt werden / auch dero Sold / man fe vom Haufz ausziehen / feinen Anfang nehmen / und ein halber Monats-Sold vorgefchossen werden foll / und zu bemeldter 750. Man Previanierung in die Stadt Bafel über die 700. Säd / welche ohne das aus den Franzöfifchen Länden dahin kommen / wochentlich noch 200. Säd Freucht aus dem Elfaß gegen gebührender Bezahlung gefolgt / Und da die andern 1500. Mann auch dahin verlegt feyn werden / daß folche Bolater darvor ihr nothwendig Brod und Nahrung haben mögen auff gleiche gebührende Bezahlung.

6. Ihre Königliche Majestät wird fe den Eftar-Major der 750. Mann / fo dato in ihrem Sold feyn / 200. Franken monatlich bezalet lassen / da aber selbige biß auff die 3000. Man verfürdet wird feyn worden / fe sich nach Gefalt und Vermehrung der Anzahl der Gebühr gemäß solchen Eftars halber sich finden lassen.

7. Es sollen auch die Eydgenoßfche Bolater / fe feyen wenig oder viel an der Anzahl / von niemand als ihren eigenen Officieren Commando dependiren / und von diesen ehlich und in Treu genuffert werden.

8. Und im Fall die Gebühr sich also vermehret / daß diese Mannschafft den Paß zu bestrichen nicht gnugfam wäre / werden die Herren Eydgenoßen solche Vorrichtung thun / wie fe schon hievord relolvirt haben.

9. Ihre Königliche Majestät thut sich erklären / daß bey allen Stillständen und Friedens-Schlüssen / die selbige ins künftige eingehen und machen möchten / die löbliche Ort und obgedachte zugewandte in solche zu schließen und mit zu begreifen / laut und Inhalt des klaren Buchstabs der mit Seiner Majestät habenden Bündnuß.

10. Seynd Ihre Excellenz und die Herren Ehren-Gefandten einig worden / daß die Königliche Ratification dieses Tractats / in gleichem der löblichen Orthen und zugewandten Ratificationen biß auff den 20. dato zu Solothurn gegeneinander ausgeheckt werden soll.

Zu Urkund dessen haben gedachte Ihre Excellenz Herr Michael Amelot Ambaffadeur von Frankreich diesen Tractat durch Herrn Pilet Secrétaire seiner Ambassade gemacht unterschreiben / und gleichert gestalten haben die Herren Ehren-Gefandten (außer denen vom löblichen Ort von Zürich / die es lebig ad referendum genommen) durch Hauptmann Johann Carl Schindlern Secrétaire der allgemeinen Tag-Setzung / und der Graffschafft Baden / solchen auch unterschreiben lassen. Beschehen in der Stadt Baden im Ergau den 7. May 1689.

CXII.

12. Mai. *Fœdus defensivum & offensivum*, (Magnum Fœdus postea dictum) inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines Fœderatarum BELGII PROVINCIARUM Generales, initum; quo perpendentes periculi communis, per novissimam Invasionem Gallicam Reipublice Christiane impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, de efficacioribus mediis simul tam reducenda quam conservanda Pacis conveniunt; seseque invicem obstringunt, ad Bellum Terra Marique contra Regem Gallie conjunctis viribus gerendum, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicata sit. Actum Vienna die 12. Maji 1689. Cum ARTICULO SEPARATO de Successione Hispanica, in Augustissimum Domum Austriacam contra Gallos unitis Armis, si opus fuerit, vindicanda. Actum eodem Loco & die 12. Maji 1689. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

NOrum testamentum sit, quod tamen Fœdus illud quod paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Haghe-Comitum, in mutuum Defensionem fœderatum est, in suo adhuc vigore permanet; nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas quam dicti Domini Ordines Generales, perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublice Chris-

tianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Fœderis Leges veteremque conjunctionem arctioribus firmitatibusque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducenda quam conservanda Pacis & Securitatibus publicis mediis rationes inire, eaque propter per utrinque ad id constitutos Plenipotentiarios à parte quidem Sacre Cæsareæ Majestatis per ejusdem Contiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Gulielmum Comitem in Königseck, Sacri Romani Imperii Procancellarium, auri Velleris Equitem; & Dominum Theodorum Althetum Henticum, Comitem à Straßman, Cancellarium Aulicum; & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium ac Præpotentium Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum nec non in Consessu eorundem Dominorum Ordinum Generalium, nomine Hollandiæ & Westphaliæ Deputatum, commutatis hinc inde Plenipotentiarius Tabulis, conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulo promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Gallie tam Sacram Cæsaream Majestatem quam Dominos Ordines Generales Uniti Belgii absque ulla legitima causa se pretereat, gravissimo juxta ac iniquissimo Bello nuperimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cujus ambe omnibus viribus contra prædictum Gallie Regem Terra Marique ejusdemque Fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerunt, hostiliter agant, de Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilis inficiendum Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adhærentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocumque demum preterito serfiscim infinuere, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax inseat, priusquam Pax Westphalica, Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus, juvante Deo, vindicetur, & omnia juxta eandem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bonâ fide ea quæ agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quidquam concludat.

VI. Postquam præfens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii contra sæpius memoratam Coronam Gallie, & ejusdem Adhærentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax inexcussa constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si verò contingeret, ut Corona Gallie iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocumque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem quo nunc modo, Terra Marique, omnibus viribus fideliter assilire, & quamcumque Hostilitatem & Violentiam propellere, neque eo desistere donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsarea Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacre Cæsareæ Majestatis contra Coronam Gallie & ejusdem Adhærentes omni tempore, omnibusque Mediis & Viribus teneant & defendant, neque etiam sibi invicem in his ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundem limitaneorum Bonorum controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni vi facti penitus exclusâ, amicabiliter discutiantur componanturque, neque in his interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præfentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacre Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & ff 3

ANNO
1689.

ANNO à Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii Co-
1689. rona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes

utriusque Partis Federati, quibus eidem accedere vi-
sum fuerit: includitur etiam huic Federi Serenissimus
Lotharingæ Dux, conferentque Confederati omnem
operam, consilia & vires, ut & ipse in suos avitos
Ducatus, Ditiones, Status, & Jura plenarie restituat.

XI. Rati-habebitur hoc Fœdus ab utraque Parte in-
tra spatium quatuor Septimanarum, vel citius si fieri
potest.

In quorum omnium Certitudinem ac majus Fidei
& Sinceritatis robur bina ejusdem tenoris Instrumenta
desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotenti-
ariis subscripta, signataque reciproce commutata sunt.
Actum Viennæ 12. Maji 1689.

(L.S.) LEOPOLDUS GUILLELMUS Comes in
Königsg.

(L.S.) T. A. HENR. Comes de STRAAT-
MAN.

(L.S.) J. HOP.

Articulus Separatus.

Postquam ex parte Galliæ in variis Locis & Au-
lis palam divulgatum est, quod non obstante
Renuntiatione solemnissima, Successionem in Monar-
chiam Hispanicam, casu quo Rex Catholicus sine prole
legitima è vivis decederet, pro Delphino indefinenter
pretendat Vi & Armis asserendam, nec obscurè etiam
collimet, ut prædictus Delphinus in Regem Romano-
rum evehatur: Domini Status Generales Federati Bel-
gii maturè considerantes quantum Status publici collis-
sionem & quantum præjudicium publicæ rei & Tran-
quillitati eam una quam altera Præsentio afferre possit,
promittunt hisce separatim Articulis, non minus ac si
Federi principali verbo tenus inserti essent, valituri;
Primo, casu quo modernus Hispaniarum Rex è vita
decederet, non relictiis legitimis descendentibus, (quem
casum Deus clementer avertere velit) se Cæsaream
Majestatem ejusque Hæredes ad Successionem ejusdem
Domini legitime competentem in Monarchiam His-
panicam, & ejus Regna, Provincias, Ditiones & Jura
earundem adipiscendam & asserendam, quin etiam pos-
sessionem contra Gallos ejusque Adhærentes qui se huic
Successioni directè vel indirectè opponere vellent, om-
nibus viribus adjuturos, & in contrarium attentan-
tium vim vi repulsuros.

Deinde etiam apud Dominos Principes Electores
Imperii, Federatos suos omnia studia & officia colla-
turos, ut quanto citius Serenissimus Hungariæ Rex Jo-
sephus, Sacræ Regiæ Majestatis Primogenitus in Re-
gem Romanorum eligatur, & si ex parte Galliæ hæc
Electio minis aut armis impediretur, se pro eadem
tuenda & avertenda omnibus pariter viribus Sacræ Cæ-
sareæ Majestati opem laturos.

Invitabitur ad horum etiam Articulorum Societatem
Corona Angliæ. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

T. A. HENRICUS Comes DE
STRAATMAN.

J. HOP.

CXIII.

17. Mai. Declaration de Guerre, de GUILLAUME III.
ANGLE- & de MARIE, Roi & Reine de la Grand'
TERRE Bretagne, contre le Roi des FRANÇOIS, du 17.
ET LA Mai, 1689. [MERCURE HISTORIQ.
FRANCE. Tom. IV. pag. 519.]

GUILLAUME ROI.

Comme il a plu à Dieu de se servir de nous
pour être les heureux instrumens de la déli-
vrance de ces Nations des grands & émi-
nents dangers auxquels elles étoient exposées; & de
nous placer sur le Trône de ces Royaumes, nous
nous croyons obligés de faire notre possible, pour
procurer le bien de nos Peuples, qui ne sauroient

jamais être en sûreté, qu'en prévenant les malheurs
dont ils sont menacés par les Ennemis de dehors.

Lorsque nous considérons le grand nombre d'in-
justes moies dont le Roi des François s'est servi
depuis quelques années, pour satisfaire son ambition;
qu'il n'a pas seulement envahi les Etats de l'Empe-
reur & de l'Empire à présent en Amitié avec nous,
démolant des Provinces entières, & ruinant leurs Ha-
bitans par ses Armées; mais qu'il a déclaré la Guerre
à nos Alliez sans y être provoqué, violant manifeste-
ment par là, les Traitez confirmez par la Garantie de
la Couronne d'Angleterre; nous ne saurions moins
faire que de nous joindre à nos Alliez, pour nous
opposer aux desseins du Roi des François, que nous
regardons comme le Perturbateur de la Paix & l'en-
nemi commun de la Chrétienté.

Mais outre les engagements dans lesquels nous som-
mes entrez par les Traitez faits avec nos Alliez, qui
justifient suffisamment notre prise d'Armes en ce temps-
ci, puisqu'ils nous ont requis de le faire; les Injustices
qui nous ont été faites & à nos Sujets par le Roi
des François, sans aucune Reparation, sont telles &
en si grand nombre, que bien que depuis quelques
années, on n'en ait pris aucune connoissance, pour
des raisons connues de tout le Monde, nous ne vou-
lons pas pourtant les laisser passer, sans faire publi-
quement connoître le juste ressentiment que nous avons
de ces outrages.

Il n'y a pas fort long-temps que les François pre-
noient des Permissions du Gouverneur Anglois de
Torre-neuve, pour pêcher dans les Mers de cette côte,
& qu'ils étoient un Tribut pour cette Permission,
comme une Reconnoissance du Droit que la seule
Couronne d'Angleterre a sur cette Ile. Et néanmoins,
les François ont depuis peu si fort empiété sur notre
dite Ile, & sur le Commerce & la pêche de nos Su-
jets, que leurs actions ont ressemblé plutôt à une in-
vasion d'Ennemis, qu'à des Procédures d'Amis, qui
ne jouissent de l'avantage de ce Négocio que par Per-
mission.

Mais que le Roi des François ait envahi nos Iles
Caribes, qu'il se soit emparé par force de nos Terres
dans la Province du Nouvel York & de la Baye de
Hudson, qu'il se soit rendu Maître de nos Forts,
qu'il ait brûlé les Maisons de nos Sujets, & enrichi
son Peuple du Pillage de leurs Biens & de leurs
Marchandises, qu'il ait retenu quelques-uns de nos Su-
jets dans des cachots, qu'il en ait fait massacrer d'au-
tres, & exposer le reste en Mer sur un petit Vaisseau,
sans nourriture & sans les autres choses nécessaires à
la vie; ce sont des actions indignes d'Ennemis qui n'ont
pas renoncé à l'Humanité. Néanmoins il étoit si
éloigné de se déclarer tel, qu'en même temps, il fai-
soit négocier ici en Angleterre par ses Ministres, un
Traité de Neutralité & de bonne Correspondance en
Amérique.

Le procédé de ce Roi contre nos Sujets en Eu-
rope, est si notoire, qu'il n'est point nécessaire de
nous étendre là-dessus. Les Commissions qu'il a don-
nées aux Armateurs François pour se saisir des Navi-
res des Anglois, la défense qu'il a faite d'apporter,
dans son Royaume, la plupart des Manufactures &
des Denrées d'Angleterre, & les Droits exorbitans
qu'il a imposés sur les autres, nonobstant le grand
avantage que lui & la Nation François tirent de
leur Négocio avec cette Ile, sont des marques éviden-
tes du dessein qu'il avoit de ruiner le Commerce, &
par conséquent la Navigation des Anglois, d'où dé-
pendent en grande partie le bien & la sûreté de cette
Nation.

Le Droit du Pavillon attaché à la Couronne d'An-
gleterre, a été disputé par ses Ordres; ce qui viole la
Souveraineté que nous avons sur les Mers Britanniques,
que nos Prédecesseurs ont de tout temps maintenuë,
& que nous avons aussi résolu de maintenir pour
l'Honneur de notre Couronne, & de la Nation An-
gloise.

Mais ce qui nous touche plus sensiblement, c'est
la manière si indigne d'un Chrétien dont il a persécuté
plusieurs de nos Sujets Protestans en France, pour le
fait de la Religion, contre le Droit des Gens & les
Traitez exprès, les contraignant par des cruautés aussi
étranges qu'extraordinaires, à abjurer leur Religion,
emprisonnant des Maîtres & des Maîtres de nos
Vaisseaux Marchands, en faisant condamner d'autres
aux Galères, sous prétexte qu'il y avoit dans leurs Na-
vires

ANNO
1689.

ANNO 1689. vires quelques-uns de ses malheureux Sujets Protestans, ou de leurs Effets. Enfin chacun fait que pour comble d'outrages, il s'est efforcé, depuis quelques années, par ses infatigables & ses Promesses de Secours, de renverser le Gouvernement d'Angleterre: que présentement, il fait tout son possible pour ruiner nos bons & fideles Sujets de notre Royaume d'Irlande, par des voyes ouvertes de violence, & par l'invasion actuelle de ce Royaume.

Etant donc obligez de prendre les Armes, & esperant que Dieu favorisera nos justes entreprises, nous avons trouvé à propos de déclarer, & déclarons par la présente, la Guerre au Roi des François, & que nous la lui ferons vigoureusement par Mer & par Terre, conjointement avec nos Allies, puisqu'il l'a si injustement commencée; étant assuré que nos Sujets concourront de bon cœur avec nous, & nous aideront de même à soutenir une si bonne cause. Mandons & ordonnons par la présente Déclaration, au Général de nos Armées, à nos Commissaires pour executer la Charge de Grand Amiral, aux Gouverneurs de nos

ANNO 1689. Provinces, de nos Forts & Garnisons, & à tous autres nos Officiers & Soldats tant par Mer que par Terre, de commencer & d'exercer tous Actes d'Hostilité contre le Roi des François, ses Vassaux & ses Sujets, & de s'opposer à leurs entreprises. Voulons encore que tous nos Sujets prennent connoissance de la présente Déclaration, & leur défendons expressément d'avoir ou d'entretenir ci-après aucune Correspondence ou Communication avec le Roi des François ou avec ses Sujets. Et comme il y a dans nos Royaumes plusieurs Sujets du Roi des François, Nous déclarons & donnons notre Parole Royale, que tous ceux de la Nation Française qui se comporteront, comme ils doivent, envers nous, & qui n'auront aucune Correspondence avec nos Ennemis, seront en sûreté pour leurs Personnes & pour leurs Biens, & exempts de toute molestation & de tout trouble, de quelque sorte qu'il soit. Donné en notre Cour à Hampton-Court, le 17. Mai 1689. & de notre Regne le premier.

CXIV.

20. Juin. Beylegung und Vergleich zwischen Ihro Königl. Majestät von Dänemark und Ihro Hochfürstlichen Durchleucht von Holstein-Schleswig über die zwischen Ihnen lang geschwebten Differenzen / wodurch Höchstgedachte Königl. Majestät an den Durchleuchtigen Herzogen restituirt und cedirt das Gut Gottes-Gabe / ingleichen / nebst Begebung der Hypothek und Anspruchs auf das Amt Trittau / Ihro Hochfürstlichen Durchleucht solches wieder einkaunt / wie nicht weniger die Insel Fehmern und Nembter Trembsbüttel und Steinhors / mit der Hohen Mediation Versprechen / Ihro Königl. Hoheit Prinz Georgens / Ihro Majestät Herrn Bruders / Consens wegen dieser letzteren zu verschaffen. Altona den 20. Junii 1689. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. 10. pag. 223. aussi en Allemand & en François: & dans Relationis Histor. Francofurt. Continuat. vernalis anni 1689. pag. 68.]

E und und zu wissen sey hiemit jedermänniglich / was inassen die zwischen Ihro Königl. Majestät zu Dänemark Norwegen / u. und des Herrn Herzogens zu Schleswig-Holstein Fürstliche Durchleucht eine sehr so enghaltene schwere Differenz / durch vorräthige Vermittelung Ihro Kaiserlichen Majestät / auch der Herrn Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Durchleucht Durchleucht auf folgende Art beständig verglichen und beigelegt worden.

I. Soll eine generale Amnestie und ewige Vergessenheit alles dessen sein und bleiben / so bishero von beyden Theilen / auch deren Ministern, Unterthanen und Angehörigen vorgenommen oder geschehen sey mag / und daher niemand derselben / beiderseits / mit einiger Verantwortung / entgelt oder Schaden deshalb beladen werden; da hingegen eine ewige ungetrennliche Freundschaft und Vereinigung zwischen Ihro Königl. Majestät zu Dänemark Norwegen / u. Das Erben und Successoren

CXIV.

Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de DANEMARCK & son Altesse Sérénissime le Duc de HOLSTEIN-SLESWIG sur leurs anciens Differents, par lequel Sadite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Ser. la Terre de Gottes-Gabe, & degage de toute Hypothèque le Bailliage de Trittau comme aussi ceux de Steinhors, Tremes-Buttel, & l'Isle de Fehmern, réservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Sérénissime Prince GEORGE son Frere. A Altona le 20. Juin 1689.

A Tous soit notoire comme quoi les Differens difficiles survenus depuis quelque tems entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwege, &c. & Son Altesse Sérénissime le Duc de Schleswig-Holstein, ont été pleinement accommodés, & biez, moyennant l'intervention de Sa Majesté Impériale, & de leurs Altesse Electorales de Saxe & de Brandebourg, de la manière qui suit.

I. Il y aura Amnistie générale & oubli perpetuel de tout ce qui s'est passé de part & d'autre, & entre leurs Ministres, Sujets & Dépendans, de sorte que personne n'en sera plus responsable ni inquieré en aucune manière: & qu'au contraire une Amitié reciproque & Union parfaite soit rétablie & affermie entre Sadite Majesté Royale & Sadite Altesse Sérénissime,

ANNO
1689.

foren in der Regierung / und Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein / und Dero Nachfolger / hiemit wiederum erneuert und fest gestellt seyn.

II. Restituiren Ihre Königliche Majestät zu Denmark / Norwegen / &c. des Herrn Herzogen Durchleucht in alle dero Länd und Güter / in specie das Gut Göttes-Gabe / ihre Souverainität / Regalien / Jura Collectarata, Feodorum, Bestungen zu bauen und zu besitzen / und sonst in summa, in alle die Jura, Hochheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / wie sie dieselbe vor und nach dem Westphälischen und Nordischen Frieden / bis zu Anno 1675. gehabt und besessen / auch was Ihre Fürstliche Durchleucht nach dem Fontaineblauschen Frieden zutommen hat / welche Friedens-Schlüsse dau hiemit nochmalen confirmirt werden. Ungleichen Dero Bediente und Angehörige in ihre Güter und Capitalia.

III. Als auch Ihre Hochfürstliche Durchleucht in dero Postulatis unter andern desiderirt / daß Ihre Königliche Majestät die Initial Fehmeren / sampt den Kempterischen Steinborst / Tremsbuttel und Trittau / von der darauff hauffenden Hypothec und Schuld-Forderung liberriren / und Ihre Fürstlichen Durchleucht abique ullo onere restituiren möchten. So wollen Ihre Königliche Majestät zu mehrer Bezeugung dero aufrichtigen Freundschaftlichen Affection und Gewogenheit gegen des Herrn Herzogen Durchleucht sich der Hypothec und Anspruchs / so sie auf das Amt Trittau haben / begeben / und solches Ihre Fürstliche Durchleucht zugleich mit dero andern Länd wieder einräumen. Was aber die respective Inful und Kempter / Schweren / Tremsbuttel und Steinborst anbelangt / weil selbige nicht in Ihre Königliche Majestät / sondern in dero Herrn Brudern / Prinz Georgen zu Denmark / Königliche Hochheit Händen seyn / hat die höchste und hohe Mediation, zu desto besserer Feststellung und beybehaltung des Ruckstandes in Dörben / und diesen Nieder-Sächsischen Erbs / woran dem Publico so viel gelegen / auff sich genommen / die Mittel zu verschaffen und bey zu bringen / Seine Königliche Hochheit wegen dar auf habenden Pfand-Summe, ohne Ihre Königlichen Majestät usthum und Nachtheil / zu contentiren und zu befriedigen / auch hochbegnadeter Ihre Königlichen Hochheit sochauer Gehalt an Seine Fürstliche Durchleucht ebenfalls frey und ohne entgelt / auch Schuld- und Pfand-frey restituirt werden mögen.

IV. Dabingegen renunciren Ihre Hochfürstliche Durchleucht allen An- und Zusprüchen / so sie nicht allein auff Ihre Königliche Majestät (umb willen dieselbe dero Länd einige zeitlang innen gehabt / besessen und genossen) machen könnten oder möchten / sondern lassen auch bezweyen die jenige Processen, so Sie am Kaysertlichen Reichs-Hoff-Rath wieder das Fürstliche Haus Plön erhoben / schwinden und fallen.

V. So viel die Unionen / Pacta Familie, und andere bis zu Anno 1675. aufgerichtete Beträge / wie auch die Communione angehet / bleibet es bey dem bis dahin üblichen Herkommen / und dem buchstäblichen Einhalt des Westphälischen / Nordischen und Fontaineblauschen Friedens. Auch bleiben alle rückständige Cammer-Intraden und Contributionen Königl. Seiten allerdinges unexigirt.

VI. Die übrige Gravamina werden ad amicabilem compositionem, in Entschung der Güte / ad Viam Juris verwiesen / und soll kein Theil wieder obiges alles via facti etwas unternehmen.

VII. Die Ratificationes über diesen Vergleich / sollen innerhalb 14. Tagen / a dato der Unterschrift alhier in Altona aufgeschickt / auch alsobald darauf / und längstens innerhalb 8. Tagen darnach / die Restitution ohnschuldiger wirklich bewerkstelliget werden.

Zu wahrer Urkund dessen / seynd zwey gleichlautende Exemplaria aufgesetzt / unterschrieben und besiegelt / auch beyden Theilen behändigte worden. Geschehen zu Altona / den 20. Junii 1689.

ANNO 1689.
sime, & entre leurs Héritiers & Successeurs à perpétuité.

II. Sa Majesté le Roi de Danemarck Norvegie, &c. restitue au Sérénissime Duc de Sleswick-Holstein tous les Pays & Biens, & spécialement la Terre de Göttes-Gabe, avec la Souveraineté, les Regales, & les Droits de faire des Collectes & des Alliances, de bâtir & de posséder des Forteresses, & généralement tous les autres Droits, Prééminences, & Prerogatives autant & de la manière, que Sadite Altesse Sérénissime en étoit en possession devant & après les Traitez de Westphalie & au Nord, jusqu'à l'an 1675. avec tout ce qui pourroit encore appartenir à Son Altesse en vertu du Traité de Fontainebleau, & à cette fin on confirme de nouveau tous ces Traitez. Sa Majesté restitue pareillement aux Ministres & Sujets de Son Altesse tous leurs Biens & tous leurs Capitaux.

III. Comme le Sérénissime Duc insistoit aussi par ses demandes à ce qu'il plaist à Sa Majesté Royale de décharger l'Isle de Fehmeren & les Bailliages de Steinborst, Tremsbuttel & Trittau de l'Hypothèque & Préension qu'Elle a sur le Bailliage de Trittau, & rendre ce Bien conjointement avec les autres Pays à Sadite Altesse. Mais pour ce qui est de l'Isle de Fehmeren & des Bailliages de Tremsbuttel & Steinborst, comme ces Biens ne sont pas dans les mains du Roi, mais dans celles de son Frere Son Altesse Royale le Prince George de Danemarck, les Sérénissimes Médiateurs voulant affermir d'autant plus le Repos du Nord & de ce Cercle de la Basse-Saxe, où le Public a tant d'intérêt, se sont chargés de procurer ou fournir les moyens, sans que cela coûtât rien à Sa Majesté Danoise, pour contenter Son Altesse Royale ledit Prince de Danemarck, comme aussi d'obtenir le consentement de ce dernier Prince, afin que ladite Isle & lesdits Bailliages puissent pareillement être restitués au Sérénissime Duc de Sleswick-Holstein en propriété, & comme déchargés de toute Préension & Hypothèque.

IV. En échange de quoi Son Altesse Sérénissime renonce non seulement à toute Préension & Demande, qu'Elle pourroit former contre Sa Majesté Danoise, sur ce que celle-ci étoit depuis quelque tems en possession & jouissance des Pays de Son Altesse; mais Elle desiste aussi des poursuites du Procès qu'Elle avoit intenté devant le Conseil Imperial Autique contre la Sérénissime Maison de Holstein-Plön.

V. Touchant les Unions, Pactes de Famille, & autres Conventions faites jusqu'à l'an 1675. comme aussi touchant la Communauté, on se tiendra à la coutume & pratiquée, & à la lettre des Traitez de Westphalie, du Nord, & de Fontainebleau: & de la part de Sa Majesté Danoise on n'exigera jamais les Rentes de la Chambre de Finances & les Contributions, dont on lui puisse être en arriere dans lesdits Pays.

VI. Quant aux autres Grieffs, on en traitera à l'amiable, ou par voye de Justice ordinaire, en cas qu'on n'en pût convenir par composition, & on s'abstiendra de part & d'autre de toute Contravention de ceci, & de la voye de fait.

VII. On échangeera les Ratifications de ce Traité ici à Altona en 14. jours à compter de la date de la signature, & immédiatement après, ou en huit jours au plus tard, on fera effectivement & immuablement la susdite Restitution.

En foi de quoi ont été dressés deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité, qui ont été signés, munis des Sceaux, & donnés aux deux Parties. Fait à Altona le 20. de Juin 1689.

ANNO 1689. Revers und Versicherung von den Churfürstl. Sächsischen und Brandenburgischen Abgeordneten an des Herzog von Holstein Gottorf Durchl. bey Schließung des Altonaischen Friedens ausgefertigt / bey Inhalts / daß die Pfandsinful und Nembler Fehmern/Treibbüttel und Steinhofft Ihro Durchl. totaliter sollen restituirt werden. Altona den 22^{ten} Junii 1689. [LUNIG Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Continuat. II. vierter Abtheil. Absag. X. num. CI. pag. 225.]

C'est à-dire,

*Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE
& de BRANDEBOURG, au Serenissime Duc
de HOLSTEIN GOTTORP, portant que les
Bailliages engagés de Fehmeren, Trembsbittel,
& Steinhofst, lui doivent estre pleinement restitués.
Altena le 25. Juin 1689.*

Zu wissen / demnach bey vorgedachtem Schluß hiefiger langwieriger Tractaten zwischen Dero zu Dänemark und Norwegen Königl. Majestät und des Herrn Herzogen zu Holstein-Gottorff Fürstl. Durchl. es wegen geschäffter wider-Eintrachtung der hiesigen vertriebenen Pfand-Insul und Aemter Femern / Reichenhul und Steinbohl an Seiten der Königl. Dänischen Majestät an solche Difficultäten gegeben / daß aus Mangel der nöthigen Instruction den Tractat zu signiren entgangen / die Fürstliche Königl. Gesteirffige Ministri aber von der total-Relinquition nicht ablassen / nach den projectirten Reetz andern unterthunigen wollen / als das hiesig. hies. gnädigste Herr Durchl. auch wegen obgedachter Insul und Aemter wollet verfügen / daß zu facilitirten dieses hoch-nöthigen Tractats / Dero Majestät unser gnädigster Herrsch. der Churfürst zu Sachsen und Brandenburg Churfürstliche Durchl. durchschicket beiderseits hützen zu diesen Tractaten besonderrügigen Ministri fibir selb. genommen und verprochen / in solche Wege es zu richten und zu verfahren / daß Ihre Fürstlichen Durchl. dem Herrn Herzogen zu Holstein-Gottorff obgedachte Insul und Aemter Femern / Reichenhul und Steinbohl / nach dem Verlauff der Executions-Zeit mit und neben der andern thutlich ohne einige Vertheuerung und Eingeld / Schuld und Pfandfeyr / total-reliquirten und eingeräumet werden solten / massen hochgedachte Ihre Churfürstl. Durchl. durchl. necht Ihre Kaiserl. Majestät und dero zu Groß-Prantzen Königl. Majestät und die Hochgedachte Herrn General Aemter der Breemigen Hocherlanden dabey in hochgedachter Thron Fürstl. Durchl. vöthigen Requisition nachdrücklich concurriren und zuldungliche Mittel / selbige würcklich und dergestalt / daß des Herrn Herzogen Durchl. von vöthigen-rückten Rest zu Gemüß der besagten Insuln ein Pfand-Aemter / wann auch gleich des Prinzens Consens intra terminum nicht erfolgen köst / gelangen / und selbige ebenfalls propria a iuratore abdann ergreifen mögen / zur Hand nehmen / auch davon nicht ehender / biß solches würcklich beschafft / und / dessen solches intra terminum nicht zu Werck geruchet werden konte / des Herrn Herzogen Durchl. wegen forwahr Derguss indennemirt werden / destillen sich ablassen werden / wie dann Ihre Churfürstl. Durchl. durchl. mit obbenannten Puntissen endlich vor hies. Forderung stehen und des Prinzen Georgen Hoheit unzerlegenlich zur sich nehmen / dann selbige Regestalt die von des Herren Dergessen Durchl. an Ihre Königl. Majestät und des Prinzen Georgens / Hoheit ergabene Obligationen nach der Zahlung extradiret und gänglich casidiret und aufgehoben seyn und bleiben mögen. Signat. Altona den 20. 10. Junij 1699.

Revers So der Hochwüdhenden General
Staaten Minister bey den Zwischen der
Eron-Dänneimarck / und dem Fürstl.
TOM. VII. PART. II.

Hauff Holstein Gottorff sub eodem da- ANNO
to & loco geschlossenen Tractaten an die 1689.
Fürstliche Gottorffische Ministros her-
ausgegeben / deß laufs / daß die
Pfund-Zinsul und Aemblers Fehmern /
Erembsbittel und Steinhorff Ihre
Durchl. dem Herzog zu Holstein-Got-
torff totaliter restituiret werden sollen
Altona den 10 Junii 1689. [Copie
communiquée par un Ministre de Dan-
emark.]

C'est-à-dire,

Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN
GOTTORP, par le Ministre de L. H. P. les
Seigneurs Etats 'Generaux des PROVINCES
UNIES des Pais-Bas, portant que les Bailliages
de Fehmeren, Tremsbüttel, & Steinhofst doi-
vent être entièrement restitués au Serenissime Duc
de Holstein Gottorp. Altona le 30. Juin 1689.

Zu Wissen. Demnach bey vorgehabten Schluß hiesiger langwierigen Tractaten / zwischenhero zu demnennet-Florwegen etc. Königl. Majestät und des H. Herzogen von Holstein-Gottorf Fürstlichen Durchleucht. noch etwas geschiet widerumtrachtung der hieservor verfaßten und Pfandt-Insul und Amter / zehnen / zehntelst und mit Seinhof / an sich den Königl. Dänischen Majestät, solch difficultät gegen / das sie auf mangel bedürfftiger Instruction den Tractat nicht annehmen / die Fürstl. Holstein-Gottorfische Ministri aber von der totalen Restitution nicht absehen / noch den projectirten Restes anders unterzichen wollen / alsz das H. H. Herzoglichen Herren Durchl. auch obgedacht-Insul und Amter / solch verfürbt / dasz auf faciliterung dieses hoch importanten werdes / namlich H. Königl. Majestät zu Groß-Britannien und Hochlöblichen der HH. General-Stataten der Provinzen Niederlanden / nebst den übrigen zu diesen Tractaten beschuldigten Ministri / über mich genommen und verschrieben / in solde weis zu richten und zu verfahren / dasz H. Fürstl. Durchleucht den Herzogen zu Holstein-Gottorf obgedachte Insul und Amter / zehnen / zehntelst und Seinhof / nach dem verlauff der Execution setz / mit und neben der andern landen / zugleich / ohne einige derer bescheide und entgelt / schindt und pfand-gegen / totaliter restituirt und eingeräumt werden solten / nachst Hochlöblich. H. Königl. Majestät und auch nachst H. General-Stataten / nicht H. Fürstl. Majestät und beide Herren Committadores Christl. Christl. Durchl. Durchl. dabey in Hochgedachter Fürstl. Durchl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurrirt und uneländlich mittel / solbige würdlich und deroergalt / dasz der H. Herzogen Durchl. zu völligen reiben beisz und genutz der H. Herzogen Insul und Pfandt-Amter / wann auch gleich die Prinzen Georgen zu demnennet-Hochlöblichen Confessio intra terminum nicht erfolgen solte / gelangen / und solbige ebenfalls propria autoritate alsdan ereignen mögen / und dabey nachmen / ausz dabon nicht eben / bis solches würdlich befohle / und dabey solches intra terminum nicht zu werde gerichtet werde lönte / des Herrn Herzogen Durchl. wenn solbigen verzug indeministrirt worden / desilten noch ablassen werden: Wie das H. Königl. Majestät vor die H. Herzogen, nicht obgenanten Pülancen eben vor die H. Herzogen fischen / und des Prinzen Georgen Hochzeit zu vergrößern über sich nehmen / damit solbige galsit / die von des H. Herzogen Durchl. an H. Königl. Majestät und des Prinzen Georgen Hochzeit gebende Obligationes nach der zahlung extradirt und gültlich cassirt und auffgehoben seyn und bleiben mögen. Altona den 23. Junii. 1689.

O. V. HEEMSKERCK.

Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE DE DANNEMARCK, cede & transporte au Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTEBOOM.

ANNO
1689.

TORP, *Isle de Fehmern, & les Bailliages de Tremsbuttel & Steinhorst. Faite a Hampton-court le 9. Juillet 1689.* [Copie Manuscrite, communiquée par un Ministre de Dannemarck.]

SON Altesse Royale Monseigneur le Prince George de Dannemarc a eu communication du contenu du III. Article du Traité d'Altena, par lequel la Mediation se charge de fournir les moyens pour contenter Son Altesse Royale de la somme capitale pour laquelle l'Isle de Fehmern & les deux Bailliages de Tremsbuttel & Steinhorst ont été mis en hypothèque, au remboursement de laquelle somme Sa Majesté le Roi de Dannemarc ne doit pas être obligé de contribuer aucune chose, la Mediation promettant de procurer le contentement de Son Altesse Royale, afin que ladite Isle avec lesdits deux Bailliages soient restitués de ladite manière à Son Altesse Mr. le Duc de Holstein Gottorp, dégagés de toute prétention, dette ou Hypothèque, que Son Altesse Royale y pourroit avoir.

Son Altesse Royale fortement persuadée qu'il est de la dernière importance au public dans la présente Conjoncture, que par l'entière Execution du Traité d'Altena la Paix soit affermie dans le Nord, approuve tout ce qui a été stipulé dans ledit troisième Article, pour ce qui la regarde, & quoi qu'elle avoit eu raison de ne se desaire pas de ses Hypothèques, avant que la Mediation lui ait fait avoir la satisfaction promise, si est-ce que pour faciliter une affaire de si grande conséquence, elle se repose entièrement sur la parole de la Mediation, & à la requête de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, elle a consenti, comme en vertu de ces présentes elle consent que Monsieur le Duc de Holstein Gottorp rentre d'abord dans la possession de l'Isle de Fehmern & des deux Bailliages de Tremsbuttel & de Steinhorst, qu'elle lui rend libre de toute sorte d'engagement de dette, ou d'hypothèque, l'acquittant des trois-cens mille écus pour lesquels ledites Torres sont engagées. En foi de quoi Son Altesse Royale a bien voulu signer ceci de sa main & de son Sceau. Fait à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689.

GEORGE.
(L.S.)

Votre Kaiserlichen Majestät LEOPOLDI
Guarantie über den vorhergehenden
Altontischen Tractat, Augsburg den
24. October 1689. [LUNIG Teut-
sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont.
II. Viertes Abtheilung X. Absatz pag.
226. num. CIV.]

C'est-à-dire,

Garantie de l'Empereur LEOPOLD sur le Traité d'Altena. Donnée à Ausbourg le 26. Octobre 1689.

Wir Leopold von Gottes Gnaden, erwählter Römischer Kayser, zu allen Zeiten Mehrerer des Reichs etc. etc. beginnen mit diesem Brief und thun kund allerhöchsten; Demnach wir, so wohl aus eigener Kayserl. Sorgfalt, als auf gebohrnen Ansehen der Churfürsten, Fürsten und Stände des Reichs uns von Anfang her, mit unermüdeten Fleiß angelegen sein lassen, damit die vor einigen Jahren zwischen dem (Th.) König in Dannemarck, und dem (Th.) Herzog zu Holstein-Gottorp entstandene schwere Unversöhnlichkeit in der Gütte verglichen und beigelegt werden möchten; zu dem Ende auch uns, auf beider hohen Ansuchen, Königs in Dannemarck, und des Herzogen zu Holstein-Gottorp, mit Aufhebung der beyden (Th.) Part. in ein Casus nach Brandenburg etc. etc. der Mediation antragen; und es endlich durch göttliche Gnade und Segen, und durch trügliche Vermittlung, nicht allein insonderheit beyder Churfürsten etc. etc. sondern auch anderer des allgemeinen Reichsandes liebenden Könige,

gen, Fürsten und Potentien, dahin gebracht, daß zwischen beyden Theilen gewillmächtigten Ministern, unterm 20. (30) Jun. nächstzu Altona, ein gewisse Tractat verglichen, geschlossen, unterschrieben, und nachgehends von beyderseits Principalen ratificirt worden. Und wir nun umd Ueberechnung der Garantie, zu mehrerer Befestigung solcher Vergleichs, und der darob dependirenden innerlichen Ruhe und Sicherheit, belanget worden; auch uns erinnern, welchergestalt wir uns vor Schließung der Tractaten gegen beyde Theile anerbietig gemacht, daß wir demnach die Practirung solcher Garantie über ledigemelten Tractat übernommen, übernehmen auch dieselbe hienit also und dergestalt, daß wir obberührten Vergleich, in allen seinen Punkten, Clausula, Inhalt, Meinung und Begreifungen, fräglichlich garantiren, und handhaben, und darwider nichts geschehen lassen, sondern da von einem oder andern, wider Vermuthen, dargegen, oder gegen diejenige, welche denselben beförden geschehen, deswegen über kurz oder lang, etwas vorgekommen werden wolte, wir alsdann dem Parti laßen, gegen dem libereiret, und Turbatorem nachdrücklich und mit Mäße assistiren und bespringen, auch sonst nichts unterlassen wolten, was zu beständiger Beybehaltung solcher Vergleichs, und des dadurch in Norden stabiliran Ruhestands, gebeyen kan; der ungewissten Zuerst, daß auch die übrige, so bey diesen Tractaten, durch ihre Vermittelung und Officia concurrirt, und dabey interessirt seyn, auf solchen unversöhnlichen Fall ein gleichmäßiges practiren, und uns darmit die hülfliche Hand bieten werden. Insehung dessen, von uns eigenhändig unterschrieben, u. mit Unserm Kayserl. Secretz-Inselgel bedruckten Briefe: So geschehen zu Augsburg, den 26. Octobere 1689.

LEOPOLD.

Vr. Sebastian Wunibaldt Erb-Truchseß,
Straß zu Reil.

Ad Mandatum Sacre Cesaree
Majestatis.

C. F. Consbruck.

CXV.

Erneuerte Allianz zwischen Vroer Kayserlichen Majestät Leopold I. und dem Lößlichen Fräntzischen Crähß, wodurch Vroer Kayserlichen Majestät be-meldten Crähß in Ihre Protection und Special Garantie nehmen und wider allen unbilligen Gewalt zu schützen versprechen, der Crähß hingegen eine gewisse Anzahl Troupen und Geld zu furniren sich obligiret. Wien den 5. Junii. 1689. [LONDORP II. Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. VII. num. V. pag. 312. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europe. Tom. XIII. pag. 670.]

C'est-à-dire,

Alliance renouvelée entre LEOPOLD I. Empereur des Romains, & le Louable CERCLE DE FRANCOIS, par laquelle Sa Majesté Impériale reçoit ledit Cercle en sa Protection & speciale Garantie, promettant de le defendre contre toute injuste violence. En échange dequoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain Subside en argent. A Vienne le 5. Juillet 1689.

Nach

ANNO
1689.

ANNO
1689.ANNO
1689.

Nachdem der löbl. Fräntsch. Cräyß / bey gegenwärtigen Nothstand und Grausol. theils feindbrüchiger Weise abgebrungenen allgemeinen Reichs-Krieg / bey Ihre Kaiserlichen Majestät allerunterthänigst angesuchet / die ehehesten mit deroelben zu Lagenburg und Augsburg aufgerichtete Bündnisse auf gewisse Masse / auch auff die jetzige gefährlichen Coniuncturen zu extendiren / mit dem allerunterthänigsten Erbtheil / in eine ansehnliche Armatur sich zu setzen / und selbige auff eigenen Mitteln zu unterhalten / wann man dagegen von allen Winter-Quartieren / Belegung und weitem Praestationen / befreiet seyn würde / die Campagne unter der Kaiserl. Generalität Ober-Commando und Anführung wider den declarirten Feind operiren zu lassen. Morauß zwar Ihre Kaiserliche Majestät so schriftlich als mündlich / auch durch dero geheimde Ministros / mit mehrern allergnädigst bezeugen haben / dasz solchane Allianz-Erneuerung und auff gegenwärtige geschwinde Zeiten und Läufe einwirkende Bündniß Ihre allerdings angenehme seye / Ein groß Bedenken aber allein in deme / dasz durch den langwierigen beständigen schweren Türcken-Krieg / die Geld-Mittel erschöpft / und nun zu Schutzhaltung und Rettung des Heiligen Römischen Reichs abermalen unerschwingliche gestofft Kosten erfordert würden / auch in Ansehung des Cräyßes gegen den Rhein nahe gelegener Situation und der Ungezogenheit des Krieges-Laufes / eine ganz verstärkete Befreyung so geneigt erbietet man auch seyn / es ohne die äußerste Noth keines weges geschähen solle / von Kaiserl. Winter-Quartieren zu versprechen / Dammhero Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst verlangen / dasz Fürsten und Stände des Fräntsch. Cräyßes ihre auf den Weinen allbereit habende Zahl Regimenter / angehobener Massen unterhalten / und zur Kaiserl. Armee stossen / über diß aber auch jedes Jahr mit einer ergiebigen baaren Geld-Summa / ihnen selbsten und dem gesambten Vaterland zum besten / sich angereissen / und selbe auf gewisse Zeit in die Kaiserl. General-Kriegs-Commissariat-Cassen einschleusen / oder allen unverhofften Falls / bey erfolgrender Einlösung Kaiserlicher Völkern und deren Natural-Verpflegung / die Abrechnung stellen möchten / Als ist endlich der Schluß zwischen denen hierzu deputirten Kaiserl. Geheimen Rathen an einem / und denn des löbl. Fräntschischen Cräyß an dem Kaiserl. Hoff accordirte Abgesandten andern Theils / auff nachfolgende Weise verabredet und bekräftet worden:

1. Nehmen Ihre Kaiserliche Majestät den Fräntschischen Cräyß samt und sonders mit allen incorporirten Fürsten und Ständen / landen und Leuten / bey diesem gefährlichen Reichs-Stande sowohl wider äußerlich / als innerlich Gewalt / Überzug und Betrugnuß / auch alle widerrechtliche Zumuthung / wie die Mähmen haben mögen / in Dero Kaiserliche Majestät Schutz / Protection und Particular Garantie / und wollen keines weges gebulden noch nachsehen / dasz jemand es sich Freund oder Feind / van Kaiserl. oder andern Truppen / unter was Schein und Vorwand es auch seyn möge / erwöhntem Cräyße das allgeringste wieder Gebühr abfordere / oder mit Winter-Quartieren / Still-lägern / Stand-Quartieren / unnöthigen irregulären Durch-Zügen / Streiffereyen / unzulässigen Vergewaltigungen / so der Willigkeit / denen Reichs-Constitutionen und diesem Tractat zu wiederlauffen thäte / Beschwerlichkeit und Belästigung verursache / und wollen Ihre Kaiserliche Majestät die allergnädigste Verordnung ergehen lassen / dasz dieser Tractat und garantirter Allianz-Schluß unverlangt an die übrige Reichs-Cräyß und gesamte armirte Für- und Fürsten zur Nachricht fund gemacht werde.

2. Versichern Ihre Kaiserliche Majestät an Dero nachgefolgtes General Kriegs-Commissariat die gemessene Ordre ergehen zu lassen / diesen Reces in allen seinen Articulen und Clausulen zu halten / und den löbl. Cräyß hiemitwider nicht zu beschweren / noch zu beleidigen.

3. lassen Ihre Kaiserliche Majestät sich auch pro conditione speciali gefallen / wann Fürsten und Stände von außländischen Feinden oder einheimischen Status hostiliter angefochten werden wollen / ihnen gleichfalls / neben denen drey Cräyß-Regimenten / und soviel Kaiserlichen Völkern / als hier zu nöthig / mit absonderlicher Zuziehung der beeden Würzburgischen Regimenter / allen widerlichen Gewalt damit abhalten zu helfen / neben der General-und Special-Protection zum nachdrucksaamen Beystand zu erscheinen.

4. Da aber unumgänglich eine widerige Kriegs-Beschaffenheit allem bösen Ansehen zu entgegen erfordert solte / den Rhein zurück und herüber zu passiren / so ist alsdennfalls verabredet worden / dasz auff solchen Fall von den

nein Kaiserlichen Regimenten / theils zu Fuß und theils zu Pferd / doch nicht mehr in den Fräntschischen Cräyß verlegt werden sollen als 6. Regimenter / doch solche mehr zu verstärken um dißelb Rhein überwintern zu lassen / wird sich der Fräntschische Cräyß nicht entgegen seyn lassen / noch einem andern Regiment das Dach und Fach / ohne Abzug des verwilligten Quanti herzugeben.

5. Gleichwie hingegen Fürsten und Stände des Fräntschischen Cräyßes die allergnädigste Kaiserliche Verwilligung der Allianz-Erneuerung und deren Extension / auch für das ganze Reich tragende hohe Vorsorge und Schutz mit allerunterthänigsten Dank erkennen / Also versprechen sie hiermit förderlichst / alle Dero 3. Regimenter in dem bißherigen Completen Stand noch ferner zu erhalten / und in allen Feld-Zügen unter Ihre Kaiserlichen Majestät Armee mit agiren zu lassen / auch dieselbe / nebst der obhabenden Cräyß-Pflicht / mit Abshreibung des Juraments an Ihre Kaiserliche Majestät und Dero Generalität Dispenziren / anweisen und untergeben / doch dasz sie auch in allen denen kaiserlichen Völkern zugehörigen Vortheilen und Emolumenten gleich consideret werden / auch dem Cräyß allezeit eigenthümlich verbleiben / und den dem Voristen die Jurisdiction über die Völkern gebühren soll.

6. Hingegen verbindet sich der Cräyß / weilen Ihre Kaiserliche Majestät verwilliget / für die 3. Regimenter alle Feld-Züge das Commis-Brod auß Dero Proviant-Amt und Magazin verabfolgen zu lassen / in rechtmäßig-zulänglicher Quantität an Korn oder Weiz zeitlichen zu ersehen / auch auff erfordernden Fall jedemahl erziegige Quantität dessen zu anticipiren.

7. Hat man bedungen / dasz die 3. Regimenter jedesmal über Winter / daferte sie nicht mit einigem Vortheil in hostico verbleiben können / zurück in den Cräyß zu ihren Ständen und angehörigen andern Orten verlegt und einlogirt werden sollen.

8. Weilen aber auch bekannt / mit was schweren und zweyfachen Kriegs-Kosten Ihre Kaiserliche Majestät der Zeit beladen / so erklärt sich der Cräyß / Ihre Kaiserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Wein zu Dienst / mit einem Voranschuß auff 3. Jahr nach ein ander mit 507060. fl. jährlich an Handen zu geben / und baar entweder an die Kaiserlichen Kriegs-Cassa abzuplatzen / oder da es die unumgänglich Noth je nicht anders ließen wolte / gegen andere Natural-Auszahlung und Kosten abzurechnen.

9. Jedoch aber anderst nicht / als in gewissen Zahl-Fristen zu erlegen / dahero sie erbietig seyn / damit den Anfang zu machen / bey Eingang künftigen Monats Novemb. mit 100000. fl. zu Ende künftigen Januars mit 200000. fl. wiederum zu Ende Marti mit 100000. fl. und endlich mit dem Rest der Verwilligung bey dem Ausbruch der Willk auf denen Quartieren behalten / woben auch ausdrücklich zum Schluß kommen ist /

10. Dasz die künftige verabschaffende Ordinanzen mit allen Clausulen und Articulen auff das genaueste beobachtet / und deren Inhalt / soviel als von Wort zu Worten / krafft gegenwärtigen Tractats / als eine unverbrüchliche abgetredete Condition diesem Reces eingetragen seyn solle. Und soll

11. Sein unveränderliches Verbleiben haben / dasz der Cräyß über diese 507060. fl. nicht im geringsten angegriffen noch beschweret werden solle / Auch von Kaiserlichen Quartieren in Ansehung der abgetredeten Geldgaben / ganz und gar befreiet seyn / Auff dem Fall aber einer notwendigen Einquartierung etlicher Kaiserlichen Völkern / ist abgehandelt worden / dasz dieselbe

12. Zwart im Cräyß reparirt / doch aber solcher Gestalt auß einander verlegt werden sollen / dasz außser des bloßen Obdach / Lagerplatz / Holz und Licht / so gut es der Quartiers-Mann vor sich selbst hat / und der Musquetter monatlich vor dieses 20. Kreuzer / der Reuter 30. Kreuzer zu zahlen hätte / das übrige aber von dem gemeinen Soldaten / nach seinem Verleiben und daaren Vermögen erkauft werden solle.

13. Ober da man verlangen würde / dasz neben dem Obdach von dem Quartiers-Mann dem Soldaten / es seye zu Kost oder Fuß / auch täglich 2. Pfund Brod solten gereicht werden / so wären davon monatlich 45. Kreuzer / als vor das mit Holz Licht und Lagerplatz begabte Obdach und Brod vor einen Fußgänger 1. fl. 7. Kreuzer / vor den Reuter 1. fl. 15. Kreuzer abzuziehen.

14. Daferte aber einige Regimenter in dem Cräyß auff dem Land gar aufeinander verlegt und reparirt / so hätte

ANNO
1689.

te man wie in denen Käpfel. Erblanden gebräuchlich vor ihre Mund-Portionen 3. fl. vor die Pferd-Portion auch 3. fl. monatlich abzurechnen.

15. Es wird aber anbey bedungen / wann etwas durch Mißbrauch / oder andere Unfälle / die Victualien / das Geträyd / und glatte Futter / auff hohen Werth steigen thäte / dasselbige nach dem landläufigen Preiß auff dem Markt angeschlagen werden soll.

16. Damit aber in ein- und andern ein richtiges Reglement wegen der Anzahl der Mund- und Pferd-Portionen / der Ober- und Nieder-Officier Verpflegung bey denen Regiments-Stäben und Prima planen gesetzt / und aller

17. Mißbrauch verhindert bleibe / so sollen sowohl die Hohen- als Niedere-Officier weder vor sich noch ihre Knechte noch auch Bagage-Pferd von dem Quartiers-Mann im geringsten nichts / als das bloße Obdach pretendiren / sondern sollen allein von ihrem auß der Käpfeligen Kriegs-Cassa zu empfangen habenden Tractament und Portionen zu leben schuldig seyn / wann aber über solche Drönnung etwas erpreßet werden sollte / so ist Abzug an dero angeführten Geld-Bewilligung zuziehen.

18. Hat das General-Commissariat für die Proviant- und Artillerie auch Munition-Beviente / Knecht und deren Mund- und Pferd-Portionen und Unterhalt / die Nothdurft zu verschaffen.

19. Ist vor gut angesehen worden / zu männlichster Nachricht die rechtmäßige Regiments Stäbe und Prima Planen / Pferd-Portionen in eine Tabell einzuverleiben / auffser welcher Specification bey denen Reparirungen gar nichts an Kost und Fütterung ohne baare Bezahlung gefolgt noch gefandten werden sollte.

20. Da aber der laibige Fall einer unvermeidlichen Einquartierung sich ereignen würde / wollen Ihre Käpfeliche Majestät allergnädigst verordnen / daß von der Generalität ein solches zeitlich angekündiget / und vor dem wirklichen Einzug von dem General-Commissariat mit des Erzhay-Deputierten / wegen Einlogir- und Reparirung / die unumhohliche Abrede genommen / und alles auff das genaueste bey denen Zahl-Größen abgezogen werden sollte.

21. Darbey es denn sein Verbleiben haben / und weder Fürsten noch Stände oder dero Beamten und Unterthanen in einige particular Tractaten / Accord und Vergleich einzulassen / nicht verstatet werden sollte.

22. Soll in allem gute Disciplin gehalten / und alle Exzellen / Unordnungen / auch Vergevaltigungen der Unterthanen / nach dem schärfsten Kriegs-Recht abgestraffet werden.

23. Soll ein jeder sowohl Hoch- als Niedere Kriegs-Officier und sämtliche Soldatesca zu Ross und Fuß / die treue Disposition / in Repartie-Eintheil- und Verwechslung der Quartieren denen Fürsten und Ständen / denen die Städte / Markt-Plätzen und Dörffer zugehören / überlassen / und ihnen darinnen keines weges vorgreifen / sondern die Quartiere / wie solche der Stand anweist / beziehen / sich mit deme / was vergleichener massen assigniret wird / vergnügen / und keine weitere Exactiones vornehmen / widerigen Falle demjenigen / so sich betreten lassen / an seiner Gage es abgezogen werden sollte.

24. Wird allen Officieren untersetzt / daß zu denen Execouten und Werbungten keine wirkliche Hausgeffene und Unterthanen gezogen / und da ein- oder anderer hintergangen und vergewaltiget worden / sollte Er / auff Begehren / so bald ohne Entgelt gefolgt werden.

25. Wödingen sich Fürsten und Stände wegen der in den Erzhay geschobenen Marsch- und Remarssen / so sie ohne rechtmäßige Bezahlung unnothig lange ettragen können / daß gleichwie Ihre Käpfeliche Majestät in Dero Erb- & Königreichen und Länden dergleichen Durchzugs-Kosten an denen Bewilligungen abzugeben gestalten / also auch fernerhin von primo künftigen Novembris an / die im Erzhay darauß gehende sehr nahmhafte Consumption solcher gestalten gleichfalls zu decouriren / wie in denen Exzenburgischen und anderen Tractaten herkommen ist / zu mehrer Urfund u. u. Wien den 5. Julii 1689.

Août.

L'AN-
GLETERE
ET LES
PROVIN-
CES U.
NIES.

CXVI.

Traité d'Amitié, & d'Alliance entre GUILL-
LAUME III. Roi de la Grande Bretagne &
Messieurs les Estats Généraux des PROVIN-

CES-UNIES, du mois d'Août, 1689. [ANNO
[Manuscrit.] 1689.

IL y aura à l'avenir entre le Roi de la Grande Bretagne & ses Successeurs Rois de la Grande Bretagne & leurs Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre, & leurs Etats, Terres, & Sujets reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle Amitié, & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dehors que dedans l'Europe.

Et pour mieux assurer cette Amitié & bonne correspondance & ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux Parties, sous quelque prétexte que ce soit, il est arrêté & convenu entre le dit Seigneur Roi de la Grande Bretagne; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, que tous les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance, Confédération, Commerce, & de Marine, ci-dessous nommez & mentionnés seront approuvez & confirmez de part & d'autre, à sçavoir le Traité de Paix & de Confédération, conclu à Breda le 31 Juillet 1667.

Le Traité de Navigation & de Commerce conclu en même tems & lieu.

Le Traité de Paix & d'Amitié conclu à West-Münster le 2 Février 1673.

Le Traité de Marine conclu à Londres le 10. d'Octobre 1679. avec une Declaration expliquant plusieurs Articles dudit Traité de Marine du 17. Février 1667 conclu à la Haye le 22 Decembre 1675.

Article pour prevenir ou composer les Disputes qui pourroient arriver entre les Compagnies des Indes Orientales d'Angleterre & de Hollande, conclu à Londres le 2 Mars 1677.

La Ligue défensive conclue à Londres le 3. jour de Mars 1677.

Le Traité de Concert pour les Flottes d'Angleterre & d'Hollande conclu le 29. d'Avril 1689.

Le Traité pour défendre le Commerce avec la France conclu le 11 d'Août 1689.

Comme lesdits Traitez, & tous & chascuns les Articles d'iceux sont effectivement approuvez & confirmez par ce présent Traité & demeureront en leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient interez, de mot à mot, entant qu'ils ne contredissent ni dérogent les uns aux autres, ou au present Traité; de telle maniere que les points & matieres stipulees par un Traité plus nouveau seront acceplées dans le tems dont il sera convenu, sans avoir égard à un Traité plus ancien. De plus il y aura entre Sa Majesté & ses Successeurs, & les Seigneurs Etats Generaux, leurs Sujets & Inhabitans reciproquement, une Alliance étroite & fidèle Confédération, pour se maintenir & conserver mutuellement l'un & l'autre, en la tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, & en la possession de tous les Droits, Franchises, & Libertez, dont ils jouissent, ou ont Droit de jouir, ou qu'ils leur seront acquis, ou qu'ils s'acquerront par des Traitez de Paix, d'Amitié, & de Neutralité, qui ont été faits ci-devant, ou qui seront faits ci-après conjointement & de concert avec d'autres Rois, Republiques, & Villes, le tout pourtant dans l'étendue de l'Europe seulement, & ainsi, ils promettent & s'obligent de garantir reciproquement non seulement tous les Traitez que Sa Majesté ou ses Prédecesseurs & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ont déjà fait avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, lesquels seront exhibez de part & d'autre avant l'échange de Ratification, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire ci-après de consentement & de commun concert, & de se défendre, s'assister, & conserver mutuellement dans la possession des Terres, Villes, & Places, qui appartiennent présentement & appartiendront ci-après tant à Sa Majesté & ses Successeurs les Rois de la Grande Bretagne qu'ausdits Seigneurs Etats Generaux, lesdits Traitez, en quelque endroit que les Terres, Villes & Places soient situez, qu'en cas que en tout ce que dessus Sa Majesté & lesdits Etats Generaux, viennent à être troublez, ou attaquez par quelque hostilité ou Guerre ouverte, par qui ou sous quelque pretexte que ce puisse être, auquel cas on se gouvernera de part & d'autre selon ce qui est ci-dessus stipulé dans les Traitez susdits conclus le 3. Mars 1677.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats sont présentement en Guerre

ANNO 1689. Guerre contre le Roi T. C. & que ledits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Généraux, se trouvent dans une obligation reciproque de s'entraider & défendre, de maintenir & de conserver reciproquement leurs Pais & Sujets dans leurs possessions, immunités & Libertés, de Navigation & de Commerce, & autres Droits quelconques, tant par Mer que par Terre, envers & contre tous Rois, Princes & Etats, & particulièrement contre ledit Roi, & afin de pouvoir mieux parvenir à une Paix juste & raisonnable, qui pourroit établir le repos & la tranquillité de l'Europe, il est convenu entre ledits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & ledits Seigneurs Etats, qu'il ne pourra être fait par aucun d'eux Alliez aucune suspension d'Armes, Trêve, ou Paix avec ledit Roi T. C. ni avec un autre Roi, Prince, & Etat, par lequel l'un ou l'autre d'eux Alliez seroit troublé ou attaqué, que conjointement ou d'un commun consentement.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats Généraux sont déjà entrez dans un Traité de concert, pour faire agir leurs forces pendant cette année, contre ledit Roi T. C. il est arrêté & accordé, qu'ils conviendront au plutôt d'autres Articles & stipulations, pour le dénombrement, & l'emploi de leurs Troupes & Vaisseaux de guerre de telle maniere qu'il sera trouvé le plus à propos pour agir, avec d'autant plus de succès, contre l'Ennemi commun.

De plus il est convenu entre ledit Seigneur Roi & ledits Etats, que si après que la Paix aura été faite avec le Roi T. C. conjointement & d'un commun consentement, comme il est stipulé ci-dessus, & que par après l'une ou l'autre Part'e vienne à être attaquée de-rechef par le Roi T. C. le cas échéant, le Traité d'Alliance & de Garantie, conclu à Westminster le 3. de Mars de l'an 1673 entre l'Angleterre & ledits Seigneurs Etats, qui est aussi approuvé & confirmé par le présent Traité, subsistera alors en toute son étendue & sera exécuté dans tous ses Points & Articles; comme si même ou semblable Traité avoit été fait de nouveau ou depuis la conclusion de la Paix, avec ledit Roi T. C. avec cette variation seulement, que la Guerre arrivant au cas mentionné dans l'Article de ce Traité, aucun d'eux Alliez, ne pourra faire aucune suspension d'armes avec ledit Roi T. C. ni autre attaquant, que conjointement ou d'un commun consentement. En ce présent Traité seront compris tous les Rois, Princes & Etats, qui voudront y entrer avant l'échange de Ratification, ou six mois après du consentement commun d'euxdits Roi & Etats.

Le présent Traité sera approuvé & sera ratifié par ledit Seigneur Roi & ledits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un & l'autre côté en bonne & due forme, dans le terme de six semaines ou plutôt, s'il se peut. En foi de quoi nous Ambassadeurs, &c. en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé les présentes & apposé le cachet de nos Armes, à Wihal au mois d'Aoult 1689.

CXVII.

15. Aoult. Traité d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grand Bretagne & CHRETIEN V. Roi de Danemarck, du 15. Aoult 1689. (Manuscrit.)

L'AN- GLETER- ET DA- NEMARCK. (1) L sera notoire à un chacun que le Roi de Danemarck & le Roi de la Grand-Bretagne Guillaume III. sont convenus & ont accordé par l'intervention de leurs Ministres de faire une Alliance ferme & stable pour leur sûreté mutuelle, & pour cet effet en ont passé préalablement les Articles suivans.

I. Le Roi de Danemarck & de Norvège promet au Roi de la Grand-Bretagne de lui donner 7000. hommes de ses vieilles Troupes aguerries, armes & bagages pourvus de toutes choses nécessaires pour combattre, savoir 6000. hommes de pied & 1000. Chevaux, y compris leurs Généraux & Officiers & de les faire conduire en Angleterre, en Ecosse ou Irlande à la volonté du Roi d'Angleterre, après la Ratification du Traité, sous l'escorte de six Vaisseaux de Guerre

montez les quatre premiers de 300. hommes chacun & 40. pièces de Canon, les deux autres de 250. hommes & de 30. pièces de Canon, étans pourvus de vivres & de munitions nécessaires, tant pour faire le trajet que pour combattre.

II. Ledites Troupes avec leurs Généraux & Officiers seront obligées, de prêter le serment de fidélité au Roi de la Grand-Bretagne pendant tout le tems, qu'elles combattront sous son Étendart, & elles seront obligées d'être sous ses enseignes tout autant de tems qu'il sera enveloppé dans la présente Guerre, bien entendu cependant, que si le Roi de Danemarck avoit la Guerre chez lui, ou que quelque Prince ou Etat lui déclarât, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de lui renvoyer ledites Troupes à sa réquisition, le plus promptement qu'il se pourra, & ce dans le terme de trois mois tout au plus, à ses propres dépens, & de le secourir lui-même tant par Mer que par Terre.

III. Qu'il sera permis au Roi de la Grand-Bretagne de se servir de ces Troupes, comme des siennes propres, tant que la Guerre le requerra, & qu'il ne les laissera pas, sans une nécessité évidente.

IV. En suite il a été convenu, que ledites Troupes obeiront au Commandement du Duc de Schomberg, ou à tel autre Général, que le Roi de la Grand-Bretagne leur ordonnera d'obeir, auquel ledites Troupes se joindront, & que les Généraux & Officiers de Danemarck assisteront au Conseil de Guerre, toutes les fois que quelque expédition le requerra, & donneront leurs Avis comme les Officiers propres du Roi de la Grand-Bretagne.

V. L'administration de la Justice se fera parmi les Troupes du Roi de Danemarck de même qu'elle se fait dans son Pais, selon les Articles de Guerre & les Droits de Danemarck, sous le Commandement pourrai du Duc de Schomberg, ou tel autre qu'il plaira au Roi de la Grand-Bretagne de donner au Conseil Général.

VI. Toutesfois, comme le transport de ces Troupes ne se pourra faire sans beaucoup de frais & de dépens, le Roi de la Grand-Bretagne promet au Roi de Danemarck la somme de 240. mille écus, si elles sont obligées de passer en Angleterre ou en Ecosse, mais si le Roi de la Grand-Bretagne veut absolument que ce transport se fasse en quelque Port d'Irlande il donnera 350. mille écus, savoir la moitié de cette somme, après la Ratification du présent Traité, l'autre moitié, lors que ledites Troupes seront arrivées au Port destiné & que l'argent sera compté à Hambourg en bonne & valable monnoye; pour l'effet de quoi on baillera de bons & valables Répondans.

VII. Ensuite le Roi de la Grand-Bretagne promet aux Généraux, Officiers, & Soldats, qui seront envoyez par le Roi de Danemarck, patels gages & payes, qu'il donne à ses Généraux, Officiers, & Soldats, tout autant de tems qu'ils seront dans son service & qu'ils seront en tout égaux aux Anglois, lors qu'ils combattront dans son Royaume, & en cas qu'ils soient obligés de combattre ailleurs, ils se contenteront de la paye d'Allemagne ou de Hollande, leur paye commencera le jour que ledites Troupes arriveront au Port destiné, duquel tems le Roi de Danemarck ne fera point tenu de tout le dommage & de toute la diminution, qui arrivera auxdites Troupes après leur arrivée audit Port, & tous les frais tomberont sur le Roi de la Grand-Bretagne de quelque nature qu'ils puissent être, pour cet effet on prendra des Commissaires de part & d'autre, comme on est accoutumé en Angleterre, qui les compteront devant & après, sans aucune diminution.

VIII. La Guerre étant finie, le Roi de Danemarck voulant ravoir ses Troupes, le Roi de la Grand-Bretagne sera tenu de les lui rendre dans trois mois tout au plus, après en avoir reçu la signification, & il sera tenu de les lui renvoyer en pareil nombre qu'il les aura prises, & s'il n'y a pas lieu de les renvoyer effectivement, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de paier au Roi de Danemarck pour chaque Soldat 18. écus, & pour chaque Cavalier 60. écus; Pour ce qui regarde le retour des Troupes en Danemarck les deux Rois conviendront de cela entr'eux, lors qu'ils passeront le Traité d'une ferme Alliance.

IX. Enfin ledits Rois, sont convenus & accordent entr'eux de commencer leur étroite Alliance, aussitôt à la Ratification dudit Traité, qui doit être

(4) Ce n'est ici apparemment qu'une Traduction.

ANNO 1689. faite dans un mois ou plutôt, & ils tâcheront par toutes sortes de moyens, & travailleront incessamment & sans interruption, de parvenir à leur but, & à leur fin.

Auqueltes choses ci-dessus mentionnées les Parties ont donné créance par leur seings & leurs Seaux, & ainsi l'ont juré & promis. Fait le 15. d'Août 1689.

CXVIII.

22. Août. *Traité & Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour l'Union & le Concert de leurs Armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des PROVINCES-UNIES, mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes, ou Estats.* A Wittehall le 22. d'Août 1689. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Falc. 23.]

D'autant que le Roi Tres-Chrétien a déclaré la Guerre aux Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, & autres Alliez du Roi de la Grande Bretagne, & que le Roi de la Grande Bretagne ayant déclaré au Roi T. C. il importe audit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & auxdits Seigneurs Estats Generaux, de faire le plus de dommage qu'il sera possible, à l'Ennemi commun, pour le reduire à une Paix juste & raisonnable, & à des conditions qui pourront retablir le repos & la tranquillité de la Chretienité, & comme pour cela, il est nécessaire qu'on employe toutes ses forces & particulièrement qu'on fasse en sorte, que tout Commerce & Trafic avec les Sujets dudit Roi T. C. soit effectivement rompu & interdit, pour ôter audit Roi & à ses Sujets, les moyens de fournir à une Guerre, qui pourra autrement par sa durée estre tres nuisible, & causer une grande effusion de sang Chrétien, & Sadite Majesté de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Estats Generaux ayant pour mieux y parvenir ordonné à leurs Flottes de faire voile vers les Costes de France, & de bloquer tous les Ports, Havres & Rades dudit Roi T. C.

I. Il est conclu & arrêté entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, qu'il ne sera pas permis aux Sujets dudit Roi, ni desdits Estats avec leurs propres Vaisseaux, ni avec les Vaisseaux d'aucun autre Royaume, Pais ou Estat, de trafiquer, ni de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. en maniere quelconque, ni ne pourront emmener dans les Ports au Pais dudit Seigneur Roi, ou desdits Seigneurs Estats, ni dans aucun autre Pais, les Marchandises & Denrées des Pais & Terres de l'obeissance du Roi T. C. ni amener auxdits Pais & Terres aucunes Marchandises ou Denrées quelconques sur peine de Confiscation desdites Marchandises & Denrées, & des Vaisseaux qui y seront employés.

II. Et comme plusieurs Rois, Princes & Estats de la Chretienité sont desja en Guerre contre le Roi T. C. & qu'ils ont desja defendu, ou defendront dans peu, tout Commerce avec la France, il est convenu entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, que si pendant cette Guerre, les Sujets d'aucun autre Roi, Prince ou Estat, entreprendront de trafiquer, ou de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. ou si leurs Vaisseaux & Batiments seront rencontrés, faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades, de l'obeissance dudit Roi T. C. sous un soupçon apparent de vouloir trafiquer avec les Sujets dudit Roi, comme cy-dessus, & si les Vaisseaux appartenants aux Sujets d'aucun autre Roi, Prince, ou Estat, seront trouvés en quelque Endroit que ce soit, chargés des Marchandises ou Denrées pour la France, ou pour les Sujets du Roi Tres-Chrétien, ils seront pris & saisis par les Capitaines

des Vaisseaux de Guerre, Armateurs, ou autres Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Estats, & seront réputés de bonne prise par les Juges competents.

III. Il est conclu & arrêté que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Estats notifieront au plustôt ce Traité & Accord à tous les Rois, Princes & Estats de l'Europe, qui ne sont pas en Guerre contre la France, & que ledits Rois, Princes & Estats soient en même tems informés, que si leurs Vaisseaux, ou Batiments de leurs Sujets, sortis en Mer avant cette Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obeissance du Roi T. C. ils seront obligés par les Vaisseaux dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Estats de rebrouffer chemin incessamment, & que si les Vaisseaux ou Batiments desdits Rois, Princes ou Estats, ou de leurs Sujets seront rencontrés, faisant voile desdits Ports, chargés des Marchandises ou Denrées de France, ledits Vaisseaux & Batiments seront obligés de s'en retourner auxdits Ports, & d'y laisser lesdites Marchandises & Denrées, à peine de Confiscation, & qu'en cas que les Vaisseaux ou Batiments desdits Rois, Princes, & Estats, ou de leurs Sujets, sortis en Mer après ladite Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obeissance du Roi T. C. ou des Ports dudit Roi, ils seront saisis & confisqués avec leurs Marchandises & Denrées comme de bonne prise, & quant aux Princes & Alliez, qui sont desja en Guerre contre la France, il est aussi arrêté & convenu que Notification leur sera donnée au plustôt de ce que dessus, & qu'ils foyent en même tems priés de vouloir concourir à des moyens si nécessaires à l'Interet commun & de donner & faire executer des Ordres qui tendent à la même fin.

Ce present Traité sera ratifié par Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux, & les Ratifications seront échangées, dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & defensive entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas, ce present Traité y sera compris & confirmé. Cependant il est arrêté, & convenu qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun les Articles de ce Traité, ponctuellement & de bonne foi, de même que si les Ratifications étoient desja échangées. Fait à Wittehall le 22. jour d'Août 1689.

Eoit signé,

(L.S.) CARMARTHEN P. (L.S.) A SCHIMMELPENNING van der OYE.

(L.S.) HALIFAX C. P. S.

(L.S.) SHREWSBURY.

(L.S.) NOTTINGHAM.

(L.S.) T. WARTON.

(L.S.) N. WITZEN.

(L.S.) W. DE NASSAU.

(L.S.) ARNAUT VAN CITTERS.

(L.S.) E. DE WEEDE.

(1) *Article séparé.*

Il a été convenu de part & d'autre que Notification sera donnée au plustôt de ce qui est contenu dans ce Traité, non seulement aux Ministres des Roys, Princes, & Etats interessés qui se trouveront auprès de Sa Majesté & desdits Seigneurs Estats Generaux, mais aussi à ceux qui sont aux Cours Etrangères auprès des Roys, Princes, & Etats respectivement; & de plus, il a été arrêté qu'en cas que l'une ou l'autre Partie vint à être incommodée ou troublée à cause de l'Execution du present Traité ou d'aucun Article d'icelui, Sa Majesté Britannique, & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats promettent & s'obligent de se garantir l'une l'autre à cet égard.

(1) Cet Article ne se trouve pas dans la Copie qu'on tient de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. [D v s.]

ANNO

1689.

24. Sept. *Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV. Empereur de France, Roi de Navarre, & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'ALGER. Fait à Alger le 24. Septembre 1689. [FREDERIC LEONARD. Tom. V.]*

FRANCE
ET
ALGER.

L'An mil fix cens quatre-vingt-neuf, & le dix-neuvième jour du mois de Septembre; du Regne de Tres-Chrétien, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. du nom par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre. Le Sieur Guillaume Marcel Commissaire des Armées Navales envoyé par Monseigneur le Marquis de Seignelay Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Impériale, en conséquence des Lettres écrites par le Tres-Illustre & Tres-Magnifique Seigneur, Hussein Pacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger à M. Girardin de Vauvray, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant General de la Marine de Levant, par lesquelles ils auroient témoigné qu'il leur feroit plaisir de s'entremettre pour le rétablissement de l'ancienne Amitié, & bonne Correspondance qui étoit autrefois entre les Sujets de Sa Majesté Impériale & le Gouvernement de ladite Ville & Royaume d'Alger, se feroit présenté dans ladite Ville, où après avoir rendu sa Lettre de créance, & avoir conféré plusieurs fois avec le susd. Pacha Dey, il auroit esté résolu de part & d'autre de rétablir, & même de conserver & maintenir à l'avenir une bonne Paix, & pour cet effet seroient convenus des Articles qui suivent.

Premièrement; Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte pour la Paix & Repos de leurs Etats, seront exactement & sincèrement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

II. Toutes courtes & aces d'Hospitalité tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & les Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les Tres-Illustres Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets; & ils pourront réciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviger en toute sûreté, sans en pouvoir être empêchés, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a été convenu d'un libre rachat de part & d'autre pour tous les Esclaves sans distinction au prix qui sera réglé par le Pacha, & le Consul de l'Empereur de France, exceptant néanmoins ledit Pacha, les deux équipages de Mamet Oia, & Amet Seguiere dont il pourra retirer la Milice; & savoir les Turcs à cent cinquante écus pour chacun, & les Maures cent, ayant promis ledit Pacha de donner un pareil nombre d'Esclaves François au même prix.

V. Ledit Pacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger feront crier publiquement trois jours après la publication du présent Traité, que tous les Barons qui auront des Esclaves François dans la Ville ou à la Campagne, les laissent venir librement & en toute diligence en la Maison du Consul pour prendre leurs noms seulement.

VI. Les Bâtimens François arrestez dans le Port d'Alger contre la bonne foi, seront rendus avec tous leurs Agrez, Canons, Armes, Munitions, Marchandises, Effets & Equipages ou la juste valeur, suivant la Liquidation qui en sera faite par le Sieur Mercadier, Consul de la Nation Française, moyennant quoi l'Empereur de France consentira à la Restitution du Vaisseau le Soleil, & des deux Caravelles, le Perquet & le Dragon prises par les Vaisseaux de Sa Majesté avec leurs Agrez, Canons, Effets & Equipages.

VII. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Estandart de France, & Passeports de l'Ambassadeur, conformément

à la copie qui sera transcrite à la fin du présent Article, les laisseront en toute liberté continuer leur Voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots nécessaire pour la conduire, & de donner Ordre qu'il n'en entre aucun autre, que ledites deux Personnes dans ledits Vaisseaux, sans la Permission expresse du Commandant, & réciproquement les Vaisseaux François en usant à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger qui seront Porteurs de Certificats du Consul François établi dans ladite Ville, desquels Certificats suit ci-après la Copie.

Passeport dont les Vaisseaux François seront Porteurs.

LOUIS Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouse, Amiral de France. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront. Salut; & savoir faisons que nous avons donné Congé & Passeport à M de nommé du port de de s'en aller à chargé de & armé de après que Visitation de aura esté bien & dûement faite, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Sein & le Scel de nos armes à ces présentes, & icelles fait contresigner par le Secrétaire General de la Marine, à Paris le mil fix cent quatre-vingt-

Signé,

L. AL. DE BOURBON Comte de TOULOUSE
Amiral de France;

Et plus-bas,

Par Monseigneur
Et scellé
DE VALINCOURT.

Certificat du Sr. Consul de la Nation Française à Alger.

NOUS Consul de la Nation Française à Alger, certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, étant à présent au Port de Havre de est armé de appartenant aux Sujets du Royaume d'Alger. En témoin dequoi nous avons signé le présent Certificat & apposé le Scel de nos armes. Fait à Alger le jour de mil fix cent quatre-vingt. Signé Consul.

VIII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que d'Alger seront receus réciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & les Equipages en cas de besoin, comme aussi il leur sera fourni des Vivres & Agrez, & généralement toutes autres choses nécessaires en les payant aux prix ordinaires & accoutumés dans les Lieux où ils auront relâché.

IX. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fut attaqué par des Vaisseaux de Guerre ennemis sous le Canon des Forteresses, il sera défendu & protégé par ledits Vaisseaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre, & la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutes fois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues des côtes de France.

X. Il a été consenti de la part de l'Empereur de France qu'en cas que dans le nombre des Turcs qui seront achetez dans la suite pour servir sur ses Galeres, il s'en trouve quelqu'un du corps de la Milice d'Alger: Il leur sera libre après en avoir justifié par-devant le Consul de France, dont ils rapporteront le Certificat, de se racheter au prix dont ils convien-

ANNO
1689.

ANNO
1689.

dront avec l'Intendant desdites Galeres, & les Ordres necessaires pour leur Liberté seront donnez aussi-tôt que le paiement en aura esté fait entre les mains du Tresorier General desdites Galeres.

XI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France qui seront conduits à Alger & autres Ports dudit Royaume seront mis aussi-tôt en Liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à Terre des Esclaves François, ledits Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, donneront dès-à-present Ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra, & pareille chose se pratiquera en France, à l'égard des Habitans dudit Royaume d'Alger.

XII. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant & depuis ledit Traité de 1681. jufques à la Rupture, a esté convenu qu'ils seront tous rachetez, en payant trois cent livres pour la rançon d'un chacun, quelques Sommes qui aient esté payées par leurs Patrons.

XIII. Les Estrangers Passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur des Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves ni retenus sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auront esté pris se seroient défendus, à moins qu'ils ne se trouvent actuellement engagez en qualité de Matelots ou de Soldats sur des Vaisseaux ennemis, & qu'ils soient pris les Armes à la main.

XIV. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les côtes de la dependance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement en payant les journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'on puisse exiger aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Côtes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre toutes leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit Royaume, & il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de France, & en cas que ledits Marchands ne missent leurs Marchandises à Terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer sans paier aucuns Droits.

XVI. Les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, ne permettront sous quelque pretexte que ce soit à aucuns Corsaires de Barbarie, avec lesquels l'Empereur de France pourra estre en Guerre, d'armer dans les Ports de la Domination d'Alger, ny d'y amener, ni vendre les prises qu'ils auroient faites sur ledits François, comme aussi ils feront défenses à tous leurs Sujets, d'armer sous commission d'aucun Prince ennemi de la Couronne de France.

XVII. Les François ne pourront estre contrainsts pour quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun Voiage, où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins, & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister, comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, à faire dans leurs Maisons l'Exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les différends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger en puissent prendre aucune connoissance.

XIX. Si un François vouloit se faire Turc, il n'y pourra estre reçu qu'au préalable il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans cette resolution, pendant lequel temps il sera mis en dépôt entre les mains du Consul.

XX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogon, & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en Rade toutes fois &

quantés qu'il lui plaira, & aussi de choisir une maison où il jugera à propos en paier, & d'avoir deux journaliers à sa porte qu'il pourra changer quand il voudra.

XXI. S'il arrive quelque différend entre un François & un Turc, ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Pacha, Dey, Divan, ou par le Commandant dans les Ports où les différends arriveront.

XXII. Ne fera ledit Consul tenu de paier aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit, & seront les effets des François qui mourront audit Pais, remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs dudit Royaume d'Alger, qui viendront s'établir en France.

XXIII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises nécessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeler ledit Consul pour défendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXV. Le Pere de la Mission qui fait la fonction de Vicaire Apostolique à Alger, pourra avec son Confre assister les Esclaves qui sont dans ledit Royaume, même dans les Baignes des Pacha & Dey, & seront les Missionnaires de quelque Nation qu'ils puissent estre regardez comme Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront en aucune maniere estre inquietez, mais maintenus & secourus par le Consul comme François.

XXVI. S'il arrive quelque Contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'Hostilité qu'après un deni formel de Justice, & pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les Tres-Illustres Pacha, Dey, Divan & Milice d'Alger enverront quand ils l'estimeront à propos une Personne de Qualité d'entreux resider à Marseille pour entendre sur les Lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au présent Traité, auquel il sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXVII. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François, ou des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni, & tous les Armeurs responsables.

XXVIII. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont présentement en Mer avoient pris quelques Bâtimens François passé le 14. jour du mois d'Octobre prochain, ils seront rendus aussi-tôt qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & rôles des équipages, & il en sera usé de même si les Bâtimens François avoient pris quelques Bâtimens de ladite Ville d'Alger.

XXIX. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Gouverneur fera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera par les Châteaux & Forts de la Ville; & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXX. Si le présent Traité de Paix conclu entre le Sieur Marcel pour l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'Alger venoit à estre rompu, (ce qu'à Dieu ne plaise) tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume pourront se retirer avec tous leurs effets, par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XXXI. Les Articles ci-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'Alger pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & ainsi que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait & arresté avec ledit Sieur Marcel pour ledit Empereur de France d'une part; & ledits Pacha, Dey,

ANNO
1689.

ANNO Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger
1689. de l'autre, le 24. jour du mois de Septembre 1689.

CXX.

20. Dec. Accessio GUILIELMI III. Regis Magnæ Britan-
niæ ad Fœdus magnum inter LEOPOLDUM
Cæsarem, & Dominos Ordines FœDERATI
BELGII Generales 12. Maji 1689. initum.
Datum in Palatio Regio de Hamptoncourt (1) 20.
Decembris 1689. [Copie manuscrite.]

GUILIELMUS Tertius Dei gratia Magnæ Britan-
niæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defen-
sor, omnibus & singulis ad quos præsentis Literæ per-
venerint, Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam
Amicitie & archioris Fœderis inter Serenissimum, Po-
tentissimum, & Invictissimum Principem & Dominum
D. Leopoldum, Divinâ Clementia favente Electum Ro-
manorum Imperatorem semper Augustum, ac Germa-
niæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Scla-
vonie &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem
Burgundiæ, Syriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtem-
bergæ, Comitem Tyrolis; Et Celios ac Præpotentes
Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Provincia-
rum initus & conclusus sit Viennæ 12. Maji proxime
præteriti per Leopoldum Guilielmum Comitem in
Konigsleg Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Au-
rei Veleris Equitem, & Theod. Althetum Henricum
Comitem de Straatman, Cancellarium Aulicum, Suse
Cæsareæ Majestatis Plenipotentiariorum, & Consilia-
rios Status intimos à parte Suse Cæsareæ Majestatis, & per
Jacobum Hop Civitatis Amstelodamensis Consiliarium,
& Syndicum, nec non in Consessu Dominorum Ordini-
um Generalium nomine Hollandiæ & Westfrisiæ
Deputatum à parte Dominorum Ordinum Generalium,
cujus Tractatus tenor sequitur.

Fiat insertio.

Quumque Domini Ordines Generales per Legatos
suos Extraordinarios virtute Art. X. Nos in prædicti
Fœderis Societatem invitaverunt; Nos quibus nihil
magis cordi est quàm eas omnes Rationes amplecti
quæ necessariæ, maximeque utiles sint, tam reducendæ
quàm conservandæ Paci, & Securitati publicæ, eò
etiam lubentius eidem accedimus, quò Testimonium
hoc præbeamus sinceri nostri affectus & Amicitie
erga Suam Cæsaream Majestatem dictosque Ordines
Generales: Sciatis, quod nos perfectò maturèque con-
siderato prædicto Tractatu eundem laudavimus, ap-
probavimus, gratum, acceptum, ratumque habuimus.
Sicut per Præsentem pro nobis, Hæredibus, & Succes-
soribus nostris laudamus, approbamus, gratum, accep-
tum, ratumque habemus unâ cum omnibus & singu-
lis ejusdem Articulis, spondentes & in verbo Regis
promittentes, Nos prædictum Tractatum sanctè & in-
violabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem
in ullo Articulo contraveniuros, aut quantum in nobis
erit contraveniri passuros, proviò semper quòd Sua
Cæsareæ Majestas & Ordines Generales præd. Nos in
eundem Tractatum admittant, & Instrumenta necessa-
ria optimâ formâ respectivè confecta nobis exhibean-
trantque. In cujus rei maiorem fidem & Testimo-
nium hæc Literas manu nostra signatas Magno Angliæ
Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio
nostro de Hamptoncourt, Die 20. Decembris, 1689.

Dominorum Ordinum UNITI BELGII Genera-
lium Literæ, quibus Accessionem Regis Magnæ
Britanniæ gratam & ratam habent. Actum in
eorum Consessu, die 20. Decembris 1689. [Copie
manuscrite & sûre.]

(1) Certe Date est assurément corrompue. On ne peut la concilier
avec celle de l'acceptation de leurs Hautes-Puissances, qui fût, ni
avec celle de sa Majesté Impériale. A cela près la Copie est bonne.
Je ne saurois dire précisément d'où elle m'est venue, mais si je ne
me trompe c'est des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.
[D. M.]

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provin-
ciarum omnibus & singulis quorum interest aut
quomodolibet interesse poterit, Salutem. Notum testa-
tumque factum. Quandoquidem inter Sacram Suam
Cæsaream Majestatem & Nos, Viennæ die 12. mensis
Maji hujus anni, Tractatus archioris Amicitie & Fœ-
deris per Plenipotentiariorum & Deputatos ab utraque
Parte ritè constitutos, initus, conclusus & signatus sit,
modo & tenore sequentibus.

ANNO
1689.

Fiat insertio.

Cumque Serenissimo & Potentissimo Principi ac Do-
mino Domino Guilielmo tertio Dei gratiæ Magnæ
Britanniæ, Franciæ, & Hybernæ Regi, Fidei Defen-
sori &c. per Legatos nostros Extraordinarios virtute
Art. X. in Societatem dicti Tractatus invitato, vium
fuerit, eidem Tractatu accedere, eundemque accessione
sua corroborare, atque se & Hæredes, & Successores
suos ad observantiam dicti Tractatus & singulorum
ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte Re-
giæ Suse Majestatis Instrumentum debita forma con-
fectum sit, ea conditione, quòd tam Sacra Sua Cæsareæ
Majestas quàm nos, altè memorati Regiam Suam Ma-
jestatem in dictum Tractatum admittant, atque iidem
Instrumenta ad eam rem necessariâ conficiant, & ex-
tradant. Nos itaque declarare volumus, sicut declara-
mus per Præsentem, Nos accessionem altè memora-
ti Regiæ Suse Majestatis in Societatem dicti Tractatus
archioris Amicitie & Fœderis, gratam, acceptam &
ratam habere, spondentes, & promittentes, nos dictum
Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos
sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos,
nec isdem Articulis eorumque cuipiam contraveniuros
aut contraveniri passuros, atque ad omnia & singula
que in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt,
religiosè præstanda hisce nos altè memorati Regiæ Suse
Majestati omni meliori modo obligamus, & obstringi-
mus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori
nostro Sigillo muniri & per Consessum nostrum præ-
dictum signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum
subscribi iussimus. Actum in Consessu nostro die 20.
Decembris, 1689.

LEOPOLDI Romanorum Imperatoris Literæ, qui-
bus Accessionem Regis Magnæ Britanniæ laudat &
admittit. Datum Augustæ Vindelicorum Die 23.
Decembris 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ electus
Romanorum Imperator semper Augustus, ac
Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia,
Sclavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ,
Brabantie, Syriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio
Moraviæ, Dux Luxemb. ac Superioris & Inferioris
Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ,
Comes Habsburgi, Tirolis, Ferretis, Kyburgi, & Go-
ritiæ, Landgravius Alatiæ, Marchio Sacri Romani
Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ,
Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Sa-
linarum.

Notum testatumque factum omnibus & singulis
quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit:
Quod cum Charissimi Amici & Fœderati nostri Ordines
Generales Unitarum Belgii Provinciarum, vi Art.
X. archioris Fœderis nos inter, & illos in Urbe no-
stra Viennæ die 12. Maji nuperi per Deputatos ad id
utrinque Ministros Plenipotentiariorum conclusi, & post-
modum ab utraque parte rati habiti Serenissimum Prin-
cipem Dominum Wilhelmum tertium Magnæ Britan-
niæ, Franciæ & Hybernæ Regem, ad ejus Fœderis
Societatem invitavit, & prædictus Serenissimus Rex
eidem se accedere, illudque ratum, & gratum habere,
& se se ad ejusdem inviolabilem observationem obligari
velle declaravit, confecto, & exhibitò desuper Instru-
mento quod est sequentis tenoris.

Fiat insertio Fœderis.

Nos præmemoratum invitationem Serenissimi Re-
gis Angliæ, Franciæ & Hybernæ à Fœderatis Ordini-
bus Generalibus factam approbavimus, & Promissio-
nem

ANNO
1689.

nem, quā nobis se prefata sua Serenitas ad praestationem omnium in eo Foedere contentorum obligat, acceptaverimus, eandemque reciprocē ad ejus Foederis Societatem admiserimus, quemadmodum hisce approbamus, acceptamus, & admittimus, & saepe mem. suam Seren. hujus Foederis participem facimus. Adstringentes nos reciprocē verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali erga eandem ad praestanda ea omnia quae in dicto Foedere Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem sua Serenitate ab initio tractata fuissent.

In cujus rei fidem & majus robur hoc Instrumentum manu nostra subscriptum Sigilli nostri Caesarei appensione muniti justissimus. Quod dabatur in nostra & Sacri Imperii Civitate Augustae Vindelicorum die 23. Decemb. 1689. Reg. nostrorum. Rom. 32. Hungariae 35. Bohemici 34.

Signatur erat:

LEOPOLDUS.

V. LEOPOLDUS GUILLIELMUS
Comes in KÖNIGSEEG.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris
Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTIUS
CONSRUGH.

ANNO
1689.

CXXI.

1690.

17 Janv.
LES PROVINCES-UNIES
ET
BRUNSWIC.

Traktat zwischen GEORG WILHELM Hartog
van Brunswyk-Luneburg en de Heeren Staten
Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN.
Gesloten tot Zell den 15. Jan. 1690. [Manuscript.]

ALloo Sijne Furstelijcke Doorluchtigheyt Heer Georg Wilhelm, Hertogh tot Brunswijk en Lunebourg door den Vryheer van Heekeren Extraordinaris Envoyé van de Hoog-Moogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden is aengesoght worden, om destels Troupen die in gevolg de Conventie van den 1. Augusti 1688. in dienst van den Staat gestaan hebben, daer in te laten continuereen, soo heeft Syne Hoog-Furstelijcke Doorluchtigheyt geneegen zijnde Haer Hoog-Moogende hier in te believen, gereolveert, deselve Troupen tot den laetsten dagh van de Maent van April 1691. in dienst van den Staat te laten verblijven, ten waere der generale Vreede eerder moghte worden getroffen, in welcke gevalle het Haere Hoog-Moogende de selve Troupen oock eerder wederom te rugge te konnen senden, mits dat sijne Furstelijcke Doorluchtigheyt twee Maenden van te vooren daer van worden gewaerschoot om de noodige Ordres te stellen, tot weder aenneeminge van deselve, soo hem sulcks moghte gelieven.

II. Dese voorgemelde Troupes bestaan uyt een Regiment Paerden van 4. Compagnien, die elck met tien Ruyters door Sijne Vorstelijcke Doorluchtigheyt syn versterckt geworden, om teegens de Ruyterie van den Staat egalen dienst te konnen doen, welke by Haer Hoog-Moogende als d'andere Troupes sullen betaelt werden, het Regiment Dragoners van 4. Compagnien blyft als van den beginne geweest is, de vier Bataillons te voet elck van vyf Compagnien zijn te swack om teegens de Regimenten van den Staat dienst te doen.

Waaromme Sijne Vorstelijcke Doorluchtigheyt sich reserveert de Vryheyt in plaetse van dese vier Bataillons van vyf Compagnien drye te geeven, elck van seeven Compagnien, onder die Conditionen nochtans, dat men sal behouden, ten naeste by het selve antal van Manichap soo die tegenwoordigh is, en dat het samsum in de soldie oock niet, ofte weynigh sal differeen en hooger loopen als het nu betaald word, en dat onderuulichen de Bataillons soo lang zy op den tegenwoordighen voet sijn, nae proportie van hare force en sterckte, soo int regard van de Officieren als Manichap dienst sullen doen tegens de Regimenten van den Staat.

III. En dewyle daer over de betaelinge van eenige Hoofden ende andere Officieren disputen zyn geweest, soo neemmen Haere Hoog-Moogende aan, de selve hoo-

CXXI.

Traité entre GEORG GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des 17 Janv. Pais-bas, pour la Continuation du service des Troupes de son Altesse Serenissime en Hollande, jusqu'au dernier jour d'Avril 1691. Fait à Zell le 15. Janvier 1690.

17 Janv.
LES PROVINCES-UNIES
ET
BRUNSWIC.

Comme le Prince Serenissime le Seigneur George Guillaume Duc de Brunswick & de Lunebourg a été requis par le Baron de Heekeren Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pour laisser continuer au service de l'Etat les Troupes qui y ont été en conséquence de la Convention du 1. Août 1688. ledit Prince Serenissime ayant du pencher à complaire en ce à Leurs Hautes Puissances a résolu de laisser demeurer lesdites Troupes au service de l'Etat jusques au dernier jour du mois d'Avril 1691. à moins que la Paix generale ne vint à se conclure plutôt, auquel cas, il sera libre à L. H. P. de pouvoir renvoyer lesdites Troupes & même plutôt, pourvu que ledit Prince Serenissime en soit averti deux mois auparavant, pour mettre les Ordres nécessaires à les reprendre si cela lui agré.

II. Les Troupes susmentionnées consistent en un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies, qui ont été renforcées chacune de dix Cavaliers par ledit Prince Serenissime, pour pouvoir faire le même service que la Cavalerie de l'Etat, lesquelles seront payées par leurs Hautes Puissances comme les autres Troupes, le Regiment de Dragons de quatre Compagnies demeure comme il a été au commencement; les quatre Bataillons d'Infanterie chacun de cinq Compagnies sont trop foibles pour faire le service avec les Regiments de l'Etat.

C'est pourquoy ledit Prince Serenissime se reserve la liberté, au lieu de ces quatre Bataillons de cinq Compagnies, d'en donner trois chacune de sept Compagnies; sous cette condition neantmoins, qu'on les entretiendra tout au moins au même nombre d'hommes qu'ils sont à présent, & que le total de la soldie ne differera point ou peu & ne montera guere plus haut que ce qu'on paye presentement, & que cependant les Bataillons tant qu'ils seront sur le pied d'à présent feront le service avec les Regiments de l'Etat à proportion de leurs forces, tant au regard des Officiers que des Hommes.

III. Et comme il y a eu dispute sur le payement de quelques principaux Officiers & autres, leurs Hautes Puissances se chargent de payer lesdits grands Regi-

ANNO 1690. ge Regiments en over-Officieren tot Vendrigh en Corneth toe te betalen, ingevallē daer oock foodanige Officieren worden gevonden en by den Staat onder de Militie, en by eenige van de Regimenten, die in den voorleeden Jaere by Haere Hoog-Mogende van eenige andere Princen zyn overgenoomen, ten waere her haere Hoog-Mogende moghte aengenamer zyn, om het *tantum*, dat tegenwoordigh maendelyck voor de mindere Officieren word gegeven, met vyf a ses hondert Rixdaelders te verhoogen, waer toe sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt Commissaris sal geauthoriseert zyn, om sulcks in den Haegh af te doen.

IV. Voorts sullen deese Troupes van sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt soo Officieren als Gemeinen Soldaten sulcken Ordinaris als Extraordinaris Tractament genieten en betaald worden als de eygene Militie van den Staat, blyvende gerepartieert op de Comptoiren van de Provincie van Holland daer deselve tot noch toe opgetaen hebben.

V. En sullen deese Troupes in 't Velt zynde niet in vercheide Leegers ofte Campementen worden gesepareert, maer soo veel doenlyck te samen gehouden ende sonder permiffie van sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt onder geen vreemde Commande gegeven en altydt deselve ordres en discipline onderworpen wesen, als die eygene Militie van den Staat in de Garnisoenen, sulvende deselve aen de naburige Plaetzen, en soo nae by den anderen worden geleght, soo veel eenighints s'Lants dienst sal kunnen lyden.

VI. Ingevallen het soude komen voor te vallen in eenne occasie ofte rencontre van Oorlogh de voorz. Troupes een merckelyck verlies quamen te doen, soo sullen aen de selve Recruyt-gelden worden gegeven op die selve maniere als aen andere Troupes van den Staat sal geschieden, en sullen de selve Troupes in 't lossen van gevangens getraecteert worden, als de Militie van den Staat.

VII. En sullen alle Deserteurs waer de selve onder 't Gebiedt en Jurisdiction van de Vereenighde-Neederlanden, ofte by der selver Armées oock worden aengetroffen aen de Officieren van de Regimenten van sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt wederom worden uytgeleeverd en ter handt gestelt buyten kosten en als sulcks tuschen der Geallieerden Troupes in 't gebruyck is.

VIII. Indien het moghte koomen te gebeuren, dat tegens het Doorluchtighe Huys Brunswick-Lunembourg rywes feyterlycks wierde ondernomen ofte dat daer in de Neder-Saxischen Creyts enige Oorlogs-beweginge mochten voortvallen, waer door deses Doorluchtighen Huyses Landen met een evident peryckel mochten worden gedreygt, soo sal het sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt vry staen, de gemelde Troupes wederom te herroepen, en sulcks selfs oock voor den boven-gedachten tydt van den laesten April 1691.

IX. Doch ingevallē haere Hoogh Mogende mochten verlangen om dese sijn Vorstelycke Doorluchtigheys Troupen langer als den voorsz. Termin van April 1691, in haeren Dienst te laten continueren, soo verklaert sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt, niet ongenegen te wesen, buyten eenige nieuwen beweere, om den Staat daer in gevallyk te sijn, en op de voet van dese Conventie: als daerom tydelyck sal worden aengesoght, en als sulcks eenighints de convenientie van sijn Officieren en van den tydt sal toelaten.

X. Wanneer de gemelte Troupes wederom te rugge naer Huys marcheren, en uyt den Dienst van den Staat sullen worden geremitteert, soo sal men de selve voor heen af betalen van alle haer Besoldingen, Ordinaris en Extraordinaris Tractementen, Waagen-Gelderen, en voorts al 't geen men moghte aen haar schuldigh zyn, tot dat sy des Staets Frontieren quitteeren, en daar en boven aen de selve by haeren Afmarck noch geven een maendt Soldye, om daer mede in de Landen van sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt te kunnen retourneren.

XI. En sal dit Tractaet sijn effect sorteren van die tydt aen, dat het voorgaende van den 7. Augusti ge-expireert is, en de Ratificatie van dese Conventie, soo

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1690. mens & Officiers de surplus, jusques aux Cornettes & Enseignes, au cas qu'il s'y trouve de tels Officiers & entre la Milite de l'Etat & parmi quelques uns des Regiments que L. H. P. reparent l'année dernière de quelques autres Princes. A moins que L. H. P. ne trouvaissent plus à propos d'augmenter le tantum donné presentement par mois pour les moindres Officiers, de cinq à six cent Risdales, sur quoy le Prince Serenissime autorisera son Commissaire, pour regler cela à la Haye.

IV. En outre ces Troupes dudit Prince Serenissime tant Officiers que simples Soldats jouiront des Gages tant ordinaires qu'extraordinaires, & seront payez comme les propres Troupes de l'Etat demeurant repartis sur les Comptoirs de la Province de Hollande, comme elles l'ont été jusques à présent.

V. Et lesdites Troupes étant en Campagne, ne seront pas séparées en diverses Armées ou Campements, mais seront autant qu'il sera possible tenues en un corps, & ne passeront point sous le commandement étranger sans la permission dudit Prince Serenissime, & seront toujours soumis au même ordre & discipline que les propres Troupes de l'Etat, & seront mises en Garnison dans les Places les plus voisines & aussi près des unes des autres que le service de l'Etat pourra le permettre.

VI. Au cas qu'il arrivât que dans quelque occasion ou rencontre de Guerre, lesdites Troupes vussent à faire une perte considérable, il sera donné aux recrues le même argent, & de la même manière que cela se fera à l'égard des Troupes de l'Etat, & lesdites Troupes quant au relâchement des Prisonniers, seront traitées comme celles de l'Etat.

VII. Et les Deserteurs, quand même ils seroient pris dans les Pais de l'obéissance & Jurisdiction des Provinces-Unies des Pais-Bas, ou dans leurs Armées, seront rendus aux Officiers des Regiments dudit Prince Serenissime, & remis entre leurs mains sans frais, & de la même manière qu'il en est usé à cet égard parmi les Troupes des Alliés.

VIII. S'il arrivoit qu'il fut entrepris & attenté quelque chose par voye de fait contre la Serenissime Maison de Brunswick-Lunembourg, ou qu'il survint quelque mouvement de Guerre dans le Cercle de la Basse Saxe, par où les Pais de la dite Serenissime Maison seroient menacés d'un peril évident, il sera en la liberté dudit Prince Serenissime de rappeler lesdites Troupes, & même avant le tems cy-dessus du dernier Avril 1691.

IX. Mais en cas que leurs Hautes Puissances desirassent de retenir lesdites Troupes dudit Prince Serenissime plus long-tems à leur service que jusques au terme susdit d'Avril 1691, ledit Prince Serenissime declare qu'il est disposé à complaire à l'Etat en cela, à moins qu'il n'arrivât quelque chose de nouveau, & ce sur le pied de cette Convention & en étant requis à tems, & que la chose soit convenable au tems & à ses Officiers.

X. Quand lesdites Troupes retourneront en elles, & seront congédiées du service de l'Etat, on leur payera auparavant toute la solde, Gages ordinaires & extraordinaires, argent de Chariots, & enfin tout ce qui pourra leur être encore dû jusques au moment qu'elles quitteront les frontieres de l'Etat, & leur sera encore donné outre ce un mois au tems de leur depart, pour pouvoir par ce moyen retourner dans les Pais dudit Prince Serenissime.

XI. Et sortira ce Traité son effect du tems que le precedent du 18. Août 1688. est expiré. Et seront les Ratifications de cette Convention échangées icy, à

Hh 2

Zell

ANNO 1690. ras doenlyck hier tot Cell ofte in den Haag worden uytgewijstelt, en is voorts de selve Conventie en dit nacderd Accord door wederleyts daer toe Gevolmachtighde ondergeschreven ende beleeget. Actum Zelle 4. Januarii 1690.

ANNO 1690. Zell ou à la Haye, le plutôt qu'il se pourra, & la dite Convention & plus expres Accord a été signé & scellé par les Plenipotentiaires respectifs. Fait à Zell le 15. Janvier 1690.

CXXII.

FRANCE *Raisons qui ont obligé le Roy de France* LOUIS
ET XIV. *à envoyer une Armée en SAVOYE,*
SAVOYE. publiées en 1690. [FREDERIC LEONARD.
Tom. IV.]

L n'y a personne à présent qui puisse douter des mauvais desseins que Monsieur le Duc de Savoie a formez depuis quelque temps avec les Ennemis de la France, tant pour exciter des troubles dans le Dauphiné, que pour ôter au Roy les moyens de secourir les Places que Sa Majesté possède en Italie, & qui sont seules capables d'empêcher que la Maison d'Autriche ne s'empare de toute cette grande partie de l'Europe, qui a toujours fait le principal objet de son ambition.

Cependant comme il a paru quelques Ecrits, même sous le nom du Duc de Savoie, qui tendent à faire croire qu'il n'a pris la résolution d'embrasser le parti des Ennemis de la France, que parce qu'il y a été forcé par l'entrée dans ses Etats des Troupes de Sa Majesté, commandées par le Sieur de Catinat; il est bon de faire connoître à ceux qui s'intéressent le plus à la conservation du repos de l'Italie, le peu de solidité du prétexte que ce Prince a pris pour le troubler, & le peu de sincérité qu'il y a eu dans toute la conduite qu'il a tenue avec Sa Majesté. Mais pour ne pas repasser sur tous les sujets de mécontentemens qu'il lui a donnez depuis long-temps, & qu'Elle a bien voulu dissimuler, dans l'espérance qu'Elle a toujours eue qu'il feroit de plus sérieuses réflexions sur toutes les raisons qui le devoient obliger à préférer l'amitié de Sa Majesté aux vaines espérances dont les Ennemis de sa Couronne ne pouvoient flatter, il suffira de rapporter ici les dernières preuves que ce Prince a données de ses mauvaises intentions depuis les mois de Septembre & Octobre dernier jusqu'à présent.

C'est en effet au commencement desdits mois, que Sa Majesté fut avertie que le Prince d'Orange recevoit souvent des Lettres du Duc de Savoie, & qu'il se traitoit quelque chose entre ces Princes contre les intérêts de la France. On vit aussi dans le même temps des effets de cette bonne intelligence; Car Sa Majesté ayant fait marcher des Troupes à Pignerol, pour faire attaquer les Seditieux qui s'étoient établis dans la Vallée de S. Martin, les Officiers du Roy commencèrent à s'apercevoir que ceux de Monsieur de Savoie menageoient les Rebelles, vulgairement appelez Barbez, & trouvoient des difficultez à tout ce qu'on leur proposoit pour les attaquer.

Sa Majesté fut quelque temps après, que le Duc de Savoie avoit promis au Comte de Fuenalida d'empêcher que ces Barbez ne fussent détruits: Et vers le commencement du mois de Janvier; Elle fut informée qu'en Angleterre & en Hollande, on projettoit de faire vers le mois d'Aoust prochain, une Diversiôn considerable du costé de la Bresse & du Dauphiné: Que l'on comptoit pour cela que les Troupes du Milanois, celles du Duc de Savoie, tout ce que l'on pourroit ramasser de Barbez du costé de Wirtemberg, & de François sortis de France pour la Religion, entreroient en Dauphiné: & que l'on esleitroit de faire soulever les Nouveaux Convertis, par le moyen des Ministres que l'on enverroit en France.

Les notions confuses que le Roi avoit de ce Projet, ont été éclaircies & confirmées depuis par les dépositions de plusieurs Ministres & Predicans qui ont été pris en Languedoc: & Sa Majesté a appris ensuite que le Marquis de Parelle faisoit passer aux Barbez des Gens qui les venoient trouver du côté du Lac de Geneve, & qu'après qu'ils avoient parlé au Duc de Savoie, on les faisoit retourner d'où ils étoient

venus avec de grandes précautions. Enfin Sa Majesté reçut des avis certains du Traité que le Duc de Savoie faisoit par le moyen de l'Abbé Grimani, avec l'Empereur, qui pour mettre en execution ce qu'il avoit projeté pour l'attaque du Dauphiné, lui promettoit en faveur de ses Ambassadeurs le même traitement que ceux des Testes Couronnées reçoivent à la Cour de l'Empereur, moienant une somme considerable, que Sa Majesté Impériale devoit employer à fortifier de Troupes Allemandes celles qui devoient attaquer le Dauphiné, & toutes ensemble avec celles d'Espagne & de Savoie, devoient après la conquête du Dauphiné assurée, être employées à remettre Geneve sous l'obéissance du Duc de Savoie.

Tous ces Projets & Traitez estans parfaitement connus à Sa Majesté, Elle a estimé de la prudence de prévenir les maux que la mauvaise foi du Duc de Savoie vouloit causer à son Royaume. C'est dans cette vue, qu'Elle a fait entrer une Armée en Piedmont, sous le commandement du Sieur de Catinat, lequel a eu ordre de faire sçavoir au Duc de Savoie, que Sa Majesté qui estoit informée des engagements qu'il avoit pris avec ses Ennemis, ne pouvoit s'empêcher de s'en ressentir s'il ne lui envoyoit toutes ses Troupes, & ne lui remettait des Places qui pussent assurer Sa Majesté qu'il n'entreprendroit plus rien contre ses intérêts en faveur de ses Ennemis; & pour cela le dit Sieur de Catinat demanda Verruë & la Citadelle de Turin, dans lesquelles le Roi tiendroient Garnison François, qui ne seroit point à charge au Duc de Savoie, & qui demeureroit jusqu'à la Paix generale.

Après cette Declaration de la part de Sa Majesté, Monsieur le Duc de Savoie écrivit au Roi une Lettre le vingtième du mois de Mai, par laquelle essayant de justifier à Sa Majesté ses bonnes intentions, il promet positivement au Roy de remettre la Citadelle de Turin & Verruë; mais il supplie Sa Majesté que ce soit par un Traité, & en même temps il lui demande en grace de se contenter d'une autre Place que la Citadelle de Turin, à cause qu'il faisoit sa résidence dans la Ville.

Sa Majesté ayant trouvé bon d'envoyer un Pouvoir audit Sieur de Catinat de recevoir ces Places, & d'en promettre la restitution à la Paix generale, & que le Pape & la Republique de Venise fussent Garands de la parole de Sa Majesté; le Duc de Savoie a jugé à propos de manquer à la sienne, & de préférer l'exécution de ses premiers Projets, au repos que celle de sa parole auroit procuré à ses Etats.

Enfin ce Prince ayant témoigné d'autant plus d'éloignement à satisfaire aux justes demandes de Sa Majesté, qu'il étoit déjà si fortement lié avec ses Ennemis, qu'il ne se croyoit plus en pouvoir de s'en détacher, Elle est persuadée que tous les Princes & Etats qui n'ont point encore pris de parti, approuveront la résolution qu'Elle a prise de fortifier considerablement l'Armée qu'Elle a présentement en Piedmont, pour ôter à ce Prince les moyens d'exécuter ses desseins. Elle néanmoins pour faire voir qu'elle a toujours désiré & qu'Elle desire encore sincerement le maintien du repos de l'Italie, Elle declare qu'Elle fera revenir son Armée commandée par le dit Sieur de Catinat, soit que le Duc de Savoie remette à Sa Majesté la garde de la Citadelle de Turin & de la Place de Verruë, soit que ce Prince ayant trop de repugnance à faire entrer des Troupes Françaises dans la Citadelle de Turin, aime mieux donner à Sa Majesté pour assurance de sa bonne foy Verruë, Carmagnolle & Suze dans le Piémont, avec Montmelian dans la Savoie, pour lui être rendus après la Paix, & sur la Garantie du Pape & de la Republique de Venise. Mais ce qui ne doit laisser aux Princes & Etats d'Italie, aucun lieu de douter de la sincérité des intentions de Sa Majesté pour le maintien de leur repos, & leur faire voir qu'Elle ne veut faire agir ses

Armes

ANNO 1690. Armes en Piémont, que pour empêcher que le Duc de Savoye ne facilité aux Ennemis de la France les moyens d'attaquer ses Provinces, Elle veut bien encore déclarer que si le Duc de Savoye aime mieux confier à la République de Venise pendant le cours de cette Guerre, la Citadelle de Turin & la Place de Verruc, Sa Majesté prend une si grande confiance aux bonnes intentions de la République, & à la Sagesse & Prudence avec laquelle elle s'est toujours employée pour détourner tout ce qui pouvoit exciter quelques troubles en Italie; que si elle veut bien, à la requisition de Monsieur le Duc de Savoye, mettre dans lesdites Places des Garnisons suffisantes pour en pouvoir être bien assurée, Elle retirera pareillement ses Troupes, sous deux conditions, dont la première est, que si ce Prince, au préjudice de la parole qu'il s'est obligé de donner, venoit à joindre ses Troupes à celles des Ennemis de la France, ou à leur donner passage dans ses Pais & Etats, la République sera tenue de remettre en ce cas au Pouvoir du Roi, lesdites Places de Verruc & Citadelle de Turin, pour être gardées par les Troupes de Sa Majesté jusqu'à la conclusion de la Paix. Et la seconde, que l'Empereur & le Roi Catholique s'obligeront de ne rien entreprendre en Italie, ni contre les Places qui sont au Pouvoir de Sa Majesté, ni contre aucun Prince ou Etat qui voudra conserver la Neutralité: & que le Pape, la République de Venise & le Grand Duc, se rendront Garants de cette Convention.

Sa Majesté s'assure que si ces offres ne sont point acceptées, au moins Elle aura fait voir à tous les Princes d'Italie, qui desirer le maintien de leur repos, qu'il n'a pas tenu à Elle qu'ils n'ayent détourné de leur voisinage les malheurs de la Guerre, & qu'ils n'en doivent imputer le blâme qu'au dessein qu'ont les Espagnols d'y engager tous les Etats de l'Europe.

CXXIII.

16. Janv. Leipziger Reces zwischen Ihre Churfürstl. Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg / wie auch dem gesambten Hoch = Fürstlichen Hauße Braunschweig = Lüneburg in puncto der Münz = Verbesserung aufgericht. Leipzig den 16. Januar. 1690. [LUNIG Teutsches Reichs = Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Absas. II. pag. 235. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XIII. pag. 1189.]

C'est-à-dire,

Recès de Leipzig conclu entre les Serenissimes Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG & toute la Serenissime Maison de BRUNSWIC-LUNEBURG, touchant l'amélioration de la Monnoye. A Leipzig le 16. Janvier 1690.

Sil wissen / Ob wohl bey dem im heiligen Römischen Reiche fast so gänzlich verfallenen / und je länger je mehr zu völliger Kipperen auslaufenden Münz = Wesen / man nun geraume Jahr her / und von Zeiten zu Zeiten / so wohl auf dem noch währenden Reichs = Tag / als auch hin und wieder gehaltenen Creys = und Münz = Probations = Täggen / auch andern particular Conventen / dahin ein sorgfältiges Absehen getragen / wie diesem schädlichen Unwesen demmalens mit Nachdruck gesteuert / der allgemeine über Land und Leut gehende missgliche Schade abgemindert / und hinwieder gutes Geld im Reich eingeführt werden möge; Dafs den noch zu solchen heilsamen und gemeinnützigen Zweck aller Reichs = und Creys = Schluß ungedachtet / bisshero nicht zu gelangen gewesen / sondern vielmehr das hochschädliche Ubel sich von Tag zu Tag dergestalt vergrößert / dafs / da nach Verordnung der Reichs = Constitutionen / die Wärlt sein zu 9. Thaler 2. Groschen und nach dem von einigen

ANNO 1690. Chur = Fürsten und Fürsten vor geraumen Jahren angenommenen so genannten Rinnischen Fuß zu 10. Thaler 12. Groschen ausgemünzt werden sollen / nun einige Jahr her von ein andern Ständen / aus schädlichem Betrug Gewinnsüchtiger Leute / die Wärlt zu 12. 14. 15. 20. und mehr Thaler ausgemünzt / und solche Sorten / ob sie gleich 20. 30. bis 40. Thaler pro Cento im Schalt geringer / gleichwohl von reichlichen hohen Ständen des Reichs im Handel und Wandel g.oudet / und aus deren Händen in den Ober = und Nieder = Sächsischen Creys häufig hinein gedrungen / dahero denn nicht ohne Ursache zu besorgen / dafs / wann nicht in Zeiten amnoch Hand angelegt / und mit allem Ernst und Nachdruck zu Sache gethan werde / man endlich gar in die Kipperen gerathen / und hernach das Werck zu redressiren / um so viel schwerer fallen dürfte / solches heilsames Werck aber auf den Schluß berey bey dem Reichs = Convent amnoch vorgehenden Deliberationen desto länger zu differriren beabsichtigt gewesen / und dann solches Orts alles an Seiten Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Sachsen und Brandenburg / auch dem gesanten Hochfürstlichen Hauße Braunschweig = Lüneburg zum sorgfältigen zu Gemüth gezogen / eine abermahlige Zusammenkunft in der Stadt Leipzig beiderseitig und allerseits Räte und Ministri auf den 10. letztlaufenden Monats Januarii zusammen geschickt worden / so ist darauf die Sache in dem Nahmen des höchsten / nach hinc inde ausgewechselten Vollmachten / in flüssige Deliberation gezogen / und folgende Abrede und Schluß / jedoch biß zur Ratification allerseits hoher Herren Principale / getroffen worden.

Nun hätte man wohl allerseits nichts lieber sehen und wünschen mögen / als alsbald zu einer Aemungung nach der alten Reichs = Ordnung / oder doch wenigstens nach dem Rinnischen Fuß / zu schreiten / und solchen als eine durchgehende Interims = Maßschaur aller schlagenden Sorten einzuführen / und zum Effect zu bringen; Weil aber vor der Hand solches allerdings nicht practicabel / indem das gute Geld in hin und wieder verfehlten Hock eingewechselt und verschmolzen / das Silber durch die gar zu geringhaltige Sorten in höhern Werth besetzt / und dadurch dasselbe Zeithero angefliegen / und noch täglich ansteigt / auch keine Verringerung zu hoffen / so lange auf solche verbotene Weise continuirt / und vorerührte schlechte Sorten überall in Cours nicht nach dem Valore intrinseco / sondern nach dem externo judicirt / und a 2. pro Cento gegen gute Gelder (so jedoch in Effectu 20. bis 30. pro Cento besser) considerirt / und dadurch die Reremünzen nur fomentirt werden / und dann bey so gestalten Sachen unmöglich gesellen / von einem extremo so fort zum andern zu kommen; Es hat man zu evitirung größser Unheile / und nachstehender Verbesserung und rectificirung des Münzwesens den Weg einiger massen zu bahnen / wie wohl ohne allen Abbruch und prejudiz derer dißfalls ergangenen Reichs = und Creys = Schluß / das nächste und beste Mittel zu seyn erachtet / sich eines gewissen interims = remedii zu bedienen; Solches nun ist.

1. Allerseits beliebt und fest gehalten worden / dafs eine jede Wärlt 1. 2. und 3. Stücken auf 12. Thlr. ausgemünzt / und aus vielen erheblichen Ursachen biß nechst künftigen Michaelis damit continuirt / immochst abge von keinen derer hohen Herren Correspondirenden weisse herunter gegangen werden soll / da man denn um selbige Zeit wieder zusammen zu kommen / und einen verhoffenden nähern und besten Münz = Fuß fest zu stellen / die Abrede genommen.

2. Was die in aller Herren Compacifcenten Länden passirende Münz = Sorten betrifft / so ist abgeredet worden / dafs nebst denen Chur = Sächsischen und Brandenburgischen / auch Fürstl. Braunschweig = Lüneburgischen alten / die zum wenigsten auch nach ermittelten Fuß ausgeprägten neuen Sorten / so wohl in gemeiner Verchirung / als auch absonderlich in allen Wechsel = und andern Zahlungen / es sey in = oder außershalb Reichs = Zeiten / im gleichen Preiß reciproce angenommen und ausgegeben / hingegen alle andere / außershalb denen obenbedachten Ober = und Nieder = Sächsischen Creys = Wärlten / auf denen Neben = oder Neben = Wärlten ausgegeschlagen alte und neue Sorten von wannen weder angenommen noch ausgegeben werden sollen; Willen aber

3. Ehe und bevor ein sufficientes surrogatum von denen hohen Herren Compacifcenten angeschafft / solches Verbot anjeh nicht gleich practicabel / indem verschiedene derenfalls respective devaluationes / auch Verbot = Edicla eben darum von keinem Effect gewesen / dafs man

ANNO
1690.

zulängliches surrogatum vorherz angeschafft / damenhhero die geringhaltige zu fornumung des Handels auch der Wechsl-Zahlung immer in Cours prävaliret / und hergegen die wenige gute Sorten denen Hezemünzen nur pro pabulo gebietet; So werden allerseits hohe Herren Compacilcenten mit der beliebten Ausmünzung nicht säumig seyn / und das surrogatum anschaffen / auch darbey alsofort ihren deroenfalls ergangenen Verbot-Edictis mit Ernst nachsehen / Es wollen auch

4. Allerseits hohe Herren Compacilcenten in ihren Länden das zu ihrem Behuff passende Silber mit keinem Zoll / Accise und dergleichen Impositionen / sie haben Namen / wie sie wollen / belegen / sondern auf alle Weise die Wohlfeilheit des Silbers helfen facilitiren / und befördern / Damit nun

5. Dieser der hohen correspondirenden Churfürstlichen und Fürstl. Häuser / bey gegenwärtigen zerrütteten Münz-Zustand stehende aufrichtige Intention / auch bey denen andern Ständen dieser beyder Ober- und Nieder-Sächsischen Creyß / eine gute Nachfolge haben möge; So ist nöthig befunden worden / weil die Cron Schweden bisshero in dieser materia pro publico gute Intention geführt / dieselbe zu invitiren / daß sie diesem löbl. Vorhaben beptreten / auf Ihre Steintische Creyß-Münz-Städte gleichmäßige Ordre stellen / auch darübet / dero in Nieder-Sächsischen Creyß misführenden Creyß-ausschreib-Lut nach / mit Hand anhalten / und ferner alle Beförderung darzu erweisen mögen / massen dann auch mit Sachsen-Gotha darübet zu gleichem Ende förderliche Communication gepflogen werden solle.

6. Daß auch diejenigen Stände im Ober- und Nieder-Sächsischen Creyß / so bisshero wider die Reichs- und Creyß-Schlüsse außer den Creyß-Münz-Städten gemünzet / abstiniren mögen; So ist zu solchem Ende geschlossen worden / zuvörderst an alle und jegliche Stände beyder Creyße gewisse Schreiben abgehen zu lassen / und ihnen nicht allein diesen unter mehrhöchsigbedachten correspondirenden Churfürstl. und Fürstl. Häuser getroffenen Schluß / sondern auch die genomene unveränderliche Resolution zu intimiren / daß sie nicht allein a dato von allen und jeden Ausmünzungen auf ihren Hecken-Münz-Städten absehen / und da ein oder der andere mit dem Münz-Regal berechtigter Stand zu Schuff seiner Land und Leute einige quantität Gelder ausmünzen lassen wolte / derselbe das darzu benötigte Silber auf eine der ordentlichen Creyß-Münz-Städte schicken / und daselbst gegen Erlegung des Münzer-Lohns die Ausmünzung verlangen / sondern auch zu solchem Ende die bey solchen Hecken-Münzen verhandene Eröde und Eisen / zusamt denen Ristungen selbst / destruiren und aufheben / oder dieselben zu der Creyß-Münz-Stadt einschicken soll / mit der angehengten ausdrücklichen Commination / daß auf verpürenden Fall / da den Reichs- und Creyß-Schlüssen / und dieser dñfalls getroffenen Abrede zu wieder gehandelt werden sollte / so fort ohne alles Nachsehen mit der Execution verfahren werden sollte; Als dann Krafft dieses alle hohe Herren Compacilcenten sich verbinden / daß sie stracks ohne weiteres Nachsehen solche Execution auf verpürende Renitenz / und zwar jeder in seinem Territorio allein / außer dem Territorio von denen austreibenden Fürsten / auf erhebsende Nothdurfft aber gesamter Hand vollstrecken lassen wollen / welche Execution dann auch wider die Franken / deren Anhang / auch Münz-Meister und Arbeiter an dergleichen Neben-Münze / extendiret / und die Verbrecher nach Befinden an Leib / Gut und Leben gestraft werden sollen / wie dann auch / wann ein oder andern derer hohen Herren Compacilcenten dergleichen Calus / darübet eine solche Execution zu verhängen / fund werden sollte / sie darübet zu obbesagten Ende und schleuniger Vollstreckung solcher Execution / fleißige und vertrauliche Communication jederzeit pflegen wollen.

7. Damit auch Münz-Meister und Warden ihre Officium der Schälze verrichten / und von denenjenigen / was dem Reichs-Creyß / und gegenwärtigen Schluß gemäß ist / nicht abgehen mögen; So bat man dienlich befunden / daß alle und jede Münz-Meister und Warden von allerseits hohe Herren Compacilcenten hierzu deputirten Commisariis specialiter vereydet werden sollen / dergestalt / da einer oder der ander sich untersehen würde / diesen allen zu wider zu leben / derselbe ipso facto vor infam gehalten / und über das zu unmaculärllicher ernstlicher Bestrafung angesehen werden sollte / massen auch die hohe Herren correspondirende Churfürsten und Fürstl. Häuser / auch ihres Theils demselben nicht allein nachzukommen / und keinen Münz-Meister noch Warden / der nicht solcher gestalt auch in specie auf diesen jetzigen

Schluß in würdliche Psicht genommen / zu der geringsten Arbeit zu lassen / sondern auch / daß solches bey anderen Ständen / so mit Creyß-Münz-Städten versehen / gleichfalls geschehe / darübet nachdrücklich zu halten / sich verpflichten.

8. Denen General-Warden soll ihre gebührende Autorität und Macht gelassen / und sie / wenn dem entgegen gehandelt werden sollte / dabey gehandhabet / hingegen dieselbe auch zu Beobachtung ihres Officii ernstlich an gehalten / und damit sie auch über diesen Schluß gebührende Obacht haben mögen / ihnen so fort davon Communication gethan / und da sie im Creyß etwa / so diesem Schluß zuwider / etwas vernehmen / und in Erfahrung bringen möchten / so sollen sie dasselbe / es sey auch von wem es wolle / an die Creyß-ausschreibende Fürsten / auch jedes Ortes hoher Obrigkeit anzugigen gehalten seyn.

9. Ob auch wohl in denen Reichs- und Creyß-Schlüssen zu aller Gnüge versehen / wie nach mit denen Goldschmieden / Trath-Ziehern / Silber-Arbeitern und dergleichen / welche gute Reichs-Sorten in den Tügel werffen und verschmücken / wie nicht weniger mit denen jetzigen / so verbotenen Mäner mit Einwechseln und Ausführung guter und richtiger und hingegen mit Einführung und Verwechselung schlimmer und geringhaltiger / auch wohl gar verurtheilter Sorten treiben / und darbübet Confusion und Unwesen grossen Anlaß geben / zuverfahen; So wird zwar eine jegliche Obrigkeit in ihrem Lande auch diesem Gebrechen zu steuern / und mit allem Ernst- und Schafft darüber zu halten ohnedem bedacht seyn; Es haben aber die sämtliche hohe Herren Compacilcenten auch dieses beiliebe / solches nicht allein dem dieserhalben auszulassenden Edict ausdrücklich zu inferiren / sondern auch darübet mit allem Ernst / und zwar nach Befindung des Verbrechens / mit der Confiscation / auch Leib- und Lebens-Stras zu halten / und dahin zu sehn / daß / wann anderwärts dergleichen verbotener Unterseilich geschehen sollte / daß auch derselbige zu gehöriger Antung gezogen werden möge / welchem alles dasjenige / was eine hohe Obrigkeit der andern wird advertiren / zu gemeinsamer Nutzen gegeben / auch dem anliegenden Privato quarta gelassen / und sein Nahme verschwiegen werden solle.

10. Weilen auch hin und wieder um schändlichen Wucher und Gewinn von einigen Münz-Meistern die Jahr-Zahlen verrückt / und wohl gar falsche Wäde auf die Münze geprägt / und dadurch nicht allein jedermänniglich durch ein hochstrafbares Fallum hintergangen / sondern auch die Zerrüttung und Confusion des Münz-Wesens dadurch mit befördert wird; So ist abgetret worden / daß / wenn dergleichen einer / welches es entweder vorherz gethan / oder auch noch thun möchte / / betreten werden sollte / derselbe mit Confiscation seiner Haab und Güter / auch wohl am Leben / anben / um Wäschu und Exempel / ohne alles Nachsehen und Gnade abgestraft / zugleich demjenigen Privato / welcher einen solchen Fallarium fund machen würde / von denen confiscirenden Gütern quarta pars ohnfehlbar zugewendet / und sein Nahme auf Wegen gleichfalls verschwiegen werden / auch dieses / damit es nicht unbekant seyn möge / denen Tüftigen auszulassenden Edictis inferiren lassen.

11. Damit auch die Kauff-Leute und andere von Silber- und Gold-Lieferung auf die Neben- und Hecken-Münzen desto mehr abgeßchreckt werden mögen; So wollen allerseits hohe Herren Compacilcenten hinfünftigt die Contraventores nicht allein mit öffentlicher infamie belegen / sondern auch des Landes verweisen / an nebst das atrapirte Silber confisciren / und solches denen abzufassen den Edictis inferiren lassen.

12. Wegen der Scheide-Münze hat man sich auch insgesamt verbunden / daß ein jeglicher der Compacilcenten hohen Herren solch Ziel und Maas hinfünftigt halten / und gehörige Verordnung in der That stellen solle / damit die benachbarte Lände damit nicht beschwächt werden mögen.

13. Wrigens ist von diesem Schluß nicht allein dem Reichs-Convent zu Regensburg durch eine jegliche Gesandtschaft par zu thun / daß sie unter sich so wohl eine vertraute Correspondenz in dieser Materie führen / als auch durch allerseits dienliche Officia das Werck bey andern Gesandten aldo zu Ergriffung einer dermahlen ernstlichen Resolution zu befördern / sondern auch an Ihre Kayserliche Majestät selbst von den hohen Herren Principalen allerunterthänigste Communication zu thun / und dieselbe der Gebür eruchen / daß höchigedachte Kayserliche Majestät dahin zu bringen / damit sie des

ANNO
1690.

ANNO
1690.

ro Orten doch solcher dinstalls führenden guten intention
allergnädigst begreifen / und es endlich auch bey andern
in die Wege dernalten richten mögen / damit vor erst der
vorausgeschwebenden Ripperey möglichst gesteuert / sandt und
leut aus dem verderblichen Unwesen gerissen / gutes Geld
hinwieder bezugbracht / und das Reich aus der üblen
Nachrede und blame , darinnen es bey denen Exteris
allzeit sehet / dernaltu gebrachte / und endlich der un-
sägliche Schade mit Nachdruck abgemindert werden mö-
ge.

14. So hat man auch an ein und andere wohl inten-
tionirte vermündete Stände anderer Creysse / auch denen
vornehmsten Handels - Städten durch particulier - Com-
munication Nachricht zu geben / um bey ihnen noch deslo
mehr einen Beytrieb und Conformitetz zu veranlassen /
auch was in ein und andern für Antworten erfolget / und
sonsten in dieser materie passiret / und zu weiterer Beför-
derung des Wercks nöthig seyn möchte / jederzeit ständige
Communication zu pflegen.

15. Wollen denn auch ferner die Wercke dahin genommen/
mit der aufsehung und zu solchem heilsamen Zweck ange-
sehen Communication und Zusammenkunft ohnaußgesetzt
zu continuiren / und das ganze Werck endlich auf rechten
Reichsmässigen Fuß hinwider zu bringen / und damit
obiges alles mit desto mehrer promptitudine und Ver-
ständnis dirigirt und beobachtet werden möge : So
wollen allerseits hohe Herren Compaciscenien einigen de-
ro Ministerium gemässen Befehl und Instruction er-
theilen / über denen Vorfalltheiten modo &c mediis
unter einander ständig und vertraulich zu correspondiren /
und mit gemeinen Concert die Nothdurft ungeschämmt aller
Ends zu versetzen. Dessen alles zu wahrer Urfund und
gehöriger Festhaltung ist dieser Reces abgefaßt / von al-
lerseits zusammen gesessenen Räten und Ministriis , jedoch
zu Ratification dero allerseits hohen Herren Principalen/
als welche binnen denen nächsten breyen Wochen hinc inde
per literas fundt geschan werden soll / unterschrieben und
vollzogen / und jeglichen Theil ein Exemplar zugesellet
worden. Geschehen Leipzig den 15. Jan. 1690.

Weil die Hoffst. Braunschw. - Lüneburg. Herren
Ministri obbeschriebenen Reces darinn zu unterschreiben
difficultiren / weils sie von ihrer gnädigsten Herrschaft
ratione des belien Interims - Mühs - Fußes zu 12. Thlr.
noch zur Zeit nicht genungsam instruiret / übrigs aber
in allen Punkten mit Chur - Sachsen und Chur - Branden-
burg einig seyn; Als haben obgedachte Hoffst. Herren Mi-
nistri diesen Reces auf vorbedungte Ratification unter-
schrieben. So geschehen Leipzig den 16. Jan. 1690.

Ludwig Gebhard
Freyherr von
Hoymb. (L.S.)

Dodo Freyherr von
Knyphausen.
(L.S.)

CXXIV.

24. Janv. Wahl-Capitulation Ihro Römisch - Kö-
niglichen Majestät Josephi, Worinn
die Articulen enthalten / wornach die-
selbe das Römische Reich zu verwal-
ten verbrochen. Augsburg den 24.
Januarii 1690. [Christoph. ZIEGLERN
Wahl Capitulationes pag. 306. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve
aussi dans LONDORP II *Acta Pu-
blica* Tom. XVII. pag. 1. dans VI-
TRIARI *Institut. Juris Publici* in
Append. pag. 1. dans FRAN. FRID.
Baron AB ANDLERN *Corpus Consti-
tut. Imperial.* Tom. I. pag. 15. inter
Wahl Capitulationes, dans le *Theatrum
Europæ.* Tom. XIII. pag. 1140. dans
*Leges Fundamentales Sac. Rom. Im-
perii* pag. 659. dans HEISS *Histoire
de l'Empire* Tom. V. pag. 375. en
François, & dans LUNIG *Leutsches*

Reichs - Archiv. Part. General. pag. ANNO
810.] 1690.

C'est-à-dire,

Capitulation Imperiale de JOSEPH Roi des Ro-
mains, contenant les Articles, selon lesquels il
promet de gouverner l'Empire. A Ausbourg le
24. Janvier 1690.

Eingang

Wir Joseph, von Gottes Gnaden erwählter
Röm. König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/
in Germanien / zu Ungarn / Dalmanien / Croa-
tien und Slavonien König / Erz - Herzog zu
Oesterreich / Herzog zu Burgund / Steyer / Carnten / Craun
und Württemberg / Graff zu Habsburg / Tyrol und Görz/
ıc. bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun fund
mündiglich / als Wir aus Egidung Gottes des All-
mächtigen / durch die / aus bewegenden triftigen Motiven
und Ursachen / vorgenommene ordentliche Wahl / der
Hochwürdigsten und Durchläuchtigen / Anselm Franzen/
zu Maynz : Johann Hugo / zu Trier : Joseph Clemens/
zu Eßlin : Erb - Bischoffen : Maximilian Emanuel / in
Ober- und Nieder - Bayern / auch der Ober - Pfalz Herzo-
gen / Pfalzgraffen bey Rhein / ıc. Philipp Wilhelm/
Pfalzgraffen bey Rhein / Herzogen in Bayern; Wie nicht
weniger an stat und von wegen des Auerburgleuchtigen
Röm. Käyfers Leopoldi I. als Königs in Böhmen / un-
seres gnädigen Herren Vatters Majestät : dann der auch
Durchleuchtigen Johann Georgen / des Dritten / Herzo-
gen zu Sachsen / Jülich / Cleve / und Berg / Burgra-
fen zu Magdeburg ıc. und Friedrichen des Dritten / Marg-
graffen zu Brandenburg / und Burgraffen zu Nürnberg/
ıc. respective aller des Heil. Röm. Reichs durch Germa-
nien / Gallien und Italien / Erb - Canslern / und Erb-
Schendten / Erb - Truchessen / Erb - Marschallen / Erb-
Kämmerern und Erb - Schatzmeistern / unsern gnädigen
Herren Vattern / lieben Neven / Oheimen und Churfür-
sten / respective Ihrer Majestät und d. d. bevollmächtig-
ten Vorkassanten / Frank Ulrich / Graffen Kinsky von
Kunig und Jenam / Herren uff Chumak ob der Zeitmar/
Nicola / Edlen Panzer und Freyherren von Gersdorff / zu
Baruth / Hemmendorff / Breunig / Hankwald / Porcel/
Buchwald / Kretsch / und Bantelsdorff / und Schwesern
Jacob / von Dantelmann / zu Ehr und Würden des
Römischen Königlichen Nahmens und Gewalts erhoben/
erhöhet und gesetzt seynd / deren Wir uns auch Gott zu
lob / dem Heiligen Römischen Reich zu Ehren / und um der
Christenheit und Teutscher Nation, auch gemeinen An-
sehens willen beladen. Daß Wir uns demnach aus freym/
und hierzu gegebenen Väterlichen / auch gnädigen Bil-
len / mit Denkselben unsern respective gnädigen Herrn
Vattern / und lieben Neven / Oheimen und Churfürsten/
vor sich und sämtliche Fürsten und Stände des Heil. Röm.
Reichs / Geding- und Pactis - Weis / dieser nachfolgenden
Articulen vereinigt / verglichen / angenommen und zuge-
sagt haben : Alles wissenschaftlich und in Kraft dieses Briefs.

Diese Wahl-Capitulation ist in XLIX.
Articulen verabfaßt.

Der I. Artikel.

Der König (1) will die Römische Kirch
und Päpstliche Heiligkeit / als derkel-
ben Advocat, schützen / (2) im Römi-
schen Reich die Einigkeit pflanzen / und
ohne Ansehung der Personen die Ge-
rechtigkeit handhaben; jedoch daß (3)
die Protestirende Churfürsten / so viel
diesem und XVIII. Artikel gegenwärti-
ger Obligation herricht / den König
nicht damit verbinden / noch selbst
darein willigen / und (4) die gedachte
Advocatie dem Religion- und Prophan-
Frie-

ANNO 1690. Frieden zu Prajudiz, nicht allegiret werde.

I. Zum Ersten / daß Wir in Zeit solcher unsrer Königlichkeiten Würden / Amte und Regierung / die Christenheit und den Stuhl zu Rom. auch Päpstliche Heiligkeit / und Christliche Kirchen / als derselben Advocat. in gutem treulichen Schutz und Schirm halten: darzu insonderheit in dem Heiligen Reich Frieden / Rechte und Einigkeit pflanzen / aufzuechten und verfügen sollen und wollen: damit sie ihren gebührenden Gang / den Armen wie den Reichen / ohne Unterscheid der Personen / Stand / Würden und Religion / auch in Sachen Unser und Unserer Häuser eigenes Interesse betreffend / gewinnen / und haben / auch erhalten / und derselben Ordnungen / Freyheiten und alten löblichen Verkommen nach / verrichtet werden solle: Gleichwol so viel diesen / wie auch den nachfolgenden 18ten Artikel gegenwärtiger Obligation. auch sollen und wollen Wir bey Unserm Heil. Vater zc. belangen / haben vorgemeldet unsere liebe Dheimb die zwey Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg / sich ausdrücklich gegen Uns erklärt / was da von dem Stuhl zu Rom / und Päpstlicher Heiligkeit vor Meldung geschieht / daß Ihre Edd. Edd. vor sich und Ihre Religions-Vermwandte / darin nicht willigen / noch Uns damit verbunden haben; noch erst gedachte Advocata. dem Religion-und Prophan-auch zu Münster-und Osnabrück aufgerichteten Frieden zu Prajudiz angezogen und gebraucht / sondern denselbigen gleicher Schutz gehalten und geleistet werden solle: Wir Wir Ihnen den zweyen Churfürsten dann auch solches Krafft dieses / versprechen / und Uns hiewit darzu verbinden.

Der II. Artikel.

Der König (1) soll alle des Reichs Ordnungen / und besonders den zu Münster und Osnabrück (noch den / der Cron Frankreich darinnen enthaltenen Vortheil / wegen dess im Heil. Reich verübten Frieden-Bruchs / aufgenommen) aufgerichteten allgemeinen Reichs-Friedensschluß / und darinnen beständige Religions-Frieden / als ein immerwährend Band zwischen Haupt und Gliedern / handhaben / (2) daß an Orten / davon das Instrumentum Pacis disponiret / in Ecclesiasticis & Politicis, sub quocunque pretextu, oder ungleicher Auflegung desselben / noch wider die / dem Reichs-Abschied An. 1555. einverleibte Executions-Ordnung / directt noch indirectt, gehandelt werde / nicht gestatten: Die Ordnungen (3) und Gesetze so viel solche dem in erstgedachtem zu Augspurg 1555. aufgerichteten Reichs-Abschied und Friedensschluß nicht zuwider / erneuern und confirmiren / (4) solche mit der Reichs-Stände Hülffe / in begebenden Fall verbessern: (5) wider diesen Friedensschluß in öffentlichen Druck nichts kommen lassen / sondern sowohl wider die Authores als Complices ernstlich verfahren: (6) alle dargegen eingewandte protestationes und contradictiones verworfen / und (7) nicht verhängen / daß in Erkennung der Processen / censur-und confiscirung der Bücher / der Bücher-Commissarius zu Frankfurt / dem einen Theil mehr / als dem andern favorisire.

II. Wir sollen und wollen auch die Goltene Bull / mit der in dem zu Münster und Osnabrück aufgerichteten allgemeinen Reichs-Friedensschluß (der gleichwol / als viel zu Vortheil der Cron Frankreich darinnen enthalten / wegen des von jetzt besagter Cron / wider das Heil. Röm. Reich verübten Friedenbruchs / nunmehr zerfallen / und ferners nicht mehr verbindlich ist) auff den achten Electorum enthaltener Extension. nach Inhalt erstbescribten Friedensschlusses / den Frieden in Religion-und Prophan-sachen / den Land-Frieden / samt der Handhabung desselben / wie auff dem zu Augspurg im Jahr 1555. gehaltenen Reichstag aufgerichtet / angenommen / verabschiedet und verheßet / auch in denen darauff erfolgten Reichs-Abschieden wiederholt und confirmirt worden / sonderlich aber obgemeldten Münster-und Osnabrückischen Friedensschluß und Münbergischen Executions-Receß. wie auch insonderheit alles dasjenige / was bey vorigem Reichstag zu Regenspurg verabschiedet und geschlossen worden / und bey noch währendem und künftigen Reichstagen ferner für gut befinden und geschlossen werden möchte / gleich wäre es dieser Capitalulation von Worten zu Worten einverleibt / stät / fest / und unwiderrücklich halten / handhaben / und darwider niemand beschwören / auch nicht gestatten / daß an einigen Orten / von welchen das Instrumentum pacis disponirt / in Ecclesiasticis & Politicis, sub quocunque pretextu, oder ungleicher Auflegung desselben / dargen / oder wider die im Reichs-Abschied An. 1555. einverleibte Executions-Ordnung / directt, vel indirectt gehandelt werde / beschließen sollen und wollen Wir auch andere des H. Röm. Reichs Ordnungen und Gesetze / so viel die in dem obgemeldten angenommenen im 1555. Jahr zu Augspurg aufgerichtet / und mehr erneuertem Friedensschluß nicht zuwider seynd / confirmiren / erneuern / und dieselbe mit Rath und Consens Unser / und des Heil. Reichs Churfürsten / Fürsten und anderer Ständen / wie das des Reichs Gelegenheit zu jederzeit erfordert wird / bessern / zumalen auch diejenige / so sich gegen jetzt vermeldten Friedensschluß / und darinnen beständige Religions-Frieden / als ein immerwährendes Band zwischen Haupte und Gliedern / unter sich selbst zu schreiben / oder etwas in öffentlichen Druck heraus zu geben / (als dadurch nur Aufruhr / Zwietracht / Mißtrauen / und Ranc im Reich angerichtet wird) unternehmen würden oder sollten / gebührend abstraffen / die Schrifft und Abdruck castriren / und gegen die Authores sonel / als Complices, wie erst gemelt / mit Ernst verfahren / auch alle wider den Friedensschluß eingewandte Protestationes & Contradictiones, sie haben Maßnahmen wie sie wollen / und rühren woher sie wollen / nach besag erstgenandten Friedensschlusses / verworfen und vernichten; auch wider Unserm Reichs-Hof-Rath / noch dem Bücher-Commissario zu Frankfurt am Mayn / verstaten / daß jener uff des Fiscals oder eines andern Angeb / in Erkennung der Processen / und dieser in censur-und confiscirung der Bücher / einem Theil mehr / als dem andern favorisire.

Der III. Artikel.

Will der König (1) alle Stände im Heil. Römischen Reich / bey ihren Hoheiten / Gerechtigkeiten zc. fürnemlich auch die Weltliche Churfürsten / bey ihrem primogenitur-Recht bleiben lassen / (2) keinen der Sessionem & Votum hat / davon suspendiren / (3) denenselben ihre Regalia, Privilegia &c. bestättigen / (4) Die vor oder im dreißig-jährigen Krieg ertheilte / hernach aber im Friedensschluß nicht gut-geheissene / annulliren: (5) keinem seine Untertanen von der Vormännigkeit / Steuern zc. bestreyen: (6) Denen Land- & Ständen / mit Ausschließung des Landes-Herrn / die Disposition über die Steuer / noch daß sie Conventen anstellen / und sich des Denrags entschlagen / nicht gestatten / (7) auch im Fall dieselbe oder die Unterthanen beim Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Gericht

ANNO 1690.

ANNO
1690.

richt dervogen etwas zu suchen / sich
würden gelassen lassen / solche so leicht
nicht anhören / sondern à limine judi-
cii zur schuldigen partition an ihre Lan-
des-Herren amweisen / und (8) alle
sub & obreptiè ditzfalls erhaltene Pri-
vilegia &c. auch beym Reichs-Hof-
Rath oder Cammer-Gericht ertheilte
Processus, Mandata &c. vor null und
nichtig erklären.

III. Und zum dritten sollen und wollen Wir in alle
Wege die Teursche Nation / das Heil. Röm. Reich / und
die Churfürsten / als dessen förderste Glieder / und des
Heil. Röm. Reichs Grund-Säulen / insonderheit auch die
weltliche Churfürsten / bey ihrem Primogenitur-Recht /
und ohne dasselbe wider die Gebühr restringiren zu lassen /
nach Insult der Bildenen Bull / sonderlich des 13. Ar-
ticuls / wie auch andere Fürsten / Prälaten / Grafen /
Herren / und Stände / sammt der ohnmittelbaren freyen
Reichs-Ritterschaft / bey ihren Hohen / geist- und welt-
lichen Würden / Gerechtigkeiten / Macht und Gewalt /
auch sonstigen jeden nach seinem Stand und Wesen / ver-
bleiben lassen / ohne unsern und unangenehmen Eintrag
und Verhinderung / und ohne der Churfürsten / Fürsten
und Ständen vorhergehende Einrath und Bewilligung /
keinen Reichs-Stand / der Sessionen & Vorum in den
Reichs-Collegiis hergebracht hat / davon suspendiren / oder
ausschließen / daryn den Ständen sammt ersagter
Reichs-Ritterschaft ihre Regalia und Obrigkeiten / Frey-
heiten / Privilegien / Pfandschaften und Gerechtigkeiten /
auch Gehalts und gute Gewohnheiten / so sie bißhero
genuß haben / oder in Übung gewesen seyn / zu Was-
se und zu Lande / auff geblühendes Ansuchen / ohne ei-
nige Verigerung / und Aufschub / in guter beständiger
Form / confirmiren und bestärken / sie auch darbey / als
erwählter Königs Reichs handhaben / schützen und schüt-
zen / und niemanden ein Privilegium darwider erhei-
len / und da einige vor-oder bey vorgesehnen dreßßig-
jährigen Krieg darwider ertheilt worden wären / so im
Friedensschluß nicht gut gewesen / oder approbirt wor-
den / dieselbe gänzlich cassiren und annulliren / auch hier-
mit cassirt und annullirt haben / und keinen Churfürsten
und Stand / die ohnmittelbare Reichs-Ritterschaft mit
begriffen / seine Landesherrschaft / thme mit-oder ohnmittelbar
untermörffte Unterthanen / und mit lands- / Zirkelischen
auch andern Pflichten zugehörane Einkünfte / und zum
Land gehörige von deren Nothwendigkeit / und Jurisdic-
tion / wie auch wegen lands- / Zirkelischer hoher Obrigkeit
und sonstigen rechtsmäßigen hergebrachten respective Steu-
ren / Zehenden / und andern gemeinen Wärden und Schul-
digkeiten / weder unter dem preterito der schon-Herrschaft /
noch einem andern Reichs eximiren und befreien / noch
andern solches gestatten / auch nicht aufheben / noch zu-
geben / daß die land-Stände die Disposition über die
land-Steuer / deren Empfang / Ausgab / und Rechnungs-
Recessirung / mit Ausschließung des land-Herren / priva-
tive vor-und an sich ziehen / oder in dergleichen / und an-
dern Sachen / ohne der lands- / Fürsten Vorwissen und
Bewilligung / Conventen anstellen und halten / oder wi-
der des jüngsten Reichs-Abchieds ausdrückliche Verord-
nung / sich des Vertrags / womit jedes Churfürsten /
Fürsten / und Stände landthassen / und Unterthanen / zu
Defck und Erhaltung deren einem und andern Reichs-
stand zugehöriger nöthiger Weßungen / Mäßen / und Gar-
nisonen / wie auch zu unsern und des R. Reichs Cam-
mer-Gerichts Unterhalt / an Hand zu gehen schuldig
seyn / zur ungebührlich einschlagen. Auff den Fall auch je-
mand von den land-Ständen oder Unterthanen wider die-
ses oder andere obberührte Sagen bey uns oder unserm
Reichs-Hof-Rath / oder ersähen Cammer-Gericht
ermas anbringen / oder zu suchen / sich gelassen lassen
würde / wollen Wir daran seyn / und darauf halten /
daß ein solcher nicht leichtlich gehört / sondern à limine
judicii ab-und zu schuldigen partition an seinen lands-
Fürsten und Herren gewiesen werde: Geschehen Wir dann
auch alle und theil dazogen / und sonst contra jus ter-
tiu. / und ehe dertselbige darüber vernommen / hiñobor sub-
& obreptiè erhaltene Privilegia / & Exemptiones /
samte allen dertselben Clausulen / Declarationen / und
Bestätigungen / wie auch alle darauf und denen Reichs-
Satzungen zuwider an unserm Kayserl. Reichs-Hof-Rath /
oder Cammer-Gericht / wider die landesfürsten und O-

Tom. VII. Part. II.

brigkeiten / ohne dertselben vorhero schriftlich begehren
und vernommen Bericht / ertheilt Processus, Mandata
& Decreta pravia iuratoria causae cognitione, vor
null und nichtig erklären / und dieselbe cassiren und auf-
heben sollen und wollen.

ANNO
1690.

Der IV. Artikel.

Der König (1) soll dem Herzog von Savoyen / so fern er sich denen Reichs-Constitution-und Lehen-Rechten gemäß bezeigen
und verhalten wird / die Belohnung des
Monserats ertheilen / (2) ingleichen begn
König in Spanien / daß dem Herzogen
auch die Stadt Trino ohne Entgeld resti-
tuiret / (3) der Herzog von Mantua / daß
er sich hinfuro alles exercitii jurisdictionis
&c. im Monseratsfischen einhalte / würck-
lich angehalten / und (4) mehrgedachter
Herzog von Savoyen / in denen in Italien
habenden Vicariats-Gerechtigkeiten beschn-
get werde / verschaffen / welches (5) jedoch
alles auff die Condition / falls er sich de-
nen publicierten Inhibitoris und Avoca-
riis gemäß bezeigen wird / gestellet ist.

IV. Insonderheit aber sollen und wollen Wir dem
Herzogen zu Savoya / durch die Person seines rechtmä-
ßigen Gewalthabers / die / in dem zu Münster und Os-
nabrück aufgerichteten Instrumento Pacis §. Cæsar. Maj.
&c. frey und unbedingte / neben andern versprochene Be-
lohnung des Monserats / auff die Form und Weis /
wie sie von weyland Röm. Kay. Majestät Ferdinando II.
Victori Amadeo / ertheilt worden / so bald Wir nach
angetretener unser Kayserl. Regierung / hierum gebührend
ersucht und angelangt werden / denen Reichs-Constitu-
tionen und Lehen-Rechten gemäß / zumahl ohne Anfang
einer ungewöhnlicher general-oder special-relervatori fa-
vori-oder dergleichen Casual / samt übrigen allen / was
in gedachtem Instrumento Pacis / und dem darum con-
firmirten Tractatu Cherascauli / dem Haus Savoya
mehrers zu guten verordnet und zugesagt worden / erfolgen
lassen / und ihne darzu durch unser Kayserl. Amt gebüh-
rende verhehlen / auch deren keines unter einigen Schein /
Ursach oder Furdwand / sonderlich auch die Belohnung des
Monserats wegen der von dem König in Frankreich dem
Herzogen zu Mantua schuldige und noch nicht bezahlte
494000. Eronen / worvon der §. ut autem omnium &c.
disposuit / und das Haus Savoya allerdings davon be-
freit / in geringsten verschoben oder aufhalten / denebens
unser Kayserliche Authorität bey dem König in Hispan-
nien kräftiglich anwenden / daß derselbe dem Herzogen
von Savoya die Stadt Trino unverzüglich / gänzlich und
ohne Entgeld restituiren thue / dem Herzogen von Man-
tua aber von Kayserl. Macht und Gewalts wegen / alsbald
erpflicht befehlen / auch ihne durch gehörige Mittel würck-
lich dahin anhalten / in einem vorgesehnen kurzen perem-
ptorischen termin / sich alles Exercitii jurisdictionis das
selbst und an andern in dem Monserat gelegenen / und
dem Haus Savoya durch die Reichs-und vorhergegangene
Friedens-Handlungen zuerkannten Dröhen / zu entschlagen /
damit der Herzog von Savoya seiner ihme in demselbigen
zuständiger jurisdiction gebührend und ruhiglig gemessen
möge / wie Wir dann nicht weniger darob seyn / und
durch Ausfertigung erntlicher Penal-Mandaten verfügen
wollen / daß weder Er der Herzog von Mantua und sei-
ne Nachkommen / noch auch jemand anderer für sich / o-
der von Ihrentwegen fürterhin demjenigen / was wegen
des Monserats / für das Haus Savoya / in dem öf-
ters angezogenen Friedensschluß / und dieser unser Cap-
tulation begriffen / auff einmeyerl Weis und Weg / in
geringsten etwas zu contraveniren / und zu wider zu han-
deln / sich unterstehen: So thun Wir auch dazugehörig / was
das Churf. Collegium unter dem 4. Jun. in längst
verwichenem 1678. Jahr an Ihne / wegen annullir-und
Aufhebung dess dem Haus Savoya zu Nachschiff / un-
tersagten Kayserl. und Reichs-Vicariats und Generalats
in Italien / geschrieben / hiermit allerdings einwilligen und
bestätigen / dergestalt / daß Wir ob desselben Begriff

ANNO
1690.

festiglich halten / und die Herzogen von Savoyen bey
Ihre in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeiten und
Privilegien gütlich schützen und handhaben wollen /
welches alles jedoch auf die Condition gestellet wird / wann
sich der Herzog von Savoyen denen von Ihrer Kaiserl.
Majestät / von Reichs wegen publicirten Landtributis und
Avocatoriis gemäß bezeigen und verhalten wird.

Der V. Artikel.

Der König (1) soll die pretendirte Präcedenz ausländischer Potenzen / Gesandten / für den Churfürstlichen Gesandten / ins künftig nicht gestatten; jedoch (2) wann ausländisch-gekrönter Könige u. Botschaften vorhanden / diese ihnen vorgehen / diese aber vor allen anderen auswärtigen Republiken und Fürsten in Person / ihnen folgen mögen; (3) auch nicht zugeben / daß Ihre Botschaften bey publicis Conventibus mit bewehrter Guardia / zu Pferd oder zu Fuß auffziehen / noch gestatten / daß Sie sich heimlich oder öffentlich in die Reichs-Sachen mengen; (4) daß denen Churfürsten Ihre Prærogativa erhalten / und (5) bey allen Reichs-Solemnitäten / daß denen Grafen und Herren / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor allen anderen / und zwar / gleich nach dem Fürsten-Stand / die Präcedenz gelassen werde / die Vernehmung thun.

V. Nachdemalen sich auch eine Forderung zugetragen / daß ausländischer Potenzen / Fürsten / Republiken Gesandte / und zwar diese unter den Römern und Botschäften / als wären die Republiken vor gekrönte Fürsten / und also den Fürsten gleich zu achten / an denen Kaiserlichen und Königlich Hofen und Capellen / die Präcedenz vor den Churfürstlichen Gesandten pretendiren wollen; So sollen und wollen Wir ins künftig solches weiter nicht gestatten; wäre es aber Euch / daß neben den Churfürstlichen Gesandten / den recht civilen und gekrönter regierenden ausländischen Königen / Königlichkeiten / oder Papsten / denen die Regierung / so bald Sie Ihr gebührendes Alter erreicht / zu führen ansetzen / und unmittelbar in der Thut oder Curatel begriffen (sind) Botschaften zugleich vorhanden wären / so mögen und sollen zwar Dieselbe den Churfürstlichen Gesandten / Diese aber allen anderen auswärtigen Republiken Gesandten / und auch denen Fürsten in Person ohne Unterschied vorgehen; was auch darwider hievore per Decretum / und absunderlich 1636. oder fünf vorgemommen / oder verordnet / fürderh abgesetzt und kraftlos seyn solle: Wie Wir dann auch zu Verhütung allerhand Simulationen / und der darauß entspringender gefährlicher Verräthungen / nicht gestatten wollen; daß ausländischer Könige und Republiken Botschaften / weder an Unserem Hoff noch bey Reichs-Deputations-Collegial-oder andern publicis Conventibus / mit bewehrter Guardia zu Pferd oder zu Fuß / auff der Gassen und Straßen auffziehen und erscheinen mögen / vielweniger zulassen / daß sich einige fremde Botschaften heimlich oder öffentlich / in die Reichs-Sachen / so ihre Principales nicht angehen / sondern vor Churfürsten und Stände allein gehören / einmischen. Und sollen und wollen Wir im übrigen die Vernehmung thun / daß denen Churfürsten selbst / Ihre von Alters hergebrachte / und sonst gehörigste Würde und Prærogativen erhalten / und darwider von fremden Neuanten / und Republiken Gesandten / oder andern an Unserem Kaiserlichen und Königlich Hoff / oder wo es sich sonst begehen könnte / nichts nachtheiliges / oder neuerliches vorgemommen oder gestatten werde. So sollen auch bey Kaiserlichen oder Königlich Ceremonien (und andern Reichs-Solemnitäten / den unmittelb. Reichs-Grafen und Herren / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor anderen

aussend inländischen Grafen und Herren / wie auch Kaiserlichen Cammer-Herren und Räthen / und zwar gleich nach dem Fürsten-Stand / in dessen Reichs-Rath Sie erscheidendes Votum & Sessionem hergebracht / deswegen ihnen auch billig / wie bey den Consultationibus / oneribus / und Beschwerlichkeiten / also auch solchen Actibus solennibus / nicht denen Fürsten die Stelle gebühret / die Präcedenz gelassen / und ebenmäßig / außer solcher Reichs-Festivitäten / am Kaiserlichen Hoff mit denjenigen / so nicht in würdlichen Kaiserlichen Diensten begriffen / observirt werden.

ANNO
1690.

Der VI. Artikel.

Will (1) der König geschehen lassen / daß die Churfürsten in Ihren Angelegenheiten / je zu Zeiten indogen zusammen kommen / (2) dergleichen Congress nicht verhindern / sondern gnädig aufnehmen; (3) der Churfürsten gemein- und Rheinische Vereinigung confirmiren; (4) allen anderen Reichs- und Craiß-Ständen die Collegiale Zusammenkunft gleichfalls nicht verwehren / und (5) Ihre vor diesem unter Ihnen gemachte Uniones und aufgerichtete Erb-Verbindungen approbiren.

VI. Wir lassen auch zu / daß die sieben Churfürsten je zu Zeiten / nemlich der Bilden Bau und Ober- vauz. nach Gelegenheit und Zustand des heiligen Reichs / zu Ihrer Nothdurft / auch so sie beschwerliches Dileggen haben / zusammen kommen mögen / dasselbe zu bedenken und zu berathschlagen / das Wir auch nicht verhindern / noch iren / und dergleichen künz Angeden / oder Wider- wisten gegen Ihren samstlich / oder sonderlich beschaffen und empfangen / sondern uns in dem und anderen der Bilden Bau gemäß / gnädiglich und unuerwehlich halten sollen und wollen. Gehele Wir dann auch der Churfürsten gemein- und sonderliche Rheinische Verein / als welche beide ohne das zu Erhaltung und Approbation des vorigen Schicks künzlich aufgerichtet / so wohl in diesem / als andern darinnen begriffenen Punkten / und was darüber noch weiteres die Seven Churfürsten allerseits untereinander gut befinden / und vergleichen mögen / auch unsern Rath / approbiren und confirmiren thun / soll auch denen anderen Reichs- und Craiß-Ständen unuerwehlich seyn / so es die Noth und Ihre Interestia erfordert / circulariter und collegialiter / obgleich nicht männiglich / zusammen zu kommen / und dero Angelegenheiten zu beobachten: Wie Wir dann auch die vor diesem unter Ihnen / denen Reichs-Constitutionibus gemäß gemachte Uniones / gleich gelte / fürdenis aber die unter den Churfürsten / Fürsten und Ständen aufgerichtete Erb-Verbindungen hienit confirmiren und approbiren.

Der VII. Artikel.

Soll (1) der König alle gefährliche Verbindungen / der Unteren wider die Oberen abschaffen / (2) denen Ständen / daß Sie Ihre Landesfürstliche Jura wider die Unterthanen manutreniren / und mit der benachbarten Stände Assistentz / solche zum Gehorsam bringen zulassen; und ißbrigens (3) daß die vor Gericht schwebende Streitigkeiten schleunigst entschieden werden mögen / verhoffen.

VII. Wir sollen und wollen auch alle unziemliche hässige Verbindungen / Verbindungen / und Zusammenkünfte der Landassen / Unterthanen / gemeinen Volcks / und andrer /

ANNO 1690. derer / was Stände oder Würden die seyn/ ingleichen die Empörung und Aufrühr/ und ungebührliche Gewalt/ so gegen den Churfürsten / Fürsten und andern / (die unmittelbare Reichs-Ritterschaft mitbegriffen) vorgenommen / und die hinführo geschehen möchten / aufheben / abschaffen / und mit Ihrer der Churfürsten / Fürsten und anderer Stände Rath und Hilff daran seyn / daß solches / wie es sich gebühret und billig ist / in künftige Zeit verbotten und vollkommen / keines wegs aber darzu durch Ertheilung unzeitiger Processen / Commissionen / Rescripten / Mandaten und Ueberweisung / Anlaß gegeben werde: Wollen dann auch Churfürsten / Fürsten und Ständen zugelassen und erlaubt seyn soll / sich nach Verordnung der Reichs-Constitutionen bey Ihren hergebrachten und habenden Fürstlichen Juribus , und mit Assistenz der benachbarten Stände wider Ihre Unterthanen zu manutreniren / und sie zum Gehorsam zu bringen ; da aber die Streitigkeiten vor dem Richter mit Recht befangen wären / sollten solche aufs schleimigst ansgelühret und entschieden werden.

Der VIII. Artikel.

Soll (1) der König die Protectiones auswärtiger Potentaten über immediat-Städte und Landtschafften abschaffen / oder wenigstens in die Schranken ihrer erlitten Concessionen reduciren / damit (2) des Römischen Reichs sämtliche Stände bey gleicher Administration der Justiz in Religion-und Prophan-Sachen / und des Reichs alleinigen Schuß / nach allen Reichs-Ordnungen erhalten / die (3) darwider eine Zeit hero verübte Mißbräuche und auß der angemassen Brandenburgischen Gündenen Bull / hergerührte Evocations-Processe aufgeschoben / (4) der sechen im Eßß vereinigten Reichs-Städte immediat / dem Reich einverleibet bleiben / und (5) die immediat-Fürstenthümer und Lande von auswärtigen Völkern / mit Einquartierungen und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / nicht ferner beschweret werden mögen.

VIII. Als auch in Veranlassung deren von Beyland denen vorgewesenen Römischen Königen und Kaysern / eßßlichen auswärtigen / von des Heiligen Reichs Jurisdiction eximierten Fürsten und Potentaten über immediat- und mediat-Städte und Stände vor Alters gegebenen / oder von Ihnen selbst erworbenen und angenommenen / oder sonst usurpirten Schuß- und Schirm-Brief / in dem sie sich deren jeweilen auch wider ihre eigene lands-Obrigkeit in Civil-und Justiz-Sachen / des Heiligen Reichs-Sakungen jawider / bedienet / nicht geringe Beuerunge und Zerstörungen gemeinen lands-Friedens entflanden / dar durch dann des Heiligen Reichs Jurisdiction , Autorität und Hebeit mercklich geschwächt / dieselbe auch mit Entziehung ansehnlicher Glieder / gar intervertet worden : Als sollen und wollen Wir zu Abwendung obersandener gefährlicher und gemeiner Tranquillität des Heiligen Römischen Reichs schädlicher Zergliederung und Mißhand / dergleichen Protection und Schirm-Brief über mittelbare Städte und Landtschafften / den Gewälden und Potentaten / so Unserem und des Heiligen Reichs Zwang und Jurisdiction wie gemeld / nicht unterwerffen / nicht allein nicht ertheilen / noch solche zu finden / und annehmen gestatten / noch auch die so von vorigen Römischen Kaysern in etwan anderwertender Sachen und Zeiten / Stand und Consideration , ertheilet / und von mediat-Ständen aufgenommen worden / durch Rescripta , oder andere Weßß confirmiren / sondern vielmehr darob und daran seyn / damit vermißels Unserer Interposition , oder durch andere erlaubte Mittel

TOM. VII. PART. II.

und Weg / oberwehnte von vorigen Kaysern oblaufs gegen bene oder angenommene Protection aufgesetzt und abgethan / oder wenigst in die Schranken ihrer ersten Kayserslichen oder Königliden Concessionen / wo die vorhanden / ohne einige weitere deren Extension und Aufdehnung reducirt ; also männiglich fortsein und Verhaltung gelassen / und Churfürsten / Fürsten und Ständen / des Heiligen Reichs / sambt der ohnmalshabenden Reichs-Ritterschaft / und allerseits angehörigen Unterthanen / ohne Imporation in- und auswärtigen Anhangs und Assistenz / bey gleichem Schuß und Administration der Justiz in Religion-und Prophan-Sachen / den Reichs-Satz-und Cammer- Gerichts-Ordnungen / Minister- und Dynabradischen Friedensschuß / und darauß gegründeten Executions-Edictis , arctiori modo exequendi , und Nürnbergischen Executions-Recess , wie auch nachst vorstgen Reichs-Abchied gemäß / erhalten / die hiewider eine Zeit hero verübte Mißbrauch / da zum offtern die Befestigung von ihren ordentlichen Richtern des Reichs ab- und nach Holland / Brandenburg und andere ausländische Potentaten gezogen werden / und die unter denselben aus der angemassen Brandenburgischen Gündenen Bull / zu unterschiedlicher Churfürsten / Fürsten / und Ständen / mercklichen Nachtheil herrührende Evocations-Processe gänzlich aufgehbt / wie auch das Anno 1594. bey damaligen Reichstag verlesenes Gutachten vollzogen / und denen durch gedachte Brandenburgische Bull gravirten Ständen / auff erfordernden Nothfall / durch das Jus reitorionis , kräftige Hilff geleistet werde / so dann die sechen vereinte Reichs-Städte im Eßß / Krafft Instrumenti Pacis unter dem Heiligen Römischen Reich / und nachdemmalen auch verschiedene immediat-Fürstenthumen / Stift-Gräff- und Herrschafften / ohne einiges Reichs und Reichsnuß / durch auswärtige Völkern / noch immerhin mit Einquartierungen / und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / höchst beschweret werden / und dahero der so theuer erworbenen Friedensschuß / in nichts genießen mögen / vielmehr dem Reich entzogen und gleichsam zu mediat-Ständen gemacht werden wollen : Als versprechen Wir nicht allein durch eiferige Interposition die Abstellung zu befördern / sondern auch vermög der Reichs-Constitutionen bey denen nachst angeführten Gräff-Ständen die Vorsehung zu thun / daß ermelbten ohnmalshabenden Stift-Gräff- und Herrschafften kräftiglich assistirt / und sie bey ihrer zustehenden Immediat per omnia gelassen werden / bey welchem allen Wir Churfürsten / Fürsten und Stände / ingleichen die freye Reichs-Ritterschaft / sambt deren allerseits Land / Leich und Unterthanen / nach Vermögen schützen / manutreniren und handhaben / und darwider in keinerley Weßß beschwehren lassen wollen.

Der IX. Artikel.

Der König (1) soll mit auswärtigen Potentaten und Republikken / einige Confederation , Protection , Mediation , und Garantie , sub quocunque pretextu vel colore , denen mediat-Unterthanen auszuwichten nicht verstaten / und (2) das darwider vorgenommene / mit der im vorhergehenden 8. Artikel ermelbter Restriction abstellen / auch wieder die beharliche Contraventores , ernstlich verfahren.

IX. Und weiln auch in der That verspüret worden / daß die auswärtige Gewalt sich in Reichs-Sachen / und sonderlich die / so zwischen Reichs-Ständen und ihren Unterthanen obschweben / unter dem Pretext der Nankes-Bündnissen und anderen dergleichen Vorwand / einzumischen / zusammen zu kommen / und dero Anzulegenheiten zu beobachten / zumalen die vor diesem unter ihnen aufgerichtete Uniones , gleicher gestalt zu confirmiren und zu approbiren / sich unterstehen / das Instrumentum Pacis aber allein Churfürsten und Ständen Confectiones und Verbindnissen / worunter insonderheit die begriffen / welche zu des Reichs besten und gemeiner lands-Defension , auch mehr bequemer Verrichtung der Graß-Verfassungen ausgerichtet werden / einzugehen erlaube /

ANNO 1690.

ANNO
1690.

laube / und denen Unterthanen dergleichen nicht zugute / sondern derselben hierüber erhaltene Privilegia und Indultia cassire und aufheben. Als wollen Wir nicht allein durch Abmahnungs-Schreiben solchem weit ausstehendem Vernehmen begehren / und nicht gestatten / daß der Europäischen Ruff dem Friedensschluß und denen Reichs-Constitutionen zuwider / einige Mediat-Unterthanen mit andern ärtigen Potentaten und Republicken / oder andern andern Reichs-Ständen / oder dero Land-Ärthen in o. ünterthanen einige Confederation, Protection, Mediation, und Garantie sub quocunque pretextu vel colore, eingehen oder aufsetzen mögen / und was darnach vorgenommen / ohnverzüglich / jedoch mit der im vorgehenden 8. Artikel vermeldeter Restriction, officieren / sondern auch gegen die behaltliche Contravenioren, insonderheit aber diejenige / welche sich wider ihre Lande-Freyheit, an frembde Gewälte begeben / und derselben Hülff / indigenat und Schutz widerstehlich begehren / annehmen / gebrauchen / darbey zu bestehen sich unterfangen / und solchen unemlichen Handlungen auff vorstehende Erinnerung nicht renunciren / vermög der Rechten und Reichs-Constitutionen ernstlich verfahren / und auff den Nothdurfft-fall die erregende Thätlichkeiten und Invasiones durch gehörige Gegenmittel / den Reichs-Constitutionibus gemäß / abtöhen.

Der X. Artikel.

Der König (1) soll ohne der Churfürsten und Stände Bewilligung / und zwar auß einer Collegial-Zusammenkunft / mit frembden Nationen keine Bündniß in des Reichs Handeln machen; doch daß (2) ihme wegen seiner selbst eignen Lande / nach Inhalt des Instrumenti Pacis, und unbeschädigt des Reichs / dergleichen zu schließen / nicht weniger (3) auch anderen Ständen / so wohl unter sich / als mit auswärtigen / auff erst beschriebene Weise / zu ihrer Defension und Sicherheit aufzurichten / unbenommen bleibet.

X. Wir sollen und wollen auch für uns selbst / als erwählter Römischer König / in des Reichs-Handeln keine Verbindniß oder Einigung mit frembden Nationen noch sonst im Reich machen / Wir haben dann zuvorhero der Churfürsten / Fürsten und Stände Bewilligung hierzu erlangt: Da aber publica salus & utilitas eine mehrere Bewilligung erforderete / da sollen und wollen Wir dann der selben Churfürsten sämtliche Einwilligung zu gelegener Zeit und Maßmaß / und zwar auß einer Collegial-Zusammenkunft / und nicht durch absonderliche Erklärungen / biß man zu einer gemeinen Reichs-Versammlung kommen kan / wie sonst in allen andern des Reichs Sicherheit concernirenden Sachen / also auch in dieser erlangen. Wann Wir auch ins künftige Unserer eignen Landen halber Bündniß machen würden / so sollte solches anderer geßalt nicht geschehen / als unbeschädigt des Reichs / und nach Inhalt des Instrumenti Pacis: So viel aber die Stände des Reichs ingemein belangt / soll denselben allen und jeden das Recht der Bündniß unter sich / und mit auswärtigen zu ihrer Defension, Conservation, Sicherheit und Wohlfahrt zu machen / dergestalt frey bleiben / daß solches Bündniß nicht wider den regierenden Römischen Käyser / noch wider den allgemeinen Landfrieden und Christlichen Friedensschluß seye / und daß dieses alles nach laut desßelben / und ohnverlegt des Eyns begehren / wormit ein jeder Stand dem Römischen Käyser und dem Heiligen Reich / verwandt ist / daß auch die von frembden Potentaten begehrende Hülff / also und nicht anders begehrt werde / noch geßtan seye / dann daß dadurch dem Reich kein Gefahr zuwachsen möge.

Der XI. Artikel.

ANNO
1690.

(1) Soll der König jedwederem Reichs-Stand zu demjenigen / was ihme ohne Recht und Gewalt abgedrungen worden / auch (2) was demselben nach dem Münster- und Ohnabrückischen Frieden re. annoch vorenthalten wird / ohne Unterscheid der Religion / verheiffen / und (3) ohne einige Verhinderung dabei handhaben und schützen.

XI. Was auch die Zeit hero einem Churfürsten / Fürsten / Pralaten / Grafen / Herren und andern / oder dero Voreltern und Vorfahren / Geistlich- oder Weltlichen Stände / ohne Recht gewaltsam genommen oder abgedrungen / oder Injunkt des beschlossenen Münster- und Ohnabrückischen Friedens / Executions-Edict archicris noch exequendi, und Mithinbegehren Executions-Recess zu restituiren / rückständig ist / und annoch vorenthalten wird / sollen und wollen Wir der Billigkeit nach / iedermänniglich zu dem Seintigen ohne Unterscheid der Religion verheiffen; auch dasjenig / so Wir selbst vermög jetzt gedachten Friedensschlusses und darauf zu Mithinbegehren und sonst auffgerichter Edictorum, und archicris noch exequendi zu restituiren schuldig / einen jedweden / so bald und ohne einige Verweigerung vollkommenlich restituiren; bey solchem auch / so viel er Recht hat / schützen und fahen / ohne alle Verhinderung / Aufstall oder Verhinderung.

Der XII. Artikel.

Soll (1) der König ohne Wissen sämtlicher Churfürsten vom Reich nichts veräußern / (2) mit der Stände Rath das davon gekommene wieder herzu bringen / und die Ergänzung der Reichs-Casse befördern: (3) wegen der dem Reich zuständig- und in Italia veräußerten Lehen / Einkündigung einziehen: (4) alles mit Hülff und Beystand der Reichs-Stände vor: und an die Hand nehmen; (5) dem Ritterslichen Johannis-Orden zu denen inn- und außershalb des Reichs entzogenen Gütern wieder verheiffen / und wo er (6) selbst dem Reich etwas zuständiges innen hätte / will er es auff der Churfürsten Verlangen ohne Verzug wieder zußellen.

XII. Zudem und insonderheit sollen und wollen Wir vom Heiligen Römischen Reich und dessen Zugehörungen nicht allein ohne Wissen / Willen und Zulassen beider Churfürsten / sämtlich nichts hingeben / veräußern / verpfänden / verpfen / noch in andere Weg veräußern oder beschweren; sondern uns auff höchst barbeiten / und allen möglichen Fleiß und Ernst fliehen: dasjenig / so davon kommen / als veräußerte Fürstenthum / Herrschaften und andere / auch concessirte und obsequirte weltliche Güter / die zum Theil in anderer frembden Nationen Händen ungebührlicher Weß gewachsen / zum förderlichsten wiederum darzu zu bringen / zuverfügen / und darbey bleiben zu lassen / nicht weniger die Ergänzung und Rectification der gestauten Lehen Reichs-Cassen und Maricel zu befördern: Darnach auch / demselben vornehmen / daß etliche ansehnliche dem Reich angehörige Herrschaften und Lehen in Italia und sonst veräußert worden seyn solten / eigentliche Nachforschung bereutwegen anstellen / wie es mit solchen Allocations bewandt / und die eingeholte Bericht zur Churfürstlichen Mayestätigen Casse / um solches zu der übrigen Churfürsten Wissen zu bringen / inner Verheiffen / nach Unserer angetreuten Königlich-Regierung anzuweisen / ohngebührlich einzuführen / auch in diesen und obigen allen mit Rath / Hülff und Beystand der sieben Churfürsten allein / oder nach Gelegenheit der Sachen / auch an-

ANNO
1690.

derer Fürsten und Ständen / jederzeit an die Hand zu nehmen / was durch Uns und Sie vor rathsam / nützlich und gut angesehen und verglichen seyn wird. Weilen auch dem Ritterlichen Johanner-Orden in und außershalb des Reichs / insonderheit bey den hiebvorigen achtzig-jährigen Niederländischen Kriegen / ganz ohnverschuld ansehnliche Güter entzogen und bißhero vorenthalten worden / so wollen Wir solche Restitution durch geistliche Mittel zu befördern Uns anlegen seyn lassen; Und ob Wir selbst oder die unsre etwas / so dem Heiligen Römischen Reich zuzuständig / und nicht verlichen / noch mit einem rechtmäßigen Titel bekommen wäre oder würde / einhalten / das sollen und wollen Wir bey unsren schuldigen und gethanen Pflichten / demselben Reich ohn Verzug / auff Ihre der Churfürsten gestunnen / wieder zu handlen wenden.

Der XIII. Artikel.

Der König (1) will mit denen benachbarten Gewalten friedlich / leben / und ohne der Reichs-Stände Bewilligung keinen Krieg anfangen / noch einig Kriegsvolk ins Reich führen lassen: (2) wan ein fremdes Kriegsvolk in oder durchs Reich / es gehöre wem es wolle / gleich schon wolte geführt werden / solches mit Ernst abschaffen / und Gewalt mit Gewalt vertreiben: jedoch daß (3) wan er von des Reichs wegen / oder das Reich betrieger würde / er sich dagegen aller Hülfen / wiewohl ohne Anlegung neuer / noch Renovirung zerfallener Besatzen / bedienen möge; und (4) ohne Einwilligung sämtlicher Reichs-Stände keinen Frieden schließen / insonderheit aber bey dessen Erfolg daran seyn / daß zu Consolation der bedruckten Stände / alles vom Feind occupirte oder geändert / nach des Reichs Fundamental-Gesetzen wiederum in den alten Stand restituirt werde.

XIII. Wir sollen und wollen auch Uns dazu in Zeit bemeldter Unserer Regierung gegen den benachbarten und anstößenden Christlichen Gewalten friedlich halten / kein Geant / Wende / noch Krieg / in- und außershalb des Reichs / von denselben wegen / unter keinerley Vorwand / wie der auch seye / ohne der Churfürsten / Fürsten und Ständen / oder zum wenigsten der sämtlichen Churfürsten Vorwissen / Rath und Einwilligung / anfangen oder vornehmen / noch ohne jetzt gedachten Consens / einig Kriegsvolk ins Reich führen oder führen lassen. Da auch von einem oder mehr Ständen des Reichs / oder auch fremden Regenten dergleichen vorgenommen / und ein fremdes Kriegsvolk in oder durch das Reich / wem sie auch gehören / unter was Schein und Vorwand es immer seyn möchte / geführt würde / dasselbe wollen Wir mit Ernst abschaffen / Gewalt mit Gewalt hintertreiben / und den beleedigten Ständen unsere Kaiserliche Hülf / Handbier- und Rettungsmittel kräftiglich widerfahren / und nach Inhalt der Reichs-Satz- und Executions-Ordnung gehorchen lassen: Wo Wir aber von des Reichs wegen / oder das Heilige Reich angegriffen und bekriegt würden / alsdenn mögen Wir Uns aller Hülf gebrauchen: jedoch sollen und wollen Wir weder in währendem solchen Krieg / noch auch sonst in der Churfürsten / Fürsten und Ständen Landen und Gebiet / keine Besatzen von neuem anlegen oder bauen / noch auch zerfallene oder alte wiederum erneuern / viel weniger andern solches gestatten oder zulassen / auch keinen Stand mit Einquartierung wieder die Reichs-Constitutionen / belegen; Wir sollen und wollen auch keinen Frieden / ohne Churfürsten / Fürsten und Ständen Zustimmung und Einwilligung schließen / und insonderheit bey dessen Erfolg / ernstlich daran seyn / damit das vom Feind ins Reich occupirte / oder in Ecclesiastici & Politici geändert / zu der betrübten Ständen und deren Unterthanen Consolation / in den alten / denen Reichs-Fundamental-Gesetzen und Friedensschlüssen gemäßen Stand / restituirt werde.

Der XIV. Artikel.

ANNO
1690.

Der König (1) will die Reichs-Stände nicht selbst verwaltdigen / noch solches andern zu thun verhängen: sondern (2) im Fall einer fürzunehmenden Forderung / zu Verhütung aller Reichs-Unruhe / die Sach zu gebühlichem Rechte kommen / und (3) wan die Stände dessen erbötig seyn / ihnen keine Gewalt anthun lassen.

XIV. Wir sollen und wollen auch die Churfürsten / Fürsten und Prälaten / Grafen / Herren und andere Stände des Reichs / ingleichen die unmittelbare Reichs-Herrschaft / nicht selbst verwalten / solches auch nicht schaffen / noch andern zu thun verhängen; sondern wo Wir oder jemand anders / zu ihnen allen / oder einem insonderheit zu sprechen oder einige Forderung vorzunehmen hätten / dieselbe sollen Wir selbst und sonders / Auftrub / Zwietracht und andere Unthat im Heiligen Reich zu verhüten / oder Fried und Einigkeit zu halten / vor die ordentliche Gerichte / nach Aufweisung der Reichs-Würde / Cammer-Gerichts-Executions-Ordnung / und zu Richter und Schnabrit aufgerichteten Frieden-Schlus / auch zu Nürnberg darauff erfolgten Edicten / zu Verhör- und gebührligen Rechten stellen / und kommen lassen / und mit nichten gestatten / daß Sie in denen oder anderen Sachen / in was Schein und unter was Maske es geschehen möchte / darinn sie ordentlich recht leyden mögen und dessen unerbötig seynd / mit Raub / Plünder / Brand / Pfandungen / Wehden / Kriegen / neuerlichen Exactionen und Auflagen / oder anderer Gestalt beschädigt / angegriffen / überfallen oder beschwocht werden.

Der XV. Artikel.

Der König (1) soll ohne der Stände Bewilligung des Reichs Volcker nicht außser dem Reich führen: (2) wegen überhäuffter fremdder Werbungen / damit sich das Reich nicht gar an Mannschafft entblöße / auff dem Reichstag gute Vorsehung thun: (3) daß in erlaubten Fällen die Reichs-Stände mit Musterplätzen / Durchfuße / Einquartierung u. nicht beschwerrt werden / verfügen lassen / nicht minder (4) daß jemand im Reich vor andere / als solches selbst und dessen Bundsgenossen / werde / oder sich werden lasse / verbieten: (5) wider diejenige / so bey einem in Comitibus Imperii declariren oder wissenschaften Reichs-Feinde und dessen Helffers-Helffern / Kriegsdienste annehmen / mit aller Schärffe verfahren: jedoch (6) denen Reichs-Ingeßenen / die sich sonst bey Aufwärtigen / wen es nicht wider das Reich oder dessen Stände angesehen / in Kriegsdienste zu begeben gewillt / unverbottig.

XV. Wir geden und versprechen auch / wann ins künfftige auff vorgehabten Rath mit den sieben Churfürsten / und deren darauff gefolgter Bewilligung und Consens / die Nothdurfft erfordern würde / daß Wir zu des Reichs-Defension / einige Kriegsvolcker werden solten / dieselbe ohne Churfürsten / Fürsten und Stände Vorwissen und Bewilligung / außserhalb des Reichs nicht führen / sondern zu desselben Defension und Rettung der beträngten Ständen gebrauchen und anwenden zu lassen; damit dann auch das Römische Reich / als welches bey vorigen Kriegen an Mannschafft wercklich abgenommen / nicht noch weiters durch die fremdde Werbungen erbötig und ob gemacht werde / solle darwider auff dem Reichstag alte gute Vorsehung geschehen / und wollen Wir Uns die Vollziehung solcher ausfallenden allgemeinen

ANNO
1690

Reichsschlüsse mit Ernst angelegen seyn lassen. Da auch von uns / oder anderen einiges Volk im Reich / oder in unsern eignen Land / zu ausländischer / uns und dem Reich wohlgehetzter / zumahlen mit uns alhirten Potentaten Diensten geworden / wollen Wir die Verfügung thun / daß die Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs sammt allen dessen Angehörigen / bey obbenannter Werbung / mit Versammlung / Durchfuhr / Einquartierungen / Muster-Plätzen oder sonst in einige andere Weg wird: die Reichs-Constitutiones, Instrumentum Pacis, und abschlüsslich den Reichs-Abtschid de Anno 1570. nicht beschwören / oder darwider von uns oder anderen verfahren werden zc. Wir wollen hingegen auch auff beglaubende Fäll / alles Ernsts verbieten / und in keine Weis gestatten / daß im Heiligen Römischen Reich jemand vor ein anderen / wer der auch seye / als das Patricium und dessen jederzeitliche Bundes-Genossen werde / oder sich werden lasse; und da einer oder anderer hierin mißhandelt / und bey einem in *Comitum Imperii* declarirt / oder sonst wissenschaftlichen Reichs-Feind / oder dessen Bundes-Genossen / und Helfers-Helfern / Kriegs-Dienst annehmen würde / wollen Wir wider denselben als des Reichs-Feind mit Confulierung aller seiner Haab und Güther / auch sonst nach Anleitung der Executions- und anderer Reichs-Ordnung / auch gemeiner Rechten mit aller Schärffe verfahren / dergestalt / daß selbiger auch an seinen Erb- und Lehnsschafften / Anwartsungen und Rechten / auch Haab und Güthern / Aemptern und Dignitäten / oder auch / da man ihn erdappet / an Leib und Leben / die abwesende Ungeschorsame aber in ihrer Wildniß abgestraft / ihnen und ihren Descendenten ihre Staum- und sonst erhaltenen Wappen ferner zu führen / nicht gestattet / noch weniger sie vor Stifft- und Kirmassia jemahls mehr gehalten / sondern ingeman aller Ehren unfähig erklärt werden sollen. Es soll jedoch auch keinem Reichs-Stand oder Eingeseßenen verboten seyn / sich bey Aufwärtigen in Kriegs-Diensten zubegeben und einzulassen / da es nicht wider das Reich / oder einen Stand desselben / angesehen.

Der XVI. Artikel.

Der König (1) soll des Reichs-Stände mit Reichs-Tagen / Auflagen / Steuern zc. nicht beschweren: (2) die Steuern zc. in zugelassenen Fällen / nach Aufweisung des Rünfterschen Friedensschlusses / anders nicht / ansetzen; ohne der Churfürsten Consens, keinen Reichs-Tag außer dem Reich aufschreiben / (4) die bewilligte Steuern zu keinem anderen End / als wozu sie gewilligt / anwenden: (5) Niemanden seinen Antheil daran verringern / oder nachlassen: weniger (6) daß ein Reichs-Stand von Aufwärtigen davon eximirt werde / verstaten.

XVI. Desgleichen sollen und wollen Wir die Churfürsten / und andere des Heiligen Römischen Reichs-Stände mit den Reichstagen / Causleg-Geld / Nachsetzen / Auflagen und Steuern / unnothdürftiglich nicht beladen / noch beschweren / auch in zugelassenen nothdürftigen unverzüglichen Fällen die Steuer-Auflagen anders nicht / als nach Aufweisung vertheilten Friedensschlusses ansetzen noch aufschreiben; und sonderlich keinen Reichs-Tag außerhalb des Reichs Teutscher Nation / auch die und bevor Wir darzu und der sieben Churfürsten Consens und Bewilligung / durch sonderbare Schickung / anhalten / und uns mit denselben sowohl der Zeit als Maßstaaß verglichen / oder Sie von selbst / des Reichs Allgenheit halber uns darinn unterhängig angelanger und erinnert / vornehmen oder aufschreiben; auch die von dem Reich und desselben Ständen eingewilligte Steuer und Hüffen zu keinem anderen End / als darzu sie gewilligt worden / und anderen Reichs-lasten anwenden / noch jemand seinen gebührenden Antheil an den bewilligten Reichs-Hüffen / anderen zum Nachtheil / nachlassen oder verringern / weniger gestatten / daß ein Reichs-Stand von Aufwärtigen eximirt werde.

Der XVII. Artikel.

ANNO
1690.

Soll (1) der König die Stände und Ihrer allerseits Unterthanen / zu rechtlich-oder gültlichen Tagleistungen außershalb des Reichs nicht erfordern: (2) dieselbe und einen jeden besonders bey seiner Immedietät / Freyheit / dem Jure Austregarum &c. bleiben lassen: (3) alle bisher dargegen beschohene Contraventiones &c. aufheben: (4) Die Mißbräuche des Reichswelisch-Bengarisch-und anderer Land-Gerichte in Schwaben abstellen; die Stände dargegen (5) bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien schützen und schirmen: daß (6) in denen / die Landes-Fürstliche Obrigkeit betreffenden Sachen / zu nudam Instantiam Subditorum, Mandata cum & sine clausula, künfftighin mehr / zuvor die interessirten Stände vernommen / ertheilt werden / nicht verstaten; und (7) im widerigen Fall die Landes-Fürstliche Obrigkeit dergleichen Mandatis parition zu leisten keines Weges schuldig seyn sollen.

XVII. Auch sollen und wollen Wir die Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Freyen und andere Stände des Reichs / ingleichem die ohnmittelbare Reichs-Ritterschafft und deren allerseits Unterthanen im Reich mit rechtlichen oder gültlichen Tagleistungen / außershalb Teutscher Nation / und von ihren ordentlichen Richterinnen nicht bringen / erfordern und vorbeschreiben / sondern sie alle und jede vornemlich im Reich / laut der Goldenen Bulle / wie auch des Heiligen Reichs und Cammer-Gerichts-Ordnung / und andere Gesetzmäßigkeiten / bevoras auch jeden bey seiner Immedietät / Privilegiis de non appellando & evocando, *Electiois fori*, dem *Jure Austregarum*, bey der ersten Instanz und deren ordentlichen ohnmittelbaren Richter / mit Aufseß- und Vermüdung aller deren bisshier dargegen / unter was Schcin und Vorwand es seyn möge / beschohener Contraventionen / erlangten Rescripten / Inhibitorien und Befehlen / bleiben / und keinen mit Commissionen / Mandaten und anderen Verordnungen darwider beschweren / noch auch durch den Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / oder sonst auf keinerlei Weis eingreifen / in specie aber bey Erkennung der Commissionen / die Verordnungen des Instrumenti Pacis Articulo 5. §. in *Conventibus Deputatorum* 51. genau beobachtet lassen. Als auch von Churfürsten / Fürsten und Ständen schon von langem her / sowohl wider das Käyserliche Hof-Gericht zu Rothweil / als das Reichsantistift und andere Land-Gerichte in Schwaben allenthalb große Beschwerungen vornehmen / auf unterschiedlichen hievorigen Reichs-Conventen angebracht und geklagt / dahero auch im Friedensschluß deren Abolition halber albereit Veranlassung geschehen: So wollen Wir immittelst / bis solchen der Stände beschwerden vollständig aus dem Grund abgeholfen / und von der Abolition erstvertheilten Hof- und Land-Gerichten auff dem gegenwärtigen Reichs-Tag ein gewisses statuiert werde / ohnfehlbarlich daran seyn / daß die eine Zeit her wieder die alte Hof- und Land-Gerichts-Ordnung extendirte Eshaffts-Fäll abgethan / und die dabey sich befindliche Excessus und Abusus / zu welcher Erkundigung Wir ohninteressirte Reichs-Stand ohff deputiren / und solches an die Chur-Markgräffliche Causleg / und daß von dannen denen übrigen des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / Fürsten und Ständen davon Nachricht gegeben werden möge / notificiren wollen / fürderlich aufstehest: sonderlich aber Churfürsten / Fürsten und Stände bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien ohneracht solches eisset zu seyn vorgeordnet werden möchte / handhabt werden / und nach deme je dem gravirten freystehen soll / von mehrertheilten Hof- und Land-Gerichten / entweder ad Altem Ceterum, oder an das Käyserliche und des Reichs Cammer-Gericht / ohne einige Unkre Biberod / oder Hinderung zu appelliren. In alle Weg aber wollen Wir der Churfürsten

ANNO
1690.

fürsten und ihre Unterthanen; auch anderer von Aemtern hergebrachte Exemptionen von vorbestimmten Reichswahlrechten und anderen Rechten/ bey ihren Kräften erhalten; und sie darwider nicht turberen noch beschwären lassen; und beweisen auch vorkommen/ daß in Sachen hoher landesfürstlicher Obrigkeit und Regalien; als in specie juris Collectarum, Sequelae, und dergleichen/ zu verschiedenen malen ad nadam Instanziam Subditorum, ehe und bevor Churfürsten/ Fürsten und Stände darüber geschicket/ gehört/ Monita com & sine clausula erhalten werden. Als wollen Wir verfügen; daß in solchen Fällen dem letzteren Reichs-Abtheil gemäß die interessirte Churfürsten/ Fürsten und Stände vorhin benommen werden; bey dessen Hinderleistung oder ihnen veräußert und zugelassen seyn soll; solchen Mandatis keine Particion zu leisten.

Der XVIII. Artikel.

Soll (1) der König beym Pabst sein bestes Vermögen anwenden/ damit von denselben wider die Concordata Principum nicht ferners gehandelt: (2) eines jeden Erz- und Bischoffen oder Dohm-Capitels besondere Privilegia, Statuta und Gewohnheiten gehalten/ und darwider nichts vorgenommen: (3) die Erz- und Bischöffe im Reich/ auff die von ihren Unterthanen erhobene Klagen/ unverhörter Sache mit Monitoris, Interdictis, Comminationibus oder Declarationibus Censurarum, nicht überercket noch beschworet: (4) Die ad Nuntios Apostolicos oder gar ad Curiam Romanam ziehen wollende Cause Civiles, daß solches nicht geschehe/ ausdrücklich verboten: (5) die Cause seculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt/ und die darunter vorkommende zweiffelhafte Fälle/ durch gültliche Handlungen erlediget werden mögen/ jedoch (6) alles was in diesem Artikel begriffen/ denen Augspurgischen Confessions-Verwandten/ die Reformirten mit eingeschlossen/ ohne Nachtheil und Schaden.

XVIII. Auch ferner uns wollen Wir bey diesem Heiligen Vater den Pabst zu Rom/ unser bestes Vermögen anwenden/ daß von denselben wider die Concordata Principum, und die gewissen der Kirchen/ Päpstliche Jurisdiction oder dem Stuhl zu Rom/ aus der deutschen Nation auferlichtete Verträge/ wie aus eines jeden Erz- und Bischoffen/ oder der Dohm-Capitulen absonderliche Privilegia und rechtmäßig hergebrachte Statuta und Gewohnheiten/ durch ohnformliche Gratien/ Rescripten/ Provisionen/ Annaten/ der Stifte Mannysfäkung/ und Erhöhung der Officien im höchsten Hoff/ auch Reservationen/ Dispensationen/ und absonderliche Reservationen/ Kuna darauf unternehmende Collationen, als solcher Præbenden/ Præbaturen/ Dignitäten und Officien (welche sonst per obtem ad curiam Romanam nicht devolvirt werden/ sondern jederzeit/ ohnerachtet in welchem Monat sie auch ledig und vacirend werden/ davon Erz- und Bischöffen/ auch Capitulen und anderen Collatoren heimfallen) wie weniger nicht per Coadjutorias Præbaturarum, Electivarum & Præbendarum/ Inductur super statu nobilitatis, oder in andere Weis/ in Abbruch der Stifte- Gerechtigkeit und anders wieder gegebene freyheit und erlangte Rechten/ darzu zu Nachtheil des juris Patronatus und der Lehensfreien in keine Weis nicht gehandelt; noch auch die Erz- und Bischöffe im Reich/ wann wieder dieselbe von denen ihnen untergebenen Geist- oder Weltlichen etwan gestagt werden solte/ ohne vorherige gangbare Information über des Sachers Bedacht und Beschaffenheit/

(welche damit keine sub- & obreptio contra acti veritatem Platz finden möchten/ in partibus einzuholen) auch ohnangehörter Bewantwortung des Heiligen/ wann zumächst derselbe. Auctoritate pastoralis zu Verbesserung und Vernehmung des Concordatens/ auch zu Conseruation und mehreren Aufnehmen der Kirchen/ wider die ungeschickliche und üble Hauffhalter verfahren hätte/ mit Monitoris, Interdictis, und Comminationibus oder Declarationibus censurarum überercket/ oder beschworet werden möchten/ sondern wollen solches alles mit der Churfürsten/ Fürsten und anderen Ständen Rath kräftigst abwenden und vornehmen/ auch darob und daran seyn/ daß die vorgemeldte Concordata Principum, und auferlichtete Verträge/ auch Privilegia Statuta und Freyheiten gehalten/ gehandhabet/ und denselben vollständig gelebet und nachgekommen; jedoch was vor Beschwerden darinn gefunden/ daß dieselbe vermög beschaffen gehabter Handlung zu Aufspurg in dem 1530. Jahr/ bey gehaltenem Reichs-Tag abgeschafft/ und hinforter dergleichen/ ohne Bewatigung der Churfürsten nicht zugelassen werde: Gleicher gestalt wollen Wir/ wann es sich etwan begeben/ daß die Cause civiles von ihren ordentlichen Gericht im Heiligen Reich ab- und auff dasselbe ad Nuntios Apostolicos, und wohl gar ad Curiam Romanam gezogen würden/ solches abschaffen/ vernichten/ und ernstlich verbieten/ auch unsern Kayslichen Fiscalen/ so wohl bey unsern Kayslichen Reichs-Hof-Rath als Cammer-Gericht anbefehlen/ wider dergleichen/ so wohl Parteyen/ als Advocaten/ Procuratoren und Notarien/ die sich hinfürro dergleichen annahen/ und darinn einiger gestalt gebrauchen lassen würden/ mit gehöriger Anklag/ von Amtes wegen zu verfahren/ damit die überreter/ demnächst geühret angesehen und bestraft werden mögen: Und wollen vorherzügter Civil-Sachen wischen/ zwischen unsren und des Reichs höchsten Gerichten/ so dan denen Apostolischen Nunciaturen mehrmahlige Streit und Zerrungen entstanden/ indeme so ein als andere Orts/ die ab der Officialen theilhaft beschickene Appellationes angenommen/ Processus erant/ selbige auch durch allerhand scharffe Mandata, zu großer Irr- und Beschwerung der Parteyen zu behaupten gesucht werden/ damit dan dieselbe vorkommen und aller Jurisdictionis-Conflict möchte verhütet werden/ so wollen Wir daran seyn/ daß die Cause seculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt/ auch die darunter vorkommende zweiffelhafte Fälle/ durch gültliche mit dem Päpstlichen Stuhl vornehmende Handlung und Vergleich erlediget/ fort der Geist- und Weltlichen Obrigkeit/ einer jeden ihr Recht und Judicium ohngeföhrt gelassen werden möge: Doch so viel diesen Artikel betrifft/ unsern lieben Obhanden und Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg/ auch Ihren Religions-Verwandten/ Fürsten und Ständen/ ungleichen der ohnmittelbaren Reichs-Ritterschafft/ und deren allerseits Unterthanen/ und denen Augspurgischen Confessions-Verwandten/ die Reformirte mit eingeschlossen/ welche unter Catholischen/ Geist- oder Weltlichen Obrigkeit wohnen/ oder landfassen seynd dem Religion- und Prophans-Frieden/ auch dem zu Münster und Osnabrück aufgesetzten Friedensschluß/ und was demne anhängig/ wie obgemelt/ ohnabdringlich und ohne Consequenz, Nachtheil und Schaden.

Der XIX. Artikel.

Soll (1) der König die Policen-Ordungen halten und die Commercica befördern: (2) mit der Reichs-Stände Rath/ der Rauff-Gewerbs-Leuth große Gesellschaften/ die des Reichs Einwohnern/ mit ihren Waaren/ viel Schaden zugefügt/ gar abschaffen/ niemanden (3) einig Privilegium auf Monopolia ertheilen: und wann (4) des Reichs Manufacturen/ in anderwärtsigen Landen verbotten würden/ sich dessen Abstellung angelegen seyn lassen/ oder auch denselben Landes Manufacturen ins Reich zu führen/ verbieten.

XIX.

ANNO
1690.

ANNO
1690.

XIX. Wir sollen und wollen auch über die Policy-Ordnungen / wie die seyn / und ferner auff den Reichs-Räthen geschlossen werden / halten / und die Commercien des Reichs nach Möglichkeit befördern: Dergleichen auch die große Gesellschaften und Kauf-gewerbs-leute und andere / so bißhero mit ihrem Geld regiert / ihres Willens gehandelt / und mit Würdigung und unzulässigem Vorlauff und Monopolen viel Ungeselligkeiten dem Reich / und dessen Anwohnern und Unterthanen mercklichen Schaden / Nachtheil und Beschwerung zugefügt / und noch täglich einführen und gebühren thun / mit der Churfürsten / Fürsten / und anderen Ständen Rath / inmassen wie dem zugelegen / hievon auch beschacht und vorgenommen / aber nicht vollstreckt worden / gar abthun / keines wegs jemanden einige Privilegia auff Monopolia ertheilen / sondern da auch dergleichen erhalten / dieselbe vielmehr / als den Reichs-Satz- und Ordnungen zuwider / wiederum abthun und aufheben / Man auch gesehen solte / daß in einiger benachbarten landen / die im Reich machende Manufacturen guter aufrichtiger Waaren / durch- oder einführen / verboten würde / weiln solches der Freyheit der Commercien zuwider / so wollen Wir uns dessen Abstellung zu befördern / anlegen seyn lassen / im nöthigen aber die Befreyung thun / daß auch dergleichen landen Manufacturen und Waaren ins Reich zu bringen / gleich gestalt nicht zugelassen seyn solle.

Der XX. Artikel.

Soll (1) der König keinen Zoll von neuem geben / noch einigen alten / weder erhöhen noch prorogiren / ohne einhellige Einwilligung der Churfürsten und Vernehmung der benachbarten Stände: (2) diejenige / so dergleichen verlangen / biß auff eine Collegial-Versammlung zur Ruhe weisen: (3) alle die / so unterm Prætext der Niederlag oder Staffel-Gerechtigkeit sich solcher anmassen / null und nichtig erkennen / denen (4) hiedurch beschwerten Churfürsten / sich sothaner Beschwörungen / als gut Sie können / selbst zu entheben / frey gelassen: jedoch (5) daß denen alten Zoll-Gerechtigkeiten der Stände dieses alles ohnmachttheilig seye / und (6) alle die sothane Zölle nichtiger Weise / nach eigenem Gefallen anzufüllen oder zu erhöhen sich unterfangen / durch Mandata sine clausula, oder andere rechtliche Mittel zu deren Abschaffung angehalten werden.

XX. Wir sollen und wollen auch insonderheit / diemeyl die Teutsche Nation / und das Heilige Römische Reich zu Wasser und zu Land zum höchsten mit Zöllen beschwert / nun und hinfürs (jedoch ohnbeschädigt deren vor diesem von dem mehreren Theil des Churfürstlichen Collegii bewilligter / und von Unseren Vorfahren Römischen Käyfern / absonderlich denen Churfürsten des Reichs ertheilter Zoll-Concessionen / Prorogationen und Perpetuationen) keinen Zoll von neuem geben / noch einige alte erhöhen / oder prorogiren lassen / auch vor uns selbst keinen aufrichten / erhöhen oder prorogiren / es seyen dan die benachbarte und interessirte Stände und dero erforderetes auch in gehörnde Consideration stehendes Gutachten / vorehero darüber vernommen / und hernach aller und jeder sieben Churfürsten Wissen / Willen / Zulassen / und Collegial-Rath mit einhelligem Schluß / also und dergestalt / in diesem Stück vorgegangen / daß keines Churfürsten Widerred oder Dissens dargegen / sondern alle und jede Dero Collegial-Stimmen einmüthig seyen / massen Wir bißfalls die Majora nicht attendiren / auch ohne vorgehende unanimia, zu keinem Stand bringen / und den Supplicirenden mit jenem Begehren gänzlich hinweg und

abweisen: Wie auch alle diejenige / so umh neue Zöll / es seye gleich zu Wasser oder Land / oder der alten Erhöhung / oder auch solcher Erhöhung Prorogation anhalten werden / einer Collegial-Versammlung zu erwarten / erinnern / und neben dem Churfürstlichen Collegio jedesmal dahin seyn sollen und wollen / damit durch die ertheilende neue Zöll und Concessionen andere Churfürsten / Fürsten und Stände in ihren vorhin habenden Zoll-Einkünften keine Vergeringerung / Nachtheil oder Schaden zu leyden haben. Dieweil sich aber zuträgt / daß zwar der Nahm des Zolls bißweilen nicht gebraucht / sondern unter dem Mißbrauch und Prætext einer Niederlag und Staffel-Gerechtigkeit / oder sonst von den auf- und abfahrenden Schiffen und Waaren eben so viel / als wann es ein rechter Zoll wäre / erhoben / auch der Handlung und Schifffahrt durch ohngehörliche und abgenöthigte Aus- und Einladen / Ausschiffen und Ausfürten des Getraids und anderer Güter / merckliche große Beschwer- und Verhinderung verursacht und zugefügt wird: so sollen alle und jede dergleichen / sowohl unterwährendem Krieg / als vor demselben / auff allen Umständen und schiffbaren Wasser des Reichs ohne Unterscheid neuerlich anmassen / und ohne ordentliche Vermittlung des Churfürstlichen Collegii / also ausgebrachte Concessionen / oder sonst ein oder anderen Orts vor sich unternehmende Urrapationen, unter was Schein und Nahmen auch dieselbe erhalten worden / oder eigenes Gewalts und Willens durchzuführen gesucht werden möchten / null und nichtig seyn / dergleichen auch von uns niemanden / von was Würden oder Stand auch der / oder dieselbe seyn / ohne oblaufs des Churfürstlichen Collegii Consens und Einwilligung / ertheilt werden: auch einem jedweden des Heiligen Reichs Churfürsten / welcher sich damit beschwert befindet / frey und bevorzugen / sich solcher Beschwörung so gut er kan / selbst zu entheben: Doch soll denjenigen Privilegien / welche Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / samt der gestreuten Reichs-Ritterschafft / von wepland denen vor-gewesenen Römischen Königen oder Käyfern zur Zeit / da der Churfürsten Consens per Pacta & Capitulationes noch nicht also eingeführt / oder nöthig gewesen / rechtmässig erlangt / oder sonst ruhiglich gebracht / hiedurch nichts prejudicirt oder benommen / sondern von uns auff gebührendes Ansuchen / vermind und Krafft des ob-gesetzten 3. Art. confirmirt / und die Stände darbey ohne Eintrag männiglich gelassen: Alle unrechtmässige Zöll / Staffel und Niederlag aber / oder dergleichen Mißbrauch / da einige wären / gleich bey Antrittung Unserer Käyserlichen Regierung cassirt und abgethan / und ins künfftig derselben keine mehr ertheilt werden / es beschhe dann ersuchter massen mit einmüthigen Collegial-Rath und Bewilligung der sieben Churfürsten: Auff den Zoll auch einer oder mehr / was Stands oder Wesens der oder die wären / einigen neuen Zoll / oder eines alten Erstigerung / oder Prorogation in ihren Chur- und Fürstenthümen / Graf- und Herrschafften und Gebieten zu Wasser und zu Land / im Auf- und Abfahren vor sich selbst / ausserhalb Unserer Vorfahren am Römischen Reich / und des Churfürstlichen Collegii Bewilligung / angestelt und aufgesetzt hane / oder künfftig ohne Unserer mit obgedachten einmüthigen aller und jeder sieben Churfürsten Collegial-Consens ertheilte Begnadigung / also anstellen oder aufsetzen würden / den oder dieselbe / so bald Wir dessen vor uns selbst in Erfahrung kommen / oder andere Anzeig davon empfangen / sollen und wollen Wir durch Mandata sine clausula, und andere gehörige nöthdürfftige Rechts-Mittel / auch sonst in alt andere mögliche Weg davon abhalten / und was also vorgenommen worden / gänzlich abthun und cassiren / auch nicht gestatten / daß hinfürs jemand de facto eigenes Vornehmens neue Zölle anstellen / für sich dieselbe erhöhen / oder sich deren gebrauchen und annehmen möge.

Der XXI. Artikel.

Der König (1) soll denen sowol ohnmittelbaren als mediat-Städten über dasjenige / so sie bißher unrechtmässig hergebracht / auff auß-ein- und durchgehen-der frembde Waaren einen neuen Zoll / unter dem Nahmen von Accis, Umgeld / Niederlag / und andere dergleichen

ANNO
1690.

ANNO
1690.

chen Imposten zulegen / nicht gestatten:
(2) Der Fiscal gegen dieselbe zu ver-
fahren anbefehlen / darneben (3) de-
nen Reichs-Ständen sich solcher Be-
schwerden / so gut sie können / selbst
zu erledigen / die Freiheit lassen / je-
doch (4) daß den ohnmittelbaren Reichs-
Städten / auff die Consumptiones ihrer
Warenschaften / ohne der Fremdben
Schaden / etwas zu schlagen / unbe-
nommen seyn.

XXI. Als auch vielfältig gesagt wird / daß unrei-
schliche ohnmittelbare Reichs-Städte / als andere me-
diat Städte sich eine zeitlang ganz neuerlich unternehmen /
und noch de facto / auch durch Knechten / und andere im
Heiligen Römischen Reich verbundene eigen-gemaltige
Haupten-Mittel unterscheiden / unter ihren Thoren / oder
sonst andrer Orten in und vor den Städten die ein-
aus- und durchgehende Waaren / Geträid / Wein / Salz /
Witze / und andrs mit gewissen Aufschlägen / unter
den Namen Accis / Umgeld / Niederlag / Stand- und
Marasch / Pforten-Striden- und Weg-Kauff-Haus-
Knechten Imposten zu beschweren. Solches alles aber in
dem Litz und Nachfolge für nichts anders als einen
neuen Zoll / ja oftmals weit höher zu halten / und denen
benachbarten Churfürsten / Fürsten und Ständen / deren
Länd / Lehen und Untertanen / auch dem gemeinen
Kauff- und Handelsman zu nicht geringen Schaden und
Ungleichheit gerathig / auch der Freiheit der Commer-
ciam / des Handels und Handels zu Wasser und
Land / gerade und schmerzliche zuwider: So wollen Wir
so bald bey Unterthun Unserer Kaiserlichen Regierung
hierüber gewisse Information einziehen lassen / auch vor-
nehmen solche unzulässige Beschwerden und Mißbrauch
festsetzen / von denen benachbarten Churfürsten / Fürsten
und Ständen Nachrichet erforschen / und dan dieselbe oh-
ne Verzug aller Orten abstellen und aufheben / auch
gegen die Ubertreter geßührenden Ernst einsehen thun:
Ingleichen Unseren Kaiserlichen Fiscal gegen dieselbe
auff vorgemelde von Uns eingezogene Information / oder
auff eines oder andern hierunter beschene Denuncia-
tion mit oder ohne des Denuncianten Zuthun / schlen-
nisch zu verfahren / anbefehlen / und soll darneben einem
jeden Churfürsten / Fürsten und Stand / ingleichen der
freyen Reichs-Ritterschafft erlaubt seyn / sich und die Ein-
wogen solcher Beschwerden / wie bey dem 20. Artikel
allförm vermeldet / selbst so gut er kan / zu erledigen / zu
befreyen / doch den ohnmittelbaren Reichs-Städten /
auff ihre angehörige Wärgerschaften wegen der Con-
sumptionen / was / ohne Verletzung / Schaden oder
Nachtheil der Fremdben / zu schlagen / ohnbenommen / auch
ohne Prajudiz dessen / so sie vor den Kriegs-Jahren in
rechtmäßiger Nothung und Herbringen gewesen.

Der XXII. Artikel.

Soll (1) der König die Churfürsten /
Dero Räte / Gelande / Bedienten
und Untertanen zc. bey denen Stän-
den / weichen auff vorige Weise neue
Zölle gegeben / oder die alten erhöht
worden / bey Ihrer hergebrachten
Zollbereyung schützen: (2) daß sich
diese Stände gegen die Churfürsten /
durch einen vergleichenen Revers / der-
halben verbinden mögen / anhalten:
(3) bey jedem Traß-ausschreibenden
Fürsten wegen der Zölle / wie weit
jeder Praetendent dazzu berechtiget /
Ertundigung einziehen / und wegen
deren Abichaffung und Reduction,
mit dem Churfürstlichen Collegio,
nochmalß communiciren: (4) keinem

TOM. VII. PART. II.

und neue Zoll-Begnädigung suppliciren: Annd
rendem / Promotoriales an die Chur- 1690.
fürsten ertheilen / (5) keine ungewöhn-
liche Exactiones an einigen Schiffbah-
rem Strohm verstaten / und (6)
wenn ein in den Rhein gehender Fluß
weilers Schiffreich gemacht werden
könnte und wolte / daß solches durch
eines oder des anderen angelegenen
Standes / darauf vorgenommenen
verhinderlichen Bau verwehret wer-
de / nicht geschehen lassen.

XXII. Desgleichen wollen Wir auch diejenige Stän-
de / denen von Unseren Vorfahren Römischen Keysern /
mit Bewilligung des Reichs Churfürsten mit dieser
Maas und Vorbehaltung / entweder neue Zoll gegeben /
oder die alte erhöht oder prorogirt worden / daß sie
mehegedachte Churfürsten / deren Gelande und Räte /
und deren Witwe und Erben bey ihrem Ein- und Abzug
wie auch ihre Untertanen / Diener / Zugewandte und
andere gefreyte Persohnen / auch derselben Haab und Gü-
ter / mit solchen von neuem gegebenen / erhöhten oder pro-
rogirten Zöllen nicht zu beschweren / sondern an allen
und jeden Orten Ihrer Fürstenthümer / erhöhen oder pro-
rogirten Zöllen nicht zu beschweren / sondern an allen
und jeden Orten Ihrer Fürstenthümer und Länden mit
ihren Waaren und Gütern Zollfrey durch-passiren ver-
fahren und treiben lassen / sich auch sonst der Zoll-
Erhöhungen halber / gewisse vorgeschriebener massen ver-
halten / und darüber vermittelst eines sonderbalchen ver-
gleichenen Revers gegen die Churfürsten fräufiglich ver-
binden sollen: die aber solche Revers noch nicht von sich
gegeben / mit allem Ernst / auch bey Verlauff des conce-
dirten Privilegii / dahin erimieren und anhalten / sich hiein
der Schuldigkeit zu bequemen / und angelegenen Revers
ohne längeren Verzug heraus zu geben / und den Chur-
fürsten einzuhändigen: Denen aber / so künftigh obbe-
schriebener massen neue Zoll / oder der alten Erstigerung
oder Prorogation erhalten werden / wollen Wir vor Her-
ausgebung solcher Revers unsere Kaiserliche Concelti-
ones keines wegs ausschertigen noch ertheilen lassen: Da-
mit man auch über die hin und wieder im Reich zu
Wasser und zu Land eingeführte neue Zölle / oder der al-
ten Erhöhung / neben anderen Imposten und Auflagen /
ob / und wie jeder Praetendent dazzu berechtiget / desto
mehr beständige Information und Nachrichet haben möge:
so wollen Wir Uns dessen bey jedes Crayss ausschrei-
benden Fürsten erkundigen / darüber auch eine Specifica-
tion geben lassen / und darauff der Abichaffung und Re-
duction halber / mit dem Churfürstlichen Collegio com-
municiren / und da jemand bey Uns um neue Zoll-be-
gnädigung oder Erhöhung der alten und vorerlangten Zölle /
suppliciren und anlangen würde: so sollen und wollen
Wir ihme einige Bewilligung oder Promotorial-Schrei-
ben an die Churfürsten nicht geben noch aussuchen lassen:
auch weder am Rhein / noch sonst in einigen schiffbaren
Strohm im Heiligen Römischen Reich keine armirte
Schiff / Aufzläger / Licenten / noch andere ungewöhnliche
Exactionen / oder was sonst zu Sper- und Verhinde-
rung der Commercen / vornehmlich aber den Rheinischen
und anderen Churfürsten des Heiligen Römischen Reichs /
zu Schaden und Schmäherung ihrer hohen Regalien
gerathig / verstaten oder zulassen: Derentwegen Wir dan
auch nicht zugehen wollen / daß wo ein- in den Rhein
gehender Fluß weilers Schiffreich gemacht werden könnte
und wolte / solches durch eines oder anderen angelegenen
Standes / darauff eigenmächtig vorgenommenen verhin-
derlichen Bau verwehret werde / sondern es sollen solche Ge-
bäu zu Beförderung des gemeinen Befehs / wenigst also
eingerrichtet werden / daß die Schiffe ohngeshindert auff-
und abkommen können / und also der von Gott verlie-
hen statlichen Gelegenheit und Beneheirung der Natur
selbst / an Stand weniger nicht als der andere / nach
Noth und Billigkeit sich gebrauchen möge.

Der XXIII. Artikel.

Soll (1) der König nicht gestatten / daß
die Churfürsten / wann Sie wegen
neuer Zölle zu rechtlichen Ansprüchen
Kk

ANNO
1690.

gerietten/ mit ordinarijs Actionibus, an des Reichs-Cammer oder anderen Gerichten/ angestrengt/ sondern daß (2) solche Streit-Entscheidungen vor Ihme allein erledigt/ und wo (3) dergleichen Process an gedachten Gerichten bereits anhängig gemacht/ von dar wieder advocirt werden mögen/ verschaffen.

XXIII. Und wäre es Sach/ daß in solchen Fällen neuer Zölle und Aufschlag halber/ dadurch der Churfürsten Zoll geringert und geschmälert werden möchten/ die Churfürsten zu rechtlichen Ansprüchen activ oder passiv gerieten/ demnach dan solche Zoll-Kegal und Privilegia alten von Römischen Käyfern und Königen mit Bewilligung der sieben Churfürsten nach Aufweisung des 20. Art. im Reich ertheilt und gegeben werden/ und also der darüber einfallende Streit-Entscheidung vor niemand anders/ als uns gehörig/ sollen solche rechtliche Ansprüche vor uns anhängig und erledigt werden/ und kein Churfürst schuldig seyn/ sich deraußerhalb weder an unseren und des Heiligen Reichs Cammer-Gericht oder anderen Gerichten mit ordinarijs Actionibus anstrengen zu lassen/ gestalt Wir dan hierbey bey gedachtem Cammer-Gericht gebührende Erinnerung und Verfügung zu thun/ nicht unterlassen wollen/ auch alle diejenige Process, welche an einemelben Käyferlichen Cammer-Gericht zwischen den vier Churfürsten am Rhein sampt oder sonderlich/ und andern des Heiligen Reichs-Ständen oder Städten/ zu vorigen Zeiten bereits passiv oder activ anhängig gemacht/ davon wiederum ab-und an unseren Käyferlichen Reichs-Hofrath advocirt und ziehen.

Der XXIV. Artikel.

Der König (1) will/ daß die Churfürsten mit grossen Zoll-Freyungen/ durch Förderungs-Brieff und in andere Weg über das Herkommen/ ferner beschwert werden sollen/ nicht mehr geschehen lassen/ und die zu Präjudiz (2) der Churfürsten ertheilte Exemption-Privilegia wiederum cassiren/ und dergleichen keine mehr ertheilen.

XXIV. Und nachdem etliche Zeit hero die Churfürsten anhero an schätzbaren Strömen habenden Zöllen mit viel n und grossen Zoll-Freyungen/ über ihre Freyheit und Herkommen/ oftmals durch Beförderungs-Brieff/ auch Exemption-Privilegia/ und zu Präjudiz der Churfürsten Zoll-Berechtigkeiten ertheilte Privilegia, und in andere Weg ersucht und beschwert worden/ das sollen und wollen Wir als untrüglich abstellen/ fürkommen/ und zumalen nicht verhängen/ noch zulassen/ ferner mehr zu üben/ noch zu geschehen/ auch keine Exemption-Privilegia mehr ertheilen/ und die so darwider unter während dem Krieg ohne des Churfürstlichen Collegii Bewilligung ertheilt worden/ cassirt/ todt und ab seyn.

Der XXV. Artikel.

Will (1) der König/ die von des Reichs-Ständen und der Ritterschafft/ wegen ihnen entzogenen Freyheiten/ Regalien n. anstellende Rechtserkennungen mit ihren Widerwärtigen/ nicht verbieten/ noch die Execution (2) der am Käyferlichen Cammer-Gericht deswegen erkannten Urtheil/ verhindern.

XXV. Ob auch einige Churfürst/ Fürst/ oder anderer Stand/ die freye Reichs-ohnamtelbare Ritterschafft mit eingesetz lassen/ für Regalien/ Immediat/ Freyheiten

und Privilegien/ Recht und Gerechtigkeiten halber/ daß sie ihme geschwächt/ geschmälert/ genommen/ entzogen/ bekümmert/ oder betribet worden/ mit keinem Eigenthum und Widerwärtigen zu geistlichen Rechten zu kommen/ und ihn fürfordern wolle/ dasselbe/ wie auch alle andere ordentliche schwebende Rechtserkennungen/ oder darüber am Käyferlichen Cammer-Gericht erkannte Urtheil und derselben Executiones sollen und wollen Wir nicht verhindern/ abfordern/ oder verbieten/ sondern der Justiz ihren freyen strackten Lauff lassen.

ANNO
1690.

Der XXVI. Artikel.

Der König (1) soll die Reichs-Stände/ wann ihre Majestatis die Lehen ex crimine laze Majestatis oder sonsten ex delicto verwirret/ diffals nach ihrem Willen schalten/ die Lehen zum Käyferlichen Fisco nicht einziehen/ und (2) sie gleichmäßig also mit denen Allodial-Gütern/ ohne einige-Hinderung/ also gebahren lassen.

XXVI. Wir geben und versprechen auch/ daß Wir die Churfürsten und Stände des Reichs/ insofien die gestreyte Reichs-Ritterschafft mit ihren angehörigen Lehen/ die seyn gelegen wo sie wollen/ von deroelben Vassallen oder Unterthanen/ ex crimine laze Majestatis, oder sonst ex delicto dieselbe verwirret hätten/ oder noch verwirren möchten/ nach ihrem Willen schalten und walten lassen/ keines wegs aber zum Käyferlichen Fisco einziehen/ noch ihnen vorzig oder andere Vassallen aufbringen/ die Allodial-Güter/ welche ex crimine laze Majestatis, oder sonst ex alio delicto vorgefahre massen verwirret seyn/ oder werden möchten/ denen mit den Juribus Fisci belehnten/ oder dieselbe sonst durch besandiges Herbringen habenden Churfürsten/ Fürsten und Ständen/ unter welcher Obrigkeitlicher Botmäßigkeit sie gelegen/ nicht einziehen/ sondern die lands-Obrigkeit/ oder Dominos Territorii/ mit deren Concilierung gewähren lassen wollen.

Der XXVII. Artikel.

Der König (1) will keinen Reichs-Stand und anderen hinfür/ ohne Verwilligung der Reichs-Churfürsten/ die des Werets nicht theilhaftig/ auch unverbört und ohne Ursach in die Acht oder Ober-Acht erklären lassen/ sondern (2) hierinnen nach Ausweisung des Reichs-Sagungen/ gegenwärtig und zukünftiger Constitutionen n. verfahren: auch (3) ob die That schon ganz offenbar wäre/ dennoch ohne Zuziehung der ohninteressirten Churfürsten/ zu der wirklichen Achts-Erklärung nicht schreiten.

XXVII. Wir sollen und wollen auch fürkommen/ und keines wegs geschehen/ daß hinfür jemand/ hohen und nieden Stands/ Churfürst/ Fürst/ Stand/ oder anderer/ ohne rechtmäßige zugulame Ursach/ auch ungehört/ und ohne Vorwissen/ Rath und Bewilligung des heiligen Reichs Churfürsten/ welche sich des Werets nicht theilhaftig gemacht/ in die Acht und Ober-Acht gehan/ gehadt/ oder erklärt/ sondern in solchen ordentlichen Process gehalten und vollzogen werde/ wie es sich nach Ausweisung des Heiligen Reichs vor auffgesetzter Satzungen/ und der im Jahre 1555. reformirten Cammer-Gerichts-Ordnung/ auch darauff erfolgter Reichs-Abshied den gehöret/ und was deshalb bey dem künftigen Reichstag/ wie relevirt worden/ von Churfürsten/ Fürsten und Ständen de modo & ordine weiter verglichen werden möchte. Wäre es aber Sach/ daß die That

an

ANNO
1690.

an sich selbst ganz notori und offenkundig / der Freibred-
der auch in seinem Verbrechen beharrlich und thätlich
fortführe / obwohl es dann nicht eben eines sonderbaren
Processus bedürfte / so wollen Wir jedoch auch in die-
sem Fall mit Zuziehung des Heiligen Reichs ersgemes-
ter massen ohnvercurtirer Churfürsten / che und bevor Wir
zu der würcklichen Achts-Erklärung schreiten / commu-
niciren / und ohne deren erfolgten Rath und ausdrückliche
Einwilligung / damit nicht verfahren.

Der XXVIII. Artikel.

Soll (1) der König die Reichs-Steuer
der Stände und andere Gefälle / die
in besonderer Personen-Hände gewach-
sen / wiederum zum Reich ziehen / und
(2) daß dergleichen wider Recht und
alle Billigkeit entzogen werde / nicht ge-
statten / wosferne (3) es nicht mit recht-
mäßiger Bewilligung aller sieben
Churfürsten geschehen wäre.

XXVIII. Und nachdem das Heilige Römische Reich
fast höchlich in Abnehmen und Kingerung gekommen / so
sollen und wollen Wir neben andern die Reichs-Steuer
der Städte und andere Gefällen / so in sonderer Per-
sonen Hände gewachsen und verschoben / wiederum zum
Reich ziehen / auch eine gewisse Designation , in weissen
Händen dieselbe seyn / inner sechs Monaten den nächsten
nach würcklicher Ansetzung unserer Kaiserlichen Regie-
rung zur Maynischen Churfürstlichen Cansley einschicken /
und nicht gestatten / daß solches dem Reich und gemei-
nen Nutzen wider Recht und alle Billigkeit entzogen
werde : es wäre dann / daß solches mit rechtmäßiger Col-
legial-Bewilligung aller sieben Churfürsten geschehen wäre.

Der XXIX. Artikel.

Soll (1) der König alle dem Reich heim-
fallende Lehen / ohne der Churfürsten
Vorwissen / nicht wider begeben / son-
dern (2) dergleichen zu Unterhaltung
des Reichs und der Käyser einziehen ;
doch (3) denen Kayserlichen Erbblän-
deren und sonstigen männiglich an seinen
Rechten unschädlich ; und (4) die bey
einer andern als des Reichs-Cansley
aufgefertigte Lehen-Brieff und Expec-
tanten / ins künftige vor ungültig er-
kennen und halten.

XXIX. Wann auch Lehen dem Reich und uns bey
Zeit unserer Regierung / durch Todfall oder Verwirklichung
eröffnen / und lediglich heimfallen werden / so etwas merck-
liches ertragen / als Fürstenthümer / Graffschaften /
Städte und dergleichen / die sollen und wollen Wir ohne
Vorwissen der sieben Churfürsten / ferner niemand lehen
/ auch niemanden einige Expectanz , oder Anwar-
tung darauf geben / sondern zu Unterhaltung des Reichs /
unser und unserer nachkommender König und Käyser /
behalten / einziehen und incorporiren / doch uns von we-
gen unserer Erbbländen / und sonst männiglich an seinen
Rechten und Freyheiten unschädlich ; so sollen auch die
Lehenbrieff und Expectanten über des Heiligen Römischen
Reichs angehörige Lehen / welche bey einer andern / als
unserer Reichs-Cansley / und ohne Vorwissen der He-
ren Churfürsten / ins künftige ertheilt und aufgefertigt
werden mögen / ganz ungültig seyn.

Der XXX. Artikel.

Der König (1) soll alle dem Reich inn-
oder außerhalb desselben gelegene / zu
TOM. VII. PART. II.

gehörige Lehen aufrichtig halten und Anno
renoviren / (2) die Lehen und Lehen- 1690.
Leuth wider allen unbilligen Gewalt
manuteniren : (3) die selbst angehend-
befindliche / ohnweigerlich empfangen /
und widrigen falls (4) zu des Reichs
Sicherung / denen Herren Churfürsten
gebührende Revers und Recognition zu-
stellen.

XXX. In alle weg wollen Wir uns anlegen seyn
lassen / alle dem Römischen Reich angehörige Lehen / inn-
und aussershalb desselben gelegen / aufrichtig zu halten /
und darentwegen zu verfügen / daß sie zu begehenden
Fällen gebühlich empfangen / und renovirt / auch wider
allen unbilligen Gewalt die Lehen und Lehen-Leuth manu-
tenirt und gehandhabt werden ; Da auch Wir deren ei-
nes oder mehr uns angehend befinden / sollen und wollen
Wir daß-oder dieselbe ohnweigerlich empfangen lassen /
oder / wann das nicht bequemlich geschehen könnte / deswe-
gen denen Herren Churfürsten / zu Sicherung des Reichs
gebührende Revers und Recognition zustellen.

Der XXXI. Artikel.

Soll (1) der König die Ihme heim-
gefallene / oder instinkstig durch Erb-
schaft und sonstigen zukommende Güter /
welche dem Reich mit Dienstbarkeiten /
Anlagen / Steuern etc. verwandt / da-
von nicht befreien / (2) dieselbe bey ih-
ren Recht- und Gerechtigkeiten in Besitz-
und Bestlichen Dingen schätzen und
schirmen : nicht minder (3) wann die
Reichs-Stände in Exemption- und
Steuer-auch anderen Sachen wider
das Haus Oesterreich etwas zu sit-
chen haben / denselben unpar-
theyisch-schleunige Justitz , denen Auf-
trägen gemäß / administrieren lassen.

XXXI. Laß den Fall aber zu künftiger Zeit Für-
stenthümer / Graffschaften / Herrschaften / Äffter- und
Lehenchaften / Pfandchaften und andere Güter dem
Heiligen Reich mit Dienstbarkeiten / Reichs-Anlagen /
Steuern / und sonstigen verpflichtet / dessen Jurisdiction un-
terwerflich und ungethan / nach Absterben dero Inhaber /
uns durch Erbchaften / oder in andere Weg heimfallen
oder aufwachsen / und Wir die zu unseren Händen be-
halten / oder mit Vorwissen und Bewilligung der Chur-
fürsten / anderen zukommen lassen würden / oder da Wir
dergleichen allbereit in unseren Händen hätten / darvon
sollte dem Heiligen Reich seine Recht und Gerechtigkeiten /
Anlagen / Steuern / und andere schuldige Pflicht / wie
darauff hergebracht / in dem Erbsitz / deme sie zuvor gehört
haben / hindangekehrt aller präsumirten Exemption / gels-
set / abgerichtet und erstatet ; auch solche Land und Gü-
ter bey ihren Privilegien / Recht und Gerechtigkeiten / in
Gent- oder Bestlichen Sachen / dem Instrumento Pacis
gemäß / gelassen / geschützt und geschirmet werden ; und
demnach sich auch unterschiedliche Stände des Reichs
nechst diesem velsältig belassen / daß / obgleich deren
in denen Reichs-Constitutionen enthaltenen Verfügungen /
Sie theils in Exemption-Steuer- und Anlag-Sachen /
theils in Jurisdiction und anderen / gegen das Haus
Oesterreich habenden Forderungen / bisher zu keinem recht-
lichen Auftrag gelangen können ; Als wollen Wir gleich
bey Ansetzung unserer Kaiserlichen Regierung / hinein-
nen die unverlangte würckliche Vorlegung thun / damit
sowohl in Exemption und ermelten Steuerwesen / deme
im Jahr 1728. bey damals gehaltenem Reichstag mit
Consens und Bewilligung des Erb-Hauses Oesterreich
vergladenen rechtlichen Austrag / unserer Kaiserlichen
Cansler-Gravien / als auch in anderen Sachen der Cam-
mer-Gerechts-Ordnung / wegen der Austrag in gemein /
würcklich nachgelebt / von denselben beide Theil gegenein-
ander

ANNO ander in Ihren habenden Rechten und Prætenſionen
1690. vernommen / darauſſ auch einen jeden ſchleunige und ohn-
parteyſche Juſtiz adminiſtrirt werde.

Der XXXII. Artikel.

Der König (1) ſolle denen im Münz-Wefen obſchwebenden Beſchwerden / und das Werk in ein beſtändiges Weſen zu ſtellen / mit der Reichs-Stände Rath keinen Fleiß ſparen / zu dem Ende (2) die in Anno 1570. und 1603. und folgenden Reichs-Tägen beliebte Conformität in gute Obacht nehmen / (3) durch die Craiß-Directores die Hecken-Münzen abſchaffen / und die Contravenienten beſtraffen / und (4) was noch ferner zuträgliches auff noch währendem Reichstag / zu Abwendung ſolcher lang gewährten Unrichtigkeit für gut beſunden werden möchte / ſich nicht mißfallen laſſen.

XXXII. Und nach dem im Reich viel Beſchwerung und Mangel der Münz halber biſhero geweſen / und noch ſeynd / wollen Wir dieſelbe zum förderlichſten mit Rath der Churfürſten / Fürſten und Ständen des Reichs / zuvor ſollen und in beſtändige Ordnung und Weſen zu ſtellen allen möglichſten Fleiß ſtenden / auch zu dem Ende diejenige Mittel / ſo im Reichs-Abſchied de Anno 1570 wegen der in jedem Craiß anzulegenden drey à vier Craiß-Münz-Städten : Item wegen der in Anno 1603. und auff vorigen / auch nachfolgenden Reichs-Tagen beſchieden Conformität / ſowohl im ganzen Römischen Reich / als auch mit denen Benachbarten / ins beſondere der dabey denen Craiß-Directoris auftragtragenen Abſtrafung der Contravenienten / und darauſſ reſultirenden höchſtſichigen Abſchaffung der Hecken-Münzen durch Churfürſten / Fürſten und Stände des Reichs ingemein beſchied / in gute Obacht nehmen und beſtändigen helfen / auch zumahlen nicht unterlaſſen / was ferner zuträgliches / zu Abwendung ſolcher langgewährten Unrichtigkeit / auff noch währendem Reichstag vor gut beſunden werden möchte.

Der XXXIII. Artikel.

Soll (1) der König ohne Conſens der ſieben Churfürſten mit Münz-Freyheiten niemand begnadigen / wider die jenigen (2) ſo ſolches Regal denen verbesserten Reichs-Conſtitutionen zugegen mißgebraucht / oder mißbrauchen laſſen / und ſich ihrer Münz-Gerechtigkeit also ohne fernere Erkennung verluſtig gemache / (3) imgleichen die / ſo es mit Bewilligung nicht erhalten / oder ſonſten rechtmäßig hergebracht / gebührend verfahren: (4) dergleichen Regalia bey denen mediät-Ständen und Städten gänzlich caſſiren / und ihnen nicht mehr ertheilen: auch (5) den mittelbaren Ständen mit dieſem oder anderem hohen Privilegio, ohne Einwilligung der Churfürſten / nicht wiſſen laſſen.

XXXIII. Wir ſollen und wollen auch hinführo ohne Vorwiſſen und abſonderliche Einwilligung und Conſens der ſieben Churfürſten / niemandes / weß Standes oder Weſens der ſeye / mit Münz-Freyheiten und Münzplänen begaben und begnadigen / auch wo Wir beſtändig befinden / daß diejenige Stände / denen ſolches Regal und Privilegium verliehen / daßſelbe dem Münz-Edel und anderen zu beſſeren Verbeſſerung erfolgten Reichs-Conſtitutionen zugegen mißgebraucht / oder durch andere miß-

brauchen laſſen / und ſich also ihrer Münz-Gerechtigkeit / ohne fernere Erkennung verluſtig gemacht / ihnen / wie auch den jenigen / ſo ſolches Regal mit unſerer Vorſatzer Römischer Kaiſern und der Churfürſten Bewilligung nicht erhalten / oder ſonſten rechtmäßig und beſtändig hergebracht / daßſelbe nicht allein verbiethen / und durch die Craiß oder ſonſten wieder ſie gebührend verfahren laſſen / ſondern auch einen ſolchen privaten Stand / ohne Vorwiſſen und Bewilligung der Churfürſten / nicht reſtituiren: Wofern ſich aber dergleichen bey mediät-Ständen und anderen / ſo dem Reich immediät nicht / ſondern Churfürſten / Fürſten / und anderen Reichs-Ständen unterworfen / begeben / alsdann ſoll durch deroſelben Landſfürſten und Herren wider ſie / wie ſichs gebühret / verfahren / und ſolche Münz-Gerechtigkeit ihnen gänzlich geleg / caſſirt / und ferner nicht ertheilt werden: maſſen Wir dan auch den mittelbaren Ständen mit dergleichen oder anderen hohen Privilegien / ohne mit-Einwilligung der Churfürſten / vielweniger zu beſelben / oder der Ständen Privilegien Behinderung oder Abbruch / nicht wiſſen wollen.

Der XXXIV. Artikel.

Der König (1) ſoll nicht geſtatten / daß andere als Reichs-Unterrhanen bey denen Kaiſerlichen Poſt-Aemtern / wo dergleichen in ihren Landen vorhanden / geſetzt / oder von dem Beſtrag gemeiner Real-Beſchwerden / außſerhalb der Perſonal-Beſreyung / eximirt werden: (2) Den General-Erb-Reichs-Postmeiſter die Poſten mit aller Nothdurfft zu verſehen / und die Briefſte gegen billiges / und in offne Druck angeſchlagenes Poſtgelde richtig zu beſtellen / anhalten: (3) Daß das General-Ober-Reichs-Post-Amte in ſeinem Eſſe erhalten werde / verſehen: (4) Dem General-Reichs-Postmeiſter vom Kaiſerlichen Poſt-Amte kein fernere Eingriff geſchehe / verbiethen: jedoch / daß (5) das Kaiſerliche Poſt-Amte bey ſeiner Anno 1624. erlangten Inveſtitur in denen Erbländern / ganz unbeinträchtigt geſtatten werde.

XXXIV. Und demnach wider die im Heiligen Römischen Reich verordnete Poſt nicht geringe Beſchwerden geſchiet / ſelbe auch nach Anweiſung Inſtrumenti Pacis / auff den Reichstag aufgeſtellt worden: ſo wollen Wir mit Beobachtung deſſen keines wegs geſtatten / daß Churfürſten / Fürſten und Ständen in ihren Landen und Gebieten / wo dergleichen Kaiſerliche Poſt-Aempter vorhanden und hergebracht / ſolche Perſonen / welche keine Reichs-Unterrhanen ſeynd / und deren Theil man nicht verſichert iſt / angeſetzt / oder dieſelbe außſerhalb der Perſonal-Beſreyung von dem Beſtrag gemeiner Real-Beſchwerden eximirt und beſreyt werden: Nicht weniger wollen Wir den General-Erb-Reichs-Postmeiſter dahin halten / daß er ſeine Poſten mit aller Nothdurfft wohl verſehen / die getreue und richtige Brief-Beſtellung gegen billiges Poſtgelde / ſo in allen Poſthäuſern zu jedermans guter Nützlichkeit in offne Druck beſtändig angeſchlagen ſeyn ſoll / ohnverweſlich beſtändigen / und also zu keiner ferneren Klage und Einſehen Urſache geben. Wir ſollen und wollen aber zu gänzlichlicher Aufhebung deren zwiſchen unſeren Poſt-Aemtern haſſenden Differentien / in Erwägung deß vom Churfürſtlichen Collegio in Anno 1641. auff dem Reichstag zu Regensburg / wegen des Reichs-Post-Amtes eingegebenen Gutachten / und der in ſelbigem Reichs-Abſchied beſchlossene Verordnung die beſtändige Verfügung thun / daß unſer General-Ober-Reichs-Post-Amte in ſeinem Eſſe erhalten / und zu deſſen Schmälerung nichts vorgenommen / verwilligt oder nachgeſehen / inſonderheit aber der damit beſetzte General-Reichs-Postmeiſter wieder alle von unſerem Kaiſerlichen Poſt-Amte / jenen biß dabey im Reich beſchlossene / oder noch ferner anmaſſende Eingriffe / und Verſchiebung abſonderlicher Amts-Paqueter gehandhabt / und ſowol in Beſeyn unſerer Kaiſerlichen Perſohn und Poſtamt / als Abweſen / derſelbige bey ruhiger Einnehmung Beſtell- und Aufſ-

ANNO 1690. Aufschüttung aller und jeder / vermittelst der Reichs-Posten ankommander und abgehender Briefe und Paqueter / gegen erhebendes billiges Postgeld gelassen / und was dem und gemeltem Reichs-Raths / auf einigem Reich und Weg ergangen und verfahren worden / hiermit allerdinge aufgehoben seyn: Hingegen Unser Kaiserlich Erblands-Post-Vorst-Rath bey seiner in Anno 1624. erlangten Investitur / und des General-Reichs-Postmeisters auf dieselbe ertheilte Revers in den Erblanden ganz und uneintraglich verbleiben / und dabey geschützt werden soll.

Der XXXV. Artikel.

Der König (1) soll sich keiner Succession oder Erbschafft des Römischen Reichs anmassen; die Churfürsten (2) bey der freyen Wahl eines Römischen Königs / auch bey Lebzeiten eines Römischen Kaisers / mit oder ohne dessen Consens, vorzunehmen / lassen: Die Vicarios (3) bey ihrem gesonderten Rath / Freyheit und Gerechtigkeiten / so es zu Fällen kommt / manutenciren / (4) nicht zugeben / daß Ihre Jura von jemand beschränkt werden / und (5) alles / was dinstalls wider Sie gethan oder gesucht werden dörfte / vor null und nichtig erkennen.

XXXV. Und insonderheit sollen und wollen Wir Uns keiner Succession oder Erbschafft des Römischen Reichs anmassen / unterwinden / noch unterseyn / oder darnach trachten / dieselbe auf uns selbst / unsere Erben und Nachkommen / oder auf jemand anders zu wenden; sondern die Churfürsten / Ihre Nachkommen und Erben zu jeglicher Zeit bey ihrer freyen Wahl eines Römischen Königs / nach Inhalt der Goldenen Bulle / und dieselbe jedesmal / und auf allen Fall / wenn Sie es ver nöthig / und zu Erhaltung der Grund-Gesetz / und dieser Capitulation / oder sonst dem Heiligen Reich notwendig und nützlich befinden / auch bey Lebzeiten eines Römischen Kaisers / mit oder ohne dessen Consens vorzunehmen; auch die Vicarios, wie von Alters her auf sie kommen; und dem Instrumento Pacis gemäß ist / die Goldene Bulle / alte Rechte und andere Gesetz / oder Freyheiten vermindern / so es zu Fällen kommt / die Nothdurft und Gelegenheit erfordert wird / bey ihrem gesonderten Rath in Sachen / das Heilige Reich belangend / gerathlich bethen / und ganz unbedrängt lassen; auch nicht nachgeben / daß die Vicariaten / und deren Jura, sammt was denselben anhängig / von jemand disparat oder beschränkt werde; wo aber darwider von jemand etwas gesucht / gethan / oder die Churfürsten in dem gebühren werden / das doch keines wegs seyn soll / das alles soll nichtig seyn.

Der XXXVI. Artikel.

Will (1) der König die Römisch-Königliche Cron förderlichst empfangen; (2) Den zwischen Chur-Wirthe und Eßlin Anno 1657. der Erönung halber errichteten Vertrag confirmiren; (3) Den Erönungs-Actum diesesmal in der Stadt Augspurg celebriren lassen; und (4) seine Königliche Residenz und Hofhaltung / es erfordere dan der Zustand ein anders / beständig in Teutschland haben und halten.

XXXVI. Wir sollen und wollen auch die Römische Königliche Cron förderlichst empfangen / und bey allem demselben das thun / so sich beschreiben geschiet; und was zwischen beyden Churfürsten zu Wirtzburg und Eßlin / wegen der unter ihnen der Erönung halber entstandener Irrungen bey letzterem Wahltag Anno 1657. gültig beygelegt und verglichen worden / ebenfalls confirmirt und

bestätigt haben; Vor dinstmahl aber den Erönungs-Actum in der Stadt Augspurg / zumahlen die, Stadt Nachen wegen jetziger Kriegszeiten darzu der Zeit ohnbequem ist / celebriren und verrichten lassen; auch unsere Königliche und Kaiserliche Residenz / Anwesen und Hofhaltung im Heiligen Römischen Reich Teutscher Nation / es fordere dann der Zustand zu Zeiten ein anders / allen Gliedern / Ständen und Unterthanen denselben zu Nutzen / Ehr und gutem / beständig haben und halten.

Der XXXVII. Artikel.

Der König (1) soll allen denen bereits aufgerichteten / oder mit Rath der Reichs-Stände noch aufzurichtenden Reichs-Satz- und Ordnungen nichts zuwider aufgehen; (2) Wider solche Gesetz / selbst von niemanden nichts erlangen / weniger dessen / auf eigener Bewegnuß gegebenen / sich bedienen / (3) alles / dem zuwider aufgehende / todt und ab seyn; und (4) im Fall der Noth der beschwerten Parthey / deshalb einen brieflichen Schein ertheilen lassen.

XXXVII. Wir wollen und sollen auch in dieser Unserer Zusatz der Wahl-Capitulation der Goldenen Bulle / der Reichs-Ordnung / oder wie dieselbe uns künftig geändert und verbessert werden möchte / dem obangeregten Frieden in Religion- und Prophan-Sachen / auch dem Land-Frieden sammt der Handhabung denselben / wie auch der in Anno 1555. aufgerichteten Cammer-Gerichts-neben des Reichs-Executions-Ordnung / auch mehr ermitteltem Münster- und Schnabrückischen Frieden-Schluß / und dem wie zu Nürnberg Anno 1650. aufgerichteten Executions-Recess / auch anderen Gesetz und Ordnungen so sehr gemacht / oder künftiglich durch uns / mit der Churfürsten / Fürsten / auch anderen Ständen des Reichs / Rath und Zuthung möchten aufgerichtet werden / zuwider / kein Recept / Mandat oder Commission aufgehen lassen / oder zu geschehen gestatten / in einige Weiß oder Weg / dergleichen auch für uns selbst wider solche Goldene Bulle und des Reichs Freyheit / den Frieden in Religion- und Prophan-Sachen / auch Münster- und Schnabrückischen Friedensschluß und Land-Frieden / -sammt Handhabung denselben von niemand nichts erlangen / noch auch / ob uns etwas dergleichen auf eigener Bewegnuß gegeben wäre oder würde / nicht gebrauchen / in keine Weiß; Ob aber diesen und anderen vorgemeldten Articulen und Puncten einiges zuwider erlange / oder aufgehen würde / das alles soll Kraftlos / todt und ab seyn / inmassen Wir es jetzt auch als dann / und dann als jetzt hienit / cassiren / tödten und abthun; und wo Noth / den beschwerten Partheyen deshalb nothdürfftige Hülff und brieflichen Schein zu geben / und wiederfahren zu lassen schuldig seyn sollen / Arglist und Geseyde hierinnen aufzueheben.

Der XXXVIII. Artikel.

Der König (1) sollte denen Reichs-Ständen und Ihren Gesandten schleunige Audienz und Expedition ertheilen; (2) Ihnen Ihre Privilegia und Lehen-Briefe / nach vorigem tenor unverändert confirmiren; (3) dieselbe über die edition der alten Pactorum familiaria, mit exhibition neuer / nicht beschwehren; und (4) in wichtigen / das Reich concernirenden Sachen / ohne der Churfürsten / als seiner innersten Räthen / auch nach Gelegenheit / der Fürsten und Ständen Rathes / nichts vornehmen.

XXXVIII. Wir wollen und sollen auch allen des Reichs Churfürsten / und Ständen / sowohl Ihren Vorschafften und Gesandten / die von der gestrigen Reichs-Kitterschafft mit begriffen / jederzeit schleunige Audienz

ANNO
1690.

und Expedition ertheilen; denselben / und dem Reichs-Adel / ihre Confirmationes Privilegiorum, auch Lehen und Lehenbrief / nach dem vorigen Tenor, unweigerlich und aller contradiction (als welche zum rechtlichen Aus-
trag zu vermeiden) ohngehindert / wiederfahren; dabey auch dieselbe über Edition der alten Pactorum familiae, mit exhibition neuer / ein oder ander Haus concurrender / und von dem Lehen thum keine dependenz habender / nicht beschweren / viel weniger die Reichs-Bezeichnungen / wegen erstgedachter Edition der Pactorum familiae, die seyn neu oder alt / aufhalten lassen: Wir sollen und wollen auch in wichtigen Sachen / so das Reich betreffen / und von hohem präjudiz, und weitem Aussehen seynd / bald An-
fangs der Churfürsten / als Unserer innersten Räte Ge-
danken vernehmen / auch nach Gelegenheit der Sachen / Fürsten und Ständen Rath-Bedenkens Uns gebrauchten / und ohne dieselbe hiernicht nichts vornehmen,

Der XXXIX. Artikel.

Der König (1) soll seinen Geheimen Rath / wie auch Reichs-Hof- und Kriegs-Rath / mit hohen Standes- und anderen ehrlichen Personen Teutscher Nation / die in Reichs-Sagungen wohl erfahren / und keinem aus- oder inländischen Potentaten und Stand des Reichs / ausser Ihm mit Dienstpflichten verwandt / bestellen: nicht weniger (2) die Kaysertlichen und Reichs-Hof-Kempler / oder sonstigen andere ausser Teutschland / mit eben dergleichen Personen besetzen: (3) diese Kempler bey ihren Würden / Rechte bleiben und ihnen nichts entziehen lassen: (4) Daß zwischen denen vom Ritterstand / und denen Grafen und Herren / in denen Raths-Collegiis, kein anderer Unterschied / als das Alter der angestrettenen Rathsdiens-
te gehalten werde / verfügen: (5) In Bestel-
lung des Reichs-Vice-Canzlers / und an-
derer Reichs-Hof-Cansley-Personen dem Churfürsten von Maynz keinen Eingriff thun: (6) Alles dawider geschehene ohne consequenz, und das zukünftige vor un-
gültig halten; und (7) endlichen keine an-
dere als ohnmittelbar oder mittelbar ange-
seßene Teutsche Fürsten / Grafen und Her-
ren / bey dem Reichs-Hof-Rath zu Präsi-
denten oder Vice-Präsidenten annehmen.

XXXIX. Wir wollen auch künftig / bey Annehmung Unser Kaysertlichen Regierung / Unsern Geheimden Rath / wie auch Unsern Reichs-Hof- und Kriegs-Rath / wann nemlich Wir des Heil. Reichs wegen in Krieg begreifen / mit Fürsten / Grafen / Herren / vom Adel und anderen ehrlichen Leuten / vermög Instrumenti Pacis, und nicht allein aus Unsern Unterthanen / Unterthanen und Vasal-
len / sondern mehrtheils aus denen / so im Reich Teut-
scher Nation andern Orten geboren und erzogen / dar-
inn nach Standes-Gebühr angeessen und begütert / der
Reichs-Sagungen wohl erfahren / gutes Namens und
Herkommens / und niemanden dann Uns / und sonst
keinem Churfürsten / Fürsten oder Stand des Reichs / noch
ausländischen Potentaten mit absonderlichen Dienstpflichten
verwandt seynd: Ingleichen Unsere Kaysertl. und des
Reichs Kempler am Hof / und die Wir sonst in- oder
außerhalb Teutschlands zu begeben und zu besetzen haben /
als da seynd Protectio Germaniae, und dergleichen / mit
keiner andern Nation / dann geborenen Teutschen / die
nicht niedern Standes noch Weßens / sondern namhafte
Personen / und mehrtheils von Reichs-Fürsten / Gra-
fen / Herren / und von Adel / oder sonstigen guten tapferen
Herkommens / besetzen / und versehen; auch obgemelte
Kempler bey ihren Ehren / Würden / Gehältern / Rechte
und Gerechtigkeiten bleiben / und denselben nichts ent-
ziehen oder entziehen lassen; sodann verfügen / daß in Unserm

Reichs-Hof-Kriegs- und andern Räten auff den Ritter-
Ständen / zwischen denen vom Ritterstand / welche zu
Schild und Helm / Ritter- und Stiftsmäßig geboren /
und denen Grafen und Herren / so in denen Reichs-Col-
legiis kein Session oder Stimm haben / oder von solchen
Häusern entsprossen und geboren seyn / in der Raths-
Session, dem alten Herkommen gemäß / kein Unterscheid
gehalten / sondern ein jeder nach Ordnung der angestret-
tenen Rathsdiens- / ohne einigen von Stands wegen un-
ter denselben suchenden Vorzug / verleihe: Sollten auch in
Besetz- und Aufsehung Unser Reichs-Hof-Cansley so-
wol mit des Reichs Vice-Canslers / als der Secretarien /
Protocollisten / und aller andern zu der Reichs-Hof-
Cansley gehöriger Personen / Unsern lieben Neven dem
Churfürsten zu Maynz / als Erst-Canslern durch Ger-
manien / in der Ihme allein hißfalls zustehenden Dispo-
sition, unter was Vorwand es seye / keine Eingriff oder
Verhinderung thun / oder darinn einige Zitel oder Maass
geben. So soll auch / was hiebvor darwider vorgangen
seyn mag / zu keiner Consequenz gezogen / und wann uns
künftig etwas darwider gehen oder verordnet werden
möchte / vor ungültig gehalten werden; und damit hin-
sicht auf unsern Königl. oder Kaysertl. Hof / des Reichs
Ständen / und andern zum Reich gehörenden / unpar-
theyisch und schuldig Recht desmehereis wiederfahren und
administriert werden möge / so wollen Wir bey benannten
Reichs-Hof-Rath keinen zum Präsidenten oder Vice-Prä-
sidenten bestellen oder verordnen / es seye dann derselbe ein
Teutscher Reichs-Fürst / Graf oder Herr / in denselben
ohnmittelbar oder mittelbar geessen und begütert.

ANNO
1690.

Der XL. Artikel.

Soll (1) der König die neu-aufge-
setzte Reichs-Hof-Raths-Ordnung vork-
halten: (2) über den von Chur-Maynz
verordneten Reichs-Vice-Canslar und
Vice-Präsidenten / mit Teutschen
Standes- und der Reichs-Sagun-
gen wohl erfahrenen Personen bestel-
len: (3) was hierinfallt im Instru-
mento Pacis der Religion halber ver-
sehen / in Obacht nehmen: (4) ihme
seine Reichs-Hof-Raths-Befoldung
richtig reichen: (5) bey seiner Præce-
denz und Respect erhalten: (6) von
Zöllen / Steuern / und anderen Be-
schwerden befreien: nicht weniger (7)
denselben sowol / als der Stände Ag-
enten / von der Landes- und anderer
Gerichten Jurisdiction und Personal-
Oneribus eximiren / und (8) auch die
jenigen / welche sich anders-wohin be-
geben wollen / frey / sicher / und ohne
Entgelt / abziehen lassen.

XL. Wir wollen auch die neu aufgesetzte und von Un-
sern Vorfahren glorwürdigsten Andenkens approbirte
Reichs-Hof-Raths-Ordnung (es seye dann / daß bey dem
Reichstag ein anders verordnet werde) fest halten lassen /
unterdessen aber neben vorgedachtem Präsidenten / wie
auch von Chur-Maynz ansehendem Reichs-Vice-Cansler /
und Vice-Präsidenten / Unserm Reichs-Hof-Rath / nach
befehl vermeldeter Reichs-Hof-Raths-Ordnung und Frei-
denkschlus / von Fürsten / Grafen / Herren / von Adel /
und andern der Reichs-Sagungen wohl erfahrenen geschei-
ten Leuten / obbedeuten maßen nicht allein aus Unsern Unter-
thanen / sondern größtentheils aus denen / so im Reich Teut-
scher Nation geboren / darinnen nach Standes-Gebühr
angeessen und begütert / ansehn: Was auch hierinfallt
der Religion halber in Instrumento Pacis Artic. 5. §. ac
proinde 54. versehen / in Obacht nehmen: Ingleichen die
ohnverlangte gewisse Verordnungen thun / damit sowol aus
Unser Hoff-Cammer / als bey dem Reich eingegeben
Mitteln / vor allen andern Ausgaben / den nöthigen
besetzten Präsidenten / Reichs-Vice-Canslern / als zugleich
wird.

ANNO
1690.

würdlichen Reichs-Hof-Raths-Vice-Präsidenten; und andern Reichs-Hof-Räthen / ihre Reichs-Hof-Raths-Befehdung richtig und ohne Abgang beahlet; Auch wegen der Reichs-Hof-Raths-Schiede Präcedenz und Respect dane nachgelobt werde; was in jüngster Reichs-Hof-Raths-Ordnung deshalben verfahren / und deroßelben Stand gemäß ist; wie sie dann auch wegen der Zölle / Steuer; und anderer Beschweden Befreyung / Nutzen und des Reichs Cammer-Gerichts Affliction gleich gehalten werden sollen: Und sie sowohl als der Sünden Aegenen von der laud- und andern Gerichten und Stämblen Jurisdiction, auch so viel die Obigation, Sperung, Invenitum, Edition der Testamente / Verlegung der Kinder / und dergleichen betrifft; weniger nicht von altem Personal-Onenbus, allerdings befreit seyn; auch diejenige / so sich anders wohin begeben wollen / keines wegs aufgehalten / sondern frey / sicher / und ungehindert / auch ohne Abzug und andern Entgelt / oder Verwehrlust ihrer Güter / fort gelassen / und ihnen zu dem End auff Begehren gehörige Passivriess ertheilt werden sollen.

Der XLI. Artikel.

Der König (1) soll nicht dagegen seyn / daß durch den Churfürsten von Maynz der Reichs-Hof-Rath visitiret / (2) nicht gestatten / daß vom Käyserlichen Geheimden Rath-Collegio denselben eingegriffen: (3) daß das / was einmahl in contradictorio judicio cum debita causae cognitione, ordentlich im Reichs-Hof-Rath geschlossen worden / von neuem / außer bester Revision, nicht mehr in cognition gezogen / (4) am Käyserl. Cammer-Gerichte anhängig / an den Reichs-Hof-Rath nicht avociret: (5) Chur-Maynz / um der Reichs-Stände Sachen / in den Churfürstlichen oder gesamen Reichs-Rath zu bringen / kein Einhalt gethan / noch (6) Dessen Erz-Cancellariat und Reichs-Directorio, Ziel und Maas gegeben: weniger (7) ein und anderer Reichs-Stand / auß dem Geheimden Rath / absque pravia causae cognitione, mit Decretis beschweret werde.

LXI. Auch sollen und wollen Wir keines wegs dargegen seyn / daß der Reichs-Hof-Rath durch den Churfürsten zu Maynz / nach besag. Beschlusse visitiret werde; auch nicht gestatten / verhängen / oder zugeben / daß Unser geheimdes Raths-Collegium schändlich oder sonderlich / der Reichs-Sachen / welche vor den Reichs-Hof-Rath gehören / sich anmass / darinn sich einmische / oder auß einmüthig Bescheid dem Reichs-Hof-Rath eingreif / vielmehr mit Bescheiden oder Decreten / wodurch die im Reichs-Hof-Rath geschlossene Sachen aufgeschoben / oder irritirt werden / beschwehe / oder irr; was auch einmahl in ersammeltem Unserm Reichs-Hof-Rath / in judicio contradictorio cum debita causae cognitione ordentlich Weise abgehandelt und geschlossen ist / darbey soll es fündest allerdings verbleiben / und nirgends anders / es seye dann durch den ordentlichen Weg der in off-enthelten Frieden-Schlus / bester Revision (welche jederzeit quoad processum nach besag. ersagten Frieden-Schlus / durch unparteyische Reichs-Hof-Räthe / so nicht bey Verfassung der vorigen Urtheil / vielmehr Referenten / oder Correferenten gewesen / aufgefertigt werden soll / von neuem in Cognition gezogen / wozu dessen Execution gehindert: die am Käyserlichen Cammer-Gericht aber anhängig gemachte / und noch in ohneorterten Rechten schwebende Sachen / von dar ab und an Unserm Reichs-Hof-Rath nicht abgefordert / noch von was aufgeschoben / und dagegen inhibirt / oder sonst von was auf Bescheid vertribt / auch was dagegen pargenommen / als nüt und untrügig / vom Cammer-Gerichte gehalten: auch obgemeldtem Unserm lieben Neven den Churfürsten zu Maynz / eine und andere Sachen der klagenden Ständen /

(wenn schon dieselbe unsere Geheim- und Reichs-Hof-Räthe betreffen) in den Churfürstlichen oder die gesamte Reichs-Räthe / ihren Rath und Eigenschaft nach zu bringen / zu proponiren und zur deliberation zu stellen / kein Einhalt gethan / noch sonst in Dero Erz-Cancellariat, oder Reichs-Directorio, Ziel und Maas gegeben / auch kein Stand des Reichs in Sachen / so pravia causae cognitionem erfordern / mit Käyserl. Decretis, aus dem geheimen Rath beschwert / noch dieselbe in judicio angezogen werden sollen.

ANNO
1690.

Der XLII. Artikel.

Der König (1) soll in des Reichs Schrifften und Handlungen die Teusch und Lateinische Sprach gebrauchen / außer (2) denselben / wo eine andere in Übung / mag Er sich auch einer anderen bedienen / jedoch (3) dem Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / der Teusch und Lateinischen unabbrüchig.

XLII. Wir wollen auch in Schrifften und Handlungen des Reichs / keine andere Zungen oder Sprach gebrauchen lassen / dann die Teusch oder Lateinische Zungen / es wäre dann an Orten / außserhalb des Reichs / da gemeinlich ein andere Sprach in Übung wäre / und im Gebrauch stünde / jedoch in alle weg an Unserm Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / der Teusch und Lateinischen Sprach unabbrüchig.

Der XLIII. Artikel.

Der König (1) soll die Expeditiones in Gnaden- und anderen Sachen / auch die ertheilende Diplomata, über die Ständes Erhöhungen / allein in der Reichs-Cansley ausfertigen: (2) die unterm Käyserlichen Nahmen und Titel anderwärts aufgefertigte / null und nichtig erkennen: (3) denen Impetranten vor gebührender Tax Erlegung / das praedicat im Reich nicht geben: (4) denenjenigen aber / vor die aus der Reichs-Cansley solches anderen Cansleyen intimirt wird / ohne fernere Abforderung der Jurium, den verwilligten Titel / bey der in denen Diplomatus gesetzter Pann, conferiren: jedoch daß (5) alles / was nomine Archiducali auff dergleichen Weise expedirt wird / gleicher gestalt also angenommen / und (6) diese zwischen der Reichs- und Oesterreichischen Hoff-Cansley bisher obgeschwebte Irrung mit dem Churfürsten von Maynz abgethan werde: (7) dergleichen Dignitäten und praedicata meimanten / als denen wohlmeritirtesten / und die den affectivenden Stand / pro dignitate ausführen können / mittheilen: (8) keinen von denen neuerhöbten / dem Fürstlich- und Gräfflichen Collegio, ad Votum & Sessionem, bevor Er sich nicht mit Ständ-mässigen Reichs-Güthern qualificirt / und zu einer Ständ-mässigen Steuer / an einen gewissen Erapiss erklärt / auffertigen: (9) dessen Dignität / zu praediz eines höhern Standes oder Allen Hauses / mit höhern Titeln oder Wappen-Brieffen / nicht begnadigen; und endlich (10) in Erhebung derrer unterm Churfürsten und

Ständ.

ANNO
1690.

Ständen des Reichs/ begütert-gesessenen / dem juri territoriali nichts nachschickendes / gesehen / noch ihre Güter von der Landes-Justizlichen Jurisdiction befreien lassen.

XLIII. Wir sollen und wollen auch in fleißige Obacht nehmen / und verschaffen / daß alle die Expeditiones, so in Gnaden- und anderen Sachen / insonderheit aber Diplomata, über den Fürsten-Grafen- und Herren-Stand / auch Nobilitationen, Palatinaten und Käyserl. Rathes-Titel / samt andern Reichs-Freyheiten / und Privilegien / welche Wir unter dem Titel und Rahmen eines Röm. Königs oder Käyfers / ertheilen werden / bey keiner ändern / als der Reichs-Cancley / wie solches von Alters herkommen / auch unserer und des Heil. Röm. Reichs Noth gemäß ist / gesehen / wie dann Kraft dießes alle diejenige Diplomata, so bey einer ändern / als der Reichs-Cancley unter unserm Käyserl. Titel und Rahmen / zur widerwärtiger unser Käyserl. Regierung / expedirt werden / hiemit null und nichtig seyn / und die Impetranten / ehe und bevor sie auß der Reichs-Cancley / gegen gebührende Tax-Erlegung confirmirt und legitimirt / dafür im Reich nicht gedacht / noch Ihnen das Prædicat oder Titel / gegeben werden solte / Was aber für Gnaden-Briefe / Ständes-Erhöhungen / und andere Privilegien in unserer Reichs-Cancley aufgesetzt / und von darauß anderen Cancleyen / und sonst wohin intimirt werden / dieselben sollen hiemit schuldig und gehalten seyn / gedachte intimaciones nicht allein ohne allen Entgelt / oder Abforderung einiger neuer Tax- oder Cancley-urium, wie die Rahmen haben mögen / anzunehmen / sondern auch denen Impetranten dem erhaltenen Stand und privilegio gemäß / das verwilligte prædicat und Titel in denen Expeditionibus daselbst / ohnverweigerlich zu geben / und bey Straff darin gesetzten Pœn, nicht zu entziehen / Dahingegen auch diejenige Diplomata, welche Wir als Erb-Herzog zu Oesterreich / Kraft deren bey unserm Erb-Haus hergebrachten Privilegien / wegen Ständes-Erhöhung und sonst / ertheilen werden / (die Wir doch nicht nomine Cæsareo, sondern Archiducali ausfertigen lassen wollen) in unserer Reichs-Cancley / auch sonst allenhalben im Reich / uff deren vorgangene gebührende intimation, ohne einigen Entgelt / angenommen / und erkannt werden sollen. Und wollen Wir / wie diese und übrige bisherige Irungen / zwischen beiden unsern Reichs- und Oesterreichischen Hoff-Cancleyen / abgethan und eingerichtet werden sollen / uns mit unserm lieben Neven des Churfürsten zu Maynz ed. noch weiters versetzen und vergleichen. Dergleichen wollen Wir bey unserer Königl. und Käyserl. Regierung / bey Collocation Fürstl. und Gräfflichen / auch anderer Digniteten und Prædicaten / vornehmlich dahin seyn / damit auff allen Fall / dieselbe allein denen von uns ertheilt werden / die es vor anderen wohlmeritirt / im Reich gesessen / und die Mittel haben / den affectirenden Stand pro dignitate auszuführen / niemand aber von den neu erhöheten Fürsten / Grafen und Herren / dem Fürstlichen Collegio, es seye gleich auff selbiger / oder der Grafen Bänden / ad Sessionem & Votum, wider Derselben Willen / aufzuringen / Sie haben sich dann darzu mit Fürst-mässigen und Gräfflichen Reichs-Güthern vorhero genugsam qualificirt / und zu einer Ständes-würdigen Steuer / in einen gewissen Graffz eingelassen / und verbunden / und über solches alles neben dem Churfürstlichen / auch dasjenige Collegium oder Band / darin sie aufgenommen werden sollen / vorhero genugsam gehört worden. Wollen auch zu prejudiz oder Schwächung eines höheren Stands / alten Hauses oder Geschlechtes / desselben Dignitat. Stands und ibleichen Titols / keinen / vor der auch seye / mit neuen prædicaten / höhern oder gleichen Titel- oder Wappen-Briefen begaben / damit nicht hierinnen die geringen Stände mit den höhern paricirt werden. Soll auch durch eines oder anderen unter Churfürsten und Ständen des Reichs gesessenen und begühterten / zu höher Ständes-Erhöhung / dem juri territoriali nicht nachschickig seyn / und die Ihn zugewandte / und in solchen landen gelegene Güter / einen als den anderen Weg / unter voriger landesfürstlicher Jurisdiction verbleiben.

Der XLIV. Artikel.

Soll (1) der König an denen üblichen Reichs-Cancley-Juribus und Taxen / die zu der Cancley-Beidienen Unterhalt gewidmet /

nichts moderiren / weniger nachlassen: (2) Anno 1690. die Käyserliche Begnadigungs-Diplomata, wann sie bey der Reichs-Cancley binnen drey Monatsfrist nicht ausgelöst werden / wieder cassiren: und (3) wider diejenigen / welche ohne Käyserliche Bewilligung sich einiger Ständes-Erhöhungen / Nobilitationen / Rathes-Titel u. a. erwürben / fiscaliter verfahren / und sie zu gebührender Straff ziehen lassen.

XLIV. Beilen auch der Reichs-Cancley Tax-Ampt / und deren Beidienen notwendigen Unterhalt / durch die Nachschickung und Moderation der Tax-Gesälle / so dann / daß aller die Käyserl. Concessionen der Privilegien / Ständes-Erhöhungen / und anderer Gnaden / die gewöhnliche Diplomata der Gebühr nicht ausgelöst werden / in große Schmälerung und Abgang / und dahero in tieffe Schuldenlast gerathen / als wollen Wir / zu dessen weiterer Verhinderung / neben des Herren Churfürsten zu Maynz ed. die allein als Erb-Cancley dithals nachlassen / und Moderation zu thun berechtigt seyn / an den üblichen Reichs-Cancley Juribus und Taxen nichts mehr nachgelassen / und moderirt werde. Wir werden auch / daß denen / so von uns dergleichen Käyserl. Begnadigungen ins künfftig erlangen / und innerhalb drey Monat Zeit hernach darüber ihre Diplomata bey der Reichs-Cancley nicht redimiren und erlösen / sich der verwilligten Gnaden und Concessionen zu rühmen / oder deren sich würdlich zu gebrauchen / von uns keines wegs zugegeben oder verlastet werde / sondern unsere Käyserl. Begnadigungen sollen falls nach erwuchtem Termin ipso facto hinwider gelassen / cassirt / und aufgehoben / und unsere Käyserl. Reichs-Fiscal wider alle / welche ohne unsere Bewilligung / oder unserer verordneten Palatinen / einiger Ständes-Erhöhungen / Nobilitationen / Rathes-Titulen oder Prædicaten / und Denominationen / sich anrühmen / oder selbst einige Wappen / mit offener oder zugestrichen Helmen / formiren / der Gebühr zu verfahren / und dieselbe nach gestalt des Verbrochens und der Personen zu gehöriger Straff zu ziehen / schuldig und gehalten seyn soll.

Der XLV. Artikel.

Soll (1) der König der Churfürsten Ampten, Verweser und Erb-Ampten / auff Reichs-Wahl- und anderen Tagen / von den Käyserl. Hof-Ampten nicht eingreifen / und ob (2) gleich wegen jener Abwesenheit ihre Stellen diese ersetzen müssen / nicht desto minder die von solchen Verrichtungen fallende Ausbarkeiten jenen nicht entziehen / noch (3) dem Hof-Marschall-Ampt in seinen vom Erb-Marschall-Ampt dependirenden Ampten Verrichtungen / durch die Landes-Regierung oder andere / Hinderung machen lassen.

XLV. Die weil uns auch sonderlich gebühret / des Heil. Reichs Churfürsten / als unsere innerliche Glieder und Haupt-Säulen des Reichs / vor männlichen in sonderbarer hoher Consideration zu halten / so wollen Wir die Versügung thun / wann Derselben Ampten-Verweser und Erb-Ampten bey unserm Käyserl. Hof begriffen / daß dieselbe jederzeit / und insonderheit / wann / und so oft Wir auff Reichs-Wahl- und anderen dergleichen Tagen / unsern Käyserl. Hof beghehen / oder Sachen vorfallen / darzu die Erb-Ampten zu gebrauchen seyn / in gebührendem Respekt halten / und ihnen von unsern Hof-Ampten keines wegs vor- oder eingreifen / oder da je wegen Abwesenheit ihre Stellen mit berührten unsern Hof-Ampten jenen ersetzt werden solten / wollen Wir doch / daß ihnen den Churfürstlichen Amtes-Verweser und Erb-Ampten / einen Weg als den anderen / die von solchen Verrichtungen fallende Ausbarkeiten wenigstens nicht / als ob sie dieselbe selbst verrichteten und beordneten / ohnverweigerlich gefolget und gelassen / und nicht wie bisher

ANNO 1690. hero geschehen / von denen Hof-Kapellern entzogen; auch unserm Hof-Marschall in seinen zukommenden Ampts-Verordnungen / durch unsere Landts-Regierung oder andere / kein Eintrag oder Hinderung gemacht werde.

Der XLVI. Artikel.

Der König (1) solle sowohl seinem Geheimden / als Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gerichte / daß sie sich nach dieser Capitulation in allen Rathschlägen richten / nicht allein verhalten / sondern (2) solche auch ihren Diensts-Eyden / mit ausdrücklichen Worten / einverleiben lassen.

XLVI. Darnach auch unsere Geheime sowohl als Reichs-Hof-Rath / wie auch unsere Kayserl. Cammer-Gerichte / diese Capitulation gebührende Wissenschaft haben / und in ihren Rathschlägen / Expeditionen / und sonst sich darnach richten / wollen Wir ihnen dieselbe nicht allein verhalten / sondern auch bey Festung ihres Amts-und Diensts-Pflicht / einwillig einbinden / dieselbe / so viel ein jeder eben gebühret / jederzeit vor Augen zu haben / und darüber weder zu thun / noch zu ratzen / solches auch ihren Diensts-Eyden mit ausdrücklichen Worten einverleiben lassen.

Der XLVII. Artikel.

Soll (1) der König / als lang der Kaiser lebet / oder nach dessen Tode / bevor er das achtzehende Jahr angetreten / zu präjudiz der Reichs-Vicarien / sich keiner Regierung im Röm. Reich annahmen; und (2) zu Besthaltung dieser Capitulation durch einen Revers, nochmals gegen die Churfürsten verbinden.

XLVII. Wir sollen und wollen uns auch zu keiner Regierung oder Administration im Heil. Röm. Reich / so lang Ihre Kayserl. Majestät im Leben / oder nach Deso Tod (welchen Gott noch lang verhüten wolle) zu präjudiz der Reichs-Vicarien / welche unmittelbar die Reichs-Administration führen / die Expedition aber in unserm Namen versehen sollen / unterziehen / bis Wir das achtzehende Jahr unsers Alters erreicht und angefangen haben; alsdenn Wir uns durch einen Revers gegen die Churfürsten / nach Inhalt unsers nach der Wahl gehaltenen Eydes / anders nicht als wann Wir denselben von neuem wiederum abgeschworen hätten / zu Besthaltung dieser Capitulation, nochmals verbinden / und die Regierung ebender angutreiben / nicht befügt seyn sollen noch wollen.

Der XLVIII. Artikel.

Verspricht der König (1) denen Churfürsten / alles obstehende getreulich zu halten / mit einem leiblichen Eyd / und daß (2) weder Dispensation, Absolution, weder geistlich noch weltlich Rechte / wie es Namen haben mag / zu staten kommen solle.

XLVIII. Solches alles und jedes / wie obsteht / haben Wir obgedachter Röm. König den gedachten Churfürsten vor sich und im Namen des H. Röm. Reichs geredt / versprochen / und bey unsern Königlich Ehren / Würden und Worten / im Namen der Warheit zugesagt / thun dasselbe auch hiemit / und in Krafft dieses Briefes / innassen Wir dann das mit einem leiblichen Eyd zu Gott und dem H. Evangelio geschworen / dasselbe stät / fest / und unverbrochen / zu halten / deme treulich nachzukommen / darüber nicht zu seyn / zu thun / noch zu

TOM. VII. PART. II.

schaffen gethan werde / in einige Weiß oder Weg / wie die möchten erachtet werden; uns auch darüber einiger Befehl / oder Ausnahm / Dispensationes, Absolutiones, geistlich oder weltliche Rechte / wie das Namen haben mag / nicht zu staten kommen sollen.

ANNO 1690.

Der XLIX. Artikel.

Ist der Beschluß König und Kaisers Josephi Wahl-Capitulation.

XLIX. Dessen zu wahrer Urkund / auch wegen unsers geringen Alters / zu mehrer Bestätigung / haben Ihre Kaiserlichen Majestät uns unser und gesamter Churfürsten gehorhames Gesuch / so dann Wir / diesen Brief eigenhändig unterschrieben / und unsere große Insignel anhängen / auch deren sieben gleichförmige Exemplaria machen und fertigen lassen. Geben in unserer und des Heil. Röm. Reichs Stadt Augsburg / den 24. Monats-tag Januarii, nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Geburt / im Tausendhundert und neunzigsten / unsers Reichs des Römischen im ersten / und des Hungarischen im dritten Jahr.

Leopold.
Joseph.

E. Leopold Wilhelm / Gräff
zu Königsegg.

Caspar Florentz Conbruck.

CXXV.

Traité conclu entre CHARLES II. Roi d'Esp. 3. Juin.
pagné & VICTOR AMÉDÉE Duc de Savoie, ESPAGNE
Fait à Milan le 3. Juin 1690. [Mercur.
ET
Historiq. de Septembre, 1690, d'où l'on a tiré SAVOYE.
cette Pièce qui se trouve aussi dans le Theatreum
Europæum. Tom. XIII. pag. 1067. en Alle-
mand & en Abrégé.]

Comme il est venu une Armée Francoise en Italie, à dessein d'agir ouvertement contre l'Etat de Milan, & qu'elle s'est tenue dans les Etats de son Altesse Royale de Savoie, en haine de l'affection qu'elle porte à Sa Majesté Impériale, & pour contraindre ledit Duc à remettre entre les mains du Roi de France deux de ses principales Places, & une partie de ses Troupes, afin de pouvoir envahir l'Etat de Milan avec plus de facilité. Son Eminence le Comte de Fuenfaldia qui en est Gouverneur, a trouvé à propos, pour le service de Sa Majesté Royale un secours d'armes de la part de Sa Majesté Catholique le Roi son Maître, d'offrir à sadite Altesse Royale un secours d'armes de la part de Sa Majesté, comme il a fait. De quoi son Altesse Royale ayant eu connaissance; elle a témoigné être fort sensible à l'affection d'un si Grand Roi, de l'illustre sang duquel il tire son origine, & a envoyé pour cet effet le Comte de Brandisio à Milan, avec plein Pouvoir de traiter avec son Eminence le Comte de Fuenfaldia, sur ce qu'on jugera à propos pour la défense commune des deux Etats, savoir de celui de Milan, & de ceux de son Altesse Royale, tant par deça que par delà les Monts & Vallées, sans en excepter aucun. En conséquence de ce, son Eminence, le Comte de Fuenfaldia, au nom du Roi son Maître, & le Comte de Brandisio au nom du Duc de Savoie, & en qualité de son Plenipotentiaire ont convenu, & conclu, arrêté, & promis reciproquement ce qui suit.

I. Qu'entre Sa Majesté Catholique Charles II. Roi d'Espagne &c. d'une part, & son Altesse Royale Victor Amédée Duc de Savoie, Prince de Piémont, & Roi de Chypre d'autre, il y aura une véritable & étroite Alliance défensive, qui sera inviolable, jusqu'à ce que les deux Parties viengent à faire la Paix d'un

LI

com-

* Eminence, on suppose que ceci est une faute de Copie, & que tout où il y a soy Eminence il faut lire Excellence. [Dum.]

ANNO
1690.

commun consentement, sans qu'une des Parties puisse faire aucun Traité de Paix ni de Trêve ni d'aucune autre Alliance avec la France, sans le consentement de l'autre Partie. Et Sa Majesté Catholique fera comprendre son Altesse Royale de Savoie, & en tant que cela la concerne, Elle la comprend déjà dans l'Alliance qu'Elle a faite avec Sa Majesté Impériale, avec Sa Majesté Britannique le Roi Guillaume, avec leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Pays-Bas, & avec les autres Alliez, sans en excepter aucun.

II. Qu'on ne fera ni Paix, ni Trêve, à moins que ce qui pourroit être usurpé ou conquis par les armes de l'Ennemi, dans l'Etat de Milan ou dans ceux du Duc de Savoie, tant deça que par delà les Monts, soit à force ouverte, ou autrement, ne soit effectivement restitué & remis en son premier état, entre les mains de ceux à qui il aura été enlevé.

III. Les deux Parties s'obligent de s'assister mutuellement l'un l'autre des forces qu'elles ont déjà ou qu'elles pourroient avoir, pour la défense d'Etats de son Altesse Royale comme si chacun défendoit le sien propre.

IV. Pour l'exécution de ce que dessus le Comte de Fuensalida fera marcher incessamment son Armée, & l'entreindra sur le pied de 3000. Cavaliers, & de 8. à 9000. Fantassins, durant la présente Guerre: laquelle Armée entrera dans le Piémont, du côté de Vercell, sous le commandement du Comte de Louvignies & d'autres Capitaines sous lui.

V. Que ladite Armée aura douze pièces de Canon, avec les munitions de Guerre nécessaires, tout aux dépens de Sa Majesté Catholique.

VI. Qu'aussi tôt que l'Armée sera campée sous le Canon de Vercell, Son Altesse Royale y joindra quatre Régiments d'Infanterie, & deux de Dragons.

VII. Quand les Troupes seront jointes, elles marcheront vers Turin, partie par le chemin d'Ivrée, & le reste par où l'on jugera le plus à propos. Deux autres Régiments d'Infanterie & 400. Cavaliers des Troupes de Son Altesse Royale joindront ladite Armée, à moins que ladite Ville ne fut assiégée, prise, ou bloquée, & étant ainsi unies on poursuivra la route, selon que les affaires le requerront: & que Son Altesse Royale le trouvera à propos.

VIII. En cas que Turin, ou une autre Place de son Altesse Royale fut assiégée, prise ou bloquée, l'Armée de Sa Majesté sera obligée de la secourir vigoureusement avec les Troupes de son Altesse Royale.

IX. En cas que l'Ennemi allât à la rencontre de notre Armée, Son Altesse Royale fera marcher les Troupes qu'Elle pourroit avoir, pour se joindre avec ladite Armée, s'il est possible, ou pour attaquer l'Arrière-garde de l'Ennemi.

X. Si l'Armée Ennemie marchoit vers l'Etat de Milan, Son Altesse Royale fera incontinent partir ses Troupes, pour se joindre à l'Armée Alliée pour attaquer conjointement l'Ennemi, pour la défense de l'Etat de Milan, lesdites Troupes se devant tenir unies pour la défense commune dans toutes les rencontres, lors que le besoin le requerra: à moins que l'on ne convint de les partager, soit que les Troupes de l'Ennemi se partagent, soit qu'on voulut attaquer quelques autres Troupes Françaises ou défendre quelques Places.

XI. Son Excellence aura soin de pourvoir de pain son Armée, quand elle ira en Piémont, & aussi long temps qu'elle y séjournera: mais quand l'Armée marchera plus loin qu'à Vercell, & qu'il sera nécessaire de plus de chariots qu'on n'en a ordonné pour les munitions de bouche & pour les voitures, Son Altesse Royale en fera fournir en payant comptant, à un prix raisonnable: & la même chose sera pratiquée dans l'Etat de Milan envers les Troupes de Savoie, s'il est besoin d'avoir plus de chariots, que ceux qui auront été ordonnés.

XII. Et afin qu'on puisse plus aisément livrer du pain à l'Armée de Sa Majesté Catholique en Piémont, S. Eminence fera porter de la farine & du blé à Vercell: & si par l'empêchement de l'Ennemi, ou par quelque accident, le blé ne pouvoit être amené au lieu où se trouvera l'Armée de Sa Majesté Catholique, Son Altesse Royale le fournira, & Elle en fera dédommagée, ce qui aura lieu au regard des Troupes de son Altesse Royale, en cas que venant dans l'Etat

de Milan, on ne put les pourvoir de blé, comme ANNO
dit est. 1690.

XIII. Ce que dessus sera entretenu de part & d'autre, au regard des munitions de Guerre, pour le service des Troupes, pendant que l'Artillerie sera à la charge de Sa Majesté Catholique.

XIV. Le fourrage, ou l'usage du foin & de l'herbe en campagne, sera pris indifféremment de l'un & de l'autre côté, au lieu où les Troupes de Sa Majesté Catholique & de son Altesse Royale se trouveront: les unes & les autres se devant soumettre à la discipline militaire & ne commettre aucun désordre, & chacun donnera ordre de son côté aux Vivandiers d'aller à l'Armée, & d'y vendre leurs Marchandises au plus juste prix.

XV. Et parce que la présente Alliance n'est que défensive, on declare que quand l'Armée de France commencera à commettre des hostilités dans le Milanois, ou dans les Etats de son Altesse Royale, elle se convertira alors en Alliance offensive: & en cas qu'on pût prendre Pignerol & Casal sur les Français, la première de ces deux Villes sera remise à son Altesse Royale, & l'autre spartiendra à Sa Majesté Catholique par droit de Conquête; à la charge néanmoins que cela ne préjudiciera nullement au Droit & à la possession que son Altesse Royale a pris dans le Montferrat en vertu du Traité de Chierasco.

Et en cas qu'on vint à conquérir quelque chose sur l'Ennemi au lieu où son Altesse Royale auroit quelque Droit particulier, elle pourra être partagée par moitié, à cause que son Altesse Royale souffre grand dommage de l'Armée de France, qui se tient dans son Pays; ayant différend la marche qu'elle avoit entreprise pour faire une irruption dans le Milanois, auquel les Terres de son Altesse Royale servoient de Rempart, étant cependant opprimée par une charge inexprimable de l'Armée de l'Ennemi. Et comme le Comte de Fuensalida prend soin de l'Armée de Sa Majesté Catholique qui est entretenu pour la délivrance & pour la défense de l'Etat de Milan; il s'oblige aussi de donner aux Troupes de son Altesse Royale des quartiers d'Hiver dans le Milanois, & de les rendre en tel état qu'elles puissent servir commodément la Campagne prochaine, la manière & la forme devant être concertée entre son Altesse Royale & son Eminence en personne, ou entre leurs Ministres, de même que la quantité des Troupes réglées; sadite Excellence ayant cependant le Pouvoir d'accorder, moyennant de l'Argent, pour les quartiers d'hiver, à l'exception des fourrages.

S. Eminence le Comte de Fuensalida, au nom de Sa Majesté Catholique, & le Comte de Brandisio au nom de Son Altesse Royale, ont promis & promettent d'exécuter inviolablement tout ce que dessus, & de rapporter la Ratification du présent Traité de la part de leurs Souverains, faveur, le Comte de Fuensalida dans deux mois, & le Comte de Brandisio dans six semaines, ayant ce dernier remis au premier, l'original de son plein Pouvoir: Et il a été signé réciproquement deux originaux du présent Traité, lequel sera observé & entretenu aussi punctuellement par les deux Parties, que si la Ratification en étoit déjà arrivée. Fait à Milan le 3. Juin 1690.

Signé,

Le Comte de FUENSALIDA.

Le Comte CHARLES EMANUEL de Brandisio.

CXXVI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & 4. Juin.
VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoie, fait l'EMPE-
à Turin, le 4. Juin; 1690. [Manuscrit. d'ou-
REUR.
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans ET LA
LUNIGS Teufches Reichs-Archiv. Part. Spec. SAVOYE.
Contin. I. Fortfetz. I. pag. 509. dans le Thea-
trum Europæum Tom. XIII. pag. 1066. en Al-
lemand; & dans Relations Hist. Francofurt.
Contin. Vernal. pag. 36.]

Post-

ANNO
1690.

Postquam Sacra Cæsarea Majest. Augustissimus Imperator Leopoldus, magna benignaque animi compassione intellexit quàm gravior Rex Gallie Serenissimo Duci Sabaudie propter fidelissimum ejusdem erga Sacram Cæsaream Majestatem suam obsequium minatus sit, quodque ea et causa exercitum suum in ejusdem Ditiones immiserit ad compellendum eum, ut duo sua principaliora Fortalia cum duobus millibus peditum & duobus desultorium Equitum Legionibus dedit, prefatoque Exercitui contra Statum Mediolanensem jungat, excitatus est magnus ejusdem Cæsareæ Majestatis suæ animus ad impetendam, tam conspicuo & egregia constantia suâ de eadem tam preclarè merito, Sacri Romani Imperii Principi Cæsaream protectionem suam, eumque in finem, Dominum Abbatem Vincentium Grimani necessariis Mandatis, unâ cum facultate agendi, tractandi & conveniendi cum Celsitudine sua Regia de federe, quo tum Sacre Cæsareæ Majestatis rationes, tum Serenissimi Domini Ducis securitas stabiliantur, intrare dignata est, cujus proinde intuitu predictus Serenissimus Dominus Victorius Amadeus secundus Sabaudie Dux & nominatus Dominus Abbas Grimani nomine, & in conformitate accepti à Sacra Cæsarea Majestate mandati conveniunt de Articulis sequentibus.

I. Declarat Serenissimus Dux, nullum se habere Fœdus, nec Tractatum, qualemcumque cum Rege Gallie & pro bono Sacre & Cæsareæ Majestatis & Romani Imperii emolumento, prout verum & fidelem ejus Principem decet se operaturum.

II. Adhærebit constanter & perpetuò Sacre Cæsareæ Majestati & Imperio Romano uti & aliis Potentis confederatis.

III. Operationes bellicas composito cum Sacra Cæsarea Majestate & Federatis consilio instituet, omni-que opera & viribus contra Galliam ejusdemque Socios agere fidelissimè.

IV. Obstringit se Serenissimus Dux, quod nullum neque Pacis, neque Induciarum Tractatum cum Gallia, ejusque Sociis sine prædicti & consensu Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperii inibit. Vicissim Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine pollicetur supradictus Dominus Abbas Grimani, quod altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Serenissimum Ducem perpetuo defendent tam durante hoc bello cum Gallia quam post subsecutam cum eadem, vel Pacem vel Inducias, quibus Regalis sua Celsitudo semper includitur, idque spondet præstitum iri ex parte Suse Cæsareæ Majestatis constituens in quo Imperiali ad omnium, quæ supra dicta sunt, garantiam omnes nunc temporis Confederatos, qui etiam à Sacra Cæsarea Majestate ad Fœdus hoc cum sua Regali Celsitudine specialiter ineundum, disponentur.

V. Promittit, Sacram Cæsaream Majestatem curaturam, ut Gubernator Mediolanensis, omnibus ejusdem Ducatus viribus, dictæ suæ Celsitudinis Regali assistat & præterea Classis Hispanica navalis in oris Provincie securitati Comitatus Nizze invigilet.

VI. Pollicetur similiter, quod Sacra Majestas Cæsarea omni possibili celeritate mittet s à 6. millia, melioris notæ militum, conjungenda cum Serenissimo Duce, isdemque sponset stipendia subministrabit, nec hyberna in Pedemonte præstendet, efficiet præterea ut Barbeti & Religionarii Gallici, uti & alia octo millia militum, qui asscurante Legato Hispanico Domino Marchione Borgomero, in illorum auxilium destinantur, ex composito sive communicato consilio operentur & à nutibus Suse Celsitudinis Regalis dependant; quod distributionem autem militum eorundem, conjunctionem & expeditiones suscipiendas Dominus Dux Sabaudie facile conveniet cum Domino Gubernatore Mediolanensi, ut utrimque unanimi consilio ad commune bonum dirigerentur.

VII. Sacra Cæsarea Majestas & Confederati omnem adhibebunt operam, ut Regali Suse Celsitudinis Finerolium, vel per Tractatus vel vi armorum restituatur, sine ullo tamen præjudicio juri & possessionis, quæ Suse Celsitudinis in Terris Montis Ferrati vigore Tractatus Cheruscensis cessit & acquisita sunt.

VIII. Quoad reliqua, quæ hoc bello contra Galliam acquiruntur, Sacra Cæsarea Majestas approbat ea, quæ cum Domino Gubernatore Mediolanensi pacta sunt.

TOM. VII. PART. II.

Quæ omnia predictus Serenissimus Sabaudie Dux & memoratus Dominus Abbas Grimani nomine & mandato speciali Sacre Cæsareæ Majestatis spondent, & spondent, se inviolabiliter observaturos, Dominusque Abbas se Ratificationem Sacre Cæsareæ Majestatis in bona forma intra unius mensis spatium procuraturum, in cujus fidem bina hujus Tractatus originalia ab utraque parte subscripta, & ab unaquaque unum asservatum est. Augustæ Taurinorum, 4. Junii, 1690.

ANNO
1690.

CXXVII.

*Accessio CAROLI II. Hispaniarum Regis ad Fœd. 6. Julii
das Magnum, LEOPOLDO Cæsare, pacificente
Viennæ die 6. Junii 1690. Cum RATIFICATIONE præfati LEOPOLDI AUGUSTISSIMI.
Dat. Viennæ 17. Junii 1690. [Copie Authentique signée & certifiée de la propre main du Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Vienne.]*

Nos Leopoldus Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgi, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Thesæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Notum & testatum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse possit, Quod cum vi Articuli decimi archicoris Fœderis Nos inter & charissimos Amicos, & Federatos nostros Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum in Urbe nostra Viennæ, die duodecimâ Maii, Anni proximi præteriti per Deputatos ad id utrinque Ministros Plenipotentiaris conclusi, postmodum ab utraque parte ratificati, Serenissimum ac potentissimum Principem Dominum CAROLUM secundum Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem Regem Catholicum, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Nepotem Affinem, & Fratrem nostrum charissimum, ad ejus Fœderis Societatem invitaverimus, & predictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observationem obligari velle, per suum ad Aulam nostram Cæsaream Oratorem Marchionem Burgomasteri, Aurci Velleris Equitem, nec non Gallicie Proregem, ac Capitaneum Generalem declaravit, qui peculiaris Mandati, & authentice Plenipotentie vigore, solenne desuper Instrumentum nomine Regio conscripsit, nobisque decenter exhibuit tenore sequenti.

Cum inter suam Cæsaream Majestatem, & Generales Federatarum Belgii Provinciarum Ordines amicitie & archicoris Fœderis Tractatus, in cujus Articulo decimo debere suam Cæsaream Majestatem Suse Catholicæ Majestatis Domini mei clementissimi, & dictos Generales Ordines Angliæ Regis inclusionem in ipso curare, conventum est, initus sit tenoris sequentis, videlicet: Notum testatumque sit, quod tametsi Fœdus illud, quod pro paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Cælos ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Federati Belgii Hæc Comitum, in mutuum defensionem sancitum est, in suo adhuc vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas, quàm dicti D. D. Ordines Generales dependentes communis periculi post novissimam invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint predicti Fœderis leges, veteremque conjunctionem archicoris firmioribusque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducendæ, quam conservandæ Pacis & securitatis publicæ mediis rationes inire, eaque propter per utrumque ad id constitutos Plenipotentiaris, à parte quidem Sacre Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos D. Leopoldum Guilielmum Comitum à Königsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurci Velleris

ANNO
1690.

leris Equitem, & D. Theodorum Altherum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Celforum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium per D. Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Confectu eorundem D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ, & Westfrisiæ Deputatum, commutatis hinc inde Plenipotentiarum tabulis conventum fit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacr. Cæsaream Majestatem, & D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii constants, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulo promoveri, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Gallie tam Sacram Cæsaream Majestatem, quam D. D. Ordines Generales Uniti Belgii absque ulla legitima causa, seu prætextu gravissimo juxta ac iniquissimo bello nuperrime adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum Defensivum, sed & Offensivum Fœdus, vi cujus ambæ omnibus viribus contra prædictum Gallie Regem terra, marique, ejusdem Fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem se junungere noluerint, hostiliter agant, deque operationibus bellicis, in communis hostis perniciem sive conjunctim sive separatim utilis institutendis Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam bello recedere, aut cum illa illiusque Adhærentibus ullam Conventionem, aut Tractatum de Pace, vel Armistitio sub quocunque demum prætextu seorsum instituire, nisi volente & consentiente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica Obstruensis, & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus juvante DEO vindicata, & omnia juxta earundem tenorem, in Ecclesiasticis, & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis, aut Armistitii Tractatibus communicabuntur hinc inde bona fide ea, quæ agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præfens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacr. Cæsar. Majestatem, & Ejusdem Hæredes & Successores, nec non D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii, contra sæpius memoratam Coronam Gallie, & ejusdem Adhærentes, Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax inextingua constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si verò contigerit, ut Corona Gallie iterum unam alteramque Partem contrahentem, aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim, eodem quo nunc modo, terra, marique omnibus viribus fideliter assistere, & quamcunque hostilitatem, & violentiam propulsare, neque ab eo desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam, reintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacr. Cæsarea Majestas, omnia Jura D. D. Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacr. Cæsar. Majest. contra Coronam Gallie, & ejusdem Adhærentes omni tempore, omnibusque mediis, & viribus tuentur, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam Limitaneorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem, aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni via facti penitus exclusâ, amicabiliter discutiantur, componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præfentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacr. Cæsar. Majestatis Corona Hispaniæ, & à D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Fœderati, quibus eidem accedere visum fuerit.

XI. Inclauditur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingie Dux, conferentque Confederati omnem operam, consilia, & vires, ut & ipse in suos avitos Ducatus Ditiones, Status, & jura plenariè restituatur.

XII. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque Parte

inter spatium quatuor Septimanarum, vel citius, si fieri ANNO
potest. 1690.

In quorum omnium ceteritudinem, ac majus fidei & sinceritatis robur, binâ ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiaris subscripta, signataque reciproce commutata sunt. ACTUM Viennæ 12. Maii A. 1689.

LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes à KÖNIGSEGG.

(L.S.)

T. A. HENRICUS Comes de
STRATMAN.

(L.S.)

J. Hop.

(L.S.)

Et cum Sua Sacr. Majestas Cæsar. Suam Catholicam Majestatem ad se in dicto Tractatu includendum pro conventorum, ut supra. Executione invenerit. Ideo Serenissimus ac potentissimus D. D. Don CAROLUS Secundus DEI gratia Rex Catholicus, Castellæ, Legionis, Aragonum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Navarræ, Granatæ, Tolleti, Valentis, Galliciæ, Majoricæ Sevilis, Cordubæ, Corcege, Murcia, Jaen, Algarbes, Algeciræ, Gibilteræ, Insularum Canariæ, Indiarum Insularum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantis, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcelonæ, Dominus Cantabrigis, ac Molinæ &c. Amicitiam, correspondentiam, & Fœdus pro bono Christianitatis cum aitememoris Potentis, semper arctiora desiderans, cognoscensque, ut Christianitas contra publicam, juratamque Tractatum Pacis, & Armistitiorum fidem, à Gallia nullo alio jure, quam propriæ ambitionis, ac in omnes dominandi libidinis instinctu impulsâ, modo unum, modo alium iniquè ac barbarè opprimendo, ac Augustissimi Cæsaris contra infideles victoriarum progressus, injustissimo quod contra ipsum eodem tempore movit, bello, in tam grave Christianis Reipublice detrimentum, impediendo, impetita, ab incendiis, calamitatibus, & ruinis, quas per tot Annorum spatium passa est, & patitur, eximatur, istam Unionem, perquam convenire atque expedire nedum iustum, sed etiam perquam necessariam duxit, dicto archiori Fœderi, à quo solo optimam firmamque Pacem, quâ quilibet Princeps, quod suum est, quiete ac pacificè frui ac possidere valeat (ad quem distat finem Sua Majestas Catholica sua Arma, prout in præfenti, semper movit) Christianitas sperare potest, accedere, se jungere, atque illud amplecti, eaque propter opportuno ad ipsam, in dicto archiori Fœderis Tractatu includendam, & ad ea omnia, quæ propterea necessaria funt faciendi, Mandato, & Plenipotencia Nos Don Carolum Emanueleum ab Este, ex Principibus Domus Estensis, Marchionem Burgoanensis, Portoriæ, & Sanctæ Christiæ, Comitum Cortellonæ, & Vicariatus Pelgiosi &c. Aurei Velleris Equitem, ipsius Suae Catholice Majestatis à Consiliis, apud Aulam Cæsaream Oratorem, ac Gallicie Proregem, ac Capitaneum Generalem instruxit, cujus ideo Mandati, & Plenipotentiæ vigore, Suae Catholice Majestatis nomine prædictum Tractatum laudavimus, approbavimus, gratum, & ratum habuimus, ac unâ cum omnibus singulisque ejus Articulis, laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, & nomine, quo supra, spondemus, ac promittimus, ipsam Suam Catholicam Majestatem dictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturam, atque adimplenturam, nec eidem in ullo Articulo contraveniatur, aut quantum in ipsa erit, contraveniri passuram; Hoc tamen ita, ut Sua Cæsarea Majestas, ac Generales Ordines prædicti Suam Catholicam Majestatem in ipsum admittant Tractatum, & Instrumenta necessaria optima forma respectivè confecta, ipsi Suae Majestati Catholice, seu Nobis ejus nomine exhibeant, tradantque. In quorum fidem hoc Instrumentum manu nostra propria subscripimus; proprioque nostro Sigillo munivimus. ACTUM Viennæ 6. Junii 1690.

D. CAROLUS EMAN.

March. d'ESTE.

(L.S.)

Nos præmemoratum Serenissimum Regem ad dicti
Fœ-

ANNO 1690. *Fœderis Societatem admiserimus, & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum, per Oratorem suum obligat, acceptaverimus, quemadmodum hîcæ admittimus & acceptavimus, & Serenitatem Suam hujus Fœderis participem facimus: Astringentes nos reciproca verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali, erga eandem ad præstanda ea omnia, quæ in dicto Fœderis Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem Sua Serenitate ab initio tractata fuissent. In cujus rei fidem, & majus robur, hîc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti fuimus; Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ, die decima septima Mensis Junii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo, Regnorum nostrorum Romani trigesimo secundo, Hungarici trigesimo quinto, Bohemici verò trigesimo quarto.*

LEOPOLDUS.
(L.S.)

LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes in KÖNIGSEK.

*Ad mandatum Sacr. Cæsar.
Majestatis proprium.*

CASPARUS FLORENTIUS
CONSRUCH.

Es Copia del Original que queda en la vec. de esta Real Embaxada, Viena onze de Febrero 1691.

D. JOSEPH DE ARCE.

CXXVIII.

6. Sept. *Traité entre FRÉDÉRIC III. Electeur de Brandebourg & le Marquis de CASTANAGA, comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Trêves avec la France, que de concert avec les Hauts Alliez, & de maintenir son Armée aux Pais-Bas, en deçà du Rhin & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouira d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignés auparavant. Fait au Camp de Lunig le 6. Septembre 1690. [Copie Manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de CHARLES II.]*

Ces Pais se trouvant exposés à une devastation générale, & au peril de la perte de plusieurs Places importantes, après les accidens des Batailles Navales & de Fleurus, & ayant même sujet d'apprehender, que les François eussent fait passer une partie de leurs forces dans l'Empire pour y faire des progrès considerables si l'on ne les eût pas arrêté par deçà, & que d'ailleurs le Corps qu'ils avoient destiné pour la Moselle, étoit venu se joindre à l'Armée commandée par le Duc de Luxembourg; Le Seigneur Gouverneur Général de ces Pais, au nom de Sa Majesté Catholique, aussi bien que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & le Seigneur Prince de Waldeck Généralissime de leur Armée, ont crû que les seuls expédients pour prévenir des suites si préjudiciables, étoient de requérir le Seigneur Electeur de Brandebourg de passer avec son Armée en deçà de la Meuse, afin de s'opposer aux desseins de l'Ennemi, & donner le tems à l'Armée des Seigneurs Etats de se rétablir, & se remettre en état de lui faire tête, ainsi qu'il a été fait avec assez de succès; Mais ayant été considéré que la France continue de maintenir ses forces principales en ces Pais, si avant qu'elles surpassent en nombre celles de Sa Majesté Catholique & desdits Etats ensemble; Il a été trouvé convenir, (tant pour éviter de retomber dans les inconveniens que l'on a prévenus jusques à présent, que pour le bien général de tous les Alliez & de l'Empire) de requérir ledit Seigneur Electeur de vouloir rester avec son Armée en deçà du Rhin, pour agir & tenir ses forces unies à

celles de Sadite Majesté Catholique & de L. H. P., ANNO 1690. à quoi S. S. E. ayant bien voulu consentir, pour la part qu'elle prend aux Interêts de la Cause commune, & de tous les Alliez, l'on est convenu des Points & Articles suivans.

Que tant que cette Guerre durera S. S. E. n'entrera en aucun Traité de Paix, ou de Trêve, ou de Neutralité avec la France, mais concourra & agira en deçà du Rhin & de la Moselle de concert avec leurs Majestés Catholique, & Britannique, & L. H. P., en tout ce qui sera trouvé convenir à la pluralité des voix pour le bien de la Cause commune.

Qu'à cet effet S. S. E. maintiendra son Armée sur le même pied, & au même nombre de vingt mil hommes, dont elle est composée à présent, & qu'elle la fera rester tant en hyver, que pendant la Campagne en deçà desdites Rivières du Rhin & de la Moselle, pour se trouver plus en état & plus à portée pour toutes les occasions qui se pourront présenter, sans pourtant prendre quartier dans les Provinces de Gueldres, ni de Limbourg, lesquelles Sa Majesté Catholique reserve pour ses propres Troupes & son service particulier.

Que si la raison de Guerre obligeoit à renforcer les Armées du Roi Catholique, & de l'Etat, qui agi ont ou seront en quartier en deçà de la Meuse, S. S. E. donnera ordre à ses Généraux de donner l'assistance de Troupes, que le Seigneur Gouverneur Général de ces Pais au nom du Roi, ou le Seigneur Prince de Waldeck au nom des Seigneurs Etats Généraux, leur demanderont, & l'un en sera usé réciproquement de la part du Roi & de l'Etat à l'égard de S. S. E. auquel effet les Généraux de part & d'autre formeront une disposition par écrit, contenant le nombre & la forme de se donner ledits secours reciproques.

Qu'en consideration de l'Interêt que S. S. E. souffre pour maintenir son Armée hors de son Pais & dans les endroits ci-dessus, où les monnoyes battues à ses coins ont beaucoup moindre evaluation que dans son propre Pais; Il a été convenu tant de la part dudit Roi Catholique, que de celui de la Grande Bretagne, & desdits Etats Généraux, que S. S. E. jouira, tant que la presente Guerre durera, d'une forme de quarante mil patacons, ou cent mil florins monnoye d'Hollande par mois, à payer régulièrement au bout de chaque mois, & à prendre & tirer en la forme suivante :

Savoir cinquante mil florins de ladite monnoye, sur les Contributions que Sa Majesté Catholique tire de la France; vingt-cinq mil florins de la part que L. H. P. tirent des mêmes Contributions, & les vingt-cinq mil florins restans à recevoir de Sa Majesté Britannique, & qu'à cette fin seront délivrées des Assignations sur les Comptoirs desdites Contributions pour ledits septante cinq mil florins, & donnez les Actes d'assurance nécessaires. Mais en cas que les Contributions de la France vinssent à cesser, on payera néanmoins régulièrement à S. S. E. les quarante mil patacons mentionnez ci-dessus, chacun selon sa quote part.

De plus, comme cette Armée sera employée contre la France, & pour la défense & sûreté des Etats de l'Empire entre la Meuse, la Moselle & le Rhin, & que par conséquent l'Empereur & l'Empire ne sont pas moins interressés dans la conservation & subsistance que les autres Alliez, S. S. E. se trouve obligée de stipuler expressement, que le secours, quoi que mediocre, qu'elle a tiré jusques ici des Assignations de l'Empereur sur certains quartiers, demeure *in integro*, & lui soit continué sans en rien retrancher.

Que par-dessus ce, ledit Seigneur Electeur jouira de la Contribution qui lui a déjà été accordée du Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, & même Son Excellence au nom de Sa Majesté, & pour autant que lui peut toucher, consentira, si les autres Alliez en conviennent, que celle qui se pourroit tirer à l'avenir des Evêchez de Metz, Thoul & Verdun, & de la Lorraine, sera pareillement au profit de S. S. E.

Que moyennant ces avantages, S. S. E. ne formera aucune autre Prétention ulterieure à l'occasion de la presente Guerre, & n'aura aucune part dans les Contributions établies, ou à établir à la charge des Sujets de France, mais qu'au contraire elles demeureront entièrement & sans aucune reserve au profit de Sadite Ma-

ANNO 1690. jetté Catholique & desdits Seigneurs Etats, selon les Conventions faites entre eux, à la réserve de ce qui a été ci-dessus spécialement & expressément accordé à S. S. E.

Ce présent Traité s'est fait entre S. S. E. d'une part, & Son Excellence le Gouverneur Général de ces Pais d'autre part, au nom de Sa Majesté Catholique, dans la confiance que Sa Majesté Imperiale l'agrèra, mais à condition expresse que Sa Majesté Britannique & lesdits Seigneurs Etats Généraux, chacun d'eux entre respectivement dans les obligations avec Sadite Majesté Catholique selon la forme & maniere portée par le présent Traité, en sorte que sans la concurrence desdites Puissances, Sa Majesté Catholique demeurera sans obligation.

Fait au Camp de Lennik le 6. de Sept. 1690.

CXXIX.

19. Oâ. *Trattato di Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti & che si faranno dalle Truppe di S. M. CHRISTIANISSIMA, & da quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di SAVOIA & de' suoi Alleati tanto di quà che di là da Monti. Fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.* [Feuille volante imprimée à Turin pour l'usage des Troupes des S. A. R. per Antonio Valletta Stampatore di S. A. R. 1691.]

NOI Gio. Luigi Evrardo Scudiere Consigliere del Rè, & Commissario ordinario di guerra alla condotta, & buon governo del Regimento di Saulx, & Gio. Battista Luigi Picon Signor d'Andrezel anche Consigliere del Rè, & Commissario di guerra a nome, & per parte di S. M. Christianissima, & Noi Gio. Michel Leonardi Conte di Migliandolo, Consigliere di S. A. R. di Savoia, & Giuseppe Corafioso, parimente Consigliere della medesima R. A. & Commissario di Guerra, habbiamo convenuto per il Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti, & che si faranno dalle Truppe delle Armate & Guarnigioni di S. M. Christianissima, e da quelle di S. A. R. & de' suoi Alleati l'una sopra l'altra di qual si sia Nazione che possano essere, niuna eccettata, tanto di quà che di là da Monti, & habbiamo trattato in virtù dell' autorità rispettivamente confercati (la di cui copia si è scambievolmente rimessa) nel modo che segue.

Che tutti li Prigionieri fatti, o che si faranno da una parte, e dall' altra, faranno con buona fede resi subito, o al più tardi otto giorni dopo lor prigionia per cambio di Prigionieri di simil carica, o equivalente, o altro, facendone compenza dal più al meno; o pagando la loro ranzone conforme il stabilimento di sotto notato, qual si pagará in doppie valutate a ondi lire di Francia, o quindici lire di Piemonte caduna valutata a quindici soldi di Francia.

Et acciò non vi segua contesa, o difficoltà sopra la qualità de' gli Officiali d' ambe le parti, e sopra le ranzoni che dovranno esser pagate per caduno d'essi, si è stimato conveniente, di notar come segue le cariche, e gradi di ciascuna delle Parti, & il prezzo della ranzone d'essi.

Officiali maggiori dell' Armata di Francia, & delle sue Guarnigioni.

	Doppie
Il Generale pagará cinquecento Doppie.	500
Un Luogotenente Generale trecento.	300
Un Marefcial di Campo cento.	100
Un Brigadiere cinquanta.	50
Maggior Generale della Fanteria; o Cavalleria vinti.	20
Maggior di Brigada di Cavalleria, Fanteria, o Dragoni dieci.	10
Intendente di Giustitia, buon governo, e finanze, o dell' Armata ducento cinquanta.	250
Subdelegati della medema Intendenza cinquanta.	50
Commissario di Guerra dieci.	10

ANNO 1690. Generale della Cavalleria in titolo d'Officio trecento.

Marefcial Generale de Logis della Cavalleria vinti.	300
Suoi Aiutanti ciascuno quattro.	20
Marefcial Generale de Logis dell' Armata dodici.	4
Aiutanti di Campo ciascuno dodici.	12
Intendente de viveri cento.	100
Teforiere dell' Armata cento.	100
Shoi Commessi ciascuno vinti.	20
Monitioner Generale cento.	100
Ciascuno de suoi Commessi sei.	6
Gran Prevostto otto.	8
Suoi Luogotenenti tre ciascuno.	3
Procurator del Rè & Scrivano del Prevostto ciascuno una Doppia.	1
Ogni Arciero meza Doppia.	1/2
Ingegneri dieci Doppie.	10
Per ciascuno de lor Aiutanti tre.	3
Capitano delle Guide & Bagalii tre Doppie.	3

Artiglieria.

Il Luogotenente Generale centocinquanta.	150
Luogotenente particolare trenta.	30
Commissario Provinciale trenta.	30
Commissario ordinario quattro.	4
Capitano di Minatori, di Cannonieri, & di Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	
Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.	

Officiali dell' Armata e Guarnigioni di S. A. R. & de' suoi Alleati.

Il Generale, e Mastro di Campo Generale pagaranno ciascheduno cinque cento Doppie.	500
Il Generale delle Genti d'Armi; della Cavalleria del Stato di Milano; & de' Napolitani ciascuno trecento.	300
Luogotenenti Generali dell' Armata ciascuno trecento.	300
Marefcial di Campo cento.	100
Luogotenenti Generali della sudetta Cavalleria ciascheduno cento.	100
Sargenti Generali di Battaglia di Cavalleria o di Fanteria cinquanta.	50
Commissari Generali della sudetta Cavalleria ciascheduno cinquanta.	50
Aiutanti del Commissario Generale della predetta Cavalleria ciascuno dieci.	10
Forieri maggiori di detta Cavalleria ciascuno sette.	7
Luogotenenti del Generale o del Mastro di Campo Generale ciascuno trenta.	30
Per ciascuno de suoi Aiutanti dieci.	10
Aiutanti di Campo per Commissarii, tanto di S. A. R. che de' Generali ciascuno dodici.	12
Il Commissario Generale dell' Armata, & del Stato ducento cinquanta.	250
Per suo Luogotenente cinquanta.	50
Per ciascuno de suoi Subdelegati e Commissarii tre.	3
Commissarii di Guerra ciascuno dieci.	10
Mastro Generale cento cinquanta.	150
Il Contador Principale cento.	100
Per ogni Official del Soldo tre.	3
Il Secretaro di Guerra cento.	100
Il Secretaro di Guerra del Stato di Milano sessanta.	60
Il Secretaro della Cancellaria Secreta sessanta.	60
Intendente de viveri cento.	100
Subdelegato dell' Intendente cinquanta.	50
Teforier Generale cento.	100
Per ciascuno de suoi Commessi quattro.	4
L'Auditor Generale cinquanta.	50
Ciascuno de suoi Luogotenenti dieci.	10
Quartiere Mastro Generale dodici.	12
Suoi Aiutanti quattro.	4
Il Prevostto Generale otto.	8
Ciascuno de suoi Luogotenenti tre.	3
Fiscale una.	1
Arcieri ciascuno meza Doppia.	1/2

ANNO 1690.	Il Provveditor Generale cento.	100
	Per ciascuno de suoi Luogotenenti sei.	6
	Monitioner Generale cento.	100
	Ciascuno de suoi Commessali sei.	6
	Capitano delle Guide, e Bagalii tre.	3

Artiglieria.

Generale dell' Artiglieria ducento.	200
Ciascuno de suoi Luogotenenti trenta.	30
Luogotenente Commandante l'Artiglieria cinquanta.	50
Maggiordomo dell' Artiglieria dodici.	12
Per ogni Gentiluomo, Capitano, o Aiutante quattro.	4
Ingegneri dieci.	10
Aiutante tre.	3
Veadore, e Contadore, ch'è una sola persona, & Intendente ciascun otto.	8
Impresario dell' Artiglieria quindici.	15
Capitano de Minatori, Cannonieri, e Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	

Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.

Li Capitani delle Guardie del Corpo di S. A. R. come anche li Capitani delle Compagnie delle sue Genti d'armi pagaranno cento dieci Doppie. 110

Li Luogotenenti di dette Compagnie settanta. 70

Li Cornette di dette Compagnie quaranta. 40

E perciò che riguarda gli Eserciti, & Mareficiali di logis di dette Compagnie, li Brigadieri, Sotto-Brigadieri & altri (eccettuati li Brigadieri, & le Guardie delle quattro Compagnie della Guardia del Corpo di S. A. R.) pagaranno una metà di lor paga.

Quanto a Brigadieri, e Guardie di dette quattro Compagnie delle Guardie del corpo di S. A. R. faranno rimandati senza riscatto con lor Casacche, e Bandogliere, come anche quelli de Generali; E caso che S. M. Christianissima habbi nella sua Armata delle Guardie del Corpo, Genti d'arme, Cavai leggieri, o Molchetieri, effi, e loro Officiali faranno trattati nell' istessa conformità.

Quanto al Regimento di Guardie di S. A. R. li Capitani, Luogotenenti, Sotto-Luogotenenti, Alfieri, & altri, compresi anche li Soldati, pagaranno una metà di lor paga. E ritrovandogli nell' Armata di S. M. Christianissima delle Compagnie del suo Regimento di Guardia, gli Officiali, e Soldati pagaranno l'istessa ragione come quelli di detto Regimento di S. A. R. quando anche havefsero maggior paga.

Che tutti li Gentiluomini, e Scudieri attualmente servienti, Secretari de Ministri, & Generali, Commessali di detti Secretari, Domestici, Valets de pied, Stafieri, & altri che portano la livrea, tanto di S. M. Christianissima, che di S. A. R. e de Generali, & altri Officiali di ambi le Armate faranno rimandati gratis; eccettuati quelli che hauranno qualche impiego nelle sudette Armate, & in quel caso pagaranno a proportion della carica che possederanno.

Infanteria delle due Armate comprese le Militie.

Maistro di Campo, e Colonelli pagaranno per ciascuno Doppie quaranta.	Doppie 40
Luogotenenti Colonelli vinticinque.	25
Maggiori, o Sargenti Maggiori di Fanteria ciascuno otto Doppie.	8
Aiutanti Maggiori, o Aiutanti de Terzi quattro.	4
Auditori de Regimenti, & de Terzi tre.	3
Quartier Maistro e Mareficiali di logis de Regimenti quattro.	4
Forieri delle Compagnie, & gli altri Officiali inferiori come li Soldati	
Tamburini, Piffi, & Oboè si rimanderanno gratis.	
Li Capitani otto.	8
Li Luogotenenti tre.	3
Li Sotto-Luogotenenti, & Alfieri due.	2
Per ogni Sargente una.	1
Per ogni Soldato Scudi due.	
Caporali, Lanz-Speziate come li Soldati.	

Cavalleria delle due Armate.

ANNO 1690.

Maistro di Campo, e Colonello ciascuno pagarà quaranta Doppie.	40
Luogotenenti Colonelli vinticinque.	25
Maggiori, e Sargenti Maggiori vinti.	20
Aiutanti Maggiori, & Aiutanti sette.	7
Quartier Maistro de Regimenti sei.	6
Auditori sei.	6
Capitani dieciotto.	18
Luogotenenti dieci.	10
Cornette, & Alfieri otto.	8
Mareficiali di logis, & Sargenti cinque.	5
Per ogni Soldato di Cavalleria quattro scudi.	
Forieri, & altri Officiali inferiori delle Compagnie; come li Soldati d'effe; Trombetti, e Timbaleri si rimanderanno gratis.	

Dragoni delle due Armate.

Colonelli pagaranno Doppie quaranta ciascun.	40
Luogotenenti Colonelli vinticinque.	25
Maggiori quindici.	15
Aiutanti Maggiori sei.	6
Capitani dodici.	12
Luogotenenti otto.	8
Cornette, & Alfieri sei.	6
Mareficiali di logis e Sargenti quattro.	4
Per ogni Dragone tre scudi.	
Forieri, & altri Officiali inferiori delle Compagnie, come li Dragoni.	

Tamburini & Oboè faranno rimandati gratis.

Tutti gli Officiali servienti agli Ospedali delle due Armate, li Capellani, Elemeuineri, Medici, Speciarri, Chirurgici, Donne, Figliuoli, Servitori si rimanderanno d'ambe le Parti senza ranfone.

Tutti gli Officiali riformati non pagaranno che per la metà d'ella Carica nella quale sono notati essendo effettivi, ovvero faranno cambiati due de medemi riformati con uno effettivo.

Incontrandosi Officiali non specificati in questo Trattato potranno le Parti darsene scambievolmente auviso, & aggiustarsene, in maniera che ciò tra loro s'accorderà dovrà puntualmente osservarsi, & s'haurà per infero nel presente Carrello. Et essendovi in una delle Armate qualche Carica che non si è mentionata, o tasata nell' altra, si prenderà la regola da quella che si troverà dalla più uniforme alla medema.

Tutti li Soldati di Fanteria, Cavalleria, Dragoni, le di cui ranfoni si trovano eguali, hauranno per loro sussistenza, stando in prigione, una sola Ratione di pane, & li Sargenti due.

Si proibirà d'ambe le Parti li spogliare de lor habiti li prigionieri, con espressiva prohibitione di servirsì di Palle di Stagno, o d'altro Metallo, che di Piombo, come anche di Palle Ramate per le partite sul piede della più cospicua Campagna.

Tutti quelli che possederanno diverse Cariche pagaranno solo la ranfione di quelle ch'eserciranno, & a proportion delle medeme faranno cambiati.

Occorrendo qualche contestà sopra la qualità del Prigioniere si aggiusterà la medema su l'Attestato che con buona fede ne spedirà il General dell' Armata, o il Governatore della Piazza di cui farà il Prigioniere, senza che sia necessaria altra prova.

Rispetto a Volontarii d'ambe le Parti se ne aggiusterà un Articolo separato, che si haurà per infero in questo Trattato, come anche di ciò che si regolerà per li Ministri di Stato.

Li Prigionieri fatti sopra le Truppe dell' Imperatore, che sono al servizio di S. A. R. faranno riscattati con continue ranfione che quelli mentionati nel presente Trattato, e reciprocamente quelli che le Truppe Imperiali faranno sopra quelle di S. M. Christianissima in esse le sudette Truppe refteranno nell' Armata di S. A. R.

Li Governatori delle Piazze d'ambe le Parti pagaranno trenta Doppie.

Li Luogotenenti del Rè & Commandanti venti Doppie 20

Li Maggiori quindici. 15

Li Aiutanti Maggiori otto. 8

E caso che detti Governatori, Luogotenenti del Rè, e Commandanti, Maggiori, Aiutanti Maggiori habbi-

no

ANNO no posseduto, o possedono una Carica più rilevante, pag-
1690. garanno la somma per il medesimo tassata.

Non si spedirà da Generali, Comandanti delle Piazze, e Truppe alcun Passaporto per andar alla Guerra gli uni contro gli altri, che non vi siano 19. Soldati a piedi, senza il lor Capo, e quindi a Cavallo, e quelli che saranno presi con l'Armi alla mano in minor numero, saranno puniti di due mesi di rigorosa prigionia, salvo siano convinti di furto o di homicidio, nel qual caso faranno consegnati alla Giustizia per esser dalla medema castigati col rigore, che richiederà la qualità del delitto, di che se ne darà scembiavolmente avviso con le ragioni che hauranno obligato di così fare.

Non incorreranno questa pena quelli d'una partita, che si troverà in minor numero di quello con cui si è mandata per esser stati uccisi combattendo alcuni della medema, il che si chiarirà dal Passaporto, & Attestato del Generale, Governatore, e Comandanti da cui hauranno gli ordini.

Essendovi de Soldati di Fanteria, Cavalleria, o Dragoni prigionieri feriti, o infermi a segno che restano nelle Carceri potessero correr pericolo della vita, che però si dovessero metter in Ospedali, o altri luoghi per farli assistere, e medicare; se guariranno si pagará per essi, oltre la somma dovuta per la loro razione, ciò che il Sovrano dà agli Ospedali per il trattamento de gli infermi, il che si dichiarerà con buona fede d'ambe le Parti.

Gli Ufficiali che dell' una, e l'altra parte sopra lor parola faranno stati rilasciati, dovranno ritornar, e rendersi prigionieri quindici giorni dopo la Ratificazione del presente Trattato, ove non habbino ancor pagata la somma per essi dovuta del lor Ricatto, e per le spese di lor sussistenza nelle Carceri, il che potranno fare senza esser obligati a ritornarvi, & servir liberamente, subito ne hauranno la quitanza.

Sarà permesso a prigionieri d'avvisar subito loro Superiori del luogo, in cui si trovaranno detenuti; a cui effetto li Signori Governatori, e Comandanti daranno le commodità, & agevolezze convenienti.

Tutti li servienti a condur Carri d'Artiglieria, viveri, e bagagli faranno rilasciati da una parte, e dall'altra, pagando la lor razione come Soldati.

Tutti li Prigionieri della qualità sudetta fatti sopra le Truppe del Rè si rimanderanno otto giorni dopo la notificazione del presente Trattato, cioè a Casale quelli fatti sul Presidio di Casale; a Pinerolo quei fatti su la Guarnigione di Pinerolo, & all'Armata quelli fatti su l'Armata, e così rispettivamente gli altri dalle Truppe del Rè sopra quelle che compongono l'Armata di S. A. R. si rimanderanno Prenditi, e all'Armata ove servivano quando son stati presi, o pure à Torino se ivi faranno chiamati.

Si rimanderanno scembiavolmente senza razione li Trombetti, e Tamburini, salvo sian presi in partite coll' armi in mano, nel qual caso li Trombetti pageranno come Soldati di Cavalleria, e li Tamburini come Dragoni, o Soldati di Fanteria a misura del servizio in cui faranno.

Quelli che anderanno dimandar li prigionieri, faranno rispediti fra tre giorni, e se qualche ragion di Guerra obligasse di trattenerli più lungo tempo, la loro spesa sarà pagata da chi gl' haverà trattieneuti.

Per quello riguarda li servitori delle dette due Armate che hauranno rubato, o ruberanno, a loro Patroni, si dichiara che si farà una esatta perquisitione, acciò si restituiscia il furto, massime se sarà di Cavalieri, Armi o dinari, il che si dovrà osservare con scembiavole sincerità, e buona fede; E perciò sarà permesso a Prevosti delle Armate, e Piazze d'ambe le Parti d'andar con ogni sicurezza in traccia de Ladri in numero di quattro, fino a quindici Soldati sotto la condotta di un Brigadiere, Eiente, o dell' istesso Gran Prevosto, che non potranno esser arrestati, meno loro Armi, e Cavalli, purché sian provvisti di buoni Ordini de Generali, Governatori, Comandanti, o Intendenti delle Armate, o Piazze di lor residenza, e potranno occorrendo condur seco il Procuratore del Rè, o Secretario per l'istruzione del Proceffo de'li delinquenti, il che però s'intenderà nelli luoghi della lor rispettiva giurisdictione.

Et incontrandosi in numero maggiore, o minore di quattro fino a quindici, faranno di buona presa essi, loro Armi, e Cavalli, e sottoposti alla razione specificata in questo Cartello.

Mediante le sovrastrate condizioni si è convenuto di rimandar tutti li prigionieri immediato dopo la Ratificazione del presente Trattato, e se ne faranno de Rolli sotto de quali si stenderanno le Ricevute de Comandanti delle Piazze, ove faranno stati rimandati, e caio che da una parte, o dall'altra il numero de detti prigionieri fosse maggiore o minore, se ne terrà conto per farne compenfa in dinari contanti al fin del cambio.

Il Cartello, & presente Trattato di cambio, & razione de prigionieri di guerra d'ambe le Parti haurà suo effetto dal giorno della data della Ratificazione, & ne farà continuata inviolabilmente l'osservanza durante il corso di tutta questa Guerra senza alcuna intermissione.

E per maggior sicurezza del medesimo Trattato habbiamo scembiavolmente prometto di farlo ratificare tanto per parte di S. M. Christianissima, che di quella di S. A. R. fra quindici giorni dopo la data d'effo, fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.

Sottoscritto.

L. EVRARD,

GIO. B. L. PICON D'ANDREZEL,

GIO. M. LEONARDI Conte de MIGLIANDOLO,

GIUSEPPE CORAGIOSO.

CXXX.

Traité entre Sa Majesté le Roi de la GRANDE 20. OCT.

BRETAGNE, Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES UNIES, d'une part, S. A. R. le Duc de SAVOYE d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance. Fait à la Haye le 20. Octobre 1690. Avec la RATIFICATION de S. A. R. A Turin le 20. Nov. 1690. [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont négocié & signé le Traité.]

VICTOR Amedée II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Le President de la Tour étant allé à la Haye par notre Ordre en Qualité d'Envoyé Extraordinaire, avec un ample Pouvoir pour tracer une Alliance avec Sa Majesté B. & les Etats Généraux des Provin es-Unies des Pais Bas, laquelle a été conclue par le Traité signé à la Haye le 20. Octobre mil six cens quatre vint dix dont suit la teneur.

Comme Son Altesse Royale de Savoye après s'être déclarée pour la Cause commune ne deure rien plus ardemment que d'entrer dans l'Alliance du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, & que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances, sont portées à concourir volontiers au généreux desir d'un Prince qu'elles estiment si particulièrement, leurs Menipotentiés ci-bes nommez après avoir conféré ensemble ont cru ne pouvoir mieux diriger cette Alliance à la plus grande Union des Puissances considérées, qu'en agissant & associant Son Altesse Royale au Traité conclu entre Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Etats Généraux le 12. Mai 1689. dans lequel Sadite Majesté de la Grande Bretagne est aussi entrée, afin que comme il ne doit y avoir qu'un même esprit, & qu'un même intérêt entre les Alliez, il n'y ait aussi qu'un même Traité & qu'une même Alliance qui les unisse. C'est pour parvenir à un dessein si avantageux à la Cause commune qu'ils sont convenus de faire les Declarations suivantes, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs infirmez au bas du present.

I. Mylord Dursley Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté de la Grand Bretagne & les Sieurs Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Nerelhorst, grand Bailif du Comté de Zutphen, Jacques Baron de Wassenae & Duyvenvoorde, Seigneur de Duyvenvoorde, Voorskoten, Veur &c. Grand Bailif & Grand Maître des Dignes de Rhinlande. du corps des Nobles

ANNO
1690.

ANNO 1690. bles de la Province de Hollande & Westfrise, Antoine Heinlius Conciller Pensionnaire, Garde-Sceau, & Intendant des Fiefs de la même Province, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats, & au Conseil du Comté de Zelande, Jean van der Does Seigneur de Bergestein, Député de l'Ordre de la Noblesse aux Etats d'Utrecht, Jean Abraham de Schurman Bourguemaître d'Ylet & Député aux Etats de Frise, Gaspar Henri de Lemker Bourguemaître de Campen, & Jean Viglius van Heeck Sénateur de Groningue Député des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, agregent, associent & admettent Son Altesse Royale de Savoye au Traité qui, a été conclu & signé le 12. Mai 1689. entre Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Etats Généraux dont la teneur s'ensuit.

Notum testatunq; sit &c.

Entrant au nom du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, à l'égard de Son Altesse Royale, dans tous les engagements sans aucune réserve ni exception dans lesquels ils sont entrés avec Sa Majesté Impériale, obligent, ainsi que par le présent Acte ils s'obligent, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances à l'entière & inviolable observation dudit Traité, selon sa forme & teneur, envers Son Altesse Royale, comme si elles l'avoient de nouveau ici stipulé & contracté avec Sadite Altesse Royale.

II. Le Sieur de la Tour Baron de Bordeaux, Conciller d'Etat de Son Altesse Royale, Président de ses Finances en Savoye, Intendant de Sa Maison & Son Envoyé Extraordinaire, aiant vu & examiné le Traité susdit l'approuve & le ratifie, reçoit & accepte ladite Association & Aggregation au nom de Son Altesse Royale, l'obligeant, ainsi que par le présent Acte il l'oblige, à l'observer & faire inviolablement observer, aux mêmes Conditions, Garanties, & Obligations qui y sont portées, & qui auront la même force que si elles étoient ici de nouveau stipulées entre les Parties.

III. Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances voulant donner à Son Altesse Royale des marques effectives de leur affection, & de l'intérêt qu'elles prennent à sa conservation, lui établissent & promettent une Assistance de trente-mille écus par mois à commencer du jour de la signature du présent Traité, & à continuer durant six mois à venir, la moitié de ladite Somme pour être employée par Sadite Altesse Royale là où il conviendra le mieux pour repousser l'ennemi qui a envahi ses Etats, & laquelle moitié lui sera avancée pour cet effet présentement, & l'autre moitié pour être employée tant pour l'entretien de ses Troupes que pour fournir à celui des Vaudois, & Réfugiés François qui ont été armés aux frais & par les soins de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances, de laquelle Somme de trente-mille écus par mois, le Roi de la Grande Bretagne en fournira vingt-mille, & les Etats Généraux dix mille qu'ils feront régulièrement & ponctuellement payer.

IV. Et comme Sa Majesté Impériale par le Traité qu'elle a fait avec Son Altesse Royale le 4. Juin dernier, a stipulé un Article exprès touchant la Restitution de Pignerol dont la teneur s'ensuit.

Sacra Caesarea Majestas, & Confederati omnes adhibebunt operam, ut Regali suae Celsitudinis Pinerolium vel per Tractatus, vel vi armorum restituatur, sine ullo tamē præjudicio Jurium, & Possessionis, quae suae Celsitudinis in Terris Montisferrati vigore Tractatus Oberusensis cessa & acquisita sunt.

Sa Majesté Britannique, & Leurs Hautes Puissances entrants dans toute l'étendue de l'obligation portée par ledit Article, observeront tout son contenu & le feront exécuter ponctuellement.

V. Les Sieurs Plenipotentiaires susdits promettent l'entière & inviolable observation des Articles ci-dessus & s'obligent d'en rapporter les Ratifications en due forme dans deux mois, ou plutôt s'il se peut. En foi de quoi ils ont signé le présent Acte & à icelui apposé le Cachet de leurs armes: Fait à la Haye le vingtième Octobre 1690.

CHARLES DE BERKELEY
Vicomte de DURSLEY
(L.S.)

TOM. VII. PART. II.

Baron de WASSENAR ANNO
DUYVENVOIRDE. 1690.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

W. DE NASSAU.
(L.S.)

J. VAN DER DOES.
(L.S.)

A. VAN SCHURMAN.
(L.S.)

H. LEMKER.
(L.S.)

VAN HEECK.
(L.S.)

Et nous étant fait lire le susdit Traité de mot à mot, nous l'avons accepté, approuvé, ratifié & confirmé en tous ses Points & Articles, comme nous l'acceptons & approuvons, ratifions & confirmons, promettans en foi & parole de Prince de le garder & observer ponctuellement, & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit; Nous réservant pourtant de faire représenter à Sa Majesté Britannique & à Leurs Hautes Puissances d'icelles Etats Généraux le peu de proportion du Secours qu'ils nous ont accordé avec le poids de la Guerre où nous sommes engagés, & les raisons qui doivent convier Sadite Majesté & Leurs Hautes Puissances d'icelles Etats Généraux à nous en établir un plus considérable durant la Guerre, espérant qu'ils y auront l'égard convenable. En foi de quoi nous avons signé la présente Ratification, fait contresigner par le Marquis de St. Thomas notre Ministre & premier Secrétaire d'Etat, & y avons fait apposer notre Sceau secret. A Turin le 20. Novemb. 1690.

Signé,

AME.
(L.S.)

Et plus bas,

SAINT THOMAS.

Article secret concernant les VAUDOIS, signé le même jour avec la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 8. de Février 1691. Avec les PLEINPOUVOIRS du Roi de la Grande Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & de Son A.R. de SAVOYE, l'un pour traiter avec le Roi d'Angleterre, l'autre pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies. [Copie manuscrite communiquée par le même Ministre.]

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront Salut. Comme ainsi soit qu'avec le Traité d'Alliance entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous d'une part, & Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part, fait & conclu ici à la Haye par les Ministres & Plenipotentiaires suffisamment autorisés & munis des Pleinpouvoirs le vingtième d'Octobre de l'année passée 1690. il a été fait en même tems un Article secret dont la teneur s'ensuit.

Article secret concernant les Vaudois, fait à la Haye entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'une part, & Monsieur le Président de la Tour, Envoyé de Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part.

Son Altesse Royale qui a déjà reçu en ses bonnes grâces & remis sous sa protection Royale ses Sujets Vaudois de la Religion, & qui reçoit journellement des preuves de leur fidélité & de leur attachement à son service, déclare par le présent Article qui aura la même force & vigueur que s'il étoit inséré dans le

Mm

Trané

ANNO 1690. Traité ou Acte d'inclusion arrêté aujourd'hui entre le Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & Son Altesse Royale de l'autre, qu'aux instances & à la considération de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances elle a révoqué, comme de fait elle révoque, l'Edit decreté contre ledits Vaudois le 31. Janvier 1686. & tous autres Edits ou Ordres quelconques donnez en execution d'icelui, les a relevés, & relève de toute contravention à iceux & leur en accorde à cet éfet, entant que besoin est ou seroit, abolition entiere & pleine, sans que jamais, ni eux ni autres qui les auroient aidez ou favorisez en puissent être recherchez en général ou en particulier de quelque maniere que ce soit. Qu'elle veut que tous les prisonniers soient mis en liberté, & tous Enfants, Garçons & Filles de quelque âge & en quelque lieu qu'ils puissent être, rendus sans payer aucuns frais ou depens, les laissant en pleine liberté de retourner avec leurs parens, & de faire Profession de leur Religion sans qu'on puisse inquieter ni rechercher eux, ni tous autres au sujet des abjurations qu'ils pourroient avoir faites. Qu'elle remet & conserve eux, leurs Enfants & posterité dans la possession de tous & chacun leurs anciens Droits, Edits, Coutumes & Privilèges, tant pour les Habitations, negoces & exercice de leur Religion, que pour toute autre chose, les rétablir & restitue dans tous leurs Biens, fonds, Maisons, Heritages, Noms, Raisons & Actions, & tous autres qui se trouveront en nature & qu'ils pourront justifier par tout genre de preuve leur appartenir avant ledit Ordre du 31. Janvier 1686. Qu'incontinent après la Ratification du principal Traité, & du present Article Son Altesse Royale fera expedier en conformité du present Article des Lettres Patentes en forme d'Edit en faveur desdits Vaudois ses Sujets & autres Gens de la Religion qui se veulent établir dans lesdites Vallées en prêtant le serment de fidélité accoutumé comme fideles Sujets de Son Altesse Royale, lesquelles Sadite Altesse Royale fera interiner & verifier au Senat & en la Chambre des Comptes de Turin, & par tout où besoin sera. Et finalement les Ministres de Sa Majesté Britannique & de L. H. P. seront instruits & autorisez pour regler, selon les anciens Edits, Droits, & Concessions, avec les Ministres de Son A. R. le detail des choses & ce qui pourroit rester & être omis pour la seureté desdits Vaudois dans cet Article, comme aussi pour l'execution d'icelui tant à l'égard des choses concernant leur Religion, que leurs Biens, Droits & tous autres. Ledits Sieurs Plenipotentiaires ci-mentionnés, ont promis & promettent respectivement au nom de leurs Maîtres & Principaux de faire inviolablement observer le contenu du present Article, & d'en fournir les Ratifications en bonne & due forme dans deux mois, ou plutôt s'il se peut. En foi de quoi ils ont signé le present Article, & à icelui apposé le cachet de leurs armes. Fait à la Haye le 20. Octob. 1690.

Signé,

PH. DE LA TOUR.

(L.S.)

Si est-ce qu'ayant pour agreable ledit Article secret, nous l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes, prometans en bonne foi de le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, & selon sa forme & teneur, sans aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer les presentes par le President de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le 8. de Fevrier de l'an 1691.

Signé,

VAN HECK.

Par Ordonnance desdits Seigneurs
Etats Généraux.

R. FAGEL.

PLEINPOUVOIR

Du Roi de la Grande Bretagne.

ANNO

1690.

GUILIELMUS III. Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos presentes Litteras pervenerint Salutem. Quandoquidem communi consensu Foederatorum omnium qui atrocissimis injuriis laceffi ad Salutem publicam suamque propriam vindicandam Bello contra Regem Christianissimum conficti tenentur, necessarium vidum fuisse, ut Ministri à singulis Foederatorum deputandi Hagæ Com. in Hollandia congregarentur, ibidemque consulerent & convenirent de iis mediis & rationibus quæ Bello huic efficacissimè gerendo, quò maturius ad felicem exitum perducatur, salutis publicæ contra vim omnem & injurias tuende, Federique non solum conservando sed arctius etiam, si opus fuerit, contringendum utilissemè essent; cumque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii Provinciarum alios quoque Reges Principesque rogarint, ut ipsi pariter Ministros suos eodem in loco operam suam cum in finem collatus mandarent. Nos nihil nostra ex parte deesse voluimus, quò Convenus ille quàmprimùm celebraretur effectumque optatum melius consequatur. Sciatis igitur, quod nos fide, industria & in rebus gerendis dexteritate nostri Caroli Vicecomitis de Dartley prædicti & perquam fidelis Conianguini nostri Georgii Comitis de Berckley Filii primogeniti, plurimum consilii eundem nominavimus, fecimus & constituimus, ac per presentes nominamus, facimus & constituimus nostrum verum, certum & indubitatum Plenipotentiarium: Dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam facultatem, Potestatem & Auctoritatem, nec non Mandatum generale pariter ac speciale cum Plenipotentiaris five Ministris nostrorum contra Christianissimum Regem Foederatorum, Sociorumque aliorumque Regum, Principum ac Statuum, qui eadem quæ nos & Foederati nostri Consilia amplecti parati sunt, sufficiente ad hoc Potestate munitis conveniendi, & una cum iisdem de & super rationibus medicisque quæ ad præsens Bellum, Deo adjuvante, proxima præsertim æstate feliciter gerendum, salutemque publicam & uniuscujusque procurandam, arctiusque etiam, si opus fuerit, Foedus contringendum maxime pertinere, aut alia quoquomodo necessaria communi consilio videbuntur, consulendi, tractandi & concludendi, atque super iis Articulis, Litteras & Instrumenta conficiendi & recipiendi, reliquaque omnia necessaria & opportuna præstandi perficendique tam amplis modo & forma ac nosmet ipsi, si interessemus, facere & præstare possemus; spondentes & in verbo Regio promittentes vi præsentium, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, nec contra ipsorum aliquid aut aliqua contraveniuros, quin potius quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos; In cuius rei fidem maiorem & Testimonium has Litteras manu nostra Regia signatas Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Withall. 20. Februarii 1690. Regni nostri secundi.

GUILIELMUS, REX.

PLEINPOUVOIR

Des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut. Comme Son Altesse Royale de Savoye, s'étant déclarée pour le Parti des Hauts Alliés contre la France, nous a témoigné le désir qu'elle avoit de cultiver avec nous une sincere Amitié, & d'entrer en des engagements plus particuliers pour l'avancement de la Cause commune & des Intérêts reciproques; & qu'elle a autorisé le Seigneur President de la Tour Son Envoyé auprès de nous pour traiter la-dessus ainsi qu'il sera trouvé le plus convenable de part & d'autre, & que de notre côté nous ne sommes pas moins portés à serrer avec Son Altesse Royale les nœuds d'une Amitié indissoluble, & à nous unir fortement avec elle; c'est pourquoi nous avons nommé

&c

ANNO 1690. & député les Sieurs Walrave de Heeckeren Baron de Netherhorst &c. Jacques Baron de Waffenaer & Duyvenvoorde &c. Antoine Heinijus Conseiller Pensionnaire de Hollande, &c. Guillaume de Nassau Seigneur d'Olyck, &c. Jean Abraham de Schurman Bourguemaitre d'Ylet &c. Gaspar Henri Lemker Bourguemaitre de Campen &c. Et Jean Viglius van Heeck Sénateur de Groningue &c. respectivement Deputez en nôtre Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel, & Groningue & Ommelande, pour conférer avec ledit Sieur Président de la Tour, sur les moyens qui pourroient le mieux servir aux engagements, & une liaison étroite entre cet Etat & S. A. R. soit par la voye d'une nouvelle Alliance, ou bien par l'inclusion dans celles qu'on a déjà faites avec Sa Majesté Imperiale, ou quelques autres Rois, Princes ou Etats, & nous avons donné comme nous donnons par ces présentes auxdits Sieurs nos Deputez ou la plus grande Partie d'eux en cas d'absence ou quelque autre empêchement des autres, Pleinpouvoir & Autorité, & Mandement special à ce que de nôtre part, & en nôtre nom, ils puissent traiter, convenir, & conclure de tous les Points & Articles, qu'on trouvera bon, & convenables aux fins susdites; d'en passer des Actes en bonne & dûe forme, & d'en recevoir de même; & de faire généralement tout ce qu'ils trouveront nécessaire, sans qu'ils aient besoin pour cela de Mandement plus special; promettant sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable tout ce que par ledits Sieurs nos Deputez sera convenu & signé en vertu de ces présentes, & de l'agréer & ratifier en la meilleure forme. En foi de quoi nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, & contre signer par nôtre Greffier, & y apposer nôtre Cachet. Fait à la Haye le 14. Sept. 1690.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec le Roi d'Angleterre.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La bonté avec laquelle le Roi d'Angleterre a bien voulu nous assurer de Sa Royale Protection, nous fait espérer que Sa Majesté aura aussi agreable de nous accorder l'honneur d'entrer en Alliance avec elle. C'est pourquoi nous avons donné au President de la Tour, comme en vertu des présentes nous lui donnons, un ample Pouvoir de traiter & conclure avec Sa Majesté Britannique, ou avec celui qui sera député par Sa dite Majesté au Traité de Ligue, avec tels Pactes, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles qui exigeraient un plus ample & special Mandat que le present Pouvoir; Promettant en foi & parole de Prince d'observer inviolablement, & exécuter ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toujours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contre signer par nôtre premier Secrétaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seal de nôtre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 15. Juillet 1690.

Signé.

V. AMEDEE.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La confiance que nous avons en l'Amitié des Hautes Puissances des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, nous persuade qu'ils nous en donneront volontiers un nouveau temoignage, concourant à l'établissement d'une Union indissoluble entre nous, qui

TOM. VII. PART II.

puisse contribuer à l'avantage de nos Interêts reciproques, & au bien commun de toute la Ligue. C'est pourquoi envoyant le President de la Tour vers leurs Hautes-Puissances, nous avons voulu lui donner le Pouvoir de traiter & conclure ladite Alliance; comme en vertu des présentes signées de nôtre main, nous donnons au susdit President de la Tour un ample Pouvoir de traiter & conclure avec l'H. P. des Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, & avec qui sera par eux député au Traité de Ligue, avec tels Pactes, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles qui exigeraient un plus ample, & principal Mandat que le present Pouvoir; promettant en foi, & parole de Prince, d'observer inviolablement, & exécuter ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toujours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contre signer par nôtre premier Secrétaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seal de nôtre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 14. Juillet 1690.

VICTOR AMEDEE.

CXXXI.

Quartiers-Recess zwischen dem Kayserlichen General-Kriegs-Commissariat, 26. Nov. 1690. dann des Fräncischen Craysses Deputirten aufgerichteter; Wodurch sich diese mit jenem wegen übernehmung der Völcker in die Winter-Quartier / dann auch der Portionen halber vergleichen. Geschehen zu Nürnberg den 24. Nov. Anno 1690. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 368. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans FABRI Europaische Staats-Cangley. Tom. I. pag. 417.]

C'est-à-dire,

Recess conclu entre les Commissaires IMPERIAUX de Guerre, & les Deputez du CERCLE DE FRANCONIE pour le Reglement des Quartiers d'Hyver qui doivent estre donnés aux Trompes, & des Rations de leur Subsistance. A Nuremberg le 24. Nov. 1690.

Und und zu wissen sey hiernit: Nachdem zwischen dem Kayserlichen authorisirt-und gewollt-mächtigten General-Kriegs-Commissariat apes/ andern Theils aber der Fürsten und Stände dieses Fräncischen Craysses Räten und Botschaften / so wohl zu Ulm/ vermüthelt dahin beschederer Uebereinkunft / als in alhieriger des Heiligen Reichs-Stadt Nürnberg / wegen der bevorstehenden Defensions-Politzung gegen und wider den gemeinen Reichs-Feind / dan absondtlich wegen der künfftigen Winter-Quartier / Handlungen gepostuliert worden: Als hat man sich auf folgende Weise muto consensu vereinbaret und verglichen: Und zwar

I. Reserviren sich Hoch-und Wohlgedachte Fürsten und Stände / vor allen Dingen / die zulänglich und genügsame Bedeutung von denen Kayserlichen Waffen per modum Conditionis sine qua non, und leben der versicherten Hoffnung / Ihre Kayserliche Majestät würden bey Dero Höhen Generalität solche Anstalten allernächst zu verfügen geruhen / dasz beyde der Gefahr am nächsten gelegene Fränc-und Schwäbische Crayss / von allen feindlichen Aggressionen / Contributionen / Brenneren und Landes-Verwüstungen / so viel immer möglich / frey und geschüzt / mithin aber capabel bleiben mögen / die übernommene sehr schwere Winter-Quartier-und

M m 2

ANNO
1690.

andere Prästande seiner unablässig fort leisten / und dem Publico das Zeige / so lang diese fündliche Morus dauern / ohn-unterbrochen befragen zu können / dagegen über / und auf wiederig zwar unvorhoffenden Fall leicht zu erachten stünde / daß durch feststehende Ravage hierzu alle Mittel benommen / und ob zwar auf solchen durch die Göttliche Schutz-Macht fürstlich zu verhüten stehenden Unglücks-Fall uns der allgemeyn Willen über und im Rest verbleibe / jedoch allerböchstebedachter Ihre Kaiserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Rathen darunt wenig oder nichts gebietet / dem Crayß auch in talem eventum, vigore Recessus ipso facto expirantis, weiter nichts zuzumuthen seyn würde; Crayß obgemeldeter Tractaten aber ist ferner pro

II. Wiederseits belichtet worden / daß der Fränkische Crayß vor disjuncten 16000. Portionen zu Ross und Fuß diesen Winter über / auf sechs Monat lang / als à prima Novembris, bisq. ultimam Aprilis, beides styl. nov. nach mehrer Anzeig der sub Num. 1. beygefügten Tabell, mit seinem Unterschied zu verpflegen übernehmen sollte / was demselben in effectiven Stand und gegenwärtig / dann was für jeto vacante und hiernächst zu re-crocuten ist / mit dem beiderseits weiter genommenen Verstand / daß unter solchen 16000. Portionen / 5000. in der Station am Neckar und Rhein / (wovon des General-Commissarii Excellenz 3000. Portiones aus der Kriegs-Cassa, à acht und sechs / beide Mund- und Pferd-Portionen aber zusammen / à vierzehn Gulden Rheinisch selbst zu verpflegen / übernommen /) besag der mit Num. 2. signirten Postirungs-Tabell, und damit auch das Neuburgische Regiment zu Fuß in Mayß und Coblenz begriffen seyn sollte / die übrigen 11000. Portionen aber werden an denen drey halben Dinowaldischen / Commercijs- und Wessomviertischen Regimentern zu Pferd / (welche auf die gegen dem Köher / Tache und Tauber vorliegende Fürsten und Stände zu logiren /) dann dem neu anstellenden Kayserlichen Deningsischen Regiment zu Fuß und in einigen in vorangezogenem Schemate specificirten General-Staffs-Portionen und Re-crocuten zu Fuß und Pferd angewiesen. Worbey auch weiter veranlaßt worden / daß die Hochfürstliche Teutsche Meistertische / und Hochfürstl. Brandenburg-Culmbachische General-Staffs-Obristen-Hauptmanns- und Adjutanten-Portiones, sammt selbigen Re-crocuten, pro rata, in Dero landen eingenommen und verpflegt; die Dinowaldisch- und Sachsen-Weissenfelsische oder anderen Fürsten und Ständen / in düssiger Reparation, nach advenant zugesendet werden sollen. So viel num

III. Die Verpflegung quoad Generalia betrifft / so sollte auf die Praesenten und Vacanten von zwey zu zweyen Monaten abgerechnet / und düssfalls gute Richtigkeit und Ordnung unterhalten / einseitig dardurch alle Controversen und Trennungen zwischen denen Ständen und dem Ober-Commissariat evitirt werden; Ergebe sich nun / daß ein oder ander Fürst und Stand sein ihm zu-reparirtes Re-crocuten-Contingent zu Ross und Fuß / oder auch endlich an Praesenten Portionen nicht ausgegeben / sondern einen Rest (er betreffe nun viel oder wenig) daran / wiewohl ohne Schuld / hätte aufzuweisen lassen / so sollte der oder dieselbe solchen Rest vor Endigung des Winter-Quartiers auf Maass und Weis zur Kaiserlichen Kriegs-Cassa zahlen / wie es der Allianz-Recess mit seiner Expression an die Hand giebt / und so sollen die 16000. Portionen völlig und ohne Abgang entweder mit dem natürlichen Unterhalt / da sie eingerückt seynd / oder mit der Römer-Monathlichen baaren Zahlung satisfact und abgeführt werden. Anreichend pro

IV. Die Verpflegung quoad Specialia, so weist die sub N. 3. beygefügte Ordonnance, wie und auf was Weis dieselbe geschehen / was von Seiten des Quartiermanns preicirt / und dan anderseits von der Milice observirt werden solle / darbey dieses insonderheit verabhandelt worden / daß die in denen beiden vorbenannten Stationen postirte Portiones auf Mund und Pferd Ordonnanz-mäßig verpflegt / und so ein oder anderer Stand daselbe / wegen weiter Entlegenheit nicht selbst präciren könnte / ein-solches durch gewisse hierzu bestellte Lieferanten zu Werk gerichtet werden sollte; Darbey jedoch denenjenigen Ständen / die den Unterhalt ad Loca Stationis selbst verschaffen können und wollen / ihre Convenienz vorbehalten steht / und ist über die Stadt Heilbron / das Rimb-Wolfsbad / Wimpfen und Neckars-Alm pro Termino ad quem, der Lieferungen halber / benannt worden; und nachdem

V. Die vorjährige Erfahrung gezeiget / daß der so hohen und niederen Officiere / als gemeiner Soldaten Mund-Portiones auf ein gleiches gegen und wider den Recess erlasset / und so fort die Stände mit ein merckliches beschwert worden / so hat man zu Verhütung all dessen dahin geschloffen / daß eine Mund-Portion vom General bis auf den gemeinen Reuter und Musquetier täglich sechsen Kreuzer / oder monatlich mit acht Gulden Rheinisch bezahlt / die Pferd-Portion aber in natura abgeloßt werden sollte / und gleichwie dem Quartiermann die Option kraft dis überlassen wird / ob er nehmlichen / erstehenden determinirten Anschlag nach / den Officier und Soldaten concurren / oder aber die natürliche Verpflegung darreichend wolle / also hat das General-Kriegs-Commissariat darob alles Ernsts zu halten / und die ewig dargegen laufende Excess kräftiglich zu verhüten sich anerbietig gemacht / und den Ständen so viel eingeräumt / daß sie das auf ein mehrers erzwungene dem-jengen / so excedirt hat / an der laufenden Verpflegung / da der Excess erwieslich ist / abzugeben befügt seyn mögen. Im Fall aber in denen letzten Monaten der Stand an denen Excedenten selbst keinen Regress nehmen könnte / so sollte das Commissariat, wann der Excess, wie obsehet / liquid ist / verbunden seyn / sich solches an denen Römer-Monathen abgeben zu lassen. Den düssigen Abzug hingegen pro

VI. Belangend / hat man es darauf herkommen lassen / daß / gleichwie man vor die in der Postirung am Rhein- und Neckar-Strom stehende doppelte Portiones respective vierzehn in fünfzig Gulden zu zahlen; als auch vor die Mund- und Pferd-Portion, ex parte der Fürsten und Stände / 8. Gulden / benanntlich für jede Mund-Portion vier / und für eine Pferd-Portion auch vier Gulden abzugeben; Bey dem innerlichen Quartier-Weis aber / so viel die wirklich eingezogene Portiones betrafft / drey und einen halben von der Mund- und Cavalierie / und bey der Infanterie drey Gulden und zwanzig Kreuzer / dann drey Gulden von der Pferd-Portion, an den Römer-Monathen zu defaltiren und in Abrechnung zu bringen haben sollte. Obwöhlen man auch

VII. In Kraft mehr angezogenen Kayserlichen Allianz-Schlusses befügt gewesen / die eigene 2. Regimente im Crayß zu hyberniren / so wollen jedoch Fürsten und Stände / daß dieselbe / nach Gestalt jezig-gefahrlicher Aspekten / mit in der Station am Neckar-Strom gezogen werden / gesehen lassen / wann es so wohl hierin / als in mehr anderen / dem Recess entgegen laufenden Dingen ohne weitere präjudicirliche Consequenz seyn / und gedachten Regimenten das ohnenthätliche Commis und Service von Ihrer Durchleucht zu Pfalz ohnenthätlich gereicht würde / und so bedingt man ferner / daß die Mannschafft / im Fall einer feindlichen Attaque aus der Defensions-Linie dessens secundirt / und zu weiteren Reichs-Diensten aufrecht erhalten werden möge. Und demnach

VIII. Dem General-Kriegs-Commissariat bereits klagbar vor- und angebracht worden / was massen der arme Landman und Mutterban / bey so vielen sehr hart und überschweren Belastung / noch absonderlich mit allershand Fußweisen / Dorfpan / Frohnen / Schanzen / Foudragiren und dergleichen hier und dar beschwert / und hierdurch an seinem Feldbau (woraus er jedoch des Soldatens Unterhalt und andere Kriegs-Onera ziehen muß) gravirt werden wolle / so hat sich mehr hochernanntes General-Commissariat, deme fürterhin omni possibili modo zu remediren / und die recessirte allernädigste Kayserliche Garantie in so weit quocunque respectu, absonderlich aber gegen die Status armatos und Potentiores, wann sich dieselbe wider Derhoffen / unterziehen sollten / an diesen Crayß einige Reichs-Abschieds ungemessene Zumuthungen / unter dem Prätext der Bedeckung / oder in andere Wege zu thun / zur Wirklichkeit zu bringen / mithin aber zu verhüten / wißfährig anordnen / daß der hochlöbliche Teutsche Ritter-Orden und andere Herren Constans, aus der Schwäbischen Fürsten und Stände bisheriger Annahmung / mit Stations- und Winter-Quartierung ferner nicht eigenmächtig betragt / sondern bey der Fränkischen Crayß-Concurrenz allein gelassen werden.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Recess des General-Commissarii Herrn Grafens von Caraffa Excellenz eines / anderen Theils aber von des Fränkischen Crayß Ordinari Deputation wegen / unterschrieben und gesiegelt / auch jedem Theil ein Exemplar nachrichtig zugesendet worden. Signatum Würtemberg

ANNO
1690.

ANNO berg bey noch stürwährenden Graffs-Convent, den 26.
1690. Nov. 6. Decembris. 1690.

(L.S.) Antonio Caraffi.

(L.S.) Friedrich Edmund von Sickingen.

(L.S.) J. P. Wobben / Freyher.

(L.S.) Johann Conrad Schumb / Lic.

(L.S.) Christoph Peller / D.

CXXXII.

29. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & les
LA PROVINCES-UNIES des Pays-Bas pour l'é-
change & rançon des Prisonniers de Guerre, du
29. Decembre, 1690. [Feuille Volante imprimee.]

Nous Elie Guillaume de Rochon de la Peyrouse, Seigneur de la Motte, & de Chasteau vieux, Lieutenant pour le Roi au Gouvernement de Maubeuge, & Commandant pour Sa Majesté en la Ville de Thuin, & ses Dépendances au nom & de la part de Sa Majesté : Et Jacques, Baron de Wassenar, Seigneur d'Obdam, Hensbroek, Woghtmeer, Spierdijk, Zuidwijck, Kernhem, Tuikelo, Lage, &c. Noble d'Hollande, General Major de la Cavalerie de l'Etat des Provinces-Unies, Gouverneur de Willemstadt, Nierwart, dit la Clundert, & des Forts en dependants, au nom & de la part de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, sommes convenus de l'Echange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France & des Etats Generaux, les unes fur les autres seulement, & en avons passé le présent Traité en vertu des Pouvoirs, à nous donnez, en la maniere qui ensuit.

Premierement. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre, soit dans les Batailles, prises des Places, Combats, ou autres occasions, qu'il pourroit y avoir entre les Nations, seront rendus de bonne foy quinze jours après leur detention au plus tard par échange d'autres Prisonniers de pareil poste, ou autres, en faisant compensation du plus au moins des rançons, qui sera marquée cy-après, lesquels se payeront en monnoye de France

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du Poste & Qualité des Officiers de part & d'autre, que des rançons qui devront estre payées par chacun d'eux, il a esté jugé à propos de spécifier ci-après les Charges & Postes de chaque Party & le prix d'iceux rançons.

Les Generaux des Armées du Roy, Commandants en Chef & les Marechaux de France, seront échangez contre le Capitaine General des Etats Generaux, Commandant en Chef leurs Armées, ou payeront 50000 liv.

Capitaine General des Armées du Roi 40000.

Les Lieutenants Generaux des Armées du Roi seront échangez contre ceux qui commandent les Armées des Etats Generaux immediatement après le General, ou payeront 20000

Le Grand Maître de l'Artillerie de France, contre le General d'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront 4000

Les Marechaux de Camp des Armées du Roi seront échangez, ou payeront 4000

Le Colonel General de la Cavalerie sera échangez contre un General de Cavalerie ou d'Infanterie des Etats, ou payeront 4000

Le Colonel General des Dragons sera échangez, s'il en rencontre, ou payera 3500

Le Maître de Camp General de la Cavalerie de France, payera 3500

Le Maître de Camp General des Dragons, sera échangez, ou payera 3000

Le Commissaire General de la Cavalerie de France sera échangez, ou payera 3000

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en campagne, ou payeront 5000

Leurs Subdeleguez 1500

Un Lieutenant General de l'Artillerie de France sera échangez contre un Lieutenant General de l'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront 1000

Un Lieutenant General de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangez ou payeront 1500

Les Majors Generaux de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangez contre les Generaux Majors, ou Commissaires Generaux de Cavalerie ou d'Infanterie, ou payeront 800

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangez, ou payeront 600

Un Major de Brigade contre un Major de Brigade, ou payeront 300

Marechal General des Logis de l'Armée contre un Quartier-Maître General des Logis, ou payeront 500

Aide du Marechal General des Logis & du Quartier Maître General seront échangez, ou payeront 100

Aides de Camp servants près la Personne du Roi, & de Monseigneur le Dauphin 500

Aides de Camp ou Adjutants servants près des Generaux en Chef, Lieutenants Generaux & Marechaux de Camp seront échangez de part & d'autre, ou payeront 300

Marechal des Logis de la Cavalerie ou Quartier-maître General de la Cavalerie ou Quartier-maître General de la Cavalerie seront échangez, ou payeront 200

Ses Aides & Adjutants seront échangez, ou payeront 100

Tresorier General de l'extraordinaire des Guerres 1000

Le premier Commis de chaque Armée 500

Les autres moindres des Armées & Places 50

General des Vivres sera échangez contre le Provedidor, ou payeront 1000

Les premiers Commis des Vivres de chaque Armée payeront 500

Les autres moindres Commis & Controleurs des Vivres des Armées & Places 50

Les Commissaires des Guerres 100

Le Prevost General sera échangez contre le Prevost General, ou payeront 300

Le Procureur du Roy ou Asteleur contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront 250

Le Lieutenant du Prevost contre celui des Etats, ou payeront 100

Le Lieutenant du Prevost contre celui des Etats, ou payeront 100

Le Greffier de la Prevosté ou du Conseil de Guerre de part & d'autre seront échangez, ou payeront 80

Les autres Officiers & Soldats de la Prevosté de part & d'autre, chacun, 18

A la reserve neantmoins d'iceux Soldats & Archers qui seront employez à la recherche & poursuite des Voleurs, Malfaiteurs, ou contrevenans aux Ordres, lesquels pourront aller en toute sureté depuis le nombre de quatre jusques à quinze, un Brigadier, Exempt, Lieutenant, ou le Grand Prevost meisme à leur teste, sans qu'ils puissent estre de bonne prise, non plus que leurs Chevaux & Armes, étant pourvus de bons Ordres des Generaux, Gouverneurs, Commandants ou Intendants des Armées ou Provinces, & pourront mener avec eux le Procureur du Roy, le Fiscal, Asteleurs & Greffier pour instruire le Proces des Malfaiteurs, si le cas le requiert, à condition qu'ils n'approcheront point de plus près de deux Lieux les Armées ou Places Ennemies de part ou d'autre.

Et en cas qu'ils seront rencontrés au dessus ou au dessous du nombre susdit, ils seront tous de bonne prise avec leurs Armes & Chevaux, & sujets à la rançon spécifiée dans le présent Cartel.

Le Wagemaitre General contre celui des Liv.

Estats Generaux, ou payeront 150

Son Lieutenant 80

Commissaire General des Batteaux 150

Les Lieutenans chacun 50

Les Conducteurs de l'un & de l'autre chacun payeront 12

Un Auditeur 25

Weghmainre General ou Capitaine des Guides seront échangez, ou payeront 80

Mm 3 800

ANNO
1690.

ANNO	Son Lieutenant	50
1690.	Son Cornette	35
	Guides à Cheval comme Cavaliers	20
	Les Ingénieurs en Chef, & qui ont direction sur un département, payeront	500
	Et les autres un mois de leur appointement, ce qui sera déclaré de bonne foi de part & d'autre.	

Artillerie.

Lieutenant particulier ou Colonel d'Artillerie feront échangez, ou payeront	400
Commisnaire Provincial ou Lieutenant Col. d'Artillerie feront échangez, ou payeront	250
Commisnaire ordinaire ou Major d'Artillerie feront échangez, ou payeront	150
Commisnaire extraordinaire, Gentilshommes d'Artillerie, Cadets ou Gardes, feront échangez, ou payeront	30
Capitaines des Bombardiers, Mineurs, Pionniers, Matelots, Charrois, Pontons & autres dépendants de l'Artillerie à peu près de même Poste & Qualité feront échangez, ou payeront	50
Canonniers, Bombardiers, Mineurs, Faiseurs de feu d'Artifice, Charpentiers, Maréchaux, Pionniers, Matelots, Pontgastres, Brugmaîtres & autres semblables, s'il s'en rencontre, payeront comme Soldats	7 liv. 10 f.

Gendarmerie.

Le Brigadier de la Gendarmerie,	Liv.
Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté	1100
Le Capitaine Lieut. des Gendarmes du Roi,	2000
Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Legers,	
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Ecossoise	2000
Le Capitaine Lieutenant des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval,	
Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes Anglois,	
Le Capitaine Lieutenant des Compagnies des Gendarmes & Chevaux Legers de la Reine, de Monseigneur le Dauphin & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	
Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orléans,	liv.
Le Capitaine Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux Legers,	2000
Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté,	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes,	
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers,	
Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roy,	
Le Sous-Lieutenant de la Garde Ecossoise,	
Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orléans,	liv.
Le Major de la Gendarmerie,	1000
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,	
L'Enseigne & Guidon des Gendarmes,	
L'Enseigne de la Compagnie Ecossoise,	

L'Enseigne & Cornette des Compagnies des Mousquetaires,	
L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois	
L'Enseigne des Gendarmes de la Reine,	liv.
Le Cornette des Chevaux Legers de la Garde,	1000
Le Cornette des Chevaux Legers de la Reine,	
L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin, & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orléans,	
L'Enseigne de ses Gendarmes,	
Le Cornette des Chevaux Legers,	
Le Guidon des Gendarmes Ecossois,	liv.
Celui des Gendarmes Anglois,	600
Celui des Gendarmes de la Reine,	
Celui de Monseigneur de Dauphin, de Messieurs les Ducs de Bourgogne, Anjou, & de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans,	
Le Major des Gardes du Corps,	

Et pour ce qui regarde les Exempts & Maréchaux des Logis de toutes les Compagnies cy-dessus, les Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes, Mousquetaires, & autres des Compagnies cy-dessus, un mois de leur Solde, ou seront échangez s'il s'en rencontre de même Qualité & Caractère.

Et pour ce qui regarde aussi la Compagnie des Grenadiers à Cheval de la Maison du Roi, les Officiers & Grenadiers de ladite Compagnie seront échangez, ou payeront un mois de leur Solde.

Gardes Françaises & Suisses.

Le Colonel des Gardes Françaises,	Liv.
Le Lieutenant Colonel,	3000
Le Major,	1500
Les Capitaines,	600
Les Lieutenants, Aides-Majors & Sous-Lieutenants, Enseignes & autres jusqu'au Soldat compris, un mois de leur solde,	300
Le Prevost, Maréchal des Logis, Archers & autres de la Prevost des Gardes Françaises, un mois de leur solde,	
Le Colonel General des Suisses,	4000
Les Colonels des Gardes Suisses,	3000
Les Capitaines, Lieutenants, & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses payeront de même que les Gardes Françaises,	

Gardes du Capitaine General des Etats.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes à Pied ou à Cheval seront échangez, ou payeront un mois de leur solde.

Cavallerie.

Maître de Camp ou Colonel,	Liv.
Lieutenant Colonel,	400
Major,	250
Capitaine,	220
Lieutenant,	200
Aide-Major ou Adjudant,	100
Cornette,	75
Quartiermaître de Regiment,	75
Maréchal des Logis ou Quartier-maître de Compagnie,	25
Brigadiers ou Caporaux,	22 l. 10 f.
Scribes & Cavaliers,	20
Le Regiment des Cravattes,	
Le Regiment Royal Anglois,	
Le Regiment Royal Piemont,	
Le Regiment du Comte de Nassau Allemand,	
Ledits Regiments seront traités comme le reste de la Cavallerie.	

Dragons.

Colonel des Dragons,	Liv.
Lieutenant-Colonel,	350
Major,	250
Capitaine,	200
Lieutenant,	150
Aide-Major ou Adjudant,	70
Cornette,	60
Maréchal des Logis, ou Quartiermaître de Compagnie,	55
	25
	Quar.

ANNO
1690.

ANNO 1690.

Quartier-maître de Regiment fera échangé, ou payera,	50
Brigadiers ou Caporaux,	20
Dragons,	18

Infanterie.

Colonel,	400
Lieutenant Colonel,	250
Major,	150
Capitaine,	100
Lieutenant,	40
Aide-Major ou Adjudant,	40
Marechal de Logis ou Quartier-maître de Regiment,	35
Sous-Lieutenant ou Enseigne,	25
Les Sergens,	15
Soldats,	7 l. 10 s.
Les Prevosts des Regiments de Cavallerie, Dragons ou Infanterie, feront échangé, ou payeront,	40
Leurs Lieutenants, Greffiers ou Auditeurs de Regiments feront échangé, ou payeront,	20

Cadets Gentilshommes.

Les Capitaines de neuf Compagnies de Cadets feront échangé, s'il s'en rencontre de même Poste ou Caractere, ou payeront

Les Lieutenants,	150
Les Sous-Lieutenants ou Enseignes,	80
Les Sergens,	60
Les Caporaux,	20
Les Cadets Gentilshommes,	12
	10

Les Gouverneurs, Commandans, Lieutenant de Roy, Majors & Aide-Majors, & Capitaines des Portes, payeront un mois de leur solde, & ayant une autre Charge dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite Charge.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roy, de quelque Qualité qu'ils puissent être, s'ils sont du nombre de ceux qui sont leur séjour ordinaire à la Cour, & qui n'ont point de Charges Militaires, feront échangé de part & d'autre, ou payeront 2000. liv.

Et les Volontaires, qui seront en quelque Employ, soit dedans ou hors de l'Armée, soit au service de Sa Majesté ou de Messieurs les Etats, ou tels autres Princes étrangers, que ce puisse être, feront échangé ou payeront ce à quoy ledit Employ par ce Cartel est réglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé aussi au regard des Volontaires, qui seront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumoniers, Ministres, Medecins, Directeurs Généraux & particuliers, Apotiquaires, Chirurgiens & autres Officiers servans aux Hôpitaux des Armées & Places de Guerre, comme aussi les Femmes de quelle Condition, qu'elles puissent être, Enfants de douze ans & au dessous, Postillons, Messagers, Domestiques & Valets seront renvoyez de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent différentes Charges ne payeront la rançon, que de la plus haute Charge qu'ils possèdent, & à proportion d'icelle seront échangé ou payeront leur rançon.

Tous Officiers d'Artillerie, non compris en ce Traité, ayant les mêmes noms avec les Officiers d'Infanterie, pourront sans aucune différence, être échangé pour la même rançon.

Tous Officiers reformez ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils sont mis, étant en pied.

Les Trompettes & Tambours, qui iront réclamer lesdits Prisonniers, seront renvoyez dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige à les retenir davantage, leur dépense sera payée par ceux qui les auront arresté.

Tous Officiers & autres, tirans Gages, non compris en ce Cartel, & tenus de suivre les Armées, pourront être rançonnez en payant un mois de Gages, outre qu'il sera licite aux Parties de se donner avis reciproquement des Officiers, qui pourront être

obmis dans ce Cartel, & d'en convenir entre eux, après quoy ce qui aura été concerté, sera ponctuellement observé & tenu pour interé dans ce présent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté, touchant la Qualité ou Gages de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat, qu'en donnera de bonne foy le General de l'Armée, ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier sans qu'aucune autre preuve soit nécessaire.

Il sera fait défense de part & d'autre d'ôster les Habits aux Prisonniers.

Tous Soldats, Cavaliers, Dragons & autres, dont les rançons sont égales, auront pour leur Subsistance pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois sols monnoye de France, outre la ration de Pain de Munition, par jour, & les Sergens le double.

Il a été convenu de part & d'autre, de ne contraindre aucuns Prisonniers de Guerre, de prendre parti ou de s'enroller, & pour prévenir toute contestation là dessus, on sera obligé de faire signer ceux, qui veulent entrer volontairement dans le service de celui qui le tient Prisonnier, comme quoy il l'a fait de bonne volonté, sans y avoir été contraint ny forcé.

Tous les Officiers se pourront faire traiter ainsi qu'ils trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez sur leur parole, seront obligés de retourner & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, s'ils n'ont auparavant fait tenir leur rançon sur le pied y spécifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais, par eux faits dans la prison pour leur Subsistance, ce qu'ils pourront faire sans être obligés de retourner, & seront libres de servir, si tôt qu'ils auront l'acquit de ceux, auxquels ils s'étoient obligés.

Quant aux mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront réglés de part & d'autre, selon les Appointemens par mois, que donne Sa Majesté: excepté les Gouverneurs, Commandans, Lieutenants de Roy, Majors & Aide-Majors, Capitaines des Portes, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes du Capitaine General des Armées de l'Etat, qui payeront suivant les appointemens qu'ils reçoivent de Messieurs les Etats Généraux.

Moyennant les Conditions cy-dessus, on est convenu, de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du présent Traité; en payant reciproquement ce qu'ils auront dépensé pour leur nourriture pendant le temps de leur Detention dont il sera fait état, & dans les suites de cette Guerre, il sera tres-exactement observé de rendre les Prisonniers aussitôt qu'ils seront réclamez, en payant leur rançon, ou rendant des Prisonniers en nombre equivalent à la Charge qu'ils possèdent.

Et pour faciliter toutes choses également à l'avantage des Parties, on s'en rendra compte de six mois en six mois, s'il est nécessaire, en envoyant un état.

Chaque Partie fera un état des Prisonniers, qu'il renverra & en tirera un reçu du Commandant du Lieu, où ils auront été remis, afin qu'après l'entière delivrance des Prisonniers, celui des deux Parties, qui demeurera redevable à l'autre, aye soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon cy-dessus spécifiée.

Tous les Prisonniers des Troupes de Cavalerie ou Infanterie, qui sont, ou qui ont été faits depuis la Declaration de la présente Guerre, tant par Mer que par Terre, seront renvoyez de part & d'autre en satisfaisant aux Articles cy-dessus, dans les Places les plus voisines de l'obéissance de Sa Majesté, ou de Messieurs les Etats Généraux.

Il sera tres-expressement défendu de part & d'autre, de se servir de Balles d'estain, ou autre metal, que celui de plomb, comme aussi de Balles ramées pour des Partis de Campagne.

Il ne sera delivré par les Generaux, Gouverneurs & Commandans des Places aux Troupes aucuns Pass-ports, pour aller à la Guerre les uns contre les autres au dessous de dix neuf hommes à Pied, quinze à Cheval, sans les Partisans; ayant été convenu, que ceux, qui auront été pris les Armes à la main au dessous dudit nombre, seront reputez Partis bleus & châtiez de deux mois d'une dure prison; & en cas qu'ils soient convaincus de vol ou de meurtre, ils seront mis entre les mains de la Justice, pour être punis suivant les Ordonnances, dequoy on se donnera

ANNO 1690.

ANNO par reciproquement, & des raisons qu'on aura eu de le faire.

1690.

Néanmoins cette peine ne pourra avoir lieu, lors qu'un des Paris, après avoir perdu quelques Hommes en combattant contre l'Ennemy, sera rencontré en moindre nombre, qu'il n'étoit sorti de l'Armée ou de sa Garnison, ce qui se verifera par les Passeports & Certificats des Generaux, Gouverneurs ou Commandans, dont ils auront eu leurs Congez ou Passeports, comme aussi si quelque petite Troupe a servi d'escorte à un Officier, ce qui se pourra justifier par une semblable Attestation.

Que s'il y a des Cavaliers, Dragons, & Soldats Prisonniers qui soient bleffez ou malades en danger de leur vie, s'ils demeurent dans les prisons, & qu'on soit obligé de les mettre dans les Hospitiaux ou autres Lieux, pour les faire traiter ou guérir, il sera payé, outre leur rançon, ce que le Roi, ou Messieurs les Etats Generaux, donnent aux Directeurs des Hospitiaux, pour l'entretien des malades, ce qui sera déclaré de bonne foy de part & d'autre.

Que si de part & d'autre, sous pretexte de bien traiter les Prisonniers, on les met dans des Cabarets ou Auberges à leur depens ou de leurs Capitaines, il ne sera payé pour leur dépense outre leur rançon que les trois sols de Subsistance & la Ration de Pain de Munition par jour, qu'on obligera de part & d'autre de fournir chaque jour aux Cavaliers, Cravantes, Dragons & Soldats, & le double pour les Seigns.

Que les Passeports d'Espagne auront lieu & seront respectez par les Troupes d'Hollande, de quelque Nation qu'elles puissent être, dans toute l'étendue de la Frontiere depuis la Mer jusqu'à la Moselle, ayant été fournis à des François qui en sont Porteurs, comme Messieurs les Intendants, leurs Subdeleguez, Receveurs de Contributions, de Confiscations, Entreprenneurs de Fourage, Directeurs & Commis des Traités & Domaines du Roy, Courriers & Postillons, & il en sera fourni de la part de France aux Receveurs des Contributions, de Convoys, de Licents, & autres de semblables Emplois ou fonctions, comme ceux nommez cy-dessus du côté de la France, si le cas le requiert, qui sont establis sur les Frontieres du Pays-Bas Espagnol de la part de Messieurs les Etats, lesquels pourront de part & d'autre aller en toute seureté dans les Villes & plat Pays de ladite Frontiere, sans néanmoins qu'ils puissent s'approcher plus près de deux Lieues des Places de Guerre Ennemis de part & d'autre.

Aussi il sera permis aux Prisonniers d'avertir aussitôt leurs Superieurs du lieu de leur detention, à quoy Messieurs les Gouverneurs ou Commandans donneront les mains, leur en facilitant le moyen.

Que les Trompettes & Tambours seront renvoyez de part & d'autre sans rançon, à moins qu'ils ne soient pris en party les Armes à la main & en ce cas les Trompettes payeront comme les Cavaliers & les Tambours comme les Soldats.

Le présent Traité aura lieu & sera reciproquement bon pour toutes les Troupes tant du Roi, que de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, qu'elles soient à leur soldé ou non, de quelque Nation qu'elles puissent être, sans exception ny exclusion quelconque, qui se trouveront aux Ordres des Princes & Generaux, qui ont ou auront directement & naturellement Commandement & Autorité sur les Armées & Troupes de Sa Majesté, & de leurs Hautes Puissances, agissant de leur part & en leur nom conjointement ou separément en quels Lieux & Pays que ce puisse être, toutes lesquelles Troupes jouiront de part & d'autre du présent Traité, seront echangées ou payeront rançon, comme il a été convenu dans ce Cartel, ce que Sa Majesté promet de tenir pour bon & valable, & le fera ponctuellement observer & executer, comme Messieurs les Etats s'obligent & promettent de tenir pour bon & valable le contenu au présent Article, & de le faire agréer, observer & executer ponctuellement aux Princes & Generaux, ainsi qu'il est dit cy-dessus.

Le présent Traité aura aussi lieu & sera executé par Sa Majesté pendant que la présente Guerre durera, non seulement pour les Troupes qui sont à la soldé du Roy, & de Messieurs les Etats Generaux, de quelque Nation qu'elles soient, mais encore à l'égard de tous les Roys & Princes, qui sont presentement en Guerre contre la France, qui dans l'espace de deux mois declareront par un Acte en bonne forme, qu'ils veulent

bien se conformer à ce Traité, & en promettre l'execution, soit que les Prisonniers se fassent en deça ou en delà la Mer, & Sa Majesté promet de faire executer le susdit Traité à l'égard desdits Roys, & Princes, Alliez desdits Etats Generaux, pourveu qu'entre cy & le susdit temps, lesdits Alliez desdits Etats Generaux, qui sont presentement en Guerre contre le Roy, promettent par un Acte en bonne forme de se conformer audit Traité, pendant que la présente Guerre durera, & aussi-tôt que les susdits Actes auront été remis au Sieur de la Motte, pour les envoyer à Sa Majesté, elle permettra aux Prisonniers des Troupes desdits Alliez, qui auront fourni leurs Promesses, de faire aussi executer le présent Cartel, de s'en retourner en leur Pais, ou à leurs Troupes, en payant la rançon portée par ledit Cartel, pour la Charge, dont ils étoient pourvus, lors qu'ils ont été faits Prisonniers, & s'il se rencontroit quelque difficulté sur la difference des Charges dans les Troupes des Roys & Princes Alliez à celle de l'Etat, enoncées dans le présent Traité, il en sera donné avis audit Sieur de la Motte, pour y apporter les remèdes, dont on pourra convenir de part & d'autre.

Le contenu de l'Article cy-dessus ne pourra porter aucun préjudice ny alteration au présent Traité à l'égard des Troupes de l'Etat.

Que le Cartel & présent Traité d'exchange & des rançons des Prisonniers de part & d'autre, aura lieu & sera bon du jour de la date de la Ratification, & sera inviolablement continué pendant le cours de cette Guerre, sans qu'il puisse être interrompu.

Et pour plus grande assurance dudit Traité, nous avons promis reciproquement, en vertu des Pouvoirs, qui nous ont été donnez, de le faire ratifier, tant de la part de Sa Majesté, que de celle de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, dans quinze jours au plus tard de la date d'iceluy. Fait à Bouillon le vingt-neufième Decembre 1690.

Signé,

LA MOTTE DE LA
PEYROUSE.

J. B. DE WASSENAER.

Pouvoir du Roy.

LE Roy ayant été informé de la disposition, dans laquelle sont les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, de convenir d'un Traité pour l'exchange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles qui sont à leurs soldes, si Sa Majesté avoit agreable d'y entendre; & étant bien aise de contribuer de la part au soulagement & à la Liberté desdits Prisonniers; Sa Majesté ayant une entiere satisfaction de la conduite, que Mr. de la Motte de la Peyrouse, son Lieutenant au Gouvernement de Mauveuge, a tenu dans le Traité, qu'il a fait & passé en son nom le vingtième Octobre dernier avec les Commissaires, deputez de la part du Roy Catholique pour un pareil Traité d'exchange & rançon des Prisonniers de Guerre, dans lequel il a donné des preuves de sa Capacité & de son experience; Sa Majesté l'a commis, ordonné & depute pour se transporter à Bouillon, & s'y rendre vers le 2. du mois de Decembre prochain, pour y étant negotier, conclure, arrester & signer en son nom, avec le Sr. Baron de Wassenac d'Obdam, depute à mesme effect par lesdits Etats Generaux, en vertu d'un Pouvoir suffisant, & qui devra être en bonne forme, un Traité general d'exchange des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits depuis le commencement de cette Guerre, & pendant le temps qu'elle durera, par les Troupes de Sa Majesté & par celles desdits Etats Generaux, en quelque part que ce soit, où les Armées de Sa Majesté & celles des Etats Generaux ont agy & agissent cy-apres, sans exception, & ce Homme pour Homme de même Poste & Qualité, & qu'en cas qu'il y eust un plus grand nombre de Prisonniers de Guerre d'une part que d'autre, le surplus, qui ne pourra être echangé, sera mis en liberté, moyennant les payements des rançons, dont il sera convenu, le tout conformément autant qu'il le pourra au dernier Traité d'exchange & rançon, conclu & arrêté le vingt & un May de l'Année 1675. pour les Prisonniers de Guerre, faits par

ANNO
1690.

les

ANNO
1690.

les Armes de Sa Majesté & celles desdits Etats Généraux, y adjoutant ou diminuant ce qui sera jugé à propos, & généralement faire par ledit Sr. de la Peyroule, pour ledit Echange & Convention des rançons, tout ce qu'il verra nécessaire & à propos. Sa Majesté luy en ayant donné & donnant tout Pouvoir par la présente, promettant en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui aura été négocié, promis, arresté & signé de sa part par ledit Sr. de la Peyroule, en vertu du present Pouvoir, & de

le faire ponctuellement garder & observer de sa part
sans difficulté; car telle est la volonté de sa Majesté.
Fait à Versailles le dix-neuf Novembre. 1690.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

LE TELLIER.

Pleinpouvoir des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die het aengaen magh, *Doen te weten*, dat Wy goet gevonden hebben te committeren ende te autoriseren; gelijk Wy committeren ende te autoriseren by desen, den Heere Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, Generael Major ten dienste van Onsen Staet, om uyt Onsen Naem ende van Onsentwegen, met die geene, die van wegen sijne Majesteyt den Koningh van Franckrijk ingelijcks genocgsaem sal ofte sullen wesen geautoiseert, te tractieren ende te convenieren over het maekken van een Cartel ofte Accord, wegens de Wisselinghe ende Rantfoeneringe van wederzijds Gevangenen van Oorlogh, soo die tegenwoordigh gevangene zyn, ofte naermaels gevangen sullen worden, met het geene daar van dependeert, bebovende ter goeder trouwe, voor goet ende van waerde te sullen houden, oock te sullen approberen ende ratificeren, alles wat door den gemelten Heere Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, invoeagen als voren, in Onsen Name sal wesen geconvenieert ende gearresteert. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staet, Paraphure van den Heere Praesiderende in Onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den elfden December 1690.

Was gearapheert,

G. SLOOT,

vr. Onder stont,

Ter Ordonnantie van de hoog-gemelte Heeren Statē Generael.

Geteekent,

F. FAGEL.

Ter zyden stont het boven-gemelte Cachet in rooden Wafische gedruckt, en met wit Papier overdeckt.

Traduction.

LES Etats des Provinces-Unies font savoir à tous ceux qui y ont intérêt, qu'on a trouvé bon d'envoyer, & envoyé est par la présente, le Sr. Baron d'Obdam, Major General au service des Etats, & par nostre Ordre, à ceux qui seront autorisés de la part de Sa Majesté, le Roi de France, pour négotier & dresser l'Accord du Cartel, touchant l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre de part & d'autre: tant ceux qui le sont à présent que ceux qui pourront l'être à l'avenir, & ce qui en depend. Promettant sincerement de tenir pour bon, & de ratifier tout ce que ledit Sr. de Wassenauer fera en nostre nom. Fait sous nostre Cachet de l'Etat, paraphé par le Sr. President dans nostre Assemblée, & signé par nostre Greffier. A la Haye le 11. Decembre 1690.

Signé,

G. SLOOT,

Et plus-bas,

Par Ordonnance de leurs Hautes Puissances,

F. FAGEL.

Au côté le Cachet cy-dessus nommé en cire rouge convert de papier blanc.

Ratification du Roi.

LE Roy, ayant veu & leu attentivement le Traité cy-dessus transcript, fait & passé en son Nom par le Sieur de la Motte de la Peyroule, & au nom des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas par le Sieur Baron de Wassenauer d'Obdam, pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été faits depuis qu'elle est declarée, & seront faits cy-après pendant qu'elle durera, par les Troupes de France & celles desdits Etats Generaux, les uns sur les autres; & Sa Majesté ayant ledit Traité bien agreable, l'a ap-

prouvé, confirmé & ratifié, approuve, confirme & ratifie; & a promis & promet en foy & parole de Roy, de l'entretenir & faire entretenir & garder de sa part inviolablement sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, ayant pour témoignage de sa volonté signé la présente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A Versailles le quatrième jour de Janvier, 1691.

Signé,

LOUIS.

Ratification des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden; Allen den genen die desen sullen sien. *Salut: Doen te weten*, Dat Wy, gesien ende ge-examineert hebbende het Tractaet, gesloten tot Bouillon den 29. December 1690. tusschen den Heere de la Motte de la Peyroule, als daer toe specialijk geauthoriseert van Sijne Koninklijke Majesteyt van Franckrijk, en de Heer Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, daer toe

Traduction.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies, Salut. Nous faisons savoir que Nous avons veu le Traité conclu à Bouillon le 29. Decembre 1690. entre le Sieur de la Motte de la Peyroule, autorisé par Sa Majesté le Roi de France, & le Baron de Wassenauer, Sieur d'Obdam, autorisé de nostre part, pour faire l'échan-

ANNO 1690. toe van onsentwegen ingelijks geauthoriseert zijnde, over de Ranfioenen ende Verwiffeling van wederzijds Gevangen, soo als het selve hier voren staet uygedrukt.

Ende in achtgen genomen hebbende, dat by het laeste Articul is beloofd, dat het selve Tractaet van wederzyden soude werden geratificeert binnen den tijd van vijftien dagen naer den voorschreven negen en twintigsten December, zijnde den dagh van de Ondertekeninge: *Soo is 't*, Dat Wy, in gevolge van dien, het voorschreve Tractaet hebben geapprobeert ende geratificeert, gelijk Wy het selve approberen ende ratificeeren mits desen, volgens sijnen teneur ende inhoud, beloovende oprechtelick ende ter goeder trouwe dat Wy het voorsz. Tractaet, en alle de Poincten ende Articulen van dien, sullen onderhouden ende naerkomen, ende doen onderhouden ende naerkomen, by allen ende een yeder die het aengaen magh. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den elden January. 1691.

Was geparapheert,
W. DE NASSAW.

vi. Onderstondt,
Ter Ordonnantie van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

Geteeckent,
F. FAGEL.

Ter zijden stondt het boven gemelte Cachet in rooden Walische gedrukt, ende met wit Papier overdeckt.

ANNO 1690. l'échange des Prisonniers de part & d'autre; de la maniere cy-jointe imprimée.

Et comme on a promis par le dernier Article que le Traité seroit ratifié dans le temps de quinze jours, après le 29. Decembre 1690. qui est le jour qu'il a été signé. Et ledit Traité ayant été bien & agreablement approuvé, confirmé & ratifié, l'approuver, le confirmer, & le ratifier suivant sa forme & teneur, promettant sincerement de tenir ledit Traité, & tous les Points & Articles qui y sont compris, & de le faire maintenir & executer. Fait sous nostre Cachet à la Haye le 11. Janvier 1691.

Signé,
W. DE NASSAW.

Plus-bas,
F. FAGEL.

CXXXIII.

1691. *Paſſa Dotalitia inter Sereniffimum Principem Jacobum, Joannis III. Poloniae Regis Filium natu majorem, & Dominam Hedwigem Elisabetham, Philippi Guiljelmii Electoris Palatini Rheni Filiam. Quod Sereniffimus Elector in Dotem Suae Filiae centum millia Florenorum Rhenensium, praefato Regi & ejus Filio se soluturum promittit; Et de contra Hic Sereniffima Suae Sponsae in contra-Dotem tantundem, atque alia centum millia titulo Doni nuptialis constituit. Actum Anno 1691. [LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Absatz I. pag. 112.]*

Cum Sereniffimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Johannes III. Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Lithuaniae Dux &c. maturo consilio penderit, non solum se sibi & suis, sed toti Mundo, praecipue verò Regnis à Deo sibi concreditur vivere, Populorumque praecipue vicinorum Amicitiae, Conservationi & Libertati inter reliqua quam maximè convenire, ut per mutua Conjugia major sinceritatis & reciprocae assistentiae nexus pro stabilienda eò fortius Pace & Securitate communi, modo quo fieri potest sanctissimo firmetur; Idè Sereniffimum Filium suum natu majorem, Dominum Principem Jacobum hujus quidem propria sponte & enixissima voluntate eò destinavit, ut inter illum & Principis Sereniffimi Domini Philippi Guiljelmii, Comitis Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarii & Electoris, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Ducis &c. &c. Filiam quinto genitam, Sereniffimam Dominam Hedwigem Elisabetham Anhaltensem, Comitum Palatinam Rheni (tit.) Matrimonium iniretur, utpote ad saluberrimam Regiae Poloniae Majestatis supra sitam Intentionem eò praecipue ex capite maximè proficuum, quod antiquissimum Domus Palatina ad Rhenum Splendor toti Orbi adeò illucescat, ut Serenitatis Suae radios tam per Consanguinitatis quam Affinitatis Neceffitudinem in omnes fere totius Europae, Imperatoris, Regum, Principumque Familias non diffundat modo, sed & illos tot quasi novis fideri-

bis consuscare faciat, quot proles ex affinitatibus cum hac domo contractis conspiciuntur, vel certò sperantur in Regnis illis, quae tanto Provinciarum luctu tamdiu antehac cum orbitate luctata sunt. Certè Sereniffimus Dominus Elector veteris cum inclyta Polonorum Natione confidentis Amicitiae non immemor, insuper quod ipse ex Regia Jagellorum stirpe antiquissima per se Sanguinis neceffitudine sibi conjuncta Conjugem habuerit Sereniffimam Dominam Annam Catharinam Constantiam, praeterea & Filius suus Tertio-genitus, Sereniffimus Carolus Philippus, Comes Palatinus Rheni &c. &c. cum Cellissima Radziviliorum Familia pari se Matrimonii Foedere conjunxerit, tam salutari Suae Majestatis Intentioni eò propiores praebuit aures, quò Sedes Apostolica & Sacra Caesarea Majestas efficacissimè interpolis suis officiis id gratissimum sibi fore contenderunt. Verùm posteaquam Suae Serenitatis Electoralis infrascripta Matrimonii Capitula aequissima censuit, Clementissimo propterea ejusdem Mandato in scripturam redacta, prius tamen quam ad perfectionem perducì potuere, jubente sic divino Numine piensissimè supremum obiit diem, idè ejusdem Dominus Filius Primogenitus, Sereniffimus Dominus Johannes Guiljelmus, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Elector, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Ducis (tit.) pro sua parte & spe Consilium Sapientissimi sui Domini Parentis approbaturus, & quò non minùs ex sua sponte suum in Regiam Poloniae Domum pro publico bono affectum testatum faceret, ceptum hunc tam salutaribus ex causis Matrimonii Tractatum perfici voluit; Igitur quod felix faustumque sit & toti Reipublicae Christianae salubre, inter Regios & Electorales Deputatos, ex parte Regis quidem Dominos N.N. ex parte Sereniffimi Domini Electoris vero Reverendissimum & Illustrissimum Dominum Ferdinandum ab Trschib, Dominum in Macen, Serenitatis Suae Electoralis Consiliarium intimum & supremum Aulae Cancellarium, Cameræ Praesidem & Feudorum Praepositum, Dynastam in Reichertsghoven, nec non Illustrissimum Dominum Andream Schellener ab & in Heidersdorf, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarium Imperialem Aulicum, nec non Serenitatis Suae Electoralis à Consiliis intimis, in subsequentes Matrimonii Tractatus & Conditiones convenit est.

I. Itaque Sereniffimus Dominus Elector Johannes Guil-

ANNO
1691.

Gustavus spondet in legitimam Uxorem Serenissimam Dominam Principem *Elisabetham* &c. Dominam Soreo suam dilectissimam, Serenissimo Principi Polonice Regio Dn. *Jacobus* &c. Et vicissim Serenissimus Princeps Regius *Jacobus* præcedente Consensu Serenissimi ac Potentissimi Regis Paris sui, promittit, se ducturum in Uxorem prædictam Dominam Principem *Elisabetham*, prædicto Matrimonio consentientem, juxta Ritus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Catholicæ, & curaturum, ut subsequenti quemadmodum infra dicitur, Matrimonio rato, aut suis, aut Serenissimi ac Potentissimi Domini Parentis, Regis sumptibus *Neoburgo* ad *Danubium* decederet ad Suis Regiam Aulam in *Poloniam* deducatur.

II. In Dorem & titulo Dotis Serenissimæ Principi *Elisabethæ* Serenissimus Dominus Elector promittit solvere Serenissimis Dominis Regi & Filio eorumve Hæredibus & Successoribus Florenorum Rhenensium centum millia in monetâ currenti, Florenum ad sexaginta Crucigeros computando: Prædicti autem Serenit. Rex & Regius Filius in casu Dotis prædicto restituende pariter illam promittunt restituere pecunia numerata & dicto jam valore præstatæ Serenissimæ Domine Principi, aut ejusdem Hæredibus & Successoribus, omni exceptione remota, sub Obligatione Bonorum suorum presentium & futurorum, suorum Hæredum & Successorum omni meliori modo, juxta Ritus & Leges Regni Poloniz, imò & cum legitimo consensu Serenissimæ Domine Regiæ Majestatis observando.

III. E contra Serenissimi Domini Domini, Rex & Filius Regius promittunt Serenissimæ Domine Neosponsæ centum millia Florenorum in Contradotem, & totidem, id est, alia centum millia Florenorum monetæ sæpius jam scriptæ, Nuptialis titulo doni constituere, prout hæc dæ Regia constituunt sub Obligatione Hypothecæ & consensu respective Conjugalis & materni jam antea ratione Dotis enumerata, ita ut Dos, contra-Dos & Donum nuptiale ter centum millium Florenorum Rhenensium, ut supra, impotent, Quorum usufructus durante Matrimonio Serenissimo Domino Principi Regio, proprietate autem pleno Jure Conjugum superstiti, ejusque Hæredibus & Successoribus remaneat, seu fatum prius in Regio Principe, seu Serenissima Sponsa prius contingat, (quod quidem divinum Numen divitissime differre dignetur) idque sive post mortem alterutrius Conjugum liberi existant ex hoc Matrimonio, sive non, qui tamen si Dei gratia ex hoc connubio existant, Jure merito directæ & naturalis illorum Successoribus ad prædictas Summas præfenti Contractu derogari non potest.

IV. Serenissimus ac Potentissimus Rex, ac ejus Dominus Filius Regius durante Matrimonio providebunt Serenissimæ Domine Principi ejusdemque Aulico & aliis necessario Ministerio à primo ad ultimum nullo excepto, de condigna & hujusmodi Regiis & Electoralibus Filiis & Filiabus decenti sustentatione quoad victum, amictum, salarium, aut quicquid horum necessarium erit, imò & Principibus tantæ Dignitatis & Familiez decorum; De reliquo autem durante Matrimonio sine ullo alio Onere aut Conditione Serenissimæ Domine Principi ad liberrimam ejusdem dispositionem absque ulla reventæ Obligatione Rationis ex paratissimis mediis ad initium cujuscumque mensis quingentos Florenos Rhenenses, qui consuevit uno & quolibet anno sex millia Florenorum Imperialium Rhenensium, solvi curabunt.

V. Si Cæli dispositione contingat, ut Serenissima Princeps (quod ipsa quidem vel omnino non, vel feris saltem exoptet annis fieri) dilectissimo suo Domino Sponsio supervixerit, ad vidualem ejusdem sustentationem præter antea prædicta in funestum hunc casum proprietarie ipsi competentia trecenta Florenorum millia Dotis, Contra-dotis & Doni nuptialis, assignabuntur eidem à Serenissimo Rege ejusque Regio Principe, adhuc alia ducenta Florenorum millia una, cum Dote, Contra-dote & Dono nuptiali in Capitali conscientia summam Florenorum quingentorum millium, monetæ Rhenensis, quam statim ac Tabule istæ Nuptiales conventæ & signatæ fuerint, in numerata pecunia adhuc ante Matrimonium ratum, & Abductionem Serenissimæ Domine Principis Neo-sponsæ Serenissimi respectivè Rex & Elector consignaverunt in Principatibus certis in *Silesia*, juxta Declarationem Sacre Cæsareæ Majestatis quàmprimùm designandis, in quibus census annuus hypochondrii quique pro centum Serenissimis

Tom. VII. PAR. T. II.

ANNO
1691.

utrique Neo-sponsis tam diu dabitur & persolvetur, usque dum summa Capitalis communi contrahentium consensu non fuerit repetita & exsoluta; Cum ulteriori tamen utrinque acceptata Conditione, ut hæc ducenta Florenorum millia, quæ Serenissimæ Sponsæ ultra Dotem, Contra-dotem & Donum nuptiale pro viduali sustentatione adjiciuntur, non ut Dos, Contra-dos & Donum nuptiale proprietariæ, sed usufructuariæ tantum, & quidem non ultra ejusdem Viduitatem & Vitam, ad eandem pertineant, imò si vel vivere vel vidua esse desinat, proprietariæ & plenissimo Jure ad Serenis. Sponsi Hæredes devolvatur, respectu cujus Summæ viginti millium designatæ viduitati & Successores & Hæredes Serenissimi Neo-sponsi regressus Sacra Cæsareæ Majestas omnimodum spondebit Securitatem, ita ut eadem Summa nemini alii nisi legitimis Serenissimi Neo-sponsi Successoribus extradatur.

VI. Porro cum annua Pensio mox in Articulo præcedenti enarratæ Summæ 50000. Florenorum ad condignam ex casibus imperatis Principibus Palatinis ex hac Domo Electorali constitutam vidualem sustentationem sufficere non possit, Serenissimus Rex & Regius ejusdem Dominus Filius singuli in solidum, cum consensu Serenissimæ Reginæ legitime præstundo, eidem hisce superaddunt, in casum & durationem viduitatis, & non aliter ac ultra, alios adhuc vigesies mille Florenos Rhenenses annui reditus, singulis annis justè & omni Exceptione remota, sine ulla vel litium aut sumptuum molestia, exsolvendos sub Hypothecâ tam generali quàm speciali, omnium bonorum tam avitorum quàm noviter acquisitorum aut adhuc acquirendorum juxta Ritus & Leges Regni Poloniz firmiter expedienda, ita ut nec Generalitas Specialitatis, nec Specialitas Generalitati quicquam deroget, cum ulteriori hac Declaratione, si Serenissimæ Domine Viduæ in supra-additis hisce vigesies mille annuis Florenis persolvendis molestia, mora, aut omnino impossibilitas modo quocumque futuris temporibus injiceretur, eidem tunc ex nunc, & nunc ex tunc libertas concedatur, vel si malit, eorum loco dicta ducenta Florenorum millia Articulo præcedenti usufructuariè tantum sibi ad tempus Viduitatis assignata, proprietariæ sibi suisque Hæredibus retinendi, ita ut in casum non solvendorum eorum supradictorum in Polonia assignatorum 20000. Florenorum, statim ac id se velle declaraverit, ipso Jure ducentorum sæpius præfatorum millium Florenorum proprietate ad eandem ejusque Hæredes recidat, amittat tamen etiam ipso Jure omnem ulteriorem Actionem ad illos vigesies mille Florenos supra additos.

VII. Et hæc quidem pro viduali sustentatione convente Summæ integræ maneat Serenissimæ Domine Sponsæ fatorum Dispositione futura forsitan Viduæ, etiam si una vel plures Proles extarent, ad quarum condignam & decoram sustentationem licet ex Summis ului suo viduali servientibus præsentis Contractu necessario Serenissimam Neo-sponsa non obligetur (cum Educatio pro Dignitate tantæ Sanguinis & sustentatio primario ad Sortem Patrimonialem spectet) nihilominus materno in Prolem affectui & pietati eâ Præcustoditione minime derogari debere. Quemadmodum etiam liberum erit eidem tempus Viduitatis in vel extra Poloniam transigere, quâ in re nulla eidem à quopiam molestia inferatur. Si verò præscriptæ, Viduitatem suam in Polonia transigere, gratis ipsi concedenda erit condigna Habitatio, decenti in omnibus & per omnia suppellectile instructa.

VIII. Quàmprimùm Pacta dotalitia utrinque inscripta & hisce Conditionibus supra enumeratis ex parte Sacre Cæsareæ & Regiæ Poloniz Majestatis & Serenissimi Domini Filii Regii Jacobi Neo-sponsi forma, quâ juxta Leges Poloniz decet, efficaciter & re ipsa satisfactum fuerit, Clementissimo Regiæ Majestatis beneplacito relinquatur, quando suos Legatos ad celebrandum juxta Ritus Ecclesiæ Matrimonium ratum, & ipsam etiam Serenissimam Dominam Neo-sponsam in Regnum Poloniz suis tamen sumptibus, ut supra, abducendam ad Serenitatis Sux Electoralis Aulam Neoburgicam ablegare voluerit, quos ibidem Sua Serenitas Electoralis excipit, tractari & dimitti curabit pro innata sibi generositate & decenti, qua in Serenissimum Regem fertur, Reverentia.

IX. Antequam tamen ad hujus Matrimonii Celebrationem & actuale Serenissimæ Sponsæ ex Laribus

N n 2

ita

ANNO
1691.

fraternis Abdicationem perveniat, eadem juratam & solennem Renunciationem faciat, eamque in publicam Scripturam redigi curet, quod aut ipsa aut ejus Deccendentes Succellores aut Hæredes per se vel per aliquos nullam unquam Hæreditatem aut Successionem ex Domo Palatina, quando unus Comes Palatinus Rheni & Dux Bavarie Mafculus ex communi Supite utriusque Domus per Lineam Mafculinam descendens, in vivis exiltit & fupereft, in Bonis ad eandem pertinentibus tam Feudalibus quam Alodialibus, tam Mobilibus quam Immoobilibus in- & extra Imperium ubicunque Terrarum fuis, acqulifis jam aut acquirendis, perpetuis temporibus nullo Juris aut facti prætextu prætere, & fola fibi assignata Dote contenta, de reliquis autem omnibus extantibus Mafculis Agnatis ex utraque Domo Palatina & Bavarica, femp̄ exclaa effe velit, juxta formam in Sereniffima Domo Palatina obfervatam, & juxta Pacta in Elocutione priorum fuorum refpectivè Auguftinæ Imperatricis & Sereniffimarum Reginarum Hifpaniæ & Lufitanie nec non Principis Parmenfis Sororum conventa.

X. Pro obfervantia & executione omnium & fingulorum, ut fuprà, Conventorum Sereniffimi D. D. D. Contrahentes obligant fefe, fuos Hæredes & Succellores & Bona omnia præfentia & futura, etiam mobilia, omni meliori modo tam Jure generalis quam fpecialis Hypothecæ, ita ut Generalitas Specialitati, nec Specialitas Generalitati detrahatur.

XI. Et ut Procuratores infra fcripti fpecialem à Sereniffimis fuis Dominis Contrahentibus Ratihabitionem præfentium Pactorum quam proximè fefe commutatu- ros promittunt, ita in horum fidem fefe fequentem in modum fubfcripferunt & fubfignarunt.

Ex parte Sereniffimi Regis &
Principis &c.

CXXXIV.

4. Mai. *Accessio ANSELMUS FRANCISCI Electoris Moguntini ad Fœdus Magnum inter LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum & Ordines Fœderati BELGII Generales, contra Regem GALLIÆ, die 12. Maii 1689. initum. Die 4. Maii 1691. [LONDORPIL Acta publica, Part. XIV. Lib. XV. fub Cap. X. num. X. pag. 317. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aufli dans LUNIG Tauschtes*

CXXXV.

14. Mai. *Traité van Alliantie tuffchen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN ter eenre, en RUDOLPH AUGUSTUS nef- fens ANTHONI ULRICH Hartogen van Brunsfwijk-Luneburg Wolfenbuttel ter andere zyde. Gefloten in den Hage den 14. Mai 1691. [Manufcrit.]*

LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
BRUNSWIC-
LUNEBURG.

I. **S**Al tuffchen de Heeren Staaten General der Verenigzide Nederlanden ter eenre, ende Hæere D. D. ter anderen zyde voor altoos fijn en blyven eenne beftandige Vriendfchap en Correfpondentie, ende fal den eenen den anderen allen tyden gerouwelyck met raad en daet affifteren en wederzyds intereffen bevorderen, miffgaders dan hæere refpectieve Minifters aen de Hooven van Uytheemfe Princen, al-

Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abtatz I. pag. 317.]

ANNO
1691.

NOS ANSELMUS FRANCISCUS, Dei Gratia Sanctæ Moguntinensis Sedis Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Princeps Elector &c. Notum testatumque per præfentes Literas facimus, quandoquidem Tractatus quidam Amicitie & ærtionis Fœderis inter Sereniffimum, Potentiffimum & Invictiffimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum, divina favente Clementia Electum Romanorum Imperatorem, femp̄ Auguftum, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Regem, Archiducem Auftriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comitum Tyrolis &c. Nec non inter Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum initus & conclusus fit Vienna 12. die Menfis Maji, anni millefimi fexcentefimi oftuefimi noni per Leopoldum Guillelmum Comitem in Konigsseg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris Equitem, & Theodorum Althetum Henricum, Comitem a Strammann, Cancellarium Aulicum, Sæ Cæfareæ Majestatis Plenipotentiarios & Confiliarios Status intimos, a parte Sæ Cæfareæ Majestatis, & per Jacobum Hop, Civitatis Amftelodamenfis Confiliarium & Syndicum, nec non in Confelfu DD. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & Weft- Frifiæ Deputatum, à parte Dominorum Ordinum Generalium, qui Tractatus eft fequentis Tenoris:

Notum testatumque fit, quod &c.

Cumque Suam Cæfaream Majestatem Domini Ordines Generales rogaverint, quatenus virtute Articuli decimi, ut nos in prædicti Fœderis focietatem invitarmur: Nos exhortationi Cæfareæ morem gerentes, cupientes etiam Celis ac Præpotentibus DD. Ordinibus Generalibus finceræ noftre Amicitie & ftudii in amplectendis & promovendis iis omnibus, quæ tuendæ Cæfæ communi & faluti publicæ conducere poffint, evidens præbere Documentum, perfectò matureque confiderato prædicta Tractatu, eundem laudaffe, approbaviffe, gratum, acceptum, ratumque habuiffe, ficut & non tantum per præfentes laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, una cum omnibus & fingulis ejusdem Articulis, verum etiam fincere fpondemus, ac fide Electorali promittimus, nos Tractatum iftum fanchè & inviolabiliter obfervatu, & adimpletu, nec eidem ullo modo contraveniatur, aut, quantum in nobis erit, contraveniri poffuros. In cujus rei majorem fidem & testimonium Literas has, manu Noftre fubfcriptas, Sigillo majore juffimus communiri. Datum 4. Maji 1691.

CXXXV.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Eftats Ge- 14. Mai.
neraux des PROVINCES-UNIES d'une LES PRO-
part, & RODOLPHE AUGUSTE & AN- VINCES-
THOINE ULRIC Ducs de Brunswick-Lune- UNIES
bourg Wolfenbuttel, avec ftipulation du nombre ET
de Troupes que lefdits Princes feront obligés de BRUNSWIC-
tenir au fervice de L. H. P. à la Solde de la WIC.
Republique. Fait à la Haye le 14. Mai 1691. Avec LUNEBURG.
un ARTICLE SEPARÉ du même jour concer-
nant une augmentation de fix Compagnies de-
dites Troupes, que le Roi de la Grande Bre-
tagne prend à fa charge.

I. **I**L y aura pour toujours entre les Seigneurs E-
tats Généraux des Provinces-Unies des Pays-
Bas d'une part, & L. L. SS. d'autre, une
conftante amitié & correfpondance, & s'affifteront &
avanceront en tous tems les intérêts les uns des autres,
fidalement, de confel & de fait, enfemble les Minif-
tres refpectifs qu'ils ont dans les Cours des Princes
Etran-

ANNÔ
1691. alwaer deselve soude residieren, helpen, seconderen, ende voorts alle schaedelycke nadeel afweeren, en des mer effectieve secourten ma kanderen bysprugen, soo en in voegen, als het selve hier naer sal werden verklaert.

II. Haer D. D. en sullen in dienst van Staet van Haer Hoogh-Moogende lasten verbylven een Regiment Paerden van vier Compagnie en twee Regimenten te yder yder van vyf Compagnie geduyrende den tydt van dit tegenwoordige Tractaet.

III. Ende naerdemael by Experientie bevonden wert dat de voorschreve drie Regimenten den gerequirenden Dienst niet kunnen doen, ten sy deselve met twee Compagnie werden versterckt, soo sullen haer D. D. den 1. Januari 1692. nogh twee Compagnie by yder van de voorsz. drie Regimenten byvoegen, ten waere sijt Majesteit van Groot-Britannie voor den Dienst van den Staet nodigh achte dat sulcx eerder geschiede.

IV. De vacante Officiers Plaetsen sullen elckens by haer D. D. werden gesupleert, prefererende al den tyden die gene die van deselve bequamlyck onder de voorschreven Troupes mochten sijn, boven andere buyten deselve Troupes.

V. Deselve Troupes sullen geduyrende deese Conventie niet gerappelleert, oec te rug geroepen mogen werden, ten sy haer D. D. in haere Steeden ende Landen mochten werden aengegrepen en aengestaft ende deselve gestelt in een evident ofte inevitable danger of pericul, als wanneer haer D. D. daer en boven door Haer Hoog-Mogende sullen moeten werden gecourseert, als hier naer Art. 13. sal werden geleght.

VI. Haere D. D. neemen aen geduyrende deese Conventie in haere Landen op de been te houden dry duyzent Man soo te Voet als te Paert, wel geregleerde ende gedisciplineerde Troupes.

VII. Ende in gevalle haer Hoogh-Mogende geduyrende deese Conventie door jemandt, als den Koningh van Vrankryck, waar mede de selve in den Oorlogh sijn geëngagerd, den Keyser, het Ryck ende d'andere Leden van het Doorluchtighe Huys Brunswic-Lunebourg alleen uytgefondert, ofte naer het eyndigen van desen Oorlogh, ende geduyrende dese Conventie van den Koningh van Vrankryck ofte eenige anderen, sijne Keyserlycke Majesteit het Ryck ende andere Leden van het Doorluchtighe Huys Brunswic ende Lunebourg uytgefondert, als vooren mogten werden aengestaft en aengegrepen, sullen in sulcken gevalle Haere D. D. een maent, naer dat daer toe sullen wesen versocht, ten dienste van den Staet laten marcheeren vyfienhondert Man te Voet, ende twee hondert te Paert, ende de selve leveren op de frontieren van den Staet, mis voor deselve by Haer Hoog-Mogende betaelt werden een march maent voor de selve Troupes, ende die tot haeren lasten ende soldie neemen, van den tydt af, dat die op de voorschreve Frontieren sullen wesen gearriveert, nemende haer D. D. op haer al het hazard van de selve marche, uytgefondert het obtineren van vrye Passagie van Landen, waer door die sullen moeten passeren, 't gene den Staet sal moeten versorgen, sonder nochtans haer D. D. genootzaekt sullen wesen daerom in ruyt te treden mer die gene die haer Hoogh-Mog. souden mogen komen l'attaqueren.

VIII. Alle die Troupen van Haere D. D. soo die tegenwoordig in dienst van den Staet sijn, als die volgens het voorgaende Art. in derselven dienst soude kunnen komen, sullen geassigneert werden op de Provincie van Hollandt, ende soo omtrent die betaelinge, als alle andere Saecten getraecteert ende gehandelt werden, als die eygen Troupes van Staet, ende vervolgens in alen deselve voordeelen genieten, ende in cas van verminderinge oock op de selve wyse en naer proportie van die Stercke van Compagnie werden gerecrueteert.

IX. Ende alsoo nodigh is dat die Compagnie van de voorschreven Regiments, mis haere groote met eenige Officiere en voor alle die te Voet yder met een tweede Luytenant werde voorzien, soo sal daer over eens ter maent betaelt werden drye hondert Rixdaelders in te gaen met den 1. Januari 1692.

X. Die

Etrangers, en quelques endroits qu'ils puissent resider, les y seconderont, & detourneront tout ce qui pourroit leur être dommageable & nuisible; Et à cet effect se jecoverront les uns les autres, comme il sera déclaré ci-après.

II. Leurs Serenitez laisseront demeurer au service de Vrs Hautes Puissances un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies, & deux Regiments d'Infanterie de cinq Compagnies, pendant le tems de ce present Traité.

III. Et comme on a trouvé par experience que les susdits trois Regiments ne peuvent pas rendre le service requis, à moins qu'ils ne soient augmentez chacun de deux Compagnies, LL. SS. joindront encore le 1. Janvier 1692. à chacun desdits trois Regiments deux Compagnies, à moins que Sa Majesté de la Grand Bretagne ne jugéât nécessaire pour le service de l'Etat que cela se fit plusost.

IV. Les places vacantes des Officiers seront chaque fois remplies par LL. SS. preferant toujours ceux d'entre lesdites Troupes qui seront les plus capables, aux autres qui n'en seront pas.

V. Lesdites Troupes ne seront point rappellées durant cette Convention, à moins que LL. SS. ne fussent attaquées dans leurs Etats & Pays, & réduits en un danger éminent ou inevitable; & alors LL. SS. devront de plus être secourus par leurs Hautes Puissances comme il sera dit ci-après en l'Article 13.

VI. LL. SS. se chargent de tenir sur pied dans leur Pais durant le tems de cette Convention trois mil hommes tant d'Infanterie que de Cavalerie, de Troupes biens réglées & bien disciplinées.

VII. Et s'il arrivoit que durant cette Convention leurs Hautes Puissances vinssent à être attaquées, & assallies par quelque autre que le Roi de France, & qui ils sont presentement en Guerre, exceptez seulement l'Empereur, l'Empire, & les autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, ou qu'après cette Guerre finie & durant cette Convention, ils fussent pareillement attaqués par le Roi de France, ou quelques autres, exceptez comme dessus Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick & Lunebourg, LL. SS. feront marcher au service de l'Etat, un mois après qu'ils en seront requis quinze cens hommes de pied & deux cens de Cavalerie, & les livreront sur les frontieres de l'Etat, en payant par leurs Hautes Puissances un mois de Marche pour lesdites Troupes, & les prendront à leur charge & Solde, à compter du jour qu'elles seront arrivées sur les Frontieres, prenant LL. SS. sur elles tout le hazard de ladite Marche; excepté l'obligation du passage libre sur les Pais par lesquels ils devront passer, à quoy il faudra que l'Etat pourvoye, sans pourtant qu'il faille que LL. SS. entrent en ruyt avec ceux que leurs Hautes Puissances pourroient venir à attaquer.

VIII. Toutes les Troupes de LL. SS. tant celles qui sont presentement au service de l'Etat que celles qui y pourroient venir suivant l'Article précédent, seront assignées sur la Province de Hollande, & seront traitées à l'égard du payement, & des autres choses, comme les propres Troupes de l'Etat, & en consequence jouiront des mêmes avantages, & en cas de diminution, elles seront recrutées de la même maniere, & à proportion de la force des Compagnies.

IX. Et comme il est nécessaire que les Compagnies des susdits Regiments, & sur tout ceux d'Infanterie soient outre leurs Officiers pourvus d'un Sous Lieutenant ou Lientenant en second, il sera payé pour ce une fois par mois trois cens Rixdales à commencer du premier Janvier 1692.

ANNO
1691.

X. Die voorschreven Troupes weder te rugh naer haer Landt fullende moeten marcheeren, in gevolge van 't 5. Art. fullen deselve werden afbetaelt van alle haere achteritalige Gages, Wagen-gelden, ende het geene den Staet aen deselve soo over Recruit in het 8. Art. gemelt, als anderins soude mogen wesen verschuld, tot dat die de Frontieren van den Spaet fullen quiteren.

XI. Haer Hoogh-Mogende neemen aen, indien het gevaer in het 5. Art. gemelt quaem te extendee-ren ende haer D. D. in haere Steeden ende Landen ge-attaqueert ende aangegepen te werden, die voorschre-ve Troupes vryelyck te laten trecken, sonder daar om trent eenige verhinderinge te brengen.

XII. Ende in gevalle Haere D. D. gedurende dese Conventie door iemand anders als den Koning van Frankryck, waer mede de selve benevens het Ryck albereids in Oorlogh syn gegengaeert, of naar het eyndigen van desen Oorlogh door den Koning van Frankryck, ofte eenige anderen mogten werden aengetaelt, ende aangegepen, fullen Haer Hoogh-Mogende in sulken gevallen een maand, naer dat daer toe fullen wesen verlocht, ten dienste van Haer D. D. laten marcheeren drie duysent Man te Voet, ende vier hondert te Paerd, mits voor deselve by Haer D. D. betaelt werdende een march-maend voor de selve Troupen, ende die tot haren laste ende soldie nemen, van den tydt af, dat die op de Frontieren van Haer D. D. fullen wesen gearriveert, nemende Haer Moog-Mogende alle het hafard van de selve marche, uytselondert het obtinieren van vrye passagie van Landen, waer door die fullen moeten passeren, 't gene Haer D. D. fullen moeten versorgen, ofte fullen Haer Hoog-Mogende de selve betalen eens de somme van hondert twintigh duysent Guldens, tot keure van Haer Hoog-Mogende, sonder dat noghtrans Haer Hoog-Mogende genootsaect fullen wesen daerom in rupte te treden met die gene, die Haer D. D. fouden komen te attaqueeren.

XIII. Edogh indien het quam te gebeuren dat de periculum soo groot waren, dat niet moghelyck was die voorsz. Troupes derwaerts te laten marcheeren, ende haere D. D. te laten toekomen, dat in sulken gevallen Haer Hoog-Mogende aen Haer D. D. fullen betalen de voorschreve hondert twintigh duysent guldens in plaats van de voorschreve Troupes.

XIV. Haer D. D. genegen wende haer Vesteinge ende Fortreessen in beteren staet van defensie te brengen, ende daer toe een goede somme van penningen van noden hebbende, fullen Haer Hoog-Mogende haeren Ontfanger Generael autoriseren, om onder haeren Garantie, als ten oplichte van andere Princen geschied is, ende suffisante attestatie ende securiteyt, aen die syde van Haer D. D. te geven, op interest te lichen jegens 5. ten hondert in 't Jaer, eene somme van 't negentigh duysent Rycksdaelers ende nogh daer en boven soo veel als die march-maend sal bedragen, des dat die voorschreve 't negentigh duysent Rycksdaelers weder binnen den tydt van ses jaren fullen moeten werden afgelost ende gequeten, ende de march-maend op het vertreck van de Troupes afgerekent werden.

XV. Dit Traetaet sal duuren den tydt van ses jaren, naer dato van het selve, ende voor het eyndigen van die tydt met wederlyts bewillinge mogen werden verniet ofte gecontinueert, ende sal binnen den tydt van 4. weken naer het tekenen deses geratificeert, ende die Ratification jegens den anderen alhier in den Hage uyt-gewisselt werden. Aldus gedaen, in den Hage den 14. May 1691.

Separate Articulen.

Naardemalen syne Majesteit van Groot Britannien aengecommen heeft die twee Compagnien te Paerd ende 4. Compagnien te Voet in 't 3. Articul van de voortdaende Conventie gemelt, mitsgaders nogh vier Compagnien te Paard, Haer D. D. mede toebehoorende, volgens voorgaande Capitulatie van den 8. Maart 1690. tot synen laste 't onderhouden, gedurende dit lopende jaer, en Haer D. D. daer en boven nogh in 't Leger van den Staet ofte daer sulks gerequireert sal werden, de selve tydt gedurende, tot haeren kosten fullen onderhouden 7. Compagnien te Voet.

ANNO
1691.

X. Les susdites Troupes, lors qu'elles devront retourner en leur pais seront payees en consequence du 5. Article, de tous leurs arrearages, gages, argent de Chariots, & tout ce que leur sera dû par l'Etat tant pour les Recruits mentionnés en l'Article 8. qu'autrement, jusques à ce qu'elles quittent les Frontieres de l'Etat.

XI. Leurs Hautes Puissances se chargent, si le peril mentionné au 5. Art. venoit à s'augmenter, & que LL. SS. vinssent à être attaquez, & assaillies dans leur Pais, de laisser retourner lesdites Troupes, sans apporter à cet égard le moindre empêchement.

XII. Et s'il arrivoit, que durant cette Convention LL. SS. vinssent à être attaquez & insultez par quelque autre que par le Roi de France avec qui ils sont déjà en Guerre, aussi bien que l'Empire; ou qu'ils vinssent à l'être après la fin de cette Guerre par le Roi de France ou quelques autres, leurs Hautes Puissances seront marcher au service de LL. SS. trois mil hommes d'Infanterie & quatre cens de Cavalerie, un mois après qu'ils en seront requis, en payant par LL. SS. un mois de marche pour lesdites Troupes, & qu'ils les prendront à leur charge & soldé, dès le temps qu'elles seront arrivées sur les frontieres de LL. SS. prenant leurs Hautes Puissances sur eux tout le hazard de ladite Marche, excepté l'obtention du passage libre sur les Pais, par où lesdites Troupes devront passer, ce que LL. SS. auront soin de procurer; ou que leurs Hautes Puissances payeront une fois la somme de cent vingt mil livres, au choix de leurs Hautes Puissances, sans néanmoins que leurs Hautes Puissances soient necessitez d'entrer pour cela en rupture avec ceux qui viendront attaquer LL. SS.

XIII. Mais s'il arrivoit que le peril fut si grand, qu'il ne soit pas possible d'y faire marcher les susdites Troupes & que LL. SS. les reçoivent, qu'en ce cas leurs Hautes Puissances leur payeront les susdits cent vingt mil livres, au lieu des susdites Troupes.

XIV. LL. SS. étant portez de mettre leurs Fortifications en meilleur état de defence, & ayant besoin pour cela d'une bonne somme d'Argent, leurs Hautes Puissances autoriseront leur Receveur General, en donnant de la part de LL. SS. une attestation & sureté suffisante, de lever sous leur Garantie, comme cela s'est fait à l'égard d'autres Princes, à cinq pour cent d'intérêt par an, une somme de quatre-vingt dix mil Risdales, & encore par dessus autant que ce à quoi se montera le mois de Marche; à condition que la susdite somme de quatre-vingt dix mil Risdales en principal soit rachetée & acquittée dans le temps de six années, & le mois de marche apporté en compte au depart desdites Troupes.

XV. Ce Traité durera le tems de six ans, après la date d'icelui; Et pourra être renouvelé ou continué avant que son tems expire, d'un commun consentement, & sera ratifié dans le temps de quatre semaines après la signature des presentes & lesdites Ratifications seront icy echangées à La Haye. Ainsi fait à la Haye le 14. May 1691.

Articles séparés.

Comme Sa Majesté de la Grand' Bretagne s'est chargé d'entretenir pendant cette année con-venant les deux Compagnies de Cavalerie, & quatre Compagnies d'Infanterie mentionnées au troisième Article de la Convention precedente, ensemble encore quatre Compagnies de Cavalerie appartenantes aussi à LL. SS. suivant la precedente Capitulation du 8. Mars 1690. & qu'outre cela LL. SS. entretiendront encore à leurs depens dans l'Armée de l'Etat, pendant ledit tems, s'il est requis, sept Compagnies d'Infante-rie

ANNO Voet, die eerstdaags staen te werden gerecruteert, ende dienft geaght werd, dat alle die Troupes van Hare- D. D. soo die in de voorschreve Conventie, als in dit Separat Articul syn geroert, in een ende de selve Capitulatie werden gecomprenheert, is tusschen de gemelte Contrahenten naer voorgaende Communicatie met Hoogstgedaghte syne Majesteit nader verdragen ende geacordeert, dat Haer Hoog-Mogende niet die expiratie van dit lopende jaer met syn Majesteit van Groot Britanjen sodanigh sullen concerteeren, dat de voorschreve vier Compagnien te Paerd ende 7. Compagnien te Voet, mede tot laften van den Staet mogen werden gebraght, 't sy by wege van verwisselinghe ofte reforme van andere Compagnien. Ende op dat die voorschreven Troupes tot voorkominge van alle inconvenienten omtrent die tydt van betalinge op eene wyse mogen werden getraecteert, sullen Haer Hoog-Mogende by Hoogstgedaghte syne Majesteit hare goede officien aanwenden, ten eynde die voorsz. Compagnien tot desselfs laften staende, nevens die van den Staet van tydt tot tydt mogen werden betaelt, ende die voorgemelte Capitulatie naer syne forme en inhouden in alles voldaan.

II. Haer Hoog-Mogende sullen ten allen tyden, daer toe versocht wesende aen het Hoff van syne Keyserlycke Majesteit ende waer het van effect souden mogen wesen, iterative devoiren ende instantien doen aenwenden, ten eynde het employen van seven Compagnien van Hare Doorluchtigheden in dienst van den Staet, in het voorentsende Articul vermeldt, in plaetzen van naer den Rhyn te senden, niet mogen strecken tot eenige prejudicie van Haere D. D. Aldus gedaen, &c.

Infanterie.

Staff.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Luytenant-Colonel.	-	-	131.	5
Major.	-	-	105	
Regiments Quartiermeester.	-	-	100	
Auditeur.	-	-	48	
Predikant.	-	-	45	
Adjutant.	-	-	50	
Regiments Chirurgien.	-	-	60	
Regiments Tambour.	-	-	20	
6. Pypers a 12. 5.	-	-	73.	10.
Provooft.	-	-	39	
16. Personen.	-	-	1065.	10

Lijff-Compagnien.

1. Capitain.	-	-	150	
Capitain Luytenant.	-	-	45	
Vaendrick.	-	-	40	
3. Sergeanten a 24.	-	-	72	
3. Onder Officiers a 24. 10.	-	-	73.	10
1. Chirurgien.	-	-	20	
3. Corporals a 23.	-	-	69.	15
1. Schryver.	-	-	12	
2. Tambours 14. 5.	-	-	28.	10
71. Gemeene a 12. 5.	-	-	869.	15
3. Jongens a 8.	-	-	24	
108. Hoofde.	-	-	1661	

Hier by het surplus

Importeert over 7. Compagnien.

Cava-

ANNO 1691. *rie qui doivent être recrutés au premier jour; & qu'il est jugé nécessaire que toutes ces Troupes de LL. SS. tant celles mentionnées dans la susdite Convention, que dans cet Article séparé soient compris dans une même Capitulation; il a été plus expressément entre lesdits Contractans, après une communication préalable, avec sadite Majesté convenu & accordé, qu'à l'expiration de cette présente année cwantant leurs Hautes Puissances concerteront avec sadite Majesté, que lesdites quatre Compagnies de Cavallerie & sept Compagnies d'Infanterie puissent aussi être mises à la charge de l'Etat, soit par voye d'échange ou reforme d'autres Compagnies; Et afin que les susdites Troupes, pour prévenir tous inconveniens à l'égard du tems du payement, puissent être traitées d'une même manière, leurs Hautes Puissances richeron de faire enforte par leurs bons offices auprès de Sa Majesté Britannique, afin que lesdites Compagnies, qui sont à leur charge, soient avec celles de l'Etat payées de tems en tems, & que ladite Capitulation soit exécutée selon sa forme & teneur.*

II. Leurs Hautes Puissances employeront derechef en tout tems en états requis, tout devoir & instance à la Cour de Sa Majesté Imperiale, & par tout où cela pourra être efficace, afin que l'employ des sept Compagnies de LL. SS. au service de l'Etat, mentionnées dans l'Article precedent, & qui doivent être envoyées dans des Places de devers le Rhin, ne tourneront à aucun prejudice de LL. SS. Ainsi fait, &c.

Infanterie.

Etat Major.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Lientenant-Colonel.	-	-	131.	5
Major.	-	-	105	
Quartier-Maitre du Regiment.	-	-	100	
Auditeur.	-	-	48	
Ministre.	-	-	45	
Aide Major ou Ajutant.	-	-	50	
Chirurgien Major.	-	-	60	
Tambour Major.	-	-	20	
6. Fiffres a 12. 5.	-	-	73.	10
Prevost.	-	-	39	
16. Personnes.	-	-	1065.	10

Compagnies des Gardes.

1. Capitaine.	-	-	150	
Capitaine Lientenant.	-	-	45	
Enseigne.	-	-	40	
3. Sergeants a 24.	-	-	72	
3. Sous-Officiers a 24. 10.	-	-	73.	10
1. Chirurgien.	-	-	20	
3. Corporaux a 23.	-	-	69.	15
1. Escrivain.	-	-	12	
2. Tambours 14. 5.	-	-	28.	10
71. Soldats a 12. 5.	-	-	869.	15
3. Garçons a 8.	-	-	24	

108. Têtes.

Icy joint le surplus

Montant pour sept Compagnies.

Cava-

ANNO
1691.

Cavalerie.

Staff.

1. Colonel.	-	393.	15
1. Luytenant Colonel.	-	131.	5
1. Major.	-	105	
1. Regiments Quartiermeester.	-	100	
1. Auditeur.	-		48
1. Predicant.	-		45
1. Adjutant.	-		50
1. Regiments Chirurgien.	-		60
1. Paucker.	-		30
1. Prevooft.	-		40
10. Hoofden.	-	1003	

Lijff-Compagnien.

1. Ritmeester.	-	2	400
1. Capitain-Luytenant.	-		180
1. Cornet.	-		145
1. Quartier-Meester.	-		70
3. Corporaels à 32.	-		96
1. Chirurgien.	-		35
2. Trompetters à 35.	-		70
1. Schryver.	-		28
52. Ruyters à 28.	-		1456
1. Smith.	-		28

2508

Hier by het surplus op yder Compagnie

140

2648

Cavallerie.

Etat Major.

1. Colonel.	-	393.	15
1. Lieutenant-Colonel.	-	131.	5
1. Major.	-	105	
1. Quartier-Maitre du Regiment.	-	100	
1. Auditeur.	-		48
1. Ministre.	-		45
1. Aide Major.	-		50
1. Chirurgien Major.	-		60
1. Timbalier.	-		30
1. Prevooft.	-		40
10. Têtes.	-	1003	

Compagnies des Gardes.

1. Capitaine.	-		400
1. Capitaine Lieutenant.	-		180
1. Cornette.	-		145
1. Quartier-Maitre.	-		70
3. Caporaux à 32.	-		96
1. Chirurgien.	-		35
2. Trompettes à 35.	-		70
1. Ecrivain.	-		28
52. Cavaliers à 28.	-		1456
1. Maréchal.	-		28

2508

Pour surplus icy pour chaque Compagnie.

140

2648

CXXXVI.

15. Mai. Declaration de leurs Hautes Puissances, les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la Continuation du Subside promis à son Altesse Royale de SAVOYE le 10. Mai 1691. en la Ville de Haye. [Copie Manuscrite & feure.]

Les Etats Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme par l'Article III. du Traité conclu à la Haye le 20. Octobre dernier il a été arrêté que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous, établissons & promettons à Son Altesse Royale le Duc de Savoye une assistance de trente mille écus par mois, à commencer du jour de la signature dudit Traité, à continuer durant six mois à venir, lequel Traité nous avons ratifié & confirmé; & ayans été requis par Sadite Altesse Royale de continuer ladite assistance jusques à la fin de la présente Guerre; Nous avons déclaré & déclarons par ces présentes que nous voulons fournir à Son Altesse Royale notre part de ladite assistance, c'est-à-dire dix mille écus par mois, & les ferons payer de trois mois en trois mois pendant tout le tems que la présente Guerre durera & que de part & d'autre on continuera d'agir avec toutes les forces selon le contenu dudit Traité contre l'ennemi commun, pour être employez, ainsi que dans ledit Article troisieme il est exprimé que la dernière moitié des six mois doit être employée, lequel payement en vertu du présent Acte commencera dès le jour de l'expiration des six mois susdits.

En foi de quoi nous avons fait signer les présentes par le President de notre Assemblée & contresigner par

notre Greffier & y avons fait apposer notre cachet. Donné à la Haye le 10. Jour de Mai 1691.

Signé,

GYSB. CUPER.
(L.S.)Par Ordonnance desdits
Seigneurs Etats Gé-
néraux.

F. FAGEL.

CXXXVII.

Traité entre son Altesse Electorale de BRANDE-15. Mai. BOURG, & son Excellence le Marquis de CASTANAGA, Gouverneur Général du Pais-Bas Espagnol, pour la Continuation du Service de sept Bataillons Brandebourgeois. A Bruxelles le 15. de Mai 1691. [Copie manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

SA Majesté Britannique ayant souhaité, & fait faire instance, afin que Sa Serenité Electorale de Brandebourg voulût, non seulement continuer ici les sept Bataillons d'Infanterie qu'elle y avoit laissés depuis la dernière Campagne, ensuite du Traité du 14. d'Octobre, mais encore y joindre deux mille Chevaux pour servir pendant cet été; Sa Serenité Electorale, considerant le préjudice qu'elle souffrirait par

la

ANNO la separation de son Armée, & que les fraix extraordinaires, qu'elle seroit obligée de faire pour la subsistance de ses Troupes dans un Pais, où la monnoye est fort haute, & les vivres très-chers, seroient bien considérables, y avoit rencontré quelque sujet de difficulté: Néanmoins la bonne intention en laquelle elle est de contribuer tout ce qu'elle peut pour la conservation & défense de ces Pais, & son Excellence le Seigneur Marquis de Castagna Gouverneur Général d'iceux pour Sa Majesté Catholique, ayant fait témoigner à Sadite Serenité Electorale, comme il fouloit de seconder les desirs & dispositions de Sa Majesté Britannique, Sadite Serenité avoit donné Pouvoir au Sieur de Dieft Seigneur de Jessinga son Conseiller d'Etat & Privé pour en traiter; Suivant quoy Sadite Excellence au nom de Sa Majesté Catholique, a fait conclure les Points & Articles ci-après déclarez.

Sa Serenité Electorale fera rendre complets les sept Bataillons d'Infanterie qui sont dans ces Pais, pour faire ensemble le nombre de quatre mille neuf cents hommes, les Officiers y compris, étans pourtant convenu qu'au regard des deux Bataillons qui ont été à Mons pendant le siege, ils auront pour se recruter trois mois à compter du jour de la reddition d'icelle Ville.

Sa Serenité Electorale joindra à cette Infanterie trois Régimens de Cavallerie de vingt trois Compagnies, & un Régiment de Dragons de sept Compagnies, qui feront ensemble deux mille cinquante hommes à Cheval, les Officiers compris.

Ce Corps sera commandé par le Veldt-Maréchal Baron de Spaen, & Sa Serenité Electorale y fera joindre d'autres Officiers Généraux & une Artillerie convenable.

Le susdit Corps ne fera pas séparé sans le consentement dudit Seigneur Général, lors qu'il sera mis en Campagne. Il fera pourtant le service à la disposition de Son Excellence, ou de celui qui commandera l'Armée en Chef, & si Son Excellence trouve convenir de laisser ou envoyer une partie dans les Garnisons, ledit Général ne fera pas difficulté d'y consentir, & en usera de telle maniere, que Son Excellence n'aura pas sujet de s'en plaindre, & concourra en toutes affaires de Guerre avec ceux de Sa Majesté, selon que son plus grand service & celui de la Cause commune pourra requérir.

Qu'en consideration du benefice que Sa Serenité Electorale fait à ces Pais, & à la Cause commune, en laissant par deça ledits sept Bataillons d'Infanterie & deux mille Chevaux, Son Excellence a bien voulu accorder, pour l'entretien desdites Troupes, la somme de trente six mille patacons, ou écus, monnoye de banque, (y compris l'Import du Traité du 7. de Sept. dernier) par mois, à commencer du 15. du mois de Mai courant, & ainsi continuer de mois à autre jusques au 15. de Novembre qui seront fix mois.

Pour assurance du paiement de ladite somme, son Excellence donnera dès à présent des Assignations sur le Baron de Suasso en Hollande, qui seront par lui acceptées, & payables au 10. de Juillet prochain, 10. d'Août, 10. de Sept. 10. d'Octob. 10. de Novembre, & 10. de Decembre ensuivans.

Que parmi ledit subside Son Excellence ne sera obligée de fournir aucun pain, ou autre chose, mais au regard du fourrage, Son Excellence le fera fournir sans le decompter en aucune maniere auxdites Troupes de Sa Serenité Electorale, comme à celles du Roi, lors que la Campagne n'en donnera pas; & quand la Campagne en fournira, elles se contenteront de fourrager de même que celles de Sa Majesté, & en cas que ledites Troupes viennent à être mises dans quelques Villes, l'on devra leur donner le logement de même qu'à celles du Roi.

Ledites Troupes seront obligées de tenir si bon ordre que l'on n'ait aucun sujet de s'en plaindre, tant dans les Villes qu'à la Campagne, & s'il arrivoit qu'elles fissent dommage, ou prissent plus que ce qui est convenu ci-dessus, Sa Serenité Electorale en fera decompter l'Import de leurs gages, & le paiera à Son Excellence en diminution de la somme promise par le Traité.

Sadite Excellence fera donner sur ce qui reste dû à Sadite Serenité Electorale des Traitez, susdits deux Assignations, chacune de trente cinq mille patacons, ou écus monnoye de banque, l'une à payer le 10. de ce mois de Mai, & l'autre le 10. de Juin prochain, &

TOM. VII. PART. II.

S. Excellence fera payer encore en quatre termes égaux, pendant les mois de Sept. Oct. Nov. & Decembre, la somme de vingt mille patacons, & pour assurance de ce paiement, l'on donnera les Assignations, ou fonds lors que la Ratification de S. A. E. sera delivrée; moyennant quoi tous les Arrerages, tant du Traité du 2. de Sept. que de celui du 14. Octobre 1690, demeureront éteints & acquitez jusques à ce jourd'hui date de cette.

Par le present Traité celui du 14. d'Octob. viendra à cesser, mais celui du 1. Sept. ci-dessus demeurera en sa force & vigueur. Ainsi fait & accordé sous la Ratification de Sa Serenité Electorale (qui se delivra dans trois semaines) le 15. de Mai 1691. en la Ville de Bruxelles.

CXXXVIII.

Associations = Recess zwischen beeden ^{29. Mai} Fränk- und Schwäbischen Creysen / ^{8. Junii} worinn sie in allem Nothfall einander treulich beizustehen / und alle feindliche Anfallungen abzuwenden sich gegen einander verbinden. Datum Nürnberg den ^{29. May} 1691. [LUNIGS ^{8. Junii} Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 346.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association entre les deux Cercles de FRANCONIE & de SUABE, par lequel ils se promettent une reciproque & fidelle Assistance, en tout cas de necessité, contre les injustes Aggressions de ceux qui pourroient les attaquer. A Nuremberg le ^{29. Mai} 1691. ^{8. Junii}

Et wissen: Nachdem zwischen denen beeden löblichen Fränk- und Schwäbischen Creysen allson der guter Zeit die Veranlassung begehren / bey welchen vorsehenden höchstgefährlichen Conjunctionen unter sich eine nähere Intelligenz, an- und fest zu stellen / und das in denen heilsamen Reichs-Satzungen und der Executions-Ordnung gegründete Reichs-Vinculum auf ein Special-Fœdus und Association, inmassen es die mehr und mehr zunehmende feindliche Gefahr in alle Wege erfordert / zu extendiren / auch darauf ferners zu folgen / daß nach vorherig zwischen beiderseitigen Creys- Versammlungen zu Nürnberg und Ulm geschickten Correspondenz von löblichen ermelten Schwäbischen Creys wegen / eine Gesandtschaft auf hieher / in ersessene des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg / zu dem auch löblich versammelten Fränkischen Convent, zu vornehm- und Stabilierung der Associations-Tractaten abgeordnet worden / daß man sich beiderseits mit einander verglichen und obligirt. Und zwar soll

I. Jeder Creys des andern Nutzen und Wohlfart befördern / die gemeinsame Interesse mutuo secundiren / und an dem nichts unterlassen / was zu verbindlicher Cultivierung dieser Conjunction dienet. Allerforberst aber solle man einander in allen Nothfällen treulich beystehen und die feindliche Aggressiones communibus Consiliis & Auxiliis abzuwenden / und insoit zu treiben / eussersten Fleißes und Eifers trachten: Zu Asecquirung dieser heilsamen Effecten nun erkläret man sich an Seiten der löblichen Creysen

II. Dahin / daß der löbliche Fränkische Creys ohne Hinderniß des etwan apprehendirten hiesigen Allianz-Recessus, welchen Ihre Kaiserliche Majestät Anno 1689. mit Fürsten und Ständen des Fränkischen Creyses aus gewisse Zeit errichtet / dessen völlige Relaxation man allunterthänigst erwartet / mit Accession der beeden Würzburgischen Regimenter / welche gleicher geßalt ohne Hinderniß des mit Ihrer Kaiserlichen Majestät den 15. Dec. 1688. errichteten Recessus, zu jehiger Conjunction und Association ohne Ausnahm deitnirt bleiben / und durchaus / wie die übrige Fränkischen Creys-Troupen Winter und Sommer mit agiren / und diesem Associations-Recess in allem gelehen werden / Denn tausend

ANNO 1691.

ANNO
1691.

Mann an 7. Regimenten / als 4. zu Fuß / 1. Curasier- und 2. Dragoner-Regimenten / worunter erstbesagte zwey Hoch-Fürstliche Würzburgische Regimenten mit den übrigen / der löblichen Schwäbischen Creyß aber sechsen tausend Mann an 9. Regimenten / als benennlich 5. zu Fuß / 2. zu Pferd / und 2. Dragoner / zur gemeinen Hülf und Rettung / unter dem Commando der utrinque zugehörigen abgesonderten Generalität / samst anderen requisis bellicis, an Regiments-Stücken / Artillerie, Leuten / Munition, Compagnie-Mägen / Pferden und dergleichen re. setzen / und darinnen beiderseits nichts mangeln lassen sollen. Und wie diese Creyß-Trouppen / so in Corpore / so viel sich thun läßt / beyammen stehen und agiren werden / unter Ihrer Königlich Kaiserlichen Majestät Ober-Direction, doch mit der Maass militärisch sollen / wie Art. 11. mit mehrer Expression verabredet / von Ihro Kaiserlichen Majestät / auch dem löblichen Schwäbischen Creyß in Kraft des den 27. Jan. dieses laufenden Jahres erwichenen Reccelus bereits zugesandt worden; Also bleibet

III. Jedem löblichen Creyß über seine Widder die eigene Laiz befehlet bevor / daß jedoch was diesfalls im Reichs-Abschied de Anno 1641. geordnet / ultro citroque bestrahlet werde. Das Commando aber betreffend / so sieht man beiderseits nicht an / daß mit vorbehalt des / was im 12ten Punkt hierunter referirt worden / Ihro Hochfürstlich Durchleucht dem Herrn Marggrafen zu Brandenburg-Culmbach / der Königlich Kaiserlichen Majestät bestellten General über die Cavallerie / und des Fränkischen Creyß mit-aussprechenden Fürsten und Creyß-Heubten / als demahlen ältesten Generalen bey beiderseitigen Widder / wenn Seine Durchleucht sich bey den conjungirten Trouppen in hoher Person befinden / das forderste Commando / wenn aber Seine Durchleucht ablenk / mit Ihro Hochfürstliche Durchleucht der Herr Administrator zu Baireuth / als gleichgestalt Kaiserlicher General über die Cavallerie und mit Creyß-aussprechender Fürst zuzogen seynd / welche neben Ihro Hochfürstliche Gnaden in Eosang die Direction der Schwäbischen Creyß-Miliz ex communi Conclusu Circuli / und nach der in hierunter folgenden 12ten 5. enthaltenen Kaiserlichen Declaration das Mit-Commando haben / nach bevilien gemachten Disposition Ihro Hochfürstlichen Durchleucht dem Herrn Marggrafen zu Baden-Durlach / als bestellten Kaiserlichen und des Schwäbischen Creyßes General-Feld-Marschall Lieutenant solches Commando deferirt werde; Wegen des Ranges aber der subalternen Generalität wird die Kriegsmännliche Competenz vorbehalten / also / daß nach dem Alter der erlangten Charge / wo das Commando die Herren General-Baummeister / Obristen oder andere hohe commandierende Officiere in gleicher Charge treffen würde / der Rang vor sie und ihre Regimenten genommen werden solle / und so fort bey allen Chargen das Fundament auf das Seniorat gesetzt / und der Rang darnach regulirt werden solle; Und obwohl

IV. Man die beiderseitige Verlegungs-Ordonnanzien auf gleiche Weis und Conseruation anzuweisen vor gut ansehe / so hat sich jedoch dasfalls bey gegenwärtiger Enge der Zeit nicht thun wollen / sondern es ist die Enge bis auf weiteren Erfolg und mehrere Überlegung diewahl ausgesetzt worden. Und wie

V. An oberwähnter weiterer Armatur die hauptsächlichste Anlaß geden / daß zwar Ihre Kaiserliche Majestät in dem Reccelus / so den 27. Januarii 1691 mit dem Schwäbischen Creyß aufgerichtet worden / die Bedeutung selbigen Creyßes allergnädigst übernommen / die Mouvements von Orient aber und andere Conjunctionen so viel gestattet / daß von denen / so in der Winter-Verpflegung gestanden / fast wenig in diesen Partibus verblieben seyen / also / daß beide löbliche Creyß nicht allein zu ihrer eigenen Conseruation / sondern um des gemeinen Bedarfs und des Vaterlandes Wohlfahrt willen sich so hoch angegriffen / und dahero verpflegt leben / daß bey solch der beiden Creyßes pro omni virum extremitate erforderter Armatur / die sie nicht nur vor sich in oberwähnter Anzahl / sondern auch fütters / so lang es die Noth erfordert / beständig zu unterhalten / und fortzuführen gemeinet / niemand seyn werde / der auf die künftige Winter-Quartier / wenn schon eine mehrere Bedeckung vorhin / diesen beiden Creyßes etwas mehrers zumuthen werde / inmassen Ratio ipsa und die selbst-rebende Unmöglichkeit den ferneren neben den seßigen Laiz zu tragen ausschließt; Also hat man weiter veranlaßt / an allerhöchster. Ihre Kaiserliche Majestät zu Erreichung dieses Ziels und Zwecks / ex gremio utriusque Circuli,

ANNO
1691.

nochstens eine Abordnung zu thun / und hierbey alle Gehörmissen zu beobachten / zu dem Ende dan die besagte Gesandtschaften mit einander vertraulich zu communiciren / Ihre Negotiations unis Consilium anzuhalten / und sich de reliquo miteinander so zu comportiren und zu versehen heßen / wie es der allocirten Creyß Nothdurft und Wohlfahrt erfordert / der allerunterthänigsten Hoffnung lebend / allerhöchstem Ihre Kaiserliche Majestät um so eheher hierunter allgnädigst zu condescendiren gerufen werden / als die beide löbliche Creyß auf den äußersten Grad / und wohl über Ihre abgeschwächte Kräfte / auch weit über das junge / was andere Reichs-Creyß dem publico zum besten der Zeit beygetragen / sich angegriffen / und die Winter-Quartier nicht eben allein auf Franken und Schwaben bleiben müssen / obson die unglückliche Situation dero Gesend vor anderen mit der Pfortung graviren; und demnach

VI. Der Finis dieser Conjunction kein anderer seyn soll / dan sich in eine mutuelle Defensions-Postur zu stellen / und einander wider allen feindlichen Einbruch auf eine tapfere einmüthig-und Particische Weis hilfflich zu erscheinen; Als solle sie im übrigen auch keine andere Incommoda nach sich führen / gehalten zu Verhütung alles dessen die Abord auch dahin specialiter ergangen / daß die Miliz von beiden Theilen / so lang sie den Sommer durch im Feld sehet / forderst mit Brod und Haber / auch dem Monat-Geld / daraus sie sich die übrige Nothdurft zu schaffen / ordentlich versorget / in Verbleibung dessen aber keine Ursache und Anlaß gegeben werden möchte / daß der Soldat aus dem Abmangel der nöthigen Lebens-Mittel künftigher weis die Unterthanen und landes-Ingeßel in diesem oder jenem Creyß zu belästigen / und damit schädliche Desordres vorgehen zu lassen.

Danit aber die Consumptibilen mit denen Quartieren und Pfortung hiernecht nicht vertheuert und erschwert / sondern im billigen Preiß erhalten werden mögen / so verprechen allerseits Eigenschaften dies und jenes Creyßes / alles Jenseits daran zu seyn / damit die Vivres und Fourage gegen des anderen löblichen Creyßes Angehörige nicht geküßert / sondern denen Fremdben wie den Einheimischen in gleichen Anschlag und Preiß gegen richtiger Zahlung geliefert werden mögen; Wie dan zu mehrer Erreichung dessen der Fürsten und Ständen / oder auch der hohen Creyß-Generalität abgehende Pässe für die Vivres und Fourage / so viel zu Conseruation der Trouppen / an die Orth der Operationen oder die Pfortung eigentlich bestellet / in beiden Creyßes respectirt / und solche Consumptions-Mittel (doch daß keine eigennützigte Unterthänigkeit mit unterlaufen / sondern der Fürsten und Stände nöthigste Anlaß für die Jährige allein darmit begriffen seyn) Zoll- und Wauhsfrey passirt werden sollen.

VII. Ferner ist sich miteinander dahin verstanden worden / daß auf denen Marchen / welche vorher zu zeitlicher Einrichtung der unveränderlich zu vollziehen habenden Route / denen interessirten Fürsten und Ständen je demahlen zu notificiren / gute Ordre gehalten / und so wohl von denen Unter-Officieren / vom Wachmeister und Feldwebel anzurechnen / als den Gemeinen / Eitappennäßig gelebet / und auf eine Mund-Portion täglich 2. Pf. Brod / 1. Pf. Fleisch 1. halb Maass Wein oder 1. Maass Bier / des landes Arth nach / auf die Pferde-Portion aber 6. Pf. Haber / 8. Pf. Heu und eine Nothdurft Stroß zu folgen / und dagegen für die Mund-Portion 6. Rtl. für die Pferd-Portion aber 5. Rtl. und also zusammen 11. Rtl. Rheinisch täglich bezahlet / was aber darüber genossen oder erzwungen wird / das solle in landläufigen Preiß gut gethan / hingegen was von denen höheren Officieren bis auf den Fiedrich und Cornet inclusive genossen wird / gleichgestalt / dem rechten Werth nach / vergütet werden / doch daß die Officiere auf Ihre Ordonnanz-mäßige Knecht und Pferd gegen obige Zahlung der Eitappen mit zugewiesen haben sollen.

Sollte sich aber zeigen / daß von hohen oder niederen Officieren oder Gemeinen / Excess vorgehen / und gegen diese Disposition ein oder anderseits gehandelt / oder die Verahland Ersetzung difficultirt / auch von denen commandirenden Officieren / auf angebrachte Klage / gleich nicht remedirt würde; So solle der befindliche Belaus auf vorhergehenden Beweis von Commissariis wegen gutgethan / und denen schuldigen Theilen so viel an Sold ihnen behalten und abgezogen werden. Und weil

VIII. Jedem dieser beiden löblichen Creyßes daran gelegen / wie es der künftigen Winter-Pfortung wegen

gehal-

ANNO 1691. gehalten werden sollte / bey dem allerhöchsten Orth zeitlich zu penetriren / und comuni studio sich der weiteren

Prælationen / so neben so ansehnlicher Verschaff- und Verpflegung der Säumigen von Franken und Schwaben ohn- möglich weiter zu erwarten / andersher zu versichern; Als soll dasselbe durch eben die Gesellschaft / deren oben Art. 5. gedacht worden / nicht alleine zeitlich negoti- riren / sondern auch aller anderer dienlichen Orthen / conjunctis animis & viribus dahin allaborire / und / da sich was widerges erzeigte / hierunter zeitlich zusammen gethan / und comuni studio der mehrere ohndem ohnträchtige last abgewendet werden. Ergäbe sich nun

IX. Daß Sedes Belli sich in den Fränkischen Creysß ziehen / oder derselbe sonst vom Feind Noth und Anstoß leiden sollte / so obligirt sich der Schwäbische Creysß / dieses Associations-Recesses zu ebenmäßiger Auliteng / und allen anderen præstantis activis und passivis / wie sich Fränkischen theils obligirt und verbindlich gemacht worden.

X. Was sonst die auff das Tapis gebrachte Crimie- rung wegen der bedertheits eingeseffenen Reichs-Kri- schafft concurrent in incolumitatem publicam / dan die bißherige exaction, irreguläre Marchen / Reichs-Ab- schied- eingelasse Zumatung und dergleichen landverderbliche Dinge betreffen thut / da sollen beide associirte Theile neben geteilter Beobachtung des ersten / die Abstellung bey Jhrem Kätzerlichen Majestät und denen Reichs-Com- miten nicht allein angelegentlich suchen / sondern sich auch dagegen / zumahlen aber in solchen Vorfallenheiten kräf- tiglich schützen / und Reparationem Damnorum mit ein- ander suchen / wan Status contra Statum sich solcherley schädlicher / und wider die Reichs-Constitutiones lau- fender Conatum gegen besseres Verhoffen weiter annah- men solten; So viel aber die Deserereische und andere in dem Schwäbischen Creysß angelegene Orth betrifft / behalten Fürsten und Stände des Schwäbischen Creysß ihre beßelane auch bey dieser weiteren Verschaffung sich absonderlich bevor. Und gleichwie

XI. Des Ober-Commando modificirung / und besten respectu beider Creysßen convenabler Einrichtung / be- reits Art. 2. vorläufig gedacht werden: Also hat man für gut angesehen / den Passum concernentem des vor- allegirten mit dem Kätzerlichen Hoff Schwäbischer Seits auffgerichteten Reccissus §. 6. und seine weitere Ambages und Weitläufigkeit zu machen / hiehero von Wort zu Worten zu wiederholen / die also lauten:

„Hingegen seynd Fürsten und Stände des allge-
„heinsten Erbtheils / zu mehrer Sicherheit forhaner
„gemeinen Defension ihre auf den Weinen habende
„Creysß-Mannschafft in completten Stand noch ferner
„zu erhalten / und so wohl diesen Winter durch / nach
„gemachtem Concert / in der Polir- und Logirung ste-
„hen / als auch künftigen Sommer widerumb gegen
„den Feind operiren zu lassen / solchergestalt / daß zwar
„solche Troupen auch voriet unter dem Commando
„der en chef commandirenden hohen Kätzerlichen Ge-
„neralitäts begriffen seyn / und dabero auff ihren jezt
„assignirten Posten die Ordre zu empfangen haben;
„Wan aber Fürsten und Stände dieses Creysß / welche
„im übrigen sich die freye Disposition über ermelde
„Troupen vorbehalten / entweder bey einem Creysß-
„Convent / oder außser demselben / die Heren Creysß-
„ausschreibende Fürsten auff geeignete Fälle für die meh-
„rere Defension dieses Creysß und der etwan in be-
„sonderer Gefahr stehenden Stände dero Creysß-Ge-
„neralitäts / oder dem Commandanten solcher Regimenter/
„Special-Ordres ertheilen würden / dieselbe darwider
„nicht aufgehalten / sondern ihnen / solcher Creysß-Ordre
„völlig zugelehen / versanet / und weder ganz noch zum
„Theil auff auswärtige Posten / ohne Consens der Her-
„ren Creysßausschreibenden Fürsten / oder der zu dem
„Ende gungsam bevollmächtigter Rätze / commandirt
„werden solten.

XII. Quoad Terminum / und wie lange diese Affo- ciation dauern sollte / hat man sich letztlich bederseitig da- mit auf ein Jahr lang verbunden / und die Extension auff den weiten Erfolg / und beider associirter Theil künftighin ferner weites Verbleiben und Gutsbefinden / ban auff der beeden Creysßen Fürsten und Ständen folgende Ratification / welche man bedertheits zu beförderen trach- ten wird / ausgesetset.

Zu mehrer Uthund alles dessen ist gegenwärtiger Re- cess mutuo Consensu zu Papier gebracht / von denen 4. Ständen des Fränkischen Creysß eines / anderen Theils aber von denen Schwäbischen Creysß-Gesandten vollzogen und jedem Theil ein Exemplar zugesellet wor-

TOM. VII. PART. II.

den. Signatum Mittenberg den 29. May (8. Junii) ANNO 1691.

CXXXIX.

Traité entre Leurs Hautes Puissances les Etats Gé- né- raux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & S.E. le Marquis de GASTANAGA Gouverneur Général du Pais-Bas Espagnol pour les Contri- butions. Fait à Bruxelles le 26. Juin 1691.
[Copie Manuscrite & authentique, tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Don Francisco Antonio de Agurto Marquis de Gastanaga, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Cap- itaine Général des Pais-Bas, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Traité fait le vingt quatrième d'Octobre mille six cens quatre vingt neuf entre les Deputez du Roi nostre Sire d'une part, & les Commissaires des Seigneurs Etats Gé- néraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Con- tributions qui se tirent de la France à l'occasion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expira- tion du Terme; il a été fait à Bruxelles un nouvel Accord au sujet des Contributions suivantes dont la teneur s'en- suit.

Le Traité fait le 24. d'Octobre 1689. entre les Dé- putez de Sa Majesté d'une part & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Contributions qui se tirent de la France à l'oc- casion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expira- tion du Terme, l'on est convenu par nouvel Ac- cord des Points & Articles suivans.

I. Les Contributions seront demandées par des Envois depêchez au nom de Sa Majesté, & des Es- tats suivant le Formulaire inséré à la fin de ce Traité.

II. Les Seigneurs Etats Généraux pourront établir en chaque Comptoir une personne de leur part, pour regir ladite Contribution, signer les Envois ou Man- demens & les Quitances, ensemble regler les exécu- tions conjointement avec les Intendants & Receveurs de la part de Sa Majesté, & recevoir les respectives quotes de ladite Contribution qui se partagera à mesure que les Contributaires la payeront.

III. Les Commis qui seront établis par les Etats pour intervenir en chaque Comptoir, soit que l'on les qualifie Intendants ou autrement, auront en la direction & maneiement de la Contribution la même Autorité & Pouvoir que ceux de Sa Majesté, & seront exempts de logement, guet & gardes, & jouiront des mêmes Privilèges dont jouiront ceux de Sa Majesté à Titre des Receveurs des Contributions.

IV. L'une des Parties ne pourra accorder des exemp- tions ni moderer les taxes imposées au préjudice de l'autre, ni recevoir sa quote séparément, & si le cas arri- voit, la Partie qui se trouvera grevée, pourra exécuter les contribuables, pour en tirer son desintéressement, & même pourra faire exécuter en son particulier le Re- ceveur qui aura reçu la part de l'autre.

V. Les Comptoirs seront établis à Nieupoort, Gand, Ath, Namur, & Mastricht.

VI. Bien entendu qu'à Mastricht on ne recevra que les Contributions de toutes les Terres ennemies qui sont situées audelà de la Meuse, aussi loin qu'on les pourra étendre de ce côté-là, & le Receveur s'y pour- ra faire payer ce qui reste dû de ces Contributions au delà de la Meuse; & toutes les autres Contributions en deçà de la Meuse qui ont été exigées ou payées à Mastricht, seront exigées & payées à Namur, où l'on recevra aussi les arrerages de tous les Pais en deçà de la Meuse.

VII. De toutes lesdites Contributions Sa Majesté profitera deux tiers, & les Seigneurs Etats Généraux l'autre tiers.

VIII. Mais il a été stipulé expressement que comme lesdits Seigneurs Etats Généraux jouissoient de la moitié de ce qui se recevoit au Comptoir de Mastricht, ils jouiront pareillement dans le Comptoir de Namur de la même proportion pour autant que portoit ledit Comptoir de Mastricht, & afin d'éviter les difficultez de la liquidation de cet Import, l'on le tient fixe à la somme de quatre vingt mille florins.

O o 2

IX.

ANNO
1691.

IX. Si toutefois dans la suite l'on trouvoit, que par prise de Place, étendue de Contribution, ou autrement, il y auroit plus de facilité ou avantage d'exiger & recevoir tout le revenu dans la Ville de Maltricht, le Comptoir y sera rétabli sur le même pied & conditions portées par les Articles 2. & 3. de la Convention du 24. d'Octobre de l'année mille six cents quatre, vingt neuf.

X. Le présent Traité sera pour le terme d'un an, à commencer du jour de l'expiration du précédent.

XI. La Châtellenie de Courtrai occupée par la France depuis cette Guerre, & les parties de la Province d'Hainaut, comme la Prevôté de Mons, & autres dont les François prendroient possession dans ladite Province depuis la perte de la Ville Capitale, ne seront pas comprises au présent Traité; mais demeureront comme auparavant à Sa Majesté pour en tirer par elle les aides & subides ou quotisations, sans que les Seigneurs Etats y puissent prétendre aucune part pour le terme que durera le présent Traité, sans préjudice néanmoins deditis Seigneurs Etats Généraux, & sans conséquence pour l'avenir après l'expiration d'iceui.

XII. Tous les Mandemens extraordinaires que l'on fait par Reprefaille, Contre-reprefaille ou autre voie; pour le déintéressement des exactions ou retorsions que l'Ennemi pourroit faire au dessus des Contributions ordinaires qui se font par un seul Envoi pour chaque année, qui commence à la charge de qui ledits Envois extraordinaires auront été faits.

XIII. L'on se donnera toute l'assistance requise des Troupes pour l'établissement, la levée & l'exécution dedites Contributions.

XIV. Les frais qui résulteront de la levée, recepte & execution dedites Contributions viendront à la charge des Parties contractantes, à proportion de la quote que chacun profite.

XV. Les Sauvegardes qui se donneront aux habitants des lieux qui payeront ladite Contribution, seront signées & respectées de part & d'autre, & le profit qui en résultera sera partagé à la même proportion que l'Envoi principal comme aussi le sol par livre.

XVI. Chacune des Parties pourra régler les gages de ses Officiers, & à cet effet tirera de chaque Comptoir la somme de deux mille & cinq cents florins.

XVII. La liquidation des Arrerages de la Contribution depuis le Traité du 24. d'Octobre 1689. sera faite promptement & le *Boni* satisfait en argent ou assignation sur la Contribution à recevoir, ensuite du présent Traité.

XVIII. Les Envois que l'une ou l'autre des Parties pourroit avoir fait pour le paiement de cette Contribution seront révoquez incessamment, & s'il en a été reçu, ou s'en recevoit encore quelque chose, il sera rapporté dans la masse de cette année. Fait à Bruxelles le seizième de Juin mil six cents nonante un, sous Ratification de part & d'autre, qui se délivrera récipro-

quement endens trois semaines, & cependant le Traité sortira son effet.

ANNO
1691.

*S'ensuit le Formulaire selon lequel seront
dépêchez les Envois.*

Messire Charles Gaillard Conseiller & Commis des Domaines & Finances du Roi & Intendant de la Province de Namur, & Theodore Van den Heuvel Commis de la part des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas à la direction des Contributions au département de Namur: Il est ordonné aux habitants de de payer dans le terme de entre les mains des Receveurs des Contributions Jolèph Germain & Abraham Niset la somme de à quoi ils ont été takez pour cette année, prenant Quitance deditis respectifs Receveurs, à peine de nullité de leur paiement, & d'y être contrainits par les rigueurs de la Guerre, Fait à Namur le

Ces Envois seront signez par l'Intendant du Roi & par le Commis ou Intendant des Etats.

En foi de quoi nous soussignez, Deputez & autorisez à cet effet tant de la part de Sa Majesté Catholique que de Leurs Hautes Puissances, respectivement avons signé ce Traité, & y avons apposé les cachets ordinaires de nos Armes.

TIRIMONT
(L.S.)

E. DE WEEDE.
(L.S.)
F. HULST.
(L.S.)

Après avoir fait examiner le Traité ci-dessus fait entre les Commissaires denommez de part & d'autre, & eu sur son contenu les avis qu'il convient, l'avons agréé & ratifié, comme nous l'agréons & ratifions par cette selon sa forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé cette, & y fait apposer le cachet sceller de Sa Majesté. Au Camp de Gemblours le sixième de Juillet 1691.

Etoit signé,

EL MARQUES DE GASTANAGA.

Plus-bas estoit écrit.

Par Ordonnance de Son Excellence!

Contre-signé,

LOUIS

ANTOINE DE CLARIS.

Pour Copie de l'Original

J. B. VANDORP.

CXL.

26. Juin. Provisioneel Traact tusssen Zyne Koninghyke Majestey van Groot Britannien. WILLEM DE L'AN- III. En Zyne Koninghyke Majestey van Dene- GLETER- marken CHRISTIAN DE V. als ook de RE. LE Hoeren Staten Generaal der VEREENIGDE DANE- PROVINTIEN wegens de Navigatie, Coophandel hunner Onderdanen enz. Geflooten tot Coppenhagen 26. Junis 1691. [Sur une Feuille volante imprimée, partie en Hollandois, & en Allemand, avec des Traductions Françoises, partie en Latin.]

ET LA
HOLLAN-
DE.

CXL.

Traité provisionnel entre GUILLAUME III. 26. Juin. Roi de la Grande Bretagne, CHRISTIAN V. L'AN- Roi de Danemarck, & les Seigneurs Etats GLETER- Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais- RE. LE bas, touchant la Navigation & le Commerce de DANE- leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait MARC, à Coppenhague le 26. Juin 1691. Avec SIX ET LA ARTICLES d'Amplification, & d'Explica- HOLLAN- tion sur une Declaration ou Ordonnance du DE Roi de Danemarck touchant la Navigation & le Commerce de ses Sujets en France. A Coppenhague le . . . Decemb. 1691. S'ensuit l'ORDONNANCE même du 19. Mai 1691. Comme aussi la Formule des Serments que devront faire les Propriétaires des Vaisseaux, & des Marchandises, & les Maîtres des Navires; la Formule des Passeports, & la Specification des Marchandises de Contrebande.

Naer

Comme

ANNÉ
1691.

NAer dien Sijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken goedgevonden heeft een Declaratoir of Ordonnantie te doen emaneren, waer na sijne Onderdanen omtrent de Vaert, ende het drijven van hare Commerce op Vranckrijck, haer sullen moeten reguleren en gedragen; ende het selve door Sijnen Extraordinaris Envoyé den Heer Lenthé aen haer Hoog Mogende is overgegeven, omtrent te konnen dienen in plaetse van eene Conventie, over de selve Vaert en Commerce tusschen hare Koninklijke Majesteit van Denemarcken en Engelandt, mitsgaders haer Hoog Mogende te maecten; Soo is op 't goedvinden van hoogstgedachte Heeren, tusschen deselver Ministers verstaen en geaccordeert, dat het voorsz. Declaratoir of Ordonnantie, tot voorkomingh van alle disputen, die naemael daer uyt souden konnen ontslaen, sal werden gelucidieert en gecompliceert met de ses navolgende Poincten.

I. Dat voor het toekomende de Onderdanen van Sijne Koninklijke Majesteit van Engelandt en haer Hoog Mogende trafiquerende en varende op de Rijkken en Landen van den Koning van Denemarcken en Noorwegen, of door den Orizon in de Oost-Zee, geene Schepen, Goederen en Effecten over geprenerende, of by vervolg van tyd tot tyd te presenteren schide, niet sullen mogen werden aengehouden, gearresteert of jegens deselve enige repetesail verleid, ten zy alvorens geobserveert werden de formaliteiten, breder gemelt in 't 4. Art. van 't Traetaet de Marine, tusschen Sijne Koninklijke Majesteit van Sweden, en den Staat der Vereenigde Nederlanden den 12. October 1679. tot Nynegen gemaect en geslooten & *se vice versa* in het regd van de Onderdanen van Sijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken, in de Rijkken van Sijne Majesteit van Groot Britannien, ende de Vereenigde Nederlanden.

II. Dat verder het voorsz. te doene Declaratoir of Ordonnantie van hoogstgedachte Majesteit van Denemarcken sal werden gecompliceert met de specificatie van Waren van Contrabande, dewijle deselve in geene voorgaande Tractaten tusschen Sijne Majesteit en haer Hoog Mogende oppgericht, werd gevonden, en van de Deensche zyde geslufteert, dat desen Art. tot een te maecten Commerce-Traetaet behoort, soo heeft inmiddels hoogstgedachte Majesteit wel willen verklaren, dat het 13. Art. des Projects van de Deensche zyde voor heenen overgegeven, sal werden geobserveert voor den tyd van acht a negen maanden, in 't vertrouwen, dat middelertyd het voorsz. Commerce-Traetaet tot sijne perfectie sal gebracht werden.

III. Dat in de Deensche Schepen geene Vyandlijke Goederen sullen werden geladen, en die van d'eene Franche Haven op de andere getransporteert of vervoert, maar geobligeert zijn, hunne Lading ingenomen hebbende, in dier voegen van de Steden en Plaetfen, refterende onder het gebied van Sijne Majesteit van Denemarcken, heen en weder sullen mogen varen, op foodanigen wyse als by Sijne Majesteit van Sweden, voor desen aen haer Hoog Mogende is aangeboden, en alsoo de voorsz. aanbiedingh tot noch toe niet bekend is, soo heeft Sijne Majesteit in 't voorsz. Article wel willen consenteren *ad interim, ut supra*, voor den tyd van acht a negen maanden; soo nochtans, dat daar door geen prejudicie aan de Vaert van Sijne Onderdanen op Neutrale plaetfen werd gegeven.

IV. Dat de Deensche Schepen ontmoet werdende van d'Engelsche en Nederlandse Oorlogh-schepen en Commissie-Vaarders, 't zy op de Kusten, of in volle Zee, geobserveert sal werden het 20. Article van 't voorsz. Traetaet de Marine, tusschen de Kroon Zweden, en den Staat der Vereenigde Nederlanden opgerecht, en daar na men sich *verbo tenuis* ten wederzyden sal reguleren.

V. Alsoo tot conservatie van eene goede Harmonie tusschen hare Majesteit van Denemarcken en Engelandt, mitsgaders haer Hoog Mogende hooghoudigh is, dat alle loerendreyeren en fraudes, die veeltyd werden gepleeght door naturalisatie, of het nemen van Burger-brieven, by de Onderdanen van hoogstgedachte Heeren Principalen, tot groote prejudicie van de Negocie; so heeft Sijne Majesteit van Denemarcken gereolveert, dat van nu voortaan een

Comme Sa Majesté le Roi de Danemarck a trouvé bon de donner une Declaration ou Ordonnance, selon laquelle ses Sujets auront à se regler & conduire à l'égard de la Navigation & de leur Commerce en France, & qu'il l'a fait donner à leurs Hautes Puissances par le Sieur Lenthé son Envoyé Extraordinaire pour servir & tenir lieu d'une Convention à l'égard desdites Navigation & Commerce d'entre leurs Majestés de Danemarck & d'Angleterre & Leurs Hautes Puissances; il a été accordé & entendu entre les Ministres desdits Seigneurs & sous leur Approbation, que lesdites Declaration & Ordonnance, pour prévenir toutes disputes qui en pourroient naître à l'avenir, seront éclaircies & amplifiées par les six Points suivants.

I. Que pour l'avenir les Sujets de Sa Majesté le Roy d'Angleterre & de Leurs Hautes Puissances trafiquans & navigateurs dans les Royaumes & Pais du Roy de Danemarck & Norwége ou par le Sond dans la Mer d'Est, non plus que leurs Vaisseaux, Marchandises & Effects ne pourront pas être retenus; arrêtez, ni représailles être accordées contre eux pour Dommages pretendus ou qui dans la suite & de tems en tems pourroient l'être, a moins qu'ils ne soient observés les formalitez plus amplement mentionnées par l'Art. quatrième du Traité de Marine fait & conclu à Nimégue le 12. Octobre 1679. entre Sa Majesté le Roi de Suède, & l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, & ainsi viceversa à l'égard des Sujets de Sa Majesté le Roi de Danemarck dans les Etats de Sa Majesté de la Grand' Bretagne & des Provinces-Unies.

II. Que de plus la susdite Declaration ou Ordonnance à faire par la Susdite Majesté de Danemarck sera amplifiée par la Specification des Marchandises de contrebande, parce qu'elle ne se trouve dans aucuns des précédens Traitez, faits entre Sa Majesté, & Leurs Hautes Puissances, & qu'il est contenu de la part des Danois, que cet Article regarde un Traité de Commerce, c'est pourquoi la Susdite Majesté a bien voulu déclarer, que le 13. Article du Projet fourni ci-devant de la part des Danois sera observé pour le tems de huit à neuf mois, dans la confiance que cependant le susdit Traité de Commerce sera amené à sa perfection.

III. Que dans les Vaisseaux Danois il ne sera trouvé aucune Marchandise ennemie, & sera transportée des Havres de France en d'autres, mais seront obligés, leur cargaison étant faite, de les conduire des Villes & Places ressortissantes sous la Domination de Sa Majesté de Danemarck allant & revenant, en la maniere qu'il a cy-devant été offert à leurs Hautes Puissances par Sa Majesté de Suède, & comme la susdite offre n'a pas été connue jusqu'à présent, Sa Majesté a bien voulu consentir au susdit Article *ad interim* dit *suprà*, pour le tems de huit à neuf mois, en sorte néanmoins que par là il ne sera fait aucun préjudice à la Navigation de ses Sujets pour les Places Neutres.

IV. Que les Vaisseaux Danois étant rencontrés par les Vaisseaux de Guerre & Armateurs Anglois, soit sur les Côtes ou en pleine Mer, sera observé l'Article 20. du susdit Traité de Marine, d'entre la Couronne de Suède & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & l'on s'y reglera mot pour mot.

V. Comme pour la conservation d'une bonne Harmonie entre leurs Majestés de Danemarck & d'Angleterre, ensemble leurs Hautes Puissances, il est très nécessaire que toutes les supercheries & fraudes qui souvent sont commises par les Sujets desdits Seigneurs Principaux par la naturalisation, ou obtention de Lettres de Bourgeoisie, au grand prejudice du Negoce à Sa Majesté de Danemarck a résolu que des-à-présent

ANNÉ
1691.

ANNO
1691.

Ordonnantie sal doen emaneren, daar by alle Beaup-
ten en Overheden sal werden geinjuungeert, soo wan-
neer eenige vreemde versoecken genaturaliseert, en
met Burger-Brieven begunstigt te werden, sig alvoo-
rens deselve te verleenen, haar by Eede sulken reserve-
ren, datse ten weynighsten tien jaren aan den anderen
met hunne Familie in desselvs Rijkken en Landen haar
Domicilium sulken blyven houden, gelijck het Syne
Majesteit van Groot Britannien, en haar Hoogh Mo-
gende oock vry staat hare Onderdanen by hun vertreck
uyt der selver Rijkken en Landen soodanig te oblige-
ren, als Sy tot voorkominge van alle lorrendrayery en
fraudes sulken vinden te behooren.

VI. Syne Majesteit verobligeert sich by desen aan
den Koning van Groot Britannien, en aan haar Hoog
Mogende, dat geene Kaperyen, of het weghnemen
van eenige Schepen op Syne Stroomen, langhs Syne
Kulten, of in Syne Baeyen en Havenen, aan wie het
oock zyn mach, sal toe staan; maar de selve de facto
trachten te beschermen en defendieren, veel weyniger,
dat soodanige op Syne Stroomen genomen Schepen,
in Sijne Havens, of op Syne Reeden sulken werden ge-
admitteert of geprotegeert; maar in sulken geval be-
sorgen, dat, die aldaar opgebracht, sulken werden ge-
arresteert, ende de Contraventeurs van dese Syne or-
de gedetineert, ter tydt toe, sy aan hoogstgedachte
Majesteit, over den schimp hem aangedaan, satisfactie
sulken hebben gegeven, ende de opgebrachte Schepen
aan de Eygenaars kosteloos en schadeloos aansonds
gerestitueert. Aldus gedaen tot Coppenhagen den 12.
Junii, 1691.

*Je unterschriebene veroblighen uns hiemit im
Nahmen und auff Ordre Ihro Königlischen Maje-
stät, das was in dero Nahmen hierin versprochen wer-
den; heilig exequirt werden soll; Jedoch mit der Con-
dition, das dem ersten und vierten Artikel abseits Ih-
rer Königlischen Majestät von Engelland und der Estaten
General reciproce gebührend nachgeliebet werde.*

(L.S.)

C. G. Z. REVENTLOW. J. JUEL. T. B. V. JESSEN.

WY ondergeschreven gesien en geexamineert heb-
bende de Articulen, hier boven uygedrukt, en
hoedanigh Syne Koninghlycke Majesteit van Deene-
marken belooft deselve heylighlyck te sulken naerkom-
men, versprecken als vooren, dat de Heeren onse Prin-
cipalen den eersten en vierten Artikel, conform den
vierden en twintighsten Artikel, in het Tractaet met
Sweden gemaect, mede heylighlyck sulken naerkomen
en doen observeren.

Was geteekent,

R. MOLESWORT.
GODERT, BARON VAN REEDE,
Vryheer tot AMERONGEN.

pour l'avenir il sera émaner une Ordonnance par la-
quelle il sera enjoint à tous Officiers & Supérieurs,
que lors qu'un Etranger demandera d'être naturalisé
& d'être pourvu de Lettres de Bourgeoisie, ils lui fe-
ront, auparavant de les accorder, prêter serment qu'il
demeurera & tiendra son Domicile au moins dix ans
dans lesdits Royaumes & Pais avec sa Famille; comme
il est libre à Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &
à leurs Hautes Puissances d'obliger leurs Sujets, à
leur sortie de leurs Etats & Pais, à ce qu'ils juge-
ront convenir, pour prévenir toute fraude & super-
cherie.

VI. Sa Majesté s'oblige par ces presentes envers le
Roi de la Grand' Bretagne & Leurs Hautes Puissan-
ces de ne permettre le long de ses Côtes ou dans ses
Bayes, Havres ou Rivières aucune piraterie ou enle-
vement d'aucuns Vaisseaux à qui que ce soit, mais
defendra & protegera les Vaisseaux qui pourroient
être attaquez; bien moins permettra-t-il que tels
Vaisseaux pris dans ses Rivières soient admis dans ses
Havres & Rades; ni qu'ils y soient protegez; mais
en ce cas aura soin que l'on arrête ceux qui y seront
amenez, & que les contrevenans à cette sienne Or-
donnance, soient detenus jusques à ce qu'ils aient donné
satisfaction à Sa Majesté, & que les Vaisseaux qui
auront été emmenez soient aussitôt vendus sans frais
indemnisés aux Propriétaires d'iceux. Ainsi fait à
Coppenhague le 12. Juin 1691.

Nous soussignez nous obligeons par ces presentes au
nom & par Ordre de Sa Majesté que ce qui
est cy-dessus promis sera saintement executé; mais nean-
moins avec cette Condition que les premier & quatrié-
me Articles seront reciproquement executés par le Roi
d'Angleterre & les Etats Generaux.

Signé,

C. G. Z. REVENTLOW. J. JUEL. T. B. V. JESSEN.

Nous soussignez, ayant vu & examiné les Articles
exprimez cy-dessus, & comment Sa Majesté
le Roy de Danemarck promet de les observer sainte-
ment, promettons comme dessus, que nos Seigneurs Prin-
cipaux observeront & feront saintement observer les
premier & quatriéme Articles, conformément aux
quatrième & vingtième Articles du Traité de Suede,

Etoit signé,

R. MOLESWORT,
GODERT BARON DE
REEDE ET D'AMERON-
GUE.

Articles d'Amplification & Explication.

Quandoquidem Dominus Godardus Liber Baro de
Reede & in Amerongen, Ordinis Elephantici
Equus auratus, Celsit. ac Præp. D. Ordinum Gen. Uni-
ti Belgii Ablegatus Extraord. ad Sereniss. & Potentiss.
Daniae & Norvegiæ Regem, & post subsecutum ejus
obitum ex speciali Mandato Dominus Wilhelmus de
Haren, Dicafteri Biltani in Friis Præfectus, ad Com-
mitia ejusdem Provincie ex Nobilium Ordine con-
scriptus & Octovir, Academiz Franequeranzæ Curator,
& medio Confessus dictorum Dominorum Ordinum
Generalium itidem Ablegatus Extraordinarius, quos-
dam supradictæ Conventionis Articulus elucidari &

amplificari desideraverint. Nos infra nominati Sere-
nissimi & Potentissimi Regis Daniae Ministri & Com-
missarii, plena hunc in finem Autoritate muniti, in
sequentes consensus elucidationes, ita ut cum ante ex-
hibitas & permutatas predictæ Conventionis Ratifica-
tionum Tabulas, perfectæ & signatæ fuerint, eandem
cum ipsis jam memoratæ Conventionis Articulis viti
& virtutem habeant.

I. Quod Edictum seu Declaratorium ab altermemo-
rato Serenissimo & Potentissimo Rege Daniae
& Norvegiæ, die 19. mensis Maji præteriti datum,
cujus

ANNO 1691. cuius mentio fit in 2. supradictæ Conventionis Articulo, hisce Præsentibus, sub finem totidem verbis adjiciatur, & ne quispiam ex prædicti Regis Subditis ignorantiam istius præterdere possit, intra sparium 20. dierum Magistratibus cujusvis Locis per Mandatum speciale significetur.

II. Quod idem Edictum seu Declaratorium cum enumeratione Mercium prohibitarum vulgò *de Contrebande*, amplifitseur, prout istæ in Art. 13. cujusdam exempli Tractatus ante hac à Serenissimis Regis Danicæ & Norvegiæ Ministris exhibiti, recententur, addita insuper Pice liquida, vulgò *Teer*, quæ dictis Mercibus *de Contrebande* annumerabitur.

III. Quemadmodum in dictæ Conventionis Art. 3. conventum est, quod Navibus ad Serenissimi & Potentissimi Danicæ & Norvegiæ Regis Subditos pertinentibus, non liceat Mercēs ullas Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ, aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Hostibus proprias, ex uno Portu Gallico in alium vehere & transferre: hisce Præsentibus insuper declaratur, dicti Art. verum & genuinum sensum esse, quod Navibus prædictis, nisi Mercibus omnis generis plane vacuæ fuerint, nequaquam licitum erit, ex uno Portu Gallico in alium navigare & transire, nisi eveniat ut integrum Navium istarum Onus in uno Portu dividendi non possit, quo casu illis liberum erit, quod de Onere hoc supersit, dividendum in alium Portum transvehere & transportare.

IV. Quod dicti 3. Art. sensus ulterior sit, ut Naves Subditorum Serenissimi & Potentissimi Regis Danicæ & Norvegiæ in Galliam navigentur: in Portibus Jurisdictioni Imperii Romani aut Partium Bello præsentii implicitarum, subiectis, non onerentur, sed ex Portibus Serenissimi Regis Danicæ & Norvegiæ extra Imperium, aut etiam Mari Balico recta versus Portum destinationum in Gallia vela facere & cursum prosequi, indeque recta etiam via reverti teneantur, nec eundo vel redeundo ad Partium dictarum oras appellere, ibidem morari, earumque Portus ingredi ullo modo licebit, nisi vi tempestatis manifesta ad id fuerint coactæ, & in hoc casu, sicut Mercēs in Galliam vehendas ibidem non onerare, ita nec è Gallia advectas ibidem exonerare poterunt, salvo semper Serenissimi & Potentissimi Regis Danicæ & Norvegiæ Subditorum non solum in Mari Balico, verum etiam aliis Locis Bello præsentii non implicitis Commercio; & sicut in hujus Commercii, ita quoque in Avocatorio Imperii præjudicium nihil prorsus hisce præsentibus conventum esse, ubique intelligendum est.

V. Quod Sacramentum quo obstringentur dicti Serenissimi Danicæ & Norvegiæ Regis Subditi, nec non ejusdem Literæ Salvi conductus optima & maxime perspicua forma concipiantur, ita ut dolis omnibus & equivocationibus, vero & genuino hujus Conventionis sensui contrariis, obviam eatur, & talis Juramenti prædicti forma per omnes Ditiones Serenissimi Regis Danicæ & Norvegiæ in universum observetur.

VI. Quod nullo modo Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis Hostium, Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ & Cel. ac Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii licitum erit, Naves ad eorum Subditos pertinentes intra prospectum Terrarum Serenissimi Regis Danicæ & Norvegiæ, multò minis in ipsius Altituaris, Portibus aut Fluviiis, nec in pleno Mari quidem, si dictæ Naves ad Portus Serenissimi Regis Danicæ & Norvegiæ destinata fuerint, aut ex iis revertantur, capere, aut ullo modo molestare aut adori, easve, quomodocunque captas, earumve Mercēs in dicti Serenissimi Regis Portibus in totum aut ex parte dividere; & si dictæ Naves Bellicæ Navem quamcunque Nautis suis destitutam, in dictos Portus adduxerint, Serenissimi Regis Danicæ & Norvegiæ ibidem constituti Officiales eandem statim occupare, & una cum Mercibus Navi impositis (quæ etiam servabuntur) legitimis Proprietariis quamprimum restituere tenebuntur, neque unquam dictis Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis, fas esto, è dictis Serenissimi Regis Danicæ & Norvegiæ Portibus vela solvere, postquam Navis aliqua aut Navium Classis ad Serenissimi Regis Magnæ Britannicæ aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Subditos pertinet exinde fesse Mari commiserit, nisi 24. horis prius elapsis, neque etiam anchoras tollere, aut scaphas emittere ad Naves Mercatorias Subditorum Serenissimi Regis Magnæ Britannicæ & Ordinum Generalium Uniti Belgii, quas venientes, exeuntes aut prætervehentes conspexerint, prosequendas, capiendas aut spoliandas.

VII. Quod omnes supradictæ Conventionis Art. nec non Elucidationes & Amplificationes eorum, ejusdem durationis erunt, & æquales (quod tempus) vigoris existimentur. In quorum omnium fidem supradicti Serenissimi ac Potentissimi Regis Danicæ & Norvegiæ Ministri & Commissarii hos Articulos manibus Sigillisque suis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Hafniæ die . . Decemb. 1691.

GULDENLOW. (L.S.) C. G. REVENTLOW. (L.S.)
J. JUELL. (L.S.) T. B. JESSEN. (L.S.)

Sequitur Edictum seu Declaratorium, de quo in Art. 1. Elucidationum mentio fit.

Christian der Fünfte von Gottes Gnaden König zu Dänemarken / Norwegen /c. Als Wir mit der Eyon Engeland und den Estaten der Vereinigten Niederlanden / eine Zeithero Handlung und Tractaten pflegen lassen / wie denen Placereyen und Unterschlüssen hinführo vorgebahet werden möge / so bey der Fahrt nach Frankreich seit wärenden gegenwärtigen Kriegs-Troublen / da nehmlich an einer Seiten die Englishe und Holländische Kriegs-Schiffe und Commissie-Fahrer bald unter diesem / bald unter einem anderen Pretext Unser Unterthanen nach Frankreich traffiquirende Schiffe weggenommen und aufgebracht / an der anderen Seiten / einige der Freyheit des Commercii in Transportation verbotener Waaren zu mißbrauchen / und insonderheit Fremde unter dem Nahmen Unserer Unterthanen / sich solchen Commercii zu prevaliren gesucht / vorgehen / und dan anderseits für gut befunden worden / daß so lange gegenwärtige Krieg währet / und das Commercium nach Frankreich nicht generaliter frey gegeben und geöffnet wird / zu Vorckommung vor-erwähnter Placereyen und Unterschlüsse / Wir Unsers Oberts Unseren Consuleyen ernstlich anbefehlen ließen / keine Pässe auszusfertigen / es sey dan von denen so solche erlangen vorherz misst einiys corpölichen Eyds dargethan und erbetet worden / daß sie Unsere würckliche Unterthanen und Einwohner Unser Reichs und landen (jedoch so viel

Christian Cinqüème par la grace de Dieu Roi de Danemarck & de Norvegie, &c. Comme nous avons depuis quelque tems fait traiter avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas pour empêcher toutes les supercheries & intrigues, qui se pratiquoient pendant cette Guerre dans le Commerce sur Mer, où d'une part les Vaisseaux de Guerre ou les Armateurs Anglois & Hollandois ont tantôt sous l'un, tantôt sous l'autre pretexté arrêté & pris les Vaisseaux de nos Sujets, qui traffiquoient en France, & où de l'autre part quelques-uns de nos Sujets ont abusé de leur Liberté au Negoce avec la France, en y transportant des Marchandises de Contrebande, & que des Etrangers mêmes se sont servis de cette Liberté de Negoce sous le nom de nos Sujets, il a été enfin arrêté & convenu, pour prevenir ces sortes de supercheries, que, tant que la Guerre durera, & que le Commerce avec la France ne sera pas generallement permis, d'un côté nous ordonnerions serieusement à nos Chancelleries de ne plus expedier aucun Passeport qu'à ceux, qui auront préalablement fait serment qu'ils sont effectivement Sujets & Habitans de nos Royaumes & Pays (à l'ex-

clusion

ANNO
1691.

viel die Fahrt nach Frankreich betrifft unsere Provinzen und Staten im Römischen Reich belegen / Krafft der ergangenen Avocatorien aufgeschloffen) auch Schiff und Ladung gleichfalls unsern Unterthanen gehörig / und unter derselben keine Contrabande Waaren / wie solche in denen zwischen uns / der Eron Engeland / und dem Staat der Vereinigten Niederlanden aufgerichteten Tractaten specificirt worden / befindlich seynd / so dan Engländer und Holländischer Seiten über die aufkassende generale Befehle / unsern Unterthanen / gegen Vorzeigung unserer Königlichten Passio, in ihrer Fahrt und Navigation in keine Wege hinderlich zu fallen / amnoch einem jeden Schiffe / so nach Frankreich zu segeln wüßten / von hiesigen Englischen und Holländischen Miniätris ein Schreiben gratis, und ohne aufenthalt mitzugeben / und darinnen im Nahmen ihrer Principalen denen Commandeuren / Aufselegern zur See und Commissee-Fahreren beider Nationen injunctet werde / sich an unserer Unterthanen Schiffe / so mit unsern Passen vorerwehnter massen versehen / keines Weges zu verzeihen / sondern dieselbe ohne einigse molestirung / Visitation und Aufenthalt / nach dem Drith wohin sie destiniret / pass- und repassiren zu lassen / so ist hiemit unser allergnädigster Wille / daß du hinfüro uns keinen Pass, ehe und bevor der Imperant entweder in der Cansley oder auch vor dem Magistrat des Driths wo er wohnhafft / obspecificirten körperlichen Eydt abgelegt / zur Unterwürffit präsentirest und auffertigst / und da jemand / wer der auch sey / ohne dergleichen Eydtliche Disposition einen Pass verlangen solte / ihn mit seinem Gesuch ab- und zurück weist. Wie dan auch die diejenige so gegen ihren Eydt gehandelt zu haben / hier nach befunden werden mögen / als Mepheidige an Ehr und Gut / unaussprechlich gestraffet werden sollen. Geben auff unserer Residens zu Copenhagen den 19. Maji, Anno 1691.

Sequitur Specificatio Mercium prohibitarum.

Onder de Waren van Contrabande sal werden verhaen allerhande Vuur-werken, en toebehoorende saecken, Canon, Musquetten, Mortieren, Pedarten, Bomben, Granaten, Saucien, Peck-kransen, Af-suyten, Fourquetten, Bandelieren, Pulver, Lont, Salpeter, Kogels, Piecken, Degens, Stormhoecken, Cuirassen, Helbaerden, korte Piecken, Paerden, Sadels, Holsters, Draegbanden, Zeyl-werck, Touw-werck, Maisten, Loot, Peck, Teer, Hennip, mitgaders die tor d'Equipagie ter Zee ende te Lande dienen, sonder eenige verdere Waren, van wat natuur die zijn, daer onder te comprehenderen.

Sequitur Formula Juramenti & Salvi conductus, de quibus Art. 3. convenum est.

Formula Juramenti à Proprietario Navis & Oneris, cum unicuique est, prestandi.

EGo A. B. verus Sacrae Regiae Majestatis Danicae & Norvegiae Subditus & Civitatis Hafniensis Incola (Officialis) jurator, hoc meo solemnii Juramento sancte & sincere profiteor & promitto, quae sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum aut circiter illarum capax tota & integra ad me solum, nec ad ullum alium revera pertineat.

II. Quod revera statuerim certumque habeam, supradictam Navem quae nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N. est) exinde sub ductu N. N. predictae Civitatis Hafniensis (aut alibi N. N.) Incolae & Civis jurati, tanquam Navarchi, facta (in Norvegiam & exinde) Burdegalam (aut ad alia Loca) in Galliam ituram, & Burdegala (aut aliis Locis) ad dictum Portum Hafniensem, aut alium quendam ad Sacrae Regiae

ANNO 1691.

clufon toutesfois de nos Provinces & Villes, qui sont situées dans l'Empire, & à qui le Negoce avec la France est expressement defendu en vertu des Avocatoires de l'Empire & publiés) & que le Vaisseau & la charge n'appartiennent qu'à nos Sujets, & qu'il n'y a aucune Marchandise de Contrebande spécifiée pour telle dans nos Traitez faits avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas: Et que de l'autre côté la Couronne d'Angleterre & l'Etat des Provinces-Unies ordonneront non seulement en general de laisser librement naviger & trafiquer nos Sujets sur l'Exhibition de nos Passports Roiaux, mais que leurs Ministres Residens icy donneront sans aucune taxe & sans aucun delay à chaque Vaisseau, que nos Sujets envoient avec des Marchandises en France, une Lettre patente, par où ils descendent au nom de leurs Maîtres à tous les Commandants de Vaisseaux, Armateurs, ou Commissionnaires de ne plus arrêter, résister ou empêcher un tel Vaisseau appartenant à nos Sujets & muni de notre Passeport, mais de le laisser librement passer & repasser dans sa route; ainsi notre volonté est, que vous ne depechiez, ni nous presentiez pour notre signature aucun Passeport, qu'après que ledit serment aura été prêté dans la Chancellerie ou devant le Magistrat du Lieu, où l'impetrant demeure, & si quelqu'un de quelque Condition qu'il puisse être, recherchoit un Passeport sans prêter en personne ce serment, vous lui refuseriez sa demande, & vous châtiez aussi exactement par confiscation & infamie, comme parjurés, tous ceux qui auront contrevenu à leur serment. Fait dans notre Residence de Copenhague le 19. de Mai l'an 1691.

Suit la Specification des Marchandises deffendues.

Sont les Marchandises de Contrebande sont entendues toute sorte de feux d'Artifice, & autres choses en dependantes, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Torches, Affuts, Fourchettes, Bandoles, Poudres, Plomb, Salpêtre, Boulets, Piques, Epées, Morions, Cuirasses, Hallebardes, Javelots, Chevaux, Harniscois, Bandoliers, Voiles, Cordages, Mats, Méches, Poix, Goudrons, Charvre, ensemble toutes choses servant à l'équipage, tant de Mer, que de Terre, sans comprendre là dessous aucune autre Marchandise, de quelque nature qu'elle soit.

Majestatis Danicae & Norvegiae Ditionem extra Imperium Germanicum sitas, pertinentem, recta reverentiam, nec postquam ex Dania aut Norvegia solverit, usque dum eò denuò revertatur, ullum alium Locum, quam Galliam, nisi tempestate forsan coactam, peturam.

III. Quod nullam cum quovis Collusionem aut Contractum, directè vel indirectè, jam fecerim, nec durante hujus Expeditionis cursu cum ullo extraneo, aut partium Imperio Romano subiectarum, Civie aut Incola posthac facturus sim, de Navis supradictae ejusve Mercium proprietate, ex toto aut ex parte, ad alium quemvis transferenda, ut nec etiam cum ullo Serenissimi & Potentissimi Regis Danicae & Norvegiae Subditi, nisi hic Subditus ad omnes praesentis Juramenti Articulos, quantum attinet rem ipsi transferendam, observandos, simili Juramento prius obstringatur.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum praedicta Expeditio absoluta fuerit, me fei-

te,

ANNO te, mandante, consentiente aut connivente, posthac
1691. oneretur ex toto aut ex parte Mercibus de *Contraban-*

de dictis, Sacrae Majestatis Daniae & Norvegiae Edicto die & mense dato prohibitis, aliisve ullis, quam quae ad me solum, nullumque alium, absque omni fraude & collusione revera pertinent, quas solas, nec ullas alias in Galliam vehet, aut inde exportabit.

V. Nec ullas omnino Merces in Galliam vehet, quae Incolis Imperio subiectis, aliisve Bello praesenti implicitis onustae sunt, nec Merces ullas, in Gallia semel onustas, in altero Galliae Portu, aut in Locis dictis, quae Imperio subiacent, aut Bello praesenti implicentur, in reditu, si forsitan vi Tempestatis ad ejusmodi Loca appellere coacta fuerit, exonerabit.

VI. Quod nullum Mandatum aut Facultatem praedicto Navarcho aut ulli alii jam concessum, aut durante praedictae Expeditionis cursu, concessurus sim, quid faciendi, quod cuidam ex praedictis Articulis vel minimam adveniret, nec tale quid a quovis, me sciente, aut connivente, fieri permittam.

Ita me adjuvet Deus, Ipsiisque Verbum Sacro-Sanctum.

Formula Juramenti à Navarcho praestandi.

Ego N. N. supradictae Navis Navarchus, Sacrae Regiae Majestatis Daniae & Norvegiae verus Subditus, & Civitatis Hafniensis Incola ac Civis juratus, hoc meo solemnium Juramento sancte profiteor & promitto, nihil, quod sciam, quod cuidam ex Articulis supradictis, adveniret jam factum esse aut posthac me sciente, mandante, connivente aut directè vel indirectè consensum praebente, factum iri.

Ita me adjuvet Deus, Ipsiisque Verbum Sacro-Sanctum.

Formula Juramenti, à Proprietariis, cum plures sunt, praestandi.

Nos infra nominati Sacrae Regiae Majestatis Daniae & Norvegiae veri Subditi & Civitatis Hafniensis Incolae & Cives jurati (Officiales) hoc nostro solemnium Juramento, sanctè & sincerè profiteamur & promittimus quae sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum circiter lastarum capax, tota & integra ad nos solos revera pertineat, ut sequitur, ad A. B. §, ad E. F. §, ad G. H. §, & ad I. K. §.

II. Quod revera inter nos conclusum sit, supradictam Navem, &c.

III. Quod nullus nostrum cum quovis Collusionem aliquam aut Contractum, directè aut indirectè, jam fecerit, aut postmodum, durante hujus Expeditionis cursu facturus sit, de dicta nostra Navis aut oneris infra nominanda portione ad alium quemvis transferenda.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum praedicta Expeditio perfecta fuerit, nobis aut aliquo nostrum scientibus, consentientibus, &c. quam quae ad nos solos, absque, &c. revera pertinent, ut sequitur, ad A. B. 10. lastae, ad L. M. 60. lastae, & ad O. P. 30. lastae, cujusmodi Merces solas nec ullas alias, &c. Reliqua ut in superiori Formula mutatis mutandis, &c.

Formula Literarum Salvi conductus.

Nos Christianus Quintus, &c. Omnibus & singulis, quibus haec Nostrae Salvi conductus Literae exhibebuntur, nomum testatumque volumus, quod Subditi Nostrae N. N. Civitatis Nostrae Regiae Hafniensis Incola ac Civis juratus (Officialis Nostrae) humillimè Nobis exponi curaverit, Navem, cui nomen N. N. Lastarum capacem, quae nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N.) est, ad se solum revera pertinere, jam vero Mercibus sibi soli propriis, Edicto Nostrae Regiae 1691. dato, nequaquam prohibitis, & Hafniae, aut alibi in Regnis Nostris, ut & in Mari Baltico, aut aliis Locis praesenti Bello non implicitis (specificentur Loca) Navi supradictae impositis, nec

TOM. VII. PART. II.

aliis onustam vel onerandam, recta ex dictis Locis Burdegalam (aut ad alia Loca) in Galliam ituram, & exinde Mercibus sibi etiam soli propriis, nec aliis onustam in Portum Hafniensem (aut ad alia Loca) Ditionum Nostrarum extra Imperium Germanicum, recta reversionem, istam vero Expeditionem sub ductu N. N. praedictae Nostrae Civitatis Regiae Hafniensis, &c. &c. Incolae ac Civis jurati, tanquam Navarchi periciendum esse. Quae omnia & singula cum praedicti Subditi Nostrae coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria Nostra) sub Juramento, juxta formam a Nobis praescriptam, asseveraverint, memoratam Navem hisce Salvi conductus Literis muniendam censuimus, &c. &c.

Nos Christianus Quintus, &c. (tot. tit.) quod Subditi Nostrae A. B. E. F. & alii quidam Cives & Incolae Civitatis Nostrae Regiae Hafniensis (N. N.) humillimè Nobis exponi curaverint, nec non sub Juramento coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria) asseveraverint, Navem, &c. ad se solos revera pertinere, jam vero Mercibus ad se solos etiam bona fide pertinentibus, &c. & exinde Mercibus similiter ad se solos pertinentibus, &c. Quae cum &c.

CXLI.

Theilungs-Recess über das Fürstenthumb Jena/ zwischen denen Herzogen Wilhelm Ernst/ und Johan Ernst zu Sachsen-Weimar/ dan Johan Georg Herzog zu Sachsen-Eisenach aufgerichtet. Wodurch benanntes Fürstenthumb zwischen Ihnen überhaupt vertheilet worden/ jedoch auch einige Stücke in Gemeinschaft verbleiben. Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg den 12ten Julii 1691. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Absatz II. pag. 680.]

C'est-à-dire,

Rechts de Partage entre GUILLAUME ERNEST, & JEAN ERNEST Ducs de Saxe-Weimar d'une part, & JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de Jena qui leur est échüe, à la reserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Château de Wilhelmsbourg le 12. Juillet 1691.

On OBTES Gnaden/ Wir Wilhelm Ernst/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark und Ravensberg/ Herr zum Kavenstein/ vor uns und dem Durchlauchtigen Fürsten/ Unsern freundschaftlichen lieben Bruder/ Herrn Johann Ernst/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen etc. und von desselben Gnaden/ Wir Johann George/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark/ Ravensberg/ Sayn und Wittenstein/ Herr zum Kavenstein/ vor uns/ allerseits Erben und Successoren/ Kraft dieses urkundten und besetzten/ Als der Allmächtige Gott/ nach seinem unerforschlichen Rath/ uns weisen Rath und Willen/ den Weyland auch Durchlauchtigen Prinzen/ Unsern respectivè geliebten Väter und Pflege-Sohn/ Herrn Johann Wilhelm/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ Christlichen Andenkens/ in der besten Blüthe seiner Jugend am 4. Novembris des nechst abwichenen 1690ten Jahres/ durch einen sanfft-seligen Todt von dieser Welt abgefordert/ und dadurch dero ganze Fürstliche/ Veranlassung/ an hand und Leuten/ auch

pp

beweg.

ANNO
1691.

beweglichen und unbeweglichen auf uns devolviret worden / So hat es sich zwar Anfangs ansehn lassen / als wolte die Sache unter uns zur grossen Beiläufigkeit kommen / bis endlich von unsren beiderseits deputirten Räten / am 29. Jan. dieses Jahres in Erfurt eine Preliminar-Punctation aufgerichtet / und vermöge derselben / durch ersagte unsere Räte die gültigen Tractaten mit allem Ernst und Eifer fort getrieben worden / bis Wir endlich persönlich zu Weimar uff der Wilhelmshurg zusammen kommen / und durch Gottes Gnade in den meisten und wichtigsten Punkten / den Sonntabend vor Pfingsten / war der 30. Maji dieses Jahres / aus siebe zur Einigkeit / und Erhaltung beständigen / guten / Frisch-Beitwilligen Vernehmens / ein gültiger Vergleich unter uns getroffen / und folgendes durch mühsame Handlung / Conferenzen / und Schickungen unserer hierzu gebrauchten Geheimden-Hoff- und Cammer-Räte / die übrigen noch unerörterten Puncta vermittelst Gütlicher Hilfe aus dem Grunde vollend gehoben / und das ganze Jenseitige Successions-Werk durch den Bogen / völlig erledigt / und unvielderrücklich bezeuget und verglichen worden / wie folgt:

I. Erstlichen / wollen wir nicht nur vor uns bey der von unsren Hochlöblichen Vorfahren erkanteten und bestanden wahren Evangelischen lutherischen Religion / wie solche in denen Schriften der Propheten und Apostelen / so wohl den Libris Symbolicis / benahmentlich der ungeschänderten Augspurgischen Confession / und darzu gehörigen Apologie / Schmalkaldischen Articulen / und Formula Concordiae enthalten / durch Gottes des H. Geistes Beystand / allerseits standhaftig bis an unser seliges Ende verbleiben / auch unsere Fürstliche Kinder / Erben und Nachkommen / so wohl sämtliche Land-Stände und Unterthanen darzu ermahnen und anhalten / Kirchen und Schulen mit Christlichen reussertigen / exemplarischen / solcher reinen Religion zugehörigen Predigern und Lehrern versehen / und in unsren Fürstenthumen und Landen nichts darinnen ändern lassen / da aber durch Götliche Verhängnis / Zwietracht und Verungen in der lehre oder Ceremonien unserer Kirchen einschleichen wolten / dieselben durch Gottes kräftigen Beystand mit Zuziehung und Eintrachten unserer / als jedes Herrn / Consistorien / Superintendenden / auch wohl anderer geschickten Geistlichen / und endlich der Theologischen Facultät unserer gesambten Universität Jena / dergestalt steuern / wie solches Gottes Wort / denen Libris Symbolicis / und unsrer Kirchen-Ordnung gemäß / und bey unsrer glorwichtigen Vor-Eltern Regierung in solchen Fällen gehalten worden. Im Fall aber iemand von uns / oder unsren Erben und Nachkommen / das doch der grundtätige GOTT in Gnaden verschillen wolte / von solcher wahren und ungeschändeten Augspurgischen Glaubens-Beständnis abtreten / und sich zu derer Papisten / Calvinisten / oder anderer irigen lehre / sie heisse auch wie sie wolte / wenden würde / soll derselbe auf keinerlei Weis / noch unter einigem Schein / seiner neu angenommenen Religion einiges Exercitium in Kirchen und Schulen einzuführen / Macht haben / sondern von dem Moment seiner vorgenommenen Aenderung an / der Jurium Episcopatum und deren Exercitii gänzlich verlustig / und dieß hingegen uns bey der wahren lutherischen Kirchen beständig bleibenden Brüdern und Betreibern / oder unsren Kindern und Nachkommen / darunter jedes mal der älteste Bruder oder Betreuer von derselben Linie einzig und alleine die Direction führen soll / heimgefallen seyn / Würde sich aber der abgetretene durch Gütlichen Beystand wiederum zu unserer rechthabigen Kirche begeben / und solches mit Herzen und Munde erweisen / hätte sich alsdenn derselbe des Exercitii der Jurium Episcopatum in seiner landes-Portion himwiderum zu erfreuen und annehmen / jedoch daß er dasjenige / so unter Zeit in Ecclesiasticis und Religions-Sachen angeordnet worden / allerdings genehm halte.

II. Zum andern wollen Wir uns / so viel nur immer der Zustand und Wohlstand der Lande es leiden wil / einerley Geist- und Weltlichen Ordnungen in Consistorial-Kirchen und Schulen / Politey- und Justiz-Sachen gebrauchen / darüber in unsren Landen halten / und nichts neues verhängen / insonderheit aber mit Fleiß daran seyn / und bey unsrer Herrn Vaters zu Gotha den Erinnerungen thut / damit die Causa dubii derer Ehr- und Fürstlichen Schickschen Nothen soderlichst ausgemacht / und alsdenn unter uns die vor etlichen Jahren schon projectirte landes- und Gerichts-Ordnungen in Richtigkeit gebracht / zum Druck befördert / und unter jedes Herrn Namen publiciret werden mögen.

III. Willen vordr Dritte die zwey Reichs- und Crefsch- ANNO
Vota nunmehr getheilt werden können / so soll hinfünftig 1691.
tig Weimar das Weimarische alleine / Eisenach das Crefschische auch alleine führen / und teglicher Zeit und dessen Casen die jedesmal vermitteligen Reichs- und Crefsch-Hülften zur Hülffe abtragen / und an begehre Drache liefern / Jedoch wollen wir (1) uff Reichs-Creyss-Deputation- und anderen dergleichen Räten fleißig communiciren / und so viel nur immer möglich / gute Concomitäre auch in diesen Städte halten / nicht weniger zu mehrer Befähigung des unausschließlichen Bandes der Einigkeit unsrer Fürstlichen Samt-Hauses jedesmal bey der Kaiserlichen Majestät / unsrem allergnädigsten Herrn / die Haupt-Lehn / nach Inhalt des letzteren Kaiserlichen Lehn-Briefes / wie auch die Mitbeschlossenisten uff einmahl und gleiche Kosten suchen / und empfangen lassen. Die Erwartungen (2) auf andere Lande und Personlichkeiten bleiben gemein. Ebenfalls haben wir (3) möglich bestanden / daß wir entweder alle zugleich / oder nach Gelegenheit iedweder absonderlich die Last und Gefahr der Kriegs-Beschwerden und Landes-Verluste nach aller Möglichkeit / von denen Landen / gleich als wären sie noch gesamt und ungetheilt / abzuwenden helfen / und bey Durchgängen mit einander fleißig correspondiren / und uns beunehmen wollen / damit die Mache des nächsten Weges durch die Lande geschehen möge / jedoch daß kein Theil in des anderen Lande sich einiger Disposition anmasset / oder hierunter einen particulär-Vortheil sucht. Die Universität zu Jena (4) sammt dem Convictorio / Schloß-Stühle und Bibliothec soll unter uns / was die Unterhaltung / Befestigung und Confirmation / so wohl Visitation / als die Jura Nuntiorum betrifft / fernst gemein bleiben / und behalten wir nochmahls Inhalts voriger Recesse bevor / der Professoren / als gesambter Diener / Raths zu pflegen / Sie uff unsere Kosten zu beschreiben / oder in Schriften zu consiliren / in Communiobus zu gebrauchen / und nach Bedingung wohl gar in particular-Besallung zu nehmen / doch alles ohnbeschadet ihrer ordentlichen bey der Universität habenden Verrichtungen / und daß solche dadurch nicht gehindert werden / Dargen haben wir die schuldige Universität- und Hof-Gehalts-soldungen / Deputata und Additiones / nach dem Statut pendien / auch was zu denen Frey-Stützen im Convictorio gehöret / so uff der Reichs-Kammer bis daher gehasert / nach denen anderen beständigen Oncribus in 2. gleiche Theile / laut der hinten an diesen Recess gehängten Specification N. I. theilen lassen / und wollen die ohnsehbare Verfassung thun / daß solche von unsren Kammern zu Weimar und Eisenach jährlich jedesmal / auff die gesetzten Fristen richtig abgeführt werden sollen. Das Hof-Gehalt (5) bleibet ferne cum commodis de oncribus in bisheriger Gemeinshaft / und soll dessen Visitation iderzeit in unsren Häusern mit Sachsen-Gotha verrichtet werden. Die Frey- und (6) des Fürstlichen Erbtenis / nicht alleine dem gemeinen Hof-Gehalte seinen richtigen Lauf ungeschindert noch ferne zu lassen / sondern auch in unsren Regierungen / Kammern Städte und anderen Gerichten / der dreyen gewöhnlichen Instanzen halber / als worauf sich anders gesambten Ehr- und Fürstlichen Hauses zu Sachsen von undendlichen Jahren her gehaltenes und ohnwiderrprechlich exercirtes Jus und Privilegium de non appellando ausdrücklich gründet / solche erste Anfall zu machen / daß sich mit Jag niemand wegen prokuratur oder denegierter Justiz zu beschweren vermag haben möge. Gleichwie nun (7) das mit Sachsen-Gotha gesambte Haupt- und unsre particular-Archiv- gemein und unter der Aufsicht der gesambten Archivarien zu Weimar verbleiben / und ideem Fürstlichen Theile die verlangten Urkunden daraus in validirter Copia / oder in Original / gegen einen Schein / uff eines oder des anderen Theils Verlangen / billig zu verabsolgen / Also soll auch das zu Jena vorhandene Archiv vermittelst einer richtigen Regulatur nachher Weimar in unsre particular-Archiv transferiret und gebracht / dasjenige aber / so bereits in Weimarischen Archiv vorhanden / und zu Eisenach nicht schädlich / dahin ausgeliefert werden / die Acta / Urkunden und Documenta hingegen / so die Aemter / Städte und andere Gerichte der Jenseitigen landes-Portion betreffen / so wohl in der Zuzug und Fischbergischen Directorio gehalten / und voriere / vermöge dieses Recessis / getheilt worden / Sie bestanden sich gleich bey der Weimarischen oder Jenseitigen Regierung / Cammer / Cammer oder Consistorio / sollen an idweden Ort / wo Sie hin gehören / verabsolget werden. Ingleichen bleibet zum (8) das Hennebergische Gymnasium zu Schleusingen noch gemein / wie

ANNO
1691.

wie auch das Gemeinschaftliche seyn Maßbach / mit welchem es allwege bey dem in dem Haupt-Recess der Anno 1672. befähigten S. Mide müder u. gelassen wird. Und obwohl zum (9) die Universität als Prälaten / mit denen hohen Juribus, wie solche in Civilibus und Criminalibus auch Consistorialibus die höchsten Vorfahren / und nach Ihnen / Unserer respective Groß-Herrn Vaters und Herrn Vaters Herzog Wilhelms und Herzog Bernhards Gnaden / bis auf des Hochseligen Prinzens Absterben / über dieselben exerciret haben oder thun können / diesemal der Fürstlichen Eisenachischen Portion alleine zugetheilt und erblich überlassen worden; So behält sich doch Sachsen-Weimar bevor / die Universität Jena als Prälaten wiederum auf die Land-Tage mit zuverordnen / dahin sie auch zu folgen und solche zu beschließen schuldig seyn sollen; Es hat auch nicht die Meinung / daß durch die an Sachsen-Eisenach überlassenen hohen Jura, der Universität an Ihren Kayserslichen Privilegien / auch von unsrer Hochloblichen Vorfahren erlangten Freyheiten einigerley Weise prejudiciret / sondern vielmehr alles dinstelle bey dem Verkommen gelassen werden solle. Die Werdhaußschen Schul-Gelder (10) so wohl die Werra-Fische / bleiben noch zur Zeit gemein / ingleichen auch die Bergwerke / alles Inhalts voriger Recesse.

IV. Zum Vierden hat es auch bey dem hergebrachten Directorio Unserer Fürstlichen Hauses sein Verenden / und wollen wir Herzog Johann George / und unsere Fürstliche Nachkommen insonderheit die Hülfe an denen zwey tausend acht und zwanzig Gilden Directorial-Geldern jährlich auf die 4. Quartale aus Unser Eisenachischen an die Weimarische Kammer ohnefehlbar zahlen lassen.

V. Worauf Wir vorseh Jünste zur würcklichen Erb-sonderung der Fürstlichen Jenseits landes-Portion, und zwar wie Eingangs erwähnt worden / durch den Pausch und Wogen geschritten / Und seynd uns Herzog Wilhelm Ersten vor Uns- und Hochgedachten Unseren Herrn Bruders den / Erb- und eigenthümlich / auch unwiederrufflich zugetheilt worden.

Das Amt und Stadt Dornburg samt dem Schloß. Amt und Stadt Bürgel / sambt dem Amt-Hause

und Kloster / auch dem Forwerge Kniesdorff.

Amt Capellendorff / sambt dem Amt-Hause.

Amt Heusdorff / sambt dem Amt-Hause.

Die beyden Voigteyen Magdala und Ebsfeldt / Bütschstadt mit dem Stadtein.

Das Dorf Döbrichsen.

Das Dorf Wiegendorf mit dem Geseit.

Die Hölze über die Stadt Apolda / wie solche von Sachsen-Gotha abgetreten worden / jedoch daß die Universität und dero Unterthanen mit keinen neuen Oneribus beschwert werde.

Die Hölze an dem Döbrichsen Schölsche und Beh-fange / sambt 278. Ackeren anderen Schölsche / an unter-schiedenen Stücken /

Unterhalb sechzehn Theile von denen Jenseits / vier sechzehn Theile an dem Erfurischen Haupt-Geseite.

Die Hölze und Nieder-Jagden in dem Jenseits und darzu gehörigen im Amte Leuchtenburg gelegenen Jagd-Reviere / Hierüber haben Wir Sachsen-Weimarischen Theils noch fünf und sechzig Gilden / von denen Geistlichen Addition-Geldern / so jährlich denen Priestern im Weimarischen von Eisenach zu liefern übernommen / wie das Verzeichniß N. 2. bezeuget / Und ist dar-neben ausdrücklich bedungen worden / daß die bey Jena gelegene Städte und Dörffer in denen Nembereen Dorn-burg / Bürgel / Heusdorff und Capellendorff / auch Voigtey Magdala / Dorff Döbrichsen / Wiegendorf und Stadt Apolda / wie es bey Hochgedachten Unseren Groß-Herrn Vaters und Herrn Vaters Gnaden Zeiten bisz daro damit gehalten worden / und die Unterthanen es hergebracht haben / Wie in die Stadt Jena ohne sonderbare Transacten / oder andere neue Ufsage einführen / oder dahin verabsolgen lassen mögen.

Uns Herzog Johann Georgen bleiben ebenfals erbeigenthümlich und unwiederrufflich /

Das Residenz-Schloß und Stadt und Stadt Jena / be-nebst Burga / der Stadt Ebersdorf / auch dem Schloß-Garten / Regierungshause / Fürsten-Keller und Jagd-Hause / Amt-Schloß und Stadt Alsfeldt sammt zugehörigen Forwerge und Schäffereyen.

Die ganze Maßbach mit Gebäuden / Schölschen / Waldungen / hohen und Nieder-Jagden / Frohen / Rechten und Gerechtigkeiten / Teiden und Wägen / nichts davon ausgehlossen / desgleichen auch die Nembereischen

Tom. VII. Part II.

Schwallberrische-Hindische und alle dero Gegende gelegene Jagden / allermassen die Herzoge zu Weimar und der Hochselige Prinz zu Jena selbige bisz daher befesten / ge-nüßet und gebraucht / oder nügen und brauchen mögen / jedoch wollen Wir Herzog Johann George dem Fürstlichen Weimarischen Theile jährlichen / und jedes Jahr besonders an schwarz Wildpret / zwey Cent. / vier Wa-den / und sechs Frischlinge / ohne Firsch und Fange-Geld geben / und aus der Maßbach oder andern unsrer Jagden verabsolgen lassen /

Die Hölze über die Herrschaft Remba / wie solche von Sachsen-Gotha abgetreten worden / jedoch mit der Bedingung / wie oben bey Apolda /

Das Fischbergische Directorium, darzu die zu Weimar bey der Regierung / Camley und Consistorio vorhandene Acta nach Eisenach ausantwortet werden sollen / worbey Sachsen-Weimar sich des Fischbergischen Pacts beziehet / dessen aber solcher an Fürstlicher Eisenachischer Seiten aufgehoben werden würde / Soll solche Sachsen-Weimar für andern gegönnet werden / auch will Sachsen-Weimar Officia practiren / daß der Pacht von andern Fürstlichen Interessenten dem Fürstlichen Hause Eisenach nicht erstigert werde /

Das Forberg Schwabsdorff wie auch / mit

Das Forberg Döbrichsen

aller Zugehör und Gerechtigkeiten /

Dreizehn sechzehn Theile von denen Jenseits / vier sechzehn Theile an dem Erfurischen Haupt-Geseite /

Der halbe Gorge Thaler-Hoff /

Die Chartäuser Zinsen /

Die Hölze an dem Döbrichsen Schölsche und Beh-fange sambt 278. Ackeren anderen Schölsche / an unter-schiedenen Stücken /

Die Saal-Fölze / darbey die Auskündigung und Ver-trieb des Holzes im Dornburgischen / wie auch die gewöhnliche Verwarnung der Unterthanen an dem Hölze sich nicht zu vergeissen / bedungen / und von Sachsen-Weimar bewilliget worden / jedoch daß die Straß-Patema auf Sachsen-Eisenachische Requisition in Sachsen-Weimarischen Namen ergehen / auch denen Unterthanen wegen des Holz-Plages billige Satisfaction von Sachsen-Eisenach gegeben werden möge.

VI. Hierauf seynd zum Schluß alsobalden nach Voll-ziehung dieses Vergleichs die Reignations-Patenta gegen einander ausgestellt worden / daß nummehr in Kraft derselben ieder Fürstliche Theil die Jüne also zugeheile te Lande / Kempter / Städte / Voigteyen und andere Stücke erb- und eigenthümlich einnehmen mag / selbige zu ewigen Zeiten unwiederrufflich mit seinen Nachkommen zu besitzen / zu genießen und zu gebrauchen / zur Jag- und Recht und Macht haben solle / und zwar alle und ideo Stücke mit Ihren von Alters hergebrachten Grenzen / Vermehrungen / Nutzungen / Ein- und Zuehörungen an Häusern / Gebäuden / Mannschaften / Föhden / Gütern / Rechten / Schölschen / land- und Transact-Extra-Ordinar-Steuern / Forwerge / Ackeren / Weinmache / Wiesen / Schölschen / Mühlen / Schäffereyen / Teiden / Fischereyen / jährlichen Einkommen / Gefällen / Zöllen / Gleiten / hohen und Nieder-auch Koppel-Jagden / Wild-bahnen / hohen und Erbgerichten / Obere- und Nieder-obrigkeiten / Reize / Folge und Dienst / sambt allen anderen landes-Fürstlichen Hobeiten / Regalen / Herrlich- und Gerechtigkeiten / wie die Mahnen haben mögen / nichts / als was etwa in specie in diesem Erbvertrage gemeldet / ausgeschlossen / allermassen es von Alters her / und sonsten befähigt hergebracht / geübet und erlangt worden.

VII. Zum Siebenden die Abtretung und Einnehmung der zugetheilten Lande / Kempter und Städte / auch anderer darzu gehörigen Stücken / geschieht zwar ideo alsobalden / und ist also ieder Fürstliche Theil das Regi-ment in Geist- und Weltlichen Sachen vor sich anzureiten befugt / die Luraden / auch Land- und Transact-Steuern aber sollen aus der Jenseits landes-Portion bisz auf nicht verwichenen Trinitatis inclusive gemein verbleiben / darauf den die Rechnungen geschlossen / vorberst die Diener / Begräbnistkosten und andere dringende Schulden / wie auch von denen Extra-Ordinar Steuern / welche bisz künftigh Michaelis gemein verbleiben / die Miliz beahlet / Was aber an Ordinar-Gefällen / land- und Transact-Steuern / nach abgehörten Rechnungen übrig bleibt / unter Uns in zwey gleichen Theilen vertheilt werden sollen.

VIII. Und damit vorseh Achte wegen der Unterthanen de-ree von Adel und Raths zu Jena / so wohl der landes-Hölze / als darzu gehörigen land-Transact- und Extra-Ordinar

ANNO
1691.

ANNO
1691.

Ordinar Steuern / wie auch präsent-Gelder halber / Gleichheit gehalten werden möge / so seyend jene in der Specification N. 3. und diese N. 4. erblich / die Ritter-Pferde aber in der Fürstlichen Jenseitigen Landes-Portion N. 5. einzuweisen aus einander geworfen worden.

IX. Gestalt dan vors Neumdie die unbesändigen Onera N. 6. specificiret und vertheilet / auch von den Fürstlichen Theilen verbindlich abgetrebet worden / daß alle andere / auf der Fürstlichen Jenseitigen Landes-Portion bisherig gefandene Onera / Schulden und Verschwehungen / Sie haben Nahmen wie sie wollen / zu zwey gleichen Theilen übernommen / insonderheit von idem Fürstlichen Theile / und dero Sächsischen und Fränkischen Landen / alle Reichs- und Creysch-auch andere zu des Fürstlichen Cambrt-Hauses Beilen / ange-sehene Onera / Kammer-Ziele / im Ober-Sächsischen und Fränkischen Creysen / Befolgung des Agenten am Käyserlichen Hofe und Cammer-Gerichts Procuratoren zu Speyer / auch Advocaten zu Dreyden in der Jülischen Sache / Fränlein-Steuren zur Helffte von nun an getragen / und beahlet werden sollen.

X. Zu Fast vors Jhende über Derhoffen / von des Hochseligen Prinzess Schwelzer Herzogin zu Sachsen zc. an ihren Präsentationen etwas ausgeführt / erhalten oder verglichen würde / wollen beide Fürstliche Theile das für sich / und jeder seine Helffte daran abzugeben schuldig seyn.

XI. Dagegen behalten wir vors Elffte die Activ-Schulden / wie solche im Inventario specificiret / in Gemeinschafft / und sollen die hierzu gehörigen Documenta im Weimarschen Particulier-Archiv aufgehoben / vidimirte Abschriften davon beiden Theilen gegeben / und die Sachen uf gleiche Kosten ausgeführt werden.

XII. Vors Zwölffte bleiben die Jülisch- und Clevische / so wohl lauenburgische Successions-Sachen gemein / und sollen auch auf gleiche Kosten geführt / und was erhalten wird / unter uns zur Helffte theilhet werden.

XIII. Ob wohl vors Dreyzehende zu wünschen / daß ich die Lehnssachen / Ritter-Pferde und Heirathen deroer Vassallen in denen Weimarschen / Eisenachischen und Jenseitigen Fürstlichen Landes-Portionen / erblich vertheilet werden könnten / dieweil aber in der Eyl unmöglich zu einem richtigen Anschlag zu gelangen / so sollen solche mit nächsten durch gewisse Committarien untersucht / in einen richtigen Rast gebracht und aus einander gesetzt werden / biß dahin aber sollen die Lehnssachen Vassallen nach dem Ur-sache N. 7. Ihre Lehen bey denen Regierungen respective zu Weimar und Eisenach zu suchen / auch Recht zu nehmen und zu geben schuldig seyn / bezahlet dementelben Vassallen gesamte Notificanden und Anweisungen gehen werden sollen.

XIV. Ob viel dan zum Dierzehenden die zu dieser Fürstlichen Erbchafft gehörige Mobilia und Moventia betriff / so hat Sachsen-Weimar Uns Herzog Johann George alle in dem Residenz-Schlosse zu Jena befindliche Tapeten / Spiegel / Tische / Stühle sambt darzu gehörigen Teppichen und überzügen / Vorhängen vor den Fenstern und Gueridons / ausgenommen / was etwa der Prinzessin Charlotten Maria davon gehören möchte / in-gleichen alles hölzerne Haus-Geräthe in dem Jenseitigen Schlosse und in der Jülsbach zum voraus Freund-ver-traglich bewilliget / alles übrige an Meublen / Mobilien und Moventien / wie es immer mag Nahmen haben / insonderheit die acht Ruxe zu Jümenau / aller Jenseitige Jagd-Zug und darzu gehörige Wagen in der Jülsbach und andern Orten / bezugleich das zu Jena vorhandene Floß-Holz / sollen durch gewisse Deputirte mit ehesten nach den sämtlichen Inventarien in zwey gleiche Theile gesetzt / und jeglichem seine Helffte gefolgt werden / Was aber den uf denen Kambtern und Forwergeren vorhandnen hölzernen und andern Hausrath belanget / wird solcher bißig darbey ohne Theilung gelassen.

XV. Weilen vors Fünfzehende von beiden Fürstlichen Theilen bisherig aus denen Jenseitigen Cammer-Intraden am Gelde / Getraidig und Wein / auch aus dem Inventario an Ruffen / Pferden und dergleichen / ein und anders gehoben worden / so sollen durch gewisse hierzu Deputirte die Jenseitigen Cammer- und Amts-Rechnungen ehestens aufgenommen / justificiret / und was ein Theil zu viel bekommen / dem anderen wieder heraus gegeben werden.

XVI. Zu Einreibung aller Kasse / wollen wir vors Sechzehende gewisse Personen verordnen / welche solche examiniren / einbringen / und jeglichem seine Helffte zu den Cammern oder Cassen liefern sollen.

ANNO
1691.

XVII. Damit zum Siebenzehenden bey Vertheilung der genorbenen Jenseitigen Mannschafft zu Ross und Fuß richtige Gleichheit gehalten werde / so seyend solche N. 8. in zwey gleiche Theile gesetzt / und werden selbige aus der Jenseitigen Casse bis Michaelis verpaget / nach Michaelis aber hat jeder Fürstliche Theil die Seinigen zu versorgen und zu unterhalten.

XVIII. Nachdem vors Achtzehende die bisherig mit Chur-Sachsen und Gotta gehabte Allianz nach dieser Campagne zu Ende geht / so wollen wir dennoch feste / und mit allen Kräften besammnen sich / und eine unferen Landen zuträglich Alliance zu treffen / allen möglichen Fleiß anstehen.

XIX. Und weil wir auch zum Neunzehenden befinden / daß bey vorigen Fürstlichen Landes-Theilungen aus der vorbehaltenen Perzequation anderhand Schmerzerleiden entstanden / Wir auch ideo Uns durch den Bogen verglichen / So haben wir solche Kasse dieses gegen einander aufgehoben / und gänzlich fallen lassen / jedoch daß / wie obgedacht / die Onera zur Helffte getragen werden.

XX. Was vors Zwanzigste links in Göttingen ruhende Glorwürbige Herrn Wätere / und Wir Herzog Wilhelm Ernst / Zeit währenden Jenseitigen Vormundschaften vor Donative / Privilegia und dergleichen gehalten / darbey soll es allerdings sein Bewenden haben.

XXI. Zum Ein- und zwanzigsten wollen wir unsere Fürstenthume und Lande ohne vorhergehende Communication keinesweges mit Schulden beschwehen / wenigstens jemahls verschreiben / verpfänden / oder Wiederkauffe Weise überlassen / am allernächsten aber ein und andere Stück gar davon alieniren / Jedoch haben wir uns dahin vereinbaret / wann irgend einer unter uns aus hochst dringender Noth Geld aufnehmen müßte / daß Wir / der andere Theil / auf vorgangene Remonstration und Ersuchung zu solcher Geld-Aufnahme und Verpfändung Ratione dieses Anfalls bis uf sechs tausend Thaler unferen Consens erhalten wollen / Luste dem / verpflichten wir uns nochmahls gegen einander allerseits dahin zu trachten / daß wir mit dem Ertrag unferer Lande wohl auskommen / fremder Geld-Aufnahme entzihen / Bürgschaft meiden / und unsere Fürstenthume / Lande und verarmte Unterthanen / wider in den Stand setzen mögen / wie sie vor dem verdrölichen Krieges-Lauffen in Flore gewesen.

XXII. Die Gemehr der Landt / Kempter / Städte / Güter und Jurium haben wir zum zwey und zwanzigsten einander Fürstlich versprochen und zugesagt / jedoch soll jeder Fürstliche Theil diejenigen Stücke / worauf in seiner von dieser Jenseitigen Landes-Succession erhaltenen Portion Pfandschillinge oder widerkaufliche Kauffgelder haften / vor sich einzulösen befragt / und der andere dinstfalls einigen Beitrag zu thun nicht schuldig seyn.

XXIII. Zum drey und zwanzigsten versprochen und geredet wir / alles und jedes / so obliegt / und uns / einen oder den anderen betriffet / vor Uns / unsere Erben und Nachkommen / bey unsren Fürstlichen Ehren / Würden und Worten / Fürstlich aufrichtig / und unverbrüchlich zu halten / darwider heimlich oder öffentlich nichts zu handeln / oder anderen zu verfallen. Endlichen und

XXIV. Zum vier und zwanzigsten wird auch alles dasjenige / was nach dem Todtes-Fall hochgedachtes unsres respectiv Weirers und Pfleg-Sohns den / bey Ergriffung der Possession / von denen Bedienten und Unterthanen vorgenommen worden / in gänzlige Vergeßlichkeit gesetzt / und soll dessen keiner von demselben in einige Wege mit Ungedenken entgegen.

Renunciiren demnach und zu solchem Ende allen rechtlichen Ausfähen und Beschiff / so wider diesen unsren Fürstlichen Erb-Ertrag erachtet oder erfinden werden möchten / ein vor allemahl / gänzlich und in Grunde aus / in specie aber / dem unteren dato des 26. Febr. Anno 1683. getrossene Jenseitigen Successions-wie auch denen am 7. Juli 1683. und 1. Maj 1688. darauf folgenden Recellen / worinnen sich uf jenen Verfaßsen wird / und sollen solche Recelle hierdurch gänzlich aufgehoben seyn / Jedoch soll durch diesen letzten Erb-Ertrag / so viel darinnen nicht ausdrücklich geändert worden / unsrer Hochseligen Herrn Wätere aufgeschriebten Verordnen de Anno 1662. und 1672. nichts bennommen seyn.

Wären sich aber einige Irrungen und Differentien über den Wort-Verstand dieses Recelles wider Verhoffen hervor thun / sollen solche durch unsre bededfeste Rache untersucht / und da die Güte entliehe / nach Anleitung des Anno 1677er Recells abgehan werden.

Utr.

ANNO 1691. *ihrtündlich / auch zu stet- und fester unverbrüchlicher Haltung / haben Wir Uns nicht alleine eigenhändig unterschrieben / und unsere Fürstliche Secreta hierunter drucken / sondern Wir Herzog Johann George haben auch geschehen lassen / daß unser freundlich geliebter Bruder / Herz Johann Wilhelm / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engeren und Westphalen ic. diesen Reces, welchen Er. den in allen Punkten und Clausulen mit beliebt / nebenst uns eigenhändig unterschrieben und dero Fürstliche Secret darauß drucken lassen / So geschehen und geben Weimar zur Wilhelmsburg den 12. Juli Anno 1691.*

Wilhelm Ernst / H. zu S.
Johann George / H. zu S.
Johann Wilhelm / H. zu S.

CXLII.

12. OCT. *Traité entre Sa Majesté BRITANNIQUE, GUILLAUME III. & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, au sujet des Vaisseaux pris & repris. Fait à Witthall le 22. jour d'Octobre 1691. [Copie Manuscrite & sûre.]*

COMME il est nécessaire de prévenir les disputes qui pourroient arriver touchant les Vaisseaux & Marchandises qui seront repris des mains des Ennemis pendant la Guerre: Il est arrêté entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, & les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'en cas que quelque Vaisseau ou Bâtiment appartenant au Seigneur Roi de la Grande Bretagne ou auxdits Seigneurs Etats Généraux ou à leurs Sujets ayant été pris par les Vaisseaux de Guerre ou armez, en course appartenans à un Prince ou Etat Ennemi dudit Seigneur Roi ou dedit Seigneurs Etats, soit repris par les Vaisseaux de Guerre dudit Roi, ou Etats Généraux, ou par un Armateur dûment autorisé par ledit Roi ou ledits Etats, avant que tel Vaisseau ou Bâtiment ait été mené *intra Presidia*, c'est-à-dire dans aucun Port de l'Ennemi ou Flotte d'Icelui portant le Pavillon, tel Vaisseau avec toute sa charge, Canon & appareil sera restitué au premier Propriétaire, en payant la recompense du sauvement comme s'en suit.

En cas que tel Vaisseau ou Bâtiment soit repris par un Armateur comme ci-dessus, l'espace de quarante huit heures après la première capture, on payera pour la recompense du sauvement la cinquième partie de la valeur du Vaisseau, & de sa charge, Canon & appareil. Et en cas que tel Vaisseau ou Bâtiment ait été quarante huit heures dans la possession de l'Ennemi, & soit repris dans nonante & six heures, la recompense du sauvement montera à la troisième partie de la valeur susdite. Et si tel Vaisseau ou Bâtiment a été nonante & six heures dans la possession de l'Ennemi, & est ensuite repris par un Armateur de la manière susdite, en ce cas-là il sera payé pour recompense du sauvement, la moitié de la valeur dudit Vaisseau, & de sa charge, Canon, & appareil.

En cas que des Vaisseaux ou Bâtiments, comme ci-dessus, soient repris par un Navire de Guerre avant que l'Ennemi les ait menés *intra Presidia*, c'est-à-dire dans aucun Port de l'Ennemi ou Flotte d'Icelui portant le Pavillon comme ci-dessus; Il sera payé pour recompense du sauvement la huitième partie de la valeur dudit Vaisseau & de sa charge, Canon & appareil, qui sera partagée entre ledit Roi & ledits Etats Généraux selon les proportions dont on est convenu par Traité entre ledites Parties en cas de prises.

La recompense qui sera faite au Capitaine & Matelots du Navire de Guerre reprenans un Vaisseau ou Bâtiment, comme ci-dessus, sera tirée du prix du sauvement en telle proportion que le Roi de la Grande Bretagne trouvera à propos quand il s'agira d'un Navire de Guerre Anglois, & selon le bon plaisir des Etats Généraux, en cas que le Navire de Guerre leur appartienne, pourvu que telle recompense soit donnée par ledit Roi ou ledits Etats des portions qui leur font respectivement affectées de la manière susdite.

Et afin de pouvoir mieux arriver à l'estimation des Vaisseaux susdits & de leurs charges & Canons & ap-

pareils, elle sera faite par un nombre égal de Personnes, qui seront choisies pour cela, & en cas qu'elles ne puissent s'accorder là dessus, le Propriétaire fera lui-même l'estimation du Vaisseau & de sa charge, Canon, & appareil, & sera obligé de les vendre au prix qu'il y aura mis, ou bien l'estimation sera faite par le Repreneur, qui sera obligé de prendre ledit Vaisseau avec son Canon & appareil, & les Marchandises au prix qu'il y mettra.

De plus, il est convenu que si d'autres Princes ou Etats Alliés dudit Roi, ou dedit Etats Généraux veulent être compris dans cet Accord, les Vaisseaux & Bâtiments leur appartenans seront traités de la même manière comme il est ci-dessus stipulé.

En foi de quoi les Commissaires du Roi de la Grande Bretagne & les Ambassadeurs Extraordinaires des Etats Généraux des Provinces-Unies ont signé les présentes de leur Seing ordinaire, & à iceux fait apposer le cachet de leurs Armes. Fait à Witthall le 22. jour d'Octobre 1691.

CARMARTHEN. (L.S.)	A. SCHIMMELPENINCK VANDER OYE. (L.S.)
HALIFAX. (L.S.)	N. WITSEN. (L.S.)
SCHREUWSBURY. (L.S.)	W. DE NASAU. (L.S.)
NOTTINGHAM. (L.S.)	ARNOUT VAN CITTERS. (L.S.)
TH. WHARTON. (L.S.)	E. DE WEEDE. (L.S.)

CXLIII.

Reces, zwischen Churfürst Johann Georg dem Vierdten zu Sachsen / und dem löblichen Schwäbischen Creyße geschlossen. Kraft welchen Ihro Churfürstliche Durchlaucht zu Bedeck- und defendirung besagten Creyßes vor allen Feindlichen Gewalt / sich erkläret / die helfte seiner Armée vor Francken / und zwey drittheil der anderen helfte vor Schwaben durch den Winter herzugeben; Daentgegen versprochen Fürsten und Stände besagten Creyßes / zu erhaltung solcher Trouppen / zu einem adjuto an statt die Verpflegung / ein hundert und funffzig tausend Gulden in sechs Monathen zu erlegen / nechst dem auch auff ein jedes Dienst-Pferd täglich acht Pfund Heu / und sieben Pfund Habern bewilligen. Geschehen zu Ulm ^{17. Nov.} 1691. [LUNIG Teutsches Reichs = Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. II. pag. 685.]

C'est-à-dire,

Recès entre JEAN GEORGE IV. Electeur de Saxe & le loüable Cercle de SUABE, portant que son Altesse Electorale fournira la moitié de son Armée au Cercle de Franconie, & les deux tiers de l'autre moitié audit Cercle de Suabe, pour la defense de l'un & de l'autre contre les insultes des Ennemis pendant l'Hiver; en échange desquels

ANNO
1691.

les Princes & Estats dudit Cercle payeront 150. mille Florins en argent auxdits Troupes, & leur fourniront huit livres de foin, & sept livres d'avoine pour chaque Cheval par jour. Fait à Ulme le 27. Novembre 1691.

Wissen / als weyland der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / des Heil. Röm. Reichs Erzh-Marschall und Churfürst / Landgraff in Thüringen / Marggraff zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggraff zu Magdeburg / gefürsteter Graff zu Haineburg / Graff zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herr zu Ravensstein zc. Christmildester Gedächtnis / doer- ten im Julio durch eine Gesandtschaft einem löblichen Fränkischen Crayß zuvernehmen gegeben / wie sie zu der gegen den Feind aus diesem und dem Schwäbischen Crayß notwendig formirenden / und den Winter durch stark beschiedenen Postirungs-Linie / dero Churfürst. ganze Armee / wann es nöthig crachtet würde / zu Bezeugung Ihrer gegen das H. Röm. Reich / und vornehmlich dero / der Gefahr am nächsten liegenden Crayß und Lände stührenden ausschließlichen Patriottischen Intention / hieraus stellen / und zu Abreibung der Feindlichen Invasionen / auf gewisse Conditiones mit gebrauchten lassen wolten / welches dann auch des jetzt regierenden Herren Churfürsten zu Sachsen und Burggrafen zu Magdeburg Churfürst. Durchl. nach denen rühmlichen Fußstapfen Ihres Glorwürdigsten Herren Vaters wiederholtet / und dem löblichen Fränkischen Crayß die Conditiones / gegen welche höchstgedachte Ihr. Churfürst. Durchl. dero gesamte Truppen hieraus lassen wolten / noch weiter durch dero Gesandtschaft vortragen / und darbey seyn lassen / ob der löbliche Fränkische Crayß hierunter mit dem löblichen Schwäbischen associirten Crayß caulam communem machen / und einen gemeinsamen Tractat mit Ihro Churfürst. Durchl. darüber schließen wolte; das Dero aber so schleunig simultanee nicht vollbracht werden können / und dar- auf erfolget / daß der löbliche Fränkische Crayß auf die Hälfte der Churf. Armee certis Conditionibus geschlossen / auch wegen der anderen Hälfte bey alldiesem löblichen Schwäbischen Crayß-Convenc durch den zu Nürnberg gemessenen / und mit einem absonderen Churfürstl. Creditiv / auch an Fürsten und Ständen dieses Crayßes legiti- mirten Churfürst. Legations- und Appellations-Rath / Her- ren Christoff Dietrich Rosen eine gleiche Proposition ge- geben / und darüber eine und andere Conferenz gehalten worden / daß man darauff zu Beförderung des allge- meinern Vaterlandes Nutzen und Besen / so von Conser- vation der beiden löblichen Crayß / Franken und Schwaben größten Theils dependiret / sich nicht weniger auf Seiten Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes in die Tractaten eingelassen / und necht dem / daß Ihr. Churfürst. Durchl. in Sachsen prelinimärer reserviret / daß gegenwärtige Handlung dem / zwischen Kayserlichen Ma- jestät und deroelben Glorwürdigsten Herren Vätern / Churfürsten Johann Georg dem Dritten Christmildesten Angehendens / in Torgau geschlossenen Operations-Re- cess / welcher gleichwohl den löblichen Schwäbischen Crayß in keinem Stück obligiret / allerdings ohne Nach- theil seyn solle / mit höchstgedachte Ihrer Churfürstlichen Durchl. sich folgender massen verglichen: und zwar 1. Versprechen Ihr. Churfürstl. Durchl. zu Bedeck- und Sicherstellung des löbl. Schwäbischen Crayßes von deroelben ganzen Armee die Hälfte pro Franken / von der anderen Hälfte aber zwey Drittel pro Schwaben / den Winter durch / herzugeben / von welchen letztgedachten zwey Theilheilen beständig zwey tausend Mann an oder auff denen Grenzen des Schwäbischen Crayßes in der äußern und innern Postirungs-Linie / deren man sich förderlichst zu vergleichen / und selbe zu Ende dieses Reecesses mit anzuhängen / stehen / und auf des Feindes Dessen nachstehende Obacht haben / auch mit denen anderen Alliirten Truppen seßsig communiciren / und separatim so wohl als conjunctim alle Sorge dahin anwenden sollen / damit der Feind nirgends durchbrechen / und mit Brand- schagung / Sengen und Brennen / Rauben / Plündern und Verderben / dem löblichen Schwäbischen Crayß ei- nigen Schaden zufügen könne / zu welchem Ende dann nicht nur die in der Postirung stehende / sondern auch die in dem Schwäbischen Crayß sonst verlegende Chur- fürstliche Mannschafft / ja auch die ausserhalb des Schwä- bischen Crayßes stehende andere Hälfte der Armee / auf den Fall der Noth / und da der Feind eindringen wolte /

zum Theil oder ganz an Ort und Ende des Schwäbi- schen Crayßes / wo es Ratio Belli erfordern würde / und also ohne Unterscheid der Districten / es seye oben / mitten oder unten / so schleunig / als es nöthig seyn wird / ohne einige Difficulturung anmarschiren / und den Feind taps- fern Widerstand thun sollen; Und hat es mit dem Com- mando solcher Churfürstlichen Truppen diese vergliche- ne Bedingung / daß die zwey tausend Mann / welche in der äußern und innern Postirungs-Linie stehen / unter Ihr. Kayserlichen Majestät hieraus en chef commandirenden General-Feld-Marschallin / Herren Grafen von Caprara / oder in dessen Abwesenheit / unter eines anderen Ihrer Kayserlichen Majestät en chef commandirenden ho- hen Generals-Commando die vergliche- ne Zeit durch stehen / und die Ordres von dannen annehmen / auf den Fall eines feindlichen Mouvements aber / von dem Herren General Caprara oder sonst en chef commandirenden Kayserlichen Herren General / an den die Churfürstl. Ar- mee vor izzo en chef commandirenden General Wacht- meistern / Herren Grafen von Zinzendorf / oder wer an dessen Platz zu commandiren hätte / des gesamten Auszugs halber geschrieben werden solle / da dann die sämtliche Truppen an End und Orth / wohin es die Nothdurft erheischen wird / von der Churfürstlichen Ge- neralität also gleich berodet / und auf solchen Fall der Conjunction / oder da man sonst gegen den Feind zu stehen käme / diese nicht weniger / als die andere Chur- fürstlichen Truppen / so sich auf der Postirung befin- den / obgedachter hoher Kayserlicher Generalität Ordre folgen / und unter dero Commando stehen sollen. Und ob zwar

2. Dieser Tractat vornehmlich ratione temporis mit auf die 6. Winter-Monath / als vom ersten Novembr. it. nov. an bis zu Ende des Aprilis Anno 1692. gerichtet ist / So haben sich doch Ihr. Churfürst. Durchl. dahin er- klärt / daß wann dieselbe auf anderwärts Tractaten mit Ihr. Kayserliche Majestät / dero Krone auff fünfzig Campaigne an dem Ober-Rheinfront allensfalls nicht mit agree lassen / sondern solche anderwärts hin destiniren würden / (darüber dann zwischen Ihr. Kayserl. Majestät und seiner Churfürstlichen Durchl. sich ohne Zweifel nach- stens wird vernommen werden) Fürsten und Stän- den des löblichen Schwäbischen Crayßes nicht weniger zeitlich Nachricht davon zu kommen lassen wolten / und wie

3. Ihr. Churfürst. Durchl. alles dasjenige / worin die- selbe sich in kraft dieses Reecessus verbindlich machen / und was Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes sich nachschlepper massen conditionirt / Ihres höchsten Orthes seßsig und unterbreichlich zu halten / und gleich nach Adjulturung des Reecesses die passus concer- nentes per Extractum dero nachgeschickten Generalität und Commandanten dero Truppen insinuiren / und darbey die nachdrückliche und gemeine Ordre ergeben lassen wol- len / daß demselben durchaus nachgelebet / und darwider auff keine Weise oder Wege gehandelt / auch niemanden darwider zu thun und zu handeln gestattet / sondern gute Ordre und scharffe Kriegs-Disciplin gehalten / und die Justiz / ohne Ansehen der Person / ohnparteiweislich admini- strirt werden solle / also / und da solches nicht gesche- hen / und an Ihr. Churfürstl. Durchl. auf dieses Crayßes Grenken commandirende Generalität / von wegen Für- sten und Ständen des löblichen Schwäbischen Crayßes sammt oder sonder einige Klagen vorgebracht wurden / so solle ohne alles Hinterbringen / gleich in continens aller Schaden und Excess repariret / und von den bewilligen- den Geldern innen bestritten / darneben aber wider die Verächter der verglichenen Ordonnanz / und dieses mit Ihr. Churfürstl. Durchl. errichteten Tractato also ver- fahren werden / daß Fürsten und Stände darob ein Ver- gnügen haben können / zu welchem Ende dann auch die zu publiciren stehende Ordonnanz / als ob sie von Wort zu Wort hier inserirt wäre / wie sie dann ein Haupt-Stück dieser Tractaten mit ist / durchaus zu achten.

Gegen so zugesagte Defension und Bedeckung nun ver- sprechen

4. Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes auf solche Churfürstl. Truppen / welche zu distici- gen zwey Drittel der anderen Hälfte im 7023. Mann- und 2886. Pferd-Portionen / oder 3. Regimenten Cavallerie / 2. Regimenten Infanterie / item 2. Compagnien Grana- tiers / und das übrige / obiger Portion nach / in dem Ge- neral-Stub / Artillerie und Proviant-Stub bestehend / ausmachen / zu einem Adjuto an fast einiger Verpflegung überhaupt ein hundert und funfzig tausend Gulden / sol- che in 6. monatlichen gleichen Theilen / jedoch mit Aus- nahm dessen / so hier unten in diesem Articul reservirt

ANNO
1691.

ANNO
1691.

wird /) und davon die erste mit fünf und zwanzig tausend Gulden / zu Eingang des bevorstehenden Monats Decembris in denen Orten zu liefern / die in den Schwäbischen Crayß ist und fihrens laufen / ohne / daß man wegen dieser demüthigten Summe auf ein oder andere in Mithingesein gemachte Veränderung zu reflectiren / sondern wie man insondem im Crayß das Geld einnimmt und ausbeut / also soll auch in Zahlung dieses versprochenen Adjuto es angenommen / und zu Händen des darzu von Churf. Durch. accrediteden Commissarij alhier in Ulm befehlet werden. Weiter und zum

5. Hohen Fürsten und Stände nebsten erst benannter Summe der ein hundert und fünfzig tausend Gulden / auf die bey solcher angewiesenen Churfürstlichen Mannschafft befehlende und paffirliche Dienst-Pferde / so wohl in der Postirung (wenn dieselbe nicht außerhalb des Crayßes geschieht) / als in denen Quartieren / jedoch mit Exclusion der Marquetierten-Pferde und übrigen Troß / an noch täglich acht Pfund Heu / ohne Entgeld liefern / des gleichen auf eine paffirliche Pferd Portion sieben Pfund Hahern / gemeinen land-Genüths / sie welchen Hahern / jedoch auf jeden Centner ein Gulden / fünf und vierzig Eraser / gegen Extradition der von jedes Drthes Officieren zu empfangen habenden Quittirung bey obvermeldter Zahlung der Termin-Gelder wieder abgezogen werden sollen / wie aber weder Hahern noch Heu an auswändige Drth von diesem löblichen Schwäbischen Crayß zuliefern / sondern da sich die Postirung ex ratione militari dann und wann anders solte / die Lieferung des rauhen und glatten Futters nach der Proportion dieses Crayßes zu entnehmen / und auf der Postirung stehender Mannschafft / darnach weiter nicht dann nach Heilbronn zu verschaffen sehet / von damen es ohne Kosten des Crayßes durch das Chur-Sächsishe Commissariat. an Drth und Ende / wohin es nöthig ist / weiter zu bringen / von Seiten Chur. Churf. Durch. versprochen worden / Also / da geschähe solte / daß wegen des Feindes Contenance die Churf. Truppen noch tiefer hinab rücken müßten / daß sie solchen rauhen und glatten Futters aus dem Heilbronner Magazin sich nicht bedienen könnten / So hat jedoch der löbliche Schwäbische Crayß deswegen keine weitere Incombenz. indem Chur. Churf. Durch. in Sachsen auf solchen Fall die Erklärung dahin thun lassen / daß sich alsdann Ihre Truppen deren Magazine / so die Herren Franken noch tiefer angelegt / vor das ganze Corpus bedienen würden / also / daß den löblichen Schwäbischen Crayß der Belauf darvon weiter nicht / dann aus dem Heilbronner Magazin an die Fränkische Commissarios Tausch und Auswechslungsweise folgen zulassen. Weiterfund

6. Den Service / so in Fohls / Licht / Salz und Leger-Statt bestehet / und weiter auch andere Species. noch viel weniger aber auf Hausmanns - Kost / Taffel-Gelder / Differenzen oder etwas anders zu extendiren / so genießten die Ordonnanz-mäßige Portiones / wann sie im Quartier seynd / solchen Service in natura / und haben dafür kein Geld zu erfordern / auch auf die absente und vacante durchaus / unter keinerley Nahmen / etwas zu erheben / noch die Herren Officier / wann sie commandirt seynd / deswegen etwas nach zu suchen / diejenige Gemeine aber / so in dem Crayß außer denen Quartieren in Commando begriffen / sollen allein an den Drth / dahin sie commandirt werden / und den Service in natura genießten können / den in dem Quartier ihme sonst zukommenden Service solcher gehalten empfangen / daß / gleichwie bey anderen / so in denen Orten / die sich näher gegen der Postirung ziehen / geschieht / also auch bey diesen commandirten in einer Haus-Waters Wiltzhuyt stehen soll / das Geld dafür / und zwar Monatlich dreysig Kreuzer / oder so weit er es vermag / den Service in natura zureichen / welches ihm auch Crayßes wegen wieder ersetzt werden soll / In des Crayßes äußerster Postirungs-Linie aber / und sonst an keinem andern auswändigen Drth / haben Fürsten und Stände auf die Mannschafft / so nach denen zwey Dritteln zu der Schwäbischen Quota und deren Proportion dastelbst zu stehen kommen / Monatlich einen Gulden zu bezahlen / doch bleibt auch auf solchen Vor-Posten in des Haus-Waters Option / dem Soldaten oben benannten Service in natura / wo es seyn kan / oder das Geld dafür zu geben / doch daß es im übrigen ohne alle Consequenz bleibet / auch inclusive / von Fährndrich oder Corner an / so fort alle Ober-Officier darvon ausgeschloffen seyn / und Zeit währenden Commando für den Service nichts fordern / sondern sich mit dem / so Ihre jurirte gelassene paffirliche Pferd und Knechte Ordonnanz mäßig zu empfangen / vergnügen sollen. Damit aber un-

ter dem Nahmen des Service weder von Officieren noch Gemeinen so weniger gesucht und erpreßet werde / so solle keinem Officier / er seye von Charge und Condition. wie er wolle / in dem Quartier der Service nach seinen Portionen multiplicirt werden / sondern derselbe hat mit der einfachen Lieferung nach denen Portionen / die ihme seiner höchsten Charge nach gebühren / mit Ausschluß der übrigen / die Er bey dem Stab / prima Plana oder sonst hätte / sich gleich anderen zu vergnügen. Wie dann auch in kraft dieses Recces / und bey der publicirenden Ordonnanz / expresse verbotzen werden soll / die Hausmanns-Kost bey dem Quartiers-Mann auf einige Wege / entweder mit Hst oder sonst zu suchen / zu fordern / oder bis er unter dem Nahmen des guten Willens darzu gelanget / dem Hausmann und den Seinigen einigen überlassen oder Tott zu thun / Inmassen auch alle Herrschaffen und Obrigkeiten den Jhriren verbieten können und mögen / daß sie auch unter dem Nahmen des guten Willens dergleichen Hausmanns-Kost dem Soldaten keinesweges geben sollen. Würden aber die Herrschaffen bey monatlicher Untersuchung befinden / oder sich sonst zeigen / daß die Officier des Orts / wann es an dieselbe gebracht worden / diesen und anderen Excessen entweder nicht abgeholfen / oder erhebliche Ursachen angezeigt werden / warum es der Unterthan an den Officier des Drthes so gleich nicht bringen können / und der Unterthan würde gegen seine Herrschafft so dann auf Pflicht und Eyd nehmen / daß wider die Ordonnanz etwas gefordert / und in der That selbst genossen oder empfangen worden / so soll der Belauf dessen / so der Unterthan hergegeben / nach jedes Drthes und des Genossenen Verschaffenheit an Geld angeschlagen / und bey der Haupt-Summe / so monatlich fallet / abgelslagen / oder da es nicht geschähe könnte / nach Disposition des eilften Paragraphi / bey denen zwey letzten Monaten inbhalten werden. Und wie

7. Diese Defension und Wdeckung solle den Winter durch / und bis ad finem Aprilis Still novi währen / und in solcher Zeit keine Chur-Sächsishe Mannschafft / so zu Beschützung des Crayßes applicirt werden kan / an einigen anderen Ort / weder zum Theil noch völlig weggezogen / sondern durch dieselbe die einmal gemacht und angewiesene Postirungs-Linie oder Reserva beständig besetzt / und selbige weiter nicht landwärts ein / als wie vom Anfang mit dieses Crayßes Zustand determinirt wird / extendirt / oder gar geändert / sondern dahin sorgfältig invigilirt werden solle / daß selbige wider den Feind behauptet / und nirgends gebrochen werde / also / und da Ihre Churfürstliche Durchleucht aus etwa sich erheben würden Ursachen oder Motiven / in noch währenden erst gedachter sechs Winter-Monat Zeit / dero Truppen zum Theil oder gar von dem Schwäbischen Crayß abziehen wolten / (so doch obiger Zusatz nach nicht geschehen soll und wird) / so seynd Fürsten und Stände an ihr Versprechen auf keinerley Weg mehr gebunden / sondern behalten sich wegen des Schadens / so aus einiger solchen Alteration entstände / gegen Ihre Churfürstliche Durchleucht auf solchen ohnverhofften Fall / alle Indemnitation bevor. Im Fall es auch

8. Geschehe / das einige dem löblichen Schwäbischen Crayß nicht angewiesene Chur-Sächsishe Truppen / oder die ganze Armée auf auskommende feindliche Alarme / oder zu Vornehmung einiger Exceprie. wider den Feind in dem Schwäbischen Crayß einrücken müßten / solle demselben dadurch keine weitere Beschwerde zugezogen werden / sondern solche Mannschafft ihre Substistenz sich selbst auschaffen / doch / daß an Drth und Enden des Schwäbischen Crayßes / allwo man sich zusammen ziehen müßte / Nahmens der Fürsten und Stände in Schwaben / mit dem nöthigen Futter und Fourage / so weit Franken selbst mit Fuhrwerk und Lieferung nicht auslangen könnte / auf einen solchen extraordinaireren Fall / mittlerweil an Hand gegangen werden / dessen Belauf der löbliche Fränkische Crayß / wie Ihre Churfürstliche Durchleucht dieses dem löblichen Schwäbischen Crayß die Garantie darüber leisten / gleich balden nach dem damahligen wahren Werth oder in natura zu Heilbronn an Fürsten und Stände des Schwäbischen Crayßes wiederum ersetzet werden / Wann aber auf solchen Fall ein oder anderer Stand oder Unterthan gewungen würde / aufser ige gedachtem rauhen und glatten Futter auf solche Mannschafft ohne gleich baldige baare Bezahlung etwas herzugeben / so soll es an dem versprochenen Gelds-Adjuto bey der Lieferung wirkseltig abgezogen / und solchen Stand für sich und die Seine brevi manu Satisfaction gegeben werden. Was aber

9. Die Substistenz vor Kost und Mann auff dem Marsch

ANNO
1691.

ANNO
1691.

March anbelangt; besonders da sie in den Vor-Posten einander abzuwechseln; welches doch nur einmahl diesen Winter geschehen soll; so ist verglichen worden; daß auf eine Mund-Portion zwölf Crayer; und auf eine Pferde-Portion sechs Crayer; von wegen Ihre Churfürstliche Durchlaucht begehlet; oder bey der Geld-Lieferung abgezogen; und dafür zwey Pfund Brodt; ein Pfund Fleisch; und ein Maasß Wein; oder nach der Landes-Arth; ein halb Maasß Wein auf den Mann; und auf das Pferd acht Pfund Heu; und sieben Pfund Haber gegeben; bey hoher Straff aber weiter nichts; es sey an Geld oder Victualien; exiget werden solle; welches alles dan auch bey dem künftigen Abmarsch aus diesem Crayß also zu halten. Weiter und zum

10. Haben Fürsten und Stände; welche mit dem Churfürstlichen so genannten Retrachier-Quartier beschwehret worden; sich zwar vorbehalten wollen; dasjenige; was sie distels gelinen; und auf Ross und Mann hergeben müssen; an dem Belauß der bewilligten ein hundert und fünfzig tausend Gulden wieder abzugeben; Nachdem aber der Churfürstliche Herr Abgeandte; der gemachten vielfältigen Instanzen obgehört; wegen eingewandten expressen Befehls es nur dahin limitirt; daß allein; was ein oder andern Orts am Geld; oder in andere Wege erpreß und excedirt worden; darunter aber die nothdürfftige Natural-Versorgung nicht zu versehen; auf vorgängige Liquidation entweder restituirt; oder darauf abgerechnet; und die prägravirte hoch- und löblichen Stände in so weit indemnirt werden solten; So hat man zwar solches insgemein angenommen; und im übrigen anmah auf dem bestanden; daß; weilen die starcke Geld-Præstatio in den ersten Novembris St. n. den Anfang nimmt; und die Fürsten und Stände die völlige Natural-Versorgung auf Ross und Mann in denen Stationen; Retrachier-Quartieren; und auf denen Marchen innumtelt hergeben müssen; daß dan wenigst solche Prästatio vom ersten Novembris an; billigen Dingen nach; zu Geld gerechnet; und von gemeinen Crayßes wegen bey der ersten oder folgenden Lieferung an denen Churfürstlichen Termin-Geldern abgezogen werden mögen; Indem aber die Churfürstliche Gefandtschaft wegen solches letzten Falles contestirt; daß sie darauf vor Fertigung des Reccessus keine Instruction zu erhalten getraue; so hat man solchen Pais zu weiterer Handlung ausgeföhrt. Und weilen

11. Fürsten und Stände dieses Crayßes insgemein; wegen oben zugesagter Summe; der ein hundert und fünfzig tausend Gulden; keine Garantie oder Obligation in solidum über sich nehmen; sondern sich viel mehr verwahrt haben wollen; daß kein Stand vor den anderen stehen solle; So ist weiter abgeredet worden; daß; so an denen Termin-Geldern einiger Orthen Mangel erschiene; Ihre Churfürstliche Durchlaucht dennoch durch Ihre Truppen auff die Moroslos eher nicht exequiren werden; bisß der Heren Crayß-Ausschreibenden Fürsten Monitoria an die Saumfelige vorher ergangen; wie dann auch auff solchen unumgänglichen Fall der wirklich vornehmenden Execution; solche ohne Beschwerde der übrigen Fürsten und Stände; und mit solcher Moderation vorzunehmen; versprochen worden; daß man sich de Excessu zu beklagen nicht Ursach habe. Im übrigen; und damit Fürsten und Stände dieses getreuen Reichs-Crayßes um so viel mehr gesichert seyn können; daß sie um alle Excesse; wie auch um das; so nach dem letzten April in den Quartieren; oder in den Marchen ferner genossen werden solte; die baare Satisfaction erhalten; so solten die zwey letzte monatliche Termin an denen hundert und fünfzig tausend Gulden von dem Crayß so lang zurück gehalten werden; bisß die interessirende Fürsten und Stände; und deren Unterthanen dessentwegen befriediget; und die Churfürstliche Mannschafft aus dem Schwäbischen im wirklichen Abmarschen begrieffen seyn wird.

12. Sollen weder durch die Churfürstliche Generalität; noch einige Hohe oder Niedere-Officiere; Gemeine oder andere Kriegs-Rediente; die Unterthanen in den löblichen Schwäbischen Crayß-Zustühren; Dorffern; Schanzen oder anderen Verrichtungen beschreiben; am allerwenigsten aber auf den Fall der billidig verweigerten Perantion; durch pfändliche Arrestirung; oder gar durch militärische Execution selbige darzu angehalten werden; sondern wann dergleichen etwas verlangt würde; so soll darumb entweder bey dem Fürstlichen Crayß-Ausschreib-Amt in Schwaben; oder bey dem jenigen Stand in particulari; von dessen Unterthanen es begehrt werden will; angesuchet werden; da dann zu ihrer Willführ gestellet bleibet; ob sie darinnen willfahren wollen; oder können;

Wann aber wieder besseres Vermuthen eine dergleichen Execution vorgenommen würde; so sehet nicht allein denen Herrschafften und Unterthanen frey; sich darwider zu setzen; sondern es wollen Ihre Churfürstliche Durchlaucht auch solchen Conatum der Ihrigen; absonderlich; wann dergleichen de facto bewerkstelliget werden solte; als einen ohnverantwortlichen Eingriff in der Fürsten und Stände Hoheiten und Gerechtigkeiten empfindlich abstraffen; und die Satisfaction dem ledierten Theil verschaffen lassen. Und weilen

13. Die dermalen anordnende Posirung nicht nur zur Defension der beiden löblichen Crayße; Francken und Schwaben; sondern zugleich zu übriger; so wohl in denselben gelegener; und nicht zu denen Crayßen gehöriger Dether; absonderlich aber zu verschiedner hoch- und löblicher Reichs-Stände; der Gefahr eben so nahe; und theils näher als beider Crayße situirt landen; Schutz und Rettung geschehe; Ihre Churfürstliche Durchlaucht aber; um Verläufigkeit zu vermeiden; mit ersigemelten beiden löblichen Crayßen die Tractaten auf den verlangten Beytrag und Adjuto allein geschlossen; und sich dabey erkläret; was einige andere hoch- und löbliche Stände; oder andere Orts; hiemach entweder an Geld oder Naturalien; auff die Churfürstliche Truppen verwilligen und hergeben; daß solches denen beiden löblichen Crayßen durchaus zu Gute kommen; und an dem verglichenen Adjuto defalcirt werden solle; mit der weiteren Erklärung; daß dieselbige diese Concurrenz bestmöglichst befördern; und deserte mit dem löblichen Crayßes; ohne Zutun des löblichen Schwäbischen Crayßes; einige Tractaten von solchen Orten her bereits geschlossen und geschlossen wären; oder auch Namens Ihre Churfürstlichen Durchlaucht selbsten noch geschlossen werden solten; den löblichen Schwäbischen Crayß pro dimidia Parte an allen dem tractirten mit participiren zu lassen; und daß es geschehe; kräftig zu cooperiren; solche Declaration auch an Seiten des löblichen Schwäbischen Crayßes also acceptirt; und anbey von denselben noch absonderlich reservirt und bebungen worden; daß dessen Fürsten und Stände die Concurrenz direct in diesem Crayß gelegener Ritterschafflichen; und anderen hür und wieder in verschiedner dieser Stände Territoris besündlicher immediat-Orthe; absonderlich sich vorbehalten; angehen seighen so schwerlichen Coniuncturen sich niemand; welcher der Defension mit genießet; unter Allegation eines Privilegii oder Exemption entziehen kan noch soll; Also hat man auch dieses; und daß von Ihre Churfürstlichen Durchlaucht in Sadfen keine Recourcen in diesem Crayß gemacht werden solten; dahin sie sich auch ganz deutlich erbohen; als eine mit ausgedruckte Condition in gegenwärtigen Recces zu bringen für nöthig ermesen. Schlichtigen und zum

14. Haben Ihre Churfürstliche Durchlaucht keinen Anstand; daß; gleichwie diese Tractaten unter der Allerhöchsten Autorität der Römischen Käyserlichen Majestät ihren Anfang genommen; also auch Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes über den Schluß derselben und gegenwärtigen Recces Ihrer Käyserlichen Majestät Assistentz allemunterthänigst ausbitten. Zu Uffrind dessen allen ist dieser Recces; deme also gleich ohnverwartet der Churfürstlichen Ratification nachgelebet werden soll; in duplo gefertiget; und bisß auff Ihre Churfürstliche Durchlaucht eigenhändige Expedition von derselben bevollmächtigten Gefandtschaft; und denen fünf Bänden des löblichen Schwäbischen Crayßen; gewöhnlicher massen; respective unterschrieben; und mit allerseits gewöhnlichen Pfirschaften corroborirt worden. Darum ist den 17. (27.) Novembris anno ein tausend sechshundert und ein und neunzig.

(L.S.) Christoph Dietrich Wolf; der Jüngere.
(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CXLIV.

Traité entre le Roi de France, LOUIS XIV. & 1692.
la Ville & République de BERNE. Fait par
Messire Michel Amolet, Chevalier, Marquis de
Gourmay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse,
à Solenne le troisième Janvier 1692. [PRE-
DER. LEONARD. Tom. IV.]

ANNO
1692.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veü & examiné le Traité fait & signé en notre nom à Soleure le troisième des présents mois & an, par notre ami & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, & notre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'une part: Et les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputés de la Republique de Berne, d'autre; duquel Traité la teneur ensuit.

Sur les instances & representations faites au Roi, de la part de la Ville & Republique de Berne, pour payement des sommes à elle dûes, tant en principaux qu'intérêts, Sa Majesté desirant donner des marques de sa bienveillance à ladite Republique, & acquitter les dites dettes suivant la vérification portée par le Traité signé à Arau le premier Juin mille six cents cinquante-huit, il a été convenu entre tres-excellent Seigneur, Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse, d'une part: Et Messieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputés de la Republique de Berne, d'autre, ainsi qu'il ensuit.

Les sommes dûes par la Couronne de France à la Republique de Berne ayant été ci-devant vérifiées & liquidées par un Traité conclu & signé à Arau le premier Juin 1658. ratifié par le Roi le dix neuvième Juillet de la même année, & enregistré en la Chambre des Comptes à Paris le vingt-unième Novembre mille six cents soixante-trois, & y ayant eü plusieurs payemens faits en conséquence pendant dix-huit années & trois mois, il s'est trouvé par le calcul nouvellement fait, que le dernier jour de Decembre mille six cents quatre-vingt-onze, il étoit encore dû à ladite Republique de Berne la somme de cinq cents cinquante quatre mille huit cents livres, en principaux portans intérêts, & la somme de quatre cents quatorze mille quatre cents soixante-deux livres en intérêts échelés, & que les capitaux qui ne portoient point d'intérêts, dont il est parlé dans le Traité de 1658. ont été entièrement éteints & acquitz au moyen des payemens susdits.

Pour la satisfaction & paiement desdites deux sommes de cinq cents cinquante-quatre mille huit cents livres en capitaux portant intérêts, & de quatre cents quatorze mille quatre cents soixante-deux livres, & intérêts échelés ledit jour dernier Decembre mille six cents quatre-vingt-onze, le Roi promet de faire fournir annuellement, & de quartier en quartier à ladite Republique de Berne, par les Fermiers des Salines de Franche-Comté, jusques à Pentier & parait payement des deux sommes cy-dessus dites, & des intérêts qui écherront à l'avenir, la quantité de mille cinq cents boffes, & sept mille cinq cents Charges de sel; favoir la Boffe sur le pied de vingt-six livres six sols tournois, & la charge sur le pied de six livres, le premier quartier commençant le premier jour de Janvier, mille six cents quatre-vingt-douze.

Et en échange ladite Ville & Republique de Berne promet de fournir annuellement pour ledites cinq mille cinq cents Boffes, & sept mille cinq cents charges de sel, à raison de vingt six livres six sols tournois la Boffe, & de six livres la Charge, ce qui se monte par chacun an à la somme de cent quatre-vingt-neuf mille trois-cents soixante-quinze livres, aux Fermiers des Salines de Franche Comté, par chaque quartier & à mesure de la délivrance dudit sel, des quittances de ladite Ville & Republique de Berne, pour la somme de cent quatre-vingt-neuf mille trois cents soixante-quinze livres, qui sera premièrement deduite sur les intérêts échelés & qui écherront, & ensuite sur les capitaux, dont l'intérêt diminuera à proportion des sommes, qui seront acquittées sur ledits capitaux.

Tout le sel desdites cinq mille cinq cents Boffes, bien cuit, bien travaillé, foffoyé, non trop grossièrement grainé, & repoté six semaines dans les Etuvailles de Salins, sera rendu par ledits Fermiers dans le Magasin à Iverdun; duquel Magasin les Fermiers ne payeront aucun loiaige, & ledit sel sera delivré après avoir

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1692.

repoté trois semaines, au Commis ou Directeur de ladite Republique de Berne, dans ces Boffes d'égales grandeurs & grosseurs par les fonds, & de douves d'épouffeur convenable, en sorte qu'elles soient capables de contenir seize fistins de Berne, dont la Boffe doit estre composée de mesure ordinaire, sans estre fécouée, pressée ni foulée par force, & ledit sel déchargé de tous frais hors ceux du remplissage à Iverdun, qui se fera aux dépens de ladite Ville & Republique de Berne.

Le mesurage s'en fera à la corde dans ledit Magasin d'Iverdun par les Commis des Fermiers, en présence du Commis ou Directeur de ladite Republique de Berne, qui sera obligé, après le remplissage, de recevoir ledit sel, & d'en donner fa décharge, quand il y en aura la quantité de cent Boffes & au dessus.

Et à l'égard des sept mille cinq cents charges de sel en pain, ci-dessus dites, la charge doit estre de quatre côtes, chaque côte de douze, & chaque pain de deux livres & demie poids de marc, ainsi ladite charge sera cent vingt livres dudit poids, qui devra être delivré bien conditionnée par les Sauniers de Salins, à celui ou ceux de ladite Republique de Berne, qui auront ordre de le recevoir, & cette delivrance se fera de la même manière qu'elle s'est pratiquée ci-devant envers ladite Republique, c'est-à-dire, déchargée de tous frais hors des Sauneries.

Ladite Republique de Berne promet de ne rien debiter de tout le sel hors de ses Terres, & de n'en faire aucun versement, aux conditions que ledits Fermiers de leur côté ne feront aucune contrebande directe ni indirecte, & ne permettront qu'il s'en fasse du même sel autant qu'il sera de leur pouvoir de l'empêcher, & que les loiables Cantons, & autres lieux voisins, en usent aussi de même.

Bien entendu qu'au cas qu'il y eût quelque interruption à l'exécution du présent Traité de la part de Sa Majesté, la Ville & Republique de Berne demeurera dans ses Droits pour les sommes, qui pourroient alors leur être dûes en capitaux ou intérêts.

Bien entendu aussi, que si dans les vérifications & liquidations faites il se trouvoit quelque erreur de calcul, il en sera fait réciproquement raison. Et d'autant que la vérification des paiemens ci-devant faits à la Republique de Berne, n'a été faite sur les comptes des Tresoriers des Lignes Suisses, s'il se trouve qu'il ait été par eux payé quelque autre somme, deduction en sera faite à l'avenir.

Il a pareillement été convenu, qu'aussi-tôt que les sommes ci-dessus dites, & les intérêts, qui en pourroient échecoir pendant l'exécution du présent Traité, auront été entièrement éteintes & acquittées, ladite Ville & Republique de Berne remettra entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois Obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité de 1658. d'où sont dérivées ledites dettes, les autres titres des capitaux, qui ne portoient point d'intérêts, dont est aussi fait mention dans ce même Traité de mille six cents cinquante-huit, ayant été présentement rendus audit Seigneur Ambassadeur Amelot.

Et pour plus grand éclaircissement de ce que dessus, il demeurera attaché à l'original du présent Traité, copie du Traité de mille six cents cinquante-huit, & copie de la liquidation présentement faite jusques au dernier Decembre mille six cents quatre-vingt-onze.

Le présent Traité sera ratifié par le Roi, & par la Ville & Republique de Berne, & les Ratifications délivrées de part & d'autre, dans six semaines, ou deux mois au plus tard.

En foi de quoi le présent Traité a été signé par ledit Seigneur Amelot, & par ledits Sieurs Deputés, & scellé de leurs caches. Fait double à Soleure le troisième Janvier mille six cents quatre-vingt-douze.

NOUS, ayant agreable le susdit Traité en tout ce qu'il contient, avons icelui agréé, approuvé, & ratifié, approuvons, agréons, & ratifions par ces présentes signées de notre main, promettant en foi & parole de Roi, de l'entretenir, & faire garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu. Car tel est notre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le vingtième Janvier l'an de grace mille six cents

Qq

quatre.

ANNO quatre-vingt douze, & de notre regnè le quarante-neuvième.
1692.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi,

COLBERT,

Et scellé.

Registré en la Chambre des Comptes, Oû & ce requérant le Procureur General du Roi, pour estre executé selon sa forme & teneur, le quatrième jour de Mars mille six cens quatre-vingt douze.

Signé,

RICHER.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Traité cy-attaché sous le contrescel de notre Chancellerie ayant été fait & passé en notre nom, par notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de notre Hôtel, & notre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'un part: & les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, Ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Bucher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne, d'autre, Savoir faisons, qu'après avoir veü & examiné en notre Conseil ledit Traité, Nous l'avons approuvé, ratifié, & confirmé, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de notre main, promettant en foi & parole de Roi de l'observer, & faire exécuter selon sa forme & teneur. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Chambre des Comptes à Paris, qu'ils aient à l'enregistrer, & cesdites presentes, & que dorénavant à commencer du premier jour de la presente année, ils aient à passer & allier en la dépense des comptes des Gardes de notre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, la somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres, provenant du prix de la Ferme de nos Gabelles de Franche-Comté, aussi presens & avenir, en cinq mille cinq cens Bolles, & sept mille cinq cens Charges de sel qu'ils lui fourniront par chacun an, en execution dudit Traité, & conformément à icelui. Comme aussi de passer & allier dans la recette & dépense des comptes dedit Tresoriers des Ligues Suisses, à commencer de ladite presente année, ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres, en rapportant aussi par eux des quittances de ladite Republique de Berne, pour ladite somme, conformément audit Traité, avec copie dedites presentes deüement collationnées pour une fois seulement, tant & si long-tems que ledit Traité durera, moyennant quoi ils en demeureront bien & valablement déchargés. Mandons aussi ausdits Gardes de notre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, de tenir noldits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, quittes & déchargés de ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres par chacun an, tant que le Traité durera, ou de celle de quarante sept mille trois cens quarante trois livres quinze sols par chacun quartier, en leur fournissant les quittances dedit Tresoriers des Ligues Suisses. Enjoignons en outre à noldits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, presens & avenir, de fournir à ladite Republique de Berne ladite quantité de sel, suivant & conformément audit Traité, sans aucun empêchement. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le vingtième jour de Janvier l'an de grace mille six cens quatre-vingt douze, & de notre regnè le quarante-neuvième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli:

Par le Roi,

COLBERT,

Et scellées du grand sceau de cire jaune sur double queue.

Et sur le repli est écrit,

Registrées en la Chambre des Comptes, Oû & ce requérant le Procureur General du Roi, pour estre executées selon leur forme & teneur, le quatrième jour de Mars mille six cens quatre-vingt douze.

Signé,

GAMART.

CXLV.

Wienerischer Recels zwischen Ihro Känz. 22. Mars. Serl. Majestät Leopold I. und Herzog Georg Wilhelm und Ernst Augusten zu Braunschweig und Lüneburg / worinnen Ihro Kayserl. Majestät Herzog Ernst Augusten und dero Descendenten männlichen Geschlechts die Ehr-Würde versprochen / dargegen diese 6000. Mann auf eigne Kosten gegen den Erbfeind auf 2. Jahr zu unterhalten / wie auch 500000. Reichs-Thaler subsidien-Gelder zum Türcken-Krieg an Ihro Kayserl. Majestät auszahlen zu lassen versprochen. Geschehen Wien den 22. Martii. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abt. IV. pag. 176. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIV. pag. 313.]

C'est-à-dire,

Recès de Vienne entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & les Ducs de Brunswick-Lunebourg GEORGE GUILLAUME, & ERNEST AUGUSTE d'autre part, par lequel Sa Majesté Imperiale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc ERNEST AUGUSTE, & pour ses Descendants mâles, en consideration de quoi ce Prince s'engage d'entretenir 6000. hommes à ses Dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux Ans, & de lui fournir outre cela un subsidie de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le 22. de Mars 1692.

Se Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Meicher des Reichs etc. Isttundern hienit / demnach wie auf beschribenes allerrunderthänigstes Aufsuchen beeder regierender Schröder Georg Wilhelms und Ernst Augusten Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / respective Postulanten zum Bischoff zu Osnabrück sich den nicht allein allerrunderthänigst uns erinnen / was wegen der Ihre Fürstlichen Kauff zu consensuender Ehr-Würde bey letztem Reichs-Tage zu Augsburg / von denen dasebst in Person zugegen gewesenen Ehrfürsten und der abwesenden Botschaften und Gesandten respectiv vorgetragen / secundirt / und unsern allerröblichsten Kayserlichen Willen und Gutbefinden bezeugelset worden / sonderem auch den Splendor dieses abtralten Hauses / und die sonderbare viele und erspriessliche Dienste / welche eruelte

ANNO
1692.

ermelte beyde Herzogen Schrüder ließen dem heil. Römischen Reichs Teutscher Nation, der gesamten werthen Christenheit und dem gemeinen Wesen in Krieg- und Friedenszeiten in unverbrüchlicher Treue mit sorgfältigster Eifer/ auch mehrmaliger Darstellung ihrer eigenen Person erwiesen/ und noch ferner zu erwiesen willens seynd; nebenst verschiednen mehr andern dabey mit eintretenden sonderbarer- und triftigen Bewegungs-Ursachen / und bevorab den gegenwärtigen Zustand des werthen Vaterlandes und der Christenheit in wohlbedachtliche und reiffe Erregung gezogen; Als haben wir zu des heil. Römischen Reichs / und des gemeinen Wesens Nutzen und Wohlstand folgender Gestalt uns resolviret / und mit ichtgedachten beyden Herzogen ließen verbindhret:

I. Erstlich erläßten wir uns hiemit allergnädigst / und versprochen / daß wir in Ansehung vorhin berührter / vieler und sonderbarer Umständen/ auch von ihrer liebbden durch den hiernunter bemelten Succurs; um das heil. Römische Reich und die gesamte Christenheit/ ferner erwerbenden grossen Meriten / zuvörderst aber auch in consideration der von dem Churfürsten zu Augspurg geschickten triftigen Remonstrationen und Einarthungen bewürken wollen/ daß/ nachdem des Herzogen Georg Wilhelm liebbden sich gegen uns erklaret / es Deo Bruders Ernst August liebbden aus freund- brüderlicher Liebe und Affection / und weiln sie keine männliche Erben haben / zu überlassen / liegt gedachten Herzogen Ernst Augustus zu Braunschweig und Lüneburg liebbden für sich / und dero Descendenten männlichen Geschlechtes juxta ordinem primogenitur die Chur-Würde wirklichlich erlangen / und in die Zahl unsrer und des Reichs Churfürsten auf- und angenommen werden/ gesalt wir dann darüber unser allergnädigstes Decret nicht allein ertheilet / sondern auch ferner Einkommnisse der Churfürsten s. s. s. s. s. s. liebbden alsofort einholen / sodann einen gewissen Terminum zur Investitur / und förderlicher Introduction ins Churfürstliche Collegium ansetzen / und darauf auch weiter die Approbation des gesampnen Reichs bewürken wollen.

II. Zu dieser neunten Chur sollen des Herzogthums Braunschweig und Lüneburg Fürstenthümer / Zelle / Calenberg und Grubenhagen / sampt denen darzu gehörigen Grafschaften Doya und Diphbold / auch übrigen gedachten beeder Schrüder liebbden liebbden angehörige Lande / Aempter / Stücken und Perennitäten/ ewig und untrennlich solange eine männliche eheliche Descendent von Er. liebbden Herzogen Ernst Augusto verhanden / gehören und unter denen landen dieser neunten Chur sampt und sonder begriffen seyn.

III. Wie es mit dem Maricular- Anschlägen / dieser Chur-Lande und denen im Fürstlichen Collegio habenden Votis / fütthin gehalten werden solte / bleibet auf der beyden hohen Reichs-Collegiorum Gutachten ausgestellet. Gleichwie auch Ihre liebbden liebbden verlangen / daß / weiln dero Lande allbereit mit grossen Maricular-Anschlägen behaftet / es dabey verbleiben / dabeneben auch Ihnen in dem Fürstlichen Collegio zwey Vota wegen der Fürstenthümer Zelle und Calenberg gelassen werden möchten / also seynd auch wir gnädigst geneigt / dazu mit unsern Officiis zu concurriren.

IV. und weiln ferner bey jeder Chur ein gewisses Reichs-Erz-Amt und Reichs-Insigne gewidmet ist / so ist wegen jenes / das Amt des Reichs-Erz-Pamier-Hern / u. zu diesem die Reichs-Fahne von uns allergnädigst beliebet worden / daferten jedoch auf den in dem Reichshäfftlichen Friedens-Instrumento gesetzten / und in Gottes Händen stehendem Fall / welchen der Allerhöchste verhüten wolle / der achte Electorat ausgehen würde / so soll an stat des vorgebadten Erz-Ampts und Reichs-Insignis das Erz-Schatz-Meister-Amt / und das dazu gehörige Insigne diesem neunten und ältesten achten Electorat zugeeignet und gewidmet seyn.

V. Es versprochen hingegen hiñstents Ihre liebbden liebbden / daß uns sie von Ihren alten gäbten Troupen 6000. Mann als 4500. zu Fuß/ und 1500. zu Pferde an Reutern und Dragonern gegen den Erb-Feind zu Hülfen schicken / dieselbe im künftigen Majo in Hungaren stellen / die nächsten zwey Campagnen hindurch agiren und selbige nicht nur im Felde / sondern auch auf dem Mar- che und in denen Winter-Quartieren auf eigenen Kosten unterhalten / wie nicht weniger von Anfang der zweyten Campagne bis auf obige Anzahl wiederum recrutiren lassen wollen / inmassen über die mehrere Particularia forthaner Hülfsschickung ein besonderer Reces errichtet worden.

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1692.

VI. Im Fall nach Ablauf der zweyen Campagnen der Krieg mit der Ottomannischen Pforte weiter fortgesetzt werden solte / so wollen und sollen Ihre liebbden 2000. Mann / und zwar in zwey Bataillon en zu Fuß / jedes zu 800. Mann / und in einem Regiment zu Pferde 400. Mann gegen den Erb-Feind auf eigene Kosten bis zu Ende des Krieges agiren und jährlich recrutiren lassen.

VII. Daferten aber noch vor Ablauf der zweyten Campagne der Friede mit der Ottomannischen Pforte erfolgen solte / wollen Ihre liebbden liebbden gedachtes Hülfss-Corps der 6000. Mann nach unser allergnädigsten Disposition und Gutbefinden im Reich gegen des Reichs-Feinde / wie in Ungarn / agiren lassen.

VIII. Es versprochen auch in specie des Herzogen Ernst August liebbden ferner / daß sie um ihren vor die Christenheit tragenden Eifer um so mehr zu comprobiren / uns zu Schut gegenwärtigen schweren Türcken-Krieges / über und neben oberwehnter Volkss-Hülf / noch mit einem subsidio an Gelde von 500000. Reichs-Thaler an Hand sehen / und zwar die erste 200000. Reichs-Thaler bey der Investitur / die andere 300000. Reichs-Thaler aber ein Jahr hernach / an denen im Reich gäns- und gänsigen Mühs-Sorten zu Grandfurth oder teigig auszahlen wollen ; an welchen letzten 300000. Reichs-Thaler wir so viel abstrücken zu lassen erbetigt seynd / als die im Reich bishero von dem Fürstlichen Hause genossene / und icht abgetreten habende Assignationes künftigen Winter austragen werden / mit der fernern allergnädigsten Zusage / daß wir / nach verlossenem künftigen Winter / bey continuirendem Reichs-Kriege / und wann Ihre liebbden dagegen eine proportionirliche Mannschafft unter unsere Direction stellen / ihnen forthan Assignationes gnädigst wiederum zutheilen wollen.

IX. Unmittelst aber und Zeit-während vorgedachten zwey Campagnen oder Jahren wollen beyde Herzogen zu Zell und Hanover liebbden liebbden an stat ihres Reichs-Contingents am Rhein / wenigstens zwey bisz drey tausend Mann / gegen die Cron Frankreich / unter unsers alldersten commandirenden Generalen Commando stellen / es wäre dann / daß mit unserm allergnädigsten Gutbefinden und vorhergegangenen Consens die ganze Macht des gesampnen Fürstl. Hauses nach den Niederlanden geschicket würde; in welchem Fall (zunahl so lang Ihre liebbden liebbden keine Assignationes im Reich genießen) das Fürstl. Haus von absonderlicher Stellung des Contingents seiner landen befreyet seyn soll ; Inmassen dann Ihre liebbden liebbden sich hiernit erklären / daß sie in gegenwärtigen Reichs-Kriege sich von uns dem heil. Römischen Reich nicht separiren / sondern demselben untrennlich assistiren / und diesen Krieg conjunctis viribus & consilio / bisz zu glücklichem Ende ausführen bestien wollen / alles treulich / ohne Gefährde.

Zu dessen ertund haben wir diesen eigenhändig unterschriebenen Reces mit unserm Kayserlichen Secrer-Insigel bekräftigen / und Ihre liebbden liebbden gegen einen von ihnen unterschriebenen gleichlautenden ausshändigen lassen. So geschien in unserer Residenz-Stadt Wien / den 22. Martii Anno 1692. unsrer Reiche / des Römischen im vier und dreyssigsten / des Hungarischen im sieben und dreyssigsten / und des Böhmischn im sechs und dreyssigsten

Leopold.

Vr. Leopold Wilhelm / Graf
zu Königsegg.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Caspar Florentz Conspruch.

CXLVI.

Ewiges Unions-Pactum zwischen dem 22. Mars.
Ers-Herzoglichen Hause Oesterreich
und dem Churfürstl. Hause Braun-
schweig und Lüneburg geschlossen / da-
rinnen sie einander mit einer gewissen
hülffe zu succurriren / Chur-Dannover
der Cron Böhmeib völlige Restitu-
tion in das Exercitium der Ihr compe-
tiren.

Qq 2

ANNO
1692.

tirender Jurium Electoralium, mit ihren suffragiis zu secundiren / und bey der Wahl eines Römischen Kayfers und Königs sein Suffragium keinem andern / als dem Primogenito der Erz-Hertzoglichen Linie zu geben verspricht; Wien den 22. Martii 1692. Mit einem Separaten Articul / wodurch Herzog Ernst-Augustus von Braunschweigen-Catholischen erlaubt / zu Hannover und Zell eine Kirche und Schule bauen zu können. Geben Wien den 22. Martii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 169. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XIV. pag. 317. sub Anno 1692.]

C'est-à-dire,

Pacte d'Union perpetuelle entre la Maison Archi-Ducal d'Autriche & la Maison Electorale de BRUNS WICH-LUNEBURG, par laquelle entre le Secours reciproquement promis dans tous les cas de necessité, la Maison Electorale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'elle pourra à la Couronne de Boheme l'entiere restitution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, & à donner toujours sa Voix au Prince Aîné de la Maison Archi-Ducal d'Autriche, pour l'Electio d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne le 22. Mars 1692. Avec Un ARTICLE SEPARÉ par lequel l'Electeur ERNEST AUGUSTE promet d'accorder aux Catholiques de Hannover & de Zell la liberté d'y bâtir des Eglises & des Ecoles. A Vienne le 22. Mars 1692.

Wir Leopold von Gottes Gnaden erwählter Röm. Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / uhrunden hiemit / demnach wir auf allerunterthänigstes Ersuchen beider regierenden Gebrüder / des Durchleuchtig-Hochgebohrnen Georg Wilhelm / auch des Gernwirdig-Durchleuchtig-Hochgebohrnen Ernst-August respectivè Postuliren Wirsessen zu Osunabrück / Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg / unsere lieben Ohnne / Fürsten und Ansdächtigen / nach reifer Überlegung vieler und sonders hieby eingetretenen Umständen / zu des Heil. Römischen Reichs Wohlstand / auch gesamer Christenheit Ruh und Besten / auf Herzog Georg Wilhelms liebden beschene Erklärung / nicht allein unseren allerhöchsten Kayserlichen Contens geben / des vorgedachten Herzog Ernst Augusti liebden vor sich und dero männlichen Descendenten die Chur-Würde zu conferiren / sondern auch auff eingeholte und erfolgte Einstimmung der Churfürsten & k. k. k. k. k. liebden die wirkseltige Investitur zu ertheilen / und dabey allergnädigst versprochen / daß wir die Approbation vom ganzen Reich respectivè deso mehrer Bezeugung der allerunterthänigsten und nimmer vergeßlichen Dankbarkeit und treuehofsamer Devotion gegen uns / auch zu mehrer Befestigung einer beständigen Union zwischen beiderseits Königlichem und Erz-Hertzoglichen und Churfürstlichen Häusern nachfolgende Puncta abgehandelt und beschloffen worden:

Erschlich soll zwischen uns / unsern Nachfolgern / Erben und Nachkommen / regierenden Königen zu Ungarn und Böhmen / Erz-Herzogen zu Oesterreich an einer / und vor gedachte beider Gebrüder liebden liebden und respective dero Descendenten Churfürsten und Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg andererseits hiemit und Kraft dieses eine achtzigjährige / beständige / ewige und unausslöschliche Correspondenz / Union und Zusammenfassung seyn / also und dergestalt / daß wir / auch unsere freunds-

lich-geliebten Herren Sohns / Königs Josephs liebden ANNO
1692.
und mittel Reichs-Satzungs-mäßiger Wahl / aus unserm Erz-Hertzoglichen Hause Oesterreich noch folgende Römische Kayser und Könige Ihre liebden und dero Descendenten / in besondern Kayser / und Königl. Huld erhalten / es stäts wohl meynen / sie bey allen und jeden gegenwärtig habenden / oder künftig erlangenden Rechten und Gerechtigkeiten / in genere dem Jure Primogenituræ kräftigst schützen und vertreten / und ihres Hauses Aufnahm und Bestes beförderen wollen / dahingegen Ihre liebden und dero Descendenten nicht allein was in diesem ewigen Unions-Pacto enthalten / aufrichtig præstiren und erfüllen / sondern auch überall in besondrer Devotion und unverbrüchlicher Treue gegen uns und obgedachte unsere Nachkommen jederzeit beständig continuiren wollen.

2. Versprechen mehr ermelder beider Gebrüder liebden liebden vor sich und dero Descendenten / daß sie mit uns und unseren Nachkommen vor einen Mann stehen / unser Bestes suchen / Schaden abwarren / verhüten und abwenden helfen / auch zu dem Ende / wann sie und deren Erben und Nachkommen / etwas in Erfahrung bringen solten / so zu unsrer und unsers Hauses Prajudiz und Nachtheil angesehen oder gereichen könnte / solches so fort getreulich ersuchen / auf Reichs- und Erz- und anderen Conventen und Zusammenkünften / in und ausserhalb Reichs / zu des gemeinen Bestens und Vaterlandes / auch unsern Landen und Unterthanen Eiderheit / Wohlfahrt / Aufnahm und Besten treulich communiciren / und mit uns / und unserm Erz-Haus / so weit es nicht wider Gott und das Vaterland / noch ihre oder ihres Hauses Jura (welches verhoffentlich nicht geschehen wird) conforme vota und consilia führen / auch keine fæderata haben / noch künftig machen wollen / welche an aufrichtigkeit und vollkommener Erfüllung dessen / was in diesem unermährenden Unions-Pacto enthalten und versprochen / in einigerley Weise oder Wege hinderlich seyn möchten / Altemassen wir dann vor uns und gedachte unsere Nachkommen hinwiderum versprechen / daß wir mit ihnen gleicher Massen für einen Mann stehen / ihr bestes suchen / Schaden warren und abwenden / mit ihnen auf Reichs- und Erz- und andern Conventen und Zusammenkünften / zu des gemeinen Bestens und ihrer Landen Eiderheit / Wohlfahrt und Aufnahm vertraulich zu communiciren / noch auch fæderata haben noch machen wollen / welche diesem Pacto einiger Massen verhindert oder entgegen seyn möchten: Diese perpetuirliche Vereinigung soll die investitur Electoralis ihre Kraft und Wirkung haben / und darunter begriffen / auch eingeschlossen seyn / das Reich / auch die Königreiche Ungarn und Böhmen / und übrige beeden Theile ideo umfassende und innerhalb des Teutschen Reichs belegene Fürstenthümer / Lande und Provinzen / als auch welche ihnen hiernächst vermittelst göttlicher Schickung durch Succession / oder auf andere Art in heil. Röm. Reich Teutscher Nation zufallen möchten.

3. Daserne demnach wir / unsere Erben und Nachkommen / Könige zu Ungarn und Böhmen / Erz-Herzogen zu Oesterreich / im Reich / oder in den Art. preced. erwähnten Königreichen und Landen künftig von dem Erb-Feind / oder sonst jemanden / er sey wer er wolle / fundlich angegriffen werden / solten ihre liebden liebden und dero Descendenten nicht allein jedesmal mit zwey Bataillons zu Fuß / jede à 800. Mann / und ein Regiment zu Pferd à 400. Mann / zu Hülfe kommen / selbe auf eigene Kosten recruitiren und remontriren / und damit so lang continuiren / bis die Gefahr vorbey / und der etwa uns und unsern Landen zugefügte Schaden ersetzt seyn wird / sondern auch / wann es verlangt werden sollte / und man wegen billiger Conditionen sich nicht vereinigen können / noch ein größeres Corpo zu unsren und des gemeinen Besten Diensten / in Kriegs- und Friedenszeiten / uns zu Hülfe schicken / dasent jedoch ihre liebden liebden oder dero Descendenten etwan mehr an Cavallerie schicken wollen / solte solches in dero Wahl und Belieben stehen / und solchen Fall ein Regiment zu Pferd / gegen drey zu Fuß / gerechnet werden. Dessen auch ihre liebden liebden an stat vorgemelder 2000. Mann die Hülfe mit Geld leisten wollten / solte solches (excepto præsentem bello Turcico) in ihrer Wahl dergestalt stehen / daß sie nach dem Fuß der Reichs-Matricul für einen Mann zu Fuß 4. und für einen Reuther 12. Gulden / jährlich 144000. Gulden in gang- und gleichem Sorten zahlen lassen.

4. Im Fall ihre liebden liebden oder respectivè dero Descendenten in einen Reichs-Krieg dero Contingent schicken

ANNO
1692.

schießen/ oder auch in Krafft anderer etwas dinstfalls errichtenden Allianzen zu beiderseits Allirten Rettung und Defension Hülf leisten/ und unsere eigene Erblande zugleich angegriffen würden/ oder in eine augenscheinlichen Gefahr eines nahen feindlichen Angriffs stünden/ oder sonst ein Casus dieser Union sich ereignen würde/ so sollte dadurch dieses obversprochene Hülfss-Quantum dieser perpetuirlchen Union nicht verzergeret/ sondern ein als anderen Weg zu behuff dero und Ihrer Descendenten Erb-Länder unverweigerlich und unverbrüchlich prästirte werden. Im Fall aber ihre liebden liebden und dero Descendenten und Lande selbst feindlich angegriffen würden/ oder in gegenwärtiger augenscheinlicher Gefahr angegriffen zu werden stünden/ so sollten dieselbe alsdann die stipulirte Hülf an Volk oder Geld zu schicken und zu prästiren nicht allein nicht schuldig noch gehalten/ sondern auch/ wann bereits die Volcks-Hülf geschicket wäre/ dieselbe wieder zurück/ und in ihre Land zu ziehen bemächtigt seyn.

5. Wir versprechen hingegen für uns/ unsere Erben und Mitbeschriebene/ daß im Fall ihre liebden liebden beiderseits/ oder von ihnen einer/ oder auch dero Descendenten von jemand/ et sey/ wer er wolle/ feindlichen angegriffen werden solten/ ihnen mit 4000. als 3000. zu Fuß/ und 1000. zu Pferd/ auf eigenen Kosten zu assistiren/ selbige auch ebenmäßig auf eigene Kosten zu reequiriren/ und zu remountiren/ wie nicht weniger so lange damit zu continuiren/ bis die Gefahr vorbey/ und der etwa ihre liebden liebden und dero Landen zugefügte Schaden repariret und ersetzt worden. Daseren wir aber sothane Hülf/ entweder ganz/ oder zum theil/ lieber mit Geld auf den Fuß der Reichs-Matricul à 4. fl. vor einen Mann zu Fuß/ und 12. vor einen Reuthe zu rechnen/ geben/ oder an stat des Fuß-Volcks/ auf Masse und Weist/ wie Art. 4. vermeldet worden/ Reuthe zu stellen wollen/ siehe solches nicht weniger in unserer Wahl und Belieben/ gehalten dann auch/ im Fall wir/ unsere Erben und Nachkommen/ in unsern in diesem Pacto begriffenen Landen feindlich angegriffen würden/ oder in augenscheinlich gegenwärtiger Gefahr angegriffen zu werden stünden/ wie so dann gleichfalls die stipulirte Hülf an Volk oder Geld zu schicken und zu prästiren nicht allein nicht gehalten/ sondern auch wenn die Volcks-Hülf albereit geschicket wäre/ dieselbe wieder zurück zu ziehen bemächtigt seyn solten.

6. Wegen der Particularien sothaner Hülf-Sicherung/ in specie wegen des Commando/ der Civil- und Criminal-Jurisdiction/ Zuziehung der commandirenden Officiers zu denen Kriegs-Deliberationen/ und übrigen Particularien/ sollte es dergestalt gehalten werden/ wie es bey dergleichen Conjunction und Fällen Hertommens/ und es Anno 1683. mit denen von ihre liebden liebden geschickten/ und darnach mit denen Chur-Bayerischen Auxiliar-Volckern in Ungarn gehalten worden u. noch gehalten wird.

7. Und damit ihre liebden liebden deswegen uns/ wegen sothaner ihrem Haufe/ und respective Descendenten/ conferirender hoher Chur-Würde tragende höchste Verbindlichkeit/ uns so mehr zu erkennen geben mögen/ so versprechen dieselbe/ daß/ wann des icht regierenden Königs in Spanien liebden ohne eheliche Descendenten/ (welches der Allerhöchste verhüten wolle) zu verfallen kommen solten/ sie auch alsdann in diesem special-casu uns und unsern Descendenten/ zu Behauptung desjenigen/ wie es uns oder denselben alsdann rechtmäßig zufallen wird/ mit vorgedachtem Unions-Quantum der zwey tausend Mann auf eigene Kosten/ jedoch nicht anders/ als innerhalb der zehn Cräyß des Reichs und an deren Grängen assistiren wollen.

8. Wann auch wir/ unsere Erben und Nachkommen/ regierende Könige zu Ungarn und Böhmen/ Erb-Herzoge zu Oesterreich/ gnädigst gut befinden möchten/ daß die Croi Böhmen in das Exercitium der Vigore Aureae Bullae nicht weniger/ als denen übrigen Churfürsten competerend Jurium Electoralium völlig restituiret/ und ad deliberationes & Collegium Electorale bey Reichs/ und andern Zusammenkünften mit gezogen werden sollte/ so versprechen ihre liebden solch unser biligmäßiges Verlangen/ mit ihren Suffragis und Vois/ an Ort und Enden/ wo es die Nothdurfft erfordert/ aufs nachdrücklichste zu secundiren/ auch darauf zu halten/ daß wir unsern Kayserl. und Königl. Repräsentanten alle Praeminenz gebühret/ auch unsern Erb-Herzoglichen Vortheilen und Gesandten auf den Reichs-Cräßß/ und andern Zusammenkünften/ ein wenigst den Churfürstlichen gleiches Tractament gegeben werden sollte.

ANNO
1692.

9. Im übrigen/ gleichwie obgemelten Herzog Ernst August liebden/ die in ihre Haufe bringende Chur-Würde zuvörderst unsern Juden und Gnaden zuverweihen/ und davor samt dero Posterität uns und unserm Erb-Hause ewig obligiret zu seyn sich erkläret/ Als haben wir auch kräftig zugesagt und versprochen/ daß/ zu Bezugung ihrer liebden immerwährender Erbkünissen/ und wollen sie zumahlen in des Reichs Besten zu seyn befinden/ sie und ihre Descendenten/ künftige Churfürsten/ so oft es zu der Wahl eines Römischen Kayfers und Königs kommen wird/ ihr Suffragium keinem andern/ als dem Primogenito unser Erb-Herzoglichen Linie geben/ und diß Versprechen so wohl/ als diß ganze pactum Unionis perpetue/ alsdann/ und so oft sie und ihre Descendenten die Investitur über ihre Chur-Lande empfangen/ bey deren Ertheilung renoviren/ confirmiren und bestätigen/ und verbindliche Reversales ebenmäßig aushändigen lassen/ auch darauf jedesmahl die Investitur unverzüglich vor sich gehen zu lassen/ Zu dessen Ursund haben wir dieses eigenhändig unterschrieben/ und mit unserm Insegel bekräftigen lassen/ in unserer Stadt Wien den 22. Mart. 1692.

Separirter Artikel/ wegen Freyheit der Catholischen Religion in den Chur- Braunschweig-Lüneburgischen Lan- den.

Wir Leopold von Gottes Gnaden/ erwählter Römischer Kayser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs etc. urtheilen hiermit/ nachdem wir auch bey unserer Ertheilung der allergnädigsten Resolution in puncto der Chur-Würde wegen des freyen Catholischen Religions-Exercitii allergnädigst Erwehung thun lassen/ So haben sich des Herzogen Ernst August liebden erklärt und versprochen/ für sich und dero Descendenten/ daß/ gleichwie sie in ihren Landen bishero keinen Gewissens-Zwang verfiget oder verstatet/ also auch derselbe künftigh in dero Landen nicht allein nicht eingeführet noch geliden werden soll/ sondern es soll auch zu Hannover und Zell/ und zwar an dem ersten Ort von nun an/ an dem andern aber/ nach Absterben dero zu Zell regierenden Fürstern/ Georg Wilhelm liebden (welchen Fall der Allerhöchste lang verhüten wolle) denen Römisch-Catholischen eine eigene Kirche und Schule/ jedoch auf dero Kosten/ an einem gelegenen Ort/ welchen ihre liebden oder dero Descendenten/ dazu anweisen wollen/ zugelassen/ ihnen auch ein eigener Begräbniß-Platz in besagten Städten/ und die öffentliche Bekehrung und Begrabung ihrer Todten vergönnet/ hierunter aber keine Stiftung einiger Klöster/ oder der Einnehmung geistlicher Ordens-Leute/ oder Regularium/ noch auch öffentliche Processionen/ (außerhalb die öffentliche Begräbniße) es sey zu behuff der Administration des heil. Nachmahls über die Gassen/ oder sonst/ als welche ihre liebden aus denen uns in wehren allerunterthänigst vorgestellten Ursachen/ nicht zulassen zu können verneymt/ verstanden werden. Gestalt dann auch im übrigen die duldbene Römisch-Catholisch-Geistliche/ sowohl als diejenige/ welche sothaner Religion zugehan sind/ sich der in diesem Artikel beschriebenen Vergünstigung nicht mißbrauchen/ insonderheit aber die Geistliche sich überall in gehörenden Schranken/ fried- und schiedlich halten/ auch denen Augsburgischen Confessions-Verwandten zugehanten Parochiis in ihren emolumentis (außer was die Jura Stolz der Kind-Taufsen/ Copulationen/ Begräbnißen und dergleichen anbelangt/ welche denen Catholischen Priestern allein von ihren Glaubens-Genossen zu reichen sind) keinen Abbruch thun/ viel weniger sich der Land-Fürstlichen hohen Nothmässigkeit und Jurisdiction in secularibus entziehen/ hingegen aber ihnen/ in ihren Glaubens- und Gewissens-Sachen/ zu ihrer geistlichen Obrigkeit/ ihrer Religions-Lehre zu folgen/ den Recurs zu nehmen frey seyn.

Wie nicht weniger selbige Freyheiten und Exceptionen/ deren der Augsburgischen Confessions-Verwandten Geistliche genießen/ vergünstiget werden sollte. Worüber man diesen Separat-Articul/ welcher nicht weniger Krafft haben/ noch anders tractet werden sollte/ als wann er dem Haupt-Recess der perpetuirlchen Union von Wort zu Wort inserirt wäre/ aufzurichten/ und davon 2. Exemplaria zu verkertigen gut befinden/ davon eines von uns/ und das andere von E. liebden und dero Erb-Prinzen unterschrieben/ und mit unser beiderseits respective Insegel bekräftiget worden. So

ANNO 1692. geschehen in unser Residenz-Stadt Wien den 22. Martii 1692.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf
zu Königsegg.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Caſp. Flor. Conſpruch.

Ein anderer Separat-Articul zu dem ob-
stehenden Unions-Facto gehörig / wor-
innen Braunschweigischer Seits man
allen Allianzen / welche wider das /
zwischen dem Kayser und denen Her-
zen General Staaten der Vereinigten
Niederlanden errichtete Fœdus lauffen/
renunciïret wird. Wien den 22. Mar-
tii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-
Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Ab-
ſatz IV. pag. 376.]

C'est-à-dire,

Autre Article séparé, par lequel l'Electeur de Bruns-
wich renonce à toute Alliance qui pourroit être
contraire à celle de l'Empereur avec les Seigneurs
Estatz Generaux des PROVINCES-UNIES.
A Vienne le 22. Mars 1692.

Wir Leopold von Gottes Gnaden erwählter Kö-
niglicher Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des
Reichs ic. Urkunden hiermit / was massen
Wir bey unsren unter heutigen dato erteilten allergnädig-
sten Kayserlichen Resolution in puncto der Chur-
würde und der dabey zwischen Uns und der beeden Ge-
brüder / Herzog Georg Wilhelm und Herzog Ernst Au-
gust zu Braunschweig-Lüneburg respectiv postulirten
Bischoff zu Osnabrück liebb. liebb. beßloffenen
beständigen Union und Verbündnis ausdrücklich bedun-
gen / gedachte Ihre liebb. auch festiglich zugesagt und ver-
sprochen / daß Sie nicht allein zu gegenwärtigem wider
die Cron Frankreich declarirten allgemeinen Reichs-
Krieg das Reichs-Contingent von ihren landen treulich
beytragen / und von Uns und dem Reiche sich darunter
nicht separiren / sondern auch vor Empfangung der Chur-
fürstlichen Investitur / dem zwischen Uns und denen Ge-
neral-Staten der Vereinigten Niederlanden errichteten
Fœderi öffentlich beytreten wollen / inzwischen aber und
von nun an / und in Kraft dieses allen anderen Bind-
nissen / Pacten / Obligationen / wie die Nahmen haben
mochten / im Fall sie etwa dergleichen mit ein und an-
deren in-oder ausländischen Potentaten hätten / welche
solcham Fœderi zuwider lieffen / oder denselben einiger
massen entgegen interpretiret werden könnten / oder auch zu
Formirung einer so genannten dritten Parthey oder Zer-
teuerung der gemeinsamen Zusammensetzung und Intelli-
genz Anlaß geben möchten / in genere und in specie
renunciïren / und dieselbe für null und nichtig achten;
Gestalt davor gegenwärtigen Separat-Articul aufzu-
richten / beliebt worden / den Wir eigenhändig unter-
schrieben und mit unserm Kayserlichen Secret-Insezel
bekräftigen lassen. So geschehen Wien den 22. Martii
1692.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm Graf von Königsegg.

Ad mandatum Sac. Cæsar.
Majestatis proprium.

C. F. CONSBURCH.

Cartell oder Tractat zwischen Ihro Kå-
serlichen Majestät LEOPOLD, und
LUDWIG des XIV. Königs in Frank-
reich Bevollmächtigten / mit Einverlei-
bung des Fränkisch- und Schwäbi-
schen Crayßes / wie auch Herzogs von
Württemberg / wegen Aufwechsel- und
Ranzionirung der Gefangenen / die be-
reits eingebracht / und künftighin ein-
gebracht werden mögen / nebst Speci-
ficirung und Ansetzung der Ranzion-
Gelder über jedermännlichen Char-
ge, Geschlossen zu Basel den 2. May
1692. [LUNIG Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Special. Continuat I. Ab-
theilung I. Abſatz I. pag. 516. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans FABRI Europäische Staats-
Tankley. Tom. I. pag. 388.]

C'est-à-dire,

Cartel ou Traité pour l'Echange & la Ranson des
Prisonniers de Guerre fait & conclu entre les Ple-
nipotentiaires de LEOPOLD Empereur des Ro-
mains d'une part, & ceux de LOUIS XIV.
Roi de France d'autre part; y compris aussi les
Cercles de FRANCONIE & de SUABE, &
le Duc de WURTEMBERG. On y convient
spécifiquement de la Somme que chaque Officier &
Soldat prisonnier devra payer pour sa rançon. A
Basle le 2. Mai 1692.

Wir Johann Franz / des Heiligen Römischen
Reichs Graf von Brondorff / zu Gronsfeld/
Eberstein und Anhalt / Freyherr von Gaten-
burg und Limburg / Herr zu Hünnebeck / ic. Königlich
Kaiserlicher Majestät Cammerer / General-Feld-Wacht-
meister und Obrister über ein Kayserlich auch Schwäbisch
Regiment zu Pferd / ic. und Johann Edmund Selzer /
beider Rechts Licentiaux Königlich Kaiserlicher Majes-
tät General-Auditor-Lieutenant, im Nahmen Ihro
Majestät / des Römischen Kayfers ic. und wir Petrus
des Alleurs, Herr zu Alleurs, und von Pinville, auffm
Wort / Gouvernator der Städte und Schloßer von La-
nal, General-Wachtmeister der Armeen Ihro Majestät
des Königs / Capitain, dessen Regiments der Französi-
schen Gardien und General-Inspector der Infanterie,
&c. und Dionysius Bandanin, Ritter / Königlich Rath /
Ordinari-Kriegs-Commisarius, anhero zu Landau / im
Nahmen Ihro Majestät des Königs in Frankreich / ic.
mit Einverleibung des löblichen Fränkisch- und Schwäbi-
schen Crayßes / auch Herzogs zu Württemberg / ic. Hun-
d / daß von wegen der Auswechsel- und Ranzionirung
der Kriegs-Gefangenen / so in gegenwärtigen Krieg schon
eingebracht worden / und sitrohin durch die Troupen und
Guarnisonen Ihro Kaiserlichen Majestät und der Aller-
christlichsten Majestät / auch derjenigen / so durch den löbli-
chen Fränkisch- und Schwäbischen Crayß / auch Herzoge
von Württemberg / eingebracht werden möchten / Wir in
Kraft der habend- und einander communicirten Voll-
machten tractirt und geschlossen / nachfolgenden Inhaltes:

Artic. I.

Erstlich / daß alle Gefangene / so von ein-oder dem an-
deren Theil eingebracht worden / und noch eingebracht wer-
den / es seye in Schlachten / Treffen / Eroberungen der
Festungen / Plätze / Partheyen / und anderer Gestalten /
bey Trauen und Glauben / längſt 14. Tage nach ihrer
Gefangenschaft / durch Auswechselung der Gefangenen
in gleicher Qualität der Chargen / oder anderer / mit Ber-
gleichung der Geringeren mit den Größeren / ihre Ran-
zion auf folgende vorgeschriebene Maß / in Teutscher
Münz

ANNO
1692.

Münz und Französischer Münz / so beiderseits in den An-
grängen gangbar seyn / nahmliehen den Gulden zu 60. Kr.
oder 40. Sols de France, und ein Livre zu 20. Sols de
France, oder 30. Kreuzer bezahlen sollen.

Und damit einigen Difficultäten oder Widerreden /
wegen Qualität der Chargen und Officieren / beiderseits
zeitlich vorgebogen werde / welche ausgewechselt oder ran-
zionirt werden sollen / da man dieselbe nicht alle in
Gleichheit bringen können; So hat man für rathsam be-
funden / eines jeden Theils Chargen / und deren Werth
und Ranzionierung folgender Gestalten zu specificiren.

Artic. II.

Chargen und Officier / so sich bey der Kayserslichen
Armée und Garnisonen / auch dem Fräntzisch- und
Schwäbischen Crayse / ingleichen Herzogen zu Württem-
berg / und andern / befinden:

	fl. oder lb.
General-Lieutenant,	25000, 50000.
General-Feld-Marchall,	15000, 30000.
General von der Cavallerie,	10000, 20000.
General-Feld-Zugmeister /	6000, 12000.
General-Commissarius,	3000, 6000.
General-Feld-Marchall-Lieutenant,	5000, 10000.
General-Bachmeister /	1500, 3000.
Obrißter-Kriegs-Commissarius,	1000, 2000.
General-Quartiermeister /	500, 1000.
General-Proviantmeister /	300, 600.
Obrißter-Kriegs-Commissarius,	150, 300.
Hof-Zahlmeister /	250, 500.
General-Kriegs-Zahlmeister /	150, 300.
Obrißter-Quartiermeister /	150, 300.
General-Adjutant,	150, 300.
Proviant Obrißter-Lieutenant,	150, 300.
Proviant-Director,	150, 300.
General-Quartiermeister-Lieutenant,	70, 140.
Andere Proviant-Commissarii oder Officiers /	50, 100.
General-Bagunmeister /	50, 100.
Sein Lieutenant,	30, 60.
Stabs-Quartier-Maitre,	50, 100.
Stabs-Quartier-Maitre-Lieutenant,	25, 50.
Capitain des Guides,	50, 100.

Artic. III.

Ihre Kayserslichen Majestät leib-Guarden zu Pferd /
oder Hatzschier-Compagnie /

Der Capitain,	1000, 2000.
Lieutenant,	1000, 2000.
Cornet,	500, 1000.

Die andere / so wohl Officier als Hatzschier / zahlen
einen Monat-Sold für ihre Ranzion.

Artic. IV.

Ihre Kaysersliche Majestät leib-Guarden zu Fuß / oder
Trabanten:

Der Capitain,	fl. oder lb. 150, 300.
Der Lieutenant, andere Officier oder Trabanten /	sollen für ihre Ranzion einen Monat Sold zahlen.

Artic. V.

Cavallerie:	fl. oder lb.
Obrißter zu Pferd /	700, 1400.
Obrißter Lieutenant,	300, 600.
Obrißter Bachmeister /	150, 300.
Rittmeister /	100, 200.
Regiments-Quartiermeister /	40, 80.
Regiments-Auditor,	40, 80.
Regiments-Proviant-Maitre,	15, 30.
Regiments-Bagen-Maitre,	15, 30.
Regiments-Profos,	15, 30.
Lieutenant,	40, 80.
Cornet,	30, 60.
Bachmeister-Corporal,	14, 28.
Fourier und Musterschreiber /	14, 28.

Trompeter und Pauker /
Sattler / Platner / und gemeine Reiter /

Artic. VI.

Die Regimenter und Trouppen Land-Milice, oder
Land-Ausschuß zu Pferd / Ihre Kayserslichen Majestät/
beider Crayfen und Herzoge zu Württemberg obgedacht /
so wohl Officier und Gemeine / sollen in der Auswechsel-
oder Ranzionierung / gleich mit der Cavallerie, gehalten
werden.

Artic. VII.

Husaren oder Ungaren.

Die Husaren oder Ungaren / so wohl Officier / als
Gemeine / sollen auff ebene Weis / wie die Cavallerie,
tractirt werden.

Artic. VIII.

Dragoner und Croaten.

Der Obrißter / Obrißter-Lieutenant, Obrißter-Bachmei-
ster und Hauptmann / sollen ihre Ranzion auff die Weis
wie die Cavallerie zahlen; Die Officier aber unter dem
Hauptmann / bis an den Gemeinen / inclusive, sollen ihre
Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. IX.

Die Regimenter oder Trouppen Land-Milice oder Aus-
schuß Dragoner / obgedacht Ihre Kayserslichen Majestät / be-
der Fräntzisch- und Schwäbischen Crayfen / auch Herzoge
zu Württemberg / so wohl Officiere als Gemeine / sollen
wie die Dragoner gehalten werden.

Artic. X.

Infanterie.	fl. oder lb.
Obrißter /	600, 1200.
Obrißter-Lieutenant,	300, 600.
Obrißter-Bachmeister /	120, 240.
Regiments-Quartiermeister /	30, 60.
Regiments-Auditor,	30, 60.
Regiments-Proviantmeister /	15, 30.
Regiments-Bagenmeister /	15, 30.
Regiments-Profos,	15, 30.
Capitain oder Hauptmann /	70, 140.
Lieutenant,	24, 48.
Fühndrich /	20, 40.
Sergent Feldweibel /	10, 20.
Corporal, Fourier, Musterschreiber /	
Trommelschläger / Pfeiffer / Fourier-Schützen und Gemeine /	4, 8.

Artic. XI.

Die Regimenter oder Trouppen Land-Miliz
oder Land-Ausschuß zu Fuß / Ihre Kayserslichen
Majestät / beider Fräntzisch- und Schwäbischen Crayfen /
auch Herzoge zu Württemberg / obgedacht / so wohl Offi-
ciere als Gemeine / sollen wie die Infanterie tractirt wer-
den.

Artic. XII.

Hebducken oder Talspatschen.

Die Hebducken und Talspatschen / so wohl Officiere
als Gemeine / sollen wie die Infanterie gehalten werden.
Die Commissarii und andere Artillerie-Officiere /
Stück-Junker / Feuerwerker / Constabler / Fuhr-Knecht /
Arbeiter / Schmide und andere Handlanger / sollen einen
Monat Sold für ihre Ranzion geben.

Artic.

ANNO
1692.

Artic. XIII.

Artillerie.
Oberster von der Artillerie, 700. 1400.
Oberste Lieutenant, 300. 600.
Zug-Lieutenant, 100. 200.
Hauptmann, 70. 140.
Die Commissarii und andere Artillerie-Officiere /
Stück-Junker / Feuerwerker / Constabler / Fuhr-Knecht /
Arbeiter / Schmidt und andere Handlanger sollen einen
Monat Sold für ihre Ranzion geben.

Artic. XIV.

Ingenieur.

Alle Ingenieurs, so im Haupt bey einer Armée, Des-
tungen oder Plätze / Bedienung thun / sollen zahlen für
ihre Ranzion:

Fl. oder lb.
Die andere Ingenieurs. 75. 150.
Die Entrepreneurs. 50. 100.
25. 50.

Artic. XV.

Minire Compagnie.

Die Officiere und Gemeine sollen einen Monat-Sold
für ihre Ranzion zahlen.

Artic. XVI.

Chargen und Officiere / so sich bey der Königlischen
Französischen Armée und Garnisonen befinden:

General d'Armée, oder Marechaux de
France, 50000. 25000.
Capitaine-General, 40000. 20000.
Lieutenants-Generaux, 10000. 5000.
Grand Maître d'Artillerie, 12000. 6000.
Marechaux de Camp, 3000. 1500.
Colonel-General de la Cavallerie, 4000. 2000.
Colonel-General des Dragons, 3000. 1500.
Mestre de Camp, General de la Caval-
lerie, 3000. 1500.
Mestre de Camp, General des Dragons, 2000. 1000.
Commandant de la Cavallerie, 3000. 1500.
Commissaire-General de la Cavallerie, 2000. 1000.
Intendant des Armes ou Provinces, 6000. 3000.
Leurs Subdelegués, 500. 250.
General des Princes, 600. 300.
Major General de l'Infanterie, 1000. 500.
Maréchal General des Logis, 1000. 500.
Maréchal des Logis General de la Ca-
vallerie, 200. 100.
Major de Brigade, tant de Cavallerie,
Dragons qu'Infanterie, 300. 150.
Ayde de Camp, 300. 150.
Thresorier General de l'Extraordinaire
des Guerres, 500. 250.
Le Principal Commis de l'Extraordinaire
des Guerres dans chaque Armée, 300. 150.
Les autres Commis de l'Extraordinaire
de Guerre, 100. 50.
Brigadier de Cavallerie ou Dragons, 1800. 900.
Brigadier de l'Infanterie, 1400. 700.
Commissaire de Guerre, 300. 150.
Inspecteur de l'Infanterie, Cavallerie &
Dragons, 300. 150.
Principal Commissaire des Vivres, 300. 150.
Les autres moindres Commis & Con-
troleurs des Vivres des Armées &
Places, 100. 50.
Le Capitaine Wagenmaistre, 100. 50.
Le Capitaine des Guides, 100. 50.
Les Guides à Cheval de leur Com-
pagnie seront traités, comme la Cavallerie.

Artic. XVII.

ANNO
1692.

Gendarmerie.
Le Brigadier des Gensd'Armes.
Les Capitaine des Gardes du Corps de Sa
Majesté, 2000. 1000.
Le Capitain Lieutenant des Gens d'Armes,
Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Le-
gers, 2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Es-
cossoise, 2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant de deux Comp.
des Mousquetaires, 2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Ar-
mes Anglois, 2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes
Flamans, 2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Compagn. des
Gens d'Armes de la Reyne, de Mon-
seigneur le Dauphin, & de Messei-
gneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou
& Berry, 2000. 1000.
Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le
Duc d'Orleans, 2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Ar-
mes, 2000. 1000.
Le Lieutenant de la Garde du Corps de
Sa Majesté, 2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes,
2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers
2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des deux Comp. des
Mousquetaires du Roy, 2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant de la Garde Escos-
soise, 1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes
Anglois, 1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes
Flamans, 1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes
de la Reyne, de Monseigneur le
Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs
de Bourgogne, Anjou & Berry, 1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes
de Monseigneur le Duc d'Orleans, 1000. 500.
Les Capitaines des Chevaux Legers de la
Gendarmerie de la Reyne, de Mes-
seigneurs le Dauphin, de Mes-
seigneurs le Duc de Bourgogne,
Anjou & Berry, & Monseigneur le
Duc d'Orleans, 1000. 500.
Le Major de la Gendarmerie
500. 250.
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers
de la Reyne, de Monseigneur le
Dauphin, de Messeigneurs, les Ducs
de Bourgogne Anjou & Berry, & de
Monseigneur le Duc d'Orleans, 500. 250.
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,
1000. 500.
L'Enseigne & Guidon des Gens d'Ar-
mes du Roy, 1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie Escossoise,
1000. 500.
L'Enseigne & Cornette des Mousquetai-
res du Roy, 1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie des Gens
d'Armes Anglois, 1000. 500.
L'Enseigne des Gens d'Armes Flamans,
1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie des Gens
d'Armes de la Reyne, 1000. 500.
Le Cornette des Chevaux Legers de la
Garde du Roy, 1000. 500.
L'Enseigne des Gens d'Armes de Mon-
seigneur le Dauphin, & de Messei-
gneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou
& Berry, & de Monseigneur le Duc
d'Orleans, 1000. 500.
Les Cornettes des Chevaux Legers de
la Reyne, de Monseigneur le Dau-
phin, & de Messeigneurs, les Ducs
de Bourgogne, Anjou & Berry, &
de Monseigneur le Duc d'Orleans, 300. 150.
Le Major des Gardes du Corps du Roy
600. 300.
Les deux Aydes Majors des Gardes du
Corps du Roy, 300. 150.

Les

ANNO 1692. Les Aydes Majors des Gardes du Corps de chaque Compagnie. 150. 75.

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur, le Duc d'Orleans, 600. 300.

L'Enseigne des Gardes & Gens d'Armes, 400. 200.

Le Guidon des Gens d'Armes Ecossois, Anglois, Flamans, de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, de Messieurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans, 600. 300.

Und was die Exempts und Marechaux des Logis all obige Compagnien / die Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gens d'Armes, Muletiers, und andere obbemelter Compagnien / betrifft / sollen einen Monat Sold zahlen.

Die Compagnie des Granadiers à Cheval de la Maison du Roy, die Officiers und Granadiers bemelter Compagnien sollen ingleichen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XVIII.

Gardes Françaises & Suisses.

Le Colonel des Gardes Françaises, 3000. 1500.

Le Lieutenant Colonel, 1500. 750.

Le Major, 600. 300.

Les Capitaines, 300. 150.

Die Lieutenants, Aydes Majors, Sous-Lieutenant Enseignes, und andere bis zu den Soldaten inclusive, sollen einen Monat Sold zahlen.

Die Prevost, Lieutenant de Prevost, Marechaux des Logis, Archers und andere von der Prevosté des Gardes, sollen auch einen Monat Sold zahlen.

Le Colonel General des Suisses, 4000. 2000.

Le Colonel des Gardes Suisses, 3000. 1500.

Die Capitains, Lieutenants, und andere Officiere und Soldaten von den Schweizerischen Gardes sollen eben so gehalten als die Französische Gardes zahlen.

Artic. XIX.

Infanterie.

Colonel d'Infanterie, 1200. 600.

Lieutenant-Colonel, 600. 300.

Major, 240. 120.

Capitaine, 140. 70.

Ayde-Major ou Adjutant, 60. 30.

Lieutenant, 48. 24.

Enseigne ou Sous-Lieutenant, 40. 20.

Sergeans, 20. 10.

Caporaux, Anspessades, Tambours, Fifres, 8. 4.

Die Prevosts des Regim. d'Infanterie, und die Marechaux des Logis, zahlen ieder 30. 15.

Die Lieutenant des Prevost zahlen 10. 5.

Deren Archers und Greffiers, ieder 5. 2½.

Die ausländische Troupen / so bey Frankreich Infanterie Estrangere genant werden / und die Regimenter des Provinces ou Milice, sollen so wohl Officiere als Gemeine / wie die Infanterie tractirt werden.

Artic. XX.

Cadets Gentils-hommes.

Les Capitaines des Compagnies des Cadets sollen zahlen / 150. 75.

Lieutenants / 80. 40.

Sous-Lieutenants ou Enseignes, 60. 30.

Les Sergeans, 20. 10.

Les Caporaux & Anspessades, 12. 6.

Les Cadets Gentils-hommes, 10. 5.

Les Tambours, 8. 4.

Artic. XXI.

Cavallerie.

Mestre de Camp, ou Colonel de Cavallerie, 1400. 700.

TOM. VII. PART. II.

Le Lieutenant-Colonel, 900. 450.

Le Major, 300. 150.

Capitaines, 200. 100.

Lieutenants, 80. 40.

Cornette, 60. 30.

Ayde Major, 80. 40.

Marechal des Logis d'une Comp., 28. 14.

Trompette & Timbalier, 20. 10.

Brigadiers, Cavaliers, Selliers & Marechaux, 14. 7.

Le Regiment des Gravates, le Regiment Royal Anglois, le Regiment Royal Piemont, Royal Rouffillon, Royal Estranger, le Regiment du Comte de Nassau, Allemand, Rotenbourg & autres Reg. sur le Pied Estranger, sollen auff obigen Fuß / als die Französische Cavallerie, so wohl Officiere / als Gemeine / tractirt werden; Ingleichen die Compagnie des Carabiniers.

Alle Französische Troupen / so wohl Officiere / als Gemeine / von dem Ban und Arrier-Ban und Milice, sollen gehalten werden gleich wie die Reuterey / wann sie zu Pferd seynd / und wie die Infanterie / wann sie zu Fuß seynd.

Artic. XXII.

Dragons.

Le Colonel, Lieutenant-Colonel, Major & Capitaines, zahlen ihre Ranzion auff die Form / wie die Cavallerie, die andere Officiere aber unter dem Hauptmann / bis auff die Gemeine inclusive, sollen ihre Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. XXIII.

Artillerie.

Lieutenant-General de l'Artillerie de France, 1400. 700.

Les Lieutenants ou Commandans, 500. 250.

Die Commissaires, und andere Officiere von der Artillerie, Charons, Somniers, Bourrelliers, Conducteurs, Chartiers & Faiseurs d'Artifice, Marechaux, Canoniers, sollen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XXIV.

Bombardiers & Fusiliers.

Le Colonel, Lieutenant des Bombardiers & Fusiliers, und andere Officiere und Gemeine von besagten Regimenten / sollen gehalten werden / wie die Französische Infanterie.

Artic. XXV.

Compagnie des Canoniers & Mineurs. Die Officiere und Gemeine besagter Compagnien sollen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XXVI.

Ingenieurs.

Ingenieur General de France sollen zahlen / 300. 150.

Die Ingenieurs en chef des Armées, Villes & Provinces zahlen, 150. 75.

Alle andere Ingenieurs, so bey der Armée oder Garnison dienen, 100. 50.

Die Entrepreneurs der Fortification zahlen / 50. 25.

Les Piqueurs & autres Emplois dans les Fortifications zahlen ieder / 30. 15.

Artic. XXVII.

Die Gouverneurs, Commandanten / Lieutenants du Roy, Major, Ayde-Major, Capitaines des Ports, des Places.

ANNO Places, ein und anderer Seiten / zahlen einen Monat ihrer Besoldung.

1692.

Und wann sie andere Chargen haben / darvon sie würdlich höhere Besoldung ziehen / so sollen sie nach der höheren zahlen; Dessen nun ein Gouverneur, Commandant, Lieutenant de Roy Major der Besoldungen / in hac Qualitate keine Besoldung hätte / so sollte doch die Ranzion auff die höchste Charge, so sie exerciren / gerichtet werden.

Artic. XXVIII.

Alle diejenige / so verschiedene Chargen exerciren / sollen ihre Ranzion auff die höchste Charge, so sie haben / bezahlen / und nach derselben sollen sie auch ausgewechselt werden / oder sollen auff obspecificirte Maß ihre Ranzion zahlen.

Artic. XXIX.

Alle andere Officiere / so in diesem Cartell vergesen worden seyn können / sollen entlassen werden inner Monats-Frist / gegen Bezahlung einer monatlichen Besoldung; und wann darentwegen einige Difficultät oder Wiederrede wäre / wegen der Qualität oder Besoldung des gefangenen Officiers / so kan man sich beyderseits auff ein Arrestat von Generalen der Armée, oder Commandanten in einer Provinz / oder Gouverneur eines nächstgelegenen Places / rapportiren.

Artic. XXX.

Alle reformirte Officiere sollen nicht mehr als den vierten Theil ihrer Ranzion der Chargen / so sie zuvor gehabt haben / zahlen / und sollen bey ihren Ehren / die Chargen / so sie vor ihrer Reforme gehabt / zu erklären verbunden seyn.

Artic. XXXI.

Alle Volontaires, so die Personen Ihrer Majestät Majestät im Felde und der Armée folgen / sollen nicht höher Ranzion, als 5500. Fl. zu bezahlen / angehalten werden / und wann sie bey der Armée Chargen haben / sollen sie nur à Proportion derselben zahlen.

Artic. XXXII.

Alle andere Volontaires, so bey ermelten Armeen in Abwesenheit Ihrer Majestät Majestät dienen / sollen nur als General-Adjutant zahlen / nahmentlich 150. Fl.

Artic. XXXIII.

Die Directores und Secretarii der Kayserlichen Feld-Kriegs-Cassien und Commissariats der Generalen und Intendanten / Secretarii der Zahlmeisteren / Regimenten Commissariats / und andere Schreiber / Geistliche Seel-Sorger / Capellane / Postmeister / und deren Verwalter / Contrier / Postillion / Medici, Apotheker / Barbierer / Directores und andere Officiere / so bey der Armée oder Spitalen den Kranken warten / die Kinder von 12. Jahren / sollen beyderseits ohne Ranzion wieder zurück geschickt werden / ohne / daß erlaubt seyn soll / einige deren / so in diesem Articulo enthalten / auszusplündern.

Artic. XXXIV.

Was betrifft die Damen / Damaillles, Weiber / Jungfrauen / sollen solche nicht ausgesplündert werden / weniger einige Insulte begehren / und also gleich wieder ohne Ranzion zurück gelassen werden.

Artic. XXXV.

Der General-Auditor der Kayserlichen Armée, der General-Auditor-Lieutenant, Ambts-Accarius und Schreiber der General-Profosen / deren Heutenanten und andere Officiere / so zu diesem Amt gehören / von ein

und anderer Armée, sollen gleicher gestalt ohne Ranzion zurück geschickt / und nicht ausgesplündert werden.

ANNO
1692.

Artic. XXXVI.

Die Stallmeister / Hofmeister / Kammer-Diener / Tafelbedienter / Köche und andere Diener und Knechte / so Liverey tragen / sollen ohne Ranzion beyderseits wieder zurück geschickt / und nicht ausgesplündert werden; Betreffend andere Diener und Knecht / so keine Liverey tragen / sollen / wie ein gemeiner Knecht / à 4. Fl. Ranzion zahlen.

Artic. XXXVII.

Wann ein Knecht oder Bedienter von ein* und anderer Seiten / mit Pferd / Effecten / Geld oder andern / so er gestohlen hätte / sich zu dem Feinde retirirt / sollte man beyderseits verbunden seyn / auff die erste Requisition, so begehren würde / stoffige Inquisition zu haben / bey dem Theil / wo er sich retirirt haben wird / damit man dessen Person und entfremdete Gut habhaft werde / und der ledigten Parthey den Dieb / samt dem Diebstahl einzuschicken.

Artic. XXXVIII.

Alle Officiere / Dragoner und Soldaten / auch andere Gefangene / so in diesem Cartell specificirt, die seyn von Qualität / wie sie wollen / so seyn oder noch gefangen werden / die Zeit durch / daß dieses Cartell gelten sollte / sollen beyderseits ausgefolget / so bald selbe abgefordert worden / unter Zahlung ihrer Ranzion oder Auswechslung anderer Gefangenen / in gleicher Zahl / oder in Compensation des größesten mit dem geringeren / mit der Charge so sie haben / und dieses längst 14. Tage nach beschegneter Gefangenschaft.

Artic. XXXIX.

Zu Folge obiger Conditionen hat man verglichen / ein* und anderer Seits alle Gefangene / so vorkin schon eingebracht worden / inner Monats-Frist / oder ehe / wann es seyn kan / und solches die Entfernung der Deter er-leiden mag / nach Schließung gegenwärtigen Tractats / zurück zu schicken / jedoch / daß sie vom höchsten Officiere bis an den Fandrich inclusive zuvor / was sie in Zeit ihrer Gefangenschaft verzehret / bezahlen / darentwegen eine Specification der Gefangenen aufgerichtet werden soll.

Artic. XL.

Damit also hierinnen eine Gleichheit gehalten werde / so solle man beyderseits ein ander von 6. Monat zu 6. Monat / wann es die Noth erfordere / Rechnung thun und eine Specification der Gefangenen / so von dem Tag deren Gefangenschaft gestoben / als was ausgewechselt / oder ranzionirt worden / einschicken.

Artic. XLI.

Ein ieder Theil soll allezeit eine Specification der Gefangenen / so er überschickt / mitgeben / um dargegen ein Recepitte vom Commandanten des Orts / dahin die Gefangene remittirt werden / zurück zu nehmen / damit nach deren Auswechslung der eine von beyden / so dem andern schuldig verbleibet / Sorge tragen könne / inner 3. Wochen entweder in Geld / oder Auswechslung / auff die obbeschriebene Form / Satisfaction zu verschaffen.

Artic. XLII.

Alle gefangene Cavallerie / Infanterie / Dragoner / Miltz / und andere / was Stands und Nation die seyn / so seynd / und künfftig / so lang gegenwärtiger Krieg währen wird / so wohl zu Wasser und zu Land / gefangen werden / sollen beyderseits nach obbeschriebener Guthießung obigen Articulen / zur Armée, oder nächst und bequemiß / unter Ihrer Majestät Majestät Vorraussetzung gelegene Deter und Platz zurück geschickt werden.

Artic.

ANNO
1692.

Artic. XLIII.

Die Officiere von ein und anderer Seiten / so auff ihre Parolen zurück gelassen worden / oder noch künfftig gelassen werden möchten / sollen verbunden seyn / wieder zurück zu kommen / und sich wider in Gefangenschaft einzufassen; Es wäre dan / daß sie zuvor / nach obbestimmter Maß / ihre Ranzion oder Auswechslung und ihre Kösten / so Zeit ihrer Gefangenschaft sie gemacht / abgefaßt halten / und wann sie an gegebener Parole manquiren sollten / sollen sie verbunden seyn / sich in ihre erste Gefangenschaft / oder zu der Person / wo sie sich obligirt gemacht hätten / 14. Tage nach der vorgesehnen Zeit / wieder einzufassen / es wäre dan / daß sie eine große und wichtige Ursache / Befreiung oder Pardon / von der feindlichen Parthey hätten / Unterdeffen aber sie zu Dienst und Bedienung des Gewerks ohnfähig seyn / und wann sie dagegen handelten / sie für unehrlich gehalten werden sollen.

Artic. XLIV.

Betreffend die Versorgung der gefangenen Reuter- Dragoner- Soldaten- Mülh / und andere / so solle ihnen nichts / als das Proviant-Wort allein gereicht werden / und sollen in ehrlche Dörter mit gutem Stroh / welches man von 8. zu 8. Tagen verspeisen solle / gelegt werden.

Artic. XLV.

Es solle beyderseitig verboten werden / die Gefangene durchgehend auszuweichen.

Artic. XLVI.

Wann ein gefangener Reuter/ Croat / Hussar / Dragoner / Soldat und Land-Auswurf / so krank und kleyner wäre / also / daß sie in der Gefangenschaft verbleiben müßten / und man sie in Spitälern legen müßte / um sie zu curiren / so solle neben deren Ranzion / die Medicamenten und deren nöthige Darckungungs-Speisen / nämlich 2. Groschen Teuffcher Mühl / und 7. Sold Französische Mühl / für jeden Tag ihrer Beschädigung oder Krankheit gut gemacht werden; Deswegen man ein ander authentische Act über die Zeit / in welcher die Gefangene krank gewesen / aufschiden solle.

Artic. XLVII.

Was hergegen die Officiere betrifft / so können dieselbe sich verspeisen lassen / nach ihrem Sindindem / unter deren Bezahlung / jedoch wann sich ein Zwispalt wegen eines Wirths zu indircet gemachter Zecher ereignet / solle solches durch die Commandanten des Orts nach der Aequität moderirt werden.

Artic. XLVIII.

Die Trompeter und Trommelschläger / so beyderseits wegen der Gefangenen / oder anderer Ursachen wegen / von ein zum andern Theil geschickt werden / sollen inner drey Tag mit ihrer Expedition wieder zurück gelassen werden / und wann einige Kriegs-Raicon erfordert / sie länger aufzuhalten / so solle denen durch dieselbe Parthey / so sie aufhielten / für einen Trompeter des Tages einen Gulden / und für einen Trommelschläger dreyßig Kreuzer gegeben werden.

Artic. XLIX.

In denen Dörtern / wehin die Salva-Guardien / so eine schriftliche Ordre von Generalen haben / beyderseits gelegt werden / solle niemand dieselben auff feindlich Weise belästigen / wann aber der General von einer Armee selbst gar zu nahe bey einer Armee zu seyn erachtete / so solle man beyderseits Wacht haben / solche aufheben zu lassen; Hergegen die in verschärfte Dörter wieder zurück zu schicken / ohne daß man ihnen einiges Leid zufüge.

TOM. VII. PART. II.

Artic. L.

ANNO
1692.

Obbedachte Salva-Guardien sollen im Hin- und Zurückgeh mit ihren Bauren / die sie begehrt hätten / versehen mit einer schriftlichen Ordre von Generalen / nicht aufgehalten / noch ausgeplündert werden.

Artic. LI.

Und wenn eine Parthe eine Salva-Guardie mit Bauren und einer schriftlichen Ordre von Generalen begleitet / antreffen thäte / so solle wohl die Parthey ihn eine Zeitlang aufzuhalten Wacht haben / damit sie nicht entdecket werde / jedoch / daß man den Salva-Guardien noch den Bauren nichts Leids thut oder ausplündern solle; Dessen aber die Parthey wieder zurück gehet / und wieder in sicheren Orten ist / so solle bedachte Salva-Gardie und die Bauren wieder entlassen / und ihre Straß an Ort / so ihnen vorgeschrieben / zu geben / gelassen werden.

Artic. LII.

Alle Marquetenter und Kaufleute zahlen ihre Ranzion / wann sie gefangen werden / für ihre Person / wie ein gemeiner Soldat.

Artic. LIII.

Alle Fuhr-Knecht / so bey dem Proviant-Wesen dienen / sollen ihre Ranzion / wie ein gemeiner Soldat zahlen.

Artic. LIV.

Bei allen Officieren und Soldaten / so man in einer Bataille / Treffen / Eroberungen der Mesungen gefangen bekommt / und ihnen Quartier der Mesungen gefangen bekommt / und ihnen Quartier gegeben / und sie ihre Parole engagirt / soll es unverbrüchlich gehalten werden / und so sich ergäbe / daß nach erhaltenen Quartier er durchginge / oder seine gegebene Parole nicht hielten / so solle er für unehrlich und infam declarirt seyn / denen Massen derselbe / so Quartier gegeben hätte / und es nicht hielten.

Artic. LV.

Den Generalen / Gouvernatores oder Commandanten der Pläz solle nicht zugelassen seyn / einigen Troupen Paß zu ertheilen / auff Parthey gegeneinander auszugehen / wann sie unter der Zahl 19. zu Fuß / oder 15. zu Pferd ohne deren Officiere / und wann man einige mit gewandter Hand gefangen bekäme / weniger / als obgedacht / so sollen sie als Räuber gehalten seyn / und sollen mit einer Straß zwey monatlicher harten Gefangenschaft belegt werden; Im Fall aber sie Rauberey oder Todes schlägs überwießen würden / sollen sie nach ihrer Missethat / denen Rechten nach / abgestraft werden / dahero ein Theil dem andern davon / und der Ursach wegen / daß man die Straß vorgehet / Part geben solle.

Artic. LVI.

Welche Straß jedoch nicht stat haben kan / wann eine Parthey im Treffen gegen dem Feind etwelche Mannschafft verlohren hätte / und demnach unter weniger Zahl / als er von der Armee oder Garnison ausgegangen / ertappt wäre / welches durch ein Attestat von den Generalen oder Commandanten / von denen sie ihre Passport haben / verifizirt werden müßte. Ingleichen / wann eine kleine Parthey / an statt einer Convoy / zu Convoyung eines Officiers / oder anders / ausgeschiedt worden wäre; Eben so gestalten / wann man etwelche Fouragier von der Armee oder Pläzen ergriffe; welches alles durch ein beglaubtes Attestat benachrichtet werden müßte; Jedoch / daß die zusammen gewonne Bauren / gemeinlich Schnapphahnen / so ohne Paß der Gouverneurs / Commandanten oder Generalen / gefangen werden / für Räuber und Mäurer gehalten werden sollen.

Artic. LVII.

Es ist auch beyderseits verglichen worden / daß einigen Kriegs-

ANNO
1692.

Kriegs-Gefangenen nicht erlaubt seyn solle / sich in andere Kriegs-Dienste / als Ihrer Majestät / Fürsten / Crayff und Ständen / so in diesem Cartell einverleibt / oder derjenigen Churfürsten und Ständen / so nach Ratification dieses Tractats inner zweyen Monaten sich zu diesem Cartell versehen werden / einzulassen / Ingleichen solle nicht gestattet seyn / die Gefangene mit Gewalt zu zwingen / oder sonst durch weite Entführung / übel tractiren / oder sonst andere Weis / ohne ihren freyen Willen / zu Annehmung Kriegs-Diensten sollen verleißen / derowegen beyderseits reciproquer Trauen und Glauben erhalten werden solle / Zu dem Ende die Gefangene / so Dienste annehmen / eine eigenhändige Attestation ausstiften sollen / So sie aber Schreibens unfähig / solches beyderseits von den Auditeurs und Commisariis protocolliret werden solle.

Artic. LVIII.

Es solle beyderseits scharff bey Leib- und Lebens-Straf verboten seyn / sich keiner Kugeln von Zinn oder andern Metallen / als von Blei / ingleichen keiner vergifteter- oder Tragt- oder anders figurirten Kugeln / weniger sich einiger unter den Christen verbotten- und unzulässiger Sache / gegen das Leben des Menschen oder Viehes zu gebrauchen.

Artic. LIX.

Denen Gefangenen solle erlaubt seyn / also gleich ihrer Obrigkeit aus dem Ort ihrer Gefangenschaft Anzeigung zu thun / zu welchem Ende die Gouverneurs und Commandanten ihnen Hand bieten sollen.

Artic. LX.

Man es sich zutrüge / daß ein Officier gefangen würde / dessen Ranzion in gegenwärtigem Cartell nicht regulirt wäre / oder derentwegen man in Wiederrede geräthete / so solle beyderseits erlaubt seyn / sich zu vergleichen / und was also verglichen würde / für inserirt in gegenwärtigem Tractat gehalten werden / nach Ausweis einiger von den Generalen der Armée oder Commandanten der Plätze gebenden Attestaten.

Artic. LXI.

Es solle beyden Theilen zu Trost der Gefangenen / so schon gar zu lang mit schwerer Gefangenschaft angehalten / erlaubt seyn / die Gefangene in Gleichheit ihrer Chargen auszu tauschen / oder in Geld ranzioniren zu lassen / wofore beyde Theile sich verglichen / und dis erwartet der Ratification dieses Cartells.

Artic. LXII.

Gegenwärtiger Tractat solle Platz haben / und exequirt werden / durch Ihre Käyserliche Majestät und Königl. Majestät / die Schwäbisch- und Fränkische Crayffe / auch Herzoge zu Würtemberg / für alle und jede Troupen und Land-Volk von ein und anderer Seiten / es seye in einer Armée / und von einer Nation oder Land / wie es wolle / die mögen separatim oder conjunctim agiren / commandirt durch Ihre Majestät Majestät deren Ge-

neralen / oder der obgedachten Allirten. Alle diese beyderseitige Troupen sollen in gegenwärtiges Cartell eingeschlossen seyn / und dessen zu gaudiren haben / und sollen ausgleichseitig oder ranzionirt werden / wie oben abgethet und geschlossen worden. Welches alles Ihre Käyserliche Majestät versprechen für gut / kräftig / gültig und ohneverbrüchlich zu halten / zu beliben und exequiren zu lassen. Und Ihre Königl. Majestät / auch der Fränkisch- und Schwäbischen Crayff und Herzoge von Würtemberg ebenen Massen versprechen dis alles für gut / kräftig / gültig und unverbrüchlich zu halten / zu beliben und exequiren zu lassen / so lange als gegenwärtiger Krieg währen wird / ohne einige Exception.

ANNO
1692.

LXIII.

Ingleichen kan dieses Cartell auch gut seyn für die Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / welche sich à dato Ratificationis inner zweyen Monaten durch einen ordentlichen Act conformiren wollen / daß Sie dis Cartell beliben / und so lange gegenwärtiger Krieg währen wird / exequiren lassen wollen / denen dan von Ihre Königl. Majestät auf dieses Cartells Punkten faß / genehm und unverbrüchlich gehalten und exequirt werden solle / dafern Sie sich nur obgedacht in limitirter Zeit darzu durch ein Ihre Königl. Majestät Generalen von den Arméen / oder nächsten Commandanten / unterschreibenden Act conformiren / und so bald dis geschähen / beyderseits die Gefangene durch Auswechselung oder Ranzionierung / wie im gegenwärtigen Tractat einverleibt / ausgefolgt werden / um sich wieder in ihre Land / oder ihren Troupen / zu versetzen erlaubt seyn solle. Und so sich eine Difficultät oder Wiederrede wegen der sich zu diesem Cartell etwan conformirenden Churfürsten / Fürsten und Ständen des Römischen Reichs / an derer habenden Chargen wegen ereigneten / so solle denen an den Königl. Generalen der Armée oder Commandanten der Provinzen oder Plätze / so nächst anlegen / um solchen Difficultäten / so viel möglich vorzubiegen / und zu remediren / zuzuschreiben / und mit denen zu tractiren erlaubt seyn.

Artic. LXIV.

Zu mehrer Versicherung diesen Cartells / haben wir reciprocamente die Ratification dieses Tractats inner Zeit zweyen Monaten von Ihre Käyserlichen Majestät und Aller-Christlichsten Majestät / so Sie es für genehm halten / versprochen / in Bestätigung der löblichen Fränkisch- und Schwäbischen Crayffe / auch Herzog zu Würtemberg / dis ohneverbrüchlich haben zu confirmiren / oder zu ratificiren / da Sie sich schon durch ihre Vollmachten erklären / sich mit den / was Käyserlicher Seiten geschlossen wird / zu conformiren.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Tractat geschlossen / unterzeichnet / und mit angeborenen Pertschaften von obgedachten Deputirten Ihre Käyserliche und Königl. Majestäten bekräftigter worden. Geben Basel den 2. Maji / 1692.

(L.S.) Johann Franz / Graf (L.S.) Des Alleurs:
zu Cronsfeld.
(L.S.) Johann Edmund Eßler / (L.S.) Bandonin.
J. U. Lic.

CXLVIII.

30. Juin. *Artikelen en Voorwaarden op dewelke syn Konink-
lyke Majestät van Groot Britannien WILLEM
DE III. beneffens de Heeren Staaten der VER-
EENIGDE PROVINTIEN. Van syn Hoog-
heit den Hertog van BRUNSWYK LUNEBURG
HANOVER eenige Troupen overnemen geaccordeert*
HANOVER.
VER.

CXLVIII.

Articles & Conditions auxquelles GUILLAU-30. Juin.
ME III. Roi de la Grande Bretagne, & les AN-
Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-GLTERA
UNIES des Pais-bas prenent en service un RE. LES
Corps de sept mille neuf cents & quarante PROVIN-
neuf hommes de son Altesse Sérénissime le Duc UNIES ET
de BRUNSWICK LUNEBURG HANO-
HANOVER.
VER.

ANNO in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.
1692. [Manuscrit.]

VER. Fait à l'Armée près de Melle le 30. ANNO
1692. Avec UN ARTICLE SECRET &
considérable touchant l'Evesché d'Onabrug du
même jour.

Syn Doorluchtigheyt de Hertogh van Hanover, aen syn Majesteit den Koningh van Groot-Brittanniën, en Haer Hoog-Mogende de Staeten Generael der Vereenighde-Nederlanden, bekend gemaect hebbende, de begeerte die hy heeft, om de gemeene saak te assisteeren, en gepresenteerd te senden een Corps auxiliaire Troupen; zoo is syn Majesteit en haer Hoogh-Mogende met gemelde syn Doorluchtigheyt, omtrent de volgende Artycelen geaccordeert.

I. Syn Doorluchtigheyt den Hertog van Hanover zal een Corps Troupen van seiven duysend negenhondert en negen-en-veertig Man, de Officiers daer onder begrepen, leveren, bestaende volgens de nevensgaende Lyste in zeven Regimenten Ruyterye, yder van 6. Compagnie, een Regiment Dragonders van 6. Compagnien, een Esquadron Gardes de Corps, en ses Regimenten Voetvolck, zonder Artillerie.

II. Syne Majesteit en Haer Hoogh-Mogende sullen tot Amsterdam in 't begin van yder maand, in courant Hollands-geld de somme van veertigh-duysent Ryxdelders doen betaelen, te reekenen twaelf maanden in 't Jaar, en zullen dagelyck twee derde van de Rations brood een die Troupen doen fournieren, geduyrende den ganschen tyt van 't Tractaet, en twee derde van de Rations van de Voerage van de Campagne zullen genieten volgens de particuliere specificatie, die op haer arrivement sullen gegeven werden, op den voet der gemelten hier nevensgaende Lyste. En de Troupen zullen die seldse avantagien, als die van syn Majesteit, en de Heeren Staeten Generael geduyrende den Winter in de Spaenische Nederlanden hebben wegens Logement, Servies, Vuur, en de Regimenten sullen soo dicht by malkanderen gelogeert zyn, als 't moogelyck zal weeten.

III. De betaling van de subsidie en 't Brood sullen van den eersten dagh der loopende Maand Juny, oude styl, beginnen, behoudelyck, dat de Troupen voor 't eynde der gemelde Maend arriveren.

IV. Het sal aen syn Majesteit en haer Hoogh-Mogende taen de Monistering der Troupen te doen, wanneer zy het goed zullen bevinden.

V. Het gemelde Corps der Troupen sal gecommandeert werden door den Heer Prins van Hanover, of in syn absentie door den Generael, aen wien syn Doorluchtigheyt het commando sal geven, sullende geduyrende de Campagne niet gesepareerd, en oock geen andere Detachementen gedaen werden, dan van de generaele commandementen der gansche Armée, by welke het gemelde Corps sich sal bevinden: oock sal het geen andere Justitie erkennen, dan die van den Heer Hertogh van Hanover.

VI. De Heer Prins van Hanover sal de ordres naekomen van syn Majesteit, en in desselfs absentie, die van syn Doorluchtigheyt den Keurvorst van Beyeren, en in cas dat het gemelte Corps geconjungeert zy met een Armée, als wanneer syn Majesteit, of syn Keurvorstelycke Doorluchtigheyt 't Woort in 't geschifte sullen geslooten hebben voor den tyt van hunne absentie, soo als men daer over sal accordeeren tuschen den Prins en den Marischalck Generael, commanderende en chef de Armée van syn Majesteit, ofte de gemelde Heeren Staeten, en wanneer de gemelde Prins van 't gemelde Corps absent zal syn, soo sal de geene, die 't selve sal commanderen, de ordres ontfangen van den Commandant Generael der Armée van syne Majesteit of die gemelde Heeren Staeten, die dan de opperste in charge sou mogen zyn. En 't sy dat de gemelde Heer Prins daer zy, of dat de Generaels alleen daer syn, soo sal echter 't geene geresolveert is, geexecuteert werden.

VII. De gemelde Heer Prins sal in die Krygs-Raden assisteeren, als oock alle de Generaels, 't elckens als de Generaels des Konings of der gemelde Staeten van 't seldse Character daer zullen beroepen zyn.

VIII. In

SA Serenité le Duc de Hanover ayant fait connoître à Sa Majesté le Roi de la Grand' Bretagne & à leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies le desir qu'il a d'assister la cause commune, & offert un Corps auxiliaire de Troupes, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont accordé avec sa susdite Serenité les Articles suivants.

I. Sa Serenité le Duc de Hanover fournira un Corps de Troupes de sept mil, neuf cent & quarante neuf hommes, les Officiers y compris, consistans, suivant la Liste cy-jointe, en sept Regiments de Cavalerie, de six Compagnies chacun, en un Regiment de Dragons, de six Compagnies, en un Esquadron de Gardes du Corps, & six Regiments de Fantassins, sans Artillerie.

II. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances payeront à Amsterdam au commencement de chaque mois, en argent courant de Hollande la somme de quarante mil Risdales, comptant douze mois pour l'an, & seront fournir journellement deux tiers de Rations de Pain aux Troupes, pendant tout le tems de ce Traité, & jouiront de deux tiers de Rations du Fourrage de la Campagne, suivant les specifications particulieres, qui seront données à leur arrivée, sur le pied de la susdite Liste cy-jointe. Et les Troupes auront le même avantage que celles de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux dans les Pais-Bas Espagnols pendant l'hiver, à l'égard du logement, service, feu, & les Regiments seront logez si près les uns des autres qu'il sera possible.

III. Le payement des subsides & le Pain, commenceront du premier jour du mois courant de Juin vieux stile, à condition que les Troupes arriveront avant la fin du susdit mois.

IV. Il dependra de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances de faire la revenü des Troupes quand bon leur semblera.

V. Le susdit Corps de Troupes sera commandé par le Seigneur Prince de Hanover, ou en son absence par le General à qui sa Serenité donnera le Commandement, ne seront pas séparées pendant la Campagne, & il ne s'y fera point d'autre détachement que du Commandement general de toute l'armée auprès de laquelle le susdit Corps se trouvera, & ne reconnoitra d'autre justice que celle du Seigneur Duc de Hanover.

VI. Le Seigneur Prince de Hanover suivra les ordres de Sa Majesté & en son absence ceux de sa Serenité l'Electeur de Baviere, & en cas que le susdit Corps fut conjoint avec une armée, quand Sa Majesté ou sa Serenité Electorale aura renfermé le mot par écrit pour le tems de leur absence, comme on accordera à cet égard entre le Prince & le Maréchal General, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majesté ou des Seigneurs Etats. Et quand le susdit Prince sera absent dudit Corps, celui qui le commandera recevra les ordres du Commandant General de l'Armée de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats, qui pourroit alors être le premier en charge, & soit que ledit Prince y soit, ou qu'il n'y ait que les Generaux, sera néanmoins executé ce qui a été résolu.

VII. Le susdit Seigneur Prince assistera dans les Conseils de Guerre, comme aussi tous les Generaux, à chaque fois que les Generaux du Roy, ou des susdits Etats du même caractère y seront appellez.

R 3

VIII. Au

ANNO 1692. VIII. In gevalle dat tegen verwagtinge eenige swarigheyt soude ontstāen, ontrent de investiture, of introductie, van den gemelde Heer Hartog van Hanover tot het Keurvorstendom, soo belooven syn Majesteit en haar Hoogh-Mogende al hun vermoogen daer toe aen te wenden, dat het Keurvorstendom op den zelven geconferceerd worde, soo dra een algemeene Vrede sal gemaect syn.

IX. Nademaal het Doorluchtigh Huys van Bronswick Lunenburg, by nae alle syne magten, ten dienste van de gemeene Saek, van syne Staaten verwydert, soo nemen syn Majesteit en de Heeren Staaten Generael op sich, van de Pretendenten tot de Successie van Saxon-Lauenbourg te obtineren, dat men de differenten sal verhandelen door de gemeene wegen van Justitie, en niet tot eenige feytelykheyt te komen.

X. Indien het Doorluchtigh Huys soude mogen worden geattaqueert in syne Staten, wegens het Hertogdom van Lauenbourg, of om eenige ander pretext, hoedanigh het oock sou mogen zyn, als oock in gevalle de Hertogh van Gottoorf, of de Steden van Hambourg of Lubeck soudē geattaqueert worden, soo sal de gemelde Heer Hertogh van Hanover de vryheyt hebben, syne Troupen te rug te trecken.

XI. Men sal met den eersten een defensieve Alliantie tusschen syne Majesteit en de Heeren Staaten Generael, ter centre, en den Heer Hertogh van Hanover ter anderter zyde maecten, op soodanigen Condition al men sal overeenkomen.

XII. Men sal niet gehouden zyn de Deserteurs, die sich van d'eene en d'andere kant bevinden over te leveren, wanneer de Troupen in de Nederlanden aenkomen; maar de geene die in 't vervolg zullen deserteren sullen gereclameert, en wederlyds ter goeder trouwe weder gegeven worden.

XIII. De Heer Hertogh van Hanover sal syne Guard de Corps weer in syn Land kunnen doen komen, nae het eyndigen der Campagne, zonder dat het hem in Gelt sal gekort worden, maar in dat geval sal men de twee derde van de Rations Brood en Voeragie, die men gehouden sou zyn aen de gemelde Guardes, by alden ijf bleven, te fournieren, afrekenen.

XIV. De Verlofgers van vivres sullen gehouden syn aen de Hanoverische Troupen te leveren het derde van 't Brood en Voeragie 't welck ten koste van syn Doorluchtigheyt komt, in gevalle men sulcx begeert, op de selfde wys, en ten selfden pryse, als sy het aen de Regimenten van syn Majesteit en de gemelde Heeren Staaten leveren.

XV. Syne Majesteit en haar Hoogh-Mogende sullen in cas van eenige operatie, de Oorlogs-ammunie aen de Hanoverische Troupen doep leveren, even als aen hunne eygene Troupen.

XVI. Het tegenwoordigh Tractaet sal dueren, tot aen de-maand April des toekomende Jaars incluyt, en indien men gedurende dien tyt niet anders veraccordeert, syne Doorluchtigheyt sal syn Troupen tegens 't eynde van de gemelde Maend mogen te rug doen trecken.

De Ratification sullen uytgewisselt worden binnen drie wecken, ende eerder indien het mogelyck is, en 't selve verwachtende, hebben Wy ondergeschreven, synde tot dien eynde gelaet ende geauthoriseert, door syne Majesteit en Haar Hoogh-Mogende ten centre, en syn Doorluchtigheyt den Hertogh ter andere zyde, het bovenstaende Accord onderteekent, in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.

(L.S.) ED. WEEDS.

(L.S.) N. W. GORS.

Lyste der Troupen van den Hertog van Hanover volgens het Tractaet gesigipuleert.

6. Regimenten Infanterie van 773. Man	-	4638. Man
7. Regimenten Cavallerie van 378. Man	-	2646.
1. Regiment Dragonders	-	490.
De Gardes du Corps	-	175.

7949. M.

Se-

ANNO 1692. VIII. Au cas que contre toute attente il arrivāt quelque difficultē, touchant l'investiture ou installation du susdit Seigneur Duc de Hanover à l'Electorat, Sa Majestē & leurs Hautes Puissances promettent de faire tout leur possible à ce que l'Electorat lui soit conféré, aussi-tôt que la Paix generale sera conclue.

IX. Comme la Serenissime Maison de Bronswick-Lunenburg éloigne presque toutes ses forces de ses Etats, pour le service de la cause commune, Sa Majestē, & les Seigneurs Etats Generaux se chargent d'obtenir des Pretendans à la succession de Saxe-Lauenbourg que l'on traite sur ces differens par les voyes ordinaires de la Justice, & non pas qu'on en vienne à aucune voye de fait.

X. Si la Serenissime Maison de Lunenburg venoit à être attaquēe dans ses Etats, à l'occasion du Duché de Lauenbourg, ou sous quelque autre pretexte, quel qu'il puisse être, comme semblablement si le Duc de Gottoorf, ou les Villes de Hambourg ou de Lubecq fussent attaquēes, le susdit Duc de Hanover aura la liberté de rappeler ses Troupes.

XI. On fera au plutôt une Alliance defensive entre Sa Majestē & les Seigneurs Etats Generaux d'une part, & le Seigneur Duc de Hanover aux conditions qu'on conviendra.

XII. On ne sera pas obligē de rendre les deserteurs qui se trouveront d'un côté & de l'autre, quand les Troupes arriveront dans les Pais-Bas, mais ceux qui deserteront dans la suite, seront reclamez, & rendus de bonne foy de part & d'autre.

XIII. Le Seigneur Duc de Hanover pourra faire revenir ses Gardes du Corps en son Pais, après la fin de la Campagne, sans qu'on lui rabatte rien en argent, mais on rabattra en cas les deux tiers des Rations du Pain & de Fourrage, qu'on seroit obligē de fournir ausdites Gardes si elles restoient.

XIV. Les pourvoyeurs de vivres seront tenus de fournir aux Troupes d'Hanover le tiers du Pain & du Fourrage qui viennent aux frais de sa Serenité, si on le desire, de la même maniere & pour le même prix, qu'ils le fournissent aux Regiments de Sa Majestē & des susdits Seigneurs Etats.

XV. Sa Majestē & leurs Hautes Puissances feront, en cas de quelque operation, fournir les munitions de guerre aux Troupes de Hanover, comme & de même qu'à leurs propres Troupes.

XVI. Ce present Traité durera jusques au mois d'Avril de l'année prochaine inclusivement, & si pendant ce tems on ne convient point autrement, Sa Serenité pourra faire revenir ses Troupes sur la fin du dit mois.

Les Ratifications seront échangēes dans le tems des trois semaines, & plutôt s'il est possible, & dans cette attente nous à ce autorisez & ayant charge de Sa Majestē & de leurs Hautes Puissances d'une part, & le Duc Serenissime d'autre, avons signé l'Accord icy dessus en l'Armée près de Melle le 30. Juin, 1692.

(L.S.) GUILLAUME BLATHWAY.

(L.S.) ED. WEEDS. (L.S.) N. W. GORS.

Liste des Troupes du Duc de Hanover, sigipulées suivant le Traité.

6. Regiments d'Infanterie de 773. hommes -	4638. hom.
7. Regiments de Cavalerie de 378. hom. -	2646
1. Regiment de Dragons.	490
De Gardes du Corps.	175

7949. h.

Ar-

ANNO
1692.

Secret Artijckel.

Article secret.

ANNO
1692.

Syne Majesteit en Haar Hoogh-Mogende sullen alles wat sy kunnen op de generale Vrede aanwenden, dat de Beurwillighing van 't Bisdum van Osnabrug verandert worde in een Erfelycke Successie, en sullen 't zelve van zyn Catholycke Majesteit trachten te verwerven.

Dit Artijckel was geteckent, en sal getatificeert worden, even als het Tractaat.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.

(L.S.) E. D. WEED. (L.S.) N. W. GORS.

Sa Majesté & leurs Hautes Puissances seront tout ce qu'ils pourront à la Paix generale que l'Alternative de l'Evêché d'Osnabrug soit changée en une succession héréditaire, & ils tâcheront de l'obtenir de Sa Majesté Catholique.

Cet Article étoit signé, & sera ratifié de même que le Traité.

(L.S.) GUILLAUME BLATWAY.

(L.S.) ED. WEED. (L.S.) N. W. GORS.

CXLIX.

CXLIX.

8. Juil. *Traictat van Vrede tusschen MULEY ISMAEL Keyser van Marocco, ende de H. M. Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, door het welk het Traictat in den Jaere 1684. gesloten, is gehouden voor geconfirmmeert, en op nieuw geratificeert. Gedaan in den Haage den 18. July 1692. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]*

Traité de Paix entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc & les Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES par lequel le Traité de l'an 1684. est tenu pour confirmé, & de nouveau ratifié. Fait à la Haye, le 18. Juillet 1692.

Alfo synen Keyserlycke Majesteit Muley Ismael Keyser van Marocco &c. een opregte genegenheit hebbende, omme met de Hoogh-Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden in Vrede en vruandschap te blyven leven, ende ten dien eynde op nieuws te confirmieren het Tractaat van Vrede tusschen syne Keyserl. Majesteit en haer Hoogh-Mogende in den jaere 1684. gesloten, als mede te convenieren over 't lossen van enige Nederlantsche Slaven in 't gebied van syne Keyserlycke Majesteit noch gevangen sittende, om over 't een en 't ander met haer Hoogh-Mogende te spreken ende te accorderen, my ondergeschreven als synen Extraordinaris Envoÿé herwaerts heeft afgesonden, SOO IST, dat haer Hoogh-Mogende aan haere zyde benuyght hebbende gelycke genegenheid om met den Keyser van Marocco Myn Heer en Meester de Vrede te continueren, en enige Slaven te lossen, vervolgens, naer verscheide Conferentien door de Heeren haer Hoogh-Mogende Gedeputeerden met my gehouden, is over een gekomen en geacordeert, dat het Tractaat van Vrede in den jaere 1684. gesloten, sal werden gehouden voor geconfirmmeert, en op nieuw geratificeert; Dat voorts haer Hoogh-Mogende de Nederlantsche Slaven, die onder het gebied van syne Keyserlycke Majesteit noch gevangen sitten, ofte eenige van dien sullen mogen lossen, betalende voor yder Slaaf de somme van ses hondert 't zeventigh Guldens, ofte vier hondert twintigh Guldens, ende een Moorische Slaaf, met dien verstante, dat voor den voorfchreven prys vry gelaten, en aen haer Hoogh-Mogende ofte op haere ordre overgegeven sullen werden sodanige Slaven als haer Hoogh-Mogende sels sullen opgeven. Sullende Hooghemelde haer Hoogh-Mogende niet genooddaecht wesen andere Slaven te lossen, als die sy sels sullen opgeven en cystichen; Dat daer onder mede niet begrepen sullen wesen die Slaven, dewelcke naer de Vrede in den Jaere 1684. geloten, op Zee genomen, ofte door Schipbruck ofte andersints in het gebied van den Keyser van Marocco gekomen synde tot Slaven syn gemaect; maer dat deselve aensonts sonder eenig loigeld op vrye Voeten sullen werden gestelt; Daeromme ick ondergeschreve, in den Name van Hoogtgedagte syne Keyserlycke Majesteit belove, dat volgens dit geconvenieerde het voorz. Tractaat van Vrede aen de zyde van syne Keyserlycke Majesteit in allen zynen dele en yder Articul van dien opregtelyck sal werden onderhouden ende naergekomen

D'Antant que Sa Majesté Imperiale Muley Ismael, Empereur de Maroc &c., a un desir sincere de continuer de vivre en Paix & en Amitié avec leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & à cette fin de confirmer de nouveau le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. entre Sa Majesté Imperiale & leurs Hautes Puissances; en outre de convenir de la Rançon de quelques Esclaves Hollandois, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Imperiale. Pour donc conférer & s'accorder avec L. H. P. sur l'un & sur l'autre point, Sa Majesté Imperiale m'a envoyé daps ces Provinces en qualité de son Envoÿé Extraordinaire. A ces Causes, leurs H. P. ayant de leur côté témoigné avoir le même desir de continuer la Paix avec l'Empereur de Maroc mon Seigneur & Maître, & en consequence de racheter quelques Esclaves; après plusieurs Conférences tenues entre Messieurs les Députés de L. H. P. & moi, on est convenu & on a accordé, que le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. sera tenu pour confirmé & ratifié de nouveau; Qu'ainsi L. H. P. pourront racheter les Esclaves Hollandois, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Imperiale, ou quelques-uns d'eux, en payant pour chaque Esclave la somme de six cens soixante-dix Florins, ou quatre cens-vingt Florins avec un Esclave More; Bien entendu aussi que suivant le susdit prix on donnera la liberté & l'on remettra à L. H. P. ou à leur ordre tels Esclaves que L. H. P. auront spécifiés & dénotés Elles-mêmes, & L. H. P. ne seront pas obligées de racheter d'autres Esclaves que ceux qu'elles nommeront & demanderont; qu'on n'y comprendra pas aussi ces Esclaves, qui après la Conclusion de la Paix de l'année 1684. ont été pris sur Mer, ou qui étant venus par naufrage on autrement dans les Etats de l'Empereur de Maroc, y ont été faits Esclaves; mais que ceux-là seront d'abord mis en liberté sans payer aucune Rançon: C'est pourquoi je soussigné promets au Nom de Sadite Majesté Imperiale que conformément à cette présente Convention, ledit Traité de Paix sera fidelement observé & exécuté en toutes ses parties & en chaque Article de la part de Sa Majesté Imperiale par tous & chacun que

door

ANNO 1692. door alle ende een iegelyck, dien het aengien sal, ge-lyck oock dat geene, dat invoegen hier vooren vermeld, over de lossing van Slaven is geaccordeert; belovende hier op de Ratificatie van syne Keyserlycke Majesteit van Marocco te sullen uytbrengen, soo haest het doenlyck is. Tot verseeckerung van het welke, desen by my is ondertekent. Gedaen in den Hage den agtienden July dyssend feshondert twee en t negentigh.

(Was geteekent.)

que cela pourra concerner; de même que l'Addition ANNO 1692. ci-dessus mentionnée & accordée touchant la Rançon des Esclaves; promettant en conséquence de délivrer, aussi-tôt que se pourra faire, la Ratification de Sa Majesté Impériale de Maroc. En foi dequoi, la Présente a été signée par moi. Fait à la Haye le dix-huit Juillet, de l'année mille six cens quatre-vingt-douze.

(Signé)

CL.

31. O^o. *Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la jonction de leurs Flottes dans la Méditerranée. A la Haye le 31. Octobre 1692. AVEC LES ARTICLES SEPARE'S du même jour, mois, & an. [Copie manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]*

COMME le Roi d'Espagne, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, se sont engagés mutuellement, d'employer toutes leurs forces, tant par mer, que par terre, contre le Roi de France leur Ennemi commun, soit conjointement, ou séparément, afin que par là on puisse procurer une Paix ferme, & durable, & que pour cet effet ils ont jugé très-nécessaire de joindre leurs forces maritimes dans la Mer Méditerranée, il a été convenu, & accordé en la manière suivante.

I. Premièrement, le Roi d'Espagne mettra en mer dans la Méditerranée une Flote au moins composée de seize grands Vaisseaux de Guerre, 4. Brulots, & vingt-cinq Galeres, avec les autres Vaisseaux, qui doivent servir à une telle Flote.

II. Ledit Vaisseaux de Guerre seront montez de 60. pieces de Canon l'un portant l'autre, 60. bales pour chaque piece de Canon, & vingt-cinq mille livres de poudre, à proportion des 60. pieces de Canon, deux garnitures de voiles, 6. gros Cables de six vingt brasses pour chaque Vaisseau, & tous les autres Agrez selon la condition des Vaisseaux.

III. Ils seront munis des vivres, pour subsister en mer dix mois de suite, & plus long-tems si la nécessité le requiert.

IV. Et parce que la provision des vivres pour tout l'équipage dedit Vaisseaux, ne pourra point être chargée à la fois, l'on en fera un Magasin à Porto Mahon, Carthagene, ou quelque Lieu convenable à l'emploi de la Flote.

V. Le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, promettent de joindre, à ladite Flote du Roi d'Espagne, de leur part, aussi-tôt qu'il sera possible, seize Vaisseaux de Guerre de la même force, & quatre Brulots, tous garnis de toutes les nécessitez de Guerre, & de bouche pour pouvoir subsister dix mois de suite, & plus si la nécessité le requiert.

VI. A condition que le Roi d'Espagne les fera servir par cinq Felouques, ou Tartanes, qui suivront les ordres des Officiers Commandans du Roi de la Grande Bretagne, & des Etats Généraux.

VII. Comme aussi que l'on donnera les Magasins auxdits Officiers Commandans pour serrer leurs provisions, dont ils trouveront à propos de décharger les Vaisseaux, & de les mettre en lieu de seureté, pour s'en servir en cas de besoin, sans qu'ils soient sujets d'en payer aucun Droit d'entrée, ni de sortie.

VIII. Ledit Officiers auront aussi la même liberté & exemption des Droits, de tout ce qu'ils acheteront, pour la subsistance de leurs Vaisseaux, & l'équipage des Matelots, & Soldats durant leur présence dans la Mer Méditerranée aux Côtes d'Es-

pagne, & pour leur retour en Angleterre, & Hol-lande.

IX. Et le cas avenant, qu'ils se devoient servir des provisions des Magasins du Roi d'Espagne, Sa Majesté donnera en vertu de cette Convention, des ordres pour leur en distribuer, à condition que l'on les payera à un prix raisonnable, ou que l'on les pourra remplacer en espèce, au choix de celui qui les aura reçus.

X. Les Vaisseaux de Guerre, Galeres, & Brulots se rencontreront au rendez-vous que l'on leur donnera, sans aucune Ceremonie de salut, ou de contre-salut; ce qui sera observé tout le tems qu'ils seront joints, & ils agiront ensemble, tant par la Flote entiere, que des détachemens, de quelques Vaisseaux que l'on en fera.

XI. Et à la premiere rencontre, les Officiers Commandans se verront dans le Vaisseau du premier Officier Hollandois, pour y regler les affaires, suivant la teneur des Articles séparés, qui en seront faits expressément.

XII. Tous les Vaisseaux seront commandez par les propres Officiers de chaque Nation.

XIII. Et en cas de Combat, ou par malheur de maladie, l'on recevra à terre, & l'on logera les blessés, & malades sur le pié, comme cela se pratique au Pais-bas Espagnol; A quoi Sa Majesté Catholique fera donner les ordres nécessaires.

En foi de quoi les Ministres dedit Rois, & les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé la présente & y fait apposer le sceau de leurs Armes. A la Haye le 31^{me} du mois d'Octobre 1692.

Signé,

DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.
(L.S.)

W. BARON DE HEECKEREN.
(L.S.)
J. BARON DE WASSENAAR
DUYVENHOEDE.
(L.S.)
A. HEINSIUS.
(L.S.)
JO. BECKER.
(L.S.)
J. VANDER DOE.
(L.S.)
M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)
GISEB. CUPER.
(L.S.)
G. GRUYS.
(L.S.)

Je soussigné Greffier de leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie, ayant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son Original.

Signé,

F. FAGEL.

ANNO
1692.

ARTICLES SEPARÉZ.

Les Officiers Commandans se rencontreront sans aucune Cereemonie de rang, à la premiere jonction de la Flote, au Vaiffeau du premier Officier Hollandois, & concerteront entr'eux sur les ordres à observer pour faire agir la Flote contre l'ennemi, avec le plus d'apparence de succès.

Et regleront les seances au Conseil de Guerre, & pour la direction des autres affaires, qui seront de la fonction de l'Officier Commandant.

Et en cas que les Officiers des deux Rois, né se puissent accorder qui entr'eux seroit le premier de jour, pour exercer la fonction de Commandant de la Flote, ils tireront au sort pour le decider.

Le Conseil de Guerre se composera des Officiers des trois Nations, qui tous trois (pour les premiers Officiers) pourront proposer ce qui leur semblera à propos.

Et l'Officier Commandant de la Flote, ne pourra pas refuser de convoquer le Conseil de Guerre, à la requisition d'un des premiers Officiers des trois Nations, pour deliberer sur ce qu'il trouvera necessaire de proposer.

Toutes les resolutions qui seront prises au Conseil de Guerre seront couchées en écrit, & signées par les Officiers qui ont assisté à la deliberation.

Ces Articles separéz auront la même force, comme s'ils étoient interez dans la Convention principale.

En foi de quoi les Ministres des Rois d'Espagne, & de la Grande Bretagne, & les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies autoriez pour cela, ont signé lesdits Articles separéz, & y fait apposer le Sceau de leurs Armes. A la Haye le 31. d'Octobre 1692.

Etoit signé,

DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.
(L.S.)

W. Baron de HECKEREN.
(L.S.)
J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.)
A. HEINSIUS.
(L.S.)
JOHAN BECKER.
(L.S.)
J. VANDER DOES.
(L.S.)
M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)
GISE. CUPER.
(L.S.)
G. GRUYS.
(L.S.)

Je soussigné Greffier de Leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie aiant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son original.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Articulos Separados.

Los Oficiales Commandantes se encontraran sin Cereemonia alguna de precedencia ala primera junction de la Flota, en el Nauio del primer Oficial Holandes, y entre ellos conuendran asia las Ordenes que se debran observar para las execuciones de la Flota contra el enemigo, con la mayor aparencia de Sucesso.

Y regularan las sesiones en el Consejo de Guerra, y para la direccion de las demas Cosas que seran de la funcion del Oficial Commandante.

Y en caso que los Oficiales de los dos Reyes, no pudieren acordarse, quel entre ellos el primer dia, debrá exercer la funcion de Commandante ala Flota, se hechará la fuerte para decidirlo.

El Consejo de Guerra se compondra de Oficiales

TOM. VII. PART. II.

de las tres Naciones que todos tres (por los primeros Oficiales) podran proponer, lo que les parecera a proposito.

Y el Oficial Commandante ala Flota no podrá rehusar, de convocar el Consejo de Guerra ala requisicion, de uno de los primeros Oficiales de las tres Naciones, para deliberar sobre lo que hallara conveniente de proponer.

Todas las resoluciones que seran tomadas en el Consejo de Guerra, se pondran por escrito, y firmadas por los Oficiales que han asistido ala deliberacion.

Estos Articulos separados tendran la misma fuerza, como si estubiesen insertos en la Convencion principal.

En fe dello qual los Ministros delles Reyes de Hespania, y de la Grande Bretagna, y los Diputados de los Estados Generales de las Provincias Unidas autorizados para esto, han firmado los dichos Articulos separados y hecho poner el sello de sus Armas. Fatto en el Haya a 31. de Octubre 1692. estava firma do y sellado.

(L.S.) DON FRANCIS BERNARDO
DE QUIROS.

(L.S.) W. Baron de HECKEREN.
(L.S.) J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) JOHAN BECKER.
(L.S.) J. VANDER DOES.
(L.S.) M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.) GISE. CUPER.
(L.S.) G. GRUYS.

Infraferito Secretario de Estado de sus Altipotencias, certifica que esta Copia hauiendo sido cojerada, conuerda en todo y per todo con su Original.

Effave firmado,

FAGEL.

CLL.

Traité entre l'EMPEREUR, LEOPOLD I. & 1693.

JEAN GEORGE IV. Eleíteur de SAXE,
traduit de l'Allemand. Fait à Dresde, le 2. de Fev. 1693. Avec l'Article separé du Roi d'Angleterre & des Etats Généraux, en Latin Original. LA Saxe.
Fait à Dresde; le 2. Mars, 1693. [Manuscrit.]

Comme ainsi soit, que pour pouffer tant mieux la rude presente Guerre, & pour parvenir à une Paix glorieuse, nonobstant les préparatifs que fait l'ennemi sur le Haut & Bas Rhin, par le moyen desquels il prétend cette année penetrer jusques au centre de l'Empire, & desoler entierement les Cercles circonvoisins, l'Empereur & Roi de Hongrie, & de Bohême, a fait proposer à sa Serenité Electorale de Saxe d'employer toutes les forces que Dieu lui a mis en main, pour le bien de la Patrie qui est en un si grand danger, aussi-bien que pour la conservation de sa propre liberté & sûreté, & de celle des autres Electeurs & Etats de l'Empire: C'est pourquoi sadite Majesté Imperiale voulant montrer dans cette dangereuse conjoncture son affection inviolable, le Sieur Adolf Wratislaus, Comte de Starenberg, Conseiller Privé de Sa Majesté Imperiale, & premier Borg-Grave du Royaume de Bohême a conjointement avec les Ministres de sa Serenité Electorale conclu & arrêté à cet égard les Points & Articles suivans.

Touchant les 40000. Risdales de Subside demandez par sa Serenité Electorale, Sa Majesté Imperiale fera dépêcher une Assignation de 10000. Risdales aux Etats du Cercle de la Haute-Saxe, & 30000. Risdales à la Ville de Francfort, à la Ratification de ce Traité, & reglera la chose de telle maniere que le payement commencera, & se fera au commencement du mois de Novembre, & que le payement entier continuera dans les mois de l'Empire: & comme semblablement les Envoyez de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas qui sont ici, par une assurance dressée à part se sont obligez, & acceptez de payer 150000. Risdales des susdits Subsidés, en consequence de ce present Traité d'entre Sa Majesté Imperiale, & la Serenité

ANNO
1692.

ANNO
1693.

té Electorale, savoir 10000. Rixdales à la susdite Ratification, & 50000. Rixdales le jour de S. Michel prochain, sans aucune récompense de Sa Majesté Imperiale, & qu'il s'en faudra encore 10000. Rixdales pour l'entier payement de ladite somme de 40000. Rixdales, ladite Majesté Imperiale stipule de payer de son propre, & de ses revenus, 50000. Rixdales à la fin de cette Campagne; mais pour les autres 50000. Rixdales restans, sa Serenité Electorale de Brandebourg, la Serenissime & Electorale Maison de Brunswick & Lunebourg, & le Prince de Hesse-Cassel en donnent une assurance à sa Serenité Electorale par une Obligation faite à part, sans engagement aucun de Sa Majesté Imperiale.

Sa Serenité Electorale promet de son côté d'agir vigoureusement cette Campagne contre l'Ennemi commun avec une Armée de 12000. Combattans, & l'Artillerie en dépendante, & de se rendre pour cet effet sur la fin de Mai au lieu où se devront faire les opérations; mais sa Serenité Electorale ne peut pas encore s'ouvrir, si son état futur pourra permettre d'envoyer l'hiver prochain quelques Troupes sur les Frontières; mais comme il s'intéresse fort particulièrement en tout temps à la conservation de l'Empire Romain; il se déclarera si bien sur la fin de la Campagne que sa fidèle intention sera suffisamment remarquée.

Pour ce qui regarde le Commandement, de donner la Parole, ou l'Ordre, faire assembler ou convoquer un Conseil de Guerre, & ce qui en dépend, ensemble touchant le rang, soit que l'Armée se conjoigne entièrement, ou une partie avec Sa Serenité Electorale, on agitera, ce qui devra être observé, & comme en cela il ne veut point perdre de son Droit, il ne desirera aussi rien qui ne soit de l'usage. Quant aux lieux où se devront faire les Opérations, & ce qui sera jugé être le plus utile, on en concertera avec Sa Serenité Electorale; car comme il n'a pas pu établir de Magazin qu'en un seul Lieu, aussi lui sera-t-il difficile de s'en éloigner par trop, à moins que le Transport ne pût s'en faire par eau, & au cas que par l'assistance de Dieu tout puissant on vint à recouvrer ce que l'ennemi a en sa puissance, & que, pour cet effet, Sa Majesté Imperiale fait tout ce qu'elle peut, & contribue tout ce qui est nécessaire pour un Siege, elle rendra à son Seigneur légitime la Place qui sera reprise, avec tout ce que l'ennemi y a trouvé; mais pour le surplus il sera partagé au prorata, entre les Troupes qui auront emporté la Place.

Que si les Troupes de Sa Serenité Electorale viennent à prendre des Quartiers dans les Pais ennemi & à les garder, le Subside entier ne laissera pas néanmoins d'être payé.

Et enfin promet Sa Majesté Imperiale de dépêcher les Requisitionnaires conformément aux Constitutions de l'Empire, afin que le Passage des Troupes soit accordé, sans qu'il nuise à personne. Sa Serenité Electorale promet de sa part de donner des Ordres si précis que personne n'ait à se plaindre du moindre excès, & veut par ce moyen espérer que les Etats que cette Marche concernera, seront jouir de quelques douceurs aux pauvres Soldats.

En témoin & sûreté dequoy ont été des présentes dressés deux Exemplaires signez & scellez de part & d'autre, & a été accordé & promis d'en faire échanger les Ratifications par S. M. I. & S. S. E. le plutôt que faire se pourra,

Signé,

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW, Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. URIGH DE GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article séparé.

Comme Sa Serenité Electorale suivant les Subsidés promis l'année 1690, a encore à pretendre un Article de 90000. Rixdales consistant en décompte, comme aussi 15000. Rixdales de l'année 1691. en conséquence du Recès du 30. Mars dressé par le Comte

de Dunewalt Maréchal de Camp, & ratifié par Sa Majesté Imperiale le 22. Avril ensuivant; Sa Majesté Imperiale fera payer à la fin de la Campagne le premier Article, pour ce qui en restera après Liquidation faite, & 150000. Rixdales après la fin de la Guerre avec la France. Fait à Dresden le 2. Fevrier 1693.

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. Baron de GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article séparé concernant le Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme l'Excellent & Illustrissime Seigneur Adolphe Wratislaw Comte de Staremberg, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller intime de Sa Majesté Imperiale & Burggrave suprême du Royaume de Bohême, auroit communiqué à Guillaume Dutton Chevalier Gentilhomme de la Chambre, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, & au Seigneur Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst Drossard du Comté de Zutphen, Député à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, un Projet de Traité à faire & conclure entre Sa Sacrée Majesté, & le Serenissime Electeur de Saxe, pour envoyer dans l'Empire contre l'Ennemi commun douze mil hommes de Troupes Saxones, avec l'Artillerie à ce requise, & leur auroit en même tems fait voir la difficulté de trouver quatre cens mille Rixdales, promis dans ledit Traité à l'Electeur de Saxe; C'est pourquoi les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, en considération du susdit Traité d'Alliance, & par un motif d'Amitié dudit Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux envers Sa Serenité Electorale, & afin d'apporter de la facilité à cette affaire, veulent bien fournir cent cinquante mil Rixdales, en monnoye commune de cette Province, promettant au nom du susdit Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux de payer & compter de bonne foy la premiere partie de ladite Somme, savoir cent mil Rixdales de la monnoye susdite quinze jours après la Ratification du susdit Traité, & l'autre partie, savoir cinquante mille Rixdales à la S. Michel de cette année à Lipsic, promettant de plus Sa Susdite Majesté & ledits Seigneurs Etats Generaux de fournir la Ratification des présentes dans le tems de quatre semaines: en témoin & foy de quoy ledits Ambassadeurs ont signé ces présentes de leurs propres mains, & les ont scellés de leurs Sceaux ordinaires, fait à Dresden le 12. Fevr. de l'an 1693.

(L.S.) GUILLAUME DUTTON CALT.

(L.S.) WALRAFF BARON DE HEECKEREN.

Touchant les 50000. Rixdales de Brandebourg, Lunebourg & Cassel.

SCavoir que pour suppléer aux 40000. Rixdales lesquels Sa Sacrée Majesté a promis à Sa Serenité Electorale de Saxe, en conséquence des Traités faits avec lui au sujet de la jonction de ses Troupes avec les autres Armées de l'Empire & des Alliez, comme aussi d'assurer les 50000. Rixdales qui viendront à manquer, son Excellence le Comte de Staremberg, suprême Burggrave, & Conseiller intime, de présent icy, & les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & des Princes de Brunswick, & de Hesse-Cassel, aussi présents, après avoir communiqué & délibéré ensemble sur ce sujet, ont déclaré & promis au nom desdits Electeur & Princes Serenissimes de donner leur consentement à ladite Somme de 50000. Rixdales & de garantir à Sadite Serenité Electorale de Saxe, & de faire effectivement ensuite, que six mois après la date de la Ratification du Traité principal ladite Somme soit comptée à Brunswick, ou à Leipzic en argent courant, & ont promis à cet égard la Ratification, & agrée-

ANNO
1693.

ANNO 1693. agregation desdits Serenissimes Electeurs & Princes, A
Dresden le 17 Mars 1693.

(L.S.) SAMUEL DE CHROSKOCASKI.

(L.S.) JOSEPH HERMAN DE JETEN.

(L.S.) FREDERIC BARON DE KELTER.

CLII.

ii. Fev. Regensburgische Union zwischen denen
Bischöffen von Münster/ Bamberg/
Erfeldt/ denen Herzogen von
Sachsen-Gotha/ Coburg und Alten-
burg/ dem Marggrafen von Bran-
denburg-Culmbach/ dem Herzogen von
Braunschweig-Wolfenbüttel/ dem Kö-
nig zu Dänemark als Herzogen zu
Holstein/ dem gesamtten Fürstlichen
Haus Hessen/ Marggraff Ludwig
Wilhelm zu Baden-Baden/ wodurch
sie die Fürsten-Verein de Anno 1692.
verneuen/ ferner versprechen/ das ih-
nen in Instrumento Pacis Art. VIII. be-
festigte/ und durch den Regensburgi-
schen Reichs-Abchied de Anno 1654.
zu einem Reichs-Grund-Gesetz aufge-
nommene Jus Suffragii festiglich hand-
zuhaben/ auff die Abtheilung und
Verbesserung dessen was in der Kay-
serlichen Leopoldinischen Capitulation
Ihren Juribus Belli & Pacis, Foederum,
ferendarum Legum, Proscriptionis Sta-
tutum nachtheilig/ zu dringen/ vornem-
lich aber die Hannoverische Thur-
gar nicht zu zulassen/ sondern con-
junctis auxiliis sich darwider zu setzen
ic. Geschehen Regensburg den 1. Fe-
bruarii 1693. Mit Bischoffs Marquar-
di Sebastiani zu Bamberg Ratifica-
tion. Geben Bamberg den 2. May
1693. [LUNIGS Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag.
357.]

C'est-à-dire.

Union de Ratisbonne faite & conclue entre les Evê-
ques de MÜNSTER, de BAMBERG, &
d'ACHSTÄDT, les Ducs de SAXE-GOTHA,
ALTENBOURG, & COBourg; le Marc-
grave de BRANDEBOURG-CULMBACH,
le Duc de BRUNSWICH-WOLFENBÜ-
TEL, le Roi de DANNEMARC comme Duc
de HOLSTEIN, toute la Maison de HESSE,
& LOUIS GUILLAUME Marc-Grave de
Bade, pour le Renouvellement & Affermissement
de l'Union des Princes de l'an 1662. On s'y
promet un Concours unanime, & une assistance re-
ciproque pour le maintien du Droit de suffrage qui
appartient aux Princes dans les Affaires de l'Empi-
re par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix,
& qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le
Recès de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour
l'Abolition & redressement des choses qui ont été
insérées dans la Capitulation Leopoldine au préjudice
de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Al-
liance, de faire les Loix, & de proscrire les Etats
TOM. VII. PART II.

desobéissants chacun en son propre Territoire. II. ANNO
s'y obligent en particulier à ne jamais admettre le 1693.
neuvième Electorat de Hanover, & à s'y oppo-
ser en commun de toutes leurs forces. A Ratisbon-
ne le 4. Fevrier 1693.

§ On Gottes Gnaden Mit Marquard Sebastian,
Bischoff zu Bamberg/ des Heil. Römischen
Reichs Fürst ic. thun kund hiemit; Demnach zwi-
schen unsren und andern hiernach vermelden be-
vollmächtigten Räten/ Botschaften und Gesandten eine
Verein und Zusammenkunft/ Krafft der im Heil. Röm.
Reich wohl hergebrachten und in des Reichs Fundamental-
Gesetzen als auch dem Westphälischen Frieden-Schluss ge-
gründeten Freyheiten/ Privilegien und Gerechtsame/ aus
Special-Befehl und Instruction verabredet und geschlossen
worden.

Kund und zu wissen. Nachdem verschiedene Fürsten
und Stände des heiligen Römischen Reichs Teutscher Na-
tion bey iedigen aller Orten gefährlich aufstehenden
läufften der Zeiten sorgfältig beherzigt und erwogen/ was
gestalten die von dero höchst-hohen und werthen Vorfahren
so theuer erworbene/ durch viele Secula auf sie derwirte/
in dem Inst. Pac. Westph. auf ewig beständige/ auch von
ihnen wohl erstellte vortreffliche Jura. Hohheits-Freyheit-
und Gerechtigkeiten nach und nach bey ein und andern sich
ereignenden Occasionen keinen geringen Anstoß und Krän-
kung empfinden/ und nun dieselbe solchen obsehenden
höchsterfürstlichen Begehrenen zeitlich vorzubiegen sich im
Gewissen und bey ihren Ehren verbunden erachten/ hie-
zu aber nichts heilsam-und zulänglichers/ dam eine all-
seits einmüthige Verein und Zusammenkunft erfinden
können/ bevorab da dieselbe nicht nur in den allgemainen
Reichs-Grund-Gesetzen allerdings erlaubt/ sondern auch
in dem jüngsten Westphälischen Friedens-Schluss mit
deutlichen Worten bestätiget/ dergleichen auch von theils
ihrer hohen Herren Vorfahren in diesem noch für wäh-
renden Seculo verschiedentlich/ und zwar noch letzten im
Jahre 1662. errichtet worden/ dergleichen ein Ehrentitell.
Collegium bey der ehnmäßig errichteten Verein sich wohl
und statlich zu allerseitigen Aufnehmen befinden; So ha-
ben Fürsten und Stände zu bloß-und alleiniger Begeh-
rals-und Maintenance ihrer alten Teutschen Freyheit/
Hohheit/ Ehren/ Privilegien und Gerechtsamen/ auch des
ständigen Flor Dero Fürstenthum und Landen/ haupt-
sächlich aber zu des Röm. Reichs höchstem Heil und Wohl-
fahrt/ als dem einkigen Grund-Gesetz/ solchen Patrio-
tischen Exempel nicht weniger nachfolgen/ und ohne jemands
weder in-nach ausschalt Reichs dardurch zu beleidigen/
vielweniger eine Scissur und Trennung im Reich
zu veranlassen/ sich vertraulich zusammen thun/ und die
in Anno 1662. aufgerichtete Fürsten-Verein hiemit unter
sich erneuen/ deroelben theils accediren/ und sich dar-
auff mit fernem deren Extensir und Erweiterung de no-
vo gegen einander verpflichten/ verschreiben und vereinen
wollen. Allermassen dann nachgenannte Fürsten und
Stände des Reichs nach reiflicher durch allerseitiger zu
Ende dieser Tractats unterschriebene Gesandtschaften ge-
pflogener Unterredung und Deliberation über jetzt folgen-
de Articulos sich von neuem beständigt verpflichten/ ver-
schreiben und vereinen.

I. Erstlich wollen Fürsten und Stände einander in
guten/ wahren/ aufrechten Vertragen und Freundschaft
meinen/ haben und halten/ und in denen vorberzogen
ihre gemeinsame Gerechtigkeits-Hohheiten und Würden
betreffenden Sachen vertrauliche Communication unter-
einander pflegen/ auch die Conservation derselben sich al-
lerseits möglichster Dinge angelegen seyn lassen.

II. Insbesondere aber und vordr andere/ weil forthan
der Fürsten und Stände bevorab das Jus suffragii in
den Reichs-Sachen belangende Gerechtsamkeiten in dem
Inst. Pac. vornemlich Art. 8. mit klaren hoch- verbind-
lichen Worten statlich bestätiget/ solcher Friedens-Schluss
auch alles seines Inhalts durch den letzten Regensburg.
Reichs-Abchied de Anno 1654. in Sanctionem pragma-
ticam, und in einem Reichs-Grund-Gesetz aufgenommen
worden; So wollen Fürsten und Stände vor allen
Dingen ob solchen und anderen Fundamental Reichs-
Gesetzen/ und was darin denen Fürsten und Ständen zu
gut verordnet/ festiglich halten/ nie auch dasjenige/
was der Fürsten Standt hergebracht/ handhaben/ und
deme zu gegen etwas vorzunehmen/ nichts verhängen noch
gestalten.

III. Als aber diensens so wohl bey der im Jahr 1658.
vorgangener Wahl der jetzt glorwürdigst regierender Kay-
serlichen
St 2

ANNO
1693.

ferlichen Majestät als auch der in Anno 1689. darauf erfolgter Wahl der jetzigen Kön. Königlichen Majestät nicht allein bey der dardier gepflogenen Handlung denen Fürsten und Ständen des Reichs in dem Jure belli & pacis, foederum, ferendarum legum, proscriptiois statum und dergleichen hohen angelegen Gerichtsbarkeiten nachtheiliger Eingriff geschehen / sondern auch in denen Capitulationen selbst von erworbener Regul des Friedens-Schlusses in vielen Dingen merklich abgegriffen / und Fürsten und Ständen durch Schwächung solcher ihrer Gerechtigkeiten zu nahe getreten / dahero dann dieselbe solchen nachtheiligen verhänglichen Begümen zu wiederprechen / dargegen sehr leicht zu prozeßiren / und daß man solche Wahl-Capitulationes, in so weit sie den Friedens-Schluss und letztem Reichs-Abstand zu wieder laufen / für keine Reichs-Satzungen erkennen / noch dadurch gebunden seyn können und wollen / sich vermahnen zu lassen gemüthiget worden: So wollen Fürsten und Stände nicht allein solche eingewandte protection und Verwahrung hienit bekräftiget haben / sondern auch einhigen Fleißes sich bemühen / daß bey noch vornehmendem Reichs - Tag nach Verordnung des Friedens-Schlusses und mehr dergleichen letztem Reichs-Abstand / die Abhandlung einer stets-währenden Wahl-Capitulation zur Hand genommen / zur Nichtigkeit und / und darin alles dasjenige / so vorangezogen werden müssen denen Fürsten und Ständen zu Nachtheil und Abbruch ihres zusehenden Rechts in jetziger Kayserl. Wahl - Capitulation enthalten / abgethan und verbessert werden möge.

IV. Gleiche Meinung hat es auch viertens / wann ins künftig in allgemeinen Reichs - Sachen und Handlungen mehr berührten Friedens-Abstand zu wieder / ohne gesambter Churfürsten und Stände auf gemeinen Reichs-oder andern zu solchen Sachen gewidmeten Conventen und Zusammenkünften darüber gepflogenen Rath und beschlicher Einwilligung etwas beschloffen und verordnet werden sollte / daß nemlich Fürsten und Stände solches für keinen Reichs-Schluss erkennen / noch sich dadurch einiger Gestalt verbinden lassen wollen.

V. Gestalten nachdene stens ohnlangst wieder alles bessere Vermuthen Fürsten und Stände zu höchster Ihrer Vernehmung erfahren müssen / daß / als von Seiten des Hochfürstl. Hauses Braunschweig - Lüneburg - Hannover man sich nicht entgegen seyn lassen / denen obangezogenen Reichs-Grundgesetzen und pragmatischen Sanctionen e diametro zuwider über den Kraft des Westphäl. Friedens-Instr. auf künftigen Fall gänzlich und für ewig expungirten Item Electorats noch den 9ten zu ambiren / und bey dem darzu gebrauchten modo agendi das Recht / und den in dergleichen höchsten Reichs negotiis hergebrachten auch bey der Westphälischen Friedensabhandlung solenniter observirten stylum des Reichs und in specie das als ein essentialis Stück darzu erforderete prævium suffragium der Fürsten und Stände schlechterdings vorbegehen / man ohne diese Sach vor die gesambte Reichs - Stände / wie sich von Rechts wegen gebühret hätte / kommen zu lassen / solche bloßhin / allen dardier beschlenen kräftigen reconstruktionen ungenachtet / vor ein Hochlöbl. Churfürstl. Collegium zu ziehen / und darinnen auf eine ganz ungewöhnliche precipitante weise zu verfahren sich angemasset / und ob man wohl der allerunterthänigsten Zuvorsicht gewesen / Ihre Kayserliche Majestät auf die von ein hochlöbl. Fürstl. Collegio bey derselben mit tiefster Submission und allem geziemenden Respekt zu mehrmalen dergleichen beschlene allerunterthänigste Vorstellung einige allergnädigste reflexion genommen / und solche gegen die Reichs-fundamental-Gesetze notorie laufende ganz nichtige procedur keineswegs gebilliget / vielweniger zu dergleichen Neuerung / deorab extra casum insuperabilis necessitatis, extremi periculi nulla alia ratione avertendi (dergleichen durch Gottes Gnade weder gegenwärtig / noch noch zu befürchten) von selbst inclinirt haben / sondern / noch durch jemandes ambition sich auf die Gedanken führen lassen / daß dergleichen die Reichs - Form und Grund - Gesetze angehenes negotium ohne darüber anzuftellende allgemeine Reichs-Deliberation tractirt werden könne / dardier wieder alle dergleichen sich gemachte besonde Hoffnung zur vermeintlichen Investitur Sr. Fürstl. Durchl. zu Hannover fortgeschritten und damit zum höchsten präjudiz Fürsten und Stände verfahren worden: Also befinden dieselbe sich unumgänglich genöthiget / nach vorstehendem Fundament dargegen miteinander Kraft dieses sich zu vereinen und zu verabreden / daß sie hochermelte Sr. Fürstl. Durchl. zu Hannover das Jus Electorale durchaus nicht geschehen / noch dieselbe jemahlen vor einen Churfürsten des Reichs / der beschlenen Declaration

nullatis zulafse / erkennen können noch wollen / auch da nichts bestimmter dieselbe sich solcher vermeintlich acquirirten 9ten Chur - Würde öffentlich anmassen / und sich pro tali geriren / auch wohl gar durch auswärtiger Pulsionen assistenz / vi foederis sich de facto dabey zu etabliren trachten solten / sie sich conjunctis consiliis & auxiliis dargegen setzen / und durch unverzügliche Zusammenschickung ihrer bevollmächtigten bedacht seyn wollen / ein zu längliches Defensiv-Concert zu formiren / und mit Zuziehung mehrerer bey dem Instr. Pacis West. interessirter Stände solche kräftige mesures nehmen / wodurch die Violirung der Grundgesetze und das denen Fürsten und Ständen obgewundene untrügliche Präjudiz wird abgewendet / hingegen die Grundveste des Reichs / dessen bisherige Form und daran hangende Harmonie und Wohlstand defendirt und erhalten werden können / dero Beduef auch die Hände nicht eheben sinden lassen / bis daß denen Fürsten und Ständen des Reichs hierunter zugefügte Präjudiz wieder abgethan / die Sünden auf den Fuß und die Norm der gültigen Wahl und das Instr. Pacis Westph. gänzlich reducirt und alles hieniederum in vorigen Stand gesetzt werden.

VI. Neben deme stens wollen Fürsten und Stände ihre Absichten dahin richten / daß die dero Fürstl. Herkunft und Personen zusehende Ehren / Würden / und was deme anhängig / in alten hergebrachten Stand / und durch dergleichen eine Zeithero sich den entgegen ereigneten und angemasteten Neuerungen in keine Verringerung und Abgang gerathen mögen / einseitig dessen so wohl bey Reichs- und andern Versammlungen / als auch an Kayserlichen / Königlichen Churfürstlichen und andern dero Mit-Ständen Hohen / und wo es sonst die Gelegenheit mit sich bringen möchte / über der gewöhnlichen Stelle im Gehen und Sitzen / Titulatur / Trachtung ihrer Gefandten und andern Ihren gebührenden Ehren und Respekten / und was sie dergleichen andern Höhen und Niederen zu leisten / festiglich und beständig halten.

VII. Weil auch ztens bey dem Reichs-Convent seithero einigen Jahren / sich mehrmahln geäußert / daß ein Churfürstl. Reichs-Directorium sein Directorial-Amte in Ansehn- und Anbörung derer ihm in Nahmen eines ganzen Collegii oder dessen mehrere Stände beygebrachte Conclusorum, oder sonst von ein und andern eingewandten gravaminum, wider alle Rechte und Würdigkeit auch hergebrachte Obervanz zu nicht geringer Verlesung und despect der Reichs - Fürsten und Stände resurcit; also soll all dergleichen Verweigerung und Unternehmung / es sey auch unter was Prätext es immer wolle / inskünftig keineswegs mehr gebildet / sondern so oft das Munus Directoriale verweigert wird / wieder denselben und dessen Herren Principalen mit zureichenden kräftigen Mitteln so lang verfahren werden / bis derselbe seinem Amte ein Gemüthe geleistet / und die ehliche Verweigerung abgestellt habe.

VIII. Nicht weniger wollen stens Fürsten und Stände mit angelegenem Fleiß dahin sehen und trachten / daß sie vermög alten Herbringens und Kraft Kayserl. und des Reichs Bezeichnungen Ihren und andern regierenden Landes - Fürsten über eines jeglichen Unterthanen Land und Leut zusehende obrigkeitliche Gewalte und deren anhangende Jura, so weit solche dem gesambten Fürsten - Stand gemein seynd / ohngeschnählet und ungefränctet erhalten werden / und darunter einander trennlich beschützen.

IX. Damit umm nun gem vorgesehtes alles zu geheßlichem Effect gebracht werden möge / versprechen Fürsten und Stände einander hiedurch ihre zu gemeinen Reichs- und andern Versammlungen abscheidende Räte und Gesandte dahin gemeßentlich zu befehlen und anzuweisen / daß sie nicht allein auf diese beschlene Verabredung in ihren Votis und Handlungen ihre unverrückte Absichten richten / sondern auch aus allen vorkommenden dahin einkaufenden und der Reichs-Fürsten Geschäfte betreffenden Sachen gerechtlich unter einander communiciren / und mit einmüthigen Rath und Zusammenkunft deren genaueste Beobacht- und Erhaltung sich anlegen seyn lassen / dardier ihres theils nichts verhängliches eingehen / noch denselben nachsehen oder sich darunter trennen und irtig machen lassen / sondern da dergleichen vorgehen sollte / sich unter einander eines gleichförmigen umständlichen Berichts / mit Anhängung ihres unvorgethienen und allerdings unverbindlichen Bedenkens vereinbaren / und jedweder dardier an seinen Herren Principalen zu Erhaltung nöthigen Bescheß ohnverlängte überreichen / immittelst aber und von Einlangung allerseits hoher Principalen resolution ihrer keiner zu Abbruch der Fürstl. Gerechtsamen einstetig verfahren sollte.

X. Wann

ANNO
1693.

ANNO 1693. X. Wann nun vors rote außershalb Reichs-oder an-
deren Versammlungen merckliche der Fürsten und Stän-
den Gerechtsamkeiten betreffende Sachen vorgehen / und
einer oder anderer hiervon Nachricht erlangen solte / wol-
ten Fürsten und Stände nicht allein daraus mit einander
schriftlich vertraulich communiciren / sondern auch / da
es die Nothdurfft und Angelegenheit erfordern würde /
ihre vertraute Käthe an eine gelegene Mahlsitz zusam-
men schicken / und was bey solcher Begegnung zu Erhal-
tung der Fürsten Recht und Gerechtsamkeiten und Ver-
hütung alles Wiedrigen / vorzunehmen / berathschlagen
und entschlossen lassen.

XI. Von diesen unter sich verglichenen Puncten wollen
zum rten Fürsten und Stände auch anderen Reichs-
Fürsten nachrichtliche communication und Eröffnung
thun / ob sie zu schuldiger mit-Beobachtung dieser dem ge-
samten Fürsten-Stand so hoch angelegenen und durch den
Westphälischen Friedens-Schluss so theuer beträftigter Ju-
rium zu concurriren gemeint / jedoch wann gleich andere
bezugreten ansetzen solten / nicht weniger ihres theils da-
bey festiglich beharren.

XII. Es behalten sich aber ratens Fürsten und Stän-
de bevor / diese zu Erhaltung des Fürsten-Standes Ge-
rechtsamkeit getroffene Abrede / nach Gestalt und Gelegen-
heit der läuffte und Sachen mit gemeinsamen Gutbefinden
und Einwilligung zu ändern / zu mehrern / oder sich ferner
und enger mit einander desfalls zu setzen / wie dann auch
expresse vorbehalten ist / daß wann nach und nach einige
mehrere Fürsten und Stände aus Liebe und Patriotischen
Eiffre zu aufrichter-Erhaltung ihrer unschätzbaren Gerechts-
samkeiten und Libertet zu dieser heylsamem Verein accediren
wollen / soligen es allezeit frey und bevor bleiben / Im-
merfort aber versprechen sie einander bey Fürstlichen Ehren
und Würden / obgesetzte verabredete Artikel stet / fest und
unverbrüchlich zu halten / sonder list und Gefährde.

Dessen zu urkund ist dieß Verabredung ausgefertigt /
von nachgesetzten vollmächtigten Räten und Gesandten
eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Personlichen be-
siegelt worden / und hat ein jeder davon ein Exemplar zu
sich genommen / auch seines hohen Herren Principalen be-
nöthigte Ratification darüber innerhalb 14. Tagen bey-
zubringen / und gegen einander auszuwechseln verspro-
chen / so geschehen Regensburg den 1. (11.) Februarii
Anno 1693.

(L.S.) Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu
Münster.
Dietrich von Plattenberg.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen Co-
burg ex speciali Mandato.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen-
Gotha und Altenburg.
R. V. Schönberg.

(L.S.) Wegen Seiner Hochfürstl. Durchl. zu
Brandenburg Culinbarch ex speciali Man-
dato.
D. E. Piper.

(L.S.) Wegen des Hochst. Braunschweig-Wolfen-
büttel Hauses.
J. C. S. V. Weidhausen.

(L.S.) Wegen des gesandten Hochfürstl. Hauses
Hessen u.
Adam Albrecht von der Walsburg.

(L.S.) Wegen Ihrer Königl. Maj. zu Denmark
Nordtrengen als Ketzogen zu Holstein salvo
loco & ordine.
D. E. Piper.

Obwollen vorgeschriebener Fürsten und hoher Poten-
taten pro salute & tranquillitate Imperii führende gute
Gedanken aus beifälligen eigenen Declarationibus zur
Kenntnis bekannt: so habe ich doch und aus Special-Befehl
meines gnädigsten Herren Principalen annoch dieses
bedrücken wollen / daß bey unterschrieben diese wohlmei-
nenden Fürstl. Union ebenfalls anders nicht intendirt
werde / als zuverderst derohalber von der Eon France-
reich androhennder gemeiner Gefahr desto kräftiger zu
restitiren / so dann nicht weniger die Fürstliche wohlver-
gebrachte Jura Gerechtsamkeiten (schon) ohne einigke Ver-

wirung der Reichs-Fundamental Gesetze / nicht ohne
Verletzung deren darinn begriffener Ihre Kaiserl. Ma-
jestät competirender und hergebrachter allerhöchsten Rech-
ten und authorität) contra quoscunque eorundem tur-
barores. in Kraft der Eyd und Pflichten / womit man
dem heil. Römischen Reich zugethan / unanimiter zu schüt-
zen und kräftigst zu maintainiren / immanen dann der-
gestalten hiemit iuhigire.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Bam-
berg.

(L.S.) Friedrich Etmund von Sickingen / als hierzu
specialiter vollmächtigter Gesandter / salvo loco
& ordine.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Eych-
stätt.

(L.S.) Johann Rudolph Freyherr von Au / als hier-
zu specialiter vollmächtigter Gesandter / salvo
loco & ordine mit der Declaration wie Bamberg.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Durchl. Herrn Lud-
wig Wilhelms Marggraffens zu Baden.

(L.S.) Johan Christoph Freyherr von Geissen / als
hierzu specialiter vollmächtigter / salvo loco &
ordine mit der Declaration wie Bamberg.

Daß wie solche Verein und Zusammennehmung seines
wichtigen Inhalts in allen Puncten / Clausula
und Articlen ratificirt / approbirt und besänget / ratificiren /
approbiren und besänigen auch solche hiemit und in Kraft
dieses / bey Fürstl. Worten versprochen / daß wir des-
selben in allen treulich nachkommen / und in keine Weise
weder selbst darwider handeln / noch daß es von denen
unserigen geschehe / geschehen wollen. Inhiemlich unter
unsern Fürstlichen Handzeichen und fürgebrachten Insi-
gel / geben in unserer Residenz-Stadt Bamberg den 2.
May 1693.

Marquard Seb. E. R.

(L.S.)

CLIII.

Traité entre CHARLES XI. Roi de Suède, & 17. Mars.
CHRISTIAN V. Roi de Denmark. Fait à SUEDE ET
Stockholme, le 17. Mars, 1693. [Manuscrit.] DANE-
MARC.

Q Uoi que leurs Majestez les Rois de Suede, &
de Danemarc eussent esperé qu'après avoir
conclu le 10. de Mars 1691. un Traité pour
maintenir la Navigation & le Commerce,
tant d'injustes Pirateries exercées sur leurs Sujets cesse-
roient à la fin. Elles ont pourtant appris avec déplai-
sir, que nonobstant les recherches & remontrances,
qu'elles ont fait faire de tems en tems auprès des Par-
ties engagées dans la Guerre pour les faire cesser, elles
font plutôt accrûes & augmentées, même à un Point
qu'il est quasi impossible d'exprimer, les Praxies, Ar-
tices, Inventions, Violences, Chicanes, & Procès,
qui ont été mis en usage, non-seulement contre les
Vaisseaux & Biens des Sujets de L. L. M. M. mais
aussi contre leurs propres Convois, au préjudice des
Douanes, & Péages de L. L. M. M. à une Diminution
considérable de leurs Droits & Impôts, & au dom-
mage irréparable de leurs Royaumes & Provinces; dont
les Sujets ont souffert & perdu infiniment en leurs Per-
sonnes, Equipages, Vaisseaux, Biens, & Marchandises.
C'est pourquoi L. L. M. M. ont été obligés de pas-
ser à l'accomplissement & à l'exécution de leur Traité
sulfimentonné, & de convenir & concerter du tems
& des moyens y convenables, à quoi étant instruits,
& autorizé par L. L. M. M. les soussignez à sçavoir
de la part de Sa Majesté de Suede, (Tit.) Comte
Benoit Oxenstiern, (Tit.) Comte Fabian Wrede, &
(Tit.) Comte Nicolas Gillenholpe, & de celle de Sa
Majesté Danolse, (Tit.) Baron Jens Juul, ils font con-
venus en vertu de leurs Plein-pouvoirs de certaines
Conditions & Articles en la maniere suivante.

I. Bien que le cas des représailles dont il est fait
Sf 3 men-

ANNO
1693.

ANNO
1693.

mention dans le troisième Article du précédent Traité ait existé il y a long-tems, en forte que sans plus de délai on seroit en droit de le mettre en execution principalement puis que L. L. M. M. ont fait faire auprès de l'une & l'autre Partie assés à tems des requitions nécessaires pour obtenir Justice, & Satisfaction, & l'ont attendu en vain bien au delà du terme prescrit: Cependant L. L. M. M. pour donner les marques de leur moderation & du desir qu'Elles ont de sortir d'affaire à l'amiable, veulent encore par leurs Ministres, qui sont dans les Cours Etrangères, faire demander, mais sans delay & dans le mois d'Avril prochain, aux Puissances engagées dans la Guerre une entière & juste Satisfaction, pour leurs Sujets, ce que chaque Ministre fera non seulement pour les Sujets de son propre Roi, mais aussi pour ceux du Roi son Allié, & ainsi la Suede pour les Sujets du Danemarck, & le Danemarck pour ceux de Suede, qui pourroient avoir été empêchés dans leur Navigation & Commerce ou dont les Vaisseaux chargez & effets ont été amenez, arrêtés, ou pris par des Vaisseaux de Guerre ou par des Armateurs, à quoi ils joindront une Liste exacte de tous les Vaisseaux dont ils auront connoissance, en se réservant tout ce qui pourroit encore leur être inconnu, ils seront en même tems instance pour que de semblables violences cessent à l'avenir & que les Vaisseaux des Sujets de L. L. M. M. ne soient plus détournez, incommodés, amenez, mais qu'on adjoint foy à leurs Passeports en bonne forme, déclarant, que s'il se trouve contre cela des fraudes L. L. M. M. auront soin d'en faire punir les coupables d'une manière qu'on en seroit satisfait: De plus ils donneront à connoître que L. L. M. M. ne sauroient plus souffrir, qu'on trouble sous divers pretextes, le trafic de leurs Sujets contre les Traitez & la Neutralité, & qu'on se fasse juge des causes dont il ne leur appartient pas de juger, de forte que si elles ne veulent pas relâcher *cum omni causa*, au plutôt & sans plus de délai les Vaisseaux encore détenus, & qui sont dans leur entier, avec tous leurs effets & payer suffisamment ceux qui sont confisqués ou échoués, dédommager de toutes les pertes, & défendre vigoureusement à l'avenir de semblables prises, empêchemens & procédures nuisibles, & le mettre effectivement en execution; en ce cas L. L. M. M. ont résolu & se sont engagées mutuellement à se faire Justice Elles-mêmes, chacun pour ses propres Sujets, aussi-bien que pour ceux de son Allié.

II. Si la prédite Requisition n'est pas promptement suivie d'une entière satisfaction, L. L. M. M. s'obligent de faire arrêter & saisir chacun chez soi pour le dédommagement de ses Sujets autant de Vaisseaux de la Nation dont on demande la satisfaction, qui suffiront pour suppléer audités dommages, & de n'en relâcher aucun, que L. L. M. M. n'ayent obtenu toutes deux la satisfaction requise.

III. Tous les frais nécessaires à la conservation des Vaisseaux arrêtés ou de leur charge seront aux dépens des Propriétaires, puis que L. L. M. M. n'ont point donné occasion à cet arrêt, on se remboursera de la même manière pour les frais qui auront été faits en amenant les Vaisseaux, & en les arrêtant.

IV. Et afin que les intentions de L. L. M. M. ne soient eludées par quelque artifice, Elles feront avertir & ordonner à leurs Sujets, de côté & d'autre de ne point embarquer leurs Marchandises dans des Vaisseaux de la Puissance ou de l'Etat dont on a dessein de faire arrêter les Navires, puisque s'il s'y en trouvoit on ne les regarderoit que comme appartenantes au propriétaire du Vaisseau; il ne sera pas permis non plus aux Sujets des deux Rois d'acheter, en attendant, ou de se faire transporter de semblables Vaisseaux.

V. Nonobstant que chacune de L. L. M. M. soit en liberté de traiter pour le dédommagement de ses Sujets à part, Elles promettent & s'entre assurent pourtant tres-confamment que, bienque quelqu'une des Puissances qui ont pris les Vaisseaux de leurs Sujets voulut satisfaire séparément à l'une ou à l'autre pour sa part, Elles ne laisseront pas pour cela d'en retenir les Vaisseaux de la manière qu'il a été dit, jusques à ce que l'autre ait aussi obtenu une entière Satisfaction.

VI. En ce que la Puissance ou l'Etat dont les Vaisseaux pourroient être saisis ou arrêtés de la susdite manière laissent écouler le tems de trois mois, depuis l'arrêt fait; sans donner une juste Satisfaction, L. L. M. M. seront sans plus de délai vendre les Vaisseaux & leurs

charges à l'encan, & se rembourseront du provenu, en y continuant jusqu'à un accomplissement entier de tout ce qu'on peut prétendre pour les dommages soufferts & pour les frais faits.

VII. Et afin que les Parties qui sont en Guerre puissent voir clairement qu'on ne pense pas à favoriser l'une plus que l'autre, ou à témoigner quelque partialité, il a été trouvé bon que si après avoir donné satisfaction, elles laissent tranquillement jouir les Sujets des deux Rois de la Liberté du Commerce, il ne sera point permis que les Vaisseaux ou Biens des Sujets de ceux qui en auront agi ainsi & qui n'inquiètent plus les Sujets de L. L. M. M. mais laissent leur Commerce libre & sans empêchement, soient amenez & rendus par les Vaisseaux de Guerre ou par les Armateurs de leurs Ennemis, dans aucun des Ports des Royaumes de L. L. M. M. mais les Vaisseaux des Sujets de celui qui voudra persister dans de semblables injustices ci-dessus alléguées n'y pourront pas seulement être amenez, mais même vendus par leurs Ennemis, à moins que ce ne soient des prises faites à l'insu & sans la Permission de L. L. M. M. dans leurs propres Ports ou sur leurs Rivières.

VIII. Et comme les Vaisseaux propres de L. L. M. M. aussi bien que ceux de leurs Sujets n'ont pas moins souffert de dommages du Roi d'Espagne que des autres Puissances qui sont enveloppées dans la Guerre présente & que le Trafic des Espagnols en Europe est si peu considérable qu'on n'y sauroit avoir recours pour se dédommager, L. L. M. M. veulent bien faire des recherches si on pourroit découvrir de leurs effets, soit par Mer ou par Terre, ou pour cette fin faire visiter les Vaisseaux qui pourroient être arrêtés pour découvrir s'ils y auroient quelque part, comme aussi accorder à leurs Sujets endommagés des Commissions pour se rendre eux-mêmes justice par voye de Représailles, mais outre cela il a été convenu en même tems, que L. L. M. M. notifieront aux Alliés de l'Espagne, qu'en cas que cette Couronne ne leur donne sans délai, satisfaction, Elles s'en tiendront aux effets de ses Alliés, & cela à bon Droit, puisque non seulement ces Puissances sont engagées dans des mêmes Interets, mais qu'encore les Armateurs des uns & des autres s'entendent si bien par Collusions mutuelles, que l'un pourra bien répondre pour l'autre, & c'est ce que L. L. M. M. promettent réciproquement de vouloir faire-exécuter, & cela en même tems qu'on est convenu à l'égard des autres.

IX. Si quelqu'une des Parties engagées dans la Guerre venoit à prendre en mauvaise part que L. L. M. M. se sont obligées en *Casu demerita Justitia* de se procurer Justice, & voudroit augmenter une Injustice par l'autre, saisis pour cette fin detenir ou confisquer les Vaisseaux & les effets de Sujets de l'une ou de l'autre de L. L. M. M. ou bien les incommoder autrement de quelque manière que ce fut au préjudice des Traitez & du Droit de Neutralité; en ce cas L. L. M. M. ont résolu de passer de même à d'autres expédients soit par un arrêt général sur tous les Vaisseaux, déstiné de tout Commerce par Mer ou par Terre, ou par moyens semblables, le tout à mesure & de la façon que les autres y donneront occasion par leur propre exemple & d'une manière qui fasse connoître à toute la Terre que ce qu'on entreprend du côté de L. L. M. M. n'est pas moins bien soutenu, que juste, & enfin si cela arrivoit, L. L. M. M. prendront cela pour *Casu Federis defensio*, comme du premier Traité, & se promettent mutuellement par leur Parole & foi Royale, d'en accomplir entièrement la teneur, & de n'en point desister que la Partie offensée ne soit dûement dédommée & satisfaite.

X. L. L. M. M. n'ayant point d'autre but en tout ceci que de parvenir à ce qui est juste & équitable & de se maintenir & leurs Royaumes & Provinces dans l'état de Neutralité, mais nullement de faire tort ou injustice à qui que ce soit, Elles veulent fortement tenir la main à l'execution des Alliances qu'elles ont conclu avec d'autres Puissances ou Etats, comme aussi sur les Réglemens & Ordonnances qui pourroient être jugez nécessaires pour reprimer & prévenir toute sorte de Commerce illicite ou défendu; & puisque les Pais & Provinces de L. L. M. M. qui dépendent de l'Empire sont obligés d'en observer les Constitutions & Avocatrices, L. L. M. M. ne permettront pas, que des Passeports soient accordés aux Habitans de ces Pais, pour aller & venir ou trafiquer directement avec les

ANNO
1693.

Pais

ANNO 1693. Pais & Villes dont les sùffits Avocatoires contiennent la défense, ni qu'aucun Etranger obtienne leurs Passaports pour une telle Navigation, ou bien abuse de ceux qui sont donnez pour quelque autre Voyage, mais Elles seront punir tout cela par la Confiscation, chacun en son endroit: on en excepte cependant tout trafic & négoce qui se pourroit faire des Royaumes de L. L. M. M. à leurs propres Provinces ou bien réciproquement des unes aux autres, lequel L. L. M. M. faciliteront au possible.

XI. L. L. M. M. sont pareillement convenus & ont promis de faire équiper & tenir prêts un certain nombre de Vaisseaux de Guerre pour appuyer & executer leur Traité.

XII. L'Alliance défensive de L. L. M. M. du 1. Février 1690. de même que la Convention pour le maintien du Commerce du 10. Mars 1691. dont il a été fait mention au commencement, seront ici confirmées de nouveau; les deux Traitez aussi-bien que le présent, dureront & subsisteront non-seulement jusqu'au temps déterminé dans les deux premiers, à sçavoir jusques au 1. de Février 1693. mais encore jusqu'à la fin de la Guerre, dans laquelle les Puissances Maritimes sont engagées à présent, en cas qu'elle se trainât au delà dudit terme: & si en attendant, il arrivoit que quelqu'une de L. L. M. M. ou toutes les deux vinssent à entrer en broüillerie, avec quelqu'autre Puissance ou Etat au sujet de ce qui est contenu dans ce Traité, alors l'obligation de le maintenir, & de s'assister mutuellement demeurera en son entier & en pleine vigueur, jusques à ce que le différent soit terminé & vidé.

XIII. On est convenu que l'échange des Ratifications de ce Traité se fera en trois semaines à compter du jour de la signature.

En foi de ce qui a été ainsi arrêté & conclu, nous avons signé le présent Traité de nos propres mains, & vérifié par les Sceaux de nos Armes. Fait à Stockholm, le 17. de Mars 1693.

B.O. (L.S.) F.W. (L.S.) N.C. (L.S.)

CLIV.

5. Juil. Consens derer Herzogen zu Sachsen/Bernhards/Christians/Johann Ernests/und Ernests/über die zwischen Dero Herrn Brudern Albrechten/und dessen Gemahlin Susannam Elisabetham gebohrne Gräffin Kempinsky/ Anno 1689. geschlossene Eheveredung. Geben den 5. Julii 1693.

C'est-à-dire.

Consentement de BERNHARD, CHRISTIAN, JEAN ERNEST, & ERNEST, Ducs de Saxe, sur le Contrat de Mariage fait en 1689. entre leur Frere ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, & son Epouse SUSANNE ELISABETH Née Comtesse de Kempinsky. Donné le 5. Juilliet 1693.

* Voyez le cy-devant avec le Contrat de Mariage sous le 1. Mai 1689.

CLV.

12. Juil. Declaration Herzogs Fridrich Wilhelms zu Mecklenburg-Schwerin/ gegen Ihro Churfürstliche Durchleucht Friedrich den III. zu Brandenburg/ daß Er bey der ihm leistenden Landes-Huldigung zugleich die Land-Stände vom Herzogthum Mecklenburg und den

Fürstenthümern Raseburg und Schwerin der Eventual-Erb-Huldigung wolle erinneren lassen / welche von den Mecklenburgischen Land-Ständen Anno 1442. den Marggrafen zu Brandenburg geleistet worden; und dieses darum / damit ermelte Land-Stände wissen mögen / daß sie nach Abgang des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes männlichen Geschlechts den lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg für einen Rechtmaßigen Successoren und Erb-Herrn zu erkennen haben; woben gedachter Herzog zugleich die zwischen beyden Häusern Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reverfales de Anno 1442. renoviret / und auff die Fürstenthümer Schwerin und Raseburg extendiret / mit niemand zu Präjudiz der Brandenburgischen Eventual-Succession zu tractiren promittirt / salvis tamen Juribus suis & Ducum Megapolitanorum, nebst stipulirung der hinterlassenden Fürstlichen Wittib zu leistenden Unterhaltung / und der unvermählten Prinzessinnen Versorgung und Ausstattung. Schwerin den 2. Julii 1693. [LUNIG Grundveste der Europäischen Potenzen Gerechtsamen Part. I. Cap. III. pag. 502. & LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abfag III. pag. 278. Pöhlson a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'Information vom Ursprung des Königlischen Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an den Mecklenburgischen Reichs-Leben / in Beylagen sub Lit. CC. Append.]

C'est-à-dire,

Declaration de FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, à FREDERIC III. Eleveur de Brandebourg, portant que lorsque les Estats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feront l'hommage qui lui est dû, il aura soin des les avertir de l'hommage de Succession eventuelle qui fut fait en 1442. par les Estats Provinciaux de Mecklenbourg, aux Marchgraves de Brandebourg, afin qu'ils sachent, qu'en cas d'extinction de la Ligne Masculine de la Maison Ducale de Mecklenbourg, ils devront reconnoître l'Eleveur & Marchgrave de Brandebourg alors regnant pour leur vrai & legitime Seigneur Hereditaire; Son Altesse Serenissime renouvelle en outre de sa part les Reverfances passés l'an 1442. entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg; avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au préjudice de la Succession eventuelle de Brandebourg, se reservant au reste à lui & à ses Successors Ducs de Mecklenbourg la libre Disposition de ses autres Droits, aux Duchesses l'infus leur Subsistance, & aux Filles leur

ANNO leur Alimentation & Donation. A Suerin le 12.
1693. Juillet 1693.

S On Gottes Gnaden Wir Friederich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / 101. Tit. Urkunden und bekennen hiermit für Uns / und Unsere Erben und Successores Herzoge zu Mecklenburg / daß wir uns gegen den Durchlauchtigsten Fürsten / Herrn Friedrich den Dritten / Margrafen zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Raths Erez-Cammern und Churfürsten / wegen der von Seiner kühnen verlangender Erbhuldigung in den Mecklenburgischen Landen / als auch in den beyden für Bisumar / Pöel und Neu-Closter surrogirten Fürstenthümen Schwerin und Raseburg / dergestalt Freund-Vertrügliche erklärt haben / erklären Uns auch in Kraft dieses hiermit nochmals dahin / daß wir bey erfolgder Unser landes-Huldigung nicht allein in Unseren Herzogthum / nach Maßgebung der Anno 1442. errichteten Reversalen sondern auch in den beyden surrogirten Fürstenthümen / Schwerin und Raseburg / ummahlen da Ihre Kaiserliche Majestät dem Chur- und Marggräflichen Hause Brandenburg allbereit die Bekleidung und Confirmation der eventuellen Succession auf die Mecklenburgische Lande / auch in specie auf die Fürstenthümer Schwerin und Raseburg ertheilt haben / diese Anzeige wollen thun lassen / daß weil wir vorgedacht / in Anno 1442. die damalige Mecklenburgische Land-Stände in Praesenz der Herzogen zu Mecklenburg / die Eventual-Erbhuldigung gethan / Sie die Land-Stände im Herzogthum Mecklenburg / auch in den Fürstenthümen Schwerin und Raseburg dessen erinnert werden / auf daß Sie / wann nach göttlicher Schickung der Fall des gänzligen Aussterbens des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes Mämliches Geschlechtes sich ereignet / wissen mögen / an wem Sie sich zu halten / und wen Sie für einen rechtmässigen Successoren und Ihren Erben / nemlich den als dem lebenden Churfürsten und Margrafen zu Brandenburg / und dessen Successoren zu agnosciren und zu erkennen haben / darnach Sie sich zu richten.

Wir wollen auch die damaligen nebulich in Anno 1442. zwischen dem Churfürsten und Margrafen zu Brandenburg / und denen Herzogen zu Mecklenburg errichtete Reversalen hiermit alles Inhalts / gleich wären Sie wörtluch anhero gesetzt / renovirt / und zugleich auf Unsere beyde Fürstenthümer Schwerin und Raseburg in Kraft dieses extendirt haben / ingleichen Seiner kühnen das Protocol / so bey Unseren künftigen Huldigungen wird gehalten werden / einschicken / damit dieselbe sehen mögen / daß die Notification obgeschriebener massen geschehen sey / Wir zweifeln auch nicht / daß Unsere Successoren an der Regierung solche Anzeige werden geschehen lassen / solte aber über Verhoffen dieselbe nachbleiben / so soll doch deren Unterlassung Seiner kühnen an dero ohne dem gunstfam fundirten Successions-Recht zu keinem Nachtheil erreichen.

Wir erklären Uns auch gegen Seiner kühnen Freund-Vertrügliche dahin / daß wir und Unsere Successores an der Regierung Seiner kühnen und Ihrem Chur- und Marggräflichen Hause / der obgedachten Eventuellen Succession halber zum Praejudiz mit niemand Uns engagiren und tractiren wollen / bedingen aber hieby / daß Uns und Unseren Successoren / so lange von Unserem Hause Mecklenburgische Herren im leben seyn / nach wie vor / die landes-Regierung / freye Disposition in Unseren Herzog- und Fürstenthümen ohne Eintrag geruhig / als auch dasselbe / was Uns und Unseren Nachkommen / Herzogen zu Mecklenburg / als Reichs-Fürsten / vermöge der Reichs-Constitutionen und des §. gaudeant Instrumenti Pacis Osna-brugensis competet / unbeschränket gelassen / dan auch / daß künftigh den letzten landes-Herren / Herzogen zu Mecklenburg freye Hände bleiben / von den Allodialibus zu restituiren / oder sonst zu disponiren / auch die aleban hinterlassene Fürstliche Witwen eine oder mehr / auch die unvermahlte Primessen zu versorgen / auch wan Standtmässige Personen Sie heyrathen wollen / daß sie aleban nach Ihrem Fürstlichen Stande ausgeheuet werden / da über das Ihnen auch die Fräulein-Stener aus dem lande / wie es mit den land-Ständen verglichen / gebühret / und gereicht werden soll / wie auch daß Unseren land-Ständen und Einwohnern / so wohl im Herzogthum Mecklenburg / als den beyden Fürstenthümen / Schwerin und Raseburg / Ihre Privilegia / Freyheiten / Gerechtigkeiten und wohlhergebrachte Gewohnheiten beyhalten / und von den Chur-Fürsten und Margrafen / wan dieselbe nach Gottes Willen zur Succession gelangen / renovirt und confirmirt werden mögen. Wie dan auch

ANNO wir zu Ihrer Edd. das Freund-Vertrügliche Verstanden ha-
ben / Sie werden und wollen Uns in Unseren / und un-
seres Hauses Angelegenheiten allemahl nach Recht und Bil-
ligkeit Freund-Vertrügliche aditiren.

Die Grenz-Streitigkeiten und andere Irrungen / so zwischen dem Churfürstlichen Marggräflichen und Unse-
rem Fürstlichen Mecklenburgischen Hause noch unentschie-
den / mögen und sollen durch gültliche Wege / indem von
jedem Theile einige Rache darzu allemahl zu deputiren /
abgethan / oder falls in Güte es nicht zu heben / der Weg
Rechtens erwöhlet und prosequirt / desfalls aber de facto
zu verfahren / soll nicht verstatet werden. Wiewohl ich ha-
ben wir dieses mit Unserem Fürstlichen Hand-Zeichen und
Zusatz corrobort und bestätiget / So geschehen auf
Unser Kesseln und Besieg Schwerin / den 12 / 22. Jul.
Anno 1693.

(L.S.)

app.

Friederich Wilhelm.

Gegen-Erklärung Ihro Churfürstlichen Durchlaucht Friederich des III. zu Brandenburg / gegen Herzog Friederich Wilhelm zu Mecklenburg Schwerin / daß Sie mit vorgedachter des Herzogs Erklärung content seyn / auch dero Jus succedendi den Mecklenburgischen Landes-Fürstlichen Juribus nichts prajudiciren solle / Sie auch die stipulirte Conditiones erfüllen wollen / Wobey die de Anno 1442. zwischen dem Haus Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reversales renovirt / und gleichfalls auf die Fürstenthümer Schwerin und Raseburg extendirt / auch hochbesagten Herzogen und Dero Haus alle vermögssame Assistenz in Ihren und Ihres Hauses und Landes-Rechts = gearunderten Angelegenheiten / zu deren Veruhigung und Conserva-tion verheissen wird. Zu Potsdam den 2. Julii 1693. [Information von Ur-sprung und Verfolg des Königlischen Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an Mecklenburg in Bey-lagen sub Lit. D.D. & apud LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 279.]

C'est-à-dire,

Declaration reciproque de FREDERIC III. Elec-teur de Brandebourg, à FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, portant que Son Altesse Electorale est contente de celle qu'il lui a faite, & qu'elle n'entend pas que son Droit de succeder aux Duchés, Territoires, & Droits de Mecklenbourg, puisse ou doive leur porter quelque prejudice; S. A. E. y promet en outre d'accomplir toutes les Conditions, stipulées par le Serenissime Duc; Elle renouvelle de sa part les Reversaux pas-sés l'an 1442. entre la Maison de Brandebourg, & celle de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg: Enfin elle promet toute l'Assistance possible au Serenissime Duc & aux Siens, pour la conservation & la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trou-

veront

ANNO 1693. *werant fondées sur le Droit Provincial. A Potsdam le 11. Juillet 1693.*

Sir Friedrich der Dritte von Gottes Gnaden / Marggraf zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erbschammerer und Churfürst / in Preussen zu Magdeburg / Cleve / Jülich / Berge / Sierstun / Pommeren / der Eussen und Benden / auch in Schlesien zu Grosse und Schwiebus Herzog / Burggraf zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Cammin / Graf zu Hohenstolzen / der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensian / wie auch der Lande Lauenburg und Bütow / 1c. Urkunden und besamen hiemit für uns und unsere Erben Successoren / Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / Als der Durchlauchtige / Hochgeborne Fürst / unser frommlicher lieber Vater / Herr Friedrich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / Rittsch zu Benden / Schwerin und Rügen / auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr / sich gegen uns wegen der Erbfolgsung in dem Herzogthum Mecklenburg / auch den surrogirten Fürstenthümern Schwerin und Rügen / in Erinnerung der in Anno ein tausend vier hundert zwei und vierzig zwischen den Churfürstlichen und Marggräflichen und denen Fürstlichen Mecklenburgischen Häusern errichteten Reversalen / also erkläret haben / daß wir mit Ihro Edd. desfalls Fremd-Denklich conseret und der Zurecht seynd / Ihre Edd. und ideo Erben und Successoren werden denselben versprochenen massen nachkommen / daß wir demnach für uns und unsere Successoren und Nachkommen / Herzogen zu Mecklenburg hiemit versprechen und zusagen / daß daselbst / was vor hochgedachte Ihre Edd. in ideo uns zugesellter Declaration und Erklärung sub dato Schwerin den 12. 22. Jul. dieses 1693. Jahres wegen der ungetinderten landes-Fürstlichen Regierung und Disposition in ideo Herzog-Fürstenthümern und Landen und des Ihre Edd. und Ihren Successoren / als Reichs-Fürsten / competierenden Fürsten-Rechts / vermöge der Reichs-Constitutionen und des 5. Gaudent. Instrumenti Pacis Osnabrugensis / als auch fürstlich auf den Erbfolgsungs-Fall die Testir-oder Disposition wegen der nachlassenden Allodial-Güter / Verforgung der Fürstlichen Wännen und Princepsen / auch deren Aussteuer / man Sie Standmäßig vermählet werden / wie dan auch wegen Renovir-Confirmir- und Extenderung der landes-Stände Privilegien / Freyheiten und wohl hergebrachten Gewohnheiten / so wohl in dem Herzogthum / als denen beiden Fürstenthümern Schwerin und Rügen / und in übrigen ansehdungen und reservet haben / dergestalt als man es wörtllich anders geköet wäre / von uns und unseren Successoren / denen Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / Ihre Edd. und ideo Successoren gehalten und practiret werden soll. Wir renoviren auch die zwischen unseren beederseitigen Vorfahren und Ahn-Herren denen Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg und Herzogen zu Mecklenburg in denen alten Jahren / als in Anno 1442. errichtete Vergleich und munnelle Reversalen / gleich wären dieselbe wörtllich anders inseriret / und extenden dieselbe auf die beide surrogirte Fürstenthümer Schwerin und Rügen / wir versprechen auch vor uns und unsere Erben und Successoren die Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / daß wir Ihre Herzog Friedrich Wilhelms Edd. und ideo Fürstliche Haus und Linie alle vermögensame Assistent in-und außserhalb Gerichts / in Ihren und Ihres Hauses und landes Rechtes-gegründeten Angelegenheiten / zu deren Beuhigung / Conservation und besten erweisen wollen / dessen zu Urkund haben wir dieses mit unseres Namens unterschreift und Churfürstlichen Insignel corroboriret und bekänget. So geschehen und gegeben zu Potsdam den 11. Jul. 1693.

Friedrich Churfürst.
(L.S.)

E. v. Dantzelmann.

CLVI.

26. Jul. *Traité par lequel les Etats de Tournay & de Tournays se soumettent aux Contributions exigées par le Roi CATHOLIQUE, & par L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES.*
TOM. VII. PART. II.

CBS-UNIES des Pais-Bas. Fait au Camp d'Esquelmes le 26. Juillet 1693. [Pièce authentique tirée du Registre des Résolutions des Confauz de la Ville & Cité de Tournay.] ANNO 1693.

Messieurs les Deputez des Ecclesiastiques & Nobles des Estats & du Magistrat de Tournay pour la Banlieue & Dependance de ladite Ville, sçavoir Dom François le Grand Abbé de Saint Martin, Messire Noel Portois Abbé de saint Nicolas Despres, Jean Baptiste Dubois Bailly de Rume, Jean Scorian Bailly d'Espierres, Charles Copin Bailly de Pecq, & Robert du Jardin Conciliier Pensionnaire desdits Estats & Pierre de Cocq juré de la Ville, étant delement autorizé par ledits Estats & Magistrat respectivement, ont déclaré qu'en suite de leur Pouvoir, ils sont aujourd'huy vingtième de Juillet 1693. venus se soumettre à la Contribution imposée de la part de Sa Majesté Catholique & des Seigneurs des Estats Generaux des Provinces-Unies depuis la Declaration de cette Guerre, jusques & y compris les Mandemens du mois de May dernier qui finiront au mois d'Avril 1694. & ayant été recogu que toutes les Impositions faites dans toutes leurs Epeces pendant le temps fusdit qui est de cinq années, importent (deduit nonante neuf mille quatre cens cinquante Florins pour l'imposé des quottes des Villages qui sont par de là l'Escout & les Lignes) la Somme de huit cens sixante trois mille huit cent vingt-quatre Florins quinze Patars, sur laquelle Somme Monsieur le Comte de Bergeyck du Conseil d'Etat & Tresorier General des Domaines & Finances de Sa Majesté Catholique au Pays bas pour la part de Sadite Majesté, & Monsieur de Sandra Receveur & Directeur des Contributions au District de Flandres pour la part des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ont bien voulu faire une moderation de cinquante mille Florins sous l'Aggregation tant de Son Altesse Electorale de Baviere que des Seigneurs des Estats Generaux, nous Deputez fusdits nous sommes obligez, comme nous nous obligons par cette de payer la Somme restante de huit cens treize mille huit cent vingt-quatre Florins quinze Patars dans la Ville de Gand, Anvers, ou Bruxelles à notre choix aux Termes cy-apres declarez, sçavoir l'imposé des trois premieres années de tous les fusdits Mandemens en deux Termes par egales portions, le premier douze jours après la date de cette Obligation & l'autre trois semaines après, deduction à faire de tout ce que les Communitez des deux Corps ont payé respectivement tant l'année 1689. qu'à présent: Et les deux années restantes pareillement en deux Termes l'un trois mois après le dernier paiement precedent, & l'autre endans les trois mois ensuivans, sauf à augmenter ou diminuer à la fusdite Somme toute erreur de fait & de calcul.

Et pour l'assurance dudit paiement nous avons donné en otage les Personnes de Dom François le Grand Abbé de Saint Martin, Jean Baptiste du Bois Bailly de Rume, Jean Scorian Bailly d'Espierres, Laurent du Bus Lieutenant Bailly de Warcoine & Bailly de Rongy pour les Estats du Tournais & Pierre de Cocq, pour la Ville, qui volontairement ont consenti de rester pour Ostages & assurance de ladite Somme, avec faculté neantmoins de pouvoir renouveler & remplacer ledits Ostages par d'autres Ecclesiastiques & Séculars du Corps desdits Estats & Magistrat de la Ville en pareil nombre & de meisme Caractere, en advertissant toutesfoi auparavant Monsieur le Comte de Bergeyck & des Personnes par lesquelles ils voudront remplacer ceux qui seront les premiers en Ostages, & alors il leur sera depeché les Passeports & Sécurité gratis pour aller & venir, & aussitôt que Messieurs les Estats du Tournais & le Magistrat de la Ville auront donné des Sécurité pour le paiement de ladite Somme entiere, ou celle qui pourroit rester après les payemens faits dans les Villes d'Anvers, Gand, ou Bruxelles à leur choix, à la satisfaction toutesfoi de Son Altesse Electorale, & des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ils seront mis en entiere Liberté, & on leur donnera des Passeports gratis pour retourner à Tournay.

Et parmy cette Soumission & Accord de la Contribution, les Personnes tant Ecclesiastiques que Séculars qui sont deputez, & entrent dans l'Assemblée des Estats du Tournais, leurs Huissiers, les Baillis, Greffiers, &c.

ANNO
1693.

& Collecteurs des Communautés dudit Tournais & aussi ceux de la Banlieue de la Ville pouront parmy Certifier du Greffier desdits Estats & de la Ville aller & tenir librement dans tout le Tournais, plat Pais & Places de France en toutes sortes de Voitures, avec leurs Familles, Domestiques armés contre les Voieurs & Equipage, nonobstant qu'ils resideroient dans la Ville de Tournay.

Fait au Camp d'Esquelmes le vingt-troisième du mois de Juillet mille six cent quatre vingt-trois. *signé* François Abbé de Saint Martin, Noël Abbé de Saint Nicolas, J. B. du Bois, J. Scorian, Charles Coppin, du Jardin, P. de Cocq.

Nous soussignez Comte de Bergeyck du Conseil d'Etat & Tresorier General des Domaines & Finances de Sa Majesté, & Abraham Sandra Receveur & Directeur des Contributions de la part des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, déclarons d'avoir accepté, comme nous acceptons par cette l'Obligation cy-dessus en duplicat de Messieurs les Deputés des Estats de la Ville de Tournay & Tournais pour le paiement de la Contribution de cinq années de cette Guerre qui finiront au mois d'Avril 1694. Et nous leurs avons ensuite delivré les Sauvegardes pour toutes les Communautés, par lesquelles elles sont prises sous la Protection & Sauvegarde de Sa Majesté fait au Camp d'Esquelmes le 26. de Juillet 1693.

Signé le Comte de BERGEYCK & ABRAHAM SANDRA. Nous Les Estats du Bailliage de Tournay & Tournais ayant veü & examiné le Traité cy-dessus mentionné, fait & accepté le 26. de Juillet 1693. au Camp d'Esquelmes sur l'Escalut entre Monsieur le Comte de Bergeyck pour le Roy Catholique & Monsieur Abraham Sandra pour les Estats Generaux d'une part, & les Sieurs Deputés de nous Estats d'autre, au sujet de cinq années de Contributions demandez sur notre Departement, avons icelui agréé, ratifié & confirmé, agreons, ratifions & confirmons en toute sa forme & teneur. Fait en notre Assemblée du jourd'huy 28. dudit mois de Juillet 1693. tesmoin le Greffier desdits Estats soussigné, *signé* J. DU CHAMBYE.

Nous Prevost & Jurez-Majeur & Eschevins de Tournay faulans les Confaux & Etat de ladite Ville, déclarons qu'après avoir pris inspection du Traité cy-dessus nous le ratifions en notre esgard, & l'avons pour agreable, en foi de quoi nous l'avons fait signer de notre Greffier ce 29. Juillet 1693.

Signé,

A. L. JACQUERIE.

Après Collation faite au Registre des Resolutions de Messieurs les Confaux de la Ville & Cité de Tournay où les Actes cy-dessus se trouvent enregistrez, la presente Copie y est trouvée accorder par le Greffier Civil de ladite Ville soussigné, son Seing cy-mis jointement le Cachet secret de la mesme Ville, le 8. Juin 1708.

(L.S.) BULFELART.

CLVII.

DANE-
MARC ET
BRUN-
SWIC-
LUNE-
BOURG.

Traité entre CHRETIEN V. Roi de Danemarck, & la Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG, pour la Démolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre, 1693. [Lettres Historiques du mois de Novembre, 1693, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. V. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 163.]

Au nom de la Tres-sainte Trinité.

S Achent tous presens & à venir, que les Differens survenus entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, de Norwege, &c. & la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, Zell. & Hanover, &c. au sujet des nouvelles Fortifications de Ratzebourg & de la nombreuse Garnison qu'on y avoit mise, ont été ajustez à l'amiable de la maniere suivante, par la Médiation de l'Empire, des Rois d'Angleterre & de Suede, de l'Electeur de Brandebourg, & de Messieurs

les Etats Généraux des Provinces-Unies, qui se sont rendus Garands de ce Traité d'Accommodement.

ANNO
1693.

I. La bonne Intelligence, qu'il y a eu & levant entre le Roi de Danemarck, & la Serenissime Maison de Lunebourg sera renouvelée & établie, & tout ce qui s'est fait de part & d'autre au sujet de leurs différens sera entièrement oublié.

II. La Serenissime Maison de Lunebourg s'engage, de faire démolir les Fortifications faites à Ratzebourg, tant interieures, qu'exterieures, de commencer cette Démolition un jour après la Ratification du Traité, & de la faire continuer avec tant de diligence, qu'elle puisse être achevée dans trois semaines pour le plus tard.

III. Cette Serenissime Maison s'oblige encore de retirer ses Troupes de Ratzebourg & de leur faire repasser l'Elbe après la Démolition des Fortifications de cette Place; mais il lui fera permis de laisser deux cents Hommes dans le Duché de Saxe-Lawembourg.

IV. Le Roi de Danemarck promet de son côté de faire rentrer dans ses Etats toutes ses Troupes, après la Ratification de ce Traité; tant celles qui sont devant Ratzebourg, que dans le reste du Pays de Saxe-Lawembourg, & de leur faire entièrement évacuer ce Duché quatre jours après la Ratification du Traité, hormis deux Regimens de Cavalerie & ne Batallions, qui resteront auprès de l'Artillerie, qu'on pourra y laisser quinze jours, au cas qu'elle ne puisse être transportée plutôt: à condition que ces deux Regimens de Cavalerie, & ces six Batallions ne pourront exiger du Pays que le Fourage & l'utensile, Sa Majesté Danoise s'obligeant de leur fournir le Pain & les autres Vivres dont ils auront besoin. Il sera permis aux Danois d'entrer dans Ratzebourg & d'en sortir après la signature du Traité, & leur Artillerie sera retirée des Barieres, & conduite à un mille de la immédiatement après la Ratification, pour y rester avec les Troupes seldites, jusques à ce qu'elle soit voiturée hors du Pays; ce qui sera, ainsi qu'il a été déjà dit, dans quinze jours au plus tard.

V. On est encore convenu, que toutes les Hostilités de part & d'autre cessent dès le jour que le Traité sera signé; qu'outre les Contributions mises par le Roi au mois d'Août dernier, on n'en établira point de nouvelles, & on n'exigera absolument rien du Pays. Que les Generaux des Troupes de Sa Majesté Danoise leur feront observer une exacte Discipline dans leur retraite, & seront châtiés severement ceux qui pourroient entreprendre de commettre quelque desordre.

VI. Sa Majesté Danoise ne se mêlera plus en aucune maniere dans la Succession de Saxe-Lawembourg contre la Serenissime Maison de Lunebourg; & ne la troublera pas non plus dans la Succession ou jouissance de ce Pays, directement, ni indirectement; mais laissera entièrement cette affaire à la decision des Arbitres ou Juges choisis à cet effet.

VII. Les Hauts Mediateurs demeureront Garands de l'exécution du present Traité, dont leurs Ministres Plenipotentiaires ont promis de rapporter leur Ratification dans le tems de six semaines.

CLVIII.

Tractat zwischen dem Herzog von Longueville als Obristen Land-Heim der Graffschaft Neuenburg und Valengis, und dem Canton Lucern / wodurch dieser letztere den ersten mit denen Schloßherren und Städten beuelter Graffschaft zu seinen ewigen Burgern aufnimmt / und dieselbe vor allen Gewalt zu schützen verspricht. Geschehen auff Montag den 9. Wintermonat nach Christi Geburt 1693. LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheilung I. Anhangs IV. Absatz / von Schwetz, pag. 303. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEIBNITZ Mantissa Cod. Jur.

9. Nov.

ANNO 1693. *Jur. Gentium Diplom. Part. II. pag. 128.]*

C'est-à-dire,

Traité entre le Duc de LONGUEVILLE en qualité de Comte de NEUFCHÂTEL & de VALENGIN, & le Canton de LUCERNE, par lequel ledit Canton le reçoit en sa Combourgeoisie, avec les Villes, Châteaux & Hommes du Comté, promettant de le secourir & défendre contre toute violence, Fait le Lundi 9. de Novembre 1693.

Wie die Schultheiß / klein und große Râth / so man nennt die hundert der Stadt Lucern / thun kund und wissen öffentlich hiemit / die weilen zwischen denen Durchleuchtig und Hochgebohrnen Fürsten / denen Herrn Herzogen von Longueville / als Obersten Landfürsten der Graffschaft Neuenburg und Valendis von dieser Graffschaften wegen / und welchen Stât und Ständen löblicher Eydgnoßschaft von sehr viel Jahren dahero eine nutz- und nützliche Vereinigung und ewiges Bürgerrecht gehalten / mit Nahmen aber entzwichen dem Bepald Durchleuchtig und Hochgebohrnen Fürsten und Herren Philippen Margrafen zu Hochberg löblicher Gedächtnis / bey lebzeiten Marschallen zu Burgund / Grafen und Oberherren zu Neuenburg / Herren zu Nötel und Saunenburg eines / und unsern freunb / und ehrenben / leben Regiments Vorberer anderen theils / eine solich Einung und ewig Bürgerrecht geschlossen / und auf St. Maria Magdalena Abend des funff- zehenhundert und ersten Jahrs in der Stadt Lucern ordentlich verbriefet: auch nach Absterben des hochgedachten Herrn Margrafen ein solches mit Ihro Fürstliche Durchleuchten / und nachmaligen Anno 1503. mit dessen nachgelassenen Ehelicher Tochter der Freulin Johanna / in dem nächsten Jahr aber Anno 1504. darauf mit dero Ehemann dem Herrn Ludwig von Delans / nachmaligen Herzogen zu Longueville wiederum erneuert / und Anno 1524. und dessen Bestätigung entzwichen der obgedachten Freulin Johanna / und unsern lieben Voreltern nachmaligen Actus ausgewechselt / entlichen dasselbe auch Anno 1570. von Ihro Fürstliche Durchleucht dem Herrn Leonor von Delans Herzogen zu Longueville und Touzeville. auch unsern in Stât ruhenden Vorfahren erneuert und verbriefen worden / wie es dan die deshalb gefertigte Haupt-Brief-wesen / auf welche man sich beziehet;

Deshalber und in Ansehung / daß eine solche gute Verständis und Bürgerrecht zu beständigen guten Erspriessen wohl ausgeschlagen / und erschlossen; So haben zu Erhaltung einer so alten und vernehmen Freunb- und Nachbarschaft Ihre Fürstliche Durchleucht Herr Heinrich Juli von Bourbon / Fürst von Condé / und Fürst von Lö- nighem Schlich / Pair und Grand Maître von Frankreich / Herzog von Angoulis und Châzeauroule &c. Ihrer Aller-Christlichsten Königlich Majestät zu Frankreich Gubernator und Oberster Statthalter in denen Provinzen Burgund und Breßte. als Ehren-Vorsitzer ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von Longueville. Obersten Landfürsten der Graffschaft Neuenburg und Valendis. dieneilen obgedachte Ihre Fürstliche Durchleucht den Herrn Herzogen zu Longueville und Ober-Herrn der Graffschaften Neuenburg und Valendis. erscheinend stets löblich-Obedientheit halber / ein solches in Verfaß zu verzeichnen / wie sonst es das Verkommen mitbracht hätte / ohnmöglich fällt / in dero Nahmen / und als dero oberdenlicher Ehren-Vorländer durch ihre hierzu mit vollkommen Gewalt versehene Absambler / die hochgedachte Wohlbede / auch Edel / Gesez / Vernehm und Weis Herren / Herrn von Akky Gubernatoren und dero General-Statthaltern in gedachter Ober-Herzschafft / wie auch die Herren Oberstam Chamberler Altmeier zu Valendis. Herrn Johann Heinrich Brun Herr zu Olets / Cambreren der gesagten Ober-Herzschafft / Herrn Jonas Dorey Vogten zu Boudry / Herrn Johann Michael Berget Meyern zu Neuenburg / alle vier Ständes-Râth der mehrerwehnten Graffschaft Neuenburg und Valendis: gebodete Vereinigung und ewiges Bürgerrecht mit uns wiederum erneuern / und dasselbe auf hocherwachte Ihre Fürstliche Durchleucht des Herrn Herzogen zu Longueville. dero Erben und ewigen Nachkommen in guten Treuen zu erhalten schreyen wollen /

TOM. VII. PART II.

ANNO 1693. in massen hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht durch gedachte mit vollkommen Gewalt versehene Absambler hierunden an uns geminnende Werbung thun lassen / und uns sambt unsern Stât / Land und Leuten mit unser freunblichen Bewilligung zu ihnen / das ist / als ihren Vorsitzer / und in Nahmen oft hochgezeigt ihre Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von Longueville. und Obersten Landfürsten / und Herrn zu Neuenburg und Valendis. von dieser beyder Ober-Herzschaffen wegen / zu ewigen Bürgern empfangen / und das obangezogene ewige Bürgerrecht mit uns erneuert und bestätiget haben; Darüber auch wir die zu Anfangs ernante / Schultheiß / klein und große Râth / so man nennt die hundert der Stadt Lucern / aus gleichen / und denen obangezogenen Grund und Ursachen hiemit widerstlichen / und in Kraft des gegenwärtigen / das ermittelte ewige Bürgerrecht / wie es die alte Bürger-Brief andrücken / und welche hiemit in ihren Kräften bleiben und bestâtet seyn sollen / bestâtet und erneuert haben / bestâtet und erneuern auch dasselbe mit gegenwärtigen / wie ein solches von Actuel zu Actuel hernach folgt.

Namlich / und dieneilen wir in Ansehung derselben liebe und Freundschaft obgedachte Ihre Fürstliche Durchleucht den Herrn Herzog zu Longueville / als Obersten Landherren der Graffschaft Neuenburg und Valendis. dessen Geben und ewige Nachkommen / mit denen Stäten / Schloßherren Land und Leuten der Graffschaft Neuenburg und Valendis. zu unsern ewigen Bürgern auf und angenommen / sie auch hiemit wissenlich und in Kraft des Briefs zu unsern ewigen Bürgern annehmen und empfangen / also daß wir dieselbe auch dero Land und Leuten in gedachten Graffschaften Neuenburg und Valendis nun / und hinnach zu recht / und vor Gewalt handhaben wollen / nach Laet und Saag unsers Statrechts und löblichen alten Herkommen.

So bleibet noch weiteres berebt / ob hochgedachte Ihre Fürstliche Durchleucht dero Erben und Nachkommen theils unser Raths Vorstahren zu brauchen notdürftig / und die erforderen würde; aldaß wir ihnen die erlauben / und verwilligen sollen; es sollen auch wir beyde Theil / und alle die unsrer uns zimlicher inländischer Rechten gegen einander begnügen / und was alsdan gesprochen wird / darbey zu bleiben / ohne weiter weigern / ziehen und appelliren / fürderlich / und ohne Verzug recht ergeben zu lassen / und das letztweder Theil den anderen mit freunden Ausländischen Gerichten und Rechten nicht bestimminern / fürnehmen / noch beschwehen soll / ausgeschlossen umb Ehe und offen Bacher.

Ob sich aber begeben wird / daß Epen oder Widerwillen zwischen hocherwachte Ihre Fürstliche Durchleucht dero Erben und Nachkommen und uns den Schultheissen / Râth und gemeinen unsrer Bürgern auch ewigen Nachkommen aufstünde: so soll doch darinn nichts unfreundliches gehandelt / und fürgenommen werden / sondern so soll jeder Theil den anderen zu Recht und Aufzierung fürfordern / gehn Ziel / dahin dan nach der Erforderung der Theil / so also erfordert wird / in vierzehen Tagen den nächsten darnach kommende dem Rechten stat thun / und daselbst schwerer Theil zweien ehrbare aus dem Bezirk der Eydgnoßschaft erkiesete Männer zu den Spänen setzen / die auch loben und schwören sollen einen Eyd zu Gott / und den Heyligen / solch Trug / und Spän von beyden Theilen mit Klagen und Antworten nach Nothdurft zu hören / und demnach zu beschien / ob sie die mit beyder Theilen Willen und Willen / betragen und gerichten mögen / und ob das mit beschien mag / so sollen sie dan das Recht in drey vierzehen Tagen den nächsten aussprechen / wie sie das ihr Eydt und Ehre weiset / und wie das also von ihnen gemeinlich / oder dem mehreren Theil ausgesprochen wird / das auch dem von uns beyden Theilen gerichtlich nachgegangen werden solle / ohne alles weiter ziehen / weigern und appelliren.

Ob aber die zugezeten in ihren Sprüchen oder Erkenntnissen zerfiehend / und sich gleich theilen / so soll unser des Theils zugezeter / so zu Tagen erfordert wird / und des die Ausspruch ist / und aus dem anderen Theil ein gewainer Man / der sie zu aller Sach der schließlich und gleichst bedunckt / und der das vor darum die Briefs mit verlobt / noch verschworen hat / fiesen und nennen / und der von dem Theil / dem er zuerhört / daran gemessen und gehalten werden / sich des annehmen / und bey dem Eydt sich zu verbinden / solch Sach wie obelst fürderlich auszurichten / und entweder zugezeten gesprochene Urtheil / so ihnen die besser / und gerecht sein bedunckt / in so viel Reits / als vorstet / folgen und gehalten soll / und weder Theils zugezeten Urtheil er also gehet / und soll

T i 2

get /

ANNO
1693.

get / das die auch dan die mehr seyn / und dero wie ob
sieht nachgangen werden soll / ohne alles weiter weigern
und apponiren / ohne Gesehrt.

Doch so behalten wir uns hierin Lanter vor / den heil-
igen Stuhl zu Rom / das heilig Römisch Reich als von
des Reichs wegen / und alle die / mit denen wir vor darum
des ersten Bürger-Briefs mit Herrn Marggraffen Phi-
lippen von Hochberg aufgerichtet / in Bündnis / Einung /
oder Beschreibung seynd / ohne Gesehrt.

Wie nun Hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht
Herrn Heinrich Juli von Bourbon / Fürst von Conde und
Fürst von Königlischen Geblüt zc. als Ehren-Vorscher
ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von
Longueville als Obersten Land-Herrn der Graffschaft
Neuenburg und Valendis, in dessen Nahmen / und von
wegen als obseyet / durch mehr wohlernante dero Herren
Abgesandte dieses ewige Bürgerrecht in Treuen und ab-
nverbrüchlich zu halten und zu erhalten / in Unser Stadt
und zu Unseren Händen öffentlich gelobt / versprochen und
geschworen haben / welches ihre Fürstliche Durchleucht
der Herr Herzog von Longueville auch selbst Verschüden
in unser Stadt wurde gelobt und geschworen haben /
wan von der stät anhaltenden Leibs-Chinpaltschaft thro
ein solches nur ohnmöglich gefallen wäre ; alles in der
Maas wie solches von Weyland Ihre Fürstliche Durch-
leucht dem Herrn Marggrafen Philippen von Hochberg /
und anderen dero Herren Vorfahren lobfessigen Gedäch-
tnis von wegen dero oberwähnten Oberherrschaft zu Neuen-
burg und Valendis und Unseren lieben Vordereu gelobt
und geschworen worden.

So haben eben gleicher gestallten auch wir die Schult-
heis / Klein und große Råth der Stadt Eueren zu Han-
den hochgedacht Ihre Fürstlichen Durchleucht des Herrn
Herzogen von Longueville, dessen Erben und ewigen Nach-
kommen als Obersten Land-Herrn der Graffschaft Neuen-
burg und Valendis, auch ihrer Fürstlichen Durchleucht
des Herrn Fürsten von Conde so als Ehrenvorscher wie
obseyet / das Herrn Abgesandten dem Herrn von Affry
Gubernatoren und General-Stathalteren zu Neuenburg
und Valendis dieses sehtbedeute Bürgerrecht / vñ / steht
und abnverbrüchlich zu halten angelobt versprochen und
geschworen / ohn alle Gesehrt.

Dessen dan und obgemelter Dingen aller zu wahren
und vellen Urkund wir an diesen Brief Unserer Statt
gewöhnlich Junslich henden / auch von Unseren Städte-
Schreibern undzedeinet / und fernermaßl wir von off
hochgedacht Ihre Fürstliche Durchleucht zu Unser und
Unserer ewigen Nachkommen Händen ein anderen doch
gleichen Inhalts empfangen / deroelben zu dero / und dero
Erben auch ewigen Nachkommen Händen diesen gegen-
wärtigen Brief zustellen lassen ; Auf Montag den neunten
Wintermonat nach Christi Unseren Herrn und Heilands
Geburt Geburt geseht das Sechsechen hundert drey und
neunzigste Jahr.

Johann Carl Balchazar / Statthalreiber.

CLIX.

22. Nov. *Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciae,
& Praepotentes Ordines Generales UNITI BEL-
GII, super Navibus Mercatoris Suecicis, per
Naves dictorum Ordinum Bellicas abductis, dam-
nisque iisdem illatis, facta Holmiae die 22. Novem-
bris 1693. [Simple Copie mais sûre.]*

Quoniam a novissima 22. Novembris Anni mil-
lesimi sexcentissimi nonagesimi primi initia
Conventione variae Mercatoriae Regni Sue-
ciae Naves, quorum Catalogus, & damni dati
aestimatio hisce annexa sunt, ab Unitis-Belgii-Feederat-
arum Provinciarum Bellicis, & in praedam armatis
Navibus captae, & in earum portus abductae fuerant,
idcirco diversis habitis colloquiis inter Dominos Comites
Sueciae Regiae Majestatis Sueciae Senatores, scilicet
Benedictum Oxenstiernae Regiae Cancellariae Praesidem,
Fabianum Wrede, Collegiorum Camerae Commer-
cium & Metallorum Praesidem, & Nicolaum Gyl-
denstolpe, Regii Principis Haereditarii Gubernatorem,
ab una, & Dominum Walravium Baronem de Hee-
keren, in Confessu Cellorum & Praepotentium Do-
minorum Ordinum Generalium de Provincia Geldriae
Deputatum, Ordinarium, & Eorundem apud Regiam

Majestatem Sueciae Ministrum Plenipotentiarum, ex ANNO
altera parte, hae controversiae via amabili, modoque
subsequenti complantae & assopite fuerunt. 1693.

I. Naves Mercatoriae Stadenles Margaretha, & Ro-
landus nuncupatae, una cum earum onere in eo statu
recedunt & restituentur, quo tempore abductionis
fuerunt, vel si deteriores redditae fuerint, fiet nihilomi-
nus Restitutio, cum refusione detrimenti; si autem red-
di nequeant, earum aestimatio solvatur, ad summam
quadraginta sex millium, centum & sexaginta quinque
Thalerorum Imperialium, intra quatuor Menses, no-
mine Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii,
Hamburgi in Banco numerandorum; sed quoniam hae
Naves contra Avocatoria, in Imperio Germanico pub-
licata, egisse accusantur, supra memoratis Dominis
Sacrae Regiae Majestatis Delegatis, ad seriam, enixam-
que praedicti Domini Baronis de Heekeren instantiam,
declarare placuit; Quod athenemorata Regia Majestas
non tantummodo binas hae Naves Margaretae &
Rolandum, upa cum oneribus & mercimoniis suis,
sed insuper cunctas ejusdem naturae ac conditionis
Naves, & Merces dictis Avocatoris subjectas, Cata-
goque supradicto comprehensas, in commodum Sacrae
Regiae Majestatis, aliis ad exemplum, Fisco suo addici
curabit, quandoquidem Regiae Majestatis voluntas at-
que mens sit, ut Avocatoria in ejusdem Provinciae
Germanicis, juxta eorum tenorem & sensum, strictè
observentur, & executioni mandentur.

II. Porro convenit est, ut Domini Ordines Ge-
nerales Uniti Belgii, pro omnibus Praetensionibus, quae
in annexo Catalogo reperiuntur, simul & fensae, Sacrae
Regiae Majestati (ut damna quae ejusdem Subditi per-
pessi sunt, inde reficiantur) persolvant, intra quatuor
Menses, à die hujus Transactionis computandos, Sum-
mam septuaginta sex millium Thalerorum Imperialium
Hamburgi in Banco, de qua tamen Summa deduci
poterunt Naves, earumque Onera, quae ante dictum
quatuor Mensium Terminum restituta fuerint, habita
ratione Pretii, tempore Restitutionis, arbitrio bono-
rum virorum utrimque nominandorum, aestimandi; si
autem praeter expectationem contingat, solutionem
tardius praestari, tum usura à dicto Termine usque
ad dimidium pro centum singulis Mensibus solvatur.

III. Ad requisitionem dicti Domini Plenipotentiarum
à Praetensionibus Sacrae Regiae Majestatis excluduntur,
& is quorum interest, secundum cujusque naturam,
Jus & Competentiam relinquuntur, Naves subsequen-
tes, inter reservatas in Catalogo enumeratae, ut sunt
Onera Navis Catharinae nuncupatae, Onera Navis Ca-
roli, Onera Navis Spei ex Norlandia, Onera Navis
Principissae Regiae, ut & Onera Navis Angeli Gabrie-
lis; binæ insuper Sterminiensis Naves Pauli Sloteri &
Bartholi Wolff, ceteraeque Naves Cervus deauratus, &
Viridis Abies, vel Tilia dictae.

Qua ratione plenarie satisfactum erit omnibus Prae-
tensionibus, ne ullà quidem earum reservata vel relicta,
quas secundum praedictum Catalogum, Sacrae Regiae
Majestatis Sueciae Subditi, ex capite interrupti Com-
mercii, ad hunc usque diem ab Ordinibus Unitis-Bel-
gii rependendas postularunt. Ceterumque hac Con-
ventionem nullatenus intelligitur mutui Tractatus us-
lum afferri praepudicium, vel illis quidquam derogari,
sed è contra confirmari eos, & corroborari.

Ratihabebitur hae Transactio utrimque, intra spa-
tium sex Septimanarum. In cujus rei fidem, eandem
nominum nostrorum, Subscriptionem & Signillorum ap-
positionem firmavimus, Holmiae die 22. Novemb. 1693.

(L.S.) BENEDICTUS OXENSTIERNA.

(L.S.) FABIAN WREDE.

(L.S.) NIELS GYLDENSTOLPE.

(L.S.) DE HECKEREN.

CLX.

*Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLE-
MENTIS, quod pecunia Subsidiaria sibi praesenti
Bello ab ORDINIBUS suppeditata, nullatenus quoad
futurum in consequentiam trahi debeat. Datum
Bonae 1694.*

* Voyez ci-devant sous le 12. Mai 1550. Tom.
IV. P. III. p. 10.

CLXI.

ANNO

CLXI.

1694.

8. Mars. *Acte de la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de NEUFCHÂTEL & de VALENGIN, adjugée à Son Altesse Sérénissime MARIE D'ORLÉANS, Duchesse de Nemours, par les États de Neuchâtel le 8. Mars 1694. [Sur l'imprimé à Neuchâtel par ordre du Gouvernement.]*

NOUS LOUIS GUY Bourgeois de la Ville de Neuchâtel, Conseiller d'Etat & Maire de Rochefort. Savoir faisons à tous ceux qui verront la Présente; Que par devant Nous Préfident en l'Assemblée des Trois Etats du Comté de Neuchâtel, convoqué expressement pour procéder à la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de Neuchâtel & de Valengin en Suisse; Sont comparus, Très-Illustre, Très-Haut & Très-Puissant Dame & Princesse, MARIE D'ORLÉANS, Duchesse d'Elouteville, Comtesse de Saint Paul, Duinois, Tancarville, Gournay & autres Lieux; Veuve de Très-Haut, Très-Puissant & Sérénissime Prince HENRI DE SAVOIE, Duc de Nemours & d'Aumale, Prince de Genevois, Pair de France, &c. Item Haut & Puissant Seigneur CHARLES ANTOINE LOUIS DE VALLOIS, Chevalier d'Angoulême, premier Gentilhomme de la Chambre de Très-Illustre, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON, Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France; Agissant au Nom, & en Qualité de Procureur Général Special dudit Seigneur Prince de Conti. Et Généreux & Puissant Seigneur REINHARD, Baron de Guemmingen, Conseiller Privé & Président de Très-Illustre, Très-Haut, & Très-Puissant Prince, FRÉDÉRIC MAGNUS, Margrave de Baden-Doullach &c. Agissant au Nom & en Qualité d'Envoyé dudit Seigneur Margrave, comme Partie Intervenante; Deplus s'est présenté Noble & Prudent Sieur HENRY CHAMBERIER, Banneret de la Ville de Neuchâtel; Agissant de la part du Petit & Grand Conseil de ladite Ville; Lequel a représenté qu'il ne pouvoit pas se dispenser de proposer par devant cette Auguste Assemblée, au Nom du Conseil & Communauté de ladite Ville. Que vu l'importance du sujet, pour lequel on avoit convoqué extraordinairement Messieurs des Trois Etats, il se voyoit obligé au Nom qu'il agissoit, de prendre garde qu'il ne se passât rien qui pût préjudicier aux Droits de tout l'Etat, dont ils font une partie considérable, ni à la Forme & Pratique des anciens Jugemens. Que s'agissant donc aujourd'hui de juger de la Succession de la Souveraineté de Neuchâtel & Dépendances; Il demandoit que, suivant le Droit & la Raison, & qu'en conformité de la Franchise, & Pratique observée en pareil cas dans ce Pais, & par tout ailleurs, les Sieges de Messieurs les Nobles fussent remplis & occupés par des Gens du Pais; comme aiant plus d'intérêt à la conservation de l'Etat, & de ses Libertez & Privilèges que des Etrangers. Qu'il ne croyoit pas qu'il se trouve personne qui pût douter de la Justice de sa Demande, puis qu'elle est fondée sur les Loix qui ont établi la Nature & la Constitution de l'Etat. Qu'elle s'accorde avec les Maximes les plus certaines de la bonne Politique; & en particulier, avec celle qui veut que les choses se maintiennent par les mêmes moyens, qu'elles ont été établies. Que comme le contentement des principaux Membres d'un Etat a été nécessaire pour donner la forme au Gouvernement, & qu'il est intervenu pour l'établissement des Loix Fondamentales, telles que sont entr'autres celles de la Succession; Aussi eût-il requis, que ce même contentement ou suffrage intervienne pour les Cas qui la concernent. Pour ces raisons & plusieurs autres, qu'il omettoit pour ne pas entretenir l'Audience, il demandoit au Nom susdit, que le Siege de Monsieur le Baron de Grandcour, Conseiller d'Etat, qui avoit pris séance au rang des Nobles, à cause du Fief Rofet qu'il posséde, fût rempli par un Juge du Pais; Que ce n'étoit pourtant pas qu'il ne fût persuadé de son intégrité, & de sa suffisance, & qu'il ne fût assuré qu'il seroit en cette occasion tout ce que la Justice & le Bien de l'Etat demandent; Mais comme tout ce qui s'est une fois pratiqué, se tire en conséquence, il

en pourroit arriver de grands inconvénients à l'avenir; & que pour les éviter il concluoit à ce que ledit Siege dudit Sieur Baron de Grandcour, fût remplacé par un Noble du Pais. Sur cela Monsieur BRUN Seigneur d'Oleires, Conseiller d'Etat, & Chancelier de cette Souveraineté, en Qualité de Procureur Général, dont il faisoit aussi la fonction, a dit que Monsieur de Grandcour étant Gentil-Homme, tenant bief dans cet Etat; & d'ailleurs, le plus Ancien des Conseillers d'Etat qui jugent au rang de la Noblesse; Et que cela s'étant ainsi pratiqué en 1661. où Monsieur de Molondin tenoit en ladite Qualité le premier Siege de l'Etat de la Noblesse, ledit Sieur de Grandcour pouvoit & devoit garder son Siege, & juger dans cette Cause; Cependant qu'il n'empêchoit pas que Messieurs des Trois Etats ne rendissent une Déclaration là-dessus, ne voyant pas qu'il y eût rien de contraire aux Droits de la Souveraineté, & de l'Etat, puis qu'en tout cas il y avoit encore un Conseiller d'Etat, pour remplir son Siege. En même temps Monsieur le Chevalier d'Angoulême a produit & fait lire la Procuration suivante. Par devant les Conseillers du Roi, Notaires à Paris soussignés, fut présent Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Monsieur FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON, Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France, demeurant en son Hôtel à Paris, sur le Quay de Conti, Paroisse St. André, Héritier institué de son Très-Haut, Très-Illustre, & Très-Puissant Prince, JEAN LOUIS CHARLES D'ORLÉANS, son Cousin Germain, vivant Prince Souverain des Comtes de Neuchâtel & de Valengin en Suisse, & seul appelé à la possession de ses Bienes, suivant son Testament du premier jour d'Octobre, mille six cents soixante huit. Lequel a fait & constitué son Procureur Général & Special, la Généralité ne dérogeant à la Spécialité, ni au contraire: Haut & Puissant Seigneur CHARLES ANTOINE LOUIS DE VALLOIS, Chevalier d'Angoulême, premier Gentil-Homme de la Chambre de Son Altesse Sérénissime; Auquel Maudit Seigneur le Prince de Conti a donné & donne Pouvoir & Poussance de se transporter esdites Souverainetés de Neuchâtel & Valengin, & là, pour & au Nom de Maudit Seigneur, prendre possession réelle & actuelle desdites Souverainetés de Neuchâtel & Valengin, & de leurs Annexes, Circonstances, & Dépendances; en requérir & procéder aussi l'Investiture, si besoin est, observer les formes en tel cas requises & nécessaires, en verser tous Actes, & généralement faire pour raison de ladite Prise en possession, & de ladite Investiture se servir de tels moyens, & en conséquence d'icelle tout ce que ledit Procureur verra bon être, & comme Maudit Seigneur le Prince de Conti pourroit faire en Personne, comme aussi recuser tels Juges, donner tels consentements, faire toutes les Déclarations, Protestations; se servir de toutes voyes de Droit qu'il avisera; substituer un ou plusieurs, en tout ou en partie, du Pouvoir porté en ces Préfentes; si ledit Procureur présentement constitué le trouve à propos; & généralement faire comme si Maudit Seigneur le Prince de Conti étoit présent en Personne. Promettant &c. Obligant &c. Fait & passé audit Hôtel de Son Altesse Sérénissime, l'An mille six cents quatre-vingt quatre, le septième jour de Mars après midi; & à Son Altesse Sérénissime signé la Minute des Préfentes demandée vers l'Arche, l'un des Notaires soussignés, & est ladite Minute contrôlée; l'Original signé HENRI C. L'ANGE; JEAN LE CAMUS Chevalier, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Lieutenant Crivil de la Ville, Prévôt, & Vicomte de Paris. Nous certifions que lesdits HENRI C. L'ANGE sont Notaires au Châtelet de Paris; & que foi est ajoutée en Jugement, hors icelui, aux Actes qui sont par eux expédiés. En témoins de quoi nous avons signé & fait contresigner le Présent par notre Secrétaire, & apposer à icelui le Sceau de vos Armes. A Paris, le 8. Mars 1694. Signé le CAMUS, & par mandat Seigneur GAURET, scellé en Placard. Puis le Sieur Sartory de Geneve, Avocat dudit Sieur Chevalier d'Angoulême a lu la Proteste qui suit. Monsieur, Son Altesse Monsieur JEAN LOUIS CHARLES d'Orléans, Duc de Laqueuille, Souverain de cet Etat, étant décédé le 21. janvier dernier, après avoir institué par son Testament reçu par Prost Notaire de Lyon, le 1. Octobre 1668. Son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conti son Cousin Germain son Héritier; Je me suis transporté ce jour d'hui 4. Mars, jour des six semaines dans ce Lieu, en

ANNO

1694.

ANNO
1694.

certu de la Procuration, dont vous a été faite lecture, pour requérir la Mise en possession & Investiture de cette Souveraineté & Dépendances; Mais je suis obligé de dire, que ce Conseil n'a pas été convoqué dans les formes; une partie même de ceux qui le composent, s'il étoit question d'entrer dans ce détail, sont refusables; Monsieur le Gouverneur qui en est le Président n'en, sans la participation duquel il ne peut être convoqué ni tenu, est absent par la nécessité que Son Altesse Madame de Nemours lui a imposée pour favoriser ses Intérêts, quoi qu'elle ne pût le destituer, ou interdire avant qu'il eût été reconnu Souverain de cet Etat, quoi que le Conseil d'Etat fut obligé de le reconnaître pour Chef; quoi qu'il eût été délibéré sous sa Présidence, à diverses fois dans ce Conseil, qu'on ne changerait rien dans le Gouvernement jusqu'à ce qu'il y eût un Souverain reconnu dans les formes; & quoy que suivant le Droit, & ce qui a été pratiqué, même lors que les Princes de la Succession desquels il s'agissoit, fussent décedés en minorité, comme en 1552. Monsieur le Gouverneur n'it, pendant cette espèce d'interregne, seul présidé & représenté le Souverain. C'est ce qui fait que je ne puis reconnaître ce Conseil compétent pour recevoir les requisiions que j'étois prêt de faire, & que sans entendre me soumettre à sa Jurisdiction, dont je proteste par exprès: Mais seulement pour conserver les Droits de Son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conty, & satisfaire à la Coutume. Je déclare à toute cette Assemblée, que je demande la Mise en possession, & l'Investiture de cette Souveraineté & Dépendances, soit aux Trois Etats légitimement assemblés, soit à tel autre Conseil ou Tribunal à qui il convient & appartient de la donner; avec offre, que je fais à Bourfe ouverte de payer les Legs, & produire mes Titres. J'espère, Messieurs, que faisant réflexion que cette Souveraineté, comme il paroît par de solides raisons, & Titres authentiques, dont quelques-uns ont été faits avec vos Prédécesseurs, & les Illustres Cantons vos Alliez a pu être donnée à Sadite Altesse Sérénissime, qu'elle lui appartient en vertu du Testament de Monsieur JEAN LOUIS CHARLES d'Orléans qui n'a pas été rompu par un postérieur, fait dans un temps, auquel il n'étoit pas habile à tester, ainsi qu'il paroît par le Jugement du Procès ventillant à Paris, entre Sadite Altesse Sérénissime, & Madame la Duchesse de Nemours; On n'ajugera à cette Princesse, qui a déjà disposé de cette Souveraineté, aucune Possession ou Investiture provisionnelle, quand même on y mettroit cette clause que dès à présent comme pour lors Son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conty est aussi reconnu Seigneur provisionnel de ces Contes, après la mort de cette Princesse si elle meurt avant la décision de ce Procès; J'espère au contraire, qu'on laissera toutes choses en suspens jusqu'à ce que dans une Assemblée régulière, ou par devant le Tribunal Souverain de cet Etat, il ait été décidé de quelle manière la Contestation touchant cette Souveraineté sera instruite, & qui seront les Juges qui la décideront. Et au surplus, je continue de protester de nullité de tout ce qui a été fait, & de tout ce que l'on pourra faire au préjudice des Droits de Sadite ALTESSE SERENISSIME, même contre ceux qui le feront. Et les Tresserriers ou Receveurs qui délivreront des deniers, & de me pourvoir comme par raison convenable, & de tout ce que de Droit est, & fait à protester; Je prends à Témoins tous ceux qui sont ici présents que je vous ai fait lire ma présente Protestation, & que je vous en laisse Copie par écrit, & ne reconnaissant pas ce Conseil pour Canonique, je me retire. Signé CHARLES-ANTOINE-LOUIS DE VALLOIS, Chevalier d'Angoulême. D. SARTORY.

Après la lecture de cette Proteste, ledit Sieur Chevalier d'Angoulême s'est retiré avec le Sieur de Mars, Secrétaire de Monsieur le Prince de Conty, & le dit Sieur Sartory, sans ouvrir ni faire lire le susdit Testament, & sans laisser d'autres Ecrits que la Procuration & la Proteste susdites: Et comme ils se retiennent, le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Sérénissime, Madame la Duchesse de Nemours, leur ayant demandé s'ils ne reconnoissent point ce Tribunal? Le Sieur de Mars a répondu qu'ils ne le reconnoissent point. En même tems ledit Sieur Brun d'Oleires, agissant comme Procureur Général, a contreprotesté pour la nullité de cette Proteste, demandant que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne puisse point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats. Ledit Sieur Banneret a aussi contreprotesté au Nom de la Ville, pour la nullité de ladite Proteste de Monsieur

le Chevalier d'Angoulême, demandant que par rapport à la part & à l'intérêt que ladite Ville de Neuchâtel y a, elle soit anéantie, & que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats. Puis il a réitéré son Instance à l'égard de Monsieur le Baron de Grandcour. Surquoi Messieurs Fequely & de Gayet, Envoyez du Canton de Fribourg, présents en l'Audience, ont dit qu'ils sont surpris qu'on prétende reculer Monsieur le Baron de Grandcour, & lui ôter son Siege, comme si les Bourgeois de Fribourg étoient étrangers; vû qu'ils sont Combourgeois & même Bourgeois avec cet Etat, comme il est à voir par les Traitez d'Alliances, qu'on a depuis peu renouvellez; Que cela ne s'est jamais pratiqué: Mais bien le contraire, comme il consiste en pareil cas; Que ce seroit une nouveauté préjudiciable à la bonne Intelligence de deux Etats si étroitement alliez; outre qu'ayant l'honneur d'être Conseiller d'Etat, & Vassal de Son Altesse Sérénissime, son Siege & son Rang ne lui peuvent pas être ôtés sans autres justes Causes de Reculation: Prians pour cet effet qu'ils lui soient maintenus, & qu'on leur donne du temps pour en donner avis à leurs Seigneurs & Supérieurs; Déclarant d'ailleurs n'avoir rien à démêler avec la Ville de Neuchâtel, & protestant au cas de refus, pour la nullité de ce qui se feroit. Monsieur de Roll, Seigneur d'Emmenholz, Conseiller d'Etat, & Bourgeois de la Ville & Canton de Soleure, tant au Nom de Leurs Excellences, que du sien propre, & de celui des Sieurs de Roll & Vallier ses Cousins, comme Vassaux de cette Souveraineté, a aussi représenté qu'ayant remarqué qu'on reculoit ledit Sieur Baron de Grandcour, sur le vain prétexte qu'il est Etranger, l'intérêt commun qu'ils avoient à cette affaire, (puis que si Messieurs des Trois Etats le déclaroient recusable, leur Déclaration pourroit par une conséquence nécessaire avoir le même effet contre lui, & les autres Vassaux) l'obligoit de remontrer à Messieurs des Trois Etats que c'est une pure nouveauté qu'on prétend introduire à leur préjudice, & qu'il donne atteinte au Privilege & Droit de ceux pour qui il s'agit, & des autres Vassaux, comme Messieurs de Bonstetten de Berne, qui depuis passé deux ou trois cens ans, ont toujours occupé les premiers Sieges de l'Etat de la Noblesse, tant aux Audiences générales qu'aux Etats: Qu'il seroit inutile de les faire convenir dans ce Tribunal pour juger des Procès des particuliers, & leur donner l'exclusion dans une Action si célèbre que celle dont il s'agit, où le Droit & les Privileges de leurs Fiefs, leur donnent rang & les appellent. Que par leurs Fiefs & l'hommage qu'ils en rendent en temps requis, ils font Peux & Serviteurs de Son Altesse Sérénissime, & non point Etrangers, quand même ils ne seroient pas Alliez autant qu'ils le sont à cet Etat. Enfin qu'ils n'ont rien à démêler avec la Ville de Neuchâtel, qui n'est pas en Droit de leur ôter un Droit qui leur appartient si légitimement, devant se contenter de son rang, sans les venir troubler dans leurs Droits dont ils ont joui de toute ancienneté. Concluant qu'une affaire de cette importance ne soit point jugée & décidée, que premierement il n'ait eu le temps d'en aviser ses Seigneurs & Supérieurs; autrement il se retirera de l'Audience, suivant les Ordres qu'il en a, vû que dans cette affaire un seroit Juge & Partie; Et qu'il protestoit de nullité contre ce qui pourroit être ordonné là-dessus. Surquoi ledit Sieur Brun d'Oleires en Qualité de Procureur Général a dit, qu'il est vrai que les Vassaux de cette Souveraineté sont obligés de se trouver aux Audiences & aux Etats pour y juger quand ils en sont requis; Mais que c'est plutôt une charge pour eux, que non pas un Droit, d'autant plus qu'en 1668. Son Altesse Sérénissime Monsieur notre Souverain Prince dernier mort, ordonna que l'Etat de la Noblesse devoit être rempli par des Nobles du Pais: Et nomma même pour cela les quatre plus Anciens Conseillers d'Etat, sans que Messieurs les Vassaux s'y soient opposés, non plus qu'en 1672. D'ailleurs que s'il falloit suivre le rang que les Vassaux tenoient aux Audiences, ceux qui prétendent juger en cette occasion n'y pourroient pas être admis; Et que ceci n'a rien de commun avec les Alliances & les Combourgeoisies entre les deux Etats. Que partant il contreprotestoit pour la nullité des Protestes desdits Sieurs Envoyez & Vassaux de Fribourg, & de Soleure; Requant Messieurs des

ANNO
1694.

Trois

ANNO
1694.

Trois Etats que par leur Declaration ils pouvoient à ce que lesdites Protestes ne puissent point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté; ledit Sieur Banneret a aussi contreprotesté contre lesdites Protestes, au nom de la Ville & Communauté de Neuchâtel. Ensuite le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, a représenté au nom de Sadite Altesse Sérénissime, que les démarches qui ont été faites dans cette Audience sous le nom de Monseigneur le Prince de Conti, étant injurieuses à l'Etat, contraires aux Autorités Souveraines, & aux Loix Fondamentales du Pais, préjudiciables à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems en pareil cas, & choquant la compétence de Messieurs des Trois Etats, qui sont les Juges ordinaires, naturels, incontestables en ces sortes d'occasions. Son Altesse Sérénissime demande que tout ce qui a été dit, & généralement tout ce qui a été fait de la part dudit Seigneur Prince de Conti, tant aujourd'hui que ci-devant, soit mis au néant & déclaré nul, & comme non avenu, sans qu'à l'avenir cela puisse ni doive rien valoir, ni servir contre la compétence desdits Etats du Pais, ni donner atteinte à tout ce qui a été fait, & se fera en conséquence de la Possession & de l'Investiture qui sera accordée à Son Altesse Sérénissime. Concluant parant que sans prendre nul égard, & sans s'arrêter aucunement à l'incompétence proposée, ils doivent juger sur les Demandes que Son Altesse Sérénissime, Madame a à faire, comme étant les Juges compétens reconnus, tant par ce qui a toujours été pratiqué ci-devant, que par le Jugement qui en fut déjà rendu l'an 1672. Après toutes ces allegations & Protestes, nous avons sur ce demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats; lesquels après avoir pris avis ensemble en Chambre de Consultation, au retour d'icelle; ils ont déclaré qu'ayant entendu les Propositions qui ont faites Messieurs les Envoyés des deux Louables Cantons de Fribourg & de Soleure, demandans du délai au sujet des reculations qui ont été faites de la part du Conseil & Bourgeoisie de Neuchâtel. Ils ne peuvent avoir ce délai; puis que c'est aujourd'hui le jour fatal des six semaines, sur lequel la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté se doit demander; Sans toutefois dépendir ni préjudicier aux Prérogatives des Vassaux. Cédant aiant fait réflexion sur ce qui s'est passé en 1668. & en 1672. ils trouvent que Monsieur de Diesbach de Grandcour doit s'abstenir du Jugement, le réservant de juger sur les autres Protestations & Contreprotestations, qui ont été faites, quand les Trois Etats seront pleinement revêtus. Ensuite de cette Sentence Monsieur Brun en qualité de Procureur Général, aint appelé Monsieur Bergeon Conseiller d'Etat, & Maire de Neuchâtel, il a pris Séance en place dudit Seigneur de Grandcour; Sur cela ledit Sieur de Roll a dit que comme il auroit remarqué par cette Sentence qu'on n'a pas eü tous les égards qu'il seroit à désirer pour ses Seigneurs, & Supérieurs, il protestoit de relever leurs Droits, après qu'il y aura un Prince reconnu; Que Messieurs les Asteleurs se fussent Juges & Parties, il ne pouvoit point les reconnoître pour Juges compétens; ains étoit obligé de se retirer. Enfin qu'il reiteroit la Proteste qu'il avoit déjà faite pour la nullité de tout ce qui se passeroit, & demandoit qu'elle fût rédigée par écrit. Mondit Sieur Brun en qualité de Procureur Général, après s'être étendu plus au long, sur la contreproteste qu'il a déjà ci-devant faite, l'a reiterée sur l'Allégué de Monsieur de Roll, & demandé qu'elle soit rédigée par écrit. Ledit Sieur Banneret lui a dit aussi qu'il ne doit pas trouver étrange que le Conseil & Communauté de Neuchâtel en état de cette manière. Que la Franchise de Jean Comte de Fribourg & de Neuchâtel porte, qu'il faut être du Comté pour juger de la Souveraineté; Qu'il n'y ait point d'étranger pour Juge en l'an 1672. & qu'il ne paroît point qu'il y en ait eu en 1552. Qu'il étoit du Droit commun de toutes les Nations, que les différends pour la Souveraineté soient jugés dans le Pais, & par les Etats du Pais; Que c'est un Droit des Gens, & une conclusion qui se tire si directement des Principes d'équité connus de tout le monde, & de l'intérêt commun, que toutes les Nations se sont unies en ce Point sans aucun concert. Qu'ainsi étant clair que nul Prince, & nul Etat étranger n'ont Droit de juger des différends pour la Souveraineté, & que ce Droit appartient à l'Etat même, qui a intérêt de conserver sa tranquillité, il re-

fuiltoit de là que les Etats du Pais qui doivent juger de ces sortes de différends, doivent être composés de Gens du Pais & des Membres de cet Etat. Que quant au reste, ce n'étoit pas l'inten on du Conseil & Communauté de Neuchâtel, au nom de laquelle il parloit, de rien faire qui pût offenser ni Messieurs de Fribourg, ni Messieurs de Soleure, qu'au contraire ils étoient dans de parfaites dispositions de leur donner en toutes occasions des marques, des égards de la considération, & du respect que ladite Ville, & Communauté a pour eux: Que leur Excellence étant justes & équitables, Elle s'alluroit qu'ils ne trouveront point mauvais qu'Elle se serve de tous les moyens justes & raisonnables pour maintenir ses Droits, & empêcher qu'il ne se fasse rien au préjudice de l'Etat, dans une occasion de cette importance. Et qu'ainsi il contreprotestoit pour la nullité de la Proteste de Monsieur de Roll, demandant que sa Contreproteste soit recueillie par écrit. Et après quelques Répliques de part & d'autre, ledit Sieur Bourcier de Roll, s'étant levé, il s'est retiré. Et les Sieurs Jean Frideric de Roll, & François-Joseph Vallier, Conseillers de Soleure, qui ont aussi été appelés pour assister auxdits Etats, à cause de leurs Fiefs, se sont aussi retirés avec lui: Mais les autres Vassaux qui étoient présents font demeurés dans la Chambre de l'Audience. Deplus ledit Sieur Banneret de la Ville de Neuchâtel a encore voulu recueillir le Sieur Balazar Vallier, Châtelain du Landeron; Mais sur l'opposition dudit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général, le Droit demandé à Messieurs des Trois Etats, ils ont déclaré que ledit Sieur Vallier étant Originaire de ce Pais, Bourgeois & Châtelain du Landeron, il peut juger de cette Cause. De sorte qu'il est demeuré sur son Siège. Après tous ces préliminaires, Son Altesse Sérénissime, Madame la Duchesse de Nemours a fait lire le Certificat suivant. Nous CLAUDE CAVE, & CLAU COGNARD, Notaires Gardes du Roi, en la Ville & Vicomté de Rouen. Certifions à tous qu'il appartiendra, que cejourd'hui quatrième de Février, mille six cent quatre-vingt-quatre, sur le Mandat qui nous a été fait cedit jour environ Midi, par ANTOINE BARON Maître de l'Hôtel de Son Altesse Madame la Duchesse de Nemours, Nous nous sommes transportés de ladite Ville de Rouen à l'Abbaye Royale de Saint Georges, d'icelle de ladite Ville de deux Lieues, ou environ, pour dresser notre Procès verbal de l'Etat de la Santé de Très-Haut, & Très-Puissant Prince, Monseigneur JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orléans, Evêque, Duc de Longueville, que l'on nous a dit être très-malade, en ladite Abbaye; auquel lieu étant arrivés, nous avons trouvé ledit Seigneur Duc de Longueville gisant mort dans son Lit, & nous a été attesté par les Soussignés, qu'il étoit cedit jour décédé sur le Midi, dans son appartement, étant au premier Etage dans l'enclos de ladite Abbaye, auquel présent Procès verbal ledit Sieur Baron, au Nom & comme Porteur des Ordres de ladite Dame Duchesse de Nemours, procureur Héritier dudit feu Seigneur Duc de Longueville, a requis le présent Acte desdits Notaires, qui le lui ont accordé pour valoir ce qu'il appartiendra. Ce fut fait & passé en ladite Abbaye de St. Georges sur les deux heures après Midi l'An & jour susdit. A ce présents DOM ABRAHAM JOURDAIN, Ancien Religieux de ladite Abbaye; DOM NICOLAS DU MOUSTIER, Prieur des Religieux Réformés de la Congrégation de St. Maur de ladite Abbaye; DOM FRANÇOIS QUENET Seigneur; DOM VICTOR EXIER, Religieux de ladite Abbaye, & Commis spécialement pour avoir la conduite de Sadite Altesse Sérénissime défunt; Et discrette Personne Mre. JACQUES MAURY, Prieur, Curé de la Paroisse de St. Martin de Bocheville, dans le détroit de laquelle ladite Abbaye est située, Mre. NICOLAS MAURY, Docteur en Médecine de la Faculté de Paris, & Médecin ordinaire de la Maison de Monseigneur le Prince de Condé, & Mre. PIERRE ROBILLARD, Médecin Ordinaire dudit feu Seigneur Duc de Longueville, qui nous ont attesté que ledit décès est arrivé cedit jour, à quatre heures de l'après-midi. Et ont tous les susnommés signé à la Minute des présentes demeurées vers ledit COGNARD Notaire. Et est ladite Minute contrôlée à Rouen au 2. Vols. Folio 202. V. N. 2. par CHARLES ce 4. Février 1694. Pourquoi a été payé ungs Sols, Signé CAVE, & COGNARD; PIERRE le PESANT, Chevalier, Seigneur de Esquillebert, & de Pinterville, Conseiller du Roi, Lieutenant Général au Bailliage de Rouen, & Président au Siège Présidial dudit lieu; Attestons à tous qu'il appartiendra que Messieurs

ANNO
1694.

CLAU-

ANNO
1694

CLAUDE CAVE, & CLAUDE COIGNARD, *ayant déposé l'Acte ci-dessus* sont Notaires Gardesnotes du Roi à Rouen, y demourant, ont été requis fait & prêt serment audit Bailliage, exerçant journellement & passent tous Actes & Contrats dont ici sont requis, auxquels l'on ajoute foi, tant en Justice que hors icelle. Pour vérité dequels nous avons signé le présent, celui fait signer de notre Greffier ordinaire, & apaiser le Seal Royal audit Bailliage. Donné à Rouen, le Samedi sixième jour de Février, mille fix cent quatre-vingt quatorze. Signé le PRÉSANT, & AUZOUULT. Après la Lecture de ce Certificat, le Sieur Brandt Avocat de Madite Dame a dit, que puis que Monseigneur JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orléans Duc de Longueville notre Souverain Prince, est mort le quatrième du Mois de Février dernier Sile nouveau, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son décès sur lequel la Succession de cette Souveraineté se doit réclamer par devant Messieurs des Trois Etats, suivant la Coutume de ce Pais, usitée en pareil cas. C'est pourquoi il demande au nom de Madite Serenissime Dame & Princeesse la Mise en possession de ladite Souveraineté de Neuchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes; comme étant ladite Serenissime Dame & Princeesse la Sœur unique & plus proche Héritière dudit feu Seigneur & Prince JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orléans son Frere, vivant par la Grace de Dieu Prince Souverain desdits Neuchâtel & Vallangin. Sur cela le dit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général a dit, que par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a fait lire & par les Lettres qu'elle a fait l'honneur d'écrire à Messieurs du Conseil d'Etat; Comme aussi par celle que Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conti a écrit à Monsieur le Gouverneur d'Affry, & au Conseil d'Etat, paroissant que Mondit Seigneur notre Souverain Prince de glorieuse mémoire est mort le quatrième de Février dernier, selon le nouveau stile; Et que par conséquence, c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son Décès, sur lequel la Mise en possession, & Investiture de cette Souveraineté se doivent demander, par devant ce Tribunal, il ne s'oppose point à la demande de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours; Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats; Lesquels étant allés en Chambre de Consultation pour prendre avis ensemble, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté par Sentence, qu'ayant vu par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a produit, que Son Altesse Serenissime de glorieuse mémoire est mort le quatrième du mois passé selon le nouveau stile, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines, ils mettent ladite Dame en possession de la Souveraineté de Neuchâtel, & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances, & annexes quelconques. Le Sieur Brandt a ensuite demandé au Nom de Madite Dame l'Investiture de la Souveraineté de Neuchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes, à forme de la Mise en possession que Messieurs des Trois Etats lui en ont ajugée. Sur cette demande, le Sieur Chambrier Bannetier de la Ville de Neuchâtel, a protesté au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neuchâtel, que quelle Sentence qui se rende elle ne puisse en aucune façon préjudicier aux Franchises, Libertez, Usances, & Coutumes, écrites, & non écrites, ni aux Loix Fondamentales de l'Etat. Et a demandé audit Nom que ladite Proteste soit rédigée par écrit dans le Manuel des Etats. Ledit Sieur Brun d'Oleires toujours en qualité de Procureur Général a aussi protesté que quel Jugement qui se rende, il ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, & en outre il a contreprotesté autant que besoin fait, contre la Proteste de Monsieur le Bannetier, demandant que toutes ses Protestes & Contreprotestes soient rédigées par écrit. Sur cela est intervenu Monsieur le Baron de Guemmingen, au Nom, & en qualité d'Envoyé de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince FRÉDÉRIC-MAGNUS Margrave de Baden-Durlach &c. Lequel a fait proposer par son Avocat, qu'il prioit Messieurs des Trois Etats de rendre un tel Jugement entre les Parties, par lequel toute alienation soit empêchée, les Loix Fondamentales & le Droit Coutumier de cette Souveraineté, les Privilèges de Messieurs les Etats, le Bien public, le Droit de succession tant de la famille de la Serenissime Maison de Baden, qu'aussi bien des autres qui pourront avoir

le Droit de la Succession, selon les ouvertures, cas & événements qu'il plaira au Tout-puissant d'envoyer par sa Divine Providence, demeurent affermis & soient conservés; Demandant que son Infiance soit enregistrée, & d'en avoir Acte. Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats. Lesquels après avoir pris avis ensemble, en Chambre de Consultation, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté, qu'ayant rédigé par écrit leur Sentence en Chambre, ils nous prioient d'en faire faire la lecture par Monsieur Brun Seigneur d'Oleires, Chancelier, ce qu'il a fait à haute voix en ces termes: Messieurs des Trois Etats, ayant mis en considération la Loi & Coutume inviolablement observée jusqu'à présent entre les Descendants des Princes Souverains de cet Etat, & l'Ordre de la Succession qui s'en est constamment ensuivi; Ils donnent par Sentence à Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours, l'Investiture de cette Souveraineté, Appartenances & Dépendances, comme étant la Sœur unique & plus proche Héritière de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Longueville, notre Souverain Prince dernier décédé. A l'égard de la demande de la Possession, & Investiture que Monsieur le Chevalier d'Angoulême a faite, au Nom de S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, en vertu d'un Testament prétendu, on n'y peut avoir aucun égard, non seulement parce qu'il n'a pas été ni ouvert ni lu; mais principalement parce que la Souveraineté ne peut être aliénée par Testament, ni autrement, suivant la nature & constitution de l'Etat, & l'usage toujours pratiqué touchant la Succession de ce Pais. Et quant à la Protestation faite par ledit Sieur Chevalier d'Angoulême, Messieurs des Trois Etats, la mettent à néant, comme étant informé & irrégulière, faite contre la Puissance publique & les Franchises & Libertez du Pais; préjudiciable à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems, & à la Compétence & Autorité des Trois Etats, qui sont les Juges naturels & incontestables en ces sortes de cas; Ordonnant aux Tresoriers, & Receveurs de Son Altesse Serenissime, de payer & délivrer suivant les Ordres de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, reconnu Souverain de cet Etat, moyennant quoi eux & les leurs ne pourront être recherchés ni inquiétés pour ce sujet, sous quel prétexte que ce soit. Monsieur le Baron de Guemmingen au Nom de S. A. S. Monseigneur le Marquis de Baden-Durlach ayant fait instance que l'Ecrit par lui produit à Messieurs des Trois Etats fut enregistré sur le Manuel des Etats, & qu'en suite Acte lui en fut expédié. Melidits Sieurs des Trois Etats ont jugé que son Instance sera enregistrée sur le Manuel des Trois Etats, & qu'Acte lui en sera expédié. Et pour ce qui est des Protestes & Contreprotestes de Monsieur le Procureur Général au Nom de la Souveraineté, & de Monsieur le Bannetier, au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neuchâtel. Melidits Sieurs des Trois Etats déclarent qu'elles seront enregistrées pour servir autant que de Droit. En suite de cette Sentence, nous avons mis en possession & investi Sadite Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours de ladite Souveraineté de Neuchâtel & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances & annexes, par la tradition du Sceptre que nous avons déposé entre ses mains. Enfin, Son Altesse Serenissime a fait dire par le Sr. Brandt son Avocat qu'ayant entendu l'instance d'intervention que l'on venoit de faire de la part de S. A. S. Monsieur le Margrave de Baden, Elle vouloit bien croire que cette Instance n'est qu'à bonnes fins, & qu'elle ne tend point à préjudicier à ses Droits; Toutefois comme elle ignore quels Droits Monsieur le Margrave de Baden prétend avoir, & qu'elle ne fait pas l'usage qu'on voudroit faire de cette Instance dans la suite, ni quelle conséquence on en prétendrait tirer, Elle ne peut du moins pour la conservation de ses Droits, & Autoritez, & pour éviter toute conséquence préjudiciable à l'avenir, que de faire proteste contre la susdite Instance aux fins qu'elle ne puisse nuire, ni donner aucune atteinte aux Droits de Son Altesse Serenissime, ni empêcher l'effet de la possession qu'Elle a prise, & de l'Investiture qui lui a été donnée. Et ayant demandé que la Proteste soit aussi rédigée & d'en avoir Acte, Messieurs des Trois Etats le lui ont ajugé. Ce qui a été jugé & sentence souverainement & abolition par les Nobles, Geneveux, Vertueux, & Prudens Sieurs ABRAHAM CHAMBRIER, Ancien Maire de Vallangin; JEAN JACQUES SANDOZ, Commissaire Général; JEAN DE MONTMOLLIN, Tresorier Général; & JEAN MI-

ANNO
1694

ANNO 1694. MICHEL BERGEON, Maire de la Ville de Neuchâtel, tous quatre Conseillers d'Etat, pour l'Etat de la Noblesse. BALTAZAR VALLIER, Châtelain du Landeron; JONAS HORY, Docteur aux Loix, Conseiller d'Etat, & Châtelain de Boudry; SIMON BRUN, Capitaine & Châtelain de Tielles, Maire de Saint Blaise; & FRANÇOIS-LOUIS DU TERRAUX, Lieutenant du Vauxtravers, pour le rang des Officiers. Et pour le Tiers Etat, les Sieurs Quatre Ministres de la Ville de Neuchâtel nommément: JEAN OSTERVALD, Seigneur de Biolley, Maître Bourgeois en Chef; JEAN JAKES FAVARGER; Le Capitaine SAMUEL MARVAL, & JEAN PETITPIERRE, tous Quatre du Con-

seil Etrouit de ladite Ville. En présence des Nobles ANNO 1694. Gentilshommes, Vassaux, & Officiers; des Sieurs Conseillers de la Ville de Neuchâtel; des Députés de la Bourgeoisie de Vallengin; des Sieurs Ministres de la Classe, des Députés de toutes les Justices & Communautés du Pais; & de plusieurs autres personnes notables, & du Peuple autant que le grand Poile en a pu contenir. Au grand Poile du Château de Neuchâtel, le huitième jour de Mars, l'An de grace, mille six cents quatre-vingt quatorze. Et recouré par sesdits Sieurs des Trois Etats, à la Chancellerie le douzième du même Mois.

CLXII.

1. Juin. (1) *Traact van Alliantie tusschen zyn Koninklyke Majesteyt WILLEM DE III. Koning van Groot-Brittannien, en de Staaten General der VEREENIGHEDE NEEDERLANDEN ter eenre, ende Haere Vorstelyke Doorlucht. Heere RUDOLPHUS AUGUSTUS en ANTHON ULRICH Hertogen van Brunswyk Wolfembut- tel ter ander zyde, gesloten den 1. Junii 1694.*

Eerstelyck is geconvenieert dat, in craghte van 't tegenwoordig nadere Traact, sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien mede intreedt in 't Traact, van des- senfve Alliantie den 14. May 1691. gemaect, tusschen de Heeren Staaten General der Vereenighde Neder- landen ende haere F. F. D. D. de Heeren Hertoghen van Brunswyk-Lunenburgh, ende dat het selve Tra- ctat by deelen werd gehouden voor geconfirmeert, en- de speciaelyck dat haer Hoogh-Mogende Troupen in 't voorschreve Traact en desselfs separaat Art. gemelt, ter nombre van 5000. Man in haeren Dienst sullen be- houden, geduyrende den tyt van 't voorschreeven Traact.

II. Dat geduyrende dit Traact, de Heeren Her- toghen haer met geene Koningen, Princen of Poten- taten in eenige Verbintenisse of Alliantie directelyck of indirectelyck sullen inlaeten tot nadeel of tegens de In- teressen van sijn Koninklycke Majesteyt van Groot- Brittannien, ende van Haer Hoog-Mogende, ofte van de Hooge Gealleerden, ende speciaelyck sijn niet sullen engageren, of iets ondernemen, doen of te hel- pen doen, om by den tegenwoordigen Oorlogh, een Vrede buyten kennisse ende goetvinden van sijn Ko- nincklycke Majesteyt ende van Haer Hoog-Mogende te poussieren; ende dat ook sijn Koninklycke Majes- teyt van Groot-Brittannien ende de Heeren Staten Ge- nerael der Vereenigde Nederlanden, 't interest van 't Furstelycke Huys van Wolfenbuttel niet sullen verbin- den of partye nemen.

III. Beloven de Heeren Hertoghen, boven de al- bereyts in de Nederlanden-hebbende 3000. Man, noch 2000 sijn Majesteyt ende Haer Hoog-Mogende 2000. Man, bestaende in twee Regimenten te Voet, elck Regiment van seven Compagnien, ende elck Compag- nien van 108. Man, ende een Regiment te Paardt van ses Compagnien, ende elcke Compagnien van 74. Man, ende alsoo gesamentlycke een Corps van 5000. Man

(1) Ce Traité fut premierement fait en Flamand entre les Provin- ces-Unies & les Ducs de Brunswyk-Lunenbourg. Ensuite ayant été traduit en François, le Ministre du Roi de la Grande Bretagne eut ordre de le signer à Breda, en y ajoutant l'Article séparé, qui pour cette raison ne paroit ici qu'en François.

TOM. VII. PART. II.

CLXII.

Traité entre GUILLAUME III. Roi de la 1. Juin. Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Ge- L'AN- neraux des PROVINCES-UNIES des Pais GLETER- Bas d'une part, & RUDOLPHE AUGUS- RE, LES TE, & ANTOINE ULRIC Ducs de Bruns-PROVIN- wich-Wolfembutel d'autre part, portant AC- CESS- U- cession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite NIES ET le 14. Mai 1691. entre L. H. P. & lesdits BRUNS- Princes, comme aussi de nouveaux engagements wic. d'amitié, & même de garantie de part & d'au- tre. Sa Majesté & L. H. P. y acceptent aussi de leurs Alteffes deux mille hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient des- ja. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. Avec un ARTICLE SEPARÉ, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses Obligations. A Breda le 1. Juin 1694. [sur une Copie Manuscrite.]

Premierement il est convenu qu'en vertu du present Traité le Seigneur Roi de la Gran- de-Bretagne soit aussi compris dans le Trai- té d'Alliance desditsse conclu le 14. Mai 1691. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces- Unies des Pays-Bas, & leurs Alteffes Serenissi- mes les Seigneurs Ducs de Brunswyk & Lu- nebourg, & que le Traité soit confirmé comme il est confirmé par ces presentes, & spécialement que les- dits Seigneurs Etats garderont en leur service les Troupes mentionnées dans ledit Traité & Article se- paré d'icelui au nombre de trois mille hommes, durant le terme dudit Traité.

II. Les susdits Seigneurs Ducs n'entreront durant ce Traité en aucun engagement ni Alliance directe- ment ni indirectement avec aucuns Rois, Princen ou Potentats, au prejudice & contre l'interet desdits Sei- gneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux ou de leurs Alliez, spécialement ne s'engageront point, ni n'entreprendront & ne feront rien pendant la presen- te Guerre pour procurer une Paix, sans la connoissan- ce & l'agrément dudit Seigneur Roi de la Gran- de Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, comme d'autre part lesdits Seigneurs Roi & Etats n'entreront dans au- cun engagement ni dans aucun parti qui soit contre les interets de la Serenissime Maison de Wolfembutel.

III. Lesdits Seigneurs Ducs promettent outre les trois mille hommes qu'ils ont déjà dans les Pays-Bas, au service desdits Seigneurs Etats de vouloir encore livrer & laisser dans le service & à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, deux mille hommes, con- sistant en deux Regimens d'Infanterie de sept Compag- nies chacun & chaque Compagnie de cent huit hom- mes, & un Regiment de Cavalerie de six Compag- nies, chaque Compagnie de soixante quatorze hom- mes, faisant ensemble un Corps de cinq mille hom- mes,

ANNO
1694.

Man in dienst ende verpleginge van syne Majesteit ende de Heeren Staten der Vereenigde Nederlanden respectie te stellen, ende soo langh laten ageren, als den tegenwoordigen Oorlogh sal dueren.

IV. Daar tegens belooven syne Koninkl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden die hier boven staende 2000. Man gelyck haar Hoogh Mogende die in derselver Dienst ende Verpleginge hebbende 3000. Man, ende alsoo gesamentlyck respectie 5000. foodanige Verpleginge als Haar Hoogh Mogende eigene Troupes in allen deelen te laten genieten, soo dat het met de verpleginge, recruterings, assignatien, rappel ende met alle requisiten sal gehouden werden, gelyck in den Tractaet van den 14. May 1691. is beloofd, met dien verstaende, dat den Koning ende den Staet tot het doen van 't recruteren van yder Man, sullen geven, soo veel als aen hare eygene Troupes, ende dat de Heeren Hertoghen die Manfchap uyt Duytsland daer voor sullen verschaffen.

V. Gelyck ook syn Koninklycke Majesteit ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden tot bevorderinge enes grondelycken vergelycks inden Vorstlyken Huys Brunswyck Lünenburg gesamentlycke Mediatie alreeds hebben geoffereert, ende die ook van de Heeren Hertoghen gesamentlyck is geaccepteert, soo beloven syn Koninklycke Majesteit ende de Heeren Staten Generael, de voorstellinge foodaniger Mediatie te doen bevorderen, ende als onpartydige Mediateurs craghtelyck helpen vermiddelen, dat het Furstelycke Huys Wolfenbuttel met Zel ende Hanover amiablement sal werden vergeleeken, daar en tussehen nemen syn Koninklycke Majesteit ende Haar Hoog Mogende de hier mede aen, het Furstelycke Huys Wolfenbuttel ingevalle het selve by syne Rechten feytelyck soude werden benadeelt, daar tegens niet alleen met goede officien by te springen, maar ook aen 't selve tegens sulcke feytelycheden enes craghtige garantie ende assistentie te presteren, gelyck als de Heeren Hertoghen beloven, gene, met de welcke sy in differenten staen soo lange dit Tractaet duyt, met de wapenen aen te tasten, noghte dat het door anderen, om voorgeleyde differenten willen gedaan werde, te verocationeren.

VI. Sullen syn Koninkl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, by de toekomende generale Vredens Tractaten het interest van 't Furstelycke Huys Wolfenbuttel mede aen nemen, en 't selve naer 't uytterste vermogen, helpen bevorderen.

VII. Dewyle de Heeren Hertoghen tot aanwervinge ende verpleginge van de voorschreven Troupes soo wel voormaels als nu onlanghs groote onkosten, niet sonder hare incommoditeit geemployeert hebben, soo beloven syn Koninkl. Maj. van Groot-Britannien ende de Heeren Staten Generael daar tegens, dat de selve het Furstelycke Huys Wolfenbuttel van den tyt van de Ratificatie van desen Tractaet aen te reekenen, jaerlyks tot dat de Vrede gemaect ende geratificeert sal syn, sullen geven 100000. Ryksdaelders, ende daar van te betalen de helft of 50000. Ryksdaelders comptant, soo haest de Troupes souden komen op de Frontieren van den Staet, ende de wederhelfte, ofte de verdere 50000. Ryksdaelders in gelycke termynen van maend tot maend over 't gantche jaer, ende dat synde geexpiereert, de volgende jaeren, tot dat de Vreeden gemaect ende geratificeert sal syn, alle maend een twaelde deel van de jaerlycke beloofde 100000. Ryksdaelders.

VIII. Gelyck ook hooghedagte syn Majesteit ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden sigh by desen verbinden, om ingevalle het Huys Wolfenbuttel ter occasie van dit Tractaet van iemand soude werden benadeelt of geattaqueert, dat de selve ook sal werden gehouden *pro casu Fœderis*, ende vervol-

mes, à sçavoir trois mille hommes à la solda desdits Seigneurs Etats, & deux mille hommes à la solda desdits Seigneurs Roi & Etats, comme ci-dessus, lesquelles Troupes seront employées audit service, pendant tout le tems de la présente Guerre.

ANNO
1694.

IV. De l'autre côté, promettent lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de faire jouir lesdits deux mille hommes de telle solda & avantages en toutes les manieres dont jouissent les propres Troupes desdits Seigneurs Etats, à quoi lesdits Seigneurs Etats s'engagent aussi à l'égard des trois mille hommes, qui sont déjà à leur service, desorte qu'à l'égard de la paye, recrues, assignations, rappel & autres choses requises, il sera fait, comme il est convenu dans ledit Traité du 14. de Mai 1691. bien entendu, que lesdits Seigneurs Roi & Etats donneront avant pour la recrue de chaque homme, qu'il sera donné aux Troupes mêmes desdits Etats & que lesdits Ducs pour cette consideration fourniront de l'Allemagne les hommes nécessaires pour lesdits recrues.

V. Et comme ledit Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont déjà offert leur Mediation, pour l'avancement d'un ferme & stable accommodement entre tous les Princes de la Serenissime Maison de Brunswic-Lunebourg, que lesdits Princes ont déjà acceptée, lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux promettent par les presentes de porter en avant ladite Mediation, & de faire sans partialité, les offices de Mediateurs, afin qu'il se fasse un Accommodement équitable entre la Maison de Wolfenbuttel & celles de Zell & Hanover: Et cependant lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux s'engagent qu'en cas, que ladite Serenissime Maison de Wolfenbuttel reçut aucun prejudice dans ses Droits par voye de fait, ou seulement d'y interposer leurs bons offices, mais aussi de l'assister de leur Garantie efficace & secours formel, comme aussi lesdits Seigneurs Ducs promettent de ne point attaqner par les armes, durant le terme de ce Traité, ceux avec lesquels ils sont en different, ni même être cause qu'ils soient attaqnez par d'autres à l'occasion desdits differentes.

VI. S'engagent en outre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux au tems du Traité de Paix Generale futur, de contribuer de tout leur pouvoir à l'avancement & avantage des interêts de la Maison de Wolfenbuttel.

VII. Et d'autant que les Seigneurs Ducs ont fait de grosses dépenses à leur grande incommodité, pour la levée & entretien des deux mille hommes susmentionnés, & qu'il est nécessaire de subvenir aux efforts extraordinaires, qu'ils s'obligent de continuer à faire contre l'Ennemi commun, promettent en cette consideration, lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de payer tous les ans à ladite Maison de Wolfenbuttel, du jour de la Ratification du présent Traité, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, la somme de cent mille Rixdalers, dont la moitié sera payée en argent comptant, aussi tôt que lesdites Troupes viendront sur les frontieres de l'Etat & l'autre moitié desdits cent mille Rixdalers, chaque mois de la presente année proportionnellement, & après l'expiration d'icelle, de payer, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, une douzième partie de ladite somme de cent mille Rixdalers tous les mois des autres années.

VIII. Comme aussi lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux s'engagent par les presentes, qu'en cas que ladite Maison de Wolfenbuttel recoive quelque prejudice, ou soit attaquée à l'occasion de ce Traité, cela sera tenu *pro casu Fœderis*, &

ANNO volgens de Heeren Staten Generael syn verpligt, omme het hooggemelde Hys de beloofde assistentie te presteren.

Aldus gedaen ende geconvenieert tusschen de ondergeschreeve gevolmagtigde Gedeputeerden van syn Koninklycke Majesteit van Groot-Britannien, ende Haar Hoog-Mogende ende Hare F. F. D. D. ende ten oirlande desen geteeckent, ende sal daar over Ratificatie binnen den tyd van drie weeken of noch eerder werden uytwisselende ende de marche der Troupes binnen den selven tyd geschieden. Aldus gedaen ende gerekent in 's Gravenhage den 21. May 1694.

Was geteeckent,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WASSENAAR
DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

consequemment lesdits Seigneurs Roi & Etats seront ANNO. obligés de fournir à ladite Maison l'assistance promise. 1694.

Fait & conclu par les soussignés Commissaires ayant Plein-pouvoir desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux & desdits Seigneurs Ducs de Wolfenbuttel, signé comme cy-dessus dont la Ratification sera échangée dans l'espace de trois semaines, ou plutôt, s'il se peut, & lesdites Troupes se mettront en marche incessamment; fait & signé à la Haye le 21. May, 1694.

Signé,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WASSENAAR
DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

Le même Traité fut signé de la part de Sa Majesté Britannique à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY.
(L.S.) P. DE WENDHUSEN.

Article séparé.

* C'est u- Comme il est stipulé par le Traité ci-dessus signé, ne faute. que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne liiez le 14. entre dans l'Alliance défensive conclue le * 14. May, Mai 1691. 1694. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies & les Serenissimes Ducs de Wolfenbuttel, il est déclaré par cet Article séparé qu'il ne sera pas entendu que ni ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ni lesdits Seigneurs Ducs soient tenus au point de l'assistance actuelle, ni ne sera ledit Seigneur Roi te-

nu par la confirmation dudit Traité conclu le * 14. * liiez en- May 1694. à aucun engagement, à l'égard des trois core le mille hommes y mentionnez, mais seulement pour la 14. Mai quote part des deux mille hommes qui par ledit Traité 1691. té cy-dessus signé demeureront dans le service desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux conjointement. Fait & signé à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.

CLXIII.

23. May. Tractat zwischen Ihro Römische-Käyser-liche Majestät Leopoldum, und Ihro Churfürstliche Durchleucht Fridrich August, nun König in Pohlen / wodurch der unterm Dato Dresden den 20. Februarii 1693. zwischen Ihro Kaiserliche Majestät und dem verstorbenen Churfürst zu Sachsen Johann Georg den IV. geschlossene Tractat confirmirt wird / Ihro Churfürstliche Durchleucht der grossen Allianz beizutreten auff gewisse Art versprochen / und wegen der Loslassung des Chur-Sächsischen General Feld-Marschals von Schönning tractirt wird. Dresden den 23. Maji. 1694. Nebst einem separirten Articul, worinnen Ihrer Kaiserlichen Majestät / Ihro Churfürstliche Durchleucht versprochen / die Readmission der Cron Böheim in das Chur-TOM. VII. PART. II.

fürstliche Collegium auff alle Weise befördern zu heissen. Sub eodem Dato. [Copie Manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont signé le Traité.]

C'est-à-dire,

Traité entre L'ÉPOLE Empereur des Romains, & FREDERIC AUGUSTE, alors Electeur de Saxe, & maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Fevrier 1693. entre Sa Majesté Imperiale & le defunt Electeur de Saxe JEAN GEORGE IV. est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'accéder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, & de metre en liberté le Marechal de Camp Schöning. A Dresde le 23. May 2. Juin 1694. Avec un ARTICLE SEPARÉ, par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'appuyer par son suffrage & par ses offices la readmission de la Couronne de Boheme dans le College Electoral. De la même Date.

Vv 2 Nach

ANNO
1694.

Nachdem Zur genüge erinnerlich / was zwischen dero Königlich Kaiserl. auch zu Hungaren und Böheim Königlich Majestät / und der in Gott ruhenden und leichlich verstorbenen Churfürst. Durchl. zu Sachsen / vor ein Tractat unterm dato Dresden den 20. Februarii 1693. durch dero dahmalß abgeordneten rürstlichen geheimen Rath und Obristen Burggrafen im Königreich Böheim / Herren Adolph Drabitsan / Grafen von Sterrenberg / bey noch continuirender Reichs-beunruhigung dahmalß verlangten Assistenz halber / aufgerichtet worden / und dan Allerhöchst befagte Ihre Kaiserl. Majestät die dem Heyl. Römisch. Reich von auswärtiger gewalt abermalß bevorstehende grosse gefahren gegenwärtiger Churfürst. Durchl. beweglich für zu stellen / und nach dero unermüdeten Reichs-väterlichen forgsalt / was zu rettung des bedrängten Vaterlandes gereicht könne / sich hochflößlich angelegen seyn lassen / mit dem allerniedrigsten gesinnen / es wollen dieselbe nach dem Exempel dero löbl. Herren Vorfahren / ihre von Gott verliehene macht vor das nothleidende Vaterlande ferner mit an zu wenden sich nicht entziehen / so haben Ihre Churfürst. Durchl. zu bezeugung der gegen Ihre Kaiserl. Majestät wagende treue Devotion und tiebe zu dem wehrem Vaterlande / hißfalls bereitwillig sich finden lassen / massen dan durch den Kaiserl. an sie abgefertigten Gesandten / Reichs-Hofrath und Cammerherren / Herren Philip Wilhelm Freyherrn von Bockenburg / und die hierzu von offi gedachter Ihrer Churfürst. Durchl. deputirte Ministros nachfolgender gestalt verglichen worden.

I. Hat es bey dem / so in obbergetem mit dem Herren Grafen von Sterrenberg aufgerichteten Tractat / wo es nicht alhier gedruckt / in allem / all wann es von wort zu wort anhero wiederholter wäre / sein verbleiben / und wollen Ihre Churfürst. Durchl. die darinne versprochene 12000. man / und jughöchster Artillerie / wie dafelbst enthalten / zu stellen nicht emangeln.

II. Gleich wie Ihre Kaiserl. Majestät verlangen / daß Ihre Churfürst. Durchl. der so genannten grossen Allianz rürstlich beytreten mögen / Als wollen so wohl Ihre Kaiserl. Majestät als auch die Cron Engelland / und die Herren General Staaten / mit denen im nechst vorigen jahre versprochenen Assignationen und subsidien der vier hundert tausende thaler continuiren / und da beneben Ihres höchsten orts zu denen fünfzig tausende thaleren quaestions ein dringlich tragen / auch nicht unterlassen / bey Engelland und Holland nachdrücklich und der gestalt / das der würckliche Effect erfolge / zu insistiren / damit dieselben gleichfalls zwey dringlich übernehmen mögen / welches Ihre Churfürst. Durchl. denn also auch wenn die prestation von Engelland und Hollandscher seiten erfolget / acceptirt / und wollen so gleich auff dem fuff / wie von dero Herren Bruders Churfürst. Durchl. Christoffel. Gedächtnis zu Leipzig den 12. Maji 1693. geschähen / der so genannten grossen Allianz nach beggehender Notth / bey zu treten und zu accordiren sich hiernit erklären.

III. Den rest der bissherigen subsidien belangende / so von Ihrer Kaiserl. Majestät ohnmittelbar zu erlangen / weil sich deren von unterschiedenen jahren befinden / all fünffzig tausend thaler von Anno 1690. worauff es wenigstens an proviant gelieffert / von vorigem jahre aber de An. 1693. gleichfalls noch rückständige fünffzig tausend thaler / welche beyde posten Ihre Kaiserl. Majest. nach endigung voriger Campagne bezahlen zu lassen durch den Herren Grafen von Sterrenberg versichert (dan was die ein hundert und fünffzig tausend thaler post paem zu vergulden betrifft / hat es bey dem Sterrenbergischen Reichs sein bewenden) so wollen Ihre Kaiserl. Majestät solche zu gleich mit Ratification dieses Tractats / weil die operation darauf beruht / zahlen / auch die assignationen auff die Ober-Sächsischen Stände und Stadt Frankfurt zu gleich ohnschickbar anlieffern / und nach artz wie im 4ten Artikel des Graff Sterrenbergischen Tractats enthalten / nemlich daß der anfang des abtrags mit angeschenden Nov. geschähen / und die sechs Winter-monaten erfolgen solle / einrichten / und die nöthige Requisitionales an die Reichs-Stände und Kraiß / wo die durchmarschen geschähen müssen / so fort mit übersehen lassen / bezulegen denn auch zu fünffzig rathmarch Ihre Churfürst. Durchl. nach anleitung des Graff Sterrenbergischen Tractats im 6ten Artikel von Ihrer Kaiserl. Majestät sich allerdings versehen.

IV. Das Commando betreffende / ist zwar bekannt / daß im 2ten Artikel des Graff Sterrenbergischen Reccitus / der sache abhandlung aufgestellt worden. Nach-

deme aber dahmalß das werck aus dem grunde nicht gehoben / so haben-seine Churfürst. Durchl. in der Beilage sub C. dero meinung und nöthigen vorbehalt zu eröffnen der notürfft befunden / welche Ihre Kaiserliche Majestät sich gnädigst gefallen / und Ihre Churfürst. Durchl. hier über bey der Ratification versicherung thun zu lassen / dem unterthänigsten vertrauen / und hiebvor Allergnädigst. Kayserl. eigenen überlegung nach / nicht anstehen würden.

V. Ihre Kaiserl. Majest. wollen nummehro den General Feldt-Marschall von Schönning hinwieder nach Dresden erlassen / wegen zum unterthänigsten Respekt Ihrer Kaiserl. Majestät Ihre Churfürst. Durchl. versprochen / Sed. Feldt-Marschall so wohl dieses jahr über / als auch so lang dieser Krieg währet / weder in Civilibus noch Militaribus. ohne Vorwissen Ihrer Kaiserliche Majestät nicht zu gebrauchen / in der gänzligen versicherung / das Ihre Kaiserl. Majest. ihre von Schönning die Allergnädigste versprochene freyheit der gestalt zu ertheilen geruhen werden / daß dieselbe pari passu mit der Ratification dieses Tractats anhero frey und mit gemainlicher sicherheit gelangen möge / massen dan Ihre Churfürst. Durchl. inzwischen dero im lande noch stehende Armee zum marsch sich fertig zu halten / nach der eingelangten Ratification aber (welche alhier binnen 14. tagen / wo nicht eher aus zu wechseln / und erfolgeter völliger freylassung des oberwüthten Feldt-Marschalls anhero / dieselbe würcklich zu marschiren beordern und bestehen werden / was endlich auch den desiderirten Schönningischen Revers anbelaget / da wollen es zwar zu Ehren Ihre Kaiserl. Majest. Ihre Churfürst. Durchl. geschähen lassen / jedoch dabey des vertrauens sein / daß dieselbe also wederir / undt eingerichtit werden möge / daß alles salva estimatione geschähen und praestirt werden könne. Istkundlich und zu dessen festhaltung sein hiezu zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt / von beyden theilen unterschrieben und besiegelt / auch darüber Ihre Kaiserlichen Majestät und Churfürst. Durchl. Ratificationen abgedachter massen gegen einander aus zu wechseln verglichen worden. So geschähen zu Dresden den 23. Maji 1694.

Philip Wilhelm Freyherr
von Bockenburg.
(L. S.)

Herr von Gersdorff.
(L. S.)

Friedrich Adolph von Haugwitz.
(L. S.)

Christoff Dietrich Boos.
(L. S.)

Christian August von Hartshausen.
(L. S.)

ARTICULUS SEPARATUS.

Demnach Ihre Kaiserl. Majest. wegen der völligen Readmission der Cron Böheim in das Churfürstl. Collegium bereits nicht allein durch den Herren Grafen von Sterrenberg auf die dahmalß angebrachter massen bey in Gott ruhenden Churfürst. Durchl. dero Consent zu ertheilen / sondern auch vor its abermalßen bey seßiger Churfürstl. Durchl. durch dero Abgesandten Freyherrn von Bockenburg absonderliche instance solches beytrits halber thun lassen / und dann Ihre Churfürstl. Durchl. in demjenigen / was Ihre Kaiserl. Majest. die Cron Böheim / und ganten Erzherzoglichen Hauß von Oesterreich zu unterthänigsten Ehen und beßen / mehrertheiltem aufnehmen / splendore / undt waschthum gereichen kan / an die handt zu geben / und solches nach möglichkeit zu befördern / ihren gedachten Vorhaben / welche in der gleich sich alhier bey allen gelegenheiten erwiesen zu haben / sich genützlich informirt / und nicht nach zu geben / ja vielmehr dieselbe huerinnen zu überretzen / gelegenheit zu haben wünschen. Als haben Ihre Churfürst. Durchl. dessen eine probe hier durch zu geben nicht anstehen wollen / sondern versprochen / daß sie oberbühre Readmission oder Reception / nicht allein Voto und Officiis secundum / sondern auch dero Gesandtschaft beym Reichs-Convent zu Regensburg dieselbe gemessene instruction ertheilt

ANNO
1694.

ANNO 1694. ertheilen / und benehens Ihrer Kaiserl. Majest. aller diensamer orten / möglich an die handt zu gehen / und davon nicht aussen wollen / biß der abgezielte zweck erhoben werden möge / hergegen auch zu Ihrer Kaiserl. Majest. und daß dieselbe Ihre Churfürstl. Durchl. auff dero befandte / und zum theil in bißherigen Conferentien specificirte particulare angelegenheiten / zu dero Churfürstl. Hauses conservation undt aufzunehmen / Allergnädigste gewürte reflexion undt obacht zu nehmen / gnädigst werden gefallen lassen / dero außerordentlich vertrauen tragen / und sich dessen gänzlich hienit versichert halten wollen.
 Signatur Dresden den 23 Maii
 2 Junii 1694.

Philipp Wilhelm Freyherr
 von Weensburg.
 (L.S.)

N. Freyherr von Gerstorff.
 (L.S.)

Friedrich Wolph von Hantschwig.
 (L.S.)

G. Herr L. wch.
 (L.S.)

Christoph Dietrich von Boos.
 (L.S.)

Christian August von Hartzhausen.
 (L.S.)

CLXIV.

16. Aout. Vergleich zwischen Herzog Wilhelm Ernst / undt Johann Ernst zu Sachsen-Weimar Gebrüder in puncto einiger Gravaminum / so dem jüngern besagten Herzogen bey geführter Gemeinschaftlichen Regierung begegnet: Kraft welchen demselben erlaubet wird / einen particularer Rath zur gesambten Regierung / wie auch einen zu dem Consistorio zu bestellen / ferner auch die Ober- und Nieder-Gerichtbarkeit in denen ihm laut Väterlicher Succession zugetheilten Aemtern von dessen ältern Herrn Bruder zugelassen wird; Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg am 16. Aug. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz II. pag. 700.]

Cest-à-dire,

Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST, & GUILLAUME ERNEST Freres, pour le redressement des Griets du plus jeune des deux dans la communion de leur Regence; A quelle fin, on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi au Consistoire; & qu'il exercera seul la Jurisdiction haute & basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoi que jusqu'à present elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsbourg à Weimar le 16. Aout 1694.

3 It wissen sey hiernit / daß zwischen denen Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Wilhelm Ernsten / und Herren Johann Ernsten / Gebrüder / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Besiphalen zc. vor tit. inbem des Jüngeren Herren Herzogs Durchleuchtigkeit / als ob / bey geführter Gemeinschaft / Ihre einige gravamina begegnet / sich die Jahre hero am Kayserlichen Hofe beklaget / und

ANNO 1694. sowohl deshalb / als insonderheit auf erfolgten Jematischen Successions-Anfall / die gänzlichtheilung der Gemeinschaft inländig gesucht / hingegen des älteren Herren Herzogs Durchl. Ihre Nothdurfft in puncto Gravaminum nach und nach eingemendet / aber zur Vertheilung der gesamten ländt / weilen darzu noch zur Zeit keine austräglische Fürstl. Portionen / nach dem Zustande dero Fürstl. Samt-Hauses / gemacht werden könnten / sich nicht versehen wollen / daß demnach zu Hinzulegung dieser Mißbilligkeit und Stiftung besändigen Fürstl. Bräutlichen Wohlvernehmens / durch Verleihung Gönlicher Gnade vermittelst derer sowohl Gesamt- als Particulier-Gesheimbden und Hof-Räthen beeder Höfen theile unter denselben anheute folgender Vergleich getroffen worden.

Erstlich / soll des Jüngeren Herren Herzogs Fürstl. Durchl. frey stehen / zur Fürstlichen gesambten Regierung einen Particulier-Rath / auch nach Bedinden deren zwey zu bestellen / so denselben gleich denen gesambten Regierungsräthen beyzuwohnen / und denen Verordnungen mit obzuliegen. So wird auch deroelben an dem Fürstl. Gesambten Ober-Consistorio einen Consistorial-Rath zu halten verlanget / und wie beiderseits solche particularer Räte von Ihrer Durchl. in dero besondere Pflicht genommen werden / Also sollen dieselben vermittelst eines Handschlages der Gemeinschaft zur Fürstl. Regierung und Ober-Consistorio / auf erwählter Regierung sich verpflichten machen / welche Pflicht jedoch Ihnen keine Hinderung bringet / Ihres gnädigsten Herren besonderes Interesse / undschadet der Gemeinschafts-Verfassung des Hauses / zu beobachten.

Zum Andern / ist beiderseits gut befinden worden / bey der gesambten Fürstl. Cammer / nebst dem Beduiff zu denen besändigen gemeinschaftlichen Ausgaben und Schulden Tilgung / welcher so fort in ein besonderes Verzeichniß zu bringen / eine gewisse Summa auszuscheiden / davon die besändige und extraordinär-Auswendung auf Gesandtschaften / Reisen / Correspondenz / und sonst anders sächlich zu bestreiten; Was aber über solche beyderley Ausgaben und Nothdurfft annoch im Besande verbleiben möchte / unter beiderseits Fürstliche Herrschaften / nach abgelegten ledersmahigen Rechnungen / in gleiche Portionen zu vertheilen / und sollen die zu denen vorerwähnten Nothwendigkeiten beschaffte Einkünfte durch den Gesambten Cammer-Schreiber eingetriben und jährlich berechnet werden / deme aber des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. einen Cammer-Schreiber oder andern gewissen Bedienten für sich dergestalt zuordnen mögen / daß derselbe zwar Ihre / wegen dero eigenen Interesse verpflichtet / aber doch auch der Gemeinschaft bey Fürstlicher gemeiner Cammer / wie oben bey den particularer-Räthen gemeldet worden / durch einen Handschlag verbindlich gemacht werde. Hiernächst und

Zum Dritten / überlassen des älteren Herren Herzogs Durchl. dero Jüngeren Herren Brüdern Durchl. die biß anhero in Gemeinschaft gehabte hohe und niedere Gerichtbarkeit / in allen denen Ihre sowohl aus dem Jematischen Anfall / als der Fürstl. väterlichen Succession zugetheilten Aemtern / Nemlich: In dem Amte Capellenborff / und der Vogtey Magdala / Amt Heußdorff / Groffen-Brembach / Hardiesleben und Werda / einzig und allein das Amt Weimar ausgenommen / in welchem Amte beiderley Gerichtbarkeit / nach wie vor / biß zu bey der Fürstl. theilen anderweit-besändigen Vergleich / in der Gemeinschaft gelassen wird / jedoch sollen des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. den Zwang und Execution wegen dero Einkünften und Gefällen / in solchen Amte Weimar durch Ihren Cammer-Schreiber oder sonst einen dergleichen Bedienten zu ihren befugte seyn. Wegen der hohen Gerichte aber in besagtem Amte ist sich absonderlich dergestalt vereinigt / daß / wie St. Fürstliche Durchl. die Straffen und andere zu denen Ober-Gerichten gehörige Einkünfte / nach wie vor / gegen die dazzu benötigte Aufwendungen vertheilen; Also hiñsichro sowohl in diesen als auch anderen Aemtern und in gesambten Fürstenthum / damit kein Herr für den andern mit denen Pünktlichen Unkosten beschwert werde / die remissiones der Verbrechere an die Obrthe / wo sie delinquent / gewöhnlicher massen geschehen / und angenommen werden sollen / auch werden die Appellationen und Berufungen von des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. Aemtern / wie bißhero / also ferner angewendet / und an der gesambten Regierung ausgeführt. Was aber die Justiz-Bediente und Beamte in ermharten Aemtern betrifft / haben des Jüngeren Herren Herzogs Hoch-Fürstl. Durchl. solche hiñsichro nach dero Gefallen zu bestellen / und in des

ANNO
1694.

ro besondere Pflicht zu nehmen / wie auch sie Ihrer Dienste nach verschulden zu entstehen. Jedoch / dass dieselbe wegen der Berufungen / und was zur Gesellschaft gehörig ist / derselben an der gesamten Fürstlichen Regierung gleichfalls verpflichtet werden.

Zum Fürsten / soll hinführo / wenn des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. Officianten und Bedienten an dero Hof / in hiesiger Stadt und Amt Weimar / so viel verwickelt / dass sie in Verhaft zu nehmen seynd / von dem hiesigen gesamten Rathmann / auf höchstgedachter Sr. Durchl. Befehl in Arrest oder zur Captur gebracht / der Process aber bis zum Ende von gesamelter Fürstlicher Regierung gleicher gestalt / wie mit des regierenden Herren Herzogs Hoff Officianten und Bedienten beschiet / geführt werden. So seynd auch des Jüngeren Herren Herzogs Hoch-Fürstliche Durchl. in dero Rämtern nicht weniger befügt / mit erwählten dero Bedienten durch Ihre Beamte dafelbst in dergleichen ebenen massen / wie ich gemeldet / mit Verhaftung und Aufsehung des Processes / von der gesamten Regierung verfahren zu lassen.

Gleichwie nun zum Sechsen / des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. bey dergestaltiger Führung der Gemeinschaft von allen Vorfällenheiten / sowohl in profanis als Ecclesiasticis / wie auch der gemeinen Landes-Sicherheit / und die Militaria betreffenden Sachen / durch die nunmehrige Bestellung deroer gesamten Collegiorum gehörige Nachricht und Communication erlangen; Also wollen des regierenden Herren Herzogs Hoch-Fürstl. Durchl. wann dero Herren Bruders Hoch-Fürstl. Durchl. bey ereigneten Bestellungen zu denen / sowohl Ober-als Unter-Militar-Chargen / auf einiger Persöhnlicher Beförderung eine Absicht nehmen möchten / dieselbe vor andern in Consideration zu ziehen nicht ermannen.

Endlich und zum Siebenden / verbleibet es in allen übrigen / soviel durch diesen Vergleich nicht geändert wird / bey denen vorigen Verordnungen / Fürst-Brüderlichen Verträgen und Herkommen des Hauses billig; und lassen es des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. ohne weitere Suchung der Landes-Teilung / und mit Begehung des am Kaiserlichen Hoffe ereigten Processes / bey der hergebrachten Gemeinschaftlichen Regierungs-Form allerdings verbleiben / bis so lange sich zur Teilung hinführtig durch Fürstl. Succession in gesamten Hause ein anderweitiger Landes-Anfall begeben wird. Soll auch über die bisshero in Gemeinschaft beschene Verfügungen / worüber sich bereits beschweret / oder beschweret werden können / ferner nichts gereget / sondern es dabey leblich gelassen / und alles in Dergestalt gestellt seyn / Immassen nicht weniger an denen Ministris und Bedienten / so einem oder anderen Theil beyrätzig oder zugehan gewesen / sowohl auch denen Theilen beßhalten / wie ohne dem die Billigkeit erfordert / das geringste nimmer geantwortet werden soll.

Dessen allen zu mehrer Iffkund und beständiger Besthaltung / ist dieser Vergleich von beeden Höfen Fürstl. Theilen selbst eigenhändig unterschrieben / und mit dero Fürstl. Insignen bekräftiget. So geschähen Weimar zur Wilhelmstung am 16. Augusti Anno 1694.

Wilhelm Ernst / H. zu S.
(L.S.)

Johann Ernst / H. zu S.
(L.S.)

CLXV.

24. Août. *Traité de Commerce, & de bonne correspondance entre la Frontiere de BAYONNE, & Pais de LABOURT, & la Province de GUIPUSCOA d'Espagne. Fait dans l'Isle des Faisans sur la Riviere de Bidassoa le 24^{me}. du mois d'Août. 1694. Avec la RATIFICATION du Roi T. C. Donné à Versailles le 8. jour de Septembre 1694. [Imprimé à Bayonne chez Antoine Fauvet, Imprimeur du Roi Ann. 1694.]*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Salut: Nos Chers & bien Amés les Echevins, Jurats, Conseils & Habitans de notre Ville de Bayonne, Manans & Habitans de

notre Pais de Labourt, & Lieux adjacens dépendans du Gouvernement de ladite Ville: Nous ont fait remontrer que pour éviter les actes d'hostilité qui se pourroient commettre à l'avenir sur la Frontiere dudit Pais, & de la Province de Guipuscoa à cause de la Guerre ouverte qui est entre Nous, & Notre très-Amé Frere le Roi d'Espagne; & établir une bonne correspondance entre les deux Frontieres pour le bien commun des Habitans dudit Gouvernement de Bayonne, & de ladite Province de Guipuscoa, ainsi qu'il a été fait en pareille occasion, es années 1653. & 1668. Il auroit été proposé de part & d'autre sous notre bon plaisir, aux fins de ladite correspondance & de la liberté du Commerce sur lesdites Frontieres, de renouveler le Traité fait pour ledit Commerce en l'année 1653. par notre Cher & bien Amé le Sieur Comte de Thouloujon lors Gouverneur, & notre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Pais de Labourt & Lieux adjacens, & Don Diego de Cardenas Capitaine Général pour le Roi Catholique de ladite Province de Guipuscoa, confirmé & ratifié par nos Lettres Patentes de ladite année 1653. Et encore en l'année 1668. sous le nom de notre très Cher & bien Amé Cousin le Duc de Gramont, Pair & Maréchal de France, lors & de present Gouverneur & notre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Pais de Labourt & Lieux adjacens, par autres nos Lettres Patentes du vingt-unième Janvier de ladite année 1668. dont les Articles s'en suivent.

I. Premierement, il y aura un oubli général de tous les actes d'Hostilité qui ont été faits de part & d'autre, tant par Mer que par Terre, en quelque façon & maniere que ce soit, sans que pour raison de ce les uns ni les autres d'icelles Habitans dudit Gouvernement de Bayonne & Province de Guipuscoa puissent ci-après en être recherchés ni faire aucune demande.

II. Que si à l'avenir il se commettoit aucunes Voleries ou Pirateries dans ledit Gouvernement de Bayonne, ou dans ladite Province de Guipuscoa, soit par Mer ou par Terre, au moyen dequoi il fut apporté du trouble au present Traité, les Habitans des mêmes Gouvernement & Province, tiendront la main de bonne foi à ce que les coupables, quelque part qu'ils puissent être trouvés, soient punis comme Perturbateurs du repos Public, comme aussi à ce que ceux qui auront reçu quelque sorte de tort ou de dommage soient indemnisés.

III. Et d'autant que ce Traité se fait pour le bien commun dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa, il est important pour prévenir & lever toute difficulté de faire ici expression de l'étendue & des limites tant dudit Gouvernement de Bayonne que de ladite Province, & de remarquer que ledit Gouvernement prend son commencement du côté de la Riviere de Bidassoa par les lieux de Biriart d'Urrugne, Hendaye, & le long de la Côte par le Port de Soccoa, & continué par Ciboure, Saint Jean de Luz, Guetary, Bidart, Biarritz, Bayonne, Capbreton, & le Vieux Boucaut qui en fait la clôture.

IV. Et pour le regard de la Province de Guipuscoa, elle commence du côté de France par la Cité de Fontarabie, les Ports du Passage, Saint Sebastien, Orre, Zerauz, Guetary, Zumaya, Derna, & Motrico qui sont tous Ports de Mer, & du côté de la Riviere de Bidassoa sont les Jurisdiccions de l'Université de Irun & d'Urrugne lesquels sont à l'opposite desdits Lieux & Parroisses de Biriart d'Urrugne, & Hendaye, & d'autant que toutes les autres Villes, Bourgs & Villages dudit Gouvernement, & de ladite Province qui sont dans la terre sont assés connus, ils ne seront pas spécifiés ici, quoi qu'ils demeurent tous compris sous les noms dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa.

V. Que tous les Navires, Barques & Pinasses des Habitans dudit Gouvernement de ladite Province qui navigeront en Marchandise ne pourront être pris par aucuns des Sujets des Rois de France ou d'Espagne, pourvu qu'ils se trouvent munis de Passeports dudit Gouverneur de Bayonne, & Capitaine Général de ladite Province, étant accordé que pour obvier à tous les inconveniens, fraudes & abus qui pourroient être commis de part & d'autre, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province seront tenus respectivement.

ANNO
1694

ANNO
1694.ANNO
1694.

tivement de déclarer les Noms des Vaisseaux & des Maîtres positifs, ensemble les Ports d'eux & le nombre des Mariniers, Canons & autres Armes défensives, & ladite déclaration faite ledits Passeports seront expédiés aux Habitans de ladite Province de Guipuscoa, par notre dit Cousin le Duc de Gramont & ses Successeurs audit Gouvernement, sur les Certificats qui auront été expédiés par ledit Capitaine Général de Guipuscoa ou ceux qui le représenteront ci-après, & réciproquement pareils Passeports seront donnés aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne par ledit Sieur Capitaine Général sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne, tous lesquels-dits Passeports seront enregistrés aux lieux où ils seront expédiés.

VI. Et d'autant que ce seroit une trop grande fatigue pour les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province de prendre des Passeports pour les Barques, Pinasses, & Chaloupes, qui navigeront chacun dans son détroit, & d'un Port à l'autre avec des denrées de leur Pais, du Poisson de leur Pêche, ou quelque autre sorte de Marchandise: A cette cause & pour un commun soulagement, ne seront ledits Habitans desdits Gouvernement & Province obligés de se munir d'aucun Passeport, que lors seulement qu'ils iront en voyages lointains, ou des Ports dudit Gouvernement de Bayonne à ceux de ladite Province, & réciproquement de ceux de ladite Province à ceux dudit Gouvernement.

VII. En cas qu'il préjudice du présent Traité, aucuns Sujets des Rois de France & d'Espagne viennent à faire quelque prise de Vaisseaux ou Marchandises appartenans à ceux qui sont compris audit Traité, & qu'il arrive que ladite prise soit conduite soit aux Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province ou en quelque autre de France, Espagne ou autres de l'obéissance de leurs Majestés Très-Chrétiennes & Catholique, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, seront respectivement obligés de faire les diligences requises & nécessaires en justice jusqu'en fin de cause, pour faire restituer ledits Vaisseaux & Marchandises aux Propriétaires, si ce n'est qu'en icelles prises il y eût des Gens de Guerre, munitions & Armes autres que celles qui servent pour la défense desdits Vaisseaux; Car cela étant ledites Armes & munitions seront de bonne prise; Mais non ledits Navires, ni les Marchandises qui seront esdits Navires conjointement avec les Armes & Munitions, ce qui s'entend seulement à l'égard des Navires dudit Gouvernement & de ladite Province, & non pour ceux qui seront d'autres Ports & Provinces, lesquels ne jouiront point de cette liberté; Ains se trouvant avec des Armes & Munitions, ledites Armes & Munitions ne seront pas seulement de bonne prise; mais aussi ledits Navires & Marchandises qui seront parmi ou avec ledites Armes & Munitions: Davantage pourront ledits Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, faire conduire chacun dans son détroit, & de quelque part que bon leur semblera, toutes sortes de Provisions & Denrées qui leur seront nécessaires, comme Bleds, Avoines, Fèves, Seigles, Millet, Bois, Vins, Morués, Graisses, Raves, Sel, & généralement toutes autres sortes de Marchandises sans aucune exception, moyennant les dits Passeports, sauf toutefois des Armes & Munitions de Guerre, comme il vient d'être dit.

VIII. A été aussi convenu que lors que les Habitans dudit Gouvernement de ladite Province feront venir des Navires, Barques, ou Pinasses, soit vuides ou avec des Marchandises ou Provisions à quelqu'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, tels Vaisseaux ne pourront être pris en Mer à la distance de quatre lieues des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province inclusivement, quand même ledits Vaisseaux ne seroient pas munis desdits Passeports, ni appartenans audit Gouvernement ou de ladite Province, ou de ladite Province, ce qui se doit entendre des Vaisseaux Français ou Espagnols, & non de ceux des autres Nations, sur lesquels on pourra respectivement courir à la distance susdite s'ils sont ennemis de l'une ou de l'autre des Couronnes: Mais au regard des Vaisseaux dudit Gouvernement & de ladite Province qui navigeront comme dit est avec ledits Passe-ports, ils pourront librement aller & venir dedans & dehors l'étendue desdites quatre lieues.

IX. Il ne sera néanmoins loisible aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne de faire sous prétexte du présent Traité, porter ou conduire dans les Ports ni autres Lieux de ladite Province de Guipuscoa, aucune

sorte de Marchandise de Contrebande; Ains demeureront les Edits & Déclarations faites sur ce sujet par le Roi d'Espagne en leur force & vigueur, pourront toutefois ledits Habitans dudit Gouvernement faire porter & conduire en ladite Province, tant par Terre que dans leurs Navires, Barques, Pinasses, & autres Vaisseaux, telles Denrées, Provisions & Petricheries que bon leur semblera, & faire leurs emplettes & retours, en prenant les Passe-ports ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & semblablement les Habitans de ladite Province pourront avec leurs Navires & Barques, Pinasses & autres Vaisseaux porter leurs Denrées, soit par Terre ou par Mer, dans les Ports dudit Gouvernement, & faire leurs emplettes & retours en Provisions & Petricheries, en prenant des Passe-ports en la même manière.

X. S'il arrivoit que les Vaisseaux dudit Gouvernement ou de ladite Province, ayans ou n'ayans point de Marchandises de Contrebande fussent obligés par l'effet du mauvais tems ou quelque autre accident ou cas fortuit, de relâcher en quelqu'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, il ne pourra en ce cas leur être méfié en façon quelconque; Ains auront ledits Vaisseaux toute liberté de continuer leurs voyages après qu'ils se seront mis en état de ce faire, sans qu'ils puissent toutefois faire décharge d'aucune Marchandise depuis qu'ils seront ainsi en état de continuer leurs routes, & ce sous peine de confiscation.

XI. Et tout ainsi que jusques à présent les Sujets des deux Rois qui ont navigé en Course ont pu faire des reprises les uns sur les autres; il a été aussi accordé que dorénavant ils pourront faire le même; comme aussi les Vaisseaux & Frégates de Course dudit Gouvernement & de ladite Province, pourront faire tous actes d'hostilité les uns contre les autres, ainsi qu'il a été pratiqué jusques à présent, sans que pour raison de ce le présent Traité demeure en aucune façon altéré ni violé.

XII. Et pour plus grande validité du présent Traité il sera réciproquement ratifié par leurs Majestés très-Chrétiennes & Catholique & enregistré dans les Admirautés de France, & dans celle d'Espagne, dans les terres de l'obéissance de Sa Majesté Catholique, & cependant le Commerce & Correspondance aura cours conformément audit Traité de part & d'autre dans les limites dudit Gouvernement de Bayonne & de la Province de Guipuscoa.

Suite du Traité du Commerce & bonne Correspondance avec la Seigneurie de Biscaye.

AU nom de Dieu soit; sachent tous présents & à venir que la bonne Amitié & Correspondance aiant été de tout tems établie entre la très-Noble & très-Loyale Ville de Bayonne & Gouvernement d'icelle d'une part, & la très-Noble & très-Loyale Seigneurie de Biscaye d'autre; en sorte que nonobstant les Guerres survenues de tems à autre entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, les deux Rois ont eu la bonté d'accorder cette grace au sujet des deux Frontières pour leur donner moyen de subsister par leur Commerce, ce qui fait que les Guerres, publiées entre les deux Couronnes depuis quelques années, continuant encore présentement, la Seigneurie de Biscaye s'adressa au Roi Catholique son Souverain Seigneur, & obtint de Sa Majesté la permission de faire un Traité de bonne Correspondance le seize du mois de Septembre 1693. Ce qu'ayant fait savoir au Seigneur Duc de Gramont, Pair de France, Souverain de Bidache, Sire de l'Esparre, Chevalier des Ordres du Roi, Gouverneur & Lieutenant Général pour Sa Majesté en Navarre & Bearn, Gouverneur particulier de la Citadelle de Saint Jean Pic de Port, des Villes, Citadelle & Châteaux de Bayonne, Pais Circonvoisins, & Commandant en Soule, il eut la bonté d'agir auprès du Roi très-Chrétien, & Sa Majesté lui envoya une Lettre de Cachet lui donnant pouvoir de permettre ledit Traité à ladite Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement, ce que ledit Seigneur ayant fait savoir à ladite Ville, il fut nommé des Députés en ladite année 1693, qui se rendirent en l'île des Faisans sur la rivière de Bidassoa lieu accoutumé aux Traitez entre les deux Couronnes, lesquels ayant conféré avec les deux Députés de ladite

Sei-

ANNO
1694.

Seigneurie de Biscaye, ils ne pûrent convenir ensemble des moyens pour l'exécution dudit Traité également utile & avantageux aux deux Frontières, & cela provint de ce que la Patente concédée à ladite Seigneurie portoit exclusion des Articles cinquième & dixième des Traitez des années 1653. renouvellez en 1667. & 1675. après quoi ladite Seigneurie s'étant de nouveau adressée à Sa Majesté Catholique Elle a obtenu une Cédulle ou Patente le cinquième de Juillet de la présente année 1694. portant Pouvoir de renouveler ledit Traité & d'admettre les Articles cinquième & dixième, signé en Espagnol Yo EL REY, ce qu'ayant fait savoir audit Seigneur Duc de Gramont il a aussi obtenu de Sa Majesté une autre Lettre de Cachet datée du seizième du mois de Juillet dernier, Signé LOUIS. Et plus-bas PHÉLPEAUX avec Pouvoir de permettre aux Habitans de Bayonne & en ayant donné connoissance à l'effet dudit Traité, & ledit Seigneur en ayant donné connoissance à Messieurs le Maire, Echevins & Jurats de ladite Ville de Bayonne, ceux-ci ont nommé pour Députez Maître Jean de Larre Avocat au Parlement & Clerc Affesseur de ladite Ville de Bayonne & Maître Jean François Dubrocq un d'iceux dudit Seigneur Duc de Gramont par son Ordonnance du neuvième de ce mois, signé de lui, & plus-bas par Monseigneur Lamoignon, s'étant transportez au pas de Behobie, & ayant conféré par diverses fois dans l'île des Saisons avec Dom Juan Francisco Ayalluz Prieur de l'Université de la Cafe de la Contratation de la Ville de Bilbao, & Dom Simon de Mendietre Deputados de ladite Seigneurie de Biscaye à l'effet dudit Traité de bonne Correspondance, comme du Pouvoir à eux baillé par ladite Seigneurie en date du dixième de ce mois signé Diego de Ousparitcha, ils ont convenu & demeuré d'accord que le Traité conclu en ladite année 1653. renouvelé en 1667. & 1675. entre la Ville de Bayonne & Pais de Labour d'une part. & la Seigneurie de Biscaye d'autre, fera reciproquement observé de part & d'autre, & demeurera dans son entière force & vigueur pour tout le contenu aux douze Articles, avec toutes les dépendances & circonstances comme elles y sont insérées: mais comme ces deux Frontières ont trouvé par experience qu'il est survenu entr'elles des contestations qui ont donné lieu à des infractions à quelq'un d'iceux d'Articles dudit Traité, & leur ont causé de grandes pertes & de grands frais, n'ayant pas pu prévoir des difficultés qui ont été mêlées dans la suite de part & d'autre, & desirant déclarer ce qui pourroit faire quelque difficulté, afin de sortir les moyens de contrevenir & rendre plus forte leur bonne amitié & Correspondance, Elles ont trouvé à propos sous le bon plaisir de leurs Rois d'ajouter par forme d'explication à aucuns des Articles dudit Traité ce qui s'ensuit, savoir est, au regard des Articles second & septième d'iceux Traitez, que si quelque Navire ou autre Bâtiment de Bayonne & Gouvernement navigant avec les Passé-ports & Dépêches nécessaires étoient pris par quelque Fregate de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets & menez en quelque Port d'Espagne, en ce cas ladite Seigneurie de Biscaye sera obligée, après une sommation, de faire à ses dépens les diligences judiciaires & extra-judiciaires qu'il conviendra faire jusques à obtenir Sentence définitive en toutes Justices & Tribunaux, & de restituer tel Bâtiment & Charge aux Propriétaires au cas qu'ils ne soient déclarés de bonne prise, sans que par droit de représaille ni autre prétexte que ce soit tel Bâtiment puisse être arrêté, & en cas qu'on ne donne pas satisfaction de tout ce que dessus, les Propriétaires du Navire & Cargaison auront Droit de se faire payer sur tous les biens & effets des Espagnols de ladite Province de Biscaye compris dans le présent Traité soit en tems de Paix, soit en tems de Guerre, en quelque lieu de France que ce soit pardevant toutes Justices, & même par Droit de représaille en faisant estimer la valeur du Navire & Cargaison suivant le prix qu'il aura valu au lieu de son départ, au tems qu'il sera pris, & cette obligation reciproque sera faite par la Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement envers les Bâtimens de ladite Seigneurie de Biscaye qui seront pris & menez aux Ports de France, & en ce qui concerne l'Article huitième dudit Traité de mil six cens cinquante-trois qu'en expliquant icelui, s'il se trouve dans les Ports de Bayonne ou Gouvernement ou pareillement dans aucun Port de ladite Seigneurie de Biscaye des Corsaires Ennemis des deux Couronnes

avec des Vaisseaux des uns ou des autres; le Gouverneur de Bayonne ou autre qui commandera & reciproquement les Alcaldes & autres personnes ayant Pouvoir & autorité dans les Ports de ladite Seigneurie de Biscaye ne laisseront sortir les Corsaires que vingt-quatre heures après que les Vaisseaux François ou Espagnols auront été sortis des Ports où ils seront dans ledit Gouvernement de Bayonne ou dans ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, à peine de répondre des evenemens de part & d'autre, & de même pour un plus grand éclaircissement de ce que c'est que Provisions & choses comestibles, comme aussi Petrecherries, il est convenu que les Provisions & choses comestibles sont Froment, Seigle, Fève, Orge, Pois, petite Fève & toute autre sorte de Legumes, Morue sèche & verte, Chair & Graisse de Baleine, Raves, Escabetches, Lamproyes, Sucre, Sel, Vin, Eau de Vie, Cidre, Bœuf & Vaches, Moutons, Chandelle de Suif, Blé d'inde, Lard, & autres choses comestibles, & pour ce qui est des Petrecherries qu'elles s'entendent être Bray, Goldron, Resine, Graisse de Baleine, Suif, Olonnes, Cordages de toute sorte, Chanvre, Mûre, Ancres, Noyales à faire Voiles & autres Petrecherries, sauf & excepté des Canons, Poudre, Balles, Mêche de toutes sortes d'Armes qui sont prohibées de part & d'autre: en outre les Parties ont demeuré d'accord qu'elles tâcheront d'obtenir de leurs Rois dans six semaines, à commencer dès ce jourd'hui, la Ratification du présent Traité, & que cependant en attendant cette Ratification, les Habitans de Bayonne & du Gouvernement d'icelle Ville, & pareillement ceux de la Seigneurie de Biscaye pourront commencer de faire ensemble le Commerce avec toute liberté, sans qu'il puisse leur mesarriver, quand même la Ratification seroit refusée par l'un des deux Rois sous les peines & conditions mentionnées dans l'explication ci-dessus faite par des Articles du présent Traité, comme aussi est arrêté que les Habitans de Bayonne & Gouvernement d'icelle, & ceux de ladite Seigneurie de Biscaye ayant des discussions les uns contre les autres au sujet de leur Commerce, il sera permis de les poursuivre de part & d'autre en Justice de même que dans une pleine Paix: finalement promettant ledits Sieurs Députez en conséquence de leurs Pouvoirs reciproquement d'observer & de faire observer de bonne foi le contenu au présent Traité, sans qu'il soit contrevenu directement ni indirectement pour quelque cause que ce puisse être & ayant les Parties déclaré que les limites, ports & lieux de ladite Seigneurie de Biscaye prend font commencement depuis la Ville de Undarroa & suit avec celle de l'Equeho peuble de Hea Surgido de Lanchobe peubla de Munduca Ville de Bernes, sanja de Baquir entrée de Arueveña Ville de Plafensia, playa de Algorta Ville de Portugalette, Ville de Bilbao entrée du Conseil de Sanctiure, celle du Conseil de Ziobana & de Saint Julien de Masquis playa de Povenia & les autres Jurisdiccions jusques à celle de Casteres Urdiales & autres Ports, Villes & Lieux de ladite Seigneurie de la connoissance publique, & dont il n'est pas fait mention pour n'être pas fait proximité, & seront les Pouvoirs qui ont été rapportés & exhibez de part & d'autre insérés à la suite des présents pour plus grande validité. Fait & passé dans l'île des Saisons sur la Riviere de Bidaçoa, le vingt-quatrième du mois d'Août mil six cents quatre-vingts quatorze après midi, ainsi signés, de LARRE Député, & JEAN FRANÇOIS DU BROcq Député.

Lesquels Articles dudit Traité, qui est ajouté ci-dessus, Nostres Sujets du Gouvernement de Bayonne, & Pais de Labour, Nous aurions très-humblement supplié, vouloir agréer & approuver de Notre part, pour leur donner moyen de gagner leur vie dans le Negoce: En quoi désirant les traiter favorablement; Savoir faisons que Nous pour ces causes & autres à ce Nous mouvans, & l'affaire mise en délibération en Notre Conseil, de l'avis d'iceux, & de Notre pleine Puissance & Autorité Royale: Nous avons iceux Articles, ci-devant transcrits, & tout ce qui est en suite, agréé, ratifié, & approuvé; agréons, ratifions & approuvons par ces Présentes, Signé de Notre Main, aux conditions y contenues: Voulons & nous plaît, que le tout soit entretenu, gardé, observé & exécuté selon la forme & teneur tant avec ledits Habitans de ladite Province de Guipuzcoa, que ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, sans y être contrevenu, en aucune manière que ce soit, & ce nonobstant toutes Déclara-

ANNO
1694.

tions,

ANNO
1694.

tions, Ordonnances, Défenses & autres choses à ce contraires, auxquelles pour ce regard seulement, Nous avons dérogé & dérogeons, par ces Présentes, à la charge toutefois, que tous les Navires, Barques & Pinales de nosdits Sujets desdits Pais de Labour, & Gouvernement de Bayonne qui navigeront en Mer, sous la foi desdits Articles seront tenus de prendre sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne en la forme énoncée en l'Article cinquième ci-dessus, les Congés & Passeports accoutumés de notre Très-Cher & bien Amé Fils naturel & légitime, le Comte de Toulouse, Amiral de France, à cause de sadite Charge: Et pareillement tous Vaisseaux tant des Régnicoles que des Etrangers de payer le Droit d'Ancre, conformément aux Ordonnances & Reglemens de la Marine. Si donnons en Mandement à Notre-dit Fils naturel, le Comte de Toulouse, de faire lire, publier & enregistrer les présentes & Sièges de l'Admirauté de Bayonne & autres que besoin sera, & icelles faire garder & observer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevendu, faire faire le Procès, punir & châtier les Contrevenants, & faire réparer toutes violences & pirateries qui pourroient être faites au préjudice d'icelles. Mandons à Notre-dit Cousin le Duc de Gramont & autres qui lui succéderont audit Gouvernement de Bayonne, comme aussi à tous Capitaines, tant de Mer que de Terre, & autres nos Sujets qu'il appartiendra chacun endroit soi, que cedités Présentes ils entretiennent, gardent, observent & exécutent, fassent entretenir, garder, observer, & exécuter selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir: En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre Seel à cedités Présentes. Donné à Versailles le huitième jour de Septembre, l'An de Grace mil six cents quatre-vingts-quatorze, & de notre Règne le cinquante-deuxième.

Signé

LOUIS.

Et plus bas,
Par le Roi

PHELYPEAUX.

Et scellé du Grand Sceau de Cire jaune, à queue pendante.

CLXVI.

7. Sept. Tractat zwischen Ihro Königl. Majestät in Dänemark Christian den V. dann Christian Albrecht Herzog zu Schleswig-Holstein / wodurch Ihro Königl. Majestät an Ihro Fürstliche Durchleucht ein Regiment Dragoner auf 3. Jahr lang / so wohl zu dero engenen Securitât / als der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistenz und gemeiner Landes-Defension überlassen. Geschehen zu Coppenhagen den 7. Septemb. 1694. [Copic manuscrite communiqué par un Ministre de Danemarc peu après que le Traité fut fait.]

C'est-à-dire.

Traité entre CHRISTIAN V. Roy de Danemarc, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serenissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre défense, que pour celle de leurs Duchés communs de Sleswich & Holstein. A Coppenhague le 7. Septembre 1694.
TOM. VII. PART II.

ANNO
1694.

Und und zu wissen; Nachdem Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen / und Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein Gottorp bey gegenwärtigen weit aussehenden Zeiten und allerhand gefährlichen Conjunctionen nöthig und rathsam befunden / in denen Fürstenthümern Schleswig-Holstein und deren incorporirten Landen auf guter Hülfe / und sonderlich mit einer zulänglichen wohl-exercirten Mannschafft zu Pferde und zu Fuß zur Defension wohlgedachter Herzogthümer gefast und in Bereitschafft zu seyn / Ihre Fürstliche Durchleucht aber der Zeit mit Cavallerie nicht sonderlich versehen / noch selbige in zulänglicher Anzahl und kurzer Frist anwerben lassen können / dagegen Ihre Königl. Majestät deren ehl. Regimenter in Holstein gegenwärtig auf den Weinen haben / dass mit deroelben sich Ihre Fürstliche Durchleucht wegen Ueberlass- und Uebernahme eines Regiments Dragoner freywillig und wohlbedachtig / auch sonder einigen Nachdruck oder Schmälerung Dero Fürstliche Hebeite / Rechte und Gerechtigkeiten sich vereinbaren und verglichen / wie folgt:

I. Erstlich überlassen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen Ihro Fürstlichen Durchleucht auf drey Jahr lang von dem ersten Juli dieses 1694. Jahrs an zu rechnen / bisß den 1. Juli 1697. ein Regiment Dragoner an Staats-Ober-Unter-Officiers und Gemeinen / wie Ihre Königl. Majestät dasselbe jetzt unterm Commando dero Obristen des Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Christian Ditleffen Grafen zu Reventlow, in denen Herzogthümern stehende haben / umß sich dessen so wohl zu deren eigenen Securitât und Diensten / als auch der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistenz und gemeiner Landes-Defension best-möglichst zu gebrauchen / als hiervon in folgenden 4. Article ein mehrers gemeldet wird.

II. Soll dieses überlassene Regiment alsobald an dem Tage / da es Ihrer Fürstlichen Durchleucht angewiesen wird / deroelben und ihrem Fürstlichen Hause mit Eyd- Pflichten / nach dem dorfals verglichenen Formular, dahin verbunden werden / dass Staats-Ober-Unter-Officier und Gemeine die dreyjährige Zeit über / da sie in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Kriegsdiensten stehen / deroelben getreu und held auch schuldig seyn sollen / unter dero Commando zu stehen / und wie in vorhergehendem Article erwähnt / so wohl zu Ihrer Fürstlichen Durchleucht eigenen Securitât und Diensten / als gemeiner Landes-Defension Ihrer Fürstlichen Durchleucht oder der dattu bestellten Generals-Versehen Ordres unvorgezogen zu pariren und sich davon nichts abhalten zu lassen.

III. Wollen gleichwohl Ihre Königl. Majestät sich obbemelter Zeit halber reserviren und vorbehalten haben / sothanen überlassene Regiment bedürftenden Falls nach ehender und vor Ablauf der bedungenen dreyjährigen Zeit zurück zu rufen und an sich zu ziehen / und wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht weß gesagten falls solches innerhalb Monatsfrist nach begehreter Avocation an Ihre Königl. Majestät zurück zu liefern bereit seyn: doch dass hergegen der von Ihrer Fürstlichen Durchleucht an das übergenommene Regiment verprochenes Soldt und Unterhalt alsdan vom Tage der wirklichen Zurücklieferung cessirt und aufhöre: So dan wenn nebst requirirter Avocation Ihre Fürstliche Durchleucht auch umß die Unions-Hülffe requirirt würden / in dieselbe / so viel die Hülffs-Hölzer zu Pferde betrifft / nicht also fort gebrungen werde: Doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht möglichst Beförderung thun / solches falls mit zulänglicher Reuterey sich wieder zu versehen / umß an der verglichenen Assistenz in natura den Unionen gemäß / nichts ermangeln zu lassen.

IV. Haben Ihre Fürstliche Durchleucht sich diese überlassenen Staats-Ober-Unter-Officier und Gemeinen die bedungene Zeit über zu dero eigenen und dero Hauses Sicherheit Diensten und Behandlung dero Gerechtsamen / auch der beyden Herzogthümer nöthigen Defension, obangeregter verglichenen massen bestuns zu gebrauchen / ordinaire aber und ohne ausersehen Ihrer Königl. Majestät und Ihrer Fürstlichen Durchleucht soll solches Regiment aus denen Herzogthümern nicht gezogen / sondern in denselben bestamnen / jedoch nach denen von Ihrer Fürstlichen Durchleucht ihnen darinnen assignirten Quartieren vertheilt werden.

Die Administration der Justiz bey diesem Dragoner-Regiment bleibet bey dem commandirenden Obristen und nachgeordneten Officieren / welche nach denen Königl. Dänemarcischen Kriegs-Articlen / worauf sie vormahlen ihren Eyd abgelegt / unpartheisch zu verfahren: Doch

ANNO
1694.

dass in Criminal- und Bluts-Sachen / die auf Leib und Leben gehen / die abgelaßte Urtheil zur Approbation, Vernehmung / oder auch aggravirung an Ihre Fürstliche Durchleucht remittirt / und mit der würdlichen Execution darnach versehen werde.

VI. Wan nach beschehener würdlichen übernehmung offbesagten Regiments an Staats- und Ober-Officieren einige abgehen / ist beiderseits befohlen / dass an deren Stelle Ihre Fürstliche Durchleucht ein oder mehr von eben diesem oder einem anderen Königl. Dänischen Regiment vor zu schlagen und zu denominiren haben sollen / und von Ihrer Königl. Majestät in solcher Charge confirmirt zu werden.

VII. Versprechen Ihre Fürstliche Durchleucht dass so sie dieses Regiments-Staats-Ober-Unter-Officieren auch Gemeinen / die Zeit über / da sie in ihren und des Fürstlichen Hauses Eyd-Pflichten und Kriegs-Diensten stehen / eben den Sold und das Tractament reichen lassen wollen / als sie bißhero in Holstein nach Ihrer Königl. Majestät Ordinance, und nach Anweisung der zu Ende hierbei gefügten Vergeltung würdlich zu gemessen gehabt; doch dieses so lange / als die Contributionen auf gegenwärtigen Fuß ohne Moderation verbleiben.

VIII. Nach Verlauff obbesagter drey Jahren soll mehr besagtes Regiment an dem Orte / wo es übergeben und angenommen worden / mit Erlassung der an Ihre Fürstliche Durchleucht geleisteten Pfl. und in der Anzahl / als es an Köpfen Ihre Fürstl. Durchl. gestellt worden / wieder geliefert werden; müssen zu solchen Ende / und damit dieses Regiment so wohl zu Ihrer Königl. Majestät als ihrer Fürstlichen Durchleucht beyderseitigen Vergütungen / und besten / in guter Disciplin / auch gehörigen Stande erhalten / und die etwa bey Officieren und Gemeinen eingeschuldene Desordres in Zeiten redressirt werden mögen / ist ferner befohlen / dass solches jährlich einmal zu verlaufender Zeit durch beiderseits hierzu ernennende Königl. und Fürstliche Commissarien gemustert wer-

den solle; doch Ihre Fürstlichen Durchleucht hiemit unbenommen / dergleichen Musterung für sich selbst gleichfalls so oft vorzunehmen und zu verrichten / als sie es nöthig finden; damit / wie vorgedacht / das Regiment jederzeit complet gehalten werden möge.

IX. Es soll auch vorgesehen falls / wan die bedungene Jahre vorbey / das übernommene Regiment / in Kraft obangezogenen 2. Articuls schuldig und verbunden seyn / auff Ihrer Fürstlichen Durchleucht Order / sonder einigen Aufschub und Exception, noch unter Vorführung eines andern Rechts / und an Ihre Fürstliche Durchleucht habender Forderung / die sey gegenwärtig oder zukünftig / eigen oder cedirt / aus Ihrer Fürstlichen Durchleucht landen / und biß dahin gehalten Quartieren mit guter Orde und ohne Hinterlassung einiger Schulden abzu marchiren / und weder bey Abzuge / noch vorher Ihr. Fürstlichen Durchleucht Unterthanen und Angehörigen auf einigley Weise beschwerlich / sondern mit obangezogenem gewöhnlichen Tractament allerdings vergütigt zu seyn / welches der Eysd-Formul kürzlich zu inscribiren.

Diesem allen vorgefetzter massen würdlich nachzukommen / haben Ihre Königl. Majestät und Ihre Fürstliche Durchleucht sich bey dero Königl. und Fürstlichen Worten dazu verbunden / und seynd zu wahrer Urtund dessen / auf dero aller-und gnädigste Befehl zuen gleichlautende Exemplaria hierüber abgesetzt / deren eins von Ihrer Königl. Majestät und das andere von Ihrer Fürstlichen Durchleucht eigenhändig unterzeichnet / und mit dero respectiv Königl. und Fürstliche Insignien authentisirt / auch gegeneinander zu gleich ausgewechselt worden. So geschehen Copenhagen den 7. Sept. Anno 1694.

CHRISTIAN.

(L.S.)

FORMULA JURAMENTI,

So im vorstehenden Tractat §. 2. angezogen worden.

ES geloben und geschworen alle Officire und Gemeine des von Ihrer Königl. Majestät zu Denmark Norwegen an Ihre Hochfürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gorox auf drey Jahr lang und gewisse Conditiones überlassenen Dragoner-Regiments / dass sie dem Hochwürdigsten / Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian Albrechten / Erben zu Norwegen / postulirten Coadjutoren des Stiffts Lübeck / Herzogen zu Schleswig-Holstein / Stormar und Dänmarcken / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / obgedachte drey Jahr über / da sie in ihrer Hochfürstl. Durchleucht Kriegsdiensten stehen / getreu und redlich dienen / dero oder ihres hiezu befallten Generals Commando und Orde unweigerlich pariren / denen von ihnen vormahls beschworenen Kriegs-Articulen die Justiz und Kriegs-Disciplin betreffend / außsersten Vermögens nachkommen / zu Ihrer Durchleucht und dero Herzoglichen Hauses Securität / Diensten und gemeiner Landes-Defen-

sion / in allen Begebenheiten mit Hindansetzung Leibes und Bluts / sich tapffer und mannlich erweisen / allen Verderb und Nachtheil möglichster massen abthun und hintertreiben / ihren vorgefetzten Officieren allen Gehorsam und Respect erweisen / ihren Compagnien und Standarten in allen Occasionen herzhafft folgen / sich nicht heimlich verbergen / sondern sich allerweg / wie es getreuen / gehorsamen auch ehelichen und standhaften Soldaten gebührt und obliegt / gerne und willig gebrauchen lassen; übrigens auch mit den ihnen versprochenen Sold und Tractament allerdings vergütigt / und Ihrer Hochfürstlichen Durchleucht Unterthanen darüber nicht beschwerlich seyn / und wan die bedungene 3. Jahr verlossen / oder im Fall Ihrer Königl. Majestät sie auch eher / vermöge des Tractats / avociren würde / aus Ihrer Hochfürstlichen Durchleucht landen / und denen darinnen gehalten Quartieren mit guter Orde unweigerlich abmarschiren wollen.

EXTRACT

§. 7. angezogen.

Aus dem Königl. Militär-Reglement pro Anno 94. und der gedruckten Verpflegungs-Ordonnance unterm 30. Novembr. 1686. und was nach solchen des Herrn Graff Reventlows Regiment Dragoner monatlich in 32. Tagen / auch in einem Jahr oder 365. Tagen kostet:

DU DROIT DES GENS.

347

ANNO 1694. Der Stab. } ohne Compagnien. Monatlich in 32. Tagen. Jährlich 365. Tagen. ANNO 1694.

1 Obrister
1 Obrister-Leutenant.
1 Major
1 Auditeur, so zugleich die Regiments-Quartier-Meister Charge verrichtet
1 Feldscheerer mit Gefellen
1 Geweltiger mit den Stecken-Knecht
4 Schallmeyer-Blaser à 5. r.

Rd.	fl.
55	
16	
9	
15	
16	
9	32
20	

Rd. fl.

Rd. fl.

10

Der Stab 140

32

1 Compagnie
1 Capitain
1 Lieutenant
1 Sergeant
3 Corporals
1 Tambour
8 Granadier
67 Granadier

à 6. Rd.

à 5. Rd.

à 4. Rd.

23
15
7
18
5
40
323

8

40

Summa, Compagne 432.

492 Sechs solcher Compagnien betragen sich über den wird jedem Chef der Compagnie 160. Rd. jährlich gut geben / dagegen die Compagnien stets mit Mannschafft / Monierung und Pferden complet seyn sollen; so sich auff 6. Compagnien bezieht. Zu Medicamenten und Justiz-Kosten jährlich 30. Rd. thut
8 Hierzu der Stab

Monath in 32. Tagen.	Jahr 365. Tagen.
Rd.	Rd.
2592	
84	
2	30
140	32

Rd. fl.

500 Summa kostet das Regiment

nach dem Reglement 2889-14

1 32157-26 1/2

Vorgesezte Gage genießet ieder folgender Gestalt:

1. Erstlich die Ober-Officier bekommen ihre Gage contant, weiter nichts mehr als frey Obdach.
2. Folgende aber bekommen monatlich in 32. Tagen.

	Lösung		Ober-und Unter-Munition		Zum Beschlaz		Zu Hart- und Rauch-Zutze		Zu Standte-Quartier		Summa	
	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.
1 Sergeant.	4	16		40		16	1	6 1/2		2 1/2	7	8
1 Corporal.	3	16		32		16	1	6 1/2		2 1/2	9	
1 Tambour.	2	24		24		16	1	6 1/2		2 1/2	5	
1 Gran.	2	16		24		16	1	6 1/2		2 1/2	5	
1 Gem.	2	16		24		16	1	6 1/2		2 1/2	4	50

CLXVII.

19. Nov. Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLEMENTIS, Quod Pecunia Subsidiaria presenti Bello ab ORDINIBUS sibi suppeditata, nullatenus in consequentiam contra Libertates & Privilegia eorum irahi debeat. Data Bonae Anno 1694. die 19. Novembris.

* Voyez le cy-devant sous le 12. Mai 1560.

1695.

L'EMPEREUR,
L'ANGLAIS,
L'ALLEMAND,
L'ESPAGNOL,
L'ITALIEN,
L'ALLEMAND,
L'ESPAGNOL,
L'ITALIEN,
L'ALLEMAND,
L'ESPAGNOL,
L'ITALIEN,

CLXVIII.

Traité fait entre LEOPOLD Empereur, GUILLAUME III. Roi d'Angleterre, & les PROVINCES-UNIES d'une part, & l'Evêque de MUNSTER d'autre, à la Haye le 18. Mars, 1695. [Manuscrit.]

TOM. VII. PART. II.

Primo Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis declarat se accedere, quemadmodum hoc ipso accedit Feederi duodecimo die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, concluso inter Suam Caesarem Majestatem & Celsos & Praepotentes Dominos Ordines Generales, quod Feodus hic verbo tenus insertum sequitur.

Norum testatumque sit, quod, tamen Feodus illud quod paucis ab hinc annis Sacram Caesarem Majestatem inter, & Celsos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Feederati Belgii Hagae Comitum in mutua Defensionem sancitum est, in suo adhuc dum vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Caesarea Majestas, quam dicti Domini Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublicae Christianae impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis tractatibus fidem, necessarium judicaverint, praedicti Feederis Leges veteremque Conjunctionem arctioribus firmiteribusque vinculis roborare & de efficacioribus simul tam reducendae, quam conservandae Pacis & Securitatis publicae mediis Rationes inire, eaque propter per

X x 2

utrin.

ANNO
1695.

348

CORPS DIPLOMATIQUE

utrinque ad id constitutos Plenipotentiariorum, à parte quidem Sacrae Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliariorum Status intimos Dominum Leopoldum Guilielmum Comitem in Königsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, auri Velleris Equitem, & Dominum Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in Consequendo Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum, communicatis hinc inde Plenipotentiariorum Tabulis conventum fit tenore sequenti.

I. Sic maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Federati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commodum sedulo promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Galliarum, tam Sacram Cæsaream Majestatem quam Dominos Ordines Generales Uniti Belgii absque legitima causa seu prætextu, gravissimo juxta ac iniquissimo Bello nuperimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Foedus, vi cuius ambæ omnibus Viribus contra prædictum Galliarum Regem Terra Marique ejusdemque Federatos, qui quidem ad Exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, deque Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilis instituendis Consilia itentidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit, ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adherentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocunque demum prætextu seorsim institueri, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pirenæa communibus Viribus juvante Deo, vindicata, & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bona fide ea quæ agentur, nec una Pars sine alterius Consensu & Satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præsens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Federati Belgii contra sepius memoratam Coronam Galliarum, & ejusdem Adherentes Foedus perpetuum defensivum, vi cuius Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si vero contingeret, ut Corona Galliarum iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebantur hæ sibi vicissim eodem, quo nunc modo, Terra Marique omnibus Viribus fideliter assistere, & quaecumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eò desistere, donec omnia in pristinum statum juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsareæ Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacrae Cæsareæ Majestatis contra Coronam Galliarum & ejusdem Adherentes omni tempore omnibusque mediis & viribus tueantur, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullam præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam limitaneorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni vi facti penitus exclusa, amicabiliter discutiantur componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præsentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacrae Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & à Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Federati quibus eidem accedere visum fuerit, includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingæ Dux, conferentque Confederati omnem operam, Consilia & Vires, ut & ipsi in suos avitos

Ducatus, Ditiones, Status & Jura plenariè restituatur. ANNO
XI. Ratihabebitur hoc Foedus ab utraque Parte intra spatium quatuor septimanarum, vel citius si fieri poterit. 1695.
In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur binæ ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariorum subscripta signataque reciproce commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii 1689.

(L. S.) LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in KÖNIGSEGG.

(L. S.) T. A. HENR. Comes de STRATMAN.

(L. S.) J. Hop.

Proinde promittunt & spondent Sacra Cæsareæ Majestas, Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & Domini Ordines Generales se quacunque in eodem Fœdere stipulata & promissa sunt, Domino Episcopo & Principi Monasteriensis præstituros, atque se omnia & singula, quæ in hoc Fœdere, & cunctis ejus Articulis continentur, sine ulla exceptione observaturos & adimpleturos, atque observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter desuper cum Domino Episcopo contraxissent.

II. Vicissim promittit & spondet sua Celsitudo se etiam reciproce Sacrae Cæsareæ Majestati, Sacrae Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus quæcunque in supra scripto Fœdere stipulata & promissa sunt, præstiturum, atque se omnia & singula, quæ in eodem Fœdere & singulis ejus Articulis comprehenduntur, sine ulla exceptione inviolabiliter observaturum & adimpleturum, & observari & adimpleri curaturum, haud secus ac si specialiter cum iisdem desuper contraxisset.

III. Ita tamen ut post finem præsentis Belli, Dominus Episcopus obstrictus non sit, durante Pace in Stipendiis habere plures Copias, quam ipse sibi conveniens esse duxerit, nisi alter inter Partes contrahentes pacifici contingerit.

IV. Porro cum Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principi Monasteriensis nihil magis cordi sit quam ut secundum normam præscripti Fœderis, Bellum contra Regem Galliarum ejusque Federatos omnibus Viribus gerat, spondet ac promittit præter & supra numerum Militum juxta Matriculam Imperii, tam pro se, quam pro Sarcibus Imperii, sibi à Sacra Cæsareæ Majestate assignandis debitum, qui numerus, comprehensis iis, qui Consuetudine in Præsidio sunt, ascendit ad tria milia trecentos Milites (pro quibus Assignationes à Sacra Cæsareæ Majestate extrahuntur eodem modo ac annis proximè elapsis factum est, quam primum supradicti Miles versus castra Federatorum moverit) citissime, & si fieri poterit ineunte mense Maio sub proprio Generali, versus Rhenum missurum quatuor milia Militum, hoc modo numerandos: Primò una Legio Infultoriorum sive Diagonum, divisa in octo turmas, quæ constat annueratis Præfectis, sive Officialibus, sexcentis & quatuor Capitibus, 2. Una Legio Equitum, divisa in sex turmas, cuius Summa est trecentorum nonaginta sex Capitum, & 3. Quatuor Legiones Pedum, singule septingentorum quinquaginta, atque ita omnibus computatis, præter eos, qui Consuetudine remanebunt, in Campum educet, sex mille trecentos sexdecim Milites, aditus pro more Tormentis Campestribus, Munitionibus, cæteroque apparatu necessario, qui in exercitu requiritur, inter quæ tamen intelligenda non sunt Tormenta majora, Munitiones & Instrumenta obsidioni faciende necessaria, has autem Copias sua Celsitudo durante Bello suis impensis habere & alere tenebitur, easque itidem contra communem Hostem militare faciet, sub tali Sacrae Cæsareæ Majestatis Duce Supremo, & loco ad tractum Rheni Superiorum, Medium, sive Inferiorem citrà & trans Rhenum, prolii Sua Cæsareæ Majestas, Sacra Regia Majestas & Domini Ordines Generales pro re nata & ratione Belli, necessitatem duxerint, iis etiam non nisi finita bellica Expeditione illius anni vulgò *Campaigne* & cum Sacra Cæsareæ Majestatis Ducis scitu inde discedere vel se ab exercitu separare licebit, cæterum etiam Dominus Princeps Episcopus præfatum numerum Militum suis impensis, debite perfectum tenebit, & eorum defectum supplebit.

V. Quod si Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ ac

ANNO
1695.

ac Celsi & Præpotes Domini Ordines Generales annuente & consentiente Sacra Cæsarea Majestate, quantum attinet cum numerum Militum, qui uti superius dictum vigore Matriculæ Imperii datur, è re communi esse judicaverint, præfatum Militem five totum cum portione Imperio debita, five pro parte quatuor millium Mosam transire, vel in Belgium Ditionis Hispanicæ venire, Dominus Episcopus præfatas Copias illic transire faciet, ita tamen ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quam si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis, quo ibi moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur.

VI. Et quoniam Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis hæc concludendo inter cætera etiam præcipue sibi cordi habuerit, ut communes Confederatos magis ac magis de sincera & enixa sua voluntate eos contra Regem Galliarum in hoc Bello non solum Armis juvandi, sed insuper cum his conferendi quæcunque gerendo præfenti Bello, adipiscendæ bonæ, firmæ & securæ Paci, & amovendis quibuscunque impedimentis & obstaculis in contrarium conducere poterunt, certiores redderet, propterea promittit expresse & se obstringit, se cum nullo Regum, Principum vel Potestatum Fœdus vel Contractum quocunque nomine facturum, qui directè vel indirectè in detrimentum causæ Fœderatorum communis vergere, vel eorum commodis contrarius esse queat; & speciatim se nullo modo obligaturum nec quicquam tentaturum separatim vel conjunctim cum aliis, nec cuiquam consilio vel opera adfuturum ad faciendam durante præfenti Bello, Pacem, nisi prædictis & consentientibus Sacra Cæsarea Majestate, Sua Regia Majestate Magnæ Britannicæ & Dominis Ordinibus Generalibus, multò minùs se Societati vel Parti, ut vocant tertiar, adhaerurum vel alios in ea faciendâ, adiuturum, vel quicquam aliud incepturum, quod Consiliis aut Rationibus Confederatorum five de gerendo amplius Bello five de faciendâ bona, firma & securâ Pace, impedimento sit vel adversetur, sed è contra se sedulo Auxilium laturum & eos pro viribus suis tam ubi de persequendis Bello Hostibus quam ubi de stabilienda Pace agitur, adiuturum.

VII. Similiter, ac eodem intuitu promittit etiam Dominus Episcopus, se res Fœderatorum & speciatim Imperii pendente hoc Bello nullo modo turbaturum, non armaturum, non hostiliter vel via facti infestaturum quemquam, quisquis ille fuerit, aut ob quascunque controversias, & speciatim si altè memorati compacientes ei, præter spem persuadere nequeant, ut Officia sua conferat, qui in nono Electoratu omnino acquiescat, in omnem eventum se in hac causâ directè vel indirectè nihil hostiliter vel Armis acturum, sed è contrario intelligens tale quid ab aliis meditari vel tentandum esse, eis non modo non opem laturum, verùm multò magis eos dehortaturum & strenuè operam navaturum, quo omnes bono publico contrariæ collisiones avertantur, ac propterea se Satisfactionem à Sacra Cæsarea Majestate Principibus Imperii promissam expectaturum.

VIII. Hac spe fretus ut altè memorati Dominorum Fœderatorum Officiis omni tempore prospiciatur, ne sua Celsitudo vicissim à quoquam aut sub quocunque prætextu hostiliter vel Armis aggrediatur.

IX. Quod si tamen, præter spem & opinionem contingerit, Ditiones sue Celsitudinis re ipsa hostiliter & Armis aggressum iri à quocunque, sub quolibet prætextu & quo tempore illud fuerit, reservat ipsa sibi facultatem, Copias suas five omnes five aliquas, prout necessitas postulerit, tali in casu domum revocandi.

X. Ut autem Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis ferendo dicto auxilio & exequendæ sue bonæ Intentioni reddatur aptior, Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ & Celsi & Præpotes Domini Ordines Generales promittunt & spondent, se durante hoc Bello & usque ad Pacem conclusam & ratihabitam, hic Hagæ Comitum vel Amstelodami Domino Episcopo numerosos & soluturos singulis mensibus, quorum duodecim in Anno sunt, summam viginti millium Thalerorum Imperialium Monete Hollandicæ currentis, ita ut primus mensis incipiat 15. hujus mensis Martii Scilicet novo: tempore vero Ratificationis hujus Conventionis, in Defalcationem summæ promissæ illico solvatur, quantum duobus mensibus debetur, scilicet quadraginta mille Thaleri Imperiales & usque ad quindecimam mensis

Majj, sub hac Conditione, quòd, durante Bello, dictæ copiae contra communem Hostem uti supra convenit, realiter militabunt.

XI. Pace conclusa, vel etiam ante Pacem conclusam, Partes contrahentes Confilia conferent, quibus mediis Pax tuenda & conservanda atque cujusque securitati & commodis maximè prospiciendum erit.

XII. Instrumenta Ratificationis hujus Conventionis intra spatium quatuor septimanarum, vel citius si fieri queat, commutabuntur.

Ita actum & conclusum inter infra scriptos Plenipotentiarios & Deputatos Sacrae Cæsareæ, Sacrae Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii ab una & Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis ab altera parte, Hagæ Comitum. Die 18. Martii Anno 1695.

(L.S.) DOMINICUS (L.S.) CARO- (L.S.) D. (L.S.) A.
ANDREAS CO- LUS VICE- VAN G. V.
MES à KAUNITS. COMES DE ELS. SCHWARTZ.
DURSLEY.

(L.S.) HENRICUS (L.S.) BARO DE (L.S.) CONRA-
COMES DE STRAT- WASENAER. DUS NORFF.
MAN.

(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAUW.
(L.S.) G. VAN DER DOES.
(L.S.) O. SMANIA.
(L.S.) A. W. BENTHEIM.
(L.S.) HENRICUS BOTHEMIUS.

Articulus Separatus.

Postquam Articulo quinto Tractatus inter Suam Cæsaream Majestatem, Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ex una, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, ex altera parte, die decima octava Martii, anni proxime elapsi init, conventum fit, ut illa quatuor millia Militum, quæ sua Celsitudo, vigore Articuli quarti ejusdem Tractatus, ad Rhenum Superiorem, Medium, aut Inferiorem, sistere parata est, ad Mosam aut in Belgio Hispanicæ Ditionis Exercitui sue dictæ Majestatis Magnæ Britannicæ jungant, si Sua Majestas ac Domini Ordines Generales illud è re communi esse judicaverint, ita tamen, ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quam si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis quo ad Mosam aut in Belgio moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur. Articulo hoc separato ulterius conventum est, prædictum Militem cum suis Officialibus, in futurum, ad jussum Suae Regiæ Majestatis illico & sine ulla dilatione ad dicta sua Castra moturum, eâ Conditione, ut à primo die sue protectionis Subsidium quinque millium Thalerorum Imperialium sue Celsitudini promissum quinque millibus eorundem Thalerorum Imperialium sit augendum, prout præfenti Articulo augetur, utque durante ejus mansionem in Belgio, aut ad Mosam, ex Armamentario Suae Regiæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium, ei gratis extradatur illa portio panis & pabuli, quæ datur proprio illorum Militi, quæ augmentatio Subsidii quinque nimirum millium Imperialium, etiam locum habebit, & continuanda erit illis mensibus, quibus prædictus Miles in Hybernâ erit, in Ditionibus sue Celsitudinis, ut ed aptior reddatur ad suppleendum defectum, durante æstiva Expeditione faciendum. Casu quo autem Sua Regia Majestas consultum duxerit, ut prædictus Miles post Hybernâ, denuò ad Rhenum militet, reddat Subsidium mensurum à primo die Majj ad normam Tractatus, viginti scilicet millium Imperialium; militabit porò sub jussu sue Celsitudinis Generalis, qui ut alii Generales Confederatorum Principem, ad Confilia Bellica pariter vocabitur & summo Suae Regiæ Majestatis, aut in Ejus absentia Ejusdem Generalissimi, cui totus Exercitus suberit, imperio obedit. Articulus hic separatus hinc inde signabitur & ratihabebitur, ejusque erit valoris & roboris, ac si de verbo ad verbum Tractatum 18. Martii proxime elapsi conclusum, esset insertus.

ANNO
1695.

ANNO Hage-Comitis die decimo Aprilis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi sexti.
1695.

(L.S.) VILLERS (L.S.) Van Els. (L.S.) J. CONRADUS
pro Rege (L.S.) A. HAIN- NORFF pro Do-
Magne Bri- STUS. mino Episcopo &
tanniæ. Principe Monasteri-
(L.S.) P. Van riciis.
HECKE.
(L.S.) J. Van der
DOES.
(L.S.) W. V. VELZELDE.
(L.S.) GÖCKINGA.
Nomine Dominorum
Ordinum Generalium
Uniti Belgii.

*Ratificatio sue Celsitudinis Reverendissimi & Celsissimi
Domini Episcopi & Principis Monasteriensis.*

Nos Fridericus Christianus Dei gratia Episcopus
Monasteriensis, Burgavius Strombergensis, Sacri
Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckeloh,
notum testatumque facimus omnibus & singulis, quo-
rum scire interest, quod inter Sacram Cæsaream Ma-
jestatem Dominum nostrum Clementissimum, Suam
Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, ac Celsos &
Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati
Belgii ex una: & Nos ex altera Parte, certus quidam
Tractatus fivè Conventio, die vigesima tertiâ mensis
Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentissimi no-
nagesimi quinti per utriusque Partis Legatos, Plenipo-
tentiarios & Deputatos, inita & conclusa sit modo &
tenore sequenti.

Tractatus fivè Conventio.

Nos igitur huic Conventioni satisfacere cupientes
præsertim Tractatum per omnia & singula appro-
bavimus, confirmavimus & ratum habuimus, nec non
Fœderi præfacto inter Suam Cæsaream Majestatem &
Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales
duodecimo die Maji Anni millesimi sexcentissimi octua-
gesimi noni inito accessimus, prout hisce approbamus,
confirmamus & ratum habemus, ac dicto Fœderi hoc
ipso accedimus: Promittimus præterea ac declaramus
fide & verbo Principis; nos omnes & singulos supra-
scriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem,
& quævis contenta præfati Fœderis firmiter & sanctè
observaturos, & adimpleturos, nullaque ratione vel
per Nos vel per alios ullo unquam tempore illis con-
traventuros, nec ut per alios contraveniatur passuros.
In cujus rei fidem & Testimonium hæc manu nostra
subscriptas Sigilli nostri appenditione communiri iussimus.
Datum in Urbe nostra Monasteriensi die septima Men-
sis Aprilis Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo
quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.
(L.S.)

Ratificatio Regie Majestatis Magnæ Britannicæ.

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britannicæ,
Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor om-
nibus & singulis præsentis Literas inspecturis notum
testatumque facimus, quemadmodum Tractatus fivè
Conventio inter Sacram Cæsaream Majestatem nos-
metipsos, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines
Generales Unitarum Belgii Provinciarum ab una &
Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episco-
pum, & Principem Monasteriensem ab altera Parte
tam de præfati Domini Episcopi in Tractatum interio-
ris Fœderis, inter Cæsaream Suam Majestatem &
dictos Dominos Ordines Generales duodecimo die
Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono
Vienne conclusum accessione & admissione, quam
de ejusdem Copiis, durante hoc Bello, contra Hostem
communem militatum educendis, per Plenipotentiarios
& Ministros, utrinque ad hoc sufficienti Potestate mu-

nitos decimo octavo die Mensis Martii Anno 1695. ANNO
inita & conclusa sit in formam sequentem. 1695.

Tractatus &c.

Nos supramemoratam Conventionem in omnibus
& singulis ejus Articulis approbavimus & confirmavi-
mus ac gratam, ratam firmamque habuimus, prout
per præsentis pro nobis, Hæredibus & Successoribus
nostris eandem approbamus & confirmamus, ac gra-
tam, firmam, ratamque habemus. Spondentes verboque
Regio promittentes, nos omnia quæ in ea continen-
tur (quantum ad nos attinet) sincerè & bona fide præ-
stuturos & observaturos. In quorum majorem fidem
& robur præsentis manu nostra Regia signatas, magno
nostro Angliæ Sigillo muniri fecimus. Quæ dabatur
in Palatio nostro de Kensington vigesimo quinto die
Mensis Martii Anno Domini 1695. Regniq; nostri
septimo.

GUILIELMUS REX.
(L.S.)

Ratificatio Sacre Cæsariæ Majestatis.

Nos Leopoldus divina favente Clementiâ Electus
Romanorum Imperator semper Augustus, ac
Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae,
Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ,
Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wirtembergæ, Comes
Tyrolis, &c. notum & testatum facimus, omnibus &
singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse
potest, quod cum nos inter & Serenissimum Angliæ
Regem Guilielmum Tertium, nec non Ordines Ge-
nerales Unitarum Belgii Provinciarum ex una, & Ve-
nerabilem Fredericum Christianum Episcopum Monas-
teriensem Principem devotum nobis dilectum ex
altera, partibus, mense proximè superiori Hage-Comitis
per Deputatos ad id Ministros & Plenipotentiarios
quædam Conventio, seu Tractatus initus, conclususque
sit, qui est tenoris sequentis.

Tractatus.

Nos prædictum Tractatum cum omnibus suis Arti-
culis, punctis & clausulis confirmavimus, ratifi-
cavimus, & approbavimus, quemadmodum illum
per præsentis confirmamus, ratificavimus, & approba-
mus, promittentes verbo nostro Imperiali, Regio atque
Archiducali supra memorato Episcopo devotissimo Nos,
quidquid ex hoc Fœdere nobis præstandum est, ac-
curatè præstuturos & adimpleturos esse. In cujus rei fi-
dem hoc Instrumentum manu nostra subscriptum,
Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri iussimus, quod
dabatur in Civitate nostra Viennæ die decima quarta
Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo nonage-
simo quinto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo
septimo, Hungarici quadragesimo, Bohemici vero vi-
gesimo nono.

LEOPOLDUS.

Vt. AMADEUS Comes de Windisgratz.

*Ad Mandatum Sacre Cæsariæ Majestatis
proprium.*

G. F. CONSBRUCK.

Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum
omnibus & singulis, quorum interest, aut quo-
modolibet interesse poterit, notum testatumque faci-
mus, cum inter Sacram Cæsaream Majestatem Magnæ
Britanniæ & nos, ab una, & Reverendissimum &
Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Mo-
nasteriensem ab altera Parte Tractatus fivè Conventio
die

ANNO
1695.

die vicesima tertia Mensis Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti per utriusque Paris Plenipotentiarios & Deputatos inita & conclusa sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos huic Conventioni satisfacere cupientes praedictum Tractatum sive Conventionem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, prout approbamus, confirmamus & ratum habemus, vigore praesentium, promittimus & declaramus praeterea sincerè & bona fide, nos omnes & singulos superscriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem, & quaevis in ea contenta firmiter & sanctè observavimus, & adimpleverimus, nullaque ratione vel per nos, vel per alios alio unquam tempore illis contraveniunt, nec ut per alios contraveniantur passuros. In quorum omnium fidem hasce Sigillo nostro majori muniri & per Consessum nostrum Praesidem signari curavimus, ac per Graphiarium nostrum subscribi iussimus. Actum Hagae Comitum die vicesima quinta Mensis Aprilis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

Vt. J. van der Does.

Ad Mandatum athenememorum Domini-
rum Ordinum Generalium.

H. FAGEL.

CLXIX.

12. Mars. Frankfurterische Verein zwischen dem Bischoffen zu Münster / denen Herzogen zu Sachsen-Coburg und Gotha / dem Marggrafen von Brandenburg Culmbach / dem Herzogen zu Braunschweig-Wolfenbüttel / denen Marggrafen zu Baden-Durlach und Baden-Baden / dem König in Dänemark als Herzogen zu Holstein / und dem Herzog von Württemberg / wodurch sie sich obligiren / Ihre Fürstliche Ehre und Würde / conjunctis animis & consiliis zu erhalten / und bey der Kaysertlichen Majestät um hemmung der Hannoverischen Chur anzuhalten u. Geschehen Frankfurth am Mayn / den 12. Martii 1695. [LUNES Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 361.]

C'est-à-dire;

Union de Francfort entre l'Evêque de MUNSTER les Ducs de Saxe-COBURG & GOTH, le Margrave de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWICK-WOLFENBÜTTEL, les Margraves de BADEN-DURLACH & BADE, le Roi de DANEMARK; le Duc de HOLSTEIN & le Duc de WURTEMBERG, par laquelle ils se promettent d'agir conjunctis animis & consiliis pour la conservation de leurs Dignités & honneurs de Princes de l'Empire, & d'insister auprès de l'Empereur, pour empêcher ou retarder l'Introduction du neuvième Electorat. A Francfort sur le Mayn le 12. Mars 1695.

ANNO
1695.

Zu wissen: Als zwischen einigen des heil. Römischen Reichs so geist- als weltlichen Fürsten vor gut gefunden worden / bey gegenwärtigen / fast gefährlich ansehenden Conjunctionen sowohl zu Vertheilung der innerlichen Ruhe und Sicherheit / als gemeinsamer Conservation der durch die unruhige Einführung der geistlichen Würde empfindlich gekränckten Fürstlichen Junum eine Conferenz zu Frankfurt am Mayn zu veranlassen / über denen zu Erreichung solches so bedenklich als untadelichen Haupt-Zwecks dienlichen Mitteln auch vertraute Communication und Berathschlagung verschiedentlich gehalten worden / daß solchen nach die amwesende unten benannte Ministri Kraft der obgehenden und extradirten Vollmacht bis auf Ihre gnädigsten Herren Principalen Ratification, unter besondern Access derer hoher Herren Interessenten, folgenden Schluß gefaßt und verbindlich abgeredet.

I. Obligiren sich die zu Erlangung obiger Intention correspondirende Fürsten / Kraft dieses / bey Fürstlichen Ehren und Würden / conjunctis animis & consiliis dahin zu concurriren / daß ihnen wieder ihre Jura, Dignitäten und Ansehen nichts aufgebürdet / noch selbige einmassen gekräncket oder beeinträchtigt werden möchten. Zu dem Ende dann:

II. Eine aufrichtige vertrauliche Communication ins künftige unterhalten / und damit sowohl unter denen hohen Herren Principalen selbst / als deren beym Reichs-Convent befindlichen Ministris continuirt werden soll.

III. Gleichwie aber das vornehmste Wilschen bey dieser Correspondenz dahin gerichtet / wie nemlich den vermittelst gesuchter Einführung der geistlichen Würde dem Fürstlichen Collegio zugezogenen präjudiz in Zeiten begegnet / und mithin des Fürstl. Collegii hohe Gerechtigkeits salvirt werden möge / also ist

IV. Der Röm. Kaysrl. Majestät beywohnender Liebe zur Gerechtigkeit mit schuldigstem Dank höchstsehrlich / bißherigen Chur-Anmassungen selbst den lauff zu hemmen / und vermittelst Dero Kaysrl. Declaration, die Introduction, als den vornehmsten effect der oberrpirten Investitur bis nach geschehenem Vernehmen / und völlige Satisfacierung des Fürstl. Standes zu suspendiren / allergnädigst geruht: Und tragen demnach

V. Die sämliche Herren Correspondirende zu dero allerhöchsten equanimität das unwandelbare Vertrauen / dieselbe werden nicht allein die ganze Chur-Sache in bißherigen Stand ohneverändert bleiben / sondern vielmehr sich allergnädigst gefallen lassen / die questionem An? ob nemlich ein neunter Electorat anzurichten / dem Reich vorträglich? ad Comitata durch ein Kaysertliches Commissions-Decret zu bringen / und in denen zu Reichs-Collegio darüber Deliberation pflegen zu lassen. Aller massen dann

VI. Die correspondirende Fürsten es dahin nicht kommen lassen können / daß etwan / gleich vormals / zu ihrer schlechten Consolation mehr geschehen / durch eine bloße Protestation, Salvation, Assurance oder andere schriftliche Declaration ein Expediens gemacht / und dero theils alten Fürstlichen Stand / Dignität / Ehre und Ansehen neben dem circa ferendas & interpretandas Imperii Leges habenden Jure suffragii gleichsam im Zweifel und neue Contestation gezogen werde.

VII. Dieses nun zu erhalten / hat man vor zuträglich erachtet / bey mehr allerhöchstdenckter Ihrer Kaysertlichen Majestät deswegen glimpfliche Repräsentation zu thun / mit dem geziemenden Ersuchen / sich diesen modum umb so mehr allergnädigst beliben zu lassen / als höchnöthig es ist / daß die biß daher niedergelegene Reichs-Deliberationes wieder eröffnet / und zu einmüthiger festen Zusammensetzung im Reich der Weg gehalten werde / und wie solches lediglich in Kaysrl. Majestät Mächten und Willen beruhet; Also lassen die correspondirende Fürsten sich keine andere als diese wahre Patriotische Intention bekommen / und können sich von dem allerhöchsten Kaysrl. Umbe nichts anders versehen / dann daß sie vor ihrem werthen Vaterland bißher ohne einig subdial oder ander Interesse geleistete treue Beyhülfe auch fernere obiges pfahrt anzuwenden destinnirte euerliche Kräfte / hinwieder Justiz und Protection wieder alte gefährliche Störung und Nachtheil in ihrer wohlhergebrachten und mit Gerechtigkeit theuer erkauften Libertät und Gerechtsame erlangen / mithin das heilige Röm. Reich in seiner Consistenz, wobey es sich von so vielen Seculis her wohl befunten / conservirt bleiben möge.

VIII. Und nachdem Stens Reichs-Lundig / was vor ein considerables quantum die correspondirende Fürsten zu des geliebten Vaterlandes Hoheit / Sicherheit und Defen-

ANNO
1695.

fension beytragen / und wie hoch sie daher vor andern intereßirt und verbunden seyn / auf zureichende Mittel zu sinnen / wodurch derd von alters her erworbene Splendor und Dignität / sowohl in-als außersich Reichs salviert / und die Macht des Fürstlichen Collegii ihnen nicht entzogen werde / und zu dessen Verhütung bey allgemeinen Raths-Versammlungen von vielen Jahren her practieirt werden / daß begehenden falls die in ihren gerechtfahnen periclitirende Status sich separirt / die Reichs-Deliberationes dadurch bis zu Erfindung abseßlicher massen suspendirt / auch mit denselben wieder ihren Willen in keine Weise weiter verfahren werden; So müssen und wollen die correspondirende Fürsten diesen in conformität ergriffenen Weg noch zur Zeit / so lang sie gleichsam quæstionem status leyden müssen / und da per naturam keine einmüthige-und gemeinnützige Deliberationes. nisi remotio hoc impedimento zu führen seynd / ebenmäßig insistiren / der Hoffnung / es werde die abschwebende Difficultät durch leistung erklettlicher Satisfaction förderlich gehoben / und zu mehrer disharmonie per processum ad ulteriora kein Anlaß gegeben werden. Damit aber

IX. Dergleichen Enthaltung von den Reichs-Deliberationibus hinfort nicht nöthig seye; So haben sich die Herren Correspondirende von gerannnen Jahren her wohl erinnert / und begreifen / daß dazuy die Multiplication der Opinionen / von welcher die Reichs-Directoria öfters kaum das Conclusum finden zu können / geklagt / ein großes contribute / und dasjenige Mittel auf einer wahren vrrathen Insichzenn / und guter Preparation der Gemüther beruhe / demnach man vor das zulänglichste Expediens erachte / daß bey vorkommenden wichtigen Materien die jeso und künstlich in der Correspondenz stehende geist-und weltliche Fürsten vertraulich mit einander communiciren / und sich darüber vernemen / zu welchem Ende sie dann ihre Voia. so viel möglich / durch eigene Ma. tros befragen / oder doch ihre Vollmachten andern in der Correspondenz stehenden Fürsten Gefandtschafften anfragen wollen / wozu es doch die Meynung nicht hat / sich von denen übrigen Gliedern des Fürstlichen Collegii zu trennen / Collegium in Collegio gleichsam zu formiren / oder im Fürsten-Rath etwas oligarchisches zu tentiren / sondern daß nach geschener der Eachen ohnjurisdictionlicher Überlegung mit denen übrigen Membris aufrichtige Communication gepflogen / und ein gesamttes Fürstl. Conclusum dadurch befördert / mithin der bey Reichs-Tagen hergebrachte modus deliberandi in der That beibehalten werde / und lebt man dabey des künftigen Verfalls zu gewinnen / als ansehn-und vortreflich Ihre Kaiserliche Majestät dabey intereßirt / und nicht allein nebenst der correspondirenden Fürsten getreuen Rath / den Zugang einer considerablen beständigen Verfassung / ohne einige Subsidien / Assignationes oder andere Beschwerde ihrer selbst / oder anderer Fürsten und Stände des Reichs / in allem Nothfall pro publico gewinnt / sondern auch den so hochnützigen punctum securitatis publicæ und dahin streckender proportionirter Reichs-Verfassung / zu unerschütterlichem Vortheil und Aufnehmen Derö Kaiserl. Autorität und des Reichs mächtig befördert; Gestalten dann hieby

X. Ferner abgeredet und verglichen worden / vermittelst einer special-Convention. nach Anleitung des heil. Röm. Reichs Constitutionen und Executions-Ordnung / solche Vorlesung zu thun / daß zu Rettung des lieben Vaterlandes gegen den auswärtigen Feind von Seiten der correspondirenden Fürsten / alles in proportionirte gute Vertheilung gescheit und erhalten / zugleich aber auch inwendig des Reichs allerley zu Präjudiz der Fürstlichen Rechte gereichenden Zündigungen / Eingriffen und Beschwerden / wie nicht weniger denen Land-verderblichen irregulirten Märgen / und darüber einkommenden Lamentationen / Klagen und dadurch eintretenden Misstranen / so viel möglich / gesteuert werden möge. Wann nun solcher gestalten die correspondirende Fürsten an der tag und Uhr der geliebten Vaterlandes großen Theil haben / und zu deren Ertragung nach allen ersten Kräften concurriren: So erfordert sowohl die natürliche Billigkeit / als des Reichs Verkommen und fundam. Obervanz, daß die Fürsten und Stände / vermög des ihnen ohnlangbar zustehenden Juris Belli & Pacis. auch die zu des gemeinen Vaterlandes Erleichterung gerad endende Mittel und Wege mit ersinnen helfen. Wobey man

XI. Einig worden. Ihre Kaiserl. Majestät von denjenigen / so man allhier verhandelt / nachtheilliche aperur zu geben / und dabey geheimer Instanz sowohl schriftlich / als durch eigene Aufklärung (welche / so bald man

sich der abscheidenden Personen und anderer Nothwendig-keiten halber gnugsam wird vernommen haben / ihren ohn-angelegten Fortgang haben soll) zu thun / ihres allerhöchsten Orts daran zu seyn / daß kein vorrätiger / oder Particular-Frieden gemacht / sondern zu dessen Tractierung gewisse Zeit und Maßfrist erwehlet / und die so hoch intereßirten Fürsten mit darzu gezogen / mithin in indicendo & finiendo Bello. zu ihrer Consolation und mehrer Aufmunterung / denen Reichs-Constitutionen gemäß eine gleiche Waag und Maas gehalten werden möge / alternassen dann die gesamte correspondirende Fürsten den Verlaß genommen / daß sie / wann zu Eröffnung der Friedens-Tractaten sich mehrere Apparence ereignen solte / zeitlich vorher zusammen schicken / wie bey solchen Friedenshandlungen / benebens zulänglichster Satisfaction, die Reichs-Fürstl. Hoheiten zu beobachten / und zu maintainen überlegen lassen / auch dieselbe nach befindender Convenieng beschicken wollen.

XII. Sie seyn diesen allen nach in keinen Zweifel / es werde so wohl Kaiserl. Majestät ob dieser ihrer wahren Patriotischen Intention ein gnädigstes Gefallen tragen / als auch übrige vornehm Commembra des Reichs-Fürsten-Standes / zu einmüthigem Begehr und subscription derselben begierig seyn / wohl erwogen / eines theils neben dem Kaiserl. höchsten Respekt und Resabirung einer beständigen Vertraulichkeit zwischen Haupt und Gliedern / die permission der Reichs-Constitutionen / und darauf gegründeten alten und neuen Obervanz, andern Theils aber die nardliche siebe zu selbst eigener Conservation vor solche militairt / und nicht zu vermuthen ist / daß ein Fürst seine wohlhergebrachte Ehren und Jura negligiren / und deren untergang mit eingeschlagenen Händen ansehen könne. Schließlich ist

XIII. Abgeredet / daß denen übrigen in der Reichs-Matricul liegenden Fürsten und Ständen bevor und freigesetzt soll / dieser Correspondenz zu accediren / vor die allgemeine Ruhe / Libertät und Jura mit sorgen und rathen zu helfen / und sich deren ersprießlichen Genusses gleichfalls theilhaftig zu machen. Zu welchem Ende dann gesamte correspondirende Fürsten so wohl mittelst Ablassung angelegentlicher Invitations-Schreiben / als auch durch besondere Schickung auf gemeinsame Kosten / selbige zum Access vermögen wollen. Und wie diejenige / welche dieser untaublichen Correspondenz bejzutreten ihrer particular-Convenieng halber Bedenken tragen / von dem daraus entsprechenden gebührenden Effect. Nutzen und Ansehen zu participiren sich von selbst entziehen zu wollen scheinen; Also versprechen hingegen die correspondirende Fürsten und Stände hiemit nachmalig bey künftigen Fürstlichen Glauten und Ehren / über diese genommener Abrede mit Darstreckung aller zulänglichen Kräfte und Vermögen fest und unverbrüchlich zu halten. Gestalten dann zu mehrerer uhrund dieselbe von nachgeheten bevolmächtigten Ministri eigenhändig unterzeichnet und besiegelt / auch allersits höchster Herren Principalen Ratification innerhalb 6. Wochen beizubringen und gegen einander auszuwechseln versprochen worden. So geschehen zu Frankfurt am Mayn den 14. (24.) Martii Ao. 1695.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster

(L.S.) Cochenheim.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Hochfürstl. Durchl. Durchl. zu Sachsen-Eoburg und Sachsen-Weimaringen

(L.S.) J. E. Freyherr von Boshagen.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Sachsen-Gotha

(L.S.) Joh. Jost Hartmann Fischer.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach Ministri J. C. Starck.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Jb. Durchl. Durchl. zu Braunschweig Wolfenbüttel

(L.S.) Woudeke.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baden-Durlach Ministri R. von Geringen.

(L.S.) DE

ANNO
1695.

ANNO (L.S.) DE Piper.

1695.

Ex substitutione Et. Hochfürstl. Durchl. zu Baden
Baden Ministri C. F. von Plittersdorff.

(L.S.) DE Piper.

Don wegen Ihrer Königl. Majestät zu Dänemark
Norwegen/ als Herzogen zu Holslein etc. salvo
loco & ordine.

(L.S.) DE Piper.

Don wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Württemberg
salvo loco & ordine.

(L.S.) E. Heyland.

CLXX.

8. Août, Renouvellement de la part des PROVINCES-UNIES, de l'Alliance conclue en 1689, entre LEOPOLD Empereur, & lesdites PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à la Haye, le 8. Août, 1695. Avec la RATIFICATION des Etats Generaux donnée le 6. Octobre, 1695. [Pièce authentique tirée des Registres de L. H. P. & signée de la propre main de Mr. le Greffier FAGEL.]

ORDINES Generales Uniti Belgii omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, quod cum inter Plenipotentiarios Confederatarum Potentiarum ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum die octavo Augusti hujus anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti conventum sit, de renovatione & confirmatione Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem & Nos, duodecimo Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni conclusi ac per accessionem aliarum Potentiarum generale facti, uti plenius liquet ex ipso Renovationis & confirmationis Instrumento, quod de verbo ad verbum hic infer-tum est.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Cellos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecimo Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore, per omnia firmum subsistat, clarique terminis contineat, qualiter quivis Confederatarum, durante hoc Bello, contra communem hostem agere; & quæ circumspcctio, ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dictâ Pace, in terminis Fœderis Defensivi perflittere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas, laudabili zelo conservandæ semper hujus artæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam renovationem modo dicti Plenipotentiaris tanto magis proficuum ac necessariam existimarunt, quanto vel maxime interest, hunc communem hostem, non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes, aut oblationes, & per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatum separatarum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiaris vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salvâ tamen Principium suorum Ratificatione, inter se conveniunt, ante memoratum Generale Fœdus, die duodecima Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni initum, renovare, recognoscere ac confirmare; prout huc renovant, recognoscunt ac confirmant; Principes suos ad inviolabilem obli-

TOM. VII. PART. II.

vationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & obligationum in modo dicto Fœdere contentarum, Obligando, non secus, quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatam foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem, & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatarum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiaris nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imo omnes & singule ejusdem Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi, qui huic usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accederent, si quidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 4. Februarii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestatè, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cuiusvis Fœderatarum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiaris, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos menses procurare velint.

In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comitum die octavo Augusti anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

Nos infra scripti Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hoc specialiter Deputati hæc subscripsimus & Sigilla Nostra huic Instrumento apposuimus.

(Signatum erat.)

(L.S.) S. V. WYNBERGEN.
(L.S.) F. BARON DE REEDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) J. VANDER DOES.
(L.S.) J. ATTZEMA.
(L.S.) H. J. ROELINCK.

Nos itaque idem Instrumentum & omnia, & singula in eodem contenta, approbasse, confirmasse & ratavimus; quemadmodum approbamus, confirmamus & ratavimus, vigore præsentium, promittentes sincerè & bonâ fide, Nos quæcumque in eodem Instrumento contenta sunt, quatenus ad nos attinet, observaturos & adimpleturos, nec quicquam contra facturos vel eidem ullo modo contraventuros. In quorum fidem hæc Sigillo nostro majori muniti, per Confessus nostri Præsident signari & per Graphiarium nostrum subscribi fecimus. Actum Hagæ Comitum die sexto Octobris anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti. (Signatum erat) S. V. GOKINGA Vt. (inferius script. erat) Ad Mandatum alterememoratorum Dominorum Ordinum Generalium (subsignatum erat) F. FAGEL.

Exemplar hoc in omnibus convenire cum suo Originali, à quo ex filo coccineo & aureo pendebat Sigillum majus altissimè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium cerâ rubrâ impressum, testor Eorundem Graphiaris.

F. FAGEL.

CLXXI.

Renouvellement de la part de FREDERIC
CHRESTIEN Evêque de Munster de l'Allian-
ce faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur,
Y y

ANNO
1695.

16. Août.
L'EMPE-
REUR, ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES ET
MUN-
STER.

ANNO
1695.

& les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez.
Fait à Munster le 16. Août 1695. [Manuscrit.]

Nos Fridericus Christianus Dei gratia Episcopus & Princeps Monasteriensis, Burgravius Strombergenſis, S. Romani Imperii Princeps & Dominus in Borckeloh, notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis, quorum ſcire intereſt quod cum Federatarum Potentiarum Plenipotentiarum ad Congreſſum Hagæ-Comitis inſtitutum, vi Mandatorum ſuorum & unanimi conſenſu, Ratihabitione Dominorum ſuorum Principalium ſalva, die octava menſis labentis conveniſſent, Fœdus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii, duodecimo Maii, Anno milleſimi ſexteſcentiſimi octaveſimi noni, contra Coronam Gallie inſitum renovare, recognoscere & confirmare, modo ac tenore ſequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam concluſum, & per acceſſionem aliarum Potentiarum univerſale ac generale factum, in ſuo vigore per omnia firmum ſubſiſtat, clariſque terminis contineat, qualiter quivis Conſederatorum, durante hoc Bello, contra communem Hoſtem agere, & quæ circumſpectio ac modus in tractanda Pace, aut Armifticio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam concluſa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis deſenſivi perſiſtere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæſarea Majeſtas laudabili zelo conſervandæ ſemper huius artæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Conſederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congreſſum hic Hagæ-Comitum inſtitutum Plenipotentiarum proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, ſi obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce tractatæ fuerunt renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarum tantò magis proſecutam ac neceſſariam æſtimant, quanto vel maximè intereſt, hunc communem Hoſtem non ſolum omni ſe aſſequendæ intentionis ſuæ per conſuetas perniciſas machinationes aut oblationes, & per diſſiſionem Conſederatorum penitus exuere, verum etiam omnem defendendam, ac formidinem Tractatum ſeparatorum è medio tollere.

Ea propter ſupradicti Federatarum Potentiarum Plenipotentiarum, vigore Mandatorum ſuorum, & unanimi conſenſu, ſalva tamen Principalium ſuorum Ratificatione inter ſe conveniunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. inſitum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hiſce renovant, recognoſcant, & confirmant. Principales ſuos ad inviolabilem obſervantiam univerſi tenoris, ac omnium Punctorum, Clauſularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non ſecus quam ſi illud Fœdus huic Inſtrumento de verbo ad verbum inſeritum, & noviter inter Partes ſtipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum ſeparatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum acceſſerunt, & quibus dicti Plenipotentiarum nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & ſingulæ ejuſmodi Acceſſiones hic renovant, & confirmantur, cum omnibus ſtipulationibus & promiſſis inter Conſederatos invicem contractis.

Præterea etiam neceſſarium iudicatum fuit, Sacram Cæſaream Majeſtatem ex parte huius Congreſſus requirere, prout Eadem præſentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Sæcus Imperii adhortari, ut ſe huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & Illi, qui hucusque in eo comprehenſi non erant, eidem quantocius accedant, ſiquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratiſbonæ die 24. Februarii 1689: contra Galliam factæ plenarie conformis eſt, nullum alium præ ſe ferens ſcopum, quam honeſtæ, generalis ac ſecuræ Pacis conjunctim adſequendæ, ejuſque pro cuſuſvis Federatarum ac totius Europæ conſtanti tranquillitate in futurum conſervandæ; obligant ſe quoque ſupra memorati Plenipotentiarum, quod ſuper hac Renovatione dicti Federati Ratificationem à ſuis Principalibus quantocius & ad plurimum reſpectu Illorum,

qui longius abſunt, intra duos menſes procurare velint. In cujus fidem uniſquiſque modo dictorum Plenipotentiarum ſimile Inſtrumentum ſæpe mentionate Renovationis propriæ manus ſubſcriptione, & Sigilli ſui apprehenſione ſignavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Auguſti 1695.

(L.S.) J. CONRADUS NORFF.

Pro Reverendiſſimo & Celſiſſimo Domino
Episcopo & Principe Monasterienſi.

Nos ſupra memoratas Renovationis Tabulæ ratas & gratas habuerimus, confirmaverimus, & approbaverimus, prout hiſce ratihabemus, confirmamus, & approbamus, fide ac verbo Principis promittentes, omnia & ſingula in prædictis Tabulis Renovationis comprehenſa fideliter & ritè, quantum Nos concernit, præſtituros atque adimpleturos, nec paſſuros ut iis in minimo à noſtris unquam contraveniantur. In cujus rei fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptis Sigillo noſtro communiri juſſimus. Datum in Urbe noſtra Monasterienſi, die decima ſexta Auguſti, Anno milleſimo ſexteſcentiſimo, nonageſimo quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.

(L.S.) (L.S.)

Copiam hanc cum Originali ſuo in Congreſſu Plenipotentiarum hodie exhibito per omnia concordare ætector manu propria Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1696.

J. CONRADUS NORFF.

CLXXII.

Renouvellement de la part d'ERNEST AUGUSTE, Duc de Brunſwick & de Lunembourg Electeur, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD EMPEREUR & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à Linbourg, le 18. Août 1695. [Manuscrit.]

Nos Dei Gratia Ernestus Auguſtus Dux Brunſvicenſis & Lunenburgenſis S. R. I. Elector, Princeps Onabruggenſis, notum teſtatumque hiſce facimus, quandoquidem Sacra Cæſarea Majeſtas nunquam ſatis laudato conſervandæ & ſtringendæ magis inter omnes & ſingulas adverſus Coronam Gallie Federatas Potentias Unionis zelo mota, Earundem ad Congreſſum Hagæ-Comitum inſtitutum Plenipotentiarum proponi curaverit, utilitati publicæ, haud parum conſultum iri, ſi Fœdus illud, quod die 12. Maii 1689. inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii inſitum & per Acceſſionem aliarum deinceps Potentiarum univerſale & generale factum, ſine mora renovaretur, quem in finem certa quædam formula in dicto Congreſſu concinnata & à ſingulis ad id ſpecialiter legitimatis Plenipotentiarum ſignata eſt, modo & tenore ſequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam concluſum, & per Acceſſionem aliarum Potentiarum univerſale ac generale factum, in ſuo vigore per omnia firmum ſubſiſtat, clariſque terminis contineat, qualiter quivis Conſederatorum, durante hoc Bello, contra communem Hoſtem agere, & quæ circumſpectio ac modus in tractanda Pace, aut Armifticio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam concluſa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis deſenſivi perſiſtere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæſarea Majeſtas laudabili zelo conſervandæ ſemper huius artæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Conſederatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congreſſum hic Hagæ-Comitum inſtitutum

ANNO
1695.

16. Août.
L'EMPEREUR
LES PROVINCES-UNIES ET
HANOVER.

ANNO
1695.

institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiaris tanto magis proficuum ac necessariam æstimarunt, quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum, penitus exorere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatum separatum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiaris, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salvâ tamen Principalem suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere & confirmare, prout hiis renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiaris nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin omnes & singulas ejusmodi Accessiones hiis renovant, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessariam judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent & illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctum adificandæ, ejusque pro ejusmodi Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiaris, quod super hæc Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum, qui longius absint, intra duos menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propria manu subscriptione, & Sigilli sui appositione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octavâ Augusti 1695.

Nos igitur eadem ratione qua antedicto Fœderi die trigesima mensis Decembris, Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi secundi accessimus, idque laudavimus & approbavimus, supra insertam quoque Renovationis ejus formulam laudasse & approbasse, sicuti vigore præsentium eam laudamus, approbamus, gratam, acceptam raramque habemus, spontentes & fide ac verbo Electorali promittentes, nos illi nullo modo contraveniuros, aut quantum in nobis est contraveniri passuros, sed ejus tenorem in omnibus sanctè & inviolabiliter observaturos, atque adimpleturos esse.

In quorum fidem, majusque robur præsentis Literarum nostrarum subscriptionis, & sigillo nostro muniri jussimus. Dabantur Linsburgi die 7. Augusti Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

(L.S.) ERNESTUS AUGUSTUS Elector.

Copiam hanc manus mea subscriptione, & sigilli mei appositione roboratam Ego infra scriptus Serenitatis suæ Electoralis Brunsvicensis & Luneburgensis Consiliarius, ejusdem ad Congressum Confœderatorum, qui est Hagæ-Comitum, Plenipotentiaris in omnibus verò Originali, quod in Congressus custodia est, conveniencem illius loco exhibui.

(L.S.) HENR. HUNEKEN,

TOM. VII. PART. II.

CLXXIII.

ANNO
1695.

*Renouvellement, de la part de MAXIMILIEN
EMANUEL Electeur Duc de Bavière, de l'Al-
liance faite en 1689. entre LEOPOLD EMP-
PEREUR & les PROVINCES-UNIES, & leurs
Alliez. Fait au Camp de Namur, le 22. Août
1695. (Manuscrit.)*

22. Août.
L'EMPE-
REUR,
LES PRO-
VINCES-
UNIES,
ET BA-
VIÈRE.

Nos Maximilianus Emanuel Dei Gratia utriusque Bavarie & Palatinatus superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archidux & Landgravius in Luchtemberg &c. Omnibus & singulis, quorum interest, hiis notum facimus ac testamur. Postquam Sacra Cæsareæ Majestati aliquæ contra Galliam Fœderatis Potentis & Principibus è re visum fuit, ut Fœdus illud, inter dictam Sacram Cæsaream Majestatem Leopoldum primum ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Viennæ die 12. Maii 1689. ab initio conclusum, cui Fœderi præter alios & Nos quoque postmodum accessimus, nostrumque desuper Instrumentum 3. Maii 1691. expediri fecimus: inter utrinque Fœderatos cum maxime in finem renovetur, tum ut præfatæ Coronæ Gallie omnis per secretas machinationes assequendæ intentionis suæ spes præscindatur, tum ut inter ipsos Confœderatos omnis diffidentia & separationis occasio è medio tollatur: Quod propterea Ministrum & Consiliarium nostrum Status nobis fidelem dilectum Corbinianum de Prielmeyer de novo Hagam-Comitis ablegavimus, eique plenam Potestatem dederimus, ut super ejusmodi renovatione Fœderis cum aliis Deputatis ac Plenipotentiaris ibi præsentibus conveniat, nec non ejusmodi renovati Fœderis Instrumentum, unum vel plura, prout hoc de necessitate visum fuerit, nostro nomine signet, quod & modo, formâ ac tenore factum fuit quo sequitur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarique terminis confineat, qualiter quisvis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspiciò ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi perferre ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsareæ Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus artæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mora, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiaris tanto magis proficuum ac necessariam æstimarunt, quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum, penitus exorere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatum separatum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiaris, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salvâ tamen Principalem suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere & confirmare, prout hiis renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiaris

Y 2

ten-

ANNO 1695. tentarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Federis generalis aggregent, & illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cuiusvis Federatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii quod super hac Renovatione dicti Federis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absint, inter duos menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Quibus ita factis tenore præsentium declaramus Nos huiusmodi Renovationis actum, ac ipsum respectivè Federis per omnia & singula approbavisse, quemadmodum hiisce approbamus & ratihabemus; verbo Principes promittentes, nos omnia & singula, in præfato Federe contenta sanctè & religiose observaturos, impleturos, ac sic observari & impleri curaturos, neque, quantum in nobis erit, passuros, ut à quopiam, sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè, violentur aut infringantur. In horum omnium testimonium, & majorem fidem præsens Ratificationis Instrumentum propria manu subnavimus, ac Signillo nostro Electorali communiri fecimus. Actum in Cæstris ad Namurcum die vigesima secunda Augusti, Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

MAXIMILIANUS EMANUEL. Elector.

plus bas,

(L.S.)

JO. PETRUS KEMPIS.

PREILMEYER PLENIPOTENT. (L.S.)

CLXXIV.

11. Août. *Renouvellement de la part de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Spée le 27. Août, 1695. [Manuscrit.]*

Nos Fridericus Tertius Dei Gratia, Marchio Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector Prussie, Magdeburgi, Clivie, Julise, Montium, Stettini, Pomeranie, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia, Crotine Dux, Burgravius Norimbergensis, Princeps Halberstadtii, Mindæ, & Camini, Comes de Hohenzolem, Marce & Ravensbergi, Dominus in Ravenstein, Lawenburg & Butau.

Notum facimus omnibus & singulis præsentis Litteras inspecturis, lecturis vel audituris, aut quomocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit: Postquam ad firmandum & ætius stringendum vinculum, quod inter Federatos præsentis Bello contra Galliam intercedit, utile & è re communi visum fuerit, Fœdus, die 12. Mensis Maii anni 1689. primo inter Sacram Cæsaream Majestatem ex una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Federati Belgii ex alte-

ra partibus initum, & post, Accessione aliorum Regum, Electorum, & Principum generale factum, renovare, majusque robur ei addere, eaque de re præhabita matura deliberatione inter generosum & magnificum Consilium nostrum Status intimum, apud prædictos Ordines & in Congressu Hagensi Ministrum Plenipotentiarium, sincerè nobis fidelem & dilectum Wolfgangum de Schmettau, nec non reliquorum Federatorum ibidem præsentium Ministros Plenipotentiariorum conventum fuerit formæ, modo & tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Generales Federati Belgii die 12. Mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat clarissime terminis continet, qualiter quisvis Confederatorum durante hoc Bello contra communem hostem agere, & quæ circumspèctio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Federis defenivè peristere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus archæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictatum Confederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiariorum proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmensionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii tantò magis proficuum ac necessariam existimant, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe effugendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes oblationesque, & per divisionem Confederatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorem è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Federatarum Potentiarum Plenipotentiariorum vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se conveniunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere ac confirmare, prout hiisce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Federe contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorem, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Federis generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Federatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii, quod super hac Renovatione dicti Federis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absint, intra duos menses procurare velint: In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cum

ANNO 1695. Cum ergo hæc omnia & singula per supradictum Plenipotentiarium nostrum de Schmettau, iussu & Mandato nostro ita gesta, peracta & convenita sint; Nos eadem omnia & singula eam nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Electorali promittimus pro Nobis, Nostrisque & Electoratus nostri Hæredibus, Nos omnia, quæ Scripto illo continentur, firmare, constanter & inviolabiliter servaturos, nullaque ratione vel per nos vel per alios nullo unquam tempore contraveniuros, aut ut per alios contraveniantur passuros, quomodocunque id fieri poterit. In quorum omnium testimonium & fidem Signum nostrum Electorale huic Diplomati manu nostra subscriptum appendi fecimus. Dabantur Coloniz ad Spream die 17. Augusti 1695.

FRIDERICUS Elector.

(Signum Electorale majus huic Ratificationi appensum est.)

E. V. DANCKELMAN.

Copiam hæc cum Originali suo, in Congressu Plenipotentiarium hodie exhibito & illic cum ceteris Ratificationibus assertato per omnia concordare attestari manu propria, & appensione Signilli mei. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1696.

W. DE SMETTAU.

CLXXV.

1. Sept. *Renouvellement de la part de CHARLES II. Roi d'Espagne de l'Alliance faite en 1689. entre LEO-POLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & leurs Allies. Fait à Madrid le 1. de Septembre, 1695. [Manuscrit.]*

Don Carlos, por la gracia de Dios Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias &c. Duque de Borgoña y de Milan, Conde de Habsburg, Jlandes y Tirol &c. Por quanto en Primero de Agosto pasado de este año se ha ajustado en el Haya per Don Francisco Bernardo de Quiros de mi Consejo de Castilla, mi Embaxador en las Provincias-Unidas del Pays-Baxo y mi Plenipotenciario en el Congreso del Haya y todos los demás Ministros de a quel Congreso el Tratado de Renovación de la Alianza y Liga contra la Francia, que se conculgo en doze de Mayo de mill seiscientos y ochenta y nueve entre El Serenissimo y Potentissimo Emperador Rey de Romanos, de Bohemia y de Ungria, y los Altos y muy Poderosos Estados de las Provincias-Unidas del Pays-Baxo, cuyo Tratado de Renovación, en Lengua Latina es el siguiente.

Quamquam Foedus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celios ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii duodecima Mensis Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confederatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspexio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Foederis defensivi persistere ac durare debeat, nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis aliè dictarum Confederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmencionatum Foedus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovacionem modò dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuum & necessariam existimant, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe atsequendæ Intentionis suæ per

confusas perniciosas machinationes oblationesque & per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatarum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Foederatarum Provinciarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principum suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antè memoratum generale Foedus die duodecimo Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono initum renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Foedere contentarum obligando, non secus quam si illud Foedus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet, ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatarum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt. Quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confederatos invicem contractis. Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari ut se huic Renovacioni Foederis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, si quidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die decima quarta Februarii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctum adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Foederatarum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovacione dicti Foederis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modò dictorum Plenipotentiariarum simile Instrumentum sæpè mentionatæ Renovacionis propriæ manus Subscriptione, & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comitum prima Augusti anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Y havendoze visto y examinando he resuelto aprobarle y ratificarle en todos sus puntos; por tanto en virtud de la presente le apruebo y ratifico y en tée y palabra Real prometo cumplirle; en la forma que en el se contiene. Para lo qual mando despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada de mi infrascrito Secretario de Estado, Dada en Madrid à primero de Septiembre & mil seiscientos noventa y cinco Años: YO EL REY. Don CRISPIN GONZALES BOTELLO. Concordat cum suo Originali, quod manus propriæ subscriptione confirmo. Hagæ Comitum vigesima tertia Januarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto.

DON FRANCISCO BERNARDO DE QUIROS.

(L.S.)

CLXXVI.

Acte par lequel LEO-POLD Empereur renouvelle son Alliance conclue en 1689. avec les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Allies. Fait à Eberfforff le 12. Septembre, 1695. [Manuscrit.]

LEopoldus Divinè favente Clementiæ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Croatiae, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris

Y 3

ANNO 1695

12. Sept. L'EMPEREUR, ET LES PROVINCES-UNIES.

ANNO
1695.

Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatie, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusitiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis, & Sainatum, &c.

Notum testatumque facimus vigore præsentium universis, quorum interest, quod cum Nostri & Fœderatorum Nostorum Plenipotentarii Hagæ Comitatus congregati, de renovanda obligatione Fœderis, quod anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono primum Nos inter & Uniti Belgii Ordines Generales percussimus, deinde aliarum Potentiarum & Principum accessione auctum est, convenerint, desuperque Instrumenta reciproce commutavit tenoris sequentis.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celios ac Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis continet, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere, & quæ circumspicio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensiva persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus artæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentarii tantò magis proficuum ac necessariam existimant, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas Machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorem è medio tollere.

Ea propter supra dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentarii vigore Mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium Ratificatione, inter se conveniunt antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum renovare, recognoscere ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem Observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si illud huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatorem, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovant, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos juxta inter Contractis.

Præterea etiam necessariam judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores Principes ac Status Imperii adhortari, ut si huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctum adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii quòd super hæc Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiarum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appellatione signavit. Actum Hagæ

Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

ANNO
1695.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ

Nominè Sacræ Cæsareæ Majestatis.

Nos salutarem hæc Fœderis Renovationem laudaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, prout hisce laudamus, approbamus & ratam habemus, universis & singulis Fœderatis nostris eandem Renovationem ratificantibus; verbo nostro Cæsareo denudè declarantes Nos ad inviolabilem dicti Fœderis omniumque Punctorum & Clausularum in eodem uti & in supra inserto Renovationis Instrumento contentarum observationem obligari, Nosque iis ex parte nostra exactè satisfacturos esse.

In cuius majorem fidem hocce Ratificationis Nostræ Instrumentum manu nostrâ subscriptum Sigillo Nostrò muniti iussimus. Datum in Arce Nostrâ Eberstorff die duodecima Mensis Septembris Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum nostrorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero trigesimo nono.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

VL. AMADEUS Comes de WINDISGRATZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSRUCK.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attestor propriæ manus subscriptione & Sigilli mei appensione.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ.

CLXXVII.

Renouvellement, de la part d'ÉLEONOR, Reine 13. Sept. Douairière de Pologne, & Duchesse Douairière de L'EMPE-Lorraine, de l'Alliance faite en 1689. entre LEO-REUR, POLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas & leurs Allies. Fait à VINCENNES, le 13. Septembre 1695. [Manuscrit.] UNIES, ET LORRAINE.

Leonora Dei Gratia Regina Vidua Poloniæ & Ducissa Lotharingæ & Barri &c. nata Archiducissa Austriæ &c. Mater, & Tutrix charissimi Filii Nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi eadem Dei Gratia Lotharingæ Ducis, Marchisii, Ducis Calabrie, Barri, Gueltrix, Marchionis Dussiponti & Nomenii, Comitiss Provincie, Vademontis, Albimontis, Zuphaniz, Salmensis, & Regens, & Administratrix Corporum, Bonorum & Statuum prædicti Filii Nostri. Omnibus & singulis præstes visuris & inspecturis; Notum testatumque facimus, quòd cum ad propositionem Serenissimi & Potentissimi Imperatoris Domini Fratris Nostri honoratissimi Fœdus inter Suam Majestatem & Præpotes Ordines Generales die 12. Maji 1689. initum, & postmodum per Accessionem aliarum Potentiarum factum generale ac universale, ab eorundem Plenipotentariis Hagæ-Comitis die octava mensis Augusti proxime elapsi renovatum fuerit, prouti Renovationis Instrumentum nostro nomine, vigore nostræ Plenipotentiæ subsignatum, ab Illustri & Magnifico Domino Dominico Sacri Romani Imperii Comite à Kaunitz &c. Equite auri Velleris, Camerario & Consiliario Cæsareo Oratore ac Plenipotentario Hagæ-Comitis existente, hic infra de verbo ad verbum descriptum insequitur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celios ac Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis

con-

ANNO 1695. continet; qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspiciat ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus artæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum ac necessariam existimant, quantò vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per confectas perniciosas Machinationes oblationesque, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorum à medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maji. 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hiæc renovant, recognoscunt ac confirmant, Principes suos ad inviolabilem Observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quòd tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singula ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huc Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, tiquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratibonæ die 4. Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honeste, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint: in cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariarum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cumque necessarium sit, ut hoc renovati Fœderis Instrumentum ratificetur, idcirco nos pro parte nostra supradicto nomine quæ Mater & Tutrix charissimi Filii nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi Ducis Lotharingæ & Barri, ac pro ipsius Hæredibus & Successoribus suis, idem præfinitum Fœderis renovati Instrumentum per omnia, & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, veluti hiæc approbamus, confirmamus, & ratum habemus, promittentes insuper Nos nomine quo supra atque Hæredes & Successores dicti nostri charissimi Filii, omnia & singula in præfato renovati Fœderis Instrumento contenta divina favente gratia bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cuius rei fidem, hæc manu nostra subscripsit Sigilli nostri Reginalis appensione muniti iussimus. Datas in Aula Onipon-

tana die decima tertia Septembris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

ANNO 1695.

ELEONORA Regina.

(L.S.)

*Ad Mandatum Sacra Reginalis
Majestatis proprium.*

C. F. SANTER de M. &c.
à Secretis.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attestor propriæ manus subscriptione & Sigilli mei appensione.

D. A. C. à KAUNITZ
(L.S.)

CLXXVIII.

*Renouvellement de la part de VICTOR AMÉZI. Sept.
II. de l'Alliance faite en 1689. entre LEO-L'EMPE-
POLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliés. Fait à Turin, le 21. Septembre, 1695. [Manuscrit.]*

CES-UNIES ET
LA SA-VOYE.

Victorius Amedeus II. Dei Gratia Dux Sabaudie, Princeps Pedemontii, Rex Cipri &c. Cum nobis Instrumentum Renovationis Fœderis Generalis die octavo elapsi mensis Augusti Hagæ-Comitum initæ à Comite & Præfide de la Tour, Nuntio nostro ibidem Extraordinario transmissum fuerit in formam sequentis tenoris.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Cellos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in vi vigore per omnia firmum subsistat, elarisque terminis continet, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspiciat ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus artæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum ac necessariam existimant, quantò vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per confectas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hiæc renovant, recognoscunt, & confirmant, Principes suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quòd tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imò omnes & singula ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur, cum omnibus Stipula-

ANNUS 1695. pulationibus & Promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui huc usque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est; nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adificandæ ejusque pro cuiusvis Fœderatorum, ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supræmemorati Plenipotentarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum, qui longius absint, intra duos Menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionate Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum 8. Augusti 1695.

DE LA TOUR.
(L.S.)

Nos visò & lectò dictò Instrumento Renovationis & Confirmationis memorati Fœderis Generalis, illud juxta sui seriem & tenorem approbamus, ratificamus, & confirmamus in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis, promittentes bona fide, & in verbo Principis, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & inviolabiliter observaturos quicquid in dicta Renovatione Fœderis promissum & conclusum fuit, nec unquam permissuros contra eam quovismodo directè vel indirectè aliquid fieri. In quorum fidem has præfentes Litteras proprio pugno firmavimus & à Marchione à sancto Thoma nostri Status Administro & à secretis primario subscribi ac Sigilli nostri secreti appensione roborari iussimus. Datum Taurini die 21. Septembris 1695.

V. AMEDEUS.

A. Sancto THOMA.
(L.S.)

Regie Celsitudinis Sabaudia Ducis Ablegatus Extraordinarius & Plenipotentarius hocce Ratificationis exemplum transcribi curavit ex Autographo ad litteram, & ad plenam fidem subscriptione sua Sigilloque munivit. Hagæ-Comitum die 15. Octobris 1695.

(L.S.) DE LA TOUR.

CLXXIX.

21. Sept. *Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg Zell, de l'EMPEREUR, les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le 22. Septembre 1695. [Manuscrit.]*

Nos Georgius Guilielmus Dei gratia Dux Brunsvicensis & Luneburgensis. Notum facimus & testamur, cum de Fœderis illius artioris, primitus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Viennæ die 12. Mensis Maji Anni 1689. inito, posteaque ad alios quoque Reges, nec non Electores quosdam ac Principes Imperii, & nosmetipsos, qui eidem accessere, extensis, Renovatione, auspiciis ac consilio altissimè memorata Sacre Cæsareæ Majestatis inter ejusdem & reliquarum Fœderatarum Potentiarum Hagæ-Comitis congregatos Plenipotentarios & Deputatos actum, & prævia deliberatione conclusum sit, prout ex sequenti ab iis, salva Dominorum Principum Ratificatione, in scripturam redactò Receptu patet.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Po-

tentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisq; terminis continet, qualiter quisvis Confederatorum durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspicere ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia recipere adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defenivi persistere ac durare debeat. Nihilominus tamen Sacra Cæsareæ Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale recipere contractæ fuerint, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii tantò magis profectum ac necessariam existimaverunt, quantò vel maximè interesset, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confederatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpè dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiaris vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illud Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentarii nihil quicquam vel detractum vel additum voluit, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus, & Promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non sunt, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ, plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adificandæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum, qui longius absint, intra duos Menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionate Renovationis, propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die 8. Augusti 1695.

Nos itaque hunc Receptum amore tuendæ ac promovendæ salutis publicæ & adificandæ universalis ac securæ Pacis studio approbasse ratumque ac gratum habere, sicuti omnia & singula in eodem contenta vigore præsentium & approbamus rataque habemus ac promittimus Nos illa sanctè & inviolabiliter adimpleturos, & quæ à Nobis, tanquam fideli Fœderato & Principe Imperii exigi possunt, optima fide præstituros esse. In cuius rei majorem fidem Litteras hæc manu nostra subscripsimus & Sigillo nostro muniri curavimus. Ebsdorfii die 22. Mensis Septembris, Anno 1695.

GEORGIUS WILHELMUS.
(L.S.)

J. SIEGEL.
(L.S.)

CLXXX.

ANNO 1695.

ANNO 1695. CLXXX.

18. Oct. Vergleich zwischen Herzog Johann Ernst zu Sachsen-Saalfeld / dann auch Herzog Fridrich zu Sachsen-Gotha / durch Vermittlung Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg / wegen einigen / an des ersten Landes-Portion sich er- eigneten Abgang aufgerichteter. Worin demselben zu Erfüllung beflagten Ab- gangs jährlich 5642. Gulden Meiß- nisch auß der Cammer zu Altenburg bewilliget / dann auch einige bißhero beflagten Herzog Fridrich reservirte Cammer-Land und Trant- Steuern überwiesen werden. Geschehen Saal- feld den 18. Octobr. 1695. [LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abßag II. pag. 703.]

C'est à-dire.

Accord moyenné par ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, entre JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld & FRÉDÉRIC Duc de Saxe-Gotha, pour un Supplément de Paragage Héritaire en fa- veur du premier; A quelle fin, une Somme de 5642. Florins de Meisse, lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg; outre cer- taines Reserves Camérales, & Provinciales, & certains Steures ou Acqis qui lui sont cédés. A Saalfeld le 18. Octob. 1695.

Einmäch Herrn Herzog Johann Ernst zu Sachsen- Saalfeld Fürstliche Durchleucht einige Jahre her Beschreibung geführt, daß in dem Anno 1680. den 24. Febr. von Dero damaligen ältsten Herrn Bruders / Herzog Friedrichs / zu Sachsen-Gotha Christ- liche Durchleucht mit Ihro und dero Herren Brüdern zu Könnig / Erben und Erbverbaufen Fürstliche Durchleuchtigkeiten erachteten Erb-Vergleich in verschied- denen Punkten sich bey dero Landes-Portion vor denen Iher. an Verhoff und Abgang ereignete / indem ein Theil der Heile bey der Stadt Rethen und denen 4. Dorff- schafften / Schwartthal / Ober-Loquig / Großen Neuen- dorf / und Aua entlag / welche Anno 1643. zu dem neu- angestrichen Amt Zella geschlagen / und in dem Anno 1678. gefertigten Portions Aufschlag nicht von denen Kambereen Saalfeldt und Gräffenthal abgezogen wor- den / doppelt in Aufschlag kommen / benebst die Jahr- Rente bey der Stadt Saalfeldt sammt denen Manns- feldischen Steuern aufser gemeinen Portions Aufschlag in Aufschlag mit gebracht worden / auch das Amt Gräffenthal nach seinem Kauf-Prezio / und nicht nach dem Fuß der Portion Bücher / im Aufschlag sich befinde / im übrigen aber megenum folge Ihre zugeschlagnen Kambter und Des- the deren Situa. von nach also bewandt wären / daß sie denen übrigen austräglchen Landes-Anteilen nicht bey- kämen / bevorab auch / daß Seine Durchleucht an Land und Leuten ein wenigers / als dero übrige Herren Brü- dere / erhalten / mithin einen größeren Abgang an sonst überflüssigen Ertrag der Lande gegen die Portion- An- schläge erlitten / und weniger Steuer / Fürstlichen Durch- leucht wegen der hochgedachte Ihres ältsten Herrn Brü- ders Fürstliche Durchleucht vor sich und Ihren Fürstli- chen Descendenten reservirten Jurum neuen Anstande bekommen / und darinne eine andere Einrichtung verlang- te / auch wegen dessen allen und anderen mehr geführten Gravaminum ein Fürstliche Commission zur Güte aus- geschicket / Sachsen-Gotha aber hingegen vorgefesselt / daß überwacht in Anno 1680. ausgewickelte Haupt-Receß- an und vor sich selbst verbindlich / auch durch einen an- derneitigen Vergleich vom 6ten April. 1682ten Jahre bekräftiget / und darinnen von Sachsen-Saalfeldischer Seiten weiteren Präventionen nodmahl gleich remon- ciret / bey beyden Handlungen auch sowohl selbst eigene als andere der Sachsen verpfändige Rache und respective

TOM VII. PART. II.

Fürstliche Assistentz gebraucht worden; Hiernächst dasjenige / was wegen der Kambter Aufschlag vor Mängel angegeben / Sachsen-Gotha allenfalls nicht allein / sondern die sämtliche Fürstliche Interessenten mit zu gelten schuld- dig / auch die Saalfeldischen Jahr-Renten und Manns- feldischen Steuern eigentlich nicht als Amtes - sondern vor besondere Cammer-Gesälle zu achten / so zur Saal- feldischen Landes-Portion nicht gehören / und dahero auch dergleichen Jahr-Rente bey denen meisten anderen Kambte- ren in deren Portions-Aufschlag nicht mit begriffen wären / hinfolglich solche Sachsen-Saalfeldt ohne Computation nicht präcediren könnte; als hat man vor allen Dingen / da zumahl auch Sachsen-Gothaischer Seiten obgedachter Keyserlichen Commission. wegen der Austräge des Fürst- lichen Hauses und sonst / widersprochen worden / sich ange- legen seyn lassen / diese Beschwerden zu Vorbringung schädlicher Weiterung durch zusammen geschickte Rache in der Enge zu untersuchen und abzuhan / endlich auch Herrn Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg Fürstliche Durchleucht als der Jert ältester Herr Bruder und Bet- ter / auf beschriebenes Ersuchen Ihre Freund-Brüder und Bet- terliche Vermittelung zu Erhebung des Werks mit angewendet / und darauf Herrn Herzog Friedrichs zu Sachsen-Gotha Fürstliche Durchleucht bey der gütlichen Handlung und Reabrirung nöthiger Eintracht und Har- monie im gesamnten Fürstlichen Hause sich mit hochbe- sagten dero Herrn Betters zu Saalfeldt Fürstliche Durch- leucht endlich dahin vereinbaret / daß

1. Dasjenige / was dieselbe an Land und Leuten bey dem Amt / Stadt- und Stift Saalfeldt und denen Kambte- ren Gräffenthal und Zella / inclusive der obgedachten Jahr- Renten und Mannsfelder Steuern / sammt der Stadt Hofrecht unen haben / und gemein / auß 6500. Gulden hienit reguliret seyn und bleiben / und hienit der Sachsen- Saalfeldt jährlich noch 5642. Gulden Meißnisch zu Re- venuen aus der Cammer zu Altenburg zu 4. Terminen / und zwar von verfloßenen Crucis an / und also bey an- nahenden Quartal Lucie zum erstennahl ben 4ten Theil zu erwarten haben solle.

2. Nicht weniger wollen derselben Herrn Herzogen Friedrichs zu Sachsen-Gotha Durchleucht / wegen des durch obbelegten doppelten Aufschlag in die 16. Jahr her erlittenen Abgangs und anderer insonderheit bey denen Kambereen Gräffenthal und Zella angegebenen Mängel / auch sonst etwa aus Irrthum geschähen Nachtheilge- sten in ihrer Landes-Portion gegen der übrigen Fürstlichen Herren Brüdere Anteil / sowohl wegen des Steuer- Nachschusses auf die überwachte Cammer-Gelder / zu Ab- kommung dessen allen und anderer Anstöße / die bißhero vor Sachsen-Gotha reservirte / an denen verfloßenen Cammer-Hülfs-Landt und Trant-Steuren / über den vorhin habenden dritten Theil / übernahm beständig und unwiederstlich cediren / und dergestalt überweisen / daß Sachsen-Saalfeldt / mit deren vertheilten Gemeinsh. mit Cuharine den Anfang zu machen haben. Wegen

3. Der Bergwercke ist abgetheilt / daß man deren bessere Einricht- und Erhebung sich bedenklich angelegen seyn / und ratione der Nützung und Administration bey dem Anno 1682. getroffenen Recesse bewenden lassen / und zu Vermeidung der Collisionen bey der Jurisdiction auf Waaßen / wie Jert während Johann Ernsts Durchleucht stehen / und Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht und dero Erben und Successoren die Aufsicht dergestalt ferner aufgetragen wolle / daß nach der Instruction. so hienit abgetheilt / der Bergwercke-Bau vorgeföhret / die Jurisdiction beobachtet / die Berg-Bedenken in ge- samnter Pflicht zu halten / und an Herrn Herzog Friedrichs zu Gotha Durchl. von der Bergwercke Aufstand wiederum ständige Communication gethan / und deren gemüthli- chen Erinnerungen nachgeliebet werden solle.

4. Die auswärtigen zum Stift Saalfeldt gehörige / und ohne dem Nure-Predes hiezu zu Wolkmans- dorf / Moxa / Erdmannsdorf / Enau / Culmba / Pöhlau und Wida / sollen Herrn Herzog Johann Ernsts Durch- leucht überwieken / wie auch

5. Die noch vorhandene Kambter-Cammer-Steuer- und Cammer-Rezardaten in der Saalfeldischen sämtlichen Landes-Portion. / und folge nach Gefallen einzutreiben / überlassen werden.

6. Ob zwar Fürstlich-Saalfeldischen Theils darauf Anfangs bharret worden / die sein präcedirte Landt und Leute angennommene Revenuen der 5642. Gulden bey dem ersten im Gones Handen stehenden Successions- Fall / nach dem Aufschlage der Portions-Bücher mit Landt und Leuten gänzlich vergütet zu haben; so ist doch hier- auf Fürstlichen Gothaischen Theils die Erklärung da- zu

hin

Zz

ANNO
1695.

hin gesehen / auch von Sachsen-Saalfeldt besicht worden / daß Sachsen-Gotha von allen erregenden Anlässen / so viel möglich / in Anschlag der Revenuen nach abgezogen Portions-Anschlag und bisherigen Theilungs-Principio / faubt deren zugehörigen Cammer-Steuren abgeben / oder durch Aufhebung anderer ausländigen Landen Vergütung thun wollen / dagegen aber solche Cammer-Gelder pro rata jedesmalig abgeben und cessiren sollen. Ratione der hohen Jurium ist zu Abthung bisherigen / und Vernehmung künftigen Zweifels und Mißverständes abgethet / daß

7. Sachsen-Gotha die Dirigir- und Administration derselben / wie solche im Haupt-Receß de Anno 1680. sowohl dem publico zum Besten / als auch aus anderen erheblichen Motiven verabrechet und beschrieben ist / über sich behalte / und dieselbe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht zu Sachsen-Saalfeldt Maßnen gleichsam vigore Commissionis perpetuae / und in Vollmacht / oder wie es von Rechts wegen am beständigen und unumverrücklichen geschehen kan und mag / mit verführe / von Sachsen-Saalfeldt darunter kein Eingriff geschehe / dagegen Sachsen-Gotha bey vorstehenden Fällen auf freundschaftliche Communication Verfügung und Remedierung thun / insgemein aber mit Sachsen-Saalfeldt in wichtigen gemeinschaftlichen seltigen mit angehenden public-civil- und militair negotiis über denen dabey vorstehenden neuen erheblichen und beständigen Umständen vertraulich communiciren / und wo es Dergug leidet / dero Gedanken vernehmen / auch auf Ihre Monita (woburd aber ohne dringende Erheblichkeit nichts schwer gemacht oder aufgeschoben werden soll) reflectiren / baum in schleunigen unverzüglichen Expeditionen von dem / was darinnen vorerbet und vorgegan / sowohl was sonst besonders notables einkomme / so bald nachrichtliche Erkennung thun wolle / und soll / was bishero an dergleichen Commancios jurat blieben / auf speciale Angebung noch verabsolgen werden.

8. Wollen Herrn Herzogs Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht die bey Ihrer Landes-Portion vorfallende Justiz-Gaden / in denen gesambten Landes-Collegiis zu Altenburg künftighr tractiren zu lassen gemeinet seyn / auch zu dessen Bescheß ein Rath bey der Regierung und dem Consistorio dafelbst halten wollen / und daß die Besoldung der landtschafft weche mit übernommen werden / verbesse / so lassen sich solches Vorhaben Herr Herzog Friedrichs Durchleucht als dem Haupt-Receß gemäß / gefallen / und wollen / so viel die Besoldung betrifft / mit gesehen lassen / auch so viel an Ihre / mit beforbere / und beide Fürstliche Theile von der landtschafft sich keines Widerspruchs versehen.

9. In Appellations-Sachen sollen ad interim / und bis zu Bestellung eines Appellation-Gerichts / die Bescheidungen aus Fürstlichen Saalfeldischen Landes-Portion an die gesambte Regierung nach Altenburg ergehen / und die Ausfertigung darauf in der Canslar und Käthe Maßnen verfähre / auch besonders Sittel mit dem Saalfeldischen Wappen ohne landtschafft dabey gebraucht werden / in Zukunft aber und bey Aufrichtung des gesambten Appellation-Gerichts / wollen Herrn Herzog Friedrichs Fürstliche Durchleucht sich nicht ingegen seyn lassen / daß dasjenige distaltes Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht auch angehehen möge / was denen samtllichen anderen hohen Interessenten dabey zukommen wird. Und

10. Wie die Canslar und Käthe auf Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht dem Haupt-Receß nach mit zu verpflichten / also soll es auch bey der Ober-Steuer-Einnahme dafelbst geschehen / sowohl nach abgehörter Rechnung daraus die verlangten Nachtrichten zu benötigter Information communiciret / auch da einige erhebliche und nützliche Erinnerung dabey zu thun / solche in Consideration gezogen werden / und haben Ihre Fürstliche Durchleucht die Steuer-Unter-Einnahmer jedoch mit tüchtigen und beständigen Personen in Ihrer Landes-Portion zu benennen und annehmen / deren Verpfichtung und Caution aber soll zu des gesambten Landes Besen respective bey der Regierung und bey dem Steuer-Ober-Einnahmes-Collegio geschehen / wenn auch

11. Landts-oder Ausschuss-Tage auszusprechen nöthig / soll von Sachsen-Gotha / nach Inhalt des Haupt-Receßes / zeitige Communication deshalber geschehen / und die Proponenda nebst beförderiger Information begehrt / hierinnen auch im übrigen von beyden Theilen teet ermeltem Receß gemäß verfahren werden. Dafsene sich auch

12. Ratione der Saalfeldischen Landes-Portion besondere Angelegenheiten ereigneten / die eine landtschafftliche

Verasammlung erforderten / so wollen Herrn Herzog Friedrichs Durchleucht auff Freundtschafftliche Communication darauf reflectiren / selbige nach befinden befehlen / und die Ausfertigung dem Receß gemäß / versigen / sowohl

ANNO
1695.

13. Bey denen Landtags-Propositionen und Verträgen / zu sich und Ehren dero Herrn Vaters zu Saalfeld Durchleucht / die Formul dahin einrichten lassen / daß deren zuvörderst im Eingang Meldung gethan / und wie auf gesprochene Freundtschafftliche Communication mit dero selbst die Ausfertigung eines Landtags von Seiner Herrn Herzog Friedrichs Durchleucht nöthig befehlen / und bewerkstelliget worden / angeführt werde / Vorigen Herrn Herzog Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht zu Folge der Receß die jedesmalige landtschafftliche Convente zu beschiden und die Geschäfte denen landtschafft-Ordnungen nach / zu befordern / mithin hierunter und ha den Herrn Herzog Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht die bey jedesmaligen Landes-oder Ausschuss-Tagen dermüllige Steuern alleine in Ihrer Landes-Portion auszusprechen. Allermaßen nun wie obbeschrieben / alle bisherige Trungen / welche wegen der Erbschöpfung bey beyden Fürstlichen Theilen gemalt / begehrt und abgethan / und es im übrigen was hierinnen nicht geändert und erläutert / bey denen Receß de anno 1680. und 1682. sein beständiges Bewegenden haben soll / also haben sich zu gleich Herrn Herzog Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht vor sich / Ihre Erben und Nachkommen / gegen obbeneltem Verwilligungen und Werde / oder ferneren Ansprüche / wegen sothaner vorgegangener Erbschöpfung der Fürstl. Mäterselichen erblich und wiederkauflichen Lande / auch übriger Erbschafft an Mobilien / Vorräthen / Ressen / Activis / Cammer-Guthen / und anderen / wie das Maßnen haben mag / beständig und unumverrückend begeben / wollen auch sofort diesen Receß beym Käyserlichen Käthe-Hoff Rath überreichen / dessen Ratification mit auswirken / liti et cause hactenus mota dafelbst und bey dem Käyserlichen Cammer-Gericht zu Reglar bedesrtes renunciren / hingegen diesem und mehr erwöhnten beyden vorigen Receßlen inausgesetzt nachkommen / und darwider keine neue Schwierigkeit erregen lassen / hingegen wollen Herrn Herzog Friedrichs Durchleucht vor sich und dero Nachkommen solchen 3. Receßlen nicht weniger ihres Orts nachsehen / und darwider nichts verhängen / noch geschehen lassen / Und haben sich zu mehrer Fortsetzung derselben / beide Fürstliche Theile verglichen / Herrn Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg / und des Herrn Land-Graffen zu Hessen-Cassel Fürstliche Durchleucht / und dero zünftliche Descendenten und die Garantie dieses und vorigen beyden Receßlen zu ersuchen / massen sie dieselbe auch hiermit und Kraft dieses zu Ihren Garantien ernennen und befehlen / und da auch künftighr einige neue Trungen auff den bisherigen / und was davon dependiret (als welche hiermit ganz todt und abgethan /) sich ereigneten / sollen solche vermittelst Fürstl. schriftlicher Communication oder Zusammenfügung friedliebender Betreuen / und des Fürstlichen Hauses und dessen Verfassung künftigen Raths / auch wohl durch verhöndliche Zusammenkunft / oder auch eussertien falls / wenn die Ende dar zu ungewisshaftig / durch die in Pactis Majorum und dem Fürstl. Väterlichen und respective Groß-Väterlichen Testament auf dergleichen Fälle verordnete Anstalten in aller Enge und ohne Trennung des Fürstlichen Wohlvernehmens schleunigst gehoben und ausgemacht werden / jedoch daß inmittelst und bis zum Anstang solcher Trungen / alles nach ictigen und vorigen Receß gelassen und verführet werde / sollen auch zu beyden Theilen dreyenigen Abvonten / welche mit denen bisherigen Ertragsarten zu thun gehabt / und jeder seiner Fürstlichen Herrschafft darunter schuldige Dienste geleistet / bewegen mit einiger Inngnade oder Bedrücklichkeit nicht angesehen werden / sondern alles / was vorgegangen / gänglich vergessen und abgethan verbleiben / hingegen unter Theren und Dienern austretches / wadres und redliches Wohlvernehmen unmaßleiblich unterhalten / und selbiges aus keiner Ursache ferner gemindert oder getrennt werden. Und wie nun beyde Fürstliche Durchleucht Theile alle obige Puncte / reiflich / wohlbedachtig und mit Zuziehung bedesrterter samdtlicher Käthe und treuen Diener wohl erwogen / und wie obgedacht / über denselben alle wege seiff und seiff

ANNO fest zu halten und halten zu lassen gemeinet. Als haben
1695. Sie allen Exceptionen und Beneficien tām in genere,
quām in specie, wie die Majesteten haben mögen / bey
Fürstl. wahren Worten / Treuen und Glauben hiermit
nochmalß wißentlich renunciret / und ist darüber dieser
Receß in duplo verfertigt und von beyden Fürstlichen
Theilen vollzogen worden / So geschehen Saalfeldt den
18. Octobr. 1695.

Johann Ernst / H. zu S.
(L.S.)

Friedrich / H. zu S.
(L.S.)

CLXXXI.

18. Oct. Testament de GUILLAUME III. Roi de la
Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la
Haye le 18. d'Octobre 1695. & ouvert au même
Lieu le 8. de May 1702. [Feuille volante im-
primée à la Haye en 1702. On le trouve aussi
en Allemand dans LUNIG *Teutsches Reichs-
Archiv*. Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung
II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 486.]

AU Nom du Seigneur, Amen. Nous Guillaume
par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne,
Prince d'Orange, &c. considerant l'infirmité & la
mortalité de l'homme, la certitude de la mort, &
l'incertitude du tems & de l'heure d'icelle, avons
trouvé à propos, & resolu, avant que de sortir de ce
Val Terrestre, de notre libre volonté & desir, de
disposer des Biens temporels qu'il a plu à Dieu de
nous donner, tant Feodaux, qu'Allodiaux, en vertu de
l'Octroi de Messieurs les Etats de Hollande & de
Westfrise en date du 15. Juin 1673. Recommandant
premierement notre Ame immortelle entre les mains
misericordieuses de Dieu, & de notre Sauveur Jesus
Christ, & notre Corps mortel à la Terre; Revoquant,
cassant & annullant par ces presentes tous Testaments,
Codicilles, ou autres Dispositions que nous aurions pu
jamais avoir faits ou passez, ne voulant pas qu'iceux,
& aucun d'eux soit suivi ou executé en aucun Point;
Et ainsi disposant de nouveau, nous declérons avoir
nommé & institué, comme nous nommons & insti-
tuons par ces presentes notre Héritier unique & uni-
versel dans tous nos Biens tant Feodaux qu'Allodiaux,
que nous aurons decessiez, en mourant,

(1) Notre Cousin le Prince Frison de Nassau, fils aîné
du Prince Casimir de Nassau, à présent Stadthouder de
Frisse, reservant de lui instituer tels Tuteurs, que nous
disposerons ci-après.

De plus nous declérons de nous reserver la Puissan-
ce de pouvoir sous notre main & Signature privée
faire tels Legs particuliers, & telles Dispositions, que
nous pouvons ci-après trouver à propos, voulant &
desirant, que quoiqu'ils soient écrits par nous seule-
ment & signés de nous, ou écrits par un autre &
signés de nous, ils soient de même force & valeur,
que s'ils étoient spécialement inferez & exprimez dans
ce notre Testament.

Nous declérons tout ce que dessus être notre Testa-
ment & dernière volonté, desirant qu'il ait & sorte
son plein effet, soit comme Testament, Codicille,
Donation à cause de mort, ou de quelque manière
qu'il pourra le mieux avoir ou sortir son effet, non-
obstant aucuns défauts ou négligence, qui pourroient
y avoir été commises, auxquels nous prions que l'on
supplée en la meilleure maniere que se pourra.

Nommant & instituant pour Exécuteurs de ce Tes-
tament & dernière Volonté les Etats Généraux des
Provinces-Unies, les suppliant qu'il leur plaise de l'ac-
cepter, & de faire exécuter ce notre Testament ou
dernière Volonté. En foi de quoi nous avons fait écrire
ces presentes, & les avons signées de notre main &
signature, & scellées de notre Cachet. A la Haye le
18. Octobre 1695.

Etoit signé

GUILLAUME ROI.

(1) Ces lignes imprimées en Italique sont écrites de la main pro-
pre de Sa Majesté de glorieuse memoire.

TOM. VII. PART. II.

Le Cachet de Sa Majesté étant imprimé à côté en ANNO
cire noire.

1695.

La subscription étoit ainsi:

Aujourd'hui 19. Octobre 1695. par devant Moi
Adrian van Sterrevelt Notaire Public admis par
la Cour de Hollande & résident à la Haye, en pre-
sence des Temoins sous-nommés, comparut Guillaume
troisième par la Grace de Dieu Roi de la Grande
Bretagne, Prince d'Orange &c. de moi Notaire con-
nu, sain & dispos de corps, lequel exhiba à moi No-
taire ce présent Papier cacheté en quatre Endroits du
Cachet de Sa Majesté & coulé de Soye noire, &
dit que dedans étoit contenu le Testament & dernière
volonté de Sa Majesté; & que Sa Majesté desiroit,
qu'il sortit ainsi son effet, quand même toutes les so-
lemnités requises pourroient n'y être pas observées.

Ce fut fait & passé à la Haye en présence des Sieurs
Guillaume Comte de Portland, & Guillaume de
Schuylenbourg Temoins à ce requis, lesquels avec Sa
Majesté & moi Notaire ont signé ces presentes, les
jour & an comme dessus.

Etoit signé,

GUILLAUME ROI,

PORTLAND,

GUILLAUME VAN SCHUYLENBOURG.

Et plus-bas,

En présence de moi, & signé

ADR. VAN STERREVELT, Notaire.

Ayant sur les quatre coins le Cachet de Sa Majesté im-
primé en Cire noire.

Et plus-bas.

S'accorde avec son Principal.

Etoit signé,

D. P. VAN ASSENDELT.

CLXXXII.

Renouvellement de la part de GUILLAUME III. 7. Nov.

Roy de la Grand' Bretagne de l'Alliance conclue en
1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROTEUR.
VINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs ALLES PRO-
liez. Fait à Burford, le 7. Novembre, 1695. VINCES-
UNIES, ET L'AN-
GLETERRE.

Guilielmus Tertius Dei gratia Magnæ Britan-
niæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei De-
fensor, &c. Omnibus & singulis præsentibus
Literis inspecturis, Notum testatumque facimus, quan-
doquidem Principibus & Potentibus in præsentibus Bello
contra Regem Galliarum Federatis visum fuerit, per
ipsorum Ministros & Plenipotentiarios ad Congressum
Hagæ-Comitum deputatos, Fœdus inter bonum Fra-
trem nostrum Serenissimum Romanorum Imperato-
rem & Cæsarum ac Præpotentes Dominos Ordines Ge-
nerales Federati Belgii duodecima die Maji Anno mil-
lesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam
conclusum, & aliarum deinde Potentiarum Accessione
generale factum, renovare & confirmare, prout reno-
vatum & confirmatum est ex parte nostra per dilec-
tum & fidelem consanguineum nostrum Edwardum
Vice-Comitem de Villiers ad id sufficienti Potestate
munitum in formam sequentem.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsaream Maje-
statem & Cæsarum ac Præpotentes Dominos Ordines
Generales Federati Belgii duodecimo die Maji Anno
millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Gal-
liam conclusum & per Accessionem aliarum Potentia-
rum universale ac generale factum in suo vigore per
omnia firmum subsistat clarisque terminis continet,
qualiter quivis Confederatorum durante hoc Bello
contra communem Hostem agere & quæ circumspec-
tio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum
Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna

Zz 2

Unio.

ANNO
1695.

Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Foederis definitivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus ætatis, constantis, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confederatarum Potentiarum mota, eandem ad Congressum hic Hæge Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Foedus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuum ac necessariam existimant, quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe atquequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum etiam omnem dissensionem, ac formidinem Tractatum separatum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Federatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se conveniunt, ante memoratum Generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum; renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, quilibet Principalem suum ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum, obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatuum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii, nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singulas ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Federatarum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hæge Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Pro Rege Magnæ Britannia.

VILLIERS.

(L.S.)

Nos supramemoratam Renovationem & Confirmationem prædicti Fœderis in singulis ejus Punctis & Clausulis approbavimus & ratam firmamque habuimus, sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris eandem approbamus & ratam firmamque habemus, spondentes & verbo Regio promittentes nos omnia quæ in ea continentur, (quantum ad nos attinet,) sincere & bona fide præstituros & observaturos, in quorum majorem fidem ac robur, præsentibus Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus. Dabantur in Aula Nostra Burfordiæ die sexto mensis Novembris, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

fimo nonagesimo quinto, Regnique vero nostri, sep- ANNO
tino. 1695.

GUILLIELMUS R.

Concordat cum Originali.

VILLIERS.

CLXXXIII.

Tractat zwischen Se. Churfürstl. Durch- 1696.
leucht Ernesto Augusto zu Braun-
schweig und Lüneburg/ eines und
Ihro Hochfürstl. Durchl. Friderico
zu Schleswig-Holstein vor sich und die
Eron Schweden andern theils/ wo-
durch Ihr Churfürstliche Durchleucht
gegen Ihr Durchl. dem Herzogen
zu Conservation dero Rechten und
Souverainität nach allem Vermögen
behußlich zu seyn/ und in fall der
noth mit einer specificirten Anzahl
Volcks an Handen zu geben; Ihr
Durchl. der Herzog dagegen zu glei-
cher Assistenz/ cooperirung der vö-
lligen Ausmachung des Electorats und
Fürstenthumbs Sachsen-Lauenburg
gegen Ihr Churfürstliche Durchleucht
sich verbindet. Im Monat Februario
aufgericht 1696. [Copie Manuscrите
& fure.]

C'est-à-dire,

Traité d'Assistance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE Electeur de Brunswick-Lünebourg, d'une part, & FRIDERIC Duc de Holstein-Gottorp pour lui & pour le Roi de Suede d'autre part, par lequel S. A. E. prometant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la Conservation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le seconrir même en cas ac besin d'un certain nombre de Troupes, S. A. S. s'engage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'elle vint à estre attaquée dans ses Etats, & d'appuyer ses Interets dans l'affaire de l'Electorat, & dans celle de la Succession de Saxe-Lauenbourg. Fait au Mois de Fevrier. 1696.

On Gottes Gnaden Wir Ernst Augustus, Churfürst u. r. und Wir Friederich, Herzog zu Schleswig/ u. r. Als des zu Schleswig-Holstein aniso regierenden Herzogs Edd. sat- Hero dero angetretenen Regierung von der Grohn Denemarc in den Exercitio der Ihr in denen Fürstenthümern Schleswig-und Holstein untreitig zustehenden Souverainität durch allerhand gewaltsamte/ denen bis anhero errichteten vielen Vergleich schmeißend zu wider laufende/ insonderheit aber dem letzten Altonaischen Recess allerdings contraire Beeinträchtigungen wiederrechtlich turbiret/ undt dannhero gnotchdringet worden/ nicht allein ihre zustucht zu der Grohn Schweden zu nehmen/ undt mit selbiger eine genaue undt feste Verbundnus und Allianz durch dero gesvllmächtige Ministros völig abhandeln undt schließen zu lassen; sondern auch andey zuträglich befunden/ das auch Wir/ der Churfürst und unser Haug neben der Grohn Schweden in solche Verbundnisse treten/ und dadurch so wohl die allgemeine Ruhe des Nieder-Sächsischen Reichs bey denen gesvmmlichen ohne dem gefährlichen Conjunctionen/ als auch des Herzogs Edd. privat interesse undt besvchung gegen die von der Eron

ANNO 1696. Saxe, Elle se réserve la liberté de les rappeler, & Sa Majesté le Roi & Leurs Hautes Puissances les laisseront aller à sa réquisition, en déduisant à proportion les subsides.

VIII. Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances donneront pour cela à S. A. S. soixante & quinze mille Écus argent comptant de Hollande, payables ici à la Haye, la moitié quand les Troupes passeront l'Elbe, là où les Commissaires du Roy & de l'Etat les pourront faire passer en revê, & l'autre moitié le premier Septembre nouveau stile.

IX. Son Altesse Serenissime non seulement sera reçue dans la Grande Alliance immédiatement après la Signature du présent Traité, mais encore pour la plus grande seureté de ses Etats, Elle jouira de l'appuy, & d'une Garantie particulière de Sa Majesté Britannique & de leurs Hautes Puissances contre tout ce qui lui sera intenté par voye de fait.

La Ratification de ce Traité sera faite en trois semaines, ou plutôt, s'il se peut. Fait à la Haye ce 14 de May 1696.

VILLIERS. J. VAN ESSE. A. G. HESPEN.
F. B. VAN REEDE.
A. HRINSIUS.
JOHAN BECKER.
DE WEDE.
AR. LEMKER.

CLXXXVIII.

21. Mai.
L'EMPE-
REUR-LES
PROVIN-
DES-UN-
IES ET
LA
FRAN-
CONIE.

Acte par lequel le Cercle de FRANCONIE donne Plein-Pouvoir à son Envoyé d'entrer dans l'Alliance conclue en 1689. & renouvelée depuis entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas & leurs Alliez. Fait le 23. Mai, 1696. (Manuscrit.)

Nos Lotharius Franciscus Dei Gratia Sacre Sedis Moguntine Archi-Episcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archicancellarius & Elector, Episcopus Bambergensis, & Nos Dei Gratia Christianus Ernestus, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgensis in Prussia, Stetini, Pomeranorum, Cassiborium, Vandalorum, ut & in Silesia, Crassienum Dux, Burgravus Norimbergensis, Princeps Halberstadenium, Mindenium, & Caminenium, Comes de Hohenzollern, S. C. M. Marechallus Campetris, &c. Nostro & reliquorum inclyti Circuli Francici Principum ac Statuum nomine ad id specialiter requisiti, Notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus, quam ut presens Bellum quo Christianus Orbis affligitur, in requam, honestam, securam, & perpetuam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Fœdus quoddam inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Uniti Belgii Ordines Generales, eorumque Confœderatos 12. Maii 1689. initum, & nuper Hagæ-Comitis omnium Confœderatorum Ministrorum Plenipotentiariorum solemnî pactione & sancta S. R. I. Electorum, Principum, ac Statuum inibi nondum comprehensorum invitatione, ac admissione, eatenus renovatum esse, ut per futuros Tractatus, & Colloquia Pacis præmemoratus finis Partium hinc inde consensu eo facilius obuneretur, ideo pro augendo tam necessariæ Confœderationis robore eidem sincerâ fide accedere decrevimus, ac proinde consili dexteritate, experientiâ & fide Nobilis Nobis sincerè dilecti & fideli, respectivè Consiliiari Moguntinensis, & Bambergensis Nobis intimi, nec non Bambergensis nostræ Aulæ Marechalli, & Satrapæ in Lichtenfels Wolfgangi Philippi à Schrotenberg, Eum nominavimus, elegimus, & constituimus Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium Nostrum, ut nostro reliquorumque præfati inclyti Circuli Francici Principum ac Statuum nomine coram supradictis omnium & singulorum Confœderatorum Ministris Plenipotentiaris, vel ubi necessariam fuerit, nostra eorundemque desideria, ac promptam ad præmemoratam Accessionem declarer voluntatem, Tabulasque desuper, Articulos, ac conditiones ex lege & normâ in suis Instruc-

tionibus contentas cum iisdem concipiat, conficiat ac permittet, dantes & concedentes Eidem non solummodo hunc in finem, sed etiam Deliberationibus tam Ecclesiasticis, quam Politicis in negotiis vel Bellum vel Pacem, sive speciales Circuli Francici securitates & utilitates concernentibus assistendi, desuper confederendi, agendi, concludendi, & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi aliaque omnia, quæ ad præfatum Accessionis, & speratum Pacis negotium pertinent faciendi, plenam Potestatem & auctoritatem, cum omni Mandato ad id necessario, æquè libere, & amplè ac ipsi præsentis id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hîc præsentibus continetur, opus esse visum fuerit; promittentes præterea, & declarantes fide & verbo nostro, Nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictum nostrum reliquorumque Principum ac Statuum Circuli Francici Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium acta, conclusa, signata, ac commutata fuerint, hîcque præsentibus nos obstringentes ad expediendum Ratificationem nostrorum Instrumenta in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenierit. Actum die 17. Maii 1696.

LOHT. FRAN. AEMEB.
(L.S.)

CHRISTIANUS ERNESTUS ME.
(L.S.)

CLXXXIX.

Accessio Circuli SUEVICI ad magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, & Generales UNITI BELGII Ordines Anno 1689. sancitum, & Anno 1695. die 8. Augusti renovatum. Datum 11. Julii 1696. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 643.]

Nos Marquardus Rudolphus, Dei Gratia Episcopus Constantiensis &c.
Nos Eberhardus Ludovicus, Dux Wirtenbergensis & Teccensis, Comes Montisepiardi, Dominus Heidenheimi &c. nostro, reliquorumque Principum ac Statuum, Inclyti Circuli Suevici nomine ad hoc specialiter requisiti, notum testatumque facimus, quandoquidem inter &c. (sicut in aliis Accessionibus.) Cumque alii Reges ac Principes huic Fœderi postmodum accesserint, & propterea Sacra Cæsarea Majestas, nunquam satis laudando, conservandæ & stringendæ magis inter omnes in præfati Bello junctas Potentias Unionis Zelo mota; earundem ad Congressum Hagæ Comitum præsentibus Plenipotentiaris proponi curaverit, utilitati publicæ haud parum consultum iri, si hoc Fœdus solenni pactione confirmaretur & cum ulteriori Clausula eatenus renovaretur, ut reliquorum Electorum Principum ac Statuum Imperii in illo nondum comprehensorum, invitatione & admissione omnino universale efficeretur, quo per futuros Tractatus fines hujus Fœderis, qui in honestæ, generalis & securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ studio ac cura consistit, tanto facilius felicisque obtineri possit; Quemadmodum etiam, superioris Anni die 8. Augusti in hanc rem certa quedam formula in dicto Congressu concinnata & signata est, sequenti tenore.

Inferatur Fœdus Renovationis de dato 8. Aug. 1695.

Et vero non solum Sacra Cæsarea Majestas, sed & prædicti D. D. Ordines Generales, alique, antea memorato Fœdere comprehensi Principes, vigore Articuli X. in Renovatione Fœderis sollicitè repetiti, Associatos inter se Sacri Romani Imperii Circulos inclytos Franciæ & Sueviæ, eorumque Principes & Status in hujus quoque Fœderis societatem & communionem omnium exinde resultantium emolumentorum invitaverint, inclytusque Sueviæ Circulus pro faciendâ isthac accessio-

ANNO 1696.

ANNO
1696.

ne in Conventu Generali Decretum adornaverit, cujus virtute nos Alegatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios sincere nobis dilectos & fideles, Fridericum de Dürheim, Consiliarium Status Intimum ac Pro-Cancellarium Constantinensem, & Johannem Georgium de Kulpis, Consiliarium Status Intimum, Confissioque ac Senatus Ecclesiastici Directorem Wurtembergicum, perficiendo isthoc Accessionis negotio, Hagam Comitum miserimus, qui etiam declaratione, sponfione ac promissione sua, vi Mandatorum propterea acceptorum solenniter facta, nos reliquosque Principes & Status inclity Circuli Suevici ad exactam omnium Articulorum in isthoc Fœdere, quatenus ab initio confectum, & postea quoque renovatum, & confirmatum est, contentorum observationem promissorumque religiosam & inviolabilem executionem obligant: Nos, nostros, reliquorumque Constatum nomine, Declarationem, sponfionem ac promissionem ab Alegatis nostris Extraordinariis factam, per presentes hæc approbamus, acceptam & gratam, firmam quoque & ratam habemus, idque eo lubentius, quo clarius Testimonium hoc præbamus devotissimi ac perpetui nostri, nostrosque Constatum, erga Sacram Cæsaream Majestatem cultus, & sincere erga prædictos Dominos Ordines Generales, reliquosque Fœderis Socios Amicitie, observantie atque studii. Quare mature consideratis antea laudatis, tum ipsius Fœderis, tum Renovationis ejusdem Tractatus, eisdem denuo nostro non minus, quam reliquorum Principum & Statuum inclity Circuli Suevici nomine, laudamus, approbamus, gratosque, acceptos & ratos habemus, atque ita eisdem accedimus, & ad exactam observationem omnium & singulorum illic contentorum Articulorum nos, cæterisque Constatis nostros obligamus, omniumque inde provenientium commodorum, & Jurium nos, Inclitumque Circulum Suevicum participes reddimus; spondentes fideque ac verbo nostro Principali promittentes, nos Tractatibus hæc nullo modo contraveniuros, aut quantum in nobis est, contraveniri passuros, sed illos ipsos sancte ac inviolabiliter observaturos adimpleturosque esse, ita ut in illum finem omnia bona fide præstituri simus, quæ nobis inclity Circuli Suevici Constatis reliquis, tantquam Fœderis hujus Sociis incumbere possint: Cumque de cætero non dubitemus, Sacram Cæsaream Majestatem ac Celos & Præpotes DD. Ordines Generales Uniti Belgii curaturos, ut nobis super hac Accessione, receptionis Instrumenta necessaria exhibeantur, ita & nos in hujus rei fidem Instrumentum hoc nostrum, reliquorumque nostrorum Constatum nomine confectum manu nostra subscriptum & Sigillo nostro secretiori communiri fecimus. Datum d. 16. (26.) Julii, 1696.

(L.S.) MARQUARD RUDOLPHUS Episcopus
Constantienfis.(L.S.) EBERHARD LUDOVICUS Dux Wür-
tembergensis.

XCC.

29. Août. Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMÉDÉE II. Duc de Savoie, par lequel Son Altesse Royale se departant de tous les Engagemens, qu'elle avoit avec les Hautes Alliez contre la France, Sa Majesté lui promet la Restitution non seulement de tout ce qu'elle avoit pris & occupé sur elle pendant la Guerre, mais aussi de la Ville de Pignerol & de son Territoire, après qu'on en aura détruit toutes les Fortifications. On y convient aussi du Mariage de LOUIS DUC de Bourgogne, Petit-fils de Sa Majesté, avec MARIE ADELAÏDE Princesse de Savoie &c. A Turin le 29. d'Août 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi Très-Christien & de S. A. R. la première donnée à Versailles le 7. Sept. 1696. & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696. [FREDERIC LEONARD d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Rynwyck, Tom. I. pag. 196. dans

LUNIG *Tenishes Reichs-Archiv*. Part. Spec. ANNO Contin. II. Fortsetzung II. Absatz XII. pag. 1696. 152. dans FABRI *Europ. Staats-Consuley* Tom. III. pag. 806. dans HERMAN. FRAN. FRED. BARONIS AB ANDLERN *Corpus Constit. Imperial.* Tom. I. in Append. pag. 3. en Allemand. & dans le *Theatrum Europæum*. Tom. XV. pag. 25. en Allemand.]

LE Roi Très-Christien, ayant toujours conservé pendant le cours de cette Guerre un désir sincère de procurer le Repos de l'Italie, & Dieu ayant aussi inspiré les mêmes sentimens à Son Altesse Royale de Savoie, Sa Majesté de son côté a donné son Plein-pouvoir, Commission & Mandement, au Sieur René Sire de Froullai, Comte de Tessé Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur d'Ypres, Lieutenant General pour le Roi dans les Provinces du Maine, & du Perche, & Commandant presentement pour Sa Majesté dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, & S. A. R. de sa part ayant pareillement donné ses Pouvoirs, & Mandemens au Sieur Charles Victor Joseph Marquis de S. Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de Sadite A. R. ledits Plenipotentiaires, après s'être réciproquement donné les Originaux de leurs Pleins-pouvoirs, en vertu desquels ils traitent, sont convenus des Articles suivans.

I. Qu'il y aura dorénavant pour toujours une Paix stable & sincere entre le Roi & son Royaume, & S. A. R. Monsieur le Duc de Savoie & ses Etats, comme si elle n'avoit jamais été troublée, & le Roi reprenant les mêmes sentimens de bonté qu'il avoit auparavant pour Sadite A. R. comme elle l'en supplie, Sadite A. R. renonce par le présent Traité, & de tout départ entierement de tout engagement pris, & de tous Traitez faits avec l'Empereur, Rois & Princes contenus sous le nom de la Ligue, & se charge d'en employer tous ses soins & de faire tout ce qu'il pourra pour obtenir desirées Puissances, au moins de l'Empereur, & Roi Catholique la Neutralité pour l'Italie, jusqu'à la Paix Generale, par un Traité particulier qui sera fait, ou au défaut dudit Traité par des Déclarations que ledits Empereur, & Roi Catholique feront au Pape, & à la République de Venise, & qui seront en même temps suivies de la retraite de toutes les Troupes que les Alliez ont presentement en Italie, ainsi qu'il sera marqué ci-après. Au surplus pour témoignage évident du retour effectif de l'amitié du Roi pour S. A. R. Sa Majesté veut bien consentir, & promet que la Ville & Citadelle de Pignerol, Forts sainte Brigide, la Perouse, & autres Ports en dépendans seront razés & démolis quant aux seules Fortifications, aux frais du Roi, & ledites Fortifications démolies, le tout sera remis entre les mains de S. A. R. aussi-bien que les Terres & Domaines compris sous le nom de Gouvernement de Pignerol, & qui avoit appartenu à la Maison de Savoie devant la Cession que Victor Amé premier Duc de ce nom en avoit fait au Roi Louis XIII. Lesquelles Ville démolie, Citadelle & Forts démolis & Territoire, seront pareillement remis à S. A. R. pour les tenir en Souveraineté, & en jouir pleinement & à perpetuité, & elle & ses Successeurs à l'avenir, comme d'une chose leur appartenant en propre, au moyen de laquelle présente Cession S. A. R. s'engage, & promet tant pour lui que ses Heritiers & Successeurs & ayant cause, de ne faire rebâtir, ni rétablir aucune des susdites Fortifications, ni en faire construire de nouvelles sur, & dans l'espace des susdits Territoire, Fonds, & Rochers, ni en quelque autre Lieu que ce soit, cédé par le présent Traité, suivant lequel il sera seulement loisible à S. A. R. ou aux Habritans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une simple clôture de muraille non terrassée & sans Fortifications. Bien entendu qu'ormis dans ledit Territoire cédé par le présent Traité, S. A. R. sera en liberté de faire construire telle Place, Places, ou Fortifications qu'elle jugera à propos, sans que le Roi le puisse aucunement trouver mauvais. Qu'en outre S. M. mettra à Sadite A. R. ses Pais, & Places conquises, Châteaux de Montmeillan, de Nice, Ville-Franche, de Suze, & autres sans exception, sans Démolition, & dans leur entier, avec la quantité de Munitions de

ANNO de Guerre, & de Bouche, Canons & Artillerie, tout
1696. aussi qu'elles étoient pourvues & munies alors qu'elles
sont tombées entre les mains de S. M. sans qu'il puisse
être touché aux Bâtimens, Fortifications, augmenta-
tions & améliorations faites par S. M. & après la
restitution desdites Places S. A. R. pourra entretenir,
& augmenter les Fortifications comme choses à lui
appartenantes, sans que le Roi sur cela le puisse in-
quiéter, ni le trouver mauvais. Bien entendu que le
Roi retirera de la Ville, Citadelle & Forts de Pignerol
toutes les Artilleries, Munitions de Guerre, & de
Bouche, Armes, & effets amovibles de quelque nature
qu'ils soient. Qu'à l'égard des Revenus de la Ville,
Dépendances, & Territoire de Pignerol le Roi les
remet à S. A. R. de la même forme & manière que
le Roi en jouit présentement, & les Dispositions que
le Roi peut en avoir faites subsisteront de la sorte por-
tée par leur Contrat, Don, Possession ou Acquisi-
tion. Que ladite Restitution des Païs, & Places de
S. A. R. & remise de Pignerol rase & ses Dépendances
comme dessus se fera ensuite de la signature
du présent Traité, & seulement après que les Troupes
étrangères seront effectivement sorties d'Italie, & se-
ront arrivées, savoir les Allemands, Troupes de Ba-
vière, Brandebourg, Religieuses soldoiez par l'An-
gletterre, & autres Troupes Auxiliaires seront arrivés
réellement en Allemagne, & les Espagnols, & autres
Troupes qui sont présentement à la Solde du Roi
Catholique retournées dans le Milanois, en manière
que l'Exécution d'aucun des Articles, ni Restitution
d'aucune Place n'aura lieu qu'après que ladite sortie des
Troupes telle qu'elle vient d'être exprimée, aura été
entièrement accomplie, bien entendu que ladite sortie
des Troupes étrangères sera censée entièrement accom-
plie, quoi qu'il arrivât comme cela se pourroit, que
les Espagnols en retraissent quelque petit nombre
d'hommes pour recruter les Corps, qui sont à leur
Solde, & s'il y a quelques unes desdites Troupes qui
prennent part, & entrent réellement dans les États
de la République de Venise, elles seront censées être
entrées en Allemagne dès qu'elles seront sur l'Etat Veni-
tien, & remises à ladite République de Venise. Et
après la Ratification du présent Traité, l'on travaillera
incessamment aux fourneaux nécessaires pour la Dé-
molition des susdites Ville, Citadelle, & Forts de
Pignerol; mais au cas que S. A. R. juger à propos
de continuer le secret du présent Traité au delà du
Terme de ladite Ratification, il est convenu pour
éviter l'éclat que pourroit faire le travail desdits four-
neaux, qu'on ne les commencera que quand, après le
temps de ladite Ratification, S. A. R. le voudra.
Laquelle Démolition se fera, & l'on y travaillera, en
manière que deux ou trois mois après la sortie des
Troupes ci-dessus marquée, le tout soit remis à S. A.
R. surquoi il sera loisible d'envoyer un Commissaire
pour y assister, & jusques à l'exécution de ce que
dessus, S. M. veut bien pour la plus grande satisfac-
tion de S. A. R. lui faire remettre lors qu'il en re-
querrera S. M. deux Ducs & Païs pour rester en
Otage entre les mains de Sadite A. R. qui les traitera
selon la Dignité de leur rang.

II. Sa Majesté ne fera aucun Traité de Paix, ni
de Trêve avec l'Empereur, ni avec le Roi Catholique
que S. A. R. n'y soit comprise dans des termes con-
venables, & efficaces, & le présent Traité sera con-
firmé dans celui de la Paix Generale, aussi bien que
ceux de Querales, de Munster, Pirenées, & Nimè-
gue, tant pour quatre-cens quatre-vingt quatorze mille
écus d'or qui sont mentionnez particulièrement dans
celui de Munster à la décharge de Son Altesse Royale,
dont le Roi demeurera toujours Garant envers Mon-
sieur le Duc de Mantoue, qu'en tout ce qu'ils con-
tiennent, qui n'est point contraire au présent, qui sera
irrevocable, & demeurera dans la force & vigueur,
le tout nonobstant la présente remise de Pignerol, &
des ses Dépendances; Et à l'égard des autres Intérêts,
ou Préentions qui regardent la Maison de Savoye,
S. A. R. se réserve d'en parler par Protestations, Mé-
moires, ou Envoyés, sans que ce présent Traité
puisse être préjudiciable à icelles Préentions.

III. Que le Mariage de Madame la Princesse fille
de S. A. R. se traitera incessamment pour s'effectuer
de bonne foi, lors qu'elle sera en âge, & que le Con-
trat se fera lors de l'effet du présent Traité. Après
la Publication duquel la Princesse sera remise entre les
mains du Roi. Que dans ledit Contrat de Mariage

TOM. VII. PART. II.

qui sera considéré comme Partie essentielle du présent
Traité, & dans lequel ladite Princesse fera les Renon-
ciations accoutumées, avec promesse de ne rien pren-
dre au de là de la Dote suivante sur les États, &
Succession de S. A. R. Sadite A. R. donnera pour
Dot à Madame la Princesse sa Fille deux cents mille
écus d'or, pour le payement desquels S. A. R. fera
une Quittance de cent mille écus, deus du reste du
Mariage de Madame la Duchesse Royale, avec les
Intérêts échus, & promis; & pour le restant le Roi
le remet, en faveur du présent Traité, S. A. R. s'obligeant
d'ailleurs de donner à la Princesse sa Fille au
tems de la célébration de son Mariage ce qu'on appelle
en Piemontois Fardel, & en François Trouffeau ou
Présent de nocces, & dans le Contrat de Mariage
sera stipulé le Douaire que S. M. accordera suivant la
coutume de France.

IV. Que S. A. R. se departant présentement, effi-
cacement & de bonne foi, comme elle a fait ci-des-
sus, de tous les engagements qu'elle peut avoir contre
la France, espère aussi que S. M. y correspondra
avec tous les Sentimens que S. A. R. demande &
souhaite, & qu'ayant l'honneur d'appartenir de si près
au Roi & s'engageant encore dans la splendeur d'une
nouvelle Alliance, S. M. lui accorde, & promet d'a-
puiante protection, dont S. A. R. lui demande le
retour, & que S. M. lui rend dans toute son étendue.
Et comme S. A. R. souhaite d'entretenir une
entière Neutralité avec les Rois, Princes & Puissances,
qui sont présentement ses Alliez, S. M. promet de
n'exiger de S. A. R. aucune contrainte dans le desir
qu'elle a de garder avec eux toutes les mesures exte-
rieures de bienfiance & libres, telles qu'il convient à
un Prince Souverain, ayant chez ces Princes des Am-
bassadeurs & Envoyés, & tenant dans sa Cour des
Ambassadeurs & Envoyés des mêmes Princes, sans
que S. M. le puisse trouver mauvais, comprenant
sous ledit mot de Princes l'Empereur, Rois, & Puis-
sances de l'Europe.

V. S. M. promet, & declare que les Ambassadeurs
de Savoye tant ordinaires qu'extraordinaires recevront
à la Cour de France tous les honneurs sans exception,
& dans toutes les circonstances que reçoivent les
Ambassadeurs des Têtes Couronnées, savoir comme
le sont les Ambassadeurs des Rois, & que les Am-
bassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires de S. M.
dans toutes les Cours de l'Europe sans nulle exception,
pas même de celles de Rome & de Vienne, traitent
aussi lesdits Ambassadeurs tant ordinaires qu'extra-
ordinaires, & Envoyés de Savoye, de la même ma-
nière que ceux des Rois & Têtes Couronnées; ce-
pendant comme cette augmentation d'honneur pour
le traitement des Ambassadeurs de Savoye, n'avoit
jamais été établie au point que S. M. l'accorde, elle
reconnoît que c'est en faveur du présent Traité & du
Contrat de Mariage de Madame la Princesse sa Fille,
& S. M. promet que cette dite augmentation aura
lieu du jour que le Traité du Mariage susdit sera signé.

VI. Que le Commerce ordinaire d'Italie se fera &
maintiendra comme il étoit établi avant cette Guerre
du tems de Charles Emanuel second, Pere de S. A.
R. & enfin, l'on observera & pratiquera en tout &
par tout, entre le Royaume & toutes les Parties de
l'Etat de S. M. & ceux de S. A. R. ce qui se faisoit,
observoit, & pratiquoit, en tout du vivant dudit
Charles Emanuel second, par le chemin de Suze, la
Savoye, & le Pont-Beauvoisin & Ville Franche, cha-
cun payant les Droits, & Douanes de part & d'autre.
Les Bâtimens François continueront de payer l'ancien
Droit de Ville Franche, comme il se pratiquoit du
tems de Charles Emanuel, à quoi il ne se fera aucune
opposition comme l'on pourroit en avoir fait dans ce
tems-là. Les Courtiers, & les Ordinaires de France
passeront comme auparavant par les États de S. A.
R. & en observant les Reglemens, payeront les Droits
pour les Marchandises, dont ils se feront chargés.

VII. Son Altesse Royale fera publier un Edit, par
lequel elle ordonnera sous de rigoureuses peines cor-
porelles à ceux qui habitent dans les Vallées de Luserne
sous le nom de Vaudois, de n'avoir aucune com-
munication sur le fait de la Religion, avec les Sujets
du Roi, & s'obligera S. A. R. de ne point souffrir
dès la date de ce Traité aucun établissement de Sujets
de S. M. dans les Vallées Protestantes sous couleur
de Religion, Mariage, ou d'autres raisons d'établisse-
ment, commodité, Héritage, ni autre pretexte, &
qu'au.

ANNO
1696.

qu'aucun Ministre ne vienne dans l'étendue de la Domination du Roi, sans être rigoureusement puni de peine corporelle, & qu'au surplus S. M. n'entrera dans aucune connoissance de la manière dont S. A. R. traitera les Vaudois, à l'égard de la Religion, S. A. R. s'obligeant de ne point souffrir aucun Exercice de la Religion prétendue Réformée dans la Ville de Pignerol, & Terres adnées, comme S. M. n'en souffre, ni n'en souffrira dans son Royaume.

VIII. Qu'il y aura de part & d'autre un perpétuel oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre en quelque manière, ou en quelque lieu que les hostilités se soient exécutées. Que dans cette Amnistie seront compris tous ceux qui ont servi S. M. durant la Guerre, en quel que emploi que ce puisse être, non-obstant qu'ils soient Sujets de S. A. R. en forte qu'on ne pourra faire aucune recherche contre eux ny les inquiéter dans leurs Personnes & Biens par voye de fait ou de Justice, ou pour quelque autre prétexte que ce puisse être. Il en sera de même à l'égard des Sujets du Roi qui auront servi S. A. R.

IX. Que les Benefices Ecclesiastiques pourvus jusqu'à présent par le Roi dans les Pays de S. A. R. conquis par Sa Majesté, durant l'espace du tems que Sa dite Majesté en a joui, demeureront à ceux qui en ont été pourvus par le Roi, & par les Bulles du Pape, & qu'à l'égard des Commanderies de S. Maurice, Charges de Judicature, & Magistrature, S. A. R. n'aura aucun égard à la Nomination que le Roi en a faite pendant la possession des Etats de S. A. R. & les Provisions pour les Charges de Robbe faites par S. A. R. de ceux qui en ont abandonné les fonctions durant la Guerre demeureront fermes.

X. Qu'à l'égard des Contributions imposées sur les Terres de la Domination de S. A. R. bien qu'elles soient légitimement imposées & deues, & qu'elles se montent à des Sommes très-considérables, Sa Majesté les remet dans leur entier à S. A. R. par un effet de sa Libéralité, en manière que du jour de la Ratification du présent Traité le Roi ne prétendra ni n'exigera aucune desdites Contributions, laissant à Sa dite Altesse Royale la jouissance de ses Revenus dans tous ses Etats aussi-bien que de la Savoye, Nice, environs de Pignerol, & Suze, comme aussi Son Altesse Royale reciproquement n'exigera sur les Sujets, & Terres de la Domination du Roi aucune Contribution.

XI. Qu'à l'égard des Pretensions de Madame la Duchesse de Nemours sur S. A. R. Sa Majesté laissera entre Sa dite Altesse Royale & ladite Dame de Nemours la discussion des susdites Pretensions dans la voye ordinaire de la Justice, sans s'en mêler aucunement.

XII. Qu'il sera loisible à Son Altesse Royale d'envoyer des Intendants ou Commissaires en Savoye, Comté de Nice, Marquisat de Suze, & Barcelonnette, Pignerol & les Dependances pour y regler ses Interets, Droits, Revenus, & établir les Douanes, & Gabelles de Sel, & autres, & ledits Deputez seront reçus, & autorisés dans leurs fonctions après la Ratification du présent Traité, après laquelle ledits Droits seront & apparteniront à S. A. R. sans exception ni contradiction.

XIII. Que si la Neutralité d'Italie s'acceptoit, ou que la Paix generale se fit, comme un grand nombre de Troupes seroient totalement inutiles, & à charge à S. A. R. & qu'outre les dépenses excessives pour les entretenir, c'est souvent une occasion de méintelligence que de conserver sur pied plus de Troupes qu'il n'en faut dans un Etat, soit pour la Conservation ou pour la Dignité de Souverain, Son Altesse Royale s'oblige de n'entretenir en tems de Neutralité que six mille Hommes de Pied en deça des monts, & quinze cents au delà des monts pour les Garnisons de la Savoye, & Comté de Nice, & en tout quinze cent Chevaux ou Dragons, & cette Obligation de Son Altesse Royale n'aura lieu que jusques à la Paix generale.

Nous Plenipotentiaires susdits avons arrêté & signé les présents Articles, & nous promettons, & nous obligons de les faire ratifier & confirmer par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, promettants aussi qu'ils seront tenus secrets religieusement jusques à la fin du mois de Septembre prochain, auquel tems, si on en fera d'autant de la même substance, & teneur, ceux-

ci seront supprimés; fait à Turin le vingt-neuf d'Aoust ANNO mille six-cent nonante six. 1696.

RENE' DE FROULLAY TESSE'. DE S. THOMAS.

Ratification du Roi Très-CHRÉTIEN sur son Traité de Paix avec S. A. R. de Savoye. A Versailles le 7. Septembre 1696. [FREDERIC LEONARD.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut, Ayant vu & examiné le Traité conclu & signé en notre nom le vingt-neuvième du mois d'Aoust dernier, dans la Ville de Turin par le Sieur René de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant-General de nos Armées, Colonel-General de nos Dragons, Gouverneur de notre Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans nos Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour notre Service dans nos Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, en vertu du plein Pouvoir que Nous luy avons donné pour cet effet, d'une part; & le Sieur Charles Victor Joseph Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de notre Frere le Duc de Savoye, muni pareillement du Pouvoir nécessaire pour regler & convenir des Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOUS ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les Points qui y sont contenus & declarez, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Prélentes notre Seel secret. Donné à Versailles le septième jour du mois de Septembre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-seize, & de notre Règne le cinquante-quatrième.

Ratification de S. A. R. de Savoye. [FREDERIC LEONARD.]

VICTOR Amé II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piedmont, Roy de Chypre, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme le Marquis Charles Victor Joseph de Saint Thomas, nostre Ministre & premier Secrétaire d'Etat, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en avons donné, a conclu, arrêté & signé le vingt-neuvième du mois d'Aoust dernier dans nostre Ville de Turin, avec le Sieur René Sire de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel-General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans les Provinces du Mayne & du Perche, & Commandant pour le Service du Roy dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, muni du plein Pouvoir de Sa Majesté, les Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, desquels suit la teneur.

Le Roy Très-Chrétien, ayant &c.

NOUS ayant agreable les susdits Articles en tous & un chacun leurs Points qui y sont contenus & declarez, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés; acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Prince garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, & directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy nous avons signé ces Prélentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel secret. Donné à Turin

ANNO Turin le trentième jour d'Aoust l'an de grace mil six
1696. cens quatre-vingt-seize.

Signé,

V. AME.

Et plus-bas:

DE S. THOMAS.

(1) *Acte de la Restitution des Pays, & Etats de Savoye, fait par LOUIS XIV. Roi de France à VICTOR AMÉ II. Duc de Savoye en vertu de leur Traité de Paix. Du 28. Septembre 1696. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck. Tom. I. pag. 211.]*

Sachent tous, & un chacun, que conformément au Traité de Paix fait & signé entre Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XIV. Roi de France & de Navarre, &c. d'une part, & Son Altesse Royale Victor Amédée II. Duc de Savoye, Prince de Piémont, Roi de Chypre, &c. il a été ordonné par Sa dite Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur Antoine Balhafar de Longcombe, Marquis de Thoy, Général Major des Armées de France, & Gouverneur de Savoye, de rendre entièrement à Son Altesse Royale, tous les Pays, Places, Châteaux, & Forteresses de toute la Savoye, à la réserve de Montmelian; d'en retirer les Troupes qui y sont, conformément aux Patentes de Sa Majesté. Pour laquelle fin Son Altesse Royale y a envoyé le Marquis Charles Thana, Capitaine de ses Gardes du Corps, Major Général de son Armée, & Gouverneur en Savoye, avec Pouvoir de recevoir au nom de Son Altesse Royale lesdits Etats & Places. C'est pourquoi le Marquis de Thoy s'étant rendu en la Chambre du Conseil de la Maison de Ville de Chambéry, & y ayant fait assembler la Noblesse, les Syndics, & les Conseillers de la dite Ville, ledit Marquis de Thana y comparut aussi, & après avoir complimé le Marquis de Thoy, ce Marquis lui remit entièrement de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne tout le Pais & toutes les Places du Duché de Savoye, à la réserve de Montmelian, conformément au Traité de Paix. Il fit cette restitution en ces termes; *Monsieur le Marquis de Thana, conformément à l'ordre du Roi mon Maître, & suivant le Pouvoir que vous en avez reçu de Son Altesse Royale, je remets entièrement à sadite Altesse en votre Personne, les Places, & toutes les Dependances des Etats de Savoye, à l'exception de Montmelian, & par conséquent son Altesse Royale en peut disposer, de la même manière qu'elle a fait, avant que lesdits Etats eussent été pris par les Armes du Roi.* Sur quoi le Marquis de Thana répondit, qu'il recevoit au nom de Son Altesse Royale lesdits Pays, Places & Dependances. Cela étant fait, le Marquis de Thoy repeta encore une fois ladite cession; après quoi il sortit de la Maison de Ville. De tout ce que dessus les Marquis de Thoy & de Thana en firent passer un Acte devant Notaires; qui fut signé, *Thoy de Pistes; & le Marquis de Thana. Favre des Charmettes, Sindic, Témoin. Ferris, Sindic, Témoin. Cugnet, Sindic, Témoin. Tome, Sindic, Témoin.* Et moi, *Gaspard Chambet, Notaire, & Bourgeois de Chambéry, ai reçu le présent Acte, de ce requis.*

Signé,

G. CHAMBERT, Notaire.

CXCI.

25. Sept. *Contrat de Mariage entre LOUIS Duc de Bourgogne, Fils aîné de Monseigneur le DAUPHIN de France, & MARIE ADELAIDE Princesse de Savoye, Fille aînée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoye; fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. [Sur l'imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC LEONARD. Avec Permission & Privilège spécial du Roi ann. 1697. in 4.]*

(1) La Date manque à cette Pièce. Celle-cy est tirée du Titre qu'on y voit dans les *Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck.* [D. M.]

TOM. VII. PART II.

gneur le Duc de Savoye; fait & passé à Turin le ANNO
15. Septembre 1696. Avec les RATIFICA- 1696.
TIONS du Roi T. C. de Monseigneur le Dau-
phin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne.
[Sur l'imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC
LEONARD. Avec Permission & Privilège spé-
cial du Roi ann. 1697. in 4.]

AU Nom de la Tres-Sainte Trinité, Pere, Fils & S. Esprit. Soit notoire à tous, Que comme le Tres-Haut, Tres-Puissant, & Tres-Excellent Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrétien, de France & de Navarre, auroit non-seulement donné des assurances solides du retour de son estime & de son affection pour le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Amé II. Duc de Savoye, par le Traité de Paix signé entre le Sieur Comte de Tessé, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Lieutenant General dans les Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans la Province du Maine & du Perche, & Commandant dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, Plenipotentiaire de sadite Majesté, & le Sieur Marquis de S. Thomas Ministre, & Premier Secrétaire d'Etat, Plenipotentiaire dudit Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye: Mais aussi pour luy témoigner encore davantage la singuliere consideration qu'Elle fait de sa Maison pour tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs Siecles entre la Maison de France & celle de Savoye, Sa Majesté seroit convenu par l'Article III. dudit Traité, que le Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse de Savoye, Fille aînée dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye, & de Madame Anne d'Orleans Duchesse de Savoye, se traitera incessamment, pour s'effectuer de bonne foy lors qu'ils seront en âge & que le Contrat se fera presentement: après quoy ladite Dame Princesse sera remise entre les mains du Roy. En execution duquel Article Sa Majesté auroit envoyé à Turin le Sieur Comte de Tessé, Chevalier de ses Ordres, Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans les Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour sadite Majesté dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Savoye les Articles & conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Duc de Bourgogne, & ladite Dame Princesse de Savoye. Et en consequence ce jourd'huy quinzième du mois de Septembre 1696. pardevant moi Marquis de S. Thomas Ministre & Premier Secrétaire d'Etat dudit Seigneur Duc de Savoye, & en presence & du contentement de Tres-Haute & Tres-Puissante Princesse Anne d'Orleans Duchesse de Savoye: & en presence de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoye, Duchesse Douairiere de Savoye, de Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Emanuel Philibert Amédée de Savoye, Prince de Carignan, de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Catherine d'Este Princesse de Carignan, & des Témolais cy-bas signés, ont comparu le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Victor Amé II. Duc de Savoye d'une part, & ledit Sieur Comte de Tessé, en vertu des pleins Pouvoirs tant dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, que de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne, en date du premier du mois d'Aoust de l'année courante, d'autre part. Declarant ledit Seigneur Duc de Savoye, que comme il veut répondre sincerement aux sentimens de l'affection toute particuliere & de la tres-grande estime que Sa Majesté luy témoigne & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la mesme bonne intelligence & amitié qu'il voit avec une joye tres-parfaite bien rétablie aujourd'huy entre Sa Majesté & luy, soit non seulement continuée sous le Gouvernement present, mais aussi qu'elle passe encore avec la mesme fermeté aux Successeurs & Descendants; Il juge que le moyen le plus efficace pour parvenir à cette bonne fin est de renouer bien étroitement cette bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, dont les Articles ont été accordés & arrêtés ainsi qu'il suit.

I. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, préalablement, obtenue Dispense de la Sainte

Aaa 2

ANNO
1696.

té à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Duc de Bourgogne & Madame la Princesse de Savoye, si-toit, qu'Elle aura atteint l'âge de 12. ans accomplis, ils feront célébrer leurs Epousailles & Mariage par parole de présent, selon la forme & en la solennité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. Et se feront lesdites Epousailles & Mariage en la Cour & en présence de Sa Majesté Tres-Chrestienne, où ladite Dame Princesse de Savoye sera élevée d'une maniere convenable à sa haute Naissance. Et se fera ladite solennité des Epousailles, quand le temps de l'accomplir sera concerté & arrêté entre Sa Majesté, Mondit Seigneur le Dauphin, & le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye & Madame la Duchesse de Savoye.

II. Ledit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye promet & demeurera obligé de donner en Dot à Madame la Princesse Marie Adelaide de Savoye sa Fille aînée, en faveur du Mariage qu'Elle contracte avec Monseigneur le Duc de Bourgogne, la somme de deux cens mil Ecus d'Or ou leur juste valeur, payable de la maniere qu'il a été convenu à part: Comme aussi de lui donner des Pierres & autres ornemens, ainsi qu'il sera trouvé convenable: promettant en outre de lui donner au temps de la celebration dudit Mariage son Fardel, soit Trouffeau ou Present des Noces, lequel sera estimé.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & assurera la Dot de ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye sur bonnes Rentes & sur Fonds & Assignations valables au contentement dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye, ou des personnes, qu'il nommera pour cet effet. Et Sa Majesté enverra aussi-toit à Mondit Seigneur le Duc de Savoye les Actes de ladite Assignation de Rentes. Et en cas de dissolution de Mariage & que de Droit la restitution de Dot ait lieu, elle sera rendue en comptant à ladite Dame Princesse ou à celui, qui aura chargé ou Droit d'Elle, avec son Fardel, ses Pierres & Joyaux, & pendant le temps qui courra, qu'on ne lui rendra point la Dot, ladite Dame Princesse, ou ses Heritiers & Successeurs jouiront des Revenus à quoy se monteront lesdits deux cens mil Ecus d'Or à raison de denier vingt, qui seront payez en vertu desdites Assignations, que Sa Majesté & ses Heritiers & Successeurs seront obligés de garantir jusqu'à la juste valeur des interets au denier vingt de ladite Dot.

IV. Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera, pour Monseigneur le Duc de Bourgogne à ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye pour ses Bagues & Joyaux, la valeur de cinquante mil Ecus d'Or sol, lesquels & tous autres qu'Elle apportera avec soy, lui appartiendront sans difficulté comme estans Bien de son Patrimoine propres à ladite Dame Princesse, ses Heritiers & Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cause.

V. Sa Majesté suivant l'ancienne & loüable coutume de la Maison de France, assignera & constituera à ladite Dame Princesse pour son Douaire vingt-mil Ecus d'Or sol chacun an sur des Revenus & Terres dont le principal lieu aura Titre de Duché, desquels Lieux & Terres ladite Dame Princesse jouira par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a toujours été pratiqué. Davantage à elle appartiendra la Provision de tous les Offices vacans comme ont accoutumé d'avoir les Royne & Dauphines de France: bien entendu neantmoins que lesdits Offices ne pourront être donnez qu'à des naturels François, comme aussi l'administration & les fermes desdites Terres conformément aux Loix & Coutumes du Royaume de France, de laquelle sùldite Assignation ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye entrera en possession & jouissance si-toit que son Douaire aura lieu, pour en jouir toute la vie soit qu'Elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs.

VI. Il a été particulièrement convenu que ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye feroit les Renonciations suivantes & à cet effet ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere la habilite & habilite & l'a dispense de son bas âge pour preser le serment necessaire, estant mineure de douze ans & neantmoins proche d'achever l'onzième & eü égard principalement à la grande connoissance & au jugement au dessus de son âge dont elle est douée, dérogeant ledit

ANNO
1696.

Seigneur Duc de Savoye à toutes les Loix, Constitutions, Edits, Decrets & Usages contraires à ladite Habilitation & Dispense avec les Derogatoires des Derogatoires, d'autant, que ladite Dame Princesse reconnoit fort bien, ainsi qu'elle l'a déclaré & declare, combien avantageuse lui sera & à ses Descendants l'effectuation dudit Mariage, qui lui donne une juste esperance de parvenir au rang de Reine, & à ses Descendants de succeder à la Couronne de France, reflexissant encore que c'est principalement pour affermir la Paix, si desirée & si necessaire & son inclination genereuse la portant aussi à vouloir conserver l'éclat de la Maison de Savoye dans la personne des Princes ses Freres qu'il plaira à Dieu de lui donner, ou des autres Princes *ses Freres mâles* quoyque plus éloignez & en Ligne collaterale & leurs Descendants mâles à l'insin pour le repos & la tranquillité des Peuples de ladite Maison de Savoye. C'est pourquoy s'est presentement constituée ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoye, en presence dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Ame son Seigneur & Pere, pardevant moy Marquis de S. Thomas, Ministre & Premier Secretaire d'Etat & en presence des mêmes Témoins que dessus & de l'autorité & assistance du Sieur Marquis de Bellegarde, Grand Chancelier de Savoye, nommé & eü son Curateur pour cet Acte, laquelle de son propre mouvement & libre volonté, pour les motifs cy-dessus exprimez, & principalement pour l'assermissement de la Paix & le desir qu'Elle a de voir l'éclat de sa Maison conservé dans la personne des Princes ses Freres, & leurs Descendants mâles ou des Princes en Ligne Collaterale & leurs Descendants mâles à l'insin, ayant esté informée par ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere, que sans cette Renonciation le Mariage ne seroit point fait, ny la Paix conclue, & en particulier par ledit Sieur Grand Chancelier, de la force, & effet de ladite Renonciation & Serment: a renoncé & renonce avec serment presre sur les Saints Evangiles entre mes mains touchez, tant par Cession, Donation entre-vifs irrevocable, & en la meilleure forme que faire se peut tant par voye abdicative, que translatrice pour elle, ses Enfans & Descendants, à tous les Droits, Noms, Raisons & Actions personnelles, Réelles, Mixtes, Hypotequaires, & Remedes possessoires, qui pourroient lui appartenir ou à ses Descendants, soit en qualité de ses Heritiers, ou pour des raisons propres penfées ou imprevis, aux Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Seigneuries, Jurisdiccions & Fiefs & leurs appartenances & dependances, possedez & appartenans, tant deçà que delà les monts, à fondit Seigneur & Pere, & qui pourroient à l'avenir lui appartenir & à la Couronne de France, afin que fondit Seigneur & Pere en jouisse & ses Descendants mâles Successeurs à ladite Couronne, & leurs Descendants mâles, & à leur défaut les mâles en Ligne collaterale de ladite Maison, & leurs Descendants mâles à l'insin, en faveur desquels ladite Dame Princesse pour Elle & les siens, a cedé, remis & transporté, cede, remet & transporte tous lesdits Droits, Noms, Raisons & Actions qui lui peuvent appartenir ou à ses Heritiers & Descendants, les mettant & constituant en son propre lieu & place, avec promesse de n'y jamais contrevenir, en quelque maniere que ce soit, directement ny indirectement, de façon que ladite Dame Princesse & ses Heritiers & Descendants restent exclus à perpetuité, & cenztez, & confidez comme étrangers incapables de succeder ausdits Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Jurisdiccions, Fiefs & dependances sans aucune exception, encore qu'il fust necessaire d'en faire une spécifique & individuelle mention, & même encore qu'il n'y auroit aucune Loy, Investiture, Coutume ou autre Disposition exclusive des Femelles & de leurs Descendants par l'existence des mâles, quoyque plus éloignez & en Ligne Collaterale, ledit Seigneur Duc de Savoye son Seigneur & Pere present, stipulant & acceptant pour tous lesdits Princes, Descendants & Collateraux mâles nez & à naître qui pourroient y avoir Droit, avec moy Ministre & premier Secretaire d'Etat, avec Declaration pourtant & Protestation que fait ledit Seigneur Duc de Savoye, en acceptant lesdites Renonciations & Cession, de ne jamais admettre que ladite Dame Princesse sa Fille aînée, & autres Princes ses Filles & leurs Descendants puissent en aucun tems, ni en aucun cas avoir aucun Droit

* Cet endroit est biffé. Il faut sans doute lire les autres Princes de sa Maison quoyque plus éloignés. [D. M.]

ANNO
1696.

Droit de succéder aux susdits États de la Maison de Savoie au préjudice des mâles. En outre ladite Dame Princeesse, attendu la Constitution dotale dedit deux cens mil écus d'Or comme dessus, reconnoissant d'avoir une Dote suffisante & telle qu'on a coutume de la donner aux Princeesses de la Maison de Savoie, demeure entièrement contente, & satisfait dudit Seigneur son Pere, l'en a quitté & quitte ledit Seigneur Duc de Savoie présent, & acceptant pour luy & pour les Princes mâles, soit en Ligne directe ou Collatérale de sa Maison, avec promesse que fait ladite Dame Princeesse de ne luy en jamais rien demander, ny permettre que par autre luy en soit faite aucune demande, (a) l'aquiescence Stipulation & l'Acceptation ensuite étant deüement intervenues en la présente écriture, & de plus Elle a fait & fait une Renonciation abdicative & translatrice de tous les Droits, Noms, Raïsons & Actions qui peuvent ou pourroient à l'avenir luy appartenir & à ses Heritiers, Successeurs & Descendants quoy que non heritiers, comme s'ils pouvoient agir de leur propre chef en cas du décès de ladite Dame Princeesse avant ledit Seigneur son Pere, & biens paternels, maternels, libres & allodiaux, de quelque nature, qualité & valeur qu'ils soient, sans aucune exception, soit pour cause de Dot, avantages nuptiaux, Legitime & supplément d'icelle, & Succession ab intestat, avec toutes Actions, personnelles, réelles, mixtes, hipotequaires, & Remedes possessoires. De toutes lesquelles Raïsons & Actions ladite Dame Princeesse s'est desvestie & en a investi ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere présent & acceptant, pour en disposer selon son bon plaisir: Toutes lesquelles choses contenues tant dans la narrative & dispositive des Renonciations cy-dessus, ladite Dame Princeesse en l'assistance & de l'autorité dudit Sieur Grand Chancelier son Curateur, a assuré estre véritables, avec serment de nouveau presté sur les Saints Evangiles entre mes mains touché, avec lequel elle a encore promis & promet pour elle & les susdits Descendants, de les avoir pour agréables, de les tenir fermes & stables, & de les observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, sous l'obligation de tous ses biens présents & à venir, avec la Clause de Constitut, renonçant à cet effet avec ledit serment réitéré à toutes Loix, Edits, Constitutions, Coutumes, Statuts & Dispositions à ce contraires, au bénéfice de la minorité d'âge, lésion énorme, & enormissime, restitution en entier, nullité de Contrat par défaut de solennité, exception de chose non dûë & sans Cause, de dol, de crainte reverentiale ou presomue abolition de serment, declarant de ne s'en vouloir servir, au cas qu'elle vint à l'obtenir, comme nulle & inefficace, & à toute autre cause & exception, tant pensées qu'imprévues, dont il fut besoin d'en faire une expresse & individuelle mention: par le moyen desquelles ladite Dame Princeesse, ses Heritiers, Successeurs, & Descendants pussent contrevenir au présent Contrat, voulant que ledites Raïsons & Exceptions soient tenues comme si elles estoient icy spécialement exprimées, & qu'il y fust expressement derogé & renoncé, & que ledits sermens demeurent toujours fermes & irrevocables, qu'ils prévalent à tout autre Acte qui le pourroit faire au contraire, & qu'ils suppléent à tout défaut d'âge, de solennité & autres auxquels ledit Seigneur Duc de Savoie de son autorité absolue, & pareillement voulu suppléer & supplée, & valide ledites Renonciations en toutes leurs parties. Et comme c'est l'intention de Sa Majesté Tres-Christienne que ledites Renonciations aient leur entier effet, & qu'on ne puisse jamais y contrevenir: A cet effet ledit Sieur Comte de Tessé s'est personnellement établi & constitué, lequel en la susdite qualité de Procureur, & au nom de sadite Majesté, de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne, a promis & promet pour eux, leurs Heritiers, & Successeurs à la Couronne d'observer & faire inviolablement observer ledites Renonciations, comme un Article essentiel du présent Contrat de Mariage, de ladite Paix & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière, de les faire ratifier, de point en point par sadite Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne, & de les faire enregistrer au Parlement de Paris, selon la forme accoustumée, avec toutes les

Clauses nécessaires, & enregistrer au Conseil d'État de Sa Majesté & par tout ailleurs où besoin sera, sans aucune restriction ny modification, ainsi qu'elles devront aussi estre enregistrées & approuvées au Sénat de Piémont. Et tout ce que dessus ledit Sieur Comte de Tessé en la susdite qualité, a promis & promet avec serment de garder, exécuter & observer sous l'obligation des biens présents & à venir de sadite Majesté, de Monseigneur le Dauphin, de Monseigneur le Duc de Bourgogne & de la Couronne, avec la Clause de Constitut. Le tout ainsi accordé & convenu dans ledit Traité de Paix, encore qu'il n'y soit pas spécifiquement déclaré, & principalement à l'égard des Descendants de ladite Dame Princeesse.

VII. Sa Majesté donnera & assignera à ladite Dame Princeesse Marie Adelaide de Savoie pour la dépense de sa Chambre & entretenement de son état & de sa Maison, somme convenable telle qu'appartient à une Princeesse d'un si haut rang, la luy assignant en la forme & maniere qu'on a accoustumée en France, & donnera Assignation pour tel entretenement.

VIII. Ledit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie fera amener ladite Dame Princeesse à ses frais & dépens jusqu'au Port de Bonvolin avec la Dignité & appareil qu'il appartient à si grande Princeesse, & elle sera reçue de meisme de la part de Sa Majesté.

IX. Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre Monseigneur le Duc de Bourgogne & ladite Dame Princeesse, & qu'elle le survive, en ce cas il sera à la liberté de ladite Dame Princeesse ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Savoie sans aucun empeschement, ou d'aller en tel autre endroit qu'elle choisira plus convenable hors de France toutes fois & quantes que bon luy semblera avec tous ses Biens, Dot, Fardel & Douaire, Bagues & Joyaux & Vestemens, Vaiselle d'argent & tous autres Meubles & choses quelleconques avec ses Officiers & Serviteurs de sa Maison, sans que pour quelque cause que ce soit on luy puisse donner aucun empeschement, ny arrêter son départ directement ou indirectement, empeschier la jouissance & recouvrement de l'eld. Dot, Fardel & Douaire ny autres Assignations qu'on luy auroit donné ou deü donner, & pour cet effet Sa Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne donneront audit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince le Duc de Savoie pour ladite Dame Princeesse telles Lettres de sûreté, qui seront nécessaires, signées de leur propre main, & scellées de leur Sceau, & des aprésent comme des Rois Sa Majesté les assure & promet pour foy & pour les Successeurs Roys en foy & parole de Roy.

X. Ce Traité & Contrat de Mariage a esté fait avec dessein de supplier nostre Saint Pere le Pape qu'il ait agréable de l'approuver & luy donner la benediction Apostolique comme aussi, d'en approuver les Articles & Capitulations qui en ont esté faites de part & d'autre, & ledit Sieur Comte de Tessé en ladite qualité de Procureur a promis & promet au nom de Sa Majesté, de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne qu'ils approuveront & ratifieront de point en point le présent Contrat, & qu'à cet effet ils en fourniront leurs Ratifications en bonnes & deües formes dans un mois à compter du jour & date dudit Contrat, avec Promesse de les faire enregistrer au Parlement de Paris & enregistrer au Conseil d'État de Sa Majesté sans restriction ny modification, ainsi qu'il devra estre aussi approuvé & enregistré au Sénat de Piedmont: Promettants & s'obligants respectivement sadite Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne sur leur foy & parole, tant pour eux que pour leurs Heritiers & Successeurs & ledit Sieur Comte de Tessé à leur nom en vertu des Pouvoirs cy-dessus, & ledit Seigneur Duc de Savoie aussi sur sa foy & parole, celle de Madame la Duchesse de Savoie son Epouse & de la Dame Princeesse Marie Adelaide leur Filie aînée, & pour leurs Heritiers & Successeurs, de garder, accomplir & observer inviolablement les susdits Articles & Conventions, sans jamais y pouvoir contrevenir directement ny indirectement, car a été l'intention de Sa Majesté, Monseigneur le Dauphin & Monseigneur le Duc de Bourgogne, & de les faire enregistrer au Parlement de Paris, selon la forme accoustumée, avec toutes les

ANNO
1696.(a) *Lequiescent Lisez Laquelle.* [D 234.]

ANNO 1696. Fait & signé à Turin ledit jour 15. de Septembre 1696.

M. ADELAIDE de Savoie.
V. ANEDE.
ANNE.
M. J. BAPTISTE RENE' DE FROULAT-TESE'.
EMI. FIO. AMP. Di Savoia.
MARIA CATTI. d'Este Savoia.
BELLEGARDE.
ALESS. ANO. Di Hercefario Teso.
MICHEL ANTOINE Vibo Archevesque de Turin
Témoin.
D. CARLOS ISIST. d'Este, Testimo.
Le M. DE PIANESSE, Témoin.

De St. THOMAS.

Ratification du Roi Tres-Chretien.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Ayant veü & examiné le Traité ou Contrat de Mariage de notre très-Cher & bien Amé Petit-fils le Duc de Bourgogne avec nostre très-Chere & très-Amée Niece la Princesse de Savoie, Fille aînée de notre très-Cher, & très-Amé Frere le Duc de Savoie qui a esté fait & conclu à Turin le 15. de ce mois par notre Cher & bien Amé le Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, nostre Lieutenant General en nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de notre Ville d'Ypres, nostre Lieutenant General au Gouvernement de nos Provinces du Mayne, & du Perche, & Commandant pour Nous dans les Pays & Places de la Frontiere de Piémont, tant en nostre nom qu'en celuy de nostre très-Cher, & très-Amé Fils unique le Dauphin de France, de celuy de nostre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne son Fils aîné, muni de pleins Pouvoirs que nous luy en avions donné à cet effet d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoie d'autre, dont la teneur s'enfuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus. Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Acceptons, approuvons, ratifions & confirmons pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy. Promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans aller ny souffrir qu'il soit allé directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. Voulons en consequence que ledit Traité ou Contrat de Mariage soit enregistré en nostre Cour de Parlement de Paris, & par tout où besoin sera. En témoignage de quoy Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nostre Scel secret. Donné à Versailles le 25. jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi

COLBERT.

Et scellé.

Ratification de Monseigneur le Dauphin du Contrat de Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne.

LOUIS, Dauphin de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Ayant vu &

ANNO 1696. examiné le Traité ou Contrat de Mariage de notre très-Cher, & très-Amé Fils aîné le Duc de Bourgogne, avec nostre très-Chere & très-Amée Cousine la Princesse de Savoie Fille aînée de notre très-Cher, & très-Amé Frere le Duc de Savoie, qui a esté fait & conclu à Turin le quinzième de ce mois, par notre Cher & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy nostre tres-Cher & tres-Honoré Seigneur & Pere, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, Colonel General des Dragons de France, muni à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient nécessaires. tant du Roy nostre dit Seigneur & Pere, que de nous & de notre dit Fils le Duc de Bourgogne, d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoie d'autre, dont la teneur s'enfuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous, ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes, signées de nostre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy, promettant, en foy & parole de Prince, de l'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Presentes nostre Scel ordinaire. Fait à Versailles le vingt-cinquième jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Et scellé.

Ratification de Monseigneur le Duc de Bourgogne de son Contrat de Mariage.

LOUIS de France, Duc de Bourgogne. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Ayant vu & examiné le Traité ou Contrat de Mariage, avec nostre très-Chere & très-amée Cousine la Princesse de Savoie, Fille aînée de notre très-Cher & très-amé Frere le Duc de Savoie, qui a esté fait & conclu à Turin le quinze de ce mois, par notre Cher, & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy nostre tres-Cher, & tres-Honoré Seigneur & Ayeul, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche, Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, & Colonel des Dragons de France, muni à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient nécessaires, tant du Roy nostre dit Seigneur & Ayeul, que de notre très-Cher, & tres-Honoré Pere le Dauphin de France, & de Nous, d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoie d'autre, dont la teneur s'enfuit.

Au nom de la Tres-Sainte Trinité, &c.

Nous, ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus: Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes, signées de nostre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, pour estre executé selon la forme & teneur: Promettant, en foy & parole de Prince d'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion

ANNO
1696.

caſion que puiſſe eſtre, en témoin dequoy Nous avons fait mettre à cedites Preſentes nôtre Scél ordinaire. Donné à Verſailles le vingt cinquième jour de Septembre mil ſix cens quatre vingt-ſeize.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par Monſieur le Duc de Bourgogne.

COLBERT,

. Et ſcillé.

CXCII.

7. OÂ. (1) *Traité entre Sa Maieſté Imperiale LEOPOLD, & Sa Maieſté Catholique CHARLES II. d'une part, & S. A. R. VICTOR AMÉ II. Duc de Savoye d'autre part, pour une ſuſpenſion d'Armes en Italie, entre Leurſdites Maieſtés & la Couronne de France. A Vigevano le 7. Octobre 1696. Avec l'ARTICLE SEPARÉ, & les Ratifications de toutes les Parties. [ſur l'Imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD Imprimeur Ordinaire du Roi, avec Permiſſion & Privilège. Ann. 1697. in 4.]*

L Ouis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité fait à Vigevano le ſeptième du preſent mois, entre le Comte de Manſfeld au nom de l'Empereur, le Marquis de Leganez au nom du Roy Catholique, d'une part, & le Marquis de Saint Thomas, Miniſtre & premier Secrétaire d'Etat, au nom de nôtre Frere le Duc de Savoye, d'autre, en vertu des Pleins-pouvoirs qui leur ont été donnez pour cet effet, & le Maréchal de Catina, General de nos Armées, Gouverneur & nôtre Lieutenant General en nôtre Duché de Luxembourg & Comté de Chiny; & du Comte de Teſſe, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant General de nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de nôtre Ville d'Ypres, Lieutenant General dans nos Provinces du Maine & du Perche, Commandant pour nôtre ſervice dans nos Pays & Places de la Frontiere de Piémont, en vertu du plein-Pouvoir que Nous leur avons donné le dix-ſeptième du mois d'Aouſt dernier, ayant promis en nôtre nom de fournir nos Lettres de Ratification en bonne forme du Traité ſuſdit, dont la teneur ſ'enſuit.

SA Maieſté Imperiale & Sa Maieſté Catholique, ayant daigné écouter avec bonté les inſtances & les repréſentations réitérées de ſon Alteſſe Royale Monſieur le Duc de Savoye & compatiſſans aux malheurs que ſon Pays a ſouffert durant cette Guerre, ſe ſont enſin diſpoſés à agréer & approuver que ſon Excellence Monſieur le Comte de Manſfeld Prince de Ponds, & ſon Excellence Monſieur le Marquis de Leganez, munis d'un plein-Pouvoir & ſuſſant de leurs Maieſtez Imperiale & Catholique, qui ſeront cy-bas inférez d'une part, & M. le Marquis de Saint Thomas, Miniſtre & premier Secrétaire d'Etat de S. A. R. muni d'un ample Pouvoir de ſa dite A. R. qui ſera auſſi cy-bas inférez, d'autre, ayent pour l'execution de ce que deſſus, convenu comme il ſuit.

I. Comme le principal objet eſt le ſoulagement de ſon Alteſſe Royale, & le repos qui en revient à ſes Voſſins, ces Meſſieurs ſe ſont reciproquement obligés à S. A. R. & Elle à la Maiſon d'Autriche d'une part,

& au Roy Tres-Chrétien de l'autre, qu'il y aura dorénavant une ſuſpenſion d'Armes juſqu'à la Paix Generale, toute hoſtilité ceſſant reciproquement du jour d'aujourd'huy & par conſequent on levera au plus-tard après demain le ſiege de Valence.

II. Et afin que la tranquillité de ce Pays ne ſoit point troublée par le ſejour reciproque des deux Armées, les Parties ont reciproquement promis à S. A. R. que leurs Armées & Troupes tant propres, qu'Auxiliaires, à la reſerve pourtant de celles qui ſont à la ſolde du Roy Catholique dans l'Etat de Milan, ſortiront en même temps à proportion de leur nombre, pour ſe retirer reſpectivement dans leurs Pais, au moyen de quoi l'accompliſſement des offres faites à S. A. R. étant aſſuré pour ce chef, il eſt juſte que la France y ſatiſſiſſe entièrement de ſon côté pour la ſeureté commune & le repos public, ſans ſe conſerver les moyens de le troubler par l'actuelle poſſeſſion de la Citadelle de Pignerol & des Châteaux de Montmelian, & de Suze, & que tout ce que deſſus exprimé, s'exécute de part & d'autre dans le terme le plus court qui ſera actuellement praticable. Et pour plus grande ſeureté qu'aucune des Parties ne contrevienne à cette Convention, & à la ſuſpenſion d'armes établie juſqu'à la Paix Generale, S. A. R. du contentement des deux Parties s'oblige à ſ'y oppoſer & même à prendre les Armes contre celle qui manquera en tout ou en partie au preſent Traité, avec un engagement irrevocable juſqu'à la conclusion de la Paix Generale.

III. La Marche des Troupes Imperiales eſtant d'une grande dépenſe à S. M. I. & ne pouvant aſſigner les Quartiers d'Hyver auditſes Troupes en Allemagne, ſans une trop grande incommodité, ne les tenant pas en Italie, on a conclu que les Princes d'Italie, ſçavoir M. le Grand Duc de Florence. M. le Duc de Mantoué M. le Duc de Parme, M. le Duc de Modene & autres inferieurs, & la Republique de Genes devront payer conformément au repartiment fait de la ſomme de trois cens milles Piſtoles, cent mille preſentement, & deux cens mille aux termes qui ſeront aſſignez. Moyennant les dûes précautions S. M. T. C. s'oblige de ne s'ingérer directement ni indirectement en leur faveur, pour les exempter dudit payement, au contraire Elle promet de ne faire aucune oppoſition directement ou indirectement, aux diligences qu'ils ſe feront pour obliger ceux qui pourroient reſuſer de payer leur quote, & afin que pour cela la Marche des Troupes Imperiales, & Auxiliaires ne ſoit point retardée S. A. R. & M. le Marquis de Leganez, demeurent obligez de pourſuivre l'effet dudit payement effectif en toute maniere juſqu'à ce qu'il ait été executé.

IV. Attendu la ſaiſon avancée & la diſtance des Puſſances intereſſées, & attendu que pour la ſeureté du ponctuel accompliſſement de ce que deſſus, on a convenu de donner, comme chacune des Parties donnera reciproquement deux Oſtages entre les mains de S. A. R. laquelle s'oblige de ne les pas remettre avant ledit Accompliſſement comme elle devra faire après. On commencera d'exécuter le tout le plutôt qu'il ſera praticable, à têt quoy la Maiſon d'Autriche, ſans que par ceoy on puiſſe jamais entendre ni préſumer qu'elle ſoit ſeparée en aucune maniere de ſes Alliez, les ſuſdits Meſſieurs promettent de rapporter la Ratification, ſçavoir ſon Excellence Monſieur le Prince Comte de Manſfeld, celle de S. M. I. dans un mois. Son Excellence M. le Marquis de Leganez, celle de S. M. C. dans deux mois, & M. le Marquis de Saint Thomas, celle de ſon A. R. dans deux jours. Donné à Vigevano le ſeptième Octobre 1696.

(L.S.) H. F. P. F. C. D. MANSFELD.

(L.S.) LE MARQUIS DE LEGANEZ.

(L.S.) DE SAINT THOMAS.

Nous ayant agréable le Traité ſuſdit, & l'Article ajoûré depuis à la ſuite, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Preſentes lignées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons. Promettant en ſoy & parole de Roy de l'obſerver, & exécuter ponctuellement en tout ce qui nous regarde, ſans y contrevénir ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu. En témoin de quoy Nous avons fait appoſer à cedites Preſentes nôtre Scel ſecret. Donné à Fontainebleau le vingt deuxième jour d'Octobre, l'an de

gra-

(1) La Copie de ce Traité qui ſe trouve dans les *Attes & Memoires de la Paix de Ryſwick*, Tom. I. pag. 212, & dans la premiere Edition de ce *Grand Recueil de Hollande* Tome IV. pag. 673, eſt entièrement deſectueuſe & fautive. Le Préambule, l'Article ſeparé, & les Ratifications y manquent. [D u m.]

ANNO
1696.

grace mil six cens quatre-vingt seize, & de nôtre Regne le cinquante, quatrième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Ratification de l'Empereur à Vienne le 29. d'Octobre 1696.

Nous Leopold par la grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toujours Auguste & Roy d'Allemagne d'Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie & Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Styrie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg & de la Silésie supérieure & inférieure, Wirtemberg, & Tecke, Prince de la Suabe, Comte d'Alsace, Tirol, Ferrete, Kiburg & Goritz, Landgrave d'Alsace, Marquis du Sacré Empire Romain, Burgovie & de la Lusace supérieure & inférieure, Seigneur de la Marche Slavonique, du Port-Naon & des Salines: Voulons faire sçavoir à tous ceux qu'il appartiendra, ou qu'il pourra en quelque maniere appartenir, qu'ayant esté fait & conclu à Vienne le 7. d'Octobre 1696. un Traité, entre les Illustres Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi, le Marquis de Leganez Gouverneur de l'Estat de Milan, & le Marquis de Saint Thomas, comme Plenipotentiaires à ce établis respectivement à nostre nom & à celui du Serenissime, & Tres-Puissant Roy Catholique d'Espagne, & du Serenissime Duc de Savoye pour une suspension d'Armes en Italie, & la retraite reciproque des Troupes Alliées & Etrangères en leur Pays, de la teneur suivante.

Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique ayant daigné, &c.

Nous avons ledit Traité approuvé, confirmé, & ratifié en tous ses Points, ainsi que par ces Présentes Nous l'approuvons, confirmons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, d'observer & d'accomplir fermement & religieusement tout ce qui est contenu dans ledit Traité, & de ne permettre, autant qu'il dépendra de Nous, qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. En foy de quoy Nous avons signé ce Diplôme, & à celui fait apposer nostre Sceau Imperial. Donné dans nostre Ville de Vienne le 29. du mois d'Octobre 1696. de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

LEOPOLD.

(L.S.) V. SEBASTIEN WNIBALDE
Comte de ZEGH. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. LUDZO DOLBERG, de ma propre main;

Article séparé avec la Ratification de l'Empereur.

Nous Leopold par la grace de Dieu élu Empereur des Romains toujours Auguste, & Roy d'Allemagne, d'Hongrie, de Bohême, Dalmatie, Croatie, Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Styrie, Carinthie, Carniole, & Wirtemberg, Comte du Tirol &c. Faisons sçavoir, qu'ayant esté convenu entre le Serenissime Duc de Savoye, & l'illustre Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi d'un Article séparé touchant les Fiefs Imperiaux, de la teneur suivante. Que cette suspension d'Armes & Neutralité jusqu'à la Paix Generale, s'étendra à toute l'Italie dans laquelle on n'innovera rien, ni par voye des Armes, ni par quelconque alteration de la legitime possession dont jouissent aujourd'hui les Feudataires Imperiaux, & ce, ni presentement ni à l'avenir, sans le préalable consentement de S. M. I. formes, restant néanmoins

pour toujours les Concessions faites par S. M. I. à S. A. R. le 8. Fevrier 1690. Nous avons ledit Article approuvé & ratifié, ainsi que par ces Présentes Nous l'approuvons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, d'observer sincèrement tout ce qui est contenu dans ledit Article séparé, & de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. Donné dans nostre Ville de Vienne le 31. Octobre 1696. de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

ANNO
1696.

LEOPOLD.

V. SEBASTIEN WNIBALDE.
Comte de ZEGH. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. LUDZO DOLBERG, de ma propre main.

CXCIII.

Vergleich zwischen König Augusto in 1697. Pohlen und Churfürsten zu Sachsen an einem / dann Churfürst Fridrich den Dritten zu Brandenburg anderen Theils / wegen der Nembter Lauenburg / Seewenberg und Gersdorff / wie auch der Erbvogten in und außerhalb der Stadt Quedlinburg aufgericht; Wodurch obbenante Nembter und die Erb-Vogten dem Churfürsten / mit dem / zufolge dem Münster- und Osnabrückischen Instrumento Pacis, von Ihro Kaiserlichen Majestät zu einem Aequivalent, vor Dero an die Cron Schweden cedirte Pommernische Lande / abgetretenen Fürstenthum Halberstadt / eigenthumblich verbleiben / davor entgegen Ihrer Königlichen Majestät in Pohlen / Seine Churfürstliche Durchleucht dreymahl hundert tausend Thaler zu zahlen versprechen. Geschehen Anno 1697. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abthg III. pag. 248. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 411. & dans *Europäische Staats-Geselen* Part. IV. pag. 447.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre AUGUSTE Roi de Pologne & Electeur de Saxe, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel les Bailliages de Lauenbourg, Seewenberg, & Gersdorff, comme aussi l'Avouerie Hereditaire dedans & dehors la Ville de Quedlinbourg sont cedez par Sa Majesté audit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Imperiale, en equivalent de la Partie Pomeranie cédée à la Couronne de Suede. En échange de quoi néanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une Somme de 300000. Dalers. Fait l'an 1697.

3. Wissen: Demnach zwischen beyden Churfürstlichen Häusern Sachsen und Brandenburg / nach es folgen Münster- und Osnabrückischen Friedens-Schluß / wegen der Nembter Lauenburg / Seewenberg und Gersdorff / mit aller ihrer Zugehör / wie auch

ANNO
1697.

der Erb-Doigtey mit allen ihren Rechten und Gerichten in und außershalb der Stadt Duedlinburg /c. sich einige Differenzen und Irrungen hervorgehan / woraus befohrlich allerhand Weidaußigkeiten und Mißverständniß erwachsen könnten. Als haben der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herz / Herr Friedrich Augustus König in Pohlen und Churfürst zu Sachsen / wie auch der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herz / Herr Friedrich der Dritte / Marggraf zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Cammerer und Churfürst /c. In Verwahrung der beyderseits gegen einander herrlich tragenden aufrechten und sonderbahren ætlichen Affection und Freundschaft sich diersehalb / nach zuvor geschickten reissen Rath / wissenschaftlich und wohlbedachtig / wie folget / zu Grund aus Freund-Weiterlich verglichen und vertragen. Nämlich / es sollen obbenannte Kampfer / Erb-Doigtey / und Güter samt allen andern darzu gehörigen Rechten und Gerechtigkeiten an in-und außershalb der Stadt und Stifft Duedlinburg / vermöge des alten Judicati / bey dem Seiner Churfürstlichen Durchleuchtigsten Brandenburg / durch obgedachtes Instrumentum Pacis von der Römischen Kayserlichen Majestät und dem Reich zu einem Equivalent / vorhero an die Cron Schweden abgetretene vor-Pommernsche Lande cedirten Fürstenthum Halberstadt / zu ewigen Zeiten Erb-und Eigenthümlich verbleiben / ferner cediren auch höchstgedachte Ihre Königlich Majestät in Pohlen und Churfürstliche Durchleucht dasjenige Recht / welches sie oder dero Gonselige Herrn Vorfahrer durch einer zeitlichen Abschin Investitur oder sonst an-in-und außser gedachte Stadt und Stifft Duedlinburg ehemahls acquirirt und gehabt / besitzen und gemüßet / oder haben / besitzen und genießen können / sollen oder mögen / es habe Stahnen wie es wolle / nicht das geringste davon ausgelassen / samt der von Alters her zum Fürstenthum Halberstadt oder der davon relevirenden Grafschaft Dohnitz gehörigen Erb-Doigtey / wie auch dem Schultheissen-Amt in der Stadt Nordhausen / und allen darzu gehörigen Rechten und Gerechtigkeiten / gleichergehalt nichts davon ausgenommen / höchstgedachte Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg Erb-und Eigenthümlich / hingegen versprechen sehr höchstgedachte Ihre Churfürstliche Durchleucht zu Brandenburg Seiner Königlich Majestät in Pohlen und Churfürstlichen Durchleucht zu Sachsen alsobald bey erfolgder würdlichen Tradition und Ubergab / auch beschener respective Erlaß-und Anweisung der Bedienten und Unterthanen daar und in einer ungetrennten Summa in dero Churfürstlichen Cammer zu bezahlen dreyßighundert tausend Thaler / an ganz-und giebigen ein dreie

und zwey dreie-Strücken. Nicht diesem wollen auch ANNO
1697.
höchstgedachte Ihre Königlich Majestät in Pohlen und Churfürstliche Durchleucht zu Sachsen samt dero Nachkommen / die dem Fürstenthum Halberstadt wieder abgetretene und eingeräumte Doigtey / Ämter und Güter / nebst den cedirten Rechte / und alle dazu gehörige Pertinentien / Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg / so oft es nöthig / in-und außershalb Gerichte wieder männigliches An-und Zuspruch evinciren und gemähren / nicht weniger deroelben alle und jede / in dero Archiven verhandene / und zu dieser Erb-Doigtey gehörige Documenta / Acta / Urkunden und Brieffschaften / ohne etwas davon zurück zu behalten / ganz getreulich extrahiren lassen / obligiren und verbinden sich auch über dieses / wan von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg es begehret / und vor nöthig geacht werden sollte / nicht nur der Römischen Kayserlichen Majestät sondern auch der sämtlichen Herren Agnaten / und Erbverbrüder / wie auch der Fürstlichen Frau Wittbin zu Duedlinburg resp. Consens / Confirmation und Genehmhaltung darüber auszuwirken / und solche seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg gehörlich einzuliefern / und wan höchstgedachte Seine Churfürstliche Durchleucht zu Brandenburg über lang oder kurz / diersehalb / von wem es auch sey / beschdet / oder mit Gewalt der Waffen angegriffen werden solten / dieselbe mit aller ihrer Macht zu vertheidigen und bey dem gerühigen Genuß der cedirten Stücke zu schützen / Alles bey dero Königl. und Churfürstlichen Worte und unter Verpfändung der Churfürstl. Land und Gütern so viel hierzu vormögen. Wobey schließlichs beyderseits hohe Tranquillitaten allen und iden Ausflüchten / welche zu Aufschub oder Schwächung dieser Transaction und Verzeilets allereits eracht seyn mögen / oder noch künftig durch Menschen-Wiß und Verstand erorden und eracht werden können / hiemit ausdrücklich und wohlbedachtig renunciirt und abgesetzt / gegenwärtige Transaction und resp. Cession in duplo eigenhändig vollzogen und mit dero Königl. und Churfürstl. Insignel bekräftiget haben. So geschehen und gegeben zu — im Jahr nach Christi uners lieben Herrn und Erlösers Geburt 1697.

Friedrich Augustus / König und
Churfürst.

Christian Augustus / S. J. S.

August Weyer.

Vidim. Daß diese Copy nach fleißigen Collationiren mit dem Originali gleichlautend sey / wird hiernit attestirt.

(L. S.)

Churfürstl. Brandenburgische Geheime Cammer-Cantley.

Nota: Dieses Documentum ist in der Europäischen Staats-Cantley Part. IV. p. 447. also befindlich.

CXCIV.

11. Janv. Associations-Recess zwischen denen Chur-Rhein-Fränk-Bayer-Schwab-Ober-Rhein-und Westphälischen Löblichen Sechs Reichs-Erceßen / nicht nur zu Kriegs-Zeiten wider alle feindliche Invasiones, sondern auch damit tempore Pacis contra quosvis Turbatores & Contraventoress ein Miles perpetuus zu Behuf Securitatis publice unterhalten werden möge. Gegebenen Franckfurth am Mayn den 11. Januar. 1697. [Theatrum Europæum, Tom. XV. pag. 226.]

C'est-à-dire,

Reces d'Association conclu entre les six Cercles de l'Empire, ELECTORAL DU RHYN, de Tom. VII. Part. II.

FRANCONIE, de BAVIERE, de SUABE, de HAUT-RHYN, & de WESTPHALIE, pour un Armement perpetuel destiné en tems de Guerre à la Defense de l'Empire, & particulièrement des six Cercles contre toute Invasion ennemie, & en tems de Paix au maintien de la Tranquillité publique contre tous ceux qui la voudroient troubler. A Francfort le 11. Janvier 1697.

311 wissen ic. Demnach der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Lotharius Franz / des Heiligen Stuhls zu Mainz Erzbischoff / des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Erzbischoff und Churfürst / Bischoff zu Bamberg /c. /c. Theils aus eigener reiffer Erwägung bermalthger dem lieben teutschen Vaterlande höchstgefahrlich ansehender Conjunctionen / indem die Feindliche Cron Frankreich durch den in Italien erhaltenen Particular-Frieden / zu Verstärkung ihrer Wiandtschaft in des Reichs-Landen / einen sehr grossen Vortheil erworben / Theils auch aus dem von verschiednen Reichs-und Ständen in seine Churfürstliche Gnaden geschehen absonderem Vertrauen / für

Bbb

cme

ANNO
1697.

eine dem Publico höchst-nützliche Sache zu seyn erachtet hat / von tragenden Reichs-Cons. Cancellariats wegen / deren dem Rhein nächst angelegenen und der Feindlichen Gefahr vor andern exponirten Chur-Rhein-Princeden Reichs-Schmids-Ober-Rhein- und Bisthümlichen löblichen sechs Reichs-Erceffen Directoria und aufschreibende Herren Chur- und Fürsten / vermisset eines nach Inhalt der Beslage sub lit. A. intum 2. Novembris nächst vorigen Jahres abgegangenen Invitations-Schreibens / in hiesige des Heiligen Reichs Stadt Frankfurt auf den 5. des darauff gefolgten Monats Decembr. St. Nov. zu veranlassen / um sich einer mutuellen Defension und Assistance in wahrem Patriotisch- und einmüthigem Wohlvernehmen mit einander zu vereinigen und näher zu verbinden / darauf auch zu solchem Ende deneckselben abgeschickte Räte und Bevollmächtigte Gesandte zeitlich erschienen / und nach vorhergegangener gungamer Legitimation ihrer Personen / die vom Chur-Mainischen Directorio nach laut des oberschriebenen Beschlusses sub Lit. B. am 1ten Decembr. eröffnete Proposition angehört / und so fort die Consultationes über die dem obgedachten Invitations-Schreiben begelegte Proponenda sub Lit. C. in Cons. Räthen angetreten; als ist endlich / auff dero gnädigsten Herrn Principalen so wohl als der gesamten übrigen dieser sechs löblichen Erceffen Churfürsten und Ständen verhoffende Ratification und Mitgenehmigung / verabredet und verglichen worden / wie hernach folget / und war:

Erstlichen / hat man vor allen aus einem rühmlichen Geiste / zu Beförderung der gemeinen Wohlfarth von altem Ceremonial abstrahiret / auch expresse bedungen / daß alles sonst ohne Prajudiz eines jeden Herrn Principalen und Erceffen competirenden Prerogativen / Rechten und Gerechtsamen / massen sich bewegen ad Protocolum alterius verwehret werden / seyn und verbleiben solle. So dann

Zweitens / auff die in proponendo primo & secundo vorgeschickte Quætionem: An? Weilen zumahlen der Punctus securitatis publicæ bisshero auff keinen zuverläßigen Fuß gesetzt worden / die in diesen versammelten sechs löblichen Erceffen / in subsidium der allgemeinen Reichs-Verfassung pro communi & mutua Defensione in Vorschlag gebracht / gewisse und sichere Associationem Armorum affirmative einhelliglich resolviret und ferner befohlen / daß diese Alliance und Association dahin gemeynet seyn und abgesehen solle / auff daß nicht allein diesem noch stürmehenden Krieg über / das Reich und besonders wohlgenachte sechs Erceffe / gegen alle feindliche Invasionen mit zusammen gesetzten Kräften beschützt / mit hin solcher beschwerlicher Krieg rechtschaffen ausgeführt / sondern auch tempore Pacis contra quosvis Turbatores & Contraventores ein Miles perpetuus / zu Garantierung des künftigen anhaltenden Friedens in dem Reich / und sonderlich diesen sechs Erceffen / daraus formiret und solch Vorhaben aus allerhand triftigen Considerationibus / amnoch durante hoc Bello je ehester je besser / in allen seinen Puncten verglichen und festgesetzt werden möge / und man dahero von Seiten derer sechs Erceffen bey denen künftigen Friedens-Tractaten / dieser Armatur und Reichs-Guarantie halten sichere Precautiones nehmen / und sich möglichst dahin bewerben und bemühen solle / daß deren in dem künftigen Instrumento Pacis vermisset eines sonderbaren Paragraphi gedacht werde / damit solch nach derer Erceffen belichen steigende oder abnehmende Armatur von niemanden mißdeutet / gezeiffet oder in einen Disput gezogen werden möge. Gleichwie man sich nun auch

Drittens / über das proponendum tertium und die darinnen vorfallende Frage: Quomodo? dahin vereinigt hat / daß (1.) alles nach dem Fuß der Executions-Ordnung und andern üblichen Reichs-Constitutionen / in so weit sich dieselbe juxta modernum Imperii & Belli Statum appliciren lassen / reguliret / und dann (2.) wegen des Quantit bey der thigen Gefahr / und so lang der gegenwärtige Krieg noch dauern wird / nicht derer Erceffen Matricular-Fuß / sondern die auff dem amnoch währenden Reichs-Tag zu Regensburg in Anno 1681. den 20. Augusti / durch ein förmliches Reichs-Ertrachten / und die darauff den 8. Octobris besagten Jahres erfolgte Kayserliche Resolution zu einem Reichs-Ertracht / mit denen darinnen exprimirten Reservationen gediehene Repartition / befestigen bezubehalten sey / daß das vermisset dieser Repartition einem jeden derer sechs Erceffen zukommende Simplum ansehe / und so lang der Krieg noch dauern wird / besag der Beslage sub Lit. D. tripliret / und mithin von denen sechs Erceffen 60000.

ANNO
1697.

Mann / zu zweyen dreihundert Infanterie und einem dreihundert Cavalierie gerechnet / zu Friedens-Zeiten aber wenigstens wenigstens tausend Mann / jedoch nicht nach obiger Regensburgischen Repartition / sondern derer Erceffen eigentümlich Matricular-Fuß / worüber man sich alsdenn durch eine besondere Zusammenkunft zu vergleichen / festsetzt und unterzeichnet werden sollen. Also ist auch / so viel

Viertens / das Commando über die Troupes, welche die sechs Erceffe auff solche Beistz zusammen bringen werden / befohlen worden / daß wegen desselben / man nemlich die Troupes in denen Erceffen sehen / oder man sie ad locum Operationis zusammen schicket / und in ein Corpus formiret / ein Unterfeld zu machen sey / daß gleichwie erstern Falls einem jeden Erceffe über sein Contingent / nach Inhalt der Executions-Ordnung das Commando zu exerciren / ohnbenommen bleibt / Also solle hingegen andern Falls wegen des Ober-Commando, indem es bisshero die Experient / zu großem Schaden des Publici / mehr als zu viel bezeugt hat / was vor Hinderung und Nachtheil denen Kriegs-Operationen durch dessen Zertheilung zugezogen worden / den in dem von beyden löblichen Erceffen / Franken und Schwaben / mit einander errichteten Allocations-Recess einhalten modo gefolget / die Ober-Direction sub auspiciis Ceareis geführt / und mithin das Ober-Commando und davon dependirende Convocation / auch militärische Disposition derer Troupes, hoc tempore Belli domumigen / welcher Maßnahmen über Kaiserlicher Majestät bey der im Reich militirenden Armee / das Commando in Capite haben wird / und anho des Herrn Marggrafens kühnig Willkür zu Baden und bayrischen General-Lieutenants Hoch-Erlauchte Durchlaucht / unter Geheiß mit derselben zu vergleichen habender Capulation, jedoch daß darmit unmaßlich die während ohnvermiltet Zusammenstellung der Troupes nicht zu hindern / aufgetragen und überlassen werden / mit dem ferneren Vorbehalt / man kühnigste Ihre Hoch-Erlauchte Durchlaucht durch ohnverhoffen mehrheitlich oder andern Zufall / noch vor Endigung dieses Krieges von dem Ober-Commando abkommen werden / alodann man sich wegen dessen Wiederbestellung auff Seiten derer sechs Erceffen eines weitem vergleichen wolle. Indem nun nach regulirtem Commando nicht minder dem Publico, und sonderlich diesen abtheilten sechs Erceffen daran gelegen ist / daß auch die Provianten, Kriegs-Disciplin, mutuelle Hilffleistung / Regulierung der Marches und dergleichen / recht eingerichtet werde / So hat man sich deneckselben

Fünftens / dahin miteinander verglichen / weilen / wie obgedacht / diese gesamte Association auf den Fuß der Executions-Ordnung und übrigen Reichs-Constitutionen gegründet worden / (Erceffen wegen die Hilffleistung ohn-einseitlich und auff des luccurirenden Erceffen alleinige Kosten geschehen solle) daß demnach zu jeder Erceffe ein Contingent an Mannschafft und Pferd / so lang solches den Sommer durch im Feld steht / aus ihnen eigenen Mitteln mit dem Ordonomien-mäßigen Pro und Haber / so dan dem befohrigen Geld und Morars-Geld / darauß der Soldat sich die übrige Nothdurft anzuschaften / versehen / und durch sein eigen Commissariat versorgen und reichen lassen solle / damit nicht / in Entsehung dessen / dem Soldaten Anlaß und Ursache gegeben werde / aus Mangel der nöthigen Provision und Soldes / die Unterthanen und Landes-Zugessene / in dieß-oder jenem Erceffe zu belästigen / und unter dem Vorwand der Fouragierung allerhand Excesse zu verüben. Wie dan Schliess / zu mehrer Erläuterung / das Land-verordentliche Fouragiren auff die Früchte im Feld / denen Dörfern / Städten und Flecken / nebens dem Cantonen und Reichs-Ämtern gänzlich verboten seyn / das Fouragiren aber auff Graß / nicht anders als mit guter Erlaubnis / nach der Höben commandirenden Generalität / Anwesen / geschehen solle; Und hat dahero ein jeder Erceffe sich in Zeiten und insbesondere bey kühnig ankündenden Feindes-Gefahr / ohnverzüglich mit nöthigsten Hülf-Häusern und Heu-Magazinen / mit nöthigen Munition und Operation nahe gelegenen Orte zu versehen / als welche wichtige Anordnung der nöthigen Requisition in rebus bellicis eines ist. Damit aber auch von dannen das Proviant denen Requisitionen jederzeit ordentlich nachgebracht werden möge / So hat ein jeder Erceffe bey seinen Troupes ein wohlbestelltes Proviant-Jahreswert zu halten / um den Landes-Unterthan mit Aufschaffung ein und anderer Land-Jahren nicht zu beschweren / welche auch auff ein und andern sich ausstehenden veritablen Nothfall nicht

ANNO
1697.

nicht anders / als gegen Praestirung billig-mässiger Bezahlung zu fordern / auch nicht eigennützig von denen Officieren oder Commissariaten zu erpressen / sondern von einem jeden Orts Magistrat oder denen Beamten manierlich zu suchen / und unter derselben machender Repartition anzuschaffen seynd. Daß aber dem helfenden Craiß die Sachen desfalls nicht zu schwer fallen / so soll demselben

Lebens / in demjenigen Craiß / dem die Hülffe zukommet / oder in denen associirenden angränzenden / auff vorübergehende gehörmende Requisition , ein Magazins-Ort ohnentsgeltlich von dem Magistrat angewiesen werden / welches jedoch ohne des Publici weitere Kosten / ohne Praesentation der freyen Quartieren / oder Services vor die Commissarien / Proviant- und Magazins-Debiten / oder daß auch freye Stallung und Futter vor die Pferde und dergleichen gesucht werde / zu versehen ist / inmassen solches alles von Excess zu achten / die ein jeder / weisere er allenfalls etwas hierunter erpressen oder gemessen solte / zu beghen hat. Dingen man einander reciproc verprochen / auff daß mit denen Magazins desto besser auffzukommen / die Veranhaltung zu machen / daß die Vivres und Fournage , so etwa in der Nachbarschaft / wo die Kriegs-Operationes geschehen / einzukaufen wären / gegen des andern associirten löblichen Craißes angehörig nicht gesteuert / sondern denen Fremden wie denen Inheimischen in gleichem billig-mässigem Preiß / und Anschlag gegen richtige Zahlung geliefert werden möge / und sollen alle solche in die Magazins nomine publico verordnete Nothdriffen / jedoch damit von denen Privatis keine eigennützig unterseleisse mit unterlauffen (zu welchem Ende beglaubte Attestata / welche nach dem sub Lit. E. beygesetzten Formular zu mehrer Sicherheit einzurichten / zu produciren seynd) von denen Landes-Herrschaffen Zoll- und Mauthfrey passiret werden.

Auchens / versteht sich alles dieses / so von der Sommer- und Campagne-Zeit disponirt worden / auch auff den Winter / wann ex ratione Belli etwas von anderen Craiß-Troupes in der Postirung gegen den Feind milße beygehalten werden / wiewohl sonst / so viel möglich / dahin zu trachten / da ein jeder Craiß seine Troupes nach geordneter Campagne / mit guter Ordnung zurück nach seinen Landen ziehen und den Winter über bey denen darinn gehörigen Curfürsten und Ständen hyberniren lassen möge / damit solches Gestalten die Remont- und Recroutirungen / auch Anschaffung der nöthigen Nothwendigkeiten / auff künftige Campagne desto besser besorget werden können. Alldieweil nun / bey so bewandten Dingen / ein jeder Craiß das Seine Reichs-Constitutions-mässig zur Defensionis Imperii publica gunstam praestiret / So ist auch hingegen billig / daß denselben weiter einige freye Winter-Quartieren vor Fremde oder in solchen Craiß nicht gehörige Troupes / noch sonst ein anderwärtiger weiterer Kost mit Geld-Praestationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / zugemuthet / viel weniger de facto aufgebüdet werde / Gestalten man sich dan von Seiten derrer sechs Craißes dahin gegen einander verbunden / daß man / im Fall wieder besser versehen dergleichen Zumuthungen geschehen solten / mit Rath und That einander reciproc assistiren / und solche Zumuthungen von dem Nothleidenden Craiß abzuwenden / mitñ den selben bey seiner Reichs-Libertät zu manevriren / auff das kräftigste trachten solle und wolle. Und ohnwoilen.

Neuntens / eines jeden Craißes eigener Conventiung billig anheim gestellt bleibe / wie er seine Troupes an Officieren und Gemeinen mit dem Geld / auch Brod- und Haber-Portionen tractiren wolle / So erkennet man jedoch / daß es besser wäre / wann die Versorgungs-Ordinanten in eine Conformität eingeordnet werden könnten / und daß diejenige / so gleiche Dienste thun / auch gleiche Verpflegung zu genießen hätten / Alldieweil aber solches bey gegenwärtiger Enge der Zeit ohnmöglich ins Werk zu richten gewesen / so hat man es auff weiteren Erfolg und zu mehrerer Ueberlegung bisjmalen aufgeschoben. Damit man auch

Zehntens wissen möge / wie die mutuelle Hülffleistung / welches der vornehmste Zweck dieser Association ist / einander zu leisten / so giebt zwar darinnen die Executions-Ordnung abermalen Ziel und Maß / daß nemlichen solches Zurufung von denen nächst angränzenden und bey einwärtsender größter Gefahr von denen ferneren Craißes geschehen solle / zu welchem Ende gewisse nähere Verbindungen hierüber zwischen denen so genannten correspondirenden Craißes errichtet worden / Aller-

Tom. VII. Part. II.

massen wie die drey Obere / Francken / Bayern und ANNO Schwaben / also auch die drey Untere / Cur-Rhein / Ober-Rhein und Westphalen / in sothaner Correspondenz auch sich / welche dan zuersterst einander in Casibus subitis an Hand zu gehen / wo aber / wie bey gegenwärtigem Reichs-Krieg / die Feindliche Operationes gegen das Reich hauptsächlich an einem Ort geschehen / mit gesamter Craiß-Hülffe billig an solchen Orten / und zwar jedesmalen auff des in Capite commandirenden Generals einlangende Ordre / in tempore zu erscheinen / Inmassen ohne dem der particular-Zusätze und Umständen / und sonderlich des erfordernden Quanti halben / das meiste auff sehtgedachter in Capite commandirenden Generalität verständiges Ermessen und Gutachten / und darüber zwischen allerseitigen Interessenten treffendes Concerto / was etwa ein und anderer Orten von diesem oder jenen Craißes Troupen zu detachiren / endlich ankommet / es wäre dan Sache / daß ein und anderer Craiß in seinen eigenen Landen von dem Feind angegriffen / oder Sedes Belli verändert würde / auff welchen warhaftigen Nothfall ein solcher Craiß sein eigenes Contingent bey sich zu behalten / oder wann es bereits bey der Haupt-Armee steht / von daimen zu seiner eigenen Rettung nach Beschaffenheit der Gefahr ganz oder zum Theil zu evociren befugt / auch die übrige Craiß dem Nothleidenden mit ebenmässiger möglichster Assistance an Hand zu gehen / schuldig seyn solten. Damit aber die Hülffe mit desto verlässigerem Effect geschehe / so hat

Elftens ein jeder Craiß seine Troupes beständig in completeren Stande zu erhalten / und mitñ die Regimenter und Compagnien zeitlich und richtig zu recroutiren und zu remontiren / wie dan auch / und damit kein Craiß gegen den anderen wichtige Schanden zu führen oder zu presumiren Ursache habe / ob wären die Troupen dem betreffenden Quanto nach nicht complet / oder mit der verglichenen Zugohr nicht gunstam versehen / man allerseits beliebet hat / daß bey wirrlicher Zusammenstellung sothaner Craiß-Quantorum / durch machende Veranhaltung der in Capite commandirenden hohen Generalität / entweder gleich bey Anfang der Campagne / oder so bald es wegen der Feindlichen Contenance geschehen kan / die Musterungen sothaner Craiß-Troupen mit allerseitiger Zuordnung von dem Reichs-Commissariat vorgenommen / und die befindende Defectus so gleich und ganz ohngesäumt durch denjenigen Craiß / bey welchem ein dergleichen Mangel erfunden würde / Alliaung-mässig ersetzt werden sollen. Wiewohl einem jeden Craiß / so viel die Recrut- und Remontirung anbelangt / abermals desfalls die Freyheit bleibet / ob er solche durch die Craiß-Stände Contingents-meiß selbst praestiren / oder vermittelst gewisser Tractaten die Complectierung des nen Officiers / welches die beide Fränk- und Schwäbische Craiß bisher mit gutem Success gethan / überlassen wolle. Dieweil nun auch

Zwölftens zu einer rechtsschaffenen Gegenwehr hauptsächlich vornehmten / daß der Soldat mit gutem tauglichen Gewehr / und das ganze Corpo mit gehöriger Artillerie ausgerüstet sey / so hat ein jeder Craiß auch darauff seine fleißige Reflexion zu nehmen / und die Nutsalt zu machen / daß der Müß gutem Gewehr bey welchem die Gleichheit des Calibers so viel möglich zu observiren / gegeben / und ausser denen gewöhnlichen Regiments-Stücken zu desto mehrerer Verstärkung des Craiß-Corpo eine proportionirte Feld-Artillerie / ad exemplum des Fränk- und Schwäbischen Craißes (deren jeder a zwölf- und dreyßig und zwanzig / und beide zusammen vierzig Stücke zu ihrer Mannschaft weiter beygestellt) angeschafft / auch mit der erforderlichen Munition und zugehörigen Artillerie / Officieren / Feuerwercken / Buchsenmützen und übrigen Debiten / nebens Mitführung einiges Schanzen-Gezeuges und dergleichen / bestehenden Dingen nach versehen werden möge. Und nachdem

Dreyzehntens / so wohl zu Beförderung der Kriegs-Operationen / wegen Föhrung der Schiffe und anderen Britzen-Gezeuges / Anschaffung der darzu gehörigen Materialien / Schanz-Kosten und dergleichen / als bey gemeinsamen Zusammenkünften wegen abschickender Statisten und Couriers / auch pro re nata nomine communi verordnenden Legationen vornehmten ist / daß man über dasjenige / so ein jeder Craiß vor sein Contingent der Mannschaft und deren erfordernden Requisition / aus seinen eigenen Mitteln praestirt / einen gemeinsamen Fundum habe / woraus dergleichen Kosten / so diese Association in corpore concurren / bestritten werden können. Als hat man die Questionem: An? affirmative re-

Bbb 2

viret

ANNO
1697.

lichen Beschlusses sub Lit. F. allerunterthänigste Nach-
richt gegeben; sondern auch, als Seine Majestät in ih-
rem an Ihr. Churfürstliche Gnaden unterem dritten
nechst vorigen Monats Decembris abgelaßenen und in
Copia sub Lit. G. hier beeygefügten Antwort-Schreiben/
dieser Versammlung und das darbey, in des Reichs so
wohl gegenwärtig als künftiger Derenison fürwahr abse-
hen allergnädigst approbiret; bey dem Congressu hieselbst
mit dero allhier subsistirenden Gesandten / des Herrn
Graffen von Hohenlohe Excellenz jederzeit vertrauliche
Communication gehalten und mehr allerschöpflich gedachter
Ihr. Kayserlichen Majestät allseits unterem 2ten dieses
nach Ausweis der Beschlüsse sub Lit. H. alles und jedes
was bis dahin bey diesem Congressu passiret / allergerhor-
samt hinterbracht worden; Also soll auch nunmehr Seine
Majestät mittelst des Reichs Lit. I. hier beeygefügten
Schreibens gegenwärtiger Reces allerunterthänigst über-
sendet und nicht allein dieselbe / auf daß sie mit dero
Kayserlichen Assistente die darinnen enthaltene gute
Concilia noch ferres favorisiren / und dieser Association
von wegen des löblichen Desideriischen Craisses mit ei-
nem diesen Receslii gemäßen Quanto besterem mög-
ten / allgerhorhsamt ersuche; sondern auch die übrige
löbliche Reichs-Craiss / laut der sub Lit. K. beyliegenden
Schreiben / zu einer gleichmäßigen Accession invitiret /
und demselben nicht minder zu ihrer Majestät dieser
errichtete Association-Reces in Copia communiciret
werden; Gestalten man dan auch zu weiterer Beförde-
rung der nöthigen Defension, so wohl an Ihr. Königs-
liche Majestät von England und die Herren Genera-
lstaaten der Vereinigten Niederlanden nach Lit. L. &
M. die gegenwärtige Gefahr dieses Krieges nachdrücklich
gebracht / und um Aufhebung einiger Quästs-Dilectas
geheimt angefocht; als auch an die übrige dem Reich
näher verwandte Reinen; so dan an diejenige armirte
Chur- und Fürsten / welche Theils in denen übrigen noch
nicht accedierten mit Wols / oder auch denen associirten
Craissen mit einer mehreren Armee, als ihre betreffendes
Reichs-Contingenz erfordert; versehen synd / nach Lit.
N. & O. eine gleichmäßige Impetration gethan hat;
daß sie zu ihrer obersichtlichen Glorie und aus rechtschaf-
fem Eifer pro publico mit allen ihren Kräfften das
periculöse Vaterland dementhalben zu reusen sich gefallen
lassen möchten.

Su Heftund dessen allen ist gegenwärtiger Reces sechs-
mal gefertiget / von allerseits Bevollmächtigten Herren
Gesandten unterschrieben und gesigelt worden. So ge-
schehen zu Frankfurt am Mayn den 22. Januar. 1697.
&c. &c.

CXC.V.

20. Sept. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France,*
LA & les Seigneurs Etats Generaux des PROVIN-
FRANCE CES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Ryswick
ET LES le 20. Septembre 1697. Avec l'ARTICLE
PROVIN- SEPARE, touchant le terme accordé à l'Empe-
CES-UN- reur & à l'Empire, pour accepter les Conditions
NIES. de Paix stipulées pour eux. Du même jour 20.
Sept. 1697. Et les PLEINS POUVOIRS &
RATIFICATIONS de part & d'autre. [Feuil-
le volante imprimée à Paris, chez FRIE-
RIC LEONARD, avec Permission & Pri-
lege du Roi. An. 1697. in 4. On trouve
aussi cette Pièce dans les *Alles & Memoires* de la
Paix de RYSWICK. Tom. III. pag. 103.
dans le *Recueil* de divers Traitez faits depuis
soixante ans sec. Part. pag. 500. dans HERM.
FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN
Corp. Constitut. Imperialium Tom. I. in Ap-
pend. pag. 158. en Allemand, & dans le *Thea-
trum Europæum*, Tom. XV. pag. 199. en Al-
lemand.]

AU nom de Dieu, & de la Très-Sainte Tri-
nité. A tous presens & avenir soit notoire,
que pendant le cours de la plus sanglante
Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long
tems, il a plu à la divine Providence de préparer à la
Chrétienté la fin de ses maux en conservant un ardent
desir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-

excellent, & Très-puissant Prince Louis XIV. ANNO
par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France
& de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant
1697. d'ailleurs en vue que de la rendre solide & perpétuelle
par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats
Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, souhai-
tans de concourir de bonne foy, & autant qu'il est
en eux, au retablisement de la tranquillité publique,
& de rentrer dans l'ancienne Amitié & Affection de
Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti en premier
lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de
Très-haut, Très-excellent, & Très-puissant Prince
Charles XI. de glorieuse memoire, par la grace de
Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales; mais
une mort precipitée ayant traversé l'esperance que toute
l'Europe avoit justement conceüe de l'heureux effet
de ses Conseils, & de ses bons Offices: Sa Majesté
Très-Chrétienne, & ledits Seigneurs Etats Generaux,
persistans dans la resolution d'arrêter au plutôt l'effu-
sion de tant de Sang Chrétien, ont estimé ne pou-
voir mieux faire que de continuer de reconnoître en
la même qualité le Très-haut, Très-excellent, &
Très-puissant Prince Charles XII. Roi de Suede, son
Fils, & son Successeur, qui de sa part a continué aussi
les mêmes soins pour l'Avancement de la Paix entre
Sa Majesté Très-Chrétienne, & ledits Seigneurs Etats
Generaux, dans les Conférences qui se font tenues
pour cet effet au Château de Ryswik, & dans la Pro-
vince de Hollande, entre les Ambassadeurs extraordi-
naires, & Plenipotentiaires nommés de part & d'autre;
sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne le
Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur
de Bonneuil, Comte de Celis, Conseiller ordinaire de
Sa Majesté en son Conseil d'Etat, le Sieur Louis
Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordi-
naire du Roi en son Conseil d'Etat, les Sieurs An-
toine Treon, Baron de Couvray, Seigneur du Boulay, les
deux Eglises, de Fortille, du Meuille, & autres Lieux;
& le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de
Callieres, de la Roche-Chellay, & de Gigny; & de
la part des Seigneurs Estats Generaux, les Sieurs An-
toine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Estats de Hol-
lande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau, &
Surinrendant des Fiefs de la même Province; Ever-
hard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Raecles,
& autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oude-
water, Doyen & Escole de la Chapelle Imperial de
Ste. Marie à Utrecht, Dijk-Grave de la Riviere le
Rhin, dans la Province d'Utrecht; Président des Estats
de ladite Province; & Guillaume de Haron, Grietman
du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Estats
de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker,
Députés en leur Assemblée de la part des Estats de
Hollande, d'Utrecht, & de Frise; lesquels après avoir
imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué
respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les Copies
seront insérées de mot à mot à la fin du présent Trai-
té, & en avoir deuement fait l'échange par l'interven-
tion & l'entremise du Sieur Baron de Lillioot, Am-
bassadeur extraordinaire, & Plenipotentiaire du Roy
de Suede, qui s'est acquité de la fonction de Media-
teur avec toute la prudence, toute la capacité, &
toute l'équité nécessaires; ils seroient convenus à la
gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrétienté des
Conditions, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissez tous Actes d'Hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & ledits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, & Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

II. Il y aura un oubli & Amnistie generale de tout ce qui a esté commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui estant nez Sujets de la France & engagez au service du Roy Très-Chrétien, par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estenduë de la France, sont entrez & demeurent au service des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ou par ceux qui estant nez Su-
jets

ANNO
1697.

Lesdits Seigneurs Etats Generaux, ou engagez à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrez ou demeurent au service de Sa Majesté, Très-Christienne, & les sùldites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir estre recherchez, troublez, ny inquiétez en general, ny en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la Guerre, & en consequence du present Traité, & après qu'il aura esté ratifié tant par Sa Majesté Très-Christienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'Abolition & de Pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle Amitié & bonne Correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont recus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette Amitié & Correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le Bien & la Prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques Biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion, qu'ils puissent être; jouiront d'iceux Biens & en prendront la possession de leur Autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes Incorporations au Fisc, Engagemens, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & consummées en l'absence des Parties, & icelles non ouies, Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui aient été mises esdites Transactions pour exclusion de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chascuns Biens & Droits, qui conformément au present Traité seront restitués, ou doivent estre restitués reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs hoirs ou ayant cause, pourront estre vendus par ledits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier, & ensuite les Proprietaires des Rentes (qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des Biens vendus, comme aussi des Rentes & Actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VII. Et comme le Marquis de Bergen op Zoom avec tous les Droits & Revenus qui en dependent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans à M. le Comte d'Auvergne, Colonel General de la Cavallerie Légere de France, & qui sont sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont été saisis & confisqués à l'occasion de

la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergen op Zoom, ses Appartenances & Dependances, comme aussi dans ses Droits, Actions, Privilèges, Ufances & Prerogatives, dont il jouissoit lors de la Declaration de la Guerre.

VIII. Tous les Pays, Villes, Places, Terres, Forts, Îles & Seigneuries, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris & occupés depuis le commencement de la presente Guerre, seront restitués de part & d'autre au même état, qu'ils étoient pour les Fortifications lors de la prise, & quant aux autres Edifices, dans l'état qu'ils se trouveront, sans qu'on puisse y rien détruire ny deteriorer, sans aussi qu'on puisse pretendre aucun Dédommagement pour ce qui auroit pu estre demolli; Et nommement la Fort & Habitation de Pontichery sera rendu aux Conditions sùldites à la Compagnie des Indes Orientales établie en France: Et quant à l'Artillerie qui y a esté amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces-Unies elle luy demeurera ainsi que les Munitions de Guerre & de bouche, Esclaves & tous les autres effets, pour en disposer comme il luy plaira, comme aussi des Terres, Droits & Privilèges qu'elle a acquis tant du Prince que des Habitans du Pays.

IX. Tous Prisonniers de Guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve & sans payer aucune rançon.

X. La levée des Contributions cessera de part & d'autre du jour de l'échange des Ratifications du present Traité de Paix, & aucuns Arrangés desdites Contributions demandées & accordées ne pourront estre exigés, mais toutes les Pretentions, qui pourroient rester sur ce sujet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entièrement anéantis de part & d'autre. Comme aussi cesseront à l'échange desdites Ratifications du present Traité toutes les Contributions de part & d'autre à l'égard des Pais des Rois Très-Christiens & Catholiques.

XI. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait cetui-cy, une Renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de Pretentions, tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent estre, que l'un parti pourroit inrenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

XII. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement; & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, Actions & Pretentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de Represailles accordées de part ou d'autre, soit avant ou après la Declaration de la dernière Guerre, elles demeureront revocquées & annulées, sauf aux Parties, en faveur desquelles elles auroient été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XIII. Si par inadvertence ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la Rupture de l'Amitié, & de la bonne Correspondence. Mais on reparera promptement lesdites Contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'Amitié ou Rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite Rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun

ANNO
1697.

ANNO 1697. empêchement : ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune faïſſe de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XV. Le Traité de Paix entre le Roi Très-Chrétien, & le ſeu Electeur de Brandebourg, fait à Saint Germain en Laye, le 29. Juin 1679. ſera rétabli entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Electorale de Brandebourg d'à preſent, en tous ſes Points & Articles.

XVI. Comme il importe à la Tranquillité publique, que la Paix conſeſſe entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale le Duc de Savoie, le 9. Août 1696. ſoit exactement obſervée, il a été convenu de la confirmer par ce preſent Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, reconnoiſſent les puiffans offices que le Roi de Suede a contribuez inceſſamment par ſes bons Conſeils, & avertiſſemens au ſalut & au repos public, il a été convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Suedoïſe avec ſes Royaumes ſoit compriſe nommément dans le preſent Traité en la meilleure forme que faire ſe peut.

XVIII. En ce preſent Traité de Paix & d'Alliance, ſeront compris de la part dudit Seigneurs Roi Très-Chrétien, tous ceux qui ſeront nommez avant l'échange des Ratifications, & dans l'eſpace de fix mois, après qu'elles auront été échangées.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Généraux le Roi de la Grande Bretagne, & le Roi d'Eſpagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de fix ſemaines, à compter depuis l'échange des Ratifications ſe déclareront d'accepter la Paix, comme auſſi les treize louables Cantons des Lignes Suïſſes, & leurs Alliez, & Confederéz, & particulièrement en la meilleure forme & maniere, que faire ſe peut, les Républiques & Cantons Evangéliques, Zurich, Berne, Glaris, Bâle, Schaffhouſe & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederéz, nommément la République de Geneve, & ſes Dépendances, la Ville & Comté de Neuſchâtel, les Villes de S. Gall, Mulhauſe & Bienne, item les Lignes Grifſes & Dépendances, les Villes de Bremen, & d'Embsden, & de plus ſous Rois, Princes & Etats, Villes, & Perſonnes particulieres, à qui les Seigneurs Etats Généraux, ſ'y la requiſition qui leur en ſera faite, accorderont d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & ledits Seigneurs Etats Généraux, conſentent que le Roi de Suede, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes, qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puiffent donner à Sa Majesté, & auditſ Seigneurs Etats Généraux leurs Promefſes & Obligations de Garantie de l'Execution de tout le contenu au preſent Traité.

XXI. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification ſeront delivrées dans le tems de trois ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

XXII. Et pour plus grande ſûreté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit preſent Traité publié, verifié, & enregiſtré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Compes dudit Paris, comme auſſi ſemblablement ledit Traité ſera publié, verifié, enregiſtré, par ledits Seigneurs Etats Généraux, dans les Cours & autres Places, là où on a accoutumé de faire les Publications, Verifications, & Enregiſtrements.

En foi de quoy nous Ambaſſadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons éſcrits noms ſigné ces preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Ryſwyck en Hollande le 20. Septembre 1697.

Etoit ſigné,

(L.S.) N. LILLIE-ROOT. (L.S.) N.A. DE HARLAY BONNEUIL. (L.S.) A. HEYNSIUS. (L.S.) VERJUS DE CRECY. (L.S.) DE CAL- LIERES. (L.S.) E. DE WERDE. (L.S.) W. Y. HAREN.

S'enſuit la teneur du Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien. ANNO 1697.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ſes preſentes Lettres verront, Salut; Comme nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté eſt preſentement affligée, & que par les Soins & la Mediation de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences néceſſaires à cet effet; nous par ce même deſir d'arrêter autant qu'il ſera en nous, & par l'aſſiſtance de la Divine Providence, la deſolation de tant de Provinces, & l'eſſuſion de tant de Sang Chrétien; ſçavoir faiſons, que nous conſians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de nôtre amé & ſeal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat, de nôtre bien amé le Sr. Verjus, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Sieur de Boulay, les deux Eglises, du Meuillet & autres Lieux, & de nôtre bien amé le Sieur de Callieres de la Roche Chellay & de Giguy, par les preuves avantageuſes que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons conſiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume: Pour ces cauſes & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, commettons, ordonnons & députons par ces preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambaſſadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer ſoit directement ſoit par l'entremiſſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréés avec les Ambaſſadeurs Plenipotentiaires & Miniſtres de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos luſdits Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un ſeul, en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront néceſſaire pour le luſdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ſerions & pourrions faire, ſi nous y eſſions preſens en perſonne, encors qu'il y eut quelque choſe qui requit un Mandement ſpecial non contenu en ceſdites preſentes; promettant en ſoy & Parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres ou par deux d'entr'eux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura eſté ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel eſt nôtre plaſiſir. En temoing de quoy nous avons fait mettre ſeal à ceſdites preſentes. Donné à Verſailles le 25. de Fevrier 1697. & de nôtre Regne le 54.

Etoit ſigné,

L OUIS.

Et ſur le reply étoit écrit, par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'enſuit la teneur des Pouvoirs des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas à tous ceux qui ces preſentes verront, Salut; Comme nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que

ANNO
1697.

de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Mediation du Sérénissime Roi de Suede le Lieu de Ryfwick a esté agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conférences; Nous par ce même desir d'arrester, autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de notre Etat: Et comme les Sieurs *Jacques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, *Weithoven* & *Merresteyn*, Sénateur, & Bourguemaitre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville de Oudewater, Doyen & Écolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, *Dyck-Grave* de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bild, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalez en plusieurs Emplois importants pour nostre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniement des affaires; pour ces causes & autres Considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé ledits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettrons, ordonnons, & deputons par ces présentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés, avec les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire, pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites présentes, promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisième, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau, la paraphure du President de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

Estoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Estoit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du grand Sceau en cire rouge.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que par les Soins & la Mediation du Sérénissime Roi de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties

pour le Lieu des Conférences, nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet, nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de notre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jacques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, *Weithove* & *Merresteyn*, Sénateur & Bourguemaitre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Écolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bild, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à présent nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Deputé en notre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importants pour notre Service, où il a donné des marques de sa fidelité, application & adresse au maniement des affaires: Pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé ledit Sieur *Heinsius*, commettrons, ordonnons & deputons par ces présentes, & luy avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryfwick en qualité de notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourra notre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec ledits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entreux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix: Et generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire si nous y estions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites présentes, promettant sincerement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur *Heinsius*, ensemble avec nos trois autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires ou avec deux ou un seul d'entreux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'il aura promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre Grand Sceau, la paraphure du President de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 5. d'Aout de l'an 1697.

Estoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le repli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Estoit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du Grand Sceau en cire rouge.

Arti-

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Article séparé.

O Utre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies ce jourd'uy 20. Septembre 1697. il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu, que s'il étoit inséré de mot à mot dans le susdit Traité, que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce présent Article, à l'Empereur, & à l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix, proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Très-Chrétienne, suivant sa Déclaration du premier jour du présent mois de Septembre, si Sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir avec Sadite Majesté Très-Chrétienne, & en cas, que dans ledit tems, l'Empereur & l'Empire n'acceptent point lesdites Conditions, ou n'en conviennent pas autrement avec Sadite Majesté Très-Chrétienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet, & sera exécuté suivant sa forme & teneur, sans pouvoir y contrevenir par lesdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement.

En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons édités noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryfwik en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre, 1697.

Etoit signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) BONNEUIL.	(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) W. V. HAREN.
(L.S.) DE CALLIERES.	

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur le Traité de Paix & d'Amisté.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut: Comme notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi; notre cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises de Fortille & de Meulliet; & notre cher & bien Amé François de Callieres, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le 20. jour de Septembre dernier, à Ryfwik, avec les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant, des Fiefs de la même Province; Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & Guillaume de Haren, Grieman du Bilt, Député de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Députés en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'en suit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & en chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & déclarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, To M. VII. PART. II.

Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons le tout, promettant en foy & Parole de Roy, & sous l'Obligation & Hypothèque de tous & chacuns nos Biens presens & avenir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoy, nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de grace 1697. & de notre Regne le cinquante cinquième.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

Ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas sur le Traité de Paix & d'Amisté.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut: Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amisté fait & conclu à Ryfwik en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre de la présente Année 1697. par le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne en son Conseil d'Etat, le Sieur Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meulliet & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwik, au nom & de la part de Sadite Majesté: Et par les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & Guillaume de Haren, Grieman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryfwik, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, dûquel Traité la teneur s'en suit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & due forme dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut; à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de notre sincerité, & nous acquiter de la Parole que nos Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & en chacun des Articles d'iceluy, cy-dessus transcrits, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes; promettant en bonne foy & sincerement le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer les présentes par le

Ccc

Prefi.

ANNO
1697. President de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre 1697.

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne, sur l'Article séparé.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut: Ayant veu & examiné l'Article séparé, que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely; notre Cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sr. du Boulay, des deux Eglises, de Fortulle, & du Meullier; & notre Cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Sr. de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwick, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très Chers & grand Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons icelui loié, approuvé & ratifié, loions, approuvons & ratifions par ces presentes, signées de notre main, promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, observer & faire observer fidèlement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoy nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de notre regne le cinquante cinquième.

Enoit signé,

LOUIS.

Plus bas,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

Ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur l'Article séparé.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut: Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié, fait & conclu à Ryfwick en Hollande, le vingtième jour de Septembre de la presente année 1697, il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, en son Conseil d'Etat; le

Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortulle, du Meullier & autres lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwick, au nom & de la part de ladite Majesté; & par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire de Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province, *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province, *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Assemblée de Ryfwick, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

Nous ayant pour agreable ledit Article séparé l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces presentes, de même que s'il étoit inferé dans le susdit Traité de Paix & d'Amitié, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer ces presentes par le President de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an 1697.

CXCVI.

Traité de Commerce, de Navigation & de Mari-26. Sept. ne entre LOUIS XIV. Roi de France & les LA Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-FRANCE UNIES. Fait à Ryfwick le 20. Septembre, ET LES 1697. Avec l'ARTICLE SEPARÉ, touchant l'exemption du Droit des cinquante sous-CES-UN par Tonneau qui se leve en France sur tous les Navires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre 1697. Comme aussi les PLEIN-POUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre.

LE Traité de Paix, qui a été conclu ce jour d'huy, entre le Roy Très-Chrétien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque tems l'affection, que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & ledits Seigneurs Etats Generaux, rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoigné pour la grandeur de la France, & dans les sentiments d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considerables, qu'ils en ont cy-devant reçus. Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui la peut affermir, & ledits Etats Generaux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interets particuliers, en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens, qui pourroient affoiblir la bonne correspondance: ladite Majesté satisfaisant au desir deldits Etats Generaux auroit ordonné le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat; le Sieur

Louis

ANNO
1697.

Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortille, du Meullier, &c. le Sieur *François de Calheries*, Chevalier, Seigneur de Calheries, de la Roche-Chelly & de Gigny, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la Negotiation de la Paix; & ledits Seigneurs Etats Generaux les Sieurs *Antoine Heinsus*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Eberhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escoiarte du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, de conferer & convenir, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessus transcrite, d'un Traité de Commerce, de Navigation en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, jouiront reciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez, ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer que sur la Terre, ou dans les Rivières, Rades & Eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes & Etats Ennemis dedit Sieurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de represailles, ni même aller en courir avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiez comme Pirates; ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres d'obéissance de ladite Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvelées défenses très-expresse & très-précises, de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée severement contre les contrevenans; outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auxquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour éviter d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertence, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignés, il a été convenu & accordé, si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente, ledites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque; & de Represailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra être ci-après donnée par l'un dedit Allié, au préjudice des Sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requête de celui qui demande ledites Represailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du con-

Tom. VII. PART. II.

traire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui

sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets dedit Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques dedit Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pais de l'obéissance de Sa Majesté, & dedit Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Pais de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce, & le transport, n'est défendu generalement & universellement à tous tant Sujets qu'étrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux dedit Seigneurs Etats Generaux pourront franchement, & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie, & Transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & dedit Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté reciproque puisse être défendue, limitée ou restraite, par aucun Privilege, Octroy ou aucune Concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, dons gratuits ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice; & sans que ledits Sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traités autrement ou plus mal dans les Droits de contable, d'ancrage, du sol parfis & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune réserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où ledits Droits se levont.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrétien, tellement qu'il sera permis ausdits Sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant, à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas ledits Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets dedit Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au remplacement, & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & notamment ceux des 15. Juillet, & quatorzième Septembre mil six cents quatre vingt-sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France aux Places conquises du Harang autrement qu'en vrac & salé du Sel de Brouage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mers en vrac dans des Barils, dont les dix-huit compoieront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeureront révoquez & annulés.

XI. L'on dépêchera reciproquement à la Douane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats

ANNO

1697.

Ge.

ANNO
1697.

Generaux également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation, aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement, ny retardement, quel qu'il puisse être.

XII. L'on fera un nouveau Tarif comme & suivant la convenance reciproque, dans le tems de trois mois, & cependant le Tarif de l'an 1667. sera executé par provision, & en cas, qu'on ne convienne pas dans ledit tems dudit Tarif nouveau, le Tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivieres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire sans pouvoir être visités, à la charge néanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour, ny autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront favoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIV. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs Sujets qui auront été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, ou bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi ledits Navires ou ledites prises entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestés ou saisis, ny que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir: Et au contraire ne fera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrés par necessité de tempeste ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XV. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront exemptés de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement: Et leurs Heritiers, Sujets desdits Etats demeurants tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions mêmes *ab intestat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou personnes privées, pourront pareillement sans ledites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume, pour y faire leur Commerce & Traficq, sans pourtant y pouvoir acquerir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme & seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & Naturels de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roy dans les Pays de l'obeissance desdits Seigneurs Etats.

XVI. Les Navires chargés de l'un des Alliés, passants devant les côtes de l'autre, & relachans dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contrainits d'y decharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles, ny tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lors qu'ils y dechargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVII. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Dentrées & Marchandises dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation, & défense de l'Etat, & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses, qu'on desirera d'eux, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisis & arrests faits par ordre & autorité de la Justice, & par

les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contrats ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit, selon la forme de la Justice.

ANNO
1697.

XVIII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces & aussi des Ports & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir: Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier sans contradiction ou detourbier, de qui que ce soit, non seulement à droite desdites Places Ennemies vers un Lieu neutre, mais aussi d'une Place Ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XIX. Ce Transport & ce Traficq s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-poisiez, Affus, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Meche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Courraies, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistols, Baudriers & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XXI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Dentrées, non compris en l'Article precedent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloquées ou investies.

XXII. Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'il se fera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre desdits Seigneurs Etats & voulants de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de monstrier aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la Charge de leurs Navires, attestés & marqués du Seel & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu, où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ni recherchés, detenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XXIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrants, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaïson, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIV. Et audit cas de soupçon apparent ledits Sujets seront obligés de monstrier dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XXV. Que s'ils étoient entrés dedans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, ledits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires

vires

ANNO 1697. vire ou Barques Françaises, faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, afin qu'il puisse apparait non seulement de la Charge, mais aussi du Lieu de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron; auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foy & creance, & afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contrefaits de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Et en cas que dans ledits Vaisseaux & Barques Françaises, destinés vers les Navires des Ennemis desdits Seigneurs Etats se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus déclarées de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confiscuées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisis ni confiscués.

XXVII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fut Marchandises de Contrebande, sera confiscué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, encore que la Charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents, & pour éclaircissement plus particulier de cet Article il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivants que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confiscués aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand ledites Denrées y auront été chargées devant la declaration de la Guerre: Mais même quand cela sera fait après ladite declaration; pourveu que c'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Temouze en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & delà dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confiscués aucunement, durant les termes & dans les étendus susnommés à raison du Navire qui est Ennemi; ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoy qu'elles fussent rendus par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu; que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent Ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leurs Trafics & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de sadite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les Sujets

de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; & même en cas que cy-après ledits Seigneurs fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec Rois, Princes & Etats qui devinssent Ennemis de sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIX. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats qu'il ne leur sera fait aucune violence par ledits Vaisseaux de Guerre, sera fait defence à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être retenus en leurs Personnes & biens des dommages & interets soufferts & à souffrir jusques à la due restitution & réparation.

XXX. Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des mal-versations, qu'ils pourroient commettre en leurs courses; & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & congés; si ce sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront ledits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisles, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliener qu'elles n'aient été descendues en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans ledits Vaisseaux, si ce n'est que ledites Marchandises de Contrebande ne fassent qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron de Navire trouvant bon & agréant de livrer ledites Marchandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que les propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question; Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrêts, Jugemens & Ordres de Justice déjà donnez & à donner, soient promptement & dûement executez, selon leurs formes.

XXXIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir ledits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenues au present Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la Raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement ni après icelui, pendant la Revision, les biens & effets, qui seront reclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le dépeillement desdites Marchandises.

XXXIV. Quand procès sera mis en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interesses en icelles, & que lesdits Interesses viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'icelui, qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux précédents, pour faire rendre bonne & breve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur

ANNO
1697.

les prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendue & pratiquée par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des prises faites, par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans les Pais l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que lesdits marchez de Navires & achats de Munition se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission ausdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou aggresseurs.

XXXVI. Arrivant que des Navires de Guerre ou des Marchands échouent par tempête ou autre accident aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Appareux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres, ayant Charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliez pour le Droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les Navires déprédeux, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procès restitués franchement aux Propriétaires, qui les réclameront.

XXXVIII. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis, & fera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux, où ils seront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétés, ni rechercher.

XXXIX. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les Lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XL. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Rivières, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force, pour en faire faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XLI. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobervations ou contraventions au présent Traité de la part de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Correspondance, mais on en reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XLII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi &

ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelle interruption d'Amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs Effers, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLIII. L'on prévendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'exécution du présent Traité, & spécialement de l'Article septième, & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment repaier.

XLIV. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt; si faire se peut.

XLV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places, là où on a coutume de faire les publications, verifications & enregistrements.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

Louis Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à : Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de

du port de Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que vísitation aura été faite de son Navire avant que partir sera fermement devant les Officiers qui exercent la juridiction des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son équipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Roole, signé & vérifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé; & leur fera fidèle rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing & le Seal de nos Armes, à ces présentes; & icelles fait contresigner par notre Secrétaire de la Marine à jour de mil six cents

Signé,

LOUIS, Comte de THOULOUSE.

Et plus-bas, par

Formu-

ANNO
1697.

ANNO Formulaire de l'Acte contenant le serment.

1697.

Nous de l'Amirauté de Maître du
certifions que -
Navire nommé au Passeport ci-dessus a prêté le serment mentionné en icelui. Fait à le
jour de mil fix cens

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdité.

AUX Serénissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudents Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs Bourguemaîtres, Evêques, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront; nous Bourgmaître & Regens de la Ville de

favor faisons que Maître du Navire, comparant devant nous, a déclaré de serment solennel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est maître, appartient aux habitants des Provinces-Unies; ainsi Dieu le veut aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en general & en particulier, où le fudist Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benigneement & traiter d'eullement, le souffrant sur les Droits accoutumés des peages & frais, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là, où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnaitrons; en temoin de quoy, nous y avons fait apposer le Seau de notre Ville.

En foy de quoy nous Ambassadeurs fudists de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryfwyck le 20 jour du mois de Septembre mil fix cent quatre vingt dix sept.

Etois signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY BONNEUIL.	(L.S.) A. HEYN- SIUS.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) E. DE WER- DE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. V. HA- REN.

Article séparé.

OUTRE ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'huy vingtième Septembre mil fix cents quatre vingt dix sept, il a été encore convenu par ce present Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de mot à mot dans le fudist Traité, que l'imposition de cinquante fous par Tonneau établie en France sur les Navires des Etrangers cessera entièrement à l'avenir, à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra deormais estre retablie, en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront dechargez de ladite Taxe, soit que ledits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soyent chargés pour decharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'estant destinés pour prendre Charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que ledits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quel-

ques Lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il a été convenu que ny dans lesdits cas, ny dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand ledits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France, en un autre Port de France, pour les y decharger, auquel cas seulement & nullement en aucun autre les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le present Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foy dequoy nous Ambassadeurs de sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé cet Article séparé de nos Seings Ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryfwyck en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre mil fix cents quatre vingt dix sept;

Etois signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY BONNEUIL.	(L.S.) A. HEYN- SIUS.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) E. DE WER- DE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. V. HA- REN.

S'enfuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roy Tres-Christien.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de notre Trescher & Tres-aimé Frere le Roy de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Province, & l'effusion de tant de sang Chrétien, sçavoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meilliet & autres Lieux, & de notre bien Amé le Sieur de *Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & deputons par ces présentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos Tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais Bas, & de leurs Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos fudits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empeschement; en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le fudist effet de la Paix, avec la

ANNO

1697.

ANNO
1697.

même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présents en personnes, encores qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites présentes; promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crey*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence de deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de nôtre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le reply étoit écrit,

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Savut*: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conférences; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat: Et comme les Sieurs *Jacques Borel*, Seigneur de Duynebeck, *Wethoven* & *Meresteyn*, Sénateur, & Bourgmestre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Député de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputés en nôtre assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalés en plusieurs emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse au manient des affaires; pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs *Borel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces présentes, & leur avons donné & donnons plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Christienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos dits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix & generalement faire, negocier, pro-

mettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le suldit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites présentes; promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par ledits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisième, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau la paraphure du President de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

ANNO
1697.*Etoit paraphé,*

F. B. DE REEDE. Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des Jussits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

& scellé du Grand Sceau en cire rouge.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Savut*: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conférences, nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jacques Borel*, Seigneur de Duynebeck, *Wethove* & *Meresteyn*, Sénateur & Bourgmestre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Député de la Province de Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à présent nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne, à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Député en nôtre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importants pour nôtre service, où il a donné des marques de sa fidélité, application & adresse au manient des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledit Sieur *Heynsius*, commettons, ordonnons & deputons par ces présentes, & luy avons donné & donnons plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nôtre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipoten-

ANNO 1697. ANNO 1697.

tières de Sa Majesté Tres-Christienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants; & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les différends, qui causent aujourd'hui la Guerre, & poura nôtre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec ledits Sieurs Boreel, de Weede, & de Haren, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence des tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix: Et généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera nécessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus spécial, non contenu dans cesdites présentes, promettant sincèrement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur Heynsius, ensemble avec nos autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, dans le temps qu'il aura promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre Grand Sceau, la paraphure du Président de nôtre Assemblée, & le seing de nôtre Greffier, le 5. d'Aoult de l'An 1697.

Etoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pliez étoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

Ratification du Roi T. C. sur son Traité de Navigation & de Commerce avec les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. A Fontainebleau le 3. d'Octobre 1697. [Sur l'Imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC LEONARD. Avec Privilège du Roi. Anno 1697. in 4.]

Louis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle & du Meullier; & nôtre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier, Seigneur de la Roche Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryswyck, avec les Sieurs Antoine Heinjus Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rates &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province &c., & Guillaume de Haren, Grieman du Bildt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise & Carateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qua-

TOM. VII. PART. II.

lité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des Pleins-Pouvoirs; le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'Obligation & Hypothèque de tous & de chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Présentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre scel. Donné à Fontainebleau, le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleuë treffez d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

S'ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut: Comme ainsi soit, que le vingtième jour de Septembre de la présente Année 1697. il a été fait & conclu à Ryswyck en Hollande un Traité de Commerce, Navigation & Marine, par le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Christienne en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meullier & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Christienne à l'Assemblée de Ryswyck, au nom & de la part de sadite Majesté: Et par le Sieur Antoine Heinjus, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Everard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rates & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & Guillaume de Haren, Grieman du Bildt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Carateur de l'Université de Franeker, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswyck, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, auquel Traité la teneur s'ensuit

Ddd

Fid.

ANNO
1697.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & changées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de notre sincérité, & nous acquiescer de la Parole, que nos dits Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy avons fait signer les présentes par le Président de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le dixième Octobre 1697.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrétienne, sur l'Article Separé.

Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Ayant veu & examiné l'Article Separé, que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sr. de Bonneuil, Comte de Cely; notre cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Fortille, & Meuliet; & notre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chelly & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwyck, avec les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Plein-Pouvoir, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons iceluy lû, approuvé & ratifié, loions, approuvons & ratifions par ces présentes, signées de notre main, promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces présentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de notre regne le cinquante cinquieme.

Etoit signé,

LOUIS.

Es plus-bas,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification des Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur l'Article separé.

ANNO
1697.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Comme ainsy soit qu'ouvre le Traité de Commerce, fait & conclu à Ryfwyck en Hollande, le vingtième jour de Septembre de la présente année 1697, il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat; le Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meuliet & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chelly & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwyck, & par les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputé en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryfwyck, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable ledit Article separé l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces Présentes, de même que s'il étoit inséré dans le susdit Traité de Commerce, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an 1697.

Aile ou Article separé touchant la Liberté reciproque de la Pêche du Harang, & de tous autres Poissons entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de leurs Hautes Puissances. Au Chateau de Rywyck le 9. Octobre 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FRIDERIG LEONARD, avec Permission & Privilège du Roi an. 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 364.]

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien aux Conférences de la Paix générale, déclarons que le Roi notre Maître a consenti & accordé une Liberté entière de la Pêche tant de Harang qu'autres poissons, de quelque nature, & en quelques Lieux & Pais que ce puisse être, à tous les Sujets des Seigneurs Etats Généraux, sans attendre les délais portez par les derniers Traitez de Paix & de Commerce, signez le 20. de Septembre à Ryfwyck, & qu'en conséquence de ladite Déclaration, tous Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté, Armateurs, & autres ne pourront plus désormais prendre, rançonner, inquiéter, ou molester tous ledits Sujets d'icelles Etats Généraux, qu'ils trouveront pêchant à la Mer, ou dans les Rivières & autres Eaux, ni en allant ou revenant, & réciproquement nous Ambassadeurs Extra-

ANNO 1697. extraordinaires, & Plenipotentiaires des Etats Généraux aux Conférences de la Paix, déclarons que ledits Seigneurs Etats Généraux nos Supérieurs ont consenti & accordé la même chose aux Sujets de Sa Majesté Très-Christienne. En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Au Château de Ryfwick en Hollande, le 9. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

DE HARLAY BONNEUIL.
VERJUS DE CENCY.
DE CALLIERES.

A. HEINSIUS.
E. DE WEEDE.
W. V. HAREN.

Ordonnance du Roi T. C. pour la Liberté du Commerce & de la Navigation en faveur des Sujets de l'Etat des PROVINCES-UNIES, avec défense de les y troubler sur peine de la vie. Fait à Fontainebleau, le 9. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de RYSWICK. Tom. III. pag. 457.]

SA Majesté ayant accordé ses Passeports aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pour

être distribués aux Vaisseaux & Bâtimens de leurs Sujets, qui vont en Mer; Sa Majesté veut qu'ils soient reçus dans tous les Ports de Son Royaume avec une entière Liberté, & qu'ils soient traités aussi favorablement, que ses propres Sujets. Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous les Officiers de Marine commandans les Vaisseaux de ses Sujets armez en course, d'arrêter aucun des Vaisseaux des Sujets dedit Etats, ni leur donner aucun empêchement dans leur Navigation, à peine de la vie. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Thoulouse Amiral de France, & aux Vice-Amiraux, Lieutenans Généraux, Intendans, Chefs d'Escadre, Capitaines, & autres Officiers de Marine de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance. Enjoint Sa Majesté aux Officiers des Sièges de l'Amirauté, de la faire lire, publier, afficher & enregistrer, à ce qu'aucun n'en ignore, & de la faire exécuter de Point en Point, selon sa forme & teneur. Fait à Fontainebleau, le 9. jour d'Octobre, 1697.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

PHELYPEAUX.

Ordnantie van Haere Hoogh Moogende de Heeren Staeten Generael der VERENIGDE NEDERLANDEN, waerdoor sij de gesloote Vrede met de Croon Frankryk, aen haere Ingezetenen bekend maecten, beniffens de Plaetsen en Termynen van 't ophouden van alle Vjandlykheeden. Haag den 15. October 1697.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden; Allen den geenen die desen sullen sien ofte hooren lesen, Doen te weten: Dat tot lof en eere van God de Heere Almachtigh, welltant en bevorderinge van het Gemeene beste van dese Vereenighde Nederlanden in het general, ende van de goede Ingeletenen van dien in het bysonder, den twintighsten September deses loopenden jaers 1697. te Ryfwick in Hollandt gemaeckt en geslooten is een goede, vaste, getrouwe en onverbreckelijcke VREEDE, tusschen den Koningh van Vranckryck ter eenre; ende Ons, ter andere zijde: Daer op wederzijds Ratificatien in behoorlijcke forma den elfsden deses loopende maends October te Ryfwick voornoemt zijn uytgewisselt: Dat dien volgende soo ter Zee, versche Wateren, als te Lande, in alle de Landtschappen en Steden onder wederzijds ressort, sonder onderfcheit van Plaetsen, waer die gelegen zijn, mitgaders tusschen wederzijds Volkeren en Ingeletenen, van wat staet ofte conditie die souden mogen wesen, alle Acten van hostiliteit en vyandtschap moeten cesseren en ophouden, naer expiratie van de respectieve termijnen, hier onder uytgedruckt; te weten, naer expiratie van vier wecken, te reeckenen van den een en twintighsten October seftien hondert seven en tnegentigh, zijnde den dagh van de gedane Publicatie in 's Gravenhage, en sulcks naer den achtienden van de aenstaende maent November, in de Oost en Noord-Zee, van Terneuse in Noorwegen af, tot het eynde van 't Canael; en naer den tijdt van ses wecken; en sulcks naer den tweeden December eersikkomende van het eynde van het Canael tot aen de Cap Sint Vincent; en naer den tijdt van tien wecken, en sulcks naer den derighden van de selve maent December, van de Cap Sint Vincent in de Middelandische Zee, en tot aen de Linie; ende eyndelijck naer den tijdt van acht maanden, en sulcks naer den een en twintighsten Juny 1698. van en over de Linie in alle Plaetsen van de Werelt.

Ordonnance des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la Publication de leur Paix avec le Roi de FRANCE, marquant les Lieux, & les tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick Tom. III. pag. 458. & 460.]

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou entendront lire, savoir faisons, qu'à la louange & gloire de Dieu le Seigneur tout puissant & pour le bien & l'avantage de la République des Provinces-Unies des Pais-Bas en general, & des bons Habitans d'icelles en particulier. Le vingtième Septembre de cette présente année 1697. il a été fait à Ryfwick en Hollande, une bonne, ferme, stable & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part. Dont les Ratifications furent de part & d'autre échangées en forme convenable à Ryfwick, le onzième de ce présent mois d'Octobre. Qu'en consequence cesseront tant par Mer & Eaux douces, que par Terre tous Actes d'hostilitez, dans tous les Pais & Villes dépendantes du ressort de part & d'autre, sans distinction de Places, ou qu'elles soient situées, ensemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & ce après l'expiration des termes respectifs exprimez ci-dessus; savoir après l'expiration de quatre semaines, à compter du vingtième d'Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept, qui est le jour de la Publication à la Haye, & ainsi après le dix-huitième du mois de Novembre prochain, dans les Mers d'Est & du Nord, depuis Terneuse en Norvège, jusqu'au bout du Canal, & après le tems de six semaines, & ainsi après le deuxième Décembre prochainement venant depuis le bout du Canal, jusqu'au Cap Saint Vincent, & après le tems de dix semaines, & ainsi après le treizième dudit mois de Décembre du Cap Saint Vincent, dans la Mer Méditerranée & jusques à la Ligne, & enfin après le tems de huit mois, & ainsi depuis le vingtième Juin 1698. depuis & par delà la Ligne dans toutes les Places du Monde.

ANNO
1697.

Derhalven lasten en bevelen wy, expresselijk mits desen allen ende een yegelijcken, soo Onderdanen en Ingeletenen van de Geunieerden Nederlandtsche Provincien, die gene die onder Onse onderdanigheit en gehoorzaamheit zijn geseten, de voorz. VREDE, in conformitè van de voorz. Tractaten, onverbreekelijk te onderhouden, sonder daer tegen yets te doen, op poene van gestraft te werden als perturbateurs van de gemeene ruste, sonder eenige genade, faveur, verdragh ofte dissimulation. Aldus gedaen en beslooten ter Vergaderinge van de hoogstgelnelte Heere Staten Generael, in den Hage den vijftienden October, seftien hondert seiven en toegentigh.

Was gearapheert,

J. VAN DER WAYEN, ^{vr}

Onder sondt,

Ter ordonnantie van de selve.

Geteeckent,

F. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet van haer Hoogh Mogende op een rooden Ouwel, overdeekt met een Papieren Ruyte.

C'est pourquoi mandons & enjoignons expressément par ces présentes à tous & à chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas, que demeurans dans notre ressort & sous notre obéissance, d'observer inviolablement ladite Paix conformément audit Traité, sans y contrevenir sur peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, sans aucune grace, faveur, support ni dissimulation. Ainsi fait & conclu en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux à la Haye le quinzième Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept.

ANNO
1697.

Etoit paraphé

J. VAN DER WAYEN, ^{vr}

Et plus bas étoit,

Par Ordonnance des mêmes.

Signé,

F. FAGEL,

Etant sur l'espace imprimé le Cachet de leurs Hautes Puissances sur une oublie rouge, couverte d'un carré de Papier.

Protestation faite, au nom du Comte d'EGMONT, pour la Conservation de ses Droits, sur le Duché de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comté d'Egmont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes, & autres Terres & Pais possédés par le Roi Catholique, par les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & par l'Evêque & Prince de LIEGE. A Ryswick le 7. Octobre 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 354.]

NOUS MICHEL DE GHILLET Ecuyer, Seigneur de Feppin, &c. Envoyé & fondé des Commissions & Plein-Pouvoirs de Très-Haut, Très-Illustre, & Très-Puissant Prince, Monseigneur Procope François d'Egmont, Duc de Gueldres, &c. Comte d'Egmont, de Zutphen, Buren, Leerdam, Hornes & Meurs, Seigneur Souverain du Pais d'Arckel, des Villes & Territoire de Malines & Hellestein, des Iles d'Ameland, & autres Seigneuries; déclarons qu'ayant présenté nosdits Plein-Pouvoirs & Commissions avec les Mémoires, Déclarations & Protestations ici joints de nouveau, à son Excellence Monsieur le Baron de Lilleroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, Vandales, &c. Médiateur pour les présens Traitez de Paix; & qu'ayant reconnu, que toutes nos Remontrances, Requisitions, & Instances ont été & sont jusqu'à présent inefficaces & inutiles aux fins des Restitutions des Etats, Domaines, Seigneuries, & autres Droits légitimement réclamés & répétés par ledits Actes de Déclarations & Mémoires de Mondit Seigneur le Comte d'Egmont; à ces causes, nous avons en notre-dite qualité, itérativement protesté, & protestons solennellement & autant que besoin est, pour la Conservation des Droits de mondit Seigneur, contre tout ce qui peut avoir été, & pourra être réglé & conclu dans les Traitez de la présente Paix, à l'exclusion de mondit Seigneur, & au préjudice de ses Droits, Rang, Dignité & Prérogatives; laquelle Protestation nous avons prié & dûment requis, prions & réquerons Saire Excellence Monseigneur le Baron de Lilleroot en Saite Qualité de Médiateur, de recevoir & de faire insérer dans le Protocol de la Médiation, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme que faire se pourra, pour valoir & servir à mondit Seigneur le Comte d'Egmont dans les tems & Lieux

où il pourra en avoir besoin. Fait à Ryswick sous notre Signature & le Cachet de nos Armes le septième jour du mois d'Octobre, mille six cens quatre-vingt dix-sept.

Signé,

GHILLET,

Et à côté étoit apposé le Cachet de ses Armes en Cire rouge:

Plus-bas:

Après les Collations faites à leurs Originaux écrites en parchemin, il s'est trouvé que les présentes s'y accordent, par moi Not. Publ. résident à la Haye.

Signé,

S. FAVON Not. Publ. 1697.

S'en suit l'Acte de Legalisation.

NOUS Ecouteur, Bourguemaîtres, Echevins & Regens de la Haye en Hollande, certifions à tous qu'il appartiendra, que Samuel Favon, qui a collationné & authentiqué les Copies suscrittes, est Notaire Public, juré, créé & admis par la Cour de Hollande exerçant la fonction de Notaire dans notre-dite Ville, par notre Permission, & que foi est ajoutée à tous les Actes, Contrats, Collations, Copies Authentiques & autres qui sont reglés & faits par devant lui, tant en Justice que dehors. En foi dequoi nous avons fait sceller la présente du Seau de notre-dite Ville, & signer par notre Secrétaire le 7. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

ANTHONI DE VEER.

Et au bas étoit appendu le grand Sceau de ladite Ville en cire verte.

S'en suit l'Acte de Reconnoissance & Certificat de son Excellence Monsieur le Médiateur.

NOUS certifions que Monsieur de Ghillet nous a mis entre les mains les Originaux des Actes, dont

les

ANNO 1697. les Copies collationnées sont contenues dans le présent Volume, lesquels Originaux nous avons gardé, pour être inférés dans les Actes du Protocole de la Médiation. Fait au Château de Ryfwick le septième jour d'Octobre 1697.

Signé,

N. LILLIEROOT,

Et à côté étoit appoſé le Cachet des Armes de ſon Excellence en cire noire.

Commission & Plein-pouvoir, donnez par Monſieur le Comte d'Egmont, à Monſieur de Ghillet ſon Envoyé Extraordinaire à Ryfwick.

PROCOPE FRANÇOIS D'EGMONT, par la grace de Dieu Duc de Gueldres & de Juilliers, Comte d'Egmont & de Zutphen, Buren, Leerdam, & Hornes, Seigneur Souverain du Pais d'Arckel, des Ville & Territoire de Malines & Helleſſen, des Iles d'Ameland & autres Seigneuries. Quoi que les tentatives malheureuſes faites par nos Ayens depuis plus d'un ſiècle pour rentrer dans la poſſeſſion des Etats & Domaines, qui leur font retenus ſans aucun Titre légitime par Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puiffances, & l'Eveſque Prince de Liège, ne nous aient que trop appris que la raiſon n'eſt gueres écoutée ſi elle n'eſt ſoutenue de la Force; nous avons eſté néanmoins donner de plus juſtes eſperances que jamais, d'obtenir la juſtice qui juſques ici nous a eſté refuſée.

Comme la plupart des Puiffances de l'Europe aſſemblées par leurs Plénipotentiaires à Ryfwick, ſemblent concourir dans l'eſprit d'y établir une Paix ſolide, nous nous ſommes ſatéz que l'on y pourroit faire une ſérieuſe attention ſous nos intérêts. Il eſt vrai que nous ne ſommes pas en état aujourd'hui de troubler le Repos des Princes qui retiennent nos Etats, mais il n'eſt pas moins certain, & que la ſuite des tems peut faire paſſer nos Droits en d'autres mains, & qu'ils pourront toujours alors ſervir d'occaſion à une juſte Guerre, que la Sageſſe des Princes & Puiffances, qui travaillent aujourd'hui à la Paix, paroît demander que l'on prévienne.

Dans cette vûe & dans la connoiſſance particulière que nous avons du Mérite, de la Capacité, & Affection à notre Service de la Perſonne du Sieur Michel de Ghillet Ecuyer, Seigneur de Feppin, Licencié és Droits, Conſeiller, Intendant de nos Maisons, Domaines & affaires, nous avons jugé à propos de conſtituer, & députer & commettre, comme par ces présentes nous conſtituons, députons & commettons pour notre Envoyé Extraordinaire ledit Sieur de Ghillet, auquel nous donnons Plein-pouvoir de négocier & traiter en notre nom avec les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires envoyez à Ryfwick par les Princes & Puiffances qui retiennent actuellement les Souverainetés, Domaines, Seigneuries, & autres Droits qui nous appartiennent; ſavoir avec ceux de Sa Majesté Catholique pour la Reſtitution de la Partie du Duché de Gueldres, de la Seigneurie de Malines, des Aides de Weert, & autres Droits dont elle jouit préſentement, ou dont elle a diſpoſé à notre préjudice; avec leurs Hautes Puiffances, leurs Ceſſionnaires ou Donataires; non ſeulement pour l'autre partie du même Duché de Gueldres, mais auſſi pour les Comtez d'Egmont, de Zutphen, Meurs, leurs Dépendances, & autres Terres & Droits de l'ancien Patrimoine de notre Maïſon, dont ils jouiſſent actuellement; avec leurs Vaux & Sujets pour d'autres parties de nos Biens patrimoniaux qu'ils ſe font indûment appropriez; & enfin avec l'Eveſque & Prince de Liège pour le Comté de Hornes, ſes Dépendances & annexes, qu'il occupe aujourd'hui. Auquel Sieur de Ghillet nous avons donné & donnons par ces présentes Plein-pouvoir d'accorder, terminer & conclure tous différens pour raiſon de nos Droits avec les mêmes Princes, Puiffances, leurs Ceſſionnaires, Donataires, Vaux & Sujets, promettant en ſon & Parole de Prince, d'avoir agréable, confirmer & ratifier tout ce qui ſera par lui arrêté, conclu, ou protéſté, ſans ſouffrir qu'il ſoit faite aucune choſe en ladite Aſſemblée qui puiſſe être contraire à nos Droits, conformément aux inſtructions que nous lui avons données. En foi de quoi nous avons ſigné ces

présentes de notre main, que nous avons fait contreſigner de notre Secrétaire, & ſceller du ſeau de nos Armes. Donné en notre Hôtel à Arras, le vingt & unième de Septembre mille ſix cens quatre-vingt dix-sept.

Signé,

Le Comte d'EGMONT,

Plus bas par ſon Alteſſe & contreſigné,

J. GROMMEZ,

Au bas duquel étoit appendu le ſeau de mondit Seigneur COMTE D'EGMONT, en cire rouge.

Proteſtatio Principis FRISIAE ORIENTALIS adverſus Incluſionem Civitatis EMBDENſIS in Tractatu Pacis inter REGEM GALLIAE & Ordines Generales FOEDERATI BELGII inita. Dat. Hagae Comitum 4. Menſis Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryſwick Tom. IV. pag. 135.]

Sereniſſimus Princeps & Dominus Chriſtianus Eberhardus, Friſiae Orientalis, Eſenae, Stededorpii & Witmundae Princeps ac Dominus, poſtquam cognovit quod Urbs ejus Embdenſis Conditionibus Pacis inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Galliarum Regem Chriſtianiſſimum, & Celſos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii die XX. Septembris nuperi pactis, Articulo XIX. peculiariter mentione tantum ſocia aut particeps comprehenſa ſit, non potuit quin publico teſtatum faceret, quod iſti quidem Urbi ſuae Commerciorum Libertatem & communia Pacis illius commodi adeo non invidet, ut vel ipſe ea non ſecus ac aliorum ſuorum Subditorum ſalutem quantum poſſeſt promoveri ſtudeat, cumque in finem pro Urbe, ſi qua opus, & illa hoc ab eo petiſſet, ſuo loco & tempore interceſſurus fuiſſet.

Cum autem inſcio & irrequiſito ſe Hereditario Provinciae & Urbis Principe ac Domino, inferio iſta facta ſit, atque inde quidem Conditionis Urbis ejusdem ignari colligere aut falſo perſuadere poſſent, liberam eam & ſui juris eſſe, quae tamen, quod nec ipſa nec quicumque alius negare auiſt, non niſi runcipalis, homagique Sacramento Principi ſuo obſtricta, imo nec in Hanſaticarum ſaltem Civitatum Societatem unquam recepta eſt, cuique tanto minus ullum Jus Fœderum competit.

Ideirco laudatus Sereniſſimus Princeps publica hac mihi demandata Proteſtatione Juribus ſuis in eam Urbem, ad averſendam, quam quis ex ea admiſſione in illa Pacta elicere vellet aut poſſit, adverſam aut finitram interpretationem, argumentationem, aut conſecutionem, ſolemniter omnique meliori modo cavere, ſimulque cultis conſtare voluit, ſi quid in ea Urbis illius in Fœdus Gallo-Belgicum ante conſectum Pacis univerſalis Imperii Romani Germanici, cujus Membrum eſt Principatus Offiſſiae, negotium, adoptione praepropere aut praepoſtere, id nec ſciente nec volente ſe actum eſſe; quin &, quod fortaiſſis praetendiſſet, Exemplum Paſtorum Pacis Neomagenſis inter eundem Regem Chriſtianiſſimum & Dominos Ordines Federatos, qua Urbs illa etiam continetur, in exemplum tranſire, vel cauſae huic infervere non poſſe, quoniam id quoque non ſolum minori Principi atque, ſed & clam Sereniſſimam ejus Matrem tunc temporis Tutricem & Gubernatricem, geſtum eſt. Quamobrem nomine & juſſu praediſti Sereniſſimi Principis, Domini mei Clementiſſimi, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos Legatos Mediatores Sacrae Regiae Maſtſtae Sueciae, qua par eſt, Obſervantia & Reverentia majorem in modum oro & obteſtor, ut Cautionem & Proteſtationem hanc benigne admittere, & in Acta Pacificationis referre, indeque ejusdem interpolitae Documentum & Teſtimonium perpetuam fidem faciendum mihi concedere non graventur.

Scr. Hagae-Com. die 4. menſis Novembris. Kal. Gregor. Anno 1697.

HENRIC. AVEMAN Sereniſſimi Principis Offiſſii Conſiliarius intimus & Pro-Cancellarius.

Ddd a

Crr.

ANNO 1697. *Certificatio Secretarii Legationis Mediatoria 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick. Tom. IV. pag. 139.]*

Quod Celsissimi Principis Frisæ Orientalis Christiani Eberhardi Plenipotentiaris Dominus Henricus Aveman Declarationem quandam hodie insinaverit, quâ protestatur contra quamcunque interpretationem, argumentationem, vel confutationem, quæ contra Principis sui Jura ex eo poterit elici, quod

ANNO 1697. *Urbs Embdenis in Instrumento hujus Pacis inter Regem Christianissimum & Status Generales Federati Belgii conclusæ nominatim sit comprehensa, hisce attestor.*

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF,
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiæ.

Resolutie van Haere Hoog Moogende de Heeren Staeten Generaal der Vereenigde Nederlanden, dat sy den PAUS in geen ander Qualiteyt als die van een Wêreldlyk Vorst in de Vrede met Franckryk ingesloten kunnen admitteren, in 's Gravenhage den 8. Janu. 1698.

Zynde ter Vergaderinge gerepresenteert en voorgedragen, dat by het 18. Articul van 't Tractaet van Vrede tusschen Sijne Majesteit van Vranckryck en desen Staet, den 20. September des voorleden jaers te Ryfwick gesloten ende geteykent, is over een gekomen dat in het voorschreeve Tractaet begrepen sullen wesen, van de zijde van Hooghtgedachte Syne Majesteit alle de geene die Syne Majesteit soude goetvinden te noemen, binnen ses maenden, naer de uytwysing van de Ratificatien, en dat gevolgelyk meer Hooghtgedachte Sijne Majesteit by Acte gepasseert te Verlaes den 15. November als voorleden jaers, en alhier aen de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van Syn Koninklyke Majesteit van Sweeden, als Mediateur overgelevert, ten dien eynde heeft genoemt, den Paus en alle de Prince van Italien, den Koning van Portugal en sijne Staeten, de derthien Switserse Cantons en hare Geallieerden, te wesen den Abt ende de Stadt van Sint Gallen, de Republiek van Valais, de Prince en den Staet van Neuf-chatel, de Stadt van Geneve en haer Dependencien, de Steden Mulhausen en Bienne, en de drie Lignes Grises. Is naer voorgaende deliberatie goetgevonden en verstaen, dat sal werden verklaert, soo als verklaert werd by desen, dat gelijck onder anderen alle de Prince van Italien by de voorschreeve Acte in de Vrede, van wegen Hooghtgedachte Sijne Majesteit werden geincludeert, haer Hoogh Moogende konnen aensien, dat den Paus ook geincludeert werde, als een seculier Prins in Italien; soo als de Heeren haer Hoogh Moogende geweele Extraordinarisse Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vrede handelinge, hebben gerapporteert, dat de Heeren Extraordinarissen Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van sijne Koninklyke Majesteit van Vranckryck, aen haer hebben verklaert, ook te wesen de intentie van Hooghtgedachte Sijne Koninklyke Majesteit by de voorschreeve Acte.

Ende sal Extract van dese haer Hoog Mogentheden Resolutie door den Agent Rosenboom gestelt werden in handen van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen van Sijne Koninklyke Majesteit van Sweeden, als Mediateur, met verzoek van de selve te doen insereren in haer Protocolle.

JOHAN BECKER.

Accordeert met het voorschreeve Register.

F. FAGEL.

Resolution des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du PAPE comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualité de Prince seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV. pag. 261. & 264. en Hollandois & en François.]

Atant été représenté dans l'Assemblée, que par le 18. Article du Traité de Paix, conclu & signé à Ryfwick le 20. Septembre de l'année dernière entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, on est convenu que dans ledit Traité seroient compris de la part de Sadite Majesté, tous ceux qu'Elle trouveroit bon de nommer, dans l'espace de six mois, depuis l'échange des Ratifications, & qu'en conséquence de ce, par un Acte passé à Versailles le 15. Novembre de la dernière année, & délivré ici aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de Suède, comme Mediateurs, Sadite Majesté a nommé à cet effet le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons Suisses & leurs Alliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, les Princes & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Geneve & ses Dependances, les Villes de Mulhausen & de Bienne & les trois Lignes Grises, après une mûre délibération, il a été trouvé bon & arrêté qu'on déclareroit, comme il est déclaré par ces présentes, que comme entr'autres, tous les Princes d'Italie sont par ledit Acte compris dans la Paix de la part de Sadite Majesté, leurs Hautes Puissances peuvent regarder, que le Pape y soit aussi compris en qualité de Prince seculier d'Italie, ainsi que les Sieurs ci-devant Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leursdites Hautes Puissances pour la Négociation de la Paix, ont rapporté que les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France leur ont déclaré que c'étoit aussi l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne dans ledit Acte.

Et sera l'Extract de cette Résolution de leurs Hautes Puissances remis par l'Agent Rosenboom entre les mains des Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Suédoise, avec prière de le faire insérer dans leur Protocolle.

JEAN BECKER.

Accorde avec le Registre ci-devant.

F. FAGEL.

ANNO 1697. *Protestation faite au nom des Seigneurs Etats de GUELDRÉ & de ZUTPHEN contre celle du Comte d'EGMONT, au sujet de ses Prétentions. A la Haye le 30. Janvier 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV. pag. 276.]*

Nous Gouverneur Héréditaire, Conseillers & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, pour cet effet spécialement autorisés par leurs Nobles Puissances Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, en vertu d'une Résolution; savoir faisons à tous ceux, à qui il appartiendra, qu'étant informez, qu'un Monsieur Ghillet, se qualifiant Envoyé du Comte d'Egmont a entrepris de faire insinuer & enregistrer le 17. du mois d'Octobre dernier, in perpetuam rei Memoriam & post conclusionem Pacem, certains Mémoires, Déclarations, & Protestations touchant la prétendue Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen dans les Actes du Protocole de la Médiation, par son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Sérénissime Roi de Suède, Gots & Vandales; quoi que ce Ghillet ne soit reconnu, ni légitimement reçu dans l'Assemblée des Plenipotentiaires à Ryfwick, & sans qu'il ait obtenu la moindre connoissance, ni communication de cet Acte inouï aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la part des Seigneurs Etats Généraux, qu'après que la Paix fut signée & que les susdits Mémoires, Déclarations & Protestations furent insérées dans le Protocole de la Médiation, & qu'une Copie collationnée avec l'Original fut mise entre les mains pour s'en servir, sans que nous ayons aucune connoissance que l'on ait fait quelque mention de cette Prétention mal fondée dans les Traitez de Munster ou ceux de Nimègue; nous avons donc trouvé à propos au nom de nos Seigneurs les Etats ci-dessus, de faire une Protestation générale & particulière contre la forme & tout ce qui est contenu dans les Mémoires, Déclarations & Protestations de Monsieur le Comte d'Egmont touchant la prétendue Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen; déclarant de la part dedit nos Seigneurs les Etats, tant à l'égard de leurs Personnes, que pour leur Postérité pour aujourd'hui & à jamais tout ce qui pourroit être écrit & inséré dans le Protocole de la Médiation sur ce sujet, nul & invalable; sans que nous ayons voulu pour à cette heure nous engager à refuter tous les arguments & allegations compris dans ledit volume, ne contenant que des erreurs, injures, & in facto, & des contreveritez palpables. Requerant au nom des Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur de recevoir & de faire insérer cette contre-Protestation dans le Protocole de la Médiation & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme, que faire se pourra. En foi dequoi nous y avons fait apposer le grand Seau du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen.

(L.S.) J. VAN ECK.
Greffier.

W. COCK.
Secrétaire.

Certificat ou Extraits du Protocole de la Médiation de Sa Majesté le Roy de Suède, touchant la reception de la contre-Protestation ci-dessus, tenu à la Haye le 30. Janvier 1698.

Les Sieurs Jean van Esen & Sieur van Wynbergen Deputés à l'Assemblée de Messieurs les Etats Généraux ont délivré ce jour'hui aux Actes du Protocole de la Médiation une Contre-Protestation de la part de Messieurs les Etats de la Province de Gueldre, contre celle, qui fut insinuée de la part de Monsieur le Comte d'Egmont le 7. Octobre passé, & cela conformément à la Réservation, que Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances

ces avoient faite dès ce tems-là & dont il est fait ANNO mention dans le Protocole dudit 7. jour d'Octobre. 1697.
Fait comme dessus.

(L.S.) G. FRIESENDOFF.

CXC VII.

Traictatus Pacis inter LUDOVICUM XIV. Re-20. Sept., Regem Gallia & GUILLIELMUM III. Regem Magna Britannia quò omnes Regiones, Arces, Insula & Terra durante hoc Bello hinc inde avulsa restituntur; Principatus vero Arafionensis juxta tenorem Articuli separati Pacis Noviomagenfis Regi Britannico revertitur; ac reliqua Præsentiones tam circa Loca in Sinu Hudsoni sita, quam ratione Capitulationis ab Anglis Anno 1696. facta, uti & limitum Terrarum, Judicio Commissariorum utriusque Partis nominandorum remittuntur. Rex porro Christianissimus promittit, suum honorem oppugorando, quod nec directè nec indirectè alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Regis Magna Britannia auxilium dabit, nec administrabit, nec quomodo Conspirationibus aut Machinationibus contra prædictum Regem ubivis Locoorum excitatis vel excitandis fovebit. Actum in Aedibus Ryswicensibus die 20. Septembris 1697. Cum Articulo separato, de Terminò ad Pacem accipiendam Sacra Cæsarea Majestati Imperioque concessio, eodem die & Anno 1697. [Sur l'imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC LEONARD, avec Permission & Privilège du Roi, en 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick Tom. III. pag. 176. en Latin, & pag. 194. en François. Recueil de divers Traitez faits depuis 60. ans. seconde Partie pag. 522. en François. HÉR. FRANC. FRIDER. BARONIS ab ANDLERN Corpus Conflit. Imperialium Tom. I. in App. pag. 132. en Allemand. Theaurum Europæum Tom. XV. pag. 195. en Allem.]

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britannia; Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos Literæ pervenerint: Salutem. Quandoquidem Divina favente Providentiâ & interveniente primùm operâ Mediatoriâ Serenissimi ac Potentissimi nuper Principis Caroli undecimi, Regis Sueciæ &c. deinde Filii ac Successoris ejus Caroli duodecimi, Regis Sueciæ &c. & per Colloquia in Aedibus Nostri Ryfwicenses, de fopiendo Bello, quo Magna Pars Orbis Christiani nuper affligebatur, habita inter Nostros & Federatorum Nostrorum Legatos Extraordinarios & Plenipotentios ab unâ, & Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici Decimi quarti, Regis Christianissimi &c. Legatos Extraordinarios & Plenipotentios ex altera parte, de Pace inter Nos ac dictum Regem Christianissimum, his quæ sequuntur Conditionibus conventum fuerit.

Natum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse poterit, quod postquam Bellum infeliciter accensum, inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Guilielmum III. Dei Gratia Magnæ Britannia &c. Regem & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Dei Gratia Regem Christianissimum &c. eductæ res sunt permissione Bonitatis Divinæ, ut ex utraque Parte restitundæ Pacis demùm spes affluerit, & cum dicta Sacra Majestas Magnæ Britannia, & Sacra Majestas Christianissima nuper desiderio exoptatâ effusionem Christiani Sanguinis quàm primùm sistere, communi animo consenserunt, ut præcipuè quàm gratissimè agnoscantur indecessi studia Potentissimi, & Gloriosissimi Memorie, Principis Caroli XI. Regis Sueciæ &c. sed cum spes Consiliorum & bonorum ejus officiorum, quàm universa Europa merito conceperat, inopinatâ morte

ANNO
1697.

morre præcepta fuerit. Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ & Sacra Regia Majestas Christianissima crediderunt seise optime facturas, si Mediatorum opus continuandum deferret Filio, & Successori ejus Carolo XII. Regi Sueciæ &c. qui pari studio operam suam dedit ad concludendam Pacem inter Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ & Sacram Majestatem Christianissimam in Conciliis eum in finem habitis in Ædibus Ryfwicenfibus in Provinciâ Hollandiæ, inter Nobilissimos, Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utrinque nominatos, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ, Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem Pembrochiæ, & Montgomerici, Baronem Herbert de Cardiff, privati Angliæ Sigilli Custodem, à Consiliis Regis intimis, & ex excellentissimis Justiciariis & Custodibus Regni Angliæ, Dominum Eduardum Vice-Comitem Villiers de Darford, Baronem de Hoo, Angliæ Equitem Marshallum, Majestatis Sux ad Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Alegantium Extraordinarium, & ex Excellentissimis Justiciariis & Gubernatoribus Generalibus Regni Hiberniæ, Dominum Robertum Dominum de Lexington, Baronem de Everham, ex intimis Cubiculis Regis, Generosum, Majestatisque Sux ad Serenissimum & Invidiosissimum Principem Romanorum Imperatorem Alegantium Extraordinarium, & Dominum Josephum Williamson Equitem Auratum, & Consiliis Regis intimis, & ab Archivis Status in Consessu Ordinum Regni Angliæ, sive Parliamenti Senatorem; à parte verò Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Nobilissimos, Illustrissimos, atque Excellentissimos Dominos, Dominum Nicolaum Augustum de Harlay Equitem, Dominum de Bonnevill, Comitem de Cely, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio Status, & Dominum Ludovicum de Verjus Equitem, Comitem de Cretil, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio, Marchionem de Teton, Baronem de Couvay, Dominum de Boulay, & ducum Ecclesiæ, de Fort l'Île, Meullet &c. & Dominum Franciscum de Callieres, Equitem, Dominum de Calieres, de Rochechelay, & de Gigny, qui post invocationem Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarius Tabulas communicatas, & ritè commutatas, quorum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, intervenit, & operâ Nobilissimi, Illustrissimi, & Excellentissimi Domini, Nicolai Liberi Baronis de Lilleroet, Secretarii Status Serenissimi, ac Potentissimi Regis Sueciæ, ejusdem Majestatis Legati Extraordinarii ad Celos, ac Præpotentes Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum, ad Congressum itidem Pacis Generalis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, qui munere Mediatorio pro concilianda Tranquillitate publicâ, procul à partium studio, sedulo, prudenter, plurimisque cum laude perfunctus est, ad Divini Numinis gloriam, & Christianissimæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & Amicitie Leges convenierint tenore sequenti.

I. Pax sit universalis perpetua veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Gulielmum Tertium Magnæ Britannicæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Ludovicum decimum quartum, Regem Christianissimum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, eaque ita sincerè & inviolatè servetur & colatur, ut alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promoveat, omnique ex parte fida vicinitas, & secura Pacis atque Amicitie cultura reviviscat in dies, atque augeatur.

II. Omnes Inimicitie, Hostilitates, Discordiæ & Bella, inter dictum Dominum Magnæ Britannicæ Regem, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque Subditos, cessent & aboleantur, ita ut uterque ab omni Directione, Depredatione, Læsione, Injuriis, ac Insestione qualicunque, tam Terra quàm Mari, & Aquis dulcibus, ubivis Gentium, ac maxime per omnes alterutrius Regnorum ac Ditionum tractus, Dominia, Loca, ejusquecunque sint Conditionis, temperet prorsus, & abstinere.

III. Omnes offensus, Injurie, Damna, quæ prædictus Dominus Rex Magnæ Britannicæ ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus ejusque Subditi, durante hoc Bello, alter ab altero pertulerint, oblivioni tradantur, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, alter alteri, aut alterutrius Subditis, post-

hac quidquam hostilitatis, inimicitie, molestiæ vel impedimenti, per se vel per alios, clam vel palam, directè vel indirectè, specie Juris aut via facti, inferant, vel inferri faciant aut patiantur.

IV. Et quoniam Rex Christianissimus nihil unquam in votis potius habuit, quàm ut fiat firma & inviolabilis Pax, promittit prædictus Rex & spondet pro se & Successoribus suis, quòd nulla omnino ratione perturbabit prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ in libera Possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum, in quibus in præsentem fruitur, Honorem suum ideòque oppugnans, sub fide & verbo Regis, quòd nec directè nec indirectè, alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britannicæ auxilium dabit, aut ministrabit, nec quoquo modo favebit Conspirationibus aut Machinationibus, quas contra prædictum Regem ubivis Locorum, excitare aut meditari possint Rebelles & Malevoli. Eum itaque ob finem spondet & promittit, quòd non assistet Armis, Instrumentis Belli, Annona, Navigiis aut Pecunia, aut alio quocunque modo, quamvis Personam aut quasvis Personas, vel Mari vel Terra, qui poterunt inopertum, sub ullo prætextu turbare aut inquietare prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ, in libera & plena Possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum suorum: idem quoque vicissim spondet & promittit Dominus Rex Magnæ Britannicæ se facturum & præstaturum, erga prædictum Dominum Regem Christianissimum, & Regna, Regiones, Terras & Dominia ejus hoc itidem inviolabiliter pro se & Successoribus suis Regibus Magnæ Britannicæ.

V. Liber sit usus Navigationis & Commerci inter Subditos utriusque dictorum Dominorum, Regum; prout jam olim erat tempore Pacis & ante nuperum Belli Denunciationem; ita ut quivis eorum alterutrius Regna, Provincias, Emporia, Portus & Flumina, libere cum Mercibus suis adire, ibique versari ac negociari citrà molestiam possit, omnibusque Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis pro solennes Tractatus & vetustam Consuetudinem concessis, ibidem uti & frui.

VI. Redeat & aperiat ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Domini Regis, ita ut liberum sit omnibus utriusque Subditis allegare & obtinere Jura, Præsentiones & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

VII. Restituet Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britannicæ omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum suas, quas possidebant Angli ante hujus præsentis Belli Declarationem, & vice versa Dominus Rex Magnæ Britannicæ restituet Domino Regi Christianissimo, omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum suas, quas possidebant Galli ante dictam ejusdem Belli Declarationem, atque hæc Restitutio utriusque fiat intra spatium sex mensium, aut citius si fieri possit. Et cum ad finem statim ab hujus Tractatus Rathabitione alter dictorum Dominorum Regum alteri Domino Regi, aut Commissariis, ejus nomine, ad id delegatis, omnia Acta Cessionis, Instrumenta & Mandata necessaria, ritè & secundum debitam formam collecta tradat, aut tradi jubeat, ita ut effectus sequatur.

VIII. Constituentur ab utraque Parte Commissarii qui possint examinare & determinare Jura & Præsentiones, quas asserte uterque Dominorum Regum, in Loca in Sinu Hudsoni sita, quorum quidem Locorum à Gallis captorum, durante Pace præcedenti hoc præfens Bellum, ab Anglis vero recuperatorum durante præfenti Bello, Possessio Gallis ceditur vigore Articuli proximè Superioris. Capitulatio ab Anglis facta, die 5. Septembris 1696. observabitur secundum formam & tenorem suum, restituentur Mercionia ibidem memorata: Præfatus Arcis ibidem captus Libertatem obtinebit, si illud adhuc non factum sit. Lites super executionem ejusdem Capitulationis ortæ & valor ibidem Bonorum perditorum à dictis Commissariis adjudicabuntur, & determinabuntur. Porro dicti Commissarii immediate post Rathabitionem præfentis Tractatus Auctoritate sufficienti munientur definiendi Limites & Confinita Terrarum utriusque restitutarum, vigore Articuli præcedentis, commutandi quoque Terras, sicuti illud possit conducere in rem & utilitatem mutuum alterutrius Domini Regis.

Et cum ob finem dicti Commissarii nominabuntur, qui in Urbe Londini, intra spatium trium mensium proximè sequentium Rathabitionem præfentis Tracta-

ANNO
1697.

ANNO
1697.

tus convenient, & intra spatium sex mensium (post eorum primam Conventionem numerandorum) determinabunt omnes Lites, & processus qui super hac re oriri possunt. Et deinde Articuli super quos consentient Commissarii, ratihabebuntur ab alterutro Domino Rege, eandemque vim & vigorem habebunt, ac si præsentem Tractatui ad verbum inserti fuerint.

IX. Omnes Literæ, tam Represaliarum quam Marcæ, & contra-Marcæ, quæ hæcenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint; nullæ, cassæ & irritæ maneant, & habeantur, nec ullæ in posterum hujusmodi Literæ ab alterutro dictorum Dominorum Regum ad alterius alterius Subditos concedantur, nisi prius de Juris denegatione manifestè constiterit, nisi illius qui Represaliarum Literas sibi concedi petit, Libellus supplex Ministro (Regis illius nomine) contra cujus Subditos illæ Literæ postulantur, ibidem degenti editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor mensium spatium aut citius in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actoris quàmprimum satisfiat, si verò Regis illius, contra cujus Subditos Represalæ postulantur, nullus Minister ibi degat, Represaliarum Literæ non concedantur, nisi post spatium quatuor mensium, computandorum à die quo Libellus supplex Regi contra cujus Subditos Represalæ petuntur, aut privato ipsius Consilio, editus ac oblati fuerit.

X. Tum ad præcedendam omnem Litis & Contentionum materiam, quæ oriri possit ex causa Restitutionis Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in Regionibus & oris longè distitis, post fancitam Pacem & antequam ibidem innoscat, captas & occupatas fuisse alterutra Pars ab altera conqueri possit. Omnes Naves, Merces, aliaque Bona mobilia, quæ post Subscriptionem & Publicationem præsentis Tractatus utrinque occupari poterunt, intra spatium duodecim dierum in Maribus Britannicis & Septentrionalibus, intra spatium sex Hebdomadarum, à dictis Maribus Britannicis & Septentrionalibus usque ad sancti Vincentii Promontorium, tum intra spatium decem Hebdomadarum ultra dictum Promontorium cis Lineam Æquinoctialem, vel Æquatorem, tam in Oceano, in Mari Mediterraneo, quàm alibi, denique intra spatium sex mensium trans terminos prædictæ Lineæ per univèrsam Orbem sine ulla exceptione, vel ulteriori temporis locive distinctione, ullæ Restitutionis aut Compensationis ratione habenda, occupantium sint & maneant.

XI. Si verò accidat per incogitantiam aut imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quisvis Subditus alterutrius prædictorum Dominorum Regum, faciat aut committat aliquid, Terra, Mari aut Aquis dulcibus, ubivis Gentium, quò minus observetur præfens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non fortitur, hæc Pax & bona Correspondentia inter prædictos Dominos Reges, non ideo interruptur, aut infringitur, sed in pristino suo robore, firmitate & vigore manebit, sed Subditus iste solummodo de suo facto proprio respondebit, & penas perolvere, insulsa per Leges & præscripta Juris Gentium.

XII. Sin autem (quod Omen Deus Optimus Maximus avertat) sopite simulatæ inter dictos Dominos Reges aliquando renouetur & in apertum Bellum erumpant, Naves, Merces ac Bona quævis Mobilia, alterutrius Partis, quæ in Portubus atque in Ditone Partis adversæ hæzere atque exare deprehenduntur, Fisco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur, sed Subditis alterutrius dictorum Dominorum Regum semestris spatium integrum hinc inde concedatur, quò res prædictas ac aliud quivis ex suis Facultatibus, quò libitum erit, citra ullam molestiam, inde avehant ac transferant.

XIII. Quantum ad Principatum Arausonensem, aliasque Terras & Dominia, quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britannię, Articulus separatus Tractatus Neomagensis, inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, decimo die Augusti 1678. conclusi, secundum formam & tenorem suum effectum plenum fortitur, atque ita omnes Innovationes & Immutationes rescinduntur, omnia Arresta, Edicta & alia Acta, cujuscunque sint generis, absque ulla Exceptione, quæ dicto Tractatui ullo modo contraria sint, aut post Conclusionem ejusdem intervenierint, pro infectis & annihilatis habebuntur, absque omni reversione & consequentia in futurum, atque ita omnia res-

TOM. VII. PART. II.

tituentur prædicto Domino Regi eodem statu & eodem modo, quibus is utebatur & fruebatur, priusquam de Possessione eorum dimotus esset, in tempore Belli per dictum Tractatum Neomagensem compositi, aut quibus per eundem Tractatum fuit aut uti debet, & ad imponendum finem omnibus Molestiis, Litibus, Processibus & Casibus qui super hæc moveri possint, alteruter prædictus Dominorum Regum Commissarios nominabit, qui plena & summaria Potestate illa omnia componere & expedire possint: Et in quantum, per Auctoritatem Domini Regis Christianissimi Dominus Rex Magnæ Britannię impeditus fuerit, quòminus frueretur Reditibus, Juribus & Commodis tam Principatus sui Arausonensis quàm aliorum suorum Dominiorum, quæ post conclusionem Tractatum Neomagensis, usque ad Declarationem præsentis Belli sub Dominatione prædicti Regis Christianissimi fuerunt, prædicti Dominus Rex Christianissimus Regi Magnæ Britannię restituet & restitui efficiet realiter, cum effectu & cum Interesse debito, omnes istos redditus, Jura & Commoda, secundum Declarationes & Verificationes eorum dictis Commissariis faciendas.

XIV. Tractatus Pacis inter Regem Christianissimum & defunctum Electorem Brandenburgicum, ad sanum Sancti Germani in Laye 29. die Junii 1679. conclusus, restituetur in singulis suis Articulis, & in pristino suo vigore manebit, inter Sacram Majestatem Christianissimam, & Serenissimum Electorem Brandenburgicum.

XV. Cùm maximè conducatur ad Tranquillitatem publicam, ut Tractatus observetur, qui inter Sacram Majestatem Christianissimam & Cellisundum Regalem Sabaudie nono die Augusti 1696. apertus, conclusus erat, convenitum est, ut confirmetur idem Tractatus per præsentem Articulum.

XVI. Sub hoc præsentem Pacis Tractatu comprehenduntur illi qui ante Ratihabitionem permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur; Interim tamen quemadmodum Serenissimus ac Potentissimus Princeps Guilielmus Rex Magnæ Britannię & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Ludovicus Rex Christianissimus, græte agnoscunt sincera officia, ac indefessa studia quibus Serenissimus ac Potentissimus Princeps Carolus Sueciæ Rex, interposita sua Mediatione hoc salutare Pacificationis Opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit; ita ad testandum parem affectum communi Partium omnium consensu, sancitum & conventum est, ut altissimè memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Districtionibus, Provinciis, ac Juribus huic Tractatui sit inclusa, & præsentem Pacificationi omni meliori modo comprehensa.

XVII. Denique hujus præsentis Pacis ac Fœderis solennes ac ritè confectæ Ratihabitiones intra trium Hebdomadarum spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri possit, in Domo Ryfwiceni in Provinciâ Hollandiæ utrinque exhibeantur, & recipere ritèque commutentur.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem, majusque robur, & ad iis donandum debitum vigorem atque plenam Auctoritatem, infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, unâ cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Legato Extraordinario Mediatore, præfens Instrumentum Pacis subscriptionibus, Sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt in Ædibus Ryfwicenis in Provinciâ Hollandiæ die 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT.	DE HARLAY BON-
(L.S.)	(L.S.)
VILLIERS.	NEUIL. (L.S.)
(L.S.)	VERJUS DE CRECY.
J. WILLIAMSON.	(L.S.)
(L.S.)	N. COLLIERES.
	(L.S.)

.Articulus separatus.

Præter ea omnia quæ conclusa & concordata sunt per Tractatum Pacis, factum hoc præsentem die 20. Septembris anni 1697. conventum insuper est per præsentem Articulum separatum, qui eundem vigorem & effectum habebit, ac si verbo tenus in eodem Tractatu insertus fuerit, quod Rex Christianissimus præstat, & spondeat, sicut per præsentem Articulum pi-

Ecc

cui.

ANNO
1697.

ANNO
1697.

cificitur & spondet, quod liberum sit Imperatori & Imperio usque ad primam diem Mensis Novembris proxime sequentis, Conditiones Pacis à Rege Christianissimo nuperimè propositas accipere, secundum Declarationem primam diem hujus præsentis mensis factam, nisi aliter conventum fuerit intra Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam: & si intra præfixum tempus Majestas Cæsarea non accipiat eas Conditiones, nec alia ratione Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam conventum fuerit, prædictus Tractatus effectum suum plenum fortietur & executionem debitam habebit secundum formam & tenorem suum, nec licitum erit Regi Magnæ Britannię vel directè vel indirectè sub qualicunque ratione aut causa eidem Tractatui contravenire.

In quorum omnium fidem nos infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannię & Sacræ Majestatis Christianissimæ, vigore Plenipotentiarum nostrarum præsentem Articulum separatim Subscriptionibus & Sigillis propriis muniti curavimus. Actum in Aëdibus Ryswicensibus in Provincia Hollandiæ 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIERDOT. PEMBROKE. DE HARLAY BON.	(L.S.)	NEÜIL. (L.S.)
VILLIERS.	(L.S.)	VERJUS DE CRECY.
J. WILLIAMSON. N. CALLIERES.	(L.S.)	(L.S.)

Ratihabitio data à Rege Angliæ.

NOs viso & perpenso præfatto Tractatu, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præfentes, pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris, eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, spondentes verboque Regio promittentes Nos omnia quæ in eo continentur, sincerè & bona fide præsturos & observavuros. In quorum majorem fidem & robur hisce Præfentibus Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus; Dabantur in Aula Nostra apud Loo in Provincia Gueldriæ die vicesimo quinto mensis Septembris Anni Domini millesimi sexcentissimi nonagesimi septimi, Regni que Nostrum Nono.

GULIELMUS R.

G. BLATWAYT.

Procuratio Dominorum Legatorum & Plenipotentiarum Regis Magnæ Britannię.

Gulielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britannię, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præfentes Literæ pervenerint aut ullo modo spectaverint, Salutem. Cum in præfens rerum status, eaque animorum inclinatio videatur, ut Bellum quo Magna Orbis Christiani pars jam diu graviterque affligitur, favente divinâ Providentiâ, Officioque Mediatoris bono Fratre Nostrum Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ fungente, feliciter restitui possit, spes haud mediocris affulgeat: Nos qui Pacis studiosi semper fuimus, semperque erimus, nihil magis in votis habentes quàm ut Concordia æqua, sincera & diuturna inter Principes Christianos quantocius fiat, & plurimum excolatur; Tranquillitatis publicæ recuperandæ occasionem oblatam haud gravatè amplectimur, cumque de Pacis Generalis Tractatu inter nos & Federatos Nostris ab una, & Regem Christianissimum ab altera Parte instituenda, à Nostris & Federatorum Nostrorum & Regis prædicti Ministris in Hollandia consensum sit, cumque ad tam pium & præclarum Opus perficiendum Viro prudentia & in rebus arduis Experientia præditi tantoque Negotio parium operâ usi necesse

fit, sciatis, quod nos Fide, Industriâ, Judicio, Prudentiâque perilectorum & perquam fidelium Consanguineorum Nostrorum, Thomæ Comitis Pembrochiæ & Montisgomeriæ, Baronis Herbert de Cardhie, &c. Privati Sigilli Nostrum Angliæ Cætosid, & à Consiliis nostris intimis, Edwardi Vice-Comitis de Villiers, Nostrum nunc ad Cælos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegati Extraordinarii & ad Congressum Ministrorum à Confœderatis Nostris missorum, qui Hagæ Comitum habebitur, Plenipotentarii, perilecti & perquam fidelis Consiliiarii Nostrum Roberti Domini Lexington, Baronis de Averam ex intimis Cubiculis Nostris, Generosi Nostrum ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Ablegati nunc Extraordinarii, atque dilecti Nobisque fidelis Josephi Williamson Equitis Aurati, Nobis à Consiliis intimis, & ab Archivis Status, in Consessu Ordinum Regni Nostrum Angliæ sive Parlamentarii Senatoris, plurimum consilii experiri que possint in rebus transigendis scienti usque singulari, ex negotiis muneribusque variis, quæ domi forisque jam dudum digni gesserunt, ipsosque Thomam Comitem Pembrochiæ & Montis Gomeriæ, Edwardum Vice-Comitem de Villiers, Robertum Baronem de Averam & Josephum Williamson nominavimus, fecimus, constituimus & deputavimus, & per Præfentes nominamus, facimus, constituimus & deputamus, nostros veros, certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Ambasiatores, Commisarios, Deputatos, Procuratores & Plenipotentarios, dantes Eisdem & concedentes, & Eorum duobus quibuscumque agrotantibus vel utrinque alias absentibus, duobus alteris omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra:)

vel alium quemcunque Locum ubi dictum Pacis Tractatum & Negotiationem institui ac celebrari contigerit, adeundi, ibique pro Nobis, ac nomine nostro, una cum Commissariis ac Plenipotentariis Confœderatorum nostrorum & cum iis quos Rex Christianissimus, ex altera Parte deputaverit, congregandi, & colloquendi cum iis pariter, quos alii quicunque Reges, Principes, Respublicæ aut liberæ Civitates sufficienti Autoritate instructos, ad dictum Pacis Tractatum miserint, ad Lites Controversiasque ex occasione hujusce Belli ortas, componendas, & plene determinandas, cumque iis de Pace firma ac stabili tractandi, conveniendi, & concludendi, idque omne quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit, pro nobis & nomine nostro, signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot & qualia fuerint necessaria, consiciendi, mutuoque tradendi recipiendique, dantes ulterius & concedentes Legatis nostris prædictis Potestatem Autoritatemque Literas commæatus aliasque qualescunque quæ ad securitatem Personarum, Comitum, Servorum, atque Impedimentorum eorum omnium, qui dicto Tractatui transigendo, consociendoque operam impendent, vel ei quovis modo interfunt, requiri posse, de tempore in tempus videantur, signandi, concedendi & exhibendi, ac generaliter ea omnia tractandi, promittendi, stipulandi, conveniendi & faciendi, quæ in & super præmissis, aut eorum quolibet quovis modo necessaria, vel quomodolibet opportuna judicaverint, in tam amplis modo & forma ac vi effectusque pari, ac nos ipsi facere possemus, si dicto Tractatui personaliter interessemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcunque à dictis Nostris Legatis & Plenipotentariis & Eorum duobus quibuscumque agrotantibus, vel utrinque alias absentibus, ut antedictum est, à duobus alteris, vi Præsentium transigi & concludi contigerit, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & forma, quibus conventum erit, habituros, in quorum omnium fidem majusque robur præfentes manu nostrâ Regiâ signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Aula nostra apud Kensington, die decimo sexto Februarii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regni que Nostrum Nono.

GULIELMUS R.

(L.S.)
Magni Angliæ.

ANNO
1697.

ANNO S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien.
1697.

LOUIS par la Grâce de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est présentement affligée, & que par les soins & la Mediation de notre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la Divine Providence, la défection de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, ignoiv faisons, que nous confians enriement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meillillet & autres Lieux, & de notre bien Amé le Sieur de *Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & députons par ces présentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de notre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & de ses Alliez tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nosdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & sûre Paix, & généralement faire negociet, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous serions & pourrions faire, si nous y étions présents en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites présentes; promettant en foi & Parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de notre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le repli étoit écrit,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 3. d'Octob. 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilege du Roi, Ann. 1697. in 4.]

TOM. VII. PART. II.

LOUIS par la Grâce de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme notre Amé & feal Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Celi, notre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort Isle & du Meullier; & notre Cher & Bien Amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochechellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avons donné; auroient conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Riswick, avec le Sieur Thomas Comte de Pembrok & de Montgomery, Baron d'Herbert & de Cardiff, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller ordinaire au Conseil d'Etat de notre très-cher & très-Amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & l'un des Justiciers d'Angleterre: le Sieur Edouard Vicomte de Villiers & de Darfort, Baron de Hog, Chevalier Maréchal d'Angleterre, & l'un des Justiciers d'Irlande, le Sieur Robert de Lexington Baron d'Evoram, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Britannique; & le Sieur Joseph Williamson, Chevalier Conseiller ordinaire de Sa Majesté Britannique en son Conseil d'Etat, & Garde des Archives de l'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notredit Frere le Roy de la Grande Bretagne, pareillement munis de ses pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOUS ayant agreable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & Parole de Roy, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos Biens présents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Présentes de notre main, & icelles fait apposer notre Seel: Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre l'an de grace mil six cents quatre-vingt-dix sept, & de notre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roy.

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleue, treffez d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Extrait du Protocole de la Mediation, tenu au Châteaueu de Ryswick le 22. Septembre 1697. touchant une Pension de 50. mille Livres Sterling promise par GUILLAUME Roi de la Grande Bretagne pour la Reine MARIE D'ESTE. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 173.]

MESSIEURS les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre ont déclaré que le Roi leur Maître a promis que la Pension annuelle d'environ cinquante mille Livres Sterling, ou de telle somme qu'elle se trouvera établie par Acte du Parlement, scellé du Grand Sceau d'Angleterre en faveur de la Reine Marie d'Este, sera payée

Ees a

ANNO
1697.

à l'avenir conformément audit Acte, & qu'ils consentent que Monsieur l'Ambassadeur Médiateur le fasse insérer dans son Protocole, & en donnera Copie Authentique à Messieurs les Ambassadeurs de France, en présence desquels, ainsi que de Messieurs les Ambassadeurs des Etats Généraux, ladite Déclaration a été faite.

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Extrait du Protocole de la Médiation touchant la Relaxation des PROTESTANS FRANÇOIS pris sur les Vaisseaux Anglois, & la Liberté des quatre Ministres d'ORANGE. Du 12. Septembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 174.]

Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont déclaré que s'il se trouve que le Traité qui a été fait & signé à Breda ne soit point en François, alors ils s'engagent qu'au lieu de celui, qu'ils ont signé à présent en François, ils en fourniront un autre en Latin avant la Ratification. Ils promettent de relâcher les Protestans François, qui ont été pris sur des Vaisseaux Anglois, comme aussi de remettre en liberté les quatre Ministres d'ORANGE.

Promesse de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne au sujet du de la Paix faite par le Roi T. C. avec le Roi CATHOLIQUE & avec les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES portant qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne pouvoit pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura néanmoins son plein & entier effet. Fait à Loo le 21. Sept. n. s. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 280.]

Nous Guillaume III. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, &c. approuvons le Traité de Paix fait & signé à Ryswick le 20. Septembre 1697. entre nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, & ceux du Seigneur Roi Très-Chrétien, & nous nous obligeons en foi & Parole de Roi d'en fournir dans le tems qui y est porté la Ratification pure & simple, & en bonne forme, signée de nous & scellée du Grand Seau d'Angleterre, & comme il a été fait aussi le même jour au nom dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, deux autres Traitez, l'un avec le Seigneur Roi Catholique, & l'autre avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, nous, en cas, qu'en vertu du Traité fait avec le Seigneur Roi Catholique, le Seigneur Roi Très-Chrétien, trouve bon de faire retirer les Troupes des Pais dudit Seigneur Roi Catholique, tant en Flandres qu'en Catalogne, lors de la délivrance du présent Acte, promettons d'employer nos offices les plus efficaces pour faire fournir aussi en bonne forme les Ratifications pures & simples desdits deux Traitez, tant de la part dudit Seigneur Roi Catholique, que de la part desdits Seigneurs Etats Généraux dans le tems porté par ledits Traitez; & si ledit Seigneur Roi Catholique y faisoit quelque difficulté à son égard, ou qu'il n'y voulut point satisfaire dans ledit tems, nous promettons encore que le Traité fait entre nosdits Ambassadeurs, & ceux du Roi Très-Chrétien n'en sortira pas moins son plein & entier effet. Et nous nous engageons aussi d'employer de même nos offices pour faire que le Traité de Ratification desdits Etats Généraux des Provinces-Unies soit pareillement exécuté de point en point, nonobstant le refus que pourroit faire ledit Seigneur Roi Catholique de la Ratification du sien. En foi dequoi nous avons signé de notre main le présent Ecrit pour servir d'assurance de notre part de tout ce qui y est contenu. Fait à Loo le 21. de Septembre N. S. 1697.

(L.S.) WILLIAM R.

Dérogation à l'Article X. du Traité de Paix entre ANNO la FRANCE & L'ANGLETERRE touchant la Cessation des hostilités par Mer, laquelle sera censée avoir commencé, ou dû commencer du jour de la signature. Fait en double à Ryswick le 2. Octobre, 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 376.]

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien, & du Roi de la Grande Bretagne; Déclarons qu'encre qu'il soit porté par l'Article dixième du Traité de Paix signé à Ryswick le vingtième du mois de Septembre dernier entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, que les délais prescrits par ledit Article ne commenceroient qu'après la signature & publication dudit Traité, néanmoins l'intention de leursdits Majestés est, que ledits délais commencent du 20. Septembre, jour de la signature dudit Traité; en forte que celui de douze jours, qui y est marqué pour les Mers Britannique & Septentrionale, doit être censé expiré dès le deuxième du présent mois, & les autres délais devant expirer à proportion. En foi dequoi nous avons signé le présent Ecrit, & à icelui fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait double à Ryswick le 2. d'Octobre 1697.

PEMBROCK.
VILLIERS.
WILLIAMSON.DE HARLAY BONNEUIL.
VERJUS DE CRECY.
DE CALLIERES.

Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France pour la Publication & observation de la Paix conclue entre lui, & GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 22. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 462.]

ON fait à savoir à tous, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une amitié & réconciliation entière & sincère, a été faite & accordée entre très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre nôtre Souverain, Seigneur; très-Haut, très-Excellent & très-Puissant Prince, GUILLAUME III. Roi de la Grand Bretagne; & entre nôredit Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, leurs Vauxaux, Sujets, & Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries de leur obéissance. Que ladite Paix est générale entr'eux & leursdits Vauxaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle, il leur est permis d'aller, venir, retourner, & séjourner en tous les lieux desdits Royaumes, Etats, & Pais, négocier & faire Commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres; & ce en toute liberté, franchise, & sûreté, tant par Terre, que par Mer, & sur les Rivières & autres Eaux, & tout ainsi, qu'il a été & dû être fait en tems de bonne, sincère, & amiable Paix; telle que celle qu'il a plu à la divine bonté de donner ausdits Seigneurs Rois & ausdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces des Pais-Bas, & à leurs Peuples & Sujets. Et pour les y maintenir il est très-expressement défendu à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter, ou innover au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis sévèrement, comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Fait à Fontainebleau; le 22. jour d'Octobre 1697.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

Inclusio in Tractatu Pacis per Regem MAGNÆ BRITANNIÆ facta pro Rege Hispanico, FORDERA.

ANNO 1697. DEKATÓ BELGIO & tredecim CANTONIBUS HELVETICIS. Dat. Hage Comitii 18. Novemb. Stilo novo 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Rysswich Tom. IV. pag. 176.]

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britannicæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor. Omnibus præsentis inspecturis Salutem: quandoquidem ex Articulo decimo sexto Tractatus Pacis conclusi vigesimo die Septembris hujus præsentis Anni in Edibus nostris Ryfwycentibus inter nos & Regem Christianissimum per Legatos & Plenipotentiarios ex utraque Parte constitutos concordatum fuit, quod in dicto Tractatu comprehenderentur illi, qui intra sex menses ex Ratificationum Commutatione numerandos à nobis nominati fuerint; Nos qui studio & affectu particulari colendam & Conservandam duximus Amicitiam Serenissimi & Invictissimi Imperatoris & Sacri Romani Imperii, omniumque ejus Electorum, Principum, Statuum & Civitatum, cum etiam Serenissimi & Potentissimi Regis Hispaniarum, itemque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, tredecim item Rerumpublicarum, & Cantonium Helveticorum, & specialibus Rerumpublicarum & Cantonium Evangelicorum, Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basilee, Schathuisit & Abbatis-Celle, cum omnibus & singulis, quos inter sese habent respective Fœderatis, Republica scilicet & Urbe Genevatum, cum suis Dependentiis, Comitatu & Civitate Neocomeni ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rharicis seu Orillonibus cum suis Dependentiis, nec non Rerumpublicarum & Civitatum Lubecensis, Bremenfis & Hamburgenfis, eosdem omnes Principes, Respublicas, Status & Civitates eorumque omnium Confœderatos recipimus, & comprehendimus omni meliori modo & forma. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentem nostra nostra Regia signata, communi nostro Sigillo muniti justimus. Dabantur in Aula Nostra Hage Comitum in Provincia Hollandiæ die decimo octavo mensis Novembris. Stilo novo 1697. Regniq; nostri anno.

(L.S.) GUILIELMUS REX.

G. BLATHWAYTH.

Autre Inclusion du Roi de FRANCE dans sa Paix avec le Roi de la GRANDE BRETAGNE, en le Nom du Pape est omis, & dont M. Williamson Ambassadeur de Sa Majesté Britannique fut enfin content. Donné à Versailles le 17. Mars 1698. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 367.]

Comme par l'Article 16. du Traité, conclu à Rysswick le vintième Septembre 1697. par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande Bretagne, Sa Majesté s'est réservé la liberté de comprendre dans ledit Traité, ceux qui dans l'espace de six mois après l'échange de ses Ratifications seroient nommez de part & d'autre d'un commun consentement; Elle a déclaré & déclaré, par la présente signée de sa main, au Roi de la Grand Bretagne qu'Elle nomme tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal, & ses Etats, les treize Cantons de Ligues Suisses & leurs Coaliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, le Prince & Etat de Neuf-Châtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienné, & les trois Ligues des Grisons pour être tous compris dans ledit Traité de Paix, & jouir par eux du bénéfice qui en peut revenir, aux conditions & avantages qui y sont spécifiés tant pour eux que pour leurs Terres, Pays & Etats, comme s'ils y étoient expressement nommez. En foi de quoi Sa Majesté a signé la présente, qui a été multipliée pour être distribuée tant au Roi d'Angleterre qu'à toutes les Parties qui y sont

dénomées, pour leur sûreté. Fait à Versailles le 17. ANNO jour de Mars 1698.

(L.S.) LOUIS.

COLBERT.

Acte de la Protestation faite au tems de la Paix de Ryfwyck par le Sieur Bouret, au Nom de MARIE D'ORLEANS Duchesse de NEMOURS pour la conservation de ses Droits sur la Principauté d'Orange, sur le Marquisat de Rothelin & sur plusieurs autres Terres, & Seigneuries. Fait à la Haye le 7. & 8. Novembre 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Rysswick Tom. III. pag. 470.]

LE Droit de propriété de la Maison d'Orleans de Longueville sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances, est aisé à établir.

En l'année 1504. Jeanne de Hocquebert fille unique seule Héritière de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, épousa Louis d'Orleans premier du Nom Duc de Longueville, auquel Elle apporta en Mariage entr'autres biens, le Marquisat de Rothelin avec ses dépendances.

Après la mort de Louis arrivée en 1516. Jeanne de Hocquebert son Epouse fit une Donation dudit Marquisat de Rothelin à Louis d'Orleans second du Nom Duc de Longueville, & à François d'Orleans appelé Marquis de Rothelin ses Enfants, pour en jouir entr'eux conjointement, comme ils ont fait pendant plusieurs années.

Mais les Princes de la Maison de Baden profitant des Divisions & des Guerres qui étoient alors entre le Roi François Premier, & l'Empereur Charles-Quint, s'emparèrent dudit Marquisat de Rothelin (qui est situé en la Contrée de Wienthal près de Bâle) & ses dépendances; & Ernest de Baden s'en mit en possession de l'autorité de l'Empereur.

Depuis ce tems ils se sont conservez dans cette induë possession; quelques diligences qui aient été faites par les Princes de la Maison de Longueville, pour se faire restituer par la Maison de Baden cet ancien Patrimoine de leurs Ancêtres.

Madame de Némours qui est seule Héritière de la Maison d'Orleans de Longueville, espère qu'il plaira à Messieurs les Médiateurs d'entrer en connoissance de la justice de ses Droits; & de lui accorder leurs offices, pour la faire rentrer en la pleine & paisible possession dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances.

JE FRANÇOIS BOURRET Envoyé de son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Némours, en vertu de son Plein-pouvoir daté à Paris le trentième Août dernier; me suis adressé à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale; Auxquels j'ay communiqué l'Original dudit Plein-pouvoir, & représenté les justes Droits & Préentions de son Altesse Sérénissime, sur la Principauté d'Orange, & sur plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, venant originellement de Jean de Châlons, Marie Desbaux, & Alix de Châlons; ensemble sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances venant de Jeanne de Hocquebert; Pour la preuve desquels j'ai remis à chacune de leurs Excellences, Copie des deux Mémoires cy-dessus & plusieurs Testaments, Arrêts, & autres Actes & Pièces justificatives dedit Droits, & les ai très-instamment prié d'en prendre connoissance, & d'accorder à son Altesse Sérénissime leur favorable Médiation, pour la faire rentrer en la pleine & paisible possession & jouissance dedit Principauté & Biens. Fait à la Haye le vingt-unième Octobre mille six cent quatre vingt-dix-sept.

Signé,

BOURRET.

Ecc 3

Ré-

ANNO
1697.

Reconnaissance desdits Mémoires & Déclarations.

L'An 1697. le 29. du jour du mois d'Octobre, par devant moi Samuel Favon, Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommez, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maisons & Finances de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, & son Envoyé en l'Assemblée de la Paix générale à Ryfwick, à l'effet du contenu aux Mémoires cy-dessus: Lequel a déclaré & reconnu avoir écrit & signé de sa main lesdits Mémoires, & en avoir délivré autant dès le vingt-unième du présent mois à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, aux fins qu'il leur plût prendre connoissance des Droits de son Altesse Sérénissime, & lui accorder leur Médiation, pour la faire restituer en la pleine & paisible possession & jouissance de la Principauté d'Orange & de plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, qui lui appartiennent du Chef de Jean de Châlons, Marie Desbux, & Alix de Châlons, ensemble du Marquisat de Rothelin & ses dépendances, à Elle appartenans du Chef de Jeanne de Hocquebert; Depuis lequel jour vingt-unième du présent mois, quelques diligences & instances qu'il ait faites auprès de leurs Excellences, il n'en a pu tirer aucune réponse favorable, quoi que leurs Excellences aient reçu lesdits Mémoires & les Pièces justificatives des Droits de son Altesse Sérénissime: C'est pourquoi il est resolu & nécessité de protester incessamment pour la conservation desdits Droits, & cependant de faire reconnoître présentement lesdits Mémoires. De laquelle reconnaissance & déclaration mondit Sieur Bourret audit nom m'a demandé Acte, & requis de vouloir passer comme personne publique & mettre au rang de mes Minutes lesdits Mémoires & Déclaration, & d'y attacher Copie de son Plein-pouvoir du trentième Août dernier pour y avoir recours en tout tems, à lui octroyé. Fait & passé à la Haye les jour, an, & mois que dessus, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rosier, Témoins à ce requis, lesquels ont signé avec mondit Sieur Bourret & moi Notaire en la Minute des présentes demeurée par devers moi dit Notaire. Ce que j'atteste.

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Protestation pour la Conservation des Droits de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, sur la Principauté d'Orange, plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, le Marquisat de Rothelin, & leurs dépendances.

SACHENT Tous & soient dûment informez en vertu de cet Acte public, que l'an 1697. le 7. jour de Novembre environ sur les 10. heures du matin, par devant moi Samuel Favon Notaire Public, admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommez, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maisons & Finances de Très haute, Très-puissante, & Sérénissime Princesse, Madame Marie d'Orléans, par la grace de Dieu, Princesse Souveraine de Neuchâtel & Vallengin en Suisse Duchesse de Nemours & d'Estouteville, Comtesse de Dunois, Saint Pol, Gournai, Tancarville, Chaumont, Dreux, & autres lieux; Envoyé & chargé du Plein-pouvoir de Son Altesse Sérénissime, daté à Paris le 30. Août dernier, dont il a été déposé Copie dûment collationnée, mise au nombre de mes Minutes le 29. Octobre aussi dernier, & par moi fait mention dudit dépôt au pied de l'Original dudit Plein-pouvoir, qui sera transcrit tout au long à la fin du présent Acte: Lequel m'a dit & déclaré, qu'ayant présenté & remis dès le 21. dudit mois d'Octobre à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs

Extraordinaires & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, fondit Plein-pouvoir, avec les Mémoires & Pièces pour établir la justice des Droits de son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Nemours sur la Principauté d'Orange, & sur les Terres Farlay, Cuisel, Varennes, le Château & Ville de Condorcey, Anceopne, Sainr Laurent de la Roche, Sainte Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Bealrepaire, Lorme, Pierrepertuis, l'île sous Montreal, Chavennes, l'île en Brest, Vitcal, & autres Terres & Seigneuries situées en la Franche-Comté; ensemble sur le Marquisat de Rothelin, scis en la contrée de Visenthal près Bâle, & leurs appartenances & dépendances. Il a fait tous ses efforts pour engager leurs Excellences Messieurs les Médiateurs à prendre connoissance desdits Droits, & à interposer leurs Offices & leur favorable Médiation, sur les demandes de son Altesse Sérénissime, à l'effet d'être restituée en la pleine & paisible possession desdits Principauté & biens: qui lui appartiennent à titre légitime, en qualité de seule Héritière de Jean-Louis, Charles d'Orléans, Duc de Longueville son Frere, dernier mâle de la Maison de Longueville, à laquelle ils sont dévolus, savoir lesdits Principauté d'Orange & Biens de Franche-Comté, du Chef de Marie Desbux Princesse d'Orange, seule Héritière de la Maison Desbux, de Jean de Châlons, & d'Alix de Châlons leur Filles; dont son Altesse Sérénissime est issue en droite ligne, & ce en vertu des Testaments de ladite Marie Desbux du 22. May 1416. & de Jean de Châlons du mois d'Août 1417. Contre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne Guillaume III. & tous autres qui détiennent & occupent ledits Principauté & Biens de Franche-Comté, dont Guillaume Comte de Nassau, l'un de ses Prédécesseurs, s'étoit emparé sans Titre; & dont les Comtes de Nassau ont été condamnés de laisser la possession libre à la Maison de Longueville par trois Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1553., 27. Juillet 1556., & premier Février 1657. Et à l'égard dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances, du Chef de Jeanne de Hocquebert, Fille unique & seule Héritière de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, mariée à Louis d'Orléans premier du nom Duc de Longueville, dont son Altesse Sérénissime est pareillement issue en droite ligne: contre les Sérénissimes Princes de la Maison de Baden, qui détiennent & occupent ledit Marquisat de Rothelin & ses dépendances, dont Ernest de Baden, l'un de leurs Prédécesseurs, s'étoit emparé sans titre & sans aucun prétexte légitime: Mais ledit Sieur Bourret ayant reconnu, que toutes les Remontrances, Requisitions & Instances par lui faites, pour faire restituer à son Altesse Sérénissime ledits Principauté & Biens, étoient inefficaces & inutiles, il auroit été obligé de se réduire à des protestations pour la conservation des Droits de ladite Altesse Sérénissime, & auroit dûment prié & requis leurs Excellences Messieurs les Médiateurs de les recevoir, de les faire insérer dans le Protocole de la Médiation, & de lui en accorder Acte dans la meilleure forme que faire se pourroit, pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime en tems & lieu; à l'effet de quoi il se seroit transporté plusieurs fois, tant au Château de Ryfwick où se tiennent les Conférences au sujet du Traité de la Paix générale, qu'en leurs Hôtels & Domiciles à la Haye, notamment les 25. 26. 27. 28. 29. & 30. d'Octobre dernier: Surquoi ayant plû à leurs Excellences de lui déclarer, & de lui donner pour réponse, qu'ils ne pouvoient pas recevoir lesdites Protestations, & les insérer dans leur Protocole, parce qu'à l'égard de la Principauté d'Orange, & desdits Biens de Franche-Comté, ledit Sieur Bourret ne s'étoit présenté qu'après Pêchage des Ratifications du Traité de Paix d'entre la France & l'Angleterre, & pour ce qui est du Marquisat de Rothelin, cette matière n'avoit point été agitée dans les présens Traitez, & il n'en étoit fait aucune mention dans les Articles de la Médiation, ce qui les mettoit hors d'état de recevoir lesdites Protestations: C'EST POURQUOI ledit Sieur Bourret, sur le refus de leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, s'est vu obligé de recourir aux voyes de Droit, & de protester solennellement, comme il proteste en effet par devant moi Notaire Public, & les Témoins sous-nommez, en vertu dudit Plein-pouvoir, pour conserver à son Altesse Sérénissime madite Dame

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Dame Duchesse de Nemours, ladite Principauté d'Orange, lesdites Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, & ledit Marquisat de Rothelin avec toutes leurs appartenances & dépendances, & les autres Terres & Biens venans des Maisons de Châlons, Desbaux & de Hocquebert, en quelques lieux qu'ils se trouvent situés, ensemble tous les Droits de ladite Altesse Sérénissime: A ce que tous les Traitez de Paix, généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à son Altesse Sérénissime, ses Hoirs ou ayans cause, présents ou à venir, directement ou indirectement: Déclarant qu'il n'a jamais acquiescé à ce qui a été fait, & pourroit être fait à l'avenir, au préjudice des Droits de son Altesse Sérénissime susmentionnez, qu'il n'a rien négligé pour la faire restituer en la pleine & paisible possession desdits Principauté & Biens, & qu'il en appelle à une conjoncture de tems plus favorable. Et en vertu de cette Protestation publique, il m'a requis en madite qualité de Notaire Public, & les Témoins y présents & soussignez, de lui en dresser & délivrer un Acte dans les termes ci-dessus, que je lui ai délivré pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Nemours ce que de raison: Duquel Acte ledit Sieur Bourret m'a pareillement requis de bailler & dénoncer des Copies à leursdites Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, afin que ledit Acte en soit d'autant plus authentique & solennel, & de leur réitérer les instances & les requisiions ci-devant faites à leurs Excellences par ledit Sieur Bourret, pour l'insérer dans le Protocole de leur Médiation. Fait & passé à la Haye en l'Etude de moi Notaire, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier, Témoins requis & priez aux fins que dessus, l'an, jour, mois & heure marquez ci-dessus; & ont ledit Sieur Bourret & les Témoins susnommez, signé avec moi Notaire, la Minute des présentes, laquelle est restée par devers moi, ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Dénunciation faite aux Messieurs les Médiateurs.

Et le huitième jour de Novembre audit an 1697. environ les onze heures du matin, pour satisfaire à la requisiion de mondit Sieur Bourret, Je soussigné Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, en présence des Témoins susnommez, certifie que je me suis transporté aux Hôtels & Domiciles de leursdites Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Médiateurs pour les Traitez de la Paix Générale, à la Haye, où parlant au Suisse de chacun d'eux, je leur ai baillé & dénoncé séparément autant de l'Acte ci-dessus, ensemble des Copies du Plein-pouvoir dudit Sieur Bourret en date du 30. Août dernier, & des Mémoires présentés à leurs Excellences, reconnus par devant mondit Notaire, le 29. Octobre aussi dernier, & de l'Acte de ladite Reconnaissance, & je les ai, parlant comme dessus, requis avec le respect convenable, d'insérer lesdits Actes dans le Protocole de la Médiation: lesquelles dénunciations j'ai faites en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier Témoins à ce requis, qui ont signé la Minute des présentes avec moi Notaire, laquelle Minute est restée par devers moi, ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Enfuit la teneur dudit Plein-pouvoir.

MARIE, par la Grace de Dieu, Princesse de Souveraine de Neuchâtel & Valengin en Suisse, Duchesse de Nemours & d'Estouteville, Comtesse de Dunois, S. Pol, Gournai, Tan-carville, Chaumont, Dreux & autres lieux. A

tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. La Principauté d'Orange, & les Terres de Hully, Cusiel, Varennes, le Château & Ville de Condorcei, Anconne, S. Laurent de la Roche, Ste Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Beal Repaire, Lorme, Pierre Pertuis, l'île sous Montreal, Chavennes, Vitteal, l'île en Bresse, & autres situées en la Franche-Comté, & le Marquisat de Rothelin, nous appartenans à titre légitime, comme seule Héritière de la Maison d'Orléans de Longueville, en qualité de fille d'Henri d'Orléans Duc de Longueville Pair de France, Souverain de Neuchâtel & Vallengin notre très-honoré Seigneur & Pere, & devenuë seule Héritière de Jean Louis Charles d'Orléans de Longueville, Comte de Dunois, aussi Souverain de Neuchâtel & Vallengin, dernier Mâle de la Maison de Longueville: Nous avons résolu d'envoyer notre Député en l'Assemblée de Ryswick où se font les Conférences au sujet du Traité de la Paix Générale, pour y représenter nos droits & intérêts, à l'effet de nous conserver la Principauté d'Orange, & lesdites Terres situées en la Franche-Comté, & le Marquisat de Rothelin, comme lesdits Principauté & Biens nous étans dévolus par le décès de mesdits Seigneurs les Ducs de Longueville, auxquels lesdits Principauté & Biens de Franche-Comté appartiennent, du chef de Marie Desbaux Princesse d'Orange seule Héritière de la Maison Desbaux, de Jean de Châlons, & d'Alix de Châlons leur fille, desquels Marie Desbaux, Jean & Alix de Châlons, nous sommes issus en droite ligne, & mesdits Seigneurs les Ducs de Longueville nos Auteurs, auxquels lesdits Biens ont appartenu en vertu des Testaments de ladite Marie Desbaux Princesse d'Orange, du 22. May 1416. & de Jean de Châlons, du mois d'Août 1417. & en conséquence des Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1553. & 27. Juillet 1556. obtenus par mesdits Seigneurs François d'Orléans, & Leonor d'Orléans Duc de Longueville, contre Guillaume Comte de Nassau qui s'en étoit emparé sans titre, & d'un autre Arrêt obtenu par mondit Seigneur Henri d'Orléans Duc de Longueville, contre Marie Stuart Veuve de Guillaume Comte de Nassau, tant en son nom que comme Tutrice: Par tous lesquels Arrêts les Comtes de Nassau ont été condamnés, de laisser à la Maison de Longueville la possession libre de la Principauté d'Orange, & autres Biens qui ont appartenu à Jean de Châlons & Marie Desbaux: en exécution desquels Arrêts, ont été faites différentes poursuites & diligences, même es années 1682. & 1694. A CES CAUSES sçavoir faisons, qu'ayans entièrement confiance en la personne du Sieur François Bourret notre Conseiller & Tresorier Général de nos Maisons & Finances, nous l'avons nommé & constitué, & par ces présentes le nommons & constituons notre Procureur Général & special, pour se transporter en ladite Ville de Ryswick, & suivant les instructions particulières que nous lui avons fait donner, représenter la justice de nos Droits, & demander que nous soyons restitués en la pleine & paisible possession desdits Principauté d'Orange & Biens situés en Franche-Comté, à nous dévolus, & auxquels mesdits Seigneurs Ducs de Longueville nos Auteurs ont été maintenus, & les Comtes de Nassau condamnés de leur en laisser la possession libre, qui s'en étoient emparés sans aucun prétexte légitime: Ensemble ledit Marquisat de Rothelin. Comme aussi donnons Pouvoir audit Sieur Bourret, en cas qu'il soit refus d'entrer en connoissance de la justice de nos Droits, & de nous comprendre dans ledit Traité, pour nous conserver lesdits Biens, de faire en notre nom les protestations nécessaires pour la conservation de nosdits Biens & Droits, & de tout ce qui en peut dépendre, & d'en retirer des Actes dans la meilleure forme que faire se pourra; faire à cet effet toutes les diligences nécessaires, à ce que tous les Traitez de Paix généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à Nous, nos Hoirs ou ayans cause, présents & à venir, directement ou indirectement. Et généralement nous donnons Pouvoir audit Sieur Bourret de faire en la Négociation de cette affaire & ce qui en dépend, tout ce qu'il jugera à propos pour en avoir & procurer le succès. Promettant d'avoir le tout pour agréable ferme & stable, comme si nous même y avions été en personne: en foi & témoignage de quoi, nous avons signé ces présentes de notre main, & icelles fait contresigner par l'un de nos Secrétaires, & y ap-
poser

ANNO
1697.

ANNO 1697. pofer le fcel de nos Armes. A Paris l'an de Grace mil fix cens quatre vingts dix-fept, le trentième jour d'Août.

Signé,

MARIE D'ORLEANS.

Et plus-bas,

par Madame,

Signé,

DE S. AMOUR.

Et scellé. La Copie du Plein-pouvoir ci-devant transcrit a été collationnée par moi Notaire fousigné sur l'Original en papier; & jointe aux Memoires signez de mondit Sieur Bourret, reconnus ce jourd'hui par devant moi dit Notaire & témoins, pour être gardée avec la Minute de l'Acte de ladite reconnaissance au nombre de mes Minutes; au pied de l'Original duquel Plein-pouvoir a été par moi fait mention dudit dépôt. Fait à la Haye le vingt neuvième jour d'Octobre mil fix cens quatrevingt dix-sept:

Signé,

BOURRET ET FAVON, Notaire Public.

Ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

CXC VIII.

20. Sept. *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Espagne, par le quel toutes les Conquêtes, Occupations & Reunions faites par Sa Majesté T. C. sur Sa Majesté Catholique tant en Espagne qu'aux Pais-Bas depuis la Paix de Nimègue sont restituées, à la reserve de 82. Villes, Bourgs, & Lieux spécifiés dans une Liste séparée. Le Roi T. C. y promet aussi de remettre la Ville de Dinant à l'Evêque, & à sa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Isle de Ponza au Duc de Parme. Fait à Ryswick le 20. Septembre 1697. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS des deux Rois. Comme aussi l'ARTICLE SEPARÉ pour le Terme laissé à l'Empereur & à l'Empire; avec les Ratifications. Item la LISTE ET DECLARATION des Reunions ou Occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques du Pais-Bas, depuis la Paix de Nimègue, Et la LISTE d'Exception des Lieux réservés par la France.* [Sur l'imprimé à Paris chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilège du Roi Ann. 1697. On trouve aussi cette Pièce dans les *Actes & Memoires de la Paix de Ryswick*. Tom. III. pag. 219. dans le *Recueil de divers Traitez faits depuis soixante ans*. seconde Part. pag. 557. dans HERM. FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN *Corpus Constitut. Imperialium* Tom. I. in App. pag. 126. en Allemand, & dans le *Theatrum Europaeum*. Tom. XV. pag. 190. en Allem.]

AU Nom de Dieu & la Très-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire que pendant le cours de la plus sanglante Guerre dont l'Europe ait été affligée depuis long-temps, il a plu à la divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cours de très-haut, très-

ANNO 1697. excellent & très-puissant Prince Louis Quatorzième, par la grace de Dieu Roi Très-Christien de France & de Navarre; & de très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Second, Roi Catholique des Espagnes; lesquels souhairs également de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la Tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre solide & perpetuelle, par l'équité de ses Conditions; leursdites Majestez ont unanimement consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation des Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince de glorieuse Memoire Charles Onzième, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales: mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçue de l'heureux effet de ses Conseils, & de ses bons Offices; leursdites Majestez, persistans dans la résolution d'arrêter au plutôt l'effusion de tant de Sang Chrétien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même Qualité, Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Douzième Roi de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins, pour l'avancement de la Paix entre leurs Majestez Très-Christienne & Catholique, dans les Conférences qui se sont tenues pour cet effet au Château de Rylwick dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre. Sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Christienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Chevalier Verjus, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fort Ile, du Meüiller, & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres de la Rochecellay & de Gigny. Et de la part de Sa Majesté Catholique, le Sieur Dom Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Suprême de Castille; & du Sieur Louis Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Baron de Gagesbecke, Conseiller du Conseil Suprême d'Etat des Pais-Bas à Madrid, de ceux d'Etat, & privé dans les mêmes Pais. Lesquels après avoir imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange par l'Intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lilienroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suede, qui s'est acquité de sa fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité nécessaire, ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrétienté des Conditions dont la teneur s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Très-Christien & Catholique, leurs Enfants nez & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Etats, Pais, & Sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le Bien, l'Honneur & la Reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi, & autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer reciproquement quelque dommage.

II. En conséquence de cette Paix & bonne Union, tous Actes d'Hostilitétez cesseront entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux où la Guerre se fait par les Armes de leurs Majestez; tant entre leurs Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places, & s'il y étoit contrevenu par la prise d'une, ou plusieurs Places soit par attaque, par surprise ou par intelligence, & même s'il se faisoit des Prisonniers ou qu'il se commît d'autres Actes d'hostilité par hazard ou autrement, la Contravention sera réparée de part & d'autre de bonne foi, sans retardement ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon ni payement de dépense.

III. Tous sujets d'inimitié ou de mesintelligence demeureront éteints & abolis pour jamais. Il y aura de part & d'autre un oubli & une Amnistie perpetuelle

ANNO
1697.

teille de tout ce qui s'est fait pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir, sous aucun prétexte, directement ni indirectement, en faire aucune recherche, par voye de Justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, & leursdits Majestés, ni leurs Sujets, Serviteurs & Adhérents n'en pourront témoigner de ressentiment ni en prétendre aucune sorte de réparation.

IV. Seront remises & laissées en la Possession, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, les Places de Gironne, Rosé & Belver en l'état qu'elles ont été prises avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée dans le même temps, & toutes les autres Villes, Places, Forts, Lieux & Châtellenies généralement quelconques, qui ont été occupés pendant cette Guerre, par les Armes de Sa Majesté Très-Chrétienne, & depuis le Traité de Nimègue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Lépigne, leurs Appartenances, Dépendances & annexes seront remises en l'état auquel ils se trouvent à présent, sans en rien retenir, réserver, affaiblir ni détériorer. Sera aussi remise de même au Pouv. Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort & Fortifications en dépendants avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes Appartenances, Dépendances & annexes.

V. La Ville & Forteresse de Luxembourg, en l'état auquel elle se trouve présentement, sans y rien démolir, changer, diminuer, affaiblir, ou détériorer des Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise: ensemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny en toutes leurs Consistances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs Appartenances, Dépendances & Annexes, seront rendus & remis au Pouv. Souveraineté, Domaine & Possession du Roi Catholique, de bonne foi, pour en joindre par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pu faire lors & avant le Traité de Nimègue, sans en rien retenir ni réserver, si ce n'est ce qui en a été cédé à Sa Majesté Très-Chrétienne, par le précédent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charleroi sera pareillement remise au Pouv. & sous la Souveraineté, de Sa Majesté Catholique avec sa Dépendance en l'état auquel elle est à présent sans y rien rompre, démolir, affaiblir ou détériorer, de même que l'Artillerie, qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la Souveraineté, Domaine, & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Mons Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à présent, sans y rien rompre, démolir, affaiblir ou détériorer; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise, & la Banlieue & Prévoiré, Appartenances, & Dépendances de la même Ville en toute sa consistance, ainsi que le Roi Catholique en a jouti, ou pu joutir lors & avant ledit Traité, de même que la Ville d'Ath dans l'état où elle étoit au tems de la dernière prise, sans y rien rompre, démolir, affaiblir ni détériorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour, ensemble la Banlieue, Châtellenie, Appartenances, Dépendances, & annexes de ladite Ville, comme elles ont été cédées par le Traité de Nimègue, à la réserve des Lieux ci-après, à savoir le Bourg d'Anthon, Vaux, Guarrin, Ramercroix, Bethême, Constantin, le Fief de Paradis, lesdits derniers étant des enclavemens de Tournais, & ledit Fief de Paradis, en tant qu'il contribué avec le Village de Kain, Havines, Mèles, Mourcourt, Kain, le Mont de S. Audebert dit de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Hernies, Caluelle, & Viers, avec leurs Paroisses, Appartenances & Dépendances resteront, sans en rien réserver, en la Possession & Souveraineté de Sa Majesté Très-Chrétienne, la Province de Hainaut demeurant au surplus à la Souveraineté de Sa Majesté Catholique, sans préjudice néanmoins de ce qui a été cédé à Sa Majesté Très-Chrétienne, par les précédents Traitez.

VIII. Sera remise au Pouv. Domaine, Souveraineté & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Courtray, dans l'état présent avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée au tems de la dernière prise; ensemble la Châtellenie de ladite Ville. Appartenances, Dépendances, annexes conformément au Traité de Nimègue.

IX. Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien sera aussi res-

TOM. VII. PART. II.

tituer à Sa Majesté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes, que ses Armées ont ou pourroient avoir occupé jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icelle, en quelque Lieu du Monde qu'elles soient situées, comme pareillement Sa Majesté Catholique, fera restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armées pourroient avoir occupé durant cette Guerre, jusqu'au jour de la Publication de la Paix, & en quelques Lieux qu'ils soient situés.

X. Tous les Lieux, Villes, Bourgs, Places, & Villages, que le Roi Très-Chrétien a occupé, & réunis depuis le Traité de Nimègue dans les Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, & autres Provinces du Pais-Bas, selon la Liste desdites réunions produites de la part de Sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negociation, & dont Copie sera annexée au présent Traité, demeureront à Sa Majesté Catholique absolument & à toujours, à la réserve des 82. Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la Liste d'exception, qui en a été aussi fournie de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & qui sont par elle prétendus, pour raisons des Dépendances des Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cédées à Sa Majesté Très-Chrétienne, par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimègue, à l'égard desquels 82. Lieux susdits seulement tout la Liste sera pareillement annexée au présent Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment après la signature du présent Traité des Commissaires de part & d'autre, tant pour régler auquel des deux Rois lesdits 82. Villes, Bourgs, Lieux, ou Villages, ou aucun d'eux devront demeurer & appartenir, que pour convenir des échanges à faire des Lieux, & Villages enclavés dans les Pais de la Domination de l'un & de l'autre, & en cas que lesdits Commissaires ne pussent demeurer d'accord; leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique en remettront la dernière Decision au Jugement des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que lesdits Seigneurs Rois ont réciproquement consenti de prendre pour Arbitres, sans préjudice néanmoins aux Ambassadeurs Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois T. C. & Catholique, d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable, & même avant la Ratification du présent Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultez tant à l'égard desdites Réunions que des limites, & Dépendances, demeureront de part & d'autre entièrement assoupies & terminées: en conséquence cesseront toutes poursuites, Sentences, Separations, Incorporations, Commises, Decretement, Confiscations, Reunions, Déclarations, Reglement, Edits, & tous Actes généralement quelconques données au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne pour raison desdites Réunions, soit par le Parlement ou Chambre établie à Mets, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commises, ou Delegations contre Sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront revoquées & annulées à toujours, comme s'ils n'avoient jamais été & au surplus la Generalité desdites Provinces, demeureront à Sa Majesté Catholique, à la réserve de toutes les Villes, Places, & Lieux cédés à Sa Majesté Très-Chrétienne, par les précédents Traitez, avec les Appartenances & Dépendances.

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux, & Villages, Circonstances, Dépendances & annexes ci-dessus remis & cédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, sans en rien réserver ni retenir, rentreront en la Possession de Sa Majesté Catholique, pour en jouir par elle & de toutes les Prerogatives, Avantages, Profits & Revenus, qui en dépendent, avec la même étendue, & aux mêmes Droits de Propriété, Domaine & Souveraineté qu'elle en jouissoit avant la dernière Guerre, lors & avant le Traité d'Aix la Chapelle & de Nimègue, & tout ainsi qu'elle en a pu ou dû jouir.

XII. La Restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien réuellement, & de bonne foi, sans retardement ni difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront à ce députés par ledit Seigneur Roi Catholique, immédiatement après la Ratification du présent Traité, sans rien démolir, affaiblir, diminuer ou endommager en aucune sorte dans lesdites Villes, & sans que l'on puisse prétendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications, Edifices publics & Bâtimens faits audités Places, ni pour le payement de

Eff

ce

ANNO
1697.

ANNO
1697.

ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre, qui s'y trouveront lors de la Restitution.

XIII. Le Roi Très-Chrétien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'Artillerie que Sadite Majesté a fait apporter dans lesdites Villes, depuis qu'elles ont été prises, toutes les Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions qui s'y trouveront, lors qu'elles seront remises à Sadite Majesté Catholique; & ceux que le Roi Très-Chrétien aura commis pour cet effet, pourront se servir pendant deux mois des Chariots & des Bâteaux du Pais; ils auront le Passage libre tant par Eau que par Terre pour faire emporter lesdites Munitions dans les Places de Sa Majesté Très-Chrétienne, les plus voisines. Les Gouverneurs, Commandans, Officiers, & Magistrats des Places & Pais ainsi restitués feront donner toutes les facilités qui dépendront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions; Pourront aussi les Officiers, Soldats, & Gens de Guerre, qui sortiront desdites Places, en retirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places, & du plat Pais, ni d'endommager les Maisons, ni d'emporter aucune chose appartenante aux Habitans.

XIV. Les Prisonniers de quelque nature & Condition qu'ils puissent être, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussi-tôt après l'échange des Raticifications, en payant leur dépense, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs légitimement devoir. Et si quelques-uns avoient été mis aux Galères de leurdites Majestés, à l'occasion & par le malheur desdites Guerres seulement, ils seront promptement délivrés & mis en liberté, sans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon ou pour leur dépense.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié les Sujets des deux côtes quels qu'ils soient pourront en gardant les Loix, Usages, & Coutumes du Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer & retourner au Pais l'un de l'autre comme bons Marchands, & ainsi que bon leur semblera, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, traiter & négocier ensemble, & seront soutenus & défendus les Sujets au Pays l'un de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les Droits en tous Lieux accoutumés, & autres qui par lesdits Rois ou leurs Successeurs seront imposés.

XVI. Tous les Papiers, Lettres, Documents concernant les Pais, Terres & Seigneuries qui seront cédés & restitués auxdits Seigneurs Rois par le présent Traité de Paix seront fournis & délivrés de bonne foi de part & d'autre dans trois mois, après que les Raticifications du présent Traité auront été échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documents se puissent trouver, même ceux qui auront été enlevés de la Citadelle de Gand & de la Chambre des comptes de l'ille.

XVII. Les Contributions établies ou demandées de part & d'autre, Represailles, Envois de Fourage, Grains, Bois, Bestiaux, Utensiles, & autres espèces d'Impositions sur les Pais de l'un & de l'autre Souverain, cesseront aussi-tôt après la Raticification du présent Traité, & tous les Arrerages ou Parties qui en peuvent être deus ne pourront être réciproquement exigés, à quelque Titre & sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communautés, Universités & Colleges seront établis tant en la jouissance des Honneurs, Dignités & Benefices dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens Meubles & Immeubles, Rente à rachat dont les Capitaux demeurent en existence, & les Rentes viagères faîtes & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire, ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des Fruits & Revenus perçus & échus pendant cette Guerre, dès le faissement desdits biens Immeubles, Rentes & Benefices jusqu'au jour de la Publication du présent Traité.

XIX. Ne pourront semblablement rien demander ni prétendre de Dettes, Effets & Meubles qui auront été confisqués avant ledit jour, sans que jamais les

Creanciers de telles Dettes, & Depositaires de tels Effets, & leurs Heritiers ou ayant cause en puissent faire poursuite ni en prendre recouvrement, lesquels rétablissements, en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront suivi le Parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du présent Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi dans leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du présent Traité.

XX. Et se fera ledit rétablissement des Sujets de part & d'autre, selon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimegue, nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences Préparatoires & Définitives, données par contumace en l'absence des Parties & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & leurs Jugemens, demeureront nuls & de nul effet & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans les Pais, d'où elles se sont retirées ci-devant, pour jouir en personne de leurs Biens & Meubles, Rentes & Revenus, ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais, en tel Lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte, pour ce regard; & en cas qu'ils aient mieux demeuré ailleurs, ils pourront deputer ou commettre telles Personnes non suspectes que bon leur semblera, pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requérant Residence, qui devront être personnellement administrés & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. dudit Traité de Nimegue, concernant les Benefices seront exécutés, & en conséquence ceux qui ont été pourvus de Benefices par celui des deux Rois, qui au tems de la Collation possédoit les Villes & Pais où lesdits Benefices sont situés, seront maintenus en la Possession & jouissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté, & entiere faculté de pouvoir vendre, changer, aliéner, ou autrement disposer, tant par Acte d'entre vifs que de dernière volonté des Biens & Effets Meubles & Immeubles, qu'ils ont ou auront situés sous la Domination de l'autre Souverain, & chacun les y pourra acheter, Sujet ou non Sujet, sans que pour cette Vente, ou Achat aucun ait besoin d'Octroi, Permission ou autre Acte quelconque que ce présent Traité.

XXIII. Comme il y a des Rentes affectées sur la Generalité de quelques Provinces dont une Partie est possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera la quote part, & seront nommez des Commissaires pour regler la Portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXIV. Les Rentes légitimement établies, ou dûes sur les Domaines par les precedens Traitez, & du payement desquelles il apparoit dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les Receveurs de leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique avant lesdites Cessions, seront payées par leurdites Majestés aux Creanciers desdites Rentes, de quelque Domination qu'ils puissent être, François, Espagnols ou d'autre Nation sans distinction.

XXV. Et comme par le présent Traité il se fait une Paix bonne & ferme tant par Mer que par Terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute Hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuze en Norwege jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; ou bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication du présent Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme prefix seront rendus avec récompense de tous les Dommages qui en seront provenus.

XXVI. Il y aura en cas de Rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un Terme de six mois pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs Effets & Personnes où bon leur semblera, & il

ANNO
1697.

leur

ANNO 1697. leur sera permis de le faire en toute liberté, sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni procéder pendant ledit temps à aucune saisie desdits effets, & moins encor à l'arrêt de leurs Personnes.

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retireront aussitôt après la Ratification du présent Traité sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places, & Lieux qui doivent réciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestés, après ou suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prétexte que ce soit, dans les Pais de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement ci après demeurer ou appartenir, & il y aura aussitôt après la signature de ce même Traité cessation d'Armes & d'Hostilités en tous Endroits de la Domination desdits Seigneurs Rois, tant par Mer & autres Eaux que par Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception des Droits, dont ledit Seigneur Roi Très-Chrétien est en possession, sur tous les Pais qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusqu'au jour de la Restitution actuelle des Places, dont ledits Pais font dépendans, & que ce qui en restera dû lors de ladite Restitution sera payé de bonne foi, à ceux qui en ont pris les Fermes; comme aussi que dans le même tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les Dépendances des Places, qui doivent être remises à Sa Majesté Catholique, rentreront en la possession de leurs Biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu: bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimègue, & les précédens seront exécutés selon leur forme & teneur, excepté dans les Points & Articles, où il y aura été ci-devant derogé, ou fait en dernier lieu quelque changement par le présent Traité.

XXX. Toutes les Procédures faites & les Jugemens rendus entre particuliers par les Juges, & autres Officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a jouy en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & qu'elle a cédé depuis à Sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent au Roi Très-Chrétien en vertu du Traité de Nimègue, ou dont il a été en possession depuis ledit Traité, & pareillement les Arrêts du Parlement de Tournai rendus pour raison des différens, & procès poursuivis par les Habitans desdites Villes & de leurs Dépendances, durant le tems qu'elles ont été sous l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, auront lieu & forteront leur plein & entier effet, comme si ledit Seigneur Roi demouroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourrout être ledits Jugemens & Arrêts révoquez en doute & annulés, ni leur Execution autrement retardée ou empêchée: bien sera-t-il loisible aux Parties de se pourvoir par Revision de la Cause, & selon l'Ordre & la Disposition des Loix & des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu, sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard dans l'Article 21. du susdit Traité de Nimègue.

XXXI. La Ville & le Château de Dinant seront remis par Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Evêque & Prince de Liege en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupés par les Armes de Sa Majesté.

XXXII. Sa Majesté Très-Chrétienne ayant témoigné souhaiter que l'Isle de Ponza qui est dans la Mer Méditerranée soit remise au Pouvoir de Monsieur le Duc de Parme, Sa Majesté Catholique en consideration des offices de Sa Majesté Très-Chrétienne a bien voulu déclarer qu'elle fera retirer les Gens de Guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Isle au Pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme, aussitôt après la Ratification du présent Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranquillité publique que la Paix conclue à Turin le 29. d'Avril 1696. entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale de Savoye, soit aussi exactement observée, il a été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le présent Traité, & dans tous ses Points, tels qu'ils sont contenus dans la Copie signée & scellée par les Plenipotentiaires de Savoye & qui sera jointe au présent Traité, pour la Manutention duquel Traité & du présent leurdites Majestés donnent à Son Altesse Royale leur Garantie.

XXXIV. Leurdites Majestés reconnoissent les offi-

TOM. VII. PART. II.

ces, & les soins que le Serenissime Roi de Suede a ANNO 1697. continuellement employez pour le rétablissement de la Paix, sont convenus que Sa Majesté Suedoise, les Royaumes & Etats seront nommément compris dans le présent Traité, en la meilleure forme & maniere que faire se peut.

XXXV. En cette Paix, Alliance, & Amitié, seront compris tous ceux qui seront nommez de part & d'autre, d'un commun consentement, avant l'échange des Ratifications, dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Lesdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, consentent que Sa Majesté Suedoise en qualité de Mediateur, & tous autres Rois, Princes & Républiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestés leurs Promesses & Obligations de Garantie, pour l'exécution de tout ce qui est contenu au présent Traité.

XXXVII. Et pour plus grande sécurité de ce Traité de Paix & de tous ses Points & Articles y contenus, sera le présent Traité publié, vérifié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils, & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon, le tout suivant & en la forme contenue au Traité de Nimègue, de l'année 1678. comme semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré en la Cour de Parlement & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris: Desquelles publications & enregistremens seront remises & délivrées des Expéditions de part & d'autre, dans l'espace de trois mois après la Publication du présent Traité.

XXXVIII. Lesquels Points & Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'eux, ont été traités, accordés, passés & stipulés, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois Catholique & Très-Chrétien, au nom de leurs Majestés, lesquels Plenipotentiaires en vertu de leur Pouvoir, dont les Copies seront insérées au bas du présent Traité, ont promis, & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les Biens, & Etats, présents, & avenir des Rois leurs Maîtres qu'ils seront inviolablement observés, & accomplis, de les faire ratifier purement & simplement sans y rien ajouter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques, & scellées, où tout le présent Traité sera inséré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & date du présent Traité, & compléter si faire se peut. En outre ont promis & promettent ledits Plenipotentiaires audit nom que ledites Lettres de Ratifications ayant été fournies, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plutôt qu'il pourra en présence de telle Personne, ou Personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son Honneur d'observer & accomplir pleinement & réellement & de bonne foi, tous les Articles du contenu au présent Traité, & le semblable sera fait aussi le plutôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi Catholique en présence de telle Personne, ou Personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrétien deputer. En témoignage desquelles choses ledits Plenipotentiaires ont souscrit le présent Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Ryfwic, en Hollande, le vingtième Septembre l'année cent quatre-vingt dix-sept.

Ainsi signé,
Sur l'Original.

LILLIEROOT.	HARLAY BONNE-	DON FRANCISCO
(L.S.)	UIL. (L.S.)	B. DE QUIROS.
		(L.S.)
VERJUS DE CRECY.	(L.S.)	
		LE COMTE DE
FRANÇOIS DE CAL-		TIRIMONT.
LIERES. (L.S.)		(L.S.)

Plein-Pouvoir de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne.

L OUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres

FF 2

ANNO
1697.

tres verront, *Salut*: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrétienté est présentement affligée; & que par les soins, & la Médiation de notre Très-Cher, & Très-Amé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la divine Providence, la Désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien. Sçavoir faisons, que nous confiant entièrement en l'expérience, la capacité, & la fidélité de notre bien Amé & Feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien Amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, du Meuillet & autres Lieux, comme aussi en celle de notre bien Amé le Sieur de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, qui est actuellement dans la Ville de Delft, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants, que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. *Pour ces causes*, & autres bonne Considerations, à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné, & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres; les commettons, ordonnons, & deputons, par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné, & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Delft, en Qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs, Mediateurs respectivement receus, & agréés avec tous les Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres tant de notre Très-Cher, & Très-Amé Frere l'Empereur des Romains, que de notre Très-Cher, & Tres-Amé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos Très-Chers, & grands Amis les Etats Generaux

des Provinces-Unies des Pais Bas, & de tous les autres Princes, leurs Alliés, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différends qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos sultids Ambassadeurs, & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire, & negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même Autorité que nous ferions, & pourrions faire si nous y étions présent en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requiert un Mandement plus special non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi, & Parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, ou par deux d'entr'eux, en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement aura été stipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre Plaisir, en témoin dequoi nous avons fait mettre notre Seel à ces presentes. Donné à Versailles le 25. jour de Février 1697. & de notre Regne le cinquante-quatre.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du grand Seau de Cire jaune.

Plenipotencia de sus Excelencias los Senores Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios de España.

Don Carlos por la gracia de Dios Rey de las Españas, &c. Hazemos notorio, y declaramos, que como no hemos deseado nada con mas ansia que el que acabandose esta presente calamitosa Guerra se restituya quanto antes a la Christiandad una Paz igualmente prompta, y solida, y que por configuiente reconocemos con la voluntad y afecto que es justo el piadoso, y loable cuidado que ha movido al Serenissimo, y Poderosissimo Principe, Hermano, Primo y Amigo nuestro charlissimo Senor Carlos por la misma gracia de Dios, Rey de Suezia, de la Gothia, y Vandalia, y su Principe Hereditario, Gran Principe de la Finlandia, Duque de Scania, Esthonia, Livonia, Carelia, Brema, Verda, Stetin, Pomerania, Casubia y Vandalia, Principe de la Rugia, Senor de la Ingria, y Vilmaria, Conde Palatino del Rhin, Duque de Baviera, de Julia, Clivia, de los Puentes; &c. A encargarse del Oficio de Medianero y querer aplicar sus diligencias en orden a restablecer la Tranquilidad publica, y para queno falte nada por nuestra parte, que pueda conducir a promover tan saludably intento, despues que hemos sido informados, que por parte de todos los Interesados se ha convenido en nombrar a Ryfwick como lugar mas propio, y idoneo para tratarle en el la Negociacion de la Paz general, hemos sin dilacion nombrado, y constituido por nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios (como en vigor de la presente nombramos, y constituimos) a Don Francisco Bernardo de Quiros, de nuestro Con-

Traduction du Pleinpouvoir de Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique.

Don Charles par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. faisons sçavoir & declaramos que n'ayant rien souhaité avec plus de passion que de voir finir cette presente & funeste Guerre, & de voir au plutôt retablir dans la Chrétienté une Paix également prompte & solide, nous reconnaissons avec l'amour & bonne volonté qui est juste les charitables & les loiables soins qui peuvent avoir porté le Très-Serenissime & Très-Puissant Prince, notre Frere, Cousin, Ami, & Très-Cher Seigneur Charles par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonia, Livonie, Carelie, Brema, Farden, Stetin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur de l'Ingrie, & Vismarie, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, Cleves, des Deuxponts, &c. à se charger de l'Office de Mediateur, & de vouloir appliquer tous ses devoirs pour établir la tranquillité publique, & afin qu'il ne puisse rien manquer pour ce qui nous regarde, qui puisse contribuer à une intention si salutaire, d'abord que nous avons été informés que l'on étoit convenu de la part de tous les interessez de nommer Ryfwick, comme l'Endroit le plus propre & qui convient le mieux pour y traiter la Negociation de la Paix generale, nous avons sans dilacion nommé & constitué pour nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires (comme nous nommons & constituons en vertu de la presente) Don Francisco Bernardo de Quiros de

notre

ANNO 1697. Confesyo de Castilla, y nuestro Embaxador en las Provincias Unidas del Payse Baxo, y Don Alexandro Schokart, Conde de Tirimont, de los Confesyo de Estado y Privado de nuestros Payes Baxos de Flandres para que por nuestra parte traten dicha Negociación, y teniendo entera confianza de su singular fidelidad, prudencia, y experiencia en el manejo de los negocios, les encargamos, y les mandamos especialmente, que con toda brevedad pasen al Village de Ryfwick, y que en el juntamente, con los demas Embaxadores Plenipotenciarios de nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y con Intervencion de los officios de los Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios del muy alto, y muy poderoso Principe Carlo Rey de Suezia, nuestro muy charo Hermano, ó, directamente entren en las Conferencias, y Tratados de Paz con los Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios del muy alto, y muy Poderoso Principe Louys XIV. Rey Christianissimo de Francia nuestro muy charo Hermano, y Primo, que tengan Facultad legitima, y suficiente para el mismo fin; Concedemos tambien plena y entera Autoridad, y todo el poder que para ello se requiere a los dichos nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios Don Francisco Bernardo de Quiros, y Conde de Tirimont a ambos juntos, y acada uno en particular en ausencia, ó indisposicion del otro para encablar, concluir, y firmar, por nos, y en nuestro nombre el Tratado de Paz entre nos, y nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y el muy alto y muy poderoso Principe el Rey Christianissimo de Francia, y assi mismo para formar, expedir, y entregar todos los Instrumentos necesarios a este efecto, y assi para generalmente haer, prometer, estipular, y concluir los Actos y Declaraciones para permutar las Convenciones, y para hazer todas demas Cosas pertenecientes a la dicha Negociación de Paz con la misma libertad, y amplitud que nos otros mismos lo pudieramos hazer si nos hallásemos presentes a un en aquellos Negocios, y Actos que pareze pudieran requerir Orden mas especial, y mas expresa que la que contiene la presente; Y todo lo que nuestros dichos Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios junta, ó, separadamente en la forma ya dicha hubieren hecho, y tratado, prometido, firmado, y concludido, nos lo prometemos, aseguramos y damos nuestra fé y palabra Real que todo lo ratificaremos solemnemente en la mayor forma, y modo que se pudiere, y dentro del tiempo que de comun acuerdo se huviere convenido; En fé de todo lo qual, y para su mayor fuerza damos la presente firmada de nuestra mano sellada con nuestro sello secreto, y referendada del infrascripto Secretario de Estado; En Madrid a doze de Abril de mil seisçientos, y nuenta y siete;

Firmado,

YO EL REY.

(L.S.) DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

(Concuerda con su Original.)

nôtre Conseil de Castille & nôtre Ambassadeur aux ANNO
Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, 1697.
& Don Alexandre Schokart, Comte de Tirimont
des Conseils d'Etat & privé des Pays-Bas de Flandre, afin qu'ils traitent cette Negociation de nôtre part, & étant bien assurez & persuadez & ayant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience dans le manienement des affaires, nous les chargeons & leur commandons spécialement de se transporter, avec toute la brieveté possible au Village de Ryfwick, & d'entrer dans les Conférences & Traitez de Paix, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotenciaires de Très-Haut & Très-Puissant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien de France, nôtre Très-Cher Frere & Cousin, conjointement avec tous, les autres Ambassadeurs Plenipotenciaires de nos Très-Hauts & Très-Puissans Allies, & avec l'Intervention des officies des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotenciaires du Très-Haut & Très-Puissant Prince, Charles Roi de Suede, nôtre Très-Cher Frere, & qu'ils aient faculté legitime & suffisante pour cette même fin, nous leur accordons aussi pleine & entiere autorité, & tout le Pouvoir qui est requis pour cet effet à nosdits Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotenciaires Don Francisco Bernardo de Quiros & Comte de Tirimont, à tous deux ensemble, & à chacun d'eux en particulier par absence, ou indisposition de l'un ou de l'autre pour établir, conclure & signer pour nous & en nôtre nom le Traité de Paix entre nous & nos Très-Puissans Allies, & le Très-Haut & Très-Puissant Prince le Roi Très-Chrétien de France, comme aussi pour former, expedier, & delivrer tous les Instrumens necessaires pour cet effet, & généralement pour faire promettre & stipuler, & conclure, les Actes & Declarations, pour échanger les Conventions, & pour faire toutes les autres choses appartenantes à ladite Negociation de Paix, avec la même Liberté & Faculté que nous pourrions faire nous même si nous étions present, même dans les Affaires & Actes qui pourroient requerir un Ordre plus special & plus expres que celui qui contient le present, & nous promettons, assurons, & donnons nôtre foi, & Parole Royale que nous ratifierons solemnément dans la meilleure forme & maniere que faire se pourra, & dans le tems, duquel on sera convenu d'un commun Accord, tout ce que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotenciaires auront fait, traité, promis, signé & conclu, ensemble ou séparément, dans la Forme déjà exprimée. En foi de tout ce que dessus & pour sa plus grande force, nous donnons la presente signée de nôtre main, scellée de nôtre Sceau secret, & referendée du Secrétaire d'Etat. Sanscrit, Madrid ce 12. d'Avril 1697.

Signé,

MOI LE ROI,

DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

Concordat cum Originali.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis par la grace de Dieu Roi de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres

verront. Salut. Comme nôtre Amé, & Féal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguiste de Harlay, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crécy, Marquis de Freon, Baron de

ANNO
1697.

de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Ille, & du Meullier, & notre Cher & bien Amé François de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leurs en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé, le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwyck, avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conseiller de notre très-cher, & très-amé Frere le Roi d'Espagne en son Conseil Royal & suprême de Castille, & le Sieur Louis Alexandre de Schockart Comte de Tirimont Baron de Gaesbeke, du Conseil suprême d'Etat des Pais-Bas à Madrid, & de ceux d'Etat, & Privé dans les mêmes Pais, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de notre dit Frere le Roi d'Espagne, pareillement munis de ses Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

Ici étoit inséré le Traité de Paix.

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus, & déclarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons, en foi, & Parole de Roi, & sous l'Obligation, & Hypothèque de tous & chascuns nos Biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement, ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre scel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt-dix sept, & de notre Regne le cinquante-cinquieme.

Signé

LOUIS,

Par le Roi,

COLBERT.

Article séparé avec l'Espagne pour le delay accordé à l'Empereur à l'Empire. Avec la Ratification du Roi T. C. [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDERIC LEONARD. Avec Permission & Privileges du Roi ann. 1697. in 4.]

Louis, par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article séparé que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Seigneur de Bonneuil Comte de Cely, notre Cher & bien Amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fort-Ille & du Menillier, & notre Cher & bien Amé François de Callieres Chevalier Seigneur de la Rochechellay & de Gigny Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryswick avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller de notre Très-Cher & Très-Amé Frere le Roy d'Espagne en son Conseil Royal & Suprême de Castille, & le Seigneur Louis Alexandre de Schockard Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, du Conseil suprême d'Etat des Pays-Bas à Madrid & de ceux d'Etat & Privé dans les mêmes Pais, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Notre-dit Frere le Roy d'Espagne pareillement munis de ses Pleins-Pouvoirs, duquel Article la teneur s'ensuit.

ANNO
1697.

Outre ce qui a esté conclu & arrêté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Très-Chrétien & ceux du Seigneur Roy Catholique; ce jourd'huy vingtième de Septembre 1697. on est encore convenu par le present Article séparé qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré mot à mot dans ledit Traité; Que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce present Article, à l'Empereur & à l'Empire jusques au premier du mois de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix proposées en dernier lieu par Sa Majesté Très-Chrétienne, suivant sa Declaration du premier jour du present mois de Septembre, si Sa Majesté Impériale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une autre maniere avec Sa Majesté Très-Chrétienne, & en cas que dans ledit temps l'Empereur & l'Empire n'acceptent point les Conditions susdites, ou n'en conviennent pas autrement avec Sa Majesté Très-Chrétienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet & sera executé selon la forme & teneur, sans qu'il puisse y estre contrevenu par ledit Seigneur Roy Catholique, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement; En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, en vertu de Nos Pouvoirs respectifs, avons euidits noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires; & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, au Château de Ryswick dans la Province d'Hollande le 20. Septembre 1697.

(L.S.) DE HARLAY (L.S.) D. FRANC. BERN. DE
BONNEUIL. QUIROS.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIERES. (L.S.) EL CONDE DE TIRI-
MONT.

Nous ayant agréable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons icelui loué, approuvé, & ratifié, louons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de notre main. Promettant en foy & Parole de Roy, de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin dequoy nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre 1697. Et de notre Regne le cinquante-cinquieme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

Et scellé en cire jaune sur cordons de soye bleus trefflez d'or.

Ratification de Sa Majesté Catholique.

Don Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Don Francisco Bernardo de Quiros, de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre de Schockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, de mon Conseil suprême de Flandres, & de ceux d'Etat, & Privé des mêmes Pays, ayans concouru au Château de Ryfwick dans la Province de Hollande, avec les Ministres du Roi Très-Chrétien mon Très-Cher & Très-Aimé Frere, & Cousin, avec les Ordres, & Pouvoirs de l'un & de l'autre, chacun pour ce qui lui touchoit pour les Traitez de la Paix, &c.

ANNO 1697. & Payant executé en la forme & maniere contenue dans le Traité qui sera ici inferé mot à mot, dont la conclusion fut ajustée, & signée par lesdits Ministres d'une & d'autre part, le vingtième de Septembre de la presente année seize cens quatre-vingt dix-sept, lequel est comme s'ensuit.

Ici étoit inferé le Traité de Pais.

L Equel Traité ici écrit & inferé comme il est dit cy-dessus, m'ayant été envoyé par lesdits Don Francisco Bernardo de Quiros, & Comte de Tirimont, après l'avoir vu & examiné meurement mot à mot dans mon Conseil, j'approuve, & ratifie pour moi, mes Heritiers, & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, tout le contenu en icelui, & chaque Point en particulier de ceux qu'il contient, & tiens pour bon, ferme & valable par la presente; promettant en foi & Parole de Roi, & pour tous mes Successeurs, & Heritiers, de le suivre, & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit suivi, observé, & accompli, de la même maniere que si je l'avois traité en propre Personne, sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse chose aucune au contraire, & que s'il venoit à se faire quelque Contravention au contenu dudit Traité, je la ferai reparer effectivement, sans difficulté, ni delai, châtiant, & faisant châtier les délinquents; obligant pour l'effet de ce qui est dit ci-dessus, tous, & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, de même tous mes autres biens presents, & à venir, comme aussi mes Heritiers, & Successeurs, sans rien excepter, & pour la fermeté de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Coûtumes, & toutes autres choses y contraires. En témoignage de ce qui est dit ci-dessus, j'ai fait dépêcher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contreignée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cent quatre-vingt dix sept.

Signé,

YO EL REY.

Et au pied

DON CRISPIN GONÇALES BOTELLO.

Ratification de l'Article séparé, par Sa Majesté Catholique.

Don Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Ayant été convenu au Château de Ryfwick dans la Province de Hollande, entre Don Francisco Bernardo de Quiros de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre Stockart Comte de Tirimont de mon Conseil de Flandres, & de ceux d'Etat & Privé dans ces Pais là, & les Ministres du Roi Très-Chrétien mon très-Cher, & très-Aimé Frere, & Cousin, avec des Pouvoirs reciproques, chacun pour ce qui lui touchoit, d'un Article séparé qui sera ici inferé mot à mot, lequel est celui qui s'ensuit.

Ici étoit inferé l'Article séparé.

Et cet Article ayant été vu & examiné, j'ai résolu de l'approuver & ratifier, comme en vertu de la presente je l'approuve & ratifie dans la meilleure & plus parfaite forme que je puis. Promettant en foi & Parole de Roi l'accomplir entierement selon son contenu, auquel effet j'ai ordonné de dépêcher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contre-signée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Ma-

drid le huit d'Octobre seize cent quatre-vingt dix-sept.

YO EL REY.

DON CRISPIN GONÇALES BOTELLO.

Liste & Declaration des Reunions ou occupations faites par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Provinces de Sa Majesté Catholique aux Pais-Bas, depuis le Traité de Nimègue.

Province de Luxembourg.

LA France s'est emparée de la Ville Capitale de ce Nom & de trente cinq Villages & Hameaux nommez Villages du Prevost.

Comme aussi de la Prevosté de Luxembourg composée de trois Bans de Justice, à sçavoir Kundzigh ou Clemenci, Putlange & Pettingen.

De trois Landmayries, qui sont Betrembourg, Santweiles, & Reckien, & de trois Mayries, Steinfel, Linggen, Schiteringen, consistantes ensemble en septante un, tant Villages, que Hameaux.

Du Château, Bourg & Seigneurie du Rodentmacheren avec vingt Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Heisperange avec quatre Villages.

De Raville & ses dependances qui consistent en dix-sept Villages.

Du Château & Comté de Ruffy, qui contient onze Villages.

De la Seigneurie de Ruffy, avec cinq Villages.

Du Château & Ban de Justice de Putlange, consistant en quinze Villages.

Du Château & Seigneurie de Preisch, contenant deux Villages.

Du Château d'Agimont, avec ses deux Bourgs de Givet, & Hameaux en dependans.

De la Seigneurie de Vireux Walrand.

Des Terres & Seigneuries du Comté de Rochefort avec quatre Villages.

Du Château & Prevosté d'Orcyromont contenant Vienne & vingt autres Villages, & dix Seigneuries y enclavées.

Des Seigneuries de Chasse Pierre, Riviere Fontenoylle, Sainte Cecile, Lefch les Manies, Lugnon le Bertriffe, Ban d'Orio, Marpon, Dochamps, Herbeumont, le Ban de Butailles, Ban de Muffon.

Du Comté de Montaigne avec treize Villages & Hameaux.

Du Chef-lieu & Prevosté de S. Marde avec seize Villages.

Du Château & Seigneurie de Larbour, Montquintin, la Vaux, Gommeri, Bassail, Rouette, & Villers la Loup.

De la Ville & Comté de Chiny, avec vingt sept tant Villages, Hameaux que Forges.

De la Baronnie de Jamaigne, avec cinq Villages & Hameaux.

De la Seigneurie du Neufchateau, consistante en quarante six Villages, & Hameaux.

Du Bourg, Franchise & Mayrie de Remich, avec vingt quatre tant Villages que Hameaux.

Du Bancq de Justice de Mackeren le Comté, comprenant la Ville & trente quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Waffer Billich.

De la Prevosté d'Echternach, contenant la Ville & trente trois tant Villages que Hameaux, distingué par quatre Mayries, à sçavoir Oſweiler, Irel, Crenben & Bollendorff.

De la Ville & Prevosté de Biedbourg consistante en la Franchise de Dudeldorf, & trente quatre Villages.

De la Ville & Prevosté de Dickrick, qui comprend une Ville & vingt six tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté d'Arion consistante en la Ville & cent & vingt neuf tant Villages que Hameaux com-

ANNO 1697. composée de quinze Bans ou Mayries, sans y comprendre les Forges & Fournaux.

De la Seigneurie du Pont des Oyes, qui contient deux Villages, Hameaux & Forges.

De la Ville, Mayrie & Prevosté de Baltoigne, consistante en la Ville & cent quarante cinq tant Villages que Hameaux composée de dix Mayries.

De la Ville, Mayrie, & Prevosté de Marche, comprenant la Ville & dix-neuf tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté de Durbuy qui consiste en la Ville & septante six tant Villages que Hameaux divisés en quatre Cours, & en dix-neuf Seigneuries Foncières.

Du Comté de la Roche contenant le Château, Ville & cinquante & un tant Villages que Hameaux, partagés en quatre Mayries.

De la Seigneurie de Beau Saint avec celle de Bertoiné & deux Villages en dependans.

Du Comté de Salmé consistant en Château, Bourg & trente deux tant Villages que Hameaux.

Du Comté de Vianen qui comprend le Château, Ville, & quarante neuf tant Villages, que Hameaux, divisés en six Mayries, dont relevent plusieurs autres Châteaux & Terres en arrière-fiefs.

De la Terre & Seigneurie de Saint Vith consistant en une Ville & quarante sept tant Villages que Hameaux partagés en six Cours.

De la Seigneurie de Munster contenant vingt quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Mont St. Jean qui consiste en quatre Villages, & Hameaux avec un ancien Château demoly.

Du Château & Seigneurie de Differtange & Solluer avec vingt trois tant Villages que Centes & Hameaux en dependans.

Du Château & Seigneurie de Bertrange.

Du Château & Seigneurie Dansembourg *, avec trois Villages qui en dependent.

Du Château & Seigneurie de Hollenfeiz, avec douze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Marfch, avec quatorze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Pitange, avec seize tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Hesperdange.

De la Seigneurie d'Arioncour avec trois Villages.

De la Seigneurie de Meissembourg avec quinze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Fiesbach avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Linster ou Linfere, avec neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Effingen.

De la Seigneurie de la Rochette avec les masures d'un vieux Château & quinze Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Keringen, avec deux Villages ou Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Beaufort avec onze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Berbourg avec onze Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Herberenne & Montpach.

Du Château & Seigneurie de Rucland avec vingt Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Ouren avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Clair-vaux avec quarante quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Comté de Wiltz, avec vingt trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Esch ou d'Aïse, consistant en vingt deux Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bourg-icheilte, avec douze Villages & Hameaux.

De la Ville, Château & Seigneurie de Neuberbourg, avec cinquante deux Villages & Hameaux.

De la Franchise de Wafwiller.

Du Château & Seigneurie de Brandebourg, avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Kayll, avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Falckenstein, avec trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bettingen, avec neuf

Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Ham, avec quatre Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Brouch, avec douze Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Malbergh, avec trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Rospoite avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Mirwart, avec vingt un Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Focan avec trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Rachamp, avec un Village & Hameaux.

De la Seigneurie de Ayville, avec huit Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Harzet, avec trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Bafelle.

De la Seigneurie du Cheine, avec trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Wiury, avec quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Uffeldange, avec dix huit Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Authel, avec six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Girsch avec quinze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Koerich, avec cinq Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sept-Fontaines avec dix Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wirckringen, avec six Villages & Hameaux.

De la Terre & Seigneurie de St. Hubert, avec un Bourg & six Mayries.

De la Seigneurie de Waltingen & Lanzen.

De la Ville, Château & Seigneurie de Schleiden, avec trente six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Cronembourg, avec treize Villages, & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Manderfcheit, avec les Villages-en dependans.

Du Château & Seigneurie de Schiriflet, consistant en deux Villages & Hameaux.

De la Cour de Tommen, contenant vingt deux Villages & Hameaux.

De Haceville, qui consiste en trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Meerfort, avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Holzembourg, avec deux Villages.

De Sterpigny.

Du Château & Seigneurie d'Apsbourg, consistant en trente quatre tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sinsfeldt consistant en quatre

De Scharfilichen douze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dome & Dentsbourg contenant quatre Villages & Hameaux.

De Mehret Bettenfeld.

Du Château & Seigneurie de Sohyer.

Du Ban Defclassin, qui consiste en trois Villages & Hameaux.

De Redu.

D'Esclaye.

Du Château & Seigneurie de Beaurin, consistant en cinq Villages & Hameaux, y compris Dionvaux, quoique la France l'ait annexé à la Terre d'Agimont.

De Han sur Lesse, contenant trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Houffalize, contenant trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wibren, avec deux Villages.

De Hornain.

Du Château & Seigneurie de Waha, consistant en deux Villages.

De la Seigneurie de Bande.

Du Château & Seigneurie de Soi, consistant en six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Diverdis.

Du Château & Seigneurie de Jenepe.

ANNO 1697.

ANNO Du Château & Seigneurie Dochain, consistant en
fix tant Villages que Hameaux.

1697. Du Château & Seigneurie de Rollet, consistant en
neuf.

Du Château & Seigneurie de Mont Jardin.

Du Château & Seigneurie de Javigni, qui consiste
en six.

De la Seigneurie de Mabompré.

Du Château & Seigneurie de Laval en trois.

De Villers la Loup.

De Chefnoy.

Du Château & Seigneurie de Cuette la Grande.

Du Château & Seigneurie de Soigneul S. Remy
en deux.

De la Seigneurie de Ville Haimont, consistant en
neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Villers devant Orval.

De la Seigneurie de S. Marie.

De la Seigneurie d'Orval avec quatre Villages &
Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dorchereffe.

De Vanée qui consiste en trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Boulogne contenant
cinq.

Du Château & Seigneurie de Harbeumont consis-
tant en sept.

Du Château & Seigneurie d'Everlange, qui consis-
te en neuf tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Nalloigne.

Du Château & Seigneurie de Grunc.

De la Prévôté d'Etal, consistant en quatorze Villa-
ges & Hameaux, divisée en trois Mayries.

La Terre & Seigneurie de S. Hubert, consistante
en six Mayries ou Feauté, avec plusieurs Villages qui
en dependent.

Namur.

LA France a occupé depuis ledit Traité de Nimegue
dans la Province de Namur:

La Prévôté de Poilvache qui contient les Mayries,
Bans, Terres, Villages & Hameaux suivants.

La Mayrie de Rendarche consistante és Villa-
ges.

De Lustin, Malien, Lourier, avec son Château,
Sorinne la Longue, Aîsiffe, Jalloigne, Wauremont,
avec son Château.

Et és Hameaux du Château de Roncinne d'Ivoix,
le Château d'Aîsiffe, le Château d'Estroy, Corigoul,
Porcin, d'Aîsiffe, Brochau, Millier, les fonds de Jas-
loigne.

La Mayrie d'Empines contenant les Villages d'Empi-
tines, Emptinelle, Natroy.

Et les Hameaux de Franceffe le Gaillard, les Fontai-
nes, Champillou les Sars.

La Mayrie de Falmagne comprenant le Vil-
lage

De Falmagne, le Château de Thiry en dependant,
qui est démolé & Hulsioniaux.

Ban de Lignon consistant en Villages & Hameaux
De Lignon, Chapoy, Onchipe, Ronvaux, Cor-
bion, & Barinable.

Ban de Soi, savoir le Village de Soi & Mohiville
en dependant.

Terre & Baronnie de Gesves.

Les Hameaux Houyoux, les Forges, fond de
Chaumont, Pourin, Preit d'Hamide, Houde, &
Franceffe qui dependent tous de ladite Terre de Ges-
ves.

Villages particuliers dependans aussi de ladite Pre-
vôté

Oha & Reppe en dependant, Wallay, Halliot,
Chatin avec les Hameaux de Maibes & Frisee en de-
pendans, Valin, Hour en Famine, Sorinne sur Dinant,
Boitaille, Village & Château de Spontin, & les Hameaux
de Durnalle, Mianoye, & Dorinne en dependant,
Josfine, Filic, Hodomont avec le Hameau de Juliet en
dependant, Hargnies, les deux Bourcignes, savoir la
neuve & la vieille, Masnil, saint Blais, Haibes, &
Pondrome.

Les forêts d'Auwez, Comisse, Lache, Lerbois,
petit & grand Fail, qui consistent en sept à huit cent

TOM. VII. PART. II.

bonniers appartenans à Sa Majesté, comme aussi quel-
ques censés, dîmes, rentes, cens, & autres revenus
de son Domaine qui ont été occupés aux mois de No-
vembre & Decemb. 1681.

Elle s'est de plus emparée en l'an 1682. des forêts
des haute & basse Arche.

Et vers le mois d'Avril 1680. du Prieuré de Hastier
situé sur le bord de la Meuze.

La Mayrie de Hour qui contient les Villages de
Hour sous Poilvache, Iwar, Eurchaille, Jodinne, Li-
soigne, Purnotte, Awaigne, & les Hameaux de
Bauche, Jayolle, Futvoy, Venatte, Champalle, Hu-
gomont, Bloimont, Montchavée, Frapeul, Frefine,
Tailfer, Seignioul, & Loys, & Loyers.

La Mayrie de Bovignes qui comprend,

La Ville & Franchise dudit Bovignes, quelques mai-
sons aux deux côtés avec la grande Censé de Metz &
quinze ou seize maisons scituées à l'opposite de ladite
Ville du côté de Dinant.

La Mayrie d'Anthée, consistante és Villages

D'Anthée, Haut le Vastia, Riviere, Sommiere, Me-
lin, Marinne, & Orhaye.

Et és Hameaux de la petite Censé de Merz, Gran-
ge, Rostenne, Ohey, Hentoir, avec son Château,
Cheftrevin, Vefpin, Flun, Welin, & Serenne.

Baillage de Bovignes dit d'entre Sambre & Meuze
qui contient les Bans, Terres, Abbayes, Châteaux,
Villages, & Hameaux suivants.

Le Ban de Waulfoir contenant

Les Villages & Abbayes de Waulfoir, Lulme,
Hastir, la Vaux, & Hastir par delà Gerin.

Et les Hameaux d'Ermetton sur Meuze, le Mont
Oileméc, Stair, & Ponrenne.

Le Ban d'Anthée contenant

Anthée, Mianoye, Motville & Fontaine avec son
Château.

La Terre & Franchise de Biesme la Colonioie con-
sistants és Villages de Biesme, Heverée, Prée, Wag-
nies, Orest, Sart, Attache, & Gognies.

La Terre de Gerpinne qui contient le Village ou
Bourg de Gerpinne.

Et les trois Hameaux d'Alleffage, Fromignée, &
Imignée.

La Terre de Thy.

QUI consiste és Villages dudit Thy avec son Châ-
teau, Sausée, Chastier, Jourdinne, Turfinne,
Ferouille.

Et és Hameaux de Maifnil, le Lievre, & Vouérie
de Rabusee.

Villages particuliers dependans dudit Baillage de
Bovignes.

Flavion, Rosée, avec son Hameau de Jusenne, Bies-
merée, Ermetton sur Bierre, Stavé, Steir, Merienne,
Fontenelle, partie de Châtillon Martignol, Rom-
rée, Feppin, Berlée avec son Château, Acos avec
son Château, Villers la Potterie, Joneret Fourneau,
Serville, Aveloy, Arbre, Profonde-Ville, Leives,
Bioulx, Graux, Romignée, Meffe, Reffelle, Rosiere,
& Bois de Villers.

Baillage de Montaigle qui est composé des Villages
& Hameaux suivants:

Les Mafures du vieux Château de Montaigle, Fal-
lean, Montaigle la Ville, la Forge au Montaigle, Sa-
let, Fain, Corbay, Flenemont, Warnant, Hun, En-
voye, Rouillon, Fournaux, Forges, & Fonderies de
Molin & Abbaye.

Mayrie de S. Gerard qui contient le

Village de Broigne avec le Monastere.

Les Hameaux de Maison, Gonios, Sofoye,
Maredret, les Censés de Montigny, de Libinne, de
Behoude & de Héraude.

ANNO
1697.*Banlieue d'entre Sambre & Meuse.*

Village de Folz, les Hameaux de Haye, Afolz, & Wepon.

Dans l'entre Sambre & Meuse & dependances de cette Province sont aussi enclavées les Forêts de Haute & basse Marlaigne qui contiennent quatre mil & trois cens Bonniers & plus, les forêts de Biert & ses dependances 1590. Bonniers, les Bois de Biesne avec Halloy, & vieux Fournau, & autres annexes, cinq cent & quarante Bonniers, & des Cens, Dixmes, Cens, Rentes & divers autres Domaines, & revenus appartenans à Sadite Majesté, avec plusieurs Fiefs relevans du Château de Namur.

La France depuis le Traité de Nimègue pour occuper la Ville de Walcourt & le Village de Bioulx, (mêmes après le Traité de Treve) a fait planter des Potteaux au Voisinage du Château de Namur, sous pretexte qu'elle auroit étendu ses occupations avant la même Treve jusques audit Village. Pour faire ôter ces Potteaux, & mettre des Limites en arriere du côté de la Pairelle, l'on a été obligé par Traité fait à Philippe-Ville le 4. Janvier 1687, de lui laisser suivre l'occupation de ladite Ville de Walcourt, & dudit Village de Bioulx, aux mêmes termes, formes, & conditions, que par ledit Traité de Treve la France est demeurée dans l'occupation de tous les Lieux qu'elle a occupés depuis le Traité de Nimègue, lequel Traité particulier fait pendant icelle audit Philippe-Ville vient à cesser par le Traité de Paix qu'on propose.

Haynaut.

LA Principauté & Prevôté de Chimay, avec les Villages, Hameaux & Droits en dependans, à sçavoir.

La Ville de Chimay.

St. Remy.

Forges.

Bourlez.

Boutonville.

Baillevre.

Villiers la Tour.

Scelaigne.

Robechies.

Bauwez.

Montmignies.

Macon.

Imbrechies.

Monceau.

Salles.

Baileux.

Vielles.

Lompret.

Estroeing, la Cauchie & ses Hameaux.

Feron.

La Roulle.

La Prevôté de Beaumont avec ses appendances & dependances qui consistent en

La Ville de Beaumont.

Berfillies.

De Leval.

Thirimont.

Solre St. Gery.

Grandrieu & Frallies.

Sivry.

Froidchappelle & Fourbechies.

Rance.

Monbliart.

Cerfontaine.

Ferieres les grandes.

Ferieres les petites.

Rofier.

Beaufort & Robechies.

Grandreng.

Rocque.

Leunies.

La Ville de Chievrès.

Villages occupés.

Partie de la Bourgade d'Antoin, Fontenoy, Veron, Vaux Monbray, & Braffmanil.

Les Villages de Maulde, Pipaix, Giffignies dans ANNO
Pipaix, Rocourt, Wermes, Paroisse de Wieres, 1697.
Ogimont, Seigneurieul, petit Quefnoy à Portes, Bourgeon, Paroisse de Fontenay Grammetz & Paroisse de Thieulain, partie d'Anthoin reputée Terre-Franche, le Breuch à forêt, Mourcourt, Herines, Walmes, & Lignette.

La Ville de Fontaine l'Evêque, le Village de Thieverelles, & six cent Bonniers ou environs de prairies.

Villages d'Anderlues, l'Abbaye d'Aumont & Bousfiere, avec les Fermes de Wamenricux, Forêt, & la Censé au Bois.

Flandres.

LA Ville de Renaix.

La Ville de Loo.

La Ville de Roulers.

Et les Villages de Meuregem, Watervliet, Vendeville, Templemars, Billau, & le Château de la Motte au Bois avec ses tenances.

Bois de Nieppe.

Bois d'Osthuilf.

Brandeb.

LA Terre d'Ayséau avec ses Appendances qui consistent en plusieurs Hameaux, particulièrement en celui d'Oignies avec le Cloistre du même nom & une partie du Village de Monceau.

Le Ministre de Sa Majesté Catholique demande que Sa Majesté Tres-Christienne se deporté de l'occupation qu'elle a faite depuis le Traité de Nimègue de toutes, & chacune des Parties cy-dessus déclarées, & autres qu'elle peut avoir occupées depuis ledit Traité, encore qu'elles ne soient pas ici portées ou spécifiées, & que Sa Majesté Catholique soit remise en la réelle & actuelle possession d'icelles, comme elle l'étoit avant ledit Traité de Nimègue, le tout sans prejudice du Droit de Sa Majesté Catholique pour d'autres occupations faites par la France, dont n'a pas été fait cession au Roi très-Christien par ledit Traité de Nimègue ni aucun precedent Traité.

Liste d'Exception des Lieux que les Ambassadeurs de France ont prétendu réserver.

LA Ville de Chievrès.

Partie de la Bourgade d'Antoin.

Fontenoy.

Vezon.

Vaux.

Maubray.

Bramenil.

Maulde.

Pipay.

Giffignies dans Pipay.

Rocour.

Wermes. Paroisse de Wieres.

Ogimont.

Seigneurieul.

Petit Quefnoy à Potes.

Bourgeon, Paroisse de Fontenoy.

Grammets.

Fermont, Paroisse de Thieulain.

Le Bréuech à forets.

Maircourt.

Herinnes.

Wames.

Lignette.

Tuicelles & 600. bonniers ou environ de prairies.

Renaix.

La Ville de Loo.

La Ville de Roulers.

Le Village de Meuregem.

Le Bourg de Watervliet.

Le Village de Templemars.

Le Hameau de Wandeville.

Billau.

Le

ANNO 1697. Le Château de la Motte au bois avec ses tenan-
ces.
Le Bois de Nieppe.
Le Bois d'Outhult.

Dépendances de Chatlemont.

A Gimont.
Givet, S. Hilaire Ville.
Givets, Nôtre Dame.
Volhèche.
Felsine.
Dion le Mont.
Dion le Val.
Winenne.
Landrichamp.
Finevaux.
Feichaux.
Perauche.
Javeingue.
Avierte.
Charneuz.
Flohmont.
Fromelaine.
Felix Pret Abbaye de Filles.
Remethon sur Bierre.
Sevry.
Gaucheneé.
Her.
Herlet.
Lificourt.
Ransenne.
Mahoux.
Maison Saille.
Mainil St. Blaise.
Vireux le Wallerand.
Villeries.
Rienne.
Bourfoigne la Vieille.
Bourfoigne la Neuve.
Hargnies.
Hebbes.
Vaulors, Abbaye & les deux Hastires.
Ermeton sur Meuse.
Matignol.
Romcrée.
Bertée.
Festun.

Lieux dépendants de la Prévôté de Maubeuge.

T Trimont.
Berfilles, Abbaye.
Le Val sous Beaumont.
Cerfontaine.
Roq sur Sambre.
Estrun.
Le Feron.
La Voulie.
Beaufort.
Aumont Abbaye.
Boiffiere.

*Protestatio nômme CAROLI Ducis de la Tremonil-
pro conservatione sui Juris pratenſi ad Regnum
Neapolitanum. Actum in Palatio Ryſwick dicto
die 28. Septembris 1697. [Actes & Memoires
de la Paix de Ryſwick. Tom. III. pag. 329.]*

EGO JOANNES GABRIEL SANGUINIÈRE DE
CHARANSAC, Regis Chriftianiffimi in ſua Cu-
ria præſidiali Pariſienſis Senator, Plenipoten-
tarius Ceſſiffimi, ac Illuſtriſſimi Principis Ca-
roli Hollandi Belgici de la Trimouille, Tarenti,
ac Talemundi Principis, Tremollæ, Thoarſy, Lodu-
ni, ac Caſtieraldi Ducis, Vallis, Montisfortis, Giſna-
rum, Jouvelx, ac Taliburgi Comitit, Virtet, Mali-
leonis & Didonæ Baronis, Rhedonum, Baiſit, Broſ-
ſez ac Marſillei Vicecomitis, Spinæi Marchionis,
Paris Franciæ ac Regis Chriftianiffimi Ordinum Equi-
TOM. VII. PART. II.

tis torquati, nec non Nobilium Cubiculariorum Pri-
marii.

Mortalium quotquot ſunt fidem appello, & omnes
ac ſingulos monitos volo. Teſtes voco, quod hæc
die vigefimâ octavâ Septembris hora poſt meridiam
quartâ me contuli ad Palatium vulgo dictum Ryſwick
in Hollandia ſitum, & ſermonem dirigens ad Perſonam
Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini Nicolai Liberi
Baronis Lillieroot Sereniſſimi Regis Sueciæ Legati Ex-
traordinarii, & ad Tractatus Pacis univerſe Mediatoris,
expoſui, & declaravi, me ei Libellum, cum bo-
nâ veniâ Chriftianiffimi Regis Domini noſtri Clemen-
tiſſimi dediſſe, quo & Inſtrumentis annexis, cum clare
docui Jura antedicti Principis de la Trimouille, circa
Regnum Neapolitanum, quod ipſi Principi, tanquam
ex aſſe hæredi Carolus d'Aragon, cauſis, & Juribus,
in prædicto libello allegatis, & abunde probatis, legiti-
mè competit, ac ipſum vigore Mandati Plenipoten-
tiæ meæ, & eo quo potui ſtudio, tam voce quam
ſcriptis, obſeſſaſſe, ut æquiſſimæ cauſæ cognitionem
ſuſcipiens, præſatum Ceſſiſſimum, ac Illuſtriſſimum
Principem de la Trimouille, tanquam è Fridrico
Neapolitano, è Solio deurbato ortum, adverſus Sere-
niſſimum Principem, Carolum Secundum Hiſpania-
rum Regem, Ferdinando d'Aragon, Neapoli intruſo e-
ditum, ut eſt Mediatorii muneris, audiret, & audiri
procuraret, maniſeſtiſſimoque ejus Juri, ut par erat,
opitaretur; nihilominus tamen contra ſpem, licet
Excellentiſſimus Dominus Mediator, dictum Libellum
& Inſtrumenta ad cauſam facientia receperit, ac Man-
datum Plenipotentiaæ meæ, in Regiſtris Mediationis
inſcribi curaverit, accidiffe, ut petitioni meæ tam
juſtæ nihil datum, officiaque mea omnia irrita, affidæ
Domus Patrocinium neglectum, & omnia juris reme-
dia denegata fuerint. Quamobrem Ego Joannes Ga-
briel Sanguiniere, vi Mandati ſupradicti proteſtari coac-
tus ſum, ſi quid ſive in præſens, ſive in poſterum, ge-
neralibus Pacis Pactis, hic vel alibi ſancitis aut ſancien-
dis, quocumque modo vel prætextu inferatur, quod
hæreditariis prædicti Ceſſiſſimi, ac Illuſtriſſimi Prin-
cipis de la Trimouille, liberorum ejus, aut ab eis
cauſam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradi-
bus, prærogativis, ac commodis inde pendenti-
bus, ac nominatim, Juri, illi, ejus Liberiſ, aut ab
eis cauſam habentibus circa Regnum Neapolitanum
competenti, directè vel indirectè derogare queat, Mu-
neris mihi commiſſi ergo, per expreſſum Mandatum,
hæc omnia melioribus quibus potui & debui verbis.
Declarans coram Deo & hominibus me nunquam ac-
quieviſſe, ſicut nec per iterata Mandata acquieſcere po-
tuiſſe, imo nihil intentatum reliquiſſe, ut quod atten-
tatum fuerit, prævenirem, & vel minimum cauſæ mi-
hi commiſſe præjudicium amoverem, quemadmodum
impreſentiarum facio, ad meliora tempora provocans,
& integrum illibatumque Ceſſiſſimæ ac Illuſtriſſimæ
Domui de la Trimouille, juſ, quibus potui vindictis
aſſerens, de quibus omnibus ac ſingulis, publicam iſtam
apud omnes & ſingulos non ſolum præſentes, ſed ab-
ſentes etiam, & poſteros, Proteſtationem, manu mea
ſubſcriptam, & ſigillo meo munitam interpono, hanc-
que Excellentiſſimo Domino Lillieroot Mediatori tra-
do, illumque obreſtor, ut in regiſtris Mediationis hanc
Proteſtationem regiſtrari digneur. Datum die & ho-
râ ſupra dictis, anno milleſimo ſexcenteſimo nonageſi-
mo ſeptimo, in dicto Palatio Ryſwick.

Signatum,

SANGUINIÈRE.

Locus ſigilli.

*Hanc ſupraſcriptam Proteſtationem Tabulis Protocolli
Mediationis Regiæ de verbo ad verbum inſertam eſſe
atteſtor, in ædibus Ryſwicensibus die ſeptimâ Octobris
1697.*

Signatum

LILLIEROOT.

Locus ſigilli.

*Proteſtation faite au réms de la Paix de Ryſwick
de la part de FREDERIC Duc de Luxem-
bourg pour la conſervation de ſes Prétenſions ſur*
Ggg 2 16

ANNO
1697.

le Duché de Luxembourg. A Ryswick le 7. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 312.]

NOUS PIERRE DE LA CLOSURE, Ecuyer de Gènes fondez de la Procuration ci jointe de haut & puissant Seigneur Charles François Frideric Duc de Luxembourg, Montmorenci, & Pincy, Pair, premier Baron Chrétien de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en la Province de Normandie, Baillif de Rouën, &c. pour réitérer les Protestations faites, lors du Traité de Nimègue, avons présenté le Mémoire ci-joint à son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roi de Suède, Médiateur pour la Paix, qui s'est conclu entre le Roi Très-Chrétien d'une part, & le Roi Catholique de l'autre à Ryswick le 20. du mois de Septembre dernier; & en conséquence avons protesté & protestons autant que besoin est pour la conservation des Droits de mondit Seigneur le Duc de Luxembourg contenus dans le Mémoire ci-joint, contre ce qui y a été réglé au sujet dudit Duché de Luxembourg, laquelle Protestation avons prié & dûment requis, prions & requérons son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur, de recevoir & faire insérer dans le Protocole de la Médiation, pour la présente Paix, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme qui se pourra, pour servir au Seigneur Duc de Luxembourg dans les occasions & autant que besoin sera. Fait à Ryswick le 7. Octobre 1697.

Signé,

LA CLOSURE, & cacheté de ses Armes.

Nous certifions à tous ceux qu'il appartiendra que Monsieur de la Closure a mis entre nos mains l'Original de la Protestation dont Copie est à l'autre côté, lequel Original nous avons gardé pour être inséré dans les Actes du Protocole de la Médiation. Fait à Ryswick le 7. Octobre 1697.

Signé;

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Promesse de MAXIMILIEN Eleveur de Baviere, comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, pour le payement d'une somme de 472. mille Patacons, & d'une autre de 200. mille Patacons, dues à FREDERIC III. Eleveur de Brandebourg. Faite à Loo le 20. Octobre 1697. Avec la GARANTIE de GUILLAUME III. de la Grande Bretagne du 20. Octobre 1697. Et celle des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour le même effet. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

SA Serenité Electorale de Baviere ayant eu rapport du Memoire donné ce matin par Mrs. les Ministres de S. S. E. de Brandebourg touchant la fureté de la satisfaction de ce qui reste des subides que de la part de S. M. ont été promis à ladite Serenité Electorale pendant le cours de cette Guerre, declare qu'il n'est pas dans la possibilité ny dans son pouvoir d'offrir au delà de ce qu'elle a déjà fait, sçavoir de faire payer la somme de 472. mille Patacons, qui ensuite de la liquidation, *salvo justo* estant à payer desdits, & ce des Concessions ou Subsidies que les Etats des Provinces qui composent les Pays-bas Espagnols, accordent annuellement à Sa Majesté en quatre termes, & Années à raison de cent dix huit mille Patacons, par an, & de neuf mille huit cents trente trois Patacons, & un tiers par mois *salvo justo* à commencer le premier terme du premier de Novembre de l'Année 1698. suivant la repartition icy jointe.

ANNO 1697.
que pour la seureté de ce payement Sa Serenité Electorale de Baviere comme Gouverneur des Pays-bas fera expedier une obligation sous le grand Scel du Roy pour la reconnaissance de cette dette, & la satisfaction d'icelle aux termes cy-dessus declarés, comme celle qui a été donnée pour les quinze cents mille Florins en changeant l'Hypothèque & *causam debendi*, & sans se soumettre à l'exécution Militaire, & quoy que l'on n'ait pas besoin pour la satisfaction de ladite somme des Obligations des Etats dedites Provinces, parce que ces Concessions, ou Subsidies étant par eux accordés, sont entierement à la disposition de Sa Serenité Electorale de Baviere, neantmoins pour le plus grand appaiement de S. S. E. de Brandebourg, ladite Serenité Electorale de Baviere s'obligera par ladite obligation de procurer l'Obligation particuliere des Etats de chaque Province comprise dans ladite repartition, & à la reserve de celle de Brabant, à raison, que l'Obligation de cette Province rencontrerait plus de difficulté, comme Messieurs les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg en sont bien informés: Et Sa Serenité de Baviere fera delivrer des Lettres de decharge sur les Receveurs dedites Provinces pour chaque année, avec l'extradition de l'obligation, & Sa Serenité Electorale de Baviere priera S. M. B. & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de vouloir bien donner à Sa Serenité Electorale de Brandebourg leur Acte de garantie de l'exécution de cette obligation, & du payement; & Sa Serenité Electorale de Baviere donnera par dessus l'affixation particuliere sur les Concessions ou Subsidies dedites Provinces tous les Revenus de Sa Majesté en ce Pays pour Hypothèque generale, & pour arriere-hypothèque speciale les Droits d'entrée, & sortie de Sainte Marie qui se levont presentement à Lilo, avec pouvoir de rester dans la perception dedites Droits apres la satisfaction des sommes que ledits Seigneurs Etats Generaux ont déjà prêtées à Sa Majesté jusques à ce que Sa Serenité Electorale de Brandebourg soit pleinement satisfaite de 472. mille Patacons, *salvo justo* de cette obligation. Et quant aux 200. mille Patacons que l'on a assigné sur la quotisation de la Prevosté de Mons au mois de May 1696. & que Sa Serenité Electorale de Brandebourg a levé sur le credit dedites Seigneurs Etats Generaux l'on donnera entiere execution à ce qui a été alors convenu, & l'on livrera tous les Actes qui en résultent spécialement de faire reconnoître cette dette par la Province de Haynaut, & un ordre irrevocable au Receveur de subsidies d'en payer annuellement 24 mille Patacons pour les rentes & extinction du Capital. Fait à Loo le 20. d'Octobre 1697.

Et doit signé,

M. EMANUEL.

Repartition.

Sur le Brabant.	-	-	-	20000. Patacons
Sur Flandres	-	-	-	40000.
Sur Gueldres	-	-	-	15000.
Sur Limbourg	-	-	-	15000.
Sur Luxembourg	-	-	-	23000.
Sur Namur	-	-	-	5000.

Aprobation & Garantie du Roi à Angleterre.

Ayant veu & examiné l'Acte cy-dessus écrit, nous avons trouvé à propos de l'approuver quand à nous, ainsi que nous l'approuvons par la présente, promettant de tenir la main à l'exécution de ce qu'y est contenu. Fait à Loo le 20. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

WILLIAM REX.

DEn Heer Raet Pensionaris. Heinsius heeft tén Vergaeding voorgedragen dat de Troupes van syn K. D. van Brandenburg op subsidien van syne Majesteit van Groot-Brittannien, den Coning

ANNO
1697.

ning van Spagne en desen Stet in den voorleden Oorlog aen de Mase en in de Spaense Nederlanden gedienst hebbende, nae gedane Liquidatie tot lieste van hoogstgedagte Coning van Spagne, noch te precederen hadden een somme van 472. duysent Ryxdalders, dat syne K. D. van Beyerens als Gavenneer van de Spaense Nederlanden geen middel weende om die somme soo promptelyck op te seggen en te betalen, de voorichreve Trouppen aldaer waren blyven cantoneren en teeneemaal onwillig om van daer te marcheren, ten zy haer de voorichreve somme wiede voldoen, dog dat eyndelyck doortuichenkomste van hoogstgedagte syn Majesteit de Ministers van S. K. D. van Brandenburg genomen hadden contentement dat S. K. D. van Beyerens de voorichreve somme soode betalen in 4. terminen, uyt de subsidien van de respectieve Provincien onder Spagne gehoorende, stellende tot generael verband alle de Domeynen van syne Catholyke Majesteit ende tot achterborge de incommende en uytgaende Regten van het Fort S. Marie, mitsdat syne Majesteit en haer Hoog-Moogende fouden gaenderen de executie van dien en continueren in t'ontfangen en percipieren van de voorichreve uytgaende en incommende Regten na dat alle de Capitalen by haer Hoog-Moogende daer op gelligt, met de intreffen van dien volcomen fouden wesen voldoen, tot dat hoogstgedagte S. K. D. van Brandenburg mede volcomen soude wesen betaelt van de voorichreve 472. duysent Ryxdalders of Patacons, soo als alle t' selve breder in de Acte hier voortgaende is geexpressieert: Waar op gedeibereert synde is goet gevonden mits desen te verclaren, dat haer Hoog-Moogende aennemen de voorichreve gerequiereerde Garantie, en hebben vervolgens haer Hoog-Moogende beloof en beloven by desen de hand te sulen houden aen de executie van t' gene inde voorichreve Acte is gemelt, en te sulen continueren in t'ontfangen en percipieren van t' Fort S. Marie, aae dat alle de Capitalen by haer Hoog-Moogende off onder de selve garantie daer oepelicht met de intreffen van dien volcomen sulen wesen voldoen tot dat S. K. D. van Brandenburg mede volcomen sal wesen betaelt van de voorichreve 472. duysent Ryxdalders offte Patacons.

CXCIX.

23. Sept. *Cessatio armorum inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & LUDOVICUM XIV. Gallie Regem in Arce Ryfwicensi die 22. Septembris 1697. Cum CONSENSU Legatorum Imperii Electorum, Principum & Statuum Hage Comitum in eorum Consessu die 23. Septembris 1697.* [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1069. *Atles & Memoires de la Paix de Ryswick* Tom. III. pag. 275. en Latin & en François. *Thesaurum Europaeum* Tom. XV. pag. 211. en Alemmand.]

NOs Sacrae Caesaree Majestatis & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris, & ad instantiam Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum, quae vigesima Septembris Pacem cum Rege Christianissimo concluserunt, omnino consensu, Sacram Caesaream Majestatem & Sacram Majestatem Christianissimam haec eadem rata habituros esse, inter nos convenimus, prout convenimus, quod plena & integra cessatio esse debeat omnium cujuscunque generis hostilitatum, quocunque nomine veniant, aut quocunque occasione seu praetextu exerceri possent, absque ulla reservatione aut Locorum exceptione, inter Exercitus, Milites, & Subditos Imperatoris, Imperii, & Regis Christianissimi, ad primam usque Novembris proxime venturi, quodque eum in finem Sacra Caesarea Majestas, & Sacra Majestas Christianissima sine dilatione Mandata necessaria mittent supremis illarum militum Praefectis, aliisque, quod Conventio haec promptis ab omnibus executioni detur. In quorum fidem praesentes tabulas nostris sub-

scriptas sigillis nostris munivimus. In Arce Ryfwicensi 22. Septembris, 1697.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ.	(L.S.) DE HARLAY
(L.S.) HEN. C. DE STRATMAN.	BONNEUIL.
(L.S.) J. F. B. DE SEILERN.	(L.S.) VERJUS DE GRECY.
	(L.S.) DE CAL- LIERES.

Consensus nomine Electorum, Principum & Statuum Imperii, per eorum Legatos adhibitus.

Postquam Sacrae Caesaree Majestatis & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Legati Extraordinarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris & Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum (quae 20. Septemb. Pacem cum Rege Christianissimo concluserunt) conveniunt, quod plena & integra omnium cujuscunque generis hostilitatum cessatio esse debeat usque ad 1. Novembris, desuperque declarationes suas 22. Septemb. in Arce Ryfwicensi recipere ab utraque parte extradiderunt, ante illam vero Sacrae Regiae Imperii Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii consilia sua debito modo communicarunt, inque communem illam extraditam opinionem conveniunt, idcirco supra memoratorum Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii Dominorum suorum Principalium nomine, qui deputatorem Imperii constituunt, hinc praesentibus tabulis necesse declarare censuerunt sese Actum Armistitii ab Illustrissima & Excellentissima Legatione Caesarea per Illustrissimum & Excellentissimum Legatum Mediatoris Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Galliae exhibebunt, etiam nomine aliorum dictorum Dominorum Electorum, Principum & Statuum datum oblatumque velle, seque cum ipsis plane conformare. Actum Hagae-Comitis die 23. Septembris 1697.

Ad Requisitionem.

(L.S.) M. FRIDERICUS Baro de SCHONBORN Legatus Moguntinensis.

CC.

Tractatus Pacis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & LUDOVICUM XIV. Regem Galliae ab altera partibus; Quod, Pace Westphalica & Neomagensi pro basi & fundamento positus, Caesari, Imperio, Augustissima Domui Austriacae, & omnibus Statibus Imperii quovis tam durante Bello, quam Unionum seu Rempionum Nomine Loca & Fura occupata, restitui debent. Urbs vero Argentoratis, & quicquid ad eam in sinistra Rheni parte pertinet, Regi Christianissimo ceditur. Munimenta in Regione Huningae in dextera Ripa, & in Insula Rheni exstructa, nec non Munimenta Fort Louis, Trarbach, Montroyal, Kurburg, & Eberenburg, destructioni & demolitioni mandantur. Conveniunt est insuper Articulus XXVIII. de Restitutione Ducis Lotharingiae in liberam & plenariam Possessionem, eorum Statuum, locorum, & bonorum, quae Patruus ejus, Dux Carolus Anno 1670. possidebat, exceptis mutationibus Articulis sequentibus explanatis. Actum in Palatio Ryfwicensi die 30. Octobris 1697. Cum ARTICULO SEPARATO praesentem inter Electorem Palatinum & Ducissam Anselanensem controversam concernente, eodem dato 30. Octobris 1697. Sequuntur RATIFICATIONES Utriusque Partis. [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDERIC LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi An. 1697, in 4. en Latin & en

Ggg 3 Fran-

ANNO
1697.

François. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Ryswyck. Tom. IV. pag. 13. en Latin, & pag. 59. en François; dans le *Recueil* des divers Traitez faits depuis soixante ans, seconde Partie pag. 579. en François; dans P. ANTONIO FORESTI del Mapemondo Istoric. Tom. I. pag. 505. en Italien; dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XV. pag. 211. en Allemand; dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. General. pag. 1069. en Latin, & en Allemand; dans VITRIARIUS, à JOHAN. FRID. PFEFFINGERO *Illustratus* Lib. IV. in Append. pag. 25. dans HERN. FRANCO. FRID. *Baronis AB ANDLERN Corp. Constitut. Imperialis* Tom. I. in Append. pag. 115. en Allemand.]

In nomine Sacrosanctae Trinitatis, Amen.

NOTUM sit omnibus & singulis, quorum interest: cum ab aliquot jam annis ferale bellum cum multa sanguinis Christiani effusione & plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae Regem, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Marchionem Moraviae, Ducem Luxemburgiae, superioris & inferioris Silesiae, Wurtembergiae & Teckae, Principem Sueviae, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiae, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgo-viae, ac superioris & inferioris Lusitiae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus Naonis & Salinarum, &c. Sacrumque Romanum Imperium ab una: & Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Ludovicum XIV. Franciae & Navarrae Regem Christianissimum ab altera parte: sua Sacra Caesarea Majestas verò & sua Sacra Regia Majestas Christianissima ad finienda quantocumque haec mala in perniciem rei Christianae indies augescientia animum ferus advertit, factum Divina Bonitate esse, ut anniente Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino, Domino Carolo XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rege, & suo Principe Finlandiae, Duce Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stettini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae, Principis Rugiae, Domini Ingriae & Wismariae, nec non Comitibus Palatini Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae & Montium Duce, &c. inclytae Memoriae, qui mox ab exortorum motuum initio Pacem inter Christianos Principes sollicitè suadere non destitit, atque dein Mediator universum receptus illam quamprimum conciliare, ad mortem usque gloriosè allaboravit, solennes ea de causa Tractatus in Palatio Rislwicensi in Hollandia instituti, post ejus autem à vivis decessum pari studio succedentis in paternam pro tranquillitate publicam curas Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini Caroli XII. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiae, Ducis Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stettini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae, Principis Rugiae, Domini Ingriae & Wismariae, nec non Comitibus Palatini Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae & Montium Ducis, &c. ad finem perducti fuerint. Comparantes quippe dicto loco utrinque legitime constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, nomine quidem Sacrae Caesareae Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas S. R. I. Comes à Kaunitz, haereditarius Dominus in Austerlitz, Hungarischbrod, Mährischbups & majoris Orzechan, Eques aurei Velleris, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarius Status intimus, Camerarius & Sacri Imperii Pro-Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Straatman & Peirbach, Dominus in Orth, Schmitling, Sparenbrun & Carlsberg, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius: & Dominus Joannes Fredericus liber & Nobilis Baro à Seilern, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Co-

mitis. Concommissarius Plenipotentarius: nomine verò ANNO
1697.
Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay, Eques, Dominus de Bonneuil, Comes de Cely, Regiae suae Majestatis Consiliarius in Consilio Status ordinarius: Dominus Ludovicus Verjus Eques, Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Status, Comes de Grey, Marchio de Freon, Baro de Couvay, Dominus in Boullay, duarum Ecclesiarum, in Fortille, & in aliis Locis: & Dominus Franciscus de Callieres, Eques, Dominus de Callieres, Rupischellae & Gigny, intervenit & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Caroli Bonde, Comitis in Björnöö, Domini in Helleby, Tyresjö, Töftabholm, Gråfsten, Gustafsberg & Rezitza, Sacrae Regiae Majestatis Sueciae Senatoris, & supremi Dicafterii Dorpatensis in Livonia Praedidis, & Domini Nicolai Liberi Baronis de Lillieroot, Sacrae Regiae Majestatis Sueciae Secretarii Status, atque ad Celsos & Praepositos Dominos Ordines Generales Federati Belgii Legati Extraordinarii, amborum ad Pacem universalem restabendam Legatorum extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integre, sedulo & prudenter perfundi sunt, praesentibus, suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii, Electorum Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiaris, post invocatum aeterni numinis opem & commutatas hinc Mandatorum formulas ad Divini Numinis gloriam & Christianae Reipublicae Salutem in mutuas Pacis & Concordiae Leges convenerunt tenore sequenti.

I. Pax sit Christiana, Universalis & perpetua, veraque Amicitia inter Sacram Caesarem Majestatem, ejusque Successores; totum Sacrum Romanum Imperium: Regnaque & Ditiones Haereditarias, Clientes & Subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & Subditos ab altera parte: eaque ita sincerè fervetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam molitur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quocunque nomine veniat, praestare, alteriusve Subditos Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit, aut debeat: sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum ferò promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus, in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & Federibus quomocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amicitia & oblivio omnium eorum, quae quocunque loco, modove, ultro citroque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec illius alterius rei causa vel pretextu alteri quicquam inimicitiae aut molestiae, directè vel indirectè, specie juris aut vi facti usquam inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singulae hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatae injuriae & violentiae absque omni personarum, rerumve respectu ita penitus abolitae sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum pretendere possit, perpetuè sit oblivione sepultum. Gaudeant etiam hac amnestiâ ejusque beneficio & effectu omnes & singuli utriusque Partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini eorum noxae aut praedictio fiat, has vel illas partes secutum esse, quod minis praestito, in quo ante bellum immediatè fuit, statui, quod honores & bona plene restituatur, reservatis tamen iis, quae ratione Beneficiorum Ecclesiasticorum, mobilium & fructuum Articulis sequentibus speciatim definita sunt.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica & Neomagensis, eaeque statim à commutatis Ratificationum formulis in sacris & profanis plenè executioni mandentur, & posthac fartè testè conserventur, nisi quatenus nunc aliter expressè convenit fuerit.

IV. Restituentur inprimis Sacrae Caesareae Majestati & Imperio, ejusque Status & Membris, à Sacra Regia Majestate Christianissima quaevis tam durante bello, & vi facti, quam Unionum nomine occupata Loca & Jura, quae extra Alsatiam sita, ut in indice Reunionum à Legatione Gallica exhibitio expressa sunt, cassatis, quae ea de causa à Camera Metensis, & Vefontina, ut & Consilio Brisacensi edita sunt. Decretis, Arrestis, & declarationibus, omniaque in eum statum reponuntur, quo ante illas occupationes, Uniones, seu Reuniones fuerant, nullo deinceps tempore amplius turbanda seu inquietanda, Religione tamen Catho-

ANNO 1697. Catholica Romanâ in locis sic restitutis in statu quo nunc est, remanente.

V. Et quamvis ex generalibus hîcè regulis facîle iudicari queat, qui & quatenus restituendi sînt, nihilominus ad aliquorum instantiam, accedentibus peculiaribus rationibus, de quibusdam causis specialem mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expressè non nominati pro omnis non habeantur, sed pari omnino cum nominatis loco sint, & eodem jure fruuntur.

VI. Nominatim restituendus Dominus Elector Trevirensis & Episcopus Spirenâ in Urbem Trevirensis, in statu, quo nunc est, absque ulteriore demolitione, ullave ædificiorum publicorum aut privatorum deterioratione, cum tormentis bellicis, quæ ibidem tempore postremæ occupationis reperta fuerunt; omnia quoque de occupationibus, Unionibus & Reunionibus jam præcedenti Articulo quarto statuta, in commodum Ecclesiarum Trevirensis & Spirenâ speciatim repetita censi debent.

VII. Fruetur etiam omnibus emolumentis Pacis hujus, ejusque assertione plenissimè comprehenditur Dominus Elector Brandenburgicus, cum omnibus Ditionibus, Possessionibus, Subditis & Juribus, nominatim iis, quæ ipsi ex Tractatu 29. mensis Junii Anni 1679. inito competunt, ac si singula speciatim relata essent.

VIII. Restituatur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino occupatæ omnes Ditiones, five ad illum solum pertineant, five cum aliis communes sint, quocunque nomine veniant, speciatim verò Civitas & Præfectura Germersheimensis, illique comprehensæ præposituræ & subpræfecturæ, cum omnibus Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, Villis, fundis, feudis & juribus, prout per Pacem Westphalicam restituta fuerunt, omnibus etiam Documentis literariis ex Archivo, Cancellaria, Curia feudali, Camerâ Rationum, Præfecturis, aliisque Officiis Palatinis ablatis, nullo loco, re, jure, aut Documento exceptis. De juribus verò seu prætentionibus Domine Ducissæ Aurelianensis convenit, ut prævis restitutione supradicta res secundum formulam Compromissi à Sacra Cæsarea Majestate & Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam Arbitris juxta Leges & Constitutiones Imperii decidatur; illis verò in sententiâ discordibus, Papæ tanquam Super-arbitro factenda deferatur. Non minus tamen inter ea amicabili composio inter Partes tentetur, & donec res finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonenfium seu centenorum millium florenorum Rhenenium à Domino Electore Domine Ducissæ Aurelianensi eâ ratione & conditione solvatur, prout peculiari Articulo, ejusdem cum Pace hac vigoris, expressum est; utriusque Partis tam in possessorio, quam in petitorio, uti & Imperii jure undiqueque integro.

IX. Restituatur Serenissimo Sueciæ Regi, ut Comiti Palatino Rheni, Comiti Sponhemii & Veldenzæ, avitus Ducatus Bipontinus liber & integer cum appertinentiis & dependentiis, iisque juribus, quibus Sacræ Regiæ Majestatis prædecessores Comites Palatini & Duces Bipontini gavisi sunt, aut gaudere poterunt, ad normam Pacis Westphalicæ: ita ut omnia sub quocunque titulo à Corona Gallicæ hæctenus ex toto, vel parte istius Ducatus præsentia, occupata & reunita pleno jure ad Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ejusque hæredes Comites Palatinos Rheni redeant. Reddantur quoque Documenta literaria, ad dictum Ducatum spectantia, unâ cum tormentis bellicis, quæ tempore occupationis ibidem existerunt, cunctaque alia, de quibus in favorem restituendorum, præcedentibus Articulis conventum est.

X. Quantum ad Principatum Veldenzæ, & quæ sub nomine dicti Principatus aut Lauterrecensis defunctus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Palatinus Rheni possederat, restituatur juxta §. quartum & Indicem à Legatione Gallica exhibitum, falsis cujusque prætendentium tam in possessorio quam petitorio juribus.

XI. Magno Ordinis Teutonici Magistro & Episcopo Wormatiensi, Domino Principi Francisco Ludovico Palatino reddentur plene ablata à Gallia incito Ordini antiquitus dicatæ seu possessæ Commendæ, loca, redditus, & jura, fructusque dictus Ordo ratione Commendarum & Bonorum sub Dominio Gallico sitorum tam circa collationem, quam administrationem iisdem usibus, privilegiis & immunitati-

bus, quibus antehac juxta Statuta & Regulas suas gavisus est, & Ordo Sancti Joannis Hierosolymitani gaudere consuevit. Locum etiam habebunt ratione Episcopatus Wormatiensis reliquarumque Domini Principis Ecclesiarum, quæcumque Pace hac de restitutione locorum, contributionibus, aliisque conventa sunt.

XII. Reddatur Domino Electori Colonienâ tanquam Episcopo & Principi Leodienâ Castrum & Oppidum Dinantense in statu, quo tempore occupationis fuit, cum omnibus juribus & dependentiis, tormentis quoque bellicis & Documentis ibi tam repetitis. Omnia porro de occupationibus, Unionibus & Reunionibus supra Articulo quarto statuta in commodum Ecclesiarum Colonienâ & Leodienâ speciatim repetita haberi debent.

XIII. Restituatur Domus Wurtembergica & nominatim Dominus Dux Georgius pro se & successoribus ratione Principatus seu Comitatus Mompelgardensis in eum statum, jura, prerogativas, ac in specie in eam immediatam erga Sacrum Romanum Imperium, quâ antea gavisus est, & quâ cæteri Imperii Principes gaudent, vel gaudere debent, annullatâ penitus Vassallagii recognitione, Coronæ Gallicæ Anno 1681. factâ. Fruanturque deinceps dicti Principes liberè omnibus eodem pertinentibus redditibus, tam secularibus, quam Ecclesiasticis, quibus ante Pacem Neomagensem fruebantur, non minus ac Feudis, quæ tempore detentionis Gallicæ vel aliis iis aperta, nec ab ipsismet aliis concessa sunt, excepto Pago Balenheim cum appertinentiis, quem Rex Christianissimus Commendatori de Chamlay Regiorum Castrorum Metatorum Generali contulit, quod ut ratum manere debet, ita tamen, ut Domino Duci Wurtembergico, velut Domino directo, ejusque successoribus homagium præstare, ab eoque Feudi hujus renovationem petere teneatur. Restituatur quoque in plenariam & liberam possessionem, tam Feudorum suorum Burgundicorum, Clereval & Passavant, quam Dynastiarum Granges, Héricourt, Blamont, Châtelôt & Clemont, cæterarumque in Comitatu Burgundicæ & Principatu Mompelgardensis sitarum cum omnibus juribus & redditibus, eo planè modo, prout ante Pacem Neomagensem possederant, abolitis penitus iis, quæ quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium facta vel præsentia fuerunt.

XIV. Gaudeat etiam Dominus Marchica Badensis omni jure & beneficio Pacis hujus, adeoque etiam Westphalicæ & Neomagenis, inprimis verò Articuli 4. & 5. hujus Tractatus.

XV. Restituatur eodem modo Principes & Comites Nassovienses, Hanovienses, & Leiningenses omnesque cæteri Sacri Romani Imperii Status, qui per Articulum quartum hujus Tractatus aliove restituendi veniunt, in omnes & singulas suas Ditiones eoque pertinentes proventus & redditus, aliæque omnia jura & beneficia, quocunque nomine insignita sint.

XVI. Cum verò Pacis meliùs stabilendæ ergò, placuerit Loca quadam hinc inde permutari, Sacra Cæsarea Majestas & Imperium cedunt Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ejusque in Regno successoribus Urbem Argentinensem & quidquid ad illam civitatem, in sinistra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate & supremo Dominio, quod sibi & Romano Imperio hæctenus in ea competit, aut competere poterat, eaque omnia & singula in Regem Christianissimum ejusque Successores pertineat & Coronæ Gallicæ incorporata intelligatur, absque Cæsaris Imperii vel cujusque alterius contradictione: Ad cuius cessionis alienationisve majorem validitatem, Imperator & Imperium vigore præsentis Transactionis expressè derogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum Sacrique Romani Imperii Decretis, Constitutionibus, Statutis & Consuetudinibus etiam juramento firmatis aut in posterum firmandis, nominatimque Capitulationi Cæsareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum & jurium Imperii prohibetur, quibus omnibus expressè renuntiant, dictamque Urbem unâ cum Magistratibus, Officialibus, Civibus & Subditis omnibus, à vinculis & sacramentis, quibus hucusque Imperatoribus & Im-

ANNO 1697.

ANNO
1697.

Imperio obstricta fuerat, exsolvunt, eamque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Christianissimo ejusque Successoribus præstendam remittunt, atque ita Regem Christianissimum in plena iustaque proprietate, possessione & superioritate constituunt, omnibusque in eâ iuribus ac prætensionibus ex nunc in perpetuum renuntiant; inque hunc finem dictam Urbem Argentinensem ab Imperii Matricula expungi placet.

XVII. Liberum tamen maneat omnibus & singulis ejus Urbis & appertinentiarum Incolis, cujusunque conditionis sint, qui emigrare voluerint, inde domicilium aliò, quocunque libuerit, unâ cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, detractone aut exactione, intra annum à ratihabita Pace, post quinquennium vero præstitis præstandis secundum conditiones in ejusmodi casibus illic olim usitatas transferre, immobilia verbò aut vendere, aut retinere, & per se, vel per alios administrare. Eadem quoque facultas retinendi & per se, vel alios administrandi aut alienandi omnibus aliis Imperii Membris aut subditis mediatis vel immediatis maneat, qui bona, redditus, debita, actiones, vel jura in dicta Urbe, ejusque appertinentiis habent, sine semper retineant, sive durante Bello, aut ante illud confiscata seu adempta aliisque concessa fuerint, per Conventionem hanc restituenda, quocunque nomine veniant, aut ubicunque degant. Salva etiam sit jurisdictio Ecclesiastica iis, ad quos antiquitus spectavit, nec eam, ejusve exercitum impedire unquam liceat.

XVIII. Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima restituet cum omnibus iuribus & dependentiis intra 30. dies à commutatis Ratificationum formulis Sacrae Cæsareæ Majestati & Imperio munimentum Kehl à se extructum in dextra Rheni parte situm integrum. Munimentum verbò de la Pille cæteraque in ipso Rheno seu Rheni Insulis extructa intra mensem sequentem aut citius, si fieri poterit, sumptibus Regis Christianissimi solo planè æquabuntur, à neutra parte posthac reedificanda. Fluminis autem navigatio, a-luvis usus utriusque Partis Subditis, aut qui aliis illac commeari, navigare aut merces transvehere volent, æquè patebit: nec quicquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio aliusve usus difficilior quavis ratione reddatur, multò minùs nova telonia, portoria, aut pedagia exigantur, aut vetera augeantur, navesve, quæ transeunt, aut unam magis quàm alteram ripam appellere, aut onera, seu merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinqui semper debet.

XIX. Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacrae Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium S. Petri, Fortalitium item Stellæ nuncupatum, & quæcunque alia Munimenta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel reliquum Brigoviz Districtum noviter erecta, aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione, cum Villis Lehen, Metzhausen, & Kirchzarth, cumque omni jure, prout suæ Regiæ Majestati per Pacem Neomagenensem cessa aut ab illa possessa & exercita fuerunt, uti & Archivis, omnibusque Scripturis seu Documentis literariis tempore occupationis illic repertis, sive ibi adhuc extant, sive aliorum translata sint, Jure Diccetano aliisque juri-bus & redditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

XX. Transfert similiter in Sacram Cæsaream Majestatem & Domum Austriacam Sacra Regia Majestas Christianissima Brisacum integrum in moderno statu, cum Granariis, Armamentariis, Munimentis, Vallis, Muris, Turribus, aliisque ædificiis publicis ac privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis; iis, quæ in sinistra Rheni parte sunt, interque ea Fortalitio le Mortier dicto, Regi Christianissimo relicta. Urbs tamen, quæ nova dicitur, in eadem sinistra Rheni parte sita, uti & pons, ac munimentum Insulae Rheni inedificatum omnino destruetur & solo æquabitur, à neutra Parte ullo tempore reedificanda. Cæteram eadem libertas Brisaco migrandi hic repetita censetur, quæ ratione Urbis Argentinæ convenita est.

XXI. Præfata Loca, Urbes, Castra & Fortalitia cum omni districtu, appertinentiis & dependentiis Sacrae Cæsareæ Majestati à Sacra Regia Majestate Christia-

nissima retrocessa restituantur & tradantur absque omni reservatione, exceptione aut retentione bonâ fide & sine ulla dilatione, impedimento vel prætextu, iis, qui post ratihabitas Pacis Tabulas à Sacra Cæsareâ Majestate ad id constituti & specialiter deputati fuerint, eaque de re locorum evacuandorum Præfectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia & Loca cum omnibus prærogativis, utilitatibus & emolumentis ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacrae Cæsareæ Majestatis & Domus Austriacæ redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permancant, quemadmodum antehac ad eam spectarunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hætenus possessa fuere, nihilque omnino juris aut prætensionis in Loca præfata & eorum Districtus Coronæ Gallicæ remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quidquam porro exigatur pro sumptibus & expensis in munimenta aut alia ædificia publica vel privata infumptis, nec alia quæcunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à Pace ratihabita executioni demandanda, adeo ut præfata Gallicæ inde protinus abducantur, absque omni molestia; damno vel gravamine, Civibus, & Incolis, aut aliis quibuscunque Subditis Austriacis titulo debitorum aut prætensionum quarumlibet inferendo. Neque fas sit Militiæ Gallicæ in Locis evacuandis, aut aliis quibuscunque ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutius commorari, hyberna, vel stationes egere, sed in proprias Coronæ Gallicæ Ditiones illico commigrare teneantur.

XXII. Eadem ratione reddetur Sacrae Cæsareæ Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippiburgum illæsum cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quæ tempore ultimæ occupationis ibidem existerunt, Episcopatus Spirensis jure undequaque reservato, atque eo nomine Articulus quartus Instrumenti Pacis Neomagenis expressè repetitus habeatur. Munimentum verbò quod in sinistra ripa ædificatum est, unâ cum ponte à Rege Christianissimo post occupationem factò, destruetur.

XXIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta à regione Hunningæ in dextera ripa & in Insula Rheni extructa, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo: pons quoque illic Rheno superfructus destruetur.

XXIV. Destruendum similiter Munimentum, quod in dextra parte Rheni ædificatum est, è regione Fortalitii, Fort-Louis nuncupati, ipso Fortalitio & Insula penes Regem Christianissimum remanentibus, solum verbò Munimenti destructi Domino Marchioni Badensi cum ædificiis restituendum. Destruetur etiam ea pontis pars, quæ illuc ab Insula pergit, à neutra parte deinceps reparanda.

XXV. Demolienda præterea à Rege Christianissimo Munimenta post Pacem Neomagenensem Castro Trarbacensi addita, nec non Fortalitium Montroyal ad Mosellam, à nullo posthac reedificanda, relicta tamen in pristino statu Arce Trarbacensi & unâ cum Urbe & appertinentiis prioribus possessionibus plenariè restituenda.

XXVI. Eadem quoque demoliendi ratio obtineat in Munimentis Arci Kurburgensi à Rege Christianissimo additis; post quæ destructa, Arx hæc cum integra relicta Urbe Kirn non minùs ac reliqua ad Principem Salmensem ejusque Agnatos, Rheingravios & Wildgravios spectantia Bona, nominatim etiam Principatus Salmenis, cæteraque illis reddentur, eodem omnino modo & jure possidenda, quæ ea ante destitutionem possederunt, & Pace hac conventum est.

XXVII. Idem etiam de destruendis novis Munimentis Arci Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjectis, eaque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus Bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

XXVIII. Cùm Dominus Dux Lotharingæ hoc in Bello cum Sacra Cæsareâ Majestate conjunctus sit, & præsentî Tractatui comprehendi voluerit, restituatur pro se, Hereditibus & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, Locorum & Bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo (cùm à Christianissimi Regis armis occupata fuerunt) possidebat, exceptis tamen mutationibus, Articulis sequentibus explanandis.

XXIX.

ANNO
1697.

ANNO
1697.

XXXIX. Restituet inprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nancei cum omnibus appertinentiis, cumque tormentis bellicis, quæ in Urbe veteri tempore occupationis reperta fuerunt, eâ tamen conditione, ut integris relictis omnibus Vallis & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novæ, hujus Valla & Propugnacula non minus ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacræ Regiæ Majestatis solo planè æquantur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quod Dominus Dux ejusve successores Urbem novam simplici & æquali muro absque angulis claudere possint, quandocumque libuerit.

XXX. Evacuabit quoque S. R. M. Christianissima Castrum Bisch cum omnibus appertinentiis, uti & Castrum Hombourg, destructis prius Munimentis, amplius non reparandis, ita tamen, ut ipsi Castris, & quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illesea conserventur.

XXXI. Suffragatur porò Domino Duci omnia de Unionibus seu Reunionibus Articulo quarto statuta, ac si hic verbotenus repetita essent, ubicunque aut quomodocunque factæ seu decretæ fuerint.

XXXII. Reservat sibi verò Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium Saarlouis cum dimidiâ leuâ in circuitu à Commissariis Regiis & Lotharingicis designandâ, cumque omni Superioritatis & supremi Domini jure perpetuò possidendum.

XXXIII. Urbs quoque & Præfectura Longwicensis unâ cum suis Pertinentiis & Dependentiis cum omni Superioritate, supremo Dominio & Proprietate, maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque Hæredes & Successores; nihilque Juris impoterum in iis præterire possit Dominus Dux ejusque Hæredes & Successores: sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam Domino Duci cedit, in uno ex tribus Episcopatus ejusdem amplitudinis & valoris Præfecturam, de qua bonâ fide inter eosdem Commissarios conveniet: eique sic cessâ, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tam ipse Dux, quam ipsius Hæredes & Successores fruentur in perpetuum cum omnimodis Superioritatis supremi Domini & Proprietatis Juribus.

XXXIV. Pateat semper Regio Militi ad Loca limitanea pergenti aut inde redeunti sine obstaculo aut impedimento transitus innoxius per Ditionem Domini Ducis, præviâ tamen semper notificatione tempestivâ, & ut transiens Miles non evagetur, nec diverticula quærat, sed viâ ordinariâ & brevissimâ utatur, & iter absque morâ debite acceleret, nullam vim, nullumque damnum Locis vel Subditis Ducis inferat, annonamque ac necessaria à Commissariis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis vicissim & in potestatem Domini Ducis sine exceptione plenè redeuntibus Viis & Locis quæ Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ per Pacem Neomagensem reservata fuerunt.

XXXV. Beneficia Ecclesiastica usque ad diem præsentis Tractatus à Rege Christianissimo collata, penes modernos Possessores, qui ea à Sacra Majestate Regia consecuti sunt, quietâ relinquuntur.

XXXVI. Sanctum præterea fuit, ut omnes Processus, Sententiæ atque Decreta lata per Consilium, Judices aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in Controversiis & Actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos Ducatus Lotharingiæ & Barri, quam alios, tempore, quo Rex Christianissimus hosce Status possedit, locum habeant, atque plenum integrumque suum sortiantur effectum, non secus ac si Sacra Regia Majestas eorum Possessor mansisset, neque dictas Sententiæ & Decreta in dubium vocare, annullare, aut Executionem illorum retardare aut impedire inegrum erit. Parubus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad Revisionem Actorum, interim tamen Sententiæ suæ in robore & vigore maneat.

XXXVII. Restituentur mox à ratihabitâ Pace Domino Duci, Archiva & Documenta literaria, quæ in Gazophylacio Nanceano & Barrensi, atque in utriusque Camerâ Computorum sive alibi locorum habebantur & ablata fuerunt.

XXXVIII. Poterit statim à ratihabitâ Pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingiæ & Barri Commissarios mittere, qui rebus illius attendant, Justitiâ administrant, Teloniorum, Salinarum, aliorumque Jurium

TOM. VII. PART II.

curam gerant, cursum publicum disponant, ceteraque agant, quæ ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plenè suscipiendum pertinere queant.

XXXIX. Ratione Vectigalium seu Teloniorum, eorumve Immunitatis in vecturâ salis, & lignorum, sive Terrâ, sive per Mannu, servetur status seu contractus anno 1670, nullâ innovatione permitta.

XL. Maneat antiquus Usus & Libertas Commenciorum inter Lotharingiam & Ditionem Metensem, Tullensem & Virodunensem, mutuoque utriusque Partis beneficio impoterum exactè serventur.

XLI. Serventur similiter in pristino suo vigore & robore Concordata illesea inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingiæ inita.

XLII. Domino Duci, ejusque Fratribus post Requisitionem integrum erit Jus, quod sibi in diversis causis competere asserunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus Sententiis, quæ ipsi abientibus & non auditis late dici possint.

XLIII. In iis, quæ hic aliter expresse conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque Ditionum & Subditorum ea, quæ hoc Tractatu maxime §. *Restituentur utriusque Partis Vassalli, &c. §. Simul atque Instrumentum Pacis, &c. & §. ut ad Subditos, &c.* cautâ sunt, ac si hic speciatim enumerata essent.

XLIV. Dominus Cardinalis de Furstenberg restituentur in omnia Jura, bona Feudalia ac Allodialia, Beneficia, Honores & Prærogativas, quæ Sacri Imperii Principibus & Membris competunt, tam ratione Episcopatus Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quam Abbatiæ Staveloenfis, aliasve, frueturque cum Agnatis seu Cognatis, qui illi adhaeserunt, & Domesticis, plenâ amnestiâ & securitate omnium factorum dictorumque & quorumlibet contra illum illosve Decretorum, nec ipse, illiusque Hæredes, aut Agnati seu Cognati & Domesticis, ob Hæreditatem defuncti Domini Electoris Maximiliani Henrici à Dominis Electoribus Colonienfis & Bavarie, eorumque Hæredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquam poterunt, uti nec vicissim ex illâ Hæreditate seu ob Legatâ sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & Domesticis, aut causam ab iis habentes, quicquam quovis modo à Dominis Electoribus aliusque petere debebunt, omni jure, Præterfensione seu Actione personali ac reali penitus extinctâ. Eadem amnestiâ & securitate gaudebunt, eodemque omnino jure utentur ex Canonici Colonienfis ii, qui partes illius secuti & Canonice ac Beneficiis privati fuerunt, restituenturque cum omnibus Canoniarum, Beneficiorum & Dignitatum Juribus in eum Capituli Cathedralis & Collegiarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerunt, ita tamen, ut Redibus penes modernos Possessores manentibus, hi quæ ad restituti communibus Dignitatum & Beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restituti d'ato, fruantur, post Possessorum verò obitum aut voluntariam Renunciationem, restituti soli Dignitates & redditus protinus occupent, interea quoque pro Ordine, quem inter se habent, singuli novæ Præbendæ proximè vacaturas, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, gratum fore nullatenus dubitatur. Hæredes quoque illorum Canoniarum, qui pariter destituti durante Bello decesserunt, quorumque Bona, redditus & jura sequestrata aut Fisco addicta fuerunt, in hisce recuperandis Beneficio §. *Restituentur omnes utriusque Partis Vassalli, &c.* plenè gaudebunt eâ expresse additâ Conditione, ut Legatâ à Defunctis ad pias causas relicta juxta eorum Dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

XLV. Amnestiâ quoque comprehendantur speciatim Landgravius Hassiæ Reinfelsensis, & in eum itatum, quoad Arcem Reinfels totumque Comitatum inferiorem Carinthiobocensem cum omnibus Juribus ac Dependentiis reponantur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus Belli exiit, filius tamen ubivis Juribus Domino Landgravo Hassio Castellano competentibus.

XLVI. Restituentur omnes utriusque Partis Vassalli & Subditi, Ecclesiastici & Saculares, Corpora, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia Jura bona, mobilia & immobilia, census quoque seu redditus, etiam qui redditu possunt, & qui vitâ terminantur (dummodo fors extincta non sit) tempore & occasione Belli occupata seu detenta, unâ cum Juribus,

Hhh

Actio.

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Actionibus & Successionibus, quæ ipsi durante Bello everserint, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque ratihabiti Pacis perceptorum, aut Pensionum cellarum petere possint. Similiter peti amplius non poterunt Debita, Merces & Mobilia tempore & ratione Belli Fisco addicta vel Autoritate publicâ in alios usus conversâ, adeoque nec Creditores ejusmodi Debitorum, nec Domini earum Mercium aut Mobilium, eorumque Hæredes aut causam ab iis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem præterdere unquam debebunt. Restitutiones hæc ad eos quoque extenduntur, qui partes contrarias secuti sunt, quive eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagensem Bona, Reditus aut Jura idè quoddam alibi habitaverint, vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, seu pretextus ablata fuerint, quique proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in pristina Jura & quævis Bona, qualia hæc tempore Conclusionis & Subscriptionis hujus Tractatus fuerunt. Atque omnia isthæc statim à ratihabiti Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis Donationibus, Alienationibus, Concessionibus, Confiscationibus, Commisibus, Impensis, Meliorationibus, Sententiis interlocutoriis & definitivis, ex contumaciâ, Partibus absentibus & non auditis, lais, quæ Sententiæ & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebantur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente iis omnibus in Patriam, seu ad Bona ista redeundi, utque iis non minus ac censibus & redditibus, vel ipsi frui, aut alibi, ubicunque ipsi visum fuerit, domicilium figere seu morari possint, prout elegerint, omni violentiâ seu coactione penitus exclusâ. Tumque fas illis erit per Procuratores non suspectos Bona & redditus administrare, iisque uti frui, exceptis tamen Beneficiis Ecclesiasticis Residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari, & obiri debent. Omnibus denique utriusque Partis Subditis libera facultas erit, Bona Mobilia & Immobilia, census & redditus, quæ sub alterius Ditione habent, vendendi, permutandi, alienandi & transferendi, alterve de iis inter Vivos & per ultimam Voluntatem disponendi, ita ut quilibet, Subditus vel Extraneus, ea emere seu acquirere possit, nullâ aliâ seu ulteriori permissione Superioris requirenda præter eam, quæ hoc Article continetur.

XLVII. Si aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata, durante hoc Bello, ab unâ alterâve Parte in Terris seu Locis fidei tunc subiectis juxta primæ Institutionis ac generalium vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam aut aliam quamvis à summo Pontifice canonice factam Dispositionem & Provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica quæ ante præsens Bellum in Locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerint, præsentibus Possessoribus relinquuntur, ita ut nec in illorum Possessione vel legitima Administratione, nec in fructuum perceptione, à quocunque turbati aut impediti vel eorum nomine seu causa præterita aut præteriti in Jus vocari, conveniri, aut quâvis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præsent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XLVIII. Cum tranquillitatis publicæ interit, ut Pax conclusa Augustæ Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudie Ducem exactè observetur, illam quoque Pace hæc comprehendit & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hæc vigoris sit & perpetuo maneat. Confirmantur præterea singillatim, quæ Pace Westphalicâ & Neomagensi superius restabilita pro Domo Sabaudicâ cautâ sunt, & hic nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam Restitutionem Pinaroli ejusque Dependendarum nullâ in parte minui aut alterari queat Obligatio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit, solvendi Domino Mantuæ Duci, quadringenta nonaginta quatuor millia aureorum, in Liberationem Domini Ducis Sabaudie, prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fuis declarationem est. Atque ut ea plenius & firmius corroboraretur, omnes & singuli Principes Pacis generalis confortes, quæ inter se pro maiori securitate stipulantur sponsores seu Garantias, eadem Domino Duci Sabaudie præstant, & ab eo vicissim accipiunt.

XLIX. Redditiōne verò seu Restitutione quâcunque Locorum, Personarum, Rerum aut Jurium à Gallia

ANNO
1697.

factâ aut faciendâ, redintegratis seu redintegrandis nihil novi Juris acquiratur. Si verò aliorum contra illos Præsentationes fuerint, hæc post factam Restitutionem, quæ propterea nullatenus differri debet, loco convenienti proponendæ, examinandæ & decidendæ erunt.

L. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiaris subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis cujuscunque generis Hostilitas ac Violentia, ædificiorumque, Vinearum & Sylvarum vastatio aut arborum cæcio: deducanturque illic post Ratihabitiones commutatas utrinque copiæ ex Locis non munitis ad alteram partem pertinentibus. Loca verò munita ex Pace hæc restituenda tradantur intra triginta dies à ratihabiti Pace, aut citius, si fieri poterit iis, qui præcedentibus Articulis nominati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui immediate ante destinationem in possessio nem fuerint, absque ullâ Munitionum aut Ædificiorum publicorum vel privatorum destructione, aut statibus, in quo nunc sunt, deterioratione, vel quaruntvis impensarum in vel ob factam repetitione, ullâve Militum aut eorum nomine vel aliâ de causâ faciendâ exactione, aut rerum ad Incolas spectantium vel ex hac Pace relinquendarum ablatione. Demolitio autem qualiscunque destruendorum, de quâ supra convenit, absque impensis & molestiâ alterius Partis, minorem quidem intra mensem, majorum verò intra duos menses, aut citius, si fieri poterit, plenè perficiatur. Reddantur præterea bonâ fide statim à Ratificationibus commutatis omnia Archiva & Documenta literaria, non ea tantum, quæ ad Loca Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperio ejusque Status & Membri restituentia aut relinquenda pertinent, sed & omnia illa, quæ ex Camera & Urbe Sprevi, alibi in Imperio ablata sunt, etiam eorum mentio specialis in hac Conventione facta non sit. Captivi quoque utrinque facti ratione Belli plenè libertati absque lytro restituantur, maxime illi, qui remis additi aut alias ad opus publicum damnati fuerunt.

LI. Et ut ad Subditos utriusque Partis plenior Pacis fructus mox pervenire possit, convenit, ut quæcunque Contributiones Pecuniæ, Frumenti, Vini, Fœni, Lignorum, Pecudum, aut alterius nominis, licet alterutrius Subditis jam imperatæ aut per Pacta stabilitæ fuerint, uti & pabulationes omnis generis in alterutrius Ditione statim à die Ratihabitionis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliusque Contributionibus, Indictionibus aut Exactionibus residuum debebitur, penitus abolitum sit & maneat, obides etiam ex quâcunque causâ hoc Bello dati aut abducti, sine morâ absque ære reddantur, liberæque in Patriam dimittantur.

LII. Redeat quoque mox à subscriptâ Pace Commercium inter Sacre Cæsareæ Majestatis Imperiæ & Sacre Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regnoque Gallie Subditos durante Bello prohibita, in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanseaticorum Cives & Incolæ Terræ Marique plenissimâ Securitate, pristinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & Emolumentis per solemnes Tractatus aut vetustam Consuetudinem obtentis, ulteriori Conventione post Pacem remissa.

LIII. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus sed abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, aut excogitari unquam possint, etiam talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio, seu annullatio nulla seu invalida dici posse videatur.

LIV. Utrique contrahentium Parti liceat Pacem hanc ejusque Observationem Fœderibus, Munimentis in proprio solo, extra Loca tamen superius nominatim excepta, pro arbitrio exarundis & ampliandis, Præsidibus & Stationibus, atque aliis mediis ad Defensionem comparatis firmare: cum aliis quoque Regibus, Principibus & Rebuspublicis, tum imprimis Sueciæ Regi, seu Mediatori, æquè ac virtute Pacis Westphalicæ eam afferere Sacre Cæsareæ Majestati, Imperioque, & Sacre Regiæ Majestati Christianissimæ. Garantiam præstare semper fas erit.

LV. Et cum Sacra Cæsareæ Majestas, Imperiumque, & Sacra Regia Majestas Christianissima grato animo agnoscant indefectâ Studia & Officia, quæ Serenissimus Sueciæ Rex tranquillitati publicæ reducendæ impendit,

ANNO
1697.

dit, utrinque placuit, cum cum Regnis & Provinciis suis præfenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatum comprehendi.

LVI. Porro quoque Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine Pace hac comprehenduntur præter nominata jam Imperii Membra etiam reliqui Electores, Principes, Status & Membra Imperii, inter quæ ea singulatim Episcopus & Episcopatus Basiliensis, cum omnibus eorum Ditionibus, Prærogativis & Juribus, tum & tredecim Helvetiorum Cantones cum eorum Fœderatis, nominatim cum Republica & Civitate Genevatum & Dependens, Urbe & Comitatu Neocomensi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhuse & Bienne, tribus Ligis Rheticis seu Grisonibus, septemdecim Valesianis & Abbate Sancti Galli.

LVII. Nomine Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ comprehenduntur pariter tredecim Cantones Helvetiæ eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valesianorum.

LVIII. Inciduntur etiam Paci omnes illi, qui ante Permutationem Rathabitionum, vel postea intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

LIX. Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii Deputatorumque Imperii Ordinum Plenipotentiarii ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hic mutuo placitam rathabitionum & Ratificationum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandarum, aut citius, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

LX. In quorum fidem roburque tam Cæsarei quam Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, una cum Electorum, Principum & Statuum Imperii ad hunc Actum deputatorum Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt in Palatio Riswicenſi in Hollandiâ trigesima die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo.

(L.S.) D. A. C. à CAUV-
NITZ.

(L.S.) HENR. C. DE
STRATMAN.

(L.S.) J. F. L. B. à
SEILERN.

(L.S.) DE HARLAY BON-
NEUIL.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIERES.

Nomine Em. Elect.
Mogunt.

Nomine Seren. Ba-
variz Elect.

(L.S.) M. FRIDERICUS BARO
de Schonborn Legat.

DE PRIELMAYER, Le-
gatus Extraordinarius
& Plenipotentiarius.
(L.S.)

(L.S.) IGNATIUS ANTONIUS OTTEN Plenipotenti-
arius.

(L.S.) GEORGIVS WILHELMUS MOLL, Plenipoten-
tarius.

Nomine Domus Austriacæ.

(L.S.) FRANCISCUS RUDOLPHUS AB HALDEN Liber
Baro de Trazberg &c.

Nomine Magni Ordinis Teutonicæ Magistri.

(L.S.) C. B. à Loë, Ordinis Teutonicæ Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Heripolenſis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS PHILIPPUS IGNATIUS
de Taltungen.

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
renſis ut Episcopi Spirenſis.

(L.S.) JOANNES HENRICUS DE KAYSERSFELD, Ple-
nipotentiarius.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Constantienſis.

(L.S.) FRIDERICUS à DURHEIM.
TOM. VII. PART. II.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi ANNO
& Principis Hildesienſis. 1697.

(L.S.) CAROLUS PAULUS ZIMMERMAN, Celsitudi-
nis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Ple-
nipotentiarius.

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Colo-
nienſis tanquam Episcopi & Principis Leo-
dienſis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS NORFF, Deputatus Ple-
nipotentiarius.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi, &
Principis Monasterienſis.

(L.S.) FERDINANDUS L. B. à PLETTEMBERG-EXLEN-
HAUSEN, Ecclesiæ Cathedralis Paderb. Monast.
& Hildesf. respect. Decan. & Capit.

Nomine Serenissimi Electoris Palatini, ut Ducis Neo-
burgici.

(L.S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenipo-
tentiarius.

Nomine Serenissimi Ducis Wurtembergici.

(L.S.) JO. GEORGIUS NOBILIS DE KULPIS. S. R.
Imp. Eques Consil. Status intimus & Consil. Di-
rector.

(L.S.) ANTONIUS GUNTERUS DE HESPEN, Consili-
arius in Consilio Superiori & Plenipotentiarius
Serenissimi Domini Ducis.

Nomine Serenissimi Principis Badæ Badenſis.

(L.S.) CAROLUS FERDINANDUS DE PLITTER-
DORFF, salvo alternationis ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S.) JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN,
in Neidtrig L. B. de Autenriedt Plenipotenti-
arius.

Nomine Comitum Scamni Wetteravici.

(L.S.) CAROLUS OTTO Comes à Solms.

(L.S.) F. C. AB ECLELSHEIM, Consiliarius Hanoyien-
ſis & Plenipotentiarius.

Nomine liberæ Imperialis Civitatis Colonie
Agrippinæ.

(L.S.) HERMAN. JOSEPH BÜLLINGEN, Syndicus &
Plenipotentiarius.

Nomine Civitatis Augustæ Vindellicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIRHEIM, Ple-
nipotentiarius.

Nomine Civitatis Imperialis Francofurti.

(L.S.) JOANNES JACOBUS MÜLLER, Plenipotentiarius.
(L.S.) JOANNES MELCHIOR LUCIUS, J. U. L. Syndi-
cus & Plenipotentiarius.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.
Plenipotencia Cæsarea.

NOS LEOPOLDUS Divina favente Clementiâ
electus Romanorum Imperator semper Augu-
stus.

ANNO
1697.

flus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusitaniæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portus Naonis, & Salinarum &c. Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum, quo ab aliquot jam annis Christianus Orbis affligitur, in æquum & honestam Pacem quantocius converteretur, atque omnibus Partibus belligerantibus placuerit, ut Tractatus & Colloquia Pacis in Loco ab iis communi consensu eligendo instituantur; ideo quidquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes; consilii fidei, Prudentiæ, & Experientiæ nostrorum & Sacri Romani Imperii fidelium dilectorum Illustris & Magnifici nostri Consiliiarii Statius, Camerarii, & Sacri Imperii Pro-Cancellarii, Domihici Andreæ Comitissæ Kaunitz, Hereditarii Domini in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrispruss, & Majoris Orzechan, Equitis auri Velleris: nec non Illustris & Magnifici nostri Consiliiarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici Joannis Comitissæ Stratzman, Domini in Peirbach, Orth, Schmiding, Spatenbrunn, & Carlsberg; uti & Magnifici nostri Consiliiarii Imperialis Aulici, & in Comitissæ Imperii Concommissarii Plenipotentiarii Joannis Friderici Liberi Baronis de Seilern, &c. eos nominavimus, elegimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quam primum fieri possit, ad Locum, de quo inter Partes convenum fuerit, conferant, ibique Pacis colloquia, sive directæ sive interveniente operâ hinc inde recepi Mediatoris, instituant cum Serenissimi Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Franciæ Regis &c. Affinis & Fratris nostri Christianissimi, Legatis vel Deputatis sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque, quæ eo spectant, per bonam & firmam Pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni Authoritate & Mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraor-

dinariis & Plenipotentiariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsum, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis, nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & predictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conscribendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent faciendi æquè libere & amplè, ac si præsentibus id facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc speciali, & expressiori, quam quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habuit, quodcumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusionem, signatum, extraditum & commutatum fuerit, nos astringentes hisce Præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni formâ intraque tempus, prout conveniret. In quorum fidem roborque præsentibus manu nostra subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari iussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die tertiâ mensis Februarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani trigesimo nono, Hungarici quadagesimo secundo, Bohemici vero quadagesimo primo.

ANNO
1697.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

VI. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à
Zeyll.Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis
proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSBRUCH.

Plenipotentiâ Imperii.

Demnach des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten, Fürsten und Stände für rathsam befunden; aus, dero Mittel zu erkennen; welche denen zwischen Ihrer Kaiserlichen Majestät unserm Allergnädigsten Herrn / und dem Reich / auch übrigen Höben Alliirten eines / und der Cron Frankreich andern Theils / auf das Fundament des Westphälischen zu Nimwegen bestätigten Friedens veranlassen Tractaten von Reichs wegen bey zu wohnen; und dessen Interesse mit zu beobachten hätten / und dann auß dem Churfürstlichen Collegio Chur-Mainz / Chur-Bayern / Chur-Sachsen und Chur-Brandenburg: auß den Fürstlichen aber Catholischer seits / Oesterreich / Salzburg / Hoch- und Teutscher Meißer / Würzburg / Speyer / Constanß / Hildesheim / Müntz / Münster; salvo alternationis ordine, Pfalz Neuburg / Baden-Baden / Schwäbische Prälaten; So dan A. C. Bermandten seits, Magdeburg / Schweden / Bremen / oder Pfalz-Zweibrücken / Sachsen-Coburg / Sachsen-Gotha / Brandenburg-Culmbach / Braunschweig-Zell / Braunschweig-Wolfenbüttel / Hessen-Cassel / Wittenberg / salva alternatione, Holstein-Glückstadt / Anhalt / Weterauische Graffen; aus dem Reichs-Ertrath Catholischen Theils / Eßln und Augsburg: und A. C. Bermandten Theils / Frankfurt und Wittenberg darzu

Les Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entre eux, pour veiller à leurs Intérêts, & assister de leur part aux Traitez de Paix, qui se doivent faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & ses Hautes Alliez d'une part, & entre la Couronne de France de l'autre, & selon le fondement de la Paix faite ci-devant en Westphalie & confirmée ensuite à Nimègue; ont député & nommé du Collège Electoral les Electeurs de Mayence, de Bavière, de Saxe, & de Brandebourg: du Collège des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltsbourg, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, de Wirtemberg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liège, Munster (sauf l'ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prelats en Suabe, & d'entre les Protestans ceux de Magdebourg, de Suède de la part de Brene ou des Deux-Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg Culmbach, de Brunswick-Zell, de Brunswick-Wolfenbüttel, de Hesse-Cassel, de Wittenberg (sauf leur alternative) de Holstein-Gluckstadt, d'Anhalt, & les Comtes en Wettarovie: & finalement du Collège des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Ausbourg, & les Protestantes celles de Francfort & de Nurem-

ANNO 1697. darzu erwählt und benennet worden; Als wird denen selben / von gesandten Reichs wegen / zu obgedachtem Ende / Kraft dieses vollkommenen Gewalt ertheilet / auff daß sie die Ihrige mit genugsamer Vollmacht fürderhin an dem besondern Orth / zu denen gemelten Tractaten schicken und abordnen / und daseibst mit / und neben denen Höchst-ansprechlichen Kayserlichen Herrn Herrn Plenipotentiarius in erscheinen / und nach Ausweis der ihnen diesfalls ertheilten Instruction , dasjenige berathschlagen / und juxta Stylo Imperii tractiren / und verrichten zu heissen / was zu Widerbringung eines ehrliden / sicheren / behändigen / und allgemeinen Friedens dienen / und Beförderung der quovis modo betragten und untruncten Reichs - Ständen und Gliedern verlangter Restitution auch recht- und billigmässiger Satisfaction , nicht weniger gemeiner Wohlfarth und Verhütung des Vaterlands gehen mag. Was nun mit Ihro der Cron Frankreich durch sie / oder in ein oder des andern Abwechselfeit / Kranchheit / oder nicht-erscheinen durch die übrigen (doch daß der abgehenden Vota zu observierung der parité seinem Religions-Verwandten Heil unmittelbar accresciren sollen) nebst Höchst-Gedachter Kayserlichen Gesandtschaft / nach Anbierung obangeregter Instruction also gehandelt / verrichtet / und geschlossen werden wird; Solches soll / so wohl von der Deputirten Principalen / als auch von den übrigen sämtlichen Reichs-Ständen / in gewisser allerseit bestimmender und zulänglicher Zeit ratificiret / angenommen und ohnerbrüchlich gehalten / auch die Deputirte Ständen befehlen / wie es sich in dergleichen Fällen gebühret / jedemahl kräftig vertreten werden. Signatum Regensburg den 15. Junii 1697.

(L.S.)

Churfürstliche Maynzhische Cansley.

ANNO 1697. remberg, ausquels on donne de la part dudit Empire & en vertu de ce present Acte une pleine autorité, afin qu'ils puissent promptement envoyer leurs Ministres au lieu des Traitez, pour y assister conjointement avec les Principaux Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale, & en conformité de leur Instruction concourir à traiter, régler selon le stile observé dans l'Empire, & conclure tout ce qui pourra être nécessaire pour obtenir une Paix générale, sûre, honnête & perpétuelle avec le rétablissement de la tranquillité publique, comme aussi avec Restitution, & toute la Satisfaction, qui sera trouvée due à des Etats & Membres de l'Empire endommagés ou entierement opprimés. Ainsi on acceptera, ratifiera dans le tems convenu, & observera de la part de tout l'Empire aussi-bien que des Etats Deputés, tout ce que les Ministres de ceux-ci ou quelques uns d'eux en cas d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres (où pour observer la parité les présents opineront encore pour les absents Membres de leur Religion) auront conjointement avec l'Ambassade Impériale traité, ajusté, & conclu avec la Couronne de France, & les Etats Deputés, y seront, comme de raison & de coutume toujours maintenus & puissamment soutenus. Signé à Ratisbonne le 15. de Juin 1697.

(L.S.)

La Chancellerie Electorale de Mayence.

Plein-Pouvoir de Sa Majesté Très-Christienne.

Louis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est présentement affligée, & que par les soins & la Mediation de notre Très-Cher, & Très-Aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les Parties, pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la divine Providence, la déolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de Sang Chrétien; Scavoir faisons, que nous confians entierement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre bien aimé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien aimé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Menillet & autres Lieux, comme aussi en celle de notre bien aimé le Sieur de Callieres, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Pour ces causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, commettons, ordonnons & deputons par ces présentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec tous les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres, tant de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur des Romains, que de notre très-cher & très-aimé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas,

& de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos fideles Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire, & negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le fudist effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présents en Personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes; promettant en foi & Parole de Roi, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Car tel est notre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Versailles le vingt-cinquième jour de Février l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept & de notre Regne le cinquante-quatrième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli,

Par le Roi.

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Hhh 3 *Arti-*

ANNO
1697.

Articulus separatus.

AD maiorem Elucidationem Articuli: *Restituentur* à Re. & Christianissima Domina Electori Palatino &c. 8. Instrumenti Pacis huius subscriptæ hic amplius statuere patet, ut in proponendis & decidendis Domine Ducis Austriensis adversus Dominum Electorem Palatinum Præsentionibus seu Junibus hæc servetur ratio. Ubi de Loco Congressus inter utrumque Arbitrum intra tempus Rathabitationis Pacis prefixum convenierit, Parti utique ille Locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria Articuli factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibitur tunc illis intra mensem sequentem, à Domina Ducissâ, integra Designatio Præsentionum, seu Petitionum adversus Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicentur. Deducantur inde & Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem tradantur, inter alios quatuor menses, eadem die ab his nominandâ, utriusque Partis Fundamenta in quadroplo; ex quibus singuli Arbitri unum exemplar penes e retinebunt, tertium ad Acta communia Arbitri reponetur, quartum verò Partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondeatur parti ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eadem die in quadroplo exhibebatur utriusque Partis responsio, partibus rursim, vice mutuâ intra octiduum extradandâ. Intra quatuor subsequentes menses ad Conclusionem causæ utrinque procedatur, & Arbitri Sententiæ simul submittatur, atque hæc Conclusio & Submissio, Partibus ad noticiam communicetur. Actaque presentibus Partium Procuratoribus, quod dici solet, introduntur. Viso dein & examinato utriusque Partis Jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumque Delegatis juratis in Loco Congressus Sententiâ secundum Leges & Constitutiones Imperii publicè feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumve Delegati in Sententiâ discordes fuerint, Acta Arbitri communia intra bimestre spatium à die Sententiæ inchoandum, communibus Partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquam Super-Arbitro exhibeantur, quò rem iterum examinandam, Delegatis neutri Partium suspectis, & juratis intra binos menses committat, hique super Actis prioribus, nulla ulteriore deductione Partibus permittitur, intra sex menses proximè futurorum, uti dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam Sententiam proferant, nullo modo convellendam, sed absque ullâ mora aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra Pars in proponendis, deducendis aut probandis Præsentionibus & Juribus moram fecerit, licebit nihilominus alteri Parti in Terminis constitutis, qui extendi nunquam debent, Jura sua deducere & exhibere, atque Arbitris æquè ac Super-Arbitro eâ quâ expressum est ratione procedere, Sententiamque juxta exhibita Acta, & probata pronunciare & exequi. Processu tamen hoc non obstante cum ab ipsismet Partibus tunc à Dominis Arbitris via amicabile compositionis tentetur, nihilque omittatur, quod ad terminandam amicè controversiam pertinere possit. Cum etiam Articulo Pacis jam allegato conveniatur, ut donec hæc Controversia finem accipiat, annua Summa ducentarum millium librarum Turonenſium, seu centenorum millium Florenorum Rhenensium, à Domino Electore Palatino, Domine Ducissæ Austriensis exsolvatur, ratione hujus Solutionis & Terminis, à quo inchoare debeat, potèd specialiter conventum est, ut ista Præstatio tunc demum incipiat, postquam juxta tenorem dicti Articuli mentionatæ inibi Ditionis & Loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint. Ut autem Domina Ducissâ Austriensis de solutione præfatæ Summæ tantò securius esse possit, Dominus Elector tot ex Administratores seu Collectores Præfecturæ Germersheimensis aliorumque Locorum Palatinorum quos suffecerint, ante rathabitationem Pacem nominabit, qui eam Domine Ducissæ, vel ejusdem Mandatario Landaviæ singulis annis, dimidiâ parte quovis semestri solvendâ, præstandam in se suscipiant, quique si non satisfecerint, vis juris ordinariâ, & si ulterior necessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo Executione Militari ad solvendum cogi possint. Fiet autem hæc Solutio eâ Legè, & Conditione, ut eâ, quæ ratione dictæ annuæ præstationis Domine Ducissæ Austriensis, decisione gorum Arbitris pendente, solvatur, cum Præsentionibus,

si quæ ab Arbitris eidem adjudicarentur, compensanda, vel si nihil, aut minus illa d-ben decideretur, restituida veniant, hæcque Compensatio vel Restitutio non minis, quàm ipsa Controversia per Sententiam arbitralem determinetur. Si verò Domina Ducissâ Austriensis formulæ Compromissi in exhibendâ Designatione Præsentionum, Instructione causæ, & Responsione ad exhibita Palatina non satisfecerint, sed in morâ fuerit, cursus dictæ Præstationis annuæ pro isto solum temporis spatio infletur, ipso causæ processu juxta eandem Compromissi formulam progrediente. Acta hæc sunt in Palatio Ratisvicensi 30. Octobris 1697.

ANNO
1697.

(L.S.) D. A. Ç. à KAU- (L.S.) DE HARLAY BON-
NITZ. NEUIL.
(L.S.) HENR. C. à STRAT- (L.S.) VERJUS DE CRECY.
MAN.
(L.S.) J. F. L. B. à SEI- (L.S.) DE CALLIERES.
LERN.

Nomine Em. Elect. Nomine Seren. Bavarie
Mogunt. Electoris.

(L.S.) M. FRIDERICUS DE PRIEMMEYER, Lega-
BARO DE SCHÖN- tus Extraordinarius
BORN, Legat. & Plenipotentarius.
(L.B.)

(L.S.) IGNATIUS ANTON. OTTEN, Plenipotentarius.
(L.S.) GEORGIUS WILHELMUS MOLL, Plenipoten-
tarius.

Nomine Domus Austriacæ.

(L.S.) FRANCISCUS RUDOLPHUS AB HALDEN, L. B.
de Trazberg.

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) CAROLUS B. à LOË, Ordinis Teutonici Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbi-
polensis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS PHILIPPUS IGNATIUS
DE TASTUNGEN.

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
rensis ut Episcopi Spirensis.

(L.S.) JOANNES HENRICUS DE KEYSERSFELD, Ple-
nipotentarius.

Nomine Celsissimi Principis & Domini Episcopi Con-
stantiensis.

(L.S.) FRIDERICUS à DÜRHEIM.

Nomine Celsissimi ac Reverendissimi Principis &
Episcopi Hildesensis.

(L.S.) CAROLUS PAULUS ZIMMERMAN, Celsitudi-
nis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Ple-
nipotentarius.

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Co-
loniensis tanquam Episcopi & Principis Leo-
diensis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS NORFF, Deputatus Ple-
nipotentarius.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi & Prin-
cipis Monasteriensis.

(L.S.) FERDINANDUS L. B. à PLETTENBERG EX
LENHAUSEN, Ecclesiæ Cathedral. Paderborn.
Monast. & Hildes. respectivè Decan. & Capit.

No.

ANNO 1697. Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam Ducis Neoburgici.

(L.S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenip.

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

(L.S.) CAROLUS FERDINANDUS L. B. DE PLIT-TERSdorff, salvo alternationis Ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S.) JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN IN NEIDBERG L. B. DE AUTENRIEDT, Plenip.

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Coloniz Agrippinæ.

(L.S.) HERMAN JOSEPH BÜLLINGEN, Syndicus & Plenipotentiarius.

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIERHEIM, Plenipotentiarius.

Ratificatio Cæsarea Pacis 30. Octobris 1697.
Ryfwici conclusa.

Nos Leopoldus (tot. tit.) notum facimus omnibus & singulis præfentes Literas inspecturis, lecturis vel legi audituris aut quomodocunque inscriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad restituendum, quod ante annos aliquot exaruit grave Bellum, Congressus in Palatio Riwicensi in Hollandia institutus fuerit, Divina favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per destinatos ad id ab utraque Parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & Amicitia tandem conclusa sit, formâ, modo, & tenore sequenti.

(Inferatur Instrumentum.)

Cum igitur hæc omnia per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro Mandato munitos, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ congregati memoratam Pacem vigore conclusi die 26. proximè elapsi Mensis Novembris facti, & ad manus nostras transmissi approbârunt & ratam habuerunt; nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quidquid tota hæc Pacis Conventio continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandatu-ros, nullâque ratione, ut vel ex nostra parte vel per alios contraveniantur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium & testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ septima Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragésimo, Hungarici quadragésimo tertio, Bohemici verò quadragésimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeyhl.

Ad Mandatum Sacræ Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

Ratificationis Cæsarea Pacis 30. Octobris 1697. ANNO 1697.
Ryfwici conclusa separatus Articulus.

Nos Leopoldus (tit.) notum testamurque facimus, cum præter Instrumentum Pacis Nos & Imperium inter & Serenissimum & Potentissimum Regem Franciæ Christianissimum conclusæ à Nobis jam ratihabitu, etiam in Articulus sequentem conventum fuerit.

(Inferatur separatus Articulus.)

Quod Nos eum pariter ratum habuerimus & confirmaverimus, prout eum hisce confirmamus, verbo Cæsareo promittentes, Nos eundem accuratè observaturos, nec unquam permisiuros esse, ut illi quavis ratione contraveniantur. In quorum fidem Sigillum Nostrum Cæsareum Tabulis hisce manu nostra subscriptis appendi jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ 7. Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragésimo, Hungarici quadragésimo tertio, Bohemici verò quadragésimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeihl.
Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

Ratification de Sa Majesté Très-Christienne.

L'Ouis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces présentes verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely, nôtre Cher & Bien-amié Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille & de Menillet, & nôtre Cher & Bien-amié François de Calieres Chevalier Sieur de la Roche-Chelly & de Gigny nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryfwick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischpruß & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire & Chambellan de nôtre Tres-cher & Tres-amié Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Strattman & Pœurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlsberg, Conseiller Aulique & Chambellan de nôtre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Dietes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre Tres-cher & Tres-amié Frere l'Empereur & les Députés Plenipotentiaires des Electeurs Princes & Etats du Saint Empire pareillement munis des Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Inferatur tenor Tractatus.

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous & un chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy & sous l'obligation & hypocréque de tous & chacun nos biens présents & avenir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. En temoin dequoy nous avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nô-

ANNO 1697. nôtre seel. Donné à Meudon le quatorzième jour de Novembre l'an de grâce mil six cents quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante cinquième.

Esloit signé.

LOUIS.

Par le Roy

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum in capsula argentea.

Ratification de l'Article séparé par Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Ayant veu & examiné l'Article séparé, que nôtre amé & seel Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & du Menillet, & nôtre cher & bien-amé François de Calières, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique Andié Comte de Caunitz Sieur Hereditaire d'Auterlitz, Hongarischbrod, Marichbrus & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire, & Chambellan de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun, Conseiller Aulique, & Chambellan de nôtre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & les Deputez Plenipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats du Saint Empire pareillement munis de Pleins-pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Inferatur tenor Articuli separati.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons iceluy, approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons & ratifions par ces présentes signées de nôtre main, promettans en foy & Parole de Roi de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il y soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause & occasion, que ce puisse estre. En témoin dequoy nous avons signé ces présentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Versailles le onzième jour de Novembre l'an de grâce mil six cents quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquième.

Esloit signé.

LOUIS.

Par le Roy.

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum.

Extrait du Protocole de la Mediation portant que les Ambassadeurs de FRANCE en signant la Paix avec ceux de l'EMPEREUR & de l'EMPIRE ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils seront obligés de se déclarer. A Ryswick le 12 Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 11.]

ANNO 1697. Sur ce qui a été rapporté par l'Ambassade Impériale à Messieurs les Ambassadeurs de France, que quelques-uns des Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ne pourroient pas, faute d'ordre, signer le Traité de Paix qu'il s'agissoit de conclure, à cause de l'Article qui regarde la Religion à la fin du §. 4. dudit Traité, Messieurs lesdits Ambassadeurs de France nous ont déclaré, que ce défaut de signature n'empêcheroit point la Conclusion de la Paix, & qu'ils consentoient que lesdits Etats refusans ne laissent pas de jouir du bénéfice de la cessation d'Hostilitez durant le terme de six semaines, convenu pour l'échange des Ratifications, pendant lequel tems ils seroient aussi obligés de déclarer ici où à Ratisbonne s'ils acceptent ou non toutes les Conditions dudit Traité. Et faute par eux de les accepter purement & simplement, ils déclaroient que la Guerre continueroit contre les refusans, nonobstant même les Articles portez dans ledit Traité en leur faveur, qui en ce cas deviendroient caducs; la Paix au surplus demeurant réciproquement faite pour être exécutée à l'égard de tous les autres Etats de l'Empire, qui l'auroient signée & acceptée.

(L.S.) BONDE.

(L.S.) LILLIEROOT.

Autre Extrait du Protocole de la Mediation concernant le terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE aux Ministres des Princes PROTESTANS de l'Empire pour accepter la Paix prête à signer. Le 30. Octobre 1697. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 166.]

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale étant entrez avec Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne dans le Cabinet de notre appartement, où les Conférences se font tenues ordinairement, & nous ayant fait prier de nous y rendre, nous ont dit, que Messieurs les Ambassadeurs de France ne vouloient accorder aucune des Conditions que Messieurs les Ministres des Etats Protestans demandoient, mais qu'à la requisiion de l'Ambassade Impériale ils voudroient bien permettre que lesdits Ministres Protestans, signassent d'abord la Paix avec tous les autres *Sub spe rati*, ou bien fissent leur Déclaration de l'accepter soit à Ratisbonne ou ici, avant le terme de l'échange des Ratifications, & qu'en attendant ils jouiroient de la Paix, comme les autres qui alloient signer, ce que Messieurs les Ambassadeurs de France ont avoué en notre présence, & ils y ont ajouté ce qui est contenu dans l'extrait du présent Protocole qui a été extradé aujourd'hui à part le 30. Octobre 1697.

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, de Subscriptionem Pacis, nec non de spatia sex septimanarum recusantibus concessa, cujus Beneficium acceptant, sibi que reservant. Datum Hage Comitibus 12 Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV. pag. 107.]

Um plurimorum Sacri Romani Imperii Electorum & Principum Augustane Confessioni ad dictorum Legati Christianissimi Legatio clausulam quandam Articuli IV. Religionem concernentem, super qua non instructi fuerunt, Instrumento Pacis die 12 Octobris in Palatio Rixwicensi signato inferi urserit, ad ejusdem Subscriptionem concurrere recusaverint, vel ut ipsi consequenter asseverarunt, non potuerint, & ne propterea publice tranquillitatis redintegratio in totum protraheretur, vel incertis eventibus aliis exponeretur ab Illustissimis & Excellentissimis Legatis Cæsareis, auctoribus Illustissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis pro temperamento in medium allatum fuerit, ut supra dicto modo Subscriptionem recusantibus, liberum sit vel ab eadem penitus abstinere, ita tamen, ut intra spatium 6. septimanarum Ratificationi Pacis præfixum, mentem Dominorum suorum Principum de acceptatis ejusdem Articulis declarent, vel isdem jam tum sub spe & Conditione Ratificationis appone-

re,

ANNO
1697.

re, Infraſcripti Sereniſſimi Ducis Wittenbergici Miniſtri Plenipotentiarii quo ſuum promovende Pacis ſtudium eò magis teſtarentur, ultimum propoſitionis membrum eligere, & ſic præſentibus hiſce Sereniſſimo Domino Principali ſuo quezvis inde competenti referre voverunt. Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos Legatos Mediatoreſ ea, qua par eſt, obſervantiâ requirentes, ut hanc Reſervationem ad Acta recipere dignentur. Haga-Comitum die 22. Octobris 1697.

J. GEORGIVS DE KULPIS.

(L.S.)

A. G. DE HESPEN.

(L.S.)

Declaratio J. C. NORFF Depuati Plenipotentiarii Sereniſſimi Elektoris Colonienſis & Principis Leodienſis, quod licet Pacem Caſaream & Imperii cum Rege Chriſtianiſſimo ſubſcripſerit, iſſe tamen non intendit eam approbare in puncto Derelictionis Jurium ad Eccleſiam LEODIENSEM, in Ducatum BULLIONENSEM pertinentium. Actum Ryſwici 30. Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryſwich Tom. IV. pag. 110.]

Quandoquidem Serenitas Sua Electoralis Colonienſis, ut Episcopos & Principes Leodienſis, Deputationi ſibi ab Imperio Romano, una cum aliis Principibus & Conſtabulis ad reſtaſtandam Pacem cum Corona Gallicæ, delatæ, conſenſit, & ad eam perſequeſſandam, Pacemque in hac Qualitate ad normam Inſtructionis Imperii die 1. Junii 1697, in Comitibus Ratiobenenſibus concluſæ ſubſcribendam, infra nominatum Plenipotentiarium ſuum delegavit, is muneris ſui effe duxit præſentibus declarare, ſe imminente Tractatu Pacis; non aliter niſi in ſupra dictâ Qualitate Delegati ſubſcripturum, neque mentem ſuam eſſe, hac ſua Subſcriptione approbare Articulum 28. Pacis Neomagenſis, quatenus hac Pace Ryſwiciſi foret confirmandus, eò quod evidenter deroget Juri Episcopatu Leodienſi ſine ulla controverſia in Ducatum Bullionenſem competenti, quodque dictæ Paci Neomagenſi, contra expreſſum Mandatum Episcopos & Capituli Leodienſis inferret ſi, reſervando attemperate ſuæ Serenitati & Episcopatuſi ultiores Protectiones quas pro conſervandis ſuis Juribus ſibi convenire duxerit, requirendoque Excellentiſſimos Dominos Legatos & Plenipotentiarios illuſtris hujus Congreſſus, pro dandâ ſibi benevolâ Declaratione, hanc ſuam Subſcriptionem nullum ſupramemoratis Juribus ſuæ Serenitatiſ Electoralis adſerre præjudicium, ſed ad perſequeſſendum Commiſſionem Imperii Serenitati ſuæ Electoraliſ delatam fuiſſe neceſſariam. Actum in Palatio Ryſwiciſi 30. Octobris 1697.

Signatum erat.

J. C. NORFF.

Proteſtation du Baron de MEAN Ambaſſadeur, & du Sr. NORFF Plenipotentiaire du Sereniſſime Elektor de Cologne & Prince de Liege contre la Paix de l'Empereur & de l'Empire avec la France, par autan qu'elle confirme l'Article 28. de la Paix de Nimègue, au prejudice du Droit qui appartient à l'Egliſe de Liege, ſur le Duché de BOUILLON. Fait au Château de Ryſwich le 31. Octobre 1697. Avec la CERTIFICAT du Secretaire de l'Ambaſſade de la Mediation ſur le même ſujet. A Ryſwick le 31. Octobre 1697.

Les ſouſſignez Ambaſſadeurs, & Plenipotentiaires de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège ayant pluſieurs fois, avant, pendant, & après la ſignature des Préliminaires du 10. Février dernier, déclaré par ordre expreſ de ſadite Alteſſe Sereniſſime Electorale de ne pas pouvoir prendre le Traité de Nimègue pour Baſe, & pour fondement de la Paix préſente, à cauſe de l'Article 28. qui déroge entièrement aux Droits de ſon Eglise de Liège, à l'égard du Duché de Bouillon, qui y a été inſéré contre les Ordres & Inſtructions de Son A. S. E. Maximilien Henri ſon Prédéceſſeur, & deſapprouvé par les Proteſtations ſolemnelles dudit Prince & du Chapitre de Liège, en date du 17. & 18. Février

Tom. VII. PART. II.

1699. avant la Ratification dudit Traité comme il conſte par les Actes de ladite Négociation de Nimègue, & voyant, que nonobſtant toutes Inſtances & Représentations jointes à celles, que Son Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Médiateur & les autres Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Hauts Alliez ont très-fouvent réitérées pendant la Négociation de la Paix en ce Congrès, on n'a ſû porter leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France de faire inſérer au Traité de Paix fait avec l'Empire la Reſtitution du Château, Ville, & Duché de Bouillon, avec tout ce qui en dépend appartenant à ladite Eglise de Liège, ſi juſtement redemandée par Son A. S. E. après une Poſſeſſion de ſix Siècles, confirmée par les Traitez de Cambray & de Cambrelis, reconnue par les Rois Tres-Chrétiens, & même par Sa Maſteſt à préſent régnante, qui a offert encore pendant cette Guerre des équivalens aux Rois de Suède, & de Danemarque pour ſeſdites Ville, Château, & Duché de Bouillon, après avoir été occupé par ſes Armes dans un tems, que le Pays de Liège n'étoit point en Guerre, & qui par conſéquent, ſelon toute juſtice, & raïſon, doivent être rendus à Son Alteſſe Sereniſſime, & la Poſſeſſion remiſe à l'Eglise de Liège, comme en ayant été privée par voye de fait, ils ſe trouvent obligés par ordre expreſ de leur Prince & Maître, pour la Conſervation de ſes Droits, & de ceux de ſon Eglise de Liège, de renouveler les Reclamations & Proteſtations ci-devant faites, en proteſtant derechef contre l'Article 28. dudit Traité de Nimègue, & contre le préſent Traité, pour autan, qu'il ſe pourroit confirmer dans ce Point, comme auſſi contre la détention dudit Duché de Bouillon, qui ſe fait au préjudice deſdits Droits incontestables de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale, & de l'Eglise de Liège, déclarant en même tems que ledit Traité, & la détention d'un des plus anciens Patrimoines de ladite Eglise doivent être cenſez nuls & de nul effet; & comme ſ'ils n'étoient jamais arrivés, & qu'ils ne pourront ni à préſent, ni à l'avenir porter aucun préjudice aux Droits & à la Poſſeſſion appartenante incontestablement à l'Evêché de Liège; n'étant point dans le Pouvoir d'aucune Puïſſance qu'elle quelle ſoit de diſpoſer, diminuer, altérer ou compromettre en aucune manière les Droits & la Poſſeſſion de ladite Eglise ſans le conſentement expreſ des Evêques & du Chapitre, ni à ceux-ci d'aliéner ou de mettre en doute ſeſdits Droits, & Poſſeſſion lui appartenans, ſi clairement & ſi incontestablement; & afin qu'on ne puïſſe jamais prétexter aucune ignorance de cette Déclaration & Proteſtation, ſeſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires requièrent leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs de les vouloir faire mettre au Protocolle de la Médiation, Son Alteſſe Sereniſſime Electorale & ſon Chapitre de Liège ſe reſervant de ſ'en pouvoir ſervir en tout tems pour marque, & preuve qu'ils n'ont jamais conſenti audit Article 28. ni à tous autres Traitez qui le pourroient en ce Point confirmer, nonobſtant la ſignature que les Miniſtres Plenipotentiaires de ſadite Alteſſe Sereniſſime Electorale ont été obligés de faire, comme Députés de l'Empire du préſent Traité de Ryſwick, puïſqu'il ne l'a ſigné que par l'obligation à l'Empire, qu'il a proteſté contre ledit 28. Article, agréant toujours les autres Articles de ce Traité, & qu'il ſoit garanti par un Acte expreſ, de tout le préjudice qui en pourroit jamais arriver à ladite Eglise, prétendant de ſ'en faire relever en tout tems, en cas de beſoin, afin de pouvoir toujours recouvrer ſeſdits Château, Ville & Duché de Bouillon, avec leurs Appendances & Dependances: Fait au Château de Ryſwick en Hollande, ce 31. Octobre 1697.

L. B. MEAN.

(L.S.)

NORFF.

(L.S.)

Certificat touchant la Proteſtation de Bouillon ou Extrait du Protocolle de la Médiation tenu au Château de Ryſwick, le 31. Octobre 1697.

Monſieur le Baron de Mean, Ambaſſadeur Extraordinaire de Son Alteſſe Electorale de Cologne, & ſon Plenipotentiaire Monſieur Norff ont aujourd'hui préſenté à leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs une Proteſtation touchant les Droits de l'Eglise de Liège ſur le Château, Ville & Duché de Bouillon, avec ſes Dependances, laquelle a été inſérée dans

lii

dans

ANNO
1697.

ANNO dans les Aâes dudit Protocole, & communiqué à
1697. leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Fran-
ce. Fait à Ryfwick comme dessus.

C. G. FRIESENDOFF Secrétaire
de l'Ambassade.

*Extractus Protocolli Cancellariae MOGUNTINÆ,
Subdelegato NORFF datus ad maiorem conserva-
tionem Juris Serenissimi Electoris Colonienſis ut
Episcopi Leodienſis in Ducatum BULLIONEN-
SEM. Hagæ Comitum 11. Nov. 1697. [Actes
& Memoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV.
pag. 161.]*

Serenitatis Sux Electoralis Colonienſis Conſiliarius &
Plenipotentiarius Dominus NORFF, produxit nomi-
ne Clementissimi Domini sui, ut Episcopi Leodienſis,
Reservationem & Protectionem in scriptis ad Pro-
tocollo, vigore cuius declarat, Subscriptionem à se
in Instrumento Pacis tanquam Subdelegato Imperii
factam, Juribus, Serenissimo Domino Sux in Duce-
m Bullionenſem competentibus, nullatenus præjudi-
care, neque se hunc Articulum 28. Pacis Neomagenſis
velle agnoscere, petendo desuper sibi nomine De-
putationis Imperii, Attestationem quandam extradi.
Cumque dicta Reservatio ad futuram rei memoriam
Protocollo Imperii inserta, perque conclusum Depu-
tatum placitum sit prædictam Attestationem extradi-
di; Extractus hic cum Sigillo Cancellariæ Electoralis
Moguntinæ & Directorialis Imperii, præfato Domino
Subdelegato NORFF ad maiorem conservationem Juris
Serenissimi Electoris Colonienſis, ut Episcopi Leodienſis
iuxta prædictum Conclusum Deputationis Imperii in
optima formâ concessus est, signatum Hagæ Comitum
11. Novemb. 1697.

Locus Sigilli Cancellariæ Moguntinæ.

Versionem hanc ex Idiome Germanico factam
cum Originali suo per omnia concordare at-
testor.

Erat signatum.

JOANNES CONRADUS NORFF,
Serenissimi Electoris Colonienſis
ad Tractatus Pacis Sub-Deputa-
tus Plenipotentiarius.

*Ratification du Serenissime Electeur de COLOGNE,
comme Evêque & Prince de LIEGE sur la Pro-
testation faite en son nom pour la Conservation
des Droits de son Eglise sur le Duché de
BOUILLON. A Liège le 10. Decembre
1697. Avec celle du CHAPITRE de Liège
du 9. Decembre 1697. [Actes & Memoires de
la Paix de Ryfwick. Tom. IV. pag. 193.]*

On Alteſſe Sérénissime Electorale déclare d'avoir ra-
tisſé, comme elle ratifie encore par cette, la Pro-
testation que son Ambassadeur le Baron de Meun &
son Plenipotentiaire NORFF ont fait contre le Traité
dernier de Ryfwick pour la Conservation des Droits
de son Eglise sur le Duché de Bouillon. Liège ce 10.
de Decembre 1697.

Etoit signé,

JOSEPH CLEMENT.

*Ratification du Chapitre de la Très-Illustre Cathédra-
le de Liège, touchant la Protestation faite touchant
Bouillon.*

Messieurs les Doyen & Chapitre de la Très-Illustre
Eglise Cathédrale de Liège déclarent de ra-
tisſer comme ils ratifient par cette, la Protestation faite
au Château de Ryfwick le 21. d'Octobre par Ordre
expres de son Alteſſe Sérénissime leur Evêque & Prince,
pour la Conservation des Droits de Saſte Alteſſe
Sérénissime & de l'Eglise de Liège, sur le Château,
Ville & Duché de Bouillon, avec ſes Dépendances;
inserée dans les Aâes du Protocole de la Médiation,
& communiqué à leurs Excellences Messieurs les Am-
bassadeurs de France, dont la teneur s'enſuit.

* PROTESTATION.

Donnée à Liège au lieu Capitulaire ce 9. Decembr. 1697.

Par Ordonnance de mes Très-Révéréndissimes,
Très-Illustres & Généreux Seigneurs les Doyen
& Chapitre ſuſdits.

SCHEPERS.

* Ou la trouve à la pag. précédente col. 1.

*Declaratio causarum ob quas Legati & Plenipoten-
tarii Serenissimorum Electorum & Principum
Imperii Protestantium noluerunt subscribere Pa-
cem Imperialem cum Gallia factam. Datum
Hagæ Comitum 25. Octob. 4. Nov. 1697. [Ac-
tes & Memoires de la Paix de Ryfwick Tom.
IV. pag. 143.]*

ANNO
1697.

Simul ac Illustrissimi & Excellentissimi Domini Le-
gati Sacræ Cæsariæ Majestatis 29. mensis Octobris
atque ita pridie ante conclusam signatamque pacem pro-
posuerunt, Illustrissimos atque Excellentissimos Domi-
nos Legatos Gallicos, sub conditione sine qua non,
postulare, ut Article IV. Tractatus, qui de restituendis
ex capite Reunionum agit, quique totus lectus relec-
tusque, utrinque tandem approbatus fuit, sequens clau-
sula annecteretur: *Religione tamen Catholica Romana in
locis se restituta in statu quo nunc est remanente*, Elec-
torum, Principum, ac Statuum Imperii Augustanæ
Confessionis ad Tractatus Pacis deputatorum Legati ac
Plenipotentarii hic presentes in unum conveniunt, &
re bene perpensa unanimiter existimant dictam Clau-
sulam adſervari.

I. Legibus Imperii Fundamentalibus, nimirum tam
Paci religioſe de Anno 1555. quâ definitum est quod
Augustanæ Confessionis Conſortes in quietâ possessione
bonorum Ecclesiasticorum & reddituum ad ipsos apper-
tinentium relinqui, & nullæ inde lites ab ipsis moveri
debeant, quam etiam imprimis Paci Westphalicæ, quæ
præſenti Tractatui, tanquam basis & fundamentum
subſternitur. Hujus enim verba expressa sunt: Quod
unicum & solum restituendis & observantis futuræ
fundamentum in Ecclesiasticis esse debeat annus 1624.
& respectivè in Palatinatu status, ante motus Bohæ-
mos, donec controversiæ Religionis amicabili Partium
compositione universali definiantur.

II. Capitulationibus Cæsariæ & Regis Romanorum,
in quibus assertio Pacis Religioſe, & eam inſecutæ
Westphalicæ solemniter confirmantur.

III. Instructioni ab Imperio Deputatis Ejus ad præ-
sentes Pacis Tractatus date, quæ utriusque, tam Catho-
licis, quam Evangelicis normam agendi præſcribit. Ea-
dem etiam Inſtructio à Sacra Cæsarea Majestate con-
firmata fuit, atque in hoc ſenſu Excellentissimam Lega-
tionem Cæsaream pariter obligat: tenor illius est,
quod omnia tam in Ecclesiasticis, quam Politicis quocun-
que modo mutata, ad normam Pacis Westphalicæ
in pristinum statum reponi debeant. Porro,

IV. Clausula illa contraria est Instructioni particulari,
quam Deputati Augustanæ Confessionis à Corpore E-
vangelicorum acceperunt, uti etiam

V. Mandatis particularibus Principalium Ipsorum eò
collimantibus.

VI. Ipsi Garantæ Pacis Westphalicæ, quam Rex
Christianissimus una suscepit.

VII. Præliminari hujus Pacis, quod fundamentum
fuit Tractatum inde ſecutorum, nec non

VIII. Projecto die 20. Julii & Declarationi die 1.
Septembris ab Excellentissima Legatione Gallica extra-
ditis, quæ de mutatione adeo periculosa Instrumenti
Pacis Westphalicæ, ne minimam quidem mentionem
faciunt. Et cum prædicta Legatio adhuc paucos ante
signatam Pacem dies Cæsariæ Legationi optionem de-
derit, an Illud Projectum & Declarationem super Pa-
ce, prout jacent, signare vellent, vel exinde apparet, de
dicta Clausula nullum tunc temporis adhuc à Rege Chri-
stianissimo mandatum adſuisse.

IX. Contrariatur quoque dicta Clausula Article
præcedenti Tertio Pacis Ryfwickenſis, juxta quem Pax
Westphalica & Neomagenſis dictæ præſentis basis &
fundamentum esse, & ut additum est, statim à com-
mutatis Ratificationum formulis, in sacris & profanis
plene executioni mandari, & posthac factæ testæ ſer-
vari debent. Quod arinet ad Clausulam ibi adjunctam,
nisi quatenus aliter conventum est, illam tantum de
profanis, & nullo modo de Ecclesiasticis intelligi poſ-
ſe, ex superius allegato & multis aliis paribus Instru-
mentis Pacis Westphalicæ manifestè deprehenditur, San-
ctum enim ibi est, & specialiter Article V. §. 9. Ins-
trumenti Pacis Onabrugenſis, quod Augustanæ Con-
fessionis addicti posthac in habita vel recuperata posses-
sione nullo modo turbari, sed ab omni persecutione
juris & facti perpetuo tuti esse debeant, donec Con-
troverſiæ Religionis compoſitiæ fuerint.

X. Repugnat quoque allegata sæpius Clausula Arti-
culis

ANNO
1697.

culis separatis Tractatum cum Rege Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii, per quos Sacra Cæsareæ Majestati & Imperio liberum manet, Pacem iis conditionibus quæ in supra memoratis Projecto & Declaratione Gallica stipulatæ sunt, intra terminum inire.

XI. Talis Clausula Unionem & Vinculum concordie inter Status Imperii nimum quantum lædit, & cum,

XII. Excellentissima Legatio Cæsarea commune Evangelicorum Monitum ad Articulum III. executionem Pacis in Imperio tantum concernens, ex hac ratione admittere recusaverit, quod dicta executio in Imperio nil quicquam Galliam tangat, sed unice ad Cæsarem & Imperium spectet, cum insuper,

XIII. Excellentissima Legatio Gallica non tantum monitu particulari quorundam Evangelicorum, quibus restitutioni Religionis suæ in Provinciis ad Romanum Imperium redeuntibus cavere voluerunt, tanquam superflua, Regem Christianissimum non concernentia & sub generali dispositione Articuli Tertiæ jam comprehensa admittere noluerit, sed etiam illud commune Evangelicorum Monitum, quo conservatio Religionis Evangelicæ in Civitate Argentinenfi ac in Alsatia ad normam Pacis Westphalicæ prospicere voluerunt, rejecerit, non apparet, quâ ratione eadem prætereundum aut Legatio Cæsarea admittere possit, ut contra dictam Pacem mutatio circa statum Sacrorum in terris Imperii fiat. Denique,

XIV. Supradicti Legati & Plenipotentarii hic præfentes in sæpius citatam Clausulam, contra Mandata quæ habent, & conscientias suas consentire haud potuerunt, ne eo ipso quoque Dominis suis Principalibus ut & reliquis Pacis Westphalicæ Assessoribus & Compacificentibus insignis præjudicium afferrent, præsertim cum etiam in lectura Instrumenti Pacis Rixwici in ipso Articulo signaturæ facta animadvertent in aliis quæque postibus ipsi insertis, quædam inserta alia quamvis jam placita, omissa tamen fuisse, quæ Evangelicos non lesiter tangunt, de quibus etiam Relatio ad Comitium Imperii fiet, & quamvis,

XV. Pro expediendi proposito fuerit, ut Evangelici sub spe rati Instrumentum Pacis subscriberent, hæc tamen exceptio tribus ad id per speciales rationes motis, apud reliquos Legatos & Plenipotentarios locum in casu præfenti invenire non potuit, ubi sicut dictum est, Instructiones expressæ contrarium injungunt, & ubi de mutatione status circa Sacra in Terris Imperii agitur, præsertim cum Excellentissima Legatio Gallica durante Pacis Negotiatione in rebus etiam levioris momenti defectum Mandatorum Regis sui sæpius pro excusatione allegaverit, unde consiliis habitum fuit,

XVI. Alterum expediens acceptare, subscriptionemque eo usque differræ, donec Dominis Principalibus ea omnia referri, hique intra tempus Ratificationis hac super re, aut hic, aut Ratisbonnæ sese declarare possint.

Quo autem de rationibus in re tam ardui momenti eo melius apud Acta præfentis Negotiationis, nunc & imposterum conficit, Legati ac Plenipotentarii hic subscripti Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, ut Representationem hanc in Protocollo suo inferant, atque ipsis Documentum insinuationis desuper extradant, enixè requirunt, & pariter testantur Principales suos non minore zelo, quam reliquos Imperii Deputatos in Pacem ferri, & non nisi cum dolore perceptum esse, quod illa ipsorum nomine ob difficultatem minime prævisam signari non poterit.

Declarationem hanc nomine Sacri Romani Imperii, Electorum, Principum & Statuum Augustanæ Confessionis ad Tractatus Pacis Deputatorum, Eorundem Legati & Plenipotentarii hic præfentes subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Hæc Comitum die 25 Octobris.
4 Novemb. 1697.

Nomine Serenissimi
Electoris Saxonie.

Nomine Serenif. Electoris
Brandenburgi.

CHRISTOPHORUS DIETHE-
CUS ROSE JUNIOR, Le-
gatus.
(L.S.)

W. DE SCHMETTAU, N.
B. DE DANCKELMAN,
Legati Extraord. & Ple-
nipot.
(L.S.) (L.S.)

TOM. VII. PART. II.

Nomine Ducatus Palatinio-
Bipontini.

Nomine Serenissimi Ducis
Saxo-Coburgici.

ANNO
1697.

GEORGIUS FRIDERICUS
DE SNOLSKY.
(L.S.)

HENRICUS RICHARDUS
LIBER BARO AB HA-
GEN, Plenip.
(L.S.)

Nomine Serenif. Ducis
Saxo-Gothani.

Nomine Serenissimi Mar-
chionis Brandenburgie
Culmbacenfis.

ADOLF CHRISTIAN AVE-
MAN, Plenipotentarius.

EZ. B. DE STEIN.

Nomine Serenif. Ducis
Brunsvico-Zel-
lenfis.

Nomine Serenif. Ducum
Brunsvico-Guelpherbi-
tanorum.

EKLINCKGRAEF, Ple-
nipotentarius.

JOHAN WILHELM DE
MANSBERGH.

Nomine Serenif. Landt-
gravii Hassio-Cassellani.

Nom. Ducatus Holfato-
Gluchstadenfis suo lo-
co & ordine.

WILHELM VULTEJUS,
Plenipotentarius.
(L.S.)

DETHLERUS NICOLAUS
DE LEWENCRON, Ple-
nipotentarius.
(L.S.)

Certificatio Secretarii Legationis Mediatorie 4. Nov.
1697. [Actes & Memoires de la Paix de
Ryswiche Tom. IV. pag. 156.]

E Xhibuerunt eodem die Domini Legati & Plenipo-
tentarii Sacri Romani Imperii, Deputati Electo-
rum, Principum & Statuum, Augustanæ Confessionis
addictorum demonstrationem scripto comprehensionem de
die 25 Octobr.
4 Novemb. quâ exponuntur rationes, cur subscribere
non potuerint Instrumento Pacis die 25 Octobris
conclusæ, postquam Articulo quarto ejusdem sequens
Clausula inserta fuisset: *Religione tamen Catholica Roma-
na in locis sic restituta in statu quo nunc est remanente*
hoc itaque scriptum rite insinuatum esse attestor.

In fidem Protocolli.

C. G. FRIESENDOFF.

Protestatio Legatorum Suecicorum, quod Exitus Pa-
cis Ryswicensis illa Osnabrugensi minime respondens
Regi suo non debeat imputari, præsertim in Rebus
Ecclesiasticis Majestatem suam ut Sponsorem tan-
gentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die 25. Oc-
tobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix
de Ryswiche Tom. IV. pag. 8.]

Cum præfenti Pacis Tractatu, ubi Sacra Regia Ma-
jestas Suecicæ partes Mediatorum sustinuit, haud par-
va sit facta mutatio Pacificationum Westphalicæ &
Neomagenfis, quarum utriusque sua Regia Majestas
juxta cum aliis supremis Potestatibus vindex est atque
assessor, sua Regia Majestas necessarium existimavit per
nos infra scriptos suos Legatos Extraordinarios & Ple-
nipotentarios declarare testatumque facere, quod alæ
memoratæ suæ Regiæ Majestati nihil magis cordi fuerit
quam supra dictarum Pacificationum conservatio, &
quod Regia Majestas continuè in hunc finem studiis
ejusmodi a parte Gallie procuraverit promissa quæ suæ
Regiæ Majestati omnem spem fecerant per Pacis futu-
ræ Tractatus intentionem suam potius, sicut & constat,
Regem Christianissimum tales conditiones durante hoc
Pacis negotio proposuisse, quarum virtute Urbs Ar-
gentinenfis cum suis dependentibus Imperio relinqui ac
servari potuisset, sed cum hæc propositiones intra præ-
fixum tempus non acceptæ fuerint, & Gallia armorum
suorum successu eas postmodum immutaverit, Pax
quoque cum Foederatis qui unâ sponsores erant, subse-
cuta sit, ita ut Imperator & Imperium è re sua duxerint.

III 2

ANNO
1697.

rint, potius amore Pacis in dictas mutationes contenti-
re, quam grave incertumque prosequi bellum. Sacra
sua Regia Majestas confidit, neque in praesens, neque
in posterum vel Garantiae vel Mediationis suae officio
ex hoc capite culpe quicquam imputatum iri. Porro
cum in ipsa Tractatus conclusione novi quid circa Ec-
clesiastica in Instrumento Pacis Westphalicae stabilita
extoritur sit, ea de re suae Regiae Majestatis Legati Ex-
traordinarii & Plenipotentarii expressè sibi reservant
mentem suae Regiae Majestatis intra terminum commu-
tandarum Rathabitionum declarare. Actum in Palatio
Ryswicensi die 25. Octobris 1697.

CAROLUS BONDE. N. LILLIEROOT.

*Protestatio Comitum BALLIANI Nuncii extraordi-
narii Ducis Mantuae, contra Pacem Ryswicen-
sem, quod, videlicet, quicquid in ea conclusum
vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Ducis
contrariari possit, nullius praedicti fuisse & esse de-
beret ipsi Domino Duci. Acta & Dominis Lega-
tis Mediatoribus consignata die 4. Novembris
1697. CUM CERTIFICATIONE ejusdem
Legationis Secretarii Baronis à FRIESEN-
DORFF. 4. Novembris 1697. [Actes & Me-
moires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag.
122.]*

Perventus ad hunc Hagae-Comitis Congressum infra-
scriptus Comes Camillus Ballianus à Serenissimo
Domino Duce Mantuae ex propria benignitate in Nun-
tium extraordinarium electus, pro illius pertractandis
negotiis apud hunc praetantissimum Ryswicensem Con-
gressum, petit admitti coram celebratissima fide ad ex-
empla Commissionis sibi à Clementissimo Domino suo,
Domino Duce Mantuae pro reparandis praedictis omni-
bus, si quae sunt & obtinendis provisionibus oppor-
tunis atque necessariis super damnis occasione praesen-
tis ultimi Belli passis in illius Statibus cum Mantuae tum
Montisferrati, nec non & super differentis inter illum
& Dominum Ducem Sabaudiae jamdiu vententibus,
quae nunquam debitum finem consecutae fuerint; quae su-
per petitione, cum haud exauditis fuerint. Volens prop-
terea, omni quo potest meliori modo, dicti Domini
Ducis indemnitati consulere, tenore praesentium de-
clarat, atque protestatur, quicquid in praesentibus Pa-
cis Tractatibus actum, conclusum vel decretum fue-
rit, quod Juribus ejusdem Domini Ducis contrariari
posset, nullius praedicti fuisse & esse debere ipsi Do-
mino Duci, utpote quod nec illius Jura intellecta fue-
runt, nec infrascriptum tacitum vel expressum consen-
sum praestiterit, minusque praestare potuerit, adeo ut
Jura saepe dicto Domino Duci Mantuae quomodo &
qualitercunque competentia ac competenda, ex causis
praemissis & aliis suis loco & tempore exprimendis,
illatae semper & intacta, prout antea, perdurent tempo-
ribus quodcumque exercenda; & non aliter nec alio
modo cunctanter usus, praesentis reverenter Protesta-
tionis & jurium reservationis scripturam unà cum edita
in scriptis instantia, pro obtinenda enarrata audientia
Illustissimis atque Excellentissimis Dominis Legatis
Extraordinariis Suedensibus Mediatoribus ad hanc Pa-
cem generalem sub die 24. mox praeteriti mensis Oc-
tobris consignata, in illarum Protocollo & relationibus
dictae Pacis, ad perpetuam rei memoriam inferi testi-
monialiaque opportuna & authentica infrascripto Comi-
ti Balliano concedi, die 4. Novembris 1697.

*Certificatio Secretarii Legationis Mediatoriae, super
hac Protestatione. Datum Ryswici 4. Novem-
bris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de
Ryswich Tom. IV. pag. 125.]*

Eodem die exhibuit Serenissimi Ducis Mantuae Nun-
cius Dominus Comes Camillus Ballianus Protesta-
tionem scripto comprehensam super damnis Statibus
Mantuae & Montisferrati occasione praesentis Belli il-
latis, nec non differentis inter laudatum Dominum

Ducem & Dominum Ducem Sabaudiae, jam diu ver-
tentibus, quod ita actum esse attestor. ANNO
1697.

In idem Protocollo,

C. G. FRIESENDORFF.
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiae.

*Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNE-
BURGICI ex Linea GUELPHERBYTA-
NA contra Pacem Ryswicensem pro conservatione
Juris sui in duas Praebendas Ecclesiae Argentora-
tensis, juxta tenorem Instrumenti Pacis Westphali-
cae. Actum Hagae Comitum 4. Novembris 1697.
[Actes & Memoires de la Paix de Ryswich
Tom. IV. pag. 126.]*

Illustissimis & Excellentissimis Dominis Legatis
Mediatoribus, tam ex Instrumento Pacis Osnabru-
gensis Art. XIII. §. 11. & 12. quam ex iteratis apud
Excellentias suas factis representationibus notum erit,
quam liquidum sit jus, quod Serenissimis Ducibus
Brunswico-Luneburgicis, Lineae Guelpherbytanae in
duas Praebendas seu Canonicatus in Episcopatu Ar-
genorateni competiti, speraverant inde altè memora-
ti Ducis justum ipsorum petium, ut scilicet ipsi duae
Praebendae per Instrumentum Pacis Westphalicae col-
late & per Sententiam quandam à Consilio Brisacensi
ablatae juxta tenorem Praelimuminarum Pacis restitueren-
tur, illum consecuturum effectum, ut per specialem
Articulum Instrumento Pacis Caesareo Gallico inferen-
dum in possessionem dictorum Beneficiorum iterum
immitterentur. Cum verò infrascriptus aitememorato-
rum Serenissimorum Ducum ad Convantum Pacis
missus Plenipotentarius, animadvertit, petiti hujus
in Instrumento Pacis mentionem non fieri, hinc ex
speciali Mandato Serenissimorum suorum Principum
declarare voluit, se Serenissimorum Ducum juri per
Instrumentum Pacis Westphalicae titulo satis oneroso
questio renuntiare non posse, & cum restituito dicto-
rum Canonicatum obtineri non poterit, hinc in omnes
illos Actus, Conventions aut Pacta, quibus Sere-
nissimorum Ducum jus in dictas Praebendas laedi aut
inverti ullo modo potest, se consentire non posse de-
clarat, justasque aitememoratorum Ducum praesentio-
nes per Instrumentum Pacis Westphalicae questitas &
per Praelimuminaria Pacis Ryswicensis pro parte resta-
tutas conservare, & quaevis compellant aitememoratis
Ducibus expressè reservare voluit, donec illi ea de re
mentem suam intra terminum Ratificationis amplius ex-
ponant; Illustissimos atque Excellentissimos Dominos
Legatos Extraordinarios Mediatores rogat, ut Protesta-
tionem hanc, per quam nihil aliud quam Serenissimo-
rum suorum Principum jus ratione illarum Praeben-
darum competens, illarum reservare intendit, Protocol-
lo Mediatorio debito loco inferi & reponi jubeant. Ha-
gae-Comitis die 4. Novembris 1697.

FRIDERICUS à STEINBERG.

*Arrêt (1) du Conseil Souverain d'Alsace fait à
Brisac, rendu par défaut en faveur du Chapi-
tre de Strasbourg contre les Princes de la Mai-
son Ducale de Brunswick-Lunebourg Wolfem-
butel, & contre le Prince CHARLES GUS-
TAVE de Bade-Dourlach, par lequel lesdits Prin-
ces sont dépouillés de la moitié du Village de Lam-
persheim & de la Maison communément nom-
mée Brondershof, avec tous les Droits y appar-
tenants. Donné à la Ville neuve de Brisac le 11.
Juil.*

(1) Quel que les deux Prébendes, qui sont le sujet de la Pro-
testation du Duc de Brunswick-Wolfenbutel, ne soient pas de-
nommées en cet Arrêt, c'est pourtant le même en vertu duquel
il se plaint d'en avoir été dépouillé; & comme il se trouve joint
pour Annexe à ladite Protestation dans les Actes de Ryswich, on s'
en est devoté pas l'en séparer. [D. u. u.]

ANNO 1697. *Juillet 1687.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 130.]

Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre au premier nôtre Huissier ou Sergent Royal sur ce requis, faisons savoir que ce jourd'hui vii par nôtre Conseil Souverain d'Allace, le deffaut fait de comparoir obtenu au Greffe des présentations d'icelui, par les Prévot, Doyens, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathédrale de nôtre Ville de Strasbourg Demandeurs aux fins de la Commission par eux obtenue en Chancellerie le 15. Janvier dernier d'une part, & les Princes Antoine Ulrich, Ferdinand Albert & Auguste Guillaume de Brunfwyk, Fery, & Adolphe de Mecklenbourg, & Charles Gustave de Bade-Dourlach Défenseurs & deffailans d'autre part. ladite Commission tendante à ce qu'il leur soit permis de faire assigner les Défenseurs pour se voir condamner, de se déstituer & départir à leur profit de l'occupation & jouissance de la moitié du Village de Lampertsheim, située dans la basse Allace, d'une Maison sise dans nôtre Ville de Strasbourg appelée communément de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons situées audit Strasbourg & des Rentes & Revenus consistant en bled, argent, grains, poules appartenans & dépendans dudit Brouderhoff, à la restitution des fruits depuis leur injuste détention & leurs dommages & intérêts, & aux dépens, assignation donnée aux Défenseurs en l'Hôtel de nôtre Procureur général, attendu leur qualité d'étrangers le dix huitième du même mois de Janvier, le dit deffaut obtenu contre les Défenseurs & deffailans le 2. d'Avril, suivant, demande en profit & celui avec huit pièces 7. attaches sous les Cottes A. B. C. D. E. F. G. H. savoir sous les Cottes A. deux Décrets ou Mandats de l'Empereur Rodolphe, le premier du 12. Septembre 1588. adressé à tous les Bourguemaîtres, Juges, Baillifs, & Officiers de l'Evêché de Strasbourg, le deuxième du troisième Février, mil six cent, adressé aux Sieurs Herman Adolphe Comte de Solms, Ernest Comte de Mansfeld, Gulberhard Trulces & adhérens, portant injonction de rendre au Chapitre Catholique le Brouderhoff, & généralement tous les biens desquels ils s'étoient emparés, sous la Cotte B. un Extrait du Traité fait à Hagenu le douzième Novembre mil six cent quatre au sujet de la moitié du Village de Lampertsheim & ledit Brouderhoff, sous la Cotte C. une spécification des Rentes & Revenus repetés par les Demandeurs, sous la Cotte D. & le Procès Verbal par lequel il paroit que l'onzième Juin mil six cent trente trois des Doyens, Chanoines, & Chapitre dudit Strasbourg dudit Brouderhoff & de tous les biens en dépendans, en se faisant de tous les titres, papiers, bled, ornemens d'Eglise, Argenterie & autres effets, qui y étoient, & défendant au Receveur de plus administrer ni faire aucune recette, sous les Cottes E. & F. font deux Missives des vingt un & vingt neuvième Novembre 1648. la première du feu François Evêque de Verdun adressée à nôtre dite Ville sous la Cotte G. & un ordre de l'Evêque de Worms, comme Prince Circulaire, du Rhin & Commissaire Deputé par Sa Majesté Impériale pour l'exécution de l'Edit à lui envoyé, concernant la restitution à faire au Chapitre de notre dite Ville de Strasbourg, adressé aux Magistrats de la même Ville le quinziesme Decembre de la même année, sous la Cotte H. & un Acte en forme de Protestation faite aux Magistrats de Strasbourg en date du 3. Février, mille six cent quarante neuf, par le grand Chapitre de la même Ville, de leur rendre & restituer en conformité de l'Edit ci-dessus envoyé à l'Evêque de Worms la moitié du Village de Lampertsheim, du Brouderhoff, & biens en dépendant, ensemble toutes les autres Pièces par eux produites & employées. Conclusions de nôtre Procureur Général, tout diligemment veu & examiné oui, sur ce le rapport de Monsieur Jean Mauri, Conseiller en nôtre dit Conseil, a déclaré & déclare le deffaut bien & valablement obtenu, & adjugeant le profit des Demandeurs de la moitié du Village de Lampertsheim, d'une Maison sise dans nôtre Ville de Strasbourg, vulgairement appelée de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons, situées audit Strasbourg, & de toutes les rentes & revenus en dépendans, à la restitution des fruits par eux perçus depuis leur injuste détention, aux dommages & intérêts des Demandeurs & aux dépens du deffaut & de

tout ce qui s'en est ensuivi; si te mandons pour faire pour l'exécution du présent Arrêt tous exploits & autres Actes de justice requis & nécessaires, de ce faire te donnons Pouvoir; donné à la Ville Neuve de Brissack, en nôtre Conseil Souverain d'Allace, l'onzième Juillet l'an de Grace mil six cent quatre vingt sept & de nôtre Regne le quarante cinquième. Collationé par ordre & arrêté du Conseil, JACQUIRET avec Paraph & scellé.

ANNO 1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoria, 4. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 133.]

Serenissimorum Ducum Brunswico-Luneburgicorum Linæ Guelpherbytanæ, Plenipotentiarium generalissimum Dominum Fridericum à Steinberg Scriptum quoddam pro reservando Principalibus suis juribus, quod ipsi ex Instrumento Pacis Westphalicae in duas Præbendas seu Canonatus in Episcopatu Argentoratensi competere contendunt, hodie exhibuisse attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDOERFF,
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiæ.

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum SCAMNI WETTERAVICI de modo & sensu quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum sub spe ratificari. Datum Hagæ Comitum 25. Octobris 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 141.]

Cum nuper in signatione Instrumenti Pacis die 10. Octobris in Palatio Ryfwicensi facta, quorundam Sacri Romani Imperii Statuum Augustanæ Confessionis addictorum Plenipotentiariorum qui ad subscriptionem ejusdem concurrere nomenque suum apponere voluerunt, expresse declaraverint, id propter Clausulam Religionem concernentem, quæ Art. IV. subjuncta fuit, & super qua nemo eorum instructus esse potuit, ad eum modum quem Illustrissima & Excellentissima Legatio Cæsarea, auctoribus ipsis Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis, pro temperamento in medium attulit, nimirum sub spe & conditione ratificari & hanc suam mentem scriptis insuper testari promiserint; Nos inscripti Illustrissimorum Dominorum Comitum SCAMNI Wetteravici Plenipotentiariorum, ad presentibus hîce per Actum, & Illustrissimos ac Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, dignetur, hanc nostram declarationem ad Acta recipere, omni qua par est observantia rogatos volumus. Hagæ Comitum die 25. Octobr. 1697.
4. Novemb.

(L.S.) CAROLUS OTTO;
Comes à SOLMS.

(L.S.) FRIDER: CHRIST: ab
EDELSEHEIM Plenip.

Inclusio Cæsarea in favorem Regis Catholici, Regis Magnæ Britannia, & Ordinum Fœderati Belgii, in Pace cum Rege Christianissimo sancita. Dat. in Palatio Ryfwicensi 9. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 158.]

Cum Article 58. Pacis 30. Octobris nuperi Imperatorem ac Imperium inter & Regem Christianissimum conclusæ conveniret, ut intra præfixum illud tempus ab utraque parte comprehensî nominentur; nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii Pace ita speciatim comprehendantur Rex Catholicus, Rex Magnæ Britannia, & Fœderatum Belgium, cum omnibus Regnis, Provinciis, Ditionibus, Juribus, Vassallis & Subditis: Salvâ ulteriore designatione includendorum

ANNO 1697. post hac exhibenda. Actum in Palatio Ryfwiceni 9. Novembris 1697.

D. A. C. à KAUNITZ. (L.S.) H. C. DE STRAATMAN. (L.S.) J. F. L. B. à SEILERN. (L.S.)

Nom. Em. El. Mog. Nom. Ser. Bav. El. Nom. Ser. El. Saxon. Nomine Serenif. El. Brandeb.

M. L. B. de SCHONB. Legatus. (L.S.) DE PRIEL-MEYER Leg. Ext. & Pl. (L.S.) CHRIST. DIE-TER. BOSE. Legatus. (L.S.) WILHELM DE SCHMET. TAU. (L.S.) DE DANZELMAN. (L.S.)

(L.S.) IGNATIUS ANTON. OTTEN Plenip.

(L.S.) GEORG. WILHELM MOLL Plenipot.

Nomine Domus Austriacæ. Franc.

(L.S.) RUD. AB HALDEN. L. B. DE TRATSBERG.

Nomine Seren. Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) CAROL. BARO à Loë Ord. Teuton. Eques.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Principis & Episcopi Herbipolenfis.

(L.S.) J. CONR. PHILIP. IGNAT. DE TASTUNGEN, Consil. intimus & Aulæ Superior Marechallus.

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevirensis ut Episcopi Spirenfis.

(L.S.) JOHANNES HENRICUS DE KEYSERFELDT.

Ultior Inclsio Cæsarea in favorem summi PONTIFICIS, caterorum Principum ITALIÆ, & Regis LUSITANIÆ. Exhibita Hagæ Comitibus die 14. Decembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 243.]

Nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis Pace 30. Octobris 1697. cum Rege Christianissimo conclusa, præter jam nominatos, ulterius comprehendatur, summus Pontifex omnesque Principes & Republicæ Italiæ, tum & Rex Lusitanæ, salva ampliore inclusione intra præfixum tempus indicanda. Hagæ Comitibus 14. Decembris 1697.

(L.S.) HENR. C. DE STRAATMAN.

(L.S.) J. F. L. B. A. SEILERN.

Reservatio per Legatos & Plenipotentiariorum nonnullorum Electorum & Principum Imperii apud Legationem Mediatoriam consignata, pro Conservatione Jurium ad ipsos in Tractationibus Pacificatoriis juxta Stylum Imperii pertinentium. Dat. Hagæ Comitibus die 14. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 181.]

Cum ille tractandi modus, qui tam ab initio quam in progressu & fine præsentium Pacis Tractatum, inter Sacram Cæsaream Majestatem Sacrumque Romanum Imperium ab una, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam ab altera Parte conclusorum servatus fuit, libero, quod Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii competit, Suffragio, & consensui circa Fœdera cum exteris, Imperii nomine pangenda,

in variis passibus adversetur, ac Stylo Imperii, cujus exacta observantia ejus ad dictos Tractatus Deputatis in Instructione serio commendatur, contentaneus non sit; dictorum Electorum, Principum, ac Statuum ad Tractatus Pacis Deputatorum Legati ac Plenipotentarii, contra hujusmodi tractandi modum, in quantum is Juribus Statuum, & in specie Article 8. Instru-menti Pacis Osnabrugensis nec non Stylo Imperii repugnat, Dominis suis Principalibus & Univerſo Imperio, Jura sua omni meliori modo facta tecta reservant, ne scilicet ea, quæ, uti dictum, ob injuriam aut angustiam temporis, vel ob aliam quamvis rationem in præfenti Pacis Negotio, circa tractandi modum incongrue facta sunt, nunc & futuris temporibus ullo modo in præjudicium Jurium Statibus Imperii competentium, allegari aut vergere possint aut debeant. Arque ut hujus Reservationis eo major sit effectus, infra subscripti Legati ac Plenipotentarii Illusterrimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, quo illa Mediationis Protocollo inferatur, decenter requirunt, eademque in Comitibus Imperii ad Acta hujus Negotiationis cum Expositione singularium insinuant. Signatum Hagæ Comitum die 14. Novembris anni 1697.

Nomine Serenif. Electoris Saxonie. Nomine Serenif. Electoris Brandenburgici.

CHRISTOPHORUS DIETRICH BOSE JUNIOR, Legatus. W. DE SCHMETTAU, W. B. DE DANZELMAN, Legati Ext. & Plenip.

Nomine Reverendissimi & Celsif. Episcopi ac Princip. Monast. Nomine Serenissimi Marchionis Brandenburg. Culmbacenfis.

FERDINANDUS L. B. DE PLETTENBERG. E. L. B. DE STEIN.

Nomine Serenissimi Ducis Sax-Goth. Nomine Ducatus Holst. Glückstadtensis.

ADOLFFUS CHRISTIAN AVEMAN. DETHLERUS NICOLAS DE LEWENCRON.

Nomine Serenif. Landgr. Hesse-Cassel. Nomine Serenif. Ducis Brunsvico-Luneburg. Cellensis.

WILHELMUS VULTEJUS. E. KLINGORAEFF.

Nomine Ducatus Palatino-Bipontini. Nom. Ducum Brunsv. Luneburg. Welferbytatorum.

GEORGIUS FRIDERICUS à SNOILSKY. M. DE MANSBERGEN.

Inclsion du Roi de FRANCE dans le Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de ses Amis & Alliez. A Versailles le 15. Novembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 257. & 258.]

Comme par l'Article LVII. du Traité de Paix conclu à Ryfwick par les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi, & par ceux de l'Empereur & de l'Empire il est porté que Sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & les Etats, les treize Cantons des Lignes Suisses & leurs Coaliez, l'abbé & Ville de St. Gal, la République de Valais, le Prince & les Etats de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Lignes des Grisons, & Elle les nomme & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryfwick le 30. jour d'Octobre dernier en la meilleure forme & manière que faire se peut. En témoin de quoi Sa Majesté a signé ce présent Acte de sa main & y a fait apposer

ANNO 1697. poser son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novemb. 1697.

LOUIS.

COLBERT.

Autre semblable (1) Inclusion du Roi de FRANCE dans sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. A Versailles le 15. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 255. & 256.]

Comme par l'Article 16. du Traité de Paix, conclu à Ryfwick par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande Bretagne, il est porté que Sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Lignes Suisses & leurs Coalitez, l'Abbé de la Ville de Saint Gall, la Republique de Valais, le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Lignes des Grisons, & Elle les nomme, & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryfwick le 20. jour de Septembre dernier en la meilleure forme & manière, que faire se peut. En témoin de quoi Sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novemb. 1697.

LOUIS.

COLBERT.

(1) Deux autres Inclusions de même forme & teneur furent délivrées en même tems aux Médiateurs, l'une pour l'Empereur, l'autre pour l'Etat des Provinces-Unies. (D u m.)

Extrait du Protocole de la Médiation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE de l'EMPIRE qui n'a pas été expressément nommée dans le Traité de Paix. A la Haye le 6. Decembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck Tom. IV. pag. 245.]

Monsieur le Baron de Gortz, Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime d'Heffe-Cassel, a fait assigner aujourd'hui à leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, 1. Une Deduction de ce que la Noblesse immédiate de l'Empire n'avoit pas été nommée comprise dans la Paix faite dernièrement à Ryfwick, encore qu'elle l'ait été dans celle de Westphalie. 2. Une Déclaration de l'Ambassade Impériale au sujet de la Paix ainsi conclue, datée de la Haye le 10. de Novembre 1697. 3. Une pareille Déclaration de la part des Ministres Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats, & de la Députation de l'Empire assemblée ici, signée par le Seigneur Baron de Gortz. 4. Une Attestation de la Chancellerie Electorale de Mayence sur le même Point. Et tous ces Documents ont été mis aux Actes du Protocole. C'est ce que je déclare par celle-ci faite à la Haye le 6. Decembre 1697.

C. G. FRIESENDORFF, Secrétaire de l'Ambassade & de la Médiation Royale.

CCII.

13. Dec. Protestation generale des Ambassadeurs de FRANCE contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites avant ou après la Conclusion de la Paix. A Ryfwick le 13. Decembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 226.]

ANNO 1697. Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Christien déclarons au nom & par ordre exprès de Sa Majesté que, comme son intention est d'exécuter ponctuellement le Traité de Paix, que nous avons signé au Château de Ryfwick le 30. du mois d'Octobre dernier avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire munis reciproquement des Pouvoirs nécessaires, Sa Majesté ne permettra pas qu'il soit fait aucun changement, omission, restriction ou réserve, à la teneur d'aucun des Articles dudit Traité, soit en tout ou en partie; qu'ainsi elle nous a ordonné de déclarer, comme nous déclarons par le présent Acte, que toutes Protestations, Conventions, Promesses, Lettres, ou autres Actes prétendus dérogoires, soit publics, ou particuliers, soit avant ou depuis la conclusion dudit Traité de Paix, si aucun y en a, par où on prétendit abolir, diminuer, ou affoiblir le sens & l'effet d'aucun Article dudit Traité, ou d'aucunes Clauses desdits Articles, sont & demeureront nuls & de nulle valeur, comme étant contraires aux conditions convenues, réglées & accordées pour le parfait rétablissement du repos de la Chrétienté; & afin que personne ne puisse tirer à l'avenir aucun Droit ni induction de pareils Actes, ou Ecrivs, nous avons remis notre présente Déclaration à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suède Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, conjointement avec la Ratification pure & simple de sadite Majesté sans aucune restriction ni réserve, pour être échangée avec les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire par les mains desdits Sieurs Ambassadeurs Médiateurs, & nous les avons requis d'insérer nôtre dite Déclaration dans leur Protocole & de nous en donner Acte signé de leurs mains. Fait à Ryfwick ce 13. Decembre 1697.

VERJUS DE CRECY.
(L.S.)

F. CALLIERES.
(L.S.)

Extrait du Protocole de la Médiation sur la Protestation Générale des Ambassadeurs de France, tenu à la Haye ce 13. Decembre 1697.

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne ont aujourd'hui remis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, une Déclaration par laquelle ils ont déclaré invalides & de nulle valeur toutes les Protestations (en cas qu'il y en eût) Conventions, Promesses, Lettres ou autres Actes prétendus dérogoires, soit en tout ou en partie, au Traité conclu à Ryfwick le 30. d'Octobre dernier; ils ont désiré que cette Déclaration fût insérée au Protocole de la Médiation, & il leur en a été donné le présent Extrait.

C. G. FRIESENDORFF,
Secrétaire de la Médiation.

CCII.

Renovatio & Confirmatio Foederum, inter SUECIAE 1698. Coronam, & Rempubliam BATAVAM, ad mutuum Defensionem, & communis Securitatis Conservationem initiorum, Holmiae 11. Febr. 1698. [Simple Copie, mais sûre.]

Sacra Regia Majestas Sueciae, atque Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti-Belgii, ritè reputantes, atque animo expenderentes, quantum commodi atque utilitatis utrique Parti accesserit ex Foederibus, quibus Corona Sueciae, ad mutuum Defensionem, & communis Securitatis Conservationem invicem obstrictae fuerunt, magni omnino ipsorum interesse existimant, ut in tam salutari necessitudine, & sinceræ Amicitiae vinculo perseverantes, ideoque occasione costissimi decus Regiae Majestatis suae Divi Parentis gloriosissimae Memoriae Potentissimi Domini Caroli XI. (tituli tot.) consilium & pernecessarium duxerunt, ad praecedentium omnium mutuae Defensionis & Amicitiae Foederum Renovatio-

ANNO
1698.

nem, & Confirmationem utrimque certos ad id negotium Deputatos Plenipotentiarios nominare, & constituere, nimirum ex parte Sacre Regie Majestatis Suecice
& ex parte Dominorum Ordinum Generalium Nobilissimum & Generosissimum Dominum Walraven, Baronem de Heeckeren (tituli tot.) qui congressi & collocti, vi acceptorum Mandatorum, in sequentes reciproce Declarationis consensere Articulos.

I. Pacta & Fœdera, quæ inter Sacre Regie Majestatis Prædecessores Reges, & Cellos ac Præpotes Dominos Ordines Generales inita & conclusa sunt, videlicet Holmiæ primo Septembris Anni 1640. Suderoce die 15. Augusti Anni 1645. Elbingæ primo Septembris Anni 1656. Hagæ Comitum 28. Julii Anni 1667. Noviomagi die 1. Octobris Anni 1679. & rursus Hagæ Comitum die 1. Januarii Anni 1686. ita stabili & corroborata censebuntur, ac si hic cum suis Articulis separatim verboreta repetita & infera essent: sed quoad ultimum Anno 1679. Noviomagi conclusum Navigationum & Commerciorum Tractatum, ceteraque ad Commercio spectantia, & supranominatis Tractatibus inserta, ordinabuntur & constituentur, quemadmodum Articulo secundo sequenti continetur.

II. Cumque post conclusa Neomagi die 1. Octobris 1679. Navigationum & Commerciorum Pacta, plurimæ hinc inde existerent utriusque Partis Subditorum Querelæ, de dictis Pactis non satis accurate observatis vel, possibilibus, promittunt spondentque Partes contrahentes, se curaturas, ut id, quicquid sit, reciproce, mediis congruis corrigatur & tollatur; atque his, qui aliquid damni contra Pactorum tenorem perpessi sunt, debite satisfiat, se quoque, quamprimum possibile erit, certos utrimque Commissarios nominaturas, ac constituturas, qui Hagæ Comitum congregiantur, atque ea, quæ contra dicta Commerciorum Pacta admitta sunt, sub examen & disquisitionem revocent, eaque ordinent & statuant, quod ratione Commerciorum in utriusque Nationis Civium commodum vergere, atque ad mutue inter eosdem Amicitie & bonæ Correspondentie incrementum conducere deprehendantur.

III. Proinde invicem spondent & pollicentur Regia Majestas, & Celsi & Præpotes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, se faciliè & Fœdera, Articulo primo enumerata, exactè & fideliter servaturos, nec passuros, quicquam contra eorumdem tenorem innovari vel attentari; si verò præter spem quicquam à quoquam vel inveniendi vel patrari contingat, quod eorumdem tenori & scopo repugnet, se utrimque effecturos, ut id avertatur, corrigatur & reparetur, omniaque ad normam & genuinum Tractatum sensum redigantur.

IV. Hic Actus Confirmatorius idem durationis tempus sibi præfixum habebit, quod Pactis Anni 1686. definitum existat, à signaturâ hujus Instrumenti computandorum, rati habebitur autem quantocius, ita ut Ratificationum reciproca commutatio, hic Holmiæ fieri possit intra tempus quinque mensium, vel etiam citius, si fieri potest, à dicta signaturâ vel Subscriptione, in cujus rei fidem & certitudinem, bina hujus Actus Instrumenta nominum & Sigillorum nostrorum Subscriptione & Appositione, firmata invicem commutavimus. Holmiæ die 12. Februarii 1698.

Articulus secretus.

Sacra Regia Majestas Suecice & Celsi ac Præpotes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, quamprimum apud Magnæ Britannicæ Regem, per utriusque Partis Ministros efficaciora sua officia adhibebunt, ut alter memoratus Rex cum alter memoratis Partibus contrahentibus, talem interioris Amicitie & bonæ Correspondentie necessitudinem, mutueque Defensionis Confœderationem inire velit, qualem non tantum ipsorum Contrahendum Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandæ Orbis Christiani tranquillitati, super fundamento Fœderis de Annis 1681. & 1683. necessariam existimabunt.

CCIII.

ANNO
1698.

Conventio inter Reges ANGLIÆ & SUECIÆ, & Cellos ac Præpotes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, de inveniendi Fœdere defensionis triplici & renovandis Fœderibus, inter alter memoratos Reges antea initis Hagæ Comitum die 1. Maji 1698. [Simple Copie, mais sûre.]

Cum Sacra Regia Majestas Suecice & Celsi ac Præpotes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii vigore Articuli separati Renovandis Fœderum Holmiæ, die 1. Februarii nuper conclusæ convenirent, de adhibendis utrimque efficacioribus officiis, ut Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ cum alter memoratis Partibus contrahentibus talem interioris Amicitie & bonæ Correspondentie necessitudinem, mutueque Defensionis Confœderationem inire velit, qualem non tantum ipsorum contrahendum Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandæ Orbis Christiani Tranquillitati necessariam existimaturi essent; Ad quam Confœderationem & reciprocam Obligationem in eundem alter memoratus Magnæ Britannicæ Rex postmodum se accedere declaravit. Ministri itaque alter memoratorum Regum & Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii plenâ Potestate ad id muniti, nimirum à parte Sacre Regie Majestatis Magnæ Britannicæ Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Josephus Williamson, Eques Auratus, prædictæ Sacre Regie Majestatis à Consiliis intimis, ejusdemque Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius. A parte Sacre Regie Majestatis Suecice Illustrissimus Dominus, Nicolaus Liber Baro de Lillieroot, Ejusdem Regie Majestatis, atque ad Cellos & Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, à parte Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Nobilissimus ac Generosissimus Dominus Walraven Baro de Heeckeren (totus tit.)

cum hic Hagæ Comitum institutis colloquiis atque post accuratam Deliberationem animadvertent, hanc Confœderationem ita comparatam esse, ut non faciliè ex omni parte tam brevi tempore, quod sibi huic operi perficendo propoluerant, absolvi possit, consilium proinde duxerunt vi acceptorum Mandatorum formulæque eorumdem rite commutatis, ad inchoandum opus tam salutare atque pro Fundamento ejusdem, in præsens de tali Fœderis Actu Generali convenire, prout Articulis sequentibus constat.

I. Si Amicitia fida sincera & constans inter Sacram Regiam Majestatem Suecicæ, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, nec non Cellos & Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, qui vi hujus Fœderis defensionis, in mutuum securitatis assertionem consentiunt, ad Utilitatem, Honorem & Commoda invicem promovenda sese obstringunt, deque adversis aliorum Consiliis & Machinationibus tempestivè præmonere, & eis avertendis communi consilio atque auxilio se tueri promittunt.

II. Scopus hujus triplicis Fœderis erit, non tantum mutua illa, pro alter memoratarum Partium Defensione & Securitate, Amicitia, sed & Pacis & Tranquillitatis contra quancumque Aggressionem in Europâ assertio atque Conservatio.

III. Ut autem alter memorati Fœderati tantò melius convenire possint de modo & mediis ad obtinendum hunc Scopum spectantibus, statum simul est, ut quamprimum denominentur certi Plenipotentiarii, qui nomine alter memoratorum Regum Emendationem & Renovationem Fœderum, quæ antea inter Suecicæ & Magnæ Britannicæ Coronas, cum pro stabiliendâ arctioris Amicitie necessitudine, tum circa Commercio utriusque Subditorum inita sunt, agrediantur atque conficiant. Quæ tamen Renovationes non impediunt, quominus Ministri trium Fœderatorum quantocius, & sine ullâ interpositâ morâ adsumant & promoveant Negotiationem de componendis omnibus & singulis requisitis, quæ triplici huic Fœderi integrè perficendo intervenire existimabuntur.

IV. Præsens autem Conventio Generalis, seu basis
folida

ANNO 1698. ANNO 1698.

solida atque incorrupta præfati Fœderis defenſivi triplicis, nunc statim initium capiet, ita ut si evenerit horum Fœderatorum aliquem in Regnis, Statibus, vel Provinciis suis in Europa suis hostibus invadi, eidem reliquis absque ulla excusatione, morâ vel prætextu, præſenti auxilio succurrant, neque ab isto auxilio desistant, antequam Parti læsæ plenariè satisfactum sit.

V. Teneantur Partes contrahentes consilia sua communicare, atque illas potissimum rationes invicem inire, quibus Pax Generalis consolidari & corroborari queat; Adeoque promittunt reipsâ atque efficaciter mutuis auxiliis sibi prospicere contra quamcumque Aggressionem, quæ Tranquillitatem in Europa turbare possit.

VI. Nihil derogabitur hæc Conventione Tractatibus vel Fœderibus inter Partes contrahentes quovis tempore antehac conclusis, sed eadem potius in integro vigore suo permanent.

VII. Rathabebitur hæc Conventio & fiet Communitio formularum Hæc Comitibus intra tempus sex septimanarum, à die signaturæ computandarum, vel citius, si ita fieri poterit.

In quorum omnium fidem & robur altememoratorum Regum, uti & Cæſorum & Præpotentium Minorum Ordinum Generalium supradicti Plenipotentiarum hunc Actum Fœderis, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscripserunt, & Signis suis muniverunt. Actum Hæc Comitibus die 2. Mensis Maji Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo.

JOSEPH WILLIAMSON. NICOLAUS BARO DE
(L.S.) LILLIEROOT.
(L.S.)

WALRAVEN BARO DE HEERKEN.
(L.S.)

CCIV.

9. Juillet. (a) *Traité d'une Ligue défensive entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suède. Fait à Stockholm, le 9. Juillet, 1698.*

LA
FRANCE
ET LA
SUEDE,

Au Nom de la très-sainte Trinité, ainsi soit-il.

Q'U'il soit notoire à tous ceux à qui il appartient, ou pourra appartenir de quelque manière que ce soit, & à chacun d'eux en particulier, qu'y ayant toujours eu une ancienne amitié entre les Rois de France & de Suède & leurs Etats, qui à encore été depuis selon la conjoncture des tems affermie & fortifiée par de nouveaux Traitez, & que désirant tous deux la renouveler & l'étendre encore davantage pour l'utilité & le bien public, afin de concourir ensemble mutuellement & sincèrement (en vertu de l'étroite Alliance qui a été entre leurs glorieux Ancêtres) à conserver dans l'Europe la Paix & la tranquillité qui y ont été rétablies par les soins & la Médiation du puissant Prince le feu Roi de Suède. Pour cet effet le puissant Prince Charles XII. Roi de Suède, des Goths & des Vandales, Prince de Finlande, &c. ayant nommé pour ses Ministres & ses Commissaires les très-illustres & excellents Seigneurs & Senateurs, le Comte Benoit Oxenstierna, Chancelier Aulique, le Comte Nicolas de Guldenſtop, le Comte Thomas Polus, & le Baron Jean de Bergenhielm après leur avoir donné les Pleins-pouvoirs à ce nécessaires, il leur a ordonné de conférer & traiter sur cela avec le très-illustre & excellent Seigneur Jean Antoine de Mémes Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire du Roi très-Chrétien, résidant ici, Seigneur de Roiffi & muni pareillement des Pleins-pouvoirs à ce requis, avec lequel après plusieurs Conférences tenues à ce sujet & après s'être donnés réciproquement leurs Pleins-pouvoirs, qui sont joints à la fin de ce Traité, ils sont convenus de part & d'autre des Articles suivants.

I. Le présent Traité renouvelle & confirme l'an-

(a) Ce n'est ici que la Traduction de l'Original Latin.

TOM. VII. PART. II.

cienne amitié & union qui a été entre Sa Majesté T. C. & les glorieux Prédecesseurs de Sa Majesté Suedoise, & il y aura à l'avenir une sincère & inviolable amitié entre le très-puissant Prince le Roi de France d'une part, & le très-puissant Prince le Roi de Suède de l'autre & leurs Etats, en vertu de laquelle ils seront obligés d'embrasser mutuellement leurs intérêts comme les leurs propres, & de soutenir leur dignité, comme aussi de repousser chacun selon ses forces les dommages & les préjudices qu'on voudroit leur faire.

II. Et d'autant que Sa Majesté Très-Chrétienne & Sa Majesté Suedoise n'ont rien tant à cœur que de maintenir une ferme & solide Paix dans la Chrétienté, l'unique but & la principale fin de ce Traité sera aussi d'assurer & de conserver le repos & la tranquillité publique; Et pour cet effet, ces deux Rois seront obligés de se communiquer chacun leurs desseins, & de songer uniquement aux moyens d'affermir & de fortifier le plus qu'il sera possible la Paix Générale, & de la soutenir contre tout ce qui pourroit la troubler.

III. Comme le présent Traité ne tend à rien qui puisse blesser & offenser personne, & qu'il ne regarde entièrement que le bien public, & principalement la conservation de la tranquillité dont jouit à présent la Chrétienté, s'il arrive que la Paix soit violée ou rompue par quelqu'un ou en contrevenant à ce dont on est convenu, par elle, ou par quelque autre acte d'hostilité, les deux Rois Alliez songeront aussitôt à prendre les mesures qui seront nécessaires pour en obtenir une réparation convenable. Ils employeront pour cela leurs offices mutuels, & ils tâcheront à détourner par des remontrances celui qui la voudroit troubler, ou qui seroit l'Agresseur, de semblables entreprises, & mettront tous leurs soins à empêcher que la tranquillité publique ne soit ébranlée, ni altérée en aucune manière.

IV. Mais si leurs remontrances & leurs soins étoient inutiles, alors d'un commun consentement ils concourront ensemble à la sûreté & conservation de celui qui sera offensé, & ils empêcheront qu'on ne lui fasse aucun tort, ni aucune violence dans les Privilèges, Droits & Dignitez, & tâcheront à réduire & faire exécuter toutes choses sur le pied, & selon la règle du Traité de Paix.

V. Et d'autant que le présent Traité, comme on a déjà dit ci-dessus, ne regarde que le maintien de la tranquillité & du repos public, on convient que si dans l'espace d'un an, quelque Prince ou quelque Etat desire d'entrer dans ce Traité, on l'y admettra du consentement mutuel des deux Rois.

VI. Quand l'un d'eux fera la Paix, ou une Trêve avec quelqu'un de ses ennemis, il aura soin de faire comprendre l'autre dans le Traité qu'il fera, afin qu'en vertu de l'Alliance qui les unit, il ne puisse recevoir aucun dommage.

VII. Les Traitez que l'un des deux Rois aura fait jusques ici avec d'autres Rois, Princes, & Nations étrangères conserveront toujours leur même force & vigueur, tant qu'ils ne seront pas contraires à aucun des Articles du présent Traité.

VIII. En vertu de ce présent Traité, il y aura toujours un Commerce libre entre les Sujets des deux Rois, ainsi qu'il y en a eu par le passé, & il sera toujours permis aux deux Nations de négocier & de commercer ensemble par Terre & par Mer, tant en temps de Paix qu'en temps de Guerre, sans aucun obstacle, & en payant les Droits ordinaires.

IX. Les Sujets des deux Rois pourront entrer librement dans tous les Ports, Villes, & Provinces des deux Royaumes, autant que cela ne fera pas contraire aux Loix & Coutumes établies dans cesdits Royaumes; ils pourront y apporter, & vendre leurs Marchandises, & y en acheter semblablement & en emporter d'autres, en payant les Droits ordinaires, sans que personne puisse leur faire aucune peine.

X. Le présent Traité durera l'espace de dix années, à compter du jour de la signature, & pourra encore être prolongé au delà, du commun consentement des deux Rois, s'ils le jugent à propos; & pendant ledit temps, ils se communiqueront exactement l'un & l'autre leurs desseins & leurs pensées, principalement en ce qui regardera le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & prendront ensemble des mesures pour apporter les remèdes nécessaires & convenables.

Kkk

ANNO bles contre tous les perils & les accidens dont elle pour-
1698. roit être menacée.

XI. Les deux Rois ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le présent Traité dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt encore, s'il est possible, & on fera l'échange des Ratifications.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté, nous nous sommes réciproquement donnez deux exemplaires de ce Traité, de la même teneur, & conçûs dans les mêmes termes, signez de notre main, & où nous avons apposé le Cachet de nos Armes; à Stokolm le 9. juillet vieux stile 1698.

(L.S.) J. A. DE MESMES
Comte d'AVAUX.

(L.S.) B. OXENSTIERN.
(L.S.) N. GULDENSTOLP.
(L.S.) T. POLUS.
(L.S.) J. BERGENHIEM.

CCV.

II. OÙ. *Premier Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Etats de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa sont destinés à LOUIS Dauphin de France; la Comté d'Espagne, avec les Indes & les Pais-Bas, au Prince JOSEPH FERDINAND Fils aîné de l'Electeur de Baviere; & le Duché de Milan au Prince CHARLES, Archi-Duc d'Autriche. A la Haye le 11. d'Octobre 1698. Avec les ARTICLES SECRETS, portant entr'autres que l'Electeur de Baviere pourra succeder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye ledit jour 11. d'Octob. 1698. Et avec les Plein-pouvoirs du Dauphin; l'Amorisation & la Ratification du Roi T. C. [Tiré & traduit d'une petite Collection Angloise, imprimée à Londres en 1701. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIC Teutsch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 113.]*

Q'U'il soit notoire à tous ceux qui ces presentes verront; Que Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi T. C. de France & de Navarre; Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. par la même grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne; & les Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant rien plus à cœur que d'assurer de plus en plus par de nouveaux engagements, la bonne Intelligence rétablie entre S. M. T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryfwick: & de prévenir par des mesures prises à tems, les événements qui pourroient causer de nouvelles Guerres en Europe; Ils ont pour cet effet donné leurs Pleins-pouvoirs, pour faire un nouveau Traité; savoir de la part du Roi de France, au Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées &c. de la part du Roi d'Angleterre, à Guillaume de Bentinck, Comte de Portland, Chevalier de l'Ordre de la Jarriere, &c. & au Chevalier Joseph Williamson; & de la part des Etats Généraux aux Sieurs François Verbol, Sénateur & Bourguemaitre de la Ville de Nimegue, Maître Général des Postes du Duché de Gueldres, Comté de Zutphen & autres Places; Frideric Baron de Reede Seigneur de Lier, Saint Antoine, Berlé &c. Commandeur de Buren, & de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & de Westfrise; Antoine Heinius Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs desdites Provinces de Hollande & de Westfrise; Jean Becker ancien Sénateur & Bourguemaitre de la Ville de Middelbourg; Jean van der Does Seigneur de Bergelstein de l'Ordre de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Guillaume van Haeren Grietman du Wilt, Député pour la Noblesse des

Etats de Frise & Curateur de l'Université de Francker; Arnout Lemker Bourguemaitre de la Ville de Deventer, & Jean de Dreyes tous Deputés dans l'Assemblée desdits Etats Généraux pour les Provinces de Gueldre, Hollande, Frise, Zélande, Utrecht, Over-Isel, & Groningue & Ommelandes, lesquels en vertu des Pouvoirs à eux donnez font demeurez d'accord des Articles suivans.

I. La Paix rétablie par le Traité de Ryfwick entre le Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. Roi de la Grand' Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Heritiers & Successeurs, & leurs Royaumes & Sujets, sera toujours ferme & constante; & leurs dites Majestez, & Etats Généraux, seront toujours réciproquement tout ce qu'ils pourrout pour contribuer à l'avantage l'un de l'autre.

II. Comme le principal objet de leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, & des Etats Généraux, est de maintenir la Tranquillité de l'Europe, ils n'ont pu voir, sans peine, que depuis quelque tems la santé du Roi d'Espagne devient si languissante qu'il y a toutes les raisons du monde d'appréhender que ce Prince ne vive pas long-tems; & quoi qu'à present ils ne puissent penser, qu'avec douleur, à la perte qui en pourroit arriver à cause de la véritable & sincere Amitié qu'ils ont pour lui: Ils ont néanmoins jugé nécessaire d'en prévenir les suites, parce que Sa Majesté Catholique n'ayant point d'enfins, & la Succession venant à manquer, cela causeroit infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi T. C. vouloit soutenir ses Prétentions, ou celles du Dauphin, à toute la Succession d'Espagne, & si l'Empereur vouloit soutenir les siennes, celles du Roi des Romains, & de l'Archi-Duc son second Fils, & l'Electeur de Baviere, celles du Prince Electoral son Fils aîné, à ladite Succession.

III. Ainsi les deux Rois, & les Etats Généraux, souhaitant par dessus toutes choses la Conservation de la Tranquillité publique, & voulant empêcher une nouvelle Guerre en Europe, en accommodant les disputes & différends qui pourroient arriver au sujet de ladite Succession, & sous l'ombrage de voir de si grands & vastes Etats être unis & possédez par un seul Prince, ont trouvé à propos de prendre par avance des mesures justes & raisonnables, pour prévenir les malheurs que l'accident de la mort du Roi Catholique pourroit produire, s'il mouroit sans enfans.

IV. C'est pourquoi il a été stipulé & agréé, que ledit cas arrivant, le Roi T. C. tant en son nom, qu'en celui du Dauphin, ses Enfans Mâles ou Femelles, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître, se trouveront satisfaits, comme ils le sont par ces presentes; Que ledit Dauphin ait pour sa part en pleine propriété & jouissance, pour toutes les Prétentions qu'il peut avoir à la Succession d'Espagne & ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, pour toujours, sans être inquiet sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement de la part de l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archi-Duc Charles son deuxième Fils, ses autres Enfans Mâles ou Femelles, & descendants, leurs Heritiers & Successeurs nez ou à naître, ni pareillement de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral son fils aîné ou de ses Descendants, Heritiers & Successeurs, nez ou à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places à present dependantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la Côte de Toscane, & les Isles joignant comprises sous les noms de St. Etienne, Porto Hercule, Orbitello, Porto Longone & Piombino, de la même maniere aussi que les Espagnols les possèdent à present; La Ville & Marquisat de Final aussi de la même maniere que les Espagnols les possèdent; La Province de Guipuscoa, particulièrement les Villes de Fontarabie, & de S. Sebastian, situées dans cette Province & spécialement le Port du Passage qui y est compris; avec cette restriction seulement que s'il y a quelque autre Place de la Dependence de ladite Province, qu'on puisse trouver au delà des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou Biscaye du côté de l'Espagne, elles demeureront à l'Espagne, & de même s'il y a quelques Places de la Dependence des Provinces sujettes à l'Espagne qui soient en deda des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou

ANNO
1698.

ANNO ou Biscaye du côté de la Province de Guipuscoa, que l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archiduc
1698. des demeurant à la France, & les Passages de ces
1698. Montagnes, & lesdites Montagnes qui sont entre ladite

Province de Guipuscoa, Navarre, Alava ou Biscaye, à qui que ce soit qu'elles appartiennent, elles seront partagées entre la France & l'Espagne, de manière qu'il restera autant desdits Passages, & Montagnes à la France de son côté, qu'il en restera à l'Espagne du sien; & le tout avec les Fortifications, Ammunitions de Guerre, Poudres, Boulets, Galères, & Galeasses qui se trouveront appartenir au Roi d'Espagne, au tems de son décès, sans aucuns Enfants, & seront annexés aux Royaumes, Places, Îles, & Provinces qui doivent composer la part du Dauphin. Bien entendu que les Galères, Galeasses, & autres effets appartenant au Roi d'Espagne par son Royaume d'Espagne & autres Dependances qui écherront en partage au Prince Electoral de Baviere lui demeureront, & que ceux qui sont de la Dependance des Royaumes de Naples & de Sicile appartiendront au Dauphin comme il a été dit ci-dessus. La consideration de quels Royaumes, Îles, Provinces, & Places, le Roi T. C. tant en son nom qu'en celui du Dauphin (qui a aussi donné, & est sujet, son Plein-pouvoir au Comte de Tallard,) pour eux-mêmes, leurs Enfants Mâles ou Femelles, Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, promet & s'engage de renoncer, au tems de la susdite Succession, comme ils renoncet dès à présent par ces présentes, à tous leurs Droits & Préentions qu'ils pourroient avoir à ladite Couronne d'Espagne, & autres Royaumes, Îles, Etats, Pais, & Places, qui en dependent à présent, & qu'ils en feront expedier des Actes authentiques, pour cet effet, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, lesquels seront delivrez au tems de la Ratification de ce Traité.

V. La Couronne d'Espagne, & ses autres Royaumes, Îles, Etats, Provinces & Places, qui en dependent à présent, seront donnez au Prince Fils aîné de l'Electeur de Baviere, excepté ce qui est déclaré ci-dessus, être la Part & Portion du Dauphin, en pleine Propriété & entiere Possession pour sa part, & pour toutes les Préentions qu'il peut avoir à la Succession de la Couronne d'Espagne pour lui, ses Heritiers, & Successeurs, nez & à naître, de sorte qu'il ne puisse jamais être inquieté dans ses Droits, directement, ou indirectement, sous quel prétexte que ce puisse être, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement, de la part du Roi T. C. du Dauphin, ou de ses Enfants Mâles, & Femelles, & descendans, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître; ni de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, les autres Enfants Mâles & Femelles, ses Heritiers & Successeurs nez ou à naître, comme aussi ledit Prince Electoral de Baviere, si-tôt qu'il sera venu en âge pour lui-même, ses Enfants, Heritiers, Successeurs nez ou à naître, se rendront contents, & satisfaits que ledit Prince Electoral ait pour sa Part & Portion ce qui a été accordé ci-dessus dans cet Article; & leur Electeur de Baviere tant en Qualité de Pere que de Tuteur, & legitime Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, & aussi au nom dudit Prince & en celui de ses Enfants, Heritiers, & Successeurs, nez ou à naître, renoncera, au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & ledit Prince Electoral aussi, quand il sera parvenu en âge, en fera de même, à tous les Droits & Préentions qui ont été donnez & accordez pour la Portion du Dauphin, & à ceux qui seront assignez par les Articles suivans à l'Archiduc Charles, & en seront expedier des Actes solemnels, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, savoir l'Electeur de Baviere en la qualité ci-dessus au tems de la mort du Roi Catholique sans Enfants, & ledit Prince Electoral si-tôt qu'il sera en âge.

VI. On excepte de ce qui a été accordé & assigné ci-dessus, le Duché de Milan; les deux Rois, & les Etats Généraux ayant trouvé à propos & étant demeurez d'accord, qu'il seroit donné à l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils du Très-Illustre & Très-Puissant Prince Leopold élu Empereur des Romains,

pour la part & pour toutes les Préentions & Droits que l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archiduc Charles son second Fils, tous leurs Enfants Mâles & Femelles, & Successeurs nez ou à naître, pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne, & ledit Archiduc en jouira en pleine propriété & puissance, ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, pour le posséder pour toujours sans y être troublé ni molesté en quelque tems que ce soit, sous prétexte de Préentions, de Droits, directement ou indirectement, par le Roi T. C. ledit Dauphin, les autres Princes ses Enfants, leurs Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, de même que de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral son Fils aîné, ou dudit Prince Electoral, leurs enfans, descendans, Heritiers, & Successeurs nez ou à naître.

VII. En consideration duquel Duché de Milan, l'Empereur aussi tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses Enfants Mâles ou Femelles, leurs Enfants Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, & aussi le Roi des Romains, & l'Archiduc Charles, si-tôt qu'il sera en âge, tant pour lui que pour ses Enfants, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, seront contents, & satisfaits que l'Archiduc Charles ait pour toutes Préentions à la Couronne d'Espagne, le Duché de Milan, ainsi qu'il est dit ci-dessus, & que l'Empereur tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses Enfants Mâles ou Femelles, & leurs Heritiers & Successeurs & aussi ledit Roi des Romains, renonceroient, au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & l'Archiduc Charles si-tôt qu'il sera en âge, à tous les Droits & Préentions qu'ils pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne & autres Royaumes, Îles, Etats, Provinces, & Places dependantes d'elles, qui composent les Parts & Portions assignées, comme il est dit ci-dessus, au Dauphin & au Prince Electoral de Baviere: Et qu'ils feront expedier pour cela des Actes solemnels, dans la meilleure forme que faire se pourra: savoir l'Empereur & le Roi des Romains, au tems du décès de Sa Majesté Catholique sans Enfants, & l'Archiduc Charles si-tôt qu'il sera en âge.

VIII. Le présent Traité sera communiqué à l'Empereur, & à l'Electeur de Baviere par le Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux, incontinent après que l'on en aura signé & échangé les Ratifications, & S. M. I. le Roi des Romains, & ledit Electeur seront priez de l'approuver au tems du décès de Sa Majesté Catholique sans Enfants, de même que l'Archiduc Charles & le Prince Electoral de Baviere si-tôt qu'ils seront parvenus en âge.

IX. Mais si l'Empereur, le Roi des Romains, ou le Duc de Baviere refusent d'y entrer, les deux Rois, & les Etats Généraux empêcheront le Prince, Fils, ou Frere de celui qui en aura fait refus, d'entrer en Possession & jouissance de ce qui a été assigné, & sa Part & Portion demeurera en sequestre, entre les mains des Vice-Rois, Gouverneurs, & autres Regens qui gouverneront de la part du Roi d'Espagne, & qui ne s'en dessaisiront que du consentement des deux Rois & des Etats Généraux, jusques à ce qu'ils soient convenus desdits Partages & de ce Traité; Et en cas que nonobstant cela, il vouldrait par force prendre Possession de sa Part & Portion, ou de ce qui sera assigné à d'autres, les deux Rois, ainsi que ceux qui seront satisfaits & contents de leur Part & Portion, conformément à cet Accord, l'empêcheront autant qu'ils le pourront.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans Enfants, & le cas ci-dessus arrivant ainsi, les deux Rois & les Etats Généraux s'obligent de laisser toute la Succession, dans l'Etat qu'elle sera, sans en rien saisir, ni en tout ni en partie, directement ou indirectement, mais chaqué Prince pourra se mettre en Possession de ce qui lui aura été assigné pour sa part, aussi-tôt qu'il aura accompli de son côté ce qui est mentionné dans les Articles 5, 6, 7, & 9. précédents; Et s'il s'y trouve quelque difficulté, les deux Rois & les Etats Généraux, seront leur possible pour que chacun d'eux puisse entrer en Possession de ce qui lui appartient suivant le présent Traité, & qu'il ait son plein, & entier effet, s'engageant de donner par Terre & par Mer, toute l'assistance, & le Secours qui seront nécessaires pour réduire par force ceux qui s'opposeroient à l'exécution d'icelui.

ANNO
1698.

XI. Si lesdits Rois & les Etats Généraux ou aucun d'eux est attaqué par qui que ce puisse être, à l'occasion de cet Accord ou de l'exécution d'icelui, ils s'assisteront réciproquement les uns les autres de tout leur pouvoir, & se rendront Garands eux-mêmes de l'exécution dudit Traité, & de la Renonciation qu'ils ont faite en conséquence.

XII. Tous Rois, Princes & Etats qui voudront entrer dans le présent Traité y seront admis, & les deux Rois & les Etats Généraux, ou chacun d'eux en particulier, pourra inviter tous ceux qu'il trouvera à propos d'y entrer, qui seront aussi, comme il est dit ci-dessus, Garands de l'exécution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues.

XIII. Et pour une plus grande sécurité du Repos de l'Europe, lesdits Rois, Princes & Etats, ne feront pas seulement Garands de l'exécution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues. Mais si aucun des Princes, en faveur de qui ledit Partage est fait, veut troubler l'ordre établi par icelui, & s'agrandir aux dépens des autres, sous quel prétexte que ce soit, la même Garantie du Traité sera tenue s'étendre en ce cas, de manière que les Rois, Princes & Etats qui l'ont fait seront obligés d'employer toutes les forces pour s'opposer à leurs entreprises & maintenir toutes choses dans l'état agréé par lesdits Articles.

XIV. Si aucun Prince, quel qu'il puisse être, s'oppose à la prise de Possession de la part qui a été assignée par le dit Traité, lesdits deux Rois & Etats Généraux, s'ont obligés de s'assister l'un l'autre de tout leur pouvoir, & si-tôt que ledit Traité sera signé, ils conviendront de ce que chacun d'eux devra contribuer tant par Mer, que par Terre.

XV. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par lesdits deux Rois & Etats Généraux, & les Ratifications en seront échangées dans le terme & espace de trois semaines, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de la signature d'icelui. En foi de quoi nous avons signé le présent Traité, & y avons mis le Sceau de nos armes. A la Haye, le 11. Octobre 1698.

Signé,

CAMILLE D'HOUTUN Comte de Tallar J.
PORTLAND.
GUILLAUME FRANÇOIS VERBOLT.
F. B. DE REEDE.
A. HEINSIUS,
JEAN BECKER.
J. VAN DER DOES.
VAN HAREN.
AR. LEMKER ET J. DE DREWES.

Articles secrets.

LE Roi Très-Christien, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux ayant agréé le Traité de Partage qui a été fait de la Succession à la Couronne d'Espagne, pour prévenir par ce moyen les maux qui pourroient arriver dans l'Europe par la mort du Roi d'Espagne sans Enfants, & la plus grande & meilleure partie de ladite Succession ayant été donnée au Prince Electoral de Bavière, sans avoir pris aucunes mesures pour résoudre & convenir à qui elle tombera après lui, s'il arrive qu'il meure aussi sans Enfants. Lesdits deux Rois & les Etats Généraux pour prévenir les disputes & les Guerres que cela pourroit produire, ont agréé par ces Articles secrets qui auront autant de force & de vertu que le Traité ci-dessus, auquel aussi il a relation. Que

I. S'il arrive que le Roi d'Espagne vienne à mourir sans Enfants, & que par conséquent les Royaumes d'Espagne, des Indes, & autres Pais & Etats qui ont été donnés en partage au Prince Electoral de Bavière viennent à lui échoir, l'Electeur de Bavière d'apresent sera Tuteur & Curateur du Prince Electoral son Fils, durant sa minorité, pendant tout lequel tems il aura le Gouvernement dedits Royaumes, Isles, Places, & Etats, qui ont été donnés audit Prince Electoral son Fils par ledit Traité.

II. S'il arrive que ledit Prince vienne à mourir sans

Enfants, Son Altesse Electorale lui succedera dans la Possession & jouissance dedits Royaumes &c. qui lui ont été donnés pour sa part & les aura en pleine propriété pour lui & pour ses Enfants Mâles & Femelles, Descendants, Successeurs, & Heritiers, nez ou à naître, de manière que si l'Empereur, le Dauphin, leurs Enfants Mâles, ou Femelles, Descendants, Successeurs, & Heritiers, ou aucun autre prétend avoir la moindre Prétention à ladite Succession; le Roi T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, s'engagent eux-mêmes de nouveau d'employer toutes leurs forces par Mer & par Terre, pour maintenir l'Ordre établi dans cet Article, touchant la Monarchie d'Espagne, dont ils sont unanimement demeurés d'accord, esperant par cette précaution entretenir la tranquillité de l'Europe, qui est depuis peu si bien établie.

Tous Rois, Princes & Etats qui voudront bien entrer dans ce Traité y seront admis, si-tôt qu'il sera rendu public au tems de la mort du Roi d'Espagne, en cas qu'il vienne à mourir sans Enfants, & lesdits deux Rois & Etats Généraux ou chacun d'eux en particulier, seront priés & inviter ceux qu'ils trouveront à propos d'y entrer, qui, de même que les autres, seront Garands de ce qui est contenu dans ledit Article secret. En témoin de quoi nous, qui avons signé le Traité qui a relation au présent Article, avons aussi signé celui ci, & y avons appelé nos cachets. A la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé

TALLARD.
PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Article secret concernant le Sequestre du Duché de Milan.

LEdits deux Rois & les Etats Généraux sont demeurés d'accord, qu'en cas que le Duché de Milan vint à être en sequestre, en vertu de la clause mentionnée au 9. Article du Traité conclu aujourd'hui, entre les mains du Prince de Vaudemont, qui en est à présent Gouverneur, la chose sequestrée, & conséquemment le Duché de Milan, sera administré & gouverné par le Prince Charles de Vaudemont son Fils. Le présent Article secret aura la même force que s'il étoit inséré dans le Traité auquel il a rapport. A la Haye le 11. Octob. 1698.

Signé

TALLARD.
PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Autre Article secret.

EN explication des Articles cinquième, septième, & dixième du Traité conclu ce jourd'hui à la Haye, on est convenu, que quoi que l'Archiduc Charles ne fit pas la Renonciation avant que d'être en âge; Pourvu que l'Empereur, & le Roi des Romains aient fait les leurs, ledit Archiduc pourra entrer en Possession de sa part au tems de la mort du Roi d'Espagne, sans Enfants, quoi qu'il ne fût pas en âge; Et de même on est tombé d'accord que le Prince Electoral de Bavière, quand même il ne seroit pas en âge, pourvu que l'Electeur de Bavière en ladite Qualité de Pere, & comme Gardien legitime & Administrateur dudit Prince ait fait la sienne, ledit Prince Electoral de Bavière pourra aussi entrer en Possession de la Portion qui lui est échue, dans le tems de la mort de Sa Majesté Catholique sans Enfants, quoi qu'il ne fût pas en âge; bien entendu néanmoins que ledit Prince Electoral de Bavière fera sa Renonciation si-tôt qu'il sera en âge. Fait à la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé,

TALLARD.
PORTLAND ET WILLIAMSON.

Plein-

ANNO
1698.

ANNO 1698. *Plein-Pouvoir du Dauphin de France au Comte de Tallard; avec Renonciation expresse à la Couronne d'Espagne.*

LOUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. D'autant que nous nous sommes proposé de suivre en toutes choses l'exemple qui nous est donné par le Roi notre très-cher, & très-honoré Seigneur & Père; & que nous voulons principalement l'imiter dans le desir sincère qu'il a de maintenir la Paix dont l'Europe jouit depuis la Conclusion du Traité de Ryfwick, la prudence lui faisant prévoir les évènements capables de troubler le repos public, & employer les moyens nécessaires pour en prévenir les effets; Nous sacrifions aussi, avec plaisir, nos Droits légitimes pour contribuer au succès d'un Dessein si conforme à l'Intérêt de la Chrétienté. C'est pourquoi notre dit très-cher & très-honoré Seigneur & Père nous ayant communiqué les Ordres & Pouvoirs qu'il a donnés à notre Cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées, & de sa Province de Dauphiné, & Son Ambassadeur extraordinaire vers notre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Angleterre, pour conclure & signer avec ledit Roi un Traité, dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu dispoit de notre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Espagne dans la conjoncture présente; nous avons, ensuite du Pouvoir, & de la Permission qui nous en a été donnée par notre très-cher, & très-honoré Seigneur & Père, donné, comme nous donnons par ces présentes signées de notre main, Plein pouvoir, Commission & Commandement special, audit Comte de Tallard, de renoncer en notre nom, & au nom de nos Enfants, Héritiers & Successeurs neuz ou à naître, à tous les Droits qui nous appartiendront, ou qui pourrout nous appartenir légitimement sur la Monarchie d'Espagne, en cas du décès de notre dit Frere & Oncle le Roi Catholique, lesquels nous transférons à notre cher & très-aimé Neveu le Prince Fils aîné de notre Cher & très-aimé Frere & Beau-frere l'Electeur de Baviere, & à ses Descendants; Et nous consentons qu'en cas du décès de notre dit Frere & Oncle Roi Catholique, notre dit Neveu le Prince Electoral de Baviere, puisse exercer notre dit Droit, en notre Lieu & Place, sur tous les Royaumes, Provinces & Etats dependants de la Monarchie d'Espagne, excepté ceux qui seront réservés à nous, & à notre très-cher & très-aimé Frere & Cousin l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur, selon les Articles & Conditions, dont conviendra ledit Comte de Tallard avec les Commissaires qui seront nommés par notre dit Frere le Roi d'Angleterre: Autorisons ledit Comte de Tallard pour promettre en notre nom, que nous ratifierons & approuverons tout ce qui sera, par lui, stipulé & convenu de notre part, & pour stipuler effectivement, demander, conclure, & signer en notre nom de la même manière que nous le pourrions faire si nous y étions présents en Personne: quand même le cas demanderoit un Ordre plus special que celui qui est contenu dans ces présentes. Donné à Versailles le 19. Août 1698.

Signé,

LOUIS.

Et sur le reply,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Autre Pouvoir du Dauphin de France pour les Articles Separes.

LOUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi, à tous ceux qui les présentes verront, Salut. Ensuite du Pouvoir à nous donné par notre très-honoré Seigneur & Père; Nous avons fait dépêcher ce jour d'hui à notre très-cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général &c. un Pouvoir de conclure & signer, avec notre Très-cher, & Très-aimé Frere

le Roi d'Angleterre, un Traité dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu dispoit de notre Très-cher & Très-Aimé Frere, & Oncle le Roi d'Espagne. Mais comme il pourra arriver dans la Negociation à faire sur ce sujet, qu'il sera aussi trouvé nécessaire, de conclure quelques Articles secrets & séparés dudit Traité; nous avons de nouveau donné audit Comte de Tallard, & par ces présentes signées de notre main, nous lui donnons Plein-pouvoir, Commission & Commandement special de conférer, traiter, negotier, conclure & signer tels Articles & Conventions secretes & separées, qu'on jugera convenable, & de promettre en notre nom, que nous ratifierons & approuverons tous les Articles qui auront été signés par ledit Comte de Tallard, tout ainsi & en même manière que s'ils avoient été inferés de mot à mot dans ledit Traité; Quand même le cas demanderoit un Ordre plus special, que celui qui est contenu en ces présentes. Donné à Versailles le 19. d'Août 1698.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Pouvoir & Autorisation de Sa Majesté Très-Chrétienne pour le Dauphin.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces présentes verront; Salut. Nous avons envoyé à notre Cher & bien Aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de nos Armées, & de notre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, un Pouvoir de traiter, conclure, faire & signer, avec ceux qui seront munis de pareil Pouvoir de notre Très-cher, & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tels Articles & Conventions qu'on jugera nécessaires pour prévenir les Evénements, qui pourroient troubler la tranquillité publique; Et afin de ne rien ômettre de ce qui dépendroit de nous, nous avons bien voulu en même tems, autoriser notre Très-cher, & Très-Aimé Fils unique le Dauphin, à donner de sa part tous les Actes nécessaires pour la même fin. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons permis & par ces présentes permettons à notre dit Fils, de donner audit Comte de Tallard tous les Pouvoirs qui pourrout lui être nécessaires, pour traiter, & transiger, touchant son Droit & ses Préentions, & en conséquence de cela, de faire les Renonciations qui y seroient stipulées, promettant en foi & Parole de Roi de les approuver, & de consentir qu'elles soient accomplies & executées, de la même manière, & avec ce qui se fera en conséquence du Pouvoir que nous avons donné audit Comte de Tallard. En foi de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & y avons fait apposer notre Sceau privé. Donné à Versailles le 19. Août de l'an 1698, & de notre Regne le 56.

Signé

LOUIS,

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

(L.S.)

Ratification du Roi Très-Chrétien.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Aiant vû & examiné le Traité, que notre Cher & Bien-aimé le Comte de Tallard, Lieuten-

Kkk 3

ANNO 1698.

ANNO
1698.

nant de nos Armées, & de notre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, a fait, conclu & signé en notre nom à la Haye le 17. d'Octobre dernier, en vertu du Plein-pouvoir que nous lui avions donné pour cela, avec Guillaume de Bentinck Comte de Portland Chevalier de l'Ordre de la Jarrière, Conseiller privé de notre Très-Cher & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, Premier Gentilhomme de sa Chambre, & Général de sa Cavalerie; & le Chevalier Joseph Williamson aussi Conseiller privé de notre dit Frere, & Garde des Archives, munis aussi des Pleins-pouvoirs de notre dit Frere; duquel Traité la teneur s'en suit.

Fiat insertio.

Nous agréant le susdit Traité, en tous ses Points & Articles, tels qu'ils y sont contenus & déclarés, l'avons accepté, ratifié & confirmé; & par ces présentes nous l'acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; promettant en foi & Parole de Roi de l'exécuter, observer, & faire observer, sincèrement & de bonne foi, sans faîte, ou souffrir qu'on faîte rien au contraire, directement ou indirectement, pour aucune cause, ou occasion que ce puisse être. En foi de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & y avons fait apposer notre Sceau privé. Donné à Fontainebleau le 24. Octobre l'An de notre Seigneur 1698. & de notre Regne le 56.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy,

COLBERT.

(L.S.)

NB. Les Ratifications des Articles secrets & séparés, étoient conçues dans les mêmes Termes, & de la même date; ce qui fait qu'on ne les met point ici.

CCVI.

25. Dec. *Instrumentum Turcicum Amicitie ad duos annos inter MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum & PETRUM ALEXOVICIVM magnam Czarum atque totius Russie Autocratorem initu &c. Anno Hegire 1110. [Grund und umständlicher Bericht von denen Römischen Kaiserlichen und Ottomaniſchen Groß-vorſchaften / wodurch der Karlowitzſche Friede auf 25. Jahr beſchloſſen und darauf beſtätigt worden, pag. 30. HERM. FRANC. FRIDER. AB ANDLERN Corpus Constit. Imp. Tom. I. in Append. pag. 150. Theatrum Europæum Tom. XV. pag. 528. en Allemand.]*

Hic est Deus Maxime aperiens omnia, Potentissimus, Firmissimus.

IN Nomine Dei, misericordis, semper misericentis. Causa exarationis hujus veritate præcellens scriptis, & necessitas descriptionis hujus realitate insigniti Instrumenti hæc est; incorruptibilis arbitrii Domini Creatoris, & Immortalis Officii liberissimi arbitrii Domini Dei, cujus extollitur gloria extra omnem similitudinem & partem eternarum confirmationum, ubertatis concessione & gratia honoratissime Meccæ, & lucidissime Medinæ Servi, & Sanctæ Hierusalem, & aliorum benedictorum locorum Defensoris & Rectoris

binarum Terrarum Sultan, & Regis binorum Marium, Dominatoris Potentis Ægypti, & Iabissinarum Provinciarum, ac felicitæ Arabiæ, & Adenensis Terræ, & Cæleæ Africanæ, & Tripolis, & Tuncti, & Insulæ Cypri, & Rhodi, & Crete, & aliarum Albi Maris Insularum, atque Imperator Babylonis, & Bosphoræ, & Lazæ, & Bevan, & Cariaz, & Erzerum, & Schreful, & Musul, & Diarbecir, & Rice, & Damasci, & Halebi, & Sultani Persicæ, & Arabiæ Irachienis Regionis, & Regis Ghiuristanæ, & Turchistanæ, & Ghiuristanæ, & Daghistaniæ, & Trapezantiæ, & Imperatoris Provinciarum Rum, & Zuchadriæ, & Maras, Imperatoris Regionum Tartariæ, Circassiæ, & Abassiorum, atque Crimeæ, ac Deisticæ, Imperatoris Orientis, & Occidentis, & Anatoliæ, & Rumeliæ, Possessoris Sedis Regiæ Constantinopolis, & protectæ Præsiæ, ac defenſæ Adrianopolis, & præterea Imperatoris latissimarum tot Provinciarum, totque Climatorum, & Urbium, ac Celeberrimi Dominatoris, Sultani Sultorum, Regis Regum, Serenissimi, Potentissimi, Augustissimi Domini nostri Imperatoris Refugii Muselmaniæ, Sultani Filii Sultorum, Sultani Mustafa Regis, Fui Sultani Mechmet Regis, cujus Imperium Deus perenne faciat, ac Principatum stabilit usque in diem judicii. Majest. Excellum Imperium inter, & Gloriosissimum inter eximios Principes Christianos, & Præcellissimum inter Magnos Dominatores Christianos, Directorem magnorum negotiorum Christianarum Rerum publicarum, chlamyde Amplitudinis & Majest. Exornatissimum, argumentis Magnitudinis & Gloriæ condecoratissimum Czarum Moscovitarum Regum, & omnium Ruthenicarum Provinciarum Dominatorem & possessorem subiectarum illis Terrarum & Urbium, Sublimem Czarum Moscoviæ, Petrum Alexiovicium (cujus fines Deus salute & rectitudine coronet) cum intercedens ab aliquibus Annis diffidium fuerit in causa calamitatis subditorum, & subiectorum utriusque Partis, ea intentione, ut iterum in Amicitiam & benevolentiam commutetur ad bonam constitutionem rerum Civitatenis, & ad reducendum in meliorem conditionem statum fervorum Dei, in Syrmio in consensu Carolivirz, facto Congressu cum Illustrissimo & Excellentissimo inter Christianos Magnates, Domino Procopio Bogdanovitz Vofnecin, alie memorati Czari Plenipotentiario Commissario, & Extraord. Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchoviz, ac eodem Czaro ad Tractatus, & conclusionem Pacis negotii perfecta autoritate designato & deputato, atque explebibus Mediationis munus bonis officiis, ac diligenti opera deputatis & Gloriosissimis inter Eximios Christianos Principes, & Refugios Magnorum Dominatorum ejusdem Gentis, Angliæ & Scotiæ, & Hiberniæ Rege, Wilhelmo III. & Generalibus Statibus Nederlandensibus (quorum fines Deus salute & rectitudine coronet) ad exequendum Mediationis suæ functionem ad Tractatus Pacis, Illustrissimis, & Excellentissimis inter Magnates Christianos, Wilhelmo Lord Paget, Barone de Beaudeſert; & Domino Jacob Coljer, etiam si ab utraque Parte adhibita sit ad Pacem & Conciliationem propensio atque inclinatio; cum tamen non esset facile brevi tempore, ut, ablati difficultatibus, omnes res convenientes Amicitie & Vicinitatis perfectæ ac debite ad bonum ordinem redigerentur, ne interrupteretur continuatio istorum aliorum Tractatum, sed ut pertractetur atque ad finem perducantur, hæc utriusque intentione per mutuum consensum à die (1) vigesimo quinto Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe a natalis Domini Jeshu Christi, usque ad integros duos Annos terminis constitutus est, intra quem scilicet Almus ille Tractatus ad bonum ordinem reducat, atque inter excellum Imperium, Moscoviticum Czarum, favente Deo Altissimo, Pax, five per Inducas five perpetua coalescat & vetus amicitia renouetur.

Itaque intra statutum unanimi consensu terminum cessit

(1) Cet endroit est brouillé & corrompu. Ce n'est point la coutume des Turcs d'admettre les Dates Chrétiennes dans leurs Traitez; & s'ils le faisoient, ils auroient soin au moins de ne pas se contredire avec celles de l'Hegire comme elles le font ici. La même faute se trouvant, sans aucune différence, dans tous les exemplaires imprimés qu'on a vus, on a lieu de croire qu'elle vient de la première copie qui en fut donnée au public, après la Conclusion du Traité. On peut au reste la réformer & l'éclaircir en lisant du *viginti sexta Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe a natalis Domini Jeshu Christi*, [D.M.]

ANNO
1698.

ANNO cesset omne prælium & bellum. & pugna, atque conflictus & utrinque amoveantur atque tollantur hostilitates.

1698. Moscorum Czaro subiectis à Moscovitis & Colaccis, & aliis in subiecta Excelli Imperio Mussulmanico confinia, sive alia, sive Crimenia & loca, & subditos, nulla fiat excursio & hostilitas, nullumque damnum inferatur, neque clam, neque palam, pariterque à parte Excelli Imperii nullius conditionis exercitus, præsertim Crimenis Chaus, & omnia genera Tartarorum Horde, nullam penitus excursionem faciant, nullumque damnum inferant, neque clam, neque palam, in Civitatibus & Oppida, subditos, & subiectos Moscorum Czaro.

Atque si qui, sive clam, sive palam, motum aliquem atque dispositionem & hostilitatem, & incursionem fecerint contra hoc Pactum, & hanc conditionem, quæ inter nos confecta est, & sese contumaces, & minus obediunt reddiderint, ex cuiusque parte sine, apprehendantur, incarcerentur, & sine remissione puniantur; proinde præstata ratione colendi & observandi huius Armistitii tempore; conflictatio & hostilitas penitus amoveatur & tollatur, atque ab utraque parte perfecta propensio, & plena inclinatio adhibeatur ad conclusionem Pacis. Et Crimenis quoque Chaus iuxta suam obedientiam & subjectionem ad Excellum Imperium, adiungatur huic Paci.

Utque ab utraque parte acceptum & observatum sit, cum alte memorati Czari Plenipotentiarius Legatus & Commissarius vigore sue facultatis & auctoritatis Moscovitico sermone descriptum, legitimum & validum Instrumentum tradiderint, nos quoque Facultatis & vicariæ nostræ Deputationis vigore, nostris manibus subscriptum, & nostris sigillis firmatum, hoc scriptum, tanquam validum & legitimum Instrumentum tradidimus. Deus favens est sequituri.

Subscriptum erat,

MEHEMED RAMI, Magno ALESSANDRO MAURO-
Cancellario. CORDATI DI SCAR-
(L.S.) LATO.
(L.S.)

CCVII.

25. Dec. Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos Annos inter PETRUM ALEXOVICUM Magnum Czarum totius Rusiæ Autocratorem, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanium initum, per Mediationem WILHELMII III. Regis Magnæ Britanniæ & Ordinum Generalium Fœderati Belgii, sub sp. quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam sive per Inducias colescat & renovetur. Altim in Congressu Carolovizii die 25. Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. [Grund-und umständlicher Bericht von denen Königlich-Kaiserlichen und Ottomannischen Groß-Botschaften / wodurch der zu Carlswitz auf 25. Jahr aufgerichtete Frieden / beschloffen worden. pag. 29. HERM. FRANC. FRID. BARONIS AB ÄNDLERN. Corpus Constit. Imperialium Tom. I. in Append. pag. 151. Theatrum Europæum Tom. XV. pag. 529. en Allemand.]

IN Nomine Domini Dei Omnipotentis in Trinitate Sancta Unius; Eiusdem Gratiæ Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Tzarum, & Magnum Ducem Petrum Alexievici, totius Magnæ & Parvæ & Albæ Rusiæ Autocratorem, Moscoviæ, Klovie, Wolodimiræ, Novogardie, Tzarum Casanie, Tzarum Astrachani, Tzarum Siberiæ, Dominum Plekovie, & Magnum Ducem Smolensci, Tverie, Ingorie, Permæ, Viaticæ, Bolgarie & aliorum Dominiorum, & Magnum Ducem Novogardie,

ANNO Inferioris Terræ, Csernihoviz, Resaniz, Rottoviz, Jaroslaviz, Bolcororiz, Valoriz, Obdoriz, Con-
1698. ditioniz, & totius Septentrionalis Plagæ Imperatorem, & Dominum Iverienis Terræ, Cartalinensium & Gruzinensium Tzarum, & Kabardienis Terræ, Clercafforum & Montanorum Ducem, ac aliorum multorum Dominiorum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionaliumque, Paternum Avitumque Hæredem, Successorem & Dominum ac Dominatorem, suam inter Majestatem, atque inter Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Sultanium Mustafam Chanum, Filium Sultani Mechmet Chani, Dominum Constantinopoleos, Albi Maris, Nigri Maris, Anatoliæ, Vrumiz, Romaniz, honoratissime Mæccæ & Medinæ, Sanctæ Hierusalem, Ægypti & Abyssinarum, Babylonis & Ricæ, & Damasci Dominatorem, Tartaricarum & Crimenium Ordinum, nec non aliorum multorum Dominiorum, Regnorum & Urbium, Insularum & Provincialium Imperatorem; Ab aliquot annis intercedens diffidius causa fuit calamitatis subditorum & subiectorum utrique parti, ea intentione, ut rursus in amicitiam & benevolentiam ad bonam rerum civilium constitutionem, reducendumque in meliorem conditionem & statum transmutetur, in Syrmio ad Confinita Carolovizii facti Congressu, cum Illustrissimis & Excellentissimis Selectissimo Domino Magno Cancellario, Reis Mechmet Effendi, & cum Selectissimo Domino ab intimis Secretis Alexandro ex Prospia Scarlati Maurocordato, alte memoratæ sue Sultanicæ Majestatis Plenipotentiarii, Commissarii & Extraordinarii Legatis, ad Tractatus, & constitutionem negotii Pacis, perfectæ auctoritate definitis & deputatis, Mediatione vero Serenissimi & Potentissimi sue Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, & Præpotentium Generalium Statuum Nederlandensium Hollandicorum, Illustrissimorum & Excellentium Plenipotentiariorum eorundem Extraord. Legatorum Domini Wilhelmii, Lord Paget, Baronis de Beaufort, &c. & Domini Jacobii Collier, &c. ab utraque autem parte ad Pacem, & Inducias propensio & inclinatio adhibita fuit, attamen non facile fuit intra breve tempus, subtilis difficultatibus, res universas convenientes Amicitie Vicinitati perfectæ & debite in bonum ordinem redigere; sed ne interrupteretur continuatio horum aliorum Tractatum, quin imo deinceps perficiatur, ad finem deducatur, hac intentione utrinque per mutuum consensum, id est, à die vigesimo quinto Decembris, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, à nativitate Domini Dei Jesu Christi, in futuros duos integros Annos, inter alte factos ambos Magnos Dominos hanc Inducias, in quibus alimus hinc Tractatus in bonum ordinem educatur, atque inter suam Tzaream Mgestatem Moscoviticam, & Sultanicam Majestatem Turcicam, Deo Altissimo secunde, Pax perpetua, at in sufficientes Annos Inducie concluduntur, & vetus Amicitia restitueretur. Proinde in hoc confituito determinato unanimi consensu definit omne prælium, bellum, pugna & conflictus, & utrobique amoveantur & tollantur hostilitates, & à Subditis sue Tzaræ Majestatis Moscovitiæ & Colaccis ac aliis Continuis Mussulmanicis & Crimenibus atque reliquis sue Sultanicæ Majestatis subiectis Locis, & Subditis nulla incursio & Hostilitas fiat, neque clam, neque palam ullum damnum inferatur; pariter ex parte sue Sultanicæ Majestatis adversus partem sue Tzaræ Majestatis nullius Ordinis exercitus, possitumque vero Crimenis Chaus, & omne genus Tartarorum & Ordinarum penitus ullas incursionem faciant nec ullum damnum palam aut clam in Civitatibus & Oppidis, & Subditis subiectis sue Tzaræ Majestati perpetrent; & si qui vel aperte motum aliquem & dispositionem, Hostilitatemque ac incursionem, contra hanc constitutionem & conditionem, quæ nos inter confecta est, fecerint, & ex quacunque demum Parte tales contumaces repellantur, apprehendantur, incarcerentur, & sine remissione indefensè puniantur; Hac itaque præstata ratione, tempore colendi & observandi huius Armistitii, conflictatio, & hostilitas absolute amoveatur & tollatur, ac ab utraque Parte ad concludendam Pacem perfecta propensio & plena inclinatio adhibeatur, & Crimenis Chaus, ex munere sue erga Imperialem suam Majestatem Turcicam obedientie & subjectionis huic Paci adiungatur; quæ omnia, ut ab utraque Parte acceptentur & observentur, quoniam alte memoratæ sue Sultanicæ Majestatis Plenipotentiarii Legati & Commissarii, vigore sue facultatis & auctoritatis, Tur-

cico

ANNO
1698.

cico sermone scriptum legitimum & firmum Instrumentum, ex eoque Latino sermone, propriis manibus, sigillis firmatam Copiam dederunt; Pariter & ego Facultatis & Plenipotentie mihi data vigore manu propria subscriptum, & sigillo firmatum, hoc scriptum, Ruthenico, & Latino sermone Copiam tanquam firmum & legitimum Instrumentum tradidi. Scriptum in Carlovitz, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo Octavo, mense Decembris, vigesimo quinto die.

Subscriptum erat.

Procopio Bogdanoviz Vosnitch, alte memorati Czari Plenipotentiario, Commissario, & Extraordinario Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchorie.

Copia Plenipotentie Moscoviticæ.

Notum facimus, ac testamur his presentibus, quod cum inter nos, & nostros Confederatos ex una, & Aliam Partem Ottomanicam ex altera parte, ad Tractatus constituenda Pacis via aperta sit, quod nos etiam hoc in negotio recusare nolumus; Ideo nos Illustri Magni Legati Domini nostri Consilii, ac Locumtenentis Bolechie, Procopio Bogdanovitz Vosnitch plenam ac absolutam Facultatem & Potestatem dedimus in constituendo Congressu subscribendi, ac Sigillo muniendi constitutus cum Ottomanica Porta idoneam, ac nobis proficuum Pacem, ac de omnibus nostris utilitatibus ac commodis, simul cum Confederatorum nostrorum Plenipotentiariis Legatis tractandi, quicquid illius reciproce consensum fuerit, & a Ministris Partis, promittentes nostro Texaræ Majestatis verbo, quod omne id per præfatum Plenipotentiarium nostrum Legatum convenit ac concordatum, firmum ac ratum habere volumus ac debeamus, quodque vigore harum Literarum Sigillo nostro munituram testamur. Scripta Imperii nostri in Aula imperante Magna Urbe Moscovitæ, Anno à condito Mundo 7206. mensis Junii 19. die, Imperii nostri 16. Anno.

(L.S.)

CCVIII.

1699. Instrumentum Cæsareum Pacis ad viginti-quinque Annos inter LEOPOLDUM Imperatorem Augustissimum & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanium inita, GUILIELMO III. Rege Britannico & Ordinibus FOEDERATI BELGII Generalibus Mediantibus; in Congressu Carlovitzi in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Cæsarea PLENIPOTENTIA. Dat. Vienna 23. Junii 1698. [Tiré des Archives de la Chancellerie Aulique de Guerre.]

AD perpetuam rei memoriam: Notum sit omnibus & singulis quorum interest: Postquam per sedecim hucusque annos sævum, exitiale & multâ humani sanguinis effusione cruentum adeo Bellum cum plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum Leopoldum (plen. tit.) ab una: Et Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum Sultanium Mustapha Han Ottomanorum Imperatorem, ac Asiæ & Græciæ, ejusque gloriosos Prædecessores, ab altera Parte: Miserique tandem afflictæ Subditorum sortis summe dicti ambo Potentissimi Imperatores finem tantis in perniciem generis humani in dies augescentibus malis ponere, serio in animum induxissent, factum Divinâ Bonitate esse, ut annuissent & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino Guilielmo III., Magnæ Britanniciæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, uti & Cælis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Unitarum Belgii Provinciarum, solennes eâ de causâ Tractatus Carlovitzi in Sirmio, prope confinia utriusque Imperii instituti & ad

finem perducti fuerint. Comparantes quippe dicto Leopo utrimque legitime constituti Legati Plenipotentiarii: Nominè quidem Sacræ Cæsareæ & Romanorum Imperatoris Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Wolfgangus, Sacri Romani Imperii Comes ab Ottingen, Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Consiliarius intimus & Consiliarius Imperialis aulici Præfex, & Dominus Leopoldus Schlik, Sacri Romani Imperii Comes in Passaun & Weiskirchen, ejusdem Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Generalis Vigiliarum Præfectus & Legionis defultoriæ Equitum Tribunus, ambo ad Tractatus hosce Pacis cum Porta Ottomanicâ Deputati Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii: Nominè vero Imperialis Ottomanicæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Mehmed Effendi, Supremus Imperii Ottomanici Cancellarius, & Dominus Alexander Muscovardato, ex Nobili Stirpe de Scarlati, intimus jam dicti Imperii Consiliarius & Secretarius, intervenitu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Guilielmi Paget, Baronis de Beaufort, Serenissimi Magnæ Britanniciæ Regis, & Domini Jacob Colyer, Celsorum & Præpotentium Generalium Fœderati Belgii Ordinum, amborum apud Excelsum Portam Ottomanicam Oratorum & ad refabendam Pacem Universalem Legatorum Plenipotentiarium, qui munere Mediatorio integrè, sedulo & prudenter perfundi sunt, post invocatum æterni Numinis opem & commutatas rite Mandatorum Tabulas, ad Divini Nominis gloriam & utriusque Imperii salutem in sequentes viginti mutuas Pacis & Concordiæ Leges conveniunt.

I. Regio Transylvaniæ, quemadmodum de præsentibus est in Possessione & Potestate Cæsareæ Majestatis, ita maneat in ejusdem Domino: Et à Podolie confinio usque ad extremum Valachiæ confinium fuis Montibus, qui antiqui fuerint limites inter præfens Bellum inter Transylvaniam, ex una parte, & Moldaviâ atque Valachiam, ex aliâ parte, atque à confinio Valachiæ usque ad Flumen Marufium, pariter fuis Montibus, qui antiqui fuerint limites, circumscriptur, & sic utrimque observatis antiquis Limitibus, nec ultra nec citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

II. Provincia subjecta Arci Temisvariensi cum omnibus suis Districtibus & Interfluentibus Fluvius maneat in Possessione & Potestate Excelli Imperii Ottomanici. Atque à Parte Transylvaniæ fines ejus sint ab extremo confinio Valachiæ usque ad Fluvium Marufium in superiori Articulo constituti Transylvaniæ antiqui Limites. Tum à parte Marufii usque ad Fluvium Tibiscum citerioribus ripis ejusdem Marufii, & à parte Tibiscii usque ad Danubium citerioribus ripis Fluvii Tibiscii fines ejus limitentur; quæ vero intra prædictos Limites sita sint Loca, nempe Caranibos, Lugas, Lippa, Clana, Kiscaniffa, Betiche, Betskerck & Sabia citerius, & intra præconstitutos ante præfens Bellum Limites antiquos Transylvaniæ, ac secundum prædeclaratam rationem intra Ripas Fluminum Marufii & Tibiscii in Temisvariensibus Territoriis qualescunque alius similis Locis reperitur, eâ conditione destruantur per Cæsareos, ut vi Paſtorum amplius reedificari non possint. Et prædicta Regio Temisvariensis omnino libera relinquatur; & imposterum neque in dictis hisce Locis, neque prope ripas Fluviorum Marufii atque Tibiscii alia vel majora vel minora Loca, quæ possint speciem Fortificationis exhibere, extruantur.

Fluviorum Marufii ac Tibiscii inter Provinciam Temisvariensem, & Provincias Cæsareæ Potestati & Possessionis subjectas, usus sit communis Subditis utriusque Imperii, tum ad potum Pecorum omnis generis, tum ad Piscationem & alias commoditates Subditis perquam necessarias.

Cum verò onerariæ Navæ à partibus superioribus subjectis Cæsareo Domino, tum per Marufium Fluvium in Tibiscum, tum per Tibiscum in Danubium, sive ascendendo, sive descendendo ultra citroque meatentes nullo obice præpediri debeant;

Navigatio Navium Germanicarum aut aliorum Subditorum Cæsareorum nullo modo possit in cursu suo ultra citroque incommodari, sed liberè atque commodissimè fiat ubique in prædictis duobus Fluvii; & si quidem reciproce Amicitia & mutue benevolentie convenientia id etiam requirit, ut Subditi Imperiali Ottomanicæ Potestati subjecti possint usus prædictorum Fluviorum ejus participare, sine impedimento Navibus Pûcatoris etiam ac cymbis utantur. Molendi-

ANNO
1699.

ANNO
1699.

narie autem Naves in Locis tantum quibus Navigatio alterius nempe Cæsarei Dominii nullatenus impedimento esse possint, communicatione Gubernatorum utriusque Dominii & consensu ponantur; quinimo, ne diversione aquarum in Marusio cursu Cæsarearum Navium incommodum aliquod patiatur, nullatenus permittitur, ut, siue Molendinorum, siue alia occasione ex Marusio aque alio deriverint, seu diducantur.

Insuper quæcunque in prædictis Fluviiis, cum actu sint in Potestate Cæsarea, maneat, uti possidentur; & Subditi utriusque Dominii omnino pacifice atque tranquille vivant, severissimisque Edictis ab Insolentis & Contraventione Pactorum continentur.

III. Cum Regio inter Fluvios Tibiscum & Danubium, vulgo dicta Baska, sit in sola possessione & potestate Cæsareæ Majestatis, sit maneat deinceps etiam in præfata Potestate & Dominio Cæsareo; neque Titulum magis, quam in præfatis est, fortificetur.

IV. Ab extrema ripa ceterioris Tibisci opposita Titellianæ ripæ & Angulo Terræ ibidem per conjunctionem Tibisci & Danubii terminato, deducatur linea recta usque in ripam Danubii. Item è Regione ceterioris ripæ Tibiscane sitam, & ulterius protrahatur pariter recta ad Moravici ripam ceteriorem annis Bossut, & inde ad Locum usque ubi prædictus annis Bossut principali alveo in Savum clabitur; & Moravizæ sine ulla Fortificatione relicto, & fructuque tantum in opposita utrinque ripa apertis pagis spectentur, per prædictam lineam firmatam atque distinctam siue fossis, siue lapidibus, siue palis, siue alia ratione, Imperia sequenti modo.

Regio versus Belgradum intra modo dictos Limites permaneat sub sola Potestate Potentissimi Ottomanorum Imperatoris.

Regio verò extra prædictam lineam sita maneat sub sola Possessione & Potestate Potentissimi Romanorum Imperatoris; & secundum prædictos Limites pariter possideantur Fluvii, qui sunt in Territoriis permanentibus in possessione utriusque Partis.

V. Ab octo annis hoc est in Savum effluens usque item in Savum elabens Unna Fluvius cum, Savi altera quidem pars pedibus ad Danubium Cæsaream possideatur ab ejus Majestate, altera vero pars possideatur ab Imperatore Ottomanorum.

Interfluvius Navius Savus & Insule in hoc communis Tractatus sitæ, sint communes, & usus tum ad Navigationem ulcio citoque, tum ad alias Commoditates utriusque Partis Subditi pariter communis sit, utriusque religio observantibus pacifice & imperturbatam ulcio citoque Commercio.

Usque ad Unnam Fluvium Regio pertinet ad Dominium Imperialis Ottomanicæ Majestatis, qua Fossam spectat, ceterioribus ripis Unnæ Fluvii definitur atque terminatur, evacuatis Novi, Dubizza, Jesknozizza, Doboy & Brod, ex parte Bosnensi, & quæcunque alio simili Loco in hoc tractu existente; & deductis inde prædictis Cæsareis ista pars omnimodo libera relinquatur.

Castanoviz autem & Insule infra Terram Novi, versus Savum, cum ulterioribus ripis ejusdem Unnæ, cum sint & maneat in Potestate Romanorum Imperatoris, prædictis Limitibus hinc distinguantur.

Loca demùm ultra Unnam longe à Savo sita & ab utraque Parte prædictis conservata atque possessa, cum Terris ante præfens Bellum ad eadem spectantibus, maneat iterum in Potestate utriusque possidentis Partis, ea conditione, ut Commissarii utrinque mox deputandi, Districtus atque Territoria singulatim deducatis particularibus Lineis separantes, per fossas, lapides, palos, aut alia quæcunque ratione ad evitandam confusionem posita signa, segregent atque disjungant in partibus Croatiz usque ad ultimum confinium & terminum Locorum in utriusque Dominii Possessione permanfurorum.

Et ex utraque Parte, si quis ausus fuerit alterare, mutare, evelere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex prædictis signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus ad exemplum aliorum severissime puniatur.

Commissarii verò ad distinctionem & positionem Limitum in isto confinio, quoad fieri poterit, quam celerime deputandis, Regis Edictis demandetur, ut ad tranquillitatem & securitatem Subditorum utriusque Dominii festulo animo adhibentes, sine controversia & sine quæcunque particulari complacencia Terræ.

TOM. VII. PART II.

ras optime separent atque manifeste distinguant.

Cum sit in altera Savi Parte (qua Dominium Imperiale Ottomanicum respicit) monumenti Brod Fortificationes, utpote recentiter à Militibus Cæsareis factæ, tempore educendi prædicti Cæsarei everiti debeant, Locum autem ille sit commodissimus ad Mercaturam, poterit ibidem erigi cum honesto & commodo recintu Civitas, ita tamen, ut in Arcis aut Monumenti formam non redigatur.

VI. Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali Deputatorum Commissariorum separatione stabiliti, siue deinceps idoneo tempore per operam Commissariorum utrinque stabilendi confinium Limites sanctè utrinque & religiosè observentur, ita ut sub nulla ratione aut pretextu extendi, transferri, aut mutari possint; Neque liceat alicui Pacificentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel Terminos aut Lineas quidquam Juris aut Potestatis pretendere aut exercere, aut alterius Partis Subditos siue ad Ditionem, siue ad pendendum Tributum quæcunque, siue præteritum, siue futurum, siue ad quamvis aliam humano ingenio excoctabilem exactionis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis altercatio iuste amoveatur.

VII. Licitum & liberum esto utrique Partium pro confinium suorum securitate, quocunque meliori vitum fuerit modo, Arces, Munimenta & Loca per præfatos Tractatus pacificè possessa, quæcunque de facto extant, reparare, munire & fortificare, exceptis illis, de quibus utrinque nominatim superius cautum est.

Ad Incolarum vero commoda Habitationes in extremis confinis ac apertos Pagos ædificare, ubique sine impedimento, & sine exceptione utrique Partis liceat; dummodo sub hoc pretextu nova Fortilitia non erigantur.

VIII. Incuriones hostiles & Occupationes, omnesque Insultus, cum aut ex improvido facti, Devastationes & Depredationes Territorii utriusque Dominii crimino & severissimis Mandata prohibuit sint ac illicitæ; Transgressores vero Articuli hujus, ubicunque deprehensi, statim incarcerationem, & per Jurisdictionem Locis, ubi captivati fuerint, aut merito puniantur absque ulla remissione, & rapta quæcunque sunt, diligentissime perquisita & adinventum, cum omni auctoritate Dominis suis restituantur. Captivæ quoque ipsarum Commendantæ & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admitti incuria integerrimè admittendam, sub amissione Officii non solum, sed etiam Vitæ & Honoris adstricti sint atque obligati.

IX. Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum vel fomentum dare malis Hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi Flomines & omnes Praziones, Raptores, etiam si alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderit, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit; qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, facieb eos latitare compertum fuerit, indicent, iique illos puniendi Mandatum habeant; quod, si nec hi Officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuant, aut ipsimet poenas pro reis luant; quoque magis nefarium hujusmodi petulantis cautum sit, neutri Partium liceat retinere & alere Heydones, quoslibet nuncupant lazianos, Pribeek dictos, atque id genus facinororum Hominum, qui non sunt alterius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque il, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talisque nefarii, etiam si consuetæ vice emendationem præ se ferant, nullam fidem mereantur, nec prope confinia tolerantur, sed ad alia remotiora Loca transferantur.

X. Cum tempore præfatis hujus Belli plures ex Hungaris & Transilvanis à subiectione Saxe Cæsareæ Majestatis secedentes ad confinia Exceli Imperii sese receperint, atque hac in parte etiam conclusæ per Inducias inter utrumque Imperium alme hæc Paci, debitis modis, in futurum securitatem providendum sit, de prædictis ita pactum est, ut in Ditionibus antea nominati Exceli Imperii ad libitum possint locari & accommodari.

Ne tamen aliquo modo confinium tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, Loca ubi prædicti collocabuntur, remota sint ab omnibus limitaneis & confinariis partibus; & Uxoribus illorum dabitur

LII

ANNO
1699.

ANNO
1699.

facultas sequendi maritos suos, iisque in Imperatorio assignato ad hoc Dilectum cohabitandi.

Cumque Imperium inter reliquos Subditos Potentissimi Ottomannorum Imperatoris annuerandi veniant; & si qui recesserint, atque ad Patriam iterum reverti voluerint, in numero & conditione Malevolorum recenseantur, neque illis à Cæsareis fomentum aut receptaculum præbeatur, quin imò deprehensi Ottomannicis confiniorum Gubernatoribus extradantur, quò magis utrinque securitati Pacis prospiciatur.

XI. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re impostum nascentes Controversias, Differentias, aut Discordias, ubi prompto & maturo remedio opus sit, ordinem utrinque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avari, sed graves, probi, prudentes, experti atque pacifici; hique loco opportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum Personarum Comitatu omnes & singulas hujusmodi Controversias emergentes audiant, cognoscant, decident, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituent, quo utraque Pars suos Homines, & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis poenis ad sinceram ac firmam Pacis observantiam compellat; quòd si verò Negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi, & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire, & adhibere valeant, ita ut tales Controversiæ, quàm fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum resolutio una ratione negligatur aut protrahatur.

Cumque præterea in antecedentibus Sacris Capitulationibus Duella & mutus ad certamen Provocationes fuerint vetitæ, impostum etiam sint illicitæ, & si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut Transgressores gravissimè animadvertatur.

XII. Captivi tempore præsentis Belli ex utraque Parte in Captivitatem abacti, & in publicis Carceribus adhuc superstitès, cum occasione istius almæ Pacis liberationem tandem aliquando merito sperent, nec possint sine læsione Pietatis Imperatoris & laudatæ Consuetudinis in eadem Captivitatis miseria & calamitate cingere: Uratur ab antiquo, vel honestioribus adhuc rationibus per Commutationem in Libertatem aliterantur, & si plures aut melioris Conditionis in unâ, quàm in altera Parte invenirentur, pro reliquorum etiam liberatione, quando solennes Legati instantias afferant, gratiosa & huic almæ Paci conveniens utriusque Imperatoris Pietas nequaquam denegetur.

Ceteris verò, qui in privatorum Potestate sunt, vel apud ipsos Tartaros, licitum sit liberationem suam honestè, & quam fieri poterit mediocri lucro procurare; quod si cum captivi Domino honesta Accommodatio fieri non poterit, Judices Locorum Litem omnem per Compositionem dirimant. Si autem prædictis viis id etiam confici haut posset, Captivi Pretiis eorum sive per Testimonium, sive per Juramenta probatis atque solutis liberentur. Nec possint Domini aviditate majoris lucri sese Redemptioni eorumdem opponere, & quandoquidem à Parte Excelli Imperii Ottomannici Homines non emitterentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio sincerè liquidato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc Opus pari utrinque pietate promoveantur.

Quousque demùm Captivi utrinque prædicta ratione eliberentur, Legati Plenipotentarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Per Religiosos ac Religionis Christianæ Exercitii juxta Ryum Romano-Catholicæ Ecclesiæ quousque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes Sacras Capitulationes, sive per Signa Imperalia, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Serenissimus & Potentissimus Ottomannorum Imperator impostum etiam observanda confirmabit, ita ut Ecclesias suas præfati Religiosi reparare atque reficere possint, functiones suas ab antiquo con-

suetas exercent. Et nemini permisum sit contra Sacras Capitulationes & contra Leges Divinas aliquo genere molestiæ aut pecuniariæ Petitionis eisdem Religiosis cujuscunque Ordinis & Conditionis afficere, sed consueta Imperatoria Pietate gaudeant & fruantur.

Præterea Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad fulgidam Portam Legato licitum sit commissi sibi circa Religionem & Loca Christianæ Viscitationis in Sancta Civitate Jerusalem existentia exponere, atque Instantias suas ad Imperiale Solum afferre.

XIV. Quæcunque antecessores etiam Sacras Capitulationes libera sint utriusque Partis Subditis, in omnibus Imperiorum Regnis & Ditionibus, ut autem utrique Parti utili ratione & sine fraude & dolo peragantur, inter Deputatos Commissarios rem Mercatoriam bene intelligentes tempore solennium utrimque Legationum contrahantur, & sicut cum aliis Excelli Imperii Amicis Nationibus observatum est, ita etiam Subditi cujuscunque Nationis Cæsareæ Majestatis, securitate & utilitate Mercatorum in Regnis Excelli Imperii idoneis modis & usitatis Privilegiis gaudeant ac perfruantur.

XV. Quæcunque Conditiones in antiquis Sacris Capitulationibus expressæ sint, nec prædictis Punctis hoc Tractatu stipulatis, aut liberum cujusque Possidentium Domino & Usui ejusdem adversantur, aut præjudicant, posthac etiam colantur sanctè, & observentur, cassatis & annullatis iis, quæ supradictis quouscunque modo repugnant.

XVI. Ut quoque tantò magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur ac coalescat, mittentur solennes utrinque Legati ex æquo usitatis Cerimonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in Locum secundæ Permutationis excipiendo, honorandi, tractandi atque proficendi, qui in Signum Amicitie spontaneum munus, conveniens tamen & utriusque Imperatoris Dignitatem conferentem afferent; Et prima æstate in mense Junio iter prævia mutua Correspondentia, uno eodemque tempore, suscipientes in Sirmienfi confinio, more jam pridem inter utrumque Imperium observato, permutabuntur.

Solennibus porro Legatis in Imperatoris Aulis, quidquid libuerit petere liceat ac permittatur.

XVII. Regula & norma Curialium in recipiendis receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultra citròque commeanibus & commorantibus Legati & Agentes Immunitatibus & Privilegiis perfruantur, eadem Libertate imò ad distinguendum Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes.

Legatis Cæsareis & Residentibus & quibusvis eorumdem Homines pro suo arbitrio, quibuscunque placuerit vestitus uti licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit.

Ministri porro Cæsareis, sive Oratoris, sive Alegatei, sive Residentis, sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum fulgidæ Portæ Amicorum Legati & Agentes Immunitatibus & Privilegiis perfruantur, eadem Libertate imò ad distinguendum Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes.

Cursores etiam & alii eorum Homines Vienna ad fulgidam Portam, atque iterum redeunt, & ultra citròque venientes salvo passu tuto & secure permittent, atque ut commodè iter suum perficiant, omni favore coadiuventur.

XVIII. Pax ista quamvis secundum propositas Conditiones conclusa tùm demùm integrum omni ex parte robur Obligationis & debite Observantiae vinculum accipiet & inducet, cum omnia ac singula, quæ de confiniis supra recensito modo ultra citròque promissa & acceptata sunt, tam de distinctionibus limitum, quàm de evacuationibus & demolitionibus plenariè in effectum & executionem deducta fuerint, ita ut absoluta designatione limitum in unoquoque confinio statim subsequatur demolitio aut evacuatio, quod ut quàm celeritè succedat, designentur ad Limites & Terminos confiniorum ponendos & distinguendos ex utraque Parte Commissarii, qui die æquinoctii, scilicet vigesima secunda mensis Martii, aut duodecima secundum veterem stylium anni millesimi sexcentissimi nonagesimi noni in Locis inter Commissarios consensu Gubernatorum utriusque confinii de-

ANNO
1699.

ANNO terminandis mediocri & pacifico comitatu conveniant, atque intra spatium duorum mensium, si possibile sit, aut etiam citius, ubi fieri poterit, confinia Limitibus & Terminis manifestis per superiores Articulis constitutis distinguant, separent, determinent & Statuta inter Legatos Plenipotentiarios utriusque Imperii accuratissime & citissime exequantur.

XIX. Has verò Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majestatibus utriusque Imperatoris ratihabitu iri, atque ut solemnia Ratificationis Diplomata intra spatium triginta dierum à die Subscriptionis, vel citius in confiniis per Illustrissimos & Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciprocè rectèque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibiliter præstitutos obligant atque compromittunt.

XX. Duret Armistitium hocce & extendatur favente Deo ad viginti quinque annos continue frequentes à die, qua ejusdem Subscriptionis facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utrique Partium, si ita placebit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu quæcunque stabilita sunt Pacta inter Majestatem Serenissimam & Potentissimam Romanorum Imperatoris; & Majestatem Serenissimam & Potentissimam Ottomanorum Imperatoris & Hæredes eorumdem, Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra inter Marique sitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes observentur sanctè, religiose ac inviolabiliter.

Et demandetur serè omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Militiis & quibusvis in eorumdem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratæ Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis sese adequate conformantes, omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc sub quocunque nomine aut prætextu se invicem offendant aut damificent, sed quolibet proflus Inimicitie genere abstinent, bonam colant Vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se poenis animadvertendum fore.

Ipsæ quoque Crimenfis Chanas & omnes Tartarorum, Gentis quovis nomine vocatæ ad Pacis hujus & bonæ Vicinitatis & Reconciliationis Jura ritè observanda adstricti sint, nec iisdem contraveniendo Hostilitates qualescunque exerceant erga quasvis Cæsareas Provincias earumque Subditos aut Clientes. Porro si vè ex aliis Exercituum generibus, si vè ex Nationibus Tartarorum, si quis contra Sacras Imperatorias hasce Capitulationes, & contra Pacta & Articulos earum quidpiam ausus fuerit, is poenis rigorosissimis coerceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, Quies & Securitas Subditorum utriusque Imperii à supra facta die Subscriptionis, & cessent exinde atque sustollantur omnes utrimque Inimicitie, & Subditi utriusque Partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque fine & quod magis per summam curam ac sedulitatem Hostilitates inhiberi possint; transmittantur quàm celerrimè Mandata & Edicta publicandæ Pacis ad omnes confiniorum Præfectos; Cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus præfentim confiniis istam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuantur viginti dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex Parte admittere præsumpserit, poenis superius declaratis irremissibiliter subjaceat.

Ut demùm Conditiones Pacis viginti hisce Articulis conclusæ, utrimque acceptatæ & debito summoque cum respectu inviolatè observentur, siquidem Domini Plenipotentiarii Ottomanici vi concessæ iisdem Facultatibus Imperatoris Instrumentum Turcico sermone exaratum & subscriptum legitimum & validum Nobis exhibuerint: Nos quoque vi Mandati & Plenipotentie Nostræ propriis manibus & propriis Sigillis, subscriptas hasce Pactorum Literas in Latino idiomate tanquam legitimum & validum vicissim Instrumentum extradimus. Acta hæc sunt in Congressu Carolovizii in Sirmio sub tentorio celebrato die vigesima sexta mensis Januarii anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo nono.

WOLFGANGUS Comes
ab OTTINGEN.

(L.S.)

TOM. VII. PART. II.

LEOPOLDUS Comes
SCHLIK.

(L.S.)

ANNO
1699.

LEOPOLDUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principi Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatia, Marchio Sacri Romani Imperii, Bergoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. Notum testatumque facimus tenore præsentium universis: Quod cum ad Tractatus Pacis Nos inter Nosstrisque Federatos, ex una: Et Excellam Portam Ottomanicam, ex altera partibus, conciliandas per Serenissimam & Potentissimam Magnam Britanniam Regem, Ordinumque Generalium Federati Belgii Legatos, Mediationis causa in Turcia expositæ, via patefacta sit, ut pro eo ac negotiorum tam salutaris nostra ex parte promoveret capimus, Illustri & Magnifico fidei Nobis dilecto Francisco Udalrico, Comiti Kinsky, auri Velleris Equiti, Consiliario Nostrum intimo, Cancerrario, & Supremo Regii Nostrum Bohemiæ Cancellario, plenam & amplam Facultatem & Potestatem dederimus & concessimus, prout hisce animo bene deliberato damus & concedimus ad subscribendam & Sigillo suo munitum Declarationem, cui & Inclita Reipublica Veneta in Aula Nostra Legatus, ad hunc actum specialis Mandato constitutus, chyrographum apposuit, & Sigillum suum impressit, quaque dictis Legatis Mediatoriis datur potestas declarandi pro accepto & stabilito Nostra & prædictæ Reipublice Venetæ nomine cum Turcis Fundamento Universalis Pacti seu Regule: Ut possideatis: Eiusdemque pro Federatis Nostris scilicet Serenissimam & Regem & Reipublicam Poloniam: Nec non Tzarum & Magnam Ducem Moscoviæ utiliter stipulandæ, eo sine & adjecta Conditione, ut simul eodemque passu similem Declarationem acceptati Fundamenti prædicti: Ut possideatis: Pro Nobis, Nostrisque Federatis, Porta Ottomanica pro sua Parte faciat, & tradito pariter per Plenipotentiarios suos simili Declarationis Instrumento, in quo sub auspiciis receptæ Mediationis ejusque Legatorum Officii per Plenipotentiarios Partium Belligerantium sufficientibus Mandatis ab utrinque instructis de omnium & singulorum Federatorum rationibus seu interestibus, ut vocant, agatur tracteturque. Promittentes in verbo Nostrum Imperatoris & Regis, quod quicquid Declarationis ista per prædictum Plenipotentiarium Nostrum obligata continetur, id omne ratum firmumque, habere volumus & debeamus. Harum vigore Literarum manu Nostra subscriptarum & Sigilli Nostrum Cæsarei appensione munitarum. Quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ die vigesima tertia Junii, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohenici vero quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

D. A. C. à KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis proprium.

LUTZO DOLBERG.

CCIX.

Instrumentum Pacis inter AUGUSTUM II. Re-26. Janu-
gem & Rempublicam Poloniæ ab una, & MU- LA PO-
STAPHA HAN Turcarum Sultanum ab altera LOGNE
Parte initæ; per Mediationem WILHELMII III. ET LA
Magne Britannie Regis & Dominorum Ordinum TUR-
FEDERATI BELGII Generalium. In Conspectu
gressu Carolovizii in Sirmio sub Tentorio celebrato
die 26. Januarii 1699. Cum PLENIPOTEN-
TIA Regis Poloniæ. Dat. die 5. Septembris 1698.
[Tiré des Archives de la Chancellerie Imperiale
Aulique de Guerre.]

ANNO
1699.

In Nomine Sanctissime & indivisibilis Trinitatis.

AD perpetuum rei memoriam, omnibus & singulis, quorum interest, notum sit, quandoquidem inter Regnum Polonicum & Ecclesiam Imperium intercedens diuturnum dilectum Serenissimo & Potentissimo Magnæ Britannie & Franciæ & Hiberniæ Rege, Wilhelmio Tertio, & Cæsaribus & Præparentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordibus, sustendi huiusmodi Sanguinis, & reducendæ reciproci Quæstis desiderio, ad procurandos huiusmodi alme Pacis Tractatus Mediationem suam interponentibus, atque Officia & Conditiones ejusdem Mediationis dignè opera & studio explentibus, Excellentissimis Dominis ad Fulgidam Portam Legatis Plenipotentiaris, Wilhelmio Domino Paget, Barone de Beaufort, in Comitatu Stadfordienis, ejusque Comitatus Regis Locum tenente, ex parte Majestatis Britannicæ, & Domino Jacobo Coljer, ex parte Cæsaris & Præparentium Dominorum Generalium Fœderati Belgii Ordinum, favente Deo, reciproca atque inclinatione, atque propensione spiriti & penitus extingui placuerit, atque Carolovici, ad Confina Syrmii, ubi Congressus Legatorum Plenipotentiariorum ex inclinatæ Mediationis dispositione institutus fuerat, initis Tractatibus de Pacis Articulis cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Mechmet Effendi, Magno Cancellario Excelli Imperii, & Illustrissimo & Excellentissimo Domino Alexandro Maurocordato, de Nobili Stirpe Scharlati, ab inimus Secretis ejusdem Excelli Imperii, ad tractandam Pacem Legatis Plenipotentiaris, post aliquot Sessiones, tandem, annuente Divina Clementia, Negotium hoc alme Pacis feliciter in mutuas Leges coalescit. Itaque integritatem utriusque Amicitia & Pax inter Serenissimum & Potentissimum Musulmanorum Imperatorem Solanum, Filium Solani Mechmeti, Solanum Mustafa, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Augustum Secandum, Dominum meum Clementissimum, & Rempublicam Poloniarum, super undecim mutuo consensu compositis hisce Articulis perpetuo religiose inter utrumque Dominum observanda, perfecta, conclusa, restituta & renovata est. Qui Articuli subinde sigillatim describuntur.

I. Cum Excelli perpetuitati subnixo Imperio, multo abhinc tempore intercedente ope & favore Dei Altissimi sublatâ Hostilitate Conciliationi & bonæ Vicinitati congrua cum sinceritate antiqua Amicitia iterum coalescente, ut Hostilitates utrinque amoveantur, & Subditi pristina securitate, quæ ac tranquillitate fruatur ac stabiliantur, & Confina Provinciarum subditarum Poloniæ ad Confinitis Imperialibus, tum Moldaviæ, tum aliorum Districtuum subditarum Excelli Imperii, antiquis Limitibus separantur ac distinguantur, neve utrinque aut præteritio aut extensio deinceps fiat, sed Limites antiqui sine mutatione & perturbatione tanquam sacri religiose observentur atque colantur.

II. Quæcunque, sive Munimenta, sive Loca, vel majora vel minora, intra veteres Moldaviæ Limites, ante penultimum Bellum existentes, sua atque hucusque detenta sunt, à Polonis, eductis atque extractis inde Polonicis Militibus, evacuentur, & Moldaviæ Provincia maneat ex integro libera, ante postremum in quo erat, pacifico statu sit.

III. Intra veteres quoque ante postrema duo Bella versus Poloniæ Limites itum Camenici Fortalitium, eductis inde Musulmanis Militibus, evacuetur & integrum relinquatur, & Podoliæ atque Ukrainæ Provinciarum nulla deinceps ab Excelli Imperio fiat Præteritio, & Ukrainæ Koscacorum Hatmani nomine substitutus, qui modo in Moldavia residet Hatmanus amoveatur. Cumque Limites antiqui Poloniæ & Moldaviæ manifesti sint, si commodum fuerit tempus, ab initio futuri Martii inchoetur Evacuatio, & quæ citius fieri poterit, quamprimum Polonica Militia à Moldavia educatur, & Munimenta & Loca illius evacuentur, & Moldavia maneat libera, simulque ab initio Martii Camenensis Fortalitii Evacuatio inchoetur, atque Evacuatio Negotium ubi prius perfici poterit, sine hæsitacione & sine tarditate ac negligentia in executionem deducatur, & Camenensis Fortalitii Evacuatio ad summum usque in decimum quintum Mensis Maji ad finem perducatur, & quo cum facilitate & celeritate dicti Fortalitii fiat Eva-

cuatio: Ad onera imponenda & transvehenda, quod fieri potest, Curibus & Jumentis Poloni Transportacionem coadjuvent, & ubique Evacuacionis Negotium cum securitate & salva re peragatur, in quibus Evacuacionibus Fortalitiorum & aliorum Locorum quoquo pacto munitorum è Subditis quicunque voluntarie exire velint, cum propriis rebus & suppellectilibus exeat totis & securis, & quicunque remanere velint, item tuto remaneant, & utrique nullatenus impediantur. Et cum Evacuatio Fortalitiorum & Locorum utrinque à principio Martii mensis inchoari debeat. Instantiam de Tormentorum Camenici religione scilicet ex propriis actis ibi repertis Abligatus Polonus quamprimum ad Fulgidam Portam expediendus alicui ad solam Imperatoris.

IV. Nemo Subditarum Excelli Imperii cujuscunque Conditionis, præteritum verò Tartari, quicunque Gentis, sub cujusvis Præteritionis & controversiæ præterita, in Subditi Regis & Republicæ Poloniarum & in Limites eorum Hostilitates exercere, Excursionibus agere, Captivos rapere, Pecora abigere, aut quicquid damni inferre, neve eos offendere possint, expressis Regiis Fidei iuramentis committatur & demeretur Vclibus Regiæ hæc & felicissimo Crimeni Hano Cavellano & Noracino, & reliquis Solanis ac Wojewodæ Moldaviæ, ut adhibita minima fidelitate observent & conservent Confinitium pacificam Tranquillitatem & Conciliationem atque Quietem, neve aut in Captivitatibus aut Pecorum abduccionibus, aut quacunque alia ratione damnis & molestiis afficiant Poloniæ Subditos, & fœderaliter inquant in Perturbatores & Transgressores Conditionum Pacis, atque habita notitia, ad exemplum aliorum in illos animadvertant, & rapta adinventis propriis Dominis restituantur, & si qui hac de re neglexerit ac obsecrare agant, sive amissionem Officiorum, sive privationem vitæ, prout ex Divinis Legibus convenit, iuste puniantur, pariterque Poloni hæc Conduccionis Pacis omnino & sedulo observent atque colant, & nemo in oppositum quicquid audeat.

V. Cum Regnum Poloniæ ab antiquo sit liberissimum, ab Excelli Imperio aut subiectis eidem Gentibus quascunque Præteritionis aut Expostulationis præteritum nulla penitus Hostilitate perturbetur, & conclusa istius alme Pacis Pactorum vi aut tales Præteritiones nequaquam adstringatur.

VI. Tempore huiusmodi Belli Badfacentes & alii Tartari è propriis Locis exeuntes, atque in Terras Moldavorum ingressi, Hostilitates & Offensiones hac occasione in Moldavos & Moldaviam exercent, quod cum sit contrarium sacris Capitulationibus antehac concessis Regibus Poloniæ, atque proinde cessare ac sustolli debeat, à quibusque Locis & Possessionibus & Prædiis & Chymalibus in Moldavia aut occupatis, aut de novo extractis, Tartari amoveantur, & nativis propriis Locis habitent atque pacifice vivant, & nullatenus in posterum Offensiones faciant.

VII. Religiosi Christiani Romano-Catholici, juxta concessa ab Excelli Imperio Erista, ubicunque Ecclesias suas habent, coniunctas suas functiones sine impedimento exercent & pacifice vivant, & ulterius sibi committas Instantias de Religione Extraordinarias ad Fulgidam Portam Magnus Legatus ad Imperatorium solium exponat.

VIII. Cum res Mercatoria è fructibus Pacis existat, atque Provincias in meliorem conditionem reducat meliori forma in ordinem redacta: Mercatores utriusque Domini in posterum non per occulta Loca meantes, sed per Loca transitui opportuna ultra citroque euntes & redeuntes, postquam solverint juxta consuetum ab antiquo Teloneum rerum portatarum & exportatarum, novis Exactionibus & Expostulationibus nequaquam molestantur, neve ex numerata Pecunia Teloneum exigatur, & quicunque nativi Subditi Poloniarum & Lithuanicæ, & aliarum subiectarum isdem Nationum, ad Mercationem agendam venientes, & nullum damnum inferentes, prædicta ratione Mercaturæ & Coemptionem & Venditionem, sicuti in antecedentibus sacris Capitulationibus etiam declaratur, exercentes exactione Tributi dicti Haracæ, & aliis inordinatis exactionibus, ne molestantur, verum enim verò si qui relictis suis Regionibus in Imperii Regnis sedem figant, & si qui alii Exteriores se e Polonis immisceant, tales ne possint esse detrimentum Reipublicæ, Mercatorum Polonorum redeuntem ex Armis & Equis & Jumentis & Capitulis, qui liberationis suæ Instrumen-

ANNO
1699.

ANNO
1699.

mentum legitimum habentes in Patriam redire voluerint, nihil exigatur, & ne quispiam impedimento sit taliter abeuntibus Captivis, verum sub isto pretextu nemini liceat sine facultate verita abducere. Præterea opibus & rebus Mercatorum utriusque Domini, quibus in aliis Regionibus mori contingat, publici Conscriptores & Partitores ne ab utralibet Parte sese immisceant, sed inter Mercatores uni, cui fides adhibetur, tradantur, ut juxta Catalogum Depositionis Hæredibus tradat; si quis autem casus accident inter Mercatores, inter ipsos Præpositi decisione definiantur, ipse verò, quibus debet, rationem reddat. Ad debitum sive scripto, sive Instrumento judicario non affirmatum, solvendum, contra Divinas Leges nemo compellatur, neve Testimonius solis conductus Lites debitorum & sponsonum dicantur aut audiantur; Instrumentis scilicet legitimis & scriptis & ante extraditis facris Mandatis perfectis atque consideratis, juxta ac debite causæ decidantur, atque in similibus causis contenta & statuta in Sacris Capitulationibus, ut aliis Confœderatis Nationibus concessa, in Polonos etiam Mercatores extendantur, & ulterius speciation Polonis antehac concessorum, & in manibus eorumdem fervatorum sacrorum Edictorum sensus quoque colatur & observetur.

IX. Captivi tempore Belli abacti Pretiis illorum juxta Leges comprobatis aut datis Juramentis in manifestum productis, atque solutis, juxta antecedentium Capitulationum hac de re Declarationem, eliberentur: Si verò tales Captivi multo tempore servierint, ex discretione Pretia Emptrionum cum imminui debeant, si honesto & mediocri Pretio cum Domino Captivi conveniri non poterit, Judices Locorum legitimè procedentes tales Differentias componant. Si aliqua occasione post Conclusionem Pacis ex Regionibus Polonicis Captivi rapiantur, sine pretio dimittantur, & in Regnis Excelli Imperii & inter Tartaros etiam ad liberandos Polonos Captivos circumvenientes Homines quandocunque pacifice res suas agerent, pretextu operæ eliberationi Captivorum navate aut alia ratione nequitiam offenderat, quinimo offendentes & detrimentum inferentes puniantur. Captivi in publicis Carceribus detenti Permutatione utrinque in Libertatem afferantur, magnus verò Poloniarum Legatus de Captivis suis Infantias ad Solum Imperiale afferre poterit.

X. Quodcunque Serenissimus Rex Poloniæ in stabilita cum Excelli Imperio Pace obtinuit firmiter permanebit, sicut in antecedentibus Capitulationibus declaratur, Moldaviæ Wojewoda etiam ea ratione, qua ab antiquo cum Rege Poloniarum sincerè sese præstitit, rursum consueta ratione sincere tractet, ceterum instar aliorum Subditorum Excelli Imperii, ut prius pacati sint, & è Moldaviæ atque Valachiæ Provinciis, si qui transigerint, ne recipiantur: Si qui alia methodo in Poloniæ Dominium irreperierint, ac postea Provinciam suam perturbare ac corrumpere deprehensi fuerint, similes Homines, quando perquirentur, reddantur, & Conditio ista, cum in antecedentibus Capitulationibus clarè & manifestè posita sit, observetur. Pariter ex Subditis Polonis, sive Poloni illi sint, sive Kosaci, cuiuscunque Nationis existerint, quando Perturbationem afferent, hinc etiam neque recipiantur neque protegantur, sed retrò reddantur, & universi quicunque turbare voluerint Pacem atque Amicitiam hacce ratione utrinque concludam, ex merito puniantur.

XI. Quæcunque Conditiones & Clausulæ, in antecedentibus Capitulationibus descriptæ atque conventæ, nullatenus adferantur de recenti conclusis Pactis neque oppositæ sunt liberis ac perpetuis Juribus utriusque Domini, deinceps etiam colantur & observentur, quæ vero contrariæ sunt, cassentur & annihilentur, favente & annuente Deo Altissimo. Quæ utrinque declaratis & exaratis Articulis perfectiori & exactiori ratione conclusa Pax & Conciliatio inter Majestates Augustissimi & Potentissimi Musulmanorum Imperatoris, Hæredesque ejusdem, ac Serenissimi ac Potentissimi Poloniarum Regis & Successores ejus, Poloniamque Rempublicam, ex Voluntate & Clementia Dei perpetua, stabilis, firma & inconcussa permaneat, & conservata custodiata sit ab omni turbatione & mutatione & confusione, violatione, & uno eodemque tenore firmissime perseveret, & constantissime continet, & ut omnes omnino Hostilitates amoveantur atque sustollantur, quàm citissime notitia præbeat in Confinis Præfidentibus, Præfectis & Gubernatoribus, ut sibi caveant, ne in posterum Transgressiones fiant, neve altera Pars alteri damna inferat, verum enim

verò omnes utrinque sincerè & amicè sic præstent, ANNO
juxta istam aliam Pacem, ut autem omnia cognita 1699.
atque comperta sit istius alme Pacis Concilio, intra dies pro termino ponuntur, post quem nullas prætex-
tus nullaque exceptio acceptabitur, sed in eos, qui
adventabunt editis Edictis exacte obsequentiam me-
rentibus, reverentissime amandventur. Post Subscrip-
tionem verò Instrumentorum utraque Pars Ablegata,
prius à Polonia missis, & ad fulgidam Portam
veniens, juxta antea non consuevit afferat Regas
publicæ Literas, Ratificationem Factorum Instrumen-
tis declarationum continentibus, atque Literas Imperio-
rias Ratificationis item accipit atque ducat. Postea
verò ad solennem Confirmationem Factorum Pacis &
perfectionem reciproce sinceritatis & absolutam ter-
minationem mutui Amicitie, & dispositionem ac
digestionem reliquarum rerum, juxta laudatum vete-
rem morem adventurus magnus Legatus, quàm pri-
mum commodè fieri poterit, moveat. Ac proinde
undecim numero Pactis conclusa juxta istas Conclu-
siones alma Pax ab utraque Parte acceptetur atque co-
latur, cum altè memorati Augustissimi Turcarum Im-
peratoris Plenipotenarii & Commissarii existentes Lega-
ti, vi flux Facultatis & Autoritatis Turcico sermone
exaratum, legitimum & validum Instrumentum tradi-
dunt; ego quoque vi Facultatis & Deputationis necne
propria manu subscriptas, & Sigillo sigillatim à me
Factorum Literas, tanquam legitimum & validum Instru-
mentum tradidi. Acta hæc sunt in Congressu Carlo-
vizi in Syrmio sub Tentorii celebrato die vigesimo
sexto mensis Januarii anno Domini millesimo sexcen-
tesimo nonagesimo nono.

(L.S.)

Copia Plenipotentiæ Polonicæ.

NOs Augustus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ,
Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Præsiæ, Maso-
viæ, Samogitiæ, Kyrovæ, Poloniæ, Podoliæ, Podlachiæ,
Livoniæ, Smolenskiæ, Severiæ, Czerniebowiæque; nec non
Hereditarius Dux Saxonie & Principes Elector, &c. &c.
Notum testatimque facimus, quorum interest, universis
& singulis, quomodo recepta intra hodie ipsos dies amica
ex nexu Fœderis facit à Serenissimo & Potentissimo Ro-
manorum Imperatore notificatione, de reassumendo rursus
eundem inter Serenissimum Imperatorem, & Nos atque
Rempublicam Nostram alioquin Christianos Fœderatos, ab
una; & Fulgiam Portam Ottomanam, ab altera par-
tibus, Pacis utiliter stipulande Tractatu, ea, qua potui-
mus, expedire celeritate, ad salutare hoc Populi diuturni
Belli calamitate afflictis opati, in verum ac legitimum Ple-
nipotentiarium & Magnam Legatum Nostrum destinavi-
mus & ordinavimus Illustrissimæ & Magnificentiæ Comitem
Stanislaus in Muscoviticam Rekoray & Konstie Mala-
chowski, Palatinum Posnaniensem, Terræ Racovienfis Cas-
sensem & Krecoviensem Gubernatorem, uti quidem præ-
sentibus destinamus & ordinamus ex Senatus Consilio,
Dantes & concedentes illi plenariam & omnimodam Fac-
ultatem, Negotium hoc Pacis omni meliori modo in rem
Nostram atque Reipublicæ juxta Instructionem datam tra-
ctandi, peragendi & acceptandi; promittimus autem in
verbo Nostræ Regiæ, Nos, quicquid per ipsum taliter ge-
situm, actum, acceptatumque fuerit, pro rato & grato ha-
bitum esse, harum Literarum testimonio ac vigore, in
majorem fidem Sigillo publico, Manusque Nostræ commu-
nitarum. Dabantur ad Castra Nostra Regia in Suburbis
Leopoldi die quinto mensis Septembris Anno Domini mil-
lesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, Regni vero Nostræ
secundo.

AUGUSTUS REX.
(L.S.)

STANISLAUS SZEZNAH.

Referend. & Regi. Rudlan.

CCX.

Instrumentum Turcicum Pacis inter MUSTAPHA LA TUR-
HAN Turcarum Sultanum & Serenissimum Rem-
publicæ VENIÆ.
LIII 3

26. Janv.

publi-VEISE.

ANNO
1699.

publicam VENETAM inite, non quidem Legato Veneto agente & pacifice, sed Legatis Cæsaribus & Polonis Negotium sibi assumptibus, sub spe præfata Reipublicæ Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & præfigitur. Actum in Congressu Carlovitii die 24. Astenfis Recepto Anno Hegiræ 1110. [Tiré de la Chancellerie Imperiale Aulique de Guerre.]

Hic est Deus omnia maxime aperiens Potentissimus Firmissimus.

In Nomine Dei misericordis, semper miserentis.

Causa Descriptionis hujus Instrumenti, Veritate Procellentis & necessitas exarationis hujus Scripti realitate inigniti hæc est: Cum occasione Iniaactivæ ac malevolentis, quæ ab aliquibus annis contrigit cum Excello Imperio inter Rempublicam Venetiarum, subjecti atque subditi patiantur, ut rursus in amicitiam & benevolentiam convertatur, & Jura viciniorum restaurentur, Mediatione & Insinuatione atque Commendatione gloriosissimorum inter Magnos Principes Christianos, & compositum Magnorum Negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, Exornatissimorum chlanide amplitudinis & honoris condecoratissimorum argumentis Magnitudinis & Celsissimæ æstimationis Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ Regis *Guilhelmi III.*, & Statuum Generalium Neerlandiæ, quorum fines salute & rectitudine coronentur, ex commiseratione subaratorum fervorum Dei, prælitia Pacis propensione & inclinatione atque factio inter Plenipotentiarios utriusque Partis Carlovitii prope confinia in Syrmio, & Illustrissimis & Excellentissimis inter Christianos Magnates Britannicæ Majestatis Extraordinario

Legato Guilielmo Domino Paget, Barone de Beaudefort, & Legato Dominorum Statuum Generalium Neerlandiæ, Domino Jacobo Colyer, Mediatorum inaneis functionem per omnes numeros bonis officiis expientibus, atque eorumdem interveni; juxta veterem consuetudinem permutatis & confideratis Plenipotentiis, & initis Tractatibus & Conferentiis Pacis ex Imperiali Mandato & vigore auctoritatis ac deputationis nostræ, cum præmemorata Republicæ Legatis Plenipotentiariis Illustrissimis inter Christianos Magnates Dominus Eques Carolus Ruzzini, in multis Sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiam ad considerationem sat temporis eadem superfuisset, nihilominus propter arduam difficultatem occursum in conclusione Articulorum Pacis hæstraverit, eoque de causa Illustrissimus & Excellentissimus Majestatis Romanorum Imperatoris atque Poloniarum Plenipotentiarius Legatus, ex respectu debito Præimariis Punctis, opera præmemoratorum Mediatorum Legatorum, & consensu omnium atque approbatione statutus, puerilem obliterata ratione per Art. II. eorumdem declarata usque ad subscriptionem & permutationem Instrumentorum utriusque mutuo contentu quindecim iterum dierum data prolongationis terminus jamjam expiraturus esset, atque a prædicto Legato Veneto nulla recessatio data iuerit; ea intentione ut conclusus per Divinum favorem Paci Venetarum quoque Republica includatur & comprehendatur, controversos Articulos pro Venetia etiam Republica maiore modo trāscentes, atque habitis respectu & observatione, ad fundamentale Instrumentum acinftar Preliminariis hæc Facinationis antehac inter Excellum Imperium & Cæsarem Majestatem & Rempublicam Venetiarum, tanquam validam & inviolabile statutum est; rursus eorumdem Mediatorum Legatorum officiis & opera cum Excello Imperio, inter toties memoratum Rempublicam iedecum ista Pacta vicinim observanda, mutuo tandem consensu nobiscum conclusurum, quæ de verbo ad verbum sequenti modo recentur.

ANNO
1699.

I. LA Morea colle sue Città, Fortezze, Castelli, Terre, Ville, Monti, Fiumi, Laghi, Boschi, Porti, & ogni altra cosa, che si ritrova dentro la circonferenza della medesima, hora posseduto della Republica di Venetia, resti pacificamente nel possesso, & Dominio dell'istessa Republica, tra i suoi Limiti del Mare, e dell' Estiamigio, ove sono gli vestigi dell' antica muraglia, così che ne dal canto di Morea si faccia veruna estentione nella Terra ferma, ne dal canto della Terra ferma si faccia alcuna estentione oltre i Limiti della Morea.

II. La Terra ferma essendo nel possesso dell' Eccello Imperio, restarà totalmente nel possesso, e Dominio dell'istesso Imperio per appunto nello stato che si trovava nel principio di questa ultima Guerra. La Fortezza di Lepanto restarà evacuata della Republica di Venetia; il Castello detto di Rumelia, nella parte di Lepanto si demolirà; si demolirà parimente la Fortezza di Preveza, e si lascerà in quella parte la Terra ferma nel suo primiero & intiero stato.

III. L'Isola di Santa Maura, colla sua Fortezza, Capo di Ponte detto Peraccia, senza veruna estentione maggiore in Terraferma, e l'Isola di Leucade, attaccata a Santa Maura, restaranno nel Possesso, e Dominio della Republica di Venetia.

IV. L'Evacuazione di Lepanto, e la demolitione del Castello detto di Rumelia, e di Preveza, si eseguiranno subito doppo la distictione delli Limiti in Dalmazia, & in questo mentre, per levare tutte le hostilità, e anco l'occasione di queste, li presidii delli detti tre luoghi si conteneranno dentro, ne faranno alcuna

I. LA Morie avec toutes ses Villes, Fortereffes, Châteaux, Terres, Villages, Montagnes, Rivières, Lacs, Bois, Ports & toutes choses généralement quelconques, qui se trouveront comprises dans l'enceinte de la même Province, & qui sont maintenant possédées par la République de Venise, demeureront en la possession & sous la domination de la même République, dans toute la circonférence du Pais enfermé entre la Mer & l'isthme à l'environ où se voyent les vestiges de l'ancienne muraille, de manière qu'il ne se pourra faire aucune extension du Contient de la Morée dans la Terre ferme ni au delà des Confins de cette Province.

II. Comme la Terre ferme est sous la domination du haut Empire elle demeurera entièrement en la possession dudit Empire, dans l'état qu'elle étoit au commencement de la dernière Guerre. La Forteresse de Lepante sera évacuée par la République de Venise & le Château nommé Romelie sera démoli du côté de Lepante; on démolira pareillement la Forteresse de Preveza & on laissera de ce côté-là la Terre ferme en son premier & entier état.

III. L'Isle de Sainte Maura avec sa Forteresse, le Cap du Pont nommé Peraccia, sans qu'il puisse s'étendre plus avant dans la Terre ferme, & l'Isle de Leucade, attachée à Sainte Maura resteront en la possession & Seigneurie de la République de Venise.

IV. L'Evacuacion de Lepante, & la demolition du Château de Romelie & de Preveza, s'exécuteront incontinent après que les Limites de la Dalmatie auront été réglés, & cependant pour empêcher toutes sortes d'hostilités, & même pour en retrancher toutes les occasions, les Garnisons des trois Places susdites n'en sortiront point. Elles se contenteront dans les Fortifications d'icelles, & ne feront aucunes courses dans la Terre ferme, & n'y pourront rien préten-

dre

ANNO 1699. escursione nella Terraferma, ne veruna pretenzione, per qualsivoglia pretesto; e gli abitanti delli sudetti luoghi possono restare, o partire secondo che vorranno, senza usarsi alcuna violenza.

V. Li Golti che si trovano fra la Terraferma, e Morea restaranno all' uso commune, obligandosi l'una, à l'altra parte di conservarli immuni e franchi, da qualsivoglia cattiva gente.

VI. L'Isola dell' Atipelago, e di quelle Mari restaranno in quello stato ch'erano avanti il principio di questa ultima Guerra nel possesso dell' Eccello Imperio; ne si prenderanno della Repubblica Carazzi, ò siano Contribuzioni, ò altro introdotto nel tempo della presente Guerra.

VII. Per l'avvenire l'Eccello Imperio non pretenderà della Repubblica di Venezia per l'Isola di Zante, ne delli suoi abitanti alcuna pensione passata, o futura. L'Isola di Egina con la sua Fortezza, come adjacente alla Morea e posseduta della Repubblica di Venezia rimarerà col suo presente stato nel possesso e Dominio dell' istessa Repubblica.

VIII. Nella Dalmatia le Fortezze di Chinio, e Sing, e Ciclut, e Gabella, essendo al presenti nel possesso e Dominio della Repubblica di Venezia restaranno nel pacifico possesso, e Dominio della medesima; ma poichè si devano porre li limiti in tale forma, che li possessi restino chiari, e li sudditi d' ambe le parti in quiete, e tranquilli, ne si possa venire à qualsivoglia imaginabile differenza, che possa in alcuna maniera disturbare la tranquillità delli confini, si è accordato, che dalla Fortezza di Chinio, alla Fortezza di Verlica, e da questa alla Fortezza di Sing, e da questa alla Fortezza di Duare, detta Zadvaria, e da questa alle Fortezze di Vergoraz, e parimente da questa, alla Fortezza di Ciclut e Gabella, si tirino linee rette, e si separino li confini, sì che dentro le dette Linee verso il Dominio Veneto, e il Mare, tutte le Terre, e li Distritti, con i Castelli, Forti, Torri, e Luoghi chiusi restino nel solo possesso, e Dominio della prememorata Repubblica, e le Terre, e Distritti, che saranno fuori della detta linea restino nel possesso & Dominio dell' Eccello Imperio, con i Castelli, Forti, Torri, e Luoghi chiusi esistenti in quelli, e non si permetterà per l'avvenire alcuna estensione, e dilatazione, ò restrizione ne dall' una, ne dall' altra parte, e le dette Linee secondo l'habitu delli Luoghi si faranno chiare, e manifeste, con li termini ò di Colli e boschi ò di Fiumi, e aque correnti, e ove il luogo non darà l'evidenza, si poneranno segni di fosse, ò palti, ò Colonne, come fra li Commissarii d' ambe le Parti destinati a questa designatione di comun concerto, si trovarà à proposito; e perche dette Fortezze nel possesso della Repubblica habbiano anche in fronte conveniente spacio di territorio, alle Fortezze di Chinio, Verlica, e Sing, e Duare, e Vergoraz, e Ciclut, s'assegnarà delli Commissarii lo spatio di un ora di Paese con retitudine, ò linea femicircolare, conforme lo permetterà, ò lo richiederà la convenienza del terreno, la Fortezza di Chinio haverà il suo fianco verso le parti di Croatia fin al confine del Cesareo Dominio, senza verun pregiudizio delli tre Dominii, che haveranno in quella parte li termini delli loro confini, ma

ANNO 1699. dre sous quelque prétexte que ce puisse être. Il sera aussi permis aux habitans desdits lieux d'y rester ou d'en sortir suivant qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il leur soit fait la moindre violence.

V. L'usage des Golfs qui sont situés entre la Terre ferme & la Morée sera commun entre les deux Puissances, & l'une & l'autre des deux Parties s'oblige de les conserver francs & de les purger de toutes sortes de brigands & de personnes nuisibles.

VI. Les Iles de l'Archipel, & de ces Mers resteront sous la domination du haut Empire en l'état qu'elles étoient avant le commencement de cette dernière Guerre. On n'exigera des Sujets de la République aucuns Tributs nommez Caraches, & il ne s'y levera aucunes contributions, ni aucuns des autres Impôts qui y ont été introduits durant la présente Guerre.

VII. Le haut Empire n'exigera à l'avenir de la République de Venise pour l'Isle de Zante, ni de ses habitans aucune pension ni pour le passé ni pour le futur. L'Isle d'Egina avec sa Forteresse, étant voisine & adjacente à la Morée, & présentement possédée par ladite République demeurera en la possession d'icelle en l'état qu'elle est présentement.

VIII. Les Fortereses de Chinio, de Sing, de Ciclut, & de Gabella situées dans la Dalmatie, étant présentement possédées par la République de Venise, elles demeureront à l'avenir sous la domination de la même République pour en jouir paisiblement: mais comme on doit fixer les Limites de cette Province si exactement, & si clairement qu'on ne puisse plus en douter à l'avenir, pour la conservation du repos & de la tranquillité des Sujets des deux Parties & pour prévenir tous les différens imaginables qui pourroient troubler de quelque manière que ce pût être le repos des Frontières, on est convenu que depuis la Forteresse de Chinio, jusqu'à celle de Verlica, de celle-ci à la Forteresse de Sing, de cette dernière à celle de Duare autrement dite Zadvaria, de celle-ci à celle de Vergoraz, & sensiblement de Vergoraz à la Forteresse de Ciclut & de Gabella, on tirera des lignes droites pour faire la séparation des confins, de manière qu'entre lesdites lignes en tirant vers les Terres de la Domination des Vénitiens & du côté de la Mer, toutes les Terres, & les Cantons avec les Châteaux, Forts, Tours & lieux fermes seront seulement possédés par la République ci-dessus nommée; & à l'égard des Terres & Cantons qui seront hors de ladite ligne ils demeureront en la possession & sous la domination du haut Empire avec tous les Châteaux, Forts, Tours & Lieux fermes qui y sont compris; & il ne sera permis en aucune manière d'étendre, ni de diminuer les Frontières de part ni d'autre. Lesdites lignes seront marquées clairement & distinctement selon la disposition des lieux, par le moyen des Collines & des Bois, ou celles des Rivières & des Eaux Courantes; & lorsque le lieu ne fera pas connoître évidemment lesdites limites, elles seront marquées par des Fossés, des Pieux, & des Colomes, ainsi que les Commissaires nommez par les Parties pour regler de concert lesdites Frontières, le jugeront à propos: & afin que lesdites Fortereses qui demeureront en la possession de la République aient devant elles un espace de Territoire convenable, les Commissaires marqueront autour des Fortereses de Chinio, de Verlica, de Sing, de Duare, de Vergoraz & de Ciclut une Banlieue ou espace de Pais d'une heure de chemin en droite ligne, ou en demi-Cercle, selon que la disposition du terrain le permettra ou le demandera. La Forteresse de Chinio présentera son flanc du côté de la Croatia, jusques aux confins des Terres de l'Empereur, sans porter aucun préjudice aux trois Puissances dont les frontières confineront aux limites susdites; mais on sera toujours obligé de garder in-

ANNO si haverà sempre da osservarsi il jus accordato a cadaun
1699. di questi tre Dominii per questa universale Pace.

La sudetta linea s'osservarà dell' una, e dell' altra parte; ma te vicino ò dentro di quella, venisse a restare qualche Fortezza dell' Eccello Imperio, restando nelle spalle di questa il suo territorio intiero, nella fronte semicircularmente, haverà da godere il terreno posto dentro la circonferenza, parimente dello spaccio d'un ora. E per la Fortezza di Ciclut parimente nella fronte si darà il territorio dello spaccio d'un ora, e nel fianco fuori della linea lo spaccio di due ore di terra, tirandosi una linea retta fin al Mare, in questa forma, e regola, essendo distinto il confine, e posti i termini, e separate le terre da possedersi, si osserveranno inviolabilmente, & senza veruna mutatione, e se alcuno mai haverà l'ardire di violare qualche segno, ò di transgredire qualche termine, è gli Ufficiali ancora, che mancaranno nella dovuta cura, col meritato castigo, delli delinquenti, tanto dall' una, quanto dall' altra parte, faranno severamente puniti; è se à caso i Commissarii havessero, che incontro di qualche difficoltà, non potessero accordarsi, informaranno i loro Patroni sinceramente e realmente, à finche per gli officii delli Rappresentanti della M. Ces. e Britannica, e degli altipotenzi Stati Generali delle Provincie-Unite presenti alla falgida Porta, si definisca amichevolmente, e per simil, ò altra qualsivoglia differenza di confine non si venirà à alcuna hostilità, ne si torbiderà la quiete delli Sudditi, ne s'intenderà alterata la Pace conclusa con l'Eccello Imperio.

IX. Il Territorio, e li Distritti della Signoria di Ragusa faranno continuati con i Territorii, e Distritti dell' Eccello Imperio, levandosi ogni ostacolo ch'impedisce la continuazione, e la comunicazione delle Terre, della detta Signoria con le Terre del medesimo Imperio.

X. Nella vicinanza di Cattaro, Castelnovo, e Risano essendo attualmente nel possesso, e Dominio della Repubblica di Venetia, restino nel pacifico possesso, e Dominio della medesima Repubblica, con le loro Terre. E l'istesso s'intenda per qualunque altra Fortezza in quella parte esistente, attualmente nel possesso della medesima; e li Commissarii che saranno destinati, dall' una, & l'altra parte, siano d'esperimentati probità, a finche senza alcuna propria passione, giudicando realmente questo importante affare; anco in quella parte separino li Territorii, e li distinguano con evidenti segni, si che si levi l'occasione d'ogni torbidezza, ma da quella parte ancora si avvertisca, che non si interrompa la continuazione intiera delle Terre di Ragusa con quelle dell' Imperio.

XI. Dovendosi cominciare la designatione del confine d'ambe le parti in Dalmatia, e nella parte di Cattaro, al primo tempo, che sarà commodò; li Commissarii deputati à questa opera, corrispondendo con previi avvisi; faranno la loro congiunzione in luogo conveniente, con committiva di Gente Militare ben fida; ma pacifica, e quieta d'ugual numero; e con l'aiuto d'Idolo cominciaranno la loro funzione dal giorno dell' Equinoctio, cioè 21 di Marzo dell' anno corrente,

violabilmente le droit qui appartient à chacune des trois ANNO
Puissances susdites, suivant les Conventions de cette 1699.
Pace universelle.

Les deux Parties s'en tiendront également à la Ligne susdite; que s'il arrivoit que dans le voisinage de cette Ligne, ou dans la Ligne même, il y eut quelque Forteresse de la dépendance du haut Empire, le territoire situé derrière cette place lui restera tout entier, & on lui marquera de front en ligne circulaire un espace de terrain pris dans la circonférence de ladite Ligne, & qui aura pareillement une heure d'étendue. Pour ce qui regarde la Forteresse de Ciclut, on lui assignera semblablement de front une Banlieue de l'espace d'une heure, & du côté du flanc un espace de deux heures de chemin hors de la Ligne, en tirant une Ligne droite jusqu'à la Mer; & lors que les limites auront été fixées, les bornes posées & les Territoires séparés en la forme & maniere susdite pour demeurer de cette sorte en la possession de l'une & de l'autre des Parties, lesdites bornes seront observées inviolablement & sans y apporter le moindre changement; & si jamais il arrivoit à qui que ce soit d'avoir la hardiesse de violer les marques desdites frontières, ou de passer au delà des limites; & que les Officiers même manquent à remplir leur devoir & à apporter tout le soin nécessaire à cet égard, en châtiant les delinquans selon leur mérite, ils seront punis sévèrement tant d'une part que d'autre. Et au cas que les Commissaires trouvent quelques difficultés, & qu'ils ne puissent s'accorder entre eux, ils en informeront fidèlement & exactement leurs Maîtres, afin que ces différens se puissent terminer à l'amiable par les bons offices & la Médiation de ceux qui représentent Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Médiateurs à la Porte Ottomane.

IX. Le Territoire & les dépendances de la Seigneurie de Raguse seront joints aux Territoires & Cantons du Haut Empire, & on leverà tous les obstacles qui empêchent la jonction & la communication des Terres de ladite Seigneurie avec les Terres du même Empire.

X. Castelnovo & Risano qui sont dans le voisinage de Cattaro étant actuellement en la possession & sous la Seigneurie de la République de Venise, elle demeurera dans la jouissance paisible desdites Places & de leurs Territoires. Ce qui doit s'entendre pareillement de quelque autre Forteresse que ce puisse être, située dans ce Canton, & dont la même République est actuellement en possession; & les Commissaires qui seront députés de part & d'autre doivent être choisis entre des personnes d'une probité reconnue, afin que n'étant prévenus d'aucune passion ni d'aucun intérêt particulier, ils puissent décider cette importante affaire avec toute l'équité possible, en faisant la séparation des Territoires de ce Pais, & en faisant connaître leurs limites par des marques évidentes, de manière qu'on puisse retrancher toutes sortes d'occasions de troubles & de dissensions entre les deux Parties; mais que l'on donne encore avis de ce côté-là que la proximité des Terres de Raguse avec celles de l'Empire Ottoman ne doit point être interrompue.

XI. Et d'autant que la fixation des limites des deux Parties doit commencer par la Dalmatie, & du côté de Cattaro, d'abord que le tems sera favorable, les Commissaires députés pour cet effet, s'en donneront des avertissements réciproques, & s'assembleront dans un lieu propre & convenable à une telle Action, accompagnés de part & d'autre d'un petit nombre de gens armés, mais toutefois paisibles & nullement enclins à causer du trouble; lesdits Commissaires commenceront avec l'aide de Dieu leur fonction & leurs conférences le premier jour de l'Equinoxe, c'est-à-dire le 21 de Mars de l'année courante, & ils emploieront

ANNO ed adopereranno ogni diligenza nella distinzion dell' uno e dell' altro confine delle sudette Parti; a finche 1699. con prestezza finiscano nel termine di due mesi, o più presto se si può fare.

XII. Quanto più è desiderata la fermezza dell' amicitia e la quiete delli Sudditi d'ambe le Parti, tanto più devono esser ugualmente abominati quelli che portati dal reprobato loro genio, o costume anco nel tempo di Pace, con ladronerie, & altri hostili essercitii, in-torbidano la tranquillità del confine; perciò ne dall' una, ne dall' altra parte, si darà ricetto, o fomento, à tali forusciti, di qualsivoglia sorte, ma saranno perseguitati, presi, e consegnati, acioche ad effempio d'altri fino col meritato castigo puniti; e farà, per l'avvenire proibito l'appoggio, & il mantenimento di questi mali huomini.

XIII. A cadauna delle Parti sia lecito di rifarcire, riparare, & fortificare le possedute Fortezze, ma non già di fabbricarne di novo, altre Fortezze apresso il confine, o le demolite Fortezze dalla Republica di Venetia nelle sponde della Terra ferma per la commodità; però alli Sudditi sia lecito di porre Borghi, e Villaggi per tutto; osservandosi tra di loro pacificamente ogni buona corrispondenza, e vicinanza, e contenedendosi nelle proprii termini; e se à caso succedesse fra loro alcuna differenza, subito convenendo li Prefetti del confine d'ambe le Parti amichevolmente, e con ogni giustitia levino l'occasione di qualsivoglia contrasto.

XIV. Tanto per la Religione, e per la Libertà, e permuta delli Schiavi, quanto per il Traffico, s'osservarà lo Stile, e tenore dell' antecedenti Capitulationi, e farà lecito all' Ambasciatore della Republica di portarne le sue oleriori Istanze al Soglio Imperiale. In tanto circa il Traffico siano confirmati anco per questa Pace, li Sacri Comandamenti Imperiali concessi per avanti alla Republica, & il Traffico haverà da godere la sua forma, ch'haveva avanti questa ultima Guerra, li Mercanti della Nazione Veneta tutti li Privilegii che le sono stati concessi,

XV. Sin al giorno dell' immediate sottoscritioni fra li Plenipotenziarii dell' Eccellso Imperio, e della Republica di Venetia dal giorno della sottoscrizione delli Plenipotenziarii di S. M. Ces. & di Polonia dell' accordato per la Republica, deve cessare ogni Hostilità d'ambe le Parti tanto per Terra, quanto per Mare, ed osservarsi ogni buona Corrispondenza, & acioche li Retori d'ogni confine habbiano la Notitia di questo Armistitio, si pone per le Parti di Bosnia, & Albania, & Dalmazia, il termine di 30. giorni, e per le Parti dell' Isola di Candia, e di Morea, e gl'altri confini di quelle Parti si pone il termine di giorni 40. doppo e dentro li quali termini al possibile dal canto dell' Eccellso Imperio, o dal canto della Republica di Venetia, non si contraverirà ad alcuno di questi Arricoli, che si potranno osservare; in oltre si concede alli Sudditi una vera & universale Amnestia e qualsivoglia loro fatto, o delitto commesso in tempo di Guerra, passando in totale obliuione, niuno d'essi, come delinquente, farà per l'avvenire castigato, o molestato.

XVI.

playeront tout le soin & toute la diligence possible à ANNO faire la distinction des confins des deux Parties; en 1699. sorte qu'ils en puissent achever entièrement la separation dans le terme de deux mois, ou plutôt s'il se peut.

XII. Et comme lesdites deux Parties ont témoigné réciproquement un desir ardent de lier entr'elles une amitié ferme & constante, & de procurer la tranquillité de leurs Sujets, elles doivent avoir d'autant plus d'averfion de ces sortes de personnes, lesquelles animées d'un esprit de troubler la tranquillité des frontières par des brigandages, & par d'autres espèces d'hostilités: c'est la raison pour laquelle on ne donnera ni de part ni d'autre aucun azile, ni protection à pareils transjuges de quelque qualité qu'ils puissent être; au contraire ils seront pourfuits, arrêtés & emprisonnés, pour être punis selon leur merite, afin de servir d'exemple aux autres: & il sera défendu à l'avenir de donner aucun appui ni protection à ces sortes de gens.

XIII. Il sera permis à chacune desdites Parties de rétablir, reparer & fortifier les Fortereffes qui sont en leur possession; mais non pas d'en bair de nouvelles auprès des Frontières, ni de rebair celles qui ont été démolies par la République de Venise sur les confins de la Terre ferme pour sa commodité. Il sera permis aux Sujets desdites Parties de bair partout des Bourgs & des Villages, à condition de vivre entr'eux dans une parfaite correspondance, & comme bons voisins & amis, en se contenant exactement dans leurs propres limites: Que s'il arrive entr'eux quelque différent, les Gouverneurs des Frontières tant d'une part que d'autre en seront informez amiablement, afin qu'ils retranchent le plus équitablement qu'il sera possible toute sorte d'occasion de Dispute.

XIV. Pour ce qui regarde la Religion, la Délivrance & l'Echange des Eslaves, & en ce qui concerne le Commerce, on observera les Conditions du dernier Traité selon leur forme & tenor, & il sera permis à l'Ambassadeur de la République de faire à cet égard de nouvelles instances au Trône Impérial. Ainsi à l'égard de la Religion, de la Délivrance des Eslaves, & du Commerce, les sacrez Edits Impériaux ci-devant accordez à la République, seront confirmés par le present Traité de Paix; & le Trafic s'exercera de la même manière qu'il se pratiquoit avant cette dernière Guerre, & les Négocians de la Nation Vénitienne jouiront de tous les Privileges qui leur ont été accordez ci-devant.

XV. Depuis le jour de la signature faite par les Plénipotenziaries de Sa Majesté Imperiale, & de Pologne, de ce dont on est convenu pour la République de Venise, jusques au jour de la signature immédiate du Traité conclu entre les Plénipotenziaries du Haut Empire & de la République, toutes Hostilités cesseront tant par Terre que par Mer, & les Sujets des Parties vivront en bonne Amitié & Correspondance: & afin que tous les Gouverneurs des Frontières soient informez de cette suspension d'Armes, les Parties sont convenues d'un Terme de 30. jours pour les Provinces de Bosnie, d'Albanie & de Dalmatie; & d'un Terme de 40. jours pour l'Isle de Candie & pour la Morée, & les autres Frontières qui sont du même côté; durant lequel espace de tems le Haut Empire & la République de Venise seront chacun de son côté tout leur possible, pour empêcher qu'on ne contriveienne à pas un desdits Articles qui seront exécutés autant qu'il sera possible. De plus on accorde à tous les Sujets tant d'un côté que d'autre une sincere & générale Amnistie quelque Action & Crime qu'ils puissent avoir commis en tems de Guerre, & qui sera entièrement mis en oubli; & aucun d'eux ne sera recherché, inquiété ni châtié à l'avenir comme delinquant.

ANNO XVI. La Durazione della presente Pace con l'Eccel-
1699. so Imperio della Repubblica di Venetia si determinerà,
quando si verrà alla stesca degli Instrumenti & alla im-
mediata Sottoscrizione delli Plenipotenziarii d'amb' le
Parti nella forma che si dichiarerà doppo questi Arti-
coli; e parimente si tratterà degli Articoli ch'apparte-
ranno all' maggiore stabilimento dell' Amicitia, e buona
Correspondenza.

Poft quæ omnia tandem jam inter nos ita conven-
tum ac stipulatum est præfens hoc Instrumentum, ut
fi interea temporis quondam nos hic adfuerimus, præ-
dictus Plenipotenziarius Venetus sese ad Acceptationem
& Subscriptionem resolverit, possit ipsemet illico, &
fine dilatione exarare renovem totius Instrumenti, &
propria Subscriptione, proprioque Sigillo firmare, ac
nobis tradere, & compar à nobis Instrumentum no-
strum item Subscriptionibus & Sigillis munitum sibi
traditum fuscipere, ita tamen ne supra positi Articuli
perturbentur aut permutentur aut restringantur, vel
amplificentur, sed tantummodo quæ ad majora reno-
vate Amicitie officia pertinere videntur, mutuo con-
sensu addantur, Articulis Locorum & Limitum nequa-
quam immutatis.

Quod si prædictus Legatus Plenipotenziarius Rei-
publicæ Venetæ nobis hinc discedentibus, re sua quan-
tum ad se, indeterminata, remaneret, permittitur vi-
sius Instrumenti præmoriante Republicæ, ut intra
spatium triginta dierum à die conclusionis hujus almeæ
Pacis, possit ratificare hoc Instrumentum, & Ratifica-
tionem suam Mediatoribus Legatis transmittere, Arti-
culos etiam ad Amicitie reciproca officia extendere,
& præfentes Tractatus Viennæ à die adventus solen-
nis Legati Excelli Imperii, per Legatum suum Ple-
nitenarium ibidem commonentem intra spatium duorum
mensium plene perficere, fin vero eadem Respublica
Articulis supra recensitis minus acqievit, item Vien-
næ eadem inclyta perseverante Mediatione, & præ-
fente uno aut altero ex Cæsaris Ministris Plenipoten-
tariis, Legati utriusque Partis poterunt hosce Tractatus
reaffirmare ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut
jam semel statutum mutuo consensu Partium funda-
mentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex
æquo utriusque religiose & inviolabiliter observetur at-
que colatur (neque Articuli, in hoc præfenti Instru-

ANNO XVI. La durée de la présente Paix entre le Haut
1699. Empire & la République de Venise, se déterminera,
lorsqu'on sera la Délivrance des Actes du présent
Traité, & que les Plenipotenziaries des deux Parties
procedront à la signature immédiate dudit Traité, en
la forme & maniere qui sera déclarée ensuite desdits
Articles; & l'on conviendra semblablement des Con-
ventions que l'on jugera nécessaires pour affermir de
plus en plus l'amitié & la parfaite Correspondance
des Parties.

mento recensiti, in dubium revocentur, aut uni Parti
magis, quam alteri adjumento sint) præterea intra spa-
tium sex mensium à die qua solennis Legatus Excelli
Imperii Viennam adveniet, juxta Conditiones toties
facti præliminaris & fundamentalis vicissim acceptati In-
strumenti, debeat Legatus Plenipotenziarius Venetus
Viennæ Tractatus suos absolvere, perficere, & conclu-
dere, ac permutare valida ad hoc necessaria utrique
Parti Instrumenta, atque ita Respublica etiam Veneta
huic almeæ Paci includi, observato interea juxta ratio-
nem in Articulis supra inferitis declaratum utrinque Ar-
mifinitio, amotisque vicissim Terra Marique quibusvis
Hostilitatibus & Offensionibus & nulla admiffa Arti-
culorum hic stabilitorum Contraventione. Quod si
neque hoc prænominate Respublicæ placuerit, post
supra statutum Terminum incumbat eidem, rem suam
sive Belli, sive Pacis per se gerere, nec propriam hac
in re culpam alii, quàm sibi metipsi imputare; atque
cum præreperiti Domini Extraordinarii & Plenipoten-
tarii Legati Cæsareæ Majestatis ac Poloniarum, Testi-
bus etiam Legatis Plenipotenziariis Mediatoribus, Lati-
no sermone descriptum validum & legitimum Instru-
mentum propriis Subscriptionibus & Sigillis firmatum,
vigore Authoritatis & Facultatis sibi concessæ, ac De-
putationis suæ nobis tradiderunt, nos quoque, vigore
Facultatis, & Authoritatis, ac Plenipotentia, & De-
putationis nostræ, validum & legitimum hocce Instru-
mentum propriis Subscriptionibus & Sigillis signatum
extradidimus. Exaratum die vigesimo quarto mensis
dicti Reciep anno 1110.

Subscriptum erat,

MEHEMET RAMI ALESSANDRO MAUROCORPATI
Magno Cancellario. di Scarlato.
(L.S.) (L.S.)

CCXI.

26. Janv. Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pacis inter
MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum &
Serenissimam Rempublicam VENETAM stabi-
lienda & servanda; quò, ob defectum Legati
Veneti, se excusantis, Legati Cæsarei & Poloni,
Rerum Venetarum sagunt, ac nomine Serenissi-
mæ Republice Conditiones Pacis inveniunt, relicto ei-
dem certo Temporis spatio, ad eas acceptandum vel
rejeciendum. Actum in Congressu Carlovitzi in
Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum APPRO-
BATIONE & Subscriptionem Mediatorum. Se-
quitur ACCEPTATIO & Ratificatio Serenissi-
mæ Republice Venetæ; Data in Ducali Palatio
die 7. Februarii 1699. [Tiré de la Chancel-
lerie Imperiale Aulique de Guerre.]

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOTUM sit omnibus, & singulis quorum interest,
quod posteaquam ad reducendam Populorum
tranquillitatem ab aliquot annis Bello turbatam & re-
novandam Amicitiam inter Excellsum Ottomanicum
Imperatorem, & Serenissimam Venetorum Republicam,
mediantibus & conciliantibus Serenissimo & Po-
tentissimo Principe ac Domino Guilielmo Tertio
Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Rege, ut &
Excellsi, ac Præpotentibus Generalibus Uniti Belgii
Ordinibus Declaratio Pacis proposita sit, eumque in
finem Congressus inter Plenipotenziarios utriusque Par-
tis Carlovitzi in Sirmio, interveniu Illustrissimorum
& Excellentissimorum Dominorum, Domini Guilielmi
Paget, Baronis de Beaufort, Serenissimi Regis Bri-

tanniæ, & Domini Jacobi Coljer, Cæsarum ac Præ-
potentium Federati Belgii Ordinum, amborum apud
Portam Ottomanicam Oratorum, & ad Pacem hanc
restitubendam Legatorum Plenipotenziariorum Media-
torii muneris Officia, sedulo, ac integerrimè peragen-
tium institutus permutatisque hinc inde Plenipoten-
tius continuatus fuerit. Illustrissimus vero & Excellentis-
simus Dominus Carolus Ruzini Eques (supradictæ Rei-
publice Serenissimæ Legatus Plenipotenziarius, in multis
Sessibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiam
si ad considerationem sat temporis eidem superfuisset,
nihilominus ob varias quæ sibi occurrerunt Difficulta-
tes post satis amplum etiam temporis spatium in Trac-
tatu suo progredi non poterit. Nos infra scripti Sa-
cræ Cæsareæ Majestatis, & Sæ Regiæ Majestatis Po-
loniarum Legati Extraordinarii & Plenipotenziarii ex-
tremum concessæ Prorogationis Terminum & absol-
vendi Tractatus necessitatem imminere videntes, ex
Obligatione præliminaribus ad hanc Congressum punctis,
& omnium Nostrum consensu statutis, debite præsen-
tium conservata ratione, per Articulum 3. declarata,
Pacem Serenissimæ Venetorum Republicæ promove-
re cupientes, Tractatus pro modo facta Republica as-
sumptimus; & habito respectu, ad solenne Pacis hujus
Fundamentum antebac inter Cæsaream Majestatem
Rempublicam Venetam, & Excellsum Imperium tan-
quam validum, & inviolabile statutum, meliori quo
potuimus modo Tractatus cum Illustrissimis & Ex-
cellentissimis Portæ Ottomanicæ Legatis Plenipoten-
tariis Dominis, Domino Mehmet Effendi, Supremi
Imperii Ottomanici Cancellario, & Domino Mauro-
cordato, ex Nobili stirpe de Scarlato mox dicti Impe-
rii Consiliario, & intimo Secretario, sexdecim Arti-
culos, eò, quò sequitur tenore & conditionibus ad fi-
nem appositis servandos mutuo consensu conclusimus.

Fiat

ANNO
1699.

Fiat insertio.

Post quæ omnia cum supramemoratis Excelli Imperii Ottomannici Legatis ulterius quoque ita conventum est, ut quamdiu iam dicti Domini Legati hic adfuerint, si Dominus Legatus Venetus sese ad Acceptationem inferorum superius Articulorum resolverit, possit illico eosdem in Instrumentum redigere, illudque propria Subscriptione Sigilloque munitum Dominis Plenipotentiaris Ottomannicis extrudere, & compar vicissim ab eisdem subscriptum signatumque recipere, ea tamen lege, ne præterquam in illis quæ ad Amicitia majoris officia pertinere videbuntur, supra receptos Articulos quoad Limites & Loca nec alia quapiam ratione immutare, restringere, ampliare, aut permutare liceat; Quod si discedentibus hinc Dominis Excelli Imperii Ottomannici Legatis, eundem Dominum Legatum Venetum quantum interest rebus adhuc suis indeterminatis remanere contigerit, permittitur sæpèdictæ Venetorum Reipublicæ ut intra spatium triginta dierum, à die conclusæ hujus universalis alme Pacis possit ratificare hoc Instrumentum & Ratificationem suam Dominis Legatis Mediatoribus transmittere, Articulos quoque ad renovandæ Amicitia reciproca officia extendere, & præsentis Tractatus Viennæ à die Adventus solennis Legati Excelli Imperii Ottomannici per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem, intra spatium duorum mensium plene perficere.

Sin vero eadem Respublica Articulis supra recensitis minùs acquieverit, iterum Viennæ eadem inclita perseverante Mediatione & præsentis uno, aut altero ex Cæsareis Ministris Plenipotentiaris, Legati utriusque Partis poterunt hosce Tractatus reassumere, ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut antehac statutum mutuo Partium consensu præliminare & fundamentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo religioso, & inviolabiliter observetur, atque colatur, neque tum Articuli Pacis in hoc præsentis Instrumento recensiti uni Parti magis quàm alteri adjumento sint.

Præterea intra spatium sex mensium à die qua solennis Legatus Excelli Imperii Ottomannici Viennæ advenierit, juxta Conditiones toties fati præliminaris, & fundamentalis vicissim acceptati Instrumenti debeat Legatus Plenipotentiaris Venetus Viennæ Tractatus suos absolovere, ac valida desuper, & necessaria utrinque Instrumenta permutare, atque ita Respublica etiam Venetiarum huic alme Paci includi, observato iterea juxta rationem in Articulis hic suprapositis declaratam utrinque Armistitio, amotisque vicissim Terra, Marique quibusvis Hostilitatibus, & nulla admissa Articulorum hic stabilitorum Contraventione. Quod si neque intra supra statutos Terminos prænominata Respublica Tractatus suos potuerit ad finem perducere, incumbat soli Respublice suis rebus ultro prospicere, super quibus omnibus hucusque declaratis, & concordatis ritè recteque observandis, cum prærepetiti sæpius Domini Excelli Imperii Ottomannici Legati Plenipotentiaris vigore suæ Facultatis & Auctoritatis, & Plenipotentia, & Deputationis, validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis munitum nobis tradiderint: Nosque Sacre Cæsareæ, & Regis Poloniæ Majestatis Legati extraordinarii & Plenipotentiaris vigore Cæsareæ Majestatis & Serenissimi Regis Poloniarum generalis nostræ Facultatis, assistentibus etiam, & attestantibus Dominis Legatis Plenipotentiaris Mediatoribus præsens Instrumentum in majorem fidem, & Conditionum Pacis pro inclita Venetorum Republica officiis nostris promotarum & supra enarrato modo conclusarum firmitatem Subscriptionibus pariter propriisque Sigillis nostris apposis corroboremus.

Acta hæc sunt in Congressu Carlovitii in Sirmio sub tenoris die 26. Januarii 1699.

WOLFGANGUS C. AB OTTING. LEOPOLDUS C.
(L.S.) SCHLIK.
(L.S.)

S. MATACHOUSKI. (L.S.)

Hæc præmissa coram nobis & Subscriptione Mediatoris nostra ita acta conclusa & firmata esse,
TOM. VII. PART. II.

vigore publici muneris nostri pariter Subscriptionem & Sigillorum nostrorum appositionem attestatur & firmamus, anno & die ut supra. ANNO 1699.

GUILIELMO PAGET. (L.S.) J. COLJER. (L.S.)

Exemplar Formula adjuncta à Serenissima Republica Veneta pro Ratificatione Instrumenti Pacis.

Sylvester Valerio Dei Gratia Dux Venetiarum, &c. Notum facimus & attestatur, quod die 26. Januarii 1699. more Imperii, in Congressu Pacis facto Carlovitz, sancitum est Instrumentum tenoris subequentis.

Inseratur Instrumentum.

Conclusio.

Nos igitur Capitula sexdecim supradicta Pacis inter Serenissimum Multapha Turcarum Imperatorem & Rempublicam Nostram à Senatu Nostrum omnino rata & grata habemus, spondentes in verbo supradictæ Reipublicæ Articulos eosdem omnes & singulos inviolabiliter observare, nec pro viribus passuros ut à quopiam violentur. In quorum fidem hæc Nostras fieri iussimus, manumque nostra subscripsimus & Sigillo Nostrum Ducali corroboremus, in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. M. V.

SYLVESTER VALERIO Dux Venetiarum.

AGOSTINO BIANCHI
Sigillum Ducale pensile Secretario.
est in argento.

CCXII.

Successions-Vergleich zwischen Albrecht zu Coburg / Bernhard zu Meinungen / Heinrich zu Römhild / Christian zu Eisenberg / Ernst zu Hildburghausen / Johann Ernst zu Saalfeldt / und Friedrich zu Gotha / allerseits Herzogen zu Sachsen / Berinög dessen der Herzog von Gotha verpfricht / seinen an dem sich erledigenden Fürstenthum Coburg habenden Antheil / dem Herzog Bernhard zu Meinungen gegen Geld oder Revenuen zu überlassen; welches auch Römhild / Eisenberg / Hildburghausen und Saalfeld thun sollen; dagegen stipulirt sich der Herzog von Gotha / daß Ihm die auch auff dem Erledigungs-Fall stehende Eisenbergische und Römhildische Portiones gegen Geld oder Revenuen unter gewissen Bedingungen überlassen werden sollen; Zu Coburg den 6. April 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 239, Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 80.]

C'est-à-dire,

Paße de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs de Saxe, ALBERT de Coburg, BERNARD de Meinungen, HENRI de Römhild, CHRISTIAN d'Eisenberg, ERNEST de Hildburghausen, JEAN ERNEST de Saalfeld, & FREDERIC de Gotha, par lequel le
Mmm a Dux

ANNO
1699.

Duc de Gotha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Coburg il cedera au Duc de Meinungen la Portion, qui lui en devroit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Römheld, d'Eisenberg, de Hildburghausen, & de Saalfeld; en considération de quoi aussi le Duc de Gotha stipule, que si les Domaines de Römheld, & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cédées, moyennant une semblable compensation en argent, ou en revenus. Fait à Coburg le 6. Avril 1699.

It wissen: Nachdem der Durchlauchtigste Fürst und Herr, Herr Albrecht / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Land-Gräf zu Thüringen / Marggraf zu Meissen / Gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Kauenstein / u. der Königlich Keyserlichen Majestät bestellter General Feld-Marschal-Lieutenant, und Obrster über ein Regiment zu Fuß / u. mit seiner Hochfürstlichen Durchlaucht, freundl. geliebten Herren Brüdern / und respective Herren Vtern / denen auch Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herren Bernhard zu Meinungen / Herren Heinrich zu Römheld / Herren Christian zu Eisenberg / Herren Ernst zu Hildburghausen / Herren Johann Ernst zu Saalfeld / und Herren Friedrich zu Gotha / allerseits Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Land-Gräfen zu Thüringen / Marggrafen zu Meissen / Gefürsteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark und Ravensberg / Herren zu Kauenstein und resp. Fenna / u. aus tragender Sorgfalt für die Ruhe und Wohlstand dero gesamt Hochfürstlichen Hauses und Unterthanen / obliegenden Seniorats und Directorii wegen / sich freund-brüderlich und vortzlich vernommen / ob derer in Gothes Händen stehenden Successions-Güter halben / im Fürstlichen Hause bey demaligen Zustand desselben / in Vertheilung aller besorgenden Thätigkeiten und Beschwerden der Land- / in Jäten gewisser Vergleich zu treffen sijn möchte / und dann solches nach dem Exempel derer hochfürstlichen Herren Vorfahren auch im Reich ständischen Obervorstand einhellig vor gut und heilsam befunden / auch zu dem Ende eine besondere Conferenz anhero nach Coburg veranstaltet / und von sämtlichen vorhochgedachter Herren Herzogen zu Sachsen Hochfürstlichen Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. durch dero vertraute hierzu mit Instruction und Creditiven gehörig versichene Räte und Deputirte beschiedet worden; Als ist man im Namen Gothes zum Wort gestritten / und hat nach gegessener mündlicher Handlung / wie es bey sich eragenden Anfall und Erlebung derer Lande mit deren possessione / Ergriffung / Administration und Division gehalten / bis auf Ratification derer hohen Herren Principalen / endlich folgende Verordnungen angenommen: und zwar wird es präliminärer mit unbillig per unanimia dabey gelassen / was ditzfalls die Fürst-väterliche Disposition und Verträge des Hauses pro norma an Hand geben / das nemlich die Fürstenthümer / Herrschaften und Ämter an deren Juribus und pertinentien / wo es sich wohl füget / ungetrennet bestammen behalten / und mit Zerstückung der Güter und Beschränkung der Lande mit fremden Onenibus keine so genaue persequation in der Theilung gesucht werde. Hiernach ist vor jeho auf drey Fälle / da keine Fürst-Majestät Descendenten vorhanden / als zu Coburg / Römheld / und Eisenberg / welche doch der Altershöfste nach seiner Vornahmezeit noch lange abwarten wolle / reflectet worden: Da dann so viel

1. Den Coburgischen Anfall betrifft / Sachsen-Römheld / Eisenberg / Hildburghausen und Gotha / sich hiermit dahin erklaret / das sie dero Ratas an selbigem ganzen Fürstenthum / samt allen dessen Ein- und Zugehörigen / insonderheit des Coburgischen Reichs- und Erbs-Voti cum omni & pleno jure Regio Herren Herzog Bernhard zu Sachsen Meinungen Hochfürstlichen Durchl. für sich und Ihre Fürstliche Descendenten cediren / und so viel die Theilung der Lande anlangt / nach denen portions-Würdern überlassen wollen; jedoch das nur demselben Herren Herzogs Durchlaucht, und dessen Descendenten die Beszung Coburg / nach Inhalt derer / so wohl mit dero selbst / als Herren Herzog Albrechts Hochfürstlichen Durchlaucht, getroffenen Erb-Theilungs-Recessen besitz / auch vorbehaltlich der Concurrenz bey dem Privilegio, der zu Coburg binnen zweyen Jahren / mit ge-

sanunter Hand zu errichtenden Academien nach eines jeglichen Fürstlichen Hauses Begehren. Welches alles und jedes Sachsen-Meinungen hiermit auch also vor sich und der Fürstliche Descendenten acceptet / und da hingegen

ANNO
1699.

II. Sich erkläret und verspricht Sachsen-Römheld und Hildburghausen / wegen ihrer Recces-mässigen Portionen / mit Hennebergischen Landen cum omni onere & jure nach denen portions-Würdern / ausgenommen des Schlesingischen Erbs-Voti und der Concurrenz bey dem Gymnasio zu Schlesing / nicht weniger das gesammte Hennebergische Archiv zu Meinungen / den Krimmenthal und dergleichen / so Sachsen-Meinungen sich reserviret / zu satisficiren; Sachsen-Eisenberg und Gotha aber vor ihre gleichfalls Recces-mässige portiones gewisse nahe gelegene Reventen oder Geld / welches falls der Theilungs-Anschlag und Ämter wahrer Ertrag aus zwölff bey allen dreyen Fällen auf einerley Zeit einzuwerfen / dah. s. Nach-nahmen genommen wurde / anzuweisen / und bis zu Abtrag des Capitals abzutreten. So lange nun bis d. i. satisficition mit Land und Leuten / also auch mit Annahme der Reventen geschehen / bleibet jedem Theil sein jus Retentionis, und send obbeneliet Cedenten zu frieden. Dieweil aber die Herren Herzog Christian Durchl. des Coburgischen Anfalls wegen / zukommende Portionen-Reventen / dero selbst ziemlich entlegen / so wollen Herren Herzog Friedrichs Hochfürstliche Durchlauchtigkeit solche aus freund-Weiterlicher Affection von Sachsen-Meinungen übernehmen / und hingegen höflich-gedacht Herren Herzog Christian Durchlauchtigkeit durch Abtretung gewisser nahe gelegener Land und Leute / so viel der Eisenbergische Antheil nach denen Coburgischen Portions-Würdern / betragen möchte / annehmlich vergüteln.

III. Bey dem Römheldischen Anfall nehmen Herren Herzog Albrechts Hochfürstl. Durchl. oder nach deren Ableben Sachsen-Gotha die possession, und wollen jetzt Höchstermelde Ihre Durchl. aus sonderbarer Begehrde dem Fürstlichen Hause seine Begehrgung zu reitabilliren gegen anderweite Satisfaction, wofene selbige besonders treffender Abrede nach praestirt wird / sich auf solchen erlebenden Fall dahin hiermit erklären / das sie auf dero daran zukommende Raten, an Landen und Leuten / das Amt Themar mit allen seinen Perinentien / Territorial- und anderen Gerechtigkeiten / nach dem Anschlag der Portions-Würdern / annehmen / zu dero Coburgischen Landen schlagen / und sich das übrige / was an dero Recces-mässigen Rata ermanget / mit Abtretung wohlgelegener Reventen oder Geld / nach obbenelietem principio regulativo eines zwölffjährigen wahren Ertrags / vergüteln / die übrigen Lande aber dieser Römheldischen Portion cum omni & pleno jure regio Sachsen-Gotha zur freyen Administration überlassen wollen; Nach dero in Gothes Händen stehenden Todes-Fall aber / siele obiges Amt mit seinen Perinentien und Juribus hinweg an Sachsen-Gotha / dergestalt / das selbige denen übrigen Fürstlichen Interessenten / nach dessen wahren Ertrag / und obigem Principio regulativo mit Reventen oder Gelde Satisfaction gebe. Sachsen-Meinungen / Eisenberg und Hildburghausen aber cediren und überlassen hiermit / für sich und dero Successores, dero Recces-mässige Ratas an denen sämtlichen hinterlassenen Landen cum omni & pleno jure regio an Sachsen-Gotha / welches hiuangehen verspricht / sämtliche Cedenten / nach eines jeden Begehrgung / mit Reventen oder Geld / nach obbenelietem Principio regulativo eines zwölffjährigen wahren Ertrags / zu satisficiren. Was auch bey dem Coburgischen Anfall wegen des Administration und Retention-Rechts / bedungen / solches wird nicht weniger bey diesem Fall unter ihnen allerseits hinc inde eingestanden / und respective vorbehalten. Sollte denn der vorgeschlagene Umsatz zwischen Römheld und Saalfeld künftig hin noch geschehen / solchesfalls wird zwar Sachsen-Gotha / nach Herren Herzog Heinrichs Durchl. Ableben / die Saalfeldische Landes-portion cum omni & pleno jure regio überlassen / und werden hingegen die anderen Fürstlichen Interessenten auf ihre Recces-mässige Portiones mit Reventen oder Geld / nach dem wahren Ertrag derer obgenelietem zwölff Jahres-Nachnahmen / doch also / das die Römheldische und nicht die Saalfeldische Landes-Portion in Anschlag gebracht / auch dasjenige / was wegen der gemeinschaftlichen possessionen Ergriffung / welche im Saalfeldischen Sachsen-Gotha zu thun / Administration und Retention, abgetretet / als hier gleichfalls beobachtet wurde / satisficiret. Herren Herzog Albrechts Fürstl. Durchl. oder befolmen auf dero Raten das Amt Grafenthal / mit gleichen Juribus und Conditionibus, auch bedingenen Rückfall an Sachsen-Gotha /

ANNO Gotha / wie solches alles beym Amte Themar verabredet worden.

1699.

IV. Zu dem Eisenbergischen Anfall mag Sachsen-Gotha die Possession communi nomine nehmen / und erhebet sich Sachsen-Gotha gegen obbenannte annehmliche Satisfaction, dardem solches wirklich prätirirt wird / seine Reccels-mäßige Ration an nur gemeindeten Eisenbergischen Landen und Leuten mit dero Juribus an Sachsen-Gotha / vor sich und Ihre Fürstliche Successores, über und sich damit mit wohlgefallen und abzutretenden Reventen oder Geld / salvo jure retentionis biß dahin / verzugnig zu lassen. Sachsen-Weimungen / Kömhild und Müldburghausen aber haben sich / tragt diese / mit Sachsen-Gotha auch bey diesem Eisenbergischen Anfall auf eben die Masse verglichen / gleichwie es in vorübergehenden Punkten wegen des Kömhildischen mit Cession der Lande / cum omni jure regio, dagegen bedingener Satisfaction und Retention, wie auch überlassener Administration verabredet worden.

V. Was die übrige Erbchafts-Massam an Cammer-Gehältern / baarem Geld / Land- und Trant- Steuern / Nachschuß-Geldern / Activ- und Passiv-Schulden / und dergleichen anlangt / werden solche nach eines jeden hohen Interessenten Befugniß / vertheilt / jedoch / daß die Land- und Trant- Steuer-Gerechtiam bey jeder Landes-Portion und Fürstenthum ungetrennt verbleibe.

VI. Die Verfassung der Reichs-Votum geschieht also / wie bisher / in Gemeinschaft / und wil Sachsen-Gotha / so weit es darinnen die vier jungen Fürstlichen Herren Gebrüder zu vertreten / in contextu der Vollmacht / mit der Formel: Vor uns und unsrer freundschaft-geübten Herren Vätern / u. Dero Namen hinführo exprimiren.

VII. Diejenigen / so wegen besagter dreier Anfälle denen anderen / nach obigem Vergleich / an stat ihrer zugesicherten Reventen das Capital heraus zu geben haben / sollen dazü ehender nicht anhalten / son / biß vorher / sollen sie wieder an Land und Leuten / dem Pauf zum besten / nützlich angewendet werden / satzame Versicherung geschehen; Das Capital aber wird nach dem Fuß auf 5. pro Cento determinirt und abgetragen. Und ob gleich in denen vorhandenen Erbchaltungs-Reccellen verabredet / daß / ohne Consens aller Fürstlichen Interessenten / von Land und Leuten nichts veralienirt noch verpfändet werden soll / auch / bey denen künftigen Anfällen an Landen und Leuten / oder deren Reventen / ein gleichmäßiges vor sich besorget / und soll geschehen worden / so würden jedoch dadurch demjenigen / so / diese Successions-Fälle halber / obiger Abrede nach Geld heraus zu geben verbunden / unbenommen seyn müssen / zu mehrer des Reichs Facilitirung / durch Aufnahme gewisser Capitalien / so viel / als zu Abtragung solcher Posten nützlich seyn möchte / von Land und Leuten zu verpfänden; Zu welchem Ende dann bey besagten Fall / auf vorher geschehene Notification allerseits Fürstliche Interessenten / den Consens zu ertheilen hiedurch sich anerkennen.

VIII. Wann bey denen obigen Anfällen eine Fürstliche Frau Wittib hinterbleibe / so geschieht demjenigen / in dessen angefallenen Landen sie sich befindet / zu dem gebührenden Deotalio und Unterhaltung von allen Fürstlichen Interessenten / ein proportionirter Beitrag / und ist ihme deswegen satzame Versicherung durch annehmliche Reventen in Händen zu lassen.

IX. Gleichwie nun oben wegen Apprehendirung der Possession Abrede genommen; also soll die Obligation der Verlassenschaft an allen Dingen der apert gemordenen Lande von des verstorbenen Herren hinterlassenen respectiven Ministern und Bedienten / mit Zuziehung eines Notarii, verichtet / und so dann die Reliquir-Inventir- und Theilung von allerseits Fürstlichen Interessenten abzuordnenden Räten bemerkthelligt werden. Und weilen auch der Willigkeit gemäß / daß freyer und wohlverdienter Räte und Bedienten erwiehene nützliche Officia nicht unbesolnet bleiben; so haben sich die Fürstliche hohe Herren Pacifcenten dahin gnädigst erklärt / daß sie / und zwar jeder nach seiner Räte / für diejenige Räte und Ministros / so bey Abgang eines oder des anderen Fürstl. Theils in dero Diensten sich wirklich befinden / und wohl merittirt gemacht / bereitwillige Accommodirung / oder nach Befindung / durch eine erklätlche provision ihrem Unterhalt und Subsistenz so viel thunlich / prospiciert seyn thune.

X. Möchte sich nach Gottes Willen begeben / daß Fürstliche Mäntliche Descendenten zu Coburg / Köm-

hild / und Eisenberg, erzielet würden / siche demjenigen / in dessen eventualiter zugeheilten Landen dieser Calus sich ereignet / frey / ob er bey vorgemelten Successions-Vertrag gleich democh bleiben wolle; Da denn die übrige Fürstliche Interessenten daran gleichfalls verbunden / widergenfalls aber / und da jenen ein solches nicht gefällig / selbiger annullirt / und ratione successiois, alles in dem Stande / wie es vor diesen Tractaten gewesen / hergestellet und reitituiert werden solle, Innmassen auch.

XI. Sachsen-Coburg ausdrücklich hieum bedinget / daß ihme dieser Vergleich und was darinnen unter denen Herren Interessenten ratione Successiois pacificirt / an dem / was es sich mit Sachsen-Gotha Anno 1681. den 24. Septembris getroffenen Haupt-Vergleich S. 19. wegen derer vier jüngeren Herren Brüder Landes-Räthen mit mehreren vorbehalten und bedungen / allerdings ohne präjudiz und Abbruch sey / jedoch / daß bey denen oben S. 3. & 4. benannten Fällen die hohen Jura gegen andere annehmliche Satisfaction an Sachsen-Gotha durch diesen Reccels überlassen worden.

XII. Eslichen hat man / um mehrere Festhaltung willen zu übernehmung einer Garantie, die Fürstlichen Häuser / Weimar / Eisenach / Braunshweig - Wolfenbüttel / und Hessen-Cassel beliebet / und will dieselbige deswegen mit nächsten geziemend ersuchen / sich auch hiezu mit dahin erklärt haben / daß / wil Sachsen-Saalfeld diesen Reccels mit zu unterschreiben angesehen / man hiedurch dero rechtmäßigen Befugnissen um geringsten zu präjudiciren nicht genehmet sey.

Zu Urkund ist vorsehende Abrede in diesen Reccels gebracht / und derselbe biß auf Ratification der hohen Herren Principales / welche binnen vier Wochen / à dato an / bezubringen / und gegen einander auszuwechseln / von denen dazü deputirten Sachsen-Coburg-Weimungen-Kömhild-Eisenberg-Müldburghausen-und Gotha'schen Geheimen und anderen Räten geschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Coburg / den 6. April. im Jahr unsers Hehls 1699.

Johann Durehard Kofler.	(L.S.)
Ferd. Adam v. Pernau / Freyherr.	(L.S.)
Joh. Christ. Freyherr v. Wolpogen.	(L.S.)
Paul Heinrich Tilmann.	(L.S.)
Ephraim Wagner / Doct.	(L.S.)
Johann Georg Jangen.	(L.S.)
Tobias Sutoris, Doct.	(L.S.)
Christ. Hieronymus Mühlhafft.	(L.S.)

Erklärung und Versicherung im Namen Herzog Friedrichs von Sachsen-Gotha / Herzog Christian zu Sachsen-Eisenberg gegeben / daß Sie demselben so wol als auch dem Herzogen Von Saalfeld bey abgang der Gotha'schen Linie das Fürstenthumb Altenburg gerne gönnen / auch der Personal-Rang nach Sachsen-Gotha ihme zugestanden werde etc. Geben Eisenberg den 21. Junii 1699. Mit Herzog Friedrichs Von Sachsen-Gotha Ratification. Geben Friedenstein den 27. Junii 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 711.]

C'est-à-dire,

Declaration & Assurance donnée au Nom de FRIEDERIC Duc de Saxe-Gotha à CHRISTIAN Duc de Saxe-Eisenberg, portant qu'il n'empêche point qu'en cas d'extinction de la ligne de Gotha, le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfeld puissent avoir la Principauté d'Altenbourg, & que l'Ordre ou Rang Personnel soit accordé audit CHRISTIAN Duc d'Eisenberg, après lui Duc de Gotha

Mmm 3

ANNO 1699.

G^a.

ANNO
1699.

*Ec. Faidt à Eisenberg le 21. Juin 1699. Avec
RATIFICATION DE FRIDERICI DUC
de Gotha, faite à Friedenstein le 27. Juin 1699.*

Dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christ-
ian / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und
Berg / auch Engern und Westphalen / 2. ge-
schiet auf dero gnädigstes Verlangen die
Erklärung und Versicherung:

I. **S**ich derselben sowohl / als Herren Herzog
Johann Ernst Fürstl. Durchl. und deren
Descendenten / wenn auch gleich diese letztere
bereits den in Vorschlag gebrachten Umbesatz
mit der Königlich-sächsischen Landes-Portion würden beliebet
haben / Herren Herzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl.
bey Abgang der jetzigen sächsischen Gotha'schen Linie
(welches doch der hochste G.D. in Gnaden verhalten wol-
le!) das Fürstenthum Altenburg cum omni & pleno
Jure regio gene gönnen / auch darzu bey denen übrigen
hohen Herren Interessenten alle mögliche Officia mit an-
zuwenden geneigt seyn werden.

II. Daß Herrn Herzog Christians Hoch-Fürstl. Durchl.
der Personal-Rang nach dem Alter von Sachsen-Gotha/
in und ausser dem Hause zugestanden werde / auch selbige
desse bey Weimar und Eisenach durch zwey mit
Herren Herzog Friedrichs Durchl. errichteten Recele so-
wohl als selbst eigenes beym Reichs-Directorio zu Re-
genburg überreichtes Weimar- und Eisenach'sches Schrei-
ben / worinnen das natürliche Alter zur Norm des per-
sonal-Rangs im Fürstl. Hause Sachsen expresse allegirt
und agnoscirt worden / zur Gnüge versichert.

III. Daß nach getroffenen Vergleich mit Hilperhausen
und Saalfeldt wegen dieses Puncts / dem Abgesand-
ten zu Regensburg eine neue / und / dem Successions-
Recess. §. 5. gemäße Vollmacht sämtlicher Herren
Deyern / mit der formel: Von Gottes Gnaden / Wir
Friedrich / rot. tit. vor Uns und in Vollmacht Herren
Albrechts / Bernharts / Christians Herzogen zu Sachsen
2c. exprimit / werde überschicket / und damit die vorige
Vollmacht ausgewechselt werden.

IV. Daß vermöge des von Herrn Herzog Christians
Hoch-Fürstl. Durchl. zu Coburg unterm 28. Martii a.
c. gethanen Vorschlags / in denen Altenburg'schen Lan-
des-Angelegenheiten / Landt-Tagen / und Aufschuß-Ta-
gen / dieser Stylus: Von Gottes Gnaden Wir Fried-
rich / rot. tit. vor Uns / und in Vollmacht des Durch-
lauchtigen Fürsten / Unserer freundlich geliebten Deyern /
Herren Christians / rot. tit. wegen dero in diesem Für-
stenthum habenden Landes-Antheils 2c. sowohl in der
Proposition. als auch denen Abschieden gebraucht wer-
den sollen / worbey es zugleich die Meynung behält / daß
solcher Stylus Herren Herzog Christians Fürstl. Durchl.
weder an dero Senio noch an daran hangendem Direc-
torio präjudicial seyn solle.

V. Daß / wie das Haupt-Directorio mit zugehö-
rigen Prerogativen und emolumento des Amtes Obwie-
ben denen Hoch-Fürstlichen Vier jüngern Herren Gebrü-
dern im Erb-Vertheilungs-Recess de Anno 1680.
vorbehalten und zugestanden worden; Also auch Herrn
Herzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl. hierinnen von
seiner Recele und der Sachsen-Gothaischen zu Ei-
senberg unterm 12. Maji 1696. geschenecker Erklärung
abzugeben / so wenig gemeinet / als Sie vielmehr dero
sämtlichen Herren Deyern ditzfalls bey aller Ungebühr /
und widerrechtlichen Beinträchtigungen contra acta mit
Beytritt des gesambten Fürstlichen Hauses / zu assistiren /
nach wie vor entlossen bleiben.

VI. Daß bey denen landschaftlichen Conventen und
würdtlichen Deliberationen / auch die Sachsen-Eisenber-
g'schen Deputirten / Inhalt des Saalfeldischen Recesses
de anno 1695. ohne Widerspruch zu admittiren / jedoch
dargegen auch dadurch dem Sachsen-Gothaischen Auftrag
und deren darzugehörigen expeditionibus deroer bey fol-
gender Deliberation verabredeten negotien nichts zu entzie-
hen seyn.

VII. Daß die von Hoch-Fürstl. Eisenberg'scher Seite
urgirte Communication forthin verlangter massen / und
wie es die Recele buchstäblich sagen / geschehen werde.

VIII. Daß Sachsen-Gotha / wegen der Eisenberg'schen
Nachschuß-Gelder / nach Anleitung des Haupt-Recesses
de anno 1680. zu Ablegung des Capitals. auf vorherge-
hende halbjährige löstündigung sich parat werde finden
lassen / und damit nach Gutbefinden Grund und Boden
erkauten zu können.

IX. Daß Sachsen-Gotha / bey dem nach Gottes

Willen sich begebenden Coburg'schen Anfall die Sachsen-
Eisenberg'sche Portion an Landen / Vasallen und Steuern
durch gewisse Revenuen von Sachsen-Münningen / ver-
möge des abgehandelten Successions-Recesses / anzu-
nehmen / und dargegen Sachsen-Eisenberg eben so viel Land
und Vasallen / nebst der Jurisdiction und Perception de-
rer bewilligten Landt- und Brandt-Steuren aus dem Al-
tenburg'schen Fürstenthumb (jedoch mit Vorbehalt des
Rückfalls an Sachsen-Gotha) abzutreten erdöthig seyn.

X. Daß wenn Herren Herzog Christians Hoch-Fürstl.
Durchl. durch mehrere Anfälle ein ganzes Reichs-Vo-
tum erhalten / so dann dieselbe ratione derjenigen Landes-
worinnen Sie solches Votum haben / von dem Sachsen-
Gothaischen nexu liberirt seyn sollen.

XI. Daß die Sachsen-Eisenberg'sche aus freundschaft-
lich. Affection und Begierde zu einem aufrechten und
besändigen Vertrauen offerirte Mediation bey Sachsen-
Saalfeldt Herren Herzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl.
soviel mehr angethüm und gefällig seyn werde / als Sie
Ihres hohen Drißs Ihre größte Vergnügung in Friede /
Liebe und guter Harmonie des Fürstl. Hauses su-
chen / auch in dero sambl. Angelegenheiten sich allezeit
Fürstlich / besändig / gerecht und billig zu erweisen ge-
trachtet / noch selbige niemahls von dergleichen Chris-
tlichmüthigen Intention abweichen werden. Zu Ith-
tundt dessen / und biß auf Herren Herzog Friedrichs
Hoch-Fürstliche Durchl. gnädigste Ratification und Ge-
nehmhaltung / habe ich gegenwärtigen Schein eigenhän-
dig unterschrieben und besiegelt / So geschehen Eisenberg
den 21. Junii 1699.

(L.S.)
Christianus Hieronymus
Mühlhoffordt.

Fürstliche Sächsische Gotha'sche Resolution.

Von Gottes Gnaden / Wir Friedrich Herzog zu Sach-
sen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und West-
phalen 2c. Bekennen für Uns und unsere Fürstl. Suc-
cessores.

Demnach dem Durchlauchtigsten Fürsten / Herren Chris-
tianen / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg /
auch Engern und Westphalen / in Unseren Nahmen Un-
ser abgeordneter Hoff-Rath Mühlhoffordt / am 21ten Junii
nedsthin zu Eisenberg / in 11. unterschiedenen Puncten /
biß auf unsere Ratification. eine fürstliche Erklä-
rung unter seiner Unterschrift ausgegibt / und Wir auf
deren unterthänigen Vortrag darbey kein Bedenken /
sondern dieselbe unserer Intention und erteilten Instruction
gemäß befunden; Als wollen Wir besagte Erklärung in
allen Puncten / hiermit in Kraft dieses ratificirt haben /
Urkundlich unserer eigenhändigen Unterschrift und be-
gedruckten Fürstl. Secretes. So geschehen Friedenstein /
den 27. Junii 1699.

Friedrich.
(L.S.)

CCXIII.

Tarif arrêté entre les Commissaires du Roi de 29. Mai.

FRANCE, & le Commissaire des Seigneurs E-
rats Generaux des PROVINCES-UNIES
des Pais-Bas, en execution de l'Article XII. du
Traité de Commerce conclu à Ryswick le 20. Sep-
tembre 1697. Contenant les Droits qui seront
payés tant aux Entrées du Royaume, sur les
Denrées & Marchandises du cru, pêche & fa-
brique des Sujets des Estats Generaux, qu'aux
Entrées des Provinces-Unies sur les Denrées &
Marchandises du cru & fabrique de France. A
Paris le 29. Mai 1699. Avec les RATI-
FICATIONS de part & d'autre, & l'ACTE
pour l'execution du Tarif. [Sur l'imprimé à la
Haye chez Paul Schelkus Imprimeur ordinaire de
L. H. P. Ann. 1699.]

ANNO
1699.

LE Roi Très-Chrétien, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, desirant d'exécuter l'Article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryfwik le 20. Septembre 1697, & conformément à la disposition de cet Article, faire un nouveau Tarif commun, suivant la convenance reciproque, auroient nommé des Commissaires pour y travailler, savoir, de la part de Sa Majesté, Jean Baptiste de Lagny, Conseiller Secretaire du Roi, & Directeur Général du Commerce, Jean Remy Henault, Conseiller Secretaire du Roi, Secretaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé, & Antoine Poleyer, Conseiller Secretaire du Roi: Et de la part des Etats Généraux, Guillaume Nieuport, lequel se feroit rendu pour cet effet dans la Ville de Paris, où ledits Seigneurs Commissaires après diverses Conférences tenues pour satisfaire à l'Article douze dudit Traité, & achever de rétablir le Commerce & la Navigation reciproque entre les deux Nations, sont convenus unanimement que les Especes comprises dans les Articles suivans ne paieront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées du Roiaume, que les Droits ci-après réglés au lieu de ceux portés par le Tarif du 18. Avril 1667., & par les Arrêts postérieurs;

S A V O I R.

Baleine coupée & apâtée, le cent pesant paiera neuf Livres, ci. 9 Liv.
Baracans, la piece de vingt-deux aunes paiera cinq Livres, ci. 5 Liv.
Beurre d'Hollande, le cent pesant paiera douze Sols, ci. 12 Sols
Bouffes, Ellans & Cerfs passés en Bouffes, Collers & Colins de Bouffes, le cent pesant paiera vingt-six Livres, ci. 26 Liv.
Camelots à ondes & demi foye & de toutes autres fortes, la piece de vingt aunes paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Cire blanche, le cent pesant paiera onze Livres, ci. 11 Liv.
Cuirs de Bœuf tannez de toutes fortes, la douzaine paiera quatorze Livres, ci. 14 Liv.
Cuirs de Vache tannez, la douzaine paiera sept Livres, ci. 7 Liv.
Draps d'Hollande de toutes fortes & couleurs, la piece de vingt-cinq aunes paiera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou moindre longueur, à proportion.
Fanons de Baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de trois cens Livres ou environ paiera vingt Livres, ci. 20 Liv.
Fer blanc, le baril de quatre cens cinquante feuilles doubles paiera vingt Livres, ci. 20 Liv.
Le Baril de simples feuilles paiera dix Livres, ci. 10 Liv.
Fromages d'Hollande de toutes fortes, le cent pesant paiera une Livre dix Sols, ci. 1 Liv. 10 Sols
Huile & graisse de Baleine & d'autres Poissons, la Barique du poids de cinq cens vingt Livres paiera sept Livres dix Sols, ci. 7 Liv. 10 Sols
Moruë verte ou Cabillaud salé, le Baril pesant trois cens Livres paiera cinq Livres, ci. 5 Liv.
Et les Barils pesans plus ou moins, payeront à proportion.
Maquereaux, le Lest de douze Barils paiera douze Livres, ci. 12 Liv.
Plumes à écrire, le cent pesant paiera quatre Livres, ci. 4 Liv.
Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines paiera cinq Sols, ci. 5 Sols
Porcelaine contrefaite ou Fayence d'Hollande, le cent pesant paiera dix Livres, ci. 10 Liv.
Rubans de fil, le cent pesant paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Ratines Drapées ou apâtées en drap de cinq quarts, ou quatre tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes paiera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou de moindre longueur, à proportion.
Ratines Drapées de deux tiers de large, la piece de vingt-cinq aunes paiera vingt-sept Livres dix-sols,

ANNO
1699.

ci. 27 Liv. 10 Sols
Ratines Filées de cinq aunes paiera quarante-deux Livres, ci. 42 Liv.
Ratines Filées de deux tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes paiera vingt-une Livres, ci. 21 Liv.
Soyes de Porc, le cent pesant paiera quatre Livres, ci. 4 Liv.
Savon vert, noir, mol & liquide, le cent pesant paiera deux Livres, ci. 2 Liv.
Serges de Seigneur, & Serges façon d'Ascot, la piece de vingt aunes paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Serges Drapées façon de Florence, Angleterre & autres Pais, blanches & teintes, la piece depuis treize jusqu'à quinze aunes paiera onze Livres, ci. 11 Liv.
Sucre raffiné en pain ou en poudre, Candis, blanc & brun, le cent pesant paiera vingt-deux Livres dix Sols, ci. 22 Liv. 10 Sols
Toiles d'Hollan-le fines & ouvrees, soit crus, jannes, blanches & bisettes, tant fines, moyennes que grosses, la piece de quinze aunes paiera deux Livres, ci. 2 Liv.

I. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, spécifiées en la presente Convention payeront les Droits ci-devant expliqués, à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi.

II. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, non comprises dans la presente Convention, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce contenues dans le Tarif du 18. Avril 1667., ou dans les Déclarations & Arrêts postérieurs payeront pareillement à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi les Droits ordonnés par ledit Tarif, & par lesdites Déclarations & Arrêts postérieurs.

III. Les Droits établis par la presente Convention, & ceux compris dans les deux Articles precedens, seront également payés dans le tems des Foires sur les Denrées & Marchandises du Cru, des Pêches, Fabrique & Commerce des Provinces-Unies, tant par les Sujets de Sa Majesté, que par ceux des Etats Généraux, ce qui sera pareillement exécuté, même à l'entrée des Ports des Villes de Dunkerque & de Marseille, le tout nonobstant toutes Franchises & Privilèges, sans préjudice néanmoins de l'exécution de l'Art. IX. du Traité de Commerce de Ryfwick, pour les Marchandises de Levant.

IV. Toutes les autres Denrées & Marchandises du Cru, de la Pêche & Fabrique des Sujets des Etats Généraux, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce, qui ne sont point exprimées dans la presente Convention, ni dans le Tarif du 18. Avril 1667. ni dans les Déclarations & Arrêts postérieurs, payeront aux entrées & aux fortes les Droits portés par le Tarif du 18. Septembre 1664. par tout où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, les Droits ordonnés par les differens Tarifs, qui y sont exécutés.

V. Les Denrées, & les Marchandises dont les Droits aux fortes & aux entrées ne sont point fixez, par les Tarifs de 1664. & 1667. & par les Edits, Déclarations & Arrêts postérieurs, ni par cette Convention, payeront cinq pour cent à la sortie, & cinq ou dix pour cent à l'entrée, suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'état des entrées & des fortes qui composent le Tarif de 1664., dans les lieux où il a cours; & dans les autres Provinces du Royaume, suivant qu'il est réglé par les differens Tarifs qui y sont exécutés.

VI. Les Edits, Déclarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux, par lesquels certaines Denrées, & certaines Marchandises peuvent entrer dans le Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi à l'exclusion de tous autres lieux & passages, ensemble les Edits, Déclarations & Arrêts qui défendent l'entrée dans l'étendue des Pais de l'obéissance du Roi, de certaines Denrées & Marchandises, & ceux qui défendent la sortie de quelques autres, seront exécutés selon leur forme, & teneur.

VII. Comme aussi lesdits Srs. Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, Terres & Pais de l'obéissance du Roi, ci-après déclarées, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées des Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance des Etats

Ge.

ANNO 1699. Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, que les Droits ci-après.

S A V O I R,

Beurre, le cent pesant payera dix Sols, ci. 10 Sols
 Fromage, le cent pesant payera un florin quatre sols, ci. 1 fl. 4 s.
 Jambons, le cent pesant payera un florin douze sols, ci. 1 fl. 12 s.
 Melasse ou Sirop sortant du sucre, le cent pesant payera cinq florins, ci. 5 flor.
 Cidre & Poire, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poingons ou six tierçons, payera quatre florins, ci. 4 flor.
 Verre à faire vitres, le panier payera dix sols : ci. 10 s.
 Verres à boire payeront cinq pour cent de leur valeur.
 Verjus, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poingons ou six tierçons, payera quatre florins, ci. 4 flor.
 Vinaigre, le Tonneau composé aussi de quatre barriques, deux pipes, trois poingons ou six tierçons, payera deux florins, huit sols, ci. 2 fl. 8 s.
 Et pareillement lesdits Srs. Commissaires font convenus que le Vif-argent ne payera à la Sortie des Pais, Terres & Seigneuries des Etats Généraux pour la France, Pais, Terres & Seigneuries de Possession du Roi, le cent pesant que quatre florins, ci. 4 flor.
 VIII. Les Denrées & les Marchandises ci-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes fixées par la présente Convention sur chacune espece: Et à l'égard des Denrées & Marchandises du cru, Fabrique & Commerce des Sujets du Roi, non comprises dans la présente Convention, elles payeront les Droits ordonnés par les Tarifs des Provinces-Unies des Pais-bas, & ceux qui y sont présentement établis & en pratique.

IX. Tous les Articles contenus en la présente Convention, seront exécutés pendant le tems porté par l'Article XLIV. du Traité de Commerce de Ryfwick, & auront la même force & vigueur que s'ils y étoient inserés, sans au surplus déroger audit Traité; comme aussi les Ratifications en seront données en bonnes forme, & échangées, dans le tems de quinze jours, à compter de ce jourd'hui.

X. En foi de quoi, Nous Commissaires de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Ordres & Pouvoirs, avons signé ces Présentes à Paris ce 29. jour de Mai 1699.

Etoit signé,

DE LAGNY.
 HENAUT.
 PELETIER.

GUILL. NIEUPORT.

R A T I F I C A T I O N.

De Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné le Tarif du vingt-neuf Mai dernier, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées de notre Royaume sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique des Sujets de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, fait & arrêté en exécution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryfwick le 20. Septembre 1697. entre Nos amez & feaux Conseillers Secretaires, Maison, Couronne de France & de Nos Finances, Jean Baptiste de Lagni, Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henaut, Secrétaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletier, tous trois Commis-

ANNO 1699. saires de Notre part: Et Guillaume Nieuport, Commissaire député pour cet effet de la part desdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; duquel Tarif la teneur s'ensuit.

Fiat Inferio.

Nous ayant agréable ledit Tarif en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons icelui accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons: promettant en foi & parole de Roi, de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foi, sans souffrir qu'il y soit allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons fait mettre Notre Seel à ces Présentes. Donné à Versailles le trentième jour de Juillet, l'an de grace mil six cens quatre vingt dix neuf, & de notre Regne le cinquante septième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

Et scellé en cire jaune sur lacs de foye bleuë & or.

R A T I F I C A T I O N

Des Seigneurs Etats Généraux.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, A tous ceux qui ces présentes verront, Salut; Comme ainsi soit, que le vingt-neuvième jour de Mai de la présente année 1699. entre les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & le Notre, est arrêté un Tarif, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées du Royaume de sadite Majesté sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique de Nos Sujets, qu'aux entrées de Nos Provinces sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, duquel Tarif la teneur s'ensuit.

Fiat Inferio.

Si est ce qu'ayant pour agréable ledit Tarif, Nous l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, promettant sincèrement & de bonne foi, de le garder, entretenir & observer inviolablement en tous & chacun de ses Articles, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de Notre Assemblée, contresigner par Notre Greffier, & y apposer Notre grand Seau. Fait à la Haye le 30. de Juillet l'an 1699.

Signé,

JEAN BECKER, Vl.

Plus-bas,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux;

Contresigné,

F. FAGEL.

Scellé du grand Seau en cire rouge sur lacs de foye rouge & or.

Acte

ANNO 1699. *Akte pour l'exécution du Tarif avec le premier jour de Janvier 1700.*

PAR le Tarif arrêté le vingt-neuvième Mai mil six cens quatre vingt dix neuf, entre Nous Jean Baptiste de Lagni, Conseiller Secrétaire du Roi, & Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henault, Conseiller Secrétaire du Roi, Secrétaire du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, aussi Conseiller Secrétaire du Roi, Commissaires nommez à cet effet de la part de Sa Majesté: Et Guillaume Nieuport, aussi Commissaire nommé de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas; il a été convenu unanimement que les Especes comprises dans les Articles qui composent ledit Tarif, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet 1699. tant aux entrées du Royaume qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, que les Droits specifiez par ledit Tarif, au lieu de ceux portez par le Tarif du dix-huit Avril 1667. Et par les Arrêts postérieurs, & par l'Article IX dudit Tarif, il est porté que les Ratifications en seront échangées en bonne forme, dans le tems de quinze jours, à compter de celui de la Signature: Mais comme l'échange des Ratifications n'a pas été fait dans le tems prescrit par ledit Article, & qu'il n'a pu se faire que depuis l'expiration dudit jour premier Juillet; Noulis Commissaires de Sa Majesté & desdits Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs & suffisans, sommes convenus que l'exécution dudit Tarif qui devoit commencer ledit jour premier Juillet 1699. ne commencera qu'à le premier Janvier 1700. & que la présente Déclaration aura la même force & vertu que ledit Tarif. En témoin de quoi, Noulis Commissaires avons signé la Présente de Notre main. A Paris le septième Decembre mil six cens quatre vingt dix-neuf.

DE LAGNI. GUILL. NIEUPORT.
HENAUT. PELETYER.

CCXIV.

7. Juillet. Haupt-Vergleich zwischen Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim-Tecklenburg / und Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms und Tecklenburg / wegen der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda. Geschehen Lengerich den 7. Julii 1699. Mit dem Neben-Vergleich sub eodem

loco & die, wie auch der Final-Transaction zu Braunsfels den 14. Sept. 1699. unter eben dieselben geschlossen. Nebst der Kayserslichen und des Heiligen Reichs Cammergerichts Ratification sub dato die 4. Decembris 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheilung VI. Absatz I. von Grafen von Bentheim pag. 18. d'où cette Pièce est tirée. On la trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XVI. pag. 244.]

C'est-à-dire,

Transaction principale entre JEAN ADOLPHE Comte de Bentheim-Tecklenburg & GUILLAUME MAURICE Comte de Solms-Tecklenburg, touchant le Comté de Tecklenburg, & la Seigneurie de Rheda. Fait à Lengerich le 7. Juillet 1699. Avec un RECES particulier fait au même lieu & le même jour; Comme aussi une TRANSACTION finale faite à Braunsfels le 14. Sept. 1699. Un RECES d'ELUCIDATION fait au même lieu le 1. Decembre 1699. Et la RATIFICATION de la Chambre Imperiale de Justice du 4. Decembre 1699.

Se Keyserl / von Gottes Gnaden ersehelter Kayserscher Kayser / zu allen Zeiten Richter des Reichs ic. Bekennen und thun kund jedermanniglich mit diesem Unserem offnen Kayserlichen Brief / bezeugend / nachdeme Unserem Kayserlichen Cammer-Gericht die Edele / Wohlgebohrne / Unsere und des Reichs liebe Gerene Johann Adolph / Graf zu Bentheim / Steinfurt und Tecklenburg; so dan Wilhelm Moritz / Graf zu Solms und Tecklenburg / Herz zu Münsingenberg ic. in Unterthänigkeit für- und anbringen lassen / wie dass in dem an diesem Unseren höchsten Gericht über ein hundert und zwanzig Jahre recht-hängig gewesen / und endlich nach denegirter Restitution und Revision zur Execution gebracht Process, durch Vermittelung des Reichshofraths Erzhers hierzu subdelegirten Ausschreib-Amteis se sich auff den Grund verglichen / wie die aufgerichtete von Wört zu Wört hernach geschriebene Neben- und Haupt-Recess sub Num. 1. 2. 3. 4. solches mit mehreren anzuweisen.

Haupt-Vergleich.

Klind und zu wissen sey hiemie / nachdeme eine geraume Zeit und über ein ganzes Seculum her zwischen dem Hochgräflichen Hauß Solms-Tecklenburg / igo dem Hochgebohrnen Grafen und Herrn / Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms-Tecklenburg und Erbsingen / Herrn zu Münsingenberg / Rheda / Wildenfels / Sonnenwald / Müningen Dorfweiler und Beaucourt, als Klägern an Einem / und dem Hochgräflichen Hauß von Bentheim-Tecklenburg / igo dem Hochgebohrnen Grafen und Herrn / Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim / Tecklenburg / Steinfurt und Lempurg / Herrn zu Linge / Rheda / Westlinghofen / Hoya / Alpen und Helffenstein / Erbozgen zu Golln ic. als Beklagten an anderer Seiten / wegen der von Hochgedachten Gräflichen Solmsischen Hauß präzendirten Erb-Quoten Beyland der Hochgebohrnen Gräfinn und Frauen / Frauen Annen / gebohrner Gräfinn von Tecklenburg / und vermählter Gräfinn zu Solms / an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / schwere Streitigkeiten und Processen an dem Hochgräflichen Kayserlichen Cammer-Gericht entstanden und gepflogen seynd / welche endlich den Ausgang gehabt / dass durch verschiedene Judicata obgedachte Frau Anna / vermählte Gräfinn zu Solm / gebohrne von Tecklenburg / zu auch Beyland ihres Herrn Vattern / Grafen Otto des Älteren / verlassenen Graf- und Herrschaft Tecklenburg und Rheda / eine rechte Mit-Erbin

TOM. VII. PART. II.

declart; und derowegen Herr Beklagter dem Herrn Kläger nicht allein gedachter Frau Gräfinn Annen / davon gebührendes Kindes-Theil / sondern auch die Hallscheid ihrer ohne leibes-Erben und ab intestato verstorbenen vier Geschwisterigen / benanntlich Grafen Otto des Jüngeren / Frau Elisabeth / Ermgard und Catharina an gedachter Graf- und Herrschaft zugesandener Erb-Portionen mit allen denen An- und Zuschüßungen / wie sich selbige zur Zeit Beyland Grafen Conrad von Tecklenburg Absterben befanden / sammt allen à tempore hinc constatae daraus erhobnen Rüksitzen / vermießl Aufsehung ordentlichen Inventari / oder in Ermangelung dessen einer ephlichen Designation abzutreten / einzutauschen und gut zu machen schuldig erkennt und condempnirt, auch nach erfolgten verschiednen Paritoris und Mandatis de exequendo, an des Reichshofraths Erzhers hohes Directorium, endlich im Augusto und Septembri, des hingerlegten 1698sten Jahres wirkliche Immission in obgemelt dem Herrn Grafen von Solms / als nunmehr Erbfolger obgedachter Frauen Gräfinn Anna zuerkannte Erb-Portionen in der Graffschaft Tecklenburg und Rheda / welche sich zusammen zu drey Achttheilen gedachter Graf- und Herrschaft ertragen / bewirkt und realisirt / zu fernern Vergleichs-Versuch aber / bey dessen Entstehung / Anlegung der Liquidation ratione perceptorum, eine Zusammenkunft auf den 10. Maji Styl-

NOV

NOV.

ANNO
1699.

nov. des laufenden Jahres in der Stadt Osnabrück be-
nommen und veranlaßt / hernach aber selbige Conferenz
anher in dem Dorf Lengerich verlegt worden / daß durch
Gütes Segen und Zwischen-Spruch und Unterhand-
lung allerseits vertraulicher Schieds-Leute / insonderheit
aber zu dieser Sach von einem hohen Directorio des
Nieder-Rheinisch-Westphälischen Creyses angeordneten
Herren Subdelegirten / nach vielfältig hinc inde ge-
schenen über ein oder andern Seits nicht annehmlich er-
achteten Vorschlägen / endlich obgedachte schwere Sache fol-
gender gestalt verglichen und gütlich hinc und dorthin
und zwar zuvörderst und erstlich hat dieser Vergleich
zum Grund und Haupt-Zweck die gänzliche Hebung aller
bisherigen occasione obgedachter Processen / zwischen be-
den Hochgräflichen Häusern vorgewesener Unfreundschafft /
Widrigkeit und Differenz / und dahingegen die Stiftung
eines beständigen und wahrhaften hochverantwortlichen
Vertrauens und Vernehmens / dergestalt / daß hinführo
jenes allerdings cessiren und aus dem Wege geräumt /
und hingegen dieses / nemlich eine beständige Vertraulich-
keit / und vereinigte / zu beider Hochgräflichen Häuser Auf-
nehmen stehende Correspondenz festgesetzt / auch von tei-
ligen und künftigen Hochgräflichen Descendenten fortge-
setzt / und fleißig cultiviret werden sollte.

Diesemnach ist zweyten verglichen / daß Seine Hoch-
gräfliche Gnaden von Solms wegen ihres an der Graf-
schafft Tecklenburg und Herrschafft Rheda obgedachterma-
ßen habenden Erb-Rechtens und Portionen / so dann
darob adjudicirter Abtheilung à die lris contestate bis
ad datum bei in Anno 1698. in Augusto & Septembri
wirklich gescheneher Immission respective erblich
besahen / und ihre ferner übergeben werden solten / nun-
mehr in allen drey Vierteln des Schlosses und Hau-
ses Tecklenburg cum pertinentiis nebst drey Vierteln
des ganzen Graffschafft Tecklenburg / so dann einen Vier-
tel des Schlosses und Herrschafft Rheda / salvo con-
sensu Seiner Fürstlichen Gnaden zu Münster / als Leh-
nen / welcher man hernach Bentheim-Tecklenburg-
sche Seiten vorzuziehen / oder etwas gegen Dero In-
tention zu thun nicht gemeinet / cum pertinentiis in
dem Stand / wie sie jetzt ist / mit allen ihren hohen und
niederen Rechten / in Specie mit denen übrigen darin er-
findlichen Schloß- / Städten / Lembergen / Kirchspielen /
Dörfern / Clösteren / Bauerschaften / Höfen / Meys-
rezen / mit der Superiorität und Landes-Hoheit / und
allem dme / so dem Dominio Territorial an Galt- und
Weltlicher Jurisdiction / lehen-Rechten und sonst an-
hängig seyn mag / auch Rechten und Gütern / Land- und
Wasser- / Pfand- und Lehen- / Fehden / Dornver-
renten / Gütern / Lande und Leuten / Frohnen / Diensten /
Tagen / Wäldern / Wildbäusen / Wäldern / Zuden /
Contributio / ordinaire und extraordinäre Collecten /
Abgaben / Straffen und allen andern Rechten / wie
solche die Grafen von Tecklenburg als ohnmißliche
Stände des Reichs von ewigen Zeiten her eingest /
herbracht und genossen / oder hätten nutzen und genießen
können oder mögen /

Demnach dahingegen verspricht obgedachter Herr Graf
von Solms-Tecklenburg hernach vor sich und seine Er-
ben und nachkommende Herrschaften wohlbedachtam /
daß er an dem übrigen Theil der Graffschafft Teck-
lenburg und Herrschafft Rheda und obgedachten Herrn
Grafen / Herrn Johann Adolph von Bentheim-Teck-
lenburg / so viel selbigen / seine Descendenten und deren
Stücke betrifft / wegen obgedachter adjudicirten Fructuum
perceptorum keine fernere Anspruch und Forderung
thun wolle.

Dardens / bleibts dabey / daß / gleichwie wegen der
Rheda- und Creysse- und anderer gemeinen landes-Anla-
gen bisher gedachte Graf- und Herrschaften vereinigt
gewesen / und eine jede darob das Ihrige nach hergebrach-
ter Proportion abgetragen / also auch auf solchen Fuß
continuire und darunter keine Veränderung gemacht wer-
den solle.

So viel aber zukünftens die künftige Regierung obge-
dachter Graffschafft Tecklenburg und Herrschafft Rheda be-
langt / von selbiger sollen beide Herrn Grafen und ihre
Nachkommen den Titel und das Wapen führen / und
gedachte Regierung / wiewohl zu obgedachter Theilen /
dennoch gesammter Hand und pro indiviso durch belie-
bende auf untenbeschriebene Weise anordnende Räte und
Rabente (jedoch daß auch einem jeden Herrn frey seye /
auf seine eigene Kosten einen oder mehr Räte auf
Kontzeisse und Empfänger / die in seinen sonderbaren
Pflichten stehen / daneben zu anzuordnen und zu gebrau-

chen) bestell und verwalten / die von der landes-Regie-
rung dependierende und selbiger anstehende laufende On-
era von einem jeden zu obgedachten Theilen getragen / auch
hernächst hierüber zu allerseits Nutzen und Menage und
Beförderung des gemeinen landes-Bessern unter beyden
regierenden Herren ein absonderliches gutes Reglement
und Verfassung eingerichtet werden.

Die Execuciones und zu der Regierung gehörige Ver-
richtungen dieser Graff- und Herrschafft sollen schließens von
wegen und im Namen beider zur Zeit regierenden Her-
ren Grafen geschehen / dergestalt / daß der Kestse in der
Regierung und gemeinschafftlich außer und inner landes
vorgehenden Verrichtungen den Vortag und Rang ha-
ben / Auch damit die disfalls oder sonst anderwärts her-
rührende die Herrschafft und Regierung dieses landes be-
treffende Ausschreiben ins künftige an beide Herren
Grafen eingerichtet werden mögen / dieser Vergleich gehö-
rigen Orts kund gemacht / und daß man sich darnach
richten wolle / verlangt werden solt. Vorbey den durch
Beförderung eines hohen Directorii dahin gerichtet wer-
den sollte / damit auf dem Creys-Tag zwei Vota zuge-
standen werden mögen / dergestalt / daß alsden beide ob-
gedachte Herrn Grafen jedermahl in Führung des
Voti von einem Creys-Tag zum andern / bey wahren-
den gedachten Creys-Conventen aber von Tag zu Tag
alterniren / auch auf dem Reichs-Tag so wohl / als im
Fall / da das zweyte Votum in Circulo obgedachte
massen nicht zu erhalten wäre / gedachte Alternation in
Führung des hergebrachten Tecklenburgischen Voti zu ob-
serviren seyn wird.

Lebensfalls die Bestellung der gemeinschafftlichen
Bedanten / wie auch Galtliche und Schul-Debitanten der-
gestalt beschehen / daß ins künftige beide regierende Her-
ren in der Graffschafft Tecklenburg und Rheda dieselbe
alternando anordnen und vergeben / jedoch ein Herr so
wohl als der ander communicato consilio mit seinem
Mit-Herrn einher gehen / und dahin / daß keine incap-
able oder dem Mit-Herrn erheblich und endlich widrige
Personen angordnet werden seyen wird.

Rechts / was die auf obgedachten Graff- und Herr-
schaften Tecklenburg und Rheda / und deren Domainen
noch stehende Schulden und lasten betrifft / solche trägt
der Herr Graf von Solms / als weil sie tempore mor-
tis des Grafen Contrahs von Tecklenburg vorhanden
gewesen / zu drey Theilen / zu den übrigen aber / wel-
che hernach gemacht seynd / ist er nicht verbunden / da
hingegen auch gedachter Herr Graf von Solms sein
Recht und Antheil an denen Præsentationen / welche ge-
dachter Graf Contrah gehöret / behält / die übrige aber
hernach dem Hauff Bentheim-Tecklenburg anzuwachsende
und zu dieser Erbshafft nicht gehörige Præsentationen dem
Grafen von Bentheim-Tecklenburg alleine vorbehalten /
Weilen aber die Herren Grafen von Bentheim sich be-
klaget / daß / wann die ganze nach Graf Contrah Zeit
aufgeschwollene Schulden-last ihnen alleine aufgebürdet
werden sollte / solche deren Antheil / welchen sie noch be-
halten / gar absorbiren und ihnen also die Subsistenz be-
nommen werden dürfte / So hat zwar der Herr Graf
von Solms sich zu Bezeugung seiner Affection erläß-
ret / daß er zu Stand-mäßiger Subsistenz der Frauen
Gemahlin vom Herrn Grafen Johann Adolph von
Bentheim-Tecklenburg ad vitam. Dero Gräflichen Nach-
kommen / so lange sie unverheirathet / des jungen Herrn
Grafen Johann Augusten jährliches aus den Rheda'schen
Gütern zuwenden / daneben den Punkt der Schul-
den dergestalt zu überlegen und einrichten / damit der
alte Herr Graf Johann Adolph zu seiner Stand-mäßi-
gen Subsistence ein sicheres frey hätt / auch zu allge-
mäßiger Tilgung der Schulden / durch Hüffe der lands-
Stände auch sonst dienliche Mittel ausfinden zu helf-
sen / und hierunter dergestalt / ob wäre es seine eigene
Sach / bevrätbig zu seyn. Dieweil aber dieses nicht / als
nach vorher untersuchten Statu der Schulden / geschehen
kan / als ist disfalls verglichen und ausbedungen / daß
der Status Creditorum sofort mit Zuguthung bedertheits
Debitanten unterrichtet und eingerichtet / demnach auf be-
vorstehender Zusammenkunft dieser Punkt reiflich über-
legt / beständig regulirt und veranschrieben werden solle.

Neuntens bleiben dem Herrn Grafen zu Solms die
Gefälle à dato der Anno 1698. gescheneher Immission
von den drey Abtheilungen der Graffschafft Tecklenburg
und Rheda / als weit sie von Dero Debitanten noch nicht
erhoben sind / bevor / und wird man in puncto dessen /
so der Herr Graf von Bentheim-Tecklenburg wegen der
Executions-Kosten abzutragen hat / sich bey bevorstehen-
der Versammlung vereinbaren / dergestalt / daß der ge-
dachte

ANNO
1699.

ANNO
1699.

daßte Herr Graf die vergleichende Summ baar erlegen/ oder aber davor eines der privat acquirirten Gräflichen Bentheim-Zeelenburgischen Güter zu verschreiben / und pro rata bisz zur Zahlung einzuräumen schuldig seyn sollte. Jedemens ist verabsehnet / daß der Herr Graf von Solms bey Seiner Fürstlichen Durchleucht dem Herrn Landgraffen von Hessen-Cassel / falls dieselbe wegen Abgang eines Theils der Graffschaft Zeelenburg die Kempter Ucht und Freudenberg in Anspruch nehmen wolte / alle Officia. um solches zu verschüten / anwenden / und in diesem Stück dem Hause Bentheim so / ob wäre es ihre eigene Sach / assistiren wolle und solle.

Falls aber über alle Zuversicht Seine Hochfürstliche Durchleucht von Hessen-Cassel hierunter durch vorstellende Rechts- und Billigkeits-Gründe und offeren nicht zu vermögen wären / sondern den Herrn Grafen von Bentheim-Zeelenburg über kurz oder lang gedachte Kempter Ucht und Freudenberg deswegen wirklich entzogen wer-

(L.S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Zeelenburg.

den solten / so ist abgeredt / daß man sich alsdamm hierunter näher vergleichen / oder ein Theil an diese I ransaction verbunden seyn / sondern ein jeder in seinem Rechte stehen soll.

Und da endlich einige obgedachte Puncten auf die bes vorstehende Conferenz zu völliger Entrichtung verschoben seynd / so ist abgeredt / daß selbige Conferenz unausgesetzt fortgesetzt / und des Ends beyderseits Herrschaften / nebst denen Mediarioribus und ihren Käthen / je eher je lieber in künftiger Wochen nach Braunfels / oder wo man es des Driß gut finden wird / erheben / daselbst zusammen treten / und alles zur Perfection bringen wollen; Inzwischen aber dieser Vergleich aus bewegenden Ursachen noch nicht kund gemacht / sondern es bisz dahin in diesem Stand gelassen werden sollte. Zu Irtund dessen haben diesen Vergleich beyderseits Herren eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Gräflichen Inseegeln besätet / so geschehen kengerich den 27. (17.) Juli 1699.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Zeelenburg.

Neben-Vergleich.

Zu wissen sey hiermit / nachdeme heute dato zwischen den Herrn Grafen von Bentheim-Zeelenburg an einer / und dem Herrn Grafen von Solms-Zeelenburg an anderer Seiten ein beständiger Vergleich in ihrer so lange gedährter schwerer Streitigkeit durch Gottes Segen getroffen / dabey demnach zur Conservation der gesüßtesten Harmonie und allerseits mehrern Aufnahmen und Commodität geteufelt worden / in nachspecificirten Punctis ein und anders absonderlich näher zu be- rahmen und zu schliessen / inmassen dasselbe / ob wäre es dem Haupt-Contracte einverleibt / gehalten / eben solche Kraft / wie jener haben / ja gar denselben in denen hierin näher erläuterten und veränderten Punctis derogiren sollte.

1. Weilen die Erfahrung lehret / daß die Gemeinschaft in Wohnungen und Häuser leicht Gelegen- heit zu allerhand Unlust geben / die Schloßer und Häu- ser auch daburch zu verfallen / und deren Reparation ver- absäumt zu werden pflegt / insonderheit aber das Schloß Zeelenburg einer Haupt-Reparation bedöthiget ist; So ist darüber unterredet / und näher verglichen / daß der Herr Graf zu Solms das ganze Schloß Zeelenburg / nebst der Besung Groß-Gesäß / Hoffgarten / und was sonst dazzu gehört / vor sich alleine und private behalten wolle / inmassen den hiermit einer dem anderen sein disfalls habendes Recht überzieht / und ihn in wirk- lichen Besiz desselben gesetzt haben will; Jedoch derges- stalt / daß der Herr Graf Johann Adolph von Bent- heim-Zeelenburg / als lange er lebet / auf dem Schloß Zeelenburg nach seinem Belieben die Wohnung jederzeit behalten / und inwischen dem Herrn Grafen von Solms frey stehen sollte / die nöthige Reparation und was er son- sten zu Conservation und Verbesserung des Schlosses gut findet / verrichten zu lassen / auch des Ends auff dem gedachten Schloß / da er es nöthig achtet / zu logiren; Wie dan auch dem Herrn Grafen Johann Augusto und dessen Erben / wann sie in der Graffschaft seynd / und es gut finden / zusiehet / suo Jure auf das Haus Zeelenburg zu kommen / und sich alda aufzuhalten / jedoch daß er daselbst seine veste und beständige Residenz nicht habe / und dieses dem Herrn Grafen zu Solms und des- sen Erben / ratione des Hauses Rheba vice versa zusiehe / von den auf dem Hause Zeelenburg verhandenen Ge-

(L.S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Zeelenburg.

säßs aber sechs kleinere metalline Stücke dem Herrn Gra- fen von Bentheim verbleiben.

2. Gleich auch zweytens in dem Haupt-Contract der Herr Graf von Solms auf seine Inanspruch ratione perceptorum nicht anders als in favorem der Herrn Gra- fen von Bentheim-Zeelenburg / Herrn Grafen Johann Adolphs und Johannis Augusti reuanciiret / sonsten aber Ihme disfalls seine Inanspruch an den übrigen Bent- heimischen Häusern bevor bleibt / inmassen er dieselbe sich jederzeit reservirt haben will / zu dem Ende die Herren Grafen von Bentheim-Zeelenburg an obgedachten übrige Häusern / ratione regressus & respectiv Portionis Hereditariae einen in Recht gegründeten Spruch haben; Als ist beschloffen und verglichen / daß der Graf von Solms diese beyde Sachen auf die best dienfame Weise in seinen oder der Herren Grafen von Bentheim Näs- men auf seine Kosten ein- und ausführen / dasjenige aber / so daburch künftigt gewonnen werden möchte / unter bey- den ico verglichenen Partheyen / oder ihren Erben aqua- liter vertheilt und dividirt werden soll.

3. Da auch drittens der eine Viertel der Herrschaft Rheba S. 2. des Haupt-Vergleichs unter Seiner Fürst- lichen Gnaden zu Münster Consens. dem Herrn Grafen von Solms zugesagt / so wird man an Gräflicher Bent- heimischer Seite zwar bona fide hierunter gehen / und nebst dem Herrn Grafen von Solms zu Erhaltung ge- melten Consensus alle Officia anwenden / biweilen aber solchen wirklich zu practiren / nicht in des Herrn Gra- fen von Bentheim Macht stehet / als ist abgeredt / daß derselbe hierunter nicht gefährdet / noch weiter als ad om- nia Officia verbunden / das übrige dem Herrn Grafen von Solms / welcher in so weit und wegen Rheba sein völlig Recht sich reservirt / anheim gelassen werden soll.

4. Ist vereinbahret / daß Falls über kurz oder lang ein oder ander Theil gut finden sollte / ihre Erb-Portio- nes an mehrgedachte Graff- und Herrschaften zu verkauf- sen / der andere gegen Verlegung des billigen Pretii der Nässte dazu seyn / auch kein Theil dem anderen durch Einlassung der Creditoren aus seinen Quoten zu seyn suchen / sondern eine gute hochvertrauliche Harmonie mög- lich conservirt werden sollte. Irtundlichen allerseits Herren Unterschrift und vorgebrachten Gräflichen Insege- len. So geschehen kengerich den 27. (17.) Juli 1699.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Zeelenburg.

Final-Transaction.

Demnach wissen denen hochgebohrnen Grafen und Herren / Herrn Johann Adolphs / Grafen zu Bentheim / Zeelenburg / Steinfurth und Limburg / Herrn Tom. VII. PART. II.

zu Singen / Rheba / Hoya / Alpen und Bewellinghoven an einem / und Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms / Braunfels / und Zeelenburg / auch zu Erzingen / Herrn Nan a zu

ANNO
1699.

zu Wühnenberg / Neda / Sengen / Wildenfels / Sonnen-
wald / Pödingen / Derschepler Beaucourt &c. an an-
deren Theil / über die Erbschaft und Succession an der
Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft Neda / und Per-
tinenzien / nach der im verwichenen 1698. Jahr / durch
ein Nieder-Rheinisch-Bystehändisches hohes Creyß-Direc-
torium vollstreckte Execution und Einräumung der Erb-
Portionen / ein Terminus zur Liquidation der gleichfalls
adjudicirte fructuum perceptorum auf den 10. (20.)
Masi jüngsthin nach Synabrück benahmet / daselbsthin
durch hochermeltem Directorii Herren Subdelegatos denen
Hochgräflichen Parteyen die Güte vorgeschlagen / dar-
innen continuirter / auch ein und andere Offertes ge-
schien / endlich zu kengerich durch einen Haupt- und Neben-
Vergleich abgehandelt und geschlossen / und darbüch Seine
Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Teck-
lenburg / zu denen durch vorerwähnte Immittion allson-
erhaltene drey Achntheile in der Grafschaft Tecklenburg
und Herrschaft Neda noch drey Achntheile in der Grafs-
schaft / also zusammen drey Quart. alles mit der landes-
höchsten / und allen An- und Zuhörbezeugen / Raths
und Gerichtsleuten zugestelt und abgetreten worden / wie die
darüber ausgefertigte Haupt- und Neben-Vergleiche sub
daro kengerich den 17. (27.) Julii 1699. mit mehreren
Bisagen / darinnen aber abgetrebet / daß / weilen der Sta-
tus Dobroorum damahls nicht bey handen gewesen / man
dahier nach besten Untersuchung weiter zusammen kom-
men / und diesen Punct / auch was sonst noch übrig
seyn möchte / völlig abhuhn und adjustiren wolte; Als ist
nach reifler Überlegung und Vermittelung aller anwesenden
obbenannter Herren Creyß-Directorial-Subdelegatorum
ferner hienit verglichen und fest gestellt:

Erstlich thun obgenelte Herren Transigenten die nechst
angesehene zu kengerich aufgerichtete Haupt- und Neben-
Vergleiche vom 17. (27.) Julii krafft dieses nachmaligen
confirmiren und hienit fest stellen / dergestalt / daß solche
zu allen ihren Puncten und Clausulen (außer deme /
was in diesem Final-Vergleich geändert / ab- und zuge-
setzt / und hernach folgen wird) / fest und kräftig seyn
und gehalten werden sollen / als wären selbige anhero
wörtlich wiederholt / gestellen nunmehr hienit und in
Krafft dieses Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg / die in denen kengerichischen Verglei-
chen accordirte Portiones an die Graf- und Herrschaft
Tecklenburg und Neda abgetreten / und in würtlichen
Recht und Genuß übergeben und eingeräumt werden.

Dannmehr insonderem bey dem §. 8. Seiner Hochgräf-
lichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Tecklenburg sich zu
drey Achntheilen der alten und Groß-Elterlichen Schul-
den / und dabeneben zu einer Temporal-Alimentation
der Güter / und einiger Gräflichen Kinder ansehnlich und
verbindlich gemacht / solches dahin geändert / daß nächst
hochgedachte Seine Hochgräfliche Gnaden gegen die im
nachfolgenden §. 3. übernommene Præstacion nicht al-
lein von allen so wohl alten und voin Grafen Ottone
seniore herrührenden-als auch anderen hernach contra-
henten neuen Schulden / die haben Mähnen / wie sie
wollen / ganz frey und ledig seyn / und damit anders
nicht zu thun haben / noch deswegen belästigt oder be-
schweret werden sollen / als alleine Seiner Hochgräflichen
Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg / und denen übrigen
mit Rath und communibus Viribus & Juribus. welche
sich ein jeder Theil contra quoscunque Creditores zum
seyerlichsten vorbehält / zu assistiren und zu helfen / damit
durch ersinnliche Wege ein guter und vertraulicher Ver-
gleich mit denen Creditöribus getroffen werden möge /
sondern auch die specificirte Alimentations-Gelder nun-
mehr aus Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-
Tecklenburg verbliebenen Theilen an Tecklenburg und
Neda hergenommen werden / und Solms-Braunfels-
Tecklenburg davon entleibigt seyn sollen.

Dahingegen haben dertens Seine Hochgräfliche Gna-
den zu Solms-Braunfels-Tecklenburg / zu Tilg- und
allmählichen Abloffung der accordirten und sonst auf
den Domainen haftenden lühnden Schulden eingewill-
iget / aus dero Antheil der Herrschaft Neda jährlich ein
tausend fünf hundert Reichthaler / und aus der Graf-
schaft Tecklenburg so viel / zusammen drey tausend Reich-
thaler. herzuschießen / und damit wiederum fünf Jahr zu con-
tinuiren / so und dergestalten / daß selbige unter dero Di-
rection und Anordnung denen Creditoren ausgezahlet /
und dabüch die Schulden nach und nach abgetilget wer-

(L. S.) Johann Adolph / Graf zu Bentheim-Teck-
lenburg.

den. und gleichwie Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg von allen Schulden frey seyn und
bleiben / also haben dieselbe mit denselben nach Verhes-
fung der benötigten zwanzig Jahren / welche den
1. Augusti dieses laufenden 1699. Jahres den Anfang
nehmen / wann schon zu selbiger Zeit gegen geschöpfte Zu-
versicht noch einige Schulden-Posten übrig seyn möchten /
nichts zu thun / sondern seyn der jährlich amelo bewilligten
drey tausend Reichthaler. wiederum los und ledig / und haben
dero Raths und Inrathen in der Grafschaft Teck-
lenburg und Herrschaft Neda völlig und frey zu genießen.

So gar / daß auch dertens / wann obgedachter faßten
vor Ablauf gedachter fünf und zwanzig Jahren sich be-
finden solte / daß die Schulden abgetilget / alsdann wann
schon die fünf und zwanzig Jahre noch nicht zum End-
der jährliche Beitrag der drey tausend Reichthaler celli-
ren solte.

Damit aber künftens die große Schulden-last / welche
Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg
ohne das alleine obliegen / desto eherder getilget werden
könne / so haben dieselbe gleichfalls bewilliget und sich ver-
bunden / daß aus dero Antheil landen und Inrathen jährlich
zwey tausend Reichthaler. mit Raths und Rortheil zu Til-
gung der Schulden angewendet / und zahlet werden sollen.
Ingleichen ist Schicksen verglichen / und wollen Seine
zu Bentheim-Tecklenburg Hochgräfliche Gnaden auch dero
Antheil landes und Einkünften nachfolgende Deputata
und Alimentation reichen lassen / nemlich der Fürstlichen
Frau Gemahlin / ein tausend Reichthaler. / vor dero Sohn /
Herrn Grafen August fünf hundert Reichthaler. und vor die
Gräfliche Tochter / jeder zwey hundert und fünfzig Reichthaler.
gestalten auch die lebende Gräfliche Bentheim-Teck-
lenburgische Tochter aus denen gesamten Tecklenburgischen
und Neda'schen landen also dert und ausgemietet wer-
den sollen / als ob dieselbe ohnirtheil / bey einem Herrn
blieben wären.

Nachdem auch Siebendens verglichen worden / daß /
wann eher turk oder lang einer der transigirenden Theilen
seine Erbtheile oder Erb-Portiones zum Theil oder ganz
zu verkaufen resolviren wolte / daß der ander Theil den
Nächstkau / gegen Erlegung des billigen Kauf-Schillings
haben solte / Gestalten die durch den zu kengerich getrof-
fene und hierbüch nachmaligen / wie obenwelts / confirmirte
Vergleiche Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg keines weges einsehen / verhanden
wären / unterworfen / sondern hienit und Krafft dieses
ausdrücklich davon ausgeschloffen seyn und bleiben sollen;
Woben den schließlichen von beyden Hochgräflichen Her-
ren Pacficenten ausdrücklich verabredet und geschlossen
worden / daß keiner dem anderen in seinem ihme durch
Vergleich zunehmenden landes-Portionen / deren Raths
und Gefallen im geringsten vorzuziehen oder präcipiren /
sondern die Empfang- und Redmungs-Rediente jedem
Herrn Grafen das Einzige sub Pena Executionis in
propris zu lieffern und auszuzahlen schuldig und gehal-
ten seyn sollen / ummessen dan die gesamte Herrschaftliche
Gefälle in der Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft
Neda / wie auch die darauf haßtende Schulden-last durch
beyderseits zusammen deponirende Raths und Rediente
sorderstambs aufs genaueste untersucht / und daraus ein
richtiger Status credituum & onerum formirt werden
solle / womit also diese ganze Sache aus dem Grund ver-
glichen / und haben beyde Herren Transigenten bey Gräf-
lichen Ehren und wahren Worten einander gelobet / zuge-
sagt und versprochen / alles / was in denen so wohl zu
kengerich errichteten / als diesem heutigen Vergleich / wel-
che alle in vollkommenen Valor seyn und bleiben / ver-
sagt / treulich und ohnverbrüchlich zu halten und zu be-
obachten / mit Renunciation auf alle Beneficia und Ex-
ceptiones der Rechten / so diesen Vergleich unüber-
seyn / und erdacht werden möchten. Alles treulich
und ohne Gefährde. Dessen zu Urkund haben beyde Herren
Contrahenten diese Transaction verbindlich unterschrie-
ben / und Ihre Hochgräfliche Secrer Insigel darunter
drucken lassen. So geschehen Braunfels den 14. Sept.
1699.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graf zu Solms und Teck-
lenburg.

E

ANNO
1699.ANNO
1699.

Wir Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg-Steinfurt und Limburg / Herz zu Rheda / Hoya / Alpen / Bellinghoven und Wir Wilhelm Moritz / Graff zu Solms-Braunfels / Greiffenstein und Hungen / auch zu Tecklenburg und Erdingen / Herz zu Mühlentberg / Rheda / Müllingen / Dorfsweiler und Beaucourt &c. Urkunden hiermit und bekennen vor uns / unsere Erben und Nachkömmlinge / demnach Wir in diesen noch laufenden Jahr über den Punctum der adjudicirten Fructuum perceptorum von denen Solms-Braunfels'schen Erb-Portionen an der Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / durch Vermittelung und unter der Autorität einer löblichen Nieder-Rheinisch-Weßphälischen Creyß-Sublegation uns genählich auf ewig verglichen / auch zu dessen mehrer Festhaltung die Anfangs zu Tengerich den 27. (17.) Jul. errichtete Haupt- und Neben-Vergleich / und hernach allhier zu Braunfels unterm 24. (14.) Septemb. abgeschlossene Final-Transaction bey dem Kayserlichen und des Reichs Cammer-Gericht confirmiren lassen / und weiter nichts übrig / als daß Wir auf festliches Fundament unsere gemeinschaftliche Regierung der Tecklenburgischen und Rhedischen landen / zu wovon in denen auserzogenen Vergleichenen beider Theilen besitzten und alles den Reccellen gemäß einzuweisen / auch sofort einander aufrichtig und treulich meinen / vor einen Mann gegen den oder diejenige / welche obangeregte unsere sub Autoritate Caesaris errichtete und darauf confirmirte Transaction und Vergleiche angestrichen sich anmaßten wollen / einmüthig stehen.

Daß Wir heute dato dieses alles nochmalts fleißig

miteinander ermogen / und darauf einer dem andern treulich zugesagt und versprochen / alles verglichen ohne fernern Bezug respective zu vollziehen und zu halten / auch da es sich jetzt hervor thut / welcherseits durch Vordringsmuth das Fürstliche Haus Hesse-Cassel aufge-regt wird / wegen der Neubereitete und Freudenberg Anspruch zu machen / vernünftlich dadurch unsere Vergleich und Transaction einiger massen zu schwächen / uns dadurch im geringsten nicht irre machen zu lassen / sondern solchen Anspruch auf thumliche Wege zu begeben / und daneben alles zu thun und vorzunehmen / was zu beständiger Festhaltung mehrerertheil unserer Transaction und Vergleichen gut seyn und gereichen mag / als wannen Wir dan hierdurch und in Kraft dieses nochmals erklären / daß die oberröhmische Vergleich und Transaction auf alle Fälle zu ewigen Tagen fest und unverrückt verbleiben / und auf keinerlei Weise es mag seyn / oder nehmen haben / wie oder was es wolle / auch so gar nicht durch die obgenannte Hesse'sche Ansprache oder auch die Vindication selbst / infringirt oder geschwächt / noch annullirt werden sollen.

Schließlich wollen Wir allen davor gemelten Wir-digen auf alle Weise communibus conditiis dergestalt entgegen stehen / damit Wir beiderseits und unsere Erben und Successores bey diesen allen ruhiglich seyn und verbleiben mögen / alles getreulich und ohne Beschwerde. Dieses zu wahrer Urkund und fester Festhaltung haben Wir diesen unseren wohlbedachtigen aufgerichteten Erläuterungs-Reccellum eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Gräflichen Secret-Insigel bekräftiget. So geschahen Braunfels den 1. Decembr. 1699.

(L.S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Man nun gedachte Grafen deren Confirmation auch bey diesem Unserem höchsten Gericht zu suchen aufzulesen / zu dem Ende dan der Eysam / Unser und des Reichs lieber Getreuer / Johann Friedrich Hoffmann / der Rechten Doctor / berührten unsers Kayserlichen Cammer-Gerichts Advocat in Procurator / als beyder transigirender Grafen vermög vorbedachten Original-Special-Gewalts constituirter Anwalt / um solche Confirmation und -Ausfertigung Documenti / bey diesem Unserem Kayserlichen Cammer-Gericht unterthänigst Ansuchen gethan / auch erlangt / daß heut zu Ende bemelten dato nachfolgendes Decretum ertheilt worden:

Seind obgenelte Transactiones den 7. Novembr. jüngsthin und respective heut zu unten bemelten dato, jedoch salvo Jure Tertii, hiermit confirmirt und bestätigt / auch darüber nothdürfftige Urkund er-kannt in Consilio den 4. Decembr. 1699.

Ad Mandatum Domini Electi Imperatoris pro-prium.

Johann Adam Reichart / Kayserliche Cammer-Gerichts-Causen-Denkwärter.

Jacobus Michael Lt. Judicii
Imperialis Camere Proto-notarius.

CCXV.

18. Août. Vergleich zwischen denen Commissarien Ihro Römische Kayserliche Majestät LEOPOLDI, und des Türkischen Groß SULTANS MUSTAPHA II. von wegen der Gränz-Scheidung be-sage dem Carlowitzischen Friedens-Schluss. Beschehen im Lager umweit Brod den 18. Augusti 1699. [LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung I. pag. 184.]

C'est-à-dire,

Convention entre les Commissaires de LEOPOLD
Empereur des Romains & de MUSTAPHA II.

Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites
conformement à la Paix de Carlowitz. Au Camp
de Brod le 18. d'Août 1699.

3u wissen allen und iden: Demnach dem ewigen und allmächtigen Gott / als dem höchsten Stifter des Friedens / gefallen hat / daß nach einem so langwierigen und blutigen Kriege / der Friede zwischen denen Großmächtigsten Fürsten und Herren / Herrn Leopoldo I. erwählten Römischen Kayser / zu allen Zeiten Mehreren des Reichs / und dem Sultan Musapha / der Türken Han / wiederum aufgerichtet worden; und auch bekannt ist / daß allhöchster Kayserlicher Kayser / da die Friedens-Conditiones auf dem Congress zu Carlowitz fest gesetzet worden / in Beziehung der mit dem Sultan aufrichtig-gemachten Freundschaft / alles / was er in dem Königreich Bosnien / durch seine heilige Waffen im jüngsten Kriege erobert / wiederum zu reitlichen Vor-sprechen; und nun durch die Gnade Gottes die Gränze beyder Kayserthümer / dießseits der Donau / ausgenommen die Gegend Novi / nach der Richtung des Friedens-Instrumentes / sind aufgerichtet worden / wie folches in

ANNO
1699.

seinem absonderlichen Instrumento noch klärer zu sehen; So ist der Thurn Gosock / die Festung Dubiza und Dobop / samt der Palanka Jeszenowiz / von der Kayserlichen Besatzung evacuirt / und der Türckischen Porte eingeräumt / auch endlich die Citadelle / so gegen Brod über / an dem Bosnischen Ufer des Sau-Flusses gelegen / samt wegen auf der nächsten Insul gewissen Dämmen / nieder gerissen und der Erde gleich gemacht worden.

Wird also hiermit allen und jeden Unterthanen der beyden Kayserthümer / im Nahmen des Alldurchlauchtigsten Römischen Kayfers kund gemacht / und zu dessen ewigen Gedächtnis / mit dreyenmaliger Lohrrennung des Geschüßes / Rührung der Trommeln / fliegenden Fahnen / und im Gehehr stehender Militz / in Gegenwart beyder Kayserlichen Commissarien / publicirt und vor männiglich ausgerufen; dasz vorbesagte Besatzungen / die Palanka und der Thurn / nicht allein von dem Commissario des Erzhochfürstlichen Römischen Kayfers / Ludovico Ferdinando / Grafen von Marsigli / an den Türckischen Commissarium / Ibrahim Effendi / sondern auch alle und jede da herum liegende Landstücken / welche in Bosnia / nach Inhalt des Friedens-Instrumentes / dem Türckischen Kayserthum einzuräumen und bemessen ganz frey zu lassen sind / wiederum abgetreten / übergeben und dero freyen Macht und Gewalt überlassen werden; Ausgenommen die Gegend des altes Novi / welches so lang in Kayserlicher Gewalt blieben soll / bisz die diese Gegend concernierende und bekante Controversien von denen Kayserlichen Ministri und den Türckischen Gesandten gänglich werden gehoben und verglichen seyn; Die Gegend aber des Sau-Flusses / von dem diesseitigen Ufer des Unna-Flusses an / bisz an den Dre / wo sich die Sau in den Fluß Bozur ergießt / sollen mit allen darzwischen liegenden Insulen denen beyden Kayserthümern gemein verbleiben.

Dieses wird also männiglich zu einem ewigen Zeugnis publicirt und kund gemacht / also / dasz sich nitmand mit der Unwissenheit zu entschuldigen habe / weilen Ihre Kayserliche Majestät dero Treu und der ganzen Heile bekanten / beschändigen / unbesecten und aufrichtigen Glauben in diesem so grossen Friedens-Gewächse heilig und unverbrüchlich halten wollen. Geschehen in dem Lager unweit Brod / den 18. Augusti 1799.

CCXVI.

10. Nov. Abschied zwischen Bernhard Herzog zu Sachsen-Meinungen eines / dan auch denen Herzogen Ernst zu Sachsen-Hildburghausen / und Johan Ernst zu Sachsen-Saalfeldt / anderen Theils wegen der Possels-Ergreifung an denen von Weyl. Herzog Albrecht zu Sachsen-Coburg hinterlassenen Landen beschehen. Worinn der erste diese zu Compofessionen der besagten Landen erkennet / diese aber hingegen sich erklären / nach Erforderung der Affairen wieder dahin zu kehren / und die Tractaten über der Theilung salvo Jure quovis anzutreten. Geschehen zu Coburg den 10ten Nov. 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abfag pag. 712.]

C'est-à-dire.

Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meinungen, ERNEST Duc de Saxe-Hild-Burgbausen, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld sur la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le premier y reconnoit les deux autres pour legitimes & indubitables Compofesseurs; & ils s'y reservent le Droit, d'en revenir à une ulterieure Convention selon l'exigence de leurs affaires, &

normément à un Partage de ladite Succession. Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699.

ANNO
1699.

Zu wissen / Nachdem uff erfolgten todtlichen Hintert des Weyland Durchleucht. Fürsten und Herrn / Herrn Albrechts / Herzogs zu Sachsen / zwischen denen Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Bernharden / eines / und Herrn Ernsten / wie auch Herrn Johann Ernsten / allerseits Gebrüder / Herzogen zu Sachsen u. wegen der Possels-Ergreifung vor- & hochge- melter Seiner Hochfürstlichen Durchleucht hinterlassener Lande und Erbthschaft / sich einige Zerung darüber und Weislauffigkeiten ereignen wollen; Als ist zu Vorkommung derselben / und hingegen zu Verpfehlung Freund- brüderlichen beständigen Vernehmens und Einigkeit / unter Ihren Hoch-Fürstlichen Durchleucht Durchleucht durch dero zusammen geordnete Räte ge- nommen worden; Es erklären sich nemlich hochstermste Herrn Herzog Bernharts Hoch-Fürstliche Durchleucht hiermit und in Krafft dieses / dasz gleichwie sie auch hochbeseigten dero freundlich geliebten Herrn Gebrüder Hoch-Fürstliche Durchleucht an denen Ihre bey diesem Successions-Fall zukommenden Rechten etwas zu er- ziehen niemals gemeinet gewesen; Also auch dieselben samt und sonders pro veris & indubitatis Compofessoribus solcher Verlassenschaft / jedoch nach ihren rath / und dar- an habenden Besugnissen / agnoscieren / und Ihnen der Effectus Possessionis dergestalt zugesandt seyn solle / als ob Sie dieselbe selbst in Person oder durch die Ihrige vollständig und liberal ergriffen hätten / welche freundschaft- liche Erklärung mehr höchsgeacht Herr Herzog Ernsts und Herrn Herzog Johann Ernsts Hoch-Fürstliche Durch- leucht Durchleucht hiermit annehmen und dargen sich hinwiderum Freund-brüderlich dahin erkläret / dasz nach dero Convenienz und zugestandener Freyheit / nach Erforderung der Affairen / wieder anhero zu kehren / und hieselbst in der Residenz in denen vorbestaltenden Gemä- chern ohne Beschwerde der Communication und des tertii Nachtheil sich aufzuhalten und zu seyn / oder die Ihrige auf solche Weise hier zulassen / oder anhero zu schicken / und sich aufhalten zu lassen / sie sich von ihnen weg be- geben / immittelst aber die von Herrn Herzog Bernharts Hoch-Fürstliche Durchleucht Ihnen offerirte gültliche Trac- taten über der Theilung dieses Anfalls im Nahmen Gottes durch die Ihrige salvo Jure quovis antreten / und bisz zur Ratification vorsetzen / im Fall aber durch sol- che / worzu doch von beyden Herren Theilen sich zu aller Billigkeit erbohen wird / wider Verhoffen der Zweck ei- nes gültlichen Vergleiches nicht erreicht / noch diese Sache gehoben werden könnte / alsdann ohne suchende / ohnmögliche Weislauffigkeit wegen Erweisung der auff solchen Fall vorgeschlagenen Austrage des Fürstlichen Hauses sich weiter erklären wollen. Zu sietter Verpflegung des allen haben beyderseits Fürstliche Hohe Interessenten bey Fürstlichen wahren Worten und treuen Versicherung gethan / und dieses eigenhändig unterschrieben auch dero Fürstliche Insiegel bebrunden lassen / So geschehen Co- burg den 10. Novembr. 1699.

Bernhardt H. J. S. Ernst H. J. S. Johann Ernst H. J. S.
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

CCXVII.

Traité entre LOUIS XIV. Roi T. C. de France, 3. Dec. & CHARLES II. Roi Cath. des Espagnes, pour le reglement des Limites, & l'Echange de quel- ques Lieux, en execution du Traité de Ryfwick. A l'Isle le 3. Decembre 1699. [Tré des Ar- chives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi Charles II.]

COMME par les Articles dix, & vingt trois du Traité de Paix conclu à Ryfwick en Hollan- de le 20. Septembre 1697. entre les Amba- sadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Ma- jesté Très-Chrétienne, & ceux de Sa Majesté Catho- lique, il a été convenu qu'il seroit nommé des Com- miss-

ANNO
1699.

missaires de part & d'autre, tant pour régler auquel des deux Seigneurs Rois, les Villes, Bourgs, Lieux ou Villages, ou aucuns d'eux compris dans la Liste d'exception jointe audit Traité devront demeurer & appartenir, que pour faire échange des Lieux qui peuvent être enclavés dans le Pais de la Domination de l'une & de l'autre Couronne, & pour fixer la portion que chacun d'eux Seigneurs Rois devra payer de Rentes affectées sur la Généralité des Provinces dont une partie est possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, les Commissaires nommez respectivement de leur part; savoir, de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, Messire Dreux Louis Dugué, Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller en son Conseil d'Etat, Intendant en Flandres; & Messire Daniel François Voisin, Chevalier, Seigneur du Mesnil, aussi Conseiller en son Conseil d'Etat: Et de la part de Sa Majesté Catholique, Messire Louis Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Conseiller d'Etat de Sadite Majesté Catholique; & Messire Hyacinthe Marie de Brouchoven, Seigneur de Spy, Conseiller d'Etat de Sadite Majesté, & Président en son grand Conseil, se font assemler en la Ville de Lille, & après plusieurs Conférences tenues en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles & Conditions qui suivent.

I. Sa Majesté Catholique se desiste de la prétention qui avoit été formée de la part lors du Traité de Ryswick; pour être remise en la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savoir, partie de la Bourgade d'Antoing, Veson, Brumefnil, Vernes Paroisse de Wieres, Bourgeois Paroisse de Fontenoil, Thivecelles (à l'exception de 600. Bonniers ou environ de Prairies compris dans l'inondation de Condé qui sont dépendans des Villages d'Archies, Preaux, Ville & Pommereuil, Bernisart, Neuville & Henfies); la Ville de Loo, Rouffelaer, Merville, Templemans, Vandeville, Billau, le Château de la Motte-aux-Bois avec ses tenances, le Bois de Nieppe, le Bois d'Ourluft, Agimont, Givets, St. Hilaire, Givets Notre-Dame, Landrichamp, Aviette, Charneux, Flohimont, Formelaine, Felixpret Abbaye, Gauchene, Her, Herlet, Rancenne, Vireux le Walrand, Hargnies, Hebbes, Ermeton sur Meuse, Matignol, Romée, y compris le Territoire de la Manille, Cerfontaine, Rocq sur Sambre, Estrun, le Feron, la Rouille, Beaufort, Aumont Abbaie, Bouffiere près d'Aumont, lesquels Lieux avoient été mentionnez dans la Liste des Réunions, & Sa Majesté Catholique abandonne tous Droits, & Prétentions qu'elle y pouvoit avoir sans en rien retenir ni réserver.

II. Sa Majesté Très-Chrétienne abandonne à Sa Majesté Catholique la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savoir, la Ville de Chievers, Mande, Pipaix, Guislinies dans Pipaix, Roucourt, Ogimont, Seigneurieul, petit Quefnoil à Pottes, Grandmets; Fremont Paroisse de Thieslain, le Breucq à Forêt, Walmes, Lignettes, les Prairies dépendantes des Villages d'Henfies, Ville & Pommereuil, Neuville, Archies, Bernisart, & Preaux qui sont des Prévôté de Mûns & Châtellenie d'Ath (lesquelles Prairies se trouvent dans l'inondation de Condé & consistent en 600. & quelques Bonniers); Renaix, le Bourg de Wattervliet, Vonefche, Felaines, Dion le Mont, Dion le Val, Winenne, Finevaux, Feischeaux, Ferauche, Javigne, Ermeton, Surbierre, Sevy, Mahoux, Lili-court, Maisoncele, Maisnil St. Blaise, Villerfies, Rienens, Bourfoigne la vieille, Bourfoigne la neuve, Vaulfor Abbaye, & les deux Hastiers, Berfée, Tirimont, Bersillies l'Abbaye, & le Val sous Beaumont, & Sa Majesté Très-Chrétienne se desiste de tous Droits, Actions ou Prétentions qu'elle y pouvoit avoir, sans en rien retenir ni réserver.

III. Le Ruiffeau d'Ermeton qui tombe dans la Meuse au Village d'Ermeton sur Meuse demeurera commun & sera en cet endroit la separation des Terres de France & d'Espagne, en sorte que s'il se trouve quelques dépendances d'Ermeton, au-delà du Ruiffeau du côté de Vaulfor, elles appartiendront à Sa Majesté Catholique, & tout ce qui se trouvera des dépendances dudit Village d'Ermeton de l'autre côté vers Charlemont appartiendra à Sa Majesté Très-Chrétienne.

IV. Les Commissaires de Sa Majesté Catholique aiant déclaré que le Village de Fepin a été compris par inadvertance dans la Liste des Réunions, & que ce Village appartient à Monsieur l'Electeur de Trèves en

toute Souveraineté, Sa Majesté Catholique n'y prétendant aucun Droit de Souveraineté, ni autres, & les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne aiant soutenu que Sadite Majesté a sur ce Village tous Droits de Souveraineté & autres dont elle est en possession, cette prétention n'ayant pu être terminée dans la présente Conférence, elle sera réglée par les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux de Monsieur l'Electeur de Trèves.

V. Sa Majesté Catholique cede & transporte dès maintenant & à toujours à Sa Majesté Très-Chrétienne les Villages de Routies, Fier le grand, & Fier le petit, avec leurs Territoires & Dépendances, & tous Droits de Possession, Propriété, Jurisdiction, Ressort, & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Catholique.

VI. Sa Majesté Très-Chrétienne fait pareillement toute cession & transport à Sa Majesté Catholique dès maintenant & à toujours des Villages & Lieux de Gefvry, Montigny St. Christophle, Wiberies près la Sambre, Hante & Neuville sur Sambre, avec leurs Territoires, & Dépendances, & tous Droits de Possession, Propriété, Jurisdiction, Ressort & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Très-Chrétienne, sans néanmoins que la présente cession fasse préjudice à la franchise prétendue par les Habitans d'Hante.

VII. La perception des Droits du Domaine & autres dont Sa Majesté Très-Chrétienne a joui jusques à présent tant dans les Villages & Lieux de Gefvry, Montigny St. Christophle, Wiberies, Hante, & Neuville qui sont cédés à Sa Majesté Catholique, que dans ceux ci-dessus spécifiés qui doivent demeurer à Sadite Majesté Catholique du nombre des quatre-vingt deux compris dans la Liste d'exception jointe au Traité de Paix de Ryfwick, sera continué au profit de Sa Majesté Très-Chrétienne, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, ce qui sera lors dû dedit Droits sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes & Adjudications de Sa Majesté Très-Chrétienne, & Sa Majesté Catholique entrera en possession immédiatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours sans autre Aîte ou formalité que le présent Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres nécessaires aux Gouverneurs & Intendants de Sa Majesté Très-Chrétienne d'en abandonner la possession.

VIII. Sa Majesté Catholique jouira pareillement de tous Droits de Domaine & autres dans les Villages de Routies, Fier le grand, Fier le petit, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, ce qui en restera lors dû, sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes, ou qui en ont fait la regie, soit pour Sa Majesté Catholique, ou pour les États de Haynaut, & Sa Majesté Très-Chrétienne entrera en possession immédiatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours après, sans autre Aîte, permission ou formalité que le présent Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres nécessaires aux Gouverneur & Intendants de Sa Majesté Catholique d'en abandonner la possession.

IX. Au moyen du présent Traité, les Villages & Lieux qui composent la Terre d'Agimont, se trouvant possédés partie par Sa Majesté Très-Chrétienne, partie par Sa Majesté Catholique, les Rentes affectées sur cette Terre seront payées par les deux Seigneurs Rois, à proportion de ce qu'ils posséderont des lieux qui la composent, tels qu'ils sont énoncés dans le Contract de l'acquisition qui en a été faite par l'Empereur Charles Quint en 1555. & sera le partage des rentes qui devront être payées, réglé sur le pied du revenu, suivant les Comptes des trois dernières années qui ont précédé l'évacuation de Charlemont faite en l'année 1680. desquelles il sera composé une année commune.

X. Pour ce qui concerne les Rentes perpétuelles & viagères affectées sur la Généralité de quelques Provinces desquelles une partie est possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, dont est fait mention au XXIII. Article du Traité de Paix conclu à Ryfwick, les Commissaires de leurs Majestés ayant formé l'état des rentes que chacune dedites Provinces doit, il s'est trouvé que celle de Flandre suivant la verification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pièces & Titres qui ont été représentés, est chargée annuellement de 483317. flor. 2. pat. 2. den.; savoir, sur la

ANNO
1699.

Re.

ANNO
1699.

Recette du vieil Impôt, 231262. flor. 15. pat. 1. den., sur la Recette du droit dit du Moulage, 200403. flor. 11. pat. 1. sur celle dite des nouveaux Fous, 42964. flor. 3. 2. pat. 1. den.; & pour les Rentes particulières dûes au Collège de Millius à Louvain, & à l'Evêque de Bruges 8687. flor.; toutes lesquelles Parties reviennent ensemble à ladite somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den. ci-dessus déclarée, le tout monnoyé d'Espagne de 20. pat. au flor. qui valent 25. sols monnoye de France: Sur laquelle somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den. ayant été fait deduction de celle de 34029. flor. 9. pat. 2. den. pour les Parties ci-après déclarées; savoir, 4.000. flor. pour pareille somme que les Etats Généraux des Provinces Unies contribuent annuellement pour leur quote dans lesdites rentes, 548. flor. pour les rentes remboursées, 338. flor. 15. pat. 2. den. pour celles réputées prescrites, 17000. flor. pour le droit des Barques, 5000. flor. pour l'augmentation du revenu desdites Barques, 6542. flor. 14. pat. pour le droit de Varghel, & 600. flor. pour le revenu des Dignes le long du Canal de Gand à Bruges & de Bruges à O'tende, revenant ensemble à celle de 34029. flor. 9. pat. 2. den., il s'est trouvé que la somme dont la repartition doit être faite, est réduite à celle de 449288. flor.

XI. La repartition de cette somme ayant été fixée selon le Transport de ladite Province de l'année 1631. qui sert de règle pour toutes les repartitions, il a été trouvé que la partie de ladite Province de Flandre qui reste sous la Domination d'Espagne doit être chargée de 296483. flor. 5. pat. 7. den. de Rente, à raison de 65. 19. pat. 9. den. & demi en 100. flor. & la partie possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non compris Dunkerque qui n'entre point dans cette repartition, qui doit être chargée de 152804. flor. 14. pat. 5. den., à raison de 34. flor. 2. den. & demi en 100. flor. Sur laquelle somme de 152804. flor. 14. pat. 5. den. qui doit être payée par Sa Majesté Très-Chrétienne deduisant celle de 276. flor. 7. pat. 11. den. pour la quote de la Ville & Châtellenie de Bourbourg, Gravelines & de Mardick dans les Rentes créées par la Province de Flandres, dites des nouveaux Fous, auxquelles ces Villes & Châtellenies ne doivent pas contribuer, attendu qu'elles avoient été cédées à Sa Majesté Très-Chrétienne par le Traité de Paix du 7. Novembre 1659. & que l'emprunt desdites Rentes, dites des nouveaux Fous, n'a été fait que depuis ledit Traité, la quote part due par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Rentes affectées sur la Généralité de la Province de Flandres demeure fixée à la somme de 152528. flor. 6. pat. 6. den.; & celle due par les Etats de Flandres demeure aussi fixée à 296759. flor. 13. pat. 6. den.

XII. Et pour ce qui concerne les Rentes dûes par la Province de Haynaut, il s'est trouvé suivant la vérification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pieces & Titres qui ont été représentés, que ladite Province est chargée annuellement en Rentes héritières ou perpétuelles sur les Recettes dites, Générale, de deux Membres & des Feux, de la somme de 176944. flor. 3. pat. 8. den., même monnoye, sur laquelle somme aiant fait deduction de 1252. flor. 6. pat. 3. den. d'une part, pour la diminution des Vingtièmes de quelques Parties de Rentes qui y sont sujettes: 4706. flor. 10. pat. 10. den. & demi d'autre part, pour la reduction au denier seize des Rentes qui se sont trouvées constituées au denier douze, douze & demi & quatorze, 135. flor. pour Parties de Rentes dont l'Etat de Haynaut jouit seul, & 99. flor. 10. pat. pour autres Parties de Rentes réputées prescrites, montant lesdites sommes ensemble à celle de 6193. flor. 7. pat. 1. den. & demi, la somme dont la repartition doit être faite est réduite à celle de 170750. flor. 16. pat. 6. den. & demi pour les Rentes Héritières; & pour les Rentes Viageres subsistantes, dûes par la même Province, elles se sont trouvées monter annuellement à la somme de 166023. flor. 5. pat. 11. den. & demi.

XIII. La repartition de ces sommes aiant été réglée sur le pied du Cahier des deux Vingtièmes imposés sur ladite Province en 1604. dont on est convenu de se servir pour cette repartition, n'en aiant point été de plus certain, la partie de ladite Province qui reste sous la Domination d'Espagne doit être chargée de 113410. flor. 9. pat. 7. den. de Rentes Héritières ou perpétuelles; & de 110270. flor. 12. pat. de Rentes Viageres, à raison de 66. flor. 8. pat. 4. den. & demi en 100. flor.;

& la partie possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non compris la Ville de Valenciennes que l'on est convenu de ne point comprendre dans la présente repartition, doit être chargée de 57340. flor. 6. pat. 11. den. & demi de Rentes Héritières ou Perpétuelles, & de 55752. flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Viageres, à raison de 33. flor. 11. pat. 7. den. & demi en 100. flor.; sur lesquelles sommes de 57340. flor. 6. pat. 11. den. & demi de Rentes Héritières, & 55752. flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Viageres, qui doivent être payées par Sa Majesté Très-Chrétienne, aiant été fait deduction, savoir de 538. flor. 17. pat. 4. den. sur les Rentes Héritières ou Perpétuelles, & de 496. flor. 13. pat. 1. den. sur les Rentes Viageres, pour les quotes des Villes, Prevôts & Châtellenies de Quenoy, Avesnes, Landrecy, Condé, & Bouchain dans les Rentes créées depuis que chacune desdites Places, Prevôts & Châtellenies ont été soumises à l'Obedissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, auxquels lesdites Places, Prevôts, Châtellenies ne doivent point contribuer, la quote due par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Rentes Héritières ou Perpétuelles est demeurée fixée à 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi; & la quote dans les Rentes Viageres à 55256. flor. 10. den. & demi; & la quote due par les Etats de Haynaut dans les Rentes Héritières demeure aussi fixée à 113949. flor. 6. pat. 11. den.; & dans les Rentes Viageres à 110767. flor. 5. pat. 1. den.

XIV. Il a été convenu que les Rentes affectées sur la Recette dite du Charbonnage, & celles affectées sur la Recette dite de la Navigation, ne seront point comprises dans le calcul des Rentes à partager, attendu que les Etats de Haynaut en doivent demeurer seuls chargés, comme jouissant seuls de Droits sur le Charbon & ceux de la Navigation affectés au paiement de ces Rentes.

XV. Pour satisfaire au paiement de la somme de 152528. flor. 6. pat. 6. den. due par Sa Majesté Très-Chrétienne pour la quote dans les rentes de la Province de Flandres, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétienne continuera de payer la somme de 69429. flor. 2. pat. 10. den. & demi aux Creanciers qu'elle a ci-devant fait payer & employer dans l'état des charges de ses Domaines, dont l'extrait concernant lesdites rentes est demeuré annexé au présent Traité. Plus elle se charge de payer 11571. flor. 19. pat. 1. den. de Rentes due par les Etats de Flandres à des Creanciers Sujets de Sadite Majesté, suivant l'état qui a été fourni de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurera aussi annexé au présent Traité; & d'autant que pour remplir ladite quote de 152528. flor. 6. pat. 6. den., il manque encore la somme de 71527. flor. 4. pat. 6. den. & demi. Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire le paiement chaque année en la Monnoye ci-dessus déclarée en la Ville d'Ipres, ou en celle de Lille, entre les mains de celui qui sera pour ce préposé par les Etats de la Province de Flandres, & à cet effet Sadite Majesté Très-Chrétienne en assignera le paiement sur les Droits & impôts appelés des quatre Membres de Flandres dont Sadite Majesté jouit, & fera ladite somme employée annuellement dans l'état des charges de ses Domaines.

XVI. Et pour satisfaire au paiement de la somme de 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi d'une part, due par Sa Majesté Très-Chrétienne pour la quote dans les Rentes Héritières ou perpétuelles de la Province de Haynaut, & de la somme de 55256. flor. 10. den. & demi d'autre part, pour la quote dans les Rentes viageres, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétienne se chargera de payer 13539. flor. demi denier de Rentes Héritières ou perpétuelles, & 18844. flor. 5. pat. 10. den. & demi de Rentes viageres qui se trouvent dues par les Etats de Haynaut à des Creanciers Sujets de Sadite Majesté, suivant les deux états qui ont été fournis de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurent annexés au présent Traité; & d'autant que pour remplir lesdites quotes il manque encore la somme de 43262. flor. 9. pat. 7. den. & demi pour les Rentes héritières ou perpétuelles, & celle de 36411. flor. 15. pat. pour les Rentes viageres, Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire le paiement chaque année en la monnoye ci-dessus déclarée en la Ville de Maubeuge, ou en celle de Valenciennes entre les mains de celui qui sera pour ce préposé par les Etats de Haynaut, & à cet effet Sa Majesté Très-Chrétienne en assignera le paiement sur les vingtièmes & Impôts dont

Sadite

ANNO
1699.

ANNO
1699.

Sadite Majesté jouit dans le Haynaut, & sera ladite somme employée annuellement dans l'état des charges de ses Domaines.

XVII. En faisant par Sa Majesté Très-Chrétienne le paiement de la somme de 36411. flor. 15. pat. qui doit être remise aux Etats de Haynaut, ou à celui qui fera par eux préposé pour supplément de la quote-part de Sadite Majesté dans les Rentes viagères, ils seront tenus de justifier chaque année que les Creanciers auxquels ledites Rentes viagères font dues, & dont l'état est demeuré annexé au présent Traité, seront encore vivans, ou le jour auquel ils seront decedez; sera en même tems donné connoissance à celui qui fera préposé par les Etats de Haynaut des Creanciers des Rentes viagères dont Sa Majesté Très-Chrétienne a pris le paiement à sa charge, qui seront decedez, & du jour de leur décès, à proportion que ledites Rentes viagères s'éteindront par le décès des Creanciers, l'extinction tournera au profit de Sadite Majesté & des Etats de Haynaut, à proportion de leurs quottes dans la totalité.

XVIII. Lorsque les sommes qui doivent être payées par Sa Majesté Très-Chrétienne aux Receveurs qui seront préposés par les Etats de Flandres & de Haynaut, seront remises chaque année entre les mains desdits Receveurs, ils seront tenus de justifier que celle qui aura été payée l'année précédente par Sa Majesté Très-Chrétienne aura été réellement distribuée aux Creanciers, & que les Etats de Flandres & de Haynaut auront payé leur quote-part des Rentes de leur Province, à proportion de ce qu'ils en doivent, & s'il se trouve qu'ils n'aient pas payé leur quote-part entière, Sadite Majesté retiendra pareille somme à proportion, en sorte que si ledits Etats ont payé le tiers moins que leur quote, Sa Majesté Très-Chrétienne pourra tenir en surseance pareillement le tiers de ce qu'elle doit payer auxdits Receveurs.

XIX. Le paiement des sommes ci-dessus dont Sa Majesté Très-Chrétienne s'est chargée tant envers les Creanciers ses Sujets, qu'à fournir par supplément aux Etats de Flandres & de Haynaut, ou à ceux qui seront préposés de leur part, aura cours à commencer du 20. Septembre 1697. jour du Traité de Ryfwick, & la première année échue à pareil jour de l'année 1698. sera payée un mois après l'échange des Ratifications du présent Traité pour les Rentes Héritières ou perpétuelles, & pour les Rentes viagères dans le même tems, en satisfaisant à ce qui est porté par l'Article XVII. dudit présent Traité, & la seconde année échue au vingt Septembre de la présente, sera payée trois mois après que les Etats de Flandres & de Haynaut auront justifié chacun à leur égard que la première année par Sa Majesté Très-Chrétienne pour la première année aura été distribuée aux Creanciers, & que ledits Etats auront payé la quote-part des Rentes de leur Province de la même année à proportion de ce qu'ils en doivent.

XX. Au moyen de ce qui a été réglé par les Articles précédens pour le paiement des Rentes dues par la Généralité des Provinces de Flandres & de Haynaut, il ne restera aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne aucune action pour raison desdites Rentes à la charge de Sa Majesté Catholique, ses Sujets de Communauté, non plus qu'à ceux de Sa Majesté Catholique à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne & ses Sujets, en sorte que les Actions demeureront absolument éteintes de part & d'autre à cet égard.

XXI. Les Commissaires d'Espagne aiant fortement insisté à ce que Sa Majesté Très-Chrétienne se chargeât de payer la quote-part des arrerages des Rentes qu'elle s'engage de payer tant Héritières ou perpétuelles, que viagères substantielles, & même des Rentes viagères éteintes, échues avant le Traité de Ryfwick, & les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne aiant soutenu au contraire que Sadite Majesté n'en étoit point tenu, il a été convenu pour terminer toutes difficultés, que Sa Majesté Très-Chrétienne payera lesdits arrerages du jour du Traité de Ryfwick seulement, & en continuera le paiement à l'avenir, comme il est ci-dessus expliqué; & quant aux arrerages échus avant ledit Traité de Ryfwick, il a été aussi expressément convenu que les Creanciers Sujets de France n'auront pour raison desdits arrerages, & ne pourront exercer aucune action, ni faire aucunes poursuites en Justice ou autrement contre Sa Majesté Catholique, les Provinces, Communautés ou Sujets qui peuvent avoir été

TOM. VII. PART. II.

obligez au paiement desdites Rentes, comme Membres de la Généralité desdites Provinces, que même Sa Majesté Très-Chrétienne ne leur donnera aucune aide à cet égard, de quelque manière & en quelque tems que ce puisse être, soit de Paix ou de Guerre, quand même ils n'en seroient point payez, & que leur Action demeureroit toujours sans effet, & qu'elle ne permettra pas qu'il soit usé à ce sujet de voye de retention, compensation, représaille, ou autres, à condition néanmoins que les Provinces ou Communautés de Flandre, & de Haynaut ne payent aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Catholique que une année d'arrerages par an échue avant ou depuis le Traité de Ryfwick. & s'il arrive qu'ils payent deux années en un an, il a été convenu expressément qu'en ce cas les Etats de Flandres & de Haynaut seront aussi tenus de payer aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne une année à compte desdits arrerages qui leur sont dus, échus avant le Traité de Ryfwick, mais si, comme il a été dit ci-devant, il ne se paye qu'une année par an aux Sujets de Sa Majesté Catholique, les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront rien prétendre de leurs arrerages échus avant le Traité de Ryfwick.

XX. Ce qui est expliqué dans l'Article précédent n'aura pas lieu pour les deux années d'arrerages échues depuis le Traité de Ryfwick qui pourront être payées en une seule année en conséquence de ce qui est porté par l'Article IX. du présent Traité, & en cas qu'elles fussent payées en un an, les Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront en conséquence de ce paiement prétendre d'être payez par les Etats de Flandres & de Haynaut d'une seconde année d'arrerages, outre celle qu'ils recevront de Sadite Majesté Très-Chrétienne.

XXIII. Il a été convenu que la prétention formée tant par le Receveur des Conspications pour Sa Majesté Très-Chrétienne en Haynaut pendant la dernière Guerre, que par le Sr. de Sainte-Mons Donataire de Sadite Majesté, contre les Etats de Haynaut, & le Magistrat de Mons, pour raison des arrerages dus à des Sujets de Sa Majesté Catholique, dans le tems que la Ville & dépendances de Mons étoient sous l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, demeurera éteinte & sans effet.

Ainsi fait & arrêté sous le bon plaisir de leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique. A Lille le 3. Decembre 1699.

DUGUE' DE BAGNOLS.
VOISIN.LE C. DE TIRIMONT.
BRUCHOVEN.

CCXVIII.

- (1) *Acte de Reservation de Droit, touchant le harang*, Decemb. donné par ADR. NIEUPOORT, Commissaire de L. H. P. au Marquis de TORCI, Ministre & Secrétaire d'Etat du Roi T. C. dans le tems de l'échange des Ratifications. [Copie Manuscrite & Authentique.]

LE sousigné Commissaire des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, a ordre de déclarer, que l'Intention desdits Etats Généraux, en faisant la Convention sur le Tarif de convenance reciproque le 29. Mai 1699. n'a été nullement de faire aucun préjudice, ou innovation au Droit, que les Sujets desdits Etats Généraux peuvent ou prétendent avoir acquis par le Traité de Commerce de Ryfwick au sujet du harang de la pêche des Sujets desdits Etats Généraux, mais au contraire qu'ils attendent de la justice, & de l'affection du Roi T. C. pour lesdits Etats Généraux, que ledit harang ne pourra pas être chargé au delà de ce que porte le Tarif de 1664. & que Sa Majesté aura la bonté de faire examiner, si selon le VII. Article dudit Traité, il peut être chargé en aucune façon, davantage que le harang de la pêche des Sujets de France. Fait à Versailles ce ... Decembre 1699.

GUILL. NIEUPOORT.

Trac-

(1) Cet Acte appartient au Tarif arrêté entre le Roi de France & les Etats Généraux, & inséré ci-dessus sous le 29. Mai de cette Année 1699.

ANNO
1699.

CCXIX.

12. Dec. *Tractatus inter AUGUSTUM II. Regem Poloniae nomine suo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuaniae ab una, & FRIDERICUM III. Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingae, & solutione per dictam Coronam Serenissimo Electori 300. millium Thalerorum in vim reclusionis Hypothecae Elbingensis, sub certis conditionibus ibidem stipulatis. Varaviae die 12. Mensis Decembris 1699. Cum Regis AUGUSTI RATIFICATIONE datae Dreidae die 9. Januarii 1700. [LUNIG Teutsch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. III. pag. 249. & page 200.]*

Nos Augustus secundus, DEI gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Masoviae, Samogitiae, Kioviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czerniechoviaeque, nec non Haereditarius Saxoniae, Juliae, Cliviae, Montium, Angriae & Westphaliae Dux, Sacri Romani Imperii Archi-Marescallus & Elector, Landgravius Thuringiae, Marchio Misniae, tum superioris ac inferioris Lusitiae, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcae, Ravensbergae & Barby, Dominus in Ravenstein. Notum facimus universis & singulis, quorum interest, ut quomodolibet interesse poterit. Cum Populorum salus suprema lex sit, cui parere, regnare est, & a nobis merito censetur: Salutis vero basis incuncta sit publica pax atque inviolata, tum interna, tum externa tranquillitas; Hinc est ut ad Regimen Regni Nostri, Divino nutu ductusque evecti, nihil antiquius habeamus, quam pacato caelesti ope intrinsecus regno, perpetuo Paci & quieti, ac mutuae benevolentiae cum vicinis Principibus, uti nominatum cum SERENITATE ELECTORALI BRANDENBURGICA servandae, studeamus. Quapropter, nascentis nuper dissidii flammis, occasione occupatae Elbingae, propediem erupturis, opportune occurrentes, Nostri ac Reipublicae, ex Consilio, per legem publicam designato, Commissariis Plenipotentiaris, omnimodam facultatem dedimus & concessimus, cum Ministris Suae SERENITATIS conveniendi, remque amicaliter discutiendi, & pro Jure & dignitate, ut par est, componendi. Qui ad infra scriptas condiciones & puncta unanimiter deveniunt, omniaque & singula utrinque firmannt, in hunc, qui sequitur modum.

Tractatus Retraditae Elbingae.

In Nomine Domini Amen.

Notum sit universis & singulis, quorum interest, ut quomodolibet interesse poterit. Foedus perpetuum atque Amicitiae Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum AUGUSTUM SECUNDUM, DEI gratia Regem Poloniae, Magnum, Ducem Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Masoviae, Samogitiae, Kioviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czerniechoviaeque, nec non Haereditarium Saxoniae, Juliae, Cliviae, Montium, Angriae & Westphaliae Ducem, Sacri Romani Imperii Archi-Marescallum & Electorem, Landgravius Thuringiae, Marchionem Misniae, tum superioris ac inferioris Lusitiae, Burggravius Magdeburgensem, Comitem Marcae, Ravensbergae & Barby, Dominum in Ravenstein, atque Regnum Poloniae & Magnum Ducatum Lithuaniae inter, & Serenissimum Principem Dominum FRIDERICUM TERTIUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Electorem, in Prussia, Magdeburgi, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnae Ducem, Burggravius Norimbergensem, Principem Halberstadii, Minden & Camini, Comitem de Hohenzollern, Dominum in Lauenburg & Büttau: insperata nuper occasione, occupatae per SUAM SERENITA-

TEM Elbingae, in tanto infensus proruperat dissidium, quanto minus haec olim praevia erant. Iset procul dubio ardens mali sensus in flammam atrocis Belli, ni divina bonitas, vicibus meriti vel demeriti Regnis pacem ac tranquillitatem adimens & restituens, prius mediatricas Vicinorum & Amicorum Principum auctoritates, mox Consilia generalia Regni Comitiorum interjecisset, iisque moderamen ad res amice assidendas, permillum fuisset, ac tandem à sua Serenitate Electorali, admissio Ministrorum ejus, ad dandas rationes explicatorias, praetense laese Reipublicae indemnitate constanter expetita fuisset. Si demum, postquam assensu sacrae Regiae Majestatis hic Varaviae, redintegranda Amicitiae sincera declaratione, quod non animo laedendi, nec offendendi Reipublicam, quod non animo fuerint, nomine Principis sui comparuissent, debite ad id instructi, Literis Mandati muniti, atque ultimariam nuper congregati Reipublicae Consilii declarationem, à SUA SERENITATE ELECTORALI acceptam esse declarassent, Consilium Senatus & Ordinis Equestris Regni & Magni Ducatus Lithuaniae, Lege publica generalium Regni Comitiorum, proxime praeteritorum, designatum, facultateque à SACRA REGIA MAJESTATE praerogatum, in absentia ejusdem de Regno, sub felici directione Suae Celsitudinis Primatialis, Illustrissimi & Reverendissimi in Christo Patris, Domini Michaelis Cardinalis Radziejewski, Archi-Episcopi Gnesnensis, Primatis Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae, convocatum, cum iidem Ministri, upore, Illustri & Magnifico Joanne Dieterici, Libero Barone ab Hoyerbeck, in Eichmedien, Baroneve, Damkau & Geyerwalde, Electoratus Brandenburgensis Papifero Haereditario, Consiliario Status intimi, atque Alegate Extraordinario, & Generoso ac Magnifico, Godofredo Werdere, Consiliario Aulico & Residente in Polonia Suae SERENITATIS ELECTORALIS, in sequentes descendit & concessit Tabulas.

I. POST factam modo praemissa mutuae amicitiae redintegrationem, omnis apprehensae Elbingae emanatorumque quorumvis inde scriptorum & exacerbationum ab utrinque aboleretur memoria; Foedus verò perpetuum atque firma & sincera amicitia ad terminos tum veterum tum recentium Velavienium Pactorum integrè ac inviolabiliter indissolubili nexu & vinculo conservanda reduciatur & restituitur.

II. Civitas Elbingensis, prout recentur occupata, integre, sine quavis Demolitione repletorum ibidem mœnorum ac fortificationum, quovis deinceps Jure & praetensione hypothecae Elbingensis aliisque inde emergentibus in perpetuum abolitis, evacuato milite, retradenda erit, die prima Mensis Februarii Anno Domini 1700. praesentibus Commissariis ad id muneris designatis, sine ulla difficultate & sine quavis negotii exequendi protractione.

III. Praesidiarii Suae Serenitatis Electoralis omnia tormenta, mortaria, sclopetia, bombardas, aliaque bellica Instrumenta, tam munitiones quascunque proprias in Civitatem importatas, liberè & absque cujusvis praeditione asportabunt & avehent; quaecunque vero ad Civitatem pertinent, nullo praetextu inde amovebuntur.

IV. Vicissim à Sacra Regia Majestate & Regno Poloniae & Magno Ducatu Lithuaniae neglecta quovis casu summa Trecentorum millium Thalerorum Imperialium, in vim reclusionis hypothecae Elbingensis Quadringentorum millium Thalerorum Imperialium, inde omnium emergentium, fide bona Suae Serenitatis Electorali post Comitii Deo dante immediatè proxima finita vel non finita, elabente Trimestri realiter hic Varaviae exsolvenda declaratur, atque in majorem fidei publicae securitatem certa Cienodia ex Thesauri Regni, sub Sigillis ejusdem Consilii atque Ministrorum Registrio, in vim Reverentialium authenticè specificato, loco pignoris post evacuationem Elbingae inchoatam, postera die in manus Commissarii Suae Serenitatis Electoralis ad id Plenipotentiam habentis, jure solennis Depositum concedenda & tradenda erunt. Quae quidem Cienodia integre ac sub sigillis specificatis juxta Registrum Reverale, quamprimum summa praetacta exsoluta fuerit, absque omni mora, praetextu, vel quasi imaginabili pro se aut quapiam alii praetensione veluti solenne Reipubl. Depositum, totaliter restituenda erunt.

V. Quod si stato tempore ob aliquos casus summa praedicta exsoluta non fuerit, facultas permittitur Suae Serenitati

ANNO
1699.

ANNO
1699.

Serenitati Electorali, integrum Territorium *patronymicum* Civitatis Elbingensis, pacifice sine quovis impedimento una cum ulifuctu folito ejusdem Territorii occupandi, illudque, tamen sine quavis innovatione aut quocunque colore, Fortalitii exftructione, verum in ftatu quo, una cum Clenodiis tamdiu poffidendi, donec fumma fepedita 300000. Thalerorum exfoluta fuerit. Quamprimum verò eadem exfolvetur, tam dictum Territorium integrum, quam & memorata Clenodia fub eadem ut fupra cautela, nullam fc. humanitas excogitandam injiciendo difficultatem, inviolabiliter reftituenda & reddenda erunt ad manus ad id à Rep. Depuatorum.

VI. Trajectum fuper Viftulam uti & certa per fuam Serenitatem Electoralem exactio *Strungeld* dicta commiffione mutua, fi & in quantum contraria Pactis, examinanda & fopienda.

VII. In majorem affectus erga Regiam Majeftatem & Remp. reftitucionem à fua Serenitate Electorali fumma quævis, quocunque titulo apud Remp. ex Ca-

pite Sereniffimi olim Domini Principis de Cloje prætenfa vel prætendenda indeque emergentia perpetuo caftantur & anihilantur, n. Juris inde libi aut cupiam, nunc & pofterum refervandi.

VIII. Teftimonialis fua Serenitatis Electoralis pro Hefticho valitæ ad ipfius debitam exculpationem & libertatem in proximis Deo favente Comitibus omni meliori refpectu in manus Suae Cellicudinis Primatialis depofitæ acceptantur.

IX. Reliqua omnia fublatis ab utrinque prætenfionibus, in vigore veterum & recentiorum Pactorum Velavienfium conftituta firmiter permaneant, amicitia vera & indifolubilis ad mutua Partium utrarumque commoda perpetuò colatur & augeatur; Et fuper hæc omnia Ratificatoriæ tam factæ Regiæ Majeftatis, quam Suae Serenitatis Electoralis mutue per termino evacuationis comportabuntur, in quorum fidem duo Exemplaria ejusdem tenoris confecta & ad invicem commutata manibus propriis fubfcripta & Sigillis communia funt. Variavia die 12. Menf. Dec. 1699.

M. CARDINALIS RADZIEWSKI,
Primas Regni & M. D. Lithuan. (L.S.)

NICOLAUS SWIEZICKI, Epifcopus
Pofnanienf. (L.S.)

ANDREAS ZATUSKI, Epifc. Var-
mienfis & Sambienfis. (L.S.)

GEORGIUS ALBRACHTUS à DEN-
HOFF, Epifcop. Præmyflienfis,
fupremus Regni Cancellarius S.
R. I. Princeps. (L.S.)

S. JABLONOWSKI, C. C. E. R. P.
Dux fupremus (L.S.)

JOSEPHUS BOGUSLAUS STUZA,
Caftellanus Vilnenfis, M. D.
Lith. Dux Campeftris. (L.S.)

GEORGIUS JOVIANSKI, Cafella-
nus Lancienfis. (L.S.)

FRANCISCUS GRZYBOWSKI, Ca-
ftellanus Juniadifal. (L.S.)

STEPHANUS DE RYCHTY HU-
MIECKI, Dapifer Podoliz Co-
lon. R. M. (L.S.)

LUBOMIRSKI, Supremus
Regni Poloniæ Ma-
rethalcus. (L.S.)

STANISLAUS SZUKA, Pro-
cancellarius M. D. L. (L.S.)

BENEDICTUS SAPIEHA,
Thelaurarius Supre-
mus, M. D. Lithan. (L.S.)

MICHAEL DE KOZIELSKO
PUZYNA, Vilnenfis Verb-
kovien. Capitaneus. (L.S.)

FRANCISCUS LOSKI POCELL.
ZACZOCYM. Judex & Vi-
ce-Capitaneus Variavi-
enfis. (L.S.)

JOHANNES DIETERICUS Liber Ba-
ro ab HOFERBECK, Sereniffimi
Electoris Brandenburgici Ablega-
tus Plenipotentiarius. (L.S.)

GODOFREDUS WERNER, Sere-
niffimi Electoris Branden-
burgici Refidens Plenipo-
tentiarius. (L.S.)

Ad firmandam itaque eandem Pacem & tranquilli-
tatem, inter NOS, Regnumque noftrum ac Magnum
Ducatum Lithuaniam, atque Suam Serenitatem, vete-
remque & finceram Amicitiam ftabillendam, tum
bonam Vicinitatem confervandam; hos omnes & fin-
gulos memoratos Articulos, in præfentis retradendæ
Elbingæ Tractatu actos, conditos & confulos, in
omnibus & fingulis eorum Punctis, Claufulis & Con-
tinentiis acceptamus, ratificamus, approbamus & con-
firmamus. Promittentes verbo noftro Regio, pro
Nobis ac Succelloribus noftris, Regibus Poloniæ ac
Regno noftro, Magnoque Ducatu Lithuanie, NOS
omnia fuprafcripta, in præfentis Literis atque Artic-
ulis conditis & confulis, exprefla, firmiter & invio-
labiliter obfervare, exequi & adimplere, neque illis
quocumquomodo contravenire, omni fraude & dolo peni-
tus teclufis. In quorum omnium & fingulorum fidem,
majusque robur & teftimonium, præfentes Literas
manu noftre propria fubfcripfimus, illasque Sigillo Re-
gni communiter mandavimus. Dabuntur Dredæ die
IX. Menfis Januarii Anno Domini M. D. C. C. Regni
vero noftri Anno III.

AUGUSTUS REX.

VENCESLAUS FRANCISCUS TRZBINSKI,
Pincerna Raven. S. R. M. Secreta-
rius.

TOM. VII. PART II.

CCXX.

Fœdus inter GUILLIELMUM III. Magnæ 1700.
Britannia Regem, CAROLUM XII. Sueciæ 17 Janv.
Regem, & Oraines Generales UNITI BELGII.
cum ARTICULIS SEPARATIS fecretis.
Haga-Comitum die 11. Januarii Ann. 1700.
[Feuille Volante.]

Quandoquidem Sacra Regia Majeftas Sueciæ;
Sacra Regia Majeftas Magnæ Britannie, &
Celfi ac Præpotentes Domini Ordines Gene-
rales Fœderati Belgii, eo Tractatu, qui 2.
Maji 1698. Haga-Comitum confulus & fignatus
fuit, mutue defenfionis Confederationem inierint,
tam ad præftandam Regnis, Statibus, & Ditionibus
Partium contrahentium fcuritatem, quam ad confer-
vandam in Orbe Chriftiano pacem & tranquillitatem;
cumque vigore Articuli tertii ejusdem Tractatus nomi-
nandi fuerint ab unâquaque parte Miniftri & Pleni-
potentarii, ad promovenda & componenda omnia &
fingula, quæ integrè perficiendo eidem Fœderi inter-
vire poffe exiftimarentur. Propterea atque eum in finem
Sereniff. & Potent. Principes & Dominus Carolus
XII., Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorum-
que Rex &c. &c. &c. Sereniff. & Potent. Prin-
ceps & Dominus Gulielmus III. eadem Dei Gratiâ,
Magnæ Britannie, Franciæ, & Hiberniæ Rex &c.
&c.

Ooo 2

ANNO &c. &c. arque Celsi & Præpotentes Domini Ordines
1700. Plenipotentiariorum, scilicet Rex Sueciæ Illustrissimus
& Excellentissimus Dominum Nicolaum Libe-

rum Baronem de Lillienroth &c. Rex Magnæ Britanniæ Illustrissimus & Excellentissimus Dominum Josephum Williamson, Equitem Auratum, &c. Et Domini Ordines Generales, Dominos Johannem ab Essen, &c. Franciscum de Breedenhof, &c. Antonium Heinsium, &c. Gulielmum de Nassau, &c. Everhardum de Weede, &c. Gulielmum de Haaren, &c. Arnoldum Lemker, &c. & Ludolphum Gockinga, omnes in Coniessu eorumdem Deputatos, qui, vi Potestatis ipsi concessæ, & Mandatorum suorum, in sequentes Fœderis Leges convenerunt.

I. Primò maneat in vigore suo Tractatus Confœderationis die 2^æ Mjji 1698 conclusus, & vi præsentium confirmetur, eodem modo ac si de verbo ad verbum hic inferius esset.

II. Indem integra & in vigore suo maneat cuncta Fœdera, tam inter altissimè memoratos Reges invicem, quam inter singulos eorumdem cum altissimè memoratis Dominis Ordinibus Generalibus Unitæ Belgii inita, unum quodque secundum tempus durationis eorum præfixum.

III. Hæc autem Fœdera locum habeant, non solummodo in casibus inibi comprehensis, & determinatis, verum etiam speciatim si contingeret unum vel plures jam nominatorum Fœderatorum & Contrahentium invadi, occasione hujus Fœderis, sub quocumque colore vel pretextu id fieri possit.

IV. Idemque suprà memorati Contrahentes sponsonem, & garantiam reciprocam in se suscipiunt Regnum, Statum, Provinciarum, Ditionum & Terrarum suarum in Europâ, sequè invicem omni meliori modo contrâ aggressiones, invasiones, vel oppressiones hostiles quasunque tueri promittunt; quamprius itaque unus Confœderatorum læsionem fuerit, ambo reliqui concurrant ad eum defendendum, secundum Leges Tractatum cum eodem initorum, ut & ex Legge hujus Fœderis communis; quod si auxilia per hoc Tractatus promissa, non suffecerint, omnes vires possibiles & necessariæ adhibeantur ad defendendum eum, qui provocatus fuerit, & ad ei procurandum justam satisfactionem.

V. Quoniam autem altissimè memorati Fœderati existimaverunt securitatem Regnorum, Statuum, Provinciarum, Ditionum, & Terrarum suarum magnam partem constitutam esse in conservatione Pacis generalis inter Principes Christianos, & illorum magnopere interit, ne per oppressiones & aggressiones etiam alibi factas, eorum Regna, Status atque Provincie tractu temporis turbentur, & cum aliis bello involvantur, propterea libi invicem promiserunt & hinc promittunt, se tuturos & vindicatos speciatim Tractatus sequentes.

VI. Scilicet Pacem Osnabrugensem, Monasteriensem, Ao. 1648, & Pacem Neomagenensem, Ao. 1678, & 1679, ut & Tractatum Pacis inter Imperatorem & Imperium atque Regnum Gallicæ, Ry-wici die 20 Octobris Ao. 1697, conclusum, quatenus hic non discrepat à Tractatibus Pacis Osnabrugensis, Monasteriensis & Neomagenis.

VII. Sicuti & Tractatus Pacis Ryswici conclusos 20 Septembris 1697, inter Regem Magnæ Britanniæ & Regem Gallicæ, & Dominos Ordines Generales Unitæ Belgii.

VIII. Ut autem hæc sponso sive Garantia efficaciam & effectum suum fortior, altissimè memoratæ Partes contrahentes omnem operam impendant, ut Pacta superioribus Articulis recensita absque ullâ violatione facta tecta maneant, fin autem quocumque modo infringi vel violari contigerit, separatim atque conjunctim, viâ & mediis amicabilibus anitentur ad obtingendam reparationem factæ violationis & infractionis eorundem Tractatum Pacis; Verùm si hi conatus & Officia inutilis caderent, vel si bellum excitaretur, antequam Partes conciliari possent, singuli Fœderatorum ad præstandam modo dictam sponsonem sive Garantiam, & ad obtingendam reparationem violationis & infractionis memoratorum Tractatum Pacis, dabunt sex mille Milites, quancumque unus Fœderatorum eos postulaverit, vel id necessarium dictum fuerit, idque donec violationes & infractiones factæ, fuerint reparatæ, & Pax restituta fuerit.

IX. Ita tamen ut hi sex mille Milites non nisi se-

mel à quovis Confœderatorum in auxilium exigi poterunt, adeo ut si uni Fœderatorum missi fuerint virtute hujus Fœderis communis, præterea alii mittendi non sint, sed Confœderati inter se convenient de loco ubi iis maximè necessarium erit.

X. Quod si quis Fœderatorum, casu exigente, alteri præstiterit auxilia, Pactis peculiaribus stipulata, sive in totum, sive ex parte, tunc non tenebitur eidem Fœderato præstare auxilia ex capite hujus Fœderis communis, nisi residuum ejus, quod supererit numero auxiliorum ex Fœdere communi, numerum in Fœdere peculiari determinatum excedat.

XI. Sed si contingerit hæc auxilia non sufficere ad stabilendam Pacem, vel si prænominati Fœderati, vel eorum aliquis Bello etiam involvatur, eò casu agent Fœderati inter se de augendis auxiliis, secundum ea que contenta sunt in Articulo quarto hujus Fœderis.

XII. Ostringunt etiam se Fœderati, se non daturus auxilia, vel opem laturos hostibus eorum, vel illius, qui Bello implicatus fuerit, sed è contrario se incubituros in hoc ut ejus vires diminuantur, eumque in finem Fœderati consilia consentiant; an non Commercio cum hostibus Fœderatorum, vel Fœderati, prohiberi, vel alio modo tales hostes debilitari, & omnis accessio viri in eorum impediti possit.

XIII. Casu eveniente, quo antedicta auxilia certum in locum mittendi sint, Fœderati simul operam navabant ad faciliem & securum reddendum Militum transitum, ad quem obtinendum officia ahibebant apud Principes, quorum terræ transirentes erant.

XIV. Memoratæ Copiæ militares in auxilium missæ, quemadmodum jam dictum est, sint sub Imperio Ducis vel Generalis Fœderati requisiti, manebint quoque in uno eodemque exercitu junctæ, quatenus ratio belli tulerit, Dux autem jam dictus Præfecto vel Generali Requisitis parere tenebitur.

XV. Hi Confœderati, qui Bello implicabuntur, sincere & fideliter omnia que geruntur invicem communicabunt, nec ullam Negotiationem suscipient, nec Inducias aut Pacem facient, absque mutuo consensu.

XVI. Conferent fidem de omnibus cum eo Fœderatorum qui bello involutus non fuerit, eumque etiam comprehendit in Tractatu Pacis future, & interea cum eo communicabunt de modo, quo auxilia missa maximè utilis effici queant.

XVII. Licetum sit aliis Regibus, Principibus & Statibus ad præsens Fœdus accedere, quatenus illorum accessio ad promovendam & afferendam tranquillitatem publicam conducere, communi Confœderatorum consensu, utilis judicabitur.

XVIII. Duret hoc Fœdus in annos octodecim: & permittuntur Tabulæ Ratificationum Hæge-Comitum intra spatium duorum vel trium mensium, vel citius, si fieri poterit.

In quorum fidem Nos supræmemorati Plenipotentarii præsens Fœdus, cujus sex Instrumenta consecra sunt, subscriptionibus & sigillis Nostris munivimus, scilicet Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth pro Rege Sueciæ, Hæge-Comitum die 2^æ Januarii Ao. 1700. Ego Josephus Williamson pro Rege Magnæ Britanniæ, Londini die 12^æ Januarii Ao. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro eisdem, Hæge-Comitum die 2^æ Januarii Ao. 1700.

(L.S.) N. LILLIEN-
ROTH.
(L.S.) J. WILLIAM-
SON.

(L.S.) J. v. EISEN.
(L.S.) FR. v. BREEDENHOF
VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GOCKINGA.

Articuli Separati Secreti.

Quandocumque hodie Fœdus defensivum conclusum sit inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, Sacram Majestatem Magnæ Britanniæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitæ Belgii, atque è re communi visum fuerit, eidem quodam addere Articulus, qui ejusdem sint valoris, ac si in ipso Tractatu expressi forent, itaque conventum est tenore sequenti.

I. Tucan-

ANNO
1700.

ANNO 1700. I. Tueantur & vindicent altissimè memorati Fœderati non solum Pacem & Tractatus, quorum mentio facta in Articulis 6. & 7. Fœderis Principalis, sed etiam præterea Tractatum Pacis inter Reges Gallie & Hispaniarum die 20. Septembris 1697. Ryswici conclusum.

II. Si Rex Magnæ Britannie & Domini Ordines Generales adacti fuerint bellum suscipere pro vindicatione five Garantia Pacis Ryswicensis, eo casu, Rex Suecie obligatus erit, loco sex mille Militum, in Articulo octavo Tractatus Principalis memoratorum, iis auxilium præbere decem millia Militum, bene vestitorum, & bene armatorum, cum adjunctis Tormentis campensibus necessariis, nec quicquam Rex Magnæ Britannie aut Domini Ordines Generales solvent pro horum delectu & transmissione, sed is, qui has Copias auxilium requisiverit, ab eo tempore, quo ex Stationibus Pomeranie & Brehme exierit, ad iter ingrediendum, eisdem sustentabit, & stipendia istem præbebit, secundum normam & modum in solutione militum Domini Ordinum Generalium usitatum; & liberum erit his Copiis omni tempore supplementa legere in Regnis & Terris Sacræ Regiæ Majestati Suecie subiectis.

III. Nullus Fœderatorum obligatus sit promissa auxilia mittere in Italiam, Hispaniam, vel in alia loca æquæ aut longius remota, sed si requirere ibidem suppetitis opus habuerit, aliunde easdem acceriet, interim autem uti poterit præstatis auxiliariis Copiis in Terris magis vicinis vel propiis, tam ad hostem divertendum, quam ad sui & Fœderatorum suorum defensionem.

IV. Quemadmodum etiam altissimè memoratis quàm maximè cordi est tranquillitas in Septentrione, cumque eum in finem singuli separati jam antè hæc se Fidei iustores & Vindices constituerint Tractatus Altenoensis inter Regem Danie & Ducem Holantiæ-Gottorpiensis conclusi, atque existimant ab observatione huius Tractatus magnâ ex parte pendere modò indigittam tranquillitatem in Septentrione, itaque consilium esse duxerunt, hoc ipso de novo sese invicem obstringere ad Vindicationem five Garantiam dicti Tractatus Altenoensis, & hæc Vindictio five Garantia pro statu præsentis locum habebit contra quancunque aggressionem & viam facti, remittatur autem Controversia inter Regem Danie & Ducem Holantiæ-Gottorpiensem ad Negotiationem Pinnenbergensem, ut ibi terminetur quantocius fieri possit.

V. Huic Fœderi accedere poterunt, si ita Ipsi visum fuerit, Imperator & Rex Hispanie, tanquam ii ad quos Vindictio five Garantia Pacis Ryswicensis non minimè ex parte pertinet, & cum iis de conditionibus conveniatur.

VI. Rex Magnæ Britannie & Domini Ordines Generales ipsonde, se omnem diligentiam & operam adhibebunt, ut Rex Hispanie Regi Suecie solvat, quantum debebit propter Navem Suecie, bellis præcedentibus, à Subditis Regis Hispanie injustè captas.

In quorum fidem Nos Infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regum Suecie & Magnæ Britannie, & Deputati Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, nominati in Tractatu Principali, Articulis hunc separatim, quorum sex Instrumenta composita sunt, subscriptionibus & Sigillis Nostri munivimus, scilicet Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth, pro Rege Suecie, Hagæ Comitum die 11 Januaria 1700. Ego Joseph. Williamson pro Rege Magnæ Britannie, Londini die 11 Januarii A. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, etiam Hagæ Comit. die 11 Januarii 1700.

(L.S.) N. LILLIEN-ROTH.
(L.S.) J. Williamson.

(L.S.) J. v. ESSEN.
(L.S.) FR. v. BREEDENHOF
VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GÖCKINGA.

CCXXI.

13. Mars. Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre Louis XIV. Roi

de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-bas; par lequel, les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Côte de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa, sont destinés à Louis Dauphin de France, avec les Duchés de Lorraine & de Bar; Le Duché de Milan, à LEOPOLD JOSEPH CHARLES Duc de Lorraine, en échange de ses Etats; & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Pais-bas au Serenissime Archiduc CHARLES, second Fils de l'Empereur LEOPOLD. A Londres le 13. Mars N. S. & à la Haye le 25. du même Mois 1700. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne, du tems du Roi Charles II.]

ANNO 1700.

QU'il soit notoire à tous ceux qui verront les présentes. Que le Serenissime & très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France &c., & le Serenissime & très-puissant Prince Guillaume III. aussi par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, n'ayant rien plus à cœur que de fortifier par de nouvelles liaisons la bonne intelligence rétablie entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryswick, & de prévenir, par des mesures prises à temps, les événements qui pourroient exciter une nouvelle Guerre dans l'Europe; ont donné pour cet effet leurs Pouvoirs pour convenir d'un nouveau Traité; savoir Sa Majesté très-Chrétienne au Sieur Camille d'Holstun, Comte de Tallard, Lieutenant Général des Armées du Roi en la Province de Dauphiné, Ambassadeur Extraordinaire de France en Angleterre, & au Sieur Gabriel Comte de Briord, Marquis de Senoan, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; Sadté Majesté Britannique au Sieur Guillaume Comte de Portland, Vicomte de Cirencester, Baron de Woodstock, Chevalier de l'Ordre de la Jarretière, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & au Sieur Edouard Comte de Jersey, Vicomte de Villers, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, Premier Secrétaire d'Etat, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & les Seigneurs Etats Généraux à Jean van Eslen Bourguemestre & Senateur de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université de Harderwic; Frid. Baron de Rheede St. Antoine &c., de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Seau, & Surintendant des Fiefs des mêmes Provinces; Guillaume de Nassau, Seigneur d'Odyck, Cortegne &c., & premier Noble, représentant la Noblesse dans l'Assemblée des Etats de Zelande; Everard de Weede Seigneur de Dyckvelt, Rareles &c., Seigneur Foncier d'Oudewater, Scholastre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyck graef de la Rivière du Rhin dans la Province d'Utrecht, & Président des Etats de la même Province; Guillaume van Haren, Député de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker. Arnold Lemker Bourguemestre de la Ville de Deventer, & Jean de Hecke, Senateur de la Ville de Groningne, tous Deputés dans l'Assemblée des Etats Généraux, de la part des Etats d'Utrecht, de Hollande & de West-Frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, Groningne, & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles suivans.

I. La paix rétablie par le Traité de Ryswick entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, sera ferme & constante, & leurs Majestés & les Etats Généraux feront réciproquement tout ce qui pourra contribuer à l'avantage & à l'utilité de l'un & de l'autre.

II. Comme le principal but que Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux se proposent, est celui de maintenir la tranquillité generale de l'Europe, ils

Ooo 3 d'ont

ANNO
1700.

n'ont pu voir sans douleur que l'Etat de la santé du Roi d'Espagne soit depuis quelque tems venu si languissant, qu'il y a tout à craindre de la vie de ce Prince, quoi qu'il ne puisse donner leurs penées du côté de cet événement sans affliction, par l'amitié sincère & véritable qu'ils ont pour lui. Ils ont cependant estimé qu'il étoit d'autant plus nécessaire de prévoir que Sa Majesté Catholique n'ait point d'Entans, l'ouverture de la Succession exige toûjours infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi très-Chrétien suit ses prétentions, & celles de Monseigneur le Dauphin ou de ses Descendants sur toute la Succession d'Espagne, & que l'Empereur n'ait aussi à faire valoir ses prétentions, celles du Roi des Romains, & de l'Archiduc Charles, son second fils, ou de ses autres Entans, mâles ou femelles, sur ladite Succession.

III. Et comme les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, durent sur toutes choses la conservation du repos public, & d'éviter une nouvelle guerre dans l'Europe, par un accommodement des disputes & différends qui pourroient survenir à cet effet de ladite Succession, ou par l'ombrage de trop d'Etats réunis sous un même Prince, ils ont trouvé bon de prendre par avance des mesures nécessaires pour prévenir les malheurs que le triste événement de la mort du Roi Catholique sans Entans pourroit produire.

IV. Pour cet effet il a été accordé & convenu que si le susdit cas arrivoit, le Roi très-Chrétien, tant en son propre nom qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses Entans mâles ou femelles, Héritiers & Successeurs, nez & à naître, comme au Roi mondit Seigneur le Dauphin, pour lui-même, ses Entans, mâles ou femelles, Héritiers ou Successeurs, nez ou à naître, se tiendront satisfaits, comme ils se tiennent satisfaits par le présent, Que Monseigneur le Dauphin ait pour son partage en toute propriété possession & plénitude, en extinction de toutes les prétentions sur la Succession d'Espagne, pour en jouir, lui, ses Héritiers Successeurs, Descendants mâles ou femelles, nez & à naître à perpétuité, sans pouvoir jamais être troublé, sous quelque prétexte que ce soit, de droit ou de prétention, directement ou indirectement, même par Cession, Appel, Revolte ou autre voye que ce puisse être, de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, du Sérénissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses, & de ses autres Entans, mâles ou femelles, Descendants, ses Héritiers & Successeurs nez & à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile en la manière que les Espagnols les possèdent présentement; Toutes les Places dépendantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la côte de Toscane, & Isles adjacentes, comprises sous le nom de Santo Stefano, Porto Hercole, Orbetello, Talamone, Porto Longone, Piombino, en la manière aussi que les Espagnols les tiennent présentement; la Ville & le Marquisat de Final, de la manière pareillement que les Espagnols les tiennent, la Province de Guipuscoa, nommément la Ville de Pontarabie & de St Sébastien, situées dans cette Province, & spécialement le Port du Palar, avec ce qui y est compris, avec cette restriction seulement, que s'il y a quelques lieux dépendans de ladite Province qui se trouvent situés au delà des Pyrénées, & autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye du côté d'Espagne, ils resteront à l'Espagne; & s'il y a quelques lieux pareillement dépendans des Provinces jointes à l'Espagne, qui soient en deçà des Pyrénées ou autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye, dans la Province de Guipuscoa, ils resteront à la France; & les traités desdites Montagnes, & desdites Montagnes qui se trouvent entre lesdites Provinces de Guipuscoa, Navarre, Alava & de Biscaye, à qui elles appartiennent, seront partagés entre la France & l'Espagne; en sorte qu'il restera autant desdites Montagnes, & trajectes à la France de son côté qu'il en restera à l'Espagne du sien. Le tout avec ses fortifications, munitions de guerre & de bouche, poudre, boulets, Canons, Galères & Chiourmes qui se trouveront appartenir au Roi d'Espagne, lors de son décès sans Entans, & être attachés aux Royaumes, Places, Isles & Provinces qui doivent composer le partage de Monseigneur le Dauphin: bien entendu que les Galères, Chiourmes, & autres effets appartenant au Roi d'Espagne par le Royaume d'Espagne, & autres Etats qui tombent dans le partage du Sérénissime Archiduc, lui resteront; celles qui appartiennent au Royaume de Naples & de Sicile, devant revenir à Monseigneur le Dauphin, ainsi qu'il

est dit ci-dessus. De plus les Etats de Monseigneur le Duc de Lorraine, à savoir les Duchés de Lorraine & de Bar, ainsi que le Duc Charles IV. de ce nom, les possèdent & tels qu'ils ont été rendus par le Traité de Ryfwick, seront cédés & transportés à Monseigneur le Dauphin, ses Entans & Héritiers & Successeurs mâles, nez & à naître, en toute propriété & possession plénière, en la place du Duché de Milan qui sera cédé & transporté en échange audit Duc de Lorraine, ses Entans mâles & femelles, Héritiers, Descendants, Successeurs nez & à naître, en toute propriété & plénière possession, lequel ne restera pas un parti si avantageux. Bien entendu que le Comté de Biche appartiendra à Mr le Prince de Vaudemont, qui rentrera dans la possession des Terres, dont il a joui ci-devant qu'il lui ont été, ou dû être rendus en exécution du Traité de Ryfwick. Moyennant lesquels Royaumes, Isles, Provinces & Places ledit Roi très-Chrétien, tant en son propre nom qu'à celui de Monseigneur le Dauphin, ses Entans mâles ou femelles, Héritiers & Successeurs nez & à naître, lequel a aussi donné son Plein-pouvoir pour cet effet au Sieur Comte de Tallard, & au Sieur Comte de Briord, promettent & s'engagent de renoncer, lors de l'ouverture de ladite Succession d'Espagne, comme en ce cas ils renoncent dès à présent par celle-ci, à tous les Droits & Prétentions sur tous les autres Royaumes, Isles, Etats, & Places qui en dépendent présentement, à l'exception de ce qui est énoncé ci-dessus pour son partage. Et de tout cela ils feront expédier des Actes solemnels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il le pourra, qui seront délivrés au tems de l'échange de la Ratification de ce présent Traité, au Roi de la Grande Bretagne & aux Seigneurs Etats Généraux.

V. Toutes les Villes, Places & Ports situés dans les Royaumes & Provinces qui doivent composer le partage audit Seigneur Dauphin, seront conservées, sans pouvoir être démolies.

VI. Ladite Couronne d'Espagne & les autres Royaumes, Isles, Etats, Pais & Places que le Roi Catholique possédait présentement tant dedans que dehors l'Europe, se sont données & assignées au Sérénissime Archiduc Charles, second fils de l'Empereur (à l'exception de ce qui a été énoncé dans l'Article IV. qui compose le partage de Monseigneur le Dauphin, & du Duché de Milan en conformité dudit Article IV.) en toute propriété & possession plénière, en partage & extinction de toutes les prétentions sur ladite Succession d'Espagne, pour en jouir lui & ses Héritiers, Successeurs, nez & à naître à perpétuité, sans pouvoir jamais être troublé sous quelque prétexte que ce soit de Droits & Prétentions, directement ou indirectement, même par Cession, Appel, Revolte ou autre voye, de la part du Roi très-Chrétien, de mondit Seigneur le Dauphin ou de ses Entans mâles ou femelles, ses Héritiers Successeurs, nez ou à naître. Moyennant laquelle Couronne d'Espagne & autres Royaumes, Isles & Etats, Pais & Places qui en dépendent, l'Empereur tant en son propre nom, qu'en celui du Roi des Romains, du Sérénissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses ses Filles, ses Entans, leurs Entans, mâles ou femelles, leurs Héritiers, Descendants ou Successeurs nez ou à naître; comme aussi le Roi des Romains pour lui, & le Sérénissime Archiduc Charles desquels sera majeur pour lui-même, leurs Entans Héritiers & Successeurs, mâles ou femelles, nez & à naître, se tiendront satisfaits que le Sérénissime Archiduc Charles ait en extinction de toutes leurs prétentions sur la Succession d'Espagne, ladite Cession faite ci-dessus. Ledit Empereur tant en son propre nom qu'en celui du Roi des Romains, & du Sérénissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses ses Filles, ses Entans mâles ou femelles & ses Héritiers & Successeurs; comme aussi le Roi des Romains en son propre nom, renoncera lors qu'ils entreront en ce présent Traité & qu'ils le ratifieront, & l'Archiduc Charles desquels sera majeur, à tous autres Droits & Prétentions sur les Royaumes, Isles, Etats, Pais & Places qui composent le partage & les portions assignées ci-dessus à Monseigneur le Dauphin & à celui qui aura le Duché de Milan par échange de ce qui sera donné à mondit Seigneur le Dauphin. Et que de tout cela ils feront expédier des Actes solemnels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il le pourra; savoir l'Empereur & le Roi des Romains quand ils ratifieront le présent Traité, & le Sérénissime Archiduc.

ANNO
1700.

ANNO Archiduc dès qu'il sera majeur, lesquels seront delivrez
1700. à Sa Majesté Britannique & aux Seigneurs Etats Géné-
raux.

VII. Immédiatement après l'échange des Ratifications de ce présent Traité, il sera communiqué à l'Empereur, lequel sera invité d'y entrer; mais si trois mois après, à compter du jour de ladite communication & de ladite invitation, ou le jour que Sa dite Majesté Catholique viendra à mourir, si c'étoit avant ledit terme de trois mois, Sa Majesté Impériale ou le Roi des Romains refusoient d'y entrer & de convenir du partage assigné au Serenissime Archi-Duc; les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, conviendront d'un Prince, auquel ledit partage sera donné. Et en cas que nonobstant la présente Convention ledit Serenissime Archi-Duc voulut prendre possession de la portion qui lui sera échüe, avant qu'il eût accepté le présent Traité, ou de celle qui seroit assignée à Monseigneur le Dauphin, ou à celui qui aura le Duché de Milan par échange, comme il est dit ci-dessus, ledits Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux, en vertu de cette Convention, l'empêcheront de toutes leurs forces.

VIII. Le Serenissime Archi-Duc ne pourra passer en Espagne, ni dans le Duché de Milan, du vivant de Sa Majesté Catholique, que d'un commun consentement & point autrement.

IX. Si le Serenissime Archi-Duc vient à mourir sans enfans, soit avant ou après la mort du Roi Catholique, le partage qui lui est assigné ci-dessus par l'Article VI. de ce Traité, passera à tel enfant de l'Empereur, mâle ou femelle, hors le Roi des Romains, que Sa Majesté Impériale trouvera bon de désigner: & en cas que Sa Majesté Impériale viant à decéder sans avoir fait ladite désignation, elle pourra être faite par le Roi des Romains; mais le tout à condition que ledit partage ne pourra jamais être réuni, ni demeurer à la personne qui sera Empereur ou Roi des Romains, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contrat de Mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou autre voye; & de même le partage du Serenissime Archi-Duc ne pourra jamais revenir ni demeurer en la personne qui sera Roi de France ni Dauphin, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contrat de mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou quelque autre voye que ce soit.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans enfans, & aussi le casd cas arrivant, ledits Seigneurs Rois, & Etats Généraux, s'obligent de laisser toute la Succession dans l'Etat, comme alors elle se trouvera, sans s'en saisir en tout ni en partie, directement ni indirectement, mais chaque Prince pourra d'abord se mettre en possession de ce qui lui est assigné pour son partage, dès qu'il aura satisfait de sa part aux Articles IV. & VI. précédans celui-ci, & s'il y trouve de la difficulté, les deux Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux feront tout leur devoir possible, afin que chacun soit mis en possession de sa portion selon cette Convention, & qu'elle puisse avoir son entier effet, s'engageant à donner par terre & par mer le secours & assistance d'hommes & de vaisseaux nécessaires pour contraindre par la force ceux qui s'opposeroient à ladite Convention.

XI. Si ledits Seigneurs Rois ou les Seigneurs Etats Généraux étoient attaqués par qui que soit, à cause de cette Convention ou l'exécution qu'on en fera, on s'assistera mutuellement l'un l'autre, avec toutes ses forces, & on se rendra Garand de la ponctuelle exécution de ladite Convention, & Renonciation faite en conséquence.

XII. Seront admis dans le présent Traité tous Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, & il sera permis aux deux Seigneurs Rois & aux Seigneurs Etats Généraux & à chacun d'eux en particulier de requérir & inviter dans le présent Traité, & d'être semblablement Garands de l'exécution du Traité & des Renonciations qui y sont contenues.

XIII. Et pour assurer encore davantage le repos de l'Europe ledits Rois, Princes & Etats, seront non seulement invités d'être Garands de ladite exécution du présent Traité, & de la validité desdites Renonciations comme ci-dessus; Mais si quelqu'un des Princes, en faveur desquels les passages sont faits, vouloit dans la suite troubler l'ordre établi par ce Traité, faire de nouvelles entreprises à icelui contraires, & ainsi s'aggrandir

aux dépens les uns des autres, sous quelque prétexte que soit; la même Garantie du Traité sera censée devoir s'étendre aussi en ce cas; en sorte que les Rois, Princes & Etats qui la promettent, seront tenus d'employer leurs forces pour s'opposer aux dites entreprises, & pour maintenir toutes choses dans l'état convenu par ledits Articles.

XIV. Que si quelque Prince que ce soit s'oppose à la prise de possession des passages convenus, ledits Seigneurs Rois & les Etats Généraux seront obligés de s'enr'aider l'un l'autre contre cette opposition, & de l'empêcher de toutes leurs forces: & l'on conviendra d'abord après la signature du présent Traité de la portion que chacun doit contribuer tant par Mer que par Terre.

XV. Le présent Traité & tous les autres Actes faits en conséquence ou qui y ont rapport, & nommément les Actes solennels que Sa Majesté Très-Christienne & Monseigneur le Dauphin sont obligés de donner en vertu de l'Article IV. ci-dessus, seront enregistrés au Parlement de Paris, suivant leur forme & teneur, & l'usage ordinaire, pour avoir lieu aux conditions qui y sont portées, dès que l'Empereur sera entré dans le présent Traité, ou au bout des trois mois qui sont donnés pour cet effet, s'il n'y entre pas plutôt. Et pareillement Sa Majesté Impériale sera tenue quand elle entrera dans le présent Traité, de le faire approuver & enregistrer avec tous les Actes solennels, que Sa Majesté Impériale, le Roi des Romains, & le Serenissime Archi-Duc seront obligés de donner en vertu de l'Article VI. ci-dessus, en son Conseil d'Etat, ou ailleurs, suivant les formes les plus authentiques du Pais.

XVI. Les Ratifications des deux Seigneurs Rois, & des Seigneurs Etats Généraux seront toutes échangées en même tems à Londres, dans l'espace de trois semaines, à compter du jour que ledits Seigneurs Etats Généraux auront signé, & plutôt, si faire se peut. Fait & signé à Londres le 13. Mars nouveau stile 1700. & à la Haye le 25. dudit mois de Mars 1700. par nous Plenipotentiaires de France, d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Généraux, étant convenu que la signature de ce présent Traité se feroit de la sorte. En foi de quoi nous avons signé le présent Traité de notre main, & fait apposer le Cachet de nos Armes.

Signé,

TALLARD. PORTLAND.	JEAN VAN ESSEN.
ET BRIORD. ET JERSEY.	F. B. VAN RHEEDE.
	A. HEINSIUS,
	W. DE NASSAU.
	EV. DE WEEDE.
	W. VAN HAREN.
	A. LEMKES.
	VAN HEKKE.

CCXXII.

Articles préliminaires, conclus à Oldesloob le 18. 18. Juil. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE & son Altesse S. de HOLSTEIN GOTTORP. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

I. SA Majesté le Roi de Dannemarck consent de faire traiter non seulement avec S. A. S. de Schleswig-Holstein-Gottorp, mais aussi avec Sa Majesté le Roi de Suede, & la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, Hanover & Zell, sur les différends qu'ils peuvent avoir ensemble.

II. Les Plenipotentiaires des Parties qui seront choisis pour travailler à la Paix seront nommés & se rendront à Hambourg (sans que le choix de ce lieu puisse tirer à conséquence) en deux jours après l'échange de la présente Convention, sauf pourtant qu'il sera libre aux deux Parties d'y ajouter ensuite tels autres Ministres qu'ils jugeront à propos.

III. On procedera sincèrement & de bonne foi de tous côtez à l'ajustement des différends, & sur tout on

sera

ANNO
1700.

sera son possible pour convenir en peu de jours du gros de l'affaire, & des principaux Articles qui peuvent être en question; & pour cet effet les Alliez remètront, deux jours après l'échange de cette Convention, leurs *Fajstulata* entre les mains de celui qui sera chargé de ceux de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; bien entendu que comme dans l'éloignement où se trouve le Roi de Suède, il n'est pas possible de favoir si-tôt ses prétentions, il lui sera libre de les proposer le plutôt que faire se pourra.

IV. Pour mettre le Traité en train, les Parties consentent à une cessation d'armes, & de tous actes d'hostilité au Pais de *Schleswig & Holstein*, & sur l'*Elbe*, pour huit jours, à commencer un jour après cette Convention.

V. Les Armées des deux côtés resteront dans leurs Camps où elles sont présentement.

VI. Le chemin de *Siegen* à *Barcken*, & de *Barcken* à *Segueberge* servira de limites aux fourrageurs. Ni les uns ni les autres des deux Armées ne passeront ledit chemin.

VII. Pendant le Traité les Postes & Couriers auront liberté entière d'aller & venir, pourvu qu'ils se tiennent à une demie lieue, au moins, des Camps, & qu'ils touchent de leurs Cornes quand ils approchent.

VIII. La présente Convention signée des Ministres des Alliez sera mise entre les mains de Mr. Fabricius Ministre d'Etat de S. A. S. de Brunswick-Lunebourg, à Hambourg, pour être échangée avec celle qui sera signée des Ministres de Sa Majesté le Roi de Dannemarc. Fait à Odeloock ce 18. Juillet 1700.

CCXXIII.

18. Août. *Friedens-Traktat zwischen Seiner Königlichen Majestät zu Dennemarc Frederico IV. und Seiner Hochfürstlichen Durchleucht Herzog Friedrich zu Holstein-Gottorf / durch Ihro Kaiserlichen Majestät und Ihro Churfürstlichen Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg Mediation geschlossen / wodurch die zwischen beyden Theilen entstandene Feindseligkeiten bergeleget / und wegen der gemeinschaftlichen Regierung / Prærogativ-Defension / des Exercitii Juris Armorum & Fortalitiorum, Stifts Lubeck / Ersetzung der Schäden / Zölle* *ic.* transgiret wird. Travendahl den 18. Aug. Anno 1700. [Feuille volante imprimée, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG *Deutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung II. Abtheilung IV. Absatz X. pag. 244.* dans *Actorum publicorum* der zu mehreren Beqriff der *Schleswig-Holsteinischen* *Affairen* dienlicher Stücke. Fascicul. X. pag. 60. dans *Fabri Europäische Staats-Ganglen* Tom. V. pag. 693. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 772. dans THUCELIUS in *Actis publicis* S. R. Imp. Part. II. pag. 833. Lat. & dans *Relationis Histor. Franc.* Contin. Vernal. anni 1700. pag. 81.]

C'est-à-dire;

Traité de Paix entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de Holstein

Gottorf, par la Mediation de Sa Majesté Impériale, & des Serénissimes Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Les anciennes inimitiés y sont déposées. Et l'on y convient de tout ce qui regard de la commune Revençe, & desfonse de l'Exercice du Droit des Armes & des Forteresses; l'Esché de Lubeck, la Compensation des Dommages, les Impositions &c. A Travendahl le 18. d'Aout 1700.

ANNO
1700.

Im Namen der Heiligen Dreysaltigkeit, Kund und zu wissen sey hienit jedermänniglich: Darnach ist Anno 1675. zwischen König-Majestät zu Dannemarc / und des Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf Durchleucht verschiedene beschwerliche Mißverständnisse und Diffidien entstanden / und obgleich dieselbe durch die in Anno 1679. zu Fontainebleau / und ferner Anno 1689. zu Altona errichtete Friedens-Schlüsse und Vergleich componiret worden / solch democh occasione der über den eigentlichen Verstand und Interpretation ein und andern in dem Altonaischen Vergleich enthaltenen Articulis aberericht entstanden Mißverständnissen von neuem regt gemacht / und es endlich / ohnerachtet der an Seinen Ihro Kaiserlichen Majestät und Ihro Churfürstlichen Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg bey der Sache interponirten hohen Mediation, auch der hohen Garands gedachten Altonaischen Vergleichs angewandten vielfältigen Bemühungen darüber zu Heilichkeiten und einen öffentlichen Krieg zwischen beyderseits jeho regierenden Ihro Königliche Majestät in Dannemarc / Norwegen *ic.* und des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf *ic.* Durchleucht und Dero hohen Herren Alliierten und Garands ausgeschlagen. Man aber nicht allein von Seiten Ihro Kaiserlichen Majestät und Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg noch immerhin und bis ans Ende continuiret / alten möglichsten Fleiß und Bemühung dahin angewandt / daß solch entstandene Kriegs-Innen in Zeiten wieder gedämpfet / und der Ruhe- und Friedens-Stand in diesem Nieder-Sächsischen Eintrich und denen benachbarten Nordischen Quartieren / durch einen billig-mäßigen Frieden restabliert / mithin ein völliges auch beständiges gutes Vernehmen zwischen Ihro Königlichen Majestät in Dannemarc und des Herrn Herzogen zu Holstein-Gottorf Durchleucht wieder gestiftet werden möchte / sondern auch folglich andere Hehe Puissancen ihre Officia darunter mit angewandt. Daß demnach auf die zwischen beyder kriegenden Theilen und Dero respective Alliierten und Garands darzu bevolmächtigten Ministris gepflogene mühsame Tractaten und von Aller- und Schlüssel-meldeter Herren Mediatoren Abhandeln und Verhandeln dabey angewandten unermüßlichen Bemüh- und Vermittelung / aberweichte Mißverständnisse / Differentien und Streitigkeiten / gütlich componiret / und darüber nachfolgender Tractat und Vergleich verabredet und geschlossen worden:

I. Soll alles dasjenige / was bey diesen Kriegen und Kriegen von einem Theil gegen den andern und dessen Angehörige zu Wasser und Lande widerges geschach durch diese Amnestie völlig aufgehoben und abgethan seyn / und nimmer weiter gedacht / vielweniger gegen jemand deswegen weiter einige Anspruch oder Præsentation gemacht werden. In specie sollen auch diese Amnestie mit genieffen die Städte Lübeck und Hamburg und alle deren Einwohner und Angehörige / und selbigen / wegen alles dessen / so bey und occasione dieser Kriegen passirt seyn könt / nimmer einig ledig zugestiget / noch jemand den deswegen die geringste Question moviret werden.

II. Werden hienit die zwischen dem Reich Dannemarc / Norwegen / und deren gesambten Einwohnern an einem / und denen Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein und deren incorporirten Landen anderen Theils errichtete Uniones de Anno 1533. und 1623. (ausser was wegen Aufheben des Vasallgits und erlangten Souverainität in den Nordischen Friedens-Schlüssen de Anno 1675. und 1689. stipuliret) auch alle bis zu Anno 1675. errichtete Pacta und Verträge / die Westphälische Nordische Fontainebleausche / Altonaische Friedens- und Glückstädtsche Recesse hienit nachmalen beständig: Jedoch / daß gesagt Uniones als Fœderata perpetua nicht weiter als nach ihren wörtlichen Inhalt expliciret werden sollen / und zwar / daß die etwa künftig zwischen beyden regierenden Herzogen entstehende Freundschaft / entweder per amicabilem compositionem mit sich / oder durch Vermittelung darzu erwählender Puissancen abgethan werden sollen.

III.

ANNO
1700.

III. Die über Prælaten / Ritterschafft und gewisse Massen über einige Städte dieses Reichs gestiftete gemeinsame Regierung oder Communion wird (wiewohl ohne Præjudiz der in dem Nordischen Frieden stipulirten / und nachgehends in dem Glückstädtschen Recesse bestätigten Disposition) continuiret; Jedoch mit diesem expresse Verdinge / dass kein Theil über solche zur gemeinschaftlichen Regierung gehörnde Personen / Deter und Güter / das geringste zu Kriegs- und Friedenszeiten ohne des andern Consens und Mitwissen vorsehne und disponire / es sey in Administration der Justiz / Geboten / Patenten / Executionen / oder wegen Einquartierung / Contribution oder andern Aufträgen / wie die auch Mahmen haben mögen; Wofen alles / was darunter nicht gesambter Hand geschähe würde / an sich ungültig und von keinen Kräften seyn soll. und wie nun Prælaten und Ritterschafft so / wie sie in der laubds-Matrimonial gesetzet / so wohl in Civilibus als Ecclesiasticis, auch der Collecten wegen / unter gemeinsamer Regierung und Jurisdiction ohne einige Exemption und Exemption / und haneben bey ihren Privilegiis und Juribus verbleiben / also hingegen hat in denen übrigen feyn gehalten landen / Ämtern und Städten / als dem Einigen jeder Theil die souveräne und hohe landesherrliche Gewalt und daraus herfließende Jura ganz allein und privative zu exerciren / und soll von dem andern Theil unter dem Prætexte einer Communion oder was dergleichen sonst seyn möchte / zu keiner Zeit daran einige Behinderung noch Eintrag geschähen.

IV. Damit künftig allen Streitigkeiten und darzu findenden Prætexten das so mehr vorgebauer werden möge / ist in genere damit nachmahls fest gestellt worden / dass / wie in denen beyden Fürstenthümern beyde Theile voneinander der alten Verträge und Observanz allerdinges in völliger Aequalität stehen / und Paria Jura genießen / und genießen sollen. Also auch Ihre Majestät in Dänemark und Sueden oder Sueden als regierende Herzogen zu Schleswig-Holstein in- und ratione der Fürstenthümer Schleswig-Holstein / seinen Vortug und Prærogative in ewigen Jure / auff was ratione ordinis hergebracht ist / vor Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff und dero Successores / als auch regierenden Herzogen zu Schleswig-Holstein / sich annehmen noch präcediren / sonderlich bey der völligen Parität und gleichen Rechten unter beyden Theilen es unveränderlich bewenden lassen wollen.

V. Was die Defension des Schleswig-Holsteinischen Landes betrifft / so wird / wenn dem ganzen Lande / und also beyden pacifizierenden Theilen von Auswärtigen einige Gefahr anstehen sollte / von selbigen auch billig mit zusammen stehenden Kräften und communi consilio solche annehmende getradet werden / und die Nothdurfft und erforderliche Mittel auf gemeinen Land-Tagen der alten Oberwar nach zu beschaffen seyn. Jedoch soll unter dem Vorwand solcher gemeinen Defension kein Theil schuldig seyn / sich in Sachen impliciren zu lassen / deren derselbe sich annehmen nicht nöthig hat / und worin der eine Theil ohne des andern Mit-Gutfinden und Bewilligung sich einzulassen hätte / Zielweniger soll in solchen Fällen ein Theil vor dem andern von denen Landes-Collecten sich etwas arrogiren.

Was aber einen jeden Theil absonderlich betrifft / nachdenklich die jetzige Freunten hauptsächlich wegen des Exercitii Juri Armorum / und in specie Fortalitiorum / und was davon dependirt / nicht über den eigentlichen Verstand des Altonaischen Vergleichs entstanden. So ist / und künftig solchen allen vor zu bauen / hienit declarirt und fest gestellt worden / dass höchstgedachter Seiner Durchleucht und deren Successores ohne alle Dispute verbleiben soll das Plenum & Liberum Jus Armorum / Armadae / Fœderum & Fortalitiorum / und was davon dependirt / und dessen freyes Exercitium. Wobey aber von beyden Theilen befohlen werden / dass (1.) kein Theil Befestungen erbaue soll / näher als auf zwey Meilen Weges an denen von dem andern Theil bestehenden Befestungen / (2.) auch überall nicht näher als auf eine Meile von und an des andern Territorio (worunter jedoch die gemeinschaftliche Deter nicht mit zu begreifen) etwas fortificiren / (3.) soll auch kein Theil näher als auf eine Meile-Weges an denen ordinären Straßen und Pässen von Flensburg nach Rendsburg / und von da nach Schleswig / Glückstadt und Hamburg / Befestungen bauen / (4.) Damit auch von einem Theil dem andern durch eine gar zu große Armatur und in denen Fürstenthümern zu haltende Anzahl Volckes keine Unruhe und Jalousie gegeben werden möge / So ist verglichen / dass auffser et-

TOM. VII. PART. II.

ner ganz evidenten Nothwendigkeit (als wenn von auswärtigen Einbrüchen / und dergleichen Gefahr vorhanden / oder Ihre Königl. Majestät zu Dänemark dero Alliirten aus dero Königreich Dänemark / einige Hülf zu leisten hätten / als welchen als davorsehen die Passage durch dero Antheil der Fürstenthümer billig frey bleiben muß) kein Theil mehr als 6000 Mann zu Pferde und Fuß in die Fürstenthümer Schleswig-Holstein / bringen noch halten / selbe auch zu keiner Zeit zu Unterdrückung oder Vergewaltigung des andern Theils gebrauchen soll. Weilen aber Seine Durchleucht zu Holstein-Gottorff mit einer solchen Anzahl Volckes nicht allemahl versehen seyn möchten / und dero Gelegenheit nicht creybet / solche beständig auf den Weinen zu halten / So bleibt derselben allemahl frey / wenn Sie es nöthig finden / von dero Freunden und Alliirten aus dem Römischen Reich und Nieder-Sächsischen Kreis / bis auf 3000 Mann einzunehmen / und zu dero Sicherheit in die Fürstenthümer zu bringen und zu verlegen.

Wenn Sie auch von fremdden Herren einige Troupen / so in dero Dienste / Eyd und Pflichten treten / und voriger Pflichten erlassen werden / erhalten können und annehmen wollen / sicher solches (weil verglichen wurde nicht anders als Gottorffs eigene Troupen zu consideriren seyn) und so mehr und zwar auch ultra numerum der gedachten 3000. und bis auf die obgedachte Zahl der 6000. Mann / zu hochgedachter Seiner Durchleucht freyen Willen und Disposition; jedoch / dass von einer Paissance allein auch solcher gestalt keine gewisse Anzahl als 3000. Mann zu übernehmen seyn wird. Letztlich wird auch vermahret / dass bey denen Durchleuchten der Troupen / kein Theil des andern Angehörigen und Wutthänen mit Nacht-lagern und Einquartierungen beschweren soll: Es wäre dan / dass im Nothfall / auf speciale Requisition / ein Nacht-lager concessirt würde / Wobey falls dan alles / so genossen wird / bezahlt / und ganz exacte discipline gehalten werden soll. Der bloße Transitus aber soll auf beider Requisition nicht verweigert werden.

VI. Der Altonaische Vergleich soll innerhalb 6. Wochen nach Auswechslung der Ratificationen ad litteram / in specie auch mit Reklirung des Gutes Gores-Gade an Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff / zu völliger Execution gebracht werden; Jedoch in alle Wege dem Fürstlichen Hause Holstein-Holn kein Regress in salvo bleiben.

VII. Als von wegen Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff auch vorge stellt worden / wie aus der Vestung Christiansburg oder Friederichsfort / dero Ämtern und Angehörigen / insonderheit aber der Stadt Kiel / vielfältige Beschwerden und Schaden zugezogen würden / gegen den Inhalt des Glückstädtschen Recesses. Daher Seine Durchleucht die Instanzen machen lassen / dass gesagte Vestung demolirt werden möchte.

So ist von wegen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark versprochen / dass denen Gottorffischen Beschwerden auch in diesem Punkt nachdrücklich und vollkommen remediret / dem Glückstädtschen Recesse zu Kriegs- und Friedenszeiten auch darunter allerdings nachgegangen / die Gottorffische angehörige / in specie die Stadt Kiel / dagegen und überall aus gedachter Vestung künftig nicht graviret werden sollen: Wofen dan auch auf allen unvorhersehenen Fall der Contravention / und da solche auf erfolgendes Ansuchen innerhalb sechs Wochen nicht repariret würde / Seine Durchleucht ratione des in mehrgedachten Glückstädtschen Recesse / sub Conditione wegen dieser Vestung erhaltenen Consens / ihre Nothdurfft und Jura salva & integra sich reservirt haben wollen.

VIII. Wegen des Pacis / so Anno 1647. mit dem Capitulo zu Ulster an Seiten Holstein-Gottorff wegen der Bischoflichen Wahl / auf sechs Generationen errichtet worden / wollen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark / es bey dem Glückstädtschen Recesse de Anno 1667. und darin beschriebenen Bedingungen allerdings bewenden / und solchen auf keine Weise directe noch indirecte entgegen handeln lassen.

IX. Als von wegen Ihre Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gottorff / so wohl der hohen Mediation als Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Wege wegen ic. selbst in mehreren vorgestellet / in was großen Schaden und Verderb Ihr Haus und Land / durch die passirte Irrungen gesetzt worden / So haben Ihre Königl. Majestät aus Freund-Berlicher Affection und Genogtheit gewilliget / dass Sie Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff die Summa von zwey hundert sechzig tausend Reichsthalern an guten vollständigen Römischen Eren / (welche innerhalb 12. Tagen a dato dieses / in

Ppp

Hans

ANNO
1700.

ANNO
1700.

Hamburg in Banco, oder bey sichern guten Kaufleuten versichert und angewiesen / und dem Gutorffischen Gevollmächtigten solche Versicherungen ausgetheilt werden sollen) und zwar solche Summen zwischen hier und künftigen Reichs-Rathsstag Anno 1701. in Octavio trium Regum, zu Hamburg ohnehin bezalet lassen wollen. Hingegen lassen Ihre Durchlaucht zu Holstein-Gotorff alle andere / wegen einiger Schadloshaltung aus diesem Kriege bereits movirte oder annoch zu movierende Pretensionen schwinden und fallen. Nicht weniger wird an Seiten Ihre Durchlauchtigkeit hienit renunciiret (1.) Demen in Anno 1697. von der Königlich Milice verursachten Kosten. (2.) Der ratione der bekandten Persequation dem hochfürstlichen Kauf Gutorff zusehender Pretension, davon in dem Tractat von Anno 1661. und dem Glückstädtschen Reces Erwähnung geschehen / und (3.) Demjenigen / so nach den 23ten Junii 1689. von Königlich Seiten aus dem fürstlichen eingetriben. Hingegen wollen Ihre Königl. Majestät allen aus diesem Kriege etwa habenden Schadloshaltung-Pretensionen ebenfalls hienit renunciiret haben.

Frei ist ferner verglichen / das / was an Domainen-Gebäuden in den Herzogthümern Schleswig-Holstein 12. von ein oder anderen Theile in des anderen Theil bis auf den 14ten Augusti inclusive eingetriben und erhoben seyn möchte / solches demselben Theil / welcher es genossen / verbleiben: Was aber weiterhin und von dem 15ten Augusti inclusive an / erhoben seyn würde / solches bona fide innerhalb 4. Wochen restituiret werden soll.

Wie dan aus die von beyden Theilen in des anderen Landen Kampfern und Städten ausgeschriebene Contributions, welche nicht gedachten 14. dieses oder vorher wirklich bezalet seyn / cessiren und nicht eingetriben werden / nicht weniger auch die von denen Städten wegen der ausgeschriebenen extraordinären Schätzung extradirte Obligationes oder gegedene Cautiones hienit cessiren und annulliret seyn sollen. Die bey Prelaten und Ritterschaft aber bereit ausgeschriebene und intimirte Contributions sollen bis zu Ende dieses Monats bezalet und exequirt werden.

X. Beiden man befunden / das (1.) die im Umkre Gutorff nahe bey Schleswig belegene zwey Königl. Doitzgen Breckel und Iffensen / dan auch (2.) das in Vorder-Ditmarschen belegene Dorff Jedding / zu allerhand Difficultäten und Trübsen offters Anlass gegeben; So haben Ihre Majestät auf beschienenes Ansuchen hienit verwilliget und versprochen / das Sie solche Dörter gegen ein Äquivalent aus den Schleswigischen Capituls-Gütern oder anderen Ihre bequemen Dörtern permutiren / die Proportionen nach sechs-jährigen Registern ausfinden / und die Sache innerhalb 4. Monaten zum Stande bringen lassen wollen. Daseran dan in dem Königl. Antheil sol. Fürstliche Unterthanen oder Wand-Güter finden / so Ihre Majestät gelegen wären / werden Seine Durchlauchtigkeit mit dergleichen Permutation Derselben auch gerne willfahren.

XI. Wegen des zu Ipsi im Ampte Tunderen vor Jahren von Königl. Seiten angelagten Zolles / ist abgeredet worden / das selbiger von denen fürstlichen Schleswig-Holstein-Gutorffischen Unterthanen überall nicht / (2.) auch von denen Kaufmannschaften und Wahren / so direct aus der See nach der Stadt und Umkre Tunderen / oder von da in die See gehen / nicht geboden: sondern selbige davon allerdings befreiet seyn / und ohne einige Abgiffen von Zollen oder sonst / wie es immer Rahmen haben mag / gelassen werden sollen.

Alle übrige Gravamina sollen durch beyderseits darzu zusammen zuschickende Räte in Hamburg innerhalb sechs Wochen a die Ratificationen dieses Tractats / bona fide abgethan und gänzlich gehoben werden.

XII. Als bey diesen Troublen von Ihre Durchlaucht zu Braunschweig-Lüneburg-Elbe eine Schanze auf die vor dem Hamburgischen Hafen in der Elbe gelegene Insel der Brevenhoff genandt / gelegen worden / So ist von Derselben / das solche Schanze so fort nach der Ratification dieses Tractats / evacuiret und rauret werden soll / hingegen aber auch an Seiten Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen 12. hienit versprochen worden / das die Erbauung dieser Schanze nimmet zu jemandes praechtig allegiret / noch von der Insel des Brevenhoffs / und was alda noch ferner sich ansetzen möchte / der Schiff-Fahrt einige Hemmung noch Hindernis geschehen soll.

XIII. In diesen Frieden und Amnettie werden mit eingeschlossen die hohen Garands des Altonaischen Vergleichs / dero Succesores, Reich / Lande und Angehörige / und soll alles dasjenige / so von selbigen zu Wasser

und Lande gegen ein-und anderen Theil geschehen / in Anno ewige Vergessenheit gestellet / und in Unguten nimmer weiter gedacht werden.

Insbesondere wollen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen 12. vor Sich und Dero Succesores hienit versprochen haben / das Sie wegen dessen / so bishero vorgegangen / noch / unter was Pretext es sonst seyn möchte / gegen Ihre Königl. Majestät zu Schweden / oder das Durchlauchtigste Haus Braunschweig-Lüneburg-Gott und Hannoverischen Theils / weder selbst et was Thätliches vornehmen / noch anderen / die solches thun oder thun möchten / mithin dero Feinden und Widerwärtigen auf keinerley weise mit Rast und That / Hülfe noch Vorstuh / direct noch indirecte leisten / sondern vielmehr ohnangesehen alles dessen / so bis anhero verhandelt / vortommen und passirt / mit denenselben / und zwar was in specie Ihre Majestät und die Cron Schweden belanget / nach Inbald der zwischen beyden Fürstlichen Königen und Reich von dem errichteten Pacten und Friedens-Schlüssen ein befandiges gutes Freund-nachbathliches Vernehmen unterhalten wollen. Hingegen wollen Ihre Königl. Majestät in Schweden und Hochgedachtes Durchlauchtigste Haus sich auf gleicher Weise gegen die Cron Dänemark betragen / und an aller guten Freund-Vertrauen und nachbathlichen Correspondenz und Freundschaft mit Ihre Königl. Majestät es ihrer Seits auch nicht ermangeln lassen.

XIV. Die Königl. Kaiserliche Majestät und übrige hohe Potestances, so sich bishero der Garantie des Altonaischen Vergleichs angenommen; nicht weniger auch Ihre Königl. Majestät in Frankreich / und die Chur- und Fürsten des Reichs / zu welchen ein oder ander Theil darunter ein Vertrauen haben möchte / welche dan innerhalb 2. Monaten zu benennen / sollen invitiret werden / beyden Theilen die Garantie dieses Tractats und der dabey errichteten Neben-Acticulen zu leisten.

XV. Die Ratificationen über diesen Tractat sollen in 7. Tagen a dato, und eher da möglich / gegen einander in Segeberg ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen seyn dieses Vergleichs zwey Instrumenta verfertigt / von denen ab beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministri unterschrieben / und mit ihren Pürschafften besiegelt worden. So geschehen zu Travendahl den 18. Augusti. Anno 1700.

Johann Hugo von Iente.

Magnus von Wedderkop.

(L.S.)

(L.S.)

Christoph Blome.

Dincier von Königstein.

(L.S.)

(L.S.)

Sechs separirte Articul des vorhergehenden Travendahlischen Friedens / deren jeder sub eodem Dato & Loco geschlossen / und der erste von der Sicherheit des Herzogen zu Holstein-Plön; der zweyte den Abmarsch der Schwedischen Troupen aus Dänemark; der dritte die Dänische Hypothec auf 260. tausend Rthlr. der vierte die Jura superioritatis der Stadt Lübeck über gewisse Dörffer / der fünfte die Dänische Prætenfion der 120. tausend Rthlr. an das Stiff Lübeck / und endlich der sechste / die Schließung der so genannten Hittler-Schans betrifft. [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

C'est-à-dire,

Six ARTICLES SEPARE'S du precedent Traité; le premier touchant la sûreté du Duc de HOLSTEIN PLOËN; le second pour la sortie des Troupes Suedoises hors du DANNEMARC; le troisième pour l'Hypothèque des 260. mille Rixdalers, promis par le IX. Art. du Traité; le quatrième

ANNO
1700.

trisme en faveur de la Ville de LUBECK & de sa Supériorité sur certains lieux. Le cinquième touchant une Prétenſion du Roi de DANEMARCK de 120. mille Ecus, sur l'Evêché de LUBECK. Et le ſixième touchant la Demolition demandée du Fort de l'Elbe, nommé Hüttler Schantz.

Es Herrn Herzogen zu Holſtein Alton Durchleucht Dero Erben und Nachkommen / ſollen gegen die mit Ihrer Königl. Majestät zu Denemarck und des Herrn Herzogen zu Schleswig Holstein in Gottorff Durchleucht ertheilte Verträge und Reſerſe in keinen Wege turbiert und betriübet / ſonder bey ihren darin erlangten und ſonſt habenden Juribus und beſſenden Verſchaffungen / Rechten und ſelbigen incorporirten Gütern geſchick gelaffen / und hinfünfftig von niemand / wer der auch ſeyn möchte / dagegen angeſochten / jedoch dadurch dem Altonaiſchen Vergleich nicht präjudicirter werden. Dieſer ſeparat Articül ſoll eben die Kraft und Wirkung haben als wenn er dem Haupt- Tractat von Herten zu Herten inferirt wäre / und ſeynd davon drey Originalia verſetiget / von denen beyden Theilen drey bevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben / und mit ihren Viſſchaften bekräftiget worden. So geſchehen zu Travendahl den 18ten Auguſtus Anno 1700.

Articulus separatus 2.

Es verſprechen und übernehmen Ihre Durchleucht zu Schleswig Holſtein-Gottorff bey ihrer Königl. Majestät zu Schweden / durch ihre Officia und Inſtanz zu erhalten und zu wege zu bringen / daß Dieſelbe ſich gefallen laſſen werden / daß 1. in Seeland und denen Königl. Denemarckſchen Inſeln alle Hoſtilitäten / Contributions und Exactiones den Tag hernach wan der von Seiner Durchleucht dieſen Abend abzufertigender Courier, ſo Ihre Königl. Majestät in Schweden die Nachricht von dem Schluß dieſer Tractaten bringen ſolte / aufkommen wird / gleich mögen aufhören / und was ſolchen Tag der Aufkunft des Couriers inclusive nicht würdlich geſchehen ſeyn wird / weiter nicht exigiret / denn auch 2. Die Königl. Schwediſche Völkter ſo gleich und ohne Verzug / nachdem bey Ihrer Majestät oder dero Generalität in Seeland die Nachricht einkommen wird / daß die Ratificationes über den Friedens-Tractat würdlich anſugewechſelt ſeyn / aus dem Königreich Denemarck wan nur Bind und Bente nicht contrair ſeyn / abgeſchickt werden ſollen. Zu Wirtfandt iſt dieſe Declaration von Ihrer Durchleucht zu Schleswig-Holſtein unterſchrieben und mit Dero Inſigel beſtiget. So geſchehen zu Segeberg den 11. Auguſti Anno 1700.

Articulus separatus. 3.

Wen in denen unter dem Heutigen dato in dem 9. Articül benannten 14. Tagen / die Einlieferung der Verſicherung auf zwey Hundert ſchickig tauſend Reichthal. nicht geſchehen würde / So ſoll ſo ſort die Harde-Bredtſiedt oder Morges-harde mit allen Rechten / Pertinentien und Supériorität / als ein Hypothèque an Gottorff tradirer werden / und es ſelber als denen in Poſſeſſion zu nehmen beſtiget ſeyn / wöbey Ihre Durchleucht verſprochen in evenum nichts weiter / als die von ſolchem Capital gebührende Zinſen ohne alle weitere Erhöhung der Contributionen oder anderen Einkünſten à 5. pro cento zu genieſſen / worin Sie auf keine Weiſe ſollen gehindert werden / zu mehrer Verſicherung iſt dieſer ſeparat Articül von beyderſeits bevollmächtigten Miniſtris ſigniret / und eigenhändig unterſchrieben / und ſoll mit dem Haupt- tractat von gleichen Würden und Kräften ſeyn. Actum Travendahl den 18. Auguſti Anno 1700.

Articulus separatus 4.

Iſſe von denen alhier bey dieſen Tractaten von wegen Ihrer Majestät in Schweden / Ihrer Churfürſtlichen Durchleucht zu Brandenburg und dem Durchleuchtigen Hauſe Braunschweig-Lüneburg anweſenden Miniſtris in-

ſtändig verlangt und reſcommändirt worden / daß Ihre Majestät zu Denemarck geruhen wolten / der Stadt Lübeck die Jura ſuperioritatis über die Dörffer Menſlingen / Niendorf / Rette / Städtelsdorf / Wörie / Eſchort / Duntelsdorf und Treuthorſt ohne ſonſten Streit zu laſſen / So hoffen die Königl. Dänische Herren Bevollmächtigte zu wege zu bringen / daß Ihre Majestät zu Bezeugung dero guten Willens gegen ihre benachbahrte Kreyß-Ständen / und in regard der eingewandten Interceſſion dem mehrgedachter Dörffer wegen am Kaiſerlichen Hoff erfolgenden Reſchspruch ohne Aufſchalt ſtatt geben / immittelſt aber auch / deſſen unermattet / wenn die Stadt Lübeck an Ihre Majestät durch eine Abſchickung es ſuchen wird / deſelben das Gut und Dörff Menſlingen und alle dero Pertinentien ſo ſort zum omni Territori Jure übergeben und laſſen werden. Zu Wirtfandt iſt dieſer ſeparat Articül von denen Königl. Denemarckſchen bevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben / und mit deren Viſſchaften bekräftiget worden. Actum Travendahl den 18. Auguſti 1700.

Articulus separatus 5.

Auf das von dieſes Nider-Sächſiſchen Kreyſſes und deſſen Hohen Herren Directoren / wegen von Seiten der Königl. Schwediſchen / Chur-Brandenburgiſchen und Braunschweig-Lüneburgiſchen bevollmächtigten Herren Miniſtrorum beſchiedenes Anhalten / daß ihre Majestät zu Denemarck geruhen wolten / die an das Stift und Capitul zu Lübeck aus gewiſſen Keſerlichen Aſſignationen gemachte Forderung auf ein Hundert zwanzig tauſend Reichthal. deſſelben zu erlaſſen / iſt von wegen Ihrer Majestät zu Denemarck die Erklärung ertheilt / daß ſie an beſagtes Stift und Capitul ein meches / als was nach denen Reichs und Kreyß-Geſetzen / und nach dem Fuß der Matricul ſelbigen obliegen und zukommen / auch nach Abzug des bereits von Ihrer Majestät geſonnen reſtiren ſoll / nicht forderer / auch nach der Liquidation innerhalb 6. Wochen die Sache zur Richtigkeit bringen / auch mit mehrgedachten Stift und Capitul nach aller Billigkeit handeln / und deſſelben was einigen anderen Ständen geſchehen / wiederfahren laſſen wolten.

Wirtfandlich iſt dieſer ſeparat Articül von beyderſeits bevollmächtigten Miniſtris ſigniret und eigenhändig unterſchrieben / und ſoll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräften ſeyn. Actum Travendahl den 18. Auguſti Anno 1700.

Articulus separatus 6.

Auf die bey gegenwärtigen Tractaten beſchiedene Inſtanz daß Ihre Majestät zu Denemarck Überwegen dem Elk-Commercio zum Deſſen / die in ſolchen Geröhn belegene ſo genannte Hüttler-Schanze wechſen und demoliren zu laſſen / ſich gefallen laſſen wolten / hat man an ſolchen Hochgedachter Ihrer Königl. Majestät ſich dahin erkläret / daß ſie ſolchen Punkt dem Arbitrio Ihrer Majestät von Groß-Britannien und Herrn General Staten der Vereinigten Niederlanden / als Guarans und darneben Ihrer Majestät von Frankreich / überlaſſen / und innerhalb zwey Monat Zeit nach dem Reſchspruch / ſolchem ein Genügen leiſten wolten. Wirtfandlich iſt dieſer ſeparat Articül von beyderſeits bevollmächtigten Miniſtris ſigniret und eigenhändig unterſchrieben / und ſoll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräften ſeyn. Actum Travendahl den 18. Auguſti Anno 1700.

Johan Hugo von Lente.
(L.S.)

Chriſtoph Blome.
(L.S.)

Acte wegen der Guarantie des 12ten Articuls in dem vorbergehenden Travendahlſchen Vertrag. Segeberg den 13. Aug. 1700. [Copie Manuscripte communiquée par un des Miniſtres de la Negociation.]

C'est-à-dire,

Acte pour la GARANTIE du XIII. Article du Traité

Ppp 2

ANNO 1700. *Traité de Travendael. A Segeberg le 13. d'Août 1700.*

Nachdemahlen / vermöge des 13. Artikels des heute dato zwischen Ihrer Majestät in Dänemark / und Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf Durchleucht geschlossenen Friedens-Tractats an seichen Höchstgebotter Ihrer Majestät unter anderen versprochen worden / daß sie Ihrer Majestät in Schweden Feinden und widerigen auf keinerlei Weise mit Racht noch That Hülffe noch Vorshub / directe noch indirecte leisten wollen / und aber die von Ihrer Majestät zu Schweden zu diesem Tractat bevollmächtigte Herrn Ministri dabey declarirt / daß solches auch in specie von Ihrer Majestät in Polen / Churfürsten zu Sachsen / als von welcher die Cron Schweden in diesem ohnlängs öffentlich feindlich angegriffen worden / verstanden werden müste / darauf dan die Königlich Dänemarcische Herrn Ministri sich gegen Hochweldtre dahin erklärt / daß Ihre Majestät zu Dänemark Norwegen / in specie auch ratiōne des Königs in Pohlen und Churfürsten zu Sachsen / dem Inhalt des vorgedachten Articuli 13. bona fide ein Genußen : und währenden ictigen Kriege gegen Ihre Majestät zu Schweden / zu Basse noch Jarde / directe noch indirecte Seiner Königlichen Majestät in Pohlen und Churfürsten zu Sachsen / einige Hülffe nach Vorshub leisten wollen noch werden / welches dan von Königlicher Schwedischer Seiten also angenommen worden : So haben wir / zu Beförderung des Friedenschlusses nicht allein daß obiges alles vorgangen und geschehen / hiermit attestiren / und gegenwertige Acte darüber aufstellen / sondern auch uns erboten / und hiermit versprechen wollen / unser allerseits Höhen Herrschaft und Principalen Garantie in specie über diesen Punkt / innerhalb 6. Wochen / die Ratification aber diese Acte innerhalb 4. Wochen zu wege zu bringen. So geschehen / Segeberg den 13. Augusti 1700.

JACOBUS CHRIST.
(L.S.)

IS. HAERHOLTE.
(L.S.)

NB. Die Braunschweig-Lüneburgische Ministri haben Ihre Acte gleiches lautes à part aufgestellt.

Ihre Königlichen Majestät FRIDERICI IV. in Dänemark Versicherung / der Hypothec auf die Landschaft Brettsfadt oder Morgensharde / wegen der dem Herrn Herzog von Holstein-Gottorf im Travendahlischen Frieden versprochenen 260000. Thaler. Coldingen den 26. Ang. Anno 1700. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Urtheilung IV. Absatz X. pag. 250.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Hypothèque ; données par FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP sur la Terre de Brettsfadt, autrement Morgensharde, pour sûreté des 260 mille Ecus promis par la Paix de Travendahl. Données à Coldingen le 26. Août 1700.

Wie Friedrich der Vierte / von Gottes Gnaden König zu Dänemark / Norwegen / der Beneden und Gothen / Herzog zu Schleswig-Holstein / Stormaren und der Ditmarschen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorst / ic. thun kund und bekennen hiermit für uns und unsere Erb-Successores an der Regierung : Als wir in dem zwischen uns und dem Durchlauchtigsten Fürsten unseren freundlich-lieben Vettern Herrn Friedrichen / Erben zu Norwegen / Herzogen zu Schleswig-Holstein Stormaren und Ditmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst ic. am 18. dieses erdichteten Vergleich nebst anderen Punkten / aus Freundschaftlicher Affection und Gnavogenheit versprochen / Ihre

sieben auf nächstkünftigen Umstlag 260000. Thlr. zahlen zu lassen / entworfen aber binnen vierzehn Tagen entweder in Banco in Hamburg oder bey sicheren guten Kauffleuten deshalb Versicherung zu stellen / und man solche Versicherung in so kurzer Zeit zu beschaffen difficultet findet : So haben wir an deren stat so wohl zu Bezeugung unserer bey der Sache stehenden inneren Intention / als zu ihrer sieben völligen Sicherheit derofehlen in unsere Landschaft Brettsfadt oder Morgensharde / zunehmen solche Landschaft Ihre ohne dem dieser Gelder halber zu einer Hypothec versprochen worden / ein constitutum Possessorium hiemit verordnen / und einräumen wollen : Thun solches auch Krafft dieses dergestalten und also / daß Seine sieben von nun an ein Constitutum Possessorium in vorgedachter unser Landschaft haben / auch unsere Beamte und gemeine Unterthanen dabeist in eventum der auff nächstkünftigen Umstlag nicht erfolgenden Zahlung alsdann ohne weitere Solennität unserer Pflichten erlassen / und an Seine sieben auf die in obbemelten Vergleich stipulirte Conditiones übergewiesen / Seiner sieben auch solchensfalls auf berührte Umstlag-Zeit die miltärische Possession erwehnter Landschaft mit allen im Tractat exprimirten Juribus eigenen Gestalts zu ergreifen / und bis die versprochene 260000. Thlr. völlig abgetragen / ruhig zu continuiren wohlberechtiget und bemächtigt seyn sollen : Gestalten wir denn zu dessen zuverlässiger Gewißheit für uns und unsere Erb-Successores an der Regierung solches ohne alle Gegen-Nöte und Hinderung geschehen / und Seine sieben und Dero Erben in den Beß der Hypothec / den getroffenen Vergleich gemäß / bis zu praxirter richtiger Zahlung der offiged. 260000. Thlr. ruhig verbleiben zu lassen / hiemit bey unseren Königlichen Worten versprechen. Uferrundlich unter unserm Königlichen Handzeichen und vorgebructem Inseigel : So geschehen auff unserm Schloß Roldingen den 26. Aug. 1700.

Friedrich Rex.

(L.S.) K. Thott, G. V. Breytenu.

Neben-Vergleich über den Travendahlischen Frieden zwischen Ihre Königlichen Majestät in Dänemark FRIDERICO IV. und Herzogen Friedrichs zu Schleswig-Holstein Hochfürstliche Durchleucht / wegen Bezahlung derer im erwehnten Frieden von Ihre Königliche Majestät an gemelten Herrn Herzogs Durchleucht versprochenen 260000. Thlr. woben sich dan Ihre Königliche Majestät verschiedenes stipuliret. Hamburg den 12. Julii 1701. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Urtheilung IV. Absatz X. pag. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 175. & dans THUCELIUS in *Actis publicis* Part. II. pag. 829.]

C'est-à-dire;

Recès particulier conclu entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de Holstein-Gottorp, touchant le paiement des 260 mille Ecus promis par la Paix de Travendael, sur quoi Sa Majesté Dannoise fait quelques stipulations. Hambourg le 12. Juiller 1701.

Ill wissen : Nachdem Ihre Königliche Majestät zu Dänemark Norwegen ic. in dem 9ten Articul des zu Traventhal aufgerichteten Tractats versprochen / an des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein Durchleucht 260000. Reichsthaler zahlen zu lassen /

ANNO
1700.

lassen / solche Gelder auch zu diesem Behuff in bestimmter Zeit zu Hamburg parat gestanden / wegen derer wirklichen Auszahlung aber sich und deswegen einige Difficultäten hervor gethan / weilen Ihre Königliche Majestät eine Reciproque Execution berührten Tractats erfordert / und deshalb gewisse Gravamina anführen lassen: als seynd solche durch gütliche Vermittelung folgender massen verglichen und abgethan worden: Erstlich restituiren Ihre Durchleucht denen Herren Herzogen zu Norburg das jüngsthin occupirte Gut Gottesgab mit allen darauf vorgestundenen Mobilien und Vieh / so nicht gestorben / oder zum Nutzen des Guts angewandt: evacuiren solches 14. Tage nach Vollziehung dieses Reccessus, begeben sich auch für sich und dero Successoren alles Anspruchs / weichen dieselbe so wohl gegen Ihre Königliche Majestät als das gesamte Haus Plön aus dem 2. Artikel des Altonaischen Tractats oder sonst auf berührtes Gut Gottes-Gabe haben möchten. Nachdem auch ferner von Seiten Ihrer Königlichen Majestät aus denen alten Erbtheilungen / Lebens-Documenten und anderen Fundamentis erwiesen worden / daß die ganze Insel Arroe, einseitig auch die darauf belegene 4. Güter eintheils Dominial zum Herzogthum Schleswig gehöriges Lehen-Gut sey / und in den Erbtheilungen der Königliden Portion zugetheilt worden: So lassen es Ihre Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gottorf hiebei bewenden / und wollen auf solche Insel für sich und Dero Nachkommen keinen ferneren Anspruch führen / ohne was die Succession betrifft.

Zweitens: Weilen in dem Traventhalischen Tractat versehen / daß kein Theil dem andern in den zugetheilten Landen / Aemtern und Städten zu keiner Zeit einige Schädigung oder Eintrag thun solle: So haben Ihre Durchleucht auch deshalb für sich und dero Successores de preterito & in futurum sich allen Anspruchs wegen des Halbscheids der gemeinschafftlichen Contributionen / die in der Landes-Mairical benante Aemter und Städte / und auf Arroe befindliche 4. Güter betreffend / so den Fürstlich-Conderburg-Plön-Norburg-und Glücksburgischen Häusern zugehören / begeben / weilen solche aus dem Königliden Antheil hergekommen und abgegeben seyn. Ihre Durchleucht behalten sich aber eventualer den in Gottes Handen stehenden auf diese Lande ledigen Anfall hievon / so weit sie alsdan darzu berechtigt seyn werden. Was aber alle übrige von denen Herren Herzogen zu Conderburg / Norburg und Glücksburg / auch anderen Particularen dinstelst ansehe bestehende und in der Landes-Mairical sich befindende Aelteste Güter betrifft: so bleiben selbige unter gemeinsamer Jurisdiction und Collectation. Hingegen renunciren Ihre Königliche Majestät für sich und dero Successoren in der Regierung der Prentension von 1663. Flügen aus dem Perarquations-Recess de Anno 1663. welche derselben zu Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in denen Flügen beigeleget / also daß jeder Herr die Ihme darin zugelegte damals bestehende und angedenete Güter einzig und allein ohne des andern Gegende collectire. Ingleichen renunciren Ihre Königliche Majestät allen Prentensionen / welche sie vermög des Glücksfürstlichen Reccessus und sonst auf die vermahls durch Wasserfluth überschwemmte / nachgehends aber von Jahren zu Jahren durch Legung neuer Deiche wieder gewonnener Landereyen des Fürstlich-Gottorfischen

Antheils / wegen / da sie ad commune Catastrum provinciale hätten gebracht werden sollen / des Halbscheids der Contributionen machen können; Gestalt ban von Ihrer Königlichen Majestät und Hochfürstlichen Durchleucht ferner bechebet / daß Inhalt Traventhalischen Friedens nicht allein solche / und andere bereits eingerichtete Landereyen / sondern welche noch eingerichtet werden können / es seye in Nord-Strand / Ländrischen / Eyderstädtischen / Wechsfürstlichen / Diemarischen / oder sonstigen jedem Herrn allein und private zu collectiren / suchen und verleißen / ohne daß er gehalten / deswegen das geringste ad commune catastrum zu bringen.

Als auch Drittens in dem Traventhalischen Tractat stipulirt / daß alles / was nach dem 14. Augusti an Contributionen erhoben seyn würde / bona fide restituirt seyn sollte: So versprechen Ihre Hochfürstliche Durchleucht daß zugleich / und wan die Auszahlung der 260000. Rthlr. geschieht / auch die aus denen Grafschaften Oldenburg und Delmenhorst durch Königliche Schwedische Auxiliar-Troupen eingetribene Contributions-Gelder dero Antheils wieder gut gethan werden sollen.

Als auch Viertens Ihre Königliche Majestät versprochen Fürstliche Obligaciones ex causa onerosa in solutum & pro Satisfactione annehmen müssen / und deshalb vorhin verglichen gewesen / daß 260000. Rthlr. in deposito bleiben sollen: so wollen Ihre Königliche Majestät deshalb auch nachgeben / und die ganze Summa der 260000. Rthlr. so fort nach Ratification gegenwertigen Reccessus auszahlen lassen / jedoch mit Vorbehalt / daß sie wegen obgemeldter Hochfürstlichen Obligationen ihre Jura salva & integra behalten / und nicht gehalten seyn wollen / inzwischen / und biß es wegen vorgedachter Obligationen zur völligen Richtigkeit geket / die vor einige Fürstliche Ministros und Bediente vermög des Altonaischen Vergleichs noch rückständige Capitalien zu bezahlen.

Obwar auch im übrigen und fünftens Ihre Königliche Majestät vermög des Glücksfürstlichen Anno 1667. aufgerichteten Reccessus die von denen Fürstlichen Unterthanen aus der Stadt und Amt Holum. auch Eyderstätt restierende Verpöllung einer starken Anzahl Viehes möchte erleret werden / und deshalb vor Auszahlung der 260000. Rthlr. Vergütung gegeben: so ist doch / zumahlen annoch einige Zeit erfordern würde / solche Sache zu völliger Richtigkeit zu setzen / beiderseits bechebet / daß sie ad Gravamina verwiesen / und dinstelst Inbalt vorbefagten Reccessus abgethan werde. Damit jedoch diese und andere mehr an heben Theilen stührende Gravamina in keine weitere Verzögerung geracht / beschubern zu ihrer völligen Erledigung eilt gelangen mögen: Als ist Königlich-und Fürstlicher Seiten bechebet / forthane gesamte Gravamina, und was darzu noch möchte geket werden, so fort nach Vollziehung dieses Neben-Vergleichs ohne weiteren Aufschub durch beiderseits hierzu committirte gewollmächtigte Ministros und Rache vornehmen / und innerhalb 2/ Monathen a dato Ratificationis gegenwertigen Reccessus völlig erörtern und schliessen zu lassen.

Zu wahrer Urkund dessen seynd wegen dieses Neben-Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria auf beiderseits Heren Principalen erfolgender Ratification verfertigt / unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen zu Hamburg den 12. Julii 1701.

ANNO
1700.Johann Hugo von Lente.
(L.S.)Pincier von Königstein.
(L.S.)J. G. Banier.
(L.S.)

CCXXIV.

2. & 5. Testamento cerrado de D. CARLOS II. Rey Catolico de España, por el quel declara FELIPE Duque de Anjou en su Successor universal de todos los Estados de la Corona de España así en España misma como en Italia, en los Payes Baxos o en las Indias, y en todos los derechos que de ellas dependen; dexando a la Casa de Austria por satisfacion de sus derechos & razones, la esperanza de poder casar una de sus Arce-Duquessas con el dicho Duque de Anjou. Hazo despues quantidad de Legados pios, y establecio una Junta provisional, que gobierne asta la llegada del Successor, y ordena en favor de la Reyna su Esposa che non solo se le

paghe su dote entera, pero que a mas gozara durante su viua des los alimentos de quatro cientos mil Ducados al año, y que todas la joyas que vo se hallaran vinculadas le seron entregadas y le apartiendran en propiedad. Fecho en Madrid a dos de Octubre 1700. Con un Codicilo que contiene entre otras cosas que si la Reyna lo quisiere, podra passar al Gobierno de uno de los Reynos de Italia, o de Flandes. En Madrid a 5. de Octubre 1700. [Sur l'imprimé à Madrid por Juan Garcia Infançon Imprimeur de la Santa Cruzada anno 1700. in 4. Et à Paris chez Frideric Leonard, Imprimeur Ordinaire du Roi avec Privilege in 4. ann. 1700. en Espagnol, & en François.]

ANNO
1700.

EN el nombre de la Santísima Trinidad, Padre, Hijo, y Espíritu Santo, Tres Personas distintas, y un solo Dios verdadero, y de la gloriosísima Virgen María, Madre del Hijo, y Verbo Eterno, y Señora nuestra, y de todos los Santos de la Corte Celestial. Yo Don Carlos por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de León, de Aragón, de las dos Sicilias, de Jerusalén, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cerdeña, de Sevilla, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaén, de los Algarves de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierras del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, de Milán, de Atenas, y de Neopatria, Conde de Asburg, de Flandes, de Tyrol, y Barcelona, Señor de Vicaya, y de Molina. Conozco, que como mortal no puedo escapar de la muerte, pena en que todos incurrimos por el pecado de nuestro primer Padre; y hallandome, como me hallo enfermo en la cama, de enfermedad que Nuestro Señor ha sido servido de darme; Por tanto hago mi Testamento, ordeno, y declaro mi última voluntad, por esta Escritura, estando en mi libre, y sano juyzio, qual Nuestro Señor fue servido que le tuviese.

1 Primeramente suplico à Jeshu-Christo Nuestro Dios, y Señor verdadero, Dios, y Hombre, que por los meritos de su Pasión, y Sangre use conmigo, el mayor de los pecadores, de su misericordia, y clemencia; y aunque le he sido tan desagradecido, que no le he servido como debo, ni reconocido los singulares beneficios, y mercedes que me ha hecho, espirituales, y temporales; obedeciendo, y cumpliendo en todo fu Santa Ley, y amándole con el amor à que tan aventajados, y extradiarios favores me obligan, me dé fu gracia, para que como he vivido siempre en fu Santa Fè, muera en ella, y en la obediencia de la Iglesia Católica Romana, y así lo protesto, y quiero hazer, como fiel hijo de ella.

2 Y para que me duela de mis pecados, con verdadero dolor que quisiera, y desearia tener para remedio de mis culpas, con la virtud, y gracia de los Sacramentos, que para bien, y remedio nuestro, con piedad de Dios instituyó en fu Iglesia, suplico à la Santísima Virgen María fu Madre, que como Abogada de los pecadores, y mia para todo el tiempo que me quedare de vida; y especialmente al fin de ella, me socorra, y ayude con su intercession, para que fu precioso Hijo me conceda su divino favor, y gracia. Siempre la he tenido por Señora, y Abogada con especial devocion, quanta he podido con mi fogedad, y flaqueza; y espero en su misericordia, y clemencia la usará conmigo en todos tiempos, y mayor en el aprieto de la muerte; y particularmente por la devocion, y afecto que siempre he tenido al Soberano, y extraordinario beneficio que recibí de la poderosa mano de Dios, preservándola de toda culpa en fu Immaculada Concepcion, por cuya piedad he hecho con la Sede Apostolica todas las diligencias que he podido para que así lo declare, y en mis Reynos he deseado, y procurado la devocion de este Misterio; y en conformidad de lo que ordenó el Rey mi Señor, y mi Padre, la he mandado llevar en mis Estandartes Reales, como empressa; y si en mis dias no pudiese conseguir de la Sede Apostolica esta decision, ruego muy afectuosamente à los Reyes que me sucedieren, continúen las instancias que en mi nombre se huvieren hecho, con grande aprieto, hasta que lo alcancen de la Sede Apostolica. Tambien suplico à los Bienaventurados San Miguel Arcangel, y Angel, y Angeles Santos de mi guarda, y à los Santos Apostoles San Pedro, San Pablo, Santiago, Patron de España, San Carlos, y San Felipe, Santo Domingo, San Benito, San Francisco, Santa Teresa (de quien me he mostrado con tan particulares demostraciones devoto) Santos mis Abogados, y à todos los demás de la Corte Celestial, intercedan por mi con mi Dios, y Señor al mismo fin; y para que me dé gracia eficaz para que yo me duela de mis pecados de todo corazón, y con todas veras de él, ame à este Señor, y Dios mio, que tanto merece ser amado.

3 Mando que después de mi fallecimiento, mi cuerpo sea llevado con la menor pompa que mi estado Real permite, al Monasterio de San Lorenzo el Real, y allí sea sepultado en el Panteon depurado para los cuerpos de los Señores Reyes mis Predecesores, y

para mis Sucesores; y el mio se ponga en el lugar que le corresponde, según la orden que el Rey mi Señor, y mi Padre dexó dada para la colocacion de los cuerpos Reales quando feneció esta obra.

4 Y por quanto de mi orden se han hecho algunas fundaciones en dicho Monasterio, y para ello señalando algunas rentas, mando se confiere en la misma forma que lo he dispuesto en sus mismas fundaciones, y dotaciones.

5 Mando à los Reyes mis Sucesores, que tengan muy especial cuydado de la conservacion de este Real Monasterio, en la forma, y con la mayor grandeza que le fundó, y dotó el Señor Rey Don Felipe Segundo mi Visabuelo.

6 Mando que el día de mi muerte todos los Clerigos, y Religiosos del Lugar donde muere, digan Misia por mi alma; y en los Altares privilegiados se digan todas las que se pudieren decir por tres dias; y quiero que demás de esto se digan por mi alma, à cumplimiento de cien mil Misas; y es mi intencion, que las que por la misericordia de Dios no tuviere necesidad, se apliquen por mis Padres, y por los demás Predecesores; y en caso que tampoco las ayan menester, se apliquen à las Animas del Purgatorio mas necesitadas, según mi intencion; y mis Testamentarios encargarán à los que las huvieren de decir, las digan, y apliquen conforme à esta intencion, y ellos tambien señalarán la limosna que por ellas se huviere de dar.

7 Y por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre mandó situar tres mil ducados de renta (que con efecto se situaron) en el servicio de los ocho mil Soldados que el Reyno concedió por menor en esta Villa de Madrid, y su Provincia, con consentimiento de ella, para redimir Captivos, calar Huérfanas, y sacar pobres de la Carcel, y después aumentó dichos tres mil ducados à seis mil de renta en cada un año, situados en el mismo servicio de los ocho mil soldados; y sino cupiesen en él, se situasen en las rentas mas ciertas, y seguras que huviese desembarazadas, y fuesen vacando, ò vacasen después de sus dias; y que estos seis mil ducados de renta se empleasen, los dos mil de ellos en redimir Captivos, prefiriendo los que huviesen servido en sus Exercitos, y Armadas; y en defecto de estos, se redimiesen otros sus Vásallos, prefiriendo los niños, y mugeres, y los que estuviessen en mayor peligro espiritual. Otros dos mil ducados de renta se empleasen en calar huérfanas, hijas de criados de las Casas Reales; y los dos mil ducados restantes, en sacar pobres de la Carcel, dexando la eleccion de las personas en todos los dichos generos (en lo que no fuese contrario à lo dispuesto de los Captivos) al arbitrio, y voluntad de los Reyes mis sucesores, y de de fu Confesor, y Limosnero Mayor, que avian de proponer las mas necesitadas, y en quien concurriesen las mayores causas para gozar de esta limosna, prefiriendo en todo sus Criados, y los de los Reyes, y Reynas, que por tiempo fuesen, y ante todas cosas el pagar las deudas de su Magestad. Declaro, y es mi voluntad, que esto se observe, cumpla, y execute, puntual, y literalmente, como está dispuesto.

8 Por lo mucho que debo à Dios Nuestro Señor, y por lo que deseo el bien espiritual del que me sucediere legitimamente en estos mis Reynos, y Señorios, le ruego, y encargo afectuosamente, que como Principe Católico, para bien suyo, y de sus Reynos, sea muy zeloso de la Fè, y obediente à la Sede Apostolica Romana, viva, y proceda en todas sus acciones, como temeroso de Dios, observante de fu Santa Ley, y Mandamientos, procurando en todo la divina gloria, y exaltacion de fu nombre, propagacion de fu Fè, y aumento de fu servicio; honre mucho à la Inquisicion, la ayude, y favorezca, por lo que zela, y guarda la Fè, cosa tan necesaria, especialmente en estos tiempos, en que tanto se han derramado las heregias; honre, y ampare el Estado Ecclesiastico, y le guarde, y haga guardar sus exempciones, ò inmunidades; honre, y favorezca las Religiones; y procure con veras fu reformation en lo que la huviere menester; administre en sus Reynos justicia con igualdad; ame à sus Vásallos, y con entrañas, y amor de Padre los procure llevar, y en todo cuyde de fu bien, y prosperidad, y con esto tendrá el corazón de todos; y nuestro Señor con particular providencia le asistirá, y ayudará à la medida de la caridad con quemarse por ellos; y en

ANNO
1700.

par.

ANNO particular le encargo zele mucho , y vele sobre los
1700. Ministros , no consintiendoles defecto alguno en la
 parte de la entereza, è incorruptibilidad, aun en las
 mas minimas cosas, por ser el daño mayor que puede
 padecer el gobierno, y por aver sido, yo tan enemi-
 go de semejante abuso.

9 En todos mis Reynos, Señoríos, y Estados se ha
 guardado, y guarda la Religión Católica Romana , y
 mis gloriosos Predecesores la han guardado , y man-
 tenido , y gastado , y empeñado en defensa de ella el
 Patrimonio Real, anteponiendo la honra, y gloria de
 Dios, y de su Santa Ley à todas las cosas , y consi-
 deraciones temporales ; y porque esta es la primera
 obligación de los Reyes, ruego, y encargo à mis Su-
 cesores, que cumpliendo con ella, hagan, y executen
 lo mismo; y si (lo que Dios no quiera, ni permita)
 alguno de mis Sucesores profesare alguna Secta , ò
 Heregia de las condenadas , y reprobadas por nuestra
 Santa Madre Iglesia Católica Romana , y se apartare,
 y separare de esta unica, y verdadera Sagrada Religión;
 por el mismo hecho le doy , y declaro por incapaz,
 è inhabil para la governación, y regimiento de todos
 los dichos Reynos, y Estados, y de qualquiera de el-
 los, y del Oficio, y Dignidad de Rey, y le privo de
 la sucesión, posesión, y derecho de ellos, abrogo,
 y derogo, y doy por ningunas qualquier Leyes, Fue-
 ros, y Ordenanças que lo puedan impedir, y me con-
 formo con las leyes Canonicas, y de los Santos Con-
 cilio, y disposiciones Pontificias , que privan à los
 Hereges, y Apostatas de los Dominios temporales,
 usando (como para esto uso) de la plenitud de pote-
 stad, con cierta Sciencia, y con todas las fuerças, y
 clausulas necesarias, para que lo que aqui contenido se
 cumpla, guarde, y execute, y tenga fuerça de ley,
 como si fuera hecha, y publicada en Cortes, con las
 Solemnidades que son necesarias en cada uno de mis
 Reynos, y Estados.

10 Tambien ruego , y encargo à mis Sucesores,
 que por tiempo fueren, gobiernen mas las cosas por
 consideraciones de Religión , que no por respeto del
 Estado Politico. Que con esto obligaran à Dios nues-
 tro Señor à que con particularidad los ayude, y asista,
 poniendo las comodidades propias al servicio , y
 exaltacion de su Fe. Y yo en las cosas grandes que
 se han ofrecido, tuve por mejor , y mas conveniente,
 faltar à las razones de Estado, que dispensar, y dis-
 mular un punto en materia que mire à la Religión.

11 Item, mando, y encargo à todos los Sucesores
 de esta Corona, que por quanto en reconocimiento, y
 obsequio de la suprema veneracion , que todo fiel
 Christiano debe tener al soberano Myfterio de el San-
 tissimo Sacramento , y yo en especial , por la mas
 estrecha, y singular que le reconozco, y toda la Au-
 gustissima Casa de Austria, dispule, que para merecer
 mayor favor suyo, y consuelo mio, se colocasse en la
 Real Capilla de Palacio, se continúe para siempre,
 como yo lo fio, y espero de mis Sucesores; y tam-
 bien les encargo, y mando se continúe la solemnidad
 de las Quarenta Horas que en cada principio de mes
 esta fundada, haziendose con toda aquella devocion,
 y autoridad, que mas se pudiere executar; y que as-
 mismo se continúen los Oficios Divinos en la dicha
 Capilla, con el mismo cuydado que hasta aqui lo he
 procurado, y mas, si mas puede ser; y para este fin
 se conserven todos los Ministros, y Oficiales de dicha
 mi Capilla Real, assi de Musica, como de Instrumen-
 tos, y de Vozes, y los demás Asistentes que se ha-
 llan de presente, y fueren sucediendo en sus vacantes;
 para lo qual tengo hecha dotacion en diferentes me-
 dios, y rentas, que para este fin estan aplicados.

12 Si Dios por su infinita misericordia me conce-
 diere hijos legitimos, declaro por mi universal here-
 dero en todos mis Reynos, Estados, y Señoríos, al
 hijo, varon mayor, y à todos los demás, que por su
 orden deben suceder, y en falta de varones, las hijas,
 en conformidad de las Leyes de mis Reynos; y no
 aviendole dignado Dios, al tiempo de hazer este Testa-
 mento, de hazerme esta merced; siendo mi primera
 obligacion mirar por el bien de mis Subditos, dispo-
 niendo se conserven todos mis Reynos en aquella union
 que les conviene, guardandose por ellos la debida fi-
 delidad à su Rey, y Señor natural; no dudando de la
 que siempre han profesado, se arreglaran à lo mas
 justo, corroborando con la suprema autoridad de mi
 disposicion.

13 Y reconociendo, conforme à diversas Consultas

de Ministros de Estado, y Justicia, que la razon en
 que se funda la renuncia de las Señoras Doña Ana, y
 Doña Maria Teresa Reynas de Francia, mi Tia, y
 Hermana, à la sucesion de estos Reynos, fue evitar
 el perjuizio de unirle à la Corona de Francia; y
 reconociendo, que viniendo à cesar este motivo fun-
 damental, subsiste el derecho de la sucesion, en el
 Pariente mas inmediato, conforme à las Leyes de estos
 Reynos; y que oy se verifica este caso en el hijo se-
 gundo del Delfin de Francia. Por tanto en arreglandome
 à dichas Leyes, declaro ser mi Sucesor (en caso que
 Dios me lleve sin dexar hijos) el Duque de Anjou,
 hijo segundo del Delfin; y como à tal le llamo à la
 sucesion de todos mis Reynos, y Dominios, sin ex-
 cepcion de ninguna parte de ellos; y mando, y ordeno
 à todos mis Subditos, y Vassallos de todos mis Rey-
 nos, y Señoríos, que en el caso referido de que Dios
 me lleve sin sucesion legitima, le tengan, y reconoz-
 can por su Rey, y Señor natural, y se le de luego,
 y sin la menor dilacion la posesion actual, prece-
 diendo el Juramento que debe hazer de observar las
 Leyes, fueros, y costumbres de dichos mis Reynos, y
 Señoríos; y porque es mi intencion, y conviene assi
 à la Paz de la Christianidad, y de la Europa toda, y
 à la tranquilidad de estos mis Reynos, que le mantenga
 siempre desunida esta Monarquia de la Corona de
 Francia; declaro consiguientemente à lo referido, que
 en caso de morir dicho Duque de Anjou, ò en caso
 de heredar la Corona de Francia, y preferir el goze
 de ella al de esta Monarquia; en tal caso deba pasar
 dicha sucesion al Duque de Berri, su hermano, hijo
 tercero de el dicho Delfin, en la misma forma; y en
 caso de que muera tambien el dicho Duque de Berri,
 ò que venga à fuceder tambien en la Corona de Fran-
 cia; en tal caso declaro, y llamo à la dicha sucesion
 al Archiduque, hijo segundo del Emperador mi Tio,
 excluyendo por la misma razon, è inconvenientes con-
 trarios à la salud publica de mis Vassallos, al hijo pri-
 mogenito del dicho Emperador mi Tio; y viniendo à
 faltar, dicho Archiduque, en tal caso declaro, y llamo
 à la dicha sucesion al Duque de Saboya, y sus hijos;
 y en tal modo es mi voluntad que se execute por
 todos mis Vassallos, como se lo mando, y conviene
 à su misma salud, fin que permitan la menor desmembra-
 cion, y menoscabo de la Monarquia, fundada con tan-
 ta gloria de mis Progenitores. Y porque defeco viva-
 mente que se conserve la Paz, y Union que tanto
 importa à la Christianidad entre el Emperador mi Tio,
 y el Rey Christianissimo, les pido, y exorto, que estre-
 chando dicha Union, con el vinculo del Matrimo-
 nio del Duque de Anjou con la Archiduquesa, logre
 por este medio la Europa el sosiego que necessita.

14 Y en el caso de faltar yo sin Sucesion , ha de
 suceder el dicho Duque de Anjou en todos mis Rey-
 nos, y Señoríos, assi los pertenecientes à la Corona
 de Castilla, como la de Aragon, y Navarra, y todos
 los que tengo dentro, y fuera de España, señalada-
 mente en quanto à la Corona de Castilla, Leon,
 Toledo, Galicia, Sevilla, Granada, Cordova, Mur-
 cia, Jaen, Algarves de Algecira, Gibraltar, Islas de
 Canaria, Indias, Islas, y Tierra-Firme del Mar Occi-
 dente, de el Norte, y del Sur, de las Filipinas, y otras
 qualquiera Islas, y Tierras descubiertas, y que se des-
 cubrieren de aqui adelante, y todo lo demás, en qual-
 quier manera tocante à la Corona de Castilla. Y por
 lo que toca à la de Aragon en mis Reynos, y Esta-
 dos de Asagon, Valencia, Cataluna, Napoles, Sicilia,
 Mallorca, Menorca, Cerdeña, y todos los otros
 Señoríos, y derechos, como quiera que sean, pertene-
 cientes à la Corona Real del; y afirmado en mi Esta-
 do de Milan, Ducados de Brabante, Limbourg, Luxem-
 bourgh, Geldres, Flandes, y todas las demás Provin-
 cias, Estados, Dominios, y Señoríos, que me pertenez-
 can, y puedan pertenecer en los Payes Baxos, de-
 rechos, y demás acciones, que por la sucesion de el-
 los en mi han recaido; y quiero que luego que Dios
 me llevare de esta presente vida, el dicho Duque de
 Anjou, se llame, y sea Rey , como *ipso facto* lo será
 de todos ellos; no obstante qualquiera renuncias , y
 actos que se ayan hecho en contrario, por carecer de
 justas razones, y fundamentos; y mando à los Prela-
 dos, Grandes, Duques, Marqueses, Condes, y Ricos
 Hombres; y à los Priores, y Comendadores, Alcay-
 des de las Casas Fuertes, y Llanas, y à los Cavalleros,
 Adelantados, y Merinos, y à todos los Concejos, y
 Justicias, Alcaldes, Alguaciles, Regidores, Oficiales, y
 Hom-

ANNO
1700.

ANNO
1700.

Hombres buenos de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, y Tierras de mis Reynos, y Señoríos, y a todos los Virreyes, y Gobernadores, Castellanos, Alcaydes, Capitanes, Guardas de las Fronteras de aqueñe, y allende el Mar, y a otros qualesquiera Ministros nuestros, y Oficiales, assi de la Governacion de la Paz, como de los Exercitos de la Guerra en Tierra, y en Mar, assi en todos nuestros Reynos, y Estados de la Corona de Aragon, y Castilla, y Navarra, Napoles, y Sicilia, y Estado de Milan, Payles Baxos, y en otra qualquier parte a Nos perteneciente, y a todos los otros nuestros Vassallos, Subditos naturales, de qualquiera calidad, y preheminiencia que sean, donde quiera que habitaren, y se halleren, por la fidelidad, lealtad, fugecion, y vassallage que me deven, y son obligados, como a su Rey, y Señor natural, en virtud del Juramento de fidelidad, y omeneage que me hizieron, y debieron hazer, que cada, y quando que pluguiere a Dios llevarme desta presente vida, los que se hallaren presentes, luego que a su noticia viniere, conforme a lo que las Leyes destes dichos mis Reynos, Estados, y Señoríos, en tal caso disponen, y en este mi Testamento esta establecido, ayan, tengan, y reciban al dicho Duque de Anjou (en caso de faltar yo sin sucession legitima) por su Rey, y Señor natural propietario de los dichos mis Reynos, Estados, y Señoríos, en la forma que va dispuesta. Alzen Pendones por él, haciendo los actos, y solemnidades, que en tal caso se fieren, y acostumbra hazer, segan el estillo, uso, y costumbre de cada Reyno, y Provincia, presten, exhiban, hagan prestar, y exhibir toda la fidelidad, lealtad, y obediencia, que como Subditos, y Vassallos, son obligados a su Rey, y Señor natural; y mando a todos los Alcaydes de las Fortalezas, Castillos, y Casas Llanas, y a sus Lugares-Tenientes de qualesquiera Ciudades, Villas, y Lugares, y despoblados, que hagan pleyto omeneage, segun costumbre, y fuero de España, Castilla, Aragon, y Navarra, y todo lo que a ello les toca, y en el Estado de Milan, y a los otros Estados, y Señoríos, segun los estillos de la Provincia, y parte donde seran por ellos al dicho Duque de Anjou, y de los tener, y guardar para su servicio, durante el tiempo que se les mandare tener, y despues entregarlos a quien por él les fuere mandado, de palabra, o por escrito; lo qual todo lo que dicho es, cada una cosa, y parte della, les mando, que hagan, y cumplan realmente, y con efecto, so aquellas penas, y casos feos en que caen, e incurren los Rebeldes, e inobedientes a su Rey, y Señor natural, que violan, y quebrantan la lealtad, feo, y pleyto omeneage.

15 Si al tiempo de mi fallecimiento no se hallare mi Sucesor dentro destes Reynos, y conuiniedo la mayor, y mas autorizada providencia al gobierno universal de todos ellos, y la mas conforme a sus Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres; segun lo considero el Rey mi Señor, y mi Padre, mientras dicho Sucesor pueda por si dar providencia al gobierno; Mando, que luego que yo falte, se forme una Junta, en que concurren el Presidente, o Gobernador del Consejo de Castilla, el Vice-Chanciller, o Presidente del de Aragon, el Arzobispo de Toledo, el Inquisidor General, un Grande, y un Consejero de Estado, los que yo dexare nombrados en este mi Testamento, o Codicilo, que yo hiziere, o papel firmado de mi mano; y el tiempo que la Reyna, mi muy cara, y amada muger se conservare en estos Reynos, y Corte, ruego, y encargo a su Magestad asista, y autorize dicha Junta, la qual se tenga en su Real presencia, en la Pieza, y parte que su Magestad señalare, tomando el trabajo de intervenir en los negocios, y en ellos tenga voto de calidad, de modo, que siendo iguales los votos prefiera la parte donde el voto de su Magestad se arrimare, y en todo lo demás se este a la mayor parte; y que este gobierno dure mientras mi Sucesor, si estuviere en la mayor edad, pueda proveer de gobierno sabido mi fallecimiento.

16 Y en caso que mi Sucesor sea de menor edad, tocandome (como me toca) por Padre universal de todos mis Vassallos, dar la mejor governacion que sea posible a mis Reynos, y la mas conforme a sus Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres, nombrando Gobernadores, naturales de ellos, para que segun mi Alta, y Real disposicion, y en nombre de mi Sucesor, gobiernen dichos mis Reynos, en toda Paz, y Justicia, provean a su defensa, de modo, que mis Subditos se conserven en aquella quietud, e in-

munidades, que por las Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres de cada uno deben gozar, y en la lealtad a su Rey, y Señor natural, en que tanto se han esmerado. Nombro por Tutores de dicho mi Sucesor, durante su menor edad, hasta los catorze años, a los mismos, que dexo nombrados en la dicha Junta, para que gobiernen, en caso que mi Sucesor se hallare fuera destes Reynos, al tiempo de mi fallecimiento hasta que venga a ellos, a los quales nombro por tales Tutores, y Curadores, durante la menor edad de mi Sucesor, usando para ello de toda la Potestad, y arbitrio, para que en su nombre gobiernen dichos Reynos, en la misma forma que yo viviendo lo pudiera hazer, o mi Sucesor, llegando a la mayor edad, guardando la forma, que adelante se dira en el modo de la Governacion, y a todos los dichos Tutores los relevo de la obligacion de dar fiança, y quiero que con solo este nombramiento, y Juramento que han de hazer, y prestar, puedan gobernar, y gobiernen, sin otra Aprobacion, Confirmacion, ni diligencia; para cuyo nombramiento uso de toda mi Real Potestad, lo mas ampliamente que puedo, dispensando, como dispengo, en caso, que sea necesario, qualesquiera Leyes, Pragmaticas, Fueros, y Costumbres, como en caso extraordinario, y necesario al mayor bien de mis Dominios, y Vassallos, y que esto sea por esta vez, atendiendo a todas las Circunstancias que ocurren, y obligan a dar esta Providencia, evitando los daños que de otras pudieran sobrevenir.

17 El Vice-Chanciller a quien dexo nombrado por Tutor en la Junta, lo ha de ser, y yo le nombro por Tutor especial, y particular, por lo tocante al Reyno de Aragon, en aquellos casos, y negocios que fuere necesarios; y en conformidad de sus Fueros, y Privilegios, para que administre la Tutela de mi Sucesor en aquel Reyno; y si el que presidiere en el Consejo de Aragon, no pudiere serlo, conforme a ellos; desfando (como desfo) ajustar mi disposicion a solo lo que puedo, como Señor natural de aquel Reyno, sin derogar, ni alterar lo que no pudiere dispensar; y dispensando en todo lo que puedo, ycahe en mi suprema Potestad, nombro por Tutor de mi Sucesor al Regente mas antiguo Togado de los dos Naturales de aquel Reyno, que al tiempo que yo muera, o despues sirviere en el Consejo de Aragon, para que como tal Tutor, tenga la Administracion, y Autoridad que yo le puedo dar, y doy, en aquellas cosas, y casos, que conforme a los Fueros, y Privilegios fueren necesarios; teniendo entendido, que en las materias, y negocios de Estado, Guerra, Gobierno, Gracia, y Provision de Oficios, no se ha de hazer novedad, y han de correr por los Consejos de Estado, Guerra, y Aragon, como hasta aqui se ha hecho, y haze; y las Consultas que por los dichos Consejos se hizieren, se llevarán a la Junta de los Tutores, para que en ella se tome resolucion, en la forma que ordeno en los demás negocios; y en caso de morir, o faltar al exercicio el Regente mas antiguo del dicho Reyno, nombro por tal Tutor al que se le siguiere; y assi sucesivamente irán subintrando en la Tutela del dicho Reyno de Aragon, hasta que mi Sucesor gobierne; y relevo al dicho Tutor de la obligacion de dar fianças, y de todo lo demás que yo puedo dispensar, y fuere dispensable, en virtud de mi Soberania, y plenitud de Potestad, para que con este nombramiento, y Juramento pueda el Regente a quien tocare administrar la dicha Tutela por la forma que dexo.

18 El dicho Regente que fuere Tutor ha de residir en esta Corte, y servir su plaza en el Consejo, y asistir en la Junta de los demás Tutores, por lo que conviene se halle con las noticias universales, y en la misma Junta dará las particulares, por lo que tocate al Reyno de Aragon, para que oyendo a los demás Tutores, y conformandose con la mayor parte, se encaminen, y dispongan los negocios de aquel Reyno, como mas convenga al servicio de Dios, y de mi Sucesor, mejor administracion de la Justicia, Bien, Paz, y sosiego de aquel Reyno.

19 A todos los Ministros, y personas que dexo, o dexare nombrados, doy el poder, autoridad, y facultad, que como Padre, Rey, y Señor de mis Vassallos, los puedo dar, y el mismo que les dà las Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres de mis Reynos, sin disminucion alguna, y toda la que fuere necesario, para que en el tiempo de la menor edad de mi Sucesor, puedan gobernar en Paz, y en Guerra, hazer leyes,

ANNO
1700.

ANNO
1700.

proveer los Oficios, y Cargos menores, y mayores, así en lo Politico, como en lo Militar, presentar las Prelacias, Obispos, Abades, y demás Dignidades Ecclesiasticas, en la forma que yo lo hago, y puedo hazer, exerciendo el Oficio de Tutores, y disponiendo en nombre de mi Sucesor todas las cosas, como ellas pudieran disponer, siendo mayor; y para el dicho efecto los ducierno, y he por ducierna la dicha Tutela, con que antes de exercir ayan de hazer todos, y cada uno de ellos el Juramento de fidelidad à mi Sucesor, y guardar su vida, procurar su provecho, y el bien de mis Reynos, y Vassallos, y apartar de mi Sucesor todo mal, y daño, y hazer todo lo que tales Tutores están obligados à hazer, y que en todos los negocios darán fu parecer, con atencion al mayor servicio de Dios, y exaltacion de su Santa Fè, execucion de la Justicia, y Administracion de ella, y de obedecer à mi Sucesor, y que guardarán secreto de todo lo que se tratare en la Junta; y este Juramento ha de hazer el Presidente, ò Gobernador del Consejo, en manos de los demás de la Junta, despues que cada uno de ellos lo aya hecho en manos del mismo Presidente, ò Gobernador.

20. Los dichos Tutores que nombro; y daré nombrados, han de administrar juntos, y no los unos sin los otros; y para esto se han de juntar en una Pieza de Palacio todos los dias, y horas que sea necesario à ver, y conferir las Consultas, y negocios, así de oficio, como de partes, confiriendo aquellos à estos, haciendo relacion de ellos el Secretario que me asistiere en el Despacho Universal, à quien nombro para que continúe en la misma ocupacion; y siempre que la Reyna mi muy cara, y amada Muger se mantuviere en estos Reynos, que (como va dicho) ha de intervenir en dicha Junta, se hará en la Pieza de Palacio que su Magestad señalar, y se votará cada negocio, y se executará lo que resolviere la mayor Parte; y à los enfermos, y ausentes se les ha de pedir fu parecer en los casos arduos, si pareciere à la mayor Parte.

21. Todas las Consultas que hizieren los Consejos, se entregarán en la Secretaría del Despacho Universal al Secretario que lo fuere de ella, las quales se abrirán en la Junta, dandose fu parecer en ellas, en la forma dicha; apuntará el Secretario de el Despacho la resolucion, que por la mayor parte quedare resuelta, y al dia siguiente las traerá puestas; sino es que necesitare la brevedad de que baxe luego; y esta resolucion se rubricará, asistiendo la Reyna mi muy cara, y amada Muger, como dicho es, por su Magestad en el lugar que yo lo hago, y mas abaxo por dos de la Junta; y en caso de no asistir Su Magestad, se rubricará por todos los que asistieren en la Junta, segun las precedencias en que se hallaren, contando que à lo menos sean quatro los que rubriquen; y que por los que tocan al Consejo de Aragon, lleven siempre la rubrica del Vice-Chanciller, ò Regente mas antiguo, que asistiere en la Junta, y en la remision de los negocios, así de oficio, como de parte à los Consejos, y Ministros, se executará por Decretos rubricados en la misma conformidad, que las Resoluciones de las Consultas, ò por papeles firmados del Secretario del Despacho, uno, y otro, segun lo resolviere la Junta.

22. Y en los Despachos que yo firmo, así de mi Real mano, como de estampa, se firmarán por la Reyna, mi muy cara, y amada Muger, en el lugar que yo firmo, y por todos los demás de la Junta, en inferior, lugar; y si estovieren impedidos algunos, firmarán por lo menos quatro de ellos, con tal, que por los que toca à Aragon, lleven siempre la firma del Vice-Chanciller, ò Regente mas antiguo del Consejo de Aragon, que asistiere en la Junta, y los Secretarios de Estado los referendarán en el lugar que lo executan; y los demás pondrán. Por mandado de su Magestad; pues todos los Despachos deben empezar con el nombre de mi Sucesor Reyneante, ò de Su Real Dignidad; y todos ellos quiero con toda Potestad Real, que parà el bien de mis Subditos debo, y puedo usar, sean obedecidos, como Cartas, y Cédulas del Rey, y Señor natural de estos Reynos, y los que no las obedecieren, sean castigados por ello, con las penas que corresponden, à quien no obedece las Cartas, Cédulas, y Despachos de su Rey, y Señor natural.

23. Y porque la Junta, no solo ha de despachar

TOM. VII. PART. II.

lo que viene representando por los Consejos, sino proveer à todo aquello que tuviere por mas conveniente à mi Sucesor; y al bien universal de mis Reynos, y Vassallos; si alguno de la Junta diere alguna noticia, ò hiziere alguna proposicion en orden à esto, se votará tambien en la Junta, y resolviere lo que por mayor parte de votos se acordare.

24. En caso de aver igualdad de votos, por no asistir la Reyna mi muy cara, y amada Muger, ò por otro accidente, se ha de llamar al Presidente del Consejo à quien perteneciére la materia que se tratare, ò al Decano del mismo Consejo, en caso de no tener Presidente, ò que concurra en la Junta el que lo fuere. Y si el Decano fuere de la Junta, se ha de llamar al siguiente en grado.

25. La hora mas conveniente para la Junta, será todas las mañanas à la que se faze de los Consejos; y los dias de Fiesta se continuará, empezando una hora antes, y sino pareciere bastante para el despacho este tiempo, se señalará alguna tarde menos ocupada entre semana; y ofreciendole à qualquiera hora negocio grave, de que se dará quenta inmediatamente al Secretario del Despacho, ò por los Ministros de la Junta, ò los Presidentes de los Consejos, subirá el Secretario à dar quenta à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que comunicando la al Presidente del Consejo, resolviere, si se necessita de convocar luego la Junta, y para dar Providencia en la tal materia. Y en caso de ausencia de su Magestad, lo comunicará el Secretario del Despacho al Presidente del Consejo, y al Vice-Chanciller, ò Presidente de Aragon, y resolviendo estos se convoque la Junta, se executará; y en lo que pidiere prompta providencia dentro de la Corte, lo executará el Presidente, ò Gobernador del Consejo, dando quenta despues à la Junta (si fuere caso que lo pida por su gravedad.)

26. Encargo à los de la dicha Junta, conserven la mayor union por lo que esto importa al buen Gobierno, y bien de estos Reynos, y aunque espero de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que por su parte los encaminará à este buen fin dandoles exemplo, por cumplimiento de mi obligacion, ruego, y encargo à su Magestad que así lo execute.

27. La mayor importancia para el bien de estos Reynos, es la presencia de mi Sucesor en ellos; y así en caso de hallarse en mayor edad, le ruego, y encargo venga à ellos con la mayor brevedad possible; y en caso de estar en la menor edad, mando, y encargo à la Junta lo solicite, como cosa de tan grande consideracion, y conveniencia, atendiendo à la seguridad, y brevedad de que llegue à estos Reynos.

28. En caso que mi Sucesor esté en la mayor edad, luego que llegue à esta Corte se le dará por la Junta quenta del estado de todos los negocios, y de los que por su gravedad mereciere estar noticiado de averle executado en su ausencia.

29. Y en caso que mi Sucesor sea de menor edad, quiero, y es mi voluntad, que segun la edad de mi Sucesor, se le dé quenta de los negocios que se traten en la Junta, así porque se reconozca reside en su persona la suprema Potestad, como para que se vaya instruyendo, dexando para mejor estimacion de la Junta la forma que en esto se deba guardar; y por los mismos fines, llegando à la bastante edad, segun la estimacion de la Junta, para oír la Consulta ordinaria del Consejo de Castilla, se la hará el Consejo en la misma forma que à mi, por ser acto de la suprema Regalia que deben reconocer mis Vassallos reside en su Real Persona, à unque por su menor edad la administrén los Tutores, y Curadores que dexo nombrados; y mientras no pudiere executarse esto, se observará por el Consejo de Castilla la Consulta ordinaria lo que se executa quando yo esto y ausente, ò por algun impedimento no la oigo.

30. Declaro, que en la Junta que dexo nombrada, así tanto por la ausencia de mi Sucesor, estando en la mayor edad, mientras no ha llegado à ella, deben suceder en los quatro puestos de Presidente, ò Gobernador del Consejo, Vice-Chanciller, ò Presidente de Aragon, Arçobispo de Toledo, y Inquisidor General, para entrar en dicha Junta, en caso de faltar alguno de ellos por muerte, ò otra justa causa, los que entraren en sus mismos Oficios, y que sucediendo esto despues de mi fallecimiento, se deven proveer dichos Oficios en el tiempo de la menor edad de mi

Q99

ANNO
1700.

Su-

ANNO
1700.

Suceſſor, por los miſmos de la Junta, y por la mayor parte de los votos. Y en quanto al Grande, y Conſejero de Eſtado, ſi yo no dexare papel eſcrito de mi mano, declarando los que deben ſucedere, en falta de los primeros nombrados por mi; (que ſi eſto yo dexare hecho, quiero que ſe obſerve invariablemente tambien) ſe eligrán por la Junta en caſo de vacante, en la miſma conformidad que vâ dicho, atendiendo mucho en el nombramiento del Grande à la gran reſentacion de la Nobleza de mis Reynos, por cuya eſtimacion, y aprecio, que ſiempre han hecho della mis Predeceſſores, y yo, he querido, y diſpuſto, que eſte tan eſtimable Gremio, tenga parte tan principal en el gobierno de todos mis Reynos; y por lo que mira al Conſejero de Eſtado, ſe atenderà à que ſea perſona de toda inteligencia, y practica en los negocios de Eſtado, como conviene à quien en eſta Junta repreſenta aquel Conſejo, de quien mis Predeceſſores, y yo hemos hecho tanta eſtimacion.

31 En los Lugares que deſean ocupar en la Junta, ſiguiendo las ordenes que ay para eſto, y lo que ſe obſervò en mi menor edad. Declaro deben ſentariſe en la forma que los nombro, y deſpues el Grande, y Conſejero de Eſtado, conforme el que primero llegare entre los dos; y en caſo de ſer Cardenal de la S. Igleſia, precederà en el aſſiento ſolo el Preſidente del Conſejo, y Vice-Chanciller de Aragon; y hallandofe preſente la Reyna mi muy cara, y amada Muger, ſe le pondrà ſilla, y en el votar ſe obſervarà la forma de Junta, y no de Conſejo de Eſtado.

32 Los Tribunales que yo dexo en mis Reynos ſe conſervaràn indefectiblemente en la miſma forma que oy tienen ſus manejos, para lo qual les comunico de nuevo toda aquella autoridad que oy exercen, uſando para ello de toda mi Regalia; y los Miniſtros que concurrirèn en ellos al tiempo de mi fallecimiento, y todos los Virreyes, y Governadores, y otros qualquiera que exercen Jurisdiccion, ſe mantendràn en ella, haſta que por mi Suceſſor, ò por la Junta, que dexo nombrada, ſegun los motivos, que tuviere, hagan novedad, ſegun la Potestad que les dexo; y para que exerzan dichos Oficios, les doy toda la que debo, y puedo dárles; y mando à mis Reynos, y Subditos les obedezcan en la miſma conformidad, que lo hazian haſta dicho caſo.

33 Por lo que conviene todo eſto para el bien, y defenſa de mis Vaſſallos, y que vivan en Paz, y Juſticia, à lo qual deben atender tanto, aſſi la Junta, como à quien pertenecerà eſpecialmente la Governacion de mis Reynos, como todos los Tribunales, y Miniſtros; y aſſi ſe lo encargo de nuevo, muy eſpecialmente, y que cuyen mucho de que ſe obſerven todas las Leyes, Diſpoſiciones, y Providencias que yo dexare dadas, para la mejor adminiſtracion, y autoridad de la Juſticia, y buen gobierno de mis Vaſſallos; y porque la forma, y diſtribucion de Tribunales que oy corre, y ſe conſerva, ſe ha hallado la mas util por mucho tiempo para el gobierno de eſta Monarquia, por los grandes, y diversos Reynos, cuyo gobierno ſe expide mas juſta, y facilmente con eſta planta, uſando bien della; encargo à mis Suceſſores la mantengan con los miſmos Tribunales, y forma de Gobierno, y muy eſpecialmente guarden las Leyes, y Fueros de mis Reynos, en que todo ſu Gobierno ſe adminiſtre por Naturales de ellos, ſin diſpenſar en eſto por ninguna cauſa, pues ademàs del derecho, que para eſto tienen los miſmos Reynos, ſe han hallado ſumos inconvenientes en lo contrario.

34 Mando, que à la Reyna, Doña Maria-Ana, mi muy cara, y amada Muger, ſe reſtituya todo lo que huviere recibido de Dote, y ſe le pague por mi Suceſſor, y Teſtamentarios todo lo demàs à que yo eſtuviere obligado, y demàs de eſto, durante ſu Vida, y Viudedad, deſde el dia en que yo falleciere, ſe la den quatrocientos mil Ducados cada año por ſus alimentos.

35 Y por la voluntad que he tenido, y tengo à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, la dexo todas las joyas, bienes, y alhajas que no quedaren vinculados, y otros qualquiera derechos, que tenga, y puedan pertenecer me; y mando à todos mis Vaſſallos, reſpeten, veneren, y ſirvan à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, para que en el amor, y reverencia de todos, halle alguna parte del conſuelo, que yo holgàra poder dexarla; y à mi Suceſſor en eſtos Reynos, ruego muy aſectuoſa, y encarecidamente encargo,

que en caſo que la Reyna mi muy cara, y amada Muger por ſu voluntad, ò mayor retiro ſuyo, guſtare de paſarſe à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, ſe dedicare à gobernarle; lo diſponga mi Suceſſor, dandole los Miniſtros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y ſi quiliere vivir en alguna Ciudad deſtos Reynos, ſe la darà el Gobierno della, y de ſu tierra con la Jurisdiccion; y eſto lo cumpla qualquiera de los Suceſſores.

36 Si al tiempo de mi fallecimiento ſe hallare mi Suceſſor en la menor edad, mando que ſe conſerve mi Real Caſa, en la forma que oy eſtá, para que ſirva à mi Suceſſor en los miſmos Oficios que oy tiene, ò entonccs tuviere, por la grande repreſentacion, y ſervicios, que concurren en los de ſu primera Gerarquía, por lo que ſe debe atender à lo que han ſervido, y razones que concurren en los demàs que la componen; y ſi mi Suceſſor ſe hallare en mayor edad, le encargo atienda à eſtas eſtimables, y dignas razones para elegirlos, y conſervarlos en los Oficios que oy tienen los de primera Eſfera, por el luſtre que la miſma Caſa Real conſervarà aſſi, y ſe ſervirà de los demàs, ſegun ſus Oficios, por la ſatiſfaccion que han dado en ellos.

37 Quiero que à los criados, aſſi de mi Real Caſa, como de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y de la Sereniſſima Reyna mi Señora mi Madre (que eſtá en gloria) ſe mantengan los gozes, raciones, y demàs emolumentos que les eſtuvieren ſeñalados, con el empleo, y exercicio de cada uno por todos los dias de ſu vida; caſo que alguno ſe hallare imposibilitado de continuar ſerviendo en ſu empleo à mi Suceſſor, quando llegue al caſo de poderlo hazer, porque deſde entonccs ha de ſer de ſu obligacion, y quenta ſatiſfacerlos.

38 Por quanto mi noble Guarda de Corps, ſe formò con la preciſa ordenança de ſervir à la Real Perſona del Rey actual, y no à otra; mando, que ſi yo faltare ſin dexar Suceſſion, la dicha Guarda ſe levante, y quite ſu Cuerpo de Guardia de Palacio, pero manteniendofe en el miſmo numero de Soldados con ſu Capitan, ò Governador, y demàs Oficiales que tuviere, haſta que pueda continuar el ſervir à mi Suceſſor; y el Gobierno de ella, y proviſion de ſus plazas ha de correr en la miſma forma que haſta aquí.

39 Las Guardas Eſpañolas, y Alemana continuaràn ſu Aſſiſtencia en Palacio como haſta aquí, para ſu mayor decoro, y ſervicio de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y llevar los Pliegos que ſe dirigen por la Junta, y Secretaría del Deſpacho, como lo han obſervado viviendo yo.

40 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas, y anexas à la Corona la Flor de Lis de Oro, con muchas Reliquias, que fue del Señor Emperador Carlos Quinto mi Reviſabuelo, y ſus antepaſſados, y el Lignum Crucis, que unas, y otras eſtàn en el Relicario de la Real Capilla, y en la Guardajoyas, conformandome con eſta Diſpoſicion, mando ſe obſerve, y cumpla en la miſma conformidad que ſu Mageſtad lo mandò.

41 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas otras alhajas, que aſſimifmo eſtàn en la Guardajoyas de eſte Palacio de Madrid, y varios adornos de pinturas, y buſetes que ay en dicho Palacio, mandando, que à ſus acreedores ſe les dieſſe ſatiſfaccion por la Corona, haſta la concurrente cantidad, por juzgar de la decencia de la miſma Corona las dichas alhajas, conformandome en eſta diſpoſicion, mando ſe obſerve, y cumpla en la miſma conformidad que ſu Mageſtad lo ordenò.

42 Por quanto aſſi en el dicho Palacio, que tengo en eſta Corte, como en los demàs Alcázares Reales que eſtàn dentro, y fuera de ella, y en otras Ciudades, Villas, y Lugares, mando que todas las pinturas, Tapicerias, Eſpejos, y demàs menage que eſtàn adornados, quede todo vinculado, como deſde luego lo vinculo, con todas las fuerças, y firmezas, que diſpone el Derecho, y de que para ello uſo, para mi Suceſſor, y Suceſſores en eſta Corona; y deſde luego, y para ſiempre los privo de que puedan dar, ni enagenar en manera alguna los dichos Alcázares, y Caſas Reales, ni ninguna de las coſas que quedaren en ellas; para cuyo cumplimiento, mando, que dichas alhajas ſe reconozcan por los inventarios que huviere en las miſmas Caſas, y ſe formen de nuevo, añadiendo las que en ellos no eſtuvieren pueſtas, y en ſus Oficios de

ANNO
1700.

ANNO
1700.

de Veeduria, y Contaduria, y en los de mi Real Casa, se pongan copias autorizadas de ellos, con insercion de esta clausula, para que en todo tiempo conste están vinculados, y que no se han de dar, ni en manera alguna enagenar por mi Sucesor, y Sucesores, sino es que en caso de que para la defensa de nuestra Sagrada Religion, y de mis Reynos necessiten valerse de los medios que las dichas cosas puedan producir para tan principales fines; para cuyos caños dexo en la calidad de libres todas aquellas alhajas de que sea necesario valerse para los efectos referidos, y no otro alguno, por urgente, y grave que sea; esto por quanto he gastado por mi parte algunas sumas considerables en diferentes obras, y adornos, y porque tambien mis Reynos, y Vasallos me han dado muchas de ellas, por hazerme este servicio, y complacerme; y por quanto estas alhajas que he añadido, pueden ser afectas á mis deudas, mando se tassen, y pague su precio á mis acreedores por la Junta de Descargos.

43 El Rey mi Señor, y mi Padre, me dexo á mi, y á mis Sucesores en el Reyno, un Santo Crucifijo, que tiene muchas Indulgencias, y está en mi Guardarropa, con el qual murió el Señor Emperador mi Revifubelo, y los demás Reyes hasta su Magestad, y yo espero hazer lo mismo, conformandome con esta disposicion, le dexo á mi Sucesor, y Sucesores en la Corona, por esta tan piadosa devocion, y memoria.

44 Declaro, que yo he desado hazer siempre Justicia á mis Vasallos, nunca he tenido animo, ni voluntad de agravar á nadie; pero caso que alguno, ú algunos ayan tenido quexa, ó pretension, por resolucion, ó disposiciones mias, mando fe les dé satisfaccion enteramente, y de la misma manera, se pague todo lo que pareciere que yo debo á mis Criados, como á otras Personas, y ruego, y encargo á mi Sucesor, y á los demás que en su caso governaren en menor edad, suplan lo que faltare de mi Real hacienda, hasta la verdadera, y cumplida satisfaccion de mis deudas, y de los agravios, y daños que pareciere aver yo hecho.

45 Ruego, y encargo á mis Sucesores, segun que por tiempo tuvieren el Gobierno de estos mis Reynos, procuren con todo cuydado escutar gastos superfluos, y relevat los Reynos de Tributos, é imposiciones, porque aunque voluntariamente sirven con ellos, el ruego, y voluntad de los Reyes; siempre aprieta á los Vasallos, y no se pondrian, ni pueden llevar si los Reyes tuvieren con que acudir al remedio, y socorro de sus necesidades, por urgentes, y precisas que fuesen; y segun esto, quando quiera que les cessaren las necesidades han de cessar los Tributos.

46 Igualmente encargo á mis Sucesores legitimos en mis Coronas, y Señorios, que por tiempo los poseveran, honren á sus Reynos, y se desvelen en su conservacion, y aumento; honren, favorezcan, y amparen á sus Vasallos, por lo que merecen, y aunque esto es general en todos los Reynos, en particular les encargo el amor, y cuydado de los Reynos de España, y muy especialmente de la Corona de Castilla, que es notorio las fuerças de gente, y dinero que hemos sacado de esta Corona, en tiempo de los Señores Reyes mis Abuelos, en el del Rey mi Señor, y mi Padre, y en el mio, para las Guerras de Flandes, Alemania, Francia, Italia, y otras partes, y los servicios, y derramamiento de sangre, que en todo han hecho, y hazen cada dia en defensa de la Religion Catolica.

47 Item, que á todos los dichos mis Reynos, y Señorios, Vasallos, y personas de ellos, les administren, y hagan administral justicia con igualdad, sin respeto humano alguno, y que esto sean Padres, y amparo de los huérfanos, viudas, y personas necesitadas, y miserables, para que no sean oprimidas, ni bexadas de los poderosos, y ricos, que este es proprio Oficio de Rey, para que á cada uno se le guarde su derecho, y todos vivan en paz, y quietud, amor, y obediencia á su Rey.

48 Encomiendo muy particularmente á mi Sucesor, y Sucesores, el favorecer, y amparar á todos los Vasallos forasteros, y fiar de ellos, como de los mismos propios de Castilla, por fer este el medio eficaz para conservarlos en amor, donde falta nuestra presencia Real.

49 Y por quanto he hallado estos Reynos muy cargados de tributos, y aunque de algunos les he aliviado, no fian permitido las Guerras, y necesidades de mi tiempo hazer en esto todo lo que quisiere en beneficio

TOM. VII. PART. II.

de mis Subditos, y fer muy conveniente á la misma Corona el darles estos alivios; Mando á mis Sucesores, que dando lugar á ello las necesidades publicas, procuren quitar lo mas que pudieren estos Tributos; y que de estos subditos, y rentas, y del Patrimonio, no gasten, ni consuman en mercedes, ni rentas voluntarias, ni un solo real, que no se puede, ni se debe, por fer sangre de tales Vasallos, que solo la defensa, y causa de la Religion puede justificar la incomodidad que en esta parte se les haze; y para conseguirlo mejor, procuren por todos los medios posibles desempeñar las mismas rentas.

50 Conformandome con las Leyes de mis Reynos, que prohiben la enagenacion de los bienes de la Corona, y Señorios de ellos, ordeno, y mando á mi Sucesor, y á otro qualquier Sucesor, que por tiempo fuere, que no enagenen cosa alguna de dichos Reynos, Estados, y Señorios, ni les dividan, ni partan, aunque sea entre sus propios hijos, ni en otras personas algunas; y quiero, que todos ellos, y lo que á ellos, y á cada uno de ellos pertenezca, ó pudiere pertenecer, y qualquiera otros Estados, y que por tiempo me tocara la sucesion, y á mis herederos despues de mi, anden, y estén siempre juntos, como bienes indivisibles, é impartibles en esta Corona, y en las demás de mis Reynos, Estados, y Señorios, segun que al presente lo están, y quando por grande, y urgente necesidad, grandes, y loables servicios, enagenaren algunos Vasallos, lo harán de consejo, y voluntad de las personas interesadas, y contenida en la Ley que hizo el Señor Rey Don Juan el Segundo, porque de pado, y concierto en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quatrocientos y quarenta y dos, que despues confirmaron, y mandaron guardar los Señores Reyes Catolicos Don Fernando, y Doña Isabel mis Predecesores, el Señor Emperador mi Revifubelo en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quinientos y veinte y tres, y ultimamente mi Vifubelo, y Abuelo, y el Rey mi Señor, y mi Padre por sus Testamentos, y yo de nuevo los confirmo, quiero, y mando se guarde, y cumpla.

51 Por quanto la Señora Reyna Doña Isabel, y despues de ella el Señor Emperador mi Revifubelo, y los demás Señores Reyes sus Sucesores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, dexaron dispuesto en sus Testamentos, que de todos los Grandes, y Cavalleros de estos Reynos, y Señorios, fe cobren las alcavalas, tercias, pechos, y derechos pertenecientes á la Corona Real, y Patrimonio de mis Reynos, y Señorios, yo tambien lo dispongo, y mando en la misma manera.

52 Y porque por las grandes ocupaciones de Paz, y Guerra, y negocios graves, y arduos que me han ocurrido en tiempo de mi Reynado, no lo he podido executar por ende, porque los dichos Grandes, y otras personas, á causa de dicha tolerancia, y dissimulacion que avemos tenido, y tuvieremos de aqui adelante, en qualquiera manera, no puedan dezir, ni alegar que tienen uso, y costumbre, ni que se aya seguido, ni causado precripcion alguna que pueda prejudicar al derecho de la Corona, y Patrimonio Real, ni á los Reyes que despues me sucedieren en los dichos mis Reynos, de mi proprio motu, cierta sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, como Rey, y Soberano Señor, y no reconociendo en lo temporal superior en la tierra, revoco, caso, anulo, y doy por de ninguno, y de ningun valor, ni efecto la dicha tolerancia, y qualquiera dissimulacion, permiso, ó licencia que aya concedido, y concediere de palabra, y por escrito, y qualquiera transcurso de tiempo, aunque fuese luengo, luenguissimo, y aunque sea de cien años, y tal que no huviesse memoria de hombres en contrario para que no les pueda aprovechar, y siempre quede el derecho de la Corona ileso, y pueyado, y los Reyes que despues me sucedieren en dichos mis Reynos, reincorporar en la Corona, y Patrimonio Real de ellos las dicha Alcavalas, Tercias, Pechos, y Derechos, como quiera á ellos pertenecientes, como cosa anexa á la dicha Corona, y que de ella no ha podido, ni puede, ni podrá apartarse, por alguna tolerancia, permiso, ó dissimulacion, ó transcurso del tiempo, ni por expresa licencia, ó concesion que huviere de Nos, y de los Reyes nuestros Predecesores, en fuerça, y obervancia de lo que dexaron dispuesto la Señora Reyna Doña Isabel, el Señor Emperador mi Revifubelo, y los demás Señores Reyes sus sucesores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre.

Q 99 a

53 De-

ANNO
1700.

ANNO
1700.

53 Declaro, que siempre he tenido cuidado, que de mis Sotos, y Bosques que tengo en diferentes partes de mis Reynos, no reciban daño los Vassallos en sus haciendas, y heredades, mas si al tiempo de mi fallecimiento, no se hubiere dado satisfacción á los lugares, que huvieren recibido daño con las Monterías; mando, que mi Montero Mayor ajuste el interés, y por lo que él dixere, sin otra averiguacion, ni diligencia, se de satisfacción luego.

54 Asimismo declaro, que las obras que he mandado hazer, assi en el Buen-Retiro, Palacio, y demás Casas de Campo, que no corren por ordenes de la Junta de Obras, y Bosques, he consignado los gastos de ellas, por mis Reales gastos Secretos, distribuyendolo, por mano de Joseph del Olmo, Maestro mayor de las Obras Reales; y porque será posible se continúen estas Obras por la misma mano, à de el Maestro Mayor que le sucediere, quiero, y es mi voluntad se le satisfaga, lo que por sus relaciones juradas constare deberseles de las referidas obras, por aver sido para mayor adorno, y conveniencia de las mismas Casas Reales; y pudiendo tambien por esta razon, tener suplicas algunas cantidades, assi Don Felipe de Terres, mi Secretario de Camara actual, como el que le sucediere; por entrar en su poder las meladas del Bofillo, y otras partidas, mando fe este à lo que dixerén, respecto de la confianza, y experiencia que tengo de estos Criados.

55 Mando fe paguen todas mis deudas, en la mejor, y mas breve forma que sea posible, concurriendo todos los Testamentarios que dexo nombrados en Junta, que para esto fe tenga con el Secretario de Descargos, dandole las providencias convenientes, para lo que instare mas, y fuere con especialidad del cargo de mi Real conciencia.

56 Y porque en los Testamentos de los Señores Reyes mis predecesores, ay varias Clausulas, que se han ido repitiendo hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, en orden al descargo de sus conciencias, que por los accidentes, y estrechezas de los tiempos no se han podido executar, y à este fin, desde el Señor Emperador, se han situado varias rentas de la Corona, que corren por la Junta de Descargos, mando que estas se administren en la misma forma, añadiendo à ellas, las que disputó el Rey mi Señor, y mi Padre, para que con su producto se vayan satisfaciendo estas deudas, sin que lo aplicado à la Testamentaria, se minore nunca, ni haga baxa, ni desquento, sino que sea integro, y efectivo, pagandole siempre muy puntualmente, en cuya disposicion son tan interesados los Reyes Sucesores en la Corona, para que se observe lo mismo con las que ellos dexaren.

57 Y en el remanente de todos mis bienes, derechos, y acciones que en qualquiera manera me puedan tocar, y pertenecer, cumplido, y pagado enteramente este mi Testamento en todo, y por todo, como en él fe contiene, y va expreffado; dexo, y nombro por mi heredero al dicho Sucesor de mis Reynos, para que con la benedicion de Dios, y esta mi voluntad los herede.

58 Para la breve execucion de este mi Testamento, y ultima voluntad, nombro por mis Albaceas, y Testamentarios universalmente en todos mis Reynos, Estados, y Señorios, assi los que son dentro de España, como los que están fuera de ella, en qualquiera parte, y forma à la Reyna mi muy cara, y amada Muger; al que fuere Sumiller de Corps, y no le aviendo al Gentilhombre de Camara mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere mi Mayordomo Mayor, y no le aviendo al Mayordomo mas antiguo, hasta que le aya; à mi Cavallero Mayor, el que lo fuere, ò hiziere su oficio; à mi Limosnero Mayor; à mi Confessor, y al que le sucediere en este empleo; al que fuere Presidente, ò Gobernador del Consejo del de Castilla, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Vice-Chanciller de Aragon, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Inquisidor General, y no le aviendo al mas antiguo del Consejo de Inquisicion, hasta que le aya; al que fuere Presidente de Indias, y en falta de él al mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Prior de San Lorenzo el Real; y quiero, y mando, que los dichos mis Testamentarios puedan hazerle informar, y cometer los que governaren en qualquier parte de mis Reynos, y Señorios, dentro, y fuera de España, y otros Ministros, y personas residentes en ellos, lo que vieren convenir para la buena execu-

cion, y cumplimiento de este mi Testamento.

59 Es mi voluntad, y mando, que esta mi Escritura, y todo lo en ella contenido valga por mi Testamento, y ultima voluntad, en la mejor forma, y manera que pueda valer, y mas util, y provechoso sea, y pueda ser, y si alguna mengua, ò defecto tuviere este mi Testamento, ò falta de solemnidad, por grande que sea, yo de mi proprio motu, cierta Sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, la suplo, y quiero, y es mi voluntad que se aya por suplado, algo, y quito del todo obstaculo, ò impedimento, assi de hecho, como de derecho; y quiero, y mando, que todo lo contenido en este mi Testamento, se guarde, y cumpla, sin embargo de qualquier Leyes, Fueros, y Derechos comunes, y particulares de los dichos mis Reynos, Estados, y Señorios, que en contrario de esto sean, ò fer puedan, y cada cosa, y parte de lo en este mi Testamento contenido, y declarado; quiero, y mando, que sea avido, y tenido por Ley, y que tenga fuerza, y vigor de Ley, hecha, y promulgada en Cortes generales, con grande, y madura deliberacion, y no lo embarace Fuero, ni derecho, ni otra disposicion alguna; por que es mi voluntad, que esta Ley que aqui hago, derogue, y abroge, como postera, qualquiera Fueros, Leyes, y Derechos, Costumbres, Estatutos, y otra disposicion, qualquiera que la pudiere contradecir en manera alguna; y por este mi Testamento, revoco, y doy por ninguno, y de ningun valor, ni efecto, qualquiera otro Testamento, Codicillo, ò Codicilos, ò otra qualquiera postera voluntad que antes del aya hecho, y otorgado, con qualquier Clausulas derogatorias, en qualquier forma que sea, los quales, y cada uno de ellos, que parezcan, quiero, y mando, que no hagan fee en juyzio, ni fuera del salvo este, que hago aora, y otorgo, qui es mi ultima voluntad, con la qual quiero morir, y va escrito en cinquenta y dos hojas, todas en papel de pliego entero de esta letra, y de papel comun, y tres, y media en blanco, en testimonio de lo qual Yo el Rey Don Carlos le otorgo, y lo firmo en la Villa de Madrid à dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

COPIA DE EL CODICILO.

YO Don Carlos, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, &c. Conde de Flandes, &c. Digo, que hallandome con la enfermedad, que Nuestro Señor fue servido de darme; pero con mi entendimiento natural, otorgo Testamento cerrado en tres de Octubre del año de mil y setecientos, ante Don Antonio de Ubilla y Medina, Cavallero de el Orden de Santiago, de mi Consejo, mi Secretario de Estado de la Negociacion de Italia; y del Despacho Universal, Notario publico en todos mis Reynos, y Señorios, y de los Testigos que en él fe expresse.

1 Y porque una de las Clausulas que contiene, es la de mandar que si la Reyna Doña Mariana mi muy cara, y amada Muger, despues de mi fallecimiento gustare por su voluntad, ò mayor retiro fuyo, passarse à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, se dedicare à gobernarle, lo disponga mi Sucesor, dandole los Ministros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y si quisiere vivir en alguna Ciudad de estos Reynos, se la de el gobierno de ella, y de su tierra con la jurisdiccion; y aora para mas extension de la dicha clausula, y satisfacion de la Reyna, y à mayor abundamiento, quiero que si tuviere por de su mayor decoro, conveniencia, y gusto retirarse à vivir en los Estados que yo tengo en Flandes; y si tambien se dedicare à gobernarlos, se la de por mi Sucesor en la misma forma el mando, y gobierno de ellos, como se haria para qualquiera de los Reynos de Italia que eligiese, en virtud de la clausula del dicho mi Testamento, señalandola los Ministros mas apropiados para ello.

2 Mando, que la obra que por mayor decencia, y culto al Santissimo Sacramento, se empezó en la Capilla de Palacio, que yo tengo en esta Villa de Madrid, y de quenta mia fe pagavan los gastos de esta obra, y los adornos de ella, se concluya por mi Sucesor, hasta poner la en forma, siguiendo en todo las plan-

ANNO
1700.

ANNO 1700. plantas, y concierto que están executados, y se adelante quanto fuere posible, para que vuelva a colocarse en ella con la debida solemnidad el Santísimo Sacramento.

3 Mando a los Conventos Reales de las Descalzas Franciscas, al de la Encarnación, Agustinas Recoletas; al de Santa Teresa, y al de Santa Ana, Carmelitas Descalzas, una alhaja a cada uno para su adorno, la que eligiere la Reyna mi muy cara, y amada Muger, a qui en ruego, y encargo lo cumpla así.

4 Item, quiero, y es mi voluntad, que el Convento de Religiosas Carmelitas Descalzas, intitulado San Joseph, en Avila, se incorpore, y agregue al Patronato Real, señalando para ello la cantidad, o cantidades que se necesitaren, disponiendo se todo por la Camera de Castilla, en la forma que se acostumbra.

5 Ordeno, y mando, que quando se satisfagan las deudas que yo dexare, se pague tambien todo lo que estuviere debiendo, hasta el día de mi fallecimiento la Reyna mi muy cara, y amada Muger, de cuya orden se presentará relacion de ello.

6 Aviendo deñado toda mi vida terga el Compatriotato de mis Reynos de España la Gloriosa Santa Teresa de Jesus, por la especial devocion que la tengo, encargo a mi Sucesor, y a mis Reynos, lo dispongan, como tan importante para sus mayores beneficios, que debe esperar por la interposicion de esta Santa.

7 Y para que así tenga cumplimiento lo prevenido aquí, hago este Codicillo, que quiero que valga, como si todo ello se huviese inferado en el dicho mi Testamento cerrado, el qual dexo en todo su vigor, y fuerza, en lo que no fuere contrario a lo que aquí ordeno, y mando, y quiero que valga; y que quando se abra, con la solemnidad del Derecho, se haga lo mismo con este Codicillo, y se ponga con el, para que tenga el mismo valor, y firmeza; y vâ escrito en quatro foxas con esta; y paro otorgarle cerrado, lo firmé en la Villa de Madrid a cinco días del mes de Octubre de mil y setecientos.

YO EL REY.

COPIA DEL PAPEL QUE CITA EL Testamento.

N^ombro a Don Rodrigo Manuel Manrique de Lara, Conde de Fregiliana, Gentil Hombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, para que como Ministro de el, concurra en la Junta que he diputado por mi Testamento, para el gobierno de mis Reynos, en el interin que puede tenerle mi Sucesor en ellos; y aviendo de concurrir tambien en la dicha Junta un Grande, por representacion de la Nobleza; nombro a Don Francisco Casimiro Pimentel, Conde de Benavente, mi Sumiller de Corps; y para que así se execute, lo firmé en Madrid a dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

CCXXIV.

23. Nov. Heydenheimischer Associations = Reces derer beeden löblichen Frantz- und Schwäbischen Creyße/ die Sicherheit und Conservation derselben betreffend/ geschriben Heydenheim den 23. Novembr. 1700. [LUNIG Teutsches Reichs = Archiv. Part. Spec. Arthesilung II. pag. 372. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 2. & dans THUCELIUS in *Actis Publicis* Part. I. pag. 640.]

C'est-à-dire

ANNO

1700.

Recès d'Association entre les Cercles de FRANCO- NIE & de SUABE pour leur commune servitude & conservation. A Heydenheim le 23. Novembre 1700.

3^e Il wissen: Nachdeme die beede löbliche Frantz- und Schwäbische Creyße nicht nur von geraumer Zeit in guter Correspondenz und Einverständniß mit einander gestanden/ sondern auch solche durch gewisste Anno 1691. & Anno 1692. errichtete Tractaten mehrers stabiliret und sich in ein auf die Reichs-Sakungen und Executions-Ordnung gegründetes Special-Oedus und Association mit der Condition eingelassen/ daß solches so lange dauern solle/ bis die damahlige hochschwerliche Conjunctionen sich milderten/ und zu einem sichern repetitischen Frieden auslieffen/ da man so dann/ der uringen befindenden Convenienz nach/ sich mit einander weiter zu vernehmen hätte/ und nun zwar durch Gottes Gnade noch in Anno 1697. und mit Ausgang selbigen Jahres der Frieden zu Westphal erfolgt/ dadurch aber die obere Reichs-Creyße und Lande des wärenden Kriegs erlittenen grossen Schadens und Ruins halber keines wegs ergötzet/ sondern mehrere als vormit exponirt gelassen/ und zu äußersten Gränzen des Reichs gemacht worden/ die damahlige Conjunctionen auch mißlich und weit auffgehend/ daß man mehr als jemahls Ursache batte sich in beeden löblichen Frantz- und Schwäbischen Creyßen/ zu Bebehaltung des so theure erworbenen Reichs-Standes wohl mit einander zu versehen/ und dieselb treulich zusammen zu halten: als ist nach verschiednen hinc & inde hierüber gepflognen münd- und schriftlichen Communicationen eine Zusammenziehung beeder löblichen Creyße hoch-Fürstl. Ausfreib-Kämern und der darzu bevollmächtigten Gesandtschaften anhero nach Heydenheim veranlaßet/ und sich dahelbst auf gesaniter Fürsten und Stände bey der löblichen Creyße hiernächstige Ratification folgender Punkten mit einander verglichen worden. Und zwar wird

Primò hieher all dasjenige wiederhohlet/ was in den beeden vormahligen Recessen von 29. Maji. (8. Jun.) 1691. und 29. Febr. (10. Martij) 1692. von mutuelier Beförderung des gemeinsamen Nutzens und Beweßens/ auch eines jeden Creyßes Aufnehmen/ Sicherheit und Conservation enthalten/ und ist daselbe/ als wann es hier verboretus wieder inserirt worden wäre/ zu consolidiren/ vornehmlich aber alles dahzu zu richten/ daß

Secundò der Ruhestand in diesen beeden Creyßen durch nichts troublirt/ noch dessen Fürsten und Stände in newe Mors. welche/ die obgehende Zeiten und lauffte zeitlich nach sich ziehen dürfften/ eingeschloffen/ sondern in ihrer Consistenz, ohne jemandes Hinderniß verbleiben/ und darbey ruhiglich gelassen werden mögen/ damahero

Tertio zu Errichtung dieses ganz innocenten Abzweigs haben beede löbliche Creyße sich vereinbaret/ emander mit Rath und That getreulich an Hand zu sehen/ und aller behörigen Orten mit Schiden und Schreiben das darzu dienliche conjunctim aufs nachdrücklichst/ und beweglichst vorstellen zu lassen/ auch

Quarto zu dessen kräftiger Manutenerung/ nicht aber zu einigen Menschens Offension/ noch ferner beede löbl. Creyße eine Proportionirte Militarische Verfassung von 14200. Mann dergestalt beizubehalten/ daß

Quinto der löbl. Frantzösische Creyß seine dermalige 5. Regimente als Creysa/ Schöneheim und Schönbeitz zu Fuß/ jedes in 1600. und Bayreuth zu Pferd/ und Aufsalz Dragoner/ jedes von 600. Köpfen/ also zusammen 6000. Mann/ der löbliche Schwäbische Creyß aber seine 7. Regimente/ als Waaden-Waaden-Waaden-Dutlach/ Fürstenberg und Würtz zu Fuß/ jedes gleichfalls von 1600. und Erb-Prinz Württemberg und Stauffenberg zu Pferd/ und Jülicher Dragoner/ jedes von 600. Köpfen/ also zusammen 8200. Mann/ an guten geworbenen Leuten/ effectiv auf den Reinen haben/ und was noch ein oder andern Orts daran abgehen möchte/ förderlichst aufstelle/ auch nach erscheideter Proportion/ bey ereignender Noecessität/ dieselben augmẽndet/ und darinnen jedesmahl de concerto grossen beeden löbl. Creyßen verfahren werde. Mein

Sexto die Eintheilung der Compagnien/ wie auch die Verpflegung der Mannschafft/ und dergleichen errichtende, Ordinance, bleibe uncs eben löbl. Creyßes Conventionz

Q 99 3

an

ANNO
1700.

anheim gestellt; doch daß, so viel möglich, auch hierinnen eine Gleichheit gehalten; und dadurch, denen sonst bey erheblicher gleichen Dinsten, aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen, vorgebogen werden möge. So bleibt auch

Septimo die Justicia über seine Pläket einem jeden löbl. Creyß dergestaltten bevor, wie respective in dem Dritten und Fünften §. vorerwähnten Reccesses enthalten; nach welcher sich auch

Octavo in dem Rang der Generalität, Obristen und Regimente; dergleichen dem gemeinen Concerto beyn Kriegs-Recht, in allen wichtigen Vorfällenheiten zu reguliren. Belangend aber

Nond das Commando, so hat ein jeder löbl. Creyß, wann beyderley Truppen nicht versammeln stehen, solches durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beider Creyß-Truppen beschähe, ist dann sich gemäß zu befehlen; was die Executions-Ordnung desfalls mit sich fülhet: Nach Waffgab deren auch

Decimo bey sich aufstehender Gefäße, dem nöthigsten Creyß alle Assistenten mit zusammen gefestten Kräften zu laffen, und alle der gemeinen Ruhe zu widerlaufende und schädliche Sequelen nach sich ziehende Summungen Coniunctis viribus abzuwenden; welches auch

Undecimo auf die land-verderbliche March, Remarchen/ Still-läger und Quartier zu versetzen; und hierinn denen respective 2. und 4ten §. mehrerörterter Reccess nachzugehen; und so wohl beider löbl. Creyße eigenem, als andern Truppen zu beobachten. Nicht weniger

Duodecimo bey benötigter Conjunction und Mutuellen Succurrirung benjünglich nachzukommen; welches in denen 5., 6. und 7ten §. des brandenburgischen Association- Reccesses de Anno 1692. in passibus habilibus enthalten. Wie es dann

Tredecimo da bey vorwärtlicher Conjunction noch ein und anders mehrere Erläuterung erforderter, solle dasselbe durch gütliche Zusammenretung geschehen; und auch sonst in allen eine vertraute Correspondenz zwischen beeden löbl. Creyßen gepflogen; dergleichen sich von keinem Theil, ohne Vorwissen des andern, in weitere Association- Tractaten mit einander eingelassen; noch einzusetzen hierinn etwas alterirt; oder davon absque praesentia et Consensu beider Theilen abgewichen werden; und ist dessen allen zu triffend; mit Vorbehalt Eingangs erwähnter beider löbl. Creyßen Fürsten und Stände Ratification gegenwärtiger Reccß zu Papier gebracht; und von beiderseitig Hochfürstl. aufstehenden hier anwesenden Gesandtschaften subscribirt und signirt; auch jedem Theil davon ein Exemplar zugesendet worden. So geschähen Heydenheim den 23. Novembr. 1700.

J. I. Scharff. J. E. Stand.
Fried. von Dietheim. J. Bachmeister.

CCXXV.

Decemb. *Letres Patentes de LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, pour conserver à PHILIPPE Duc d'Anjou son Petit-Fils, & tous ses Descendants Mâles, les Droits entiers de leur Naissance & particulièrement celui de pouvoir succeder à leur tour à la Couronne de France, nonobstant leur elevation à celle d'Espagne, & leur residence actuelle hors du Royaume. Données à Versailles au Mois de Decembre 1700. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 217. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans une Brochure in 4. imprimée à Londres en Anglois, & en François l'an 1723. chez Benj. Tooke par Autorité publique.]*

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous présents & à venir, Salut: Les prosperitez dont il a plu à Dieu de Nous combler pendant le cours de notre Regne, font pour Nous autant de motifs de Nous appliquer non

ANNO
1700.

seulement pour le tems présent, mais encote pour l'avenir, au bonheur & à la tranquillité des peuples dont la divine Providence Nous a confié le gouvernement. Ses jugemens impénétrables Nous laissent seulement voir que nous ne devons établir notre confiance, ny dans nos forces, ny dans l'étendue de nos Etats, ny dans une nombreuse posterité; & que ces avantages que nous recevons uniquement de la bonté, n'ont de solidité que celle qu'il lui plaît de leur donner. Comme il veut cependant que les Rois qu'il choisit pour conduire ses peuples, prévoient de loin les événements capables de produire les desordres & les guerres les plus sanglantes, qu'ils se servent pour y remédier, des lumières que la divine sagesse répand sur eux; Nous accomplissons ses desseins, lors qu'au milieu des réjouissances universelles de notre Royaume, Nous envisageons comme une chose possible, un triste avenir, que nous prions Dieu de détourner à jamais. En même tems que Nous acceptons le Testament du feu Roy d'Espagne, que nous très-cher & très-ami Fils le Dauphin renonce à ses droits légitimes sur cette Couronne en faveur de son second Fils le Duc d'Anjou, notre très-cher & très-ami Petit-Fils, institué par le feu Roy d'Espagne son Héritier universel; Que ce Prince connu présentement sous le nom de Philippe V. Roy d'Espagne, est prest d'entrer dans son Royaume, & de répondre aux vœux empressez de ses nouveaux Sujets. Ce grand événement ne nous empêche pas de porter nos vûes au de-là du tems présent; Et lorsque notre Succession paroît la mieux établie, Nous jugeons qu'il est également & du devoir de Roy & de celui de père, de déclarer pour l'avenir notre volonté, conforme aux sentimens que ces deux qualitez Nous inspirent. Ainsi persuadé que le Roy d'Espagne, notre Petit-Fils conservera toujours pour Nous, pour sa Maison, pour le Royaume où il est né, la même tendresse & les mêmes sentimens, dont il nous a donné tant de marques; que son exemple unissant les nouveaux Sujets aux nôtres, va former entre eux une amitié perpétuelle, & la correspondance la plus parfaite; Nous croirions aussi lui faire une injustice, dont nous sommes incapables, & causer un préjudice irréparable à notre Royaume, si nous regardions désormais comme étranger, un Prince que nous accordons aux demandes unanimes de la Nation Espagnole. Pour ces causes & autres grandes considérations, à ce Nous mouvans, de notre grande spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons. Voulons & Nous plaist, que Notre Très-cher & Très-Amé Petit-Fils le Roy d'Espagne conserve toujours les Droits de sa naissance, de la même manière que s'il faisoit sa résidence actuelle dans notre Royaume; ainsi Notre Très-cher & Très-Amé Fils unique le Dauphin étant le vray & légitime Successeur & Héritier de notre Couronne & de nos Etats, & après lui Notre Très-cher & Très-Amé Petit-Fils le Duc de Bourgogne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que notre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne vienne à mourir sans Enfants mâles, ou que ceux qu'il auroit en bon & loyal Mariage décedent avant lui, ou bien que ledits Enfants mâles ne laissent après eux aucuns enfans mâles nez en légitime Mariage. En ce cas notre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, usant des Droits de sa naissance, soit le vray & légitime Successeur de notre Couronne & de nos Etats, nonobstant qu'il fût alors absent & résidant hors de notre Royaume; & immédiatement après son décès, ses Hoirs mâles procréez en loyal mariage, viendront à ladite Succession, nonobstant qu'ils soient nez & qu'ils habitent hors de notre dit Royaume: Voulant que pour les causes susdites, notre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne ny ses Enfants mâles, ne soient censé & réputé moins habiles & capables de venir à ladite Succession, ny aux autres qui leur pourroient échoir dans notre dit Royaume. Entendons au contraire que tous Droits & autres choses généralement quelconques, qui leur pourroient à présent & à l'avenir competer & appartenir, soient & demeurent conservées saines & entieres, comme s'ils résidoient & habitoient continuellement dans notre Royaume jusques à leur trépas, & que leurs Hoirs fussent Originaires & Regnicoles, les ayant à cet effet en tant que besoin est ou seroit, habilité & dispensé, habilions & dispensons par cesdites présentes. Si DONNONS EN MANDEMENT à nos Amez & Feaux Conseillers, les Gens tenans notre Cour de Parlement & Chambre de nos Comptes à Paris, Pré-

ANNO
1700.

Présidens & Trésoriers Généraux de France au Bureau de nos Finances établi audit lieu, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils fassent registrer, & du contenu en icelles jouir & user Notre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, ses Enfans & Descendans mâles en loyal Mariage, pleinement & paisiblement, nonobstant toutes choses à ce contraires, auxquelles de nos mêmes graces & autorité que dessus, nous avons dérogé & dérogeons. CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours Nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. DONNE' à Versailles au mois de Décembre, l'an de grace mil sept cens, & de notre Regne le cinquante-huitième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le reply:

Par le Roi.

PHELYPEAUX.

Et à côté, Vise PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau, en cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

ANNO
1700.

Registrées, ouy & ce requérant le Procureur Général du Roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le premier Fevrier mil sept cens-un.

Signé,

DONGOIS.

Registrées en la Chambre des Comptes, Ouy & ce requérant le Procureur Général du Roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur, les Bureaux assemblez, le 1701.

Signé,

RICHER.

